John Adams
Library.

IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

SHELF Nº
ADAMS
M1.6
v.1

CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS.

CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS.

TRAITEZ de PAIX.

Ce tableau est une image de la Paix. On y voit deux Rois, qui se jurent Alliance, accompagnez de leurs Ministres d'Etat, Conseillers, et Heraults d'Armes.

Sur un Autel, au milieu du theatre, la Justice et la Paix s'embrassent, et les huit autres figures qui sont placées tout autour, sur des piedestaux, sont reconnoissables, par leurs noms et leurs attributs.

Dans le haut, au milieu des Tonnerres, et des Eclairs, qui foudroyent quelques Harpyes, on voit l'Oeuil de la Providence, a qui rien n'est caché, environné de nuages impenetrables aux Hommes; mais qui etant presente par tout, ne manquera pas de punir les parjures, et les violateurs de leur foi.

Sur le devant on voit l'Ambition, la Discorde, la Fraude, et l'impieté enchainées avec la guerre.

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/corpsuniverseldi01dumo

CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE DU DROIT DES GENS;

CONTENANT UN

RECUEIL DES TRAITEZ

D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à préſent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Cauſes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Teſtamens, Donations, Renonciations, & Proteſtations; les Inveſtitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, ſous quelque nom qu'on les déſigne, qui peuvent ſervir à fonder, établir, ou juſtifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme auſſi des Protocolles de quelques Grands Miniſtres; des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleures Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, en ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; ſur tout des Actes de* RYMER; *& enfin les plus eſtimés, ſoit en Hiſtoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

Mr. J. DUMONT,

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTÉ IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET G. WETSTEIN,
les JANSSONS WAESBERGE, ET L'HONORE ET CHATELAIN;

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXVI.

PREFACE.

I. TOut Titre bien fait doit être une véritable Définition de ce que contient le Livre. Celui qu'on vient de voir annonce au Public, un *Corps entier du Droit des Gens*; non un *Corps de Doctrine*, à la maniere des savans Traitez de Grotius, & de Puffendorf; mais un *Corps Diplomatique* où seront recueillis, autant que j'en suis capable, & que mes autres occupations ont pû le permettre, tous les principaux Traitez, Accords, Conventions, Confederations, Armistices, & Pacifications, qui ont été faites entre les Princes, & Etats de l'Europe, depuis le tems de Charles Magne jusqu'à présent, avec tous les autres principaux Titres qui peuvent servir, aussi bien que les Traitez, à fonder, limiter, conserver, ou abolir les Droits de ces mêmes Princes, ou Etats, tant par raport à leurs Domaines, Dignitez, & Possessions, qu'à l'égard de leur Constitution publique.

II. *Le Droit des Gens*, selon moi, peut & doit être défini, *le Droit respectif des Peuples les uns envers les autres, & aussi en eux-mêmes*, & ce Droit est ou *naturel*, ou *contracté*. Le Droit des Gens naturel se reduit tout entier à cet excellent Précepte, *Ne faites point à autrui, ce que vous croiriés injuste & déraisonnable, s'il étoit fait à vous-même*; Et le Droit de Gens contracté, qui dérive de celui-là, & qui en tire toute sa force, consiste dans les Contracts, Accords, Pactes, Concessions, Donations & Renonciations, que les Princes, & les Peuples font entr'eux, soit pour se garantir d'un Mal, qu'ils craignent, soit pour se procurer un Bien, qu'ils desirent, soit pour tous les deux ensemble.

III. Or ces Contracts se font, ou de vive voix, ou par écrit. Les Livres saints, & prophanes, qui traitent des premiers âges du Monde, fourniſſent assez d'Exemples de ceux de la premiere sorte. Mais comme la bonne foi a toûjours été rare, & que rien n'est plus ordinaire en tout Païs que de voir nier aujourdui ce que l'on avoit promis hier, dans les termes les plus précis; que d'ailleurs la memoire des Hommes est foible & labile, & que la Tradition orale est encore moins sûre que la memoire, le principal usage que l'on fit des Lettres, après qu'on les eût inventées, fut de mettre les Loix, & les Traitez à couvert de toute alteration, en les redigeant par écrit; d'où est venuë cette Formule si fréquente dans les Actes du douzieme, & treizieme Siecle; *Pereuntibus hominibus ipsorum simul facta intereunt. Quare necesse est, ut quæ suâ naturâ tendunt ad interitum, literarum adminiculo fulciantur, & ab oblivionis interitu defendantur . . . . . Conveniens, & utile est, ut facta hominum scriptis & literis testimonialibus roborentur, ne propter eorum labilem memoriam successu temporis oblivioni dentur . . . . . Ne præsentis ætatis negotia consumat oblivio, literarum indiciis solent æternari . . . . . &* autres semblables. On ne les écrivoit pas seulement, on les gravoit sur des Tables, & sur des Colomnes de Marbre. Témoin la Loi du Décalogue, la plus ancienne, & la plus sainte des Loix écrites, dont nous ayons connoissance, *Exod.* XXXII. XXXIII. & XXXIV. & même les deux prétendues Colomnes des Fils de Seth, dont parle Joseph au Livre I. de ses Antiquités. Témoin encore celles dont les anciens *Grecs* se servoient pour conserver, & pour publier leurs Traitez de Paix & d'Alliance & qui, au raport de Thucydide Liv. I, se voyoient encore de son tems dans les Plaines d'*Olynte*, dans l'Isthme, dans l'*Attique*, dans *Athènes*, dans *Lacedemone*, & ailleurs. On y employa ensuite l'Airain, comme une matiere encore moins corruptible que le Marbre, & l'Alliance que Judas Machabe'e fit avec les *Romains* & qu'on a toute entiere au premier des deux Livres qui portent son nom, fut gravée sur une Table de cette sorte, & envoyée à *Jerusalem* pour y être perpetuellement gardée.

IV. C'étoit effectivement la coûtume du Peuple *Romain*, de graver ses Loix, & ses Traitez sur des Tables d'Airain, qu'on deposoit ordinairement au Capitole; mais on ne laissoit pas, à l'imitation des *Grecs*, de graver aussi les Loix, & les Alliances sur des Colomnes publiques. *De Tabulis dubium non est*, dit Paul Manuce Lib. VI. Antiq. Roman. *quas etiam aliquot in hunc usque diem servatas ipsi vidimus. De Columnis autem* Cicero *pro* Balbo *sic: Cum Latinis omnibus Fœdus ictum* Sp. Cassio, Posthumo Geminio *Coss. quis ignorat? quod quidem nuper in Columnæ æneæ meminimus Rostra incisum, & perscriptum fuisse. Quâ ipsâ de re* Liv. *lib.* II. . . . . & Varro, *ut apud* Macrobium *legimus, antiquissimam Legem in Columnâ æneâ scripsit incisam fuisse cui mentio intercalaris adscriberetur. Nec deest* Dionis *in Historiâ testimonium, qui Libro* XLI. *columnas quibus incisæ Leges legerentur, de Cælo tactas memoriæ prodidit.*

V. La Loi-Royale, *Lex Regia*, dont on a tant disputé, & dont il y a une savante Dissertation de J. Frederic Gronovius, traduite en François par Mr. Barbeyrac, étoit aussi gravée sur l'Airain. Il en reste même jusqu'à présent un † morceau considerable, qui fut trouvé parmi des ruines, il y a environ 400. ans, & deposé dans la Basilique de S. *Jean de Latran*, dans un lieu exposé à la vûe de tout le monde, où nous croyons qu'il est encore.

VI. Les

† Onuphrii Panv. *Roman. Princip. Lib. I.* Joan. Frid. Gronovii *de Lege Regia Dissert.*

VI. Les *Genois* montrent pareillement une Table d'Airain qui fut trouvée en * 1506 ou 1556. dans la vallée de *Pocifera*, & qui contient une Sentence rendue entr'eux & les *Veiturіens*, par les Commiſſaires du Senat, & du Peuple *Romain*, touchant leurs limites, ſous le Conſulat de L. Cæcilius Metellus, & Q. M. Vatia, c'eſt-à-dire vers l'an du Monde 3883. & 171. avant la naiſſance de Notre Seigneur. Cette Table eſt gardée dans la principale Egliſe de *Genes*; on en a le contenu dans P. Bizaro, *Senatûs Pop. Genuenſis Hiſtoriæ, atque Annales Lib. I.*

VII. Enfin nous avons dans les Annales de Baronius Tom. VII. *ſub Anno* 533. un Reſcript du Roi Athalaric à Salvantius Gouverneur de *Rome*, ordonnant que les Loix faites par lui, & par le Senat, pour défendre les Corruptions Simoniaques dans les Elections des Papes, ſoient gravées ſur des Tables de marbre, & placées à l'entrée du Temple de St. Pierre. *Verùm ut principale beneficium & præſentibus hæreat ſeculis & futuris, tam definita noſtra, quàm Senatûs Conſulta tabulis marmoreis præcipimus decenter incidi, & ante atrium Beati* Petri *Apoſtoli in teſtimonium publicum collocari.*

VIII. Il eſt donc certain, que cette coûtume dura parmi les *Romains* jusques bien avant ſous les Empereurs, après quoi le nombre des Loix, & des Traitez s'étant fort acrû, on fut obligé de s'en tenir aux manieres communes d'écrire les Actes publics, ſur des Tables cirées, ſur des Lames de plomb, ſur des Ecorces d'Arbres, & enfin ſur des Feuilles préparées de velin, ou de papier.

IX. Cela même aprit aux Particuliers à les conſerver chez eux en copie, & l'on en fit de Recueils, qui, par l'utilité dont ils étoient, furent extrémement recherchez, ſur tout ceux qui portoient le nom de quelque Auteur de reputation. On y raſſembloit les Décrets du Senat, les Edits des Préteurs, & les ſentimens des Juriſconſultes, qui en ce tems-là avoient quaſi autant de force, que les Loix.

X. Après cela vint l'Edit perpetuel de l'Empereur Adrien, qui le premier donna quelque forme de Syſtême au Droit *Romain*, & qui, en même tems, mit fin aux diférentes Sectes des Juriſconſultes; car jusqu'alors, ils avoient été diviſés entr'eux, à la maniere des Philoſophes, en diverſes Ecôles, dont chacune avoit ſon Chef.

XI. Cet Edit, publié vers l'an 132. de notre Seigneur, conſerva toute ſa force, jusqu'au tems du *Grand* Constantin, qui, ſans l'abroger tout-à-fait, ne laiſſa pas d'y déroger en pluſieurs points, par les Loix, qu'il fit en faveur du Chriſtianisme. Ses Succeſſeurs y en ajouterent quantité d'autres ſelon les occurrences, & l'Empereur Theodose le jeune les fit raſſembler, & reduire en une ſeule Compilation, diviſée en XVI. Livres, qui eſt parvenuë jusqu'à notre tems, ſous le nom de *Code Theodoſien.*

XII. Cependant la premiere confuſion s'étant de nouveau introduite dans la Science du Droit, par le nombre exceſſif des Auteurs, qui en avoient écrit, & qui n'étoient pas tous d'une grande autorité, l'Empereur Justinien fit choix vers l'an 528. de dix ſavans Juriſconſultes, à la tête desquels il mit le célèbre Tribonien, Homme Conſulaire & de la plus grande reputation (*a*), avec ordre de revoir toutes les anciennes Loix, à commencer par celles de Romulus, d'en extraire la meilleure ſubſtance, & d'en compoſer un *Corps univerſel*, qui ſeul fût ſufiſant (*b*) pour décider tous les Cas qui s'ofriroient à l'avenir entre ſes Sujets. Ils y travaillerent ſept ans, pendant lesquels ils publierent le *Code*, les *Inſtitutes*, les *Deciſions*, le *Digeſte*, & de nouveau le *Code* revû, corrigé, & amelioré, comme auſſi les *Novelles*, qu'on appelle *Juſtiniennes*, & enfin les treize *Edits* du même Empereur.

XIII. Toutes ces Loix ont pénetré jusqu'à nous, & ce ſont elles qui, avec les *Conſtitutions* de quelques Empereurs venus depuis Justinien, & avec les trois Livres du *Droit des Fiefs*, compoſent aujourd'hui le Corps entier de notre *Droit Civil.*

XIV. On a auſſi des Collections fort curieuſes des Loix des *Wiſigots*, des *Francs*, des *Bourguignons*, des *Ripuariens*, des *Saxons* & des *Lombards*; & quoi qu'elles ne ſoient plus en uſage, hormis pourtant celles des *Lombards* à l'égard des Fiefs, on ne laiſſe pas de les rechercher, & de ſavoir gré aux ſavans Hommes qui ont pris la peine de les recueillir. On a la même obligation à ceux qui nous ont conſervé les Capitulaires de Charles-Magne, de Louïs *le Pieux*, de Charles *le Chauve* & en général toutes les Loix anciennes.

XV. Les Capitulaires de Charles-Magne, & de Louïs *le Pieux* furent premierement recueillis avant l'année 827. par Ansegise, qu'on dit avoir été Abbé de *Laube* en *Haynaut*, & en ſuite vers l'an 845. par Benoist Levite, lequel y ajouta les Conſtitutions de Pepin, & de Carloman, avec celles de Charles-Magne, & de Louïs *le Pieux*, qui avoient été oubliées par Ansegise, ou qui avoient paru depuis ſa Collection. On en a encore quelques autres Collections, dont les mieux connuës ſont celles de Herard Archevêque de *Tours*, & d'Isaac Evêque de *Langres*. Mais la premiere qui ait été publiée, par voye d'Impreſſion, fut celle d'Amerpach imprimée à *Ingolſtad* en

* L'Edition de *Bizaro*, dont je me ſers ici, eſt extrémement fautive. L'année 1506. y eſt marquée dans le Texte, & l'an 1556. dans la marge; Les noms y ſont auſſi tout eſtropiés.

(*a*) *Præfat. I. Digeſtorum*, §. 3. *Conſtit.* 1, 2 & 3. *de novo Codice faciendo, confirmando & edendo. Inſtit. in Proem.*

(*b*) *Præfat. I. Digeſtorum*, §. 4.

en 1645. chez ALEXANDRE WEISSHORN. JEAN DU TILLET, Evêque de *St. Brieux*, & en ſuite de *Meaux*, en publia une autre à *Paris* en 1548. HERGLDUS une troiſiême à *Baſle* en 1557. laquelle fait partie de ſes *Origines & Antiquitates Germaniæ*, & PIERRE PITHOU une quatriême en 1588. La Collection d'AMERPACH fut réimprimée à *Mayence* en 1602. par les ſoins du Pere BUSÆUS Jeſuite, à la fin des Epîtres de HINCMAR; & GOLDAST, contemporain de BUSÆUS, l'inſera toute entiere en ſes *Conſtitutions Imperiales*, avec le Capitulaire *de Imaginibus non adorandis*, imprimé pour la premiere fois à *Francfort* en 1549. ſous le nom d'ELIPHILI, & avec les Decrets de la Conference de *Paris*, tenuë en 825. contre ceux du ſecond Concile de *Nicée*, ſur l'Edition qui en avoit été faite à *Francfort* en 1596. par les Heritiers de WECHELIUS. Il y a encore CAROLI Calvi & *Succeſſorum aliquot Franciæ Regum Capitula cum Notis* J. SIRMONDI *Pariſiis* 1623, *in* 8. mais la principale Edition que l'on ait des anciennes Conſtitutions Imperiales & Royales, appellées Capitulaires, c'eſt ſans contredit celle de BALUZE, imprimée à *Paris* chez FRANÇOIS MUGUET en 1677. Il s'y étoit ſervi de dix-huit Exemplaires, qu'il avoit ſoigneuſement conferés enſemble. Cependant le Capitulaire *de Imaginibus non adorandis* ne s'y trouve point, & même il n'en fait aucune mention.

XVI. Les Canons, & les Decretales ont auſſi été recueillis avec beaucoup de ſoin. On en a des Collections Greques, & Latines; & celles-ci en beaucoup plus grand nombre que les autres. La principale, & la plus ample des Collections Greques, eſt celle de PHOTIUS faite vers l'an 880. & commentée depuis par JEAN ZONARE, par THEODORE BALSAMON, & par ARISTENE, ou ARISTIN.

XVII. Quant aux Collections Latines, la plus ancienne de celles qui nous ſont reſtées ſe fit par l'autorité de *St.* LEON *le Grand*, vers le milieu du cinquieme ſiecle. C'eſt le ſentiment de DE MARCA, de BALUZE, & du Pere QUESNEL de l'Oratoire qui redonna cette Collection au Public en 1675. avec les autres Oeuvres du même Pape. Après cela ſuivirent les Collections de DENIS *le Petit* ſur la fin du cinquieme ſiecle & de FERRAND Diacre vers l'an 527. Celles de St. MARTIN Archevêque de *Braga* en *Portugal* en 572, de St. ISIDORE Evêque de *Seville* au commencement du ſeptieme ſiecle; & d'ISIDORE *Mercator* ou *Peccator*, que l'on croit avoir été faite, peu de tems après le Pontificat de ZACHARIE. Il y eut auſſi celles de CRESCONIUS, Evêque d'*Afrique*, vers l'an 670; de REGINON, Abbé de *Prum*, vers l'entrée du dixieme ſiecle; de BURCHARD, Evêque de *Worms*, environ l'an 1020; d'YVES, Evêque de *Chartres*, qui parut vers l'an 1100; & enfin la grande Collection, appellée communément *le Cours Canon*, qui en contient ſix particulieres, ſavoir le Decret de GRATIEN, les Decretales de GREGOIRE IX, le Sexte, les Clementines, les Extravagantes de JEAN XXII. & les Extravagantes Communes. C'eſt de cette derniere Collection qu'on ſe ſert préſentement, & que ſe tire presque tout le Droit Canon moderne.

XVIII. Nous avons, en ſuite, les Collections des Conciles, tant généraux que particuliers. JACQUES MERLIN, Docteur en Théologie, en publia une en 1524; & PIERRE CRABBE une autre en 1551. Une troiſième parut à *Rome* en 1608. en 4. Volumes. BINIUS, Chanoine de *Cologne*, en fit ſur celles-là deux autres, dont la derniere imprimée en 1618. faiſoit neuf Volumes, & elle fut réimprimée à *Paris* en 1638. avec augmentation, jusqu'à dix Volumes. Le Pere SIRMOND, Jeſuite, avoit auſſi publié en 1629. une Edition particuliere des Conciles de *France*, qui fut fort eſtimée. La Grande Collection du *Louvre* parut en 1644; & fut généralement admirée, non ſeulement par la magnificence de l'Edition, qui eſt vraiment Royale, mais auſſi par la richeſſe de ſes augmentations. On ne croyoit pas alors qu'il ſe pût rien faire de plus. Cependant les Peres LABBE & COSSART, Jeſuites, en donnerent une autre en 1670. qui véritablement lui eſt fort inferieure en beauté, & en correction, mais qui comprend, en dix-ſept Volumes, toute celle du *Louvre* avec un quart d'augmentation. Et en dernier lieu le Pere HARDOUIN, de la même Compagnie, en a fait une troiſième en douze Volumes, fort diférente des deux précedentes, & qui ſembloit devoir les effacer. Il y avoit travaillé par Commiſſion expreſſe de l'Aſſemblée générale du Clergé tenue en 1685. & elle avoit été revûe par trois Examinateurs Royaux, & imprimée par ordre du Roi T. C. dans ſon Imprimerie du *Louvre*, avec tout le ſoin qu'on peut penſer. Ce n'étoit pas non plus un Ouvrage fait à la hâte; l'Auteur y avoit employé plus de vingt ans, & malgré tout cela, il a eu le déplaiſir de le voir de nouveau ſoumis à l'examen, cenſuré, & en quelque maniere flêtri; de ſorte qu'à peine oſeroit-on le citer. Les deux autres grandes Collections, qui naturellement devoient beaucoup perdre de leur prix, par la publication de la ſienne, n'en ſont devenuës que plus cheres, & plus recherchées.

XIX. Nous avons encore le *Bullarium Magnum*, imprimé à *Lyon* en 1692. ſur l'Edition Romaine des deux CHERUBINI, continuée par le Pere ANGELO DE LANTUSCA de l'Ordre des Freres Mineurs. Il commence au Pontificat de LEON *le Grand*, & finit à celui de CLEMENT X. en cinq petits Volumes *in folio*.

XX. Je paſſe en courant ſur toutes ces choſes, mon deſſein n'étant pas de faire l'hiſtoire, ni la Critique de ces ſortes d'Ouvrages. Je veux ſeulement faire obſerver, que dans tous les tems, ſans en excepter les plus barbares, les habiles Gens ont cru rendre un ſervice impor-

tant au Public, en s'apliquant à la recherche, & à la collection des Loix, Decrets, & Constitutions du Droit spirituel, & temporel; qu'on les a reçuës de leurs mains avec joye, qu'on les a soigneusement conservées, & que, bien qu'il n'y en aît pas une, qui ne péche en quelque partie, elles n'ont pas laissé, généralement parlant, d'acquerir une très-grande autorité, non seulement parmi les Doctes, & dans les Ecoles du Droit Civil & Canon, mais aussi dans les Questions les plus graves de la Religion.

XXI. Touchant les Loix Civiles en particulier, le nombre des Collections qu'on en a est si grand, que ce seroit une chose infinie de vouloir en donner seulement le Catalogue. Il n'y a ni Royaume, ni Etat, quelque petit qu'il soit, qui n'ait les siennes, & qui ne soit obligé de les avoir; sans parler de tant de Villes, Châtelenies, Bailliages, & Territoires, dont chacun a aussi ses Privileges, ses Loix, & ses Coûtumes écrites.

XXII. Il y a donc lieu de s'étonner, que les Loix du *Droit des Gens* ayent été seules negligées, jusqu'au point de n'avoir trouvé, pendant seize siecles, aucun Compilateur, qui se soit donné la peine de les rechercher & d'en publier quelque Recueil.

XXIII. Car enfin, malgré cette négligence inconcevable, on ne sauroit nier, qu'elles ne fassent le Fondement de toutes les autres Loix, politiques & civiles; que leur autorité ne s'étende sur tout ce qui vit; que ce ne soit par elles, après Dieu, que les Roix regnent, & que, si elles venoient à perdre leur force, chose heureusement impossible, le Monde entier retomberoit aussi-tôt dans une confusion pire que celle du premier Cahos.

XXIV. Cependant, comme j'ai dit, il ne s'étoit fait aucune Collection de cette nature, avant le dix-septieme siècle. Je parle des Collections publiques; car on sait bien, qu'il s'en trouve quelques-unes dans les grandes Bibliotheques, qui pourroient avoir un peu plus d'antiquité. Mais, outre que ces Collections manuscrites ne sont pas en fort grand nombre, elles sont pour la plûpart si defectueuses, & si confusement rangées & ordonnées, que le meilleur usage qu'on en puisse faire, c'est de s'en servir pour d'autres Compositions plus remplies, & plus choisies.

XXV. Melchior Goldast fut le premier, qui, au commencement du dernier siècle, entreprit quelque chose de semblable, ayant publié en 1607. ses *Statuta & Rescripta Imperialia*, *sive Constitutiones Imperiales*, qui furent suivies peu après de ses trois Volumes Latins qui portent aussi le Titre de *Constitutiones Imperiales*; de deux autres Allemands, qui sont ses *Reichs Satzungen*, & ses *Reichs Handlungen*, & enfin de toutes ses autres riches Collections, qui sont pleines d'Actes publics, principalement ses *Politica Imperialia*, & ses *Allerhand gemeine Acten Regiments Sachen* &c. imprimés l'un & l'autre en 1614. Je n'entre point dans l'examen de tout le bien & le mal qu'on en a dit. Il étoit bien difficile, qu'il ne se glissât quelques Pièces de mauvais aloi entre tant d'autres excellentes, dont il étoit le premier Editeur. Ce qu'il y a de vrai est, qu'on en a fait plusieurs Editions, & qu'après un usage continuel de plus de cent années, dans les Cours, & dans les Ecoles, on ne se lasse point de les rechercher, & de les réimprimer. Goldast est le Pere de tous les Compilateurs d'*Allemagne* en Droit Public. Freherus, Limnæus, Londorpius, Millerus, & quelques autres l'ont suivi avec reputation; mais par des routes assez diferentes de la sienne. On ne doit pas compter non plus entre ses Imitateurs les Memorialistes, tels que sont, en Allemand, le *Diarium Europæum*, les *Relationes Francofurtenses*, le *Theatrum Europæum* & le *Staats Cantzeley*; en Italien, le *Mercurio de* Vittorio Siri & ses *Memorie Recondite*; en François, le *Mercure François*, le *Mercure Historique*, les *Lettres Historiques* & le *Mercure Hollandois*; & en Hollandois, le *Hollandse Mercurius*, & les *Saeken van Staat en Oorlogh* d'Aitzema. Ce sont de bons Livres, mais qui tiennent une espece de milieu entre le Journal & l'Histoire, & qui ne peuvent être rangés parmi les Collections Diplomatiques. J'en dis de même des Negociations de quelques Ambassadeurs, qui ont paru en divers tems, la plûpart Françoises, comme, par exemple, les Lettres & Negociations des Cardinaux d'Ossat, du Perron, & Richelieu; celles du Président Jeannin, du Duc d'*Angoulême*, de Castelnau, de Bassompierre &c. ni même les Actes & Memoires de quelques Négociations de Paix publiques, & generales, comme celles de la Paix de *Nimégue*, & de *Ryswyck*, parce qu'elles sont bornées à des sujets trop particuliers.

XXVI. A proprement parler, il n'y a que Mr. Lunig en *Allemagne*, & Mr. Rymer, en *Angleterre*, dont les Collections Diplomatiques soient du genre des *Constitutiones Imperii* & des *Reichs Satzungen* de Goldast; avec cette diférence, qu'elles les surpassent infiniment en étendue, & en mérite. Les *Reichs-Archiven* de Mr. Lunig contiennent seules treize Volumes *in folio*, son *Spicilegium Ecclesiasticum* quatre autres, son *Corpus Juris militaris* deux &c. Les *Acta*, *Conventiones* &c. de Rymer font aussi dix-sept Volumes, & ne viennent cependant que jusqu'à l'an 1625. On n'est pas en peine d'où il a tiré ce prodigieux amas de toutes sortes de Pièces politiques, car les Archives de la Cour *Britannique* lui étoient ouvertes, & il les cite par tout. Mais pour Mr. Lunig, qui n'a pas eu les mêmes avantages, du moins qu'on sache, on ne comprend pas comment il a pû faire, pour recueillir tant de miliers de Privileges, de Loix, d'Edits, de Constitutions, de Décrets, d'Accords, de Traitez, de Testamens, & d'autres Actes publics. Il seroit à souhaiter qu'il eût bien voulu citer ses sources. Cela lui eût fait honneur; mais quoi qu'il n'aît pas jugé à propos d'en

d'en uſer ainſi, on ne peut pas douter qu'il n'ait puiſé en des ſources abondantes, & qui ne ſont pas ouvertes à tout le monde; telles que ſont par exemple les *Informations de Droit* & les *Deductions* que les Princes & Etats du Corps Germanique produiſent au Conſeil Aulique de l'Empire à *Vienne* & à la Chambre Imperiale à *Wetzlar*, quand ils y ont des affaires. Le nombre en eſt grand, & Mr. *Lunig* a pu avoir des Amis dans ces deux éminents Tribunaux qui lui en auront procuré des Centaines; ſans parler de celles qui lui auront été communiquées d'ailleurs en Manuſcrit. Car pour les Livres imprimés, ils n'ont pû lui fournir que la moindre partie des Pièces, qui ſe trouvent en ſes Ouvrages, & même il paroît, en bien des endroits, qu'il ne s'eſt pas ſoucié de les épuiſer. Au reſte les *Reichs-Archiven* de Mr. LUNIG, ſon *Spicilegium Eccleſiaſticum*, & la plûpart de ſes autres Collections ne regardent que l'Empire. Il ne fait guères d'excurſions au dehors, qu'autant qu'il croit, que les Intérêts du dedans l'y obligent. La Collection de RYMER eſt pareillement limitée aux affaires de la *Grande-Bretagne*, & de ſes Royaumes, Provinces, & Comtés. Leurs Livres auſſi n'apartiennent au Droit des Gens qu'à cauſe du Droit public de leur propre Païs qui en fait une branche.

XXVII. Mais ſous quelle Claſſe rangerons-nous le Recueil de FRIDERIC LEONARD? Car ce n'eſt point un Livre qui puiſſe beaucoup ſervir à la connoiſſance du Droit public de *France*. On ne peut pas dire non plus que ce ſoit une Collection du Droit des Gens univerſel, puis qu'on n'y trouve que des Traitez, Manifeſtes, Declarations de Guerre, & autres ſemblables Pièces concernant les Intérêts de la Couronne de *France*. La verité eſt, que le hazard ſeul lui donna la naiſſance. LEONARD avoit imprimé les Traitez de *Nimegue*, avec une partie des Actes de cette Paix, ſur le Privilege qu'en avoient obtenu les Sieurs PACHAU, PARAIRE, & TOURMONT, principaux Commis de Mr. DE POMPONE Miniſtre & Secretaire d'Etat. On lui avoit donné depuis les Arrêts de la Chambre Royale établie à *Metz*, & les Traitez de la Trêve de l'an 1684. & il vendoit tout cela, ou ſeparément, ou relié enſemble en un Volume, ſelon le deſir des Acheteurs. A meſure qu'une Pièce venoit à lui manquer, il la réïmprimoit de nouveau, pour la joindre aux autres ſans lui donner d'autre forme que la premiere. Ainſi ce n'étoit toûjours que des Pièces detachées, imprimées en divers tems, ſous divers Titres, & en toute ſorte de Caractere. Il s'aviſa en ſuite d'y vouloir joindre les principaux Traitez, qui avoient été faits par les Roix de *France*, pendant le ſiecle, en remontant juſqu'à la Paix de Vervins, & à force de chercher parmi ſes Amis, il y trouva aſſez de Pièces pour augmenter ſon Recueil juſqu'à quatre Volumes. Le bonheur s'en mêla; Son deſſein plut à quelques Miniſtres, & ils lui communiquerent environ trois cens Pièces, dont il compila ſes deux premiers Volumes. Elles commencent au Traité d'*Arras*, fait le 21. Sept. 1435. & finiſſent en 1600. C'eſt ce qu'il y a de meilleur, & de mieux rangé en tout ſon Livre. Je ſoupçonne que Mr. AMELOT DE LA HOUSSAYE y mit la main, & ce qui me confirme en cette penſée, c'eſt qu'il y joignit ſes Obſervations, leſquelles commencent à la même Epoque, & tombent principalement ſur les mêmes matieres. Il ne laiſſe pas de les pourſuivre juſqu'à l'an 1684. mais plus legerement, &, comme il paroît, pour faire plaiſir au Libraire qui l'en avoit prié. Ce qu'on y a ajouté depuis ce tems-là, juſqu'à l'an 1714. ſe reduit aux Traitez les plus generalement connus, & en petit nombre.

XXVIII. Un autre petit *Recueil de Traitez, Lettres & Memoires*, avoit précedé celui-là en 1650. & il avoit été réïmprimé à *Amſterdam* chez VAN DYCK en 1672; mais il ne contient que ſoixante-quatorze Pièces; dont la plûpart ſe trouvent auſſi dans le Recueil de LEONARD, bonnes & mauvaiſes, mais non pas toutes.

XXIX. On en a un troiſième ſous le Titre de *Theatrum Pacis*, dont je ne dois pas oublier de faire mention. Ce ſont deux Volumes in 4°. le premier imprimé à *Nuremberg* en 1685. & l'autre au même Lieu en 1702. tous Traitez de Paix, de Trêve, d'Alliance, & d'Accommodement ſans aucun mêlange de Memoires, Lettres, ou autres Actes, & ils ſont traduits en Allemand. C'eſt dommage qu'il y en ait un ſi petit nombre; car on n'y trouve que ſoixante-dix Pièces en tout, qui commencent en 1647. & finiſſent au Traité d'*Oliva* en 1660.

XXX. Mr. NESSEL, Bibliothequaire de l'Empereur LEOPOLD d'heureuſe, & glorieuſe memoire, avoit auſſi entrepris une Collection de Traitez, & il en avoit publié en 1690, un *Prodromus ſeu Catalogus Chronologicus*, qui commençoit en 1400. & finiſſoit en 1685. mais la mort ne lui permit pas d'executer ſon deſſein, & priva le Public de l'avantage qu'il en pouvoit atendre.

XXXI. Après le *Theatrum Pacis*, vient le *Codex Juris Gentium*, de Mr. LEIBNITZ. Cette Collection ne contenoit au commencement que 479. pages, qui n'en auroient pas fait 300. forme & caractere de celle-ci, & la Seconde Partie qu'il y ajouta ſept ans après, ſous le Titre de *Mantiſſa*, n'étoit ni plus groſſe, ni plus conſiderable. On y trouve néanmoins beaucoup de Pièces curieuſes, & utiles, dont il a été le premier Editeur; mais elles n'y ſont pas le plus grand nombre. Pour les autres, elles étoient déja publiques avant lui, & quelques-unes ſur de meilleures Copies que les ſiennes. Cela ſe connoitra facilement par les Citations, que j'ai eu ſoin de joindre toujours à chaque Pièce, afin qu'on ſache certainement d'où elle eſt tirée, & dans quels autres Livres elle ſe trouve auſſi.

XXXII. Je paſſe au grand *Recueil des Traitez de Paix, de Trêve, de Neutralité, de ſuſpenſion d'armes, de Confederation, d'Alliance, de Commerce, de Garantie, & d'autres Actes publics* imprimé à *Amſterdam* chez HENRI & la Veuve de T. BOOM, & à la *Haye* chez ADRIEN MOETJENS, & HENRI VAN BULDEREN, en 4. Volumes *in folio*. C'étoit encore une entrepriſe de Libraires. MOETJENS fut le premier à qui elle vint dans l'eſprit. Il étoit fort vigilant, & il entendoit parfaitement la Librairie. Comme il vit que le Recueil de LEONARD ſe vendoit bien; que celui de Mr. LEIBNITZ étoit auſſi fort recherché, & qu'on faiſoit cas du *Theatrum Pacis*, il jugea que, ſi on les incorporoit enſemble, & qu'on y ajoutât tout ce qui ſe pourroit trouver de ſemblable ailleurs, on pourroit en former un Livre, qui infailliblement ſeroit d'un bon débit. Divers Miniſtres l'encouragerent en ce deſſein; les Libraires ſes amis y entrerent, & un Homme de Lettres, dont le nom eſt en eſtime par ſes Ouvrages, mais qui ne vouloit pas être connu en celui-ci, leur promit ſes ſoins pour l'arrangement des Pièces, & pour la compoſition des Titres, & de la Préface, ſans ſe mettre autrement en peine du reſte, & ſans y prendre aucun intérêt.

XXXIII. Je ſuplie le Lecteur, de ne point exiger de moi un plus grand compte de ce Livre. Tout ce que je puis lui en dire, c'eſt qu'on en a vû peu, dont le ſuccès ait été plus heureux, plus prompt, & plus général. Il ne faut pas en être ſurpris; rien de ſemblable ne s'étoit encore vu en ce genre, & quel qu'il fût, les Miniſtres ne pouvoient s'en paſſer. Le débit en fut ſi grand, que, quelques années après ſon impreſſion, il ne s'en trouvoit plus, & qu'aux Auctions, quand il s'y rencontroit, il ſe vendoit jusqu'à cent cinquante Florins. Enfin on en demandoit de toutes parts une ſeconde Edition, & il étoit juſte de ſatisfaire l'empreſſement du Public. Mais, en lui donnant cette ſatisfaction, il faloit que ce fût à ſon avantage, & d'une maniere dont il pût tirer une veritable utilité. C'eſt-à-dire qu'il faloit repurger le Livre de toutes les fautes, qui s'y étoient gliſſées, ou qu'on y avoit laiſſées, en copiant trop fidellement celles de LEONARD, de LEIBNITZ, d'AITZEMA, de PERARD, & des autres Auteurs, dont on s'étoit ſervi, pour ſa compoſition; Qu'il falloit en ôter les mauvaiſes Copies, qui s'y trouveroient, & les remplacer par de meilleures; ſuppléer par une bonne augmentation à ce qui pouvoit y manquer; en un mot, le revoir, le corriger, le completer, & le refondre, pour ainſi dire, d'un bout à l'autre.

XXXIV. Tout cela étant aſſez de mon reſſort, parce que mes occupations ordinaires, qui m'ont donné quelque part en pluſieurs grandes Negociations, m'obligeoient ſouvent à feuilleter les Traitez, & à rechercher les anciens Titres, & Documents, je formai le deſſein, il y a déja plus de quinze ans, d'y travailler. Mais j'en diferai l'execution, par diverſes raiſons, jusqu'à ce que les Libraires, à qui apartenoit le * Droit de Copie, ſe trouvant dans la diſpoſition de le réïmprimer avec augmentation, me firent prier de réunir mon deſſein au leur, pour le plus grand avantage du Public, ce que j'acceptai avec plaiſir.

XXXV. J'avoue ingenûment, que jusqu'alors mon deſſein s'étoit borné à une ſimple ſeconde Edition de ce Livre. Ce fut auſſi ſur ce pied-là que je commençai mes Recherches; mais à meſure qu'elles s'avancerent, je me trouvai dans une abondance ineſperée, qui me donna lieu de penſer à quelque choſe de plus. Un grand nombre de Livres déja feuilletés, examinés, & annotés, m'ofroient d'avance un ample Tréſor de Documents illuſtres. Il n'étoit plus néceſſaire de les chercher, mes Repertoires en étoient pleins, mais ſeulement de les choiſir. Les Manuſcrits ne me manquoient pas non plus. Les Libraires m'en avoient fourni beaucoup qui leur avoient été envoyés de la Bibliotheque Royale de *Berlin*, par ordre du feu Roi de *Pruſſe* de glorieuſe memoire, en faveur de la ſeconde Edition; ce qui joint aux miens propres, les uns venus de l'ancienne Chambre des Comptes de l'*Ille*, les autres du Greffe de leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des *Provinces Unies*; des Archives de l'Ambaſſade d'*Eſpagne* à la *Haye* & de la communication qui m'en avoit été faite par divers Miniſtres de tout Caractere, avec leſquels j'ai eu l'honneur de vivre en relation & en amitié, pouvoit ſufire pour un Volume de raiſonnable groſſeur.

XXXVI. Je ne ſai ſi l'envie de rendre au Public un ſervice conſiderable, & de faire paſſer mon nom avec honneur à la poſterité, ne m'en impoſa point. Mais enfin j'oſai former le deſſein d'un *Corps Diplomatique*, qui pût être, dans le *Droit des Gens*, du même uſage & de la même utilité, que le *Corps des Loix Juſtiniennes* le peut être dans le *Droit Civil*. Je ne me flatois point de le remplir ſufiſamment. Ces ſortes d'Ouvrages ne ſont pas de nature à pouvoir être finis en peu d'années, ni par un ſeul homme; mais je ne deſeſperois pas de le porter aſſez loin, pour mettre en état ceux qui viendront après moi, de le pourſuivre avec ſuccès. Les difficultez que j'y appercevois ne me rebuterent point, je ſongeai ſeulement à les ſurmonter.

XXXVII. Mon premier ſoin, après avoir reglé mon Plan, fut d'en rendre compte à ſon Excellence Monſeigneur le Grand Chancelier Comte de SINZENDORFF, Miniſtre, & Conſeiller d'Etat Intime, & de Conférence, ſous les ordres duquel j'ai l'honneur d'être rangé en qualité d'Hiſtoriographe de Sa Majeſté Imperiale & Catholique. C'eſt un Seigneur très-

* *Droit de Copie*, eſt le Droit d'un Libraire, pour imprimer ou réïmprimer un Livre, à l'excluſion de tout autre du même Païs. Il eſt reſpecté en *Hollande* presqu'à l'égal d'un Privilege.

très-reſpectable par le rang que lui donnent ſa naiſſance, ſes Dignitez, & le haut Miniſtere, dont il eſt revêtu; mais encore plus, ſi j'oſe le dire, par l'excellence de ſa vertu, par l'étendue de ſes lumieres, & par la beauté de ſon Ame. Digne & ſage *Mecene* de Notre Grand AUGUSTE, il ne laiſſe échaper aucune occaſion de proteger les Arts, les Sciences, les Lettres, & generalement tout ce qui eſt utile au Public. J'eſperois que, quand mon Deſſein lui ſeroit connu, il ne refuſeroit pas d'en favoriſer l'execution, par toute la communication qui ſe pourroit accorder, & mon atente ne fut point trompée. Le Public lui ſera redevable de plus de mille Pièces importantes, dont la plûpart ſont tirées des Archives Imperiales, Royales, & Archi-Ducales de la très-Auguſte Maiſon, & les autres de ſon propre Cabinet, & des Protocoles de ſes Ambaſſades.

XXXVIII. C'étoit pour moi un grand encouragement à redoubler mes efforts, & à ne rien omettre de ce qui pourroit contribuer à rendre ma Collection plus complete. Conſiderant donc, que l'utilité qui en reviendroit, ſeroit commune à toutes les Cours de l'*Europe*, il me parut qu'il étoit de mon devoir d'y rechercher auſſi de ſemblables communications. Je ne puis pas dire que je me ſois adreſſé à toutes ſans exception; le nombre en eſt trop grand; mais pour la plûpart, elles ont été ſufiſamment importunées de mes Lettres, & Memoires, pendant deux ou trois ans, que dura cette ſollicitation.

XXXIX. J'y repreſentai que la Communication, que je demandois, ne devoit ſoufrir aucune difficulté, puiſqu'elle ne s'étendroit pas au-delà de ce qu'on voudroit, & dont on croiroit ſoi-même que la Publication pourroit être avantageuſe, ou du moins indiférente; qu'on en ſeroit abſolument le maître, & qu'ainſi on n'auroit pas ſujet d'en aprehender le moindre préjudice, au lieu qu'on pourroit en retirer tous les avantages qui ſuivent de la conſervation des Titres les plus importans à la gloire ou aux Intérêts du Prince, ou de l'Etat; que les Archives les mieux gardées étoient ſujetes à mille accidents, qui pouvoient les détruire ou en un ſeul jour, ou avec le tems; qu'il ne faloit qu'une Guerre, une priſe de Ville, ou même une Sedition populaire, pour les diſperſer, ou les mettre en feu; Qu'un malheureux Incendie ſurvenu tout d'un coup pouvoit produire le même effet; & que, quand tout cela n'arriveroit point, il n'étoit pas aiſé de les garantir des injures du tems, des vers, de l'humidité, des intemperies de l'air & même de la négligence de ceux à qui la garde en eſt confiée; Que ma Collection ofroit un moyen ſûr, facile, & qui ne coûteroit rien, de conſerver tout ce qu'on avoit de plus précieux en ce genre; & de le mettre pour jamais à couvert de toute diſperſion, embraſement, ou pourriture: Que la crainte de voir employer, dans un Ouvrage de partialité, les Pièces qu'on m'auroit communiquées, ne devoit point non plus avoir lieu ici: Que ce ſeroit un Livre abſolument neutre, c'eſt-à-dire d'une utilité commune à tous les Roix, Princes & Etats, ſans diſtinction de Partis, de Cauſes, d'Intérêts, & de Religion; Que chacun y trouveroit ſes Droits, & ſes obligations, mais que ce ſeroit dans les Actes mêmes, & que je ne les accompagnerois d'aucun Commentaire, Notes, ou Remarques apologetiques, ma reſolution ferme étant de n'y combatre, & de n'y défendre les Droits de perſonne; Que j'y donnerois les Pièces en leur entier, autant qu'il me ſeroit poſſible, préferant toujours les Originaux aux Copies, & les meilleures Copies aux moindres, les diſtinguant les unes des autres par des Notes marginales, & citant par tout les ſources d'où elles ſeroient tirées, tellement que chaque Titre, Traité, Conſtitution, ou autre Document, porteroit toujours avec ſoi la marque ſpecifique du plus, ou moins de ſon autorité.

XL. Cette Expoſition parut avoir été goûtée en quelques Cours; On me fit l'honneur d'y louër mon deſſein, & l'on me fit eſperer des Communications fort étenduës. En quelques autres, on me demanda des ſpecifications de ce qui me manquoit, & de ce que je voudrois avoir. En d'autres, on s'excuſa ſur le desordre, où ſe trouvoient les Archives par le malheur des Guerres & en quelques autres, on ſe contenta de ne point répondre.

XLI. Je ne puis pas dire que ces devoirs aient été abſolument inutiles. Ils ont produit quelque choſe, mais en verité beaucoup moins que je n'avois lieu d'eſperer. Je ne laiſſe pas d'avoir infiniment de l'obligation aux Miniſtres qui ont bien voulu les appuyer de leurs bons offices, & je demeure avec la ſatisfaction de n'avoir à me reprocher aucune negligence.

XLII. Quand je ſollicitois les Cours pour des Communications, ce n'étoit point dans le deſir d'entaſſer inconſiderément Volumes ſur Volumes. La matiere ne me manquoit point, j'ai toujours été plus en peine de reduire ma Collection, que de la groſſir. Je ne voulois point aller au delà de douze bons Volumes, parce que tout Livre qui excede cette groſſeur devient trop peſant pour le tranſport, & trop cher pour la plûpart des Acheteurs. Cependant, cette reduction m'engageoit à une grande augmentation de travail; car, pour la faire avec discernement & connoiſſance, il faloit choiſir, & pour choiſir il faloit lire. Joint à cela que, dans l'exactitude que je m'étois prescrite, ce n'étoit pas aſſez d'avoir trouvé un Acte bon, & utile en ſoi, pour me déterminer à l'inſerer dans ma Collection ſans aucun autre examen. Toutes les Copies d'un même Acte, qui ſe trouvent dans les Livres

imprimés, & même dans les Archives, ne s'accordent pas enſemble. La plûpart de celles qui nous reſtent des Actes anciens ſont corrompuës, & les unes ne ſont pas toûjours ſi completes que les autres. Il faut en examiner la Préface, le Diſpoſitif, les Titres, les Noms, les Formules, les Dates, & les Signatures. Telle Pièce m'a coûté dix lectures avant que j'aye pû me determiner ſur le choix des Copies. Quelquefois auſſi la diverſité des Copies s'eſt trouvée ſi grande, que n'oſant me charger d'un choix déciſif, & voulant laiſſer au Lecteur la ſatisfaction de le faire lui-même, j'ai mieux aimé les donner en double l'une après l'autre, comme, par exemple, celle du Diplome vrai ou faux d'Otton I. du 13. Novembre 962. par lequel Gautier de Gonzague eſt créé Vicaire de l'Empire, & Marquis de Mantoue, & celle de la Conſtitution de Nicolas II. de l'an 1059. pour l'Election des Souverains Pontifes.

XLIII. Ma Collection entiere contiendra environ dix mille Actes, petits ou grands, annexes ou principaux; mais, pour en faire le choix, il a falu en lire, ou parcourir plus de cinquante mille. Il a falu auſſi les chercher en plus de deux mille Volumes, presque tous fort gros, & que je n'avois pas toûjours à la main. Ce travail étoit pénible & long. Il y a ſix ans, que je le commençai, & de ces ſix années mes autres occupations en ont emporté un bon tiers.

XLIV. Je me flate que, ſi l'on confere ma Collection avec toutes celles qui l'ont précedée, on y remarquera une diference d'exactitude, qui me fera honneur tant à l'égard du choix des Pièces & des Copies, qu'à l'égard du ſoin que j'ai pris des Citations, & de l'éclairciſſement des Dates, qui ne ſont plus en uſage; autre caſſe-tête, dont perſonne, avant moi, n'avoit voulu s'embarraſſer.

XLV. Touchant le choix des Pièces, la grande regle, que j'y ai ſuivie, a été de n'admettre dans ma Collection que celles qui ſe trouvent naturellement compriſes dans le Plan que j'ai entrepris avec excluſion de toutes les autres quoi que bonnes. Du reſte je ne me charge de la garantie d'aucune. Mes Citations ſont voir d'où ma Copie eſt tirée; c'eſt de cela que je réponds, & j'eſpere qu'on n'en exigera pas davantage de moi; ſur tout à l'égard des Pièces qui pourroient être conteſtées de faux. L'inſertion que j'en ai faite ne leur donne aucune autorité plus grande qu'auparavant; cependant j'ai eu ſoin d'en avertir toutes les fois que j'en ai eu connoiſſance.

XLVI. Pour les Copies, celles que j'ai envoyées aux Imprimeurs, ou que j'y envoyerai ci-après, ſont de trois ſortes. Les unes ſe trouvent imprimées dans les Livres d'où je les tire, & en celles-là je ne puis commettre d'erreur; car je ne les fais point transcrire; on doit les imprimer ſur les Livres même; les autres ſont venuës des Archives, & les autres ſont faites chez moi. Entre les Copies venuës des Archives, il y en a d'authentiques, c'eſt-à-dire *vidimées*, & à celles-là, il n'y a encore rien à reprendre; elles ont toute la formalité, qu'on y peut deſirer. Les autres ne ſont pas certifiées; mais pourtant elles viennent des mêmes ſources, & ſont écrites avec le même ſoin. Il n'y manque que la formalité. Les Copies faites chez moi n'ont pas, je l'avouë, la même Autorité; mais je puis aſſûrer, qu'elles ont été toutes collationnées, & que j'ai eu tout le ſoin imaginable de faire en ſorte, qu'elles repréſentaſſent parfaitement leurs Originaux, ſans en excepter l'Orthographe, les Abréviations, les Lacunes, les Barbarismes, & tous les autres vices qui pourroient s'y trouver. J'ai auſſi recommandé très-inſtamment aux Libraires, d'y apporter de leur côté une attention égale à la mienne, de crainte que les Imprimeurs n'ajoutaſſent leurs fautes à celles des anciennes Copies, & que les Correcteurs n'en fiſſent encore de plus grandes, en voulant corriger à leur mode, ce qui doit reſter comme il eſt, vicieux ou non. Voici en propres termes, ce que je leur écrivis au Mois de Decembre 1721. *Les Pièces ne ſont point mon Ouvrage. Je n'y ai d'autre part que la recherche, le choix, & l'arrangement. Elles ſont ou anciennes, ou modernes. Les anciennes ſont ordinairement défectueuſes, & fort corrompues, le langage en eſt ſi barbare, qu'il faut quaſi deviner pour l'entendre. On n'y peut compter ſur aucune regle d'Orthographe, & les Lacunes y ſont fréquentes. Mais, telles qu'elles ſont, il ne m'apartient pas de les corriger dans leur texte, ſoit par addition, retranchement, ſupplement, ou mutation. Le Public ne m'a point donné d'autorité pour cela, & mon foible diſcernement ne peut ſervir de regle à perſonne. Quant aux Pièces modernes, & je compte pour telles toutes celles du ſeizieme ſiecle; on pourra ſe donner un peu plus de liberté, non pas pour y changer les mots, les noms, ou les Dates, mais ſeulement à l'égard des fautes d'Orthographe, & des omiſſions évidentes de conjonctives, de disjonctives, & autres ſemblables particules, quand on verra que ce ne ſont que des fautes de Copiſte. A cela près, il faut les laiſſer comme elles ſont, ſans s'ingerer de les reſtituer par Conjecture, là où l'on voit qu'elles manquent. On pourroit corriger une faute par une autre, & il vaut encore mieux y laiſſer celles d'autrui, que d'y mettre les ſiennes.*

XLVII. Je ne doute nullement que les Libraires n'ayent bien compris l'importance de ces avis & qu'ils n'ayent choiſi de très-habiles Imprimeurs. Il étoit de leur intérêt de rendre leur Edition la plus correcte qu'il ſe pourroit. Mais, ſi malgré leurs ſoins & les miens, on venoit

venoit à y rencontrer quelque grande faute d'impreſſion, ce ne ſeroit pas à moi qu'il faudroit s'en prendre. Le Livre s'imprime à *Amſterdam*; moi je ſuis à *Vienne*, & quand même je reſiderois ſur les lieux, il ne me ſeroit pas poſſible de l'empêcher, ni d'y remedier.

XLVIII. Les Editeurs du Recueil de l'an 1700. ſe font un grand mérite dans leur Préface, du ſoin, qu'ils ont eu de citer par tout, & ils ont raiſon, on doit leur en ſavoir gré; car, par ce moyen, on ſait toujours à peu près, de quelle authorité la Pièce peut être, & où l'on doit recourir pour en faire la collation, ſi on en a envie; mais j'oſe dire qu'à cet égard, de même qu'à tout autre, mon exactitude a fort ſurpaſſé la leur. Je ne me contente pas de citer le Livre d'où je tire la Pièce; quand je la trouve en d'autres Auteurs, je les cite auſſi, & j'avertis le Lecteur, du moins en général, des diférences que j'ai remarquées, ſi bien que ceux qui ont intérêt à l'examiner de plus près, ſavent tout d'un coup où ils doivent s'adreſſer. Il n'y a que les Pièces d'Archives à l'égard desquelles j'ai cru ne devoir pas ſuivre cette regle. Les Archives des Princes & Etats ſont les ſources capitales où tout bon Auteur doit puiſer s'il le peut, & il m'a paru que ce ſeroit une ſuperfluité de citer un Auteur particulier après avoir cité une Archive Imperiale ou Royale.

XLIX. Pour ce qui eſt des Dates, qu'on doit regarder comme une des parties les plus importantes du Diplome; puis que de-là dépend toute ſa force, & validité, j'ai aporté une atention particuliere à les verifier, & à les éclaircir, non pas dans le Texte, qui eſt toujours inviolable pour moi, mais bien dans la marge, & dans mon arrangement. Or ces Dates ſont en général de trois ſortes. Les unes ſont vrayes, & claires; & celles-là n'exigent aucune Note; les autres ſont fauſſes, ce qui ſe peut connoître quelque-fois par diverſes obſervations, & quand je m'en ſuis apperçu, je n'ai pas manqué d'en avertir. Les autres enfin ſont vrayes, mais elles ont beſoin d'interpretation ou d'éclairciſſement, parce qu'elles ne ſont pas marquées ſelon le Stile commun, & principal d'aujourd'hui, qui eſt le Stile *Gregorien*. Or ces Dates diférent beaucoup entr'elles, & ſont de bien des ſortes. Car, ſans parler de diférentes Epoques & Eres, qui ont été en uſage dans le Monde, avant le ſiecle de CHARLES-MAGNE, & qui ne ſe trouveront dans aucun des Actes de ma Collection, il y a l'Ere d'*Eſpagne*, celle des *Grecs* Modernes, & celle de l'*Hegire*, dont les Dates ont néceſſairement beſoin d'Interpretation. Il y a de même les années Paſchales de *France*, celles d'*Angleterre*, celles de *Veniſe*, & celles de l'Incarnation, qui ne commencent, & ne finiſſent pas avec celles de la Nativité. Il y a pareillement les années des Pontificats, & des Regnes, qui ſont ſujetes à de grandes difficultés, & enfin la diférence des deux Stiles qui ſont aujourd'hui en uſage, le vieux & le nouveau, & auxquels les Proteſtans d'*Allemagne* viennent d'en ajouter un troiſième, pour la celebration de la Fête de Pâques.

L. Mais de toutes les difficultés & obſcurités qui naiſſent de ces diférentes manieres de compter le tems, la plus grande peut-être, & celle qui ſe rencontre plus fréquemment dans les Actes du treizieme, quatorzieme, quinzieme, & ſeizième ſiecle, c'eſt ſans contredit celle qui reſulte des Dates par Feries, & par Fêtes, ſoit mobiles, ſoit ſtatives. Cependant nul autre Compilateur, avant moi, ne s'étoit mis en peine de donner cette clarté à ſa Chronologie: Je ſuis abſolument le premier qui en ait entrepris la tâche, & qui par ce moyen ait ſû ranger chaque Diplome ſelon ſa vraye Date de Mois & de jour. C'eſt ce que la Date Marginale & Ordinale indiquera toujours, à l'exception peut-être d'une centaine, qui ſont restées en arriere; parce qu'au commencement je ne m'étois pas aviſé de cette ſorte d'exactitude. Mais l'inconvenient en eſt petit; car je me propoſe, avec l'aide de Dieu, de mettre, à la tête de ma ſeconde Collection, des Prolegomenes, qui éclairciront ſufiſamment les principales difficultés de la Diplomatique ancienne, & moderne, tant à cet égard, qu'à l'égard des formalités, ſolemnités, discordance des Inſtruments, & marques de leur ſuppoſition ou fauſſeté. J'y joindrai même des Tables entieres, qui, à l'ouverture du Livre, fourniront au Lecteur, l'interpretation de toute Date difficile, pourvû qu'elle ſoit vraye, & ſa reduction aux années de l'Ere vulgaire de la Nativité, ſoit que cette Date ſe trouve dans mon Corps Diplomatique, ou dans quelque autre Livre publié avant ou après le mien. Et de crainte qu'il ne ſe gliſſe quelque faute d'impreſſion dans ces Tables, je donnerai des méthodes courtes, faciles, & ſûres, pour en faire par ſoi-même la preuve, & la verification.

LI. Quelques Amis fort éclairés m'ont ſouvent témoigné qu'il ſeroit fort à ſouhaiter que cette grande Collection fût accompagnée de Notes perpetuelles, ſur les difficultés de toutes ſortes qui s'y rencontrent à chaque page, & je conviens qu'étant faites avec ſcience, ſageſſe, & impartialité, elles y ſeroient extremément utiles. Il y en faudroit ſur tout de Genealogiques, & de topographiques; les premieres, pour faire connoitre en marge de chaque Inſtrument qui & quels ſont les principaux Acteurs qui y paroiſſent, & les autres, pour expliquer pareillement, de quels Lieux, Villes, Rivieres, & Païs il y eſt parlé, où ils ſont ſitués, & ſous quel nom ils ſont préſentement connus. Si j'euſſe été d'âge à l'entreprendre, & ſi mes Occupations néceſſaires euſſent pû me le permettre, je m'y ſerois volontiers appli-

appliqué; mais cela eut exigé bien du tems, & je n'en ai plus guéres à ma disposition. Ainsi pour toutes Notes, je ne me suis chargé que de celles qui étoient absolument nécessaires, pour rectifier, autant que je l'ai pû, une partie des Dates fausses & pour interpreter les autres, comme aussi pour faire observer les discordances, ou la fausseté de quelques Diplomes considerables, sans toucher au fonds de la matiere, lequel je reserve pour les Prolegomenes dont j'ai déja parlé.

LII. Après cela, si quelqu'un vouloit bien prendre sur soi le soin d'un bon Glossaire, interpretatif de tous les mots anciens, & nouveaux, qui ne sont pas de l'usage commun, & qui néanmoins se trouvent dans ma Collection par milliers, cela seroit excellent; mais il faudroit y comprendre tous les mots *Latins*, *Allemands*, *François*, *Hollandois*, *Espagnols*, & *Italiens*. On peut en atendant se servir du *Glossarium mediæ & infimæ Latinitatis* de DU FRESNE DU CANGE, de ceux de PITHOU, de BIGNON, & de BALUZE *in Lege Salica & ad Libros Capitularium*, inserés au nombre de huit dans le second Tome des Capitulaires de BALUZE, du *Thesaurus practicus* CHRISTOPHORI BESOLDI; de l'*Orbis Literatorum*, sive *Continuatio Thesauri Practici* BESOLDIANI, *à* CHRIST. LUDOV. DIETHERRO *editus*, *cum Appendice* AHASUERI FRITSCHI, & de l'*Institutorium Forense Lynkerianum*, comme aussi du *Lexicon Etymologicum Linguæ Germanicæ*, & de l'*Historia Studii Etymologici de* Mr. ECCARD, des petits Glossaires de GOLDAST & de CALVIN le Jurisconsulte, des Notes de WENDELINUS sur la Loi Salique, & autres semblables.

LIII. Quant aux Notes critiques, historiques, & politiques, ce seroient bien celles, qui piqueroient davantage la curiosité du Lecteur, mais aussi celles qui demanderoient le plus d'érudition, & de sagesse. Pour moi qui, en publiant cet Ouvrage, ai prétendu me renfermer dans les bornes d'une impartialité, contre laquelle il n'y eût rien à dire, je n'avois garde de toucher ces matieres soit directement, ou indirectement, outre que je n'en avois pas le loisir. Le fera, qui voudra; je prendrai seulement la liberté de dire, en faveur de ceux qui, dans la suite, pourroient former un semblable dessein, qu'à mon avis la meilleure méthode ne seroit pas d'y employer des Notes marginales, parce que les interruptions, & les repetitions y seroient inévitables. Il vaudroit mieux sans doute que cela se fit par des Commentaires bien suivis, & en même tems bien divisés selon les Puissances, & les matieres.

LIV. Les Tables Chronologiques, qui se trouveront au commencement de chaque Volume, comme cela s'étoit pratiqué au Grand Recueil, y suppléeront par provision, & lors que toute la Collection sera imprimée, je me propose d'y ajouter un Volume, qui repetera tous les Titres des Pièces rangés selon le même ordre des Puissances & des matieres, en sorte que les Papes, les Empereurs, les Roix, les Electeurs, les Princes, les Républiques, & même les Comtes, Seigneurs, & Villes libres y auront chacun leur Classe particuliere, dans laquelle se trouveront tous les Traitez, toutes les Constitutions & tous les Actes publics qu'ils auront faits, ce que j'observerai aussi à l'égard de certaines matieres principales, qui mériteront d'être distinguées. Ainsi l'on aura un double Repertoire; l'un entierement Chronologique, à la tête de chaque Tome, & l'autre mixte, savoir par Maisons, & Puissances, & néanmoins aussi Chronologique qui fera un Volume particulier à la fin de toute la Collection.

LV. Je ne sai si le Public n'auroit point souhaité qu'à l'exemple des Editeurs du Recueil de *Hollande*, j'eusse joint des Traductions *Latines* ou *Françoises* aux Pièces couchées en des Langues moins generalement connuës que celles-là; comme par exemple aux Pièces *Allemandes*, & *Hollandoises*. Mais de fortes raisons m'en ont empêché. La premiere est, que ces Traductions y auroient occupé quinze cens, ou deux mille places, lesquelles sont présentement remplies par quinze cens ou deux mille autres Pièces considerables, qui n'auroient pû y entrer, sans grossir excessivement le Livre. La seconde, encore plus forte que celle-là, est la difficulté de trouver des gens capables de les bien faire, & qui eussent bien voulu en prendre la peine. Car il faut remarquer, que de toutes les Traductions, les plus difficiles, & les plus importantes, après celles de l'Ecriture sainte, ce sont les Traductions des anciens Traitez, & Diplomes, concernant les Droits des Princes, & Etats de l'*Europe*, mais particulierement celles des Pièces *Allemandes*, & entre les Pièces *Allemandes* celles qui sont de quelque antiquité. Ceux qui entendent la Langue en conviendront aisément, & ceux qui ne l'entendent pas peuvent néanmoins en juger par la lecture des anciens Diplomes *Latins*, & *François* qui en quelque partie ne sont pas intelligibles, & qui ont grand besoin, comme j'ai dit, d'un bon Glossaire, qui en donne l'interpretation. C'est la même chose, & pis encore à l'égard de l'*Allemand*, tout y est énigme. D'ailleurs, supposé qu'on eût trouvé des Gens pour faire ces Traductions, & pour les bien faire, à quelle augmentation de dépenses cela ne seroit-il point allé? sans parler du retardement, que l'Edition en auroit soufert; & qui n'eût accommodé ni les Libraires, ni le Public.

LVI. Il a donc falu se resoudre à laisser toutes les Pièces dans leur Langue originale sans traduction, aussi bien les *Allemandes* que les autres. Mais en prenant ce parti, j'ai eu soin de suppléer, autant que je le pouvois, à ce defaut par des Titres étendus, qui sont premierement couchez dans la Langue de la Pièce, & en suite interpretés tout au-long en Langue

Fran-

Françoiſe, afin que le Lecteur étranger ſâche d'abord, ce que c'eſt. Quelquefois ils le ſont de maniere qu'on les peut regarder comme un véritable ſommaire de tout le contenu; quelquefois auſſi ils ſont un peu ſerrés, ce qui vient de ce que ceux, ſur qui j'ai été obligé de m'en repoſer, en partie, à cauſe de la Langue, n'ont pas toûjours eu la patience de les étendre davantage, ou que peut-être, trouvant la matiere trop difficile, ou la diction trop obſcure, ils n'ont oſé s'y hazarder, de crainte de s'y méprendre. On ne laiſſe pas d'y trouver toûjours le nom propre de la Pièce; celui ou ceux des Princes, Seigneurs, & Etats qui y paroiſſent avec leurs principales qualités, le ſujet qu'on y traite, & la Date du lieu, du jour, & de l'année. De ſorte que les Etrangers qui, pour le ſoutien d'un Droit, ou pour l'éclairciſſement d'un point d'Hiſtoire, chercheront quelque Document dans ma Collection, même ſans l'avoir connu auparavant, verront d'abord par le Titre, ſi celui-ci, ou celui-là, peut leur être utile; auquel cas l'ayant déja trouvé, il ne tiendra qu'à eux de le faire traduire d'un bout à l'autre.

LVII. A l'égard des Pièces *Latines*, *Espagnoles*, & *Italiennes*, j'ai dû ſuppoſer que les Miniſtres, & autres Gens d'Etat ſes entendront auſſi bien que celles qui ſont couchées en Langue *Françoiſe* & que ce ſeroit une peine ſuperfluë de vouloir leur en faciliter l'intelligence par des Titres interpretatifs. C'eſt pourquoi j'ai obſervé, dans toute ma Collection, de donner des Titres *Latins* aux Pièces *Latines*, des Titres *François* aux Pièces *Françoiſes* & ainſi des autres. Cet ordre étoit ſi naturel, & ſi regulier, que j'aurois cru commettre une grande faute de m'en écarter. J'écris pour tout le monde, & comme je me ſuis fait une Loi inviolable d'obſerver dans cette Collection une parfaite impartialité à l'égard des matieres, il m'a paru, que je ne pouvois auſſi en rendre l'uſage trop-également commun à toutes les Nations à l'égard de la Langue.

LVIII. J'eſpere qu'elle ſera utile à tous les Savans en général. Les Genealogiſtes y trouveront ſouvent, de quoi reſoudre leurs doutes, par l'autorité d'un Diplome non ſuſpect, qui contiendra les preuves de la verité, qu'ils cherchent. Les Théologiens ſeront bien aiſes d'y rencontrer un grand nombre d'Edits, de Reglemens, de Decrets, de Sentences, de Conſtitutions, de Cenſures, de Condamnations, d'Excommunications, de Reconciliations, & d'autres Actes émanés en divers tems de l'autorité des Souverains Pontifes, des Empereurs, ou des Conciles Generaux, & Particuliers dans les Affaires de Religion qui ont le plus influé ſur celles de l'Etat, & qui ont enfin changé toute la Conſtitution publique de l'*Empire*, de la *France*, de l'*Angleterre*, & de divers autres grands Royaumes, Etats, & Principautés. Ceux qui étudient les Droits reſpectifs du Sacerdoce, & de l'Empire ne feront pas mal de conſulter auſſi cette Collection, car j'ai eu une atention particuliere à y faire trouver tout ce que j'ai pû d'Actes principaux ſur cette grande matiere. Les Hiſtoriens ne pourront pas non plus ſe diſpenſer d'y avoir recours en mille occaſions, s'ils veulent ſatisfaire à leur devoir, & répondre dignement à l'importance de l'Emploi dont ils ſe ſont chargés. Tous ceux de cet ordre qui écrivent ſans conſulter les Loix fondamentales des Etats, leurs Traitez & leurs principales Conſtitutions ſe mêlent d'un métier qu'ils n'entendent pas. En vain, à la faveur d'un ſtile riche, aiſé, coulant, hardi, ils captivent l'atention du Lecteur, & ſe font lire d'un bout à l'autre: Ce ſont des Aveugles conducteurs d'Aveugles, des gens *qui*, comme dit l'Apôtre, *ſe laiſſent emporter à tous les vents des opinions humaines*, des conteurs de ouï dire, dont le talent, & la ſcience ſe reduiſent à débiter avec hardieſſe, toutes les préventions qu'ils ont puiſées dans l'eſprit de leur Parti. J'en pourrois nommer pluſieurs de ce caractère, & les reprendre avec juſtice; mais ce n'en eſt pas ici le lieu, ni le tems. Je n'ai prétendu entretenir mon Lecteur que de ma Collection, & je dois m'en tenir-là.

LIX. Il n'y a point de doute qu'elle ne ſoit fort utile à la plûpart des gens, qui manient la plume, & qui entreprennent d'inſtruire les autres. Mais cela n'empêche pas, que ſon premier, & principal uſage ne regarde, comme j'ai dit, les Roix, les Princes, les Républiques, & leurs Miniſtres, Conſeillers, Ambaſſadeurs, & autres. C'eſt à eux qu'elle eſt principalement conſacrée, & deſtinée, & j'oſe me flater qu'elle leur ſera une Archive portative, non moins utile peut-être que celles qui ſe gardent dans les Voutes de leurs Chanceleries, & autres Tréſors publics & particuliers. Il eſt certain au moins qu'elle ſera plus générale, & à certains égards plus complete, quoi que moins nombreuſe, puis qu'ils y trouveront non ſeulement leurs propres Loix, Traitez, & Conſtitutions, mais auſſi celles des autres Princes, & Etats, dont ils pourront s'inſtruire à toute heure, & à tous moments, ſans ſortir de leur Cabinet.

LX. Ma Préface devroit finir ici, j'y ai rendu compte au Lecteur de tout le Plan de cet Ouvrage, de la conduite, que j'y ai tenuë, & de l'ordre, que j'y ai gardé. Mais certains changements, qu'on y a faits en *Hollande*, m'obligent de la prolonger de quelques Articles, ſans leſquels on auroit de la peine à demêler les contrarietés aparentes, qui ſe trouveroient entre mon Livre, & l'expoſition, que j'en ai donnée.

LXI. Le fait eſt que les Libraires avec qui j'avois traité d'avance pour une ſeconde Edition du Grand Recueil de l'an 1700, ne goûterent point le nouveau Deſſein, que j'avois formé. Ils m'écrivirent qu'ils ne pouvoient abſolument ſe charger d'un ſi gros Livre; qu'il

faudroit trop de tems pour l'imprimer; que le prix en ſeroit auſſi trop grand pour bien des Acheteurs, & qu'il étoit juſte d'avoir égard à la commodité de tout le monde; que d'ailleurs je leur avois promis une ſeconde Edition du Grand Recueil; qu'ils s'étoient engagés à leurs Correſpondants de la leur fournir, qu'ils vouloient leur tenir parole, & qu'ils eſperoient que je tiendrois auſſi la mienne; qu'on pourroit bien, ſi je le ſouhaitois, donner au Livre le Titre de *Corps Univerſel Diplomatique du Droit des Gens*; mais qu'il faudroit en même tems déclarer & dans la Préface, & dans le Titre, que le Grand Recueil en faiſoit le principal Fondement, & qu'il y entroit tout entier, afin que le Public pût connoitre à l'ouverture du Livre, qu'on lui donnoit préciſement ce qu'il avoit ſi long tems deſiré, & demandé, quoi que ſous un nouveau Titre, & avec une amelioration, & augmentation conſiderable.

LXII. Je crus pouvoir accommoder tout, en conſervant l'unité de mon Plan, & en partageant néanmoins mon Corps univerſel Diplomatique en deux Collections, à-peu-près égales; commençant l'une & l'autre au tems de CHARLES-MAGNE, & continuant de ſiecle en ſiecle, & d'année en année jusqu'à préſent. Je compris que le Public n'y perdroit rien, que ces deux Collections, quoi que ſeparées, ne feroient toujours enſemble qu'un ſeul, & même Tout, lors qu'elles ſeroient publiques; & que réellement la plûpart des Acheteurs aimeroient mieux, par beaucoup de raiſons, qu'on leur donnât le Livre à deux fois qu'à une ſeule.

LXIII. Là-deſſus je fis la ſeparation, & j'envoyai en *Hollande* ma premiere Collection, qui eſt celle-ci. Mais je fus informé bientôt après, que les Libraires ſurpris de ce que leur Grand Recueil n'y étoit presque plus reconnoiſſable, & perſuadez qu'une ſeconde Edition de ce Livre ſeroit mieux reçuë du Public que tout autre de même nature qu'on pourroit lui ofrir, avoient pris la reſolution de lui rendre ſa premiere forme; tant par raport à la diſpoſition exterieure des Titres, des Citations, & des Dates, qu'à l'égard des matieres dont il étoit compoſé, & que ſur ce principe ils alloient y remettre ſoigneuſement tout ce que j'en avois retranché; entr'autres les Notes hiſtoriques, & politiques des premiers Editeurs; les Traductions Françoiſes qu'ils y avoient jointes en double avec les Originaux Allemands, Hollandois, Eſpagnols, & Italiens; & les Manifeſtes, Apologies, Declarations de Guerre, Memoires, Relations, & autres Pièces ſemblables qu'ils y avoient auſſi inſerées; toutes choſes, qui ne convenoient nullement à mon Plan, & qu'on ne pouvoit y faire entrer, ſans en détruire toute l'économie. Je fis ce que je pûs pour les en détourner; mais inutilement. Ils tinrent ferme ſur leur Droit de Copie, & ſur leurs Conventions avec moi, qui ne parloient que d'une ſeconde Edition du Recueil de l'an 1700, ajoutant, Qu'ils connoiſſoient le Public, & que ſi on en retranchoit la moindre choſe, on ne manqueroit pas de leur en faire un crime, & de dire, que leur Edition ſeroit tronquée & mutilée. Leur atention ſur cela a été ſi grande, & ſi ſcrupuleuſe, que de remettre à la tête de chaque Pièce, les mêmes Titres François, qui s'y trouvoient auparavant, quand même la Pièce eſt Latine, Eſpagnole, & Italienne, ſuprimant par tout ceux que j'y avois ſubſtitués, chacun dans la Langue qui lui eſt propre.

LXIV. Enfin ils ont fait ce qu'ils ont voulu, en ſorte que cette Premiere Collection, qui, en ſortant de mes mains, avoit conſervé la forme d'une *Premiere Partie du Corps Univerſel Diplomatique*, a pris, entre les leurs, celle d'une *ſeconde Edition du Recueil de l'an* 1700.

LXV. C'eſt par un effet de ce changement, que bien que j'euſſe cité par tout le Grand Recueil, également avec les autres Livres dont je me ſuis ſervi, cela ne paroît maintenant nulle part. Les Libraires ont jugé avec raiſon, que, puisque le Grand Recueil & celui-ci n'étoient qu'un même Livre, on ne devoit citer la premiere Edition en aucun endroit. Cependant il eſt arrivé de-là, qu'on ne ſauroit diſcerner les Pièces qui en ſont tirées, d'avec celles que j'y ai miſes ou reſtituées ſur de meilleures Copies, & qui ſurpaſſent de beaucoup les autres en nombre, & en choix.

LXVI. Je n'examine point, ſi en tout cela les Libraires ont eu tort ou raiſon. Il me ſuffit d'avoir fait connoitre deux choſes; l'une, que la diference qu'on remarquera entre le Plan regulier de ma Collection generale & ſon execution, en cette premiere Partie, ne vient que d'un mal-entendu cauſé entre nous par le changement de mon premier Deſſein à l'avantage du Public, & par le refus que ces Meſſieurs ont fait d'y entrer; l'autre, que cette diférence, toute grande qu'elle eſt, n'intéreſſe que la Forme, & nullement le Fonds du Livre, qui demeure toujours ce qu'il étoit, c'eſt-à-dire un veritable *Corps univerſel Diplomatique du Droit des Gens* diviſé en *deux Collections*, dont voici la premiere, qui avoit été promiſe par les Libraires ſur la fin de l'an 1721. La ſeconde eſt encore dans mon Cabinet, & mon Deſſein eſt de la publier, & de l'envoyer à l'impreſſion dès que celle-ci ſera entierement achevée.

LXVII. Elle commencera, comme j'ai dit, au tems de CHARLES-MAGNE, & continuera jusqu'à préſent, mais on y trouvera de plus une *Section préliminaire* reſervée pour

les

les Traitez & Conſtitutions Imperiales, Royales, & Pontificales, qui nous reſtent des ſiecles anterieurs à celui de CHARLES-MAGNE, ſans remonter néanmoins au delà de CONSTANTIN *le Grand*; avec une Addition, ou Troiſieme Partie qui contiendra, ſous le Titre particulier de *Ceremonial Diplomatique*, pluſieurs centaines de Diplomes, Privileges, Traitez, Reglements, & autres Actes publics, concernant les Dignitez, Titulatures, & Prééminences des Roix & des Princes; le Traitement accordé dans les Cours aux Ambaſſadeurs, Envoyez & autres Miniſtres Publics; les Differents de Ceremoniel ſurvenus entr'eux, & la maniere dont ils ont été quelquefois accommodez, comme auſſi les Immunitez qui leur appartiennent. J'y inſererai auſſi les Diplomes d'Erection, & les Statuts de la plûpart des Ordres de Chevalerie qui ont été, ou qui ſont encore aujourd'hui en *Europe*; les Reglements faits autrefois en matiere de Tournois, de Joutes, de Défis, & de Combats en champ mortel; tout ce qui regarde les Differents ſurvenus depuis un ſiecle entre quelques Puiſſances touchant les Saluts de Mer, & enfin tout ce qui appartient aux affaires d'Honneur, de Dignité, & de Ceremonie. J'ai lieu d'eſperer, que cette Troiſieme Partie fera plaiſir au Public, & qu'elle ne lui ſera pas moins utile que chacune des deux autres.

LXVIII. J'oubliois de dire, touchant les Discours Préliminaires qui ſe voyent à la tête du Grand Recueil de l'an 1700. que j'ai cru devoir retenir la *Diſſertation ſur les Ceremonies* que les Anciens obſervoient en faiſant leurs Traitez pour en aſſûrer l'execution, parce qu'elle n'eſt pas étrangere au ſujet; comme auſſi les *Obſervations hiſtoriques, & Politiques* de Mr. AMELOT DE LA HOUSSAYE, non qu'elles puiſſent y être de grand uſage; mais parce qu'elles ont été bien reçuës du Public, & pour ne donner occaſion à perſonne de les regreter. Pour ce qui eſt de l'Explication de l'Eſtampe &c. je ſuis de ſentiment qu'elle étoit-là tout-à-fait hors de place, & que l'Eſtampe même ne convenoit point à une Collection, où il ne s'agit que de Titres, Conſtitutions, & Traitez anciens, & modernes des Princes, & Etats de l'*Europe*; & nullement du Temple de JANUS, ni des Medailles frapées par les *Romains* au ſujet de la Paix. Il faut laiſſer cela aux Antiquaires qui en traiteront mieux que nous.

AVERTISSEMENT
DES
LIBRAIRES.

IL *n'a pas tenu à nous que les huit premiers Volumes de ce Recueuil n'aient paru dans le tems que nous les avions promis au Public. Mais, malgré tous nos ſoins & toute notre diligence, il nous a été impoſſible d'en venir à bout. Nos Imprimeries ont tant à faire depuis quelques années, & les bons Compoſiteurs y ſont devenus ſi rares, que tout cela cauſe des longueurs incroïables dans l'expedition d'un Ouvrage. En éfet, lors qu'il y a quantité de fautes dans les Epreuves, que les Correcteurs en liſent trois de chaque Feuille, comme ils l'ont pratiqué dans celui-ci, & qu'elles doivent paſſer par diférentes mains, ſoit à cauſe de la diférence des Langues qui s'y trouvent, ou pour y aporter plus d'exactitude, tout cela ne peut que produire de nouveaux délais, auxquels le Public n'a presqu'aucun égard. C'eſt ſurquoi nous n'avions pas trop bien reflechi nous-mêmes, & c'eſt la principale ſource de notre mécompte. Ainſi nous esperons que Mrs. les Souſcripteurs nous pardonneront un retardement, qu'il n'a pas été en notre pouvoir de prévenir.*

D'un autre côté, nous avons fait inſerer, dans cette nouvelle Compilation, toutes les Pièces de quelque importance qui ſe trouvent dans le vaſte Recueuil de RYMER, *qu'on n'a pu aquérir qu'avec aſſez de peine & a grands fraix; ce qui cauſa d'abord quelque retardement, dont le Public nous ſaura ſans doute bon gré, puis qu'il ſera bien dédommagé par-là de ſon atente. D'ailleurs on y a obſervé la méthode de Mr.* DU MONT *à l'égard des Titres, c'eſt-à-dire qu'on les a mis ſelon la diférence des Langues emploiées dans les Pièces, à cela près qu'on les a mis en* François *aux Pièces* Angloiſes, *parce que la premiere de ces deux Langues eſt généralement plus connue que l'autre. Cette addition eſt même allée ſi loin, qu'elle a forcé à changer la diviſion qu'on avoit d'abord faite de tout l'Ouvrage, & qu'au lieu de le reduire à douze Volumes, comme nous l'avions projetté, il y en aura quatorze ou quinze; mais qui à la vérité pourront aiſément ſe relier en 7 ou 8. Tomes.*

Ce n'eſt pas tout, nous avons auſſi jugé à propos de retenir toutes les Pièces de l'ancien Recueuil des Traitez de Paix, de Trêve *&c. qui parut ici en* 1700. *en* 4 *Volumes* in Folio, *à moins qu'on n'ait eu de meilleures Copies de celles qu'il renferme; ce qui n'eſt arrivé qu'à l'égard de quelques-unes en fort petit nombre. Mais il ſera facile de diſtinguer, dans ce* Corps Diplomatique, *les anciennes des nouvelles, par les Titres François qu'on y a conſervez, ſoit que les Pièces ſoient en Latin, ou en toute autre Langue, & ſur tout par les Noms des Etats, ou Princes contractans, qu'on y a laiſſez en marge en petit Caractère capital, tels qu'on les voit dans le premier Recueuil; ce qui n'a pas été obſervé à l'égard des autres. On pourra diſtinguer auſſi les Notes de Mr.* DU MONT *de celles qui viennent de tout autre main, par le ſoin qu'on a toujours eu de mettre les premieres lettres de ſon Nom, en petites Capitales & entre deux Crochets, à la fin des ſiennes. D'un autre côté, lors que la même Pièce ſe trouve dans diférens Auteurs, & que l'on a pû découvrir celui d'où la Copie inſerée dans ce nouveau Recueuil a été priſe, on n'a pas negligé de le marquer à la ſuite de leurs Noms, afin d'éviter les équivoques & que l'on n'attribue pas à l'un ce qui peut venir de l'autre.*

Pour ce qui regarde les Pièces préliminaires, qui ſont à la tête de l'ancien Recueuil, & dont Mr. DU MONT *ne voudroit retenir que la* Diſſertation ſur les diverſes Cérémonies *&c. & les* Obſervations hiſtoriques & politiques *&c. de Mr.* AMELOT DE LA HOUSSAYE, *nous les avons toutes inſerées ici, comme on va le voir, dans la crainte que le Public n'aprouveroit pas qu'on en eût retranché aucune. Pour la derniere de ces Pièces, c'eſt-à-dire les* Obſervations *&c. de Mr.* AMELOT, *qui ſe trouve à la tête du* II. *Volume de l'ancien Recueuil, où on l'avoit miſe pour aider à le groſſir un peu, on l'a placée au même endroit & pour la même raiſon dans ce* Corps Diplomatique. *D'ailleurs, on n'a pas cru qu'il fût néceſſaire d'ajouter aux pages de cet ancien Recueuil, marquées, ſoit dans les Citations marginales, ou les Notes de cette Pièce, celles du* Corps Diplomatique, *parce qu'il eſt facile de les y trouver par la Date des Traitez, qui eſt presque toûjours ſpecifiée dans ces endroits-là.*

PRÉ-

PREFACE

DE LA PREMIERE EDITION.

PREMIERE PARTIE.

De l'Utilité de ce Recueil.

ON ſe propoſe deux choſes dans cette Préface; l'une de faire voir l'utilité du Livre, qu'on donne ici au Public; & l'autre d'expliquer la Méthode qu'on y a ſuivie.

I. ON ne peut disconvenir, que cèt Ouvrage ne ſoit très-utile à tous ceux qui ont le manîment des affaires publiques, ou quelque part dans le Gouvernement. J'avouë qu'il n'y a point d'Etat, qui n'aît ſes Archives, ausquelles ceux dont je parle peuvent avoir recours dans les occaſions. Je conviens même qu'il n'y en a point, quelque petit qu'il ſoit, dans les Archives duquel on ne trouve de certaines lumiéres, qu'on chercheroit inutilement dans ce Livre; parce qu'il y a toujours beaucoup de Pièces, qu'on ne rend point publiques, & dont il n'y a que les Souverains ou leurs Miniſtres, qui ayent connoiſſance.

Mais, outre qu'on n'eſt pas toujours à portée de conſulter ces Archives, & qu'un Ambaſſadeur, par exemple, ſeroit bien embarraſſé, ſi toutes les fois qu'il a beſoin de certaines Pièces, il étoit obligé d'écrire à ſes Souverains, pour faire fouiller dans leurs Archives: quelle peine ne ſeroit-ce point de travailler à tout moment à déterrer, au milieu d'un nombre infini de Volumes, quelquefois aſſez mal rangez, une Pièce dont on auroit beſoin, ſurtout, ſi c'étoit dans une affaire preſſante?

Ajoutez à cela, qu'il arrive ſouvent, lors qu'on y penſe le moins, qu'un Politique a beſoin de certaines Pièces, qui ne ſe trouvent point dans les Archives qu'il peut conſulter, parce qu'on n'y garde presque ordinairement, que celles où le Souverain eſt intéreſſé, ou dans lesquelles il eſt intervenu, du moins en quelque ſorte, & qu'il ſe peut faire, que la Pièce qu'on cherche n'eſt point de cette nature. Un exemple éclaircira notre penſée.

Un Ambaſſadeur d'Angleterre ſera chargé de conclure un Traité avec le Roi de Maroc. Il voudra ſavoir de quelle maniére la France traite avec ce Prince; afin de ne point traiter à des conditions plus desavantageuſes, & de procurer à ſon Maître tous les mêmes honneurs, que ce Monarque Afriquain rend au Roi de France. Il faut pour cela, qu'il aît recours aux Traitez faits entre ces deux Puiſſances: mais c'eſt un hazard s'il les trouve dans les Archives des Rois d'Angleterre, où il y a apparence qu'on ne garde que ce qui a un raport immédiat aux affaires de ce Royaume.

J'ai eu lieu de me confirmer dans cette penſée durant le cours de l'impreſſion de cet Ouvrage: car j'ai eu en main des Recueils, faits à l'uſage de quelques Ambaſſadeurs, dans leſquels j'en ai trouvé beaucoup plus de ceux où leurs Maîtres n'étoient aucunement intéreſſez, que de ceux ausquels ils avoient quelque part: tant il eſt vrai que ces habiles Miniſtres étoient perſuadez de la néceſſité où ils ſe trouvoient d'avoir en main ces ſortes de Traitez.

On ne ſauroit donc douter, qu'un Recueil ſemblable à celui-ci, dans lequel on a ramaſſé tout ce qu'on a pû trouver d'Actes publics faits entre les diverſes Puiſſances de l'Europe & des autres Parties du Monde, ne ſoit d'une très-grande utilité à tous les Politiques, & à tous ceux qui ont quelque part dans le Gouvernement de quelque Etat. Il eſt vrai qu'il ſemble d'abord que, pour s'inſtruire ſur tout cela, il n'eſt pas néceſſaire de remonter auſſi haut que nous avons fait; puis que les derniers aboliſſant tous les précédens, dans tout ce en quoi ils peuvent leur être contraires, on peut ſe contenter d'avoir recours à ces derniers Traitez ſans ſe mettre en peine des précédens. Mais une telle objection ne peut tomber, que dans l'eſprit des perſonnes peu inſtruites dans ces ſortes de matiéres. Et premiérement, il n'eſt point de Traité qui ne rapelle le précédent, & qui ne le confirme en pluſieurs points. Celui qui a été fait à Ryswick, par exemple, entre la France & l'Espagne, en 1697. rapelle les Traitez de Nimégue, d'Aix-la-Chapelle, & de Munſter, ceux-ci ont rapellé les précédens, & ainſi par une ſuite néceſſaire, pour bien connoître les Droits de ces deux Couronnes, & les prétenſions légitimes qu'elles peuvent avoir l'une ſur l'autre, il faut voir & examiner avec ſoin tous les Traitez qui ont été faits entr'elles, les comparer enſemble, voir en quoi les derniers dérogent aux premiers, & en quoi ils les confirment.

En ſecond lieu, cette Objection ſuppoſe, que les Souverains ayent toujours ſi fermement réſolu de s'en tenir au dernier Traité, qu'ils ne veuillent jamais recourir au précédent, dans les Articles même ausquels il a été dérogé par le dernier: mais il n'y a rien de ſi incertain que cette ſuppoſition. A le bien prendre, quand un Souverain traite avec un autre Souverain à certaines conditions, cela ne ſignifie d'ordinaire autre choſe, ſi ce n'eſt que l'état préſent de ſes affaires ne lui permet pas d'en exiger d'autres de celui avec qui il traite; mais que dès qu'elles prendront une autre face, il demandera d'autres conditions, & fera valoir des droits, ausquels il a bien voulu impoſer ſilence quelque tems, parce que ſes affaires le vouloient ainſi.

Veut-on un exemple de fraîche datte, qu'un Souverain ne s'arrête pas toujours au Traité

qu'il a fait; mais qu'il veut ſouvent remonter plus haut, lors qu'il y trouve ſon compte, & qu'il croit l'occaſion favorable? On a vu dans les Négociations de Ryswick les Miniſtres Eſpagnols peu contens du Traité de Nimégue, demander que les choſes fuſſent rétablies ſur le pié du Traité des Pyrenées, ſautant galamment par deſſus celui d'Aix-la-Chapelle, qui avoit été fait depuis; mais qui ne les accommodoit pas ſi bien. Et, en effet, il n'y a rien en cela qui doive nous ſurprendre. On ſait bien que les Traitez de Nimégue & d'Aix-la-Chapelle avoient été ſignez par l'Eſpagne, en quelque ſorte malgré elle, qu'elle en avoit paſſé par là, voyant qu'elle ne pouvoit mieux faire, & craignant qu'il ne lui arrivât pis: pourquoi ne penſeroit-elle pas à ſe faire relever de deux Contracts ſi desavantageux, quand elle croit en avoir une occaſion favorable? Peut-être y auroit-il quelque choſe à redire, ſi en pleine Paix, elle avoit voulu abolir le Traité de Nimégue, pour rétablir celui des Pyrenées; mais la guerre caſſe en quelque ſorte tous Traitez entre Souverains. Si laſſez de ſe battre, ils parlent d'accommodement, châcun eſt en droit de faire ſon marché le mieux qu'il peut, l'un de demander le Traité des Pyrenées, & l'autre de ne vouloir donner que celui de Nimégue. A parler proprement, dans ces occaſions, les Traitez précédens ne ſont propoſez, que comme des Formules toutes dreſſées, pour abréger le tems, & pour éviter les diſputes, qui pourroient ſurvenir, ſi l'on entreprenoit de dreſſer tout de nouveau les mêmes Articles.

Enfin ce qui prouve qu'un Politique ne doit jamais s'arrêter tellement aux derniers Traitez, qu'il ne recoure à ceux qui précédent; c'eſt qu'il peut arriver que les précédens contiennent de certaines clauſes, ou générales ou particuliéres, qui rendent nuls tous ceux qui peuvent être faits après. J'avouë, qu'il eſt infiniment plus ordinaire de voir les derniers Traitez déroger aux précédens, que de voir les précédens infirmer ceux qui ſuivent. Il y en a pourtant des exemples, & l'on en trouvera un entr'autres fort remarquable dans ce * Recueil. C'eſt celui que fit *Philippe* de Valois avec *Alphonſe* Roi de Caſtille, en 1345. Il y eſt ſtipulé expreſſément, qu'un des deux Rois ne pourra faire la Paix avec aucun autre Prince, que ſon Allié n'y ſoit compris, ſous quelque prétexte que ce ſoit; clauſe, qui rendoit nuls tous les Traitez, que l'un ou l'autre auroit pû faire, ſans y comprendre ſon Allié.

* Voyez Tom. I. pag. 253. Col. b.

Ce que je viens de dire des Formules il n'y a qu'un moment, me fait ſouvenir, que rien n'eſt ſi utile aux Politiques, & à tous ceux qui ont à dreſſer des Actes ou des Traitez, qu'un Livre où l'on trouvera un nombre infini de Formules différentes toutes dreſſées, & où l'on pourra choiſir celles qu'on aimera le mieux, ou celles qui s'accommoderont le mieux à la conjoncture des affaires. Ceux qui ont été obligez d'en dreſſer pour des cas extraordinaires, ſans avoir de modéle devant leurs yeux, ſavent combien il leur en coute. Il n'y a point de mot, point de particule, point de ſyllabe, s'il faut ainſi dire, que deux Contractans n'examinent à la derniére rigueur, & ne péſent à la balance de la Raiſon d'Etat, qui eſt leur ſeule & unique regle. Mais quand une fois ces Formules ont été dreſſées, qu'on a vû que les Souverains en ſont convenus dans d'autres occaſions, c'eſt autant de tems gagné, & le tems eſt infiniment précieux à des Gens qui examinent tout avec la derniére préciſion. Nous avons dans les Négociations de Ryswick un exemple tout propre à confirmer ce que je dis. (*a*) Lors qu'il falut échanger les Ratifications du Traité entre la France & l'Angleterre, les Miniſtres de cette premiére Couronne firent quelques difficultez ſur le Préambule de la Ratification d'Angleterre, au ſujet des tîtres, que le Roi de la Grand' Bretagne s'y donnoit, & en particulier au ſujet de celui de (*b*) *Roi de France*. „ Comment ſe tira-t-on de cette difficulté? C'eſt „ par la Déclaration, que firent les Ambaſſadeurs du Roi de la Grand' Bretagne, que cela „ s'étoit communément ainſi pratiqué dans les Traitez de Paix entre les deux Couronnes, & „ particuliérement dans celui de Breda; & qu'en cas que cela ne ſe trouvât pas ainſi, ils pro„ mettoient de fournir un autre Pouvoir, & un Acte de Ratification réformé en ce point & „ conforme audit Traité de Paix". Je m'imagine facilement, que les Ambaſſadeurs de France ſavoient très-bien ce qui en étoit, avant ce que leur en dirent les Miniſtres d'Angleterre, car qu'y a-t-il de plus commun que ce Traité de Breda? Mais ils vouloient tenter l'habileté de ceux d'Angleterre, & obſerver ce proverbe trivial, qu'*il ne faut jamais rien perdre, faute de le demander*. Seulement doit-on remarquer ſur cèt Article, que quand on veut conteſter entre Miniſtres, on n'en croit que les originaux des Traitez; autrement il étoit facile de s'éclaircir ſur le champ de ce qui s'étoit paſſé à Breda.

(*a*) Voyez les Mémoires & Négociations de la Paix de Ryswick. Tom. III. pag. 373.

(*b*) Rex Franciæ.

Mais ce n'eſt pas les ſeuls Politiques de Profeſſion, qui peuvent faire uſage de ce Recueil, il peut être utile généralement à tous ceux, qui veulent ſe mêler d'entendre quelque choſe dans les intérêts des Princes; & qui eſt-ce aujourd'hui, qui ne s'en mêle pas? C'eſt la Science à la mode; tout le monde en parle, mais il y a peu de Gens qui ſachent ce qu'ils diſent, faute de lumiére, & il eſt presque impoſſible de le ſavoir ſi l'on n'a recours aux divers Actes & Traitez que ces Princes peuvent avoir faits. Il n'y a perſonne de bon goût, qui n'aît infiniment eſtimé les *Intérêts & Maximes des Princes* de M. le Duc de *Rohan*, & quoi que, depuis plus de ſoixante ans qu'il y a qu'ils ſont écrits, les Intérêts des Princes, & par conſéquent leurs Maximes ayent beaucoup changé, cèt Ouvrage eſt infiniment préférable, encore aujourd'hui, à tout ce qu'en ont écrit depuis certains Auteurs, qui ont plus bâti ſur leur imagination, que ſur les fondemens ſolides ſur leſquels avoit bâti le Duc de Rohan. Ces fondemens ne ſont autres que les Actes publics, qui ſont la matière de ce Recueil, les Traitez de Paix, les Alliances par Mariages, les Teſtamens &c. Tant qu'on ne ſera point inſtruit de tout cela, on raiſonnera en l'air, & l'on ſe fera ſiffler par les connoiſſeurs.

De plus, les Actes que contient cèt Ouvrage ſont les Monumens les plus certains de l'Hiſtoire, & tout ce qu'on écrit d'ailleurs, n'eſt ordinairement que l'imagination des flateurs, la réverie de quelque rafineur en Politique, ou la production de la mauvaiſe humeur de

de quelque Esprit satyrique. Que n'ont pas dit les François, par exemple, de l'Empereur *Charles-Quint*, & des Rois d'Espagne ses Successeurs, apuyez sur de simples bruits sans fondement? Que n'ont pas publié, à leur tour, les Espagnols, de la foiblesse du Roi de France *Louïs* XIII. & de la malignité des Cardinaux de *Richelieu* & *Mazarin?* On n'auroit rien écrit de tel de part, ni d'autre, si l'on s'en fût tenu aux Actes publics. Ces Actes peuvent donc servir ou pour dresser l'Histoire, ou pour la rectifier. Ce n'est pas, par exemple, ce que les Partis opposez publient durant la Guerre, qui doit nous faire juger de la perte ou du gain qu'on y a fait; mais les Traitez de Paix, qui s'en ensuivent, où l'on connoît par ce que châcun céde ou retient, ce que l'on a perdu ou gagné. La Paix de Vervins nous aprit, que les Guerres précédentes, quels qu'en eussent été les événemens, avoient mis l'Europe dans ce juste équilibre, qui faisoit la sureté de tous les Etats particuliers, qui la composent. Mais celles des Pyrenées & de Westphalie firent connoître, que la France prenoit le dessus, & se rendoit supérieure à ses voisins. Si l'on jugeoit de ce que les divers Souverains engagez dans la derniére Guerre ont gagné par les Relations des diverses Campagnes qu'on a faites, on ne pourroit s'empêcher de conclurre, que la France ne fit jamais de Guerre, qui lui fût plus avantageuse. Elle ravage des Provinces entiéres en Allemagne & en ruine de fond en comble toutes les Villes; Elle prend un grand nombre de Places dans les Pays-Bas & en Catalogne; Elle gagne des Victoires sur Mer & sur Terre; ses Armées vivent presque toujours aux dépens de ses Ennemis. Que ne doit-on pas conclurre de tous ces avantages, sur tout si l'on en lit la Relation dans les Ecrits des Auteurs François, qui ont l'art d'exagerer merveilleusement leurs avantages, & de leur donner du relief par l'éloquence? Mais sans se laisser éblouïr par un exterieur si capable d'en imposer à un esprit superficiel, qui se hâte de conclurre sans refléchir murement; qu'on attende pour juger, de voir les Traitez de Paix, qui ont terminé une Guerre où la France a paru si supérieure; on la verra dans les Traitez reconnoître pour légitime Roi d'Angleterre, un Prince, qu'elle n'avoit point reconnu jusques-là; on verra la Lorraine, possedée sans interruption par la France depuis plus de trente ans, renduë à son légitime Souverain, Pignerol remis au Duc de Savoye après 66. ans de possession, Casal démoli, & par là cette Couronne renvoyée au delà des Alpes. On verra toutes les Places qu'elle a conquises durant la Guerre & quelques autres renduës à l'Espagne, & les Provinces-Unies obtenir des Conditions de Commerce plus avantageuses, que celles dont Elles jouïssoient avant le commencement de la Guerre.

Je conviens, qu'il est assez fâcheux d'aller chercher la vérité de l'Histoire dans une lecture aussi ennuyante que l'est, par elle-même, celle des Actes publics. Le stile en est ordinairement très-dégoûtant, les faits y sont en quelque sorte étoufez, sous les épines d'un nombre infini de formalitez & de repetitions. Peut-être, est-ce pour éviter cét ennui aux Lecteurs, que dans quelques Recueils, dont on s'est servi pour celui-ci, on a suprimé toutes les Formules, & tous les Préambules des Traitez, comme inutiles: mais c'est une très-grande faute, qu'on a eu soin d'éviter dans ce Recueil, persuadé que ces Formules & ces Préambules sont d'un usage perpétuel pour les Politiques, ainsi qu'on a pu le conclurre de ce qu'on a dit ci-dessus. On trouvera donc ici tous les Actes, autant qu'il a été possible, munis de toutes leurs Préfaces, sans qu'on en aît retranché un seul mot, quelque ennuyante qu'en soit la lecture. Mais ne vaut-il pas mieux digérer cét ennui, & trouver la vérité, que de s'exposer à donner dans la fable, en lisant des Histoires écrites d'une maniére agréable, & dégagées de toutes ces formalitez, telles que sont, par exemple, celles de *Varillas*, & de quelques autres? Je confesse, que si la sincérité étoit une vertu inséparable de tout Historien, il n'y auroit plus que ceux qui se mêleroient d'écrire l'Histoire, qui fussent obligez de fouiller dans les Actes publics; mais comme l'intérêt particulier, la flaterie, l'esprit satyrique, la crainte, & diverses autres passions sont des défauts dont les Historiens ne sont pas plus exemts que le reste des hommes, quiconque ne veut pas être trompé, ne doit point tellement s'en fier à ce qu'ils en disent, qu'il n'aît recours dans l'occasion à des sources plus sûres, & où il puisse plus infailliblement s'instruire de la vérité.

On peut néanmoins s'épargner une partie de l'ennui que l'on contracte, dans la lecture des Actes, si l'on n'y cherche que l'Histoire. Il est facile de passer sur tous les Préambules, pour ne lire que les Articles des Traitez; & d'ailleurs la Table Alphabétique qu'on a mise à la fin peut être d'un très-grand usage à ces sortes de Lecteurs: je serai obligé d'en parler plus amplement dans la suite; je me contenterai, pour faire entendre ma pensée, de dire que par le moyen de cette Table, on peut d'un clin d'œil savoir tous les endroits du Livre où il est parlé d'une certaine chose, & les trouver préciſément & sans peine. Si l'on veut savoir, par exemple, toutes les lumiéres, qu'on peut trouver dans ce Recueil au sujet de la Ville d'Arras, on n'a qu'à chercher ce mot dans la Table; on trouvera non seulement tous les Traitez, qui ont été faits dans cette Ville, mais aussi tout ce qui a été stipulé à son égard durant tout le tems, que comprend ce Recueil, & toutes les mains par lesquelles elle a passé.

J'oubliois presque un usage particulier par raport à l'Histoire, qu'on peut tirer de cét Ouvrage, & qui me paroit de la derniére importance. C'est que par son moyen on peut presque toujours éviter les fautes, qui sont si communes dans les Historiens, par raport aux dattes des événemens dont ils parlent. On ne sauroit croire, combien il se trouve de fausses dattes dans les Ouvrages de ceux qui paroissent même les plus exacts, soit qu'ils n'ayent pas eu les lumiéres suffisantes pour ne jamais broncher, soit que la longueur de leur travail, & la peine qu'il y a très-souvent à débrouiller ce qui concerne la Chronologie, ne leur ayent pas permis d'être toujours sur leurs gardes, & qu'ils se soient laissé aller quelquefois insensiblement au sommeil. Or comme il y a peu de Traitez, qui ne soient dattez, & où la datte même ne soit écrite tout au long, & non en chifre, ce qui est fort sujet à erreur; on peut redresser à coup sûr par leur moyen,

les

les fautes que les Hiſtoriens ont commiſes dans leurs Ouvrages, & éviter de tomber dans de ſemblables.

On verra auſſi dans les Pièces de ce Recueil, la maniére différente de divers Peuples de compter les tems; ce qui peut beaucoup ſervir pour l'explication de pluſieurs difficultez de Chronologie. Comme c'eſt la coutume des Rois de France & de la plûpart des autres Princes, de dater leurs Actes non ſeulement de l'année de Jeſus-Chriſt, mais auſſi de celle de leur Régne; que les Papes dattent les leurs de celles de leur Pontificat, & qu'il y a quelques Etats où la coutume étoit de faire auſſi mention dans les Actes publics, & de l'Indiction, & de l'année courante du Pontificat du Pape régnant; on ne ſauroit disconvenir que tout cela ne puiſſe contribuer infiniment à éclaircir un grand nombre de queſtions Chronologiques, des difficultez desquelles on ne ſortiroit peut-être jamais ſans ce ſecours.

Les Géographes même pourront tirer diverſes lumiéres de ce Recueil. Ils pourront voir les noms différens, qui ont été donnez dans la ſuite des tems aux mêmes Pays, & aux mêmes Villes; & les changemens arrivez à ces noms, ſoit en tout, ſoit en partie, leur pourront fournir des lumiéres, qui ne ſont pas à mépriſer. Ils y trouveront auſſi les (*a*) Conventions ſur l'endroit où l'on devoit placer le premier Méridien: (*b*) l'Accord paſſé entre les Rois de Caſtille & de Portugal au ſujet des Canaries: (*c*) la Donation du nouveau Monde faite aux Espagnols, par le Pape *Alexandre* VI. (*d*). Ce qui eſt dit de la Guinée & du Fleuve Niger dans la Donation, qui en fut faite aux Portugais; où l'on remarque qu'on croyoit dès lors, que le Niger n'eſt qu'une branche du Nil, ſur quoi l'on peut conſulter l'Hiſtoire d'Ethiopie de M. *Ludolf*, & le Commentaire, qu'il a fait ſur cette Hiſtoire.

(*a*) Tom. I. pag. 864. b. & Corps Dipl. T. III. Part. II. p. 303. a.

(*b*) Tom. I. pag. 689. col. b. & Corps Diplomat. Tom. III. Part. II. p. 82. a.

(*c*) Tom. I. pag. 864. b. & Corps Dipl. T. III. Part. II. p. 302. b.

(*d*) Tom. I. pag. 530. b. & Corps Dipl. T. III. Part. I. p. 200.

Les Généalogiſtes & ceux qui aiment le Blazon, y pourront auſſi trouver diverſes lumiéres, & de quoi corriger des erreurs conſidérables. *Machiavel*, par exemple, qui nous a donné la Vie du fameux *Caſtruccio Caſtracani*, nous dit, que c'étoit un enfant expoſé, duquel on ignoroit la naiſſance, & qui fut trouvé dans une vigne par une Dame. Mais on verra par ce (*e*) Recueil, que Caſtruccio étoit d'une noble Famille de Lucques, nommée (*f*) *Antelminelli*: Peut-être que Machiavel ſavoit bien la vérité, & qu'il n'a parlé de cette maniére de la naiſſance de Caſtruccio, que pour rendre ſon Hiſtoire plus merveilleuſe, & imiter le *Cyrus* de *Xenophon*. Je ne parle point des autres uſages de ces Traitez, comme pour connoître le changement qui s'eſt fait dans les Langues, & la Monnoye des tems auſquels ils ont été dreſſez.

(*e*) Tom. I. pag. 195. b. & Corps Dipl. To. I. Part. II. p. 108. a.

(*f*) Ou, *Antermi-nelli*.

Mais je ne ſaurois m'empêcher de faire ici une reflexion qui m'eſt venuë cent fois dans l'eſprit durant l'impreſſion de cèt Ouvrage. C'eſt qu'il eſt étonnant, après avoir lû toutes les précautions, qu'on prend pour prévenir les infractions des Traitez, & tous les Sermens qu'on y ajoute; qu'il y aît eu des Princes qui ſe ſoient fait ſi peu de ſcrupule de violer les Traitez les plus ſolennels; & qui pis eſt, de former le deſſein de ne les point tenir, dans le tems même qu'ils les juroient.

Comme l'accuſation eſt grave, j'en alléguerai ici trois exemples, qui mettront cette vérité au deſſus de toute exception. Si je n'en allégue que trois, c'eſt pour ne pas faire un Livre au lieu d'une Préface; car, du reſte, je puis aſſurer, que jamais matiére ne fut plus abondante. Ferdinand V. Roi de Caſtille, bien loin de couvrir de quelque prétexte ſpécieux le peu de bonne foi des Traitez qu'il faiſoit, & le peu d'envie qu'il avoit de les exécuter, s'en glorifioit hautement. * Un jour que *Quintana* lui raportoit, que le Roi de France *Louïs* XII. ſe plaignoit, que lui Roi de Caſtille l'avoit déja trompé deux fois; il répondit par cette louable exclamation, *deux fois! par Dieu, il a bien menti l'ivrogne, je l'ai trompé plus de dix.* Cependant c'eſt ce même *Ferdinand*, qui prit le glorieux nom de *Catholique*; tant il eſt vrai, que dans l'idée de bien des gens, la probité, la bonne foi, & les autres vertus, n'entrent pour rien dans la compoſition du Chrétien, & qu'il ſuffit d'avoir un zéle exterminant & aveugle, pour mériter un ſi beau nom.

* Amelote de la Houſſaye, Obſervations &c.

François I. Roi de France, Succeſſeur de Louïs XII, rendit la pareille à Charles-Quint Succeſſeur de Ferdinand; & c'eſt-là mon ſecond exemple. Il eſt vrai, que ce fut dans une occaſion, où il ſemble qu'un peu de mauvaiſe foi étoit pardonnable, ſi l'on pouvoit la pardonner dans quelque occaſion que ce ſoit. François étoit priſonnier en Espagne, & pour obtenir ſa liberté, il fut contraint de jurer ſolennellement le Traité de Madrid, qui contenoit pluſieurs conditions très-desavantageuſes pour lui; mais, parce qu'il étoit fermement réſolu de ne les point obſerver, il fit en priſon une proteſtation contre tout ce qu'il alloit ſigner & jurer, ſous prétexte qu'il n'étoit pas libre, & que c'étoit par force qu'il ſe déterminoit à cette démarche. Mais il ne faut pas être fort habile Caſuiſte, pour décider qu'il n'eſt jamais permis de jurer ſolennellement d'exécuter un Traité, qu'on n'a aucune envie d'exécuter; ſous prétexte qu'on a proteſté auparavant & à l'inſçu de la perſonne avec qui l'on contracte, qu'on n'a point deſſein d'obſerver le Traité, qu'on va ſigner & jurer.

Louis XI. Roi de France me fournira mon troiſiéme exemple. Ce Prince demanda ſon avis à François Sforce, ſur la Ligue, que pluſieurs Princes avoient faite contre lui, & qu'ils nommérent la *Ligue du bien Public*; cèt habile Politique lui répondit, que, pour la rompre, il ne faloit rien refuſer; l'aſſurant que, quand il leur auroit donné à châcun en particulier tout ce qu'ils demandoient, il ne lui ſeroit pas difficile dans la ſuite de le leur ôter quand il voudroit: ceux qui connoiſſent l'humeur de Louïs XI. n'auront garde de demander, s'il profita de cet avis.

Les Politiques ſont ſi perſuadez que l'intention des Princes dans les Traitez qu'ils font, n'eſt de les obſerver, qu'autant que leur intérêt le permettra; qu'il y en a, qui ont paſſé d'ailleurs pour de fort honnêtes gens, qui ont poſé pour maxime, qu'il faloit que la choſe allât ainſi. Le Secretaire d'Etat *Villeroi* diſoit ouvertement, que *l'intention des Princes & de leurs premiers*

premiers Miniſtres n'eſt pas, ni ne DOIT PAS ETRE *aſſervie à leur ſignature; mais plutôt leur ſignature à leur intention.* Qu'on juge après cela, ſi l'on a eu grand tort de dire, que la Politique pouvoit auſſi bien être definie *l'Art de tromper les hommes, que l'art de les gouverner.*

Je finirai ce que j'avois réſolu de dire de l'uſage de ce Recueil, en remarquant qu'on y peut aprendre un grand nombre de coutumes & de loix obſervées en divers tems, & en divers lieux; & pluſieurs faits curieux & ſinguliers. On y verra, par exemple, qu'autrefois le Pape & l'Empereur étoient les deux Chefs de la République Chrétienne. M. * *Leibnitz* avouë que cette Autorité de l'Evêque de Rome a ſouvent prévenu de grands maux, ayant reprimé l'ambition des Princes, qui ne pouvoient en éviter les cenſures: mais, „ ajoute cet Auteur judicieux, la „ trop grande ambition du Clergé lui a fait perdre ce qui lui apartenoit juſtement, & qu'il au„ roit été à propos, pour le bien de la Chrétienté, qu'il eût retenu. *His Cleri attentatis factum eſt*, dit-il, *ut poſtremò, qui nimia affectabant, etiam juſta amitterent, quæ retinere ipſos è re Chriſtiana fuiſſet.*

* Dans la Préface de ſon *Codex Diplomaticus.*

Les Droits de l'Empereur & de l'Empire, peuvent auſſi recevoir de grands éclairciſſemens des Actes de ce Recueil. On y voit, par exemple, diverſes Pièces concernant la fameuſe diſpute entre l'Empereur & le Pape au ſujet des Inveſtitures, & les Concordats paſſez à ce ſujet. On y lit comment les Empereurs ont prétendu être indépendans, & ne relever que de Dieu ſeul, contre les prétenſions des Papes, qui les regardoient en quelque ſorte, comme leurs Feudataires. Il y a des Actes, où ils exercent cette Souveraineté indépendante, même dans des cas que la Cour de Rome prétend être de ſa compétence, à l'excluſion de tout Souverain, qui fait profeſſion de la Religion Chrétienne. Tel eſt le cas de la diſſolution des Mariages. On verra, par exemple, dans le Tome * premier, que l'Empereur Louïs de Baviére accorde des Lettres de Divorce à Marguerite Ducheſſe de Carinthie, d'avec Jean Fils du Roi de Bohême, pour cauſe d'impuiſſance. Cette Pièce eſt conſidérable pour cette raiſon, & pour la maniére dont cette pauvre Princeſſe explique qu'elle en a uſé envers ſon Epoux, pour lui faciliter les moyens de lui rendre les devoirs d'un bon Mari. En voici les propres termes: *Eadem Margaretha in ætate ſufficienti ſimiliter conſtituta, & ſe ipſam, ut conveniens fuerat, præbente & exhibente ad præfatam copulam carnalem explendam, non potuit dictus Johannes, neque valuit, ſicuti neque valet aut poteſt, nec unquam poſſe creditur in futurum, eandem carnaliter cognoscere ſibi conjugem Margarethan: quemadmodum multis & quaſi omnibus poſſibilibus modis hoc tentans, eundem Johannem impotentem & omnino inhabilem ad opus præfatum ſe dicit expertam: ac adverſus eundem Johannem, ſibique præfatum defectum inexiſtere, coram nobis in judicio ſe reddidit per experimenta ſufficientia & teſtimonia quælibet ad hæc neceſſaria probaturam.*

* Pag. 233. col. b. [& Tom. I. Part. II. pag. 206. col. a. du Corps Diplom. &c.]

Peu de tems après le même Empereur, en vertu de cette ſuprême autorité, qu'il prétendoit avoir indépendamment du Pape & de tout autre Prince de la Terre, accorda une Diſpenſe à Louïs Marquis de Brandebourg, d'épouſer la même Marguerite Ducheſſe de Carinthie, en vertu des Lettres de Divorce, qu'il avoit accordées à cette Princeſſe, malgré le degré de parenté qui étoit entre les Deux Contractans. On trouvera cette Diſpenſe à la page 234. du premier Tome de ce Recueil.

On verra par divers Traitez, que les Barons & les autres Grands Seigneurs d'un Etat ſe rendoient autrefois garands des Traitez de leurs Souverains, en ſorte que ſi ces Souverains venoient à les rompre ſans raiſon; les grands Seigneurs pouvoient avec leurs Vaſſaux combattre pour le parti oppoſé, afin de maintenir les Traitez. On en trouve un exemple remarquable dans le * Traité de Paix fait en 1200. entre Philippe II. Roi de France, & Jean ſurnommé *ſans Terre* Roi d'Angleterre. En voici les termes. *Nos verò* (Johannes ſcilicet Rex Angliæ) *dedimus Domino Regi Franciæ ſecuritates de hominibus ſubſcriptis, ſcilicet, Bald. Comitis Albæ Marlæ, &c. qui juraverunt hoc modo, quod ipſi, cum omnibus Feodis ſuis, circa mare ad Dominum Regem Franciæ irent, ſi hanc Pacem ei non teneremus, ſicut eſt diviſa. Dominus quoque Rex Franciæ ſimiliter dedit nobis ſecuritates de hominibus ſuis ſubſcriptis, ſcilicet Comitis Roberti Drocar, &c. qui ſimiliter hoc modo juraverunt, quod cum omnibus Feodis ſuis ad nos venirent, ſi Dominus Rex Franciæ hanc Pacem non teneret, ſicut eſt diviſa.*

* Voyez le Tom. I. de ce Recueil pag. 39. col. b. [& Tom. I. Part. I. p. 126. No. CCXXXIII. du Corps Diplom. &c.]

On pourroit alleguer une infinité d'autres coutumes, dont on trouvera des exemples dans ce Recueil. Il ſeroit auſſi facile de faire voir pluſieurs autres uſages qu'on en peut tirer, mais on craint d'être trop long; & il eſt tems de paſſer à ce qu'on a promis de faire en ſecond lieu dans cette Préface, qui eſt d'expliquer la Méthode, qu'on a ſuivie dans ce Recueil; & pour ne laiſſer rien à déſirer au Lecteur ſur ce ſujet, nous reprendrons la choſe d'un peu haut.

SECONDE PARTIE.

Explication de la Méthode qu'on a ſuivie.

IL y a déja quelques années, que les Libraires dont les noms paroiſſent au Tître de cèt Ouvrage, conſidérant avec quel empreſſement on recherchoit les Recueils particuliers de Traitez & d'autres Actes publics imprimez en divers tems & en diverſes formes, réſolurent de les ramaſſer tous, pour en faire un ſeul corps, & d'y joindre, pour le rendre plus complet, toutes les Pièces répanduës dans pluſieurs Livres, toutes celles qui n'avoient encore paru qu'en feuilles volantes, & celles que les particuliers de leur connoiſſance pourroient leur fournir.

A peine avoient-ils formé ce deſſein, qu'ils aprirent, que le Sieur Fréderic Leonard faiſoit imprimer un Recueil de Traitez à Paris. Ils crurent, qu'ils devoient l'attendre, pour en profiter, & inférer dans le leur, les Pièces qui pourroient leur avoir échapé. On parleroit ici des

principales sources dans lesquelles ils avoient dessein de puiser, si cela ne paroissoit assez dans la Table des Auteurs dont on s'est servi, que l'on trouvera après cette Préface.

Le Recueil du Sr. Leonard parut en 1693. en six Volumes in 4. Mais on vit que le dessein qu'il s'étoit proposé, & sa maniére de l'exécuter, étoient bien différens du plan, que s'étoient formé les Libraires dont je viens de parler. Quant au dessein, si l'on en excepte un très-petit nombre de Pièces, il n'y en a point dans ces six Volumes, dans lesquelles la France n'intervienne ou comme Partie contractante, ou comme Médiatrice, au lieu que le dessein, qu'on avoit en Hollande, étoit de faire imprimer un Recueil général de tous les Traitez & autres Actes Publics concernant toutes les Puissances du Monde. De plus le Sieur Leonard n'est pas remonté plus haut, que le fameux Traité d'Arras fait en 1435.; au lieu qu'on s'étoit proposé en Hollande de ramasser généralement toutes les Pièces qu'on pourroit trouver depuis la Naissance de Jesus-Christ jusques à nos jours. Il est vrai qu'on n'est pas remonté plus haut, que l'an DXXXVI. de Jesus-Christ, parce qu'on n'a rien pû découvrir de plus ancien qui fût digne d'être publié. Mais voila cependant près de neuf cens ans de différence, & cela est très-considérable.

Pour ce qui est de la maniére de l'exécution; on ne sauroit disconvenir, qu'il n'y aît dans le Recueil du Sieur Leonard des défauts qui rendent son Ouvrage imparfait. Les Traitez n'y sont point rangez exactement selon l'ordre Chronologique, mais dans un ordre mixte, s'il est permis de parler ainsi; c'est-à-dire en partie selon les années & en partie selon les différentes Puissances avec qui la France a contracté. C'est ce qui donne une peine infinie à ceux qui veulent se servir de ce Recueil; sans que les Tables, qu'on a mises au devant, puissent être fort utiles, tant parce que ces Tables elles-mêmes n'observent pas exactement l'ordre des tems, mais celui des différentes Puissances; que parce que dans la plupart des Volumes, les pages ne sont pas marquées tout de suite; mais que le chifre recommence au commencement de chaque Traité. Ainsi, quoi qu'on aît trouvé dans la Table, le Traité dont on a besoin, on n'en est guéres plus avancé; puis qu'il faut encore feuilleter bien du tems, avant que de le trouver dans le Corps de l'Ouvrage.

Il ne faut qu'avoir des yeux, pour convenir de cette vérité, ce qui n'empêche pas, que ce Recueil n'aît son prix. On avouë même, qu'il a été d'un grand secours pour celui-ci; tant parce qu'il a fourni plusieurs Pièces importantes, qu'on n'avoit point, que parce qu'à l'égard même de celles qu'on avoit, on a été bien aise de pouvoir les confronter, pour corriger les fautes, qui pourroient s'y être glissées, & pour se servir des Copies les plus exactes & les plus complettes; aussi a-t-on fait honneur au Sieur Leonard dans toutes les occasions, de ce qu'on empruntoit de lui, le citant toujours exactement. On ajoutera ici, pour n'y pas revenir, qu'on a hésité fort long-tems si l'on insére roit dans cét Ouvrage les Arrêts de la Chambre établie à Metz, pour la réunion des dépendances des trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, & autres endroits à l'obéissance du Roi de France, &c. On les trouve à la fin du sixiéme Tome du Recueil du Sieur Leonard, dont ils font une bonne partie. J'avouë, que si j'en avois été tout-à-fait crû, on ne les auroit pas obmis; tant parce qu'ils ont fait beaucoup de bruit dans le monde, que parce qu'ils ont assez de raport aux affaires générales: mais d'autres personnes très-éclairées qu'on a consulté, n'ont pas été de cet avis; parce que tous ces Arrêts n'entrent point dans le Plan général de cét Ouvrage, & qu'en les insérant, il auroit falu y mettre un grand nombre d'autres Pièces, qui auroient trop grossi ce Recueil. Cependant, si l'on reconnoît dans la suite que la pluralité des suffrages soit pour l'insertion de ces Arrêts; on pourra les mettre dans un Suplément, qu'on prévoit bien qu'il faudra faire dans quelque tems. Car on n'a garde de croire, qu'on n'aît rien oublié: bien loin de là on prie tous ceux, qui pourront avoir quelques Pièces, qui ayent échapé à nos recherches, de vouloir bien les adresser aux Libraires, qui ont imprimé ce Recueil; qui promettent de les imprimer, & d'en faire honneur à ceux qui les leur communiqueront.

Ayant ramassé les Livres & les autres secours dont on avoit dessein de se servir, on se disposa à exécuter le projet qu'on avoit formé. Mais comme le bruit s'en répandit; on fut averti, que Messire * *Libert François Christin* Vicomte de Vueren & de Duysbourg, Seigneur de Bautersem, Loevene, Nederheim, &c. d'un mérite distingué, & également curieux & savant, avoit travaillé depuis long-tems à recueillir tous les Traitez de Paix tant anciens que modernes. L'inclination naturelle qu'il a à faire plaisir, & surtout en ce qui peut procurer l'utilité publique, ne nous permettoit pas de douter, qu'il ne voulût bien communiquer ses Mémoires & les fruits de ses travaux, ce qu'il fit aussi fort généreusement; & nous fûmes agréablement surpris de trouver dans ses Mémoires diverses Pièces, qui nous auroient échapé sans ce secours.

* Il est Conseiller du Roi Catholique en son Conseil de Brabant, & ci-devant du Conseil suprême de l'Amiraute dans les Pays-bas.

Le savant M. LEIBNITZ, dont le mérite est connu de toute l'Europe, avoit publié en 1693. l'excellent Recueil auquel il donne le nom de *Codex Gentium Diplomaticus*, *&c.* que M. Christin

Il est également savant en toutes sortes de Sciences & de Langues, de même que dans l'Histoire & dans l'Antiquité. Il a honoré le Public de divers Ouvrages fort recherchez, ce qu'il semble avoir hérité de son Illustre Famille, dont le Frére Aîné Messire Jean Baptiste Christin Baron de Merbeke, après avoir été Conseiller du Roi Catholique en son Grand Conseil & Privé, fut mis dans le Conseil suprême de Flandres en Espagne, & nommé Ambassadeur Plenipotentiaire à la Paix de Nimégue; il est mort Chancelier & Garde des Seaux de Brabant. Plusieurs autres de ses plus proches parens ont été revêtus des plus grandes Dignitez de la Robe; comme de celle de Chef & Président du Conseil d'Etat & Privé, aux Pays bas Catholiques. Pour ne rien dire de tant d'autres de ses Parens, qui ont eu l'honneur d'avoir été Conseillers au Grand Conseil, en ceux de Brabant, de Gueldres, & autres. Enfin, c'est à la Famille des Christins que le Public a l'obligation de plusieurs excellens Ouvrages, comme de celui des Observations sur les Loix abregées de Philibert Bugnion, & sur l'Antitribonien de Hotman en deux Tomes *in* 4. De la *Jurisprudentia Heroica sive Heraldica in fol.* Des *Observationes Eugenialogicæ & Heroicæ in* 4. Des Coutumes générales de Brabant en 2. Tomes *in fol.* De l'augmentation de deux Tomes de tous les Placards de Brabant *in fol.* Des Commentaires sur les Panœmies d'Antonius Matthæus in 4. Des Commentaires sur les Coutumes de Bruxelles *in fol.* & de plusieurs autres Ouvrages tant Généalogiques & Héraldiques qu'autres.

Chriſtin n'a pas oublié dans ſes recherches, & dont on a inféré preſque toutes les Pièces dans cèt Ouvrage. Il marquoit dans ce Livre, qu'il avoit des matériaux prêts pour d'autres Volumes, qu'il ſe diſpoſoit auſſi de publier. On lui écrivit, pour ſavoir s'il ne voudroit point les communiquer pour un Recueil d'un plan beaucoup plus univerſel, que celui qu'il s'étoit propoſé; mais comme il a jugé plus à propos de les retenir par devers ſoi, pour les Volumes ſuivans de ſon Ouvrage, & que chacun eſt maître de ſon bien, on ne peut lui en ſavoir mauvais gré. On lui a fait honneur partout des Pièces, qu'on a tirées de ſon Livre; même lors qu'on avoit ces Pièces d'ailleurs.

Tous ces Matériaux étant prêts, on n'eut pas de peine à ſe déterminer ſur l'ordre qu'on devoit ſuivre, & ſur la Langue qu'on devoit employer. Pour le premier, il n'y en avoit pas d'autre, ce ſemble, que l'ordre Chronologique; on trouvera toujours facilement par ce moyen, les Pièces dont on aura beſoin, quand on en ſaura la datte; ſans avoir même recours aux Tables Chronologiques, qu'on a miſes à la tête de châque Volume; ni à l'Alphabétique, qui eſt à la fin de tout l'Ouvrage.

Il faut ſeulement remarquer à l'égard de ces dattes, premiérement qu'on s'eſt ordinairement ſervi du nouveau ſtile, comme du plus généralement reçu, & du plus exact, lors qu'on n'a rien ſpecifié; & que dans les endroits, où l'on a ſuivi l'ancien, on a eu ſoin de marquer auſſi ordinairement le nouveau. Il ſe peut faire néanmoins, qu'on n'aît pas toujours été tout-à-fait exact ſur ce ſujet, parce qu'on n'a pas toujours ſû de quel ſtyle s'étoient ſervis ceux qui avoient dreſſé les Traitez. Il eſt vrai, qu'il eſt à préſumer, que quand deux Princes dans les Etats des quels on ſuit le nouveau ſtile, par exemple, traitent enſemble, c'eſt de ce ſtile dont ils ſe ſervent: mais il n'en eſt pas de même dans les Traitez où l'un des Contractans ſuit le nouveau ſtile & l'autre l'ancien. Quand cela n'eſt pas expliqué dans la datte, il eſt bien difficile de déterminer duquel on s'eſt ſervi, ſi l'on n'a pas des lumiéres d'ailleurs. On en peut avoir quelquefois en conſidérant le lieu où le Traité s'eſt fait, & voyant quel ſtile on y ſuit: mais cette règle n'eſt pas toujours certaine. Si donc il y a quelque défaut à cèt égard, ce dont on n'oſeroit diſconvenir, le Lecteur eſt prié de vouloir bien l'excuſer; puis que l'erreur dans le fonds n'eſt pas conſidérable.

Il faut remarquer en ſecond lieu, à l'égard des dattes, qu'en Angleterre l'année ne commence que vers Pâques, & qu'on y ſuit l'ancien ſtile. La coutume de ne commencer l'année qu'à Pâques fut auſſi en uſage en France, jusques ſous le Régne de CHARLES IX. Il ne faut pas donc s'étonner, ſi dans les Traitez où l'Angleterre a eu part, & dans ceux qu'a faits la France jusques à CHARLES IX. on trouve les mois de Novembre & de Décembre de 1478., par exemple, avant les mois de Janvier, de Février, & de Mars de la même année; puis qu'effectivement ceux-là précédoient ceux-ci. Je ne voudrois pas garantir pourtant, qu'à cèt égard il ne ſe ſoit point gliſſé de faute dans ce Recueil; car, quoi qu'on aît pris ſoin d'y être le plus exact, qu'il étoit poſſible, on n'a pas toujours pû ſavoir lors que l'Angleterre ou la France traitoient avec d'autres Puiſſances, quelle maniére de compter l'on obſervoit dans les Traitez. Le Lecteur eſt donc prié de pardonner ces petits défauts, s'il s'en trouve quelques-uns, & de ne s'attacher pas partout ſcrupuleuſement à l'ordre des mois; puis que quelquefois il a été abſolument impoſſible de mieux faire. On ſe perſuade néanmoins, qu'il n'y aura que très-peu d'endroits, où il trouvera de ſemblables fautes.

Pour ce qui regarde la Langue en laquelle on devoit publier ces Traitez, on ſe détermina facilement à la Langue Françoiſe, comme à celle qui eſt le plus généralement en uſage à préſent en Europe. On ne crut pas néanmoins, qu'on dût traduire en François les Pièces écrites originellement en Latin; tant parce qu'étant néceſſaire de mettre l'original, l'Ouvrage auroit groſſi de plus du tiers, ſi l'on y eut ajouté partout une Traduction Françoiſe; que parce que la Langue Latine n'eſt pas entenduë de moins de gens, que la Françoiſe, pour ne rien dire de plus. Pour toutes les autres Langues, telles que ſont l'Eſpagnole, l'Italienne, l'Angloiſe, l'Allemande, & la Flamande, on a donné partout des Traductions des Pièces écrites en ces Langues, parce qu'elles ne ſont pas d'un uſage ſi univerſel, que la Latine & la Françoiſe. Quand les Pièces, que nous avons euës, ont été en une Langue, que nous avons cru n'être pas l'Original, ſi ce n'a été ni du Latin, ni du François; nous nous ſommes contentez d'en mettre une Traduction Françoiſe; puis qu'il eût été ridicule, de mettre deux Traductions en deux Langues différentes d'une même Pièce: nous en avons ordinairement averti par une petite note; ou par la ſimple citation du Livre dont la Pièce a été tirée; comme par exemple, *Traduit du Mercure de Vittorio Siri &c.* Nous ne voudrions pas néanmoins aſſurer, qu'il nous ſoit jamais arrivé de mettre au lieu de l'Original, que nous n'avions pas, deux Traductions d'une même Pièce. Cela a pû ſe faire quelquefois par mégarde, & quelquefois auſſi parce qu'on n'a pas bien ſû quelle étoit la Langue originale du Traité. J'avouë, qu'il eut été à ſouhaiter, qu'on eût toujours pû avoir l'Original; mais on a crû que, quand cela étoit impoſſible, il valoit encore mieux donner une Traduction d'une Pièce d'ailleurs importante, que de la ſuprimer entiérement.

Il a été infiniment plus difficile de ſe déterminer ſur la qualité des Pièces dont on formeroit ce Recueil, que ſur l'ordre qu'on y devoit ſuivre, & ſur la Langue dont il faloit ſe ſervir. Après avoir conſulté aſſez long-tems, & demandé l'avis de diverſes perſonnes habiles, qui ne s'eſt rien moins trouvé qu'uniforme; on s'eſt enfin déterminé aux Pièces ſpécifiées dans le tître général de cèt Ouvrage. Mais il eſt arrivé, ſans doute, en cette occaſion, ce qui arrive toujours infailliblement à tout Auteur de Dictionnaire, c'eſt que n'ayant pas des vuës d'une étenduë infinie, il oublie toujours néceſſairement quelques-uns des mots, qui entrent dans le plan, qu'il s'eſt formé, & qu'en recompenſe il en met d'autres qui ne ſont pas de ſon plan. Le dernier de ces défauts n'eſt pas conſidérable; puis qu'il vaut beaucoup mieux trouver dans un Dictionaire cent mots qu'on ne croyoit pas devoir y trouver; que de n'y pas trouver un mot

particulier, qui devroit néceſſairement y être. Le premier défaut eſt plus important; mais tout homme raiſonnable le pardonnera facilement à l'infirmité de la nature humaine. Nous croyons de même, qu'on pourra chercher dans ce Recueil certaines Pièces, qui y devroient être, & qui n'y ſont pas, ſoit pour ne les avoir pû recouvrer, ſoit pour n'en avoir pas eu connoiſſance; & peut-être qu'au contraire, on y en trouvera, qu'on croira hors du plan qu'on s'eſt propoſé. Quelquefois on les y a miſes, parce qu'elles contenoient quelque choſe de curieux, & dont il n'étoit pas inutile que le Public fût inſtruit: quelquefois on n'a pû refuſer à de certaines perſonnes, qui ont ſouhaité, que telles Pièces y fuſſent. On eſpére, que le Lecteur ne le trouvera pas mauvais, ſurtout quand on l'aſſurera que d'ailleurs on a fidélement inféré toutes celles qu'on a cru, qui y devoient être, & qu'on a pû avoir, ſans être retenu par aucune conſidération particuliére.

On avoit commencé l'impreſſion des trois premiers Volumes de ce Recueil, quand un illuſtre Magiſtrat nous aprit, que feu Monſieur *Jerôme Beverning* Conſeiller & Bourguemaître de la Ville de Goude, Curateur de l'Univerſité à Leide &c., illuſtre par tant d'Ambaſſades dont il a été chargé, & par tant de ſervices, qu'il a rendus à ſa Patrie, avoit dreſſé un ample Indice de Traitez faits entre toutes les Puiſſances du Monde: il nous aprit en même tems, que ce riche tréſor étoit entre les mains de M. *Bruno van der Duſſen* Conſeiller & Penſionaire de la même Ville de Goude, digne Neveu de M. *de Beverning*, & qui par ſa profonde intelligence dans les affaires, par la ſolidité d'un jugement exquis, & par ſon aſſiduité au travail, rend tous les jours des ſervices très-importans à ſa Patrie. Perſuadez de ſon penchant naturel à obliger, par une infinité d'expériences particuliéres que nous en avons faites, nous nous adreſſames à lui, & il voulut bien nous communiquer non ſeulement la Table de M. *de Beverning*, augmentée conſiderablement par lui-même; mais auſſi un grand nombre de Traitez, qui nous manquoient, manuſcrits & imprimez qu'il avoit dans ſa Bibliothéque. Ainſi, bien ſouvent lors qu'on voit le mot de *Manuſcrit*, ou de *Feuille volante imprimée* à la fin du tître d'un Traité; on doit s'aſſurer que c'eſt à M. *van der Duſſen*, que nous ſommes redevables de cette Pièce; outre un grand nombre d'autres tirées d'Auteurs imprimez, & qui nous ont été indiquées par ſa Table. On remarquera, que j'ai dit *bien ſouvent lors qu'on trouvera le mot de Manuſcrit*; & non pas toûjours, parce qu'il eſt vrai qu'il y a pluſieurs Miniſtres publics qui ont été aſſez obligeans, pour communiquer ce qu'ils avoient de particulier, & qu'on n'a pas trouvé à propos de nommer.

Le Lecteur remarquera auſſi, s'il lui plait, que j'ai dit, qu'on avoit déja commencé l'impreſſion de cèt Ouvrage, quand on eut communication de la Table de M. *van der Duſſen*. C'eſt en partie ce qui nous a obligez de mettre des Supplémens à la fin de châque Tome; mais qui ne doivent faire aucune peine au Lecteur, parce que les Tables Chronologiques miſes au devant de châque Volume, où les Pièces des Supplémens ſont placées en leur rang, ſupléent facilement à ce petit déſordre, qui eſt presque inévitable dans ces ſortes d'Ouvrages.

Nous eſpérons, que le Lecteur nous ſaura gré d'avoir marqué exactement dans châque Traité l'endroit d'où nous l'avons tiré, à la reſerve des Pièces Manuſcrites dont nous venons d'indiquer une des principales ſources. Quoi que tout Auteur doive ſe piquer de bonne foi, il doit néanmoins ſe déſabuſer, le Public ne l'en croîra point ſur ſa parole, pour les choſes dont il n'a pas été témoin oculaire. Quand il ne citera point, il ne doit pas ſe plaindre, qu'on le ſoupçonne, ou de débiter des fables, ou de ſe vouloir faire honneur du travail d'autrui, en cachant les ſources où il a puiſé. Quelques perſonnes croyoient, que nous nous devions contenter de donner une Liſte des Auteurs dont nous nous ſommes ſervis, ſans repeter auſſi ſouvent, que nous l'avons fait, les noms de *Fréderic Leonard*, par exemple, d'*Aitzema*, de *Guichenon*, & les autres. Elles nous alleguoient un grand nombre d'Hiſtoriens, qui en ont uſé ainſi; mais nous nous ſavons bon gré de n'avoir pas ſuccombé à une tentation, qui nous auroit évité bien de la peine; mais qui aſſurément n'auroit pas dû ſatisfaire bien des Lecteurs. En effet, ces citations générales, & rien, c'eſt à peu près la même choſe. Quand nous aurions été tentez de falſifier quelque Pièce, comment auroit-on découvert la fraude? Le moyen de diſcerner dans ce grand nombre de Livres dont nous nous ſommes ſervis, & qui compoſent une juſte Bibliothéque, celui où eſt le Traité, qu'on auroit falſifié. Nous nous félicitons d'avoir été en ce point préciſément de l'opinion d'un Auteur judicieux, dans un Livre qui ne fait que de paroître * ſous le nom de *Parrhaſiana* ou *Penſées diverſes ſur des Matiéres de Critique &c.* Comme il dit à peu près ce que nous avions penſé ſur le ſujet des Citations, ſi ce n'eſt qu'il le dit d'une maniére plus nette, & plus exacte, que nous n'aurions pû faire; nous ne ferons pas difficulté de le copier ici; d'autant plus que ce Livre eſt encore ſi peu connu, que cette citation aura toute la grace de la nouveauté. „ * On demande, dit-il, ſi ceux qui écrivent l'Hiſtoire Ancien-
„ ne, ou au moins une Hiſtoire, dont il n'y aît plus de témoins vivans, doivent citer les Au-
„ teurs, dont ils ſe ſervent, à châque page, ou à châque article. Les ſentimens ſont partagez
„ là-deſſus. Les uns croyent, qu'il n'eſt nullement néceſſaire de citer; & que le Lecteur ſe
„ doit fier au choix & à la ſincérité de l'Hiſtorien; ſans lui demander de qui il a pris les faits
„ qu'il raporte. Ils ſe fondent ſur l'uſage des anciens Hiſtoriens Grecs & Latins, qui ne citent,
„ que très-rarement les Auteurs dont ils ſe ſont ſervis; comme lors qu'il y a entr'eux quelque
„ diverſité de ſentimens. Puis que l'on ſe fie au raport de ces Hiſtoriens, ils ſoutiennent, que
„ l'on doit auſſi croire les Modernes, qui en uſent de même. Si l'Hiſtorien le trouve à pro-
„ pos, il peut mettre, diſent-ils, une liſte des Hiſtoriens, qu'il a conſultez, au commence-
„ ment, ou à la fin de ſon Hiſtoire, afin que l'on voye de quoi il s'eſt ſervi; mais il n'eſt pas
„ obligé de marquer ceux qu'il a lûs, ſur châque fait en particulier.

„ Les autres ſoûtiennent qu'il faut, en cette occaſion, citer partout, & prétendent, que
„ les Anciens ont eu tort de ne le pas faire, & qu'on ne leur doit pas tant ajoûter de foi, à
„ cauſe de cela. En effet, ſi la choſe eſt mauvaiſe en ſoi, l'exemple des Anciens ne la rend
„ pas

* Dans le commencement de Juin, 1699.

* Pag. 144.

„ pas meilleure, & rien ne nous doit empêcher de faire mieux qu'eux. La République des
„ Lettres eſt enfin devenuë un Pays de raiſon & de lumiére, & non d'autorité & de foi aveugle,
„ comme elle ne l'a été que trop long-tems. La multitude n'y prouve plus rien, & les cabales
„ n'y ont plus de lieu. Il n'y a aucune Loi, divine, ni humaine, qui nous défende de perfec-
„ tionner l'Art d'écrire l'Hiſtoire; comme on a tâché de perfectionner les autres Arts & les
„ autres Sciences. Comme un Philoſophe ne peut pas s'excuſer aujourdhui, s'il parle obſcu-
„ rément, ou s'il ſuppoſe des choſes incertaines, comme aſſurées, par l'exemple d'*Ariſtote* &
„ des autres Philoſophes anciens, qui ont commis les mêmes fautes: l'exemple d'*Herodote* ou de
„ *Tite-Live* ne peut pas mettre à couvert ceux qui imitent leurs défauts. Si on les loue, il faut
„ toujours ſe ſouvenir, que les louanges ne ſe raportent, qu'à ce qu'ils ont de bon, comme
„ ſont la pureté & l'élegance de leur ſtile; & nullement à ce qu'on y peut trouver de blâma-
„ ble. Il faut penſer encore qu'on ne les eſtime en partie, que parce qu'il ne nous reſte point
„ d'autres Monumens que les leurs; & qu'on ne leur ajoute foi, que lors qu'on n'a aucune
„ raiſon de les contredire; ou à cauſe de la vraiſemblance de leurs narrations, ou à cauſe
„ qu'on n'a aucun témoin plus exact & plus ancien qu'eux, pour les redreſſer. On croit le
„ gros de l'Hiſtoire; mais on demeure en ſuſpens ſur les circonſtances.

„ Cela étant ainſi, s'il y a de grands inconveniens à ne citer point: les exemples des Anciens,
„ ni de leurs Imitateurs ne ſuffiſent nullement, pour ſauver de la cenſure ceux qui ne le font
„ pas. On ſoûtient donc, que l'on n'évite de citer, qu'afin que perſonne ne puiſſe examiner
„ l'Hiſtoire, que l'on raconte, en comparant la narration avec celle des Hiſtoriens, qui ont
„ écrit auparavant. Car le moyen d'examiner ce que l'on avance, ſans citer perſonne en parti-
„ culier; à moins que d'avoir tous les Hiſtoriens dont on s'eſt ſervi, & de les avoir bien lûs &
„ bien mis dans ſa mémoire? Peu de gens en ſont capables, & peu de gens ont tous les Livres
„ qu'il faudroit avoir. Sans cela, on peut toujours craindre de ſe tromper, parce qu'il ſe peut
„ faire que l'Auteur que l'on lit aît ſuivi quelque Hiſtorien, que ceux qui ont intérêt à exami-
„ ner l'Hiſtoire n'ont pas, ou qu'ils n'ont point lû, ou dont ils ne ſe ſouviennent pas. Mais ſi
„ l'on n'oſe pas s'inſcrire en faux contre un Hiſtorien, qui n'a pas cité, on n'oſe pas auſſi s'y fier.
„ Comme on peut ſouvent faire des Romans impunément, en ſuivant cette méthode, &
„ donner tel tour que l'on veut à l'Hiſtoire: le Lecteur ſoupçonneux n'oſe presque rien croire,
„ & abandonne bientôt une lecture dont il ſe défie. On aſſure qu'un Hiſtorien moderne &c.

„ Outre cela, *c'eſt toujours le même Auteur qui parle*, on ſoûtient, que la précaution que
„ quelques-uns ont eu de mettre à la tête de leurs Hiſtoires les Auteurs, qu'ils avoient ſuivis,
„ ſans les citer ailleurs plus en particulier, eſt tout-à-fait inutile; parce qu'elle eſt ſujette à pres-
„ que tous les inconvéniens, qui ſe trouvent dans la méthode de ceux qui ne citent point du
„ tout. En effet, il eſt très-difficile de ſavoir quel Hiſtorien un Auteur peut avoir ſuivi, dans
„ chaque fait, quand même on les auroit tous. Mais on dit de plus, que l'on ne met ſouvent
„ une grande liſte d'Auteurs, que par pure oſtentation; & qu'il y en a pluſieurs, dont on n'a
„ peut-être jamais vû la couverture. Il eſt vrai, qu'il n'y a rien de ſi facile, que de com-
„ poſer un grand Catalogue d'Hiſtoriens, qu'on n'a jamais vûs, & de le mettre hardiment à la
„ tête d'une Hiſtoire; & ſi l'on en uſe ainſi de bonne foi, il dépend néanmoins du Lecteur de
„ le croire ou non. Il n'y a qu'une ſeule choſe, qui puiſſe faire pardonner cela à un Hiſto-
„ rien; c'eſt ſi l'on eſt aſſuré d'ailleurs de ſa ſincérité. C'eſt auſſi ce qui a fait que l'on n'a pas
„ cenſuré *Jaques de Thou*, pour en avoir uſé de la ſorte. Les marques claires de ſincérité & de
„ modération, qu'il donne par tout, lui ont fait pardonner cette faute, qu'on ne pardonne
„ point à des gens comme *Varillas*, dont la paſſion & l'eſprit Romanesque éclatent de tou-
„ tes parts.

J'eſtime, que tout homme judicieux conviendra de la ſolidité de ces remarques, & con-clurra de là, qu'un Collecteur d'Actes publics eſt dans une obligation encore plus étroite, qu'un Hiſtorien, de marquer partout exactement les ſources où il a puiſé, parce que les Actes qu'il raporte ſont d'une toute autre conſéquence qu'une ſimple Hiſtoire. En vain m'allégueroit-on, que les Auteurs, que je cite, ne ſont pas plus dignes de foi que moi, & que leur autorité ne ſert de rien pour aſſurer la vérité de ces Traitez. Car outre que pluſieurs de ces Auteurs ont puiſé, ou pû puiſer dans les Originaux, comme cela paroit aſſez par leurs Livres, & que dès-là leur autorité eſt d'un plus grand poids, que la mienne; quand cela ne ſeroit pas, comme peut-être il n'eſt pas à l'égard de tous, je me décharge par-là de tous les ſoupçons, qu'on pourroit avoir contre moi, qui retombent uniquement ſur les Auteurs, que je cite.

J'ai donc été exact à citer toujours les Auteurs ou les autres ſources où j'ai puiſé les Pièces que l'on trouvera dans ce Recueil. J'avouë même qu'à l'égard des Manuſcrits, ſi j'euſſe toujours pû ou oſé marquer par quelles mains ils avoient paſſé, avant que de parvenir jusqu'à moi, je l'aurois fait tout de même. Mais le Lecteur eſt prié de ſe contenter à cet égard des éclairciſſemens, que je lui ai donnez ſur ce ſujet dans cette Préface.

J'ai été ſi exact dans mes citations, que, lors que les Pièces que je raporte ſe trouvoient dans différens Auteurs, je les ai ordinairement tous alleguez, lors que j'ai vû qu'il y en avoit quelque petite néceſſité; & je ne m'en ſuis presque jamais dispenſé, que lors qu'on a vû clairement, qu'un Auteur avoit puiſé dans l'autre, ſans autres lumiéres; car il eſt clair alors, que deux autoritez n'en valent pas plus d'une. Même comme il s'eſt fait, ou qu'il ſe peut faire à l'avenir diverſes Editions des Livres que je cite; afin que le Lecteur ne s'y trompe point, je marque exactement dans la liſte que je donne ci-après, l'Edition dont je me ſuis ſervi. Je ne ſai ſi je me trompe, mais je crois, que cette exactitude à citer les Auteurs, eſt ce dont le Lecteur me doit ſavoir le plus de gré dans cèt Ouvrage. Ce que j'ai dit ci-deſſus du Recueil du Sieur Leonard fait voir que je n'ai pas pû tou-

jours marquer la page de ce Recueil, & qu'il a falu ſe contenter ordinairement d'indiquer le Volume.

La même exactitude nous a obligé à laiſſer tous les Traitez dans leur Langue naturelle, ſans y rien changer, non plus qu'à l'orthographe. Et ſur cèt Article je ne ſaurois m'empêcher de me plaindre de la délicateſſe de ceux qui ont eu ſoin du Recueil du Sieur Leonard. J'ai remarqué, en confrontant quelques Traitez, avec d'autres Exemplaires, que j'en avois, qu'on s'eſt aviſé de les mettre en beau langage, & d'en changer ce qu'il y avoit de vieux dans les mots, dans les phraſes, & dans l'orthographe. J'aimerois autant qu'on entreprit de nous donner *Ronſard* ou *Marot* en beau langage; ou, pour dire quelque choſe de plus exact, c'eſt tout de même, que ſi l'on faiſoit parler ces deux Anciens Poëtes comme on parle aujourdhui, & qu'on nous dit en même tems qu'on nous les donne, pour nous aprendre comment on parloit François lors qu'ils écrivoient. Un des uſages de ces Traitez eſt d'y aprendre les changemens qui ont été faits & dans la langue & dans le ſtile des Contracts, uſage qu'on n'en peut plus tirer, dès que le langage en eſt changé; joignez à cela, que ces Actes publics tirent leur principale force des termes ausquels ils ſont énoncez; & que dès qu'on en change le langage on ne peut plus s'aſſurer de leur véritable ſens. On a pris donc un très-grand ſoin, autant qu'on l'a pû, de donner tous les Traitez dans les propres termes, & dans la même orthographe, qu'on les a trouvé couchez: ſi on ne l'a pas toujours fait, la faute en doit être uniquement imputée à la fauſſe délicateſſe de ceux qui les ont défigurez, en voulant les habiller à la moderne. On a été ſi ſcrupuleux ſur ce ſujet, qu'on a mieux aimé laiſſer de certains endroits, où il y avoit aſſez viſiblement quelque faute d'impreſſion ou de copiſte, que d'exercer ſur ces endroits une Critique trop hardie. Ainſi on ne doit pas imputer à la négligence des Correcteurs tous les endroits, où il paroîtra y avoir faute; puis que quelquefois ce ſont des fautes qu'on a bien vuës, & qu'on n'a oſé ôter; quoi qu'on avouë d'ailleurs, que ce Recueil n'eſt pas exempt de véritables fautes d'impreſſion.

On ne doit pas oublier d'avertir, qu'on n'a obſervé aucun rang dans la nomination des Princes & des Souverains, dont il eſt parlé dans les argumens des Traitez. On a quelquefois mis le premier celui qui eſt venu le premier dans la penſée, quelquefois celui dont la premiére lettre du nom étoit la premiére dans les lettres de l'Alphabet; mais le plus ſouvent celui qui étoit nommé le premier dans le Traité. Sur quoi il eſt bon de remarquer, qu'ordinairement dans l'échange des Traitez, châque Ambaſſadeur en livre une copie où ſon Maître eſt nommé le premier. Selon cela il eſt arrivé, que quand on a tiré un Traité des Anglois, par exemple, le Roi d'Angleterre s'y trouve nommé le premier; comme au contraire c'eſt le Roi de France, qui eſt nommé le premier dans les Traitez qui nous viennent des François.

J'aurois bien voulu effacer des ſignatures ces ſortes de marques *L. S.* c'eſt-à-dire *Place du Seau*; parce que cela ne ſignifie rien, ſurtout dans un Imprimé, où la forme de la page n'a pas permis de placer toujours les noms de ceux qui ont ſigné les Traitez, ſelon l'ordre qu'ils ont été placez dans les Originaux; mais en ceci, comme par tout ailleurs, j'ai eu un certain ſcrupule, auquel, peut-être, on donnera avec juſtice le tître de fauſſe délicateſſe. On verra auſſi quelquefois à la fin des Traitez ces lettres *vt.* qui ſignifient *vidit*; & qui marquent, que la copie du Traité a été collationnée.

Des étoiles * qui ſe trouvent en quelques endroits, & ſurtout dans les Traitez, qui ont été tirez du *Codex Diplomaticus* de M. Leibnitz, marquent qu'il y a quelque lacune, ou du moins, que ce ſont des endroits, que l'on n'entend point.

Pour ce qui regarde les Notes, qu'on a ajoutées à la marge, quoi qu'il y en aît un aſſez bon nombre, ſur tout au commencement des trois premiers Tomes, on avouë qu'on en auroit pû faire beaucoup davantage, s'il n'avoit pas falu fournir de l'ouvrage à trois Preſſes à la fois, & ſi la peine ne s'étoit augmentée du triple, de ce qu'elle étoit au commencement, avant qu'on eût eu autant de matiére, qu'on en a eu dans la ſuite. On doit un petit nombre de ces Notes à M. Leibnitz, à *Goldaſt*, & à celui, qui a eu ſoin de l'Edition du Recueil de Leonard; mais le plus grand nombre a été ajouté, & ne paroit point dans les Ouvrages de ces trois Auteurs.

Quant à la diviſion de ce Recueil, on n'a eu d'autre égard, qu'à tâcher de rendre les Volumes égaux en groſſeur; en quoi on n'a pas tout-à-fait réüſſi, parce qu'on les a imprimez tout à la fois. C'eſt pour les rendre plus égaux, qu'on a renvoyé au Tome ſecond les Obſervations de M. *Amelot de la Houſſaye*, qui étoient au devant du Recueil du Sieur Leonard; & l'on s'eſt d'autant plus aiſément déterminé à prendre ce parti, que la plûpart de ces Obſervations regardent, non les Traitez du Tome premier; mais ceux du Tome ſecond & des ſuivans. Quoi qu'on ne voulût pas ſe rendre garand de tout ce que M. *Amelot de la Houſſaye* avance, on n'a pas cru néanmoins devoir ſuprimer ſes Obſervations; parce qu'elles contiennent des remarques curieuſes & importantes. On en a retranché quelques termes injurieux, qu'on peut pardonner à un Auteur qui écrivoit en France, dans un tems où cette Couronne étoit en guerre avec les Alliez. On eſt perſuadé que, ſi l'Auteur eût écrit durant la Paix dont nous jouiſſons préſentement, il auroit ſuprimé lui-même ces endroits, ou que, pour mieux dire, ils ne lui ſeroient point venus dans l'eſprit.

On a été tenté de faire quelques réflexions ſur ces Obſervations, & de confronter les Articles de certains Traitez citez par l'Auteur avec ces mêmes Articles tels qu'on les a mis dans ce Recueil; mais outre qu'on a naturellement de l'éloignement pour tout ce qui ſent tant ſoit peu la diſpute, on n'a pas préſentement tout le loiſir, qu'exigeroit un pareil travail.

Il reſte à parler des Tables qu'on a ajoutées à cet Ouvrage. On en a mis d'abord une au devant de ce premier Tome, qui contient le nom des Auteurs & des Livres dont on s'eſt ſervi, avec quelques remarques ſur ces Livres, dont on n'a pas cru devoir charger cette Préface.

Chaque

Chaque Volume a ſa Table Chronologique des Traitez, qui y ſont contenus; & l'on a eu ſoin de mettre les noms des Contractans en Lettres Capitales, & la datte à la marge en gros caractéres, afin qu'on puiſſe trouver d'un premier coup la Pièce que l'on cherche.

Peut-être auroit-on encore ſouhaité une Table des Traitez ſelon les Puiſſances; par exemple, une Table de tous les Traitez qu'a fait la France, une autre de tous ceux qu'a faits l'Angleterre, & ainſi des autres Puiſſances: mais on a cru, que ce ſeroit groſſir inutilement les Volumes, les Tables Chronologiques étant plus que ſuffiſantes, pour trouver facilement, ce qu'on cherche dans ce Recueil.

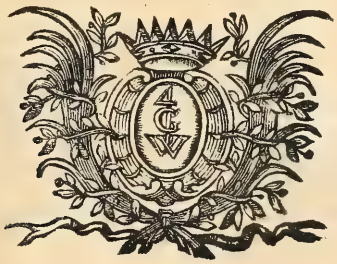
Que ſi l'on veut abſolument ſavoir tous les Traitez qu'un tel Souverain a faits, on pourra s'en inſtruire dans la Table Alphabétique & générale, miſe à la fin du dernier Volume, & qui comprend toutes les matiéres principales de tout l'Ouvrage. Cette Table eſt compoſée d'une telle maniére, qu'elle peut être d'un très-grand uſage à toute perſonne, qui s'en ſaura bien ſervir.

Et premiérement, on pourra par ſon moyen s'inſtruire dans un moment de tous les Traitez faits par un Souverain, & qui ſe trouvent dans cèt Ouvrage. Par exemple ſous le nom de Louïs XIV. on trouvera tous les Traitez, que ce Prince a faits durant tout ſon Régne, & qui ſont contenus dans ce Recueil; ſous le nom de *Provinces-Unies*, on trouvera tous ceux que cette République a faits depuis ſon établiſſement, jusques à préſent; ſous celui d'*Alger*, on verra tous ceux où les Algeriens ſont intervenus, & ainſi des autres Etats; avec cette différence, que pour les Monarchiques, il ne faut pas ſe contenter de chercher le nom de la Monarchie; mais auſſi celui de tous les Princes particuliers, qui l'ont gouvernée. Pour ſavoir, par exemple, tous les Traitez que l'Angleterre a faits, il ne ſufit pas de chercher le mot d'*Angleterre*, ſous lequel on en trouvera pluſieurs; parce que ce Royaume a été gouverné en République, & qu'il y a auſſi de certains Traitez, qui ſont plutôt entre Royaume & Royaume, qu'entre Souverain & Souverain; il faut encore chercher Edouard, Jaques, Charles, & les autres noms des Rois, qui ont régné en Angleterre. Il n'en eſt pas de même des Républiques, il ſuffira pour ſavoir les Traitez, qu'elles ont faits, de chercher le nom qu'on leur donne le plus ordinairement.

En ſecond lieu on pourra ſavoir par cette Table, en cherchant les noms de Villes, non ſeulement les divers Traitez, qui s'y ſont faits; mais auſſi dans quels Traitez il en eſt parlé & à quels Souverains elles ont ſucceſſivement apartenu; c'eſt-à-dire, qu'on en verra, en quelque ſorte, l'Hiſtoire en abrégé. Il en eſt de même des Provinces, des Seigneuries, des Comtez, &c.

En troiſiéme lieu, il n'y a rien de remarquable dans ce Recueil, à l'égard des Princes, des Etats, des Républiques, des mœurs, des coutumes, &c. qu'on ne trouve dans cette Table Alphabétique, pourvû qu'on ſache chercher, ce qu'on veut trouver, ſous le tître qui lui eſt propre. Par exemple, il ſeroit inutile de chercher le Traité d'Arras, ſous le mot de *Traité*; parce que la plûpart des Pièces de ce Volume portant le nom général de *Traité*, il ſeroit ridicule d'avoir mis ſous ce tître le Traité d'Arras; mais on le trouvera au mot d'*Arras* où il doit être naturellement. Il en eſt de même des autres.

Mais comme il y a de certaines choſes, qui ſemblent ſe raporter également à divers mots différens; on n'a pas fait difficulté de mettre alors la même choſe ſous ces divers mots, afin que ceux qui les pourront chercher, ſous l'un ou ſous l'autre, ne cherchent point inutilement. Enfin on croit l'utilité de cette Table ſi grande à toute perſonne, qui s'en ſaura bien ſervir, qu'on ne craint pas le reproche, de l'avoir faite trop longue. On pourroit, peut-être, ſe plaindre avec plus de juſtice, qu'elle ne l'eſt pas aſſez.



EXPLI-

EXPLICATION DE L'ESTAMPE

Qui étoit au Frontiſpice de la premiere Edition de ce Recueil: où il eſt parlé des anciens Temples de Janus & de la Paix.

C'Eſt ici la repréſentation de l'ancien Temple conſacré à Rome au Dieu *Janus*, par l'Empereur *Auguſte*, & tiré d'une des Medailles de ce Prince. On voit au haut le Buſte de Janus à quatre viſages, regardant les quatre principales parties du Monde, pour marquer par là la vaſte étenduë de l'Empire Romain, ou, ſelon d'autres, les quatre Saiſons de l'année. Au deſſous ſont les quatre Portes paralléles à ces quatre viſages. Nous devons cette antiquité aux ſoins de *Guillaume du Choul*, qui l'a miſe dans ſon Livre de la *Religion des Anciens Romains*,& qui nous dit avoir reçu la Medaille d'Auguſte ſur laquelle ce Temple étoit gravé de *Jacomo Strada* Antiquaire Mantoüan. C'eſt de ce Temple que parle Thomas Dempſter dans ſes *Antiquitez Romaines. *Alterum Templum*, dit-il, *Jani Quadrifrontis ampliſſimum, quatuor Portarum in Foro Romano fuit ab Auguſto dedicatum, Janus ipſe, qui in eo colebatur, Quadrifrons ex Faliſcis Thusciæ Civitate captis in forum tranſitorium Romam translatus, poſt Servium in Lib I. Æneid. & hujus Templi icon*, dit-il, *videre eſt in veteri lapide, ubi adhuc videtur talis.*

* *Liv. II. chap. 2.*

Le même * *Servius* nous aprend pourquoi Janus étoit repréſenté avec quatre viſages, *quod captis Faleris Civitate Thusciæ inventum ſit Simulachrum Jani cum frontibus quatuor, propter quod in Foro tranſitorio conſtitutum eſt Sacrarium aliud, quod novimus hodie quatuor habere portas. Servius* vivoit ſous l'Empereur *Theodoſe*, environ 380. ans après la naiſſance de N. Seigneur; & pouvoit avoir encore vû ce Temple. Il paroît par *Tite-Live*, & par * *Macrobe* que ce Simulacre dont parle *Servius* fut trouvé environ l'an 357. de la fondation de Rome, c'eſt-à-dire, environ 360. ans avant J. C. Cela peut être confirmé par ces paroles * d'*Alexander ab Alexandro. Ipſum deinde ad Forum tranſitorium translatum memorant, captisque Faleriis, quatuor portarum fuiſſe exſtructum, quòd Jani Simulachrum cum frontibus quatuor multo ævo vetuſtum ibi erutum fuiſſe dicerent. Et ibid. Tiraquell. Dictum fuit Forum*, dit-il, *tranſitorium ex quo ad Forum Romanum primò, deinde & ad Forum Cæſaris & Auguſti tranſitus pateret, habuit autem cum tempore pro Tranſitorio, Fori Nervæ appellationem.* * Lipſe parle ainſi de ce *Forum Tranſitorium Quartum jam eſt Nervæ, quod Domitianus inchoavit, Nerva perfecit & agnominavit. Suetonius in Domitiano. Novam Ædem in Capitolio excitavit Jano cuſtodi, & Forum quod nunc Nervæ vocatur; unde ſic Lampadius in Alexandro. Statuas colloſſas, vel pedeſtres vel equeſtres Divis Imperatoribus in Foro Divi Nervæ, quod Tranſitorium dicitur, locavit.* Et Lipſe, dans le même Livre qu'on vient de citer: *Dictum autem fuit tranſitorium Forum, quod ſitum fuerit inter Capitolium & Quirinalem collem, dictumque ideo tranſitorium, quòd per id in alia opportunè tranſitus eſſet.* On voit encore aujourdhui à Rome ce *Forum tranſitorium*, qu'on nomme *Foro di Nerva*. On en trouve la repréſentation dans les Antiquitez d'*Eſtienne Perac*, & dans le Livre, qui a pour tître *Veſtigi della Antiquità de Roma*, par *Egid. Sadeler* pag. 5. comme on le voit ici. On y trouve auſſi les ruines du Temple de *Janus Quadrifrons*, comme elles ſe voyent encore à préſent; mais qui eſt entiérement différent du Temple, que nous a laiſſé Du Choul: ce qui nous perſuade, que depuis la mort d'Auguſte, il a été entiérement changé. Nous avons une Medaille de l'Empereur *Hadrien*; où ſon effigie eſt d'un côté & au revers l'image de Janus à quatre viſages, ou *quadrifrons*. On la trouve dans Du Choul pag. 20. telle qu'on la donne ici.

* *De Magnitud. Rom. cap. 7.*

* *In Lib. VII. Aeneid. Virg.*

* *Saturnal. Lib. I. cap. 9.*

* *Genial. Dier. Lib. I. cap. 14.*

Il ne faut pas croire, au reſte, que le Temple de *Janus* dont nous parlons, ſoit le plus ancien, qui aît été conſtruit à l'honneur de ce Dieu: puis qu'au contraire on voit par les Hiſtoires Romaines, qu'il y a eu des Temples dédiez au Dieu Janus, même du tems de *Romulus* avec deux portes, qu'on devoit ouvrir durant la guerre & fermer durant la Paix. On pourroit même conclure qu'il y en avoit un du tems du Roi *Latinus*, de ces vers de * l'Eneïde.

* *Liv. VII. vers 607.*

Sunt geminæ Belli portæ, ſic nomine dicunt,
Religione ſacræ & ſævi formidine Martis:
Centum æneï claudunt vectes, alternaque ferri
Robora, nec cuſtos abſiſtit limine Janus.
Has, ubi certa ſedet Patribus ſententia pugnæ,
Ipſe, Quirinali trabeâ cinctuque Gabino
Inſignis, reſerat ſtridentia limina Conſul;
Ipſe vocat pugnas; ſequitur tum cætera pubes,
Aereaque aſſenſu conſpirant cornua rauco.

Et

Et puis parlant du Roi *Latinus*, qui ne vouloit point de guerre avec Ænée, & ne vouloit point ouvrir les portes du Temple de Janus, il s'exprime en ces termes:

Hoc & tum Æneadis indicere bella Latinus
More jubebatur, triſtisque recludere portas.
Abſtinuit tactu Pater, averſusque refugit
Fœda miniſteria, & cæcis ſe condidit umbris.
Tum Regina Deûm cœlo delapſa, morantes
Impulit ipſa manu portas, & cardine verſo
Belli ferratos rupit Saturnia poſtes.

Mais il n'y a nul fonds à faire ſur le témoignage de *Virgile*, puis qu'on ſait aſſez combien il eſt ordinaire aux Poëtes de parler des choſes par anticipation. *Virgile*, en particulier, a parlé dans ſon Poëme de quantité de choſes, qui étoient de ſon tems à Rome, & qui n'y étoient point du tems de *Latinus*, ni même du tems des Rois & des premiers Conſuls, & il en uſe ſouvent ainſi uniquement pour faire ſa cour à Auguſte.

Le Temple de *Janus*, qui n'avoit alors que deux viſages, & qu'on apeloit *Bifrons*, a été bâti ou par *Romulus* ou par *Numa*. *Varron* dans S. *Auguſtin*, *Ovide*, & *Servius* le donnent à *Romulus*, & c'eſt, peut-être, pour cela qu'on l'a appellé *Janum Quirini*, qui eſt le nom de ce Fondateur de Rome après ſa conſécration. *Tite-Live*, *Florus*, *Servius* dans un autre endroit, Plutarque, & Pline le donnent à *Numa*. Peut-être qu'on pourroit concilier les deux opinions en atribuant à *Romulus* la ſtructure du Temple de Janus ouvert des deux côtez; & les portes à *Numa*. *Aurelius Victor* en parle ainſi, *Portas Jano Gemino ædificavit*; à moins qu'on ne veuille dire, que *Victor* parle du Temple tout entier.

* Hiſt. Rom. Liv. I. Voici ce que dit * *Tite-Live* ſur ce ſujet. *Numa regno potitus, Urbem novam conditam vi & armis, jure eam legibusque ac moribus de integro condere parat, quibus cùm inter bella aſſuefcere videret non poſſe, quippe efferatis militiâ animis, mitigandum ferocem populum armorum deſuetudine ratus, Janum ad infimum Argiletum, indicemque Pacis Bellique fecit, apertus, ut in armis eſſe Civitatem; clauſus pacatos circa omnes Populos ſignificaret.* Ce paſſage nous aprend, que le lieu où ce Temple fut bâti fut au bas *Argiletum*, & l'on peut ajouter, que ce fut près du Théatre de *Marcellus*; comme nous l'aprennent (*a*) Servius, (*b*) Gruter, Victor dans la neuviéme Region; & entre deux (*c*) Places publiques. C'eſt dans cette Place où étoient les Boutiques des Marchands, & c'eſt d'elle dont Martial fait mention dans ſes Epigrammes, Liv. I. Epig. 4.

(*a*) Sur le 7. de l'Eneïd. verſ. 609.
(*b*) Inſcription. pag. 134.
(*c*) Ovid. Faſtor. I. verſ. 257. & Sextus Rufus in Regione IX.

—— *Argiletanus maris habitare Tabernas.*

Liv. I. 118.

Argi nempe ſoles ſubire letum.

Et Liv. II. Epig. 17.

Argique Letum multus obſidet ſutor.

Cette Place reçut ce nom de ce qu'*Argus* Capitaine des Argives avant été voir *Evandre*, y fut tué par les Arcadiens à l'inſçu du même *Evandre*, qui lui dreſſa un tombeau avec ce nom d'*Argiletum*. Virgile dans le 8. de l'Eneïde vſ. 345.

Nec non & ſacri monſtrat nemus Argileti
Teſtaturque locum, & lethum monſtrat hospitis Argi.

Varron de Ling. Lat. Lib. IV. Argiletum, dit-il, *ſunt qui ſcripſerunt ab Argo, ſeu quod is huc venit ibique ſepultus ſit, alii ab argilla, quòd ibi hoc genus terræ reperiatur, & ideo ibi poſitum Jani ſignum & jus inſtitutum à Numa Pompilio, ut ſcribit in Annal. Piſo, ut ſit clauſa ſemper porta*, (qu'il appelle *Janualis*) *niſi cùm bellum ſit, nunquam traditum eſt memoriæ Pompilio Rege fuiſſe apertam. Ovide* nous donne la raiſon, pourquoi on l'ouvroit durant la guerre, dans le I. Livre de ſes *Faſtes*, vſ. 277.

At cur pace lates? motisque recluderis armis?
Nec mora, quæſiti reddita cauſa mihi eſt.
Ut populo reditus pateant ad bella profecto,
Tota patet, demta, Janua noſtra, ſera.

Comme ce Temple avoit deux portes directement oppoſées l'une à l'autre, il ſervoit de paſſage pour aller d'un Marché à l'autre: d'où vient que Martial parle ainſi au Dieu *Janus* Liv. X. Epig. 28.

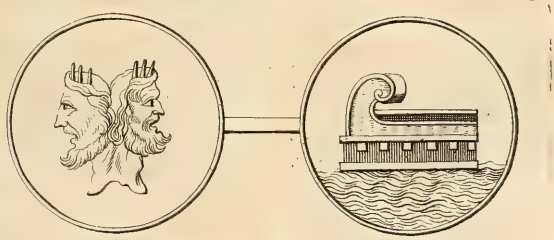
Pervius exiguos habitabas, Jane, Penates
Plurima, qua medium, Roma tenebat iter.

Ainſi on peut dire qu'il avoit deux viſages pour avoir la vuë ſur ces deux Marchez. Mais *Servius* en donne une autre raiſon ſur le Liv. XII. de l'Eneïde, Vers 198. *Poſtquam*, dit-il, *Romulus & Titus Tatius in fœdera convenerunt, Jani ſimulacrum duplicis frontis effectum eſt, quaſi ad imaginem duorum Populorum.*

S. Auguſtin parle auſſi de cette image de *Janus* au Chap. 4. du Liv. VII. de la *Cité de Dieu. Sed iſti*, dit-il, *in cultu Deorum omnis dedecoris appetitiores, cujus vitam minus turpem invenerunt, cum ſimulacri monſtruoſa deformitate turpaverunt nunc enim bifrontem, nunc etiam quadrifrontem, tanquam geminum facientes, cùm verò eum faciunt quadrifrontem & Janum geminum appellant, ad quatuor Mundi plagas hoc interpretantur.*

Florus Liv. I. chap. 2. & *Aurelius Victor* chap. 3. prennent *Janum geminum* pour *Janum bifrontem* ou à deux viſages, parce qu'il n'étoit pas autre du tems de *Numa*.

Mais, pour bien entendre *Florus*, & les autres Auteurs, qui parlent de *Janus Geminus*, il faut remarquer, que le *Janus* à deux têtes s'appelle *Geminus*, parce qu'il étoit comme deux, & que celui à quatre viſages peut porter le même nom, à cauſe que la ſtatuë ſous laquelle *Janus* étoit repréſenté toujours, étoit doublée, pour parler ainſi, & c'eſt de là que S. *Auguſtin* dit: *quum verò eum faciunt quadrifrontem & Janum Geminum apellant*: quoi que *Janus* à deux têtes ſoit apellé auſſi avec autant de droit *Janus Geminus*. Voici une ancienne Medaille, où paroit la tête de ce Dieu.



Cette Medaille de *Janus bifrons* ou à deux viſages, & dont le revers repréſente une eſpèce de Navire ou de Barque à l'antique eſt tres-ancienne. Il y en a qui croyent, que ce Janus eſt le même que Saturne, qui pour ſe ſauver des impietez & des cruautez de ſon Fils s'enfuit d'Arcadie & aborda avec ce bâtiment dans le Pays, qu'on a nommé depuis l'Italie. Ce fut en mémoire de cèt événement qu'on frapa la Monnoye ou Medaille avec la figure d'un Navire. C'eſt ce que témoigne Ovide dans ſes Faſtes:

At bona Poſteritas puppim formavit in ære
Hospitis adventum teſtificata Dei.

Et dans un autre endroit,

Cauſa Ratis ſupereſt, Thuscum devenit ad amnem
Ante pererrato, Falciſer, Orbe, Deus.

Ce fut lui, qui civiliſa les Habitans d'Italie, & qui en changea les mœurs & les coutumes. Il y établit de bonnes

bonnes Loix, & les conduisît avec tant de prudence & de vertu, qu'ils le choisîrent pour leur Roi. Et en mémoire du bien qu'il avoit reçu dans un lieu, où il avoit été longtems caché, il lui donna le nom de *Latium*, du mot *Latere*, qui signifie être caché. C'est ce que confirment ces vers du 8. de l'Eneïde, vſ. 321.

Is genus indocile & dispersum montibus altis
Composuit, legesque dedit, Latiumque vocari
Maluit, his quoniam latuisset tutus in oris.

C'est ce qui est confirmé par *Lactance* au Livre I. de *la fausse Religion*, Chap. 12.

Après sa mort, ses Peuples l'adorérent comme une Divinité, & le représentérent avec deux visages, parce que, selon Plutarque, il avoit donné une autre face à son Royaume, en introduisant, parmi des Peuples Barbares, une maniére de vivre civilisée.

Ceux qui cherchent à déterrer la vérité de l'Histoire dans les fictions de la Fable, disent que Janus est le Patriarche Noé, & qu'il fut ainsi nommé du mot Ebreu יין *jajin*, qui signifie du vin, parce qu'il avoit le premier planté la Vigne: qu'il a été représenté avec deux visages, parce qu'il avoit vû l'ancien Monde avant le Déluge, & le Nouveau après que les eaux se furent retirées: qu'on lui donnoit un Navire, à cause de l'Arche dans laquelle il s'étoit sauvé; ou parce que fuyant les mauvais traitemens & les impietez de son fils *Cham*, il se retira dans un Vaisseau en Italie, où il bâtit une Ville, qu'il nomma en Hébreu כתים *Chittim*, comme qui diroit cachée: car le mot Arabe كتم, signifie cacher, en Latin *Latere* d'où vient *Latium*; & tout cela convient fort bien à ce que les Latins disent de leur *Latium*. En effet, tous les Auteurs, tant sacrez, que prophanes, entendent l'Italie par le mot de Chittim. Voyez *S. Jerôme* & les autres Interprêtes sur le XXIV. des Nombres vers. 24. Comme aussi *Cornelius à Lapide*, *Sa*, *Polus*, dans sa *Synopsis Criticorum*. Consultez encore Nicol Louwius dans son Dictionaire Géographique au mot *Cethim*, *Moreri* dans son Dictionaire Historique au mot *Janus*. C'est encore ce qui est raporté par le P. *Athanase Kircher* dans son *Arca Noë*, *in cap. Erotem.* où il parle en ces termes: *Noë, relictâ Armeniâ, vel Edeniâ Regione, assumtis secum Japhet Filiis Gomero, & Nepotibus Archenez, Rephat, Tagormas, & reliquis Javani Filiis, primùm in Græciam, quæ ab eo Ionia postea dicta fuit, movit: Deinde ulteriùs in terram Kittim: quam omnes, tum sacri, tum prophani Geographi Italiam dicunt; ubi tantùm apud Posteros nomen meruit, ut eum Saturnum & Janum vocaverint, & quod duplicem Mundum ante & post Diluvium viderit, & duplici facie illi statuas erexerint.*

Il s'en explique encore plus amplement dans son *Latium* Liv. I. chap. 2. & suiv. *Noëmum*, dit-il, *humani Generis Restauratorem primarum in Italia Coloniarum Auctorem fuisse tradunt, atque illum variis passim nominibus fuisse descriptum: Alii eum Janum; vel ob vini usum repertum ab Hebraïca voce Jajin, vel Chaldaico Jaino, quod vinum notat sic appellant: Græci verò* Οινότριον, *sive Oinotrium vocitant, quod cum Jano prorsus quoad significationem coincidit, quasi vini expressorem; post Apologeticum Justini Martyris, Tertull. de Pallio, Augustin. de Civit. Dei; Clemens Alexandrin. in Protrept. subscribunt; hisce*, dit le même *Kircher* dans le même endroit, *Rabbinorum Arabumque Traditiones*, &c. *Edmond Dickinson* dit la même chose, dans sa Dissertation *De Noë in Italiam Adventu. Hoc expressè habetur*, dit-il, *in Etruscarum Antiquitatum Fragmentis ab Ingramio repertis: Magnus Pater Vandimon, qui à Latinis Janus, à Syris Noa vocatur, advenit in hanc Regionem.* (Il parle de cette Partie de l'Italie, qu'on nommoit anciennement l'Etrurie, & qui est la Toscane d'aprésent) *Cum secundo Filio Japheto & illius Filiis, & cùm veniisset super hunc montem, sibi commodum, Posteris jucundum putavit, quare in superiori parte, quæ salubrior esset, Civitatem ædificavit & Cethim apellavit. Verùm anno 220. à Cethim ædificatione Cethim Filius Javanis & Pronepos magni Vadimontis assumtis secum duabus Coloniis mare ingressus, cùm diu navigasset, pervenerit tandem in terram, quam suo & Patriæ nomine Cethim appellavit. Illa autem Civitas primò Etruriæ Caput & Metropolis, tandem Italiæ toti nomen impertivit.* On peut encore consulter sur ce sujet *Lactance*, *Beyerlink* dans son *Theatrum Vitæ Humanæ*, *Albert Leander*, dans la Description de l'Italie, *Lazius in Migrat. Gent.* &c.

Il y avoit encore dans des lieux anciens de Rome plusieurs statues de ce *Janus*, comme remarque *Acron* sur le second Livre d'*Horace*, Satyre 3. *Jani statuæ*, dit-il, *tres erant: ad unam illarum solebant convenire Creditores & fœneratores, alii ad reddendum, alii ad locandum fœnus.* Et *Lib. I. Epist. 1. Duo Jani ante Basilicam Pauli steterunt, ubi locus erat fœneratorum, Janus dicebatur locus in quo solebant convenire fœneratores.* Le mot *Janus* signifie sa statuë & une Arcade sous laquelle on passe. C'étoit proche d'une telle Arcade, ou sous une telle Arcade, que les Usuriers s'assembloient, comme remarque *Acron* sur Horace. Liv. I. Epit. 1. & * *Tite-Live* en parle ainsi *forum porticibus tabernisque claudendum, & Janos tres faciendos; qui tres arcus vel ædificia erant in foro Romano, & distinguebantur per primum, medium, & imum. Inde Ammian. Marcell. per Janos & fora clamitant; & Spart. in Severo testatur, eum Janos feciſſe in Transtiberina regione. Eoque Ovidius respicit Fast. I. cùm tot sint Jani.* Peut-être que dans ces bâtimens ou au dessus, il y avoit la statuë ou la tête d'un *Janus bifrons*, & que c'est de là qu'*Acron* remarque sur *Horace*, *statuas tres fuisse*. * XLI. 27.

Pour revenir au Temple de Janus, c'étoit une grande gloire aux Empereurs Romains d'avoir pû le fermer durant leur régne; parce que c'étoit une marque qu'ils avoient procuré la Paix générale à l'Empire, & par conséquent le repos à tous leurs Sujets.

Suetone raporte dans la * Vie d'*Auguste* que cèt Empereur ferma ce Temple par trois fois. *Janum Quirinum semel atque iterum à condita Urbe memoriam ante suam clausum: in multo breviore temporis spatio terrâ marique pace parta, ter clusit*; ce que confirme *Oroſe* Liv. VI. chap. 21. & 22. *primum*, dit-il, *anno U. C. 725. victo M. Antonio, iterum anno U. C. 729. bello Cantabrico confecto; tum denique circa tempus Nativitatis Christi.* On trouve encore un témoignage authentique de cèt événement en Espagne, dans la Ville de *Merida*, que les Latins apellent *Emerita*; où l'on voit cette Inscription Latine, selon Gruter, pag. 149. * Chap. XXII.

Imp. Cæſ. Divi F. Augustus Pont. Max.
Coſ. XII. Tribunic. poteſt. X. Imp. VIII.
Orbe, Mari & Terrâ pacato
TEMPLO JANI CLUSO
Et Rep. P. R. optimis Legibus X sanctissimis
institutis reformato
Viam superiorum Coſſ. tempore inchoatam
pro dignitate Imperii latiorem longioremque
Gades usque perduxit.

Il est vrai que les Critiques ne conviennent pas que l'Empereur Auguste aît fermé trois fois le Temple de Janus; & qu'il y en a qui soutiennent qu'il faut lire dans le passage de Suetone *tertiò clausit* & non pas *ter*, pour dire qu'il l'avoit fermé la *troisiéme fois*, & non *trois fois*; conformément à ce que dit *Tite-Live* Liv. I. *Bis deinde poſt Numæ tempora clausus fuit Janus, semel à Tito Manlio Coſ. poſt Punicum primum perfectum Bellum, iterumque (quod nostræ ætati Dii dederunt ut videremus) poſt bellum Actiacum ab Imp. Augusto pace terra marique parta:* mais nous laissons ces disputes aux Critiques, comme à Glareanus, à Langius, à Juste Lipse *Elect. Lib. III. cap.* 20. & à *Casaubon*, *ad Suet. Aug. cap.* 22. qui en traite le plus nettement.

Mais il ne sera pas hors de propos, de raporter ce qu'en dit Plutarque dans le Livre de *Fortun. Romanorum*; *igitur*, dit-il, *illa tempestate Jani Portæ, quas Belli fortunam vocant, ut portæ quæ Belli tempore referabantur, Pacis verò occludebantur. At verò mortuo Numâ, apertæ fuerunt, Albano commisso Bello, rursumque aliis sexcentis super alia Bellis continenter excipientibus, per annos quadringentos & octoginta, pace clausæ sunt, poſt Carthaginense Bellum compoſitum C. Attilio Titioque Coſulibus, à quo iterum anno reseratæ sunt continentibus ad Actiacum usque Cæsaris victoriam Bellis, tum demum Romana arma haud ita multo tempore cessavere; etenim Cantabrorum Galatarumque tumultus in Germanos grassantium pacem illam disturbarunt.*

Il en parle de même dans la Vie de *Numa Pompilius*. *Janus*, dit-il, *apud vetustissimos illos, sive Genius, sive Rex fuerit, dicitur ferum & silvestrem cultum in urbanum civilemque mutasse, proindeque ipsum bifrontem fingunt, tanquam alteram ex altera formam dispositionemque reddiderit, est & ejus Templum Romæ, duabus portis,*

portis, quas Belli Januas vocant: legibus enim cautum est ipsum aperiri, cum bellum est, in pace autem claudi, quod certè raro & difficulter factum, cùm aliquo bello semper Imperium suspensum teneatur; nam cùm propter ejus magnitudinem Barbaris Nationibus undequaque circumfusum ac septum sit, his repugnare cogebatur; verùm tamen Augusto Cæsare Imperante post Antonii profligationem clausum est, & ante M. Attilio & T. Manlio Coss. haud multum temporis, deinde continuo irrumpente bello apertum est: at Numa Rege neque ullum diem apertum visum, sed tres & quadraginta annos continuos clausum mansit usque adeo res bellicas undique prorsus abstulit & eliminavit.

L'Empereur Auguſte eut une joye extrême d'avoir fermé ce Temple de ſon tems, comme le témoigne *Dion Caſſius*, Liv. LI. chap. 309. *Sed ex omnibus decretis*, dit-il, *nullum ei majori voluptati fuit, quàm quòd Portæ Jani ab ipso clausæ fuerint, quasi omnibus bellis confectis.* De là vient qu'Horace ne manque pas de lui donner cèt éloge dans la derniére Ode du Liv. IV.

—— Vacuum duellis
Janum Quirini clausit ——

Auſſi ce Prince a-t-il fait fraper pluſieurs Medailles ſur ce ſujet qu'on ne ſera pas fâché de trouver ici.

(*a*) Oiſel. Tab. 71. Num. 10.

(*b*) Oiſel. Tab. 71. Num. 12.

(*c*) Oiſel. Tab. 72. Num. 5.

(*d*) Oiſel. Tab. 107. Num. 11.

(*e*) Du Choul pag. 15.

(*f*) Oiſel. Tab. 73. Num. 3.

(*a*) La premiere repréſente la tête d'une Fille Romaine bien coiffée avec une Corne d'abondance derriére & un rameau d'Olivier par devant, pour repréſenter l'Abondance & la Paix.

(*b*) Une ſeconde repréſente un Temple avec l'Autel de la Paix & cette Inſcription, *Paci perp.*

(*c*) Une troiſiéme repréſente deux Envoyez avec des rameaux d'Olive demandant la Paix à l'Empereur Auguſte, qui eſt aſſis dans ſa chaiſe: avec ces lettres, *Imp. X.*

(*d*) Une quatriéme repréſente le Temple avec la porte fermée & cette Inſcription, *Imp. Cæſar Jan. clu.* qui veut dire *Janum cluſit.*

(*e*) Une cinquiéme repréſentant la tête couronnée d'Auguſte avec la foudre, & au revers *Janus bifrons* aſſis ſur une chaiſe.

(*f*) Enfin une ſixiéme, où l'on voit deux mains jointes avec un Caducée & deux Cornes d'abondance.

L'Empereur *Claude* pour faire voir la haine qu'il avoit pour la guerre & ſon amour pour la Paix, fit fraper la Medaille ci-jointe où l'on voit une Vierge avec ſes ailes, qui repréſente la Paix, qui preſſe doucement un ſerpent, comme un bon genie, & tient de la droite un caducée. *Oiſel.* Tab. 71. num. 8.

L'Empereur *Neron* mit dans ſa Medaille une forme d'Autel avec ces mots, *Ara Pacis. Oiſel.* Tab. 72. num. 1.

Le même Empereur fit graver ſur une autre Medaille le Temple de Janus, avec cette Inſcription, *Pace P. R. terrâ marique parta Janum cluſit. Oiſel.* Tab. 107. Num. 12. De même l'Empereur *Othon* fit graver ſur ſa Medaille la figure de la Paix tenant un rameau d'Olivier de la droite, & un caducée de la gauche avec ces mots, *Pax Orbis Terrarum. Oiſel.* Tab. 72. num. 3.

Après avoir parlé de Janus & de ſon Temple, il ne ſera pas hors de propos de dire quelque choſe de la Paix, & du culte que les Payens lui ont rendu.

Cette Déeſſe eut autrefois ſes Autels à Athénes, comme nous l'aprend *Cornelius Nepos cap. 2. Timothei. Quæ Victoria*, dit-il, *tantæ fuit Atticis lætitiæ, ut tum primùm Aræ Paci publicæ ſint factæ, eique Deæ pulvinar ſit inſtitutum.* Il parle de la Victoire remportée par les Athéniens ſur ceux de Lacédémone. Mais *Plutarque* nous aprend dans la Vie de *Cimon*, qu'on bâtit un Autel près de la Riviére *Eurymedon*, après la défaite des Perſes. *Aram Pacis quoque hac de cauſa Athenienſes perhibent erexiſſe.*

On ne trouve pas que la Paix ait été adorée à Rome comme une Déeſſe durant le tems de la République; & le nom s'en trouve pour la premiére fois ſur une * Medaille de *Marc Antoine*. On y voit une figure ailée tenant de la droite une Couronne de Laurier & de la gauche une branche de Palmier, & le mot PAX. Il eſt probable qu'elle fut frapée après la Paix faite entre *Octavianus Céſar*, ou *Auguſte*, *M. Antoine*, & *Cn. Pompée*.

* Mezz. pag. 17.

On la trouve depuis fort ſouvent ſur les Medailles d'Auguſte, comme on a vû ci-deſſus, & cet Empereur victorieux lui a rendu un culte public, après la défaite de ſes Ennemis, & après l'établiſſement de la tranquilité dans tout l'Empire Romain. * Ovide nous aprend, que ce Prince conſacra un Autel à la Paix:

* Faſtor. I. verſ. 709.

Ipſum nos carmen deduxit Pacis ad aram.

D'où il paroît que cela ſe fit après la Victoire Actiaque remportée par Auguſte l'an 724. * *Dion* parle encore ſur l'an 743. d'une Statuë érigée à la Paix par cèt Empereur, *cùm iterum pecuniam, &c.* & l'on trouve ſur une Medaille frapée l'an de ſon huitiéme Conſulat & le 728. de Rome une Paix tenant un Caducée proche d'un Autel, d'où ſort un ſerpent: on voit fort ſouvent dans d'autres Medailles de ce Prince ce même Autel ou la Statuë de la Paix avec la legende, ARA PAC. PACI AUGUSTI, ou PAX AUG. Mais je ne ſai où M. du Choul a pris que *Marc Agrippa* augmenta l'Autel, qu'Auguſte avoit érigé à la Paix; car je ne trouve nulle part cette particularité.

* Liv. LIV.

Je ne ſai pas, de plus, ſi l'on ne pourroit point ſoûtenir qu'Auguſte bâtit auſſi un Temple à la Paix; car on voit ſur une de ſes Medailles un Temple, avec un Autel au milieu & *Paci perp.* J'avouë que les Auteurs n'en parlent pas, & Auguſte peut avoir mis cèt Autel dans le Temple d'une autre Divinité; mais, du moins, les Medailles nous donnent lieu d'en douter; à quoi l'on peut ajouter une autre preuve tirée de l'*Epitome* de Victor: *hic* (Veſpaſ.) *Romam deformem incendiis, veteribus ac ruinis, permiſſâ, ſi Domini deeſſent, volentibus ædificandi copiâ, Capitolium*, AEDEM PACIS, *Claudii Monumenta* REPARAVIT, MULTAQUE NOVA INSTITUIT. Car ſi *Veſpaſien* a rétabli le Temple de la Paix, il s'enſuit néceſſairement qu'il avoit été bâti avant lui; mais l'autre *Victor* nous dit que *Veſpaſien* en fut l'Auteur; *namque Romæ Capitolium &c.*

Ceux qui ont écrit que le Temple de la Paix tomba en ruine *nato D. N. J. C.* comme *Martinus Polonus* & d'autres, ont été, ſans doute, du premier ſentiment.

Mais, ſans vouloir ſe déterminer ſur cette queſtion, il eſt ſûr que ce fut Veſpaſien qui bâtit un Temple magnifique à la Paix, après la priſe de Jeruſalem. On voit ce ſuperbe bâtiment ſur les Medailles publiées par *Erizzo*, *du Choul*, *Triſtan*, *Vaillant* & autres; quoi que l'on pût douter de quelques unes, qui ſemblent plutôt repréſenter le Temple de Jupiter Capitolin. On voit auſſi ſur une Medaille de Veſpaſien un Autel, avec la Légende, *Ar. Pac.* parmi celles du Duc d'*Arſcot*.

Veſpaſien fit mettre dans ce Temple de la Paix tous les vaſes & toutes les autres riches dépouilles qu'il avoit tirées du Temple de Jéruſalem. Voici ce qu'en dit * Joſeph, ſelon la Traduction d'*Arnauld d'Andilly*. „ Enſuite de ce triomphe, Veſpaſien, „ voyant l'état de l'Empire auſſi affermi qu'il le pou„ voit ſouhaiter, réſolut de bâtir le Temple de la Paix, „ & il l'exécuta plus promtement que l'on ne l'auroit „ pû croire; parce que ſe trouvant ſi riche, il n'y „ épargna point la dépenſe. Après que ce ſuperbe édi„ fice fût achevé, il l'orna de tant d'excellentes pein„ tures & autres admirables ouvrages raſſemblez de „ tous les endroits du Monde, que ceux qui avoient „ de la paſſion pour de ſemblables choſes n'avoient „ plus beſoin de ſortir de Rome pour ſatisfaire leur „ curioſité. Il y mit auſſi la Table, le Chandelier „ d'or, & autres riches dépouilles du Temple de „ Jeruſalem, comme un Trophée, qui lui étoit ſi glo„ rieux. Mais quant à la Loi des Juifs & aux voiles „ du Sanctuaire, qui étoient de pourpre, il les fit gar„ der ſoigneuſement dans ſon Palais". Voici ce qu'en dit * Pline, *atque ex omnibus, quæ retuli, clariſſima quæque jam ſunt dicata Veſpaſiano Principe in Templo Pacis, aliisque ejus operibus, violentia Neronis in Urbem convecta, & in ſellariis domus aureæ diſpoſita.*

* Liv. XXXIV. Chap. 24.

* Liv. VII. de la guerre des Juifs. Chap. 19.

Barthius ſur * *Stace* remarque que ce fut *Domitien*, qui bâtit le Temple de la Paix; mais ces vers ne nous diſent pas cela:

* Ad Stat. 4. Syl. I. 12.

Ipſe etiam immenſi reparator maximus ævi,
Attollit vultus, & utroque à limine grates
Janus agit; quem tu vicina pace Legatum
Omnia juſſiſti componere bella, novique
In leges jurare fori.

Tout ce que l'on peut inférer de là, c'eſt que le Temple de la Paix étoit près du Temple de Janus: les vers du 3. *Carmen* du même Livre ne ſignifient pas non plus cela:

Qui reddit Capitolio Tonantem
Et Pacem propria Domo reponit.

Puis qu'on peut les expliquer, en diſant que Domitien mit une ſtatuë de la Paix dans le Temple bâti par ſon Pére; ou dire que c'eſt une expreſſion métaphorique, pour dire que Domitien avoit rendu la Paix à l'Empire; ou, enfin, que *Stace* attribuë à Domitien, ce que le Pére de ce Prince avoit fait, & à quoi il peut avoir eu part, ou, peut-être, qu'il embellit ce Temple, lors qu'il fut Empereur.

On voit ce ſuperbe Edifice, dont parlent ſi avantageuſement Pline, *Joſeph*, & autres, non ſeulement ſur les Medailles de Veſpaſien & de ſes Fils, mais auſſi ſur celles de Commode; & l'illuſtre M. *Ezechiel Spanheim* remarque très-ſavamment, que les derniéres furent frapées avant l'embraſement, qui arriva ſous le même Empereur, & dont parle amplement *Herodien* au Liv. I. *Galenus* parle auſſi de cèt embraſement dans ſon premier Livre d'Antidotes; & il dit qu'alors le lieu, où il conſervoit ſes plus précieux médicamens, fut conſumé par le feu. Il a écrit ce Livre ſous *Sévére*; d'où il ſuit, que ce Temple n'étoit pas encore brûlé, quand il écrivoit dans ſon Livre *de Pulſibus*, que les Medecins avoient beaucoup de Diſputes entr'eux dans le Temple de la Paix, où ils ſe promenoient; ou dans la Bibliothéque, qui y étoit jointe, comme nous aprenons d'*Aule-Gelle*.

On voit auſſi la Déeſſe de la Paix debout dans un Portique du Temple, ou dans le Temple même, avec le mot PACI, ſur une Medaille du Jeune *Tetricus*, dans * Triſtan; mais je ne crois pas que ce bâtiment aît été à Rome; il étoit quelque part dans les Gaules, où les *Tetrici* faiſoient leur ſéjour.

* Tom. III. pag. 234.

Les Hiſtoriens nous diſent que ce fut par la foudre, que le Temple de la Paix, qui étoit à Rome, fut reduit en cendres, ſous l'Empereur *Commode*. Voici ce qu'en dit * *Herodien*; *Nam cùm neque imbres ulli, neque nubes, tantùmque exiguus terræ motus anteceſſit, ſeu nocturni caſu fulminis, ſive igne aliquo in ipſo terrarum motu velut extrito, totum de improviſo Pacis Templum conſumtum incendio eſt; quod unum opus cunctorum tota Urbe maximum fuit atque pulcherrimum, idem Templorum omnium opulentiſſimum egregiéque munitum, multoque ornatum auro & argento, quippe univerſi ferme ſuas illic divitias, quaſi in Theſaurum, congerebant: ideóque per noctem debacchatus ignis multos ex opulentis egenos reddidit, quapropter communem quidem jacturam publicè omnes, ſuam autem quisque privatim deplorabant, ſed ubi Templum omne conſumtum ignibus eſt, plurima quæque & pulcherrima Urbis ædificia conflagrarunt.* La Bibliothéque dont nous avons parlé, * qu'Aule-Gelle apelle, *Bibliothecam Pacis*, fut auſſi conſumée dans le même tems.

* Liv. I. Chap. IV. num. 4.

* Noct. Attic. Lib. XVII. Cap. 8.

Ce Temple fut rebâti dans la ſuite, s'il en faut croire * Nardin. Il le prouve par un paſſage † d'Ammian Marcellin. Mais l'Edition de M. *de Valois* refute cela, & l'on y lit qu'*Hormisdas* admiroit les magnifiques & ſomptueux bâtimens de la Ville de Rome & entr'au-

* III. 12. de la Deſcription de Rome.

† XVI, 8.

entr'autres, *Urbis Templum*, *Forumque Pacis*, & *Pompeii Theatrum*, & *Odeum*, & *Stadium*; & je ne trouve nulle part que ce ſuperbe Temple aît été rebâti.

Procope Liv. IV. de ſon *Hiſtoire des Goths* en parle comme d'un bâtiment brûlé. *Aebat is*, c'eſt la Verſion de *Grotius*, *quo tempore Italiam tenebat Atalarichus Theuderici Filiâ genitus, gregem boum, flexo in vesperam die veniſſe in Forum Pacis, quod dicitur, juxta* PACIS TEMPLUM, *quod fulmine jam olim ictum quoque conſpicitur.* Ces paroles nous marquent, ce me ſemble, que les maſures de ce Temple y reſtoient encore alors; quoi que d'ailleurs il paroiſſe bien ſingulier & même étonnant, que les Empereurs, qui ont régné après *Commode*, ayent pû ſouffrir qu'un ſi bel édifice ne fût pas rebâti, & cela d'autant plus que ces ruines défiguroient une Place publique, dont *Ammian Marcellin* parle ſi magnifiquement. *Henri de Valois* en conclut que ce *Forum Pacis* étoit dans le lieu même où avoit été auparavant le Temple de la Paix.

Quoi qu'il en ſoit, les maſures de ce Temple ont ſubſiſté long tems à Rome, &, s'il en faut croire Mr. † *Varillas*, on fut obligé, à * l'entrée de *Charles Quint* dans cette Ville, d'abattre tout ce qui reſtoit pour élargir le chemin. Il me ſemble pourtant, qu'il ne fut pas entiérement ruiné; puis que *Donat* dans ſa Deſcription de Rome dit expreſſément, *cujus inſignes exſtant Reliquiæ.*

† Dans la Vie de François I. Tom. II. pag. 504. * En 1536.

On dit qu'on voit encore aujourdhui les veſtiges de ce Temple près de Sainte *Marie Neuve*, ſur le chemin qu'on appelle *via ſacra*; & ceux qui en ont écrit diſent qu'il eſt au même lieu, où étoit auparavant le Palais de *Romulus* & d'*Hoſtilia*, & depuis la Maiſon de *Mexius*, la Baſilique de *Portia*, la Maiſon de *Jules Céſar*, & le Portique bâti par *Auguſte*, après avoir fait démolir la magnifique Maiſon de ſon Prédéceſſeur, qui lui paroiſſoit un Edifice trop grand & trop ſuperbe. Ce Temple eſt curieuſement décrit, hors ſes ruines, par *André Palladio* * dans ſon Architecture; où il dit qu'il eſt impoſſible qu'il aît été embraſé, puis qu'il n'y avoit aucune piéce de charpente; mais qu'il eſt plus apparent, ſelon lui, qu'il aît été ruiné par un tremblement de terre ou par quelque autre pareil accident, & enſuite rétabli lorſque l'Architecture n'étoit plus ſi floriſſante, que ſous Veſpaſien; „ je le conjecture, dit-„ il, à voir que les ornemens ſont d'une maniére plus „ foible, que ceux de l'Arc de *Titus* & des autres E-„ difices bâtis durant les bons ſiécles.

* Liv. IV. Chap. 6.

Le même Temple ou ſes ruines ſont encore décrites plus nettement par *Antoine des Godetz* en ſes Edifices antiques de Rome, Chap. IV. Tit. du Temple de la Paix.

Pour revenir à Veſpaſien, non content d'avoir bâti un Temple à la Paix, il fit graper des Medailles, qui en ont été des monumens pour la poſtérité. Il y fit repréſenter la Paix ſous la figure d'une Vierge avec des ailes ayant un ſerpent ſous les piés, à qui elle préſente ſon Caducée de la droite, pendant qu'elle tient un voile de la gauche; avec cette Inſcription * PACI AUGUSTI.

* Oiſel. Tab. 71. nu. 9.

Il y en a une autre, qui repréſente un Autel avec ces mots, * AR. PAC.

* Oiſel. Tab. 72. nu. 2.

Une troiſiéme, repréſentant la Paix debout devant un Autel allumé, tenant un flambeau dans ſa droite, & une branche d'Olivier en ſa gauche, avec ces mots; * PAX AUG. ayant derriére une colonne avec quelque Génie au deſſus.

* Oiſel. Tab. 72. nu. 6.

Je remarquerai ici que, depuis l'Empereur *Veſpaſien*, les Hiſtoires Romaines diſent rarement que le Temple de Janus aît été fermé; quoi qu'on liſe que cette coutume a toujours continué, comme il ſe voit dans *Capitolin. in Gordia.* 3. *Cap.* 26. *Gordianus aperto Jano Gemino, quod ſignum erat indicti belli, profectus eſt contra Perſas cum exercitu ingenti.* * *Eutrope* dit la même choſe; & *Aurelius Victor* en parle en ces termes, *in Perſas profectus eſt, cum prius Jani Aedes, quas Marcus clauſerat, patentes, more veterum, feciſſet.* Et * *Ammian Marcellin*, parlant de l'Empereur Conſtance, qui, après avoir vaincu ſes Ennemis, ſouhaita de revoir Rome, s'exprime en ces termes, *tanquam* RECLUSO JANI TEMPLO, *ſtratisque hoſtibus Romam viſere geſtiebat.*

* Liv. IX. Chap. 2.

* Liv. XVI. Chap. 10.

Mais quoi qu'il en ſoit de la cérémonie d'ouvrir ou de fermer le Temple de Janus; tous les Empereurs, même les plus belliqueux, & les Tyrans, ont eſtimé la Paix un ſi grand bien, que ces mots de PAX, PAX AUGUSTI, PAX AUGUSTA, ſe trouvent depuis *Auguſte* ſur les Medailles de *Caius Caligula*, de *Claude*, de *Neron*, de *Galba*, de *Vitellius*, de *Domitien*, de *Nerva*, de *Trajan*, d'*Adrien*, d'*Antonin le Pieux*, de *M. Aurele*, de *Commode*, d'*Albin*, de *Caracalla*, d'*Eliogabale*, d'*Al. Severe*, de *Maximin*, de *Gordien*, de *Trebonien*, d'*Emilien*, de *Galien*, de *Poſthume*, de *Quintille*, de *Tacite*, de *Probus*, de *Valerien*, de *Carauſe*, de *Tetricus*, d'*Allectus*, de *Gal. Maximin*, de *Conſtantin*, & d'autres.

Et il faut remarquer que ce n'eſt pas ſans raiſon, qu'on y lit PAX AUGUSTA, car on eſtimoit que les Empereurs donnoient la Paix, comme les Dieux, à qui, ſans cela, on attribuoit cét honneur, & le plus ſouvent à *Jupiter*, comme au plus grand de tous les Dieux: D'où vient qu'on le fait parler ainſi dans *Stace* au Livre III. de la *Thébaïde*:

——— *vapé cunctantes & fœdera turba*
Quæ dedimus: tibi fas ipſo incendere bello
Cœlicolas; PACEMQUE MEAM.

Et il l'apelle pour cela PACEM JOVIS à la fin du Livre X.

On ne parloit pas autrement des Empereurs Romains, qui, ſelon Dion, étoient les *Maîtres de la Guerre & de la Paix*, πολέμου καὶ εἰρήνης κύριοι. *Auguſte* eſt apellé *Auctor Pacis* par * *Ovide* & *Miniſter Pacis*, dans le premier des * Faſtes. *Neron* parle ainſi dans le premier Livre *de la Clémence*, par *Sénéque*: *Tot millia gladiorum* PAX MEA *comprimit.* C'eſt pour la même raiſon, que la Paix a été apellée *Auguſta*, par *Patercule*, II. 126. & par *Ovide.* 3. *ex Pont.* V. 17.

* I. ex Fast. II. 32. † Vers. 287.

Vix hæc invenias totum, mihi crede, per Orbem
Quæ minus AUGUSTA PACE *fruatur humus.*

Sept. Severe, *Caracalla*, *Valerien*, *Poſthume*, *Aurelien*, *Florien* ſont appellez ſur les Medailles PACIFICATORES ORBIS, & le même *Sévére* avec *Conſtantin*, FUNDATOR PACIS, & on lit ſur celle des *Galiens*, PAX FUNDATA. Mais quoi que les Romains fiſſent ainſi leur cour ſur les Medailles à leurs Souverains, les Dieux n'y étoient pas pourtant tout-à-fait oubliez. Ils y en reconnoiſſoient de *Pacifiques*, c'eſt-à-dire, qui étoient Auteurs de la Paix, & ils donnoient même ce tître au plus belliqueux. Car JUPITER PACIFER ſe trouve ſur les Medailles de Galien: MARS PACATOR & PACIFER ſur celles de *Sept. Sévére*, d'*Al. Sévére*, de *Gordien*, de *Philippe*, de *Trebonien*, de *Carinus*: PAX PUBLICA ſur celle de *Balbin*, de *Galien*, de *Tacite*, & ce qui eſt bien remarquable, ſur une Medaille d'*Heleine*, Mére de *Conſtantin*, ou Femme de *Julien l'Apoſtat*; ou

de toutes deux. *Pax Equitum* ſur une de *Poſthume*, & *Pax Exercitus* ſur une de *Claude* & de *Carus*. *Paci Orbis Terr. Aug.* & *Pacis Eventum*, ſur celles de *Veſpaſien*, & dans la derniére, on voit une figure d'homme nuë qui tient de la droite une coupe, & de la gauche des épis, & du pavot; pour marquer, à ce que j'en puis juger, que l'abondance de toutes choſes eſt un fruit de la Paix, qui lui eſt dû. Enfin UBIQUE PAX ſe lit ſur la Medaille de *Galien*, dont la Legende du revers eſt remarquable; *Gallienæ Auguſtæ*; ce que je crois être une Satire des Romains, qui ont voulu reprocher par là à cèt Empereur efféminé ſa moleſſe & ſes débauches.

Mais il ſera bon, avant que de finir, de raporter quelques exemples de ces Medailles frapées par les Empereurs, où il eſt fait mention de la Paix.

L'Empereur Tite a mis dans ſa Medaille, la Paix devant un Autel avéc une coupe dans ſa droite, & dans la gauche un Caducée & une branche d'olivier avec ces mots, * PAX AUG. * Oiſel. Tab. 71. nu. 11.

Il y en a une autre du même Prince repréſentant la Paix s'appuyant ſur une colonne avec un rameau d'olivier en ſa gauche & un caducée à la droite avec ces mots, * *Paci perpet.* * Oiſel. Tab. 72. nu. 10.

Une troiſiéme repréſentant la Paix dans une chaiſe ayant en ſa droite un rameau d'olivier, & en ſa gauche une pique avec cette inſcription, * *Pax Auguſt.* * Oiſel. Tab. 72. nu. 11.

Et une quatriéme, où la Paix eſt aſſiſe, ayant dans ſa droite un Caducée, & en ſa gauche une corne d'abondance, avec ces mots, * PAX AUG. * Oiſel. Tab. 72. nu. 12.

L'Empereur *Trajan* fit fraper une Medaille où la Paix tient de la droite un flambeau dont elle brûle un tas d'armes, & en ſa gauche une corne d'Abondance avec ces mots. *COS. V. PP. S. P. Q. R. optimo Princ.* & au deſſous, (*a*) PAX.

(*a*) Oiſel. Tab. 72. nu. 7.

L'Empereur *Antonin* en fit de même avec ces mots (*b*) COS. IIII. & *Pax Aug.*

(*b*) Oiſel. Tab. 72. nu. 8.

L'Empereur *Sévére* en fit fraper une, où la Paix tient de la droite une branche d'olivier, & de la gauche une pique avec ces mots, (*c*) PAX ÆTERNA AUG.

(*c*) Oiſel. Tab. 73. nu. 2.

L'Empereur *Gallien* fit mettre ſur ſa Medaille la Paix marchant avec hâte portant à la droite une branche d'Olivier, & une pique à la gauche avec ces mots, (*d*) PAX ÆTERNA.

(*d*) Oiſel. Tab. 73. nu. 2.

L'Empereur *M. Aurele* mit dans ſa Medaille l'image de la Paix avec une corne d'Abondance & un flambeau brûlant un tas d'armes avec cette Inſcription (*e*) IMP. VIII. COS. III. PP. PAX ÆTERNA

(*e*) Oiſel. Tab. 72. nu. 9.

L'Empereur *Septim. Sévére* s'eſt fait mettre dans ſa Medaille dans ſa robe, la tête voilée, ayant en ſa droite un rameau d'olivier, avec ces paroles, (*f*) FUNDATOR PACIS.

(*f*) Oiſel. Tab. 72. nu. 4.

Mais

Mais il eſt tems de revenir à l'explication du Temple qui eſt repréſenté au frontiſpice de cèt Ouvrage. On voit ces mots au premier degré :

Claudantur Belli portæ.

Une Vierge repréſentant la Paix tient cette Porte fermée de la gauche, & de la droite *Mars* le Dieu de la Guerre enchaîné avec ces mots :

Et Martem Pax alma ligat.

C'eſt la Paix ſeule, qui fait ceſſer la Guerre, c'eſt à elle à fermer ces Portes fatales à tant de Peuples. D'où vient que Lucain parle en ces termes dans le premier Livre de la Pharſale :

—— *Pax miſſa per Orbem*
Ferrea belligeri compeſcat Limina Jani.

Et *Manile Aſtronomic. Lib. I.*

Sed ſatis hoc fuerit Fatis, jam bella quieſcant;
Atque adamanteis Diſcordia victa catenis
Æternos habeat concluſa in carcere frænos.

De l'autre côté de ce Temple, on voit la Fureur liée & garrotée de chaînes aſſiſe ſur un monceau d'armes, au deſeſpoir de voir le Temple fermé, avec cet hémiſtiche :

—— *Fremit horridus ore cruento.*

Ce qui eſt tiré du premier Livre de l'Eneïde, où la Fureur eſt décrite en ces termes, vſ. 298.

—— *Furor impius intus*
Sæva ſedens ſuper arma, & centum vinctus ahenis
Poſt tergum nodis, fremit horridus ore cruento.

On a repréſenté auſſi de côté & d'autre des Harpies ennemies de la Paix & nourrices de la guerre, qui s'envolent précipitamment, voyant le Temple fermé, la fureur enchaînée, & le Dieu *Mars* hors d'état d'agir.

Elles ont la tête d'une Fille & le reſte du corps d'un Vautour ; parce que c'eſt ainſi que les décrit Héſiode dans ſa *Théogonie.* Voici ce qu'en dit Virgile dans le troiſiême de l'Eneïde vſ. 216.

Virginei Volucrum vultus, fœdiſſima ventris
Proluvies, uncæque manus, & pallida ſemper
Ora fame.

Apollon. Lib. 2. Argonaut.

At procul ex altis delapſæ nubibus ipſis
E manibus rapiantque dapes ex faucibus, uncis
Unguibus Harpyæ.

Rutil. Numantin. in Itinerar.

Harpyæ quarum diſcerpitur unguibus Orbis
Quæ pede glutineo, quæ tetigere, trahunt.

Ovide dans ſes Métamorphoſes les apelle *Virgineas Volucres*, *Claudien*, *Rapaces*, les autres *Stymphalegades* & *Jovis canes.*

Les Poëtes & les autres Anciens les font Filles du Roi *Thaumus* & d'*Electre* Fille de l'Ocean & Sœurs d'*Iris.* Soſibe écrit qu'elles étoient Filles de Phinée Roi d'Arcadie, les autres diſent de Thrace, étant certain qu'elles y faiſoient leur demeure, ſelon le témoignage de ces mêmes Poëtes ; d'*Apollonius* dans ſes *Argonaut.* & après lui de *Noël le Comte* dans ſa * Mythologie, & de *Baudouin* au même lieu.

* Lib. 7. Cap. 7.

DISSER-

DISSERTATION

SUR LES DIVERSES

CÉRÉMONIES

Qu'ont employé les différentes Nations dans les Traitez de Paix, d'Alliance, &c.

COmme toutes les Nations ont employé quelques Cérémonies différentes lors qu'elles ont traité des Alliances, ou fait la Paix entr'elles, pour les rendre plus fermes & plus constantes, il ne sera pas hors de propos d'en raporter ici quelques-unes; quand ce ne seroit que pour faire voir la différence qu'il y a entre ces coutumes anciennes & celles qui se pratiquent aujourd'hui, & qui paroîtront dans les différens Traitez de ce Recueil.

Nous trouvons dans le Chapitre XXXI. de la Genése celles qu'obsérvérent *Jacob* & *Laban* lors qu'ils traitérent ensemble. Voici comment leur Alliance y est exprimée.

TRAITE' DE JACOB AVEC LABAN.

„ Venez donc, *dit Laban à Jacob*, & faisons une „ Alliance qui serve de témoignage entre vous & moi. „ Alors Jacob prit une pierre, & en ayant dressé un „ monument, il dit à ses Fréres: aportez des pierres: „ & les ayant ramassées ensemble, ils en firent un „ monceau & mangerent dessus. Laban apella ce „ monceau de pierres le monceau du témoignage, „ chacun selon la proprieté de sa langue, & Laban „ dit: ce Monceau sera témoin aujourdhui entre vous „ & moi. C'est-pourquoi il apella ce lieu Galaad, „ c'est-à-dire, le Monceau du Témoin. Et il ajouta „ que le Seigneur nous regarde & nous juge, lors que „ nous nous serons retirez l'un de l'autre. Si vous „ maltraitez mes Filles, & si vous prenez encore d'autres femmes qu'elles, nul n'entend nos paroles que „ Dieu qui en est témoin, qui est présent à tout ce qui „ nous regarde Il dit encore à Jacob, ce Monceau „ & ces pierres que j'ai dressées entre vous & moi „ nous serviront de témoin. Ce Monceau, dis-je, & „ ces pierres porteront témoignage, si je passe au delà „ pour aller à vous, ou si vous y passez, pour me venir faire quelque mal. Le Dieu d'Abraham, le Dieu „ de Nachor & le Dieu de leurs Péres soit notre Juge. „ Jacob donc jura par le Dieu, qui étoit la frayeur „ d'Isaac; & ayant immolé des victimes sur la Montagne, il invita ses parens pour manger ensemble: „ & ayant mangé, ils demeurérent là pour y coucher: „ mais Laban se levant avant qu'il fît jour embrassa „ ses Fils & ses Filles, les benit, & s'en retourna chez „ lui en son Pays.

TRAITE' D'ISAAC AVEC ABIMELEC.

Isaac fit une Alliance avec *Abimelech* Roi des Philistins, & en commença la cérémonie par un festin. Genes. XXVI. „ Isaac, nous dit *Moyse*, leur fit „ Festin; & après qu'ils eurent bû & mangé avec lui, „ ils se levérent le matin, & l'alliance fut jurée de part „ & d'autre".

TRAITE' DE MOYSE AVEC JETHRO.

Dans le Livre de (*a*) l'Exode il nous est parlé du Traité de *Moyse* avec *Jethro* dont il épousoit la Fille, lequel fut confirmé par Serment.

TRAITE' DES ISRAELITES AVEC LES GABAONITES.

(*b*) *Josué* nous parle dans son Livre de l'Alliance qu'il fit avec les Gabaonites en ces termes: *Et Josué ayant pour eux des pensées de Paix, fit Alliance avec eux; & leur promit qu'on leur sauveroit la vie, ce que les Princes du Peuple jurérent aussi.* (*c*) *Josiphe* nous parlant de cette même Alliance nous dit, qu'*Eleazar Souverain Sacrificateur & le Sénat leur promirent avec Serment de les traiter comme Amis & Confédérez; que le Peuple ratifia cette Alliance.*

Je ne trouve point dans les Auteurs Prophanes de Traité plus ancien que celui des Troyens avec les Grecs. Homére fait une Description exacte de toutes les Formalitez, qui s'obsérvérent dans cette occasion; & quoi que sa qualité de Poëte nous empêche de croire, que ces formalitez ayent été exactement observées dans ce Traité; du moins aprenons-nous par là, quelles étoient celles qui étoient en usage du tems de cèt ancien Poëte. Voici ce qui nous en est dit dans le troisiéme de l'Iliade.

TRAITE' DES GRECS AVEC LES TROYENS.

„ Agamemnon s'avança en même tems avec le prudent Ulysse; les Herauts revétus de leurs armes y „ amenérent les victimes, verserent du vin dans les „ coupes, & donnérent à laver aux deux Rois.

„ Le Grand Agamemnon tirant un poignard, qu'il „ avoit coutume de porter, attaché avec le fourreau „ de son épée, coupa de la laine du front des victimes, „ & les Herauts des Grecs & des Troyens en firent „ part aux principaux Capitaines des deux Armées. „ Ensuite le Grand Atrides élevant les mains & la „ voix adressa cette priére à Jupiter.

„ Puissant Jupiter, Pére des Dieux & des Hommes, „ glorieux protecteur d'*Ida*, vous qui étes le plus „ grand, & le plus redoutable de tous les Dieux; & „ Toi, Divin Soleil, à qui rien ne peut être caché, „ qui perces par ta lumiére les plus profondes ténébres, qui vois tout, qui entens tout; & vous Fleuves, Terre, Enfers, qui punissez les parjures, soyez „ témoins de la Paix inviolable que nous jurons. Si „ *Páris* tuë *Menelas*, nous voulons bien qu'il retienne *Hélène*, & qu'il soit maître de toutes les richesses „ qu'elle possède. Nous repasserons la Mer aussi-tôt „ pour retourner en nos maisons. Mais si Menelas „ tuë Páris, nous prétendons que les Troyens nous „ rendent Hélène avec tout ce qui lui apartient, & „ qu'ils nous payent un Tribut tous les ans dont on „ conviendra, qui sera pour toûjours un témoignage „ de ce qui s'est passé dans cette guerre. Si Priam ou „ ses Fils refusoient de payer le Tribut, en cas que „ Menelas soit victorieux, je déclare, que je ne pen- „ serai plus à faire passer la Mer aux Grecs, qu'a- „ près que j'aurai eu une heureuse fin de toute cette „ guerre.

„ Il égorgea aussi-tôt les tendres Agneaux, qui arosérent l'Autel de leur sang. Ensuite il répandit „ sur les victimes des coupes de vin, & vous eussiez „ entendu les Grecs & les Troyens faire mille imprécations contre ceux qui violeroient une si sainte „ Alliance.

„ Glorieux Jupiter, disoient-ils, tout grand, tout „ puissant, tout juste, & vous qui habitez avec lui sur „ le haut Olympe; que les premiers, qui manqueront à obsérver toutes les conditions de la Paix, que „ nous jurons en votre présence, répandent tout leur „ sang sur la terre, comme nous y répandons maintenant ce vin; & qu'ils périssent avec toute leur race; „ & que leurs femmes appartiennent à d'autres hommes".

* Virgile nous raporte aussi les Cérémonies qui furent obsérvées lorsque les Latins & les Troyens traitérent ensemble: voici ce qu'il en dit:

* Liv. XII. de l'Enéide vſ 116.

Cam-

(*a*) Chap. II. 20. (*b*) Chap. IX. 15. (*c*) Histoire des Juifs Liv. V. Chap. I.

TRAITÉ DES TROYENS AVEC LES LATINS.

Campum ad certamen, magnæ sub Mœnibus Urbis,
Dimensi Rutulique viri Teucrique parabant:
In medioque focos, & Dis communibus Aras
Gramineas: alii fontemque ignemque ferebant
Velati lino, & verbenâ tempora vincti.

Et un peu plus bas.

Procedunt castris: puraque in veste sacerdos
Setigeræ fœtum Suis, intonsamque bidentem
Attulit; admovitque pecus flagrantibus aris.
Illi ad surgentem conversi lumina Solem
Dant fruges manibus salsas, & tempora ferro
Summa notant pecudum, paterisque altaria libant.
Tum pius Æneas stricto sic ense precatur:
Esto nunc Sol testis, & hæc mihi Terra precanti,
Quam propter tantos potui perferre labores:
Et Pater omnipotens, & tu Saturnia Juno;
Jam melior, jam, Diva, precor: tuque, inclyte Mavors,
Cuncta tuo qui bella, Pater, sub numine torques:
Fontesque Fluviosque voco, quæque æthëris alti
Religio, & quæ cæruleo sunt Numina Ponto.
Cesserit Ausonio si fors victoria Turno,
Convenit Evandri victos discedere ad urbem:
Cedet Iülus agris: nec post arma ulla rebelles
Æneadæ referent, ferrove hæc regna lacessent.
Sin nostrum annuerit nobis victoria Martem,
(Ut potiùs reor, & potiùs Di numine firment)
Non ego, nec Teucris Italos parere jubebo,
Nec mihi regna peto: paribus se legibus ambæ
Invictæ gentes æterna in fœdera mittant.
Sacra Deosque dabo socer arma Latinus habeto;
Imperium solemne socer: mihi mœnia Teucri
Constituent, urbique dabit Lavinia nomen.

Ce fut là le vœu & le Serment d'*Enée*, & voici celui du Roi *Latinus*.

Hæc eadem, Ænea, Terram, Mare, Sidera juro,
Latonæque genus duplex, Janumque bifrontem,
Vimque Deûm infernam, & diri sacraria Ditis.
Audiat hæc Genitor, qui fœdera fulmine sancit.
Tango aras, mediosque ignes & Numina testor:
Nulla dies pacem hanc Italis nec fœdera rumpet,
Quo res cumque cadent; nec me vis ulla volentem
Avertet; non si tellurem effundat in undas
Diluvio miscens, cœlumve in Tartara solvat: &c.

Après quoi le Poëte ajoute :

Talibus inter se firmabant fœdera dictis,
Conspectu in medio Procerum. Tum rite sacratas
In flammam jugulant pecudes, & viscera vivis
Eripiunt, cumulantque oneratis lancibus aras.

Les Romains Descendans d'Enée & des Troyens ont aussi observé quelques Cérémonies particulières dans leurs Traitez de Paix. Ils faisoient d'ordinaire un sacrifice solemnel d'une Truye. C'est ce qu'on
* Chap. 25. voit dans la Vie de Tibère par * *Suétone*; *cum Regibus fœdus in foro icit*, dit cèt Historien, *Porcâ cæsâ, ac vetere Fecialium Præfatione adhibita.*

Les *Feciales* étoient comme les Héraults, & la *Préface* dont parle *Suétone*, nous est raportée par * *Tite*
* Lib. I. Cap. 24. *Live*, au sujet du Traité d'Alliance entre *Tullus Hostilius* Roi de Rome & ceux d'*Albe*. *Fecialis*, dit-il, *Regem Tullum ita rogavit; jubesne me Rex cum Patre Patrato Populi Albani Fœdus ferire? Jubente Rege, Sagmina inquit te Rex posco. Rex ait, puram tollito. Fecialis ex Arce graminis herbam puram attulit, postea Regem ita rogavit; Rex facisne me tu regium Nuntium Populi Romani Quiritium? vasa comitesque meos? Rex respondit, quod sine fraude mea Populique Romani Quiritium fiat, facio. Fecialis erat M. Valerius. Is Patrem patratum Sp. Fusium fecit; verbenâ caput capillosque tangens (Pater patratus ad jusjurandum patrandum, id est faciendum, fit) fœdus, multisque id verbis, quæ longo effata carmine non opus est referre, peragit. Legibus deinde recitatis, Audi, inquit, Jupiter, audi Pater patrate Populi Romani, audi tu Populus Albanus, ut illa palam prima postrema ex illis tabulis cerave recitata sunt sine dolo malo: utique ea hic hodie rectissimè intellecta sunt. Illis legibus Populus Romanus prior non deficiet: Si prior defexit publico consilio, dolo malo: tu illo die Jupiter Populum Romanum sic ferito, ut ego hunc porcum hodie feriam: tantoque magis ferito, quanto magis potes, pollesque. Id ubi dixit porcum saxo silice percussit. Sua item carmina Albani Suumque jusjurandum per suum Dictatorem suosque sacerdotes peregerunt.*

Cette cérémonie est encore raportée par le même Auteur, au Liv. IX. au Liv. XXX. & en plusieurs autres endroits.

Polybe raporte une autre maniére de traiter Alliance au Liv. III. de son Histoire, Chap. 25. *Primo fœdere*, dit-il, *Carthaginenses per Deos patrios jurarunt; Romani verò Jovem Lapidem ex veteri quodam ritu, deinde Martem & Gradivum Patrem. Mos autem jurandi Jovem Lapidem est hic; Fecialis, qui jurejurando fœdus firmat postquam fide publica juravit, Lapidem in manus sumit, atque hæc dicit. Si fidem servasse tum me Dii adjuvent, sin sciens fefellero, tum ego, salvis cæteris omnibus in suis Patriis, suis legibus, suis penatibus, sacris sepulchris, solus exterminer; ut hic nunc Lapis, & simul Lapidem manu ejicit.*

Les autres Peuples ont aussi eu leurs Cérémonies particuliéres dans leurs Traitez, de même que les Romains. Quelques-uns, après avoir sacrifié un pourceau, un belier, ou un taureau, coupoient un pain par le milieu, & les deux Parties contractantes s'en donnoient l'une à l'autre à goûter, pour un gage assuré de leur amitié. C'étoit en particulier la coutume des Macedoniens, si nous en croyons * Quinte Curce; *Et*
* Liv. VIII. *Rex medio cupidîtatis ardore*, dit-il, *jussit afferri patrio more panem, hoc erat apud Macedones cœuntium pignus, quem divisum gladio uterque libabat.*

D'autres se servoient de deux agneaux, l'un blanc & l'autre noir. Ils coupoient quelques poils de leur tête, & les ayant distribué l'un à l'autre, ils répandoient de l'eau sur leurs mains, & du vin dans une coupe, comme nous l'aprend Homére dans l'endroit que nous avons déja cité.

Plutarque raporte * qu'*Aristide*, pour confirmer le
* Dans la Vie d'Aristide. Traité qu'il venoit de faire avec toute la Gréce, jetta un fer rouge dans la Mer, disant que celui qui contreviendroit à cette Alliance pût être de même englouti avec toute sa race.

D'autres se perçoient le bras de leur épée, & en faisant sortir du sang, le sucçoient l'un à l'autre. C'étoit selon *Hérodote*, dans le premier Livre de son Histoire, la coutume des Médes & des Lydiens.

Les Caramaniens faisoient quelque chose de semblable. Dans un festin préparé exprès, ils s'ouvroient une veine du front, en faisoient couler le sang dans des tasses, le mêloient avec du vin, & les Contractans
* Liv. III. Chap. 2. se le donnoient à boire l'un à l'autre; ce * qu'Athenée raporte aussi des anciens Allemands.

Les Nasamones, anciens Peuples d'Afrique, confirmoient leurs Traitez par un festin où les Parties bûvoient ensemble. C'est ce qu'on aprend du Livre quatriême d'*Herodote*.

Les Indiens avoient en grande vénération la fontaine de *Tantale*, où ils alloient boire de l'eau ensemble, lorsqu'ils traitoient quelque Alliance; si, du moins, nous en croyons Philostrate dans la Vie d'*Apollonius de Tyane*, Liv. III. Chap. 10.

Les Arabes faisoient sortir du sang du bout de leurs doigts, avec un caillou tranchant, ils en sanglantoient leurs habits & les pierres où ils étoient; & faisoient une imprécation terrible contre ceux qui viendroient à rompre leur Alliance, ainsi que nous le lisons dans le troisiême Livre d'*Hérodote*.

Les Scythes prenoient une coupe pleine de vin mêlé avec leur sang, dont ils bûvoient après y avoir trempé leurs flêches & leurs épées; ainsi que nous l'aprenons d'*Hérodote* Liv. IV. & de Solin Chap. 25. C'est aussi ce qui fut pratiqué par *Catilina*, au raport de *Salluste* Liv. I. Chap. 22. *Fuere qui dicerent Catilinam humani corporis sanguinem vino permistum in pateris circumtulisse. Inde cùm post exercrationem omnes degustassent, sicuti in solemnibus sacris fieri consuevit, aperuisse consilium suum.*

Les Anciens Gaulois & Anglois s'assembloient tous en un même lieu, & après y avoir aporté tous leurs étendarts, leurs drapeaux & leurs armes, ils y faisoient leur Serment réciproque; comme on peut le voir dans le Livre VII. de la *Guerre des Gaules de Jules César*.

Les Perses faisoient leurs Traitez dans des festins, où ils amenoient leurs femmes, leurs enfans, & tout ce qu'ils avoient de plus cher au monde, considérant tout cela comme le gage & l'assûrance de leurs Traitez. Les Anciens Allemands en usoient de même au raport de *Tacite* dans son Traité des *Mœurs des Germains*.

D'autres faisoient la Paix par l'échange de leurs piques

ques & de leurs javelots. *Xenophon* nous aprend dans ſa Cyropedie, que *Clearque*, faiſant la Trêve avec les Barbares, immola à Jupiter un Taureau, un Loup, un Sanglier, & un Belier, dans le ſang desquels les Grecs trempérent leurs épées, & les Barbares leurs piques & leurs javelots.

Les Egyptiens offroient aux Dieux du vin & des cornes de bœuf, quand ils faiſoient quelques Traitez avec leurs Ennemis.

Les Armeniens, au raport de *Tacite*, dans le douziéme Livre de ſes *Annales*, ſe touchoient dans la main, & lioient leurs pouces enſemble, puis ſe piquoient le bout du doigt, & en faiſoient ſortir du ſang, qu'ils ſuçoient réciproquement. *Mos eſt Regibus*, dit cèt Hiſtorien, *quoties ſocietatem coëunt implicare dextras, pollicésque inter ſe vincire nodoque perſtringere, mox ut ſanguis in artus extremos ſe effuderit, levi ictu cruorem elicium atque invicem lambunt, id fœdus arcanum habetur, quaſi mutuo cruore ſacratum.*

Les Etoliens & les Parthes s'embraſſoient les uns les autres, & ſacrifiant aux Dieux, ſe juroient une amitié éternelle. Les Médes, les Hircaniens, & les anciens Latins en uſoient de même.

—— Coëant in fœdera dextræ,

dit Virgile dans le Livre onziéme de l'Eneïde, en parlant de ces derniers.

Les Pannoniens faiſoient la Paix en tirant leurs Epées, qu'ils cheriſſoient comme leurs Dieux, ſur leſquelles ils faiſoient leurs Sermens: ſurquoi l'on peut voir *Aventin Annal. Boior.* Les Lombards, avant que de traiter quelque Alliance, ſe coupoient la barbe, qu'ils donnoient à ceux avec qui ils traitoient, comme le Symbole d'une Alliance ferme & perpétuelle.

L'Empereur *Henri IV.* & le Pape Paſchaſe confirmérent la Paix qu'ils firent entr'eux par la communion à l'Euchariſtie.

Les Eſpagnols ſous la conduite de *Ferdinand Magellan*, ayant paſſé le Détroit qui porte le nom de ce célébre Avanturier, & étant arrivez aux Iſles Moluques y firent Alliance avec le Roi *Calamar*; & obſervérent les cérémonies du lieu, frapant leur bras gauche dont ils firent ſortir du ſang, & s'en frotérent la bouche & la langue. Petr. Cieza. Tom. II. Hiſtor. chap. 94.

La Paix entre *Uladiſlas* Roi de Pologne & Amurat Empereur des Turcs fut confirmée par un Serment, que le premier fit ſur les Evangiles, & l'autre ſur l'Alcoran.

Nicetas nous raporte dans le Livre ſecond de ſon Hiſtoire de l'Empereur *Iſac* l'Ange, que les Chrétiens d'Occident accuſoient ce Prince d'avoir traité Alliance avec les Sarazins, & qu'en contractant il avoit obſervé l'impie cérémonie, qui étoit en uſage parmi eux, que les Parties contractantes ſe piquent une veine de l'eſtomac & ſe donnent l'une à l'autre de leur ſang à boire.

Les Tartares faiſant la Paix avec *Albert* Roi de Pologne, jettérent de l'eau ſur leurs dards & ſur leurs javelots, qu'ils humérent après, maudiſſant les premiers, qui entreprendroient de rompre la Paix.

Il semble qu'en voila aſſez ſur les différentes coutumes obſervées par les divers Peuples dans leurs Alliances & dans leurs autres Traitez. On a crû cependant, qu'on ne trouveroit pas mauvais, ſi l'on faiſoit précéder en forme de Préliminaires le grand nombre de Traitez faits depuis Jeſus-Chriſt, dont ce Recueil eſt compoſé, de quelques uns de ceux qui ont été faits avant ſa naiſſance, tels qu'on les trouve dans divers Hiſtoriens. Cela ſervira à faire voir la différence que le tems a aporté à la maniére de traiter les uns avec les autres. Et puis que Dieu lui-même, qui avoit droit de donner des Loix aux hommes purement & ſimplement, a bien voulu avoir la condescendance de ſe lier à eux par des promeſſes réciproques; nous commencerons par l'Alliance que Dieu fit avec *Noé* & avec ſa Poſtérité après le Déluge.

Alliance de Dieu avec Noé' et avec sa Postérité. *Gen. IX. 9. &c.*

„ Je vas faire Alliance avec vous, *leur dit-il*, & „ avec votre race après vous, & avec tous les ani„ maux vivans, qui ſont avec vous; les oiſeaux, les „ animaux ou domeſtiques, ou de la campagne, qui „ ſont ſortis de l'Arche, & avec toutes les bêtes de la „ terre. Je ferai Alliance avec vous; & toute chair „ qui a vie ne périra plus déſormais par les eaux du „ Déluge Dieu dit encore; voici le ſigne de l'Alliance, „ que j'établirai avec vous, qui durera dans la ſuite „ de tous les âges. Je mettrai mon Arc dans les „ nuées, je me ſouviendrai de l'Alliance que j'ai faite „ avec vous & avec toute ame qui vit & anime la „ chair; & il n'y aura plus à l'avenir de Déluge qui „ faſſe périr dans les eaux toute chair qui a vie. Car „ mon Arc ſera dans les nuées, & le voyant je me „ reſſouviendrai de l'Alliance éternelle, que j'ai faite „ avec toutes les ames vivantes, qui anime toute chair, „ qui eſt ſur la terre".

Quatre cens vint-ſix ans après le Déluge Dieu ayant choiſi *Abraham* pour être la tige & le Pére de tous les Croyans, l'apella dans la Terre de Chanaan, & traita avec lui l'Alliance ſuivante.

Alliance de Dieu avec Abraham. *Gen. XVII. 2. &c.*

„ Dieu dit *à Abraham*, c'eſt moi qui vous parle: „ je ferai Alliance avec vous & vous ſerez le Pére de „ pluſieurs Nations. Vous ne vous appellerez plus „ *Abram*, mais vous vous appellerez *Abraham*, parce „ que je vous ai établi pour être le Pére d'une multi„ tude de Nations. Je ferai croître votre race à l'in„ fini; je vous rendrai le chef des Nations; & des „ Rois ſortiront de vous. J'affermirai mon Alliance „ avec vous, & après vous avec votre race dans la „ ſuite de leurs générations par un pact éternel: afin „ que je ſois votre Dieu, & après vous le Dieu de vo„ tre poſtérité. Je vous donnerai à vous & à votre „ race après vous, la Terre où vous demeurez main„ tenant comme étranger; toute la Terre de Chanaan, „ afin que vos Descendans la poſſédent pour jamais: „ & je ſerai leur Dieu. . . . . Vous garderez mon „ Alliance, & votre poſterité la gardera après vous de „ race en race. Voici le pact que je ferai avec vous, „ que vous obſerverez, & votre poſtérité après vous. „ Tous les mâles d'entre vous ſeront circoncis. Vous „ circoncirez votre chair, afin que cette Circonciſion „ ſoit la marque de l'Alliance que je fais avec vous. „ L'Enfant de huit jours ſera circoncis parmi vous; & „ dans la ſuite de toutes les Générations, tous les enfans „ mâles, tant les Esclaves, qui ſeront nez en votre „ Maiſon, que tous ceux que vous aurez achetez, & „ qui ſeront nez en des Nations étrangeres. Ce Pact „ que je fais avec vous ſera marqué dans votre chair, „ comme le Signe de l'Alliance éternelle que je fais „ avec vous. Tout mâle dont la chair n'aura point „ été circonciſe, ſera exterminé du milieu de ſon Peu„ ple, parce qu'il aura violé mon Alliance. . . . . „ Vous n'appellerez plus votre femme *Sarai* mais *Sa„ ra*. Je la benirai, & je vous donnerai un Fils né „ d'elle, que je benirai auſſi. Il ſera le Chef des Na„ tions, & des Rois de divers Peuples ſortiront de „ lui".

On voit dans l'Ecriture d'autres Traitez de Dieu avec les Hommes, comme dans la *Geneſe*, Chap. XV. verſ. 18. Au Livre d'Esdras Chap. IX. & X. & ailleurs; mais les deux que nous venons d'alleguer ſuffiſent pour ſervir d'exemple.

Nous paſſons donc au Traité que firent les Iſraélites avec les Philiſtins du tems du Roi *Saül:* tel qu'il nous eſt raporté dans le premier Livre de Samuel Chap. XVII. Saül faiſant la Guerre aux Philiſtins, & les Armées étant campées aſſez près l'une de l'autre; *Goliath*, Philiſtin d'une grandeur monſtrueuſe, mais d'une fierté encore plus grande, vint inſulter les Iſraélites; leur diſant qu'il étoit inutile d'expoſer la vie de tant de gens; qu'il faloit terminer leurs différens par un combat ſingulier; que le plus hardi des Iſraëlites n'avoit qu'à ſe préſenter pour combattre contre lui, & le Peuple de celui qui ſeroit vaincu ſeroit esclave de la Nation du victorieux. Voici les termes de cette eſpéce de Traité. „ Pourquoi, *dit Goliath*, vous empreſſez„ vous tant pour donner bataille? Ne ſuis-je pas Phi„ liſtin & vous Serviteurs de Saül? Choiſiſſez un hom„ me d'entre vous, & qu'il vienne ſe battre ſeul à ſeul. „ S'il peut me réſiſter & m'ôter la vie, nous ſerons vos „ Serviteurs, mais ſi j'ai l'avantage ſur lui & que je le „ tuë, vous ſerez nos Serviteurs, & vous nous ſerez „ aſſujettis". Chacun ſait comment David accepta ce défi, combattit contre ce Philiſtin & le vainquit, & termina par ce moyen une longue & ſanglante Guerre.

Traité des Troyens avec les Grecs.

Nous avons déja parlé des Cérémonies qui s'obſervérent dans le Traité que firent autrefois les Grecs & les Troyens, lors que ces premiers aſſiégeoient la Ville de Troye; mais nous n'avons pas allegué les conditions de ce Traité. Voici ce qu'en dit *Homére* ſur la fin du troiſiéme de l'*Iliade*. „ Pâris & Mene„ las combattoient pour une femme, à cette condition „ que le Victorieux poſſéderoit la Femme & ſes ri„ cheſſes

„ chesses; que les deux Peuples feroient Alliance en-
„ tr'eux; que les uns possederoient la fertile Troye; &
„ que les autres retourneroient en Gréce où il y avoit
„ de belles femmes".

TRAITE' D'ENE'E AVEC TURNUS. *Virgil. Æneid. Liv. XI. 116. & XII. 11.*

Virgile n'a pas oublié de nous parler d'un combat singulier d'*Enée* contre *Turnus*, & voici les conditions, telles que le premier les propose.

Si bellum finire manu, si pellere Teucros
Adparat; his decuit mecum concurrere telis:
Vivet, cui vitam Deus aut sua dextra dedisset.

Nulla mora in Turno: nihil est quod dicta retractent
Ignavi Æneadæ; nec, quæ pepigere, recusent.
Congredior. Fer sacra, Pater, & concipe fœdus.
Aut hâc Dardanium dextrâ sub Tartara mittam,
Desertorem Asiæ, (sedeant spectentque Latini)
Et solus ferro crimen commune refellam:
Aut habeat victos; cedat Lavinia conjux.

TRAITE' DES ABORIGINES AVEC LES TROYENS.

Denis d'Halicarnasse nous parle d'un autre Traité entre les mêmes dans le Chap. LIX. du premier Liv. de ses Antiquitez Romaines. „ Enée, dit-il, aprouvant
„ la pensée du Roi, ils firent Alliance entr'eux à ces
„ conditions; que les *Aborigines* donneroient aux
„ Troyens autant de terrain qu'ils en demanderoient,
„ s'étendant environ quarante stades du côté des deux
„ collines; & que les Troyens se joindroient aux Abo-
„ rigines dans la Guerre présente, & combattroient
„ sous leurs enseignes partout où il seroit nécessaire,
„ qu'ils se secourroient mutuellement de tout leur
„ pouvoir, tant par leurs conseils que par leurs armes;
„ & qu'ayant donné de part & d'autre des ôtages,
„ ils feront conjointement une expedition contre les
„ Rutules.

TRAITE' ENTRE LES ROMAINS ET LES LATINS. * *Liv VI. chap. 86.*

Le même * *Denis d'Halicarnasse* parle aussi d'un Traité de Paix entre les Romains & les Latins. „ Dans le même tems, dit-il, on renouvella l'Allian-
„ ce & l'amitié avec tous les Latins. Voici les Arti-
„ cles du Traité. Il y aura une Paix mutuelle entre
„ les Romains & les Latins, pendant que le Ciel & la
„ Terre demeureront à leur place, un Parti ne fera
„ point la Guerre à l'autre; n'incitera point les Enne-
„ mis à la lui faire; ou ne leur donnera point passa-
„ ge, s'ils la font; mais secourra de toutes ses forces
„ celui qui sera attaqué. Ils partageront également
„ dans la Guerre le butin & les dépouilles des Enne-
„ mis; les disputes qui surviendront entre les particu-
„ liers sur quelque contract, seront terminées par les
„ Juges, dix jours après, devant le Tribunal du Peu-
„ ple où le Contract aura été fait. On ne pourra rien
„ ajouter aux Articles de ce Traité, ni en rien retran-
„ cher si ce n'est du consentement des Romains & des
„ Latins. Ce sont là les conditions de l'Alliance,
„ qu'ils firent & qu'ils jurérent entr'eux par tout ce
„ qu'il y a de plus saint; après quoi ils rendirent
„ graces aux Dieux de la Paix qui venoit d'être faite
„ entre les deux Peuples.

TRAITE' ENTRE LES ROMAINS ET LES SABINS.

Denis d'Halicarnasse parle d'un Traité fait entre les Romains & les Sabins. „ Ensuite, dit-il, les Rois
„ ayant conféré ensemble, ils firent une Alliance
„ qu'ils confirmérent par Serment, & dont les condi-
„ tions étoient; que *Romulus* & *Tatius* régne-
„ roient à Rome avec le même pouvoir & les
„ mêmes honneurs; que la Ville conserveroit le nom
„ qu'elle avoit reçu de son premier Fondateur, que
„ chaque Citoyen en particulier porteroit le nom de
„ Romain, comme auparavant; mais que tous en
„ corps porteroient le nom de *Quirites*, du nom de la
„ Patrie de *Tatius*; que tous les Sabins qui le défi-
„ reroient, auroient le droit de Bourgeoisie à Rome,
„ & qu'ils seroient reçus dans les Tribus & dans les
„ *Curies* avec leurs Sacrifices. Ces conditions ayant
„ été confirmées par Serment, *ajoûte l'Historien*, &
„ ayant bâti des Autels pour cèt effet au milieu de la
„ * Ruë sainte, ils se saluërent, se mêlant les uns
„ avec les autres".

* *Via sacra.*

Le même Historien nous parle encore de diverses autres Alliances, comme de celle de *Tarquin* l'Ancien avec les *Etrusces*, du Roi *Porsenna* avec les Romains, des Horaces avec les Curiaces, & de divers autres, dont parle aussi *Tite Live* dans son Histoire Romaine.

TRAITE' ENTRE LES ROMAINS ET LES CARTHAGINOIS.

Les Romains & les Carthaginois se disputant l'Empire du Monde eurent plusieurs Guerres entr'eux, qui donnérent lieu à divers Traitez de Paix & d'Alliance. Polybe fait mention de la premiére de ces Alliances au Liv. III. Chap. 22. de son Histoire. Voici une Traduction Latine de ce qu'il en dit. *Primum igitur Fœdus inter Romanos & Carthaginienses ictum est Consulatu Junii Bruti & Marci Horatii, primorum post Reges exactos Consulum; à quibus etiam Jovis Capitolini Ædes fuit consecrata, annis prinsquam Xerxes in Græciam trajiceret duodetriginta, fœderis istius verba, quanta maxima poteramus fide interpretati infra subjecimus, veteris sanè etiam Linguæ Latinæ tanta diversitas est ab illa, quâ hodie utuntur, ut vel peritissimi nonnulla ægrè, ubi animum attenderunt, explanare queant. Fœdus igitur ita habet. Amicitia Romanis & Romanorum Sociis cum Carthaginiensibus & Carthaginiensium Sociis his legibus & conditionibus esto. Ne naviganto Romani Romanorumve Socii ultra Pulchrum Promontorium: extra quàm si tempestatis aut hostium vi fuerint compulsi. Si quis vi delatus fuerit, emendi aut accipiendi quicquam præter necessaria, reficiendis navibus & sacris faciendis, jus ei ne esto. Intra diem quintum, qui navem applicuerint abeunto; qui ad mercaturam venerint, ii vectigal nullum pendunto, extra quam ad Præconis aut scribæ mercedem. Quicquid hisce præsentibus fuerit venditum, publica fide venditori debetor, quod quidem in Africa aut Sardinia fuerit venditum. Si quis Romanorum in eam Siciliæ partem venerit, quæ Imperio Carthaginiensium paret, jus æquum in omnibus Romani obtinento. Carthaginienses, ne quid noceant populo Ardeati, Antiati, Laurentino, Circæensi, Terracinensi, qui sub ditione erunt. Etiam eorum urbibus, qui sub ditione Romanorum non erunt, abstinento. Si quam illarum acceperint, Romanis sine ulla noxa tradunto. Castellum ullum in Latino agro ne ædificanto: si cum armis infesti pedem in Regione posuerint, in ea ne pernoctanto.*

ALLIANCE DES ROMAINS AVEC LES CARTHAGINOIS ET LEURS ALLIEZ.

Le même *Polybe* nous aprend au même Liv. III. Chap. 24. que les Romains & les Carthaginois firent une autre Alliance peu de tems après. Voici les termes dont se sert son Traducteur Latin.

Amicitia Romanis & Romanorum Sociis cum Populo Carthaginiensi, Tyriis, & Uticensibus eorumque Sociis his legibus esto. Romani ultra Pulchrum Promontorium, Marsiam & Tarseium prædas ne faciunto, ad mercaturam ne eunto: Urbem nullam condunto. Si in Latio Urbem aliquam Carthaginienses ceperint, quæ sub ditione Romanorum non erit, pecuniam & captivos ipsi habento; Urbem reddunto. Si qui Carthaginiensium aliquos ceperint, queis cum fœdere scripto juncti sunt Romani, qui tamen sub Romanorum Imperio non erunt, hos in populi Romani portus ne deducunto: si quis erit deductus, & manus Romanis injecerit, liber esto. Eodem jure & Romani tenentor. Si Romanus ex aliqua regione, quæ sub Imperio Carthaginiensium erit aquam commeatusque sumserit: cum his commeatibus, ne cui eorum noceto: quibuscum Pax & amicitia est Carthaginiensibus . . . . . : facito, si quæ injuria alicui facta erit privato nomine ejus persecutione cuiquam esto: sed ubi tale quid admiserit aliquis publicum id crimen esto: in Sardinia & Africa neque negotiator quisquam Romanorum neque Urbem condito: neque eò appellito nisi commeatus accipiendi gratiâ vel naves reficiendi si tempestas detulerit intra dies quinque excedito in Sicilia, ubi Carthaginienses imperaverint; item Carthagine omnia Romanus facito; vendito quæ civi licebit; idem Romæ Carthaginiensi jus esto.

AUTRE TRAITE' ENTRE LES MEMES.

Dans le Traité que les Romains firent avec les Carthaginois touchant le passage du Roi *Pyrrhus* en Italie; on convint des conditions suivantes, au raport du même *Polybe*, au Liv. III. Chap. 25.

Si Societatem cum Pyrrho Populus Romanus aut Carthaginiensis inierit, fœderis legibus uterque, ut si alterutrius ditionem hostis invaserit invicem sibi ferre opem liceat utriutri opus auxilio habuerint. Naves à Carthaginiensibus præbentor, & ad iter & ad prælium stipendia suis utrique danto. Carthaginienses etiam mari, si opus fuerit auxiliantor, Socios navales nemo invitos navibus exire cogito.

AUTRE PAIX ENTRE LES MEMES.

Après avoir terminé la Guerre de Sicile, les Romains firent encore la Paix avec les Carthaginois, aux conditions suivantes raportées par *Polybe*, au Chapitre 27. du troisiéme Livre de son Histoire.

Carthaginienses Sicilia & omnibus Insulis, quæ inter Italiam & Siciliam sunt, decedunto, utrius Populi Socii ab utroque Populo tuti sunto, neuter in alterum Populi ditione quidquam imperato, neve publicè ædificato aut militem conducito; alterius Populi Socios neutri in amicitiam recipiunto. Carthaginienses ut intra decem annos duo millia & ducenta talenta conferrent, mille sine mora darent. Captivos sine pretio Romanis Carthaginienses redderent. On ajouta depuis à ces conditions que, *de-*

cederent Carthaginienſes è Sardinia, & mille alia ac ducenta talenta conferrent.

AUTRE TRAITE' ENTRE LES MÊMES.

Nous liſons au Liv. 30. de *Tite-Live*, Chap. 16. que *Scipion* voyant que les Carthaginois lui demandoient la Paix, leur répondit en ces termes. *Se veniſſe ea ſpe in Africam & ſpem ſuam prospero belli eventu auctam victoriam ſe non pacem domum reportaturum eſſe. Tamen cùm victoriam prope in manibus habeat, pacem non abnuere: ut omnes Gentes ſciant, Populum Romanum & ſuſcipere juſte bella & finire. Leges Pacis ſe has dicere. Captivos & Perfugas & Fugitivos reſtituant. Exercitus ex Italia & Gallia deducant. Hiſpania abſtineant. Inſulis omnibus, quæ inter Italiam & Africam ſunt, decedant. Naves longas, præter viginti, omnes tradant. Tritici quingenta, hordei trecenta millia modiûm. . . . . His conditionibus, inquit, placéatne Pax, triduum ad conſultandum dabitur, ſi placuerit, mecum inducias facite, Romam ad Senatum mittite Legatos.*

Les Carthaginois ayant enſuite envoyé des Ambaſſadeurs, on leur propoſa les conditions de Paix ſuivantes, raportées par *Tite-Live* au 37. Chapitre du même Livre. *Ut liberi legibus ſuis viverent, quas urbes quotque agros quibusque finibus ante bellum tenuiſſent tenerent: populandique finem eo die Romani facerent, perfugas, fugitivosque & captivos omnes & naves roſtratas, præter decem triremes traderent; elephantosque, quos haberent domitos, neque domarent alios: Bellum neque in Africa, neque extra Africam, injuſte Populi Romani gereretur. Maſſiniſſæ res redderent, fœdusque cum eo facerent: frumentum ſtipendiumque auxiliis donec ab Româ Legati rediiſſent, præſtarent: decem millia talentûm argenti deſcripta penſionibus æquis, in annos quinquaginta ſolverent: Obſides centum Scipionis arbitratu darent, nec minores quatuordecim annis neve triginta majores; inducias ita ſe daturum, ſi per priores Inducias naves onerariæ quæque fuiſſent in navibus reſtituerentur: aliter nec inducias nec ſpem pacis ullam eſſe.*

Voici ce qu'*Appian* Alexandrin fait dire à Scipion au ſujet des conditions qu'il propoſa aux Carthaginois. C'eſt dans le Chap. 30. des *Guerres Puniques*, & nous nous contentons d'en raporter la Traduction Latine.

Vos quidem nulla venia digni eſtis, toties violatis fœderibus, & poſtremò Legatis quoque: quod nefarium facinus tam manifeſtum eſt, ut extrema quæque pati ſitis meriti, veſtrâ etiam confeſſione: quid autem fuſos accuſare opus eſt? Ad ſupplicationes confugitis, qui ne nomen quidem Romanum relicturi eratis incolume, ſi vobis contigiſſet vincere; nos tamen nunquam vobiscum injuriis certavimus: namque Legatos veſtros, etiam tum in urbe morantes, quum vos & noſtros Legatos violaſtis & fœdera, populus dimiſit: ego quoque delatos in caſtra mea vobis jam hoſpitibus intactos remiſi. Debetis igitur in rebus desperatis lucrum exiſtimare, quicquid acceperit, ego dicam ſententiam meam: Senatus noſter approbabit quæ placuerint. Damus nunc quoque pacem vobis, Carthaginienſes, ſi naves longas Populo Romano tradideritis, decem tantum exceptis. Item Elephantos quotquot habetis, quæque nuper cepiſtis, aut eorum quæ perierunt pretium me judice, ſiquid controverſum fuerit: item captivos transfugas, & milites Annibalem ex Italia ſecutos reddideritis: idque intra diem trigeſimum ex quo Pax declarata fuerit: inter ſexageſimum verò oportet Magonem revocetis è Liguriâ, & præſidia deducatis è Civitatibus ſitis extra foſſas Punicas, & reddatis eis quotquot habetis obſides. In Urbem quoque ſingulis annis afferetis CCL. Talenta Euboica per annos L. nec licebit vobis poſthac vel è Galliâ Liguriâque mercenarium militem conducere, nec contra Maſſiniſſam aliosque Populi Romani amicos bellum gerere: vel Carthaginienſem quemquam contra eos militare conſenſu publico. Urbem verò habebitis & agrum intra foſſas Punicas, his terminis quibus habuiſtis me navigante in Africam: coletisque Populi Romani amicitiam, & ei terrâ marique ſubmittetis auxilia, ſi hæc eadem Senatui noſtro placuerint, quæ ubi rata fuerint, Romanus Exercitus decedet ex Africa intra diem centeſimum quinquageſimum: & ſi volueritis ad Legationem mittendam, inducias, ſtatim dabitis Obſides CL. Pueros, quos ipſe legero: addetis mille talenta ad alendum Exercitum, & commeatus inſuper. Ubi Pax decreta fuerit recipietis Obſides.

TRAITE' DE PAIX ENTRE LES ROMAINS ET ANTIOCHUS.

Nous liſons dans * *Tite-Live* les conditions ſuivantes du Traité de Paix fait entre les Romains & le Roi *Antiochus. Amicitia Regi Antiocho cum Populo Romano his Legibus eſto. Ne quem Exercitum, qui cum Populo Romano Sociisque Bellum geſturus erit, Rex per fines Regni ſui eorumve, qui ſub ditione ejus erunt, tranſire ſinito: neu commeatu, neu quâ aliâ ope juvato. Idem Romani Sociique Antiocho & iis qui ſub Imperio ejus erunt præſtent: Belli gerendi Jus Antiocho ne eſto cum iis qui Inſulas colunt, neve in Europam tranſeundi: excedito arbibus, agris, vicis, caſtellis cis Taurum montem usque ad Tanaim amnem, & à valle Tauri usque ad juga, quâ in Laconiam vergit: ne quâ arma efferto ex iis Oppidis, agris, Caſtellisque, quibus excedat; ſi qua extulit, quæ quoque oportebit, rectè reſtituito. Ne militem, neu quem alium ex Regno Eumenis recipito. Si qui earum Urbium Cives quæ Regno abſcedunt, cum Rege Antiocho intràque fines ejus Regni ſunt; Apameam omnes ante diem certam redeant. Qui ex Regno Antiochi apud Romanos ſociosque ſunt, iis jus abeundi manendique eſto: ſervos ſeu fugitivos ſeu bello captos, ſeu qui liber captus aut tranſfuga erit, reddito Romanis Sociisque. Elephantos tradito omnes, neque alios parato; tradito & naves longas armamentaque earum: neve plures quàm decem naves actuarias (nulla quarum plusquàm triginta remis agatur) habeto: néve monerem ex belli cauſa, quod ipſe illaturus erit: néve navigato citra Calycandrum, néve Sarpedonium promontoria; extra quam, ſi qua navis pecuniam, ſtipendium aut Legatos, aut obſides portabit. Milites mercede conducendi ex iis gentibus, quæ ſub ditione Populi Romani ſunt, Antiocho Regi jus ne eſto: ne voluntarios quidem recipiendi. Rhodiorum ſociorumve quæ ædes ædificiaque intra fines Regni Antiochi ſunt, quo jure ante Bellum fuerunt, eo Rhodiorum ſociorumve ſunto. Si quæ pecuniæ debentur, earum exactio eſto: Si quid ablatum eſt, id conquirendi, cognoscendi, repetendique jus item eſto. Si quas Urbes, quas tradi oportet, ii tenent quibus Antiochus dedit, ex iis præſidia deducto: utique rectè tradantur, curato. Argenti probi XII. Millia Attica talenta dato intra duodecim annos penſionibus æquis. Talentum ne minus pondo LXXX. Romanis ponderibus pendat: tritici DXL. millia modiûm. Eumeni Regi talenta CCCL. intra quinquennium dato: & pro frumento quod æſtimatione fiat, talenta CXXVII. Obſides Romanis XX. dato, & triennio mutato, ne minores octonûm denûm annorum, neu majores quinûm quadragenûm. Si qui Sociorum Populi Romani ultro Bellum inferant Antiocho, vim vi arcendi jus eſto: dum ne quam Urbem aut Belli jure teneat, aut in amicitiam accipiat. Controverſias inter ſe jure ac judicio diſceptent: aut ſi utrisque placebit, Bello.*

* Liv. Chap. 38.

On trouve ce même Traité dans *Appian Alexandrin* Chap. 112. *de Bello Syr.*

Dans le Chap. 33. du Liv. 32. de *Tite-Live* on voit le Traité des Romains avec *Philippe* Roi de Macedoine. En voici les conditions.

TRAITE' DES ROMAINS AVEC PHILIPPE ROI DE MACEDOINE.

Deducenda ex omnibus Græciæ Civitatibus Regi præſidia eſſe. Captivos & Transfugas Sociis Populi Romani reddendos, reſtituenda Romano ex Illyrico loca, quæ poſt pacem in Epiro factam, occupaſſet; Ptolomæo Regi Ægypti reddendas Urbes, quas poſt Philopatoris Ptolomæi mortem occupaſſet, ſuas Populique Romani conditiones has eſſe, cæterum & Sociorum audiri poſtulata verum eſſe.

On lit dans le même * Auteur, que *T. Quintus Flaminius*, qui avoit fait le premier Traité, accorda les conditions de Paix ſuivantes au même Philippe Roi de Macedoine, en conformité du réglement fait par les douze Ambaſſadeurs nommez pour cèt effet. *Omnes Græciæ Civitates, quæ in Europa, quæque in Aſia eſſent libertatem ac ſuas leges haberent. Quæ earum ſub ditione Philippi fuiſſent; præſidia ex his Philippus deduceret his quæ in Aſiâ eſſent. Euromo, Padaſisque & Bargiliis, & Jaſſo, & Myrinæ, & Abydo, & Thaſſo, & Perintho: eas quoque enim placere liberas eſſe. De Cianorum libertate Quintus Pruſiæ Bithyaorum Regi ſcriberet, quid Senatui & decem Legatis placuiſſet: Captivos tranſfugasque reddere Philippum Romanis & naves omnes tectas tradere. Quin & Regiam unam inhabilis prope magnitudinis quam ſexdecim verſus Remorum agebant, ne plus quingentis armatorum haberet: neve Elephantum ullum; bellum extra Macedoniæ fines ne injuſſu Senatus gereret; mille talentum daret populo Romano: dimidium penſionibus decem annorum.*

* Liv. XXXIII. Chap. 30.

AUTRE TRAITE' ENTRE LES MÊMES.

Le même *Quintius* faiſant la Paix avec Nabis Tiran des Lacédémoniens lui propoſa les conditions ſuivantes. *Sex menſium induciæ ut eſſet Nabidi Romanisque & Eumeni Regi, & Rhodiis. Legatos extemplo mitterent Romam T. Quintius & Nabis, ut Pax ex auctoritate Senatus confirmaretur. Ex qua die ſcriptæ conditiones Pacis editæ Nabidi forent; ea dies ut induciarum principium eſſet: & ut ex ea die intra decimum diem ab*

TRAITE' DES ROMAINS AVEC LES LACEDEMONIENS.

ab Argis cæterisque Oppidis, quæ in Argivorum agris essent præsidia omnia deducerentur : vacuaque & libera traderentur Romanis : & ne quod inde Mancipium Regium publicumve aut privatum educeretur : & si qua ante educta forent, Dominis rectè restituerentur. Naves, quas Civitatibus Maritimis ademisset, redderet : néve ipse Navem ullam, præter duos Lembos, qui non plus quàm sexdecim remis agerentur, haberet. Perfugas & captivos omnibus Sociis Populi Romani Civitatibus redderet : & Messeniis omnia quæ compararent, quæque Domini cognoscerent. Exulibus quoque Lacedæmoniis liberos, & conjuges restitueret : quæ earum viros sequi voluissent. Mercenariorum militum Nabidis, qui aut in Civitates suas aut ad Romanos transissent, iis res suæ omnes rectè redderentur. In Creta Insula ne quam Urbem haberet : quas habuisset, redderet Romanis. Ne quam Civitatem cum ullo Cretensium, aut quoquam alio instituëret, neu Bellum gereret. Civitatibus omnibus, quas ipse restituisset, quæque se suaque in fidem ac ditionem Populi Romani tradidissent, omnia præsidia deduceret : seque ipse suosque ab his abstineret. Ne quod Oppidum ne quod Castellum in suo alienove agro conderet. Obsides ea ita futura, daret quinque, quos Imperatori Romano placuisset : Filium in his suum : & talenta centum argenti in præsenti, & quinquaginta in singulos annos per annos octo.

Traité des Romains avec les Etoliens.

Dans le Chapitre XI. du XXXVIII. Livre de Tite Live, on trouve les conditions, que les Romains proposérent aux Etoliens pour faire la Paix avec eux. En voici les termes :

Imperium Majestatemque Populi Romani gens Ætolorum conservato sine dolo malo. Ne quem exercitum, qui adversus Socios amicosque eorum ducetur, per fines suos transire sinito : néve ulla ope juvato. Hostes eosdem habeto, quos Populus Romanus, armaque in eos ferto, Bellumque pariter gerito. Perfugas, fugitivos captivosque reddito Romanis Sociisque : præterquam si qui capti, cum domos redissent, iterum capti sunt : aut si qui eo tempore ex iis capti sunt, qui tum hostes erant Romanis, cùm inter præsidia Romana Ætoli essent. Aliorum qui comparebunt intra dies centum Corcyræorum Magistratibus sine dolo malo tradantur. Qui non comparebunt, quando quisque eorum primum inventus fuerit, reddatur. Obsides XL. arbitratu Cos. Ro. *dato : ne minores duodecim annorum, neu majores XL. Obses ne esto Prætor, Præfectus equitum, Scriba publicus : neu quis, qui ante obses fuerit apud Romanos. Cephallenia extra Pacis leges esto. De pecuniæ summa, quam penderent, pensionibusque ejus, nihil ex eo, quod cum* Cos. *convenerat mutatum. Pro argento, si aurum dare mallent, darent, convenit : dum pro argenteis decem aureus unus valeret. Quæ Urbes, qui agri, qui homines Ætolorum juris aliquando fuerunt : qui eorum T. Quintio, Cn. Domitio* Coss. *postve eos* Coss. *armis subacti, aut voluntate in ditionem Populi Romani venerunt, ne quem eorum Ætoli recepisse velint. Oeniadæ cum Urbe agrisque Acarnanum sunto. His legibus, fœdus ictum cum Ætolis est.*

Traité entre Archelaus et Mithridate fait par l'entremise des Romains.

Appian Alexandrin nous raporte dans la Guerre de Mithridate, nom. 207. les conditions que Sylla proposa à Archelaus au nom de Mithridate, & que ce Prince accepta. *Si classem quam habes, Archelae, nobis omnem Mithridates tradiderit, tum Duces Legatos captivos, transfugas, fugitivos & Chios, cæterosque in Civitatibus suis in Pontum abstractos dimiserit, præsidia locis omnibus deduxerit, nisi in quibus ante violatam pacem ea habuit, impensa quoque in hoc Bellum, cujus ipse causa fuit, reddiderit, & paterno Regno contentus sit, spero me effecturum ut præteritarum injuriarum Populus Romanus obliviscatur.*

Nous venons d'alléguer un Traité des Romains avec les Etoliens, *Tite-Live* nous parle encore d'un autre, qui doit avoir été plus ancien. C'est dans le Chap. XXIV. du Liv. XXVI. dont voici les termes. *Ut si placeret vellentque Elei Lacedæmoniique, & Attalus, & Pleuratus, & Scerdilædus essent : Asiæ Attalus, hi Illyriorum Reges. Bellum ut extemplo Ætoli cum Philippo terrâ gererent. Navibus ne minus XX. quinqueremibus adjuvaret Romanus. Urbium Corcyræ tenus ab Ætolia incipienti solum tectaque, & muri cum agris Ætolorum, alia omnis præda Populi Romani esset. Darentque operam Romani, ut Acarnaniam Ætoli haberent. Si Ætoli pacem cum Philippo facerent, fœderi adscriberent : ita ratam eorum pacem, si Philippus arma ab Romanis Sociisque, quique eorum ditionis essent, abstinuisset. Item si Populus Romanus fœdere jungeretur Regi, ut caveret ne jus ei Belli inferendi Ætolis Sociisque eorum esset.*

Traité d'Annibal avec les Peuples de la Campanie.

Le même Historien nous parle dans le Chap. VII. du Liv. XXIII. du Traité que fit *Annibal* avec les Peuples de la *Campanie*. En voici les conditions.

Ne quis Imperator, Magistratusve Pœnorum jus ullum in Civem Campanum haberet, neve Civis Campanus invitus militaret minusve faceret, ut suæ Leges, sui Magistratus Capuæ essent, ut trecentos ex Romanis captivis Pœnus daret Campanis, quos ipsi elegissent, cum quibus Equitum Campanorum, qui in Sicilia stipendia facerent permutatio fieret.

Traité d'Annibal avec Philippe Roi de Macedoine.

On trouve aussi dans le Chapitre XXXIII. du Livre XXIII. de *Tite-Live* un Traité du même *Annibal*, avec Philippe Roi de Macedoine conçu en ces termes.

Ut Philippus Rex quam maxima Classe (ducentas autem Naves videbatur effecturus) in Italiam trajiceret & vastaret maritimam oram : Bellum pro parte sua Terrâ Marique gereret. Ubi debellatum esset, Italia omnis cum ipsa Urbe Roma Carthaginiensium atque Annibalis esset : prædaque omnis Annibali cederet : perdomitâ Italiâ navigarent in Græciam, Bellumque cum quibus Regibus placeret gererent : quæ Civitates Continentis, quæ Insulæ ad Macedoniam vergunt, eæ Philippi Regnique ejus essent.

Traité de Paix entre Antoine, Cesar, et Pompée.

Nous finirons par le Traité de Paix fait entre *Antoine*, *César*, & *Pompée*, dont nous trouvons les conditions au Chap. XIII. du Liv. V. de *la Guerre Civile* par *Appian*.

Tandem instigantibus Murcia matre Juliaque uxore rursum hi tres convenerunt in veterem quendam aggerem mari cinctum, undique collocatis circa eum in statione Navibus cum satellitio, ubi his conditionibus transactum est. Ut pace Terrâ Marique reddita, negotiationes nusquam impedirentur. Pompeius ex omnibus Italiæ locis præsidia deduceret, nec amplius fugitivos reciperet, neve Naves suas in littoribus Italiæ stare permitteret : imperaret Sardiniæ, Siciliæ, Corsicæque & cæteris, quas tunc habebat, Insulis, tot annis in quot Antonio, Cæsarique prorogatum fuerit Imperium : mitteretque Romano Populo frumentum jam dudum debitum, quin & Peloponnesum, ultra dictas Insulas acciperet : absens Consulatum per quemlibet amicorum gereret, & ascriberetur in Pontificum Collegium. His Pompeio concessis, reditus pateret Nobilibus Exulibus, exceptis conjuratis, damnatis judicio publico, profugis bona erecta ad assem restituerentur, exceptis mobilibus. Proscriptis verò quarta pars. Utque iis, qui sub Pompeio militarunt, servis quidem libertas esset præmium ; Ingenuis verò, post peracta stipendia persolverentur eadem præmia, quæ Veteranis Cæsaris & Antonii. Hæ tum Pacis leges, quas conscriptas obsignatasque in Urbem miserunt adservandas Vestalibus.

******

TABLE

TABLE CHRONOLOGIQUE DES PIECES CONTENUES

Dans la I. Partie du Tome I.

ANNO 800. CAROLI MAGNI *Imperatoris Augusti Jusjurandum pro Defensione Ecclesiæ Apostolicæ* LEONI III. *Papæ præstitum Romæ in Coronatione ejus. Anno* 800. *Pag.* 1.

802. 26. Avril. *Diploma* CAROLI *M. Imperatoris, quo* S. LUDGERO *libertatem Ecclesiæ & Coenobii* WERTHINÆ *condendi concedit, eique ad hoc perficiendum fiscum in pago* Brabant, Lothusa *vocatum, donat. Dat. Wormatiæ VI. Cal. Maji Anno* 802. 369

803. *Rescrit de l'Empereur* CHARLEMAGNE *à* NICEPHORE *Empereur de Constantinople touchant la Paix entre les deux Empires. An.* 803. 1

803. 13. Août. *Imperatoris* CAROLI MAGNI *Diploma, quo Patriarchæ Gradensi* FORTUNATO *immunitatem concedit, ne ullus Judex publicus quempiam ex ejusdem Diœcesi vel Territorio injuste ad audiendum, vel Feudum exigendum, nec manciones seu paratas faciendum, nec ullas redibitiones injustas requirendum exactare præsumat. Dat. Id. Augusti in Sacro Palatio* 803. 2

803. 17. Nov. *Diploma Donationis Imperatoris* CAROLI MAGNI, *quo ad petitionem* PETRI *Episcopi Comensis, Comitatum* CLAVENNÆ *Clericis* CUMANIS *in Canonicalem usum confert. Actum Reguntiburg, Palatio publico, quinto decimo Kalend. Decembris Indict. undecima* 803. 2

805. Novembre. *Imperatoris* CAROLI MAGNI *Diploma, quo Jus libere navigandi per omnia Imperii loca absque ulla solutione navalium solutionum & teloniorum Cœnobio* S. MARIÆ, *quod situm est in Suburbio Veronensi, loco qui dicitur* Organo *concedit. mense Novembri Indict.* 13. *Imperii* 4. 2

805. *Transsumptum Privilegii, Concessionis & Donationis ab Imperatore* CAROLO MAGNO *& Pontifice* LEONE III. *Abbatiæ* TRIUM FONTIUM *ad Aquas Salvias, factæ de Civitate* ANSIDONIA *cum Portu* FÆNILIA *& Portu qui dicitur* HERCULI, *pluribusque aliis Montibus atque locis. Actum Anno Christi* 805. *Indict.* 13. 3

806. *Disposition de l'Empereur* CHARLEMAGNE, *pour établir & conserver la Paix entre ses Enfans & leur diviser ses Etats. Faite aux Etats tenus à Thionville.* 4

811. CAROLI MAGNI *Imperatoris Breviarium Divisionis Thesaurorum & pecuniæ quam post obitum suum observari jussit. Factum Anno Incarnationis D. J. C.* 811. *Indictione IV.* 5

814. 13. Janvier. *Imperatoris* LUDOVICI PII *Donatio loci qui vocatur* MICHLENSTATT *in Sylva Odonewald, nec non Villæ* MUHLINHEIM *in Pago Moyneccauve sitæ, facta fideli suo* EGINHARDO, *& Conjugi ejus* IMMÆ. *Datum Aquisgrani in Palatio Regio, tertia Idus Januarii, Anno Imperii sui primo.* 6

823. 4. Juin. LOTHARII *Imperatoris Diploma, quo* LEONI *Episcopo Comensi pacificam possessionem omnium bonorum & mancipiorum suorum, quæ tam in agro Comensi, quam in finibus Sibriensis habebat, confirmat atque de novo concedit. Dat. in Villa Venonica secundo Nonas Junii, Indictione* 1. *Anno* 823. 7

ANNO 824. 3. Janvier. *Imperatoris* LOTHARII *Diploma, quo* LEONI *Episcopo Comensi Imperatorum Prædecessorum,* LUDOVICI *Genitoris,* & CAROLI MAGNI *Avi, nec non Regum Longobardorum in Diplomate nomine tenus expressorum Privilegia confirmat, insuper & res omnes in Ducatu Mediolanensi & Valle Telina, istas scilicet in Amatia, Burmis & Postlavo, uti & Monasteriolum Sancti Fidelis æternaliter possidendas concedit atque tradit. Dat. Compendio, Palatio Regio, tertio Nonas Januarii Indictione* 2. *An.* 824. 7

824. *Juramentum fidelitatis, quod* ROMANI LOTHARIO, LUDOVICI PII *Imperatoris Filio, à Parente hunc in finem Romam misso, præstitere; quo promittunt, se non consensuros fore, ut Pontifex prius consecretur, quam fidelitatem Imperatori jurejurando obfirmet.* 8

825. LOTHARII I. *Imperatoris Constitutio de Electione Romani Pontificis & Legibus Romanorum.* 8

834. *Imperatoris* LUDOVICI I. *Edictum de Electione Episcoporum.* 8

837. *Disposition de l'Empereur* LOUIS I. *dit le Debonnaire, pour conserver la Paix entre ses Enfans & leur diviser ses Etats, faite dans l'Assemblée des Etats tenuë à Quierzy.* 8

842. 14. Fevrier. *Formula Fœderis* LUDOVICI *Germaniæ & KAROLI, Galliæ Regum, Pii Filiorum, Magni Nepp. pro tuenda Regnorum libertate contra usurpationem & oppressionem* LOTHARII *Imperatoris Romanorum. Actum in Comitiis Argentinensibus Anno Domini* 842. *Kal.* 16. *Martii.* 9

Autre Copie du même Traité de Confedération entre LOUIS II. *&* CHARLES II. *pour defendre la liberté des Royaumes de Germanie & de France contre l'opposition de l'Empereur* LOTHAIRE, *fait dans l'Assemblée tenuë à Strasbourg.* 10

847. Fevrier. *Traité de Paix & de Convention entre* LOTHAIRE *Empereur,* LOUIS *Roi de Germanie,* & CHARLES *Roi de France. Fait à Mersen près de Mastricht au mois de Fevrier* 847. 10

847. 24. Août. *Imperatoris* LUDOVICI II. *Diploma, quo Episcopo Veronensi* LANDERICO *multiplices donationes Cœnobii & Basilicæ Sti. Zenonis, à* LOTHARIO *Patre,* LUDOVICO *Avo,* & CAROLO MAGNO *Abavo Imperatoribus, aliisque factas confirmat. Actum Curte Auriola VIII. Kal. Septembr. An.* 847. 11

860. 6. Juin. *Formulaire dressé par les Evêques à l'Assemblée de Coblents en l'Année* 860. *pour l'observation de la Paix entre les Rois de France* LOUIS II. *Roi de Germanie & d'Esclavonie,* CHARLES II. *Roi des Gaules,* LOUIS *Empereur des Romains & Roi de Lombardie,* LOTHAIRE *Roi de Lorraine &* CHARLES *Roi de Bourgogne & de Provence.* 12

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 863. *Decretum Concilii Romani III. sub Papa* NICOLAO I. *habiti; quo Capitula Concilii Metensis, in causa* HLOTARII *Regis &* THEUTEBERGÆ *ejus uxoris decreta damnantur & rescinduntur;* GUNTHARIUS *atque* THEUTGAUDUS *Archiepiscopi, ut præcipui hujus causæ fautores deponuntur & anathematizantur. Cum Præfatione Papæ memorati ad omnes Archi- & Episcopos per Galliam, Italiam & Germaniam constitutos.* 14

——— *Rescriptum* GUNTHARII & THEUTGAUDI *Episcoporum, quo injuriam injuriâ rependentes Papam* NICOLAUM *arguunt furore & arrogantia, suamque pravam Sententiam abjicunt & contemnunt, profitentes insuper se totius Ecclesiæ communione contentos nolle cum eo communicare.* 15

869. 9. Septemb. *Capitula Metis in Coronatione* CAROLI CALVI *Regis Galliæ facta V. Idus Septembris Anno* 869. *Indictione secunda.* 15

870. 6. Mars. *Traité de Paix entre* CHARLES LE CHAUVE *Roi de France &* LOUIS *Roi de Germanie son Frere. Fait à Aix la Chapelle, le 6. Mars* 870. 16

870. 8. Août. *Transaction faite le 8. d'Août de l'Année* 870. *entre* CHARLES LE CHAUVE, & LOUIS *le Germanique, pour le partage du Royaume de Lorraine que* CHARLES *avoit enlevé à l'Empereur* LOUIS, *pendant que cet Empereur étoit occupé contre les Sarasins.* 16

872. 8. Mai. *Donatio Abbatiæ de* BERCEDO *cum omnibus pertinentiis per* CAROLOMANNUM *Regem in Bajoaria & in Italia, Episcopo Parmensi* WIBODO & *Ecclesiæ ipsius facta, cum Confirmatione Concessionis Curtis Regiæ infra Civitatem Parmensem aliarumque Donationum eidem Ecclesiæ factarum. Data 5. Idus Maji Anno* 872. *Indictione V. ad Huotingam Curtem Regiam.* 17

877. Fevrier. *Confirmatio Electionis* CAROLI CALVI *in Imperatorem, in Concilio Romano I. sub* JOANNE VIII. *Pontifice acta & subscripta mense Februario, Indictione X. Anno Christi* 877. 18

879. 1. Novemb. *Conventio quæ inter glorioſos Reges* HLUDOVICUM *Filium* KAROLI *Imperatoris, itemque* HLUDOWICUM *Filium* HLUDOWICI *Regis in Loco qui vocatur Furonis Kalendis Novembris, ipsis & Communibus fidelibus ipsorum faventibus & consentientibus, facta est. Anno Incarnationis Dominicæ* 879. *Indictione* 12. *dicente Rege* HLUDOVICO, *Filio* KAROLI. 19

879. *Epistola* HL. *Regis Francorum,* HL. *Galliarum, Aquitaniæ & Hispaniæ Regi de Amicitia, & Pace servanda, & ut munera grata habeat.* 20

880. 8. Janvier. *Præceptum* CAROLI III. *Regis quo confirmatur Episcopo Parmensi Donatio eidem à* CAROLOMANNO *facta de Abbatia de* Berceto, *nec non Districtu Parmæ Civitatis cum muro & telonio ad tria milliaria in circuitu. Datum 6. Idus Januarii Anno* 880. *Indictione* 13. 20

881. JOANNIS *Papæ VIII. Excommunicatio* HUGONIS, *Filii naturalis* LOTHARII *Regis Lotharingiæ, &* EMMONIS BERNARDI *Comitis germani.* 21

882. *Constitutio* JOANNIS *Papæ VIII. de jure Cardinalium.* 21

882. 14. Fevrier. *Imperatoris* CAROLI CRASSI *Diploma, quo Ecclesiam Veronensem ab omnibus tributis atque censibus, nec non à judiciis alienis, cum personis & rebus ad eam spectantibus eximit. Actum Ravennæ XVI. Kalend. Martii, Indictione* 15. *Anno* 882. 21

885. 13. Mars. *Imperatoris* CAROLI III. *vulgo* CRASSI *Donatio de Abbatia Mediana, Ecclesiæ Parmensi Episcopali. Data 3. Idus Martii Anno Incarnationis Dominicæ.* 22

ANNO 888. *Præceptum* CAROLI CRASSI *Regis & Imperatoris, quo Ecclesiæ Cabilonensi Canonica Episcoporum suorum Electio concessa est.* 22

890. *Decretum Concilii Valentini, quo, hortatu* STEPHANI V. *Papæ,* LUDOVICUS, BOSONIS *Regis Filius, in Regem per Episcopos Proceresque Regni Arelatensis eligitur. Actum Valentiæ, Anno* CHRISTI 890. STEPHANI *Papæ V. Anno* 5. ODONIS *Regis Anno III. Indictione VIII.* 23

890. 6. Juin. *Recessus Imperialis, ab Imperatore* CAROLO CRASSO *cum consensu tam Spiritualium quam Secularium Principum ordinatus, super Expeditione Romana per Romanorum Imperatores vel Reges, pro Corona suscipienda, aut aliqua Regni utilitate vel honore instituenda. Actum in Comitiis Wormatiæ die IIX. Idus Junii Anno* 890. 23

891. Mai. *Instrumentum Concambii quorundam Bonorum inter* ADOLPHUM *Comitem in Aprutio &* JOHANNEM *Episcopum Sedis Sanctæ Ecclesiæ Aprutinensis. Actum Anno primo* GUIDONIS *Imperii in Italia, Indictione vero IX.* 24

894. 3. Mai. *Instrumentum Concambii quorundam Bonorum inter* ADELBERTUM *Comitem in Aprutio, &* JOHANNEM *Episcopum Sedis Sanctæ Ecclesiæ Aprutiensis. Actum Anno quarto* GUIDONIS *Cæsaris Imperii, die 3. Maii, Indictione* 12. 25

897. Mars. *Sententia lata per Cæsareos Legatos inter* JOHANNEM *Episcopum Aprutinensem &* LADEPERTUM *Advocatum Regium, de quodam loco ab utraque parte sibi asserto. Actum Anno V.* LAMBERTI *Imperatoris, mense Martio, Indictione XV.* 25

898. 21. Mai. *Donatio de Terra quæ dicitur Campus Regis ab Imperatore* LAMBERTO *Ecclesiæ* B. JOANNIS & *Episcopatui Florentino facta* 12. *Kal. Junii, Anno* 898. 26

899. 24. Avril. *Donatio Regis* BERENGARII *sive Confirmatio Prioris Donationis de Terra quæ dicitur Campus Regis, Ecclesiæ Sanctorum* JOANNIS & MINIATI, *quæ Caput est Florentini Episcopatus. Acta Papiæ 7. Kal. Maii* 899. 26

904. *Capitula Concilii Romani tempore* JOANNIS IX. *Papæ habiti, quibus Acta* STEPHANI VI. *sive VII. contra* FORMOSUM *rescinduntur & improbantur, Coronatio* LAMBERTI *Imperatoris tanquam firma & in æternum stabilita confirmatur; Illa vero* BERENGARII, *quæ per surreptionem extorta fuit, abdicatur. Anno Domini* 904. 27

910. GUILIELMI *Comitis Avernorum & Ducis Aquitaniæ Testamentum, quo prima Cluniacensis Monasterii fundatio instituta est, Anno Christi* 910. CAROLI SIMPLICIS *Regis, post obitum* ODONIS *Anno XIII.* 28

926. *Præceptum* HUGONIS *Regis, quo omnia Jura & Territoria antea Ecclesiæ Parmensi Episcopali ab Imperatoribus Regibusque concessa confirmantur, præsertim vero de Abbatia de* BERCEDO, *de Districtu juris publici, sive Telonio ejusdem loci, nec non de Curte Regia ac Prato Regio.* 29

926. 7. Novemb. *Traité de Paix entre* CHARLES le Simple, *Roi de France &* HENRI *Roi de Germanie. Fait à Bonne en* 926. 29

930. 15. Septemb. HUGONIS *Regis Præceptum, quo in gratiam* SIGIFREDI Parmensis *Episcopi, atque in remedium animæ suæ confirmat quotquot ille & Prædecessores sui acquirere potuerunt, ex largitionibus Imperatorum & Regum; præsertim vero Abbatiam de* BERCEDO *cum Parmensis Civitatis Districtu atque Telonео. Dat. 16. Kal. Octobris. Anno* 930. *Indictione IV.* 30

Impe-

ANNO 938. Janvier. *Imperatoris* HENRICI I. *Statuta & Privilegia Ludorum Equestrium sive Hastiludiorum. Dat. in Maidenburgo, die Sabbati post octavam trium Regum, Anno Domini* 938. 30

956. Juin. *Diploma Donationis Imperatoris* OTTONIS I. *sive* MAGNI, *quo in honorem Sancti* MAXIMI *Episcopo & Ecclesiæ* Furconiensi *Comitatum* Furconiensem *tradit, aliaque complura bona atque jura concedit, mense Junio, Indictione XI. Anno* 956. 33

958. *Diploma quo Rex* EDGARUS *confirmat Doroberniensem Ecclesiam Matrem esse, & Dominam aliarum Ecclesiarum Regni sui.* 34

960. *Testamentum* PONTII RAYMUNDI *Comitis Tolosani & Rutenensis, Marchionisque Cothiæ, quo de suis Bonis disponit.* 34

962. 12. Mars. *Præceptum Cæsareum* OTHONIS I. *quo Jurisdictio contentiosa, sive jus distinguendi, definiendi, & deliberandi super omnibus tam Laicis quam Clericis confertur Episcopo Parmensi* HUBERTO *pro ipso & Successoribus suis, tanquam Palatii Comitibus, tam infra Civitatem quam extra, jusque ad tria Milliaria secundum limites determinatos. Dat. Liviæ* 3. *Idus Martii Anno* 962. 36

962. 13. Novem. *Imperatoris* OTTONIS I. *cognomine* MAGNI, *Diploma secundum* HYPPOLITUM DONESMONDUM; *quo* GUALTERIUS *de* CONZAGO *creatur* VICARIUS IMPERIALIS & PRIMUS MARCHIO MANTUÆ *pro se & Hæredibus suis in perpetuum. Datum apud Viterbium Idibus Novembris, Anno Incarnationis* 962. 37

Ejusdem Diplomatis aliud Exemplum, secundum ANTONIUM POSSEVINUM, *cum lectionibus valde diversis, ut utriusque collatione facile percipi potest.* 37

963. 17. Avril. *Echange fait entre le Comte* SIGIFRID & WIKER *Abbé de St. Maximin de Trêves, du* CHATEAU DE LUXEMBOURG *dans les Ardennes, contre un Domaine nommé* VIULNE *dans les mêmes Ardennes, par lequel Echange* SIGIFRID *aquit le nom de* premier Comte de Luxembourg. *Fait en* 963. 37

963. 6. Novemb. *Decretum Concilii Romani præsidente* OTTONE I. *Imperatore Augusto celebrati, de Depositione Papæ* JOHANNIS XII. *& Electione* LEONIS VIII. *Accedit Epistola præfati Imperatoris suo & Concilii nomine ad Papam* JOHANNEM *directa, ut ad Concilium veniat, seque de criminibus accusatis purget. Data* 8. *Idus Novembris. Et ejusdem Papæ Rescripto ad Concilium, quò omnes Episcopos excommunicat.* 38

989. 30. Juillet. *Privilegium Imperatoris* OTTONIS III. *Episcopo Spirensi* RUPERTO *de novo indultum, quod nullus Dux sive Comes, sive publicus Judex, nisi solus Episcopus Spirensis pro quocunque negotio placitum retinere seu publicum Judicium infra Civitatem,* Spira *seu* Nemeta *vocatam, aut in circuitu extra Civitatem, & in Marcha quæ eidem Urbi adjacens est, facere queat. Datum Ingelheim* 3. *Kalendas Augusti Anno* 989. 40

vers l'An 990. *Charta de* TREUGA & PACE *per Aniciensem Præsulem* WIDONEM *in Congregatione quam plurium Episcoporum, Principum & Nobilium hujus Terræ sancita.* 41

1001. 22. Nov. *Concambium inter Imperatorem* OTTONEM III. *& Archiepiscopum Ravennatem* FEDERICUM, *quo ille Cœnobium Divæ* Mariæ, *quod ad eam diem Ravennatis Ecclesia possederat, permutat; huic contra donans quidquid ad Jurisdictionem spectaret omnis Terræ Sancti* APOLLINARIS; *infimul dictum Cœnobium ab Archiepiscoporum Ravennatum ditione eximitur & Imperio tantum Regio subjicitur. Ravennæ* 10. *Kal. Decembris* 1001. *Indictione* 15. 41

Donation du COMTE *de* CAMBRAI, *faite à* ERLUIN *Evêque du même lieu par l'Empereur* HENRI II. *en* 1007. 41

ANNO 1007. 22. Octob. *Diploma* CANUTI *Regis Angliæ, quo Ecclesiam Salvatoris in Dorobernia, omnium Ecclesiarum Regni Angligeni Matrem & Dominam confirmat.* 42

1018. *Civitatis* ARBES *Obligatio, qua Duci Venetorum* OTHONI *& Successoribus suis tributum pendere singulo Anno libras de seta serica decem pollicetur. Dat. in dicta Civitate mense Julio, Indictione I. Anno* 1018. 42

1018. Juillet. *Diploma Donationis Imperatoris* HEINRICI Sancti, *quo videlicet Episcopatui & Episcopo Merseburgensi* DIETHMARO *Oppidum* Lipzk (Lipsiam) *situm inter Alestram, Plisnam & Pardam fluvios, cum omnibus pertinentiis largitur. Dat. III. Non. Octobris Anno Incarnationis* 1021. 42

1021. 5. Octobre. CONRADI II. *Imperatoris Diploma, quo in favorem* URSONIS, *Episcopi Patavini, omnia Prædecessorum Imperatorum ac Regum Privilegia per Præcepta, Chartarumque Instrumenta Ecclesiæ Patavinæ oblata atque asserta, confirmat. Dat. sub Urbe Ravennæ V. Nonas Maji, Indict.* 10. *Anno* 1027. 43

1027. 16. Mai. *Treuga sive Pax publica & Religiosa per* EPISCOPUM ELENENSEM *cum Clero & Canonicis, catervaque fidelium non solum virorum, sed etiam fœminarum sancita, qua omnigenæ hostilitates & aggressiones, incendia & latrocinia prohibentur, ab hora Sabbati nona usque in diem Lunæ hora prima &c. sub pœna Excommunicationis. Actum in Prato Tulujes, in Comitatu Rossilionense, Anno Dominicæ Incarnationis* 1027. *Kalend. Junii* 17. 43

1027. 3. Mai. *Præceptum* CONRADI II. Salici *Imperatoris, quo Sanctæ Parmensis Ecclesiæ Episcopo res omnes & prædia sibi justa acquisitione pertinentia confirmantur atque corroborantur; præsertim quæ à præcedentibus Imperatoribus Regibusque data vel confirmata fuere. Actum* 2. *Idus Junii* 1029. 44

1029. 12. Juin. *Imperatoris* CONRADI II. Salici *Instrumentum Donationis, Sanctæ Parmensi Ecclesiæ de toto* Comitatu Parmensi *tam infra quam extra Urbem facta pridie Kalendas Januarii* 1029. 44

1029. 31. Decemb. *Iterata Donatio, sive Prioris Donationis Confirmatio Ecclesiæ Parmensi Episcopali facta à* CONRADO II. *Imperatore de toto prorsus Comitatu Parmensi tam intra quam extra muros cum Castris Locis & Terris ei pertinentibus. Dat. Kalendis Junii Anno* 1035. 44

1035. 1. Juin. KANUTI *Regis Anglorum, Danorum & Norwiganorum Lex XII. sive Institutorum ejus Caput XII. Sax.* 9. *de censu Beato Petro singulis Annis debito* 45

1037. CONRADI II. Salici *Imperatoris Donatio seu Confirmatio Donationum Ecclesiæ Florentinæ Episcopali factarum. Data* 6. *Idus Julii* 1037. 45

1037. 10. Juillet. *Treuga, sive Pax publica & Religiosa, per Archiepiscopum* Narbonensem, *Episcopos* Gerundensem & Helenensem *nec non Comites* Russilionenses, Impuritanensem, Bisuldinensem & Ceritanensem, *cum cæteris Proceribus sancita in favorem præsertim Ecclesiarum, Clericorum, Villanorum, & imbellium; qua insuper* TREUGA DOMINI *innovatur & confirmatur, atque omnia hostilia prohibentur ab occasu Solis quartæ feriæ usque ad ortum Solis secundæ feriæ*

Vers l'An 1045.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1047. 8. Mai. *feriæ, &c. Act. in Concilio Tulugiense.* 45

Diploma Imperatoris HENRICI III. *quo in favorem Canonicorum Veronensium omnia & singula quæ* NOTHERIUS *olim Episcopus Veronensis hisce donaverat, confirmat, cæteraque eorum Bona sub Imperiali Potestate committit. Dat. Folerni 8. Idus Maii, Indict. 15. Anno* 1047. 46

1049. 16. Avril. *Diploma Imperatoris* HENRICI III. *quo Episcopo Patavino* BERNARDO *jus Monetæ signandæ in urbe Patavina concedit. Actum Goslaræ 16. Kal. Maii Indict. 2. Anno* 1049. 47

1054. 25. Août. *Treuga seu Pax publica & Religiosa per decem Episcopos, duos Comites, una cum Abbatum & Clericorum, ac quorundam nobilium & ignobilium non minima multitudine sancita, pro renovatione, confirmatione, extensione, & strictiori observatione* Treugæ Domini, *qua præter alia, omnes hostilitates ab occasu Solis quartæ feriæ, usque secundæ feriæ illucescente Sole, prohibitæ fuerunt. Acta in Concilio Narbonensi, Anno* 1054. *Indictione* 7. *octavo Kal. Septembris.* 47

1059. 24. Fevrier. *Partage des biens de l'Eglise de* NIVELLE *en trois Portions, fait par l'Empereur* HENRI IV. *la premiere est donnée à l'Hôpital, la seconde à l'Abbesse, & la troisieme aux Chanoines & Chanoinesses. Fait le* 24. *Fevrier.* 1059. 48

1059. Avril. NICOLAI *Papæ II. Constitutio de modo & Jure eligendi summum Pontificem, videlicet per Cardinales Episcopos, cum consensu Cardinalium Clericorum, ac reliqui Cleri Populique, salvo honore & reverentia* HENRICI IV. *Regis Romanorum, necnon Successoris ejus.* 49

Ejusdem Constitutionis aliud Exemplum ex Registro Abbatiæ Farfanensis. 49

1062. *Fragmentum Epistolæ III.* ALEXANDRI *Papæ II. ad* SUENONEM *Regem Danorum. Exigit censum à* SUENONE *Danorum Rege, quem majores ejus persolvere consueverunt.* 50

1062. BERNARDI *Bigorræ Comitis Charta, de Censu sexaginta solidorum, pro se & Comitatu Bigorræ suo Ecclesiæ Aniciensi in perpetuum solvendo. Anno Incarnationis* 1062. 50

1071. 30Novemb. *Traité d'Alliance entre* OTHONIN *de Bourgogne, Sire de Salins &* RENAUD *de Bourgogne Freres, d'une part, &* THOMAS *de Savoye Comte de Piemont, &* AME' *de Savoye Freres d'autre. Fait à Paris, en l'An* 1071. 51

1073. 30. Avril. *Epistola* GREGORII *Papæ VII. ad* PRINCIPES HISPANIÆ, *Significat se Comiti de* ROCEIO *sub quadam conditione eam Hispaniæ partem concessisse, quam à Saracenorum manibus eriperet. Prohibet alios Principes in eamdem Regionem cum Copiis ingredi partemque ullam illius Provinciæ sibi vindicare, nisi interveniat æqua Pactio persolvendi Jura Sancti Petri, qua de re Legatos mittit. Data Romæ 2. Kal. Maii, Indictione XI.* 51

1074. 2. Mars. *Sententia Arbitralis per Papam* GREGORIUM VII. *ex Compromisso in Sedem Apostolicam facto super controversiis inter* JOANNEM *Moravensem, &* GEBOARDUM *Pragensem Episcopos, de quibusdam Decimis & Curtibus, exortis, lata Romæ sexto nonas Martii, Indictione decima tertia.* 51

1075. *Gregorii VII. Pontificis Romani Epistola Monitoria Regibus, Comitibus, & Principibus* HISPANIÆ *de Regno ex antiquis Constitutionibus B. Petro & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ in jus & proprietatem tradito.* 52

Vers l'An **1075.** GREGORII VII. *Pontificis Romani Epistola Monitoria Abbatibus & Prælatis per Gallias constitutis, de Censu annuo à quibusdam Ecclesiis Beato Petro, & Sanctæ Sedi Apostolicæ debito.* 52

ANNO

1075. 17. Avril. *Epistola* GREGORII *Papæ VII. ad* DEMETRIUM *Regem Russorum & ad Reginam ejus Uxorem. Scribit Russiæ Regnum, eorum consensu accedente, eorundem filio se tradidisse; Rogat, ut suos Legatos benigne excipiant. Dat. Romæ 15. Kalendas Maji Indictione* 13. 52

1076. *Prima Sententia Excommunicationis & Depositionis ab omni potestate & Dignitate, scilicet Regia & Imperiali, per* GREGORIUM VII. *Pontificem, contra* HENRICUM IV. *Imperatorem lata.* 52

Vers l'An **1076.** HENRICI IV. *Regis Romanorum supplex Epistola ad* GREGORIUM VII. *Papam supplex veniam petit, quod invaserit res Ecclesiasticas, & Ecclesias vendiderit; Rogat ut sua auctoritate Simoniacam Labem ab omnibus Ecclesiis, & inprimis à Mediolanensi, extirpet, seque Pontifici in omnibus obsecuturum promittit.* 53

1076. Octobre. DEMETRII, *alias* SUINIMER *nuncupati; Croatiæ Dalmatiæque Ducis, Homagium Fidelitatis,* GREGORIO *Pontifici Maximo præstitum, quo profitetur se ab hujus Papæ Legato de Croatorum, Dalmatinorumque Regni Regimine investitum Regemque constitutum esse; atque sic spondet se per omnia Sedi Apostolicæ fidem servaturum fore, & statuit ducentorum Bizantiorum tributum Sancto* PETRO *per singulos Annos in Resurrectione Domini de Regno sibi concesso solvi debere; quam fidelitatem promissam Sacramento Juramenti inserti stabilit, Anno* 1076. *Indictione* 14. *mens. Octobr.* 53

1077. 28. Janvier. *Epistola* GREGORII VII. *Papæ Archiepiscopis, Episcopis, Ducibus, Comitibus, cæterisque Principibus, Germaniæ missa. Nuntiat eis* HENRICUM *Romanorum Regem, depositio omni Regio cultu, discalceatum & laneis indutum, per triduum ante Portam ejus perstitisse, atque cum multo fletu Apostolicæ miserationis auxilium & consolationem imploravisse; quo peracto se omnium adstantium supplicationibus eum à Vinculo Anathematis absolvisse; Cum* JURAMENTO *per præfatum Regem præfato Pontifici præstito. Actum Canusii V. Kal. Febr. Indict. XV.* 54

1078. 1. Juin. *Epistola Papæ* GREGORII VII. *ad omnes Clericos & Laicos in Regno Teutonico constitutos, qua præcipit & monet, ne faveant neque communicent adjutorium illis qui contra Interdictum Apostolicæ Sedis, Conventum Episcoporum & Laicorum habendum coram Apostolicis Legatis de Jure* HENRICI *&* RODULPHI *de Regni gubernaculo decertantium, impedire conantur. Data Capuæ Kalend. Junii Indictione* 1. 54

1078. *Decretum Concilii Romani V. sub* GREGORIO VII. *acti de Investituris Ecclesiarum à Principibus secularibus non suscipiendis.* 55

———

Sacramenta præstita per Nuncios HENRICI *&* RUDOLPHI *Regum, de obediendo Judicio, quod Sancta Romana Ecclesia de causa Regni decreverit.* 35

1079. 17. Septemb. *Epistola* GREGORII *Papæ VII. ad* Corsos. *Lætatur, quod Insulam* Corsicam, *quæ antiquitus Juris erat Sancti* Petri, *ab invasoribus vindicantes, ad Apostolicæ Sedis ditionem reverti velint; in qua voluntate eos confirmat, paratissimum ad eam rem auxilium pollicetur. Monet ut Legato suo qui Provinciæ regimen suscipiet fideliter obsequantur, Romæ XVI. Kal. Octobris Indictione I.* 55

1080. *Decreta duo Concilii Romani VII. sub* GREGORIO *VII. acti, ne deinceps* INVESTITURÆ EPISCOPATUUM

ANNO

TUUM *vel alicujus Ecclesiasticæ Dignitatis à Laicis conferantur, vel accipiantur.* 55

1080. *Decretum Concilii Romani tempore Papæ* GREGORII VII. *celebrati, contra Invasores & deprædatores Terrarum Sancti Petri. Anno Domini* 1080. 56

Decretum Concilii Romani, sub Papa GREGORIO VII. *habiti, ne deinceps Investituræ Beneficiorum à Laicis conferantur vel accipiantur, sub pœna Interdicti. Datum Anno* 1080. 56

1080. 7. Mars. *Secunda Sententia Excommunicationis & Depositionis ab omni potestate, & Dignitate, scilicet Regia & Imperatoria, per* GREGORIUM VII. *Pontificem Maximum contra* HENRICUM IV. *Imperatorem in Concilio Romano* VII. *lata nonis Martii, Indictione tertia.* 56

1080. 29. Juin. *Juramentum Fidelitatis,* GREGORIO VII. *Papæ à* ROBERTO, *Apuliæ, Calabriæ, & Siciliæ Duce præstitum. Cum Investitura Papæ* GREGORII, *præfato Duci concessa, & Constitutione ejusdem Papæ, de Censu reddendo in die Resurrectionis Domini.* 57

1080. 4. Octobre. GREGORII *Papæ VII. Epistola ad* WEZELLIUM, *ut Regem Dalmatiæ Apostolica auctoritate constitutum infestare desistat: Monet si quid adversus eum habeat ab Apostolica Sede Judicium expetat, alioquin Excommunicationis Sententiam cum omnibus suis fautoribus incursurus. Romæ IV. Nonas Octobris, Indictione tertia.* 57

1081. *Juramentum Fidelitatis* GREGORIO VII. *Pontifici Maximo, à* BERTRANNO *Comite Provinciæ præstitum.* 58

1083. 27. Decemb. *Traité de Paix entre* RODOLPHE *Roi des Romains &* PHILIPPE, *Comte de Savoye. Fait le* 27. *Decembre* 1083. 58

1090. *Instrumentum Donationis, de Civitate* TARRACONENSI, *Domino Deo, & Apostolorum Principi Beatissimo* PETRO *à* BERENGARIO *Comite Barcinonensi factæ, Anno Christi* 1090. 58

1096. 14. Juin. *Traité par lequel* BAUDOUIN *surnommé de Jerusalem, Comte de Hainaut second du nom, allant à la Guerre Sainte, rend à* OBERT *Evêque de Liége le Château de* COUVIN, *situé entre Sambre & Meuse. Fait à Liége le* 14. *Juin* 1096. 59

1097. *Epistola* BOEMUNDI ROBERTI GUISCARDI *Filii* RAYMUNDI *Comitis S. Ægidii,* GODEFRIDI *Ducis &* HUGONIS *Magni ad universos Christi Fideles de Pace cum Imperatore inita & Victoria in Paganos reportata.* 369

1099. 5. Juillet. URBANI II. *Papæ Decretum vulgo de Monarchia Siciliæ nuncupatum, quo* ROGIERO *Comiti Calabriæ & Siciliæ,* SIMONI*que Filio suo, & eorum Hæredibus legitimis Legationem Beati Petri atque potestatem omnia agendi quæ Pontifices ipsi per Legatos suos agere possunt, concedit. Datum Salerni,* 3. *Nonas Julii, Indictione* 7. *Anno Pontificatus undecimo.* 59

1101. 10. Mars. *Conventio inter* HENRICUM I. *Regem Angliæ &* ROBERTUM *Comitem Flandriæ; per quam pro Feodo* 400. *Marcarum per Annum, dictus Comes tenetur mittere* 1000. *Milites in servitium Regis Angliæ. Dat. apud Douram VI. Idus Martii Anno* 1101. 369

1101. 17. Mai. *Conventio inter* HENRICUM I. *Regem Angliæ &* ROBERTUM *Comitem Flandriæ, qua dictus Comes Regi* 500. *militum auxilium promittit; Rex vero dicto Comiti quotannis* 400. *Marcas argenti solvere pollicetur. Dat. apud Douram* 16. *Kal. Junii* 1101. 371

1102. 15 Novemb. MATHILDÆ *Comitissæ Donatio Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, de bonis omnibus, quæ tunc temporis habebat, & inposterum acquisitura foret, iterative facta. Datum Canusii quinto decimo Kalendas Decembris Anno* 1102. 60

ANNO

1103. *Literæ* HENRICI *Angliæ Regis ad Papam* PASCHALEM *directæ, quibus eum de Beneficio, Honoribus & Obedientia, quæ Antecessores sui in Regno Angliæ habuere, eidem conservandis, & usibus, dignitatibus, consuetudinibusque in præfato Regno non minuendis certificat.* 60

1104. 15. Avril. *Privileges de l'Empereur* HENRI IV. *pour la Seigneurie de Tanviller du* 15. *Avril* 1104. 372

1105. 31. Janvier. *Testament de* RAYMOND *Comte de Tholoze & de S. Gilles. Fait le* 31. *Janvier* 1105. 60

1108. 25. Mai. COLOMANI *Regis Ungariæ Privilegium* CIVITATI TRAGURENSI *in Dalmatia concessum, quod nec sibi nec Successoribus suis debeant esse tributarii, nominationem verò Episcopi & Comitis Civitatis sibi reservat; de introitu extraneorum in Civitatem duas partes Regi debere; tertiam verò Comiti Civitatis statuit &c. Anno Incarnat.* 1108. *mense V. die* 25. *cum Confirmatione Regis Ungariæ* STEPHANI, COLOMANI *Filii. Data* 2. *Julii* 1124. 61

1111. *Edit de l'Empereur* HENRI V. *en consequence de son Accord, fait avec le Pape* PASCHAL II. *en* IIII. 61

Summa ejusdem Conventionis sive Concordati inter Imperatorem & Pontificem, secundum PETRUM DIACONUM 62

Avril. *Concordatum alterum, sive Conventio inter* PACHALEM II. *Papam &* HENRICUM V. *Imperatorem inita in Castris ante Urbem Romam, mense Aprili, Anno Domini* IIII. *quâ Dominus Papa Imperatori Jus Investiturarum inter eos hucusque controversum concedit, & viceversa Cæsar promittit Patrimonia & Possessiones Sanctæ Romanæ Ecclesiæ ablatas restituere, ac Domino Papæ obedientem se præbere, salvo tamen honore Regni & Imperii.* 63

Bref du Pape PASCHAL II. *qui accorde les Investitures à l'Empereur* HENRI V. *donné en* IIII. 64

14. Avril. *Privilegium Imperatoris* HEINRICI V. *Civitati Spiræ de Exemptione à lege nequissima,* Budtheil *vocata, indultum, cum concessa in simul libera potestate suis Hæredibus relinquendi & pro anima sua, quicquid velint, dandi. Datum* 19. *Cal. Septembr. Indict. IV.* IIII. 64

1112. Avril. *Decretum Concilii Lateranensis, Anno Domini M. C. XII. habiti, quo Privilegium de Investituris Episcopatuum & Abbatiarum per Imperatorem concedendis à Papa* PASCHALI *Imperatori* HENRICO *nuper concessum damnatur, revocatur & omnino cassatur.* 64

Decretum Concilii Provincialis Viennæ Galliarum Anno Domini M. C. XII. habiti, quo Privilegium Investiturarum à PASCHALI *Papa II. Imperatori* HENRICO *concessum damnatur, & Imperator ipse excommunicatur.* 65

1118. *Tractatus inter* CIVITATEM ARBENSEM *in Dalmatia, & Ducem Venetorum* ORDILAPHUM FALEDICUM; *quo præfata Civitas sese Dominio Venetorum sub stipulata conservatione consuetudinis, status & libertatis suæ submittit. Anno Incarnationis* 1118. *Indict. XI. Epacta* 26. 65

1119. *Statutum Papæ* CALIXTI II. *de* Trevia Dei *ab adventu Domini usque ad Octavas Pentecostes, Similiter & in Jejuniis quatuor Temporum, & in Vigiliis Sanctorum, Festique eorumdem atque in omnibus Festis Sanctæ* MARIÆ *observanda, editum in Concilio Remensi.* 66

1119. 20.-21. Octobre. *Decretum Concilii Remensis sub Papa* CALIXTO II. *habiti de Investituris Beneficio-*

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

ficiorum per manum Laicam non conferendis. Anno 1119. *die XII. XIII. Kalend. Novembris.* 66

1122. 23 Septemb. *Conventions entre l'Empereur* HENRI V. *& le Pape* CALLISTE II. *touchant les Inveſtitures des Evêques & des Abbez, par leſquelles l'Empereur renonce au droit d'inveſtir avec la* Croſſe *& l'*Anneau. *Faites & publiées à la Diete de Wormes le* 23. *Sept.* 1122. 66

1122. 13 Decemb. CALLISTI *Papæ* II. *Literæ Apoſtolicæ ad* HENRICUM V. *Imperatorem de Reconciliatione inter eos facta. Datæ Laterani Idibus Decembris.* 67

1125. 16. Septemb. *Acte de Partage entre* ILDEFONS *Comte de Toulouſe &* RAYMOND *Comte de Barcelonne, Maris de* DULCIE *&* FAYDETTE, *Sœurs; par lequel ils promettent de ne point aliener le Comté de Provence au préjudice de leurs Enfans, & qu'ils ne pourront l'engager ni hypothequer qu'en préſence de quatre parens; & ſe transportent les foy & Hommage de leurs Sujets. Fait le* 16. *de Septembre* 1125. 68

1128. *Regula Equeſtris Ordinis pauperum Commilitonum* TEMPLARIORUM *primo in Conventu generali apud* TRECAS *Anno* 1128. *habito ordinata, ac eodem Anno ad inſtantiam eorum per* HONORIUM II. *Papam in Concilio Trecenſi confirmata Scriptisque mandata.* 68

1133. 8. Juin. INNOCENTII *Papæ II. Conceſſio allodii Terrarum Comitiſſæ* MATHILDÆ LOTHARIO II. *Imperatori &* RIGET *Imperatrici pro eis eorumque Filia & Genero* HENRICO *Bavariæ Duce facta, ſub obligatione Hominii, & Cenſus, nec non Reverſionis, poſt eorum obitum, ad Sanctam Sedem Apoſtolicam. Data Laterani ſexto Idus Junii.* 74

1136. *Confirmation de l'Empereur* LOTHAIRE II. *du partage des biens de l'Egliſe de* NIVELLE *en trois Portions; la premiére à l'Hopital, la ſeconde à l'Abbeſſe, & la troiſiéme aux Chanoines & aux Chanoineſſes. Fait à Aix la Chapelle en* 1136. 75

1139. 27. Juillet INNOCENTII *Papæ II. Confirmatio Regii Tituli à Papa* HONORIO II. ROGERIO III. *Regi Siciliæ conceſſi. Dat. in Territorio Momanenſi VI. Kal. Auguſti Anno Incarnat.* 1139. *Indictione* 2. 75

1142. 13 Decemb. ALPHONSI *Regis Portugalliæ Epiſtola ad* LUCIUM *Papam II. qua Regnum ſuum Beato* PETRO *& Sanctæ Romanæ Eccleſiæ tributarium conſtituit, nimirum ſub annuo cenſu quatuor unciarum auri, facta Obligationis Charta. Æra M. C LXXX. Idibus Decembris, cum Domini Papæ Acceptatione de dato Laterani Kalendis Majis.* 76

1143. *Rescript de l'Empereur d'Occident* CONRAD III. *à l'Empereur d'Orient* EMANUEL COMNENE, *touchant la Paix entre les deux Empires.* 76

1143. 3. Septemb. *Inſtrumentum Diviſionis inter* ADALBERONEM *Archiepiſcopum Hammaburgenſem & Dominam Duciſſam* GERTRUDEM *& hujus Filium* HEINRICUM *Puerum, Saxoniæ Ducem unà cum* ALBERTO *Marchione factæ, qua Paludem Auſtralem Villis* SANTOU, STRABELINGHEHUSEN, OCHTMUNDE, HASBERGEN *conterminam æqua inter ſe portione dividunt, & habitatoribus excolendam dant, ita tamen, ut ab his dicto Archiepiſcopo quolibet Anno Denarii ſolvantur & Decimæ offerantur. Anno* CHUNRADI *Regis VI. Incarnationis* 1143. *Indict. V. Bremæ III. Non. Septembr.* 77

1145. *Pacta & Conventiones inter Archiepiſcopum Magdeburgicum* FRIDERICUM, *&* HARTWICUM *Comitem Dietbmaringenſium & hujus Matrem* RICHARDAM *Marchioniſſam factæ, & à Romanorum Rege* CHUNRADO *confirmatæ, quibus dictus* HARTWICUS *Archiepiſcopo poſſeſſiones ſuas quas de Patrimonio ſuo Hæreditaria Succeſſione acceperat* JERICHOWA *ſcilicet,* LINTIN, WRANCKENSTEIN, ERREBASLEVE *cum ſuis pertinentiis, ſub reſervato ſibi uſufructu, annua penſione aliisque conditionibus cedit & confert. Anno Incarnationis M. C. XLV. Indictione VIII. Magdeburgi.* 77

ANNO

Traité de Paix entre BERENGER II. **1150.** *dit le Jeune, Comte de Provence, &* ESTEPHANETTE *ou* ETIENNETTE *Baronne de Baulx en* 1150. 78

ALPHONSI I. *Regis Portugalliæ Conſtitutio de Inſignibus Regis Regnique Portugalliæ, quæ ob viſionem mirabilem eidem ultra Tagum in agro antiquo cœlitus oſtenſam ferre juſſit. Facta carta Calim. III. Kal. Nov. Anno* 1152. 79 **1152.** 30. Octob.

Conventio inter STEPHANUM *Regem Angliæ &* HENRICUM *Ducem Normanniæ, qua Rex Ducem hunc Succeſſorem & Hæredem Regni Angliæ declarat. Dat. apud Weſtmonaſterium Anno* 1153. 373 **1153.**

Epiſtola HADRIANI I *Papæ IV. ad* FREDERICUM *Romanorum Imperatorem de verbis* Beneficium *&* Contulimus, *ab ipſo in quodam Diplomate uſurpatis; quod nimirum hæc verba, ubi de Dignitate Imperiali agitur, minime intelligi debeant de aliqua Collatione feudali, ſed tantummodo de* bono facto, *prout in Sacris Scripturis ſparſim reperiuntur edita.* 79 **1154.**

Epiſtola HADRIANI IV. *Papæ ad* FRIDERICUM *Imperatorem, qua de duplici injuria* SEDI APOSTOLICÆ *per ipſum illata; videlicet de antepoſitione proprii nominis in Epiſtolis; & de Homagio ab Episcopis exacto conqueritur, eundemque ad reſipiscentiam minis adjectis hortatur.* 80

Literæ ADRIANI IV. *Papæ ad* HENRICUM II. *Regem Angliæ, quibus illi poteſtatem concedit Inſulam Hiberniæ ſibi ſubjiciendi, ſub conditione ſolvendi annuatim unius denarii pro ſingulis Domibus.* 374

Conceſſio Summi Pontificis ADRIANI IV. *Regi Anglorum* HENRICO II. *facta de occupanda* Hybernia, *ſub ſtipulata annua unius Denarii Beato Petro ſolvenda penſione.* 80 **1155.**

FREDERICI I. *Imperatoris Diploma, quo Beneficium Comitatus & Marchiæ, ab Imperatore* OTTONE, HEYMONI *Virdunenſi Episcopo & Succeſſoribus ejus conceſſum, Episcopo* ALBERTO *confirmatur. Datum Columbariæ* 16. *Kal. Septembris* 1156. *Cum Limitibus Comitatus Virdunenſis.* 80 **1156.** 17. Août.

Imperatoris FREDERICI I. *Privilegium quo poſt ſententiam de Ducatu Bavariæ & Marchionatu Auſtriæ ſupra Anaſim, inter* HEINRICUM *Auſtriæ &* HEINRICUM *Saxoniæ Duces latam, dictum Marchionatum in Ducatum erigit, eumque variis prærogativis ditat, præſertim quod non extantibus Ducum Auſtriæ Filiis maſculis, Filia ſenior in præfato Ducatu ſuccedere debeat. Datum Ratiſponæ* 15. *Kalend. Octob.* 1156. *cum Confirmatione Imperatoris* FRIDERICI II. *Duci Auſtriæ* FRIDERICO *indulto, cum adjecto hoc Privilegio, ut Dux Crucem Cæſarei Diadematis ſuo principali pileo inſerat. Dat. Veronæ, menſe Junio* 1245. *& Transſumpto horum Privilegiorum per* LEONARDUM *Epiſcopum Patavienſem, Viennæ in Curia Epiſcop. Ind.* 15. *die* 17. *Aprilis* 1437. 81 **1156.** 17 Septemb.

Pax publica per FRIDERICUM I. *Impe-* **1157.**

ANNO Vers l'An 1158. — *Imperatorem Ratisbonæ conſtituta ad totius Germaniæ quietem & tranquillitatem inſtaurandam.* 83

Pax publica per FRIDERICUM I. *Imperatorem Romaliæ pro partibus Italiæ conſtituta.* 84

1159. ALEXANDRI III. *Summi Pontificis Epiſtola monitoria ad* SUEVEM *Danorum Regem de Cenſu Regni Sanctæ Sedi Romanæ ſolvendo.* 84

Conditions, auxquelles FRIDERIC I. *Empereur reçoit ceux de* MILAN, *qu'il prétendoit s'être revoltez de ſon obeïſſance, accordées en* 1159. 85

1160. 17. Avril. *Diploma Donationis Imperatoris* FRIDERICI I. *quo Epiſcopatum Bellunenſem cum toto Comitatu & Jurisdictione Epiſcopo* OTTONI *ob ſecutas Papæ* ALEXANDRI III. *partes ademtum, Aquilejenſi Patriarchæ* PELEGRINO *confert, ita ut ſubſtituti Bellunenſes Epiſcopi Inveſtituram ab eodem Patriarcha deinceps recipiant. Datum Papiæ in generali Concilio poſt deſtructionem Cremæ* 15. *Kalend. Maii* 1160. *Indict.* 8. 85

1161. 1. Sept. *Diploma Imperatoris* FRIDERICI I. *quo* OTTONI *Epiſcopo Bellunenſi in priſtinam gratiam recepto Epiſcopatus Bellunenſis reſtituitur atque dictus Epiſcopatus ab Aquilejenſi Patriarchatu iterum ſeparatur. Dat. in Territorio Mediolani apud Landrianam Kalend. Sept.* 1161. 86

1162. *Imperatoris* FRIDERICI I. *Inveſtitura de Caſtro, Burgo & Diſtrictu* Finarii *aliisque Juribus, & Locis,* HENRICO GUERICO *Marchioni Savonæ conceſſa Anno* 1162. *Indictione X.* 86

1162. 10. Juin. FRIDERICI I. *Romanorum Imperatoris Inveſtitura* HENRICO GUERICO *Marchioni Savonæ de Marchia & Civitate hujus nominis conceſſa. Datum Papiæ IV. Idus Junii* 1162. 86

1166. 9. Janvier. *Privilegium à Romanorum Imperatore* FRIDERICO *Civitati* Aquisgrano *indultum de celebrandis Nundinis & cudendis Monetis; quo inſuper abrogat & condemnat certam conſuetudinem iniquam, quæ in Populo Aquenſi locum Juſtitiæ obtinuit, ut ſcilicet, qui de calumnia vel aliqua re impediebatur, non poterat expurgationis ſuæ ſatisdationem aliam offerre niſi per feſtucam quam inclinatus de Terra levaſſet, quamque ſi ſubito non invenifſet, in pœnam corporis decidebat. Dat. Aquisgrani 5. Idus Januarii Anno Dominicæ Incarnationis* 1166. *Indictione XIV.* 87

1167. 7. Mars. *Traité de Paix entre* PHILIPPE *Comte de Flandre &* FLORENS *Comte de Hollande, fait après que* PHILIPPE *eut fait* FLORENS *priſonnier & durant ſa priſon, en* 1167. 87

Traité entre FRIDERIC I. *Empereur, & le Peuple de* ROME, *l'An* 1167. 87

1167. Octobre. *Pax & Concordia inter* ALDEPHONSUM *Caſtellæ Regem, atque* SANCIUM *Navarræ Regem ſuper Caſtellis, pecoribus, & facultatibus ad X. Annos facta. In Abbatia Siterium Era M.CC. V. menſe Octobris.* 88

1169. *Literæ* HENRICI *Angliæ Regis ad ejus Filium; quibus ſignificat pacem* THOMÆ *Archi-Epiſcopo Cantuarienſi conceſſiſſe, & præcipit, ut Feudum Archi-Epiſcopale ei reſtituatur, & cuncta in pace illi conſerventur. Actum apud Chinum.* 88

1170. 26. Fevrier. ALEXANDRI *Papæ III. Epiſtola ad* ROGERIUM *Archiepiſcopum Eboracenſem. Inhibet illi ne coronet Filium Regis, cum id debeatur Cantuarienſi.* 88

ALEXANDRI *Papæ III. Epiſtola ad eumdem. Propter Coronationem* HENRICI *à divinis ſuſpenditur &c.* 88

1171. *Fragmentum Pacis & Amicitiæ inter* CIVITATEM SPALATINAM *&* JUPANUM SARACENUM; *Quâ de venditione & emptione Hominum, Adminiſtrationeque Juſtitiæ inter ſe conveniunt.* 88

ANNO 1171. 29. Sept. *Engagement du Château de* HYSTAL, *fait à* RADULPHE *Evêque de Liége par* GODEFROI *Duc de Lorraine & confirmé par l'Empereur* FREDERIC I. *en l'Année* 1171. 89

1172. 27. Sept. *Juramentum* HENRICI *Senioris, Regis Angliæ, pro purganda innocentia ſua de occiſione Archiepiſcopi Cantuarienſis, deque non recedendo ab* ALEXANDRO *Papa & Catholicis ejus Succeſſoribus, neque impediendo Appellationes in Regno ſuo ad Romanum Pontificem fiendas, ac de reſtitutione in integrum Eccleſiæ Cantuarienſis, emiſſum apud Abrincas 5. Kal. Octobris.* 89

1172. *Abſolutio* HENRICI II. *Angliæ Regis à ſacrilega nece* THOMÆ *quondam Archiepiſcopi Cantuarienſis per* ALBERTUM *Tituli Sancti Laurentii de Lucina, &* THEODINUM *Tituli Sancti Vitalis, Presbyteros Cardinales Apoſtolicæ Sedis Legatos.* 90

1173. HENRICI *Junioris, Regis Angliæ, Literæ ad* ODONEM *Priorem Eccleſiæ Cantuarienſis, de Appellatione ejus ad Romanam Eccleſiam, quod Pater ſuus* HENRICUS *Rex absque ſuo conſenſu quasdam minus congruas Perſonas in dicta Eccleſia Cantuarienſi aliisque Eccleſiis Provincialibus inſtituere attemptet.* 90

Conventio inter HENRICUM II. *Regem Angliæ &* HUMBERTUM *Comitem Maurianæ ſuper Matrimonio inter* JOHANNEM *Filium dicti Regis &* AALEM *Filiam dicti Comitis contracto. Anno* 1173. 374

Literæ HENRICI II. *Regis Angliæ ad* ALEXANDRUM III. *Papam, quibus de Rebellione Filiorum conqueritur & ipſius auxilium implorat Anno* 1173. 375

1174. *Traité de Paix entre* HUGUES III. *Duc de Bourgogne, &* GUI, *Comte de Nevers. Fait à Beaune en* 1174. 90

Concordia & Pax inter HENRICUM *Angliæ Regem & ejus Filios facta, qua præfati Filii in paternam gratiam recipiuntur, omnes Homines & Barones ab eo receſſi abſolvuntur, univique Terræ & Caſtella ſua reſtituuntur & omnis malitia remittitur.* 91

Aliud & plenius Exemplar ejusdem prædicti Tractatus. 376

1174. Août. SEBASTIANI ZIANI *Ducis Venetorum Inveſtituræ,* ROGERIO *Filio Comitis* JADRÆ, *ſuper Caſtro* KESSÆ *cum omnibus pertinentiis conceſſæ. Anno* 1174. *menſe Auguſti. Indict.* 7. 91

11. Octob. *Pax* HENRICI *Angliæ Regis cum* FRANCORUM REGE, *atque* FILIIS *ſuis facta; quâ primogenito Filio ſuo ſingulis Annis XV. Marcas librarum Andegavenſium & duo Caſtella ſe daturum promittit; ſecundo vero medietatem redituum* PICTAVIÆ *& tertio medietatem redituum* BRITANNIÆ, *tum etiam cunctis Hominibus à ſe receſſis eorum bona reddit. Actum inter Urbem Turbonicam, & Ambazium V. Idus Octobris.* 92

8. Decemb. *Inſtrumentum Pacis* WILLIELMI *Scotiæ Regis cum* HEINRICO *Angliæ Rege factæ, per quam ille devenit homo Ligius Regis Anglorum de Scotia; & de omnibus Terris ſuis, nec non Eccleſiam Scotiæ eandem ſubjectionem Eccleſiæ Angliæ facturam concedit, qualem olim ſolebat, & omnes fugitivos ex Terra præfati Angliæ Regis ſe redditurum promittit. Datum in Pago Conſtantienſi VI. Idus Decembris.* 92

Ejusdem Pacis aliud Exemplar fuſius atque locupletius. ibid.

Adhuc aliud Exemplar ejusdem. 377

1175. *Literæ* HENRICI *Angliæ Regis, quibus Filio*

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

Filio HENRICO *iram & indignationem, respiciendo ejus humilitatem, remittit, eumque in paternam gratiam recipit.* 93

1175. *Refutatio sive Donatio qua* BURCHARDUS *Aquilejensis Ecclesiæ Advocatus, pro remedio animæ suæ, cedit & tradit in manus Patriarchæ* UDALRICI *Aquilejensis, pro se & Successoribus in perpetuum, jus totum Advocatiæ quod habuit super omnibus bonis præfatæ Aquilejensis Ecclesiæ* 93

1176. *Pax & Reconciliatio inter* ALEXANDRUM III. *Papam &* FRIDERICUM I. *Imperatorem Anagniæ tractata, atque præliminariter conventa, Anno* 1176. 95

31. Août. *Pacta Induciarum, inter* IMPERATOREM & PRINCIPES *ac* CIVITATES *Italiæ. Pridie Kal. Septembris* 1176. 95

24. Sept. *Compromissum inter* ALDEPHONSUM *Castellæ &* SANCIUM *Navarræ Regem, de accipiendo Judicio ab* HENRICO *Angliæ Rege super querelis inter se habitis. Actum inter Navarres & Lucronium. Æra M. CCXIIII. VIII. Calen. Septembris.* 96

1177. *Laudum* HENRICI *Angliæ Regis inter* ALDEPHONSUM *Castellæ, &* SANCIUM *Navarræ Regem super querelis inter eos occasione quorundam Castellorum & Terrarum habitis, quo plenariam utriusque parti restitutionem eorum, quæ ab illis in jure petita erant, adjudicat.* 96

Ejusdem Laudi aliud Exemplar, ex RADULPHO DE DICETO. 96

Fevrier. WILLIELMI *Siciliæ Regis Diploma de Matrimonio inter se, &* JOHANNAM *Angliæ Regis* HENRICI *Filiam contracto, deque Dotario dictæ suæ Sponsæ super Comitatu Montis Angeli, aliisque Civitatibus, Monasteriis & Locis assignato. Datum in urbe Panormitana mense Februarii, Indictione X. Anno* 1177. 97

25. Juin. *Pax Publica per* FRIDERICUM I. *Imperatorem Constantiæ pro Partibus Italiæ sancita. Concedit Regalia quædam Civitatibus Lombardiæ, quædam sibi retinet, maxime Forum, & Investituram Consulum & Vassallorum; gratiam delicti facit* OPIZONI *Marchioni* MALASPINÆ. *Dat. 7. Kal. Julii.* 98

Sacramentum per Comitem DIEDONEM *in anima Imperatoris* Chiogiæ *factum de Pace cum Papa* ALEXANDRO & *suis servanda, mense Julio* 1177. 100

1177. 20. Juillet. *Diploma* FRIDERICI I. *Imperatoris in favorem Præpositi & Canonicorum Ecclesiæ Patriarchalis Aquilejensis concessum, per quod omnes Regum Largitiones, Imperatorum Concessiones, & Fidelium Oblationes, quas dicta Ecclesia possedit, vel in futurum adipisci poterit, confirmantur.* 94

Juillet. ALEXANDRI *Papæ ad Eboracensem Archiepiscopum, & Dunelmensem Episcopum Literæ de Pace Anagniæ, Venetiisque cum Imperatore inita. Dat. septimo Kalendas Augusti* 1177. 100

26. Juillet. Août. *Diploma assecurationis per Imperatorem Ordinibus* Italiæ *datum, quod quamdiu Inducia durabunt, neminem de societate eorum velit judicare pro fidelitate ei non præstita.* 100

1. Août. *Diploma Induciarum ad quindecim Annos inter* FRIDERICUM *Imperatorem &* WILLELMUM *Regem Siciliæ initarum. Dat. mens. Augusti Anno* 1177. *Indictione X.* 100

1. Août. *Sacramentum de Pace inter* PAPAM & IMPERATOREM *per sequentes Principes Imperii factum Kal. Augusti* 1177. 101

6. Août. ALEXANDRI III. *Papæ Epistola ad* RICHARDUM *Cantuariensem Archiepiscopum, & ad Suffraganeos ejus, de Pace inter se &* FRIDERICUM *Imperatorem inita. Venetiæ in Rivoalto octavo Idus Augusti* 1177. 101

ANNO

1177. 17. Sept. *Confirmatio Pacis per* FRIDERICUM *Imperatorem. Dat. apud* VENETIAS *15. Kalendas Octobris Indictione X.* 101

Septembre. *Confirmatio & Ratificatio Pacis Italicæ per* PRINCIPES IMPERII *in Instrumento subscriptos.* 102

Imperatoris FREDERICI *Epistola ad Abbates & Fratres Ordinis Cisterciensis, de discordiis inter se, &* ALEXANDRUM *Papam penitus sopitis, Paceque & Concordia inter eos restaurata.* 102

25. Sept. *Tractatus inter* LUDOVICUM VII. *Franciæ Regem atque* HENRICUM *Angliæ Regem, quo sanciunt simul signum S. Crucis suscipere & in servitium Christianitatis, Hierosolymam proficisci, tum etiam pro posse invicem Terras suas contra omnes Homines protegere, in bona Amicitia perseverare, interim etiam ab invicem de Terris quas possident, nihil petere, exceptis quibusdam Feudis, & Castris de quibus conveniendi certos eligunt Arbitros; & finaliter statuunt, quæ in dicta peregrinatione observanda sint.* 102

1178. *Literæ* LUDOVICI *Franciæ Regis, quibus profitetur, se Terram Angliæ Regis in Cismarinis partibus sitam in suam custodiam accepisse. Actum apud Venices.* 103

Articles & Conventions entre ALPHONSE I. *Comte de Provence &* HUGUES *Baron de Baulx; faites en* 1178. 103

13. Nov. *Conventio & Pax inter Consules Urbis* PISANÆ, *& Consules* ALBENGINÆ, *qua pro emendatione totius mali, & totius offensionis, quam* Pisani *fecerant* Albenginenfibus, *libras septingentas eisdem ipsi solvere promittunt, & insimul* Dacitam *sive* Datiam *in* Pisis *dari solitam remittunt. In Sacra Civitate in Ecclesia S. Petri 13. Novemb. Anno* 1178. 103

1179. *Convention passée entre* GODEFROI *Duc de Brabant, &* PHILIPPE *Comte de Flandre, au sujet du Mariage de* HENRI *Fils de Godefroi; avec* MATHILDE *Niece de Philippe; passée l'An* 1179. 104

Decretum ALEXANDRI *Papæ de Electione Romani Pontificis, quod nimirum si Cardinales inter se de substituendo Pontifice concordare noluerint, ille Romanus Pontifex habeatur, qui à duabus partibus electus fuerit & receptus.* 104

23. Mai. ALEXANDRI III. *Romani Pontificis Bulla de Dignitate Regia per ipsum* ALPHONSO I. *Regi Portugalliæ, suisque Hæredibus concessa, seu confirmata, sub obligatione duarum Marcharum auri singulis Annis Sanctæ Sedi persolvendarum. Datum Laterani 10. Kalend. Junii Indict. 2. Anno* 1179. 105

1180. *Formula Fœderis & Amicitiæ inter* PHILIPPUM II. *Francorum &* HENRICUM II. *Anglorum Regem, qua ad auferendam omnem discordiæ occasionem de eligendis, ni alio fieri possit modo, certis Arbitris, qui inter se judicent, conveniunt.* 105

28. Juin. *Tractatus inter* PHILIPPUM II. *Regem Franciæ &* HENRICUM II. *Regem Angliæ pro mutua Amicitia auxilioque sibi invicem præstando. Dat. inter Gisortium & Triam 4. Kal. Julii Anno* 1180. 378

13. Juil. *Sententia* FRIDERICI I. *Romanorum Imperatoris in favorem* ADILBERTI *Episcopi Frisingensis, contra* HEINRICUM DE BRUNSWIK *quondam Bavariæ & Saxoniæ Ducem lata, qua Forum in* Vergen *ab* HEINRICO *in Villam* Munchen *translatum in vacuum revocatur, & unà cum Ponte à dicto* HEINRICO *destructo,* ADILBERTO *restituitur, Ratisbonæ 3. Idus Julii* 1180. *Indict. XIII.* 105

24. Juil. *Transactio sive Pactio inter* HENRICUM Gra-

ANNO Gradenſem & ULDERICUM Aquilejenſem *Patriarcham*, *coram* ALEXANDRO III. *Pontifice Maximo inita*, *per quam præfatus* HENRICUS *ſuo nomine ac Eccleſiæ Patriarchalis Gradenſis cedit*, *donat*, & *transfert in manus prædicti* ULDERICI *prope totam Jurisdictionem ſuam*, *exceptis duabus Plebibus cum redditibus pertinentibus usque ad ſummam* 70. *Librarum annuatim Veronenſium.* 106

1182. *Accord entre* HUGNES III. *Duc de Bourgogne*, & *l'*ABBE' & COUVENT *de* CHATILLON *ſur Seine touchant les Droits de Seigneurie & Juſtice dudit Duc ſur eux & leurs Hommes & Sujets. Fait l'An* 1182. 106

Dispoſitio HENRICI Junioris *Angliæ Regis*; *qua per modum Teſtamenti quamdam partem pecuniæ ſuæ certis Perſonis & Locis deputat & legat. Datum*, *Anno Incarnationis Domini* 1182. 107

27. Mai. *Privilegium Imperatoris* FRIDERICI I. *Civitati* SPIRÆ *conceſſum*, *quo Exemtionem à nefanda Conſuetudine* BUDTHEIL *vocata per Imp.* HENRICUM V. *dictæ Civitati indultam confirmat*, *nec non in favorem Civitatis contra* ULRICUM *Epiſcopum Spirenſem ita interpretatur*, *ut inſimul ab illo Jure quod* Haubtrecht *dicitur penitus ſit exempta*, *uti & à ſolutione nummorum*, *quos vulgo* Bann-Pfenning & Schotz-Pfenning *appellarunt &c. Moguntiæ d. VI. Cal. Junii Indict. XV.* 1182. 108

1184. *Ordinatio* PHILIPPI II. *Franciæ*, & HENRICI *Angliæ Regum*, *Conſilio Epiſcoporum*, *Comitum & Baronum Terrarum ſuarum*, *de contributione in ſubſidium & ſubventionem Terræ Hieroſolymitanæ*, *facta in decem Annos à Nativitate Sancti Joannis Baptiſtæ Anno* 1184. Cum INDULGENTIIS *per Epiſcopos Normanniæ autoritate Domini Papæ omnibus iis*, *qui præfatam Eleemoſynam transmiſerunt impertitis.* 109

1186. 3. Juin. *Accord entre* HENRI *Roi des Romains & depuis Empereur VI. du nom*, & HUGUES III. *Duc de Dijon. Fait le* 3. *de Juin de l'An* 1186. 109

9. Juin. *Romanorum Imperatoris* FRIDERICI *Conceſſio Communitati Civitatis* Mediolanenſis *facta de quibusdam Locis inter* Abduam & Olium *exiſtentibus*, & *olim jam per præfatam Communitatem poſſeſſis. Data Anno* 1186. 109

1187. 11. Fevrier. *Donatio per Imperatorem* FRIDERICUM I. *Romanorum Regem*, *de Caſtro* Regnani *cum Curte*, *pertinentiisque*, BERNARDO *Parmenſi Epiſcopo facta Papiæ apud S. Salvatorem* 11. *Febr.* 1187. 110

30 Decemb. *Pax publica & Religioſa per* FREDERICUM I. *Imperatorem in Comitiis Nurenburgenſibus ſancita*, & *mandata præſertim contra Incendiarios. Actum Nuremberg*, *in præſentia Principum*, *conſilio & conſenſu eorum*, *Anno Incarnationis* 1187. *die* 3. *Kalend. Januar.* 110

1188. *Literæ Romanorum Imperatoris* FRIDERICI, *quod* HENRICO *Angliæ Regi in ſua Expeditione contra Turcas auxiliaturus*, & *de Victualibus ſecundum ejus petitionem proviſurus ſit.* 111

Concambium inter ULRICUM *Epiſcopum Spirenſem*, & RUDOLPHUM *Comitem Palatinum de Tubinga*, *ſuper* Bebenhauſen *appertinentiisque in præſentia Imperatoris* FRIDERICI *ejusque Filii* HEINRICI *Romanorum Regis*, *exiſtentibus eo tempore Eccleſiæ Spirenſis Advocatis*; *una cum eorundem approbatione factum*, *Spiræ* 1188. 111

Literæ CURSACI ANGELI *Romanorum Imperatoris*, HENRICO *Angliæ Regi datæ*; *quibus ei ſecurum tranſitum contra Saracenos per Terras Imperii atque copioſum Mercatum concedit.* 112

Literæ RICARDI *Angliæ Regis ad Archiepiſcopos*, *Comites*, *Barones & omnes Status Angliæ*; *quibus* WILLIELMO *Scotorum Regi ejus Caſtella* Rockelbourgh & Berwicke *reddit*, *eum & Hæredes ejus ab omni ligantia & ſubjectione*, *quas* HENRICUS, *præfati Angliæ Regis Pater per captionem ab eo extorſit*, *quietos reddit.* 112

ANNO 1189. *Earundem Litterarum exemplar aliud.* 379

30. Decemb. *Conventio inter* PHILIPPUM *Regem Franciæ &* RICHARDUM I. *Regem Angliæ*, *ſuper Expeditione in Terram Sanctam ſuſcipienda facta. Dat. apud Nonarcum die* 30. *Decembris* 1189. 378

1190. *Statuta inter* ANGLIÆ & FRANCIÆ REGES *ſancita*, & *in peregrinatione Jeroſolimitana ab utriusque parte Exercitu aliiſque obſervanda.* 112

Literæ RICARDI *Angliæ Regis*, TANCREDO *Siciliæ Regi datæ*; *quibus Pacem perpetuam per Terram & Mare ſe ſervaturum promittit*; *Porro etiam ad firmandum inter eos arctius fœdus*, *Matrimonium inter ſuum Nepotem* ARTHURUM *Britanniæ Ducem*, & *præfati Regis Siciliæ Filiam contrahendum condicit.* 113

Juſjurandum RICARDI *Angliæ Regis ſuper Pace ſervanda* TANCREDO *Siciliæ Regi totique Regno ejus per Terram & Mare.* 113

1. Sept. *Privilegium à* BREMUNDO *Principe Antiochiæ* COMMUNITATI JANUENSI *conceſſum*, *de libertate per totam ſuam Terram in* Antiochia, Leodicea & Gabulo *Commercia exercendi*, & *quidem* (*quantum conjicere licet*) *abſque ullo Teloneo vel Gabella. Actum eſt hoc Privilegium Anno Chriſti* 1190. *Indict.* 8. *die* 1. *Septembr.* 115

16. Octob. *Tractatus permutationis inter* RICARDUM *Angliæ Regem*, & *Archi-Epiſcopum Rothomagenſem* WALTERUM, *quo dictus Archi-Epiſcopus*, *cum conſenſu ſummi Pontificis*, & *Eccleſiæ Rothomagenſis*, *præfato Regi*, *ejusque Hæredibus Villam ſeu Manerium de* ANDELI, *cum Caſtello de* RIEPE, & *omnibus pertinentiis concedit*, *exceptis tamen Eccleſiis*, *Præbendis*, *Feudis militum*, & *aliis ſibi reſervatis*; *Et viciſſim Archi-Epiſcopo Villæ de* Diepe, & *de* Buteils *cum omnibus pertinentiis*, *exceptis Eleemoſynis in Manerio de* Diepe, *aſſignantur. Actum apud Rothomagum* 16. *Octobris. Anno* 1190. 115

11. Nov. *Literæ* RICARDI *Angliæ Regis ſummo Pontifici* CLEMENTI *datæ*; *quibus Pacem inter ſe &* TANCREDUM *Siciliæ Regem initam*, *nec non Matrimonium inter ſuum Nepotem* ARTHURUM *Britanniæ Ducem & prædicti Regis Filiam contrahendum ſignificat*, & *ſuam Sanctitatem enixe rogat*, *quatenus ea firmatæ Pacis ſervandæ*, *Matrimonium conſummandi*, & *in caſu*, *quo Matrimonium non fieret*, *reſtituendæ ei pecuniæ dotariæ*, *fidejuſſionem pro ſe erga Regem* TANCREDUM *ſuſcipiat. Apud Meſſanam* 11. *Novemb.* 113

Teſtament & Diſpoſition de PHILIPPE II. *ſurnommé le* Conquerant *ou* Auguſte, *pour le Gouvernement de ſes Etats pendant ſon Voyage de la Terre Sainte. Fait à Paris l'An* 1190. 114

1191. *Confirmationis Literæ* INNOCENTII *Papæ ſuper permutatione inter* WALTERUM *Archiepiſcopum Rothomagenſem &* RICARDUM *Angliæ Regem facta.* 116

12. Fevrier. *Bulle du Pape* CELESTIN III. *adreſſée à* HENRI DE WALPOL, *Maître des Hospitaliers de Ste. Marie de Jeruſalem*, *par laquelle il confirme leur Inſtitution*, *ſous le nom de la Maiſon Teutonique des Freres Hospitaliers de Sainte Marie de Jeruſa-*

ANNO

Jerusalem, & leur donne la Regle de St. Augustin avec l'Habit blanc & la Croix noire à Rome à St. Jean de Latran le 12. Fevrier 1191. 116

1191. Mars. *Conventio inter* PHILIPPUM II. *Regem Franciæ &* RICHARDUM I. *Regem Angliæ, qua inter se de possidendis quibusdam Regionibus, & de rescindendo Pacto Matrimoniali inter dictum Angliæ Regem & ÆLOIN, Sororem* PHILIPPI II. *inito conveniunt. Dat. apud Messanam. mense Martio Anno* 1191. 379

1193. *Traité entre* BRUNON *Archevêque de Cologne & ses Sujets, &* HENRI *Duc de Lorraine, fait en l'Année* 1193. *& confirmé par* ADOLPHE *Archevêque de Cologne en* 1203. 116

Janvier. *Conventio facta inter* JOHANNEM *Comitem Moresti, Fratrem,* RICHARDI *Regis Angliæ, postea factum Regem Angliæ & dictum* JOHANNEM *sine* Terra, *& Regem Galliæ* PHILIPPUM Augustum, *quæ continet partitionem complurium magnarum Terrarum. Paris. Januario mense, Anno Incarnationis* 1193. 117

Conventio inter HENRICUM VI. *Imperatorem &* RICHARDUM I. *Regem Angliæ, qua inter alia Rex Imperatori pro obtinenda liberatione ex carcere* 100000. *Marcarum argenti promittit Anno* 1192. 382

17. Fevrier. *Bulle d'Or pour l'accommodement entre* HENRI VI. *Empereur, &* RICHARD I. *Roi d'Angleterre son Prisonnier, qui lui donne pour sa rançon cent mille Marcs d'argent. Fait à la Diéte d'Haguenau, le* 17. *Fevrier* 1193. 118

Traité de Paix entre BAUDOIN *Comte de Flandre, &* PIERRE *Comte de Nevers, fait par l'entremise de* PHILIPPE II. *Roi de France en* 1193. 118

8. Juillet. *Tractatus Pacis inter* PHILIPPUM II. *Franciæ, &* RICHARDUM I. *Regem Angliæ conclusus. Dat. Meduncæ 8. Idus Julii Anno* 1193. 380

1195. 5. Decemb. *Instrumentum Pacis inter* PHILIPPUM Augustum *Regem Francorum, &* RICHARDUM *Regem Anglorum sanctæ inter Exoldunum & Charrocium, in Vigilia Sancti Nicolai Anno* 1195. 119

Cessio sive Abdicatio Vernonis *&* Longavillæ *in Beneficium* PHILIPPI Pulchri *Francorum Regis, scilicet in vim Tractatus habiti inter Reges Francor. & Anglor.* 1195. 119

Cessio sive Abdicatio Castelli PACIACI *cum tota Castellania, in beneficium* PHILIPPI Pulchri *Francorum Regis per* ROBERTUM *Comitem Leycestriæ, vigore & executione Pacis inter præfatum* PHILIPPUM *&* RICHARDUM *Anglorum Regem sanctæ Anno* 1195. 120

1196. *Fœdus & Conventio inter* RICARDUM *Angliæ Regem &* BALDEWINUM *Comitem Flandriæ inita; qua invicem promittunt, quod neuter sine alterius consensu Pacem cum Rege Francorum initurus sit; Et in casu quo, Pace inter eos & dictum Francorum Regem facta, alteruter ab eo guerraretur, ad mutuum auxilium se obligant. Actum ante Insulam Andeley.* 120

6. Mars. *Traité par lequel l'Empereur* HENRI VI. *confirme* BAUDOUIN *Evêque d'Utrecht dans la possession du Comté de* Velau, *&* BAUDOUIN *le cede à* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant. Fait le* 6. *de Mars* 1196. 120

1197. *Forma Pacis & Concordiæ inter Regem Angliæ* RICHARDUM I. ECCLESIAM *atque* ARCHIEPISCOPUM *Rothomagensem, qua permutato à dicto Archiepiscopo Manerio* de Andelo *cum aliis à Rege in Escambium datis Locis, ortæ simultates componuntur. Factum apud Rothomagum Anno* 1197. 121

ANNO

1197. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* LOUIS *Comte de Lon au sujet de la Terre de* Mussal. *Fait l'Année* 1197. 121

Traité de Paix entre HENRI *Duc de Lorraine & le Duc de* GUELDRE. 122

Traité de Paix entre le Duc de LORRAINE *& le Comte de* GUELDRE. 122

1198. *Litteræ quorundam* GERMANIÆ *Principum ad Papam* INNOCENTIUM III. *quibus ipsum rogant, ut Electionem* OTTONIS IV. *in Imperatorem confirmare velit, Anno* 1198. 381

Resignatio HEINRICI *Comitis Palatini Rheni de Advocatia Ecclesiæ, & Civitatis* Trevirensis, *cum omnibus Appendiciis, tam feodatis quam non feodatis, per ipsum* JOANNI *Archiepiscopo Trevirensi cessa & renuntiata; & quidem hoc pacto, ut sub nullo prætextu unquam dictam Advocatiam repetere possit, Anno* 1198. 123

Ejusdem RESIGNATIONIS *aliud Exemplum, sub dato diverso, & cum variis differentiis.* 123

Donation de la Garde de l'Abbaïe de Flavigny, *faite par* PHILIPPE II. *dit* AUGUSTE *Roi de France à* EUDES *Duc de Bourgogne en l'Année* 1198. 123

24. Avril. INNOCENTII III. *Epistola, ad* SANCIUM *Regem Portugalliæ de Censu annuo quatuor auri unciarum per* ALPHONSUM *Regem Romanæ Ecclesiæ promisso, atque debito. Dat. Romæ 8. Kal. Maii. Pontificatus sui Anno primo.* 123

29. Juin. *Traité de Conféderation entre* PHILIPPE *de Suabe Roi des Romains &* PHILIPPE II. *dit* Auguste *Roi de France, par lequel le Roi des Romains promet à* PHILIPPE II. *de le secourir contre* RICHARD *Roi d'Angleterre, le Comte* OTHON *son Neveu, &* BAUDOUIN *Comte de Flandre. Fait à Wormes le* 29. *Juin Anno* 1198. 124

Ejusdem Confœderationis aliud Exemplar. 382

5. Decemb. INNOCENTII *Papæ III. Epistola ad* SANCIUM *Portugalliæ Regem, qua Personam suam & Regnum Portugalliense sub Beati* PETRI *& Sanctæ Sedis Protectione de novo suscipit atque recipit. Datum Laterani Nonas Decembris* 1198. 124

9. Decemb. INNOCENTII *Papæ III. Epistola ad* SANCIUM *Regem Portugalliæ. Gratias agit de Censu annuo quatuor unciarum auri recognito: Mittit Rescriptum* ALPHONSI *Patris de mille Aureis* ALEXANDRO *Papæ donatis, & de centum Censualibus annuatim solvendis; rogat eum & adhortatur, ut omnia per dictum* ALPHONSUM *concessa, sine ulteriori difficultate, persolvat. Datum Laterani Idus Decemb. Anno Pont. I.* 124

1199. Janvier. *Traité de Paix entre* PHILIPPE II. *Roi de France, &* BAUDOUIN *Comte de Flandres. A Perone, au mois de Janvier* 1199. 125

26. Juillet. *Tractatus Pacis inter* BALDUINUM *Comitem Flandriæ & Haynoniæ,* PHILIPPUM *Fratrem ejus, Comitem Namurcensem, &* THEOBALDUM *Comitem Barri & Luxemburgi. Dinant 7. Cal. Augusti* 1199. 125

Traité de Paix entre PHILIPPE II. *dit* Auguste, *Roi de France, &* BAUDOUIN *Comte de Flandres, fait à leur entrevûë de Peronne aux Fêtes de Noël de l'Année* 1199. 126

1200. Mai. *Pax inter* PHILIPPUM II. *Regem Galliæ,*

ANNO

Galliæ, & JOANNEM *Regem Angliæ* ſine Terra *vocatum inita; per quam Civitas* Ebroicarum *cum* Ebroicio *toto Regi Gallico ceditur*, & LUDOVICO *ejus Filio* BLANCAM *Regis Caſtellæ Filiam in uxorem ducturo certa Bona deſtinantur; Concordatur inſuper, quod* Britannia Armorica *præfato* PHILIPPO, & Normandia JOHANNI *tanquam Feuda Regia cedere debeant. Actum apud Goleton, Anno ab Incarnatione Domini* 1200. *menſe Majo.* 126

1200. *Ceſſio & Abdicatio Urbis* Ebroicarum *in beneficium* PHILIPPI *Francorum Regis, per* ALMARICUM *Comitem Gloceſtriæ, propria voluntate & de Mandato* JOANNIS *Regis Angliæ. Actum Goleto Anno* 1200. *menſe Majo.* 127

Aliud Inſtrumentum Ceſſionis Ebroicarum Civitatis per ALMARICUM *Comitem Gloceſtriæ, virtute Tractatus Pacis de Anno* 1200. 127

18. Août. *Pactum inter* JOHANNEM *Regem Angliæ*, & BALDUINUM *Comitem Flandriæ & Hannoniæ, concluſum apud Caſtrum de Ruppe Andeliaci* 18. *die Auguſti Anno* 1200. 382

1201. *Don de la mouvance de* MONTBAR *au Duc de* BOURGOGNE, *par le Comte de* Bar *ſur Seine. Fait l'An* 1201. 127

1202. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de* LORRAINE & OTHON *Duc de* GUELDRES. *Fait à Utrecht l'An* 1202. 127

4 Fevrier. *Confederatio inter* SANCIUM *Regem Navarræ* & JOHANNEM *Regem Angliæ facta. Dat. Engolism. die* 4. *Februarii* 1202. 383

Traité de Paix entre HENRI *Duc de Lorraine* & OTHON *Comte de Gueldres.* 128

15. Juin. FRIDERICI *Comitis Tullenſis Literæ de impignoratione Comitatus ſui pro* 350. Libris *Prumnenſibus, Domino* TULLENSI EPISCOPO *facta. Actum Tulli in Vigilia Sanctorum Cyrici & Julitæ matris ejus Anno* 1202. 128

Juillet. *Inſtrumentum Homagii*, PHILIPPO *Franciæ Regi, per* ARTURUM *Ducem Britanniæ præſtiti. Actum apud Garnocum menſe Julio, Anno* 1202. 129

1203. Juillet & Août. *Lettres des Ducs & Comtes de* BOURGOGNE, *de* NEVERS & *de* SOISSONS, *par leſquelles ils exhortent* PHILIPPE II. *Roi de France à ne ſe pas laiſſer contraindre par le Pape ou par les Cardinaux à faire la Paix ou une Trêve avec* JEAN ſans Terres, *Roi d'Angleterre, & lui promettent du ſecours; des mois de Juillet & d'Août* 1203. 129

Traité de Paix entre HENRI *Duc de Lorraine*, & OTHON *Comte de Gueldre. Fait à Louvain l'An* 1203. 129

Traité de Paix & d'Alliance entre ADOLPHE *Archevêque de Cologne* & HENRI *Duc de Brabant. Fait en l'Année* 1203. 130

Tractatus limitum per HENRICUM *Saxoniæ Ducem*, & *Comitem Palatinum Rheni, cum Fratribus ſuis* OTTONE IV. *Romanorum Imperatore, atque* WILHELMO, *poſt celebratam apud Padelburnam partitionem Hæreditariam, concluſus; quo portionis Cæſareæ termini conſtituuntur. Actum Anno* 1203. 130

3. Novemb. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine* & THEODORIC *Comte de Hollande. Fait le* 3. *de Novembre* 1203. 130

1204. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine*, & *le Comte de* GUELDRE, *concernant le Mariage de* GERARD *Fils du Comte avec* MARGUERITE *Fille du Duc.* 131

Traité entre PHILIPPE *Roi des Romains* & HENRI *Duc de Lorraine* & *de Brabant concernant la Ville de* Dusbourg & *autres.* 131

ANNO

1204. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Brabant*, & *le Comte de* LOS, *par lequel ledit Comte devient Vaſſal dudit Duc.* 132

Conceſſio INNOCENTII III. *ſummi Pontificis*, PETRO *Aragonum Regi, facta de Coronatione Regum & Reginarum Arragoniæ impoſterum celebranda, ut nimirum dicti Reges & Reginæ in futurum per Tarraconenſem Archiepiſcopum apud Cæſar-Auguſtam coronentur.* 132

Fevrier. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine*, & RAINAULD *Comte de Boulogne par lequel* HENRI *céde à* RAINAULD *tout le Comté de Boulogne, moyennant une Penſion de ſix cens Livres, & ils promettent de ſe ſecourir mutuellement, pour recouvrer ce qui appartient à leurs Femmes en Angleterre. Fait à Verneuil au mois de Fevrier* 1204. 132

12. Nov. *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains*, & HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, par lequel* PHILIPPE *donne à* HENRI *l'Abbaie de Nivelle &c. à condition que* HENRI *aidera* PHILIPPE *de tout ſon pouvoir &c. Fait à Coblentz le* 12. *de Novembre* 1204. 132

1205. *Tractatus Concordiæ & Amicitiæ inter Epiſcopum Ratiſponenſem* CONRADUM & LUDOVICUM *Ducem Bavariæ, quo diſſenſiones de Moneta, Teloneis & Judiciis communibus componuntur, Dux Eccleſiæ aliquot Caſtra donat & de condicendo Eccleſiæ Ducatu ſuo, in caſu deceſſus ſine Hærede, ſub certa conditione cum dicto Epiſcopo convenit. Dat. Anno* 1205. Cum *Confirmatione* PHILIPPI *Romanorum Regis.* 133

1206. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine* & LOUIS *Comte de Los, par lequel le Comte cede au Duc le Château de Chaumont &c. Fait l'An* 1206. 135

Traité de Paix entre HENRI *Duc de Lorraine* & *de Brabant*, & LOUIS *Comte de Los.* 135

Convention paſſée entre EUDES *Duc de Bourgogne*, & *l'Evêque de* LANGRES, *pour leurs Droits de Seigneurie dans la Ville de Châtillon ſur Seine, & pour la Juſtice entre leurs Sujets. Fait en l'Année* 1206. 135

Traité entre HENRI *Duc de Lorraine*, & OTHON *Comte de Gueldre, contenant le Mariage de* GERARD *Fils du Comte avec* MARGUERITE *Fille du Duc. Fait à Louvain en* 1206. 136

Octobre. *Inſtrumentum Treugarum inter* PHILIPPUM *Auguſtum Regem Francorum*, & JOANNEM *Regem Anglorum initarum apud Thuarcium menſe Octobri Anno* 1206. 136

1207. 9. Fevrier. *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains* & HENRI *Duc de Brabant, contenant le Mariage de* HENRI *Fils du Duc avec* MARIE, *ſeconde Fille du Roi des Romains. Fait à Gueylenhuſen le* 9. *de Fevrier* 1207. 137

1. Juin. *Conceſſion de* PHILIPPE II. *Roi des Romains à* THOMAS *de Savoye, Comte de Maurienne faite en* 1207. 137

5. Decemb. *Pactum Matrimonii inter* HUGONEM *Regem Cypri &* AELIDEM *Filiam* HENRICI *Comitis Campaniæ. Actum Acconæ Nonas Decembris Anno* 1207. 383

1208. *Deditio totius Regni* ANGLIÆ & HYBERNIÆ *in Clientelam Sanctæ Romanæ Eccleſiæ, per* JOANNEM *Regem, ſpontanea voluntate & de communi Baronum conſilio, ſalvis tamen libertatibus & Regalibus ſuis facta.* Accedit JURAMENTUM *præfati Regis, quod impoſterum ſemper fidelis Deo, Romanæ Eccleſiæ & ſummo Pontifici perſeveraturus ſit.* 138

ANNO 1208. *Diploma Romanorum Regis* OTTONIS, *confirmans Libertatem, Jura & Consuetudines Communitatis Mediolanenſis. Datum Anno* 1208. 138

Renouvellement d'Alliance entre THEODORIC *Archevêque de Cologne, &* HENRI *Duc de Brabant. Fait en l'Année* 1208. 139

2. Novemb. *Traité de Paix entre* FRIDERIC I. *Duc de Lorraine, &* THIEBAUT *Comte de Bar du* 2. *Nov.* 1208. 384

1209. *Epiſtola* INNOCENTII *Papæ III. ad* JOHANNEM *Anglorum Regem, quæ eum Anathemate percuſſurum minatur, niſi intra tres menſes poſt hujus Epiſtolæ ſuſceptionem ea quæ ab illo requirit adimpleverit.* 384

Forma Interdicti ab Innocentio III. in Angliam conſtituta. ibid.

Octobre. *Traité entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* l'*Egliſe de* Saint WALTRUDE de Mons, *touchant la Ville d'*Herentals *près d'Anvers. Fait au mois d'Octobre de l'An* 1209. 139

30. Octob. *Diploma* OTTONIS IV. *Imperatoris Romanorum; quo Prærogativæ omnes & Privilegia ad Jurisdictionem* ECCLESIÆ RAVENNATI *ſpectantia; Item Donationes Comitatuum, Caſtrorum & Locorum, cum ſingulorum expreſſa enumeratione eidem Eccleſiæ factæ, confirmantur, atque novis adaugentur. Datum apud Caſtrum S. Minitatis tertio Kalend. Novemb. Indictione* 13. *Anno* 1209. 140

24. Nov. *Hommage preté par* PHILIPPE *Marquis de Namur à* HENRI I. *Duc de Brabant pour la Terre d'Aloſt. A Louvain l'An* 1209. 142

1210. *Accord entre* HERVÉ' *Comte de Nevers, &* EUDE *Duc de Bourgogne contenant l'échange de quelques Terres & Seigneuries. Fait à Vezelai, l'An* 1210. 141

Accord entre PIERRE *Seigneur de Raviers, &* HERVÉ' *Comte de Nevers, par lequel* HERVÉ' *donne à* PIERRE, *la Terre de Raviers en Fief &c. Fait en* 1210. 142

Accord entre EUDES *Duc de Bourgogne & l'Abbé de S. Martin d'*AUTUN, *pour leurs Hommes du Bourg de S. Martin d'Avalon. Fait en* 1210. 142

1211. *Extrait du Traité fait entre* LOUIS *Fils de* PHILIPPE II. *dit* Auguſte *Roi de France, &* FERRANT *Comte de Flandre, par lequel* FERRANT *quitte à* LOUIS *S. Omer & Aire, fait entre Lens & le Pont à Wendin en* 1211. 142

1212. *Epiſtola* HENRICI *Imperatoris Conſtantinopolitani ad univerſos Amicos ſuos, qua certos eos facit de Victoria ab ipſo contra* LASCARUM *Imperatorem reportata. Dat. apud Pergamum in Octavis Epiphaniæ Anno* 1212. 386

24. Fevrier. *Traité entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GODEFROI *Seigneur de Breda, & de Bergues, pour le Péage qui ſe doit payer à Struyne en Zélande. Fait le* 24. *Fevrier* 1212. 142

20. Mars. *Tractatus inter Romanorum Imperatorem* OTTONEM IV. *&* LUDOVICUM *Bavariæ Ducem, quo præfatus Dux fide Juramento firmata promittit ſe imposterum omni tempore vitæ ſuæ fideliter Imperatori contra Papam, atque contra omnem Hominem ſerviturum, Imperator vero ſe eidem ſemper propitium Dominum exhibiturum pollicetur. Actum apud Francofurtum* 13. *Kalend. Aprilis* 1212. 143

16. Avril. INNOCENTII *Papæ III. Epiſtola ad* ALPHONSUM *Regem Portugalliæ de ſusceptione ejus, Regnique & in eo Succeſſorum ſuorum in protectione S. Eccleſiæ Romanæ, cum integritate honoris & Dignitate quæ ad Reges pertinet, nec non de Cenſu duarum Marcharum quem* ALPHONSUS *ipſe ſtatuit ſingulis Annis adutilitatem dictæ Sanctæ Eccleſiæ perſolvendum. Dat. Laterani* 16. *Kal. Maii Indict. XV. Anno Incarn.* 1216. 144

FRIDERICI *Romanorum Imperatoris Litteræ ſub Aurea Bulla datæ, quibus* OTTOGARUM *in Bohemiæ Regem confirmat concedendo ei inſimul ut ab omnibus exactionibus pecuniarum, & Juſtitia Curiæ Imperialis Regnum Bohemiæ perpetuo liberum ſit. Acta ſunt hæc* 26. *Septembris* 1212. *Indictione* 15. 144

Compoſitio inter Epiſcopum Ratisbonenſem CONRADUM, *& Ducem Bavariæ* LUDOVICUM; *qua hic varia Caſtra, Beneficia & Loca ab Eccleſia Ratisbonenſi in Feudum recipit; Et viciſſim eidem Eccleſiæ certa in Inſtrumento expreſſa Caſtra, ſi ſine Hærede legitimo deceſſerit, donat; Porroque de conſervandis Juribus utrinque in dicta Urbe antiquitus competentibus concordant. Datum Anno* 1213. *Indictione prima.* 145

1213. *Statuta & Libertates à Rege Angliæ* HENRICO I. *in favorem Eccleſiæ, Baronum, Populique Regni Angliæ ſancita, & conceſſa.* 146

19. Janvier. *Decretum Papæ* INNOCENTII III. *in cauſa Matrimonii inter* PETRUM ARRAGONUM *Regum, &* MARIAM *ejus Conthoralem, agitata; quo, dicto Regi demandat, quatenus* MARIAM *Reginam præfatam in plenitudinem Regalis gratiæ admiſſam, benigne recipiat, & maritali affectu pertractet. Datum Laterani* 14. *Kalend. Februarii, Pontificatus Anno* 15. 146

15. Mai. *Literæ* JOANNIS *Angliæ & Hyberniæ Regis; quibus Regna ſua Sanctæ Sedi Apoſtolicæ quaſi in Feudum perpetuum & tributarium offert & ſubmittit; Cum obligatione Succeſſoribus ſuis impoſita, ut ſimili modo Summo Pontifici fidelitatem exhibeant, & Homagium faciant. Datum apud Domum Militum Templi juxta Doveram die* 15. *Maii Anno Regni ſui decimo quarto.* 147

Eorumdem LITERARUM *aliud Exemplar.* 148

15. Mai. *Juramentum Fidelitatis per* JOANNEM *Anglorum Regem* INNOCENTIO *Papæ III. & Eccleſiæ Romanæ factum* 15. *Maii* 1213. 148

3. Octobre. *Ejusdem Juramenti aliud Exemplar, ſub dato* 3. *Octobris* 1213. 148

4. Novemb. INNOCENTII III. *Papæ Epiſtola ad* JOANNEM *Anglorum Regem, quo Regnum ſuum Eccleſiæ Romanæ in Feudum tributarium oblatum acceptat, dictamque oblationem confirmat. Laterani* 2. *Non. Novembris* 1213. *Indictione* 2. 149

1214. 21. Avril. *Ejusdem Epiſtolæ Exemplar, ſub dato XI. Kalend. Maii* 1214. 149

1213. *Traité, par lequel* PIERRE, *Seigneur de Bioul, cede à* PIERRE *Comte d'Auxerre & Marquis de Namur, & à* JOLANDE *ſa Femme tout le Droit qu'il a ſur la Forêt de Morlaigne. Fait au mois d'Août l'An* 1213. 150

1214. Fevrier. *Traité & Accord entre* GUILLAUME *Seigneur de* PAIGNY *&* l'*Abbé de* CISTEAUX, *fait à Ciſteaux au mois de Fevrier, l'An* 1214. 150

Mars. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne &* GUILLAUME *Comte de Mascon & de Vienne. Fait au mois de Mars* 1214. 150

Mai. *Contract de Mariage entre* WALERAN *Fils de* HENRI *Duc de Limbourg, &* ERMENSON *Comteſſe de Luxembourg. Fait au mois de Mai* 1214. 150

13. Mai. *Literæ Patentes Regis Angliæ* JOANNIS, *quibus ſecuritatem* ARCHIEPISCOPO CANTUARIENSI *aliisque denominatis Epiſcopis, uti & reliquis Clericis & Laicis ad Pacis negotium contingentibus præſtare promittit, cum Obligatione Cautionis loco, erga Papam de omni Jure Patronatus, quod habet in Eccleſiis Angli-*

cana.

ANNO

canis. *Apud Doveram* 13. *Maii Anno Regni sui XIV.* 150

1214. 18 Septemb. *Traité de Trêve pour cinq ans entre* PHILIPPE II. *dit* Auguſte, *Roi de France*, & JEAN ſans Terre, *Roi d'Angleterre, y compris, s'ils le déſirent, l'Empereur* OTHON & FREDERIC *Roi des Romains ſon Competiteur. Fait à Chinon, le* 18. *de Septembre* 1214. 151

Septembre. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne, & le Chapitre de la Sainte Chapelle de Dijon, pour les Prebendes & pour le Doyenné. Fait au mois de Septembre* 1214. 152

5. Novemb. *Traité de Mariage entre* FLORENT *Fils de* GUILLAUME, *Comte de Hollande*, & MATHILDE *Fille de* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Anvers le* 5. *Novembre* 1214. 152

1215. 15. Janvier. *Concordatum inter* JOANNEM *Angliæ Regem*, & EPISCOPOS *Regni, de libera Electione Antiſtitum ſingulis Eccleſiis, Monaſteriis, & Cathedralibus reſtituta. Datum* 15. *Januarii, Anno dicti Regis* 16. *cum Confirmatione* INNOCENTII III. *ſummi Pontificis. Laterani Data* 3. *Calend. Aprilis, Anno Pontificatus* 18. 153

15. Juin. *Charta Libertatum à Rege Anglorum* JOHANNE, BARONIBUS, *omnibusque Liberis Hominibus Regni Angliæ conceſſarum in Prato* Riningemade *vocato inter* Stones & Windleschoves *die* 15. *Junii* 1215. 153

24. Août. *Summi Pontificis* INNOCENTII III. *Decretum, quô Compoſitionem inter* JOANNEM *Regem Angliæ*, & *Barones dicti Regni de libertatibus Anglicanis factam, reprobat penitus & damnat, Chartamque, & Obligationes de ipſa confectas caſſat; ſub intimatione Anathematis prohibens, ne dictus Rex eam obſervare præſumat, aut Barones ipſam exigant obſervari. Datum Agnaniæ* 9. *Kalend. Septembris Anno Pontificatus ſui decimo Octavo.* 155

1216. *Ceſſion faite par* JOLANDE *Marquiſe & Comteſſe de Namur dudit Comté à* PHILIPPE *ſon Fils, lors qu'elle fut appellée avec* PIERRE *ſon Mari à aller prendre poſſeſſion de la Couronne Imperiale de Conſtantinople. Fait en* 1216. 156

Forma Pacis inter Illuſtres Reges Franciæ & Angliæ. 387

20. Juillet. *Compoſitio, per Arbitrium* ALBERTI *Archiepiscopi Magdeburgici & Episcopi Martisburgenſis* ECKARDI *facta, inter* DIETRICUM *Marchionem Misnenſem*, & LIPSIENSES *eorumque Fautores; quâ dictus Marchio Privilegium Patris ſuper Inſtitutione & Jure Civitatis, item ſuper Teloneo Viarum & Pontium confirmare promittit. Anno Dominicæ Incarnationis* 1216. *XIII. Kalend. Auguſti.* 156

1217. 5. Juillet. *Renouvellement d'Alliance entre* HENRI I. *Duc de Brabant*, & ENGELBERT *Archevêque de Cologne, par lequel ils ſe promettent de ſe défendre reciproquement. Fait à Cologne le* 5. *de Juillet* 1217. 157

11 Septemb. *Tractatus Pacis inter* HENRICUM III. *Regem Angliæ*, & LUDOVICUM *Primogenitum* PHILIPPI II. *Regis Franciæ concluſus. Dat. apud Lameth die* 11. *Septembris Anno* 1217. 388

1218. 13. Janvier. *Bulla* HONORII III. *Romani Pontificis Maximi ad* LUDOVICUM *Regis Francorum Primogenitum, qua Pax nuper ſancita inter ipſum &* HENRICUM *Regem Anglorum confirmatur & auctoritate Apoſtolica corroboratur. Datum Laterani Idibus Januarii* 1218. 157

30. Janvier. *Traité entre* THOMAS *Comte de Savoye & de Maurienne*, & ALBERT *Seigneur de la Tour du Pin. Fait au Château de S. Symphorien ou S. Saphorin le* 30. *Janvier* 1218. 157

Contract de Mariage entre MARGUERITE *de* SAVOYE, & HERMAN *Comte de Kibourg. Fait le* 1. *Juin* 1218. 158

ANNO 1218. 1. Juin. *Charta Pacis & Concordiæ inter* THEOBALDUM *Ducem Lotharingiæ*, & BLANCAM *Comitiſſam Trecenſem & Filium ejus inita, qua ille ad Fidelitatem Comitiſſæ & Filio debitam redit, inſimul Arbitri conſtituuntur orturas impoſterum controverſias compoſituri. Data apud Esmanciam Anno* 1218. *menſe Junio in Calendis ejusdem menſis.* Cum CHARTA *Atteſtationis* ODONIS *Ducis Burgundiæ, quod dictus* THEOBALDUS *Dux Lotharingiæ Caſtrum ſuum de* Chastenago *tanquam pignus ſervandæ Pacis in manus ſuas poſuerit. Data eodem ut ſupra.* 158

25. Juin. *Privilegium* BORWINI *Domini Magnopolenſis, Civitati* ROSTOCHIENSI, *ſuper exemptione à telonio conceſſum. Datum VII. Kalendas Julii. Indictione V. Epacta XI. concurrente VI. Anno* 1218. 159

1219. *Tranſactio inter* GERHARDUM *Epiſcopum Bremenſem ab una &* HENRICUM *Ducem Saxoniæ, atque Palatinum Comitem Rheni parte ab altera; qua hic memorato Episcopo & Eccleſiæ Hæreditatem, quam Jure proprietatis in* Comitia Stadenſi *poſſedit, nec non Præpoſituram* Wildeshuſenſem *pro reſtauratione damnorum concedit; Episcopus vero respiciens hanc liberalitatem omnia præfata eidem Duci in feudum confert, & porro etiam mutuum impoſterum invicem ſtipulantur auxilium. Acta apud Stadium, Anno* 1219. *Indictione ſeptima.* 159

13. Mars. *Inſtrumentum Treugarum ſive Induciarum inter* PHILIPPUM *Regem Franciæ*, & HENRICUM *Regem Angliæ ad quatuor Annos initarum Londini die* 13. *Martii Anno* 1219. 160

22 Septemb. *Acte par lequel* REGINALD *Roi de l'Iſle de Man ſe rend Vaſſal du S. Siége, & fait de ſon Iſle un Fief de l'Egliſe. Fait à Londres le* 22. *de Septembre* 1219. 160

1220. 24 Septemb. *Edictum Imperatoris* FREDERICI II. *quo omnibus Detentoribus poſſeſſionum Comitatus* MATHILDIS *Comitiſſæ, ad Sedem Apoſtolicam pertinentis, reſtitutionem ſub pœna mille Marcharum injungit; contra Filios vero Comitum* ALBERTI DE GARALOD, & NERISII *Caſtrum* Gonzagæ *ad dictum Comitatum ſpectans detinentes, nec, prout mandatum fuit, Pontificis Capellanis tradentes, Sententiam Banni promulgat. Datum in Caſtris apud S. Leonem* 8. *Kalend. Octob. & publicatum apud Spm. Lambert. Prid. Kalend. menſis ejusd. Anno* 1220. *Indictione IX.* 161

1221. *Convention entre* MATHILDE *Dame de Dermonde*, & JEANNE *Comteſſe de Flandre touchant la Terre d'Aloſt & de Dermonde & leurs Sujets. Fait à Courtrai, l'An* 1221. 161

1222. Mars. *Traité de Paix entre* JEANNE *Comteſſe de Flandre & de* HAINAUT, & VALERAN *Duc de Limbourg. Fait au mois de Mars* 1222. 162

5. Août. *Transport fait par* CONRAD *Duc de Maſovie & de Cujavie de quelques-unes de ſes Terres avec tout le Droit Ducal à* CHRETIEN *premier Evêque de Pruſſe. Fait le* 5. *d'Aout* 1222. 162

1224. 1. Decemb. *Diploma Romanorum Regis* HENRICI VII. *quo ad petitionem* HERMANI *Torpatenſis Epiſcopi, Marchiam unam per totum ejus Epiſcopatum conſtituit, eidemque dictam Marchiam in Feudum cum authoritate monetam cudendi concedit. Actum apud Norimbergam Kalend. Decembris Anno* 1224. 162

1225. 25. Mars. *Literæ Inveſtituræ* HENRICI *Epiſcopi Wormatienſis, quibus* LUDOVICO *Comiti*

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

Comiti Palatino Rheni Caſtrum in Heidelberg *cum Burgo ipſius Caſtri & Comitiam* STALBUHEL *in Feudum concedit. Wormatiæ IX. Calend. April. Indict.* 14. *Anno* 1225. Cum CAPITULI *Majoris Eccleſiæ Wormatienſis Conſenſu & Ratificatione ſub loco & dato eod.* 162

1225. Avril. *Projet d'un Traité de Paix entre* LOUIS *Roi de France ſurnommé S.* LOUIS & JEANNE *Comteſſe de Flandre, pour l'élargiſſement de* FERRANT, *ſon Mari, priſonnier à la Tour du Louvre à Paris. Dreſſé à Melun au mois d'Avril de l'An* 1225. 163

19 Octobre. *Confœderatio inter* HENRICUM III. *Regem Angliæ &* PETRUM *Ducem Britanniæ ſub conditione ducendi* JOLENTAM *Filiam dicti Ducis in uxorem facta. Dat. apud Weſtmonaſterium die* 19. *Octobris Anno* 1225. 388

1226. Janvier. *Traité de Paix entre* LOUIS IX. *ſurnommé S.* Louis, & FERNAND, & JEANNE *Comte & Comteſſe de Flandre. Fait à l'Ile au mois de Janvier* 1226. 163

Juillet. *Imperatoris* FRIDERICI II. *Confirmatio Inveſtituræ, per Imperatorem* FRIDERICUM I. HENRICO GUERCIO *Marchioni Savonæ de Marchia Savonæ collatæ, facta in favorem* HENRICI *Marchionis Savonæ, Hæredumque ſuorum. Apud Burgum Sancti Domini, menſe Julio* 1226. 164

Juillet. *Inveſtitura ab Imperatore* FRIDERICO II. *de Caſtro, Burgo & Villis* FINARII *aliisque Juribus & Locis,* HENRICO *Marchioni Saonæ indulta. Dat. apud Burgum Sancti Domini menſe Julio* 1226. 164

8. Nov. *Traité entre* THOMAS *Comte de Savoye, & la Ville de* MARSEILLE. *Fait le* 8. *Novembre* 1226. 164

1. Decemb. *Diploma* HENRICI *Romanorum Regis; quo in favorem* ALBERTI *Livonienſis Epiſcopi Marchiam unam per totum ejus Epiſcopatum inſtituit, eamque Jure eodem quo alii Principes utuntur Illi concedit, cum annexa poteſtate cudendi Monetam, & fundandi Civitatem in Riga. Datum apud Norimbergam Kalend. Decembris Anno* 1226. *juxta computationem* HELVICI 165

1227. Mars. *Literæ* RICHARDI *Comitis Regis Angliæ Fratris, quibus continentur & notæ fiunt Conditiones Treugarum nuper inter ipſum &* LUDOVICUM *Franciæ Regem initarum Anno* 1227. 165

24 Septemb. *Traité de Paix entre* FERDINAND *Comte de Flandre & de Hainaut &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, &* HENRI *Fils du Duc. Fait l'An* 1227. 166

1228. *Recognitio* LUDOVICI *Comitis Palatini Rheni, & Ducis Bavariæ. Quod* ECBERTUS *Epiſcopus Babenbergenſis eum & Hæredes ejus illo Feudo, quod* ALBERTUS *Comes antiquus de Pogen tenuerat, infeudaverit. Actum apud Eſſeling Anno* 1228. 166

Juin. *Inſtrumentum Treugarum ſive Induciarum inter* LUDOVICUM IX. *Regem Franciæ &* HENRICUM III. *Regem Angliæ initarum apud Nogentum menſe Junii Anno* 1228. 166

1230. *Transport fait par* CHRETIEN I. *Evêque de Pruſſe de toutes les Donations, qui lui ont été faites par* CONRAD, *Duc de Maſovie, aux Chevaliers de* L'ORDRE TEUTONIQUE. *Fait l'An* 1230. 167

Juin. *Donation faite par* CONRAD *Duc de Maſovie & de Cujavie, de ſa Terre de Culme à l'Hopital de Sainte Marie appartenant à* L'ORDRE TEUTONIQUE. *Faite au mois de Juin* 1230. 167

Traité de Paix entre FREDERIC II. *Empereur & Roi de Sicile &* ABBUISSAC *Prince des Saraſins d'Afrique, touchant la ſureté du Commerce & la Juriſdiction de l'Empereur ſur les Saraſins & l'Iſle de* Corſe, *ſans y comprendre les Villes de* Genes, *de* Piſe, *de* Marſeille & *de* Veniſe, *qui avoient fait un Traité ſéparé avec le Calife: conclu par Guibault Ambaſſadeur & Otage de l'Empereur, l'An* 618. *de l'Hégire, qui eſt l'An de Jeſus-Chriſt* 1230 168

ANNO 1230.

Compromiſſum inter GREGORIUM IX. *Papam &* FRIDERICUM II. 23. Juillet. *Romanorum Imperatorem ad viam inveniendam, qualiter ad ipſum Dominum Imperatorem cum honore Eccleſiæ,* Gajetana *& S.* Agatha *Civitates, & omnes cum bonis ſuis de Regno Siciliæ, quos in fidem ſuam recepit Eccleſia, revertantur, ad quem Tractatum ab utraque parte datus eſt Annus. Actum apud S. Germanum* 23. *Julii* 1230. 169

FREDERICI II. *Imperatoris Declaratio de Compromiſſo inter ipſum &* GREGORIUM IX. *Papam facto ad viam inveniendam &c.* 169

1231. *Declaration & Promeſſe de* THIBAUT *Comte de Champagne Seigneur direct de la Ville de* Neufchatel *en Lorraine, portant que, ſi le Duc de Lorraine ſon Vaſſal manque à ce qu'il a promis aux Habitans de ladite Ville, il l'obligera à leur donner ſatisfaction Anno* 1231. 169

Juillet. *Contract de Mariage entre* HENRI I. *dit le* Blond *ou* Blondel, *Comte de Luxembourg, &* MARGUERITE DE BAR, *Fille Ainée de* HENRI *Comte de Bar, par lequel Mariage, la Ville de* Ligny *en Barois entre dans la Famille de Luxembourg. Fait au mois de Juillet* 1231. 170

1232. 3. Fevrier. *Arbitrium ſive Laudum à* GREGORIO IX. *Romano Pontifice ſententiatum inter T.* PATRIARCHAM GRADENSEM, *ab una, &* M. CASTELLANUM EPISCOPUM *ab altera parte; ſuper Juribus Patriarchatui aut Epiſcopatui præfato pertinentibus. Agnaniæ* 3. *Nonas Februarii Anno ſexto Pontificatus* GREGORII. 170

Mai. *Traité d'Alliance entre* FREDERIC II. *Empereur, & Roi de Jeruſalem & de Sicile, &* LOUIS IX. *dit S.* Louis *Roi de France, par lequel l'Empereur s'engage entr'autres à ne faire point d'Alliance avec le Roi d'Angleterre ſans le Conſentement de Louis. Fait a Portenau, au mois de Mai* 1232. 171

6. Decemb. *Accord entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GILLES *Seigneur de Breda. Fait au mois de Decembre* 1232. 172

1233. 19. Mars. *Traité de Mariage entre* THEODORIC *Fils de* THEODORIC *Comte de Clèves, &* ELISABETH, *Fille de* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Louvain le* 19. *Mars* 1233. 172

18. Août. *Conſenſus* OTTONIS *Ducis Brunovicenſis in venditionem per* HELENBURGEM *Viduam* THIDERICI DE WERBERGHE, *cum voluntate ſuorum Fratrum,* ARNOLDO *Abbati de Ridagshuſen ſuper 4. manſis proprietatis ſuæ factam. Actum & datum Anno* 1233. *die* 15. *Kalendas Septembris.* 172

Decemb. *Accord entre le Duc de* BOURGOGNE *& le Comte de* NEVERS, *pour la mouvence de Larry. Fait au mois de Decembre* 1233. 173

1234. 15. Fevrier. *Sententia* HENRICI *Romanorum Regis in cauſa inter* HERMANNUM *Marchionem de Baden ab una &* EGINONEM *Comitem de Freyburg ab altera parte de Argenti-fodinis & Cuſtodiis ſylvarum per Brisgaugiam, quod vulgo* Wild-

ANNO

Wildban *dicitur, contendentes, lata. Apud Francofurtum* 15. *Calendarum Martii* 1234. *Indictione septima.* 173

1235. 9. Decemb. *Contract de Mariage entre* BONIFACE *Marquis de Montferrat &* MARGUERITE *de Savoye. Fait le* 9. *Decembre* 1235. 173

1235. *Treugæ inter* LUDOVICUM Sanctum *Regem Franciæ, &* HENRICUM III. *Regem Angliæ in quinquennium conclusæ. Dat. apud Winton die* 3. *Februarii Anno* 1235. 389

1236. 3. Fevrier. *Contractus Matrimonialis inter* FREDERICUM II. *Imperatorem &* ISABELLAM, HENRICI III. *Regis Angliæ Sororem concluſus. Dat. apud Weſtmonaſterium die* 22. *Februarii Anno* 1236. 389

22. Fevrier. *Traité de Mariage entre* GUILLAUME *Comte de Juliers, &* MARGUERITE *Nièce du Duc de Brabant, & Sœur d'*OTHON *Comte de Gueldre. Fait à Louvain, l'An* 1236. 174

12. Mars. 1237. *Diploma Principum Imperii, quô Imperatoris* FRIDERICI II. *Filium* CONRADUM IV. *in Romanorum Regem, & in futurum Imperatorem poſt obitum Patris habendum eligunt.* 174

Juin. *Confirmation de S.* LOUIS *Roi de France de la ceſſion faite par* LOUIS VIII. *ſon Pere du Comté d'*Artois *en faveur de* ROBERT, *Frere dudit S.* LOUIS. *Faite à Compiegne au mois de Juin* 1237. 175

Septembre. *Compoſitio mutuarum diſceptationum inter* HENRICUM III. *Regem Angliæ &* ALEXANDRUM II. *Regem Scotiæ coram* OTTONE *Cardinali Legato facta apud Eboracum die Veneris proxima ante Feſtum S. Michaelis Anno* 1237. 390

1238. 1. Decemb. *Traité de Paix & de Convention entre* HENRI II. *Duc de Brabant, &* GAULTIER BERTHOUT, *Seigneur de Malines; avec promeſſe de donner en Mariage à* GAULTIER *Fils Aîné de Gaultier Berthout,* MARIE *Fille Aînée de la Comteſſe d'Auvergne, Sœur de* HENRI II. *Fait à Louvain, l'An* 1238. 175

1239. *Stephani Comitis Gentis Sclavorum Inſtrumentum Pacti, cum* GARGANO *Poteſtate Civitatis Spalatenſis initi; quo ille promittit, dictæ Civitati nullum malum inferre, imo potius eam juvare; Tranſigit etiam cum eadem de ſolutione Vectigalis.* 176

23. Fevrier. *Remiſe de la Ville de Saint Maurice en Chablais à* MARGUERITE *de* SAVOYE *Comteſſe de Kilbourg par* AME' *Comte de Savoye. Fait audit S. Maurice, l'An* 1239. 176

Mars. *Homagium per* JOANNEM *Britanniæ Comitem* LUDOVICO *Regi Franciæ præſtitum. Actum menſe Martio Anno* 1239. 176

Gregorii Papæ IX. Excommunicatio in FRIDERICUM II. *Imperatorem ob multa, contra Romanam Eccleſiam, Pontificem, Privilegia, Dignitates, & Homines, Apoſtolicæ Sedis libertatem pluraque alia ibi recenſita ab eo temere attentata, lata.* 177

24. Sept. GREGORII *Papæ IX. Literæ ad Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, &c. per Alemaniam conſtitutos, ut Sententiam Excommunicationis, contra* FREDERICUM II. *Imperatorem latam obſervent, & contravenientes cenſuris Eccleſiaſticis compescant.* 177

Literæ ſummi Pontificis GREGORII IX. *ad Regem Francorum* LUDOVICUM IX. *notificantes ſe depoſuiſſe* FRIDERICUM II. *Imperatorem, & loco hujus elegiſſe* ROBERTUM *Comitem dicti Regis Fratrem, quem ut in manutenenda hac Dignitate juret, adhortatur.* 178

16. Octobre. *Donation du Château de Monteys à* MARGUERITE *de Savoye Comteſſe de Kibourg, par* AME' *Comte de Savoye ſon Frere. Fait l'An* 1239. 178

ANNO

1240. 13. Mai. *Pactum Deditionis inter D.* GARGANUM *Poteſtatem Civitatis Spalatenſis & Incolas Inſulæ* BRACHIÆ, *quo hi, illi ſeſe ſubmittunt, & contra Homines Almiſi, Piratas, juvare promittunt. Dat. die* 13. *Maii* 1240. 178

1241. 22. Mars. *Traité entre* HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran. Fait en* 1241. 178

1242. Mai. *Interpretation du precedent Traité entre* HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran. Fait au mois de Mai* 1242. 179

1241. 7. Septemb. *Fragmentum Pacis inter Comitem* ANDREAM DE CHELMO *&* D. GARGANUM *Poteſtatem Civitatis Spalatenſis factæ, qua damna reciproce illata oblivioni dantur, ſecurus meatus & remeatus Spalatenſibus in Terra Comitis libertasque lignandi conceditur. Dat. in Spalato Anno* 1241. *die* 7. *Sept.* 179

29Decemb. FRIDERICI II. *Imperatoris ac Regis Siciliæ Declaratio de Conceſſione per eum Tragurienſibus facta, ut libere poſſint in Siciliam meare & remeare, ſtrictè ſevereque prohibens, ne quis eos offendere præſumat. Datum apud Sanctum Sal. . . . L. . . . XXIX. Decemb. XIIII. Indict.* 179

1242. Juin. *Ceſſion faite par* EUDES DE MONTAGU, *de toutes les prétenſions qu'il pouvoit avoir contre* HUGUES IV. *Duc de Bourgogne. Fait à Monbar, au mois de Juin* 1242. 180

30. Juin. *Imperatoris* FRIDERICI II. *Diploma Expectantiæ, quam* HENRICO *Illustri Marchioni Miſniæ in Lantgraviam* Thuringiæ *concedit. Dat. Beneventi die* 30. *Junii* 1242. *Indictionis prima.* 180

28. Octob. *Donation du Château de Bard en la Val d'Aouſte à* THOMAS *de Savoye Comte de Flandres, par* AME' IV. *Comte de Savoye. Fait à Aouſte le* 28. *Octobre* 1242. 180

1243. *Decretum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ* CARDINALIUM *afferentium, Apoſtolica Sede vacante, penes ſe Poteſtatem Papalem reſidere. Datum Anno Domini* 1243. 180

23. Fevrier. *Traité entre* HENRI II. *Duc de Lorraine & de Brabant &* THEODORIC *de Hoſtaden, par lequel Theodoric cede à Henri la Forteresſe de Dalhem, moyennant une certaine ſomme d'argent. Fait à Ruremonde, l'An* 1243. 181

7. Avril. *Litteræ* HENRICI III. *Regis Angliæ quibus notum facit quod Treugæ initæ ſunt ipſum inter &* LUDOVICUM IX. *Regem Franciæ quinque Annis duraturæ. Apud Burdegalam die ſeptimo Aprilis Regni ejus viceſimo ſeptimo.* 182

10. Mai. *Regis Ungariæ* BELÆ *Privilegium* NOBILIBUS *de* Inſula Faria *conceſſum, quod ſi Eccleſia de Faria vacare contigerit, ut libere eligant Præſulem ex fidelibus ad Regnum Hungariæ ſpectantibus; Item ne ulla unquam exactio à Nobilibus hujus Inſulæ requiratur, ita tamen ut Regi Hungariæ Bellum facienti Nobiles de genere* GINICH *cum duabus barchis ſuccurrant, &c. Datum Tragurii* 6. *Idus Maii* 1243. 183

3. Nov. *Fœdus inter Ducem Venetorum* JACOBUM TIEPOLUM, *Communitatemque* VENETIARUM *ab una, &* RAINERIUM MAUROGENUM *Comitem Civitatis Arbi, ipſamque Communitatem à parte altera, ad triennium initum; quo Hi vivam Guerram omnibus Kazætis, Piratis, & ſpecialiter Jadertinis contra Venetos rebellantibus facere, & requiſiti ad præbendum ſuccurſum cum* 300. *Hominibus exire promittunt. Actum in Communi Curia Anno* 1243.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

Indict. 2. menſe Novemb. die 3. exeunte. 183

1244. Decemb. *Teſtament de* JEANNE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut. Fait au mois de Decembre* 1244. 184

Plenipotentia Imperatoris FREDERICI II. *ſuis ad ſummum Pontificem Innocentium IV. ablegatis Procuratoribus Comiti Tholoſano, Magiſtris* Petro de Vinea & Thadæo de Sueſſa, *data cum memorato Pontifice agendi & in anima ſua quod Mandatis Pontificis ſtare velit jurandi.* 185

20. Juillet. *Traité de Trêve entre* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant &* GUILLAUME *Comte de Juliers & ſes Adherens. Fait près de Venlo, au mois de Juillet de l'An* 1244. 185

15. Août. *Obligatio & Promiſſio Regis Scotiæ* ALEXANDRI II. *Regi Angliæ* HENRICO III. *de Vaſallagio ſeu Ligio facta, quo bonam huic fidem ſervare nec fœdus contra eum inire ſe obligat. Circa Aſſumptionem B. Mariæ* 1244. 185

Articuli, quibus Imperator FRIDERICUS II. INNOCENTIO IV. *Papæ ſe fore ſatisfacturum ſpopondit. Anno* 1244. 186

Cautio Regis Scotiæ ALEXANDRI *& ſuorum Magnatum, ſummo Pontifici* INNOCENTIO IV. *facta, de non violanda fidelitate Regi Angliæ* HENRICO III. *per Sacramentum corporaliter præſtita* 1244. 186

8. Août. *Conventio inter* HENRICUM III. *Regem Anglorum ex una &* SENENAM *Uxorem* GRIFFINI *Filii* LEOLINI, *quondam Principis Northwalliæ, nomine ejusdem* GRIFFINI *ex altera parte, de liberando ſub certis conditionibus* GRIFFINO *à* DAVIDE *Fratre carceri mancipato. Acta apud Salepeſb. die Lunæ proxima ante Aſſumptionem B. Mariæ. Anno dicti Regis* 15. 187

29. Août. *Cautio & Obligatio* DAVIDIS *Principis Northwalliæ* HENRICO II. *Angliæ exhibita, de dimittendo ex carcere Fratre ſuo* GRIFFINO *aliisque punctis exequendis. Apud Alnet juxta Fluvium Elwey de Sto. Aſapho in feſto Decollationis Johannis Bapt. Anno dicti Regis* 25. 187

18 Decemb. *Contract de Mariage entre* AME' IV. *Comte de Savoye, &* CECILE DE BAUX. *Fait le* 18. *Decembre* 1244. 188

1245. *Decretum Concilii* LUGDUNENSIS *ſub* INNOCENTIO IV. *Papa Anno* 1245. *celebrati; de Electione Pontificum.* 188

De Electione Imperatoris ex Decretis Concilii Lugdunenſis ſub INNOCENTIO IV. *ſummo Pontifice Anno* 1245. *celebrati.* 188

Janvier. *Deux Traitez & Compromis entre* JEAN D'AVESNES *&* BAUDOUIN *ſon Frere, Fils de* MARGUERITE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, & de* BUCHARD D'AVESNES *d'une part, &* GUILLAUME, GUIDON, JEAN *&* JEANNE *de* DAMPIERRE *auſſi Enfans de ladite* MARGUERITE *& de* GUILLAUME DE DAMPIERRE *d'autre part, ſur leurs pretenſions aux Comtés de* Flandre *&* Hainaut. *Fait par l'Arbitrage de St.* LOUIS *Roi de France en* 1245. 189

24. Mars. *Mandatum ſummi Pontificis* INNOCENTII IV. *Epiſcopis Wintonienſi & Norwicenſi & de ſolvenda ſua portione ſubſidii ad opus Sedis Apoſtolicæ deſtinati pecuniarii octoginta marcarum Eſterlingarum Cum Literis* WALTERI *Epiſcopi Norwicenſis Abbati St. Albani hac de re ſcriptis. Lundini IX. Kalend. Aprilis Anno* 1245. 190

Juin. *Imperatoris* FRIDERICI II. *Confirmatio Privilegiorum, ab Imperatore* FRIDERICO I. HENRICO II. *Duci Auſtriæ Anno* 1156. *de erectione Marchionatus Auſtriæ in Ducatum, deque Succeſſione, masculis deficientibus, Filiæ ſenioris in præfato Ducatu, & exemptione ab omnibus ſubſidiis Imperio præſtandis, aliisque quam plurimis Prærogativis conceſſorum, facta Veronæ* 1245. 190

1245. 16. Juillet. *Sententia Excommunicationis contra* FRIDERICUM II. *Imperatorem ab* INNOCENTIO *Papa IV. in Concilio Lugdunenſi lata die* 17. *Calend. Auguſti Pontificatus Anno tertio.* 190

17. Juill. *Ejusdem* EXCOMMUNICATIONIS *aliud Exemplum, ex Collectione Regia Conciliorum.* 192

1246. *Decretum Confœderationis inter* BARONES FRANCIÆ *ad cohibendum Attentata* PRÆLATORUM *ſanctum Anno* 1246. 194

Novemb. *Commiſſion des* BARONS DE FRANCE *à quatre d'entr'eux, pour l'execution de leur Décret d'Alliance, contre les Entrepriſes des Eccleſiaſtiques, Novembre* 1246. 194

1. Avril. *Edictum ſeu Mandatum Regis Angliæ* HENRICI III. *de non perſolvendo ad opus Papæ tallagio. Datum apud Weſtmonaſterium die* 1. *April Anno dicti Regis* 30. 195

Mandatum iteratum Regis Angliæ HENRICI III. *de non perſolvendo ad opus Domini Papæ vel alterius tallagio aliquo vel auxilio.* 195

1247. 21. Avril. *Contract de Mariage de* MAINFROI *Fils de l'Empereur* FREDERIC *&* BEATRIX DE SAVOYE. *Fait à Chambery, le* 21. *Avril* 1247. 195

3. Septemb. *Indultum* WILHELMI *Romanorum Regis Epiſcopo* Conſtantienſi *conceſſum ſuper adminiſtratione Regalium. Datum in Caſtris apud Aquis* 3. *Non. Septembris Indictione* 5. 195

1248. Mars. *Declaration de N. . . . . Comteſſe de Toul, & de* ODES *ſon Fils, par laquelle ils reconnoiſſent de tenir le Comté de Toul en Fief & Hommage de* ROCHER *Evêque de Toul. Fait au mois de Mars* 1248. 196

26. Juin. *Teſtament de* THOMAS *de Savoye Comte de Maurienne. Fait au mois de Juin* 1248. 196

Pactum Pacis inter PHILIPPUM *Flandriæ &* FLORENTIUM *Hollandiæ Comites, confirmatum à* WILLELMO *Romanorum Rege electo. Actum Brugis Feria poſt Octavas Apoſtolorum Petri & Pauli Anno* 1248. 392

10 Septemb. *Prorogatio Treugarum ſeu Induciarum inter Regem Francorum* LUDOVICUM *Sanctum &* HENRICUM *Regem Angliæ. Data apud Lorriacum in Vigilia B. Matthæi Apoſtoli* 1248. 197

1249. 1. Juillet. *Reverſales præcipuorum quorumdam Comitum Nobiliumque Thuringiæ, quibus* HEINRICUM *Illuſtrem Marchionem Miniæ, ſub certis conditionibus pro Domino ſuo & Landgravio Thuringiæ agnoscunt. Actum apud Wizimuels Anno* 1249. *Kal. Julii Indict. ſeptima.* 197

1250. *Teſtament de l'Empereur* FREDERIC II. *Fait en* 1250. 198

1251. 20. Août. *Donation faite à* PIERRE DE SAVOYE *& à* AGNES DE FAUCIGNY *ſa Femme par* AIMON *Seigneur de* FAUCIGNY. *Fait le* 20. *Août.* 1251. 198

16. Octob. *Traité d'Alliance pour trois Ans entre le Canton de* ZURICH *d'une part, & les Cantons d'*URI *&* SWITZ *d'autre part, pour leur commune défenſe à Zurich le jour de S. Gall* 1231. 198

23. Nov. *Regis Ungariæ* BELÆ *Diploma, quo* STIPCHONI, JACOBO, GREGORIO, *&* DANIELI OBRADO, *item & Nepotibus ejus Filii, videlicet Comitis* BUDISLAVI, *Comitibus & Nobilibus de* BERBERIO, *Comitatum* Breberienſem *confert & confirmat*

ANNO

Anno

ANNO 1251. 13Decemb. — *Anno* 1251. *Non. Kal. Decemb.* 199

Traité d'Accord & d'Alliance entre HENRI *Duc de Brabant & la Ville & les Habitans de* COLOGNE. *Fait à Louvain le* 13. *Decembre* 1251. 199

1252. — *Literæ quibus continentur Conditiones Treugarum inter Regem Francorum* LUDOVICUM IX. & SARACENORUM SOLDANUM *initarum.* 199

22. Mai. — *Donation faite par* GUILLAUME *Roi des Romains à* THOMAS DE SAVOYE *Comte de Maurienne, des Villes & Châteaux de Turin, de Montcalier, de Rivoles, de Cologne, Cavours, Yvrée, du Pays de Canavais & autres Lieux. Faite le* 22. *Mai* 1252. 200

19. Sept. — *Teſtament d'*AME' IV. *Comte de Savoye. Fait le* 19. *Septembre* 1252. 200

1253. 1. Mars. — *Poteſtas per Regem Francorum* LUDOVICUM IX. *ſuis Fratribus,* ALPHONSO *Pictaviæ & Tholoſæ, &* CAROLO *Andegaviæ & Provinciæ Comitibus, facta de Treugis cum* REGE ANGLIÆ *ſuo nomine ineundis atque firmandis. In Caſtris juxta Joppen* 1. *Martii* 1253. 201

22Septemb. — *Declaration de* CATHERINE *Ducheſſe de Lorraine, & de* FERRIS *ſon Fils, portant que le Droit & Commandiſe que ceux de Toul leur ont donné dans leur Ville, n'eſt qu'à vie & ſans préjudice de la fidelité dûë au Seigneur de ladite Ville. Fait le jour de St. Maurice* 1253. 201

1254. 31. Mars. — *Confœderatio inter* HENRICUM III. *Regem Angliæ &* ALPHONSUM *Regem Caſtellæ contra quosvis inimicos inita. Dat. apud Toletum pridie Kal. Aprilis, Anno* 1254. 393

20. Avril. — *Alia Confœderatio inter* HENRICUM III. *Regem Angliæ &* ALPHONSUM *Regem Caſtellæ concluſa. Dat.* 12. *Kal. Maii Anno* 1254. 394

1255. 25. Fevrier. — *Privilegium* WILHELMI *Romanorum Regis, univerſis Civibus de* MULHAUSEN *conceſſum de non obliganda ſive oppignoranda Civitate Mulhauſen. Middelburgi* 5. *Calend. Martii, Indictione duodecima, Anno* 1255. 201

9. Avril. — *Bulla Papæ* ALEXANDRI III. *qua Regnum Siciliæ* EDUARDO *Filio* HENRICI III. *Regis Angliæ tanquam Feudum confert. Dat. Neapoli, quinto Idus Aprilis Anno* 1255. 394

Mai. — *Traité & Confederation entre* HENRI III. *Duc de Lorraine & de Brabant, & les Habitans de la Ville de S.* Tron *dans le Pais de Liege. Fait au mois de Mai de l'An* 1255. 202

Juin. — *Prorogatio Treugarum ſeu Induciarum Juramento confirmata per* SIMONEM DE MONTFORT *Comitem Leyceſtriæ &* PETRUM DE SABAUDIA *Legatos Regis ab una, &* LUDOVICUM Sanctum *Regem Francorum ſuosque Fratres ab altera parte, menſe Junio* 1255. 202

Juillet. — *Renovatio & Prolongatio Treugarum inter* LUDOVICUM Sanctum *Regem Franciæ, &* HENRICUM III. *Regem Angliæ initarum. Dat. apud Nottingham Anno* 1255. *menſe Julio.* 398

Juillet. — *Traité de Mariage entre* FERRY II. *Duc de Lorraine, &* MARGUERITE *de Navarre, conclu au mois de Juillet* 1255. 398

10. Nov. — *Romanorum Regis* WILHELMI *Conſtitutio; qua Pacem in Imperio inſtauratam confirmat, Vindictam propriam prohibet, & coram Judiciario Cæſareo jus eſſe proſequendum edicit, atque ordinat. Facta apud Oppenheim Anno* 1255. *in Vigilia Sti. Martini.* 202

1254. 1255. & 1256. — *Formula Pacis publicæ per* GEBHARDUM *Archiepiscopum Moguntinum,* CHUNEZ *Colonienſem,* ARNOLDUM *Trevirenſem, atque plurimos* EPISCOPOS *videlicet,* Wormatienſem, Argentinenſem, Baſileenſem, Metenſem, *nec non* ABBATES, COMITES, & CIVITATES IMPERIALES *quam plurimas, in ſecuritatem viarum, & tranquillitatem publicam ad decem Annos ſancitæ, & ad quam obſervandam in quovis Dominio quatuor viri fide digni electi & conſtituti ſunt. Actum Annis* 1254. 1255. & 1256. *in Civitatibus Wormatia, Moguntia & Colonia.* 203

1256. — *Extrait du Traité de Paix entre* MARGUERITE *Comteſſe de* Flandre & *de* Hainaut, & FLORENT *Gardien de* Hollande. *Fait à Bruxelles par l'entremiſe de S.* LOUIS *Roi de France, en l'An* 1256. 205

8. Fevrier. — *Literæ Anglorum Regis* HENRICI III. *quibus recenſet conditiones non ſolum Fœderis inter ſe &* REGEM CASTELLÆ *initi; ſed & conditiones Pacis, mediante eodem Caſtellæ Rege, inter ſe &* GASTONEM DE BIERRE *reliquosque* Vascones *factæ. Veſac. die* 8. *Februarii Anno præfati Regis Angliæ* 38. 205

12. Mars. — *Conventio inter* CANONICOS *Epiſcopatus Lubicenſis ab una, &* CONSULES *Civitatis* LUBECÆ *ab altera parte, per* JOANNEM *Epiſcopum facta: quod nimirum oblationes Sancti Nicolai impoſterum à duobus Canonicis & duobus Laicis ſub* 4. *clavibus ſerventur, dictæque oblationes ad uſum Eccleſiæ convertantur: Arca muro Civitatis contigua Conſulibus dimittatur, Et viciſſim duos ſolidos annuatim Canonici ex Domo Sancti* ADRIANI *in recompenſationem conſequantur. Actum Anno* 1256. *quarto Idus Martii in die B.* GREGORII *Papæ Indict. XIII.* 206

Octobre. — *Pactum Pacis inter* MARGARITAM *Comitiſſam Flandriæ &* GUIDONEM *Comitem Hollandiæ. Actum Bruxellæ Sabbato poſt Feſtum Lucæ Evangeliſtæ, Anno* 1256. 399

Decemb. — *Renonciation de* SIMON DE MONTFORT *Comte de Leyceſter & de la Comteſſe ſon Epouſe à toutes les prétentions qu'ils pourroient avoir ſur le Duché de* Normandie, *la Comté d'*Anjou, *la* Touraine, *le* Maine *&c. en faveur de* LOUIS IX. *Roi de France. Faite à Paris le jeudi après la fête de S. André l'Apôtre en* 1256. 400

1257. 18. Mai. — *Litteræ* RICARDI *Regis Romanorum ad* EDMUNDUM *Filium* HENRICI III. *Regis Angliæ, de ſolemni Coronatione ſua Aquisgrani peracta. Dat. Aquisgrani die* 18. *Maii Anno* 1257. 401

1258. 14. Mars. — ALPHONSI *Regis Caſtellæ Diploma, quo tanquam Rex Romanorum inveſtit* FRIDERICUM III. *Ducem Lotharingiæ de toto Ducatu, nec non de Comitatu Romaricenſi, eique concedit varia Privilegia & Prærogativas. Toleti pridie Idus Martii* 1258. Cum *præfati* FRIDERICI *Acceptatione, Recognitione & Homagio fidelitatis; hoc tamen ſalvo, quod ſi infra duos Annos contigerit* ALPHONSUM *ad Imperium non venire, tunc* FRIDERICUS *de dicto Homagio præſtito non teneatur. Eodem die & loco.* 207

1258. 28. Mai. — *Articles de la Paix accordée à Paris le Mardi après la quinzaine de la Pentecoſte* 1258. *entre le Roi St.* LOUIS *& le Roi d'Angleterre.* 207

28. Mai. — *Declaratio Nuntiorum ſive Legatorum* REGIS ANGLIÆ, *quod* LUDOVICUS *Rex Francorum, cum præſtiterit Juramentum de tenendo ſupraſcripto Pacis Tractatu, ipſe reſervaverit reſtitutiones & ſolutiones pecuniæ, quas fieri ordinaverat in quibusdam Terrarum illarum, quas habere debet Rex Angliæ* 1258. 208

1. Juin. — *Recognitio* SIMONIS DE MONTFORT *Comitis Leyceſtriæ,* P. DE SAVOYE, & GEOF-

ANNO

GEOFFROI & GUY DE LEZIGNAN & HUGUES BIGOT, *Nunciorum Regis Angliæ, quod dicti Regis Procuratorio nomine juraverint Pacem Anno* 1258. *sancitam.* 208

1258. 8. Juin. *Literæ* RICHARDI *Regis Alemannorum de Pace habita cum Domino Rege Franciæ & de quittationibus ab eodem factis. Actum Parisiis* 8. *die Junii Anno* 1258. 402

1259. Mars. MANFREDI *Regis Siciliæ Privilegium, Universitati Civitatis* Spaleti *concessum, quo indulget, ut in Regnum Siciliæ cum Navibus suis Incolæ dictæ Civitatis salvi veniant & securi, ita tamen ut in fidelitate permaneant, nec piraticam, uti jurato promiserant, contra Regnum Siciliæ exerceant. Dat. apud Ortam Anno Incarnat.* 1259. *mense Martii Indict.* 2. 209

13. Mars. *Fœdus seu Reciproca Obligatio inter D.* WIDONEM *Comitem Vinodolii & Midorussiæ, Civitatis Spalatensis Potestatem, atque Communitates* SPALATENSEM & TRAGURIENSEM *ab una & Comitem* BUTTEGONEM *Maritimum Regis Hungariæ* BELÆ *Banum ab altera parte, de Bello conjunctim gerendo contra* Polizanos *habitatores Montis* Massari, *Piratas. Dat. Anno* 1259. *Ind.* 2. *die Mercurii* 13. *exeunte Martii.* 209

12. Mai. *Testament d'*EUBAL DE GENEVE, *Fils d'*HUMBERT *Comte de Geneve. Fait à Londres, le* 12. *de Mai* 1259. 209

Juin. *Declaration de* JAQUES *Evêque de* Metz, *par laquelle il s'engage & promet de secourir* THIBAUT *Comte de Bar son Cousin & son Homme, entre tous, & envers tous, excepté ceux de* Metz, *& les Evêques de* Toul, *& de* Strasbourg, *Juin* 1259. 210

25. Juillet. *Ratificatio Pacis inter Regem Francorum* LUDOVICUM IX. *& HENRICUM Angliæ Regem Anno* 1253. *initæ, factæ per* EDUARDUM *dicti Regis Angliæ Primogenitum apud Westmonasterium in festo Sancti Jacobi* 1259. 210

13 Octobre. *Traité de Paix entre* LOUIS IX. *Roi de France &* HENRI III. *Roi d'Angleterre; par lequel le Roi* LOUIS *doit donner à* HENRI *ses Terres de* Limoges, Cahors & Perigord, *comme aussi une recompense sortable pour la Terre d'*Agenois *aux conditions y contenuës; & après le Decez de la Comtesse de* POICTIERS *ce que le Comte de* POICTIERS *tient en* Xaintonge *pour tenir le tout ensemble, en Fief & Domaine, de la Couronne de France comme Pair de France & Duc d'Aquitaine &c. En échange de quoi* HENRI *cede au Roi & à la Couronne de France tout ce qu'elle tient en* Normandie, *en* Anjou, *en* Touraine & *au* Maine, *& en toute la Terre de* Poictiers. *Fait à Londres le Lundi avant la Fête de St. Luc l'Evangeliste l'an de l'Incarnation* 1259. *au mois d'Octobre.* Avec *la Ratification des Prélats & Barons d'Angleterre du même jour.* 210

4. Decemb. *Confirmation du Traicté de Paix de l'An* 1258. *faicte par* SIMON DE MONFORT, *Comte de Leycestre, &* ELEONOR *Comtesse sa Femme; la dicte Comtesse renonce à tout le droict qu'elle pouvoit pretendre ez Duché de* Normandie, *Comtés d'*Anjou, Touraine, le Mayne & Poictou. 1259. 102

9. Decemb. *Transactio inter Archie-Episcopum Magdeburgensem* RUDOLPHUM & *Dominum de* ARNESTEN, *qua Archiepiscopo & Archi-Episcopatui Præfectura* Rammelburg *in perpetuam proprietatem ceditur. Data Struccebere in Domo Fratrum Prædicatorum, Anno Domini* 1259. *V. Idus Decembris.* 213

1260. RAINERII GENONIS *Ducis Venetorum Diploma, quo Comitibus* Schinellæ *ac ejus Filiis* PETRO SCHINELLE, BARTHOLOMÆO & FRIDERICO BARTHOLOMÆO & GUIDONI *Filiis Comitis* GUIDONIS DE VEGLA *concedit & confirmat universum Comitatum* Veglæ & Insulæ & Pervichii, *sub hisce conditionibus, ut Nuncios & Galeas Venetorum honorifice tractare, horum Amicos pro Amicis & Inimicos pro Inimicis habere, Communi Venetiarum nongentas libras Venet: solvere teneantur, & decedentibus omnibus Comitibus masculis, dictus Comitatus in Ducem & Comitem Venetorum libere debeat devenire. Dat. Anno* 1260. 213

1260. 14 Septemb. *Testament de* JAQUES *de Lorraine, Evêque de* Metz, *Frere de* MATTHIEU II. *Duc de Lorraine. Fait le* 14. *Septembre* 1260. 402

1261. 26. Janvier. *Traité & Alliance entre la Ville d'*ANVERS & *les Habitans de* TURNHAUT. *Fait à Louvain en l'An* 1261. 214

Novemb. *Declaration de* FERRIS *Duc de Lorraine, portant, qu'il a vendu à* GILON *Evêque de Toul la* Comté de Toul, *laquelle il avoit achetée d'*OIDON *ou* ODES. *Faite au mois de Novembre* 1261. Avec *le* CERTIFICAT *ou Declaration du même* OIDON *ou* ODES *touchant cette vente. Au mois de Janvier* 1261. 214

12 Decemb. *Declaratio* HENRICI *Regis Angliæ, quod virtute Tractatus de Anno* 1258. REX FRANCORUM & *ipse convenerit, ut valor Terræ* Agenesii *sibi singulis Annis in pecunia, videlicet tria millia, septingentæ viginti Libræ, octo solidi, & sex Denarii Turonenses, & quidem Parisiis apud Templum solvantur. Apud Westmonasterium, die* 12. *Decembris* 1261. 215

1262. *Extrait du Traité de Paix entre* CHARLES I. *Comte de Provence & la Ville de* MARSEILLE. *Fait en* 1262. 215

1. Avril. *Transactio inter Episcopum Spirensem,* BERTHOLDUM & *Civitatem* SPIRAM *super quinque Articulis, primo Monetam scilicet Spirensem concernente; secundo super Ponte faciendo ultra Fluvium Lusse, tertio super Passagio apud Ketsch, quarto super exactione quæ* Ungeld *appellatur, & quinto super* 7. *personarum Juramentis. Apud Heiligenstein Cal. Aprilis* 1262. 215

1262. **1263.** ou **1264.** 31. Août. *Lettre du Pape* URBAIN IV. *à* RICHARD *élu Roi des Romains, touchant la dispute pour l'élection entre ledit* RICHARD, & ALPHONSE, *avec les raisons de part & d'autre. Ecrite le dernier d'Août.* 216

1262. 17. Octob. *Testament d'*AGNES *Dame de Foucigny, Comtesse de Savoye. Fait le* 17. *Octobre* 1262. 219

1263. 1. Mars. *Testament de* BEATRIX *de Savoye, Comtesse de Provence. Fait au mois de Mars* 1263. 219

10. Mars. *Reversales* HENRICI *Cantoris Ecclesiæ Argentinensis quod, si in Episcopum promotus fuerit, Compositionem inter* WALTERUM *Episcopum & CIVITATEM ARGENTINENSEM, super discordiis, occasione Jurium & Consuetudinum inter eos exortis, factam, ratam habiturus & inviolabiliter servaturus sit. Datum Argentinæ VI. Idus Martii* 1263. 220

Accord entre HENRI *Evêque de* STRASBOURG *avec son Chapitre d'une part, & la Ville de* STRASBOURG *d'autre part. Fait le Samedi avant la Fête de St. George, l'An* 1263. 221

28. Juillet. *Litteræ* URBANI III. *Papæ ad* HENRICUM III. *Regem Angliæ, ejusque Filium* EDMUNDUM, *quibus ipsis indicat, se Regnum* Siciliæ *propter non præstita ab ipsis debita alii collaturum esse. Dat.*

ANNO

1263. 31. Août. *Dat. apud Urbem veterem 5. Kal. Augusti* 1263. 403

Litteræ Papæ URBANI III. *ad* RICARDUM *Romanorum Regem, quibus ipsum ad Tribunal suum ad cognoscendum de contentionibus inter eum & ALPHONSUM super electione exortis, citat. Dat. apud Urbem veterem 2. Kalend. Sept.* 1263. 404

17. Octob. *Donation à* PIERRE *Comte de Savoye, par* RICHARD *Empereur, des biens d'* HERMANN *le Jeune, Comte de Kibourg. Fait le 17. Octobre* 1263. 221

1264. 5. Avril. *Partitio Hæreditaria inter* GOTOFREDUM & HENRICUM *Comites de Sayn, per quam huic Comitia* de Sponheim *cum Castris, Munitionibus, & omnibus bonis attinentibus, nec non omnia bona Allodialia, per mortem* ALHEIDIS *quondam Comitissæ de* SPONHEIM *ad eos devoluta;* GOTOFREDO *autem Comitia* de Sayn *cum omnibus pertinentiis, atque bonis per mortem* MECHTILDIS *quondam Comitissæ* Saynensis *ad utrumque eorum devolutis, obvenit. Actum Saine in die S. Vincentii Anno* 1264. 221

1265. Janvier. *Don du Royaume de* THESSALONIQUE, *fait à* HUGUES *Duc de Bourgogne, par* BAUDOUIN *Empereur de Constantinople. Fait à Paris au mois de Janvier* 1265. 222

9. Août. *Fœdus & Confœderatio inter* CAROLUM *Regem Siciliæ, Apuliæ & Capuæ &c. pro se & nomine Romanæ Ecclesiæ ab una, &* OPIZONEM *Marchionem Estensem & Communia* MANTUÆ *atque* FERRARIÆ *ab altera parte, contra* MANFREDUM *Principem Tarentinum,* HUBERTUM PALAVICINUM & BOZONEM DE DORARIA. *Actum Romæ, Anno Domini* 1265. *Indictione VIII. die 9. Augusti.* Cum *Regis* CAROLI *Ratificatione. Dat. Romæ die* 12. *Novembris Indictione IX. Regni sui Anno* 1. 222

1266. 28. Mai. *Accord entre* HUGUES *Duc de Bourgogne, &* GUI *Evêque de Châlons pour la Ville de* SAINT LOUP. *Fait au mois de Mai* 1266. 223

7. Juin. *Titres du Mariage de* BEATRIX *de Bourgogne, avec* HUGUES *Comte de la Marche. Fait en* 1266. 224

14. Août. *Traité d'Alliance entre* HENRI *Comte de Luxembourg & de la Roche, & Marchis d'Arlon, &* FERRY *Duc de Lorraine & Marchis, par lequel* HENRI *s'oblige à ne jamais aider le Comte de* BAR *contre* FERRY, *quand même il seroit en Guerre avec lui; avec cette clause extraordinaire, que si, dans le cas d'une telle Guerre, & pendant qu'elle dureroit, le Comte de* BAR *prenoit ce tems, pour venir attaquer le Duc de Lorraine, alors le Comte de Luxembourg seroit obligé de faire trêve avec lui, & de joindre ses armes aux siennes contre ledit Comte de Bar. Fait la Vigile de l'Assomption de notre Dame, l'An* 1266. 224

Novemb. *Transaction & Echange entre* HUGUES *Duc de Bourgogne, &* HUGUES *Comte de Vienne. Fait au mois de Novembre* 1266. 225

Decemb. *Litteræ* S. LUDOVICI *Francorum Regis de Treugis initis inter Regem Angliæ* HENRICUM III. & EDUARDUM *ipsius Primogenitum ex una parte, &* REGEM NAVARRÆ *ex altera, usque ad triennium. Actum Parisiis Anno* 1266. *die Lunæ ante Natale Domini.* 407

1267. Fevrier. *Declaration de* GUILLAUME DE VERGY *Senechal de Bourgogne, & de* LORE *Dame de* DAMPIERRE, *sa Femme, faisant foi du Compromis, passé entr'eux & la* COMTESSE DE FLANDRES *pour la Ville de* St. DISIER. *Fait au mois de Fevrier* 1267. 226

ANNO

1267. 24. Mai. *Acte par lequel* HENRI *Fils aîné de* HENRI III. *Duc de Brabant, étant mal propre au Gouvernement, cede à* JEAN *son Frere puis né tout le Droit qu'il a sur le Duché de Brabant. Fait à Cambrai l'An* 1267. 226

11. Juin. *Traité de Mariage de* PHILIPPES *de Savoye & d'*ALIX *Comtesse Palatine de Bourgogne. Fait le* 11. *de Juin* 1267. 227

1268. *Convention entre* S. LOUIS *Roi de France & la Republique de* VENISE, *pour l'envoi d'une Armée de la part du Roi dans la Terre Sainte. Fait en* 1268. 227

6. Mai. *Testament de* PIERRE *Comte de Savoye. Fait au mois de Mai* 1268. 228

8 Septemb. *Traité entre* PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne, & la Ville de* BERNE. *Fait audit Berne au mois de Septembre* 1268. 230

20 Septemb. *Lettres Patentes de* RICHARD *Roi des Romains, par lesquelles il approuve la cession que* HENRI, *Duc de Brabant, fit de ce Duché en* 1267. *à son Frere* JEAN. *Données à Cambrai le* 20. *Sept.* 1268. 230

1269. 25. Juillet. *Transaction passée entre* HUGUES *Duc de Bourgogne & de* PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne, faite par l'entremise de* HUGUES *Comte de Vienne & de* HENRI *Seigneur de Sainte Croix son Frere en* 1296. 230

Août. *Confœderatio inter* HENRICUM III. *Regem Angliæ &* MAGNUM IV. *Regem Norwegiæ facta. Dat. apud Winton, die Mercurii proximo post Festum assumptionis S. Mariæ Anno* 1269. 408

24 Septemb. *Litteræ* HENRICI III. *Regis Angliæ, quibus continentur & notæ fiunt Conditiones Treugarum inter ipsum &* EDUARDUM *Filium ab una, &* LUDOVICUM IX. *Regem Franciæ ab altera parte initarum pro quinque Annis. Dat. apud Winton. die Martis proxima ante festum Sancti Michaelis Anno* 1269. 230

24 Septemb. *Litteræ* THEOBALDI *Regis Navarræ, quibus Treugæ inter* LUDOVICUM *Regem Franciæ ipsius Patrem ab una, &* HENRICUM *Regem Angliæ ab altera parte nuper initæ ad quinque Annos ratihabentur & confirmantur pro parte sua & Regni Navarræ. Dat. apud Stellam die Martis ante festum S. Michaelis Anno* 1269. 231

1270. *Accord & Convention passée entre les* CHANOINES & *les* ECHEVINS *de* NAMUR, *touchant leur Jurisdiction, par l'entremise de* GUI *Comte de Flandre & Marquis de Namur. Fait à Namur, l'An* 1270. 232

Avril. *Testament de* RAOUL *Comte de Soissons. Fait au mois d'Avril en l'Année* 1270. *avant qu'il partit pour la Terre Sainte.* 409

7. Avril. *Traité entre* PHILIPPES *Comte de Savoye & de Bourgogne,* ALIX *Comtesse de Bourgogne sa Femme, &* HUGUES *Duc de Bourgogne. Fait vers les Fêtes de Pâques de l'Année* 1270. 232

1271. 14. Juillet. *Pax inter* OTTOCARUM *Regem Bohemiæ &* STEPHANUM *Regem Ungariæ, qua inter alia recensentur Terræ Regis Bohemiæ Pacis Tractatu comprehensæ; vincula item ad Pacis observationem adhibita; porro rationes, quibus nascituræ controversiæ sint dirimendæ; tum pœna in pacis violatores constituta, & tandem Renunciatio Regis Hungariæ super omni Jure & actione in Ducatibus* Styriæ, Carinthiæ, *&* Dominiis Carniolæ, Marchiæ *sibi competentibus. Datum Pragæ* 2. *Idus Julii* 1271. 233

1272. 13. Juill. *Donatio Regis Bohemiæ* OTHOKARI, HENRICO *seniori de* PLAWE,

ANNO

de Castro Grenlis *cum Foro, Villis, Venationibus, Aurifodinis, & cunctis appertinentiis in perpetuum constituta. Datum Pragæ tertio Idus Julii Anno* 1272. 234

1272. 26. Août. *Testamentum* JACOBI *Arragonum, Majoricarum & Valentiæ Regis. Actum in Montepessulano septimo Calendas Septembris, Anno* 1272. 409

25 Septemb. *Lettres de* THIBAUT *Comte de Bar, contenant les Articles & Conditions du Compromis passé entre* FERRI *Duc de Lorraine & lui, au sujet des Prisonniers, faits par eux à Hatigney, & du different survenu entr'eux à cet egard. Fait devant Espinal le Dimanche après la St. Mathieu* 1272. 235

22. Octob. *Emancipation de* ROBERT, *Duc de Bourgogne, faite par* HUGUES *son Pere en* 1272. 235

23. Octob. *Lettre de* HUGUES *Duc de Bourgogne à* PHILIPPE III. *Roi de France, surnommé* le Hardi, *touchant la Donation du Duché de Bourgogne, faite par ledit* HUGUES *à* ROBERT *son Fils, datée de l'Année* 1272. 235

24. Octob. *Donation du Duché de Bourgogne faite entre vifs, à* ROBERT, *par* HUGUES *Duc de Bourgogne son Pere. Fait au mois d'Octobre* 1272. 236

1273. 2. Avril. *Contract de Mariage de* GASTON *Vicomte de Bearn & de* BEATRIX *de Savoye Dame de Fouciguy. Fait le jour des Rameaux de l'Année* 1273. 236

30. Nov. *Tractatus inter* EDUARDUM I. *Regem Angliæ, &* HENRICUM *Regem Navarræ concluſus, ſuper contrahendo Matrimonio inter* HENRICUM *Filium dicti Regis Angliæ &* JOHANNAM *Filiam dicti Regis Navarræ. Dat. apud Hospitale de Bono Loco, pridie Kal. Dec. Anno* 1273. 412

1274. 4. Septemb. *Fœdus inter* CAROLUM I. *utriusque Siciliæ Regem ab una, & Univerſitatis Civitatis atque Terræ* SIBENICI, *nec non Civitatis & Terræ* SPALETI *ab altera parte, contra Terram* DALMASII, *usque ad Ratihabitionem Regis Ungariæ initum, quo conveniunt, quomodo & quamdiu Bellum contra præfatam* Dalmatii *Terram fautoresque ſuos geri debeat. Dat. apud Lacum Penſilos die* 4. *Septembr.* 1274. 236

1275. Octobre. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne & la* SAINTE CHAPELLE DE DIJON, *pour le recouvrement de la Croix d'Or d'Hugues Duc de Bourgogne. Fait au mois d'Octobre* 1275. 237

1276. *Laudum Concordiæ, quo* OTTOGARUS *Rex Bohemiæ omne jus, quod in* Auſtria, Styria, Charinthia, Carniola, Marchya, & Corritia, *ac* Portusnah, *habebat, vel habere videbatur, cedit* RUDOLPHO I. *Romanorum Regi, & inſimul* OTTOCARI *Filio* RUDOLPHI *Filia, &* RUDOLPHI *Filio* OTTOCARI *Filia desponſantur. De Anno* 1276. 237

1277. Fevrier. *Accord & Reglement entre* ROBERT II. *Duc de Bourgogne & l'*ABBE DE St. PIERRE DE CHALON, *pour leur Seigneurie & Jurisdiction. Fait à Paris, au mois de Fevrier* 1277. 238

Fevrier. *Tranſaction paſſée par la mediation de* PHILIPPE III. *Roi de France, entre* ROBERT *Duc de* BOURGOGNE *d'une part, &* ROBERT *Comte &* YOLANDE *Comteſſe de* NEVERS *pour les prétenſions desdits Comte & Comteſſe ſur le Duché de Bourgogne. Faite à Paris au mois de Fevrier* 1277. 238

Avril. *Tranſaction entre* ROBERT *Duc de Bourgogne d'une part, &* ROBERT *de France, Seigneur de* BOURBON *&* BEATRIX *ſa Femme, d'autre; touchant le Droit desdits Robert de France & Beatrix ſur la Duché de Bourgogne. Faite au mois d'Avril* 1277. 239

ANNO

1277. Septembre. *Accord entre* PHILIPPE *de Vienne &* l'ABBE' DE CISTEAUX. *Fait au mois de Septembre* 1277. 240

Octobre. *Tranſaction entre* ALIX *Comteſſe de Vienne, & ſes Enfans, pour ſon Douaire. Fait au mois d'Octobre* 1277. 240

Octobre. *Ceſſion faite par* JEAN *de Chalon, Sire de Rochefort, Comte d'Auxerre, &* ALIX *ſa Femme de tous les Droits que ladite* ALIX *pourroit prétendre ſur le Duché de Bourgogne & ce en faveur de* ROBERT *Duc de Bourgogne, Oncle de ladite Alix. Faite au mois d'Octobre* 1277. 241

1278. Septembre. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne &* PHILIPPE *de Vienne, Seigneur de* Seurre, *qu'on nomme à preſent* Bellegarde; *pour la Franchiſe de ladite Ville de* Seurre. *Fait au mois de Septembre* 1278. 241

Octobre. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne &* GUI *Seigneur de Trichaſtel, fait au mois d'Octobre* 1278. 241

Novemb. *Teſtament d'*ALIX *Comteſſe de Savoye & de Bourgogne, fait au mois de Novembre* 1278. 242

1279. 23. Mai. *Traité de Paix faict à Amiens entre le Roi* PHILIPPE le Hardy, *&* EDOUARD *premier Roi d'Angleterre, en conſequence du Traité de l'An* 1259. *par lequel eſt convenu que la Terre d'*Agenois *ſera rendue au Roi d'Angleterre, qui la tiendra ſous ſon Hommage lige, & en Pairie avec le Duché de* Guyenne. *Et puis eſt traicté de la Terre de* Quercy. 23. *Mai* 1279. 242

1279. Août. *Tranſaction entre* ROBERT *Duc de Bourgogne, d'une part, &* ROBERT *Comte &* BEATRIX *Comteſſe de* CLERMONT *d'autre; au ſujet des pretenſions desdits* ROBERT *&* BEATRIX *ſur le Duché de Bourgogne &c. ladite* BEATRIX *étant petite-Fille de* HUGUES *Duc de Bourgogne. Faite à Paris au mois d'Août* 1279. 244

21. Août. *Oppignoratio* LUDOVICI *Comitis Palatini & Bavariæ Ducis facta* HENRICO *Epiſcopo Ratisbonenſi ſuper Officiis videlicet, Judicii, Pacis, Cameræ, & Sculteti in præfata Civitate, pro centum & quinquaginta libris denariorum Ratisbonenſium, quos pro Caſtro* Rotenecke *ei perſolvere debebat. Datum Ratisbonæ* 12. *Kalend. Septembris Anno* 1279. 245

25. Sept. *Diplome de l'Empereur* RODOLPHE I. *par lequel il confirme le Pacte Hereditaire conclu auparavant, par* HENRI *Duc de Sileſie, avec* OTTOCARE *Roi de Boheme. Erfourt le* 25. *Septembre.* 245

1280. 16. Mars. *Decret de l'Empereur* RODOLPHE *qui aſſigne à* CHARLES *Roi de Sicile les Comtés de* Provence *&* de Forcalquier. *Donné à Vienne en Autriche, le* 28. *Mars* 1280. 246

22. Avril. *Traité entre* JEAN I. *Duc de Lorraine & de Brabant & la Ville d'*AIX LA CHAPELLE, *qui ſe met ſous ſa protection. Fait en* 1280. 246

Tranſaction paſſée entre ROBERT *Duc de Bourgogne &* ROBERT *Comte de Nevers. A Paris, l'An* 1280. 247

22. Août. ALBERTI *Ducis Saxoniæ Conſenſus in Inveſtituram Terrarum* Auſtriæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Marchiæ Slavicæ *à Romanorum Rege* RUDOLPHO I. *Filiis ſuis* ALBERTO & RUDOLPHO *conferendam. Dat.* 11. *Cal. Septembr.* 1280. *apud Aken.* 277

1281. 30. Juin. *Imperatoris Romanorum* RUDOLPHI I. *Confirmatio Conventionis inter* LUDOVICUM, & HENRICUM *Comites Palatinos Rheni & Bavariæ Duces ſuper quæſtione & lite de Principatibus Hæreditariis & contingentibus apud* Vilshofen *noviter initæ. Datum Ratisbonæ* 2. *Ka-*

ANNO 1281. 11. Juill. *Kalend. Julii* 1281. 247

Traité de Ligue entre LOUIS DE SAVOYE & AYMAR DE POITIERS *Comte de Valentinois. Fait à Paris l'*11. *de Juillet* 1281. 247

25. Juillet. *Tractatus inter* ERICUM *Regem Norvegiæ*, & ALEXANDRUM III. *Regem Scotiæ concluſus ſuper Matrimonio inter dictum Regem Norwegiæ & MARGARETAM dicti Regis Scotiæ Filiam, contrahendo. Dat. apud Rokesbourg in Feſto S. Jacobi Apoſtoli, Anno* 1281. 413

1 Septemb. *Romanorum Regis* RUDOLPHI I. *Inveſtitura de Burggraviatu* Norimbergenſi *cum appertinentiis in* FRIDERICUM *Burggravium. Dat. Gemundiæ pridie Nonas Septembris Anno Domini* 1281. 248

après le 1. Novemb. *Schedæ ſupplices, vulgò* Cahiers, PHILIPPO Audaci *Regi Franciæ, nomine* EDUARDI *Regis Angliæ, tanquam Ducis Aquitaniæ purrectæ, circa inobſervantiam & inexecutionem Tractatus Ambianenſis, nec non prætenſa attentata Officialium Regiorum contra Aquitanenſes, in præjudicium Jurium Ducis, cum Reſponſis atque Placitis Regis ſuper unoquoque Articulo in Curia Parliamenti, omnium Sanctorum* 1281. *actis.* 243

29 Novemb. *Inſtrumentum Recognitionis; Quòd* LUDOVICUS *Comes Palatinus Rheni feuda ſua à Domino* EDELINO *Abbate Wiſſenburgenſi, præſente* RUDOLPHO *Romanorum Rege, receperit. Actum in Clauſtro Wiſſenburgenſi in Vigilia Sti. Andreæ Anno* 1281. 248

1282. Avril. *Traité d'Alliance & d'Aſſociation entre* PHILIPPE *Comte de Savoye*, & JEAN DE LA BAULME *Abbé d'Ambronai. Fait au mois d'Avril* 1282. 248

18. Avril. *Homage prêté à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* CHARLES *Roi de Jeruſalem & de Sicile à cauſe du Comté de Nevers. le* 18. *d'Avril* 1282. 249

14. Mai. *Teſtament de* THOMAS de SAVOYE, *Comte de Piemont. Fait le* 14. *Mai* 1282. 249

21. Mai. *Ceſſion du Duché de* Limbourg, *fait à* JEAN I. *Duc de Brabant, par* ADOLPHE *Comte de Mons. L'an* 1282. 250

15 Août. *Tractatus inter* EDUARDUM I. *Regem Angliæ &* PETRUM *Regem Arragoniæ concluſus, ſuper contrahendo Matrimonio inter* ALFONSUM, *dicti Regis Arragoniæ Filium &* ELEONORAM *dicti Regis Angliæ Filiam. Dat. apud Oscam octavo decimo Kal. Septembris, Anno* 1282. 415

8 Novemb. *Sententia* ALPHONSI *Regis Caſtellæ & Legionis; qua Filium ſuum Majorem* SANCTIUM, *ob illatas ſibi varias injurias, tanquam ſibi rebellem, impium, atque ingratum exhæredat, omnique ſucceſſionis jure, eidem in Regnis & Dominiis ſuis competenti, privatum decernit, atque declarat. Actum in Palatio Civitatis Hiſpalenſis die* 8. *Novembris* 1282. 250

30 Decemb. *Conditiones Duelli inter* PETRUM *Regem Arragoniæ & Siciliæ, &* CAROLUM *Regem Hieroſolymorum prope Burdegalam habendi, ex parte dicti Regis Arragoniæ juramento firmatæ. Dat. Meſſanæ tertio Kalend. Januarii Anno* 1282. 417

1283. Mars. *Homage de* JEANNE *Heritiere de Navarre & de Champagne, &c. à* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait à Paris au mois de Mars* 1283. 252

Juin. *Diplome de* RODOLPHE I. *Roi des Romains, par lequel il confirme; en faveur de ſes Fils* ALBERT & RODOLPHE, *tous les Privileges accordés par les Empereurs & Roix des Romains aux Princes d'Autriche, ſavoir au Marcgrave* ERNEST *l'An* 1058. *à Durrenbourg par* HENRI IV. *au Duc* HENRI I. *à Ratisbonne l'An* 1156. *par* FREDERIC I. *au Duc* LEOPOLD *à Eſſingue l'An* 1228. *par* HENRI VIII. *& au Duc* FREDERIC *à Berne l'an* 1240. *par* FREDERIC II. *à Renweld le* 11. *Juin* 1283. Avec *le Tranſſumpt du même Diplome par* GUILLAUME GURS, *Prevôt de l'Egliſe de St. Etienne. A Vienne le* 18. *Juin* 1431. 252

ANNO 1283. 24. Juin. *Traité entre* JEAN I. *Duc de Brabant, & ſon Frere* GODEFROI *Seigneur d'Arſchot & de Virſon, &* JEAN *Seigneur de Riviere, touchant le partage de la Terre d'Arſchot. Fait en* 1283. 253

Decemb. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne, & les Habitans de la Ville de* BEAUNE, *ſur leurs Privileges & Droits de Commune, que le dit Duc leur confirme. Fait au mois de Decembre* 1283. 254

vers l'an 1284. MARTINI IV. *Papæ Edictum Regno* Siciliæ *in Beneficium* CAROLI *Andegavenſis & contra* PETRUM *Regem Arragonum ejusque Adhærentes iteratum.* 256

4. Fevrier. *Inveſtiture du* Daufiné, *faite par* RODOLPHE *Empereur dit* le Clement, *en faveur de* ROBERT *Duc de Bourgogne, 4. de Fevrier* 1284. 257

21. Octob. *Sentence Imperiale rendue par* RODOLPHE I. *Roi des Romains, entre* HENRI *Evêque de Spire d'une part, & la Ville de* SPIRE *d'autre part, touchant la Vente du Vin & du Bled, l'exaction des Dimes & autres ajacents. A Walack le jour des onze mille Vierges* 1284. 257

11 Decemb. *Sententia Arbitralis lata per* D. PASQUA DE VARICASSA *Civem & Judicem* JADRÆ *inter* MARCUM MICHAELEM *Comitem Arbi &* COMMUNE *ejusdem Civitatis ex una, &* VOLCETAM *Poteſtatem* NONÆ & COMMUNE *ejusdem Urbis ex parte altera. Quâ Sententia mortis contra Piratam* LOBRISSAM *Civem Nonenſem à dicto Comite Arbi lata, juſta pronunciatur, damna mutuo illata annihilantur, Pax & Concordia inter utrumque Commune ſancitur & confirmatur. Dat. Jadræ Anno* 1284. *Ind. XIII. die* 11. *intrante menſe Decembris.* 258

1285. 19. Janvier. *Ceſſion faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* MARGUERITE *ſa Niéce Reine de Sicile, de la portion qui apartenoit à ladite* MARGUERITE *par Droit de Succeſſion au Duché de Bourgogne. Faite l'An* 1285. 259

30 Janvier. *Titre pour le Traité de Mariage entre* JEAN *Fils aîné de* ROBERT *Duc de Bourgogne &* ALIX *Fille d'*OTHES *Comte de Bourgogne. Fait l'An* 1285. 259

15. Juill. *Pactum inter Caſtrum* FRIDBERG & CIVITATEM IMPERIALEM *ejusdem nominis, coram* RUDOLPHO I. *Imperatore factum, quod neutra Pars alteram deſtruere, ſed in firma pace & concordia invicem vivere debeant. Datum Moguntiæ, Idibus Julii* 1285. 259

20 Septemb. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne &* HUMBERT DE LA TOUR, *Dauphin de Vienne, touchant le Dauphiné. Fait à Paris l'An* 1285. 260

9. Octob. *Donation faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne par* PHILIPPE III. *Roi de France ſurnommé le* Hardi, *de tout ce qu'il a en la Ville de Coches, des Fiefs des Chateaux de Manlain, de Courtenais &c. Faite à Narbonne l'An* 1285. 260

17. Octob. *Donation de l'Hommage & de la Mouvance de* TREFFORT, *de* MARLOUX, *& du Pais de* REVERMONT, *faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* OTHES *Comte de Bourgogne, l'An* 1285. 260

Novemb. *Traité d'Aſſociation entre* AME' V. *Comte de Savoye*, & JEAN de la BAULME

ANNO 1285.

ME *Abbé d'Ambronai, par lequel le Comte prend l'Abbé & ſon Monaſtére ſous ſa protection, moyennant quelque part que ce Prélat lui donne aux revenus de ſon Abbaie. Fait au mois de Novembre* 1285. 261

Decemb. *Interpretation de la Tranſaction paſſée entre* ROBERT *Duc de Bourgogne d'une part, &* ROBERT *Comte &* YOLANDE *Comteſſe de Nevers d'autre, pour les pretenſions desdits Comte & Comteſſe ſur le Duché de Bourgogne; pour des differens ſurvenus après la mort de ladite* YOLANDE. *Fait à Paris, au mois de Decembre l'An* 1285. 262

1286. 2. Mai. *Arreſta expedita Pariſiis in Curia Parlamenti, ſuper Regis Angliæ* EDOUARDI, *Ducis Aquitaniæ, querelis, ipſo exiſtente Pariſiis, Anno* 1286. *circa Pentecoſten.* 262

11. Mai. *Donation du Païs de* BEARN, *par* GASTON *Vicomte de Bearn à Dame* MARGUERITE *Comteſſe de Foix ſa Fille emancipée. Faite à Morlas le* 11. *de Mai* 1286. 265

Juillet. *Indult accordé par* PHILIPPES *le* Bel *Roi de France à* EDOUARD I. *Roi d'Angleterre touchant les Amendes qui devroient lui revenir pour les mauvais & faux Jugemens qui ſe pourroient rendre par les Senechaux & autres Officiers dudit* EDOUARD *en* Gascogne, Agenois, Caorſin, Perigord, Limoſin & Xaintonge. *A Paris au mois de Juillet* 1286. 266

15. Juillet. *Tractatus Treugarum inter* PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ, &* ALFONSUM *Regem Arragoniæ, mediante* EDUARDO I. *Rege Angliæ concluſus. Dat. Pariſiis octavo Kal. Auguſti Anno* 1286. 419

Août. *Reſponſes & Reglemens faicts au Parlement de la Pentecoſte l'An* 1286. *ſur quelques Articles des Cahiers preſentez de la part du* ROI *&* de la REINE d'ANGLETERRE *lors eſtans à Paris, concernant le Comté de* Ponthieu *obvenue à la dite Reyne de l'eſtoc maternel, & Lettres ſur ce expediées en Aouſt audict an* 1286. 264

Août. *Literæ Regis Angliæ* EDUARDI I. *quibus enarrantur Articuli Conventionis ipſum inter &* PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ ad integram executionem Tractatuum præcedentium initæ; profitetur inſuper* EDUARDUS *pro ſe & Succeſſoribus ſuis, quod ipſe & ipſi debeant tenere ab eodem Rege ejusque Succeſſoribus ſub Homagio ligio Terram* Vasconiam *& alias Terras quas habuit & habet per Pacis prædictas. Pariſiis Anno* 1286. *menſe Auguſto.* 264

5. Août. *Précis d'un Traité entre* JEAN *Duc de Lorraine & de Brabant & la Ville de* LIEGE. *Fait en* 1286. 266

1287. 6. Mars. *Traité d'Alliance entre* JEAN *Duc de Brabant &* THIERRI *Comte de Cleves. Fait l'An* 1287. 266

1288. 15. Mars. *Literæ Apoſtolicæ* NICOLAI IV. *Papæ ad* ALFONSUM *quondam* PETRI *Arragonum Regis Filium; quibus eum hortatur, ut* KAROLUM *claræ memoriæ* KAROLI *Siciliæ Regis Primogenitum in vinculis injuſte detentum plenæ reſtituat libertati, nullumque impoſterum Fratri ſuo* JACOBO, *aut quibuscunque aliis in Inſula & Regno Siciliæ Eccleſiam impugnantibus, auxilium ferat. Datum Romæ apud S. Petrum Idibus Martii Pontificatus Anno primo.* 266

12. Avril. *Lettres de* RODOLPHE I. *Roi des Romains, par leſquelles il declare & manifeſte, que certaine Sentence a été faite & confirmée en ſa preſence par les Princes de l'Empire, les Comtes, Seigneurs, & autres Etats de l'Autriche & de Styrie, portant, qu'il devoit être Seigneur de tous les Biens delaiſſés par* FREDERIC *Duc d'Autriche, lui, ou celui en faveur de qui il en voudroit diſpoſer, comme auſſi qu'il devroit ouir les Pretendans en tems dû & leur rendre Juſtice. A Baſle le Lundi avant la St. Tiburce & St. Valerian* 1288 267

ANNO 1288.

30. Octob. *Compoſitio inter* FRIDERICUM *Marchionem Misnenſem ab una, &* HENRICUM *Merſeburgenſem Epiſcopum parte ab altera, mediante* ERICO *Archiepiſcopo Magdeburgenſi conſtituta; qua dictus Marchio promittit, ſe Epiſcopum præfatum libere ſua Jurisdictione tam ſeculari quam ſpirituali uti permiſſurum, nullasque exactiones in ejus bona, ſeu Homines facturum. Actum Anno* 1288. *tertio Kalendas Novembris.* 267

1289. 13. Mars. RUDOLPHI *Romanorum Regis Diploma, quo Marchionatum* Luſatiæ WENCESLAO *Regi Bohemiæ confert Jure feudali. Datum Egræ tertio Idus Martii, Indict. II. Anno* 1289. 267

15. Octob. *Traité de Paix entre* JEAN *Duc de Brabant, &* REINAULD *Comte de Gueldre, par lequel* Reinauld, *qui avoit été fait priſonnier par* Jean, *eſt mis en liberté, & on lui rend les deux Iſles de* Bommel *&* de Til; *&* Reinaud *renonce à tous les Droits qu'il pouvoit avoir ſur le Duché de* Limbourg *&c. Fait à Paris, au mois d'Octobre* 1289. 268

1290. *Pactum Matrimonii inter* CAROLUM *Regem Arragonum &* MARGARITAM *Filiam* CAROLI II. *Regis Siciliæ.* 420

27. Juillet. *Romanorum Regis* RUDOLPHI I. *Inveſtitura de Feudis omnibus per mortem* DUCIS WRATISLAVIENSIS *ſibi & Romano Imperio vacantibus,* WENCESLAO II. *Bohemiæ Regi conceſſa. Datum Erfordiæ* 6. *Calendas Auguſti* 1290. *Indict.* 3. Cum *Confirmatione Regis Romanorum* CAROLI IV. *Data Pragæ Anno* 1348. *Indictione prima.* 269

18. Sept. *Ligue entre* AME' V. *Comte de Savoye, &* ARCHEMAN *&* RODOLPHE *Comtes de Haſpurg, B. d'Haſpurg Evêque de Conſtance, promettant pour* Archeman *dont il étoit Tuteur & Oncle; par laquelle Ligue* Archeman *s'engage à aſſiſter* Amé *de tout ſon pouvoir, pour recouvrer les Châteaux de* Loyes *&* de Condamine *au Pays de Vaud, le tenir pour ſon Pére, defendre ſa perſonne & ſes Terres, & particuliérement la Ville & les habitans de* Berne. *Fait à Chierces le Lundi après la Fête de l'exaltation de la Sainte Croix* 1290. 270

26. Sept. RUDOLPHI I. *Romanorum Imperatoris Privilegium, ſive Atteſtatio de Jure* Pincernatus, Electoratus*que in Romano Imperio* Regibus Bohemiæ *competente. Datum Erphordiæ VI. Kal. Octobris Anno Domini* 1290. Cum CAROLI IV. *Cæſaris Confirmatione ſuper eodem Privilegio. Datum Pragæ ſeptimo Idus Aprilis Anno Domini* 1348. *Nec non ulteriori & ſuperabundanti Atteſtatione* RUPERTI *Comitis Palatini, qua, poſt multam inveſtigationem, unà cum univerſis aliis Coëlectoribus, Comprincipibus, & Collegis ſuis recognoscit & profitetur, quod Bohemiæ Reges habeant Jus & vocem in Electione Romanorum Regis, quodque Archipincernatus Officium coram Rege Romano exercere non tenentur in Curiis, niſi velint facere ſpontaneæ volantate. Datum Metis* 1356. 271

26. Octob. RUDOLPHI I. *Romanorum Regis Confirmatio ſuper, inita inter* WENCESLAUM *Regem Bohemiæ atque* HENRICUM *Ducem Sileſiæ Tranſactione Hæreditaria in puncto ſucceſſionis in Principatu* Wratiſlaviæ. *Datum Erfordiæ* 26. *Octobris Anno* 1290. 272

Pre-

ANNO 1287. 30. Mars. *Premier Recès Imperial de* RODOLPHE I. *Roi des Romains, par lequel, de l'avis & du consentement des Princes Ecclesiastiques & Seculiers de l'Empire, il est pourvû à la conservation de la Paix publique. Fait à Wurtzbourg le Dimanche des Rameaux* 1287. *& renouvellé à Spire le Dimanche avant celui des Rameaux* 1291. 273

1291. 8. Avril.

1292. 21. Janvier. *Tractaet ende Accord tuschen* JAN *Hertogh van Lothrijck en Brabant ter eenre, ende* GODEVAERT *Grave van Vianden ende* GEERARD VAN AA, *Heeren van Grimbergen ter andere syde, volgens 't welk de voornoemd Heeren van Grimbergen gehouden syn den Hertouch te dienen met haer Knaepen in ghemeynen Oorloge op haar Kost, ende te Chevachien op de syne. Aldus ghemaecht ende ghegeven des Maendaechs voor S. Pauwels-dach Apostel* 1292. 274

6. Fevrier. *Instrumentum Treugæ seu Induciarum inter* JOANNEM CONTARENUM *Comitem Jadriæ nomine & vice Ducis* VENETORUM, *Communis & Civitatis ejusdem ab una, &* GREGORIUM *Comitem Breberiensem pro se atque gente sua & nomine Communis & Hominum* ALMISII *ex altera parte initarum, quibus intra annum unum nullam contra se invicem hostilitatem exercere promittunt. Dat. Jadræ Anno* 1292. *mense Febr. die* 6. *intrante Indictione V.* 276

15. Fevrier. *Propositions de Paix faites au Comte de* HAINAULT, *par* PHILIPPE *Roi de France, & dressées à Paris le* 15. *de Fevrier* 1292. 421

27. Mai. *Conventio inter Commune* JANUÆ *&* ANTONIUM *Marchionem de Carreto pro se & Hominibus suis, quod ipsis non liceat, nec alicui personæ navigare de aliqua parte, seu loco, qui sit à* Corvo *usque ad* Monacum, *in Pelagus nisi de Portu* Januæ, *nec de Pelago redire in aliquem locum, qui sit intra dicta confinia, nisi in Portum* Januæ. *Actum Januæ die* 27. *Maji Anno Nativitatis* 1292. Cum *utriusque Partis Procurationibus, nec non præfati Marchionis Ratificatione die* 19. *Junii Anno* 1292. 277

30. Sept. *Assignation de Douaire à Madame* ALIX, *Fille de* THIEBAUT *Comte de Bar, Vefve de* Maheu, *Fils de* FERRI *Duc de Lorraine; du Mardi avant la Fête St. Remi l'An* 1292. 281

1293. *Accord entre les Villes de* MAYENCE *de* WORMS *&* SPIRE *sur la maniere de recevoir l'Evêque & de lui faire le Serment de fidelité* 1293. 281

Accord entre les Villes de MAYENCE, *de* WORMS, *&* SPIRE *sur la Reception qui se doit faire aux Empereurs & aux Rois des Romains dans le tems de leur entrée, & sur le Serment qu'on doit leur prêter* 1293. 281

Fevrier. *Traité de Mariage entre* EDOUARD *Roi d'Angleterre &* MARGUERITE *Sœur de* PHILIPPE *dit* le Bel *Roi de France, portant que s'il nait un Fils de ce Mariage, il aura pour héritage le Duché d'*Aquitaine, *lequel passera à ses Descendans en ligne masculine & feminine à perpetuité sous diverses conditions exprimées dans ledit Traité. A Paris au mois de Fevrier* 1293. 281

6. Fevrier. *Contract de Mariage entre* GUILLAUME *Seigneur de Gex, &* JEANNE DE SAVOYE *conclu l'An* 1293. 284

1294. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne &* PHILIPPE DE VIENNE *Sire de Paigny; par lequel ledit* PHILIPPE *entre en l'Hommage du Duc pour plusieurs Terres de Franc-aleu. Fait l'An* 1294. 284

22. Janvier. *Testament de* PHILIPPE *Comte d'Arras, fait à l'Abbaie de Bourg de Dieu le jour de la Saint Vincent* 1294. *avec un Codicile du mois d'Août* 1298. 421

ANNO 1294. 25. Janvier. *Promesse de* PHILIPPE DE SAVOYE *Comte de Piémont à* AME' le Grand *aussi Comte de Piémont. Faite à Chamberi l'An* 1294. 285

19. Fevrier. *Litteræ Credentiales* BONIFACII VIII. *Papæ super duobus Episcopis quos ipse delegat ut Sedis Apostolicæ Nuncios ad* PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ, ad Pacem conciliandam eum inter & Regem Angliæ* EDUARDUM I. *Datum Laterani XI. Kalendas Martii Anno* 1294. 286

14. Avril. *Transactio* JOANNIS *Comitis de* SAYN *cum ejus Fratre* ENGELBERTO *super Hæreditate paterna, constituta: qua prior huic & ejus Hæredibus jure Feudi Castrum in* Vallendar *cum ducentarum Marcarum redditibus annuè in Decimis & Jurisdictione ibidem levandis, concedit, nec non post mortem Matris eorum medietatem Castri* Homburg *atque medietatem omnium redituum cum eo se divisurum pollicetur. Actum die B. Tiburtii & Valeriani Anno* 1294. *Indictione septima.* 286

Reversales ENGELBERTI *Comitis de* SAYN *data ejus Fratri* JOANNI *super præcedenti Transactione, quod nimirum dictam Transactionem ratam & firmam habebit, nullamque ei imposterum litem de paterna Hæreditate movebit. Actum in die B. Tiburtii & Valeriani* 1294. *Indictione septima.* 287

21. Avril. *Edictum Citationis à* PHILIPPO IV. *Rege Franciæ decretum, adversus* EDUARDUM I. *Regem Angliæ ac Ducem Aquitaniæ, immanitatum, depræ-dationum & latrociniorum causa, cum jussione comparendi coram ipso, atque ibi respondendi & juri parendi, secundùm omnia erramenta &c. Actum Parisiis die Mercurii post Festum Paschæ Anno* 1294. 288

29. Avril. *Donation faite par* BEATRIX DE SAVOYE *Dame de Foucigny à* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, de tout ce que ladite Dame possedoit depuis le Lac de Geneve & Seissel jusques à Fribourg &c. Faite en l'Année* 1294. 289

11. Mai. *Testament de* SIBILLE DE BAUGE *Comtesse de Savoye. Fait l'An* 1294. 289

22. Octob. *Confœderatio inter* EDUARDUM I. *Regem Angliæ &* ADOLPHUM *Regem Romanorum, pro præstando sibi invicem contra quosvis hostes, præcipue contra* PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ auxilio. Dat. apud Westmonasterium undecimo Kal. Novembr. Anno* 1294. 423

31. Octob. *Transactio inter Episcopum Spirensem* FRIDERICUM, *& Civitatem* SPIRAM, *intervenientibus & mediantibus Episcopo* TULLENSI *& Abbate* DE HEMMENRODE, *Priore Fratrum Prædicatorum, Gardiano Fratrum Minorum Domorum Spirensium, Fratre* ALRADO *Prædicatore, &* JOANNE DE LICHTENSTEIN *Milite, super Exactionibus, Servitiis, Judiciis & Officiis, Jurisdictione, Venditione Vini aliisque punctis, fancita Spiræ in Vigilia omnium Sanctorum* 1294. 291

1295. 19. Fevrier. *Diploma Confirmationis Romanorum Regis* ADOLFI *de Privilegiis, Juribus, Jurisdictionibus & Libertatibus per Antecessores Romanorum Reges* COMMUNITATI MEDIOLANENSI *concessis. Datum in Ruelden XI. Kalendas Martii Indictione VIII. Anno* 1295. 292

2. Mars. *Contract de Mariage entre l'un des Fils de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* JEANNE *Fille d'*OTHON IV. *Comte de Bourgogne. Fait au mois de Mars* 1295. 292

5 Juillet. *Fœdus inter* PHILIPPUM *Franciæ, &* JOANNEM *Scotiæ Reges, contra impugnationes hostiles Regis Angliæ; quo in-*

ANNO 1295. *super Matrimonium inter* EDUARDUM *Primogenitum* JOANNIS *Scotiæ Regis & Primogenitam* CAROLI *Comitis Valesiæ*, PHILIPPI *Francorum Regis Germani condicitur. die 5. Julii Anno* 1295. Cum *Ratificatione* CAROLI *Franciæ Regis Filii.* 294

26 Decemb. *Traité de Ligue offensive entre* PHILIPPE LE BEL *Roi de France &* FLORENT V. *Comte de Hollande. Fait au mois de Decembre l'An* 1295. 295

1296. Janvier. *Titres accordez par* PHILIPPE LE BEL *Roi de France pour les Droits de* ROBERT *Duc de Bourgogne sur la* Franche Comté. *A Paris, au mois de Janvier* 1296. 296

7. Janvier. *Traité d'Alliance entre* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, &* GUY, *Comte de Flandre contre la France. Fait l'An* 1296. 297

Mars. *Lettres de* JEAN *Roi d'Ecosse, par lesquelles il se soumet à* EDOUARD I. *Roi d'Angleterre, lui remettant le Royaume d'Ecosse, & reconnoissant la faute qu'il a faite de se liguer contre lui avec le Roi de France.* 298

28. Août. *Hommage rendu à* EDOUARD I. *Roi d'Angleterre par les Grands du Royaume d'Ecosse. A Berwyk sur la Twede le* 28. *d'Août l'An* 24. *de son Regne.* 298

18. Août. *Litteræ Pontificis* BONIFACII VIII. *ad Regem Franciæ* PHILIPPUM Pulchrum, *significantis se non recusare, quominus Negotium Pacis inter ipsum Franciæ Regem & Regem Angliæ in sua Curia juxta ipsius placitum tractetur; porro cupit, ut Comitem* ALENCONIUM *ipsius Regis Fratrem ad se mittat, quò huic quædam arcana nulli alii revelanda aperire possit; quæ* ALENCONII *missio sub prætextu voti vel cupiditate invisendi* CAROLUM *Regem Siciliæ ut instituatur consulit. Dat. Anagniæ XV. Kal. Septemb. Anno Pontificic. II.* 299

17. Nov. *Litteræ Pontificis* BONIFACII VIII. *ad Regem Franciæ* PHILIPPUM Pulchrum, *quibus significat, quod quia Nuntii sui Apostolici nihil efficere potuerint, hinc sibi placere, ut tam Franciæ, quàm Angliæ Reges ad se mittant, ad tractandum, Legatos. Anno* 2. *Pontificatus. XV. Kalend. Decembris.* 299

1297. *Charta Pacis & Concordiæ per* EDWARDUM *Regem Angliæ Comitibus, Baronibus & Armigeris Regni Confœderatis concessæ; quâ nullum Tallagium per se aut Heredes suos imposterum sine consensu Statuum Regno imponere, omnesque Leges & Consuetudines Clericis & Laicis conservare, nec non rancorem Transgressoribus omnibus remittere pollicetur.* 299

1296. *Traité de Confederation conclu entre* GUYS *Comte de Flandres &* EDOUARD I. *Roi d'Angleterre, par lequel ils se promettent une assistance mutuelle contre* PHILIPPE IV. *Roi de France. Donné à Winendale le lendemain de la Thyphanie l'An* 1296. 424

1297. 7. Janvier. 19. Avril. *Littræ B. Albanensis & S. Prenestrinensis Episcoporum atque S. Sedis Legatorum, de Treugis à* BONIFACIO VIII. *Papa sub pœna Excommunicationis inter Franciæ & Angliæ Reges indictis.* Cum *Protestatione* PHILIPPI *Regis Franciæ contra prædictam Indicationem ut abusive & perpere attentatam. Datum Credulii* 13. *Kal. Maii* 1297. 300

Mai. *Alliance perpetuelle entre* PHILIPPE IV. *Roi de France & ses Héritiers d'une part, &* HENRI *d'*AVESNES *Comte de Hainaut & ses Héritiers d'autre part, sur tout contre* GUY DE DAMPIERRE *Comte de Flandres, faite & conclue à Pont de Saint-Meixance au mois de Mai* 1297. 425

31. Août. *Conventions du Mariage de* GUILLAUME *Fils d'*AME' *Comte de Geneve, avec* AGNES *Fille d'*AME' *Comte de Savoye, passées le dernier d'Août de l'Année* 1297. 300

ANNO 1297. 14. Sept. *Traité de Protection & de Défense, entre* ADOLPHE *Roi des Romains d'une part, & les Villes de* WORMS *&* SPIRE *d'autre part, par lequel* ADOLPHE *leur promettant sa protection, elles s'obligent en échange de l'assister contre ses Ennemis. A Spire le jour de l'Exaltation de la Sainte Croix* 1297. 301

9. Octob. *Lettres d'*EDOUARD I. *Roi d'Angleterre, par lesquelles il declare & fait savoir à tous, qu'il y a une Trêve conclue entre le Roi de France & ses Alliez d'une part, & lui avec ses Alliez d'autre part, laquelle durera pour l'Aquitaine jusques à la Trephanie prochaine, & pour les autres Terres jusques aux Octaves de la Fête St. Andrieu; Données à Fines St. Banon le jour de la Fête St. Denis* 1297. Avec le Vidimus *de* JEAN DE BERRI *Official du Parlement de Paris.* 302

1297. 1298. 19. Janvier. *Trêves conclues entre* PHILIPPE le Bel *Roi de France &* EDOUARD I. *Roi d'Angleterre à Tournai le Mardi devant la Purification de notre Dame* 1297. Avec *la Ratification d'*EDOUARD *du Vendredi suivant, & le* Vidimus *sur ce Traité de plusieurs Evêques, Clercs & Notaires Apostoliques du* 14. *Mars* 1298. 302

30. Janvier *Lettres des Ambassadeurs du Roy d'Angleterre qui promettent faire en sorte que le Roy leur Maistre envoyera à Rome dans le temps y prefix vers le Pape, pour arrester une bonne Paix finale avec le Roi de France.* 304

1297. 12 Fevrier. *Mandement du Roi* PHILIPPE le Bel *à ses Officiers du Duché de Guyenne, de faire observer la Trêve d'entre luy & le Roi d'Angleterre. A Paris* 1297. 304

1297. 1298. 7. Mars. *Pouvoir donné par* PHILIPPE le Bel *Roi de France à deux Religieux, l'un de l'Ordre des Freres Prêcheurs, l'autre de l'Ordre des Freres Mineurs, en les envoyant à* EDOUARD *Roi d'Angleterre, pour lui demander que le Roi d'Ecosse fût compris, avec son Pais, dans la Trêve qu'ils avoient faite ensemble. Donné à St. Germain en Laye, le Mardi après les* Brandons *l'An de grace mille deux cens quatre vingt dix sept,* five *dix-huit.* 305

1298. 15. Janvier. *Instrumentum Responsionis à* Petro Flotte *Equite, Dominoque de Revel, & à* Simon de Meleun, *ex parte* PHILIPPI *Regis Franciæ, & in præsentia ejus datæ* Gaufrido de Gienvilla *Militi &* Joanni Lovel *Clerico, ac quibusdam aliis Nuntiis* EDUARDI *Regis Angliæ super querelis eorum de inobservatione & inexecutione Treugarum sive Induciarum inter ambos Reges sancitarum. Actum in Domo Regis Franciæ quæ vocatur Luppara, die* 15. *Janu. Anno* 1298. 305

31. Mars. *Acte des Demandes faictes au* ROI *d'*ANGLETERRE, *par deux Religieux de la part du* ROI DE FRANCE, *pour l'observation de la Trêve conclue entr'eux, & particuliérement pour le regard du Roi d'Ecosse & son Royaume, comme Alliez du Roi de France, & ses Amis, de quoi ils offrent faire preuve par escrit, demandant la delivrance dudit Roi d'Ecosse & des siens,* 31. *Mars* 1298. 306

3. Avril. *Instrumentum Responsionis quam dedit Rex Angliæ* EDUARDUS *præfatis Religiosis à Rege Francorum* PHILIPPO IV. *ei missis, super Negotio liberationis Regis* SCOTIÆ *& suorum, nec non executionis Treugarum. Londini die* 3. *Aprilis Anno* 1298. 307

14. Juin. *Compromissum nomine Regis Angliæ* EDUARDI *factum, quo Potestas omnis arbitraria transfertur in Sanctissimum Patrem* BONIFACIUM VIII. *Papam, tanquam privatam Personam & Dominum* BENEDICTUM GAYTANUM *tan-*

ANNO 1298. *tanquam Arbitrum, ſuper reformanda Pace & Concordia inter ipſum Dominum Regem Angliæ & Dominum Regem Franciæ* PHILIPPUM, *cum Plenipotentia ipſius Legatis ad hoc Negotium ſpecialiter facta. Romæ coram Sanctiſſimo Patre* 14. *Junii Anno* 1298. 308

30. Juin. *Bulla* BONIFACII VIII. *Pontificis Maximi*, ROBERTO *Duci Burgundiæ*, JOANNI *Duci Britanniæ*, & GUIDONI *Comiti Sancti Pauli, qua committuntur ad cuſtodiam & conſervationem Terrarum quarundam, quas ipſe virtute Compromiſſi Regum Franciæ & Angliæ tradidit & concredidit fidei* ARNOLDI *Epiſcopi Toloſani, tanquam Depoſitarii. Romæ ſecundo Kalendas Julii* 1298. 309

30. Juin. *Bulla* BONIFACII VIII. *Pontificis Maximi* ARNALDO *Epiſcopo Tholoſano, qua virtute Compromiſſi Regum Franciæ & Angliæ in ipſum Bonifacium, ille* ARNALDUS *committitur ad Cuſtodiam quarundam Terrarum tanquam Pontificio Depoſitario. Romæ ſecundo Kalendas Julii* 1298. 309

27. Juin. *Sentence Arbitrale prononcée par le Pape* BONIFACE VIII. *touchant la Paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel, *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, prononcée le* 27. *Juin* 1298. 310

3. Juillet. *Litteræ* BONIFACII VIII. *Papæ ad Regem Francorum, quibus ipſe declarat intentionem ſuam non eſſe, ulterius procedere ad aliquam pronunciationem, vel definitionem in Negotio Pacis ſine ſuo expreſſo conſenſu præhabito. Romæ die* 3. *menſis Julii* 1298. 311

19. Août. *Acte contenant les Reſponces & raiſons proferées au Roi d'Angleterre par* GUILLAUME DE BAUFORT, *& autres Ambaſſadeurs du Roi* PHILIPPE le Bel, *touchant l'infraction de la Trêve de la part des Anglois, que le Duc de Savoye avoit entrepris ſur le Dauphin de Viennois & disputé ſi le Roi d'Ecoſſe étoit compris comme le Roi de Norwege & autres Princes non nommez; le Roi d'Angleterre nioit le contraire, & diſoit que* JEAN DE BAILLEUL *n'eſtoit Roy d'Ecoſſe & neantmoins ſe vouloit exclurre à cauſe de ſa Dignité Royalle du* 19. *Aouſt* 1298. 311

1299. 24. Avril. *Litteræ* BONIFACII VIII. *Papæ Domino* PHILIPPO *Regi Francorum directæ, ut Terræ quas ipſe tenet, quasque Rex Angliæ tenuit, maneant in manibus Epiſcopi Vicentini usque ad beneplacitum ipſius Papæ per eundem Epiſcopum cuſtodiendæ. Datæ Laterani* 8. *Kalendas Maji* 1299. 314

1298. 11. Nov. ALBERTI *Romanorum Regis Litteræ quibus notum facit, quod de libero conſenſu Principum Imperii jus in Electione habentium, Ducatus* Auſtriæ & Styriæ, *nec non Dominia* Carniolæ, Marchiæ *ac* Portus Naonis, RUDOLPHO, FRIDERICO, LUPOLDO, & *aliis Filiis ſuis in Feudum, cum vexillis, & ſolemnitate debita conceſſerit. Dat. in Nuremberg Anno* 1298. *XI. Kal. Decemb. Indict. XII.* 314

1299. 6. Fevrier. FRIDERICI *Marchionis Miſniæ & Luſatiæ, Tranſlatio utriusque Marchionatus præfati ad* WENCESLAUM *Bohemiæ Regem. Datum Pragæ VIII. Idus Februarii* 1299. 315

18. Juillet. *Litteræ* RAYNALDI, *Epiſcopi Vicentini, quibus teſtatur, ſe juxta Ordinationem inter Reges Galliæ* PHILIPPUM & *Angliæ* EDUARDUM *apud Monſterioli um factam, accepiſſe & recepiſſe auctoritate & numine Papæ Dominum* JOANNEM DE BALLIOLO *dictum Regem Scotiæ. Datæ Wizantii, Anno* 1299. 319

Litteræ Teſtimoniales RAYNALDI *Epiſcopi Vicentini ſuper Proteſtatione per Epiſcopum Narbonenſem coram & nomine Regis Franciæ* PHILIPPI *facta, ejus quidem tenoris, quod ſi Rex Angliæ Titulum* Ducis Aquitaniæ *ſibi attribuat, vel ipſi ab aliis attribuatur, id Regi Galliæ nullum poſſe generare damnum vel præjudicium. Datæ in Monaſterio Eleemoſynæ Ciſtercienſis, Carnotenſis Diœceſis die* 3. *Aug.* 1299. *Indict.* 12. 319

ANNO 1299. 3. Août.

27. Juin. BONIFACII *Papæ VIII. Epiſtola ad* EDWARDUM I. *Angliæ Regem, quod Regnum Scotiæ pertineat ad Eccleſiam Romanam.* 320

1300. 8. Octob. *Epiſtola* ROBERTI *Archiepiſcopi Cantuarienſis ad* BONIFACIUM *Papam VIII. Certificatio Archiepiſcopi Domino Papæ miſſa ſuper negotiis Scotiæ.* 321

Epiſtola EDWARDI *Regis Angliæ ad* BONIFACIUM *Papam VIII. Reſpondet Bonifacio ſuper Scotiæ negotiis.* 322

1299. Août. *Promeſſe d'*ALBERT I. *Empereur, par laquelle, en vue du Mariage de* RODOLPHE *Duc d'Autriche ſon Fils aîné, avec* BLANCHE *Sœur de* PHILIPPE le Bel, *Roi de France, il donne à* RODOLPHE *les Duchez d'Autriche & de Stirie, & à* BLANCHE, *en Douaire, le Comté d'Alſace & la Terre de Fribourg. Fait au mois d'Août* 1299. 322

5. Sept. *Alliance faite entre* ALBERT I. *Empereur, &* PHILIPPE le Bel *Roi de France, pour la défenſe de leurs Etats, de leurs Droits, de leurs Libertez, & de leurs Privileges, en vue de s'oppoſer aux entrepriſes du Pape* BONIFACE VIII. *Fait à Strasbourg le* 5. *de Septembre* 1299. 323

8. Decemb. *Traité entre* ALBERT I. *Empereur, &* PHILIPPE le Bel, *Roi de France, pour le Mariage d'un des Fils de* PHILIPPE *avec l'une des Filles d'*ALBERT *au choix des Parties de part & d'autre. Fait à Quatre Veaux, le* 8. *Decembre* 1299. 324

1299. 1300. 27. Fevrier. *Contract de Mariage entre* LOUIS *Fils de* PHILIPPE le Bel, *Roi de France, &* MARGUERITE *Fille de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois de Fevrier* 1299. 324

1300. 5. Mai. *Ligue entre* AME' *Comte de Savoye &* BERTRAND DE BAUX *Prince d'*ORANGE, *contre le Dauphin. Fait à Orange, le* 5. *de Mai* 1300. 325

15. Mai. *Diplome d'Inveſtiture donné par* ALBERT I. *Roi des Romains au Burggrave* FRIDERIC, *pour le Bourggraviat de Nuremberg en Fief de l'Empire. A Strasbourg le* 15. *Mai* 1300. 326

21. Octob. *Prorogatio Treugarum inter Reges Franciæ & Angliæ à* BONIFACIO VIII. *Papa conſtituta tanquam Arbitro, virtute poteſtatis ſibi traditæ. Datum Laterani* 12. *Kalendas Novembris, ejus Pontificatus Anno ſexto.* 326

22. Octob. *Traité entre* HUGON *Evêque de Liege &* JEAN I. *Duc de Brabant, par lequel* HUGON *cede au Duc pluſieurs Droits ſur la Ville de* Malines *pour les poſſeder juſqu'à la troiſieme Generation; à condition que le dit Duc les revendique de* JEAN BERTHOULT, *qui s'en étoit emparé par la force.* 326

11. Decemb. *Traité entre les Freres* RUDOLPHE & LOUIS *Comtes Palatins d'une part, & la Ville de* SPIRE *d'autre part, pour leur défenſe & ſureté mutuelle. A Spire le Dimanche après la St. Nicolas* 1300. 327

1301. *Paix publique établie par* ALBERT I. *Roi des Romains avec les Evêques de* Strasbourg & *de* Baſle, & *les Landgraves de la haute & baſſe* Alſace, *comme auſſi les Villes de* Strasbourg & *de* Baſle *pour le tems de quatre Ans, par eux &*

ANNO 1301.

par Terre, dans les Territoires desdits Evêques, portant, entr'autres choſes, que toutes les Parties compriſes dans la dite Paix demeureront dans leurs Droits, & Immunités, que les nouveaux Péages ſeront abolis & que le maintien de la tranquilité publique ſera commis à certains Juges dont on convient. Fait l'An 1301. 327

26. Janvier. *Traité de Trêves accordé entre les* ROIS DE FRANCE & *d'*ANGLETERRE *juſques à la Feſte St. André* 1302. *en laquelle eſt compris* JEAN DE BAILLEUL *Roi d'Eſcoſſe, après pluſieurs proteſtations du Roy d'Angleterre qu'il ne tenoit le dict* JEAN DE BAILLEUL *pour Roy d'Eſcoſſe ni les Escoſſois Alliez du Roy de France. Confirmé à Lynlinſen le* 26. *Janvier* 1301. 328

7. Fevrier. *Contract de Mariage de* PHILIPPE *de Savoye Comte de Piemont, & d'*ISABELLE *Princeſſe d'Achaïe, paſſé à Rome le* 7. *de Fevrier* 1301. 329

3. Août. *Venditio Marchiæ* Luſatiæ *per* THEODORICUM *Juniorem Landgravium Thuringiæ Orientalis & Luſatiæ Marchionem,* BURCHARDO *Archiepiscopo Eccleſiæque Magdeburgenſi. Actum in Damis in Inventione S. Stephani Proto-Martyris.* 1301. 330

13. Dec. *Litteræ* BOLESLAI, WENCESLAI & LUDOVICI *Ducum Lignicenſium; quibus Terras ſuas cum omnibus Civitatibus & pertinentiis, Ditioni* JOANNIS *Bohemiæ Regis ſubjiciunt, eademque ab eo in feudum recipiunt. Datum Pragæ in die B. Luciæ Anno* 1301. Necnon *aliæ Litteræ* RUPERTI & WOMISLAI *Ducum Lignicenſium; quod Terras ſuas à* WENSESLAO *Romanorum Imperatore tanquam Bohemiæ Rege in feudum acceperint. Datum Pragæ in die Paſchatis Anno* 1383. Cum *Tranſſumpto earumdem Litterarum per* SIGISMUNDUM *Romanorum Imperatorem atque* ALBERTUM *Auſtriæ Ducem. Actum Viennæ die* 20. *Martii Anno* 1426. 331

1302. 5. Mars. *Prorogation de la Trêve entre les* ROIS DE FRANCE & *d'*ANGLETERRE, *juſques à la Pentecoſte en ſuivant. A Paris le Lundy avant la St. Gregoire* 1302. 332

31. Août. *Fœdus inter* ALBERTUM *Romanorum Regem, & Civitatem* SPIRAM; *quo Regi Civitas aſſiſtentiam contra Hoſtes ſuos, ſubminiſtrationem Victualium, & auxilia armatorum promittit; Rex viciſſim Civitati pollicetur, ſe nullam Compoſitionem cum Hoſtibus initurum, niſi Civitate inclusa. Datum Wormatiæ* 2. *Kalend. Septembris* 1302. 332

5. Nov. *Promeſſe des Ambaſſadeurs Anglois de faire obſerver la Paix ordonnée par le Pape, entre les* ROIS DE FRANCE & *d'*ANGLETERRE *juſques au jour de Pasques ſuivant. A Amiens le* 5. *Novembre* 1301. 332

8. Nov. *Litteræ quibus Rex Franciæ,* PHILIPPUS Pulcher, *declarat ſe recuſare interpoſitionem* BONIFACII *Papæ ut, certis & legitimis cauſis, ſuſpectam, atque expreſſe diſſentire quod idem* BONIFACIUS *ulterius procedat in Negocio Pacis ei commiſſo. Vicennas in Octava Feſti Sanctorum omnium* 1302. 333

1303. 16. Mai. *Poteſtas* EDUARDI, *Regis Angliæ ejuſdem nominis primogeniti, Legatis à dicto Rege Patre ſuo ad Negotium Pacis cum Rege Franciæ* PHILIPPO *tractandum conſtitutis data, ut iidem ſuo etiam nomine poſſint agere: Apud Rotzerbourg die Aſcenſionis Domini Anno* 1303. 333

20. Mai. *Ligue défenſive entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel, *Roi de France,* & EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, excepté contre l'Egliſe, & contre* AUBERT *Roi d'Allemagne & le Comte de Hainaut. Fait à Paris le* 20 *de Mai* 1303. 334

Traité entre PHILIPPES le Bel *Roi de France,* & EDOUARD I. *Roi d'Angleterre, conclu à Paris le* 20. *Mai* 1303. *par lequel le dit* EDOUARD *eſt reçu Duc de Guyenne, & Pair de France, à la charge de venir rendre l'hommage liege, purement & ſans condition, ou de le faire rendre par ſon Fils. Confirmé par le Roi* EDOUARD II. *à Boulogne le dernier Janvier* 1307. 334

20. Mai. *Lettres des quatre Ambaſſadeurs Anglois ratifians les Traitez faits entre le* ROI DE FRANCE & *leur Seigneur, en conſéquence de la Sentence rendue par le Pape comme perſonne privée. Deux deſquels, comme Procureurs d'*EDOUARD *Fils du Roi d'Angleterre, fiancent* ISABELLE *de France, & elle ledit* EDOUARD *en la main de* GILLES *Archevesque de Narbonne* 1303. 337

10. Juillet. *Confirmation du* ROI *d'*ANGLETERRE *ſur l'Accord fait par ſes Ambaſſadeurs avec les Ambaſſadeurs du* ROI DE FRANCE. 337

24. Dec. *Donation faite à* MARGUERITE DE SAVOYE, *des Châteaux de* Carityene & *de* Boſſolet, *par* PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince & Princeſſe d'Achaye. Fait à Beauvoir, le* 24. *de Decembre de l'Année* 1303. 337

1304. 26. Fevrier. *Sentence Arbitrale rendue par* WENCESLAS, *Roi de Boheme, entre les Communes de la Province de* BUDISSIN, *touchant l'exercice de la Juriſdiction en certains Lieux de leur Apartenance. Donné à Prague le Mecredi après le Dimanche* Reminiscere 1304. 338

14. Octob. *Litteræ* CONRADI SACCI *Magiſtri Domus Teutonicorum, quibus declarat, ſe* LESTKONI *Cujaviæ Duci Centum & 80 Marcas Thorunenſes Denariorum, ac demum Centum & 20. Marcas eorumdem Denariorum mutuo dediſſe, ab eoque pro dicta pecunia Territorium* Michaloviense *in pignus accepiſſe. Datum Thorunii in die S. Calixti* 1304. 338

Traité de Paix entre PHILIPPE le Bel *Roi de France, & les Villes de Flandre. Fait l'An* 1304. 338

1305. 30. Janvier. *Traité & Accord paſſé entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel, *Roi de France, & l'Archevêque & la Ville de* LYON. *Fait au mois de Janvier de l'An* 1305. 339

Juin. *Extrait du Traité de Paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel, *Roi de France,* & ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandres. Fait au mois de Juin* 1305. 341

1306. 14. Fevrier. *Union des Comtez de* PIEMONT, *de* PROVENCE, & *de* FORCALQUIER, *faite par* CHARLES II. *Roi de Jeruſalem & de Sicile, à Naples, le* 14. *de Fevrier de l'An* 1306. 341

25. Avril. *Ratification faite par* ROBERT *Duc de Calabre, Fils Aîné du Roi de Sicile, du Traité fait entre* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaïe &* RAIMOND DELECT *Senéchal de Piémont, pour l'acquiſition de la Ville d'Aſt, &c. Faite à Aix, le* 25. *d'Avril de l'An* 1306. 342

25. Juillet. *Traité de Mariage entre* JEAN, *Fils de* JEAN II. *Duc de Brabant,* & CATHERINE *Fille de l'Empereur* ALBERT I. *Fait à Francfort le* 25. *Juillet* 1306. 342

27. Août. *Litteræ aſſertionis & Teſtificationis quamplurium Nobilium & Vaſſallorum* DUCATUS LOTHARINGIÆ, *quod quoties Filium Primogenitum Ducis Lotharingiæ mori contigerit ante Patrem, relictis Liberis legitimis, maſculis vel fœminis, illæ vel illi in Ducatu Lotharingiæ, præ omnibus aliis ipſius Ducis Hæredibus, debeant ſuccedere loco Patris. Actum Columbarii feria VI. proxima poſt Feſtum Bar-*

ANNO

Bartholomæi Apostoli 1306. 342

1307. *Instrument de la Paix publique ordonnée en* Suabe, *par l'Empereur* ALBERT I. *pour deux Ans. Fait à Spire le Samedi avant la Fête de Sainte Walpurge* 1307. 342

18. Fevrier.

24. Mars. *Contract de Mariage entre* JEAN JAQUES *Marquis de Montferrat*, & JEANNE DE SAVOYE, *Fille d'*AME' *Comte de Savoye. Fait au mois de Mars, de l'An* 1307. 343

10. Avril. *Traité de Paix entre* JEAN *Duc de Brabant &* GUILLAUME *Comte de Hollande. Fait à Mons le* 10. *Avril* 1307. 344

10. Octob. *Contract de Mariage entre* EDOUARD *Fils d'*AME' *Comte de Savoye*, & BLANCHE *Sœur de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois d'Octobre* 1307. 344

30Novemb. *Litteræ* EDUARDI I. *ad Imperatorem Tartarorum de Hæresi Mahummedana extirpanda. Dat. apud Langele die* 30. *Novembris Anno* 1307. 426

1308. *Erection du Comté d'*ALBE *en l'Abruſſe en Principauté, par* CHARLES II. *Roi de Sicile, en faveur de* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaie. Faite le* 31. *de Janvier, de l'An* 1308. 345

31. Janvier.

16. Mars. *Teſtament de* CHARLES II. *Roi de Sicile, dans lequel les Mâles d'un degré plus eloigné ſont preferez aux Femmes dans un degré plus proche, pour ce qui concerne les Comtez de Provence & de Forcalquier, comme auſſi le Comté de Piémont. Fait à Marſeille, le* 16. *de Mars* 1308. 345

12 Août. CLEMENTIS *Papæ V. Mandatum ad omnes Chriſti fideles de non ſubtrahendo Bona mobilia Templariorum. Dat. Pictavis* 2. *Idus Auguſti, Pontificat. Anno tertio.* 349

12. Août. *Bulla* CLEMENTIS V. *Papæ Romani, qua Inquiſitores ſuper Negotio* Templariorum *in Regno Angliæ conſtituit. Dat. Pictavis ſecundo Idus Auguſti Anno* 1308. 426

26. Octob. *Traité entre les Ambaſſadeurs d'*OTHON & WOLDEMAR *Marquis de Brandebourg; de* RODOLPHE *Duc de Saxe & de* RODOLPHE & LOUIS *Comtes Palatins, touchant l'Election de l'Empereur. Fait à Boppart, l'An* 1308. 349

28Novemb. *Contractus inter* HENRICUM VII. *Romanorum Regem*, & JOANNEM *Epiſcopum Argentinenſem de permutatione quorundam Oppidorum & Villarum in Inſtrumento expreſſorum. Actum Francofurti IV. Kalend. Decemb. Anno* 1308. Cum *Confirmatione Imperatoris* FRIDERICI. *Datum Argentinæ IX. Kalend. Aprilis* 1305. 350

1. Decemb. *Traité & Confederation entre* THEOBALD *Evêque de Liege*, & GILES BERTHAUT *Seigneur de Malines, touchant leurs Droits ſur cette Ville. Fait l'An* 1308. 351

1309. *Litteræ* WENCESLAI *Maſſoviæ Ducis, de Terra ſua* Boridicenſi, & *Dominatu* Plocenſi, *cum omnibus Civitatibus & Villis*, JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi remiſſis, rurſusque ab ipſo in feudum receptis. Datum in Plocz quarta die poſt Dominicam* Oculi *Anno* 1309. 352

6. Mars.

Mai. *Extrait du Traité de Paix entre* PHILIPPE le Bel, *Roi de France*, & ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandre, par lequel quelques Articles du Traité de* 1305. *ſont moderez. Fait à Paris, au mois de Mai* 1309. 353

21. Juin. *Traité de Mariage de* SIMON DE SARBRUG *Seigneur de Commerci*, & *de* MARGUERITE DE SAVOYE. *Fait le* 21. *Juin* 1309. 353

9 Septemb. *Traité de Mariage entre* HUGUES DAUPHIN, *Seigneur de Fouciguy*, & MARIE DE SAVOYE, *fait le* 9. *Septembre* 1409. 353

ANNO

1309. *Tranſactio inter* OTTONEM *Comitem Bipontinum ab unâ*, & *Comites Palatinos Rheni, Bavariæque Duces*, RUDOLPHUM & LUDOVICUM *à parte altera; qua ille ſe, ſuosque Hæredes obſtringit, ſuam Arcem* Yuttenheim & *Oppidum* Bretta, *in ſervitium dictorum Principum aperta tenere, munitaque ſervare; Et in caſu, quo dicta Loca vendere cogeretur, nemini niſi eisdem Principibus ſe abdicaturum pollicetur; Porro etiam ſe modoſatis Principibus omnem proprietatem, quam habet* Yuttenhemii & *Oppidula* Rhenishemium, Knaudenhemium, Grevenhartum, & Windam *cum Pagis tradidiſſe, & in feudum ab ipſis recepiſſe profitetur. Dat. Heidelbergæ Anno* 1309. *die Martis qui feſtum Nativitatis B. Virginis proxime ſecutus eſt.* 355

9. Sept.

1310. *Paix publique, établie par l'Empereur* HENRI VII. *avec les Evêques de* STRASBOURG & *de* BASLE, *les Landgraves de la haute & baſſe* ALSACE & *les Villes de* STRASBOURG & *de* BASLE, *pour la ſureté des Chemins publics, pendant quatre Ans. On y convient, entr'autres choſes, de l'extinction de tous les nouveaux Péages & de l'établiſſement de certaines Juges, pour le maintien de ladite Paix. Fait le Mécredi après la Fête de la Purification* 1310. 355

4. Fevrier.

20. Avril. *Traité de Mariage entre* LUPOLD *Duc d'Autriche*, & CATHERINE DE SAVOYE. *Fait le* 20. *Avril* 1310. 356

26. Juin. *Traité & Confederation, entre* HENRI VII. *Empereur*, & PHILIPPE le Bel *Roi de France. Fait à Paris le* 26. *Juin* 1310. *confirmé par l'Empereur le* 23. *de Septembre* 1311. 357

Autre Copie du même Traité ſans date & ſans Ratification; mais à cela près, plus entiere que la précedente. Elle porte que les Pretenſions de part & d'autre, ſeront remiſes à la Deciſion de Six Perſonnes grands Geus & preudHommes, & que cependant le Roi des Romains recevra PHILIPPE *Fils du Roi de France à Foi & Hommage pour le Comté de Bourgogne.* Avec *le Plein-Pouvoir du Roi de France pour ce Traité.* Datum apud Livriacum 23. die Januarii Anno Domini 1310. *Et celui du Roi de Romains.* Datum Thuregi ſexto Kal. Maii Indictione VIII. Anno Domini 1310. 358

1310. *Mandatum* PHILIPPI *Regis Francorum ad compromittendum cum* HENRICO *Rege Romanorum ſuper omnibus quæſtionibus ſeu diſcordiis motis vel movendis; nec non ad probandum, & ratificandum ea quæ jam compromiſſa & tractata fuerunt inter ſuos & præfati Regis Romanorum Commiſſarios ibi nominatim deſignatos. Actum apud Fontem Bliandi die* 14. *Februarii, Anno* 1310. 360

1311. 14. Fevrier.

1311. *Inſtrumentum publicum de Pace & Concordia, per Romanorum Regem* HENRICUM *inter illos* DE LA TURRE, *eorumque ſequaces ab una, nec non Dominos* VICE-COMITES MEDIOLANI, *ab altera parte ſancita. Actum in Civitate Mediolani in Aula Domus communis Anno* 1311. 360

10. Fevrier. *Traité de Ligue entre* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaye*, & GUI *Dauphin de Viennois &* JEAN *ſon Frere. Fait le* 10 *de Fevrier* 1311. 361

22. Fevrier. *Donation du Comté d'*AST *faite à* AME' LE GRAND *Comte de Savoye par l'Empereur* HENRI VII. *le* 22. *Fevrier.* 362

20. Mars. *Diploma Romanorum Regis* HENRICI *ratificans & confirmans omnia Privilegia, Jura, Libertates, & bonas Conſuetudines Communitati* MEDIOLANI *per*

ANNO 1311. 16. Juin. *Prædeceſſores Romanorum Reges conceſſas. Datum Mediolani* 13. *Kalendas Aprilis, Anno* 1311. *Indictione nona.* 363

Recognitionis Litteræ Civitatum Oppavienſis, Lubeschienſis, & Jegendorff *erga* JOANNEM *Bohemiæ & Poloniæ Regem; quibus profitentur ſe dicto Regi Homagium tanquam ſuo vero Domino præſtitiſſe; Necnon Principibus Sileſiæ,* BOLESLAO, HENRICO, & WLADISLAO, *quibus dictæ Civitates, pro octo millibus Marcharum groſſorum regalium à præfato Rege oppignoratæ ſunt, obedientiam juraſſe, quousque dicta pecuniæ quantitas ex integro perſolvatur. Datum Oppaviæ Anno* 1311. 16. *Kalendas Julii* 363

5. Juillet. *Compromis fait & paſſé entre* RENAUT DE BAR *Evêque de Metz &* THIBAUT II. *Duc de Lorraine pour l'accommodement des Diferents ſurvenus entr'eux, au ſujet de* Warmerange, *de* Pariſet *de* Luneville *&c. Fait le Dimanche après la Fête de St. Pierre & de St. Paul* 1311. 364

13. Juill. *Litteræ* BOLESLAI, HENRICI, & WLADISLAI, *atque* BERNHARDI, *nec non* HENRICI *Ducum Sileſiæ, quibus promittunt* JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi ſe Terram* Oppaviæ, *ut primum octo millia Marcharum Groſſorum Pragenſium illis ſoluta fuerint, reſignaturos. Datum Olomucii tertio Idus Julii Anno* 1311. 364

ANNO 1311. 24. Juill. *Venditio partis Terræ Pomeraniæ videlicet Caſtrorum & Civitatum* Dantzik, Derſchoviæ, *atque* Szwiecæ *cum omnibus pertimentiis, per* WALDEMARUM *Marchionem Brandenburgenſem, Magiſtro & Ordini Teutonicorum pro ſumma* 10000. *Marcarum Brandenburgenſium. Actum in Curia Bredenſi in Vigilia St. Jacobi Anno* 1311. 364

12. Octob. CAROLI *Ungariæ Regis Diploma, quo Civitatem* Jadrenſem *in Dalmatia, in propriis Libertatibus & Juribus, ſibi à Prædeceſſoribus Ungariæ Regibus conceſſis, conſervare promittit. Dat.* 4. *Idus Octobris* 1311. 365

1312. 24. Avril. *Teſtament de* THIBAUT II. *Duc de Lorraine & Marchis, contenant ſes Legs à diverſes perſonnes & autres Diſpoſitions. Fait au mois d'Avril la Vigile de St. Marc l'An* 1312. Avec *ſon Codicille daté de la Vigile de Sainčte Croix au mois de Mai* 1312. 365

Le même Teſtament ſur une autre Copie 427

1313. 11. Juin. *Inveſtiture faite à* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, du Comté de Savoye, des Duchez de Chablais & d'Aouſte, du Marquiſat d'Italie, & des Seigneuries de Baugé, & de Coligny, par l'Empereur* HENRI VIII. *Fait à Piſe le* 11. *de Juin* 1313. 366

FIN DES TITRES CONTENUS DANS LA I. PARTIE DU I. TOME.

CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE juſques à préſent.

I.

ANNO 800. CAROLI MAGNI *Imperatoris Auguſti* JUSJURANDUM *pro Defenſione Eccleſiæ Apoſtolicæ* LEONI III. *Papæ præſtitum Romæ in Coronatione ejus, Anno* 800. [GOLDASTI Conſtitutiones Imperiales, Tom. II. pag. 5. CÆS. BARONII Annales Eccleſiaſtici, Tom. IX. Aº. 800. col. 534. SIGONIUS de Regno Italiæ, L. IV. Aº. 801.]

IN nomine Chriſti ſpondeo atque polliceor ego CAROLUS Imperator coram Deo & beato Petro Apoſtolo me Protectorem & Defenſorem fore hujus Sanctæ Romanæ Eccleſiæ in omnibus utilitatibus, quatenus divino fultus fuero adjutorio, prout ſciero poteroque.

II.

803. EMPIRE D'ORIENT ET D'OCCIDENT. * RESCRIT *de l'Empereur* CHARLEMAGNE, *à* NICEPHORE *Empereur de Conſtantinople, touchant la Paix entre les deux Empires.* [GOLDASTI Conſtitutiones Imperiales, Tom. I. p. 144.]

CUM in omni humanæ actionis initio Domini ſit auxilium invocandum, maximè in hoc, quod modò inter nos Deo mediante agitur, negotio, Domini & Salvatoris noſtri Jeſu Chriſti omni modo ſunt imploranda ſuffragia, ut qui nomine illius ſignati ſumus, & in diſpenſatione paſſionis ejus ab æterno mortis periculo redemptos eſſe confidimus, ea quæ ipſo inſpirante inchoamus, ad honeſtum & utilem perfectionis terminum perducere mereamur, in cujus nomine atque honore Legatum fraternitatis tuæ, quem ad bonæ recordationis filium noſtrum PIPINUM Regem miſiſtis, Arſatium ſcilicet glorioſum Spatarium ad nos cum verbis & literis . . . . tuæ, benignè atque honorificè ſuſcepimus. Et quamvis ad nos miſſus non fuiſſet, veluti ad nos miſſum, adhibita diligenti cura, & audivimus, & cum eo de his, quæ detulit, quia prudentem animadvertimus, colloquutionem habuimus. Nec immeritò; cum tanta eſſet non ſolum in literis, quas attulit, ſed etiam in verbis, quæ ex ore illius noſtris auribus inſonuerunt, optatæ ac ſemper optandæ pacis copia, ut valde nobis, & quibuscunque Deum amantibus hujusceimodi Legatio placere potuiſſet; quæ utique tanto fuit charitatis ac pacis favo reſperſa, ut in palato cordis cujuſque fidelis veram poſſent ſapere dulcedinem, poſſetque judicari penitùs inſipiens, cui talia videntur inſipida.

2. Propter quod poſtquam illum in fines Regni noſtri perveniſſe comperimus, veluti præſcii optimæ ac Deo complacitæ Legatis ejus temperare nequivimus, oportunè eum ad noſtram præſentiam venire fecimus; maximè tamen, quod is, ad quem illum miſſum conſtabat, dilectus filius noſter PIPINUS Rex, divino judicio jam rebus humanis exceſſerat, neque nos illum cum infecto negotio tanto, ad quod perficiendum directus erat, vacuum reverti, pati potuimus.

ANNO 803. 3. Et

* Cette Piece eſt ſans date; on ſuit *Goldaſt*, qui la range ſous cette année.

ANNO 803. 3. Et non ſolum propter hoc, ſed etiam quod ex tempore, quo primo Imperii tui anno, Michaëlem Metropolitanum, & Populum, Aſſiduum Abbatem, Calliſtumque glorioſum Candidatum, ad conſtituendam nobiscum pacem, & fœderanda atque adunanda hæc duo in Chriſti charitate Imperia, longæva tua miſit dilectio.

4. Veluti in ſpecula poſiti, longa fuimus expectatione ſuſpenſi, præſtolantes ſive per Legatum, ſive per epiſtolam, quando meritorum ſcriptis noſtris, amabilia fraternitatis tuæ reſponſa ſuſciperem. Jamque, ut ſe habet humanæ mentis infirmitas, prope deſperatio cordi noſtro incipiebat oboriri; ſed fidentes, ſperabamus in eo, qui nunquam deſerit ſperantes in ſe, quod ſecundum Apoſtolum (*a*) labor noſter in ipſo vacuus & inanis eſſe non deberet; ac deſiderium noſtrum, quod, ut confidimus, ipſius inſpiratione concipimus, ſecundum divitias miſericordiæ ſuæ, complere, & quandocunque ad effectum perducere deberet. Idcircò audito adventu memorati Legati dilectionis tuæ, Arſatii glorioſi Spatarii, magnopere gavisi ſumus, confidentes, nos de rebus incertis ad optatam certitudinem perventuros, & de his, quæ prædictis Miſſis tuis ad te perferenda dedimus, reſponſum eſſe recepturos. Et reverà ita factum eſt. Senſimus enim ex parte mea, quod deſiderabamus, ad completionem votorum noſtrorum, divini favorem auxilii, & in verbis ac literis, quæ per Legationem memorati Legati perlata ſunt, quamvis ad filium noſtrum ſcripta & directa eſſent, non minimam nos deſideratæ reſponſionis accepiſſe portionem.

(*a*) 1. Theſſal. 3.

5. Proinde omnipotenti Deo, non quales debuimus, ſed quales potuimus, gratias agimus, quod cordi dilectionis tuæ, quam quæſivimus, ac deſiderabilem pacis voluntatem inſpirare dignatus eſt, orantes (*b*) ſecundum Apoſtolum, ut Deus, qui vobis in hac pace velle tribuit, ipſe perficere tribuiſſet. Propter quod nihil morantes, ſed omni cunctatione ac dubitatione penitus abjecta (1) Legatos noſtros præparavimus ad tuam amabilem fraternitatem dirigendos.

(*b*) Philip. 3.

III.

13. Août. *Imperatoris* CAROLI MAGNI *Diploma, quo Patriarchæ Gradenſi* FORTUNATO *immunitatem concedit, ne ullus Judex publicus quempiam ex ejusdem Diœceſi vel Territorio injuſtè ad audiendum, vel Feudum exigendum, nec manciones ſeu paratas faciendum, nec ullas redibitiones injuſtas requirendum exactare præſumat. Datum Id. Auguſti in Sacro Palatio* Ao. 803. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. *Gradenſes Patriarchæ*, col. 1181.]

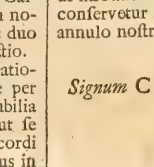
CAROLUS *ſereniſſimus Auguſtus à Deo coronatus, magnus, & pacificus Imperator Rom. gubernans Imperium, & per miſericordiam Dei Rex Francorum, & Longobardorum.*

MAXIMUM Regni noſtri in hoc agere credimus immunitatum, ſi petitionibus ſacerdotum, vel ſervorum Dei, quæ noſtris auribus fuerint prolatæ, libenter annuamus, & eas in Dei nomine ad effectum perducamus. Igitur notum ſit omnibus fidelibus noſtris præſentibus, & futuris. Qualiter vir venerabilis Fortunatus Gradenſis Patriarcha Sedis S. Marci Evangeliſtæ, & S. Hermacoræ Epiſcopus ſerenitati noſtræ petiit, ut tale beneficium circa dictam memoratam ſanctam Eccleſiam ex noſtra indulgentia concedere, & confirmare debeamus, quatenus ſub immunitatis nomine, tam ipſe, quam ſacerdotes, & reliqui, nec non ſervi, coloni, qui in terris ſuis commanent in Iſtria, Romandiola, ſeu in Longobardia, vel ubique quieto tramite vivere, & reſidere debeant. Cujus petitionem, ejus ſervitio & meritis compellentibus, denegare noluimus, ſed pro mercedis noſtræ argumento in Dei nomine ita conceſſiſſe, & in omnibus confirmaſſe cognoscite, tam Epiſcopia, & Xenodochia, Eccleſias baptismales. Præcipientes ergo jubemus, ut in vicis, vel villis, ſeu rebus, vel reliquis quibuslibet poſſeſſionibus undecumque præſenti tempore memoratus Patriarcha juste, & rationabiliter veſtitus eſſe dignoscitur, nullus Judex publicus injuſte ad cauſas audiendum, vel feuda exigendum, nec manciones, ſeu paratas faciendum, nec ullas redibitiones injuſtas requirendum ſe ingerere, aut exactare præſumat. Sed dum prædictus Fortunatus Patriarcha advixerit, ſub immunitatis nomine, tam ipſe, quam ejus ſucceſſores, & coloni, ac ſervi, qui ſuper terras ſuas commanent, vel reliqui homines ſic valeant ex noſtra indulgentia quieto tramite vivere, ac reſidere.

(1) Savoir *Hatton*, Abbe de Minderaw, (*Augia minor*) & Evêque de Bâle, & les Comtes *Hugon* & *Hejon*.

Ita ut melius eis delectetur pro nobis, vel pro ſtabilitate Regni noſtri jugiter Domini miſericordiam exorare. Et ut hæc auctoritas firmiter habeatur, vel per tempora melius conſervetur, manu propria ſubtus firmavimus, & de annulo noſtro ſigillari juſſimus. ANNO 803.

Signum CAROLI *Imperatoris.*



gloriosiſſimi

HODINGUS *ad vicem . . . .* & COMBALDO.

Datas Id. Aug. in ſacro Palatio noſtro anno tertio Chriſto propitio Imperii noſtri.

IV.

17. Nov. *Diploma* DONATIONIS *Imperatoris* CAROLI MAGNI, *quo ad petitionem* PETRI *Epiſcopi Comenſis Comitatum* CLAVENNÆ Clericis CUMANIS *in canonicalem uſum confert. Actum Reguntiburg. Palatio publico quinto decimo Kalen. Decembr. Indict. undecima. Anno* DCCCIII. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. *Comenſes Epiſcopi.* col. 245. Ex Archivis Cathedralis Comenſis.]

CAROLUS ſereniſſimus Auguſtus a Deo ordinatus magnus, pacificus Imperator Romanorum gubernans imperium, qui & per miſericordiam Dei Rex Francorum, & Longobardorum. Si petitionibus ſacerdotum, vel ſervorum Dei, in quo noſtris auribus patefecerunt per onus noſtrum Eccleſiam perducimus, hoc nobis procul dubio ad æternam beatitudinem pertinere confidimus. Igitur notum ſit omnium fidelium magnitudini præſentium ſcilicet, & futurorum, quia dilectiſſimus filius noſter Pipinus Rex Longobardorum ad petitionem viri venerabilis Petri primi ſanctæ Comenſium urbis Eccleſiæ ſerenitati noſtræ petiit, ut omnes eccleſias, vel res ad ipſum ſanctum locum pertinentes quocunque nunc tempore cum ordine, juſte, & rationabiliter poſſidere videtur, per noſtrum auctoritatis præceptum inibi confirmare deberemus, & ſpecialiter theloneum de Meanto, & Gegis, cum ipſo loco, & Berinzonam plebem, Comitatum, diſtrictum, & ipſum portum. Et Comitatum Clavennæ, & cluſas, & pontem juris noſtris Clavennæ clericis Cumanis in canonicalem uſum pleniſſima deliberatione donare & confirmare deberemus. Cujus petitionem denegare noluimus, ſcilicet pro æterna remuneratione, ſic in omnibus conceſſiſſe, vel confirmaſſe cognoscite. Præcipientes ergo jubemus quod perpetualiter circa memoratum ſanctum locum manſurum eſſe voluimus, ut nullus quilibet de fidelibus noſtris memorato Petro Epiſcopo, aut ſucceſſoribus ſuis de ſupraſcriptis eccleſiis, vel rebus inibi juſte, & rationabiliter pertinentibus inquietare, aut calumniam generare, nec aliquid contra rationis ordinem crescere, aut minuere, neque de ſupraſcriptis rebus quæque auferre quoque tempore præſumatur ſcilicet per noſtrum ſerenitatis, atque confirmationis præceptum ad ipſum ſanctum locum eleemoſynæ noſtræ, ſimulque Pipini glorioſi Regis & filii noſtri perpetualiter perficiant in augumentis æternis: & ut hæc auctoritas firmior habeatur, & diuturnis temporibus melius conſervetur, manu propria ſubtus firmavimus, & de annulo noſtro ſigillari juſſimus.

Signum CAROLI *ſereniſſimi* † *ac piiſſimi Imperatoris.*

Datum quinto decimo Kalen. Decembris anno tertio Chriſto propitio Imperii noſtri, & trigeſimo ſexto regni noſtri in Francia. Ind. undecima, anno vero Dominicæ incarnationis D. CCCIII.

Actum Reguntiburg. Palatio publico in Dei nomine feliciter. Amen.

V.

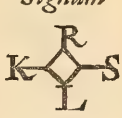
805. *Imperatoris* CAROLI MAGNI *Diploma, quò jus* LIBERE NAVIGANDI *per omnia Imperii loca abſque ulla ſolutione navalium ſolutionum & Teloniorum, Cœnobio* S. MARIÆ, *quod ſitum eſt in Suburbio Veronenſi, loco qui dicitur Organo, concedit. Menſe Novembr. Indict.* 13. *Imperii anno* 4. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. *Veronenſ. Epiſcopi.* col. 599.]

IN *nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti Domini Dei æterni, imperante* D. CAROLO MAGNO *Imp. an.* 4. *de menſe Novembris indictione* 13. *feliciter.*

Si

ANNO 805. Si ergo venerabilis commoditatem locorum justa provisione curam impendimus, cœlestibus superni suffragii ventura subsidia procul dubio speramus. Idcirco universorum sanctæ Dei Ecclesiæ fidelium, nostrorumque præsentium scilicet, ac futurorum animadvertat solertia, qualiter obsecrationis Guadelberti venerabilis Abbatis cœnobii beatæ illuminationis mundi semper Virginis Mariæ, quod situm est in suburbio Veronensi, loco qui dicitur Organo, præclara serenitate faventes, concedimus eidem reverendo cœnobio, ut per omnia loca sub nostri regimine Imperii constituta naves, & plaustra ejusdem monasterii libere, & absolute absque ullius refragatione, vel contradictione incedant. Ita ut neque navalia telonia, quæ ripaticos vocant, atque terrestria, neque in transitibus portarum, vel pontis urbis Veronæ, vel cujuslibet alterius civitatis, aut oppidi aliquid dare, seu persolvere cogantur. Alius autem nullus omnino Episcopus, Comes, vel Guastaldius, aut Actionarius, sed nec quælibet ecclesiastici ordinis, seu publicæ administrationis persona ab hominibus ejusdem sacrosancti cœnobii exigere præsumat. Addimus etiam & pro stabilimento Imperii, atque remedio animæ nostræ sancimus, ut ubicunque ad præfatum aliquod pertinet monasterium, sive in montibus, seu in planiciebus secundum legum promulgationes Romanarum, si quælibet inde particula diminuta fuerit requiratur, ita ut per circummanentes boni testimonii, bonæque famæ homines inquisitio de rebus ejusdem fiat cœnobii, sicque ad jus & dominium, atque possessionem perpetuam ipsius monasterii devolvatur. Permutationes vero immobilium rerum ejusdem monasterii, quæ factæ sunt tam cum prædiis potestatis nostræ, quam cum aliis hominibus, ita firmas, & stabiles perenniter fore decernimus, ac si ab initio constitutionis ejus, ipsæ res eidem collatæ fuissent cœnobio. Si quis igitur temerarius aliquid contra hujus nostræ sanctionis pragmaticum machinari, vel peragere præsumpserit sciat se XXX. librarum communitatis nostræ pœnam persoluturum, medietatem parti palatii nostri, & medietatem sæpedicto sancto cœnobio, & ut certius credatur, seu ab omnibus inviolabiliter observetur, annulo nostro subter sigillavimus.

Signum



VI.

Transsumptum Privilegii, Concessionis, & Donationis, *ab Imperatore* Carolo Magno, *& Pontifice* Leone III. *Abbatiæ* Trium Fontium *ad Aquas Salvias, factæ de Civitate* Ansidonia, *cum Portu* Fænilia, *& Portu qui dicitur* Herculi, *pluribusque aliis Montibus atque Locis. Actum Anno Christi* 805. *Indictione* 13. [Ferdin. Ughelli Italia Sacra, Tom. I. Tit. *Ostiens. Episc.* col. 65. Ex Archivo Cœnobii.]

In Nomine Domini Amen.

Hoc est exemplum, seu transumptum cujusdam scripturæ seu privilegii concessionis & donationis infrascriptorum situm in quadam tabula ænea inventa, & reperta in scripto Monasterio Sancti Anastasii ad Aquas Salvias, prope Urbem sito in sacristia, & archivo dicti Monasterii juxta altare, & per me Antonium Goioli Petri Sirete civem Romanum, Dei gratia Apostolica authoritate Notarium publicum infrascriptum exemplatum, & feliciter transcriptum de verbo ad verbum, & coram Reverendo Jacobo Dei gratia Episcopo Aretino, & Domini nostri Papæ in Alma Urbe, ejusque suburbiis, & ejus districtu Vicario, seu Commissario generali, & infrascriptis Joanne Stephano Maffaronis, Joanne Pauli Alicii, & dicto Petro Berte civibus Romanis, primis Notariis Apostolicis, & testibus literatis, per me Antonium Notarium infrascriptum coram eis lectum, & diligenter auscultatum; cujus quidem scripturæ, seu privilegii concessionis, & donationis tenor per omnia est talis.

In nomine Domini Dei Salvatoris nostri Jesu Christi.

ANNO 805.

Leo Episcopus Servus Servorum Dei, & Carolus Magnus, & Pius Rex hac die nullo prohibente, nec contradicente, sed propria nostra voluntate concedimus, tradimus, & per paginam æream exauratam in perpetuum donamus tibi, Beate Christi Martyr Anastaxi, & pro te, tuoque Monasterio, quod est positum ad Aquam Salviam, id est totam, & integram Civitatem, quæ ab omnibus vocatur Ansidonia, infimul cum Portu qui vocatur Fænilia, item & Portum, qui dicitur Herculi, nec non, & montem totum, qui vocatur Gilium infra mare milliaria centum, & montem, qui vocatur Jannuti, & totum montem, qui vocatur Argentarium, infimul cum mare juxta se habentem milliaria centum infra pelagus, qui est infra ejus aqua. Præfatum montem, qui vocatur Gilium, & Jannuti: Item, & castrum, quod vocatur Orbitello, cum Stagnio & Piscaria juxta se, & cum suo Saline, vel cum omnibus suis pertinentiis. Item, & Maxiliano, cum omnibus suis pertinentiis, similiter & montem, qui vocatur Euti, cum omnibus suis pertinentiis, qui est inter affines ad totam Civitatem præfatam. A primo latere est mare magnum, & infra verò aquas maris, quæ sunt milliaria centum, & montem Gilio, & montem, qui vocatur Jannuti, quæ sunt juris præfati vestri Monasterii, & à secundo latere est fluvius, qui vocatur Alvenia, & à tertio verò latere pergit aqua, quæ dicitur Elza, & deinde pergit usque ad locum, qui vocatur Serpena, & à quarto latere sicuti evenit per Serpenam, & pergit per pedem montis Arsitii, & vadit per pisciam, & venit in Buranum, & sicuti evenit per Buranum, & revertitur usque ad præfatum mare magnum, omnia in jam dicti vestri S. Monasterii juris concedimus, & irrevocabiliter tradimus, qui sunt montibus, collibus, plagis, & planitiis suis, pratis, pascuis, silvis, pantanis, puteis, fontibus, rivis aquæ plenis, & parietinis actiguis, & vineis, vel cum omni sua utilitate, & usu, vel pertinentiis, & insuper concedimus tibi, præfate Martyr Christi Anastaxi, tuisque successoribus in perpetuum omnes Ecclesias, quas infra comitatum, & assignationem hujus territorii sunt, vel usque in finem mundi erunt; uti exinde faciatis quodcunque volueritis vos, & servitores vestri in perpetuum ponendo Rectores, dejiciendo, pro meritis eos clericos mittere, & ad vestram utilitatem omni tempore tenere; & nullus alius, nisi solus summus Pontifex, & in præfatis Ecclesiis interdictum ponere, vel aliquem clericum excommunicare, nisi Rector jam dictæ Ecclesiæ Sancti Anastaxi possit, & nulli licitum sit intra terminos construere, vel ædificare, nisi pro voluntate Abbatis S. Anastaxi, consecrationes altarium, chrisma, ordinationes de clericis vestris petatis ab Episcopo diœcesano, si gratis, & absque ulla calumnia dare voluerit, si non potestatem habeant ire ad quemcunque voluerint Episcopum tamen catholicum pro eo, quia Dominus noster Jesus Christus per Angelum suum in visione nobis videri fecit ut caput prædicti Martyris ad ejus pugnam, quam nos ad præfatam Civitatem habebamus cum Dei laudibus adveniret; nostris vero inimicis dicebat, ut vincebamus, & nos ita talia fecimus, & nunc auxiliante Deo, & isto præfato martyre adveniente ejus capite terræmotus venit super nostris inimicis, & tremor apprehendit eos, & parietes irruerunt; inimici vero nostri in nostris manibus devenerunt, & omnes interfecti fuerunt; idcirco tradimus, concedimus, & in præfato monasterio Sancti Anastaxi perpetuo, quæ largimur, ut à præsenti die habeant tui servitores potestatem in præfatis omnibus ad utilitatem S. Anastaxi introeundi, utendi, tenendi, fruendi, & usque in sæculum sæculi possidendi, quatenus per te, gloriose Martyr, mereamur nos audire illam vocem, quam pius Dominus in Evangelio dicit: *Euge bone serve, & fidelis, quia in pauca fuisti fidelis super multa te constituam, intra in gaudium Dei tui*, de qua Dei promissione multum confidimus nos, & omnes sperantes in se. Si quis nos, vel alius qualiscunque homo, tam presbyteri, quam laici præfata omnia, quæ superius dicta sunt ab eodem Monasterio subtrahere, vel alienare voluerit, non valeat, sed ex parte Dei omnipotentis, & Beatæ Mariæ semper Virginis, & Beatorum Apostolorum Petri, & Pauli, istius præfati Martyris excommunicatus, maledictus, & anathematizatus maneat in perpetuum, & cum Anna, & Caipha, & cum Herode, & Pilato, & cum Juda Scariote traditore Domini nostri Jesu Christi particeps ejus efficiatur, & à limitibus universarum Ecclesiarum extraneus existat hic, & in æternum; observantibus autem sit pax Domini nostri Jesu Christi Amen. Ego Carolus Imperator Augustus auctoritate omnipotentis Dei, & nostri Imperii decretum decernimus, ut nullius personæ hominum facultas sit præ-

ANNO 805. fata omnia quovis modo ingenii præfato monaſterio S. Anaſtaxi auferre, vel ablata retinere, aut aliquam moleſtiam irrogare, niſi de perpetrata iniquitate congrua ſatisfactione infra XV. dies emendaverit, componat pro pœna Romano Imperio quinquaginta libras auri puriſſimi. Actum eſt hoc, & traditum anno Incarnationis octingenteſimo quinto, Indictione tertiadecima, & D. Leonis ſummi Papæ Tertii, anno decimo, & Domini Caroli Imperatoris anno quinto.

Ego LEO Epiſc. Romanæ Eccleſiæ ſubſcripſi.
Ego CAROLUS Imperator Auguſtus ſubſcripſi.
Ego PETRUS Epiſc. Hoſtien. ſubſcripſi.
Ego GUILLELMUS Card. S. Sabinæ ſubſcripſi.
(a) *Alias* Satinen. Iſtæ Epiſc. Abien. (a) ſubſcripſi.
(b) *Alias* Lugdunem. ROBERTUS Aquisgranis ſubſcripſi. &
Ego HUGO Dux Luxovienſis (b) ſubſcr.

Anaſtaſius Scriniarius S. R. E. de mandato Domini Leonis Papæ Tertii, & D. Caroli Magni, & Pii Regis hanc paginam æream exauratam complevi, & abſolvi.

Ego Jacobus, Dei gratia, Epiſcopus Aretinus, Domini mei Papæ in Urbe, & ejus diſtrictu Vicarius Generalis, & Commiſſarius ad compellendum Notarios, & alias perſonas habentes ſcripturas, inſtrumenta, & alia monumenta originalia, atque actu quandam cedulam æneam, & ponderoſam, in dicto Monaſterio exiſtentem, prius interfui auſcultationi hujus exempli, ſeu tranſumpti ſcripti exemplari de dicta tabula ænea fideliter tranſlati, & exemplati per infraſcriptum Antonium Goioli Petri Sirete, civem Romanum publicum Notarium Apoſtolicum, & diligenter coram me auſcultati, unà cum ipſo Antonio, ac infraſcriptis Jo. Stephani Maſſeroni, Jo. Pauli Alictii, & Santolo Petri Berte, civibus Romanis, ac publicis Notariis Apoſtolicis, & teſtibus infraſcriptarum literarum, & quia hujusmodi dictum exemplum cum dicto ſuo originali concordat, nil addito vel diminuto, quod intellectum vitiet, ſeu immutet, ut huic exemplo, vel tranſumpto adhibeatur de cætero plena fides ab omnibus ad perpetuam rei memoriam me ſubſcribo, meumque decretum, & auctoritatem ordinariam pro tribunali ſedens interpono, & ſignum mei majoris ſigilli feci appendi, ſive muniri ſub anno Domini 1369. Pontificatus ſanctiſſ. in Chriſto Patris, & D. N. D. Urbani divina providentia Papæ V. anno ejus ſeptimo, ind. 8. menſ. Junii die 27.

VII.

806. CHARLEMAGNE ET SES FILS. *Diſpoſition de l'Empereur* CHARLEMAGNE, *pour établir & conſerver la paix entre ſes Enfans, & leur diviſer ſes Etats. Faite aux Etats tenus à Thionville.* [GOLDASTI Conſtitut. Imp. Tom. I. pag. 145. STEPH. BALUZII Capitularia Regum Franc. Tom. I. pag. 439. BARONII Annal. Eccleſiaſt. Tom. IX. Aº. 806. num. 24. P. PITHOEI J C. Annal. & Hiſt. Franc. ab Aº. Chriſti 708. ad Ann. 990. Scriptores coëtanei XII. Part. II. pag. 81. FAUCHET, Antiq. & Hiſt. Gaul. & Franç. Vol. II. Liv. II. pag. 538. en François.]

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti.

(a) *Victor*, deeſt. (1) IMPERATOR Cæſar Carolus, Rex Francorum invictiſſimus, & Romani Rector Imperii, Pius, Felix, (a) Victor ac Triumphator, ſemper Auguſtus, omnibus fidelibus ſanctæ Dei Eccleſiæ, & cuncto populo Catholico, præſenti & futuro, gentium ac nationum, quæ ſub (b) noſtro imperio ac regimine conſtitutæ ſunt.

(b) *ejus imperio & regimine.* 1. Sicut omnibus vobis notum eſſe, & neminem veſtrûm latere credimus, quomodo nos divina clementia, cujus nutu ad occaſum tendentia ſæcula per ſucceſſiones (c) generationum reparantur, tres nobis dando filios, magno (d) nos miſerationis ac benedictionis ſuæ ditavit munere, quia per eos ſecundum vota noſtra & ſpem noſtram de Regno confirmavit, & curam oblivioni obnoxiæ poſteritatis leviorem fecit. Ita & hoc vobis notum fieri volumus, quod eosdem per Dei gratiam filios noſtros Regni à Deo nobis (e) conceſſi, donec in corpore ſumus, & poſt noſtrum ab hac mortalitate diſ-

(c) *Al.* generationum reparationes generantur. (d) *nos*, deeſt. (e) *Al.* conſervati.

ceſſum hujus à Deo conſervandi Regni vel Imperii noſtri hæredes relinquere, ſi fic divina Majeſtas annuerit, optamus. Non ut confuſè atque inordinatè, aut ſub totius Regni dominatione jurgii controverſiam eis relinquamus; ſed trina partitione totum Regni corpus dividentes, quam quisquis illorum tueri vel regere debeat, (f) portione (g) diſtribuere & deſignare voluimus, eo videlicet modo, ut ſua quisque portione contentus juxta ordinationem noſtram & fines Regni ſui, qui ad alienigenas extenduntur, cum Dei adjutorio nitatur defendere, & pacem atque caritatem cum fratre cuſtodire.

ANNO 806.

2. Diviſiones verò à Deo conſervati & conſervandi Imperii vel Regni noſtri tales facere placuit, ut Aquitaniam totam (h) & Vuaſconiam (excepto pago Turonico) & quicquid inde ad Occidentem atque Hiſpaniam reſpicit, & de civitate Nivernis, quæ ſita eſt ſuper fluvium Ligerim cum ipſo pago Nivernenſe, pagum (i) Avalenſem, atque Alſenſem, Cabillionenſem, Matisconenſem, Lugdunenſem, (k) Gabojam, Moriennam, Tarentaſiam, Montem Ciniſium, (l) Vallem Geguſianam usque ad Cluſas, (m) & inde per terminos Italicorum montium uſque ad mare, (n) vel usque ad Hiſpanias continetur, hoc eſt, illam portionem Burgundiæ, & Provinciam ac Septimaniam, vel Gothiam, Ludovico dilecto filio noſtro conſignavimus.

(f) *portionem.* (g) *Al.* deſcribere. (h) *Al.* usque Vaſc. (i) *Al.* Ananenſem. (k) *Al.* Saubaudiam. *Al. Saboiam.* (l) *Seguſianam.* (m) *Al.* & inter term. (n) *hos pagos cum ſuis Civitatibus & quidquid ab eis contra Meridiem & Occidentem usque ad mare.*

3. Italiam verò, quæ & Longobardia dicitur, & (o) Bojoariam, ſicut Taſſilo tenuit, exceptis duabus villis, quarum nomina ſunt Ingoldeſtat, & Lutrahahof, (p) quas nos quondam Taſſiloni beneficiavimus, & pertinent ad pagum, qui dicitur Nortgouve, & de Alemannia partem, quæ in Auſtrali ripa Danubii fluminis eſt, & de ipſo (q) fonte Danubii, currente limite, uſque ad Rhenum fluvium in confinio pagorum Cletgouve & Hegouve in locum qui dicitur (r) Auge: & inde per Rhenum fluvium ſurſum verſus uſque ad Alpes, quicquid intra hos terminos fuerit, & ad Meridiem vel Orientem reſpicit, unà cum Ducatu Curienſi & pago (ſ) Burgouve, (2) Pipino dilecto filio noſtro (t) ordinamus.

(o) *Al.* Bajoariam. *Al. Bajovariam.* (p) *Al.* quas quondam Taſſilo beneficio noſtro tenuit. (q) *flumine.* (r) *Enge.* (ſ) *Durgouve.* (t) *ordinamus*, deeſt.

4. Quicquid autem de Regno noſtro extra hos terminos fuerit, id eſt, Franciam & Burgundiam, excepta illa parte, quam Ludovico dedimus, atque Alemanniam, excepta portione quam Pipino (u) adſcripſimus, Auſtriam, (w) Neuſtriam, Thuringiam, Saxoniam, Friſiam, & partem Bajoariæ, quæ dicitur Northgouve, dilecto filio noſtro (3) Carolo conceſſimus, ita ut Carolus & Ludovicus viam habere poſſint in Italiam ad auxilium (x) faciendum fratri ſuo, ſi ita neceſſitas extiterit, Carolus per vallem Auguſtanam, quæ ad Regnum ejus pertinet, & Ludovicus per vallem Seguſianam. Pipinus verò & exitum & ingreſſum per Alpes Noricas atque Curiam.

(u) *Al.* dedimus. (w) *Nuſtriam.* (x) *Al.* ferendum.

5. Hæc autem tali ordine (y) diſpoſuimus, ut ſi Carolus, qui major eſt natu, priuſquam ceteri (z) fratres diem obierit, pars Regni quam habebat, dividatur inter Pipinum & Ludovicum, ſicut quondam diviſum eſt (a) regnum inter nos & fratrem noſtrum Carolomannum, eo modo ut Pipinus illam portionem habeat, quam frater noſter Carolomannus habuit, Ludovicus verò illam partem, (b) quam nos in illa (c) partitione ſuſcepimus. Si verò Carolo & Ludovico viventibus, Pipinus debitum humanæ (d) naturæ compleverit, Carolus & Ludovicus dividant inter ſe Regnum, quod ille habuit. Et hæc diviſio tali modo fiat, ut ab ingreſſu Italiæ per Auguſtam civitatem accipiat Carolus Eboreiam, Vercellas, Papiam, & inde per Padum fluvium termino currente uſque ad fines Regienſium & ipſum (e) Regium, & Civitatem Novam, atque Mutinam uſque ad terminos ſancti Petri. Has civitates cum ſuburbanis & territoriis ſuis, atque Comitatibus, quæ ad ipſas pertinent, & quicquid inde Romam (f) pergenti ad lævam reſpicit de regno quod Pipinus habuit, unà cum Ducatu Spoletano, hanc portionem, ſicut prædiximus, accipiat Carolus.

(y) *disponimus.* (z) *fratres ſui.* (a) *regnum*, deeſt. (b) *accipiat.* (c) *portione.* (d) *Al.* ſortis. (e) *Regiam.* (f) *Al.* per Genuam.

6. Quicquid autem à prædictis civitatibus vel Comitatibus Romam eunti ad dexteram jacet de prædicto regno, id eſt portionem quæ remanſit de (g) regione Tranſpadana, una cum Ducatu Tuſcano uſque ad mare Auſtrale, & uſque ad Provinciam (h) Ludovicus ad augumentum ſui regni ſortiatur. Quod ſi ceteris ſuperſtitibus Ludovicus fuerit defunctus, eam partem Burgundiæ, quam regno ejus adjunximus, cum Provincia & Septimania ſive Gothia uſque ad Hiſpaniam Pipinus accipiat, Carolus verò Aquitaniam atque Vuaſconiam.

(g) *Al.* regno Transpadano. (h) *Al.* Ludovico cedat.

7. Quod ſi talis filius cujuslibet iſtorum trium fratrum natus fuerit, quem populus eligere velit, ut patri ſuo ſucce-

(1) Cette Copie eſt tirée de *Goldaſt*, & les diverſes leçons qu'on y voit en marge ſont de deux ſortes. Celles qui ſont en Italique marquent les differences de la Copie de *Baluze* & de celle-ci; & les autres viennent de *Goldaſt* même; on n'a fait que les tranſcrire. La Copie de *Baronius* finit avec le 16. Paragraphe, aux mots, *quod de homine illius dixit.* Les ſept autres y manquent.

(2) *Pepin* mourut avant ſon Pere en 810. n'ayant laiſſé qu'un Fils naturel, nommé *Bernard*, qui lui ſuceeda au Royaume d'Italie.

(3) *Charles* mourut auſſi avant ſon Pere en 811. ſans avoir laiſſé d'enfans.

ANNO 806. succedat in regni hæreditate, volumus ut in hoc consentiant patrui ipsius pueri, & regnare permittant filium fratris sui in portione regni, quam pater ejus eorum frater habuit.

8. Post hanc nostræ auctoritatis dispositionem placuit inter prædictos filios nostros statuere atque præcipere propter pacem, quam inter eos perpetuo manere desideramus, ut nullus eorum fratris sui terminos vel regni limites invadere præsumat, neque fraudulenter ingredi ad conturbandum regnum ejus, vel marcas minuendas, sed adjuvet unusquisque illorum fratrem suum, & auxilium ei ferat contra inimicos ejus juxta rationem & possibilitatem, sive (*g*) intra patriam, sive contra exteras nationes. (*g*) *infra.*

9. Neque aliquis illorum hominem fratris sui pro quibuslibet causis, sive culpis ad se confugientem suscipiat (*h*) ad interceptionem pro eo faciendam: quia volumus, ut quilibet homo peccans & interceptione indigens intra regnum Domini sui, vel ad loca sancta, vel ad honoratos homines confugiat, & inde justam interceptionem mereatur. (*h*) *nec interceptionem pro eo faciat.*

10. Similiter præcipimus, ut quemlibet liberum hominem, qui Dominum suum contra ejus voluntatem dimiserit, & uno regno in aliud profectus fuerit, neque ipse Rex suscipiat, neque hominibus suis consentiat, ut talem hominem recipiant, vel (*i*) juste retinere præsumant: hoc non solum de liberis, sed etiam de servis fugitivis statuimus (*k*) ordinandum, ut nulla discordiis relinquatur occasio. (*i*) *injuste.* (*k*) *observandum.*

11. Quapropter præcipiendum nobis videtur, ut post nostrum ab hac mortalitate discessum, homines uniusquisque eorum accipiant beneficia unusquisque in regno Domini sui & non in (*l*) altero, ne forte per hoc, si aliter (*m*) fecerit, scandalum aliquod accidere possit. Hæreditatem autem suam habeat unusquisque illorum hominum absque contradictione in unoquoque regno, quam eum legitimè habere contigerit. (*l*) *alterius.* (*m*) *fuerit.*

12. (*n*) Ut unusquisque liber homo post mortem Domini sui licentiam habeat se commendandi inter hæc tria regna ad quodcumque voluerit: similiter & ille, qui nondum alicui est commendatus. (*n*) *Et.*

13. De traditionibus autem & venditionibus, quæ inter partes fieri solent, præcipimus ut nullus ex his tribus fratribus suscipiat de regno alterius à quolibet homine traditionem, (*o*) vel venditionem à quolibet homine, hoc est, terrarum, vinearum, sylvarum, (*p*) aqua libertatum, servorumque qui jam casati sunt, sive (*q*) cæterorum, quæ hæreditatis nomine censentur, (*r*) auro, argento, & gemmis, armis, ac vestibus, nec non & mancipiis non casatis, & his speciebus, quæ propriè ad negotiatores pertinere noscuntur: cæteris verò liberis hominibus hoc minimè interdicendum (*s*) putamus. (*o*) *Seu venditionem rerum immobilium.* (*p*) *atque libertatum*, decit. (*q*) *cæterarum rerum.* (*r*) *excepto.* (*s*) *judicavimus.*

14. Si quæ autem feminæ, sicut fieri solet, inter partes & regna fuerint ad conjugia postulatæ, ne denegentur juste poscentibus, sed liceat (*t*) eis vicissim dare & accipere, & affinitatibus populos inter se sociari. Ipsæ verò feminæ potestatem habeant rerum suarum in regno, unde exierant, (*v*) quando in alio propter mariti societatem (*x*) habitant. (*t*) *eas.* (*v*) *quandoquam.* (*x*) *habitare debeant.*

15. De obsidibus autem, qui propter credentias dati sunt, & à nobis per diversa loca ad custodiendum destinati sunt, volumus ut ille Rex, in cujus regno sunt, absque voluntate fratris sui, de cujus regno sublati sunt, in patriam eos redire non permittat, sed potius in futurum in susciendis obsidibus alter alteri mutuum ferat auxilium, si frater fratrem hoc facere rationabiliter postulaverit. Idem jubemus de his, qui pro suis facinoribus in exilium missi vel mittendi sunt.

16. Si causa vel intentio (*y*) controversiæ talis inter partes propter terminos & confinia regnorum ortæ fuerint, quæ hominum testimonio declarari vel definiri non possint: tunc volumus ut ad declarationem rei dubiæ, judicio crucis, Dei voluntas & rerum veritas (*z*) exquiratur, nec umquam pro tali causa cujuslibet generis pugna vel campus ad examinationem (*a*) judicetur. Si verò quilibet homo de uno regno hominem de altero regno de infidelitate contra (*b*) Dominum suum accusaverit, mittat eum Dominus suus ad fratrem suum, ut ibi comprobet, quod de homine illius dixit. (*y*) *sive.* (*z*) *Al.* inquiratur. (*a*) *Al.* indicatur. (*b*) *fratrem Domini sui apud Dominum suum.*

17. Super omnia autem jubemus, (*c*) ut ipsi tres fratres curam & defensionem Ecclesiæ sancti Petri simul suscipiant, sicut quondam ab avo nostro Carolo & beatæ memoriæ genitore (*d*) Pipino Rege, & à nobis postea susceptа est, ut eam cum Dei adjutorio ab hostibus defendere nitantur, & justitiam suam quantum ad ipsos pertinet & ratio (*e*) postulat, habere faciant. Similiter & de ceteris Ecclesiis, quæ sub illorum fuerint potestate, præcipimus, ut justitiam suam & honorem habeant, & pastores & rectores venerabilium locorum habeant potestatem rerum, quæ ad ipsa pia loca pertinent, in quocumque de his tribus regnis illarum Ecclesiarum possessiones fuerint. (*c*) *atque præcipimus.* (*d*) *nostro.* (*e*) *postulaverit.* ANNO 806.

18. Quod si de his statutis atque convenientiis aliquid casu quolibet vel ignorantia (quod non optamus) fuerit irruptum, præcipimus ut quàm citissimè secundum justitiam emendare studeant, ne forte propter dilationem majus damnum possit (*f*) accidere. (*f*) *accrescere.*

19. De filiabus autem nostris, sororibus scilicet prædictorum filiorum nostrorum, jubemus ut post nostrum ab hoc corpore discessum, licentiam habeat unaquæque eligendi, sub cujus fratris tutela & defensione se conferre velit. Et qualiscumque ex illis monasticam vitam elegerit, liceat ei honorificè vivere sub defensione fratris sui, in cujus regno degere voluerit. Quæ autem justè & rationabiliter à condigno viro ad conjugium quæsita fuerit, & ei conjugalis vita placuerit, non ei denegetur à fratribus suis, si & viri postulantis & fœminæ consentientis honesta & rationabilis fuerit voluntas.

20. De nepotibus verò nostris, scilicet filiis prædictorum filiorum (*g*) qui eis vel jam nati sunt, vel adhuc nascituri sunt, placuit nobis præcipere, ut nullus eorum per quaslibet occasiones quemlibet ex illis apud se accusatum sine justa discussione atque examinatione aut (*h*) membris mancare, aut excæcare, aut invitum tondere faciat; sed volumus ut honorati sint apud patres vel patruos suos, & obedientes sint cum omni subjectione, quam decet in tali consanguinitate esse. (*g*) *nostrorum qui ex eis.* (*h*) *occidere, aut.*

21. Hoc postremo statuendum nobis videtur, ut quicquid adhuc de rebus & constitutionibus, quæ ad profectum & utilitatem eorum pertinent, his nostris decretis atque præceptis addere voluerimus, sic à prædictis dilectis filiis nostris observetur atque custodiatur, sicut ea quæ de his jam statuta & descripta sunt; custodire & observare præcipimus.

22. Hæc autem omnia ita disposuimus, atque ex ordine firmare decrevimus, ut quam diu divinæ Majestati placuerit nos hanc corporalem agere vitam, potestas nostra sit super à Deo conservatum regnum atque Imperium istud, sicut hactenus fuit in regimine atque ordinatione, & omni dominatu Regali atque Imperiali, (*i*) ut obedientes habeamus prædictos filios nostros, atque Deo amabilem populum nostrum cum omni subjectione, quæ patri à filiis, & Imperatori ac Regi à suis populis exhibetur (*k*). AMEN. (*i*) *&.* (*k*) *Amen*, deest.

VIII.

CAROLI MAGNI *Imperatoris* BREVIARIUM *Divisionis Thesaurorum & Pecuniæ, quam post obitum suum observari jussit. Factum Anno Incarnationis Domini Jesu Christi* DCCCXI. *Indictione* IV. [EGINHARTI Vita Karoli Magni; in fine. Collectio Regia Conciliorum, Tom. XX. pag. 325. PHIL. LABBEI Collect. Conciliorum, Tom. VII. col. 1202. STEPH. BALUZII Capitul. Regum Franc. Tom. I. pag. 487. FAUCHET Antiq. & Hist. Gaul. & Franç. Vol. II. Liv. II. Chap. XVIII. pag. 571. en François. (1)] 811.

IN *nomine Domini Dei omnipotentis Patris, Filii, & Spiritus Sancti.* Incipit descriptio atque divisio quæ facta est a gloriosissimo atque piissimo Domino Carolo Imperatore Augusto, anno ab incarnatione Domini nostri Jesu Christi DCCCXI. anno vero regni ejus in Francia XLIII. & in Italia XXXVI. imperii autem XI. indictione IV. quam pia & prudenti consideratione facere decrevit, & Domino annuente perfecit, de thesauris suis atque pecunia, quæ in illa die in Camera ejus inventa est. In qua illud præcipue præcavere voluit, ut non solum eleemosynarum largitio, quæ solemniter apud Christianos de possessionibus eorum agitur, pro se quoque de sua pecunia ordine atque ratione perficeretur. Sed etiam ut heredes sui, omni ambiguitate remota, quid ad se pertinere deberet liquido cognoscerent, & sine lite atque contentione sua inter se competenti partitione dividere (*a*) possent. Hac igitur intentione atque proposito, omnem (*a*) *potuissent.*

(1) Ces différentes Copies, &, comme on croit, toutes celles qui ont paru jusqu'ici, viennent d'une même source, qui est *Eginhart*. Elles ne laissent pas de varier toutes en quelques mots. Celle-ci est tirée de la Collection Royale des Conciles, & de celle du Pere *Labbe*. On l'a confrée avec trois Exemplaires imprimés d'*Eginhart*, & l'on trouve qu'elle s'y accorde mieux que celle de *Baluze*. C'est ce qui a determiné à la préferer, en marquant néanmoins, en marge, les endroits de la Copie de *Baluze* qui en diferent le plus.

ANNO 811. supellectilem atque ſubſtantiam ſuam, (*b*) tam in auro, quam in argento, gemmiſque, & ornatu regio, quæ (ut dictum eſt) illa die in camera ejus invenire poterat, primo quidem trina diviſione partitus eſt: deinde easdem partes ſubdividendo, de duabus partibus XXI. (*c*) partes fecit, & tertiam integram reſervavit, & duarum quidem partium in XXI. (*d*) partes facta diviſio tali ratione conſiſtit, ut, quia in regno illius Metropolitanæ civitates XXI. eſſe noſcuntur, unaquæque illarum partium ad unamquamque metropolim per manus heredum & amicorum ſuorum eleemoſynæ nomine perveniat: & Archiepiſcopus, qui tunc illius Eccleſiæ rector exiterit, partem quæ ad ſuam eccleſiam data eſt ſuſcipiens, cum ſuis ſufraganeis partiatur, eo ſcilicet modo, ut pars tertia ſuæ eccleſiæ ſit, duæ vero partes inter ſufraganeos dividantur. Harum diviſionum, quæ ex duabus primis partibus factæ ſunt, & juxta (*e*) metropoliticarum Civitatum numerum XXI. eſſe noſcuntur, unaquæque ab altera ſequeſtrata ſemotim in ſuo repoſitorio cum ſuperſcriptione Civitatis, ad quam perferenda eſt, recondita jacet. (*f*) Nomina vero metropoliticarum Civitatum, ad quas eadem eleemoſyna vel largitio data eſt, hæc ſunt: Roma, Ravenna, Mediolanum, Forumjulii, Gradus, Colonia, Moguntiacum, Juvavium, quæ & Saltzburgum, Treveris, Senones, Veſontio, Lugdunum, Rothomagus, Rhemis, Arelas, Vienna, Tarantaſia, Ebrodunum, Burdigala, Turones, Bituriges. Unius autem partis, quam integram reſervari voluit, talis eſt ratio, ut illis duabus in ſupradictas diviſiones diſtributis, & ſub ſigillo reconditis, hæc tertia in uſu quotidiano (*g*) verſaretur, velut res quam nulla voti obligatione a dominio poſſidentis alienatam eſſe conſtaret: & hoc tamdiu, quoadusque vel ipſe manſiſſet in corpore, vel uſum ejus ſibi neceſſarium judicaret. Poſt obitum vero ſuum aut voluntariam ſæcularium rerum carentiam, eadem pars quatuor ſubdiviſionibus ſecaretur, & una quidem earum ſupra dictis XXI. partibus adderetur: altera a filiis & filiabus ſuis, filiiſque ac filiabus filiorum ſuorum aſſumpta, & juſta ac rationabili inter eos partitione divideretur; tertia vero conſueto Chriſtianis more in uſum pauperum fuiſſet erogata. Quarta ſimili modo nomine eleemoſynæ in ſervorum & ancillarum uſibus palatii famulantium ſuſtentationem diſtributa veniret. Ad hanc tertiam totius ſummæ portionem, quæ ſimiliter ut ceteræ ex auro & argento conſtat, adjungi voluit omnia ex ære & ferro, aliisque metallis, vaſa atque utenſilia. Cum armis & veſtibus, aliaque prætioſa aut vili ad varios uſus facta, ſupellectile, ut ſunt cortinæ, ſtragula, (*h*) tapetes, fulcra, coria, ſagmata, & quidquid in camera atque veſtiario ejus eo die fuiſſet inventum: ut ex hoc majores illius partis diviſiones fierent, & erogatio eleemoſynæ ad plures pervenire (*i*) poſſet. Capellam, id eſt Eccleſiaſticum miniſterium, tam id quod ipſe fecit atque congregavit, quam quod ad eum ex paterna hereditate pervenit, ut integrum eſſet, neque ulla diviſione ſcinderetur, ordinavit. Si qua autem invenirentur aut vaſa, aut libri, aut alia ornamenta, quæ liquido conſtaret eidem capellæ ab eo collata non fuiſſe, hæc qui habere vellet, dato juſtæ æſtimationis prætio emeret & haberet, ſimiliter & de libris, quorum magnam in bibliotheca ſua copiam congregavit, ſtatuit ut ab eis qui eos habere vellent, juſto precio fuiſſent redempti, preciumque in pauperes erogatum. Inter ceteros theſauros atque pecuniam tres menſas argenteas & auream unam, præcipuæ magnitudinis & ponderis eſſe conſtat; de quibus ſtatuit, atque decrevit, ut una ex iis quæ forma quadrangula deſcriptionem urbis Conſtantinopolitanæ continet, inter cetera donaria, quæ ad hoc deputata ſunt, Romam ad baſilicam beati Petri apoſtoli deferatur; & altera, quæ forma rotunda Romanæ urbis effigie figurata eſt, Epiſcopo Ravennatis Eccleſiæ conferatur. Tertiam, quæ ceteris & operis pulchritudine & ponderis gravitate multum excellit, quæ ex tribus orbibus connexa totius mundi deſcriptionem ſubtili ac minuta figuratione complectitur, & auream illam, quæ quarta eſſe dicta eſt, in tertiæ illius, & inter heredes ſuos atque in eleemoſynam dividendæ partis augmentum eſſe conſtituit. Hanc conſtitutionem atque ordinationem coram epiſcopis, abbatibus, comitibusque, qui tunc præſentes eſſe potuerunt, quorumque hic nomina ſcripta ſunt fecit atque conſtituit.

(*b*) *quæ in auro &c.*

(*c*) *partem.*

(*d*) *partem.*

(*e*) *Metropoleorum.*

(*f*) *Nomina vero metropoleorum ad quas eadem eleemoſinâ ſive largitio facienda eſt, hæc ſunt. Roma, Ravenna, Mediolanum, Forum Julii, Grado Colonia, Moguntiacus, Juvavum, quæ & Saltzburgus, Treveres, Senonas, Veſontion, Lugdunum, Rotomagus, Remis, Arelas, Vienna, Tarantaſia, Ebrodunum, Burdegalis, Turones, Bituricas.*

(*g*) *ſervaretur.*

(*h*) *tapetia fultra.*

(*i*) *potuiſſet.*

(2) EPISCOPI.

Hildebaldus, Richolfus, Arnoldus, Wolfarius, Bernoinus, Laidradus, Joannes, Theodulfus, Ieſſe, Hetto, Waltgaudus. ANNO 811.

ABBATES.

Fridegiſus, Adalungus, Engilbertus, Irmino.

COMITES.

Walach, Meginher, Othulfus, Stephanus, Unruocus, Burchardus, Meginhardus, Hatto, Richuinus, Eddo, Erchangarius, Geroldus, Bero, Hildigernus, Hrocholfus.

Hæc omnia filius ejus Ludovicus, qui divina ei juſſione ſucceſſit, inſpecto eodem Breviario, quam celerrime poterat, poſt ejus obitum, ſumma devotione adimplere curavit.

IX.

Imperatoris LUDOVICI PII DONATIO *Loci qui vocatur* MICHLENSTATT *in Sylva Odonewald, nec non Villæ* MUHLINHEIM *in pago Moynecgauve ſitæ, facta fideli ſuo* EGINHARDO, *& conjugi ejus* IMMÆ. *Datum Aquisgrani in Palatio regio tertiâ Idus Januarii annô Imperii ſui primo.* [LUNIG, Teutſch Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheilung 6. abzatz. 30. pag. 569.]. 814.

In Nomine Domini Dei & Salvatoris noſtri Jeſu Chriſti.

LUDOVICUS divina ordinante providentia Imperator Auguſtus. Imperatoriæ celſitudini moris eſt, fideliter ſibi famulantes donis multiplicibus atque honoribus ingentibus honorare atque ſublimare. Proinde nos morem parentum noſtrorum, regum videlicet prædeceſſorum noſtrorum ſequentes, libuit celſitudini noſtræ fidelem quendam noſtrum, nomine Enhardum, de quibusdam rebus proprietatis noſtræ honorare, atque in ſui juris poteſtatem liberalitatis noſtræ gratiam conferre. Nec immerito, quippe cum & fidelitatis obſequio & obedientiæ devotione, hoc apud ſerenitatem noſtram digne mereatur adipiſci, qui totis niſibus uſquequaque noſtro ſervitio, noſtris juſſionibus fideliter parere ſtudet. Inde noverit experientia atque utilitas omnium fidelium noſtrorum, tam præſentium quam & futurorum, quia conceſſimus eidem fideli noſtro Enhardo, nec non & conjugi ſuæ Immæ, in partibus Germaniæ locum, qui vocatur Michlenſtatt, in ſylva, quæ vocatur Odonewald, in cujus medio eſt baſilica lignea modica conſtructa, de qua in omnem partem quaquaverſus pertinent ad eundem locum inter Campum & ſylvam Leugæ duæ, id eſt, raſta una. Intra cujus menſuræ complexum manent præſenti tempore ſervi noſtri proprii XIV. cum uxoribus ſuis & filiis. Præter hos ſunt in eodem loco inter masculos & fæminas mancipia quadraginta. Hunc locum cum terminis ſuis ſub integritate & mancipiis ſuis, nec non & villam, quæ dicitur Muhlinheim, quæ eſt in pago Moynecgauve ſita ſuper ripam fluminis Moyni, quæ quondam Drogonis Comitis poſſeſſio fuit, & habet baſilicam parvam muro factam, in qua villa ſunt manſi XIX. & ſervi præſenti tempore manentes cum uxoribus & liberis numero XIII. ſeu & in altera villa, eodem vocabulo, ſuper eundem fluvium, quæ vocatur inferior Mulinheim, in qua ſunt manſi IV. & ſervi manentes totidem cum uxoribus & parvulis, qui pertinent ad ſuperius dictam villam. Hanc villam, id eſt, ſuperiorem Mulinheim cum appenditiis ſuis & mancipiis propriis ad eam pertinentibus, & hæc omnia ſupra ſcripta cum eccleſiis, villaribus, domibus, mancipiis, ſylvis, terris, pratis, paſcuis, aquis, aquarumve decurſibus, cultum & incultum, cum omnibus adjacentiis & appenditiis, totum & ad integrum, prædicto fideli noſtro Enhardo, & conjugi ejus Immæ, in proprium per hanc noſtræ donationis autoritatem conceſſimus. Ita videlicet, ut quicquid ab hodierna in futurum, de prædictis rebus & locis vel de his, quæ ad eas pertinent, jure hæreditario facere voluerint, in omnibus potiantur arbitrio faciendi, & nullus quislibet ex fidelibus ſanctæ Dei Eccleſiæ noſtris, de præſcriptis rebus, memorato fideli noſtro & conjugi ſuæ a nobis conceſſis aliquid abſtrahere aut minuere tentet: ſed liceat eis ipſas res quiete habere & poſſidere, & cui voluerint, jure hæreditario relinquere. Et ut hæc autoritas largitionis noſtræ per curricula annorum inviolabilem atque inconvulſam perpetuo obtineat firmitatem, & a fidelibus noſtris tam præſentibus quam & futuris, ſeu

(2) La Copie de *Baluze* difere plus des autres dans les ſignatures, que dans tout le reſte. Les voici:

Epiſcopi: *Hildebaldus, Richolfus, Arno, Wolfarius, Bernoinus, Laidradus, Joannes, Theodulfus, Jeſſe, Hetto, Huvaltaudus.*

Abbates: *Fridegiſus, Adalungus, Engelbertus, Irmino, Georgius, Theodbaldus, Adalelmus, Lautfredus.*

Comites: *Walach, Meginher, Othulfus, Stephanus, Hunruocus, Burchardus, Maginhardus, Hatto, Richuinus, Eddo, Erchangarius, Geroldus, Bero, Hildegernus, Hrocholfus.*

ANNO 814. seu etiam a succeſſoribus noſtris a nobis facta verius certiusque credatur, eam manu propria ſupter firmavimus, & annuli noſtri impreſſione ſignari juſſimus.

Signum H. Ludovici Sereniſſimi Imperatoris.

Heliſachar recognovi, data III. Idus Januarii, Anno Chriſti propitio, primo Imperii Domini Ludovici piiſſimi Imperatoris Auguſti, Indictione VII. Aquisgrani in Palatio regio, in Dei nomine feliciter. Amen.

X.

823. 4. Juin. LOTHARII *Imperatoris Diploma, Quô* LEONI *Epiſcopo Comenſi, pacificam poſſeſſionem omnium bonorum, & mancipiorum ſuorum, quæ tam in agro Comenſi, quàm in finibus Sibrienſis habebat, confirmat, atque de novo concedit. Datum in Villa Venonica ſecundo Nonas Junii Indict. prima anno* 823. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. *Comenſes Epiſcopi* col. 248.]

In Nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti Dei æterni.

LOTHARIUS Auguſtus invictiſſimi Domini Imperatoris Ludovici filius, dignum eſt, ut quicunque ab igne ſeu à quolibet accidente caſu damnum perpeſſus fuerit, & Imperiali ope ſe muniri quæſierit, ut ab ejus clementia relevetur, à quo ſe credit imploraturum auxilium poſſe adipiſci: proinde noverit ſagacitas, ſeu induſtria omnium fidelium noſtrorum, tam præſentium, quam futurorum; eo quod vir venerabilis Leo primus Comenſis Epiſcopus noſtræ innotuit ſerenitati, qualiter per quandam diligentiam, atque incuriam omnia inſtrumenta cartarum, per quæ res tam à parentibus, quamque ab extraneis perſonis ſibi traditas, ab eo emptas, ſeu commutatas jure proprietatis tenere, atque defendere debuiſſe exuſta vel concremata fuiſſent: idcirco petiit ſerenitatem noſtram, ut pro noſtræ mercedis augumento, & firmitatis ſtudio noſtram auctoritatem ſuper hoc negotium ei fieri juberemus, per quam modernis, & futuris temporibus res, & mancipia, quæ per præfata inſtrumenta cartarum ei traditæ fuerant, aut ab eo emptæ, ſeu commutatæ, ſive per quamlibet ſcripturam juſte, legaliter in jure ipſius, tam in Pago Comenſi, quam in finibus Sibrienſis pervenisse, atque quiete, ſeu ſecure dignoſcitur poſſediſſe, tenere, atque poſſidere valeret. Nobis itaque libuit ejusdem venerabilis viri petitionibus aſſenſum præbere, & ad ejus petitionem hanc noſtram Imperialem auctoritatem fieri decrevimus. Præcipimus ergo atque jubemus, ut omnes res, atque mancipia, quæ ei per quamlibet ſcripturam, à quibuscumque perſonis, tam à propinquis quamque ab extraneis juſte, & legaliter collatæ fuerunt, & usque ad diem ſupra ſcriptæ executionis, quiete, & ſecure nemine inquietante, atque pulſante, jure proprietario tenere, atque donare viſum fuit per hanc noſtræ auctoritatis confirmationem abſque ullius inquietudine, vel injuſta interpellatione rite, & ſecure habere, vel poſſidere valeat. Quod ſi forte ſuper ejusdem rebus ante prædictam executionem, ab eo jure quiete poſſeſſis quæſtio orta fuerit, ut pro eis legaliter in foro diſceptare neceſſe ſit, ita per hanc noſtram auctoritatem prædictæ res, & mancipia defendantur ſicuti per eadem inſtrumenta ſi igne abſumpta non fuiſſent legibus defendi poterant: hæc vero auctoritas, ut noſtra eſſe credatur, & a fidelibus dictæ S. Eccleſiæ, & noſtris per futura tempora conſervetur, manu propria, & annuli noſtri effigie ſubtus eam voluimus eſſe roborandam.

Signum LOTHARII *gloriosſimi Imperatoris.*

MAREDO *ad vicem Vitgagii recognovi.*

Datum ſecundo nonas Junii. Anno Chriſto propitio Imperii Domini LUDOVICI *ſereniſſimi Imperatoris decimo, regnique* LOTHARII *glorioſiſſimi Auguſti in Italia primo. Indictione prima. Actum Venonica villa* VIEREDI *Comitis. In Dei nomine feliciter Amen; anno Domini D. CCCXXIII.*

XI.

ANNO 824. 3. Janv. *Imperatoris* LOTHARII *Diploma, Quô* LEONI *Epiſcopo Comenſi Imperatorum prædeceſſorum* LUDOVICI *Genitoris, &* CAROLI MAGNI *Avi, nec non Regum Longobardorum in Diplomate nomine tenus expreſſorum,* PRIVILEGIA *confirmat; inſuper & Res omnes in Ducatu Mediolanenſi, & Valle Tellina, iſtas ſcilicet in Amatia, Burmis, & Poſtlavo; uti & Monaſteriolum Sancti Fidelis æternaliter poſſidendas concedit atque tradit. Datum Compendio Palatio Regio tertio Non. Januarii. Indict. 2. annô* 824. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. *Comenſ. Epiſcopi* col. 249.]

In Nomine Domini Jeſu Chriſti Dei æterni.

LOTHARIUS Primus Auguſtus invictiſſimi Domini Imperatoris Ludovici filius. Si provide propter reverendum venturi, atque pavendi Judicis amorem juſtis, ac rationabilibus Sacerdotum atque ſervorum Dei petitionibus, quas nobis propter quietem S. atque Catholicæ, ſeu decorem præſentis ſtatus Eccleſiæ, cujus Deo auctore regimen ſortiti ſunt innoteſcere curaverint, aures clementiæ noſtræ divinitus inſtigati accommodamus, eaſque æſtuanti deſiderio ad debitum, Deo propitio, perduximus effectum, non ſolum imperialem conſuetudinem exercemus, atque prædeceſſorum noſtrorum videlicet Regum Francorum, facta conſervando, & noſtra in poſterum à poſteris inviolabiliter favendo roboramus, verum etiam præmia patriæ cœleſtis percipienda hujusmodi facta absque ambage valere confidimus. Quapropter comperiat fidelitas omnium noſtrorum fidelium modernorum videlicet, & futurorum, quia Leo vir venerab. ſacroſanctæ Eccleſiæ Comenſis Epiſcopus, ubi ſanctus Confeſſor Chriſti Abundius præcioſo corpore requieſcit, magnificum culmen noſtræ ſerenitatis adiens, detulit obtutibus noſtris quamdam auctoritatem, ſeu confirmationem Domini, & genitoris noſtri Ludovici excellentiſſimi Auguſti, in qua continebatur, qualiter præceptum piæ recordationis Avi noſtri Caroli glorioſiſſimi Imperatoris, ſeu præceptum confirmationis ſcilicet Cumperti, Ariperti, & Luitprandi, Ratigiſii, Heritulphi, Deſiderii, vel prædeceſſorum eorum, quæ ipſi circa eundem venerabilem locum pro divino amore fecerunt de omnibus rebus, quæ & eidem ſacro loco, tam ab ipſis, quamque à quibuscunque perſonis juſte, & legaliter fuerint traditæ, ſive de iis, quæ antea cum juſtitia acquirere potuerit, more Imperiali confirmarent, videl. & ſpecialiter in eodem inſertum erat de teloneo, ſeu mercato, & Gegis, cum ipſo loco, necnon in canonicale ſtipendium concedimus Comanis Eccleſiaſticis Cluſas, & pontem juris noſtri de Clavenna æternaliter: inſuper in eadem continebatur auctoritate de altercatione, quæ orta fuit inter Petrum ejus prædeceſſorem, atque Rectorem ſanctæ Comenſis Eccleſiæ Epiſcop. & Waldonem ſancti Dionyſii Abbatem, qualiter idem devotæ recordationis Avus noſter, pius ac glorioſus Imperator Carolus de eadem intentione decreverat, videlicet de rebus, quas Waldo Abbas prædicto Petro Epiſcopo quæſivit, quæ erant ſitæ in Valle Tellina in Ducatu Mediolanenſe, ut ſicut hactenus per confirmationem anteceſſorum Regum, easdem res pars Comenſis Eccleſia tenuerat; ita & in futurum per ejus confirmationem teneret: ipſæ vero res erant Eccleſiæ baptismale, una in Amatia, & altera in Burmis, tertia in Poſtlavo, & Monaſteriolum ſancti Fidelis pertinens ad Epiſcopatum Comenſem, videl. pro hujus rei firmitate petiit prædictus venerabilis Leo Epiſcopus quietem ſerenitati noſtræ, ut non ſolum præcepta Domini, & genitoris noſtri, ſeu ſanctæ recordationis Avi Caroli noſtra auctoritate confirmaremus, verum etiam res, quæ ſuprafcripti Reges, ſeu anteceſſores eorum, videlicet Principes Longobardorum, hi ſunt Anprandus, Cumbertus, & Berthrarius per eorum auctoritates prædictæ Eccleſiæ delegaverunt, vel confirmaverunt omnia noſtra auctoritate complectantur, atque præfatæ ſanctæ Comenſi Eccleſiæ pro amore Dei, & reverentia ſancti Abundii noſtræ præceptionis confirmatione confirmarentur, atque corroborarentur: Cujus petitioni propter amorem divinum aſſenſum præbuimus juxta quod petiit, antedicta præcepta veterum Regum noſtro Imperiali præcepto confirmavimus; ſpecialiter decernentes, ut quicquid in præceptis Domini, ac genitoris noſtri, ſeu magnifici Imperatoris Caroli Avi noſtri continetur, quæ præfcripti Reges Longobardorum præfatæ Eccleſiæ cum juſtitia delegaverunt, vel confirmaverunt & quiete & juſte poſſidere perenniter, & ſine ulla reſultatione

Anno 824. tatione firmum & ſtabile permaneat. Decrevimus inſuper, atque ſancimus ut omnes res prædictæ Eccleſiæ Comenſis ſub defenſione, & mundio palatii noſtri, ſicut tempore patris, & avi noſtri fuerunt, perenniter conſiſtant; & ſi aliqua altercatio de rebus prædictæ Eccleſiæ, quæ per hoc noſtrum præceptum, & pro mercedis noſtræ augumento confirmavimus orta fuerit, quæ ibi minime definiri valuerit ad ſacrum palatium noſtrum reſervetur. Quatenus ibi ſecundum rectitudinis tramitem, terminum accipiat; & hæc auctoritas per curricula annorum inviolabilem atque inconvulſam obtineat firmitatem, manu propria ſubter firmavimus, & annuli noſtri impreſſione ſignari juſſimus.

Signum Lotharii † *Glorioſiſſimi Imperatoris.*

Maredo *ad vicem Vitbarii recognovi.*

Datum tertio Non. Januarii. Anno Chriſto propitio undecimo Imperii Domini Ludovici *piiſſimi Auguſti*, Lotharii *Filii ejus glorioſiſſimi regnantis ſecundo. Indictione ſecunda anno D.CCCXXIV.*

Actum Compendio palatio Regio. In Dei nomine feliciter. Amen.

XII.

Juramentum Fidelitatis *quod* Romani Lothario Ludovici *Pii Imperatoris filio à Parente hunc in finem Romam miſſo, præſtitêre; quò promittunt, ſe non conſenſuros fore, ut Pontifex prius conſecretur, quam fidelitatem Imperatori jurejurando obfirmet.* [Baluzii Capitularia Regum Tom. I. pag 647. ſub anno 824. Le Blanc, Diſſert. Hiſtor. ſur quelques Monnoyes de *Charlemagne*; Chap. V. pag. 34. ex Continuat. Pauli Diaconi de dato anni 823.]

Promitto Ego ille per Deum omnipotentem & per iſta ſacra quatuor Evangelia, & per hanc Crucem Domini noſtri Jeſu Chriſti, & per Corpus Beatiſſimi Petri principis Apoſtolorum, quod ab hac die in futurum fideli ero Dominis noſtris Imperatoribus Hludovico & Hlotario, diebus vitæ meæ juxta vires & intellectum meum ſine fraude atque maligno ingenio, ſalva fide quam repromiſi Domino Apoſtolico, & quod non conſentiam, ut aliter in hac Sede Romana fiat electio Pontificis, niſi canonicè & juſtè, ſecundum vires & intellectum meum; & ille qui electus, me conſentiente conſecratus Pontifex non fiat priusquam tale Sacramentum faciat in præſentia miſſi Domini Imperatoris & populi cum juramento, quale Dominus Eugenius Papa ſpontè pro conſervatione omnium factum habet per ſcriptum.

XIII.

825. Lotharii I. *Imperatoris* Constitutio, *de electione Romani Pontificis, & Legibus Romanorum.* [Goldasti Conſtit. Imperial. Tom. I. pag. 187.]

Volumus ut ad electionem Pontificis nemo audeat venire neque liber neque ſervus, qui aliquod impedimentum inferat, exceptis illis tantum Romanis, quibus antiqua fuit conſuetudo conceſſa per conſtitutionem ſanctorum Patrum eligendi Pontificem. Quod ſi quis contra noſtram juſſionem facere auſus fuerit, exilio afficiatur.

* Leg. Longobard. lib. II. tit. 57.

2. * Volumus ut cunctus populus Romanus interrogetur, qua lege velit vivere, (*a*) ut ea, qua profeſſus ſit vivere velle, vivat; eique denuntietur, ut hoc unusquisque ſciat, tam Duces, quam Judices, vel reliquus populus. Quod ſi (*b*) in offenſionem ſuam contra eamdem legem fecerint, eidem legi, (*c*) quam profitentur ex conſtitutione Pontificis & noſtra ſubjacebunt.

(*a*) *Al.* & tali lege, quali lege vivere profeſſi ſunt, vivant. Illique.

3. De rebus Eccleſiarum injuſtè occupatis per occaſionem, quaſi licentia accepta à Pontifice, & de iis quæ necdum redditæ ſunt, & tamen fuerunt (*d*) à poteſtate Pontificum occupatæ, volumus ut per Legatos noſtros reſtituantur.

(*b*) *Al.* ſi offenſionem contr.

(*c*) *Al.* qua profit. vivere, per diſpenſationem Pontificis & noſtram ſub. (*d*) *Al.* absque. Papæ ut omnes Romani obediant in Eccleſiaſticis, tanquam ſuo Episcopo.

4. Placet nobis ut cuncti Judices, ſive ii qui cunctis præeſſe debent, per quos judiciaria poteſtas in hac Urbe Roma exercetur, aut in cæteris provinciis exerceri debet, in præſentiam noſtram veniant. Volumus numerum & nomina eorum ſcire, & ſingulos de munere ſibi credito admonere. Anno 825.

5. Noviſſimè admonemus, ut omnes homines, ſicut Dei gratiam & noſtram habere deſiderant, ita præſtent in omnibus obedientiam ac reverentiam huic Pontifici.

XIV.

Imperatoris Ludovici I. Edictum *de Electione Epiſcoporum.* [Goldasti Conſtitut. Imperiales Tom. I. pag. 189.] 834.

(1) Jurent majores civitatis ad Evangelia de perſona electa ad Epiſcopatum, quòd neque uxorem habuerit procertam, neque concubinam, neque ſit curialis vel taxiota; ſed ſanctus & litteratus, & Canonicas leges intelligens, & in Clero vel Monaſterio nutritus, & tunc ordinetur. Sin autem hi, qui debent Epiſcopum eligere, talia decreta intra ſex menſes non fecerint, tunc Metropolitanus propter periculum animæ ſuæ omnibus his exquiſitis, quæ diximus, ordinet & conſecret ſua poteſtate clero & populis Epiſcopum.

XV.

Diſpoſition de l'Empereur Louis I. *dit le Débonnaire, pour conſerver la Paix entre ſes Enfans, & leur diviſer ſes Etats, faite dans l'Aſſemblée des Etats tenuë à* (2) *Quierzy.* [Goldasti Conſtit. Imper. Tom. II. pag. 19. Baluzii Capit. Reg. Franc. Tom. I. pag. 686.] 837.

In nomine Domini Dei & Salvatoris noſtri Jeſu Chriſti.

(*a*) Il avoit déja aſſocié ſon Fils Lothaire à l'Empire, donné l'Aquitaine à Pepin, & la Baviere à Louïs, dans l'Aſſemblée tenuë à Aix la Chapelle en 817.

(*a*) Ludowicus divina ordinante providentia Imperator Auguſtus, omnibus fidelibus ſanctæ Dei Eccleſiæ, & cuncto Catholico populo, præſenti ſcilicet & futuro, gentium ac nationi, quæ ſub Imperio ac regimine noſtro conſtitutæ ſunt.

1. Notum fieri volumus omnium veſtrûm ſolertiæ, quod inter dilectos filios noſtros, Pipinum, Ludowicum, Karolum, Regni nobis à Deo commiſſi talem diviſionem facere decrevimus, ut poſt noſtrum ab hac mortalitate deceſſum unusquiſque illorum ſcire valeat, ſi eos divina pietas nobis ſuperſtites eſſe voluerit, quæ portio ſibi ad tenendum atque gubernandum à nobis aſſignata ſit. Quam diviſionem eo modo deſcribere ac deſignare volumus, ut ſinguli juxta ordinationem noſtram & fines Regni ſui, qui in alienigenas extenduntur, cum Dei adjutorio defendere ſtudeant, & pacem ac fraternam caritatem inrer ſe cuſtodire valeant. Cujus diviſionis modum atque ordinationem talem nobis facere placuit.

2. . . . *L'Article, qui concerne la diviſion des Etats manque.*

3. Hæc autem tali ordine diſpoſuimus, ut ſi poſt noſtrum de hac luce diſceſſum aliquis eorum, prius quam fratres ſui, diem obierit, & talem filium reliquerit, (*b*) quem populus ipſius eligere velit, ut patri ſuo ſuccedat in Regni hæreditate, volumus ut hoc conſentiant patrui ipſius pueri, & regnare permittant filium fratris ſui in eo regno, quod pater ejus, frater eorum, habuit. Quod ſi talem filium non habuerit, tunc volumus, ut illa pars regni, quam idem habebat, dividatur æqualiter inter illos fratres, qui ſuperſtites remanſerunt.

(*b*) Le Fils que le Peuple aura élû, ſuccedera au Royaume de ſon Pere.

4. Pla-

(1) Extat hæc Conſtitutio in Paralipom. Opuſculorum à *Jo. Buſæo* Jeſuit. editorum; in *Hincmari* Epiſt. 1. in fin. Neſcio, an Ludovicum & Lotharium intelligat; quanquam ſtilus non ſapiat hanc ætatem Francicam, ſed priſcos illos Imperatores redoleat. vide l. 53. in pr. C. de Epiſcop. & Cleric. Novel. 123. cap. 35.

(2) L'Edition de *Baluze* tirée *ex veteriſſima Membrana*, date cette Piece *Aquisgrani*, *Anno Chriſti* DCCCXXXVII. Elle difere peu dans les termes, & point du tout dans les Diſpoſitions; mais les Chapitres, ou Articles en ſont autrement diſtribuez, & l'on n'y voit aucune marque de vuide, ou de lacune; en quoi on juge que la Copie de *Goldaſt* eſt plus exacte. Au reſte on y lit à la fin, les trois Articles ſuivans, qui manquent à l'Edition de *Goldaſt*.

Ad Aquitaniam totam inter Ligerim & Sequanam & ultra Sequanam pagis XXVIII. *id eſt Catalonis, Meltisinum, Ambienſis, & Pontivus usque ad mare.*

Ad Bajuvariam Toringiam totam, Ripuarios, Atrarios, Saxoniæ, Friſiæ, Ardeinna, Hasbaniæ, Bragmento, Franderes, Mempiſcon, Metunenſi, Amau, Auſterban, Adertenſis, Teruanenſis, Bolenſis, Quentovico, Camaleccenſi, Virdomodenſis.

Ad Alamaniam totam Burgundiam excepto quod Pippino datum eſt, & totam Getiam, & de iſta media Francia Warenſis, Vagenſis, Caſtrenſis, Poitiano, Remegenſi, Laudunenſi, Moſellis, Treveris XXX.

Heic veteriſſima Membrana deficit.

ANNO 837.

4. Placuit etiam inter prædictos filios ſtatuere atque præcipere propter pacem & concordiam, quam inter eos perpetuò permanere deſideramus, ut nullus eorum fratris ſui terminos vel Regni limites invadere præſumat, neque fraudulenter ingredi ad conturbandum Regnum ejus vel marcas minuendas, ſed potius adjuvet unusquiſque illorum fratrem ſuum, prout temporis opportunitas permiſerit, & auxilium ei ferat contra inimicos ejus juxta rationem & poſſibilitatem.

5. Nec aliquis ullum hominum fratris ſui pro quibuslibet cauſis vel culpis ad ſe confugientem ſuſcipiat ad interceſſionem pro eo faciendam: quia volumus ut quilibet homo peccans, & interceſſione indigens intra Regnum Domini ſui, vel ad loca ſancta, vel ad honoratos homines confugiat, & inde juſtam interceſſionem mereatur.

6. Similiter præcipimus, ut quemlibet illum, qui Dominum ſuum contra voluntatem ejus dimiſerit, & de uno Regno in aliud profectus fuerit, neque ipſe Rex ſuſcipiat, neque hominibus ſuis conſentiat, ut talem hominem recipiant, vel injuſtè retinere præſumant. nec ſolùm de illis, ſed etiam de ſervis fugitivis ſtatuimus obſervandum, ut nulla diſcordiæ relinquatur occaſio. Sed & hoc præcipimus, ut nullus ex his tribus fratribus nobis in corpore conſiſtentibus, vel noſtrum vel cujuslibet alterius hominem Sacramentum fidelitatis ſibi promittere faciat, & per hoc eum vel à nobis vel ab altero Domino ſuo per hujuſmodi ſacramentum avertat, & ad ſe trahat.

7. Quin etiam præcipiendum nobis videtur, ut poſt noſtrum ex hac mortalitate diſceſſum, homines uniuſcujuſque eorum accipiant beneficia unuſquiſque in Regno Domini ſui, & non alterius, ne quando per hoc, ſi aliter fuerit, ſcandalum aliquod poſſit accidere. Hæreditatem autem ſuam habeat unusquiſque hominum illorum abſque contradictione in quocumque Regno hoc cum legitimè habere cognoverit.

8. Et unuſquiſque liber homo poſt mortem Domini ſui licentiam habeat ſe commendandi inter hæc tria Regna ad quemcumque voluerit, ſimiliter & ille, qui nondum alicui commendatus eſt.

9. De traditionibus autem atque venditionibus, quæ inter partes fieri ſolent, præcipimus ut nullus ex his tribus fratribus ſuſcipiat de Regno alterius à quolibet homine traditionem vel venditionem rei immobilis, hoc eſt terrarum, vinearum, atque ſylvarum, ſervorumque, qui jam caſati ſunt: ſive cæterarum rerum, quæ hæreditatis nomine cenſentur, excepto auro, argento, & gemmis, armis ac veſtibus, nec non & mancipiis non caſatis, & iis ſpeciebus, quæ propriè ad negotiatores pertinere noſcuntur. Cæteris verò illius hominibus hoc minimè interdicendum judicamus.

10. Si autem fœminæ, ſicut fieri ſolet, inter partes & regna legitimè fuerint ad conjugium poſtulatæ, non denegentur juſtè poſcentibus, ſed liceat eas viciſſim dare & accipere, & adfinitatibus populos inter ſe ſociare: ipſæ verò fœminæ poteſtatem habeant rerum ſuarum in regno, unde exierint, quanquam in alio propter mariti ſocietatem habitare debeant.

11. De obſidibus autem, qui propter credentias dati ſunt, & à nobis per diverſa loca ad cuſtodiendum deſtinati ſunt, (*a*) volumus ut ille Rex, in cujus Regno ſunt, abſque voluntate fratris ſui, de cujus Regno ſublati ſunt, ad patriam eos redire permittat: ſed potiùs in futuro in ſuſcipiendis obſidibus alteri mutuum ferat auxilium, ſi frater fratrem hoc facere rationabiliter poſtulaverit. Idem jubemus & de iis, qui ob ſua facinora in exilium miſſi vel mittendi ſunt.

12. Si cauſa vel intentio & controverſia talis inter partes propter terminos aut confinia regnorum orta fuerit, quæ hominum teſtimonio declarari vel definiri non poſſit, tunc volumus ut ad declarationem rei dubiæ vexillo Crucis Dei voluntas & rerum veritas inquiratur, ne umquam pro tali cauſa cujuslibet generis pugna vel campus ad exterminationem judicetur. Si verò quislibet homo de uno Regno hominem de altero Regno de infidelitate contra fratrem Domini ſui apud Dominum ſuum accuſaverit, mittat eum Dominus ejus ad fratrem ſuum, ut ibi comprobet, quod de homine illius dixit.

13. Super omnia autem jubemus atque præcipimus, ut ipſi tres fratres curam & defenſionem (1) Eccleſiæ ſancti Petri ſimul ſuſcipiant, ſicut quondam à proavo noſtro Karolo, & avo noſtro Pipino, & beatæ memoriæ genitore noſtro Karolo Imperatore, & à nobis poſtea ſuſcepta eſt, ut etiam cum Dei adjutorio ab hoſtibus defendere nitantur, & juſtitiam ſuam, quantum ad ipſos pertinet, & ratio poſtulaverit, habere faciant. Similiter de cæteris Eccleſiis, quæ ſub illorum fuerint poteſtate, præcipimus, ut juſtitiam ſuam & honorem habeant: & Paſtores atque Rectores venerabilium locorum habeant poteſtatem rerum, quæ ad ipſa pia loca pertinent, in quocunque de his tribus fratribus illarum Eccleſiarum poſſeſſiones fuerint.

14. Quod ſi de his ſtatutis atque conſentiis aliquid caſu quolibet vel ignorantia (quod non optamus) inruptum fuerit, præcipimus ut quàm citiſſimè ſecundum juſtitiam emendare ſtudeant: ne quando propter dilationem majus damnum poſſit adcreſcere.

15. Hæc autem omnia ita diſpoſuimus, atque eo ordine adfirmare decrevimus, ut quamdiu divinæ Majeſtati placuerit hanc corporalem nos agere vitam, poteſtas noſtra ſit ſuper à Deo conſervatum Regnum atque Imperium iſtud, ſicut hactenus fuit, in regimine atque ordinatione, & omni dominatione Regali atque Imperiali; & ut obedientes habeamus prædictos filios noſtros, atque Deo amabilem populum noſtrum cum omni ſubjectione quæ patri à filiis, & Imperatori ac Regi à ſuis populis exhibetur. Et ſi aliquis ex his tribus filiis noſtris per majorem obedientiam ac bonam voluntatem in primis Deo omnipotenti, ac poſtea nobis placere cupiens, morum probitate promeruerit, ut ei majorem honorem ac poteſtatem conferre delectet, & hoc volumus, ut illi de portione fratris ſui, qui non placere curaverit, & Regnum & honorem ac poteſtatem augeamus, & illum talem efficiamus, qualiter ille propriis meritis dignus oſtenderit.

16. Hoc poſtremò ſtatuendum nobis videtur, ut quicquid adhuc de rebus & conventionibus, quæ ad profectum & utilitatem eorum pertineant, his noſtris decretis atque præceptis addiderimus, volumus ſic à prædictis filiis noſtris obſervetur atque cuſtodiatur, ſicut ea, quæ in his jam ſtatuta & deſcripta ſunt, cuſtodire & conſervare præcipimus.

(*a*) C'eſt faus doute une faute d'impreſſion pour *nolumus* qui ſe trouve dans l'Exemplaire de *Baluze*.

(1) *Baronius* Annal. Tom. IX. Ann. 838 §. 2. cite cet Article tout entier contre ſa coûtume; au lieu qu'il l'avoit corrompu dans la Conſtitut. de *Carlem.* §. 16. à la place de ces mots, *Eccleſiæ S. Petri*, il avoit mis ceux-ci, *defenſionem S. Papæ ſimul, &c.* contre la foi des Manuſcrits, de celui de *P. Pithou*, dont il l'avoit tiré, & des Editions de *Mutius*.

XVI.

ANNO 842. 14. Fev.

Formula FŒDERIS LUDOVICI *Germaniæ &* KAROLI *Galliæ Regum Pii Filiorum Magni Nepp. pro tuenda Regnorum libertate contra uſurpationem & oppreſſionem* LOTHARII *Imperatoris Romanorum. Actum in Comitiis Argentinenſibus Anno Domini* 842. *Kal.* 16. *Martii.* [Ex Archetypis per JACOBUM BONGARSIUM deſcriptæ, & ſtudio MARQUARDI FREHERI Notis expoſitæ; apud JO. HENRIC. BOECLERUM poſt NITHARDI Hiſtoriam, inter Scriptores ÆNEÆ SILVII Hiſtoriæ FRIDERICI III. Imperat. ſubjunctos. pag. 113.]

(2) LUD. PRO Don amur, & pro Chriſtian KAR. *In Godes minna, ind durh tes Xriſtia*poblo & noſtro commun ſalvament diſt di en avant, *nes ſolches ind unſer bedhero gehaltniſſi ſon theſimo dage* in quant Deus ſavir & potir me dunat, ſi ſalvarai eo *fram mordes, ſo fram ſo from ſo mir Got gevizzei indi mahd* ceſt meon fradra Karlo, & in adjudha & in cadhuna coſa, *furgibit, ſo hald ih theſan minan bruodher*

ſi cum hom per dreit ſon fradra ſalvar diſt, ino quid *ſoſo man mit rehtu ſinan bruodher ſcal, in thi uthaz* il imi altre ſi faret; & ab Ludher nul plaid nunquam *er mig ſoſo maduo, indi mit Lutherem inno theinni thingne* prindrai, quí meon vol ciſt meon fradre Karle in gegango, the minan willon imo ce damno ſit.
ſcadhen werhen.

Formula ejusdem FOEDERIS *juxta* NITHARDUM *in Libr. Hiſtor.* III. *Anno* 842.

(2) LUD. PRO Don amur, & pro Xſian poblo & CAR. *In Godes minna, in duithes Xſanes* noſtro commun ſalvament diſt di en avant in quant *ſolches ind unſer bedhero gealtniſi ſon theſimo dage fram*des ſavir & podir me dunat ſi ſalvarai eo ciſt meon *mordeſſo fram ſo mir Got gewiz ei indi magh furgibit* fradre

(2) Ce ſont deux Inſtrumens d'une même teneur, mais exprimez en differentes Langues. *Louis* y parle la Langue Romaine de ce tems-là qui étoit celle de *Charles*; & *Charles* y parle la Langue Teutone, ou Allemande, qui étoit celle de *Louis*. *Freherus* en donne la raiſon dans ſes Notes. [DUM.]

ANNO 842. fradre Karlo & in adjudha & in cadhuna cosa si cum om *so halt thtis an minam bruher*
per dreit son frada
. . . . . .
salvar dist ino quid il mi altre si fazet & ab abludher nul *scal inthi utha zermigsoso maduo indimit luherem in nothe*
plaid nunquam prindrai qui meon vol cist meon fradre *in mit hing nege gango the minam willon imo*
Karle in damno sit.
ee scadhen werhen.

Interpretatio hujus FOEDERIS *ex Notis* MARQUARDI FREHERI *desumta.*

Per Domini Dei amorem & Christiani Populi & nostram communem Conservationem de isto die in antea, quantum sciero & potuero, Domino adjuvante, servabo meo Fratri . . . . in omni re, quam jus erga fratrem postulat . . . . & cum Lothario nil pro meo placito ineam, quod meo fratri Ludovico (Carolo) damno sit.

SACRAMENTUM POPULI.

Si Lodwigs Sacrament, que son fradre Karlo jurat, con- *Oba Karl then eid, then Erfinemo broudher Ludhwige*
servat, & Karlus meo sendra de suo part non los tanit; *geswor, geleistit, inde Ludhwig, min herro then er imo*
si io returnar non lint pois, ne jo, ne neuls cui *gesuor, forbrichchit, ob ih ina res arwuenden ne mag, noh*
eo returnar nit pois, in nulla adjudha contra Lodhu- *ih, no thero thein hes irruenden mag, imo ce follusti*
wig nun li iver. *Widhar Karle ne uuirdhit.*

Formula JURAMENTI *secundum* NITHARDI *Historiam loco cit.*

Si Lodhuuigs Sagrament que son fradre Karlo jurat, *Oba Karl then eid then ersineno broudher Ludwige gesvor*
conservat, & Karlus meos sendra de suo part si los ta- *geleistit, indi Ludwig min herro thener imo gesvor for-*
nit, si jo returnar non lint pois ne io ne neuls cui eo re- *brihchid, ob ih ina nes aruvendene mag, noh ih, noh the-*
turnarint pois in nulla adjuha contra Lodhuuig nun *ro, noh hein thenibes iruuenden mag widhar Karle imo*
li iver. *ee follus tine wirdit.*

Interpretatio ex Notis MARQ. FREHERI *collecta.*

Si Ludovicus Sacramentum, quo fœdus cum fratre initum firmavit, constanter servet, & Karolus meus senior (i. e. Dominus) id non teneat, & nec ego nec alii ipsum reflectere possint, nulla ope tunc contra Ludovicum eidem succurram.

XVII.

GERMANIE ET FRANCE. *Autre Copie du même Traité de Confedération entre* LOUIS II. *&* CHARLES II. *pour défendre la liberté des Royaumes de Germanie & de France, contre l'opression de l'Empereur* LOTHAIRE, *fait dans l'Assemblée tenuë à Strasbourg.* [GOLDASTI Constit. Imper. Tom. I. pag. 190.]

ERGO XVI. KAL. Martii HLODWICUS & KAROLUS in civitate, quæ olim Argentaria vocabatur, nunc autem Strazburg vulgò dicitur, convenerunt, & sacramento, quæ subternotata sunt, HLODWICUS Romana, KAROLUS verò Teudisca lingua juraverunt. Ac sic ante sacramenta circumfusam plebem alter Teudisca, alter Romana allocuti sunt.

2. HLODWICUS autem, quia major natu, prior exorsus sic cœpit: Quotiens (1) LODHARIUS me & hunc fratrem meum post obitum patris nostri infectando usque ad internecionem delere conatus sit, nostis. Cum autem nec fraternitas, nec Christianitas, nec quodlibet ingenium, salva justicia, ut pax inter nos esset, adjuvare posset, tandem coacti rem (2) ad judicium omnipotentis Dei detulimus, ut suo nutu, quid cuique deberetur, contenti essemus. In quo nos, sicut nostis, per misericordiam Dei victores extitimus. Is autem victus unà cum suis, quò valuit, seceſſit. Hinc verò fraterno amore correpti, necnon & super populum Christianum compassi, persequi atque delere illos noluimus, sed hactenus, sicut & antea, ut saltem deinde cuique sua justicia cederetur, mandavimus. At ille posthac non contentus judicio divino, sed hostili manu iterum & me & hunc fratrem meum persequi non cessat. Insuper & populum nostrum incendiis, rapinis, cædibusque devastat. Quamobrem nunc necessitate coacti convenimus. Et quoniam vos de nostra stabili fide ac firma fraternitate dubitare credimus, hoc sacramentum inter nos in conspectu vestro jurare decrevimus. Non qualibet iniqua cupiditate illecti hoc agimus, sed ut certiores, si Deus nobis vestro adjutorio quietem dederit, de communi profectu simus. Si autem, quod absit, sacramentum, quod fratri meo juravero, violare præsumpsero (3), ab subditione mea, necnon & à juramento, quod mihi juraſtis, unumquemque vestrûm absolvo.

3. Cumque KAROLUS hæc eadem verba Romanâ linguâ peroraſſet, LODHWICUS, quoniam major natu erat, prior hæc deinde se servaturum testatus est: *Pro don amur, & pro Xristian poblo, & nostro commun salvament, dist di en avant, in quant Deus savir & potir me dunat, si salvarai eo cest meon fradra* KARLO, *& in adjudha & in cadhuna cosa, si cum hom per dreit son fradra salvar dist, ino quid il imi altre si faret, & ab* LUDHER *nul plaid nunquam prindrai, qui meon vol cist meon fradre* KARLE *in damno sit.*

4. Quod cùm LUDHWICUS expleſſet, KAROLUS Teudisca lingua sic hæc eadem verba testatus est: *In Godes minna, ind durh tes Xristianes folches, ind unser bedhero gehaltnissi, fon thesemio dage frammordes, so fram so mir Got gewizei indi mahd furgibit so haldih tesan minan bruodher . . . . soso man mit rehtu sinan bruoder scal, inthiu thaz er mig soso maduo, indi mit* LUTHEREM *inno theinni thing ne gegango, zhe minan willon imo ce scadhen werhen.*

5. Sacramentum autem, quod utrorumque populus quique propria lingua testatus est, Romanâ linguâ sic se habet: *Si* LODHUWIGS *sacrament, que son fradre* KARLO *jurat, conservat, &* KARLUS *meo sendra de suo part non los tanit, si io returnar non lint pois, ne io, ne neuls cui eo returnar nit pois, in nulla adjudha contra* LODHUWIG *nun li iver.*

6. Teudisca autem lingua: *Oba* KARL *then eid, then er sinemo bruodher* LUDHUWIGE *gesuor, geleistit, inde* LUDHUWIG *min herro, then er imo gesuor, forbrihchit, ob ih ina nes arwenden nemag, noh ih, noh thero thein hes irwenden mag, imo ce follusti widhar* KARLE *ne wirdhit.*

(1) Qui prétendoit que son droit d'aîneſſe & ſa qualité d'Empereur le devoient rendre Souverain ſur ſes puisnez.

(2) C'eſt-à-dire au hazard d'un combat qui ſe donna en 841. près du Bourg de *Fontenay*, dans lequel il périt cent mille hommes, & les deux jeunes Freres eurent la victoire.

XVIII.

847. Fevr. EMPIRE GERMANIE ET FRANCE. *Traité de paix & de convention entre* LOTHAIRE *Empereur,* LOUIS *Roi de Germanie, &* CHARLES *Roi de France, fait à Merſen près de Maſtricht, au mois de Février de* 847. [AUBERT LE MIRE, Codicis Donationum Piarum, Cap. XV. pag. 59. BALUZII Capitul. Reg. Franc. Tom. II. pag. 41, & 42.]

HÆC quæ ſequuntur Capitula ſunt, quando tres Reges fratres HLOTHARIUS ſcilicet, HLUDOVICUS & KAROLUS, ſimul convenerunt ſecus municipium *Trajectum*, in loco qui dicitur *Marſna*, anno Incarnationis Dominicæ octogeſimo quadrageſimo ſeptimo, per menſem Februarium, quæ etiam Capitula ſingulorum adnuntiationes ſequuntur.

1. De pace & concordia atque unanimitate trium fratrum & Regum inter ſe, & quod veriſſimo & non ficto caritatis vinculo ſint uniti, & ut nullus deinceps ſcandalorum inter eos occaſiones ſerere poſſit.

2. Ut ipſi mutuò ſibi auxilientur, & contra Dei ſanctæque Eccleſiæ ac ſuos inimicos ſecundum oportunitatem temporis invicem adjuvent.

3. Ut nemo per quamlibet cupiditatem leges pacis in cujuslibet eorum regno convellere præſumat, quod ſi facere præſumpſerit, communem ab eis ultionem incurrat.

4. Ut Eccleſiæ Chriſti per omne eorum regnum priſtinam dignitatem honoremque retineant: & quidquid ſuperſtite domno HLUDOVICO Imperatore jure legitimo poſſederunt absque ulla diminutione recipiant.

5. Ut ſingulis eorum fidelibus talis lex conſervetur, qualem temporibus priorum Regum & præcipuè avi patris-

(3) C'étoit, à proprement parler, dit *Mezerai*, leur donner ouverture de changer de Souverain, quand il leur plairoit.

ANNO 847.

trisque eorum habuisse noscuntur: si tamen & ipsi pristinam fidem erga ipsos conservent.

6. Ut rapinæ & depræd ationes quæ quasi jure legitimo hactenus factæ sunt, penitus interdicantur, & nemo se impunè post hæc eas præsumere posse confidat.

7. Ut in singulis partibus regni Missi idonei constituantur, qui querelas pauperum & oppressiones, sive quorumcumque causas examinare & secundum legis æquitatem valeant definire. Et si ab uno in aliud regnum hujusmodi præsumptores confugerint, ibi similiter opprimantur.

8. Ut nullus in omni eorum regno deinceps raptum facere præsumat, aut si fecerit legaliter puniatur.

9. Ut Regum filii legitimam hereditatem regni secundum definitas præsenti tempore portiones post eos retineant, & hoc quicunque ex fratribus superstes fratribus fuerit, consentiat, si tamen ipsi nepotes patruis obedientes esse consenserint.

10. Ut legati ad (1) DUCEM BRITTONUM mittantur, qui de communi erga eos observatione pacis eum commoneant.

11. Ut similiter ad (2) REGEM NORTMANNORUM legati mittantur, qui eum conteſtentur, quod aut pacem servare studebit, aut communiter eos infensos habebit.

Adnuntiatio Domni HLOTHARII.

NOBIS & fratribus nostris visum fuit, ut ad Dei voluntatem quærendam qualiter sancta Ecclesia recuperata esse possit & pacem, & nos ac vos & iste populus Christianus habere possimus. Nos simul conjungeremus, sicut nunc fecimus & sic simus inter nos sicut fratres per rectum esse debent: & pro certo illud sciatis, quia grati Deo sic sumus, & sic permanere adjuvante Deo in ante volumus, & in consilio & in auxilio unusquisque erga alterum parati sumus adjutorium ferre, sicut fratres in Dei voluntate & communi profectu facere debent in quibuscunque potuerimus.

Adnuntiatio Domni HLUDOVICI.

SCIATIS, quia fratres nostri & nos nostros Missos ad (3) communem nepotem nostrum in *Aquitaniam*, mittimus & ei tales Comitatus designatos mandamus, in quibus ipse cum suis interim sufficienter esse possit & fideles dilecti fratris nostri CAROLI de illo regno pacem habere possint, usque dum idem nepos noster ad commune placitum nostrum veniat ad quod cum tali securitate à nobis accepta eum venire mandamus, ut sanus venire, & sanus stare, & sanus reverti, quantum illum Deus salvare voluerit, possit, & si tunc nostrum consilium audire voluerit, volumus cum Dei adjutorio & vestro consilio considerare, quomodo melius secundum communem profectum & utilitatem in ante esse possit. Et si nostrum consilium audire non voluerit, tunc sicut melius cum Dei adjutorio & vestro consilio invenire potuerimus, exinde agere volumus.

2. SCIATIS etiam quia similiter Missos nostros ad BRITTONES mittimus & illos ad communem profectum & pacem hortamur. Qui si audierint, aut non audierint, cum Dei adjutorio & vestro consilio exinde etiam facere volumus.

3. SCIATIS quia communiter Missos nostros ad Nordmannos pro pace accipienda mittimus.

4. SCIATIS etiam quia dilectus frater noster HLOTHARIUS Missos suos ad vos homines transmittit, qui usque modo in contrarietatem dilecti fratris nostri Karoli fuerunt & illis mandat, ut per nullum ingenium in ante, sicut de Dei & sua gratia gaudere volunt, in illius & fidelium ejus contrarietatem aliquid faciant.

5. Et sciatis, quia volumus ut res Ecclesiarum in cujuscunque regno caput fuerit, tam de Episcopatibus quàm de Abbatiis, sine ulla contradictione rectores ipsarum ecclesiarum, sicut tempore domni ac genitoris nostri fecerunt, illas possideant.

6. SIMILITER & de Episcopatibus & monasteriis ubicunque in nostro communi regno aliter est modò quam debeat, volumus unà cum Dei adjutorio illud emendare, ut Ecclesia Dei suum honorem debitum habere possit & populus suam legem.

ANNO 847.

Adnuntiatio KAROLI.

1. SCIATIS quia dilecti fratres nostri, & nos communiter nostrum placitum ad Missam S. Joannis apud *Parisium* condictum habemus, ubi de istis quæ illi modo dixerunt & ceteris quæ ad Dei voluntatem & nostrum ac vestrum communem profectum invenire potuerimus, consideremus, & unà cum Dei adjutorio ad effectum perducamus, & volumus ut ab hinc in ante, ubicumque unusquisque fuerit cum pace consistat, & ad illud placitum cum pace unusquisque veniat, quia in istis miseriis & rapinis usque modo multum Deum offendimus. Unde nobis Dei misericordiam deprecari satis necessarium esse cognoscimus.

2. Volumus etiam ut unusquisque liber homo in nostro regno seniorem qualem voluerit in nobis & in nostris fidelibus accipiat.

3. MANDAMUS etiam ut nullus homo seniorem suum sine justa ratione dimittat, nec aliquis eum recipiat, nisi sicut tempore anteceſſorum nostrorum consuetudo fuit.

4. Et volumus ut sciatis quia nos fidelibus nostris rectè consentire volumus, & contra rationem eis facere non volumus. Et similiter vos ac ceteros fideles nostros admonemus, ut vos vestris hominibus rectum consentiatis & contra rationem illis non faciatis.

5. Et volumus ut cujuscumque nostrûm homo, in cujuscumque regno sit, cum seniore suo in hostem, vel aliis suis utilitatibus pergat: nisi talis regni invasio quam Lantweri dicunt, quod absit, acciderit, ut omnis populus illius regni ad eam repellendam communiter pergat.

XIX.

Imperatoris LUDOVICI *II. Diploma, quo Episcopo Veronenſi* LANDERICO *multiplices Donationes Cœnobio & Baſilicæ Sti.* ZENONIS *à* LOTHARIO *Patre*, LUDOVICO *Avo*, *&* CAROLO MAGNO *Abavo Imperatoribus, aliisque factas, confirmat. Actum Curte Auriola* VIIII. *Kal. Septemb. anno* 847. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. *Veronenſes Episcopi.* col. 616.] 24. Août.

In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti Dei æterni.

HLUDOVICUS gratia Dei Imperator Auguſtus invictiſſimi Imperatoris Hlotarii filius. Cum petitionibus ſacerdotum, & venerabilibus locis munus aliquod conferimus, aut prædeceſſorum noſtrorum Imperatorum acta roboramus, imperialem exercemus conſuetudinem, & auctorem omnium id agendo facere credimus nobis placabilem. Ideo omnium fidelium ſanctæ Dei Eccleſiæ, noſtrorumque præſentium ſcilicet, & futurorum comperiat induſtria, qualiter Landericus venerab. ſanctæ Veronenſis Sedis Epiſc. noſtram adiens ſerenitatem detulit nobis præcepta divæ mem. Karoli Aug. ſeu Hludovici piiſſimi Imp. atque Domini, ac genitoris noſtri Hlotarii excellentiſſimi, nec minus Imp. quæ ob amorem Dei, & B. Zenonis Confeſſoris Chriſti erga ejus Eccleſ. exaltationis, & relevationis gratia fecerant, ſupplicans, ut his authoritatibus noſtram etiam adderemus confirmationem. Cujus precibus inclinati ipſa præcepta legere fecimus: ſed in Domini Karoli Auguſti invenimus, qualiter Pipinus glorioſus Rex, cum Rotaldo, ipſius Sedis Epiſcopo Eccleſiam S. Zenonis confeſſoris Chriſti renovaſſet, cum jam rebus debitis, privata adeo fuerat, & attenuata, ut ad nihilum eſſet redacta; ideo pro animarum ſuarum ſublevatione quasdam res in eadem Eccleſia ad ſubſidium famulorum Dei deſervientium, & pauperum neceſſitatem delegaverunt, atque confirmaverunt; id eſt in eodem territorio Veronen. Monaſteriolum in honore S. Petri conſtructum, quod nuncupatur Mauratica, & in alio loco in eodem pago res, quas Auobertus, & Ratbertus filius ejus per titulum donationis ad memoratum locum tradidere: nec non & in alio loco, qui vocatur Bardolinus in fine Gardenſi, ſeu in tertio loco in territorio Vicentino, qui vocatur Ultomas; ſeu & in quarto loco in fine Briſciano in vico Poſſici, ſive in territorio Florentino partibus Tuſciæ in loco nuncupante Flaviana. Præceptum etiam ſereniſſimi Auguſti Ludovici inſpicientes; hæc omnia ſuperius ſcripta in eadem Eccleſia ipſum Auguſtum confirmaſſe reperimus, verum etiam ſua authoritate confirmavit

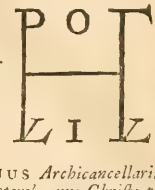
(1) *Nomenoüus* ou *Numenus*, Duc de la petite Bretagne ou Armorique du tems de LOUIS *le Debonnaire*, après la mort duquel, ayant ſuivi pendant deux ans le parti de CHARLES *le Chauve*, il abandonna le parti des François à la ſollicitation du Comte *Lambert*, qui en avoit fait autant, & prit le titre de Roi.

(2) *Godfrid*, qui gouvernoit alors les Normans ou Danois, & à qui CHARLES *le Chauve* donna enſuite un Païs pour habiter. Voyez *Annal.* Fith. *ann.* 850.

(3) Savoir *Pepin*, fils du Roi *Pepin*, qui régnoit en Aquitaine, mais que ſes Oncles ne voulurent pas reconnoître pour Roi, prétendant que l'Aquitaine apartenoit à CHARLES *le Chauve*.

ANNO 847. mavit .... prædicto monasterio B. Zenonis basilicam de Florentina civitate, quam Fereleuba fœmina Deo dicata per cartam traditionis ad sanctum Zenonem obtulit, cum omnibus adjacentiis suis, seu quod & Commundus presbyter in territorio Parmense ad eumdem sanctum locum juxta testamentum traditionis delegavit, seu & curtem in Plasiano quæ Rotaldo Veronensi Episcopo de comparato evenit de Andrea quodam negotiatore per rogatores suos, id est Petrum Archipresbyterum, & Thedebertum presbyterum, atque Andream Scavinum cum omnibus adjacentiis suis, quam idem Venerabilis Episcopus ad jam dictum locum per scriptum tradidit, seu & in territorio Torcellensi Ecclesiam S. Fuscæ cum omnibus appenditiis suis, quam ipse Augustus ad eumdem per præceptum suæ authoritatis delegavit locum; quantumcunque in supradictis locis eorum legitima fuit possessio, vel dominatio, tam de comparatu, quam de quolibet contractu, cum omnibus appenditiis, eorumque adjacentiis, cum omnibus ædificiis, accolabus, mancipiis, terris, vineis, silvis, pratis, pascuis, aquis, aquarumque decursibus, piscationibus omnia, & in omnibus ad memoratum locum propter divinum confirmavit amorem. Nec minus etiam confirmavit, quod specialiter dilectus germanus ejus Pipinus gloriosus eidem sancto loco concesserat, ut in regalibus tam silvis, quam etiam in cæteris pascuis licentiam haberent pasci greges ovium suarum, nec non porcorum, jumentorumque, vel cæterorum animalium ad ipsum monasterium pertinentia. Et genitoris nostri Hlotarii pii Imperatoris exaratum invenimus, qualiter pro mercedis suæ augmento suggerente Rotaldo venerabile Episcopo, quoddam monasteriolum, quod vocatur monasteriolum novum situm in pago Tarvisiano cum omnibus rebus ad eum pertinentibus, quas tunc juste, & legaliter possidebat sancto Zenoni contulerat, & in ejus monasterio perennis temporibus permanere confirmaverat. Aliud etiam inspicientes præceptum, reperimus, qualiter petente Notingo quasdam res cum quadam Ecclesia in honore Sanctæ Genitricis Mariæ, & S. Thomæ constructa in fisco nostro ad prætatam ecclesiam Sancti Zenonis confirmavit, ita ut ad partem palatii tantum-libra una argenti singulis annis persolvatur. Nunc vero ad amorem Dei, & reverentiam S. Zenonis Confessoris Christi hæc omnia superius denominata in monasterium ipsius Sancti Zenonis per hoc nostrum præceptum in æternum mansura confirmamus; ita tamen ut nullus successorum nostrorum, neque fidelium Dei, nec non ullo in tempore subtrahere, aut minuere aliquid de eodem monasterio præsumat, sed liceat sub nostra munitate, vel tuitione Abbatis, qui pro tempore fuerit, ordinare, prout melius dictante rectitudine præviderit, ut nullus judex publicus, vel quislibet ex judiciaria potestate, vel quælibet persona in rebus, vel possessionibus prædicti monasterii ad causas audiendas, vel freda exigenda, aut fidejussores tollendos ingredi, aut aliquam contrarietatem inferre præsumat, seu quemlibet, qui super res ipsius monasterii residerit distinguere audeat. Et quidquid fiscus noster Villasacci ex prædictis Ecclesiis S. Mariæ Virginis, & S. Thomæ Apostoli sperare poterat sæpefato cœnobio, vel Abbati, qui pro tempore fuerit, & fratribus ibidem Deo servientibus concedimus, & sancimus atque in æternum mansurum confirmamus, ita ut Abbas, qui nunc est, vel futuris temporibus ibidem fuerit ordinatus, hoc nostro fretus præcepto tam monasterium B. Zenonis, quamque & possessiones ibidem à prædecessoribus nostris collatas, vel a nobis confirmatas, qualiter monstrante justitia dictaverit, perenniter ordinet, atque disponat. Si quis vero contra hos nostros regales apices insurgere, aut in aliquo violare temptaverit, infra ditionem regni nostri consistens, sciat se libras triginta auri probatissimi exolvendum medietatem præfati monasterii, & medietatem palatii nostri. Et ut hoc nostrum præceptum in Dei nomine pleniorem obtineat roborem, manu propria subter confirmavimus, & annuli nostri impressione adsignari jussimus.

Signum serenissimi LODOVICI *Augusti.*



DRUCTEMINUS *Archicancellarius recognovit. Data* VIIII. *Kal. Septemb. anno Christo propitio Imperii Domini* HLOTARII *pii Imperatoris* XXIIII. & HLODOVICI *quarto. Indictione* 10. *Actum Curte Auriola in Dei nomine feliciter. Amen.*

XX.

ANNO 860. 6. Juin. FRANCE.

Formulaire dressé par les (1) *Evêques à l'Assemblée de Coblents en l'année* 860. *pour l'Observation de la Paix entre les Rois de France* LOUIS II. *Roi de Germanie & d'Esclavonie*, CHARLES II. *Roi des Gaules*, LOUIS *Empereur des Romains & Roi de Lombardie*, LOTHAIRE *Roi de Lorraine*, & CHARLES *Roi de Bourgogne & de Provence.* [GOLDAST. Constit. Imper. Tom. I. pag. 192. BALUSII Capitul. Regum Franc. Tom. II. p. 137 & 138. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. VIII. col. 698.]

Adnuntiatio Domini KAROLI.

VOS scitis quomodo aliquanti homines, minus quàm necesse fuerat Deum timentes, nostrum fratrem Hludowicum quasi sub bona intentione hoc anno sollicitaverunt ut in regnum nostrum taliter veniret sicut ipsi scitis. Unde nos Deus & vestra fidelitas sic adjuvavit sicut & bene cognoscitis. Post hoc laboravit, adjuvante Domino, iste carissimus nepos noster, ut inter nos pax fieret, sicut per rectum esse debet, & ut monentibus Episcopis ad illam caritatem & fraternam concordiam rediret sine qua nullus Christianus salvus esse non potest. Propterea transmisit ad nos suos Missos, & mandavit nobis primùm tale missaticum quod nobis impossibile visum fuit. Deinde quia illud missaticum non suscepimus, aliud missaticum nobis sui Missi dixerunt. quod quia & secundum Deum salubre, & secundum seculum utile nobis videtur, volumus vobis illud dicere. Et si vobis ita sicut & nobis videtur, cum vestro consilio volumus illud recipere, & quod Deus concesserit, ad necessarium effectum perducere.

Hæc sunt nomina Episcoporum qui Anno incarnationis Dominicæ DCCCLX. Non. Junii in Secretario Basilicæ Sancti Castoris consideraverunt cum nobilibus ac fidelibus Laicis firmitatem quam gloriosi Reges nostri Hludowicus & Karolus atque Hlotharius inter se fecerunt VII. Idus Junias in eodem Monasterio, & qui hæc Capitula ab omnibus conservanda acceptaverunt.

Hincmarus, Guntharius, Altfridus, Salomon, Adventius, Hatto, Franco, Teudericus, Leutbertus, Gebehardus, Christianus, Vulfadus Abbas, Witgarius Abbas.

Hæc nomina Laïcorum.

Chuonradus, Eurardus, Adalardus, Arnustus, Warnarius, Liutfridus, Hruodulfus, Erkingarius, Gislebertus, Ratbodus, Arnulfus, Hugo, item Chuonradus, Liutharius, Beringarius, Matfridus, Boso, Sigeri, Hartmannus, Liuthardus, Richuinus, Wigricus, Hunfridus, Bernoldus, Hatto, Adalbertus, Burchardus, Christianus, Leutulfus, Hessi, Herimannus, item Hruodulfus, Sigehardus.

Sacramentum Firmitatis HLUDOWICI *Regis.*

A modò & quandiu vixero, istum fratrem meum Karolum, & nepotes meos Hludowicum, Hlotharium, atque Karolum, ad Dei voluntatem & Sanctæ ejus Ecclesiæ statum & honorem atque defensionem, & ad nostram communem salutem & honorem, & ad populi Christiani nobis commissi salvamentum & pacem, & ad legis ac justitiæ atque rectæ rationis conservationem, quantum mihi Deus scire & posse donaverit, & ipsi me obaudierint, & à me ipsi quæsierint, vero consilio, & secundum quod mihi rationabiliter & salubriter possibile fuerit, sincero auxilio adjutor ero ad regnum illorum continendum, & nec in vita, nec in membris, neque in regno illorum eos forconsiliabo. In hoc ut ipsi erga me similem promissionem faciant & conservent. Sic me Deus adjuvet & istæ sanctæ reliquiæ.

Capitula ab omnibus conservanda.

CAP. I. Ut omnium præteritorum malorum & contrarietatum & supplantationum ac malarum machinationum atque molitionum seu nocumentorum invicem actorum

(1) Il ne faut pas s'étonner de voir que les Evêques fussent les Médiateurs de cette paix. *Mezerai* remarque Tom. I. sur l'annee 860. qu'ils étoient alors les Maitres du gouvernement par la foiblesse des Princes, & par le peu de crédit des Grands qui n'avoient de vigueur, que pour s'entrebattre, & pour manger le peuple.

ANNO 860. torum abolitio ità inter nos & apud nos fiat & à noſtris cordibus penitus avellatur cum omni malitia & rancore ut nec in memoriam ad retribuendum duntaxat mali vel contrarietatis atque exprobrationis ſeu improperii de cetero exinde quiddam veniat.

II. Ut tanta inter nos Domino cooperante veræ caritatis benignitas abhinc in ante ſemper maneat de corde puro & conſcientia bona & fide non ficta ſinè dolo & ſimulatione, ut nemo ſuo pari ſuum regnum aut ſuos fideles vel quod ad ſalutem ſive proſperitatem ac honorem regium pertinet, diſcupiat aut forconſiliet, aut per occultos ſuſurrones libenter compoſita mendacia ſeu detractiones acceptet.

III. Ut unusquiſque fideliter ſuum parem ubicunque neceſſitas illi fuerit, & ipſe potuerit, aut per ſe aut per filium aut per fideles ſuos & conſilio & auxilio adjuvet, ut regnum, fideles, proſperitatem atque honorem regium debitè valeat obtinere. Et veraciter unusquiſque erga alterum certatim demonſtret, quia in paris ſui adverſitate, ſi evenerit, fraterno modo contriſtetur, & in proſperitate illius lætetur. Et talem fidem ſicut inter nos modo abhinc in ante conſervaturos confirmatum habemus, ſic unusquiſque infantibus fratris ſui, ſi obierit, ille qui ſuperfuerit conſervabit.

IV. Et quia per vagos & tyrannica conſuetudine inreverentes homines pax & tranquillitas regni perturbari ſolet, volumus ut ad quemcunque noſtrum talis venerit, ut de his quæ egit rationem & juſtitiam ſubterfugere poſſit, nemo ex nobis illum ad aliud recipiat vel retineat niſi ut ad rectam rationem & debitam emendationem perducatur. Et ſi rationem rectam ſubterfugerit, omnes in commune, in cujus regnum venerit, illum perſequantur, donec ad rationem perducatur, aut de regno deleatur.

V. Similiter & de eo agendum eſt qui pro aliquo capitali & publico crimine à quolibet Epiſcopo corripitur vel excommunicatur, aut de excommunicatione crimen faciens, regnum & Regis regimen mutat, ne debitam pœnitentiam ſuſcipiat aut ſuſceptam legitimè peragat. Interdum etiam inceſtam propinquam ſuam, aut ſanctimonialem, vel raptam, ſive adulteram, quam illic ei non licebat habere, fugiens ſecum ducit. Hic talis, cùm Epiſcopus ad cujus curam pertinebit, nobis notum fecerit, diligenter perquiratur, nè morandi vel latendi locum in regno alicujus noſtrum inveniat, & Dei ac noſtros fideles ſuo morbo inficiat; ſed à nobis vel miniſtris reipublicæ conſtringatur, & ut ſimul cum diabolica præda, quam ſecum duxit, ad Epiſcopum ſuum redeat, & de quocunque crimine publico debitam pœnitentiam ſuſcipiat, aut ſuſceptam legitimè peragat, compellatur.

VI. Ut nemo Epiſcoporum hominem peccantem ab Eccleſia & Chriſtiana Communione alienet, donec illum ſecundùm Evangelicum præceptum, ut ad emendationem & pœnitentiam redeat, commonitum habeat. Qui peccans ſi commonitus inobediens & incorrigibilis permanſerit, & ad emendationem redire noluerit, regiam vel reipublicæ poteſtatem per ſe Epiſcopus vel per miniſtros ſuos adeat, ut conſtringatur, & ad emendationem ac pœnitentiam peccator redeat. Qui etiam ſi ità ad correctionem perduci nequiverit, tunc ſecundùm leges Eccleſiaſticas medicinali ſeparatione à communione Eccleſiaſtica ſegregetur.

VII. Ut illis hominibus qui in talibus perturbationibus, ſicut in his præteritis annis acciderunt, in Deum & in ſanctam Eccleſiam atque in nos peccaverunt, ſi ſe ex veritate recognoſcentes petierint, & deinceps nobis veraciter fideles eſſe voluerint, & in regnis noſtris pacifici ac quieti, & legibus ac juſtitiæ obedientes extiterint, rationabilis miſericordia impendatur, non ſolum in indulgentia commiſſorum, & in conceſſione proprietatum, verum etiam & in largitione honorum ſecundùm noſtram rationabilem poſſibilitatem.

VIII. Ut de rapinis ac deprædationibus & de conſpirationibus atque ſeditionibus, & de raptis fœminarum, ſicut Eccleſiaſticæ & Chriſtianæ leges atque progenitorum noſtrorum Capitula continent, ita in omnibus & ab omnibus conſerventur.

IX. Ut alia etiam Capitula eorundem progenitorum noſtrorum de ſanctæ Eccleſiæ honore & immunitate ac conſervatione, & de regio etiam honore atque vigore, & populi nobis commiſſi lege ac juſtitia in omnibus & ab omnibus conſerventur.

X. Ut noſtri fideles, unuſquiſque in ſuo ordine & ſtatu, veraciter ſint de nobis ſecuri quia nullum abhinc in antea contra legem & juſtitiam vel auctoritatem ac juſtam rationem aut damnabimus aut dehonorabimus aut opprimemus vel indebitis machinationibus adfligemus, & illorum ſcilicet veraciter nobis fidelium communi conſilio, ſecundùm Dei voluntatem & commune ſalvamentum, ad reſtitutionem ſanctæ Dei Eccleſiæ & ſtatum regni & ad honorem regium atque pacem populi commiſſi nobis pertinenti adſenſum præbebimus; in hoc ut illi non ſolùm non ſint nobis contradicentes & reſiſtentes, ad iſta exequenda, verùm etiam ſic ſint nobis fideles & obedientes ac veri adjutores atque coöperatores vero conſilio & ſincero auxilio ad iſta peragenda quæ præmiſimus, ſicut per rectum unuſquisque in ſuo ordine & ſtatu ſuo Principi & ſuo ſeniori eſſe debet. ANNO 860.

XI. Ut ſic ſimul conjuncti & nos fratres ac nepos noſter ad invicem, & nos cum fidelibus noſtris, & fideles noſtri nobiscum, & omnes ſimul cum Deo nos reconjungamus, & ut nobis ſit propitius illi pro devoto munere offeramus, & unusquisque omnium noſtrum absque ſua propria excuſatione vel juſtificatione recognoscamus in quibus aut ſingillatim aut communiter contra illius mandata & decreta ſuorum Sanctorum fecimus aut conſenſimus in ordine eccleſiaſtico & ſtatu regni, & per ſingula in medium illa producamus; Et nemo noſtrûm ſuo aut amico aut propinquo vel confœderato, immo nec ſibi ipſi ſeculariter parcat ut ſpiritualiter & ſalubriter parcere poſſit. quin, ſicut præmiſimus in præcedenti Capitulo, vero conſilio & ſincero auxilio illa in commune certatim emendari totis viribus procuremus, quantocius rationabiliter potuerimus.

XII. Et ſi aliquis de ſubditis, in quocunque ordine & ſtatu, de hac convenientia exierit aut ſe retraxerit, vel huic communi decreto contradixerit, ſeniores cum veraciter fidelibus ſuis hæc ſecundùm Dei voluntatem & legem ac juſtam rationem, velit nolit ille qui divino conſilio & decreto & huic convenientiæ reſiſtens & contradicens fuerit, exequantur. Et ſi aliquis de ſenioribus de hac convenientia exierit aut ſe retraxerit, vel huic communi decreto, quod abſit, contradixerit, cum plures ſeniorum noſtrorum fideles & regnorum primores in unum convenerint, eodem qui obſervaverint conſilio, & Epiſcoporum judicio, ac communi conſenſu, qualiter de eo qui debitè admonitus incorrigibilis perſeveraverit agendum ſit, faciente Domino decernatur. Et ut obnixiùs ſupraſcripta Capitula à nobis auxiliante Domino inviolabiliter obſerventur, & nos illa obſervaturos certiùs credatur, manibus propriis ſubterfirmavimus.

Adnuntiatio Domini HLUDOWICI *Regis apud Confluentes Lingua Theodisca.*

CAP. I. VOS ſcitis quid in iſto regno evenit. Et ideò huc convenimus, ut de Dei voluntate & ſanctæ Eccleſiæ ſtatu, & de noſtra ac veſtra communi ſalute atque honore, & de pace populi Chriſtiani, cum Dei adjutorio & fidelium noſtrorum conſilio, tractaremus.

II. Et miſimus hoc ſuper Epiſcopos & ceteros fideles noſtros, ut illi hoc invenirent, qualiter nos ad hæc quæ diximus exequenda adunaremus. Et volumus ut ſciatis quia ſicut illi invenerunt & ſcripto nobis oſtenderunt, ad invicem adunati ſumus, ſicut fratres per rectum eſſe debent, & nos ſimul cum iſto nepote noſtro, & ille nobiscum. Et etiam ſuos fratres nepotes noſtros in hac adunationis firmitate nobiscum recepimus, ita tamen ſi & ipſi hanc firmitatem erga nos fecerint & obſervaverint.

III. Et ſciatis quia non volumus ut ullus inter nos abhinc in antea alia verba portet niſi talia quæ Deo ſint placita & quæ ad noſtram communem ſalutem & noſtrum honorem pertineant; ut ſic ſimus ſicut fratres in invicem, & patrui cum nepotibus, & nepotes cum patruis eſſe debent. Et ſi aliquis fuerit qui hoc facere tentaverit, producatur in medium ad rationem, & taliter inde caſtigetur ut nemo alius ſimilia agere tentet.

IV. Et volumus ut Eccleſiæ & Caſæ Dei & Epiſcopi & Dei homines, Clerici, & Monachi, & Nonnæ, talem mundeburdem & honorem habeant ſicut tempore anteceſſorum noſtrorum habuerunt.

V. Et volumus ut vos & ceteri homines fideles noſtri talem legem & rectitudinem & tale ſalvamentum in regnis noſtris habeatis ſicut Anteceſſores veſtri tempore Anteceſſorum noſtrorum habuerunt; & nos talem honorem & rectam poteſtatem in noſtro regio nomine apud vos habeamus, ſicut noſtri Anteceſſores apud veſtros Anteceſſores habuerunt; & juſtitia & lex omnibus conſervetur, & pauperes homines talem defenſionem habeant ſicut tempore Anteceſſorum noſtrorum lex & conſuetudo fuit, & ſicut hic fideles noſtri communiter conſenſerunt, & ſcripto nobis demonſtraverunt, & nos cum eorum conſilio conſentimus & obſervari communiter volumus. Et ſi aliquis hoc perturbare voluerit, à nullo noſtrûm recipiatur, niſi ut aut ad rectam rationem aut ad rationabilem indulgentiæ conceſſionem deducatur.

VI. Sed & de iſtis rapinis & deprædationibus, quas

ANNO 860. jam quasi pro lege multi per consuetudinem tenent, ab hoc die & deinceps de Dei banno & de nostro verbo bannimus ut nemo hoc amplius præsumat. Sed unusquisque infra patriam cum pace & sinè oppressione pauperum, & circummanentium consistat, & in hostem vel ad placitum sive ad curtem veniens, de suo sic warnitus & de domo sua moveat ut cum pace venire & nobiscum stare & ad domum suam redire possit. Et qui hoc transgressus fuerit, sicut tempore Antecessorum nostrorum consuetudo fuit, & in illorum Capitulis continetur, volumus ut hoc in illis transgressoribus emendetur.

VII. Similiter & de conspirationibus, & de raptis feminarum tam viduarum quàm & puellarum atque nonnarum, bannimus ex Dei & nostro verbo ut nullus hoc in regnis nostris agere præsumat. Et si quis hoc præsumpserit, secundum legem, & sicut in Capitularibus progenitorum nostrorum continetur, sic hoc emendare cogatur.

Hæc eadem Domnus Karolus Romana lingua adnuntiavit & ex maxima parte lingua Theodisca recapitulavit.

Post hæc Domnus Hludowicus ad Domnum Karolum fratrem suum lingua Romana dixit: Nunc si vobis placet, vestrum verbum habere volo de illis hominibus qui ad meam fidem venerunt.

Et Domnus Karolus (2) *excelsiori voce lingua Romana dixit:* Illis hominibus qui contra me sic fecerunt sicut scitis, & ad meum fratrem venerunt, propter Deum & propter illius amorem, & pro illius gratia, totum perdono quod contra me misfecerunt, & illorum alodes de hæreditate & de conquisitu, & quod de donatione nostri senioris habuerunt, excepto illo quod de mea donatione venit, illis concedo, si mihi firmitatem fecerint, quod in regno meo pacifici sint, & sic ibi vivant sicut Christiani in Christiano regno vivere debent. In hoc si frater meus meis fidelibus, qui contra illum nihil misfecerunt, & me quando mihi opus fuit adjuvaverunt, similiter illorum alodes, quos in regno illius habent, concesserit. Sed & de illis alodibus quos de mea donatione habuerunt, & etiam de honoribus, sicut cum illo melius considerabo, illis qui ad me retornabunt voluntariè faciam.

Et Domnus Hlotharius lingua Theodisca in suprà adnuntiatis capitulis se consentire dixit, & se observaturum illa promisit.

Et tunc Domnus Karolus iterum lingua Romana de pace commonuit, & ut cum Dei gratia sani & salvi irent:, & ut eos sanos revideret oravit, & adnuntiationibus finem imposuit.

XXI.

863. DECRETUM *Concilii Romani* III. *sub Papa* NICOLAO I. *habiti; quò Capitula Concilii Metensis in causa* HLOTHARII *Regis, &* THEUTBERGÆ *ejus uxoris decreta damnantur & rescinduntur;* GUNTHARIUS *atque* THEUTGAUDUS *Archiepiscopi, ut præcipui hujus causæ fautores deponuntur, & anathematizantur. Cum* PRÆFATIONE *Papæ memorati, ad omnes Archi- & Episcopos per Galliam, Italiam, & Germaniam constitutos.* [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. VIII. col. 767. Annales Francorum ab anno 714. ad annum 883. incerti sed vetusti Auctoris. Ex Bibliotheca P. PITHOEI *J. C.* p. 82. *avec quelques différences mais peu considerables.* BARONII Annales Ecclesiastici Tom. X. anno 863.]

NICOLAUS *Episcopus Servus Servorum Dei reverentissimis ac sanctissimis fratribus nostris Archiepiscopis & Episcopis, per Galliam, Italiam, & Germaniam constitutis.*

SCELUS quod Lotharius rex, si tamen rex veraciter dici possit, qui nullo salubri regimine corporis appetitus refrenavit, sed lubrica enervatione magis ipsius illicitis motibus cedit, in duabus fœminis, Theutberga scilicet & Waldrada, commisit, omnibus manifestum est. Sed & dudum Episcopos Theutgaudum, & Guntharium in tali facto eum habuisse tutores & fautores pene totus orbis undique ad limina, seu Sedem apostolicam confluens referebat, absentibus quoque id ipsum scribentibus nostro apostolatui. Quod nos tanto credere renuimus, quanto de episcopis tale quid audire nullatenus sperabamus: donec ipsi Romam tempore Concilii venientes coram nobis & sancta Synodo tales inventi sunt, quales fuerant à multis sæpissime prædicati, ita ut scriptura, quam suis stipulaverant manibus, quamque volebant ut nostro roboraremus Chirographo caperentur: & dum muscipulam innocentibus apponere satagerent, insidiis suis illaqueati sunt ipsi, sicque completum est, Deo auctore, quod in Proverbiis legitur: *frustra jacitur rete ante oculos pennatorum.* Siquidem ipsi obligati sunt & ceciderunt; nos vero, qui in hoc flagitium falso cecidisse dicebamur, favente Domino, cum Justitiæ propugnatoribus resurreximus & erecti sumus. Igitur decernente nobiscum sancta Synodo in præsentia depositi, & ab officio sacerdotali excommunicati, atque à regimine episcopatus alienati indubitanter existunt. Unde vestra fraternitas Canonum normam custodiens, & Decretorum sanctiones observans, Caveat ne hos, quos nos abjecimus, recipere in sacerdotum catalogo præsumat, depositionis autem sententia quam in prædictos Theutgaudum & Guntharium protulimus, cum cæteris Capitulis, quæ sancto Consilio nobiscum sanciente promulgavimus inferius annexa monstratur.

ANNO 863.

CAPITULA

seu

DECRETA *Romanæ Synodi.*

I. SYnodum quæ nuper, id est sub piissimo Imperatore Ludovico per indictionem XI. mense Junio in Metensium urbe ab episcopis, qui nostrum prævenerunt judicium, collecta est quique apostolicæ Sedis institutatemere violarunt, ex tunc & nunc, & in æternum judicamus esse Cassatam, & cum Ephesino latrocinio reputatam, apostolica auctoritate in perpetuum esse sancimus damnandam, nec vocari Synodum, sed tanquam adulteris faventem, prostibulum appellari decernimus.

II. Theutgaudum Trevirensem Primatem Belgicæ Provinciæ, & Guntharium Agripinæ Coloniæ Archiepiscopos nunc coram nobis, & sancta Synodo sub gestorum insinuatione, qualiter causam Lotharii regis, & duarum mulierum ejus, Theutbergæ scilicet & Waldradæ, recognoverint & judicaverint, scriptum super hoc propriis roboratum manibus offerentes, nihilque se plus vel minus, aut aliter egisse ore proprio multis coram positis affirmantes, & sententiam, quam à Sede Apostolica in Ingeltrudem uxorem Bosonis sanctissimus frater noster Mediolanensis Archiepiscopus Tado, & cæteri Coëpiscopi nostri petierant emittendam, & nos divino succensi zelo sub anathematis obtestatione Canonice protuleramus, publice viva voce se violasse confitentes; in quibus omnibus invenimus eos Apostolicas atque Canonicas Sanctiones in pluribus excessisse, & æquitatis normam nequiter temerasse, ab omni judicamus sacerdotii officio permanere penitus alienos, & ideo Spiritus Sancti Judicio, & Beati Petri per nos auctoritate, omni Episcopali exutos regimine consistere definimus, quod si juxta præcedentem consuetudinem tanquam Episcopi ausi fuerint aliquid de sacro Ministerio contingere, nullo modo liceat eis, nec in alio Synodo restitutionis spem aut locum habere satisfactionis, sed communicantes eis omnes abjici ab Ecclesia, & maxime si posteaquam didicerint adversus memoratos prolatam fuisse sententiam, eis communicare tentaverint.

III. Ceteri autem Episcopi, qui complices horum, Theutgaudi scilicet & Guntharii vel sectatores esse feruntur, si cum his conjuncti seditionem, conjurationes, & conspirationes fecerint, vel si à capite, id est à Sede beati Petri, illis hærendo dissenserint, pari cum eisdem ratione teneantur adstricti. Quod si cum Sede Apostolica unde eos principium Episcopatus sumpsisse manifestum est, sapere de cetero per semetipsos vel missos ad nos legatos suos cum scriptis suis professi extiterint, noverint sibi à nobis veniam negandam, nec amissionem honorum suorum pro retro actis præsumptionibus aut subscriptionibus, quas pro insanis fecerunt gestis per nos ullo modo formidandam.

IV. In Geltrudem filiam quondam Mattefredi Comitis, quæ à Bosone proprio viro relicto, ecce jam per septem circiter annos hac atque illac vagabunda discurrit, nuper cum fautoribus suis regulariter anathematizavimus, sed propter contumaces eam iterum anathematis vinculo duximus innodandam. Sit igitur à Patre, & Filio, & Spiritu Sancto uno & vero Deo, ab omnibus sanctis Patribus, & ab universa sancta Dei Catholica & Aposto-

(2) Il paroit, par les plaintes que *Louis* de Germanie & *Lothaire* firent au Pape l'année suivante, que *Charles* ne demeura pas long-tems sans chercher les moyens de violer les conditions de ce Traité.

ANNO 863. Apoſtolica Eccleſia & à nobis penitus anathema cum omnibus complicibus & communicatoribus, atque auxiliatoribus ſuis, ita ut ſicut jam decrevimus, ſiquis ei Canonice vel favere in aliquo præſumpſerit, ſiquidem Clericus fuerit, eodem vinculo conſtrictus, officium Clericatus amittat: Monachi vero, & Laici, ſi inobedientes decreto præſenti fuerint, ſimiliter anathematizentur. Sane ſi eadem mulier ad virum ſuum reverſa fuerit, vel ad Apoſtolicam Beati Petri Sedem Romam properans acceſſerit, veniam ei poſt dignam ſatisfactionem procul dubio non negabimus. Veruntamen ſub priori vinculo Anathematis, quo illam prius & nunc obligavimus, interim conſtricta permaneat. Siquis autem eidem Ingeltrudi ad Apoſtolicam Beati Petri Sedem Romam ſpecialiter properanti vel occurrenti, neſcius communicaverit, aut ſciens opem in veniendo præſtiterit, nullo pro hoc vinculo teneatur innexus.

V. Siquis dogmata, mandata, interdicta, ſanctiones, vel decreta pro Catholica fide, pro Eccleſiaſtica diſciplina, pro Correctione fidelium, pro emendatione ſceleratorum, vel interdictione imminentium vel futurorum malorum à Sedis Apoſtolicæ preſide ſalubriter promulgata contempſerit, anathema ſit.

XXII.

Reſcriptum GUNTHARII & THEUTGAUDI *Epiſcoporum quo injuriam injuriâ rependentes Papam* NICOLAUM *arguunt furore & arrogantia, ſuamque pravam ſententiam abjiciunt, & contemnunt, profitentes inſuper ſe, totius Eccleſiæ communione contentos, nolle cum eo communicare.* [Idem Auctor Annalium Francorum ab anno 714. ad annum 883. pag. 87. BARONII Annales loco citato, pag. 242.]

NICOLAO *Pontifici* GUNTHARIUS *atque* THEUTGAUDUS.

PATRES Epiſcopi & fratres Coëpiſcopi ad te nos direxerunt, & nos ſponte ivimus, conſulere videlicet, expleta generali legatione, tuum magiſterium ſuper his ſpecialiter, quæ pariter, prout nobis viſum fuit, & adjicientibus notum eſſe potuit, judicavimus. auctoritates, rationesque, quas ſecuti fuimus, ſcriptis oſtendentes, ut tua ſapientia, perſcrutatis omnibus quid inde ſentires, & quid velles, nobis paterno demonſtrares affectu, nosque fraterna charitate procurares, & ſi melius illud tua Sanctitas inveniret, ut nos inſtrueres & doceres, ſupplici obſecravimus, parati quidquid rectius & probabilius eſſet, libenter amplecti.

Sed nos per tres hebdomadas tuum expectantes responſum, nihil certitudinis, nihilque doctrinæ nobis expreſſiſti. Tantum quodam die in publico dixiſti, nos excuſabiles apparere & innocentes juxta aſſertiones noſtri libelli.

Ad ultimum autem nos evocati ad tuam præſentiam deducti ſumus, nihil adverſitatis ſuſpicantes. Ibique obſeratis oſtiis, facta more latrocinali conſpiratione, ex clericis & laicis turba collecta & permixta, nos violenter inter tantos opprimere ſtuduiſti, longa ſcilicet intercapedine à noſtris, à clericis & laicis ſeparatos, atque ſine Synodo, atque ſine canonico examine, nullo accuſante, nullo teſtificante, nullaque disputationis discrecione dirimente, vel auctoritate, vel probatione convincente, absque noſtri oris confeſſione, abſentibus aliis Metropolitanis, & diœceſanis, & Epiſcopis, & compatribus noſtris, extra omnium omnino conſenſum, tui ſolius arbitrio & tyrannico furore nosmet damnare voluiſti: ſubitò quadam tibi chartula & improviſe porrecta, lectoris officium aſſumens, aſſiſtente lateri tuo Anaſtaſio, olim presbytero ambitus damnato & depoſito & anathematizato, cujus ſcelerato miniſterio tuus præcipitatur furor.

Ergo tuam pravam ſententiam à zelo rectitudinis alienam, injuſtam, & irrationabilem, Canonicis legibus contrariam nequaquam recipimus, immò cum omni ritu fraterno quaſi nefas atque maledictum fruſtra prolatum contemnimus atque abjicimus, tibique anathematizatorum & religionis ſacræ abjectorum & contemptorum fautori & communicatori revera communicare nolumus, contenti totius Eccleſiæ communione & fraterna ſocietate, quam tu arroganter, te ſuperexaltans, deſpicis, teque ab ea elationis tumore indignum faciens, ſegregas.

Igitur ex tuæ levitatis temeritate propria tibimet ſententia anathematis plagam inflixiſti, exclamans: Qui præcepta Apoſtolica non ſervat, anathema ſit: quæ multipliciter violare & violaſſe dignoſceris, divinas leges ſimul & ſacros Canones calcans, & quantum in te eſt, evacuans, prædeceſſorum tuorum Pontificum veſtigia ſequi nolens. Nunc ergo qui fraudulentiam tuam & calliditatem experti ſumus, indignationem quoque tumidumque potentatum agnoſcimus: nihil tibi tuæque ſuperbiæ cedimus, qua nos ad vota noſtrorum, quibus fauces inimicorum obruere feſtinabas, ſentientes nos non tuos eſſe, ut retractas, & extollis, clericos, quos ut fratres & Coëpiſcopos recognoſcere, ſi elatio permitteret, debueras. Et hæc tibi noſtri ordinis non inſcii, nimium tua improbitate compulſi reſpondemus, non quaſi ad illatam nobis contumeliam provocati, ſed contra tuam iniquitatem Eccleſiaſtico zelo accenſi, nec noſtræ vilitatis perſonam attendentes ſed omnem noſtri ordinis univerſitatem, cui vim inferre conaris, præ oculis habentes.

ANNO 863.

XXIII.

Capitula Metis in Coronatione CAROLI Calvi *Regis Galliæ facta* V. *Idus Septembris Anno* 869. *Indictione ſecunda.* [BALUZII Capitul. Regum Francorum, Tom. II. pag. 215, & 216. BARONII Annales Eccleſiaſtici. Tom. X. anno 869.] 869. 9. Sept.

Anno Incarnationis Dominicæ DCCCLXIX. Indictione ſecunda, V. Idus Septembris, Mettis civitate in Eccleſia Sancti Stephani Martyris, hæc quæ ſequuntur Capitula ADVENTIUS *Epiſcopus ipſius Civitatis coram Rege & Epiſcopis qui adfuerunt, publicè Populo & ſcripto & verbis denuntiavit.*

CAP. I. VOs ſcitis, & multis in plurimis regnis eſt cognitum, quantos & quales eventus tempore ſenioris noſtri, quem hactenus habuimus, pro cauſis notiſſimis communiter ſuſtinuimus, & quanto dolore quantaque anguſtia de illius infauſta morte nuper cordibus perculſi ſumus. Unde unicum refugium & ſingulariter ſalubre conſilium Rege & Principe noſtro deſtituti ac deſolati, nobis omnibus eſſe conſideravimus ut jejuniis & orationibus ad eum nos converteremus, qui eſt adjutor in opportunitatibus in tribulatione, & cujus eſt conſilium, ac cujus eſt regnum, & ut ſcriptum eſt, cui voluerit dabit illud, & in cujus manu corda ſunt Regum, & facit unanimes habitare in domo, ſolvens medium parietem, & faciens utraque unum; deprecantes ipſius miſericordiam ut daret nobis Regem ac Principem ſecundum cor ſuum, qui in judicio & juſtitia nos in omni ordine ac profeſſione regeret, ſalvaret atque defenderet juxta voluntatem ejus, & corda omnium noſtrorum unanimiter in eum inclinaret atque uniret quem ipſe ad ſalutem & profectum noſtrum præſcitum & electum atque prædeſtinatum habebat ſecundum miſericordiam ſuam.

II. Quia denique voluntate Dei, qui voluntatem timentium ſe facit, & deprecationes eorum exaudit, in concordi unanimitate noſtra videmus hunc regni hujus hæredem eſſe legitimum cui nos ſponte commiſimus, Domnum videlicet præſentem Regem ac Principem noſtrum Karolum, ut nobis præſit ac proſit, videtur nobis, ſi vobis placet, ut ſicut poſt illius verba vobis manifeſtabimus, ſigno certiſſimo demonſtremus quia illum à Deo electum & nobis datum Principem credimus, & eidem largitori Deo ex ſuis beneficiis non ſimus ingrati; ſed gratiarum actiones illi referentes, oremus quatenus & eum nobis ad ſalutem & defenſionem ſanctæ ſuæ Eccleſiæ, & ad auxilium atque profectum omnium noſtrum cum ſalute ac pace & tranquillitate nobis conſervet diutius & nos fideli devotione illi obſequentes atque optata ſalvatione fruentes ſub illius adminiſtratione in ſuo gubernet ſervitio.

III. Et ſi illi placet, dignum ipſi & neceſſarium nobis eſſe videtur, ut ex ejus ore audiamus quod à Chriſtianiſſimo Rege fideli & unanimi in ſervitio illius populo, unicuique in ſuo ordine, convenit audire ac devota mente ſuſcipere.

Poſt hæc Rex KAROLUS *hæc quæ ſequuntur per ſe in eadem Eccleſia cunctis qui affuerunt denuntiavit.*

QUIA ſicut iſti Venerabiles Epiſcopi unius ex ipſis voce dixerunt, & certis indiciis ex veſtra unanimitate monſtraverunt, & vos acclamaſtis, me Dei electione ad veſtram ſalvationem & profectum atque regimen & gubernationem huc adveniſſe, ſciatis me honorem

ANNO 869. norem & cultum Dei atque sanctarum Ecclesiarum, Domino adjuvante, conservare, & unumquemque vestrum secundum sui ordinis dignitatem & personam juxta meum scire & posse honorare & salvare & honoratum ac salvatum tenere velle, & unicuique in suo ordine secundùm sibi competentes leges tam Ecclesiasticas quàm mundanas legem & justitiam conservare, in hoc ut honor regius & potestas ac debita obedientia atque adjutorium ad regnum mihi à Deo datum continendum & defensandum ab unoquoque vestrum secundùm suum ordinem & dignitatem atque possibilitatem mihi exhibeatur, sicut vestri Antecessores fideliter, justè, & rationabiliter meis Antecessoribus exhibuerunt.

Et post hæc HINCMARUS *Remorum Episcopus hæc quæ sequuntur Capitula, jubente ac postulante* ADVENTIO *ipsius Civitatis Episcopo, ac ceteris Episcopis Trevirorum provinciæ,* ATTONE *scilicet Ecclesiæ Viridunensis Episcopo, &* ARNULFO *Tullensis Civitatis Episcopo,* FRANCONE *Tungrensis Civitatis Episcopo, conhibentibus provinciæ Remorum Episcopis, coram Episcopis & Rege, cunctisque qui adfuerunt in eadem Ecclesia publicè denuntiavit.*

CAP. I. NE alicui fortè videatur incongruè ac præsumptiosè me ac provinciæ nostræ venerabiles Coëpiscopos facere, quoniam de altera provincia ordinationi & causis hujus provinciæ nos immiscemus, sciat nos contrà Canones sacros non agere, quoniam Remensis & Treverensis Ecclesiæ in hac regione Belgica cum sibi commissis Ecclesiis sorores & comprovinciales habentur, sicut auctoritas ecclesiastica & antiquissima demonstrat consuetudo. Ac per hoc unanimi consensu & synodalia judicia exercere, & quæ à sanctis patribus constituta sunt, debent concorditer custodire; hac privilegii conditione servata, ut qui prior de Remensi & Treverensi Episcopo fuerit ordinatus, prior etiam habeatur.

(a) *Deut.* 23. II. Et lex divinitus inspirata præcipit dicens, (a) *Si transieris per messem amici tui colligens spicas, manu confricabis ad manducandum, falcem autem non mittas*, vel *falce non metas.* Messis est populus, ut Dominus monstrat in Evangelio dicens: (b) *Messis quidem est multa, operarii autem pauci. Rogate Dominum messis ut mittat operarios in messem suam.* quia vos pro nobis Episcopis debetis orare, ut vobis digna possimus loqui. Messis autem, amici, est populus in Provincia alteri Metropolitano commissa. Unde vos hortando, quasi manu operis confricando ad Dei voluntatem, & vestram salutem in corpus unitatis Ecclesiæ valemus & debemus trajicere. In parrochianos autem Provinciarum aliis Metropolitanis commissarum falcem judicii non mittemus: quia nec est unde, nec nostrum esse consideramus.

(b) *Matth.* 9.

III. Est & alia causa, quia isti venerabiles Domini & Confratres nostri Provinciæ istius Episcopi, non habentes Metropolitanum Episcopum, exiguitatem nostram sic in suis, sic ut & in specialibus nostris causis, non fraterna caritate jubent & commonent agere. Est ita, Domini fratres? Et responderunt ipsi Episcopi: Ita est.

IV. Præter ea quæ Dominus Episcopus & frater noster Adventius vobis ex sua & ceterorum suorum ac nostrorum fratrum & venerabilium Episcoporum voce dixit, in hoc etiam animadvertere potestis voluntatem Dei esse ut præsens Domnus & Rex noster, qui in parte regni quam hactenus tenet & tenuit, & nobis ac Ecclesiis nostris & populo sibi commisso utiliter præest ac præfuit, & salubriter prodest & profuit, inde ad hunc locum Domino ducente pervenerit (quo etiam vos ejus inspiratione confluxistis & ipsi vos spontè commendastis, cujus instinctu animantia omnia in arcam Noë significantem Ecclesiæ unitatem nullo cogente convenerunt) quia sanctæ memoriæ pater suus Dominus Hludowicus pius Imperator Augustus ex progenie Hludowici Regis Francorum inclyti per beati Remigii Francorum Apostoli catholicam prædicationem cum integra gente converti, & cum tribus Francorum millibus, exceptis parvulis & mulieribus, vigilia sancti Paschæ in Remensi metropoli baptizati, & cœlitus sumpto chrismate, unde adhuc habemus, perunctì & in Regem sacrati, exortus per beatum Arnulfum, à cujus carne idem Hludowicus pius Augustus originem duxit carnis, & à Stephano Papa Romano ante sanctæ Dei genitricis & semper Virginis Mariæ altare Remis in Imperatorem est coronatus, & demum factione quorundam terreno Imperio destitutus, in prædictam regni partem unanimitate Episcoporum & fidelis populi antè sepulchrum sancti Dionysii eximii martyris Ecclesiæ sanctæ est redditus, & in hac domo, ante hoc altare protomartyris Stephani, cujus nomen interpretatum resonat coronatus, per Domini sacerdotes, acclamatione fidelis populi, sicut vidimus qui adfuimus, corona regni est Imperioque restitutus. Et quia, ut in historiis sacris legimus, Reges, quando Regna obtinuerunt, singulorum regnorum sibi diademata imposuerunt, non incongruum videtur istis venerabilibus Episcopis, si vestræ unanimitati placet, ut in obtentum regni, unde vos ad illum spontè convenistis, & ei vos commendastis, sacerdotali ministerio antè altare hoc coronetur, & sacra unctione Domino consecretur. Quod si vobis placet, propriis vocibus consonate. Et in hoc conclamantibus omnibus, dixit idem Episcopus: Agamus ergo unanimiter Deo gratias, decantantes Te Deum laudamus.

ANNO 869.

Et post hæc ab Episcopis cum Benedictione sacerdotali est idem Rex coronatus.

XXIV.

Traité de Paix entre CHARLES le Chauve *Roi de France, &* LOUIS *Roi de Germanie son frére, fait à Aix la Chapelle, le 6. Mars* 870. [AUBERT LE MIRE, *dans son* Codex Donationum Piarum, Cap. XIX. pag. 76. BALUZII Capitul. Reg. Franc. Tom. II. pag. 221 & 222.]

870. 6. Mars. CHARLES ROI DE FRANCE, ET LOUIS ROI DE GERMANIE.

ANNO Incarnationis Domini nostri Jesu Christi DCCCLXX. Indictione tertia, pridie Nonas Martii, anno (a) XXXII. KAROLI glorioſi Regis, Aquisgrani palatio, hæ pactiones inter ipsum & HLUDOVICUM Regem, fratrem ipsius, factæ sunt.

(a) *Le Mire croit qu'il faut lire* 30.

INGELRAMNUS Comes ex parte Karoli Regis.

(b) Sic promitto ex parte Senioris mei: quòd senior meus KAROLUS Rex fratri suo HLUDOVICO Regi talem portionem de regno HLOTHARII Regis consentit habere, qualem aut ipsi justiorem, & plus æqualiorem, aut communes fideles eorum inter se invenerint. Nec eum in ipsa portione, vel in regno, quod antea tenuit, per aliquam fraudem vel surreptionem, decipiet, aut forconsiliabit, si frater suus *Hludovicus* eamdem firmitatem & fidelitatem, quam ex parte senioris mei illi habeo promissam, iste frater suus *Hludovicus* seniori meo ex parte sua, quamdiu vixerit, inviolabiliter servaverit.

(b) Cette convention donna lieu au Traité suivant.

Item LEUTFRIDUS Comes ex parte HLUDOVICI Regis.

Sic promitto ego ex parte senioris mei, quod senior meus HLUDOVICUS Rex fratri suo KAROLO Regi talem portionem de regno HLOTHARII Regis consentit habere, qualem aut ipsi justiorem, aut plus æqualiorem, aut communes fideles eorum inter se invenerint. Nec eum in ipsa portione, vel in regno, quod antea tenuit, per aliquam fraudem vel surreptionem decipiet aut forconsiliabit: si frater suus KAROLUS eandem firmitatem, & fidelitatem, quam ex parte senioris mei habeo promissam, iste frater suus *Karolus* seniori meo ex sua parte, quamdiu vixerit inviolabiliter servaverit.

Hæc eadem tertius *Theodoricus* Comes, ex parte glorioſi Regis *Karoli*, & quartus *Radulfus* Comes ex parte HLUDOVICI prosecuti sunt.

Isti præsentes fuerunt.

LEUTBERTUS Archiepiscopus.
AFRIDUS Episcopus.
ODO Episcopus.
ADALELMUS Comes.
INGELRAMNUS Comes.
LUITFRIDUS Comes.
THEODORICUS Comes.
Item ADELELMUS Comes.

XXV.

Transaction faite le 8. *d'Août de l'Année* 870. *entre* CHARLES le Chauve, *&* LOUIS *le Germanique, pour le partage du Royaume de Lorraine, que* CHARLES *avoit enlevé à l'Empereur* LOUIS, *pendant que cet Empereur étoit occupé contre les Sarasins.* [GOLDASTI Constit. Imp. Tom. III. pag. 288. AUBERT LE MIRE, *dans son* Codex Donationum Piarum, Cap. 20. pag. 20. Vetustissima omnium Exemplaria, *Bellovacense* & *Pithœanum*; apud JO. HENR. BOECLERUM post NITARDI Historiam inter

8. Août. CHARLES LE CHAUVE ET LOUIS LE GERMANIQUE.

ANNO 870.

inter Scriptores ÆNEÆ SILVII Hiſtoriæ FRIDERICI III. Imper ſubjunctas, pag. 109. BALUZII Capitul. Reg. Franc. Tom. II. pag. 221, & 292.]

Anno Incarnationis Dominicæ DCCCLXX (1) Regni KAROLI XXXIII. Indict. III. (a) VI. Id. Aug. fuit hæc diviſio Regni facta (2) in Procaſpide ſuper fluvium Moſam inter glorioſos Reges KAROLUM & HLUDOWICUM.

(a) *Al.* v. Kal. Aug.

Et hæc eſt portio, quam ſibi HLUDOVICUS accepit.

COloniam. Treveris Utrech. Stratsburg. (b) Baſulam. Abbatiam (c) Sueſtre. Berch. Niu Monaſterium. Caſtellum. Indam. Sancti Maximini. Ephterniacum. Horream. Sancti Gangulfi. Faverniacum. Polemniacum. Luxovium. (d) Luteram. Balmam. Offonis Villam. (e) Megeni Monaſterium. Sancti Deodati. * Boſonis Monaſterium. (f) Stivarium. Romerici montem (g) Morbarch.

(b) *Al.* Baſileam.
(c) *Al.* Silveſtre, *vel* Siveſtre.
(d) *Al.* Lauteram.
(e) *Al.* Mejeni.
* *Al.* Bodonis.
(f) *Al.* Stivagium.
(g) Morbachum.

Hic in MS. relictum eſt ſpatium quoddam purum : ſequitur in altera pagina.

SANCTI Gregorii. Mauri Monaſterium. Eboresheim. Homowa. Maſonis Monaſterium. Hombурch. Sancti (h) Stephani † Straſtburch. Erenſtein. Sancti Urſi in Salodoro. ‡ Grandivallem. Altam petram. Juſtinam. Vallem Cluſæ. Caſtellum Carnones. Heribodesheim. Abbatiam de Aquis. Hoenchirche. Auguſtchirche. Comitatum (i) Treſtebant. Batua. Hattuaris. Maſau ſubterior de iſta parte. Item Maſau ſuperior, quod de iſta parte eſt Liugas quod de iſta parte eſt. Diſtrictum Aquenſe. Diſtrictum (k) Tectis. In * Ripuarias Comitatus V. Megenenſium. Bedagowa. † Nitchowa. Sarajichovaia ſubterior. Bleſitchowa. Seline. Albechowa. (l) Suetiſium. Calmontis. Sarachawa ſuperior. ‡ Odormenſe quod Bernhardus habuit. Solocenſe. Baſiniacum. Eliſchowe. Waraſch. Scudingum. Emaus. Baſalchowa. In Eliſatio Comitatus II. De Friſia duas partes. De regno quod Hlotarius habuit, ſuper iſtam diviſionem propter pacis & caritatis cuſtodiam ſuperaddidimus iſtam adjectionem. Civitatem Mettis cum Abbatia S. Petri, & S. Martini, & Comitatu (m) Moslenſi, cum omnibus Villis in eo conſiſtentibus, tam dominicatis quàm & Vaſallorum. De Arduenna ſicut flumen (n) Urta ſurgit inter Bislanc & Tumbas, ac decurrit in Moſam, & ſicut recta via pergit in Bedenſi, ſecundum quod communes fideles noſtri rectius invenerunt, excepto quod de (o) Conduſtro eſt ad partem Orientis trans Urtam, & Abbatias Prumiam & (p) Stabolata, cum omnibus Villis dominicatis & Vaſallorum.

(h) *Al.* Stagni.
† *Al.* in St.
‡ Girandivallem.
(i) *Al.* Testebrant. Baviam. Hattuarias.
(k) *Al.* Trectis.
* Loripuarias.
† *Al.* Nitachowa. Sarachowa.
(l) Suentenium, *Al.* Suntiſium.
‡ *Al.* Odornenſe q. Bernardus habet.
(m) *Al.* Moſſenſi. *Al.* Moſienſi.
(n) *Al.* Urca.
(o) *Al.* Conduſto.
(p) *Al.* Stabolas *vel* Stabolau.

Et hæc eſt portio, quam KAROLUS de eodem Regno ſibi accepit.

LUGDUNUM. Veſontium. Viennam. Tungris. Tullum. Viridunum. Cameracum. Vivarias. (q) Ucetia. Montem Falconis. Sancti Michaëlis. (r) Culdini Monaſterium. Sancta Maria in Biſinciono. Sancti Martini in eodem loco. Sancti Augentii. Sancti Marcelli. Sancti Laurentii. Leudenſi. Sennonem. Abbatiam Mellam. Molbarium. Laubias. Sancti (ſ) Gaugerici. Sancti Salvii. Criſpinno. Foſſas Marilias. Sancti (t) Hunulcurt. Sancti (u) Gervaſii. Maalinas. Ledi. (x) Sumniacum. Antonium. Condatum. Merrebecchi. Ticliviuni. Luitoſa. Calmontis. Sancta Maria in Deonant. Echa. Andana. (y) Waslo. Altum montem. Comitatum Texandrum. In Brachanto Comitatus IIII. Cameracenſium. Hanioum. (z) Lomenſem. In Hasbanio Comitatus IIII. Maſau ſuperior * quod de iſta parte eſt. Liugas quod de iſta parte Moſæ eſt, & pertinet ad (a) Veliatum. Scarponinſe. Viridunenſe. Dulminſe. Arlon. Waurenſe Comitatus duos. Moſminſe. Caſtricium, Condruſt. De Arduenna ſicut flumen Urta ſurgit inter Bislanc & Tumbas ac decurrit ex hac parte in Moſam, & ſicut recta via ex hac parte Occidentis pergit in Budenſi, ſecundum quod miſſi noſtri rectius invenerint. Tullenſe. aliud Odornenſe, quod Tetmarus habuit. Barrenſe. Portenſe. Salmoringum. Lugdunenſe. Viennenſe. Vivarias. (b) Ucetium. De Friſia tertiam partem.

(q) *Al.* Uzorias, *vel* Votzia.
(r) *Al.* Suldum. *Al.* Gildini, *Al.* Guldoi m. Sanctæ Mariæ.
(ſ) *Al.* Gauderici. *Al.* Laudericі.
(t) *Al.* Humulphiurt. *Al.* Humulfurtal.
(u) *Al.* Servatii.
(x) *Al.* Sunivacum.
(y) *Al.* Waslaos. *Al.* Wasloi, & Waslaoi.

(z) *Al.* Lonienſem.
* *Al.* de i. p. Moſæ Maſau ſubteriorem, quantum de i. p. e.
(a) *Al.* Veſſatum.
(b) *Al.* Uceriam.

Cætera pactata deſunt.

XXVI.

ANNO 870.

DONATIO *Abbatiæ de* BERCEDO *cum omnibus pertinentiis per* CAROLOMANNUM *Regem in Bajoaria & in Italia, Epiſcopo Parmenſi* WIBODO *& Eccleſiæ ipſius facta, cum Confirmatione Conceſſionis Curtis Regiæ infra Civitatem Parmenſem aliarumque Donationum eidem Eccleſiæ factarum. Data 5. Idus Maji anno* 872. *Indict.* V. *ad Huotingam Curtem Regiam.* [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra. Tom. II. Tit. *Epiſcop. Parmenſ.* col. 182. prior. Edit. & col. 145. ult. *Venet.* Aº. 1717.] 872. 11. Mai.

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis.

CAROLUS MANNUS divina favente Clementia Rex. Cum nihil boni operis apud æternum pereat Remuneratorem, absque tarditate oportet nos omni tempore agere, quæ digna ſunt tanto Remuneratore; Quoniam ſi temporalia, & momentaneo curſu tranſcuntia Eccleſiis Omnipotentis Dei impendimus, ſempiterna ad me ſive manſura præmia ab eo proculdubio ſuſcipere ſperamus. Igitur, omnium ſanctæ Dei Eccleſiæ fidelium noſtrorumque præſentium ſcilicet, & futurorum ſolertiæ notum fieri volumus, quatenus Wibodus ſanctæ Parmenſis Eccleſiæ Venerabilis Epiſcopus dilectus Fidelis noſter, noſtram per Emardum Fidelem noſtrum deprecatus eſt clementiam, ut pauperculæ Parmenſi ſuæ Eccleſiæ pro amore Dei animæque noſtræ, Parentúmque noſtrorum mercede ſubvenire dignaremur. Cujus petitionibus pietatis noſtræ aures miſericorditer accommodantes, & ejus erga noſtrum obſequium curioſiſſimam Fidelitatem attendentes concedimus, atque donamus ei, & Eccleſiæ ſuæ Abbatiam de Bercedo ſitam in monte Bardone cum omnibus adjacentiis, & pertinentiis ejus in integrum tam in finibus Tusciæ, quámque Longobardiæ cum omni integritate, & ſoliditate ſua jure perpetuo. Inſuper etiam confirmamus & corroboramus, quod ei & Eccleſiæ ſuæ per aliud noſtrum Edictum nuper conceſſum eſt, id eſt Curtem Regiam exſtructam infra Civitatem Parmam cum omni Officio ſuo, ſervis, & ancillis masculini ſexus, & fœminini, ſeu etiam largimur, & perdonamus atque nuper conceſſum confirmamus prædicto Wibodo, & prælibatæ Eccleſiæ ſuæ omne Jus publicum, & teloneum, atque Diſtrictum ejusdem Civitatis, & ambitum murorum in circuitu, nec non & pratum Regis non longè ab ipſa eadem Civitate in integrum ſicut noſtræ publicæ ac Regiæ pertinet poteſtati. Corroboramus, quin potiùs & confirmamus per hujus noſtri Edicti paginam omnes Auctoritates quascunque prædicta Parmenſis Eccleſia in honorem ſanctæ Dei Genitricis ſemperque Virginis Mariæ dicata dignoscitur à tempore omnium Regum Longobardorum & Francorum, Caroli videlicet Magni, Lotharii, & Ludovici piiſſimorum Regum, & Imperatorum noſtrorum ſcilicet prædeceſſorum, usque in præſens tempus præcipientes, ut nullus ſæpe nominatam Parmenſem Eccleſiam de univerſis, quæ inibi ab anteceſſoribus noſtris pia devotione collata ſunt, & de iis quæ noſtra Regalis munificentia illi confert, absque legali judicio expoliare audeat, & idcirco hoc noſtræ donationis, conceſſionis, ſeu confirmationis juſſimus fieri præceptum, per quod prædicto Wibodo Venerabili Episcopo Fideli noſtro, ejusque Succeſſoribus ad partem Eccleſiæ ſuæ prædictam Abbatiam de Bercedo, cum omni, ut jam diximus, integritate ſua, tam quod modo habet, aut in antea Deo propitio per fideles animas adeptura eſt, & præfatam Curtem, quæ Regia dicitur, infra denominatam Civitatem Parmam, & omne jus publicum, & teloneum, & Diſtrictum Civitatis, ſeu &

(1) Le Regne de CHARLES *le chauve*, en qualité de Roi de France, ſe compte en deux manieres; l'une de l'an 833. auquel il fut declaré Roi de *Neuſtrie*, d'*Auſtraſie* & de *Bourgogne*, par l'Empereur LOUIS *le Pieux* ſon Pere; & l'autre, du 20. Juin 840, jour de la mort de ce bon Prince. Sur quoi on peut voir PANVINIUS, *Rom Principum Lib. III. in* Ludovico pio *& in* Carolo jun. *Imperatore.* Cette Date eſt donc abſolument fauſſe, elle ne convient ni à l'une ni à l'autre Epoque. La Pièce eſt tirée de *Goldaſt*, & l'on a mis en marge les differentes leçons qui ſe trouvent à l'egard des Noms propres dans les differentes Copies qu'on a vûes & citées. [DUM.]

(2) On ne ſait pas trop bien quel eſt ce lieu. *Mezerai* ne le nomme point. *Le Mire* ſoupçonne qu'il faudroit lire *Procuſpide* & le prend pour une langue de terre, qui avançoit dans la Meuſe. Ce Traité, ſelon lui, ſe fit dans le Dioceſe de Liége entre Herſtal & un autre lieu qu'il nomme Mailna. Au reſte *Le Mire*, qui a ce même Traité, n'a pas marqué les hiatus qui y ſont, ni les diverſes leçons, comme *Goldaſt*; au lieu de cela, il a expliqué dans le texte la plûpart des lieux dont il eſt parlé dans de Traité. Il a eté impoſſible de ſuivre l'un & l'autre. On s'eſt attaché à celui qui a paru le plus original.

ANNO 872. ambitum murorum in circuitu, & pratum quod Regium nominatur, in integrum concedimus, perdonamus, atque largimur, & de noſtro jure in ejus jus, & Dominium tranſfundimus, ut habeat, teneat, poſſideat atque fruatur perenniter tam ipſe Wibodus Epiſcopus Fidelis noſter, quamque & Succeſſores ejus ad partem Eccleſiæ jam dictæ jure proprietario in æternum omni noſtra noſtrorumque Hæredum, ac prohæredum, & Poſterorum repetitione ſopita atque extincta. Si quis verò, quod minimè credimus, noſtris, vel futuris temporibus contra hoc noſtræ Donationis, Conceſſionis, ſeu Confirmationis præceptum contraire, tollere, aut caſſare tentaverit, ſciat ſe compoſiturum auri optimi libras centum, medietatem Cameræ noſtræ, & medietatem ſupradicto Wibodo, & Succeſſoribus ejus ad partem jam dictæ Eccleſiæ ſuæ, cui violentia illata fuerit: & ut hæc certius credatur, diligentiusque ab omnibus obſervetur, manu propria firmavimus, & annuli noſtri impreſſione juſſimus inſigniri.

Signum D. Regis.

CAROLI *Sereniſſimi*

Data 5. *Idus Maji Anno Dominicæ Incarnationis* 872. *Domini verò* CARLOMANI *Regis in Bajoaria* 4 *& in Italia* 3. *Indictione* 5. *Dat. ad Huotingam Curtem Regiam, in Dei nomine feliciter. Amen.*

XXVII.

877. Fevr. *Confirmatio Electionis* CAROLI Calvi *in Imperatorem, in Concilio Romano* I. *ſub* JOANNE VIII. *Pontifice acta & ſubſcripta. Menſe* (1) *Februario, Indictione* X. *anno Chriſti* 877. [GOLDASTI Conſtit. Imperiales Tom. II. pag. 31. Collectio Regia Conciliorum Tom. XXIV pag. 433. PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom IX. col. 295.]

SERMO DOMINI APOSTOLICI JOANNIS IN SYNODO EPISCOPORUM.

OMNIBUS generationibus, imò cunctis mortalibus liquet, qualiter omnipotens & creator univerſorum Deus in Eccleſiæ ſuæ parte, quæ gemebunda peregrinatur in terris, per generationes & generationes electos ſuos velut in cœlorum ambitu ſidera nova produxerit, ut (*a*) quodammodo in ejusdem Eccleſiæ cœlo fixa, divino lumine radiantia merentium animos illuſtrarent, depulſis tetræ mæſtitiæ tenebris, & diverſarum anguſtiarum diſſipata caligine.

(*a*) MS. miro modo.

Inter quas tantum clariſſimum ſidus diebus noſtris ecce nobis KAROLUM Chriſtianiſſimum Principem ſuperna providentia præſcitum à ſe & præelectum ante Mundi conſtitutionem & prædeſtinatum, non niſi copioſiſſima miſeratione circa noſtram ſalutem mota, ſecundùm placitum ſuum, juxta quod congruum erat, in iſto (*b*) periculoſo tempore, tribuit, nepotem videlicet illius quondam Magni Karoli, qui Rempubl. præliis auxit, victoriis dilatavit, ſapientia decoravit. Qui cùm omnes Eccleſias ſublimaſſet, ſemper hoc ei erat in voto, ſemper in deſiderio, ſicut in Geſtis, quæ de eo ſcripta ſunt, legitur, ut ſanctam Romanam Eccleſiam in antiquum ſtatum & ordinem reformaret. Unde & hanc multis honoribus extulit, multis munificentiis & liberalitatibus ampliavit, adeò ut amiſſas olim Urbes ei reſtituiſſet, & ex Regni quoque ſui parte alias non modicas contuliſſet. Sed pauca dicta ſunt, niſi quæ circa Religionis incrementum geſſit magna & ſublimia, memorentur. Religionis quippe ſtatum inter diverſorum errorum & pravitatum vepres, incultum inventum ſacris litteris erudivit, divina pariter & humana ſcientia perornavit, (*c*) erroribus expurgavit, (*d*) ratis dogmatibus ſaginavit, atque intra breviſſimum tempus ita induſtrio pietatis ſtudio egit, ut novus quodammodo videretur Mundus, magnis luminaribus venuſtatus, & variis vernantibus floribus adornatus.

(*b*) MS. periculorum.

(*c*) MS. erroresque expugnavit, tantis dignitatibus ſag.

(*d*) *Al.* rectis.

Cujus Filius, divæ ſcilicet recordationis Hludovicus, maximus Imperator, Pater hujus à Deo electi Principis, KAROLI ſemper Auguſti, (*e*) Patrium ſolium adeò Religione imitatus eſt, pietate laudabiliter æmulatus eſt, ut & paterna divini cultus vota, & erga Prælatum principalis Eccleſiæ liberalitatis inſignia pius natus æquipararet & roboraret, ſed & uberioribus beneficiis & diſtilibus munificentiis, ut heres gratiſſimus, ampliavit.

(*e*) *Al.* Patrum.

Verum iſte hujus præfulgidus Filius, KAROLUS videlicet, de quo nobis ſermo eſt, Sereniſſimus & tranquilliſſimus Imperator, qui nobis, ut prætulimus, in quos fines ſeculorum devenerunt, quique caliginoſi temporis ex quadam parte tetras ærumnas & miſerias ſuſtinebamus, tanquam ſplendidiſſimum aſtrum ab arce polorum illuxit, non ſolùm monumenta progenitorum bonitatem electæ radicis ferens in ramo, æmuliter æquiparavit; verum etiam omne prorſus (*f*) avitum ſtudium vicit, & univerſum paternum certamen in cauſa Religionis atque Juſticiæ ſuperavit: Eccleſias videlicet Domini diverſis opibus ditans, Sacerdotes ejus honorans, hos ad utramque Philoſophiam informans, illos ad virtutes ſectandas adhortans, viros peritos amplectens, religioſos venerans, inopes recreans, & ad omne bonum penitus ſubſecutus, & omne malum medullitus deteſtatus.

(*f*) MS. habitum.

Quapropter & nos, Kariſſimi Fratres, tot ac tantarum dilectionum ejus atque virtutum audientes inſignia, & laudabilium longè latéque diffuſa morum ejus intuentes indicia, pietatisque illius affectus experti frequentiſſime ac multifariè viscera, non immeritò intelleximus iſtum eſſe proculdubio, qui à Deo conſtituitus eſt ſalvator mundi, multò profectò præſtantiùs ac decentiùs ita vocatus quam Joſeph, qui penè totam terram ſalvavit Ægypti *: Unde ab univerſa ſancta Romana plebe, voce almæ illius Annæ ſanctæ perſonam geſtantis Eccleſiæ ſterilis & fœcundæ, Prophetico quodammodo Spiritu (*g*) temulento cotidie clamabatur; *Dominus dabit imperium Regi ſuo & ſublimabit cornu Chriſti ſui.* Et iterum cum David (*h*) orat, Rege pariter ac Propheta, *Da* inquiens, *poteſtatem* ſive imperium *puero tuo, & ſalvum fac Filium ancillæ tuæ*, ſanctæ videlicet Catholicæ & Apoſtolicæ Eccleſiæ.

* Gen. 41.

(*g*) *Forſ.* temulenta.

(*h*) *Al.* orabat Pſal. 8.

Unde nos tantis indiciis divinitùs incumbentibus luce clariùs agnitis, ſuperni ſecreti conſilium manifeſtè cognovimus: & quia pridem Apoſtolicæ memoriæ deceſſori noſtro Papæ Nicolao id ipſum jam inſpiratione cœleſti revelatum fuiſſe comperimus, elegimus hunc meritò & approbavimus unà cum anniſu & voto omnium Fratrum & Coëpiscoporum noſtrorum, atque aliorum ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Miniſtrorum, amplique Senatus totiusque

——— *Romani Populi gentisque togatæ,*

& ſecundum priscam conſuetudinem, ſolemniter ad Imperii Romani ſceptra proveximus, & Auguſtali nomine decoravimus, ungentes eum Oleo extrinſecus, ut interioris quoque Spiritus Sancti unctionis monſtraremus virtutem, qua unxit eum Dominus Deus ſuus præ conſortibus ſuis, Chriſtum hunc oleo lætitiæ delibutum extrinſecus faciens, & Principem Populi ſui conſtituens, ad imitationem ſcilicet veri Regis Chriſti Filii ſui Domini noſtri; ita ut quod ipſe poſſidet per naturam, iſte conſequeretur per gratiam.

Denique non hic perpetuus Auguſtus ad tanta faſtigia ſe velut improbus intulit, non tanquam importunus fraude aliqua vel prava machinatione, aut inhianti ambitione, ad Imperialem apicem aſpiravit. Abſit. Neque enim ſibi honorem præſumptuoſe adſumpſit ut Imperator fieret, ſed tanquam deſideratus, optatus, poſtulatus à nobis, à Deo vocatus & honorificatus, ad defendendam Religionem & Chriſti (*i*) ubique ſervos tuendos humiliter atque obedienter acceſſit, operaturus & roboraturus in Imperio ſummam pacem & tranquillitatem, & in Eccleſia Dei Juſticiam & exaltationem. Niſi enim nos talem ejus cognoviſſemus intentionem, nunquam animus fieret noſter tam promptus ad ipſius promotionem, & hoc per Sacerdotum (*k*) Dei manus & miniſtrorum ejus officium, ſicut David & Salomon, & nonnulli alii Chriſtiani, quos nimirum non eſſe tangendos Spiritus Sanctus per Pſalmorum Cantica proteſtatur.

(*i*) *Al.* utique.

(*k*) *Vox*, Dei, *abeſt in MSS.* Pſal. 104.

Quapropter, Fratres Kariſſimi, unanimes idipſum ſentientes benedicamus Domino, & totis cordis ac corporis vocibus collaudemus, qui, ſecundùm quod pollicitus eſt, ſpernentes ſprevit, & glorificantem ſe glorificavit, quique hunc tantum nobis talemque contu-

lit,

(1) Le Pere Labbe nomme ici cette Note: *Ita Sigonius atque Sirmondus: Chriſtetius verò p. 13 Hiſtoriæ Tornacenſis in extremum Majum aſſert cujus Menſis die 29. conſignatum eſſe Diploma Adalgerio Eduenſi Ep. datum.* [DUM.]

ANNO 877.

lit, per quem mœrentium consolatio & Paganorum contritio, & Christianorum proculdubiò speretur cita redemptio : summamque Majestatem ejus & pietatem votis continuis obsecremus, ut confirmet hoc in eo, imò & in nobis per eum, quod operatus est in eo à templo (*l*) sancto suo, quod est in superna Hierusalem, Nosque, quod jam in Romana Ecclesia, quæ est magistra, mater & caput Ecclesiarum, auctore (*m*) Domino famulatus nostri ministerio gessimus, preces benedictionis fundentes, & coronam imponentes (*n*) sceptri, & diadema Imperii, etiam hîc in sancta ac generali Fraternitatis nostræ Synodo, ad quam (*o*) Domino duce pro innumeris necessitatibus & utilitatibus sanctæ (*p*) Dei Ecclesiæ convenisse dinoscimur, iteratò cordis affectibus & oris vocibus & manus subscriptionibus roboremus ; nec sint, quod absit, in nobis schismata, quæ Apostolus medullitus execratur, nec animorum alicujus divisionis & diversitatis dissensio.

(*l*) Psalm. 67.
(*m*) MS. Deo.
(*n*) MS. sceptrum.
(*o*) MS. Deo.
(*p*) *Al.* Synodi.

RESPONSIO EPISCOPORUM.

Ecce, Beatissime & Apostolice Domine Papa JOANNES, clariùs videmus mentem apicis vestri gratia Sancti Spiritus illustratam, qui profectò, quos repleverit, ardentes pariter & loquentes facit. Nisi enim ipse cor vestrum irradians tetigisset, nec ad tantæ dilectionis erga nos flagrantiam accenderet, nec ad tot mellifluos & salutares effectus, quibus nos proculdubiò piè & assiduè instruitis, proculdubiò moveretur. Spiritualem autem filium vestrum, Dominum Imperatorem KAROLUM, Christianissimum & mansuetissimum Principem, tanto jure (*q*) cupimus & desideramus Augustalia Romani Sceptri gubernacula inconcussa & inmutilata, imò augmentata & ampliata finetenus retinere, quanto liquidiùs non per hominem neque ab homine sublimatum, & ad tantum culmen potestatis evectum, superna gratia revelante, cognovimus, qui nimirum cordi sacratissimo Apostolatus vestri interius inspiravit, ut non vos priùs eligeret, sed contrà vos eum & eligeretis & diligeretis. Sed nos, ò Domine & Coangelice Papa, vestigia vestra sectantes, & salubria monita recipientes, quem amatis, amamus ; quem dilexistis, diligimus ; quem elegistis, (*r*) eleginus ; & quod in eo, auctore omnium bonorum (*s*) Deo, sive divina benedictione, sive sacra unctione, sive coronæ Imperialis impositione, gessistis, viscerabili affectu sequimur, & celebri laude prosequimur, & digna honorificentia veneramur, atque totius sensûs nostri nisibus ita permanere atque pollere semper optamus. Sed &, si necessitas fortassis exegerit, totis officii nostri conatibus adversus aliter sentientium molimina resistere satagemus. Rom. 13. Cùm enim, secundum Apostolum, non sit potestas nisi à Deo, & hæc præcipuè, quæ tam pio collata est, haud dubium quin (*t*) Dei ordinationi resistat, qui isti ordinationi, quæ nobis ministrantibus cœlitùs facta est, obstinata mente resistit. *Apostolico*, quippe *culmini*, docente sancto Bonifacio Papa, *nemo unquam obices manus intulit, nisi qui de se voluit judicari.* Durum autem est, (*v*) contra stimulum calcitrare, (*x*) vel contra adversos impetus fulminis conari.

(*q*) MS. accipimus.
(*r*) *Al.* eligimus.
(*s*) *Al.* Domino.
(*t*) *Al.* Domini.
(*v*) Actor. 9.
(*x*) *Al.* & adversus impetus. Eccles. 4.

ITEM SUMMUS PONTIFEX.

Quia igitur, Fratres (*y*) Karissimi, inspiratio divina omnium nostrorum corda in unum sensum, & in unum eundemque deliberationis finem direxit, ut scilicet unum sentiamus, & unum dicamus omnes, & non sint in nobis schismata, quæ in præfato piissimo & tranquillissimo Imperatore, spiritali filio nostro KAROLO, auctore (*z*) Domino, sive preces benedictionis super caput ejus infundendo, sive sacræ unctionis oleo celsum ipsius verticem contingendo, sive coronam Imperii conferendo gessimus, sententiæ prolatione, si unanimi generalitati vestræ videtur, & per manuum subscriptionem etiam in præsenti ac venerabili Synodo, sicut jam hortati sumus, iteratò promulgemus & roboremus.

(*y*) MS. Dilectissimi.
(*z*) MS. Deo.

SANCTA SYNODUS RESPONDIT.

Placet & valde placet in omnibus vestra (*a*) sacratissima sectari vestigia, neque fas est ut à culmine Apostolatus vestri in aliquo dissentiamus, quem videlicet ipse Christus Dominus noster omnium nostrûm ad vicem suam in terris esse voluit caput.

(*a*) *Al.* serenissima.

TUNC SURGENS SUMMUS PONTIFEX SENTENTIAM PROTULIT, DICENS:

Piissimi & sereniissimi spiritalis filii nostri KAROLI

magni & pacifici Imperatoris ad Imperialia sceptra electionem & promotionem ante mundi quidem ordinationem divinitùs ordinatam, nuper autem, id est, præterita nona indictione, per ministerium nostræ mediocritatis exhibitam, annuente Domino extunc & hunc & in perpetuum, firmam & stabilem decernimus permansuram. ANNO 877.

RESPONDERUNT OMNES, *placet, placet.*

Item, si quis tantæ rei divinitùs actæ proculdubiò institutionem superbia aut avaritia, vel certè aliquo pessimæ ambitionis instinctu perturbare aut violare temptaverit, cujuscunque sit ordinis, dignitatis aut professionis, tanquam Domini inimicus, & ordinationi ejus tyrannide sæva resistens, & Ecclesiæ Dei hostis, totiusque pacis & Christianitatis dissipator, anathemate usque ad satisfactionem teneatur omni tempore annexus.

RESPONDERUNT, *fiat, fiat.*
ITEM SUMMUS PONTIFEX.

Patratores & incitatores pessimi hujus consilii, qui profectò cum ministri sint Diaboli, sua quærunt non quæ Jesu Christi, & in Imperium subintroducere simultates & discordiam moliuntur, ac (*b*) fraudulentiâ immittere schisma ad confundendam Ecclesiæ unitatem, Regnique congruum statum & ordinem, Reique publicæ utilitatem & tranquillitatem conantur ; si deinceps in talibus inventi fuerint, siquidem Ecclesiastici viri extiterint, tanquam viri schismatici & à capite dissidentes omnimodis deponantur : Laici verò & Monachi perpetuo anathemate feriantur.

(*b*) MS. fraudulentiam.

ET RESPONDERUNT OMNES TERTIO; *fiat, fiat, fiat.*

Subscripsit ergo Dominus Papa, & cum eo Episcopi, qui affuerunt.

XXVIII.

(1) CONVENTIO *quæ inter Glorioſos Reges* HLUDOWICUM *filium* KAROLI *Imperatoris, itemque* HLUDOWICUM *filium* HLUDOWICI *Regis, in loco qui vocatur Furonis Kalendis Novembris, Ipſis & Communibus Fidelibus ipſorum faventibus & conſentientibus, facta eſt Anno Incarnationis Dominicæ* 879. *Indictione* 12. *dicente Rege* HLUDOWICO *filio* KAROLI. [BALUZII Capitularia Regum Francorum Tom. II. ſub anno 879. col. 277, & 278. Contin. AIMOINI de Geſtis Francorum Lib. V. pag. 38. GOLDASTI Conſtitut. Imperiales Tom. III. pag. 293. *avec quelques differences.* FAUCHET, Antiquités & Hiſtoires Gauloiſes & Françoiſes, *en François.*] 879.

SICUT inter patrem meum Karolum, & patrem vestrum Hludowicum regnum Hlotharii divisum fuit, volumus ut ita consistat. Et si aliquis nostrorum fidelium de regno paris sui ex hoc aliquid purprisum habet, jussu nostro illud dimittat.

De regno verò quod Hludowicus Imperator Italiæ habuit, quia necdum ex illo aliqua divisio facta est, quicunque modo illud tenet, ita teneat, donec Domino volente iterum simul venientes, cum communibus fidelibus nostris inveniamus & diffiniamus, quod ex hoc melius & justius nobis visum fuerit.

De regno autem Italiæ, quia modo nulla ratio esse potest, omnes sciant quia partem nostram de illo regno

&

(1) Ce Titre eſt original, & fait partie du Traité. C'en eſt le Preambule. Cependant *Goldaſt* y joint celui-ci : *Receſſus, ſive Decreta Comitiorum Furonienſium, à* LUDOVICO III. *Balbo Imperatore, ſed* II. *Occidentalium, &* LUDOVICO III. *Orientalium Francorum Rege, primùm apud Marſnam* (Al. *Marſuam*) *Kal. Novemb. conventa, dein ad Gundulphi Villam in Purificatione S. Mariæ facta, tandem Furoni confirmata & publicata. Anno Domini* DCCCLXXIX. Mais comme tous les Savans ne conviennent pas, que LOUIS *le Begue* ait été Empereur, & que la queſtion eſt encore indéciſe, on a cru qu'il valoit mieux s'en tenir au Titre ancien de la Piece, qui ne peut guere bien en être ſeparé, en marquant les raiſons qu'on en a eues. On y ajoute, pour plus d'éclairciſſement, que les deux *Louis*, qui traitent ici enſemble, ſont 1. LOUIS dit *le Begue*, Roi des Gaules ou de la France Occidentale, fils de CHARLES *le Chauve* Empereur, & 2. LOUIS *de Germanie* Roi de la France Orientale, fils de *Louis*, auſſi Roi de Germanie. [DUM.]

ANNO 879. & requiſivimus & requirimus, & Domino auxiliante requiremus.

Iſta ſequenti die ſtatuta ſunt.

CAP. I. Ut quia firmitas amicitiæ & conjunctionis noſtræ modò, quibusdam præpedientibus cauſis, eſſe non potuit, utque ad illud placitum, quò ſimul ut conveniamus ſtatutum habemus, talis amicitia inter nos maneat, Domino auxiliante, de Corde puro & Conſcientia bona & fide non ficta ut nemo ſuo pari vitam, regnum, aut fideles ſuos, vel aliquid quod ad ſalutem ſive proſperitatem ac honorem regni pertineat, diſcupiat aut forconſiliet.

II. Ut ſi in cujuscunque noſtrum regno pagani ſive pſeudo-Chriſtiani inſurrexerint, unusquisque veraciter ſuum parem, ubicunque neceſſitas illi fuerit, & ipſe rationabiliter potuerit, aut per ſemet ipſum aut per ſuos fideles & conſilio & auxilio, prout melius potuerit, adjuvet.

III. Ut ſi ego vobis ſuperſtes fuero, filium veſtrum Hludowicum adhuc parvulum & alios filios veſtros quos vobis Dominus donaverit, ut regnum paternum hereditario jure quietè tenere poſſint, & conſilio, & auxilio prout melius potuero, adjuvabo. Si autem vos mihi ſuperſtites fueritis, filios meos Hludowicum & Karlomannum & alios quos divina pietas mihi donare voluerit, ut regnum paternum quietè tenere poſſint, ſimiliter & conſilio & auxilio, prout melius potueritis, adjuvetis.

IV. Ut ſi aliqui ſuſurrones & detractores, & qui paci noſtræ invident, & quietum regnum eſſe non patiuntur, inter nos lites & contentiones & diſcordias ſeminare voluerint, nullus noſtrum hoc recipiat aut libenter acceptet; niſi fortè hoc ad rationem coram nobis utrisque & communibus fidelibus noſtris perducere voluerit. Si verò hoc noluerit, cum nullo noſtrum aliquam ſocietatem habeat; ſed omnes illum ſicut mendacem & falſarium, & inter fratres volentem ſeminare diſcordias, communiter à nobis abjiciamus, ne de cetero quisque talia mendacia auribus noſtris inferre audeat.

V. Ut communiter, prout citiùs potuerimus, Miſſos noſtros ad Carlomannum & Karolum glorioſos Reges dirigamus, qui eos ad placitum, quod VIII. Idus Februarii ſtatutum habemus, invitent & ut nullatenus venire differant obſecrent. Et ſi ſecundùm quod optamus venire voluerint, communiter nos ad Dei voluntatem & ſanctæ Eccleſiæ ſalvationem ac communem honorem noſtrum & profectum ac ſalvamentum totius populi Chriſtiani nobis commiſſi, Domino cooperante, ita conjungamus ut de cetero in eo qui unus eſt, unum ſimus, & unum velimus, & idipſum dicamus, ſecundùm Apoſtolum, & faciamus omnes, & non ſint in nobis ulla ſchiſmata.

VI. Si autem illi obſecratione noſtra vocati & invitati aut Miſſi eorum ad præfatum placitum venire diſtulerint, nos, ſecundùm quod ſtatutum habemus, illuc omninò venire, & nos ſecundùm Dei voluntatem conjungere omnimodis non omittamus, niſi fortè talis inevitabilis neceſſitas evenerit, pro qua id fieri nullatenus poſſit. Et ſi hoc acciderit, ad tempus quisque pari ſuo hoc reſcire faciat; & propterea amicitia noſtra nec minuatur nec immutetur, donec, Domino volente, congruo tempore perfectè confirmetur.

VII. Ut res Eccleſiarum, in cujuscunque Regno caput fuerit, tam de Epiſcopatibus, quàm de Abbatiis, ſinè ulla contradictione Rectores ipſarum Eccleſiarum illas poſſideant. Et ſi aliquid ibi misfactum à quoquam eſt, in cujuscunque regno illæ res conſiſtunt, legaliter exinde juſtitiam reddere faciat.

VIII. Et quia per vagos & in tyrannica conſuetudine inreverentes homines pax & quies regni perturbari ſolet, volumus ut ad quemcunque noſtrum talis venerit ut de his quæ egit rationem & juſtitiam ſubterfugere poſſit; nemo ex nobis illum ad aliud recipiat vel retineat niſi ut ad rectam rationem & debitam emendationem perducatur. Et ſi rationem rectam ſubterfugerit, omnes in commune in cujus regnum venerit, illum perſequamur, donec aut ad rationem perducatur, aut de regno expellatur, vel deleatur.

IX. Volumus, ut hi qui meritò proprietatem illorum in noſtro regno perdiderunt, ità judicentur ſicut temporibus anteceſſorum noſtrorum inventum fuit. Qui verò dicunt ſe injuſtè proprietatem illorum perdidiſſe, veniant in noſtram præſentiam, & ſicut juſtum eſt, ità illis judicetur, & ſua recipiant.

Hoc dicto HLUDOWICUS HLUDOWICI *filius ad ſua rediit; &* HLUDOWICUS KAROLI *filius per Ardnennam veniens anno Incarnationis Dominicæ DCCCLXXIX. in Longlario Nativitatem Domini celebravit.* ANNO 879.

XXIX.

(1) *Epiſtola* HL. *Regis Francorum*, HL. *Galliarum, Aquitaniæ, & Hiſpaniæ Regi de Amicitia, & Pace ſervanda, & ut munera grata habeat.* [Codex Canonum vetus Eccleſiæ Romanæ a FRANC. PITHOEO ad veteres Manuſcriptos reſtitutus. Inter Formulas antiquas Alſaticas. pag. 442. Epiſt. XIV.]

DILECTISSIMO fratri, & unanimo amico glorioſiſſimo Galliarum, Acquitaniæ, & Hiſpaniæ Regi Hludovico cognominis veſtri Hl. Rex Francorum, gratia vobis & pax atque victoria de cœlo vobis ſubminiſtrentur: Obſecro, Frater chariſſime, ſanguis & oſſa mea, pars animæ meæ, nomen meum, ut poſtpoſitis, vel potius exploſis & annullatis ſimultatibus, & inimicitiis, quas inter Patrem veſtrum, & noſtrum cupidi & perverſiſſimi homines ſeminare gaudebant, Chriſtiano & cognato amore, nos invicem diligere & alter alteri domi militiæque fidi & pacati eſſe curemus, ne quiſquam tertius nos tuos, niſi unum, ſe invenire tripudiet: & ita fit, ut nec noſtri de noſtra diſſentione & minoratione glorias & dignitates aucupentur, nec adverſarii & extranei de Regni noſtri defectu & caſu glorientur. Ut autem fœdus inter nos conditum permaneat firmum, mittimus vobis pro arrabone cavallum viribus & velocitate, non ſtatura & carnibus probabilem & ſellam qualem nos inſidere ſolemus, ut nos fortitudine & utilitate, non luxu, & inanitate delectari noveritis. Mittimus etiam cortinam præſtantiſſimam, qua in palatio veſtro, tempore conſilii, pro ſigno dilectionis noſtræ ſuſpenſa, omnia maledicorum ſeminaria contabescant, dum & meam apud vos devotionem hoc munere, & veſtram erga nos affectionem ipſa viderint, & extimuerint oſtentatione. Et ut de vitæ veſtræ diuturnitate nos ſollicitos eſſe noveritis, dirigimus vobis aromata, & unguenta & pigmenta medicabilia, quorum odore, delibatione & ſapore delectati, diu vivere, & nos diligere firmiter & jure debeatis.

XXX.

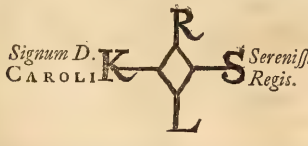
Præceptum CAROLI III. *Regis quo confirmatur Epiſcopo Parmenſi Donatio eidem à* CAROLOMANNO *facta de Abbatia de* BERCETO, *nec non Diſtrictu Parmæ Civitatis cum muro & telonio ad tria milliaria in circuitu. Datum 6. Idus Januarii anno* 880. *Indictione* 13. [FERDIN. UGHELLI, Italia ſacra, Tom. II. Tit. *Parm. Epiſcop.* col. 186. prior. Edit. & 148. ult. *Venet* Ao. 1720.] 880. 8. Janv.

In nomine ſanctæ, & individuæ Trinitatis.

CAROLUS Dei gratia Rex. Noverit omnium ſanctæ Dei Eccleſiæ fidelium noſtrorum ſive præſentium ſcilicet & futurorum induſtria. Quod Wibodus venerabilis ſanctæ Parmenſis Eccleſiæ ſuæ Epiſcopus noſtram adiens clementiam petiit inter cætera, ut qualiter divæ memoriæ Carolus Mannus Rex Germanus noſter conceſſerat omnes res Epiſcopo Parmenſi attinentes, videlicet burgum Sancti Domnini cum ſua pertinentia, Abbatiam de Berceto cum ſua pertinentia, nec non diſtrictum Parmæ Civitatis cum muro & teloneo, inſuper & tria milliaria in circuitu ipſius Civitatis, ita & nos noſtro confirmationis præcepto confirmaremus ſibi & Eccleſiæ ſuæ atque corroboraremus. Cujus precibus annuentes, ac libenter conſentientes, & mala omnia, quæ acciderant ſæpe inter Comites ipſius Comitatus, & Epiſcopos ipſius Eccleſiæ conſiderantes, ut penitus præterita lis, & ſchiſma evelleretur, & ut ipſe Pontifex cum clero ſibi commiſſo pacifice viveret, res, & familias tam cuncti cleri ejuſdem Epiſcopi in quocunque

(1) On a cru devoir joindre cette Lettre au Traité précedent, parce qu'elle en eſt un Preliminaire. Le premier *Louis*, celui qui écrit eſt LOUIS *de Germanie*, fils de *Louis* auſſi Roi de Germanie, & petit-fils de LOUIS *le pieux* Empereur. Le ſecond *Louis*, celui à qui la Lettre eſt ecrite, c'eſt LOUIS *le Begue*, fils aîné de CHARLES *le Chauve* Empereur, & Roi des Gaules. LOUIS *de Germanie* prend ici le Titre de *Rex Francorum*, à cauſe de la France Orientale qu'il poſſedoit; & il donne à LOUIS *le Begue*, celui de *Rex Aquitaniæ & Hiſpaniæ* à cauſe du Languedoc, qui, ayant obei longtems aux Wiſigots Rois d'Espagne, étoit appellé quelquefois Gothie, & quelquefois Espagne. [DUM.]

ANNO 880. quæ Comitatu inventæ fuerint quocunque, & cunctorum hominum infra eandem civitatem habitantium de jure publico in ejusdem Ecclesiæ jus, & dominium, & districtum, & murum ipsius civitatis, & teloneum, & omnem publicam functionem, tam infra civitatem, quam ex omni parte civitatis infra tria milliaria destinata scilicet, atque determinata per fines, & terminos, sicuti sunt loca villarum, cum nominibus defixa castrorum in Oriente scilicet Berecetum casale, Coloretum, & in Meridie Purpurianum, Albari, Vichefuli; in Occidente Vichoferduli, Fabrorium; in Septentrione Bagantiolla casale, Palantani, Terabiano cum omnibus pertinentiis præfatorum locorum integra remota occasione ullius reprensionis, ut habeat Pontifex ejusdem Ecclesiæ, vel missus ipsius potestatem deliberandi, & adjudicandi, seu distringendi, veluti si præsens esset nostri comes palatii, nec non & regias vias, & jari Parmæ, Bagartiæ, Honicæ, Padi & omnium fluminum infra ipsum Comitatum, & Episcopium defluentium insulas, & ripas supradictorum fluminum duodecim pedum juxta aquæ alveum, sive arenam, carnarium, azidium, publica pascua, vias, ingressus publicos in circuitu ipsius civitatis; videlicet in locis Banziano, Monisteriolo, Albereto, frascarium, quod dicitur pecorile, cum aliquantis terris apertis jacentibus inter fines designatos, a mane vallis, quæ dicitur Bosidana; a meridie via, quæ pergit ad ipsa pascua, & terram canonicorum ipsius Ecclesiæ, in sero via publica, quæ dicitur Lavalitulo, à septentrione pertinentia villæ Marturiano aliquantulum terram gerbidam tum frascaria in matricule Summardito, Vicoferduli, Bocitulo, Colliculo jacentes in oriente juxta aquæ ductum, qui pergit ad vicum Ferduli terra de Caruci Mauticis, vel alicubi jacentes infra ipsum Comitatum, & Episcopium; seu etiam insulas, & ripas omnium fluminum cum supradicta mensura infra ipsum Comitatum, & Episcopatum manentium Villa de Albazano cum famulis; terram Budonis, terram Andreæ Talamasti juxta Suspirium, paludem integram juxta pratum regium; seu Burgum Sancti Domnini, atque Abbatia de Berceto cum omnibus suis pertinentiis, & adjacentiis, & omne territorium cultum, & incultum ibidem adjacen. & hominium omne quicquid Reip. pertinet insuper & homines infra eandem civitatem, vel prælibatos fines habitantes ubicunque fuerit eorum hæreditas, seu ad quæstus, seu familia tam infra Comitatum ipsum, quamque in vicinis in comitatibus nullam exinde functionem alicui nostri Regni personæ persolvant, sive placitum, custodiam, nisi primina Ecclesiæ Episcopi, qui pro tempore fuerint, sed habeat ipsius Ecclesiæ Episcopus licentiam distringendi, definiendi, vel deliberandi tamquam nostri comes Palatii omnes res, & familias tam omnium clericorum prædictorum ejusdem Episcopii quamque & omnium habitantium infra prædictam civitatem, nec non & omnium hominum residentium super præfatæ Ecclesiæ terras, sive libellariorum, sive precariorum, seu castellanorum omnia nostræ confirmationis præceptò confirmamus, & corroboramus supradicto Wibodo Parmensi Episcopo, & suæ Ecclesiæ, eo videlicet ordine, ut nullus Marchio, Comes, Vicecomes, Dux, aut aliqua nostri Regni magna, remissaque persona, exinde prædictis rebus, & familiis de omnibus quæ superius leguntur se intromittat, aut aliquam functionem inde recipere aut divestire nullo modo tentet, & ut liceat Episcopo quiete vivere, si acciderit de prædictis rebus, & familiis sine pugna legaliter non posse definire, hujus nostræ confirmationis pagina concedimus ejusdem Episcopi misso vel vice-Domino, ut sit noster missus, & habeat potestatem deliberandi, & definiendi, atque adjudicandi tamquam nostri comes Palatii: insuper etiam concedimus, ut si aliqua navis alicujus castelli Episcopii præsertim per Padum, aut aliquem aquæ ductum feraleam transierit, nullus exinde teloneus exigat aut requirere tentet. Si quis igitur, quod minime credimus, hujus nostræ confirmationis paginam rumpere, & infringere tentaverit, sciat se compositurum auri optimi libras centum, medietatem Cameræ nostræ, & medietatem ipsi Episcopo, qui pro tempore fuerit. Quod ut verius credatur, firmiusque ab omnibus observetur, manu propria roborantes nostro jussimus inferius sigillo muniri.



INQUIRINUS *Notarius ad vicem* LUTUARDI *Archicancellarii recognovit. Data 6. Idus Januarii anno Incarnationis Domini DCCCLXXX. Indictione 13. anno vero Regni Serenissimi Regis* CAROLI *in Francia* IV. *in Italia* I. *In Dei nomine feliciter. Amen.* ANNO 880.

XXXI.

JOANNIS *Papæ* VIII. *Excommunicatio* HUGONIS *Filii Naturalis* LOTHARII *Regis Lotharingiæ, & Emmonis* BERNARDI *Comitis germani.* [Collectio Regia Concilior. Tom. XXIV. pag. 147. inter Epistolas JOANNIS VIII. Papæ. num. 123. PHIL. LABBEI Concilior. Collectio. Tom. IX. pag. 90.] 881 ou 882.

HUGONEM Lotharii regis quondam filium, non legitimum, sed naturalem adulterina copula genitum, qui post præstitum Sacramentum dilecto filio Ludovico regi Francorum mentitus esse videtur, & inquietare pacificum regnum prædicti regis: & Emmonem, Bernardi Comitis germanum, complicem in excessibus, nisi intra dies XXX. ad prædictum Seniorem suum redierint, & ab inquietudine regni resipuerint, omni Christiana Communione privamus. Postmodum si perseveraverint, sciant se anathematis vinculis innodandos. Data &c.

XXXII.

(1) *Constitutio* JOANNIS *Papæ* VIII. *De jure Cardinalium.* [Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXIV. pag. 384. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. IX. pag. 238. BARONII Annales Ecclesiastici. Tom. X. ann. 882. col. 582.] 882.

ITEMQUE ex nostra præsenti Constitutione bis in mense vel eo amplius, vel apud illum vel illum titulum, sive apud illam vel illam diaconiam, sive apud alias quaslibet Ecclesias vos convenire mandamus. Et ad vestram & inferiorum clericorum vitam, & mores, & qualitates, & habitus vestium perscrutandum, & qualiter quilibet præpositi se erga subditos habeant, vel quod subditi suis præpositis non obediant, & ad quæque illicita amputanda; clericorum quoque & laicorum querimonias, quæ ad nostrum judicium pertinent, quantum fieri potest, definiendas. Quippe cum sicut nostram mansuetudinem Moysi, ita & vestram fraternitatem septuaginta Seniorum, qui sub eodem Causarum negotia dijudicabant, vicissitudinem gerere, certum habeamus. Item monasteria abbatibus viduata & abbatum, nostra precedente conscientia, substitutionem his qui sunt inter nos, vel fuerint monasticæ professionis, disponenda committimus.

Propter solicitudinem autem ecclesiarum & clericorum earundem disciplinam, sive laicorum querimonias definiendas, bis in hebdomada ad sacrosanctum palatium, juxta decreta prædecessoris nostri Leonis quarti, vos convenire mandamus.

Item sancimus de Parochiis nostris, quantumque Pontifici competit, Pontificali beneficio vos in perpetuum possidere, & in principalibus ecclesiis juxta primatum vestræ consecrationis vicissim officia divina peragere, & earum oblationibus, salva semper Cardinalium diaconorum prisca consuetudine, æqualiter participare tam propter usum vestrum, quam in ecclesiarum vestrarum luminarum concinnationes.

XXXIII.

Imperatoris CAROLI Crassi *Diploma, Quò Ecclesiam Veronensem ab omnibus tributis atque censibus, nec non à judiciis alienis, cum personis & rebus ad eam spectantibus eximit. Actum Ravennæ* XVI. *Kalend. Martii Indict.* 15. *annò* 882. [FERDIN. UGHELLI Italia sacra, Tom. V. Tit. *Veronens. Episcopi.* col. 628. prior. Edit. & 724. ult. *Venet.* Ao. 1720.] 14. Fevr.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis KAROLUS *divina favente clementia Imperator Augustus.*

SI petitionibus Sacerdotum Dei justis & rationabilibus annuimus, & necessitudines injustas sublevamus: id nobis

(1) L'année de cette Constitution n'étant point marquée, ni dans la Collection Royalle, ni dans celle du Pere *Labbe*, on suit l'arrangement de *Baronius*, qui la place sous l'année 882, la derniere du Pontificat de *Jean* VIII. [DUM.]

ANNO 882. nobis proculdubio ad æternam beatitudinem capessendam pertinere confidimus, quia decet imperiale fastigium sibi subditas partes oppressas pravitate abjecta erigendo, & ad proprium, Deo favente, statum reintegrando, perducere. Quapropter omnium fidelium sanctæ Dei Ecclesiæ, nostrorumque præsentium scilicet, & futurorum comperiat industria: quia venientibus nobis Ravennam ad colloquium spiritualis Patris nostri Domini Johannis videlicet Summi Romani Pontificis, & universalis Papæ; pervenit ad nostram notitiam maxima Venerabilium Episcoporum, & populi proclamatio de plurimis sibi illatis superstitionibus, & injunctis oppressionibus a seculari, & publica potestate; ita ut contempto timore Dei, & abjecta a prædecessoribus nostris interdicta per plebes & ecclesias, seu ecclesiastica prædia, & domos placita teneant, distinctiones in liberos massarios super ecclesiasticas res residentes, & servos, & aldiones faciant, tributa ab eis exigant, census, & donatia, angarias etiam, & operas, & non solum ab eis, sed ab omnibus liberis crimmanis & Ecclesiæ filiis, quod Deo odibile certissime credimus, quia tales violentias apud Christianos non debere fieri non dubitamus. Ideoque omnium fidelium nostrorum, tam reverentissimorum Episcoporum, quamque & illustrium Comitum, reliquorumque fidelium nostrorum freti consilio generali Dei, nostraque Imperiali auctoritate omnes has superstitiones, & importunas violentias funditus ab hodierna die, & deinceps abolendas, & extirpandas radicitus modis omnibus decernimus, statuentes ut in sancta Veronensi Ecclesia, nullus Comes, nullusque Judex, vel quælibet judiciariæ potestatis persona, tam in plebibus, quamque in monasteriis, titulis, aliisque Ecclesiis, vel domibus, seu urbanis, vel rusticis possessionibus ad eam pertinentibus placita tenere, massarios, & colonos liberos, aldiones, vel servos quosque residentes super res ad prædictam sanctam Ecclesiam pertinentes quolibet modo distringere, pignorare, angariare, census & redibitiones, & donaria aliqua exigere quoquomodo præsumat, sed liberos massarios, quos legalis coactio exigit quærere, ad placitum, per patronum, seu advocatum ad placita ducantur, ut legalis definitio legalem contentioni finem imponat. Hæc etiam in omnibus liberis crimmanis præfatæ sanctæ Veronensis Ecclesiæ filiis, & in ejusdem diœcesi commanentibus massariis, & colonis omnimodis jubemus videlicet, ut ab eis nec donaria aut redibitiones, neque pignorationes, vel injustæ districtiones exigantur, sed unusquisque, cum legalis censura exigit, a patrono suo ad placitum deducatur. Ne pignorationis occasio aditum rapinæ deprædationibus in aliquo præstet. Interdicimus etiam nemini licere alienas res præsumptive invadere occasione cartulæ ab eo factæ per vestituram legitimam non habuisse dinoscitur, sed si quis acquisitor extiterit, non ante vendere aliquas res Ecclesiæ, vel cujuspiam liberis hominibus vendere præsumat antequam auctor cartulæ legali, & judiciaria definitione .... cui vult liberam tribuendi habeat facultatem. Hæc vero nostra imperialis institutio, & cunctorum fidelium nostrorum, tam reverendissimorum Episcoporum, quamque & cæterorum fidelium generaliter promulgata, & sancta auctoritas in omnibus parrochiis, comitatibus, & marchis, per totius nostri Imperii fines in toto regno Romanorum, & Longobardorum, & Ducatus Italiæ, Spoleti, & Tusciæ, ut, Deo favente, per infinita tempora proprium robur obtineat, nullique temptatori impune eam contemnere facultas existat. Quam si quis violare præsumpserit, centum libras auri sciat se compositurum agnoscat; medietatem Ecclesiæ, cui violentiam intulerit, & medietatem palatio nostro. Et ut hoc nostræ auctoritatis præceptum firmum, & stabile permaneat propria manu firmavimus, & annulo nostro subter jussimus sigillari.

Signum serenissimi Imperatoris. KAROLI

INQUIRINUS *Notarius ad invicem* LIUTUARDI *Archicapellani recognovit. Data* XVI. *Kal. Mar. anno Incarnationis Domini* 882. *Indict. quintadecima Anno vero Imperii Domini* KAROLI *serenissimi Imperatoris secundo. Actum Ravenna civit. in Dei nomine feliciter Amen.*

XXXIV.

ANNO 885. 13. Mars.

Imperatoris CAROLI III. *vulgò* Crassi *Donatio de Abbatia* Mediana, *Ecclesiæ* Parmensi *Episcopali. Data* 3. *Idus Martii anno Incarnat. Dominicæ* .... [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. *Parmens. Episcopi*, col. 190. prior. Edit. & 150. ult. *Venet.* A°. 1720.]

In nomine Sanctæ, & individuæ Trinitatis.

CAROLUS divina favente Clementia Imperator Augustus. Decet nos omni tempore fidelium sanctæ Dei Ecclesiæ, nostrorumque supplices postulationes piis auribus clementer suscipere, quatenus de fidelibus fidelibus sibi augustalis munificentia efficiat, insuper & ab æterno remuneratore, qui omnibus abundat bonis, ac retributionem æternæ remunerationis percipiat. Quapropter omnibus fidelibus sanctæ Dei Ecclesiæ, nostrisque præsentibus scilicet, & futuris notum fieri volumus, quia Wibodus venerabilis sanctæ Parmensis Ecclesiæ Episcopus fidelis noster per Lutuardum summum Cancellarium nostrum adiit clementiam nostram, ut Abbatiam Monasterii, quod dicitur Mediana, sitam in honorem beati Pauli Apostoli, Doctoris Gentium sibi suæque Ecclesiæ Parmensi jure proprietario cum omnibus adjacentiis, & pertinentiis earum in integrum perpetuis temporibus concederemus; cujus precibus benignitatis nostræ aurem accommodantes, ejusque erga nos devotissimam fidelitatem intendentes, jussimus sanctæque Parmensis Ecclesiæ in honorem sanctæ Dei Genitricis semperque Virginis Mariæ dedicatæ, hoc Imperialis nostræ auctoritatis conscribi præceptum, per quod concedimus, & donamus, atque largimur prælibatam Abbatiam Medianam in honorem Beati Pauli dedicatam cum omnibus adjacentiis, & pertinentiis suis, curtibus, capellis, & ædificiis eorum, terris, campis, pratis, vineis, sylvis, servis, & ancillis utriusque sexus, mobilibus & immobilibus cum omni integritate eorum, cum universis, quæ dici, aut nominari possunt, ad prædictam Abbatiam pertinentibus, nostra Imperiali concessione, ut habeat, teneat, fruatur perenniter tam ille, quam & successores ejus ad partem sæpe nominatæ suæ Ecclesiæ, faciantque exinde quidquid secundum æternum arbitrium melius eis placuerit. Quicumque vero contra hanc nostram donationem, concessionem, seu largitionem ire, agere, causari, vel de potestate prædictæ Parmensis Ecclesiæ subtrahere quæsiverit, centum libras auri optimi cogatur persolvere, medietatem Palatio nostro, & medietatem præfato Wibodo Episcopo, suisque successoribus ad partem prædictæ Parmensis Ecclesiæ, quibus violentia illata fuerit, & ut hæc nostræ donationis, concessionis, largitionis auctoritas præsentibus, futurisque temporibus plenissimum vigorem obtineat, & verius credatur, diligentiusque observetur, manu propria subter firmavimus, & bulla nostra insigniri jussimus.

Signum Domini CAROLI *Imperatoris Augusti.*

INQUIRINUS *Notarius ad vicem* LIUTUARDI *Archicancellarii recognovi.*

Data 3. *Idus Martii anno incarnationis Dominicæ....*

Actum Ticino Palatio.

In Dei nomine feliciter. Amen.

XXXV.

(1) *Præceptum* CAROLI Crassi *Regis & Imperatoris quo Ecclesiæ Cabilonensi Canonica Episcoporum suorum Electio concessa est.* [PHIL. LABBEI Collectio Conciliorum, Tom. IX. col. 378.] 888.

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis, CAROLUS *divina favente clementia Imperator Augustus.*

SI ea, quæ divinis conveniunt auctoritatibus præcepto nostræ altitudinis confirmamus, supernam ob id gratiam promereri nullo modo dubitamus. Quocirca omnibus sanctæ Ecclesiæ fidelibus & nostris, præsentibus & futuris, notum esse volumus, quod venerabilis Agilmarus Arvernorum Præsul, adiens genua serenitatis nostræ innotuit, quoniam Girboldus Cabilonensis Ecclesiæ venerabilis Antistes, & reverendus, infirmitate

(1) C'est le Pere *Labbe*, qui range cette Pièce *circa finem anni* 888. & qui nous avertit que le Pere *Sirmond* la donne sous l'année 885. [DUM.]

ANNO 888. tate jam simulque senio confectus, non modicum metu sui obitus Civibus & Filiis Ecclesiæ suæ inferret dolorem. Itaque nostram humiliter deprecatus est Dominationem, ut præfatæ Ecclesiæ Canonicam electionem concedere deberemus. Placuit ergo nobis saluberrimæ acquiescere postulationi. Decernimus igitur, & pro Dei amore hoc eidem concedimus, ut obeunte Pastore proprio, omni deinceps tempore Canonicam habeat electionem. Hoc denique, quod divino amore concessimus, nostro Imperiali præcepto confirmavimus, & annulo nostro insigniri jussimus.

Signum CAROLI *Serenissimi Augusti.*

SALOMON Notarius ad vicem LIUTVARDI Archicancellarii recognovi, & subsignavi. Datum pridie Idus Junii anno ab incarnatione Domini DCCC LXXXV. anno verò Regni Domini Caroli Imperatoris VIII. Imperii vero V. Actum apud Gundolfi Villam in Dei nomine feliciter. Amen.

XXXVI.

890. *Decretum Concilii Valentini quo, hortatu* STEPHANI V. *Papæ*, LUDOVICUS, BOSONIS *Regis Filius, in Regem per Episcopos Proceresque Regni Arelatensis eligitur. Actum Valentiæ anno Christi* 890. STEPHANI *Papæ* V. *anno* 5. ODONIS *Regis anno* III. *Indictione* VIII. [PHIL. LABBEI Collectio Conciliorum. Tom. IX. col. 424.]

ANNO Incarnationis Dominicæ DCCCXC. Indictione VIII. religiosus, atque satis Venerabilis Bernoinus, sacræ Sedis Viennensis Archiepiscopus, pro quibusdam Ecclesiæ suæ sive generalibus totius Regni necessitatibus, Sedem adiens Apostolicam, consultu ipsius Domni Apostolici, cui cura & sollicitudo instat omnium Ecclesiarum, digno quoque suo relatu de perturbatione hujus Regni retulit, quomodo, post gloriosissimi Caroli Imperatoris obitum, aliquandiu sine Rege, & Principe existens, valde undique afflictaretur non modo à propriis Incolis quos nulla dominationis virga coercebat, sed etiam à Paganis, & quoniam ex una parte Northmani cuncta penitus devastantes insistebant, ex alia vero Saraceni Provinciam depopulantes Terram in solitudinem redigebant. His & aliis hujusmodi causis ab eo auditis, reverendus Dominus Stephanus Apostolicus ad lacrymas usque compunctus tam verbis quàm scriptis generaliter ad omnes Galliarum Cizalpinarum tam Archiepiscopos, quàm & reliquos Venerabiles Antistites directis, suo sanctissimo commonuit hortatu, ut unanimes atque concordes omnes in Ludovico, nepote quondam Ludovici gloriosissimi Imperatoris, consentientes, hunc super Populum Dei Regem constituerent. Cùm igitur diligenter comperissemus, quod assensus Sanctæ Catholicæ, & Apostolicæ Matris nostræ huic faveret electioni, simul convenimus in Civitatem Valentiam, Domnus scilicet Aurelianus Lugdunensis Sedis Archiepiscopus, nec non & Domnus Rostagnus Urbis Arelatensis Archiepiscopus, Venerabilis quoque Arnaldus Ebrodunensis Archiepiscopus, ipse quoque Domnus Bernoinus Viennensis Archiepiscopus cujus relatu voluntatem Domni Apostolici venerabiliter accepimus, cum aliis compluribus Coepiscopis tractaturi, atque secundùm Dei voluntatem quæsituri exploravimus, si hunc digne, & rationabiliter secundum monita Domni Apostolici cujus scripta præ manibus habebantur super nos Regem constituere deberemus. Assensus itaquè in eo omnium fuit, ut nullus melius Rex fieri debuisset, quàm ille, qui ex prosapia Imperiali prodiens, bonæ puer indolis jam coadolescebat. Cujus etsi ætas idonea ad reprimendam Barbarorum lævitiam minus sufficere videretur: tamen nobilium Principum istius Regni, quorum non parvus est numerus, consilio, & fortitudine, Deo juvante, comprimerentur; maxime inclyti Richardi Ducis eximiique Principis fulta juvamine, quin etiam Dominæ Hirmengardis gloriosissimæ Reginæ. Utilitas Regni insita sibi acutissima, atque profundissima à Deo prudentia adjuncta sibi supradictorum Episcoporum digno hortatu, procerumque totius Regni consilio, secundum Dei timorem decentissimè administrabitur. Denique freti, & tanta sublevati fiducia, per Dei, ut credimus, voluntatem, supradictum Ludovicum excellentissimi Bosonis Regis Filium elegimus, atque in Regem ungendum decrevimus, judicantes illum ad hoc dignum, cui præstantissimus Carolus Imperator jam Regiam concesserat dignitatem, & Arnulphus, qui Successor ejus existit, per suum sceptrum perque suos sagaciissimos Legatos, Reoculfum videlicet Episcopum, & Bertaldum Comitem, fautor Regni, auctorque in omnibus esse comprobatur. Hac tanta talique fulti auctoritatis licentia, communi omnes in jam dictam Civitatem advenientes consensu, hanc Regium fieri decrevimus conscriptionem manibusque insuper propriis ratam perennibusque eam temporibus felicem vigere præoptantes, roboravimus singulique subscripsimus. ANNO 890.

XXXVII.

Recessus Imperialis ab Imperatore CAROLO Crasso *cum consensu tam spiritualium quem secularium Principum ordinatus, super Expeditione Romana per Romanorum Imperatores vel Reges, pro Corona suscipienda, aut aliqua Regni utilitate vel honore instituenda. Actum in Comitiis Wormatiæ die* IIX. *Idus Junii Anno* DCCCXC. 6. Juin. [CHRISTOPHORI LEHMANNI Chronicon Spirense. Lib. II. Cap. 42. pag. 152. col. a. *où la Date est mise par erreur sous l'an* 790. GOLDASTI Constit. Imper. Tom. I. pag. 207.]

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis.

CAROLUS Divina favente gratia Rex Francorum & Romanorum. Si Prædecessorum nostrorum morem sequimur, non solum præsentibus, sed & succedentibus subvenire nitimur. Hac de causa universorum cognoscat experientia, qualiter dum pro nostra consecratione, coronæ perceptione proficiscendi tempus ad Apostolicam Sedem instaret, quum cum multis Principibus annum Wormatiæ transegimus, ibique omnem Reipublicæ statum utilem & honestum confirmare, nocivum atque contrarium radicitus extirpare decrevimus. Interim dum hæc agerentur, casu contigit, Principes cum militibus de Romana expeditione, quæ tunc instabat, acerbe contendere, constringentes eos multo plures Halspergas de beneficiis suis sibi ducere, quam illi fatentur se posse, vel jure debere. Sed quando hoc non ab aliquo Antecessorum nostrorum terminatum fuerit, duximus dignum, ut eorum altercationi finem commodum imponeremus, atque decretam & certam aliquam legem super omni Romana expeditione concederemus. Statuimus ergo & decrevimus, cum consensu tam spiritualium quam secularium Principum, ibidem nobiscum assidentium, quando pro Corona nostra vel aliqua Regni utilitate aut honore, Romana expeditio à nobis, vel à Successoribus nostris præparetur, ad omnium nobiscum euntium præparationem annus cum sex hebdomatibus pro induciis detur, & per totum taliter Regnum fidelibus nostris indicetur; Cuicunque autem secundum hanc legem eadem expeditio imperetur, & ad Curiam Gallorum, hoc est, in campum, qui vulgo Rungalle dicitur, Dominum suum non comitetur, & ibi cum militari apparatu non repræsentetur; feodo (præter hos qui cum gratia Dominorum suorum remanserunt,) in conspectu nostro absque spe recuperationis privetur; qui autem per Dominum, sive liberi, sive famuli, Dominis suis adhæserint, quot decem mansos in Beneficio possideant, tot brunias cum duobus scutariis singulas marcas accipiant: Et sic eundo & redeundo cum hoc stipendio, sine omni Dominorum damno vel expensa, nisi quantum ipsis Dominis placuerit, fideliter serviant. Si autem fortè (quod absit) accidat, ut iidem Milites diversos Dominos propter diversa beneficia acquirant, ne aliquod beneficium indebitum vel sine servitio remaneat, singuli singula debita singulis Dominis persolvant: videlicet quantum ab ipsis, si irent, accepturi erant, tantum se daturos cognoscant: vel in præfato loco (ut dictum est) feodum amittant: sed stipendia, nisi voluntate Dominorum, non prætermittant. Similiter de Ecclesiarum Filiis vel Domesticis, id est, Ministerialibus vel quorumcunque Principum clientela, qui quotidie ad serviendum parati esse debent, statuimus, ut quicunque quinque mansos in Beneficio possident, Domino suo, ad quem pertinent, bruniam cum uno scutario ducant. Et hoc in arbitrio Dominorum pendeat, quos ducant, à quibus stipendia accipiant, quibus Halspergas concedant. Ipsis & ad itineris præparationem quinque libræ suæ monetæ in stipendium tribuantur, & duo equi, unus currens, alter ambulans, addatur, ac duobus Sociis foumariis

ANNO 890. mariis Victualibus bene oneratus committatur, qui ab ipſis ad opus Dominorum diligenter cuſtodiatur. Ipſi quoque in Dominorum tam diu vivant procuratione, quam diu in incepta vadant expeditione : Et quicquid à rebellibus Regni pugnando acquiſierint, partes duas ad Dominos deferant, tertiam ſibi pro conſolatione retineant. Quos autem non poſſunt Domini, ad ipſos reportant tertiam partem acquiſiti ſui. Singuli verò Principes ſuos habeant Officionarios ſpeciales, Marſalcum, Dapiferum, Pincernam & Kamerarium: Qui quatuor quanto plus ſunt laboraturi, tanto plus in ſtipendio in veſtitu, in equitatu, præ cæteris ſunt honorandi ſcilicet, & unicuique iſtorum decem libræ cum tribus equis tribuantur: quartus Marſalco addatur: quorum unum ad præcurrendum, alterum ad pugnandum, tertium ad ſpatiandum, quartum ad loricam portandum. Iſti verò tales remanere cupientes, ſi apud Dominos impetrare valeant, quot manſos poſſideant, ... monetæ, vel totum fructum feodi in illo anno pro ſtipendio perſolvant. Ut autem noſtrum Imperium ab omnibus habeat ſupplementum, hoc conſtituimus, & firmiter præcipimus, ut ſinguli Buringi decem cum duodecim funibus de canapo ſolidos Dominis ſuis impendant, & inſuper ſoumarium cum capiſtro concedant, quem ſi Domini voluerint, ipſi ad primam navalem aquam usque perducant. Manſionarius quinque ſolidos: Abſarius triginta Denarios; Bunaiarius quindecim; quorumlibet larium Poſſeſſores ſex ſuppleant. Et ut hæc noſtri Decreti authoritas inviolabilem & incorruptam in Dei nomine apud omnes Succeſſores noſtros obtineat emunitatem, cunctis Principibus, qui aderant, aſtipulantibus, manu propria ſubter eam roborare decrevimus, & annuli noſtri Signo affignari juſſimus. Signum Caroli glorioſiſſimi Regis, Hernuſtus Notarius ad vicem Lutwardi Cancellarii recognovi. Data IIX. Idus Junii, Anno ab Incarnatione Domini N. J. X. DCCCXC Regni autem ejus XXII. ante conſecrationem. Actum Wormatiæ feliciter Amen.

XXXVIII.

891. Mai. *Inſtrumentum Concambii quorumdam Bonorum, inter* ADOLPHUM *Comitem in Aprutio, &* JOHANNEM *Epiſcopum Sedis Sanctæ Eccleſiæ Aprutinenſis. Actum anno primo* GUIDONIS *Imperii in Italia. Indictione vero nona.* [FERD. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. in Append. col. 1475. prior. Edit. & Tom. I. col. 344. ult. *Venet.* Ao. 1717.]

In nomine Domini, & Dei noſtri Jeſu Chriſti.

GUIDO gratia Dei Adelberto ordinante providentia Imperator Auguſtus Imperii ejus in Dei nomine in Italia primo, menſe Madius per Indictione nona. Ideo conſtat me Adelbertum Comitem de Aprutio, Filium quondam Joduini, propria mea bona voluntate concambiaſſe, atque concambiavimus tecum Johanne Venerabilis Sedis ſanctæ Eccleſiæ Aprutinenſis Epiſcopo, vel in ipſo veſtro Epiſcopio id eſt de re mea, quæ mihi obvenit de meo conquiſito in Aprutio in caſali, quod nominatur Fonte coperta in omnibus qualiter mihi obvenit a Sigelberga ancilla Dei relicta, quod totam per ſolitam cartulæ ſanctæ ſuam legem de illa ſua tertia portione, quæ eſt ad locum ubi dicitur Fauniano, quod eſt inter Terram Alberge permanſura in una petia in curte de Terra Modiorum decem, & ſeptem, cum Caſis, Terris, & Vineis, cum Pomis, & Arboribus, & cum omnia ſuper ſe habentes, quæ eſt a Capo fine via pede usque in flumine Veczola de duabus partibus fine Terra Adelberge, & in alia petia ibidem in ipſo Caſale Terra Silva Modiorum XX. qui eſt a capo exhab. uno latere conjuncta cum Terra Sanctæ Mariæ, de alio latere fine Terra, & Silva Sanctæ Mariæ da pede fine illa Beczola, & in alia petia in ipſo ſuperſcripto Caſale Terra Modiorum quatuor, & ſemodiale de duo latere fine Terra Adelberge da Capo fine via de pede fine illa ripa, & in alia petia Terra Modiorum, quæ eſt ex omni parte fine Terra Adelberge, & in alia petia ibidem in ipſo ſuperſcripto Caſale Terra Silva Modiorum VII, & Semodiale quæ eſt a Capo, & pede fine via de duabus partibus fine Terra Adelberge, quæ eſt in alia petia Terra Modiorum IV. da uno latere conjuncta cum Terra Sanctæ Mariæ de tribus partibus fine Terra Adelberge, & in alia petia in ipſo Caſale Terra Modiorum XXX. de duabus partibus fine Terra Adelberge. & de alio latere fine illo limite, & fine via, quæ eſt in alia petia in curte Terra Modiorum VI. cum Caſa, & Vinea, Pomis, & Arboribus, & cum omnia ſuper ſe habentes, quæ eſt a Capo fine via, & pede fine ripa de duabus partibus Terra Adelberge, & in alia petia ſuper via Terra modio uno, quæ eſt a pede fine via de tribus partibus Terra Adelberge, & in alia petia Terra Modiorum quatuor de Capo fine via pede fine ripa de duabus partibus Terra Adelberge, & in alio Caſale, quod nominatur Scapriano Terra modio uno, quæ eſt ab uno latere fine Terra Adelberge da pede fine Terra per te fuſiquia & in alio Caſale, quod nominatur Sacrimano Terra Modio unam de tribus partibus fine Terra Aimeradi & in alio Caſale, quod nominatur Perromano Terra Modio uno, quæ eſt ex omnibus partibus Terra Adelberge, quia in alio Caſale in Cerreto maxima Terra Modiorum quatuor da Capo de la Olibola conjuncta cum Terra Sanctæ Mariæ ab uno latere, & à Capo fine illa ripa da pede fine illo rivo iſta ſuprafcripta res cum omnia ſupra ſe habente, ſic ego Adelbertus Comes concambiavi tibi Johanni Episcopo, vel in ipſo veſtro Episcopio, & ad proprietatem Episcopi jure, & unde recepit ego Adelbertus da te Domino Johanne Episcopo, in cambio de rebus proprietatis Episcopii veſtri per conſenſum de Primatis Sacerdotibus de ipſo veſtro Episcopio in Caſale, quod nominatur Caſule, in una petia Modiorum VI. & feſtaria IV. quæ eſt a Capo fine via duo partibus conjuncta cum Terra mea, & in alia petia Terra Modiorum quatuor de tribus partibus conjuncta cum terra mea da pede limite, & in alia petia Terra Modiorum XIV. quæ eſt a Capo fine via pede fine illo rigo, & in alio latere fine Terra de curte tua de Scapriano, & in alio Caſale, quod nominatur Ceſenano, in una petia Terra Modiorum VI. & feſtaria VIII. da uno latere fine Terra Teutoni, de alio latere fine Terra Sancti Petri da pede fine via, & in Caſale nomine Ancariano terra Modiorum duo, & feſtaria quatuor, quæ eſt a Capo, & ab uno latere fine via dab alio latere, & a pede terra Candoni, & in alio Caſale, quod nominatur Optalano in una petia Terra Modiorum XIX. qui eſt a Capo fine via ab uno latere Sancti Petri de ab alio latere Candoni da pede Evardi, & in alia petia in ipſo Caſale Terra Modiorum ſex, quæ eſt a Capo fine via de tribus partibus fine Terra Sancti Petri, & in alia petia in ipſo Caſale Terra Modiorum XII. ab uno latere, & pede fine via, & ab alio latere Sancti Petri, & Capo fine Terra Gualteri, & in aliæ duæ petiæ terra Modiorum quinque da Capo, & ab uno latere fine via, & pede Gauprandi, & de alio latere Sancti Petri, & in alia petia Terra Modiorum decem de duabus partibus Terra Sancti Petri da capo fine via da pede fine fluvium infra ſuprafcripta res cum Caſis, Terris, & Vineis cum Pomis, & Arboribus, & cum omnia ſuper ſe habente: ſic ego Adelbertus recepi a te Domino Johanne Episcopo in concambio per conſenſum de primatis Sacerdotibus ad meam proprietatem, & eſt in meum congruum, quod apud me deſignat; etiam habere in iſto ſuprafcripto concambio fui miſſus de pars rei aperto Sclabet de pars Pontifici Pet. Archidiaconus, & vice-Dominus, & tres boni homines, quorum fides admittitur. Nomina eorum Lupo, & Grimaldo, & Aldo, qui interfuerunt, & in omnibus eorum compoſuit ut plus, & melioratam rem recipere ad pars Epiſcopii, quam illa quod ego recepi. Et hoc repromitto ego q. S. Adelbertus tibi Johanni Episcopo, ut ſi ego, vel meis Hæredibus tibi, aut tuis Succeſſoribus aliqua cauſatione mittere præſumpſerimus de ſuprafcripta re, quæ ego tibi, vel in ipſo Episcopio veſtro concambiavi, aut a quolibet homine defendere, & anteſtare enim potuerimus talia tale res dupla, & meliorata ego Adelbertus, vel meis Hæredibus tibi Johanni Episcopo, vel tuis Succeſſoribus ſimus compoſiturus in ipſi manus Caſali, unde hac cartula concambiationis a me Adelbertus.

ANNO 891.

✠ *Ego* ADELBERTUS *Comes in hoc cambio à me facta manum meam ſubſcripſi.*

✠ *Ego* PERTO SCLABINO *eo miſto in hac concambiatione interfui, & manus meas ſubſcripſi.*

✠ *Ego* LUPO *in hac cambiatione interfui, & manus meas ſubſcripſi.*

✠ *Ego* GRIMALDUS *in hac cambiatione interfui & manus meas ſubſcripſi.*

✠ *Ego* ALDO *in hac cambiatione interfui, & manus meas ſubſcripſi.*

✠ *Ego* ATTO *rog. ab* ADELBERTO *manus meas ſubſcripſi.*

✠ *Ego* BENEDICTUS *rog. ab* ADELBERTO *manus meas ſubſcripſi.*

XXXIX.

ANNO 894. 3. Mai.

XXXIX.

Inſtrumentum Concambii quorumdam Bonorum inter ADELBERTUM *Comitem in Aprutio, &* JOANNEM *Epiſcopum Sedis Sanctæ Eccleſiæ Aprutinenſis. Actum anno quarto* GUIDONIS *Cæſaris Imperii die 3. Maji, Indictione 12.* [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. in Append. col. 1478. prior. Edit. *Rom.* & Tom. I. col. 345. ult. *Venet.* A°. 1717.]

In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti.

GUIDO, grandi divina ordinante providentia, Imperator Auguſtus anno Imperii ejus, Deo propitio, quarto, ſed regnante Lamberto Filio ejus Imperatore vero tertio, ſed a tertia die Menſe Maji per indictione duodecima. Ideoque ego Adelbertus Comes de Aprutio filius quondam Lodoym, cumcambiavimus, atque cumcambiaſſe tecum Johanne Epiſcopo Sedis S. Aprutienſis Epiſcopi. Itaque cumcambiavi tecum de res mea in Aprutienſis territorio in Caſali, quod nominatur Campi, qui eſt permanſura in una petia in uno tenente, terra modiorum mille nongenti triginta cum ſylva, & omnia ſuper ſe habente tecum Johannes Epiſcopus cumcambiavi ad proprietatem ad pars Epiſcopii veſtri; & dedit tibi Domino Johanni Epiſcopo in concambium ibidem in Campi conjuncta cum ipſa ſuperſcripta res terra permanſura modiorum centum ſeptuaginta cum omnia ſuper ſe habente pro ipſa Eccleſia, quæ ædificata eſt in honore Sancti Petri, quæ ſita eſt in Caſale, quod nominatur Tociano, & eſt conjuncta iſta mea res de uno lato fine rigo, de alio lato fine fluvio Comano, & de alio lato fine rigo de capo fine Ismite. Iſta omnia ſuprafcripta res, quod ſuper continet faciunt inſimul terra modiorum duo millia centum cumcambiavit tecum Dominus Johannes Epiſcopus ad pars Epiſcopii veſtri pro ipſa res, quam Dominus Johannes Epiſcopus mihi in cambio dediſti, in Caſale nomine Tocciano, qui eſt permanſura terra modiorum quingenti, & duodecim, quæ eſt conjuncta a capo via de uno latere terra mea Adelberti Comes, & de alio lato fluvio Trutino, in alia petia terra modiorum duodecim, quæ eſt conjuncta cum mea terra, & duo petiæ terra modiorum decem, & ſeptem conjuncta cum mea terra, qui eſt tres petiæ terra permanſura modiorum ſes, & ſeſſaria quatuor, qui eſt conjuncta cum mea terra, & tres petiæ permanſura modiorum tres, & ſeſſaria quatuor, quæ eſt conjuncta cum terra mea in Fredi, iterum in alia petia in ſuprafcripta terra modiorum duocenti, & ſexaginta cum ipſa Eccleſia, quæ vocabatur Sancti Petri, cum cellis, & cum omnia ſuper ſe habentem, quæ eſt conjuncta de pede via de lato fine terra mea, & in alia petia terræ modiorum decem, quæ eſt conjuncta de duobus partibus via, & in alia petia terra modio unum, & ſeſtaria decem, quæ eſt conjuncta fine terræ de Senaldi iſta mea res, quæ eſt in Caſale nomine Tacciano dictum Dominus Johannes Epiſcopus in eodem cambio recepit pro ipſis rebus, quæ tibi ad op. Episcopio veſtro, quæ in cambio dedit recepit a te Domino Johanne Epiſcopo in ipſo cambio in Caſale nomine Coramano, in ſex petiis cum omnia ſuper ſe habente terra permanſura modiorum ſeptoaginta duo, & ſeſtaria quatuor, quæ eſt conjuncta cum terra mea, quæ mihi de toto ejus ſodicitio, & longem per cartulæ obvenit, & recepit a te in eundem cambium in Caſale Sardenaria, & in Caſale Maffiano terra modiorum ſex, & ſeſtaria ſeptem in ſex petiis cum omnia ſuper ſe habente, conjuncta eſt cum mea terra, & de Monaſterio Sanctæ Mariæ, iterum & in alio Caſale, quod nominatur Arelliano in tres petias modio uno, & ſeſtaria una conjuncta cum mea terra Adelberti Comes, quia & in Caſale nomine Lippidio in tres petias terræ modiorum novem, quæ eſt conjuncta cum mea terra, ſed recepi ego in eodem cambio in alio Caſale, quod nominatur Serriano terra modiorum quatuor in duas petias conjuncta cum mea terra, & in Caſale Peſeniano in due petiæ terra permanſura modiorum quadraginta quinque, & ſeſtaria ſex cum caſa, & vinea, omnia ſuper ſe habente, quæ eſt conjuncta ipſa terra de duas pars fine terra ſancti Petri, de alias pars foſſato de pede rivo, & recepi ego Adelbertus Comes in eodem cambio a te Domino Johanne Episcopo ſuptu Ceſenana in loco, qui dicitur Arelliano una petia de terra modiorum ſeptuaginta, & duo, cum ſylva, & omnia ſuper ſe habente, quæ eſt conjuncta a capo via pede rivo, & de alia pars terra Luponi, & de conſorti ſui, quod recepit in eodem cambio a te Dom. Johannes Episcopus de res Episcopii veſtri in una petia terra quadringenti cum ſylva, & omnia infra ſe habente, quæ eſt conjuncta de uno lato fine terra mea de Coperiano, & terra in Borge, & de alio lato ſimiliter, & mea & Ramborge de capo, fine terra Sancti Stephani, & in alia petia ibidem ſubtu Eccleſia Sancti Stephani, qui eſt da Boria in una petia terræ modiorum duocenti cum ſylva, & cum omnia ſuper ſe habente, quæ eſt conjuncta, & da capo fine terra Sancti Stephani de pede Iſoni Gaſtaldo de duos latere fine terra Ramborge, & Teutoni, & recepi a ſe in eodem cambio in Caſali, quod nominatur Birgiliano, & in Caſtangeto, & viginti, & duo petiis terra permanſura modiorum centum cum ſylva, & omnia ſuper ſe habente, & ſunt iſtæ viginti duo petiæ conjuncta cum terra Elpini, & Amelfridi, & terra, quæ fuit Teubaldi, iſtæ omnes ſuperſcriptæ res, qui eſt mei Caſali, eſt ipſa ſuprafcripta Eccleſia beati ſancti Petri, qui eſt meo Caſale Tocciano in eodem cambio da te Dominus Johannes Epiſcopus recepit, cum omnia ſuper ipſis rebus, cum omnia ſuper ipſas res habente pro ipſa omnia mea res, quæ ego Adelbertus Comes a tibi Dom. Johanni Epiſcopo ad pars Epiſcopii veſtri in caſale nomine Campli in cambio dedi, & ac ſuper rerum ambarum cambium venerunt miſſus de pars Pontificis, hoc eſt Albertus Presbyter, & manſionarius, & da pars Regi fuit miſſo dilecto Perto Calbu, & tres homines cum quorum fides admittitur, hoc eſt Aimelfredo, & Creſpo, & Teuderico, & eorum hominis comparuit, quia plus, & melioratas res recipiebat ipſe Johannes Episcopus ad pars Episcopii ſui, quod ipſe Adelbertus Comes da pars Episcopii recepiſſet, & hoc repromitto ego Adelbertus Comes tibi Dom. Johanni Episcopo, ſi ego vel meis Hæredibus tibi Dom. Johanni Episcopo, vel ad tuis ſucceſſoribus de ipſo ſuprafcripto meo cambio, quod tecum concambiavi ad pars Episcopii veſtri aliquam cautationem mittere præſumſerimus, & a quolibet homine defendere non potuerimus, alia talia res duppla, & meliorata ego, vel meis Hæredibus tibi Domino Johanni Episcopo, tuisque ſucceſſoribus ad pars Episcopii veſtri ſum compoſiturus in ſuprafcripto Caſale, & cartula a me facta Giandolfo notario ſcribere rogabit. Actum in Aprutio.

✠ *Ego* ADELBERTUS *Comes in hoc cambio a me facto manus meas ſcripſi.*

✠ *Ego* PERTO SCLABINO, *& miſſo in hoc cambium interfui, & manu mea ſcripſi.*

✠ *Ego* MAILFREDO *in hoc cambio interfui manu mea ſcripſi.*

✠ *Ego* TEUDERICO *in hoc cambio interfui, manu mea ſcripſi.*

✠ *Ego* PERTEFUSO *rogatus ab* ADELBERTO *Comite manu mea ſcripſi.*

✠ *Ego* TEUTO *rogatus ab* ADELBERTO *Comite manu mea ſcripſi.*

✠ *Ego* LUPO *rogatus ab* ADELBERTO *Comite manu mea ſcripſi.*

ANNO 894.

XL.

Sententia lata per Cæſareos Legatos inter JOHANNEM *Epiſcopum Aprutinenſem &* LADEPERTUM *Advocatum Regium de quodam loco ab utraque parte ſibi aſſerto. Actum* (1) *anno* V. LAMBERTI *Imperatoris menſe Martio Indictione* XV. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. in Append. col. 1480. prior. Edit. *Rom.* & Tom. I. col. 347. ult. *Venet.* A°. 1717.]

897. Mars.

In Dei nomine.

NOTITIA judicati qualiter in caſtro a ſancto Flabiano in placito reſidentes Leudericus, & Giſo miſſi D. Imperatori pro ſingulorum hominum juſtitia fieri faciendum, vel liberandum intentione, ibi reſedentes Mauriſius Epiſcopus de Aſculo, Elperinus Gaſtaldius de Aſculo, Teutobaſſus Domini Imperatoris Adduiriperto, Treſidius Sculdaſius de Aprutio, Sichelmus Caſtaldus de Aſculo, Ubaldebertus Aldoteudi, Sculdairodolfius Eliſeimaion, Scambertus, Per-

(1) Cette Date indique l'an de la nativité 897. & s'accorde avec les arrangemens d'*Onuphrius Panvinius*, Faſtorum lib. 4. de *Riccioli*, Chronic. Magn. ſelect. & du Pere *Labbe*, Chronolog. Hiſtor. Part. II. Sec. 9. Elle détruit au contraire le ſentiment du Pere *Petau*, qui veut, dans ſon Abregé Chronologique, Liv VIII. Chap. 10. que *Lambert* eût été tué à la chaſſe dès l'an 892. [DUM.]

Anno 894. Pertefredus, & Aliopertus Mango, Armericus, Coobteramus, Rodaldus, & reliqui plures in noſtris omnibus meis præſentia veniens Dominus Johannes Epiſcopus Sedis S. Aprutienſis cum Alberto Advocato de ipſo Epiſcopio, & querelam nobis reddentes ſuper Ladeperto, qui Advocatus erat de Regi parte de comitatu Aprutio judicante nobis de iſto Ladeperto, quia contradende nobis ipſas res de Muſiano, & ipſo Gualdo de Gomano qui pertinet de ipſa noſtra curte de Muntone quem Dominus Carolus Imperator in Sancta Maria, & in Sancto Flabiano, pro mercede animæ ſuæ per iſtum præceptum quod in manus tenemus, & ante nos oſtendimus pro anima ſua confirmavit, & dedit. Tunc nos dicti Judices legere fecimus ipſum præceptum. Continebant in ipſo præcepto, quod Dominus Carolus Imperator fecerat quomodo ipſa curte de Muntone cum omnia pertinentia, vel adjacentia ſua cum ſervis, & ancillis, mobile vel immobile omnia, & in omnibus terris, & vineis, olivetis, pomis, arboribus, ſylvis, gualdiſaquis, & uſu aquarum omnia, & in omnibus ad ipſam curtem pertinentibus de Muntone Sanctæ Mariæ, & ſancti Flaviani pro mercede animæ ſuæ in integrum concederat. Tunc nos dicti Judices interrogavimus ipſum Ladepertum Advocatum de Regi parte, qui de hac cauſa dicere, vel reſpondere voluiſſet. Tunc ipſe Ladepertus ad hæc reſpondebat, & dixit, quia ipſa res de Muſiano, & ipſe Gualdo de Gomano, quia iſte Albertus Advocatus Johannis Epiſcopi de ſuo Epiſcopio mihi queris, quis cis contendere, quia de illa curte publica de Paroniano nunquam pertinet, tum ipſe Albertus contra Ladepertum dicebat, nec fatiar uſque id fiat dictum, quod tanti queſit de illa curte publica de Paroniano, nunquam pertinet quia ego dico nomine tales homines, quæ de iſta cauſa vobis veritatem dicant, tunc ipſe Albertus Advocatus hæc præſens in ipſo placito dixit, Inquirite iſtos homines. Hoc fuerunt Brunengo, Inſari, Chriſtofan. Icand. Onor. Iſenardus, interrogate, & inquirite de iſta cauſa vobis veritatem dicant ab eo iſti, & aliis tunc ipſi dicti miſſi, & Judices fecerunt interrogare ipſos Brunengum, & Inſari, Chriſtofanum, Icandum, Onorium, Iſenard. quem de ipſa res, quem iſte Albertus cum Ladeperto intentionem habet, ut exinde vobis veritatem dicat, & ipſe Brunengus, & Inſari, Chriſtofanus, Icandus, Onorius, Iſenardus dixerunt, & profeſſi fuerunt, quia ipſa res de Muſiano, & ipſe Gualdo de Gomano per oblicum vobis exinde veritatem dicimus, quia plus pertinet ad Muntonem ad ipſam curtem, quæ ad Parumanum nunquam pertinet, nec pertinuit, tunc nos dicti miſſi, & Judices interrogavimus ipſum dictum Ladepertum, qui Advocatus erat de ipſo Comitatu de Aprutio de Regi parte, ſi habuiſſet tales homines, qui contra iſtos homines aliquid dicere aut contendere voluiſſent. Tunc ipſe Ladepertus, hic præſens renunciavit, & dixit quia non habeo, nec poſſum habere tales homines, qui intra iſtos homines aliquid de iſta inquiſitione aliquid contendere poſſint. Tunc nos dicti miſſi, & Judices taliter audiſſemus ipſum Ladepertum dicere, quæ non habebat tales homines, qui contra ipſam inquiſitionem dicere potuiſſet; rectum nobis paruit, & ita, & renunciavimus ipſi Johanni Epiſcopo, & Alberti Advocato de ipſo Epiſcopio, ut ipſas res de Muſiano, & de ipſo Gualdo de Gomano recolligere ad partes de ipſo Epiſcopio, & ipſe Ladepertus de parte Regis ſe requieſcere. Et vere diximus pro ſecuritate de ipſo Epiſcopio, vel propter futuris temporibus memoriam. Ego Constantinus Notarius ex dicto de dictis miſſis. Ego Constantinus Notarius ſcripſi in anno quinto Lamberti Imperatoris menſe Martio per Indictionem XV.

Ego Leo de Rico *ibi fui.*
Ego Teuto *ibi fui.*
Ego Bassus *ibi fui.*
Ego Maurisius *Epiſcopus ibi fui.*
Ego Elperino *ibi fui.*
Ego Perto *ibi fui.*
Ego Tresedio *ibi fui.*
Ego Mango *ibi fui.*
Ego Sichelmo *ibi fui.*
Ego Adom *ibi fui.*
Ego Texdorardus *ibi fui.*
Ego Gualdepertus *ibi fui.*
Ego Eliseus *ibi fui.*
Ego Majo *ibi fui.*
Ego Rodolfus *ibi fui.*
Ego Escatbertus *ibi fui.*

XLI.

Anno 898. 21. Mai.

Donatio de Terra quæ dicitur Campus Regis ab Imperatore Lamberto *Eccleſiæ* B. Joannis, *& Epiſcopatui Florentino facta* 12. *Kal. Junii anno* 898. [Ferdin. Ughelli Italia Sacra, Tom. III. Tit. *Archiep. Florent.* col. 35. prior. Edit. *Rom.* & col. 27. ult. *Venet.* Ao. 1718.]

In nomine Sanctæ, & individuæ Trinitatis.

Lambertus divina favente clementia Imperator Auguſtus, &c. Noverit omnium fidelium Sanctæ Dei Eccleſiæ, noſtrorumque præſentium videlicet, & futurorum induſtria, quod interventu, ac petitione Do. Genitricis noſtræ Agiltrudæ Seren. Imperatricis conceſſimus, & condonavimus Eccleſiæ B. Joannis Epiſcopatui Florentino, cui Graſulphus venerabilis Epiſcopus, auctore Deo, præeſſe videtur, id eſt, terram ad modios duodecim, quæ dicitur Campus Regis prope ipſam Eccleſiam pertinentem hactenus de Curte Regis, ita terminatam de duabus partibus, terram ipſius Eccleſiæ de tertia parte qua præcurrit fluvius Munione, de quarta parte terram Magiberti Presbyteri, & Mauriperti, & Floriperti & de Conſortibus eorum. Item medio loco petium terræ unum pertinentem de Curte Beneventana ad modios ſex prope Eccleſiam S. Miniati, ubi requieſcunt Sanctorum corpora novem, quatenus in perpetuum in jure, & poteſtate ipſius Eccleſiæ prædictam terram cum ſuis terminationibus jure proprietario poſſideat, ſicut usque modo a parte publica poſſeſſa fuiſſe dignoſcitur, habeatque idem Præſul Graſulphus, & qui pro tempore ibidem Pontifex fuerit, ex noſtra Imperiali auctoritate ad honorem ejusdem Florentini Episcopatus, poteſtatem jam dictam terram tenere, poſſidere, vendere, mancipare, donare, & quicquid voluerit facere, ut laus, & decus Eccleſiæ ſemper Chriſto miſerante accreſcat. Si autem, quod minime credimus, aliquis miniſter publicus, aut quælibet perſona, parva vel magna, hoc noſtræ pietatis, & conceſſionis, præceptum in aliquo violare tentaverit, ſciat ſe compoſiturum auri optimi libras triginta, medietatem Palatio noſtro, & medietatem parti ejusdem Eccleſiæ. Et ut verius credatur, & diligentius ab omnibus obſervetur, manu propria ſubſignavimus, noſtroque annulo juſſimus inſigniri.

Signum Domini Lamberti *Sereniſſimi Imperatoris Auguſti.*

Andreas *Notarius ad vicem* Armolonis *Archicancellarii recognovi, & conſubſcripſi.*

Data anno Incarnationis Domini 898. *Domini quoque* Lamberti *piiſſimi Imperatoris.* 7. *decimo ſecundo Kal. Junii Indictione prima. Actum Ravennæ in Dei nomine feliciter. Amen.*

XLII.

899. 24. Avr.

Donatio Regis Berengarii, *ſive Confirmatio prioris Donationis de Terra, quæ dicitur Campus Regis, Eccleſiæ ſanctorum* Joannis *&* Miniati, *quæ Caput eſt Florentini Epiſcopatûs, acta Papiæ* 7. *Kal. Maji.* 899. [Ferdin. Ughelli Italia Sacra, Tom. III. Tit. *Archiepiſc. Florent.* col. 37. prior. Edit. *Rom.* & col. 28. ult. *Venet.* Ao. 1718.]

In honorem Domini noſtri Jeſu Chriſti Dei æterni.

Berengarius divina favente clementia Rex. Si venerabilium locorum divino cultui mancipatis Epiſcopatibus munus quodlibet noſtræ dapſilitatis concedimus præmia ſine fine manſura Domino largiente percipere non ambigimus. Quapropter omnium Fidelium Sanctæ Dei Eccleſiæ noſtrorumque præſentium ſcilicet, & futurorum noverit induſtria, quoniam interventu, ac petitione Zenobii venerabilis Epiſcopi, & dilecti Conſiliarii noſtri conceſſimus, & condonavimus Eccleſiæ Sanctorum Joannis & Miniati, quæ caput eſt Florentini Epiſcopatus, cui auctore Deo Graſulphus Epiſcopus præeſſe videtur; Terram videlicet ad modios duodecim, quæ dicitur Campus Regis prope ipſam Eccleſiam S. Joannis poſitam, hactenus pertinentem de curte Regis ſita Florentiæ, & ita determinatur; de duabus partibus terram ipſius Eccleſiæ, ex tertia parte præcurrit Fluvius Munione, de quarta vero parte terra qua Magiberti, & Mauriperti, & Floriperti, eorumque conſortium. Aliam quoque petiam terræ, ad modios ſex hactenus per-

ANNO 899. pertinentem de curte Beneventana, positam prope Ecclesiam S. Miniati, & est ipsa terra circumdata de omni parte terra beati Miniati; in cujus Ecclesia Sanctorum corpora octo quiescunt, de nostro jure, & potestate prædictam terram, sicut superius legitur, etiam suis terminationibus in jus, & potestatem ipsius Ecclesiæ modis omnibus transfundimus, & perdonamus, ut Præsul ipsius Ecclesiæ habeat, teneat, atque possideat, potestatemque habeat ad honorem jam dicti Episcopatus donandi, vendendi, commutandi, seu mancipandi remota totius potestatis inquietudine exempla. Si quis igitur, quod minime credimus, contra hoc nostræ concessionis præceptum insurgere tentaverit, sciat se compositurum auri optimi libras triginta, medietatem Palatio nostro, & medietatem parti ipsius Ecclesiæ. Ut autem verius credatur, & diligentius ab omnibus observetur, manu propria roboratum, annulo nostro subter jussimus sigillari exempla.

Signum Domini BERENGARII *gloriosissimi Regis.*

MARTINUS, *&c. ad vicem* PETRI *Episcopi, & Archicancellarii recognovi.*

Data 7. Kal. Maji anno Incarnationis Domini 899. *Domini autem* BERENGARII *gloriosissimi Regis* 12. *Indictione* 2. *Actum Papiæ in Dei honorem feliciter.*

XLIII.

904. *Capitula Concilii Romani tempore* JOANNIS IX. *Papæ habiti, quibus Acta* STEPHANI VI. *sive* VII. *contra* FORMOSUM *rescinduntur & improbantur, Coronatio* LAMBERTI *Imperatoris tanquam firma & in æternum stabilita confirmatur; Illa verò* BERENGARII, *quæ per surreptionem extorta fuit abdicatur. Anno Domini* 904. [PHIL. LABBEI Collectio Conciliorum. Tom. IX. col. 502.]

De abrogatione Pseudo-Synodi habitæ à STEPHANO *Prædecessore.*

CAPITULA.

(a) *Alias,* Septimi. I. SYNODUM tempore piæ recordationis (*a*) Sexti Stephani Papæ decessoris videlicet nostri celebratam, in quam venerabile corpus Formosi venerandi Papæ de sepultura violata per terram tractum est, & quasi ad judicium deductum judicari, & damnari præsumptum est: quòd nunquam decessorum nostrorum temporibus factum fuisse traditum est, penitus abdicamus.

Et ne ulterius præsumatur fieri, per quodlibet Spiritus Sancti judicium interdicimus: quia ad judicium vocari mortuus non potest, cum Persona quæ ad judicium vocatur, ideo vocetur, ut aut fateatur objecta, aut convincatur objectis. Et omnibus patet, quia mortui cadaver pro se nec respondere, nec satisfacere potest.

II. Episcopi, & Presbyteri, & reliquus clerus, qui eidem Synodo interfuerint, quia ipsi veniam petentes, coactos se terroris metu ac formidine interfuisse confessi sunt, prece sanctæ Synodi eis indulsimus, statuentes & decernentes, ut nullus futuris temporibus Episcopis vim inferre vel eos temerè lacerare præsumat, quatenus cum ad Synodum pervenerint, libere eis tractare, & statuere liceat, quæ sanctorum Patrum canonica censura decrevit.

Nullusque eos lacerare, vel sacris Canonibus conceptis absque audientia & justa examinatione inquietare, facultatibus nudare, aut quoquo modo in custodiam detrudere absque status sui periculo pertentet, dicente

(b) *Psal.* 104. Domino: (*b*) Nolite tangere Christos meos; in Prophetis meis nolite malignari. Indignum quippe est, ut Sacerdotium Senatus præjudicet, cùm pateat populum sequendum non esse, sed docendum.

III. Quia necessitatis causa de Portuensi Ecclesia Formosus pro vitæ merito ad Apostolicam Sedem provectus est, statuimus, & omnino decernimus, ut id in exemplum nullus assumat; præsertim cùm sacri Canones hoc penitus interdicant, & præsumentes tanta feriant ultione, ut etiam in fine laicam eis prohibeant communionem. Quippe quod necessitate aliquoties (*c*) indultum est, necessitate cessante in auctoritatem summam non est permissum. Sed neque de gradu Ecclesiastico Synodice ejectum, & non canonice restitutum, ad altiora provehere ullus præsumat prout de Bonifacio, primo de Subdiaconatu, postmodum de Presbyteratu depositum popularis manus agere præsumpsit. Si quis verò cujuscumque sit ordinis vel Potestatis contempto Deo, & calcatis sanctorum Patrum statutis, id quoquo modo tentaverit, non solùm Apostolico judicio anathemate feriatur, sed etiam indignationem Imperialem experiatur, quatenus Sanctæ Ecclesiæ status inviolabiliter persistat, & iniquorum præsumptio accipiat ultionem.

ANNO 904. (*c*) *Indultum.*

IV. Episcopi igitur seu Presbyteri atque Diaconi, nec non & Subdiaconi, ceterique alterius ordinis sanctæ Sedis Apostolicæ, qui ab eodem venerando Papa Formoso canonice consecrati, & pro quorumdam libitu temerè dejecti sunt, in proprios ordines, & gradus communi sanctæ Synodi consultu reducimus, perpetuoque robore, ac canonica censura stabilitos Deo auctore decernimus.

V. Recordationes, seu rebaptizationes & sedium mutationes sancti Patres in Affricano Concilio congregati omnimodis interdixerunt: quos secuti, & nos interdicimus, statuentes Ecclesiæ, cui regulariter præpositi, perpetuo consistant; nec eis sine canonicæ auctoritatis publica censura ejectis, alii ordinentur, & Ecclesia divisionem sustineat: sed secundùm quod sancti Patres statuerunt, unusquisque Episcopus suæ Ecclesiæ curam habeat, & Ecclesiasticarum rerum potestate potiatur, ne quoquomodo scissuram Sancta patiatur Ecclesia, quia nec militibus Christum crucifigentibus ejus tunicam scindere permissum est.

VI. Unctionem itaque sacri Chrismatis in spiritualem filium nostrum Dominum, videlicet Lambertum excellentissimum Imperatorem actam, perpetua stabilitate, dignitatibus decoratam, firmam & in æternum stabilitam esse, Sancto suffragante Spiritu, decernimus. Illam verò barbaricam Berengarii, quæ per surreptionem extorta est, omnimodis abdicamus. Consignationes autem sacri Chrismatis, & olei, vel quæque pro statu Ecclesiæ gessit, firma, & immutilata, ut omni tempore permaneant, Apostolica auctoritate sancimus.

VII. Ea siquidem, quæ de ipso prænominato Concilio scripta esse noscuntur, quoniam irrita, & contra canonicam auctoritatem præsumpta sanxistis: decernimus una cum consultu omnium vestrum, si placet igne crementur, sicut de latrocinali Ariminensi Synodo, & Ephesina secunda scriptum continetur: & de his, quæ contra sanctissimum Papam Leonem ab Hæreticis acta sunt, & secundùm quod tempore Domni Hadriani junioris Papæ Synodali Conventu illa quæ contra Dominum Nicolaum beatissimum Papam Constantinopoli nequiter acta fuerant, igne cremata in Sancta Romana Ecclesia constat fuisse.

VIII. Sergium, Benedictum, atque Marinum, dudum Presbyteros sanctæ Romanæ Ecclesiæ, seu Leonem, Paschalem & Joannem, dudum Diaconos sanctæ Sedis Apostolicæ justè & canonicè damnatos, & à gremio Sanctæ Dei Ecclesiæ sequestratos, si aliquis homo sacratissimis auctoritatibus fractis, illos inter Ecclesiasticos viros, nobis inconsultis, habere voluerit, aut in ipsos gradus, quibus canonica auctoritate privati sunt, reducere quoquomodo aliquando maluerit, sive eos Sacerdotes vocare, aut habere tentaverit, sciat se fore anathemate percussum à Patre, Filio Sanctoque Spiritu, tamquàm qui sanctorum Canonum violator extiterit.

IX. Violatores namque, seu corruptores sacri tumuli ejusdem Domni Formosi Papæ qui sub fœdere conspirationis ad capiendum Thesaurum corpus illius trahentes in fluvium Tiberim jactare non timuerunt: divina auctoritate, synodalique nostro consultu, nisi resipuerint, sint à Sanctæ Dei Ecclesiæ liminibus separati.

X. Quia sancta Romana Ecclesia, cui Deo auctore præsidemus, plurimas patitur violentias Pontifice obeunte: quæ ob hoc inferuntur, quia absque Imperatoris notitia, & suorum legatorum præsentia, Pontificis fit consecratio, nec canonico ritu, & consuetudine ab Imperatore directi interfunt nuntii, qui violentiam, & scandala in ejus consecratione non permittant fieri: volumus, id ut deinceps abdicetur, & constituendus Pontifex convenientibus Episcopis, & universo Clero eligatur, expetente Senatu, & Populo, qui ordinandus est, & sic in conspectu omnium celeberrime electus ab omnibus, præsentibus legatis Imperialibus, consecretur.

ANNO 904. secretur. Nullusque sine periculo juramentum, vel promissiones aliquas nova adinventione ab eo audeat extorquere, nisi quæ antiqua exigit consuetudo, ne Ecclesia scandalicetur, vel Imperatoris honorificentia minuatur.

XI. Quia sceleſtiſſima etiam conſuctudo inolevit, ut obeunte ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Sedis Pontifice, ipſum Patriarchium deprædari ſoleat: & non ſolùm in ipſo ſancto Patriarchio, ſed etiam per totam Civitatem, & ſuburbana ejus talis bacchatur præſumptio: nec non quia, & id inultum hactenus neglectum eſt, adeo ut omnia Episcopia eadem patiantur uniuscujusque Eccleſiæ obeunte Pontifice: quod ne ulterius præſumatur, omnimodis interdicimus. Quod qui facere præſumpſerit non ſolùm Eccleſiaſtica cenſura, ſed etiam Imperiali indignatione feriatur.

XII. Pernicioſa inolevit conſuetudo, ut Judex publicus, vel Miniſter, peccata Populi quæ ab Episcopis ſunt inquirenda quibus animarum ſolicitudo commiſſa eſt, quaſi inquirenda vendant, & ea occaſione licenter ſceleſta vita augmentetur; & ſi in proprietate Eccleſiæ, vel Clerici fœminas inveniant adulteras, infamant, comprehendunt, dilaniant, donec Domini earum, vel parentes eas redimant, pro quo conſanguinei earum in non modicam deveniunt paupertatem: & eo ordine liberiùs poſt venditionem fornicari non metuunt dicentes: nihil pertinere ad Episcopum, quæ à publico examinata dignoſcitur, & redempta: Quod omnino irregulariter inoleviſſe manifeſtum eſt. Habeantur igitur Episcopi ſingularum Urbium in ſua Diœceſi liberam poteſtatem adulteria, & ſcelera inquirere, ulciſci, & judicare, ſecundùm quod Canones cenſuerunt absque impedimento alicujus. Et cùm opus fuerit ad comprimendos rebelles, & contemptores publicum placitum convocent non ad præjudicandum ſed potius ad ea, quæ Deo placita ſunt, & ſaluti animarum conveniunt, proſequendum.

XLIV.

910. GUILLELMI *Comitis Arvernorum & Ducis Aquitaniæ* TESTAMENTUM, *quo prima Cluniacenſis Monaſterii fundatio inſtituta eſt anno Chriſti* DCCCCX. CAROLI Simplicis *Regis poſt obitum* ODONIS *anno* XIII. [Collect. Regia Concil. Tom. XXIV. pag. 784. PHIL. LABBEI Concil. Collect. Tom. IX. pag. 565.]

CUNCTIS ſane conſiderantibus liquet, quod ita Dei diſpenſatio quibusque ditibus conſulit, ut ex rebus quæ tranſitorie poſſidentur, ſi eis bene utantur, ſemper manſura valeant præmia promereri. Quod videlicet divinus ſermo poſſibile oſtendens, atque ad hoc omnino ſuadens, dicit: *Divitiæ viri redemptio animæ ejus.* Quod ego Willelmus dono Dei Comes & Dux ſolicite perpendens, ac propriæ ſaluti, dum licitum eſt, providere cupiens, ratum, imo perneceſſarium duxi, ut ex rebus, quæ mihi temporaliter collatæ ſunt, ad emolumentum animæ meæ aliquantulum impertiar, quippe quia in his videor excreviſſe, ne fortaſſis totum ad curam corporis redarguar in ſupremo expendiſſe: quin potius cum ſuprema ſors cuncta rapuerit, quiddam mihi gaudeam reſervaſſe. Quæ ſcilicet cauſa nulla ſpecie vel modo congruentius poſſe fieri videtur, niſi ut juxta Domini præceptum, amicos mihi faciam pauperes ejus: utque hujusmodi actio non ad tempus, ſed continue peragatur, monaſtica profeſſione congregatos ex propriis ſumptibus ſuſtentem. Ea ſiquidem fide, ea ſpe, ut quamvis ipſe cuncta contemnere nequeam, tam dum mundi contemptores, quos juſtos credo, ſuſceperim juſtorum mercedem accipiam. Igitur omnibus in unitate fidei viventibus, Chriſtique miſericordiam poſtulantibus, qui ſibi ſucceſſuri ſunt, & uſque ad ſeculi conſummationem victuri, notum ſit, quod ob amorem Dei & Salvatoris noſtri Jeſu Chriſti, res juris mei ſanctis Apoſtolis, Petro videlicet & Paulo, de propria tradominatione: Cluniacum ſcilicet villam, quæ ſita eſt ſuper fluvium, qui Graona vocatur, cum cortile & manſo indominicato, & Capella quæ eſt in honore ſanctæ Dei genitricis Mariæ, & ſancti Petri Apoſtolorum principis, cum omnibus rebus ad ipſam villam pertinentibus: villis ſiquidem, Capellis, mancipiis utriuſque ſexus, vineis, campis, pratis, ſilvis, aquis aquarumve decurſibus, farinariis, exitibus, & regreſſibus, cultum & incultum, cum omni integritate. Quæ etiam res ſunt ſitæ in Comitatu Matisconenſi, vel circa, ſuis unaquæque terminis concluſæ. Dono autem hæc omnia jam dictis Apoſtolis ego Willelmus, & uxor mea Ingelberga, primum pro amore Dei, deinde pro anima ſenioris mei Odonis regis, progenitoris ac genitricis meæ, pro me & uxore mea, ſalute ſcilicet animarum noſtrarum & corporum: pro Avanæ nihilo minus, quæ mihi easdem res teſtamentario jure conceſſit: pro animabus quoque fratrum ac ſororum noſtrarum nepotumque, atque omnium utriuſque ſexus propinquorum: pro fidelibus noſtris, qui noſtro ſervitio adhærent: pro ſtatu etiam ac integritate Catholicæ religionis. Poſtremo vero, ſicut omnes Chriſtiani unius compage caritatis ac fidei tenemur, ita pro cunctis præteritorum ſcilicet, præſentium, ſive futurorum temporum Orthodoxis hæc donatio fiat. ANNO 910.

Eo ſiquidem dono tenore, ut in Cluniaco in honore Sanctorum Apoſtolorum Petri & Pauli monaſterium regulare conſtruatur, ibique monachi juxta regulam beati Benedicti viventes congregentur, qui ipſas res perenni tempore poſſideant, teneant, habeant, atque ordinent. Ita dumtaxat, ut ibi venerabile orationis domicilium votis ac ſupplicationibus fideliter frequentetur, converſatioque cœleſtis omni deſiderio & ardore intimo perquiratur & expetatur. Sedulæ quoque orationes, poſtulationes, atque obſecrationes Domino dirigantur, tam pro me quam pro omnibus, ſicut eorum memoria ſuperius digeſta eſt. Præcepimus ſiquidem, ut maxime illis ſit hæc noſtra donatio ad perpetuum refugium, qui pauperes de ſæculo egreſſi, nihil ſecum præter bonam voluntatem attulerint, ut noſtrum ſupplementum ſit abundantia illorum. Sint ipſi monachi, cum omnibus præſcriptis rebus, ſub poteſtate & dominatione Bernonis abbatis, qui quamdiu vixerit, ſecundum ſuum ſcire & poſſe eis regulariter præſideat. Poſt diſceſſum vero ejus, habeant iidem monachi poteſtatem & licentiam quemcunque ſui ordinis ſecundum placitum Dei, atque regulam ſancti Benedicti promulgatam, eligere maluerint abbatem atque rectorem: ita ut nec noſtra, nec alicujus poteſtatis contradictione, contra religioſam dumtaxat electionem impediantur. Per quinquennium autem Romæ ad limina Apoſtolorum, ad luminaria ipſorum concinnanda, decem Solidos præfati monachi perſolvant, habeantque luitionem ipſorum Apoſtolorum, atque Romanum Pontificem defenſorem. Et ipſi monachi corde & animo pleno prælibatum locum pro poſſe & noſſe ſuo ædificent. Volumus etiam, ut noſtris ſucceſſorumque noſtrorum temporibus, prout opportunitas atque poſſibilitas ejusdem loci ſe dederit, quotidie opera miſericordiæ pauperibus indigentibus, advenis peregrinantibus, ſumma intentione exhibeantur.

Placuit etiam huic Teſtamento inſeri, ut ab hoc die, nec noſtro, nec parentum noſtrorum, nec faſcibus regiæ magnitudinis, nec cujuslibet terrenæ poteſtatis jugo ſubjiciantur iidem monachi ibidem congregati. Neque aliquis Principum ſæcularium, non Comes quisquam, nec Epiſcopus quilibet, non Pontifex ſupradictæ Sedis Romanæ, per Deum & in Deum, omnesque Sanctos ejus, & tremendi judicii diem conteſtor ac deprecor, invadat res ipſorum Dei ſervorum, non diſtrahat, non minuat, non procamiet, non beneficiet alicui perſonæ, non aliquem Prælatum ſuper eos contra eorum voluntatem conſtituat. Et ut hoc nefas omnibus temerariis ac improbis arctius inhibeatur, adhuc idem inculcans ſubjungo, & obſecro vos, o ſancti Apoſtoli Petre & Paule, & te Pontifex Pontificum Apoſtolicæ Sedis, ut per auctoritatem canonicam & Apoſtolicam, quam a Deo accepiſti, alienes a conſortio ſanctæ Dei Eccleſiæ & ſempiternæ vitæ prædones & invaſores atque distractores harum rerum, quas vobis hilari mente, promptaque voluntate dono: ſitisque tutores ac defenſores jam dicti loci Cluniaci & ſervorum Dei ibi commorantium, harum quoque omnium facultatum, propter eleemoſynam & clementiam & miſericordiam piiſſimi Redemptoris noſtri. Si quis forte, quod abſit, & quod per Dei miſericordiam & patrocinia Apoſtolorum evenire non æſtimo, vel ex propinquis, vel extraneis, vel ex qualibet conditione ſive poteſtate, qualicumque calliditate contra hoc Teſtamentum, quod pro amore Dei omnipotentis ac veneratione principum Apoſtolorum Petri & Pauli fieri ſancivi, aliquam concuſſionem inferre tentaverit, primum quidem iram omnipotentis Dei incurrat, auferatque Deus partem illius de terra viventium, & deleat nomen ejus de libro vitæ, fiatque pars illius cum his qui dixerunt Domino, *Recede a nobis*, & cum Dathan & Abiron, quos terra aperto ore deglutivit, & vivos infernus abſorbuit, perennem incurrat damnationem. Socius quoque Judæ Domini proditoris effectus æternis cruciatibus retruſus teneatur. Et ne ei in præſenti ſæculo humanis oculis impune transire

ANNO 910. * *forſ.* correptionem.

re videatur in corpore quidem proprio futuræ damnationis tormenta experiatur, fortitus duplicem * direptionem cum Heliodoro & Antiocho, quorum alter diris verberibus coercitus vix ſemivivus evaſit, alter vero nutu ſuperno percuſſus, putrescentibus membris, & ſcatentibus vermibus miſerrime interiit; ceterisque ſacrilegis, qui ærarium Domus Domini temerare præſumpſerunt, particeps exiſtat, habeatque, niſi reſipuerit, archiclavum totius monarchiæ eccleſiarum, juncto ſibi Paulo, obſtitorem, & amœni Paradiſi aditus contradictorem, quos, ſi vellet, habere poterat pro ſe piisſimos interceſſores. Secundum mundialem vero legem, his quibus intulerit calumniam, centum auri libras, cogente judiciaria poteſtate compulſus, exſolvat & congreſſio illius fruſtrata nullum omnino obtineat effectum: ſed hujus firmitas Teſtamenti omni auctoritate ſuffulta ſemper inviolata ac inconcuſſa permaneat cum ſtipulatione ſubnixa. Actum Biturice civitatis publice.

SUBSCRIPTIONES.

Ego WILLELMUS *hanc auctoritatem fieri & firmari rogavi, ac manu propria roboravi.*

Sigillum INGELBERGÆ *uxoris ejus.*

Sigillum MADALBERTI *peccatoris Bituricenſis Archiepiſcopi.*

Signum ADALARDI *peccatoris Epiſcopi.*

Signum ATTONIS *peccatoris Epiſcopi.*

Signum WILLELMI *nepotis ejus.*

Signum ARMANNI, *& aliorum.*

Anno XIII. *regnante* CAROLO *Rege, Indictione* XIII. *Ego* ODDO LEVITA *ad vicem Cancellarii ſcripſi & ſubſcripſi.*

XLV.

926. (1) *Præceptum* HUGONIS *Regis quo omnia Jura & Territoria antea Eccleſiæ* PARMENSI *Epiſcopali ab Imperatoribus Regibusque conceſſa confirmantur, præſertim verò de Abbatia de* BERCEDO, *de diſtrictu juris publici, ſive Telonio ejusdem loci, nec non de Curte Regia ac Prato Regio.* [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. II. Tit. *Parmenſ. Epiſcopi*, col. 192. prior. Edit. *Rom.* & col. 152. ult. *Venet.* A°. 1717.]

In nomine Sanctæ, & individuæ Trinitatis.

HUGO divino munere largiente Sereniſſimus Rex. Nihil aptius ad noſtræ ſublimitatis honorem noſtrique regiminis corroborationem facere poſſe credimus, quam ſi ſanctarum Dei Eccleſiarum habentes ſolicitudinem, earum dotes inconvulſas ſervare curamus, & votis fidelium pias aures accommodamus. Ac pro hoc omnium Sanctæ Dei Eccleſiæ, noſtrorumque fidelium præſentium, & futurorum ſagacitas noverit Hercardum venerabilem ſanctæ Parmenſis Eccleſiæ Epiſcopum noſtræ ſerenitatis adiiſſe clementiam, quatenus præcepta, & auctoritates piiſſimorum Auguſtorum, vel Regum Prædeceſſorum noſtrorum omnium quotquot à tempore divæ memoriæ Rachis Regis, usque ad præſens tempus noſtrum fui Prædeceſſores præfatæ ſanctæ Parmen. Eccleſiæ acquirere potuerint, Abbatiam ſcilicet Sancti Remigii ſitam in Bercedo ac ejusdem Parmæ Civitatis in diſtrictu, ac omne jus publicum, vel Teloneum, veluti à noſtris prædeceſſoribus prælibatæ Parmen. Eccleſiæ acquirere potuerint, & dudum fuerunt collata, ita demum noſtri corroboratione præcepti eorundem Auctoritatibus noſtram adderemus confirmationem. Cujus igitur devotiſſimis precibus annuentes, & libentiſſime aſſenſum præbentes hos noſtræ auctoritatis apices inſcribi juſſimus, quibus decernimus, ut ipſa præcepta de Abbatia Bercedo, diſtrictu juris publici præſertim Civitatis ſive Teloneo ejusdem loci, nec non Curte Regia, ac prato Regio, vel quidquid antiqui Reges, ſive Imperatores, & reliqui Deum timentes memoratæ ſanctæ Parmenſi Eccleſiæ ſuis præceptis, vel Teſtamentis contulerint; & poſtmodum præexcellentiſſimi Reges atque Auguſti ſua auctoritate confirmarunt, ſtabilia, ac inconvulſa noſtris futurisque temporibus in poteſtate, vel jure præſcripti Hercardi Epiſcopi ſanctæ Parmenſis Eccleſiæ ſuorumque ſucceſſorum perpetualiter maneant. Statuimus etiam, & omnino interdicimus, ut nullus Comes, vel publicæ partis Judex aut Gaſtaldio, vel alia quælibet perſona magna, aut parva in prædicta Abbatia de Bercedo, ſeu in diſtrictu Parmæ Civitatis, quod jus publicum ſive Teloneum pertinet, vel cunctis poſſeſſionibus, quas à tempore, ut prædiximus, Prædeceſſorum noſtrorum Regum ſcilicet, ſive Imperatorum uſque in præſens undecumque firmitatem, vel auctoritatem prælibata Parmenſis Eccleſia habere dignoſcitur, vel quas deinceps inibi divina Pietas augumentare voluerit, nemo ut prædiximus, ſuperioris, aut inferioris ordinis Reipublicæ Procurator ad cauſas judiciario more audiendas conventum facere, vel prædictam exigere aut manſionatum, vel paratas exquirere parafredas, aut fidejuſſores violenter tollere homines, tam ingenuos liberos, quamque ſervos in poſſeſſionibus, vel manſionibus ipſius Eccleſiæ permanentes poteſtative diſtringere, aut aliquas functiones publicas, aut redhibitiones, atque illicitas occaſiones ſive angarias ſuperimponere præſumat; ſed contra in poteſtate ejusdem loci Episcopi ſint, totius publicæ partis inquietudine remota; nullus enim ſub Regno noſtro conſtitutus de rebus ſupra taxatis Parmenſis Eccleſiæ in quibuscunque Comitatibus, vel locis aliquam diminorationem facere, aut alias quaslibet annuales Dominationes exigere, aut conſuetudinario more aliquid tollere, vel Clericos ejusdem Eccleſiæ in perſonis, vel domibus ſuis lædere audeat; ſed repulſa omni illicita conſuetudine liceat prætaxato venerabili Episcopo Hercardo, ſuisque ſucceſſoribus res jam dictæ Eccleſiæ Parmenſis cum univerſis ſibi ſubjectis ſub immunitatis noſtræ defenſione quieto ordine tenere, atque pro noſtra incolumitate altiſſimum Dominum exorare, & omnimodo præcipimus, ut undecunque à tempore noſtrorum Prædeceſſorum jam dicta Eccleſia legalem inveſtituram habere dignoſcatur. Si ullam diminutionem quilibet facere tentaverit, non ſit neceſſe jam dicto Epiſcopo, ejusque ſucceſſoribus ſive ejusdem Eccleſiæ curam peragentibus ullam facere probationem, ſed diligenter per bonæ fidei homines, ſi opus fuerit, jurejurando fiat inquiſitio, ut rei veritas clareſcat. Quicumque ergo hujus noſtri præcepti prævaricator extiterit, trecentas auri puriſſimi libras medietatem Cameræ noſtræ, & medietatem præfatæ Parmenſi Eccleſiæ. Quod ut verius credatur, & diligentius ab omnibus obſervetur, manu propria roborantes, annulo noſtro ſubter inſigniri decrevimus.

Signum Domini ✠ HUGONIS *glorioſiſſimi Regis.* SIGIFREDUS *Cancellarius ad vicem Beati Epiſcopi, & Archicancellarii recognovi.*

ANNO 926.

XLVI.

Traité de Paix entre CHARLES *le ſimple Roi de France, &* HENRI *Roi de Germanie. Fait à Bonne en* 926. [AUBERT LE MIRE, Codex Donationum Piarum, Cap. XXVII. pag. 115.]

7. Nov. FRANCE ET GERMANIE.

IN nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis divina propitiante clementia anno Dominicæ incarnationis DCCCCXXVI. anno verò regni Domini & glorioſiſſimi Regis Francorum Occidentalium KAROLI XXIX. redintegrante XXIV. largiore verò hereditate indepta X. Indictione IX. anno quoque regni Domini & magnificentiſſimi Regis Francorum Orientalium HEINRICI tertio, inter ipſos præfatos principes unanimitatis pactum, ac ſocietatis amicitia quæſita repertaque exordia ſumpſit prout viſa ſunt competentia.

Convenerunt enim ambo illuſtres Reges, ſicut inter ſe diſcurrentibus Legatis convenerant II. Nonas Novembris feria prima: domnus enim CAROLUS ſuper Rhenum flumen ad Bonnam caſtrum, & ſtrenuus HEINRICUS ex altera parte Rheni. Et ea tantùm die mutuis ſe viſibus intuentes ſuper ripas ejusdem fluminis hue & ultra, ut ſui fierent fideles innoxii ſacramento, quo hanc eorum conventionem fuerant pollicti.

Verum feria quarta VII. Idus Novembris in medio Rheni fluminis ſæpiùs dicti principes, in navibus quisque ſuis, in tertiam aſcenderunt, quæ ancorata in fluminis

(1) La Date manque à ce Privilege. *Ughellus* aſſûre qu'il fut donné l'an 924. à *Hercard* Evêque de Parme, qui avoit été Secretaire de *Hugues*, & que le même Chartulaire du Vatican, d'où le Privilege eſt tiré, en fait foi. Cependant la plûpart des Chronologiſtes, fondés ſur le témoignage de *Luidprand*, Auteur contemporain, ne mettent le commencement du Regne de *Hugues* en Italie, qu'en l'année 926. Voyez *Onuphr. Panvinius*, Faſtorum lib. 4. *Petavii*, Rationarium Temporum lib. 8. cap. 13. *Labbei* Chronolog. Hiſtor. part. 2. anno 926. & *Ricciolii* Chronicon Magnum ſelectum anno 926. On a cru leur autorité préferable ſur ce point à celle d'*Ughellus*. [DUM.]

ANNO 926. minis medio gratia eorum colloquii fixa erat: ibique in primo hanc sibi vicissim convenientiam ob statum pacis, juramento sanxerunt ita.

Ego CAROLUS divina propitiante clementia Rex Francorum Occidentalium, amodò ero huic amico meo Regi Orientali HEINRICO amicus, sicut amicus per rectum debet esse suo amico secundùm meum scire ac posse: ea verò ratione si ipse mihi juraverit ipsum eumdemque sacramentum, & attenderit quæ promiserit. Sic me Deus adjuvet & istæ sanctæ reliquiæ.

E contra Rex Heinricus eamdem promissionem sacramento eisdem prosecutus est verbis subsequenter, ut hujus amicitiæ firmitas inviolabiliter observaretur.

Hæc sunt nomina Episcoporum qui cum nobilibus ac fidelibus laicis firmitatem, quam prænemorati Reges inter se fecerunt, collaudando acceptaverunt, & manibus suis sacramentum/ firmaverunt, numquam à se destruendam.

Episcopi ex parte Domini Regis CAROLI.

HERIMANNUS Archiepiscopus Agrippinæ, quæ modo est Colonia vocitata.
RODGERUS Archiepiscopus Treverorum.
STEPHANUS Præsul Cameracorum.
BOVO Episcopus Catalaunensium.
BALDRICUS Trajectensium Episcopus.

Hæc nomina Comitum.

MATFREDUS, ERKENGERUS, HAGANO, BOSO, WALTKERUS, ISAAC, RAGENBERTUS, THEODRICUS, ADALARDUS, ADELELMUS.

Episcopi ex parte Regis inclyti HEINRICI.

HERIGERUS Archiepiscopus Moguntiacorum.
NITHARDUS Episcopus Mimmogerneferdæ.
DODO Episcopus Osnobroggæ.
RICAWDO Episcopus Vangionum, quæ nunc dicitur Wormatia.
HONVARDUS Episcopus Paderbornensis.
NOTINGUS Episcopus Constantiæ Alemannicæ.

Hæc sunt nomina Comitum.

EVRARDUS, CHONRADUS, HERIMANNUS, HATO, GODEFREDUS, OTTO HERIMANNUS, COBBO, MAGENHARDUS, FRIDERICUS, FOLDAC.

XLVII.

930. 15. Sept. HUGONIS *Regis Præceptum quò in gratiam* SIGIFREDI Parmensis *Episcopi atque in remedium animæ suæ confirmat quotquot ille & Prædecessores sui acquirere potuerunt, ex largitionibus Imperatorum & Regum; præsertim verò Abbatiam de* BERCEDO *cum* Parmensis Civitatis *Districtu atque Telonco. Dat.* 16. *Kalend. Octobris ann.* 930. (a) *Indictione* IV. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. II. Titul. *Parmens. Episcopi.* col. 198. prior. Edit. *Rom.* & col. 156. ult. *Venet.* A°. 1717.]

(a) C'est-à-dire, Indiction Imperiale, commençant au 24. de Septembre. [DUM.]

In nomine sanctæ, & individuæ Trinitatis.

HUGO divino fretus auxilio Rex. Nihil acrius ad nostræ sublimitatis honorem, nostrique regiminis corroborationem facere posse credimus, quam si sanctarum Dei Ecclesiarum habentes sollicitudinem earum dotes inconvulsas servare curamus, & votis fidelium pias aures accommodamus. Ac pro hoc omnium sanctæ Dei Ecclesiæ præsentium scilicet, & futurorum sagacitas noverit, Sigifredum venerabilem sanctæ Parmensis Ecclesiæ Episcopum nostræ serenitatis adiisse clementiam, quatenus præcepta, atque auctoritates piissimorum Augustorum, vel Regum Prædecessorum nostrorum omnium, quotquot à tempore divæ memoriæ Rachis Regis usque ad præsens nostrum tempus sui prædecessores præfatæ Parmensis Ecclesiæ acquirere potuerunt, Abbatiam scilicet de Bercedo in honorem Sancti Remigii exstructam, & ejusdem Parmensis Civitatis districtum, & omne jus publicum, vel telonium, veluti à nostris Prædecessoribus prælibatæ Parmensi Ecclesiæ dudum fuerat collata, ita demum nostri corroboratione præcepti eorundem auctoritatibus nostram superadderemus confirmationem. Id ipsum autem per dilectissimam conjugem nostram Aldam atque Sanson illustrissimum . . . . . & dilectum fidelem, & Consiliarium nostrum suppliciter sibi sæque Ecclesiæ corroborari postulavit. Nos simul condignis cunctis petitionibus . . . . fore pleniter existimantes, atque ad remedium animæ nostræ proficere firmiter cognoscentes, hos nostræ auctoritatis apices inscribi jussimus, quibus decernimus, ut Abbatia de Bercedo, ac districtum juris publici Parmensis . . . . sive telonium ejusdem loci, nec non cors Regia, & pratum Regium, vel quidquid antiqui Reges, sive Imperatores, & reliqui homines Deum timentes memoratæ sanctæ Parmensi Ecclesiæ suis præceptis, aut testamentis concesserunt, & postmodum præexcellentissimi Reges, atque Augusti sua auctoritate confirmarunt, stabilia, atque inconvulsa nostris futurisque temporibus in potestate, vel jure præscripti Sigifredi, sanctæ Parmensis Ecclesiæ Episcopi, suorumque successorum maneant perpetualiter. Statuimus etiam, & interdicimus, ut nullus sub Regno nostro constitutus de rebus supra taxatis Parmensis Ecclesiæ in quibuscumque comitatibus, vel locis aliquam diminorationem facere, aut alias quasdam annuales dominationes exigere, aut consuetudinario more aliquid tollere, vel Clericos ejusdem Ecclesiæ in personis, vel domibus suis lædere audeat; sed repulsa omni injusta consuetudine liceat præfato venerabili Episcopo Sigifredo, suisque successoribus omnes res jam dictæ Parmensis Ecclesiæ, de quibus legitimam vestituram tenuerint, vel tenere dignoscitur cum universis sibi subjectis sub immunitatis nostræ defensione quieto ordine tenere, atque pro incolumitate nostra altissimum Dominum exorare. Omnibus modis etiam præcipimus, ut si de rebus jam dictæ Ecclesiæ ullam diminorationem quilibet facere tentaverit, non sit necesse jam dicto Episcopo, ejusque successoribus, sive ejusdem Ecclesiæ causam peragentibus ullam facere probationem, sed diligenter per bonæ fidei homines jurejurando, si opus fuerit, fiat inquisitio, ut rei veritas claresçat. Quicunque ergo hujus nostri præcepti prævaricator extiterit, trecentas auri optimi componet libras, medietatem Cameræ nostræ, & medietatem præfatæ Parmensi Ecclesiæ, & jam dicto Sigifredo Episcopo, suisque successoribus qui pro tempore fuerint. Quod ut verius credatur diligentiusque ab omnibus observetur manu propria roborantes de annulo nostro subter adnotari jussimus.

ANNO 930.

Signum Domini † HUGONIS *serenissimi Regis.*

PETRUS *Notarius jussu Regis recognovi.*

Data 16. *Kal. Octobris anno Dominicæ Incarnationis* 930. *Regni vero Domini* HUGONIS *invictissimi Regis* 5. *Indictione* 4.

Actum Parmæ in Dei nomine feliciter.

XLVIII.

938. Janv. *Imperatoris* HENRICI I. *Statuta & Privilegia Ludorum Equestrium, sive* HASTILUDIORUM. *Datum in Maidenburgo die Sabbati post octavam Trium Regum, Annò Domini* 938. [GOLDASTI Constitut. Imperiales, Tom. I. pag. 211.]

PRIMUM, ut urbs, oppidum, civitas, municipium, pagus, locus denique quicunque, ludis hujusmodi designatus, hospitiaque ipsius, non intra muros tantum, sed extra muros etiam, quà se jus & limites ejus porrigunt, liberè pateant omnibus & quibuscunque ludos illos concelebrare, spectareve cupientibus, exceptis hæreticis, latronibus & proditoribus. Aliis omnibus cujuscunque status hominibus immunitas sit, & liber commeatus, non tantum iis diebus, quibus ludi edentur, sed & quatuordecim ante, ac totidem post eosdem ludos; de quo voce præconis omnes sunt admonendi.

II. Inde ut area ludorum, octo diebus ante solennem & indictum eorum diem sepiatur & muniatur; infernequè etiam æquetur, præparetur, sternatur, ut sepiri, muniri, æquari, præparari, sterni loca similia ab omni tempore moris esset.

III. Ut eodem hoc temporis spatio non alio jure decursui, quàm equestribus ludis solito & familiari utantur; exceptione adversus eos tuti, qui aliud eos subire jubeant.

IV. Uti ne quis sub sacramenti violatione areæ equestri decursurus se immittat, qui non priùs peccata sua expiaverit, & Deo se reconciliaverit.

V. Uti ne quis ignobilis galeam sortitioni offerat, aut

ANNO 938. aut ad decurrendum se præparet; nisi incurrere velit pœnam viginti marcarum argenti; præter armorum, & equi jacturam; quorum hic cedet familiæ, illa Heroltis sive Regibus armorum.

VI. Ut qui à stirpe nobilis duxerit uxorem imparem, & non ex nobilitate; perinde sciat interdictos sibi hos ludos, atque ignobilibus, impunitate data, si talis aliquis eis se inmiscuerit, hunc more solemni verberibus mulctandi, & aliis consuetis pœnis afficiendi, cum neque filii ex hujusmodi inæqualibus nuptiis nati, neque nepotes in tertiam usque stirpem ad eosdem ludos admittendi, conantesque se intrudere, iisdem quibus parentes pœnis plectendi sint: nisi si hi tales fratrem aut consanguineum habeant, ludorum jure fruentem, quod ex insignium ratione palam fit, quo casu is vicem agnati sui luere poterit.

VII. Ut in ludis singulis singuli quoque ex unaquaque familia tantum admittantur, nisi si qui alii erunt, qui jam antè equestri dignitate contecorati, pro se rem peculiariter gerant, cùm alii pro familiæ suæ fama & gloria in certamen prodire cogantur.

VIII. Uti in ludis, communibus expensis & sumptibus, nemo comitatior prodeat, quàm sextus in equo, si Comes sit; quartus, si Baro; tertius, si Eques; secundus, si ex Nobilitate quilibet; præter quos si plures quis adduxerit, privatis eos sibi sumptibus alendos ne ignoret.

IX. Uti si quis ratæ nobilitatis erit, qui in unum aut plures Duodecim Articulorum, in ludis equestribus observandorum, commiserit, & nihilominus cum reliquis decurrere præsumat, pro familiæ suæ gloria: hunc Sodalitii, in quo nomen dederit, servus publicus uni ex Heroltis indicet; ut simul insignia ejus in harenâ conspecta fuerint, verberibus de more mulctetur; nisi si quis ex eadem familia culpam consanguinei sui purgare paratus erit; quod Heroltus Regi Circuli, sub quo succedaneus is censetur, indicare tenetur, ut ita cum priore illo mitiùs agatur. Similiter idem Heroltus, ubi arma insigniaque ejus agnoverit, qui pro altero pœnæ & decursioni se offert, proclamare debet, talem aut talem, adjecto nomine & cognomine ejus, pro alio consanguineo suo, cum & sub his armis pœnæ & juri equestri se submittere; ut spectatores, & præcipuè matronæ virginesque Aulicæ pro alio eum hæc pati, non pro se, intelligant. Quod si verò aliquis animadversione dignus pro se ipse decurrere velit, ejus rei facilè ei fit gratia; sed ita, ut priore loco de incursa pœna admoneatur. Cujus devitandæ causa si mox emanserit, & decursum, ut spoponderat, non venerit, ad proximos inde ludos citatur. quos si item non obierit, rursum ad alios proximos ludos citatur familia ejus universa, admonita, ut aut ipsum emansorem, aut ejus loco duos alios suæ familiæ, nominis & insignium, pœnæ ludorum sistat; sciens, si secus fecerit, se jure decurrendi in talibus ludis in posterum spoliandam, nec se tantum, sed & eos, qui ex ea conjuges sibi optaverint, liberosque ex tali conjugio natos; licet primi illi retrò in ludis hujusmodi certaverint. in quibus deinde admittendi non sunt, nisi ritè Regi sui Circuli se purgaverint, & digni venia visi fuerint, quod cùm accidit, perinde ac si nunquam ludis adhuc decurrissent, pro novitiis excipiendi & septis inducendi sunt.

X. Die verò ipso ludorum, tenentur decursuri ad suum quisque Regem devenire, & nomen profiteri, non minus tribus Heroltis præsentibus, ut illud matricibus inscribatur. atque ibi monentur, ne in ludis equo mordaci, calcitroso, sternacique utantur; nisi pœna huic rei statuta, & verberibus mulctari velint: deinde ita optata omnia sua arma habeant, ut nemini illa nocere possint, aut extantibus acuminibus, præacutisque extremitatibus lædere quenquam valeant. Telis etiam non aliis utantur, quàm clava equestri, & gladio; quæ ipsa quoque ad solitum ludis morem haberi & inspici debeant. Hæc qui ita, ut diximus, providerit, is demum galeam sortitioni offerre, in certamen descendere, & observato ludorum jure ac ceremoniis, cum quovis decurrere, & vires suas periclitari poterit.

XI. Atque hactenus de iis, quæ ante decursionem fieri par est; quæ ubi erit celebrata, rursum quisque ad sui Circuli Regem accedet, testimonium decursionis scripto comprehensum petiturus; quod tamen non nisi duobus Regibus ludorum, duobusque Heroltis præsentibus datur, qui in hac re ei, qui ipse non decurrerit, sub perjurii & violati sacramenti pœna gratificari prohibentur. Scriptum autem hujusmodi ipsi Reges, cum adjectione Circuli, cujus nomine præsident, nominis sui subscriptione muniunt. Sed hoc Regiæ, Ducalis, aut Principalis dignitatis personæ non indigent: quoniam Reges sui Regni corona, Principes & Duces serto caput adumbrare contenti, non solent perinde ut alii in his ludicris pugnis illud adornare; quemadmodum nec sodalitati ulli se inserere; quod tamen inferioris dignitatis omnes non solum faciunt, verum etiam facere tenentur. ANNO 938.

2. Post solemnes autem hos ludos, qui sunt gravis armaturæ; aliæ quoque digladiationes sequi solent, & puris hastis concursiones, deque cursu certamina. Chori item, & tripudia, ad numerosque saltationes.

3. Præterea gratiarum actiones dicuntur, & bravia donantur iis, qui de singulis Circulis armorum laude primi judicati fuerint.

4. Reges quoque ludorum, novis ad hoc officium designatis, administrationis suæ rationes reddunt; præsentibus ex quoque Circulo minimum tribus, qui iis ludis decurrerint; quorum etiam est acta Regum suorum suis subscriptionibus & signis communire.

XII. Hoc quoque observandum, ut omnibus jam ad ludos exhibendos præparatis, deligantur ex singulis Circulis duo, quorum quatuor disciplinæ ludicræ, quatuor septorum custodiæ deputentur. ut hi, ordinibus jam partitis & distributis, funes incidant, atque ita viam decursuris aperiant, animadvertantque in eos, qui animadversione dignum aliquid admiserint; isti cum videbitur signum receptui tuba dari jubeant; quo audito depugnantes omissis clavis suis, gladiis rem gerere incipiant, & alii aliorum clenodia conscindere & diloricare contendant. quo facto septa recluduntur, utpote ritè omnibus, quæ ad ludorum solemnia pertinent, administratis. Statutum in Maidenburgo, die Sabathi post octavam Trium Regum, Anno Dominicæ Incarnationis DCCCCXXXVIII. in præsentia omnium Procerum & Optimatum Imperii ex Germania, Gallia & Sclavorum gentibus convocatorum, quorum hæc sunt nomina juxta distributionem exercituum, quos Imperator contra hostes Imperii ordinaverat ad ejus magnitudinem conservandam & augmentandam:

Henricus Imperator et Rex Francorum.

Duces & Principes.

Gotschalcus Dux Hollandiæ,
Barnimus Princeps Pomeraniæ & Vinidarum,
Arnoldus Palatinus Saxoniæ,
Joannes Palatinus Thuringiæ,
Fridericus Burggravius Meydburgensis,
Theodo Princeps & Comes Wittensis,
Bilmarus Princeps Russiæ,
Boleslaus Princeps Delmantziæ,
Reineros Comes Provincialis Thuringiæ,
Otho Comes Limitaneus seu Marchio Stadensis,
Otho Comes & Princeps Ascaniæ.

Comites & Barones.

Ulricus Comes Aldenburgensis,
Philippus Comes Valesius,
Reinerus Comes Harracortius,
Guntherus Comes Schwartzburgensis,
Ernestus Comes à Weissenfels,
Sigismundus Comes à Gleichen,
Joannes Burggravius à Leisneck,
Wilhelmus Comes à Greutsch,
Ludovicus Comes ab Eberstein,
Joannes Comes ab Eysenburg,
Rupertus Comes Rettelius,
Henricus Comes à Winsenburg,
Fridericus Comes à Wunsdorff,
Wilhelmus Comes Uffensis,
Wilhelmus Comes à Lowenrode,
Theodorus Comes à Rochlitz,
Henricus Comes Pedemontanus,
Sigismundus Comes Alenconius,
Henricus Comes à Brenn,
Joannes Comes à Leisneck,
Rudolphus Rhawgravius à Cassel,
Ernestus Comes à Woldenburg,
Bruno Comes ab Eckersberg.
Errcus Comes à Pein,
Wilhelmus Comes ab Arnshag,
Andreas Comes à Lobdiburg,
Philippus Comes Norttingensis,
Wernerus Comes à Ployssigk.

Conradus Palatinus Rheni.

Duces ac Principes.

Eberardus Dux Alsatiæ,
Paulus Dux Barrensis,

Anto-

ANNO 938.

Antonius Marchio Pontamouſonii,
Arnoldus Dux Borboniorum,
Joannes Dux Limburgenſis,
Ligorius Comes Burgundiæ,
Henricus Comes Molleſinii.

Comites & Barones.

Weckerus Comes Bipontinus,
Joannes Comes à Sarbrucken,
Dieterus Comes à Witgenſtein,
Fridericus Comes à Lone,
Paulus Comes ab Horn,
Wilhelmus Comes Limburgenſis,
Wilhelmus Comes à Deckelnburg,
Wilhelmus Comes Solmenſis,
Wilhelmus Comes à Manderſcheid,
Philippus Comes à Veldentz,
Wilhelmus Comes à Dieſt,
Joannes Comes à Blanckenburg,
Wolffgangus Comes Dagſburgenſis,
Wolffgangus Comes Benthemius,
Philippus Comes à Rheingravenſtein,
Henricus Comes Salmenſis.

HERMANNUS DUX SUEVIÆ.

Duces ac Principes.

Ettichò Dux Bavariæ ſuperioris,
Henricus Dux Lotharingiæ,
Princeslaus Dux Croatiæ,
Fridericus Dux Arduennæ,
Gerardus Marchio Juliacenſis,
Gotwaldus Comes & Dominus Hennebergenſis,
Radeboto junior, Dux Meronis & Comes ab Andechs,
Carolus Princeps Aſcaniæ,
Ludovicus Comes Montisbeliardi.

Comites & Barones.

Fridericus Comes ab Helffenſtein,
Joannes Comes Pedemontanus,
Rodolphus Comes à Zollern,
Ulricus Comes ab Urach,
Georgius Comes à Feldkirch,
Ludovicus Comes Tubingenſis,
Wilhelmus Comes à Malax,
Wilhelmus Comes à Juſtingen,
Joannes Dominus à Brandis,
Rudolphus Comes à Werdenberg,
Emichus Comes Gruningenſis,
Ernfridus Comes ab Herraberg,
Ludovicus Comes à Phirdt & Dominus à Rochio,
Wilhelmus Comes ab Achelm,
Henricus Comes à Dalfaltz,
Gotfridus Dominus à Stoeffeln,
Fridericius Dominus ab Hohenſtauffen.

BERCHTOLDUS DUX BAVARIÆ.

Duces ac Principes.

Eberardus Dux Bavariæ,
Albertus Landtgravius Alſatiæ,
Joannes Princeps Sampaniæ,
Arnoldus Princeps à Scheyern,
Wenceslaus Dux Bohemiæ,
Melchior Marchio Iſtriæ,
Otho Princeps Uchtlandiæ,
Ludovicus Marchio Seſſæ, & Comes Sabaudiæ.

Comites & Barones.

Reinerus Comes Hanoniæ,
Fridericus Comes ab Hohenward,
Conon Comes à Reinfelden,
Haugwaldus Comes à Kiburg & Thuling,
Rupertus Comes Andegavenſis & Pariſiorum,
Joannes Comes à Thrumberg,
Burchardus Comes à Veringen,
Fridericus Comes ab Hohendruchading,
Eberhardus Comes à Sempt,
Erneſtus Comes ab Hirsberg,
Eberardus Comes Oningenſis,
Conradus Comes à Lutzelſtein,
Philippus Comes ab Eberſtein,
Ecbertus Comes Veromanduæ,
Fridericus Comes à Veldentz,
Radebotto Comes ab Hohenbogen,
Ludovicus Comes à Sarwerden,
Albertus Dominus ab Eynenberg.

CONRADUS DUX FRANCIÆ ORIENTALIS.

ANNO 938.

Duces ac Principes.

Vicetislaus Dux Bohemiæ,
Dedo Dux Weſtphaliæ,
Henricus Dux Meronis,
Etthico Dux ab Engern.

Comites & Barones.

Arnoldus II. Comes Flandriæ,
Claudius Comes Tholoſanus,
Fridericus Comes Montisbeliardi,
Wilhelmus Comes Vaudemontius,
Henricus Burggravius Neoburgenſis,
Otho Comes à Rineck,
Fridericus Comes Aſpermontenſis,
Albertus Comes à Firnenberg,
Rupertus Comes Schluſſelburgenſis,
Arnoldus Comes Hollandiæ,
Joannes Comes Genevenſis,
Antonius Comes Bononienſis,
Ludovicus Comes Armeniacus,
Joannes Comes à Caſtel,
Otho Comes Arnsbergenſis,
Wilhelmus Comes Pfawenburgenſis,
Ulricus Comes ab Hanaw,
Wolffgangus Comes ab Hohenloë,
Wilhelmus Comes Waldeccenſis,
Eberhardus Comes Raffenſpergenſis,
Philippus Comes Monticy,
Henricus Comes à Kammerſtein.

OTHO DUX THURINGIÆ, MAJOR NATU FILIUS IMPERATORIS.

Duces ac Principes.

Voldemarus Dux Jutlandiæ,
Vatislaus Dux Croatiæ,
Artuvinus Dux Surbenſis,
Philippus Comes Arteſiæ,
Radebotto Dux Ruſſiæ,
Vinceslaus Princeps Rugiæ,
Carolus Marchio Pontamouſonii,
Fridericus Comes Eylnburgenſis, Burggravius à Seuſſelitz.

Comites & Barones.

Wilhelmus Comes Niverſius,
Rodolphus Comes Avergnius,
Otho Comes Altenburgenſis,
Fridericus Comes à Rietberg,
Georgius Comes Homburgenſis,
Siboldus Comes à Ringelen,
Henricus Comes à Biberſtein,
Fridericus Comes à Kolditz,
Henricus Comes Hoyæ,
Wernerus Comes à Gutsgaw,
Otho Comes Mansfeldiæ,
Philippus Comes Blieſſenſis,
Wilhelmus Comes à Wolckeſtein,
Gerardus Comes à Seyn,
Reinerus Comes Zutphaniæ,
Wilhelmus Comes à Dieffalden,
Wilhelmus Comes à Bryanny,
Wiprechtus Comes à Leiningen,
Wilhelmus Comes à Kirburg,
Erneſtus Comes à Spigelberg,
Henricus Comes ab Arnſtein,
Erneſtus Dominus Marbergenſis,
Erneſtus Dominus à Waringrod.

ARNOLDUS DUX BAVARIÆ.

Duces ac Principes.

Rupertus Dux Burgundiæ,
Fridericus Dux Barrenſis,
Otho Marchio Franciæ Orientalis & Nortgoviæ,
Crotomislaus Marggravius à Merhern.

HENRICUS DUX SAXONIÆ, ALTER IMPERATORIS FILIUS.

Duces ac Principes.

Rodolphus Dux Bavariæ ſuperioris,
Eſico Princeps Aſcaniæ,
Joannes Burggravius à Zorbick,
Aldebertus Comes à Morsberg, &c.

PRIN-

ANNO 938.

PRINCIPES IMPERII SEORSIM VOCATI.

Uratislaus Dux Silesiorum,
Eberardus Dux Lotharingiæ,
Messico Dux Poloniæ,
Gotfridus Dux Thungrensis & Bullonensis,
Mestebæus Princeps Vinidarum,
Uratislaus Dux Pomeraniæ & Vinidarum,
Nestrico Dux Silesiæ,
Uratislaus Dux Bohemiæ,
Rudigerus Marchio Austriæ,
Polislaus Marchio à Merhern,
Vislaus Princeps Milsiniorum.

COMITES IMPERII SEORSIM VOCATI.

Theodoricus II. Comes Hollandiæ,
Esico Comes Ascaniæ,
Gunthramus Comes Habspurgensis,
Wilhelmus Comes Montfortensis,
Conradus Comes à Kalb,
Ludovicus Comes à Furstenberg,
Henricus Comes Werthemiæ,
Henricus Comes Hennenbergensis,
Arnoldus Comes Cliviæ,
Otho Comes Nassavienſis,
Wolffgangus Comes à Katzenelnbogen,
Adolphus Comes à Reineck.

XLIX.

956. Juin. *Diploma Donationis Imperatoris* OTTONIS I. *ſive* Magni, *quò in honorem Sancti* MAXIMI *Epiſcopo & Eccleſiæ* Furconienſi, *Comitatum* Furconienſem *tradit, aliaque complura bona, atque jura concedit. Menſe Junio, Indictione undecima, anno* 956. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. I. Tit. *Aquilani Epiſcopi*, col. 417. prior. Edit. *Rom.* & col. 375. ult. *Venet.* Aº. 1717.]

In nomine Domini, & Salvatoris JESU CHRISTI.

ANNO ab Incarnatione Domini nongentesimo (1) quinquagesimo sexto. Ego Otto Imperator Augustus divinæ ordinationis Clementia, Anno Imperii mei sexto decimo menſe Junio Indictione undecima, hoc præceptum fieri præcepi, ad honorem, & reſtaurationem Beati Maximi Martyris, ideo conſtituit me Ottonem gratia Dei Imperatorem Italici Regni defenſorem de Aſiæ palatio habitum ſana mente, & ſpontanea mea bona voluntate, & pro his miraculis, quæ Dominus dignatus eſt oſtendere pro te, Beate Maxime, & pro tuo ſancto corpore, de quo humiliter rogo, ut aliquantulum nobis comportare conſentias, pro quo jusjurandum tibi feci, quatuor tantum plus dare, quàm tu hic habeas, in nostris partibus, ſcilicet Ultramontanis, & facere tibi quod Sanctus Angelus Michaël per Epiſcopum nobis mandavit, quamobrem trado, concedo, atque dono tuo Epiſcopatui totum Furconenſem Comitatum, finis cujus hic eſt. A ſeptentrionali parte incipit a loco, qui dicitur Rotilianus, ſimul cum toto Guaſto, ubi ſint mille millia modiola terræ, & revertitur ad occidentalem partem per medium locum Poppleti, & ſic pertranſit per Tſiculiolum, & per medietatem Foruli, ubi ſint mille modiola de terra, quæ tenent usque ad S. Sylveſtrum, deinde tranſit per Vilianum usque ad Sanctum Stephanum cum decem millibus modiolis de terra usque ad montem ſuper Petram cornutam, deinde tranſit meridianam partem per montem Succlinianum, & per ſaltum felicem, qui cum omni ſua poſſeſſione pertinens eſt eidem Epiſcopatui, & egreditur cum hoc fine usque ad roborem, ſicque revertitur ad orientalem plagam pertranſiens Anzedonam Civitatem, & pergit per Bleſimum montem usque in Brizanum, duo millia modiola de terra, quæ tendunt usque ad locum, qui dicitur Badus, & ſic revertitur ad priorem finem. Jubeo ego Imperator, ut infra hos fines non dominetur alter Epiſcopus, nec Comes, niſi tantum Epiſcopus Sancti Maximi. Adhuc intus jacent aliæ petiæ terræ Aſtetici, quæ tendunt usque ſupra Paganicam, & usque ſupra dictum Badum, & usque ſupra Picentiam, in quo fine ſunt mille modiola de terra, & in iſto eodem fine intus jacet Eccleſia Sanctæ Euphemiæ in quingentis modiolis de terra: ibi etiam eſt Eccleſia Sancti Juſtini, & Eccleſia Sanctæ Mariæ de Paganica cum trecentis modiolis de terra ſimul cum alia petia de terra, ubi requieſcit Corpus Beatæ Juſtæ ſuper illum pogium, & ſub illo monte eſt medietas ipſius, quæ ambæ terræ procedunt ex duabus partibus, usque in aquam cum ducentis modiolis de terra ſimul cum ipſo poggio, qui ſuper ipſa eſt: quæ omnia ſint Eccleſiæ Sancti Maximi. Similiter concedo eidem Epiſcopatui tria millia modiola terræ; incipiunt in illo loco, ubi Corpus Sancti Euſanii requieſcit, & protendunt usque ad locum, qui Vallis dicitur, & usque ad illum locum, qui Sara vocatur, & protenditur usque ſuper Eccleſiam Sancti Savini. Et adhuc trado jam dictæ Eccleſiæ tres petias terræ in Comitatu Marſicano jacentes, quarum una eſt Marentino, quæ continet in ſe modiola trecenta, cujus fines ex duabus partibus eſt terra Elpici, & ex aliis duabus partibus eſt territorium Sanctum Savinum: ſecunda petia jacet in loco ubi ædificatus eſt Sanctus Marcellus, quæ ſimiliter continet in ſe modiola centum, & piſcationem infra aquam Fucinii mille millia deſtri, & per longitudinem usque in paternum ſint decem millia deſtri, cujus finis eſt de tribus partibus terra Apici, & de conſortibus ejus, & ex quarta parte terra aliorum hominum. Sed & de Aqua præcipio, ut quicunque ibi piſcaverit, ſemper de triginta piſcibus, prædicto Epiſcopatui unum reddat: tertia petia terræ jacet in loco felimine, quæ continet in ſe modiola quatuor centum, cujus fines ſic continentur: De una parte eſt Fucinus cum ſua piſcatione, in quo quicunque piſcaverit, reddat, ut dictum eſt ſuperius, & ex alia parte eſt terra Luidinis, & ex tertia parte eſt via, & ex alia parte terra aliorum hominum: inſuper trado ſupradictæ Eccleſiæ in Comitatu Aprutii, in loco qui Sanctus Flavianus vocatur, unum Portum, qui reddat centum pondera inter aurum, & argentum, & etiam ferrum, & ſal, qui Portus continet infra ſe quinque millia modiola inter terram, & aquam intra mare: ſimiliter in civitate de Aterno dono ſeptem millia modiola terræ cum quinta parte illius Portus, & cum quinta parte ipſius Civitatis, & cum quinta parte tributi ipſius Civitatis, & etiam modiola quingenta in terra, quæ vocatur Collemonte, cujus finis hic eſt: de duabus partibus eſt terra Zofani, & ex aliis duabus partibus terra aliorum hominum: do adhuc totum Caſtellum de Roge, excepta terra Aſtonis, & Guinifii, & aliorum minorum hominum, cujus Caſtelli finis cum villa ſua tenet usque ad Mozanum, juxta terram Aſtonis, & usque ad S. Mariam Japhanis de ſylva plana, & usque ad Lardezanum, & tranſit inde per medietatem Caſtri de prædicto Caſtello de Collemonte, cum tota ſylva de Caſamayne, & revertitur usque ad Furcam de jam dicto Roge, & usque ad pilam, & tranſit per illum Campum de Popleto uſque ad Mozanum, infra hos fines ſinit mille millia modiola de terra, quæ omnia prædictus Episcopatus poſſidet, & inſuper illam terram do, quæ jacet per medietatem Banio usque ad flumen, & usque ad terram de Caſtillione, & tranſit per Cucurazzum, habens ſecum totum collem Pudonis, & ſic revertitur ad flumen, & infra hos fines nemo habet hæreditatem, niſi tantum Aſto., Bueſto, & Guinifius, qui ſunt hæreditanei hujus terræ, & ſimul mecum dotaverunt hanc Eccleſiam de illis terris, quæ continentur infra hos finitios, quos modo diximus fines, quarum terrarum, quas in dotem miſerunt, hæc ſunt. Prima petia de terra jacet in illo loco, qui dicitur Solagno, quæ continet in ſe quingenta modiola, cujus finis eſt totum illum pratum de Pantano tendens usque ad canalem, & usque ad Caput de via, quæ revertitur in Caſtilionem & ſic vadit per illos fines de ſilva usque ad Volubrum, & revertitur in Fontozuli, cum toto illo colle de Solagno usque in muris, & usque ad pedem de ſupradicto prato. Secunda petia de terra jacet, ubi Eccleſia Sancti Juſtini eſt ædificata, quæ eſt per menſuram modiola centum. Tertia petia de terra jacet, ubi dicitur Caſale, quæ continet in ſe modiola duodecim, cujus finis eſt ab una parte aqua de lacu, & de duabus aliis partibus eſt terra ejusdem Aſtonis. Quarta petia de terra jacet, ubi Fontemayana dicitur, quæ continet octingenta modiola, cujus finis eſt, ex una parte via, quæ tranſit per ponticellum per viam Salariam, & per pedem de ticulo, & ſic revertitur usque in muris. Quinta petia de terra jacet itidem ad Forcellam, quæ continet mille modiola, cujus finis incipit per pedem de Ronca, & tranſit usque ad viam Salariam, & de alio latere vadit per viam illam de Forcella usque ad flumen, & a pede illius fluminis extenditur usque in viam de limite, & veniens per eandem viam limitis, pergens per medietatem civitatis Conæ, & per medietatem lacus, cujus alia medietas eſt Aſtonis, & ſic revertitur ad viam Salariam. Pro his terris, quas modo deſcripſimus dedi ego Otho Imperator illis tribus hominibus, Aſtoni, Bueſto, atque Guinifio duo mil-

ANNO 956.

(1) Cette Date eſt fauſſe. L'an 956. de notre Seigneur étoit le 14. de l'Indiction, & le 21. du Regne d'OTHON *le Grand*. Tout le monde convient qu'il fut couronné à *Aix la Chapelle* en 936. [DUM.]

ANNO 956. lia libras pro pretio, & quantum plus valerent, donanda una mecum dederunt Beato Maximo, pro redemptione animarum suarum totum hoc quod superius scriptum est. Ego Otho Imperator Ecclesiæ tuæ, Beate Maxime, pro redemptione animæ meæ, & etiam propter hoc ut aliquantulum tui corporis permittas deferri, dono, concedo, confirmo, & semper firmiter permanere volo; & quicumque hoc defraudare, vel aliquo malo ingenio minuere, vel subtrahere voluerit, vendendo, cambiando, donando, sive præstativum alicui faciendo, nisi ad utilitatem, & honorem ejusdem Ecclesiæ, ex parte Dei omnipotentis, & Beatæ Mariæ semper Virginis, Beatorum Apostolorum Petri & Pauli, & Beati Maximi Martyris, & omnium Sanctorum, & nostram simul cum omnibus nobiscum manentibus, maledictionem habeant in perpetuum, & cum Juda, qui tradidit Christum, & cum Anna, & Caypha, qui Dominum crucifixerunt, associentur. Et insuper illud quod fecerint, sit vanum & inutile, & qui comparaverit, vel aliquo malo ingenio tenuerit, nisi sicut supra scriptum est, sit debitus legaliter componere, sicuti pessimus præsumptor, qui præceptum frangit Imperiale. Unde pro stabilitate hujus rei, ego Otho Imperator præcepi Bonifacio Notario, hanc cartam signatam mea manu, & manu Episcopi Cessi, & laudatam, & confirmatam ab omnibus ibidem stantibus, scilicet Episcopis, Ducibus, Principibus, Marchionibus, Comitibus, ac Populo, & testibus subscriptis, ut feliciter in perpetuum maneat.

† *Signum manus* OTTHONIS *Imperatoris, qui hanc cartam scribere rogavit, & signum Sanctæ Crucis impressit.*
† *Signum manus Episcopi* CESSI, *cui Angelus hanc cartam manifestavit, & rogatus ab Imperatore, signum Crucis impressit.*
† *Signum manus* ASTONIS, *qui consensit, & confirmavit hanc cartam, & signum Crucis fecit.*
† *Signus manus* BUESTONIS, *qui similiter consensit, & confirmavit hanc cartam, & signum Crucis impressit.*
† *Signum manus* GUINISII, *qui consensit, & confirmavit hanc cartam, & signum Crucis impressit.*
† *Signum manus* RUYDIS *Marchionis, qui rogatus ab Imperatore si testis, signum S. Crucis fecit.*
† *Signum manus* ALBERTI *Marchionis, qui rogatus ab Imperatore si testis, signum S. Crucis fecit.*
† *Signum manus* ROBERTI *Marchionis, qui rogatus ab Imperatore si testis, signum Crucis fecit.*
Ego BONIFACIUS *Judex, & Notarius rogatus omnibus complevi, & finivi.*

L.

958. *Diploma, quo Rex* EDGARUS *confirmat* Dorobernensem *Ecclesiam Matrem esse & Dominam aliarum Ecclesiarum Regni sui.* [Collect. Reg. Concilior. Tom. XXV. pag. 123. PHILIP. LABBEI Concil. Collectio, Tom. IX. pag. 658.]

ANNO Dominicæ Incarnationis 958. ego nempe Edgarus Rex Anglorum, divinaque concedente clementia Monarchus, Regum antiquorum Ethebberti & Successorum illius ac Archiepiscoporum Brythwaldi & Athelardi statuta & privilegia monasteriorum Kancegenum cum venerabilis Archipontificis Dunstani consultu atque consilio, ad maledictionem impiorum raptorum, imo magis Deo favente ad benevolentiam justorumque benedictionem, æterna conclusione renovamus, & in Domino summo roboramus, statuentes,

Ut Ecclesia Christi in Dorobernia aliarum Ecclesiarum regni nostri mater sit & Domina, & cum suis omnibus perpetualiter sit ubique libera præter expeditionem, pontis & arcis constructionem.

LI.

960. *Testamentum* PONTII RAYMUNDI *Comitis Tolosani & Rutenensis, Marchionisque Gothiæ, quo de suis Bonis disponit.* [MABILLON, de Re Diplomatica Lib. VI. pag. 572. Ex Schedis D. D'HEROUVAL.]

In nomine Domini.

BREVE codicillo quod fecit *Raymundus* Comes pro remedio animæ suæ, & pro Genitore suo, & pro Genitrice sua, & pro omnibus Fidelibus suis. Inprimis dono ad illo cœnobio de (*a*) Conquas illa medietate de illo alode de Arianico, & de illas Ecclesias, & de omnibus villariis quæ ibi aspiciun t, & alia medietate ad illo cœnobio de (*b*) Figiaco. Illa Ecclesia de Acinnaco teneat Raynaldus dummodo vivit; & illi alode teneat Stephanus dummodo vivit: Post illorum discessum sancti Salvatoris de Figiaco remaneat, & donet Stephanus & Raynaldus ad ipsos monachos per singulos annos mediante Quadragesima unam refectionem. Illo alode de Limanico, quod Grimaldus habet à feo, & Frodinus habet à feo de Raymundo, & illa Ecclesia de Blanado, Ugoni filio Geraldi remaneat dummodo vivit: post suum discessum sancti Petri Bellilocensis (*c*) remaneat & donet ad ipsos Monachos per singulos annos unam refectionem medio Quadragesimæ. Illo alode de Pomeriol, & illo alode de Tornago, & illo alode de Malavalle quod de illos monachos de (*d*) Aureliaco & de ipso Abbate acquisiti; Sancti Petri & Sancti Geraldi ab ipso cœnobio remaneat, illo alode de Vidaliaco quantum ibi aspicit, cum ipsa Ecclesia Sancti Petri (*e*) Marciliaco remaneat, illo alode de Alico & de Valanelone Sancti Petri Bellilocensis remaneat, & illa medietate teneat Aimericus dummodo vivit, & donat ad ipsos monachos singulos annos unam refectionem medio Quadragesimæ. Illos alodes quos acquisivi de Guillelmo (*f*) Comite consanguineo meo illa tertia pars remaneat Sancta Maria (*g*) Rutenensis: alia tertia pars Sancti Amantii, alia tertia pars Sancti Saturnini. (*h*) Illa Ecclesia de (*i*) Sancti Africani, & illo alode de Predreglago quod de Ranulfo acquisivi, Sancti Privati Mimatensis remaneat; illo alode de illa Rochera quod de Poncione acquisivi, Sancti Salvatoris Vabrensis remaneat: & alio alode quod de Poncione acquisivi quod Bernardus de Nante habet à feo Sancti Salvatoris ad ipso cœnobio remaneat. Illo alode de Cenobolos, & illo alodio de Crucio, & illo alodio de Pocialos & illo alodio de Guarriguas, & illo alode de Vinnaco & illo alode de Longalassa, & illos mansos de Bonaldo & de Senisco Pontioni Abbati (*k*) remaneat, post suo quoque discessu, Sancti Amantii Rutenensis remaneat. Illo alode, de Sulciaco cum ipsa Ecclesia teneat DEUS-DEDIT Episcopus (*l*) dummodo vivit, post suum discessum Sanctæ Mariæ Rutenensis remaneat, & ipsi mansi de Vabro Grimaldo remaneant, post suum discessum Sanctæ Mariæ Rutenensis illa Abadia de Rubiaco una medietas remaneat Sancta Maria de Anicio (*m*), altera medietas inter illa sede de Uzecio, & illa sede de Viverio remaneat. Illos alodes quos habeo in Nemosense Bertanæ (*n*) remaneat dummodo vivit: post suum discessum illa medietas remaneat Sanctæ Mariæ Nemosensi, alia medietas inter Sancto Baudelio & Sancto Ægidio (*o*). Illo alodo quæ de Segoucio acquisivi, quod Raynardus Vice-Comes Biterrensis habet Bertanæ remaneat dummodo vivit: post suum discessum Sancti Salvatoris (*p*) Anahnensis remaneat, illo alode de Plumberias Bertanæ & Raymundo filio meo remaneat dummodo vivit: post illorum discessum Sanctæ Mariæ ad Anicio remaneat. Illo alode quæ comparavi de Poncione, ad capud de..... Raymundus habet à feo, ad illa sede de Lodeva remaneat, teneat Berta dummodo vivit. Illo alode de Lupiano cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Lugis teneat Berta dummodo vivit: post suum discessum Sancti Juliani (*q*) Psalmodio remaneat. Illo alode de Balarug teneat Berta & Raymundus dummodo vivunt: post eorum discessum una medietas remaneat Sancti Petri de Magalona, alia medietas remaneat ad illa sede de Agade (*r*). Illo alode de Palagio (*s*) remaneat Raymundo & Bertanæ dummodo vivunt: post illorum discessum illa tertia pars sine ulla Ecclesia, remaneat Sancti Tybereii, alia tertia pars ab illa medietate de illa Ecclesia remaneat ad illa sede ad Biterris, alia tertia pars ab illa medietate de ipsa Ecclesia remaneat ad illa sede de Narbona. Illo alode de Caucos remaneat Raymundo & Bertanæ dummodo vivunt: post illorum discessum remaneat una tertia pars Sancti... altera tertia pars Sancti Petri de Joncellos, alia tertia pars Sancta Maria de Cuarante. Illo alode de Caucio quod à Raymundo acquisivi remaneat illa medietas Sancta Maria & Sancti Poncii (*t*) a Tomerias, alia medietas Sancti Petri ad Caunas. Illo alode de Perpiniani, quod de Attone (*v*) acquisivi, remaneat illa tertia pars Sancti Felicis ad Gironda, alia tertia pars Sancti Petri ad Rodas (*x*), alia tertia pars ad illa sede de Helna. Illos alodes qui fuerunt Amelio Vice-Comite de Carcassona, ipsi qui sunt in Narbonensi, remaneant inter Sancto Justo & Sancto Paulo (*y*), & alii qui sunt in Carcassensi, tertia pars remaneat Sancta Maria crassa (*z*), alia tertia pars Sancti Joannis Vallesgario, alia tertia pars Sancti Nazarii ad Carcassona.

Illo

ANNO 960.

(*a*) Conques.
(*b*) Figeac.
(*c*) Beaulieu en Limosin.
(*d*) Aurillac.
(*e*) Marcillac en Rouergue.
(*f*) Juniori.
(*g*) de Rodez.
(*h*) en Rouergue.
(*i*) S. Afrinque.
(*k*) n. Seculari Sancti Amantii Rutenensis.
(*l*) Rutenensis.
(*m*) Le Puy.
(*n*) Uxori.
(*o*) Nemausi.
(*p*) Anianensis.
(*q*) Psalmodii.
(*r*) Agde.
(*s*) Palais en Languedoc.
(*t*) S. Pons, cujus is fundator.
(*v*) Comite Rusinonensi.
(*x*) Roses.
(*y*) Narbonensi.
(*z*) La Grasse, en Languedoc.

ANNO 960.

Illo alode de Caucio remaneat Sancti Joannis Vallesegario (*a*). Illo alode de Villa-nova Sancta Maria de Soricino (*b*) remaneat. Illo alode de Brocello Bernardo filio Rotgerio remaneat dummodo vivit: post suum discessum Sancti Petri de Caunas remaneat. Illo alode de Guttalem cum ipsa Ecclesia & cum omnibus villariis quæ ibi aspiciuntur Sancti Benedicti (*c*) remaneant & Sancti Vincentii. Illo alode quem habeo in Cavalio, Sancti Benedicti & Sancti Vincentii remaneat neminem contradicentem. Illo alode de Bricio Frotesio Episcopo (*d*) remaneat cum ipsa Ecclesia dummodo vivit: post discessum Sancti Michaëlis de Galliaco remaneat in communia. Illo alode de Francitia Sancti Eugenii remaneat & teneat ipsa Ecclesia, Berengarius dummodo vivit: post suum discessum remaneat cum suo alode Sancti Eugenii ad Viancio, illa Ecclesia de Sancto Marcello Bernardo Episcopo (*e*) remaneat ad alodo: ipso de Sancto Macello Sancti Salvii remaneat & post mortem Bernardi Episcopi ipsa Ecclesia Sancti Salvii remaneat. Illo alode de Loveziaco Sancta Cæcilia (*f*) remaneat, & teneat ipsa Ecclesia Nodbertus dummodo vivit: post suum discessum Sanctæ Cæciliæ remaneat. Illo alode de Avocio Sancta Marciana remaneat. Illo alode de Sancto Victore Sancti Vincentii remaneat cum ipsa Ecclesia & teneat ipsam alodem cum ipsa Ecclesia Ermengaudus Abbas dummodo vivit: post suum discessum Sancti Vincentii remaneat. Illo alode de Vertucio Bernardo & uxori suæ Adelais remaneat: si vir mortuus fuerit, ad illam remaneat: post illorum discessum remaneat una tertia pars Sancti Michaëlis ad Galliaco, alia tertia pars Sancti Salvatoris de Comberas, alia tertia pars Sancti Audardi remaneat. Illo alode de illa Rocha quæ de Aymerico acquisivi, Sancti Leoncii remaneat. Illo alode de Mazirios quæ de Augerio acquisivi, Sancti Benedicti Castrensis remaneat. Illo alode de Frodino cum ipsa Ecclesia & illo Alode de Porcello cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Altiding cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Stricto-fonte cum ipsa Ecclesia & illo alode de Cavancellas cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Bonofallo cum ipsa Ecclesia, Sancti Saturnini remaneant. Illo alode de Rochas & illo alode de Entrenago & illo alode de Remeddo, illo alode de Bordas cum ipsa Ecclesia & illo alode de Altarago cum ipsa Ecclesia, illo alode de Narveis cum illa capella, illo alode de Torvalis Sancto Sinplicio Moranorivo, Saxenis, Cadmerio Frereduol, isti alodes cum ipsas Ecclesias S. Stephani Tolosensis, & S. Maria fabricata remaneant. Illo alode de Sudorthane Sancti Volusiani remaneat, & illo alode de Carliago Rogerio filio Arnaldo (*g*) remaneat: post suum discessum Sancti Antonini Fredelesio remaneat. Illo de Marcello & illo alode de Salas, Sancti Petri de Sado remaneat. Illo alode Cantvalle, & illo alode de Donadfrancio (*h*) Willelmo Garciano remaneat dummodo vivit: post suum discessum Sancti Petri de Condom & Sancti Vincentii ad Auscio remaneat. Illo alode de Sancti Martini de Bellocasso illa Ecclesia teneat Bosomens dummodo vivit: post suum discessum Sancti Petri Mussiaco remaneat, illo alode de Sancti Salvatoris cum ipsa Ecclesia Sancti Petri Mussiaco remaneat & teneat ipsa Ecclesia Jeremias Presbyter dummodo vivit. Illo alode de Arsiolis Ugoni nepoti meo remaneat: post discessum suum Sancti Petri Mussiaco remaneat illa medietas, alia medietas Arnaldo & filio suo Siguino, quod hodie habeat, remaneat: post illorum discessum Sancti Petri Mussiaco remaneat. Illo alode de Maimanicas, illo alode de Paludis, illo alode de Valle Ardrico, illo alode de Lagio, illo alodio de Podiomejano, illo alode de Lauberol, isti alodes Sancti Stephani Cadurcensis remaneant nemine contradicente. Illo alode de illa Guarda cum ipsa Ecclesia & illo alode de Lasolario teneat Hugo filius noster dummodo vivit: post suum discessum Sancti Stephani Caturcensis remaneat nemine contradicente. Illo alode de Bellopaguo teneat Aymericus, dummodo vivit: post suum discessum Sancti Stephani Caturcensis remaneat. Illo alode de Sabadello & de Prandicile cum ipsa Ecclesia, Sancti Stephani remaneat nemine contradicente. Illo alode de Francor & ad unum cui ille laxaverit: post mortem illorum Sancti Stephani Caturcensis remaneat. Illa quarta parte de illa Ecclesia sancti Ciricii, & illo alodo quod ego acquisivi in Deum-pantala, Sancti Audardi remaneat. Illo alode de Mongio Sancti Audardi remaneat: illa Ecclesia Ricario filio Isarno remaneat ad alode; post suum discessum Sancti Audardi remaneat cum alio alode. Illo alode de Cauco cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Povilovicas cum ipsa Ecclesia Sancti Antonini remaneant. Illa tertia pars de alios alodes meos quæ habeo in Agennense, remaneat Gausberto Abbate: post suum discessum Sancti Petri Musciaco remaneat; alia tertia pars inter Exciso & Sancto Vincentio fabricato, alia tertia pars remaneat Sancti Caprasii, exceptis quæ Austorgius tenet & post discessum Austorgii Sancti Caprasii remaneat. Illo alode de Malopertuso cum ipsas vineas & illas vineas de Pogio Censaldo, & illas vineas de Ortigerias Ugoni nepoti meo permaneat: post suum discessum Raymondo fratre suo remaneat. Illo seo quod Sancius habet, remaneat ad ipso Sancioni ad alode, exceptis illa vinea de Pogioceti, illo alode de illo Boscheto, Sancta Rufina remaneat. Illo alode de Marca Sancti Petri & Sancti Gerardi de Cairago (*i*) remaneat. Illo alode de Lauziaco & illo alode Selsago, & illo alode de Campoguidano cum ipsas Ecclesias & illo alode de Valencio, Ademario Vice-Comite Tolosano remaneat, in tali verò ratione, ut eleemosyna mea adfirmet; & si filium habeat de muliere, qui hæreditatem hæreditare debeat, ad illum remaneat. Illo alode de Laugiaco post discessum Ademaro. Illo alode de Fessago Sancti Antonini (*k*) remaneat; & illo alode de Campoguidano, post discessum Ademaro, Sancto Audardo remaneat, & si Ademarus Filium de muliere non habet, qui hæreditet suam non hæreditet, ipso alode de Laugiaco Sancti Petri & Sancti Gerardi de Cairago remaneat. Illo alode de Bracinco Raymundo filio meo & Hugoni filio meo remaneat, in tali verò ratione quòd teneat ipso Castello & ipso ..... Arnaldus & Isarnus quod habet de ipso alode, si tale forsfactum non fecerint in contraunum ex illis per quod ipsos habere non debeant. Illo alode de Projeto & illo alode de Genebueras *Raymundo* & *Amaluino* fratre fuo remaneant, & post discessum Ademario. Illo alode de ..... remaneat: & post illorum discessum S. Leotardi remaneat. Illo castello de Tolmone cum ipso Alode de Albafolia, & cum ipsa Ecclesia de illo alode de Gualaranis cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Varliago cum ipsa Ecclesia & cum aliis ibi pertinentibus Raymundo & Hugoni remaneant dummodo vivunt; & si illi mortui fuerint S. Audardi remaneant. Ipso Castello quod vocant Nandalors cum ipso alode de Sancta Maria, Raymundo Filio meo & Hugoni filio meo remaneat: post illorum discessum Sancti Petri Musciaco remaneat. Illo castello quod vocant Casso, *Bertrando* remaneat cum ipso alode de Arduino & cum ipsa Ecclesia & cum ipso alode de Antiago, & cum ipsas Ecclesias: & post discessum suum Raymundo Filio suo remaneat; & si Raymundus mortuus fuerit, Bernardo & uxori suæ Adelais remaneat; & si infans masculus de illis pariter apparuerit, ad illum remaneat; & si illi mortui fuerint qui infantem non habuerint, Hugoni remaneat; & si Hugo mortuus fuerit, ille alodus de Antiago remaneat Sancti Stephani Cadurcensis cum illa medietate de ipso castello; & ille alodus de Arduino cum illa medietate de illo castello S. Petri Musciaco remaneat. Illo alode de Aulasio cum ipsa Ecclesia & cum omnibus villariis quæ ibi aspiciunt, Bernardo & uxori suæ Adelais remaneat: & post discessum illorum ad infantes illorum remaneat: & si infans de illos non apparuerit, remaneat inter Vabro & Agana & Nante, & dividatur æqualiter. Illa parte quod ego Raymundus habeo in castello de Gordone, & in illo alode de Gordonense, Aymerico remaneat & Gerardo filio suo, & ad filios Gerardo: & si illi mortui fuerint, remaneat inter Sancto Stephano Cadurcensi, & Sancto Petro Marciliaco & Sancta Maria Soliaco; & si Raymundus mortuus fuerit, donec Aymericus aut Geraldus aut filii Geraldo qualis vivus fuerit, D. solidos Hugoni nepoti meo; & si Hugo mortuus est, sancti Petri Marciliaco. Ipso Castello de Cagavione cum ipso alode & cum ipsa Ecclesia de Laurguo, & cum ipso alode de quod habeo in Campolam, & cum illo alode Nantoinis cum ipsa Ecclesia, & cum ipso alode de Marcilio cum ipsa Ecclesia de Sancto Sinplicio, exceptis illa Ecclesia nova & illo manso ubi Ecclesia est, Hugoni & Ermengaudo fratre suo remaneat; & teneat ipsa Ecclesia de Sancto Sinplicio Stephanus & filius suus ab eo dummodo vivunt: post illorum discessum illo alode de Laurgo & illo alode da Nantoinis inter Sancto Stephano Caturcensi & Sancta Maria ad E . . . . . & ipso castello de (*l*) Parisio cum ipso alode de Taxairolas cum ipsa Ecclesia, & ipsa Ecclesia de Asinieyras cum ipso alode de Falgairolas, & cum ipso alode de Novi-villa & cum ipsa Ecclesia, & cum ipso alode de Torrerio, & cum ipso de Felinas, & cum ipsa Ecclesia, Hugoni & Ermengaudo fratre suo remaneat. Et illo castello de Parisio teneat Malbertus à feo de Hugone & de Ermengaudo dummodo vivit: & post discessum illorum isti alodes remaneant inter Figiaco & Marciliaco & Caturcio

ANNO 960.

(*a*) Valseguier.
(*b*) Soreze.
(*c*) Castrensis.
(*d*) Albiensi.
(*e*) Cadurcensi.
(*f*) Albiensi.
(*g*) Comiti Fuxensi.
(*h*) Comite de Fesensaco Ausciensi in Vasconia.
(*i*) en Querci.
(*k*) Apamiarum.
(*l*) Parisio infra.

ANNO 960. cio & Sancto Antonino & Albio, & dividant æqualiter, excepto caſtello de Pariſio, & illo alode de Taxairolas & Eccleſia de Aſinierras, & illo alode de Falgairolas: & ſi Ermengaudus ſine filio mortuus fuerit, ad ipſos Sanctos remaneat; & ſi filium de muliere habeat, ad illum remaneat: & poſt diſceſſum de ipſo filio Ermengaudi, ad ipſos Sanctos remaneat. Illo caſtello de Albiſio, & illo alode de Siniſio cum ipſa Eccleſia, & illo alode de Albaredo cum ipſa Eccleſia, & illo alode de Brandonedo & de alio de Brandonedo cum ipſas Eccleſias, & illo alode de Pariſido cum ipſa Eccleſia remaneat ad filios meos, quos ego Raymundus habeo de filia Odoino: & illo alode de Campolivodo cum ipſa Eccleſia & illo manſo de Caraufiaco, remaneat ad filia mea quam habeo ab ipſa filia Odoini; & ſi illa infantem maſculum non habet legitimum, remaneat ad germanos ſuos, & poſt illorum diſceſſum remaneat Sancta Maria Rutenis; & ſi filium habet de jugale, ad ipſum remaneat; & poſt diſceſſum de ipſo filio Sancta Maria Rutenenſis remaneat, & ſi ipſi filii mei de filia Odoini mortui fuerint ſine filios remaneat iſte alodus de Brandonedo cum ipſa Eccleſia Sancta Maria Sancta Fide ad Conquas remaneat; & alio Brandonedo Sancti Saturnini remaneat, & illo alode de Pariſido & alio alode de Siviſio, & illo alode de Albaredo Sancti Amantii remaneat; & donet ille Abbas de Sancti Amantii in eſcambio Sancti Salvatoris Vabrenſis valente illo alode de Siviſio, aut plus quod pars patuerit de Vabro, & ſi filium habeat de muliere ad illum remaneat, & poſt diſceſſum de ipſo filio ad ipſos Sanctos remaneat. Illo alode de illo Hermo *Ingelberto* remaneat & poſt ſuum diſceſſum Sancto Petro Muſciaci, & donet Ingelbertus per ſingulos annos ad illos Monachos de Muſciaco unam refectionem medio quadrageſimæ. Illo alode de Elvas *Jaldeberto* remaneat cum ipſa Eccleſia, & cum omnibus Villariis quas ibi aſpiciunt, in tali ratione, ſi filium habeat de muliere, ad illum remaneat, & ſi filium de muliere non habet *Grimaldo* fratri ſuo remaneat: & poſt diſceſſum illorum S. Petri Marciliaco remaneat in communia. Illo alode de Laugiaco, quod vocant Sancta Affra, *Stephano* remaneat, poſt ſuum diſceſſum ad unum filium ſuum, cui ille donare voluerit: & poſt diſceſſum illorum, S. Petri, & S. Giraldi Aureliaco remaneat. Illo alode de Lobegiaco exceptis illa Eccleſia, *Geneſio* remaneat & illa Rocha inter Aymerico & Geneſio & teneat illa Geneſius in fidelitate Aymerico, & ſi Geneſius habet filium de muliere ad illum remaneat, & ſi filium non habuerit *Geraldo* fratre ſuo remaneat, & poſt illorum diſceſſum ſancti Juliani Brivatenſis remaneat. Et illa Eccleſia de Lobegiaco *Galberto* remaneat: poſt diſceſſum ſuum ſancti Stephani Caturcenſis remaneat. Illo alode de Livrone Raymundo filio Umberto remaneat: poſt ſuum diſceſſum ad illa Eccleſia nova de Marcilio remaneat. Illo alode de Ginhalio Raymundo & Bernardo filio Umberto remaneat in ea ratione quod Bernardus & Raymundus & mater illorum affirment mea eleemoſina de Cantu ſancto Antonino, & poſt diſceſſum illorum remaneat ille alodus de Ginhalio S. Amantii Rutenis. Illo caſtello de . . . . illo caſtello de Cerveria, illo Caſtello de So. Laurentio, illo caſtello navo de Petriteuſe, illo caſtello Grenolhedo, illo caſtello de Mala-morte ripa Agatis, illo caſtello Dargon, illo caſtello de Ventugione, illo alode de Monaſterio remaneat Raymundo filio meo, & ſi Raymundus inteſtatus mortuus eſt, ad propinquos noſtros remaneant. Illo alode de Lupiaco DEUS-DEDIT Epiſcopo (*m*) remaneat: poſt ſuum diſceſſum, Sancta Maria Rutenis remaneat illa convenientia, quam ego habui. In illo alode de Sanis, quam Ermengaudus mihi fecit ſancti Michaelis, ad Galliaco remaneat. Iſta eleemoſyna ſuprà ſcripta fiat Domino Deo, & ad iſtos Sanctos ſuperſcriptos pro remedium animæ meæ, & pro omnibus peccatis meis, & pro Genitore meo & Genitrice mea, & pro Fratres meos, & pro omnibus Conſanguineis meis, & pro omnibus fidelibus meis, in ea ratione quod nullus Clericus nec nullus Laicus nec nulla femina non tollat, nec abſtrahat ad iſtos Sanctos ſuprafcriptos, nec iſta convenientia per quam unde iſtos Sanctos ..... omni tempore firma & ſtabilis permaneat. Amen. Omnes res mobiles donet eleemoſynarius meus Domino Deo, & ad Sanctos, & ad Præsbyteros, & ad pauperes pro anima mea.

(*m*) Rutenenſi.

Signum RAYMUNDO *qui Breve iſto ſcribere vel firmare rogavit.* *Signum* JALBERTO. *Signum* GENESIO. *Signum* BERNARDO. *Signum* WILLELMO. *Signum* AYMERICO. *Signum* GIRALDO.

LII.

ANNO 962. 12. Mars

Præceptum Cæſareum OTHONIS I. *quo Juriſdictio contentioſa, ſive Jus diſtinguendi, definiendi, & deliberandi ſuper omnibus tam Laïcis quam Clericis confertur Epiſcopo* Parmenſi HUBERTO *pro ipſo & ſucceſſoribus ſuis, tanquam Palatii Comitibus, tam infra Civitatem quam extra, usque ad tria Milliaria ſecundum limites determinatos. Dat. Liviæ 3. Idus Martii ann. 962.* [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. II. *Parmenſ. Epiſcopi*, col. 199. prior. Edit. *Rom.* & col. 157. ult. *Venet.* A°. 1717.]

SUBLIMATOS eſſe credimus..... maximis Eccleſiarum Dei utilitatibus proficere non ambigimus. Quapropter noverit omnis ſanctæ Dei Eccleſiæ fidelium, noſtrorumque præſentium ſcilicet, & futurorum..... Hubertus Parmenſis Eccleſiæ Epiſcopus noſtram adiens clementiam petiit, ut more Prædeceſſorum noſtrorum Eccleſiam ſuam proficiendo augmentaremus, ex hiſque Regiæ..... tam cuncti Clerici ejusdem Epiſcopii in quocunque loco..... fuerint quoque, & cunctorum hominum infra eandem Civitatem habeat..... publico in ejuſdem Eccleſiæ jus, & dominium, ut diſtrictum transfunderemus, ut deliberandi, & dividendi ſeu diſtinguendi poteſtatem haberet tam ſupradicti Cleri res, & familias, quamque & homines infra eandem Civitatem habitantes, & res, & familias eorum, velut ſi præſens adeſſet noſtri Comes Palatii. Nos vero conſiderantes, & commodum ducentes per ſupradicti Imperii dignitatem, & per mala omnia, quæ acciderint ſæpe inter Comites ipſius Comitatus, & Epiſcopos ejusdem Eccleſiæ, ut penitus præterita lis, & Schiſma evelleretur, & ut ipſe Pontifex cum Clero ſibi commiſſo pacifice viveret, tam pro ſalute noſtra quam ſtabilitate Regni, & omnium in noſtro Regno degentium concedimus, & largimur, & de noſtro jure, & Dominio in ejus jus, & Dominium omnino transfundimus, atque delegamus, murum ipſius Civitatis, & Diſtrictum, & Telonium, & omnem publicam funcționem, tam intra Civitatem, quam extra ex omni parte Civitatis iuſra tria milliaria, deſtinata ſcilicet, atque determinata per fines, & terminos, ſicut ſunt loca villarum, & nominibus defixa caſtrorum. In Oriente ſcilicet Benecetæ, Caſellæ, Coloritæ. In Meridie purpuriano Albari, Vicocuſuli. In Occidente Vicoferduli, Fabrorio, Aeli. In Septentrione Baganicola, Gaſallæ, Palantani, Tarabiano cum omnibus adjacentiis, & pertinentiis præfatorum locorum integre, remota occaſione ullius repreheníionis, nec non & Regias vias, aquarumque decurſus, & omne territorium cultum, & incultum ibidem adjacens, & omne quidquid Reipublicæ pertinet. Inſuper etiam concedimus, & omnes homines infra eandem Civitatem.... prælibatos fines habitantes ubicunque eorum fuerit hæreditas, ſive ad quæſtus, ſive familia tam infra Comitatum Parmenſem, quamque in vicinis Comitatibus nullam exinde funcționem alicui noſtri Regni perſonæ perſolvant, ſive alicujus placitum cuſtodiant niſi Parmenſis Eccleſiæ Epiſcopi, qui pro tempore fuerit, ſed habeat ipſius Eccleſiæ Epiſcopus licentiam tanquam noſtri Comes Palatii diſtinguendi & definiendi, vel deliberandi omnes res, & familias tam omnium Clericorum ejusdem Epiſcopii, quam & omnium hominum habitantium infra prædictam Civitatem, necnon & omnium reſidentium ſupra præfatæ Eccleſiæ terram, ſive Libellariorum, ſive Precariorum.... & ita de noſtro jure, & Dominio in ejus jus, & Dominium transfundimus, ut nullus Marchio, Comes, Vicecomes, aut aliqua Regni noſtri magna, remiſſaque Perſona exinde de prædictis rebus & familiis, & omnibus quæ ſuperius leguntur, ſe intromittat aut aliquam funcționem inde recipere tentet ad augmentum etiam..... quatenus eadem Parmenſis Eccleſia nullius ſupplementi indigna videatur.... permittendo concedimus ipſius loci Epiſcopo, ut habeat poteſtatem eligendi, ſive ordinandi ſibi Notarios qui cauſas ipſius Epiſcopatus diſcutientes ubicunque opportunum fuerit per prædictum Epiſcopum ſcribant cartas cujuscunque voluerit Teſtamenta remota prohibitione, vel controverſia Comitatus, ſive Comitis, ut ſicut ex parte Comitatus ſunt harum rerum Exactores, ita ex parte Epiſcopii noſtra..... vivere, & ſi acciderit de prædictis rebus, & familiis..... poſſe definiri per hanc noſtri præcepti paginam concedimus eidem Epiſcopo vice-Domino, ut ſit noſter miſſus, & habeat poteſtatem deliberandi, & definiendi, atque dijudicandi, tanquam noſtri Comes Palatii. Si quis igitur

ANNO 962. hujus noſtri præcepti violator . . . ſciat ſe compoſiturum mille libras auri, medietatem Cameræ noſtræ, & medietatem ipſius Eccleſiæ Epiſcopo. Quod ut verius credatur, diligentiusque ab omnibus obſervetur inviolabiliterque cuſtodiatur manu propria roborantes annuli noſtri impreſſionem inferius affigi præcepimus.

Signum D. OTHONIS *Sereniſſ. Aug.*

WILERICUS *Cancellarius ad vicem* BRUN. *Archiepiſcopi, & Archi-Cancellarii recognovit.*

Data 3. *Idus Martii anno Dominicæ Incarnationis* 962. *anno vero Imperii Domini* OTHONIS *Sereniſſimi Auguſti primo, Indictione* 5.

Actum Liviæ in Dei nomine feliciter. Amen.

LIII.

13. Nov. (1) *Imperatoris* OTTONIS I. *cognomine* Magni *Diploma, ſecundùm* HYPPOLITUM DONESMONDUM; *quò* GUALTERIUS DE GONZAGO *creatur* Vicarius Imperialis & primus Marchio Mantuæ *pro ſe & hæredibus ſuis in perpetuum. Datum apud Viterbium Idibus Novembris Anno Incarnationis* 962. [R. P. HYPPOLITI DONESMONDI Hiſtoria Eccleſiaſtica Mantuana, Lib. III. Ex FRANC. LAMBERTI Florentini Libro Italico *della Antiquità delle piu Illuſtri Famiglie d'Europa*; apud PETRUM LAMBECIUM in Annotationibus ſuper PLATINÆ Hiſtoriam Mantuanam, pag. 455.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

OTHO divinâ favente Clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus. Juſtitiæ æquitas, Regni auctoritas, & verius ſpectata fides, & ſincera dilectio nos admonent, omnium quidem utilita proſpicere, maximè verò Conſanguineorum noſtrorum, & eos, propter eorum benemerita, modis omnibus promovere & adjuvare. Quapropter meritis dilecti Conſanguinei noſtri Gualterii de Gonzago ad minus, & conſideratis ſinceram fidem & grata obſequia, quæ Imperio & Majeſtati noſtræ exhibuit, & in perpetuum exhibiturus eſt, locupletare & decorare ipſum, & omnes ejus ſucceſſores conſtituimus; & ut præſenti & futuræ Poſteritati notum ſit, liberalitate Auguſta, creamus dictum Gualterium Vicarium Imperialem, & primum Marchionem Mantuæ. Quam dignitatem in omnibus ſuis primariis ſucceſſoribus in perpetuum concedimus & ſtatuimus: donando eis omnia tenimenta, caſtra, jura, villas & diſtrictus, cum omnibus jurium pertinentiis, & omnibus veſtigiis tam intra quàm extrà Imperio attinentibus; ſtatuentes ac firmiter præcipientes, ut nulla unquam Perſona cujusvis ſtatus, eminentiæ, conditionis, & dignitatis audeat memoratum Gualterium, & ejus ſucceſſores & hæredes, in hac noſtra Conceſſione, Creatione & Donatione impedire, vel ipſis aliquod gravamen irrogare. Quod ſi quis auſu temerario facere præſumpſerit, pro pœna in vindictam ſui reatus, auri puri centum Libras, dimidium Fiſco noſtro, & reliquum paſſis injuriam perſolvendum componat. Et ut robur noſtræ conceſſionis ac donationis perpetuum ac firmum ſit, hoc privilegium in hac pagina inſcribi & ſigillo noſtro autentico communiri juſſimus. Hujus rei Teſtes ſunt Gildebertus Moguntinus Archi-Epiſcopus, Conradus Francorum Dux, Hermannus Suevorum Princeps, totius Almæ Urbis Præfectus, Guillus Niſſucæ &c. & alii quàm plures. Data ſunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis nongenteſimo ſexageſimo ſecundo, Indictione quinta, regnante divo Othone primo, Romanorum Imperatore glorioſo, Regni & Imperii ſui anno vigeſimo ſexto. Datum apud Viterbium Idibus Novembris.

(1) *Lambecius* taxe ce Diplome de faux, & il en allégue diverſes raiſons, les unes fortes, les autres foibles. La meilleure de toutes eſt, ſelon nous, qu'il ne ſe trouve rien dans les années ſuivantes, qui confirme cette prétendue érection, jusques au temps de l'Empereur *Sigismond*, qui la fit véritablement en faveur de *Jean François de Gonzague*. Voyez en les Diplomes dans le II. Tome de ce Recueil ſous les Dates du 6 & 7 Mai 1432. & du 22 Septembre 1433. [DUM.]

LIV.

ANNO 962. 13. Nov. *Ejusdem Diplomatis aliud Exemplum, ſecundùm* ANTONIUM POSSEVINUM, *cum Lectionibus valde diverſis, ut utriusque collatione facilè percipi poteſt.* [ANTONII POSSEVINI Junioris Hiſtoria Domûs GONZAGÆ, ex Ducalis Archivii Mantuani, ut ait, Diplomate Bullâ aureâ appensâ munito. Apud P. LAMBECIUM in Annotationibus ſuper PLATINÆ Hiſtoriam Mantuanam pag. 451.]

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

OTHO divinâ favente Clementia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus. Juſtitia, æquitas, Regni auctoritas, circumſpecta fides, & ſincera dilectio nos admonent, omnium utilitati proſpicere, maximè verò Conſanguineorum noſtrorum, &. eos, propter eorum benemerita, modis omnibus promovere & adjuvare. Eapropter meritis Conſanguinei noſtri Valterii de Gonzach annuimus, & conſiderantes ſinceram fidem & grata obſequia, quæ Imperio & Majeſtati noſtræ exhibuit, & impoſterum exhibiturus eſt, locupletare ac decorare ipſum, & omnes ejus ſucceſſores conſtituimus; & ut præſenti & futuræ Poſteritati notum ſit, liberalitate Auguſta, creamus dictum Valterium Vicarium Imperialem, & primum Marchionem Mantuæ. Quam dignitatem in omnibus ejus primariis ſucceſſoribus in perpetuum concedimus & ſtatuimus, donando eis omnia tenimenta, caſtra, rura, villas & diſtrictus, cum omnibus eorum pertinentiis, juſtitiis & omnibus honoribus, tam intrà quam extra, Imperio attinentibus, ſtatuentes ac firmiter præcipientes, ut nulla unquam Perſona cujusvis ſtatus, eminentiæ, conditionis, & dignitatis audeat memoratum Valterium, & ejus ſucceſſores & hæredes, in hac noſtra Conceſſione, Creatione & Donatione impedire, vel ipſis aliquod gravamen irrogare. Quod ſi quis auſu temerario facere præſumpſerit, pro pœna in vindictam ſui reatus, auri puri centum Libras, dimidium Fiſco noſtro, & reliquum paſſis injuriam perſolvenda componat. Et ut robur noſtræ conceſſionis ac donationis perpetuum ac firmum ſit, hoc privilegium in hac pagina inſcribi, & ſigillo noſtro aureo muniri juſſimus. Hujus rei Teſtes ſunt Hildebertus Moguntinus Archiepiſcopus, Conradus Francorum Rex, Erminius Suevorum Princeps, Joannes Almæ Urbis Præfectus, Gulielmus Miſiniæ Palatinus, Comes Encherius, Vicellus Camerinus, & alii quàm plures. Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis Nongenteſimo ſexageſimo ſecundo, Indictione quinta, regnante D. Othone primo, Romanorum Imperatore glorioſo, Regni & Imperii ſui anno vigeſimo ſexto. Datum apud Viterbium Idibus Novembris.

Signum D. OTHONIS Magni, *Romanorum Imperatoris.*

LV.

(1) *Echange fait entre le Comte* SIGIFRID *&* WIKER *Abbé de St. Maximin de Trêves, du* CHATEAU DE LUXEMBOURG, *dans les Ardennes, contre un Domaine nommé* VIULNE *dans les mêmes Ardennes, par lequel Echange Sigifrid aquit le nom de* PREMIER COMTE DE LUXEMBOURG. *Fait en* 963. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum Lib. I. Cap. XIX. pag. 39. & Notitiæ Eccleſiarum Belgic. Cap. LXI. pag. 109.] 963. 17. Avr. COMTE DE LUXEMBOURG ET ABBE' DE S. MAXIMIN DE TREVES.

In nomine unigeniti Filii Dei.

NOTUM ſit omnibus Populis, in Chriſtum credentibus, tam præſentibus quàm venturis, clericis atque laicis, quod (2) SIGIFRIDUS Comes, de nobili

(1) *Le Mire* dit qu'il a tiré cette Piéce d'un Manuſcrit de l'Abbaïe de S. *Maximin* de Trêves

(2) On ne ſait ni de qui il étoit fils, ni qui fut ſon ſucceſſeur.

LVI.

Ann. 1693.

Pleins pouvoirs expédiés par l'Empereur Leopold, pour faire ratifier à Ryswick par l'Electeur de Cologne, Administrateur de l'Archevêché de Cologne, l'Accommodement fait entre la France & l'Empire.

Nous Leopold, par la grace de Dieu, Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi d'Allemagne, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Wirtemberg, de la haute & basse Silesie, de Mantoue, de Parme, de Plaisance, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de Calabre, de Haut & bas Palatinat, de Baviere, de Juliers, de Cleves, de Berg, de Stettin, de Pomeranie, des Cassubes & Vandales, de Mecklenbourg, de Silesie, de Nassau, de Sulzbach, de Brandebourg, de Magdebourg, de Halberstadt, de Minden, de Camin, de Wenden, de Schwerin, de Ratzebourg, de Meurs, de Lusace, de Neuchâtel & de Valangin, Comte de Habsbourg, de Tyrol, de Ferrette, de Kyburg, de Gorice, de Namur, Marquis du Saint Empire Romain, Landgrave de Haute & basse Alsace, Prince de Suabe, de Catalogne, d'Asturie, de Hainaut, de Zutphen, de Salins, de Tripoli & de Malines, Comte de Flandre, de Tyrol, de Hennegau, de Holande, de Zelande, de Namur, de Ferrette, de Kyburg, de Gorice, de Rossillon & de Ceritanie, Seigneur de la Marche Slavonique, de Portenau, de la Forêt Noire, de Salins, de Tortose, de Malines, de Frise, de Salins, de Port Naon & de Tripoli, Archiduc d'Autriche, Duc de Lorraine & de Bar, Grand Duc de Toscane, &c. Roi de Jerusalem, &c.

A Tous ceux qui ces Présentes verront, Salut. Comme par le Traité de Paix conclu à Ryswick le 30 Octobre 1697. entre Nous & Très-haut, Très-puissant & Très-excellent Prince Louis XIV. par la grace de Dieu, Roi très-Chrétien de France & de Navarre, il a été entre autres choses convenu & arrêté, que Nous & Notre très-cher Frere & Cousin Maximilien Henri, Archevêque de Cologne, Archichancelier & Prince du Saint Empire Romain, Evêque de Paderborn & de Hildesheim, Grand Maître de l'Ordre Teutonique, Administrateur de l'Archevêché de Cologne, Duc de Westphalie & de Bouillon, Comte de Hollande, Landgrave de Leuchtenberg, Prince de Stavelo & de Malmedy, Marquis de Franchimont, Comte de Loos, Seigneur de Herstal, Hensberg, Montjoie, Vilvorde, Turnhout, Grimbergen, Gertruydenberg, Breda, Lillo, Liefkenshoek, Arschot, Rhenen, Wageningen, Amerongen, Zevenbergen, Willick, Dalem, Ysselstein, Crayenhof, Schoonhoven, Oudewater, Montfort, Reckheim, Wassenaer, Duivenvoorde, Voorne, Putten, Warmond, Leimuyden, Polanen, Abcoude, Baer, Cronenburg, Wickenrode, Wickerade, Hemmen, Dodewaard, Beusichem, Ameyden, Culemborg, Vianen, Asperen, Heukelom, Schoonrewoert, Altena, Werkendam, Woudrichem, Loevestein, Sommelsdyck, Strijen, Puttershoek, Ridderkerk, Barendrecht, Ysselmonde, Pernis, Rosenburg, Zwynsdrecht, Hoogvliet, Crooswyck, Schelluynen, Hekelingen, Rozenburg, Maasland, Vlaardingen, Maasdam, Rotterdam, Schiedam, Delfshaven, Overschie, Nieuwerkerk, Berkel, Rodenrys, Bleyswyck, Bergambacht, Ouwerkerk, Schoonhoven, Haastrecht, Gouda, Moordrecht, Zevenhuysen, Alphen, Boskoop, Waddinxveen, Zwyndrecht, Hardinxveld, Giessendam, Sliedrecht, Papendrecht, Mydrecht, Ameyde, Nieuwerbrug, Aarlanderveen, Alkemade, Woubrugge, Hazerswoude, Rijnsburg, Koudekerk, Zwammerdam, Leyderdorp, Valkenburg, Rijnsaterwoude, Oudshoorn, Alphen

Anno 963.

Adalgerus primus [illegible] Leonis,
Benedictus quintus Papa,
[illegible] Romanorum Consulum.
Imperium sedis Petrinæ,
Ecclesiarum Cardinalis Archidiaconus,
Presbyter Cardinalis
[illegible] Basilicæ Ecclesiæ Cardinalis Presbyter,
Ecclesiæ Cardinalis
Diaconus Cardinalis
Ecclesiæ Cardinalis
Ecclesiæ Cardinalis Defensorum,
Primus Scholæ
Scholæ
Scholæ

ANNO 963. gia, Herricus Trevirenſis Archiepiscopus, ab Æmilia & Liguria Widó Mutienſis, Gezo Tertonenſis, Sigultus Placentinus. Quorum conſilio Domino Papæ ita reſcribunt:

SUMMO PONTIFICI ET UNIVERSALI PAPÆ DOMINO JOANNI, OTTO divinæ reſpectu Clementiæ Imperator Auguſtus, ſed & ſancta Synodus Romæ ob ſervitium Dei congregata, in Domino ſalutem.

10. Præterita Synodo, quæ celebrata eſt octavo Idus Novembris, Litteras vobis direximus, in quibus accuſatorum veſtrorum verba atque accuſationis cauſæ continebantur. Rogavimus etiam iisdem Litteris magnitudinem veſtram, quemadmodum juſtum eſt. A vobis, non quales temporis qualitas, ſed inconſultorum vanitas expoſcit hominum, Litteras accepimus. Non veniendi ad Synodum rationabilis eſſe excuſatio debuit: ſed & præſentes magnitudinis veſtræ debuerunt Nuntii intereſſe, qui aut ægritudinis, aut certæ difficultatis cauſa ſatisfacerent ſanctam vos Synodum declinaſſe. Eſt & aliud veſtris in Litteris ſcriptum, quod non Episcopum, ſed puerilem ineptiam ſcribere deceret. Excommunicaſtis enim omnes, ut non habeamus licentiam canendi miſſam, ordinandi Eccleſiaſticas diſpoſitiones, ſi alium Romanæ Sedi conſtitueremus Episcopum. Ita enim ſcriptum erat: *Non habeatis licentiam nullum ordinare.* Nunc usque putavimus, immo credimus, duo negativa unum facere dedicativum, niſi veſtra auctoritas priſcorum ſententias infirmaret auctorum. Nos vero intentioni veſtræ, non verbis, reſpondeamus. Si ad Synodum venire, & objecta purgare non differtis, auctoritati veſtræ proculdubio obediemus: ſed ſi (quod abſit) venire, & objecta vobis capitalia crimina purgare diſſimulatis, quum præſertim vos venire nihil impediat, non maris navigatio, non corporis ægritudo, non itineris longitudo; tunc excommunicationem veſtram parvipendemus: eam potius in vos retorquebimus, quoniam quidem juſtè facere poſſumus. Judas Domini noſtri Jeſu Chriſti proditor, immo venditor, cum cæteris priùs ligandi atque ſolvendi poteſtatem à Magiſtro in hæc verba acceperat: *Amen dico vobis, quæcumque ligaveritis ſuper terram*, &c. Quamdiu enim bonus inter diſcipulos fuit, ligare atque ſolvere valuit: poſtquam vero cupiditatis veneno homicida factus, vitam occidere voluit, quem poſteà ligatum ſolvere, ſolutum ligare potuit, niſi ſeipſum, quem infeliciſſimo laqueo ſtrangulavit? Data x. Kalend. Decemb. & miſſa per Hadrianum Cardinalem Presbyterum, & Benedictum Cardinalem Diaconum.

Excommunicatio Papæ puerilis & inepta.

Matth. 18.

11. Qui quum ad Tyberim perveniſſent, eum non invenerunt (Pharetratus enim in campeſtria jam abierat:) nec quiſquam erat, qui his ubi ipſe eſſet, indicare poſſet. Quumque eum invenire non poſſent, cum eiſdem Litteris ad ſanctam Synodum, quæ tunc tertio eſt habita, ſunt reverſi.

Imperatoris de Papa accuſatio.

12. Mox Imperator ait: Expectavimus adventum ejus, ut præſente eo, quod nobis egerit, quereremur. Verum quoniam eum non affuturum certo ſcimus, quàm perfidè nobiſcum egerit, ut diligenter agnoſcatis, etiam atque etiam flagitamus. Notum itaque vobis facimus Archiepiſcopis, Epiſcopis, Presbyteris, Diaconis, reliquoque Clero, nec non & Comitibus, & Judicibus, omnique Plebi, quod idem Joannes Papa oppreſſus à Berengario atque Adelberto rebellibus noſtris, miſit in Saxoniam Nuntios, rogans, ut pro amore Dei in Italiam veniremus, & Eccleſiam S. Petri ac ſeipſum ex faucibus eorum liberaremus. Nos verò, Deo adjuvante, quantum fecerimus non eſt neceſſe dicere, ut in præſentiarum videtis. Ereptus verò mea opera ex eorum manibus, & honori debito reſtitutus, oblitus juramenti & fidelitatis, quam mihi ſupra corpus S. Petri promiſit, eumdem Adelbertum Romam venire fecit, & contra me defendit, ſeditiones fecit, & videntibus noſtris militibus Dux belli factus, lorica & galea eſt indutus. Quid ſuper hoc ſancta Synodus decernat, edicat.

Sententia contra Joannem Papam.

13. Ad hæc Romani Pontifices, [Suffraganei ſcilicet Epiſcopi] reliquusque Clerus, & cunctus Populus dixerunt. Inauditum vulnus inaudito eſt cauterio exurendum. Si corruptis moribus ſibi ſoli, & non cunctis obeſſet, quoquo modo tolerandus eſſet. Quot prius caſti, hujus facti ſunt imitatione incesti? Quot probi, hujus exemplo converſationis ſunt reprobi? Petimus itaque magnitudinem Imperii veſtri, monſtrum illud nulla virtute redemptum à vitiis, à ſancta Romana Eccleſia pelli, aliumque loco ejus conſtitui, qui nobis exemplo bonæ converſationis præeſſe valeat, & prodeſſe ſibi: rectè vivat, ac bene vivendi nobis exemplum præbeat.

14. Tunc Imperator: Placet, inquit, quod dicitis; nihilque gratius nobis, quàm ut talis, qui huic ſanctæ & univerſali Sedi præponatur, inveniri poſſit. ANNO 963.

15. His dictis omnes una voce dixerunt: Leonem venerabilem ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Protoſcriniarium, virum approbatum, ad Summi Sacerdotii gradum nobis in paſtorem eligimus, ut ſit Summus & Univerſalis Papa Romanæ Eccleſiæ, reprobato ob mores improbos Joanne Apoſtata. Quum hoc omnes tertio dixiſſent, annuente Imperatore, nominatum Leonem ad Lateranenſe Palatium, ſecundum conſuetudinem cum (a) Cardinalibus ducunt, & certo tempore in Eccleſia ſancti Petri ad Summum Sacerdotium ſancta conſecratione attollunt, & fideles ſe ei affuturos jurejurando promittunt.

Imperator confirmat Papam electum. (a) *Al.* laudibus.

LVII.

989. 30. Juill. *Privilegium Imperatoris* OTTONIS III. *Epiſcopo Spirenſi* RUPERTO *de novo indultum, quòd nullus Dux ſive Comes, ſive publicus Judex, niſi ſolus Epiſcopus Spirenſis pro quocunque negotio placitum retinere, ſeu publicum judicium infrà Civitatem Spira ſeu Nemeta vocatam, aut in circuitu extrà Civitatem, & in Marcha, quæ eidem Urbi adjacens eſt, facere queat. Datum Ingelheim 3. Kalend. Auguſti anno* 989. [LEHMANNI Chronicon Spirenſe Libr. IV. Cap. III. pag. 236. col. 2.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, OTTO *divina favente Clementia Rex:*

SI petitionibus Sacerdotum, quas noſtris auribus infuderint, pro utilitatibus Eccleſiarum ſuarum, aliquid accommodaverimus, id procul dubio & ad præſentis vitæ ſtatum æternæ beatitudinis præmia capeſſenda nobis profuturum credimus. Quapropter noverit omnium fidelium noſtrorum cum præſentium, quam & futurorum induſtria, qualiter nos ob amorem Dei & veneration em beatæ Dei genetricis Mariæ, ſimulque per interventum Ruperti fidelis noſtri Spirenſis Eccleſiæ videlicet Episcopi, renovari & reſcribi per regalem noſtram munificentiam jubemus quoddam præceptum, quod piiſſimus beatæ memoriæ Avus noſter Dei gratia Cæſar Auguſtus, cum etiam pii nominis genitor noſter Dei nutu ſimiliter Imperator Auguſtus, Spirenſis Eccleſiæ ſuique Proviſoribus videlicet Episcopis donavit atque conceſſit, hoc eſt, ut nullus Dux, ſive Comes, vel nullus publicus Judex ex judiciaria poteſtate, aut aliqua cujuslibet poteſtatis ignota perſona, niſi ſolus Epiſcopus & Advocatus ipſius ſupra dictæ Spirenſis Eccleſiæ, ex juſſione & conceſſione noſtra deinceps poteſtatem habeat, pro quocunque negotio, vel pro aliqua re parva aut magna placitum retinere, ſeu publicum judicium facere, infra civitatem Spira ſeu Nemeta vocatam, aut in circuitu extra civitatem, id eſt, in villa Spira & in marcha, quæ eidem urbi adjacens eſt, aut aliquid per regale bannum in uſum noſtri, ſucceſſorumque noſtrorum exigere: neque aliquid de prædiis, vel de moneta, ſeu de teloneo, vel ex ulla re in fiſcum regium transferre, nec ullus hominum ex fidelibus ſanctæ Dei Eccleſiæ, ac noſtris in Eccleſiis, aut locis vel agris; ſeu in reliquis poſſeſſionibus præfatæ Eccleſiæ, quas juſtè & rationabiliter poſſidere videtur, in quibuslibet pagis vel territoriis, vel quicquid ibidem propter divinum amorem & venerationem beatæ Mariæ ſemper virginis collatum fuerit, ad cauſas audiendas, vel freda exigenda, aut manſiones vel paradas faciendas, aut fidejuſſores tollendos, aut ullas redhibitiones vel illicitas occaſiones requirendas, aut homines ipſius Eccleſiæ, tam ingenuos quam ſervos, injustè conſtringendos ullo unquam tempore inire audeat, vel ea, quæ ſupra memorata ſunt, penitus exigere, aut exactare præſumat. Sed liceat ibidem Deo famulantibus ſub noſtræ immunitatis tuitione quieto ordine vivere, ac reſidere, quatenus melius illis delectat omni tempore, pro nobis atque ſtabilitate totius regni à Deo nobis collati Domini miſericordia attentius exorare.

Et ut hæc noſtræ conceſſionis authoritas cunctis ſanctæ Dei Eccleſiæ filiis noſtrisque fidelibus melius credatur, ac diligentius perpetim obſervetur, hanc chartam inſcribi juſſimus, & ſigilli noſtri impreſſione ſignatam manu propria noſtra ſubtus eam firmamus.

Signum Domini OTTONIS Glorioſiſſimi Regis, LUDEBALDUS Epiſcopus & Cancell. vice WILLIGISI Archiepiscopi recognovi. Data III. Calend. Auguſt. Anno Dominicæ Incarnationis

ANNO 889. nis DCCCCLXXXIX. Indiction. II. Anno autem tertii OTTONIS regnant. Sexto. Actum Ingelheim feliciter. Amen.

LVIII.

Vers l'an 990. *Charta de* TREUGA & PACE *per Anicienſem Præſulem* WIDONEM *in Congregatione quamplurium Epiſcoporum, Principum, & Nobilium hujus Terræ ſancita.* [(1) MABILLON, de Re Diplomatica, Lib. VI. pag. 577. Ex Chartario Celſinianenſi.]

In nomine Dei ſummæ & individuæ Trinitatis.

WIDO, Dei Gratia, Anicienſis Præſul, ſupernæ pietatis miſericordiam expectantibus ſalutem & pacem. Notum eſſe volumus omnibus Dei Fidelibus quoniam videntes maleficia quæ in populo quotidie accrescunt, congregamus quosque Episcopos Domnum P. Vivarienſem, *Vigonem* Valentinenſem, *Begonem* Arverneuſem, *Raimundum* Toloſenſem, *Deusdedit* Rutenenſem, *Fredelonem* Elnenſem, & Dominum *Fulcrannum* Ludevenſem, & *Wigonem* Glandenſem, & alios quamplures Episcopos & quoscunque Principes & Nobiles, quorum numerus non eſt inventus. Et quia ſcimus, quia ſine pace nemo videbit Deum, ammonemus propter nomen Domini, ut ſint Filii pacis: ut in iſtis Episcopatibus, quos iſti Episcopi regunt, neque ex iſtis Comitatibus de iſta hora & inantea Eccleſiam homo non frangat extra Eccleſiam, quam in firmamento Caſtelliæ ſe ſciente, niſi Episcopi, præter eorum cenſum, prædam in iſtis Comitatibus neque in iſtis Episcopatibus homo non faciat de equis, pullis, de bovibus, de vaccis & de aſinis, & de faſcibus quos ipſi portant, neque de ovibus & de capris, neque de porcis, neque ea occidat, niſi per conductum ſuum & ſuorum intimè poſitorum accipiat victum, ſicut ad ſuam domum nihil portet, & ad Caſtellum baſtire aut obſidere, niſi unusquisque de ſua terra aut de ſuo alode & de ſuo beneficio & de ſua commenda. Clerici non portent ſecularia arma: Monachis injuriam nullus homo aliquando non faciat, neque his qui cum eo perrexerint qui arma non portaverint, niſi Episcopi aut Archidiaconi, propter eorum cenſum Villanum aut Villanam, propter redemptionem non niſi per ſuum foriſfactum, & niſi eundem Villanum qui alterius Terram araverit & laboraverit, quæ eſt in contentione, niſi unusquisque de ſua Terra aut de ſuo Beneficio Terras Eccleſiaſticas, Episcopales, Canonicales, Monachales nullus præſumere audeat, neque aliqua mala conſuetudine diſſonorare, niſi de manu Episcopi aut Fratrum voluntate per precariam adquiſierit de iſta hora & inantea. Negotiatores etiam nullus apprehendere & rebus ſuis ſpoliare præſumat ſe ſciente. Interdicimus etiam ut nullus Laicorum ſe immittat de ſepulturis Eccleſiæ & offerendis: & nullus Presbyterorum pretium de baptiſterio accipiat, quia donum Spiritus Sancti eſt. Si verò aliquis raptor fuerit aut maledictus, qui hanc inſtitutionem infregerit & tenere noluerit, ſit ipſe excommunicatus & anathematizatus & à liminibus Sanctæ Dei Eccleſiæ ſegregatus usque ſatisfactionem veniat. Quod ſi non fecerit, Presbyter ei Miſſam non cantet, divinum ei officium non faciat, & ſi mortuus fuerit, Presbyter eum non ſepeliat, neque ad Eccleſiam ſit ſepultus, communionem non donet ei ſe ſciente. Et ſi aliquis Presbyter hoc infregerit ſe ſciente, ab Ordine deponatur. Precamur etiam & ammonemus ut in iſto tempore, ſcilicet mediante Octobri menſe, ad iſtum Dei Placitum cum bono animo & bona voluntate veniatis in Dei nomine, ut remiſſionem peccatorum veſtrorum conſequi valeatis, præſtante Domino noſtro Jeſu-Chriſto, qui cum Patre & Sancto Spiritu vivit & regnat. Confirmat hoc Archiepiscopus DAG. Bituricenſis Sedis, & Dominus THEOBALDUS Viennenſis Archipræſul.

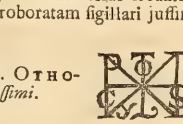
(1) Le Pere *Mabillon* range ce Traité vers l'an 990. Cependant il cite au même endroit *Baluze*, qui aſſure, *Lib. 4. Marca Hiſpanica*, qu'il ne fut pas conclu *ante annum milleſimum*. [DUM.]

LIX.

1001. 22. Nov. *Concambium inter Imperatorem* OTTONEM III., *& Archiepiſcopum Ravennatem* FEDERICUM, *quo Ille Cœnobium divæ* MARIÆ, *quod ad eam diem Ravennatis Eccleſia poſſederat, permutat, Huic contra donans quicquid ad jurisdictionem ſpectaret omnis terræ Sancti* APOLLINARIS; *inſimul dictum Cœnobium ab Archiepiſcoporum Ravennatum ditione eximitur & Imperio tantùm Regio ſubjicitur. Ravennæ* 10. *Kal. Decembris* 1001. *Indict.* 15. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. *Ravennates Archiep.* col. 357. prior. Edit. *Rom.* & col. 359. ult. *Venet.* Ao. 1717.] ANNO 1001.

In nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis.

OTHO Tertius Servus Apoſtolorum. Omnium fidelium Chriſtianorum, tam præſentium, quam futurorum noverit univerſitas, quod nos a D. Federico Sanctæ Ravennatis Eccleſiæ Archiepiscopo, Monaſterio S. Mariæ de Pompoſa per concambium accipientes, e contra donavimus Sanctæ Ravennati Eccleſiæ omnia placita, & Diſtrictus & bannum de omni Terra Sancti Apollinaris, & de omnibus Episcopatibus, ſive Comitatibus, de quibus præcepta habentur in Sancta Ravennate Eccleſia, unde Abbatia Sanctæ Mariæ de Pompoſa ab omni ſubjectione Archiepiscoporum, ſive aliorum excutimus, ut Regalis, ſit nulli dominantium perſonarum ſubjecta, ſintque Monachi ejus ab omni ſecularis ſervitii infeſtatione ſecuri; qui de ſuis, qualem voluerint, Abbatem eligant ab Episcopo Comaclenſi conſecrandum. Qui ſi ſibi pro pecunia, vel pro aliqua humana poteſtate moleſtus extiterit, veniat ad Archiepiscopum ſuum Ravennatem ab eo benedicendus; & ſi hoc in iſto quod in priore invenerit ad qualemcunque Episcopum deſideret, cauſa conſecrationis properet. Si quis hoc præceptum fregerit, componat centum libras auri cocti, medietatem Cameræ noſtræ, medietatem prælibato Monaſterio. Sed ut verius credatur, hanc paginam manu propria roboratam ſigillari juſſimus.

Sign. D. OTHONIS *Cæſaris invictiſſimi.* 

HIPPOLYTUS *Cancellarius vice* PETRI *Epiſcopi recognovit.*

Data 10 *Kal. Decembris anno Dominicæ Incarnationis* 1001. *Ind.* (1) 15. *anno* III. OTHONIS *regnan.* 16. *Imperii* 6.

Actum Ravennæ feliciter. Amen.

LX.

Donation du COMTE' DE CAMBRAI, *faite à* ERLUIN *Evêque du même Lieu par l'Empereur* HENRI II. *en* 1007. [GEORGE COLVENER dans ſes Notes ſur la Chronique des Evêques d'Arras & de Cambrai, de BALDERIC Evêque de Tournai; & AUBERT LE MIRE Diplomatum Belgicorum Tom. I. Cap. XXVII. pag. 55.] 1007. 22. Oct. COMTE' DE CAMBRAI.

In nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis.

HEINRICUS divina clementia favente Rex. Omnibus Sanctæ Dei Eccleſiæ fidelibus, præſentibus ſcilicet & futuris, notum fieri volumus, qualiter nos, tam animæ noſtræ conſultu, quàm Venerabilis Heriberti Archiepiscopi Colonienſis interventu, Chameracenſi Eccleſiæ, in honore S. Mariæ conſtructæ, Comitatum Chameracenſem, hac noſtræ auctoritatis præceptali pagina, prout firmiſſimè potuimus, in proprium donavimus.

Præcipientes igitur, ut prælibatæ Sedis Venerabilis (2) ERALWINUS Episcopus, ſuique Succeſſores, liberam dehinc habeant poteſtatem, eumdem Comitatum in uſum Eccleſiæ ſupra dictæ tenendi (3), Comitem eligendi, bannos habendi, ſeu quidquid ſibi libeat, modis omnibus faciendi.

Et

(1) L'année de l'Empire eſt juſte; car *Otton III.* fut couronné à Rome au mois de Mai 996; mais celle du Regne ne l'eſt pas, puis qu'elle ſe doit compter du jour de la mort d'*Otton II.* ſon Pere, arrivée à Rome au mois de Decembre 983 de ſorte que l'an 1001. au mois de Novembre étoit le XVIII. de ſon Regne & non pas le XVI. Il eſt vrai que dans la nouvelle Edition d'*Ughel*, au lieu de l'année XVI. qui ſe trouve dans la premiere, qu'on a ſuivie, il y a XXVI; mais la faute n'en eſt que plus grande. L'indiction n'eſt pas juſte non plus. Celle de l'an 1001. étoit XIV. & non pas V. [DUM.]

(2) Autrement *Erluinus* ou *Herluinus* Evêque de Cambrai & d'Arras, qui mourut en 1012.

(3) *Le Mire* remarque qu'autrefois les Evêques de la haute & de la baſſe Lorraine, & ceux des Païs-bas avoient droit d'élire & d'établir dans leurs Villes des Comtes, qui adminiſtroient la Juſtice. D'où vient qu'il eſt ſouvent parlé dans les Auteurs du moyen âge, des Comtes de Cambrai, d'Arras, de Trêves, &c. Ces Comtes abuſant de leur pouvoir dans la ſuite, les Evêques garderent cette dignité pour eux. D'où vient que pluſieurs Evêques ſont auſſi Comtes.

ANNO 1007. Et ut hæc noſtræ traditionis auctoritas ſtabilis & inconvulſa permaneat, hanc chartam inde conſcriptam manu propria roborantes, Sigilli noſtri impreſſione inſigniri juſſimus.

Signum Domni HEINRICI *Regis invictiſſimi.*

EBERHARDUS *Cancellarius, vice* WILLEGISI *Archicapellani, recognovit.*

Data XI. Kalendas Novembris, Indictione V. anno Dominicæ Incarnationis M. VII. an. Domni Heinrici ſecundi Regni VI. Actum Aquisgranenſi Palatio feliciter, Amen.

LXI.

1018. *Diploma* CANUTI *Regis Angliæ, quô Eccleſiam Salvatoris in Dorobernia omnium Eccleſiarum Regni Angligeni Matrem & Dominam confirmat.* [Collect. Regia Concilior. Tom. XXV. pag. 281. PHIL. LABBEI Concil. Collectio. Tom. IX. pag. 817.]

EGO denique Imperator KNUTO a Chriſto Rege Regum regiminis Anglici in Inſula potitus, audiens Beneficia Prædeceſſorum meorum Regum, ſcilicet regalia Privilegia, ſimiliter cernens libertatem Monaſteriorum intra Cantiam poſitorum, Archipræſulisque piiſſimi Livingi admoniti ine, placuit cordi amborum præſentem chartulam corroborare, videlicet: Eccleſia Salvatoris in Dorrobernia ſita, omnium Eccleſiarum Regni Angligeni Mater & Domina, cum omnibus ad illam pertinentibus, ſit libera, nec quisquam hominum in ea & rebus ſuis aliquid Juris vel conſuetudinis, præter Archiepiscopum & Monachos ibidem Deo famulantes, exigat vel obtineat: in ſempiternum hoc noſtrum Decretum inviolabile tempore meo & Succeſſorum meorum, pro ſpe ſalutis æternæ, ſtabile perſeveret, his teſtibus quorum Signa ſubtus annotantur.

Ego KNUTO *Gubernator Anglici Orbis propria manu confirmo.*

Ego LEVINGUS *Metropolitanus Archipræſul libenter annuo.*

Ego EMMA *Regina ſigno crucis confirmo.*

Ego WOLSTANUS *Eboracenſis conſolidavi.*

EALHELMUS *Epiſcopus gratum habens.*

Ego ALGARIUS *Epiſcopus concedo.*

Ego LEOFRICUS *Epiſcopus confirmo.*

Ego HALDENNE *princeps Regis, pro viribus aſſenſum præbeo.*

Et Ego TURKILLUS *Dux concedo.*

Facta eſt autem Conceſſio anno Dominicæ Incarnationis 1018.

LXII.

Juiller. *Civitatis* ARBES *Obligatio, Quâ Duci Venetorum* OTHONI *& Succeſſoribus ſuis Tributum pendere ſingulo anno libras de ſeta ſerica decem pollicetur. Dat. in dicta Civitate menſe Julio, Indict. I. anno* 1018. [JOHANN. LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. II. pag. 80.]

IN Nomine Domini Dei, & Salvatoris Noſtri Jeſu Chriſti anno ab Incarnatione ejusdem 1018 menſe Julio Indictione primâ in Civitate Arbes. Spondentes, ſpondemus, promittentes, promittimus, nos quidem Majus Epiſcopus dictæ Civitatis Arbes, ſimul cum Tribuno Trium Bellata Priore noſtro, una pariter cum Clero, & Populo habitante in Civitate ſupradicta, cum Succeſſoribus, ſeu Hæredibus, ac prohæredibus noſtris, vobis D. Othoni Seniori noſtro Duci Venetorum, & Dalmaticorum, & Succeſſoribus veſtris Tributum dare omni anno libras de ſeta ſerica decem, & noſtrum miſſum in Nativitate D. N. J. Chriſti, & ſi vobis veſtrum miſſum transmittere placuerit, nequaquam ſupradictum tributum contradicere debeamus, per nullum ingenium. Hæc autem ut ſupra leguntur, omnia adimplere promittimus, ſine omni intermiſſione, aut aliquo interpoſito capitulo. Si autem per quodvis ingenium non adimpleverimus omnia, ſicut ſuperius legitur in conſtituto tempore, tunc promittimus cum Hæredibus, & Succeſſoribus noſtris vobis, & veſtris Succeſſoribus auri obrizi libras quinque, & hæc promiſſionis cartula perpetualiter maneat in ſua firmitate. ANNO 1018.

Ego MAJUS *Epiſcopus manu mea ſcripſi.*
Ego BELLATA *Prior hæc rogavi fieri.*
Ego JO. *Archipræsbiter m. m. ſcripſi.*
Ego PETRUS LUCCANI *m. m. ſcripſi.*
Ego MARCUS *Diac. m. m. ſ.*
Ego NICEPHORUS *hæc rogatus feci.*
Ego LAMPRIDIUS *h. r. f.*
Ego FUSCUS *h. r. f.*
Ego DONUS *h. r. f.*
Ego MARTINUS *h. r. f.*
Ego SERGIUS *h. r. f.*
Ego JOHANNES *h. r. f.*
Ego DABRO *h. r. f.*
Ego MUZLO *h. r. f.*
Ego PETRUS *h. r. f.*
Ego PETRUS *Diac. rogatus à Clero, & Populo conſcripſi, atque complevi.*

LXIII.

Diploma Donationis Imperatoris HEINRICI *Sancti, quo videlicet Epiſcopatui & Epiſcopo Merſeburgenſi* DIETHMARO *Oppidum* Lipzk (Lipſiam) *ſitum inter Aleſtram, Plisnam, & Pardam fluvios, cum omnibus pertinentiis largitur. Datum* III. *Non. Octobr. Anno Incarnationis* M. XXI. [VOGELS Annales Lipſienſes ſub anno 1021. pag. 13. *Tiré de l'Original qui ſe garde dans l'Evêché de* Merſebourg.] 1021. 5. Octobre.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

HEINRICUS, divina ordinante providentia, Rex. Si Eccleſiarum DEI loca, alicujus doni incremento meliorare, vel ditare ſtuduerimus, Nobis, noſtrique Regni ſtatui id proficere minime dubitamus. Quapropter noverit omnium Chriſti Fidelium præſentium ſcilicet, & futurorum induſtria, qualiter Nos, pro remedio animæ noſtræ, Parentumque noſtrorum, nec non dilectiſſimæ Collectalis noſtræ, Cunegundis videlicet Imperatricis Auguſtæ, in honorem Sanctæ Dei Genetricis Mariæ, perpetuæque Virginis, nec non S. Johannis Baptiſtæ, Sanctique Laurentii, Martyrum, a Parente & Anteceſſore noſtro, Ottone primo, Imperatore Auguſto conſtructæ, poſtea vero peccatis noſtris exigentibus deſtructæ, per Nos autem divina propitiante gratia recuperatæ, unum Oppidum Lipzk nominatum, ſitum inter Aleſtram, Plisnam & Pardam fluvios, cum omnibus pertinentiis ſuis, terris cultis, & incultis, agris, areis, ædificiis, ſylvis, venationibus, molendinis, pratis, pascuis, viis & inviis, exitibus & reditibus, quæſitis & inquirendis mancipiis utriusque ſexus, & omnibus, quæ quomodolibet nominari, vel ſcribi poſſunt, utilitatibus ad idem Oppidum pertinentibus, per hanc Imperialem noſtram paginam, donamus, concedimus atque largimur præfatæ Merſeburgenſi Eccleſiæ, ipſiusque Proviſori, Venerabili Viro, Ditmaro Epiſcopo, & de noſtro jure atque Dominio in ejus jus atque Dominium omnino transfundimus, ea videlicet ratione ut ejusdem Eccleſiæ Antiſtes, ſibique ſuccedentes, liberam habeant de præfato Oppido, ſuisque pertinentiis poteſtatem quicquid ſibi inde placuerit faciendi. Et ut hæc noſtræ Donationis autoritas ſtabilis, & inconvulſa, omni poſthac permaneat tempore, hoc Præceptum inde conſcriptum Sigilli noſtri impreſſione præcepimus inſigniri.

Signum Domini HENRICI ſecundi, Romanorum Invictiſſimi Imperatoris Auguſti GUNTHERUS Cancellarius, vice ARIBONIS Archicappellani recognovi Dat. III. Non. Octobr. Indictione IV. Anno Dominicæ Incarnationis M. XXI. Anno vero Regni Domini HENRICI II. XX. Actum Merſeburgi.

Impreſſum eſt Cæſareum Sigillum cum hisce verbis:

Signet Herrn Heinrichs des andern/ unüberwindlichen Römiſchen Kayſers/ und Mehrers des Reichs. & porro:

ANNO 1021. porro: Ich Gunther Cantzler habe anſtatt Aribonis des Ertz-Cappellans/ ſolchen Brieff recognoſciret. Gegeben den 5. Octobris / in der IV. Römer Zins-Zahl/ nach Chriſti unſers Herrn geburt/ im 1021. des Reichs aber Herrn Heinrichs/ des andern/ im 20. Jahr. Geſchehen zu Merſeburg.

LXIV.

1027. 3. Mai. CONRADI II. *Imperatoris Diploma, quò in favorem* URSONIS *Episcopi Patavini, omnia Prædeceſſorum Imperatorum ac Regum Privilegia, per Præcepta, Chartarumque Inſtrumenta Eccleſiæ Patavinæ oblata atque aſſerta, confirmat. Dat. ſub Urbe Ravennæ 5. Nonas Maji Indict. 10. annò* 1027. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. *Patavini Epiſcopi*, col. 410. prior. Edit. *Rom.* & 435. ult. *Venet.* Aº. 1720.]

In nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis.

CONRADUS divina favente clementia Rom. Imp. Auguſtus. Si ſacris, & venerabilibus locis commoda libenter impartimur & congr. more ſequimur prædeceſſorum, & id nobis ad æternæ ſalutis præmia proficere non ambigimus. Quapropter omnium fidelium S. Dei Eccleſiæ, noſtrorumque præſentium ſcilicet, & futurorum comperit induſtria . . . . . Albini, Bruno & Alaning . . . . . Urſo venerab. Epiſc. dilectusque noſter fidelis noſtram humiliter exoraſſe clementiam, quatenus pro Dei omnipotentis amore, & remedio animæ noſtræ, omnia præcepta, quæ ab anteceſſoribus noſtris, ſeu univerſa inſtrumenta chartarum, quæ a fidelibus viris S. Patavienſi Eccleſiæ nuper collata ſunt noſtra auctoritate comprobare dignaremur. Quorum precibus tam pro Dei amore, quam pro ejuſdem Eccleſ. veneratione libenter aſſenſum præbentes, omnia, quæ per præcepta aliorum Regum vel Imperatorum, nec non quæ per chartarum inſtrumenta eidem Eccleſiæ dudum a fidelibus viris oblata ſunt, per hanc noſtram auctoritatem præfatæ S. Patavienſi Eccleſiæ confirmamus, necnon ſtatuimus, ut Canonici eidem Eccleſ. ſervientes nunc, & ſequaces illorum liberam habeant, cum conſenſu Epiſc. qui pro tempore fuerit, poteſtatem de omnib. quæ illis juſte, & legaliter pertinere viſa ſunt, aut viſa fuerint inter ſe, ut conſuetudo fuit dividendi, omnium poteſtatum contradictione remota. Videlicet de decimis Civitatis per omnia, cum titulis, aut cum villis ſuis ad eandem Civit. pertinentibus. In primis villa quæ dicitur Limina, & villa, quæ dicitur Arzere, & Anticheria, & Turre de Noventa, & villa, quæ dicitur Bergoni de Roncalia, & Roncoleciteri, villa quæ dicitur Caſale, & alia, quæ dicitur Publiciano, & villa quæ nominatur Albignaſcia, & Maſerata, & Roncone, & Burcignana, & Sermedaula, & alt. ad eandem Civit. pertinentib. nec non & 3 portione repatricos ripæ, & tolonei ejusdem Civitatis, ſeu de cunctis illis legaliter pertinentibus, & evenientibus, omnium hominum inquietudine remota, concedimus; & eidem Eccleſ. nullus Dux, Marchio, Comes, Vicecomes, Sculdaſſio, Gaſtaldio, Decanus, vel quilibet publicæ partis miniſter in rebus, & poſſeſſionibus prælibatæ Eccleſiæ tam intra Civitatem, quam extra aliquam inferre moleſtiam. Nullus cum hominibus reſidentibus in poſſeſſionibus B. Mariæ Virg. & S. Juſtinæ aliquam inferat calumniam, aut aliquas exhibitiones, vel injuſtas redibitiones exigere præſumat, nemo etiam eos diſtringere, aut pignorare præſumat, aut per aliena placita ventilare audeat, niſi in præſentia Epiſc. qui pro tempore ipſi Eccleſiæ præfuerit. Nulla denique magna, parvaque publicæ actionis perſona . . . . . oſtaticum facere compellat, aut jam dict. Eccl. vel ſuos homines toloneum, ripaticum, aquaticum, vel aliquid quod publicorum parti pertinere debet, aliquam occaſionem dare compellat. Regali etiam cenſura ſancimus ut nulla publica perſona, nullusque officius de mercatis, vel caſtellis ſuper quascunque res & poſſeſſiones jam dictæ Patavienſis Eccl. quæ eſſe videntur, aut in antea conſtituerentur, teloneum, aut aliquam functionem publicam exigat, ſed liceat eandem Eccl. cum omnibus ſuis pertinentiis, & caſtellis, atque maſſaritiis, mercatis, ac reliquis poſſeſſionibus ſuis mobilibus & immobilibus, ac familiis ſuis utriusque ſexus libellariis, vel cartulariis ſeu commendatitiis, necnon ad eandem Eccl. confugientibus, ſive cum omnibus ad ſe pertinentibus, ſecuro, & pacifico ordine permanere. Hoc vero conceſſionis, & confirmationis præceptum abſque calumnia, minoratione vel contradictione cujuſque; contra quod noſtræ Donationis, corroborationis præceptum, ſi quis quomodocunque inſurgere tentaverit, ſciat ſe compoſiturum auri opt. lib. 100. medietatem Cameræ noſtræ, & medietatem Canonicis prælibatæ S. Patavienſis Eccl. Quod ut verius credatur, diligentiusque ab omnibus obſervetur manu propria roborantes de ſigillo noſtro ſub eas ſigillari juſſimus. ANNO 1027.

Signum CONRADI *Imperat. Aug. Invictiſſimi.*

Ego N . . . . . Cancellarius vice Domini HARMANNI *Archiepiſc. & Archicancellarii recognovi.*

Datum Anno Dominicæ Incarnat. 1027. *Regni vero D.* CONRADI *regnantis* 3. *Imp. vero ejus* 1. *Act. ſub urbe Ravennæ* 5. *Nonas Maji, Indictione decima feliciter. Amen.*

LXV.

TREUGA *ſive* PAX PUBLICA, *& Religioſa per* EPISCOPUM ELENENSEM *cum Clero & Canonicis catervaque Fidelium non ſolùm Virorum ſed etiam Feminarum, ſancita, quâ omnigenæ hoſtilitates & aggreſſiones, incendia & latrocinia prohibentur, ab hora Sabbati nona usque in diem Lunæ hora prima, &c. ſub pœnâ Excommunicationis. Actum in Prato Tulujes in Comitatu Roſſilionenſe anno Dominicæ Incarnationis* 1027. *Kalend. Junii* 17. [PETRI DE MARCA Concordia Sacerdotii & Imperii. Lib. IV. cap. 14. in addit. STEPH. BALUZII. PHIL. LABBEI Conciliorum Collect. Tom. IX. pag. 1249.] 16. Mai

ANNO Dominicæ Incarnationis XXVII. poſt milleſimum, XVII. Kal. Junii, convenit Oliba Pontifex Auſonenſis ad vicem Berengarii Elenenſis Epiſcopi tunc temporis in transmarinis partibus peregrini unà cum Udalchero Sanctæ Elenenſis Eccleſiæ Archipresbytero, & Gancelino Archidiacono, & Ellemaro Sacriscrinio & Coraule, Gauzberto, & ceteris præfatæ Sedis Canonicis, cœtumque Sacrorum Ducum, catervam quoque fidelium, non ſolùm virorum, ſed etiam feminarum. Convenerunt autem in Comitatu Roſſilionenſe, in prato Tulujes. Quò cùm conveniſſent, primò rogantes Domini miſericordiam ut corda fidelium ſuorum ad ſe converteret, mentes quoque & actus dirigeret, dein requiſierunt ſi quæ hactenus à præfatis Epiſcopis ſtatuta fuerant obſervarentur. Sed cùm penè omnia inveniſſent niſi ſolùm pedibus conculcata, ſed etiam oblivioni dedita, iterum reparare ſtuduerunt eodem tenore quo fuerant hactenus condita. Conſtituerunt itaque præfati Epiſcopi ſimul cum omni Clero & fideli populo ut nemo in toto ſupradicto Comitatu vel Episcopatu habitans aſſalliret aliquem ſuum inimicum ab hora Sabbati nona uſque in die Lunis hora prima, ut omnis homo perſolvat debitum honorem diei dominico, neque ullo modo aliquis aſſalliret monachum cum clericum ſine armis incedentem, neque aliquem hominem ad Eccleſiam cum Concilia euntem vel redeuntem, neque aliquem hominem cum ſportella proficiſcentem, neque aliquem hominem cum feminis euntem, neque aliquis auderet Eccleſiam vel domos in circuitu poſitas à XXX. paſſibus violare aut aſſallire. Hoc autem pactum ſive treguam ideo conſtituerunt, quoniam divina lex & penè omnis Chriſtiana Religio ad nihilum deducta, ut legitur, abundabat iniquitas, & refrigescebat caritas. Et ideo præcipimus nos ſupradicti Episcopus, clerus ſimul, & omnis ordo ſerviens divinis cultibus, & coram Deo interdicimus, ut nullus homo vel femina de ſuprascriptis aliquid voluntariè temerare vel infringere præſumat, nec invadat res Sanctæ matris Eccleſiæ Elenenſis ſive ceteris Eccleſiis vel monaſteriis debitas. Neque aliquis, ſe ſciente, in inceſtu uſque ad VI. gradum permaneat.

ANNO 1027. Neque aliquis uxorem propriam dimittat, nec alteram feminam habeat. Quod si quis fecit, sive inantea fecerit, nisi resipuerit & pro posse emendaverit & ad plenam satisfactionem Sanctæ matris Ecclesiæ coram supradictis Canonicis infra mensium trium spatium venerit, à liminibus Sanctæ Catholicæ Ecclesiæ & omnium Christianorum cœtu excommunicatus permaneat. Et ut noveritis omnes quale peccatum sit jungi excommunicatis, nullus Christianus debet manducare cum eis, vel bibere, neque osculum eis porrigere, neque cum eis loqui nisi de satisfactione; neque si excommunicati defuncti fuerint, debentur ad Ecclesias sepeliri; neque aliquis clericus vel fidelis debet pro eis orare. Si verò pro nihilo duxerint excommunicationem, transactis tribus mensibus, anathematis vinculo, id est ut perditi sicut Judas proditor, damnentur. Et si, quod Deus avertat, in hac perfidia obierint, corpora illorum cum psalmis & hymnis vel spiritalibus canticis non ducantur ad sepulturam, nec inter fideles mortuos eorum nomina ad sacrum altare recitentur. Et quia peccatum perpetraverunt ad mortem; nisi pœnituerint, sine fine damnentur in æternam damnationem. Omnibus Canonicis suprascriptæ Sedis interdicimus coram Deo & Sanctis ejus ut nullus eorum de his aliquid solvere audeat sine consensu præfati Archipresbyteri vel Archidiaconorum sive Sacriscrinii & Caputscholaris vel ceterorum fratrum Canonicorum. Ministeria autem divina sine intermissione fiant pro excommunicatis per spatium trium mensium, ut det illis Deus pœnitentiam, & resipiscant à laqueis diaboli, à quibus capti tenentur ad ipsius voluntatem. Quod qui noluerit perficere, noverit se mulctandum, nisi resipuerit, suprascripta excommunicatione. Omnibus autem supradicta observantibus pax & misericordia concedatur à Domino Jesu Christo hic & in perpetuum. Amen.

LXVI.

1029. 12. Juin. *Præceptum* CONRADI II. *Salici Imperatoris, quo Sanctæ Parmensis Ecclesiæ Episcopo, Res omnes & Prædia sibi justa acquisitione pertinentia confirmantur, atque corroborantur; præsertim quæ a præcedentibus Imperatoribus Regibusque data vel confirmata fuere. Actum 2. Idus Junii* 1029. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. *Parmens. Episcopi*, col. 209. prior. Edit. *Rom.* & 165. ult. *Venet.* A°. 1717.]

In nomine Omnipotentis Dei.

CONRADUS ejus largitatis munere Romanorum Imperator Augustus. Quia Imperatoriæ Majestatis jura, &c. Omnibus igitur tam futuris, quam præsentibus nobis fidelibus notum certius esse volumus quod dilectæ conjugis nostræ Gelsæ, & Brunonis Cancellarii interventu per hujus præceptalis paginæ auctoritatem Sanctæ Parmensis Ecclesiæ Episcopo omnes res suas, & prædia sibi justa acquisitione pertinentia confirmamus, & corroboramus, nominativè autem curtem Neironis cum Rochis, una quarum vallis Vixinaria . . . . altera verò inter flumina . . . . . cum vicis, & villis atque fediminibus, & familiis utriusque sexus cum terris cultis, & incultis, molendinis, & piscationibus, cunctisque ad eam hactenus pertinentibus. Quam quia præfatæ Ecclesiæ Rex Lotharius in perpetua proprietate munere votivo contulerat, & post eum Reges & Imperatores eidem ad nos usque per præcepta firmaverant, Nos quoque confirmamus, & in perpetuum roboramus, sibique ulterius possiden. in pace fancimus, si quis itaque, quod absit, &c.

Signum Domini ✠ CONRADI *Romanorum Imperatoris Augusti.*

BRUNO *Cancellarius vice* ARIBONIS *Archiepiscopi, & Archicancellarii recognovit anno ab Incarnatione Domini millesimo vigesimo nono, Indictione duodecima, anno vero D.* CONRADI *Imperatoris invictiss. 2. regnantis 6. Imperantis autem* 3.

Actum 2. Id. Junii Straborg. feliciter. Amen.

LXVII.

31. Dec. *Imperatoris* CONRADI II. *Salici Instrumentum Donationis, Sanctæ Parmensi Ecclesiæ de toto* Comitatu Parmensi *tam infra quàm extra Urbem, factæ pridie Kalendas Januarii* 1029. [FERD. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. *Parmens. Episc.* col. 208. prior. Edit. *Rom.* & 164. ult. *Venet.* A°. 1717.] ANNO 1029.

In nomine æterni Dei.

CONRADUS ejus suffragante clementia Romanorum Imperator Augustus. Quia Omnipotentis Dei munificentia Augustalis Majestatis Solio præfidemus ex collato nobis cœlitus beneficio Deum, ejusque sacraria honorare prompta voluntate debemus. Quapropter omnibus nostris Fidelibus præsentibus & futuris notum fieri volumus, quod ad petitionem Archiepiscopi Pellegrini & Brunonis Cancellarii nostri, immo ob salutem nostram, conjugis, atque prolis, postremo pro statu Imperii nostri conferimus, & perpetua donatione largimur Sanctæ Parmensi Ecclesiæ, cui Hugo præest Episcopus, totum Comitatum Parmen. tam infra Urbem quam extra per circuitum, secundum per priscos fines illius, & descriptionis terminos prout hactenus moraliter habebatur, post decessum videlicet Bernardi Comitis Widonis, nisi forte de conjuge sua ita nomine Filium habuerit masculinum, si autem filius ejus ille legitimus caruerit masculino, tunc Comitatus dictus cum districtu, cunctisque publicis functionibus, & exactionibus sicut nostræ pertinuit, potestati Sanctæ dictæ Ecclesiæ hac nostra ex integro auctoritate concedat omni nostra & Hæredum nostrorum contradictione remota. Si quis igitur, quod absit, Archiepiscopus, Episcopus, Dux, Marchio, Comes, Vicecomes vel cujuslibet ordinis, aut officii quispiam prænominatam Ecclesiam de collato sibi à nobis beneficio, videlicet prædictum Comitatum, tam intra Urbem, quam extra, ut diximus, inquietare, molestare, aut herbergarias aut aliquas inde præter Episcopum, qui pro tempore fuerit, ibi exigere præsumat, auri libras mille se compositurum noverit, dimidium cameræ nostræ, & dimidium sæpe dictæ Ecclesiæ Episcopis, qui tunc fuerint. Ut autem hujus collationis nostræ & donationis votivæ præceptum omni tempore ratum inconvulsumque persistat, manu nos propria roborantes sigillo nostro inferius adnotari præcepimus.

Signum D. CON- RADI *gloriosiss. Imp.*

BRUNO *Cancellarius vice Domini* ARIBONIS *Archiepiscopi, & Archicancellarii recognovit.*

Data pridie Kalendas Januarii Indictione 12. *anno Dom. Incarnationis millesimo vigesimo nono, anno Domini* CONRADI II. *Regni* 6. *Imperii vero* 3. *Regni quoque* HENRICI *filii ejus* 2.

Actum Hodebivi feliciter Amen.

LXVIII.

1035. 1. Juin. *Iterata Donatio, sive prioris Donationis Confirmatio Ecclesiæ* Parmensi *Episcopali factæ a* CONRADO II. *Imperatore, de toto prorsus* Comitatu Parmensi *tum intra quam extra muros cum Castris, Locis & Terris ei pertinentibus. Dat. Kalendis Junii anno* 1035. [FERD. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. *Parmens. Episc.* col. 210. prior. Edit. *Rom.* & 165. ult. *Venet.* A°. 1717.]

In nomine Omnipotentis Dei.

CONRADUS ejus pietatis munere Romanorum Imperator Augustus. Quoniam ad Imperialem celsitudinem pietas nos divina sublimavit, & cæterorum nobis hominum habenas commisit, & debitas semper Deo gratias agere, & Sanctas ejus Ecclesias colere, dignanter honorare, & ut nostræ competit devotioni, debemus augere, quod si fideliter executi fuerimus, & nostrum erga Deum studium, & devotionem ostendemus, & devotionis præmium, & retributionem capiemus. Omnibus igitur Sanctæ Dei Ecclesiæ nostris præsentibus & futuris fidelibus notum esse volumus Parmensis Episcopi Hugonis fidelitatem erga nos, & fidelitatis studium attendentes totum prorsus & integrum, tam intra muros, quam extra, Comitatum per suos

ANNO 1035. suos certos fines, & antiquæ descriptionis limites sicut illum Sanctæ Parmensis Ecclesiæ jam dudum fideli devotione contulimus. Videlicet quantum Episcopatus ipsius Comitatus distenditur à Pado usque ad Alpes, & à termino illo, quo divisio est inter prædictum Episcopatum, & Episcopatum Placentinum usque ad terminum illum, quo divisio præfati Parmensis Episcopatus, & Rhegiensis est extra præscriptum Parmensem Episcopatum, suprascriptas curtes ad prædictum Episcopatum pertinentes, castrum Arriani, Saxolum, castrum Picicoli, Palazanum, Longura cum omnibus pertinentiis earum per hanc remunerationis nostræ paginam confirmamus, & perpetuo Deo propitio munimine roboramus, & ab omni nostra, & futurorum Regum, & Imperatorum repetitione prorsus excludimus. Si quis ergo, quod absit, hujus nostræ constitutionis jussa contemnens præscripitam sacrosanctam Ecclesiam de præscripto Comitatu disvestire, vel apud futuros Reges, & Imperatores qualibet præsumpserit suggestione nocere, mille auri librarum obnoxius sua pro præsumptione subjacebit. Immo vero quod auferre contra nostra statuta voluerit, & si quodlibet inde munimen habuerit, nullas vires, nullumque vigorem habere constabit. Ut igitur præcepti hujus edicto Imperialis suffraget auctoritas, & manu id nostra firmavimus, & nostro post hoc sigillo inferius adnotari præcepimus.

Signum ✠ CONRADI *invictissimi Romanorum Imperatoris Augusti.*

HERMANNUS *Sacri Palatii Cancellarius vice* PELLEGRINI *Archiepiscopi, & Archicancellarii recognovit.*

Anno Domini Incarnationis 1035. *Indictione* 3. *anno autem* CONRADI *regnantis* II. *Imper.* 9.

Data Kalendis Junii.

Actum apud Bambergam feliciter. Amen.

LXIX.

1037. KANUTI *Regis Anglorum, Danorum & Norwiganorum* LEX XII. *sive Institutorum ejus Caput* XII. *Sax.* 9. *De Censu Beato* PETRO *singulis annis debito.* [Chronicon JOHANNIS BROMTON inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. Londini editos, anno 1652. col. 920.]

ET *Romfeth* (id est *Romæ*) Census, quem beato Petro singulis annis reddendum ad laudem & gloriam Dei Regis nostra larga benignitas semper instituit, in Festo Sancti Petri reddatur; qui supra tenuerit, reddat Episcopo denarium illum, & XXX. denarios addat, & Regi det XXX. S.

LXX.

10. Juill. CONRADI II. *Salici Imperatoris Donatio seu Confirmatio Donationum Ecclesiæ* Florentinæ *Episcopali factarum. Data* 6. *Julii* 1037. [FERD. UGHELLI Italia Sacra, Tom. III. Tit. *Florent. Archiepisc.* col. 80. prior. Edit. *Rom.* & 60. ult. *Venet.* A°. 1718.]

In nomine sanctæ & individuæ Trinitatis.

CONRADUS divina favente clementia Romanorum Imperator Augustus. Si sanctarum Dei Ecclesiarum curam gerere studuerimus, statum Imperii nostri stabilius permanere, & æternæ remunerationis nos accepturos præmium minime dubitamus. Proinde omnium Sanctæ Dei Ecclesiæ nostrorum fidelium præsentium, & futurorum comperiat solertia interventu, ac petitione Gislæ Imperatricis nostræ dilectæ conjugis, & Bonifacii nostri fideliſſimi Marchionis Canonicos Sanctæ Florentinæ Ecclesiæ nostram adiisse clementiam, deprecantes ut, pro Dei amore, nostrique Imperii salute, Sancti Joannis Ecclesiæ, eorumque necessitatibus subveniremus. Horum dignis petitionibus annuentes, prout juste, & legaliter possumus, concedimus, & per hanc nostræ auctoritatis paginam confirmamus eisdem Canonicis terram ejusdem canonicæ cum omni sua integritate, nominative duas Plebes, unam de Celsino Sanctæ Hierusalem in curte sua, alteram Sancti Laurentii sitam Exinea cum curte sua, & infra eandem Plebem prædictam cum capella, que Teuxo filius Lepti dedit Sancto Joanni, & eidem canonicæ pro salute animæ suæ. Curtem etiam de lacu, quam dedit Sichelmus Episcopus cum omnibus pertinentiis suis, quæ est infra Plebem Sancti Petri in Valca, & Sancti Severi. Curtem vero de Centaurea, quam Speciosus ejusdem Ecclesiæ Episcopus prælibatæ canonicæ contulit, eodem modo sicut disposuit habend. cum omnibus pertinentiis suis, Campum Regis, pratum Regis, mansas duas in Carminiario: medietatem sortis, quæ est in Vezzano, mansam unam de terra, Sanctam Mariam Novellam. Insuper confirmamus in eadem canonica quæcunque temporibus retroactis, sive ab ejusdem Ecclesiæ Pontificibus, sive fidelibus Christianis Regibus, vel Ducibus, sive etiam privatis, & militantibus concessa sunt. Præterea ea omnia ad utilitatem fratrum ejusdem canonicæ corroborando donamus, quæcunque Atho venerab. Episcopus ejusdem Ecclesiæ per decreti paginam eidem canonicæ contulit, eo videlicet ordine, ut tam præsentes quam futuri Sacerdotes, Levitæ, Subdiaconi, seu Clerici ibidem Deo, Sanctoque Joanni canonice deservientes jam dictas terras, aliaque omnia superius dicta per hujus nostri præcepti auctoritatem habeant, teneant, firmiterque possideant, omnium hominum contradictione remota. Præcipientes igitur jubemus, ut nullus Episcopus, Dux, Marchio, Comes, Vicecomes, nullaque nostri Regni magna, vel parva persona ejusdem Ecclesiæ Canonicos de prædictis rebus disvestire, inquietare, molestare præsumat sine legali judicio, sed liceat eos quiete, & pacifice sub nostra defensione vivere, omnium hominum contradictione remota. Si quis igitur hujus nostri Præcepti paginam infringere temptaverit, sciat se compositurum auri optimi libras centum, medietatem cameræ nostræ, & medietatem prædictis Canonicis. Quod ut verius credatur diligentiusque ab omnibus observetur, manu propria confirmantes sigilli nostri impressione jussimus insigniri.

ANNO 1037.

Signum D. CONRADI *Invictissimi Romanorum Imperatoris Augusti.*

KADDOTUS *Cancellarius vice* HERIMANNI *Archiepiscopi, & Archicancellarii recognovi.*

Datum 6. *Idus Julii Indictione quinta anno Dominicæ Incarnationis* 1037.

Anno D. CONRADI *Regni decimo tertio Imperii undecimo.*

Actum Veronæ feliciter. Amen.

LXXI.

TREUGA, *sive* PAX *publica & Religiosa, per Archiepiscopum* Narbonensem, *Episcopos* Gerundensem *& Helenensem nec non Comites* Russilionenses, Impuritanensem, Bisuldinensem *&* Ceritanensem, *cum cæteris Proceribus sancita; in favorem præsertim Ecclesiarum, Clericorum, Villanorum, & Imbellum; qua insuper* TREUGA DOMINI *innovatur & confirmatur, atque omnia hostilia prohibentur ab occasu Solis quartæ feriæ usque ad ortum Solis secundæ feriæ,* &c. *Act. in Concilio Tulugiense.* [PETRI DE MARCA, Concordia Sacerdotii & Imperii post Caput XIV. Lib. IV. in Additament. STEPH. BALUZII. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. IX. col. 1184. sous l'an 1065. avec des Notes de GABRIEL COSSART, qui marque la raison pourquoi il la met dans cette année.] Vers l'an 1045.

HÆC est Treuga & Pax confirmata ab Archiepiscopo Narbonensi Domno Guifredo, & à Berengario Gerundensi Episcopo, & à Domno Raymundo Helenensi Episcopo & à Comitibus Russilionensium, Domno scilicet Gauzfredo & Guilaberto filio ejus, & à Domno Poncio Impuritanensi Comite, & à Domno

ANNO 1045. Guillelmo Bisuldunensium Comite, & à Domno Raymundo Cerritanensium Comite, & à Domno Gauzberto Vicecomite de Castronovo, cum ceteris magnatibus Helenensis Episcopatus, in Tulugiensi prato, quod est in Comitatu Rossilionis. Constituerunt namque prædicti Pontifices, cum consensu ceterorum nobilium, ut in Comitatu Russilionensi, vel Confluentano, vel Vallispirensi, ullus homo Ecclesiam non infringat, neque Cimiteria vel Sacraria XXX. passuum Ecclesiasticorum in circuitu uniuscujusque Ecclesiæ, nisi Episcopus propter hominem excommunicatum, aut propter suum censum. Si verò aliquis homo aliter infregerit Ecclesiam vel spatium XXX. passuum ipsius Ecclesiæ in prædicto Episcopatu Helenensi, quicquid ei commiserit emendet ut justum fuerit ipsi homini cui injuriam fecerit, & Ecclesiæ in qua fecerit satisfaciat legaliter, & insuper compositionem sacrilegii Helenensi componat Episcopo. Ecclesias verò illas ubi castra fuerint constructa, sive ubi fures vel rapaces congregaverint furta vel prædam vel malefacta, tamdiu posuerunt eas jamdicti Episcopi in defensione præscriptæ pacis quousque querimonia prædictarum Ecclesiarum deferatur Helenensi Episcopo, & ejus judicio aut justè emendetur quod in ipsis Ecclesiis commissum fuerit, aut ab eodem Episcopo ipsæ Ecclesiæ à defensione prælibatæ pacis separentur. Iidem Episcopi præfati constituerunt ut in jam dicto Episcopatu Helenensi nullus violenter infringat dominicaturas Canonicorum vel monasteriorum, neque aliquid rapiat inde. Clericum verò arma non ferentem, vel monachum, vel sanctimonialem, sive viduam, nemo apprehendat, nec illis aliquid injuriæ inferat. Villanum neque Villanam nemo apprehendat nisi propter culpam quam ipse Villanus vel Villana fecerint. Et si eos apprehenderit, non distringat nisi per directum. Et ut prædam nemo faciat in jamdicto Episcopatu de equabus vel pullis sive mulis earum ætatis unius anni, neque de bobus, neque de vaccis, sive vitulis earum, neque de asinis vel asinabus sive pullis earum, neque de ovibus, arietibus, hircis, capris, sive earum fœtibus. Mansiones villanorum nemo incendat, neque everiat. Terras in contentione positas nullus Villanus laboret postquam commonitus fuerit ab eo in quo justitia placiti non remanserit. Si verò ter commonitus, postea ibi laboraverit, & propterea damnum acceperit, non requiratur pro pace fracta. Si quis autem fidejussor extiterit, si fidem non portaverit, de suo proprio pignoretur, nec pro pace fracta habeatur. Si quis autem prædictam trevam & pacem infregerit, simpla tantum compositione emendet illi cui infregerit infra primos XV. dies. Si verò infra primos XV. dies simpliciter non emendaverit, compositionem mali quod intulit in duplo componat; ita ut medietatem istius duplæ compositionis habeat querelator, & alteram medietatem habeat Episcopus & ipse Comes qui adjutor fuerit eidem Episcopo ad hanc justitiam faciendam. Si quis autem prædictam pacem vel trevam *, & inde justitiam facere noluerit, infra XV. dies quòd querelator suam querelam præsentaverit ante Episcopum & ejusdem clericos ac Comitem, ipse malefactor & confiliatores & adjutores ejus emendare noluerint, egrediantur à treva & pace, & malum quod propter hoc illatum fuerit eis non requiratur pro pace vel treva fracta. Et si malefactor & adjutores ejus postea jamdicto querelanti ullum malum fecerint intra trevam, emendet pro treva & pace fracta. Item prædicti Episcopi firmaverunt trevam Domini. Videlicet ut omni tempore teneatur ab omnibus Christianis ab occasu solis quartæ feriæ, id est, Merchoris die, usque ad ortum solis secundæ feriæ, id est Lunis die. Item continuatim teneatur à prima die adventus Domini usque ad Octavas Epiphaniæ Domini, quando festivitas sancti Hilarii agitur. Item similiter continuatim teneatur à die Lunis quæ antecedit caput jejunii usque ad diem Lunis qui est primus post diem dominicam Octavarum Pentecostes. Et tres festivitates Sanctæ Mariæ cum suis vigiliis. Et nativitatem Sancti Johannis cum sua vigilia. Et festivitatem Sanctorum Justi & Pastoris, & Abdon & Sennen, & Sancti Felicis, & Sancti Genesii, & Sancti Nazarii, & Sancti Laurentii, & Sancti Michaëlis, & festivitatem omnium Sanctorum & Sancti Martini, & duæ festivitates Sanctæ Crucis, & Cathedra Sancti Petri & festivitatem Sancti Ennesii, quæ est XII. Kal. Septembris, & Decollationem Sancti Johannis Baptistæ, cum vigiliis & cum omnibus noctibus jamdictarum festivitatum. Et omnes dies & noctes quatuor temporum. Si quis autem infra hanc prædictam trevam Domini aliquod malum alicui fecerit, in duplum ei componat, & postea per judicium aquæ frigidæ trevam Domini in * sede Sanctæ Eulaliæ emendet. Si quis autem infra hanc trevam hominem occiderit sine aliquo casu, ex consensu omnium Christianorum diffinitum est ut omnibus diebus vitæ suæ exilio damnetur. Si autem cum casu hoc fecerit, egrediatur tamen à terra usque ad triennium quem Episcopus vel Canonici existimaverint esse imponendum. Si quis verò infra hanc trevam se miserit in † aguit, vel ipsum aguet stabiliter pro morte vel apprehensione alicujus hominis, aut pro apprehensione alterius castelli, & tamen si hoc agere non potuerit, similiter emendet ad judicium Episcopi & Canonicorum ejus ipsam trevam Domini, sicut faceret si fecisset quod agere tentavit. Item prohibuerunt ne in terminibus his continuatis trevis, videlicet tempore adventus Domini, seu quadragesimæ, nullus castrum vel munitionem ædificare præsumat, nisi XV. diebus ante continuatas prædictas trevas hoc inchoaverit. De prædicta autem treva vel pace querela ad Episcopum vel ad ejus Canonicos seu fatigatio omni tempore fiat; & sicut superiùs scriptum est in pace de Ecclesiis, ita fiat. Et ipsi in quibus Episcopus vel Canonici prædicti se fatigaverint de direptione præfatæ pacis vel trevæ Domini, sive fidejussores, vel hostatici pro pace vel treva Domini, & malam fidem inde portantes Episcopo vel Canonicis ejusdem Sedis, excommunicentur ab Episcopo vel à Canonicis ejusdem Sedis cum protectoribus & adjuvantibus se quandiu se contenderint sicut infractores pacis vel trevæ Domini, ipsi & res eorum non habeantur in pace & treva Domini.

Ego Gauzfredus Comes juro tibi Petro Helenensi Episcopo & facio tibi hostaticum ut per duo tempora anni, scilicet ad dedicationem B. Eulaliæ, id est VIII. Idus Octobris, & ad caput jejunium, per unumquemque annum, quandiu vixeris, revertar ad hanc Sedem B. Eulaliæ, & non separabo hinc me fine licentia tua vel ipsorum Clericorum quibus tu commiseris, si æs non habuero; & si æs habuero, eo transito infra VIII. dies revertar, & non separabo hinc me fine licentia tua vel ipsorum Clericorum quibus tu commiseris, per Deum & hæc sancta.

* fregerit.

ANNO 1045. * i. e. in cathedrali Ecclesia Helenensi.

† i.e insidias struxerit.

LXXII.

Diploma Imperatoris HENRICI III. *Quò in favorem* Canonicorum Veronensium *omnia & singula, quæ* NOTHERIUS *olim Episcopus* Veronensis *Hisce donaverat, confirmat, cæteraque eorum Bona sub Imperiali Potestate committit. Dat. Folerni* 8. *Idibus Maji, Indict.* 15. *anno* 1047. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. *Veronenses Episcopi*, col. 680. prior. Edit. *Rom.* & col. 756. ult. *Venet.* A°. 1720.] 1047. 8. Mai.

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

HENRICUS, Divina favente clementia, Romanorum Imperator Augustus. Si dignis, &c. Quocirca omnium Sanctæ Dei Ecclesiæ fidelium, nostrorumque præsentium scilicet, ac futurorum comperiat universitas, qualiter interventu, ac petitione dilectæ contectalis nostræ Agnetis Imperatricis, quo Sanctæ Mariæ Canonicis Veronensibus præceptum confirmationis, & corroborationis nos pro Dei amore nostræque animæ remedio, ac patris nostri, matrisque de quadam curte, quæ nominatur, State, cum cunctis suis pertinentiis, ac cluſa Grandensi, nec non altera curte, quæ dicitur, Badabiones, posita in Tridentino Comitatu, & tribus villis, una nuncupatur Bergusio, altera Belveno, tertia vero Bundo, cum cunctis earum pertinentiis, placitis, ac districtionibus; tertia quoque curte, quæ dicitur Querenta, quarta autem curte in vico Mundoni, quinta in Mascaliano, sexta in Roboreto, quas Notherius Episcopus pater Veronensium clericorum cum ripatico de loco qui vocatur Fossa alta usque ad locum, qui dicitur Navene, pro animæ suæ remedio præfatæ Veronensi Ecclesiæ obtulit. Insuper autem casalibus duobus in Leniaco majore cum cunctis pertinentiis suis, & piscaria una cum sylva quæ dicitur Colegaria, quos quoque, vel quas præfatis Canonicis Veronensibus Walderada Dei ancilla concessit. Septima autem curte, quæ dicitur, Quinta, sita in Comitatu Silicano, quam quidam nomine Lanzo præfatæ obtulit Ecclesiæ cum capella & decimationibus ac omnibus ejus pertinentiis. Octava vero quæ vocatur Puio sita in ipso Comitatu. Nona autem, quæ vocatur Titulus, ubi dicitur Villa cum capella in Sanctæ Mariæ honore constructa cum decimationibus, & omnibus suis pertinentiis, quas obtulit Anzebertus clericus, qui Reginzo vocabatur in eodem posita Comitatu. Decima vero cur-

ANNO 1047. curte quæ dicitur Lusia cum capella in honore S. Viti constructa cum decimationibus, & omnibus pertinentiis suis: insuper casalibus duobus in Comitatu Veronensi jacentibus in curte regia, quæ vocatur Lippa, quos obtulit Ardeverga, qui Gisa vocabatur cum cunctis pertinentiis, & adjacentiis ejus, quæ de omnibus præscriptis locis dici, vel nominari possunt aliquo modo concedere dignaremur. Nos itaque consilio ejus adquiescentes hujus præcepti nostri paginam pro animæ nostræ remedio nostrorumque parentum, pro confirmatione & corroboratione cunctorum locorum, quæ præscripta sunt, sive omnium, quæ aliquo adquisitionis munimine adquisiverunt, vel adquisituri sunt, sive Xenochia, sive decimationes ejusdem civitatis fieri jussimus. Eo videlicet ordine, ut ubicunque a prænominatis Canonicis, suorumve antecessoribus, atque prædecessoribus possessum est, vel in futuro possessum erit, omnium contradictione & diminoratione violenta exclusa, firmiter proprietario detineant jure. Hoc etiam nostra imperiali auctoritate addimus pro remedio animæ nostræ, nostrorumque parentum concedimus, largimur, donamus, quod homines in cunctis his locis habitantes sive famuli, sive liberi, in cunctis castris, & villis, seu territoriis, quorum nomina hæc sunt. Cereta, Biunde, Porcile, Pulliano, Martiana, Gretiana, Pruno, Castellione, Arbeto, Pontefossatum, Calmasinum: at Fodrum, quod injuste, & non legaliter præterito tempore dederunt, quod nefas nam erat, publicæ parti, deinceps non dent, sed omnia in prædictorum Canonicorum dictione permaneat. Sed per hanc nostræ præceptalem paginam auctoritatis volumus, quod pro animæ nostræ remedio præfati Canonici, qui nunc sunt, & pro tempore erunt, prædictum Fodrum colligendo teneant, & habeant placita quoque & districta cum omni functione, & redditu prænominatorum castrorum, curtium, & villarum, omnium locorum aliqua ratione illis pertinentium, similiter præceptali pagina nostræ auctoritatis possideant, atque detineant; nec non & ipsi, qui in civitate soliti erant dare theloneum præcipiendo jubemus, ut in tempore nullo aliquis eis auferat, vel de hoc amplius molestare ipsos præsumat. Ita tamen jubemus, ut omnia in potestate Archipresbyteri, & Archidiaconi sint, consensu fratrum exinde faciendum quicquid voluerint ad utilitatem tantummodo prædictorum fratrum. Præcipientes denique jubendo sancimus, ut nullus Dux, Marchio, Archiepiscopus, Episcopus, Comes, Vicecomes, nullaque, &c. jussimus sigillari.

Signum Domini Henrici secundi Romanorum Imperatoris victissimi Augusti.

HENRICUS *Cancellarius vice* HERIMANNI *Archicancellarii recognovi.*

Data octavo Idus Maji anno Dominicæ Incarnationis millesimo quadragesimo septimo. Indictione quinta decima. Anno autem Domini HENRICI *secundi ordinationis ejus decimo octavo, regnantis octavo, secundi imperantis primo.*

Actum Folerni in Dei nomine feliciter. Amen.

LXXIII.

1049. 16. Avril. *Diploma Imperatoris* HEINRICI III. *quo Episcopo Patavino* BERNARDO *jus monetæ signandæ in Urbe Patavina concedit. Actum Goslaræ 16. Kal. Maji Indict. 2. Anno* 1049. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. *Patav. Episc.* col. 413. prior. Edit. *Rom.* & col. 437. ult. *Venet.* A°. 1720.]

HENRICUS *Divina favente Clementia Romanorum Imperator Augustus.*

NOVERINT omnes Christi, nostrique fideles, quemadmodum rogatu nostri thori, regnique consortis Agnetis Imperatricis Augustæ, jus monetæ signandæ in urbe Patavina concedimus Bernardo Episcopo, & successoribus ejus, secundum pondus monetæ Veronensis, ita ut in una nummorum parte nomen & imago nostra, in altera vero ipsius urbis figura exprimatur. ANNO 1049.

Data 16. Kal. Maii anno Domin. Incarnationis 1049. *Ind. 2. anno autem Domini* HENRICI *Tertii Regis, Imperatoris secundi ordinationis ejus vigesimo, Regni quidem decimo, Imperii autem tertio.*

Actum Goslaræ.

LXXIV.

TREUGA *seu* PAX *publica & Religiosa per decem Episcopos, duos Comites, unà cum Abbatum, & Clericorum, ac quorundam nobilium & ignobilium non minima multitudine sancita, pro renovatione, confirmatione, extensione & strictiori observatione* TREUGÆ *Domini, qua, præter alia, omnes hostilitates ab occasu Solis quartæ feriæ, usque secundæ feriæ illucescente Sole, prohibitæ fuerunt. Acta in Concilio Narbonensi, anno* 1054. *Indictione 7. octavo Kal. Septembris.* [PETRI DE MARCA Concordia Sacerdotii & Imperii post Caput XIV. Lib. IV. in Additam. STEPH. BALUZII. PHIL. LABBEI Concil. Collectio Tom. IX. pag. 1072. Ex Archivo Archiepiscopi Narbonensis.] 1054. 25. Août.

ANNO Dominicæ Incarnationis millesimo quinquagesimo quarto, Indictione septima, Epacta nona, concurrente V. octavo Kal. Septembris, conventus erat apud urbem Narbonam decem Venerabilium Episcoporum, Bernardi scilicet Biterrensis, & Gonterii Agathensis & Rostagni Luctevensis, & Arnaldi Magalonensis, Froterii quoque Nemausensis, Guifredi verò Carcasensis, imò Berengarii Gerundensis, Guifredi Barchinonensis, necnon & Guilelmi Albiensis; inter quos fuere Legati Domni Guilelmi Urgellensis videlicet Berengarii, & Ugonis Uzetensis. Præsidente Domno Guifredo prædictæ urbis Archipræsule, cujus industria prædicta Synodus, opitulante Petro Ramundi Comite atque Berengario Vicecomite, unà cum Abbatum & clericorum ac quorundam nobilium & ignobilium non minima multitudine ad confirmandam pariter & custodiendam Tregam & pacem & dilectionem quam universalis Ecclesia unanimiter instituit, & reformandum ejusdem statum, qui à pravis conculcabatur hominibus, dominicis obtemperantes jussibus pro temporalibus commodis commissæ sibi plebi impensis, à summo omnium pastore, ut æterna præmia mereantur adipisci in secula. Primò ergo omnium institutionum nostrarum, quæ in hoc tomo scribenda sunt, monemus & mandamus secundùm præceptum Dei & nostrum ut nullus Christianorum alium quemlibet Christianum occidat: quia qui Christianum occidit, sine dubio Christi sanguinem fundit. Si quis verò, quod non optamus, injustè hominem occiderit, per legem eum emendet. Iterum mandamus atque confirmamus ipsam tregam Dei quæ à nobis dudum constituta fuerat, & nunc à pravis hominibus disrupta esse videtur, ut firmiter deinceps ab omnibus teneatur. Igitur obsecramus per Deum & monemus ut nemo Christianorum quemlibet Christianum requirat ad malefaciendum ab occasu solis quartæ feriæ usque secundæ feriæ illucescente sole. Præcipimus etiam ut à prima Dominica adventus Domini usque octabas transactas Epiphaniæ, sive à prima Dominica quæ est ante caput jejuniorum usque transactas octabas Paschæ, sive à Dominica ante Ascensionem Domini usque octabas Pentecosten expletas, vel de festivitatibus Sanctæ Mariæ, & in vigiliis ejusdem & in vigilia Sancti Johannis Baptistæ, vel in festivitate ejusdem, atque in vigiliis Apostolorum, & in festivitatibus eorundem, & in vigilia Vinculæ Sancti Petri, & in festivitate ejusdem, & in Vigilia Sanctorum Justi & Pastoris, & solemnitate eorundem, & in vigilia Sancti Laurentii, ejusdemque festivitate, & in festivitate Sancti Michaëlis, & in vigilia omnium Sanctorum, & in festivitate eorundem, & in festivitate Sancti Martini, & in jejuniis quatuor tempora, in præscriptis jejuniis, sive festivitatibus, atque vigiliis, nemo Christianorum quemlibet alium Christianum lædat, neque dehonestare aut deprædare de suis rebus præsumat. Hanc tregam Domini firmiter custodiri præcipimus; & omnes qui eam tenuerint, & fideliter observarint, benedictionem sempiternam ab ipso Jesu Christo Domino & Salvatore nostro percipiant, & hereditatem æternæ vitæ sine fine possideant. Illi autem qui rebelles extite-

ANNO 1054. extiterint vel transgressores, sive qui auxilium eis in aliquo præbuerint, tamdiu anathematis vinculo subjaceant, quousque digne arbitrio proprii Episcopi satisfaciant. Si quis autem voluntarie vel scienter hominem occiderit in hac treuga aut apprehenderit, aut castrum cujuslibet tulerit, aut destruxerit, aut in ..... indictam treugam insidiando, aut aguitando facere volens comprobatus fuerit, ab omni cœtu Christianorum definitum est ut in omni vitæ suæ perpetuo damnetur exilio. Si quis autem aliter alicui aliquam injuriam fecerit aut damnum, in judicio proprii Episcopi aut clericorum ejusdem, quibus idem Episcopus commiserit, secundùm modum culpæ directionem faciat per judicium aquæ frigidæ, aut per exilium, sicut statutum est. Quicunque verò adpropinquante quadragesimæ tempore, sive Ascensionis Domini, vel Pentecostes, necnon & adventus Domini, qui est tregam Domini, castrum vel munitionem construere voluerit, non illi facere hoc liceat, nisi duas hebdomadas cunctis scientibus ante prædictum tempus incipiant. De debitoribus vero & fidejussoribus præcipimus ut si contendunt ea quæ debent, projiciantur ab Ecclesia, & in illorum parrochias nemo faciat sacrum ministerium usque præscripti debitores reddant debita. Oliveta namque, cujus pignoris in ipso aquarum diluvio pacem legimus terris redditam, & de cujus liquore sanctum Chrisma conficitur, necnon & altaria sancta illuminantur, sub tam firmam pacem statuimus ut nemo Christianorum eam præcidere audeat, vel ad deformitatem truncare, neque earundem fructus rapere. Quod qui fecerit, juxta quod definitum de ceteris, per tregam Dei ea emendet. Oves ergo & earum pastores eas custodientes similiter in treguam Dei permaneant cunctis diebus in cunctis locis, ita ut nullus Christianus eas deprædare præsumat, neque illas neque illarum pastores lædere vel invadere. Quod qui fecerit, per Dei treguam hoc totum emendet.

De Pace

Pacem autem à nobis sive à Principibus olim constitutam mandamus sive firmamus ut ab hodierna die & deinceps Ecclesiam nullus hominum infringat, neque mansiones quæ in circuitu Ecclesiarum sunt & erunt, neque aliquid ex omnibus quæ infra XXX. passus sunt Ecclesiæ & erunt, violenter auferre audeat, aut præsumere, (nisi Episcopus, aut cui ipse jusserit, propter suum censum, aut propter hominem excommunicatum, excepta munitione quæ infra prædictos passus XXX. Ecclesiæ sita fuerit) ad concitandum bella & contentiones. Censemus iterum ut ne quis hominum terras vel res cujuscunque Ecclesiæ vindicare præsumat sine dono & permissione illius cujus eadem Ecclesia fuerit. Reditus verò synodales nemo Laicorum in opus suum retineat præter consensum Episcoporum vel Clericorum, sed quibus jure debentur omnino restituat. Monemus iterum ut nullus Laicorum in opus suum retineat primitias, neque oblationes, neque cimiteriorum pretia, neque ova, aut ea quæ ad eos dantur per aspersionem salis & aquæ in cæna Domini, neque * trigintarios qui recte debentur à clericis recipi pro fidelium defunctorum orationibus, sed clericis, qui eisdem Ecclesiis præsunt utendos relinquat; nec quicquam ex fevo, quod pro eadem Ecclesia tenet minuere præsumat. Clericis quoque monachis, atque sanctimonialibus feminis, & comitibus eorum militaria arma non portantibus, ut aliquid ex bonis eorum nemo apprehendat, nec rapiendo auferat. Eas verò res & terras, ac vineas, & cetera quæ in jus proprium ac dominium Canonici, & monachi, sanctimoniales feminæ habent vel habere noscuntur, nullus hominum vel feminarum invadere, rapere, aut tollere præsumat, nec aliquid inde usurpare; neque per vim, neque per vicariam, neque per districtionem ibi ullam hospitalitatem accipiat, nisi per missionem vel donum Episcoporum vel Canonicorum & Abbatum, ad quos propriè eadem res pertinuerit, adquirere potuerint. Insuper eas villas & mansos, terras, & vineas, sive Ecclesias, quæ à fidelibus Dei collatæ esse videntur in opus Canonicorum, ut commune inde viverent, quæ veraciter sciri potest in hoc opus data esse noscuntur, nullius persona hominum ausus sit habere vel retinere, neque per vicariam, neque per fevum, neque per bajuliam, neque per ullam vocem, sine propria voluntate Episcopi & Canonicorum, vel Abbatum, Canonicorum, aut quos eas res pertinere noscuntur, cum voluntate Canonicorum suorum, nisi quantum præscripti Canonici cum præscriptis senioribus communiter voluerint. Statuimus autem inter vos de contentionibus terrarum, & de debitoribus & fidejussoribus, Dei auctoritate & nostra, ut nemo ex eis vindictam sumat, donec ante sui proprii Episcopi, & Potestatis cujus ditionis fuerit præsentiam veniens, causam suam exponat, ut alicujus eorum judicio terminetur atque definiatur. Episcopus autem & Princeps regionis ipsius, quibus eadem res pertinuerit ad distringendum, noceat resistenti, & adjuvet obedientem. Nullus etiam Christianorum ullam substantiam villani non apprehendat, nisi tantùm corpus suum per forfacturam quam ipse per se faciat, & non distringat eum nisi per directum. Caballarium autem nemo apprehendat, ut * redut faciat, neque faciat, neque substantiam ejus tollat, nisi tantùm per directum. Rapinas & prædas ex quibuslibet Christianorum nemo virorum aut mulierum faciat. Præcipimus etiam ut equas nemo rapiat, nisi homo desuper inventus fuerit armatus. Aleses verò nemo incendat. Furi prænotato & publico, latronique atque prædoni in Christianis nemo auxilium præbeat, neque ad illud agendum eum conducat, se sciente, usque ad satisfactionem veniant. Negociatores & Oratores qui ferunt sportas, nemo substantiam eorum apprehendat. Hanc autem institutionem prædictam monemus pariter & obsecramus, ut omnes homines & feminæ, in prædictis Comitatibus sive Episcopatibus degentes, firmiter teneant, atque intentè custodiant secundùm suum posse. Quòd si quis eorundem hominum vel feminarum prædictam pacem ac institutionem præsumptuosè infregerit, & infra XL. dies non emendaverit, noverit se tamdiu extraneum à Christianorum consortio, & à liminibus Sanctæ Dei Ecclesiæ segregatum donec ei cui damnum pertulerit duplum restituat, & Potestati illius terræ, in qua illud actum fuerit XL. solidos emendet; & Episcopo ejusdem terræ emendet, manu propria jurando super altare Sedis, aut super quo liberavit, quo Episcopus jusserit, quia amplius emendare non debeat pro transgressione excommunicationis; aut emendet ei XL. solidos sine sacramento. Dicimus iterum ut hæc institutio ab omnibus firmiter teneatur sicut superius scriptum est, præter eos qui de suo alode vel fevo sive bajulia institutores extiterint. Quam institutionem quicunque transgressus fuerit, obedire nolens supradictis institutionibus, Presbyter ei Missam non cantet, neque ullum sacrum officium, neque communicet eum, vel sepeliat, se sciente. Si autem quislibet hominum vel feminarum ab hac die & deinceps ausu temerario hujus nostræ institutionis violator extiterit, anathematis vinculo feriatur, & à Sancta Dei Ecclesia procul pellatur, & ab omnium cœtu Christianorum tamdiu separetur donec ad satisfactionem indubitanter veniat.

* Les Trentenaires.

* vox corrupta.

LXXV.

Partage des biens de l'Eglise de NIVELLE *en trois Portions, fait par l'Empereur* HENRI IV. *La premiere est donnée à l'Hôpital, la seconde à l'Abbesse, & la troisiéme aux Chanoines & Chanoinesses. Fait le* 24. *Fevrier* 1059. [AUB. LE MIRE, Notitiæ Ecclesiar. Belgii. Cap. LXXXIX. pag. 170.]

ANNO 1054.

1059. 24. Fevr. NIVELLE.

HENRICUS *divina favente clementia Rex.*

(1) NIVIALENSIS Ecclesia, Francorum regno finitima, permaximas sæpè calamitates sustinuit. Quod pater meus Henricus III. Imp. animo indoluit; adeò ut in consecratione, quam ad adventum suum reservari jusserat, præsentem se exhibens, pignora sacratissimæ virginis GERTRUDIS propriis humeris sanctuario importaret, locumque donis Imperialibus exornans, de rebus ejusdem Ecclesiæ præceptum faceret; quodque specialis dilectionis indicium est, non communi illud sigillo, sed secreto suo signaret. Cùm ergò me divina gratia paterni regni fecerit successorem, volo erga eumdem locum me præstare paternæ pietatis heredem, & de rebus ejusdem Ecclesiæ nostræ quoque auctoritatis præceptum innovare.

Res ipsæ in tres portiones divisæ existunt, in Xenodochium, in beneficium Abbatissæ, in præbendas fratrum seu sanctimonialium LXXII. Quæ partes ut à se possint certissimè distingui, placuit hæc nomina villarum, ad unamquamque pertinentium, distinctè subnotari. Ad CONGREGATIONEM pertinent, burgus ipse Nivialensis, cum omnibus reditibus suis & cum ipsa Ecclesia, Lennecha cum Ecclesia, Wambecca cum Ec-

(1) *Lothaire* confirma ce Partage en 1136. comme on le verra ci-apres dans son rang.

ANNO 1059. Ecclesia, Tubecca cum Ecclesia, Goiaca, Rosbecca, Heinuires, Iturna cum Ecclesia, Basseis cum Ecclesia, Bulceis cum Ecclesia, Brole cum omni vineto, Ara cum vineis quæ sunt in Leia, & quæ sunt in Clotina, Forst cum Ecclesia, Duffla, Foillidhes, Migeivilla, Vileirs, & omnis Præpositura illa quæ constat ex eleemosynis. Ad beneficium ABBATISSÆ, altare S. Gertrudis cum omni familia, Sprendelenges cum vineis quæ sunt in Binga, Udechoves, Benerfeti cum Ecclesia, Niefs, Meerbecca cum Ecclesia, Ruoz, Gotirez cum Ecclesia, Rosbecca & de Henvires, cum ceteris beneficiis quæ tenent milites ad commune servitium Abbatissæ & Congregationis. Ad XENODOCHIUM Mosterols cum Ecclesia, & omnes dominicales decimæ tam prædiorum nostrorum quàm beneficiorum Comitis. Jubeo ergò & ratum esse volo, ut divisiones istæ, sicut antiquitus sunt constitutæ, ita distinctæ permaneant.

Signum HENRICI IV. Regis.

HEBESARDUS Cancellarius, vice LUITPOLDI Archicapellani, recognovit. Datum est VI. Kal. Martii, anno Dominicæ Incarnationis M. LIX. Indictione XII. anno autem ordinationis Henrici IV. Regis V. regni verò III. Actum Aquisgrani.

LXXVI.

Avril. NICOLAÏ *Papæ* II. *Constitutio de modo & jure eligendi summum Pontificem, videlicet per Cardinales Episcopos, cum consensu Cardinalium Clericorum, ac reliqui Cleri Populique, salvo honore & reverentia* HENRICI IV. *Regis Romanorum, nec non successoris ejus.* [BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XI. ann. 1059. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. IX. col. 1013.]

In nomine Domini nostri & Salvatoris JESU CHRISTI.

ANNO ab Incarnatione Millesimo quinquagesimo nono, mense Aprili, Indictione duodecima, propositis Sacrosanctis Evangeliis, præsidente quoque reverendissimo ac beatissimo Nicolao Apostolico Papa, in Basilica Lateranensis Patriarchii, quæ cognominatur Constantiana; Considentibus etiam Reverendissimis Episcopis, Abbatibus, Presbyteris, Diaconis, idem Venerabilis Pontifex auctoritate Apostolica decernens de electione summi Pontificis inquit:

Novit beatitudo vestra dilectissimi fratres Coëpiscopi (inferiora quoque membra Christi non latuit) defuncto piæ memoriæ Domino Stephano prædecessore nostro, hæc Apostolica Sedes, cui auctore Deo deservio, quod adversa pertulerit, quod denique per Simoniacæ hæreseos trapezidas repetitis malleis, crebrisque tunsionibus subjacuerit, adeò ut columna Dei viventis jam penè videretur concussa nutare, & sagena summi Piscatoris, procellis intumescentibus, cogeretur in naufragii profunda demergi. Unde, si placet fraternitati vestræ, debemus auxiliante Deo futuris casibus prudenter occurrere, & Ecclesiastico Statui, ne recidiva (quod absit) mala prævaleant, præcavere. Quapropter instructi prædecessorum nostrorum, aliorumque Sanctorum Patrum auctoritate, decernimus atque statuimus, ut obeunte hujus Romanæ Universalis Ecclesiæ Pontifice, in primis Cardinales Episcopi diligentissimè simul de electione tractantes, mox * ipsi Clericos Cardinales adhibeant, sicque reliquus Clerus, & populus ad consensum novæ electionis accedat, nimirum præcaventes, ne venalitatis morbus aliqua occasione subrepat. Et ideò religiosissimi viri præduces sint in promovenda Pontificis electione, reliqui autem sequaces. Certus verò atque legitimus electionis ordo perpenditur, si perspectis diversorum Patrum regulis, sive gestis, etiam illa beati Leonis prædecessoris nostri sententia recolatur: Nulla, inquit, ratio sinit, ut inter Episcopos habeantur, qui nec à Clericis sunt electi, nec à plebibus expediti, nec à Comprovincialibus Episcopis cum Metropolitani judicio consecrati. Quia verò Sedes Apostolica cunctis in orbe terrarum præfertur Ecclesiis, atque ideò supra se Metropolitanum habere non potest: Cardinales Episcopi procul dubio Metropolitani vice funguntur, qui videlicet electum Episcopum ad Apostolici culminis apicem provehant.

Eligatur autem de ipsius Ecclesiæ gremio, si reperitur idoneus; vel si de ipsa non invenitur, ex alia assumatur, salvo debito honore & reverentia dilecti filii nostri Henrici, qui in præsentiarum Rex habetur, & futurus Imperator Deo concedente speratur, sicut jam sibi concessimus, & successoribus illius, qui ab Apostolica Sede personaliter hoc jus impetraverint. Quod si pravorum atque iniquorum hominum ita perversitas invaluerit, ut pura, sincera, atque gratuita fieri in Urbe non possit electio: Cardinales Episcopi cum religiosis Clericis, Catholicisque Laicis licèt pauci jus potestatis obtineant, eligere Apostolicæ Sedis Pontificem, ubi congruere viderint. Planè postquam electio fuerit facta, si bellica tempestas, vel qualiscunque hominum conatus malignitatis studio restiterit, ut is qui electus est, in Apostolica Sede juxtà consuetudinem auctorizari non valeat: electus tamen sicut verus Papa obtineat auctoritatem regendi Romanam Ecclesiam, & disponendi omnes facultates illius. Quod beatum Gregorium antè suam consecrationem fecisse cognovimus.

ANNO 1059.

Quod si quis contra hoc nostrum Decretum, synodali sententia promulgatum, per seditionem, vel præsumptionem quolibet ingenio electus, aut etiam ordinatus, seu inthronizatus fuerit: auctoritate divina, & Sanctorum Apostolorum Petri & Pauli, perpetuo anathemate cum suis auctoribus, fautoribus & sequacibus à limine Sanctæ Dei Ecclesiæ separatus, abjiciatur sicut Antichristus, invasor & destructor totius Christianitatis. Nec aliqua super hoc audientia reservetur, sed ab omni Ecclesiastico gradu, in quocunque fuerat prius sine retractatione deponatur. Cui, quisquis adhæserit, vel qualemcunque, tanquam Pontifici, reverentiam exhibuerit, aut in aliquo eum defendere præsumpserit, pari sententia sit mancipatus.

Quisquis autem hujus nostræ Decretalis sententiæ temerator extiterit, & Romanam Ecclesiam sua præsumptione confundere, & conturbare contra hoc statutum tentaverit, perpetuo anathemate atque excommunicatione damnetur, & cum impiis qui non resurgunt in judicio, reputetur. Omnipotentis iram contra se sentiat, & Sanctorum Apostolorum Petri & Pauli, quorum Ecclesiam præsumit confundere, in hac vita, & in futura furorem sentiat; fiat habitatio ejus deserta, & in Tabernaculis ejus non sit qui inhabitet. Erant filii ejus orphani, & uxor ejus vidua: commotus commoveatur ipse & filii ejus, & mendicent, & ejiciantur de habitationibus suis. Scrutetur fœnerator omnem substantiam ejus, & diripiant laborem ejus. Orbis terrarum pugnet contrà eum, & cuncta Elementa sint ei contraria, & omnium Sanctorum quiescentium merita eum confundant, & in hac vita super eum apertam vindictam ostendant. Observatores autem hujus nostri Decreti omnipotentis Dei gratia protegat, & auctoritas beatorum Apostolorum Petri & Pauli ab omnium peccatorum vinculis absolvat.

* Christi.

LXXVII.

Ejusdem CONSTITUTIONIS *aliud Exemplum ex Registro Abbatiæ Farfanensis.* [LE BLANC, Dissertation Historique sur quelques Monnoyes de CHARLEMAGNE & de LOUIS *le Debonnaire* aux Pieces, pag. 100.]

In nomine Domini Dei Salvatoris nostri JESU CHRISTI.

ANNO ab Incarnatione ejus 1059. mense Aprili, Indictione duodecima, præsidente quoque Reverentissimo ac Beatissimo Nicolao, Apostolico viro, in Basilica Lateranensis Patriarchii, quæ cognominatur Constantiniana, considentibus etiam Reverentissimis Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, seu venerabilibus Presbyteris atque Diaconibus, idem venerabilis Pontifex autoritate Apostolica decernendæ electionis summi Pontificis, inquit, Novit, beatitudo vestra, dilectissimi fratres, & coepiscopi, inferiora quoque Christi membra non latuit, defuncto piæ memoriæ Domino Stephano decessore nostro, hæc Apostolica Sedes, cui Deo autore deservio, quot adversa pertulerit, quot denique per simoniacæ hæresis Trapesitas, malleis, crebrisque tonsionibus subjacuerit, adeo ut columna Dei viventis jam jam pene videretur concussa nutari, & sagena summi Piscatoris, procellis intumescentibus, cogeretur in naufragii profunda submergi. Unde si placet fraternitati vestræ debemus auxiliante Deo futuris casibus prudenter occurrere, & Ecclesiastico Statui, ne rediviva, quod absit, mala prevaleant, imposterum providere. Quapropter instructi prædecessorum nostrorum aliorumque sanctorum Patrum autho-

ANNO 1059. ritate, decernimus atque ſtatuimus, ut obeunte hujus Romanæ univerſalis Eccleſiæ Pontifice, imprimis Cardinales diligentiſſima ſimul conſideratione tractantes, ſalvo debito honore & reverentia dilectiſſimi filii noſtri H. qui in præſentiarum Rex habetur & futurus Imperator, Deo concedente, ſperatur, ſicut jam mediante ejus Nuntio Longobardiæ Cancellario W. conceſſimus, & ſucceſſorem illius qui ab hac Apoſtolica Sede perſonaliter hoc jus impetraverit, ad conſenſum novæ electionis accedant, ut nimirum ne venalitatis morbus qualibet occaſione ſubripiat. Religioſi viri cum Sereniſſimo filio noſtro Rege H. præduces ſint in promovendo Pontificis electionem, reliqui autem ſequaces, eligant autem de ipſius Eccleſiæ gremio, ſi reperitur idoneus, vel ſi de ipſa non invenitur, ex alia aſſumatur: Quod ſi pravorum atque iniquorum hominum ita perverſitas invaluerit, ut pura, ſincera atque gratuita electio fieri in urbe non poſſit, licet pauci ſint, jus tamen poteſtatis obtineant, eligendi Apoſtolicæ Sedis Pontificem, ubi cum invictiſſimo Rege congruentius judicaverint. Plane poſtquam electio fuerit facta ſi bellica tempeſtas vel qualiscumque hominum conatus malignitatis ſtudio reſtiterint, ut is qui electus eſt in Apoſtolica Sede juxta conſuetudinem inthronizari non valeat, electus tamen ſicut Papa authoritatem obtineat regendi Sanctam Romanam Eccleſiam, & diſponendi omnes facultates illius quod Beatus Gregorius ante ſuam conſecrationem feciſſe cognoſcimus. Quod ſiquis contra hoc noſtrum Decretum Synodali ſententia promulgatum, per ſeditionem vel præſumptionem, aut quolibet ingenio, aut ordinatus, ſeu etiam ſi intronizatus fuerit, non Papa, ſed Satanas, non Apoſtolicus, ſed Apoſtaticus ab omnibus habeatur, & teneatur, & authoritate divina, & Sanctorum Apoſtolorum Petri & Pauli perpetuo anathemate, cum ſuis authoribus, fautoribus, & ſequacibus, a liminibus Sanctæ Romanæ Eccleſiæ ſeparatus ſubjiciatur, ſicut antichriſtus, & invaſor, atque deſtructor totius Chriſtianitatis, nec aliqua ſuper hæc audientia aliquando ei reſervetur, ſed ab omni Eccleſiaſtico gradu, in quocumque prius fuerat, ſine retractione deponatur. Cui quisquis adeſerit vel qualemcumque tamquam Pontifici reverentiam exhibuerit, aut in aliquo illum defendere præſumpſerit, pari ſententia ſit mancipatus. Quisquis autem hujus noſtræ decretalis Sententiæ temerator extiterit, & Romanam Eccleſiam confundere, & perturbare voluerit, & contra hoc ſtatutum tentaverit, perpetuo anathemate atque excommunicatione damnetur, & cum impiis qui non reſurgent in judicio, reputetur: Omnipotentis ſcilicet Dei Patris & Filii & Spiritus Sancti contra ſe iram ſentiat, & Sanctorum Apoſtolorum PP. quorum præſumit confundere Eccleſiam in hac vita, & in futuro furorem reperiat: fiat habitatio ejus deſerta, & in tabernaculo ejus non ſit, qui inhabitet, fiant filii ejus orphani, & uxor ejus vidua, commotus amoveatur ipſe, atque filii, & mendicent, & ejiciantur de habitationibus ſuis, ſcrutetur fœnerator omnem ſubſtantiam & diripiant alieni omnes labores ejus: orbis terrarum pugnet contra eum & omnia elementa ſint ei contraria, & omnium Sanctorum quiescentium merita illum confundant, obſervatores autem hujus noſtri Decreti, Dei omnipotentis gratia protegat, & benedicat, & authoritate beatorum principum Apoſtolorum Petri & Pauli, ab omnibus peccatorum vinculis abſolvat. Nicolaus Epiſcopus Sanctæ Catholicæ & Apoſtolicæ Romanæ Eccleſiæ huic Decreto à nobis, ſicut ſuperius legitur, promulgato ſubſcripſi, & Romani Epiſcopi V. id eſt Bonifacius Albanenſis, Umbertus Silvæ Candidæ, Petrus Oſtienſis, Petrus Lavicanenſis, Joannes Portuenſis, & Cardinales quatuor Joannes tituli Sancti Marci, Leo tituli Sancti Laurentii in Damaſo, Guido Sanctæ Mariæ trans Tyberim, Deſiderius Sanctæ Ceciliæ, & Diaconi tres Martius, Creſcentius, Amantius, & Hildebrandus Subdiaconus & Monacus, cum cæteris ſubſcripſit. Wibertus Archiepiſcopus, Dominicus Gradienſis Patriarcha, Ugo Chriſopolitanus Patriarcha, Hildepandus Capuanus Archiepiſcopus, Odelricus Beneventanus Archiepiſcopus, Alfanus Salernitanus Archiepiſcopus & cæteri Epiſcopi Joannes Sabinenſis, Joannes Tyburtenſis; Rolandus Sutrienſis, Ailardus Epiſcopus & Abbas Sancti Pauli, Leo Epiſcopus Cagetaneus, Joannes Taracinenſis, Pandolfus Marſienſis, Allo Teatinus, Dominicus Balbenſis, Joannes Pinenſis, Palumbus Surenſis, Petrus Civitatis Caſtellanæ, Ludovicus Nicerinus, Herimannus Caſtellanus, Henricus Spoletanus, Mainardus Urbinenſis, Godifredus Peruſinus, Aganus Eduenſis, Godifredus Attelanſis, Odelricus Frimanus, Bernardus Eſculanus, Ugo Camerinus, Willelmus Numianus, Fransmundus Feſulanus, Joannes Suane, Rofredus Egubinus, Martinus Fundenſis, Albertus Varianſis, Bernardus Agathenſis, Teuzo Urbivetanus, Joannes Cluſinus, Joannes Senenſis, Guido Vulteranenſis, Petrus Vultranenſis, Benedictus Sueſanus, Azo Fulienſis, Petrus Aprutienſis, Gerardus Roſcllanus, Anſelmus Lucenſis, Petrus Peſaurienſis, Andulfus Ferenſis, Rodulfus Gubinus, Theodicus Senogalienſis, Arduinus Tudertinus, Arduinus Favenſis, Arnulfus Cunenſis, Stephanus Trojanus, Benedictus Simpronienſis, Ugo Gallenſis, Gerardus Reatenſis, Giſlebertus Tusculanus, Aginus Aſſuenſis, Ingo Balneo Regis, Tegrinus Popilonienſis, Ubertus Genuenſis, Deotatus Corbinenſis, Joannes Trebenſis, Joannes Alatrinenſis, Placidus Berolanenſis, Herasmus Sennenſis, Arthis Alifane, Humburtus Paurinenſis, Opizo Bobienſis, Oddo Novarienſis, Enricus Yporigenſis, Willelmus Apoſtolicus. Hi omnes confirmaverunt de quibus fuerunt Episcopi 76. Cardinales 4. Diaconi 3. Subdiaconus Hildebrandus Monacus, & cæteri Subdiaconi Romanæ Eccleſiæ & multi alii Catholici confirmaverunt. ANNO 1059.

LXXVIII.

Fragmentum Epiſtolæ III. ALEXANDRI *Papæ* II. *ad* SUENONEM *Regem Danorum. Exigit Cenſum a* SUENONE *Danorum Rege, quem majores ejus perſolvere conſueverunt.* [Collect. Reg. Concil. Tom. XXV. pag. 605. PHIL. LABBEI Concil. Collect. Tom. IX. pag. 1116. BARONII Annales Eccleſiaſt. Tom. XI. ſub anno 1062. col. 346.] 1062.

ALEXANDER *Episcopus ſervus ſervorum Dei* SUENONI *Regi Danorum.*

QUAPROPTER prudentiam tuam admonemus, ut cenſum Regni tui, quem prædeceſſores tui Sanctæ Apoſtolicæ Eccleſiæ perſolvere ſoliti ſunt, nobis & ſucceſſoribus noſtris transmittere ſtudeat: ita tamen ut non ſicut oblatio in altari ponatur, ſed ut ſupra diximus, tam nobis, quam ſucceſſoribus noſtris, ut certius approbetur, præſentialiter offeratur.

LXXIX.

BERNARDI *Bigorræ Comitis Charta; De Cenſu ſexaginta ſolidorum pro ſe & Comitatu Bigorræ ſuo, Eccleſiæ Anicienſi in perpetuum ſolvendo. Anno Incarnationis* 1062. [PHIL. LABBEI Miſcellanea Opuſcula Rerum Aquitanicarum. In Bibliotheca nova Manuſcriptorum Librorum, Tom. II. pag. 748. Tiré d'un vieux Regiſtre de Parchemin, dont le Titre eſt: *Hic eſt Liber in quo Cenſus & Debita Bigorræ in memoriam ſcripta ſunt.*]

MUNDI ruinis crebrescentibus, plurimis quoque hominum potius tranſitoriis commerciis, quàm perpetuis inhærentibus, coegit me valdè humanitatis meæ fragilitas, ut non ſolum pertractarem ultimum inevitabilis noſtri obitus diem, verùm etiam præſentem, quoad vixero, mei meorumque utilitatem. Hæc ergo ſententia, nec irrationabiliter ſuffultus, non meis meritis, ſed miſericordia Chriſti prævenientе Bigorrenſis Comitatus ab ipſo auctore Deo, qui cuncta diſponit regna mundi, Comes prælectus, hoc perutile negotium tractari, ut me & omnem præmiſſum Comitatum omnipotenti Deo committerem, & almæ Mariæ Virginis tutelæ, ac defenſioni, atque omnia mea commendarem. Dominicæ ergo Incarnationis milleſimo ſexageſimo ſecundo anno, Petro Epiſcopo Anicienſi Eccleſiæ præſidente, ego Bernardus Bigorrenſis Comes egregius adveni prædictam Eccleſiam, gratia orationis imploraturus ſuffragia pro ſalute animæ meæ & corporis. Ergo convocatis Canonicis, commiſi me orationibus eorum aſſiduis, ac devovi me & omnem Comitatum meum Anicienſi Eccleſiæ, ſub honore Sanctæ & intemeratæ Virginis Mariæ conſecratæ, quatenus Regina cœli, & Mundi Domina, ſolamen miſerorum, ac peccatorum venia, protegat, defendat, & muniat me ſuum famulum, nec non & omnia mihi ſubdita; ea ſcilicet lege, ac perpetuo tenore, ut quàm diù mihi vitam conceſſerit optimus Deus, LX. ſolidos pro ſalute ac tuitione mea offeram Anicienſi Eccleſiæ, eosque

ANNO 1062. cosque vel deferam vel deferri faciam in Capitulo Fratribus meis Canonicis. Nec solum ego, sed & omnis posteritas mea hunc servet tenorem, & quasi debitum censum, præscriptos LX. solidos offerat in perpetuam mei commemorationem. Ut autem hoc donativum pietatis ac religionis gratiâ peractum, stabile permaneat, atque firmum, Ego Bernardus Bigorrensis Comes, & uxor mea Clementia Comitissa, hanc scripturam, pro testimonio donationis fieri rogavimus, ac propriis manibus stabilem atque inviolabilem esse decrevimus. Quod si quis, vel nos, vel posteritas nostra fuerit, vel aliquis post obitum nostrum præsidens honori, quem mihi Deus concessit, hanc Donationem temerare, vel violare molitus fuerit; omni subjaceat Anathemati, ac perpetuæ maledictioni, donec ex præsumptione cœpta, Deo, & Beatæ Mariæ Virgini satisfaciat, & Canonicorum Congregationi. S. Bernardo Comite, & Uxore sua Clementia, qui hanc scripturam fieri jusserunt. S. Bernardo de Baseliaco. S. Guillelmo de Aster. S. Arnaldo Guillelmo, &c.

LXXX.

1071. 30. Nov. BOURGOGNE ET SAVOYE. *Traité d'Alliance entre* OTHONIN *de Bourgogne, Sire de Salins & RENAUD de Bourgogne Freres, d'une part; & THOMAS de Savoye, Comte de Piémont, & AMÉ de Savoye Freres, d'autre. Fait à Paris, en l'an* 1071. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye, Preuves, pag. 99.]

NOus Otthonins de Bourgoigne & Sires de Salins, & Renauz Freres fommes à savoir à tous ceus qui verront ces presentes Lettres, Que nous regardée la grand esperance d'amour, laquelle nous avons euë toûjours & aurons en enpres à Nobles Barons & nostres chiers & amés *Thomas & Amé de Savoye Freres*, prometons à iceus maimes en bone foy donnés fermenz corporeement à seintes Evangiles de Dieu, valoir & conseiller & aider tant cum nous vivrons de tote guerre & de touz plaiz, de toutes querailes contre tous homes dou monde de totes noz forces, de touz nos povoirs, exceptez nobles Barons *Philippe de Savoye & de Bourgoigne Conte, Aaliz de Savoye & de Bourgoigne Comtesse*, Hugue Duc de Bourgoigne, Thiebaut Conte de Bar, & en seur que tout nous prometons per le ferment devant donné, que s'il avenoit par aucun cas entre les devant diz *Thomas & Amé de Savoye Freres*, & Pierre de Chalon nommé Bouvier, guerre ou decors andevant de Pierre Bouvier, nous ne liaiderons ne en fait ne en dit contre les devant diz Thomas & Amé per nous ne per autruy que nous puichiens rencontrer en tous leus, & toutesfois que nous pourriens ne fauriems leur domage à percevoir de notre poir, nous les defendriens & leur feriens à plustost que nous pourriens à savoir. Prometons ancores Nous Otthonins, que nous Thomas & Amé Freres, contre tous les eideurs de Pierre Bouvier de Chalon eyderons de tout notre povoir, sauf ceux que nous avons nommement dessus exceptés. Je Renauz contre le devant dit Pierre Bouvier, encontre tous ses aideurs à Thomas & Amé devant diz de tout mon pouvoir eidere toutes les fois que ge sere daus ou de lun daus requis ou de lour certain message, toutes les choses sus nommées & promises. Nous Otthonins & Renauz Freres promettons loyaument seur le serment donné & fait de nous seur les seinctes Evangiles à tenir plenement & garder senement sans aller en contre tant cum nous vivrons, & por ce que cestes chose soit plus ferme & plus estable nous avons fait nos seiauz mettre en ces presentes lettres en signe de perpetue fermeté. Ce fut fait à Paris en len Cloistre Nostre Dame en l'Ostel lois de Savoye, en l'an de l'incarnation nostre Seigneur mil LXXI. XXI. le jour de mercredy devant la Feste S. Nicolas; apres la Feste S. Andrier l'Apostre.

LXXXI.

1073. 30. Avril. *Epistola* GREGORII *Papæ* VII. *ad* PRINCIPES HISPANIÆ. *Significat se Comiti* DE ROCEIO *sub quadam conditione eam Hispaniæ partem concessisse, quam à Saracenorum manibus eriperet. Prohibet alios Principes in eamdem Regionem cum copiis ingredi partemque ullam illius Provinciæ sibi vindicare, nisi interveniat æqua Pactio persolvendi jura Sancti* PETRI: *qua de re Legatos mittit. Data Romæ* 2. *Kal. Maji, Indictione* XI. [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXVI. pag. 15. inter Epistolas GREGORII Papæ VII. PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio. Tom. X. pag. 10. BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XI. sub anno 1073.] ANNO 1073.

GREGORIUS *in Romanum Pontificem electus omnibus Principibus in terram Hispaniæ proficisci volentibus perpetuam Salutem in Domino* JESU CHRISTO.

NOn latere vos credimus regnum Hispaniæ ab antiquo proprii Juris Sancti Petri fuisse, & adhuc (licet diu à Paganis sit occupatum) Lege tamen justitiæ non evacuata, nulli mortalium, sed soli Apostolicæ Sedi ex æquo pertinere. Quod enim auctore Deo semel in proprietates Ecclesiarum juste pervenerit, manente eo, ab usu quidem, sed ab earum jure, occasione transeuntis temporis, sine legitima concessione divelli non poterit. Itaque Comes Evulus de Roceio, cujus famam apud vos haud obscuram esse putamus, terram illam ad honorem Sancti Petri ingredi, & à Paganorum manibus eripere cupiens, hanc concessionem ab Apostolica Sede obtinuit, ut partem illam, unde Paganos suo studio, & adjuncto sibi aliorum auxilio expellere posset, sub conditione inter nos factæ pactionis, ex parte Sancti Petri possideret. Qua in re & labore quicumque vestrum sibi adhærere voluerit, omni caritatis affectu commonitus erga honorem Sancti Petri talem animum gerat, ut ab eo & munitionis auxilia in periculis, & merita fidelitatis præmia securus accipiat. Si autem aliqui ex vobis seorsum ab illo propriis copiis eamdem terram aliqua in parte intrare paraverint, decet ut militiæ causam ex animi devotione quam justissimam sibi proponant, jam nunc omni voto concipientes, & ex corde statuentes, ne capta terra easdem, quas illi qui nunc Deum ignorantes eam occupant, injurias Sancto Petro faciant. Hoc enim neminem vestrum ignorare volumus; quoniam nisi æqua pactione persolvendi juris Sancti Petri in regnum illud animadvertere statueritis, potius vobis Apostolica auctoritate, ne illuc tendatis interdicendo, contraferemur, quam Sancta & universalis mater Ecclesia, idem à filiis suis quod ab hostibus patiendo, non jam proprietatis suæ sed filiorum detrimento saucietur. Quamobrem hunc dilectum filium Hugonem & Cardinalem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyterum in partes illas misimus, in cujus ore nostra ad vos Consilia & decreta plenius apertiusque differenda ac vice nostra disponenda posuimus. Data Romæ II. Kalendas Maji, Indictione undecima.

LXXXII.

Sententia Arbitralis per Papam GREGORIUM VII. *ex Compromisso in Sedem Apostolicam facto, super controversiis inter* JOANNEM *Moravensem, &* GEBOARDUM *Pragensem Episcopos, de quibusdam Decimis & Curtibus, exortis, lata Romæ sexto Nonas Martii, Indictione decima tertia.* [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. X. col. 108.] 1074. 2. Mars.

GREGORIUS *Episcopus servus servorum Dei.*

QUoniam ad memoriam semperque dilucidandam causarum negotiorumque veritatem nihil aptius, nihil durabilius, quam scripturarum paginas æstimamus, qualiter lis & discordia, quæ inter confratres nostros, videlicet Joannem Moravensem Episcopum, & Geboardum Pragensem, de quibusdam decimis & curtibus diu protracta est, tandem per pactionis convenientiam in Apostolica Sede determinata sit, per literas nostras non modo præsentibus, sed & futuris notum fieri volumus. Hæc enim causa cum in secundo nostri Pontificatus anno, residentibus una nobiscum in basilica Salvatoris multis fratribus, convocatis etiam & coram positis supradictis Episcopis, ad audientiam nostram, & totius ibidem congregati Concilii perlata sit, diu & multum inquisita atque rimata, tanta ambiguitate, & perplexionibus involuta videbatur ut ad finceram veritatis & justitiæ explorationem per ea quæ tunc adhibita sunt judicia perduci non posset. Verum ne illorum altercatio absque pacis interventu diutius aut fraterna odia aut aliqua periculosa hinc vel illinc studia accenderet, cum consilio fratrum nostrorum causam ita ex æquo dirimi constituimus, ut omnia, de qui-

ANNO 1074. quibus inter eos contentio foret per medium dividerentur, & hic unam, ille alteram partem interim absque omni inquietudine tenerent, donec si apertiora judicia sive scripto aut congruis testibus invenire possent diligentissime investigarent. Ad quod faciendum, ne forte suscitandæ litis infinita alterutri daretur occasio, terminum quoque eis decem annorum præfiximus, ut qui certis approbationibus ad justitiam se pertingere posse confidit, intra prælibatum terminum proclamandi & consequendi jus Ecclesiæ suæ licentiam & potestatem habeat: & si alterum horum, vel utrosque, quod non optamus, interim obire contigerit, successores eorum in eadem pactione & constitutione permanere debeant. Ex ea autem parte quæ præfatus terminus, aut sub silentio, aut non ostensa veritatis & justitiæ, propter quam clamet, approbatione transductus fuerit, nullus deinceps locus, nulla acclamandi occasio, aut super hac re renovandæ quæstionis licentia superst. Hoc igitur modo prænominatos Episcopos in nostra præsentia pacificatos, & præscriptæ diffinitioni gratum, ut videatur, adhibentes assensum, ad propria cum Apostolica benedictione & fraterna caritate dimisimus. Hoc ab omnibus inviolatum & perpetuo inconcussum fore Apostolica auctoritate præcipimus atque sancimus. Data Romæ sexto Nonas Martii, Indictione decima tertia.

LXXXIII.

1075. GREGORII VII. *Pontificis Romani Epistola monitoria Regibus, Comitibus, & Principibus* HISPANIÆ, *de Regno ex antiquis Constitutionibus* B. PETRO *& Sanctæ Romanæ Ecclesiæ in jus & proprietatem tradito.* [DOMINICI SEGNERI Opus Dei admirabile Primatus Rom. Pont. In Bibliotheca maxima Pontificia, Tom. X. pag. 99.]

GREGORIUS *Episcopus servus servorum Dei, Regibus, Comitibus, cæterisque Hispaniæ Principibus salutem.*

NOTUM fieri vobis volumus, quod nobis quidem tacere non est liberum, vobis autem ad præsentem, futuram gloriam valde necessarium, videlicet Regnum Hispaniæ ex antiquis Constitutionibus, B. Petro & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ in jus & proprietatem traditum esse. Quod nimirum hactenus, & præteritorum ipsorum incommoda, & antecessorum nostrorum tacuit negligentia. Nam postquam regnum illud a Saracenis pervasum est, & servitium, quod B. Petro inde solebat fieri propter infidelitatem eorum, & tyrannidem detentum ab usu nostrorum tot annis interceptum est, pariter etiam rerum & proprietatis memoria dilabi cœpit. Verum quia divina clementia concessa vobis in hostes illos, semperque concedenda, terram in manus vestras tradidit, ulterius vos causam hanc ignorare noluimus, ne quod supernus arbiter, legum ac justitiæ conditor de recuperanda justitia & honore Sancti Petri, ejusque Sanctæ & Apostolicæ Sedis gloria, nostræ humilitati ad bene merendum contulit, aut nobis ex taciturnitate in negligentiæ culpam aut vobis ex ignorantia quod absit, ad detrimentum propositæ, & divinitus oblatæ retributionis obveniat, &c.

LXXXIV.

Vers l'an 1075. GREGORII VII. *Pontificis Romani Epistola monitoria Abbatibus & Prælatis per Gallias constitutis, de Censu annuo à quibusdam Ecclesiis Beato* PETRO, *& Sanctæ Sedi Apostolicæ debito.* [Chronicon Virdunense HUGONIS Abb. Flaviniaci. Apud PHIL. LABBEUM, in Bibliotheca nova Manuscript. Librorum. Tom. I. pag. 197.]

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei omnibus Abbatibus & Prælatis, tàm Monachorum quàm & Canonicorum per Gallias constitutis sal. & Apostolicam benedictionem. Fraternitatem vestram, dilectissimi Fratres, latere minime credimus, quasdam Ecclesiarum vestrarum, Beato Petro, & nobis annuos census persolvere ex præcedentium Patrum Institutionibus debere. Sed quia quidam partim negligentiâ, partim vero tenaci induratione, hæc hactenus minus plenè quam oporteret egerunt, hos ut emendari & de . . . . vere studeant; omnes autem ut Apostolico præcepto, Cui Vectigal, Vectigal, Cui Tributum, Tributum, obtemperetis commonemus. Unusquisque enim, non quod suum est, sed quod alterius, quærat; quoniam si digne redarguitur, qui prout oportet propria non largitur; quâ sententiâ dignus est, qui nec aliena rapere, nec debita metuit retinere? dicente Domino; Quæ vultis ut faciant vobis, hæc facite & vos illis. Et, quod tibi non vis, aliis non feceris. Nunc igitur, quia dilectum filium nostrum Hugonum Dienſem Episcopum, ob Ecclesiasticæ utilitatis diversa negotia in Gallias vices nostras excecuturum mittimus, & quia nemini potiùs credere debemus quem in omnibus à nobis sibi injunctis fideliter egisse comperimus, quæ nobis ex Ecclesiis vestris specialiter debetis, vos illi ad nos perferenda persolvere, ac de retentis satisfacere jubemus. ANNO 1075.

LXXXV.

Epistola GREGORII *Papæ* VII. *ad* DEMETRIUM *Regem Russorum & ad Reginam ejus Uxorem. Scribit Russiæ Regnum, eorum consensu accedente, eorundem filio se tradidisse; Rogat ut suos Legatos benignè excipiant. Dat. Romæ* 15. *Kalendas Maji, Indict.* 13. [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXVI. pag. 213. PHIL. LABBEI Collectio Tom. X. col. 125. BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XI. sub. ann. 1075.] 17. Avril.

GREGORIUS *Episcopus Servus Servorum Dei* DEMETRIO *Regi Russorum & Reginæ uxori ejus Salutem & Apostolicam benedictionem.*

FILIUS vester Limina Apostolorum visitans ad nos venit, & quod regnum illud dono Sancti Petri per manus nostras vellet obtinere, eidem beato Petro Apostolorum Principi debita fidelitate exhibita, devotis precibus postulavit; indubitanter asseverans illam suam petitionem vestro consensu ratam fore ac stabilem, si Apostolicæ auctoritatis gratia ac munimine donaretur. Cujus votis & petitionibus, quia justa videbantur, tum ex consensu vestro, tum ex devotione poscentis, tandem assensum præbuimus & regni vestri gubernacula sibi ex parte beati Petri tradidimus, ea videlicet intentione atque desiderio Caritatis, ut beatus Petrus vos & regnum vestrum, omniaque vestra bona, sua apud Deum intercessione, custodiat & cum omni pace, honore quoque & gloria idem regnum usque in finem vitæ vestræ tenere vos faciat & hujus militiæ finito cursu impetret vobis apud supernum Regem gloriam sempiternam. Quin etiam nos paratissimos esse noverit vestræ nobilitatis serenitas, ut ad quemcunque justa negotia hujus Sedis auctoritatem pro sua necessitate petierit, procul dubio continuo petitionum suarum consequetur effectum. Præterea ut hæc & alia multa quæ literis non continentur cordibus vestris arctius infigantur, misimus hos nuntios nostros, quorum unus vester notus est, & fidus amicus, qui & ea quæ in literis sunt diligenter vobis exponent, & quæ minus sunt viva voce explebunt. Quibus pro reverentia beati Petri, cujus legati sunt, vos mites & affabiles præbeatis, & quidquid vobis dixerint ex parte nostra patienter audiatis, atque indubitanter credatis, & quæ ibi ex auctoritate Apostolicæ Sedis negotia tractare voluerint & statuere, nullorum malo ingenio turbare permittatis, sed potius eos sincera caritate favendo juvetis. Omnipotens Deus mentes vestras illuminet, atque per temporalia bona faciat vos transire ad gloriam sempiternam.

Data Romæ decimo quinto Kalendas Maji, Indictione decima tertia.

LXXXVI.

(1) *Prima Sententia Excommunicationis & Depositionis ab omni Potestate & Dignitate, scilicet Regia & Imperiali, per* GREGORIUM VII. *Pontificem, contra* HENRICUM IV. *Imperatorem lata.* [Collectio Regia Conciliorum Tom. XXVI. pag. 573. PHIL. LABBEI Col- 1076.

(1) La Date de cette Pièce manque dans la Collection du *Louvre* & dans celle du Pere *Labbe*. Elle y est seulement rangée sous l'an 1076 & l'on s'y conforme. Le *Bullarium magnum* la marque, *de anno ab Incarnatione Domini* 1075. *Indictione decima quarta*; mais mal; puisque l'Indiction XIV. ne convient pas à l'an de l'Incarnation 1075. soit qu'on l'entende selon le stile des Papes, ou selon le stile vulgaire. [DUM.]

ANNO 1076. Concil. Collectio. Tom. X. col. 356. Bullarium magnum Tom. I. pag. 51. BARONII Ann. Eccles. Tom. XI. ann. 1076.]

BEATE Petre Apostolorum Princeps, inclina, quæsumus, aures tuas nobis, & audi me servum tuum, quem ab Infantia nutristi, & usque ad hunc Diem de manu iniquorum liberasti, qui me pro tua fidelitate oderunt & odiunt. Tu mihi testis es, & Domina mea Mater Dei, & beatus Paulus frater tuus, & omnes Sancti, quod tua Sancta Romana Ecclesia me invitum ad sua gubernacula traxit; & ego non rapinam arbitratus sum ad Sedem tuam ascendere, potiusque volui vitam meam in peregrinatione finire, quam locum tuum pro gloria mundi sæculari ingenio arripere; Et ideo, ex tua gratia, non ex meis operibus credo quod tibi placuit & placet, ut populus Christianus tibi specialiter commissus mihi obediat, specialiter pro vita tua mihi commissa, & mihi tua gratia est potestas a Deo data ligandi atque solvendi in cœlo & in terra. Hac itaque fiducia fretus pro Ecclesiæ tuæ honore & defensione, ex parte omnipotentis Dei Patris & Filii & Spiritus Sancti, per tuam potestatem & auctoritatem, Henrico Regi Filio Henrici Imperatoris, qui contra tuam Ecclesiam inaudita superbia insurrexit, totius Regni Teutonicorum, & Italiæ gubernacula contradico, & omnes Christianos a vinculo juramenti quod sibi fecere, vel facient, absolvo; ut nullus ei sicut Regi serviat, interdico. Dignum est enim, ut qui studet honorem Ecclesiæ tuæ imminuere, ipse honorem amittat quem videtur habere. Et quia sicut Christianus contemsit obedire, nec ad Dominum rediit quem dimisit, participando excommunicatis, meaque monita, quæ pro sua salute sibi misi, te teste, spernendo, seque ab Ecclesia tua, tentans eam scindere, separando, vinculo eum anathematis vice tua alligo; & sic eum ex fiducia tua alligo, ut sciant gentes, & comprobent quia tu es Petrus, & super tuam Petram Filius Dei vivi ædificavit Ecclesiam suam & portæ inferi non prævalebunt adversus eam.

LXXXVII.

Vers l'année 1076. HENRICI IV. *Regis Romanorum supplex Epistola ad* GREGORIUM VII. *Papam. Suplex veniam petit, quod invaserit res Ecclesiasticas, & Ecclesias vendiderit; Rogat ut sua auctoritate Simoniacam Labem ab omnibus Ecclesiis, & inprimis à Mediolanensi, extirpet, seque Pontifici in omnibus obsecuturum promittit.* [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXVI. pag. 48. PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio. Tom. X. col. 29. & encore une fois pag. 376. BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XI. sub. anno 1073.]

Vigilantissimo & desiderantissimo Domino Papæ GREGORIO *apostolica dignitate cœlitus insignito* HENRICUS *Romanorum Dei gratia Rex debiti famulatus fidelissimam exhibitionem.*

CUM enim Regnum & Sacerdotium, ut in Christo rite administrata subsistant, vicaria sui ope semper indigeant, oportet nimirum, Domine mi & Pater amantissime, quatenus ab invicem minime dissentiant, verum potius Christi glutino conjunctissima indissolubiliter sibi cohæreant. Namque sic & non aliter conservatur in vinculo perfectæ caritatis & pacis, & Christianæ concordia unitatis, & ecclesiasticæ simul status Religionis. Sed nos qui, Deo annuente, regni aliquamdiu jam sortimur ministerium, Sacerdotio, ut oportuit, per omnia jus & honorem non exhibuimus legitimum: quippe nobis à Deo datæ potestatis vindicem non sine causa gladium portavimus, nec tamen in reos, ut justum fuit, judiciaria illum semper censura evaginavimus. Nunc autem divina miseratione aliquantulum compuncti, & in nos reversi peccata nostra priores vestræ indulgentissimæ paternitati nos accusando confitemur; sperantes de vobis in Domino ut apostolica vestra auctoritate absoluti justificari mereamur. Heu criminosi nos & infelices, partim pueritiæ blandientis instinctione, partim potestativæ nostræ & imperiosæ potentiæ libertate, partim etiam eorum, quorum seductiles nimium secuti sumus consilia, seductoria deceptione peccavimus in Cœlum & coram vobis, etiam digni non sumus vocatione vestræ filiationis. Non solum enim nos res Ecclesiasticas invasimus, verum quoque indignis quibuslibet, & Simoniaco felle amaricatis, & non per ostium sed aliunde ingredientibus Ecclesias ipsas vendidimus & non eas ut oportuit defendimus. At nunc, quia soli absque vestra auctoritate Ecclesias corrigere non possumus, super his ut etiam de nostris omnibus, vestrum una & consilium & auxilium obnixe quærimus: vestrum studiosissime præceptum servatur in omnibus. Et nunc inprimis pro Ecclesia Mediolanensi, quæ nostra culpa est in errore, rogamus ut vestra Apostolica districtione cannonice corrigatur; & exinde ad ceteras corrigendas auctoritatis vestræ sententia progrediatur. Nos ergo vobis in omnibus, Deo volente, non defuerimus, rogantes id ipsum suppliciter paternitatem vestram, ut nobis alacris adsit clementer in omnibus. Literas nostras non post longum tempus cum fidelissimis nostris habebitis; ex quibus nostra, quæ adhuc dicenda restant, Deo dante plenius audietis. ANNO. 1076.

LXXXVIII.

DEMETRII, *aliàs* SUINIMER *nuncupati, Croatiæ Dalmatiæque Ducis, Homagium Fidelitatis,* GREGORIO *Pontifici Maximo præstitum, quò profitetur se ab hujus Papæ Legato de Croatorum Dalmatinorumque Regni Regimine investitum, Regemque constitutum esse; atque sic spondet se per omnia Sedi Apostolicæ fidem servaturum fore, & statuit ducentorum Bizantiorum tributum Sancto* PETRO *per singulos annos in Resurrectione Domini de Regno sibi concesso solvi debere; quam fidelitatem promissam sacramento juramenti inserti stabilit. Anno* 1076. *Indict.* 14. *mens. Octobr.* Octob. [BARONII Annales Aº. 1076. GREGOR. PP. VII. Anno 4. LUCIUS Dalmatinus de Regno Dalmatiæ Lib. II. pag. 85.]

In nomine Sanctæ, & individuæ Trinitatis Anno Dominicæ Incarnationis 1076. *Indict.* 14. *mensis Octob.*

EGO Demetrius, qui & Suinimir nuncupor D. G. Croatiæ, Dalmatiæque Dux à te Domino Gebizone ex Apostolicæ Sedis legatione D. N. PP. Gregorii potestatem obtinente in Salonitana Basilica S. Petri Synodali, & concordi totius Cleri & populi electione de Croatorum, Dalmatinorumque Regni regimine per Vexillum, Ensem, Sceptrum, & Coronam investitus, atque constitutus Rex, tibi devoveo, spondeo, & polliceor, me incommutabiliter completurum omnia, quæ mihi sua Reverenda injungit Sanctitas, videlicet, ut in omnibus, & per omnia Apostolicæ Sedi fidem observem, & quidquid hic in Regno, tam Apostolica Sedes, quam sui Legati sanxerunt, aut sanxerint irrevocabiliter custodiam, justitiam excolam, Ecclesias defendam, Primitiæ, Decimæ, omniumque ad Ecclesiam pertinentium Procurator existam, vitæ Episcoporum Presbyt. Diac. Subdiaconorumque, ut castè, & regulariter vivant, provideam; pauperes, viduas, atque pupillos protegam, parentellæ illicitam copulam destruens, legitimam dotem annulo, Sacerdotisque benedictione constituam, & constitutam corrumpi non permittam, hominum venditionem contradicam, atque in omnibus, quæ ad restitutionis statum congruunt, Deo auctore, me æquum exhibeam, ducentorum quoque Bizantiorum tributum meorum omnium consultu primatum S. Petro per singulos annos in Resurrectione Domini de mihi concesso Regno persolvendos statuo, & ut post me regnaturi hoc idem perpetuo servent censeo, corroboro, atque sancio. Dono insuper, concedo, atque confirmo Apostolicæ Sedi S. Gregorii Monasterium, cui Vrana est vocabulum, cum omni suo Thesauro, scilicet cum capta argentea reliquias sacri Corporis ejusdem B. Gregorii continente, cum duabus Crucibus, cum Calice, & Patena, cum duabus Coronis aureis gemmis ornatis, cum Evangeliorum textu de argento, cumque omnibus suis mobilibus, & immobilibus bonis, ut S. Petri legatis semper sit ad Hospitium, & omninò in potestate eorum. Hoc tamen interposito tenore, ut nulli alii potestati detur, sed omni tempore S. Petri sit proprium, & à me, meisque successoribus defensum, atque ab omni homine liberum & securum. Cujuscunque autem audacia temerario ausu præfatum Monasterium ei affignato Thesauro privaverit, terribilem illam Judicis vocem, quam Diabolus cum suis Angelis auditurus est audiat.

Præterea cum Deo servire, regnare est vice B. Petri,

ANNO 1076. tri, & D. N. PP. Gregor. atque post se successorum in Apostolica Sede, me suis manibus committo, & commendo, hanc fidelitatem sacramento stabilio. Ego, inquam, Demetrius, qui & Suinmur, D. G. & Apostolicæ Sedis dono Rex ab hac hora in antea S. Petro, & D. meo PP. Greg. suisque successoribus Canonicè intrantibus ero fidelis, & ut ipse sive post eum futuri Pontifices, sive Legati eorum vitam aut membra perdant, aut capiantur, neque in consilio, neque in facto ero, & consilium quod mihi crediderint, ad illorum damnum scienter nulli intimabo, Regnum autem quod mihi per manum suam D. Gebizo traditur, fideliter retinebo, & illud, suumque jus Apostolicæ Sedi aliquo ingenio, aliquando non subtraham D. meum PP. Gregorium, & suos successores, atque Legatos si in meam potestatem venerint honorificè suscipiam, & honestè tractabo, & remittam, & undecumque me invitaverint, prout potero eis simpliciter serviam.

ANNO 1077. nulli vero in nobis non Apostolicæ severitatis gravitatem, sed quasi tyrannicæ feritatis crudelitatem esse clamarent. Denique instantia compunctionis ejus, & tanta omnium, qui ibi aderant, supplicatione devicti, tandem eum relaxato Anathematis vinculo in communionis gratiam & sinum Sanctæ Matris Ecclesiæ recepimus, acceptis ab eo securitatibus, quæ inferius scriptæ sunt, quarum etiam confirmationem per manus Abbatis Cluniacensis, & filiarum nostrarum Mathildis, & Comitissæ Adelaidæ, & aliorum Principum, Episcoporum, & Laicorum, qui nobis ad hoc utiles visi sunt, recepimus. His itaque sic peractis, ut ad pacem Ecclesiæ & concordiam regni (sicut diu desideravimus) omnia plenius, Deo adjuvante, coaptare possimus, ad partes vestras data primum opportunitate transire cupimus. Hoc enim dilectionem vestram indubitanter scire volumus, quoniam sicut in descriptis securitatibus cognoscere potestis, ita adhuc totius negotii causa suspensa est, ut & adventus noster, & consiliorum vestrorum unanimitas permaximè necessaria esse videantur. Quapropter in ea fide quam cœpistis, & amore Justitiæ, omnes permanere studete: scientes nos non aliter Regi oblatos esse, nisi quod puro sermone (sicut mihi mos est) in his eum de nobis sperare dixerimus, in quibus eum ad salutem & honorem suum, aut cum justitia, aut cum misericordia sine nostræ & illius animæ periculo adjuvare possimus.

LXXXIX.

1077. 28. Janv. *Epistola* GREGORII VII. *Papæ Archiepiscopis, Episcopis, Ducibus, Comitibus, cæterisque Principibus Germaniæ missa. Nuntiat eis* HENRICUM *Romanorum Regem, depositio omni regio cultu, discalceatum & laneis indutum, per triduum ante Portam ejus perstitisse, atque cum multo fletu Apostolicæ miserationis auxilium & consolationem imploravisse; quo peracto, se omnium adstantium supplicationibus eum à vinculo Anathematis absolvisse: Cum* JURAMENTO *per præfatum Regem præfato Pontifici præstito. Actum Canusii quinto Kalendas Februarii, Indictione decima quinta.* [Collectio Regia Concil. Tom. XXVI. pag. 269. PHIL. LABBEI Coll. Concilior. Tom. X. pag. 158. Chronicon Virdunense HUGONIS Abb. Flaviniaci, apud PHIL. LABBEUM in nova Biblioth. sua Manuscriptorum Tom. I. pag. 216. Magnum Bullarium Romanum Tom. I. pag. 53. BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XI. sub. ann. 1077.]

GREGORIUS *Episcopus servus servorum Dei, omnibus Archiepiscopis, Episcopis, Ducibus, Comitibus, ceterisque Principibus regni Teutonicorum Christianam fidem defendentibus, salutem & Apostolicam Benedictionem.*

QUONIAM pro amore justitiæ communem nobiscum in agone Christianæ militiæ causam & periculum suscepistis, qualiter Rex humiliatus ad pœnitentiam absolutionis veniam impetraverit, & quomodo tota causa post introitum ejus in Italiam huc usque deducta sit, vestræ dilectioni sincera caritate indicare curavimus. Sicut constitutum fuit cum legatis, qui ad nos de vestris partibus missi sunt, in Longobardiam venimus circiter viginti dies ante terminum, in quo aliquis Ducum ad Clusas nobis occurrere debuit, expectantes adventum illorum, quatenus ad partes illas transire possemus. Verùm cum jam decurso termino hoc nobis nuntiaretur, his temporibus præ multis (quod nos quidem credimus) difficultatibus, ducatum nobis obviam mitti non posse, nec aliunde copiam ad vos transeundi haberemus, non parva solicitudine, quid potissimum nobis agendum foret, circumventi fumus. Interim verò Regem adventare certè cognovimus: qui etiam, priusquam intrasset Italiam, supplices ad nos Legatos præmittens, per omnia se satisfacturum Deo & Sancto Petro ac nobis obtulit, & ad emendationem vitæ suæ omnem se servaturum obedientiam repromisit, dummodo apud nos Absolutionis & Apostolicæ benedictionis gratiam impetrare mereretur: quod cum diu multis consultationibus differentes scriter eum de suis excessibus per omnes qui intercurrebant nuntios redargueremus, tandem semetipsum nihil hostile aut temerarium ostentans, ad oppidum Canusii, in quo morati fumus, cum paucis advenit, ibique per triduum antè portam depositio omni regio cultu miserabiliter, utpote discalceatus, & laneis indutus, persistens, non priùs cum multo fletu Apostolicæ miserationis auxilium, & consolationem implorare destitit, quam omnes qui ibi aderant, & ad quos rumor ille pervenit, ad tantam pietatem, & compassionis misericordiam movit, ut pro eo multis precibus & lacrymis intercedentes, omnes quidem insolitam mentis nostræ duritiam mirarentur, non-

Jusjurandum HENRICI *Regis Teutonicorum.* [GOLDASTI Constitutiones Imperiales. Tom. I. pag. 239.]

EGO Henricus Rex de murmuratione & dissensione, quam nunc habent contrà me Archiepiscopi, & Episcopi, Duces, Comites, ceterique Principes Regni Teutonicorum, & alii qui eos in eadem dissensionis causa sequuntur, infrà terminum, quem Dominus Papa Gregorius constituerit, aut justitiam secundùm judicium ejus, aut concordiam secundùm consilium ejus, faciam, nisi certum impedimentum mihi vel sibi obstiterit. Quo transacto, ad peragendum idem paratus ero. Item si idem Dominus Papa Gregorius ultrà montes, seu ad alias partes terrarum ire voluerit, securus erit ex mei parte, & eorum quos constringere potero, ab omni læsione vitæ aut membrorum ejus, seu captione, tam ipse, quàm qui in ejus conductu & comitatu fuerint, seu qui ab illo mittuntur, vel ad eum de quibuscumque terrarum partibus venerint, in eundo & ibi morando, seu inde redeundo: neque aliud aliquod impedimentum habebit, ex meo consensu, quod contrà honorem suum sit. Et si quis ei fecerit, cum bona fide secundùm posse meum illum adjuvabo.

Actum Canusii quinto Kalendas Februarii, Indictione decima quinta.

XC.

Epistola Papæ GREGORII VII. *ad omnes Clericos & Laïcos in regno Teutonico constitutos; quâ præcipit & monet, ne faveant, neque communicent adjutorium illis, qui contra Interdictum Apostolicæ Sedis, Conventum Episcoporum & Laicorum habendum coram Apostolicis Legatis de jure* HENRICI *&* RODULPHI, *de Regni Gubernaculo decertantium, impedire conantur. Data Capuæ Kalendas Junii, Indictione prima.* [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. X. col. 195.] 1078. 1. Juin.

GREGORIUS *Episcopus servus servorum Dei omnibus Clericis & Laicis in Regno Teutonico constitutis, qui Excommunicationis vinculo non tenentur, salutem & Apostolicam benedictionem.*

QUÆ & quanta cura nobis fuerit & est, ut pestilentia & clades & desolatio a vestro Regno auferatur, & pax, honestas & solitum decus vobis reddatur, in Synodo quæ hoc anno in quadragesima Romæ celebrata fuit declaravimus. Judicio enim Sancti Spiritus decrevimus & præcepimus, ut in Regno vestro conventus omnium Episcoporum, & eorum Laïcorum qui Deum timent, & inter vos pacem desiderant, fieret; & coram nostris legatis decerneretur, si Henrico vel Rodulpho, qui de Regni gubernaculo inter se decertant, amplius justitia faveret. Injustior enim pars ratione devicta, & beati Petri auctoritate constricta, facilius cederet, & ab interitu animarum &

cor-

ANNO 1078. corporum; Deo propitiante, ceſſaret. Juſtior vero pars amplius de Deo confideret, & adjuta beati Petri poteſtate, & omnium juſtitiam diligentium conſenſu, de victoria omnino ſperaret, neque utramque mortem timeret. Sed quia pervenit ad nos quod inimici Dei & filii Diaboli quidam apud vos contra interdictum Apoſtolicæ Sedis prædictum conventum procurarent in irritum ducere, & non juſtitia ſed ſuperbia, ac totius Regni deſolatione ſuas cupiditates anhelent implere, & Chriſtianam Religionem deſtruere, monemus vos, & ex parte beati Petri præcipimus, ut talibus nullum adjutorium præbeatis, neque illis communicetis. In prædicta enim Synodo jam omnes ſunt excommunicationis & anathematis vinculo innodati, & ut nullam victoriam poſſint obtinere poteſtate beati Petri ſunt alligati, ut ſaltem coacti confundantur, & à morte animarum ſuarum & deſolatione patriæ veſtræ revocentur. Vos autem, fratres chariſſimi, de me nullo modo dubitetis, quod injuſtæ parti ſcienter aliquo modo faveam. Magis enim pro veſtra ſalute deſidero mortem ſubire, quam totius mundi gloriam ad veſtrum interitum arripere. Quod ſi aliqui de falſitate confiſi literis vel verbis aliter vobis indicaverint, nullo modo illis acquiescatis: Deum enim timemus, & pro ejus amore quotidie affligimur: & ideo ſuperbiam & oblectamenta ſæculi parvipendimus, quia cito apud eum conſolari indubitanter credimus. Omnipotens & miſericors Deus, qui ultra ſpem, ultra meritum miſeretur, & conſolatur nos in omni tribulatione noſtra, aperiat cor veſtrum in lege ſua, & confirmet vos in præceptis ſuis, ut auctoritate beati Petri à cunctis peccatis abſolutos vos ad cœleſte regnum perducat regnaturos.

Data Capuæ Kalendis Junii, Indictione prima.

XCI.

(1) *Decretum Concilii Romani* V. *ſub* GREGORIO VII. *acti de* Inveſtituris Eccleſiarum *à Principibus ſecularibus non ſuſcipiendis.* [BARONII Annales Eccleſ. Tom. XI. ann. 1078. PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 372. Chronicon Virdunenſe HUGONIS Abbat. Flaviniaci apud PHIL. LABBEUM in Bibliotheca nova Manuſcriptorum librorum. Tom. I. pag. 207.]

QUONIAM Inveſtituras Eccleſiarum contra ſtatuta Canonum, multis in locis cognovimus à laïcis fieri, & ex eo plurimas perturbationes in Eccleſia oriri ex quibus Chriſtiana Religio perturbatur, Decernimus ut nullus Epiſcoporum, Inveſtituram Epiſcopatus vel Abbatiæ, vel Eccleſiæ, de manu Imperatoris, vel alicujus laïcæ perſonæ, viri vel feminæ, ſuſcipiat.

Quod ſi præſumpſerit, recognoscat Inveſtituram illam Apoſtolica auctoritate irritam eſſe, & ſe usque ad condignam ſatisfactionem excommunicationi ſubjacere.

XCII.

Sacramenta præſtita per Nuncios HENRICI & RODULPHI *Regum, de obediendo judicio, quod Sancta Romana Eccleſia de cauſa regni decreverit.* [PHIL. LABBEI Collectio Conciliorum Tom. X. col. 379.]

1079. LEGATI Domini mei Regis ad vos venient infra terminum Aſcenſionis Domini, exceptis legitimis * ſoniis, id eſt morte, vel gravi infirmitate, vel captione abſque dolo, qui Legatos Romanæ Sedis ſecure ducent & reducent, & Dominus Rex obediens erit illis in omnibus ſecundum juſtitiam & judicium illorum: & hæc omnia obſervabit abſque dolo, niſi quantum ex juſſione veſtra remanſerit, & hæc juro ex præcepto Domini mei Regis Henrici.

* ſine exoniis, *hoc eſt legitimis excuſationibus; quæ cauſæ ſontice dicuntur.*

Juſjurandum Nuntiorum RODULPHI *Regis, itidemque* RODULPHI, *quod ſequitur.*

Si colloquium ex veſtro præcepto conſtitutum fuerit in partibus Teutonicis, loco & tempore à vobis definito, ante præſentiam veſtram, vel Legatorum veſtrorum, Dominus noſter Rex Rodulphus vel ipſe veniet, vel Epiſcopos & fideles ſuos mittet, paratusque erit judicium quod Sancta Romana Eccleſia decreverit de cauſa Regni ſubire, nulloque malo ingenio conventum à vobis ſive Legatis veſtris conſtitutum impediet, & poſtquam certum inde veſtrum nuntium videbit de pace in Regno conſtituenda & confirmanda, ſtudebit ut Legatio veſtra provenire ad pacem regni & concordiam poſſit. Hæc omnia obſervabuntur, niſi quantum ex veſtra certa licentia remanſerit, vel ex impedimento legitimo, ſcilicet morte, vel gravi infirmitate, vel captione ſine dolo. ANNO 1079.

XCIII.

Epiſtola GREGORII *Papæ* VII. *ad* Corſos. *Lætatur, quod Inſulam* Corſicam, *quæ antiquitus juris erat Sancti* PETRI, *ab invaſoribus vindicantes, ad Apoſtolicæ Sedis ditionem reverti velint; in qua voluntate eos confirmat; Paratiſſimum ad eam rem auxilium pollicetur. Monet ut Legato ſuo qui Provinciæ regimen ſuſcipiet fideliter obſequantur. Romæ* XVI. *Kal. Octobris. Indictione* * I. [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXVI. pag. 303. PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collect. Tom. X. col. 178.]

* ou plûtôt, II.

GREGORIUS *Epiſcopus ſervus ſervorum Dei omnibus Epiſcopis & viris nobilibus, cunctisque tam majoribus quam minoribus in Inſula* Corſica *conſiſtentibus, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem.*

SCITIS, fratres & chariſſimi in Chriſto filii, non ſolum vobis ſed multis gentibus manifeſtum eſſe, inſulam quam inhabitatis, nulli mortalium nullique poteſtati, niſi Sanctæ Romanæ Eccleſiæ ex debito vel juris proprietate pertinere: & quod illi qui eam hactenus violenter, nihil ſervitii, nihil fidelitatis, nihil penitus ſubjectionis aut obedientiæ beato Petro exhibentes, tenuerunt, ſemetipſos crimine ſacrilegii & animarum ſuarum gravi periculo obligaverunt. Cognoscentes autem per quosdam fideles noſtros & veſtros amicos vos ad honorem & juſtitiam Apoſtolici principatus, ſicut oportere cognoscitis, velle reverti, & diu ſubtractam ab invaſoribus juſtitiam beato Petro veſtris temporibus veſtrisque ſtudiis redhiberi, valde gavisi ſumus: ſcientes vobis hoc non ſolum ad præſentem ſed etiam ad futuram provenire utilitatem & gloriam. Nec diffidere quidem, aut quidquam in hac cauſa vos dubitare oportet: quoniam ſi modo veſtra voluntas firma & erga beatum Petrum fides immota permanſerit, habemus per miſericordiam Dei in Tuſcia multas Comitum & nobilium virorum copias ad veſtrum adjutorium, ſi neceſſe fuerit, defenſionemque paratas. Quapropter, quod in hac re opportuniſſimum nobis viſum eſt, miſimus ad vos fratrem veſtrum Landulphum Piſanæ Eccleſiæ Epiſcopum, cui etiam inter vos vicem noſtram in ſpiritualibus commiſimus, ut terram ex parte beati Petri & noſtra vice ſuſcipiat, & eam cum omni ſtudio & diligentia regat & de omnibus rebus ac cauſis beato Petro & nobis per illum pertinentibus ſe intromittat: cui vos pro amore & reverentia ejusdem B. Petri Apoſtolorum Principis obedire, & fideliter in omnibus aſſiſtere volumus, & Apoſtolica auctoritate monemus: & ut magis ſecurus magisque ad omnia inter vos promptus eſſe valeat, fidelitatem quoque ſi poſtulaverit, præmiſſa tamen Sancti Petri & noſtra noſtrorumque ſucceſſorum, non denegetis nec aliqua occaſione ſibi facere recuſetis. Data Romæ decimo ſexto Kalendas Octobris, Indictione prima.

XCIV.

Decreta duo Concilii Romani VII. *ſub* GREGORIO VII. *acti, ne deinceps* Inveſtituræ Epiſcopatuum *vel alicujus Eccleſiaſticæ Dignitatis a Laïcis conferantur, vel accipiantur.* [PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio. Tom. X. col. 381. Chronicon Virdunenſe HUGONIS Abbat. Flaviniaci, apud eundem PHIL. LABBEUM in Bibliotheca 1080.

(1) Tous les Decrets de ce Concile, au nombre de XII, manquent dans la Collection Royale du *Louvre*. Celui-ci en eſt le ſecond; & l'on doit y remarquer, que le paragraphe *Quod ſi præſumpſerit &c.* ne ſe trouve point dans le *Chronicon Virdunenſe*. [DUM.]

ANNO 1080.

theca nova Manuſcriptorum, Tom. I. pag. 196.]

I.

SEQUENTES Statuta Sanctorum Patrum, ſicut in prioribus Conciliis, quæ, Deo miſerante, celebravimus, de ordinatione Eccleſiaſticarum Dignitatum ſtatuimus, ita & tunc Apoſtolica auctoritate decernimus ac confirmamus, ut ſi quis deinceps Episcopatum vel Abbatiam de manu alicujus laïcæ perſonæ ſuſceperit, nullatenus inter Episcopos vel Abbates habeatur, nec ulla ei, ut Episcopo ſeu Abbati, audientia concedatur. Inſuper etiam ei gratiam S. Petri, & introïtum Eccleſiæ interdicimus; quousque locum, quem ſub crimine tam ambitionis quàm inobedientiæ, quod eſt ſcelus idololatriæ, cepit, reſipiscendo non deſerit. Similiter etiam de inferioribus Eccleſiaſticis Dignitatibus conſtituimus.

II.

Item ſi quis Imperatorum, Regum, Ducum, Marchionum, Comitum vel quilibet ſæcularium Poteſtatum, aut Perſonarum, Inveſtituram Episcopatuum, vel alicujus Eccleſiaſticæ Dignitatis, dare præſumpſerit, ejusdem ſententiæ vinculo ſe obſtrictum eſſe ſciat. Inſuper etiam, niſi reſipiſcat, & Eccleſiæ propriam libertatem dimittat, divinæ animadverſionis ultionem in hac præſenti vita tam in corpore ſuo, quam in ceteris ſuis ſentiat, ut in adventu Domini ſpiritus ſalvus fiat.

XCV.

Decretum Concilii Romani tempore Papæ GREGORII VII. *celebrati, contrà Invaſores & deprædatores Terrarum Sancti* PETRI. *Anno Domini* 1080. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 382.]

ITEM ſi quis Nortmannorum terras Sancti Petri, videlicet illam partem Firmanæ Marchiæ, quæ nondum pervaſa eſt, & Ducatum Spoletanum, & Campaniam, nec non Maritimas, atque Sabinum, & Comitatum Tiburtinum, nec non Monaſterium Sancti Benedicti Montis Caſſini, & terras ſibi pertinentes; inſuper etiam Beneventum invadere vel deprædari præſumpſerit, gratiam Sancti Petri & introitum Eccleſiæ ei usque ad ſatisfactionem interdicimus. Verum tamen ſi quis illorum adverſus habitatores harum terrarum aliquam juſtam cauſam habuerit, prius à nobis, vel à rectoribus, ſeu miniſtris inibi conſtitutis, juſtitiam requirat: quæ ſi ei denegata fuerit, concedimus, ut pro recuperatione ſuarum rerum de terra illa accipiat, non tamen ultra modum, nec more prædonum, ſed ut decet Chriſtianum, & eum qui ſua magis quærit recipere, quam aliena diripere, & qui timet gratiam Dei amittere, & maledictionem Beati Petri incurrere.

XCVI.

Decretum Concilii Romani, ſub Papa GREGORIO VII. *habiti, ne deinceps* Inveſtituræ *Beneficiorum à Laicis conferantur vel accipiantur ſub pœna Interdicti. Datum anno Domini* 1080. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 381.]

SEQUENTES Statuta Sanctorum Patrum, ſicut in prioribus Conciliis quæ, Deo miſerante, celebravimus, de ordinatione Eccleſiaſticarum Dignitatum ſtatuimus, ita & tunc Apoſtolica auctoritate decernimus ac confirmamus, ut ſi quis deinceps Episcopatum vel Abbatiam de manu alicujus laïcæ perſonæ ſuſceperit, nullatenus inter Episcopos vel Abbates habeatur, nec ulla ei ut Episcopo ſeu Abbati audientia concedatur. Inſuper etiam ei gratiam S. Petri & introitum Eccleſiæ interdicimus, quousque locum, quem ſub crimine tam ambitionis quam inobedientiæ (quod eſt ſcelus idololatriæ) cepit, reſipiscendo non deſerit. Similiter etiam de inferioribus Eccleſiaſticis Dignitatibus conſtituimus.

Item ſi quis Imperatorum, Regum, Ducum, Marchionum, Comitum, vel quilibet ſæcularium poteſtatum aut perſonarum, inveſtituram Episcopatuum vel alicujus Eccleſiaſticæ Dignitatis dare præſumpſerit, ejusdem ſententiæ vinculo ſe obſtrictum eſſe ſciat. Inſuper etiam; niſi reſipiscat, & Eccleſiæ propriam libertatem dimittat, divinæ animadverſionis ultionem in hac præſenti vita tam in corpore ſuo quam ceteris rebus ſuis ſentiat, ut in adventu Domini ſpiritus ſalvus fiat. ANNO 1080.

XCVII.

Secunda Sententia Excommunicationis & Depoſitionis ab omni poteſtate, & Dignitate, ſcilicet Regia & Imperatoria, per GREGORIUM VII. *Pontificem Maximum contra* HENRICUM IV. *Imperatorem in Concilio Romano* VII. *lata Nonis Martii. Indictione tertia.* [Conciliorum omnium Collectio Regia, Tom. XXVI. in Concil. Rom. VII. pag. 594. PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collect. Tom. X. in Concil. Rom. VII. col. 383. Chronicon Virdunenſe HUGONIS Abb. Flaviniaci apud PHIL. LABBEUM in Biblioth. nova Manuſcriptorum Librorum, Tom. I. pag. 223. Magnum Bullarium Romanum, Tom. I. pag. 53. col. 2. BARONII Annales Eccleſiaſt. Tom. XI. ann. 1080. GOLDASTI Conſtitut. Imperiales, Tom. I. pag. 241.] 7. Mars.

BEATE Petre princeps Apoſtolorum & tu beate Paule Doctor gentium, dignamini, quæſo, aures veſtras ad me inclinare, meque clementer exaudire. Quia veritatis eſtis diſcipuli & amatores, adjuvate ut veritatem vobis dicam, omni remota falſitate quam omnino deteſtamini, ut fratres mei melius mihi acquiescant, & ſciant & intelligant quia ex veſtra fiducia poſt Dominum & matrem ejus ſemper Virginem Mariam pravis & iniquis reſiſto; veſtris autem fidelibus auxilium præſto. Vos enim ſcitis quia non libenter ad ſacrum ordinem acceſſi, & invitus ultra montes cum Domino Papa Gregorio abii ſed magis invitus cum Domino meo Papa Leone ad veſtram ſpecialem Eccleſiam redii, in qua utcumque vobis deſervivi. Deinde valde invitus cum multo dolore & gemitu ac planctu in throno veſtro valde indignus ſum collocatus. Nec ideo dico quia non ego vos, ſed vos elegiſtis me, & graviſſimum pondus veſtræ Eccleſiæ ſupra me poſuiſtis: & quia ſuper montem excelſum me juſſiſtis aſcendere & clamare atque annuntiare populo Dei ſcelera eorum, & filiis Eccleſiæ peccata eorum. Membra Diaboli contra me cœperunt inſurgere, & usque ad ſanguinem præſumpſerunt in me manus ſuas injicere. Aſtiterunt enim Reges terræ & Principes ſæculares & Eccleſiaſtici aulici, & vulgares convenerunt in unum adverſus Dominum & adverſus vos Chriſtos ejus dicentes: *Dirumpamus vincula eorum & projiciamus à nobis jugum ipſorum*; & ut me omnino morte vel exilio confunderent, multis modis conati ſunt in me inſurgere.

Inter quos ſpecialiter Henricus, quem dicunt Regem, Henrici Imperatoris filium, contra veſtram calcaneum erexit Eccleſiam, facta cum multis Episcopis Ultramontanis & Italicis conſpiratione, annitens me dejiciendo eam ſibi ſubjugare: cujus ſuperbiæ veſtra reſiſtit auctoritas, eamque noſtra deſtruxit poteſtas: qui confuſus & humiliatus ad me in Longobardiam veniens, abſolutionem ab excommunicatione quæſivit. quem ego videns humiliatum, multis ab eo promiſſionibus acceptis de ſuæ vitæ emendatione ſolam ei communionem reddidi; non tamen in regno à quo eum in Romana Synodo depoſueram, inſtauravi, ne fidelitatem omnium, qui ſibi juraverant, vel erant juraturi, a qua omnes abſolvi in eadem Synodo, ut ſibi ſervaretur, præcepi.

Et hæc ideo detinui, ut inter eum & Episcopos vel Principes Ultramontanos, qui ei cauſa juſſionis veſtræ Eccleſiæ reſtiterant, juſtitiam facerem, vel pacem componerem, ſicut ipſe Henricus juramento, per duos Episcopos mihi promiſit.

Prædicti autem Episcopi & Principes Ultramontani, audientes illum non ſervare mihi quod promiſerat, quaſi deſperati de eo ſine meo conſilio, vobis teſtibus elegerunt ſibi Rudolphum Ducem in Regem: qui Rex Rudolphus, feſtinanter ad me miſſo nuntio, indicavit ſe coactum regni gubernacula ſuſcepiſſe, tamen ſeſe paratum mihi omnibus modis obedire: & ut hoc verius credatur ſemper ex eo tempore eumdem mihi ſemper miſit ſermonem, adjiciens etiam filio ſuo obſide & fidelis ſui Ducis Bertholdi filio quod promittebat firmare.

Interea

ANNO 1080. Interea cœpit me Henricus precari ut illum contra prædictum Rudolphum adjuvarem; cui respondi a me libenter facere, audita utriusque partis ratione, ut scirem cui justitia magis faveret. Ille vero putans suis viribus eum posse devincere, meam contempsit responsionem. Postquam autem persensit se non posse (sicut speravit) agere, duo Episcopi, Virdunensis videlicet & Osenburgensis, de consentaneis suis Romam venerunt, & in Synodo ex parte Henrici me ut ei justitiam facerem rogaverunt: quod & nuntii Rudolphi fieri laudaverunt. Tandem aspirante Deo, sicut credo, statui in eadem Synodo in partibus Ultramontanis fieri Colloquium, ut illic aut Pax statueretur, aut cui amplius justitia faveret cognosceretur. (1) *Ego enim, sicut vos mihi testes estis, Patres & Domini, usque hodie nullam partem disposui adjuvare, nisi eam cui plus justitia faveret.* Et quia putabam quod injustior pars Colloquium nollet fieri, ubi justitia suum locum servaret, excommunicavi & anathemate alligavi omnes personas sive Regis sive Ducis, aut Episcopi, seu alicujus hominis qui Colloquium aliquo ingenio impediret ut non fieret. Prædictus autem Henricus cum suis fautoribus non timens periculum inobedientiæ quod est scelus idololatriæ Colloquium impediendo excommunicationem incurrit, & se ipsum anathematis vinculo alligavit, magnamque multitudinem Christianorum morti tradi, & Ecclesias fecit dissipari & totum pene Teutonicorum regnum desolationi dedit. Quapropter confidens de judicio & misericordia Dei, ejusque piissimæ Matris semper Virginis Mariæ, fultus vestra auctoritate, sæpe nominatum Henricum, quem Regem dicunt, omnesque fautores ejus excommunicationi subjicio & anathematis vinculis alligo: & iterum regnum Teutonicorum & Italiæ, ex parte omnipotentis Dei & vestra, interdicens ei, omnem potestatem & dignitatem illi regiam tollo, & ut nullus Christianorum ei sicut regi obediat, interdico, (2) *omnesque qui ei juraverunt vel jurabunt de regni dominatione, à juramenti promissione absolvo.* Ipse autem Henricus cum suis fautoribus in omni congressione belli nullas vires, nullamque in vita sua victoriam obtineat. Ut autem Rudolphus regnum Teutonicorum regat & defendat quem Teutonici elegerunt sibi in regem ad vestram fidelitatem ex parte vestra dono, largior, & concedo omnibus sibi fideliter adhærentibus absolutionem omnium peccatorum, vestramque benedictionem in hac vita & in futura vestra fretus fiducia largior. Sicut enim Henricus pro sua superbia, inobedientia & falsitate à regni dignitate juste abjicitur, ita Rudolpho pro sua humilitate, obedientia & veritate potestas & dignitas regni conceditur.

Agite nunc, quæso, patres & principes sanctissimi, ut omnis mundus intelligat & cognoscat quia, si potestis in Cœlo ligare & solvere, potestis in terra Imperia, Regna, Principatus, Ducatus, Marchias, Comitatus & omnium hominum possessiones pro meritis tollere unicuique & concedere. Vos enim Patriarchatus, Primatus, Archiepiscopatus, Episcopatus frequenter tulistis pravis & indignis, & religiosis viris dedistis. Si enim spiritualia judicatis, quid de sæcularibus vos posse credendum est, & si Angelos dominantes omnibus superbis Principibus judicabitis, quid de illorum servis facere potestis? Addiscant nunc Reges & omnes sæculi Principes, quanti vos estis, quid potestis, & timeant parvi pendere jussionem Ecclesiæ vestræ: & in prædicto Henrico tam cito judicium vestrum exercete, ut omnes sciant quia non fortuito, sed vestra potestate cadet. Confundatur utinam ad pœnitentiam, ut spiritus sit salvus in die Domini. Acta Romæ Nonis Martii, Indictione tertia.

XCVIII.

29. Juin. *Juramentum Fidelitatis* GREGORIO VII. *Papæ, à* ROBERTO *Apuliæ, Calabriæ, & Siciliæ Duce præstitum. Cum Investitura Papæ* GREGORII, *præfato Duci concessa, & Constitutione ejusdem Papæ, de Censu reddendo in die Resurrectionis Domini.* [Concilior. Collectio Regia Tom. XXVI. pag. 424. PHIL. LABBEI Concilior. Collect. Tom. X. col. 250. BARONII Annales Ecclesiast. Tom. X. sub anno 1080.]

EGo Robertus, Dei gratia, & Sancti Petri, Apuliæ & Calabriæ & Siciliæ Dux, ab hac hora & deinceps ero fidelis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & Apostolicæ Sedi, & tibi Domino meo Gregorio universali Papæ. In consilio vel facto, unde vitam aut membrum perdas, vel captus sis mala captione, non ero. Consilium quod mihi credideris, & contradixeris ne illud manifestem, non manifestabo ad tuum damnum me sciente. Sanctæ Romanæ Ecclesiæ tibique adjutor ero ad tenendum, acquirendum, & defendendum regalia Sancti Petri, ejusque possessiones pro meo posse contra omnes homines, excepta parte Firmanæ Marchiæ, & Salerno, atque Amalphi, unde adhuc facta non est diffinitio, & adjuvabo te ut secure & honorifice teneas Papatum Romanum. Terram Sancti Petri, quam nunc tenes vel habiturus es, postquam scivero tuæ esse potestatis, nec invadere nec acquirere quæram, nec etiam deprædari præsumam absque tua tuorumque successorum, qui ad honorem Sancti Petri ordinati fuerint, certa licentia, præter illam quam tu mihi concedes, vel tui concessuri sunt successores. Pensionem de terra Sancti Petri, quam ego teneo, aut tenebo, sicut statutum est, recta fide studebo, ut illam annualiter Sancta Romana habeat Ecclesia. Omnes quoque Ecclesias, quæ in mea persistunt dominatione cum illarum possessionibus dimittam in tua potestate, & defensor ero illarum ad fidelitatem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ. Et si tu vel tui successores ante me ex hac vita migraveritis, secundum quod monitus fuero a melioribus Cardinalibus, Clericis Romanis & Laicis, adjuvabo ut Papa eligatur & ordinetur ad honorem Sancti Petri. Hæc omnia suprascripta observabo Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & tibi cum recta fide, & hanc fidelitatem observabo tuis successoribus ad honorem Sancti Petri ordinatis, qui mihi, si mea culpa non remanserit, firmaverint investituram a te mihi concessam. Actum Ciprani tertio Kalendas Julii.

Investitura Domini GREGORII *Papæ, quâ* ROBERTUM *Ducem investivit.*

Ego Gregorius Papa investio te, Roberte Dux, de terra, quam tibi concesserunt antecessores mei sanctæ memoriæ Nicolaus & Alexander. De illa autem terra quam injuste tenes, sicut est Salernus, & Amalphia, & pars Marchiæ Firmanæ, nunc te patienter sustineo, in confidentia Dei omnipotentis, & tuæ bonitatis, ut tu postea exinde ad honorem Dei & Sancti Petri ita te habeas, sicut & te agere & me suscipere decet sine periculo animæ tuæ & meæ. Actum ut supra.

Constitutio reddendi Census in die resurrectionis Domini, duodecim videlicet denariorum Papiensis monetæ, de tota Apulia, Calabria & Sicilia.

Ego Robertus, Dei gratia & Sancti Petri, Apuliæ, & Calabriæ, & Siciliæ Dux, ad confirmationem traditionis & ad recognitionem fidelitatis, de omni terra quam ego teneo proprie sub dominio meo, & quam adhuc nulli Ultramontanorum ita concessi ut teneat, promitto me annualiter pro unoquoque jugo boum pensionem, duodecim scilicet denarios Papiensis monetæ, persoluturum beato Petro, & tibi Domino meo Gregorio Papæ, & omnibus successoribus tuis, aut tuis aut successorum tuorum nuntiis. Hujus autem pensionariæ redditionis erit semper terminus finito quoque anno sanctæ resurrectionis dies dominicus. Sub hac vero conditione hujus persolvendæ pensionis obligo me & meos five heredes sive successores tibi Domino meo Gregorio Papæ & successoribus tuis.

XCIX.

GREGORII *Papæ* VII. *Epistola ad* WEZELINUM, *ut Regem Dalmatiæ Apostolica auctoritate constitutum infestare desistat. Monet si quid adversus eum habeat ab Apostolica Sede judicium expetat, alioquin Excommunicationis sententiam cum omnibus suis fautoribus incursurus. Romæ* IV. *nonas Octobris, Indictione tertia.* [Concilior. Collectio Regia, Tom. XXVI. pag. 387. inter Epistolas GREGORII VII. Papæ. PHIL. LABBEI Concilior. Collectio Tom. X. pag. 278.] 4. Octobre.

GREGORIUS *Episcopus servus servorum Dei* WEZELINO *nobili militi salutem & Apostolicam benedictionem.*

SCIAS nos de prudentia tua multum mirari, ut qui te esse dudum beato Petro & nobis fidelem promise-

(1) (2) Ces deux periodes imprimées en Italique manquent dans le *Chronicon Virdunense.* [DUM.]

ANNO 1080. tis contra eum quem in Dalmatia Regem auctoritas Apoſtolica conſtituit tu modo coneris inſurgere. Quapropter nobilitatem tuam monemus, & ex parte beati Petri præcipimus, ut adverſus jam dictum Regem deinceps arma capere non præſumas: ſciens quod quidquid in illum auſus fueris procul dubio te in Apoſtolicam Sedem facturum. Si verò adverſus ipſum aliquid te forte dicis habere, à nobis judicium debes expetere, & expectare juſtitiam potius quam contra eum ad injuriam Sedis Apoſtolicæ manus tuas armare. Quod ſi te tuæ temeritatis non pœnituerit, ſed contra mandatum noſtrum contumaciter ire tentaveris, ſcias indubitanter quia gladium beati Petri in audaciam tuam evaginabimus & eodem pertinaciam tuam, & omnium qui tibi in ea re faverint, niſi reſipiscas, mulctabimus. Si vero obediens, ſicut Chriſtianum decet, prudenter extiteris, gratiam beati Petri & Apoſtolicæ Sedis benedictionem ſicut obtemperans filius conſequeris. Data Romæ quarto Nonas Octobris, Indictione tertia.

C.

1081. JURAMENTUM *Fidelitatis* GREGORIO VII. *Pontifici Maximo, à* BERTRANNO *Comite Provinciæ præſtitum.* [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXVI. pag. 483. PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 285. BARONII Annales Eccleſ. Tom. XI. ann. 1081.]

EGO Bertrannus Dei Gratia Comes Provinciæ ab hac hora & deinceps tibi Domino meo Papæ Gregorio & cunctis ſucceſſoribus tuis, qui per meliores Cardinales S. Romanæ Eccleſiæ electi fuerint, fidelis ero: & quidquid credideritis in damnum veſtrum me ſciente non manifeſtabo. Sic me Deus adjuvet, & hæc Sancta Evangelia.

Aliud JURAMENTUM *ejusdem.*

EGO Bertrannus Dei Gratia Comes Provinciæ pro remiſſione peccatorum meorum, & parentum meorum offero, concedo, dono omnem honorem meum, quantum ad me jure parentum pertinet, omnipotenti Deo & Sanctis Apoſtolis Petro & Paulo, & Domino meo Gregorio Papæ ſeptimo & omnibus ſucceſſoribus ejus: ita ut quidquid placuerit deinceps Domino Papæ Gregorio de me & de toto honore meo ſine ullo contradicto faciat. Eccleſias autem omnes, quæ in mea poteſtate ſunt, præfato Domino meo Gregorio Papæ omnino dimitto & omnibus ſucceſſoribus ſuis: & ad ordinandas eas juſte & ſecundùm Deum pro poſſe meo fideliter adjuvabo.

CI.

1083. 27. Dec. L'EMPIRE ET SAVOYE. *Traité de Paix entre* RODOLPHE *Roi des Romains &* PHILIPPE, *Comte de Savoye. Fait le 27. Decembre*, 1083. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye, Preuves. pag. 87.]

RUDOLPHUS Dei Gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus. Univerſis Sacri Romani Imperii fidelibus, præſentes literas inſpecturis, gratiam ſuam & omne bonum: Ad veram notitiam cupimus pervenire. Quòd nos cum Nobili PHILIPPO *Comite Sabaudiæ*, bonam pacem & firmam ſuper guerra quæ inter nos & ipſum vertebatur, fecimus in hunc modum. Primùm quòd ipſi Philippo Comiti Sabaudiæ, & omnibus & ſingulis ſuis valitoribus, & adjutoribus, & ſpecialiter Civibus de Murato, & Contamino bonam, perfectam & ſtabilem pacem damus, & facimus, & omnem indignationem, iram, rancorem & odium quos & quæ contra ipſos habuimus, puro corde & bona fide eis remittimus, integrè & liberaliter indulgemus. Item dictus Comes nobis reſervet & concedet Muratum & Contaminum, & reſignabit Advocatiam & quicquid Juris habet in Paterniaco. Item Civibus Murati & Contamini, nulla damna ſeu gravamina inferemus pro eo quod dicto Comiti adhæſerunt, ſed eos in juribus ſuis, poſſeſſionibus & libertatibus dignabimur conſervare. Item præfato Philippo Comiti Sabaudiæ, nec quæſtionem, nec guerram per nos, nec per alium movebimus, tempore vitæ ſuæ, ſuper poſſeſſionibus, hominibus aut fortalitiis Imperii, quas & quos & quæ hodie poſſidet, aut in ſua hodie retinet poteſtate. Item Prior & Monaſterium ac habitatores Paterniaci conſervabimus in poſſeſſionibus, libertatibus & Juribus ſuis, nec ipſis aliqua damna ſeu gravamina, quoad vixerimus, inferemus; propter quòd dicto Comiti adhæſerunt, tali conditione addita, quòd nos Advocatiam in Paterniaco nomine Imperii retinebimus, tanquam Succeſſoribus noſtris, Regibus, & Imperio, & ſimiliter Priori & Monaſterio, omne jus & omnis libertas remaneat ſalva in futurum, ſicut ei competiit, ſeu competere potuit, primo die antequam hæc pax & concordia eſſet facta. Item Captivi hinc inde abſoluti liberè dimittentur. In cujus rei Teſtimonium præſens ſcriptum exinde conſcribi, & Majeſtatis noſtræ Sigillo fecimus communiri. Datum in Caſtris ante Paterniacum, (1) in die Beati Joannis Apoſtoli & Evangeliſtæ, Indict. XII. Anno Domini M. LXXXIII. Regni verò noſtri, anno undecimo. ANNO 1083.

CII.

Inſtrumentum Donationis, de Civitate Tarraconenſi, *Domino Deo, & Apoſtolorum Principi Beatiſſimo* PETRO, *à* BERENGARIO *Comite Barcinonenſi factæ, anno Chriſti* 1090. [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXVI. pag. 620. PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Concil. Collectio, Tom. X. col. 426. BARONII Annales Eccleſiaſtici, Tom. XI. anno 1091.] 1090.

QUONIAM audivimus, nec non etiam fæpiſſime vidimus, res verti in contrarium mortuis teſtibus, principalibus & ſapientioribus placuit, ut res geſtas literis denotarent, & ita quomodo res ſe habuit poſteris ſuis traderent. Quapropter ego Berengarius Raimundi Comes Barchionenſis & Marchio hanc chartam ſcribi juſſi, ut ſemper ſtaret memoria hujus rei, ſcilicet quod ego Berengarius Comes prædictus amore Dei ductus donavi Domino Deo & Apoſtolorum Principi beatiſſimo Petro ejusque Vicario Romanæ Sedis Apoſtolico, omnem meum honorem qui mihi competit ex jure paterno, quemadmodum ego diviſi cum Raimundo Berengario fratre meo, ſicut ego eum habeo vel habere debeo, ſpecialiter dono ei in Dei nomine Tarraconenſem Urbem cum omnibus quæ pertinent, aut pertinere debent ad ejusdem Urbis nobilitatem, ea ſcilicet deliberatione, ut ego & mei poſteri omnes, ſicut ſupra ſcriptum eſt, teneamus hoc totum per manum & vocem Sancti Petri, ejusque Vicarii Romanæ Sedis Apoſtolici per quinquennium perſolventes ei cenſum viginti quinque librarum puriſſimi argenti ad juſtum penſum. Et ut Principes univerſi vel omnes alii qui mecum inſudaverint aut præfatæ Urbis reſtaurationem, habeant in confinio hujus Urbis paralodium, ſuam apriſſionem, vel quod acceperint per manus noſtræ largitionem, non inde perſolventes aliquam penſionem, niſi forte compuncti amore Dei voluerint ipſi perſolvere ſua gratuita voluntate. Ob hoc etiam hanc chartam ratam eſſe volo, ut omnis hic honor, ſicut ſuperius continetur nullatenus transferri poſſit, in alterius poteſtatis Dominium, ſed ego tantummodo & poſteri mei in perpetuum teneamus hoc totum per manus Principis Apoſtolorum Petri & ejus Vicarii Domini Urbani ſecundi Papæ & ſucceſſorum ejus beati Petri Sedem Canonice regentium hanc oblationem offero Domino Deo & principibus Apoſtolorum Petro & Paulo propter redemptionem peccatorum meorum, & patris mei Raimundi, & parentum meorum per conſilium & voluntatem Berengarii Archiepiſcopi Tarraconenſis, & Epiſcopi Gerundenſis æquivoci Berengarii & vice Comitum Deusdedit Tarraconenſis & Arual *Mironienſis Barchinonenſis, & Geraldi Alemanni, & Gereberti Girardi, Guilielmi Raimundi & Dorche fratris ſui, & Hugonis Dalmacii, & Huberti Gousberti, & Angeri Confredi & Alberti Bernardi, per manum Domini Rainerii Romanæ Eccleſiæ Cardinalis qui nunc legatione fungitur in partibus noſtris, Æra *milleſima vigeſima octava anno ab Incarnatione Domini milleſimo nonageſimo. * Minoricenſis. * Liſez 1128.

(1) Toutes ces Dates ſont fauſſes. L'année 1083 de Notre Seigneur n'étoit point la douzième de l'Indiction ni l'onzième du regne de *Rodolphe* de Suabe. Il fut élu en 1076 & tué, dans une bataille, au mois d'Octobre 1080. [DUM.]

CIII.

ANNO 1096. 14. Juin.

CIII.

Traité par lequel (*a*) BAUDOUIN *surnommé de Jerusalem, Comte de Hainaut second du nom, allant à la guerre sainte, vend à* OBERT *Evêque de Liege le Château de* (*b*) *Couvin, situé entre Sambre & Meuse. Fait à Liege le* 14. *de Juin* 1096. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum Lib. I. Cap. XXXI. pag. 72.]

(*a*) Second du nom, qui fut tué en 1098.

(*b*) *Covinum Castellum*, ou, selon d'autres, *Twinum*.

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

OMNIBUS tam futuris quàm præsentibus notum fieri volumus, quòd ego Obertus, gratia Dei Leodiensis Episcopus, honori Ecclesiæ consulens & utilitati, emi à Comite BALDUINO DE MONT castellum de COVINO, cum appenditiis ejus, consilio & suasu fidelium tam clericorum quàm laicorum, propter pacem & tranquillitatem perpetuò habendam; quia malefactores ibidem commorantes, rapinis & prædis, aliisque molestiis miserabiliter vexabant Episcopatum.

Itaque afflictione pauperum commotus, & consultu sapientium persuasus, conveni cum prædicto Comite, quatenus illud castrum traderet S. Mariæ, sanctoque Lamberto, tali conditione, ut duas præbendas darem duobus filiis suis in Ecclesia S. Lamberti, & majori eorum darem alias præbendas in omnibus aliis monasteriis, insuper & Custodiam, post decessum domini Wazonis Custodis; tali videlicet tenore, quòd si ipse major frater moriatur, alter honorem ipsum & præbendas reposcat & obtineat. Præterea ipsi Comiti dedi in proprios usus *pondo auri, marcas quinquaginta.*

Quod pactum ideò libentiùs & benigniùs Ecclesiæ Dei, propter salutem animæ suæ, concessit, quia gratia divina inspirante animo conceperat cum aliis devotis Christianis Hierosolymam proficisci.

Tradidit igitur, coram idoneis testibus, ad altare S. Mariæ, Sanctique Lamberti, per manus *Raineri* Advocati, præsente & annuente uxore ipsius IDA, cum filiis suis, *Balduino, Arnulpho, Lodewico, Henrico*, castellum supradictum, cum omnibus ad illud pertinentibus in Ecclesiis, mancipiis, villis, campis, silvis, pratis, pascuis, aquis, aquarumve decursibus, cultis & incultis, viis & inviis, exitibus ac reditibus, & omnibus quæcumque justè possunt & debent nominari, ad honorem illum respicientibus à fluvio Mosa usque ad Cinacum, & usque Leisiam, & Belmont, & Ruminiacum, & cætera loca, quousque termini ipsius loci longè lateque extenduntur.

Hujus rei testes adfuerunt Clerici isti:

Fredericus Præpositus de S. Lamberto,
Balduinus Archidiaconus, Andreas Archidiaconus,
Godescalcus, Renizo, Wazo, Elbertus,
Adelardus, Aper, Stepelinus, Hezelinus,
Godescalcus, Hillinus, Steppo, Lambertus, Stephanus,
Otto, Bruno Præpositus de S. Joanne.

Item Decani de aliis monasteriis.

Oddo, Balduinus, Lambertus, Franco.

Laici nobiles isti.

Reinerus Advocatus, qui recepit ipsius allodii traditionem,
Comes Warnerus de Greis, Wedericus de Walecort,
Wigerus de Tudin, Joannes Lovierval,
Godefridus de Ham, Walterus de Bacunwetz, & filius ejus Mainerus,
Walterus de Trueneis, Reinbaldus filius Reinbaldi de Gesselin,
Lambertus de Calmont, Arnulfus de Rone.

De familia Ecclesiæ.

Lambertus de Hoyo, Theodoricus de Ponte,
Warnerus Pincerna, & frater ejus Obertus,
Lambertus Dapifer, Adelardus, & Fredericus frater ejus,
Albertus de Offei, Bovo de Bavechen,
Joannes Dapifer, cum aliis quampluribus viris egregiis & honestis.

ANNO 1096.

Actum est publicè Leodii XVIII. Kalend. Julii, anno ab Incarnatione Domini millesimo nonagesimo sexto, Indictione tertia, imperante nobilissimo Henrico tertio Romanorum Augusto, & præsidente Leodiensi cathedræ domino & venerabili Oberto, anno ordinationis suæ in Episcopatu quinto.

CIV.

URBANI II. *Papæ Decretum vulgò de Monarchia Siciliæ nuncupatum, quò* ROGIERO *Comiti Calabriæ & Siciliæ,* SIMONI *que filio suo,* 1099. 5. Juill. *& eorum Hæredibus legitimis Legationem Beati Petri atque potestatem omnia agendi quæ Pontifices ipsi per Legatos suos agere possunt, concedit. Datum Salerni* 3. *Nonas Julii, Indictione* 7. *anno Pontificatûs undecimo.* [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXVI. pag. 638. PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. pag. 437. GAUFREDI Monachi de aquisitione Regni Siciliæ, Calabriæ, Apuliæ, & Insulæ Siciliæ, Lib. IV. BARONII Annales, Tom. XI. anno 1097. LEIBNITZ, Codex Juris Gentium Diplomat. Tom. I. pag. 1. in Prodromo. FAZELLI Siculi Historia rerum Sicularum. *Istoria della pretesa Monarchia di* Sicilia, Cap. I. pag. 8. ex FAZELLO. BZOVII Pontifex Romanus cap. 38. apud ROCABERTI, Biblioth. Pontificia, Tom. I. pag. 403. Défense de la Monarchie de Sicile, Part. II. pag. 1.]

(1) URBANUS *Episcopus servus servorum Dei, carissimo filio* (*a*) *Rogerio Comiti Calabriæ & Siciliæ salutem, & Apostolicam benedictionem.*

(*a*) R.

QUIA prudentiam tuam supernæ Majestatis dignatio multis triumphis & honoribus exaltavit, & probitas tua in Sarracenorum finibus Ecclesiam Dei plurimum dilatavit, (*b*) & Sanctæ Sedi Apostolicæ devotam se (*c*) multimodis semper exhibuit, nos in specialem atque cariſſimum filium ejusdem Universalis Ecclesiæ (*d*) te assumpsimus. Idcircò de tuæ probitatis finceritate plurimum confidentes, sicut verbis promisimus, ita literarum auctoritate firmamus; quod omni vitæ tuæ tempore, vel filii tui Simonis, (*e*) vel alterius qui legitimus tui hæres extiterit, nullum in terra potestatis vestræ, præter voluntatem aut consilium vestrum, Legatum Romanæ Ecclesiæ statuemus. Quinimò quæ per Legatum acturi sumus per vestram industriam Legati vice (*f*) cohiberi volumus. Quando * (*g*) miserad vos ex latere nostro * (*g*) mitteremus, ad salutem * (*h*) Sanctarum Ecclesiarum quæ sub vestra potestate * (*i*) consistunt, ad honorem beati Petri, Sanctæque ejus Apostolicæ Sedis, cui devotè hactenus obedisti, quamque in (*k*) necessitatibus suis strenuè & fideliter adjuvisti. Si verò * (*l*) celebratur Concilium, & tibi mandavero, quatenus Episcopos & Abbates tuæ terræ mihi mittas; quos & quos volueris * (*m*) mittes, alios vero ad servitium Ecclesiarum (*n*) tuarum * retineas. Omnipotens Deus actus tuos in beneplacito suo dirigat, & te à peccatis absolutum in vitam æternam perducat. Datum Salerni per manus Joannis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Diaconi, tertio Nonas Julii, Indictionis septimæ, (*o*) anno Pontificatus nostri undecimo.

(*b*) Sanctæque.
(*c*) multis modis.
(*d*) te, *deest.*
(*e*) aut.
(*f*) exhiberi.
* (*g*) mittimus.
* (*h*) videlicet.
* (*i*) existunt, *al.* existant.
(*k*) opportunitatibus.
* (*l*) celebrabitur.
* (*m*) mittas.
(*n*) tuarum, *deest.*
* & ad tutelam.
(*o*) Pontificatus Domini Urbani secundi XI.

(1) Cette Copie est tirée de la Collection Royale des Conciles & de celle du Pere *Labbe*. Elle s'accorde parfaitement avec celle de *Baronius*, & la Copie de *Leibnitz* n'en diffère qu'au mot *multimodis*, qu'elle change en celui de *multo magis*. La Copie du Moine *Gaufredus* varie davantage. On peut voir ses différences en marge, sous les lettres de l'Alphabet, qui jointes à des Asterisques designent les autres varietés de leçon, telles qu'on les trouve notées dans la Collection Royale des Conciles & dans *Baronius*. On ne sait au reste d'où vient, ni sur quel fondement Mr. *Leibnitz* date cette Pièce, en son Titre, *anno* 1097. (*potius* 1096) car l'une & l'autre de ces Dates est fausse & contredit manifestement celle des années de l'Indiction, ou du Pontificat. [DUM.]

ANNO 1102. 15. Nov.

CV.

MATHILDÆ *Comitissæ Donatio Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, de bonis omnibus, quæ tunc temporis habebat, & in posterum acquisitura foret, iterative facta. Datum Canusii quinto decimo Kalendas Decembris anno* 1102. [CÆS. BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XII. anno 1102. LEIBNITZII Scriptores rerum Brunswicensium, Tom. II. pag. 687. *avec les diferences qui se verront en marge.* DOMIN. SEGNERI Opus Dei admirabile ex BARONIO, in Biblioth. maxima Pontificia, Tom. X.]

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

ANNO ab Incarnatione Domini nostri Jesu Christi millesimo centesimo secundo, quinto decimo die Kalendas Decembris, Indictione decima, tempore Domini Gregorii Septimi Papæ in Lateranensi Palatio in Capella Sanctæ Crucis, in præsentia Cencii Frangipani, Gratiani, Cencii Franculini, & Alberici de Petro Leone, & Beninc[illegible]sa fratris ejus, Alberti (*a*) de Tuscio, & aliorum plurium. Ego (*b*) Mathilda Dei Gratia Comitissa, pro remedio animæ meæ, & parentum meorum, dedi & obtuli Ecclesiæ Sancti Petri per interventum Domini Gregorii Papæ Septimi omnia bona mea jure proprietario, tam quæ tunc habueram, quàm ea quæ in antea acquisitura eram, five jure successionis, five alio quocunque jure ad me (*c*) pertinentia: & tam ea quæ ex hac parte montium habebam, quam illa quæ in Ultramontanis partibus ad me pertinere videbantur. Omnia (sicut dictum est) per manum Domini Gregorii Papæ Septimi Romanæ Ecclesiæ dedi & tradidi, & Chartulam inde fieri rogavi. Sed quia Chartula nusquam apparet, & timeo ne donatio & oblatio mea in dubium revocetur: Ideò ego quæ (*d*) suprædicta Comitissa Mathilda iterum à præsenti die dono & offero eidem Romanæ Ecclesiæ per manum Bernardi Cardinalis, & Legati ejusdem Romanæ Ecclesiæ, sicut in (*e*) tempore dedi per manum Domini Gregorii, omnia bona mea, tam quæ nunc habeo, quàm quæ in posterum Deo propitio acquisitura sum, & (*f*) tam quæ ex hac parte montium, quàm in Ultramontanis partibus habeo, quàm quæ in posterum Deo propitio acquisitura sum alio quocunque jure, pro mercede & remedio animæ meæ, & parentum meorum. Quæ autem ista bona mea juris mei superius dicta, unà cum (*g*) accessionibus & ingressibus seu superioribus, seu inferioribus qualiter suprà legavi: (*h*) in integro ab hac die eidem Ecclesiæ dono & offero, & per præsentem chartulam offertionis itidem habenda confirmo.

Insuper per cultellum, festucam nodatam, guantonem, & (*i*) gurrascionem terræ, atque ramum arboris, & me exinde foras expuli (*k*) garpini, & absentem me feci, & à parte ipsius Ecclesiæ (*l*) habenda reliqui facienda exinde Papæ, aut cui Papa illius Ecclesiæ dederit à præsenti die quidquid voluerit, sine omni mea & hæredum & prohæredum meorum contradictione. Si quid verò (quod futurum esse non credo) sive ego Comitissa Mathilda (quod absit) aut ullus de hæredibus aut (*m*) prohæredibus seu quælibet apposita persona contra hanc Chartulam (*n*) offertionis quandoque agere tentaverimus, aut eam per quodvis ingenium infringere quæsierimus: tunc inferremus in illam partem, contra quam exinde litem inferre contulerimus, mulctam, (*o*) hoc est pœnam, auri optimi libras mille, argenti pondera quatuor millia, & (*p*) quod reperierimus, vendicare non valeamus. (*q*) Sed ut præsens hæc Chartula offertionis omnibus temporibus firma permaneat atque persistat, (*r*) eam pergamenam cum atramento de terra levavi, (*s*) paginam Quidoni Notario tradidi, & scribere rogavi, (*t*) atque subter confirmans, testibus obtuli roborandam. Actum Canusii feliciter.

(*u*) MATHILDA *quidquid est in hac Charta à me facta subscripsi.*

(*x*) *Ego* ADERICUS *Judex interfui, & subscripsi.*

(*y*) *Ego* UBALDUS *Judex interfui, & subscripsi.*

Signum manus ATTONIS de Monte Burranzonis, & BONVICINI de Canusio, *rogati testes.*

Ego GUIDO *Notarius Palatii scriptor hujus Chartulæ offertionis, post traditam complevi & dedi.*

(*a*) de Tuscia

(*b*) Mathildis.

(*c*) pertinent.

(*d*) supra.

(*e*) in illo tempore.

(*f*) tam ea quæ.

(*g*) accessionibus seu cum superioribus & inferioribus suarum,

(*h*) in integrum & ab ea die, in eadem Ecclesia,

(*i*) vasionem.

(*k*) garpivi.

(*l*) habendam teliqui faciendum exinde pars ipsius.

(*m*) prohæredibus meis.

(*n*) quandoque offersionis ire agere tentaverimus, aut tam.

(*o*) quod est pœna.

(*p*) quo.

(*q*) sed præsens.

(*r*) & pergamena cum atramentario.

(*s*) paginæ Guidonis Notarii.

(*t*) in qua subter.

(*u*) MATHILDA *Dei gratia si quid est in* &c.

(*x*) *Ego* ADERICUS &c.

(*y*) *Ego* UBALDUS &c.

ANNO 1103.

CVI.

Literæ HENRICI *Angliæ Regis ad Papam* PASCHALEM *directæ. Quibus eum de Beneficio, Honoribus & Obedientia, quæ antecessores sui in Regno Angliæ habuêre, eidem conservandis, & usibus, dignitatibus, consuetudinibusque in præfato Regno non minuendis, certificat.* [Chronicon JOAN. BROMTON inter Anglicanæ Histor. Scriptores X. col. 999.]

PATRI venerabili Paschali Summo Pontifici, Henricus Dei gratia Rex Anglorum salutem. Promotioni vestræ in Sedem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ plurimum congaudeo, petens quod amicitia quæ Patri meo cum Antecessoribus vestris fuit inter nos quoque illibata permaneat, unde ut dilectio, & benignitas à me videatur sumere initium, beneficium, quod ab Antecessoribus meis beatus Petrus habuit, vobis mitto, eosque honores, & eam obedientiam, quam tempore Patris mei Antecessores vestri in regno Angliæ habuerunt, tempore meo, ut habeatis volo; eo videlicet tenore, ut dignitates, usus, & consuetudines, quas Pater meus tempore Antecessorum vestrorum in regno Angliæ habuit, ego tempore vestro in eodem regno integrè obtineam. Notumque habeat Sanctitas vestra, quod me vivente Deo auxiliante dignitates, & usus regni Angliæ non minuentur. Et si ego, quod absit, in tanta me dejectione ponerem, Optimates mei, immo totius Angliæ Populus id nullo modo pateretur. Habita igitur, Carissime Pater, utiliori deliberatione, ita se erga nos moderetur benignitas vestra, ne, quod invitus faciam, à vestra me cogatis recedere obedientia.

CVII.

Testament de RAYMOND *Comte de Tholoze & de S. Gilles. Fait le* 31. *Janvier* 1105. [CESAR DE NOSTRADAMUS, Histoire & Chronique de Provence, Partie I. pag. 112.] 1105. 31. Janv. THOLOZE.

AU nom de la saincte & indivisible Trinité: pource que par plusieurs clairs & sacrez tesmoignages des saincts & sacrez volumes, & par une Chrestienne pieté nous sommes instruits qu'aucune breveté de temps, nulle surcharge, sorte, & immensité de fautes ne ferme les portes du pardon aux vrais penitens. A ceste cause appuyé de ceste esperance, moy Raymond Comte de saint Giles, fragile & miserable pecheur, quoy que convaincu de beaucoup de crimes confiant de l'ineffable benignité de Dieu tres-misericordieux & tres-bon, me trouvant reduit au dernier pas de ma vie, utilement & en vray Chrestien conseillé, voire touché de l'aigre souvenir de plusieurs choses que j'ai iniquement faictes contre la saincte Eglise d'Arles, lesquelles, apres avoir esté iniquement maniées par mes ancestres & progeniteurs, j'ai neanmoins jusques à ce jourd'huy par trop iniquement souffertes, porté d'un grand desir de penitence, je m'efforce d'en faire maintenant ceste petite & humble satisfaction, pour la rançon de mon ame. Parquoy combien que je recognoisse & confesse clairement que toute la terre qui s'avoisinant & aboutissant au Rhosne s'appelle Argence, soit entierement, & de la propre jurisdiction de l'Eglise d'Arles: si est-ce qu'estant encor assez plus attaché aux charnalitez & biens de ce monde qu'il ne me seroit de besoing, je laisse bien la plus grande partie de tout ce territoire à mes enfans: mais sous l'esperance toutes fois qu'ils repareront ce defaut, & restitueront à S. Trophime & à S. Estienne tous les droicts qui leur appartiennent. Cependant je veux & accorde que pour le salut de mon Ame sans aucune tache de reproche des à present, le village, communement appellé Fourques, avec toutes ses dependances, sçavoir du Rhosne & des palus, des vignes, arbres fruictiers, & non fruictiers, des terres cultivées & non cultivées, du port du Rhosne, des pastis, & de tous les emoluments & revenus de son terroir, comme par avance & petite portion, soient remis & restituez à l'Eglise d'Arles, à l'Archevesque & ses successeurs, & au Chapitre venerable, à qui je rends semblablement toutes les decimes des Eglises, & de tout le terroir d'Argence comme d'une mesme volonté: outre & par dessus cela, je luy rends & cede la quatriéme partie des choses que mes ancestres ont iniquement possedées, & que j'ay par une successive iniquité tenues & possedées apres eux aux

Chaste-

ANNO 1105. Chasteaux d'Albaron & de Foz : ce que je pretends leur estre restitué avec la quatriéme portion de lesdes herbages, pasturages & montaignes, que j'ay à la cité d'Arles: finalement je prie affectueusement Bertrand & tous mes Successeurs, mes Hommes, mes Vassaux & mes Amis, que s'il entrevenoit quelque obstacle & destourbier à ces devoirs & honneurs, ou par quelque mienne debte, ou par quelque autre sorte d'occasion, pour l'amour de Dieu, le bien de mon ame, & la souvenance des benefices qu'ils ont autrefois receus de moy, ils vueillent oster tels empeschements, & le tout payer, accomplir & restituer au profit de la saincte Eglise d'Arles. Si que dés maintenant ils soient à jamais ses vrais amis, ses fidelles adjuteurs, & tres-fermes deffenseurs. Que si quelqu'un des mortels entreprend d'offenser ou de rompre en quelque façon que ce soit ceste mienne juste constitution, & derniere volonté, que celuy-là tombant és lacs de l'ire & fureur inevitable du grand & rigoureux Juge, soit eternellement tourmenté des flammes horribles d'une plus violente gehenne, & tenu comme sacrilege & parricide indigne de tous les honneurs qu'il pourroit esperer de moy. C'est pourquoy ce testament a esté fait au mont Pelegrin en la Syrie, du regne de nostre Seigneur Jesus-Christ, Pascal ayant en main le gouvernal de l'Eglise Romaine, comme Pontife Souverain, le dernier de Janvier jour de Mardy de l'an mil cent & cinq, és presences d'honnestes personnages tant Ecclesiastiques que Lais, Aymin Evesque de Thollon, Aycard Evesque de Marseille, Raymond des Baulx Doyen de Posquieres, Bertrand Porcellet, Guillaume Arvei, Pons de Foz, Rostang du Port, Gauffrid des Pennes & plusieurs autres qu'il seroit long de reciter, Gervile Comtesse l'a ratifié, Adelphons son fils l'a ratifié, & Pons de Bresse eserit & signé de sa main.

CVIII.

1108. 25. Mai. COLOMANI *Regis Ungariæ Privilegium* CIVITATI TRAGURENSI *in Dalmatia concessum, quòd nec sibi nec Successoribus suis debeant esse tributarii, nominationem verò Episcopi & Comitis Civitatis sibi reservat; de introitu extraneorum in Civitatem duas partes Regi debere, tertiam verò Comiti Civitatis statuit, &c. Anno Incarnat.* 1108. *mense* V. *die* 25. Cum *Confirmatione Regis Ungariæ* STEPHANI, COLOMANI *filii data* 2. *Julii* 1124. [JOH. LUCII De Regno Dalmat. Libr. III. pag. 117.]

ANno Dominicæ Incarnationis M. C. V. III. mense V. Die XXV. Anno XII. Regni mei Ego Colomanus Rex Ungariæ, Croatiæ, atque Dalmatiæ juro super Sanctam Crucem Vobis Tragurinis meis fidelibus Civibus firmam pacem; mihi, & Filio meo, aut Successoribus meis tributarii ne sitis; Episcopum verò, aut Comitem, quem Clerus, & Populus elegerit ordinabo, & lege, antiquitus constituta, vos uti permittam, præterquam introitus Portus Civitatis, de extraneis duas partes Rex habeat, tertiam verò Comes Civitatis; Decimam autem Episcopus, in Civitate quoque vestra neminem Hungarorum, vel Alienigenarum habitare permittam, nisi quem voluntas vestra expetierit, cum autem ad vos coronandus, aut vobiscum Regni negotia tractaturus advenero, nemini Civium vis inferetur Domorum suarum, nisi quem dilectio vestra susceperit. At si fortè aliquando Dominium meum aliquem aggravare videbitur, & aliàs ire voluerit, securè cum Uxore, & Filiis, & familia, & omnibus suis quocunque sibi placuerit, eat. Hoc autem Sacramentum à Rege, & ab Archiepiscopo Laurentio, & Comitibus Hungariæ confirmatum est. Ego Joannes Palatinus Comes laudo, & confirmo; Ego Appa Comes laudo, & confirmo; Ego Thomas Albanensis Comes laudo, & confirmo; Ego Jacobus Bosfordiensis Comes laudo, & confirmo; Ego Ugudi Wasuarien. Comes laudo, & confirmo; Ego Slaviz Comes Novogradensis laudo, & confirmo.

Et Ego Stephanus Colomani Regis Filius Rex Hungariæ, Croatiæ, atque Dalmatiæ annis Dominicæ Incarnationis 1124. Indictione 2. mense Julio, Nono anno Regni mei, eandem libertatem, & pacem à patre meo vobis Tragurinis, & Spalatinis Civibus stabilitam cum Episcopis, & Comitibus, & omnibus Regni mei Principibus, sub ejusdem Sacramenti obligatione confirmo, & corroboro; Ego Marcellus Strigoniensis Archiepiscopus laudo, & confirmo. Ego Gregorius Bacensis Archiepiscopus laudo & confirmo. Ego Simon Quinque Ecclesiæ Episcopus laudo, & confirmo. Ego Cledinus Comes laudo, & confirmo. Ego Marcus laudo, & confirmo. Ego Lambertus Comes laudo, & confirmo. Ego Buzco Comes laudo, & confirmo. Ego Nicolaus laudo, & confirmo. Ego Jacobus Comes laudo, & confirmo. Ego Sergius Comes laudo, & confirmo.

ANNO 1108.

CIX.

Edit de l'Empereur HENRI V. *en consequence de son Accord fait avec le Pape* PASCHAL II. *en* 1111. [GOLDAST. Tom. I. pag. 255.] 1111. L'EMPIRE ET L'EGLISE.

HENRICUS Dei gratiâ Romanorum Imperator Augustus, omnibus Christi fidelibus in Ecclesia.

1. Notum esse volumus dilectioni & discretioni vestræ ea, quæ inter nos & Dominum illum Paschalem erant, quomodo incepta tractata sint: scilicet de conventione inter me & ipsum, de traditione Romanorum in me & meos, ut audita intelligatis, intellecta examinetis, examinata dijudicetis.

2. Igitur dum in eo totus essem, ut me ad Ecclesiæ utilitatem & ipsius votum, si justum esset, componerem, cœpit exaltationem & dilatationem Regni super omnes antecessores meos promittere. Studebat tamen subdolè, quomodo Regnum & Ecclesiam à statu suo discinderet, tractare. Quod sic facere aggressus est. Regno quidem jam à Carolo quadringentis & amplius annis, & sub sexaginta tribus Apostolicis investituras Episcopatuum, eorundem authoritate & privilegiorum firmitate tenenti, absque omni audientia auferre volebat.

3. Et quum per Nuncios nostros ab eo quæreremus, quid de Nobis fieret, in quo Regnum nostrum constat, quomodo ferè omnia antecessores nostri Ecclesiis concesserunt & tradiderunt, subjunxit: *Fratres, Ecclesiæ decimis & oblationibus suis contentæ sint: Rex verò prædia & regalia, quæ à Carolo & Ludovico, Ottone & Henrico Ecclesiis collata sunt, sibi & Successoribus suis recipiat & detineat.* Ad hoc quum nostri respondérent, Nos quidem nolle violentiam Ecclesiis inferre, nec ista subtrahendo tot sacrilegia incurrere, fiduciáliter promisit, & sacramento pro eo firmavit Dominica *Esto mihi*, se omnia hæc cum justitia & authoritate Ecclesiis auferre, Nobisque & Regno cum justitia & authoritate reddere. Nostris itidem firmantibus, si hoc, ut præmissum est, ita complesset, quod tamen nullo modo fieri posse sciebat: me quoque, uti quærebat, investituras Ecclesiarum resignaturum: sicut in Charta Conventionis plenius poteritis videre.

HÆC EST CHARTA (1) CONVENTIONIS EJUS AD ME. 12. Fevr.

DOMINUS *Papa præcipiet Episcopis præsentibus in die Coronationis Regis, ut dimittant regalia Regno, quæ ad Regnum pertinebant tempore Caroli, Henrici, & aliorum Prædecessorum ejus, & scripto firmabit sub anathemate, ne quis eorum vel præsentium, vel absentium, vel Successorum eorum, intromittant se ullo modo, vel invadant eadem regalia, id est, Civitates, Ducatus, Marchias, Comitatus, Monetas, Teloneum, Mercatum, Advocatias, omnia Jura Centurionum, id est Villicorum, Turres & Villas, quæ Regni erant, cum omnibus pertinentiis suis, Militiam & Castra. Nec ipse Regem & Regnum super his ulterius inquietabit, sed Privilegio suo sub anathemate confirmabit, ne posteri sui inquietare præsumant: Regem benignè & honorificè suscipiet, & more Prædecessorum suorum Catholicorum scienter non subtractò coronabit, & ad tenendum Regnum cum his omnibus officii sui auxilio adjuvabit.*

Si Dominus Papa hæc Regi non adimpleverit; ego Petrus Leonis juro, quòd tota potentia mea tenebo ad Dominum Regem. Obsides autem, nisi effugerint, reddemus altero die post Coronationem Regis. Si per Papam remanserit, ut non coronetur, similiter reddemus Dominico die quum Rex ad processionem venerit. Obsides dabo Gra-

(1) Quoi que la Date manque à cette Convention, il n'y a nul doute qu'elle n'appartienne à l'année 1111; & le Dimanche, *Esto mihi*, enonce dans l'Edit de l'Empereur la fixe au 12 Fevrier. Le *Coronicon Cassinense* en parle en ces termes *Cap.* 38. *Post hæc Imperator pervenit ad Urbem III. Idus Februarii sabbato ante Quinquagesimam*: C'est à-dire, le Samedi 11. Fevrier veille du Dimanche *Esto mihi*. Les sermens se firent le lendemain, & furent suivis, le même jour, du combat entre les Romains & les Allemands, & de l'empriſonnement du Pape. *Hoc autem factum est anno Domini M. C. XI. Indictione IV. Pridie Idus Februarii in Basilica Sancti Petri Apostolorum Principis.* Ce sont les paroles de JOANNES *Tusculanus Episcopus in Epistola venerabili Fratri* RICHARDO *Albano Episcopo.* Voyez-la dans la Collection Royale des Conciles, Tom. XXVI. pag. 782. [DUM.]

ANNO IIII. *Gratianum Filium meum, & Filium Vizonis Filii, & Filium Sororis meæ, si eum habere potero.*

HÆC SUNT SACRAMENTA EX PARTE DOMINI PAPÆ.

EGO *Petrus Leonis juro vobis, quia Dominus Papa proximo die Dominico adimplebit Regi, quod in Charta Conventionis ſcriptum eſt.*

HÆC SUNT SACRAMENTA EX PARTE REGIS;

Ego Comes HERMANNUS:
Ego Comes GOTFRIDUS:
Ego VOLMARUS:
Ego ADELBERTUS:

Juro vobis, quia Dominus Rex proxima quarta vel quinta feria ita Principes jurare faciet, & obſides dabit, ſicut in Charta Conventionis ſcriptum eſt. Et ſic obſervabunt Domino Papæ, eo tenore, ſi Dominus Papa proximo die Dominico ſic adimpleverit Regi per omnia, ſicut in Charta Conventionis ſcriptum eſt.

4. Ego verò, ut oſtenderem, nullam Eccleſiarum Dei diſturbationem ex velle noſtro procedere, in cunctorum oculis aſtantium & auribus hoc Decretum promulgavi:

Ego HENRICUS *Dei gratia Romanorum Imperator Auguſtus, affirmando & beato Petro, omnibus Epiſcopis & Abbatibus, & omnibus Eccleſiis omnia, quæ Anteceſſores mei Reges vel etiam Imperatores eis conceſſerunt vel tradiderunt, & quæ illi pro ſpe æternæ retributionis obtulerunt, do. Ego peccator pro timore terribilis Judicii ullo modo ſubtrahere recuſo.*

5. Hoc Decreto à me lecto & ſubſcripto, petii ab eo, ut, ſicut in Charta Conventionis ejus ſcriptum eſt, mihi adimpleret. Quum ergo ſupradictæ poſtulationi inſiſterem, ſcilicet ut cum juſtitia & authoritate, promiſſa mihi Conventione, firmiter univerſis in faciem ejus reſiſtentibus, & Decreto ſuo palàm hæreſim ineſſe clamantibus, ſcilicet Epiſcopis, Abbatibus, tam ſuis quam noſtris, & omnibus Eccleſiæ Filiis: hoc, ſi ſalva pace Eccleſiæ dici poteſt, privilegium proferre voluit.

PASCHALIS PAPÆ (1) DECRETUM.

PASCHALIS *Epiſcopus, ſervus ſervorum Dei, dilecto filio* HENRICO *Regi, & ejus Succeſſoribus Imperatoribus*, &c.

Divinæ Legis inſtitutionibus ſancitum eſt, & ſacris Canonibus interdictum, ne Sacerdotes curis ſecularibus occupentur, neve ad Comitatum, niſi pro damnatis eruendis, atque pro aliis, qui injuriam patiuntur, accedant. Unde & Apoſt. Paulus inquit: Judicia ſi habueritis, contemptibiles qui ſunt in Eccleſia, illos conſtituite ad judicandum. *In veſtri autem Regni partibus Epiſcopi vel Abbates adeò curis ſecularibus occupantur, ut Comitatum aſſiduè frequentare, & militiam exercere cogantur: quæ nimirum aut vix aut nullo modo ſine rapinis, ſacrilegiis, incendiis, aut homicidiis exhibetur. Miniſtri verò altaris, Miniſtri Curiæ facti ſunt: quia Civitates, Ducatus, Marchionatus, Monetas, Turres, & cætera ad Regni ſervitium pertinentia à Regibus acceperunt. Unde etiam mos Eccleſiæ intolerabilis inolevit, ut electi Epiſcopi nullo modo conſecrationem acciperent, niſi prius per manum Regiam inveſtirentur. Aliquando etiam vivis Epiſcopis inveſtiti ſunt.*

Hiis & aliis plurimis malis, quæ per inveſtituram plerumque contigerant, Prædeceſſores noſtri Gregorius Octavus & Urbanus Secundus, felicis memoriæ Pontifices, excitati, collectis frequenter Epiſcopalibus Conciliis, Inveſtituras illas manus Laicæ damnaverunt: & ſi qui Clericorum per eam tenuiſſent Eccleſias, deponendos; datores quoque communione privandos percenſuerunt, juxtæ illud Apoſtolicorum Canonum capitulum, quod ſe ita habet*: Si quis Epiſcopus ſeculi poteſtatibus uſus Eccleſiam per ipſos obtineat, deponatur, & ſegregetur, omnesque qui illi communicant. *Quorum veſtigia ſubſequentes & nos eorum ſententiam Epiſcopali Concilio confirmamus.*

ANNO IIII.

Tibi itaque, Fili chariſſime Henrice Rex, & nunc per officium noſtrum Dei gratia Romanorum Imperatori, & regno regalia illa dimittenda præcepimus, quæ ad Regnum manifeſtè pertinebant tempore Caroli, Ludovici, Ottonis, & cæterorum Prædeceſſorum tuorum. Interdicimus etiam & ſub anathematis diſtrictione prohibemus, ne quis Epiſcoporum ſeu Abbatum, præſentium vel futurorum, eadem regalia invadant, id eſt Civitates, Ducatus, Marchias, Comitatus, Monetas, Teloneum, Mercatum, Advocatias, Jura Centurionum, & Turres, quæ Regni erant, cum pertinentiis ſuis, Militiam & Caſtra: & ne ſe deinceps, niſi per gratiam Regis, de ipſis regalibus intromittant. Sed nec poſteris noſtris liceat, qui poſt nos in Apoſtolica Sede ſucceſſuri erunt, aut Te aut Regnum ſuper hoc inquietare negocio.

Porrò Eccleſias cum oblationibus & hæreditariis poſſeſſionibus, quæ ad Regnum manifeſtè pertinebant, liberas manere decrevimus, ſicut in die Coronationis tuæ Omnipotenti Domino in conſpectu totius Eccleſiæ promiſiſti. Oportet enim Epiſcopos curis ſecularibus expeditos, curam ſuorum agere populorum, nec Eccleſiis ſuis abeſſe diutiùs. Ipſi enim, juxta Paulum Apoſtolum, pervigilant, tanquam rationem pro animabus eorum reddituri.

6. (2) De traditione verò in nos vel in noſtros, ſic ſe res habet. Vix portas Civitatis ingreſſi ſumus, cum noſtris infra muri mœnia ſecurè vagantibus, quidam vulnerati, alteri interfecti, omnes verò ſpoliati aut capti ſunt. Ego tamen quaſi pro levi cauſa non motus, bona & tranquilla mente usque ad Eccleſiæ beati Petri januas cum proceſſione perveni. Quod ſic geſtum fuiſſe, rei veritas multorum aſtipulata teſtimoniis, qui interfuere, proteſtatur.

CX.

Summa ejusdem (3) CONVENTIONIS *ſive* CONCORDATI *inter Imperatorem & Pontificem, ſecundùm* PETRUM DIACONUM. [Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXVI. pag. 777. ex PETRO DIACONO Chronic. Caſſinenſ. Lib. IV. cap. 37. ſans date. PHIL. LABBEI Collectio Concil. Tom. X. col. 772. ſur la Copie de la Collection Royale. (4) BARONII Annales Eccleſ. Tom. XII. GOLDASTI Conſtitutiones Imperiales, Tom. I. pag. 252.]

MISSIS Romam nuntiis, inter illos & Petrum Leonis, & cæteros Pontificis nuntios, in porticu Sancti Petri convenit: ut Imperator, die Coronationis ſuæ, omne malè uſurpatum Eccleſiaſticum jus, in manibus Pontificis, adſtante Clero & populo, per Scriptum deponeret, cùm id ipſum Papa de negotiis regalibus faceret, idque Sacramento firmaret. Dimitteret Eccleſias liberas cum oblationibus & poſſeſſionibus ſuis, quæ ad Regnum non pertinent. Abſolveret Papa à Juramentis populos, quæ contrà Epiſcopos facere compulſi ſunt. Patrimonia Poſſeſſionesque Beati Petri reſtitueret, ſicuti à Carolo, Ludovico, Henrico, aliisque Imperatoribus conceſſa ſunt libera: ſervaretque ea beato Petro pro juribus. Nihil aut faceret aut diceret, ut Papa Pontificatum amittat, nihilque ipſe patiatur in vita vel in membris, vel capiatur mala captione, aut per ſuſpectam perſonam: nec fideles ejus qui pro ipſo fidem ei dederint, id eſt Petrus Leonis cum Filiis ſuis, quorum bona nullum patiantur detrimentum; & ſi quis eis malum fecerit, Rex fideliter illos adjuvaret. Pro hujusmodi obſervandis Pontifici prædes dabit, Fridericum Sororis ſuæ filium, Engelbertum & Theobaldum Marchiones, Hermannum & Gotfridum Comites, Fridericum Palatinum Comitem Saxonum, Berengarium

2. Corinth. 6.

* Ou plûtôt *Septimus.*

(1) Ce Decret, ou prétendu Décret de *Paſchal*, ſe trouve auſſi, avec peu de diference, dans la Collection Royale des Conciles, Tom. XXVI. pag. 732. & dans celle du P. *Labbe*, Tom. X. col. 650. Mais on ſe tromperoit, ſi on le regardoit comme une Conceſſion deja expediée. Ce n'eſt qu'un Projet fourni de la part de *Henri*, ſelon lequel il prétendoit que celle que le Pape devoit lui remettre, le jour de ſon Couronnement, devoit être formée. La preuve en eſt claire; car premierement le Pape y rend à l'Empereur tous les Duchés, Comtés, Marquiſats & autres Regales poſſédées juſqu'alors par les Evêques & Abbés, voulant qu'à l'avenir ils ſe reduiſiſſent à vivre de leurs Dimes; en échange de quoi l'Empereur y renonce au Droit des Inveſtitures par la Croſſe & par l'Anneau; ce qui appartient à la Convention du 12. Fevrier, & demeura ſans effet à cauſe des oppoſitions des Evêques, *firmiter in factem ejus reſiſtentibus & Decreto ſuo palam hæreſim ineſſe clamantibus.* En deuxieme lieu, le Pape y parle du Couronnement de l'Empereur comme d'une choſe déja faite; ce qui n'arriva neanmoins que le 9. Avril ſuivant. [DUM.]

(2) Cet Article eſt joint dans l'Edition Royale des Conciles au Décret ou prétendu Decret du Pape *Paſchal*, comme s'il en faiſoit partie, mais mal. On voit clairement que c'eſt la continuation de l'Edit de l'Empereur, où il raconte comment les gens furent chargés par les Romains, dès qu'il fut entré dans la Ville. Le reſte de l'Edit manque. [DUM.]

(3) Le Pape ne fit ce Traité que pour amuſer l'Empereur, qui étoit entré en Italie avec une armée de 80000. hommes, pour le reduire à la raiſon, & qui étoit déja fort près de Rome. Il fut conclu, ſuivant *Goldaſt*, environ les fêtes de Noël, que l'Empereur paſſa à Florence.

(4) *Baronius* & *Goldaſt* tangent cette Pièce ſous l'an 1110. mais, pour peu qu'on l'examine, on verra bien que c'eſt, comme porte le Titre, un Sommaire narratif de ce qui avoit été convenu entre le Pape & l'Empereur le 12. Fevrier 1111, & que par conſequent elle y appartient & ne peut pas être renvoyée à l'an 1110. [DUM.]

ANNO 1111. rium de Bajoaria, Fridericum Saxonem, Albertum Cancellarium, Cononem Berengarii Fratrem, Siceboth Bajoarium, Henricum Carinthiæ Ducem, Bertulphum Bertulphi Ducis Filium, qui jurabit Papæ securitatem de vita, de membris, de papatu, de captione. Quæ nisi Imperator servaret ad Romanam Ecclesiam cum suis honoribus teneretur. Obsides pro securitate Pontificis Rex dare pollicitus est proxima quinta feria; eosque securè ad Insulam mittere in potestatem Papæ: Fridericum Ducem Nepotem suum, Brunonem Episcopum Spirensem, Conradum Nepotem Comitis Herimanni, & Filium ejus, & Henricum Friderici Comitis Fratrem, Obsides si recepisset, eos redderet in die Coronationis suæ, ponte transmisso: & si fortè coronatus non fuisset, aut non transiisset, similiter redderet apud Castellum Sancti Angeli. Legatos quos ad eum Papa dirigeret, dum irent & redirent, securos à se suisque redderet: & si eis scienter aliquid injuriæ illatum esset, emendaturum fideliter. Quæ omnia postquam impleverit Rex, Papa juberet Episcopis adstantibus in die Coronationis ejus, ut regalia Imperatoris dimitterent, quæ à temporibus Caroli, Ludovici, Henrici aliorumque Prædecessorum ad regnum pertinebant. Scripto firmaret sub Anathematis pœna, autoritate sua, ne quis eorum vel præsentium, vel absentium, vel Successores eorum Regni se intromitterent juribus: neque invaderent Civitates, Ducatus, Comitatus, Monetas, Vectigalia, Mercata, Advocationes Imperii, Centurionum jura: Curtesque essent Imperii cum pertinentiis suis, & militaria Imperii Castra. Nec ipse Imperatorem nec Romanum Imperium super his ulterius inquietaret: & privilegio sub anathemate ista confirmaret, ne posteri sui ultrà inquietare præsumerent. Imperatorem benignè & cum honore susciperet, & more Prædecessorum ipsius Catholicorum Imperatorum scienter & non subtracto coronaret: & ad tenendum Imperium officii sui juvaret auxilio. Hoc si Papa non impleret, Petrus Leonis cum suis omnibus se ad Imperatorem teneret. Obsides, nisi effugerent, altero post Coronationem die, restituret. Si ex ipsius Papæ parte remanserit, ut non coronaretur, similiter redderet. Hæc ita constituta jurejurando firmavit Imperator, Albertus Cancellarius, Hermannus, Fridericus Saxo, Cono Berengarii Frater, Siceboth de Bavaria, Henricus Carinthiæ Dux, Bertulphus Bertulphi Ducis Filius; Hi omnes post Imperatorem eo ordine jurarunt, ut, si Imperator hæc implere nollet, ipsi cum omnibus suis cum Romana Ecclesia tenerent.

CXI.

Avril. CONCORDATUM *alterum sive* CONVENTIO *secunda inter* PASCHALEM II. *Papam &* HENRICUM V. *Imperatorem inita in Castris, ante Urbem Romam, Mense Aprili anno Domini* 1111. *Quâ Dominus Papa Imperatori jus Investituravum inter eos hucusque controversum concedit, & vice versa Cæsar promittit Patrimonia & Possessiones Sanctæ Romanæ Ecclesiæ ablata & ablatas restituere, ac Domino Papæ obedientem se præbere, salvo tamen honore Regni & Imperii.* [GOLDASTI Constitutiones Imperiales, Tom. I. pag. 254. Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXVI. pag. 786. PHIL. LABBEI Concil. Collect. Tom. X. col. 779. BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XII. anno 1111.].

Ex parte Imperatoris.

1. EGO HENRICUS Imperator liberos dimittam quarta vel quinta feria proxima Dominum Paschalem, & Episcopos, & Cardinales, & omnes Captivos Obsides, qui pro & cum eo capti sunt, & liberos securè produci faciam intra Portam Transtiberinæ Civitatis: nec ulterius capiam aut capi faciam vel permittam eos, qui in fidelitate Domini Papæ Paschalis permanent, & Populo Romano & Transtiberinæ Insulæ Civitati pacem & securitatem servabo tàm per me quàm per meos, & in personis & in rebus, qui pacem mihi servaverint.

2. Patrimonia & Possessiones Sanctæ Romanæ Ecclesiæ quæ abstuli, restituam; & cuncta quæ habere debet, more Antecessorum meorum recuperare & tenere adjuvabo bona fide. Et Domno Papæ Paschali obediam, salvo tamen honore Regni & Imperii, sicut Catholici Imperatores, Catholicis Pontificibus Romanis. Hæc omnia bona fide observabo, sine fraude & malo ingenio. ANNO 1111.

Et isti sunt Juratores ex parte Imperatoris HENRICI.

Fredericus Coloniensis Archiepiscopus.
Gebehardus Tridentinensis Episcopus.
Bruno Spirensis Episcopus.
Albertus Cancellarius.
Herimannus * Comes. * *Al.* Dux.
Berengarius Comes Sultzbachensis.
Fredericus Comes Palatinus.
Item Fredericus Comes.
Bonifacius Marchio Tusciæ.
Albertus Comes de Blandriaco.
Godefridus Comes Palatinus Rheni.
Warnerius Marchio.

Ex parte Pontificis.

DOMNUS Papa PASCHALIS concedit Domno Imperatori HENRICO, & Regno ejus, Privilegio suo sub Anathemate & confirmabit, & corroborabit, Episcopo vel Abbate liberè electo sine symonia assensu Imperatoris, quod Domnus Imperator, cum annulo & virga investiat. Episcopus autem vel Abbas ab Imperatore investitus liberè accipiat consecrationem ab Episcopo, ad quem pertinuerit. Si quis verò à Clero & à Populo eligatur, nisi ab Imperatore investiatur, & à nemine consecretur, & Archiepiscopi & Episcopi libertatem habeant consecrandi ab Imperatore investitos. Super his etiam Domnus Papa Paschalis non inquietabit Imperatorem HENRICUM nec ejus Regnum & Imperium.

Serment du Pape.

DOMNUS Papa PASCHALIS non inquietabit Domnum Imperatorem HENRICUM nec ejus Regnum de Investitura Episcopatuum & Abbatiarum, neque de injuria sibi illata & suis in personis & bonis, neque aliquod malum reddet sibi vel alicui personæ pro hac causa; & penitus in personam Imperatoris HENRICI nunquam (1) anathema ponet, nec remanebit in Domo Papa quin coronet eum, sicut in (2) Ordine continetur, & Regnum & Imperium officii sui auxilio eum tenere adjuvabit pro posse suo. Et hæc adimplebit Domnus Papa sine fraude & malo ingenio.

Hæc sunt nomina illorum Episcoporum & Cardinalium, qui præcepto Domini Papæ PASCHALIS *privilegium & amicitiam sacramento confirmaverunt Domno Imperatori* HENRICO

Petrus Portuensis Episcopus.
* Centius Sabinensis Episcopus. * *Al.* Censius.
Robertus Cardinalis Sancti Eusebii.
Bonifacius Cardinalis Sancti Martini.
Anastasius Cardinalis Sancti Clementis.
Gregorius Cardinalis Apostolorum Petri & Pauli.
Item Gregorius Cardinalis Sancti Chrysogoni.
Joannes Cardinalis Sanctæ Potentianæ.
Risus Cardinalis Sancti Laurentii.
* Rainerus Cardinalis Sanctorum Marcellini & Petri. * *Al.* Reinerus.
Vitalis Cardinalis Sanctæ Balbinæ.
* Dinzo Cardinalis Sancti Marci. * *Al.* Cuzo, *vel* Cunzo.
Theobaldus Cardinalis Joannis & Pauli.
Joannes Diaconus Sanctæ Mariæ in Schola Græca.
Leo * Diaconus Sancti Vitalis Martyris. * *Al.* Decanus.
Abbo * Diaconus Sanctorum Sergii & Bachi. * *Al.* Decanus.

Nota ex WILIELMO *Malmesburiensi. Lib.* V.

Hæc Conventione expleta, & prædictorum Episcoporum & Cardinalium sacramento confirmata, osculo utrimque dato, Dominus Papa IV. Idus Aprilis Dominica *Quasimodo geniti*, Missam celebravit, in qua post communionem suam, & Ministrorum Altaris, Imperatori Corpus & Sanguinem Domini dedit in hæc verba: *Hoc Dominicum Corpus, quod sacrosancta retinet Ecclesia, natum ex Maria Virgine, elevatum in Cruce*

(1) Malgré ce serment, le Concile de Latran, ouvert le 28. Mai 1112. après que l'Empereur fut retourné en Allemagne, fit brûler la Bulle accordée pour les Investitures, & excommunia l'Empereur: ce qui fut encore confirmé dans un autre Concile. *Henri* V. eut beau se plaindre que le Pape violoit son serment, *Paschal* répondoit qu'il avoit bien promis de ne le point excommunier; mais qu'il ne lui avoit point promis de ne le pas faire excommunier par d'autres. Voyez HEISS, *Hist. de l'Empire*, Tom. I. Liv. II. Chap. X.

(2) C'est ce qu'on nomme aujourd'hui le *Cérémoniel Romain.*

ANNO IIII. *Cruce pro Redemptione humani generis, damus tibi, Fili carissime, in remissionem peccatorum tuorum, & in conservationem confirmandæ Pacis & veræ amicitiæ inter me & te, & Regnum & Sacerdotium.*

Nota alia ex PETRO DIACONO *in* Chron. Casinense, *Cap.* XLI.

Coronatus est autem idem Imperator portis omnibus Romanæ Urbis, ne quis Civium eo adveniret, obseratis. Cumque ad hostiæ confractionem venisset, partem ipse sumens reliquam Imperatori tradidit, dicens: *Sicut pars ista vivifici Corporis divisa est, ita divisus sit a Regno Christi & Domini, qui pactum istud rumpere ac violare tentaverit.* Post Coronationem finitis Missarum solemniis, Imperator in Castra regreditur. Pontifex autem in Urbem regressus est.

CXII.

Avril. *Bref du Pape* PASCHAL II. *qui accorde les Investitures à l'Empereur* HENRI V. *donné en* IIII. [GOLDAST. Tom. I. pag 255. Collectio Regia Concilior. Tom. XXVI. pag. 787. PHIL. LABBEI Concilior. Collect. Tom. X. col. 779. BARONII Annal. Eccles. Tom. XII. A°. IIII.]

PASCHALIS Episcopus, servus servorum Dei, carissimo in Christo Filio, HENRICO (*a*) Teutonicorum Regi, & per Dei omnipotentis gratiam Romanorum Imperatori Augusto, salutem & Apostolicam benedictionem.

(*a*) Ces 2 mots manquent dans l'Edit. Royale des Conciles.

(*b*) Decst *Ibid.*

1. Regnum vestrum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ (*b*) singulariter cohærere dispositio divina constituit. Prædecessores siquidem vestri probitatis & prudentiæ amplioris gratia Romanæ Urbis Coronam & Imperium consecuti sunt. Ad cujus videlicet Coronæ & Imperii dignitatem, tuam quoque personam, Fili carissime HENRICE, per nostri Sacerdotii ministerium Majestas divina provexit. (*c*) Illam igitur Dignitatis prærogativam, quam Prædecessores nostri vestris Prædecessoribus Catholicis Imperatoribus concesserunt, & Privilegiorum paginis confirmaverunt, nos quoque tuæ Dilectioni concedimus, & præsentis privilegii pagina confirmamus, ut Regni tui Episcopis (*d*) & Abbatibus liberè præter violentiam & symoniam electis, investituram virgæ & annuli conferas; post investionem verò canonicè consecrationem accipiant ab Episcopo, ad quem pertinuerit.

(*c*) Illud &c. privilegium, *Ibid.*

(*d*) vel, *Ibid.*

2. Si qui autem * à Clero, vel à Populo præter assensum tuum electus fuerit, nisi à te investiatur, à nemine consecretur: [exceptis nimirum illis, qui vel in Archiepiscoporum, vel in Romani Pontificis solent dispositione consistere.]

* *al.* Clero & Populo. Ce qui est enfermé entre deux crochets manque dans l'Edition de *Juret*, au raport de *Goldast.*

3. Sanè Archiepiscopi & Episcopi libertatem habeant à te investitos Episcopos & Abbates canonicè consecrandi.

4. Prædecessores enim vestri Ecclesias Regni sui tantis regalium suorum beneficiis ampliarunt, ut Regnum ipsum Episcoporum maximè & Abbatum præsidiis oporteat communiri, & populares dissensiones, quæ in (*e*) electionibus sæpè contingunt, regali oporteat Majestate compesci. Quamobrem (*f*) prudentiæ vestræ & potestati cura debet (*g*) sollicitius imminere, ut & Romanæ Ecclesiæ magnitudo, & cætera salus, tuis (præstante Domino) beneficiis & servitiis conservetur.

(*e*) electis omnibus. *Ibid.*

(*f*) prudentiæ & potestati tuæ, *Ibid.*

(*g*) sollicitè, *Ibid.*

5. Si qua igitur Ecclesiastica vel Secularis (*h*) potentia aut persona hanc nostræ Concessionis paginam sciens contra eam temerario ausu venire tentaverit, anathematis vinculo, nisi resipuerit, innodetur, honorisque ac dignitatis suæ periculum patiatur. Observantes autem hoc misericordia divina custodiat, & personam (*i*) ac majestatem potestatemque tuam ad honorem suum & gloriam fœliciter imperare concedat.

(*h*) *Il n'y a que* persona, *Ibid.*

(*i*) Ces 2 mots manquent, *Ibid.*

(1) CONFIRMATIO.

HÆc sunt verba, quæ dixit Domnus Apostolicus Domno Imperatori HENRICO in communione corporis & sanguinis Christi, die Coronationis suæ: Domne Imperator HENRICE, corpus Domini nostri ex Maria Virgine, passum in cruce pro nobis, sicut Sancta Catholica tenet Ecclesia, damus tibi in confirmationem veræ pacis & concordiæ inter me & te, Amen. Anno Verbi incarnati MCXI. hoc confirmatum est in Basilica Sancti Petri, XVI. Cal. Martii, regnante in cœlis Domino nostro Jesu Christo cum Patre æterno & Spiritu Sancto, Amen.

ANNO IIII.

CXIII.

Privilegium Imperatoris HENRICI V. *Civitati* SPIRÆ *de Exemptione à lege nequissima,* **Budtheil** *vocata, indultum, cum concessa insimul libera potestate suis Hæredibus relinquendi & pro anima sua, quicquid velint, dandi. Datum* 19. *Calend. Septemb. Indict.* IV. IIII. [LEHMANNI Chronicon Spirense, Libr. IV. Cap. XXII. pag. 306. col. a.] 14. Août.

OMnibus Christi nostrisque fidelibus tam præsentibus quam futuris notum fieri volumus. Qualiter nos pro remedio animæ chari Patris nostri, felicis memoriæ, Henrici Imperatoris, consilio ac petitione Principum nostrorum, Friderici videlicet Coloniensis Archiepiscopi, Brunonis Trevirensis Archiepiscopi, Brunonis Spirensis Episcopi, Cunonis Strasburgensis Episcopi, Udalrici Constantiensis Episcopi, Ottonis Badenburgensis Episcopi, Burchardi Monasteriensis Episcopi, Hermanni Augustensis Episcopi, Friderici Ducis, Comitum quoque Gotfridi de Calwe, Friderici de Zolra, Hartmanni de Dilinga, Berengarii de Sultzbach, Gerhardi de Gelra, Henrici, Dudonis, Stephani, Gerungi, Walteri, in ipsa die sepulturæ ejus. Omnes, qui in Civitate Spirensi modo habitant, vel deinceps habitare voluerint, undecunque venerint, vel cujuscunque conditionis fuerint, à Lege nequissima & nefanda, videlicet à parte illa, quæ vulgo **Budtheil** vocabatur, per quam tota Civitas, ob nimiam paupertatem annihilabatur, ipsos suosque Hæredes excussimus. Ne vero aliqua persona vel major vel minor, non Advocatus, non eorum naturalis Dominus illis morientibus, de eorum supellectile quicquam auferre præsumat interdiximus. Et ut omnes liberam potestatem habeant, suis Hæredibus relinquendi, vel pro anima sua dandi; val cuicunque Personæ dare voluerint, ipso Spirensi Episcopo Brunone in pulpito astante & concedente, concessimus & confirmavimus. Ea tamen interposita conditione, ut in Anniversario Patris nostri solenniter ad Vigilias & Missam omnes conveniant, candelas in manibus teneant, & de singulis domibus panem unum pro eleemosyna dare, & pauperibus erogare studeant. Ut autem hæc nostra Concessio & Confirmatio rata & inconvulsa omni ævo permaneant, & ne aliquis Imperator aut Rex, vel Episcopus, aut Comes, vel aliqua potestas, vel major vel minor, infringere audeat, in perpetuam specialis Privilegii memoriam, hoc insigne stabili ex materia ut maneat, compositum, aureis literis ut deceat, expolitum, nostræ imaginis interpositione, ut vigeat corroboratum, in ipsius Templi fronte, ut pateat, annitente nostrorum opera Civium constat expositum, singularem erga ipsos continens nostræ dilectionis affectum. Data XIX. Calend. Septembris, Indictione IV. Anno Dominicæ Incarnationis MCXI. Regnante Henrico V. Rege Romanorum, Anno VI. imperante primo. Actum est Spiræ in Christo feliciter. Sub Brunone venerabili Præsule Spirensi Ecclesiæ præsidente.

CXIV.

Decretum Concilii Lateranensis anno Domini M. C. XII. *habiti; quo Privilegium de Investituris Episcopatuum & Abbatiarum per Imperatorem concedendis, à Papa* PASCHALI *Imperatori* HENRICO *nuper concessum damnatur, revocatur, & omnino cassatur.* [Collectio Regia Concil. Tom. XXVI. pag. 774. PHIL. LABBEI Concil. Collect. Tom. X. pag. 767. BARO- IIII2. Avril.

(1) Cette Annexe ne se trouve pas dans l'Edition Royale des Conciles, ni dans celle du Pere *Labbe*, & la Date en est fausse. La Confirmation Sacramentale du Pape, où il communia d'une même Hostie avec l'Empereur, se fit au mois d'Avril le Dimanche *Quasimodo*, en suite du Couronnement, & non pas au mois de Fevrier. Voyez les deux Notes précedentes, l'une tirée de *Guillaume de Malmesbury*, & l'autre de *Pierre* Diacre. Au reste on doit être averti qu'entre les diverses Leçons marquées ici en marge, celles où il y a *ibid.* se raportent toutes à l'Edition Royale des Conciles. [DUM.]

ANNO 1112. BARONII Annales Eccleſ. Tom. XII. anno 1112.].

PRIVILEGIUM illud, quod non eſt privilegium (neque verò dici debet privilegium, ſed pravilegium) pro liberatione captivorum, & Eccleſiæ à Domino Papa Paſchali per violentiam Henrici Regis extortum, nos omnes in hoc Sancto Concilio cum eodem Domino Papa congregati, canonica cenſura & Eccleſiaſtica autoritate, judicio Sancti Spiritus damnamus, & irritum eſſe judicamus, atque omnino caſſamus, & ne quid auctoritatis & efficacitatis habeat penitus excommunicamus. Quod ideò damnatum eſt, quòd in eo privilegio continebatur, quòd electos canonicè à Clero & populo à nemine conſecretur, niſi priùs à Rege inveſtiatur, quod eſt contra Spiritum Sanctum, & canonicam inſtitutionem.

Perlecta verò hac Charta, acclamatum eſt ab univerſo Concilio: Amen, Amen: fiat, fiat. Archiepiscopi verò & Episcopi quoque & Presbyteri Cardinales qui interfuerunt ipſi Concilio, hi ſunt, videlicet;

Conſtus. C. Sabinenſis.
Petrus. G. Portuenſis.
Leo. L. Oſtienſis.
Coro. C. Prænestinus.
Joannes. J. Tuſculanus.
Joannes. Patriarcha Venetus.
Sennes. L. Capuanus.
Landuiphus. L. Beneventanus.
Maurus. A. Amalphitanus.
H. Rheginenſis.
Hydruntinenſis.
Guillelmus. Brundunſienſis.
Coſentinus.
Geruntinenſis.
Roſſanenſis.
Segobienſis.
Galo. G. Legionenſis Legatus pro Bituricenſi.
Guido. G. Viennenſis Archiepiſcopus.
Rogerius. R. Volaterranus.
Gaufridus. G. Senenſis.
Rolandus Papulonenſis. R. Popubre.
Gregorius. G. Tarracinenſis.
Guillelmus. G. Syracuſanus pro omnibus Siculis.
Vermanus. G. Vorrianus.
Bruno. B. Signienſis & alii centum fere Episcopi.

Presbyteri Cardinales.

Bonifacius. B. Cardinalis tituli S. Marci.
Anaſtaſius. R. Cardinalis tituli S. Clementis.
Romanus. R. Cardinalis tituli S. Priſcæ.
Gregorius. G. Cardinalis tituli SS. Apoſtolorum.
Benedictus. B. Cardinalis tituli S. Petri ad vincula.
Robertus. R. Cardinalis tituli S. Euſebii.
. . . Boſo. R. Cardinalis tituli S. Laurentii in Damaſo.
Joannes. J. Cardinalis tituli S. Cæciliæ.
Divizo. B. Cardinalis tituli S. Martini.
Gregorius. F. Cardinalis tituli S. Chryſogoni.
Rainerius. R. Cardinalis tituli SS. Petri & Marcellini.
Petrus. V. Cardinalis tituli S. Sixti.
Albericus. A. Cardinalis tituli S. Suſannæ.

Cardinales Diaconi octo.

Abbas Sublacenſis.
Joannes Abbas Cajetanus.
Abbas Sancti Andreæ.
Leo.
Gregorius.
Aldo.
Theobaldus.
Roſimanus.

Qui in damnationem dicti privilegii conſenſerunt, cum Abbatibus aliis, & multitudine innumerabili tam Clericorum quàm Laicorum.

Et poſt hæc ita in Codice.

Hæc charta lecta eſt à Gerardo Engolismenſi, Leone Oſtienſi, Galone Legionenſi Episcopis, Roberto Cardinali tituli Sancti Euſebii, & Gregorio Cardinali tituli Sanctorum duodecim Apoſtolorum, de communi aliorum conſenſu.

CXV.

ANNO 1112.

Decretum Concilii Provincialis Viennæ Galliarum anno Domini M. C. XII. *habiti. Quò Privilegium Inveſtiturarum à* PASCHALI *Papâ* II. *Imperatori* HENRICO *conceſſum damnatur, & Imperator ipſe excommunicatur.* [Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXVI. pag. 792. PHIL. LABBEI Concil. Collect. Tom. X. col. 784.]

INVESTITURAM Episcopatuum & Abbatiarum, & omnium Eccleſiaſticarum rerum de manu Laica, Sanctæ Romanæ Eccleſiæ autoritatem ſequentes, hæreſim eſſe judicamus. Scriptum illud, ſeu Privilegium, quod à Domno Paſchali Papa violenter Henricus Rex de Inveſtituris, de anathemate in perſona ſua, non ſponte extorſit, in virtute Sancti Spiritus damnamus, atque irritum eſſe, & nullius memoriæ judicamus fieri. Henricum Teutonicorum Regem, qui ſimulata pace Romam veniens, poſt data Sacramenta Domno Papæ Paſchali, vitæ, membrorum, malæ captionis, refutationis Inveſtiturarum, eumdem Domnum Papam in Sede Apoſtolica ante corpus beati Petri, poſt oſculationem pedis, oris, & faciei, proditione, perjurio, & ſacrilegio, velut alter Judas, cum Cardinalibus & Episcopis & Archiepiscopis, & multis Romanorum Nobilibus tradidit, cæpit, & raptum in caſtra inſignibus Apoſtolicis exuit, & indigne atque inhoneſtè irriſum tractavit, & ab eo nefandiſſimum & deteſtabile Scriptum violenter extorſit, excommunicamus, anathemizamus, & à gremio Sanctæ Matris Eccleſiæ ſequeſtramus, donec, his omnibus abrenuntiatis, plenam ſatisfactionem Eccleſiæ exhibeat.

CXVI.

Tractatus inter CIVITATEM ARBENSEM *in Dalmatia, & Ducem Venetorum* ORDILAPHUM * FALEDICUM; *quò præfata Civitas ſe ſe Dominio Venetorum ſub ſtipulata conſervatione conſuetudinis, ſtatus & libertatis ſuæ ſubmittit. Anno Incarnationis* 1118. *Indict.* XI. *Epacta* 26. [JOH. LUCIUS de Regno Dalmatiæ, Lib. III. pag. 119.] 1118.

* *Al.* Fatlettum.

ANNO Dominicæ Incarnationis 1118. Indict. XI. Epacta 26. concurrente. Nos namque Arben. populus, & Comes, ac tota Communitas recommendationem veritatis, & certitudinis facimus noſtris ſucceſſoribus hæredibus dimittendum, qualiter Ordilaph. Faledicus Dux Venetiarum nobis juravit ſuis cum nobilibus Joanne Treviſano Caprulano Episcopo, Dominico Paulano, Dominico Michaele, & Marino Longiferaro, & cum pluribus aliis prædictus Dux ſuo cum exercitu ibat Jadram, & nos miſimus Baptiſtam, & Madium, Sege filium, Diaconos, ad dictum Ducem, & exercitum ejus, dicentes, volumus dominio veſtro ſubeſſe, & ſi Jadrenſes noluerint, vel non potuerint, ſi voluntatis veſtræ eſt, nos perpetuò retinere in conſuetudine, ſtatu & libertate terræ noſtræ, & promiſit ei Dux, & iterum venerunt Arbum, & ipſe Dux cum ſupraſcriptis nobilibus hoc modo juravit, videlicet: Juramus vobis Arbenſibus, & veſtris hæredibus, & ſucceſſoribus perpetuò veſtram conſuetudinem, & ſtatum veſtrum, & libertatem terræ veſtræ, poteſtatemque, quam antiquitùs dicitis habuiſſe ſub Imperatore Conſtantinopolitano, & ſub Rege Ungarorum Præſulem Urbis eligendi, & Comitem, confirmatione Comitis nobis reſervata, noſtræque Curiæ, inſuper vos regere, & manu tenere, ſicuti unam ex noſtris oris Rivoalti, & ſicut vobis Dalmatinis Colomanus Rex Ungariæ juravit ſuis cum Archiepiscopis, & Episcopis, & Comitibus, ut in breviario illo continetur. Actum eſt hoc in Arben. Eccleſiæ Atrio, in tempore præfati Præſulis, & Comitis.

CXVII.

Statutum Papæ CALIXTI II. *de* Trevia Dei, *ab adventu Domini usque ad Octavas Epiphaniæ, à Quinquageſima usque ad Octavas Penteceſtes, ſimiliter & in Jejuniis quatuor Temporum, & in Vigiliis* 1119.

ANNO 1119. *Vigiliis Sanctorum, Festisque eorumdem, atque in omnibus Festis Sanctæ* MARIÆ, *observanda, editum in Concilio Remensi.* [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 864.]

IN Concilio Remensi decrevit Domnus Papa Calixtus de trevia Dei sic: Ab adventu Domini usque ad octavas Epiphaniæ observari treviam Dei. A quinquagesima usque ad octavas Pentecostes. Similiter & in jeuniis quatuor temporum, in vigiliis Sanctorum, quæ jejunantur, in festis eorumdem, in duabus Synodis a Dominica in Dominicam, in omnibus festis Sanctæ Mariæ. His temporibus æqualiter omnes pacem habeant, & monachi, & bona eorum, & mulieres, & comitatus earum omni tempore pacem habeant. Mercatores, Venatores, peregrini, similiter. Atria omni tempore in pace sint. Capellani castrorum jurent, si præda vel quodcumque raptum, vel captus aliquis ipsis scientibus ad castrum vel extra prope castrum, pro tuitione ipsius castri deductum fuerit, se nullum divinum officium ibi celebrare, non expectantes alicujus reclamationem, donec reddatur ablatum: vel si raptor dicit se jure accepisse, recomendetur, donec diffiniatur justitia illius judicis, per manum cujus causa illa debet determinari. Quod si hoc non observaverint, sciant se esse reos perjurii, & deponendos ab ordine, & reddituros capitale, & satisfacturos Episcopo de justitia sua. Similiter si cella Monachorum, vel infra castrum, vel circa castrum fuerit: monachis ibidem morantibus hæc eadem observantia ab Abbatibus per obedientiam injungatur. Quod si non observaverint, Abbates capitale reddant, & satisfaciant Episcopo de justitia sua. Infra treviam Dei nemo pannum alterius accipiat. In quarta feria sole jam occidente pulsentur campanæ per parochias, & ab illa hora usque ad feriam secundam oriente sole, observetur pax. Si infra villam, vel extra villam, aliquis aliquem vulneraverit, vel hostiliter percusserit: de eo judicabitur quemadmodum hactenus judicatum est. Si quis vero assultum faciens aliquem occiderit infra treviam, vel hostiliter combustionem fecerit, vel intra, vel extra treviam Dei: Si solutus fuerit ab uxore, vel monachus fiat, vel Hierusalem eat; si vero conjugatus fuerit, in manu Episcopi sit qualiter satisfacere debeat. Si verò cui fit assultus se defendendo homicidium fecerit, infra patriam sicut hucusque ad pœnitentiam judicabitur. Si quis autem supradictorum reus satisfacere neglexerit, nemo sepeliatur in villa, vel in loco ubi ille, vel familia illius, demorabitur; vel divinum officium celebretur, præter baptisma, sive villa sua fuerit, vel advocatus villæ extiterit. Confessio tamen, & Corpus Christi nulli negetur. Si quis treviam Dei violaverit, & usque ad ultimum vitæ satisfacere neglexerit: si ipse motu oris & facto satisfacere poterit, & satisfacere non poterit, si aliquo signo pœnitentia cognoscitur, parentes ejus si pro eo satisfacere voluerint, reddendo capitale, & satisfaciendo Episcopo pro possibilitate delinquentis, neque sepultura, neque communione privetur. Quod si aliter, nusquam sepeliatur. Qui vero eum sepelire præsumpserit, si clericus fuerit, ordine & Ecclesiastica dignitate privetur. Si quis autem appellatus fuerit de infractione hujus treviæ, & ipse negaverit: Si miles est purgabit se sua septima manu, reliqui vero Dei judicio examinabuntur. Hujus statuti violatores omni die Dominico per singulas parochias excommunicentur.

CXVIII.

20--21. Octob. *Decretum Concilii Remensis sub Papa* CALIXTO II. *habiti, de Investituris beneficiorum per manum Laicam non conferendis. Anno* 1119. *Die* XII--XIII. *Kalend. Novembris.* [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 863.]

EPISCOPATUUM & Abbatiarum investituram per manum laïcam fieri penitus prohibemus. Quicumque igitur laïcorum deinceps investire præsumpserit, anathematis ultioni subjaceat. Porro qui investitus fuerit, honore quo investitus est, absque ulla recuperationis spe, omnimodis careat.

CXIX.

ANNO. 1122. 23. Sept. L'EMPIRE ET L'EGLISE.

(1) *Conventions entre l'Empereur* HENRI V. *& le Pape* CALLISTE II. *touchant les Investitures des Evêques & des Abbez, par lesquelles l'Empereur renonce au droit d'investir avec la Crosse & l'Anneau. Faites & publiées à la Diéte de Wormes, le* 23. *Septembre* 1122. [GOLDAST. Tom. I. pag. 258. FRANÇOIS HARE'E dans sa Chronologie sur l'année 1122. G. G. LEIBNITZ, Codex Diplomaticus, pag. 2. Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXVII. pag. 43. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. X. col. 889. & 901. BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XII. ann. 1122. Chronicon Mellicense, Part. II. pag. 57. Centuriæ Magdeburgenses, Vol. III. Cent. XII. Cap. IX. *de Synodis.* LEHMANNUS, Chronicon Spirense, Lib. V. Cap. XLII. pag. 427. LUNIG, Spicilegium Ecclesiasticum, Part. I. pag. 153. (2)]

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

EGO HEINRICUS Dei gratia Romanorum Imperator Augustus, pro amore Dei, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & Domini Papæ Callixti, & pro remedio animæ meæ, dimitto Deo & Sanctis ejus Apostolis Petro & Paulo, sanctæque Catholicæ Ecclesiæ, omnem investituram per annulum & baculum, & concedo in omnibus Ecclesiis, quæ in Regno vel Imperio meo sunt, canonicam fieri electionem & liberam consecrationem.

2. Possessiones & regalia beati Petri, quæ à principio hujus discordiæ usque ad hodiernam diem, sive tempore patris mei, sive etiam meo, ablata sunt, quæ habeo, eidem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ restituo; quæ autem non habeo, ut restituantur, fideliter curabo.

3. Possessiones etiam omnium aliarum Ecclesiarum, & Principum, & omnium aliorum tam Clericorum quàm Laicorum, quæ in guerra ista amissæ sunt, consilio Principum & justitia, quas habeo, reddam, quas non habeo, ut reddantur, fideliter juvabo.

4. Et do veram pacem Domno Papæ Callixto, sanctæque Romanæ Ecclesiæ, & omnibus, qui in partibus ejus sunt, vel fuerunt: & in quibus sancta Romana Ecclesia auxilium postulaverit à me, fideliter juvabo, & de quibus fecerit mihi querimoniam, debitam sibi faciam justitiam.

Hæc omnia acta sunt consensu & consilio Principum, quorum nomina subscripta sunt:

Adelbertus Archiepiscopus Moguntinus.
Fridericus Archiepiscopus Colonienſis.
H. . . . . Ratisponeuſis Episcopus.
Otto Babenbergenſis Episcopus.
H. . . . . Augustensis Episcopus.
Godebaldus Trajectensis Episcopus.
Uldaricus Constantiensis Episcopus.
H. . . . . Fuldensis Abbas.
(*a*) Henricus Dux Bavariæ.
Fridericus Dux Sueviæ.
Bruno Dux Saxoniæ.
Dietboldus Marchio Cambiensis à Vochburg.
Bonifacius Marchio Tusciæ.
Theobaldus Marchio.
(*b*) Gotfridus Palatinus Comes Rheni.
(*c*) Otho

(*a*) *Al.* Hermannus Dux, *sine adjectione loci.*

(*b*) *Al.* Etnulfus Comes Palatinus, *sine adjectione loci.*

(1) Mr. *Leibnitz* dit qu'on peut conclurre de ce Traité, que l'Empereur a plus de droit dans les Elections, qu'on ne se l'imagine ordinairement. On ne doit pas au reste oublier d'avertir, que ce Traité n'est pas tout-à-fait le même dans *Goldast* & dans *Leibnitz*; il manque dans la Copie de ce dernier non seulement divers mots en divers endroits, mais aussi les noms de ceux, en présence desquels ce Traité se fit. C'est ce qui nous a obligé à suivre entiérement *Goldast.*

(2) On trouve encore cette Pièce ailleurs; mais toujours avec quelque diference de mots, quoiqu'il n'y en ait point dans le sens. Les deux Exemplaires les plus remplis, & les plus entiers, sont celui-ci, qui est de *Goldast*, & le suivant qui est tiré du *Bullarium magnum.* [DUM.]

ANNO 1122.

(c) Otho Palatinus Comes à Wietelsbach.
Engelbertus Marchio Istriæ.
(d) Beringarius Comes Habspurgi.
Theodoricus Comes Montisbellicardi, & alii complures. (3)

(c) *Al.* Othbertus Comes Palatinus, *sine adjectione loci.*
(d) Sultzbachensis.

PROFESSIO PAPÆ.

EGO CALLIXTUS servus servorum Dei, tibi dilecto filio HEINRICO Dei gratia Romanorum Imperatori Augusto. Concedo electiones Episcoporum & Abbatum Teutonici Regni, qui ad Regnum pertinent, in præsentia tua fieri absque simonia & aliqua violentia, ut, si qua inter discordia emerserit, Metropolitani & Provincialium consilio vel judicio, saniori parti assensum & auxilium præbeas. Electus autem regalia per sceptrum à te recipiat, & quæ ex his jure tibi debet, faciat. Ex aliis verò partibus Imperii, consecratus infra sex menses regalia à te per sceptrum recipiat, & quæ ex his jure tibi debet, faciat: exceptis omnibus, quæ ad Romanam Ecclesiam pertinere noscuntur. De quibus verò mihi querimoniam feceris, & auxilium postulaveris, secundum officii mei debitum, auxilium meum præstabo. Do tibi veram pacem, & omnibus, qui in parte tua sunt vel fuerunt tempore hujus discordiæ. Data Anno MCXXII. nono Calendas Octobris.

Ejusdem CONCORDATI *aliud Exemplar.* [Bullarium Magnum Romanum, Tom. I. pag. 58.]

Ex Parte Imperatoris.

IN nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis. Ego Henricus Dei Gratia Romanorum Imperator Augustus, pro amore Dei, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & Domini Papæ Callisti, & pro remedio animæ meæ, dimitto Deo, & Sanctis ejus Apostolis Petro & Paulo, & Sanctæ Catholicæ Ecclesiæ omnem investituram per annulum, & baculum, & concedo in omnibus Ecclesiis fieri electionem, & liberam consecrationem: possessiones, & regalia Beati Petri, quæ a principio hujus discordiæ usque ad hodiernam diem, sive tempore patris mei, sive etiam meo, ablata sunt, quæ habeo, eidem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ restituo; quæ autem non habeo, ut restituantur fideliter adjuvabo. Possessiones etiam omnium aliarum Ecclesiarum, & Principum, & aliorum tam Clericorum, quam Laicorum, consilio Principum & justitia, quas habeo, ut reddantur, fideliter juvabo. Et do veram pacem D. Papæ Callisto, S. R. Ecclesiæ, & omnibus qui in parte ipsius sunt, vel fuerunt. Et in quibus Sancta Romana Ecclesia auxilium postulaverit, fideliter juvabo, & in quibus mihi querimoniam fecerit, debitam sibi Justitiam faciam.

Adalbertus Moguntinus Archiepiscopus.
Fridericus Colonienſis Archiepiscopus.
Ratisponenſis Episcopus.
Otho Bambergenſis Episcopus.
Bruno Spirenſis Episcopus.
A. Augustenſis Episcopus.
G. Trajectenſis Episcopus.
V. Constantienſis Episcopus.
F. Abbas Fuldenſis.
Northmannus Dux.
Fridericus Dux
Bonifacius Marchio
Theobaldus Marchio.
Cynulphus Comes Palatinus
Obertus Comes Palatinus
A. Berengarius Comes
Godefridus Comes

Ego Fridericus Colonienſis Episc. & Cancellarius recognovi.

Ex Parte Papæ.

EGO Calistus servus servorum Dei, dilecto Filio suo Henrico Dei Gratia Romanorum Imperatori Augusto, concedo electiones Episcoporum, & Abbatum Theutonici Regni, qui ad regnum pertinent, in præsentia tua fieri, absque simonia & aliqua violentia, ut si qua inter partes discordia emerserit, Metropolitani, & Provincialium consilio, vel judicio, saniori parti assensum, & auxilium præbeas. Electus autem regalia per sceptrum a te recipiat, exceptis omnibus, quæ ad Romanam Ecclesiam pertinere noscuntur, & quæ ex his jure tibi debet, faciat. Ex aliis vero partibus Imperii consecratus, infra sex menses regalia per sceptrum a te recipiat. De quibus vero mihi querimoniam feceris, & auxilium postulaveris, secundum officii mei debitum, auxilium meum præstabo. Do tibi veram Pacem, & omnibus qui in parte tua sunt, vel fuerunt tempore hujus discordiæ.

ANNO 1122.

Data anno 1122. *nono Kalendas Octobris.*

CXX.

CALLISTI *Papæ* II. *Literæ Apostolicæ ad* HENRICUM V. *Imperatorem de Reconciliatione inter eos facta. Datæ Laterani Idibus Decembris.* [Bullarium magnum Romanum, Tom. I. pag. 58.] 13. Decembris.

CALLISTUS *Episcopus, Servus Servorum Dei, Charissimo in Christo filio* HENRICO *glorioso Romanorum Imperatori Augusto, salutem & Apostolicam Benedictionem.*

OMNIPOTENTI Domino Deo nostro auctori omnium bonorum laudes, & gratias agimus, qui per immensam bonitatis suæ Clementiam cor tuum aspiratione sui Spiritus illustravit, & te jam dudum nimium reluctantem, nunc tandem ad Ecclesiæ gremium revocavit. Siquidem prout dilecti filii nostri, & Diaconi Cardinales, & fidelium nuntiorum tuorum relatione, ac literarum lectione percepimus, sano usus consilio, nostris, & Ecclesiæ Catholicæ salutaribus monitis humiliter obedisti: & nos ergo in Beati Petri filium paternæ affectionis brachiis te suscipimus & personam tuam, & imperium tanto deinceps amplius & benignius diligere, ac divina præeunte Gratia honorare optamus, quantò devotius præ tuis modernis prædecessoribus Romanæ Ecclesiæ obedisti, & quantò specialius carnis es nobis consanguinitate conjunctus. Age ergo, fili chariſſime, ut & tu nobis, & nos te fruamur in Domino. Perpendat Imperialis excellentia tua, quantùm, diuturna Ecclesiæ, Imperiique discordia, Europæ fidelibus intulerit detrimentum, & quantum nostra pax afferre poterit boni fructus, Domino cooperante, incrementum. Sanè de statu nostro noverit tua dilectio, quia licet nos graviter quandoque infirmi fuerimus, nunc tamen per Dei gratiam incolumes sumus, & tuam tam animæ, quàm corporis sanitatem per omnia desideramus. De iis autem quæ viva voce referenda prædictis fidelibus tuis Nunciis commisisti, per eosdem quid nobis, & nostris videatur fratribus, respondemus. Legatos itaque nostros qui apud vos sunt, benevolentiæ vestræ attentiùs commendantes rogamus, ut quia Concilium indictum à nobis accelerat, citò eos ad nos Domino largiente remittas. Tuos verò Legatos ita instructos dirigas, ut juxta promissum tuum regalia in integrum Ecclesiæ Romanæ restituant. Ad hæc, pro nepote nostro Metensi Episcopo, & fratribus ejus gratias tuæ benignitati referimus, quoniam in iis primitias bonitatis tuæ cognovimus. Illa enim bonæ voluntatis pax esse conspicitur, ex qua bonæ voluntatis opera demonstrantur. Fratres enim Episcopi, Cardinales, & totus Romanus Clerus unà nobiscum te & Principes, & Barones tuos salutant, divinæ majestatis misericordiam deprecantes, ut vos ad honorem suum, & Ecclesiæ suæ in longum custodiat.

Data Laterani, Idibus Decembris.

CXXI.

Acte de Partage entre ILDEFONS *Comte de Toulouse, &* RAYMOND *Comte de Barcelonne, maris de* DULCIE *&de* FAYDETTE, *sœurs; par lequel ils promettent de ne point aliéner le Comté de Provence au préjudice de leurs enfans, & qu'ils ne pourront l'engager ni hypothéquer qu'en présence de quatre parens; & se transportent les foy & hommage de leurs Sujets. Fait le* 16. *de Septem-* 1125. 16. Sept. TOULOUSE ET BARCELONE.

(3) *L'Edition Royale des Conciles ajoute ici ce qui suit:* Ego Fridericus Colonienſis Episcopus & Cancellarius recognovi. Hoc autem Privilegium aureo Sigillo ipsius Imperatoris munitum in Archivis Romanæ Ecclesiæ tenetur reconditum. [DUM.]

ANNO 1125. *Septembre* 1125. [NOEL GAILLARD, dans les *Remontrances de la Nobleſſe de Provence au Roi*, pag. 47.]

Tenor Inſtrumenti Pacis & Concordiæ habitæ cum Comite Tholoſano, ad cauſam limitum Provinciæ.

(1) IN NOMINE DOMINI. Sit notum cunctis præſentibus atque futuris, quòd hæc eſt Pax atque Concordia inter Idelphonſum Tholoſanum Comitem, & Sancti Ægidii, & Raymundum Barchinonenſem Comitem, & uxorem ejus Dulciam Comitiſſam, ac filios eorum & filias, de ipſis querimoniis quas inter ſe habebant de ipſo Caſtro de Belcaire, & de Argentia, & de toto territorio Argentiæ, & de toto Comitatu totius Provinciæ: diffinimus namque & evacuamus Nos prædicti Raymundus Barchinonenſis Comes, & uxor mea Dulcia Comitiſſa, & filii noſtri ac filiæ, prædicto Idelphonſo Comiti prædictum Caſtrum de Belcaire, & prædictam Terram de Argentia, cum omnibus ſibi pertinentibus, & totam Terram de Provincia, ſicut habetur & continetur, ab ipſo flumine Durentiæ usque ad flumen de Yſera, cum ipſo Caſtro de Volebrega; quantum infra prædictos terminos habemus vel habere debemus Nos vel homines per nos aliqua ratione vel authoritate, excepta medietate Civitatis de Avenione, & de Caſtro, & de fortitudinibus quæ ibi ſunt vel erunt, & de Territoriis, & de hominibus omnibus, & de univerſis his quæ ad prædictam Civitatem, quoquomodo pertinent, & excepta medietate de ipſo Caſtro de Ponte de Sorgia, & de ipſa Villa, & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad prædictam Villam vel Caſtrum de Ponte de Sorgia quoquomodo pertinere videntur, & excepta medietate de ipſo Caſtro de Caumont, & de ipſa Villa & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad ipſam Villam vel Caſtrum de Caumont, quoquomodo pertinere videntur, & excepta medietate de ipſo Caſtro de Tor, & de ipſis Villis, & de eorum territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictum Caſtrum de Tor, vel ad ipſas Villas pertinere videntur, ſicut ſupra ſcriptum eſt. Nos prædicti Raymundus Barchinonenſis Comes & uxor mea Dulcia Comitiſſa, & filii noſtri, ac filiæ, ſic diffinimus, & evacuamus, laxamus atque donamus tibi prædicto Ildephonſo Comiti per fidem ſive engan, ſicut tu vel aliquis per te ad utilitatem tuam meliùs intelligere poteſt, cum Comitatibus & Caſtellis & Epiſcopatibus omnibus univerſis in ſe exiſtentibus, & ad ſe qualicunque modo pertinentibus, excepta medietate ipſius Civitatis de Avinione & de ipſius Caſtro & fortitudinibus ac territoriis; & ſimiliter de ipſo Caſtro de Ponte & de ipſa Villa & de ipſo de Caumont & de Tor; quæ omnia ſicut ſuperiùs dictum eſt nobis fideliter reſervamus: in prædicta autem Civitate de Avinione, vel in prædictis Caſtris de Ponte ſcilicet de Caumont & de Tor, ſi quis prædictorum Comitum, Ildefonſi ſcilicet atque Raymundi, per ſe, aut per ſuos aliqua occaſione aliquid honoris acquiſierint, alter ſine alterius conſilio communiter habeant, ſine miſſione pecuniæ vel honoris, quam ibi non faciat ipſe ſine cujus conſilio facta fuerit acquiſitio illa. Et ego Ildephonſus prædictus Comes Tholoſanus & conjux mea Faidida diffinimus, evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchinonenſi Comiti, & Provinciæ Marchioni, & uxori tuæ Dulciæ Comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris, medietatem ipſius Civitatis de Avinione, & de ipſo Caſtro, & de fortitudinibus quæ ibi ſunt vel erunt, & de hominibus omnibus & territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictam Civitatem pertinent, & ſimiliter medietatem de ipſo Caſtro de Ponte de Sorgia, & de ipſa Villa & territoriis, & de hominibus omnibus quæ ad prædictum Caſtrum de Ponte de Sorgia pertinere videntur, & medietatem de ipſo Caſtro de Caumont, & de ipſa Villa & territoriis, & omnibus hominibus, & de his omnibus quæ ad prædictum Caſtrum pertinere videntur, & medietatem de ipſo Caſtro de Tor, & de ipſis villis & de territoriis & hominibus omnibus quæ ad prædictum Caſtrum pertinere videntur, totam terram Provinciæ cum ipſo Caſtro de Moſoaga, ſicut in monte jam fluminis Durentiæ naſcitur, & vadit usque ad ipſum flumen Rhodani, & ipſe Rhodanus vadit inter inſulam de Luparis & Argenciam, & tranſit per Furcas, & vadit ante Villam Sancti Egidii usque ad ipſum mare, ſicut ſuperiùs dictum eſt. Ego Ildephonſus & uxor mea Faidida ſic diffinimus & evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchinonenſi Comiti & Provinciæ Marchioni, & uxori tuæ Dulciæ Comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris prædictam Terram totam, ſicut ſuperiùs ſcriptum eſt, & Durentia in monte jam naſcitur, & ipſe mons per fines Italiæ deſcendit ad ipſam Terram Turbiæ, & usque in medium Maris, & ipſa Durentia vadit in Rodanum, & ipſe Rodanus, ſicut dictum eſt, deſcendit in Mare, & usque in medium Maris eſt, cum Civitatibus & Caſtellis omnibus & fortitudinibus univerſis, Archiepiſcopatibus & Villis & territoriis omnibus quantum dici vel numerari poteſt infra prædictos terminos, & Nos habemus vel aliqua ratione vel authoritate habere debemus, cum univerſis in ſe exiſtentibus, & ad ſe qualicumque modo pertinentibus, ſicut Vos vel aliqui per Vos ad utilitatem veſtram meliùs intelligere poteſtis, per fidem ſive engan: de prædictis autem honoribus quos inter Nos dividimus, Ego Ildephonſus non dabo nec impignorabo, nec poſt mortem meam alicui laxabo niſi tantùm infantibus meis quos de propria uxore habuerim: & ſi pignorationem facere voluero, ſuſcipiam à Vobis quatuor propinquos quos alia perſona mihi fidelitatem præſtare voluerit; & de hoc expectabo Vos ſine veſtro engan per menſes ſex; militibus autem & hominibus cæteris qui in honore illo ſunt, quæ Vobis diffinivi, laxavi atque donavi, omni occaſione poſtpoſita, mando ut Vobis præſcripto Raymundo, ſcilicet Barchinonenſi Comiti, & uxori veſtræ Dulciæ Comitiſſæ, & filiis ac filiabus veſtris, fidelitatem faciant, & ab illa quam mihi fecerunt fidelitate ab indicante ſcriptura de hominio & ſacramento abſolvo: & ſi obiero ſine infante de propria uxore, totum quod ſuperiùs dictum eſt Vobis præſcriptis ſine omni dubitatione dimitto, laxo atque concedo; & Aymericus habeat in Belcaire & in Argentia per vos illum fenum quem per me debet habere, & Bernardus de Anduſia habeat illum fenum per Aymericum: de prædictis autem honoribus quos inter Nos dividimus, Ego Raymundus prædictus Comes Barchinonenſis, & Dulcia Comitiſſa, non dabimus nec impignorabimus, nec poſt mortem noſtram alicui laxabimus niſi tantum infantibus noſtris: & ſi impignorationem facere voluerimus, ſuſcipiamus à Vobis quatuor propinquos quos alia perſona fidelitatem Nobis præſtare voluerit; & de hoc expectabimus Vos ſine Veſtro engano per menſes ſex: militibus autem & hominibus cæteris qui in honore illo ſunt, quem Vobis diffinivimus, laxavimus atque donavimus, omni occaſione poſtpoſita, mandamus ut Tibi præſcripto Ildefonſo Comiti fidelitatem faciant, & ab illa quam Nobis fecerunt fidelitate hac indicante ſcriptura de hominio & ſacramento abſolvimus; & ſi obierimus ſine infante, Totum quod ſuperiùs dictum eſt Tibi præſcripto ſine omni dilatione dimittimus, laxamus, concedimus: ſi quis autem hanc concordationis, diffinitionis, evacuationis ſive donationis ſcripturam dirumpere tentaverit, non valeat; ſed prædicta omnia in duplum componat, & præſens ſcriptura prætermittere inviolabiliter maneat, quæ acta eſt decimo ſexto Calendas Octobris Dominicæ Incarnationis, anno centeſimo viceſimo quinto poſt milleſimum. ANNO 1125.

Extrait du Regiſtre Pargamenorum, fol. 19. verſ. *conſervé aux Archifs du Roi en Provence. Collationé par moi ſon Conſeiller Auditeur Secretaire & Archivaire audit Pays, ſouſſigné.*

BONAUD.

(1) Il paroit par cet Acte, qu'il n'y avoit point de Loi d'Etat qui empêchât l'alienation du Comté de Provence.

CXXII.

REGULA *Equeſtris Ordinis pauperum Commilitonum* TEMPLARIORUM *primo in Conventu generali apud* Trecas *annò* 1128. *habito ordinata, ac eodem anno ad inſtantiam eorum per* HONORIUM II. *Papam in Concilio* Trecenſi *confirmata, ſcriptisque mandata.* [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 923.] 1128.

OMNIBUS in primis ſermo noſter dirigitur, quicumque proprias voluntates ſequi contemnunt, & ſummo ac vero Regi militare animi puritate cupiunt, ut obedientiæ armaturam præclaram aſſumere, intentiſſima cura implendo præoptent, & perſeverando impleant. Hortamur itaque, qui usque nunc militiam ſæcularem, in qua Chriſtus non fuit cauſa, ſed ſolo humano favore amplexati eſtis, quatenus horum unitati, quos Dominus ex maſſa perditionis elegit, & ad defenſionem Sanctæ Eccleſiæ gratuita pietate compoſuit, vos ſociandos perenniter feſtinetis. Ante omnia autem, quicumque es, o Chriſti miles, tam ſanctam con-

ANNO 1128. converſationem eligens, te circa profeſſionem tuam oportet puram adhibere diligentiam, ac firmam perſeverantiam; quæ à Deo tam digna, ſancta, & ſublimis eſſe dicognoscitur, ut ſi pure & perſeveranter obſervetur, inter militantes, qui pro Chriſto animas ſuas dederunt, ſortem obtinere mereberis. In ipſa namque refloruit jam & reluxit ordo militaris, qui despecto justitiæ zelo, non pauperes aut Eccleſias defenſare, quod ſuum erat, ſed rapere, ſpoliare, interficere contendebant. Bene igitur nobiscum agitur, quibus Dominus & Salvator noſter Jeſus Chriſtus amicos ſuos à Civitate Sancta in continuum Franciæ & Burgundiæ direxit, qui pro noſtra ſalute veræque fidei propagatione non ceſſant animas ſuas hoſtiam Deo placentem offerre. Nos ergo cum omni gratulatione ac fraterna pietate, precibusque Magiſtri Hugonis, in quo prædicta militia ſumpſit exordium, cum Spiritu Sancto intimante, ex diverſis Ultramontanæ provinciæ manſionibus in ſolennitate Sancti Hilarii anno MCXXVIII. ab Incarnato Dei Filio, ab inchoatione prædictæ militiæ IX. ad Trecas, Deo Duce, in unum convenientes, modum & obſervantiam equeſtris Ordinis per ſingula Capitula ex ore ipſius Magiſtri Hugonis audire meruimus, ac juxta notitiam exiguitatis noſtræ ſcientiæ, quod nobis videbatur abſurdum, omneque quod in præſenti Concilio nequivit eſſe nobis memorabiliter relatum ac computatum, non levitate ſed conſulte, providentiæ & discretioni venerabilis patris noſtri Honorii, ac inclyti Patriarchæ Hieroſolymitani Stephani, fertilitate ac neceſſitate non ignari Orientalis religionis, nec non pauperum commilitonum Chriſti, conſilio communis Capituli unanimiter commendavimus. Sane autem prorſus licet noſtri dictaminis autoritatem permaximus numerus religioſorum Patrum, qui in illo Concilio divina admonitione convenerunt, commendat: non debemus ſilenter tranſire, quibus videntibus, & veras ſententias proferentibus, ego Joannes Michaelenſis præſentis paginæ, juſſu Concilii ac venerabilis Abbatis Claræ-vallenſis, cui creditum ac debitum hoc erat, humilis Scriba eſſe Divina gratia merui.

Nomina Patrum reſidentium in Concilio Trecenſi.

Primus quidem reſedit Matthæus Albanenſis Epiſcopus, Dei gratia Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Legatus, deinde Rainaldus Archiepiſcopus Remenſis, tertius Henricus Archiepiſcopus Senonenſis, dehinc Coepiſcopi eorum, Ranckedus Carnotenſis Epiſcopus, Goſſenus Sueſſionum Epiſcopus, Epiſcopus Pariſienſis, Epiſcopus Trecenſis, Præſul Aurelianenſis, Epiſcopus Autiſiodorenſis, Epiſcopus Meldenſis, Epiſcopus Catalaunenſis, Epiſcopus Laudunenſis, Epiſcopus Belvacenſis, Abbas Vezeliacenſis, qui non multo poſt factus eſt Lugdunenſis Archiepiſcopus, ac Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Legatus, Abbas Ciſtercienſis, Abbas Pontiniacenſis, Abbas trium Fontium, Abbas Sancti Dionyſii de Remis, Abbas Sancti Stephani de Divione, Abbas ... ſupra nominatus Abbas Bernardus Claræ-vallenſis non defuit, cujus ſententiam præſcripti libera voce collaudabant. Fuerunt autem & Magiſter Albericus Remenſis, & Magiſter Fulgerius, ac complures alii, quos longum eſſet enumerare. Cæterum vero de non litteratis idoneum nobis videtur ut teſtes amatores veritatis adducantur in medium. Comes Theobaudus, Comesque Nivernenſis, ac Andreas de Bandinento, intentiſſima cura quod erat optimum ſcrutantes, quod eis videbatur abſurdum temperantes in Concilio ſic aſſiſtebant. Ipſe vero Magiſter militiæ, Hugo nomine, revera non defuit, & quosdam de fratribus ſuis ſecum habuit, verbi gratia, fratrem Godefridum, fratrem Roralium, fratrem Gaufridum Biſol, fratrem Paganum de Monte Deſiderii, Archembaudum de Sancto Amano. Iſte vero Magiſter Hugo cum ſuis diſcipulis modum & obſervantiam exiguæ inchoationis ſui militaris Ordinis, qui ab illo qui dicit: Ego principium qui & loquor vobis, ſumpſit exordium, juxta memoriæ ſuæ notitiam ſupra nominatis Patribus intimavit. Placuit itaque Concilio, ut conſilium ibi lima & conſideratione divinarum Scripturarum diligenter examinatum, tamen cum providentia Papæ Romanorum ac Patriarchæ Hieroſolymitarum, nec non etiam aſſenſu Capituli pauperum commilitonum Templi quod eſt in Jeruſalem, ſcripto commendaretur, ne oblivioni traderetur, & inenodabiliter ſervaretur: ut recto curſu ad ſuum conditorem, cujus dulcedo tam mel ſuperat, ut ei comparatum velut abſynthium ſit amariſſimum, pervenire digne mereantur, præſtante cui militant, & militare queant per infinita ſæculorum ſæcula. Amen.

Incipit REGULA *pauperum Commilitonum Sanctæ Civitatis.* ANNO 1128.

I.

Qualiter Divinum Officium audiant.

Vos quidem propriis voluntatibus abrenuntiantes, atque alii pro animarum Salute vobiscum ad terminum cum equis & armis ſummo Regi militantes, Matutinas & omne Servitium integrum, ſecundum canonicam inſtitutionem, ac regularium Doctorum Sanctæ Civitatis conſuetudinem, pio ac puro affectu audire univerſaliter ſtudeatis. Idcirco vobis, venerabiles fratres, maxime debetur, quia præſentis vitæ luce despecta, contemptoque veſtrorum corporum cruciatu, ſævientem Mundum pro Dei amore vilescere perenniter promiſiſtis: divino cibo refecti ac ſatiati, & dominicis præceptis eruditi & firmati, poſt myſterii Divini conſummationem nullus pavescat ad pugnam, ſed paratus ſit ad coronam.

II.

Quot Orationes Dominicas, ſi Dei Servitium audire nequiverint, dicant.

Ceterum ſi aliquis frater negotio Orientalis Chriſtianitatis forte remotus (quod ſæpius eveniſſe non dubitamus) pro tali abſentia Dei Servitium non audierit: pro Matutinis, tredecim Orationes Dominicas; pro ſingulis horis ſeptem; ſed pro Vesperis novem dicere collaudamus, ac libera voce unanimiter affirmamus. Iſti etenim in ſalutifero labore ita directi, non poſſunt accurrere hora competenti ad Divinum Officium. Sed ſi fieri poteſt, horæ conſtitutæ non prætereant ante inſtitutum debitum.

III.

Quid agendum pro Fratribus defunctis.

Quando vero quilibet fratrum remanentium, morti, quæ nulli parcit, impendit quod eſt impoſſibile auferri: Capellanis ac Clericis vobiscum ad terminum caritative Summo Sacerdoti ſervientibus, creditum Officium & Miſſam ſolenniter pro ejus anima Chriſto animi puritate jubemus offerre. Fratres autem ibi adſtantes, & in orationibus pro fratris defuncti ſalute pernoctantes, centum Orationes Dominicas usque ad diem ſeptimum pro fratre defuncto perſolvant: ab illo die quo eis obitus fratris denunciatus fuerit, usque ad prædictum diem, centenarius numerus perfectionis integritatem cum fraterna obſervatione habeat. Adhuc nempe Divina ac miſericordi caritate deprecamur, atque paſtorali autoritate jubemus, ut quotidie, ſicut fratri in vicibus dabatur & debetur, ita quod eſt neceſſarium ſuſtentationi hujus vitæ, in cibo & potu tantum cuidam pauperi donec ad quadrageſimum diem impendatur. Omnes enim alias oblationes, quas in morte fratrum, & in Paſchali ſolennitate, cæterisque ſolennitatibus, Domino, pauperum commilitonum Chriſti ſpontanea paupertas indiscrete reddere conſueverat, omnino prohibemus.

IV.

Capellani victum & veſtitum tantum habeant.

Alias verò oblationes, & omnia eleemoſynarum genera, quoquo modo fiant, Capellanis, vel aliis ad tempus manentibus, unitati communis Capituli reddere pervigili cura præcipimus. Servitores itaque Eccleſiæ victum & amictum ſecundum autoritatem tantum habeant, & nihil amplius habere præſumant, niſi magiſtri ſponte caritative dederint.

V.

De militibus defunctis qui ſunt ad terminum.

Sunt namque milites in Domo Dei, Templique Salomonis, ad terminum miſericorditer nobiscum degentes. Unde ineffabili miſeratione vos rogamus, deprecamur, & ad ultimum obnixe jubemus, ut ſi interim tremenda poteſtas ad ultimum diem aliquem perduxerit, Divino amore, ac fraterna pietate, ſeptem dies ſuſtentationis, pro anima ejus, quidam pauper habeat.

VI.

Ut nullus Frater remanens Oblationem faciat.

Decrevimus, ut ſuperius dictum eſt, quod nullus fratrum remanentium aliam oblationem agere præſumat;

ANNO 1128. mat: sed die noctuque mundo corde in sua professione maneat, ut sapientissimo Prophetarum in hoc se æquipollere valeat: Calicem salutaris accipiam, & in morte mea mortem Domini imitabor: quia sicut Christus pro me animam suam posuit, ita & ego pro fratribus animam ponere sum paratus. Ecce competentem oblationem: ecce hostiam viventem Deoque placentem.

VII.

De immoderata Statione.

Quod autem auribus nostris verissimus testis insonuit, videlicet immoderata Statione & sine mensura stando Divinum Officium vos audire: ita fieri non præcipimus, imo vituperamus: Sed finito Psalmo, *Venite exultemus Domino*, cum invitatorio & hymno, omnes sedere tam fortes quam debiles, propter scandalum evitandum, nos jubemus. Vobis vero residentibus, unoquoque Psalmo finito, in recitatione *Gloria Patri*, de sedibus vestris ad altaria supplicando, ob reverentiam Sanctæ Trinitatis ibi nominatæ, surgere, & debilibus inclinare demonstramus. Sic etiam in recitatione Evangelii, & ad *Te Deum laudamus*, & per totas laudes, donec finito *Benedicamus Domino*, stare adscribimus, & eamdem Regulam in Matutinis Sanctæ Mariæ teneri jubemus.

VIII.

De refectione Conventus.

In uno quidem palatio, sed melius dicitur refectorio, communiter vos cibum accipere credimus, ubi, quando aliquid necessarium fuerit, pro signorum ignorantia, leniter ac privatim quærere oportet. Sic omni tempore, quæ vobis necessaria sunt cum omni humilitate & subjectione reverentiæ petite ad mensam, cum Apostolus dicat: *Panem tuum cum silentio manduca.* Et Psalmista vos animare debet, dicens: *Posui ori meo custodiam*, id est apud me deliberavi, *ut non delinquerem in lingua*, id est, custodiebam os meum ne male loquerer.

IX.

De lectione.

In prandio & cœna semper sit sancta lectio recitata. Si Dominum diligimus, salutifera ejus verba atque præcepta intentissima aure desiderare debemus. Lector autem lectionum vobis indicat silentium.

X.

De carnis refectione.

In hebdomada namque, nisi natalis dies Domini, vel Pascha, vel festum Sanctæ Mariæ, aut omnium Sanctorum evenerit vobis ter refectio carnis sufficiat: quia assueta carnis comestio intelligitur honorosa corruptio corporum. Si vero in die martis tale jejunium evenerit, ut esus carnium retrahatur, in crastino abundanter vobis impendatur. Die autem Dominico omnibus militibus remanentibus nec non capellanis, duo fercula in honorem sanctæ resurectionis bonum & idoneum indubitanter videtur. Alii autem, videlicet armigeri & clientes, uno contenti, cum gratiarum actione permaneant.

XI.

Qualiter manducare milites debeant.

Duos & duos manducare generaliter oportet, ut solerter unus de altero provideat, ne asperitas vitæ, vel furtiva abstinentia in omni prandio intermisceatur. Hoc autem juste judicamus, ut unusquisque miles aut frater æqualem & æquipollentem vini mensuram per se solus habeat.

XII.

Ut aliis diebus duo aut tria leguminum fercula sufficiant.

Aliis nam diebus, videlicet secunda & quarta feria, nec non & Sabbato, duo aut tria leguminum vel aliorum ciborum fercula, aut, ut ita dicam, cocta pulmentaria, omnibus sufficere credimus: & ita teneri jubemus, ut forte qui ex uno non potuerit edere, ex alio reficiatur.

XIII.

ANNO. 1128.

Quo cibo sexta feria reficere oportet.

Sexta autem feria cibum quadragesimalem ob reverentiam Passionis omni Congregationi, remota infirmorum imbecillitate, semel sufficere à festo omnium Sanctorum usque in Pascha, nisi natalis dies Domini vel festum Sanctæ Mariæ aut Apostolorum evenerit, collaudamus. Alio vero tempore, nisi generale jejunium evenerit, bis reficiantur.

XIV.

Post refectionem semper gratias referant.

Post prandium vero & cœnam semper in Ecclesia, si prope est, vel, si ita non est, in eodem loco, summo procuratori nostro, qui est Christus, gratias, ut decet, cum humiliato corde referre inenodabiliter præcipimus: famulis aut pauperibus fragmenta, panibus tamen integris reservatis, distribuere fraterna caritate debent & jubentur.

XV.

Ut decimus panis semper eleemosynario detur.

Licet paupertatis præmium quod est Regnum cœlorum, pauperibus procul dubio debeatur: vobis tamen, quos Christiana fides de illis indubitanter fatetur, decimum totius panis quotidie eleemosynario vestro dare jubemus.

XVI.

Ut collatio fit in arbitrio Magistri.

Cum vero Sol orientalem regionem deserit, & ad * ibernam descendit, audito signo, ut est ejusdem regionis consuetudo, omnes ad Completas oportet incedere vos, ac prius generalem collationem sumere peroptamus. Hanc autem collationem in dispositione & arbitrio Magistri ponimus, ut quando voluerit, de aqua; & quando jubebit misericorditer, ex vino temperato competenter recipiatur. Verum hoc non ad nimiam satietatem oportet & in luxu fieri, sed parcius; quia apostatare etiam sapientes videmus.

* *forte*, Iberniam.

XVII.

Ut finitis Completis silentium teneatur.

Finitis itaque Completis ad stratum ire oportet. Fratribus igitur à Completoriis exeuntibus nulla sit denuo licentia loqui in publico, nisi necessitate cogente; armigero autem suo quæ dicturus est, leniter dicat. Est vero forsitan ut in tali intervallo vobis de Completorio exeuntibus, maxima necessitate cogente, de militari negotio, aut de statu domus nostræ, quia dies ad hoc vobis sufficere non creditur, cum quadam fratrum parte ipsum Magistrum, vel illum cui domus dominium post Magistrum est debitum, oporteat loqui. Hoc autem ita fieri jubemus: & ideo quia scriptum est: *in multiloquio non effugies peccatum*; Et alibi: *Mors & vita in manibus linguæ.* In illo colloquio scurrilitates & verba otiosa ac risum moventia omnino prohibemus: & vobis ad lectulum euntibus, Dominicam Orationem, si aliquis quid stultum est locutus, cum humilitate & puritatis devotione dicere jubemus.

XVIII.

Ut fatigati ad Matutinas non surgant.

Fatigatos nempe milites non ita, ut vobis est manifestum, surgere ad Matutinas collaudamus: sed assensu Magistri, vel illius cui creditum fuerit à Magistro, eos quiescere, & tredecim orationes constitutas sic cantare, ut mens ipsorum voci concordet, juxta illud Prophetæ: *Psallite Domino sapienter*: & illud: *In conspectu Angelorum, psallam tibi*: vos unanimes collaudamus. Hoc autem in arbitrio Magistri semper consistere debet.

XIX.

Ut communitas victus inter Fratres servetur.

Legitur in Divina pagina: *Dividebatur singulis, prout cuique opus erat.* Ideo non dicimus, ut sit personarum acceptio, sed infirmitatum debet esse consideratio. Ubi autem qui minus indiget, agat Deo gratias, & non contristetur: qui vero indiget humiliet se pro infirmitate, non extollatur pro misericordia, & ita omnia membra erunt in pace. Hoc autem prohibemus,

ANNO 1128. mus, ut nulli immoderatam abstinentiam amplecti liceat, sed communem vitam instanter teneant.

XX.

De qualitate & modo vestimenti.

Vestimenta autem unius coloris semper esse jubemus, verbi gratia, alba, vel nigra, vel, ut ita dicam, burella. Omnibus autem militibus professis in hyeme & in æstate, si fieri potest, alba vestimenta concedimus, ut qui tenebrosam vitam postposuerint, per liquidam & albam suo conditori se reconciliari agnoscant. Quid albedo, nisi integra castitas? Castitas, securitas mentis, sanitas corporis est. Nisi enim unusquisque miles castus perseveraverit, ad perpetuam requiem venire, & Deum videre non poterit; testante Apostolo Paulo: *Pacem sectamini cum omnibus & castimoniam, sine qua nemo videbit Dominum.* Sed quia hujusmodi indumentum, arrogantiæ ac superfluitatis æstimatione carere debet: talia habere omnibus jubemus, ut solus leniter per se vestire & exuere, & calceare ac discalceare valeat. Procurator hujus ministerii pervigili cura hoc vitare præsumat, ne nimis longa aut nimis curta, sed mensurata ipsis utentibus, secundum uniuscujusque quantitatem, suis frarribus tribuat. Accipientes itaque nova, vetera semper reddant in præsenti, reponenda in camera, vel ubi frater, cujus est ministerium, decreverit propter armigeros & clientes, & quandoque pro pauperibus.

XXI.

Quod famuli vestimenta alba, hoc est pallia, non habeant.

Hoc nempe, quod erat in domo Dei ac suorum militum Templi, sine discretione ac consilio communis Capituli, obnixe contradicimus, & funditus quasi quoddam vitium peculiare amputare præcipimus. Habebant enim olim famuli & armigeri alba vestimenta, unde veniebant damna importabilia. Surrexerunt namque in Ultramontanis partibus quidam pseudo-fratres, conjugati, & alii, dicentes se esse de Templo, cum sint de Mundo. Hi nempe tantas contumelias totque damna militari Ordini acquisierunt, & clientes remanentes plurima scandala oriri inde superbiendo fecerunt. Habeant igitur assidue nigra: Sed si talia non possint invenire, habeant qualia inveniri possunt in illa provincia qua degunt, aut quod vilius unius coloris comparari potest, videlicet burella.

XXII.

Quod milites remanentes tantum alba habeant.

Nulli ergo concessum est candidas Chlamydes deferre, aut alba pallia habere, nisi nominatis militibus Christi.

XXIII.

Ut pellibus agnorum utantur.

Decrevimus communi consilio, ut nullus frater remanens, pelles perenniter, aut pelliciam, vel aliquid tale, quod ad usum corporis pertineat, etiamque coopertorium, nisi agnorum vel arietum, habeat.

XXIV.

Ut vetusta armigeris dividantur.

Procurator vel dator pannorum omni observantia veteres semper armigeris, & clientibus, & quandoque pauperibus, fideliter æqualiterque erogare intendat.

XXV.

Cupiens optima, deteriora habeat.

Si aliquis frater remanens, ex debito, aut ex motu superbiæ, pulcra vel optima habere voluerit, ex tali præsumptione procul dubio viliffima merebitur.

XXVI.

Ut quantitas & qualitas vestimentorum servetur.

Quantitatem secundum corporum magnitudinem largitatemque vestimentorum observare oportet: dator pannorum sit in hoc curiosus.

XXVII.

Ut dator pannorum in primis æqualitatem servet.

Longitudinem, ut superius dictum est, cum æquali mensura, ne vel susurronum vel * Comminatorum aliquid oculus notare præsumat, procurator fraterno intuitu consideret; & in omnibus supradictis, Dei retributionem humiliter cogitet. ANNO 1128.

* *forte*, criminatorum.

XXVIII.

De superfluitate Capillorum.

Omnes fratres, remanentes principaliter, ita tonsos habere Capillos oportet, ut regulariter ante & retro, & ordinate, considerare possint; & in barba, & in grennionibus eadem regula indeclinabiliter observetur, ne superfluitas, aut facetiæ vitium denotetur.

XXIX.

De rostris & laqueis.

De rostris & laqueis manifestum est esse gentilitium. Et cum abominabile hoc omnibus agnoscatur, prohibemus & contradicimus, ut aliquis ea non habeat, immo prorsus carear. Aliis autem ad tempus famulantibus, rostra, & laquea, & capillorum superfluitatem, & vestium immoderatam longitudinem, habere non permittimus, sed omnino contradicimus. Servientibus enim summo conditori munditia interius exteriusque valde necessaria, eo ipso attestante, qui ait: *Estote mundi, quia ego mundus sum.*

XXX.

De numero equorum & armigerorum.

Unicuique vestrorum militum tres equos licet habere, quia domus Dei Templique Salomonis eximia paupertas amplius non permittit impræsentiarum augere, nisi cum Magistri licentia.

XXXI.

Nullus armigerum gratis servientem feriat.

Solum autem armigerum singulis militibus eadem causa concedimus. Sed si gratis & caritative ille armiger cuiquam militi fuerit, non licet ei eum verberare, nec etiam qualibet culpa percutere.

XXXII.

Qualiter ad tempus remanentes recipiantur.

Omnibus militibus servire Jesu Christo animi puritate in eadem domo ad terminum cupientibus, equos in tali negotio quotidiano idoneos, & arma, & quidquid ei necessarium fuerit, emere fideliter jubemus. Deinde vero, ex utraque parte æqualitate servata, bonum & utile appreciari equos judicavimus. Habeatur itaque precium in scripto, ne tradatur oblivioni: & quidquid militi, vel ejus equis, vel armigero, erit necessarium, adjunctis & ferris equorum secundum facultatem domus, ex eadem domo fraterna caritate impendatur. Si vero interim equos suos miles aliquo eventu in hoc servitio amiserit: Magister, prout facultas domus hoc exigit, alios administrabit. Adveniente autem termino repatriandi, medietatem precii ipse miles Divino amore concedat, alteram ex communi fratrum, si ei placet, recipiat.

XXXIII.

Quod nullus juxta propriam voluntatem incedat.

Convenit his nempe militibus, qui nihil sibi Christo carius existimant, propter servitium secundum quod professi, & propter gloriam summæ beatitudinis, vel metum gehennæ, ut obedientiam indesinenter Magistro teneant. Tenenda est itaque, ut mox, ubi aliquid imperatum à Magistro fuerit, vel ab illo cui Magister mandatum dederit, sine mora, ac si Divinitus imperetur, moram pati nesciant in faciendo. De talibus enim ipsa Veritas dicit: *Ab auditu auris obedivit mihi.*

XXXIV.

Si licet ire per villam sine jussu Magistri.

Ergo hospitales milites propriam voluntatem relinquentes, & alios ad terminum servientes, deprecamur, & firmiter eis jubemus, ut sine Magistri licentia, vel cui creditum hoc fuerit in villam ire non præsummant, præterquam noctu ad sepulcrum, & ad Stationes quæ intra muros Sanctæ Civitatis continentur.

XXXV.

ANNO 1128.

XXXV.

Si licet eum ambulare ſolum.

Hi vero ita ambulantes, non ſine cuſtode, id eſt milite aut fratre remanente, nec in die, nec in nocte iter inchoare audeant. In exercitu namque, poſtquam hospitati fuerint, nullus miles, vel armiger, aut alius, per atria, aliorum militum cauſa videndi, vel cum aliquo loquendi, ſine juſſu, ut dictum eſt ſuperius, incedat. Itaque conſilio affirmamus, ut in tali domo ordinata à Deo, nullus ſecundum proprietatem militet aut quieſcat: ſed ſecundum Magiſtri imperium totus ſic incumbat, ut illam Domini ſententiam imitari valeat, qua dicit: *Non veni facere voluntatem meam, ſed ejus qui me miſit.*

XXXVI.

Et nullus nominatim quod ei neceſſarium erit quærat.

Hanc proprie conſuetudinem inter cætera adſcribere jubemus, & cum omni conſideratione ob quærendi vitium teneri præcipimus. Nullus igitur frater remanens, aſſignanter & nominatim equum aut equitaturam vel arma quærere debet. Quomodo ergo? ſi vero ejus infirmitas, aut equorum ſuorum debilitas, vel armorum ſuorum gravitas, talis eſſe agnoſcitur, ut ſic incedere ſit damnum commune: veniat Magiſtro, vel cui eſt debitum miniſterium poſt Magiſtrum, & cauſam vera fide & pura ei demonſtret: inde namque in diſpoſitione Magiſtri vel poſt eum Procuratoris, res ſe habeat.

XXXVII.

De frenis & calcaribus.

Volumus ut omnino aurum vel argentum, quæ ſunt divitiæ peculiares, in frenis & pectoralibus, nec calcaribus, vel in ſtrevis unquam appareant, nec alicui fratri remanenti emere liceat. Si vero caritative talia vetera inſtrumenta data fuerint, aurum vel argentum taliter coloretur, ne ſplendidus color vel decor cæteris arrogantia videatur. Si nova data fuerint, Magiſter de talibus quod voluerit faciat.

XXXVIII.

Tegimen in haſtis & clypeis non habeatur.

Tegimen autem in clypeis & haſtis, & furellis in lanceis, non habeatur, quia hoc non proficuum, immo damnum nobis intelligitur.

XXXIX.

De licentia Magiſtri.

Licet Magiſtro cuiquam dare equos, vel arma, vel quamlibet rem cuilibet dare.

XL.

De mala & ſacco.

Saculus & mala cum firmatura non conceduntur: ſic exponentur, ne habeant absque Magiſtri licentia, vel cui creduntur domus poſt eum negotia. In hoc præſenti capitulo Procuratores & per diverſas provincias degentes non continentur, nec ipſe Magiſter intelligitur.

XLI.

*De * legatione Literarum.*

* forte, *lectione.*

Nullatenus cuiquam Fratrum liceat à parentibus ſuis, neque à quoquam hominum nec ſibi invicem, accipere vel dare ſine juſſu Magiſtri vel Procuratoris. Poſtquam licentiam Frater habuerit, in præſentia Magiſtri, ſi ei placet, legantur. Si verò & à parentibus ei quidquam directum fuerit, non præſumat ſuſcipere illud, niſi prius indicatum fuerit Magiſtro. In hoc autem capitulo Magiſter & domus Procuratores non continentur.

XLII.

De fabulatione propriarum culparum.

Cum omne verbum otioſum generare agnoſcatur peccatum, quid ipſi jactantes de propriis culpis ante diſtrictum judicem dicturi ſunt? Oſtendit certe Propheta, ſi à bonis eloquiis propter taciturnitatem debet interdum taceri, quanto magis à malis verbis propter pœnam peccati debet ceſſari? Vetamus igitur & audacter contradicimus, ne aliquis frater remanens, ut melius dicam, ſtultitias, quas in ſæculo in militari negotio tam enormiter egit, & carnis delectationes miſerrimarum mulierum, cum fratre ſuo, vel alio aliquo, vel de alio commemorare audeat: &, ſi forte referentem aliquem talia audierit, obmutescere faciat, vel quantocius poterit cito pede obedientiæ inde discedat, & olei venditori aurem cordis non præbeat

ANNO 1128.

XLIII.

De quæſtu & acceptione.

Verum enimvero, ſi aliqua res ſine quæſtu cuilibet fratri data gratis fuerit, deferat Magiſtro vel Dapifero: ſi vero aliter ſuus amicus vel parens dare niſi ad opus ſuum noluerit, hoc prorſus non recipiat, donec licentiam à Magiſtro ſuo habeat. At cui res data fuerit, non pigeat illi, ſi alteri datur: immo pro certo ſciat, quia ſi inde irascitur, contra Deum agit. In hac autem prædicta regula miniſtratores non continentur, quibus ſpecialiter hoc miniſterium debetur & conceditur de mala & ſacco.

XLIV.

De manducariis equorum.

Utilis res eſt cunctis, hoc præceptum à nobis conſtitutum ut indeclinabiliter amodo teneatur. Nullus autem frater facere præſumat manducaria linea vel lanea, idcirco principaliter facta: nec habeat ulla, excepto pro fine illo.

XLV.

Ut cambiare vel quærere nullus audeat.

Nunc aliquid reſtat, ut nullus præſumat cambiare ſua, frater cum fratre, ſine licentia Magiſtri; & aliquid quærere, niſi frater fratri, & ſit res parva, vilis non magna.

XLVI.

Ut nullus avem cum ave capiat, nec cum capiente incedat.

Quod nullus hactenus avem cum ave accipere audeat nos communiter judicamus. Non convenit enim religioni ſic cum mundanis delectationibus inhærere, ſed Domini præcepta libenter audire, orationibus frequenter incumbere, mala ſua cum lacrymis vel gemitu quotidie in oratione Deo confiteri. Cum homine quidem talia operante cum accipitre, vel alia ave, nullus frater remanens hac principali cauſa ire præſumat.

XLVII.

Ut nullus feram arcu vel baliſta percutiat.

Cum omni religione ire decet, ſimpliciter & ſine riſu, humiliter, & non multa verba, ſed rationabilia loqui, & non ſic clamoſa in voce. Specialiter injungimus & præcipimus omni fratri profeſſo, ne in bosco cum arcu aut baliſta * aut jaculari audeat: nec cum illo qui hoc fecerit ideo pergat, niſi gratia eum cuſtodiendi à perfido gentili: nec cum cane ſit auſus clamare vel garrulare, nec equum ſuum, cupiditate accipiendi feram, pungat.

* *forte*, feram.

XLVIII.

Ut Leo ſemper feriatur.

Nam eſt certum quod vobis ſpecialiter creditum eſt & debitum, pro fratribus veſtris animas ponere, atque incredulos, qui ſemper Virginis Filio minitantur, de terra delere. De Leone enim hoc legimus, quia ipſe circuit, quærens quem devoret; & manus ejus contra omnes, omniumque manus contra eum.

XLIX.

De omni re ſuper vos quæſita judicium audite.

Novimus quidem perſecutores Sanctæ Eccleſiæ innumerabiles eſſe, & hos, qui contentionem non amant, inceſſanter crudeliusque inquietare feſtinant. In hoc igitur Concilii ſententia ſerena conſideratione pendeat, ut ſi aliquis in partibus orientalis Regionis, aut in quocumque alio loco, ſuper vos rem aliquam quæſierit, vobis per fideles & veri amatores judices audire judicium præcipimus; & quod juſtum fuerit, indeclinabiliter vobis facere præcipimus.

ANNO 1128.

L.

Ut hæc regula in omnibus tenetur.

Hæc eadem regula, in omnibus rebus vobis immerito ablatis, perenniter jubemus ut teneatur.

LI.

Quod licet omnibus militibus profeſſis terram & homines habere.

Divina, ut credimus, providentia à vobis in ſanctis locis ſumpſit exordium hoc genus novum religionis, ut videlicet religioni militiam admisceretis, & ſic religio per militiam armata procedat, hoſtem ſine culpa feriat. Jure igitur judicamus, cum milites Templi dicamini, vos ipſos, ob inſigne meritum & ſpeciale probitatis, domum, terram & homines habere, & agricolas poſſidere, & juſte eos regere: & inſtitutum debitum vobis ſpecialiter debetur impendi.

LII.

Ut de male habentibus cura pervigil habeatur.

Male habentibus fratribus ſupra omnia adhibenda eſt cura pervigil, ut quaſi Chriſto eis ſerviatur: ut illud Evangelicum, *infirmus fui, & viſitaſtis me*, memoriter teneatur. Hi etenim diligenter ac patienter portandi ſunt, quia de talibus ſuperna retributio indubitanter acquiritur.

LIII.

Ut infirmis neceſſaria ſemper dentur.

Procuratoribus vero infirmantium omni obſervantia atque pervigili cura præcipimus, ut quæcumque ſuſtentationi diverſarum infirmitatum ſunt neceſſaria, fideliter ac diligenter juxta domus facultatem eis adminiſtrent, verbi gratia, carnem & volatilia, & cætera, donec ſanitati reſtituantur.

LIV.

Ut alter alterum ad iram non provocet.

Præcavendum nempe non modicum eſt, ne aliquis aliquem commovere ad iram præſumat: quia propinquitatis, & Divinæ fraternitatis, tam pauperes quam potentes, ſumma Clementia æqualiter adſtrinxit.

LV.

Quomodo fratres conjugati habeantur.

Fratres autem conjugatos hoc modo habere vobis permittimus, ut ſi fraternitatis veſtræ beneficium & participationem petunt, uterque ſuæ ſubſtantiæ portionem, & quidquid amplius acquiſierint, unitati communis Capituli poſt mortem concedant, & interim honeſtam vitam exerceant, & bonum agere fratribus ſtudeant, ſed veſte candida, & chlamyde alba non incedant. Si vero maritus ante obierit, partem ſuam fratribus relinquat: & conjux de altera, vitæ ſuſtentamentum habeat. Hoc enim injuſtum conſideramus, ut cum fratribus Deo caſtitatem promittentibus fratres hujusmodi in una eademque domo maneant.

LVI.

Ut amplius ſorores non habeantur.

Sorores quidem amplius periculoſum eſt coadunare: quia antiquus hoſtis femineo conſortio complures expulit à recto tramite Paradiſi. Itaque, fratres chariſſimi, ut integritatis flos inter vos ſemper appareat, hac conſuetudine amodo uti non licet.

LVII.

Ut fratres Templi cum excommunicatis non participent.

Hoc, fratres, valde cavendum atque timendum eſt, ne aliquis ex Chriſti militibus homini excommunicato nominatim ac publice, aliquo modo ſe jungere, aut res ſuas accipere præſumat, ne anathema maranatha ſimiliter fiat; ſi vero interdictus tantum fuerit, cum eo participationem habere, & rem ſuam caritative accipere, non immerito licebit.

LVIII.

Qualiter milites ſæculares recipiantur.

Si quis miles ex maſſa perditionis, vel alter ſæcularis, ſæculo volens renuntiare veſtram communionem & vitam velit eligere, non ei ſtatim aſſentiantur, ſed juxta illud Pauli, *probate Spiritus ſi ex Deo ſunt*, & ſic ei ingreſſus concedatur. Legatur igitur regula in ejus præſentia: & ſi ipſe præceptis expoſitæ regulæ diligenter obtemperaverit, tunc ſi Magiſtro & fratribus eum recipere placuerit, convocatis fratribus deſiderium & petitionem ſuam cunctis animi puritate patefaciat. Deinde vero terminus probationis in conſideratione & providentia Magiſtri, ſecundum honeſtatem vitæ petentis, omnino pendeat.

ANNO 1128.

LIX.

Ut omnes fratres ad ſecretum conſilium non vocentur.

Non ſemper omnes fratres ad conſilium convocare jubemus, ſed quos idoneos & conſilio providos Magiſter cognoverit. Cum autem de majoribus tractare voluerit, ut eſt dare communem terram, vel de ipſo ordine diſceptare aut fratrem recipere: tunc omnem Congregationem, ſi Magiſtro placet, convocare eſt competens; auditoque communis Capituli conſilio, quod melius & utilius Magiſter conſideraverit, illud agatur.

LX.

Quod cum ſilentio orare debeant.

Orate, fratres, prout animi & corporis affectus poſtulaverit, ſtando vel ſedendo: tamen ſumma cum reverentia, ſimpliciter & non clamoſe, ut unus alium non conturbet, communi conſilio jubemus.

LXI.

Ut fidem Servientium accipiant.

Agnovimus nempe complures ex diverſis Provinciis, tam clientes, quam armigeros, pro animarum ſalute animo ferventi ad terminum cupientes in domo noſtra mancipari. Utile eſt autem, ut fidem eorum accipiatis, ne forte veteranus hoſtis in Dei ſervitio aliquid furtive vel indecenter eis intimet, vel à bono propoſito repente exterminet.

LXII.

Ut pueri, quamdiu ſunt parvi, non accipiantur inter Fratres Templi.

Quamvis regula Sanctorum Patrum pueros in congregatione permittat habere, nos de talibus non collaudamus vos unquam onerare. Qui vero filium ſuum, vel propinquum, in militari religione perenniter dare voluerit: usque ad annos, quibus viriliter armata manu poſſit inimicos Chriſti de terra ſancta delere, eum nutriat: dehinc ſecundum regulam in medio fratrum pater vel parentes eum ſtatuant, & ſuam petitionem cunctis patefaciant. Melius eſt enim in pueritia non vovere, quam, poſteaquam vir factus fuerit, enormiter retrahere.

LXIII.

Ut ſenes ſemper venerentur.

Senes autem pia conſideratione ſecundum virium imbecillitatem ſupportare ac diligenter honorare oportet: & nullatenus in his quæ corporis ſunt neceſſaria diſtricte teneantur, ſalva tamen auctoritate regulæ.

LXIV.

De fratribus qui per diverſas Provincias proficiscuntur.

Fratres verò qui per diverſas Provincias diriguntur, regulam, in quantum vires expetunt, ſervare in cibo & potu & cæteris ſtudeant, & irreprehenſibiliter vivant, ut ab his qui foris ſunt bonum teſtimonium habeant: religionis propoſitum nec verbo nec actu polluant, ſed maxime omnibus, quibus ſe conjunxerint, ſapientiæ & bonorum operum exemplum & condimentum præbeant. Apud quem hoſpitari decreverint, fama optima ſit decoratus: & ſi fieri poteſt, domus hoſpitis in illa nocte non careat lumine, ne tenebroſus hoſtis occiſionem, quod abſit, inferat. Ubi autem milites non excommunicatos congregare audierint, illuc pergere, non conſiderantes tam temporalem utilitatem quam æternam animarum illorum ſalutem, dicimus. Illis autem fratribus in ultramarinis partibus ſpe ſubvectionis ita directis hac conventione eos qui militari Ordini ſe jungere perenniter voluerint recipere collaudamus: ut in

ANNO 1128. præsentia Episcopi illius Provinciæ uterque conveniat, & voluntatem petentis Præsul audiat. Audita itaque petitione, mittat eum frater ad Magistrum & ad fratres qui sunt in Templo quod est in Jerusalem : & si vita ejus honesta talique consortio digna, misericorditer suscipiatur, si Magistro & fratribus bonum videtur. Si vero interim obierit, pro labore & fatigatione, quasi uni ex fratribus, totum beneficium & fraternitas pauperum & commilitonum Christi ei impendatur.

LXV.

Ut victus æqualiter omnibus distribuatur.

Illud quoque congrue & rationabiliter manutenendum censemus ut omnibus fratribus remanentibus victus secundum loci facultatem æqualiter tribuatur : non enim est utilis personarum acceptio, sed infirmitatum necessaria est consideratio.

LXVI.

Ut milites Templi decimas habeant.

Credimus namque relictis affluentibus divitiis vos spontaneæ paupertati esse subjectos, unde decimas vobis communi vita viventibus, juste habere hoc modo demonstravimus. Si Episcopus Ecclesiæ, cui decima juste debetur, vobis caritative eam dare voluerit : assensu communis Capituli de illis decimis quas tunc Ecclesia possidere videtur vobis tribuere debet. Si autem laïcus quilibet adhuc illam vel ex patrimonio suo damnabiliter amplectitur, & se ipsum in hoc valde redarguens, vobis eamdem reliquerit : ad nutum ejus qui præest tantum, sine consensu Capituli id agere potest.

LXVII.

De levibus & gravibus culpis.

Si aliquis Frater loquendo, vel militando aut aliter, aliquid leve deliquerit, ipse ultro delictum suum satisfaciendo Magistro ostendat. De levibus, si consuetudinem non habeat, levem pœnitentiam habeat. Si verò eo tacente per aliquem alium culpa cognita fuerit, majori & evidentiori subjaceat disciplinæ & elementationi. Si autem grave erit delictum, retrahatur à familiaritate fratrum, nec cum illis simul in eadem mensa edat ; sed solus refectionem sumat. Dispensationi & judicio Magistri totum incumbat, ut salvus in judicii die permaneat.

LXVIII.

Qua culpa Frater non amplius recipiatur.

Ante omnia providendum est, ne quis frater, potens aut impotens, fortis aut debilis, volens se exaltare & paulatim superbire, ac culpam suam defendere, indisciplinatus maneat : sed, si emendare noluerit, ei districtior correptio accedat. Quod si piis admonitionibus, & fusis pro eo orationibus, emendare noluerit, sed in superbia magis ac magis se erexerit : tunc secundum Apostolum, de pio eradicetur grege : *Auferte malum ex vobis* : necesse est, ut à societate fratrum fidelium ovis morbida removeatur. Cæterum Magister, qui baculum & virgam manu tenere debet : baculum videlicet, quo aliorum virium imbecillitates sustentet, virgam quoque qua vitia delinquentium zelo rectitudinis ferat : consilio patriarchæ & spiritali consideratione id agere studeat, ne, ut ait beatus Maximus, aut solutior lenitas cohibentiam peccantis, aut immoderata severitas à lapsu non revocet delinquentem.

LXIX.

Ut à Paschali solennitate usque ad festum omnium Sanctorum unam Camisiam lineam tantum sumere habeat.

Interea pro nimio ardore Orientalis regionis, misericorditer consideramus, ut à Paschali festivitate usque ad omnium Sanctorum solennitatem unicuique una camisia linea tantum, non ex debito, sed sola gratia detur, illi dico qui ea uti voluerit : alio autem tempore generaliter omnes camisias laneas habeant.

LXX.

Quot & quales panni in lecto sint necessarii.

Singulorum quidem, non aliter, per singula lecta dormientium dormire nisi permaxima causa vel necessitas evenerit, communi consilio collaudamus. Lectualia vel lectisternia moderata dispensatione Magistri unusquisque habeat : credimus enim potius saccum, culcitram, & coopertorium unicuique sufficere. Qui vero ex his uno carebit, carpitam habeat, & in omni tempore tegmine lineo, id est velusо, frui bene licebit : vestiti autem camisiis dormiant, & cum femoralibus semper dormiant. Dormientibus itaque fratribus jugiter usque mane nunquam desit lucerna. ANNO 1128.

LXXI.

De vitanda murmuratione.

Æmulationes, invidias, livorem, murmur, susurrationes, detractiones, divina admonitione, vitare, & quasi quamdam pestem fugere, vobis præcipimus. Studeat igitur unusquisque vigilante animo, ne fratrem suum culpet aut reprehendat, sed illud Apostoli studiose secum animadvertat : *Ne sis criminator, nec susurro in populo.* Cum autem fratrem liquido aliquid peccasse agnoverit, pacifice & fraterna pietate, juxta Domini præceptum, inter se & illum solum corripiat : &, si eum non audierit, alium fratrem adhibeat : sed si utrumque contempserit, in conventu publice objurgetur coram omnibus. Magnæ enim cæcitatis sunt, qui aliis detrahunt ; & nimiæ infelicitatis sunt, qui se à livore custodiunt minime : unde in antiquam versuti hostis nequitiam demerguntur.

LXXII.

Ut omnium mulierum fugiantur oscula.

Periculosum esse credimus omni religioso vultum mulierum nimis attendere : & ideo nec viduam, nec virginem, nec matrem, nec sororem, nec amitam, nec ullam aliam feminam, aliquis frater osculari præsumat. Fugiat ergo feminea oscula Christi militia, per quæ solent homines sæpe periclitari : ut pura conscientia & secura vita in conspectu Domini perenniter valeat conservari.

CXXIII.

INNOCENTII *Papæ* II. *Concessio allodii Terrarum Comitissæ* MATHILDÆ LOTHARIO II. *Imperatori &* RIGET *Imperatrici pro eis, eorumque Filia & Genere* HENRICO *Bavariæ Duce facta, sub obligatione Hominii, & Census, nec non Reversionis, post eorum obitum, ad Sanctam Sedem Apostolicam. Data Laterani sexto Idus Junii.* [Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXVII. inter Epistolas INNOCENTII II. pag. 91. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. X. col. 946. BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XII. anno 1133. SEGNERI Opus Dei admirabile Primatus Pontificii in Biblioth. Pont. Tom. X. pag. 101. mais fort défectueusement.] 1133. 8. Juin.

INNOCENTIUS *Papa* II. LOTHARIO *Imperatori Augusto &* RIGET *Imperatrici.*

SI auctoritas sacra Pontificum & potestas Imperialis vere glutino caritatis ad invicem complentur, Omnipotenti debitus famulatus libere poterit exhiberi, & Christianus populus grata pace & tranquillitate gaudebit. Nihil enim in præsenti sæculo est Pontifice clarius, nihil Rege sublimius, nihil est quod lumine clariore præfulgeat quam recta fides in Principe, nihil est quod ita nequeat occasui subjacere quam vera Religio. Quæ nimirum omnia tanto manifestius, Deo gratias, in persona tua claresçunt, quanto ab ineunte ætate amator religionis & Cultor justitiæ extitisse cognosceris, & novissime diebus istis, nec personæ tuæ, nec propriæ parcendo pecuniæ, pro beati Petri servitio multos labores & immensa pericula pertulisti. Cum ergo, testante Sacro Eloquio, etiam mali patres bona data filiis suis debeant impartire, dignum profecto est, ut nos, qui, disponente Domino, universis Catholicæ Ecclesiæ filiis debemus solicitudine paterna consulere, personam tuam arctius diligamus, & tamquam specialissimo Ecclesiæ defensori, in his quæ ad statum Imperii in suo robore conservandum, & utilitatem ac liberationem Catholicæ Ecclesiæ spectare noscuntur, tam secundum Ecclesiasticum officium, quam temporaliter imperatoriam potentiam augeamus. Hoc nimirum intuitu Allodium bonæ memoriæ Comitissæ Mathildæ, quod utique ab ea beato

ANNO 1133. beato Petro conſtat eſſe collatum, vobis committimus, & ex Apoſtolicæ Sedis diſpenſatione concedimus, atque in præſentia Fratrum noſtrorum Archiepiſcoporum, Epiſcoporum, Abbatum, nec non Principum & Baronum, per annulum inveſtimus: ita videlicet ut centum libras argenti ſingulis annis nobis & ſucceſſoribus noſtris exolvas, & poſt tuum obitum proprietas ad Jus & Dominium Sanctæ Romanæ Eccleſiæ cum integritate absque diminutione & moleſtia revertatur. Quod ſi nos vel Succeſſores noſtros in eamdem Terram venire, manere, tranſire oporteret; tam in ſuſceptione, quam in procuratione, atque ſecuro conductu, prout Apoſtolica Sedes decreverit, honoremur: Qui vero Arces tenuerit, vel Rector Terræ fuerit, beato Petro & nobis noſtrisque Succeſſoribus fidelitatem faciant. Ceterum pro caritate veſtra nobili Viro Henrico Bavariæ Duci Genero veſtro, & Filiæ veſtræ Uxori ejus, eamdem Terram cum præfato cenſu & ſupradictis conditionibus Apoſtolica benignitate concedimus; ita tamen ut idem Dux hominium faciat, & fidelitatem beato Petro, ac nobis noſtrisque Succeſſoribus juvet. Poſt quorum obitum prædictum Comitiſſæ Mathildæ Allodium & Jus & Dominium Sanctæ Romanæ Eccleſiæ, ſicut ſupradictum eſt, integrum & absque diminutione atque difficultate aliqua reducatur; ſalvo tamen ſemper in omnibus ejusdem Sanctæ Romanæ Eccleſiæ jure ac proprietate. Datum Laterani ſexto Idus Junii.

CXXIV.

1136. NIVELLE. *Confirmation de l'Empereur* LOTHAIRE II. *du partage des biens de l'Egliſe de* NIVELLE *en trois Portions : la premiére à l'Hôpital, la ſeconde à l'Abbeſſe, & la troiſième aux Chanoines & aux Chanoineſſes. Fait à Aix la Chapelle en* 1136. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum, Lib. I. Cap. LVII. pag. 116]

(1) *In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis.*

EGO LOTHARIUS Dei miſeratione Romanorum Imperator Auguſtus, ſatisfaciens petitioni ODÆ Abbatiſſæ, inſuper obnixo rogatui HERMANNI Præpoſiti, Capellani noſtri, precibusque tam Clericorum quàm Sanctimonialium S. GERTRUDIS Nivellenſis Eccleſiæ, ejusdemque Eccleſiæ neceſſitati miſericorditer condeſcendens, quæ in confinio & in ingreſſu Regni mei ſita, crebra tyrannorum graſſatione quaſſata, utpote Francorum Regno finitima, omnia à Prædeceſſoribus noſtris, *Henrico* III. Imperatore, ejusdemque Filio *Henrico* Rege, eidem Eccleſiæ conceſſa & confirmata regia auctoritate & Sigilli mei impreſſione corroboro.

Præcipio inſuper, ut diviſiones poſſeſſionum ejusdem Eccleſiæ, ſicut antiquitùs conſtitutæ ſunt à prædictis Regibus, ita diſtinctæ & inconvulſæ permaneant, ne Pars violentior in res Partis infirmioris tranſiliat, ſed unaquæque Pars jus ſibi determinatum irrefragabiliter obtineat. Res autem ejusdem Eccleſiæ in tres portiones ſunt diviſæ, in Xenodochium, in Beneficium Abbatiſſæ, in Præbendas Fratrum & Sanctimonialium LXXII. Quæ partes ut à ſe poſſint certiſſimè diſtingui, placuit hîc nomina Villarum ad unaquamque pertinentium diſtinctè ſubnotari.

Ad Congregationem pertinet Burgus ipſe Nivellenſis, cum omnibus reditibus ſuis, & cum ipſa Eccleſia & appendiciis ſuis; extra Burgum *Lennecha* cum Eccleſia, *Wambecka* cum Eccleſia, *Tubeca* cum ipſa Eccleſia, *Gojaca*, *Rosbecca*, *Heinennires*, *Iterna* cum Eccleſia, *Baſleurs* cum Eccleſia, *Bulzeis* cum Eccleſia, *Bruole* cum omni vineto, *Ara* cum vineis quæ ſunt in Leia & quæ ſunt in Clotina, *Foreſt* cum Eccleſia, *Duſla*, *Genappia*, *Baſiers*: quas Villas IDA Bolonienſis venerabilis Comitiſſa, aſſenſu Filii ſui GODEFRIDI glorioſiſſimi Ducis, qui poſteà divina clementia in Regem Ieroſolymitanum eſt electus, ſicut obtinebat, cum omnibus appendiciis, & cum omni familia, Eccleſiæ S. Gertrudis, præ ceteris ſibi dilectæ, ob remiſſionem peccatorum ſuorum tradidit in perpetuum: *Foillidhes*, *Attigeizilla*, *Viten*, & omnis Præpoſitura illa quæ conſtat ex eleemoſynis.

Ad Beneficium Abbatiſſæ, intra Urbem Altare S. Gertrudis cum omni familia, extra Urbem *Sprendelenges* cum vineis quæ ſunt in *Binga*, *Udechoves*, *Beverfelt* cum Eccleſia, *Niel*, *Merbecca* cum Eccleſia, *Ruor*, *Corieres*, Eccleſia de *Rosbecca* & de *Hemvieres* cum ceteris Beneficiis quæ tenent Milites ad commune ſervitium Congregationis & Abbatiſſæ. ANNO 1136.

Ad Xenodochium *Monſtrouls* cum Eccleſia, & omnes dominicales Decimæ tam Prædiorum noſtrorum, quàm Beneficiorum Comitis.

Nil agat Congregatio de rebus Abbatiſſæ, niſi juſſa, nil aſſumat ſibi Abbatiſſa de rebus & jure Congregationis, niſi à Congregatione invitata. Xenodochium quoque non alienis commodis, ſe provida diſpenſatione unius aut quàm plurium perſonarum ad honorem Dei & Eccleſiæ, communi Eccleſiæ deliberatione electarum, peregrinorum, infirmorum & pauperum famuletur refrigeriis.

Quòd ſi quis hujus Decreti contemptor Conſtitutionem meam violare præſumpſerit, ſentiat Majeſtatis Regiæ vindictam, cujus non timuit irritare potentiam, & pro tanti commiſſi temeritate decem libras auri perſolvat, quas & me exacturum denuntio, & Succeſſoribus meis in perpetuum exigendas conſtituo. Et ut noverint omnes, Præceptum hoc noſtra auctoritate firmatum, juſſimus imprimi noſtræ Majeſtatis Signum; ne excuſari poſſit quisquis recognita imagine, contra quam hîc ſcriptum eſt, facere præſumpſerit.

Signum Domini LOTHARII III. Romanorum Imperatoris invictiſſimi.

Ego BETHALDUS, vice EBKICARDI Cancellarii, recognovi. Teſtes,

BRUNO Archiepiſcopus Colonienſis,

ALBERO electus Leodienſis,

ANDREAS Epiſcopus Trajectenſis,

ALBERO Metenſis Epiſcopus,

OTTO Comes Palatinus, ALBERTUS Marchio.

Datum anno Incarnationis Dominicæ M.C.XXXVI. Indictione XIV. anno verò Regni Regis Lotharii decimo, Imperii tertio. Actum Aquisgrani in Chriſti nomine feliciter, Amen.

CXXV.

1139. 27. Juill. INNOCENTII *Papæ* II. *Confirmatio Regii Tituli à Papa* HONORIO II. ROGERIO III. *Regi Siciliæ conceſſi. Dat. in Territorio* Momanenſi VI. *Kal. Auguſti Anno Incarnat.* 1139. *Indict.* 2. [Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXVII. pag. 98. PHIL. LABBEI Concilior. Collectio, Tom. X. pag. 951. BARONII Annales Eccleſiaſt. Tom. XII. ſub anno 1139.]

INNOCENTIUS *Epiſcopus Servus Servorum Dei Cariſſimo in Chriſto Filio* ROGERIO *illuſtri & glorioſo Siciliæ Regi, ejusque Hæredibus, in perpetuum.*

QUOS diſpenſatio divini conſilii ad regimen & ſalutem populi ab alto elegit, & prudentia, juſtitia, aliarumque virtutum decore decenter ornavit, dignum & rationabile eſt, ut Sponſa Chriſti, Sancta & Apoſtolica Romana Mater Eccleſia, affectione ſincera diligat, & de ſublimibus ad ſublimiora promoveat. Manifeſtis ſiquidem probatum eſt argumentis, quòd egregiæ memoriæ ſtrenuus & fidelis Miles beati Petri Robertus Guiscardus Prædeceſſor tuus Dux Apuliæ magnificos & potentes hoſtes Eccleſiæ viriliter expugnavit, & poſteritati ſuæ dignum memoria nomen & imitabile probitatis exemplum reliquit. Pater quoque tuus illuſtris recordationis Rogerius per bellicos ſudores & militaria certamina inimicorum Chriſtiani nominis intrepidos extirpator, & Chriſtianæ Religionis diligens propagator, utpote bonus & devotus Filius, multimoda obtequia Matri ſuæ Sanctæ Romanæ Eccleſiæ impertivit. Unde & Prædeceſſor noſter religioſus & prudens Papa Honorius nobilitatem tuam de prædicta generoſitate deſcendentem intuitus, plurimum de te ſperans & prudentia ornatum, juſtitia munitum, atque

(1) Voyez ci-deſſus pag. 48. ſur l'année 1059. le premier partage fait par l'Empereur *Henri* IV.

ANNO 1139. ad regimen populi te idoneum esse credens, valde dilexit, & ad altiora provexit. Nos ergo ejus vestigiis inhærentes, & de potentia tua ad decorem & utilitatem Sanctæ Dei Ecclesiæ spem atque fiduciam obtinentes, Regnum Siciliæ, quod utique, prout in antiquis refertur Historiis, Regnum fuisse non dubium est, tibi ab eodem Antecessore nostro concessum, cum integritate honoris regii & dignitate Regibus pertinente, Excellentiæ tuæ concedimus, & Apostolica auctoritate confirmamus. Ducatum quoque Apuliæ tibi ab eodem collatum, & insuper Principatum Capuanum, integre nihilominus nostri favoris robore communimus, tibique concedimus. Et ut ad amorem atque obsequium beati Petri Apostolorum Principis, & nostrum, ac Successorum nostrorum, vehementius astringaris, hæc ipsa, id est Regnum Siciliæ, Ducatum Apuliæ, & Principatum Capuæ, Hæredibus tuis, qui nobis & Successoribus nostris, nisi per nos & Successores nostros remanserit, ligium homagium fecerint, & fidelitatem quam tu jurasti juraverint, tempore videlicet competenti, & loco non suspecto, sed tuto nobis & ipsis, atque salubri, duximus concedenda: eosque super his quæ concessa sunt, Deo propitio, manu tenebimus. Quod si per eos forte remanserit, iisdem Hæredes tui nihilominus teneant quod tenebant sine diminutione. Census autem, sicut statutum est, id est sexcentorum Scifatorum, a te tuisque Hæredibus nobis nostrisque Successoribus singulis annis reddatur, nisi forte impedimentum interveniat; removente vero te impedimentum nihilominus persolvetur. Tua ergo, Fili carissime, interest ita te erga honorem atque servitium Matris tuæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ devotum & humilem exhibere, ita temetipsum in ejus oportunitatibus exercere, ut de tam devoto & glorioso Filio Sedes Apostolica gaudeat, & in ejus amore quiescat. Si qua sive Ecclesiastica Sæcularisve Potentia huic nostræ Concessioni temere contraire tentaverit, donec præsumptionem suam satisfactione coerceat, indignationem Dei omnipotentis & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus incurrat, &, quousque resipuerit, anathematis sententia percellatur. Amen.

Ego INNOCENTIUS Catholicæ Ecclesiæ Episcopus.

Ego ALBERICUS Ostiensis Episcopus.

HAIMERICUS Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Diaconus Cardinalis.

* Mariamensi. Datum in territorio * Momanensi per manum Haimerici Cancellarii VI. Kalendas Augusti, Indictione secunda, Incarnationis Dominicæ anno millesimo centesimo trigesimo nono, Pontificatus vero Domini Innocentii Papæ secundi anno decimo.

CXXVI.

1142. 13. Dec. *Literæ* ALPHONSI *Regis Portugalliæ, quibus se & Regnum suum Beato* PETRO *& Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Tributarium constituit, videlicet quatuor unciarum Auri, annuatim solvendarum. Datum Idibus Decembris Æra* 1180. Cum *Rescripto* INNOCENTII II. *Papæ ad eundem Regem* ALPHONSUM. [ANTH. DE SOUSA DE MACEDO, Lusitania liberata. In Proœmio II. pag. 108. & 110.]

ALPHONSUS Dei gratia, Rex Portugalliæ Sanctissimo, & Beatissimo Domino Domino Innocentio Papæ oscula pedum. Claves Regni cœlestis Beato Petro a Domino nostro Jesu Christo concessas esse cognoscens, ipsum in Patronum & Advocatum habere disposui, apud Deum omnipotentem, ut & in vitâ præsenti opem illius, & consilium in meis necessitatibus sentiam, & ad præmia felicitatis æternæ valeam pervenire. Quocirca Ego Aldefonsus Dei gratiâ Rex Portugalliæ, per manus Domini G. Cardinalis Apostolicæ Sedis Legati Domini nostri Innocentii Papæ Terram quoque meam Beato Petro, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ offero sub annuo censu, videlicet quatuor unciarum auri, eâ conditione atque tenore, ut omnes, qui Terram meam post decessum meum tenuerint, prædictum censum Beato Petro persolvant, ut Ego tanquam proprius Miles Beati Petri & Romani Pontificis, ut tam in me ipso, vel in Terrâ meâ, vel in iis quæ ad dignitatem, vel honorem Terræ meæ attinent, defensionem, & solatium Sedis Apostolicæ habeam, ut nulli in posterum alicujus Ecclesiastici, vel Secularis Dominii, nisi tantum Sedis Apostolicæ, vel a latere ejusdem missi unquam in Terrâ meâ recipiam. Facta hujus Donationis firmitudine Idibus Decembris Erâ 1180. ANNO 1142.

Ego supradictus ALPHONSUS Rex Portugalliæ, qui hanc Cartam fieri jussi libenti animo coram idoneis testibus propriâ manu confirmo.

Ego JOANNES Bracharensis Archiepiscopus confirmo.

Ego B. Colimbriensis Episcopus confirmo.

Ego D. Portugal. Episcopus confirmo.

Sequitur Rescriptum Apostolicum INNOCENTII *Papæ* II.

INNOCENTIUS Episcopus Servus Servorum Dei, Illustrissimo Regi Portugalliæ, ejusque Hæredibus Successoribus in perpetuum Salutem & Apostolicam benedictionem. Proinde nos attendentes personam tuam sub Beati Petri, & nostra protectione suscipimus, & Regem (1) Portugaliæ redintegritate honoris, Regnique dignitate quæ ad Reges pertinet, & alia loca Excellentiæ tuæ concedimus, & authoritate Apostolicâ confirmamus; hæc ipsa præfatis Hæredibus tuis duximus concedenda, eosque sub iis quæ concessa sunt, Deo propitio pro injuncto nobis Apostolatûs Officio deffendimus. Ad indicium autem quod prædictum Regnum nostri juris existat, duas auri Marchas singulis annis nobis, nostrisque Successoribus statuisti persolvendas; quos utique census Bracharenses Archiepiscopi, qui pro tempore fuerint, Romano Pontifici annuatim transmittant.

(1) C'est ainsi que porte la Copie de *Souza*; mais il n'y a point de doute qu'il ne faille lire *Regnum Portugalliæ*. [DUM.]

CXXVII.

Rescript de l'Empereur d'Occident CONRAD III. *à l'Empereur d'Orient* EMANUEL COMNENE, *touchant la Paix entre les deux Empires.* [GOLDAST. Tom. III. pag. 328.] 1143. EMPIRES D'OCCIDENT ET D'ORIENT.

CONRADUS *Dei gratia Romanorum Imperator Augustus, Charissimo Fratri suo* MANUELI PORPHYROGENITO COMNENO, *Illustri & Glorioso Regi Græcorum.*

1. NOBILITATIS tuæ Litteras, ut à tanto & tam charo amico nostro, Serenitati nostræ transmissas, gratanter excepimus, & viso eorum tenore de incolumitate & sublimitate tua admodum gavisi sumus. Sed auditis à Nicephoro, tuæ Dilectionis prudenti Apocrisiario, præter illa, quæ in Litteris continebantur, quibusdam (*a*) verbis duris, & (ut verum fateamur) ab omni retro tempore inauditis, & nostræ Majestatis, ultra quam lingua explere valeat, perturbata est mansuetudo, & est admirata universi Imperii nostri latitudo.

(*a*) Il avoit nommé l'Empereur *Conrad* Roi de l'Empire de son Maître, pour dire qu'il étoit son Vassal.

2. Unde vel à quo hoc tam amarum verbum processerit, miramur, præsertim cum inter cætera hujus mundi Regna, Græcorum Regnum omni sapientia & discretione hactenus floruerit. Si enim idem Nuntius tuus Nicephorus unicum Filium nostrum Henricum in præsentia nostra morti dedisset, ad majorem iram Majestatis nostræ animum provocare non poterat. Cumque jam per triduum in hoc acerbo dolore laborasset, & rigorem nostri animi nullo ingenio (*b*) nullaque sapientia ad suam voluntatem inflectere potuisset, vix tandem quarto die aliis verbis mitioribus Excellentiam nostram exhilaravit, nostræque furore indignationis mitigato, Nobilitatis tuæ voluntatem nobis aperuit. Et quoniam ita nunc est & esse debet, quod tu, amicorum amicissime, Uxorem accipias dilectissimam Filiam nostram, Sororem videlicet dilectissimæ conthoralis nostræ, volumus ut insit æternum Fœdus perennis amicitiæ, quam videlicet amicitiam præsenti Apocrisiario tuo ore & manuscripto firmari jussimus, ita videlicet, ut & amici

(*b*) *Al.* multaque.

ANNO 1143. amici amicorum & inimici ſimus inimicorum tuorum. Proinde certa ſit prudentia tua, quod ſi tuæ Nobilitati undecumque aliqua moleſtia vel injuria fuerit illata, non hanc tibi tantum ſed etiam nobis factam jure dilectionis reputamus, quoniam virtutis tuæ Nobilitas, & maxime generoſi ſanguinis, quo in pignus perpetuæ dilectionis confœderati ſumus, propinquitas non invitat, ut te tanquam filium chariſſimum totis ulnis charitatis amplectamur, & cuncta, quæ tibi placita ſunt, libenti animo faciamus. In qua re juſtum arbitramur, ut eandem amicitiam nobis & Imperio noſtro firmari facias, ut completis omnibus honorifice utrique Imperio debitus honor exinde deferatur, & pax & nomen Chriſti per univerſum mundum inde glorificetur.

3. Porro de quingentis militibus, quos Nobilitas tua petit, hoc tibi reſpondemus, quod non ſolum quingentos, ſed etiam duo vel tria millia, ſi neceſſe habueris, tibi mittemus, & quod majus eſt, antequam detrimentum aliquod honoris tui pati videremus, elaborata totius Imperii noſtri fortitudine, in propria perſona tibi, ſicut præcordiali filio & fratri chariſſimo, deficere & deeſſe non poſſemus.

4. Præterea ſcripſit nobis tua Nobilitas, quod magnos & charos Nuntios Sinceritati tuæ mitteremus; in quo voluntati tuæ acquievimus, quoniam quos chariores habuimus, Excellentiæ tuæ tranſmiſimus: ſcilicet chariſſimum præcordialem noſtrum Embriconem, venerabilem Wirzburgenſem Epiſcopum, Illuſtrem & magnum Imperii Principem, qui eſt cor noſtrum & anima noſtra; necnon dilectiſſimum noſtrum Robertum, Illuſtrem & Nobilem Principem Capuanum. Miſimus etiam quaſi utrasque manus noſtras, germanos duos fratres, ſcilicet fratrem (c) Bernonem virum capientem & religioſum, & fratrem ipſius Riwinum, qui nobis valde charus eſt & familiaris & Nobilis; & honorandum Principem Imperii noſtri Rogerium, Illuſtrem Comitem de Adriano, cujus fidem & conſtantiam ſæpius experti ſumus, & Gualterum fidelem noſtrum. Itaque ea, quæ in litteris non continentur, induſtriæ tuæ referenda commiſimus, quorum verbis fidem adhibeas, & quæ tibi dixerint, tanquam à nobis dicta credas.

(c) Abbé de Reichenaw.

5. De Ruthenis vero pro quibus patri tuo vivæ recordationis, Joanni Imperatori per fideliſſimum Capellanum noſtrum Adalbertum & per Comitem Alexandrum de Gravina ſcripſimus.

6. De loco, in quo noſtris Teutonicis ad honorem Dei Eccleſiam ædificari volumus: & de Nobilibus Baronibus Apuliæ, Alexandro videlicet Clarimontis, Philippo de Surre, Henrico Cornite & Senne Puſtel, ille noſter præcordialis Wirzburgenſis Epiſcopus & cæteri familiares noſtri voluntatem noſtram tibi referent, quibus tanquam nobis credas.

7. Super his omnibus fidelem Apocriſiarium tuum Nicephorum, licet in principio Legationis ſuæ nos conturbaverit, tibi attentius commendamus, & quia conſtanter perduravit: ut eum remuneres, rogamus. Vale.

CXXVIII.

3. Sept. (1) *Inſtrumentum Diviſionis inter* ADALBERONEM *Archiepiſcopum Hammaburgenſem & Dominam Duciſſam* GERTRUDEM *& hujus Filium* HEINRICUM *Puerum Saxoniæ Ducem unà cum* ALBERTO *Marchione factæ, quâ Paludem Auſtralem Villis* Santou, Strabelinghehuſen, Ochtmunde, Hasbergen *conterminam æqua inter ſe portione dividunt, & habitatoribus excolendam dant, ita tamen ut ab his dicto Archiepiſcopo quolibet anno Denarii ſolvantur & Decimæ offerantur. Anno* CHUNRADI *Regis* VI. *Incarnationis* 1143. *Indict.* V. *Bremæ* III. *Non. Septembr.* [Inter Privilegia Archi-Eccleſiæ Hammaburgenſis apud LINDENBROGII Scriptores Rerum Germanicar. pag. 155.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris & Filii, & Spiritus Sancti, ADALBERO *Dei Gratia Hammaburgenſis Archiepiſcopus, omnibus Chriſti fidelibus ſalutem in perpetuum.*

QUISQUIS ſapit, rem ſuam ſic affectat agere, eoque conſummationis tenore concludere, ut non oporteat ſe calumniam ſeu moleſtiam ſuſtinere. Quapropter & teſtes idonei convenienter cauſis agendis intereſſe cenſentur, & de geſtis privilegia diligenter conſcribuntur, per quæ tam futuris, quam præſentibus, quæ ſunt acta, perpetuo legenda firmiterque tenenda traduntur. Notum igitur ſit omnium turbæ fidelium, tam nunc, quam in perpetuum qualiter & nos, & Domina Duciſſa Gertrudis, & filius ſuus H. puer, Dux Saxonum, una cum fideli noſtro Alberto Marchione, illuſtri Principe, Paludem Auſtralem, ſcilicet Villis iſtis, Santou, Strabelinghehuſen, Ochtmunde, Hasbergen conterminam, æqua inter nos portione diviſimus, & ab omni tam nobilium, quam miniſterialium, ſeu ruricolarum appellatione liberam factam, habitatoribus excolendam dedimus: melius & utilius æſtimantes colonos inibi locari, & ex eorum labore fructum nobis provenire, quam incultam, & pæne inutilem eam permanere. Erat autem nobis hæc cum colonis illis conventio, ut quotquot ibi manſi habeantur, totidem nobis denarii perſolvantur, quo prædium non ſuum, ſed Eccleſiæ & noſtrum eſſe profiteantur, & decimam frugum, & porcellorum, & anſerum, ovium & caprarum, atque apum examinum, ſecundum uſum terræ noſtræ, dare non negligant. Sed & poledrum denario, & vitulum dimidio redimant. Concedimus etiam, ut ad honorem Dei, Eccleſiam conſtruant, conſtructæque prædium, quo Sacerdos ibidem Miſſas celebrando, baptizando, mortuos ſepeliendo, miniſtraturus ſe paſcat: conferat, & in Synodalibus, quem eis præviderimus rectorem habeant. In placitis vero ſecularibus eum, quem ſibi præficimus, audiant & defunctis patribus, tam filiæ, quam filii eorum allodia pari diviſione ſuſcipiant. Tribus etiam annuatim diebus ad placita ſui advocati ex condicto veniant, & bannum pro quolibet ſuo commiſſo, tantum quatuor ſolidis redimant. Si quis ad nos liber intraverit, & ſe, ſicut eſt, liberum profeſſus fuerit, libertate ſua ſi velit utatur. Sin autem, niſi prius rejectis bonis, nequaquam alius quam Eccleſiæ proprius fieri permittatur. Si vero alius ſe ſervum fecerit, præſidio ſuo careat, & ad uſum Archiepiſcopi illud absque contradictione proveniat. Similiter qui venerit, & ſe ſervum eſſe non negaverit, hæres ejus in ſuſcipiendo matrimonio illi ſuccedere poterit: qui ſi defuerit, Dominus ejus ad ſuſcipiendam hæreditatem ſuam omnino excluſus ſit, ſed Archiepiſcopus illam accipit. Porro qui cum ſit ſervus ſe liberum eſſe jactaverit, & in hoc mendax probatus fuerit, ad Dominum ſuum cum ſupellectili propria, ſi repetitur, revertatur; & terra quam habuit ad Archiepiſcopum ſine repenſatione pretii redigatur. Si quis ancillam alterius niſi Eccleſiæ duxerit, hæreditas illius filiis ac filiabus ſuis non provenit. Similiter & fœmina, quamvis libera, ſi alicujus viro proprio, niſi Eccleſiæ nupſerit, quia ſe quoque ſervituti obnoxiam fecit, viro ſuo adhæreat, & prædium Eccleſiæ relinquatur. Præterea ſi aliquem prædia ſua, ut ſæpe neceſſitatis cauſa ſit, vendere velle contigerit, primum Archiepiſcopo ſe, ſicut ſi alius comparare velit, exhibeat: quod ſi noluerit Archiepiſcopus, alii cuilibet emere licebit, attamen & quod is qui vendidit annuatim ſolvit, & hunc ſolvere poſtmodum oportebit. Ne quis autem poſterorum noſtrorum hanc Conſtitutionem noſtram in toto vel in parte frangere vel deſtruere præſumat, paginam hanc conſcribi, & ſigilli noſtri impreſſione inſignire, & teſtium nomina ſubſcribi juſſimus. Hæc ſunt nomina teſtium. Adalbertus Præpoſitus, Bonifacius Præpoſitus, Lutfridus Præpoſitus, Capellani; Obertus, Hartwicus, Peregrinus, Gertrudis Duciſſa, & H. filius ſuus Dux. Nobiles, Egilmarus Comes, Gerbertus Comes, Thetmarus de Wimodia; Adolphus, Heinricus, Thidericus, & Liuthardus, Everhardus, Gerlacus, Gerungus, Wilto, Egelbertus, Albero, Hildewardus, Arnoldus, Udo, Werno, Dudo, Chriſtianus, Gerwardus. Anno Incarnationis Domini 1143. Indictione V. Anno Domini Chunradi Regis VI. Anno vero Domini Adalberonis venerabilis Hammaburgenſis Archiepiſcopi XX. Actum Bremæ III. Non. Septembr. Amen.

(1) Ce même Traité ſe trouve dans LUNIG *Teutſchen Reichs Archiv.* Part. Spec. Contin. II. Abtheil IV. Abſatz V. pag. 456. mais d'une Copie aſſez différente de celle-ci, & en date de l'an 1142. à laquelle l'Indiction V. convient, mais qui d'ailleurs s'éloigne davantage de l'année VI. du Regne de *Conrad.* [DUM.]

CXXIX.

Pacta & Conventiones inter Archiepiſcopum Magdeburgicum FRIDERICUM, & HARTWICUM *Comitem Diethmaringenſium & hujus Matrem* RICHARDAM *Marchioniſſam factæ, & à Romanorum Rege* CHUNRADO *confirmatæ, qui-*

ANNO 1145. *quibus dictus* HARTWICUS *Archiepiscopo possessiones suas, quas de patrimonio suo hæreditaria successione acceperat scilicet*, Lintin, Wranckenstein, Errebasleue *cum suis pertinentiis, sub reservato sibi usufructu, annuâ pensione aliisque conditionibus cedit & confert. Anno Incarnationis* M. C. XLV. *Indictione* VIII. *Magdeburgi.* [Inter Privilegia Archi-Ecclesiæ Hammaburgensis apud LINDENBROGII Scriptores Rerum Germanicar. pag. 155. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil IV. Absatz XV. pag. 354.]

(1) *In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.*

CHUNRADUS divinâ favente clementia Romanorum Rex II. Principalis excellentiæ providentiam decet, ut ea, quæ a Rectoribus Ecclesiarum de sacris earum possessionibus, vel ordinationibus, aut commutationibus sub nostro conspectu, sive ex judicio, sive ex partium consensu fuerint, tenaciori scriptorum memoriæ contradantur, ne postera ætas rerum gestarum ignara aliquo errore seu dissensione fatigetur. Quocirca notum esse volumus, tam futuræ, quam præsenti hujusmodi industriæ, quod vir venerabilis Fridericus Sanctæ Magdeburgensis Ecclesiæ Archiepiscopus pacta quædam & conventiones, in nostra & Principum nostrorum præsentia contraxit cum Hartwico præclaro Ecclesiæ suæ Canonico ejusque matre Richarda Marchionissa, quos utrinque autoritate nostra regia roborari & Principum nostrorum, qui aderant, testimonio stipulari petierunt. Si quidem prædictus sublimis Clericus una cum præfata matre sua contulit eidem Archiepiscopo & Magdeburgensi Ecclesiæ possessiones suas, quas de patrimonio suo hæreditaria successione acceperat, quarum nomina hæc sunt: Jerichowa cum suis pertinentiis, Lintin cum suis appenditiis, Wranckenstein cum suis attinentiis, Errebasleve cum suis pertinentiis. Has itaque denominatas possessiones & non alias, retento tamen ministerialium, qui ad eas pertinent, omnibus diebus vitæ suæ tam per obsides, quam per securitatem sacramenti obsequio tali conditionis tenore prædictus nobilis Clericus Hartwicus cum matre sua una contulit Magdeburgensi Ecclesiæ ut quia inclytus carnalis frater ipsius Rudolfus Comes a suis hominibus in Comitatu Diethmaringensium impie interemtus fuerat, & ei tota paternæ domus possessio hæreditario jure competebat. A cujus ingressu & usu eum prædicti ficarii sui Germani interfectores prohibebant, deberet eum prænominatus Archiepiscopus per bonam fidem usque ad efficaciam obtinendi adjuvare, non solum de prædicto Comitatu Diethmaringensium, sed etiam de Comitatu Nortlandiæ, & de possessionibus quæ fuerunt Comitis Friderici & Dominæ Idæ, & de omnibus quæ in sua potestate habebat, & de omnibus aliis, de quibus eidem sublimi Clerico justa actio ex legum ratione competebat. Insuper duas Curtes Wiselam & Goganheim cum omnibus appenditiis præfatus Archiepiscopus sæpe dicto Clerico & matri suæ dedit; hac interjecta rationis constantia, ut non ex jure beneficii easdem Curias teneant, sed reditibus earum ad usus suos quoad usque vixerint, filius post matrem, seu mater post filium absque omni impedimento ex jure Privilegii possideant. Interim autem quicunque bona in prætatis Curiis a beneficiali Jure in libertatem cesserint, in usus suos redigant, & quieta possessione obtineant. Præter hæc etiam idem Archiepiscopus contulit prænominato nobili Clerico de mensa sua reditus XL. Librarum, juxta prædictam conditionis legem, ut non beneficiali Jure teneat, sed ad usus suos accipiat. Adhæc quoque beneficium centum marcarum, quod primum de manu cujusquam Principis, vel cujusquam nobilis vacaverit, idem Archiepiscopus ad usus ejusdem Clerici dimittere firma stabilitate promisit, ita videlicet, ut filium sororis suæ Adelbertum earundem centum marcarum sibi legitimum hæredem relinquat. Super hæc omnia idem Archiepiscopus data fide, inviolabili conditionis lege promisit Canonici sui tam pro eo, quam pro Ecclesia sua adhibita fide indubitanter spoponderunt ministeriales sui Jurejurando firmaverunt, quod hæc omnia quæ prædicta esse noscuntur, bona fide & absque malo ingenio idem Archiepiscopus debeat observare, & pro retinendis ad usum & dominium ejusdem nobilis Clerici prænotatis possessionibus, tanquam pro suis & Ecclesiæ suæ rebus violare. Statutum etiam est, ut si prætaxatus Archiepiscopus eundem præclarum Clericum adjuvare non posset vel nollet, tota ad ipsum & ad hæredes suos collatæ possessionis integritas reverteretur; Conditionem vero in omni contractu valere, sacra Imperialis scripta indubitati juris esse testantur. Et ut hæc ab omnibus sic disposita & constituta esse noscantur præsentis scripti paginam fieri, & nostræ imaginis signo roborari mandavimus, & nomina quarundam excellentium personarum, quæ huic contractui interfuerunt, subternotari fecimus. Rudulfus Halverstadensis Episcopus, Anselmus Havelbergensis Episcopus, Wikerus Brandeburgensis Episcopus, Buggo Wormaciensis Episcopus, Wibaldus Stabulensis Abbas, Heinricus Dux Saxoniæ, Heinricus Palatinus Comes de Rheno, Adalbertus Marchio, Heinricus Comes de Winceborch, Fredericus Palatinus Comes, Adolfus Comes de Schowenborch, Ernestus Comes de Hohenburch, Hludvicus Comes de Lara, Sibodo de Scartvelde, Hludewicus de Wipera, Hogerus de Manasvelt, Esyco de Burmensteden, Walterus de Arnestede, Otto de Hilgesleve, F. de Saltzwitelen, & frater ejus Wolradus, H. de Botwidel, & fratres ejus Helmoldus & Wolradus. Anno Dominicæ Incarnationis M C X L V. Indictione 8. regnante Chunrado Romano Rege II. Anno vero regni ejus VIII. Actum Magdeburch in Christo feliciter. Amen.

(1) La Copie de *Lindenbrogius*, qui est celle-ci, difere considerablement de celle de *Lunig*. [DUM.]

ANNO 1145.

CXXX.

Traité de Paix entre BERENGER II. *dit le Jeune Comte de Provence, & ESTEPHANETTE ou* ETIENNETTE *Baronne de Baulx, en* 1150. [CESAR DE NOSTRADAMUS, Histoire & Chronique de Provence. Partie II. pag. 124.]

1150. PROVENCE ET BAULX.

EN premier lieu que la Princesse des Baulx quitteroit & remettroit au Comte & aux siens successeurs tout le droit qu'elle demandoit sur la Provence: renonceroit à tout fief & hommage qu'elle & ses predecesseurs avoient, ou ses successeurs pourroient pretendre ez terres d'icelle, que le Comte & ses successeurs tiendroient dorenavant sans recognoistre aucun Souverain: qu'elle luy jureroit foy & loyauté du chasteau de Trinquetaille, & de toutes les fortereresses, seroit fidelle, & si luy en donneroit tout & tel pouvoir qu'il est contenu au ferment de fidelité.

Le Comte de sa part luy quitteroit par semblable, & remettroit tous nouveaux usages par luy imposez & mis sur les sujets d'elle, des villes, chasteaux & fortereresses nommées Baussenques, dés le trepas du Comte Gilbert son pere, tant par mer que par terre. La Princesse luy quitteroit & remettroit l'honneur & souveraineté à elle appartenant, que Rostang Alphant, & certains autres rebelles avoient sur le chasteau de Merargues & autres lieux: pareillement la souveraineté de Berre, & des autres villes Baussenques: promettroit & jureroit de n'y faire, ny dresser aucunes fortereresses, ains les laisseroit au mesme estat que Hugues des Baulx son mary les avoit acquises de feu Comte de Barcellone Raymond. Luy remettroit d'abondant & cederoit les condamines de Gaudageron, contenuës dans la cité d'Arles, par mesme moyen luy cederoit & remettroit les ferments & conventions, qu'elle & son feu mary le Prince Hugues avoient receu du Comte de Provence de toute la Comté: ainsi que Berenguier Raymond ayeul du Comte Raymond l'avoit partagée avec le Comte de Tholose Alphons son beau-frere. Luy remettroit & donneroit encor le pouvoir & authorité qu'elle avoit de Portaudose, ou Port-aurouse d'Arles, toutes les fois qu'il plairoit au Comte y faire ses allées & venuës. Et si pourroit, quand bon luy sembleroit, aller & venir en Arles avec son train ordinaire: outre quoy luy seroit permis & loisible de prendre logis dans le Bourg-neuf de la cité sans aucune contradiction, exceptées toutesfois les maisons des Gentils-hommes, des Marchands & des artisans. Si luy quitteroit de plus & remettroit le gage de Camargues, que Hugues son mary avoit pris sur Berenguier Raymond son pere, en recompense de la Comté, y adjoustans encor quatre mille sols pour icelles maisons. Finalement quicteroit & remettroit au Comte Berenguier, le droict & faculté qu'elle avoit sur la corde & le quintal, au lieu de Trinquetaille d'y tenir foire & marché.

Que si la Princesse ou aucun des siens contrevenoit en quelque maniere que ce fut aux choses que dessus en le leur faisant entendre, le Prince Hugues des Baulx son fils aisné seroit tenu de se remettre au pouvoir & obéissan-

ANNO 1150. obéiſſance du Comte dans quarante jours preciſement apres la denonciation à luy faicte, & ſi n'en deſpartiroit que toutes choſes ne fuſſent remiſes à leur premier eſtat & deu. Davantage luy aideroit, & le defendroit envers tous & contre tous ſe ſoubmettant (s'il faiſoit le contraire) d'eſtre tenu pour perfide, & à la reputation de faux, mauvais & deſloyal. Et neantmoins qu'elle feroit ratifier & agréer tout ce que deſſus à ſes autres enfans Princes des Baulx: impoſants par ces moyens & ces conventions ſilence à leur different, & fin perpetuelle à leur querelle (*ſens engan*) dol ny tromperie.

CXXXI.

1152. 30. Octobre. ALPHONSI I. *Regis Portugalliæ Conſtitutio de Inſignibus Regis Regnique Portugalliæ, quæ ob viſionem mirabilem eidem ultra Tagum in agro antiquo cœlitus oſtenſam, ferre juſſit. Facta carta Calim. III. Kal. Nov. anno* 1152. [Compendii Hiſtorici del Conte ALFONSO LOSCHI. Part. I. pag. 77. Ex Chronica Fratris ANTONII BRANCLARII, pag. 3. Lib. X. Cap. V.]

EGo Alphonſus Portugalliæ Rex filius illuſtris Comitis Henrici, nepos magni Regis Alphonſi, coram vobis bonis viris, Epiſcopo Bracarenſi, & Epiſcopo Calibrienſi, & Theutonio, reliquisque Magnatibus Officialibus, vaſſallis Regni mei, in hac Cruce ærea, & in hoc libro Sanctiſſimorum Evangeliorum juro cum tactu manuum mearum, quod ego miſer peccator vidi hiſce oculis indignis verum Dominum noſtrum Jeſum Chriſtum in Cruce extenſum in hac forma. Ego eram ultra Tagum in agro antiquo, ut pugnarem cum Ismaële, & aliis quatuor Regibus Maurorum habentibus ſecum infinita millia, & gens mea timorata propter multitudinem erat fatigata, & multum triſtis, in tantum ut multi dicerent eſſe temeritatem inire bellum, & ego triſtis de eo quod audiebam cœpi mecum cogitare quid agerem, & habebam unum librum in meo papilione in quo erat inſcriptum Teſtamentum antiquum, & Teſtamentum Jeſu Chriſti; aperui illum, & legi victoriam Gedeonis, & dixi intra me. Tu ſcis, Domine Jeſu Chriſte, quia pro tuo amore ſuſcepi bellum iſtud contra tuos inimicos, & in manu tua eſt dare mihi, & meis fortitudinem ut vincamus illos blaſphemantes nomen tuum, & ſic dicens dormivi ſupra librum, & videbam virum ſenem ad me venientem dicentemque: Adelfonſe confide, vinces enim, debelabisque Reges iſtos infideles, conteresque potentiam illorum, & Dominus noſter oſtendet ſe tibi. Dum hæc video accedit Joannes Ferdinandus de Jouſa Vaſſallus de meo Cubiculo, dixitque, Surge, Domine mi, adeſt homo ſenex vul tecum loqui. Ingrediatur dixi, ſi fidelis eſt; Ingreſſus ad me agnovi eſſe illum, quem in viſionem videram, qui dixit mihi, Domine, bono animo eſto, vinces, & non vinceris, dilectus es Domino; poſuit enim ſuper te, & ſuper ſemen tuum poſt te oculos miſericordiæ ſuæ, usque in ſextam decimam generationem in qua attenuabitur proles, ſed in ipſa attenuata ipſe reſpiciet, & videbit; ipſemet jubet indicare tibi, quod dum audieris ſequenti nocte tintinabulum romitorii mei, in quo vixi ſexaginta ſex annis, inter infideles ſervatus favore altiſſimi, egrediaris extra Caſtra ſolus ſine arbitris, ut oſtendat tibi pietatem ſuam multam, parui, & reverenter in terra poſitus, & nuntium, & mittentem veneratus ſum, & dum in oratione poſitus ſonitum expectarem ſecunda noctis vigilia, & tintinabulum audivi, & enſe, & ſcuto armatus egreſſus ſum extra caſtra, vidique ſubito a dextra parte orientem verſus micantem radium, & paulatim ſplendor creſcebat in majus, & dum oculos in illam partem efficaciter pono, ecce in ipſo radio, clarius ſole, ſignum crucis aſpicio, & Jeſum Chriſtum in eâ crucifixum, & ex una, & ex altera parte multitudinem juvenum candidiſſimorum, quos Angelos fuiſſe credo, quam viſionem dum video depoſito enſe, & ſcuto relictisque veſtibus, & calceamentis, pronus in terram me projicio, lacrymisque abunde miſſis cœpi rogare pro conſervatione vaſſallorum meorum dixique turbatus: Quid tu à me Domine? credenti enim fidem vis augere; melius eſt, ut te videant infideles, & credant, quam ego qui a fonte babtismatis te Deum verum Filium Virginis, & Patris æterni agnovi, & cognoſco, erat autem Crux miræ magnitudinis, & elevata a terra quaſi decem cubitos. Dominus ſuavi vocis ſono, quam indignæ aures meæ perceperunt, dixit mihi: Non ut fidem tuam augeam hoc modo apparui tibi, ſed ut corroborem cor tuum in hoc conflictu, & initio regni tui ſuper firmam petram ſtabilirem. Confide, Alphonſe, non enim ſolum hoc certamen vinces, ſed omnes alios in quibus contra inimicos Crucis pugnaveris, gentem tuam invenies alacrem ad bellum, & fortem, petentem, ut ſub Regis nomine in hac pugna ingrediaris nec dubites, ſed quidquid petierint, libere concede, ego enim edificator, & diſſipator Imperiorum, & Regnorum ſum, volo enim in te, & in ſemine tuo Imperium mihi ſtabilire, ut deferatur nomen tuum in exteras gentes, & ut agnoscant ſucceſſores tui datorem Regni. Inſigne tuum ex pretio, quo ego humanum genus emi, & ex eo quo ego a Judæis emptus ſum compones, & erit mihi Regnum ſanctificatum ſide purum, & pietate dilectum. Ego ut hæc audivi humi proſtratus adoravi dicens: Quibus meritis, Domine, tantam mihi annuntias pietatem? quidquid jubes faciam, & tu in mea prole quam promittis oculos benignos pone, gentemque Portugalenſem ſalvam cuſtodi, & ſi contra eos aliquod paraveris malum, verte potius illud in me, & ſucceſſores meos; & populum, quem tanquam unicum filium diligo abſolve. Annuens Dominus inquit, non recedet ab eis, neque a te unquam miſericordia mea, per illos enim paravi mihi meſſem multam, & elegi eos in meſſores meos in terris longinquis. Hæc dicens diſparuit, & ego fiducia plenus, & dulcedine redii in caſtra; & quod taliter fuerit, Juro ego Alphonſus Rex per Sanctiſſima Jeſu Chriſti Evangelia hiſce manibus tacta, idcirco præcipio ſucceſſoribus meis in perpetuum futuris, ut ſcuta quinque in crucem partita propter crucem, & quinque vulnera Chriſti in inſigne ferant, & in unoquoque triginta argenteos, & ſuper ſerpentem Moyſis ob Chriſti figuram, & hoc ſit memorabile monſtrum in generatione noſtra, & ſi quis aliud tentaverit, a Domino ſit maledictus, & cum Juda traditore in infernum maceratus. Facta carta Calim. III. Kal. Novembris 1152. Ego Adelfonſus Rex Portugalliæ I. Calim. Epiſcopus I. Bracarenſis Metropolis T. prior, Ferdinandus Petri Curiæ ſignifer, Velascus Sancii, &c.

ANNO 1152.

CXXXII.

Epiſtola HADRIANI *Papæ* IV. *ad* FREDERICUM *Romanorum Imperatorem de Verbis* Beneficium *&* Contulimus *ab ipſo in quodam Diplomate uſurpatis, quod nimirùm hæc verba, ubi de Dignitate Imperiali agitur, minimè intelligi debeant de aliqua Collatione feudali, ſed tantummodo de* bono facto, *prout in Sacris Scripturis ſparſim reperiuntur edita.* [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 1147.] 1154.

HADRIANUS *Epiſcopus Servus Servorum Dei, dilecto filio* FRIDERICO, &c.

EX quo univerſalis Eccleſiæ curam, Deo prout ipſi placuit disponente, ſuscepimus, ita in cunctis negotiis magnificentiam tuam honorare curavimus, ut de die in diem animus tuus magis ac magis in amore noſtro & veneratione Sedis Apoſtolicæ debuiſſet accendi. Unde ſine grandi admiratione non ferimus, quod cum audito ex ſuggeſtione quorumdam, animum tuum aliquantulum contra nos fuiſſe commotum, duos de melioribus & majoribus fratribus noſtris, Rolandum ſcilicet Cancellarium tituli Sancti Marci, & Bernardum tituli Sancti Clementis Presbyteros Cardinales, qui pro tuæ Majeſtatis honore in Romana Eccleſia ſoliciti ſemper exiterant, pro voluntatis tuæ cognitione ad tuam præſentiam deſtinavimus: aliter quam Imperialem decuerit honorificentiam ſunt tractati. Occaſione ſiquidem cujusdam verbi quod eſt, *beneficium*, tuus animus (ſicut dicitur) eſt commotus: quod utique nedum tanti viri, ſed nec cujuslibet minoris animum merito commoviſſet. Licet enim hoc nomen, quod eſt, *beneficium*, apud quosdam in alia ſignificatione, quam ex impoſitione habeat, aſſumatur; tunc tamen in ea ſignificatione accipiendum fuerat, quam nos ipſi poſuimus, & quam ex inſtitutione ſua noſcitur retinere. Hoc enim nomen ex *bono* & *facto* eſt editum, & dicitur beneficium, apud nos, non feudum ſed bonum factum. In qua ſignificatione in univerſo Sacræ Scripturæ corpore invenitur, ubi *ex beneficio Dei*, non tamquam *ex feudo*, ſed velut ex *benedictione* & *bono facto* ipſius, gubernari dicimur & nutriri. Et tua quidem magnificentia liquidò recognoſcit, quod nos ita bene & honorificæ

Impe-

ANNO 1154. Imperialis dignitatis insigne tuo capiti imposuimus, ut *humani fastûs* valeat ab omnibus judicari. Unde quod quidam verbum hoc, & illud scilicet (*contulimus tibi insigne Imperialis coronæ*) à sensu suo nisi sunt ad alium retorquere: non ex merito causæ, sed de voluntate propria & illorum suggestione, qui pacem Regni & Ecclesiæ nullatenus diligunt, hoc egerunt. Per hoc enim vocabulum, *contulimus*, nihil aliud intelleximus, nisi quod superius dictum est, imposuimus. Sane quod postmodum personas Ecclesiasticas à debita sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ visitatione, ut dicitur, revocare jussisti: si ita est, quam inconvenienter actum sit, tua, fili in Christo carissime, discretio, ut credimus, recognoscit. Nam si aliquid apud nos amaritudinis habebas, per nuncios & literas tuas nobis fuerat intimandum: & nos honori tuo curavissemus sicut filii carissimi providere. Nunc igitur, quoniam ad commonitionem dilecti filii nostri Henrici Bajoariæ & Saxoniæ Ducis, duos de fratribus nostris, Henricum tituli Sanctorum Nerei & Achillei, & Hyacinthum Sanctæ Mariæ in Cosmedin, Diaconos Cardinales, prudentes siquidem & honestos viros, ad tuam præsentiam destinavimus, celsitudinem tuam monentes & hortantes in Domino, quatenus eos honeste & benigne recipias: & quod ab eis ex parte nostra tuæ magnificentiæ fuerit intimatum, à sinceritate cordis nostri noverit tua excellentia processisse. Ac per hoc cum eisdem filiis nostris, mediante jam dicto filio nostro Duce, ita celsitudo tua studeat convenire: ut inter te ac matrem tuam sacrosanctam Romanam Ecclesiam nullius discordiæ seminarium debeat remanere.

CXXXIII.

1154. *Epistola* HADRIANI IV. *Papæ ad* FRIDERICUM *Imperatorem, qua de duplici injuria* SEDI APOSTOLICÆ *per ipsum illata; videlicet de antepositione proprii Nominis in Epistolis, & de Homagio ab Episcopis exacto conqueritur, eumdemque ad resipiscentiam minis adjectis hortatur.* [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. X. col. 1149.]

HADRIANUS *Episcopus Servus Servorum Dei* FRIDERICO *Romano Imperatori Salutem & Apostolicam Benedictionem.*

LEX Divina sicut parentes honorantibus longævitatem promittit, ita maledicentibus patri & matri sententiam mortis intendit. Veritatis autem voce docemur, quia omnis qui se exaltat humiliabitur. Quapropter, dilecte in Domino fili, super prudentia tua non mediocriter admiramur, quod beato Petro & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ non quantam deberes exhibere reverentiam videris. In literis enim ad nos missis nomen tuum nostro præponis: in quo insolentiæ, ne dicam arrogantiæ, notam incurris. Quid dicam de fidelitate beato Petro & nobis à te promissa & jurata? quomodo eam observes, cum ab iis qui Dii sunt & filii excelsi omnes, Episcopis videlicet, homagium requiris, fidelitatem exigis, & manus eorum sacratas manibus tuis innectis, & manifeste factus nobis contrarius, Cardinalibus à latere nostro directis non solum Ecclesias sed & Civitates regni tui claudis? Resipisce ergo, resipisce, tibi consulimus. Quia cum à nobis consecrationem & Coronam merueris, dum inconcessa captas, ne concessa perdas nobilitati tuæ timemus.

CXXXIV.

1155. *Concessio Summi Pontificis* ADRIANI IV. *Regi Anglorum* HEINRICO II. *facta de occupanda* Hybernia *sub stipulata annua unius Denarii Beato* PETRO *solvenda pensione.* [MATTH. PARIS Historia major pag. 95. PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. pag. 1143.]

ADRIANUS Episcopus Servus Servorum Dei, Charissimo in Christo filio, illustri Anglorum Regi salutem & Apostolicam benedictionem. Laudabiliter & satis fructuosè de glorioso nomine tuo propagando in terris, & æternæ felicitatis præmio cumulando in Cœlis tua magnificentia cogitat, dum ad dilatandos Ecclesiæ terminos, ad declarandum indoctis & rudibus populis Christianæ fidei veritatem, & vitiorum plantaria de agro Dominico extirpanda, sicut Catholicus Princeps intendis, & ad id convenientiùs exequendum, consilium Sedis Apostolicæ exigis & favorem. In quo ANNO 1155. facto, quanto altiori consilio & majori discretione procedis, tanto in eo feliciorem progressum te, parante Domino, confidimus habiturum. Significasti siquidem nobis, fili in Christo charissime, te Hyberniæ insulam, ad subdendum populum legibus Christianis, & vitiorum inde plantaria extirpanda velle intrare, & de singulis domibus, annuam unius denarii beato Petro velle solvere pensionem: ita & jura Ecclesiarum illius terræ illibata, & integra conservare. Nos autem pium & laudabile desiderium tuum favore congruo prosequentes, & petitioni tuæ benignum impendentes assensum, gratum & acceptum habemus, ut pro dilatandis Ecclesiæ terminis, vitiorum restringendo discursu, pro corrigendis moribus & virtutibus inserendis, pro Christianæ Religionis augmento, insulam illam ingrediaris, & quæ ad honorem Dei & salutem illius terræ spectaverint, exequaris: & illius terræ populus te recipiat, & sicut Dominum veneretur, jure Ecclesiarum illibato & integro permanente, & salva Beato Petro de singulis domibus annua unius denarii pensione. Sanè omnes insulas, quibus sol justitiæ Christus illuxit, & quæ documenta fidei Christianæ suscepterunt ad jus Sancti Petri, & sacro Sanctæ Romanæ Ecclesiæ (quod tua etiam nobilitas recognoscit,) non est dubium pertinere. Si ergò quod animo concepisti effectu duxerit prosequente complendum, stude gentem illam bonis moribus informare, & agas tam per te, quàm per illos, quos ad hoc, fide, verbo & vita idoneos esse perspexeris, ut decoretur ibi Ecclesia, plantetur & crescat fidei Christianæ Religio, & quæ ad honorem Dei & salutem pertinent animarum, taliter ordinentur: ut & à Deo sempiternæ mercedis cumulum consequi merearis, & in terris gloriosum nomen valeas in sæculis obtinere.

CXXXV.

FRIDERICI I. *Imperatoris Diploma, quò Beneficium Comitatûs & Marchiæ, ab Imperatore* OTTONE, HEYMONI *Virdunensi Episcopo & successoribus ejus concessum, Episcopo* ALBERTO *confirmatur. Datum Columbariæ* 16. *Kal. Septembris* 1156. *Cum Limitibus Comitatûs Virdunensis.* [Ex Authentico apud MABILLON. in Appendice Supplementi de Re Diplomatica. pag. 100.] 1156. 17. Août.

In Nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

FRIDERICUS divina favente clementia Romanorum Imperator Augustus, Alberto dilecto & fideli suo Virdunensi Episcopo, suisque successoribus in perpetuum, Antecessores nostri Reges & Imperatores Ecclesiarum Rectoribus, Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus & cæteris Prælatis ob eorum devotionis & fidelitatis insigne meritum bona data dare confueverunt, & ab omni pravorum hominum incursione non tantum eos, sed & eorum possessiones Imperiali protectione defensare. Recolentes igitur ex anteactis Virdunensium Episcoporum ad Antecessores nostros in diversis rerum & temporum varietatibus memoranda obsequia, tuam quoque personam constanter in nostra fidelitate perseverare cognoscentes, precibus tuis justis permoti, ad impetranda quæ volueris inclinamur. Beneficium itaque Comitatûs & Marchiæ, quod recolendæ memoriæ Otto Romanorum Imperator Augustus Heymoni Virdunensi Episcopo & successoribus, & per eum Virdunensi Ecclesiæ quondam donavit; Nos eodem spiritu & eadem firmitate constante, tibi, Ecclesiæque Virdunensi ac tuis posteris confirmamus, eodem etiam jure & forma donationis valiturum, prout à præfato Imperatore Ottone jam dicto antecessori tuo Heymoni & cæteris Episcopis in processu temporis nomen & dignitatem Episcopalem subituris dignoscitur esse præstitum: videlicet ut tu, & tui successores liberam in perpetuum habeatis potestatem eumdem Comitatum in usus Ecclesiæ tenendi, Comitem eligendi, absque ullo hereditario jure ponendi, habendi, seu quidquid libuerit faciendi, atque modis omnibus disponendi, bannum, teloneum, monetam, & districtum civitatis in omnibus causis criminalibus & civilibus pleno jure, tibi & successoribus tuis habenda concedimus. Valdentiam quoque castrum cum Advocatia & Banno, & Curiam, quæ Molendinum dicitur, cum suis pertinentiis; Wofferi-Villare cum Advocatia & Banno & cæteris pertinentiis; Demum-

ANNO. 1156. mundulam cum Banno & Advocatia, & ſuis pertinentiis; Curiam Sancti Medardi cum Banno & Advocatia, & ſuis pertinentiis; Curiam Juppiliæ cum Banno & Advocatia & ſuis pertinentiis; fundum Juveniacenſis Abbatiæ cum Banno & Advocatia & ſuis pertinentiis; Caſtrum Deus-leuvart cum Banno & Advocatia; Bannum & Advocatiam de Monte Sancti Vitoni; fundum Eccleſiæ Sancti Germani Montis-Falconis cum Banno & Advocatia & ſuis pertinentiis; Caſtrum Wentronis-Villæ, Viennam caſtrum, Claromontem caſtrum, Dunum caſtrum cum Foreſto; Mireuvalt caſtrum, Septiniacum, Hattonis caſtrum cum Foreſto, Sampipiniacum caſtrum: & ſi quando tibi & terræ tuæ neceſſarium fore perſpexeris aliud præſidium, auctoritatis noſtræ conceſſione conſtruere liceat infrà terminos tuos. Ut autem hujus noſtræ Confirmationis ſtatutum omni ævo inviolabile permaneat, hanc inde Cartam conſcribi, & noſtra aurea Bulla inſigniri juſſimus, manuque propria corroborantes, idoneos teſtes qui præſentes aderant, ſubter notari fecimus, quorum Nomina hæc ſunt: Burchardus Argentinenſis Epiſcopus, Ortlebus Baſileenſis Epiſcopus, Stephanus Mettenſis Epiſcopus, Henricus Tullenſis Epiſcopus, Helolphus Marbaccenſis Abbas, Bertholfus Dux, Matheus Dux Lothoringiæ, Otto Palatinus Comes, Comes Rodulfus, Comes Vericus, Marchio Hermannus, Comes Warnerus, Comes Theodericus, Symon Comes, Conradus Comes, & multi Nobiles. Signum Domini Friderici Romanorum Imperatoris Auguſti.

Ego Cancellarius Reinaldus vice Arnaldi Maguntini Archiepiſcopi & Archicancellarii recognovi.

Datum Columbariæ XVI. Kal. Septembris, Anno Dominicæ Incarnationis M°. C°. L°. VI°. Indictione IIII. regnante Domino Friderico Romanorum Imperatore glorioſiſſimo auguſto anno regni ejus IIII°. Imperii vero II°.

Appenſa eſt huic præcepto Bulla aurea, in cujus antica parte exhibetur Friderici effigies cum hac inſcriptione: *Fridericus Dei Gratia Romanorum Imperator Auguſtus*, & in poſtica Urbs Roma cum hoc verſu:

Roma caput Mundi regit Orbis fræna rotundi.

Horum duorum Diplomatum copiam nobis pro ſua in nos benignitate fecit Illuſtriſſimus D. D. Hippolitus de Bethune, Epiſcopus & Comes Virdunenſis. Opportunè hoc loco ſubjicere lubet Limites Comitatus Virdunenſis, quo nullus fortè antiquior in Gallia penes Eccleſiaſticas Dignitates.

VIRDUNENSIS COMITATUS LIMITES.

Virdunenſis Comitatus ità in circuitu habetur. Incipit enim à Leone, Monte-falconis & usque ad Pertuſam-petram tendit. De Pertuſa-petra usque ad Subtriamvillam, & inde usque ad villam Falley. Dehinc usque Longuion, ubi Cruna cadit in Caram fluvium, & ſicut Cruna ſurſum decurrit usque ad Amanciam, quæ usque Bricium tendit, & usque ad Bamvadum, ubi cadit in Ornam. Et in longitudine ſuperius usque ad fontem apud Auncurtem, & inde usque ad Quercum Saldey, & inde ſub Mocioni ad fontem Lupimontis. Dehinc ad Marbodi-fontem, & inde Petus ad Vadum, & inde usque ad Coſanciæ, ubi cadit in Moſam fluvium. Dehinc usque ad Wanum-curtem per Nuclearios juxta Bilcei & Warnumcurt; & inde contrà vallem juxta longum campum, rectà via usque Etiſiam, & inde usque ad fontem-Sarnidum ad fontes tres. Ex hinc usque Summam-Asniæ, & poſtea utque ad Ulmos: & inde usque ad locum, ubi Biumma fluit in Asniam, & inde per deſcenſum Asniæ juxta Viasnam, & usque Viennam per Vereires, & per Monblaim villam, per Concescurt, per caſtrum juxta Quarnaium; & inde per ſuperiorem partem villæ, quæ dicitur Chaberei; & inde rectà via usque ad Jemas; & inde usque ad Spanulſi-villam; & inde rectà via usque ad Montem-falconis, & usque ad Leonem, à quo prius incepimus.

CXXXVI.

17. Sept. *Imperatoris* FRIDERICI I. *Privilegium. Quò poſt ſententiam de Ducatu Bavariæ & Marchionatu Auſtriæ ſuprà Anaſim, inter* HEINRICUM *Auſtriæ, &* HEINRICUM *Saxoniæ Duces latam, dictum Marchionatum in Ducatum erigit, eumque variis prærogativis ditat, præſertim quòd non extantibus Ducum Auſtriæ filiis maſculis, filia ſenior in præfato Ducatu ſuccedere debeat. Datum Ratiſponæ 15. Kalend. Octob. 1156.* ANNO 1156. Cum *Confirmatione Imperatoris* FRIDERICI II. *Duci Auſtriæ* FRIDERICO *indulto, cum adjecto hoc Privilegio, ut Dux Crucem Cæſarei Diadematis ſuo principali pileo inſerat. Dat. Veronæ menſe Junio 1245.* Et *Tranſſumpto horum Privilegiorum per* LEONARDUM *Epiſcopum Patavienſem, Viennæ in Curia Epiſcop. Ind. 15. die 17. Aprilis 1437.* [Tiré des Archives Impériales du petit Treſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

LEONARDUS Dei & Apoſtolice Sedis gratia Epiſcopus Patavienſis Univerſis & ſingulis, ad quos preſentes noſtre Littere pervenerint, ſalutem in Domino & preſentibus fidem indubiam adhibere. Noveritis quod Egregii in Chriſto nobis Dilecti Wolfgangus Pair de Vedersdorff, Rector Eccleſie Parrochialis in Haimburg, & Johannes Aichelperger de Novo foro Rector Parrochialis Eccleſie in Grillemberg noſtre Diœceſi Licentiati in Decretis, nec non Secretarii Illuſtris Principis, ac Domini noſtri Alberti Ducis Auſtrie, Stirie, Carinthie, Carniole, ac Comitis Tirol., nec non Marchionis Moravie &c. coram nobis, Notarioque & teſtibus infraſcriptis perſonaliter conſtituti, vice, ac nomine dicti Domini noſtri Ducis Auſtrie, ac de ejus mandato, ut aſſerebant, quandam Litteram ſeu quoddam Privilegium ſereniſſimi Principis olim inclite memorie Domini Friderici ſecundi Romanorum Imperatoris & ſemper Auguſti, Jeruſalem & Sicilie Regis, Bulla aurea ſue Majeſtatis in filis ſericeis, rubei coloris, impendente, figillatam, ſeu figillatum, in cujus medio ab una parte quedam imago ad modum figure Imperatoris, cum certis inſignis regalibus in ſolio Majeſtatis ſedens, videlicet ſceptrum in dextra, & pomum cum Cruce in ſiniſtra, manibus habentis, cum hujusmodi circumferencialibus literis ✠ *Fridericus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus Jeruſalem & Sicilie Rex*, ab alia vero parte, quedam turres ad modum Caſtri cum literis circumferencialibus hujusmodi ✠ *Roma caput mundi regit orbis frena rotundi*, ſculpte apparebant cum quibusdam aliis ſignis & caracteribus, una cum tenore ipſius Litere infra deſcriptis in medium exhibuerunt & produxerunt, cujus tenor infra de verbo ad verbum eſt inſertus, Petentes debita cum inſtancia, hujusmodi Literas per nos tranſſummi, & exemplari, ac in publicam tranſſumpti formam, cum interpoſitione decreti noſtra auctoritate ordinaria redigi mandari, taliter, ut ei plena, ſicut originalibus, fides valeat adhiberi, cum propter viarum discrimina aliasque cauſas racionabiles & eventus variabiles ipſa Litera originalis, ad loca indigencie ipſius, nequeat omni tempore, comodè portari. Nos igitur attendentes peticioni hujusmodi fore juſtam, & conſonam racioni, omnes & ſingulos ſua intereſſe putantes, & quos infraſcriptum tangit negocium, ſeu tangere poterit, quodlibet in futurum, ad certum peremptorium terminum competentem, edicto publico citari, & evocari fecimus, quo quidem termino adveniente, & nullo qui ſe opponeret aliquatenus comparente, ad predictorum Secretariorum, qui non comparencium contumaciam accuſabant, & ut premittitur hujusmodi Literam tranſſumi petebant inſtantiam. Supradictas Literas ad nos recepimus, ipſasque una cum Notario infraſcripto, auſcultavimus diligenter, eamque ſanam, integram, & illeſam, omnique prorſus vicio & ſuſpicione carentem comperimus, quare ipſam per Notarium publicum infraſcriptum, & hujusmodi cauſe coram nobis Scribam, tranſſumi, exemplari, & in publicam formam redigi mandavimus, nil addito, vel diminuto, quod ſenſum variet, ſeu mutet intellectum, auctoritatemque noſtram preſentibus interponimus pariter, & Decretum, volentes & decernentes, ut preſenti noſtro publico tranſſumpto tanquam ipſe Litere originali ubique locorum in judicio & extra, fides plenaria poſſit & debeat adhiberi. Tenor vero predicte Litere per omnia ſequitur & eſt talis. C. In Nomine Sancte & Individue Trinitatis Amen. Fridericus Secundus divina favente clementia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Jeruſalem & Sicilie Rex. Juſtis Principum noſtrorum peticionibus condeſcendere cogimur, quas niſi favorabiliter audiremus, obaudire quod juſte petitur, per injuriam videremur, Eapropter per preſens Privilegium, noverit, tam preſens etas quam ſucceſſura poſteritas, quod noſter Excellentiſſimus Princeps Fridericus Dux Auſtrie & Stirie, ac Dominus Carniole, dilectus Princeps & Conſanguineus noſter, quoddam Privilegium divi Auguſti Imperatoris quondam Friderici Avi noſtri,

ANNO 1156. memorie recolende, Heinrico quondam Duci Auſtrie proavo ſuo dudum indultum, noſtro culmini preſentavit, ſupplicans attencius, ut ei illud innovare, & omnia que continentur in eo, confirmare de noſtra gracia dignaremur, cujus tenor per omnia talis eſt. C. In Nomine Sancte & individue Trinitatis Amen. Fridericus divina favente clemencia Romanorum Imperator Auguſtus. Quanquam rerum commutacio, ex ipſa corporali inſtitucione, poſſit firma conſiſtere, nec ea que legittime geruntur, ulla poſſit refragacione convelli, ne tamen rei geſte ulla poſſit eſſe dubietas, Imperialis debet intervenire auctoritas. Noverit igitur omnium Criſti, Imperiique & noſtri fidelium preſens etas, & futura poſteritas, qualiter nos ejus cooperante gracia, a quo celitus pax miſſa eſt hominibus ſuper terram, in generali noſtra Curia Ratispone in Nativitate Sancte Marie celebrata in preſentia multorum Religioſorum & Catholicorum, litem & controverſiam, que inter Cariſſimum noſtrum Patruum Heinricum Ducem Auſtrie, & inter Nepotem noſtrum Cariſſimum Heinricum Ducem Saxonie, diu agitata extitit ſuper Ducatu Bavarie, & ſuper Marchia a ſuperiori parte fluminis Anaſi, terminavimus hoc modo, quod Dux Auſtrie reſignavit nobis Ducatum Bavarie & dictam Marchiam, quos tenebat, qua reſignacione facta, mox eundem Ducatum Bavarie in beneficium contulimus Duci Saxonie. Predictus vero Dux Saxonie ceſſit & renunciavit omni Juri & accioni, quas habebat ad dictam Marchiam cum omnibus ſuis Juribus & beneficiis. Ne autem in hoc facto honor & gloria Patrui noſtri cariſſimi aliquatenus minuatur, de conſilio & judicio Principum, Illuſtri Wadiſlao Duce Bohemie Sententiam promulgante, quam ceteri Principes approbabant, Marchionatum Auſtrie, & dictam Marchiam ſupra Anaſum commutavimus in Ducatum, Eundemque Ducatum cum ſubſcriptis Juribus, principiis & graciis omnibus liberalitate Ceſarea contulimus predicto Heinrico noſtro Patruo cariſſimo, prenobili ſue uxori Theodore, & Liberis eorundem, ob ſingularem favorem, quo erga dilectiſſimum patrem noſtrum Heinricum Auſtrie, ejus Conthoralem prenobilem Theodoram, & eorum Succeſſores, nec non erga terram Auſtrie, que clippeus & cor Sacri Romani Imperii eſſe dinoscitur, afficimur, de conſilio & aſſenſu Principum Imperii, dictis Conjugibus eorum in eodem Ducatu Succeſſoribus, nec non pretacte terre Auſtrie ſubnotatas Conſtituciones, Conceſſiones, & Indulta auctoritate Imperiali in Jura plena & perpetua redactas donavimus liberaliter vigore preſentium & donamus, Primo quidem, quod Dux Auſtrie quibuſvis ſubſidiis, ſeu ſerviciis tenetur, nec eſſe debet obnoxius Sacro Romano Imperio, nec cuiquam alteri niſi ea de ſui arbitrii fecerit libertate, eo excepto duntaxat, quod Imperio ſervire tenebitur in Ungariam duodecim Viris armatis per menſem unum ſub expenſis propriis, in ejus rei evidenciam, ut Princeps Imperii dinoscatur, nec pro concudendis feodis requirere ſeu accedere debet Imperium extra metas Auſtrie, verum in terra Auſtrie ſibi debent ſua feoda conferri per Imperium, & locari, quod ſi ſibi denegarent, ab Imperio requirat & exigat literatorie trina vice, quo facto juſte poſſidebit ſua feoda ſine offenſa Imperii, ac ſi ea corporaliter conduxiſſet. Dux eciam Auſtrie non tenetur aliquam Curiam accedere edictam per Imperium ſeu quemvis alium, niſi ultro, & de ſua fecerit voluntate, Imperiumque nullum feodum habere debet Auſtrie in Ducatu. Si vero Princeps aliquis, vel alterius Status perſona, nobilis, vel ignobilis, cujuscunque condicionis exiſtat, haberet in dicto Ducatu poſſeſſiones ab ipſo Jure feodali dependentes, has nulli locet ſeu conferat, niſi eas prius conduxerit a Duce Auſtrie memorato, cujus contrarium ſi fecerit, eadem feoda ad Ducem Auſtrie devoluta libere ſibi extunc Jure proprietatis & directi Dominii pertinebunt, Principibus Eccleſiaſticis & Monaſteriis exceptis duntaxat, in hoc caſu. Cuncta eciam ſecularia Judicia Bannum ſilveſtrium & ferinarum, piscine & nemora in Ducatu Auſtrie, debent Jure feodali a Duce Auſtrie dependere; eciam debet Dux Auſtrie de nullis oppoſicionibus vel objectis quibuscunque nec coram Imperio, nec aliis quibuslibet cuiquam respondere, niſi id ſua propria & ſpontanea voluerit facere voluntate, ſed ſi voluerit unum locare, poterit de ſuis vaſallis ſeu homolegiis, & coram illo ſecundum terminos prefixos parere poteſt, & debet juſticie complemento. Inſuper poteſt idem Dux Auſtrie, quando impugnatus fuerit ab aliquo, de Duello per unum ydoneum non in enormitatis macula detentum, vices ſuas prorſus ſupplere, & illum ipſa eadem die ſeu Princeps vel alius quisquam, pro alicujus nota infamie, non poteſt impetrare, nec debet impugnari. Preterea quicquid Dux Auſtrie in Terris ſuis ſeu diſtrictibus ſuis fecerit vel ſtatuerit, hoc Imperator, nec alia potencia, modis ſeu viis quibuscunque non debet in aliud quoquo impoſterum commutare, & ſi, quod Deus avertat, Dux Auſtrie ſine herede filio decedet, idem Ducatus ad ſeniorem filiam, quam reliquerit, devolvatur. Inter Duces Auſtrie, qui ſenior fuerit dominium habeat dicte terre, ad cujus eciam ſeniorem filium dominium Jure hereditario deducatur, ita tamen, quod ab ejusdem Sangwinis ſtipite non recedat, nec Ducatus Auſtrie ullo unquam tempore diviſionis alicujus recipiat ſeccionem. Si quis in dicto Ducatu reſidens, vel in eo poſſeſſiones habens, fecerit contra Ducem Auſtrie occulte vel publice, eſt dicto Duci in rebus & corpore ſine gracia condempnatus, Imperium dicto Duci Auſtrie, contra omnes ſuos injuriatores, debet auxiliari & ſuccurrere, quod juſticiam aſſequatur. Dux Auſtrie principali amictus veſte, ſuperpoſito ducali pilleo circumdato ſerto pinnito, baculum habens in manibus, equo aſſidens, & inſuper more aliorum Principum Imperii conducere ab Imperio feoda ſua debet, dicti Ducis Inſtitucionibus, & deſtitucionibus in Ducatu ſuo Auſtrie eſt parendum. Et poteſt in terris ſuis omnibus, tenere Judeos & Uſurarios publicos quos volgus vocat *Gawetſchin*, ſine Imperii moleſtia & offenſa. Si quibusvis Curiis publicis Imperii Dux Auſtrie preſens fuerit, unus de Palatinis Archiducibus eſt cenſendus, & nichilominus in conſeſſu & inceſſu ad latus dextrum Imperii poſt Electores Principes obtineat primum locum. Dux Auſtrie donandi & deputandi terras ſuas cuicunque voluerit habere debet poteſtatem liberam, ſi, quod abſit, ſine heredibus liberis decederet, nec in hoc per Imperium debet aliqualiter impediri. Prefatus quoque Ducatus Auſtrie habere debet omnia & ſingula Jura, privilegia & indulta, que obtinere reliqui Principatus Imperii dinoscuntur. Volumus eciam, ut ſi diſtrictus & diciones dicti Ducatus, ampliati fuerint, ex hereditatibus, donacionibus, emptionibus, deputacionibus, vel quibusvis aliis devolucionum ſucceſſionibus, prefata Jura, privilegia & indulta ad augmentum dicti Dominii Auſtrie plenarie referantur. Et ut hec noſtra Imperialis Conſtitucio omni evo firma & inconvulſa permaneat, preſentes Literas ſcribi, & Sigilli noſtri impreſſione fecimus inſigniri, adhibitis ydoneis teſtibus, quorum nomina ſunt hec, Pilgrinnus Patriarcha Aquilegienſis, Eberhardus Archiepiscopus Saltzburgenſis, Otto Friſingenſis Episcopus, Conradus Patavienſis Episcopus, Eberhardus Babembergenſis Episcopus, Hartmannus Brixnienſis, Hartwicus Ratisponenſis, & Tridentinus Episcopus Dominus Welffo, Dux Conradus frater Imperatoris, Fridericus filius Regis Conradi, Heinricus Dux Carinthie, Marchio Engelbertus de Yſtria, Marchio Adelbertus de Staden, Marchio Diepoldus, Hermannus Palatinus Comes de Reno, Otto Comes Palatinus, & frater ejus Fridericus, Eberhardus Comes de Sultzbach, Rudolffus Comes de Sweinsheutt, Albertus Comes Hallenſis, Eberhardus Comes de Purkhuſen, Comes de Bucena, Comes de Peylnſtein, & alii quamplures. Signum Domini Friderici Romanorum Imperatoris Invictiſſimi. Et Ego Rainaldus Cancellarius vice Arnoldi, Moguntini Archiepiscopi, & Archicognovi, regnante Romano Auguſto in Ratispone Quinlend. Octobris, anno Domini Milleſimo Centuageſimo ſexto, Anno Regni ejus Quinto, Imperii ſecundo. Nos itaque, qui fidem & obſequia noſtrorum Principum non patimur irremunerata tranſire, attendentes fidem puram & devocionem ſinceram, quam predictus Dux ad Majeſtatis noſtre perſonam & Sacrum Imperium habet, pro gratis quoque ſerviciis, que nobis & Imperio exhibuit hactenus fideliter & devote, & que exhibere poterit in antea graciora, ipſius ſupplicacionibus favorabiliter inclinati, ſupraſcriptum Privilegium, divi Auguſti Avi noſtri predicti, huic noſtro Privilegio de verbo ad verbum inſeri juſſimus, omnia que continentur in eo, de Imperialis preeminencie noſtre gracia confirmantes, Igitur competit eciam noſtro Imperiali Imperio Illuſtri Principi noſtro predilecto Friderico ſpeciali gracia graciando. Quapropter concedimus enim & damus eidem Illuſtri Principi Duci Auſtrie, hec ſubſcripta ad habendum pro Jure plenarie, ut nullus ſuorum feodalium, aut ſuas terras inhabitancium

ANNO 1156.

ANNO 1156. cium sive possidencium, nulli alteri aliquod Juris obediant, Excepto enim sibimet ipso nostro predilecto Friderico Principi Duci Austrie, ac suas vices supplentibus sive potestatem. Concedimus enim nostro Illustri Principi Duci Austrie Crucem nostri Dyadematis suo principali Pilleo sufferendo, volumus eciam, ut dilectus noster Dux Austrie omnia sua feodalia sive Jura, liberaliter suscipiat dacione sine omni. Igitur Jura omnia prescripta, Illustris Dux Austrie rite & liberaliter tenere debeat in omnibus suis terris, quas jam possidet, & in futurum possidebit. Statuimus igitur & Imperiali sanccimus edicto, quatenus nullus Rex, nullus Dux, nullus Marchio, nullus Princeps, nullus Comes, nullus Prelatus, nulla denique persona, alta vel humilis, Ecclesiastica vel mundana, contra presentis Innovacionis & Confirmacionis nostre tenorem venire presumat. Quod qui presumserit, Indignacionem nostri culminis, & penam mille librarum auri se noverit incurrisse, quarum medietas Camere, reliqua vero parti passe injuriam applicetur. Ad hujus igitur Innovacionis & Confirmacionis nostre futuram memoriam & robur perpetuo valiturum, presens Privilegium fieri, & Bulla aurea Typario nostre Majestatis impressa jussimus communiri. Hujus rei testes sunt, Conradus Frisingensis Episcopus, Heinricus Babembergensis Electus, Fridericus filius Illustris Regis Castelle, Rudolfus nobilis Comes de Habspurg, Ludowicus Comes de Helffenstein, Albertus de Nyse, & alii quam plures. Signum Domini nostri Friderici Dei gracia Invictissimi Romanorum Imperatoris semper Augusti Jerusalem & Sicilie Regis. Acta sunt hec Anno Dominice Incarnacionis Millesimo Dugragesimo quinto, Mense Junio, tercia Indictione Imperante Domino nostro Friderico Romanorum Imperatore gloriosissimo semper Augusto Jerusalem & Sicilie Rege Romani Imperii ejus Anno vicesimo quinto regni Jerusalem vicesimo primo regni vero Sicilie quadragesimo septimo. Dat. Verone Anno Mense & Indiccione prescriptis, in quorum & singulorum fidem & evidens testimonium premissorum presentes nostras Literas seu presens publicum Transsumpti Instrumentum fieri, Sigillique nostri appensione una cum pretacti Notarii nostri subscriptione jussimus communiri. Dat. & actum Wienne in Curia nostra Episcopali, in Camera nostre solite habitacionis, sub Anno, a Nativitate Domini, Millesimo, Quadringentesimo Tricesimo septimo, Indiccione quinta decima, die vero Mercurii, decima septima mensis Aprilis, hora terciarum vel quasi, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Martini divina providencia Pape quarti, Anno septimo, Presentibus venerabili & Egregiis in Christo nobis dilectis, Silvestro, Decano atque Doctore, Magistro Conrado Bladegh Licenciato in Decretis, & Canonico Ecclesiæ nostre Patavienf. Presbytero & Clerico ejusdem nostre diocef. testibus ad premissa vocatis specialiter & rogatis.

(L. S.) Et Ego Petrus Sartoris de Kirchaim Clericus Misnenf. diocef. publicus Imperiali auctoritate Notarius, nec non causarum hujusmodi coram Reverendissimo in Christo Patre ac Domino Domino Leonardo Episcopo Patavienfi Scriba, Quia prescriptarum Litterarum exhibicioni, producconi, auscultacioni, earumque examinacioni, inspeccioni ac Sigillorum descripcioni & ordinarie auctoritatis atque Decreti interpoficioni omnibusque aliis & singulis dum sic ut premittitur fient & agentur una cum testibus prescriptis presens interfui, easque sic fieri vidi & audivi. Idcirco de spirituali mandato antedicti Domini mei Episcopi Patavienfis ipsas Litteras originales de verbo ad verbum transsumpsi, coplavi, nil addendo quod sensum variet aut mutet intellectum, ac fideli collacione prehabita, presens transsumptum exinde confeci quod cum Litteris Originalibus per omnia concordare reperi, & per alium fidelem me pluribus occupato negociis scribi feci, publicavi & in hanc publicam transsumpti formam redegi, Signoque & nomine meis solitis & consuetis una cum appensione Sigilli pretacti Domini mei Episcopi roboravi, in fidem & evidens testimonium omnium & singulorum premissorum rogatus & requisitus.

CXXXVII.

1157. *Pax Publica per* FRIDERICUM I. *Imperatorem Ratisbonæ constituta ad totius Germaniæ quietem & tranquillitatem instaurandam.* [JACOBI CUJACII Opera Tom. II. De Feudis Lib. V.] ANNO 1157.

FRIDERICUS, Dei gratia, Romanus Imperator semper Augustus, Episcopis, Ducibus, Comitibus, Marchionibus, & Rectoribus, ad quos Literæ istæ pervenerint, gratiam suam, & pacem, & dilectionem. Quoniam, divina præordinante clementia, solium Regiæ Majestatis conscendimus, dignum est ut cujus præcellimus munere, illi omnino pareamus in opere. Inde est quod nos tam divinas quam humanas leges in suo vigore manere cupientes, & Ecclesias sive Ecclesiasticas personas sublevare, & ab incursu, & invasione quorumlibet defensare intendentes, quibuscumque personis jus suum conservare volumus, & pacem diu desideratam, & antea toti terræ necessariam per universas Regni partes habendam Regia auctoritate indicimus. Qualiter autem eadem pax tenenda sit & servanda in subsequentibus declarabitur evidenter.

Si quis hominem intra pacem constitutum occiderit, capitalem subeat sententiam: nisi per duellum hoc probare possit, quod vitam suam defendendo illum occidit. Si autem omnibus manifestum sit, quod non necessario, sed voluntarie illum occiderit; tunc neque per duellum, neque quolibet alio modo excusabitur, quin capitali damnetur sententia. Si vero violator pacis a facie Judicis fugerit, res ejus mobiles à Judice in populum publicentur & dispensentur; heredes autem sui hereditatem quam ipse tenebat, recipiant tali conditione interposita; ut jurejurando spondeant quod ille violator pacis nunquam de cetero ipsorum voluntate aut consensu aliquod emolumentum inde percipiat. Quod si heredes, neglegto postmodum juris rigore, hereditatem ei dimiserint, Comes eandem hereditatem regiæ ditioni assignet: & a Regio jure beneficium suscipiant.

Si quis alium intra pacis edictum vulneraverit, nisi in duello, & vitam suam defendendo hoc fecerit, probaverit: manus ei amputetur, & sicut superius dictum est judicetur: & Judex in causa ipsum & res ejus secundum rigorem justitiæ strictius consequatur.

Si quis aliquem ceperit, & absque sanguinis effusione fustibus percusserit, vel crines ejus aut barbam expilaverit: decem libras ei cui injuria illata esse videtur, per compositionem impendat, & Judici viginti libras persolvat.

Si vero temerarius absque percussione eum invadat, quod vulgo dicitur * cisteros, calida manu, ac verberibus contumeliisque male tractaverit: quinque libras componat, & Judici pro tali excesu decem libras persolvat. * Bitterhand.

Quicumque Judici suo pro excessu viginti libras invadiaverit, prædium suum pro pignore illi tradet, & intra quatuor septimanas invadiatam pecuniam persolvat. Quod si intra quatuor septimanas prædium suum solvere neglexerit: heredes sui si voluerint hereditatem recipiant, & Comiti intra sex septimanas viginti libras persolvant. Si autem Comes eandem hereditatem Regiæ potestati consignet, proclamatori etiam damnum restituat & prædium a Rege beneficiali jure obtineat.

Si Clericus de pace violata pulsatus fuerit, aut pacis violatorem in contubernio suo habuerit, & de iis in præsentia sui Episcopi sufficienti testimonio convictus fuerit: Comiti, in cujus Comitatu idem Clericus hoc perpetraverit, viginti libras persolvat, & de tanto excessu, secundum statuta Canonum, Episcopo satisfaciat. Si autem idem Clericus inobediens extiterit, non solum officio & beneficio Ecclesiastico privetur, verum etiam tanquam proscriptus habeatur.

Si Judex populi clamore aliquem pacis violatorem ad castrum alicujus Domini secutus fuerit, Dominus, cujus castrum id esse cognoscitur, ad faciendam justitiam illum producat. Qui si de sua fuerit diffisus innocentia, & ante conspectum Judicis venire formidaverit, si mansionem in castro habet, Dominus ejus omnia bona mobilia sub sacramento Judici repræsentet, & eum de cætero in domo sua tanquam proscriptum non recipiat. Si vero mansionem in castro non habuerit, Dominus ejus secure eum adducere faciat, & postmodum Judex cum populo eum tanquam pacis violatorem persequi non desistat. Si duo homines pro uno beneficio contendunt & unus super eodem beneficio investitorem producit, illius testimonium, cum investitor donum investituræ cognoscit, Comes primo recipiat: & si idem probare poterit idoneis testibus, quod absque rapina hoc idem beneficium habuit, remota controversiæ materia id obtineat. Quod si de rapina præsente Judice convictus fuerit, rapinam dupliciter solvat, beneficio vero careat, nisi justitia & judicio dictante illud in posterum

ANNO 1157. requirat. Si tres vel plures contendunt de eodem beneficio, producentes utrinque diverſos inveſtitores, Judex in cujus præſentia cauſa ventilatur, a duobus requirat, boni teſtimonii hominibus in Provincia eorumdem litigatorum commorantibus per ſacramentum quod juraverint, quis illorum absque rapina ejus beneficii poſſeſſor extiterit, & cognita ex ipſorum teſtimonio rei veritate, poſſeſſor beneficium ſuum quiete obtineat, niſi judicio & juſtitia dictante alter de manu ſua illud eripiat.

Si ruſticus militem de violata pace pulſans manu ſua juraverit, quod non de voluntate ſua, ſed de neceſſitate hoc fecit: manu militari ſe miles expurgabit.

Si miles ruſticum de violata pace pulſaverit, & manu ſua juraverit, quod non voluntate, ſed neceſſitate hoc fecit: de duobus unum ruſticus eligat: an divino, an humano judicio innocentiam ſuam oſtendat: aut ſeptem teſtibus idoneis quos Judex elegerit, ſe purget.

Si miles adverſus militem pro pace violata, aut aliqua capitali cauſa duellum committere voluerit: facultas pugnandi ei non concedatur, niſi probare poſſit, quod antiquitus ipſe cum parentibus ſuis natione legitimus miles exiſtat.

Poſt natale Sanctæ Mariæ, unusquisque Comes ſeptem boni teſtimonii viros ſibi eligat, & de qualibet Provincia cum ipſis ſagaciter disponat, & quanto precio ſecundum qualitatem temporis ſit annona vendenda, utiliter provideat. Quicunque vero contra deliberationem ipſius intra anni terminum altius modium & carius vendere præſumpſerit, tanquam violator pacis habeatur: & totidem viginti libras Comiti exolvat, quanti modios ſive maldios altius vendidiſſe convictus fuerit.

Si quis ruſticus arma vel lanceam portaverit, vel gladium, Judex, in cujus poteſtate repertus fuerit, vel arma tollat, vel viginti ſolidos pro ipſis recipiat a ruſtico. Mercator negotiandi cauſa per Provinciam pertranſiens, gladium ſuum ſuæ ſelle alliget, vel ſuper vehiculum ſuum ponat: non ut quem lædat innocentem, ſed ut a prædone ſe defendat.

Nemo retia, aut laqueos, aut alia quælibet inſtrumenta ad capiendas venationes tendat, niſi ad urſos, apros, vel lupos capiendos. Ad palatium Comitis nullus miles ferat arma, niſi rogatus a Comite.

Publici latrones, & convicti vel compacti antiqua damnentur ſententia. Quicumque advocatiam ſuam vel aliquod aliud beneficium inordinate tractaverit, & a Domino ſuo admonitus non reſipuerit & in ſua perdurans inſolentia, ordine judiciario tam advocatia, quam beneficio exutus fuerit, ſi poſtmodum auſu temerario advocatiam vel beneficium invaſerit, pro violatore habeatur.

Si quis quinque ſolidos aut valens vel amplius furatus fuerit, laqueo ſuſpendatur: ſi minus, ſcopis & forcipe excoriatur & tondeatur. Si miniſteriales alicujus Domini inter ſe guerram habuerint; Comes ſive Judex, in cujus regimine eam fecerint, leges & judicia exinde proſequatur. Quicumque per terram tranſiens equum ſuum pabulare voluerit, quantum propinquo ſecundum viam ſtans in loco amplecti potuerit, ad refectionem & reſpirationem equi ſui, impune ipſi equo porrigat. Licitum ſit etiam ipſi uti herba viridi, & ſylva, ſine vaſtatione qualibet, utatur pro ſua commoditate & uſu neceſſario.

temerario prædictam pacem violare præſumpſerit; ſi Civitas eſt, pœna centum librarum auri Cameræ noſtræ inferenda puniatur: Oppidum vero triginta libris auri multetur: Duces autem, Marchiones & Comites quinquaginta auri libras præſtent: Capitanei quoque & majores Valvaſores viginti auri libris puniantur: minores Valvaſores, & omnes prædictæ pacis violatores, tres libras auri inferre cogantur, & damnum paſſo ſecundum Leges reſarciant. Injuria ſeu furtum legitime puniatur. Homicidium quoque & membrorum diminutio vel aliud quodlibet delictum legaliter vindicetur. ANNO 1158.

Judices vero, & locorum defenſores, vel quicumque Magiſtratus ab Imperatore, vel ejus voluntate conſtituti ſeu confirmati, qui juſtitiam facere neglexerint, & pacem violatam vindicare legitime ſuperſederint, damnum omne injuriam paſſo reſarcire compellantur: & inſuper, ſi major Judex eſt, ſacro Ærario pœnam decem librarum auri præſtet, minor autem pœna trium librarum auri multetur. Qui vero ad prædictam pœnam perſolvendam inopia dinoſcitur laborare, corporis ſui coercionem cum verberibus patiatur, & procul ab eo loco, quem inhabitat, quinquaginta miliaria per quinquennium vitam agat.

Conventiculas quoque in Civitatibus, omnesque conjurationes, & extra, etiam occaſione parentelæ, & inter Civitatem & Civitatem, & inter perſonam & perſonam, ſive inter Civitatem & Civitatem & perſonam, modis omnibus fieri prohibemus, & in præteritum factas caſſamus, ſingulis conjuratorum pœna unius libræ auri puniendis. Epiſcopos vero locorum Eccleſiaſtica cenſura violatores hujus ſanctionis donec ad ſatisfactionem veniant, volumus coercere. Receptatoribus etiam malefactorum, qui prædictam pacem violaverint, & prædam ementibus, noſtram indignationem ſubituris, & eisdem pœnis feriendis. Præterea bona ejus publicentur, & domus ejus deſtruatur, quæ pacem jurare & tenere noluerit, & lege pacis non fruatur. Illicitas etiam exactiones maxime ab Eccleſiis, quarum abuſio jam per longa tempora inolevit, per Civitates & Caſtella omnino condemnamus & prohibemus, & ſi factæ fuerint, in duplum reddantur.

Item ſacramenta puberum ſponte facta ſuper contractibus rerum ſuarum non retractandis, inviolabiliter cuſtodiantur. Per vim autem & juſtum metum etiam a majoribus (maxime ne querimoniam maleficiorum commiſſorum faciant) extorta, nullius eſſe momenti jubemus.

Ad hæc, qui alodium ſuum vendiderit, diſtrictum & jurisdictionem Imperatoris vendere non præſumat; & ſi fiat, non valeat. Si vero contigerit alodium aliquod etiam infeudatum conferri Eccleſiæ, vel per oblationem fidelium, vel per emptionis & venditionis alteriusve hujusmodi contractum infeudatus, niſi per gratiam Eccleſiæ tanquam de novo receperit, feudum quod habebat retinere non poterit. Ut autem æquitas, quæ in paribus cauſis paria jura deſiderat, per univerſitatem totius Imperii ſervetur; firmiter ſtatuimus, tam in Italia, quam in Alamannia, ut quicumque, indicta publica expeditione Romam ad ſuſcipiendam Imperii Coronam, Regem, aut ſub Rege Dominum ſuum non adjuvaverit, aut eundo cum ipſo, aut pro quantitate feudi ſtipendia militiæ perſolvendo (ſi de vocatione legitima a Domino ſuo convinci per compares ſuos poterit) feudum perdat, & Dominus in ſuos uſus illud habeat redigendi liberam facultatem.

CXXXVIII.

Vers l'an 1158. *Pax Publica per* FRIDERICUM I. *Imperatorem Roncaliæ pro Partibus Italiæ conſtituta.* [JACOBI CUJACII Opera, Tom. II. De Feudis Lib. V.]

FRIDERICUS, *Dei gratia, Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, univerſis ſubjectis ſuo Imperio ſalutem.*

HAc edictali Lege perpetuum valitura jubemus, ut omnes noſtro ſubjecti Imperio veram & perpetuam pacem inter ſe obſervent, & ut inviolata inter omnes perpetuo obſervetur. Duces, Marchiones, Comites, Capitanei, Valvaſores, & omnium locorum Rectores, cum omnibus locorum primatibus & plebeis, a decimo octavo Anno usque ad ſeptuageſimum obſtringantur juramento ut pacem teneant, & Rectores locorum adjuvent in pace tenenda atque vindicanda; & in fine uniuscujusque quinquennii, de prædicta pace tenenda omnium ſacramenta renoventur. Si quis verò aliquod jus de quacumque re, vel facto contra aliquem ſe habere putaverit, judicialem adeat poteſtatem, & per eam jus ſibi competens exequatur. Si quis vero auſu

CXXXIX.

ALEXANDRI III. *Summi Pontificis Epiſtola monitoria ad* SUEVEM *Danorum Regem de Cenſu Regni Sanctæ Sedi Romanæ ſolvendo.* [Ex Regiſtro ALEXANDRI III. apud DOMINIC. SEGNERUM, *Opus Dei admirabile Primatus Rom. Pont.* in Biblioth. maxima Pontificia, Tom. X. pag. 99.] 1159.

ALEXANDER *Epiſcopus Servus Servorum Dei, Dilecto Filio* SUEVI *Regi Danorum, Sal. & Apoſtolicam Benedictionem.*

PRUDENTIAM tuam monemus, ut Cenſum Regni tui, quem Anteceſſores tui Sanctæ Apoſtolicæ Eccleſiæ perſolvere ſoliti ſunt, nobis, & ſucceſſoribus noſtris transmittere ſtudeas, ita tamen ut non ſicut oblatio ſuper altare ponatur, ſed ut ſupra diximus, tàm nobis quàm Succeſſoribus noſtris, ut certius approbetur præſentialiter offeratur

ANNO 1159. L'EMPIRE ET MILAN.

CXL.

Conditions auxquelles FRIDERIC I. *Empereur reçoit ceux de* MILAN, *qu'il prétendoit s'être revoltez de ſon obéiſſance, accordées en* 1159. [GOLDAST. Tom. I. pag. 269.]

IN nomine Domini noſtri JESU CHRISTI. Hæc eſt conventio, per quam Mediolanenſes in gratiam Imperatoris rediturì ſunt & permanſuri.

1. Cumas & Laudam Civitates ad honorem Imperii relevari non prohibebunt, & amodò non impugnabunt, nec deſtruent; & à fodro, & viatico, & ab omnimoda exactione ſe ibidem per omnem eorum ditionem continebunt, & ultra ſe non intromittent, ut ſint liberæ illæ Civitates, ſicut Mediolanenſes ab ipſis ſunt liberi: excepto reſpectu juris Eccleſiaſtici, quod habent ad Archiepiſcopum & Eccleſiam Mediolanenſem.

2. Omnes Mediolanenſes communiter à minoribus usque ad majores, ab annis (*a*) XIV. & ſuprà usque ad annos LXX. fidelitatem Domino Imperatori jurabunt, & ſine malo ingenio, & obſervabunt.

(*a*) *Liſ.* XVIII. *Cujac. ad lib. Feudor.*

3. Palatium Imperiale ad honorem Domini Imperatoris arbitratu bonorum elevabunt, & cum debito honore bona fide obſervabunt.

4. Pecuniam pro emendatione injuriarum Domino Imperatori vel Dominæ Imperatrici, ſive Curiæ promiſſam, ſtatutis temporibus perſolvent, hoc eſt tertiam partem infra XXX. dies, ex quo hæc pactio confirmata fuerit: aliam verò tertiam partem infra octavam beati Martini: tertiam autem reſiduam partem infra octavas Epiphaniæ. Hisque ſic perſolutis, nullis privatis teneantur promiſſionibus. Pecuniæ promiſſæ ſumma hæc eſt: novem millia marcarum argenti ſive auri vel monetæ ejusdem æſtimationis & precii.

5. Pro his tantùm prætaxatis capitulis bona fide complendis & conſervandis, CCC. obſides dabunt Capitaneos, Valvaſſores, populares, quales approbati fuerint à Domino Archiepiſcopo Mediolanenſi, & Comite Blandratenſi, & Marchione Guilhelmo Montisferrati, & tribus Conſulibus, ſi hæc Domino Imperatori placuerint, juramento aſtrictis ad hanc electionem fideliter faciendam. Obſides verò in partibus Italiæ omnes ſerventur, præter L. vel pauciores, per interventum Regis Bohemorum Ladeslai & aliorum Principum, ultra montes, ſi Domino Imperatori placuerit, deferendos. Quibus autem commiſſi fuerint obſides in Italia, jurent in præſentia Mediolanenſium ad hæc prædeſtinatorum, quod præfixo tempore transacto infra octo dies, ex quo requiſiti fuerint à Mediolanenſibus, eos eis liberè reddant, ut illi ſecurè eos habeant, ſi prætaxata capitula ab eis obſervata fuerint. Tres verò Principes Alemaniæ dextras dabunt, quòd obſides illi, qui ultra montes deferentur, ſi qui erunt, eodem pacto fideliter reddentur.

6. Conſules verò, qui nunc ſunt, ex auctoritate & conceſſione Domini Imperatoris usque ad Kal. Februarii proximè venturas perſeverent, & pro Conſulatu ſuo Domino Imperatori jurent. Venturi verò Conſules à populo eligantur, & ab ipſo Imperatore confirmentur quorum medietas ad ipſum veniat, dum in Longobardia fuerit: alibi autem eo exiſtente, duo ad eum ex Conſulibus veniant & juramento facto officium Conſulatus ſui à Domino Imperatore recipiant pro ſe & ſociis ſuis facturis idem juramentum Domino Imperatori coram communi ſuæ Civitatis. Si autem Legatus à Domino Imperatore deſtinatus fuerit in Italiam, eadem coram ipſo & per ipſum fiant.

7. Legati verò Domini Imperatoris in Italiam directi, ſi civitatem adierint, in Palatio ſedeant, & placita ad eos delata ad honorem Imperii diffiniant.

8. Antequam caſtra ab obſidione moveantur, captivi omnes reddantur in poteſtatem Regis Bohemorum, qui & ſecuritatem per ſe & honeſtos Principes eis faciat, quòd captivos illos Domino Imperatori reddat, ſi eis Dominus Imperator pacem fecerit cum Cremonenſibus, Papienſibus, Novarienſibus, Cumanis, Laudenſibus, Vercellenſibus; non ſolùm autem Mediolanenſibus, verùm etiam confœderatis eorum, Terdonenſibus, Cremenſibus, & Inſulanis: ſalvo honore Domini Imperatoris, & illibatis amicitiis Mediolanenſium, & in ſuo ſtatu permanentibus. Si verò pax ei cum prædictis Civitatibus facta non fuerit, captivi veteres eis reddantur, nec ob id gratia Domini Imperatoris ipſi & amici eorum priventur.

9. Regalia, veluti monetam, telonium, pedaticum, portus, comitatus, & alia ſimilia, ſi qua ſunt, commune Mediolanenſium dimittet, & ultrà ſe non intromittet: & ſi quis per violentiam hæc obtinere voluerit, & juſtitiam inde coram Domino Imperatore vel Nuncio ejus facere noluerit, Mediolanenſes vindictam de eo pro ſua poſſibilitate ſument in perſona & poſſeſſione, regalia Domino Imperatori reſtituent ſine fraude & malo ingenio. ANNO 1159.

10. Hoc pacto & ordine Dominus Imperator Mediolanenſes & Cremenſes cum CXX. marcarum emendatione in gratiam ſuam recipiet, & eos & amicos eorum in plena Curia publicè à banno abſolvet, & captivos eorum omnes, veteres & novos, eis reddet ſtatim poſtquam obſides Imperatori dederint, & captivos tam veteres quàm novos in manum Regis Bohemorum reddiderint.

11. Datis autem obſidibus & captivis, altera die vel tertia exercitus ab obſidione recedet, & Dominus Imperator Mediolanenſes & eorum res clementer tractabit.

12. Commune Mediolani præfatas conditiones ſervabit plenariè, bona fide, ſine fraude & malo ingenio, quantum non permanſerit per juſtum impedimentum, & per parabolam Friderici Romanorum Imperatoris, vel Nuncii ejus, aut ejus ſucceſſoris.

13. Collectam prædictæ pecuniæ liceat modò facere Mediolanenſibus ab his, quos in ſua ſocietate habere conſueverant, præter Cumanos, Laudenſes, & eos qui de Comitatu Sefrenſi fidelitatem Domino Imperatori nuper juraverunt.

CXLI.

Diploma Donationis Imperatoris FRIDERICI I. *quo Episcopatum Bellunenſem cum toto Comitatu & Juriſdictione, Episcopo* OTTONI *ob ſecutas Papæ* ALEXANDRI III. *partes ademtum, Aquilejenſi Patriarchæ* PELEGRINO *confert, ita ut ſubſtituti Bellunenſes Episcopi Inveſtituram ab eodem Patriarcha deinceps recipiant. Datum Papiæ in generali Concilio poſt deſtructionem Cremæ* 15. *Kalend. Maii* 1160. *Indict.* 8. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. *Bellunenſes Episcopi*, col. 177. prior. Edit. *Rom.* & col. 151. ult *Venet.* Ao. 1720.] 1160. 1 Sept.

In nomine Sanctæ, & individuæ Trinitatis. Amen.

FEDERICUS favente divina Clementia Romanorum Imperator Auguſtus. Cum univerſis in Imperio noſtro conſtitutis Imperialis Clemenciæ patrocinium de jure debeamus impendere, maxime tamen erga domeſticos fideles, qui exaltanda Imperii noſtri corona ſollicitudinem gerunt, quorum etiam fides amplius eſt operibus comprobata, propenſiorem affectum, & ampliorem gratiam extendere debemus. Ea propter ad univerſorum fidelium tam futurorum, quam præſentium notitiam hoc deducimus quanta dilectionis, & amoris prærogativa chariſſimum Principem noſtrum Pelegrinum venerabilem Patriarcham Aquilejæ, qui plurima, & præclara obſequia Romano Imperio, ac nobis ſemper exhibuit, dignum duximus honorare. Nos itaque ex Imperiali auctoritate eidem venerabili Patriarchæ Pelegrino pro fidelitatis ejus ſinceritate Bellunenſem Epiſcopatum, quem Anteceſſores noſtri Reges & Imperatores habuerunt, & usque ad nos deſtinaverunt, cum toto Comitatu, & arimoniis, & omni juriſdictione, & cum omni integritate juris, & honoris pleniter dedimus, & conceſſimus. Et omne jus noſtrum de prædicto Episcopatu, & integro ejus Comitatu in ipſum Patriarcham, & per eum in Aquilejæ Eccleſiam, & in omnes dilectiſſimi Patriarchæ ſucceſſores de cætero habendum transfundimus. Et eidem Patriarchæ Pelegrino, ac per ipſum Eccleſiæ ſuæ, & omnibus ejus ſucceſſoribus privilegii hujus munimine in perpetuum confirmavimus: quatenus omnes ejus ſucceſſores ad exemplum venerabilis Patriarchæ Pelegrini chariſſimi principis noſtri in devotione, & fidelitate noſtra, & Imperii fideliter perſeverent. Statuentes quoque præcipimus, ut quicumque de cætero in Bellunenſi Episcopatu ſubſtitui, ac præſidere debet, a venerabili Patriarcha Aquilejæ Pelegrino, ejusque ſucceſſoribus inveſtituram Episcopatus recipiat, & de omni jure Regalium noſtrorum ei, vel ſucceſſoribus reſpondeat. Hujus autem donationis, & confirmationis teſtes ſunt, Arnoldus Moguntinus Archiepiſcopus, Vicharanus Megedelburg. Archiepiſcopus, Artuichus Bremenſis Archiepiſcopus; Everardus Babergenſis Episco-

ANNO 1160. pus, Adam Feltrenſis Episcopus, Daniel Pragenſis Episcopus, Joannes Mersiburgenſis Episcopus, Hermannus Fardenſis Episcopus, Albertus Tridentinus Episcopus, Burchardus Argentinus Episcopus, Conradus Augustæ Episcopus, Voldericus Tarviſinus Episcopus, Ardicio Cumanus Episcopus, Joannes Paduanus Episcopus, Garſendonius Mantuanus Episcopus, Omnebonus Veronenſis Episcopus, Henricus Bavariæ, & Saxoniæ Dux, Henricus Dux Carinthiæ, Bertholdus Dux Lotoringiæ, Fridericus Dux Sueviæ filius C. Regis, Conradus Palatinus de Rheno, Otto de Vitelinbach.

Signum FEDERICI Romanorum Imperatoris invictiſſimi.

Ego REGINALDUS Coloniæ Archiepiscopus, & Italiæ Archicancellarius recognovi.

Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis 1160. Indict. 8. Regnante Domino FEDERICO Imperatore Romanorum invictiſſimo, anno Regni ejus 8. Imperii vero quinto feliciter, Amen.

Data Papiæ in generale Concilio poſt deſtructionem Cremæ 15. Kal. Maii.

CXLII.

1161. 1. Sept. *Diploma Imperatoris* FRIDERICI I, *quo* OTTONI *Episcopo Bellunenſi in priſtinam gratiam recepto Episcopatus Bellunenſis reſtituitur, atque dictus Episcopatus ab Aquilejenſi Patriarchatu iterum ſeparatur. Dat. in Territorio Mediolani apud Landrianam Kalend. Septemb.* 1161. *Indict.* II. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. *Bellunenſes Epiſcopi*, col. 179. Ex Tabulis Eccleſiæ Aquilejenſis, prior. Edit. *Rom.* & col. 152. ult. *Venet.* Aº. 1720.]

In nomine Sanctæ, & individuæ Trinitatis FRIDERICUS *divina favente Clementia Romanorum Imperator Auguſtus.*

IMPERIALIS Clementia benemerentibus beneface-
re conſuevit: & hoc lenitatis exemplo, qui fideles ſunt, efficiuntur fideliores; minusque devoti modis omnibus ſtudent operam dare, ut ad ſervitium Imperii devotiores inveniantur. Ea propter prælentium, ac futurorum fidelium ætas cognoscet: qualiter nos dilecto noſtro bonæ memoriæ Peregrino Patriarchæ Aquilejenſi, dum adhuc viveret, Epiſcopatum Belluni cum omni jure & honore integraliter dedimus, & ei perſonaliter conceſſimus. Quia vero idem Patriarcha divina vocatione naturæ ſatisfecit, & (*a*) vitam univerſæ carnis ingreſſus eſt: nos diligentius attendentes fidelis noſtri Ottonis Belluni Episcopi devotionem, & ſinceritatem circa honorem Imperii, ipſum Episcopum Ottonem pro ſuis præclaris meritis, tum pro fidelium noſtrorum Principum interventu (quorum nomina in ſequentibus ſubſcribentur) liberum ad manus noſtras, & ad honorem & ſervitium Imperii denuo recipimus, & univerſa regalia ad Episcopatum Belluni pertinentia ipſi cum integritate reddidimus: ipſumque Episcopum cum toto Episcopatu Belluni, & cum omni jure, & honore ſuæ libertati reſtituimus & donamus: ipſamque libertatis reſtitutionem auctoritate noſtra prædicto Episcopo in perpetuum confirmamus: ita ut de cætero ad nullum habeat reſpectum, niſi ad ſolum Imperium, & Imperatores Romanorum. Ad augmentum quoque gratiæ noſtræ fideli noſtro prædicto Ottoni venerabili Bellunenſi Episcopo, & Eccleſiæ ſuæ concedimus, & confirmamus omnia, quæ per anteceſſorum noſtrorum Regum ſcilicet, & Imperatorum ei conceſſa videntur, & confirmata: nominatim quidem vallem Agordinenſem, & Lepatienſem cum diſtrictu, & placito; confirmamus etiam aliquantam terram juris Regni noſtri, quæ jacet in Comitatu Cenetenſi in loco, videlicet Obederzo de Saxora firmante in Foſſado: & de Plave in Montegano, & ſicut currit Plaveſella intra Liquentiam: & Caſtellum de Paucenico cum ſuis pertinentiis. Inſuper etiam Imperiali auctoritate damus, concedimus, largimur, atque confirmamus ſecundum præceptum anteceſſorum noſtrorum Imperatorum Heinrici Auguſti, & Conradi benigniſſimi, eidem Episcopo & Eccleſiæ ſuæ omnem terram, & acquiſitiones, quas Johannes ejusdem Sedis olim Præſul cum ipſa acquiſivit, & tenuit, ut præfatus fidelis noſter Otto Epiſcopus Belluni, ejusque ſucceſſores licenter noſtra auctoritate de ipſis rebus jacentibus, in Comitatu Cenetenſi, Bellunenſi, Tarviſienſi, Forojulienſi, Vicentino, Feltrenſi, & etiam Tridentino faciat ad utilitatem prædictæ Eccleſiæ, prout eis habile viſum fuerit, omnium hominum contradictione remota. Quorum locorum nomina ſpecialiter hæc ſunt collecta: in Aviano, in Pauſe, in Paucinico, in Fregona, in Montanagis, in Pinedo, Colle, Coneglano, Formeniga, Feleto, Ceneta, Tarces, Soligo, Paterno, Comballe, Montebelluna, Lanceniga, Villaorba, Cavaſſe, Margiane, Teverone, Camino, juxta Brentam, Lepago, Levatio, in Zuades, in Cadubrio, Coſta, Caſtellum de Petra Bullada, Lucia, Fonzaſa. Et ſi omnia modo ſingulatim dici non poſſunt, prænominata omnia cum univerſis, quæ prædicta Eccleſia juſte, & legaliter habere videtur, eidem Eccleſiæ præceptali noſtra auctoritate concedendo roboramus. Et ut nulla noſtri Imperii magna, parvaque perſona præfatam Eccleſiam de ſuis bonis ſine legali judicio diſvelſire, ſeu aliquo modo moleſtare præſumat, firmiter præcipimus. Concedimus, & confirmamus prædicto venerabili Episcopo legali auctoritate, ut in prædictis bonis, quæ prædictæ Eccleſiæ cum familiis, cum famulis ibidem pertinentibus præceptali pagina a prædictis anteceſſoribus noſtris donata ſunt, in quibuscunque locis ſibi placet, Caſtella, & Turres ædificare, vel Foſſas facere poteſtatem habeat. Et ut nullus Dux, Marchio, Comes, Vicecomes, Miſſus, Discurrens, vel quilibet Reipublicæ exactor, ſeu Judex homines ſupradictam terram habitantes ad ullum placitum diſtringere præſumat; ſed liceat Episcopo ejusque Advocato placitum ſuper eos tenere, omnesque eorum cauſas legitime diffinire, cunctorum omnium inquietudine, moleſtia, & contradictione remota. Hæc itaque omnia ſupraſcripta præfato Episcopo Ottoni, & ejus Eccleſiæ concedimus & confirmamus, ſalva per omnia Imperiali juſtitia. Si quis igitur hoc noſtræ confirmationis præceptum infringere, vel violare tentaverit, ſciat ſe compoſiturum mille libras auri optimi, medietatem Cameræ noſtræ, & medietatem præfato Episcopo Ottoni, aut illi, qui pro tempore ibi ordinatus fuerit. Et ut hæc rata, & inviolata permaneant, præſentem Cartam conſcribi, & noſtra Imperiali auctoritate juſſimus inſigniri. Hujus reſtitutionis, & confirmationis teſtes ſunt Raynaldus Coloniæ Archiepiscopus, Hellinus Trevirenſis Archiepiscopus, Heinricus Viceburgenſis Episcopus, Everardus Banbergenſis Episcopus, Heinricus Leodienſis Episcopus, Albertus Tridentinus Episcopus, Arditio Cumanus Episcopus, Federicus Dux Sueviæ, Tiproldus Dux Boemorum, Vilielmus Marchio Montisferrati, Guido Comes Blandaſenſis, & ejus filius Episcopus Ravennæ, Vifredus Comes de Lumello, Everardus de Lucemburgh, & alii plures.

(*a*) *Peut-être, viam.*

Ego ULRICUS Cancellarius vice RAYNALDI Archiepiscopi Coloniæ, & Archicancellarii recognovi.

Signum Domini FEDERICI Imperatoris invictiſſimi.

Datum in Territorio Mediolani apud Landrianam, Kal. Septembris, anno Dominicæ Incarnationis 1161. Indict. (*a*) II. Regnante Domino Federico Romanorum Imperatore victorioſiſſimo. Anno Regni ejus decimo. Imperii vero ſeptimo feliciter. Amen.

(*a*) IX.

ANNO 1161.

CXLIII.

Imperatoris FRIDERICI I. *Inveſtitura de Caſtro Burgo, & diſtrictu Finarii, aliisque Juribus, Caſtris & locis,* HENRICO GUERCIO *Marchioni Savonæ conceſſa anno* 1162. *Indictione* X. [Voyez-la ci-après ſous le 31. Août 1577.] 1162.

CXLIV.

FRIDERICI I. *Romanorum Imperatoris Inveſtitura,* HENRICO GUERCIO *Marchioni Savonæ, de Marchia & Civitate hujus nominis conceſſa. Datum Papiæ* IV. *Idus Junii* 1162. [Voyez-la ci-après ſous le 15. Mai 1355.] 10. Juin

CXLV.

ANNO 1166.

CXLV.

9. Janv. *Privilegium à Romanorum Imperatore* FRIDERICO *Cvitati* Aquisgrano *indultum de celebrandis Nundinis, & cudendis Monetis; Quò insuper abrogat & condemnat certam consuetudinem iniquam, quæ in Populo Aquensi locum justitiæ obtinuit, ut scilicet, qui de calumnia vel aliqua re impediebatur non poterat expurgationis suæ satisdationem aliam offerre, nisi per festucam quam inclinatus de terra levasset, quamque si subitò non invenisset, in pœnam Corporis decidebat. Datum Aquisgrani 5. Idus Januarii Anno Dominicæ Incarnationis* 1166. *Indictione* XIV. [LONDORPII Acta Publica Tom. XIV. Libr. XV. sub Cap. I. Num. I. pag. 64.]

In nomine sanctæ & individuæ Trinitatis,

FRIDERICUS Divina favente clementia *Romanorum Imperator*, & semper Augustus. Quum *Aquisgranum* locus Regalis, tum pro sanctissimo corpore *B. Karoli Imperatoris* inibi glorificato, quo solus ipse fovere cernitur, *tum pro Sede Regali, in qua primo Imperatores Romanorum coronantur, omnes Provincias & Civitates, dignitatis & honoris prærogativa præcellit*, congruum & rationabile est, ut exemplo Domini & sancti Caroli aliorumque Prædecessorum Nostrorum *eundem locum Imperialis* defensionis, & Nostræ clementiæ Privilegiis, & libertatis institutione quasi muro & turribus muniamus. Indè est quod bis in Anno *universales & solennes Nundinas Aquisgrani* celebrari decrevimus ex consilio Mercatorum vicinarum Civitatum Jura eatenus conservantes, quod *Nundinæ istæ* non solum illarum Nundinas non impediant, verum earum adaugeant emolumenta. Ex consilio itaque Principum Nostrorum, pro reverentia *Domini Karoli*, sanctissimi Imperatoris, omnibus Mercatoribus hanc donamus libertatem, ut in his Nundinis, & per totum Annum *in hoc regali loco* ab omni theloneo sint immunes & liberi, & sua commercia vendant & emant, prout ipsi voluerint. Nullus Mercator vel quælibet alia Persona in his *Nundinis*, Mercatorem in causa ducat pro debito solvendo, vel alio quolibet negotio, quod *ante Nundinas* perpetratum fuerit; sed si in Nundinis aliquid perperam factum fuerit, in Nundinis secundum justitiam emendetur. *Primæ* autem *Nundinæ incipient in Dominica prima Quadragesimæ*, quando sex septimanæ, usque ad Pascha numerantur, & *quindecim diebus durabunt: Secundæ verò Nundinæ incipient octo diebus ante Festum Sancti Michaelis, & durabunt octo diebus post idem Festum.* Omnes quoque ad has Nundinas venientes, vel inde redeuntes, vel ibidem commorantes, in rebus & personis firmam pacem habeant. Præterea ne crebra *mutatio monetæ*, quæ aliquando gravior, aliquando levior esse solebat, in damnum tam *glorioſi loci* de cætero redundet, ex consilio *Curiæ Nostræ monetam inibi cudi fecimus*, in eadem puritate, gravitate, forma & nummo perpetuo duraturum. *De Marca cudentur* 24. *solidi Aquensium*, qui sine impedimento possint cambiri: forma ergò *denariorum* talis erit, quod in una parte erit *imago sancti Karoli*, & ejus superscriptio; ex altera parte *Nostra imago*, cum Nostri nominis subscriptione. Cæterum quia *quædam abusio* pro longa consuetudine *in populo Aquensi locum justitiæ obtinuit*, ut qui de *Calumnia*, vel aliqua re impediebatur, non poterat *expurgationis* suæ satisdationem offerre, nisi per festucam, quam inclinatus de terra levasset, quam si subito non invenisset, in pœnam compositionis decidit. Nos hanc *iniquam legem* perpetuò condemnantes, Imperiali Authoritate statuimus, quod liceat unicuique *in hoc Nostro Regali loco Aquisgrani pro qualibet causa*, qua impeditus fuerit, *expurgationem suam* offerre per quodlibet, vel minimum quod de mantello, vel tunica, vel pellicio, vel camisia, vel qualibet veste, qua inductus est, manu potest avellere, directè stando sine aliqua corporis flexione. Quia verò lege iniqua condemnabatur, qui *monetam aliam præter Aquensem* acceptasset, vel cambivisset, Nos è contra jubemus, ut *unaquæque moneta* juxta qualitatem suam in loco nostro currat, & accepta sit omnibus, secundum quod ipsam valere constiterit. Item Mercatoribus Nostris de præfato loco Aquensi concedimus, & confirmamus, ut Nostra autoritate liceat eis extra domum monetariam, & tectum, cambire argentum, vel monetam, quando ad negotiationes suas exire proposuerit. Quicunque autem contra has Nostras institutiones temerè venire præsumpserit, & ausu temerario eas infregerit, banno Nostro subjaceat, & centum libras auri Cameræ Nostræ persolvat. Verùm ut ab omnibus veriùs quæ facta sunt credantur, & diligentius observentur, præsentem inde paginam conscribi, & Sigilli Nostri impressione insigniri jussimus. Signum *Friderici Romanorum Imperatoris* gloriosissimi. ANNO 1166.

Ego HEINRICUS, sacri Palatii Protonotarius vice CHRISTIANI Archi-Cancellarii, & Moguntinensis Sedis Electi, recognovi. Datum *Aquisgrani* Anno Dominicæ Incarnationis, *millesimo, centesimo, sexagesimo sexto*, Indictione decima quarta, quinto Idus Januarii, Regnante Domino *Friderico Romanorum Imperatore* gloriosissimo, Anno Regni ejus decimo tertio, Imperii verò decimo quinto. Actum in Christo feliciter, Amen. Et erat Sigillum impressum in Cera flava.

Collata concordat

S. PELSSER, Protonot. Aquisgr.

CXLVI.

Traité de Paix entre PHILIPPE *Comte de Flandre &* FLORENS *Comte de Hollande, fait après que* PHILIPPE *eut fait* FLORENS *prisonnier, & durant sa prison, en* 1167. [PIERRE D'OUDERGEEST dans ses Chroniques & Annales de Flandres. Chap. LXXVII. fol. 134.] 1167. 7. Mars FLANDRE ET HOLLANDE.

PREMIERS, que les hostagiers, que le Comte avoit prins pour les ysles de Zelande, entre l'Escaut & Hedinzee, demoureroyent a Bruges, & ne seroyent rendus au Comte d'Hollande, par fidejussion ny autrement ne fust le consentement & vouloir du Conte de Flandre. Que nul camp de bataille se feroit entre hostagiers desdictes ysles, ailleurs qu'en la ville de Bruges. Que tout le prouffit que viendrà desdictes ysles, serà party entre les deux Contes. Que toutes confiscations advenuës esdictes ysles seront communes a eux deux. Sy aucun de Flandre est spolié & desrobé en la terre d'Hollande, les inhabitants du lieu ou le cas serà advenu, en seront la restitution & deschargeront le desrobbeur, & s'ils ne le vuellent faire, le Conte d'Hollande le fera luy mesme a l'arbitrage de six hommes. Que les Gheleedes que tient le Conte de Hollande sur les marches de Flandre, seront abolyes, & ne souffrirà le Conte qu'elles soyent plus levés. Comme aussy seront revocqués & abolis tous autres impostz, comment on les puisse ou veuille nommer, & sy aucuns tels impostz se payoyent ou exigeoyent par ignorance, le Conte d'Hollande seroit tenu a la restitution. Que nuls desdicts deux Contes pourront faire forteresses esdictes ysles, que si aucun marchant de Flandre passant par Hollande fut arresté pour debtes, iceluy marchant s'en pourra purger par serment, affin que son voyage ne luy soit retardé, & sy l'arrestant ne s'en veut contenter, que faudra qu'il poursuyve ledict marchant, devant son juge ordinaire, & sy pardessus ledict serment faict, le marchant est detenu ou empesché, le Conte d'Hollande luy payerà tous ses despens, dommages, & interests. Lequel contre venant a ceste paix fourferà toute la terre, qu'il tient en fief de la Conté de Flandre, sans autre solennitité de loy, & n'en jouirà jusques a ce qu'il auroit le tout reparé. Ce fut faict a Bruges, en la Prevosté de Saint Donas *feria* III. *post Reminiscere*, en l'an mil cent soixante sept.

CXLVII.

Traité entre FRIDERIC I. *Empereur, & le Peuple de* ROME, *l'an* 1167. [GOLDAST Tom. I. pag. 283.] L'EMPIRE ET ROME.

JURAVERUNT præsentes, & jurabunt futuri SENATORES & totus POPULUS ROMANUS Domino Friderico Imperatori fidelitatem, & quòd juvabunt eum coronam Imperii Romani retinere, & defendere eum contra omnes homines: & justitias suas tam intra Urbem, quàm extra Urbem juvabunt eum retinere, & quod numquam erunt tam in consilio quàm in facto, ubi Dominus Imperator malâ captione capiatur, vel membrum perdat, vel aliquod detrimentum in persona patiatur: & quod Senatum non nisi per eum

vel

ANNO 1167. vel per Nuncium ſuum ordinabunt, ſine fraude & malo ingenio.

2. Dominus Imperator confirmabit Senatum perpetuo in eo vigore, in quo nunc eſt, & augebit eum tali tenore, ut Senatus per eum ordinetur, & ei ſubjectus fiat, & faciet inde privilegium cum ſigillo auri, in quo contineantur hæc, videlicet confirmatio Senatus, & quod faciet ſalva omnia juſta teſtamenta Populi Romani, quantum ad Imperatorem pertinet, quod ea illis non aufferet, & bonos uſus Urbis, & locationis libellos tertii & quarti generis conſervabit, & præcipiet in eodem privilegio non aufferri Romanis in toto Imperio ſuo plateaticum, portaticum, aut ripaticum: & (*a*) ſi aufferre præſumpſerit, incidat in pœnam centum librarum auri.

(*a*) Il faut peut-être lire *qui*

3. Hæc omnia cum ſubſcriptione Principum Curiæ fient.

CXLVIII.

Octobre. *Pax & concordia inter* ALDEPHONSUM *Caſtellæ Regem, atque* SANCIUM *Navarræ Regem, ſuper Caſtellis, pecoribus, & facultatibus ad* X. *annos facta. In Abbatia Siterium Era* M. CC. V. *Menſe Octobris.* [JOAN. BROMTON Chronicon ſub HENRICO Secundo Rege, inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos. Col. 1123.]

HÆc eſt Charta Pacis & Concordiæ quæ facta fuit inter Regem Aldephonſum de Caſtella & Regem Sancium de Navarra in Abbathia quæ vocatur Siterium. Placuit utrique Regum ut fieret pax & concordia inter eos per X. annos. Et facta eſt & placuit ut hoc juramento firmarent & jurarent ipſi & Barones ſui ſuper Altare & ſuper quatuor Evangelia, ut tenerent prædictam concordiam & treugas per fidem, & ſine malo ingenio & fraude per X. annos; & iſtæ treugæ factæ ſunt de corporibus, & pecoribus & facultatibus, & caſtellis. Et ſi aliquis Regum vel Baronum iſtas treugas fregerit, & infra XL. dies clamorem factum non emendaverit, ſit perjurus. Aluneso facta Carta Era M. CCV menſe Octobris, ut à ſequente feſtivitate Sancti Martini usque ad X. annos ſit terminus treugarum & quod infra X annos ſcriptæ conventionis ſit læſus Rex Navarræ conqueritur.

CXLIX.

1169. *Literæ* HENRICI *Angliæ Regis ad ejus filium; quibus ſignificat pacem* THOMÆ *Archi-Episcopo Cantuarienſi conceſſiſſe, & præcipit, ut feudum Archi-Episcopale ei reſtituatur, & cuncta in pace illi conſerventur. Actum apud Chinum.* [Chronica GERVASII ſub HENRICO Secundo Rege, inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos. Col. 1413.]

HENRICUS Rex Angliæ & Dux Normanniæ & Aquitaniæ & Comes Andegaviæ, Chariſſimo filio ſalutem. Sciatis quod Thomas Cantuarienſis pacem mecum fecit ad voluntatem meam, & ideo præcipio quod ipſe & ſui pacem habeant, & faciatis habere ei & ſuis qui pro eo exierunt ab Anglia, res ſuas bene & in pace & honorifice ſicut habuerunt tribus menſibus antequam ipſe Archiepiscopus receſſiſſet ab Anglia. Et faciatis venire coram vobis de antiquioribus & legalioribus militibus de honore de *Daltwede* & eorum Sacramento faciatis recognoſci quid ibi habeatur de feudo Archiepisc. Cantuariæ. Et quod recognitum fuerit de feudo ejus eſſe ipſi Archiepiscopo habere faciatis. Teſte Rotrodo Rothomagenſi Archiepiscopo apud Chinum.

CL.

1170. 26 Fev. ALEXANDRI *Papæ* III. *Epiſtola ad* ROGERIUM *Archiepiscopum Eboracenſem. Inhibet illi ne coronet filium Regis, cum id debeatur Cantuarienſi.* [Collect. Regia Concilior. Tom. XXVII. pag. 288. & 289. inter Epiſtolas Papæ ALEXANDRI III. PHIL. LABBEI Collectio Concil. Tom. X. pag. 1219.]

ANNO 1170.

ALEXANDER *Servus Servorum Dei, &c.*

QUONIAM ad audientiam noſtram multorum jam pridem relatione pervenit, quod Coronatio Regum Angliæ & inunctio ad Cantuarienſem Archiepiscopum de antiqua Eccleſiæ ſuæ conſuetudine & dignitate pertineat, fraternitati veſtræ præſentibus Literis auctoritate Apoſtolica diſtrictius inhibemus, ut ſi illuſtris Rex Anglorum filium ſuum, dum venerabilis frater noſter Thomas Cantuarienſis Archiepiscopus in exilio fuerit, coronari voluerit, & in Regem inungi, nullus veſtrum ei manum imponere præſumat, aut ſe exinde aliquatenus intromittere audeat. Quod ſi quis veſtrum attentare præſumpſerit, id in periculum officii & ordinis ſui noverit procul dubio graviter redundare. In his vero appellationis remedium volumus denegari, & omnem malignandi occaſionem excludi. Datum apud Cisvinarium quarto Kalendas Martii.

CLI.

ALEXANDRI *Papæ* III. *Epiſtola ad Eumdem. Propter Coronationem* HENRICI *a divinis ſuſpenditur, &c.*

ALEXANDER *Servus Servorum Dei, &c.*

CUM filium ſuum Rex veſter coronari voluerit, contempto Thoma Cantuarienſi Archiepiscopo, ad cujus officium de antiquo jure dignoscitur pertinere, per manum tuam, frater Archiepiscope, in aliena provincia diadema regni ei fecit imponi. In Coronatione vero illius nulla ex more de conſervanda Eccleſiæ libertate cautio juratoria eſt præſtita, nec (ſicut ajunt) a vobis exacta: Sed potius juramento aſſeritur confirmatum, ut regni conſuetudines iniquæ, ſub quibus dignitas periclitatur Eccleſiæ, illibatæ debeant omni tempore conſervari. In quo etſi multum prænominati Regis vehementia nos conturbat, amplius tamen de veſtra & aliorum Coepiscoporum veſtrorum poſſumus infirmitate moveri, qui (quod dolentes dicimus) facti ſicut arietes non habentes Cornua, abiiſtis absque fortitudine ante faciem ſubſequentis. Et ſi forte hoc licere tibi, frater Archiepiscope, in propria potuiſſet provincia, quomodo tamen in aliena & illius præcipue qui exulare pro juſtitia & ſolus exire voluit, & dare gloriam Deo, tibi licuerit, nec de ratione poſſumus, nec de Sanctorum Patrum conſtitutionibus invenire. Unde & poſt tam iniquas conſuetudines juramento firmatas, non adjeciſtis ſumere ſcutum fidei, ut ſtaretis pro domo Domini in die prælii. Ne autem, ſi diutius tacuerimus, una vobiscum in die judicii damnationis ſententia involvamur, auctoritate Sacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ, cui auctore Deo miniſtramus, ab omni vos officio Episcopalis ſuſpendimus dignitatis.

CLII.

Fragmentum Pacis & Amicitiæ inter CIVITATEM SPALATINAM, *&* JUPANUM SARACENUM, *Quâ de venditione & emptione hominum, adminiſtrationeque Juſtitiæ inter ſe conveniunt.* [JOHAN. LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatiæ, Lib. VI. pag. 279.] 1171.

IN Chriſti nomine Dominantis Conſtantini Ducis Ducatus anno primo menſe Aprilis.

Nos Spalatini hoc teſtamentum & ſtabilimentum pacis inter nos & Jupanum Saracenum atque Bratozai Judex caſtri Cliſſæ Radone Ar . . . lii Presbyter Petrus Presbyter Draſinne Nauclerus Vilco Drug; Deſinne, Tolſo, Oame, Iunota, Desmir, Boles, Tolimir, Pomeza, Pinniz, poſt hos centum quinquaginta alii concives Cliſſani firmavimus ut nos fideliter amicemus coram Duce iſto ceu, & usque & ſequacibus & noſtro poſſe eorum juſtitias manutenere curemus. Sed & hoc adjecimus ut ſi inſcienter eos nos ab extraneis comparaverimus accepto pretio & unum ſolidum ſupra eos dimittemus. Quod ſi ſcienter ipſos nolente comparaverimus absque pretio liber discedat nihil dando. Et ſi Cliſanus Cliſanum palam vendiderit quantumcunq; eum vendere poſſum vendam. Et quodcunque tempore guerræ à Cliſanis contra nos patratum eſt cadat, & quod tem-

ANNO 1170. tempore pacis cum ipsis placitare coram eorum Jupano & Judicibus debemus, quod si justitia dictante Clisanus compositus est componat . . . . nsuacat si non persona, & si eorum Jupanus aut Judex nobis rectum judicium non judicaverit, sive Justitiam non fecerit nos habemus potestatem eos vocandi coram præsen ..... Ducis .. & si quis latro apud nos quæ sunt eorum furatus fuerit aut reddat totum, aut tradatur eorum ditioni; Et si quis nostrum super aliquem eorum debitum quæsierit, si sine placito eum ceperit amittat placitum, & si invenire poterimus eorum damnum notificemus: & ipsi nostrum campum, & omnia quæ habemus mobilia & immobilia ab omnibus latronibus absque fraude & malo ingenio custodiant. Et insuper si quis extraneus pro aliqua re pignorare voluerit antequam Justitiam quæsiverit vos nos defendere studeatis.

Hoc Sacramentum firmavimus Ego Volcinna Sagarelle, Tolmizo Drago Jupano, Petrizo Palumbello, Turminus Constantini suo cum fratre, Jurre Sulize, Micha Malanarete Cavalca Sole, Bivaldo Zane Marci Drago Gumay cæterique centum quinquaginta. Si quis quod absit hanc ordinationem cum aliqua fraude & malo ingenio frangere temtaverit habeat iratum Trinum & unum Deum & maledictionem CCCX. & VIII. Sanctorum Patrum & duodecim Apostolis & omnium Sanctorum.

Ego Duymus Levita & Ecclesiæ Beati Domnii Primicerius hoc testam: Scriptor & de hac re existens testis.

CLIII.

1171. 29. Sept. LORRAINE ET LIEGE. *Engagement du Château de* HEYSTAL *fait à* RADULPHE *Evêque de Liége par* (1) GODEFROI *Duc de Lorraine, & confirmé par l'Empereur* FREDERIC I. *en l'année* 1171. [AUBERT LE MIRE, dans ses *Diplomat. Belgica*, Liv. I. Chap. LXIV. pag. 138.]

In nomine sanctæ & individuæ Trinitatis.

FREDERICUS Divina favente Clementia Romanorum Imperator Augustus.

Quæcunque instituta, vel conventiones inter diversas personas solemniter contrahuntur, dignum reputamus, ut scripto diligenter annotentur, ne per successiones temporum transeant in oblivionem mentium, & à memoria hominum deleantur.

Notum igitur facimus tam futurorum quàm præsentium industriæ, quòd GODEFRIDUS Dux Lotharingiæ beneficium Ducatus sui, quod situm est in villa (2) HARSTALII, dilecto nostro RADULPHO Leodicensi Episcopo, Aquisgrani, in præsentia Principum & totius Curiæ, per manum nostram, pro trecentis marchis oppignoravit, & idem Episcopus, nullo reclamante, illud in potestatem suam contraxit & quietè possedit.

Postmodum verò placuit eidem Episcopo, ut jam dictum vadium, pro remedio animæ suæ, Ecclesiæ S. Mariæ, sanctique Lamberti in Leodico conferret, & ad stipendia fratrum Deo in Ecclesia eadem militantium destinaret.

Ut autem ampliorem roboris perfectionem traditio ista, Imperialis nominis auctoritate, contraheret, memoratus Episcopus oppignoratum sibi beneficium, in celebri totius Curiæ præsentia, in manum nostram reportavit, nosque illud, petitione & assensu ejus, de manu propria in manum Henrici ejusdem Ecclesiæ Præpositi, & Ægidii Comitis de Durachio, qui traditionis hujus Advocatus & mandiburnus institutus est, Othonis de Malbere, Alexandri de Noviomago, ad usus stipendiarios præbendæ fratrum, ut jam dictum est, liberè & absolutè tradimus.

Si verò prænominatus Dux idem vadium, datis trecentis marchis, redemerit, pecunia illa in custodia Leodicensis Ecclesiæ tam diu teneatur, donec alodium ex consilio Episcopi & fratrum inde comparetur, unde stipendia fratribus persolvantur, & anniversarius dies ipsius Episcopi annuatim in Ecclesia peragatur.

(1) C'étoit *Godefroi* III. Duc de la basse Lorraine, ou de Brabant; mais qui, dans ce tems-là, se donnoit le titre de *Dux Lotharingiæ*, aussi bien que les Ducs de la haute Lorraine. *Henri* son fils en usa de même, comme on le verra dans les Traitez suivans, & cet usage dura long-tems après lui, sur tout en Latin; car en Francois & en Flamand, les Noms de *Lorraine* & de *Lothring* furent bientôt changez en ceux de *Lothier* & de *Lothrick*, avec l'addition de celui de *Brabant*. [DUM.]

(2) C'est un Château à une petite lieuë de Liége bâti par *Pepin* Pere de *Charles Martel*, qui à cause de cela fut surnommé *de Herstal*, ou *de Heristal*.

ANNO 1171. Statuimus itaque, & Imperiali auctoritate firmiter & districtè præcipimus, ut nulla persona, magna seu parva, Sæcularis vel Ecclesiastica, hujus institutionis . . . . . aliquatenus improbare, aut irritum revocare præsumat. Quod qui fecerit, quinquaginta libras auri puri pro pœna persolvat, dimidium Cameræ nostræ, & reliquum prædictæ Ecclesiæ.

Ut autem hæc omnia inviolabiliter observentur, & rata permaneant, præsentem inde paginam conscribi, & sigilli nostri impressione jussimus communiri. Hujus rei testes sunt,

Christianus Moguntinus Archiepiscopus.
Arnoldus Treverensis Archiepiscopus.
Godefridus Trajectensis Episcopus.
Theodericus Comes de Cleve.
Adelbertus Comes de Molbach.
Henricus de Cuke.
Conradus de Bochesberch.
Robertus de Durne.
Wernerus de Boulant.
Henricus Leodicensis Ecclesiæ major Præpositus.
Simon Decanus.
Amalricus, Balduinus, Rodulphus, Archidiaconi.
Robertus Cantor.
Ægidius Comes de Durachio.
Otto de Malberg.
Alexander de Numage.
Eustathius, frater Advocati Hasbaniæ.
Turricus de Prato.
Fastradus de Dummertin.
Thomas de Helmericurt.
Godinus de Hosemont.
Bodo frater ejus, & alii quàm plures.

Ego Henricus Cancellarius, vice Christiani Moguntini Archiepiscopi & Archicancellarii, recognovi.

Acta sunt hæc anno Dominicæ Incarnationis millesimo centesimo septuagesimo primo, Indictione quarta, regnante Frederico Romanorum Imperatore, anno regni ejus vicesimo, Imperii verò decimo octavo.

Datum Leodii III. Kalendas Octobris feliciter, Amen.

CLIV.

1172. 27. Sept. *Juramentum* HENRICI *Senioris Regis Angliæ, pro purganda Innocentia sua de Occisione Archiepiscopi Cantuariensis, deque non recedendo ab* ALEXANDRO *Papa & Catholicis ejus Successoribus, neque impediendo Appellationes in Regno suo ad Romanum Pontificem fiendas, ac de restitutione in integrum Ecclesiæ Cantuariensis, emissum * apud Abrincas 5 Kal. Octobris.* [Chronica GERVASII inter Anglicanæ Histor. Scriptores X. col. 1422.]

* Cette date est historique & se tire de l'Auteur.

1. QUOD nec præcepit, nec voluit, ut Cantuariensis Archiepiscopus occideretur, & quando audivit vehementer inde doluit. Sed quia Malefactores illos, qui præfatum Archiepiscopum occiderunt, habere non poterat (qui tamen in deliciis venationum aliquamdiu postea fuerant cum ipso commorati) & quia timebat ipsos illud prophanum opus causa motus animi, quem in eo viderant perpetrasse de satisfactione tale præstitit Argumentum.

2. Juravit etiam quod ab Alexandro summo Pontifice, & ab Catholicis ejus Successoribus non recederet quamdiu ipsum sicut Regem Catholicum habuerint.

3. Juravit etiam, quòd neque appellationes impediret, neque impediri permitteret quin liberè fierent in Regno suo ad Romanum Pontificem in Ecclesiasticis causis. Sic tamen ut si ei suspecti fuerint aliqui, securitatem faciant, quòd malum suum vel Regni non quærerent.

4. Juravit etiam, quod ab instante Nativitate Domini usque in Triennium crucem acciperet in proxima sequenti Æstate in propria Persona Jerosolymam iturus, nisi remanserit per Alexandrum summum Pontificem vel per Catholicos Successores ejus. Sed si interim perurgente necessitate in Hispaniam super Saracenos profectus fuisset, quantum in illo itinere consummaret tantumdem Jerosolymitanæ profectionis spatium posset prolongare.

5 Juravit etiam quod interim tantum pecuniæ daret Templariis, quantum ad arbitrium fratrum Templi sufficere posset ad retinendum CC. milites ad defensionem Jerosolymitanæ terræ per spatium unius anni. Præterea pardonavit iram, & malivolentiam suam omnibus,

ANNO 1172. nibus, tam Clericis quàm Laicis, qui pro beato Thoma Archiepiscopo Cantuarienſi erant in exilio, & conceſſit eis liberè, & in pace propria remeare.

6. Juravit etiam, quod poſſeſſiones Cantuarienſis Eccleſiæ, ſi quæ ablatæ erant, in integrum reſtitueret, ſicut habuit uno anno antequam beatus Thomas ab Anglia regrederetur.

7. Juravit etiam quod conſuetudines, quæ inductæ ſunt contra Eccleſias terræ ſuæ, in tempore ſuo penitus dimitteret.

Hæc omnia juravit ſe fore obſervaturum bona fide, & absque malo ingenio. Et ut hæc in memoria Romanæ Eccleſiæ haberentur, præcepit Sigillum ſuum cum Sigillis Cardinalium Scripto illi apponi in quo prædicta Capitula continebantur.

CLV.

Abſolutio HENRICI II. *Angliæ Regis, à ſacrilega Nece* THOMÆ *quondam Archiepiſcopi Cantuarienſis, per* ALBERTUM *Tituli Sancti Laurentii de Lucina, &* THEODINUM *tituli Sancti Vitalis, Presbyteros Cardinales Apoſtolicæ Sedis Legatos.* [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. X. col. 1458.]

HENRICO, *Dei gratia, illuſtri Regi Anglorum* ALBERTUS *tituli Sancti Laurentii in Lucina &* THEODINUS *tituli Sancti Vitalis Presbyteri Cardinales, Apoſtolicæ Sedis Legati, ſalutem in eo qui dat ſalutem Regibus.*

NE in dubium veniant quæ geruntur, & uſus habet, & communis conſideratio utilitatis expoſcit, ut Scripturæ ſerie debeant annotari. Inde quidem eſt, quod nos mandatum illud in ſcriptum duximus redigendum, quod vobis pro eo facimus, quia malefactores illos, qui ſanctæ memoriæ Thomam quondam Cantuarienſem Archiepiscopum occiderunt, occaſione motus & turbationis quam viderunt in vobis, ad illud facinus proceſſiſſe timetis. Super quo tamen facto purgationem in præſentia noſtra de voluntate propria præſtitiſtis, quod videlicet nec præcepiſtis, nec voluiſtis ut occideretur: & quando pervenit ad vos, plurimum condoluiſtis.

Ab inſtanti feſto Pentecoſtes usque ad annum, tantam dabitis pecuniam, unde ad arbitrium Fratrum Templi ducenti milites valeant ad defenſionem terræ Hieroſolymitanæ per ſpatium unius anni teneri. Vos autem à ſequenti natali Domini, usque ad triennium accipietis Crucem: proxima tunc æſtate illuc in propria perſona, ducente Domino, profecturi; niſi remanſeritis per Dominum Papam, vel Catholicos Succeſſores ejus.

Sane ſi contra Saracenos pro urgente neceſſitate in Hiſpaniam profecti fueritis: quantum temporis fuerit ex quo arripueritis iter, tantumdem ſupradictum ſpatium Hieroſolymitanæ profectionis poteritis prolongare. Appellationes, nec impedietis nec impediri permittetis, quin libere fiant in Eccleſiaſticis Cauſis ad Romanum Pontificem bona fide, & absque fraude & malo ingenio: ut per Romanum Pontificem Cauſæ tractentur, & conſequantur effectum ſuum: ſic tamen ut ſi vobis ſuſpecti fuerint aliqui, ſecuritatem faciant, quod malum veſtrum, vel Regni veſtri non quærent. Conſuetudines, quæ inductæ ſunt contra Eccleſias terræ veſtræ, in tempore veſtro penitus dimittetis: poſſeſſiones Cantuarienſis Eccleſiæ, ſiquæ ablatæ ſunt, in plenum reſtituetis, ſicut habuit uno anno antequam Archiepiſcopus de Anglia eggrederetur. Clericis præterea & Laicis utriusque ſexus pacem, veſtram gratiam & poſſeſſiones ſuas reſtituetis, qui occaſione prænominati Archiepiſcopi deſtituti fuerunt. Hæc autem vobis, auctoritate Domini Papæ, in remiſſionem peccatorum veſtrorum injungimus, & præcipimus, absque fraude & malo ingenio. Hoc ſane coram multitudine perſonarum juraviſtis vos pro Divinæ reverentia Majeſtatis. Juravit & filius veſter, excepto eo quod perſonam veſtram ſpecialiter contingebat, & juraſtis ambo, quod à Papa Domino Alexandro, & Catholicis ſucceſſoribus ejus, quamdiu vos, ſicut anteceſſores veſtros, & Catholicos Reges habuerint, minime recedetis. Atque ut in memoria Romanæ Eccleſiæ firmiter habeatur, ſigillum veſtrum præcepiſtis apponi.

CLVI.

ANNO 1173. Juin

HENRICI *Junioris Regis Angliæ Literæ ad* ODONEM *Priorem Eccleſiæ Cantuarienſis, de Appellatione ejus ad Romanam Eccleſiam, quòd Pater ſuus* HENRICUS *Rex absque ſuo conſenſu quasdam minus congruas perſonas in dicta Eccleſia Cantuarienſi, aliisque Eccleſiis Provincialibus inſtituere attemptet.* [Chronica GERVASII inter Anglicanæ Hiſtor. Scriptores X. col. 1425.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, & Dux Normanniæ, & Comes Andegaviæ, Regis Henrici filius, charo & fideli ſuo O. Priori Cantuarienſis Eccleſiæ, & univerſo Conventui ſalutem, & dilectionem. Ex certa quorumdam relatione recepimus, quod in Eccleſia veſtra, & etiam in Provincialibus Eccleſiis Perſonas quasdam minus congruas Pater meus inſtituere attemptet. Et quoniam absque aſſenſu noſtro id nequaquam fieri debet qui ratione regiæ unctionis Regnum, & totius Regni curam ſuſcepimus, ſuper hoc Romanam Sedem in multorum præſentia appellavimus, & appellationem factam venerabilibus Patribus noſtris, & amicis Alberto, & Theodino Cardinalibus Apoſtolicæ Sedis Legatis ſcripto, & Nuntio noſtro denuntiavimus, qui ſicut viri prudentes appellationi detulerunt. Hanc etiam ipſam appellationem fidelibus noſtris Londonienſi, Exonienſi, & Wigornienſi Epiſcopis ſcripto noſtro denuntiavimus. Et quemadmodum appellavimus, iterato ſub teſtimonio veſtro appellamus.

CLVII.

Traité de Paix entre HUGUES III. *Duc de Bourgogne, &* GUI, *Comte de Nevers, fait à Beaune en* 1174. [ETIENNE PERARD, Recueil de pluſieurs Piéces ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 247.] 1174. BOURGOGNE ET NEVERS.

USUS litterarum receptus eſt propter memoriam rerum: inde eſt, quod ea quæ in futurum rata & inconcuſſa eſſe decernimus, litterarum memoriæ commendamus. Quamobrem ego *Hugo* Dux Burgundiæ, & ego *Guido* Comes Nivernenſis, per præſentem cartam notificamus tam præſentibus quàm futuris, pacem quam invicem fecimus, & formam pacis quam firmavimus. Ego ſi quidem *Guido* Comes Nivernenſis, in hominium Ducis veni; & ego *Hugo* Dux, in dominium redii, ſicut feoda mea requirunt, quæ Comes pro patre ſuo, & pro uxore ſua de me tenere debet. Hoc autem dicimus, quamquam pro feodo uxoris ſuæ Comes de feodo homo meus ligius erit, ſalva ligitate domini Regis. Et ſi fortè feoda in hæredes dividerentur, qui terram matris haberet, ligius eſſet. Ego autem *Guido*, Nivernenſis Comes, juravi, & *Hugo* Dux idem, quandiu ad juſtitiam mihi per te ipſum ſteteris in locis antiquæ conſuetudinis, ſicut feoda requirunt, tibi aut terræ tuæ nequaquam malefaciam. Quandoquidem aliquo caſu de hoc ipſo lis oborta fuerit, ſupra quatuor perſonas litis contentio terminanda poneretur, videlicet ſupra *Anſericum de Monte Regali*, & ſuper *Hugonem de Monte Sancti Johannis*, homines noſtros, & ſuper Abbatem Ciſtercii, & Abbatem Clarevallis; in hunc modum, quod de iis qui laïci ſunt, jurabunt, & qui Abbates ſunt, in verbo veritatis promittent, quod controverſiam litis ſecundùm rationem moderabunt. Itemque, ſi fortè fortuitò iſti quatuor inter ſe discordaverint, quandiu in Curia Domini Regis mei, Dux, ad juſtitiam ſteteris, ſit in Curia Comitis *Henrici*, ſopitâ tamen contentione quæ eſt inter me & Comitem *Henricum*, ſicut prædictum eſt, tibi, Dux, aut terræ tuæ malum non faciam. Si verò hoc ordine lis oborta compoſita non fuerit, ad cartas noſtras recurretur, & ſecundùm tenorem cartarum, remota omni contentione, lis ex integro pacificabitur, & ſi nec ſic lis poſſet pacificari, donec transactis quadraginta diebus poſt diffidentiam, tibi Dux, vel terræ tuæ malum non faciam. Hæc omnia, ſicut hîc continentur, ex parte mea, ego *Guido* Comes juravi, & perinde de duobus * militibus marcis argenti obſides poſui, dominisque Lingonenſium, Eduenſium, Antiſiodorenſium, Nivernenſium Episcopis præcepi, quòd ſi prædictam formam pacis non tenerem, de me & de terra mea juſtitiam Eccleſiaſticam facerent. Ego quoque *Hugo* Dux, hanc

* *Cu'plus.* milibus.

ANNO 1174. hanc formam pacis ſicut tu mihi, ita & ego tibi ad majorem dilectionis tenorem, pro honore & reverentia tui, Comes, ex integro juravi; excepto quod obſides perinde non poſui, nec juſtitiam Eccleſiaſticam de me aut de terra mea fieri præcepi. Statutum eſt etiam, quod firmitates de *Argenteolo*, de *ſancto Cyrico*, de *Barreio*, & quicquid firmitatis factum fuerat, in vado, vel circa vadum *Virzeliaci*, in tempore Abbatis *Gerardi*, omnino diruantur; ita quod in eis nulla penitus defenſionis remaneat machina, nec deinceps alicubi reædificentur. Et ſciendum, quod ſacramentum viciſſim fecimus, tam pro nobis quàm pro hominibus & coadjutoribus noſtris, & extraneos malefactores neutri noſtrûm in terram alterius vel ſuorum tranſire patietur. De hac tandem pacis forma inter nos inviolabiliter tenenda, pari aſſenſu in invicem nobis reſponſales poſuimus, Dominum ſcilicet *Karolum* Regem, Dominum *VV.* Archiepiſcopum Senonenſem, *Henricum* Comitem Trecenſem, *Theobaldum* Comitem Bleſenſem. Et ut hoc ratum & inconcuſſum in futurum habeatur, teſtimonio ſigillorum noſtrorum, præſentem cartam muniri fecimus. Hæc autem pacis concordia facta eſt per manum *Humberti Bellioci* domini, prudentiſſimi viri, & in præſentia multorum, quorum nomina ſubſcripta ſunt. Hujus rei teſtes ſunt *Galterus* Lingonenſis Epiſcopus, *Bernardus* Nivernenſis Epiſcopus, *Theobaldus* Nivernenſis Decanus, *Anſericus de Monte Regali*, *Gerardus de Reun*, *Guido de Virziaco*, *Hugo de Monte Sancti Johannis*, *Nargodus de Thoci*, *Stephanus de Petra Pertuſa*, *Chaldero de Ferreia*, *Gibaudus de Sancto Verano*, *Renaudus de Marchia*, Hugo *de Petra Pertuſa*, *Petrus de Corcum*. Actum eſt apud *Belnam* Caſtrum, anno ab Incarnatione Domini milleſimo centeſimo ſeptuageſimo quarto.

CLVIII.

Concordia & Pax inter HENRICUM *Angliæ Regem, & ejus Filios facta, quâ præfati filii in paternam gratiam recipiuntur, omnes Homines & Barones ab eo receſſi abſolvuntur, unicuique terræ & Caſtella ſua reſtituuntur, & omnis malitia remittitur.* [JOAN. BROMTON Chronicon ſub HENRICO Rege Secundo; inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1098.]

NOTUM ſit omnibus tam præſentibus quam futuris quod pax inter Regem & Filios ſuos Henricum videlicet Regem, & Ricardum & Galfridum in hunc modum Deo volente reformata eſt. Henricus Rex filius Regis & fratres ſui prædicti ad patrem ſuum & ad ſervicium ejus ſicut ad Dominum ſuum redierunt liberi, & abſoluti ab omni juramento & mempriſa quam inter ſe vel cum aliis fecerunt contra eum vel homines ſuos: Et omnes homines & Barones, qui à fidelitate Patris cauſa eorum receſſerant, clamaverunt quietos ab omni juramento quod eis fecerant, & ita liberi & quieti & abſoluti ab omni Conventione quam eis fecerant in hominium & ligantiam Domini Regis redierunt. Et Dominus Rex debet rehabere ipſe & homines ſui & Barones ſui omnes terras & Caſtella ſua quæ habuerunt XV. diebus antequam filii ſui ab eo recedebant. Similiter Barones & homines ſui qui ab eo receſſerant & ſecuti ſunt filios ſuos, terras ſuas quas habuerunt XV. diebus antequam ipſi ab eo receſſerant, debent integre rehabere. Et Dominus Rex remiſit omnem malitiam Baronibus ſuis & hominibus qui ab eo receſſerunt, ita quod propter hoc nullum malum eis faciet quamdiu ei ſicut ligio Domino ſuo ſervierint. Et Rex filius ejus ſimiliter pardonavit omnibus tam Clericis quam laicis qui cum patre ſuo fuerant omnem malitiam, & adſecuravit in manu Domini Regis patris ſui quod illis qui ſervierunt ei, nec malum nec damnum aliquod hac de cauſa faciet vel perquiret in tota vita ſua. Et Dominus Rex pro hac conditione donavit Regi filio ſuo duo Caſtella idonea in Normannia ad voluntatem patris ipſius & ſingulis annis XV. milia librarum Andegavenſium. Et dedit Ricardo filio ſuo duo receptacula idonea in Pictavia unde Regi dampnum non poſſet provenire, & medietatem redditum Pictaviæ in denariis. Galfrido vero filio ſuo dedit in Britannia in denariis medietatem maritagii filiæ Comitis Conani quam ducere debet in uxorem. Et poſtquam Conceſſione Romanæ Eccleſiæ eam duxerit in uxorem, habebit omnes redditus illius maritagii ſicut in Carta Conani Comitis continetur. Priſones vero Domini Regis, videlicet Rex Scotiæ, Comes Leiceſtriæ, & Comes Ceſtriæ & Radulphus de Fulgeriis, & obſides eorum & obſides aliorum priſonum quos prius habuerat ſunt extra Conventionem iſtam. Alii autem priſones ex utraque parte deliberari debent. Ita ſcilicet quod Dominus Rex obſides accipiet de priſonibus ſuis de quibus habere voluerit & qui dare poterunt. Et de aliis habebit ſecuritatem per fidem & ſacramentum ſuum & amicorum ſuorum. Caſtella vero quæ firmata ſunt, vel forciata poſtquam guerra incepit in terra Domini Regis, pro voluntate ſua debent redigi ad illum ſtatum in quo fuerunt XV. diebus ante guerram. Præterea Henricus Rex filius Domini Regis, conceſſit Domino Regi patri ſuo ſe quam firmiter obſervaturum omnes donationes elemoſinarum quas dederat vel daturus erat de terris ſuis, & donationes terrarum quas dederat hominibus ſuis, vel daturus erat pro ſervicio ſuo. Conceſſit etiam ſe firmiter & inconcuſſe obſervaturum donationem quam Dominus Rex pater ſuus fecit Johanni fratri ſuo videlicet de dominio ſuo mille libratas redituum in Anglia & de eſcaetis ſuis ad voluntatem ſuam, & Caſtellum de Notyngham cum Comitatu & Caſtellum de Parkelge cum pertinentiis ſuis. Et in Normannia mille libratas redditum Andegavenſium, & duo Caſtella in Normannia ad voluntatem patris, & in Andegavia, & in terra quæ fuit Comitis Andegaviæ mille libratas redditum Andegavenſium & Caſtellum unum in Andegavia, & unum Caſtellum in Turonica, & unum Caſtellum in Cenomannia. Conceſſum eſt autem à Domino Rege pro amore filii ſui quod omnes illi qui propter filium ſuum ab eo receſſerunt, & in receſſu ſuo foris fecerunt in terra Domini Regis ad pacem Domini revertantur, ita quod de Catallis quæ in ſuo receſſu aſportaverant non reſpondeant; de morte vero, vel proditione, vel perditione alicujus membri ſecundum judicium & conſuetudinem terræ respondeant. Qui autem ante guerram quacunque de cauſa aufugerunt & ad ſervicium filii ſui venerunt, pro amore filii ſui ad pacem revertantur, ſi vadium & plegios dederint ſtandi judicio de his quæ ante guerram foris fecerunt. Illi autem qui in placito erant quando ad filium ſuum receſſerunt ad pacem revertantur, ita quod in eo ſtatu placita ſua ſint in quo erant quando receſſerunt. Hanc conventionem tenendam firmiter ex parte ſua Henricus Rex filius Domini Regis, & fratres ſui in manu patris aſſecuraverunt. Præterea idem filii aſſecuraverunt quod à Domino Rege patre ſuo nunquam amplius exigent ultra donationem præſcriptam & determinatam contra voluntatem & beneplacitum Domini Regis patris ſui, & quod neque ſe, neque ſervicia ſua ſubtrahent patri ſuo.

ANNO 1174.

CLIX.

SEBASTIANI ZIANI *Ducis Venetorum Literæ Inveſtituræ*, ROGERIO *Filio Comitis* JADRÆ, *ſuper Caſtro* Keſſæ *cum omnibus pertinentiis, conceſſæ. Anno* 1174. *menſe Auguſti, Indict.* 7. [LUCIUS de Regno Dalmatiæ Libr. III. pag. 142.] Août.

IN nomine Domini Dei, & Salvatoris noſtri Jeſu Chriſti, Anno Domini 1174. menſe Auguſti, Indictione 7. Rivoalto.

Quoniam ad noſtri Ducatus regimina, quæ Deo propitio ſuſcepimus, pertinet, ut omni cura, & inſtantia, quæ inordinata ſunt proviſione congrua disponamus. Ideò nos Sebaſtianus Ziani D. G. Venec. Dal. atque Croatiæ Dux cum noſtris ſucceſſoribus per hanc præſentem conceſſionis cartam, damus atque concedimus tibi Rogerio filio Comitis Jaderæ, Caſtrum Keſſæ cum omnibus ſuis habentiis, & pertinentiis, intus & foris, usque ad campum Lonis, quod eſt verſus Arbes, quod quidem Caſtrum poſitum eſt in Inſula Pagi, quod eſt de jure, & pertinentia noſtra, noſtrique Ducatus, ſicut te inveſtimus in præſentia plurimorum bonorum hominum. Ideoque prædictum Caſtrum cum omnibus ſuis habentiis, & pertinentiis ab intus, & foris, ſicut ſupraſcriptum eſt, à die præſenti, in antea tibi ſupraſcripti Rogerii Mauroceni pleniſſima poteſtate, damus cum omni diſtrictu & honore, ſicut nobis pertinet habend. tenend. fruendi, & inſuper omnes reditus habend. ten. fru. atque omnes tuas utilitates faciendi, & hæc conceſſionis carta in ſua firmitate permaneat.

† Ego Sebaſtianus Ziani D. G. Dux m. m. ſſ.
† Ego Stephanus Baroci tt. ſſ.
† Ego Marcus Tanoligo tt. ſſ.
† Ego Marcus Maurec qui interfui, & tt. ſſ. rogatus ſum.

ANNO 1174. † Ego Joannes Dandulo tt. ſſ.
† Ego Vitalis Faletro tt. ſſ.
† Ego Jacobus Baſilao tt. ſſ.
† Ego Mauricius Mauroceni tt. ſſ.
† Ego Johannes Encio tt. ſſ.
† Ego Otto Raſticus Presbyter & Not. & Eccleſiæ Sancti Gervaſii Plebanus complevi & roboravi.

CLX.

11 Octo. *Pax* HENRICI *Angliæ Regis cum* FRANCORUM REGE, *atque Filiis ſuis facta; quâ primogenito Filio ſuo ſingulis annis* XV. *Marcas librarum Andegavenſium & duo Caſtella ſe daturum promittit; ſecundo verò medietatem redituum* Pictaviæ, *& tertio medietatem redituum* Britanniæ, *tum etiam cunctis hominibus à ſe receſſis eorum bona reddit. Actum inter Urbem Turbonicam, & Ambazium.* V. *Idus Octobris.* [Imagines Hiſtoriarum, Auctore RADULFO DE DICETO, inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 582.]

REx Anglorum fidelibus ſuis ſalutem. Noverit Dilectio veſtra quod pacem Dei gratia feci cum Rege Francorum & filiis meis & hominibus meis ad honorem Dei & meum. In pactione autem eſt quod primogenito Filio meo dabo ſingulis Annis XV. m. librarum Andegavenſium & duo Caſtella in Normannia ad voluntatem meam. Ricardo vero medietatem redituum Pictaviæ, & duo Caſtella unde mihi nocere non poſſit. Gaufrido medietatem redituum Britanniæ excepta media. Homines autem mei omnes qui me dereliquerunt, reverſi ſunt, filiis meis præſentibus & illis præcipientibus, in homagium & ligantiam meam, & juraverunt mihi fidelitatem contra omnes homines, qui & terras ſuas habebunt, quas habebant quando à me receſſerunt. Rex vero Scotiæ & Comes Legeceſtriæ & Comes Ceſtriæ & alii qui mecum Conventionem fecerunt vel obſides dederunt ante diem pacis hujus in voluntate mea ſunt, & extra Conventionem filiorum meorum. Illi autem quos habeo qui nec obſides dederunt, nec aliquam fecerunt Conventionem per bonam ſecuritatem ad petitionem filii mei liberabuntur. Omnia vero Caſtella quæ habebam vel homines mei in omnibus terris meis initio guerræ, reddita ſunt mihi. Et illa quæ infortiata fuerunt contra me, ad illum redigentur ſtatum in quo fuerunt quando guerra incepit.

CLXI.

8. Dec. *Inſtrumentum Pacis* WILLIELMI *Scotiæ Regis cum* HEINRICO *Angliæ Rege factæ, per quam ille devenit homo Ligius Regis Anglorum, de Scotia, & de omnibus terris ſuis, nec non Eccleſiam Scotiæ eandem ſubjectionem Eccleſiæ Angliæ facturam concedit, qualem olim ſolebat, & omnes fugitivos ex terra præfati Angliæ Regis ſe redditurum promittit. Datum in Pago Conſtantienſi* VI. *Idus Decembris.* [Imagines Hiſtoriarum Auctore RADULFO DE DICETO, inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 584.]

REx Scotiæ devenit homo ligius Regis Anglorum de Scotia & de omnibus terris ſuis & fidelitatem ei fecit ut ligio Domino ſuo ſicut alii homines ſui ipſi facere ſolent. Similiter fecit homagium Henrico Regi filio ſuo & fidelitatem, ſalva fide Regis patris ſui. Omnes vero Episcopi & Abbates & Clerus terræ Regis Scotiæ & Succeſſores ſui facient Regi Angliæ ſicut ligio Domino fidelitatem de quibus habere voluerit ſicut alii Episcopi ſui ipſi facere ſolent. Similiter Henrico filio ſuo & hæredibus illorum. Conceſſit etiam Rex Scotiæ, & David frater ejus & Barones & alii homines ſui Regi, quod Eccleſia Scotiæ talem ſubjectionem amodo faciet Eccleſiæ Angliæ qualem ſolebat tempore Regum prædeceſſorum ſuorum. Comites etiam, Barones & alii homines de terra Regis Scotorum de quibus habere voluerit, Rex Angliæ, facient homagium ei contra omnem hominem, & fidelitatem ut ligio Domino ſicut alii homines ſui ipſi facere ſolent, & H. Regi filio ſuo & hæredibus illorum, ſalva fide Regis Patris ſui. Similiter Hæredes Regis Scotiæ & Baronum, & hominum ſuorum homagium & ligantiam facient hæredibus Regis contra omnem hominem. Præterea Rex Scotiæ & homines ſui nullum amodo fugitivum de terra Regis receptabunt in Scotia vel in alia terra ſua niſi voluerit venire ad rectum in Curia Regis & ſtare judicio Curiæ; Sed Rex Scotiæ & homines ſui eum capient, & quam citius poterunt reddent eum Regi in Angliam vel juſtitiariis ſuis. Præterea homines Regis habebunt terras ſuas, quas habere debent, & habebant de Regibus Scotiæ & hominibus ſuis. Pro iſta Conventione & fine firmiter obſervando Regi & Henrico filio ſuo & hæredibus illorum à Rege Scotiæ & hæredibus ſuis, liberavit Rex Scotiæ Regi Caſtellum de Rockelburg & Caſtellum de Berewic. Præterea Episcopi, Comites & Barones, & omnes homines Scotiæ conventionaverunt Regi, quod ſi Rex Scotiæ aliquo caſu recederet à fidelitate Regis, quod ipſi cum Rege tenebunt, ſicut cum ligio Domino contra Regem Scotiæ, & Episcopi ſub interdicto ponent terram Regis Scotiæ donec ad fidelitatem Regis redeat.

Ejusdem PACIS *aliud Exemplar fuſius atque locupletius.* [JOANNIS BROMTON Chronicon ſub HENRICO II. Rege, inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1108.]

HÆc eſt Conventio & finis quæ Willielmus Rex Scotiæ fecit cum Domino ſuo Henrico Rege Angliæ filio Matildis Imperatricis, videlicet quod dictus Willielmus Rex Scotiæ devenit homo ligius Domini Regis Angliæ contra omnem hominem de Scotia, & de omnibus terris ſuis aliis & fidelitatem ei fecit ut ligio Domino ſuo, ſicut alii homines ſuo Principi facere ſolent; Similiter fecit homagium Henrico filio ſuo & fidelitatem, ſalva fidelitate Domini Regis patris ſui. Omnes vero Episcopi & Abbates & Clerici terræ Regis Scotiæ & Succeſſores ſui facient Domino Regi ſicut ligio Domino ſuo fidelitatem de quibus habere voluerit, ſicut alii Episcopi ſuo Principi facere ſolent, & Henrico filio ſuo Regi, & hæredibus eorum. Conceſſerunt etiam Rex Scotiæ & David frater ſuus, Comites & Barones, & alii homines ſui Domino Regi Angliæ, quod Eccleſia Scotiæ talem amodo Eccleſiæ Angliæ faciet ſubjectionem qualem illi facere debet & ſolebat tempore Regum Angliæ prædeceſſorum ſuorum. Similiter Ricardus Sancti Andreæ, Ricardus Dunkeldenſis Episcopi & Galfridus Abbas de Donfermelyn & Herbertus de Coldyngham conceſſerunt quod Eccleſia Angliæ illud jus habeat in Eccleſia Scotiæ quod de jure habere debet, & quod ipſi non erunt contra jus Anglicanæ Eccleſiæ, & ſicut ligiam fidelitatem Domino Regi Angliæ & Henrico filio ſuo fecerant eos inde aſſecuraverunt. Hoc idem facient alii Episcopi & Clerici Scotiæ per Conventionem inter Dominum Regem Angliæ & Regem Scotiæ & David fratrem ſuum & Barones ſuos factam. Comites & Barones de terra Regis Scotiæ de quibus Dominus Rex Angliæ homagium habere voluerit facient ei homagium contra omnem hominem & fidelitatem ut ligio Domino ſuo, ſicut alii homines ſui ei facere ſolent, & Henrico Regi filio ſuo & hæredibus ſuis, ſalva fidelitate Domini Regis patris ſui. Similiter hæredes Regis Scotiæ, & hæredes Comitum & Baronum, & hominum ſuorum homagium & ligantiam facient hæredibus Domini Regis contra omnem hominem. Præterea Rex Scotiæ & homines ſui nullum amodo fugitivum de terra Domini Regis pro felonia receptabunt in Scotia vel in alia terra ſua, niſi voluerit venire ad rectum Domini Regis, & ſtare judicio Curiæ; ſed Rex Scotiæ & homines ſui quam citius poterunt eum capient & reddent Domino Regi, vel Juſticiariis ſuis, aut Ballivis in Anglia. Si autem de terra Regis Scotiæ aliquis fugitivus fugerit pro felonia in Angliam, niſi voluerit venire ad rectum in Curia Regis Scotiæ, per Ballivos Domini Regis ubi inventus fuerit capiatur. Et ſi noluerit ſtare judicio Curiæ Domini Regis vel Regis Scotiæ, non receptabitur in terra Domini Regis, ſed liberabitur hominibus Regis Scotiæ per Ballivos Domini Regis ubi inventus fuerit. Præterea homines Domini Regis habebunt terras ſuas quas habebant & habere debent de Rege Scotiæ & de hominibus ſuis. Et homines Regis Scotiæ habebunt terras ſuas quas habebant & habere debent de Domino Rege & hominibus ſuis. Pro iſta vero Conventione & fine firmiter obſervan-

ANNO 1174.

ANNO 1174. vandis Domino Regi & Henrico filio ſuo Regi & Hæredibus ſuis à Rege Scotiæ & hæredibus ſuis, liberavit Rex Scotiæ Domino Regi Caſtellum de Rokesburgh, & Caſtellum de Berewicke, & Caſtellum de Gedeworth, & Caſtellum Puellarum, & Caſtellum de Strivilina in miſericordia Domini Regis. Et ad cuſtodienda Caſtella illa affignabit Rex Scotiæ de reditu ſuo menſurabiliter ad voluntatem Domini Regis. Præterea pro prædicta Conventione & fine exequendo, liberavit Rex Scotiæ Domino Regi fratrem ſuum David in obſidem & Comitem Dunecan, & Comitem Baldewynum, & Comitem Gilibertum, & Comitem Danegos, & Ricardum de Nevill Conſtabularium, & Reſum filium Willielmi, & Ricardum Comyn, & Walterum Corbet, & Walterum Olifard, & Johannem de Vais, & Willielmum de Lindeſeye, & Philippum de Colevylle, & Philippum de Valoins, & Robertum de Frenbert, & Robertum de Turbelwill, & Hugonem Giffard, & Hugonem Kidell & Walterum de Berchefſley, & Willielmum de Haia, & Willielmum de Mortimer. Quando vero Caſtella reddita fuerint, Willielmus Rex Scotiæ & David frater ejus deliberabuntur. Comites quidem & Barones prænominati unusquisque deliberavit obſidem ſuum, ſcilicet filium legitimum qui habuerit, & alii nepotes ſuos vel propinquos ſibi hæredes & Caſtellis, ut dictum eſt, redditis deliberabuntur. Præterea Rex Scotiæ & Barones ſui prænominati aſſecuraverunt, quod ipſi bona fide, & ſine malo ingenio, & ſine occaſione facient, quod ipſi & Barones & homines terræ ſuæ qui non affuerunt quando Rex Scotiæ cum Domino Rege finivit, eandem ligantiam & fidelitatem facient Domino Regi & Henrico filio ſuo quam ipſi fecerant, & homines qui non affuerunt obſides liberabunt Domino Regi de quibus habere voluerit. Præterea Epiſcopi, & homines, & Comites, & Barones conventionaverunt Domino Regi, & Henrico filio ſuo, quod ſi Rex Scotiæ aliqua cauſa à fidelitate Domini Regis & filii ſui & à Conventione prædicta recederet, ipſi cum Domino Rege ſicut cum ligio Domino ſuo tenebunt, contra Regem Scotiæ & contra omnes homines Domino Regi inimicantes, & ipſi ſub interdicto ponent terram Regis Scotiæ donec ipſe ad fidelitatem Domini Regis redeat. Prædictam itaque Conventionem firmiter obſervandam bona fide & ſine malo ingenio Domino Regi & Henrico filio ſuo, & hæredibus ſuis à Willielmo Rege Scotiæ, & David fratre ſuo, & à Baronibus ſupradictis, & hæredibus eorum aſſecuravit ipſe Rex Scotiæ & David frater ſuus, & omnes Barones ſui prænominati ſicut ligii homines Domini Regis contra omnem hominem, & Henrici filii ſui, ſalva fidelitate Domini Regis Patris ſui: Teſte Alberico Ric: & Johanne Sarisberienſi Decano, Roberto Abbate de Malmesbiria, R. Abbate de Muntesberg, Herberto Archidiacono Northamtoniæ, Waltero de Cuſtanciis, Rogero Capelle Capellano, Osberto Clerico de Camera, Ricardo filio Domini Regis Comite Pictaviæ, Galfrido filio Domini Regis Comite Britanniæ, Willielmo Comite de Eſſexia, Hugone Comite Ceſtriæ, Ricardo Humet Conſtabulario Comite de Mellent, Jordane Teſſun, Unfredo de Boun, Willielmo de Tracy Senescallo, Willielmo filio Aldelini Senescallo apud Faleiſiam.

CLXII.

1175. *Literæ* HENRICI *Angliæ Regis; Quibus Filio ſuo* HENRICO *iram & indignationem, reſpiciendo ejus humilitatem, remittit, eumque in paternam gratiam recipit.* [Imagines Hiſtoriarum, Auctore RADULFO DE DICETO, inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 586.]

HENRICUS Rex Pater Regis fidelibus ſuis ſalutem. Gratias ago Deo omnipotenti & omnibus Sanctis quorum gratia, licet non de meis meritis, ſupra id quod credi poſſet me viſitavit & exhilaravit. Venit ad me filius meus Rex H. apud Burum, & die Martis proxima ante Ramos Palmarum cum Archiepiſcopo Rothomagenſi, & Bajocenſi & Abricenſi & Red. Epiſcopis & cum Comitibus & Baronibus & fidelibus meis quam plurimis, cum multa lacrimarum effuſione & ſingultibus multis proſtravit ſe ante pedes meos miſericordiam poſtulans cum humilitate, & veniam de his quæ comiſerat erga me ante guerram, & in guerra, & poſt guerram, ut paterna ei pietate condonarem. Rogavit etiam cum omni humilitate, & quanta potuit devotione, quatinus homagium ejus & ligantiam acciperem ſicut Dominus & Pater, aſſerens ſe nunquam crediturum indignationem meam ſibi condonatam, niſi idem ei facerem, quod & fratribus ſuis feceram, ad eorum pacientiæ & humilitatis inſtantiam. Ego autem motus pietate & intelligens eum ex corde loqui & tandem eſſe compunctum & erga me humiliatum, iram ei remiſi, & indignationem meam, & penitus eum in gratiam admiſi, ſuſcepto ab eo homagio & ſacramento ſuper ſanctas reliquias appoſitas, quod fidem mihi ſervabit contra omnes homines, & conſilio meo in omnibus agendis ſuis de cætero adquiescet, & quod hominibus meis & ſuis, qui mihi ſervierunt in guerra iſta nec malum inde perquiret quamdiu vixerit, ſed eos honorabit & promovebit ſicut fideles meos & ſuos, & quod de conſilio meo totam domum ſuam & totum ſtatum ſuum ordinabit & de cætero in omnibus operabitur. De hoc autem dedit mihi plegios & fidejuſſores R. Rothomagenſem Archiepiſcopum, H. Bajocenſem, R. Abricenſem, S. Red. Epiſcopos, & Comitem Willelmum de Mandevilla & Barones meos quam plurimos qui preſentes erant. Promiſit autem confidenter quod de eodem daturus eſt mihi fidejuſſores Dominum Regem Francorum, Comitem Flandrenſem & Ricardum fratrem ſuum, & Gaufridum Comitem, Henricum Comitem, Theobaldum Archiepiſcopum Cantuarienſem & Eboracenſem, Epiſcopos, Comites & Barones citra mare & ultra mare, hac conditione quod ſi à prædicta conventione (quod abſit) exierit, mecum contra eum unanimiter ſtabunt & nullum ei auxilium, vel conſilium niſi ad me revertendi præſtabunt.

ANNO 1175.

CLXIII.

(1) *Refutatio ſive Donatio quâ* BURCHARDUS *Aquilejenſis Eccleſiæ Advocatus, pro remedio animæ ſuæ, cedit & tradit in manus Patriarchæ* UDALRICI *Aquilejenſis, pro ſe & ſucceſſoribus in perpetuum, jus totum Advocatiæ quod habuit ſuper omnibus bonis præfatæ Aquilejenſis Eccleſiæ.* [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. *Aquilejenſ. Patriarchæ.* col. 64. prior. Edit. *Rom.* & col. 68. ult. *Venet.* Aº. 1720.]

Vers l'an ci-deſſus.

In Nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

NOTUM ſit omnibus Chriſti fidelibus, tam futuris quam præſentibus, in Vinea Domini Sabaoth cooperantibus, qualiter Henricus Sanctæ Aquilejenſis Eccleſiæ, quæ conſtructa eſt in honorem Sanctæ Mariæ Virginis, Sanctorumque Martyrum Chriſti Hermagoræ & Fortunati, Advocatus, inſpirante Deo, à quo bona cuncta procedunt, qui novit qui ſunt ejus, novit qui prædeſtinati ſunt ad gloriam, qui prædeſtinati ſunt ad flammam; ut David pœnitens, compunctus, (a) deſiderans, & jam meliorem eſſe diem mortis die nativitatis; atque illud Salomonis adimplere non (b) deferens, quod manus tua poteſt facere inſtanter operare, quia nec opus, nec ratio erit apud inferos, quo tu properas; ejusdem ſanctæ Eccleſiæ juſtitiam recognovit, atque pro amore omnipotentis Dei, & remedio animæ ſuæ, omniumque ſucceſſorum ſuorum, conſentiente & collaudante, necnon & eandem ſententiam confirmante Burkardo, eodem die Advocato conſtituto, Placitum Advocatiæ ſuper omnibus bonis præfatæ Aquilejenſis Eccleſiæ, attinentibus cum omnibus diſtrictibus, uſibus, & pertinentiis, integerrime in manu Domini & Catholici Patriarchæ Udalrici ejusdem ſanctæ Aquilejenſis Eccleſiæ tradidit, ita ut nullus Advocatus amodo & usque in ſempiternum, inibi Placitum, ſed Fratres digne & religioſe, atque devote Deo jugiter ſervientes perpetuo, & inviolabili jure habeant, ita ut orationes eorum, in quas me cum omni charitate unanimes receperunt, fideliter habeam, quibus ſalvari firmiter credo in corpore & in anima. Qui venerabilis Patriarcha gaudens ſuper his, quæ ex juſta & bona voluntate prædicti fratris ſui Henrici Advocati, ad laudem & gloriam ſanctiſſimæ Aquilejenſis Eccleſiæ fiebant, accepta in ſe poteſtate communi conventu habito conſenſu, & voluntate Cleri & populi ejusdem ſanctæ Eccleſiæ Fidelium, ſcriptis commiſit. Quapropter Dominos ſucceſſores noſtros diligenter admonemus, & humiliter fideliter rogamus & peti-

(a) conſiderans.
(b) deſerens.

M 3

(1) La Date manque à cette Pièce; mais, comme il en eſt parlé dans le Diplome de *Frideric* I. qui ſuit, & dans un autre ſemblable du Pape *Alexandre* III, donné au mois de Juillet 1176, & raporté par le même Auteur au même endroit col. 65. on peut la placer vers l'an 1175. [DUM.]

ANNO 1175. petimus, ut quod inprimis per juſtitiam, deinde per amorem omnipotentis Dei, & pro ſalute animarum noſtrarum, quod a nobis factum eſt nullo modo infringant: ſed ſcientes ſe cinerem eſſe, & in pulverem reverſuros propria manu corroborantes omni tempore inviolabile eſſe permittant. Quod ſi aliter, quod abſit, contra ſpem & fiduciam noſtram ſalutis ſuæ obliti fecerint, ſit in eis ultio divina pro remedio vitæ æternæ, dans eis ſupplicium mortis perpetuæ. Quod ut verius credatur, proprio ſigillo ſubter inſigniri juſſimus. Hi ſunt teſtes, Burkardus Frater Burkardi Advocati, & filius ejus Burkardus, Henricus de Goricia, Willelmus Heonos, Valdo, Andreas Rotolfus, & Filii ejus Fridericus, Aſtaldus, Marcoardus frater Andreæ.

Ego UDALRICUS Patriarcha manu propria ſubſcripſi.

Fridericus de Tigili, Azo, Otho de Piſine, Drietrius Vicedominus, Bertholdus & Frater ejus, Vernerius, Udalricus, Hermenardus, Joannes, Adalbertus, Comes Votiſcalcus.

Ego Magiſter ALBERTUS *Domini Peregrini Aquilejenſis Patriarchæ Notarius, ſicuti in autentico, in quo certa ſigna ſigilli conſumpti vetuſtate apparebant, vidi & inveni, nil addens vel diminuens, quod ſententiam mutaret, Anno Domino milleſimo ducenteſimo ſexto: Indict. nona, die Mercurii decima, die intrante Madio, ita ſcripſi & corroboravi.*

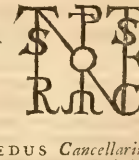
CLXIV.

1177. 20. Juill. *Diploma* FRIDERICI I. *Imperatoris in favorem Præpoſiti & Canonicorum Eccleſiæ Patriarchalis* Aquilejenſis *conceſſum, per quod omnes Regum Largitiones, Imperatorum Conceſſiones, & fidelium Oblationes, quas dicta Eccleſia poſſedit, vel in futurum adipisci poterit, confirmantur.* [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. *Aquilejenſ. Patriarchæ* col. 60. prior. Edit. *Rom.* & col. 66. ult. *Venet.* Aº. 1720.]

In Nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

FRIDERICUS divina favente clementia Romanorum Imperator Auguſtus. Ad æternæ Beatitudinis meritum, & proſperum temporalis Imperii gubernaculum, apud Regem Regum credimus nobis proficere, ſi juſtas perſonarum ſpiritualium petitiones, circa Eccleſiarum opportunitates, clementer attendamus, ipſarum jura confirmando, noſtræque clypeo protectionis eas ab injuriarum occurſibus defendendo. Noverit igitur Chriſti & Imperii noſtri fidelium præſens ætas, & futura, qualiter nos intuitu divinæ retributionis & ſimiliter ob petitionem dilecti ac fidelis noſtri Uldarici venerabilis Præpoſiti & fratrum ſuorum majoris ſaltem Eccleſiæ in Aquileja Canonicorum eandem Eccleſiam S. Mariæ Sedis Patriarchalis, cum perſonis & poſſeſſionibus cunctisque bonis, & pertinentiis ejus in noſtræ tuitionis patrocinium ſuſcipimus, eamque per omnia ſalvam & quietam conſiſtere volumus. Univerſas ergo poſſeſſiones, & quælibet bona, quæ eadem Eccleſia, largitione Regum vel Imperatorum, conceſſione Pontificum, oblatione fidelium, vel alio quovis juſtæ acquiſitionis titulo poſſedit, aut in futurum rationabiliter adipisci poterit, Imperiali noſtra auctoritate ipſi Eccleſiæ confirmamus. Et ut Præpoſito, fratribusque, qui nunc in eadem ſunt Eccleſia, eorumque ſucceſſoribus, firma ſemper & illibata permaneant, perpetua ſanctione ſtatuimus. In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis, Villam de Melereto cum omnibus finibus & pertinentiis ſuis, ſcilicet cum Villa Sclavorum, quæ ſimiliter dicitur Meleretum, & Palmata, & Roncha, & Ronchetas, cum agris, vineis, pratis, pascuis, cultis & incultis, ſylvis & venationibus usque ad ſylvam Laurentii, & usque ad. . . . . quæ dicitur Cleudan, & usque ad Villam quæ dicitur Antonianam, & usque Felctas, & usque Bicinis, & usque ad Villam Sancti Stephani, & usque Tiran, & usque ad Villam quæ dicitur Præſeriano, & Villam quoque de Caſtelone, & de Murtiano, cum finibus & pertinentiis ſuis, a Villa S. Andreæ usque ad Villam quæ dicitur Gonarium, & usque ad Villam. . . . . cum omnibus redditibus ſuis, cum vineis, agris, pratis, paſcuis, cultis & incultis, paludibus & ſylvis, cum venationibus, cum aquis, aquarumque decurſibus, cum molendinis & piscationibus, Villam de Manario & de Carlinis, & Villam de Mutiana, & Villam S. Georgii cum omnibus redditibus ſuis, una cum omnibus finibus & pertinentiis ſuis, cum campis, vineis, pascuis, pratis, cultis & incultis, cum aquis aquarumque decurſibus, ac molendinis & inſulis a mari & a flumine, quod dicitur Cornum, usque ad aquam quæ dicitur Arvuncus, cum paludibus & piscationibus, cum ſylvis, & venationibus, Eccleſias Baptismales Aquilejenſis Patriarchatus, in omni jure & pacis quiete, ſicut eas eadem Eccleſia hactenus poſſedit, & tenuit, cum Cappellis ſibi pertinentibus. In Foro Aquilejenſi triginta ſtationes, & in portu Piri viginti. Quinquaginta Manſos in Oſellam, cum Eccleſiis & decimis. Villam de Fara, cum adjacentibus Villis, videlicet Villa de Petolam, & Draſam, & Sebradan, & Villa nova Gradiſca, & Breuma, cum omnibus pertinentiis ſuis a monte, qui dicitur Graſt, usque ad Stratam Ungarorum, & usque ad Villam quæ dicitur Hago, cum Eccleſiis & omnibus pertinentiis ſuis, pratis, ſylvis, vineis, paſcuis, cultis, & incultis, venationibus, & piscationibus, & in omni jurisdictione, ſicut prædeceſſor noſter divæ memoriæ Imperator Otho Aquilejenſi Eccleſiæ, & Canonicis tradidit. Et in Carnea Villam de Perviles, & Villam de Negorias, & Villam de Felas in monte S. Petri, & montem de Tenea. Et quatuor manſos apud Villam de Avalle, & Villam de Batallia, & tres manſos apud Ignan, & novem manſos apud Pinzan, & quindecim manſos apud Gruam, & quendam Montem apud Veroſon. Præterea ſicut Burchardus Aquilejenſis Eccleſiæ Advocatus, & poſtea Henricus Placitum Advocatiæ in manu Patriarchæ Walrici, pro ſe & ſucceſſoribus, refutarunt ſuper omnibus bonis Aquilejenſi Eccleſiæ pertinentibus, omnibus diſtinctis uſibus & pertinentiis; Ita & nos Placitum diſtinctum & cætera hujusmodi jura eidem Eccleſiæ Imperialis auctoritatis ſtatuto confirmamus & ſtabilimus. Decernimus ergo, & noſtræ Majeſtatis Edicto ſtatuentes præcipimus, quatenus de cætero nulla perſona, magna vel parva, Secularis vel Eccleſiaſtica, ſupradictam Eccleſiam audeat temere perturbare, aut ejus poſſeſſiones aufferre, vel injuſte detinere, & juri aut honori ipſius in aliquo detrahere, vel ipſam in Villis ejus pertinentiis violenter vexare, ſeu damnificare; ſed omnia ei ſpectantia illibata, integra, & illæſa conſerventur, eorum pro quorum gubernatione, & ſuſtentatione conceſſa ſunt uſibus profutura, ſalva in omnibus Imperiali Juſtitia, & Aquilejenſis Patriarchæ Canonico jure. Si quis autem noſtræ tuitioni, confirmationi, inſtitutioni & præcepto auſu temerario aliquatenus contraire præſumpſerit, ad pœnam centum Librarum auri puriſſimi ſit condemnatus; quorum media pars Fiſco noſtro, reſidua pars Præpoſito, & Canonicis præfatæ Eccleſiæ perſolvatur. Ut vero hæc ſupradicta prædictæ Eccleſiæ rata, & inconvulſa permaneant, & oblivione non pereant, præſentem Privilegii Paginam hujus fecimus inde conſcribi, & noſtræ Majeſtatis Sigillo roborari. Nomina quoque teſtium aliqua de multis, qui in donatione hujus Privilegii noſtri aderant, placuit annotari. Valricus Patriarcha Aquilejenſis, Vigmannus Magdeburgenſis Archiepiscopus, Chriſtianus Maguntinus Archiepiscopus, Arnoldus Trevirenſis Archiepiscopus, Philippus Colonienſis Archiepiscopus, Eberardus Biſuntinus Archiepiscopus, Eberardus Merſeburgenſis Episcopus, Rodulphus Argentinenſis Episcopus, Conradus Wormatienſis Electus, Arnoldus Osnabrugenſis Episcopus, Anno Mindenſis Episcopus, Gerardus Concordienſis Episcopus, Sifridus Cenetenſis Episcopus, Vartumius Protonotarius, Florentius Comes Hollandiæ, Henricus Comes de Dreſcha, Poppo Comes de Werteni, Jacobus Filius Ducis Venetiæ, & Marcus Maurocenus, Petrus Traverſarius, Laurellus Ferrariæ, Garozapan Veronenſis, Martinus de Caſtello, Ulricus de Biſofio, & alii quamplures.

Signum Domini Romanorum invictiſſimi FEDERICI *Imperatoriſimi.*



Ego GOTFREDUS *Cancellarius vice* PHILIPPI *Colonienſis Archiepiscopi, & Italici Regni Archicancellarii recognovi.*

Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis M.C.LXXVII. *Indict.* X *regnante Domino* FREDERICO *Romanorum Imperatore glorioſiſſimo, Anno Regni ejus* XXVI. *Imperii vero* XXIIII. *Datum in Territorio Venetiano apud Monaſterium Sanctæ Trinitatis* XIII. *Cal. Auguſti* XX *Menſis Julii feliciter, Amen.*

ANNO 1177.

ANNO 1176.

CLXV.

Pax & Reconciliatio inter ALEXANDRUM III. *Papam &* FRIDERICUM I. *Imperatorem Anagniæ tractata, atque præliminariter conventa, Anno* 1176. [GOLDASTI Conſtitutiones Imperiales Tom. III. pag. 360. ex Archivis Anagnienſibus.]

FRIDERICUS Imperator Alexandrum Pontificem in Catholicum & Univerſalem Pontificem recipiet, ac debitam ei reverentiam adhibebit, perinde ac Catholici ipſius anteceſſores Catholicis ejus anteceſſoribus præſtiterunt, eademque ſucceſſoribus ejus Catholice ineuntibus exhibebit.

2. Reddet veram pacem Alexandro, & omnibus ſucceſſoribus ejus, & univerſæ Romanæ Eccleſiæ.

3. Quæcumque poſſidet, aut tenet, ſive Præfecturam, ſive rem aliam, quam Romana Eccleſia habuit, & ipſe vel per ſe vel per alios abſtulit, bona fide reſtituet, ſalvo omni jure Romanæ Eccleſiæ. Quasque poſſeſſiones reſtituet, ad eas etiam retinendas auxilio erit.

4. Imperator & Pontifex ad honorem & jura Eccleſiæ atque Imperii conſervanda ſe invicem adjuvabunt. Pontifex ut benignus pater devotum & cariſſimum filium & Imperatorem Chriſtianiſſimum: Imperator, ut devotus filius & Chriſtianiſſimus Imperator dilectum reverendum patrem & B. Petri Vicarium.

5. Quæ à tempore ſchismatis, vel occaſione ipſius, aut ſine ordine judiciario Eccleſiaſticis ab Imperatore vel ſuis erepta ſunt, eis reſtituentur.

6. Beatrix Imperatrix recipiet Alexandrum Pontificem in Catholicum & venerabilem Pontificem. HENRICUS Rex, filius eorum, ſimiliter recipiet eum, atque ei & Catholicis ſucceſſoribus ejus debitam reverentiam adhibebit, & Sacramento eodem ſe obſtringet, quo ſe Imperator obſtrinxerit.

7. FRIDERICUS Imperator, & HENRICUS Rex filius ejus, pacem veram reddent Gulielmo Regi Siciliæ ad annos quindecim, ſicut per ſequeſtres pacis eſt conſtitutum.

8. Imperatori Conſtantinopolitano, & adjutoribus Eccleſiæ Romanæ, pacem reddent, nec mali quidquam referent per ſe vel per ſuos pro opera Eccleſiæ Romanæ impenſa.

9. De controverſiis, quæ ante tempora Hadriani Pontificis inter Eccleſiam & Imperium verſabantur, ſequeſtres ex parte Pontificis & Imperatoris conſtituent, quibus mandabitur, ut eas pro arbitrio tranſigant. Quod ſi illi non conſenſerint, judicio ſtabitur Pontificis & Imperatoris, vel eorum, quos ipſi delegaverint.

10. Chriſtiano Cancellario Moguntinus Archiepiſcopatus, Philippo Colonienſis concedetur, & pleniſſimo jure firmabitur.

11. Primus Archiepiſcopatus, qui in Teutonico Regno vacaverit, Conrado, auctoritate Pontificis & auxilio Imperatoris, deferetur, qui idoneus videatur.

12. Ei, qui ſe Caliſtum appellat, Abbatia tribuetur. Illi, qui dicuntur ejus Cardinales, loca repetent, quæ primum habuerunt, niſi ea ſponte & judicio dimiſerant, & in Ordinibus, quos ante ſchisma habuerant, relinquentur.

13. Gero nunc dictus Alberſtatenſis deponetur, & Ulricus reſtituetur.

14. Alienationes à Gerone factæ, & beneficia data ſimiliter, & ab omnibus intruſis, auctoritate Pontificis & Imperatoris, delebuntur, & ſuis Eccleſiis reſtituentur.

15. De electione Brandeburgenſis Epiſcopi, qui in Bremenſem Archiepiſcopatum lectus fuerat, cognoscetur: &, ſi rite factum fuerit, ad eam Eccleſiam traducetur. Et quæcumque ab Aldevino, qui nunc præeſt Bremenſi Eccleſiæ, alienata ſunt, prout rite factum viſum fuerit, eidem Eccleſiæ reſtituentur.

16. Quæ Salisburgenſi Eccleſiæ tempore ſchismatis ademta ſunt, ei plene reddentur.

17. Omnes Clerici ex Italia, aut aliis regionibus, quæ ſunt extra Teutonicum Regnum, dispoſitioni & judicio Alexandri Pontificis & ſucceſſorum ejus relinquentur. Si vero Imperator rogarit pro Ordinibus aliquorum, usque ad decem vel duodecim, exaudietur.

18. Garſidonius Mantuanus Episcopatui quondam ſuo reſtituetur, ita ut ille, qui nunc eſt Episcopus Mantuanus, ad Episcopatum Tridentinum traducatur: niſi forte inter Pontificem & Imperatorem convenerit, ut alius ei Episcopatus indulgeatur. ANNO 1176.

19. Archiepiſcopus de Savo in Archipresbyteratum quondam ſuum, & alia beneficia, quæ ante ſchisma habuit, reſtituetur.

20. Omnes ordinati à quondam Catholicis in Teutonico Regno reſtituentur Ordinibus ſuis ita perceptis.

21. De Argentinenſi & Baſilienſi dictis Episcopis, qui ordinati fuerunt à Vidone Cremenſi, in eodem Regno prædicti ſequeſtres rem committent decem vel octo hominibus, quos ipſi elegerint, qui jurejurando affirmabunt, ſe illud conſilium Pontifici atque Imperatori daturos, quod ſe juſte dare poſſe ſine animæ ſuæ atque ipſorum detrimento ſtatuerint, & Pontifex atque Imperator eorum conſilio obtemperabit.

22. Pontifex & omnes Cardinales recipient Beatricem uxorem Friderici Imperatoris in Catholicam & Romanam Imperatricem, eamque aut Alexander Pontifex, aut Legatus ejus coronabit: & Henricum filium eorum in Catholicum & Romanum Regem.

23. Pontifex & Cardinales pacem reddent Friderico Imperatori, & Beatrici Imperatrici, & Henrico Regi, filio eorum & omnibus adjutoribus eorum. Pontifex, & omnes Cardinales promittent, ſe obſervaturos hanc pacem in verbo veritatis, & privilegium condent ſubſcriptione omnium Cardinalium, & Cardinales ſcriptum prædictæ confirmationis condent ſigillis ſuis appoſitis.

24. Pontifex, ſubito advocato Concilio, prout ſubito advocari potuerit, cum Cardinalibus, Episcopis & aliis religioſis hominibus, qui interfuerint, excommunicationem ſtatuet in omnes, qui hanc pacem violare voluerint, deinde in generali Concilio.

25. Plerique Nobilium Romanorum, & Capitaneorum Campaniæ hanc pacem firmabunt.

26. Imperator pacem cum Eccleſia, & pacem cum Rege Siciliæ ad quindecim annos, & inducias cum Lombardis à proximis Kalendis Auguſti usque ad ſex annos firmabit jurejurando ſuo, Principumque ſuorum, mandabitque Lombardos, qui in parte ſua ſunt, prout in tabulis induciarum communibus eſt deſcriptum, eas inducias confirmare. Si quis vero ex parte Imperatoris has inducias jurare noluerit, Imperator præcipiet omnibus, qui in parte ſua ſunt, pro officio fidelitatis & gratiæ ſuæ, ut nullum præſtent auxilium, & volentibus offendere, ne impedimento ſint. Si quis offenderit, culpa vacuus ſit. Nec mandatum hoc revocabit Imperator, donec induciæ ſtabunt.

27. Henricus Rex, filius ejus, pacem cum Eccleſia & cum Rege Siciliæ ad quindecim annos, & inducias cum Lombardis ad ſexennium ſcripto confirmabit, ac ſui Principumque ſuorum ſubſcriptione.

28. Si vero, quod abſit, Pontifex præmoriatur, Fridericus Imperator, & Henricus Rex filius ejus, hanc formam pacis & compoſitionis firmiter obſervabunt ſucceſſoribus ejus, & univerſis Cardinalibus, & toti Romanæ Eccleſiæ, & Regi Siciliæ, & Lombardis, & cæteris qui ſecum ſentiunt. Et ſi, quod abſit, Imperator præmoriatur, Pontifex, & Cardinales, & Eccleſia Romana prædictam pacem firmiter obſervabunt ſucceſſori ejus, & Beatrici uxori, & Henrico filio ejus, & omnibus ex Teutonico Regno, & cæteris adjutoribus eorum, & ſucceſſores Pontificis ſimiliter obſervabunt.

CLXVI.

Pacta Induciarum, inter IMPERATOREM *&* PRINCIPES *ac* CIVITATES *Italiæ. Pridie Kal. Septembris* 1176. [GOLDASTI Conſtitutiones Imperiales Tom. III. pag. 361.] 31 Août.

PRIDIE Kalend. Septembris, MCLXXVI. inter Imperatorem Fridericum, & partem ejus Cremonam, Papiam, Genuam, Derthonam, Comum, Haſtam, Albam, Aquas, Taurinum, Eporœdiam, Albintimillium, Savonam, Albingaunum, Caſale Sancti Evaſii, Montemvellii, Imolam, Faventiam, Ravennam, Forum Livii, Forum Popilii, Cæſenam, Ariminum, Caſtrocarum, Marchionem Montisferrati; Comites Blanderati, Vaſti; Marchiones Boſchi; Comites Laumelli: & ab altera parte ſocietatem Lombardorum, nempe Venetias, Tarviſium, Patavium, Vicetiam, Veronam, Brixiam, Ferrariam, Mantuam, Bergomum, Laudem, Mediolanum, Novariam, Vercellas, Alexandriam, Caſinum, Belmontem, Placentiam,

ANNO 1176. tiam, Bobium; Marchionem Malamſpinam; Parmam, Regium, Mutinam, Bononiam, Sancaſſinenſes, Ducianos, & cætera loca ſocietatis Lombardiæ, Marchiæ, Romaniæ, induciæ conſtitutæ ſunt à Kalend. Auguſti usque ad annos ſex. Jurabit Imperator & filius, & ſinguli in ſuis Civitatibus ſe has inducias obſervaturos, nec offenſuros Cremonenſes aut Papienſes, aut alios ex parte Imperatoris. Idem jurabunt Conſules & Credentiæ Civitatum fœderatarum; aut homines quinquaginta, ubi non erunt Credentiæ; aut Prætores, ubi non erunt Conſules. Et ſi offenſio inciderit, eam emendaturos. Imperator autem jurabit, ſe per ſex annos neminem Sacramentum fidelitatis apud ſe dicere coacturum.

CLXVII.

24. Sept. *Compromiſſum inter* ALDEPHONSUM *Caſtellæ & Sancium Navarræ Regem, de accipiendo judicio ab* HENRICO *Angliæ Rege ſuper querelis inter ſe habitis. Actum inter Navarres & Lucronium. Æra* MCCXIIII. VIII. *Calen. Septembris.* [Chronicon JOANNIS BROMTON ſub HENRICO Secundo Rege; inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1120.]

HOc eſt Pactum & Conventio inter Aldefonſum Regem Caſtellæ, & Sancium Navarræ Regem avunculum ſuum de querelis videlicet, quas inter ſe habebant, ut judicium Regis Angliæ ſibi ſatisfaceret. Et ad hæc uterque Regum IIII. Caſtella in fidelitate ponit, ut judicium Henrici Regis Angliæ Soceri Regis Aldefonſi accipiat & compleat: & per quem ſteterit, quominus fiat, ſubſcripta Caſtella amittat. Rex verò Aldefonſus ponit in fidelitate Nagarum Caſtellum Chriſtianorum, & Or Caſtellum Judæorum, & Arnedo Caſtellum Chriſtianorum, & Celorigon Caſtellum Judæorum; ſimiliter Rex Navarræ in hac fidelitate ponit Stellam Caſtellum, & Caſtellum Judæorum & Funes & Marano. Et ad hoc Nuncii utriusque Regis ſint ad præſentiam Regis Angliæ in prima die præſentis quadrageſimæ, quæ eſt caput jejunii, ad hoc judicium recipiendum. Et ſi fortè Nuncii cujuslibet partis morte, vel infirmitate, vel captivitate ſua detenti fuerint, præcedentes Nuncii exſpectent eos usque XXX. dies ultra diem præfixum in Curia prænominati Regis Angliæ; & qui ſani remanſerint, veniant ad Curiam, & judicium accipiant. Et ſi omnes infirmi vel capti, vel mortui fuerint, nichil cujus fuerint proinde amittat. Et ſi omnes vel aliqui Nunciorum aliqua harum trium cauſarum vel occaſionum non fuerint detenti, & ad diem ſtatutum ante Regem Angliæ non venerint, Rex cujus Nuncii fuerint hæc prædicta Caſtella amittat, & hoc faciat per bonam fidem & ſine malo ingenio. Et ſi fortè, quod abſit, Rex Angliæ interim mortuus fuerit, hoc eodem prædicto modo Nuncii iſti ad Regem Francorum, ad hoc judicium percipiendum pergant, & per eum, ſicut per Regem Angliæ, hoc judicium percipiant & compleant: Sancius igitur Rex Navarræ hæc tria Caſtella per militem & portatorium ſuum recipiat, & donet Najaram & Celorigo P. Roderici filio Comitis R. & donet Arnedo D. Seminenes, & ipſi faciant ſibi homagium de eis. Similiter Aldefonſus Rex Caſtellæ hæc tria Caſtella per militem & portatorium ſuum recipiat, & donet Stellam P. Roderici de Azagra, & Funes S. Raymuri, & Marnanover R. Martini, & ipſi faciant ſibi homagium de eis. Et ſi aliquis Regum iſtorum hæc tria Caſtella militibus ea tenentibus auferre voluerit, & ea alteri dare, donet illa Rex Sancius Navarræ P. Roderici, vel G. Vermundi vel S. Raymuri. Similiter Rex Aldefonſus Caſtellæ donet illa Comiti N. vel Comiti P. vel Comiti G. ſed ipſi qui tenentes fuerint, non donent hæc prædicta Caſtella donec illi qui ea recipere debent, faciant homagium de illis alteri Regi ſicut ſupra dictum eſt. Et in toto quantum Rex Aldefonſus tenet de Rege Navarræ melioret cum proprio ſuo ære quantum voluerit & potuerit. Similiter Rex Sancius melioret cum ſuo proprio ære quantum voluerit & potuerit in toto in quantum tenet de Rege Aldefonſo. Et ad hoc judicium audiendum illi Reges IIII. fideles elegerunt, videlicet Johannem Epiſcopum Tiraſonenſem, & Petrum de Areis, & Gunterum, & Petrum de Rinoſo. Vel de iſtis duo vel tres vel omnes, cum Nunciis ad Curiam Regis Angliæ pergant, & querimonias utriusque Regis ante eum exponant, & auditis querelis, quos Rex Angliæ cauſam ſuam primitus dicere mandaverit, dicant, & per verbum horum fidelium, qui hoc judicium à Rege Angliæ audierint, uterque Regum ſupradictam conventionem, prout in hac charta continetur, attendat, & compleat. Et milites qui de prædictis Caſtellis homagium fecerunt, ſecundum dictum horum fidelium præfatis Regibus attendant, & compleant per bonam fidem, & ſine malo ingenio. Inſuper verò ambi Reges per fidem ſuam firmaverunt & ſtatuerunt treugas bonas & ſalvas de hominibus & caſtellis, & terris, & de omnibus rebus usque ad VII. annos, & ut firmius teneantur Sanccius Rex Navarræ ponit Orgun in fidelitate, & Rex Aldefonſus ponit Calagunan. Et ſi exercitus cujuslibet horum Regum cum eo vel ſine eo regnum alterius intraverit, ille qui hoc fecerit prædictum Caſtellum perdat. Et ſi fortè aliquis Vaſallus horum Regum infrà has treugas in regno alterius vi vel furto Caſtellum acceperit, Rex cujus Vaſallus ille fuerit, infra XL. dies ſuum Caſtellum alteri Regi reddat: quod ſi non fecerit, miles ille qui caſtrum, quod in fidelitate poſitum eſt, tenuerit, Regi conquerenti prædictum Caſtellum donet, & teneat illud pignore, donec Caſtellum ſuum recuperet. Si verò aliquis horum regnorum, qui non ſit Vaſallus iſtorum Regum, aliquo caſu in regno alterius Caſtellum acceperit, ambi Reges cum gente ſua ſuper eum veniant, & obſideant, & donec captum ſit de eo non recedant. Statuerunt etiam, ut omnes Vaſalli utriusque Regis, qui ex quo guerra iſta incœpit, hæreditates amiſerunt, eas ex integro recuperent, ſicut erant tenentes die qua eas perdiderunt, & pro malefacto vel judicio, quod hactenus feciſſent, eas non perdant, nec infrà iſtos VII. annos pro aliqua querimonia, vel judicium inter eos ortum fuerit, ad medianetum veniant, & ſecundùm quod ibi judicatum fuerit, ſibi ſatisfaciant. Et omnes homines utriusque regni ſecurè de regno ad regnum eant, & redeant, exceptis notis homicidis. Si verò aliquis iſtorum Regum hæreditates, ſicut ſupra dictum eſt, reddere noluerit, prædictum Caſtellum alteri Regi reddat, & teneat illud in pignore donec hæreditates & totum quantum de illis exegerit, recuperet. Et omnes Vaſalli utriusque Regis ſint infrà iſtas Treugas cum hominibus, & Caſtellis, & etiam cum omnibus aliis rebus, quas habuerint in quacunque terra ſint. Et hæc omnia ſupradicta teneantur, & ſerventur per bonam fidem & ſine malo ingenio. Et Rex Aldefonſus Arragoniæ ſit in iſtis treugis, ſi ei placuerit; ſi fortè ſibi non placuerit in illis eſſe, tamen treuga, ut ſupra dictum eſt, firmiter inter nos Reges præfatos teneantur. Facta eſt hæc charta inter Navarres & Lucronium Æra MCC. XIIII. VIII. Calend. Septembris.

CLXVIII.

Laudum HENRICI *Angliæ Regis inter* ALDEPHONSUM *Caſtellæ, & Sancium Navarræ Regem ſuper querelis inter eos occaſione quorundam Caſtellorum & terrarum habitis; Quò plenariam utrique parti reſtitutionem eorum, quæ ab illis in jure petita erant, adjudicat.* [Chronicon JOANNIS BROMTON ſub HENRICO Secundo Rege; inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1124.] 1177.

HENRICUS Dei Gratia Rex Angliæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, & Comes Andegaviæ, Chariſſimis amicis ſuis Aldefonſo Regi Caſtellæ, & Sancio Regi Navarræ Salutem. Sicut ex literarum veſtrarum tenore & fidelium veſtrorum Johannis Epiſcopi Tiraſonenſis, Petri de Areis, Gutterii, & Petri de Rinoſo relatione & Nunciorum veſtrorum Episcopi Palentini, Comitis Gumes, Lobdiez, Comitis Garſiæ, Garſi Petri Petri, Gorterfernaz Episcopi Pampiloniæ, Garſie Bern: Sanccii, Raimuri, Petri Raimuri & Paignol de Taiſona, Ancer de Calez aſſercione cognovimus, quod placuit utrique veſtrum querimonias inter vos habitas ſuper quibusdam Caſtellis & terris cum earum terminis & pertinentiis noſtro Judicio terminari: Nos vero fidelibus & Nunciis veſtris ea qua decuit veneratione ſuſceptis pacem inter vos honori Dei & toti Chriſtianitati plurimum proficere attendentes, divinæ pietatis & communis utilitatis intuitu negotium hoc in nos ſuscepimus; fidelibus itaque à nobis communiter electis & Procuratoribus & Advocatis cauſarum veſtrarum in præſentia noſtra, & Episcoporum noſtrorum & Comitum & Baronum conſtitutis, petitiones & allegationes utriusque partis diligenter audivimus & intelleximus. Proponebant ſiquidem hii, quibus cauſa Aldefonſi Regis Caſtellæ

ANNO 1176.

ANNO 1177. tellæ commissa fuerat Sanccium Regem Navarræ memorato Castellæ, dum adhuc orphanus esset & pupillus, Castella & terras scilicet Logron, Navarret, Andena, Aptol, Agosora cum omnibus terminis & pertinenciis quæ pater suus die qua decessit, & ipse post, aliquo tannis quiete possederat, injuste & violenter abstulisset, unde & eorum restitutionem sibi fieri postulabant. Illi vero quibus causa Sanccii Regis Navarræ commissa fuerat, nichil horum quæ ab hiis proposita fuerant contradicentes, asserebant Aldefonsum præfatum Regem Castellæ Sanccio prænominato Regi Navarræ, Castella scilicet Legin, Portol & Castellum quod tenet Godin, per guerram & injuste abstulisse, & parte altera in nullo contradicente eorum fieri sibi restitutionem pari petebant instantia. Præterea in Scripto vestro continebatur communi vos treugas inter vos usque in septennium fide interposita firmasse, & hoc ipsum Nuncii vestri in jure palam sunt protestati.

Habito igitur cum Episcopis, Comitibus & Baronibus cum deliberatione consilio, pacem inter vos ad fidem Christianorum propagandam & ad inimicorum Christi confusionem necessariam fore considerantes, plenam etiam tam ex Scriptis vestris quam Nunciorum assertionibus fiduciam concipientes, quod in pace firmanda & conservanda consilio nostro & præcepto parebitis; ante Judicii pronuntiationem super præscriptis quærelis & treugis mandamus vobis per Nuncios vestros & consulimus, & præcipimus, & adhuc Scripto præsenti mandamus, ut pacem inter vos firmetis in perpetuum & fideliter observetis; super quærelis vero prætaxatis de Castellis & terris cum omnibus terminis & pertinentiis hinc inde violenter & injuste ablatis, cum nichil contra utrinque objecta à parte alterutra alteri respondetur, nec quicquam quo minus restitutiones, quas petebant, faciendæ essent allegaretur, plenariam utrique parti suprædictorum quæ in jure petita erant fieri restitutionem adjudicavimus. Adjunximus etiam ex Judicio treugas præfatas inter vos, ut suprædictum est, fide firmatas, sicut ex Scripto vestro & Nuntiorum vestrorum publica confessione in jure facta nobis constitit, usque ad constitutum inter vos terminum inviolabiliter observandas. Volumus etiam & præcipimus pro bono pacis ut Rex Aldefonsus dictus filius noster donet Sanccio Regi Navarræ avunculo suo singulis annis usque ad decennium tria milia morabotinorum ad tres terminos in anno Burgis recipienda, scilicet ad IIII. primorum mensium post prædictam restitutionem utrimque factam mille morabotinorum, & ad finem IIII. mensium proximo sequentium M. morabotinorum & ad finem IIII. mensium tertio sequentium M. morabotinorum, ita ut singulis annis de X. annis sequentibus post prædictam restitutionem solvantur tria milia morabotinorum ad eosdem terminos, & in loco prænominato Sanccio Regi Navarræ. Præterea Nuncii utriusque vestrum juraverunt ante Sententiæ pronunciationem, vos Judicium nostrum tam de restitutionibus quam de treugis firmiter observaturos: & nisi feceritis quod corpora sua redderent in manum nostram & potestatem. His testibus, Ricardo Archiepiscopo Cantuariensi, Hugone Dunelmensi Episcopo, Galfrido Eliensi, Rogero Wigornensi, Bartholomeo Exoniensi, Gilberto Londoniensi, Waltero Roffensi, Reginaldo Bathoniensi, Johanne Norwicensi, Johanne Cicestrensi, Roberto Hereford. Episcopo de Sancto David Walliæ, Adam de Sancto Asaph, & Episcopo de Bangor: Galfrido filio Regis Comite Britanniæ, Willielmo Comite de Albamarla, Roberto Comite de Leicestria, Willielmo de Mandevill Comite de Essexia, Roberto Comite de Glocestria, Willielmo de Arundell Comite Suthsexiæ, Hugone Comite Cestriæ & Comite de Ferers. Et de Baronibus Angliæ, Ricardo de Lucy, Willielmo de Vesci, Roberto de Vallibus, Rogero de Moubray, Roberto de Stutevill, Philippo de Kima & aliis quam pluribus tam Clericis, quam Laïcis de Regno Angliæ.

Ejusdem Laudi aliud Exemplar, ex RADULPHO DE DICETO. [Imagines Historiarum, Auctore RADULFO DE DICETO, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 597.]

HENRICUS Dei Gratia Rex Angliæ & Dux Normanniæ & Aquitaniæ & Comes Andegaviæ, charissimis amicis suis Regibus Castellæ & Navarræ salutem. Sicut ex literarum vestrarum tenore & Nuntiorum vestrorum relatione cognovimus, placuit utriquè vestrum querimonias inter vos habitas super quibusdam Castellis & terris cum earum terminis & pertinentiis judicio nostro terminari. Nos vero Nunciis vestris ea qua decuit veneratione susceptis pacem inter vos honori Dei & toti Christianitati plurimum profuturam attendentes, divinæ pietatis & communis utilitatis intuitu negotium hoc in nos susscepimus. Fidelibus itaque à vobis communiter electis & Procuratoribus, & Advocatis causarum vestrarum, in præsentia nostra, & Episcoporum, & Comitum, & Baronum nostrorum constitutis; petitiones & allegationes utriusque partis diligenter audivimus & intelleximus. Proponebant siquidem hii quibus causa Adelfonsi Regis Castellæ commissa fuerat, Saneium Regem Navarræ memorato Regi Castellæ, dum adhuc pupillus esset, & orphanus, Castella & terras scilicet Logronium, Navarret, Anthlena, Aptol, Agosio cum omnibus terminis & pertinentiis suis quæ pater suus die qua decessit, & ipse post aliquot annis quiete possederat, injuste & violenter abstuliisse; unde & eorum sibi fieri restitutionem postulabant. Illi vero quibus causa Sancii Regis Navarræ commissa fuerat, nichil eorum quæ ab aliis proposita fuerant contradicentes asserebant A. præfatum Regem Castellæ, S. prænominato Regi Navarræ, Castella scilicet Legin, Portel, & Castellum quod tenet Godin per Weram & injuste abstuliisse parte altera in nullo sibi contradicente, eorum sibi fieri restitutionem pari petebant instantia. Præterea in Scripto vestro continebatur communi, vos trewias inter vos usque in septennium fide interposita firmasse, & hoc ipsum Nuncii vestri in jure palam sunt protestati.

Habito igitur cum Episcopis, Comitibus & Baronibus nostris, cum deliberatione consilio, pacem inter vos ad fidem Christianorum propagandam, & ad inimicorum Christi confusionem necessariam fore considerantes, plenam etiam tam ex Scriptis vestris quam Nuntiorum assertionibus fiduciam, concipientes quod in pace firmanda & conservanda consilio nostro & præcepto parebitis ante judicii pronunciationem super prædictis querelis & trewis mandavimus vobis per Nuncios nostros, & consuluimus & præcepimus & adhuc etiam præsenti Scripto mandamus atque præcipimus, ut pacem inter vos firmetis fideliter & in perpetuum observetis. Super querelis vero prætaxatis, de Castellis & terris cum omnibus terminis suis & pertinentiis hinc inde violenter & injuste ablatis, cum nichil contra violentiam utrimque objectam à parte alterutera responderetur alteri, nec quicquam quo minus restitutiones quas petebant faciendæ essent allegaretur plenariam utrique parti suprædictorum quæ in jure petita erant fieri restitutionem adjudicavimus. Adjunximus etiam ex judicio trewias præfatas inter vos, ut prædictum est, fide firmatas, sicut ex Scripto vestro & Nuntiorum vestrorum publica confessione in jure facta nobis constitit, usque ad constitutum inter vos terminum inviolabiliter observandas. Volumus itaque, & præcipimus pro bono pacis ut Rex A. filius noster donet S. Regi Navarræ avunculo suo, singulis annis usque ad decennium tria millia Marabontinorum ad tres terminos in anno Burgis recipienda, scilicet ad finem quatuor primorum mensium post prædictam restitutionem utrimque factam M. Marab. Et ad finem quatuor mensium proximo sequentium M. Marab. Et ad finem quatuor mensium tertio sequentium M. Marab. ita ut singulis annis sequentibus de X. post prædictam restitutionem solvantur tria millia Marab. ad eosdem terminos, in loco prænominato. Præterea Nuncii utriusque vestrum juraverunt ante Sententiæ pronuntiationem vos prædictum judicium nostrum tam in restitutionibus quam trewis firmiter observaturos. Et nisi feceritis quod Corpora sua reddent in manum & potestatem nostram.

ANNO 1177.

CLXIX.

WILLIELMI *Siciliæ Regis Diploma de Matrimonio inter se, &* JOHANNAM *Angliæ Regis* HENRICI *Filiam contracto, deque Dotalio dictæ suæ Sponsæ super Comitatu Montis Angeli, aliisque Civitatibus, Monasteriis & Locis assignato. Datum in urbe Pannormitana mense Februarii, Indictione* X. *anno* 1177. [Chronicon JOHANN. BROMTON inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. col. 1113.] Fevrier.

In Nomine Dei æterni, & Salvatoris nostri Jesu Christi, Amen.

RERUM fœdus & concordia humanarum inter cætera pacis bona ligat fortiùs & astringit vinculum conjugale, quod, & sacramenti altitudine venerandum,

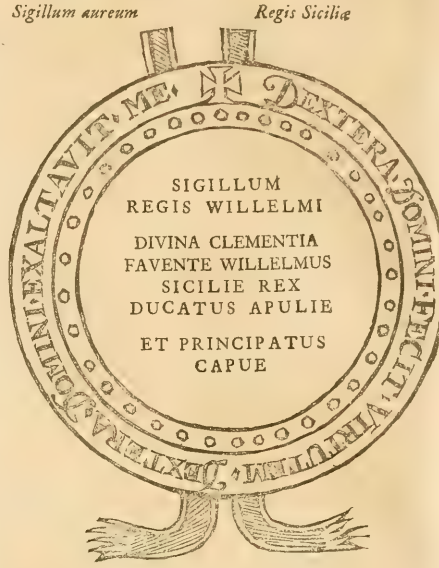
ANNO 1177. & ipsa suæ restitutionis est singularitate præclarum, & solempni ab initio Mundi, & temporis consuetudine celebratum. Cujus itaque virtus, & forma, quæ de Divina institutione traxit originem, nec de peccato induit maculam, nec de longævi serie temporis desuetudinis potuit sentire jacturam, quin etiam id honoris venerando accessit mysterio, ut maris, & fœminæ consensus in matrimonium Christi, & Ecclesiæ teneat sacramentum. Tanti ergo Mysterii ratione simul & veneratione inducti, Nos Willielmus Divina favente gratia Rex Siciliæ, & Ducatus Apuliæ, & Principatus Capuæ, Johannam Puellam Regii excellentia sanguinis illustrissimam filiam Henrici Regis magnifici Anglorum Divino nutu, & felici auspicio sacri lege matrimonii, & maritali nobis fœdere copulavimus, ut bonum conjugii castæ dilectionis fides exhibeat, unde nobis in posterum proles Regia Deo dante succedat, quæ divina gratia numeris virtutum simul, & generis titulo ad Regni possit, & debeat fastigium sublimari. Quia verò nostra dignum est celsitudine, ut tam nobile ac insigne conjugium decenti dotario debeat honorari, per hoc Scriptum præsens damus, & in dotarium concedimus prætatæ Reginæ carissimæ uxori nostræ Comitatum Montis Angeli, sicut est inferius annotatum, scilicet in Demanio, Civitatem Montis Angeli, Civitatem Siponti, & Civitatem Vestæ cum omnibus pertinentiis, & justis tenementis earum. In servitio autem concedimus ei de tenementis Comitis Godefridi, Alesine, Peschizan, Bicum Caple, Baraum, Sefelizum, & omnia alia, quæ idem Comes de honore ejusdem Comitatus Montis Sancti Angeli tenere dignoscitur.

Concedimus etiam ei similiter in servitio Candelarium sanctum Clericum, Castellum Paganum, Bersencium, & Cognanum. Insuper concedimus, ut sint de honore dotarii ipsius Monasterium Sancti Johannis de Lania, & Monasterium Sanctæ Mariæ de Pulsano cum omnibus suis pertinentiis, quæ ipsa Monasteria tenent de honore prædicti Comitatus Sancti Angeli. Ita quidem ut ipsa Regina uxor nostra prædicta omnia recognoscat ab hæredibus nostris nobis ordinatione nostra in Regnum succedentibus, & de omnibus præscriptis tenementis servitium prout exigit feudum eorum integrè, & illibatè jam dictis hæredibus nostris faciat, & maneat in eorum semper fidelitate. Ad hujus autem donationis, & concessionis nostræ memoriam, & inviolabile firmamentum præsens Privilegium per manus Alexandri Notarii nostri scribi, & Bulla aurea nostro Tipario impressa roboratum nostro sigillo jussimus decorari. In quo familiares nostri, & aliæ Personæ præcepto nostro scripserunt, anno, mense, & indictione subscriptis.

Ego Walterus Pannormitanus Archiepiscopus.
Ego Alpanus Caupuanensis Archiepiscopus.
Ego Ricardus Siracensis Episcopus.
Ego Bartholomeus Agrigentinus Episcopus.
Ego Reginaldus Barensis Archiepiscopus.
Ego Nicholaus Primas Missensis Archiepiscopus.
Ego Rusterus Consentinus Archiepiscopus.
Ego Theobaldus Episcopus. Abbas Regalis Monasterii Sanctæ Mariæ Novæ.
Ego Robertus Catanensis Episcopus.
Ego Guido Cephlensis Episcopus.
Ego Elias Trojanus electus.
Ego Robertus Tricaricensis Episcopus.
Ego Petrus Galetanus Episcopus.
Ego Johannes Potentinus Episcopus.
Ego Alexander Cupill.
Ego Mathæus Domini Regis Vicecancellarius.
Ego Robertus Casertanus Comes.
Ego Amphusus Comes Serullacensis.
Ego Jocellinus Comes Loretensis.
Ego Hugo Comes Cattazarii.
Ego Ricardus Fundanus Comes.
Ego Walterus de Moac Regni Fortunati Stolii Admiratus.
Ego Aldwinus de Candida Domini Regis Senescallus.
Ego Berardus Gentilis Primate Mainete Constabularius.
Ego Ricardus Sacri Regii Palatii Legoteca.
Ego Bamaluns de Monteforti Justiciarius.
Ego Fredericus Regiæ Curiæ Justiciarius.

Data in urbe Pannormitana felici per manus WALTERI venerabilis Pannormitani Archiepiscopi, & MATHÆI Regis Cancellarii, & RICARDI venerabilis Siracensis Episcopi Domini Regis familiarium, anno Dominicæ Incarnationis M. C. LXXVII. mense Februarii, decima Indictione. Regni verò Domini nostri WILLHELMI Dei gratia magnifici, & glorioſissimi Regis Siciliæ, Ducatus Apuliæ, Principatus Capuæ, Anno XI. feliciter, Amen. ANNO 1177.

Sigillum aureum *Regis Siciliæ*



CLXX.

Pax Publica per FRIDERICUM I. *Imperatorem Constantiæ pro Partibus Italiæ fancita. Concedit Regalia quædam Civitatibus Lombardiæ, quædam sibi retinet, maxime Fodrum & Investituram Consulum & Vassallorum; Gratiam delicti facit* OPIZONI *Marchioni* Malaspinæ. *Dat. 7. Kal. Julii.* [JACOBI CUJACII Opera Tom. II. de Feudis Lib. V.] 25. Juin.

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

FRIDERICUS divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus & filius ejus Henricus sextus Romanorum Rex Augustus Imperialis Clementiæ immensa serenitas mansueta, eam semper in subditis suis dispensationem favoris & gratiæ habere consuevit, ut quamvis districta severitate excessuum delicta debeat & possit corrigere: magis tamen studeat propitia tranquillitate pacis & piis affectibus misericordiæ Romanum Imperium regere, & rebellium insolentiam ad debitam fidem, & debitæ devotionis obsequium revocare. Eapropter cognoscat universitas fidelium Imperii tam præsentis ætatis, quam successivæ posteritatis, quod nos solita benignitatis nostræ gratia, ad fidem & devotionem Lombardorum, qui aliquando nos & Imperium nostrum offenderant, viscera nobis innatæ pietatis aperientes, eos & societatem ac fautores eorum in plenitudinem gratiæ nostræ recipimus, offensas omnes, & culpas, quibus nos ad indignationem provocaverunt, clementer eis remittentes, eosque propter fidelia devotæ finceritatis servitia, quæ nos ab eis credimus certissime recepturos, in numero dilectorum nostrorum fidelium computandos censemus. Pacem itaque nostram, quam eis clementer indultam concessimus, præsenti pagina jussimus subscribi, & auctoritatis nostræ sigillo communiri, cujus est hic tenor & series. NOS Romanorum Imperator Fridericus & filius noster Henricus Romanorum Rex, concedimus vobis Civitatibus, locis & personis societatis regalia, & consuetudines nostras tam in Civitate, quam extra Civitatem, videlicet Veronæ & castro ejus, suburbiis etiam, & aliis Civitatibus, & suburbiis, locis & personis societatis in perpetuum, videlicet ut in ipsa Civitate omnia habeatis, sicut hactenus habuistis vel habetis. Extra vero omnes consuetudines sine contractione nostra exerceatis quas ab antiquo exercuistis vel exercetis tam in foro, vel in nemoribus, & pascuis & pontibus, aquis & molendinis, sicut ab antiquo habere

ANNO 1177. bere consueviſtis, vel habetis, in exercitu, in munitionibus Civitatum, in Jurisdictione, tam in causis criminalibus, quam in causis pecuniariis intus & extra, & in cæteris, quæ ad commoditatem spectant Civitatum. Volumus ut regalia, quæ vobis non concessimus, in hunc modum cognoscantur, per Episcopum loci, & homines tam de Episcopatu, quam de Civitate eligantur, viri bonæ opinionis, & qui ad hoc idonei esse credantur, tales qui nec contra Civitatem, nec nostram Majestatem privato, vel speciali odio teneantur, qui jurent quod bona fide, & sine fraude perquirent, & inquisita consignabunt, ea quæ specialiter ad nostram excellentiam spectant. Si autem huic inquisitioni superſedendum esse putaverint, censum duorum millium marcharum argenti per singulos annos petimus. Attamen competenti moderatione moderabimur etiam quantitatem istam, si enormis visa fuerit. Si quis autem super iis, quæ vobis concessimus vel permisimus, sive in Civitate, vel extra Civitatem, querimoniam apud Majestatem ipsam depoſuerit; ejus querimoniam non admittemus, & silentium ei imponemus. Hoc quod nos vel noster antecessor Rex vel Imperator Episcopis, Ecclesiis vel Civitatibus, vel aliis quibuscumque personis, Clericis vel Laicis, ante tempus guerræ dedit, vel quolibet concessionis titulo concessit, firmum & ratum habemus, salvis superioribus concessionibus, ut pro eo solita nobis servitia exhibeantur; sed census non præstetur. Commoditates, quas pro bono pacis Civitatibus concessimus in Civitatibus, vel extra, illorum regalium nomine non intelligimus, pro quibus census debeat præstari.

Privilegia omnia, & data, & concessiones quæ in Privilegium, vel damnum Civitatum vel locorum vel personarum societatis occasione guerræ in alicujus injuriam prædictorum a nobis, vel nunciis nostris indulta sunt cassentur & in irritum deducantur. In Civitate illa, in qua Episcopus per Privilegium Imperatoris vel Regis comitatum habet, si Consules per ipsum Episcopum consulatum recipere solent, ab ipso recipiant sicut consueverunt recipere: alioqui unaquæque Civitas a nobis consulatum recipiat. Consequenter vero in singulis Civitatibus Consules constituentur a Nuncio nostro, qui sit in Civitate, vel Episcopatu: & investituram recipient, & hoc usque ad quinquennium, finito quinquennio unaquæque Civitas a nobis recipiat. Eadem observentur in successore nostro. Et omnes investituræ gratis fiant. Cum autem nos Imperator divina vocatione decesserimus, vel Regnum filio nostro concesserimus: simili modo a filio nostro, vel ejus successore investituram recipietis.

In causis appellationum si quantitas XXV. Lib. Imperialium summam excesserit, appellatio ad nos fiat: salvo jure & moribus Brix. Ecclesiæ in appellationibus: ita tamen, ut non cogantur in Alamanniam ire, sed nos habebimus proprium Nuncium in Civitatibus, vel Episcopatu, qui de ipsa appellatione cognoscat, & juret, quod bona fide, & sine fraude causas examinabit, & definiet secundum leges, & mores ipsius Civitatis intra duos menses a contestatione litis, vel a tempore appellationis receptæ, nisi justo impedimento, vel consensu utriusque partis remanserit.

Consules qui in Civitatibus constituentur, tales sint qui fidelitatem fecerint nobis, vel faciant antequam consulatum recipiant.

Vasalli nostri a nobis investituram recipiant, & fidelitatem faciant, sicut vasalli, cæteri omnes sicut cives a XVI. annis usque ad LXX. nisi tales personæ sint quibus debeant & possint sine fraude sacramenta remitti. Vasalli qui tempore guerræ vel treugæ non postulaverint investituram, vel debita servitia nobis non exhibuerint: hac occasione feudum non amittant. Libellariæ & precariæ in suo statu permaneant secundum consuetudinem uniuscujusque Civitatis, non obstante lege nostra, damna omnia & ablata, etiam injurias quas nos per nos, & per nostros ab universitate societatis, vel ab aliquo de societate, vel coadjutoribus societatis sustinuimus, per nos cum nostra parte remittimus gratias, & plenitudinem nostræ gratiæ eis damus. Moram superfluam in Civitate vel Episcopatu pro damno Civitatis non faciemus. Civitates mutare, vel extra munitiones facere eis licet. Item societatem quam nunc habent, tenere; & quoties voluerint removere eis liceat; pactiones timore nostro, vel per impressionem Nuntiorum factæ cassentur, & pro infectis habeantur, nec pro eis aliquid exigatur.

Pacta Placentinorum, scilicet pactum Pontis Padi, & fictum ejusdem Pontis, & regalium, & datium & pactum quod Episcopus Hugo fecit de castro arquato, & si aliqua facta sunt similia ab ipso Episcopo, vel a communi, vel ab aliis, de societate nobiscum, vel nostro Nuntio, ipso ponte remanente cum omnibus suis utilitatibus Placentinis: ita tamen quod teneantur persolvere fictum Abbatissæ Sanctæ Juliæ de Brixia, & si quæ sunt similes. ANNO 1177.

Sententiæ quoque, quæ de jure, & secundum leges, & consuetudines contra aliquem, vel aliquos de societate latæ sunt, teneant sicut de jure contra eos tenerent, si gratiam nostram non habuissent. Quæ vero contra aliquem, vel aliquos de societate latæ sunt, occasione guerræ seu discordiæ, in irritum deducantur. Possessiones omnes, quas quisque de societate tempore guerræ tenebat juste: si per vim ablatæ sint ab eis, qui de societate non sint cum fructibus, & sine damno restituantur: vel si eas recuperaverit, quiete possideat, nisi per electos arbitros ad cognitionem regalium nobis assignetur: Opizoni Marchioni omnem offensam, quam nobis vel alicui partis nostræ fecerit postquam in societate fuerit, vel per se, vel per aliquam personam cum societate, vel defendendo aliquem de societate: Imperiali Clementia per nos, & nostram partem remittimus, & in plenitudinem nostræ gratiæ eum recipimus, nec per nos, nec per interpositam personam, pro præteritis offensis sibi, vel parti ipsius, aliquam inferemus injuriam, lesionem vel coercionem. Amplius eam jurisdictionem, quam Mediolanenses exercere consueverunt in Comitatibus Seprii, Martexanæ, & Burgariæ, & in aliis Comitatibus. Exceptis locis, quæ Bergamenses nomine nostro tenent inter Alduam, & Oleum, excepto Romano veteri, & Bariano, & eam, quam modo exercent, libere & quiete habeant, & possideant sine contradictione nostra & successorum nostrorum salvis pactis, & datis, & concessionibus in suo robore durantibus, quæ Mediolanenses per commune fecerunt Civitatibus Bergamo, Novariæ, & Laudo: nec per hanc concessionem ledendis, nec ullum præjudicium fiat juri aut consuetudini alicujus Civitatis, & societatis præter dictas concessiones. Pacta inter Civitates & societates quondam facta nihilominus firma, & illibata permaneant: nec aliquid intelligatur acquisitum Mediolanensibus in Episcopatu Laudensi, præter dictas concessiones, salvo jure aquæ Lambri Mediolanensibus si quod habent, vel in pedagio. Omnes de societate, qui fidelitatem nobis jurabunt, in sacramento fidelitatis adjicient, quod possessiones, & jura, quæ nos habemus in Lombardia, & possidemus extra societatem, jurabunt bona fide nos manu tenere, si opus fuerit, & cum super hoc per nos, vel per certum Nuntium nostrum fuerint requisiti, & si amiserimus, recuperare: ita videlicet, quod finitimæ Civitates obnoxiæ sint principaliter ad hoc faciendum: & si opus fuerit, aliæ teneantur ad competens auxilium præstandum. Civitates quæ sunt extra Lombardiam in suo confinio, similiter teneantur facere. Si qua vero Civitatum ea quæ in convencione pacis ex parte nostra statuta sunt, non observaverit, cæteræ Civitates eam ad id observandum bona fide compellant: pace nihilominus in suo robore permanente. Nobis autem intrantibus Lombardiam, fodrum consuetum & regale quæ solent & debent, præstabunt: & vias & Pontes bona fide, & sine fraude, & sufficienter reficient: in eundo & redeundo mercatum sufficiens nobis & nostris euntibus & redeuntibus bona fide & sine fraude præstabunt: in omni decimo Anno fidelitates renovabunt, in iis qui eas nobis non fecerunt, cum nos petierimus, vel per nos, vel per nostrum Nuntium. Si qui ex parte nostra de suis justis possessionibus, expulsi sunt, restituantur sine fructibus & damno, nisi in causa principali suæ proprietatis jure possit se tueri possessor: salvis prioribus concessionibus: & omnes offensæ eis remittantur: eodem jure servando iis qui sunt ex parte nostra circa restitutionem: nisi Civitas adstringatur juramento, ut non restituat: quo casu arbitrium boni viri volumus pro restitutione succedere. Et si qua controversia fuerit orta de feudo inter nos & alium qui sit de societate, per partes illius Civitatis vel Episcopatus in quo descendit, agetur: & secundum consuetudinem illius Civitatis, in eodem Episcopatu terminetur, nisi nos in Lombardia fuerimus. Tunc enim in audientia nostra si nobis placuerit agitabitur. Item volentibus venire contra pacta, non per violentiam facta, & juramento firmata inter Civitates, & Civitates, societates & societates, vel Civitatem, & alias personas: nos audientiam denegabimus. Item nos restituimus stratam Veronensibus: & nominatim recipimus Drolinum in plenitudinem gratiæ nostræ & omnem offensam ei remittimus, &c. Datum apud Constantiam solemni Curia VII. Kal. Julii.

ANNO 1177. Juillet.

CLXXI.

Sacramentum per Comitem DIEDONEM *in anima Imperatoris* Chiogiæ *factum de Pace cum Papa* ALEXANDRO *& suis fervanda. Menſe Julio* 1177. [GOLDASTI Conſtitutiones Imperiales Tom. III. pag. 355. Collectio Regia Conciliorum Tom. XXVII. pag. 417. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. X. col. 1485. BARONII Annales Eccleſiaſt. Tom. XII. ſub anno 1177.]

EGO Comes Diedo juro, quod Dominus Imperator mandavit mihi, ut in anima ſua jurarem juramentum, quod nunc facturus ſum. Et poſtquam mandavit, non revocavit mandatum. Et ego ex eodem Imperatoris mandato juro in anima ſua, quod ex quo venerit Venetias, omni quæſtione & contradictione ſemota, faciet jurare in anima ſua, quod pacem Eccleſiæ, ſicut dispoſita eſt per mediatores ex ſcripto, & pacem Regis Siciliæ usque ad quindecim annos, ſicut ſcriptum eſt, & treguam Lombardorum usque ad ſeptem annos, ſicuti eſt per mediatores utriusque partis dispoſitum in ſcripto, quod & apud eosdem mediatores continetur, bona fide ſervabit, & Principes ſuos hoc ipſum jurare faciet.

Simili modo præcepit Sigilboth Camerario ſuo in hunc modum jurare: Ego Sigilboth juro, quod ex quo Dominus Imperator venerit Venetias, juramentum ipſum pacis Eccleſiæ, & Regis Siciliæ, & treguæ Lombardorum faciet præſtari in anima ſua, & Principes ſuos ſimiliter jurare faciet.

CLXXII.

26 Juil. ALEXANDRI *Papæ ad Eboracenſem Archiepiſcopum, & Dunelmenſem Epiſcopum Literæ, de Pace Anagniæ, Venetiisque cum Imperatore inita. Dat. ſeptimo Kalendas Auguſti* 1177. [BARONII Annales Eccleſiaſtici Tom. XII. ſub Anno 1177. Collectio Regia Concilior. Tom. XXVII. pag. 421. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. X. col. 1488. GOLDASTI Conſtitutiones Imperiales Tom. III. pag. 355. Bullarium magnum Tom. I. pag. 72. col. 2.]

ALEXANDER Epiſcopus Servus Servorum Dei &c. Exigunt gratiſſimæ devotionis obſequia, quæ nobis & Eccleſiæ tam devote quam laudabiliter exhibuiſſe noſcimini, ut felices ſucceſſus Eccleſiæ vobis, ſicut ſpecialibus & devotis Eccleſiæ filiis ſpiritualibus, deſcribamus, cum dignum ſit & conveniens & honeſtum, ut quos ita habuimus in noſtra devotione firmos & ſtabiles, de proſperitate noſtra & ipſius Eccleſiæ reddamus hilares & gaudentes. Agite itaque una nobiscum gratias omnipotenti Deo, qui habitat in altiſſimis, & humilia reſpicit de ſupernis, de cujus munere venit, ut ſponſa ſua ſacroſancta Eccleſia diu & graviter procelloſis fluctibus, & validiſſima tempeſtate quaſſata, nunc tandem portum ſalutis attigerit: & pacatis ſævientibus procellis, debita & deſiderata tranquillitate lætetur. Sane duodecimo Kalend. inſtantis menſis Auguſti, de mandato Chariſſimi in Chriſto filii noſtri Friderici Illuſtris Romanorum Imperatoris, filius Marchionis (a) Alberti, vir nobilis, magnus & potens, & Camerarius ipſius Imperatoris, præſentibus Principibus Eccleſiaſticis, & etiam Sæcularibus, Teutonici Regni, publice in anima ejus in præſentia noſtra coram innumeroſa hominum multitudine præſtiterunt, tactis ſacroſanctis Evangeliis, juramentum, quod poſtquam idem Imperator veniret Venetias, omni quæſtione & contradictione ſopita, pacem Eccleſiæ, ſicut per Fratres noſtros & Principes ſuos dispoſita eſt & tractata, & pacem Chariſſimi in Chriſto filii noſtri Willelmi Illuſtris Siciliæ Regis usque ad quindecim annos, & treugam Longobardorum usque ad ſeptem annos, in anima ſua, & etiam à Principibus ſuis faceret, ſicut in ſcripto pacis & treguæ continetur, juramento firmari, & Principes Teutonici Regni, ſcilicet Venerabiles fratres noſtri, Magdeburgenſis, Colonienſis, & Chriſtianus dictus Moguntinus, Archiepiſcopi, & quidam alii in anima ſua pro ſe jurare fecerunt. Nono vero Kalend. Auguſti, præfatus Imperator, ſicut tractatum fuerat & diſpoſitum, venit ad Eccleſiam B. Nicolai, quæ per unum milliare diſtat à Venetiis, & ibi tam ipſe quam Archiepiſcopi, Epiſcopi, & alii Principes Teutonici Regni abrenunciantes ſchismati, per Fratres noſtros Epiſcopos, & Cardinales de mandato noſtro, præſentibus quibusdam aliis, abſolutionis beneficium meruerunt. Deinde venerunt Venetias, & ibi ante Eccleſiam B. Marci prædictus Imperator, innumera multitudine virorum & mulierum præſente, alta voce reddente gratias & laudes Altiſſimo, nobis ſicut Summo Pontifici obedientiam & reverentiam humiliter & reverenter exhibuit, & recepto à nobis pacis obſculo, nos devote detravit, & cum reverentia qua decuit & devotione, usque ad altare in Eccleſiam introduxit. Sequenti vero die, in feſto B. Jacobi, ab eodem Imperatore rogati, ad prædictam Eccleſiam S. Marci ſolemnia celebraturi Miſſarum acceſſimus: & nobis illuc venientibus præfatus Imperator extra Eccleſiam obviam venit, & dextero latere noſtro devote ſuscepto, nos in Eccleſiam introduxit: & peractis Miſſarum ſolemniis, nos usque ad ipſius Eccleſiæ portam dextravit: & cum ascenderemus palafredum noſtrum ibi paratum, ſtapham tenuit, & omnem honorem & reverentiam nobis exhibuit, quam prædeceſſores ejus noſtris conſueverunt anteceſſoribus exhibere. Erit itaque ſollicitudinis veſtræ, nobis & Eccleſiæ in proſperis ſucceſſibus congaudere, & effectum pacis aliis devotis Eccleſiæ filiis aperire, ut hi, quos zelus domus Domini tangit, de pacis munere divinitus dato in Domino gaudeant & exultent. Data Venetiis in Rivoalto, ſeptimo Kalend. Auguſti.

(a) Brandeburgenſis.

ANNO 1177.

CLXXIII.

Août. *Diploma aſſecurationis per* IMPERATOREM *Ordinibus* ITALIÆ *datum, quod quamdiu Induciæ durabunt, neminem de ſocietate eorum velit judicare pro fidelitate ei non præſtita.* [GOLDASTI Conſtitutiones Imperiales. Tom. III. pag. 359.]

NOS FRIDERICUS Imperator, interventu venerabilis Patris D Alexandri Pontificis, & fratrum ejus Cardinalium, promittimus Lombardis, Marchianis, & Romaniolis & reliquis de ſocietate ipſorum, vaſallis noſtris, & iis qui debent eſſe vaſalli noſtri, nos pro fidelitate nobis non præſtita, vel opera non navata, vel inveſtitura non petita, quamdiu induciæ manebunt, neminem de ſocietate judicaturum, aut judicari juſſurum, nec feudum alicui adempturum. Actum Parmæ.

CLXXIV.

1. Août. *Diploma Induciarum ad quindecim annos inter* FRIDERICUM *Imperatorem &* WILLELMUM *Regem Siciliæ initarum. Dat. menſe Auguſti anno* 1177. *Indictione* X. [BARONII Annales Eccleſ. Tom. XII. Ann. 1177. GOLDASTI Conſtitutiones Imperiales Tom. III. pag. 359. LEIBNITZ, Codex Juris Gent. Diplom. Part. I. pag. 2. in Prodromo.]

NOS FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator & ſemper Auguſtus, & HENRICUS Rex filius noſter, interventu venerabilis Patris noſtri, Alexandri Dei gratia Summi Pontificis, & Fratrum ſuorum Cardinalium, pro parte noſtra & hæredum noſtrorum paciscimur vobiscum, Domine Willelme, eadem gratia Illuſtris Rex Siciliæ, quod amodo usque ad quindecim annos obſervabimus vobis & hæredibus veſtris & univerſo Regno veſtro, & toti terræ dominationis veſtræ veram & firmam pacem. Et quod per nos, vel per quoslibet alios mari vel terra vos prædictum Illuſtrem Regem & hæredes veſtros, aut Regnum veſtrum, & terram dominationis veſtræ, ſicut præſcriptum & determinatum eſt, usque ad quindecim annos non invademus, nec invadi faciemus, nec vobis aut regno veſtro, & jam dictæ terræ dominationis veſtræ guerram aliquo modo faciemus. Et ut hæc omnia ſupraſcripta firmiter & illibata nobis ſupradicto FRIDERICO Dei gratia Romanorum Imperatori & ſemper Auguſto, & HENRICO filio noſtro Rege, & hæredibus noſtris, tam vobis ſupradicto Illuſtri Regi Willelmo, quam hæredibus veſtris, & Regno veſtro, & toti terræ dominationis veſtræ attendantur & obſerventur: Nos prædictus

ANNO 1177. dictus Imperator bona fide, sine fraude & malo ingenio, in præsentia beatissimi Patris nostri Papæ Alexandri & Cardinalium, & Legatorum vestrorum Romualdi venerabilis Salernitani Archiepiscopi, & Rogerii egregii Comitis (*a*) Andriæ; & Principum ac fidelium nostrorum, à Comite Henrico de Diessa in anima nostra, super sancta Dei Evangelia, & Sanctorum reliquias jurare fecimus; & HENRICUM filium nostrum per interpositam dignam personam in anima sua id ipsum jurare faciemus usque ad medium futurum Septembrem Indictionis undecimæ. Et Principes nostros idem jurare fecimus, videlicet

(*a*) Hadriæ.

Moguntinum Archiepiscopum Christianum,
(*b*) Arnoldum Trevirensem Archiepiscopum,
Conradum Wormatiensem Electum,
Gotifridum Imperialis Aulæ Cancellarium,
Guorwinum Protonotarium,
Marchionem Theodoricum de (*c*) Susiz,
Florentium Comitem Holandiæ.
Comitem Diedonem de Groyx,
Comitem Henricum de Diessa,
Comitem Robertum de Diuna.

(*b*) *Al.* Bertoldum.

(*c*) *Al.* Lusiz.

Ad hujus autem pacti promissionis & juramenti nostri & Principum nostrorum memoriam & inviolabile firmamentum, præsens privilegium nostrum per manus (*d*) Wortwini Protonotarii nostri scribi fecimus & Imperiali sigillo nostro aureo sigillatum, & prædictorum Principum juramento communitum, vobis suprascripto Illustri Regi Willelmo fecimus assignari. Anno Dominicæ Incarnationis millesimo centesimo septuagesimo septimo, mense Augusti, decima Indictione.

(*d*) *Al.* Wermundus. *Al.* Guorwinus.

CLXXV.

1. Août. *Sacramentum de Pace inter* PAPAM *&* IMPERATOREM *per sequentes Principes Imperii, factum Kalendis Augusti* 1177. [Collectio Regia Concil. Tom. XXVII. pag. 423. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. X. col. 1490. BARONII Annales Ecclesiast. Tom. XII. sub anno 1177. GOLDASTI Constitutiones Imperiales, Tom. III. pag. 356.]

EGO Christianus Moguntinus,
Ego Philippus Colonienſis,
Ego W. Magdeburgenſis,
Ego B. Trevirenſis,
Ego P. Patavienſis,
} Archiepisc.
Ego C. Electus Wormatienſis,
Ego R. Imperiali Auctoritate Protonotarius,
Ego C. Mantuanus Episcopus,
Ego G. Cancellarius,
Ego D. Comes,

Juramus in manibus vestris super hæc sancta Dei Evangelia, quod Pacem Ecclesiæ & Imperii, & Pacem Regis Siciliæ usque ad quindecim annos, & Treguam Longobardorum, usque ad (*a*) sex annos, sicut statutum est, & scriptum per Mediatores utriusque partis, bona fide servabimus, & absque fraude. Sic Deus nos adjuvet, & hæc Sancta Dei Evangelia.

(*a*) *Al.* septem.

Ex parte vero Siciliæ Regis, eodem modo juravit Romualdus Salernitanus Archiepiscopus, & Rogierus Comes Andrienſis.

Ex parte vero Lombardorum, jurarunt qui præsentes erant, scilicet de Mediolano Gerardus Piscis, Rogerius & Marcellinus Consules.

De Placentia, Willelmus Letatorius.
De Brixia, Albertus de Gambara.
De Bergamo, Alberatus.
De Verona, Cæcius Consul.
De Parma, Vetulus.
De Regio, Antemanus.
De Bononia, Picamontes Potestas eorum.
De Novaria, Willelmus Gueliri.
De Alexandria, Hubertus de Foro.
De Padua, Tessulanus Potestas.
De Venetia, Gozelinus.

CLXXVI.

6. Août. ALEXANDRI III. *Papæ Epistola ad* RICHARDUM *Cantuarienſem Archiepiscopum, & ad ſuffraganeos ejus, de Pace inter ſe &* FRIDERICUM *Imperatorem inita. Venetiæ in Rivoalto octavo Idus Auguſti* 1177. [LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. pag. 1244. & 1487. Collectio Regia Concil. Tom. XXVII. pag. 420. BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XII. sub anno 1177.] ANNO 1177.

ALEXANDER Episcopus Servus Servorum Dei, Venerabilibus Fratribus, Richardo Cantuarienſi Episcopo, & suffraganeis ejus, & dilectis Filiis Abbatibus specialiter ad Romanam Ecclesiam pertinentibus in Archiepiscopatu Cantuarienſi constitutis, salutem & Apostolicam benedictionem.

Immensas laudes & gratias agimus Omnipotenti Deo, qui licet navem Petri diu permisisset procellosa maris tempestate quassari, nunc tandem imperavit ventis, & mari, & facta est tranquillitas magna: ita ut pacatis maris sævientis fluctibus, prædicta navis ad portum quietis reducta sit & salutis. Sanè carissimus in Christo Filius noster Fridericus Illustris Romanorum Imperator, proximo præterito die, Dominica antè festum Beati Jacobi, cum Principibus Ecclesiasticis & Secularibus Teutonici Regni, cum multa devotione venit Venetiam ad præsentiam nostram; & ibi coram innumera multitudine virorum ac mulierum altis vocibus resonantium laudes Altissimo, nobis sicut summo Pontifici omnem reverentiam & honorem exhibuit, & in festo beati Jacobi, nobis ad preces ejus beati Marci Ecclesiam adeuntibus, pro celebrandis Missarum solemniis obviam venit: & finita Missa, quam à nobis licet indignis reverenter audivit, nobis omnem honorem exhibuit, quem prædecessores ejus nostris consueverunt Antecessoribus exhibere. In Kalendis verò instantis mensis Augusti præfatus Imperator, ubi erat numerosa hominum multitudo, in anima sua jurare fecit. Et Principes sui, quos præsentes habebat, tam Ecclesiastici quam seculares, præstito juramento firmaverunt, quod pacem Ecclesiæ perpetuo, & pacem carissimi filii nostri Wilhelmi illustris Siciliæ Regis usque ad quindecim annos, & treguam Longobardorum à prædictis Calendis usque ad (*a*) sex annos sicut pax & tregua ipsa dispositа est, & tractata, & in scriptis redacta, illæsam debeat & illibatam servare; sicut autem Imperator nos in Catholicum Papam, & spiritualem Patrem recepit, ita nos eum in Catholicum Imperatorem, & uxorem ejus in Catholicam Imperatricem, & filium ipsorum in Catholicum Regem recepimus. Agite itaque gratias Creatori nostro, qui sponsam suam sacrosanctam Ecclesiam sua miseratione respexit, & ei post multas persecutiones, quibus graviter pressa est & attrita, per suam gratiam, plenam pacem reddidit & quietem. Data Venetiæ in Rivoalto, octavo Idus Augusti.

(*a*) septem.

CLXXVII.

17. Sept. *Confirmatio Pacis per* FRIDERICUM *Imperatorem. Dat. apud* Venetias 15. *Kalendas Octobris Indictione* X. [GOLDASTI Constitutiones Imperiales, Tom. III. pag. 357. BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XII. Ann 1177. Collectio Regia Concilior. Tom. XXVII. pag. 425. PHIL. LABBEI Collect. Concilior. Tom. X. pag. 1491.]

REVERENDO in Christo Patri, Domino Papæ Alexandro, sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ summo & universali Pontifici, Fridericus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus debitam obedientiam & filialis devotionis affectum. Cum Imperatoria ac Regia Majestas ad hoc in terris ordinata sit, ut per ejus operam totus Orbis pacis gaudeat incremento: nos, quos Deus in solio Imperii Romani constituit, eam diligenter amplecti, & ferventius conservare debeamus ac volumus. Inde est, quod pacem Ecclesiæ & Imperii secundum quod à Principibus nostris & Cardinalibus Romanæ Ecclesiæ dispositа est & ordinata, & in scripto Principum nostrorum sigillis signata continetur, sicut per interpositam personam jurare fecimus, sic præsenti scripto nos observare promittimus, & confirmamus, & ratum in posterum permanere volumus, & sic deinceps firmiter observabimus, & faciemus, quatenus in nobis fuerit, Deo propitio, observari. Datum apud Venetias in palatio Ducis, decimo quinto Kalendas Octobris, Indictione decima.

CLXXVIII.

Sept. *Confirmatio & Ratificatio Pacis Italicæ per* PRINCIPES

ANNO 1177. cipes Imperii *in Instrumento subscriptos.* [Goldasti Constitutiones Imperiales Tom. III. pag. 358. Phil. Labbei Concilior. Collectio, Tom. X. pag. 1492. Collectio Regia Conciliorum Tom. XXVII. pag. 426. Baronii Annales Tom. XII. Anno 1177.]

Domino suo ac Patri Venerando, Alexandro Dei gratia Sanctæ Romanæ Sedis & Catholicæ Ecclesiæ summo Pontifici atque universali Papæ, Christianus Moguntinus Archiepiscopus, Ph. Colonienſis Archiepiscopus, W. Magdeburgenſis Archiepiscopus, Arnoldus Trevirenſis Archiepiscopus, Conradus Wormatienſis Electus, Gaufredus Cancellarius, Wermundus Protonotarius, F. Comes Holandiæ, F. Marchio de (a) Lucis, & frater ejus, Diedo Comes de (b) Dierſa, & R. Comes de Diuna, filialis devotionis obſequium cum debita obedientia & devotione. Quot commoda, quæ ex confirmata pace Eccleſiæ & Imperii utilia toti mundo provenerint, ipſa innumerabilia mala, quæ exinde acciderunt, manifeſte oſtendunt. Sicut enim ab utriusque concordia provinciæ orbis terrarum ad ſalutem & tranquillitatem reguntur. Ita ſub eorum diviſione & propria ſtatus rectitudine diſtrahebantur. Gaudeat itaque tellus tam deſiderabilis roris viſitatione reſperſa, tam gratioſæ pluviæ inundatione fecunda, per quam fideles populi ariditatis ſitim depellant, & omnia jurgiorum ſcandala, & ſcandalorum incendia ſuffocentur. Nos ergo, Pater Sanctiſſime, de tanto concordiæ fructu lætantes, ipſam ſacratiſſimæ Eccleſiæ & Imperii pacem, ſicut ab utriusque partis mediatoribus eſt diſpoſita, & in commune ſcriptum redacta, & Illuſtris Regis Siciliæ usque ad quindecim annos, & treguam Lombardorum à proxime præteritis Kalendis Auguſti usque ad ſeptem annos, ſicut à mediatoribus eſt ordinata, & noſtris juramentis firmata & in ſcriptum commune redacta, noſtri conſenſus ſtudio & vigore confirmamus, & ratam atque inconcuſſam tenemus: & ut ſic obſervetur, operam dabimus. Et ut hæc noſtræ confirmationis pagina ſubſecuturis temporibus firma atque illibata permaneat, eam propriis ſubſcriptionibus communiri, & ſigillorum noſtrorum fecimus appenſione inſigniri.

(a) f. Luſitz.
(b) Al. Dieſſa. Al. Dietza.

Ego Chriſtianus Archiepiscopus Moguntinus ſubſcr. †
Ego Philippus Colonienſis Archiepiscopus & Italiæ Archicancellarius ſubſcr. †
Ego Weremundus Archiepiscopus Magdeburgenſis ſubſcr. †
Ego Arnoldus Archiepiscopus Trevirenſis ſubſcr. †
Ego Conradus Wormatienſis Electus Episcopus ſubſcr. †
Ego Gaufredus Imperialis Cancellarius ſubſcr. †
Ego Weremundus Imperiali auctoritate Protonotarius ſubſcr. †
Ego Florentius Comes Holandiæ ſubſcr. †
Ego Theodoricus Marchio de Luſicz ſubſcr. †
Ego Henricus Comes de Dietſa ſubſcr. †
Ego Diedo Comes de Groyx ſubſcr. †
Ego Robertus Comes de Diuna ſubſcr. †

CLXXIX.

Imperatoris Frederici *Epiſtola ad Abbates & Fratres Ordinis Ciſtercienſis, de discordiis inter ſe, & Alexandrum Papam penitus ſopitis, Paceque & Concordia inter eos reſtaurata.* [Chronica Gervasii inter Anglicanæ Hiſtor. Scriptores X. col. 1440.]

Fredericus Dei gratia Romanorum Imperator, & ſemper Auguſtus univerſis Abbatibus, & fratribus Ciſtercienſis Ordinis ſalutem, & dilectionis integritatem. Quoniam de unitate, & concordia Eccleſiæ, & bono ſtatu Imperii noſtri fraternitatem veſtram gaudere, & lætari non dubitamus, idcirco univerſitati veſtræ religionis Imperiales apices mittere dignum duximus; inſinuantes veſtræ dilectioni, quoniam Dei operis dono nutuque cujus occulto judicio quandoque discordiæ mala creantur, & ipſo moderante discordes ad concordiam revocantur, Dominum Alexandrum in Patrem ſpiritualem & ſummum Pontificem recepimus. Notum autem veſtræ religioni facimus, quoniam operantibus dilectis noſtris viris magnæ ſanctitatis atque discretionis P. Episcopo Claromontano, & Abbate Bonæ Vallis, & fratre Theoderico converſo Cartuſæ, qui ſtudioſe, & efficaciter pro pace & concordia inter nos, & jam nominatum A. Romanæ Eccleſiæ Pontificem laboraverunt, discordia & lis, quæ diu viguerat, penitus eſt conſopita, & dilectio quæ inter nos perierat, ipſis mediantibus, eſt reformata. Quapropter veſtræ Sanctitati præſentes litteras dirigimus, modis omnibus rogantes, quatinus ipſorum bonitati perfectæ ſuper omnibus gratias referentes, tam nobis quàm ipſis de pacis reformatione gaudeatis, atque ut ad honorem Dei, & Eccleſiæ in bono ſtatu & Dei timore poſſimus perſeverare, ipſi omnium Conditori, atque Gubernatori piiſſimas preces fundatis.

ANNO. 1177.

CLXXX.

(1) *Tractatus inter* Ludovicum VII. *Franciæ Regem atque* Henricum *Angliæ Regem, Quò ſanciunt ſimul ſignum S. Crucis ſuscipere, & in ſervitium Chriſtianitatis, Hieroſolymam proficiſci, tum etiam pro poſſe invicem terras ſuas contrà omnes homines protegere, in bona amicitia perſeverare, interim etiam ab invicem de terris quas poſſident, nihil petere, exceptis quibusdam feudis, & Caſtris de quibus conveniendi certos eligunt arbitros; & finaliter ſtatuunt, quæ in dicta peregrinatione obſervanda ſint.* [Chronicon Johannis Bromton ſub Henrico ſecundo Rege, inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à Rogero Twisden editos, col. 1134.] 25. Sept.

Sciant omnes præſentes & futuri quod ego Ludovicus Dei gratia Rex Francorum & ego Henricus eadem gratia Rex Angliæ volumus ad omnium tam præſentium quam futurorum notitiam pervenire, nos Deo inſpirante promiſiſſe & juraſſe, quod ſimul ibimus in ſervicium Chriſtianitatis crucem ſuſcipiemus ituri Jeroſolimam ſicut in ſcripto de ſuſceptione Crucis inter nos facto continetur. Volumus etiam quod omnes ſciant quod ſic ſumus & amodo volumus eſſe amici quod uterque noſtrum alteri conſervabit vitam & membra & terrenum honorem ſuum contra omnes homines pro poſſe ſuo. Et ſi quæcunque perſona alterutri noſtrum malum facere præſumpſerit, ego Henricus juvabo Ludowicum Regem Franciæ Dominum meum contra omnes homines pro poſſe meo, & ego Ludowicus juvabo Henricum Regem Angliæ contra omnes homines pro poſſe meo ſicut hominem & fidelem meum, ſalva fide quam debemus hominibus noſtris quamdiu ipſi fidem nobis ſervabunt. Et neuter noſtrum retinebit inimicum alterius amodo in terra noſtra ex quo requiſitus inde fuerit. Et ut amodo tollatur inter nos omnis materia discordiæ conceſſimus ad invicem quod de terris & poſſeſſionibus & aliis rebus quas quisque noſtrum modo poſſidet, alter adverſus alterum inde amodo nichil petet excepto eo de Alvernia unde contencio inter nos eſt, & excepto feodo de caſtro Radulphi, & exceptis minutis feodis & diviſis terrarum noſtrarum de Berria ſi homines noſtri aliquid inde interceperint inter ſe vel adverſus alterum noſtrum. Si autem ſuper his quæ ſuperius excepta ſunt per nos ipſos convenire non poterimus, ego Ludowicus Rex Francorum elegi tres Epiſcopos, Claremontenſem, Niverneſem, Treverenſem, & tres Barones, Comitem Theobaldum & Comitem Robertum & Petrum de Courteneia fratres meos. Et ego Henricus Rex Angliæ elegi tres Epiſcopos, Williſelmum Cenomanenſem, Petrum Petragonenſem, & R. Nanetumenſem, & tres Barones, Mauricium de Cooum, Willielmum Mangott, & Petrum de Monte Rabell, ex parte mea: Qui inquiſita diligenter hinc inde veritate tam per ſe ipſos quam per juramenta hominum terrarum illarum, prædicti Epiſcopi in verbo veritatis aſſecurabunt & Laici jurabunt, quod quæcumque cognoverint de jure cujuscunque noſtrum, eſſe hoc inter nos dicent, & nos eorum dicto bona fide firmiter ſtabimus. Si vero omnes illi Epiſcopi quos ego Ludowicus elegi intereſſe non poterunt nihilominus ſtabimus dicto illorum duorum qui

(1) *Mathieu Paris* donne un Extrait fort court de ce Traité, dans ſon *Hiſtoria Major* pag. 133. & il le date *apud Minantcourt, septimo Kalendas Octobris.* C'eſt ce qui nous autoriſe à le ranger ſous le 25. Septembre. [Dum.]

ANNO 1177. qui intererint. Et ſi omnes Barones ex parte mea nominati non interfuerint, pro eo non remanebit quin ſtabimus dicto aliorum duorum qui interfuerint. Et ſimiliter erit de illis quos ego Rex Henricus elegi tam de Epiſcopis quam de Baronibus. Juravimus etiam, quod nullum malum faciemus eis propter hoc quod veritatem dixerint. Et ſi forte, quod Deus avertat, inter nos de terris noſtris aliqua quærela oriatur, per eosdem bona fide & ſine malo ingenio, ſine dilatione terminetur, ſi autem aliqua prædictarum perſonarum interim mortua fuerit, altera loco ipſius ſubſtituatur, ſi vero alteruter noſtrum ante ſuſceptionem Crucis iter peregrinationis arripere voluerit, alter qui remanebit terram illius qui in peregrinatione erit, & homines ſicut ſua propria & dominica cuſtodiet & manutenebit. Poſtquam vero Deo volente Crucem ſuſceperimus homines noſtros qui nobiſcum ibunt faciemus jurare, quod ſi alteruter noſtrum in via deceſſerit, quod Deus avertat, ita illi qui ſuperſtes erit, fideliter ſervient, ſicut ſervirent Domino ſuo, ſi vivus eſſet, quamdiu in terra Jeroſolimitana morari voluerit, pecuniam vero defuncti habebit vivus ad faciendum ſervicium Chriſtianitatis præter partem illam quam ante iter ſuum certis locis & certis perſonis dandam decrevit. Et ſi uterque noſtrum deceſſerit, eligemus, ſi Deus ſpacium nobis indulſerit, de probis hominibus noſtris quibus comittetur pecunia utriusque noſtrum ad faciendum ſervicium Chriſtianitatis, & qui ducent & regent homines noſtros. Antequam etiam iter noſtrum arripiemus poſt ſuſceptam Crucem, faciemus illos jurare quos cuſtodes & gubernatores conſtituemus terrarum noſtrarum quod ipſi bona fide cum omni poſſe ſuo, ſi neceſſe fuerit, ſe ſe ad invicem juvabunt ad defendendum terras noſtras cum ab invicem requiſiti fuerint, ita quod illi quos ego Henricus Rex Angliæ præfecero ad gubernandum terras meas, cum omni poſſe ſuo juvabunt ad defendendum terras Ludowici Regis Franciæ Domini mei quemadmodum terras meas defenderent, ſi Civitas mea Rothomagus obſeſſa eſſet, & eodem modo quod illi quos ego Ludowicus Rex Franciæ præfecero ad gubernandum terras meas cum omni poſſe ſuo juvabunt ad defendendum terras Henrici Regis Angliæ quemadmodum terras meas defenderent ſi Civitas mea Pariſius obſeſſa eſſet. Volo etiam quod mercatores & omnes homines tam Clerici quam Laici de terra Regis Angliæ cum omnibus rebus ſuis ſecuri ſint & pacem habeant per omnes terras meas. Et ego Henricus Rex Angliæ ſimiliter volo quod mercatores & omnes tam Clerici quam Laici de terra Regis Franciæ cum omnibus rebus ſuis ſecuri ſint & pacem habeant per omnes terras meas. Hæc autem ſubſcripta nos firmiter obſervaturos promiſimus & juravimus in præſentia Domini Petri tituli S. Griſogoni Presbyteri Cardinalis Apoſtolicæ Sedis Legati & in præſentia omnium Epiſcoporum, Comitum, & Baronum, & multorum aliorum tam Clericorum quam Laicorum &c.

CLXXXI.

1178. *Literæ* LUDOVICI *Franciæ Regis, Quibus profitetur, ſe terram Angliæ Regis in Cismarinis partibus ſitam in ſuam cuſtodiam accepiſſe. Actum apud Venices.* [Chronicon JOANNIS BROMTON ſub HENRICO Secundo Rege inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1137.]

LUDOVICUS Rex Franciæ, omnibus ad quos præſentes Literæ pervenerint Salutem. Noverit univerſitas veſtra quod nos recepimus in cuſtodia noſtra totam terram Henrici Regis Angliæ chariſſimi fratris noſtri, in Cismarinis partibus ſitam, ſi contigerit eum in Angliam transfretare vel peregre proficisci. Ita quod quando Ballivi ſui de transmarina terra nos requiſierint, præſtabimus ad ejusdem terræ defenſionem & protectionem bona fide & ſine malo ingenio eis conſilium & auxilium. Act. apud Venices &c.

CLXXXII.

PROVINCE ET BAULX. *Articles & Conventions entre* ALPHONSE I. *Comte de Provence &* HUGUES *Baron de Baulx, faites en* 1178. [CESAR DE NOSTRADAMUS, Hiſtoire & Chronique de Provence, Partie II. pag. 148.]

PREMIEREMENT fut accordé, que s'il entrevenoit debat ou querelle entre les hommes du Comte de Provence, & ceux du Prince des Baulx, ils chercheroient tous les moyens à eux poſſibles de les mettre en paix, & de bon accord. ANNO 1178.

Que le Comte n'entreprendroit aucune choſe ſur les hommes du Prince, ny le Prince contre les hommes vaſſaux, & ſujects du Comte, en façon que ce peut eſtre.

Que ne l'un ne l'autre ne pourroient, comme auſſi ne leur ſeroit loiſible de mettre ny impoſer aucune levée, adempre, taille ou tolte ſur leurs hommes & ſujects respectivement ſans le bon plaiſir, vouloir & conſentement du Seigneur. Et là où il adviendroit quelque diſſention & debat parmy eux (que Dieu ne voulut) ils en demeureroient à la cognoiſſance de Guilhen Baſto, B. Baſto, Guilhen d'Aygulères, & Roſtang de Carbonieres, (maiſon pour le jourd'huy tres-noble en Gascoigne) Chevaliers & Gentilshommes du pays, amis communs, & ſerviteurs affectionnez de deux parties: pour l'obſervation de toutes ces choſes, Alphons donneroit en oſtage Guillaume Porcellet, & Blaccaz, Chevaliers, & principaux Gentils-hommes de ſon Hoſtel.

Davantage que le chaſteau & ſeigneurie de ſainct Gabriel ſeroit rendu & reſtitué à Roſtang de Carbonieres, au cas que ce que deſſus ne fuſt inviolablement, & de poinct en poinct obſervé.

Que Guillaume Porcellet jureroit & promettroit de tenir bon & loyal oſtage, & bonne & loyale foy au Prince des Baulx, pour Alphons, s'il n'obſervoit ce que deſſus. Et dés lors Blaccaz ſe donna en oſtage pour le Prince, lequel jura & promit, comme ſemblablement fit Roſtang envers le Prince de rendre & reſtituer les chaſteaux de ſainct Gabriel & de Montpahon, ſi le Comte Alphons & les ſiens n'obſervoient ces meſmes choſes, qui furent apres les promeſſes & jurements reciproques des Gentilshommes oſtagers faictes, accordées, & arreſtées és preſences de B. Porcellet, W. Bon-fils, Hugues Fulco, Guillaume Bertrand, & Berenguier Muſcle, accompagnez de pluſieurs Gentilshommes & Chevaliers de Provence, qui à l'execution de ceſt accord ſe treuverent appellez & preſents.

CLXXXIII.

Conventio & Pax inter Conſules Urbis PISANÆ, *& Conſules* ALBENGINÆ, *quâ pro emendatione totius mali, & totius offenſionis, quam* Piſani *fecerant* Albenginenſibus, *libras ſeptingentas eisdem ipſi ſolvere promittunt, & inſimul* Dacitam *ſive* Datiam *in* Piſis *dari ſolitam remittunt. In Saona Civitate in Eccleſia S. Petri* 13. *Novemb. anno* 1178. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom IV. Tit. *Albiganenſes Epiſc.* col. 1266. prior. Edit. *Rom.* & col. 914. ult. *Venet.* Ao 1719.] 13. Nov.

In Nomine Domini noſtri JESU CHRISTI, *qui eſt vera Pax, Amen.*

EGO Gageranus Conſul Civitatis Piſanæ per omne & omnes ſocios meos Conſules Urbis Piſanæ una cum conſilio, & auctoritate nobilium Civium Piſanorum, ſcilicet Rainerii Gajetani, & Benedicti Vernacii, pro bono pacis, & emendatione totius mali, & totius offenſionis, quam Piſani fecerunt ſuper Albingaunen. Convenio atque promitto pro communi Piſæ vobis Arnoldo Lanfredi, & Arnaldo Guarmondi Conſulibus Albenginæ, & nobilibus Civibus veſtris, qui nobiscum ſunt, videlicet (*a*) Romando Caroli, & Guiliermo Salamonis pro vobis, & pro communi Albenginæ dare, ſolvere libras ſeptingentas Lucenſis, vel Piſanæ monetæ, ab hodie usque ad proximum Paſcha Reſurrectionis Domini futurum. Præterea vobis facio finem pro communi Piſæ de Dacita, quam Albinginenſes ſoliti erant dare in Piſis, ita quod nulla perſona Civitatis Albenginæ, vel ejus diſtrictus a præſente die in antea teneatur, vel cogatur prædictum datium dare, usque in ſempiternum, nec alium penitus datium vel uſagium, ſive ripam: decretum quoque de cætero non faciemus ſuper Albinginenſes, nec ſuper homines totius diſtrictus Albinginæ, niſi talem, qualem faciemus ſuper Cives urbis Piſanæ. Hæc omnia ſuprascripta do, atque convenio vobis, qui ſupra Albenginenſium Conſulibus, & ſociis veſtris pro vobis, & pro communi Albinginæ propter dictæ offenſionis emendationem & pro bono pacis obſervandæ ſicut ſuperius legitur. Præterea ego qui ſupra Gageranus Conſul Piſanorum, & nos Rainerius Gajetanus, & Benedictus Vernacii Cives Piſani, per nos & per

(*a*) *Ou Raimondo.*

ANNO 1178. per omnes Consules urbis Pisanæ, & pro toto ejus communi, atque populo convenimus, atque permittimus vobis, qui supra Arnaldo Lanfredi, & Arnaldo Guermondi Consulibus Albenginæ, & pro nobilibus Civibus vestris Ramondo Caroli, atque Guiliermo Salamonis pro vobis, & pro omni communi Albenginæ, & pro omnibus hominibus vestri districtus, quod a præsenti die, & hora inantea firmam, & veram pacem tenebimus tam in personis, quam in rebus, in terra, in aqua, & non offendemus, nec offendere faciemus, nec offensionem fieri consentiemus alicui Civi Albengin. vel alicui personæ districtus Albengin. in personis, vel in rebus, in terra, seu in aqua, & eos salvabimus atque eorum res in terra, & in aqua per totum nostrum districtum, & per totam nostram fortiam. Si vero, quod absit, aliquis Pisanus Civis, vel aliqua persona districtus Civitatis Pisanæ offenderit alicui Albenginensi Civi, vel alicui personæ totius districtus civitatis Albenginæ in persona, vel in rebus, nos Pisani Consules infra dies quadraginta post factam querimoniam ante Pisanum Consulatum, per Nuntium, vel Nuntios Albengin. vel Literas sigillatas Sigillo communis Albengin. illud de quo fuerit querimonia, aut reddemus, vel reddere faciemus, aut justitiam exinde faciemus, vel fieri faciemus, aut conventionem, ad voluntatem partium, & sententiam datam, vel conventionem factam, firmam, & ratam habebimus, & tenebimus, & tenere faciemus, & hæc omnia sicut superius scripta sunt, facturos post nos Consules se observaturos jurare faciemus, & quod illi alios post se futuros Consules & alii alios, & sic per ordinem omni anno sequentes Consules hoc idem usque in perpetuum jurare faciant, & unum hominem ad vocem super animam populi, quod omnia prædicta firma tenebit jurare faciemus. Insuper ducentos Cives Pisanos quod omnia prædicta observabunt jurare faciemus, illos videlicet, quos Consules vel Consul Albengin. aut eorum Notarius nobis manifestabitur, aut per scriptum, aut viva voce, aut conveniens cambium si forte aliquis eorum jurare non poterit. Hæc omnia sumpta bona fide sine fraude, & malo ingenio, & sub osculo pacis, quod vobis damus, firmiter observare promittimus, quod si ita non observaverimus vobis stipulantibus mille marchas argenti pro pœna dare promittimus, qua composita pœna, conventionem prædictam, & pacem non ideo minus firmam tenere promittimus.

Actum in Saona Civitate in Ecclesia S. Petri, anno Dominicæ Incarnationis 1178. tertio decimo die Novembr. convocatis & rogatis testibus de Saona Guiliermo Græco, Guiliermo Tesco, Baramondo Trinchere, Joanne de Nicia, Bonoiranne Vicio Coracoppa, Petro Aurici, Baldo Africæ, Falceto Grugnicello, Pisanorum Scriba Monticollo Pisano, &c.

Ego ARNALDUS CUMANUS Sacri Palatii Notarius, & Saonæ Scriba rogatus interfui, & hujus conventionis, & pacis duas Chartas scripsi divisas per A. B. C.

CLXXXIV.

1179. BRABANT ET FLANDRE. *Convention passée entre* GODEFROI *Duc de Brabant, &* PHILIPPE *Comte de Flandre, au sujet du Mariage de* HENRI *fils de Godefroi, avec* MATHILDE *Niéce de Philippe; passée l'an* 1179. [AUBERT LE MIRE, Codicis Donationum Piarum Cap. XCVII. pag. 333. BUTKENS, dans ses Preuves des Trophées de Brabant, pag. 45.]

HÆc est conventio facta, inter Comitem Flandriæ PHILIPPUM, & Ducem Lovaniæ GODEFRIDUM, super contractu matrimonii HENRICI filii Ducis, & MATHILDIS neptis Comitis, quæ scripto commendata est, ne memoriæ noverca oblivione possit offuscari in posterum.

SCIANT itaque omnes & singuli, quòd Dux GODEFRIDUS dedit HENRICO filio suo ad dotandam inde MATHILDEM neptem Comitis, Brussellam cum castello, hominiis, & omnibus pertinentiis, Vilvordam cum hominiis & omnibus pertinentiis, Leuvam cum hominiis, & omnibus pertinentiis, Ucclam, & Ruschbroch, cum hominiis, & omnibus pertinentiis, & quidquid Dux habet inter (a) Sonnam & Flandriam.

HENRICUS autem, assensu patris sui, & suorum hominum consilio, dedit hæc omnia prænotata in dotem Mathildi, antequam ei nuberet: hac interposita conditione, quòd si contigerit Henricum mori absque herede, vel etiam relicto post se herede aliquo, dotem illam possidebit Mathildis liberè & absolutè tota vita sua. Si verò Mathildis decesserit non suscepto herede ex Henrico, Comes Flandriæ tenebit Brussellam, quousque ei reddantur mille & quingentæ libræ Flandrensis monetæ, quas dedit Duci. ANNO 1179.

ILLUD quoque sciendum, quod si Henricus plus vixerit quàm Dux pater ejus, succedet ei in Ducatum tanquam heres suus, & omnia ad eum devolventur jure hereditario, quæ Dux modo possidet, præter Urtinam & Comitatum de Arschot. Et si forte contigerit Henricum mori ante patrem, heres Henrici, si quem post se reliquerit ex Mathilde sæpe dicta, ita succedet Duci avo suo in Ducatum & omnem possessionem suam, præter (1) Urtinam & Comitatum de Arschot, sicut Henricus fecisset, si diutiùs patre vixisset.

NE quis ergò præsumat in posterum præscriptæ conventioni contraire, & eam aliquatenus cassare, ego GODEFRIDUS Dux Lovaniæ præsens scriptum sigilli mei auctoritate corroborari, & homines meos in testimonium subscribi præcepi, qui ex præcepto meo fidem suam dederunt, quòd ista omnia, quæ in isto continentur chirographo, rata & inconvulsa observabuntur: ita quod si ea, quod absit, infringere attentaverint, ipsi & omnia sua cum Comite Flandriæ & in ipsius auxilium remanebunt. Sunt autem isti,

Arnout Dapifer de Rotslar.
Arnout de Velepe. Injeramus de Orbais.
Reinerus de Gate. Willelmus de Birbeka.
Castellanus de Brusella.
Walterus de A. Arnout de Bigarda.
Gerardus de Grembergis. Walterus Bertout.
Daniel de Craienhem. Renerus Ruschebusci.
Willelmus frater eorum. Henricus de Ascha.
Gotsuvinus de Adenghem. Ingelbertus frater ejus.
Osto de Trasennies. Walterus de Bolthem.
Gotsuvinus de Leuve. Pollart.
Alardus Rapa. Gotsuinus de Saventen.
Hawel de Hobusc. Henricus de Scoten.
Scabini omnes cum præcone Waltero, & quàmplures burgensium de Brusella & meliores.

Actum priùs Andwerpiæ, & postea consummatum Brusellæ, anno Domini M. C. L X X I X.

(a) Peut-être il faut lire, *Semam.*

CLXXXV.

Decretum ALEXANDRI *Papæ, de Electione Romani Pontificis, quòd nimirùm, si Cardinales inter se de substituendo Pontifice concordare noluerint, Ille Romanus Pontifex habeatur, qui à duabus partibus electus fuerit & receptus.* [Chronica GERVASII inter Anglicanæ Histor. Scriptores X. col. 1446.]

1. LICET de vitanda discordia in electione Romani Pontificis manifestè satis à Prædecessoribus nostris Constituta manaverint, quia tamen sæpè post illa per improbæ ambitionis audaciam gravem passa est scissuram Ecclesia, nos etiam ad malum hoc devitandum de consilio Fratrum nostrorum, & Sacri aprobatione Concilii aliquid decernimus adjungendum. Statuimus igitur ut si fortè inimico homine superseminante zizaniam, inter Cardinales de substituendo Pontifice non poterit esse plena concordia, & duabus partibus concordantibus, tertia pars concordare noluerit, aut sibi alium præsumpserit ordinare, ille Romanus Pontifex habeatur, qui à duabus partibus electus fuerit, & receptus.

2. Si quis autem de tertiæ partis nominatione confisus, quia ratione non potest nomen sibi Episcopi usurparverit, tam ipse quàm qui eum receperint excommunicationi subjaceant, & totius sacri Ordinis privatione mulctentur, ita ut Viatici etiam eis, nisi tantum in ultimis, communio denegetur, & nisi resipuerint, cum Datan, & Abiron quos terra vivos absorbuit accipiant portionem. Præterea si à paucioribus aliquis quàm à duabus partibus electus fuerit ad Apostolatus officium, nisi major concordia intercesserit nullatenus assumatur, & prædictæ pœnæ subjaceat si humiliter noluerit abstinere. Ex hoc tamen nullum Canonicis Constitutionibus,

(1 *Le Mire* soupçonne, que c'est *Orten*, qu'on nomme présentement *Bois-le-duc.*

ANNO 1179. bus, & aliis judiciis præjudicium generetur in quibus majoris, & sanioris partis debet sententia prævalere, quia, quod in eis in dubium venerit, Superioris poterit judicio definiri. In Romana verò Ecclesia specialem aliquid constituitur, quia non potest ad superiorem recursus haberi.

CLXXXVI.

23. Mai. ALEXANDRI III. *Romani Pontificis Bulla de Dignitate Regia per ipsam* ALPHONSO I. *Regi Portugalliæ, suisque Hæredibus concessa, seu confirmata, sub Obligatione duarum Marcharum auri singulis annis Sanctæ Sedi persolvendarum. Datum Laterani* 10. *Kalend. Junii Indict.* (a) 2. *Anno* 1179. [DELIMA, Tabletes Chronologiques des Rois de Portugal jusqu'à l'année 1706. pag. 76. BRANDAO, in Append. 3. p. Monarch. Lusitan. Scriptura 24. ANTONII DE SOUSA DE MACEDO, Lusitania liberata, in Proem. II. p. 2.]

(a) *Ou plûtôt* 17.

ALEXANDER *Episcopus, Servus Servorum Dei, Charissimo in Christo filio* ALPHONSO *illustri Portugalensium Regi ejusque hæredibus in perpetuam rei memoriam.*

MANIFESTIS probatum est argumentis, quod per sudores bellicos & certamina militaria inimicorum Christiani nominis intrepidus extirpator, & propagator diligens fidei Christianæ tanquam bonus filius & Princeps Catholicus multimoda obsequia Matri tuæ sacrosanctæ Ecclesiæ impendisti, dignum memoriæ nomen & exemplum imitabile posteris relinquens: æquum est autem, ut quos ad regimen & salutem populi ab Alto dispensatio cœlestis elegit, Apostolica Sedes affectione sincerâ diligat & in justis postulationibus studeat efficaciter exaudire. Proinde nos attendentes personam tuam prudentiâ ornatam, justitiâ præditam, atque ad populi regimen idoneam, eam sub Beati Petri, & nostra protectione suscipimus, & Regnum Portugalense cum integritate honoris Regii, & dignitate, quæ ad Reges pertinet, nec non & omnia loca, quæ cum auxilio cœlestis gratiæ de Saracenorum manibus eripueris, in quibus jus sibi non possunt Christiani Principes circumpositi vendicare, & excellentiæ tuæ concedimus, & Auctoritate Apostolica confirmamus. Ut autem ad devotionem & obsequium Beati Petri Apostolorum Principis, & sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ vehementius accendaris, hæc ipsa præfatis hæredibus tuis duximus concedenda, eosque super his quæ concessa sunt, Deo propitio, pro injuncti nobis Apostolatûs Officio defendemus. Tua itaque intererit, fili charissime, ita circa honorem & obsequium Matris tuæ sacros. Rom. Ecclesiæ humilem & devotum existere, & sic te ipsum in ejus opportunitatibus & dilatandis Christianæ fidei finibus exercere, ut de tam devoto & glorioso filio Sedes Apostolica gratuletur, & in ejus amore quiescat. Ad judicium autem quòd præscriptum Regnum Beati Petri juris existat pro amplioris reverentiæ argumento statuisti duas marchas auri, annis singulis, nobis nostrisque successoribus persolvendas, quem utique censum ad utilitatem nostram & successorum nostrorum Bracharensi Archiepiscopo, qui pro tempore fuerit, tu & successores tui curabitis assignare. Decernimus ergò, ut nulli omninò hominum liceat personam tuam aut hæredum tuorum vel etiam præfatum Regnum temerè perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere, aut aliquibus vexationibus fatigare. Si qua igitur in futurum Ecclesiastica, secularisve persona, lanè nostram Constitutionis paginam sciens contra eam temerè venire tentaverit, secundò tertiòve commonita, nisi reatum suum dignâ satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetuâ iniquitate cognoscat, & à sacratissimo corpore ac sanguine Dei & Domini nostri Redemptoris Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districtæ ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem Regno & Regi sua jura servantibus sit Pax Domini Jesu Christi, quatenus & hic fructum bonæ actionis percipiant, & apud districtum Judicem præmia æterna pacis inveniant. Amen, Amen. Ego Alexander Catholicæ Ecclesiæ Episcopus. Datum Laterani per manum Alberti S. R. Eccl. Presbyteri Cardinalis & Cancellarii decimo Kal. Junii, Indict. II. Incarnationis Dominicæ Anno MCLXXIX. Pontif. v. D. Alexandri Papæ III. anno XX.

ANNO 1180.

CLXXXVII.

Formula Fœderis & Amicitiæ inter PHILIPPUM II. *Francorum &* HENRICUM II. *Anglorum Regem, qua ad auferendam omnem discordiæ occasionem de eligendis, ni alio fieri possit modo, certis arbitris, qui inter se judicent, conveniunt.* [MATH. PARIS, Historia Major, pag. 139.]

EGO Philippus Dei gratia Rex Francorum, & ego Henricus eadem gratia Rex Anglorum ad omnium volumus pervenire notitiam, quòd fœdus & amicitiam fide media innovavimus, & Sacramento: & ut omnis amodò inter nos auferatur occasio discordiæ, concessimus ad invicem, ut de terris nostris & possessionibus, & de omnibus aliis rebus, quas habemus modò alter adversus alterum, nihil amodò petit, excepto de Arvernia, de qua inter nos est contentio, & excepto feudo de Castro Radulphi & exceptis minutis feudis nostris, & divisis terrarum nostrarum de Berri. Si autem super his, quæ excepta sunt, per nosmet ipsos convenire non poterimus, ego Philippus tres elegi Episcopos & Barones & ego Henricus totidem, qui inter nos dicent, & nos eorum judicio stabimus firmiter & bona fide.

CLXXXVIII.

Sententia FRIDERICI I. *Romanorum Imperatoris in favorem* ADILBERTI *Episcopi Frisingensis, contrà* HEINRICUM DE BRUNSWIK, *quondam Bavariæ & Saxoniæ Ducem, lata, quâ Forum in* Vergen *ab* HEINRICO *in Villam* Munchen *translatum, in vacuum revocatur, & una cum ponte à dicto* HEINRICO *destructo,* ADILBERTO *restituitur. Ratisbonæ* 3. *Idus Julii* 1180. *Indict.* XIII. [LONDORPII Acta publica Tom. I. Libr. I. Cap. IV. pag. 30.] 13. Juil.

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator, & semper Augustus. Quæ Imperiali constituuntur authoritate, literis competit annotari: ne vel transeuntium temporum antiquitate in oblivionem deveniant, vel pravorum hominum fraudulentis machinationibus indignam sui mutationem incurrant. Noverint igitur universi tàm præsentis, quam post futuræ ætatis fideles Imperii, qualiter dilectus noster Adilbertus Frisingensis Episcopus ad Majestatis nostræ præsentiam accedens, humiliter nobis conquirendo significavit: Quod nobilis vir, Heinricus de Brunswick, quondam Dux Bavariæ & Saxoniæ, forum in Vergen, cum ponte, quod Ecclesia sua à longe retractis temporibus, quiete possederat, destruxerit, & illud in villam Munchen violenter transtulerit. Cujus siquidem rei veritas, etsi nostræ constaret serenitati: ipse tamen eam septem legitimis testibus, in nostra comprobavit audientia, sunt autem hic Conradus Saltzburgensis Archiepiscopus, Chuno Ratisbonensis Episcopus, Beretholdus Marchio Istriæ, Gebehardus Comes de Sultzbach, Ottho Palatinus Major, & frater ejus Ottho Minor, Fridericus Burggravius. Consequenter igitur super eadem causa à Principibus Curiæ nostræ requisita sententia, judicatum est: quod præfati Heinrici factum temerarium in irritum ducere Imperialis deberet authoritas. Quocirca, secundum juris tenorem, translationem prædicti fori in vacuum revocantes, ipsum forum cum ponte memorato fideli nostro Episcopo Frisingensi, suisque successoribus restituimus, & præsentis scripti privilegio eis & suæ Ecclesiæ in perpetuum confirmamus.

Item ad instantem prætaxati venerabilis Episcopi postulationem ex indulgentia Imperialis Clementiæ permissimus, & benevolo approbamus assensu, ut prædia quæcunque sumptibus suis ipse conquisivit pro libitu suo Ecclesiis, vel aliis religiosis locis, seu ad Altaria quælibet possit contradere, & de earundem præ aliorum reditibus pro suo arbitrio ordinare.

Et ut hæc nostra Constitutio in omne ævum rata permaneat, & inconvulsa, per præsentem paginam in memoriam facti conscribi fecimus, & Majestatis nostræ Bulla communiri: Testes hujus rei, prædictus Conra-

ANNO 1180. dus Archiepiscopus, Chuno Ratisponensis Episcopus, Berechtholdus Marchio Istriæ, Ottho Palatinus Major, Ottho Palatinus Minor, Gebhardus Comes de Sultzbach, Fridericus Burggravius. Item alii testes, qui eidem negotio intererant, Diethpoldus Pataviensis Episcopus, Heinricus Carinensis Electus, Geffiodonius Mantuensis Episcopus, Gotefridus Cancellarius, Rudolphus Notarius, Romanus Præpositus Halverstattensis, Heinricus Burggravius, Siberto Comes de Nuiwenberg, Heinricus de Altendorff, Degenhard de Holenstain, Conrad Burggravius de Nurmberg, Fridericus de Tauchendingen & frater ejus Albertus, Amelbrecht de Lochhosen, Heinricus Marschalch de Papenheim, Barckhardus Camerarius, Atzo Camerarius, Regilo Camerarius, Rudolphus de Waldecke, Heinricus Felix Prior, Adilold de Dombach, Engelvan de Achdorff, & frater ejus Heinricus, Rudolphus de Ried, Hardinus Malscadus, Berechtoldus de Reihernhausen, Sibot de Holtzhausen.

Ego Gottfridus Imperialis aulæ Cancellarius vice Domini Christiani Moguntini Sedis Archiepiscopi Germaniæ Archicancellarii, recognovi, &c.

Signum Domini Friderici Romanorum Imperatoris invictissimi, &c.

Acta sunt hæc Anno ab Incarnatione Domini M. C. LXXX. Indictione XIII. regnante Friderico Romanorum Imperatore gloriosissimo, Anno Regni ejus XXIX. Imperii vero XXVI. Datum Ratisbonæ in solemni Curia 3. Idus Julii feliciter. Amen.

CLXXXIX.

24. Juil. *Transactio sive Pactio inter* HENRICUM Gradensem & ULDERICUM Aquilejensem *Patriarcham, coram* ALEXANDRO III. *Pontifice Maximo inita, per quam præfatus* HENRICUS *suo nomine ac Ecclesiæ Patriarchalis Gradensis cedit, donat, & transfert in manus prædicti* ULDERICI, *prope totam Jurisdictionem suam, exceptis duabus Plebibus cum redditibus pertinentibus usque ad summam 70. Librarum annuatim Veronensium.* [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. *Gradens. Patriarchæ*, col. 1202. prior. Edit. *Rom.* & col. 1129. ult. *Venet.* A°. 1720.]

In Nomine Domini nostri JESU CHRISTI.

ANNO Dominicæ Incarn. M.C.LXXX. Pontificatus vero Domini Alexandri Papæ tertii anno XXI. Indictione 13. mensis Julii die 24. Ego Henricus Gradensis Ecclesiæ Patriarcha hac præsenti die in præsentia Domini Alexandri, & duorum Cardinalium Ubaldi videl. Ostiensis, & Theodini Portuensis, & S. Rufinæ Episcop. Joannis tit. SS. Joannis & Pauli Presb. Cardin. Viviani tit. S. Stephani in Cœlio monte Presb. Card. Arduini tit. S. Crucis in Hierusalem Presb. Card. Matthæi tit. S. Marcelli Presb. Card. Pauli tit. S. Potentianæ Presb. Card. Gratiani SS. Cosmæ, & Damiani Diac. Card. Joannis S. Angeli Diac. Card. renuntio omni juri acquisito, & acquirendo, & omnibus actionibus, tam in rem quam in personam acquisitis, & acquirendis, quos & quas habeo nomine meo, & Gradensis Ecclesiæ, vel habere possum, ego vel successores mei in futurum adversum Ulericum Aquilejensem Patriarcham, & ejus Ecclesiam super Episcopatibus Istriæ, & super Thesauris quos Poppo Aquilejensis Patriarcha de Gradu asportavit, & super possessionibus, quas Gradensis Ecclesia habuit in Mursiano, & in territorio Aquilejensi, in Ceneten. & in Mariano, & in præfatis Episcopatibus; & hanc renunciationem facio vobis Domino Joanni Vicentino Episcopo, & Romulo Aquilejens. Ecclesiæ Magistro scholarum, Procuratoribus U. Aquilejensis Patriarchæ constitutis ad transigendum, & paciscendum super controversiis quas ego nomine Gradensis Ecclesiæ movebam coram D. Alexandro Papa III. Ecclesiæ Aquilejensi, Ecclesias per vos ipsi U. Aquilejensi Patriarchæ, ac ejus Ecclesiæ. Et cedo vobis Procuratoribus, & per vos ipsi U. Aquilejen. Patriarchæ, & ejus Ecclesiæ omne jus acquisitum, & acquirendum, & omnes actiones tam in rem quam in personam acquisitas & acquirendas, quos & quas habeo nomine meo & Gradensis Ecclesiæ vel habere possem ego, vel successores mei, in futurum in prædictis, & pro prædictis omnibus, servato mihi, & Ecclesiæ Gradensi jure vini, quod annuatim recipere soleo de capite Istriæ, & salvis stationibus, & aliis, si quæ & in præsentiarum ibidem possideo, & spirituali jure, si quod habet Ecclesia Gradens. adversum aliquem Episcoporum vel Clericorum vel Parochianorum Istriæ super aliis rebus, si quas detinent: & renuncio vobis Procuratoribus & per vos U. Aquilejen. Patriarchæ, ac ejus Ecclesiæ, quod nec ego, nec mei successores, nomine Gradens. Ecclesiæ, amplius movebimus controversiam adversus Aquilejensem Ecclesiam de Metropolitico jure super iis Eccl. Aquilejensis Diœc. quas nunc possidet, & Cumano, Mantuano, Veronensi, Vicentino, Paduano, Tervisino, Tridentino, Bellunensi, Feltrensi, Cenetenensi, Concordiensi, Tergestinensi, Justinopolitan., Palentino, Polen. Peneten. & Æmonen. Episcopatibus, & aliis, quos in præsentiarum ipsa Aquilejensis Ecclesia possidet, salva datione & compositione duarum plebium, videlicet della Tisana, & de S. Floro, salvo etiam spirituali jure, si quod habeo, in possessionibus rerum immobilium ad . . . . . vel alios in aliis locis, quas in prædictis locis, & rebus cessi & renunciavi. Nos igitur prænominati Procuratores, constituti ad transigendum, paciscendum super controversiis quas Vos D. Gradens. Patriarcha nomine Gradensis Ecclesiæ movebatis contra Aquilejens. Eccles. pro præfata renunciatione & cessione omnium prædictorum nomine transactionis ac pactionis vice Domini U. Aquilejensis Patriarchæ, ejusque Ecclesiæ damus, ac tradimus vobis Domino Henrico Gradensi Patriarchæ, vestræque Ecclesiæ in perpetuum duas plebes, videlicet illam de la Tisana, & alteram de S. Floro, cum earum capellis omnibus, cum quarteisiis, & omni parochiali & diœcesano jure habito & acquirendo, nec non & placito Christianitatis, quod est jus sinodandi, cum earum libris, paramentis, & omnibus earum ornamentis, cum cimiteriis, domibus, prædiis, & famulis si quos habent, etiam cum omni earum honore, ac omnibus ipsarum pertinentiis; excepto jure trium partium decimarum illarum plebium & capellarum, quas tres partes Aquilejen. Eccles. in integrum reservamus: sane illi qui prædictas tres partes decimarum, vel aliquid illarum trium partium pro Aquilejens . . . . . tenent, vel modo aliquo tenebant, si in territorio earundem plebium, vel capellarum, terram laborare inventi fuerint, Aquil. Eccle. de tribus partibus decimarum, vobis vero Grad. Patr. in cujus Parochia ipsarum agricultura erit de quarteisiis, sive quarta parte decimarum ..... agricultoræ obedient & respondebunt, prædictas autem plebes, & capellas vobis, & Ecclesiæ vestræ ita tradimus & donamus, quod vos & vestri successores de redditibus earumdem plebium, & capellarum singulis annis possitis percipere valorem 70. Librarum vestræ monetæ, deductis eis, quæ Presbyteri & Clerici in eisdem plebibus & capellis divina officia celebrantes, hodie per plebanos nomine beneficii habere videntur. Quæ utique beneficia per vos, & Ecclesiam vestram amodo tenebunt. Si vero præfatæ plebes, & capellæ tantas facultates habere inventæ fuerint, quod ultra valorem 70. Librarum monetæ, & ultra ea quæ Presbyteri, seu Clerici hodie ibidem per plebanos tenent nomine beneficii, aliquid superabundaverit, liceat Aquilejensi Patriarchæ illud totum detrahere, & Aquilejen. Ecclesiæ reservare. Si autem dictæ plebes, & capellæ, exceptis beneficiis prædictis clericorum, in suis facultatibus etiam redditibus valor. 70. Librarum non habeant, Aquilejensis Ecclesia usque ad eandem summam in ipsis finibus eisdem plebibus supplebit. Banna quæ de placito Christianitatis, vel alio placito spirituali provenire solent, in summam prædictarum 70. Librarum vobis non extimabuntur; prædictas quidem plebes & earum capellas, & alia jura Ecclesiastica pro Episcopatibus, & aliis Ecclesiasticis juribus damus; possessiones autem & redditus earumdem plebium, & capellarum, & reliqua in transactione posita pro præfatis possessionibus, & thesauris damus. Promittimus insuper vobis, & vestris successoribus per stipulationem sub pœna dupli, vice Aquilejensis Patriarchæ suprascriptas plebes cum prædictis earum redditibus, ab omni homine jure defensare. Promittimus etiam per stipulationem subnixam vobis, & vestris successoribus nomine Domini U. Aquilejensis Patriarchæ, & ejus Ecclesiæ, quod nullo tempore veniet contra ipse, vel ejus successores prædictam transactionem, pactionem & dationem per se vel per submissam personam. Quod si hanc promissionem non observaverit ipse, vel ejus successores nomine pœnæ dare teneantur Ecclesiæ vestræ alias duas plebes, videlicet illam de S. Paulo, & illam de Fabrio cum simili ..... & tanto redditu sicut prænominatæ traditæ sunt, nisi commoniti per Gradens. Ecclesiam infra duos menses post commonitionem satisfecerint, prædicta transactione, pactione & datione in sua firmitate in perpetuum permaneat. Et ego supradictus Gradensis Patriarcha nomine Ecclesiæ meæ pro-

ANNO 1180.

ANNO 1180. promitto per ſtipulationem ſubnixam vobis prædictis Procuratoribus, & per vos D. U. Aquilejenſi Patriarchæ, & ejus Eccleſiæ, quod nullo tempore veniam ego, vel mei ſucceſſores, contra prædictam tranſactionem, pactionem, renovationem, & ceſſionem, per nos vel ſubmiſſam perſonam. Quod ſi hanc promiſſionem non obſervavero, ego & mei ſucceſſores nomine pœnæ ac jure prædictarum plebium cadamus, & ipſas Aquilejenſi Eccleſiæ reſtituere teneamur, niſi commoniti per Aquilejenſem Eccleſiam, infra duos menſes poſt commonitionem ſatisfecerimus, præfata tranſactione, pactione ac ceſſione in ſua firmitate in perpetuum manente. Et inſuper nos ſupraſcripti Procuratores vice Dom. U. Aquilejenſis Patriarchæ promittimus vobis præfato Patriarchæ Graden. & veſtris ſucceſſoribus per ſtipulationem ſubnixam nomine pœnæ Lib. L. Veronenſium, ita quod ſi aliquis de Jurisdictione U. Aquilejen. Patriarchæ, & ejus Eccleſiæ, Gradenſem Eccleſiam in prædictis ſibi conceſſis offenderit, & Aquilejenſis Patriarcha a Gradenſi Patriarcha commonitus, ſi infra duos menſes ipſe malefactor non ſatisfecrit, ex tunc ſi eum non excommunicaverit, aut excommunicatum ante ſatisfactionem abſolverit, ſupradicta pœna L. Librarum committatur, & ego ſupraſcriptus Graden. Patriarcha promitto vobis ſupradictis Procuratoribus, & per vos, ipſi Aquilejenſi Patriarchæ, & ejus Eccleſiæ per ſtipulationem ſubnixam nomine pœnæ L. librar. Veronenſium, ita quod ſi aliquis de jurisdictione mea, & Graden. Eccleſiæ, Aquilejen. Eccleſiam in prædictis ſibi conceſſis, & renunciatis offenderit, & ego, vel mei ſucceſſores ab Aquilejenſi Patriarcha admoniti ſi infra duos menſes ipſe malefactor non ſatisfecerit, & tunc ſi ego vel mei ſucceſſores eum non excommunicaverimus, aut ante ſatisfactionem abſolverimus, ſupradicta pœna committatur. Actum eſt in præſentia Papæ Alexandri, & ſupradictorum Cardinalium, & ſubſcriptorum teſtium in anno, die, & indictione ſupradicta. Signa manuum ſupradictorum D. Henrici Graden. Patriarchæ, & D. Joannis Vicentini Epiſcopi, & Romuli Aquilejenſis Eccleſiæ Magiſtri Scholarum præfati Aquilejenſis Patriarchæ Procuratoribus &c.

CXC.

1182. BOURGOGNE. *Accord entre* HUGUES III. *Duc de Bourgogne, & l'*ABBE' *&* COUVENT DE CHATILLON *ſur Seine touchant les droits de Seigneurie & Juſtice dudit Duc ſur eux & leurs hommes & ſujets, fait l'an* 1182. [ETIENNE PERARD, Recueil de pluſieurs Pièces ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 300.]

EGO *Hugo Dux Burgundiæ*, notum fieri volo tam futuris quàm præſentibus, talem conſuetudinem eſſe recognitam à miniſtris meis, in præſentia Domini *Manaſſæ Lingonenſis Epiſcopi*, & mea, inter Caſtellionenſem Eccleſiam & Duces Burgundiæ. Quod ſi Dux Jeroſolymam adeat, vel filiam ſuam maritet, vel captus ſit & redemptus, vel terram emat unde univerſa terra ſua agravetur, ipſe ab Abbate Eccleſiæ beatæ Mariæ de Caſtellione auxilium debet petere, aut per ſe, aut per honeſtas perſonas: Et ſi fortè Abbas & Canonici ei auxilium denegaverint, trecentis ſolidis tantummodo terram Eccleſiæ agravare poterit. Præterea innoteſcat, quòd in villa quæ *Poiſſons* dicitur, Dux nec edictum, nec aliquam exactionem, nec jus aliquod habet, ſed tamen ad eum pertinet pro Dei amore eam cuſtodire. Item, ſi miniſter Ducis, homines Canonicorum de *Caſtellione*, de *Villera*, & de *Bincoyo*, edicto ſubmoneat, ſive ad exercitum, ſive ad expeditionem, ſive ad obſidionem, perſonam Ducis in proprio negotio ſequentur, non præpoſitorum ſive aliorum miniſtrorum perſonas. Si autem hoc facere contemſerint, forefactum uniuscujusque præfatum edictum contempnentis, usque ad ſexaginta quinque ſolidos ſive aliorum gravamine aſſignabitur. Item, ſi aliquis hominum prædictorum Canonicorum qui apud Caſtellionem manſerit, in furto, in adulterio, in rixa, ſive in falſum manſurando deprehenſus fuerit, Præpoſitus Ducis, & Major Epiſcopi, ſine ulla acclamatione facta, ad Abbatem vel ejus Præpoſirum eum adjudicabunt. Si autem juratus impetratione reus aprehenſus non fuerit, ab Abbate ſive ab ejus Præpoſito ad jus ſtare compelletur, facta proclamatione à Majore Epiſcopi & Ducis Præpoſito. Si verò accuſator accuſatum in objectis convincere non poterit, immunis accuſatus abſcedat; accuſator autem ſuper hiis Abbati vel ejus miniſtro ſatisfaciat. Miniſtri verò qui ſunt Eccleſiæ, & ab eadem Eccleſia panem & vinum recipiunt, ab omni exactione & exercitu, velut miniſtri Ducis, liberi & quieti permanebunt. Recognitum eſt etiam à Ducibus Burgundiæ, Canonicis præfatæ Eccleſiæ conceſſum eſſe, quod quocumque modo aliquid de caſamentis eorum Eccleſia acquiſierit, liberè poſſidebit, ſub Ducis tamen tuitione & cuſtodia. Item præfata Eccleſia, quemlibet hominem Ducis ibi ſe reddere volentem ſine ulla calumpnia Ducis retinebit. Recognitum eſt etiam à Ducibus Burgundiæ, Canonicis præfatæ Eccleſiæ conceſſum eſſe uſuarium omnibus animalibus eorum, in univerſis paſturis poteſtatis Caſtellationis, ſine dampni illatione. Si verò animalia ipſorum quacumque occaſione dampnum fecerint, omni lege & exactione excluſa, Canonici dampnum tantummodo reſiſterent. Item ſi fur in villeta captus fuerit, miniſtri Abbatis, prout eis placuerit, eum tractabunt, nudum tamen miniſtris Ducis extra villam reddere debebunt. In eadem villa, Dux, neque pargyas, neque jus hospitalitatis debet, ſed illud juris pargyæ quod in terra Francorum habuerat quàm Heroſolymam peteret, prædictæ Eccleſiæ in perpetuum acquittavit. Hæc omnia & quæcumque ubicumque ſæpedicta Eccleſia poſſidet, ſunt in cuſtodia & tuitione Ducis Burgundiæ. Ut autem hæc rata & inconcuſſa permaneant, ſigillo Domini Manaſſæ Epiſcopi Lingonenſis, in cujus præſentia iſta ſacramenta à miniſtris meis recognita ſunt, & noſtro roboravimus. Hujus rei teſtes Lambertus, & quidam alii. Acta ſunt hoc anno Domini milleſimo centeſimo octuageſimo ſecundo.

ANNO 1182.

CXCI.

Dispoſitio HENRICI *junioris Angliæ Regis; quâ per modum Teſtamenti quamdam partem pecuniæ ſuæ certis Perſonis & Locis deputat & legat. Datum Anno Incarnationis Domini* 1182. [Chronica GERVASII inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. col. 1459.]

HENRICUS Dei Gratia Rex Angliæ & Dux Normanniæ, & Aquitaniæ, & Comes Andegaviæ, Henrico Regi, & Ricardo, & Gaufrido, & Johanni filiis ſuis, Archiepiſcopis, Epiſcopis, Abbatibus, Archidiaconis, Decanis, Comitibus, Baronibus Juſtitiis, & Vicecomitibus, Miniſtris, & omnibus hominibus, & fidelibus ſuis, tam Clericis quàm Laicis totius terræ ſuæ circa mare, & ultra ſalutem. Notum vobis facio, quod apud Waltham præſentibus Epiſcopis R. Wintonienſi, & Joanne Norwicenſi, & Gaufrido Cancellario filio meo, & magiſtro Waltero Conſtantienſi Archidiacono Oxenefordiæ, & Godefrido de Luci Archidiacono de Derebi, & Randulfo de Glanvill, & Rogero filio Reinfrei, & Hugone de Morewic, & Radulfo filio Stefani Camerario, & Willielmo Rufo feci diviſam meam de quadam parte pæcuniæ meæ in hunc modum. Domui militiæ Templi Jeroſolimæ, V. mille marcas argenti. Domui Hospitalis Jeroſolimæ, V. mille marcas argenti. Et ad communem defenſionem terræ Jeroſolimitanæ, V. mille marcas argenti, per manum, & viſum Magiſtrorum Templi, & Hospitalis Jeroſolimæ habendas præter pecuniam illam quam prius prædictis Domibus Templi, & Hospitalis commiſeram cuſtodiendam, quam ſimiliter dono ad defenſionem ipſius terræ Jeroſolimitanæ, niſi eam in vita mea repetere voluero. Et aliis Domibus religioſis totius terræ Jeroſolimæ, & leproſis, & incluſis, & heremitis ejusdem terræ, V. mille marcas argenti dividendas per manum, & viſum Patriarchæ Jeroſolimæ, & Episcoporum terræ Jeroſolimæ, & Magiſtrorum Templi, & Hospitalis. Domibus religioſis Angliæ Monachorum, Canonicorum, Sanctimonialium, & leproſis, & incluſis, & heremitis ipſius terræ, V. mille marcas argenti dividendas per manum & viſum Ricardi Cantuarienſis Archiepiscopi, & R. Wintonienſis, & B. Wigornienſis, & G. Elienſis, & J. Norwicenſis Episcoporum, & Randulfi de Glanvilla Juſticiæ Angliæ. Domibus religioſis Normanniæ, Monachorum, Canonicorum, Sanctimonialium, & incluſis, & heremitis ejusdem terræ, III. mille marchas argenti dividendas per manum, & viſum Archiepiscopi Rothomagenſis, & Bajocenſis, & Abrincenſis, & Sagienſis, & Ebroicenſis Episcoporum. Domibus leproſorum ipſius terræ CCC. marcas argenti per manum, & viſum prædictorum dividendas. Monialibus Moretoniæ C. marcas argenti. Monialibus de Julers extra Eccleſiam, C. marcas argenti. Domibus religioſis terræ Comitis Andegaviæ patris mei exceptis Sanctimonialibus de Ordine Fontis Ebraudi mille marcas argenti, per manus Episcoporum Cenoman-

ANNO 1182. niæ, & Andegaviæ dividendas. Ipſis autem Sanctimonialibus Fontis Ebraudi, & Domibus ipſius Ordinis, II. mille marcas argenti dividendas per manum, & viſum Abbatiſſæ Fontis Ebraudi. Sanctimonialibus Sancti Sulpitii Britanniæ, C. marcas argenti. Domui, & toti Ordini Grandi Montis, III. mille marcas argenti. Domui & toti Ordini de Chartoſa, II. mille marcas argenti. Domui Ciſtercienſi, & omnibus domibus ipſius Ordinis, exceptis domibus ejusdem Ordinis quæ in terra mea ſunt, quibus diviſam meam feci, II. mille marcas argenti dividendas per viſum, & manum Abbatis Ciſtercii, & Clarevallis. Domui Cluniacenſi mille marcas argenti præter quod eidem domui accomodavi, quod ei pardono niſi in vita mea repetere voluero. Domui Majoris Monaſterii pardono mille marcas argenti, quas ei commodavi, niſi eas in vita mea repetere voluero. Sanctimonialibus de Marcilli, C. marcas argenti. Domui de Premuſtre, & toti Ordini, exceptis domibus ejusdem Ordinis quæ in terra mea ſunt, CC. marcas argenti. Domui de Arroeis, & toti Ordini, exceptis domibus ejusdem Ordinis terræ meæ, C. marcas argenti. Ad maritandum pauperes, & liberas feminas Angliæ quæ carent auxilio, CCC. marcas argenti dividendas per manum, & viſum R. Wintonienſis, & B. Wigornienſis, & G. Elienſis, & J. Norwicenſis Epiſcoporum, & R. de Glanvilla. Ad maritandum pauperes, & liberas feminas Normanniæ, quæ carent auxilio, C. marcas auri dividendas per manum, & viſum Rothomagenſis Archiepiſcopi, & Bajocenſis, & Abrincenſis, & Sagienſis, & Ebroicenſis Epiſcoporum. Ad maritandum pauperes, & liberas feminas de terra Comitis Andegaviæ patris mei, C. marcas auri, per manum, & viſum Cenomanniæ, & Andegaviæ Epiſcoporum dividendas. Hanc autem diviſam feci in prædicto loco anno Incarnationis Domini M. C. LXXXII. quam vobis filiis meis per fidem quam mihi debetis, & ſacramentum quod inde juraſtis præcipio, ut firmiter, & inviolabiliter faciatis teneri, & quod ſuper eos, qui eam fecerint, manum non ponatis. Et quicunque contra hoc venire præſumpſerit, indignationem, & iram omnipotentis Dei, & maledictionem ipſius Dei & meam incurret. Vobis etiam Archiepiſcopis, & Epiſcopis mando, ut per ſacramentum quod mihi feciſtis, & per fidem, quam Deo, & mihi debetis, in Sinodis veſtris ſolenniter accenſis candelis excommunicetis, & excommunicare faciatis omnes illos, qui hanc diviſam meam infringere præſumpſerint. Et ſciatis quod Dominus Papa hanc diviſam meam ſcripto, & ſigillo ſuo confirmavit, ſub interminatione Anathematis.

CXCII.

27. Mai. *Privilegium Imperatoris* FRIDERICI I. *Civitati Spiræ conceſſum, quô Exemtionem à nefanda Conſuetudine* Budtheil *vocata per Imp.* HEINRICUM V. *dictæ Civitati indultam confirmat, necnon in favorem Civitatis contra* ULRICUM *Epiſcopum Spirenſem ita interpretatur, ut inſimul ab illo jure, quod* Houbtrecht *dicitur, penitus ſit exemta, uti & à ſolutione nummorum, quos vulgo* Bann-Pfenning *&* Schotz-Pfenning *appellarunt &c. Moguntiæ d.* VI. *Calend. Junii Indict.* XV. 1182. [LEHMANNI Chronicon Spirenſe Lib. V. Cap. LXIV. pag. 466.]

In Nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis, Amen.

FRIDERICUS divina favente clementia Romanorum Imperator Auguſtus. Majeſtas Imperialis exigit & authoritas, ut, ſicut ſua facta rata & inconvulſa permanere deſiderat, ita ſuorum anteceſſorum geſta & Privilegia modis omnibus confirmet & ſcriptorum munimine corroboret. Inde eſt quod nos Privilegium anteceſſoris noſtri Henrici Imperatoris quinti, quod ipſe pro remedio animæ patris ſui, proavi noſtri Imperatoris Henrici in die exequiarum ipſius Spirenſi contulit civitati, in fronte majoris Templi aureis literis depictum expreſſam & prominentem continens imaginem, renovamus, & authoritate Imperiali corroboramus. Et ut remota omni ambiguitate jus Privilegii in perpetuum habeat, utpote multorum Principum, ut ibidem legitur, teſtimoniis, firmiſſima ſanctione decernimus. Sicut enim præfatus Imperator omnes Spirenſis civitatis inhabitatores, undecunque venerint, vel cujuscunque conditionis fuerint, à conſuetudine nefanda & nequiſſima, quæ vulgo vocabatur Buttheil, ſuos quoque hæredes prorſus exemit, & ne aliqua perſona major vel minor, non Advocatus, non eorum naturalis Dominus illis morientibus de eorum ſupellectilibus quicquam auferre præſumeret, finaliter interdixit: Et ut omnes liberam poteſtatem habeant, ſuis hæredibus bona ſua relinquendi, vel pro anima ſua dandi, vel cuicunque perſonæ dare voluerint, firmiſſime ſtatuit. Ita & nos, adjuncto novo noſtræ majeſtatis Privilegio, ab omnibus prædictis exemptos eadem libertate jugiter gaudere volumus. Contigit tamen procedente tempore, quod Ulricus ejusdem civitatis venerabilis Epiſcopus ſuper quibusdam præfati Privilegii verbis quæſtionem movit, exigens ab eis, quod in quibusdam locis vulgo Houbtrecht vocatur, tanquam in præfato Privilegio ſub nomine Buttheil & ſupellectilis ab hoc jure non fuerint exempti. Quoniam verò ſicut noſtrum eſt, leges concedere, ita & quæ dubia ſunt, benigne interpretari, nos prædictum Privilegium etiam cum aſſenſu ejusdem Epiſcopi publicè libertatem eorum recognoſcentes ſic interpretamur, ut in eo ab hoc jure, quod Houbtrecht dicitur, penitus ſint exempti, & nos eos hoc principali Edicto prorſus ab eodem eximimus, ſtatuentes ne unquam aliqua perſona Eccleſiaſtica vel Secularis ſuper hoc eos infeſtare attemptet, ſive in Civitate ſive extra ſit conſtitura. Præterea nos per omnia ſequentes Privilegium præfati Imperatoris Henrici prædeceſſoris noſtri, eosdem cives ab omni theloneo, quod in civitate tunc temporis dari ſolebat, liberos ſtatuimus, & à ſolutione nummorum, quos vulgo Bann-Pfenning / & illorum quos Schotz-Pfenning appellarunt, & piperis quod de navibus exigi ſolebat, eos abſolutos pronunciamus. Volumus etiam ut nullus civium eorundem extra urbis ambitum Advocati ſui placitum cogatur requirere. Volumus etiam ut nullus civium eorundem alicui exactioni extra Civitatem factæ de rebus ſuis mobilibus vel immobilibus ſubjaceat. Nullus præfectus aut alicujus Domini nuncius ad ſervitium Domini ſui à panificibus, vel à macellariis, ſeu ab aliquo genere hominum in civitate rem aliquam mobilem, vel ſeſe moventem præſumat illis invitis auferre. Nullus unquam vinum quod appellatur Banwin præſumat vendere, aut alicujus civis navim ad opus Domini ſui illo invito accipere. Statuimus quoque ut ab iis qui res ſuas proprias propriis ſive conductis navibus transvehunt, nihil omnino exigatur. Monetam quoque nulla poteſtas in levius aut deterius minuat, aut aliqua ratione, niſi communi civium conſilio permutet. Nullus ab eis thelonium in toto Episcopatu, aut in locis fiſcalibus, id eſt, ad utilitatem Imperii ſingulariter pertinentibus, extorqueat. Si quis curtem aut domum per annum & diem ſine contradictione poſſederit, nulli hoc interim ſcienti ultra respondeat. Cauſam in Civitate jam lite conteſtatam non Episcopus aut alia Poteſtas extra Civitatem determinari compellat. Argentinæ thelonium de navi non plus quam tredecim dare cogantur. Ut autem hæc noſtræ Majeſtatis confirmatio in omne ævum rata & inconvulſa permaneat, præſentem paginam conſcribi juſſimus, & ſigilli noſtri impreſſione corroborari. Si quis verò auſu temerario eam præſumpſerit violare, vel aliquo modo attemptare, centum libras auri pro pœna fiſco Imperialis Cameræ perſolvat. Hujus rei teſtes ſunt Philippus Colonienſis Archiepiſcopus, Hermannus Monaſterienſis Epiſcopus, Baldewinus Trajectenſis Epiſcopus, Rudolphus Imperialis aulæ Protonotarius, Henricus major Præpoſitus Spirenſis, Johannes Præpoſitus S. Germani, Andreas Magiſter Scholarum, Conradus Præpoſitus de omnibus Sanctis, Marquardus Præpoſitus S. Pauli de Wormatia, Eberhardus Archipresbyter, Conradus Palatinus Rheni, Fridericus Dux Sueviæ, Florencius Comes Hollandiæ, Gerhardus Comes de Lone, Henricus Comes Gelrenſis, Otto de Byntheim Comes, Simon de Sarbruke Comes, Henricus de Dietſche, Boppo de Wertheim, Conradus de Bockesberg, Henricus de Rug, Hartmannus de Budingen, Rubertus de Durne, H. Marſchalkus, Conradus Pincerna, Cuno de Muntzenberg, Anſelmus Marſchalkus, Wicelinus de Berge, Anſelmus de Joningen, Godefridus & alii quam plures. Signum Domini Friderici Romanorum Imperatoris invictiſſimi. Ego Godefridus Imperialis aulæ Cancellarius vice Chriſtiani Moguntinæ Sedis Archiepiſcopi & Germaniæ Archicancellarii recognovi. Acta ſunt hæc Anno Incarnationis Dominicæ M.C.LXXXII. Indictione XV. Regnante Domino Friderico Romanorum Imperatore glorioſiſſimo. Anno Regni ejus XXXI. Imperii verò XXVIII. Datum Moguntiæ in ſolemni Curia, VI. Calend. Jun. feliciter, Amen.

ANNO 1184.

CXCIII.

Ordinatio (1) PHILIPPI II. *Franciæ*, & HENRICI II. *Angliæ Regum*, *consilio Episcoporum, Comitum & Baronum terrarum suarum, de Contributione in subsidium & subventionem Terræ Hierosolimitanæ, facta in decem annos, à Nativitate Sancti* JOANNIS *Baptistæ Anno* 1184. Cum INDULGENTIIS *per Episcopos Normanniæ autoritate Domini Papæ omnibus iis, qui præfatam Eleemosynam transmiserunt, impertitis.* [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. X. col. 1739.]

AUTORITATE Literarum Domini Papæ subnixi, præsente & approbante illustri Anglorum Rege Henrico, cum Baronibus suis, & A. de Summa Legato Summi Pontificis; Episcopi Normanniæ, in suis Episcopatibus hoc instituerunt: Ut quicumque eleemosynam, quæ ordinata est ad subventionem terræ Hierosolymitanæ transmiserunt, talem de injuncta pœnitentia veniam consequantur.

I. Si in pœnitentia fuerint quæ septem annos excedat: trium annorum venia gaudebunt.

II. Si in pœnitentia, vel minori fuerint, pro criminali: duorum annorum veniam habebunt.

III. Peccata verò de quibus homo recordari non poterit, omnia relaxantur dummodo de contemptu pœnituerit.

IV. Venalia quoque omnia sub tali pœnitentia condonent: ut unusquisque qui eleemosynam istam solverit, ter in die, vel in nocte, *Pater noster* dicat; pro salute vivorum semel, pro pace semel, & semel pro requie defunctorum: tres quoque eleemosynas unusquisque tenetur, ut hanc indulgentiam consequatur, si facere poterit. Si vero ea paupertate laborat, ut eleemosynas illas facere non possit, ter iterum *Pater noster* pro consequenda remissione dicere tenetur.

Talis est dispositio ad subveniendum terræ Jerusalem à Domino Joanne Philippo Rege Franciæ, & Henrico Rege Angliæ, communi consilio Episcoporum & Comitum & Baronum terrarum suarum approbata scilicet:

1. Quod unusquisque tam Clericorum, quam Laicorum, qui plus quam centum solidos non habuit, de unaquaque Domo quam habuerit, ubi singulis diebus ignis consuetudinarie accendetur, duos denarios singulis annis usque ad tres annos persolvet.

2. Si vero in mobilibus plus quam centum solidos habuerit, de unaquaque libra in tota terra Regis Franciæ duos denarios Provenienſis monetæ, vel æquipollens: & in terra Regis Angliæ Cismarina duos denarios Andegavenſis monetæ: & in Anglia unus sterlingus persolvetur usque ad prædictum terminum.

3. Qui vero centum libras in terris vel in redditibus habuerit, vel eo amplius, de centum libris viginti solidos annuatim dabit.

4. Qui vero in redditibus minus quam centum libras habuerit, de XX. libris dabit quatuor solidos & de XL. libris VIII. solidos, & ita deinceps, vel rationem prædictam. Habentes vero mobilia ultra centum solidos, jurabunt, quod de singulis XX. solidos fideliter duos denarios dabunt.

5. De parte mortui, quæ spectat ad eum secundum consuetudinem terræ, & unum post, & debet eleemosynam pro anima sua facere.

6. Decima debetur ad defensionem terræ Jerusalem, à Nativitate S. Joannis Baptistæ, anno Incarnationis Domini MCLXXXIV. in decem annos, salvo jure Dominorum & Ecclesiarum.

Excipiuntur ab ista æstimatione, in Clericis, thesauri & ornamenta Ecclesiarum, & libri, & equi, & vasa, & vestimenta, & gemmæ, & utensilia, quæ cotidianis usibus, & sibi necessaria sunt. Et in militibus equi, & arma, & vasa, & indumenta quæ usibus eorum deputantur.

Ad hanc eleemosynam colligendam instituentur in singulis Episcopatibus, duo fratres, unus de Templo & alter de Hospitali: & singulis parochiis illi duo, & Dominus Presbyter villæ, & duo de legalioribus parochianis, eleemosynam constitutam fideliter colligent, & conservabunt.

(1) Il y a dans le Titre de la Piece JOANNIS, au lieu de PHILIPPI; mais c'est une faute évidente. Il est connu, & hors de toute contestation que *Philippe Auguste* regnoit en France l'an 1184. [DUM.]

CXCIV.

ANNO 1186. 3 Juin. EMPIRE ET BOURGOGNE

Accord entre HENRI (1) *Roi des Romains, & depuis Empereur* VI. *du nom*, & HUGUES III. *Duc de Dijon Fait le 3. de Juin de l'an* 1186. [(2) ETIENNE PERARD Recueil de plusieurs Pieces servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 260.]

HENRICUS Dei gratiâ Romanorum Rex, & semper Augustus, dilecto & fideli suo *Hugoni* Duci Divionensi, gratiam suam & omne bonum. Discretioni tuæ significamus, & firmiter constare volumus, quod nos, pacem quæ inter nostram sublimitatem & tuam dilectionem ordinata est, secundùm eam formam, quæ in præsenti pagina subscripta est, sicut in tuis litteris continetur, hominium nobis facies & legitatem de tota terra Comitatus *Albonii*, quæ infra distractum Imperii continetur, quam modò possides, & in posterum possessurus es. Bona quoque fide, & sano intellectu, secundùm usus & consuetudinem Burgundiæ, atque Provinciæ, recipies, & à nobis recognosces allodium *Urrici de Baugeio*, & alia etiam allodia, quæ infra terminos allodii sunt constituta. In hoc etiam voluntati tuæ consentimus, quod filius tuus, ille qui Dux futurus est Divionensis, salva fidelitate Regia Franciæ, nobis hominium faciet de allodio memorati Urrici de Baugeio, & similiter de allodiis quæ habet, & quæ habebit infra Imperium. Hoc quoque ratum similiter & firmum volumus observare, quòd si fortè Rex Francorum insultum fecerit Imperio, tu in propria tua persona auxilium nobis præbebis de omni casamento quod à nobis habes: & si nos Regi Francorum & ejus Regno insultum fecerimus, tu similiter ipsi in propria tua persona præstabis auxilium de omni casamento quod de eo habes. Contra omnem hominem, præter Regem Franciæ, pacem & verram facies ad mandatum nostrum, de universo Comitatu Alboini, salvo jure Ecclesiarum Imperii. Compositionem quoque facies cum hominibus fidelibus nostris, Archiepiscopo Viennensi, & cum Episcopo Gratianopolitano, & Episcopo Valentino, supra querimoniis. Sciens, si quas adversùm te proponant, vel in præsentia nostra vel fidelis nostri *Urrici de Godembort*, vel alterius certi Nuntii nostri ad hoc destinati; si quæ etiam aliæ Ecclesiasticæ personæ aliquam controversiam contra te habuerint; ipsis, vel secundùm justitiam, vel secundùm amicabilem compositionem satisfactionem exhibebis. Ad hoc in gratiæ nostræ plenitudinem te recepimus. Datum in Campo (4) Urbaneti. (*a*) urbe veteri, anno Dominicæ Incarnationis millesimo centesimo octuagesimo sexto, Indictione quarta, tertio Nonas Junii.

CXCV.

9. Juin. *Romanorum Imperatoris* FRIDERICI *Concessio Communitati Civitatis* Mediolanensis *facta de quibusdam Locis inter* Abduam *&* Olium *existentibus, & olim jam per præfatam Communitatem possessis. Data anno* 1186. [Pièce Authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan, Regiſtre A.]

In nomine sanctæ & individuæ Trinitatis.

FEDERICUS Divina favente Clementia Romanorum Imperator Augustus. Imperatoriam Majestatem decet esse non solùm Legibus, & rigore justitiæ reverendam, verùm etiam largifluis Imperialis magnificentiæ benefitiis commendandam, cujus in rebus agendis, debet hæc esse providentia discretionis, ut prospecta singulorum fidelitate unicuique pro qualitate, & quantitate servitiorum, ad eorum merita digne respondeat, illos autem præcipue familiaritatis suæ gratia dignetur, quos fidei constantia Principis favore dignos facit, & in præteritæ strenuitatis alacritas reddit acceptos, in

(1) *Etienne Perard*, duquel nous tirons ce Traité, qualifie *Henri* du nom d'Empereur; mais outre que le Traité ne le dit pas positivement, *Frederic* I. pére de *Henri* & Empereur ne mourut qu'en 1190. de sorte que de deux choses l'une. Ou il y a faute à la date du Traité, ou *Henri* n'étoit encore que Roi des Romains, car *Frederic* conserva l'Empire toute sa vie.

(2) Cet Auteur avoit deja raporté cette Pièce, *Ibid.* pag. 233. datée *Ao.* 1146 *tertio Nonas Julii*, sans s'être aperçu qu'elle est absolument la même que celle qu'il donne à la pag. 260. & que la Date en est fausse; puis qu'en 1146. *Henri* ne gouvernoit pas l'Empire; mais *Conrad* III, & que le Duc de Dijon de Bourgogne d'alors etoit *Eudes*, en Latin *Odo*. [DUM.]

ANNO 1186. quorum numero secure computantes, immo meritò quam plurimis antecferentes dilectos, ac fideles nostros, Potestatem, & Consules, nec non & Commune Civitatis Mediolani, ipsi Communi jam dictæ Civitatis ex mera liberalitate Imperialis gratiæ concedimus Rivoltam, Caxiratem, Agnianelum, Pandinum, Mixanum, Vaylate, Calvenzanum, Arzagum, Paradinum, Turinum, Comazanum, Gardellam, Diveram, Roncadellum, Pradam, Vidalengum, Pagazanum, Caravazium, Pontezo, Bregnanum, & omnia alia iis adjacentia loca, quæ Commune Mediolani quondam habuisse, & tenuisse inter Abduam, & Olium dignoscitur, & ut ab hinc in antea in eis omnem jurisdictionem, & consuetudines, bonasque usanzias habeat tam in fodris, quam in Coltis, & munitionibus, aliisque rationibus, & oneribus ad res, & personas pertinentibus, sicut in aliis locis Mediolani Comitatus habere consuevit, & tenere sæpe dicto Communi Imperiali auctoritate confirmamus, cassatis quidem, & in irritum omnino revocatis omnibus Previlegiis à nobis, sive Prædecessoribus nostris alicui alii Civitati, sive loco, vel personæ collatis super prænumeratis locis. Statuimus igitur, & eadem Imperiali auctoritate sancimus, ut nullus Dux, nullus Marchio, nullus Comes, neque Capitaneus, nulla Civitas, nullum Commune, nullave potestas, nulla denique persona humilis, vel alta, Sæcularis, vel Ecclesiastica, hanc nostræ Majestatis paginam audeat violare, nec prædictos fideles nostros aliquibus injuriis, sive dampnis præsumat aggravare, quod qui fecerit in ultionem temeritatis suæ componat centum libras auri puri, quarum medietas Imperiali Cameræ, reliqua verò injuriam passis persolvatur. Hujus rei testes sunt Redulfus Trenerensis electus, Villinius Astensis, Bonifatius Novariensis Episcopi, Federicus Præpositus sancti Tomæ in Argentina, Bonifatius Marchio Montisferrati, Marchio Moroellus, Redulfus de Capretis Villiæ, Albertus Ferarensis, Ottobellus Mediolanensis Judex Curiæ nostræ, Guido de Sancto Nazario, & Reinerius Frater ejus, Villinius de Castello, & Martinus Frater ejus, Redulfus Camerarius, & alii quamplures. Signum Domini Federici Imperatoris invictissimi. Ego Gottofredus Imperialis aulæ Cancellarius vice Filippi Colonensis Archiepiscopi, & Italiæ Archicancellarii recognovi, acta sunt hæc anno Dominicæ Incarnationis millesimo centesimo octuagesimo sexto, Inditione quarta, regnante Domino Federico Romanorum Imperatore glorioſissimo, anno Regni ejus XXX. quarto, Imperii ejus XXX. secundo. Data in Territorio Cremonensi in destructione Castri Manfredi, quinto Idus Junii feliciter, Amen.

Extracta fuit præsens Copia à Regiſtro inſcripto ſub Littera A. *Ducis* FRANCISCI *Primi* SFORTIÆ *Vicecomitis exiſtente in Regio Archivio Caſtri Portæ Jovis Mediolani in papiro ſcripto. Datum Mediolani die trigeſima menſis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANC. STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CXCVI.

1187. 11. Fevr. *Donatio per Imperatorem* FRIDERICUM I. *& filium ejus* HEINRICUM VI. *Romanorum Regem, de Caſtro* Regnani *cum Curte, pertinentiisque,* BERNARDO *Parmenſi Epiſcopo facta Papiæ apud S. Salvatorem* 11. *Februarii* 1187. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. *Parmenſ. Epiſcopi*, col. 219. prior. Edit. *Rom.* & col. 172. ult. *Venet.* Ao. 1717.]

In nomine Sanctæ, & individuæ Trinitatis.

FRIDERICUS divina favente Clementia Romanorum Imperator Augustus. Majestas nostræ Imperialis Clementiæ capitales Romani columnas Imperii videlicet illustres Principes nostros non solum in sui juris dignitate conservare, verum etiam titulis honorum, & rerum opulentia liberaliter locupletatos dilatare consuevit, ut fideles eorum, atque devotio erga sacrum Imperium augeatur, & cum necessitas Coronæ requisierit, studeant magis ad merita respondere, quam manus ad munera tempore necessitatis aperire. Dignum namque est, & Imperiali gloriæ decorum, ut nostra liberalis munificentia, quosque fideles nostros præveniat, eosque ultra spontaneos ad nutum suæ voluntatis efficiat. Quapropter cognoscat tam præsens ætas Imperii fidelium, quam succeſſura posteritas, quatenus nos & dilectus Filius noster Henricus illustris Romanorum Rex Augustus discreta circumspectione considerantes fidem, ac finceram devotionem dilecti, ac fidelis præsentis nostri Bernardi Parmensis Episcopi propter clara servitiorum suorum merita, quæ nobis & Imperio intrepida devotione semper exhibuit, concedimus ei suisque successoribus nomine Parmensis Ecclesiæ castrum Regnani cum curte, omnibusque pertinentiis suis, de quo ipsum nos, & chariſſimus Filius noster Henricus illustris Romanorum Rex Augustus in facie Curiæ solemniter per feudum investimus, & ut illud cum omnibus suis pertinentiis honorifice teneat, & habeat sicut alia Regalia, quæ à nobis habet, & tenet Imperiali auctoritate sancimus, ut nullus Pontifex, nullus Dux, nullus Marchio, neque Comes, nullus Capitaneus, nulla Civitas, nullum Commune, nullave potestas, nulla denique persona, parva, vel magna, Secularis, vel Ecclesiastica hoc Majestatis nostræ Privilegium audeat violare, nec aliquibus calumniis, injuriis, seu damnis præsumat attentare, quod qui fecerit in ultionem temeritatis suæ componat centum libras auri puri, medietatem Cameræ Imperiali, & reliquum injuriam passis. Hujus rei testes sunt Conradus Maguntinæ Sedis Archiepiscopus, Hermannus Monasterienſis Episcopus, Bonifacius Novarienſis Episcopus, Comes Symon de Spanhein, Rodulphus Præpositus, & Imperialis Aulæ Protonotarius, Unghenus Bonlande, Rodulphus Camerarius, Baldo Parmensis Canonicus, Maladobatus Judex, Albertus Rubeus Vernarius.

ANNO 1187.

Sigu. D. FRIDERICI *Romanorum Imperatoris invictiſſimi.*

Ego GOTIFREDUS *Imperialis Aulæ Cancellarius vice Philippi Colonienſis Archiepiscopi, & Italiæ Archicancellarii recognovi.*

Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis 1187. *Indictione* 6. *regnante Domino Friderico Romanorum Imperatore glorioſiſſimo, anno Regni ejus* (1) 34. *Imperii vero* 34.

Dat. Papiæ apud Sanctum Salvatorem 11 *die Februarii feliciter, Amen.*

CXCVII.

30. Dec. *Pax publica & Religioſa per* FREDERICUM I. *Imperatorem, in Comitiis Nurenbergenſibus ſancita, & mandata præſertim contra Incendiarios. Actum Nuremberg, in præſentia Principum, conſilio & conſenſu eorum, Anno Incarnationis* 1187. *die* 3. *Kalend. Januar.* [CONRADI a LIECHTENAW Abbatis Urspergensis Chronicum, sub Anno 1187. JACOBI CUJACII Operum Tom. II. de Feudis Lib. V. col. 935.]

FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator, & semper Augustus. Decet fidelitatem nostram, tempora generali populorum provinciarum tranquillitati circumspectionis nostræ studio provideri, ut dum in subjectis dominationis virtute pollemus, reprobos quoslibet ac sceleroſos à subditorum injuriis arceamus æquitatis nostræ correctione. Considerantes quippe quæ damna, quantæque desolationes hominum & Provinciarum, per seditiones & incendia provenerint, & quantos præterea futurorum timores reportent ea quæ de conscientia & consilio Principum & aliorum fidelium nostrorum, tam liberorum, quàm ministerialium, ad reprimendas incendiariorum insolentias, Imperialis nostra sanxit authoritas: universalis Imperii fidelibus nota fieri volumus, & sicut in castro Nurinberg hæc ordinata & confirmata sunt, firmiter indicimus observanda. Primùm igitur de incendiariis demandamus generaliter, ut si liber homo, ingenus, ministerialis, vel cujuscunque conditionis fuerit, incendium commiserit pro guerra propria, pro amico, pro parente, vel causæ cujusquam alterius occasione, de sententia & judicio

(1) *Regni ejus* 34. *Imperii vero* 34. Il y a faute dans l'une ou l'autre de ces dates, & peut-être dans toutes les deux. L'année de l'Indiction ne s'accorde pas non plus à celle de Jesus Christ. DUM.

ANNO 1187. cio Imperiali proscriptioni statim subjectus habeatur. Hîc excipiuntur, si qui fortè manifesta guerra castra manifeste capiunt: & si qua ibi suburbia, aut tabula aliáve tuguria præjacent, igne succendunt. Excipiuntur & Judices quos in malefactores pœnam justitia exigente exercere contingit. Quòd si aliquis in Ducatu alicujus incendium fecerit, ipse proscriptum pronunciet, ac deinde justiciæ suæ authoritate eum proscribat. Id ipsum faciant Marchiones, Palatini, Comites, Landgravii,& Comites alii,nec alicui eorum liceat talem absolvere, nisi Domino Imperatori. Quicunque etiam incendiarium in domo sua scienter receperit, & consilium auxiliumve ei impenderit, damnum & injuriam passo pro facultate sua restituat. Judici vero X libras monetæ de illa Diœcesi, in qua commissum est, persolvat, ac Domino Imperatori pro voluntate & gratia sua disponat. Si quis autem super hac culpa innocentiam suam probare vel ostendere voluerit, cum duobus viris veracibus in præsentia Judicis se expurget. Si quis autem cuiquam imposuerit, quod incendiarium receperit, & de hoc ipsum jure voluerit convenire,hoc nequaquam ei fieri liceat, nisi prestito primæ calumniæ Sacramento. Dominus etiam Imperator proscriptorum neminem à sententia proscriptionis absolvat, nisi de illicitis primo damnis cum injuriato componat, & nisi consciente Judice hoc faciat. Proscriptum verò quem pro incendio sententiam proscriptionis incurrisse omnibus notum fuerit, Diœcesianus Episcopus, si ad satisfactionem inobediens extiterit, à communione Ecclesiæ Dei, & fidelium Christi abjiciat, & extraneum eum reddat, nec eum absolvat, quò adusque læso damnum restituat, & e converso, quem Episcopus legitimis induciis citatum justicia dictante excommunicaverit, & hoc Judici insinuaverit, Judex eum banno proscriptionis condemnet, & nec prius eum absolvat, quam coram Episcopo de his, pro quibus condemnatus est, satisfaciat. Quod si a proscriptione illa prædicto modo fuerit absolutus, & Episcopo suo voluerit obedire, incendium primo abjuret: deinde sit in arbitrio Episcopi, qualem ei pœnam injungat, ad visitandum sepulchrum Domini, aut limina Jacobi Apostoli. Si autem proscriptus eo, ut dictum est, modo absolvi desideraverit, Domino Imperatori fines Imperii per annum & diem abjuret. Si quis autem à proscriptione & excommunicatione similiter non fuerit absolutus infra annum & diem, universo jure, honore & legalitate privatus habeatur, ita ut in ferendo testimonio, vel ad judicandum, de cætero nequaquam sit admittendus. Omni quoque feudali jure carebit perpetuo. Item si in reisa alicujus Domini, cum ipso Domino cujus est reisa, aliquis fuerit, qui incendium (ut sæpius contingit,) faciat, Dominus ipse, cujus est ipsa reisa, jurabit super reliquias, quod non fecerit conscientia, vel mandato vel voluntate sua, reum autem abjiciet a se & nunquam recipiet. Quod si illum post satisfactionem receperit, tenetur universum damnum, quod ille commisit restituere. Item si contingat Dominum aliquem in villa aliqua hospitari, violenter & fortuitu evenerit domum aliquam incendi, & ille, cui fit damnum, Dominum impetierit, quod mandato suo, vel voluntate vel conscientia sua factum fit, damnum damnificato restituat. Item si incendiarius captus fuerit, & coram judice negare voluerit incendium se commisisse, si fortè notorium non fuerit, per Provinciam judex si posset eum cum septem idoneis testibus convincere,capite plectatur. Sed si notorium fuerit, nullius requirendum est testimonium, sed statim decollandus. Item si castellani cujusquam Domini descendentes a castro Domini sui, incendium fecerint Domino absente à Provincia, castrum Domini propterea non erit comburendum, sed bona incendiariorum, quæcunque extra castrum fuerint reperta, comburantur. Post reversionem vero Domini, si Dominus incendiarium retinere voluerit, & à se non repulerit, castrum ejus similiter erit comburendum. Item si proscriptus propter incendium in aliquam domum confugerit, de qua non possit haberi, nisi domus incendatur, propter hoc incendium non erit quis incendiarius, sed damnum pro incendio restituere debet. Item si incendiarius super castrum aliquod agitatus confugerit, & Dominus, cujus est castrum, fortassis Dominus vel vasallus,vel consanguineus fuerit, Dominus ille non debet eum persequentibus repræsentare, sed juvabit eum à castro in sylvam, vel aliàs ubi securus sibi videatur. Quod si nec Dominus vel vasallus, nec cognatus fuerit, persequentibus eum statim repræsentet, vel cum eo in eadem culpa sit.

Statuimus etiam, & eodem firmiter edicto sancimus, ut quicunque alii damnum facere, aut lædere ipsum intendat, tribus ad minus ante diebus per certum Nuncium suum diffiduciet cum. Quod si læsus diffiduciatum se fuisse negare voluerit, Nuncius idem, si vivus est, juret, quod contradixerit ei ex parte Domini sui loco & tempore designato. Si mortuus est Nuncius, juret Dominus junctis duobus sibi viris veracibus, quod contradixerit ei, ne dolo medeante de fide violata quis valeat inculpari. His sancientes adjicimus, ut quicunque treugas alicui dederit, nisi ibi determinatum & exceptum fuerit, quo tenore servet, vel non servet eas contradicere eis ante terminum statutum nequaquam possit. Quod si fecerit, ut violator fidei judicetur. Item qui Nuncium aliquem pro eo, quod contradicturus mittitur, læserit, fidem suam violavit, & de cætero omni honore suo carebit, & inposterum nullus ei contradicet. ANNO 1187.

De filiis quoque Sacerdotum, Diaconorum, rusticorum, statuimus, ne cingulum militare aliquatenus assumant: & qui jam assumpserunt, per judicem Provinciæ a militia pellantur. Quod si Dominus alicujus eorum eum in militia contra Judicis interdictum retinere contenderit; Dominus ipse Judici in X libras condemnetur, servus autem omni jure militiæ privetur. Statuimus etiam, ut si quis vineas aut pomeria exciderit, proscriptioni & excommunicationi incendiariorum subjiciatur. Ut autem hæc tam utilis ordinatio omni tempore rata permaneat, & eo, quo dicta est tenore inconvulsa consistat, eam legibus prædecessorum nostrorum Imperatorum atque Regum jussimus interseri, & perpetuo jure servari. Cui si quis ausu temeritatis contraire præsumserit, Dei omnipotentis & nostræ perpetuo indignationis sit reus. fiat fiat. Actum Nurnberg in præsentia Principum, consilio & consensu eorum. Anno Incarnationis MCLXXXVII. III. Kalend. Jan.

CXCVIII.

Literæ Romanorum Imperatoris FRIDERICI. 1188.
Quod HENRICO *Angliæ Regi in sua Expeditione contra Turcas auxiliaturus, & de victualibus secundùm ejus petitionem provisurus sit.* [Imagines Historiarum Auctore RADULPHO DE DICETO, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 638.]

NOveris laudabile propositum tuum quod te suscepisse suggeris ad servitium Dei faciendum nobis plurimum complacere, unde ad illud servitium perficiendum tibi consilium & auxilium in Christi nomine promittimus forumque victualium tibi & illis qui tecum ad Dei honorem militabunt prompta voluntate & prono desiderio, Deo cooperante, secundum petitionem tuam providebimus, maxime autem in societate charissimi amici nostri Philippi Regis Francorum, & ea durante gratia qua nos invicem intelligimus associatos.

CXCIX.

Concambium inter ULRICUM *Episcopum Spirensem, &* RUDOLPHUM *Comitem Palatinum de Tubinga, super* Bebenhausen *appertinentiisque in præsentia Imperatoris* FRIDERICI *ejusque Filii* HEINRICI *Romanorum Regis existentibus eo tempore Ecclesiæ Spirensis Advocatis; unà cum eorundem Approbatione factum, Spiræ* 1188. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. V. Cap. LXV. pag. 469. col. a.]

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

ULricus Dei gratia Spirensis Ecclesiæ Episcopus. Notum sit omnibus tam præsentis quam futuri seculi Christi fidelibus, qualiter Rudolphus illustris Palatinus Comes de Tubingen prædia quæ Spirensis Ecclesia in Bebenhusen habebat, concambio comparavit, pro Ecclesia in Bebenhusen & cæteris bonis quæ Spirensis Ecclesia ibidem tenebat, videlicet domicilliis, campis, sylvis, pascuis agris, cultis & incultis, quæsitis & non quæsitis, præfatus Palatinus Comes, consensu & voluntate nostra, Canonicorum quoque & ministerialium ac familiæ Spirensis Ecclesiæ, dedit Ecclesiam in Meinboldsheim, duos mansus in Wiltingen & duos mansus in Siggingen. Factum est autem hoc concambium in præsentia Domini Friderici Rom. Imperatoris Augusti & filii ejus Henrici Roman. Regis glorioſis-

simi,

ANNO 1188. simi, præsentibus Canonicis ministerialibus & magna parte familiæ Ecclesiæ Spirensis. Sicque prædictorum bonorum commutatio publicè & solenniter consummata & rata facta est, consulentibus & approbantibus præfatis Principibus, scilicet Domino Imperatore & ejus filio gloriosissimo Rege, eo tempore existentibus Ecclesiæ Spirensis Advocatis, aliisque adhibitis, quæ jus, ratio & consuetudo exigebat. Acta sunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis M.C.LXXXVIII.

CC.

Literæ CURSACI ANGELI *Romanorum Imperatoris*, HENRICO *Angliæ Regi datæ. Quibus ei securum transitum contrà Saracenos per terras Imperii, atque copiosum Mercatum concedit.* [Imagines Historiarum Auctore RADULFO DE DICETO, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 638.].

ROgavit nobilitas tua ut nostri Imperii consilium & auxilium haberet in servitio Dei omnipotentis contra Saracenos, & ut securum haberes transitum cum exercitu tuo & sufficientem mercatum victualium per loca Imperii transiturus. Ad quod respondemus. Propositum tuum beneplacitum est Deo & Imperio nostro, quoniam laudabile est, & quod omnes Christiani laudare debent, & adjuvare: ideoque prudentiæ tuæ & probitati gratulantes tibi & his qui in comitatu tuo venturi sunt securum transitum & copiosum concedimus mercatum secundum formam litteris tuis insertam. Unde ad præsentiam tuam mittimus Constantinum & Nicolaum Ministros Sacri Palacii ut tecum tractent de securitate & forma pacis servandæ Imperio, & si eam præstiteris securitatis formam quam ipsi portant centies milies bene veneris sicut alter Dominus & Socius Imperii, & tu cum toto comitatu tuo fideliter consilio Imperii instructus eris qualiter insidias Turcorum debeas declinare, & qua cautela eos possis invadere & expugnare.

CCI.

1189. *Literæ* RICARDI *Angliæ Regis, ad Archiepiscopos, Comites, Barones, & omnes Status Angliæ; Quibus* WILLIELMO *Scotorum Regi, ejus Castella* Rockelbourgh *&* Berwicke *reddit, eum & hæredes ejus ab omni ligancia & subjectione, quas* HENRICUS, *præfati Angliæ Regis pater, per captionem ab eo extorsit, quietos reddit.* [Chronicon JOANNIS BROMTON sub RICARDO I. Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1168.]

RICARDUS, Dei gratia Rex Angliæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, Comes Andegaviæ Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Comitibus, Baronibus Justiciariis, Vicecomitibus, & omnibus Ministris & fidelibus suis totius Angliæ salutem. Sciatis nos consanguineo nostro Willielmo Regi Scotorum reddidisse Castella sua de Rockelburgh & Berwicke tanquam ejus jure hæreditario, ab eo & hæredibus suis in perpetuum possidenda. Præterea quietas clamavimus ei omnes consuetudines & pactiones quas bonæ memoriæ Pater noster Henricus Rex per novas escaetas & per captionem suam extorsit. Ita scilicet ut mihi faciant integre & plenarie quod Rex Scotorum Malcolmus frater ejus antecessoribus nostris fecit de jure & de jure facere debuit. Et nos faciemus quicquid antecessores nostri prædicto Malcolmo de jure fecerunt & facere debuerunt scilicet in conductu veniendo ad Curiam, & in redeundo à Curia, & in morando in Curia, & in procurationibus, & in omnibus libertatibus, dignitatibus & honoribus eidem jure debitis secundum quod recognoscetur à quatuor proceribus nostris ab ipso Willielmo Rege electis, & à quatuor proceribus illius a nobis electis. Si autem fines sive marchias Regni Scotiæ aliquis nostrorum hominum, postquam Rex prædictus Willielmus à patre nostro captus fuit, usurpaverit absque judicio, volumus ut integre restituantur & ad eundem statum reducantur, quo erant ante ejus captionem. Præterea de terris suis quas habet in Anglia, seu Dominicis seu feudis, scilicet in Comitatu Huntingdon, & in omnibus aliis, in ea libertate & plenitudine eas possideat & hæredes ejus in perpetuum, qua Malcolmus possedit vel possidere debuit; nisi prædictus Malcolmus vel hæredes sui aliquid postea infeodaverint. Ita tamen quod si quæ postea infeodata sunt ipsorum feodorum servicia ad eum vel hæredes ejus pertineant. Et si quid Pater noster prædicto Willielmo Regi donaverit, ratum & firmum habere volumus. Reddidimus etiam ligancias hominum suorum & omnes Cartas quas Dominus Pater meus de eo habuit per captionem suam. Et si aliquæ aliæ forte per oblivionem retentæ aut inventæ fuerint, eas penitus viribus carere præcipimus. Ipse autem ligius homo noster devenit de omnibus terris de quibus antecessores sui ligii homines antecessorum nostrorum fuerunt, & nobis fidelitatem juravit & hæredibus nostris. ANNO. 1189.

CCII.

Statuta inter ANGLIÆ *&* FRANCIÆ REGES *sancita, & in peregrinatione Jerosolimitana ab utriusque partis Exercitu, aliisque observanda.* [Chronicon JOANNIS BROMTON sub RICARDO I. Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. a ROGERO TWISDEN editos, col. 1182.] 1190.

INPRIMIS, quod omnes peregrini qui in via hujus peregrinationis morerentur, de omnibus armaturis suis, equitaturis & vestibus quibus usuri erant, pro voluntate sua disponerent, & de medietate possessionum suarum quas in via secum habent pro arbitrio suo similiter faciant, dummodo nihil in patriam remittant, & Clerici de Capellis & omnibus utensilibus ad Capellas pertinentibus & de omnibus libris pro voto suo libere ordinabunt. Altera vero pars in manu Walteri Rothomagensis Archiepiscopi, & Manasses Lingonensis Episcopi & Magistri Hospitalis & Hugonis Ducis Burgundiæ & aliorum ad hoc electorum tradetur, qui ad subventionem terræ Jerosolimitanæ ubi magis viderint necessarium, prædictam pecuniam impendere & expendere teneantur. Hoc autem Reges in propriis personis affidaverunt firmiter & fideliter servandum in tota via tam citra mare quam ultra mare de omnibus peregrinis utriusque Regni tam præsentibus quam futuris: Archiepiscopis & Episcopis ibidem in verbo veritatis id idem servandum promittentibus, Magistris Templi & Hospitalis super Ordinem suum, Comitibus & Baronibus in propriis personis illud idem jurantibus.

Præterea nemo in toto exercitu ludat ad aliquod genus ludi pro lucro, exceptis militibus & Clericis, qui in tota die & nocte non nisi XX. Solidos amittant. Si autem milites aut Clerici plusquam XX. S. in die luserint, quociens XX. S. excesserint, centum Solidos prædictis Archiepiscopis & eorum prænominatis sociis qui prædictam patientiam servabunt dabunt. Reges autem pro beneplacito suo ludent. Et in hospitiis duorum Regum possunt servientes eorum ludere usque ad XX. S. Si autem servientes aut marinarii aut alii ministri per se inventi fuerint, ludentes, servientes tribus diebus nudi per exercitum vapulabunt nisi se voluerint redimere arbitrio prædictorum, & alii ministri similiter; Marinarii vero si luserint tribus diebus à summo navis in mari demergantur more marinariorum semel in die, nisi se redimere voluerint arbitrio prædictorum.

Si autem peregrinus aliquis postquam iter arripuerit ab aliquo homine in via aliquid mutuo acceperit, mutuum solvet; de eo autem quod ante iter accepit, non tenetur respondere in via.

Si autem marinarius aliquis conductus vel serviens aliquis vel quiscunque fuerit, exceptis militibus, à Domino suo in via hujus peregrinationis recesserit, nemo alius eum recipiet, nisi de voluntate Domini sui fuerit. Si vero aliquis eum invito Domino suo priori receperit per arbitrium prædictorum virorum punietur. Et si quis contra statuta ista tam soleniter facta aliquid temere attemptaverit, sciat se excommunicationi tam Archiepiscoporum quam Episcoporum & totius exercitus subjacere. Et omnes transgressores pœnis supradictis secundum singulorum Conditiones pro prædictorum virorum arbitrio punientur. Præterea statutum est à Domino Rege Anglorum & Constabulariis, Justiciariis, & Marescallis exercitus ejus:

Quod mercator de quacunque mercatione sit non potest emere panem ad revendendum in exercitu, nec farinam, nisi aliquis alienigena illam adduxerit & de illa panem fecerit, nec bladum nisi de illo similiter panem fecerit vel ad secum transfretandum detinuerit.

Postea

ANNO 1190. Postea omnino vetantur omnia emenda in villa & infra leucatam villæ. Si autem aliquis bladum emerit & de eo panem fecerit tenetur lucrari in salina unum teruncium & brannon. Alii vero mercatores de quacunque mercatione sint mercatores, in X. denariis tenentur lucrari unum denarium. Et ne aliquis sonet monetam Regis in qua moneta apparebit nisi fracta fuerit infra circulum & ne aliquis carnem mortuam emat ad revendendum, nec bestiam vivam, nisi eam occiderit in exercitu.

Nullus vinum suum post primam Conclamationem carius vendat. Nullus panem faciat nisi ad denarium. Sciant omnes mercatores quod totum fas est infra leucatam villæ, & ut de moneta Angliæ unus denarius detur pro IIII. denariis Andegaviæ in omnibus mercaturis. Et notandum est quod supradicta constituta sunt per Consilium Regum Angliæ, & Franciæ, & Siciliæ.

CCIII.

Literæ RICARDI *Angliæ Regis*, TANCREDO *Siciliæ Regi datæ; Quibus Pacem perpetuam per Terram & Mare se servaturum promittit; Porrò etiam ad firmandum inter eos arctius fœdus, Matrimonium inter suum Nepotem* ARTHURUM *Britanniæ Ducem, & præfati Regis Siciliæ filiam contrahendum condicit.* [Chronicon JOANNIS BROMTON sub RICARDO I. Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1184.]

TANCREDO *Dei gratia illustri Regi Siciliæ, Ducatus Apuliæ, Principatus Capuæ*, RICARDUS *eadem gratia Rex Angliæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, & Comes Andegaviæ, salutem in eo qui dat salutem Regibus.*

CUM pro subventione terræ Jerosolimitanæ, quam peccatis exigentibus ex majori parte paganorum incursus obtinuit, & inimicorum crucis Christi gladius devastavit, susceptum inspirante Domino peregrinationis iter ageremus per terram vestram transitum facientes, apud Messanam Civitatem vestram moram facere compulsi sumus, ventorum & maris & temporis inclementia navigationis nostræ propositum detinente ubi inter populum nostrum & Cives præfatæ urbis seditione casu exorta, damnum hinc inde contigit rerum & virorum; unde visum est pluribus ut ea occasione fraterna inter nos caritas & dilectio turbaretur, curavimus itaque ut decebat peregrinationis nostræ propositum peragere, tum per nos & dilectos & fideles familiares nostros, tum per venerabiles Archiepiscopos vestros, scilicet Ricardum Archiepiscopum Messanensem, & Willielmum Archiepiscopum de Monte Regali, & alios viros venerabiles missos à latere vestro statuimus ut illibatæ pacis inter nos arctius fœdera firmentur, cujus formam duraturam in ævum scripturæ memoria contineret. Promisimus ergo vobis & Regno vestro & toti terræ dominationis vestræ per nos & nostros, terra & mari, pacem perpetuam nos fideliter servaturos, sopitis omnibus quæstionibus quas tum de dotario sororis nostræ Reginæ, tum de rebus aliis quas per nostros nuncios vobis intelligi feceramus. Hoc nihilominus addito quod quamdiu in Regno nostro moram fecerimus, ad defensionem terræ vestræ ubicunque præsentes fuerimus vobis auxilium præstabimus contra quemcunque qui vellet eam invadere, aut vobis bellum inferre. Hujus autem pacis tenorem & formam quam in voto habemus & gerimus in proposito, vobis & vestris illæsa fide servare per Walterum Rotomagensem Archiepiscopum, & Girardum Auxiensem Archiepiscopum, & per Johannem Ebroincensem, & Bernardum Baonicensem Episcopos, & per Jordanum de Humet Constabularium nostrum, & per Willielmum de Curci & per Ricardum de Chamwill, & per Girardum de Talbot, & per Robertum de Sablus, & per alios multos nobiles de familia nostra fecimus juramentis præstitis coram prædictis Archiepiscopis ad hoc ipsum efficiendum à vobis destinatis, & vestris illustribus viris in animam nostram firmare, sicut Capitularis forma continet. Ut pax ista & fraterna dilectio tam multiplici quam arctiori vinculo connectatur, prædictis Curiæ vestræ Magnatibus id ex parte vestra tractantibus, Domino disponente, condiximus inter Arthurum egregium Ducem Britanniæ charissimum nepotem nostrum & hæredem, si forte sine prole nos obire contigerit, & charissimam filiam vestram matrimonium in Christi nomine contrahendum, ut cum ille, Deo propitio, ad nubiles annos pervenerit & vos eam mittetis ad locum ubi pars utraque consenserit, præfatus nepos noster eam, infra XV. dies postquam ad eum venerit, debeat in uxorem legitimam desponsare, aut, si celsitudini vestræ placuerit, eam infra annos nubiles desponsari, prædictus nepos noster, juxta beneplacitum vestrum, id faciet, si summus Pontifex dispensare voluerit. Volentes autem ei tanquam illustri Dominæ & magnifici Regis filiæ dotarium quod convenit designare de Ducatu nepotis nostri, tale dotarium ei ex parte ipsius nepotis nostri paciscimur, & quod ad præsens per præfatos fideles nostros jurari fecimus & ab ipso nepote nostro concedi & à Magnatibus sui Ducatus, Episcopis & aliis viris illustribus jurari faciemus. Pecuniam vero à magnificentia vestra pro matrimonio isto, scilicet XX. millia unciarum auri, nos recepisse ad opus nepotis nostri fatemur hoc pacto interveniente ut si, quod absit, morte alterius interveniente, aut culpa nepotis nostri, aut nostra vel patris ipsius, matrimonium non fieret, nos aut hæredes nostri pecuniam vobis aut vestris hæredibus integram sine difficultate, in loco quo statuerimus, restituemus. Super his videlicet & de pace quam vobiscum firmavimus, & de matrimonio contrahendo & de pecunia restituenda, si forte, prædictis causis accidentibus, matrimonium non exstaret, Dominum Papam & Romanam Ecclesiam in fidejussione ponimus, ut si forte, quod Deus avertat, ex parte nostra pacis integritas frangeretur, potestatem habeat Ecclesia Romana nos & terram nostram districtius cohercere, similiter & ad matrimonium contrahendum potestatem habeat, nos & patrem nepotis nostri constringere, vel, si propter causas prædictas non fieret matrimonium, ad restituendum pecuniam nos aut hæredes nostros aut terram nostram cogere habeat potestatem. Id quoque de fidejussione Romanæ Ecclesiæ nos ita facturos prædictorum virorum nos obligavimus juramentis, sicut Capitularis forma continet quam vobis misimus sigilli nostri appositione signatam; si autem vobis sine hæredibus decedentibus ipse ad Regnum nostrum hæreditario jure pervenerit de Regno nostro tale dotarium illi designamus, videlicet antiquum & consuetum dotarium Reginarum Angliæ.

ANNO 1190.

CCIV.

Jusjurandum RICARDI *Angliæ Regis super Pace servanda* TANCREDO *Siciliæ Regi, totique Regno ejus per terram & Mare.* [JOANNIS BROMTON Chronicon sub RICARDO I. Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1185.]

EGO N. juro super hæc sacrosancta Evangelia quod Dominus meus Ricardus Rex Angliæ ab hac hora in antea servabit pacem Tancredo Regi Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ, & Regno ejus & toti terræ Dominationis ejus pacem perpetuam per se & suos terra & mari; & quam diu Dominus meus Ricardus Rex Angliæ fuerit in Regno Domini Regis Tancredi dabit ei auxilium ad defendendum terram suam ubicunque fuerit in terra Domini Regis Tancredi. Et quod Dominus meus pacem istam manu sua jurabit, si Dominus Tancredus similiter pacem manu sua juraverit. Et si aliquando, quod absit, Dominus meus vellet pacem istam infringere, ego ponam me in captione ipsius Domini Regis Tancredi ubi ipse voluerit. Et hæc omnia Dominus meus Ricardus Rex Angliæ & ego bona fide, & sine fraude tenebimus, sic nos Deus adjuvet, & hæc Sancta Dei Evangelia & Sanctorum reliquiæ, Amen.

CCV.

Literæ RICARDI *Angliæ Regis summo Pontifici* CLEMENTI *datæ; Quibus Pacem inter se, &* TANCREDUM *Siciliæ Regem initam, nec non Matrimonium inter suum Nepotem* ARTHURUM *Britanniæ Ducem, & prædicti Regis filiam, contrahendum significat. Et suam Sanctitatem enixè rogat, quatenus ea firmatæ Pacis servandæ, Matrimonii consummandi, & in casu, quo Matrimonium non fieret, restituendæ ei pecuniæ de-*

11. Nov.

ANNO 1190. 11.Nov. *dotariæ, fidejussionem pro se erga Regem* TANCREDUM *suscipiat. Apud Messanam* 11. *Novemb.* [Chronicon JOANNIS BROMTON sub RICARDO I. Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1186.]

REVERENDISSIMO Domino ac beatissimo Patri Clementi Dei gratia summo Pontifici, Ricardus eadem gratia Rex Angliæ Dux Normanniæ & Aquitaniæ, Comes Andegaviæ, Salutem, & finceræ in Domino devotionis affectum. Justiorem exitum facta Principum sortiuntur cum à Sede Apostolica robur & favorem accipiunt & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ consilio diriguntur. Proinde dignum duximus ad notitiam Beatitudinis vestræ transmittere, quæ inter nos & Dominum Tancredum illustrem Siciliæ Regem publico nuper & admodum sunt necessario celebrata contractu; sane dilectionem fraternam & pacem perpetuam cum eo firmavimus, quam magnatum nostrorum Archiepiscoporum, & aliorum virorum illustrium juramentis ei & suis, & Regno suo & toti terræ suæ Dominationis nos illibata fide promisimus servaturos. Cum ipso etiam pacis & amicitiæ fœdus arctiori adhuc vinculo astringentes, inter Arthurum egregium Ducem Britanniæ charissimum nepotem nostrum & hæredem, si nos decedere sine prole contigerit, & illustrem filiam ejus in matrimonium, Domino volente, condiximus contrahendum, quod, Domino largiente, debitam consummationem accipiet, cum illustris puella nubiles annos attigerit, aut prædicto Domino Regi Tancredo placuerit ut infra nubiles annos illa in uxorem nepoti nostro desponsanda tradatur, nos ipsum nepotem nostrum hoc factorum concessimus, si Sancta Romana Ecclesia decreverit super hoc dispensare. Pecuniam verò quam pro matrimonio ipso ad opus nepotis nostri ab eodem Domino Rege recepimus XX. millia uncias auri, si forte, quod absit, morte interveniente alterius aut culpa nostra, aut nostri nepotis, aut patris ipsius, matrimonium non staret, nos aut hæredes nostri ipsi Domino Tancredo vel hæredibus suis ex integro restituemus, præstitis super hoc juramentis ex parte nostra, vel restituent. Ut igitur tenor pacis initæ & iniciati matrimonii fides cum integritate debita ex parte nostra & nepotis nostri servetur, sicut ipsi Domino Tancredo, interposita jusjurandi religione, firmavimus, Sanctitatem vestram & Sanctam Romanam Ecclesiam obnixe rogamus, quatinùs & firmatæ pacis servandæ perpetuo & matrimonii consummandi, vel, si ex prædictis causis matrimonium ipsum non fieret, restituendæ pecuniæ Sancta Sedes Apostolica fidejussionem pro nobis suscipiat erga Dominum Tancredum & hæredes ipsius. Cujus fidejussionis onus ut confidenter nobiscum Romana Ecclesia suscipiat, præsentium literarum testimonio vobis & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ concedimus liberam potestatem nos, & hæredes nostros, & terram nostram districtius cohercere. Si contra pacem præfatam venerimus, vel, prædictis causis matrimonio non secuto, nos aut hæredes nostri solutionem negaremus, ad honorem utriusque Regni vestra novit Beatitudo spectare, si mediante Romana Ecclesia pacis pariter & matrimonii bonum ad congruum finem deveniat, inde multiplex in futurum utilitas consequatur. Testibus nobis XI. die Novembris apud Messanam.

CCVI.

Testament & Disposition de PHILIPPE II. *surnommé le* Conquerant *ou* Auguste, *pour le Gouvernement de ses Etats pendant son voyage de la Terre sainte. Fait à Paris, l'an* 1190. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 2.]

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis Amen.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, Officium Regium est subjectorum commodis modis omnibus providere, & suæ utilitati publicam anteferre. Quoniam igitur summo desiderio votum peregrinationis nostræ ad Sanctæ Terræ subventionem totis viribus amplectimur. Idcirco consilio Altissimi ordinare decrevimus, qualiter in absentiâ nostrâ Regni negotia, quæ agenda erunt tractari debeant, & vitæ nostræ, si quid in via humanitùs accideret, extrema disponi. Imprimis igitur præcipimus, ut Baillivii nostri per singulos Præpositos in potestatibus nostris ponant quatuor homines prudentes, legitimos & boni testimonii, sine quorum, vel duorum ex eis ad minùs, consilio, negotia vitæ non tractentur, excepto quod Parisius sex homines probos & legitimos constituimus, quorum nomina sunt hæc T. A. E. R. G. H. Et in terris nostris, quæ propriis nominibus distinctæ sunt, Baillivos nostros posuimus, qui in Bailliviis suis singulis mensibus ponent unum diem, qui dicitur Assisia, in quo omnes illi qui clamorem faciant, recipient jus suum per eos & justitiam, sine dilatione, & nos nostra jura & nostram justitiam, & fore-facta, quæ propria nostra sunt ibi scribentur. ANNO 1109.

Præterea volumus & præcipimus, ut charissima Mater nostra A. Regina statuat cum charissimo avunculo nostro & fideli Guilelmo Rhemensi Archiepiscopo singulis quatuor mensibus unum diem Parisius, in quo audiant clamores hominum Regni nostri, & ibi eos finiant ad honorem Dei & utilitatem Regni. Præcipimus insuper, ut ante ipsos eo die sint de singulis villis nostris & Ballivii nostri, qui Assisias tenebunt, ut coram eis recitent negotia terræ nostræ. Si autem aliquis de Baillivis deliquerit, præterquam in murtro, raptu, vel homicidio, vel proditione, & hoc constabit Archiepiscopo & Reginæ & aliis qui aderunt, ut audiant forefacta Baillivorum nostrorum, præcipimus eis, ut nobis singulis annis, & hoc ter in anno litteris suis nobis duobus prædictis significent, quis Baillivius deliquerit & quid fecerit, & quid acceperit, & à quo pecuniam vel munera vel servitium, propter quid homines nostri jus suum amitterent, vel nos nostrum. Similiter de Præpositis nostris significent nobis Baillivi nostri; Baillivios autem nostros non poterunt amovere Regina & Archiepiscopus à Bailliviis suis, nisi pro murtro, vel raptu, vel homicidio, vel proditione, vel Baillivii Præpositos, nisi pro aliquo istorum. Nos autem in Consilio Dei talem faciemus de eo vindictam, postquam prædicti viri nobis rei veritatem nuntiaverint, per quam alii non immeritò poterunt deterreri. Similiter Regina & Archiepiscopus de statu Regni nostri & negotiis ter in anno significent.

Si forte contingeret Sedem Episcopalem vel aliquam Abbatiam Regalem vacare, volumus, ut Canonici Ecclesiæ, vel Monachi Monasterii vacantis veniant ad Reginam & Archiepiscopum, sicut ante nos venirent, & liberam Electionem ab eis petant. Et nos volumus, quod sine contraditione eis concedant, nos verò tam Canonicos, quàm Monachos monemus, ut talem Pastorem eligant, qui Deo placeat, & utilis sit Regno. Regina autem & Archiepiscopus tam diu Regalia manu sua teneant, donec Electus consecratus sit vel benedictus, & tunc regalia sine contradictione ei reddantur. Præterea præcipimus, quod si præbenda vel beneficium aliquod Ecclesiasticum vacaverit, quando regalia in manu nostra venient, secundum quod melius & honestius poterunt Regina & Archiepiscopus Viris honestis & literatis Consilio Fratris (*a*) BERNARDI conferant. Salvis tamen donationibus nostris quas per literas nostras patentes quibusdam fecimus. Prohibemus etiam omnibus Prælatis Ecclesiarum & hominibus nostris, ne taliam vel totam donent, quandiu in servitio Dei erimus; si verò Dominus Deus de nobis faceret voluntatem suam, & nos mori contingeret, districtissimè omnibus hominibus terræ nostræ, tàm Clericis, quàm Laïcis, ne taliam vel totam donent, donec Filius noster, quem Deus servitio suo sanum & incolumem conservare dignetur, veniat ad ætatem, in qua gratia Sancti Spiritus possit regere Regnum.

(*a*) C'étoit un Hermite dévot, qui demeuroit au Bois de Vincennes.

Si autem aliquis filio nostro vellet movere guerram, & redditus sui, quos habet, non sufficerent, tunc omnes homines nostri adjuvent eum de corporibus suis & averiis, & Ecclesiæ tale faciant ei auxilium, quale solitæ sunt facere nobis; Præpositis insuper nostris & Baillivis prohibemus, ne aliquem hominem capiant, neque averium suum, quandiu bonos fidejussores dare voluerit de justicia prosequenda in Curia nostra, nisi pro homicidio, vel murtro, vel raptu, vel proditione. Præterea præcipimus, quod omnes redditus nostri & servitia & obventiones afferentur Parisius per tria tempora, primò ad festum Sancti Remigii, secundò ad Purificationem Beatæ Virginis, tertiò ad Ascensionem; & tradetur Burgensibus nostris prædictis, & P. Mareschallo, si contingeret aliquem ex eis mori, G. de Galiandia alium in loco ejus substitueret. In receptionibus averi nostri Adam Clericus noster præsens erit, & eas scribet, & singuli habeant singulas claves de singulis archis, in quibus reponetur averum nostrum in templo, in templum unum. De toto averum tantum nobis mittetur, quantum litteris nostris mandavimus. Si in via, quam facimus, nos mori contingeret, præcipimus, quod Regi-

ANNO 1190. gina & Archiepiscopus Parisiensis & Abbates Sancti Victoris & de Sandenisio, & Frater G. Thesaurum nostrum in duas partes dividant; unam medietatem pro arbitrio suo distribuant ad Ecclesias reparandas, quæ per guerras nostras destructæ sunt, ita quod servitium Dei possit in eis fieri. De eadem medietate donabuntur illis, qui per tallias nostras aponati sunt. Et iidem dabunt residuum illis quibus voluerint, & quos magis egere crediderint ob remedium animæ nostræ, Genitoris nostri Regis Ludovici, & Anticessorum nostrorum. De alterâ medietate præcipimus custodibus averi nostri & omnibus hominibus Parisiensibus, quod eam custodiant ad opus filii nostri donec ad ætatem veniat, in qua Consilio Dei & sensu suo possit regere regnum. Si autem tam nos quàm filium nostrum mori contingeret, præcipimus, quod averum nostrum per manum prædictorum pro animâ nostrâ & filii pro arbitrio suo distribuatur. Quam citò etiam certum esset de morte nostrâ, volumus, quod averum nostrum ubicumque foret ad domum Episcopi Parisiensis portaretur, & ibi custodiretur & postea de eodem fiet, quod disposuimus.

Præcipimus etiam Reginæ & Archiepiscopo, ut omnes honores, qui, dum vacant, pertinent ad donationem nostram, quoad honestè poterunt retinere, sicut Abbatiæ nostræ & Decanatus, & aliæ quædam Dignitates, in manu suâ teneant, donec à servitio Dei redierimus. Ut quos retinere non poterunt, donent secundùm Deum, & assignent Consilio Fratris G. & hoc facient ad honorem Dei & utilitatem Regni. Si autem in via moriemur, volumus, ut honores & dignitates Ecclesiarum donent illis quos magis dignos viderint.

Quod ut firmum & stabile permaneat, præsentem paginam sigilli nostri autoritate & Regii nominis charactere inferius annotato præcipimus confirmari. Actum Parisius, Anno Verbi Incarnati, millesimo centesimo nonagesimo, Regni nostri, anno undecimo. Astantibus in Palatio nostro quorum nomina supposita sunt & Signa. S. Comitis Tebaldi Dapiferi nostri. S. Guidonis Butriculari. S. Mathei Camerarii. S. Radulphi Constabularii. Data vacante Cancellaria.

CCVII.

1. Sept. *Privilegium à* Boemundo *Principe Antiochiæ,* Communitati Januensi *concessum, de libertate per totam suam terram in* Antiochia, Laodicea & Gabulo *commercia exercendi & quidem (quantum conjicere licet) absque ullo Teloneo vel Gabella. Actum est hoc Privilegium anno Christi* 1190. *Indict.* 8. *die* 1. *Septembr.* [Ferdin. Ughelli Italia sacra Tom. IV. Tit. *Januenses Archiepiscopi* col. 1215. prior. Edit. *Rom.* & col. 878. ult. *Venet.* A°. 1719.]

In Nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis, Patris, & Filii & Spiritus Sancti.

NOtum sit omnibus in Christo fidelibus quod ego Boamundus Princeps Antiochiæ Raymundi bonæ memoriæ Principis filius voluntate, & concessione Dominæ Sibyllæ Principissæ uxoris meæ, & omnium hæredum meorum dono & concedo Consulatui Januensium, & toti terræ Januensis Communitatis hanc libertatem per totam terram meam in Antiochia, Laodicia, Gabulo, & in alia terra, si eam per Dei voluntatem conquisiero, ut de omnibus illis rebus, sive mercimoniis, quæ veniunt ad commune nullam omnino in eundo & redeundo, in vendendo, & emendo reddatur Curiæ principali consuetudine. Hanc libertatem ut dixi per totam meam terram eis concedo, & per hoc Privilegium confirmo, quod ut ratum sit, & de cætero inconcussum permaneat, sigilli mei principalis impressione muniri præcepi & subscriptis testibus corroborari. Hujus rei testes sunt Hugo de Logiis, Petrus de Basardo, Oliverius Comasti, Bartholomæus Mareschalcus, Odo de Maira, Hugo de Cordubo, Guillelmus de S. Paulo tunc temporis Dux Antiochiæ. Actum est hoc Privilegium anno Incarnationis Dominicæ M. C. XC. Indict. 8. prima die mensis Septembris. Datum per manum Auberti Tharsensis Archiepiscopi, & principalis Curiæ Cancellarii. Ego Joannes Amici de Suxilia auctoritate Imperiali Notarius authenticum præsentis Privilegii vidi, & legi bullatum Bulla plumbea pendenti cum seto vermilio, sanum, & integrum tam in charta, & litera, quam Bulla ex seto non cancelatum, non abolitum, non vitiatum, non corruptum, & sicut in eodem continebatur authentico, sic hic fideliter scripsi, de mandato nobilis viri Domini Guillelmi Auriæ Potestatis, & Vicecomitis Januensium in cæteris partibus cismarinis, nihil addito, vel diminuto, quod mutet sensum vel variet intellectum. Ad hoc ut præsens Transsumptum perpetuò velut Originale robur firmitatis obtineat, in ipsa quoque Bulla scripta erat ab una parte imago militis armati super equo sedentis, tenentis vexillum in manu cum litteris circumferentibus, dicentibus post signum Crucis Boemundus Princeps Antiochenus, ab alia parte sculptæ erant imagines Sanctorum Petri, & Pauli cum nominibus eorum, & ad majorem cautelam præsens Transsumptum cum Originali prædicto coram venerabilibus Patribus Domino fratre Bonacursio de Ordine Prædicatorum Dei gratia Archiepiscopo Tyrensi, Domino Bartholomæo Dei gratia Episcopo Berithensi, & nobili, & egregio viro Domino Joanne de Montforti Domino Tyri & Thoronis, in hujus rei testimonium huic præsenti publico Instrumento ipsorum sigilla duximus apponenda.

ANNO 1190.

CCVIII.

16. Oct. *Tractatus permutationis inter* Ricardum *Angliæ Regem, & Archi-Episcopum Rothomagensem* Walterum. *Quo dictus Archi-Episcopus, cum consensu summi Pontificis, & Ecclesiæ Rothomagensis, præfato Regi, ejusque hæredibus Villam seu Manerium de* Andeli, *cum Castello de* Riepe, *& omnibus pertinentiis concedit, exceptis tamen Ecclesiis, Præbendis, Feudis militum, & aliis sibi reservatis; Et vicissim Archi-Episcopo Villæ de* Diepe *& de* Buteiles *cum omnibus pertinentiis, exceptis Eleemosynis in Manerio de* Diepe, *assignantur. Actum apud Rothomagum* 16. *Octobris anno* 1190. [Imagines Historiarum, Auctore Radulfo de Diceto; inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à Rogero Twisden editos, col. 698.]

RIcardus Dei Gratia Rex Angliæ, Dux Normanniæ, Aquitaniæ, Comes Andegaviæ, Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Prioribus, Comitibus, Baronibus Justiciis, Senescallis, Vice-Comitibus, Præpositis, Ministris & omnibus Baillivis & fidelibus suis Salutem.

Cum sacrosancta Ecclesia Sponsa sit Regis Regum & unica dilecta illius per quem Reges regnant & Principes gubernacula possident, tanto ampliorem ei volumus devotionem & reverentiam exhibere, quanto certius non regiam tantum sed omnem à Domino Deo esse credimus potestatem. Unde sicut venerabilis Rothomagensis Ecclesia, quæ inter universas terrarum nostrarum plurima celebritate dinoscitur enitere, pro rerum necessitate vel temporum nostris ducit utilitatibus opportuna diligentia consulendum: sic nos ejusdem Matris nostræ commodis & augmentis digna compensatione dignum ducimus respondere. Sane Villa de Andeleio quibusdam aliis adjacentibus locis quæ erant Rothomagensis Ecclesiæ minus sufficienter firmatis, inimicis nostris in terram nostram Normanniæ per eadem loca patebat ingressus, per quæ incendiis & rapinis nec non & aliis hostilitatis sævitiis in eandem terram nonnunquam licentius grassabantur. Quodcirca venerabili Patri nostro Waltero Archiepiscopo & Capitulo Rothomagensi debitum habentibus ad nostra & prædictæ terræ nostræ damna respectum facta est permutatio inter Ecclesiam Rothomagensem & Archiepiscopum Rothomagensem Walterum ex una parte & nos ex altera parte de Manerio de Andeli in hac forma. Scilicet quod idem Archiepiscopus, de conscientia & voluntate Domini Papæ Cœlestini tercii & de assensu Capituli Rothomagensis Ecclesiæ, & Coepiscoporum suorum, & Cleri ejusdem Archiepiscopatus, concessit & in perpetuum quietum clamavit nobis & hæredibus nostris prædictum Manerium de Andeli cum novo Castello de Rupe, & cum foresta & cum omnibus pertinentiis aliis & libertatibus suis, exceptis Ecclesiis & Præbendis & Feodis militum, & excepto Manerio de Fraxinis cum pertinentiis suis: quæ omnia idem Archi. Ecclesiæ Rothomagensi & sibi & successoribus suis retinuit cum omnibus libertatibus & liberis consuetudinibus suis, & cum omni integritate sua imperpetuum. Ita quod tam Milites quam

ANNO 1190. Clerici & omnes homines tam de Feudo militum, quam de Præbendis sequentur molendina de Andeli sicut consueverunt & debent, & moltura erit nostra; Archiepiscopus autem & homines sui de Fraxinis molent ubi idem Archiepiscopus volet. Et si noluerint molere apud Andeli dabunt molturas suas sicut alii ibidem molentes. In excambium autem prædicti Manerii de Andeli cum pertinentiis, concessimus & in perpetuum quieta clamavimus Ecclesiæ Rothomagensi, & prædicto Archiepiscopo, & successoribus suis omnia molendina quæ nos habuimus Rothomagi quando hæc permutatio facta est, integre cum omni sequela & moltura sua sine aliquo retinemento eorum quæ ad molendina pertinent vel ad molturam, & cum omnibus libertatibus & liberis consuetudinibus quas solent & debent habere; Nec alicui alii licebit molendinum ibidem facere ad detrimentum prædictorum molendinorum; Et debet Archiepiscopus solvere Elemosinas antiquitus statutas de ejusdem molendinis. Concessimus eis Villam de Diepe & Villam de Buteiles cum omnibus pertinentiis & libertatibus & liberis consuetudinibus suis, exceptis elemosinis constitutis in Manerio de Diepe à nobis & antecessoribus nostris, quarum summa est CCCLXXII. libr. Andegavensium, quæ debent solvi per manum prædicti Archiepiscopi & successorum suorum his quibus assignatæ sunt. Concessimus eidem Manerium de Loures cum omnibus pertinentiis & libertatibus & liberis consuetudinibus suis cum ministerio de Loures, salvis ad opus nostrum venatione nostra & destructione Forestæ; ita tamen quod non sit in regardo. Concessimus etiam eis totam Forestam de Alihermont, cum feris & omnibus aliis pertinentiis & libertatibus suis sicut eam habuimus. Hæc autem omnia in excambium prædicti Manerii de Andeleio, cum prædictis pertinentiis data habebunt Ecclesia Rothomagi, & prædictus Archiepiscopus & successores sui in perpetuum & cum omnibus libertatibus & liberis consuetudinibus suis sicut prædictum est. Homines autem prædicti Archiepiscopi de præfato excambio habebunt omnes libertates & liberas consuetudines quas habuerunt homines de Andeleio, dum Manerium illud esset in manu ipsius Archiepiscopi. Hæc etiam omnia quæ idem Archiepiscopus in loco excambio recepit, warantizabimus nos & hæredes nostri Ecclesiæ Rothomagi, & prædicto Archiepiscopo & successoribus suis in perpetuum contra omnes homines. Ita quod si aliquis excambium aliquod est recepturus pro aliquo prædictorum, quæ memoratus Archiepiscopus hic recepit, nos vel hæredes nostri faciemus illud excambium, & Ecclesia Rothomagi hæc omnia prædicta in perpetuum pacifice possidebit. Nos vero, quantum potest Rex, excommunicamus, & concedimus quod incurrat indignationem Dei omnipotentis quicumque contra hoc facinus venerit. Testibus his, Huberto Cantuariensi Archiepiscopo, Johanne Wigornensi, Hugone Conventrensi, Savarico Batonienſi, Henrico Bajocensi, Lisardo Sagiensi, Willielmo Lexoviensi, Willielmo Const. Episcopis; Willielmo Abrincensi electo, R. Sanctæ Trinitatis de Monte Rothomagi, Reginaldo Sancti Wandregeri, Victore Sancti Georgii, Arturo ulterioris Portus, Osberto de Pratellis, de Augo, de Cornevill, Abbatibus; Johanne Comite de Maritonio, Otone Comite Pictavensi, Radulpho Comite de Albemarla, Radulfo Comite de Augo, Willielmo Marescallo Comite de Striguil, Willielmo Filio Radulfi Senescali Normanniæ, Roberto de Tum. Senescalo Andegaviæ, Willielmo de Humet Constabulario Normanniæ, Hugone Brun, G. de Lisinnan, Willielmo de Rupibus, Radulpho de Tancarvilla, W. Martel, Radulpho Tessun, G. de Sai, Giliberto filio Reinfredi, Roberto de Harecort, & multis aliis. Data per manum Electi E. vices Cancellarii tunc agentis apud Rothomagum anno ab Incarnatione Domini M. C. XC. 16. die Octobris, anno Regni nostri octavo.

honeste conveniunt, tanto libentius compositioni eorum præsidium Apostolicum impartimur, quanto per hoc neutrum lædimus, & amplius utrumque juvamus. Intelleximus siquidem tam ex litteris tuis quam charissimi in Christo filii nostri Ricardi Angliæ Regis illustris, & plurium aliorum, quod super discordia quæ inter te & eundem Regem super Villam Andeliaci, cum rupe ac insula mota fuerat, Regia Serenitas Evangelicum illud attendens, *qui se humiliat exaltabitur*, & quanto major es humilia te in omnibus, humiliavit magnificentiam suam & severitatem Regiam passus est emolliri, ut, ad honorem ejus cui servire regnare est, amicabilem tecum compositionem iniret, & in utilitatem Rothomagensis Ecclesiæ Molendina quæ habuit apud Rothomagum, cum Villis de Diepa, & Boteiles, & Manerio de Loures, cum omnibus pertinentiis, & libertatibus suis & Ministro de Loures, & Foresta de Alihermont, sicut in Autentico ejusdem Regis confecto exinde plenius continetur, tecum perpetuo commutaret. Nos igitur permutationem ipsam, sicut amicabiliter facta est, & ab utraque parte recepta, & Autentico ipsius Regis exprimitur, auctoritate Apostolica confirmamus, & præsentis Scripti patrocinio communimus. Ad majorem autem hujus nostræ Confirmationis evidentiam, Autenticum ipsum de verbo ad verbum nostris duximus litteris exprimendum, quod tale est. &c.

ANNO 1191.

CCIX.

1191. *Confirmationis Literæ* INNOCENTII *Papæ super permutatione inter* WALTERUM *Archiepiscopum Rothomagensem &* RICARDUM *Angliæ Regem facta.* [Imagines Historiarum Auctore RADULFO DE DICETO, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 701.]

CUM emergentium litigia quæstionum vix possint sine alterutrius litigantium læsione judicialiter diffiniri, sed quando partes inter se super mota quæstione

CCX.

Bulla Pabſts COELESTINI III. an den Meiſter des Hoſpitals St. Mariæ zu Jeruſalem / Heinrico von Waldpot / wodurch er den angefangenen Orden beſtättiget / ſolchem die Reguln St. Auguſtini vorſchreibt / und den Nahmen Brüder des Teutſchen Hauſes des Spitals zu Jeruſalem St. Mariæ Ordens gegeben. zu Rom bey S. Johannis Lateran den 12. Februarii 1191. [LEHMANNI, Chronicon Spirenſe Lib. V. Cap. 77. pag. 511. col. 2.] 12. Fev.

C'eſt-à-dire,

Bulle du Pape CELESTIN III. *adreſſée à* HENRI DE WALPOT *Maître des Hospitaliers de Ste. Marie de Jeruſalem, par laquelle il confirme leur Inſtitution, ſous le Nom de la Maiſon Teutonique, des Freres Hospitaliers de Sainte Marie de Jeruſalem, & leur donne la Regle de St.* AUGUSTIN *avec l'habit blanc & la Croix noire. à Rome à St. Jean de Latran le* 12. *Fevrier* 1191.

COELESTINUS ein Biſchoff und Knecht der Diener Gottes / Unſerm geliebten Sohn Henrico von Waldpott / Meiſtern des Hoſpitals S. Mariæ zu Jeruſalem auch ſeinen Mitbrüdern in der Liebe Gottes und brüderlichen Treu verſamlet / jetzigen und zukünfftigen / Päpſtliche Benedeyung und Einigkeit H. Röm. Kirchen / deren wir unwürdiges Haupt ſind / Unſern in Gott geliebten Kindern / die jetzund in dem Heil. Land wider die Feinde des Creutzes Chriſti ſtreiten. Nachdeme wir vernommen haben / wie ihr einen Chriſtlichen Stand / nach laut des H. Evangelii / angefangen habet / als nemlich der Kranckẽ zu warten / und in Nöthen wider die Heyden zu ſtreiten / in welchen ihr bißhero beſtändig erfunden worden. Als haben wir von vieler Leut Liebe wegen ſolches beſtättigt / euch in den Stand der Vollkommenheit geſetzet / und des H. Auguſtini Regul / mit allen Statuten, die ihr werdet mit der Zeit der Vollkommenheit machen / ſamt dem Namen / Brüder Teutſchen Hauſes des Spitals zu Jeruſalem S. Mariæ Ordens / gegeben / in dem Namen des Vatters / des Sohns und des H. Geiſtes / Amen! verhoffend / daß ihr mit euren Nachkommlingen / Gottes und der Röm. Kirchen Lob und Ehr vermehren werdet. Geben zu Rom bey S. Johannes Lateran den 12. Tag Februarii unſers Pabſthums im Erſten und nach Chriſti Geburt im 1191. Jahr.

CCXI.

Traité entre BRUNON *Archevêque de Cologne & ſes Sujets, &* HENRI *Duc de Lorraine, fait en l'année* 1193. *& confirmé par* ADOLPHE *Archevêque de Cologne en* 1203. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum, Lib. II. Cap. LXXXIII. pag. 509. DYNTER, Chroniques de Brabant, Liv. IV. pag. 146.] 1193. COLOGNE ET LORRAINE.

In

ANNO 1193.

In nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis.

BRUNO, Dei gratia, Colonienſis Archiepiscopus, omnibus fidelibus in perpetuum. Notum facimus univerſis, ad quos hæc ſcriptura pervenerit, quòd nos & Priores noſtri, tam liberi quàm miniſteriales, nec non & cives, cum HENRICO Illuſtri Lotharingiæ Duce & hominibus ejus, veram amicitiam & perpetuum fœdus contraximus: ita videlicet ut in omnibus noſtris juſtitiis contra omnem hominem ad invicem nobis fideliter aſſiſtamus, & ſi neceſſitas ingrueret, promptum mutuò nobis ferre debeamus auxilium. . . . .

Nos autem, ne hæc oblivione deleri poſſent, hanc paginam conſcribi, & tam noſtro quàm B. Petri ſigillo juſſimus communiri: ita videlicet ut unum ſcriptum in B. Petri armario Colonienſi, alterum verò in Eccleſia Lovanienſi reponatur, perpetuò ſi opus fuerit inveniendum. Acta ſunt hæc anno Domini milleſimo centeſimo nonageſimo tertio, Pontificatus noſtri anno ſecundo.

*Lettre Patente d'*ADOLPHE *Archevêque de Cologne, donnée en* 1203.

In nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis.

ADOLPHUS divina favente clementia ſanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiscopus, cunctis Chriſti fidelibus in perpetuum. Notum facimus præſentibus & futuris quòd ab antiquo inter Eccleſiam Colonienſem & Archiepiscopum ex una parte, & Ducem Lotharingiæ & terram ſuam ex altera parte confœderata eſt dilectio & confirmata confœderatio.

Placuit igitur nobis & Duci Henrico conſanguineo noſtro iſtam dilectionis confœderationem innovare, & tam in nobis, quàm in ſucceſſoribus noſtris perpetua firmitate corroborare. Hujus rei teſtes ſunt,

Engelbertus Major Præpoſitus.
Udo Major Decanus.
Gerardus Sanctenſis Præpoſitus.
Bruno Bonnenſis Præpoſitus.
Theodoricus Præpoſitus S. Cuniberti.
Theodoricus Præpoſitus S. Andreæ.
Theodoricus Præpoſitus S. Gereonis.
Theodoricus Præpoſitus SS. Apoſtolorum.
Magiſter Oliverius, Bruno de Benſchem.
Godefridus Notarius.
Otto Comes Gelrenſis, Puer de Clivo.
Guilielmus Comes Juliacenſis.
Henricus Comes de Seyne.
Gerardus Comes de Are.
Lotharius Comes de Hoeſtade.
Henricus Comes de Keſſele.
Adulphus Comes de Monte.
Arnoldus Comes de Altena.
Arnoldus Comes de Mercka.
Godefridus Comes de Arneberch.
Henricus Comes Tecleburch, Otto de Wickerode.
Everardus de Arberch, Rutgerus de Merehem.
Giſelbertus de Breme, Rutgerus Stanule.
Hermannus Advocatus Colonienſis.
Henricus de Volunſtene, Henricus de Axphain.
Hermannus de Alvetre, Otto Camerarius.
Henricus de Renſchem, Henricus de Vuchtrich.
Theodoricus de Erenpoorte, Joannes, Matthias, & alii quàm plures.

Acta ſunt hæc anno milleſimo ducenteſimo tertio.

CCXII.

Janvier. (1) *Conventio facta inter* JOHANNEM *Comitem Moreſti Fratrem* RICHARDI *Regis Angliæ, poſtea factum Regem Angliæ & dictum* JOHANNEM ſine Terra; *& Regem Galliæ* PHILIPPUM Auguſtum, *quæ continet partitionem complurium magnarum Terrarum. Pariſ. Januario menſe Anno Incarnationis* 1193. [Tiré des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge, Vol. LV. pag. 1.]

(1) Cette Convention ſe trouve auſſi dans LEIBNITZ *Cod. Juris Gent. Diplom. Part.* I. pag. 4. mais avec beaucoup de différence. [DUM.]

ANNO 1193.

JOANNES Comes Moreſti univerſis ad quos præſentes Litteræ pervenerint, ſalutem. Noverit univerſitas veſtra quod tales conventiones factæ ſunt inter me & chariſſimum Dominum meum Philippum Regem Franciæ, quod ipſe debet habere in perpetuum in Normannia totam terram, quæ eſt citra Sequanam; & ab eo loco ubi Sequana cadit in mare usque Franciam, ſicut Sequana currit, & ex parte Normanniæ in qua ſitum eſt Rothomagum.

Præterea Rex Franciæ debet habere vallem Rotholii cum Caſtello & cum pertinentiis ſuis, & totam partem Normanniæ quæ eſt citra Fluvium Iton ſicut idem fluvius currit usque ad Chesnebrum, cum ipſo Chesnebro, & cum pertinentiis ſuis, & Caſtrum Verrolii cum pertinentiis ſuis, & Civitatem Ebroicenſem cum pertinentiis ſuis & etiam aliis caſtellis & terris citra Iton.

In Turonia vero debet habere Rex Franciæ Civitatem Turonenſem & pertinentia usque ad Arras, & Feodum montis Trictardi & Ambaſiæ, & præterea montem Baſonem cum pertinentiis ſuis; Caſtellum vero de Lochis cum pertinentiis ſuis, & Caſtellum de Caſtellione cum pertinentiis ſuis, & Caſtellum de Burençois cum pertinentiis ſuis Regi Franciæ remanebunt in perpetuum.

Comes vero Ludovicus Conſanguineus meus habebit Caſtellum de Troa & de la Chaſtre, cum pertinentiis ſuis, & Feodos de Freteval & de Vandosme.

Comes vero Pertici habebit in Normannia Caſtella de Molins & Bonmolins cum pertinentiis ſuis.

Comes vero Engolismi tenebit terram ſuam à Rege Franciæ, illam ſcilicet de qua fecit ei homagium, à me vero tenebit aliam terram quam à me tenere debet.

Ego vero faciam pacem cum Comite Sancti Egidii ad laudem & conſilium Regis Franciæ. Philippo etiam de Giemo dabo de terra mea quam conquiram ad laudem & conſilium Regis Franciæ.

Eccleſia vero Beati Martini Turonenſis habebit in Pictavia & Andegavia, & Turonia, & Cœnomania, Jura & Libertates, & Conſuetudines ſuas ſicut tempore Gaufridi Comitis Andegaviæ & ſicut tempore Willelmi Comitis Pictaviæ habuit.

Ego vero habebo Civitatem Rothomagenſem, & duas leucas circa Rothomagum, totam terram Normanniæ, præter ſupradictam, quæ ſupraſcripta eſt, quam Rex Franciæ debet habere, & totam terram Cœnomaniæ & Andegaviæ, & totam terram Aquitaniæ & in Turonia totam terram præter illam quam Rex Franciæ, & Comes Ludovicus Nepos meus debent in Turonia habere, ſicut ſupradictum eſt.

De prædictis vero terris ego Regi Franciæ & ſucceſſoribus ſuis Regibus Franciæ faciam ſervitia & Juſtitias in Curia ſua pro ſingulis Feodis, unusquisque Feodus aportat, ſicut anteceſſores mei anteceſſoribus ſuis fecerunt, & ſi duos heredes, aut plures habuere, unusquisque eorum a Rege Franciæ teneret illam Baroniam quam ipſe haberet.

De illis vero qui cum Rege Franciæ (a) feodus auxilii inibunt, ſic erit, quod ego dabo eis terram ad laudem & conſilium Regis Francorum. Si autem Richardus Rex Angliæ frater meus cum Rege Franciæ faceret pacem, & pro ipſo offerret mihi pacem, ego ſine voluntate Regis Franciæ cum Rege Angliæ pacem facere non poſſem; & ſi Rex Franciæ faceret pacem cum Rege Angliæ ipſe faceret mihi pacem erga Regem Angliæ; ita quod ego terram quam haberem pro pace citra mare, tenerem à Rege Franciæ ſi poſſet. Quod ſi non poſſet, Conſilium ejus eſſet quod hujusmodi pacem facerem, ſcilicet quod eam terram quam haberem pro pace à Rege Angliæ, ita eam tenerem ab eo quod pro nulla cauſa venirem ad ſummonitionem ejus, ſed ſemper per Advocatum aut per Nuntium abſens agerem vel responderem, & ratum ibi facerem per Advocatum, aut per Nuntium meum, aut ad acquirendum, aut perdendum, tamquam ſi ibi præſens eſſem, nec compellerer ire in Exercitum vel Equitatum, ſed mitterem milites quot ordinatum fuerit in pace quando pax fiet.

(a) *Pent être,* fœdus.

Comes autem Ludovicus Nepos meus tenebit à Rege Franciæ in Feodum & homagium Caſtella de Troa, & de la Chaſtre, cum pertinentiis ſuis, & Feodos de Freteval & de Vandosme.

Comes vero Pertici tenebit a me Molins & Bonmolins.

Præterea Rex Franciæ conceſſit amico & fideli ſuo Hugoni Conſtantienſi Episcopo quod ſi pacem fecerit cum Richardo Rege Angliæ Fratre meo dictum Episcopum in pace ſua mittet, ita quod idem Episcopus Eccleſiam ſuam Conſtantienſem habebit, & poſſeſſiones &

ANNO 1193. jura ad ipſam pertinentia ita libere & pacifice ſicut ante guerram habebat; & ſi Rex Angliæ non teneret ei pacem quæ fieret, Rex Franciæ tantum ei faceret, tamquam ſi Rex Angliæ pacem Regi Franciæ infringeret.

Ego vero in propria perſona juravi, quod ego omnes prædictas conventiones obſervabo, & bona fide, & ſine malo ingenio eas tenebo.

Rex autem Franciæ Bartholomæum de Roya, Militem ſuum fecit jurare quod ipſe bona fide & ſine malo ingenio omnes prædictas conventiones obſervabit.

Quod ut ratum ſit & inconcuſſum præſentem paginam ſigillo meo confirmo.

Actum Pariſiis Anno incarnati Verbi milleſimo centeſimo nonageſimo tertio, menſe Januario.

Et ſont lesdictes Lettres deſſus transcrittes ſcelées en lacs de ſoye rouge pendant au reply d'un ſcel de cire blanche, auquel eſt empraint une figure d'un homme armé eſtant a cheval, tenant une eſpée nue en main, & en la circonference dudit ſcel eſt ecrit:

Sigillum JOHANNIS Filii Regis Angliæ, Domini Hiberniæ.

Et au dos desdictes Lettres eſt escrit:

Littera JOANNIS Comitis Moriſtaniæ, Fratris RICHARDI Regis Angliæ, ſuper Conventionibus quas habuit cum Domino Rege PHILIPPO.

CCXIII.

17. Fevr. L'EMPIRE ET L'ANGLETERRE. *Bulle d'Or, pour l'accommodement entre* HENRI VI. *Empereur, &* RICHARD I. *Roi d'Angleterre, ſon priſonnier, qui lui donne pour ſa rançon cent mille marcs d'argent. Fait à la Diéte d'Haguenau le* 17. *Février* 1193. [GOLDAST. Tom. III. pag. 364. BARONIUS, Tom. XII. pag. 1075. num. 22.]

HENRICUS Dei gratia Romanorum Imperator & ſemper Auguſtus, dilectis ſibi Archiepiscopis, Episcopis, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, & omnibus, ad quos præſens pagina pervenerit, in Anglia conſtitutis, ſalutem & bonam voluntatem.

Dignum judicavimus, & noſtræ Celſitudini gloriosum, ſi univerſitatem veſtram ſollicitius inducamus ad ea modis omnibus, quibus poteſtis, agenda, quæ ad honorem chariſſimi noſtri Illuſtris Regis Richardi, Domini veſtri, debeantur, ne devotionis veſtræ conſtantia, & meritum fidei circa ipſius commoda appareat mortuum, ſed in ſuis & in Regni ſui obſequiis vivere videatur. Sane omnibus, quorum devotio prædicto Regi abſenti ſincera extiterit & pura, uberes referemus gratiarum actiones; ad univerſalitatis veſtræ notitiam devenire volentes, quod Imperatoria Sublimitas cum Regia ipſius Nobilitate in concordia & bona pace conſiſtit. Unde quæcumque ipſi irrogata fuerint contraria, pariter cum eo nobis parient moleſtiam & gravamen. Quare ad devotorum ſuorum & fidelium honorem & profectum, & turbatorum ſuorum damnationem & exterminium operam præſtabimus ſemper efficacem, & quia corde & animo uniti ſumus, facta Regis veſtri, ſpecialiter noſtra & Imperii noſtri penitus reputabimus, & gravamina ejus nobis & Coronæ Imperiali illata cenſebimus, nec ea, Deo concedente, ſine ultione, & eorum qui ea intulerint, gravi damno & deſtructione tranſibimus. Datum apud Hagenou decimo tertio Kalendas Martii.

Formulaire de l'Accord entre HENRI VI. *Empereur &* RICHARD I. *Roi d'Angleterre.*

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

HÆc eſt forma Compoſitionis inter Dominum Imperatorem ſemper Auguſtum, & Dominum Richardum Illuſtrem Regem Angliæ. Dominus Imperator mittet Nuntios ſuos cum Nuntiis Domini Regis, qui Londonias ibunt, & ibi recipient centum millia marcharum puri argenti ad pondus Coloniæ. Quæ pecunia à Nuntiis Imperatoris accepta & ponderata ſigillabitur in præſentia Nuntiorum ipſius, & in conductu Regis per Regni ſui terminos ducetur: ita ut ſi eam in Regno ſuo perdi contigerit, periculo Regis perdatur. Poſtquam vero ad terminos Imperii venerit dicta pecunia, per Nuntios Regis Nuntiis Domini Imperatoris præſentabitur, qui eam ilico ibi recipient, & ſi forte in partibus Imperii eam perdi contigerit, periculo Imperatoris perdetur, & Rex in ea non tenebitur, nec obſides ſui. Alia quoque quinquaginta millia marcharum argenti dabit Rex Imperatori & Duci Auſtriæ, & pro illis ponet obſides, ſcilicet Domino Imperatori pro triginta millibus marcharum ſexaginta obſides: Duci vero Auſtriæ ſeptem obſides pro viginti marcharum millibus. Solutis ergo centum millibus marcharum, & datis obſidibus Rex libere recedet. Si autem Dominus Rex ſolverit promiſſionem, quam Domino Imperatori de Henrico quondam Duce Saxoniæ fecerat, Imperator de quinquaginta millibus marcharum Regem liberum dimittens & abſolutum, pro ipſo Rege ſolvet Ducí Auſtriæ viginti millia marcharum, & Rex non tenebitur dare Duci Auſtriæ ſeptem obſides, nec Imperatori ſexaginta. Cum igitur Rex prædictam promiſſionem de Henrico quondam Duce Saxoniæ impleverit, & centum millia marcharum ſolverit, libere recedet. Præterea Rex fecit jurare in animam ſuam, quod neptem ſuam, filiam Comitis Britanniæ tradet nuptui filio Ducis Auſtriæ infra ſeptem menſes, poſtquam liberatus fuerit, & in terram ſuam redierit, & eam transmittet usque ad introitum Imperii, ſi eam recipere voluerint; & ſi noluerint, erit abſolutus. Item ſi promiſſio de Henrico quondam Duce Saxoniæ completa non fuerit, quinquaginta millia marcharum, quæ reſidua ſint, ſolventur infra ſeptem menſes, poſtquam Dominus Rex in terram ſuam redierit. Cum autem Rex liberatus fuerit, & redire voluerit, Imperator dabit ei conductum per terram ſuam usque ad fines Imperii ſui, & in portu illo, ubi mare intrabit, quam diu ibi ſtabit, donec proſpero vento recedat. Præterea ea omnia, quæ tam in his, quam in aliis familiaribus litteris ſigillatis ſigillis Imperatoris & Regis, ſuper contractibus, qui inter eos ordinati ſunt, uterque pro parte ſua rata & firma habebit, & bona fide obſervabit.

CCXIV.

FLANDRES ET NEVERS. *Traité de Paix entre* BAUDOUIN *Comte de Flandre, &* PIERRE *Comte de Nevers, fait par l'entremiſe de* PHILIPPE II. *Roi de France en* 1193. [PIERRE OUDERGUEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. XCI. feuil. 171.]

SI comme que le Conte Pierre de Nevers, promiſt & jura donner audict Philippe fils de Baudouyn, ſa fille en mariage, & avec elle la Conté Cormodorenſis, avec toutes ſes appertenances, enſemble ce que la Conteſſe de Sainct Quintin poſſedoit, pour ſon douaire en la Conté de Nevers. Et s'il advenoit que ledict Philippe moruſt avant la conſummation d'icelluy mariage, le meſme Conte Pierre promit comme deſſus, donner ſadicte fille, & avec ſemblable port de mariage, a Henry frere maiſné dudict Philippe. D'autre coſté le Conte Baudouyn s'oblige à donner a ladicte fille de Nevers, pour ſon douaire, la moictié de la Conté de Namur, reſervé les villes de Namur & de Bomines, luy accordant & conſentant de prendre pour ſa demeure tel lieu en la Conté de Namur, que luy plairoit choiſir & eſlire. Et outre ce, fut ſemblablement pourparlé, conclu & arreſté, que ledict Conte Pierre de Nevers, ſeroit tenu & obligé prendre en mariage Madame Yolent fille dudict Baudouyn, lequel promiſt la luy donner avec cinc cents livres de terre ſur Roulers & Deinze, pour en jouir tantoſt le mariage conſommé, & autres cinc cents livres a prendre & lever leur Bailleul & Orchies incontinent que ledict Philippe, ou en ſon default, le ſusdict Henry auroit espouſé ladicte fille de Nevers. Et pour ce que Bailleul & Orchies, eſtoyent lors avec grande partie d'autres terres en Flandre, ſoubs le povoir de la Royne Mehault Douagiere de Flandre, pour aſſignation de ſon douaire, fut dict & accordé que ledict Conte Pierre, leveroit lesdictes cinc cents livres, ſur Thoroult & Harlebecque, durant la vie d'icelle Royne Mehault. Si aſſigna ledict Conte Pierre, a ladicte Yolent pour ſon douaire, la juſte moictié du revenu de la Conté de Nevers, luy accordant en proprieté, la moictié de tous les acqueſts qu'ils feroyent enſemble, durant leur mariage. Lesquelles choſes furent faictes & accordées en la preſence de Philippe Roy de France, lequel promiſt faire conſtraindre les parties, a l'entretenement dudict traicté, au mois de May, de l'an mil cent quatre vingts treize.

ANNO 1195.

CCXV.

5. Dec. *Inſtrumentum Pacis inter* PHILIPPUM Auguſtum *Regem Francorum*, *&* RICHARDUM *Regem Anglorum*, *ſancitæ*, *inter Exoldunum & Charrocium*, *in Vigilia Sancti Nicolai anno* 1195. [Tiré du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, p. 13.]

RICHARDUS Dei gratia Rex Angliæ &c. Noſſe volumus quod hæ ſunt conventiones pacis inter nos & Dominum noſtrum Philippum, illuſtrem Regem Francorum, factæ in vigilia Sancti Nicolai inter Exoldunum & Charrocium, videlicet quod eidem, & hæredibus ſuis jure hæreditatio in perpetuum dimittimus & quittamus Giſortium & Neelpham & Vulcaſtinum, Normannum, ita quod Stephanus de Longo campo debet habere Baudemont & terram ſuam, & tenebit eam de Rege Francorum.

De Hugone, de Gornaco ita erit, homagium ejus remanet Regi Franciæ ad vitam dicti Hugonis, niſi voluerit redire ad nos, & poſt mortem ejusdem Hugonis debet totum feodum de Normannia ad nos & hæredes noſtros redire. Terra ejusdem Hugonis, quam habuit in Anglia & in Normannia, debet dari Richardo de Vernone, pro excambio illo quod Rex Franciæ debet facere eidem Richardo pro Caſtello Vernonis, ſcilicet de octingentis libris Pariſienſibus de reditibus, ita quod ſi præfata terra Hugonis tantum non valeret per annum, Rex Franciæ in terra ſua perficeret reſiduum; Richardus autem & ejus filius Regi Franciæ & hæredibus ſuis Vernonem cum Caſtellania ſua in perpetuum quittaverunt de mandato & aſſenſu noſtro, & quittationem juraverunt. Præterea quittationem illam quam Comes Leyceſtriæ Domino noſtro Philippo Regi Franciæ fecit de Caſtello Paciaci, tam in feodo quam Dominio in Caſtellania ſua & pertinentiis ſuis, ratam habemus & firmam.

Præterea quittamus Regi Franciæ, & hæredibus ſuis in perpetuum, jure hæreditario, novum Mercatum, Vernonem, Gallionem, Paciacum, Ebroicum Noneneurt cum Caſtellaniis eorum.

Et ſciendum quod meta ponetur in fortelitiam Gallion, & fortelitiam Vallis Rodolii, in media Villa, & ex illa meta ſicut ſe portabit usque in Sequanam & ex alia parte usque in Euria, ita quod erit ex parte Gallion, erit Regis Franciæ, & id quod erit ex parte vallis Rodolii, erit noſtrum.

Quittamus etiam eidem Regi Philippo & hæredibus ſuis in perpetuum Alverinam feodum & Dominium, & quod habemus ibi & quod nos habituros expectabamus.

Præterea ſi Comes Leyceſtriæ, aut Richardus de Vernone, aut filius ſuus, aut aliquis ex hominibus noſtris, occaſione feodi & Dominii quæ nos per hanc pacem eidem Regi dimittimus ipſi aut ſuis aliquod malum faceret, nos mitteremus in manus ejusdem Regis Philippi terras eorum & ſalvos eum tenere faceremus usque dum damna ipſi & ſuis reſtituta eſſent, vel nos de noſtro eidem Regi & ſuis reſtitueremus, & illos de terra noſtra fugaremus.

Ut autem firma pax ſit inter nos & Dominum noſtrum Regem Francorum, dimittit & quittat nobis, hæredibus noſtris in perpetuum idem Rex Francorum, Exoldunum, Craſſajum, & feodum de la Chaſtre & de Sancto Chartier, & de Caſtellero, ſicut Andræas de Calviniaco tenebat de Rege Francorum, & feodum Caſtelli Meilantis ſicut Odo de Dolis eum de Rege Francorum tenebat, & Sellatum cum pertinentiis, eo excepto, de quo Comes Sancti Egidii & ſui, aut Vicecomes Turaniæ & ſui in vigilia Beati Michaëlis erant tenentes. Si Rex Francorum vellet firmare in Villa nova ſuper Cherum firmare poterit: Nobis autem remanent Comitatus Augi, cum omnibus pertinentiis ſuis, ſicut Comes Augi, & ſui homines habuerunt, Comitatus de Albamarla, cum pertinentiis ſuis, Archæ & Driencourt, cum pertinentiis ſuis; Terræ verò militum de terra Hugonis de Gornajo qui venerunt ad nos, redduntur illis, ita quod de terris illis facient homagium & ſervitium Hugoni de Gornajo, ſalva fidelitate quam ipſi nobis debent. Dimittit etiam nobis Rex Francorum. . . . . & officium de. . . . . & totam aliam terram noſtram, & hominum noſtrorum quam amiſimus poſtquam capti fuimus in Alemania, exceptis prædictis terris quæ remanent Regi Francorum & hæredibus ſuis in perpetuum, ſicut dictum eſt, in uno & eodem pacto juramus nos, & Sancti Egidii quod nos tenebimus totam terram, quam tenebamus in vigilia Sancti Nicolai, & faciemus, & inforciabimus in terra noſtra quam tunc tenebamus ſicut voluerimus tamquam de noſtra & Comes Sancti Egidii, ſimiliter de ſua quam tunc tenebat. Et ſi Comes Sancti Egidii nollet eſſe in pace, Dominus noſter Rex Franciæ non erit in auxilium contra nos, & nos omnia mala quæ poſſemus facere faceremus, & de incendio & de everſione, & ſi nos vellemus tenere firmum id quod nos cepiſſemus quando Comes Sancti Egidii vellet eſſe in pace, non redderemus ei totam terram quam vigilia Sancti Michaëlis acquiſiviſſemus, tot ſimiliter erit de Comite Sancti Egidii, etſi Comes Sancti Egidii noluerit eſſe in pace hac, nos neque malum, neque guerram faciemus eidem Comiti quandiu idem Comes voluerit rectum facere per Regem Franciæ.

Comes Petragoræ habebit terram ſuam ſicut habebat quando receſſit à nobis, & ſimiliter Vicecomes Brociæ, Comes Engolismenſis rehabebit terram ſuam & homines ſuos & ipſi tres facient nobis homagium & ſervitium, ſicut prius. Vicecomes Turaniæ tenebit de Rege Francorum id quod debet, & de nobis id quod de Fortunato de Gordeo, ſic erit quod ſi poterimus probare per ſacramenta viginti vel triginta legitimorum hominum quod duo Caſtella, ſcilicet de Peride tenuiſſemus per unum annum & unum diem & amplius, & nos ea prædicto Fortunato tradidiſſemus, ſi nos ea habere voluerimus, Dominus noſter Rex Franciæ inde ſe non intromittet de domo Caſtelli novi Turonenſis ædificanda, faciemus ad conſilium Archiepiscopi Rhemenſis, & Groconis de Molloto.

De Andeliaco ſic erit, quod nec Dominus noſter Rex Franciæ nec nos in eo clamamus feodum ſive Dominium, etſi contigerit quod Archiepiscopus Rothomagenſis in terram Regis Franciæ aut ſuorum ſententiam interdicti vel excommunicationis miſerit, Dominus Rex Franciæ poterit aſſignare ad Andeliacum & ad ea quæ Archiepiscopus habet ibi, & ad ejus pertinentias, usque quo duo Diaconi vel Presbyteri quos Rex Franciæ per ſacramentum ſuum bona fide ad hoc elegerit, & duo Diaconi ſive Presbyteri, quos nos per ſacramentum noſtrum bona fide ad hoc elegerimus, decreverint utrum interdictum vel excommunicatio juſtè latum fuerit, vel injuſtè: Si decreverint quod juſtè, Rex Francorum prædicto Archiepiscopo reddet Andeliacum, & ea quæ interim exinde levaverunt, & ad verbum Dictatorum faciet emendari; Si verò decreverint quod injuſtè poſitum fuerit, ea quæ Rex Franciæ de Andeliaco & de pertinentiis ejus levaverit in deperdito erunt Archiepiscopo, & Archiepiscopus interdictum & excommunicationem ſolvet. Similiter erit de nobis. Si aliquis prædictorum Dictatorum moreretur hinc vel inde per ſacramentum noſtrum alter loco mortui ſimiliter ſupponetur. Quando Archiepiscopus mori contigerit, reditus de Andeliaco, & de pertinentiis erunt in manu Capituli Beatæ Mariæ Rothomagenſis, donec alius ſuccedat Archiepiscopus; nec nos aliquod malum faciemus prædictis Dictatoribus propter arbitrium ipſorum. Andeliacum non poterit infortiari; nos Domino Regi Franciæ faciemus quittari omnia illa quæ cepit de rebus Eccleſiarum terræ noſtræ quæ ſunt in terra ſua, & idem Rex Francorum ſimiliter de nobis, neque nos, neque Rex Francorum de cætero propter aliquam guerram quæ evenire poſſit aliquid capiemus, vel ſupercapiemus de rebus Eccleſiarum alter de terra alterius, & in ea libertate erunt Eccleſiæ hinc inde in qua erant ante guerram, à modo non intromittemus nos de hominibus Regni Franciæ, neque de feodis quæ ad eum pertinent, neque ipſe de noſtris, ſalvis tamen Regi Franciæ ſervitiis quæ ipſi debemus de feodis quæ ab ipſo tenemus, ſicut feoda apportant, neque nos recipiemus à modo homines ligios Regis Franciæ contra ipſum quamdiu vixerit. His omnibus peractis Comes Leyceſtriæ, & omnes priſones & hoſtagii priſonarum, prout diviſum eſt, hinc inde liberabuntur. Nos juravimus bona fide quod nos hæc tenebimus, & Rex Franciæ ſimiliter.

Quæ omnia ſupradicta ut firma & ſtabilia maneant figillo noſtro confirmamus. Actum inter Gaillon & vallem Rodolii anno Domini milleſimo, centeſimo, nonageſimo quinto.

ANNO 1195.

CCXVI.

Ceſſio ſive Abdicatio Vernonis *&* Longavillæ *in beneficium* PHILIPPI Pulchri *Francorum Regis*, *ſcilicet in vim Tractatus habiti inter Reges Francos & Anglos* 1195. [Tiré du LV. Volume des

ANNO 1195. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, p. 25.]

EGO Richardus de Vernone Pater, & Richardus de Vernone filius meus, notum facimus universis præsentibus & futuris quod nos commutavimus Domino nostro Philippo Francorum Regi & hæredibus suis in perpetuum, & abdicavimus, de mandato Domini Richardi Regis Angliæ, Vernonem cum Castellania & omnibus pertinentiis ipsius & quæcunque in eis habebamus, tam feodum, quàm Dominium; Dominus autem Rex Francorum pro escambio isto mihi Richardo filio & hæredibus suis in feodum & homagium ligium, per servitium quinque militum ad usus & consuetudines Francorum pro octoginta libris Parisiensibus hæc quæ inferius sunt designata & nominata. Videlicet:

Montem-meliani,
Plaiffiacum,
Governey,
Et
Roberval.

Et quidquid in eis habebat, & hospites suos quos habebat apud Loupas, & avenam suam quam ibidem habebat, & quindecim libras, & quindecim solidos, apud Pontissazam in præpositum sua reddens mihi singulis annis in festo Sancti Remigii, & de præsenti me in suum hominem ligium recipit. Ego autem reddam buticulario singulis annis pro Monte-meliani decem & septem libras Parisienses, & de Amiers reddam Beatæ Mariæ de Campis viginti solidos, & Sancto Germano de Laya duos modios & dimidium bladi, & duos modios & dimidium avenæ, & Adæ de Insula unum sextarium avenæ, & servientibus Villæ quinque sextaria bladi. Quæ ut in perpetuum robur obtineant, sigillis nostris confirmavimus.

Actum Parisius anno Domini millesimo centesimo nonagesimo quinto.

CCXVII.

Cessio sive Abdicatio Castelli Paciaci *cum tota Castellania, in beneficium* PHILIPPI Pulchri *Francorum Regis per* ROBERTUM *Comitem Leycestriæ, vigore & executione Pacis inter præfatum* PHILIPPUM & RICHARDUM *Anglorum Regem sancitæ; Ann.* 1195. [Tiré du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, pag. 29. 31. & 33.]

EGO Robertus Comes Leyceſtriæ notum facio universis ad quos præsens Scriptum pervenerit quod ego feci pacem cum Domino Rege Francorum Philippo, & per pacem illam ei & hæredibus suis in perpetuum quittavi pro me, & omnibus de parentela mea Castellum Paciaci, cum tota Castellania tam in feodo, quam in Dominio, & cum omnibus suis pertinentiis, & hanc quittationem juravi etiam & obsides dedi de duobus millibus marchis argenti ad pondus Frecense occasione feodi & Dominii, quod eidem Regi Francorum, neque terræ suæ, hæredibusve ejus quæram, aut malum faciam, & quod nunquam de cætero Domino Regi Francorum guerram movebo, neque ipsum aut suos inquietabo, nisi in guerra publica inter ipsum & Regem Angliæ. Quod ut perpetuum robur obtineat, præsens Scriptum sigillo meo confirmo. Actum anno Incarnationis Dominicæ millesimo centesimo nonagesimo quinto.

Preces ipsius ROBERTI *Comitis quibus Domino suo* RICHARDO *Angliæ Regi Cessio sive Abdicatio Castelli* Paciaci *notificatur.*

EXCELLENTISSIMO Domino suo Richardo Dei Gratia illustrissimo Regi Angliæ, & Duci Normaniæ & Aquitaniæ, Comiti Andegavensium & Robertus Comes Leyceſtriæ suus per omnia fidelis, & devotus salutem, cum debita devotione peractum obsequium serenitatis vestræ devotioni Preces quanto possum affectu porrigo, & quittationem illam quam Domino Philippo Regi Francorum & hæredibus suis feci & juravi de Castello Paciaci, tam feodo quam Dominio, Domino Regi Francorum in perpetuum confirmari & Pacem quam cum eo feci. Actum anno Domini millesimo centesimo nonagesimo quinto.

Consensus SIMONIS *Domini Montisforti, in eadem Cessione, quantum ad ipsum pertinet.* ANNO 1195.

EGO Simon Dominus Montisforti, notum facio universis præsentibus, quod Robertus Comes Leyceſtriæ, avunculus meus, cum Domino Rege Francorum Philippo pacem fecit, & per pacem illam ipsi & hæredibus suis quitavit & abjuravit Castellum Paciaci, cum tota Castellania, tam in feodo, quam in Dominio, & cum omnibus suis pertinentiis.

Ego vero, quantum ad me pertinet, id ipsum quitavi, & quittationem juramento juravi, quod ut ratum sit sigillo meo confirmo. Actum anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo nonagesimo quinto.

CCXVIII.

Fœdus & Conventio inter RICARDUM *Angliæ Regem, &* BALDEWINUM *Comitem Flandriæ inita; Quâ invicem promittunt, quod neuter sine alterius consensu pacem cum Rege Francorum initurus sit; Et in casu quò, pace inter eos & dictum Francorum Regem factâ, alteruter ab eo guerraretur, ad mutuum auxilium se obligant. Actum ante Insulam Andeley.* [Imagines Historiarum, Auctore RADULFO DE DICETO; inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 697.] 1196.

NOTUM sit universis hoc Scriptum visuris, quod hoc est fœdus & conventio inter Ricardum Regem Angliæ & Baldevinum Comitem Flandriæ & Hamoïæ consanguineum suum. Quod idem Rex Angliæ pacem aut treugas cum Rege Francorum non faciet, nec facere poterit absque voluntate & assensu ejusdem Comitis. Nec idem Comes faciet aut facere poterit pacem aut treugam cum Rege Francorum absque voluntate & assensu prædicti Regis Anglorum. Et si forte de voluntate & assensu utriusque Pax aut Concordia fieret inter Regem Francorum & eos, & Rex Francorum postmodum alterutrum guerraret, tenerentur prædicti Rex Anglorum & Comes ad mutuum subsidium & auxilium sibi invicem conferendum prout melius potuerunt, & sicut fecerunt tempore quo fœdus istud inter eos contractum est. Et sciendum est quod hoc fœdus & conventio non solummodo duratura est tempore guerræ, sed in perpetuum inter eos & hæredes eorum qui terras ipsorum tenebunt post eos, sive pax fuerit sive guerra. Ita quod si Rex Angliæ hoc fœdus & hanc conventionem non observaverit, illi qui juraverunt hoc fœdus & hanc conventionem tenendam pro Rege Angliæ mittent se in captionem præfati Comitis infrà mensem postquam id bona fide scierint, non expectata submonitione dicti Comitis. Similiter si dictus Comes hoc fœdus & hanc conventionem non observaverit, illi qui juraverunt hoc fœdus & hanc conventionem tenendam pro ipso Comite, mittent se in captionem dicti Regis Angliæ, infra mensem postquam id bona fide scierint, non expectata submonitione dicti Regis Angliæ. Hoc juravit pro ipso Rege bona fide tenendum Joannes Comes Moritonii frater ipsius Regis & in animam ejusdem Regis, & pro se ipso juravit idem Comes in animam suam: & Comes Flandriæ Baldevinus juravit propria manu hoc fœdus & hanc conventionem tenendam bona fide. Hinc inde multi testes sunt quos enumerare longum est. Acta sunt hæc apud Insulam Andeley.

CCXIX.

Traité par lequel l'Empereur HENRI VI. *confirme* BAUDOUIN *Evêque d'Utrecht dans la possession du Comté de Velau, &* BAUDOUIN *le cède à* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant. Fait le 6. de Mars.* 1196. [AUB. LE MIRE, Diplomat. Belgic. Lib. II. Cap. LVII. pag. 346. & DYNTER, Chroniques de Brabant, Lib. IV. feuil. 143. avec peu de difference, si ce n'est à quelques Noms propres près.] 6. Mars. L'EMPEREUR, L'EVEQUE D'UTRECHT, LE DUC DE LORRAINE.

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

HENRICUS VI. divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, & Rex Siciliæ.

Impe-

ANNO 1196. Imperatoriæ Majestatis nostræ debitum postulat & requirit officium, ut ea quæ inter fideles & Principes Imperii, causſam & fomitem dant discordiæ, lima correctionis & diligentiæ enervantes, ad firmam pacis concordiam vigilanti studio ipsos satagamus reducere.

Quapropter notum facimus universis Imperii nostri fidelibus, presentibus & futuris, quòd nos quæstionem illam, quæ jam diu vertebatur inter dilectos consanguineos nostros BALDUINUM Trajectensem Episcopum, & HENRICUM Ducem Lotharingiæ, super Comitatu VELVÆ (in eo videlicet, quòd ipse Episcopus Comitatum illum de concessione Imperatoris sibi & Ecclesiæ Trajectensi asserebat pertinere, & è contrario Dux Lotharingiæ dicebat, quòd ipsum Comitatum de manu nostra teneret in fide & feudo) ad hunc finem deduximus, quòd ipse Dux injuriam suam recognoscens, omne jus quod in Comitatu illo videbatur habere, in manus nostras liberè resignavit.

Nos itaque prædictum Comitatum cum omnibus suis pertinentiis, Imperiali clementia, prædictæ Ecclesiæ Trajectensi, & dilecto consanguineo nostro BALDUINO in perpetuum confirmamus. Ipse verò Episcopus eumdem Comitatum, cum omnibus pertinentiis suis, & omni jure, prædicto consanguineo nostro HENRICO Duci Lotharingiæ in præsentia nostra benignè concessit, sub eo tenore, ut idem Comitatus ad ejus heredem filium suum vel filiam liberè transeat & integrè.

Statuimus igitur & Imperiali Edicto sancimus, ut nulla omnino persona in posterum hanc nostram ordinationem & confirmationem aliquatenus infringere audeat vel turbare. Quod si quis attentaverit, centum libras auri pro pœna compensset, dimidium Cameræ nostræ, reliquum passis injuriam. Ad cujus rei certam in perpetuum evidentiam, præsentem paginam inde conscribi jussimus, & Majestatis nostræ sigillo aureo communiri. Hujus rei testes sunt,

Ludolphus Magdeburgensis Archiepiscopus,
Hartwicus Bremensis Archiepiscopus,
Hartmannus Lantgravius Thuringiæ,
Otho Comes de Benthem,
Comes Lambertus de Erfordia,
Wenardus Burggravius de Magdenburg,
Comes Albertus de Wingerode,
Robertus Ducoude.
Anno de Mintenberg,
Marcardus Dapifer,
Deshardus de Distemberg,
Henricus Camerarius de Gron.
Henricus Pincerna de Lutra,
Gerardus de Grimberg,
Arnoldus de Wesemale, & alii plures.

Signum Domini Henrici VI. Romanorum Imperatoris & Regis Siciliæ. Ego CONRADUS Hildensemensis Electus, Imperialis Aulæ Cancellarius, recognovi.

Acta sunt hæc anno Dominicæ Incarnationis M.C.XCVI. Indictione XIV. regnante Domino Henrico VI. Romanorum Imperatore gloriosissimo, anno Regni ejus 26. Imperii verò 6. & Regni Siciliæ 2. Datum apud Sulenhusen, 2. Nonas Martii. Item iste Comitatus Veluæ postea datus fuit in feudum Duci Gueldriæ, per Ducem Brabantiæ.

CCXX.

1197. *Forma Pacis & Concordiæ inter Regem Angliæ* RICHARDUM I., *&* ECCLESIAM *atque* ARCHIEPISCOPUM Rothomagensem, *quâ, permutato à dicto Archiepiscopo Manerio de* Andelo *cum aliis à Rege in Escambium datis Locis, ortæ simultates componuntur. Factum apud Rothomagum anno* 1197. [MATTH. PARIS, Historia major, pag. 190.]

RICHARDUS Dei gratia Rex Angliæ, &c. Cum Sacrosancta Ecclesia Sponsa sit Regis æterni, & unica ipsius dilecta, per quem Reges regnant & Principes gubernacula possident, tanto ampliorem ei volumus devotionem & reverentiam exhibere, quanto citiùs non Regiam tantùm, sed omnem à Domino Deo esse credimus potestatem. Unde sicut venerabilis Ecclesia Rothomagensis, quæ inter universas terrarum nostrarum plurima celebritate dignoscitur eminere, sic nos ejusdem Matris nostræ commodis & augmentis digna compensatione dignè duximus respondere. Sanè Villa de Andeli & quibusdam aliis adjacentibus locis, quæ erant Rothomagensis Ecclesiæ minùs sufficienter firmatis, inimicis nostris in terram nostram Normanniæ per eadem loca patebat ingressus; per quæ incendiis & rapinis, nec non & aliis hostilitatis sevitiis in eandem terram nonnunquam licentiùs grassabantur. Quocirca venerabili Patri nostro W. Archiepiscopo & Capitulo Rothomagensi, debitum habentibus ad nostra & prædictæ terræ nostræ damna respectum; facta est permutatio inter Ecclesiam Rothomagensem & Archiepiscopum W. ex una parte; & nos ex altera, de Manerio de Andeli in hac forma. Quod videlicet, idem Archiepiscopus de consciencia & voluntate Domini Papæ Cœlestini tertii, & de assensu Capituli Rothomagensis Ecclesiæ, concessit, & in perpetuum quietum clamavit, nobis & hæredibus nostris, prædictum Manerium de Andeli; cum novo Castello de Rupo, & cum Foresta, & cum omnibus aliis pertinentiis & libertatibus suis, exceptis Ecclesiis & Præbendis militum, & excepto Manerio de Fraxinis cum pertinentiis suis. Quæ omnia idem Archiepiscopus Ecclesiæ Rothomagensi & suis successoribus retinuit cum omnibus libertatibus & liberis consuetudinibus suis; & cum omni integritate sua in perpetuum. In Escambium autem Manerii prædicti de Andeli cum pertinentiis, concessimus & in perpetuum quieta clamavimus, Ecclesiæ Rothomagensi & prædicto Archiepiscopo & successoribus suis, omnia Molendina, quæ nos habuimus apud Rothomagum, quando hæc continuatio facta est, integrè cum omni sequela & molitura sua, sine aliquo retinimento eorum quæ ad Molendinum pertinent, vel ad moliturum; & cum omnibus libertatibus & liberis consuetudinibus, quas solent & debent habere. Nec alicui licebit ibidem Molendinum facere ad detrimentum Molendinorum prædictorum. Concessimus eis insuper Villam de Diepe, & Villam de Buteiles, cum omnibus pertinentiis & libertatibus, cum Manerio de Loures, & Foresta de Haliermunt, cum feris & omnibus aliis pertinentiis & libertatibus suis. Hæc autem omnia in Escambium habebunt prædicti Manerii de Andeli Ecclesia Rothomagensis & Archiepiscopus prædictus & successores sui in perpetuum. Factum est autem hoc Escambium apud Rothomagum, anno gratiæ Millesimo centesimo nonagesimo septimo & anno Regni nostri octavo.

ANNO 1197.

CCXXI.

LORRAINE. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* LOUIS *Comte de Lon au sujet de la terre de Mussal. Fait en l'année* 1197. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 49.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

NOTUM sit Universis tam præsentibus quam futuris, quod Ego HENRICUS DUX LOTHARINGIÆ & Marchio, & Ego *Luduicus Comes de Lon*, super terram de Mussal & suis attinentiis, talem compositionem inivimus, quod si Comes de Dasborc absque corporis sui herede decesserit, terra illa ad nos & heredes nostros æqualiter divertetur, ita quod ego HENRICUS Dux medietatem illius terræ tamquam hæres legitimus habebo, reliquam medietatem Luduicus Comes de Lon à me in feodum tenebit; quod si alter nostrum ad obtinendam prædictam terram aliquas expensas fecerit, communi consilio hominum nostrorum majorem partem illius expensæ ego HENRICUS Dux solvam, Luduicus Comes de Lon minorem: Si autem pro terra illa aliquis per guerram nos infestaverit, uterque nostrum, pro posse suo, ad obtinendam terram præfatam totis viribus resistet. Ut autem hoc ratum & inconvulsum permaneat, hanc paginam testimonialem sigillorum nostrorum impressione, & testium idoneorum subscriptione, muniri ac roborare curavimus. Hujus facti testes sunt MATHILDIS DUCISSA, *Godefridus Castellanus Bruxellensis, Arnoldus de Wisemale, Alardus Rapa, Osto de Borne, Raso de Curen, Theodoricus frater Comitis de Lon, Walterus de Milne.* Acta sunt hæc anno Dominicæ Incarnationis MC.XCVII. HENRICO Duce iter versus Jerusalem arripiente.

ANNO 1197.

CCXXII.

LORRAINE ET GUELDRE.

(1) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine & le Duc de* GUELDRE. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 49.]

In nomine S. Trinitatis.

HENRICUS Dei gratiâ Dux Lotharingiæ Notum esse volumus tam futuris quam præsentibus, quod hæc forma pacis & concordiæ inter nos & *Comitem Gelriæ* est stabilita. Ut plenam postmodum de Comite fiduciam habeamus, præstito Sacramento firmavit, quod in omnibus, & contra omnem hominem, excepto Imperio, auxilio & consilio fideliter nobis assistet, & super hoc Comitem Ludwicum de Lon, & Willelmum Comitem Juliacensem obsides dedit nobis; quos versa vice obsides ipsi dedimus. Præterea homines sui tam liberi quam ministeriales, quorum nomina subscripta sunt, *Comes de Kessele, Comes de Dalen, Ludolfus de Steinvorde, Henricus de Burkelo, Willelmus de Brunchorst, Engelbertus de Horne, Lambertus de Monte, Suerus de Wische, Giselbertus & Rutgerus de Bremet, Gerh de Lo, Henricus & Theodoricus de Batenburg, Walterus Spirinck, Iwanus de Gokesfort, Ricolt de Huch, Gerardus de Lon, Henricus de Hertenvelde, Gerardus de Strale, Godefridus Gunfort & Renerus frater ejus, Sibertus Suevus, Alardus de Drile, Tido Vastart Castellanus de Sulichem, Cristianus de Arnhem, Gosuinus de Berentrut, Pelegrinus de Sutvene, Helmewicus Sellege, Renerus de Tigele, Theodoricus de Wighene, Theodoricus de Milne, Bordinus de Altena*, juraverunt quod si Comes sacramentum suum violaverit, & in auxilium nostrum debito modo non venerit, omnibus bonis quæ tenent ab eo in feodo, in guerra nostra nobis servient, nullum Comiti servitium exhibentes, donec omnia nobis plenairè emendaverit. Insuper cautum est sacramento Comiti quod omnes mercatores terræ nostræ, apud Arnhem ab omni theloneo liberi erunt, ita tamen quod bona mercatorum alterius terræ non deducent: & si super hoc accusati fuerint, bona ad homines nostros tantum pertinere, præstito juramento, demonstrabunt, & sic liberè recedent; thelonarius tamen Comitis propter interpositam conditionem, nullam quærere debet malignandi occasionem, adversus mercatores nostros. Additum est etiam quod Burgenses de novo Oppido super filvam juxta Orten, per totam terram Comitis Gelriæ liberi erunt ab omni theloneo; Burgenses verò de Tile stabunt eodem jure apud Sulchem & Drile, quo tempore Frederici Imperatoris & Henrici Comitis Gelriæ fuerunt. Universum Allodium quod habebat in Osterbeke cum monte nobis contulit, & in feodum recepit. Si verò Officiales nostri & Comitis Gelriæ super aliquo facto dissenserint & ad invicem concordare non potuerint, totum negotium nostro examini & Comitis reservetur. Item conditum est, quod de hominibus nostris qui Oppidum quod Bommele vocatur intraverint vel intrabunt, precarias & tria in anno placita Advocati & servitium debitum habebimus, nisi Comiti pro suo servitio hoc remittamus. Nos verò, ut Comes Gelriæ omnimodam haberet fiduciam, ex habundanti sacramentum præstitimus, quod in omni guerra quam causa nostri assumet, contra omnem hominem fideliter ei assistemus; nec unquam treugas vel compositionem sive pacem ab ejus consilio & consensu faciemus: quod si Comes propria voluntate alicui guerram moverit, vel aliquis eum impetierit, quamdiu judicio & nostro consilio stare voluerit, omnibus modis eum juvabimus. Homines verò Comitis inferius Golam manentes, ab omni telonio apud Tile liberi erunt. Conditum est etiam inter nos, ut si præsentia nostra non habeatur in terra, nihilominus homines nostri & Comitis mutuo sibi assistent. Et ut hæc rata & firma habeantur, tam liberi quam ministeriales nostri, quorum nomina subscripta sunt, juramento confirmaverunt: *Willelmus frater noster, Henricus de Cuyck, Walterus de Grimbergis, Godefridus de Scoten, Arnoldus de Diest, Jacobus de Calmont, Giselbertus de Tilborch, Boidinus de Altena, Gerardus de Jacia, Henricus de Aschat, Leonius de A, Daniel & Arnoldus de Craynhem, Walterus de Bierbais, Jacobus de Sumereffe, Castellanus de Bruxella, Arnoldus & Willelmus de Walheim, Arnoldus de Wesemale, Arnoldus de Rochelaer, Willelmus Vulpes, Walterus Alf, Gerardus & Henricus de Hildenberge, Henricus de Bautershem.* Hæc omnia ad majorem cautelam, sigilli nostri & Comitis impressione communi fecimus.

(1) Ce Traité est sans date; mais il faut qu'il soit à peu près de ce tems-ci, puis que le precédent fut conclu peu de tems avant que *Henri* Duc de Lorraine fit le voyage de la Terre sainte. Le nom du Duc de Gueldre n'est pas marqué non plus; mais c'est apparemment *Otton* II. qui gouvernoit alors cette Province.

ANNO 1197.

CCXXIII.

LORRAINE ET GUELDRE.

(1) *Traité de Paix entre le Duc de* LORRAINE *& le Comte de* GUELDRE. [CHISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 50.]

HÆc est forma Compositionis inter Ducem Lotharingiæ & Comitem Gelriæ. Homines enim Comitis Gelriæ apud Herewarde abstulerunt hominibus Ducis, ad æstimationem viginti & septem marcarum; hæc bona persolventur proxima Dominica post *Invocavit*, ad assertionem veram hominum Comitis monitorum sub fidelitate qua tenentur Comiti. Homines autem erunt Brustene de Driele, Ricoldus de Oste, Joannes de Gotkeforde. Item Comes promisit quod mercatoribus Ducis restituet, quidquid ab eis apud Arhem accepit postquam Compositio inter Ducem & Comitem facta fuit apud Orten, tali modo; Dominus Dux homines suos quos vult, destinabit cum mercatoribus Ducis qui domi fuerunt apud Arhem *lætare Jerusalem*: Comes verò Geldriæ occurret, & cognita veritate & bona ipsorum mercatorum, Comes damna ipsorum persolvet. Si autem Comiti visum fuerit mercatores excedere veritatem, quantum minus juraverit, secundum juramentum suum factum, proxima feria secunda post octavas Paschæ, coram Duce solvet mercatoribus. Item contentio est inter Ducem & Comitem de hominibus S. Michaëlis, quos tactis reliquiis si eos habere vult Comes observabit. Item Dux habebit liberè homines S. Lamberti ubicumque fuerint inventi, & ipsorum erit Advocatus, eo jure & integritate qua Dominus *Godefridus de Helmont* eos cum viveret tenebat. Item recipiet Comes Geldriæ tale telonium apud Driele, de mercatoribus & gregibus armentorum & pecudum, quale de jure ante quadraginta annos ibidem recipiebatur; & hoc ad veridicam relationem Brusteni de Drile & Walteri Bac. Item Comes persolvet in octavis Paschæ Duci centum triginta & octo marcas, vel ampliori vel alio termino quam poterit obtinere à Duce; & super hoc ipsum Comes faciet securum. Item Comes fecit Duci *Legiam fidelitatem*, & promisit tactis reliquiis ipsi contra omnem hominem se fore serviturum; homines verò Comitis bona fide promiserunt, quod Comiti numquam fideliter servient, si Comes in prædictis excesserit, quousque Duci satisfecerit. Ad hæc statutum est, quod Dux obsides Comitis ad biennium usque tenebit, nisi Comes vel servitio suo, seu precibus eos posset liberare, vel si dederit securitatem pro uno vel pro duobus seu pro pluribus, pro quo vel pro quibus cum securitas facta fuerit, restitutio fiat. Hæc forma Compositionis inter Episcopum Trajectensem & Comitem Gelriæ. Comes etiam bona & sincera fide promisit, quod *Willelmum* generum suum monebit & ad hoc inducet, quod cessabit ab injuria quam infert Episcopo Trajectensi in monte Qcunre & in aliis bonis Episcopi; & si ad hoc eum inducere non poterit, à proxima Dominica post festum Agnetis, usque ad tres septimanas, Dominus Episcopus Comiti Geldriæ diem quem voluerit præfiget, quem Comes sine dolo & protractione observabit, quidquid sententia Parium suorum dictaverit, id idem constanter tenebit. Item Comes Gelriæ apud Zutfaniam cudi monetam sub forma & in pondere Daventerensis vel Trajectensis monetæ non faciet. Item Albertus nominabit quatuor ex hominibus Comitis, & Comes eos monebit sub ea fidelitate qua ei tenentur, & si Albertus rejectus est injustè à bonorum suorum possessione, de quibus nuper Comes eum proscripserat, erga eum impetentes, Comes ei sententiam faciet quicumque illi fuerint: si autem justè invenitur ejectus, Comes nihilominus justus ei Judex erit in sua querimonia. Item promissum est quod Episcopus & Comes Gelriæ proxima Dominica post festum B. Virginis in . . . . . convenient, & uterque eorum octo de suis hominibus eligent, & quidquid illi tactis Evangeliis fuerint arbitrati, tam de moneta, si Comes eam debeat, & si eam debet habere sub quo . . . . . & in quo loco, & præterea de omnibus distantiis, quæ inter Episcopum & Comitem sunt, illorum sedecim stabunt arbitrio.

(1) Ce Traité n'a pas de date non plus que le précédent. Il a aussi été fait environ dans le même tems.

ANNO 1197. arbitrio. Item Comes juravit quod Archiepiscopo Colonienſi, Episcopo Trajectenſi & Duci Lotharingiæ, ſuper controverſia que de Regno agitur in præſenti, fideliter aſſiſtet & pro viribus & pro poſſe ſuo, nominatim pro Ottone Rege, &c.

CCXXIV.

1198. *Reſignatio* HEINRICI *Comitis Palatini Rheni de Advocatia Eccleſiæ & Civitatis* Trevirenſis, *cum omnibus Appendiciis tam feodatis quam non feodatis, per ipſum* JOANNI *Archiepiscopo Trevirenſi ceſſa & renuntiata; & quidem hoc pacto ut ſub nullo prætextu unquam dictam Advocatiam repetere poſſit. Anno* 1198. [MARQUARDI FREHERI Origines Palatinæ, Part. I. pag. 107.]

NOTUM ſit tam præſentibus quàm futuris, quòd Henricus Palentinus Comes Rheni, qui filiam prædeceſſoris ſui Conradi Palatini Comitis legitimè duxerat, reſignavit Beato Petro, & Venerabili Treverorum Archiepiscopo Johanni, die Paſchæ in Curia Episcopali apud Treverim, Advocatiam ejusdem Civitatis, cum omnibus appendiciis tam feodatis quàm non feodatis, nec non omnia annualia ſervitia, quæ prædeceſſor ſuus ſupradictus habuit in Villis Archiepiscopi ſitis in Pago qui Trehere, aliàs Recherge dicitur, & in omnibus Villis Archiepiscopi ſitis ſupra Moſellam, ſub tali forma: Quod idem Palentinus juravit ſuper clavum Domini, & ſuper omnes relliquias in eadem capſide contentas, quod nec ipſe nec aliquis heredum ſuorum eandem Advocatiam & prædicta feoda unquam repeteret. Archiepiscopus quoque ſub pœna excommunicationis inhibuit, quod nec ipſe nec aliquis ſucceſſorum ſuorum, prædictam Advocatiam & eadem feoda in poſterum alicui hominum infeodaret, niſi indignationem Dei omnipotentis & ſententiam excommunicationis incurreret. Hujus rei teſtes ſunt, qui etiam eodem tempore præſentes aderant, Gerhardus Abbas Prumienſis, Rudolfus major Præpoſitus, Wilhelmus major Decanus, & omnes Archidiaconi, nec non quatuor Abbates.

Acta anno Dominicæ Incarnationis MCXCVIII.

Ejusdem RESIGNATIONIS *aliud Exemplum, ſub Dato diverſo, & cum variis diferentiis.* [LUNIGS Teutſchen Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz I. pag. 122.]

NOTUM ſit tam præſentibus, quam futuris, quod Henricus, Palatinus Comes Rheni, qui filiam prædeceſſoris ſui Conradi, Palatini Comitis, legitimam duxerat, reſignavit B. Petro & venerabili Trevirorum Archiepiscopo Johanni, die Paſchæ in Curia Episcopali apud Treverim, Advocatiam ejusdem cum omnibus appendiciis, tam feudatis, quam non feudatis, nec non omnia annualia ſervitia, quæ prædeceſſor ſuus ſupradictus habuit in Villis Archiepiscopi, ſitis in Pago, qui *Trechere* dicitur, in omnibus Villis aliis Archiepiscopi ſitis ſupra Moſellam; ſub tali forma, quam idem Comes Palatinus juravit ſuper clavum Domini, & ſuper omnes reliquias in eadem Caspide contentas, quod nec ipſe, nec aliquis hæredum ſuorum eandem Advocatiam & prædicta feuda nunquam repeteret. Archiepiscopus quoque ſub pœna excommunicationis inhibuit, quod nec ipſe, nec aliquis ſucceſſorum ſuorum prædictam Advocatiam & eadem feuda impoſterum alicui hominum infeudaret, niſi indignationem Dei Omnipotentis, & ſententiam excommunicationis incurrere vellet. Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis Treveris MCXCVII.

Teſtes ſunt: Gerhardus, Abbas Prumenſ. Rudolfus, major Præpoſitus, Wilhelmus, major Decanus, & omnes Archidiaconi, nec non 4. Civitatis Abbates, S. Eucharii Gothofredus, S. Maximini Conradus, Theodoricus S. Mariæ, Wilhelmus S. Martini, Fridericus, Cantor, Conradus, Cuſtos Eccleſiæ Trevirenſ. Henricus, Dux Limburg. Simon, Comes de Saræponte, & pater ejus Henricus de Zwenbrucken, Conradus Comes Hirſutus, Fridericus de Unianen, Henricus Spanheimius, Gerhardus Veldentzius, Wolmerus de Caſtris, Ulricus Neverburgius, cum filio Gerardo de Arra, Comites, Everhardus & Warnerus de Petra Germani, Gerlacus Swartzenburgius, Hugo Hunolſteinius, Hugo cum filio Theodorico de Hagané, Rudolfus Mailbergius, Wiricus Noviomagi Conſtantiniani Caſtri cum Thoma & Alexandro filiis, Fridericus Kerpenas, Theodoricus Brenchius, omnes Equeſtris Ordinis, Petrus de Marceto, Udo Eſchius, Jacobus Duna cum fratre Daniele, Wilhelmus Helfenſtainius, Henricus Leinhore, Nicolaus ab Arrha, Fridericus Merſius, Diethardus a Pfaffendorff, Henricus Junior de Cæmeterio, Wilhelmus de (a) Acha, Godfridus Waldorfius, Hermannus & Richardus de Palatio &c.

(a) *Al.* Archa.

ANNO 1198.

CCXXV.

Donation de la Garde de l'Abbaïe de Flavigny, faite par PHILIPPE II. *dit* Auguſte *Roi de France à* EUDES *Duc de Bourgogne, en l'année* 1198. [ETIENNE PERARD, dans ſon Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 270.]

FRANCE ET BOURGOGNE.

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis, Amen.

PHILIPPUS Dei gratiâ Francorum Rex, noverint univerſi, præſentes pariter & futuri, quòd nos dedimus & conceſſimus cariſſimo conſanguineo & fideli noſtro *Odoni* Duci Burgundiæ, in augmentum feodi ſui, totum jus illud quodcumque habemus in Abbatia & Villa *Flaviguiaci*, & bona fide id ei garantizabimus, ſicut aliud feodum ſuum quod à nobis tenet. Quod ut perpetuam obtineat ſtabilitatem, præſentem paginam ſigilli noſtri auctoritate, & Regii nominis caractere inferius annotato præcepimus confirmari. Actum Vicenæ, anno Incarnati Verbi milleſimo centeſimo nonageſimo octavo, Regni noſtri anno vigeſimo, aſtantibus in Palatio noſtro, quorum nomina ſuppoſita ſunt & ſigna, Dapifero nullo. Signum *Guidonis Butulacii*, Signum *Mathei Camerarii*, Signum *Droconis Conſtabularii*. Vacante Canſellaria.

CCXXVII.

INNOCENTII III. *Epiſtola, ad* SANCIUM *Regem Portugalliæ de Cenſu annuo quatuor auri unciarum per* ALPHONSUM *Regem Romanæ Eccleſiæ promiſſo, atque debito. Dat. Romæ* 8. *Kal. Maii. Pontificatus ſui anno primo.* [BARONII Annales Eccleſiaſtici Tom. XII. ſub anno 1179. Num. 24. ex ſcripto Codice Vaticano. Epiſtolarum INNOCENTII III. Lib. I. Epiſt. 99. pag. 54. Editionis BALUZII.] 24. Avril

INNOCENTIUS *&c.* SANCIO *illuſtri Regi Portugalliæ.*

SERENITATEM Regiam volumus non latere, nos in Regeſtis bonæ mem. Lucii Secundi Romani Pontificis reperiſſe, quod recolendæ memoriæ Alphonſus pater tuus quatuor auri uncias annuatim Romanæ Eccleſiæ conſtituit cenſuales, ad quarum ſolutionem ſe & heredes ſuos in poſterum obligavit. Ceterum cùm idem pater tuus usque ad tempora felicis mem. Alexandri Papæ prædeceſſoris noſtri Ducis eſſet nomine appellatus, ab eodem meruit obtinere, ut tam ipſe quàm ejus heredes Regio nomine vocarentur. Ut autem idem pater tuus Sacroſanctam R. E. Matrem ſuam honore debito præveniret, & ut devotionem, quam circa ipſam habebat, oſtenderet in effectu, centum Bizantios annuatim Romanæ Eccleſiæ conſtituit cenſuales: quos poſt ſusceptionem Regii nominis nec ipſe ſolvit nec tu poſtmodum ſolvere (a) curaſti. Cumque id felicis recordationis (b) Clementi Papæ prædeceſſori noſtro relatum fuiſſet, Magiſtro Michaëli tunc Eccleſiæ Romanæ Notario, quem ad partes Hispaniæ deſtinaverat, per ſuas dedit literas in mandatis, ut te ad (c) ſolvendum cenſum annuum monere diligentius & inducere procuraret, & ſi opus eſſet, auctoritate fretus Apoſtolica compellere non differret. Tu autem eidem, prout tibi placuit, reſpondiſti, quod dictus Pater tuus præfato Alexandro anteceſſori noſtro pro annuali cenſu decem annorum mille aureos miſerat; & cùm nondum illi decem anni eſſent expleti, ipſos centum aureos iterum ſolvere minimè tenebaris, licet illos eidem prædeceſſori noſtro non pro cenſu, ſed ex devotione, quam ad (d) eum habebat, liberaliter donaviſſet. Rogamus igitur Regiam Serenitatem, monemus, conſulimus, & hortamur, per Apoſtolica Scripta mandantes, quatenus prædictum cenſum dilecto filio

(a) *Al.* curaviſti
(b) *Al.* Celeſtino.
(c) *Al ex.* ſolvendum.
(d) *Al.* eundem.

ANNO 1198. fratri Rainerio persolvere non postponas: alioquin noveris, nos eidem dedisse firmiter in mandatis, ut te ad solutionem illius diligenter moneat, & inducat, & sicut expedire viderit, appellatione remota, compellat. Dat. Romæ apud S. Petrum VIII. Kal. Maii. Pontificatus nostri anno primo.

CCXXVII.

29. Juin. L'EMPIRE ET LA FRANCE. *Traité de Confédération entre* (1) PHILIPPE *de Suabe Roi des Romains*, & PHILIPPE II. *dit* Auguste *Roi de France, par lequel le Roi des Romains promet à* PHILIPPE II. *de le secourir contre* RICHARD *Roi d'Angleterre, le Comte* OTHON *son Neveu, &* BAUDOUIN *Comte de Flandre. Fait à Wormes, le 29. Juin* 1198. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 6.]

PHILIPPUS Dei gratia Romanorum Rex & semper Augustus, Notum &c. Quod propter dilectionem, quam mutuò habuerunt erga Dominum Philippum Regem Franciæ Genitor noster Fridericus, & Henricus Frater noster, piæ recordationis Romanorum Imperatores, hanc confœderationem propter bonum pacis, & publicam utilitatem cum carissimo Amico nostro Philippo Illustri Rege Francorum duximus ineundam, in hunc modum: Quod nos ei Adjutores erimus nominatim contra Richardum Regem Angliæ & Comitem Othonem Nepotem suum, & Balduinum Comitem Flandriæ & Harnulphum Archiepiscopum Coloniæ, & contra omnes alios inimicos ejus, ubicumque honore nostro id facere poterimus, bonâ fide, & sine malo ingenio, quando locum & tempus id faciendi habebimus, si (*a*) aliquid de Imperio nostro faceret eidem Philippo Regi Franciæ malum, vel ipsius Regno, si ille, qui deliquisset, non emendaret, hoc per nos, vel per Nuncios nostros, per pacem, vel per Rectum in Marchia competenti infra quadraginta dies, postquam sciverimus per prædictum Regem Francorum, si fuerimus citra montes, vel Episcopus Mettens. hoc sciverit. Si fuerimus ultra montes, Dominus Rex Franciæ poterit se vindicare de eo sine interceptione, & nos juvabimus eum (*b*) bonâ; Nos non retinebimus in Imperio nostro aliquem hominem de Regno Franciæ, sive Clericum, sive Laicum, contra voluntatem carissimi nostri Amici prædicti Regis Francorum, & quandocumque voluerit dictus Rex, poterit se vindicare de Comite Flandriæ, de terrâ, quam idem Comes habet in Imperio, tàm in feodo, quàm in Dominio, & hoc sine interceptione nos bonâ fide promittimus, quod si sciremus, quod aliquis quæreret malum Philippo Regi Franciæ vel ejus Regno, nos bonâ fide id disturbaremus; Et si non possemus, nuntiaremus eidem Regi, & quando Deo volente coronati fuerimus in Imperatorem, has conventiones Regi Franciæ renovabimus, & figillo nostro confirmabimus. Nos autem in manu (*c*) Nevelonensis venerabilis Sueffionensis Episcopi fiduciavimus, quod omnia prædicta bona fide observabimus. Id etiam de mandato nostro dilecti Principes nostri, Conradus Wircenburgensis B. Met. Othiethelm Constantiensis Episcopi; Theodericus quoque de Greuch. Fridericus de (*d*) Ceolte, (*e*) Hartemannus de Kirchberg, Godefridus de (*f*) Vehingre. Everardus de Everstein Comites, & de latere nostro, Trusardus Camerarius noster, Guarnerus de Rossewich, Warnerus de Bollando, Warn. de Ceanque Milites juraverunt, quod bona fide studebunt, quod hæc à nobis observentur & teneantur, id quoque adhuc unum Archiepiscopum, & unum Episcopum faciemus jurare. Datum Wormatiæ, tertio Kalendas Julii, anno Domini, millesimo centesimo decimo octavo, Regni nostri primo, per manum Conradi, Imperialis Aulæ Protonotarii.

(*a*) *Lis.* aliquis.

(*b*) *Lis.* bonâ fide.

(*c*) *Il faut peut-être*, Nevelongi.

(*d*) *Lis.* de Ceolre, *c'est-à-dire*, Zolre, *ou* Zolleren.

(*e*) *Lis.* Hermannus.

(*f*) *Lis.* de Vehinguen.

CCXXVIII.

5. Dec. INNOCENTII *Papæ* III. *Epistola ad* SANCIUM *Portugalliæ Regem, quâ Personam suam & Regnum Portugallense sub Beati* PETRI *& Sanctæ Sedis Protectione de novo suscipit, atque recipit. Datum Laterani Nonas Decembris* 1198. [Epistolarum INNOCENTII III. Lib. I. Epistola 441. pag. 261.] ANNO 1198.

IN eminenti Sedis Apostolicæ specula disponente Domino constituti, sic nos convenit ad universos & singulos aciem nostræ considerationis extendere, ut propinqui & longè positi non remaneant Apostolicæ benignitatis expertes, qui ab ea protegi cum devotione requirunt. Cum enim Rom. Ecclesia te quadam dilectionis prærogativa inter alios mundi Principes amplexetur, & tu & prædecessores tui ei semper fideles extiteritis & devoti, petitionibus tuis, quoties offeruntur nobis, quantum cum Deo possumus, tantò libentiùs favorem Apostolicum impertimur, quantò & personam tuam & regnum tibi commissum, utpote quod est Rom. Ecclesiæ censuale, sinceriori caritate diligimus. Eapropter, carissime in Christo fili, tuis justis precibus grato concurrentes assensu, personam tuam & Regnum Portugalen. cum omnibus quæ in præsentiarum rationabiliter possides, aut in futurum justis modis præstante Domino poteris adipisci, sub Beati Petri & nostra protectione suscipimus, & præsentis Scripti paginâ communimus. Decernimus ergo ut nulli omnino &c. Datum ut supra.

CCXXIX.

9. Dec. INNOCENTII *Papæ* III. *Epistola ad* SANCIUM *Regem Portugalliæ. Gratias agit de Censu annuo quatuor unciarum Auri recognito. Mittit Rescriptum* ALPHONSI *Patris de mille Aureis* ALEXANDRO *Papæ donatis & de centum Censualibus annuatim solvendis; rogat eum & adhortatur ut omnia per dictum* ALPHONSUM *concessa sine ulteriori difficultate persolvat. Datum Laterani Idus Decemb. Anno Pont.* I. [Epistolarum INNOCENTII III. Lib. I. Epistola 448. pag. 264.]

IN eo sumus proposito constituti, ut personam tuam inter alios Mundi Principes prærogativa dilectionis & gratiæ velimus, quantum cum Deo possumus, honorare. Ad quæ nimirùm illud, nec immeritò, specialiter nos inducit, quòd Regnum tibi commissum ab inclytæ recordationis Progenitoribus tuis Ecclesiæ Romanæ constitutum est censuale. Unde per dilectos filios Johannem Ovezi, & Egeas Petri fratres Hospitalis Hierosolymitani pro annuo censu quatuor Unciarum auri, quas Magnitudo Regia recognovit ratione temporis à Lateran. Concilio jam elapsi, quingentos & quatuor Morabatinos ad suggestionem dilecti filii fratris Rainerii Nuntii nostri nobis Regia Serenitas destinavit; quod debita prosequimur gratiarum actione. Quia verò de mille aureis à dicto patre tuo bonæ memoriæ Alexandro prædecessori nostro donatis, & de centum Censualibus annuatim solvendis, es nescire professus veritatem, sed omnia discutienda nostro examini reservabas; Nos volentes omnem ambiguitatem à tuo pectore penitùs amovere, Rescriptum inclytæ memoriæ Alphonsi patris tui, sicut in Registro ejusdem prædecessoris nostri, cui donatio facta fuit, de verbo ad verbum invenimus, Celsitudini tuæ præsentibus inclusum literis fideliter destinamus. Quocircà Nobilitatem Regiam rogamus attentiùs & monemus, quatenus parentum inhærens vestigiis, ut sicut es Successor in Regno, ità & voti successor existas, quæ pro salute sua pariter & suorum Christi Vicario concesserunt, liberaliter & sine difficultate qualibet persolvas; Ex quo, præter æternæ remunerationis præmium, temporaliter quoque tibi & Regno tuo per Apostolicæ Sedis protectionem & gratiam multa provenire poterunt incrementa; neque contrarium posses sine offensa Creatoris efficere: qui etsi de aliquarum Ecclesiarum injuriis graviter offendatur, tantò gravius adversus eos qui Apostolicæ Sedis jura illicite detinent, commovetur, quantò fortiùs peccare videntur, qui ejus quæ Caput est omnium & Magistra, non sine præsumptione sacrilega jura invadere non formidant. Datum Laterani V. Idus Decembris.

(1) *Philippe* de Suabe, qui étoit tuteur de *Frideric* II. Empereur, son Neveu, qui n'avoit pas encore alors 3. ans, venoit d'être élu Roi des Romains par une partie des Princes d'Allemagne: mais il avoit l'autre partie & le Pape contre lui. D'ailleurs la fortune s'étoit lassée de favoriser *Philippe Auguste*, il en éprouvoit alors les revers; en sorte que c'étoit deux Princes bien embarrassez dans leurs affaires qui se liguoient ensemble par ce Traite. *G. G. Leibnitz* nous avertit qu'il y a des fautes dans cette Pièce, ce qui est visible; les Notes marginales contiennent les corrections qu'il croit qu'on doit y faire.

CCXXX.

ANNO 1199. Janv. LA FRANCE ET LA FLANDRE.

CCXXX.

(1) *Traité de Paix entre* PHILIPPE II. *Roi de France, & BAUDOUIN Comte de Flandres. A Perone, au mois de Janvier, 1199.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 1.]

EGO Balduinus Comes Flandriæ & Hannoniæ omnibus notum fieri volo, quod hæc eſt forma pacis inter Dominum meum Philippum Regem Franciæ & me, hoc modo. Quod ipſe dimittit mihi Sanctum Audomarum cum pertinentiis ſuis, & feodum de Larda, & feodum Comitis Guynarum, & feodum de Libera, & Richebore, & Gorgan, & aliam terram, quam Advocatus Bethunæ tenet ultra foſſatum verſus Flandriam; Omnia verò alia, de quibus contentio erat inter Dominum Regem & me, ſcilicet feoda & Dominia remanent in manu Domini Regis & Filii ſui, Nepotis mei Ludovici & heredis ſui, & omnia alia, quæcumque tenebat Dominus Rex ante guerram (exceptis ſupra dictis) remanent mihi.

§. 2. Et ſi contingeret, quod Dominus Ludovicus filius Domini Regis moreretur absque herede ex carne ſuâ, tota terra quæ eſt de Flandriâ, & de Atrebateſio, quæ non movet de Viromandia, redibit ad me absque rachato, & ad heredem meum, ſalvo rachato Domini Regis. Si vero contingeret M. quæ fuit Uxor Comitis Philippi, mori, Dominus Rex vult quod tota terra de dotalitio reveniat ad me, & ipſe quittat mihi rachatum terræ.

§. 3. Si etiam contingeret, quod Comitiſſa ſuperviveret mihi, tota terra prædicta reveniet ad heredem meum, ſalvo rachato Domini Regis. De Mauritania ſic erit, quod, ſi quid Dominus Rex habebit in ea, quittat mihi ſalvo Jure Epiſcopi Tornacenſis. Nec non Dominus etiam Rex faciet Dominum Ludovicum filium ſuum hanc pacem concedere; Et ſi forte hoc nollet facere, quando habebit ætatem, Dominus Rex neque de terrâ illâ, neque de aliâ partem faceret, ei donec id conceſſiſſet. Hanc pacem conceſſi tenendam bonâ fide & ſine malo ingenio; & partem meorum hominum feci jurare, & partem jurare faciam, pacem tenendam Domino Regi, bonâ fide & ſine malo ingenio, quod ut firmum ſit & ſtabile, ſigillo meo confirmo. Actum Peronæ, Anno Domini 1199. Menſe Januario.

CCXXXI.

26. Juil. *Tractatus Pacis inter* BALDUINUM *Comitem Flandriæ & Haynoniæ*, PHILIPPUM *Fratrem ejus Comitem Namurcenſem, &* THEOBALDUM *Comitem Barri & Luxemburgi. Dinant 7. Cal. Auguſti* 1199. [LEIBNITII Mantiſſa Codicis Juris Gent. Diplomat. Part. II. pag. 194.]

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

NOVERINT univerſi, tam futuri, quam præſentes, quod habitâ diu guerra inter Balduinum Comitem Flandriæ & Haynoniæ, & Philippum fratrem ejus Namurcenſem & Theobaldum Comitem Barri, & Lucemburgi, hoc modo eſt Pax & Concordia facta inter eos, quod tota terra, quæ eſt ultra Moſam verſus Ardennam usque ad nemus, quod dicitur Ars, remanet Comiti Barri; nemus verò prædictum ſicut extenditur à Moſâ usque ad Moſam in longum & latum, cum tota terra comprehenſa in eodem nemore remanet Comiti Namurcenſi, & etiam tota terra citra Moſam verſus Namurcum remanet Comiti Namurcenſi, omnes verò homines, qui ſunt in parte terræ Comitis Barrenſis, habebunt in nemore de Ars omnes conſuetudines, & uſualia, quas in nemore prædicto ſolebant habere de jure, & easdem conſuetudines, quæ ſolvere debebant, ſolvent Comiti Namurci.

(1) Il y a deux fautes dans cette Copie de Mr. *Leibnitz*; l'une d'omiſſion, en ce qu'elle ne ſpecifie pas le quantieme du Nom eſt ce *Philippe*; & l'autre de commiſſion, en ce qu'elle y eſt datee de l'an 1099. qui ne ſauroit quadrer avec aucun des *Baudouins*. Il eſt évident que celui dont il s'agit dans ce Traité eſt *Baudouin* VIII. fils de *Baudouin*, Comte de Hainaut, & de *Marguerite*, Comteſſe de Flandres; le même qui fut depuis Empereur de *Conſtantinople*, & contre lequel *Philippe* de Suabe, Empereur, & *Philippe Auguſte*, Roi de France, avoient fait l'Alliance du 29. Juin 1198. inſerée dans la page précedente. [DUM.]

2. Hoc etiam ordinatum eſt in Concordia iſta, quod omnes homines undecunque ſint, qui terras, & feoda habebunt in illa parte terræ, quæ remanet Comiti Barri, terras & feoda ſua requirent de Comite Barri, & ſi eas requirere noluerint, remanere debent in manu Comitis Barri, donec eas requiſierint, & quando eas requiſierint, Comes eis eas reddere debet; ſimiliter erit de illis, qui terras, & feoda habent in diviſione terræ Comitis Namurcenſis. Aquæ Moſæ debent eſſe communes inter Comitem Barri & Comitem Namurcenſem, usque ad nemus, quod dicitur Ars; ſed quantum nemus illud durat, aquæ [erunt] unius Comitis Namurcenſis. ANNO 1199.

3. Omnes homines Comitis Barrenſis, & Comitis Namurcenſis, & Coadjutores eorum, qui propter guerram habitam inter eos inciderunt in invidiam vel in odium cujusquam, remanere debent in bona pace, & Comes Flandrenſis, & Comes Namurcenſis, & Comes Barri debent eis pacem tenere & debent eos juvare in bona fide & ad poſſe eorum, quod in pace perpetuè remaneant.

4. Præterea ſciendum eſt, quod Balduinus Comes Flandrenſis dedit Theobaldo Comiti Barrenſi quingentas libratas terræ Valentianenſis monetæ, ita videlicet, quod Comes Barrenſis, & hæredes ſui illas quingentas libratas terræ tenere debent jure hæreditario a Comite Flandrenſi, & a ſuis hæredibus; & Comes Barri recepit cum iſtis quingentis libratis terræ in feodum de Comite Flandriæ omne allodium, quod ſpectat ad Brocham, & etiam omnia allodia, & omnia feoda, quæ jacent in prædicta diviſione terræ Comitis Barrenſis, quæ deſcendunt de Comitatu Namurcenſi, & de his prædictis devenit homo ligius Comitis Flandrenſis, ita videlicet, quod Comitem Flandrenſem debet juvare præcipuè contra Regem Franciæ & contra Ducem Sueviæ, (a) & contra omnes homines, qui poſſunt vivere & mori, præterquam contra Dominum Virdunenſem Epiſcopum, & Comitem Campaniæ. Tamen ſi Comes Flandriæ, & prædictus Epiſcopus de Verduno, & Comes Campaniæ inter ſe in propriis perſonis guerriaverint, & ſi forte Comes Flandrenſis guerram habuerit contra iſtos duos, vel contra alterum eorum; Comes Barri debet facere ſervitium fieri Comiti Flandriæ de feodo ſuo.

(a) Intelligitur Philippus Rex Romanorum.

5. Inſuper Comes Flandriæ debet ad hoc inducere Regem Angliæ, quod ipſe Rex Angliæ dabit in feodum Comiti Barri in Caſtello & in Caſtellania terram æquivalentem illi Namurcenſi, quæ remanet Comiti Namurcenſi, & ſi forſitan Caſtellum vel Caſtellania tantum non valuerint, quantum terra Comitis Namurcenſis, Rex Angliæ debet illi perficere in terra plana, quantum poterit Caſtello * propinquiori addictum Comitis Flandriæ, & Comitis Boloniæ, & de feodo iſto debet facere fieri ſervitium Regi Angliæ contra omnes homines; & ſi Rex Angliæ hoc facere noluerit, Comes Flandriæ debet cum quingentis libratis terræ adhuc ſuperaddere & dare Comiti Barri ducentas libratas terræ & terram ultra Moſam, ſicut dictum eſt.

6. Sciendum autem eſt, quod ſi Comes Barri habuerit hæredem de Ermeſinde Comitiſſa Luxemburgenſi uxore ſua, quidquid poſtea accidat de Comite Barri (ſive Comitiſſa alii viro nupſerit, & alium hæredem habuerit, ſive non) feodum prædictum remanebit hæredi Comitis Barri, qui procedet de prædicta Ermeſinde; & ſi forte Comes Barri deceſſerit, & nullum habuerit hæredem de prædicta Ermeſinde, & poſtmodum Ermeſindis prædicta de alio viro, cui legitime nupſerit, hæredem habuerit, ipſa & hæres ſuus habebunt feodum prædictum præter quingentas libratas terræ de feodo Comitis Flandrenſis, quas hæres Comitis Barrenſis habebit. Si Ermeſindis prædicta, & Comes Barri vir ſuus absque proprio hærede carnis ſuæ deceſſerint, omnia prænotata feoda remanebunt hæredi Comitis Barri. Sciendum præterea, quod Comes Flandriæ nullo modo poteſt facere pacem cum Francia, ſive cum Theobaldo Comite Barri.

7. Ut autem omnes iſtæ Conventiones firmiter obſerventur in perpetuum Ego Balduinus Flandriæ, & Haynoniæ Comes, & Maria Comitiſſa uxor mea & Philippus Comes Namurci, & Henricus fratres mei, & Ego Theobaldus Comes Barri & Lucemburgenſis, & Ermeſindis Comitiſſa uxor mea, eas approbavimus, & ut etiam firmiores permaneant, Ego Balduinus Flandriæ & Haynoniæ Comes, & Ego Theobaldus Comes Barri & Luxemburgenſis Scripto chyrographizato eas commendari fecimus & Sigillorum noſtrorum appenſionibus & teſtium ſubſcriptionibus corroborari. Teſtes ex parte Comitis Flandriæ, & Haynoniæ; Maria Comitiſſa Flandriæ & Haynoniæ Comes; Renaldus Comes

ANNO 1199. Boloniæ, Henricus frater Comitis Flandriæ & Haynoniæ, Gerardus Præpositus Brugensis & Flandriæ Cancellarius; Willhelmus patruus Comitis Flandriæ & Haynoniæ; Henricus de Vallecourt, Robertus de Tornchem, Walterus Setengien, Hugo de St. Oberto, Gilbertus de Burguella, Otto de Arba. Testes ex parte Comitis Barri, Theodoricus de Masliers, Theodoricus de Etufalize, Radulphus de Canis, Arnulphus de Bodemachre, Guido Castellanus Barri, Pontius Advocatus de Mousons, Jacobus de Orcymont, Henricus de Mirewant, Nicolaus de Itahm, Robertus de Condato, Nicolaus de Exorday, Gerardus de Belloramo. Actum apud Dinant, in Monasterio St. Medardi juxta Pontem: septima Calendas Augusti 1199.

CCXXXII.

(1) *Traité de Paix entre* PHILIPPE II. *dit* Auguste *Roi de France, &* BAUDOUIN *Comte de Flandres, fait à leur entrevûë de Peronne aux Fêtes de Noël, de l'année* 1199. [PIERRE OUDERGUEEST, Chroniques de Flandres, Chap. XCIII. feuill. 156.]

PRÉMIERS, que le Conte de Flandre auroit a parpetuité, les Villes de Sainct Omer, & d'Aire avec leurs appartenances, les fiefs de Ghisnes, Ardre, Lillers & Rickebourch, ensemble la Gorgue, avec la terre que l'advouë de Bethune tenoit outre le Neuffossé, vers Flandre. Et que toutes les autres parties, dont estoit question entre eux, si comme Arras, Bethune & autres demoureroyent, au povoir du Roy Philippe, qui les garderoit pour Louys son fils, a condition de retour, si avenant qu'il n'eust aucun hoir de son corps. En outre ledict Roy Philippe quitâ au prouffit du Conte Baudouyn, le droict qu'il avoit en Mortaigne, saulf en ce le droict de l'Evesque de Tournay. Promettant au reste, & s'oblegeant de faire tenir ceste paix avec tout ce qu'en dependoit, a Louys son fils, mesmes qu'il ne luy bailleroit la Ville d'Arras avant, qu'estant ledict Louys en aage il eust confirmé, aggréé, & juré ladicte paix: ce fut faict a Peronne au mois de Janvier audict an quatre-vingts dix & neuf, en presence (de la part du Conte Baudouyn) de Gherard Prevost de Bruges & Chancelier de Flandre, Sohier Chastelain de Gand, Jean Chastelain de Lille, Gherard de Bailleul, Gherard de Grimberghe, Baudouyn de Comines, Thiery Chastelain de Dixmude, Huge de Handerghem, & plusieurs autres.

CCXXXIII.

1200. Mai. (2) *Pax inter* PHILIPPUM II. *Regem Galliæ &* JOANNEM *Regem Angliæ* sine terra *vocatum inita; per quam Civitas* Ebroïcarum *cum* Ebroïcio *toto Regi Gallico ceditur; &* LUDOVICO *ejus Filio,* BLANCAM *Regis Castellæ Filiam in Uxorem ducturo, certa Bona definantur. Concordatur insuper quòd* Britannia Armorica *præfato* PHILIPPO, *&* Normandia JOHANNI *tanquam Feuda Regia cedere debeant. Actum apud Goleton. Anno ab Incarnatione Domini* 1200. *mense Majo.* [Tiré d'un Manuscrit de la Bibliotheque Royale de Berlin.]

JOANNES Dei Gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, Comes Andegaviæ atque Pictaviæ, Omnibus ad quos præsens carta pervenerit, salutem. Noveritis, quod hæc est forma Pacis, facta inter Dominum nostrum PHILIPPUM Illustrem Regem Franciæ, & nos, scilicet: quod nos tenebimus illi & hæredibus suis pacem, quam Frater noster Rex Richardus fecit illi inter Exoldunum, & Charrotium, exceptis iis, quæ per præsentem chartam excipiuntur vel mutantur, propter interceptiones, quas idem Frater noster illi fecit de Pace illa, scilicet, quod nos donavimus illi & hæredibus suis, sicut rectus hæres Regis Richardi Fratris nostri, Civitatem Ebroicarum, & Ebroicium, cum omnibus feodis & Dominiis, sicut subsequentes metæ determinant. Metæ autem sunt positæ in media via inter Ebroicium & novum Burgum, & totum, quod erit intra has metas ex parte Franciæ erit Domini Regis Franciæ; id autem, quod erit ex altera parte versus novum Burgum, erit nostrum: & quantum terræ habebit Dominus Rex Franciæ versus novum Burgum, tantum terræ habebit versus Conches & versus Aquigni ad eandem mensuram, ex ea parte, ubi Abbatia de Noa sita est, sicut aqua Itoniæ currit Witebos, ubicumque sit donavimus Domino Regi Franciæ, Tilleriæ cum pertinentiis suis & Danvilla remanent nobis; ita tamen, quod Dominus de Bruerolis habebit id, quod debet habere in Dominatu de Tilleriis, & Dominus de Tilleriis habebit id quod habere debet in Dominatu de Bruerolis; Concessimus etiam de Episcopatu Ebroicensi Domino Regi Franciæ, id quod est intra has metas, unde Episcopus Ebroicensis Domino Regi Franciæ, & hæredibus ejus respondebit; Idem autem Episcopus nobis & hæredibus nostris respondebit de hoc, quod erit extra has metas; Et sciendum, quod neque Dominus Rex Franciæ, neque nos poterimus firmare intra metas constitutas, intra novum Burgum, & Ebroicen. neque apud Witebos, neque nos ex parte nostra, neque Dominus Rex Franciæ ex parte sua, nisi ubi firmatum est intra metas prædictas.

ANNO 1200.

Præterea Fortelitiæ de Porris, & de Landes in continenti diruentur, neque ibi aliæ fortelitiæ poterunt reædificari. Hæc autem omnia, quæ Comes Ebroicensis infra has metas tenebat, fecimus Domino Regi Franciæ quittari, a recto hærede Ebroicensi.

De Vulcasione Normanno ita erit, nobis & hæredibus nostris remanent feoda & Dominium, sicut Dominus Archiepiscopus Rhotomagensis exinde tenens erat, die quo fecit excambium de Andeliaco; Totum residuum Vulcassino Domino Regi Franciæ remanet; Ipse vero Rex Franciæ non poterit firmare ultra Gamach. ex parte Normanniæ, neque ultra finem foresta Vernonis, sed infra; neque nos ultra foresta de Andeliaco poterimus firmare, sed infra.

Dedimus autem in Maritagium Ludovico filio Domini Regis Franciæ cum (3) Filia Regis Castellæ, Nepte matris meæ, feodum Exolduni; Item feodum Crascei, & feoda Biturefii, sicut Andreas de Calviniaco ea tenebat de Rege Angliæ; Item de omnibus iis erit Dominus Rex Franciæ saisitus, usque dum matrimonium prædictum sit consummatum. Et quicquid contingat de matrimonio, postquam facta fuerit, Dominus Rex Franciæ tenebit prædicta feoda tota vita sua, & post decessum suum redibunt prædicta feoda ad nos & hæredes nostros, si prædictus Ludovicus hæredem non habuerit de prædicta Nepte nostra.

Si vero nos mori contigerit, absque hærede de uxore nostra desponsata, cum prædictis feodis dedimus eisdem in maritagium feodum Hugonis de Gornao citra mare Angliæ, sicut id tenet de nobis, & feodum Comitis Albemarle citra mare Angliæ, & feodum Comitis Pertici, sicut ea tenent de nobis citra mare Angliæ.

Præterea nos dedimus Domino Regi Franciæ viginti millia marcharum sterlingum ad pondus & legem in quo fuerunt, videlicet tredecim solidos, & quatuor denarios pro marcha, propter rechatum suum, & propter feoda Britaniæ, quæ Rex Franciæ nobis dimisit. Nos vero recipiemus Arturum in Hominem, ita quod Arturus Britanniam tenebit de nobis. Item nos, sicut rectus hæres, tenebimus de Domino Rege Franciæ omnia feoda, sicut Pater noster & Frater noster Rex Richardus ea tenuerunt a Domino Rege Franciæ, & sicut feoda debent, exceptis supra dictis, quæ Domino Regi Franciæ remanent, sicut supra dictum est.

De Comite Engolesmi & Vice-Comite Lemovicensi sic erit, quod nos recipiemus eos in Homines, ita, quod eis jura eorum dimittemus.

De Comitibus Flandriæ & Boloniæ sic erit, quod Comes Flandriæ tenebit de terra Domini Regis Franciæ id, quod tenet. Item Dominus Rex Franciæ, ea quæ tenet de rebus Comitis Boloniæ, feodum & Dominium, & ea, quæ Comes Pontini inde tenet, feodum & Dominium remanent Domino Regi Franciæ & Comiti Pontini. Propter hoc, quod Comes Flandriæ tenet de rebus Domini Regis Franciæ, Comes vero Flandriæ faciet

(1) C'est sans doute le même Traité, qui est raporté ci-dessus en Latin sous le mois de Janvier de cette année, quoi qu'il y ait quelques petites différences, & que les deux Dates ne quadrent pas tout-à-fait bien ensemble.

(2) Le même Traité se trouve dans LEIBNITZ, *Cod. Jur. Gent. Diplo.* Part. I. pag. 7. mais sur une mauvaise Copie; celle-ci est beaucoup meilleure. [DUM.] Ce Traité si avantageux à la France décredita absolument JEAN *sans terre*. Les Anglois le mépriserent; le Comte de Flandres le quitta, & plusieurs autres suivirent son exemple.

(3) *Blanche*, fille *d'Alphonse* VIII. Roi de Castille, & d'*Alienor* sœur de JEAN *sans terre*, qui en effet fut mariée l'année suivante avec *Louis* fils aîné de *Philippe*.

ANNO 1200.

faciet Domino Regi Franciæ homagium ligium. Et ſi idem Comes Flandriæ, aut aliquis hominum ipſius Regis Franciæ, qui melius ſint aut debeant eſſe homines ipſius Regis Franciæ, quam noſtri, ipſi Regi Franciæ malum vellet facere & nocere, nos non poſſimus eum contra Dominum Regem Franciæ juvare vel manutenere. Neque Dominus Rex Franciæ ſimiliter noſtros, qui melius homines noſtri ſint quam ſui, aut debeant eſſe, ſalva forma hujus pacis prædictæ.

In conventionibus iſtis Domino Regi Franciæ habemus conventionem, quod nos Nepoti noſtro Othoni nullum auxilium faciemus, nec per pecuniam nec per milites, nec per gentem, nec per nos, nec per alium, niſi per conſilium & aſſenſum Domini Regis Franciæ.

De Arturo ſic erit, quod nos non minuemus eum, nec de feodo, nec de Dominio Britanniæ, niſi per rectum judicium Curiæ noſtræ.

Nos vero dedimus Domino Regi Franciæ ſecuritates de hominibus ſubſcriptis, ſcilicet; Balduinum Comitem Albæmarlæ. Comit. Wilhelm. Mareſchall. Hugon. de Gornaco. Wilelm. de Humet. Conſtabularium Normanniæ. Robertum de Harcourt. Johannem de Pratellis, Willelm. de Ket. Rog. de Troniaco Garnerum de Glapion. Qui juraverunt hoc modo, quod ipſi cum omnibus feodis ſuis citra mare ad Dominum Regem Franciæ irent, ſi hanc Pacem ei non teneremus, ſicut eſt diviſa.

Dominus quoque Rex Francorum ſimiliter dedit nobis ſecuritates de hominibus ſuis ſubſcriptis, ſcilicet; Comit. Rob. Drocarum, Gaufridum: Comitis Pertici. Gervaſii de Caſtello. Willelm. de Garlanda. Burch. de Roja. Galt. Camerarii Patrem. Urſionem fil. ejus. Philipp. de Livius, Galt. Camerar. Juniore, qui ſimiliter hoc modo juraverunt, quod cum omnibus feodis ſuis ad nos venirent, ſi Dominus Rex Franciæ hanc Pacem non teneret, ſicut eſt diviſa.

Nos autem, & Oſtagii prænominati juravimus hæc omnia prædicta bona fide, & ſine malo ingenio, fideliter & firmiter obſervanda, quod ut perpetuum robur obtineat, præſentem paginam ſigilli noſtri auctoritate roboravimus.

Actum apud Goleton. Anno ab Incarnatione Domini Milleſimo ducenteſimo, Menſe Majo. *Eſt ſcellé du ſceau dudict Seigneur Roy d'Angleterre en cire verte pendant lacqs de ſoye rouge.*

Ceſſio & Abdicatio Urbis Ebroicarum *in beneficium* PHILIPPI *Francorum Regis per* ALMARICUM *Comitem Gloceſtriæ, propria voluntate, & de mandato* JOANNIS *Regis Angliæ. Actum Goleto Ann.* 1200. *Menſe Majo.* [Tiré du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. pag. 49.]

NOTUM facimus præſentibus & futuris quod ego Almaricus, Comes Gloceſtriæ, Domino Philippo Illuſtri Regi & hæredibus ejus de propria voluntate mea, & de mandato Domini Joannis Dei gratia Regis Angliæ, in præſentia ipſorum Regum & Baronum ſuorum quittavi Ebroicem, (1) & Abrincas, & quidquid in eis habebam feodi & Dominii ſicut metæ determinant quæ in charta Domini mei Joannis Illuſtris Regis Angliæ quam Dominus Rex Francorum habet, denotantur; & Dominus meus Rex Angliæ in ſufficiens escambium inde donavit; Ego etiam bona fide & ſine malo ingenio in manu Domini mei Regis Francorum fiduciam hoc tenere, ſicut continetur in charta Domini mei Regis Angliæ, quam inde Dominus Rex Francorum habet. Quod ut perpetuum robur obtineat, præſentem paginam ſigilli mei munimine confirmavi. Teſtibus:

Henrico Cantore
Thoma Burdegalenſi
Et
Joanne Dublinenſi
} Archiepiscopis.

A. Meldenſi
Bellucenſi
H. Lingonenſi
E. Elien.
Et
H. Sarbit.
} Episcopis.

Comite Flandrenſi,
Comite Campaniæ,
L. Comite Bleſenſi,
P. Comite Drocenſi,
Guillelmo Mareſcallo Comite de Pembrok,
Guillelmo de Garlend,
Et
B. de Roya.

ANNO 1200.

Actum Goleto, anno Incarnati Verbi milleſimo ducenteſimo. Menſe Majo.

Aliud Inſtrumentum Ceſſionis Ebroicarum *Civitatis per* ALMARICUM *Comitem Gloceſtriæ, virtute Tractatus Pacis de anno* 1200. [Tiré du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. pag. 53.]

OMNIBUS ad quos præſens charta pervenerit, Amauricus Comes Gloceſtriæ Salutem. Noverit univerſitas veſtra quod quittavi & tenui quietum Philippo Regi Francorum Ebroicas, & quidquid habui inter metas factas per pacem factam inter prædictum Regem, & Dominum meum Joannem illuſtrem Regem Angliæ, ſicut chartæ eorumdem Regum teſtantur, quia idem Dominus meus Joannes Rex Angliæ de excambio Ebroicenſi, & quæ habui inter metas prædictas, mihi ſatis fecit iis Teſtibus:

Guillelmo Lodevenſi
Humberto Sarr.
Et
Joanne Norm.
} Episcopis.

Gaufrido Petri, Comite de Esley,
Roberto Comite Leiceſtriæ,
Richardo de Chara,
Roberto Comite de Mendlent.
Roberto de Turnehan.
Et multis aliis.

CCXXXIV.

Don de la mouvance de MONTBAR *au Duc de* BOURGOGNE, *par le Comte de* BAR *ſur Seine. Fait l'an* 1201. [ETIENNE PERARD dans ſon Recueil des Pièces curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 272.] 1201. BOURGOGNE ET BAR.

EGO *Milo* Comes Barri ſuper Sequanam, notum facio præſentibus & futuris, me dediſſe, & in perpetuum conceſſiſſe *Odoni* Duci Burgundiæ, & hæredibus ejus, quicquid Domini *Montisbarri* de Comitibus Barri prædeceſſoribus meis tenuerunt, à cruce Dei in ſuperius, & hoc eidem Duci & hæredibus ejus, in curia ſua, ſicut liberum meum aleodum garantire contra omnes homines teneor per jus & rationem. Idem ut ratum habeatur, ſigillo meo feci confirmari. Actum eſt hoc, anno Incarnati Verbi milleſimo ducenteſimo primo.

CCXXXV.

Traité de Paix entre HENRI (1) *Duc de Lorraine &* OTHON *Duc de Gueldres fait à Utrecht l'an.* 1202. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 51.] 1202. LORRAINE ET GUELDRES.

In nomine Sanctæ Trinitatis & individuæ Unitatis.

NOTUM ſit omnibus tam præſentibus quam futuris hujus ſcripti inſpectoribus, quod cum exorta eſſet discordia inter HENRICUM Ducem Lotharingiæ & *Ottonem Comitem Gelriæ ſuum hominem ligium*, ſuper eo quod idem Comes ei debitum ſæpius negaverit ſervitium

(1) Je ne doute point qu'il ne faille lire ici, comme dans le Traité de Paix, *Ebroicum*, & *Ebroicas*, c'eſt-à-dire, le Territoire & la Ville d'*Evreux*. *Abrincæ*, en François *Avranches*, eſt une Ville fort éloignée de là, & dont il ne fut point queſtion dans le Traité de Paix. [DUM.]

(1) Il étoit auſſi Duc de Brabant, & il eſt dans ces Traitez tantôt qualifié d'une maniére & tantôt de l'autre.

ANNO 1202. servitium; talis inter eos pacis reformatæ interceſſit pactum: quod ſi Dux memoratum Comitem ad ſuum aliquando invitaverit ſervitium, & Comes ei non obtemperaverit, vel fideliter ſicut homo ſuus ligius non ſervierit; ipſe Comes ſua liberâ & ſpontaneâ voluntate elegit, quod, omnia bona quæ à Domino Duce in feudum tenet, in ſua ſint poteſtate, ut ipſe Dux de bonis illis pro ſua disponat voluntate. Ut autem hæc inviolata in poſterum ſerventur, ſigillorum ſuorum firmaverunt impreſſione. Hæc autem facta ſunt præſente *Rege Othone*, *Guidone Apoſtolicæ Sedis Legato*, *Adulpho Colonienſi Archiepiscopo*. Hujus rei etiam teſtes ſunt *Henricus Dux de Limburgis*, *Gerardus Comes de Are*, *Adolphus Comes de Monte*, *Henricus de Waſſenberch*, *Raſo de Gavera*, *Arnoldus de Weſemale*, *Caſtellanus de Bruxella*, *Rutgerus de Merehem*, *Theodoricus de Milhem*, *Reynerus de Tygele*, *Sibertus Suevus*, *Arnoldus Seneſcallus de Rotſelaer*, *Goſuinus de Heverle*. Acta ſunt hæc Trajecti ſuper Moſam anno MCC. II.

CCXXXVI.

LORRAINE ET GUELDRES. (1) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine &* OTHON *Comte de Gueldres.* [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 51.]

HÆc eſt Compoſitio inter Ducem Lotharingiæ & Comitem Gelriæ. Compoſitio quæ ordinata fuit nuper apud Trajectum inter Epiſcopum Trajectenſem & Comitem Gelriæ, obſervabitur ſicut ibi fuit ordinata. Inter eundem Comitem & Puerum de Clivo eſt conditum, quod bona quæ Pater jam dicti Pueri poſſedit in ſuo deceſſu, juxta rei veritatem, eadem Puer in pace poſſidebit, & ſi Puer ultra hoc aliquam quæſtionem moverit ipſi Comiti, de ipſis Comes respondebit & copiam finalis juris exhibebit, ubicumque de jure tenebitur. Præterea de exceſſibus quos Comes fecit adverſus Ducem, pro quibus ei fecit bona adjudicari, manebunt bona in eodem ſtatu in quo fuerunt proxima Dominica poſt Exaltationem Sanctæ Crucis, eâ conditione interpoſitâ, quod Dominus Dux pro voluntate ſua diem præfiget, ad quem Comes veniet ſatisfacturus Duci, ſecundum amorem vel gratiam ipſius Ducis. Et ſi Comes iſta non obſervaverit, feodum omne quod à Domino Rege tenet, in manus Regis oſtagium poſuit, ita quod feodo illo privabitur & Dux idem Feodum à Rege tenebit: eadem conditione adjecta per omnia, de feodis quæ à Domino tenet Colonienſi Archiepiscopo. Et ut hæc certius Duci ſerventur in poſterum, filium ſuum & filiam ſuam ei dedit obſides. Ad hæc de Los & de Monte Comites juraverunt, quod Comiti non aſſiſterent, quousque Duci ſatisfecerit, & ſi prætaxata non obſervaverit. Item homines Comitis & cognati ſicut prius Duci juraverant prout carta teſtatur antiqua, ſtabunt in eodem juramento. Quod ſi forte aliquid Duci acciderit humanitus, ea quæ prædicta ſunt Duci obſervanda, ſervabuntur uxori & hæredibus Ducis à Comite Gelriæ & ſuis hæredibus.

Ce que doit payer le Comte de Gueldre au Duc de Lorraine.

OTTO *Comes Gelriæ* dabit Domino Duci duo millia marcarum & quingentas, his terminis, Dominica *Invocavit me*, Dabit mille & quingentas ſeu mille tantum, & hanc pecuniam ſolvet apud Lovanium ſecundum æſtimationem marcarum Lovanienſis monetæ & ſicut in Lovanio moneta ſolvi ſolet; ſi autem ſicut prælibatum eſt, prædicto termino mille & quingentas perſolverit marcas, in proximo feſto S. Remigii ſequente, alias mille marcas Domino Duci perſolvet apud Lovanium, juxta pondus Colonienſis monetæ, ſicut tunc temporis apud Coloniam Colonienſis monetæ fiet perfecta ſolutio: Vice verſa ſi Dominica *Invocavit* tantum mille marcas ſolverit, ſicut prætaxatum eſt, in proximo feſto S. Remigii ſequente mille & quingentas marcas memorato modo apud Lovanium perſolvet, pondere Colonienſis monetæ ſicut Coloniæ perfecta fieri tunc poterit ſolutio. Pro prænominata verò pecunia habebit Dux duos filios ipſius Comitis & viginti quinque pueros hominum ſuorum: ſi autem prædictis terminis ſicut conditum eſt pecunia præfata non perſolverit, tunc Comes Duci obligat terram quæ ſita eſt inter Moſam & Walin, *Tilreweerde* pro mille marcis in recto pignore, cum omni eo jure quo ipſe Comes tenebat, & *Bommelreweerde*, pro mille quingentis marcis in recto pignore, ſimiliter cum omni eo jure quo Comes tenebat; & terra iſta redimenda erit de Anno in Annum, ab ingreſſu pignoris: quod ſi Dominica *Invocavit me* quingentæ marcæ & mille perſolutæ fuerint, pueri hominum Comitis omnes liberi erunt, filiis ipſius Comitis in oſtagium remanentibus & terram inter Moſam & Walin & *Tilreweerde* in pignus remanente pro mille marcis: ſi verò tantum mille perſolutæ fuerunt, iterum pueri hominum liberi erunt, filiis Comitis iterum in hoſtagium remanentibus, & *Bommelreweerde* in pignus Duci permanente pro mille & quingentis marcis. Præterea ſi Comes usque *Invocavit* totam ſummam pecuniæ perſolverit, tam filii ejus, quam pueri hominum ſuorum, quàm terra ipſius, à Duce libera erunt. Item adjectum eſt quod ſi prædictorum puerorum aliquis moriatur, vel infirmetur, vel effugiat, ille ſine dolo reſtituetur vel æquævalens. Sciant omnes quod Comes hanc pecuniam idcirco Duci ſolvit, quia apud Trajectum in præſentia Regis & Cardinalis & Archiepiscopi Colonienſis & Epiſcopi Leodienſis & Ducis Limburgenſis & Comitis de Hoſteden & multorum nobilium promiſerat, quod de cetero ei fideliter ſicut *homo Ligius* ſerviret, & quod promiſit quod Comes Hollandiæ nullum damnum ei inferret: Verum quia hoc non bene obſervavit; & Comes Hollandiæ & homines ipſius Comitis Gelriæ oppidum Ducis Tyle & Orten combuſſerunt, & homines ſuos captivaverunt, & cum Dux ad hoc vindicandum proficisceretur, & ammonitus à Duce ut ei aſſiſteret eum deſeruit, & homines ſuos in auxilium Comitis Hollandiæ transmiſit, & Dux propter hos exceſſus, ei terram quam ab eo in feudum tenebat abjudicari fecit ſententia hominum ſuorum, & intuitu hujus pecuniæ omnes exceſſus ei remittens, terram abjudicatam ei reſtituit.

(1) Ce Traité eſt ſans date; mais il paroit par les premiers mots qu'il eſt fait un peu après le precedent.

CCXXXVII.

FRIDERICI *Comitis Tullenſis Literæ de Impignoratione Comitatus ſui, pro* 350. Libris *Prumnenſibus Domino* TULLENSI EPISCOPO *facta. Actum Tulli in Vigilia Sanctorum Cyrici & Julitæ matris ejus anno* 1202. [La Veritable Origine des Illuſtres Maiſons d'Alſace, de Lorraine & d'Autriche. Aux Preuves, pag. 126.] 15. Juin.

EGO FRIDERICUS Comes Tullenſis, Notum facio univerſis præſentes litteras viſuris vel audituris, me pignori obligaſſe pro trecentis quinquaginta libris Prumnenſibus, Comitatum meum Tullenſem Reverendo Patri ac Domino Tullenſi Epiſcopo. Quicquid videlicet teneo in feodo ab ipſo Epiſcopo, exceptis caſamentis meis, quæ alii de me tenent feodi ratione. Conceſſi etiam quod Epiſcopus redimat quando poterit, ea quæ de feodo ipſius movent, & à me per Gageriam teneri noſcuntur. Hanc autem Gageriam niſi ab inſtanti Paſcha in unum annum redimere non potero, nec tunc alii præfatum Comitatum tenendum, aliqua ratione mihi licebit tradere. Imo Epiſcopus, vel quilibet alius ad voluntatem ipſius, vel ego ipſe tenebo, aut poſt deceſſum meum ille qui de me jure hæreditario, & recta linea conſanguinitatis deſcendet ex parte matris meæ. Meo autem Comitatu, ſic ut dictum eſt, Domino Epiſcopo pignori obligato, & prænotato modo ad tenendum tradito, fructus percipiendos de ipſo Comitatu quoad usque à me redimatur, Domino Epiſcopo nomine Eccleſiæ, ſuper altare beati Stephani Tullenſis contuli liberaliter & benignè in Eleemoſynam. Et licet hæc omnia me bona fide ſervaturum, primò fide firmaſſem in manu Epiſcopi; iterum ad hæc eadem ſervanda ſuper dictum altare beati Stephani, & præſentatas mihi Sanctorum reliquias, me, præſtito corporaliter juramento, adſtrinxi, multis bonis viris præſentibus & discretis, catellum (*lege cultellum*) ſuper idem altare ponens, in iſtarum ſignum & memoriam pactionum. RENARDUS autem frater meus creantavit & fide firmavit, primò in manu dicti Epiſcopi, & poſtmodum juramenti religione ſe aſtrinxit, ſeſe omnia præſcripta bona fide ex integro ſervaturum, & quod ſi de me aliquid humanitus contingeret, & meus Comitatus ad eum jure hæreditario perveniret, omnia iſta modo ſuperius annotato tenebit omnimodo, & fideliter obſervabit. Harum etiam pactionum dedi Domino Epiſcopo in ſecuritatem & hoſtagium, nobilem virum Dominum THEOBALDUM Comitem Barrenſem, unde ipſe Comes ad petitionem meam, litteris præſentibus ſuum

ANNO. 1202.

ANNO 1202. suum fecit sigillum cum meo sigillo apponi, ut hæc omnia in stabilitate debita permanerent. Actum Tulli anno Domini MCCII. mense Junio, in Vigilia Sanctorum Cyrici & Julitæ matris ejus.

CCXXXVIII.

Juillet. *Instrumentum Homagii*, PHILIPPO *Franciæ Regi, per* ARTURUM *Ducem Britanniæ præstiti. Actum apud Garnocum mense Julio, anno* 1202. [Voyez-le ci-après sous le 7. Janvier 1403.]

CCXXXIX.

1203. Juillet. & Août. FRANCE BOURGOGNE, NEVERS ET SOISSONS.

Lettres des Ducs & Comtes de BOURGOGNE, *de* NEVERS, *& de* SOISSONS, *par lesquelles ils exhortent* PHILIPPE II. *Roi de France à ne se pas laisser contraindre par le Pape ou par les Cardinaux à faire la Paix ou une Trêve avec* JEAN *sans terres Roi d'Angleterre, & lui promettent du secours; des mois de Juillet & d'Août.* 1203. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomat. pag. 9. Preuves des Libertés de l'Egl. Gallicane, Tom. I. pag. 224.]

EGO Odo Dux Burgundiæ, notum facio universis, ad quos præsentes litteræ pervenerint, quod Ego Domino meo Philippo Illustri Regi Franciæ consului, ut neque pacem neque treagam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliàs per coactionem Domini Papæ, aut alicujus Cardinalis; Quod si Dominus Papa eidem Domino Regi super hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, concessi Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti super omnia, quæ ab eo teneo, quod ego super hoc essem in auxilium toto posse meo, & quod cum Domino Papa nullo modo pacem facerem nisi per Dominum Regem, quod, ne possit aliquatenus irritari, Sigillo meo litteras præsentes confirmo. Actum apud Vall. Rodoll. Anno ab Incarnatione Domini, Millesimo ducentesimo tertio, mense Julio. (1) *Et sont les dites Lettres scellées d'un grand scel de cire jaulne sur double queue de parchemin.*

EGO Herveus Comes Nivernensis, Notum facio universis, ad quos præsentes litteræ pervenerint, quod Ego Domino meo Philippo Illustri Regi Franciæ consului, ut neque pacem neque treagam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliàs per coactionem Domini Papæ, aut alicujus Cardinalis; Quod si Dominus Papa eidem Domino Regi super hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, concessi Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti super omnia, quæ ab eo teneo, quod ego super hoc essem in auxilium toto posse meo & quod cum Domino Papa nullo modo pacem facerem, nisi per Dominum Regem, quod, ne possit aliquatenus irritari, sigillo meo litteras præsentes confirmo. Actum apud Vall. Rodol. Anno ab Incarnatione Domini, Millesimo Ducentesimo tertio, mense Julio. *Et sont les dites Lettres scellées sur double queue de parchemin d'un grand scel de cire jaulne.*

EGO Rad. Comes Sueffionenfis notum facio universis, ad quos presentes litteræ pervenerint, quod Ego Domino meo Philippo Illustri Regi Franciæ consului, ut neque pacem, neque treagam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliàs per coactionem Domini Papæ, aut alicujus Cardinalis; Quod si Dominus Papa eidem Domino Regi super hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, concessi Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti super omnia, quæ ab eo teneo, quod ego super hoc essem in auxilium toto posse meo, & quod cum Domino Papa nullo modo pacem facerem, nisi per Dominum Regem, quod, ne possit aliquatenus irritari, sigillo meo litteras presentes confirmo. Actum Medonte, Anno ab Incarnatione Domini, Millesimo Ducentesimo tertio, mense Augusto. *Et sont les dites Lettres scellées sur double queue de parchemin d'un grand scel de cire jaune.*

CCXL.

LORRAINE ET GUELDRE. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de* LORRAINE, *& de* OTHON *Comte de Gueldre, fait à Louvain, l'an* 1203. [AUBERT LE MIRE, Codicis Donat. Belgicar. Tom. I. Cap. LXXXI. pag. 164. CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 52. DYNTER Chron. Duc. Brab. Manusc. Lib. IV. pag. 148.] ANNO 1203.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

FELIX est litterarum custodia quæ emergentibus occurrit calumniis & rerum seriem memorabili loquitur veritate. Inde est quod negotii præsentis veritatem scripto præsenti commendare curavimus. Notum sit itaque tam futuris quam præsentibus, quod talis intervenit forma Compositionis inter HENRICUM DUCEM LOTHARINGIÆ & *Otthonem Comitem Gelriæ:* Quod Comes renunciavit omni juri quod se dicebat habere in Megen. (1) Item omne jus quod idem Comes se asserebat habere in unitate totius Campiniæ (quæ unitas vulgariter *Eninge* dicitur) ipsum Ducem habere permisit. Insuper Comes Otto jurat quod omnes mercatores terræ Ducis, infra Dominium sui Comitatus, ab omni thelonio in Reno sine dolo liberi erunt; ita tamen quod ipsi mercatores Ducis nulla bona mercatorum alterius terræ deducent; super quo si accusati fuerint, unusquisque mercatorum jurabit bona illa pertinere tantum ad ipsos & non ad alios, & sic liberè recedent. Propter interpositas autem conditiones, Thelonarius nullam debet adversus mercatores Ducis quærere malignandi occasionem. Additum est etiam quod Burgenses de silva juxta Orten, per totam terram Comitis Gelriæ liberi erunt à Thelonio omni. Burgenses quoque de Tiele gaudebunt eodem jure & stabunt apud Sulchem & in Driele, quo tempore Frederici Imperatoris & Henrici Comites Gelriæ gaudebant & stabant. Præterea Comes Gelriæ universum Allodium quod habebat in Osterbeecke cum monte in manus Ducis contulit, & ab eo in feudum accepit. Si autem Officiales Ducis & Comitis super aliquo facto dissenserint & ad invicem concordare non possint, totum negotium examini Ducis & Comitis reservabitur. Item conditum est quod de hominibus Ducis qui Bomele intraverunt vel intrabunt, precarias & tria in anno Advocati placita & servitium debitum habebit Dux, nisi hoc Comiti pro suo servitio Dux remittat. In hac etiam Compositione HENRICUS Dux Otthoni Comiti bonâ fide promisit, quod in omni guerra quam causa sui contra omnem hominem assumet, ei fideliter assistet, nec umquam treugas aut Compositionem sive pacem absque ipsius Comitis consilio & consensu faciet. Quod si tamen propriâ voluntate Comes guerram moverit alicui, vel aliquis eum impetierit; quamdiu Comes consilio & judicio Ducis stare voluerit, Dux eum omnibus modis juvabit. Insuper Comes Gelriæ juravit quod Duci & hæredibus suis, de cetero tanquam suus *homo ligius* fideliter serviet, & omnia superscripta bonâ fide & absque dolo firmiter observabit: Et si aliquid illorum infregerit, vel fideliter Duci non servierit; & præmonitus à Duce aut Nuncio suo, infra sex hebdomadas ad servitium ipsius Ducis non redierit, tunc omnia feuda quæ Comes à Duce tenet, ipse Comes demeruit & in manu Ducis liberè remanebunt; feuda quoque quæ à Rege tenet totum similiter demeruit, & Dux de manu Regis in feudum recipiet. Item de feudis quæ Comes tenet ab Archiepiscopo Colonienfi. Et hæc facta sunt & ordinata ad petitionem & sub testimonium totius Ecclesiæ Colonienfis & suorum hominum. Præmissis omnibus adjectum est, quod si Comes ea quæ prælibata sunt non servaverit & Duci non fideliter servierit, XXV. nobiles terræ ipsius Comitis & XXV. ministeriales, proprio corpore & omnibus bonis quæ à Comite tenent bonâ fide Duci contra Comitem servient, donec ad hoc induxerint Comitem, quod Duci ad voluntatem ipsius serviet & omnia supradicta plenariè observet. Sciatur etiam quod homines Comitis Gelriæ infra Golam manentes, liberi erunt ab exactione Telonei apud Tiele. Sanè quæ superiùs dicta sunt servanda inter Ducem & Comitem, servabuntur à suis hæredibus & hæredibus hominum subscriptorum qui supradicta juraverunt, sub pœna bonorum quæ à Comite tenent. Ut autem hæc rata teneantur in posterum, sigillorum appositione tam Ducis quàm Comitis sunt roborata testibus & juratis his nobilibus.

(1) Cette addition ne se trouve que dans la Copie de Mr. *Leibnitz.* [DUM.]

(1) Il y a une lacune dans l'Edition d'*Aubert le Mire* depuis le mot *Megen*, jusques au mot *Additum* exclusivement; depuis le mot *jure* jusques au mot *Item* exclusivement; depuis le mot *re mittat*, jusques au mot *Insuper* exclusivement, & depuis le mot *observabit*, jusques aux mots *Ut autem hæc rata*, aussi exclusivement.

ANNO 1203. libus. *Henricus Comes de Keſſele, Rogerus de Merheim, Engelbertus de Hoerne, Theodoricus de Hoerne, Theodoricus Advocatus de Hechte, Theodoricus frater ejus,* Wilhelmus Molſen, *Theodoricus de Altena, Alardus de Driele, Walterus Speringh, Gerardus de Wiſche, Lambertus de Monte, Henricus de Bruele, Egbertus de Malſen, Arnoldus de Orthen, Theodoricus de Alphen.* Nomina miniſterialium juratorum. *Engelbertus de O, Franco de Houthem, Theodoricus de Ruremonde, Reynerus de Tegele, Gerardus de Strale, Godefridus Groentnat, Theodoricus Gruten, Wilhelmus Robbe, Stephanus de Plieſe, Theodoricus Vaſtaert, Reynerus Caſtellanus de Suleken.* Chriſtianus & Rodolphus de Arnhem, *Theodoricus frater Comitis, Arnoldus de Arnhem, Helvinck Felix.* Acta ſunt hæc feliciter apud Lovanium anno Domini MCC. III.

CCXLI.

COLOGNE ET BRABANT. *Traité de Paix & Alliance entre* ADOLPHE *Archevêque de Cologne &* HENRI *Duc de Brabant, fait en l'année* 1203. [DYNTER Chron. Duc. Brabant. Lib. IV. pag. 147.]

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

ADOLPHUS divina favente clementia ſanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiscopus cunctis Chriſti fidelibus in perpetuum rei geſtæ finem conſumat oblivio litterarum ſolet indictus eternari, inde eſt quod notum facimus preſentibus & futuris, quod ab antiquo inter Eccleſiam Colonienſem & Archiepiscopum ex una parte, & Ducem Lotharingiæ & terram ſuam ex altera parte confederata eſt dilectio & confirmata eſt confœderatio, ut nullæ aliorum hominum amicitiæ vel discordiæ poſſent vinculum hujus confœderationis & dilectionis diſſipare. Placuit igitur nobis ex conſilio piorum miniſterialium. . . . ex una parte & Duce Henrico conſanguineo noſtro & ſuis fidelibus ex alia iſtam dilectionis confœderationem innovare, & tam in nobis quam in ſucceſſoribus noſtris perpetua firmitate corroborare, videlicet ex utraque parte iſtius vinculum confœderationis indiſſolubile in omne ævum permaneret. Henricus Dux Lotharingiæ fide interpoſita fideliter promiſit quod Eccleſiæ Colonienſi & nobis ſpecialiter cum conſilio, cum auxilio contra omnem perſonam ſive laicum ſive clericum totis viribus aſſiſteret, & nulla occaſione vel ſuggeſtione a tuitione Colonienſis Eccleſiæ & noſtro adjutorio diſcederet. Nos autem idem & eadem confirmatione verſa vice mutuamus, ut autem hoc factum ſtabile permaneat & inconvulſam paginam preſentem inde conſcribi & noſtri ſigilli impreſſione & priorum nec non nobilium Civium quorum nomina ſubſcripta ſunt dignum duximus roborari: Hujus rei teſtes ſunt, Engelbertus Major Prepoſitus, Udo Major Decanus, Gerardus Zantenſis Prepoſitus, Bruno Bonnenſis Prepoſitus, Theodericus Prepoſitus Sancti Cuniberti, Theodericus Prepoſitus Sancti Andreæ, Theodericus Prepoſitus Sancti Gereonis, Theodericus Prepoſitus Sanctorum Apoſtolorum, Magiſter Oliverus, Bruno de Benſchen, Godefridus Notarius, Otto Comes Gelrenſis, Puer de Clivo, Wilhelmus Comes Juliacenſis, Henricus Comes de Seyne, Gerardus Comes de Are, Lotharius Comes de Hoenſtade, Henricus Comes de Keſſele, Adulphus Comes de Mante, Arnoldus Comes de Altena, Arnoldus Comes de Mercka, Godefridus Comes de Arneberch, Henricus Comes de Tolburch, Otto de Wickerode, Eiverardus de Arberch, Rudgerus de Mechen, Giſelbertus de Breme, Rudgerus Stamule, Hermanus Advocatus Colonienſis, Henricus de Volunſtene, Henricus de Alphein, Hermanus de Alvetre, Otto Camerarius, Henricus de Benſchen, Henricus de Unchterich, Theodericus de Erenpoorte, Joannes Mathias, & alii quam plures, acta ſunt hæc anno 1203.

CCXLII.

Tractatus Limitum per HENRICUM *Saxoniæ Ducem, & Comitem Palatinum Rheni, cum fratribus ſuis* OTTONE IV. *Romanorum Imperatore, atque* WILHELMO, *poſt celebratam apud Padelburnam partitionem hæreditariam, concluſus; Quò portionis Cæſareæ termini conſtituuntur. Actum anno* 1203. [LUNIG Teutſch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abs. I. p. 122.]

ANNO 1203.

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

HENRICUS, Dei gratia Dux Saxoniæ & Palatinus Comes Rheni. Quoniam omnia, quæ aguntur in tempore, quadam quaſi mutabilitatis lege tenduntur ad interitum, cautum eſt literalis adminiculi fulcimine facta roborari, quæ ſemper tanquam præſentia futurorum ſunt memoriæ commendanda. Notum ſit ergo tam futuri, quam præſentis ævi fidelibus, quod nos una cum dilectis fratribus noſtris, Sereniſſimo Domino noſtro Ottone, Romanorum Rege & ſemper Auguſto, & Wilhelmo, Patrimonii noſtri diviſione & unanimi conſenſu apud Padelburnam celebrata, portionem jam dicto Domino fratri noſtro Ottoni Roman. Regi a noſtris ſegregatam & ſibi provenientem iſtis terminorum interſtitiis certiſſimis diſtinximus: incipit itaque in hoc loco: Bruneswic ſuum eſt, & omnia inibi attinentia; & terra usque Nortburg ſua eſt; a Nortburg usque Daulo: a Daulo usque Hunekesbotle: a Hunekesbotle usque Schwibeke: a Schwibeke usque Waresfelde & Waresfelde ſuum eſt. De hoc loco terra eſt ſua usque Wadenberge, a Wadenberge usque ad navigium Wagersleve; a Wagersleve usque in montem, qui dicitur Hart ad villam Reinibecke, & ab illo loco totus mons Hart ſuus eſt. Caſtrum Somersſcenburg & omnia attinentia ſua ſunt; quicquid, inquam, eſt in circuitu illo usque Bruneswic, quod Patris noſtri Henrici Ducis piæ memoriæ fuit in prædiis, ceſſit in partem fratris & Domini noſtri Ottonis Romanor. Regis, in alio latere a Bruneswic usque Flotwede terra ſua eſt, & ipſum Flotwede dimidium, a Flotwede usque Hanovere terra ſua eſt: a Hanovere fluvius Leina ſuperius usque Northeim & juxta Northeim usque ad montem Pleſſe ſuum eſt, a monte Pleſſe usque Gottingen: a Gottingen usque Haneſtein, a Haneſtein regia ſtrata usque Moguntiam. Quicquid eſt infra terminum iſtum verſus Bruneswic, tam in miniſterialibus, quam in prædiis & Castris, totum ſuum eſt. Hujus rei teſtesſunt Bernhardus, venerabilis Patelburnenſis Episcopus, Harbertus, Hildesheimenſis Episcopus, Widekindus, Corbejenſis Abbas, Heribertus, Werdinenſis Abbas, Laici nobiles; Simon, Comes Teckeneburch, Bernhardus, Comes de Welepa, Henricus, Comes de Stumpenhuſen, Conradus de Dikka & Conſtantinus filius ejus, Hermannus de Lippia, Henricus de Daune: Miniſteriales, Conradus de Wilre, Simon Aquenſis Camerarius, Ludolfus de Eibecke, & Boldewius frater ejus, Fridericus Volckmerode, Baſilius de Oſterrode, Elardus de Hoberge, Ludolphus de Bortfelde, Otravenus de Rotdorf, Hartwicus de Ubeſſeim, & alii quam plurimi. Acta ſunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis MCCIII. Indict. quinta, Præſidente S. Rom. Eccleſiæ Papa, Innocentio hujus nominis tertio, Regnante Sereniſſimo Domino noſtro Ottone, quarto Romanorum Rege & ſemper Auguſto, Anno regni ejus quarto, ut autem hæc diviſio nec a nobis, nec ab aliquo ſucceſſorum ſeu hæredum noſtrorum impoſterum unquam retractari valeat, præſens ſcriptum hinc inde conſcribi & noſtri impreſſione Sigilli ac fratris noſtri Wilhel. præcepimus communiri.

CCXLIII.

3. Nov. LORRAINE ET HOLLANDE. *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine & Theodoric Comte de Hollande, fait le 3. de Novembre* 1203. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 53.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

NE præſentis ætatis negotia conſumat oblivio, litterarum indiciis ſolent æternari. Notum ſit igitur tam futuris quàm præſentibus hujus paginæ inſpectoribus, quod discordia fuerat à multis temporibus inter HENRICUM DUCEM LOTHARINGIÆ & ſuos prædeceſſores, & inter *Theodoricum Comitem Hollandiæ* & ſuos prædeceſſores de terra inter Moſam & Scaldim, de qua eatenus proceſſum eſt, quòd illa diſcordia conſilio hominum utriusque tali modo ſopita eſt; Comes reſignavit in manus ipſius Ducis oppidum *Dordracenſe* ex utraque parte aquæ, *Dordrechtswaerde, Hereswaerde, Duſſen*, ac totam terram inter *Stryen* & *Waelwijck*, usque ad terram Ducis. Hanc quoque terram recepit Comes in feudum à Duce, & factus eſt *homo ſuus ligius*;

ANNO 1203. *gius*; juravit etiam quod de prædicta terra & in propria persona, dicto Duci de cetero serviet, tanquam *homo ligius* Domino suo, contra omnes homines, excepto Imperio, sicut jus suum est erga Imperium. Nec hoc detur oblivioni quòd *Dordrecht*, *Dordrechtswaerde*, *Hereswaerde* & *Dussen*, datum est concambium Duci & hæredibus suis, pro terra illa quam Dux & sui prædecessores, calumniati sunt super Comitem & suos prædecessores ultra versus Zelandiam. Per hoc quoque remanserunt & sopitæ sunt omnes discordiæ, calumniæ & quæstiones, inter eos. Hæc bona concessit Dux Comiti jure Brabantino, ita videlicet quòd nullus hæres inde exhæreditabitur. Similiter Dux juravit, quòd Comitem juvabit contra omnes homines, tanquam hominem suum ligium, quamdiu consilio suo acquiescere, vel juri Curiæ suæ stare voluerit, & hoc excepto Imperio sicut jus suum est erga Imperium. Præter hoc dimisit Comes Duci & hæredibus suis, quòd omnes mercatores eorum per terram Comitis transeuntes, tam in aquis quàm in terris, manebunt in omni eo jure theoloniorum, quo theolonia fuerunt à principio statuta: idem verò vice versâ Dux Comiti fecit. Præterea Comes renuntiavit omni juri quod habere se dixerat in *Breda*. Insuper conditum est, quòd Comes non retinebit aliquem in terra sua, qui damnum faciat Duci vel suis hæredibus quamprimùm hoc perceperit; & idem Dux observabit. Omnes homines meliores Comitis juraverunt, quòd hæc concordia stabilis permanebit; similiter homines Ducis. Sane quidquid Duci continget humanitus, Comes & hæredes si juvabunt hæredes Ducis conservare terram, & ligium præstabunt eis homagium, ut supradictum est: similiter Dux & sui hæredes, juvabunt hæredes Comitis, si Comes decedat: quòd si Comes & Dux moriantur; uxores & hæredes eorum sibi invicem assistent & juvamen præstabunt. Hæc autem ut in posterum rata permaneant, sigillorum appositione tam Ducis quàm Comitis sunt inviolabiliter roborata, testibus his. *Theodoricus Trajectensis Episcopus*, *Mathildis Ducissa*, *Henricus Dux de Limborch*, *Albertus Comes de Daesborg*, *Philippus Comes Namurcensis*, *Willelmus frater Ducis*, *Henricus de Cuyck*, *Albertus filius ejus*, *Walterus Berthout*, *Godefridus de Scoten*, *Arnoldus de Grimbergen*, *Arnoldus de Diest*, *Leonius de Aa*, *Godefridus Castellanus de Bruxella*, *Arnoldus de Wesemaele*, *Arnoldus de Waelheim*, *Willelmus Vulpes*, *Walterus Bac.* Hi sunt homines Comitis: *Rutgerus de Meerhem*, *Hugo de Voern*, *Theodoricus de Altena*, *Gerardus de Horst*, *Willelmus de Theylingen*, *Simon*, *Joannes & Isbrandus de Haerlem*, *Albertus Bernardi*, *Walterus de Egmonde*, *Florentius de Welde*, *Philippus de Wassenaer*, *Arnoldus*, *Henricus & Joannes de Rijswijck*, *Theodoricus de Bockel*, hi etiam & alii quamplures juraverunt. Data sunt hæc anno Dominicæ Incarnationis MCC. III. tertio Nonas Novembris.

Article concernant les Marchands de Brabant & de Hollande.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

SCIANT omnes tam præsentes quàm futuri hujus paginæ inspectores: De mercatoribus HENRICI Ducis Lotharingiæ & THEODORICI Comitis Hollandiæ inter eos esse conditum, inviolabiliter observandum, quòd mercatores Ducis ejusdem, transeuntes per terram prædicti Comitis, transibunt cum eodem jure tam in aquis quàm in terris, quo telonia fuerunt in principio suæ constitutionis statuta: mercatores verò Comitis per terram Ducis transeuntes, tam in terris quàm in aquis per omnia prædicto modo transibunt. Item firmiter statutum est inter eos, quod si quis de terra Comitis credit pecuniam suam homini de terra Ducis, non potest nec debet & vadium pro eo accipere, nisi priùs illum conveniat in Oppido vel in loco in quo manet, & si justitia loci fuerit ipsi denegata, vadium accipere potest, sed non alibi nisi super homines loci vel Oppidi ubi justitia ei fuerit denegata; simili modo observabitur per omnia, si homines Ducis hominibus Comitis suam crediderint pecuniam. Datum & actum ut suprà.

CCXLIV.

1204. (1) *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, & le Comte de* GUELDRE, *concernant le mariage de* GERARD *fils du Comte avec* MARGUERITE *fille du Duc.* [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 55.] ANNO 1204. LORRAINE ET GUELDRES.

HÆc est Compositio inter Ducem Lotharingiæ & Comitem Gelriæ. Dux dabit filiam suam filio Comitis Gelriæ; si verò nunc promissa moriatur, proximam ille habebit: idem de filio Comitis dictum est. Debitum paratum quindecies centum marcarum quod Comes debet Duci, & pignus quod Dux tenet à Comite, dabit filiæ suæ in dotem filio Comitis. Cùm filia Ducis ad annos nubiles venerit, Dux dabit cum ea filio Comitis præter prædicta quantum homines Ducis & Comitis consulent quod cum honore poterit dare. Dux reddet Comiti pueros suos, sub tali conditione, quòd Comes dabit Duci ad securitatem & obsidium Archiepiscopum Colonienscm & Ecclesiam Colonienscm, Episcopum Trajectensem & Ecclesiam Trajectensem, *de Los & de Monte Comites*, & præterea homines suos omnes quos dare poterit, quos Dux exegerit & omnes securitates quas poterit, quòd Duci fideliter serviet ut *Homo ligius* de cætero, juxta cartas antiquas, & præterea nova inde si opus est fiet carta. His ita peractis Dux reddet Comiti pueros suos; Dux deponet omnigenam Unitatem de Kempinia, similiter & Comes, & unusquisque suum jus habebit de domo Hese; tam Dux quàm Comes suum jus habebit.

CCXLV.

(1) *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains, & Henri Duc de Lorraine & de Brabant, concernant la Ville de Dusbourg, & autres.* [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 56.] EMPIRE ET BRABANT.

PHILIPPUS Dei gratiâ Romanorum Rex semper Augustus omnibus hoc Scriptum intuentibus gratiam suam & omne bonum. Universitati vestræ notum fieri volumus, quod die reformatæ pacis inter nos & HENRICUM Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ; ei obligavimus Oppidum nostrum *Dusburg*, cum omni integritate juris & omnibus attinentiis, pro mille & octingentis marcis, ita quod singulis annis inde deducet ad usus suos, ducentas & quinquaginta marcas, & ipse ita liberè in prædicto Oppido Tuitium suum instituet, sic ut plenam & liberam ibi habebit administrationem & præfatam percipiet pecuniam, presente tamen Nuntio ejus qui Castro nostro Werde præerit, qui aliam in *Dusburg* non habebit potestatem, sed quod erit testis pecuniæ percipiendæ qui forte si ducentis quinquaginta marcis aliquando super excreverit, hoc in usus nostros convertet; si fortè aliquando defuerit, Administrator noster de Werde de bonis nostris in Werde illum defectum supplebit: si autem de memorata pignoris sorte, tertiam sive quartam seu amplius Duci solvamus, pro rata sortis pactæ partes accessionis ducentarum quinquaginta marcarum minuentur. Præterea inter nos est conditum, quod nos bonâ fide laborabimus & omni conamine, quod Episcopus Metensis bona quæ apud S. *Trudonem* habet, Duci permutabit, & compensabit pro aliis bonis ipsi Episcopo æquè utilibus, sicut illa bona ei esse consueverunt. Præterea Duci promisimus, quod Episcopum Leodiensem & Comitem de Los & alios Episcopi fautores & coadjutores numquam in gratiam recipiemus, nisi consilio & voluntate ipsius Ducis. Præterea ipsi Duci promisimus, quod apud Regem Franciæ elaborabimus & efficiemus, quod ipse erit in gratia Regis, ita quod Rex in omnibus negotiis suis, ei assistet & propitius & favorabilis erit ei super bonis quæ ab ipso in fœudum debet habere. Item supradicto Duci promisimus, quod conductum & Advocatiam de Mersen & Suscinno cum suis appenditiis, quam *Gosuinus de Valckenburg* de prædecessoribus nostris Imperatoribus habuit, ei in fœudum concedemus; si tamen idem *Gosuinus* consensum adhibeat. Præmissis etiam adjecimus, quod *Willelmo Comiti Hollandiæ* fœuda quæ Pater suus & frater ab Imperio tenuerunt, liberè conferre debemus. Promisimus etiam Duci memorato quod si Argent. & Metensis Episcopi & alii, à quibus *Comes Albertus de Dasburg* est infœudatus (qui ipsum Ducem omnium bonorum suorum hæredem insti-

(1) Ce Traité est sans date; mais on le croit de l'an 1204.

(1) Ce Traité est sans date, mais il est de la même année que le précédent.

ANNO 1204. instituit) ei fœuda conferre noluerint, nos omni posse nostro & bonâ fide laborabimus, quod hoc effectu mancipetur & ipsi eum insœudent. Ad hæc nos ei polliciti sumus datâ fide, quod etiam contra omnes adversarios suos semper ei assistemus, & in jure suo benevolos nos semper inveniet; & ipse vice versâ sicut Princeps noster fidelis, fideliter nobis serviet & in omnibus obsequiosus exsistet. Præterea declaravi de contentione, quæ vertitur inter nos & *Comitem Barrensem*, promissimus stare consilio Episcopi Spirensis & Comitis de Daesburg & Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ, ut si quid inter nos corrigendum fuerit, consilio ipsorum emendetur. Item Oppidum *Noviomagum* quod Dux possidet, per alia bona loco ei competenti compensabimus, consilio Archiepiscopi Colonienſis & Episcopi Spirensis & Comitis de Daesburg & Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ, ut si quid inter nos corrigendum fuerit, consilio ipsorum emendetur. Item Oppidum *Noviomagum* quod Dux possidet, per alia bona loco ei competenti compensabimus, consilio Archiepiscopi Colonienſis & Episcopi Spirensis & Comitis de Daesburg & Comitis Juliacensis, quibus bonis ei collatis, ipse prædictum Oppidum nobis restituet.

CCXLVI.

BRABANT ET LOS. (1) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Brabant, & le Comte de* LOS, *par lequel ledit Comte devient Vassal dudit Duc.* [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 57.]

DUX & Comes sub hac forma composuerunt, quòd Comes & uxor ejus omne Allodium quod competit eis ratione & jure hæreditario in tota Hollandia, in manus Ducis resignabunt, & idem Allodium à Duce in feodum recipient cum omni integritate, excepta Domo de *Leyden* & *Castellaria*: Attamen si Dux omnia feoda quæ ipse Comes tenet de quibuscumque Dominis, ab eis recuperare & obtinere potest, Comes ea de manu Ducis in feodum recipiet, & ipse Comes bonâ fide laborabit, quòd Domini ea Duci concedant. Item Castrum de *Calmont*, de quo Comes uxorem suam A. dotavit, tam ipse quàm uxor ejus Duci resignabunt & ab eo in feodum recipient, & præterea redditis annuatim centum marcas valentes Duci cum Castro assignabunt, & ab eo recipient in feodum, præter ducentas quas diu antè in Allodio *Herdene* assignaverat Comes Duci. Præterea si Comes aliqua feoda alicui contulit, quæ de jure ab Imperio tenere debebat, si Imperium ea recuperare de jure potest, Dux ab Imperio & Comes ea de Duce recipiet. Item Comes promisit, quòd concordiam illam quæ inter eum & Dominum Willelmum est ordinata, consilio Ducis & Rotgeri de Merehem & eorum quos ipsi assument observabit & firmiter stabiliet: si verò prædictus Willelmus concordiam prædictam consilio Ducis & Rotgeri de Merehem & eorum quos ipsi assument observare renuerit, Dux Comiti assistet, tanquam in propriis negotiis, quoad quidem eum inviolabiliter observet. Similiter ubicumque Comes jus suum monstrare poterit, Dux ei tanquam in propriis fideliter negotiis assistet, præter hoc Dux assumet tres de suis hominibus, & Comes de Los tres de suis, ad dandam de sua pecunia consilio prædictorum sex; qui sex si aliqua poterunt adinvenire, ad confirmationem ampliorem inter Ducem & Comitem, Dux & Comes eorum stabunt consilio. Ad hæc conditum est, quòd Comes *ligius homo* Ducis erit, contra omnes homines, excepto Imperio & Leodienſi Episcopo; si tamen Episcopus & Ecclesia Leodienſis injuste Ducem gravare attentarent, Comes eos monere deberet, ut ab injusto gravamine ejus cessarent; quod si cessare nollent, Comes Duci sicut ligio Domino suo & pari suo assistet.

CCXLVII.

Concessio INNOCENTII III. *Summi Pontificis,* PETRO *Arragonum Regi, facta de Coronatione Regum & Reginarum Arragoniæ imposterum celebranda, ut nimirum dicti Reges & Reginæ in futurum per Tarraconensem Archiepiscopum apud Cæsaraugustam coronentur.* [SURITA Indices rerum ab Aragoniæ Regibus gestarum. Lib. I. pag. 88.]

CUM quanta gloria, & honore, impendiis, & applausu, Regium Romæ, de manu mea in Monasterio B. Pancratii, susceperis diadema, postquam per venerabilem fratrem nostrum Petrum Portuensem Episcopum in Regem te fecimus coronari, tua sublimitas non ignorat. Ut dilectionis autem affectum, quam ad tuam habemus personam, per exhibitionem operis evidentius monstraremus, Regalia insignia universa, mantum videlicet, colobium, sceptrum, & pomum, coronam, & mitram ad opus tuum non minus pretiosa, quam speciosa fecimus præparari: & ea liberaliter tibi donavimus in signum gratiæ specialis. Tu vero tamquam Princeps, & Catholicus Rex super Altare Beati Petri Apostolorum Principis Regnum tuum nobis, & per nos Sedi Apostolicæ, cum multo devotionis affectu, per Privilegii paginam, obtulisti: illud ei constituens in perpetuum censuale: firmiter promittendo, quod juramentum fidelitatis, & obedientiæ in coronatione tua nobis exhibitum inviolabiliter observabis: & ad illud exhibendum, & observandum successores tuos obligari volebas. Nos igitur gratiam tuam nobis exhibitam ad successores derivari volentes, præsentium auctoritate concedimus, ut cum ipsi decreverint coronari coronam à Sede Apostolica requirentes, de speciali mandato per Tarraconensem Archiepiscopum apud Cæsaraugustam solemniter coronentur: præstita super prædictis idonea cautione. Et quoniam jure civili cautum est, ut mulieres maritorum honoribus decorentur, præsenti auctoritate concedimus, ut per manus ejusdem Archiepiscopi eis liceat coronari. Nulli ergo &c. nostræ Concessionis &c. Si quis autem &c.

ANNO 1204.

CCXLVIII.

Février. BRABANT ET BOULOGNE. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine, &* RAINAULD *Comte de Boulogne, par lequel* HENRI *céde à* RAINAULD *tout le Comté de Boulogne, moyennant une pension de six cens livres; & ils promettent de se secourir mutuellement, pour recouvrer ce qui appartient à leurs Femmes en Angleterre. Fait à Verneuil au mois de Février* 1204. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 56.]

EGO HENRICUS Dux Lotharingiæ, omnibus ad quos litteræ istæ pervenerint. Notum fieri volo, quod Ego constitutus in præsentia Domini mei Regis Franciæ, REGINALDO Comiti Bolonienſi & hæredibus suis, quitavi totum Comitatum Boloniæ, & quidquid rationi uxoris suæ ad eundem Comitatum spectat citra mare Angliæ: Ita tamen, quod idem Reginaldus Comes Boloniæ & hæredes sui, mihi & hæredibus meis, singulis annis assignaverint apud Kales sexcentas libras Parisiensis monetæ reddendam medietatem in festo B. Joannis Baptistæ, & alteram medietatem in Natali Domini, per manum Domini Regis Franciæ & hæredum suorum, &c. De terra Angliæ, quæ pertinet ad jus uxoris meæ & uxoris Comitis Boloniæ sic erit; Si idem Comes Boloniæ disposuerit ire in Angliam, cum armis, ad acquirendum jus & hæreditatem uxoris suæ & uxoris meæ, nisi ego infra duos menses, postquàm ab ipso Comite Boloniæ fuero submonitus, cum eo gentes meas misero competenter in Angliam, vel ego in propria persona illuc iero cum eo, quidquid idem Comes ibi acquiret suum erit proprium: Et vice versâ, nisi idem Comes, postquam infra prædictum spatium à me submonitus fuerit, miserit competenter gentes suas mecum in Angliam, vel in propria persona venerit; quidquid in Anglia acquiram, meum erit proprium. Si autem, sicut superiùs dictum est, ab altero nostrum vel ab utroque terra prædicta acquiratur, idem Comes habebit partem suam de illa, ratione sororis primogenitæ ad usus & consuetudines Angliæ, & ego similiter partem meam ratione sororis minoris natu, &c. Actum Vernone anno Domini MCC. IV. menſe Februario.

CCXLIX.

12. Nov. EMPIRE ET BRABANT. *Traité entre* PHILIPPE *Roi des Romains, &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, par lequel* PHILIPPE *donne à* HENRI *l'Abbaïe de Nivelle &c. à condition que Henri aidera Philippe de tout son pouvoir &c. fait à Coblentz le* 12. *de Novembre* 1204. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 55.]

(1) Ce Traité est sans date; mais il est environ de ce tems-ci. *Butkens* le met en 1203.

Ls

ANNO 1204.

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

PHILIPPUS divina favente clementiâ Romanorum Rex ſemper Auguſtus. Regalis excellentiæ, provida conſpectio, nobilium pariter & magnorum Principum devotionem & præclara conſuevit penſari obſequia, & circa eorum augmentum & honoris promotionem, cum omni effectu curam & operam adhibere diligentem. Quapropter ad univerſorum Imperii fidelium præſentis ætatis & poſteritatis ſucceſſivæ notitiam deduximus proferendum; quod accedens ad præſentiam noſtram, ſub frequentia Principum apud Confluentiam, dilectus *Conſanguineus & Princeps noſter* HENRICUS *Illuſtris Dux Lotharingiæ & Brabantiæ* hominium nobis fecit & de manu noſtra recepit, fœudum quod ab Imperio tenere debet. Nosque ut ipſe pro exaltatione noſtra, operoſa voluntate deſudet, & ubique locorum Imperiale commodum procuret, concedimus ſibi & legitimis hæredibus ſuis in rectum fœudum *Abbatiam Nijvellenſem* cum omni honore & eo jure, quo eam Imperium & noſtri anteceſſores Romani Imperatores & Reges usque ad noſtra tempora habuerunt. Inſuper concedimus ei & hæredibus ſuis in feodum Civitatem *Trajectenſem*, cum omnibus juſticiis & appendiciis ſuis extra Civitatem & intra, nec non ibidem Eccleſiam S. Servatii, cum omni integritate & eo jure, quo Patri & Fratri noſtro Divis Romanorum Imperatoribus attinebat. *Noviomagum* quoque quod ad noſtrum & Imperii Dominium reduximus, ipſi Duci in aliis recompenſabimus bonis. Item conceſſimus ei omne fœudum, quod Fatruus ſuus Comes *Albertus de Dagiſpurg* de manu noſtra & Imperio obtinet; ita quòd ipſe Dux poſt mortem ipſius Comitis, in omnibus bonis ſive pactis absque cujuſlibet contradictionis impedimento (ſi tamen Comes ſine hærede diſceſſerit) ei ſuccedat. Hominibus quoque Ducis, Civitatis videlicet, *Orten* quæ nunc Silva dicitur, & Thiele, per totum Imperium in exactione thelonii, eandem habebunt juſtitiam & libertatem, quam habuerunt temporibus Patris & Fratris noſtri; & proinde homines noſtri in terra Ducis ab onere exactionis liberi erunt. Inſuper Regiâ auctoritate noſtrâ ſtatuimus, & memorato Duci concedimus, ut filiæ ſuæ, ſi maſculum hæredem non habuerit, in fœudis ſuis liberè ei tamquam maſculi ſuccedant. Demum Regiâ benignitate in rectum fœudum concedimus ei annuatim *ſexaginta carratas vini*, quarum media pars apud Boperdiam, reliqua pars apud Baldebern in Alſatia tempore vindemiæ ei perſolventur. Compromiſſum eſt etiam ex parte noſtra & ipſius Ducis, quòd omnium amicorum noſtrorum fidus erit amicus, & adverſariis noſtris inimicabitur & nobiscum eos diſtrictè perſequetur, nec aliquem manu tenebit; & nos etiam ipſum Ducem in omnibus negotiis ſuis manutenentes, nulli inimicorum ſuorum contra eum auxilium vel conſilium præſtabimus. Ut autem hæc omnia rata ſemper permaneant & inconvulſa perſeverent, hanc paginam exinde conſcriptam, ſigilli noſtri charactere juſſimus communiri. Hujus rei teſtes ſunt *Adolphus Colonienſis Archiepiſcopus*, *Dithalmus Conſtantienſis Epiſcopus*, *Conradus Spirenſis Epiſcopus*, *Comes Wilhelmus Juliacenſis*, *Comes Arnoldus de Altenach*, *Comes Otto de Geldere*, *Comes Silvertus de Werda*, *Comes Henricus de* (*Geminoponte*) *Zweybrugge*, *Comes Erneſtus de Velſeki*, *Otto de Buren*, *Cono de Mintſenberg*, *Henricus Dapifer de Walpurg*, *Henricus de Smalnecki*, *Wernerus & Philippus frater ejus de Boulandia*, *Conradus puer de Boperdia*, *Reinhardus de Lutre* & alii complures. Item concedimus Duci univerſa bona conſtituta ultra Moſam, quæ antea Comes de Loen ab ipſo Duce in fœudum acceperat, Imperio attinentia. Acta ſunt hæc anno Domini MCC. IV. Datum Confluentiæ ſecundo Id. Novembris, Indictione ſeptima.

CCL.

205. *Tractatus Concordiæ & Amicitiæ inter Epiſcopum Ratiſponenſem* CONRADUM *&* LUDOVICUM *Ducem Bavariæ, quo diſſenſiones de Moneta, Teloneis & Judiciis communibus componuntur, Dux Eccleſiæ aliquot Caſtra donat, & de condicendo Eccleſiæ Ducatu ſuo, in caſu deceſſus ſine hærede, ſub certa conditione cum dicto Epiſcopo convenit. Dat. Anno* 1205. Cum *Confirmatione* PHILIPPI *Romanorum Regis.* [HUNDII Metropolis Salisburgenſis, Tom. I. pag. 154. LUNIGS, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil V. Abſatz. I. pag. 123. *avec quelques legeres diférences.*]

ANNO 1205.

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis Amen.

CUNRADUS Dei gratia Ratisponenſis Episcopus, Imperialis aulæ Cancellarius. Notum ſit tam futuris quàm præſentibus. Quod cùm inter Ratisponenſem Eccleſiam & Ducem Bavariæ à longo retroacto tempore graves inimicitiæ & bellorum aſperitates frequenter emergere conſueviſſent, Dominus Ludovicus, inclitus Dux Bavariæ, hanc deteſtabilem inſolentiam pro bono terræ & intuitu æterni Numinis temporibus noſtri Episcopatus antiquare volens, & tàm nobiscum quàm cum noſtris Succeſſoribus pacem conſervare; cum ſapientibus Baronibus terræ vaſallis ſuis, ſuper concordia ſtabili nobiscum facienda nos convenit, cui perlaudabili propoſito quod habuit, benignum aſſenſum præbentes, ſic amicabiliter ſumus concordati. Quod nos invicem diligere & auxilium præſtare promiſimus contra quoslibet, exceptis Domino Rege Philippo & ejus in Imperio Succeſſoribus & fautoribus Eccleſiæ Ratisponenſ. Ipſe verò Dux pium propoſitum decorare volens beato memoriali, pro reverentia Jeſu Chriſti & B. Petri, & animæ ſuæ, ac parentum ſuorum ſalute in altera parte Danubii, hæc prædia, ſcilicet caſtrum Kelheim, & Lutholdum cum pueris & familia & omni poſteritate ſua, caſtrum Lengenveld, caſtrum Stauffe, caſtrum Steveningen, caſtrum Wolffheringen, caſtrum Bartesperch, caſtrum Durechelnburge: Ex iſta verò parte Danubii, caſtrum Landeshuetæ, cum omnibus miniſterialibus, & reditibus eis attinentibus & tota familia, ſi ſine prole legitima deceſſerit, Ratisponenſi Eccleſiæ perpetuò poſſidenda donavit. Devotione ergò tanta conſiderata & benigno voto, quo Dux Eccleſiam pie reſpexerat, pro aliquanta repenſione ſuæ bonæ operationis, ipſe in continenti beneficio Landgravii (quod tunc vacans fuit ſitum in montanis) eſt inbeneficiatus; ita tamen quòd ei non liceat reditus ejusdem beneficii alicui unquam in beneficio conferre.

Præterea ſi Dux decedens ſine prole legitima, ſicut donavit Eccleſiæ prædicta prædia, ita etiam Episcopatui Ducatum condixerit, ipſe inbeneficiabitur proximo beneficio, quod vacaverit Eccleſiæ ab aliquo Principum; exceptis tribus, ſcilicet, beneficio Domini Regis, & beneficio Advocatiæ majoris Eccleſiæ, & beneficio Comitis de Hochenburge; & ei inſuper aſſignabuntur reditus tanti, quanti ſibi perſolvuntur de beneficio Landgravii; & Curiæ ſuæ tanta dabitur pecunia pro conſilio, quanta tunc data eſt, cùm ſæpe dicta prædia Eccleſiæ conferrentur. Dux verò, ſi hoc facere noluerit, beneficium Landgravii quod habet, habeat, ſed Curiæ ſuæ non dabitur alia pecunia quàm data eſt, ſibi tamen media pars beneficii, quod ab alio Dominorum proximo vacaverit, præter quæ excepta ſunt, eſt concedenda; Et ipſe in familiari conſilio electionis Episcopi, ſicut unus ex Canonicis vel miniſterialibus recipiendus eſt & audiendus. De jure quoque & judiciis in hoc concordavimus, ut quidquid juris in civitate vel ubique habere debemus ab hominibus noſtris, quos ad hoc disponendum ordinamus, ſine controverſia & lite inter ſe nobis illud conſervetur. Præterea conductum ſimul præſtabimus, & lucrum inde acceptum ſimul dividemus, & quicunque contra velle noſtrum aliquem vel aliquos conducere voluerint, illud ambo prohibebimus. Collectas etiam ſuper civitatem generales æqualiter dividemus, hoc excepto: Si homo noſter vel Ducis econverſo Domino ſuo ſingulariter aliquid tribuat, vel pro aliquo delicto gratiam ſuam acquirat, in quo alter alterum neceſſarium non habebit: Si verò aliquis nobis attinens ſe oppoſuerit, ne nobis ſerviat, vel Duci attinens, ſimili modo, ſi ſervire recuſaverit, ambo promiſimus ad ſerviendum illum compellere, & lucrum ſimul æqualiter dividere; ſed hoc fiet ſecundùm conſilium & moderationem Episcopi. Item de manifeſto conflictu in civitate lucrum æqualiter dividemus. Item de indicendo foro rerum venalium qualiumcunque, & de omnibus unionibus quarumlibet venditionum, modum ſimul ſtatuemus, & neuter ſine altero vel alterius licentia aliquid de his ſtatuet vel mutabit vel remittet: ſimiliter de venditoribus ſalis Dux, quod ſtatuet, aget de conſilio Episcopi. De ordinatione verò pacis Provinciæ ſic ambo ſtatuimus, ut quidquid inter nos vel coadjutores noſtros, vel utriusque Miniſteriales emerſerit, ex quo concordia & amicitia inter nos facta eſt, ſcilicet, quòd unus alteri damnum intulerit, damnificatus ſine talione ſex hebdomadis ſe contineat & conqueratur Episcopo, ſi Ducis eſt, vel econverſo & plenariam re-

ANNO 1205. cipiat satisfactionem: Si verò damnificatus hoc transgreditur, ita quòd pro injuria sibi illata malum fecerit, factum duplo restituat, & pro sibi illata nullam habeat emendationem; & si damnificatus sine talione injurias suas conqueritur, & Sacramentum calumniæ præmiserit, ille, in quem agitur, damnum restituat confirmatione juramenti trium autenticarum personarum, & si negare voluerit, simili modo negabit: Item si agens in alium Sacramentum calumniæ præmittere noluerit, ille, qui pro reo habetur, sola manu se poterit expurgare: Si verò damnificans pertinacia vel paupertate satisfacere contempserit, excommunicetur ab Episcopo & à Duce proscribatur,& à tali damnatione non liberetur, nisi priùs de his, quæ deliquit, dignam exhibeat emendationem. Talem enim ultra solam noctem vel prandium nullus in domo sua recipiat vel detineat: Qui verò eum detinuisse culpatus fuerit, & tertia manu se expurgare noluerit, nec poterit, satisfaciat pro ipso. Item qui satisfacere tenetur, pro quocunque facto, citabitur peremptorie à Judice, per sex hebdomadas; &, si se die constituto præsentaverit, infra duodecim dies posteà satisfaciat, & satisfactionis certitudinem coram Judice faciat per fidejussores: Si autem se citatum aliquis nescierit, & hoc probaverit, non damnetur, sed satisfactio recipiatur ab eo suprà dicta: Item qui alium sine querimonia violenter per raisam insultum fecerit, damnum illatum integrè restituat, & pro dedecore insultus quinque talenta reddat. De prædictis igitur excessibus, si aliquis coram Episcopo vel Duce, vel aliis quibuscunque Judicibus, quibus hoc commiserint, convenitur, sicut suprà constitutum est, & ipsi Judices hoc judicare neglexerint vel noluerint, sine omni occasione & contradictione infrà 12. dies satisfaciant loco & vice ejus, qui in causam tractus fuit, & ponent actori fidejussores, & ipsi, qui inimici fuerant, sint amici.

De Castro Chuofstain, ambo taliter statuimus, ut vel illud simul habeamus vel destruamus, & simul prohibeamus, ne reædificetur.

De Moneta Ratisponensi statuimus, quòd stabilis sit, & nulla unquam post eam fiat; sed si factum fuerit, Dux ad consilium & velle Episcopi prohibeat, & retractet. Hæc constitutio de concordia & amicitia inter nos & Ducem & statuto, quod de civitate statuimus & aliis, durabit, quàm diu simul vixerimus: Si verò Successor noster in Episcopatu cum Duce Bavariæ hanc amicabilem concordiam conservare voluerit, & hoc apud ipsum impetrare potuerit, quæcunque statuta sunt, omnia rata habeantur. Testes hujus rei sunt Gottfridus major Præpositus, Magister Rupertus, Scholasticus majoris Ecclesiæ, Dominus Conradus, Comes de Mosburc, Dominus Eberhardus, Comes de Dorenberc, Albero Lupus, Albertus Lutzemannus, Syfridus Choph, Wirnto de Planchenstain, Cunradus de Hohenfels, Arnoldus de Schönenfeldt, Hawardus de Oüttingen, Wilhelmus super Danubio & alii quàm plures. Acta sunt hæc Anno M. CC. V. Indictione nona.

Copia confirmationis PHILIPPI *Rom. Regis, &c.*

In Nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis Amen.

PHILIPPUS Dei gratia, Romanorum Rex, semper Augustus. Quoniam pro pace ordinanda & justitia terris facienda, coronam & regimen Imperii susceppimus, facilem assensum præbere tenemur, his quæ bono pacis fuerint præordinata; Hujus igitur rationis intuitu notum fieri volumus universis. Quòd cùm Ratisponensis Episcopatus cum Ducatu Bavariæ ab Imperio monetam, telonea, & quædam judicia habeat communia, super quibus dissensiones & bellorum asperitates frequenter exurgere consueverant; dilectus noster Cunradus Ratisponensis Episcopus, Imperialis aulæ Cancellarius, & Consanguineus noster Ludovicus, Nobilis Dux Bavariæ, huic morbo remedium adhibere volentes, communicante sibi meliorum terræ Baronum & Ministerialium consilio, in hoc convenerunt amicabiliter, quòd fide coadunati sunt, sic quòd se invicem perpetuò pacti sunt diligere, & alter alteri præstare promisit auxilium contra quemlibet; excepto nobis & nostris in Imperio Successoribus. Episcopus etiam excepit coadjutores Ecclesiæ Ratisponens. De jure quoque & judiciis & aliis agendis in civitate, in unum sic convenerunt, ut quicquid in ea simul vel singulariter habere debeant ab hominibus eorum, quos ad hoc procurandum deputaverint, sine lite & controversia utrique jus suum in hoc conservetur. Præterea conductum simul præstabunt, & lucrum inde acceptum pariter dividunt, & quicunque contra velle ipsorum aliquem vel aliquos conducere præsumpserit, illud ambo prohibebunt. Collectas etiam super civitatem generales, & lucra simul dividunt, hoc excepto: Si homo Episcopi vel Ducis Domino suo singulariter aliquid tribuat, vel pro aliquo delicto, bonis mediantibus, ad gratiam suam redeat, in quo auxilium unius alteri necessarium non habetur. ANNO 1205.

Item si aliquis Episcopo attinens, se opponit, ne ei serviat, vel Duci econverso, ambo promiserunt illum compellere ad serviendum, & lucrum simul dividere; ita tamen quòd Dux exactionem faciat in hominem suum, secundùm consilium & moderationem Episcopi, & Episcopus econverso secundùm consilium Ducis idem facere tenetur.

Item de manifesto conflictu in civitate, & de indicendo foro rerum venalium qualiumcunque, & de omnibus unionibus quarumlibet venditionum, modum simul statuent, & lucrum simul dividunt; & neuter sine altero vel alterius voluntate aliquid de his statuet, vel mutabit vel remittet.

Similiter de venditione salis, Dux, quod statuerit, de consilio Episcopi ordinabit.

Item de moneta Ratisponensi statuerunt, quòd nulla unquam post eam fiat, quod si factum fuerit, Dux ad consilium & velle Episcopi prohibebit.

De ordinatione verò pacis sic statuerunt in Provincia, ut quicquid inter eos vel ipsorum coadjutores, vel utriusque ministeriales emerserit; ita quòd unus alteri damnum intulerit, damnificatus sine talione sex hebdomadis se contineat, & conqueratur Episcopo, si Ducis est, & econverso, & plenariam recipiat satisfactionem. Si verò damnificatus hoc transgreditur, ita quòd pro damno sibi illato aliud damnum fecerit, factum duplo restituat, & pro sibi illato nullam habeat emendationem: Sed si damnificatus sine talione injurias suas conqueritur, & Sacramentum calumniæ promiserit; ille, in quem agitur, damnum restituat, testimonio juramenti trium denominatorum, si negare voluerit, simili modo negabit. Item si agens in alium Sacramentum calumniæ præmittere noluerit; ille, qui pro reo habetur, sola manu se poterit expurgare; Item si damnificans pertinacia vel paupertate satisfacere contempserit, excommunicetur ab Episcopo; & à Duce proscribatur, & à tali damnatione non liberetur, nisi priùs de excessibus dignam exhibeat satisfactionem. Talem enim ultra solam noctem vel prandium, nullus in domo sua recipiat, vel detineat; sed qui eum detinuisse culpatus fuerit, & tertia manu se expurgare noluerit vel nequiverit, satisfaciat pro ipso: Item qui satisfacere tenetur, pro quocunque excessu, citabitur peremptorie à Judice per 6. hebdomadas, & si die constituto se præsentaverit, infra duodecim dies posteà satisfaciat, & satisfactionis suæ certitudinem faciat coram Judice per fidejussores: Si autem se citatum aliquis nescierit, & hoc probaverit, non damnetur, sed satisfactio ab eo accipiatur suprà dicta.

Item qui in alium sine querimonia violenter per raisam insultum fecerit, damnum, quod fecit, integrè restituat, & pro dedecore insultus reddat quinque talenta. De prædictis igitur excessibus, si aliquis coram Episcopo vel Duce vel aliis Judicibus, quibus hoc commissum est, convenitur, sicut suprà constitutum est, & ipsi Judices hoc judicare neglexerint vel noluerint; ipsi pro eo, quod non judicaverunt, omni occasione & contradictione remota, loco rei infra dies duodecim satisfaciant & actori dent fidejussores, & illi, qui pro tali facto inimici fuerant, fiant amici.

De Castro quoque Chufstain statuerunt, ut illud vel simul habeant vel destruant, & ambo prohibeant, ne reædificetur.

Hæc autem constitutio Episcopi & Ducis de universis, quæ superiùs memorantur judiciis, concordia & lucris, durabit, quàm diu ambo vixerint: Si verò Successor Episcopi hoc statutum cum Duce conservare voluerit, & apud eum, ut ita sit, obtinere potuerit, quæcunque statuta sunt, per omnia rata habeantur.

Et Dux in familiari consilio electionis Episcopi, sicut unus ex Canonicis vel Ministerialibus recipiendus est & audiendus.

Ne autem hujus concordiæ amicitiæ & statuti, quod fecerunt Episcopus & Dux, posse vel debere retractari fortè putaretur ab aliquibus, Dux, qui bono zelo & intuitu pacis ista fieri voluit, pium propositum beata decoravit memoria: Unde pro reverentia Beati Petri & animæ suæ, ac parentum suorum remedio, hæc prædia, scilicet Castrum Kelheim, & Lutoldum cum pueris & omni familia, & posteritate sua, Castrum Lengenveld, Castrum Stoufe, Castrum Steveningen, Castrum Wolfneringen, Castrum Barsperch, Castrum Durchelenburch, & Castrum Landeshute, cum omnibus ministerialibus

&

ANNO 1205. & tota familia, & reditibus eis attinentibus, si sine prole legitima decesserit, Ratisponensi Ecclesiæ perpetuò possidenda donavit: Devotionem ergo Ducis attendens Ratisponensis Ecclesia, quòd ipsam piè respexerat, partes suas interposuerunt; Ita quòd Episcopus Ducem beneficio Landgravii, quod vacabat eodem tempore, situm in montanis, hac conditione inbeneficiavit, quòd ei non liceat reditus ejusdem beneficii alicui unquam inbeneficiare. Adjecit etiam Dux, si esset de concessione nostra, & sibi fortè placeret in posterum Episcopatui Ducatum, eo decedente sine hærede, condicere, quòd sibi concederetur beneficium proximè vacans ab aliquo Principum; exceptis tribus, beneficio scilicet, quod nos ab Ecclesia tenemus, & beneficio majoris Ecclesiæ Advocatiæ, & beneficio Comitis de Hohenburch, & Curiæ suæ tanta daretur pecunia pro consilio, quanta data est, cùm ipse castra, & prædia sua Ecclesiæ disponeret, sed si hoc non faceret, tamen media pars beneficii, quod vacaverit, ab aliquo Principum, tribus prædictis exceptis, sine pecunia consilii sibi concederetur. His igitur omnibus Ratisponensis Episcopus & Chorus, & Ministeriales, quia ad pacem esse videbantur, præbuerunt assensum; Nos verò tùm quia laudabilia sunt hæc, quæcunque statuta sunt, inter Ratisponensem Ecclesiam & Ducem, tùm quia ad pacem tendunt totius Provinciæ, approbantes & rata habentes hanc præsentem paginam rei gestæ seriem continentem, sigilli nostri impressione & subscriptione testium reddidimus confirmatam.

CCLI.

1206. BRABANT ET LOS. *Traité entre* HENRI *Duc de Lorraine &* LOUIS *Comte de Los, par lequel le Comte céde au Duc le Château de Chaumont &c. Fait l'an* 1206. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 58.]

SCIANT omnes tam futuri quàm præsentes præsens scriptum intuentes, quòd ad confirmationem dilectionis & securitatis *Luduicus Comes de Los* Castrum de *Chalmunt*, quod suum erat Allodium, in manus HENRICI Ducis Lotharingiæ resignavit & illud in feodum ab eo recepit; præterea in universo allodio de *Herdenen* & in villis præfato Castro attinentibus, singulis annis trecentas marcas ei assignavit, quas similiter de manu Ducis liberè susceperit, tali conditione interposita; quòd si memoratum Comitem sine liberis decedere contigerit, propinquiorem ejus hæredem feuda ipsa sine contradicne devolventur. Sæpedictus etiam Comes ipsi Duci contra omnes homines, excepta Leodiensi Ecclesia, legietatem fecit, quod etiam hæredes Comites Duci & suis hæredibus facere tenentur; quæ tamen Ecclesia si Duci in aliqua vellet injuriari, ipse Comes partes suas interponens, in hoc casu sicut Domino & Patri suo ei facere debet: Et Dux vice versâ Comiti similiter facere tenetur. Et ut hæc quæ prænotata sunt, in posterum rata & inconvulsa permaneant, Comes decem de hominibus suis subnotatis, cum feodis suis Duci in Hostagium dedit, ut si fortè ipse vel hæredes ejus ista infringere attemptaverint, ipsi tamdiu Duci contra Comitem vel hæredes ipsius servient, donec eum ad satisfactionem reduxerint: similiter Dux Comiti decem de suis hominibus in Hostagium dedit. Hi sunt obsides Comitis *Rotgerus de Merehem*, *Theodoricus de Altena*, *Otto de Bornen*, *Willelmus de Petershem*, *Arnoldus & Hermannus frater ejus de Elslo*, *Robertus de Berle*, *Raso de Curtheraco*, *Willelmus de Gotthem*, *Theodoricus Castellanus de Los*. Hi sunt obsides Ducis; *Godefridus de Scoten*, *Arnoldus de Dieft*, *Gerardus de Grimberge*, *Gerardus de Jacia*, *Godefridus Castellanus de Bruxella*, *Arnoldus de Walheim*, *Arnoldus de Wesemale*, *Arnoldus Senescallus*, *Gosuinus de Heverla*, *Robertus de Thenis*. Acta sunt hæc anno Verbi Incarnati MCC. VI. sub testimonio suprascriptorum virorum.

CCLII.

BRABANT ET LOS. (1) *Traité de Paix entre* HENRI *Duc de Lorraine &* LOUIS *de Brabant Comte de Los.* [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 58.]

HÆc est Compositio inter Ducem & *Comitem de Los*. Comes renuntiabit omni querelæ quam versùs Trajectenses habuit, cum omnibus villis & appenditiis, quæ spectant ad Trajectum; videlicet *Volne*, *Montenake*, *Wilre*, *Linculne*, & si quæ sunt aliæ villæ. Querelæ quam habet versùs Rutte Comes renuntiabit, excepta Advocatiâ. Pactum quod Dux habet in S. Trudone, reddet Episcopo Metensi; & cum Comes benè fuerit cum Duce, Dux juvabit Comitem quod Episcopus ei concedat, si juvare potest cum voluntate Episcopi Metensis: sed Episcopus habebit bona sua & pactum suum liberè. Præter hoc habebit Comes à Duce in feodum Advocatiam S. Trudonis; & omnia quæ Comes cum filia Ducis acceperat in feodum, à Duce tenebit & *ligius homo suus erit* contra omnes homines, excepto Episcopo Leodiensi; & etiam contra Episcopum juvabit Comes Ducem, si Episcopus guerram movere voluerit Duci pro sua voluntate injustè. Item Dux præfiget *Comiti de Los* diem, ad quem Comes indubitanter veniet & Dux de Limbourg si voluerit; sed quidquid ei sententiatum fuerit vel factum, prædicta bona tenebit Comes à Duce, & propter hoc de Allodio suo quod ducentas valet marcas annuatim, Comes assignabit Duci, & à Duce tenebit. Cùm Dux & Comes fuerint compositi, Dux bonâ fide juvabit, quòd *Comes de Los* & Dominus *Willelmus de Hollandia* componantur; si verò Dux hoc juvare non poterit, Dux utrique diem præfiget & *Comiti de Los* faciet quod homines dixerint quod de jure tenetur facere.

ANNO 1206.

CCLIII.

BOURGOGNE ET LANGRES. *Convention passée entre* EUDES *Duc de Bourgogne, & l'Evêque de* LANGRES, *pour leurs droits de Seigneurie dans la Ville de Châtillon sur Seine, & pour la justice entre leurs Sujets. Fait en l'année* 1206. [ETIENNE PERARD, Recueil de plusieurs Piéces servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 297.]

EGO *Odo Dux Burgundiæ*, notum facio omnibus tam præsentibus quàm futuris, quòd custumiæ *Castellionis* taliter sunt, inter me & Episcopum Lingonensem; videlicet, si aliquis, cujuscumque dominationis homo, aliquod magnum forefactum fecerit ad considerationem Domini Lingonensis Episcopi & Domini Ducis Burgundiæ, deducitur & tractatur. Omnia namque magna forefacta communiter ad Dominum Episcopum & ad me spectant, sicuti multra, homicidia, furta, adulteria, violenti concubitus fœminarum, falsæ mensuræ, edicti communis contemptus & fractio, casus in bello campestri, & in judiciis deprehentio. Justicia autem aliorum hominum est inter me & Episcopum Lingonensem, nec Præpositus Castellionis potest taxare forefactum sine Villico ejusdem villæ, nec Villicus sine Præposito. Si verò aliquis homo captus habeatur pro aliquo forefacto quod commune sit, Præpositus non potest illum hominem liberare sine Villico, nec Villicus sine Præposito, nec in eo justiciam exercere. Licet Præposito justiciam exercere in homines Ducis sine Villico, & Villico liberè in homines Episcopi sine Præposito. Si homines Episcopi aliquod fecerint forefactum, Præpositus non potest manum ponere in ipsos, nisi per clamorem Villici, nec Villicus in homines meos, nisi per clamorem Præpositi. Medietas vantæ Custels est Episcopi, altera medietas est mea. Similiter medietas omnium magnorum forefactorum est Episcopi, altera medietas est mea. Omnes curvatæ Castellionis sunt Episcopi. Quicumque verò habet aratrum apud Castellionem, etiamsi haberem, debet Episcopo curvatam. Omnes illi qui in mansis Episcopi qui debent caponem, manent vel manere voluerint, debent semel in anno Episcopo placitum generale. Episcopus quolibet anno tres habet Bannos infra Castellionem, quorum quilibet durat tantùm per tres septimanas: ego verò duos, quorum uterque durat tantùm per quindecim dies. . . . . forefactum Bannorum, tam Episcopi quàm mei, omnia communia sunt Episcopo & michi. Clerici, Milites, Sergenti qui panem capiunt, in Curiis apud Castellionum non cogentur tenere illud Bannum. Cuilibet etiam integrum modium vini vel ampliùs per hæc edicta vendere vel emere non negatur. Ego non possum elevare novas costumias ad Castellionum, vel infra Banni leugam Castellionis, sine Episcopo, nec Episcopus sine me. Super illas costumias, quas prædecessores nostri habuerunt, *Hugo* antecessor meus non potuit firmare Castellionem sine assensu Lingonensis Episcopi. Unum pactum est inter Episcopos, quod quoniam Dux Burgundiæ debet accipere feodum

(1) Ce Traité est sans date; mais il est du même tems que le précédent.

ANNO 1206. feodum Castellionis ab Episcopo, jurare tenetur & assecurare, & facere milites & servientes suos de Castellione jurare, quod manum non ponent in rebus quas habeat Episcopus infra Castellionum & in appenditiis Castellionis, nec in hominum suorum corpora, qualiscumque inter ipsos oriatur discordia. Statutum est etiam, quod ego nichil possum capere in homine Episcopi Lingonensis, manente Castellione vel in Castellaria, præter mulierem meam, dum pueri manebunt cum patre, existentes de manu, pastu, & familia patris. Ipse Episcopus similiter nichil potest capere in homine meo, præter mulierem suam, dum pueri manebunt cum patre, existentes de manu, pastu, & familia patris. Præterea si qui homines manserint infra ambitum duarum portarum de *Chaumonte*, si nullam in alia parte villæ remanentiam habuerint, ibi solummodo mei erunt, dum non sint homines proprii Episcopi, aut de casamentis sitis de *Barro supra Secanam*, de *Charemaco*, & de Castellaria ejus. Et isti quidem, si Castellione venerint mansuri, sive super Episcopum, sive super me solius Episcopi erunt. . . . . Omnes qui Castellione retinebuntur mansuri, in quacumque parte Castellionis terræ extra ambitum duarum portarum de Chalmonte, cujuscumque sit Episcopi, sive mea, omnes erunt Episcopo & michi communes, & tenementum commune; exceptis illis qui de tribus Abbatiis venerint, Flavigniensis, Dernensis monasterii, Pulteriarum: qui omnes sunt mei. Si verò eos qui communes facti sunt Episcopo & michi, retro abire contigerit, fondus terræ remanebit in Dominio ejus cujus prius sint. Homines verò hujus communiæ si utriuslibet mulieres duxerint, licitè eas habebunt, nec Dux, nec Episcopus eas sequatur, sed potiùs communes erunt Duci & Episcopo, & earum liberi, sicut & viri earum. Medietas terræ illius quæ extra fossaria est, de *Chamonte* usque ad viam quæ est ante domum leprosorum, quæ vadit ad *Ampilleium*, est Episcopi; & de censu & justitia: à via verò illa usque ad stagnum de *Murmont*, & quantum finagium de Marmont. . . . . tertiam partem habet Episcopus. Ego teneo de Episcopo, quicquid ad *Castellonium* habeo & in Castellaria, & omnia feoda Capellionis, qui milites tenent de me, & pro istis feodis sum homo ligius, post Regem, Domini Lingonensis Episcopi. Si discordia oriatur inter me & Episcopum, de negotiis Castellionis, quæ veniat ad causam, ego, sive Episcopus, vel nostri vicarii, pro causis agendis debemus convenire ad Perron de Maul Consoil, vel in claustro Canonicorum, & ego vel meus vicarius, medietatem militum meorum de casatis, qui pertinent ad Castellionem, ad consulendum Episcopo tenemur impartiri; qui ipsum Episcopum, tanquam si essent sui homines, adjuvare in illa causa, & eidem fideliter sine offensa Ducis tenentur consulere. Si verò causa durat usque ad juditium, juditium est Episcopi, & illud in domo sua de Castellione, si ei placuerit, poterit tractare. Episcopus etiam, movens guerram adversùs alium quàm adversùs me, potest guerrare de Burgo & de Castro, sicut & ego, & teneor adjuvare eumdem Episcopum de feodo suo, bona fide, tanquam Dominum meum Lingonensem, post Regem. Victos etiam suos, quos vulgo prisios vocant, potest Episcopus, vel ejus vicarius, mittere in turre Castellionis, quandocumque voluerit, sed homines mei illos custodient bona fide tanquam meos. Custodes etiam portarum de castro Castellionis, debent facere Episcopo fidelitatem. Præterea liberi homines utriusque Domini tutelæ submissi, ad nullam tenentur exire expeditionem, vel etiam equitatem, nisi edicti clamatio ex parte Domini præcedat utriusque. Immunes debent esse ab omni taillia & exactione. Commendisias suas tenentur persolvere, & amborum succumbere justiciæ Dominorum. Homines verò Canonicorum & militum, parere tenentur edicto communiter exclamato, cujus transgressionis satisfactio Dominum spectat ad utrumque; & si dictorum Canonicorum vel militum hominem quencumque, Episcopi seu Ducis satellitum aliquis in mellea deprehendat, coram Præposito vel Majore tenetur accedere ad justiciam exequendam; sed nisi sit in mellea, capiatur. Nemo manum ponere in illum debet. . . . . sed ad Dominum illius, vim vel injuriam passus tenetur accedere, & de adversario suo jus vel justiciam postulare. Milites Castellionis sunt homines Ducis, & Dux est homo Domini Lingonensis. Spargicia Castellionis communis est duobus Dominis. Similiter & pastura, de qua Episcopi habent unum obolum pro una quaque bidente, in uno anno: sed nichil accipiunt in alio subsequenti. Custodes segetum, custodes omnium, non nisi per eorum vel sergentorum suorum licentiam custodiuntur: hoc excepto, quod quilibet absque Dominorum licentia propriis ovibus apponere custodiam permittitur, & alienis prohibetur. Præterea, tam Dominus Lingonensis quàm Dominus Dux, apud Castellionem venientes, si rebus venalibus villæ credenciam quærant, non debent cogi nisi super eorum vadia venditores accedere illis, sed eorum vadia tenentur accipere, & ea per annum & diem reservare, sic & casatorum vadia in rebus venalibus & apertis tenentur accipi, & per spatium septem noctium custodiri. Si quis autem iratus Domino suo, villam fugiat aut relinquat, casatorum villæ cuilibet licet eum reducere, & coram Domino suo salvo conducere; & si tunc eum Domino suo concordare nequeat, recedentem illum licitè potest usque ad locum conducere salvum per iter & securum. Alienigena quisquam, si in villa manere veniat, nulli Domino, donec ipse voluerit, compellitur famulari, & si forefactum incurrat aliquod, amborum tenetur exequi justiciam Dominorum, donec alicui Domino se commendet; nec eidem liberum villæ forum conceditur, donec per annum & diem in illa fecerit mantionem: & si tunc demum velit forum requirere, & annalia villæ ritus executus fuerit, sibi villæ forum conceditur, in hunc modum, quòd Præposito sextarium vini, & Majori sextarium, & duobus villæ vantariis, pro rei laudatione & concessione, duos denarios tenetur exhibere. Duobus etiam Dominis, pro rei recognitione, die festo sancti Martini debet unum solvere denarium annuatin. Hæc autem fori libertas semel acquisita, licitè potest in perpetuum hæredibus erogari. Quilibet homo panem faciens ad vendendum apud Castellionem, duobus debet Dominis annuatin decem & octo denarios, ad festum sancti Remigii reddendos. Nemo lisa venalia apud Castellionem facere potest, nisi de licentia Dominorum. Præterea statutum est, quod nullæ aliæ monetæ currant apud Castellionem, præterquam Divionensem & Lingonensem, ad scambitum, secundùm valorem eorum. Quæ omnia, ut rata habeantur & inconcussa, præsentem cartam sigilli mei munimine roboravi. Actum anno gratiæ millesimo ducentesimo sexto.

ANNO 1206.

CCLIV.

Traité entre HENRI *Duc de Lorraine, &* OTHON *Comte de Gueldre, contenant le mariage de* GERARD *fils du Comte, avec* MARGUERITE *fille du Duc. Fait à Louvain en* 1206. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 58.]

LORRAINE ET GUELDRE.

HENRICUS DUX LOTHARINGIÆ & *Otto Comes Gelriæ* convenerunt super matrimonio contrahendo inter *Gerardum* filium Comitis & *Margaretam* filiam Ducis. Quod cùm *Margareta* ad tempus nubile pervenerit & *Gerardus* filius Comitis eam carnaliter cognoverit, Dux de bonis suis assignabit prout suum decet honorem: Comes dabit filio suo terram à *Caldekirchem* superiùs & Allodium de *Rothe*, &c. Testes *Comes de Dalem*, *Albertus de Cuych*, *Terricus de Millen*, *Ludolfus & Gerhard de Straelen*, *Godefridus Dapifer*, *Godefridus de Wachtend*, *Arnoldus de Aruhem*, *Terricus Bosthort*, *Helmwyn. de Sutfene*, *Gerhart de Wipele*, *Godefridus Kantart*, *Theodoricus frater Comitis*. Acta sunt apud Lovanium anno MCC. VI.

CCLV.

Instrumentum Treugarum inter PHILIPPUM Augustum *Regem Francorum, &* JOANNEM *Regem Anglorum initarum apud Thoarcium mense Octobri ann.* 1206. [Tiré du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque du Roi de Prusse à Berlin, pag. 57.]

Octob.

JOANNES Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normaniæ &c. Aquitaniæ, Comes Andegavensis. Omnibus ad quod præsentes literæ pervenerint salutem. Noveritis quod hæc est forma treugæ inter Regem Francorum & nos à die Veneris proxima ante festum Sancti Lucæ Evangelistæ nuper præteritum duraturum, usque in duos annos proximè sequentes, videlicet quod Rex Franciæ habebit homines & imprisios suos qui aperte werraverunt nos pro eo in hac werra, ita tamen quod in Normania, Cœnomania, Britania, Turonia, Andegavia ultra Ligerim

ANNO 1206. rim ex parte urbis Andegavenſis, non remanebit nobis, terra, homo, vel impriſius per hanc treugam; Et Rex Franciæ & nos, & homines & impriſii ſui & noſtri erimus tenentes bona fide, ſicut eramus tenentes prædicta die Veneris ante feſtum Sancti Lucæ.

Et ſi contentio ficret in teneura hominum Regis Franciæ per dictum & Sacramentum Regis, Comitis Augi & Hugonis Vicecomitis Caſtri Heraudi, ad hoc ex parte ipſius Regis Francorum appoſitorum, & Savarici de Maloleone, & Guillelmi de Cantu-merulæ ad hoc ex parte noſtra appoſitorum emendabitur.

Et ſimiliter ſi contentio fuerit de teneura hominum noſtrorum citra Ligerim ex parte Pictaviæ per dictum & Sacramentum illorum quatuor prædictorum emendabitur. Si interceptiones fiant in treuga ſive de Caſtellis, ſive de Villanis captis, ſive de præda, emendatio inde capietur per prædictos quatuor infra quadraginta dies poſtquam propter hoc ſubmoniti, dictum ſuum inde dixerint.

Si autem interceptio fiat vel de Forteritia, vel de Caſtro furato vel de corpore Baronis captio, emendatio inde fiet ſimiliter per prædictos quatuor bona fide infra quadraginta dies, poſtquam ipſi dictum ſuum inde dixerint vel duo ex illis, ſi alii dicere non voluerint, vel treuga propter hoc interrumpi poterit poſt illum terminum quadraginta dierum.

Hæc treuga aſſervabitur ex parte Regis Franciæ per eos quorum nomina ſubſcripta ſunt, ſcilicet per

Comitem Britaniæ
Hugonem Brunum
Comitem Augi
G. de Lezignen
Vicecomitem Lemovicenſem
Vicecomitem Caſtri Heraudi
W. de Maloleone
Th. de Blazon
G. de Tocq.
Sulpicium de Ambaſia
G. Sonnebaut
Vicecomitem Bruciæ
Eschinardum de Rulliaco.

Ex parte noſtra:
Vicecomitem Thoartii
Savaricum de Maloleone
W. de Mauſejo
W. Meingot, Archiepiscopum
G. Martel
B. de Maulevrier
Theobaldum Crispini
Radulfum de Martajo
G. de Taun
G. de Ramon
Reginaldum de Pontibus juniorem
V. Chabot.

Omnes iſti ex utraque parte jurabunt quod bona fide treugam tenebunt & de ſe, & de ſuis hominibus, & volent quod bona fide teneatur.

Si aliquis de prædictis quatuor, qui ad dicendum de teneuris & interceptionibus treugæ ſunt appoſiti, impedimentum manifeſtum habuerit, ad hoc alium idoneum in loco ſuo ponet per ſua Sacramenta, donec intereſſe poſſet bona fide; & ſi forte infra treugam aliquis eorum quatuor obierit, alius idoneus loco ejus ponetur ab eo de cujus parte fuerit. Omnes homines & terræ Regis Franciæ, ſcilicet & noſtri erunt in treuga iſta, & poterunt iterum hinc inde ire & negotiari ſecurè, præterquam in Curia Regis Franciæ, & in Curia noſtra ad quos nullus veniet, niſi vir religioſus vel mercator cognitus, ſine licentia Regis Franciæ vel noſtra.

Terræ communes erunt interim, & mercatores ibunt & redibunt per legitimas conſuetudines & antiquas.

Si mercatores Flandriæ fecerint conventiones in terra noſtra, volunt eas tenere. Hanc treugam fecit Rex Franciæ jurare pro ſe in anima ſua & nos ſimiliter in manum cupit Rex Franciæ quod

W. de Rupibus
Mauritius de Creone
W. de Guirchia
G. de Ancenis

Qui ad treugam jurandam ex parte noſtra requiſiti fuerunt, eam tenebunt. Et Rex Caſtellæ erit in hac treuga, ſi voluerit, & infra hanc treugam poterit nobiscum componere, ſi nos voluerimus.

Actum apud Thoarcium anno Domini milleſimo ducenteſimo ſexto, menſe Octobri. Teſtibus: ANNO 1206.

B. Winton. Episcopo.
Willelmo Brieuverra.
Roberto filio Walteri.

Datum per manus Hugonis Archidiaconi Wallenſis apud Thoarcium XXVI. à die Octobris, anno Regni noſtri octavo.

CCLVI.

Traité entre PHILIPPE *Roi des Romains*, & HENRI *Duc de Brabant, contenant le mariage de* HENRI *fils du Duc avec* MARIE *ſeconde Fille du Roi des Romains. Fait à Gueylenhuſen, le 9. de Février* 1207. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 59.] 1207. 9. Fevr. L'EMPIRE ET BRABANT.

ANNO Dominicæ Incarnationis MCC. VII. quinto Idus Februarii, Indictione decimâ, Acta fuerunt hæc apud Geilenhuſen quæ inferiùs ſunt annotata. Dominus Philippus glorioſiſſimus Romanorum Rex ſemper Auguſtus (1) unam de filiabus ſuis dedit in matrimonio filio Ducis Brabantiæ, & illa filia ſuccedet in hæreditatem paternam, cum aliis filiabus Domini Regis, ſecundùm jus & conſuetudinem Theutoniæ: & ipſe Dominus Rex illam filiam aſſignabit ipſi Duci Brabantiæ, apud Sinſich quartodecimo die poſt Pentecoſtes, vel ſuis Nunciis, videlicet *Comiti Gelriæ*, *Comiti Juliacenſi*, *Comiti Hohenſtaden*. Et ut ipſe Dominus Rex hæc omnia operis executione adimpleat datâ fide promiſit. Illud etiam data fide promiſit Conradus Spirenſis Episcopus, juraverunt quoque in animam Domini Regis, Cuno de Minzimberch, Henricus Marescalcus de Kallintin; & adhuc alii miniſteriales Domini Regis, ſimili modo jurabunt. Ceterùm Dux Brabantiæ dabit in dotem filiæ Domini Regis, redditus valentes annuatim mille marcas; & ſi contingat filiam Domini Regis mori antequam fiat carnalis conjunctio inter eam & ipſum filium Ducis Brabantiæ, Dominus Rex loco illius, dabit aliam de filiabus ſuis prædicto filio Ducis in matrimonio, ſi quam tunc habuerit liberam & abſolutam: ſi autem contigerit mori filium Ducis Brabantiæ ſimiliter ante carnalem commixtionem, ſi ipſe Dux Brabantiæ tunc alium filium habuerit, prædicta filia Domini Regis, vel alia, ſi quam habuerit, illi filio Ducis Brabantiæ matrimonialiter copulabitur. Item ſi contigerit quòd inter jam dictas perſonas, videlicet filiam Domini Regis & filium Ducis Brabantiæ, carnale commercium intervenerit; ſi tunc filium Ducis mori contigerit, ſine prole, ipſa filia Domini Regis omnibus diebus ſuis, tenebit ad uſum ſuum illa bona, videlicet redditus mille marcarum; quos ipſe Dux Brabantiæ in dotem ſibi aſſignaverit, poſtmodum cùm mortua fuerit filia Domini Regis; jam dicta bona ad Ducem Brabantiæ, ſi tunc vixerit, vel, ſi tunc mortuus eſt, ad ejus legitimos hæredes revertentur. Item ſi contigerit mori filium Ducis Brabantiæ ante carnis copulam, & ſi ipſe tunc alium non habuerit, ipſe Dux Brabantiæ Domino Regi filiam ſuam reſtituet, ipſe etiam rehabebit illa bona quæ in dotem filiæ Regis dederat. Si autem Deo dante contigerit, ut jam dictæ perſonæ, videlicet filia Domini Regis & filius Ducis, prolem habuerint, cunctis mortuis illa proles, ſicut juſtum eſt, in legitimam parentum ſuccedet hæreditatem. Et ſicut Dominus Rex data fide hæc ſe ſervaturum promiſit & pro eo in animam ſuam juratum eſt: ita Dux Brabantiæ pro ſe ipſo, ſe hoc ſervaturum promiſit data fide, & inſuper juramento confirmavit: uxor quoque Domina Ducisſa idem ſe ſervaturum promittet data fide & jurabit; jurabunt illud idem Miniſteriales ſui & ſuæ Civitates.

CCLVII.

Conceſſion de PHILIPPE II. *Roi des Romains à* THOMAS *de Savoye, Comte de Maurienne; faite en* 1207. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye, Preuves. pag. 48.] 1. Juin. L'EMPIRE ET LA SAVOYE.

In

(1) C'étoit la puînée nommée *Marie*. L'Aînée venoit d'être mariée à *Otbocare* Roi de Bohême, le Roi des Romains s'étant fortifié par ces alliances contre *Othon* ſon Competiteur à l'Empire. Mais il ne jouït pas long-tems du fruit de ces précautions, ayant été tué le 21. Juin 1208. par *Othon de Wittelſbach* Comte Palatin.

ANNO 1207.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

PHILIPPUS secundus, Divinâ favente Clementiâ Romanorum Rex, & semper Augustus. Regalis excellentiæ immensa Benignitas, præclara fidelium suorum perpendere consuevit obsequia, eisque pro beneméritis munificentiæ suæ beneficia liberaliùs impertiri. Quapropter ad universorum Imperii fidelium, tam præsentium quàm futurorum, notitiam volumus pervenire: Quòd accedens ad præsentiam nostram, Cariffimus consanguineus noster *Thomas Comes Sabaudiæ*, apud Basileam, sub frequentia Principum & multorum Imperii fidelium, feudum suum, quod per successionem à suis progenitoribus, ad ipsum devolutum erat, de manu nostra recepit, nosque eum, juxtà priscam Imperii consuetudinem, de universis bonis illis, prout Principum & Curiæ nostræ dictavit sententia, per tria vexilla investivimus: Præterea, ut pleniùs liquere sincerum affectum nostrum faciamus, quem citrà eundem consanguineum nostrum habemus, & quo incessanter ad ipsius utilitatis & honoris augmentum, intenti esse cupimus, de gratia Regiæ liberalitatis feudo suo, quod priùs ab Imperio tenuit, addimus sibi, concedimus & confirmamus Villam de Kario, necnon Villam de Testona, cum omnibus appendiciis & tenimentis earum; & cum omni jure & integritate, quemadmodum ad Imperium spectare dignoscuntur, ut ipse Comes & sui hæredes, easdem possessiones, ab Imperio, & à nobis, nostrisque successoribus Jure feudi, teneant & recognoscant. Sciendum quoque est, quod memoratus *Consanguineus noster Comes Sabaudiæ*, Castrum Melduni à nobis recepit in feudo; & nos fideliter promisimus, in ipso Castro & in omnibus pertinentiis ejus, eum manutenere & contrà omnes homines defensare. Statuimus igitur, & Regio Edicto firmiter præcipimus, ut nulli unquam personæ altæ vel humili, Ecclesiasticæ, sive sæculari, licitum sit sæpè fatum consanguineum nostrum, in hac nostra donatione & concessione molestare aut ei aliquo improbitatis ausu contraire; quod qui facere ausus fuerit, in vindictam transgressionis centum libras auri puri componat, quarum medietas Cameræ nostræ, reliquum passis injuriam persolvatur. Ad cujus rei certam impositerum notitiam, hanc Ducalem paginam exindè conscribi jussimus, & Majestatis nostræ Bulla aurea insigniri. Testes hii sunt Amedeus Bisuntinus Archiepiscopus, Conradus Spiren. Episcopus, Henricus Argentin. Luidolfus Basilienfis, Episcopus, Comes Stephanus, Willelmus Viennenfis & Matisconenfis Comes, Galscherus de Salinis, Riccardus Comes Montis-Belgardis, Comes Fridericus de Ferreto, Comes Sibertus de Vuerda, Comes Fridericus de Tolre, Comes Rodolfus de Hauspice, Comes Fridericus de Liningen, Conradus & Walchus fratres de Horbure, Fridericus de Schouvinber, Henricus de Scharpfinbcum, & alii quam plures. Signum Domini Philippi secundi, Romanorum Regis invictissimi. Acta sunt, Anno Dominicæ Incarnationis millesimo CC. VII. Indict. decima. Regnante Domino Philippo secundo, Romanorum Rege glorioso, Anno Regni ejus decimo: Datum apud Basileam Kal. Junii.

CCLVIII.

1208. *Deditio totius Regni Angliæ & Hyberniæ in Clientelam Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, per* JOANNEM *Regem spontanea voluntate, & de communi Baronum Consilio, salvis tamen Libertatibus & Regalibus suis facta.* Accedit JURAMENTUM *præfati Regis, quod imposterùm semper fidelis Deo, Romanæ Ecclesiæ, & Summo Pontifici perseveraturus sit.* [HENRICUS DE KNYGTHON Canonicus Leycestrensis de Eventibus Angliæ, Lib. II. inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROG. TWISDEN editos, col. 2419. D'ARGENTRE', Hist. de Bretagne, Liv. IV. pag. 269. sous l'an 1203.]

JOHANNES Dei Gratia Rex Angliæ &c. Universitati vestræ per hanc Cartam aurea Bulla nostra munitam volumus esse notum, quod cum Deum & matrem nostram Sanctam Ecclesiam offenderimus in multis, & proinde divina misericordia indigere noscamur, nec quid quod digne offerre possumus pro satisfactione Deo & Ecclesiæ facienda nisi nos ipsos habeamus & Regna nostra, volentesque nos ipsos humiliare pro illo qui se pro nobis humiliavit usque ad mortem, gratia Sancti Spiritus inspirante, non vi inducti aut timore coacti, sed nostra bona & spontanea voluntate ac communi Consilio Baronum nostrorum offerimus & libere concedimus Deo & Sanctis Apostolis ejus Petro & Paulo & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ matri nostræ ac Domino nostro Papæ Innocentio tercio ejusque Catholicis successoribus, totum Regnum Angliæ & totum Regnum Hiberniæ cum omni jure ac pertinenciis pro remissione omnium peccatorum nostrorum & totius generis nostri tam pro vivis quam pro defunctis: Et amodo illa à Deo & Ecclesia Romana tanquam feodarius recipientes & tenentes. In præsentia venerabilis patris Domini Nicolai Tusculanensis Episcopi Apostolicæ Sedis Legati & Pandulphi Domini Papæ Subdiaconi & familiaris, fidelitatem prædicto Domino nostro Papæ Innocentio ejusque Catholicis successoribus ac Ecclesiæ Romanæ secundum subscriptam formam fecimus & juravimus, Homagium & ligium fecimus pro prædictis Regnis Domino nostro Papæ Innocentio per manus prædicti Legati loco & vice ipsius Domini Papæ recipientis publice; successores & hæredes nostros de uxore procreatos in perpetuum obligantes, ut simili modo Summo Pontifici qui pro tempore fuerit & Ecclesiæ Romanæ sine contradictione debeant fidelitatem præstare & homagium recognoscere. Ad indicium autem hujus rei & nostræ perpetuæ obligationis & concessionis nostræ volumus & stabilimus ut de propriis & specialibus redditibus prædictorum Regnorum nostrorum pro omni servicio & consuetudine quod pro ipsa satisfacere debemus, salvo per omnia denario Sancti Petri, Ecclesia Romana mille marcas Sterelingorum percipiat annuatim, scilicet in festo Sancti Michaelis septingentas marcas pro Regno Angliæ & trecentas pro Regno Hiberniæ; salvis nobis & hæredibus nostris justicia, libertatibus & regalibus nostris. Quæ omnia sicut prædicta sunt rata esse volentes & perpetuo obligamus firmiter nos & successores nostros contra non venire: Et si nos vel aliquis nostrorum successorum contra hæc aliquid attemptare præsumpserit, quicunque fuerit ille, nisi commonitus resipuerit cedat à jure Regni. Et ut hæc Carta obligationis & concessionis nostræ semper firma permaneat, in ejus rei testimonium &c.

Ego Johannes Dei gratia Rex Angliæ &c. ab hac hora in antea fidelis ero Deo & Beato Petro & Ecclesiæ Romanæ ac Domino meo Innocentio Papæ tertio ejusque successoribus Catholicè intrantibus; nec ero in facto, dicto, consensu vel consilio ut vitam perdant vel membra, vel mala captione capiantur, & damnum eorum quod sciverim impediam, & removere faciam si potero. Alioqui eis quam citius potero intimabo, vel tali personæ dicam quam eis credo pro certo dicturam. Consilium quod mihi crediderint per se vel per Nuncios seu per Literas suas tenebo secrete, & ad eorum damnum nulli pandam, me sciente, patrimonio Beati Petri & specialiter Regni Angliæ & Regni Hiberniæ adjutor ero ad defendendum & tenendum contra omnes homines pro posse meo. Sic me Deus adjuvet & Sancta Dei Evangelia.

ANNO 1208

CCLIX.

Diploma Romanorum Regis OTTONIS, *confirmans Libertatem, Jura, & Consuetudines Communitatis Mediolanenfis. Datum annò* 1208. [Pièce Authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Regiſtre R. R.]

OTTO Dei Gratia Romanorum Rex semper Augustus Dilectis fidelibus suis Potestati, sive Consulibus, totique Communi Mediolani gratiam suam, & bonam voluntatem — Si à memoria nostra aliquo modo permiteremus elabi, quantam fidem, quantamque dilectionem sub multa devotione nobis hactenus exhibuistis honori nostræ Regiæ Majestatis multum videremur derogare, sic enim alii, qui minus fideles, & devoti nobis fuerunt ad obsequia nostra tardiores efficerentur, & nos meritis vestris condignè non responderemus, scilicet hæc à nobis absint, tanta est enim fidei vestræ integritas, & omnium factorum nostrorum firma constantia, quod nos illorum obsequiorum, quæ à fidelibus nostris exhibentur immemores nunquam erimus, nisi prius meritis ipsorum condignè respondeamus; Unde nos in armario pectoris nostri repositimus, & fideliter recondimus, multa, & præclara obsequia, quæ à diebus nostræ electionis fideliſſimè, & devotiſſimè nobis ex-

ANNO 1208. exhibuiſtis. Recognoscimus enim, quod in multis tribulationibus noſtris, quæ ſicut Deo placuit, nos quantum tetigit, ab illa fide, quam erga nos a principio concepiſtis, & alia devotione, quam nobis ſemper exhibuiſtis, nullo ingenio, nullo caſu intervenicnte ab obſequiis noſtris avelli noluiſtis, & non potuiſtis, pro quo quandiu vixerimus Univerſitatem veſtram, univerſosque Vos, & ſingulos diligimus, & ſemper intendimus honorare, omniaque Jura veſtra, & omnes Conſuetudines veſtras, & omnem Libertatem veſtram, vobis non ſolum non minuerimus, immo inviolabiliter vobis conſervabimus intacta, & illeſa; & ſuper omnes Civitates totius Imperii in honore, & in rebus Vos ſemper volumus exaltare, & inter præcipuos familiares, & devotos noſtros Vos comparabimus: Et quoniam vel Nuncii Univerſitatis veſtræ, vel quilibet ex vobis ad præſentiam noſtram venerit benignè eos recipiemus, & honorabimus, oblivisci etiam non poſſumus, quod Vos jam pacato Imperio, quod diu turbatum fuerat, tam discretos, & honeſtos Nuncios veſtros cum muneribus veſtris ad nos deſtinaſtis, quos Nos ſicut decuit, & ſub illa gratia, & dilectione, qua nos ſemper fovimus, & ſemper ampleƈtemur; Recipimus quidem munera veſtra tanto nobis fuerunt gratioſa, quanto magis illa ſcimus ex affectu puræ devotionis fuiſſe transmiſſa; ſignificamus ad hoc vobis, quod nos dilectiſſimo Principi noſtro Neolfrago Patriarchæ Aquilianenſi Legationem totius Italiæ commiſimus, volentes, ut ipſe vice, & loco noſtro per totam Italiam offitio fungatur noſtri, & Imperii Legati, & quidquid ipſe de honore noſtro, & Imperii tractabitur nos per omnia tantum ſumus habituri; Mandantes igitur, & rogamus, ut vos ipſum Patriarcham tanquam Legatum noſtrum honorifice ſuſcipiatis, & eum tanquam Legatum noſtrum, & Imperii honoretis; conſilium ſibi dantes, & auxilium ut ipſe in Legatione noſtra ſic procedat, ſicut honori noſtro, & Imperii videbitur expedire, & quidquid honoris ſibi exhibueritis, nobis totum factum reputabimus.

A. Regiſtro inſcripto ſub litteris R. R. BARNABONIS *Vicecomitis exiſtente in Regio Archivio Caſtri Portæ Jovis Mediolani extracta fuit præſens Copia in papiro ſcripta. Data Mediolani die trigeſima menſis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANC. STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CCLX.

COLOGNE ET BRABANT. *Renouvellement d'alliance entre* THEODORIC *Archevêque de Cologne, &* HENRI *Duc de Brabant. Fait en l'année* 1208. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicar. Lib. I. Cap. LXXXV. pag. 278.]

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

THEODORICUS, Dei gratia, ſanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiscopus, cunctis Chriſti fidelibus in perpetuum. Notum facimus præſentibus & futuris, quòd ab antiquo inter Eccleſiam Colonienſem & Archiepiscopum ex una parte, & Ducem Lotharingiæ & terram ſuam ex altera, confœderata eſt dilectio, & confirmata confœderatio, ut nulli aliorum hominum amicitia vel discordiæ poſſent vinculum hujus confœderationis & dilectionis diſſipare.

Placuit igitur nobis, ex conſilio priorum, nobilium, miniſterialium, burgenſium noſtrorum ex una parte, & HENRICO Duci & fidelibus ſuis ex alia, iſtam dilectionis confœderationem innovare, & tam in nobis, quàm in noſtris ſucceſſoribus firmitate perpetua roborare; unde ex utraque parte iſtud vinculum confœderationis indiſſolubile in ævum permaneat.

Henricus Dux Lotharingiæ, fide interpoſita firmiter ac fideliter promiſit, quòd Eccleſiæ Colonienſi & nobis ſpecialiter omni conſilio & auxilio, in juris ſuis conſervatione, contra omnem perſonam, totis viribus aſſiſtet, & nulla occaſione vel ſuggeſtione à tuitione Eccleſiæ Colonienſis, & noſtro adjutorio diſcedet. Nos autem idem & eadem confirmatione, verſa vice, fide interpoſita, quod prius juramento fuit confirmatum, Duci Henrico innovamus.

Ut autem hoc factum ſtabile & inconvulſum permaneat, præſentem paginam inde conſcribi, & noſtri ſigilli impreſſione, priorum nec non & nobilium civium, quorum nomina ſubſcripta ſunt, dignum duximus confirmari. Hujus rei ſunt teſtes.

ANNO 1208.

Engelbertus Præpoſitus Major, Conradus Major Decanus,
Tirricus Præpoſitus S. Gereonis, Oliverius Scholaſticus Major,
Gerardus Comes Gelrenſis, Tirricus Comes de Clivio,
Wilhelmus Comes Juliacenſis, Henricus Comes de Seyna,
Comes Adolphus de Monte, Georgius Comes de Wiede,
Henricus Comes de Keſſele, Rutgerus de Merch,
Otto de Wickerode, Galeramus, & Henricus fratres miniſteriales,
Hermannus Advocatus, Godefridus Camerarius,
Tirricus de Roslaer, Franco Pincerna,
Wilhelmus Salline, cives; Gerardus Saphirus,
Joannes de Rintgare, Apollonius Clenegedane,
Engebrandus de S. Columba, Richolfus Perfuſus,
Hermannus Grim, & alii complures.

Acta ſunt hæc anno Incarnationis Dominicæ milleſimo ducenteſimo octavo.

CCLXI.

1209. Octob. BRABANT ET MONS. *Traité entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, & l'Egliſe de* SAINT WALTRUDE *de Mons, touchant la Ville d'Herentals, près d'Anvers. Fait au mois d'Octobre de l'an* 1209. [AUBERT LE MIRE Diplomata Belgica. Lib. I. Cap. LXXI. pag. 159.]

EUSTATHIUS Præpoſitus, HAWIDIS Decana, & totum Capitulum S. Waldetrudis in Montibus, univerſis Chriſti fidelibus, tam præſentibus quàm futuris in perpetuum.

Notum & certum univerſitatis veſtræ facimus discretioni, quòd cùm Princeps Illuſtris HENRICUS Dux Lotharingiæ, & Marchio Antuerpiæ, in territorio & poteſtate de HERENTALS, burgeſiam novam conſtrueret, & nos inde reclamationes & querimonias faceremus, ipſe Dux jam dictus, bono ductus ſpiritu, pro ſui & dilectæ conjugis ſuæ MACHTILDIS nobilis Duciſſæ, animarum remedio benignè nobiscum pacem firmam iniit & concordiam.

Compoſitum quidem eſt de benigno & communi ſui & noſtri conſenſu, quòd ſalvis & retentis nobis cenſibus & reditibus noſtris, & decimis, (a) Villicoque noſtro cum Scabinis & jure manſionariorum noſtrorum ac hereditariorum, tam in Villa Herentals, quàm campis, aqua, molendinis, & nemoribus, ſicut ea tenebamus, antequam prædicta burgeſia conſtrueretur, eadem burgeſia, tam conſtructa & conſtituta, quàm in poſterum conſtruenda & conſtituenda, omnesque vaſtinæ, quæ terræ ſilveſtres dicuntur, totius alodii & poteſtatis de Herentals, ipſi Duci & nobis communes permaneant.

(a) C'eſt-à-dire, le Chef de la Juſtice.

Ita tamen, quòd totius burgeſiæ præfatæ, tam ſtatutæ & conſtructæ, quàm in poſterum ſtatuendæ & conſtruendæ, tam in reditibus, quàm aliis proventibus medietas cedat in partem noſtram, perpetuò per Villicum aut miniſtrum noſtrum cuſtodienda & percipienda, alia verò medietas in partem prædicti Ducis deveniat, perpetuò per Villicum & miniſtrum ſuum cuſtodienda & percipienda.

Similiter de vaſtinis prædictis, quæ terræ ſilveſtres dicuntur, ad ſuam & noſtram communitatem pertinentibus, nihil alicui conferri aut concedi poteſt, niſi communi & concordi Villici ſui & Villici noſtri conſenſu, & Scabinorum noſtrorum & ſuorum, & niſi obſervato ſuo aut noſtro communi & meliori commodo; in quibus nos, tam in reditibus quàm cenſibus, & ſervitiis & denariis medietatem habeamus. Dux verò aliam medietatem habeat, præter decimas burgeſiæ & vaſtinarum, omnes ad noſtram proprietatem pertinentes.

Villicus ipſius Ducis, & Villicus noſter, & Scabini burgeſiæ communem Duci & nobis ſemper tenentur exhibere fidelitatem. De omnibus autem prædictis, quæ infra alodium & poteſtatem de Herentals ſibi retinuit, non liceat ſibi aut alicui ſucceſſori ſuo, aliquid alicui dare aut vendere vel invadiare, ſeu in feodum aut beneficium vel cenſum concedere, vel in eleemoſynam conferre, niſi nobis & Eccleſiæ S. Waldetrudis, ſed ea ſemper ad manum ſuam & proprietatem retinere debet is qui Ducatum Lotharingiæ poſſidebit. In prædictis quippe alta juſtitia ſatisdicto Duci, ſuisque ſucceſſoribus tota ſine participatione remaneat.

ANNO 1209. Ut hæc autem rata habeantur, & inviolata permaneant, ſcripti præſentis annotatione & ſigilli noſtri appenſione eadem approbamus plenius, & confirmamus. Teſtes:

Gillebertus Præpoſitus S. Germani Montenſis.
Nicolaus Nacha, Romondus.
Wilhelmus Everam.
Walterus Gervaſii.
Ludovicus, & alii Canonici B. Waldetrudis.
Machtildis & Agnes de Fontaines.
Gela de Hormetis.
Maria & Bertha & Jacquelina de Quarigum.
Beſſela de Louwis.
Petronilla de Ladusa.
Aleidis de Goy.
Eliſabeth & Clariſſia de S. Simphoriano, & aliæ Dominæ Montenſis Eccleſiæ.

Actum anno Verbi Incarnati milleſimo ducenteſimo nono, menſe Octobri.

CCLXII.

30. Oct. *Diploma* OTTONIS IV. *Imperatoris Romanorum; quò Prærogativæ omnes & Privilegia ad Jurisdictionem* ECCLESIÆ RAVENNATI *ſpectantia; Item Donationes Comitatuum, Caſtrorum & Locorum, cum ſingulorum expreſſa enumeratione, Eidem Eccleſiæ factæ, confirmantur, atque novis adaugentur. Datum apud Caſtrum S. Miniatis Tertio Kalend. Novemb. Indict. 13. anno* 1209. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. *Ravennat. Archiepiscopi* col. 374. in utraque Edit. *Rom.* & *Venet.*]

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

OTHO IV. divina favente clementia Romanorum Imperator & ſemper Auguſtus. Ratio exigit, & Imperiali congruere videtur honori, ut affectuoſa, & præclara obſequia fidelium noſtrorum benemerentium de nobis præ oculis, & manibus memoriæ habeamus, & juxta Imperialem magnificentiam dignum favorem, dignam gratiam, dignamque retributionem eis ita rependamus, ut aliorum voluntates ad ſerviendum devotius Imperio alacrius excitemus. Eapropter univerſorum Imperii noſtri fidelium, tam futura, quam præſens ætas cognoſcat qualiter dilectus princeps noſter Hubaldus venerab. ſanctæ Ravenn. Eccleſiæ Archiepiſcopus noſtræ majeſtatis præſentiam humiliter adierit, & per confirmationem privilegiorum ſuorum pro devotionis fidelis ſtudio nobis preces porrexerit, cujus ſedulæ petitioni nos ex conſueta Imperiali clementia benigne annuentes auctoritate noſtra, ei & Eccleſiæ ſuæ confirmamus, & firmiſſime roboramus omnes illic pertinentes Epiſcopatus, Monaſteria, Eccleſias, Civitates, Caſtella, ac omnes res, quæ per chartas antiquas, privilegia atque præcepta ad eandem Sacroſanctam Ravenn. Eccleſiam juſte, & rationabiliter pertinuerunt, videlicet Comitatum Cæſenat. cum caſtro vetere, & novo, & curtibus, ac omnibus ſibi juſte pertinentibus cum diſtrictu & honore caſtrum Reverſani cum omnibus pertinentiis ſuis, Comitatum Ficoclen. cum Epiſcopatu ſuo, & ripa, Epiſcopatum Reginen. cum dono & conſecratione, Comitatum Bobii, Comitatum Forumpopilii cum diſtrictu ſuo, & caſtrum novum cum curte, & pertinentiis ſuis, & Comitatum Forolivii cum diſtrictu ſuo, & Civitatibus eorum, & cum omnibus ad eosdem pertinentibus, Comitatum Ferentini cum Epiſcopatu ſuo, & cum Monaſterio Sancti Salvatoris in ipſo Comitatu poſito, Comitatum Decimanum, Comitatum Traverſariæ, Comitatum Imolen. Comitatum Comaclen. cum ripa & piscariis ſuis, Monaſterium Sancti Hilarii de Galiata cum omnibus diſtrictu, & placito ſuo, Caſtellis, & curtibus, & pertinentiis ſuis, Monaſterium Sancti Thomæ Apoſtoli, & Sanctæ Euphemiæ infra Civitatem Ariminen. cum omnibus pertinentiis ſuis, & omnes res, quas Diaconus Petrus filius Martini Ducis, per chartulam donationis in Sanctam Ravennat. Eccleſiam tradidit, & quæcumque Ingelicada Comitiſſa tenuit a Mari Adriano usque ad Alpes, & a fluvio Rheni usque Potentiam, ſicut Imperator Otho Petro Ravenn. Archiepiſcopo confirmavit. Item res & poſſeſſiones quas Lambertus cum uxore ſua, & filiis ſuis habuit usque ad Alpem a fluvio Rheno usque ad Foliam. Confirmamus etiam prædicto Archiepiſcopo G. . . . . & ejus Eccleſiæ diſtrictum Ravenn. cum portis, ripis, & portubus a mare publicariis omnibus teloneis, moneta publica, quæ hinc in antea ibi fieri præcipimus, ſub poteſtate ſanctæ dictæ Eccleſiæ ſuperius ejusque præſulum: Concedimus etiam omnem in omnibus intra & extra Civitatem Ravenn. exceptis illis noſtris regalibus cum diſtrictu quorum cuſtodia homo, & miſſus noſter, qui in eadem Civitate manere conſuevit in feudo a nobis habere dignoscitur, exceptis etiam illis feudis, quibus homines noſtri ab Imperio inveſtiti ſunt ex antiquo, & novo: concedimus etiam, confirmamus maſſam quæ vocatur Fiscalia cum Cornu Cervino, Monaſterium ſanctæ Mariæ in Pompoſa cum omnibus rebus, & pertinentiis ſuis, portum Volanæ integriter cum piscariis ſuis, & omni litore maris, & portibus usque ad portum Cerviæ, & usque ad fluvium Puncarii ſimiliter donamus juxta auctoritatem noſtrorum anteceſſorum Imperatorum Abbatiam Sanctæ Mariæ in loco Vangariciæ cum dono, & conſecratione Abbatum, & cum omnibus pertinentiis ſuis inter Padum, & Atiſſam fluvios ſitis, inter Adrien. & Ferrar. & ubicunque ſunt lat. inventæ fuerint ejusdem Abbatiæ proprietates, confirmamus etiam Comitatum Argentæ usque Ravennam, ſtatuimus etiam ut omnium naves tranſeuntium per Argentam tantum ſolvant quantum Cremonen. exceptis illis quorum naves nihil debent ſolvere, confirmamus etiam quæcunque juſte poſſidet infra Comitatum Ferrar. Item confirmamus ſtabilique gradu corroboramus ipſi Eccleſiæ omnia quæ antiquitus tenuit vel tenet, ſive ei pertinet in tota Marchia Camerini, per diverſos Comitatus, & territoria videlicet Auximan. Anconit. Senogall. & Fani, aliosque Comitatus, & nominatim Maſſam Aflamaran. quæ vocatur Auximana, in qua eſt caſtrum Ubaldi, caſtrum Ophaniæ, & Maſſam Ruſſiani, & Maſſam Meralanam, quæ de Senogal. curtem Montonis, Maſſam Victoriadam, & Maſſam Salam terræ Fani, caſtrum Tuderani territorii Populien. hæc omnia cum rebus, & poſſeſſionibus, & pertinentiis ſuis, præmiſſa noſtræ præceptionis. atque Imperiali edicto ſæpefatam Eccleſiam habere, firmiterque tenere præcipimus, adjicientes etiam concedimus Sanctæ Ravenn. Eccleſiæ, ut nulla præteriti temporis præſcriptio ab hac noſtræ conceſſionis die retro eidem Eccleſiæ, vel Monaſteriorum ſuorum ad Eccleſiam Ravenn. pertinentium non niſi ſpatio centum annorum conſcribat. Cæterum prædicto Archiepiſcopo concedimus facultatem reſcindendi contractus injuſtos, & Eccleſiæ ſuæ damnoſos, ipſi Archiepiſcopo Raven. & ſuæ Eccleſiæ totum & integrum Comitatum Argentæ, videlicet ipſa Argenta, portum & totam plebem de portu, ſcilicet caput Sandali, Graſalum, ripa Perticum, Vergunditium, portum Veterariæ, & Sandalum, Materium quoque, Cavallum, & curtem de podio, plebem ſancti Viti cum hominibus ſuis & quicquid Eccleſia Ravenn. habet in ipſa plebe, & in Luibola, & alias capellas ipſius Comitatus, & homines cum omnibus pertinentiis ſupradictorum locorum, placito videlicet, & diſtrictu, & cum omni jurisdictione, cum Pado, ripis, piscariis, paludibus, ſtratis, viis, paſcuis, ſilvis & publicariis univerſis a principio Comitatus Argentæ usque Ravenn. ſicut ipſe Hubaldus Archiepiſcopus vel ejus anteceſſores juſte hactenus habuerunt, & poſſederunt, non obſtante privilegio F. vel ſcripto Ferrarien. contra jus Ravenn. ab Imperiali majeſtate impetrato. Hæc itaque omnia ſupradicta in ſpecialem noſtræ protectionis recipimus, & Imperiali auctoritate diſtricte præcipientes ſancimus, ut nullus Episcopus, Marchio, Dux, Comes, Vicecomes, nulla Civitas, Poteſtas, nulla denique humilis vel alta, ſecularis vel Eccleſiaſtica perſona contra hanc confirmationem noſtram & protectionem ſupradictum fidelem Principem noſtrum vel Eccleſiam Ravenn. in aliquo ſupradictorum aliquatenus gravare audeat, vel moleſtare. Hæc autem ad exemplum Henrici Imperatoris Ravenn. Eccleſiæ concedimus inter ea, quæ Ravenn. Eccleſiæ confirmamus, iſta propriis nominibus exprimenda.

ANNO 1209.

In Episcopatu Piſaurien. Caſtrum Ligabici Granarolæ, Caſtrum Gazole, Caſtrum Fanane, & Mons Catignanus.

In Episcopatu Ariminen. Caſtrum Montis Gemani, Caſtrum Marazani, Caſtrum Montis Columbi, Caſtrum Montis de Cruce, Villa Corliani, Caſtrum Savignani, Caſtrum Montiliani, & Caſtrum Montis Novi.

In Episcopatu Cæſenæ Caſtrum Subuccolæ, Caſtrum Montis Rubia, Caſtrum Saliani, Caſtrum Montis Gerardi, Caſtrum Sergiani, & Fanani, Caſtrum Deolaguarde, Caſtrum Caſalioli & Rudilianum, Caſtrum Stagnani,

ANNO 1209. Stagnani, Villam Rocchæ, & Caſtrum Roncii.

In Epiſcopatu Foropopilien. Caſtrum Bagnoli, Caſtrum Molini veteris, Caſtrum Quiliani, Caſtrum Montis Venarii.

In Epiſcopatu Faven. Caſtrum Aurioli, Caſtrum Tarbani, & Villa S. Potiti.

In Epiſcopatu Imolen. Villa Lucii in territorio Ravenn., Noccedola, Villa Sancti Pancratii, & Sancti Archangeli, Villa Ruffi, & Cauboi, & Caſtrum Caſamurate. Ad hæc Imperiali clementia amore Dei, & ſalute Imperii pro remedio etiam animæ noſtræ indulgemus jam dicto Ravenn. Archiepiſcopo Principi noſtro & omnibus Ravenn. Eccleſiæ ſuffraganeis, atque omnibus Abbatibus, Prælatis, & omnibus Clericis, atque piis locis, & univerſis Eccleſiaſticis perſonis, tam in Ravenn. quam in Archiepiſcopatu, & Romana atque Marchia ad cuſtodem pertinentibus conſtitutis, id quod conceſſum eſt a Sacris Canonibus, & venerandis Principum Romanorum legibus, videlicet niſi ipſæ Eccleſiæ, & earum immunitates per circuitum gaudeant Privilegiis per Sacros Canones, & venerandas Romanorum Principum leges ſibi indultis, & qui in eas commiſerint, pœnas ſubeat a canonibus, & legibus præfixas; perſonæ quoque Eccleſiaſticæ plena gaudeant atque fruantur libertate, & pace, videlicet, ut nec ad angarias, vel perangarias, vel alias operas per aliquem etiam noſtrum miſſum aliamve majorem, ſeu minorem perſonam, præterea quoad piam operam per Canones, & leges ſunt deputata, nullo modo cogantur, de ſuis quoque domi cultilibus, id eſt quoque ſuis propriis laboribus, & per ſuas familias excolunt, nihil omnino præſtare compellantur, non per aliquam a nobis miſſam, vel mittendam alicui jurisdictioni perſonam præpoſitam, vel præponendam majorem minoremve, non per Marchionem vel Ducem, non per Comitem, Capitaneum, vel Valvaſſorem, non per Civitates, aut Conſules Civitatum, non per ruſticos, vel aliquem Comitatum, vel ſingularitatem, ſed nec aliquam collectam, vel exactionem quocunque nomine cenſeatur, vel hospitationes per aliquem vel prædictorum inviti præſtare cogantur aut homines tam in Romana quam in Marchia ſive in Caſtris, ſive in Villis habitent jurisdictioni ſuorum Dominorum, ſive ad urbem agant, ſive conveniantur ab aliis, omnino ſubjiciantur, ſi ipſi alios conveniant ſub eorum Dominis agant, ita ut actor forum rei ſemper ſequatur. Fodrum quoque alterius anni, qui unum jugum habuerit bon. XII. Lucen. tantum, qui duo juga XVIII. qui vero tria, cum quibus araverit, II. ſoldi, & ſic deinceps pro ſe, & familiis ſuis ſolvat, qui vero unum ſolum bovem, cum quo aret, habuerit, ſex den. pro ſe & familia ſua tribuat, qui manibus tantum operatur, vel alia opera exercet IIIIden. pro ſe, & familia ſua perſolvat, omni alia exactione quocumque nomine cenſetur, penitus ceſſante. Hæc autem omnia conceſſimus ſanctæ Ravennati Eccleſiæ, ſalvo Jure Imperii, in omnibus his, quæ nunc poſſidet, & de jure debet habere. Si quis verò hæc tam pia noſtra ſtatuta violare tentaverit, ſi Marchio eſt, vel Civitas, vel magnum Caſtrum in X. lib. auri feriatur, medietate Cameræ noſtræ, & medietate prædicto Archiepiſcopo & aliis prænominatis inferenda. Si vero Comes fuerit, in tribus libris auri feriatur, Capitaneus autem, & Minimum Caſtrum, vel Communitas in duabus, Varvaſſores vero in una puniantur. Civis autem, Caſtellanus, vel ruſticus quarta parte ſuorum bonorum ſimiliter feriatur. Adjicimus etiam, ut ſi quando prænominatus Archiepiſcopus, vel alii prædicti, ſeu eorum homines coram noſtris Judicibus, vel eos, quos alicui Jurisdictioni agant vel conveniant, ſive cauſam amittant, ſive in ea obtineant, pro libris noſtris Judicibus, & poteſtatibus non niſi 12. denarios perſolvant, & infra 40. dies eorum cauſæ decidantur, niſi majores inducias propter abſentiam teſtium vel inſtrumentorum cauſa poſtulaverit, & ſtatim executioni mandetur, & quod judicatum fuerit niſi appellation. ſuspendatur firmiſſime teneat. Hæc autem ad exemplum Federici Imperatoris prædeceſſoris noſtri Sanctæ Ravenn. Eccleſiæ, & ſuffraganeis concedimus, ſtatuentes, & Imperiali edicto firmiter præcipientes, ut nulla unquam perſona, alta, vel humilis, Eccleſiaſtica, vel ſæcularis, ſeu etiam ulla Civitas, vel Communitas, vel Caſtrum, hanc noſtræ confirmationis ducalem paginam præſumat infringere, ſeu aliquo temeritatis auſu obviare, quicquid facere præſumpſerit, in ſuæ præſumptionis pœnam centum librarum auri puriſſimi componant, medietatem fisco noſtro, reliquam vero medietatem injuriam paſſis perſolvendam. Teſtes autem hujus rei ſunt.

Wolfigerus Patriarcha Aquilejen. Grigellen. Nurembergen. Epiſcopus Walter. tt. Lucen. Epiſcopus, Alexandrus Epiſcopus Vercelladus, Alexandrus Epiſcopus Vulterranus, Epiſcopus Maldinus Imolen. Epiſcopus Zilinus de Triviſio, Acho Marchio Eſten. Salinguerra Ferrarien. Henricus Calendrini Mareſchalcus Imperii, Gonzolinus Dapifer Imperii, Paſſagmiera Monachus, Stenicus Imperialis aulæ Judices, & alii quam plures.

ANNO 1209.

Signum Domini Othonis quarti Romanorum Imperatoris invictiſſimi.

Ego Corradus Spirenſis Epiſcopus, Imperialis Aulæ Cancellarius vice Domini Theodorici Colonien. Archiepiſcopi, & totius Italiæ Archicancellarii recognovi. Acta ſunt autem hæc anno Dominicæ Incarn. 1209. regnante Domino Othone quarto Romanorum Imperatore glorioſo anno Regni ejus 12. Imperii vero ejus primo.

Datum apud Caſtrum S. Miniatis per manus Gualteri Imperialis Protonotarii tertio Kal. Novembr. Indict. 13.

CCLXIII.

Hommage prêté par PHILIPPE *Marquis de Namur à* HENRI I. *Duc de Brabant pour la Terre d'Aloſt. A Louvain l'an* 1209. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum Tom. I. Cap. LXXXVI. pag. 180.]

24. Nov. NAMUR ET BRABANT.

EGO PHILIPPUS Marchio Namurcenſis notum facio univerſis, præſentibus pariter & futuris, quòd cùm poſt mortem cariſſimi avunculi mei piæ recordationis PHILIPPI illuſtris Comitis Flandriæ, Comitis Hannonienſis, Balduinus pater meus, & mater mea Margareta, dum Philippi ſoror, ratione ſanguinis, terram Flandrenſem hereditario jure adepti eſſent, illuſtris Princeps HENRICUS Dux Lotharingiæ, ut decuit, prætaxatos, patrem meum ſcilicet & matrem meam, decenter ſubmonuit, ut ipſi de terra ALOST facerent homagium, ſicut jus ſuum exigebat.

Prænominati verò pater meus & mater mea, de ſua voluntate, conſentiente & approbante eorum filio primogenito BALDUINO, fratre meo, Conſtantinopolitano Imperatore, poſt modùm Flandriæ & Hannoniæ Comite, me, qui poſt primogenitum major natu inter filios eorum exiſtebam, prætato Duci ad ſupradictum faciendum obtulerunt. Ipſe verò Dux de tota terra Aloſt, & de ejus appendiciis omnibus & juſtitiis, quæ protendunt à ponte Gandavi, qui dicitur pons Brabantinus, usque ad pontem de Aldenarde, hominibus ſuis aſtantibus, me legitimè feudavit, & ego de præfata terra & appendiciis omnibus & juſtitiis præfato Duci feci homagium ligium.

Quod ut ratum & inconvulſum permaneat, ſigilli mei appenſione communivi. Datum Lovanii, die Martis ante feſtum S. Andreæ Apoſtoli, anno milleſimo ducenteſimo nono.

CCLXIV.

Accord entre HERVE' *Comte de Nevers, & Eude Duc de Bourgogne, contenant l'échange de quelques terres & Seigneuries. Fait à Vezelai, l'an* 1210. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pieces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 309.]

1210. NEVERS ET BOURGOGNE.

EGO HERVEUS *Comes Nivernienſis*, notum fieri volo univerſis præſentes litteras inſpecturis; quòd conſentiente M. . . . . Comitiſſa Nivernenſi, uxore mea, quittavi reverendo Domino meo ODONI *Duci Burgundiæ*, Caſtrum de Grignon, cum appendiciis ſuis, propter terram quam mi acquittavit & dedit. Acquittavit enim michi totam terram, quam Dominus *Radulphus de Exolduno* tenebat de me, excepto feodo de Monte Falcone. Præterea dedit michi Rubeum Montem, cum pertinentiis ſuis, & Aſnerias, cum appendiciis ſuis. Et propter commutationem Rubei Montis, dedit *Androino* terram de Liervais, quam matertera ſua tenebat de Yelent, quam *Petrus de Amancia* tenebat, & feodum de Rupe, ſcilicet Burgum Sancti Albani, & quicquid habet *G. de Rupe* in plano & nemoribus extra Leſaiſerum, & feodum de Aligans, & feodum quod *Renaudus de Edua* tenebat apud Yelent. Nec ego, nec Dux, poſſumus retinere homines Andreæ commorantes in terra hujus commutationis. Præterea donavit trecentas libras Viennenſes pro Liervais firmandis, & Andreas poterit firmare domum de Ye-

ANNO 1210. lent, & domum de Allen, quam ego firmare cœpi, poterit firmare quam fortem voluerit. Dedit etiam mi Dominium Gardam, & feodum Lamiæ, & quicquid ibi habebat, & ego poſſum ibidem firmare. Et ſi ego vel hæredes mei egliſellas firmare voluerimus, nec Dux, nec hæredes ſui poterunt contradicere. Et ſi ego egliſellas firmavero cum alio feodo meo, eas à Duce tenebo. Si autem, quod abſit, uxor mea Comitiſſa Nivernenſis ſine hærede deceſſerit, nec ab alia uxore prolem ſuſcepero, quicquid propter commutationem caſtri de Grignon Dux michi donavit, excepto feodo Rubei Montis, ad jus & ad proprietatem, & ad Dominium Ducis integraliter revertetur. Ut autem hoc ratum ſit & inconcuſſum, præſentem paginam ſigillo meo roborari præcepi. Actum apud *Vezeliacum*, anno gratiæ milleſimo ducenteſimo decimo.

CCLXV.

RAVIERS ET NEVERS. *Accord entre* PIERRE *Seigneur de Raviers, &* HERVE' *Comte de Nevers, par lequel Hervé donne à Pierre, la Terre de Raviers en fief, &c. Fait en* 1210. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 310.]

EGO PETRUS *Dominus Raveriarum*, omnibus notum facio, præſentibus & futuris, quòd HERVEUS *Comes Nivernenſis* dedit omnia quæ habebat apud Raverias, in feodo & in Dominio, & terras arabiles & pratum, quod Dominus Raveriarum commutaverat Domino Aſneriarum; & feodum de Nuis, quod Matheus de Taleci tenebat de Comite. Tria jugera terræ de Campo Margueti, de qua ſolebat eſſe contentio inter Dominos Aſneriarum, & Raveriarum, & centum libras Prutinenſis monetæ. Propter hæc quidem ſupradicta, cepi caſtrum meum Raverias ab eo, cum toto finagio ſuo tenendum ab ipſo contra omnes gentes. Idem verò Comes non poteſt homines meos retinere de feodo quod ab ipſo teneo, neque Comes qui Nivernis teneat. Juravi etiam manu propria, quòd eundem de caſtro meo Raveriis contra omnes homines bona fide juvabo. Actum apud *Maers*, anno gratiæ milleſimo ducenteſimo decimo.

CCLXVI.

BOURGOGNE ET AUTUN. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne & l'Abbé de S. Martin* D'AUTUN, *pour leurs Hommes du Bourg de S. Martin d'Avalon. Fait en* 1210. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 404.]

EGO ODO *Dux Burgundiæ*, omnibus notum facimus, quod inter nos & *Hugenem Abbatem* & monachos *Sancti Martini Eduenſis* in hunc modum concordavimus, ſuper libertatem Burgi Sancti Martini *Avalonis*. Omnes liberos homines ibi advenientes recipiemus, ita quod ſinguli eorum nobis reddent annuatim, ad feſtum Sancti Germani, quinque ſolidos & unum ſextarium advenæ, ad menſuram fori Avalonis: & pro hac conſuetudine ab omni exactione noſtra liberos eos & abſolutos fecimus, & à juſtitia & à Domino Præpoſito noſtri de caſtro Avalonis emancipavimus, & omnes conſuetudines & inquietationes banni & totius exercitii eisdem relaxavimus. Si vero contingerit homines noſtros, vel homines dicti Abbatis illic advenire, ego de meis hominibus voluntatem meam faciam, & dicti Abbas & Monachi ſimiliter de ſuis; ſalvo tamen, quod cenſam ipſorum, ſcilicet quinque ſolidos & ſextarium advenæ, & juſtitiam per medium pertinemus. Spatium vero villæ libere eſſe, à porta caſtri usque ad ſtagnum, & per circuitum usque ad territorium de plaeſſe, & hinc inde usque ad pontem rivuli victoris. Medietas vero reddituum prædictorum, & omnium proventuum, quocumque modo fuerint, & medietas totius juſtitiæ erit noſtra; reliqua verò medietas erit integrè prædicti Abbati & Monachis, relicto eisdem Monachis & conceſſo toto furnagio ejusdem villæ, ſi contingerit ibidem fieri. Clauſtro etiam dictorum Monachorum, cum accincta clauſtri ejusdem, absque hominem abergare ipſis abſolute libero remanente. Propoſitum noſtrum ibi habebimus, & Abbas & Monachi ſuum, qui ſacramento confederati, quotiens convitati fuerint, redditus & proventus & juſtitiam per medium colligent, & nichil omnino uni ſine altero levare licebit. Hoc totum bona fide tenere & obſervare ſuper ſacroſancta juravimus, & quod ſucceſſores noſtri Duces Burgundiæ hoc idem, ſicut præſcriptum eſt, inviolabiliter teneant imperpetuum promiſimus & decrevimus in cujus rei teſtimonium ut firmius teneatur, huic cartulæ ſigillum noſtrum apponi fecimus. Actum anno gratiæ milleſimo ducenteſimo decimo. ANNO 1210.

CCLXVII.

Extrait du Traité fait entre LOUIS *fils de Philippe II. dit Auguſte Roi de France, &* FERRANT *Comte de Flandre, par lequel Ferrant quitte à Loüis S. Omer & Aire, fait entre Lens & le Pont à Wendin, en* 1211. [PIERRE OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Ch. C. feuill. 165.] 1211. FRANCE ET FLANDRE.

CE pendant LOUYS fils du Roy Philippe de France, lequel un peu auparavant s'étoit (comme avez peu veoir) inveſty des villes de Sainct Omer, & d'Aire, deſcendit en Arras, ou de la part du Conte FERRANT & de Madame Jehenne ſa femme, fut traicté & communicqué, de ſorte, que leſdicts Princes Louys & Ferrant, ſe trouverent le jour de Sainct Mathias enſuyvant, entre Lens & le Pont a Wendin ou apres pluſieurs communications ledict Ferrant & la Conteſſe Jehenne ſa femme, renuncerent pour eux & leurs ſucceſſeurs a perpetuité, & quiterent au prouffit de Louys & ſes ſucceſſeurs, les Villes de Sainct Omer & Aire, avec leurs appartenances, enſemble les Villes & Dommaine, que le Roy Philippe avoit laiſſé au Conte Baudouyn par la derniere Paix, faicte a Peronne. Comme auſſi de ſon coſté, le Prince Louys quicta auſdict Ferrant & Jehenne, tout autre droict, qu'il povoit avoir ou pretendre, au refidu de la Conté de Flandre, reſervé toutesfois l'hommage & fidelité, & deſia le Conte Ferrant & ſa femme avoyent faict, au Roy ſon Pere: ſans y comprendre auſſi la convention qu'eſtoit entre Ferrant & le Roy, de l'aſſeurance qu'ils en devoyent faire au Roy par leurs propres gens & ſubjects: ſelon que de tout appert plus a plain, par Lettres données & faictes audict lieu en l'an mil deux cents unze, & au jour de Sainct Mathias que deſſus.

CCLXVIII.

Traité entre HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GODEFROI *Seigneur de Breda, & de Bergues, pour le Péage qui ſe doit payer à Stryne en Zélande. Fait le* 24. *Fevrier* 1212. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum. Lib. II. Cap. XC. pag. 517.] 1212. 24. Fevr. BRABANT ET BREDA.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

HENRICUS Dux Lotharingiæ omnibus in perpetuum. Quoniam ea, quæ ſolis mortalium memoriis commendantur, tractu temporis facilè elabuntur, utile viſum eſt, ut ea, quæ memoria ſunt digna, ſcriptura perpetuentur.

Igitur præſenti pagina notum fieri volumus tam futuris quàm præſentibus, quòd hominibus, qui telonium navium per *Strynam* & *Scaldam* à nobis in feudum tenebant, propter eorum inſolentiam & violentiam, quam tranſeuntibus inferebant, ſententia hominum noſtrorum & parium ipſorum, fecimus abjudicari.

Cujus telonei medietatem nobis reſervantes, aliam medietatem dilecto homini noſtro ligio GODEFRIDO de BREDA in rectum feudum contulimus, ea conditione, quòd idem *Godefridus* ſuis viribus & poteſtate omnibus per prædictas aquas tranſeuntibus, quousque noſter conductus extenditur, pacem faciet, ſine noſtris laboribus & expenſis. Niſi fortè contra eum invalesceret potentia, quòd manifeſtum eſſet noſtro indigere auxilio: tunc corpore proprio, ſi opus fuerit, & tota terra noſtra, ei aſſiſtere debemus, & de univerſis mercibus telonium debentibus nos medietatem, & prædictus Godefridus aliam medietatem percipiet.

Sed pro vino, quod à navibus vinum portantibus prius immoderatè accipi ſolebat, tres tantùm denarios Colonienſes de quolibet vaſe accipi decrevimus: quorum duos nobis retinuimus, tertium ſæpedicto Godefrido in feudum conferentes.

Ad

ANNO. 1212. Ad telonium iſtud accipiendum nos propriam navem & proprium telonarium habebimus; ſimiliter & dictum *Godefridus* propriam navem & proprium telonarium habebit. Et uterque noſtrum, ubicumque voluerit, ſuum telonium accipiet, ſuper aquam quæ Scalda nuncupatur.

Et ut omnis mala conſuetudo accipiendi vel bibendi vinum abolita eſſet, decrevimus, ut quisquis telonii noſtri vel ſæpedicti *Godefridi* adminiſtrator exſtiterit, ſi à mercatoribus vinum exegerit, vel gratis oblatum acceperit, corpus ejus in noſtra erit poteſtate, & ſine ſpe reſtitutionis exheredabitur: mercator verò, qui eis vinum propinaverit vel obtulerit, elegantius vas vini, quod in navi fuerit, amittet.

Propterea hominibus, qui *Stakers-loo* à nobis in feudum tenebant, propter injuriam & violentiam, quam tam in aquis quàm ſupra terram hominibus inferebant, omne feudum de *Stakers-loo*, meritis eorum exigentibus, ſententia parium ſuorum, eis fecimus abjudicari, & illud Domino *Godefrido*, cum omni integritate, in rectum feudum contulimus.

Similiter & feudum de *Oſſendrecht*, ſicut hi, qui antè à nobis hoc tenuerunt, ipſi *Godefrido* contulimus in feudum, tali conditione adjecta; quòd de *Stakers-loo* & *Oſſendrecht* ipſe in propria perſona, vel *heres* ejus, qui Bredam tenebit, idem feudum ſemper à nobis habebit, nec alium infeudare poterit.

Item quicumque ex hominibus noſtris terram Domini Godfridi ad manendum intraverit, ipſe in pace eos poſſidebit; niſi fortes milites, vel filii militum, vel de familia noſtra fuerint. Si ad nos redire voluerint, ſicut priùs noſtri erunt. Eadem forma de hominibus dicti Godfridi obſervabitur, ſi cauſſa manendi ad nos ſe contulerint.

Si verò tranſeuntes à nobis ad dictum Godfridum, terram ſub nobis habuerint, nos ſervitium de terra illa, tam moderatè accipiemus, ſicut de hominibus noſtris, vicinis ipſorum, faciemus. Et idem facere tenebitur Godfridus de terra hominum noſtrorum ad ipſum transeuntium; ne à nobis ad eum tranſire volentes, vel ab eo ad nos, propter hoc, ab altero noſtrorum deterreantur.

Si verò ad alterum noſtrum aliqui ad alterum recedentes in aliqua cauſſa exceſſerint, vel de aliqua re calumnia eis mota fuerit, ſecundum quod exceſſus vel calumnia exegerit, per ſententiam nobis emendare debent.

Item quicumque homines memorati Godfridi, die hujus conventionis factæ, opida quæ de novo feceramus, intraverint ad manendum, ſcilicet Ooſtenwic, Arendonc, Herentals, Turnhout, Hoogſtraten, ſi voluerint, ibi ſemper maneant; & Dominus Godfridus de terra eorum, in ſuo dominio jacente, ita moderatum ſervitium accipiet, quale de terra hominis ſui æquivalente conſuevit accipere: ita quòd propter hoc nullum detrimentum ſuſtineant. Si verò redire voluerint, nos eos æquo animo recedere patiemur.

Si autem poſt tempus hujus conventionis factæ, ad prædicta nova opida vel alia, ſi quæ nova fecerimus, libertate commorandi, tranſire voluerint, niſi conſentiente prædicto Godfrido hoc faciant, bona eorum in poteſtate ipſius Godfridi erunt, & de eis voluntatem ſuam faciet: ita quòd nos per hoc non offendat.

Ita per omnia obſervandum eſt de hominibus noſtris, ſi fortè nobis invitis ad opida libera jam dicti Godfridi, eos tranſire contigerit. Verùm ſi homines ſui ad opida noſtra ab antiquo ædificata Buscum, Sichem, Liram, Arſcot, Antuerpiam, Lovanium, & his ſimilia, cauſſa manendi, tranſire voluerint, liberè hoc facere poterunt, tali jure, quali ſemper ab antiquo tranſire ſolebant.

Hæc omnia, ſicut prolibatum & proſcriptum eſt, nos conſanguineo noſtro & fideli homini ligio GODEFRIDO de BREDA & ſuis heredibus in rectum feudum contulimus, tenendum à nobis & à noſtris heredibus.

E contrario præfatus ligius Godfridus homagium nobis, ſicut Domino ſuo, promiſit, & juramento confirmavit, quòd omnibus caſtris ſuis, tota terra ſua, hominibus ſuis, & miniſterialibus ſuis, & corpore proprio, ipſe & heredes ſui amodò nobis & hæredibus noſtris, ſerviet fideliter, contra omnes homines, qui mori & vivere poſſunt.

Et ad hujus rei confirmationem ex mandato ipſius Godfridi, ſpecialiter omnes terræ ſuæ milites, & militum filii, & XII. villarum homines ducenti & quadraginta ad hoc electi juraverunt, & ſe & ſuos heredes ad hoc obligaverunt.

Quod ſi fortè idem Godefridus vel ejus heredes ea, quæ prædicta ſunt, infregerint, vel nobis, ſicut prætactum eſt, fideliter non ſervierint, ipſi viribus & bonis ſuis nobis ſive heredibus noſtris, contra ipſum Godfridum vel ejus hæredes ſervient, donec ipſum vel ſuos heredes ad fidele ſervitium noſtrum revocaverint. ANNO 1212.

Vice verſâ ſi prænominato Godfrido aliquis cauſſa noſtri guerram movere attentaverit, nos ei modis omnibus aſſiſtemus; vel ſi quis eum injuſtè exheredare voluerit, quamdiu parere vel conſilio noſtro ſtare paratus fuerit, nos ei tamquam ligio noſtro non deerimus. Quod cum omnibus præcedentibus articulis juramento confirmamus.

Ut autem hujus noſtræ conſtitutionis pagina in posterum illibata & inconvulſa ſervetur, eam conſcribi & appoſitione ſigilli noſtri, cum ſubſcriptione teſtium fecimus roborari. Nomina teſtium ſunt hæc:

Waltherus Bertholt.
Gerardus de Grimberghen, Arnoldus de Ranſt.
Godfridus Caſtellanus Bruxellenſis.
Arnoldus de Weſemale, Arnoldus Dapifer.
Rolandus de Thenis, Wilhelmus de Eekeren.
Wilhelmus de Lira, Walterus de Rimenant.
Arnoldus Amptmannus Antuerpienſis.
Wilhelmus de Halle, & alii quàm plures.

Acta ſunt hæc anno Incarnationis Domini M.CC.XII. ſexto Kalend. Martii.

CCLXIX.

Tractatus inter Romanorum Imperatorem OTTONEM IV., *&* LUDOVICUM *Bavariæ Ducem. Quò præfatus Dux fide juramento firmata promittit, ſe impoſterum omni tempore vitæ ſuæ fideliter Imperatori contrà Papam, atque contrà omnem hominem, ſerviturum; Imperator verò ſe eidem ſemper propitium Dominum exhibiturum pollicetur. Actum apud Francofurtum. 13. Kalend. Aprilis* 1212. [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abſatz I. pag. 124.] 20. Mart.

HÆC eſt forma Compoſitionis, facta inter Dominum Ottonem IV. glorioſum Imperatorem Romanum, & Dominum Ludovicum, illuſtrem Ducem Bavariæ. Dominus Ludovicus, Dux Bavariæ, primum data fide promiſit, & poſtmodum Sacramento juramenti firmavit, quod ipſe omni tempore vitæ ſuæ bona fide & ſine omni fraude ſerviat Domino Imperatori, contra Papam & contra omnem hominem, nec aliqua unquam occaſione emergente a ſervitio ejus recedat. Juraverunt etiam quidam & adhuc alii jurabunt pro eo duodecim ſubſcripti Nobiles, quod ſi Dux Bavariæ, quod abſit, aliquo modo contra promiſſionem ſuam veniret, ſeu ipſam infringeret, quod ipſi bona fide & ſine fraude Dominum Imperatorem modis omnibus contra Ducem juvabunt, juxta mandatum ſuum. Sunt autem hi Nobiles: Rapoto, Comes Palatinus Bavariæ, Comes Henricus de Ortenborch, Comes de Moſeberc, Comes Kalholius, Henricus de Lupide, Chunradus de Harbach, Comes Eberhardus de Dornborch, Henricus de Raudecke, Lupus de Lenginwelt, Alramus de Halſe, Comes de Valar, Comes Sigbow de Niwenborch. Poſtmodum jam ad validiorem confirmationem facti juraverunt quidam, & adhuc jurabunt duodecim ſubſcripti Miniſteriales, quod ſi ipſe Dux aliqua occaſione promiſſionem facti violaret, quod ipſi commoniti quindecim diebus ante in civitatem Auguſtam intrabunt, nunquam ſine Licentia Domini Imperatoris receſſuri. Sunt autem hi Miniſteriales: Sifridus Koph, Otto Koph, Otto Vnitz, Henricus Vnitz, Conradus Dapifer, Otto de Rore, Bartoldus de Schiltberch, Arnoldus de Camera, Rudigerus de Sandicella, Eberhardus de Wittlinsbach, Eberhardus de Curia, Henricus de Ruden. Et ut etiam major de Duce Domino Imperatori ſecuritas fiat, ipſe Dux XII. obſides ſubſcriptos dabit Domino Imperatori, qui a proximo feſto Paſchæ ad duos annos in poteſtate erunt Domini Imperatoris, & tunc ſi Dominus Dux promiſſionem factam Domino Imperatori bene ſervaverit, Dominus Imperator obſides illos liberos Duci reddet. Sed promiſſiones & juramenta ipſius Ducis, & tam Nobilium, quam Miniſterialium, ſemper firma & inviolabilia permanebunt. Sunt autem hi obſides: Filius Pincernæ, Filius Hermanni Pedis, Filius Bartholdi de Wravenhoven, Filius Henrici de Kranecheſeberg, Filius Friderici

ANNO 1212. derici de Brunowe, Filius Garvigii de Bergen, Filius Henrici Dimonis, Filius Wernheri de Burchausen, Filius Grimani, Filius de Vriuntsberch, Filius Bertholdi de Sultzbach, Filius Grimoldi Bulenhusen. E contrario Dominus Imperator data fide promisit, quod ipse semper Domino Duci pius & propitius erit Dominus, & in omnibus, quæ utilitatem & honorem ejus respicient, Dominus Imperator benigno vultu eum promovebit. Acta sunt hæc anno Domini MCCXII. apud Franckenfort XIII. Kalend. Aprilis, Indictione XV.

CCLXX.

16. Avr. INNOCENTII *Papæ* III. *Epistola ad* ALPHONSUM *Regem Portugalliæ de susceptione ejus, Regnique & in eo successorum suorum in Protectione S. Ecclesiæ Romanæ cum integritate honoris & Dignitate quæ ad Reges pertinet; nec non de Censu duarum Marcharum quem* ALPHONSUS *ipse statuit singulis annis ad utilitatem dictæ Sanctæ Ecclesiæ persolvendum. Dat. Laterani 16. Kal. Maji. Indict.* XV. *ann. Incarn.* 1212. [BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XII. ann. 1179. num. 25. Ex INNOCENT. III. Epist. Lib. I. Epist. 152. INNOCENTII III. Epistolar. Tom. II. Lib. XV. Epistol. 24. Ex recens. BALUZII. ANTOINE DE SOUZADE MACEDO en donne aussi un Fragment dans sa *Lusitania liberata*, Proem. II. pag. 110. tiré de BRITTO, *Chron. Cistec.* Lib. III. Cap. IV. & V. & de BRANDAO. Lib. X. Cap. X.]

INNOCENTIUS, &c. A. *illustri Regi Portugallen. & hæredibus ejus in perpetuum.*

MANIFESTIS probatum est argumentis, quod inclytæ recordationis Alphonsus avus tuus per fudores bellicos & certamina militaria inimicorum Christiani nominis intrepidus extirpator, & propagator diligens Fidei Orthodoxæ, sicut devotus filius & Princeps Catholicus multimoda obsequia impendit Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ matri suæ, dignum nomen, & exemplum imitabile posteris derelinquens. Æquum est autem, ut quos ad populi regimen & salutem dispensatio cœlestis elegit, Apostolica Sedes sincero prosequatur affectu, & in justis postulationibus studeat efficaciter exaudire. Proinde nos attendentes tuam personam, ornatam prudentiâ, justitiâ præditam, atque ad Regni gubernationem idoneam, eam sub Beati Petri & nostra protectione suscipimus, & Regnum Portugallense cum integritate honoris Regni, & dignitate, quæ ad Reges pertinet, nec non & alia loca, quæ cum auxilio cœlestis gratiæ de Sarracenorum manibus eripueris, in quibus jus sibi non possunt Christiani Principes circum positi vendicare, ad exemplar felicis memoriæ Alexandri Papæ prædecessoris nostri, qui hæc præfato avo tuo per Privilegii paginam concessisse dignoscitur, tuæ sublimitati concedimus, & auctoritate Apostolica confirmamus, ut autem ad devotionem & obsequium beati Petri Apostolorum principis, & Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ vehementius accendaris: hæc ipsa hæredibus tuis duximus concedenda, eosque super iis, quæ concessa sunt, Deo propitio, pro injuncto nobis Apostolatus officio defendemus. Tua itaque interercit, fili charissime, ita circa honorem & obsequium matris tuæ Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ humilem & devotum existere, & sic te ipsum in ejus opportunitatibus, & dilatandis Christianæ Fidei finibus exercere, ut de tam devoto & glorioso filio Sedes Apostolica gratuletur, & in ejus amore quiescat.

Ad indicium autem, quod præscriptum Regnum beati Petri juris existat, pro amplioris reverentiæ argumento progenitorum tuorum vestigiis inhærendo, statuisti duas marchas auri annis singulis nobis nostrisque successoribus persolvendas; quem utique censum ad utilitatem nostram & successorum nostrorum Bracarensi Archiepiscopo, qui pro tempore fuerit, tu & successores tui curabitis assignare. Decernimus ergo, ut nulli omnino hominum liceat personam tuam, aut heredum tuorum, & etiam præfatum Regnum temere perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuere, aut aliquibus vexationibus fatigare. Si qua igitur &c. usque, districtæ ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem Regno & Regi sua jura servantibus, &c. quousque præmia æternæ pacis inveniant. Amen. Datum Laterani per manum Joannis Sanctæ Mariæ in Cosmedin Diaconi Cardinalis, S. R. E. Cancellarii, XVI. Kal. Maii. Indictione decima quinta, Incarnationis Dominicæ M. CC. XII. Pontificatus verò Domini Innocentii Papæ Tertii anno quintodecimo. ANNO 1212.

CCLXXI.

FRIDERICI *Romanorum Imperatoris Litteræ sub Aurea Bulla datæ, quibus* OTTOGARUM *in Bohemiæ Regem confirmat, concedendo ei insimul, ut ab omnibus exactionibus pecuniarum, & Justitiæ Curiæ Imperialis Regnum Bohemiæ perpetuò liberum sit. Acta sunt hæc 26. Septembris* 1212. *Indictione* 15. [GOLDAST, in Append. Comment. de Juribus ac Privilegiis Regni Bohem. fol. 21. BALBINI Miscellanea Hist. Regni Bohemiæ Decad. I. Lib. VIII. Epistol. Volum. I. pag. 7. où l'on cite aussi HABERFELDT fol. 83. & d'où nous tirons cette Pièce. LONDORPII Acta publica Tom. I. Lib. IV. Cap. CXV. pag. 770. en Allemand. Cette même Bulle se trouve aussi dans LUNIG *Teutsch. Reichs Archiv. Part. Special. Continuat.* I. *Erster Absatz von Konigreich Boheim* pag. 23. en Latin; & elle y est datée du 15. Avril.] 26. Sept.

FRIDERICUS, *Divinâ favente Gratiâ, Romanorum Imperator Electus, & semper Augustus, Rex Siciliæ, Ducatûs Apuliæ, & Principatûs Capuæ.*

CUM decor, & potestas Imperii nostrum præcesserit statum, ut non solùm cæterorum Principum dignitates, verùm etiam sceptra Regalia à Nostra conferantur Majestate, glorioso rum reputamus, ac magnificum, quòd in tanto nostræ largitatis beneficio, & aliis crescit Regiæ dignitatis augmentum, nec ob hoc Eminentia Nostra aliquod patitur detrimentum. Inde est, quòd Nos attendentes præclara devotionis obsequia, *quæ universa Bohemorum gens ab antiquo tempore Romano exhibuit Imperio tam fideliter, quàm devotè*, eò quòd Illustris Rex eorum *Ottogarus* à primo inter alios Princeps specialiter præ cæteris, *in Imperatorem Nos elegit*, & Nostræ Electionis perseverantiæ diligenter, & utiliter astiterit, sicut dilectus Patruus noster piæ memoriæ *Rex Philippus*, omnium Principum habito consilio per suum Privilegium instituit, ipsum *Regem instituimus*, & confirmamus, & tam sanctam, & dignam institutionem approbamus, *Regnúmque Bohemiæ liberaliter*, & *absque omni pecuniæ exactione*, & *consuetâ Curiæ nostræ justitia sibi, suisque successoribus in perpetuum concedimus. Volentes, ut quicunque ab ipsis in Regem electus fuerit, ad Nos vel Successores Nostros accedat, Regalia debito modo recepturus.* Omnes etiam terminos, qui prædicto Regno attinere videntur, quocunque modo alienati sint, ei, & successoribus suis possidendos indulgemus; *Jus quoque*, & *Authoritatem investiendi Episcopos Regni sui* integraliter, sibi, & hæredibus suis concedimus, *ità tamen, quòd ipsi eâ gaudeant libertate*, & *securitate, quam à Nostris Prædecessoribus habere consueverunt.* De Nostra autem liberalitatis munificentia statuimus, quòd *Illustris Rex* prædictus, vel hæredes sui ad nullam Curiam nostram venire teneantur, nisi quam Nos apud *Bamberg*, & *Norinberg* celebrandam indixerimus, vel si apud *Merseburg* curiam celebrare decreverimus, ipsi sic venire teneantur. Quòd si *Dux Poloniæ* vocatus accesserit, ipsi sibi Ducatum præstare debeant, sicut Antecessores sui quondam *Bohemiæ Reges* facere consueverunt, sic tamen, ut spatium sex hebdomadarum veniendi ad prædictas Curias eis antè præfigatur, salvo tamen, quòd si *Nos*, vel Successores Nostros *Romæ coronari* contigerit, ipsius prædicti *Regis Ottogari*, vel Successorum suorum relinquimus arbitrio, utrùm ipsi nobis *trecentos armatos* transmittant, vel *trecentas Marcas* persolvant. Ad hujus autem constitutionis, & confirmationis nostræ memoriam, & robur perpetuò valituram, præsens *Privilegium* per manus *Henrici de Parisiis* Notarii, & fidelis Nostri, scribi, & *Bullâ Nostrâ aureâ* jussimus communiri, Anno, Mense, & Indictione subscriptis. Hujus rei testes sunt isti: Archiepiscopus Barensis, Episcopus

ANNO 1212. pus Tridentinus, Episcopus Basilienſis, Episcopus Conſtantienſis, Episcopus Curienſis, Abbas Augenſis, Abbas S. Galli, Abbas de Viterbio, Bartoldus de Niephen Regalis Curiæ Protonotarius, Comes Huldricus de Chiburgk, Comes Rudolfus de Habsburg, & Landgravius de Alſatia. Comites Ludovicus, & Hermannus de Friburk, Comes Vernerus de Hohenburg, Arnoldus Nobilis de Wart, Rudolfus Advocatus Noster, Rudolfus de Ravenspurg, Albertus de Tanhauſen Camerarius, & alii quàm plures Magnates, & Nobiles, & Liberi, quorum teſtimonio hoc Privilegium conſtat eſſe confirmatum. Acta ſunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis 1212. Menſe 26. Septembris. Quindecimâ Indictione, Regni verò Domini Noſtri Friderici Illuſtriſſimi Romanorum Imper. Electi, & ſemper Auguſti Regis Siciliæ quindecimo. Datum in Nobili Civitate *Baſilea*, per manus Ulrici Vice-Protonotarii ſexto Calend. Octobris feliciter. Amen.

CCLXXII.

1213. *Compoſitio inter Episcopum Ratisbonenſem* CONRADUM, *& Ducem Bavariæ* LUDOVICUM; *Quâ Hic varia Caſtra, Beneficia & Loca ab Eccleſia Ratisponenſi in feudum recipit; Et viciſſim eidem Eccleſiæ certa in Inſtrumento expreſſa Caſtra, ſi ſine Hærede legitimo deceſſerit, donat; Porroque de conſervandis juribus utrinque in dicta Urbe antiquitus competentibus concordant. Datum annò* 1213. *Indictione prima.* [HUNDII Metropolis Salisburgenſ. Tom. I. pag. 157. d'où l'on tire cette Pièce. LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abth. IV. Abſatz I. pag. 125.]

HÆc eſt forma Compoſitionis factæ, inter Dominum Conradum, Ratisponenſem Episcopum & Dominum Ludwicum Ducem Bavariæ: Dux recepit medietatem caſtri Chufſtaine ab Eccleſia Ratisponenſ. in feudo, & reliquam medietatem debet acquirere à Nativitate Domini proximè præterita infra annum, ſine malo ingenio, & debet dare Eccleſiæ Ratisponenſ. & poſtmodum ab ea recipere in feudo; Quod ſi non fiet, dabit caſtrum Stefeningen Eccleſiæ Ratisponenſ. in concambium, pro illa medietate, & ſuprà dicto modo recipiet eandem medietatem ab Eccleſia in feudo, caſtrum Chontil ſimiliter debet habere ab Eccleſia in feudo: Item decimam Atingen, pro qua vertebatur controverſia inter eos, debet Episcopus habere abſolutè: Item Dux pro remedio animæ ſuæ, & parentum ſuorum, in altera parte Danubii caſtrum Kelhaim, & Luttoldum de Owe, cum pueris ſuis & familia, & omni poſteritate ſua, & caſtrum Lengenfeld, caſtrum Stouffe, caſtrum Stefiningen, caſtrum Wolferingen, caſtrum Barteſperc, caſtrum Durchelnburg, & ex iſta parte Danubii, caſtrum Landeshutæ, cum omnibus miniſterialibus & reditibus, ſuprà dictis caſtris attinentibus & cum tota familia, ſi vel ipſe vel pueri ſui, ſine legitimo hærede deceſſerint, Eccleſiæ Ratisponenſ. perpetuò poſſidenda donavit. Episcopus verò hanc devotionem conſiderans, beneficio Landgravii, ſito in montanis, Ducem infeudavit tali conditione, quòd Duci non liceat eodem beneficio alium infeudare: Quod ſi fecerit, ſtatim vacare debet Eccleſiæ. Inſuper Episcopus concedet Duci mediam partem unius beneficii, quod proximo ſibi vacaverit ab aliquo Dominorum, exceptis tribus, ſcilicet beneficio, quod detinet Imperator, & Advocatia majoris Eccleſiæ, & beneficio quod habuit Comes Fridericus de Hohenburch.

Dux etiam in familiari conſilio electionis Episcopi, ſicut unus ex Canonicis vel Miniſterialibus, recipiendus eſt & audiendus.

Item Dux Burgenſes abſolutos dimiſit ab omni juramento, quod ſibi adverſùs Episcopum fecerant, & alter alteri debet jus ſuum in civitate per omnia integrum conſervare.

Item uterque cum homine juri ſuo attinente, ſicut voluerit, liberè diſponat: Si verò alterum ad hoc habuerit neceſſarium, quæſtum cum eo æqualiter dividat, & cum illo procedat ſecundùm ſui conſilii moderationem, ſine malo ingenio.

Item Episcopus non debet violenter manu tenere Burgenſes contra Ducem, qui in civitate domum ſuam ſibi ædificent, aut pecuniam, quam eis ad hoc aſſignaverat, ſibi reſtituant, aut oſtendant cui dederint.

Item ſi aliquis Burgenſium alteri eorum in jure ſibi debito rebellis extiterit, contra eundem mutuum ſibi debent auxilium impartiri, & lucrum inde proveniens æqualiter dividere. ANNO 1213.

Similiter de manifeſto conflictu in civitate quæſtum æqualiter divident.

De ſtatuendo etiam foro rerum venalium, qualiumcunque in civitate & de omnibus unionibus quarumlibet venditionum, modum ſimul ſtatuent, & neuter ſine licentia alterius aliquid de his mutabit vel remittet.

Præterea conductum ſimul præſtabunt, & lucrum inde acceptum ſimul divident, & quicunque contra velle eorum aliquem vel aliquos conducere præſumpſerit, vel conductum eorum infregerit, illud ambo prohibebunt.

Item nec Episcopus Caſtrum Strazpurch, nec Dux aliud Caſtrum prope Heylſperch, nec alteruter eorum aliquod Caſtrum in præjudicium alterius ædificare debet, usque ad ſex annos poſt reditum Ducis de partibus ultrà marinis.

Item neuter eorum debet vaſallum vel miniſterialem vel hominem alterius, ſibi in caſtellanum, vel quocunque alio modo aſſumere, niſi de ipſo alteri velit juſtitiam exhibere. Item neuter eorum debet miniſterialem alterius, qui gratiam ſuam non habet, ſive per matrimonialem contractum, ſive quocunque modo aſſumere, aut contra eum violenter defendere; ſed ſi fortè, altero eorum ignorante, miniſterialis unius tranſierit in poteſtatem alterius, per copulam matrimonialem; tunc ille, in cujus poteſtatem tranſivit, proſequetur eundem, ad conſilium Domini, à quo receſſit.

Item ſi Comes vel liber vel miniſterialis alterutrius eorum exiſtens in familiaritate Domini ſui gratiam ſuam amittat; illum non debet alter ſibi aſſumere, niſi ille prius gratiam Domini ſui habeat.

Ad hæc Episcopus & Dux hoc ſimiliter inter ſe ſtatuerunt, ut miniſteriales eorum viciſſim nubant, & pueri æqualiter dividantur, hoc modo diſtinguentes: Quòd primus puer, maſculus vel fœmina, patrem ſequatur ſine diviſione, reliquis nihilominus dividendis; ſi unum tantum genuerit puerum, maſculum vel fœminam, idem Patrem ſequatur, & nubat poſt matrem, & ejusdem pueri, quos genuerit, ſimiliter dividantur. Item ſi Officialis Episcopi, veluti Marſchalcus, Dapifer, Camerarius, vel alter quilibet uxorem de Miniſterialibus Ducis duxerit, vel Officialis Ducis econverſo Miniſterialem Episcopi uxorem duxerit, Senior filius, qui Patrem ſequitur, habeat Patris officium, & ſi ſolus ſit, nubat in poteſtatem Domini, cujus erat mater; ita tamen quòd pueri, quos genuerit, dividantur; ſi verò ſolus non eſt, ſed plures ſunt pueri, ipſe nihilominus habeat patris officium, cum reliquis pueris, ſecundùm quod ſuprà dictum eſt, dividendis.

De ordinatione verò pacis Provinciæ ſic ſtatuerunt, ut quicquid inter eos, vel eorum coadjutores vel Miniſteriales utriusque emerſerit, ita quòd unus alteri damnum intulerit, damnificatus ſine talione ſex hebdomadis ſe contineat, & conqueratur Episcopo, ſi Ducis eſt, & econverſo & plenariam recipiat ſatisfactionem: Si verò damnificatus hæc transgreditur, ita quòd pro damno ſibi illato malum fecerit, factum duplo reſtituat, & pro ſibi illato nullam habeat emendationem: ſed ſi damnificatus ſine talione injurias ſuas conqueratur, & Sacramentum calumniæ præmiſerit, ille, contra quem agitur, damnum reſtituat, ſub teſtimonio juramenti trium autenticarum perſonarum, & ſi negare voluerit, ſimili modo negabit. Item ſi agens in alium Sacramentum calumniæ præmittere noluerit, ille, qui pro reo habetur, ſola manu ſe expurget. Item ſi damnificans pertinacia vel paupertate ſatisfacere contempſerit, excommunicetur ab Episcopo, & à Duce proſcribatur, & à tali damnatione non liberetur, niſi prius de exceſſibus dignam exhibeat ſatisfactionem. Talem enim ultra unam noctem vel prandium nullus in domo ſua recipere audeat vel detinere: ſed qui eum detinuiſſe culpatus fuerit, & tertia manu ſe expurgare noluerit vel nequiverit, ſatisfaciat pro ipſo.

Item qui ſatisfacere tenetur pro quocunque exceſſu, citabitur peremptoriè à judice per ſex hebdomadas, &, ſi ſe die conſtituto præſentaverit infra duodecim dies poſteà ſatisfaciat, & ſatisfactionis ſuæ certitudinem faciat, coram judice per fidejuſſores: Si autem ſe citatum aliquis neſcierit, & hoc probaverit, non damnetur, ſed ſatisfactio ab eo accipiatur ſuprà dicta.

Item qui in alium ſine querimonia violenter per Raiſam inſultum fecerit, damnum, quod fecit, integrè reſtituat, & pro dedecore inſultus, reddat quinque talenta: Item damnificatus Ducis non conqueratur coram judicio Provinciæ, ſed coram Episcopo, & ſi damnificans reſtiterit Episcopo, ſuper emendatione,

ANNO 1213. ipſe debet eum excommunicare, & de bonis ſuis læſo aſſignare, ad æſtimationem damni illati, niſi bonis careat, & publicus prædo ſit; & ſi neceſſe fuerit, eum cum Duce proſequi ad ejus inſtructionem, poteſt id, quod in ejus cedit perſonam: Idem Dux debet de ſuis Epiſcopo conſervare reum proſcribendo hoc adjecto, quòd Dux præcisè damnificato reſtituat ablata, niſi reus publicus prædo ſit, nec habeat, unde ſatisfaciat, quod propterea adjectum eſt, quòd Dux potentior eſt de ſuis, quàm Epiſcopus de ſuis; Idem de vaſallis Eccleſiæ, quàm diu reſpectum habebunt ad Epiſcopum, propter eum dimittendi & faciendi, & poſtquàm ab illo reſpectu deſiterint, coram publico judice, de ipſis querimonia proponatur.

De moneta Ratisponenſi ſtatuerunt, quòd ſtabilis ſit, & nulla unquam poſt eam fiat; ſed, ſi factum fuerit, Dux ad Conſilium & velle Epiſcopi prohibeat & retractet.

Item utrique tam Epiſcopo quàm Duci placuit, ut omnia inſtrumenta, ante hoc præſens inſtrumentum facta (fortè hic deeſt, &c.) niſi ſub ſigillo utriusque deinceps careant effectu hujus formæ ac conſtitutionum: Teſtes ſunt, Clerici, Chuno Decanus, Ulricus de Werde Archidiaconus, Wernhardus de Judenbrucker Archidiaconus, Theodoricus de Schönenfeld, Ulricus Scriba, Ulricus de Sancto Caſſiano, Vicedominus Ducis, Geroldus Notarius Ducis, Eberhardus Notarius Epiſcopi: Laici, Comes, Kalhohus de Kirchpere; Comes, Meinhardus de Rotenëcke, Heinricus de Lapide, Grimoldus de Lapide, Marchwart de Möringen, Ratold de Perge, Cunradus de Hohenfels, Heinricus de Eberſpeunt, Hawardus de Outingen, Arnoldus de Schönenfeld, Otto Kopf, Heinricus de Ramiſowi, Heinricus de Syriching, Cunradus de Schrotshoven, Hermanus de Liechtenberch, Cunradus de Kirchdorf, & alii quàm plures. Acta ſunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis M. CC. XIII. Indictione prima.

CCLXXIII.

Statuta & Libertates à Rege Angliæ HENRICO I. *in favorem Eccleſiæ, Baronum, Populique Regni Angliæ ſancita, & conceſſa.* [MATTH. PARIS, Hiſtoria Major. pag. 240.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, Hugoni de Boclande Juſtitiario Angliæ, & omnibus fidelibus ſuis, tam Francigenis quam Anglis in Hertfordſire ſalutem. Sciatis me Dei miſericordia & communi conſilio Baronum Regni Angliæ, ejusdem Regni Regem eſſe coronatum. Et quia Regnum oppreſſum erat injuſtis exactionibus, ego reſpectu Dei & amore, quem erga vos omnes habeo, Sanctam Dei Eccleſiam inprimis liberam facio: ita quòd nec eam vendam nec ad firmam ponam, nec mortuo Archiepiscopo vel Epiſcopo ſive Abbate aliquid accipiam de Dominio Eccleſiæ, vel de hominibus; donec ſucceſſor in eam ingrediatur. Et omnes malas conſuetudines, quibus Regnum Angliæ injuſtè opprimebatur, inde aufero; quas malas conſuetudines, in parte hîc pono. Si quis Baronum meorum, Comitum vel aliorum, qui de me tenent, mortuus fuerit, hæres ſuus non redimet terram ſuam, ſicut facere conſueverat tempore patris mei: ſed legitima & juſta relevatione relevabit eam. Similiter & honores Baronum meorum, legitima & juſta relevatione relevabunt terras ſuas, de Dominiis ſuis. Et ſi quis Baronum vel aliorum hominum meorum, filiam ſuam tradere voluerit; ſive ſororem, ſive neptem, ſive cognatam, mecum inde loquatur; ſed neque ego aliquid de ſuo pro hac licentia accipiam neque defendam ei, quin eam det: excepto ſi jam dare vellet inimico meo. Et ſi mortuo Barone vel alio homine meo, filia hæres remanſerit: dabo illam cum conſilio Baronum meorum, cum terra ſua. Et ſi mortuo marito, uxor ejus remanſerit, & ſine liberis fuerit; dotem ſuam & maritagium habebit, dum Corpus ſuum legitimè ſervabit: & eam non dabo marito, niſi ſecundùm velle ſuum; & terræ liberorum cuſtos erit ſive uxor, ſive alius propinquior juſtiùs eſſe debet. Et præcipio ut Barones mei ſimiliter ſe contineant erga filios ſuos & filias, vel uxores hominum ſuorum. Monetagium commune quod capiebatur per Civitates vel Comitatus, quod non fuit tempore Edwardi Regis; hoc ne à modo fiat, omnino defendo. Si quis captus fuerit ſive monetarius ſive alius cum falſa moneta; juſtitia recta inde fiat. Omnia placita & omnia debita quæ Regi fratri meo debebantur, condono: exceptis firmis meis, & exceptis illis quæ pacta erant pro aliorum hæreditatibus; vel pro illis rebus, quæ juſtiùs aliis contingebant. Et ſi quis aliquid pro hæreditate ſua pepigerat, illud condono: & omnes relevationes, quæ pro rectis hæreditatibus pactæ erant. Et ſi quis Baronum vel hominum meorum infirmabitur; ſicut ipſe dabit, vel dare diſpoſuerit pecuniam ſuam, ita datam eſſe concedo. Quòd ſi ipſe præventus, vel armis vel infirmitate, pecuniam ſuam nec dederit nec dare diſpoſuerit: uxor ſua ſive liberi aut Parentes & legitimi homines ejus, pro anima ejus eam dividant, ſicut eis melius viſum fuerit. Si quis Baronum vel hominum meorum foris fecerit, non dabit vadium in miſericordia pecuniæ ſuæ, ſicut faciebat tempore patris & fratris mei; ſed ſecundùm foris facturæ modum: nec ita emendabit, ſicut emendaſſet retrò tempore Patris mei, vel aliorum anteceſſorum meorum. Quod ſi perfidiæ vel ſceleris convictus fuerit; ſicut erit culpa, ſic emendet. Murdra etiam retrò ab illa die, qua in Regem coronatus fui, omnia condono, & ea quæ amodo facta fuerunt, juſtè emendentur ſecundùm lagam Regis Edwardi. Foreſtas communi conſilio Baronum meorum in manu mea ita retinui; ſicut pater meus eas habuit. Militibus qui per loricas terras ſuas defendunt, terras Dominicarum carucarum ſuarum quietas ab omnibus geldis, & ab omni opere proprio, dono meo concedo: ut ſicut tam magno gravamine alleviati ſunt, in equis & armis ſe benè instruant; ut apti & parati ſint ad ſervitium meum, & ad defenſionem Regni mei. Pacem firmam pono in toto Regno meo, & teneri amodò præcipio. Lagam Regis Edwardi vobis reddo, cum illis emendationibus, quibus Pater meus eam emendavit conſilio Baronum ſuorum. Si quis aliquid de meo vel de rebus alicujus; poſt obitum Regis Willielmi fratris mei cepit, totum citò reddatur absque emendatione; & ſi quis inde aliquid retinuerit, ille ſuper quem inventum fuerit, graviter mihi emendabit. Teſtibus Mauritio Londonienſi Epiſcopo, Willielmo Wintonienſi electo, Gerardo Herfordenſi Epiſcopo, Henrico Comite, Simone Comite, Waltero Giffard Comite, Roberto de Monteforti, Rogero Bigod, & aliis multis.

ANNO 1213.

CCLXXIV.

19. Jan. *Decretum Papæ* INNOCENTII III. *in Cauſa Matrimonii inter* PETRUM ARRAGONUM *Regem, & MARIAM ejus Conthoralem, agitata; Quo, dicto Regi demandat, quatenus* MARIAM *Reginam præfatam in plenitudinem Regalis gratiæ admiſſam, benignè recipiat, & maritali affectu pertractet. Datum Laterani 14. Kalend. Februarii, Pontificatûs annô 15.* [SURITA, Indices rerum ab Arragoniæ Regibus geſtarum, Lib. I. pag. 93.]

INNOCENTIUS *Epiſcopus Servus Servorum Dei, Cariſſimo in Chriſto Filio P. Illuſtri Arragonum Regi Sal. & Apoſtolicam ben.*

NOVIT ille, qui eſt teſtis in Cœlo fidelis, cui omne cor patet, & nullum latet ſecretum, quod in cauſa Matrimonii, quæ inter te, & cariſſimam in Chriſto Filiam Mariam Illuſtrem Reginam Aragonum conjugem tuam, diutius noſcitur agitata, via regia ſemper inceſſimus: neque ad dextram inclinavimus, vel ſiniſtram: quod teſte conſcientia, in cauſis fecimus univerſis, quæ ad noſtrum perferuntur examen: cum illius vices, disponente ipſo, exerceamus in terris, qui juſtus & juſtitiam diligens, ſine acceptione judicat perſonarum: nec ignoramus legis divinæ mandatum: quo habere pondus, & pondus, menſuram, & menſuram, quorum utrumque apud Deum eſt abominabile, prohibemur: & æqua lance cauſas, & merita penſare præcipimur ſingulorum. Licet igitur inter alios Mundi Principes te, ſicut opera ipſa declarant, amplexemur ſpecialis dilectionis affectu, & ad perſonæ tuæ honorem, & commodum aſpiremus, ubi tamen ad judicii pervenitur examen, in quo nec respicere pauperem, nec potentis vultum honorare permittimur, nullam tibi, vel alii gratiam facere poſſumus, aut debemus: & maxime ubi agitur de Matrimonii Sacramento: quod ante peccatum, in Paradiſo à Domino inſtitutum, præter propagationis humani generis fructum, illud ineffabile Sacramentum conjunctionis, Chriſti videlicet ad Sanctam Eccleſiam Dei ad fidelem animam, & ipſius Verbi, ad humanam naturam noſcitur figurare Apoſtolo atteſtante: qui

ANNO 1213. qui de bono Matrimonii agens, inquit: *Ego autem dico magnum in Christo, & Ecclesia Sacramentum.* Dudum igitur: cum Matrimonium contractum inter te, & eamdem Reginam proponeres te habere suspectum, pro eo, quod eadem ferebatur maritum alium habere superstitem, videlicet nobilem virum N. Comitem Convenarum, tuque prius carnaliter mulierem quamdam cognoveris, Reginam ipsam consanguinitatis, ut dicebatur, linea contingentem: & super hoc conscientiæ, ac saluti tuæ consuli postulares, causam bonæ memoriæ Pampilonensi Episcopo, & P. de Castronovo, & fratri Rodulpho Monachis Fontis frigidi, qui duo tunc erant Apostolicæ Sedis Legati, meminimus commisisse: coram quibus, cum lis fuisset, super duobus præfatis articulis, per partium Procuratores legitime contestata, nobili viro Hugoni de Turre rubea consanguineo tuo, tunc Matrimonium, ut dicitur, accusante, Legatis eisdem interim ab hac luce subtractis, & Pampilonensi Episcopo pro suis, & Ecclesiæ suæ negotiis apud Sedem Apostolicam occupato, causam ipsam venerabilibus fratribus nostris Narbonensi Archiepiscopo, tunc Ciistercien si Abbati, ac Uticensi Apostolicæ Sedis Legatis, & Reginensi, tum temporis officio Legationis fungenti Episcopis duximus committendam: sub ea forma, qua præfato Pampilonensi, & suis conjudicibus fuerat ante commissa: nullo in posterioribus litteris addito, vel mutato: ut videlicet si appareret legitimus accusator, causam convocatis partibus audientes, eam, si de partium voluntate procederet, fine Canonico terminarent, alioquin gesta omnia fideliter conscribentes, ea nobis, sub suarum testimonio transmitterent litterarum: præfigentes partibus terminum competentem: quo per Procuratores idoneos nostro se conspectui præsentarent: justum, Deo auctore, judicium accepturi. Te igitur, ac eadem Regina, sicut ex actis intelleximus, personaliter in ipsorum judicum præsentia constitutis, proponere curavisti, quod Regina ipsa tibi de jure sociari non poterat fœdere maritali: tum quia dicto Comiti Convenarum adhuc superstiti fuerat in Ecclesiæ facie matrimonialiter copulata: per quod constabat, eam tecum contrahere nequivisse: cum ab eodem Comite separata per judicium Ecclesiæ non fuisset. Regina vero ibidem fuit absolute confessa; quod revera, Patre suo vivente, ac procurante, contraxerat cum Comite memorato: sed adjecit, quod hujusmodi Matrimonium de facto contractum fuerat, non de jure: cum idem Comes sibi esset consanguinitate pariter, & affinitate conjunctus: & insuper duas haberet uxores: tempore, quo contraxerat cum eadem: ad quæ probanda sibi dari terminum postulavit. Et licet fuerit ex tua parte responsum, quod ejus, super his, exceptiones recipi non deberent, donec esset præfato Comiti, cum quo se contraxisse confessa fuerat, restituta, nec tu exceptionibus tenebaris hujusmodi respondere, ad ultimum tamen ita fuit, de partium voluntate, provisum: ut scilicet, salva tibi exceptione, seu replicatione prædicta, utriusque partis probationes, super præmissis articulis, audirentur. Postmodum B. Aimerii, quem Procuratorem in Negotio constitueras memorato, de consensu tuo, tria se obtulit probaturum: scilicet: Matrimonium prius fuisse contractum inter dictam Reginam, & Comitem Convenarum: & Matrimonium, si quod fuit, inter eundem Comitem, & G. Filiam A. de Barca, fuisse judicio Ecclesiæ separatum: antequam cum Regina contraxisses eadem: & filiam Comitis Bigorræ, uxorem Comitis ante dicti fuisse tibi consanguinitate conjunctam: & sic terminus fuit partibus affignatus: facta promissione hincinde, quod alias dilationes non peterent, ad proponendum aliud, vel probandum. Cumque partes termino constituto in duorum judicum prædictorum præsentia, tertio literatorie suam excusante absentiam, convenissent, Regina proponens se infirmitate gravatam, testes suos medio tempore producere nequivisse, dilationes alias postulavit: quas licet dictus Procurator tuus assereret, sibi non esse ullatenus concedendas, pactionem factam de non petendis dilationibus allegando, ac super hoc fuisset diutius disputatum, tandem de consensu partium concessa fuit, sub præfata conditione, seu pactione, dilatio: & terminus assignatus R. Procuratori sæpe dictæ Reginæ: ac rursus dilationes alias postularet, dicto Procuratore tuo eas sibi non debere concedi omnimodis contendente, Judices ad Montempesulanum, una cum ipsis Procuratoribus, accesserunt: ut ibi præsente Regina Negotium tractaretur: ubi cum super dandis, vel non dandis dilationibus fuisset a partibus diutius litigatum, tandem dicto Procuratore tuo adhibente consensum, Judices sub conditione præmissa dilationes alias concesserunt: locum, & terminum partibus assignantes. Porro partibus, præfixo termino, in Judicum præsentia constitutis, absente Regina, ejus tamen Procuratore præsente, Procurator tuus de novo proposuit: quod dictus Comes te consanguinitatis linea contingebat: per hoc inter te, ac Reginam probare aliam affinitatem intendens: super quo, quamquam lis minime contestata fuisset, & convenisset, ut dictum est, inter partes, quod de novo proponere aliquid non deberent, Judices tamen testes, qui nequaquam juraverant, nisi super illis dumtaxat articulis, super quibus lis fuerat contestata, recipere præsumpserunt: super quo, de ipsorum prudentia non possumus non mirari: & si Procurator tuus coram omnibus multipliciter conatus fuerit demonstrare, in hoc articulo legitime fuisse proceffum. Demum cum probationibus, & allegationibus fuisset renunciatum hincinde, licet Regina, quod non opponeret appellationis obstaculum juramento præstito promisisset, quia tamen facultas à nobis sententiam audiendi si mallet, eidem in litteris nostris fuerat reservata, uti volens beneficio earumdem humiliter postulavit, ut ad nos causa remitteretur instructa: præfixo partibus termino competenti: cujus petitione, sicut jus exigebat, admissa, dicti Judices acta omnia, prout a nobis in mandatis acceperant, ad nos sub sigillis suis fideliter transmiserunt. Cum ergo Regina, & dilectus filius Magister Columbus Procurator tuus, vir utique literatus, providus, & fidelis, ac de solicita diligentia, & diligenti sollicitudine in eodem negotio habita merito commendandus, propter hoc ad nostram præsentiam accessissent, causam in consistorio publico solemniter examinavimus, & attente. His igitur, quæ à partibus prudenter, subtiliter, ac fideliter, tam super actis in præsentia Judicum prædictorum, quam coram nobis fuere proposita, diligenter auditis, & subtili examinatione discussis; quia nobis constitit evidenter, quod sæpe dicta Regina, & Comes Convenarum prædictus se in distantia tertii, & quarti gradus consanguinitatis, & affinitatis contingunt, & idem Comes prius in conspectu Ecclesiæ, cum nobili muliere Beatrice contraxerat, a qua non est probatum, ipsum Ecclesiæ fuisse judicio separatum; eum super proposito affinitatis articulo, nihil legitime probatum fuerit contra eam, de communi fratrum nostrorum Consilio eamdem ab impetitione tua super his, quæ in judicium fuere deducta, sententialiter duximus absolvendam: eamdem, ex eo nequaquam ream esse perjurii decernentes: quod causam ad nos remitti postulavit instructam: cum id, sicut est expressum superius, in nostris sibi fuisse litteris reservatum. Monemus igitur serenitatem tuam, rogamus, & obsecramus in Domino, celsitudini tuæ nihilominus ex animo consulentes, quatenus non molestè sustinens, nec admirans, quod tibi non detulimus contra Deum; sed potius cogitans, quod non tam tuæ curavimus voluntati consulere, quam saluti: ac ideo nostris acquiescens consiliis, quæ tibi semper utilia exstiterunt, Reginam eamdem in plenitudinem gratiæ Regalis admissam benigne recipias: & maritali affectione pertractes: præsertim cum filium susceperis ex eadem: & sit mulier Deum timens: multa prædita honestate. Unde pro certo speramus, multa ex ipsius consortio, maxime si ad Deum respectum habeas, ipsam, sicut Reginam honorifice, ac decenter tractaveris, serenitati tuæ commoda proventura: cum vir etiam infidelis, per fidelem mulierem salvetur Apostolo attestante. Alioquin nec tu videreris à principio motæ litis tuam, prout asserebas, voluisse sanare conscientiam; sed potius fauciare. Nec nos, quantumcumque tuæ deferri sublimitati velimus, quos Deus conjunxit, humana sustineremus præsumptione sejungi. Denique noveris nos venerabilibus fratribus nostris Carcasonensi, Avinionensi, Auraficensi Episcopis per nostras dedisse literas in mandatis, ut si nostrum super hoc, quod non credimus, neglexeris adimplere mandatum, ipsi te, ad id per censuram Ecclesiasticam, sublato appellationis impedimento, compellant. Datum Laterani XIIII. K. Febr. Pontificatus nostri Anno XV.

ANNO 1213.

CCLXXV.

Literæ JOANNIS *Angliæ & Hyberniæ Regis; Quibus Regna sua Sanctæ Sedi Apostolicæ quasi in Feudum perpetuum & Tributarium offert & submittit; Cum Obligatione Successoribus suis imposita, ut simili modo Summo Pontifici fidelitatem exhibeant, & homagium faciant. Datum apud Domum militum Templi juxtà Doveram die 15. Maii anno Regni sui decimo quarto.* [MATTH. PA-

15 Mai.

ANNO 1213. PARIS, Hiſtoria Major pag. 236. RAYNALDI Continuatio Annalium CÆSARIS BARONII Tom. XIII. ann. 1213. INNOCENTII Papæ III. Epiſt. Libr. XVI. Epiſt. 77.]

JOANNES Dei Gratia Rex Angliæ & cætera, omnibus Chriſti fidelibus hanc Chartam inſpecturis, ſalutem in Domino. Univerſitati veſtræ per hanc Chartam ſigillo noſtro munitam volumus eſſe notum quòd cum Deum & matrem noſtram Sanctam Eccleſiam offenderimus in multis & proinde divina miſericordia plurimùm indigeamus, nec quid digne offerre poſſimus pro ſatisfactione Deo & Eccleſiæ debita facienda, niſi nosmet ipſos humiliemus & Regna noſtra volentes nos ipſos humiliare, pro illo qui ſe pro nobis humiliavit usque ad mortem, gratia Sancti Spiritus inſpirante, non vi interdicti, nec timore coacti, ſed noſtra bona ſpontaneaque voluntate ac communi Conſilio Baronum noſtrorum conferimus, & libere concedimus Deo & Sanctis Apoſtolis ejus Petro & Paulo & Sanctæ Romanæ Eccleſiæ matronæ noſtræ, ac Domino Papæ Innocentio, ejusque Catholicis Succeſſoribus totum Regnum Angliæ & totum Regnum Hyberniæ cum omni jure & pertinentiis ſuis, pro remiſſione omnium peccatorum noſtrorum, & totius generis noſtri, tam pro vivis quam pro defunctis: & amodo illa ab eo & Eccleſia Romana, tanquam ſecundarius recipientes & tenentes; in præſentia prudentis viri Pandulphi Domini Papæ Subdiaconi & familiaris exinde prædicto Domino Papæ Innocentio ejusque Catholicis Succeſſoribus & Eccleſiæ Romanæ ſecundum ſubſcriptam formam fecimus & juravimus, & homagium ligium in præſentia Pandulphi: ſi coram Domino Papa eſſe poterimus eidem faciemus ſucceſſores noſtros & hæredes de uxore noſtra in perpetuum obligantes, ut ſimili modo Summo Pontifici qui pro tempore fuerit & Eccleſiæ Romanæ, ſine contradictione debeant fidelitatem præſtare, & Homagium recognoscere. Ad indicium autem hujus noſtræ perpetuæ obligationis & Conceſſionis, volumus & ſtabilimus, ut de propriis & ſpecialibus redditibus noſtris prædictorum Regnorum pro omni ſervitio & conſuetudine quæ pro ipiis facere debemus, ſalvis per omnia denariis beati Petri, Eccleſia Romana mille marcas Eſterlingorum percipiat annuatim: in feſto ſcilicet Sancti Michaelis quingentas marcas, & in Paſcha quingentas; ſeptingentas ſcilicet pro Regno Angliæ, & trecentas pro Regno Hyberniæ: ſalvis nobis & Hæredibus noſtris, juſticiis, libertatibus, & regalibus noſtris. Quæ omnia ſicut ſupra ſcripta ſunt, rata eſſe volentes atque firma; obligamus nos, & ſucceſſores noſtros contra non venire; & ſi nos vel aliquis ſucceſſorum noſtrorum contra hæc attentare præſumpſerit quicunque ille fuerit, niſi ritè commonitus reſipuerit, cadat à jure Regni. Et hæc Charta obligationis & conceſſionis noſtræ, ſemper firma permaneat. Teſte me ipſo apud Domum militum Templi juxta Doveram, coram H. Dublinenſi Archiepiscopo, Joanni Norwicenſi Episcopo, Galfrido filio Petri, W. Comite Sarisberie, Willielmo Comite Penbroc, R. Comite Bononiæ, W. Comite Warenne, S. Comite Winton. W. Comite Arundel, W. Comite de Ferrariis, W. Briwere, Petro filio Hereberti, Warino filio Geroldi, XV die Maii, anno Regni noſtri decimo quarto.

Eorumdem LITERARUM *aliud Exemplar.* [LUCÆ DACHERII Spicilegium Veterum Scriptorum. Tom. V. pag. 574.]

JOANNES Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, Comes Andegaviæ, omnibus Chriſti fidelibus præſentem Chartam inſpecturis, ſalutem in Domino. Univerſitati veſtræ per hanc Chartam aureâ bullâ munitam volumus eſſe notum, quia cùm Deum & matrem noſtram ſanctam Eccleſiam offenderimus in multis, & proinde divinâ miſericordiâ plurimum indigere noscamur, nec quid quod dignè offerre poſſimus pro ſatisfactione Deo & Eccleſiæ debita facienda, niſi nos ipſos habeamus, & Regna noſtra. Volentes nos ipſos humiliare pro illo, qui ſe pro nobis humiliavit usque ad mortem, gratia Sancti Spiritus inſpirante, non vi inducti, nec timore coacti, ſed noſtra bona ſpontaneaque voluntate, ac communi conſilio Baronum noſtrorum offerimus, & liberè concedimus Deo & Sanctis Apoſtolis ejus Petro & Paulo, & Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Matri noſtræ, ac Domino noſtro Papæ Innocentio III. ejusque Catholicis Succeſſoribus totum Regnum Angliæ, & totum Regnum Hyberniæ, cum omni jure & pertinentiis ſuis, pro remiſſione peccatorum noſtrorum, & totius generis noſtri tam pro vivis, quàm pro defunctis. Et amodò illa à Deo & Eccleſia Romana tanquam Feudarius recipientes & tenentes, in præſentia Venerabilis Patris noſtri Domini Nicolai Tusculani Episcopi Apoſtolicæ Sedis Legati, & Pandulphi Domini Papæ Subdiaconi & familiaris, fidelitatem exinde prædicto Domino noſtro Papæ Innocentio, ejusque Catholicis Succeſſoribus, & Eccleſiæ Romanæ, ſecundum ſubſcriptam formam fecimus & juravimus, & homagium etiam ligium, pro prædictis Regnis Deo, & SS. Apoſtolis Petro & Paulo, & Romanæ Eccleſiæ, & eidem Domino noſtro Papæ Innocentio, per manus prædicti Legati, loco & vice ipſius Domini Papæ recipientis, publicè fecimus; Succeſſores & Hæredes noſtros de uxore noſtra in perpetuum obligantes, ut ſimili modo Summo Pontifici, qui pro tempore fuerit, & Eccleſiæ Romanæ ſine contradictione debeant fidelitatem præſtare, & homagium recognoscere.

Ad indicium autem hujus noſtræ perpetuæ oblationis & conceſſionis volumus & ſtabilimus, ut de propriis & ſpecialibus redditibus prædictorum Regnorum noſtrorum pro omni ſervitio & conſuetudine, quod pro ipſis facere deberemus, ſalvo per omnia denario B. Petri, Eccleſia Romana mille marchas ſterlingorum percipiat annuatim; ſcilicet in feſto S. Michaelis quingentas marchas, & in Paſcha quingentas marchas, ſeptingentas ſcilicet pro Regno Angliæ, & trecentas pro Regno Hyberniæ, ſalvis nobis & hæredibus noſtris Juſtitiis, libertatibus, & regalibus noſtris. Quæ omnia ſicut ſupradicta ſunt, rata eſſe volentes perpetuò atque firma, obligamus nos & Succeſſores noſtros contra non venire. Et ſi nos vel aliquis Succeſſorum noſtrorum hoc attentare præſumpſerit, quicunque fuerit ille, niſi ritè commonitus reſipuerit, cadat à jure Regni, & hæc Charta oblationis & conceſſionis noſtræ ſemper firma permaneat.

ANNO 1213.

CCLXXVI.

Juramentum Fidelitatis per JOANNEM *Anglorum Regem* INNOCENTIO *Papæ* III. *& Eccleſiæ Romanæ factum* (1) *15 Maii* 1213. [INNOCENTII Papæ III. Epiſt. Lib. XVI. Epiſt 77. MATH. PARIS, Hiſtoria Major pag. 237. RAYNALDI Continuatio Annalium CÆS. BARONII Tom. XIII. ann. 1213.] 15. Mai.

EGO Johannes Dei gratia Rex Angliæ & Dominus Hyberniæ, ab hac hora & in anteà fidelis ero Deo & Beato Petro & Eccleſiæ Romanæ, & Domino meo Papæ Domino Innocentio, ejusque Succeſſoribus Catholicè intrantibus. Non ero in facto, in dicto, conſenſu vel conſilio ut vitam perdant, vel membra vel mala captione capiantur. Eorum damnum ſi ſcivero, impediam & remanere faciam ſi potero: alioquin eis quàm citiùs potero intimabo, vel tali perſonæ dicam, quam eis credam pro certo dicturam. Conſilium quod mihi crediderint, per ſe vel per Nuncios ſuos ſeu Literas ſuas, ſecretum tenebo; & ad eorum damnum nulli pandam me ſciente. Patrimonium Beati Petri, & ſpecialiter Regnum Angliæ & Regnum Hyberniæ adjutor ero ad tenendum & defendendum, contra omnes homines pro poſſe meo. Sic me adjuvet Deus, & hæc Sancta Evangelia. Teſte me ipſo apud Domum militiæ Templi juxta Doveram coram Domino Henrico Archiepiscopo Dublinenſi, Domino Johanne Episcopo Norvicenſi, Galfrido filio Petri Comitis Eſſex, Juſtitiario noſtro Willelmo Comite Saresberienſi fratre noſtro, W. Mareſcallo Comite Pembroc, R. Comite Bonon. W. Comite Varenæ, G. Comite Wintonienſi, W. Comite Arundell. W. Comite de Ferrariis, W. Bronbert, Petro filio Herberti, Warino filio Geroldi, XV. die Maji, anno Regni noſtri XIV.

Ejusdem JURAMENTI *aliud Exemplar, ſub dato 3. Octobris* 1213. [LUCÆ DACHERII Spicilegium Veterum Scriptorum, Tom. V. pag. 575.] 3. Octo.

EGO Johannes Dei Gratia Rex Angliæ, & Dominus Hyberniæ ab hac hora in antea fidelis ero Deo & B. Petro, & Eccleſiæ Romanæ, ac Domino meo Papæ Innocentio III. ejusque Succeſſoribus Catholicè in-

(1) *Mathieu Paris* date ce Serment, *in Vigilia Dominicæ Aſcenſionis.* [DUM.]

ANNO 1213. intrantibus; non ero in facto, dicto, consensu, vel consilio, ut vitam perdant, vel membra, vel mala captione capiantur. Eorum damnum si scivero impediam, & remanere faciam si potero. Alioquin eis quam citiùs potero intimabo, vel tali personæ dicam, quam eis credam pro certo dicturam. Consilium quod mihi crediderit per se, vel per Nuntios seu Literas suas secretum tenebo, & ad eorum damnum nulli pandam me sciente. Patrimonium B. Petri, & specialiter Regnum Angliæ, & Regnum Hiberniæ adjutor ero ad tenendum, & defendendum contra omnes homines pro posse meo. Sic Deus me adjuvet & hæc Sancta Evangelia.

De quibus ne possit in posterum dubitari, ad majorem securitatem prædictæ oblationis & concessionis nostræ præsentem Chartam fieri fecimus, & aureâ bullâ nostrâ signari, pro censu hujus præsentis & primi anni mille marchas sterlingorum per manum prædicti Legati Ecclesiæ Romanæ persolvimus. Testibus Domino Stephano Cantuariensi Archiepiscopo, DD. Willelmo Londoniensi, Petro Wintoniensi, Herveo Eliensi, Hugone Lincoliensi, W. de Gran. Cancellario nostro, W. Comite Sarr. fratre nostro, Comite Cestrensi, W. Marescallo, Comite Pembroc, W. Comite de Ferrariis, S. Comite de Winton. Roberto de Ros, W. Brilier, Petro filio Hereberti, Matthæo filio Heremberti, & Bien. . . . . de Insula Dapifero nostro.

Datum per manum Magistri Ric. . . . . de Manfto Archid. Ricemundiæ, & Northumbel. apud S. Paulum Londoniæ 3. die Octobris, anno ab Incarnatione Domini 1213. Regni verò nostri 15.

CCLXXVII.

4. Nov. INNOCENTII III. *Papæ Epistola ad* JOANNEM *Anglorum Regem, qua Regnum suum Ecclesiæ Romanæ in Feudum tributarium oblatum acceptat, dictamque oblationem confirmat. Laterani 2. Non. Novembris* 1213. *Indictione* 2. [INNOCENTII III. Papæ Epist. Lib. XVI. Epist. 131.]

REX *Regum & Dominus Dominantium* JESUS-CHRISTUS, *Sacerdos in æternum secundum Ordinem Melchisedech*, ità Regnum & Sacerdotium in Ecclesia stabilivit, ut Sacerdotale sit Regnum, & Sacerdotium sit Regale, sicut in Epistola Petrus & Moyses in Lege testantur, unum præficiens Universis, quem suum in Terris Vicarium ordinavit; ut sicut ei flectitur omne genu cœlestium, terrestrium, & etiam infernorum, ita illi omnes obediant & intendant, ut fit unum Ovile & unus Pastor. Hunc itaque Reges Sæculi propter Deum adeò venerantur, ut non reputent se ritè regnare, nisi studeant ei devotè servire. Quod tu, fili carissime, prudenter attendens, illo misericorditer inspirante in cujus manu sunt corda Regum, & quò voluerit vertit illa, te ipsum & Regna tua etiam temporaliter ei subjicere decrevisti, cui noveras spiritualiter esse subjecta; ut in unam Vicarii Christi personam, quasi corpus & anima, Regnum & Sacerdotium uniantur ad magnum utriusque commodum & augmentum. Ille utique hoc dignatus est operari qui cum sit Alpha & Omega, finem retulit ad principium, & principium protraxit ad finem, ut illæ Provinciæ quæ olim Sacrosanctam Romanam Ecclesiam propriam in spiritualibus habuere Magistram, nunc etiam in temporalibus Dominam habeant specialem.

Tu quippe, quem Deus ad hoc idoneum Ministrum elegit, tam te quam etiam Regna tua, Angliæ videlicet & Hiberniæ, cum omni jure ac pertinentiis suis devota & spontanea voluntate ac omnium consilio Baronum tuorum Deo & Sanctis Apostolis ejus Petro & Paulo, sanctæque Romanæ Ecclesiæ nobisque ac Successoribus nostris in jus & proprietatem sub annuo mille marcharum censu offerens concessisti, sicut in tuo continetur authentico Scripto cujus de verbo ad verbum talis tenor existit: *Johannes Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normanniæ, & Aquitaniæ, Comes Andegaviæ, omnibus Christi fidelibus, præsentem Chartam inspecturis salutem. Universitati vestræ per hanc Chartam nostram Sigillo nostro munitam volumus esse notum, quia cum Deum & matrem nostram sanctam Ecclesiam offenderimus in multis*, &c. ut supra Epist. 77. Nos autem oblationem & concessionem hujusmodi piè ac providè factas gratas & ratas habentes, personam tuam & personas hæredum tuorum cum prædictis Regnis & pertinentiis eorundem & omnibus bonis aliis rationabiliter nunc possessis & in posterum possidendis sub Beati Petri & nostra protectione suscipimus, tibi & ipsis secundùm præscriptam formam de communi Consilio fratrum nostrorum supradicta Regna concedentes in feudum, & præsenti Privilegio confirmantes; ANNO 1213. ità quod quilibet hæredum tuorum cùm Regni Coronam acceperit, feudum hujusmodi Summo Pontifici & Romanæ Ecclesiæ publicè recognoscat; & ei fidelitatis exhibeat juramentum. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis & confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem &c. *usque* incursurum. Datum Laterani per manum Rainaldi Acolythi & Capellani Domini Innocentii III. Papæ 2. Non. Novembris, Indictione secunda, Incarnationis Dominicæ anno millesimo ducentesimo decimo tertio, Pontificatus vero ejusdem Domini Innocentii anno sexto decimo.

Ejusdem EPISTOLÆ *aliud Exemplar, sub dato* XI. *Kalend. Maji.* 1214. [LUCÆ DACHERII Spicilegium Veterum Scriptorum, Tom. V. pag. 573.] 1214. 21. Avr.

REX *Regum, & Dominus Dominantium* JESUS CHRISTUS, *Sacerdos in æternum secundùm Ordinem Melchisedech*, ità Regnum & Sacerdotium in Ecclesia stabilivit, ut Sacerdotale sit Regnum & Sacerdotium sit Regale, sicut in Epistola Petrus, & Moyses in Lege testantur; unum præficiens universis, quem suum in terris Vicarium ordinavit, ut sicut ei flectitur omne genu Cœlestium, terrestrium, & etiam infernorum, ita illi omnes obediant & intendant, ut fit unum Ovile & unus Pastor. Hunc itaque Reges Sæculi propter Deum adeò venerantur, ut non reputent se ritè regnare, nisi studeant ei devotè servire. Quod tu, fili carissime, prudenter attendens, illo misericorditer inspirante, in cujus manu sunt corda Regum, & quò voluerit, vertit illa, te ipsum, & regna tua etiam temporaliter ei subjicere decrevisti, cui noveras spiritualiter esse subjecta; ut in unam Vicarii Christi personam, quasi corpus & anima, Regnum & Sacerdotium uniantur ad magnum utriusque commodum & augmentum. Ille utique hoc dignatus est operari, qui cùm sit Alpha & Omega finem retulit ad principium, & principium protraxit ad finem, ut illæ Provinciæ quæ olim Sacrosanctam Ecclesiam Romanam propriam in spiritualibus habuere Magistram, nunc etiam in temporalibus Dominam habeant specialem. Tu quippe, quem Deus ad hoc idoneum Ministrum elegit, tam te, quàm etiam Regna tua, Angliæ videlicet & Hiberniæ, cum omni jure ac pertinentiis suis devota & spontanea voluntate, ac communi Consilio Baronum tuorum, Deo & Sanctis Apostolis ejus Petro & Paulo, Sanctæque Romanæ Ecclesiæ, nobisque ac Successoribus nostris, in jus & proprietatem sub annuo mille marcharum censu offerens concessisti, sicut in tuo continetur Authentico Scripto aurea Bulla munito, cujus de verbo ad verbum talis tenor existit:

Fiat insertio.

Nos autem Oblationem & Concessionem hujusmodi piè ac providè factas, gratas & ratas habentes, personam tuam, & personas hæredum tuorum cum prædictis Regnis & pertinentiis eorundem, & omnibus bonis aliis rationabiliter nunc possessis, & in posterum possidendis, sub B. Petri & nostra protectione suscipimus, Tibi & ipsis secundùm præscriptam formam de communi consilio fratrum nostrorum supradicta Regna concedentes in feudum, & præsenti Privilegio confirmantes, ità quod quilibet hæredum tuorum cùm Regni Coronam acceperit, feudum hujusmodi Summo Pontifici & Romanæ Ecclesiæ publicè recognoscat, & fidelitatis eis exhibeat juramentum. Nulli ergo, &c.

Ego Innocentius Catholicæ Ecclesiæ Episcopus.
Ego Johannes Sabinensis Episcopus.
Ego Hugo Velletrensis & Hostiensis Episcopus.
Ego Ben.... Portuensis & S. Rufinæ Episcopus.
Ego Cinthius Tituli S. Laurentii in Lucina Presbyter Cardinalis.
Ego Cinthius S. S. Joannis & Pauli Presbyter Card. tituli Pammachii.
Ego Petrus tituli Sancti Marcelli Presbyter Cardinalis.
Ego Leo tituli S. Crucis in Hierusalem Presbyter Cardinalis.
Ego Pet. S. Pudentianæ tituli Sancti Pastoris Presbyter Cardinalis.
Ego Guala S. Martini Presbyter Cardinalis tituli Equicii.

ANNO 1214. Ego Johannes tituli S. Praxedis Presbyter Cardinalis.
Ego Guido S..... in carcere Tulliano Diaconus Cardinalis.
Ego Victorianus SS. Sergii & Bacchi Diaconus Cardinalis.
Ego Johannes SS. Cosmæ & Damiani Diaconus Cardinalis.

Datum Romæ apud S. Petrum per manus Rainaldi Domini Innocentii Acolythi & Cappellani, XI. Kalend. Maji Indict. II. Incarnationis Domini Anno MCCXIV. ejusdem Domini Innocentii Anno XVII.

CCLXXVIII.

1213. Août. BIOUL ET AUXERRE. *Traité, par lequel* PIERRE, *Seigneur de Bioul, cede à* PIERRE *Comte d'Auxerre & Marquis de Namur, & à* JOLANDE *sa femme tout le droit qu'il a sur la forêt de Marlaigne. Fait au mois d'Août l'an* 1213. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum. Lib. II. Cap. LXVIII. pag. 364.]

HUGO Dei gratia Leodiensis Episcopus universis tam præsentibus quàm futuris. Noveritis hanc esse formam compositionis & pacis perpetuæ inter PETRUM Comitem Antiliodorensem & Marchionem Namurcensem, & JOLENDAM Comitissam, uxorem ejus, Marchionissam Namurcensem, & Gobertum de BIOUL, super reclamationibus & querelis, quas ipse Gobertus contra prædictos Comitem & Comitissam, & contra eorum prædecessores moverat, de nemoribus quæ dicebantur esse de Marlania & de Bioul.

Gobertus si quidem, in nostra & prædictorum Comitis & Comitissæ constitutus præsentia, subque plurium parium suorum & aliorum nobilium testimonio, omne jus, quod in prædictis nemoribus se habere dicebat, spontanea ductus voluntate, & omissis omnibus exinde caussis & querelis, illud totum prædictis Comiti & Comitissæ & eorum hæredibus in proprietatem dimisit.

De consensu autem prædictorum Comitis & Comitissæ, Gobertus satis dictus retinuit sibi & heredibus suis, in prædictis nemoribus, ligna vivi nemoris, ædificiis suis propriis necessaria, infra potestatem de Bioul, & non aliàs, sive dando vel vendendo, & ligna mortui nemoris suo foco proprio oportuna, & pascua porcorum suorum domus suæ propriæ de Bioul....

Ut autem hæc rata permaneant, petitionem utriusque partis, Scripto præsente & sigillo nostro, cum sigillis satis dictorum Comitis & Comitissæ, confirmavimus. Huic Scripto sigilla sua apposuerunt, in testimonium, viri nobiles.

(a) *Cimacum* ou *Chimacum*, c'est *Chimay*, Ville Capitale du Comte de ce nom.

Alardus de (*a*) Cimaco, Hugo de Florinis.
Wilhelmus Patruus, Nicolaus de Condeto.
Walterus de Fontanis, Clarenbaldus de Alta ripa.

Actum apud Floreffiam anno Domini millesimo ducentesimo tertio decimo, mense Augusti.

CCLXXIX.

1214. Fevr. PAIGNY ET CISTEAUX. *Traité & Accord entre* GUILLAUME *Seigneur de* PAIGNY *& l'Abbé de* CISTEAUX, *fait à Cisteaux au mois de Février, l'an* 1214. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pieces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 315.]

EGO *Odo Dux Burgundiæ*, notum facio præsentibus & futuris, quod vir nobilis *Guillelmus* Dominus *de Paigneyo*, litteras suas patentes michi sub hac forma transmisit, sigillo suo communitas. *Odoni Duci Burgundiæ*, Domino suo, *Guillelmus* Dominus *de Paigneyo*, salutem. De magna & longa controversia quæ fuit inter me & domum Cistercii, inter me & illos de Cistercio pax est reformata, mediantibus Abbatibus *de Firmitate*, & *Balerna*, & *Guillelmo* Domino *de Monte Sancti Joannis*; de qua pace Scriptum est confectum, sigillis eorum Abbatum Cistercii & meo confirmatum. Rogo igitur vos, sicut Dominum meum, ut illam pacem confirmetis, sicut in autentico illo continetur, & tam à me quàm à successoribus & hominibus meis firmiter servari faciatis. Ad preces igitur ipsius, & iterum ad preces Domini *Arnaldi* Abbatis, & conventus Cistercii, prædictam pacem confirmo, sicut in autentico ipsorum, Abbatis videlicet Cistercii, & prædicti Guillelmi de Paigneyo, & Abbatum de Firmitate, & de Balerna continetur, & sicut in eo continetur perpetuò garantizandam suscipio. Quod ut ratum in perpetuum maneat, præsentem cartam feci sigilli mei munimine roborari. Actum Cistercii, anno Dominicæ Incarnationis millesimo ducentesimo quarto mense Februarii. ANNO 1214.

CCLXXX.

Accord entre EUDES *Duc de Bourgogne, &* GUILLAUME *Comte de Masçon & de Vienne, fait au mois de Mars* 1214. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pieces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 316.] Mars. BOURGOGNE ET MASCON.

EGO *Willelmus Comes Matisconenſis & Viennæ*, notum facio præsentibus & futuris, me assignasse Domino *Odoni Duci Burgundiæ*, quatuor denarios in uno quoque trasello Pedagiorum meorum, ubicumque reciantur, usque dum Dux, vel ejus mandatum, trecentas & viginti lib. Divionensis monetæ habuerit pro debito *Matthei de Este*. Actum est hoc anno gratiæ millesimo ducentesimo quatuordecimo, in Marcio.

CCLXXXI.

Contract de Mariage entre WALERAN *Fils de* HENRI *Duc de Limbourg, &* ERMENSON *Comtesse de Luxembourg. Fait au mois de Mai* 1214. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum Lib. I. Cap. LXXII. pag. 161.] Mai. LIMBOURG ET LUXEMBOURG.

EGO WALRAMUS, filius Henrici Ducis de Limborch, & Marchio Arlunensis, castrum meum de *Arlon*, cum omnibus appenditiis, tam in hominibus, quàm casamentis, & rebus omnibus, ad idem castrum meum pertinentibus, laude & assensu prædicti patris mei, Ducis, & fratrum meorum, Henrici de Vaxemberch, & Gerardi de Horne, & etiam filiorum meorum, Henrici & Walrami..... Dominæ ERMENSENDI, Comitissæ Lucelburgensi & Rupensi, uxori meæ in legitimam dotem contuli & concessi.....

Si uxor mea ERMENSENDIS de me prolem susceperit, quilibet heredum tam illorum, quos de me genuerit, quàm ille heres, quem uxor mea prædicta, priusquam eam ducerem, habebat, in hereditate habeat id quod de jure debet habere.

Si verò demum prolem non habuerit, hereditas sua ad heredem suum revertetur; hereditas autem mea meis heredibus remanebit.....

Hæc omnia..... me firmiter & semper servaturum super sacrosanctas reliquias juravi, anno 1214. mense Maio.

CCLXXXII.

Literæ Patentes Regis Angliæ JOANNIS, *quibus Securitatem* ARCHIEPISCOPO CANTUARIENSI, *aliisque denominatis Episcopis, uti & reliquibus Clericis & Laicis ad Pacis negotium contingentibus præstare promittit; cum Obligatione Cautionis loco, erga Papam de omni jure Patronatus, quod habet in Ecclesiis Anglicanis. Apud Doveram* 13. *Maii Anno Regni sui* XIV. [MATTH. PARIS, Historia Major. pag. 235.] 13. Mai.

JOHANNES Dei Gratia Rex Angliæ, omnibus præsentes literas inspecturis, salutem. Per has patentes literas, sigillo nostro munitas, volumus esse notum, quod nobis præsentibus si quatuor Barones nostri, Willielmus scilicet Comes Sarisberiæ frater noster & Reginaldus Comes Bononiæ, Willielmus Comes Warenne, & Willielmus Comes de Ferariis, juraverunt in animam nostram quod nos subscriptam pacis formam bona fide per omnia curabimus observare. Inprimis itaque solemniter & absolutè juravimus stare mandatis Domini Papæ coram ejus Legato aut Nuncio, super

ANNO 1214. per omnibus pro quibus excommunicati sumus ab ipso; & veram pacem & plenam securitatem præstabimus venerabilibus viris, Stephano Cantuariensi Archiepiscopo, Willielmo Londinensi, Eustachio Eliensi, Ægidio Herefordensi, Jocelino Bathoniensi, & Huberto Lincolniensi Episcopis, Priori quoque & Monachis Cantuariensibus, & Roberto filio Walteri, & Eustachio de Vesci, nec non & cæteris Clericis & Laicis ad hoc negotium contingentibus: præstando simul coram eodem legato vel delegato publice juramentum; quod ipsos cum suis nec lædemus, nec lædi faciemus, vel permittemus in personis vel rebus illisque dimittemus omnem indignationem & in gratiam nostram eosdem recipiemus ac tenebimus bona fide: quodque præfatos Archiepiscopum & Episcopos non impediemus, nec faciemus, nec permittemus aliquatenus impediri quo minus ipsi liberè suum exequantur officium, & plena jurisdictionis suæ authoritate, prout debent, utantur. Et super his, tam Domino Papæ, quam ipsi Archiepiscopo & singulis Episcopis, nostras patentes literas exhibebimus, facientes ab Episcopis & Comitibus & Baronibus nostris, quot & quos præfati, Archiepiscopus & Episcopi postulant juramenta, & eorum patentes literas exhiberi, quòd ipsi bona fide studebunt, ut hæc pax & securitas firmiter observetur. Et si fortè, quod Deus avertat, per nos ipsos vel alios contra venerimus, ipsi pro Ecclesia, contra violatores securitatis & pacis, mandatis Apostolicis inhærebunt, nosque perpetuò vacantium Ecclesiarum custodias amittamus. Quòd si forte nequiverimus ad hanc ultimam partem juramenti eos inducere, videlicet quod si per nosmet ipsos vel alios contra venerimus; ipsi pro Ecclesia contra violatores pacis & securitatis, mandatis Apostolicis inhærebunt. Nos propter hoc Domino Papæ, ac Ecclesiæ Romanæ per nostras patentes literas obligavimus omne jus Patronatus quod habemus in Ecclesiis Anglicanis. Et sic omnes literas quæ pro securitate prædictorum sunt exhibendæ, præfatis Archiepiscopo & Episcopis ante suum ingressum in Angliam transmittemus. Si verò nobis placuerit, sæpe fatus Archiepiscopus & Episcopi præstabunt, salvo honore Dei, & Ecclesiæ, juratoriam Cautionem, & literatoriam, quod ipsi, nec per se, nec per alium contra personam nostram vel Coronam nostram aliquid attentabunt, nobis prædictam eis pacem & securitatem servantibus illibatam. De ablatis autem plenam restitutionem, & de damnis recompensationem sufficientem omnibus impendemus tam Clericis quam Laicis ad hoc negotium pertingentibus non solùm rerum, sed omnium libertatum, & restitutas conservabimus libertates: Archiepiscopo quidem & Episcopo Lincolniensi à tempore suæ Consecrationis; aliis autem à tempore discordiæ inchoatæ. Nec obstabit aliqua pactio vel promissio seu concessio, quo minus damna recompensentur & restituantur ablata, tam vivorum quàm & defunctorum. Nec aliquid retinebimus prætextu servitii, quod nobis debuerat impendi, sed postea nobis debita pro servitio, recompensatio tribuetur. Statimque omnes, quos detinemus Clericos faciemus absolutos dimitti, ac restitui propriæ libertati, cum Laicis qui hujus occasione negotii detinentur. Incontinenti quoque post adventum illius qui nos debet absolvere, faciemus de parte restitutionis ablatorum octo millia librarum legalium Esterlingorum pro solvendis debitis & faciendis expensis Nunciis prædictorum Archiepiscopi & Episcoporum & Monachorum Cantuariensium affignari sine impedimento quolibet per potestatem nostram ad eos libere deferendorum, ut expediti veniant in Angliam honorificè revocati; videlicet Stephano Cantuariensi Archiepiscopo duo millia & quingentas libras; Willielmo Londinensi septingentas & quinquaginta libras, Eustachio Eliensi septingentas & quinquaginta libras, Jocelino Bathoniensi septingentas & quinquaginta libras, Huberto Lincolniensi septingentas & quinquaginta libras, Priori & Monachis Cantuariensibus mille libras. Et protinus postquam pacem illam duxerimus acceptandam, assignari faciemus absque mora, Archiepiscopo & Episcopis, Clericis, ac Ecclesiis universis, in manibus Nunciorum vel Procuratorum ipsorum, mobilia omnia cum administratione libera eorumdem & in pace dimitti. Interdictum verò *Ut legatio* vulgariter nuncupatum, quod proponi fecimus contra Ecclesiasticas personas publicè revocabimus, protestando per nostras patentes literas Archiepiscopo tribuendas, id ad nos nullatenùs pertinere: quodque illud de cætero contra Ecclesiasticas personas, nullatenus faciemus proponi: revocantes præterea ut legationem Laicorum ad hoc negotium pertinentium, & remittentes omnia quæ post interdictum recepimus ab hominibus Ecclesiasticis, præter Regni Consuetudinem & Ecclesiæ libertatem. Si verò super damnis vel ablatis aut eorum quantitate vel æstimatione, quæstio fuerit de facto suborta; per legatum vel delegatum Domini Papæ, receptis probationibus, terminetur. Et his omnibus ritè peractis relaxabitur sententia interdicti. Super cæteris autem Capitulis, si quæ fuerint dubitationes subortæ de quibus meritò debeat dubitari nisi per legatum vel delegatum Domini Papæ, de partium fuerint voluntate sopitæ, ad ipsius referantur arbitrium, ut super his quæ ipse decreverit, observentur. Teste me ipso, apud Doveram, decima tertia die Maii Anno Regni nostri decimo quarto. ANNO 1214.

CCLXXXIII.

Traité de Trêve pour cinq ans entre PHILIPPE II. *dit* Auguste *Roi de France*, *&* JEAN sans terre, *Roi d'Angleterre*, *y compris*, *s'ils le désirent*, *l'Empereur* OTHON *&* FREDERIC *Roi des Romains son Competiteur. Fait à Chinon*, *le* 18. *de Septembre* 1214. [G. G. LEIBNITZ. Codic. Diplomatici pag. 9. corrigé sur un MS. de la Bibliotheque Royale de Berlin.] 18. Sept. FRANCE ET ANGLETERRE.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, omnibus ad quos litteræ præsentes pervenerint, salutem. Noveritis, quod Nos JOHANNI Regi Angliæ, & hominibus, & imprisiis suis, qui apertè guerraverunt pro ipso de hac ultima guerra, usque ad diem Jovis proximam, post exaltationem Sanctæ Crucis in Septembri, dedimus rectas treugas de nobis, & hominibus, & imprisiis nostris, qui apertè guerraverunt usque ad instans Pascha, quod erit Anno Domini millesimo ducentesimo decimo quinto, & ab eodem Pascha in quinque annos continuos & completos, salvis tamen nobis prisonibus, quos penes nos habemus, & salvo juramento, quod villæ Flandriæ & Haynoniæ & milites & alii homines Flandriæ, & Haynoniæ nobis fecerunt, & salvis similiter prisonibus, quos Joannes Rex Angliæ habet penes se. Nos autem & homines nostri, & imprisii erimus in eâ tenetura, in qua eramus prædicta die Jovis, in quâ data est ista Treuga. Et Joannes Rex Angliæ, & homines & imprisii sui similiter erunt in eadem tenturâ, in quâ erant prædicta die Jovis, usque ad prædictos quinque annos completos.

§. 1. Nullus multrarius, aut aliquis, qui fuerit forbannitus à nobis, à tempore alterius treugæ inter Nos & prædictum Regem Angliæ dudum factæ, poterit intrare in terram nostram infra prædictum terminum, nisi de voluntate nostra; Neque similiter multrarius, aut aliquis forbannitus ab ipso Rege Angliæ, poterit intrare terram suam infra prædictum terminum, nisi de voluntate ipsius Regis Angliæ. Si autem aliquis, cujus terram habeamus in manu nostra, venerit in terram nostram pro suo negotio, per eam poterit transire, sed in eâ morari non poterit; nisi habeat rectum essonium, præterquam ad portum maris, ubi licite poterit ventum expectare per tempus competens.

§. 2. Si quis de Comitatu Andegaviæ aut Britanniæ, qui dictâ die Jovis datæ treugæ adhæreret Regi Joanni Angliæ; faciendo guerram apertè contra nos, & ipsum manifestè juvando, voluerit intrare Comitatum Andegaviæ vel Britanniæ, & ibi morari infra terminum treugæ prætaxatum, si sit de Comitatu Andegaviæ, Senescallo Andegaviæ; Si sit de Comitatu Britanniæ Comiti Britanniæ faciet competentem securitatem, quod nullum malum ipsis, vel terris eorum per eum eveniet. Et si aliquis de Pictavia, qui dicta die Jovis adhæreret nobis, faciendo guerram apertè contra Joannem Regem Angliæ & juvando nos apertè contra ipsum vellet intrare terram ipsius Joannis Regis Angliæ in Pictavia, ipse faciet competentem securitatem Senescallo Pictaviæ, quod nullum malum Joanni Regi Angliæ & terræ suæ de Pictavia per eum eveniet.

§. 3. Isti sunt Dictatores & Emendatores hujus treugæ inter Nos & Joannem Regem Angliæ: Hubertus de Bore, Senescallus Pictavienfis, Reginaldus de Pontibus, Abbas Sancti Joannis de Angeliaco, & Decanus Xantonenfis, ex parte Regis Angliæ. Ex parte nostra verò Petrus Savarici, Guido Turpini, Abbas majoris Monasterii, & Gaufridus Archidiaconus Turonenfis. Et isti omnes juraverunt bonâ fide, quod si contigerit, aliquem ex eis decedere aut infirmari, aut à nobis, vel à Joanne Rege Angliæ revocari infra prædictum terminum, ipsi bonâ fide eligent, & ponent alium in loco illius ad hoc idoneum. Quidquid autem quinque, aut plures

ANNO 1214. plures ex prædictis Dictatoribus de interceptionibus hinc inde factis per sacramentum suum dixerint, & ordinaverint, tàm nos, quàm prædictus Rex Angliæ tenebimus. Et si per ipsos Dictatores Treugæ emendari non poterit, nos illud bonâ fide emendari faciemus infra quadraginta dies, postquam dicti Dictatores dictum suum dixerint, & illud nobis significaverint. Isti autem Dictatores hujus treugæ pro discordiis & interceptionibus emendandis, quæ forte orientur in Pictavia, in Comitatu Andegaviæ, vel Britanniæ, & in Turonia, conveniant apud Abbatiam Monialium de Fulcherosis, juxta Passavant; & pro aliis interceptionibus, quæ fient in Bituresio, in Alvernia, in Comitatu Marchiæ, & in Lemovico, inter Agurandas & Cusum, castrum Comitatus Marchiæ.

§. 4. De Malatolta, quam Joannes Rex Angliæ & sui imposuerunt, & capiunt, sic erit: Si Joannes Rex Angliæ & sui voluerint eam quittare & dimittere, nos eam similiter quittabimus & dimittemus. Quantum autem Joannes Rex Angliæ & sui de ipsa malatolta levaverint & ceperint, nos similiter & nostri tantundem de illa levabimus & capiemus.

Fridericus Rex Romanorum & Siciliæ erit in ista nostra treuga, si voluerit. Et Rex Otto similiter erit in treuga Regis Angliæ, si voluerit. Et si alter illorum noluerit esse in treuga, nos poterimus juvare Fridericum in Imperio, & Rex Angliæ Othonem in Imperio similiter absque meffacere, & absque faciendo guerram inter Joannem Regem Angliæ, & nos de terris nostris.

§. 5. Hanc autem Treugam bonâ fide tenendam juraverunt, Ursio Cambellanus in animam nostram, & omnes alii qui subscribunt pro se, unus quisque de Mandato nostro; scilicet: Gualtherus Comes Sancti Pauli. Robertus Comes de Alençon. Guido de Dampetra. G. de Barris. G. de Calviniaco. Theobaldus Blayon. Burchardus de Marliaco. Johellus de Meduana. Hugo de Baucejo. Guido Senesbaldus. Americus de Credona. Girardus Beloys. Actum apud Chinonem; Anno Domini millesimo ducentesimo decimo quarto, Mense Septembri, die Jovis proximâ sequente post exaltationem Sanctæ Crucis.

ANNO 1214. dignitatum in aliquo molestetur sive perturbetur. Hoc idem tenetur jurare, quicumque sit Dux Burgundiæ, & Canonici de novo in dicta Capella instituti. Ad majorem verò confirmationem hujus rei, præsentem Cartam sigillo *Roberti Claromontensis Episcopi*, dilecti consanguinei mei, & sigillo meo, & sigillo uxoris meæ, feci confirmari. Actum anno gratiæ millesimo ducentesimo quarto decimo, mense Septembris.

CCLXXXIV.

Sept. BOURGOGNE ET DION. *Accord entre* EUDES *Duc de Bourgogne, & le Chapitre de la Sainte Chapelle de Dijon, pour les Prébendes & pour le Doyenné. Fait au mois de Septembre*, 1214. [ETIENNE PERARD, Recueil de Piéces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 314.]

EGO *Odo Dux Burgundiæ*, præsentibus & futuris. Notum facio, quòd cùm *Robertus* Decanus meæ Capellæ Divionensis, & Capitulum ejusdem Capellæ, in præsentia *Roberti Claromontensis Episcopi*, recognovisset me esse verum patronum dictæ Capellæ, & quòd ego & hæredes mei, qui Ducatum Burgundiæ tenebunt, præbendas eusdem Capellæ & dignitates quando vacaverint, exercito Decanatu dare debeamus. Assensu meo, & voluntate mea, & voluntate Capituli institutum fuit & ordinatum, quòd in eadem Capella aliquam præbendam alicui non conferam, donec numerus Canonicorum ad viginti tantummodo Canonicos pervenerit. Decanatus verò, qui duas præbendas percipiet, non est de numero prætaxato, quia Capitulo, & de eadem Capella eligi debet, si in ea idoneus fuerit inventus. Si verò de alia Ecclesia aliquis ibi electus fuerit in Decanum, talis debet eligi, qui mihi vel heredibus meis qui Ducatum Burgundiæ tenebunt, non sit suspectus. Ego verò dignitates alicui conferre non potero, nisi Canonico dictæ Capellæ, donec numerus Canonicorum ad viginti redactus fuerit, ut dictum est. Ex tunc verò temporis, cùm dignitates & præbenda vacaverint, dignitatem cum præbenda, cui voluero, potero conferre, vel' hæredes mei qui Ducatum tenebunt. Et tunc, si numerum præbendarum augmentare voluero, novas præbendas quot voluero ibi instituam, ad valenciam aliarum præbendarum, & hoc assensu dicti Capituli. Et sciendum, quòd Dux Burgundiæ donationem præbendarum sive dignitatum à manu sua alienare, vel alicui Ecclesiæ sive personæ conferre non potest, nisi Capitulo dictæ Capellæ. Hæc omnia supradicta, à me Odone Duce Burgundiæ, & Roberto Decano, & Capitulo, jurata sunt tenenda & observanda, salva in omnibus dignitate & reverentia Sedis Apostolicæ, & quod aliquid Canonicorum aliquo tempore non accemptabit quod Dux Burgundiæ de donatione præbendarum sive

CCLXXXV.

5. Nov. BRABANT ET HOLLANDE. *Traité de mariage entre* FLORENT *Fils de* GUILLAUME *Comte de Hollande, &* MATHILDE *Fille de* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, fait à Anvers le 5. de Novembre*, 1214. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 64.]

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

NOTUM sit universis tam præsentibus quàm futuris Christi fidelibus, quod ad contrahendum matrimonium inter *Mathildam* filiam D. HENRICI Ducis Lotharingiæ & filium D. Willelmi Comitis *Hollandiæ Florentium* primogenitum, hæc est forma compositionis concorditer ordinata. Ipse Dux ipsam *Mathildem* filiam suam dedit eidem Willelmo Comiti Hollandiæ, ad opus filii sui F. prænotati, quam idem F. ducet in uxorem quo die primùm ad annos nubiles ipse *Florentius* pervenerit; qui in festo S. Joannis Baptistæ instanti proximo, quinque erit annorum: Dux autem filiæ suæ bis mille & quingentas marcas Colonienses monetæ donavit, & hac pecunia contenti, tam ipsa quàm Comes Hollandiæ, quàm filius ejus prætaxati in perpetuum renuntiabunt omni Allodio & hæreditati & omni proventui & omnibus, quæcumque possunt ex parte patris ipsius *Mathildis* vel matris (vivente fratre vel ejus hærede) provenire. Ex eo verò die, quo præfatus F. duodecim annos impleverit, singulis annis deinceps recipiet in redditibus soceri sui Ducis, ducentas marcas Colonienses monetæ apud *Graven*, & quidquid de ducentis marcis apud Graven defuerit, persolvetur de redditibus ipsius Ducis sub *Antuerpia* vel circa Antuerpiam, ubi redditus habebit Dux liberos & quietos; & ipse Dux ipsum Comitem hos redditus quietè possidere faciet annuatim donec persolvantur bis mille & quingentæ marcæ prænotatæ; quibus persolutis, prædicti redditus ipsi Duci liberi erunt: si verò filius Ducis H. hanc pecuniam ut dictum est persolvere noluerit, & huic pactioni contradixerit vel infringerit, liberum erit prænominatæ *Mathildi* filiæ Ducis vel ejus hæredi, jus Allodii & hæreditatis cujuslibet, quæ ipsam potest contingere, repetendi. Ex altera verò parte dictus Willelmus Comes Hollandiæ dedit dictæ *Mathildi* filiæ Ducis in dotem annuatim quingentas libras Hollandiæ monetæ, recipiendas de Allodio suo & de feodo quas ei certis in locis assignavit; in his scilicet in *Brederweerde* & in curia de *Haerlem*, & in *Arledervenne*: has verò quingentas libras ipsa Mathildis recipiet annuatim, à die quo primùm erit desponsata, vel à viro suo *Florentio* jam dicto cognita; & quod hanc dotem ei conservabunt integram & defendent, jurabunt omnes homines Hollandiæ & Zelandiæ ad hoc requisiti; si verò fæpedictus *Florentius* sine hærede & ante contractum matrimonii (quod Deus avertat) præmortuus fuerit, filia Ducis jam fæpedicta, cum honore in patriam suam, videlicet Brabantiam, reducetur, & proximis suis honorificè præsentabitur, & utrimque facta promissio non tenebit. Ad hæc omnes homines Hollandiæ & Zelandiæ jurabunt, quod terras omnes, quas idem Willelmus Comes possidet, conservabunt bona fide, jam dictis *Florentio* filio Willelmi Comitis Hollandiæ & Mathildi filiæ Ducis & hæredibus eorundem. Insuper ipse Dux & præfatus Comes Hollandiæ jurabunt, quod se invicem bona fide juvabunt in perpetuum, ad defendendum terras suas, cum omni posse suo, contra omnes homines, & homines suos in hoc jurare facient. Præterea extra terras suas contra omnes, ubicumque salvo honore suo poterunt, invicem se juvabunt. Ut autem hæc omnia firma teneantur & inconvulsa, præsentem paginam sigillorum suorum & testium subscriptorum voluerunt munimine roborari. Actum apud Antuerpiam, anno Domini MCC. XIV. Nonis Novembris. Testes adfuerunt subnotati, *A. Antuerpiensis & S. de Tongerloe Abbates, Godefridus de Breda, Theodoricus & frater ejus Ricardus de Bevere, Joannes de Hoesden, Arnoldus & Willelmus de Ranst, Arnoldus de Wesemale*,

ANNO 1214. *le, Arnoldus Dapifer, Willelmus Vulpes, & Theodoricus fratres, Arnoldus Ammannus, Delso & Joannes frater ejus de Helrode, Sigerus Notarius, Arnoldus de Offendrecht, Witto de Burchvliet, Betto de Stavenessa, Walterus de Cruninge, Florentius de Wourt, Willelmus de Wourt, Otto de Alblaes*; milites *Allinus Capellanus & alii quamplures.*

CCLXXXVI.

1215. 15. Janv. *Concordatum inter* JOANNEM *Angliæ Regem, & Episcopos Regni, de libera Electione Antistitum singulis Ecclesiis, Monasteriis, & Cathedralibus restituta. Datum 15. Januarii, anno dicti Regis 16.* Cum *Confirmatione* INNOCENTII III. *summi Pontificis. Laterani data 3. Calend. Aprilis, Anno Pontificatûs 18.* [MATTH. PARIS, Historia major pag. 262. & pag. 920. RAYNALDI Continuatio Annalium CÆSAR. BARONII Tom. XIII. anno 1215. où l'on ne trouve pas la Confirmation du Pape.]

INNOCENTIUS *Episcopus*, &c. *Venerabilibus fratribus & dilectis filiis universis Ecclesiarum Prælatis per Angliam constitutis Salutem & Apostolicam Benedictionem.*

DIGNIS laudibus attollimus magnificentiam Creatoris, postquàm idem qui est mirabilis & terribilis in consiliis super filios hominum aliquamdiu toleravit ut per flandō discurreret per areolam horti sui spem tempestatis quasi ludens, taliter in orbe terrarum ut sic ostenderet infirmatam & insufficientiam nobis, statim cum voluit, dixit Aquiloni, da; & Austro, noli prohibere; imperansque ventis per mare statuit procellam in aura, ut nautæ portum inveniant præoptatum. Cumque enim inter Regnum & Sacerdotium Anglicanum, non sine magno periculo atque damno, super electionibus Prælatorum, gravis fuerit controversia diutius agitata; illo tandem cui nihil impossibile est, quique ubi vult spirat mirabiliter operante, Charissimus Johannes Rex Anglorum illustris, liberaliter ex mera & spontanea voluntate, de consensu communi Baronum suorum, pro salute animæ suæ & prædecessorum suorum & successorum, nobis concessit, & suis Literis confirmavit: ut de cæterò in universis & singulis Ecclesiis ac Monasteriis, Cathedralibus & Conventualibus totius Regni Angliæ in perpetuum liberæ fiant electiones quorumcunque Prælatorum, majorum & etiam minorum. Nos igitur hoc gratum & ratum habentes, concessionem hujusmodi vobis & per vos Ecclesiis & Successoribus vestris, prout in eisdem Literis Regis perspeximus contineri, Authoritate Apostolica communimus. Ad majorem autem firmitatem & perpetuam memoriam hujus rei, præfatas Regis Literas super hoc confectas, præsentibus misceri fecimus quarum tenor talis est.

JOHANNES Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hyberniæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, Comes Andegavensis, Archiepiscopis, Episcopis, Comitibus, Baronibus, Militibus, Ballivis & omnibus has Literas visuris Salutem. Quoniam inter nos & venerabiles Patres nostros, Stephanum Cantuariensem totius Angliæ Primatem & Sanctæ Ecclesiæ Romanæ Cardinalem, Willielmum Londoniensem, Eustachium Elyensem, Ægidium Herefordensem, Johannem Bathoniensem & Glastonensem, & Hubertum Lincolniensem Episcopos, super damnis & ablatis eorum tempore interdicti, per Dei gratiam de mera & libera voluntate utriusque partis plenè convenit; volumus non solùm eis quantum secundùm Deum possumus satisfacere, verum etiam toti Ecclesiæ Anglicanæ salubriter & utiliter in perpetuum providere. Inde est, quod qualiscumque consuetudo temporibus nostris & prædecessorum nostrorum hactenus in Ecclesia Anglicana fuerit observata, & quidquid juris nobis hactenus vendicaverimus; de cæterò in universis & singulis Ecclesiis & Monasteriis, Cathedralibus & Conventualibus totius Regni Angliæ, liberæ sint in perpetuum electiones quorumcunque Prælatorum, majorum & minorum: Salva nobis & hæredibus nostris, custodia Ecclesiarum & Monasteriorum vacantium quæ ad nos pertinent. Promittimus etiam, quod nec impediemus nec impedire permittemus per nostros, nec procurabimus, quin in universis & singulis Monasteriis & Ecclesiis, postquam vacaverint Prælaturæ, quemcunque voluerint libere sibi præficient electores pastorem; petita tamen à nobis priùs & hæredibus nostris licentia eligendi; quam non denegabimus nec differemus. Et si fortè accidat quod denegaremus, vel differremus; nihilominus procedant electores ad electionem Canonicam faciendam. Et similiter post celebratam electionem noster requiratur assensus, quem non denegabimus nisi adversùs eandem rationale proposuerimus & legitimè probaverimus propter quod non debemus consentire. Quare volumus & firmiter jubemus, ne quis vacantibus Ecclesiis vel Monasteriis contra hanc nostram concessionem & constitutionem in aliquo veniat vel venire præsumat. Si quis verò contra hoc aliquo tempore veniat maledictionem Dei omnipotentis & nostram incurrat. His testibus, Petro Wintoniensi Episcopo, W. Marescallo Comite Penbroc, Willielmo Comite Warrenniæ, R. Comite Cestriæ, S. Comite Wintoniensi, G. de Mandevilla Comite Gloverniæ & Essexiæ, W. Comite de Ferrariis, G. Briewere, W. filio Geraldi, W. de Cantelupo, H. de Novilla, Roberto de Wer, W. de Huntingsfeld. Datum per manum Magistri Roberti de Marisco Cancellarii nostri decimo quinto die Januarii apud novum Templum Londini; anno Regni nostri decimo sexto. Nulli ergo omnino homini liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Laterani, tertio Calendas Aprilis; Pontificatus nostri anno decimo octavo.

ANNO 1215.

CCLXXXVII.

Charta Libertatum à Rege Anglorum JOHANNE; BARONIBUS, *omnibusque liberis Hominibus Regni Angliæ concessarum in Prato* Riningemade *vocato inter* Stones & Windleschores *die 15. Junii* 1215. [MATTH. PARIS, Historia major pag. 255.] 15. Juin.

JOANNES Dei gratia Rex Angliæ, &c. Sciatis nos intuitu Dei, & pro salute animæ nostræ & antecessorum omnium & hæredum meorum, & ad honorem Dei & exaltationem S. Ecclesiæ & emendationem Regni nostri, per consilium Venerabilium Patrum nostrorum Stephani Cantuariensis Archiepiscopi totius Angliæ Primatis & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis, Henrici Dublingensis Archiepiscopi, Willielmi Londinensis Episcopi, Petri Wintoniensis, Jocelini Bathonien. Et Glastren. Hugonis Lincolnien. Walteri Wigornen. Willielmi Conventrensis, Benedicti Roffensis Episcoporum, & Magistri Pandulphi Domini Papæ Subdiaconi & familiaris, fratris Magistri militiæ Templi Angliæ, & nobilium virorum Willielmi Marescalli Comitis Penbroc, W. Comitis Saresberiensis, Willielmi Comitis Warrennæ, Willielmi Comitis Arundel, Alani de Leweia Constabularius Scotiæ, Warin Filii Gerardi, Petri filii Hereberti, & Huberti de Burgo Seneschalli Pictaviæ, Hugo. de Novilla, Matthæi filii Hereberti, Thomæ Basset, Alani Basset, Philippi de Albeni, Roberti de Ropesle, Joannis Marescalli, & Joannis filii Hugonis, & aliorum fidelium nostrorum, in primis concessisse Deo, & hac præsenti Charta nostra confirmâsse pro nobis & Hæredibus nostris in perpetuum. Quòd Anglicana Ecclesia libera sit, & habeat jura sua integra, suas & libertates illæsas, & ita volumus observari, quod apparet ex eo, quod libertatem electionum, quæ maxima & magis necessaria reputatur Ecclesiæ Anglicanæ, mera & spontanea voluntate, ante discordiam inter nos & Barones nostros manifestè motam, concessimus, & Charta nostra confirmavimus, & eam obtinuimus à Domino Papa Innocentio Papa tertio, confirmari: quam & nos observabimus, & ab hæredibus nostris in perpetuum bona fide volumus observari. Concessimus etiam & omnibus liberis hominibus nostris Regni Angliæ, pro nobis & hæredibus nostris in perpetuum, omnes libertates subscriptas, habendas & tenendas eis & hæredibus suis de nobis & hæredibus nostris. Si quis Comitum vel Baronum nostrorum sive aliorum tenentium de nobis in capite per servitium militare, mortuus fuerit, & cum decesserit, hæres suus plenæ ætatis fuerit & relevium debeat; habeat hæreditatem suam per antiquum relevium; scilicet hæres vel hæredes Comitis de Baronia Comitis integra per centum libras; hæres vel hæredes Baronis de Baronia integra centum marcas; hæres vel hæredes militis de feudo

ANNO 1215. militis integro per centum ſolidos ad plus; & qui minus debuerit minus det, ſecundum antiquam conſuetudinem feudorum. Si autem alicujus hæres talium fuerit infra ætatem, & fuerit in cuſtodia, Dominus ejus non habeat cuſtodiam ejus nec terræ ſuæ antequam homagium ejus ceperit, & poſtquam talis hæres fuerit in cuſtodia & ad ætatem pervenerit, ſcilicet viginti & unius anni, habeat hæreditatem ſuam ſine relevio & ſine fine: ità tamen quòd ſi ipſe, dum infra ætatem fuerit, fiat miles, nihilominùs terra remaneat in cuſtodia Dominorum ſuorum usque ad terminum prædictum. Cuſtos terræ hujusmodi hæredis, qui infra ætatem fuerit, non capiat de terra hæredis, niſi rationabiles exitus, & rationabiles conſuetudines, & rationabilia ſervitia: & hæc ſine deſtructione & vaſto, hominum vel rerum. Et ſi nos commiſerimus cuſtodiam alicui talis terræ Vicecomiti & alicui alii, qui de exitibus terræ illius nobis debeant respondere, & ille deſtructionem de cuſtodia fecerit vel vaſtum: nos ab illo capiemus emendam, & terra committatur duobus legalibus & discretis hominibus de feudo illo, qui ſimiliter nobis respondeant, ſicut prædictum eſt. Cuſtos autem quam diu cuſtodiam terræ habuerit, ſuſtentet domos, parcos, vivaria, ſtagna, molendina, & cætera ad illam terram pertinentia, de exitibus terræ ejusdem. Et reddat hæredi, cum ad plenam ætatem pervenerit, terram ſuam totam inſtauratam de carucis & omnibus aliis rebus; ad minus ſecundùm quod illa recepit. Hæc omnia obſerventur de cuſtodiis Archiepiscopatuum, Episcopatuum, Abbatiarum, Prioratuum, Eccleſiarum, & Dignitatum vacantium, quæ ad nos pertinent: excepto quod cuſtodiæ hujusmodi vendi non debent. Hæredes maritentur ſine disparagatione: ità tamen quòd antequam contrahatur matrimonium, oſtendatur propinquis de conſanguinitate ipſius hæredis. Vidua poſt mortem mariti ſui, ſtatim & ſine difficultate aliqua habeat maritagium ſuum & hæreditatem ſuam; nec aliquid det pro dote ſua vel pro maritagio ſuo vel hæreditate ſua, quam hæreditatem maritus ſuus & ipſa tenuerunt, die obitus ipſius mariti. Et maneat in capitali meſuagio mariti ſui per quadraginta dies, poſt obitum ipſius mariti, infra quos aſſignetur ei dos ſua, niſi ei priùs fuerit aſſignata: vel niſi Domus illa fuerit Caſtrum, & ſi de Caſtro receſſerit, ſtatim provideatur ei Domus competens, in qua poſſit honeſtè morari, quousque ei dos ſua aſſignetur, ſecundùm quod prædictum eſt, & habeat rationabile eſtoverium ſuum interim de communi. Aſſignetur autem ei pro dote ſua, tertia pars totius terræ mariti ſui, quæ ſua fuit in vita; niſi de minori dotata fuerit ad oſtium Eccleſiæ. Nulla Vidua deſtringatur ad ſe maritandum, dum voluerit vivere ſine marito; ità tamen quòd ſecuritatem faciet, quod ſe non maritabit ſine aſſenſu noſtro, ſi de nobis tenuerit; vel ſine aſſenſu Domini ſui de quo tenuerit, ſi de alio tenuerit. Nos verò vel Ballivi noſtri non ſeiſiemus terram aliquam, nec reditum pro debito aliquo, quamdiu catalla debitoris præſentia ſufficiunt ad debitum reddendum: & ipſe debitor paratus ſit inde ſatisfacere. Nec plegii ipſius debitoris deſtringantur, quamdiu ipſe capitalis debitor ſufficiat ad ſolutionem debiti. Et ſi capitalis debitor defecerit in ſolutione debiti, non habens unde reddat, aut reddere nolit cum poſſit, plegii respondeant de debito: & ſi voluerint, habeant terras & reditus debitoris, quousque ſit ei ſatisfactum de debito, quòd antè pro eo ſolvitur; niſi capitalis debitor monſtraverit ſe inde eſſe quietum verſus eosdem plegios. Si quis mutuò acceperit aliquid à Judæis, plus vel minus, & moriatur antequàm debitum illud perſolverit, debitum illud non uſuret quamdiu hæres fuerit infra ætatem, de quocunque tenet: & ſi debitum iſtud incidat in manus noſtras, nos non capiemus niſi catallum contentum in Charta. Et ſi quis moriatur, & debitum debet Judæis, uxor ejus habeat dotem ſuam, & nil reddat de debito illo. Et ſi liberi ipſius defuncti qui fuerunt infra ætatem remanſerint, provideantur eis neceſſaria ſecundùm tenementum quod fuerit defuncti, & de reſiduo ſolvatur debitum; ſalvo tamen ſervitio Dominorum. Simili modo fiat de debitis, quæ debentur aliis quàm Judæis. Nullum ſcutagium vel auxilium ponam in Regno noſtro, niſi per commune Conſilium Regni noſtri, niſi ad corpus noſtrum redimendum, & ad primogenitum filium noſtrum militem faciendum, & ad primogenitam filiam noſtram ſemel maritandam. Et ad hoc non fiet niſi rationabile auxilium. Simili modo fiat de auxiliis de Civitate Londinenſi: & Civitas Londonienſis habeat omnes antiquas libertates & liberas conſuetudines ſuas, tam per terras quàm per aquas. Præterea volumus & concedimus, quòd omnes aliæ Civitates & Burgi & Villæ, & Barones de quinque Portubus, & omnes Portus, habeant omnes libertates & omnes liberas conſuetudines ſuas, & ad habendum commune Conſilium Regni de auxiliis aſſidendis aliter quam in tribus caſibus prædictis; & de ſcutagiis aſſidendis, ſubmoneri faciemus Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, Comites & majores Barones Regni ſingillatim per Literas noſtras. Et præterea faciemus ſubmoneri in generali, per Vicecomites & Ballivos noſtros, omnes alios qui in capite tenent de nobis, ad certum diem; ſcilicet ad terminum quadraginta dierum ad minus, & ad certum locum, in omnibus Literis ſubmonitionis illius, cauſam ſubmonitionis illius exponemus; & ſic facta ſubmonitione, negotium procedat ad diem aſſignatum ſecundùm Conſilium eorum qui præſentes fuerint, quamvis non omnes ſubmoniti venerint. Nos concedimus de cæterò alicui, quòd capiat auxilium de liberis hominibus ſuis, niſi ad corpus ſuum redimendum; & ad faciendum primogenitum filium ſuum militem, & ad primogenitam ſuam ſemel maritandam; & ad hoc non fiat niſi rationabile auxilium. Nullus diſtringatur ad faciendum majus ſervitium de feudo militis, nec de alio libero tenemento quod inde debetur. Communia placita non ſequantur Curiam noſtram, ſed teneantur in aliquo loco certo. Recognitiones de nova diſſeiſina, & de morte anteceſſoris, & de ultima præſentatione, non capiantur niſi in Civitatibus ſuis, & hoc modo. Nos, vel, (ſi extra Regnum fuerimus,) Capitalis Juſtitiarius noſter, mittet Juſtitiarios noſtros per unumquemque Comitatum ſemel in anno, qui cum militibus Comitatuum, capiant in Comitatibus aſſiſas prædictas; & ea quæ in illo adventu ſuo in Comitatibus per Juſtitiarios prædictos, ad prædictas aſſiſas capiendas miſſos, terminari non poſſunt, per eosdem terminentur alibi in itinere ſuo; & ea quæ per eosdem propter difficultatem articulorum aliquorum terminari non poſſunt, referantur ad Juſtitiarios noſtros de Banco. Aſſiſæ de ultima præſentatione Eccleſiarum, ſemper capiantur coram Juſtitiariis de Banco, & ibi terminentur. Liber homo non amercietur pro parvo delicto, niſi ſecundùm modum ipſius delicti; & pro magno delicto, ſecundùm magnitudinem delicti, ſalvo contenemento ſuo. Et mercator eodem modo, ſalva marchandiſa ſua. Et villanus alterius quàm noſter, eodem modo amercietur; ſalvo Wanagio ſuo, ſi inciderit in miſericordiam noſtram. Et nulla prædictarum miſericordiarum ponatur, niſi per Sacramentum proborum & legalium hominum de (a) visneto Comitatus. Comites & Barones non amercientur niſi per pares ſuos; & non niſi ſecundùm modum delicti. Nulla Eccleſiaſtica perſona amercietur ſecundùm quantitatem Beneficii ſui, ſed ſecundùm laicum tenementum ſuum, & ſecundùm quantitatem delicti. Nec villa nec homo deſtringatur facere pontes ad riparias; niſi qui de antiquo & jure facere debent. Nulla riparia de cætero defendetur, niſi illa quæ fuerat in defenſo tempore Henrici Regis avi noſtri. Nullus Vicecomes, Conſtabularius, Coronator vel alii Ballivi noſtri, teneant placita Coronæ noſtræ. Omnis Comitatus & Hundredi & Wapentag & Threthingi, ſint ad antiquas firmas absque ullo incremento, exceptis Dominicis Maneriis noſtris. Si aliquis tenens de nobis laicum feudum, moriatur: & Vicecomes vel Ballivus noſter Literas noſtras oſtendat patentes de ſubmonitione, non de debito quod defunctus nobis debuit: liceat Vicecomiti vel Ballivo noſtro attachiare & imbreviare catalla defuncti inventa in laico feudo, ad valentiam illius debiti per viſum legalium hominum; ita tamen quòd nihil inde amoveatur, donec perſolvatur debitum nobis quod clarum fuerit, & reſiduum relinquatur executoribus ad faciendum teſtamentum defuncti. Et ſi nil nobis debeatur ab ipſo, omnia catalla cedant defuncto; ſalvis uxori ejus & pueris ſuis rationabilibus partibus. Si aliquis liber homo inteſtatus deceſſit, catalla ſua per manus propinquorum, parentum & amicorum ſuorum, per viſum Eccleſiæ diſtribuantur; ſalvis unicuique debitis, quæ defunctus ei debeat. Nullus Conſtabularius vel Ballivus noſter capiat blada vel alia catalla alicujus, qui non de Villa ubi Caſtrum ſitum ſit, niſi ſtatim inde reddat denarios, aut reſpectum inde habeat de voluntate venditoris: ſi autem de Villa ipſa fuerit, infra quadraginta dies pretium reddat. Nullus Conſtabularius deſtringat militem aliquem ad dandum denarios pro cuſtodia Caſtri, ſi ipſe eam facere voluerit in propria perſona ſua, vel per alium probum hominem; ſi ipſe eam facere non poſſit per rationabilem cauſam. Et ſi nos duxerimus eum vel miſerimus in exercitum, erit quietus de cuſtodia, ſecundùm quantitatem temporis quo per nos fuerit in exercitu, de feudo pro quo fecit ſervitium in exercitu. Nullus Ballivus noſter vel Vicecomes, vel alius capiat equos vel ca-

ANNO 1215.

(a) vicineto.

ANNO 1215. carctas alicujus pro cariagio faciendo, nisi reddat liberationem antiquitus statutam ; scilicet pro carcta ad duos equos, decem denarios per diem: & pro careta ad tres equos, quatuordecim denarios per diem. Nulla Carcta Dominica alicujus Ecclesiasticæ personæ vel militis, vel alicujus Dominæ capiatur per Ballivos prædictos, nec nos nec Ballivi nostri nec alii capiemus Boscum alienum ad castra vel agenda nostra, nisi per voluntatem illius cujus Boscus ille fuerit. Nos autem non tenebimus terras eorum, qui convicti fuerint de Felonia nisi per unum annum & unum diem, & tunc reddantur terræ Dominis feudorum. Omnes Kidelli de cæterò deponantur penitùs per Tamisiam & per Medewesiam, & per totam Angliam, nisi per costam maris. Breve quod vocatur *Præcipe*, de cæterò non fiat alicui de aliquo tenemento, unde liber homo perdat causam suam. Una mensura vini & cervisiæ sit per totum Regnum nostrum, & una mensura bladi, scilicet quarterium Londinense. Et una latitudo pannorum tinctorum & russeccorum & haubergetorum, scilicet duæ ulnæ infra listas. De ponderibus verò sit ut de mensuris. Nihil detur de cæterò pro Brevi inquisitionis, ab eo qui inquisitionem petit de vita vel membris ; sed gratis concedatur & non negetur. Si aliquis teneat de nobis per feudi firmam vel socagium vel burgagium, & de alio teneat terram per servitium militis ; nos non habebimus custodiam hæredis vel terræ suæ ; quæ est de feudo alterius, occasione illius feudi, firmæ vel socagii vel burgagii, nec habebimus custodiam illius feudi, firmæ, vel socagii, vel burgagii, nisi ipsa feudi firma debeat servitium militare. Nos non tenebimus custodiam hæredis vel terræ alicujus, quam tenet de alio per servitium militare, occasione alicujus parvæ serganteriæ, quam tenet de nobis per servitium reddendi cultellos vel sagittas vel hujusmodi. Nullus Ballivus ponat aliquem de cæterò ad legem nec ad juramentum, simplici loquela sua, sine testibus fidelibus ad hoc inductis. Nullus liber homo capiatur vel imprisonetur aut dissaisietur de aliquo libero tenemento suo, vel libertatibus vel liberis consuetudinibus suis, aut utlagetur aut exsulet, aut aliquo alio modo destituatur; nec super eum ibimus, nec eum in carcere inittemus, nisi per Legale Judicium parium suorum, vel per Legem terræ. Nulli vendemus, nulli negabimus, aut differemus rectum vel justitiam. Omnes Mercatores, nisi publicè prohibiti fuerint, habeant salvum & securum exire de Anglia & venire in Angliam, & morari & ire tam per terram, quàm per aquam, ad emendum vel vendendum sine omnibus toltis malis per antiquas & rectas consuetudines, præterquam in tempore Werræ, & si sint de terra contra nos Werrina : & si tales inveniantur in terra nostra in principio Warræ, attachientur sine damno corporum vel rerum, donec sciatur à nobis vel à capitali Justitiario nostro, quomodo Mercatores terræ nostræ tractentur in terra contra nos Werrina; & si nostri salvi sint ibi, alii salvi sint in terra nostra. Liceat unicuique de cæterò exire de Regno nostro, & redire salvò & secure per terram & per aquam, salva fide nostra; nisi in tempore guerræ per aliquod breve tempus propter communem utilitatem Regni, exceptis imprisonatis & utlagatis, secundùm Legem Regni, & gente contra nos guerrina & Mercatoribus, de quibus fiat sicut supradictum est. Si quis tenuerit de aliqua escheeta, sicut de honore Walingefordiæ, Bononiæ, Lancastriæ, Notingham, vel de aliis escheetis, quæ sunt in manu nostra, & sint Baroniæ & obierit; hæres ejus non det aliud relevium, nec faciat nobis aliud servitium quàm faceret Baroni, si illa Baronia esset in manu Baronis : & nos eodem modo eam tenebimus, quo Baro eam tenuit; nec nos occasione talis Baroniæ vel Escheetæ habebimus aliquam Eschætam vel custodiam aliquorum hominum nostrorum, nisi alibi tenuerit de nobis in capite ille qui tenuit Baroniam vel Eschætam. Homines qui manent extra Foresiam, non veniant de cæterò coram Justitiariis nostris de Foresta per communes submonitiones, nisi sint in placito, vel plegii alicujus vel aliquorum qui attachiati sunt propter Forestam. Omnes autem Bosci qui fuerunt afforestati per Regem Richardum fratrem nostrum, statim deafforestentur; nisi fuerint Domini Bosci nostri. Nullus liber homo de cæterò det ampliùs alicui, vel vendat de terra sua, quàm ut de residuo terræ suæ possit sufficienter fieri Domino feudi servitium ei debitum, quod pertinet ad feudum illud. Omnes Patroni Abbatiarum, qui habent Chartas Regum Angliæ de Advocatione, vel per aliquam antiquam tenuram vel possessionem, habeant earum custodiam cùm vacaverint; sicut habere debent, & sicut supra declaratum est. Nullus capiatur vel imprisonetur, propter appellationem fœminæ, de morte alterius quàm viri sui. Nullus Comitatus teneatur de cæterò, nisi de mense in mensem ; & ubi major terminus esse solebat, major sit : nec Vicecomes aliquis vel Ballivus suus faciat terminum suum per Hundredum, nisi bis in anno, & non nisi in loco debito & consueto, videlicet semel post Pascha, & iterum post festum Sancti Michaëlis. Et visus similiter de Franco plegio, tunc fiat ad illum terminum Sancti Michaelis, sine occasione, ita scilicet quod quilibet habeat suas libertates, quas habuit & habere consuevit tempore Henrici Regis avi nostri, vel quas postea adquisivit. Fiat autem visus de Franco plegio sic, ut pax nostra teneatur, & quòd tethinga integra sit sicut esse consuevit; & quòd Vicecomes non quærat occasiones; & quòd contentus sit de eo quod Vicecomes habere consuevit de visu suo faciendo, tempore Henrici Regis avi nostri. Non liceat de cæterò, alicui dare terram suam Domui Religionis ; ita quòd illam resumat tenendam de eadem Domo. Nec liceat alicui Domui Religionis terram sic accipere, quòd tradat eam illi à quo illam recepit tenendam. Si quis autem de cæterò terram suam sic dederit Domui religiosæ, & super hoc convincatur; donum suum penitùs cassetur, & terra illa Domino suo illius feudi incurratur. Scutagium de cæterò capiatur, sicut capi tempore Regis Henrici avi nostri consuevit. Et quòd Vicecomes non quærat occasiones, & quòd contentus sit de eo quod Vicecomes habere consuevit. Omnes autem consuetudines prædictas & libertates quas concessimus in Regno nostro tenendas, quantum ad nos pertinet erga omnes homines nostros de Regno nostro, tam Clerici quàm Laici nostri observent, quantum ad se pertinet erga homines suos ; salvis Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Prioribus, Templariis, Hospitalariis, Comitibus, Baronibus, Militibus, & omnibus aliis tam Ecclesiasticis personis quàm sæcularibus, libertatibus & liberis consuetudinibus, quas priùs habuerunt. His testibus, &c. ANNO 1215.

CCLXXXVIII.

Summi Pontificis INNOCENTII III. *Decretum, Quò Compositionem inter* JOANNEM *Regem Angliæ, &* BARONES *dicti Regni de Libertatibus Anglicanis factam, reprobat penitus & damnat, Chartamque & Obligationes de ipsa confectas cassat ; sub intimatione Anathematis prohibens, ne dictus Rex eam observare præsumat, aut Barones ipsam exigant observari. Datum Agnaniæ 9. Kalend. Septembris Anno Pontificatus sui decimo octavo.* [MATTH. PARIS, Historia Major. pag. 266.] 24 Août.

INNOCENTIUS *Episcopus Servus Servorum Dei universis Christi fidelibus hanc paginam inspecturis Salutem & Apostolicam benedictionem.*

ETSI Charissimus in Christo Filius noster Joannes Rex Anglorum illustris Deum & Ecclesiam vehementer offenderit; unde nos eum vinculo excommunicationis innodavimus & Regnum ejus Ecclesiastico subjecimus interdicto, ipse tamen, illo misericorditer inspirante, qui non vult mortem peccatoris, sed ut convertatur & vivat, tandem conversus ad cor, Deo & Ecclesiæ humiliter satisfecit; in tantum quod non solùm recompensationem pro damnis & restitutionem exhibuit pro ablatis, verum etiam plenariam libertatem contulit Ecclesiæ Anglicanæ, quin imò utraque Sententia relaxata Regnum suum tam Angliæ quam Hyberniæ beato Petro & Ecclesiæ Romanæ concessit: recipiens illud à nobis in feudum sub annuo censu mille marcarum, fidelitatis nobis inde præstito Juramento, sicut per Privilegium ejus apparet aurea Bulla munitum. Adhuc etiam omnipotenti Deo ampliùs placere desiderans, signum vivificæ Crucis reverenter accepit, profecturus in subsidium Terræ sanctæ; ad quod se magnificè præparabat. Sed humani generis inimicus qui semper consuevit bonis actibus invidere ; suis calidis artibus adversus eum Barones Angliæ concitavit ; ita ut ordine perverso in illum insurgerent, postquam conversus Ecclesiæ satisfecit, qui assistebant eidem quando Ecclesiam offendebat. Orta siquidem inter eos dissentionis materia, cum plures dies statuti fuissent, ad tractandum de pace; utrimque interim solemnes Nuncii ad nostram fuerunt præsentiam destinati. Cum quibus habito diligenti tractatu, post plenam deliberationem scripsimus

ANNO 1215. mus per eosdem Stephano Cantuariensi Archiepiscopo & Episcopis Anglicanis; præcipiendo mandantes ut ad reformandam inter utrosque veram & plenam concordiam diligens impenderent studium & operam efficacem; omnes conjurationes & conspirationes, si quæ fuerant fortè præsumptæ à tempore subortæ discordiæ inter Regnum & Sacerdotium, Apostolica denuntiantes auctoritate cassatas & per excommunicationis sententiam inhibentes, ne talia de cæterò præsumerentur à quoquam. Magnates & Nobiles Angliæ monendo prudenter, & efficaciter injungendo ut per manifesta devotionis & humilitatis indicia ipsum Regem sibi placare studerent: ac deinde si quid ab eo ducerent postulandum, non insolenter sed humiliter implorarent, regalem conservantes ei honorem & exhibentes servitia consueta, quæ ipsi & prædecessores eorum sibi & prædecessoribus suis impenderunt: cum ab eis ipse Rex non debet absque judicio spoliari, ut si quod intenderent possent facilius obtinere. Nos enim eundem Regem per Literas nostras rogavimus & monuimus, & per præfatos Archiepiscopum & Episcopos nihilominus rogari & moneri mandavimus in remissionem sibi peccaminum injungentes; quatenus prædictos Magnates & Nobiles benigne tractaret & justas eorum petitiones clementer admitteret, ut Episcopi congaudendo cognoscerent eum in meliorem statum divina gratia esse mutatum, ac per hoc ipsi & hæredes eorum sibi & hæredibus suis deberent promptiùs & devotiùs familiari, plena, eis in veniendo, morando, & recedendo securitate concessa; ita quòd si forte nequiret, & inter eos concordia provenire in Curia sua per partes eorum secundum leges & consuetudines Regni suborta dissensio sopiretur. Verùm antequam Nuncii cum hoc provido & justo mandato rediissent, illi juramento fidelitatis omnino contempto cum, etsi Rex eos injustè gravasset, ipsi tamen non debuissent sic agere contra eum ut in causa sua iidem Judices & executores existerent, Vassalli contra Dominum, & Milites contra Regem publice conjurantes, non solum cum aliis sed cum ejus manifestissimis inimicis præsumpserunt contrà eum arma movere, occupantes & devastantes terras illius; ita quoque, quod Civitatem Londinensem, quæ Sedes est Regni, proditione sibi traditam invaserunt. Interim autem præfatis Nunciis revertentibus, Rex obtulit eis, secundum formam mandati nostri, justitiæ plenitudinem exhibere; quam ipsi omnino spernentes, cœperunt manus extendere ad pejora. Undè Rex ipse ad audientiam nostram appellans obtulit eis exhibere justitiam coram nobis, ad quem hujus causæ judicium ratione Dominii pertinebat: quod ipsi sunt penitus aspernati. Deinde obtulit illis, ut tam ab ipso, quam ab illis quatuor viri eligerentur prudentes, qui una nobiscum suborta inter eos discordiam terminarent; promittens quòd ante omnia revocaret universos abusus, quicunque fuissent in Anglia suo tempore introducti: Sed nec hoc illi dignati sunt acceptare. Tandem illis Rex proposuit, quod cùm Regni Dominium ad Romanam Ecclesiam pertineret, ipse non poterat nec debebat, absque nostro speciali mandato, quicquam de illo in nostrum præjudicium immutare. Unde rursùs ad nostram audientiam appellavit, se ipsum ac Regnum cum omni honore ac jure suo Apostolicæ protectioni supponens. Sed cum nullo modo proficeret, postulavit ab Archiepiscopo, & Episcopis, ut nostrum exequeretur mandatum, jus Ecclesiæ Romanæ defenderent, ac tuerentur eundem secundum formam Privilegii Cruce signatis indulti. Porrò cum ipsi nihil horum facere voluissent, videns se omni auxilio & consilio destitutum; quicquid illi ausi sunt petere, non est ausus ipse negare. Unde compulsus est, per vim & metum qui cadere poterat in virum etiam constantissimum, compositionem inire cum ipsis, non solum vilem & turpem, verum etiam illicitam & iniquam; in nimiam derogationem ac diminutionem sui juris pariter & honoris. Quia vero nobis à Domino dictum est in Propheta: *constitui te super gentes & Regna, ut evellas & destruas, ædifices & plantes.* Itemque per alium Prophetam: *dissolve colligationes impietatis, solve fasciculos deprimentes.* Nos tantæ malignitatis audaciam dissimulare nolentes, in Apostolicæ Sedis contemptum, Regalis juris dispendium, Anglicanæ gentis opprobrium, & grave periculum totius negotii Crucifixi; quod utique immineret nisi per authoritatem nostram revocarentur omnia, quæ à tanto Principe Cruce signato taliter sunt extorta & ipso volente ea servare, ex parte Dei omnipotentis Patris & Filii & Spiritus Sancti, authoritate quoque Apostolorum ejus Petri & Pauli ac nostra, de communi fratrum nostrorum Consilio, compositionem hujusmodi reprobamus penitus & damnamus sub intimatione anathematis prohibentes ne dictus Rex eam observare præsumat, ut Barones cum complicibus suis ipsam exigant observari; tam chartam quam obligationes seu cautiones quæcunque pro ipsa vel de ipsa sunt factæ irritantes penitùs & cassantes ut nullo unquam tempore aliquam habeant firmitatem. Datum Agnaniæ nono Calendas Septembris Pontificatus nostri decimo octavo. ANNO 1215.

CCLXXXIX.

Cession faite par IOLANDE *Marquise & Comtesse de Namur dudit Comté à* PHILIPPE *son Fils, lors qu'elle fut appellée avec* PIERRE *son Mari à aller prendre possession de la Couronne Imperiale de Constantinople. Fait en* 1216. [AUBERT LE MIRE, Diplomat. Belgicorum Lib. II. Cap. LXXI. pag. 368.] 1216. NAMUR.

EGO IOLENDIS, Comitissa Antisiodorensis & Marchionissa Namucensis, notum facio universis præsentibus & futuris, quòd cùm terram meam Namucensem, cum integritate feodi, dedissem PHILIPPO filio meo in proprietate; retinui mihi de ipso feodo, assensu ejusdem filii mei, in reditibus Bincien sibus, quindecim libras denariorum, annuatim conferendas ad voluntatem meam in eleemosynam, & percipiendas omni anno in Purificatione beatæ Mariæ.

Institui quidem Capellaniam perpetuam in Ecclesiæ B. Albani Namucensis altari, ante sepulcrum germani mei Philippi, quondam Marchionis Namucensis, pro ipsius & mea, & viri mei Petri Comitis Antisiodorensis, & parentum meorum salute. Beneficium igitur illud conferendum semper sacerdoti, qui in propria persona prædicto altari deserviat, in Missa pro fidelibus defunctis. Salva semper illa Missa, quam prædictus germanus meus ibidem instituit cum annuo beneficio XV. librarum.

Hi verò duo Capellani Horis conventualibus in eadem Ecclesia tenentur interesse: sed neuter eorum ad celebrationem majoris Missæ cogendus est. . . .

Satis dictus quippe filius meus, de tota terra Namucensi, cum integritate feodi, Dominio ejusdem terræ, bene & legitimè adheredatus, satis dictæ Capellaniæ institutionem, modo quo prædictum est, approbavi, & figillo suo, cum mei figilli confirmatione, diligenter roboravit. Actum anno Verbi Incarnati millesimo ducentesimo sexto decimo.

CCXC.

Compositio, per Arbitrium ALBERTI *Archiepiscopi Magdeburgici & Episcopi Martisburgensis* ECKARDI *facta, inter* DIETRICUM *Marchionem Misnensem, &* LIPSIENSES *eorumque Fautores; Qua dictus Marchio Privilegium Patris super Institutione & Jure Civitatis, item super Teloneo Viarum & Pontium confirmare promittit. Anno Dominicæ Incarnationis* 1216. XIII. *Kal. Augusti.* [M. JOH. JAC. VOGELN. Leipzigisches Geschicht Buch sub anno 1216. pag. 22. col. 2. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. IX. Absatz X. p. 591.] 20. Juill.

ALBERTUS, Dei gratia sanctæ Magdeburgensis Ecclesiæ Archiepiscopus & Eckardus Mersburgorum Episcopus, universis Christi fidelibus, ad quos præsens pagina pervenerit, Salutem in Domino.

Noverint universi fideles Christi, has Literas inspecturi, quod nos una cum Friderico, Comite de Brenen, de prudenti universorum consilio, discordiam, quæ vertebatur inter illustrem Marchionem Misnensem, & Lipsienses, & eorum fautores, per arbitrium, tali modo sopivimus, fide & juramento ipsius Marchionis, & quinquaginta Nobilium recepto, quod idem Marchio Privilegium patris super institutione & jure Civitatis, item super telonio viarum & pontium, sicut ipsorum Privilegiorum tenor declarat, per omnia confirmabit: Et sic Lipsienses in omnibus bonis suis, tam urbanis, quam rusticis, libertate fruentur, quæ temporibus patris sui & tenuit & viguit. Item Marchio nullam munitionem faciet in Civitate, vel extra, quod Vorbuwen dicitur, neque pejorabit eam, nec in fraudem alienabit. Item eorum, quæ Weichbilde contingunt, nullus judicabit, præter Advocatum & Scultetum. Villicus tamen Mar-

ANNO 1216. Marchionis, si voluerit, causas in ea Provincialium tractabit. Item omnes, qui huic facto interfuerunt, Curias, quas habuerant, obtinebunt, restitutis Curiis hominibus Marchionis, quas prius habebant. Præterea omnes captivi, & eorum fidejussores, quorum dies solutionis ex conventione non præteriit, liberi erunt. Damni etiam dati, tam ex parte Marchionis, & sibi servientium, quam ipsorum Lipzensium, & qui eis favebant, par habeatur compensatio salvo jure omnium treugarum. Aliis etiam injuriam passis, plena exhibeatur satisfactio. Item Marchio gratiam suam Lipzensibus, & eorum fautoribus ex integro contulit, & ipse & pro filio suo, omnibus amicis suis, sub prædicto juramento & fide, spopondit, omni rancore postposito, veram & perpetuam concordiam, quæ Orvede dicitur. Restituet etiam idem Marchio omnibus parentibus istorum, qui alias sui sunt urbani, omnes Curias, & Beneficia eorum, sufficienti accepta cautione, quod ipsi fideliter serviant. Et quæcunque feuda, vel proprietates eis, vel eorum fautoribus abstulit, & hoc notorium sit, Marchio restituet. Et de bonis ipsorum, quæ in sua habeat Marchio Waranda, finalem faciet justitiam secundum jus fidelium suorum. Item Dietholdo soluto satisfiet, rebus suis etiam restitutis. Et ipse, & frater suus, versa vice satisfacient Marchioni. Item quos Sifridus de Mogelin captivavit, absolventur, cum restitutione bonorum suorum. Item quicquid Cunradus de Landsberg & alii Officiales Marchionis a Lipzensibus crediderunt, Marchio promovebit, quod solvetur ad justitiam, vel amicitiam, infra dimidium annum, postquam Marchio fuit ingressus Civitatem. Hanc concordiam nemo infringet, nec solus Marchio ex una parte, nec tota Civitas Lipzensium ex altera. Quod si quis in eam singulariter commiserit, ipsa concordia stabili permanente, justo judicio, ab ipso Marchione punietur. Quod si ipse Marchio aliquid in contrarium fecerit, & ad admonitionem Henrici de Warin & Ottonis de Lichtenhagen, intra sex hebdomadas, intra Provincias manens, vel intra duodecim hebdomadas, extra Provinciam positus, non correxerit, vel de aliquo excedente debitam pœnam non sumserit, tunc ad præceptum Archiepiscopi Magdeburgensis, & Episcopi Mersburgensis, qui pro tempore fuerint, illi quinquaginta fidejussores Hallis intrabunt, nec sine licentia ipsorum exibunt, neque ab hac obligatione per aliquam Marchionis Sententiam absolventur. Hanc nostram ordinationem Marchio in Provincialibus placitis suis, Chulmæ & Zcolin, & ultimo coram Imperio in signum suæ perfectæ voluntatis & consensus, cum omnium eorum, quæ supradicta sunt, protestatione, sigilli sui munimine roborabit. Et nos ea, cum sigillorum nostrorum impressione, sub banno nostro, confirmamus, in contrarium venientes, & hæc nostra statuta observare nolentes, perpetuo anathemate, & maledictione æterna, in nomine Patris, & Filii & Spiritus Sancti, usque ad condignam satisfactionem ferientes. Acta hæc sunt anno Dominicæ Incarnationis M. CC. XVI. XIII. Kal. Augusti, Indictione quarta. Fidejussores Comes Burckardus de Mansfeld, Comes Henricus de Schwartzburg, Comes Fridericus de Bichlingen, Eckeboldus de Grislou, Gebhardus de Sorbecke, Otto de Lichtenhagen, Henricus de Breitenbach, Marschalcus fenex, Cunradus de Landsberg, Rembertus de Harborg, Albertus de Dragus, Henricus de Warin, Christianus de Ditzin, Rudolphus de Tzachou, Sifridus Syst, Henricus Dapifer, Hartungus de Rideburgk, Henricus de Trebessin, Rudolphus de Wolffshayn, Eumenianus Castellanus de Gibichenstein, Fridericus de Crezuc, Johannes de Pagis, Henricus de Vesta, Henricus de Lindenou, Sybodo de Choyne, Fridericus de Scuditz, Henricus, Castellanus de Wettin, Hermannus, Castellanus de Wittin, Henricus Stous, Johannes de Rocholiz, Hartmannus de Ceune, Johannes de Kinitz, Rampholdus de Polentzke, Rudolphus de Kinitz, Hermannus de Butitz &c.

CCXCI.

1217. Juillet. ERANT ET COLONE. *Renouvellement d'Alliance entre* HENRI I. *Duc de Brabant &* ENGELBERT *Archevêque de Cologne, par lequel ils se promettent de se défendre réciproquement. Fait à Cologne le 5. de Juillet* 1217. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 65. (1) AUBERT LE MIRE, Notitiæ Ecclesiarum Belgii. Cap. CXCIII. pag. 536. & DYNTER Chron. de Brab. Liv. IV. feuill. 162. 163.]

(1) Il y a quelques Lacunes & quelques petites différences dans *Aubert le Mire*, surtout à l'égard des témoins qui ont signé le Traité.

ANNO 1217.

HENRICUS Dei gratiâ Dux Lotharingiæ, Universis præsens scriptum intuentibus salutem in Domino. Ne rei geste, &c. finem consumat oblivio, solent ea quæ acta sunt, litterarum indiciis æternari: Inde est quod notum facimus præsentibus & futuris, quod ab antiquo inter nos & terram nostram ex una parte, & Episcopum Colonienscm & Ecclesiam ex altera parte, confœderata est dilectio & confirmata confœderatio, ut nullæ aliorum hominum amicitiæ vel discordiæ possint hujus dilectionis indissolubile vinculum dissipare. Nos igitur hanc amicitiæ confœderationem innovare & corroborare volentes, de consilio hominum nostrorum Domino nostro ENGELBERTO sanctæ Colonienscis Ecclesiæ electo promissimus, juramento firmantes, quod ipsi ad conservanda jura & libertatem Ecclesiæ suæ, cui ratione hominii sumus obligati, contra omnem personam fideliter assistemus; ipse quoque nobis vice versâ pollicitus est juramento, quod nobis in jure nostro contra omnem hominem suum efficaciter auxilium impendet. Ad hujus igitur facti robur ac evidentiam, fecimus conscribi hanc paginam, & sigilli nostri appositione communiri. Testes sunt *Gerardus Comes Gelriæ, Walterus Bertolt & Ægidius frater suus, Arnoldus de Diist, Leonius Castellanus Bruxellensis, Goswinus de Gosenkurt, Arnoldus de Walheim, Rubinus de Tillimunt* & alii quamplures. Acta sunt hæc Coloniæ, anno Dominicæ Incarnationis MCCXVII. III. Nonas Julii.

CCXCII.

1218. 13. Janv. *Bulla* HONORII III. *Romani Pontificis Maximi ad* LUDOVICUM *Regis Francorum primogenitum, quâ Pax nuper sancita inter ipsum &* HENRICUM *Regem Anglorum confirmatur & auctoritate Apostolica corroboratur. Datum Laterani Idibus Januarii.* 1218. [Tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, pag. 77.]

HONORIUS *Episcopus, Servus Servorum Dei, dilecto filio, nobili viro* LUDOVICO, *illustris Francorum Regis primogenito, Salutem & Apostolicam Benedictionem.*

PER tuas nobis Litteras supplicasti ut Pacem inter te & carissimum in Christo filium nostrum Henricum Regem Anglorum Illustrem consanguineum tuum, mediante dilectissimo filio nostro, G. tituli sancti Martini Presbytero Cardinali, Apostolicæ Sedis Legato amicaliter factam Apostolico robore munire dignaremur.

Nos igitur piis precibus tuis benignum impertientes assensum pacem ipsam sicut proinde facta est & sponte ab utraque parte recepta, auctoritate Apostolica confirmamus, & præsentis Scripti patrocinio communimus.

Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Laterani, Idibus Januarii Pontificatus nostri anno secundo.

Et sont lesdictes Leutres scellées en lacs de soye rouge & jaune, d'un scel de plomb pendant au reply.

CCXCIII.

30. Janv. SAVOYE ET LA TOUR. *Traité entre* THOMAS *Comte de Savoye & de Maurienne, &* ALBERT *Seigneur de la Tour du Pin. Fait au Château de S. Symphorien ou S. Saphorin le* 30. *Janvier*, 1218. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves pag. 665.]

NOSCANT tam præsentes quàm posteri, quòd ego *Thomas Comes Maurian. & in Italia Marchio*, promisi sub juramento ex parte meâ & Uxoris meæ & Filiorum ALBERTO Domino de Turre, quod Dominium meum non crescam super Dominium suum, nec etiam in aliquo Castro vel in Mandamento Castri ubi habeat jus aliquod, sive partem in Allodiis, vel

ANNO 1218. Feudis hominum suorum, nec in gardis, nec in hominibus, vel possessionibus, ubi Jus suum vel Dominium prætendatur, illud idem jurarunt Filii mei *Amedeus & Humbertus*. Actum in Castro sancti Symphoriani anno Incarnat. M. CC. XVIII. III. Kal. Februar. In præsentia W. de Claromone, N. de Luyrieu, Ifindonis de Bocsezel, Nicolai Prioris Aquæbellæ & Joffredi Liatardi.

CCXCIV.

1. Juin. SAVOYE ET KIBOURG. *Contract de Mariage entre* MARGUERITE DE SAVOYE, *&* HERMAN *Comte de Kibourg. Fait le* 1. *Juin*, 1218. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 62.]

In nomine Domini nostri JESU CHRISTI.

ANNO ab Incarnatione Domini M. CC XVIII. Calend. Junii, apud Melducum, Dominus *Thomas Comes Savoyæ*, in præsentia multorum nobilium, dedit *Filiam suam* MARGARITAM Comiti Artemanno, Filio Comitis Uldrici de Kibor, quam ipse Art. in sua bona fide recepit, & quia ipsa infrà nubiles annos erat, juravit ipse Comes Artemanus, quòd cum ipsa ad annos nubiles perveniret, desponsaret eam, & duceret in uxorem, nec eam pro meliori aut deteriori dimitteret, & quod ipse non fecit, nec faciet, undè matrimonium inter eos possit impediri, & quod ipse eam sic custodiri faciet, quod nec ab ipso, nec ab alio, ante desponsationem carnaliter cognoscetur, & si fortè, quod absit, ipse Artem. in infirmitatem accideret, & prævideret mortem suam ante desponsationem, ordinaret pro posse suo qualiter sine corruptione, vel alio impedimento, ipsa apud castrum de Chillon, dicto Comiti de Savoya, vel ejus hæredi redderetur. Comes autem Sabaudiæ promisit dare ipsi Comiti Art. in dotem pro Filia sua, mille marchas argenti, quas debet reddere in proximo festo omnium Sanctorum, & alias mille marchas, à præsenti festo Pentecosten, ad unum annum, & hæc duo millia marcharum argenti debet reddere in manu Domini Bertoldi Comitis de Novo-castro, & Domini Vullielmi d'Estavayé, & ipse Comes Artem. donavit, pro melioramento Margaritæ Uxori suæ, duo millia marcharum argenti, quæ ipsa debet habere super Friburgum, quod est in Episcopatu Lausanensi, vel super fidejussores posse recuperare, & si ipsa haberet hæredem à Comite Artemano, & ipse ipsam morte præveniret, ipsa posset remanere Domina, cum hærede secundum bonos usus Terræ. Comes vero Uldricus nunc donavit Filio suo Artemano, extra partem Filiorum suorum pro melioramento, castrum de Medenges, cum militibus, & apendimento, & Gaiam de Murissenges & de Tierebac, cum apendimento, & omnes illi qui sunt de melioramento, debent facere fidelitatem dictæ Margaritæ, cum ad tempus nuptiarum pervenerit, & Comes Uldricus pacto promisit Comiti Savoyæ, quòd Fribors esset in potestatem Comitis Artemani. Si verò, quod absit, ipse Comes Artemanus ante nuptias vel post, ipsam Margaritam dimitteret, incurreret pœnam duarum millium marcharum argenti, & eas peteret, & haberet Comes Savoyæ super castrum de Oleicis, & super Curtedenges, & idem Comes Savoyæ, si dictæ conventiones ei non attenderentur, poterit eas inquirere per Ecclesiam & Sæcularem potestatem. Has omnes conventiones juravit attendere ipse Comes Artem. & cum ipso, & pro ipso Pater ejus V. Comes de Kibor, & Comes Garnerius Frater ejus, & Comitissa Uxor Comitis de Kibor, laudavit & fidejussit in manus B. Comitis de Castronovo, se hæc omnia observaturum. Item juraverunt pro Comite Art. Comes B. de Novo castro, Arnoldus de Rotembor, Uldricus de Konemborg, Henricus de Balma, Anguilor de Yola, Artemanus de Botemone, Borcardus de Bamp, Gotafridus Senescalcus de Kibor, Comes Albertus d'Ansborg, Comes Ro. de Churcey, & omnes isti debent stare obsides Lausannæ, vel apud Meldum, donec conventiones attendantur de conventionibus Comitis Savoyæ, & pro ipso Comite juraverunt ejus *Filii Amedeus & Humbertus Comites*, B. de Novo castro, Umbertus de Boczesel, Nantelmus de Majolani, Amedeus de Vileta, P. de Seyssel, Berlio de Chandieu, Guido de Gerbais, Aymo de Pont-verro, Amedeus de Seyssion, Petrus de Meissimi, Ro. de Conteys, & stare obsides in Villam novam, donec attendatur, Ricardus de Camera posuit in sua fide.

CCXCV.

ANNO 1218. 1. Juin. *Charta Pacis & Concordiæ inter* THEOBALDUM *Ducem Lotharingiæ, &* BLANCAM *Comitissam Trecensem & Filium ejus inita, quâ Ille ad Fidelitatem Comitissæ & filio debitam redit, insimul Arbitri constituuntur orturas imposterum controversias composituri. Data apud Esmanciam annò* 1218. *mense Junio in Calendis ejusdem mensis.* Cum CHARTA *Attestationis* ODONIS *Ducis Burgundiæ, quod dictus* THEOBALDUS *Dux Lotharingiæ Castrum suum de* Chastenago *tanquam pignus servandæ Pacis in manus suas posuerit. Data eodem ut supra.* [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche &c. pag. 136. *Ex Registro Chartarum Campaniæ.*]

EGO THEOBALDUS Dux Lotharingiæ Marchio, Comes Metensis & Dauburgensis, Notum facio universis præsentes Litteras inspecturis, quod super discordia quæ erat inter me ex una parte, & Dominam BLANCHAM Comitissam Trecensem & filium ejus ex altera, in præsentia Domini Regis Romanorum, & Domini Treverensis Archiepiscopi, & plurium aliorum talis pax & concordia intervenit. Videlicet quod ego redii ad fidelitatem quam debebam dictis Comitissæ & filio ejus, de servitio scilicet & justitia, quæ prædecessores mei Comitibus Campaniæ debuerant. Concessi etiam bona fide & juravi, quod nec per me, nec per homines meos, qui sunt homines mei ligii ante alios Dominos suos, malum veniet Comitissæ vel filio ejus, aut terræ eorum, occasione guerræ quam movet Erardus de Brena contra prædictos Comitissam & Theobaldum filium ejus, & contra hæredes Henrici Comitis quondam Campaniæ, & coadjutores eorum. Si vero, quod absit, malum eis evenerit per me vel per homines meos, sicut dictum est, ego tenerer emendare, & ab hominibus meis facere emendari, ad laudem & arbitrium charissimi avunculi Odonis Ducis Burgundiæ & Johannis de Arceiis infra XL. dies, postquam essem super hoc requisitus. Si autem Dux decederet, vel interesse non posset, Andræas de Epossia loco illius interesset. Similiter si Johannes de Arceiis decederet, vel interesse non posset, Comitissa vel filius ejus alium poneret loco ejus, quemcumque vellet. Et si forte illi duo concordare non possent, Episcopus Claromontensis (*fortè Cabilonensis*) statutus est medius, cujus arbitrio staretur sine contradictione aliqua de prædicta emenda facienda. Idem etiam Episcopus alium poneret loco dicti Andreæ, quemcumque vellet, si Andræas decederet, vel interesse non posset. Pro his autem conventionibus sic tenendis, in manu posui Comitissæ & filii sui, feodum quod de me tenet charissimus avunculus meus Henricus Comes Barri, & feodum quod de me tenet Hugo Dominus de la Fosche. Et insuper posui in manus Ducis Burgundiæ, Castrum meum de Chasteneyo, tali modo, quod si aliquo modo deficerem de emenda facienda, Comes Barri, & Dominus de la Fosche, post XL. dies in quibus monerent me de emenda facienda, venirem ad Comitissam & filium ejus, illis XL. diebus transactis, cum feodis quæ de me tenent, & eos de feodis illis juvarem contra me, donec sicut dictum est, emendassem. Dux verò Burgundiæ redderet Comitissæ & filio suo prædictum Castrum de Chastenayo infra XL. dies postquam de hoc requisitus fuisset. Et Comitissa vel filius ejus illud teneret, donec ego, sicut supradictum est, de emenda satisfecissem. Durabit itaque Castri depositio in manu Ducis Burgundiæ, & conventio Ostagiorum sicut superius est expressum, usque, ab hoc Pentecostes, in quinque annos completos. Sed ad fidelitatem ipsi Comitissæ & filio ejus observandam, & ipsos juvandos bona fide, contra Erardum & hæredes dicti Henrici quondam Comitis Campaniæ, tenebor in perpetuum obligatus. Ut autem hæc omnia nota permaneant, & rata teneantur, Litteris annotata sigilli mei munimine roboravi, & charissimos Dominos meos Regem Romanorum, illustrem Theodor. Treverensem Archiepiscopum, C. Metensem, & Spirensem Episcopum, ut eadem per suas Litteras confirmarent, rogavi. Actum apud Esmanciam (*lege Amanciam*) anno Domini MCCXVIII. mense Junio in Calendis ejusdem mensis.

Car-

ANNO. 1218. *Carta* ODONIS *Ducis Burgundiæ de eodem quo supra.*

ODO Dux Burgungiæ universis præsentes Litteras inspecturis salutem. Noverit universitas vestra, quod cum charissimus consanguineus noster THEOBALDUS Dux Lotharingiæ pro tenendis conventionibus quas habet inter dilectos & fideles meos BLANCHAM Comitissam Trecensem, & THEOBALDUM natum ejus, super pace facta inter ipsos in præsentia Domini Regis Alemanniæ, in manu nostra posuisset Castrum suum de Chastenayo, ad reddendum dictæ Comitissæ, & Comiti filio suo, si ipse Dux deficeret in observandis conventionibus, sicut continetur in Carta ipsius Ducis exinde confecta, quam habent penes se dicti Comitissa & Comes. Nos sub testimonio præsentium Litterarum, dictis Comitissæ & Comiti concessimus & creantavimus quod si præfatus Dux non observaret conventiones illas, sicut continetur in Carta ejus; Nos redderemus supradictis Comitissæ & Comiti Castrum de Chastenayo tenendum, usque dum ipse Dux plenius emendasset, quicquid esset interceptum contra conventiones, ad laudes & arbitrium illorum, ad quorum arbitrium debent emendari, sicut in Carta Ducis Lotharingiæ continetur. Actum apud Esmance anno Domini MCCXVIII. mense Junio.

CCXCVI.

25. Juin. *Privilegium* BORWINI *Domini Magnopolensis, Civitati* ROSTOCHIENSI *super exemptione à telonio concessum. Datum* VII. *Kalendas Julii. Indictione* (*a*) V. *Epacta* XI. *concurreute* VI. *anno* 1218. [Tiré d'une Information de Droit, publiée à Rostoch sous le Titre de, Memorial der Meklenburgischen Land- und Ritterschafft und in specie der Stadt Rostock / gerichtet an die zur Kayserlichen Untersuchungs-Commission in Mecklenburg verordnete delegatos, in puncto abolitionis des Zolls in dem Hafen zu Warnemünde.]

(a) Ou plûtôt VI.

In Nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

BORWINUS Dominus Magnopolensis omnibus præsentem paginam visuris in perpetuum. Notum sit omnibus Christi, nostrisque fidelibus tam præsentibus, quam futuris, qualiter ego Borwinus, nec non Filii mei dilectissimi Henricus, Fidelis ac Nicolaus tam nostram, quam heredum nostrorum nunc & in futuris utilitatem procurantes Rostoc oppidum, Divina prosperante Clementia, delegimus astruendum; Ut verò prædicti loci cultores eum securius appetentes, pace firma libertate fulciantur omnimoda; in jurisdictione nostra telonii exemptione, Lubecensis Civitatis juris beneficio habito nunc & habendo, stabilientes confirmamus. Ut itaque nostræ Donationis auctoritas in futuris temporibus firmior ac stabilior habeatur, Donationis nostræ majoribus tam Slavis, quàm Theutonicis præsentibus Episcopo nostro Brunwardo videlicet Viro religiosissimo interposito, Thetlevo Mariowe, Jordano Hermanno Cappellano, Zlauteich, Sanike, Henrico Gamma, Wartis, Johanne de Schnakenburg, S. Raulino, Heinrico Grubone, Hugone Abbate de Doberan, universalique Conventu ibidem Stephano Sacerdote, Dummeniaro, Pribolo Bizprawe, Thoma Alberico Præposito, Hermanno de Rodenbeke, Heinrico Holzato Nacono, Tanike Germeritz Menitzlavo, Magistro Waltero de Bucoe ejusdem oppidi Consulibus; Henrico Fabeo, Heinrico Pramule, Hermanno. Rodolfo Ludero. Bertrammo. Wizelo. Lamberto. Bodone. Henrico Lantf: hanc Chartam inde conscriptam Mandato nostro, ut infra videtur, corroborantes sigilli nostri Notario jussimus insigniri. Datum VII. Kal. Julii Annô ab Incarnatione Domini MCCXVIII. Indictione V. Epacta XI. concurrente VI. Obstehendes ist mit dem wahren Originali in allengleichstimmig wie solches hiermit bezeuge.

Collat. Rostochii d. 5. Martii. EGGERDES, Protonot. & Not. Cæsar.

CCXCVII.

1219. *Transactio inter* GERHARDUM *Episcopum Bremensem ab una, &* HENRICUM *Ducem Saxoniæ, atque Palatinum Comitem Rheni parte ab altera; Quâ Hic memorato Episcopo & Ecclesiæ hæreditatem, quam jure proprietatis in* (*a*) Comitia Stadensi *possedit, nec non Præposituram* Wildeshusensem *pro restauratione damnorum concedit; Episcopus verò respiciens hanc liberalitatem, omnia præfata eidem Duci in feudum confert, & porrò etiam mutuum imposterum invicem stipulantur auxilium. Acta apud Stadium anno* 1219. *Indictione septimâ.* [LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abs. V. p. 440.]

ANNO 1219.

(a) Il faut apparemment lire, *Comitatu.*

NOTUM sit omnibus tam futuris quam præsentibus, quod discordia, quæ diu duraverat inter Ecclesiam Bremensem & Henricum Ducem Saxoniæ Comitem Palatinum Rheni, sic est composita inter Dominum Electum Bremensem & ipsum. Palatinus Comes Hæreditatem, quam possedit jure proprietatis in (*b*) Comitia Stadensi tam in Ministerialibus quam prædiis & mancipiis & Præposituram *Wildeshusensem* Ecclesiæ Bremensi contulit in proprium in restaurum videlicet damnorum, quæ tempore discordiæ Ecclesiæ illata fuerunt, per se aut per homines suos, & ut ipse & omnes sui, qui in eadem discordia excommunicationem inciderant, sint absoluti, & insuper ut dies anniversarius Patris & fratris sui Domini Imperatoris, & suus in Ecclesia Bremensi & omnibus conventualibus Ecclesiis ipsius Diœcesis solenniter observetur in perpetuum. Hujus tam beneficii causa, Palatinus cessit ab omni jure, quod sibi decebat in Telonio, Moneta & *Advocatia Bremensi* & in Advocatia novæ terræ. Verum Dominus Episcopus respiciens liberalitatem ipsius concessit ei tempore vitæ suæ in feudo Patrimonium antedictum & ipsum Comitatum Stadensem, Ministeriales autem ipsius Palatini ejus jussu juraverunt & fidelitatem fecerunt Ecclesiæ Bremensi: & bona quæ hactenus a Palatino tenuerant jure ministerialitatis in jure feudali ab ea receperunt. Hæc donatio Palatini facta est sub Banno Regio in oppido Staden, & per sententiam ibidem confirmata: Episcopus autem juramento confirmavit, quod super eodem feudo tempore vitæ suæ Palatinum non inquietabit. Eandem securitatem fecerunt Prælati Ecclesiæ, Capitulum, Ministeriales & Cives Bremenses, & tali modo, quod si Episcopus contra factum suum venire voluerit, & ea, quæ dicta sunt, infringere, omnes jurati assistent Palatino contra Episcopum & ad Depositionem ejus, propter perjurii reatum, laborabunt. Si autem *Episcopum Gerhardum tempore vitæ Palatino decedere* contigerit, alter qui ei successerit idem jurabit & observabit, quod si infringere voluerit, fiet de ipso sicut de priori. Idem promisit Selonensis Episcopus, Trajectensis Episcopus, Comes de Tekelenborch, Herm. de Lippa, Lupoldus de Stenvorde. Sed hi, quam diu vixerit Gerhardus Episcopus, stabunt promisso, post mortem ejus absoluti erunt. Ministeriales vero de Patrimonio Palatini, Cives Stadenses & tota terra juraverunt, quod post mortem Palatini Civitatem & Cometiam Episcopo præstabunt, sed vivente Palatino hæc omnia fideliter conservabunt & hoc versavice juraverunt Castellani de Falckenburg idem quod alii juraverunt Episcopo. Si autem Palatinus resignare voluerit omnia feuda supradicta & eis cedere, tunc Episcopus dabit ei sex millia marcarum & ducentas marcas in Curiam suam. Talis autem erit solutio. Ab eo die, quo Palatinus pecuniam memoratam requisierit ab Episcopo & Ecclesia, solventur ei mille marcæ infra 12. septimanas & fiet ei sufficiens cautio per obsides, fidejussores & pignora pro reliqua pecunia, ita ut infra 20. hebdomadas solventur ei duo millia marcarum & infra annum & 6. Ebdomadas 3. millia. Datis vero mille marcis & cautione completa de residuo resignabit Palatinus Cometiam & Civitatem Stadensem & terram Episcopo Bremensi. Quid autem fiat hujus Pecuniæ solutio si requisita fuerit, curaverunt Prælati Ecclesiæ, Capitulum, Ministeriales & Cives Bremenses. Donationem autem factam Palatinus coram Imperio recognoscet & de ipsis bonis Ecclesiæ collatis & nunc vacantibus nisi forte duos aut tres mansos non alienabit. Sic etiam mutuum sibi præstabunt auxilium, Episcopus juvabit Palatinum usque ad Albiam contra omnem hominem ad conservandam Comitiam. Idem Palatinus juvabit Episcopum intra Episcopatum suum, contra omnes qui se illi opposuerint, extra Episcopatum vero uterque eorum assistet alteri excepto Imperio, coram quo donationem suam ratam facere promisit. Idem Do-

(b) Comitatu.

ANNO 1219. Dominus Episcopus amicabiliter Comitem Albertum, ut Castrum Horborch destruat, usque ad quadragesimam commonitum habebit, quod si noluerit eum per censuram Ecclesiasticam compellet usque in Pascha, quod si usque tunc ad destructionem Castri mutuum sibi Palatinus & Episcopus ferent auxilium. Acta sunt hæc apud Stadium Anno Dominicæ Incarnationis MCCXIX. d... Indict. 7. Testes autem hujus rei sunt Episcopus Selonens. Adolphus Comes de Schowenborch, Bertholdus Comes de Werningerothe, Hermannus de Lippe, Bernhardus de Dorstat, Bernhardus de Horstmare, Hermannus Hode, Henricus de Heimbrocke, Conradus de Hamelspringe, Amelungus de Lippe, *Gunzelinus Dapifer*, *Lotharius Pincerna*, Henricus Hize, Jordan Juvenis, Baldewin Advocatus & nepos ejus Baldewinus, Gerhardus de Dore & præter hos quam plures Ministeriales & Cives Stadenses.

CCXCVIII.

13. Mars. *Instrumentum Treugarum sive Induciarum inter* PHILIPPUM *Regem Franciæ, &* HENRICUM *Regem Angliæ ad quatuor annos initarum Londini die* 13. *Martii ann.* 1219. [Tiré du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. Pag. 81.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normaniæ & Aquitaniæ, Comes Andegaviæ, omnibus ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem. Noveritis quod Dominus Philippus Dei gratia Francorum Rex illustris, pro honore Dei, Terræ sanctæ, transmarinæ, & terræ Albigæorum, & obtentu precum Domini Papæ, nobis, & hominibus, & imprisiis nostris qui apertè guerraverunt de hac ultima guerra, quæ fuit inter eundem Dominum Philippum Regem Franciæ & Dominum Joannem quondam Regem Angliæ patrem nostrum, dedit rectas treugas de se & hominibus suis ab instanti Pascha, quod erit anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo vigesimo in quatuor annos completos, salvis prisionibus suis quos penes se habet, & salvo juramento quod Villæ Flandriæ & Hannoniæ, & milites & alii homines Flandriæ & Hannoniæ ei fecerunt; & nos eidem Domino Philippo Regi Franciæ, & hominibus & imprisiis suis, qui apertè guerraverunt de hac ultima guerra quæ fuit inter ipsum, & Dominum Joannem quondam Regem Angliæ patrem nostrum, dedimus rectas treugas de nobis & hominibus nostris ab instanti supradicto Pascha in duos annos completos, salvis prisionibus nostris quos penes nos habemus. Idem autem Rex Franciæ, & homines & imprisii sui erunt in ea tenetura in qua sunt modo, & in qua fuerunt tempore treugæ primæ firmatæ inter ipsum Regem Franciæ & dictum patrem nostrum.

Et nos, & homines & imprisii nostri erimus in ea tenetura in qua sumus modo, & in qua dictus Dominus pater noster, & homines & imprisii sui fuerunt tempore treugæ primæ firmatæ inter ipsum Regem Franciæ, & dictum Joannem Patrem nostrum; nullus multrarius, nec aliquis qui fuerit forbannitus à dicto Rege Franciæ à tempore dictæ treugæ inter ipsum Regem Franciæ, & Joannem Patrem nostrum, usque ad prædictum terminum poterit intrare terram prædicti Regis Franciæ, nisi de voluntate ejusdem Regis.

Similiter nullus multrarius nec aliquis qui fuerit forbannitus à prædicto Joanne Patre nostro, à tempore dictæ treugæ inter ipsum Regem Franciæ & jam dictum Patrem nostrum, usque ad prædictum terminum poterit intrare terram nostram, nisi de voluntate nostra.

Si autem aliquis, cujus terram idem Rex Philippus habeat in manu sua, venerit in terram prædicti Regis Francorum non poterit in terræ ejusdem Franciæ Regis facere moram, nisi jaceat in lecto ægritudinis, præterquam ad portum maris, ubi poterit ventum expectare usque ad tempus competens.

Similiter si aliquis, cujus terram habeamus in manu nostra, venerit in terram nostram, non poterit in terra nostra facere moram, nisi jaceat in lecto ægritudinis, præterquam ad portum maris, ubi poterit ventum expectare usque ad tempus competens.

Si quis de Comitatu Andegaviæ vel Britanniæ prædicto Patri nostro tunc temporis adhærebat, quando data fuit treuga inter ipsum Regem Franciæ & fæpedictum Patrem nostrum, vel nobis, nec adhæreat, & voluerit facere moram in Comitatu Andegaviæ, vel Britanniæ, non poterit morari in Comitatu Andegaviæ, nisi de voluntate ipsius Regis Franciæ & Comitis Britanniæ. Nos non capiemus malatoltam in terra nostra de hominibus & imprisiis prædicti Regis Franciæ, nec idem Rex Franciæ in terra sua de hominibus & imprisiis nostris. Rex autem Romanorum & Siciliæ Fridericus erit in ista treuga si voluerit. Si autem aliquis de hominibus prædicti Regis Franciæ interciperet in hac treuga, idem Rex maneret cum bona fide interceptiones emendaret, quod si ad ammonitionem suam eas infra sexaginta dies nollet emendare gentes nostræ possunt in ipsum interceptorem vindicare de interceptionibus, & supradictus Rex Franciæ exinde se non intermitteret; & nos de hominibus & imprisiis nostris simili modo facere debemus. Et idem Rex Franciæ sine mestacere poterit interceptiones emendare si ei placuerit, & nos exinde non nos intromitteremus, & secundum quod carissimus & fidelis filius suus Ludovicus primogenitus creantavit eidem Patri suo bona fide, quod treugam istam tenebit; hanc autem treugam Dominus Rex Franciæ bona fide, & sine malo ingenio faciet tenere. Et hanc treugam juraverunt ex parte nostra: ANNO 1219.

Archiepiscopus Cantuarienſis.
Episcopus Wintonienſis.
Hubertus de Burgo.
Comes Warennenſis.
Et
Comes Saresbionenſis.

Quod eam toto posse suo, bona fide observabunt, & observari facient. Et nos prædictam treugam creantavimus quod sine malo ingenio, & bona fide tenebimus, & faciemus teneri. Quod ut firmum sit & stabile, præsens Scriptum sigilli nostri appositione roboravimus.

Actum apud Londinum anno ab Incarnatione Domini millesimo ducentesimo nono decimo, die tertia Martii, anno vero Regni nostri quarto.

Et ſont les dictes Lettres ſcellées en double queue de parchemin d'un grand ſcel de cire jaune, & au dos d'icelles eſt eſcrit ce qui ſenſuit.

Littera Regis Angliæ de treugis cum Domino Rege Franciæ ad quatuor annos. M. CC. XIX.

CCXCIX.

22. Sept L'EGLISE ET L'ISLE DE MAN. *Acte par lequel* REGINALD *Roi de l'Iſle de Man ſe vend Vaſſal du S. Siége, & fait de ſon Iſle un fief de l'Egliſe. Fait à Londres le* (1) 22. *de Septembre* 1219. [G. G. LEIBNITZ, dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 5. RAYNALDI Contin. Annalium BARONII, Tom. XIII. An. 1219.]

SANCTISSIMO Patri & Domino Honorio Dei gratia summo Pontifici REGINALDUS Rex Insularum commendationem cum osculo pedum. Noverit sancta Paternitas vestra, quod nos, ut participes simus bonorum quæ fiunt in Ecclesia Rom. ad monitionem & exhortationem dilecti Patris Domini P. Norwicen. electi, Camerarii & Legati vestri, dedimus & obtulimus, nomine Ecclesiæ Romanæ & vestro, & Catholicorum vestrorum successorum, Insulam nostram de Man, quæ ad nos jure hæreditario pertinet, & de qua nulli tenemur aliquod servitium facere; & deinceps nos & hæredes nostri in perpetuum tenebimus in feudum dictam Insulam ab Ecclesia Rom. & faciemus ei per hoc homagium, & fidelitatem. Et in recognitionem Dominii, nomine census, nos & hæredes nostri in perpetuum annuatim solvemus Ecclesiæ Rom. duodecim marcas Sterlingorum in Anglia apud Abbatiam de Furnis Cistercien. Ordinis, in festo Purificationis B. Mariæ. Et si non esset ibi aliquis ex parte vestra, vel successorum vestrorum, deponentur dictæ duodecim marchæ per nos & hæredes nostros penes Abbatem & Conventum, Ecclesiæ Romanæ nomine. Hanc donationem & oblationem dictus Dominus Legatus recepit ad voluntatem & beneplacitum vestrum, & post receptionem factam ab eo sic ipse Dominus Legatus dictam Insulam dedit mihi & hæredibus meis in feudum perpetuò possidendam & tenendam nomine Ecclesiæ Romanæ, & me inde per annulum aureum investivit &c. Actum Lond. in domo militiæ Templi. XI. Kal. Octobr. Anno Domini millesimo ducentesimo decimo nono. Et ne super his

(1) Quoi que dans le Titre de cette Pièce, tel que Mr. *Leibnitz* le raporte, elle soit datée de même, savoir, 10. *Cal. Octobr.* 1219; (ce qui est sa véritable date, comme on peut le voir dans *Raynaldus.*) cependant elle est datée à la fin, XI. *Kal. Octobr. Ann.* 1209. Ce qui ne peut être qu'une faute d'Impression, puis qu'*Innocent* III. siégeoit alors à Rome, & non pas *Honorius*, sous lequel cet Acte fut passé. [DUM.]

ANNO 1219. his aliquandò possit dubitari, has Literas fieri fecimus, & sigillo nostro muniri.

CCC.

1220. 4. Sept. *Edictum Imperatoris* FRIDERICI II. *quo omnibus Detentoribus possessionum Comitatus* MATHILDIS *Comitissæ, ad Sedem Apostolicam pertinentis, restitutionem sub pœna mille marcharum injungit; contra Filios vero Comitum* ALBERTI DE CASALOD. *&* NERISII *Castrum* Gonzagæ *ad dictum Comitatum spectans detinentes, nec, prout mandatum fuit, Pontificiis Capellanis tradentes, sententiam Banni promulgat. Datum in Castris ap. S. Leonem* 8. *Kalend. Octobr. & publicatum apud Spm. Lambert. Prid. Kalend. mensis ejusd. Anno Domini* 1220. *Indict.* IX. [STEPH. BALUZII Miscellan. Libr. I. pag. 448.]

FRIDERICUS Dei Gratia Romanorum Rex semper Augustus & Rex Siciliæ. Per præsens Scriptum notum facimus universis tam præsentibus quam futuris quod cum ad resignationem Comitatus, Terræ, & Poderis quondam Comitissæ Mathildis faciendam Sanctæ Romanæ Ecclesiæ venerabili matri nostræ, ad quam pertinet pleno jure, Serenitas nostra contra quoslibet detentores speciale mandatum dederit, ac etiam generale tam per Litteras quam per dilectum fidelem Conradum venerabilem Metensem & Spirensem Episcopum Cancellarium nostrum sub pœna mille marcharum argenti, & dictus Cancellarius Castrum Gonzag. cum pertinentiis suis, quod est de Comitatu Comitissæ prædictæ, invenerit occupatum à filiis Comitum Alberti de Casalod. & Nerisii, quibus sub pœna prædicta injunxerit resignandum, & eidem super hoc parere contempserint ad non modicam injuriam Regiæ Majestatis, propter quod sine alia citatione in metum aliorum, præter pœnam prædictam, animadvertendum erat in eos, tamen ut Excellentia nostra potius ad veniam quam ad vindictam pronior videretur, laboravimus per ipsorum amicos & consanguineos, cum citati non comparuerint coram nobis, ut sine metu pœnæ nobis resignarent Castrum ipsum, & mandatum nostrum contempserint in hac parte, de consilio venerabilium Principum nostrorum Patriarchæ Aquilensis, Episcoporum Tridentini, Brissinensis, Vicentini, Paduani, Feltrensis, Mantuani, Cremonensis, Bergamensis, Laudensis, Parmensis, Astensis, & Taurinensis, taliter contra eos duximus procedendum, confirmantes primo quod factum est contra eos de banno & pœna injuncta per Cancellarium memoratum, & ex nunc personas ipsorum ponimus sub perpetuo banno Imperii, & etiam bona eorum jubemus, ubicumque fuerint, confiscari, sine aliqua spe remissionis seu revocationis, si usque ad diem Dominicum proximè venturum dictum Castrum cum omnibus pertinentiis detentis ab eis non resignaverint in manus Alatrini & Raynaldi Capellanorum Domini Papæ vel eorum alterius, vel in nostras, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ resignandum. Quod si non fecerint, quicunque de bonis ipsorum detinent, vel ex tunc occupaverint, sive quocunque alio modo acquisierint, liberè possideant & auctoritate nostra detineant. Et super hoc præcipimus Cremonensibus, Parmensibus, Reginensibus, Mutinensibus, Bononiensibus & generaliter omnibus aliis fidelibus nostris ut memoratis nobilibus & aliis adjutoribus, fautoribus, & detentoribus memorati Castri faciant vivam Guerram firmiter inhibentes Mantuanis, Veronensibus, Ferrarien sibus, Brisiensibus, & omnibus aliis fidelibus nostris sub obtentu fidelitatis & gratiæ nostræ communitati cuilibet prædictarum sub pœna mille marcharum, Marchionibus, Comitibus, Baronibus sub pœna ducentarum marcharum, Militibus centum & aliis inferioribus quinquaginta, quod eis nullum præstent auxilium, consilium, adjutorium vel favorem, & tam de Castro prædicto quam de aliis Castris scilicet Pegugnag. Bonden. & Bonden. nec non de toto ipso Comitatu, Podere, ac Terris Comitissæ prædictæ dictos Capellanos nomine Romanæ Ecclesiæ investimus & eos constituimus possessores, & mandavimus de Castris prædictis per venerabilem Episcopum Taurinensem Vicarium nostrum in corporalem possessionem induci, præcipientes tam Militibus & habitatoribus Castrorum ipsorum quam omnibus aliis Vassallis de ipso Comitatu seu Terris & Poderis Comitissæ præfatæ, quos omnes ad præsens absolvimus ab omni juramento quo nobis tenentur ratione terrarum ipsarum, quòd dictis Nunciis Domini Papæ vel alteri eorum seu cuilibet alii ab Ecclesia Romana misso, abjuratis aliis juramentis contrariis istis præstent fidelitatis nomine Romanæ Ecclesiæ juramentum. Quod si non fecerint, sciant se ex nunc omnibus bonis Comitatus, Poderis, sive Terrarum ab eisdem possessis hac nostra Sententia in perpetuum fore privatos & Milites & habitatores ipsius Castri Gonzagæ desuper ponimus in perpetuo banno nostro. Præterea injungimus firmiter & mandamus Potestatibus, Consulibus seu Rectoribus Civitatum, sub pœna mille marcharum, sine difficultate ac mora restituant & absolvant omnes homines de Comitatu & Terris prædictis ab omni juramento, districtu, & obligationibus quibus ratione alicujus jurisdictionis, quam hactenus exercuerunt in eos, tenentur eisdem, & removeant Consules, Rectores, Bajulos, & si quos Officiales posuerunt in eis, & extrahant quoscunque posuerunt in banno de terris ipsis sub obtentu fidelitatis & gratiæ nostræ; ipsis nihilominus injungentes, ut dictis Capellanis vel eorum alteri seu cuilibet alii ad hoc à Sancta Romana Ecclesia destinato ad retinendam possessionem terrarum quas habent & recuperandam quam non habent, præstent auxilium, consilium & favorem. Verum quia ipsi filii dictorum Comitum nostram contempserunt Sententiam & Mandatum, prædictum Castrum infra terminum sibi datum nequaquam ut superius legitur resignantes, nostram promulgatam Sententiam contra ipsos & omnes alios detentores Comitatus prædicti, Poderis, seu etiam terrarum in nostra publica Curia publicari fecimus, & ut firma semper & inconvulsa permaneat, majestatis nostræ sigillo jussimus communiri. Principes autem Imperii & Prælati & Nobiles Italiæ, quibus præsentibus hæc omnia acta sunt, sunt hi: Patriarcha Aquilensis, Conradus Metensis & Spirensis Episcopus Imperialis Aulæ Cancellarius & totius Italiæ Legatus, Episcopus Pitavien sis, Syfredus Augustensis Episcopus, Albertus Tridentinus Episcopus, Bertoldus Brissinensis Episcopus, Abbas Augensis, Lodowicus Dux Bavariæ & Comes Palatinus Rheni, Anselmus Mariscalcus Imperii, & Guarnerius de Bollandia Senescalcus, Episcopus Taurinensis & Italiæ Vicarius, F. Papiensis Episcopus, O. Laudensis Episcopus, M. Mutinensis Episcopus, Henricus Bononiensis Episcopus, Azo Marchio Estensis, Matthæus de Corrigia Potestas Papiensis, Niger Marianus Potestas Parmensis, Birrita Potestas Reginensis, Ægidius Potestas Mutinensis, Tisus de Campo Sancti Petri, & alii plures. Datum in Castris apud Sanctum Leonem VIII. Kalend. Octobr. & publicatum apud Spm. Lambert pridie Kalend. Mensis ejusdem, anno Domini millesimo CC. XX. Indictione VIIII.

ANNO 1220.

CCCI.

1221. FLANDRES ET DERMONDE. *Convention entre* MATHILDE *Dame de Dermonde, &* JEANNE *Comtesse de Flandre touchant la Terre d'Alost & de Dermonde & leurs Sujets. Fait à Courtrai, l'an* 1221. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum Tom. I. Cap. XCII. pag. 192.]

EGO MATHILDIS, Domina Tenremondæ, notum facio omnibus præsentes Litteras visuris, quòd talis est conventio inter me & Dominam Comitissam Flandriæ & Hannoniæ, circa terram de Alost & Tenremonde; quòd neutra potest vestigare & sequi servos, neque albinos, nec hominem Advocatiæ, nec ancillam, de uno Dominio in alterum, sed in feudis potest vestigare & sequi, & earum homines sequentur, ubicumque solebant.

Et est sciendum quò ad Advocatiam S. Bavonis Gandensis, quòd remanet eo modo, quo fuit eo tempore, quo Comes Balduinus servabat hanc consuetudinem erga Advocatum Wilhelmum: idque debebit reSciri per fidam inquisitionem Domini Bernardi Morselani.

Hæc conventio debet servari, si Comes non contradicat, quando erit egressus è carcere: & ut assentiatur, debet Domina Comitissa adhibere omne consilium bona fide. Et si Comes moriatur antequàm sit liber à carcere, conventio debet servari ut scripta est. Datum Cortraci anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo primo.

ANNO 1222.

CCCII.

Mars. FLANDRE ET LIMBOURG. *Traité de Paix entre* JEANNE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, &* VALERAN *Duc de Limbourg, fait au mois de Mars* 1222. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum Tom. II. Cap. LXXIV. pag. 371.]

EGO JOANNA, Flandriæ & Hannoniæ Comitiſſa, omnibus certum facio, quòd poſt longam guerram habitam inter me, & PHILIPPUM Marchionem Namucenſem, conſanguineum meum, & fidelem ex una parte, & virum nobilem Dominum VALERANUM Ducem de Lembourg, Comitem de Luxembourg, & Dominam ERMENSINDEM, uxorem ejus, ex altera parte, ſuper Comitatu Namucenſi, pax eſt reformata in hunc modum..... (1)

Actum apud Dionantum feria ſecunda poſt *Invocavit*, anno milleſimo ducenteſimo viceſimo ſecundo, menſe Martio.

CCCIII.

5. Août. MASOVIE ET PRUSSE. *Transport fait par* CONRAD *Duc de Maſovie & de Cujavie de quelques-unes de ſes Terres avec tout le Droit Ducal à* CHRETIEN *premier Evêque de Pruſſe. Fait le 5. d'Août.* 1222. [G. G. LEIBNITZ, dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 6. MULLERI Reichs-Tags Theatrum, pag. 439.]

EGO CONRADUS Dux Maſoviæ & Cujaviæ, notum facio omnibus fidelibus, tam præſentibus, quam futuris quod venerabili Domino Chriſtiano Epiſcopo Pruſſiæ primo, & ſuis ſucceſſoribus; pro eo, quod H. Ducem Sileſiæ L. L. Vratislavienſem, L. L. Lubecenſem Epiſcopos cruce ſignatos & eorum Barones, cæterosque cruce ſignatos verſus Pruſſiam, ad petitionem meam, meorumque Baronum, Caſtrum Culmen, per multos annos à Prutenis deſtructum, & totaliter deſolatum reædificare cum ejus bona voluntate permiſit; partem prædicti Culmenſis territorii, quondam caſtra Graudentz, Wabsko, Koprinen, Williſas, Colno, Ruch, Ryſin, Glamboki, Turne, Pin, Ploch, cum omnibus eorum villis & attinentiis, cum utilitate liberâ, & cum jure Ducali in remiſſionem peccatorum meorum liberrime donavi. Dedi etiam ſibi, in eodem Dominio Culmenſi, centum villas ac poſſeſſiones & hæreditates cum earum attinentiis, jure prædictorum caſtrorum, quarum poſſeſſionum & villarum, villas iſtas ad præſens confero, videlicet, Coſelko, Naorſine, Mirſche, Harneſe, Volmuno, Oſtromeres, & omnes villas, quas Comeſyro circa Colmen habuit, Samkolenis, Croſcino, Pasceno, Wezwino, Wnyslaw, Benkono, Glonino, (Glomno) Polanſche, Nenaugencz, Nedalyno, Crobno, Tuſeph, Kelz, Dambens, Selnovis, Poſtolko, Pomzmo, Duc, Pojeſib, Ceredche, Unizhe, Parchenne, Gelencz, Gleſzowar, Oſtrowich, omnesque hæreditates meas, circa Loram, cum earum attinentiis, usque ad centum Hæreditates in Clumenſi Terra, cum omni libertate contuli. Ut autem prædicti Epiſcopi Pruſſiæ ad reædificandum Caſtrum Culmen, bona voluntas ac conſenſus accederet, Reverendus Dominus Gechko Epiſcopus Plocenſis, cum ſuo Capitulo de Tarnawo & Papawo & de omnibus villis & poſſeſſionibus, & de omni jure, tam ſpirituali, quam temporali, quod idem Epiſcopus & ſuum Capitulum in prædicto Culmenſi Dominio olim habuerunt, videlicet, ab eo loco, ubi Drevanza de Pruſſia egreditur, juxta terminos Pruſſiæ in Oſſam & ſic inferiùs per Oſſam in Viſlam, & ſic per Viſlam ſurſum ad Drewanzam, & ſic per Drewanzam ſurſum ad locum, ubi Drevanza egreditur de Pruſſia ad Epiſcopatum ſæpe dicti Epiſcopi, reſignârunt.

§. 2. Præterea autem in Caſtro Culmenſi Curiam propriam, & quicquid ad Dominium Culmenſis Territorii pertinet, exceptis bonis prædictis, quæ ſupradictus Epiſcopus Pruſſiæ ibi habet, aut impoſterum, quocunque juſto modo aut emptione, à fidelium donatione, habiturus eſt; quicunque Terram Culmenſem habuerit, omnes proventus ipſius Terræ cum Episcopo Pruſſiæ dimidiabit. Inſuper decimam temporalium de parte ſua Episcopo Pruſſiæ dabit, excepto Duce Sileſiæ H. qui faciet cum Episcopo, ſecundum quod iis duobus viſum fuerit expedire. Ne itaque mea & ſupradicti Episcopi Plocenſis & ſui Capituli donatio, impoſterum, quod abſit, duci poſſit in irritum, ipſam præſentis ſcripti atteſtationem tam mei ſigilli, quàm etiam Plocenſis Episcopi & ſui Capituli, nec non Illuſtrium Ducum L. L. Poloniæ & H. Ducis Sileſiæ, & Venerabilium Patrum V. Gnesnenſi Archiepisc. conſentiente. J. Cracovienſ. P. Pozonanſ. V. Wratislavienſ. L. Lubescenſ. M. Cujaviæ, eorum Sigillorum impreſſione, dignum duxi roborare. Imò & aliis teſtibus ſubnotatis: Gothardo Cancellario Mazoviæ, Nicolao Cancellario Cracoum. Arnoldo Mazoviæ: Marco Cracoum: Jacobo Sandomiriæ, Birſcone Wratislaviæ Palatinorum. Paccoſlao Cracoum, Miſtwino Sandomiri: Oſtaſio Wiſliciæ, Clemente Plocinenſ. Theodoro Cruſvic. Stephano Poleſlav. Petriconæ, Lenciniæ Caſtellanorum. Acta ſunt hæc in Lonys, Anno ab Incarnatione M. CC. XXII. Nonis Auguſti, regnante Domino noſtro Jeſu Chriſto.

(1) Le reſte manque. *Le Mire* dit que, par ce Traité, une grande portion du Comte de Namur, c'eſt-à-dire, tout ce qui eſt audelà de la Meuſe, fut cedée à *Valeran* Comte de Limbourg & de Luxembourg.

ANNO 1222.

CCCIV.

Diploma Romanorum Regis HENRICI VII. *Quò ad petitionem* HERMANNI *Torpatenſis Epiſcopi, Marchiam unam per totum ejus Epiſcopatum conſtituit, eidemque dictam Marchiam in feudum cum authoritate monetam cudendi concedit. Actum apud Norimbergam Kalend. Decembris anno* 1224. [Informatio circa Livoniam prodita à Legato Sued. in Tractat. Oliv. anno 1660. Diarium Europ. Continu. 7. Append. variorum Actor. Public. pag. 47. LONDORPII Acta Publica Part. VIII. pag. 658. Libr. IX.] 1224 1. Dec

HENRICUS D. G. Romanorum Rex, & ſemper Auguſtus. Univerſis Imperii fidelibus, quibus præſens Scriptum oſtenſum fuerit, gratiam ſuam & omne bonum. Notum eſſe volumus univerſis, quòd nos ad petitionem Dilecti Fidelis noſtri Hermanni, venerabilis Torpatenſis Epiſcopi, Marchiam unam per totum ejus Epiſcopatum, per has videlicet Provincias, Ugenois, Waigel, Sobolitz, Saccale, Möeke, Alumbus, Nurmegunde, conſtituimus, & eundem ei Principatum, jure aliorum Principum, conceſſimus, dantes ei authoritatem monetam faciendi, ac fundandi Civitatem in Tarbato, & in locis aliis, in quibus eas fieri oportet. Si autem in illis locis vena metalli cujuslibet, vel theſaurus absconditus, fuerit repertus, in his & hujusmodi jus noſtrum ſpeciale, de conſilio Principum noſtrorum, ipſius fidei commiſimus. Mandantes itaque & Regia authoritate firmiter præcipientes, ut de omnibus juſtitiis & rationibus, ad Regalem jurisdictionem pertinentibus, ſæpè fato Epiſcopo respondeatur & per omnia obediatur: Sciturі, quòd Nos ipſum tanquam dilectum Imperii Principem, ſincerè diligimus, & cùm per ipſum Imperiales termini dilatentur, &, annuente Domino, Barbarorum infidelitas jugo Chriſti ſubjugatur, nihil eorum omittere volumus, quæ ipſius commodo conducere poterunt & honori. Hujus autem noſtræ conceſſionis teſtes ſunt, venerabilis Salceburgenſis & Trevirenſis Archiepiscopi: Auguſtenſis, Herbipolenſis, Bambergenſis, Pazowigenſis & Eiſtadenſis Episcopi; Auſtriæ, Saxoniæ, Bavariæ, & Carinthiæ Duces, Landgravius Thuringiæ, & alii quàm plures Comites, Nobiles & Imperii miniſteriales. Datum apud Norimbergam Cal. Dec. An. Dominicæ Incarnationis 1224.

CCCV.

Literæ Inveſtituræ HEINRICI *Epiſcopi Wormatienſis, quibus* LUDOVICO *Comiti Palatino Rheni Caſtrum in* Heidelberg *cum Burgo ipſius Caſtri & Comitiam* Stalbuhel *in Feudum concedit. Wormatiæ* IX. *Calend. April. Indict.* (a) 14. *Anno* 1225. Cum CAPITULI *Majoris Eccleſiæ Wormatienſis Conſenſu & Ratificatione ſub loco & dato eod.* [MARQUARD FREHER Origines Palatinæ, Part. I. pag. 99. LUNIG, Teutſchen Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz I. pag. 127.] 1225, 24. Mar.

(a) Ou plûtôt, XIII.

HEIN-

ANNO 1225.

HEINRICUS Dei gratia Wormatiensis Episcopus, Domino Ludovico illustri Duci Bavariæ & Comiti Palatino Rheni salutem & dilectionem sinceram. Quia vobis commisit Dominus potestatem, & Dominæ (a) A. uxori filii (b) vestri, per quam Wormatiensem Ecclesiam juvare potestis, & ei assistere in suis necessitatibus, ut ad auxilium & consilium tam nostrum quàm ejusdem Ecclesiæ tam vos quàm successores vestri, & Dominæ A. qui per masculinum sexum descendunt, sitis perpetuo obligati, & vobis & successoribus dictis in feodum concessimus & assignamus, de communi consensu Capituli nostri, Castrum in Heidelberg cum burgo ipsius Castri, & Comeciam Stalbohel, cum omnibus attinentiis suis. Ut igitur hæc nostra concessio rata permaneat & illæsa, præsentem cedulam appensione nostri sigilli fecimus communiri. Acta sunt hæc Wormatiæ anno Domini MCCXXV. IX. Kal. April. Indict. XIIII.

(a) Agneti. (b) Ottonis.

HEINRICUS Præpositus, & Decanus, totumque Capitulum majoris Ecclesiæ Worm. omnibus præsens scriptum inspecturis salutem. Infeodationem quam Dominus Henricus Episcopus noster Wormatiensis fecit de Castro Heidelberg, cum burgo, & Comitia Stalbuhel, concedendo prædictam infeodationem Duci Bavariæ & Dominæ A. uxori filii sui, & successoribus ab ea descendentibus per masculinum sexum, consentimus, & eam ratam habemus, & super hoc præsentes Literas sigillo nostri Capituli fecimus communiri. Acta sunt hæc Wormatiæ. Anno Domini MCCXXV. IX. Kal. April. Indict. XIV.

CCCVI.

Avril. FRANCE ET FLANDRE.

Projet d'un Traité de Paix entre LOUIS IX. *Roi de France surnommé* S. LOUIS *&* JEANNE *Comtesse de Flandre, pour l'élargissement de* (1) FERRANT *son mari, prisonnier à la Tour du Louvre à Paris. Dressé à Melun au mois d'Avril de l'an* (2) 1225. [PIERRE D'OUDERGUEEST, Chroniques & Annales de Flandre Chap. CVII. feuil. 177.]

PREMIERS que ledict Conte Ferrant & sa femme s'obligeront por eux, & leurs successeurs a perpetuité, pardevant le Pape de ne jamais eux substraire de la feaulté & hommage du Roy de France; a peine que s'ils le faisoyent, les Evesques de Laon & de Senlis pourroyent en dedens quarante jours aprés mettre l'interdict en Flandre, sans en faire relaxation jusques a ce qu'ils eussent amendé leurs mesus & meffaict. Que la Ville & Forteresse de Douay, laquelle estoit lors en la main du Roy, y demeureroyt encores dix ans, mais iceux expirez, elle retourneroit au Conte, saulf au Roy l'hommage, & souveraineté. Que les nobles & communaultez de Flandre, s'obligeroyent, qu'en event que le Conte, la Contesse de Flandre, ou leur successeurs, contrevinssent a ceste Paix, ils abandonneroyent le Conte, & tiendroyent le party du Roy, jusques a ce que de leur different, droict en auroit été faict, par les Pairs de France. Et s'il y avoit aucun noble quy refusast faire ladicte obligation, le Conte seroit tenu de le dechasser du païs, & de confisquer ses biens, mesmes de jamais ne le recevoir en grace, ne fust du gré & consentement du Roy, & de la Royne Blanche sa Mere. Que jamais plus le Conte Ferrant en sa personne, ne s'esleveroit contre le Roy, la Royne ne ses successeurs Roys de France, & ne se substraheroit de leurs obeissance, ny du service qu'il est oblegé leur faire, tant & sy longuement, que le Roy luy feroit raison en la court des Pairs. Que les Contes & Contesses de Flandre, ne pourroyent jamais faire forteresses nouvelles, ny reparer les vielles situées deça l'Escaut, sinon par le congé du Roy, & de ses successeurs Roys de France. Que moyennant ce, de toutes choses advenuës tant d'un côté que d'autre, ne seroit jamais rien demandé, mais que demoureroit entre eux une bonne Paix, ferme, & stable. Ce fut faict a Melun en l'an mil deux cents vint & cinc au mois d'Avril.

(1) Il avoit été fait prisonnier à la célèbre bataille de Bouvines donnée le 17. de Juillet 1214. Il avoit toûjours été prisonnier depuis, & ne fut delivré qu'en 1227. après 12. ans & demi de prison.

(2) Il faut qu'il y ait faute dans cette date. *Louis* VIII. ne mourut qu'en Novembre 1226. & par conséquent S. *Louis* son Fils n'étoit pas encore Roi. Je crains qu'*Oudergueeste* n'ait, confondu deux Traitez en un.

CCCVII.

ANNO 1226.

(1) *Traité de Paix entre* LOUIS IX. *surnommé* S. LOUIS, *&* FERNAND *&* JEANNE *Comte & Comtesse de Flandre, fait à l'Ile au mois de Janvier* 1226. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici Part. I. pag. 11.] Janv. FRANCE ET FLANDRE.

UNIVERSIS præsentes Litteras inspecturis Officialis Curiæ Parisiensis, salutem in Domino. Noveritis nos anno Domini millesimo trecentesimo sexta die Martis post ramos Palmarum quasdam vidisse Litteras, formam, quæ sequitur, continentes.

Ego FERDINANDUS Flandriæ & Hannoniæ Comes & ego JOHANNA Comitissa Uxor ejus, notum facimus universis, præsentes Litteras inspecturis, quod nos conventiones subscriptas inivimus & fecimus cum charissimo Domino nostro LUDOVICO Francorum Rege Illustri, & heredibus & fratribus ejus, & illustri Regina BLANCHA Matre ipsius, videlicet.

§. 1. Quod nos tenemur tradere Domino Regi Litteras Domini Papæ continentes, quod si ego Comes, vel Comitissa, vel successores nostri in Comitatu Flandriæ resiliremus, (quod absit,) de conventionibus firmatis inter Dominum Regem ex una parte, & nos ex altera, Laudunenses & Silvanectenses Episcopi & eorum successores infra quadraginta dies, postquam ex parte Regis fuerint super hoc requisiti, per Litteras, aut Nuntium Domini Regis, promulgarent auctoritate Domini Papæ sententiam excommunicationis in nos & successores nostros in Comitatu Flandriæ, & omnes Coadjutores & Fautores nostros, & sententiam interdicti in terras nostras, coadjutorum & fautorum nostrorum, & illas sententias tenerent ac facerent teneri sine relaxatione, quousque id effet emendatum in Curia Domini Regis ad judicium Parium Franciæ. Dominus Rex tenebit forteritiam Duaci, in qua garnisio sua nunc est in manu sua à proxime præterita die circumcisionis Domini usque ad decem annos completos, ad costum nostrum, per viginti solidos Parisienses, deliberaturos singulis diebus cum securitate & fidelitate villæ Duaci; Ita quod in fine illorum decem annorum Dominus Rex reddet nobis forteritiam Duaci, Salvo quod homines villæ Duaci renovabunt Domino Regi eandem securitatem & fidelitatem, quam aliæ villæ Flandriæ ei fecerunt.

§. 2. Nos fecimus habere Domino Regi securitates & fidelitates militum, Communiarum, & Villarum Flandriæ, quod Domino Regi & heredibus & fratribus ejus, & Dominæ Reginæ Matri ipsius adhærerent, & fideliter se tenerent contra nos, nec nobis auxilium præstarent vel consilium, quousque id esset emendatum in Curia Domini Regis ad judicium Parium Franciæ. Et si qui milites, vel homines, vel si quæ villæ sunt, quæ non fecerunt easdem securitates & fidelitates, nos de ipsis eas habere faciemus, quando super hoc fuerimus requisiti; Et qui autem de Militibus, Communiis, vel Villis Flandriæ nollent facere Domino Regi fidelitates & securitates, quas alii, tàm Milites, quàm Villæ Flandriæ jam fecerunt, nos expelleremus eos de terra nostra, & faisiremus quicquid ipsi habent in feodo Domini Regis sine revocare eos, & sine reddere eis res suas, nisi per Dominum vel successores suos, donec fecerint securitates & fidelitates, permittatur.

§. 3. Nos & successores nostri non poterimus Dominum Regem vel heredes, vel fratres suos, vel etiam Dominam Reginam Matrem ejus, nec homines eorum in causam trahere occasione alicujus rei factæ ante pacem istam, quin remaneant semper in pace tenentes de omnibus his, de quibus Dominus Rex Ludovicus claræ memoriæ Pater ejus, & homines sui erant tenentes, die, quâ cum eodem Ludovico rege conventionem fecimus deliberatione mei Comitis faciendum, quod factum fuit apud Meledunum, anno Incarnationis Dominicæ, millesimo ducentesimo vicesimo quinto, mense Aprilis, & nihil juris in his de cætero vindicabimus, vel reclamabimus, præterquam de forteritia Duaci, (sicut superius est expressum.) Nos & successores nostri non inquietabimus nec guerrabimus Dominum Regem, nec heredes, nec fratres suos, nec Dominam Reginam Matrem ejus, nec homines eorum, nec ei deficiemus de servitute, & jure faciendo, quamdiu Dominus Rex velit facere nobis jus in Curia sua, per judicium Parium nostrorum; Nos non possumus facere forteritias novas, nec veteres infortiare in Flandria circa fluvium qui dicitur

(1) Ce n'est presque que le Traité précédent renouvellé ou plus au long.

ANNO 1226. dicitur Escauld; nisi per Dominum Regem, vel successores ejus permittatur.

§. 4. Has siquidem conventiones ego Comes, & ego Comitissa prædicti, tactis sacrosanctis Evangeliis, juravimus & promisimus nos bonâ fide, fideliter, & firmiter servaturos, & voluimus, quod ad illas similiter firmiter, & fideliter observandas teneantur per omnia hæredes & successores nostri in Comitatu Flandriæ. Ut autem præmissa perpetuæ firmitatis robur obtineant, præsentem paginam Sigillis nostris duximus roborandam. Actum apud Insulam. Anno Dominicæ Incarnationis, millesimo ducentesimo vigesimo sexto, Mense Januarii.

In cujus visionis testimonium sigillum Curiæ Parisiensis præsentibus Litteris duximus apponendum. Datum anno & die prædictis. *Et sur le repli est escrit.* Facta est collatio per me Biterris. *Et sont lesdittes Lettres cy dessus transcriptes, scellées en double queue de parchemin, d'un scel ou cachet de cire verte. Et sur le dos d'icelles est aussy escrit, ce qui s'ensuit:* Conventiones super pace inter Fernandum Comitem & ejus uxorem sub eorum sigillis, & Dominum Regem Ludovicum ac ejus matrem.

CCCVIII.

Juillet. *Imperatoris* FRIDERICI II. *Confirmatio Investituræ, per Imperatorem* FRIDERICUM I. HENRICO GUERCIO *Marchioni Savonæ, de Marchia Savonæ collatæ, facta in favorem* HENRICI *Marchionis Savonæ, Hæredumque suorum. Apud Burgum Sancti Donini, mense Julio* 1226. [Voyez-la ci-après sous le 15. Mai 1355.]

CCCIX.

Juillet. *Investitura ab Imperatore* FRIDERICO II. *de Castro, Burgo & Villis* Finarii, *aliisque Juribus & Locis*, HENRICO *Marchioni Saonæ indulta. Dat. apud Burgum Sancti Donini Mense Julio* 1226. [Voyez-la sous le 31. Août 1577.]

CCCX.

8. Nov. SAVOYE ET MARSEILLE. *Traité entre* THOMAS *Comte de Savoye, & la Ville de* MARSEILLE. *Fait le 8. Novembre,* 1226. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 54.]

In Nomine Domini nostri JESU CHRISTI. *Amen.*

EGO THOMAS *Comes Sabaudiæ, Vicarius in Lombardia Domini Frederici, per Dei gratiam Romanorum Imperatoris, & Regis Siciliæ, & Suriæ*, promitto tibi Hugolini Done Dame, Potestas Massiliæ nomine Communis MASSILIÆ, & pro eo stipulanti & recipienti, si Dominus Imperator commiserit mihi partes suas, in sopienda discorda ipsius Imperatoris & Communis Massiliæ, & in concedendo Privilegium dicto Communi Massiliæ, quòd ex tunc infrà tres menses, nisi fuerit prorogatum tempus, vel nisi remaneret de voluntate Communis Massiliæ, dabo & concedam nomine dicti Imperatoris, & tanquam Vicarius ejusdem, Privilegium dicto Communi Massiliæ, vel alicui certæ personæ nomine dicti Communis recipienti, & pro eo in modum infrà scriptum; Scilicet quòd dabo & concedam Communi Massiliæ, Jurisdictionem ordinariam & merum Imperium in tota Civitate Massiliæ, & ejus Burgis, & hominibus eorundem, tam in Villa superiori Massiliæ, quæ dicitur Episcopalis & Canonicalis, quàm in Villa inferiori Massiliæ, quæ olim dicta fuit Vice-Comitalis, sicut circuitur muris & vallatis, à portu portæ Gallicæ, usque ad portam Caladæ, & à portali Caladæ, usque ad Sanctum Joannem, & ab Ecclesia Sancti Joannis, usque ad portum portæ Gallicæ, dando etiam & concedendo ipsi Communi Massiliæ, quòd ei liceat facere Consules vel Potestates, vel alios Rectores, prout sibi placuerint in Civitate Massiliæ & ejus hominibus, sicut supradicta Civitas terminata est: Et quòd liceat dicto Communi dictam Civitatem Massiliæ suprà distinctam, muris & vallatis, & turribus munire, vel aliter ad ipsius Communis voluntatem: Et quòd liceat dicto Communi facere, seu concedere monetam publicam, legalem & licitam, æream, vel argenteam, vel auream, prout dicto Communi placuerit, salvo jure Comitis Provinciæ: Et quòd dabo, & concedam dicto Communi Massiliæ, mare & ripam maris, & portus, & insulas à portu Aquarum mortuarum, usque ad portum Olivelli; Et quòd liceat in eis dicto Communi ædificare, vel construere castra, & alia ædificia, & usatica ibi habere seu facere; congruo tamen modo, ad ipsius Communis voluntatem: Et quòd liceat dicto Communi, vel illi qui præerit dicto Communi, exercere jurisdictionem ordinariam, & merum Imperium in toto Episcopatu Massiliæ, & in toto districtu Civitatis Massiliæ, quod nunc habet dicta Civitas, & Deo propitio in anteà acquisierit, & quæ dabo, & concedam dicto Communi Massiliæ, & ejus hominibus, & ejus districtus immunitatem exactionum, & Toltarum, & Franchesiam in toto Regno Suriæ, & specialiter in Achone, & in toto Regno Siciliæ, & Apuliæ, eo modo & ea forma quo sunt immunes, & franchi, & esse consueverunt de facto, vel de jure Pisani, vel Januenses: Et quòd dicto Communi Massiliæ liceat habere Consulatum, & exercere jurisdictionem in dictis Regnis, in homines Massiliæ, & ejus districtus. Promittens etiam Ego dictus Comes Sabaudiæ tibi Hugolino, Potestas Massiliæ, recipienti & stipulanti, nomine dicti Communis Massiliæ, & pro eo quod Dominus Fridericus Imperator, post concessionem dicti Privilegii à me factam, in dicta forma, dicto Communi, vel alii pro eo, illud idem Privilegium corroborabit & laudabit, & confirmabit; & bullari seu sigillari sigillo suo Bulla aurea faciet, recipiendo idem Imperator in sua protectione, tam in mari quàm in terra, omnes homines Massiliæ, & ejus districtus, in rebus, & personis, eximendo idem Imperator ab omni Banno Imperiali commisso, vel hinc retro dato, dictum Commune Massiliæ, & ejus homines, & ejus districtus, & Civitatem Massiliæ: Et quòd liberabit idem Imperator, vel alius pro eo à vinculo carcerum liberè & quietè, nullo obstaculo mediante, Petrum de Sancto Jacobo, & Guillelmum Bivaudum Rosetum, confitens etiam, & recognoscens, Ego dictus *Thomas, Comes Sabaudiæ*, quòd prædicta omnia debeo complere, & facere ad effectum pervenire, pro fidelitate quam ei debet facere Commune Massiliæ, dicto Domino Imperatori, & pro duobus millibus marchis argenti, quas solvendo inde debeo recipere à Communi Massiliæ, & etiam, si visum fuerit, dicto Hugolino & Gratapaliæ, cùm nobis inde data sit potestas, tam à parte Communis Massiliæ, quam à me, quod pro prædictis omnibus attendendis & complendis ultrà dictas duo millia marchas possim, & debeam habere à dicto Communi Massiliæ, usque ad summam mille marcharum argenti tantùm; & quòd prædicta omnia, & singula attendenda & complenda, & attendantur, & compleantur bona fide, & sine fraude, in perpetuum dicto Communi Massiliæ, tactis à me corporaliter sacro-sanctis Evangeliis, juro Ego *Thomas Comes Sabaudiæ*, & mei sigilli munimine, hanc cartam publicam corroborari jubeo, & Nos Henricus de Carreto Marchio, & *Amedeus Filius dicti Thomasii Comitis Sabaudiæ*, & Gratapalia in animabus nostris, & dicti Comitis Sabaudiæ, tactis à nobis sacro-sanctis Evangeliis, quòd prædicta omnia, & singula attendentur & compleantur, dicto Communi juramus: Et sciendum est, quòd Nuntii Domini Comitis, qui Deo authore debebunt ire ad confirmationem dicti Privilegii faciendum, coram dicto Domino Imperatore, ibunt ad expensas communes Massiliæ eundo & redeundo, & stando in eodem itinere; Propterea sciendum est quod dictus Dominus Comes non est obligatus, neque tenetur deliberare prædictos, scilicet Petrum de Sancto Jacobo, & Guillelmum Bivaudum Rosetum, si in ipsius Comitis pervenerint potestatem; si dictus Imperator nollet confirmare dictum Privilegium, & prædicta omnia: Prætereà sciendum est, quòd de liberatis prædictis, Petro de Sancto Jacobo, & Guillelmo Bivaudo Roseto à vinculo carcerum, debent expediri liberè & quietè à carceribus, per Commune Massiliæ, Rolandus Lupus, & Albertonus de Pharisiis, qui detinentur capti à Commune Massiliæ. Actum in Civitate Albdiga, Anno Nativitatis Domini M. CC. XXVI. Indictione 14. die octava mensis Novembris. Testes Ulerius de Marcenascho Civis Albensis; Anselmus Fer de Massilia, Bertrannus Sarduси, Petrus Vetulus, Martinus Castanea Amator, Guillelmus de Rivotorio Civis Placentiæ, & ego Guillelmus Marrazanus Notarius sacri Palatii, rogatus hanc Cartulam scripsi & his omnibus interfui.

ANNO 1226.

ANNO 1226.

CCCXI.

1. Dec. *Diploma* HENRICI *Romanorum Regis; Quò in favorem* ALBERTI *Livonienſis Epiſcopi Marchiam unam per totum ejus Epiſcopatum inſtituit, eamque jure eodem, quò alii Principes utuntur, Illi concedit, cum annexa poteſtate cudendi Monetam, & fundandi Civitatem in Riga. Datum apud Norimbergam Kalend. Decembris Annò* 1226. *juxtà computationem* HELVICI. [Informatio circa Livoniam prodita à Legato Sued. in Tractat. Oliv. Anno 1660. Diarium Europæum Contin: 7. Actorum publicorum pag. 47. LONDORPII Acta publica Tom. VIII. Lib. IX. pag. 658.]

HENRICUS, Dei Gratiâ, Romanorum Rex & ſemper Auguſtus. Univerſis Imperii fidelibus, ad quos hæ Literæ pervenerint, Gratiam ſuam & omne bonum. Ad petitionem Alberti, Venerabilis Livonienſis Epiſcopi, Marchiam unam per totum ejus Epiſcopatum, per Livoniam videlicet & Lettiam, Leale & terras maritimas inſtituimus, & eundem ipſi Principatum, jure aliorum Principum, munificentia Regali, conceſſimus: Dantes ei poteſtatem faciendi monetam, & fundandi Civitatem in Riga, & in locis aliis, in quibus eas fieri oportüit: Si autem in partibus illis vera metalli cujuslibet, ſive Theſaurus occultus manifeſtatus fuerit, in hujusmodi jus noſtrum ſpeciale; ipſius fidei, de conſilio Principum noſtrorum, commiſimus. Statuimus igitur, & ſub interminatione gratiæ noſtræ firmiter præcipimus, quatenùs Epiſcopo prænominato, de omnibus juſtitiis & rationibus ad Regalem jurisdictionem pertinentibus, plenè reſpondeatur, & per omnia intendantur, ſcituri, quòd ipſum, tanquam dilectum Principem Imperii, ſincerè diligimus; & cùm per eum Imperiales termini dilatentur, & Barbarorum infidelitas, annuente Domino, Chriſtiano cultui ſubjugetur, nihil eorum omittere volumus, quæ commodo ſuo conducere poterunt & honori. Hujus noſtræ conceſſionis teſtes ſunt: Treverenſis & Salceburgenſis Archiepiscopi: Auguſtenſis, Bamenburgenſis, Bazowigenſis & Eiſtadenſis Epiſcopi: Auſtriæ, Saxoniæ, Bavariæ & Carinthiæ Duces, Landgravius Thuringiæ, & alii quàm plures Principes, Nobiles & Imperii Miniſteriales. Datum apud Norenberg. Kal. Decemb. Indictione XIII. &c.

CCCXII.

1227. Mars. *Literæ* RICHARDI *Comitis Regis Angliæ Fratris, quibus continentur & notæ fiunt Conditiones Treugarum nuper inter ipſum &* LUDOVICUM *Franciæ Regem initarum. Annò* 1227. [Pièce authentique, tirée du Volume LV. des Manuſcrits de la Biblioth. Royale de Berlin. pag. 89.]

UNIVERSIS præſentes Literas inſpecturis, Richardus Comes, frater Domini Regis Angliæ, ſalutem in Domino. Noveritis nos cepiſſe firmam treugam, & legalem de nobis, & omnibus hominibus noſtris, & omnibus impriſiis, feodis, & tenementis noſtris, & noſtrorum, cum Ludovico Dei gratia Franciæ Rege, & Regina matre ſua, & cum omnibus hominibus ſuis, & impriſiis ſuis qui eidem adhærebant, ut die Lunæ poſt Dominicam qua cantatum fuit *Lætare Jeruſalem*, & de omnibus feodis & tenementis, quæ ipſe Rex & ſui tenebant ad dictum diem firmiter obſervandam usque ad quindenam nativitatis Sancti Johannis Baptiſtæ, ita quod per terram & per mare mercatores cum rebus ſuis, & omnes alii cujuscunque conditionis ſint, eant & redeant ſecurè per terras quas Rex Franciæ & ſui poſſident, & per terras quas nos & noſtri poſſidemus. Milites vero noſtri ac alii homines noſtri poterunt ire per terras quas Rex Franciæ & ſui poſſident more tranſeuntium, ita quod non poſſint perhendinare in Villis Regis Franciæ & ſuorum, niſi infirmitate propriorum corporum, vel alia evidenti occaſione fuerint præventi, vel detenti, exceptis fugitivis, qui non poterunt, niſi de licentia Regis Franciæ, ad terram de qua ejicerentur, remeare. Eodem modo erit de fugitivis noſtris obſervandum; & milites & ſervientes ipſius Regis Franciæ, ac alii homines ſui eodem modo ire poterunt per terram & Villas noſtras & noſtrorum. Hujusmodi vero treuga debet inſinuari Domini Regis Angliæ fratri noſtro, quam ſi ratam habuerit infra tres ſeptimanas poſt Paſcha Regem Franciæ certificabit vel ejus mandatum, ſcilicet quod de navigio Angliæ terræ Regis Franciæ & ſuorum nihil erit timendum usque ad dictum terminum, & ſimiliter affenſus Regis Franciæ, & matris ſuæ, infra dictas tres ſeptimanas ſuper obſervatione treugæ erga Dominum Regem Angliæ debet ſciri, & Nuntiis ſuis intimari. Burgenſes vero Regis Franciæ & ſuorum omnia tenementa ſua quæ poſſidebant tempore bonæ memoriæ Ludovici Regis Franciæ, usque ad terminum dictæ treugæ pacifice poſſidebunt, ſalvo jure & Dominio Dominorum de quibus dicta tenementa movere dignoſcuntur. Et eodem modo Burgenſes noſtri & noſtrorum tenebunt ſua tenementa usque ad dictæ treugæ terminum prætaxatum, ita tamen quod mobilia quæ ejecta fuerint de terra Domini Savarici de Malloleone per eos qui tempore piæ recordationis dicti Ludovici Regis Francorum, relicta terra Domini Savarici, apud Rupellam ſibi fecerint manſionem, in dicta feoda reportabuntur, juxta juramenta Gervaſii Savarici, & Remundi Taillaud, hoc ſalvo quod de his mobilibus, cultura vinearum legitime poterit æſtimari, & ſi quod reſiduum fuerit, cultura prius ſolutâ in eadem ſaiſina remanebit. Si quid vero in hujusmodi treuga infra dictum terminum ab alterutra partium fuerit interceptum in Petrocorico & Vasconia, emendabitur per Petrum Ais, & Petrum Bermundi Milites Dictatores conſtitutos ex parte Regis Franciæ, & per Petrum Ogerii & per Fergam Milites conſtitutos ex parte noſtra, & debent convenire ad portum Caſtellionis. Si quid verò interceptum fuerit in partibus Xantoniæ & Angolesmi infra dictum terminum, emendabitur per Arnaldum de Amblevilla Militem & Senescallum Xantoniæ conſtitutos ex parte Regis Franciæ, & Arnulphum de Talemud, & Galterum Ridellum de Blavia conſtitutos ex parte noſtra, & debent convenire apud Labarde. Similiter verò ſi quid interceptum fuerit in Pictavia & Alniſio per Willelmum Ermengo Militem, & Ling. Graffin conſtitutos ex parte Regis Franciæ, & per Hugonem Raymundum & Hugonem de Podio Milites conſtitutos ex parte noſtra emenbabitur, & debent convenire apud Pontem de Ceſſe.

ANNO 1227.

Omnes vero iſti Dictatores juraverunt pro utraque parte rectè judicare, & utrique parti juſtas emendas facere. Comes verò Marchiæ pro ſe & ſuis:

Joannes Marescallus Franciæ
Thomas de Blaravio
Hugo de Baucajo
Droco de Moy
Herveus de Buſancy, &
Petrus Bermundi.

Milites pro Rege Franciæ, & Regina matre ſua, juraverunt dictam treugam usque ad dictum terminum firmiter obſervandam:

Et nos Richardus Comes pro nobis & noſtris.
Savaricus de Malloleone.
Willelmus de Breſles
Willelmus de Tallebot
Walterus de Alemania
Willelmus Mengat
H. de Vivione
Girardus de Blavia
Colinio de Molis
Willelmus de Valentia
Galterus de Pontibus, &
Hugo de Alemania

Juraverunt ex parte noſtra dictam treugam, usque ad dictum terminum firmiter obſervandam. Actum anno gratiæ 1227.

Et ſont les dictes Lettres ſcelleés en double queuë de parchemin, pendant au reply d'un ſeel de cire blanche, auquel d'une part eſt empreint un Chevallier armé & a la circonferences eſt eſcrit:

Sigillum Richardi fratris Regis Angliæ.

Et de l'autre coſté eſt un eſcuſſon dans lequel y a un Lyon rampant, & a la circonference duquel eſt eſcrit:

Comes Pictavienſis

Et au dos d'icelles Lettres eſt auſſy eſcrit ce qui s'enſuit:

Littera Richardi Comitis fratris Regis Angliæ, ſuper treugis initis cum Domino Ludovico Rege Francorum, & matre ejus. 1227.

ANNO 1227.

CCCXIII.

24 Sept. FLANDRE ET BRABANT. *Traité de Paix entre* FERDINAND *Comte de Flandre & de Hainaut &* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, &* HENRI *Fils du Duc. Fait l'an* 1227. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 71.]

COMPOSITIO inter FERDINANDUM Flandriæ & Hannoniæ Comitem & HENRICUM Ducem Lotharingiæ & HENRICUM filium ejus, mediantibus Hugone Episcopo Leodiensi, Godefrido Episcopo Cameracensi & Waltero Blesensi Comite. Arbitri pro assignatione sunt *Arnoldus de Aldenarde & Leonius Castellanus de Bruxella*, qui si discordes essent, *Gerardus de Jacea* eis adjungetur. Conventum autem est, quod Dux solvet quindecim milli. lib. quas Comes ex nomine ejus solvit Episcopo Leodiensi. Item singulis annis octingentas libras alborum de terra quam Comes Domino Leodiensi Episcopo pro ipso invadiavit: & pro assecuratione dictæ pecuniæ Dux dabit in manus Comitis Castrum *Geneppe*, quousque Comiti prædictæ summæ persolventur. Facta autem solutione, Comes Castrum *Geneppe* restituet Duci; quod Comes promisit, & cum ipso juraverunt *Arnoldus de Aldenarde*, *Egidius de Barbançon*, *Walterus de Formesella*, *Michael Conestabularius*, *Eustachius Camerarius & Raso de Gavere*, quos Comes plegios ad hoc constituit, & Brussellam intrabunt non exituri donec Comes satisfecerit. Actum Hoio anno Domini MCC. XXVII. feria sexta ante Michaëlis.

CCCXIV.

1228. *Recognitio* LUDOVICI *Comitis Palatini Rheni, & Ducis Bavariæ, Quod* EKBERTUS *Episcopus Babenbergensis eum & hæredes ejus illo feudo, quod* ALBERTUS *Comes antiquus de Pogen tenuerat, infeudaverit. Actum apud Esseling anno* 1228. [LUNIG, Teutsch Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abs. I. p. 128.]

LUDOVICUS, Dei gratia Comes Palatinus Rheni, Dux Bavariæ, omnibus in perpetuum. Quoniam labilis est memoria hominum, ideo, ne ea, quæ rite aguntur, postmodum revocentur, consueverunt scripti munimine roborari. Quapropter confitemur & notum esse cupimus universis, tam præsentibus, quam futuris, quod venerabilis Dominus noster Ekbertus, Babenbergensis Episcopus, nos & Ottonem filium nostrum, Palatinum Comitem Rheni, nostrosque hæredes omnes, qui jure feudali succedere debent, nobis *feudo, quod Albertus Comes antiquus de Pogen, pater istius Comitis, qui nunc superest, ab Ecclesia Babenbergensi tenuit*, & frater suus contra justitiam & præter voluntatem prædicti Episcopi violenter tenuerunt, rationabiliter infeudavit: *illo videlicet, quod a Patavia ex utraque parte versus Ratisbonam & ultra protenditur*; Hoc interposito pacto, quod Nos de eodem feudo nihil infeudare, nec obligare, nec vendere, nec aliquo modo alienare debemus ab Ecclesia, vel possimus, nisi de speciali consensu præfati Episcopi vel successorum suorum & canonice substitutorum; Adjectum fuit præterea, quod nos & noster filius, nostrique hæredes contenti debeamus esse antiquo jure Advocatiæ, quod per Privilegia vel per Seniores illius terræ poterit declarari. Præterea promisimus, quod Ecclesiam Bambergensem in possessionibus, Justitiis vel Hominibus manu teneamus & defendamus. Item omnia Jura Ecclesiæ Babenbergensis promisimus pro nobis & nostris hæredibus, nos inviolabiliter observaturos. Excepit prænominatus Episcopus villam *Nezelbach* & alias villas intermedias usque *Winzer* cum suis attinentiis liberas ab omni jure advocatiæ ipsi & ipsius Ecclesiæ retinendas; Ita tamen, quod numerus mansorum duodenarium non excedat. Et ut hæc a Nobis & nostro filio nostrisque hæredibus firma permaneant & inconvulsa, præsentem paginam Sereniss. Domini nostri Henrici, Roman. Regis, Adelberti, Magdenburgensis Archiepiscopi, Eckeberti, Babenbergensis Episcopi, Henrici, Wormacensis Episcopi, Henrici, Eystatensis Episcopi, Leopoldi, Ducis Austriæ, & nostro nostrique *filii Ottonis*, Palatini Comitis Rheni, sigillis fecimus muniri.

ANNO 1228.

Testes autem hujus sunt: *Conradus* Præfectus de Nurnberch, *Hermannus Marchio de Baden*, *Rudolfus Comes Palatinus de Tuwingen*, Ulricus & Everhardus *Comites de Helfenstein*, *Hartmannus* Comes de Dillingen, *Rupertus* Comes de Castel, *Fridericus* de Truheding, Dapifer de Walburch, *Conradus Pincerna* de Winterstetten, Conradus de Winsperch & alii quam plures. Acta sunt hæc apud Esseling A. Domini MCCXXVIII.

CCCXV.

Juin. *Instrumentum Treugarum sive Induciarum inter* LUDOVICUM IX. *Regem Franciæ &* HENRICUM III. *Regem Angliæ initarum apud Nogentum Mense Junii Ann.* 1228. [Tiré du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. pag. 101.]

OMNIBUS ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Philippus de Albiniaco, & Radulphus filius Nicohol. Senescallus Domini Regis Angliæ salutem. Notum facimus quod Dominus carissimus noster Henricus Rex Angliæ illustris, inivit treugas cum Domino Rege Francorum illustri Ludovico, & suis imprisiis & hominibus, tam per mare quam per terram, ab instanti festo beatæ Mariæ Magdalenæ in annum duraturas tali modo quod si in treuga fuerit interceptum, de interceptione emendanda sic erit. Interceptio facta nuntiabitur Dictatoribus hinc inde constitutis, qui sunt:

Theobaldus de Olorone, Senescallus Pictavienſis Et H.
Ex parte Regis Franciæ;
Ex parte autem Domini Regis Angliæ,
Henricus de Trablevilla, Senescallus Vasconiæ,
Et Willelmus Cautier.

Ita quod si infra duos menses postquam forisfactum eis constiterit legitimè, ni emendaretur, ex tunc ille cui fuerit forisfactum, poterit currere super malefactorem, donec plenariè fuerit emendatum; & Dominus Rex Franciæ sine mefacere poterit juvare hominem suum contra malefactorem qui forisfactum emendare noluerit.

Et Dominus Rex Angliæ similiter facere poterit, & Dominus malefactoris malefactorem tenebitur non juvare. Et Beuvron in iis treugis non poterit infortiari.

Si autem aliqua Fortalitia, vel Castrum aliquod, vel persona alicujus nobilis, durantibus treugis, caperetur, vel furtivè subtraheretur, statim Dominus Rex Franciæ per se, vel per gentes suas sine mefacere poterit de his se juvare, & Dominus Rex Angliæ similiter facere poterit.

Et sciendum quod Henricus Comes Marchiæ, tempore harum treugarum, per omnia remanebit in tali statu, in quo erat ea die, qua alia treuga capta fuit apud Stampas, tali modo quod dictus Comes non implacitabitur, vel vexabitur, nec in Foro Ecclesiastico vel Laico, de re aliqua de qua tunc esset tenens vel de qua tunc esset in pace; & si aliquo modo interim vexaretur quin remaneret in pace, & in eodem statu, Dominus Rex Franciæ non teneretur ad treugas observandas.

Dicti autem Dictatores tenebuntur facere emendari omnes interceptiones sive à prædicto Comite, sive ab aliis factas, ex parte Regis Franciæ, sive ex parte Regis Angliæ in treuga præcedenti, & in hac quæ capta est, præsentialiter faciendas. Nos autem ad has treugas capiendas & firmandas missi, de mandato ipsius Domini nostri Regis Angliæ in animam ejus eas juravimus ab ipso, & suis, bona fide, & firmiter observandas; & ab hoc quod bona fide & firmiter observentur quantum in nobis fuerit bona fide juravimus nos facturos.

In ejus rei testimonium has Litteras nostris facimus sigillis muniri. Actum apud Nogentum, anno Domini millesimo, ducentesimo vicesimo octavo, mense Junii.

Et sont les dictes Lettres scellées en double queue de parchemin de deux sceaux ou cachets sur cire jaune.

Litteræ Credentiales Regis Angliæ HEINRICI *ad Regem Franciæ* LUDOVICUM *super* PHILIPPO DE ALBINIACO, *&* CAROLO *Senescallo suo* NICOLAI *Filio in effectum præcedentis*

ANNO 1228. *cedentis Tractatus. Apud Weſtmonaſterium 6. die Maii.* 1228.

CARISSIMO Domino ſuo & conſanguineo Ludovico Dei gratia illuſtri Regi Francorum, Henricus eadem gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normanniæ, Aquitaniæ, Comes Andegaviæ, ſalutem & debitum in omnibus ſervitium. Mittimus ad vos dilectos & fideles noſtros, nobilem virum Philippum de Albiniaco, & Carolum filium Nicolai Seneſcallum noſtrum ad capiendum & firmandum inter vos & nos treugas puras, firmas & rectas, ſicut a Domino Papa Gregorio nono nobis eſt injunctum & nos treugas ipſas pro nobis, & omnibus hominibus, & impriſiis noſtris rectas & gratas habemus & firmiter obſervari faciemus.

In cujus rei teſtimonium has Litteras noſtras vobis mittimus patentes, teſte me ipſo. Apud Weſtmonaſterium ſexta die Maii, anno Regni noſtri duodecimo.

Et ſont les dictes Lettres ſcellées en queue de parchemin d'un ſcel ſur cire blanche & ſur le dos d'icelles eſt eſcrit:

Anno Regni noſtri duodecimo Littera Regis Henrici Angliæ de treugis ineundis cum Domino Rege Francorum, ad requiſitionem Gregorii Papæ noni.

CCCXVI.

1230. PRUSSE ET L'ORDRE TEUTONIQUE. *Transport fait par* CHRE'TIEN I. *Evêque de Pruſſe de toutes les Donations, qui lui ont été faites par* CONRAD *Duc de Maſovie, aux Chevaliers de* L'ORDRE TEUTONIQUE. *Fait l'an* 1230. [G. G. LEIBNITZ dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 8.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Amen.

EGO CHRISTIANUS primus Pruſſiæ Episcopus, notum eſſe volo, univerſis præſens Scriptum inſpecturis, quod propter Deum & ob defenſionem Sacroſanctæ Matris noſtræ Eccleſiæ, heu! jam pene in partibus illis depopulatæ à Paganis, videlicet territorio Chelmenſi, Fratribus de Domo Teuthonicâ, quicquid habui, dati mihi à Duce CONRADO, vel ab Eccleſia Plocenſi, vel empti, libere contuli, ut ipſi mihi, omnibus meis ſucceſſoribus ſint parati, contra Paganos pugnaturi. Ipſi vero mihi in eodem territorio jam ſupradicto contulerunt de omni aratro, unam menſuram tritici, & aliam ſiliginis, & ducenta aratra & quinque hologia, unumquodque de quoque aratro, cum omni utilitate. Teſtes autem hujus donationis & promiſſi: Henricus Abbas de Lucca. Frater. H. Sacerdos. Frater. H. Converſus. Fratres milites Chriſti. Andreas Götz cæterique quamplures. Alexander Sacerdos, Cives, Albertus Scultetus Mauricius, Hildebrand & quam plures. Et ut hæc permaneant inconvulſa, ſigillorum noſtrorum præmunivimus appenſione. Acta Incarn. Domin. MCC. XXX.

CCCXVII.

14. Fev. (1) *Recognitio* WILHELMI *Comitis* DE GULICHE, *de acceptis in feudum Advocatiis ibi denominatis, ab* OTTONE *Comite Palatino Rheni. Datum apud Frankenfurth* 16. *Kalendas Martii Anno* 1230. [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Abſatz I. pag. 129. MARQUARDI FREHERI Origines Palatinæ Part. II. pag. 30.]

WILHELMUS Comes de Guliche profitemur, quod Nos ab illuſtri Domino noſtro Ottone, Comite Palatino Rheni, Duce Bavariæ, feudum, quod a Patre ejusdem Ludovico Egregio Duce Bavariæ tenebamus, ſub hac forma recepimus & pacto, quod nos de proprietate noſtra in reditibus 20. marcarum eidem reſignavimus, & cum priore feodo recepimus ab eodem, ita tamen, quod datis 200. marcis dicti redditus 20. marcarum ad nos redeant abſolute, ſuper horum autem effectu & robore fidejuſſores ſunt Præpoſitus Wilhelmus, Advocatus Aquiſgranenſis, Chriſtianus Pincerna de Nidecke, Henricus Buuf, Curſilius, Milites de Guliche. Hæc utique ſupra ſpatium unius Anni effectu debent compleri. Bona autem prioris feodi ſpecialiter & nominatim & localiter ſunt ſubſcripta; Advocatia *in Briſche*, *Advocatia* in *Viletge*, Advocatia *in Wesle*, Advocatia in *Bercheim*, Advocatia in *Pfaupfingendorff*, Advocatia *in Holvilre*, Advocatia in *Munſtere*, Advocatia in *Grezuich*, Advocatia in *Urochem*, Bona in Zulpeche, quibus attinet Eccleſia S. Mariæ, Advocatia in *Dornich* Comitatus & jus Nemoris. Bona vero Pignoris ſunt allodium totum, quod dictus Comes Bavariæ habet apud Flowercke. Hujus facti ſunt Teſtes prædictus Præpoſitus Aquisgranenſis, Hartmannus Comes de Dillingen, Ludovicus Pincerna de Ouua, Wilhelmus Dapifer Junior de Alzeja, Hertwicus de Hirtzberg, Bruno de Alzeja, milites, cum toto Conſilio Domini noſtri Comitis Palatini, Wilhelmus Advocatus Aquiſgranenſis, Comes Pincerna de Nidecke, cum toto Conſilio noſtro. Ad hujus facti robur huic Literæ noſtrum fecimus appendi ſigillum. Datum apud Franckenfurt Anno gratiæ 1230. XVI. Kal. Martii.

(1) Cette Copie eſt tirée de *Lunig*, & ne diffère de celle de *Freherus* qu'en ce que l'Avocatie *in Viletge* y eſt nommée entre les autres. [DUM.]

ANNO 1230.

CCCXVIII.

Juin. MASOVIE ET L'ORDRE TEUTONIQUE. *Donation faite par* CONRAD *Duc de Maſovie & de Cujavie, de ſa Terre de Culme à l'Hopital de Sainte Marie apartenant à* L'ORDRE TEUTONIQUE; *faite au mois de Juin* 1230. [G. G. LEIBNITZ dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 7.]

EGO CONRADUS divina miſeratione Dux Maſoviæ & Cujaviæ, cunctis præſentibus & futuris, Scriptum præſens inſpecturis, notum eſſe volo, quod cum Pruteni & alii Chriſtiani nominis inimici, magnam partem Terrarum mearum ipſis adjacentium depræda-tionibus, incendiis tam Eccleſiarum, quam aliorum locorum, interfectionibus ac captivationibus virorum, mulierum & permultorum, peccatis hominum, qui altiſſimum in ſuis vanitatibus irritaverunt exigentibus, miſerabiliter divina permiſſione vaſtaverint, eorumque qui Chriſtum oderunt, ſemper aſcendens & ſuper aſcendens ſuperbia invaluerit, adeo ut nec adhuc ipſum in membris vivis perſequi ceſſent, aut deſiſtant; non ſolùm res, imò magis ipſum ſanguinem fidelium, inter infinitas & horrendas auditu & dictu abuſiones, quas in contumeliam exercent Creatoris, ſitientes; ſperans per viros Religioſos manum Domini, quæ nos tetigit, & flagellum indignationis ſuæ placare, ejusque favente gratiâ, quæ ſuis adeſſe conſuevit per Chriſti milites, quorum ſpes, virtus & gloria Deus eſt, brachium fortitudinis Saracenorum conterendùm; ſalutis animæ meæ ac meorum, æternæque retributionis intuitu, ac ob defenſionem fidelium in Polonia, uxore mea Agaſia, filiisque meis Boleſlao, Caſimiro, Zemovito, expreſſe de bona & ſpontanea voluntate conſentientibus, accedente quoque conſilio & conſenſu Epiſcoporum, Magnatum & Majorum Terræ meæ dedi & contuli Hospitali Sanctæ Mariæ Domûs Teutonic. & fratribus ejusdem Domus, totum & ex integro Culmenſe territorium, cum omnibus ſuis attinentiis, ab eo loco, ubi Drivenca egreditur terminos Pruſſiæ, & per deceſſum ejusdem fluminis usque in Viſlam, & in deceſſu Viſlæ usque ad Oſſam, & per aſcenſum Oſſæ usque ad terminos Pruſſiæ, in veram ac perpetuam proprietatem poſſidendum, pleno jure, cum omni libertate, totam terram cum aquis, aquarumque decurſibus, ſtagnis, paludibus, montibus, vallibus, ſaltibus, nemoribus, ſylvis, arbuſtis, pratis, paſcuis omnibus cultis & incultis, viis & inviis, cum omnium eorum libera & plena utilitate & fructu, quæ in prædictis omnibus ſunt vel fuerint inventa, apparentia, vel inculta, & ſpecialiter ſive aurum, ſive argentum, vel alia quæcunque ſpecies æris vel metallorum aut gemmarum, fontes vel venæ ſalis & quicquid omninò in Terrâ vel ſupra, vel in aquis inventum fuit, Caſtores & omnes venationes quarumque ferarum; piſcationes quoque piſcium omnis generis, cum ipſis aquis prædictis, & omni eorum proventu & utilitate in piſcationibus, navigiis, paſſagiis, pontibus, molendinis & inſulis cum villis & caſtris, oppidis, grangiis, foris, monetis, pedagiis, theloneis terrarum & aquarum, & omnino cum omnibus continentis intra limites prædictos & pleno jure & integra libertate, ipſorum etiam limitum, ſine qualibet diminutione, cum omni honore & jurisdictione, perfecto ac vero Dominio proprietate ac poſſeſſione omnium prædicto-

ANNO 1230. dictorum, & aliorum omnium, quæ in Privilegiis largitionum, in favorabiles quaslibet personas vel loca, in favorem, commodum & cautelam eorum, quibus confertur, conscribi solent aut possunt, ita ut beneficium meæ collationis, largissimam ad omne commodum, honorem & utilitatem domûs & fratrum eorum recipiat interpretationem. Nihil prorsus juris, utilitatis, advocatiæ, patronatûs, vel cujuslibet alterius juris, ditionis aut potestatis, quocunque nomine censeri possit vel appellari, mihi hæredibus vel successoribus meis, in omnibus supradictis, vel quolibet eorum retinens aut reservans, sed omnia ea cum libertatibus & pleno & integro jure, sine omni dolo, fraude, captione ac captiositate, sine diminutione ac coarctatione, cum bona & exuberante fide, & largissimo intellectu, Domui & fratribus memoratis contuli, & collata recognosco, me hæredes & Terram meam obligans & teneri volens de evictione. Præterea quicquid de personis vel bonis omnium Saracenorum, captivatione, deprædatione, extorsione, occupatione vel subjugatione, mobilium sive immobilium, terrarum vel aquarum, atque omnium in eis contentorum, quolibet modo fratres prædicti adipisci potuerint, cum omni & integro jure ac libertate superius præmissæ donationis, nulla prorsus diminutione, coarctatione vel impedimento ipsis à me, hæredibus meis, vel quolibet alio, quem nos prohibere vel coarctare possumus, præstando vel procurando eisdem conceffi, cum vera proprietate & perfecto Dominio, quietè possidendum: & in hoc consensi, cum uxoris meæ, & filiorum meorum, Episcoporum, Baronum & Magnatum terræ meæ consensu, contra omnem hominem, ad observationem & defensionem omnium supradictorum, secundum omne posse & totas vires meas, eisdem auxilium & consilium bona fide promittens, omnes hæredes ac successores meos & terras meas obligans mecum & astringens, ad ratihabitionem, observationem & conservationem donationum, concessionum, obligationum & promissionum omnium supradictorum. Fratres quoque prædicti bona fide repromiserunt mihi hæredibusque meis, secundum Dei honorem & amorem, contra Prutenos & alios Saracenos nobis conterminos, Terram nostram impugnantes, quamdiu hostes fidei sunt & inimici cultûs Christi, assistere, & sine dolo ac fictione unà nobiscum omni tempore militare. Ne igitur donationes & concessiones prædictæ, celebri dignæ memoriâ, tam utiles, quàm necessariæ; non solùm securitati fidelium in Polonia, qui graves impugnationes & oppressiones ab hostibus Christi jam dudum sustinuerunt, in præsenti proficientes, verùm etiam propagationi & ampliationi SS. Fidei Catholicæ, etiam ad ipsos infideles, quorum exinde speratur conversio, per Dei gratiam profuturæ, abeant in oblivionem, aut cujuscunque calliditate, dolo, versutiâ, sinistra interpretatione debilitari, pervertì, frangi, violari valeant, aut irritari, vel saltem malevola machinatione attemptari, sed potius piæ meæ donationes sanctæ firmæ maneant & inconvulsæ; Ad perpetuam præfatorum gestorum memoriam præsentem paginam testium infrascriptione mei, uxoris meæ, Episcoporum & Magnatum Terræ meæ sigillis roborari feci ac communiri. Acta sunt in Cruswiz ante Pontes ab anno Incarnationis Dominicæ MCC. XXX. mense Junii, Indictione tertia. Testes horum sunt, Gunterus Episcopus Masoviæ, Mislie Episcopus Cujaviæ, Christianus Episcopus Prussiæ, Arnoldus Præpositus, Wilhelmus Decanus, Pacoslaus Junior Comes Dirschovienfis, Nicolaus Cancellarius, Magister Joannes, Magister Cancellarius, Georgius Subcancellarius & quàm plures alii tam religiosi quam seculares.

CCCXIX.

L'EMPIRE ET LES SARASINS. *Traité de Paix entre* FREDERIC II. *Empereur & Roi de Sicile &* ABBUISSAC *Prince des Sarasins d'Afrique, touchant la sureté du Commerce, & la jurisdiction de l'Empereur sur les Sarasins de l'Isle de Corse, sans y comprendre les Villes de Gênes, de Pise, de Marseille & de Venise, qui avoient fait un Traité séparé avec le Calife: conclu par Guibault Ambassadeur & Otage de l'Empereur l'an* 628. *de l'Hégire, qui est l'an de Jesus-Christ* 1230. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, Part. I. pag. 13.]

In nomine Dei misericordis Miseratoris.

INCIPIMUS cum laude Dei maximi & invocatione illius perlaudate petimus prosperitatem, laus Deo, scienti abscondita, futura, extranea, qui est æternus post finem omnis viventis. ANNO 1230.

§. 1. Tandem hoc est diploma pacis benedictæ, si voluerit Deus excelsus & pretiosus, quæ est inita per benedictionem Dei, cujus (pacis) toga est picta gemmis observationis jurisjurandi, & rami illius penetrarunt usque ad gradum fœlicitatis, quam Senior, excellens, magnificus, reverendus, fidelis præeminentiæ, benedictus & fortunatus Abbuissac filius Senioris honorandi, reverendi, defuncti Abjebrahim filii Senioris sanctificati, legis Dei militis & defensoris Abihafri, de quibus Deus sibi complacuit, & duxit illos ad rectitudinem Consilii & Electionis, quemadmodum fecit eos arbitros Consiliorum, & secundum voluntatem suam, sic fieri, vel non, ordinavit; mediante Vibaldo Christiano Equite, fideli Legato Regis celebris, maximi Romanorum Frederici Cæsaris Imperatoris Romæ, & Regis Siciliæ & Saxoniæ; Concordet eum Deus, & ducat ad rectitudinem & prosperitatem secundum optimam intentionem, cum in potestate suâ hoc posuisset; quem miserat prædictus Rex, cum quo contraxit fœdus per manus Legati sui Vibaldi, Equitis fidelis secundum Conventiones; quarum postea sequetur Declaratio in hoc Diplomate.

§. 2. Inter quas est, ut dimittantur illi omnes, qui sunt in Africa ex captivis Christianorum, qui capti fuerunt, sive mares, sive fœminæ, sive parvi, sive magni, ex omnibus, qui adhuc amplectuntur legem Christianismi; Et etiam, ut ipsi dimittant omnes captivos Mahometanos, qui sunt apud eos, amplectentem legem Mahometismi, sive sint mares vel fœminæ, parvi vel magni. Et ut tollantur vexationes & exactiones ordinariæ, & solitæ exigi à Christianis navigantibus ad Provincias Africæ, à mercatoribus Insulæ Siciliæ, Calabriæ Principatus & Apuliæ; Et ut ipsi etiam tollant omnes exactiones solitas exigi secundum morem & ordinem à navigantibus Africanis ad prædictas regiones prædicti Regis de quibus diximus, ut sint liberæ.

§. 3. Et etiam detur illis dimidium tributi Insulæ Corsicæ signatum & ordinarium tempore messis solitæ, neque habeant Christiani in prædicta Insula Corsicæ Jurisdictionem super ullum Mahometanum, præter Præfectum Mahometanum missum à prædicto Rege Siciliæ nomine suo, ad regendos tantummodo populos unitatis, & sit occupatus in negotiis populi unitatis, quem Deus honorificet. Omne hoc præstatur illis hoc pacto, ut ipsi se obligent & habeant curam restituendi omne, quod in hoc mari deprædatur à piratis Christianis, qui subsunt Imperio dicti Regis, & qui sunt sub sua Jurisdictione, subjecti suo dominio & potentiæ, ex omnibus Jurisdictionibus suis, præter Genuam, Pisam, Marsiliam & Venetias, cum jam declaratum sit, quod etsi prædicti populi pro personis & statu jam pacem inierint cum Domino nostro Califa Sacerdote, Imperatore fidelium, qui Rex prædictus (scilicet Imperator) se obligat restaurare & satisfacere omne, quod usurpatur ab unoquoque ex omnibus gentibus, subditis suæ ditionis sive sint mercatores & milites in omnibus regionibus Africæ, ut persolvatur omnibus existentibus & venientibus per eam, ex incolis suis; Et ut etiam satisfaciat omnibus euntibus ab Africa ex incolis suis usque ad Provinciam Ægypti, & qui ad alias regiones sint navigantes & iter facientes cum Caravalis euntibus ad Africam.

§. 4. Et ut etiam reddant secura omnia littora Africæ, oppida, regiones & Provincias, cum præsidiis, portibus & limitibus. Et ut etiam, si aliquis introiverit in portum aliquem ex portibus Africæ vel refugerit ad aliquod littus ex littoribus suis, sive sit habitatum, vel desertum, jam sit securus ab incolis Africæ & ab omnibus Mahometanis, Ægyptiis, & aliis, ut si aliquis refugerit ad aliquod littus ex littoribus Africæ, & receperit damnum & molestiam ab aliquo subdito Regi prædicto, obligabuntur ipsi ad resarciendum damnum.

§. 5. Et ut etiam ne irritent, neque provocent aliquem ex illius incolis, spe vel timore, neque conculcent partem aliquam in illa, sponte suâ, damni faciendi causa, neque auxilium præstent aliis gentibus ad id faciendum, & se obligent restaurare omne, quod amittetur & auferetur ex illâ regione ab omnibus Christianis subditis prædicto Regi, & subditis Imperio illius, ut antea dictum fuit, secundum has conditiones & pacta contra eos, & cum ipsis, cum quibus inita est pax, in spatium continuorum decem annorum, quorum principium incipit ab initio & inscriptione ipsius diplomatis; Et sic statutum est, ut omnia adimplerentur; de quo se obligavit, sic fore pro parte Regis Imperatoris Romæ, & Insulæ Siciliæ, & Saxoniæ, illius Legatus & obses Vibaldus Eques prædictus, qui dixit, se ab ipso

ANNO 1230. ipſo acceptſſe mandatum, & negotium pacis pro ipſo, & ut ſtatuat negotia, loco Imperatoris, ſecundum quod declaravit Epiſtola ſua, & promiſit, verba illius ſe ſervaturum. Sic Senior honorandus, reverendus & excellens Abbuiſſac cum ipſo conditiones compoſuit. Deus concordet conſilia illorum, & corroboret intentiones ſuas ſecundum ordinem prædictum, cum illi dediſſet judicium acerrimum ad hoc ordinandum & mittendum ad eum; benedicat eum Deus, qui perducat illum ad rectitudinem conſilii, qui eſt ejus cuſtos & dignus Protector. Hoc contraxit inter illos fore ſervata ſecundum pactum Dei inter ipſos actum, quo ſe obligavit, & quicumque illud amplectitur, prosper evadit & lucratur, & qui ad eum refugit, liberabitur, & qui ad illud recurrit, ſecurus redditur. Factum eſt Diploma hoc juramento ad confirmanda, quæ in eo ſunt, & in Deo eſt ſpes authore Mundi & Creatore.

§. 6. Hæc pax prædicta fuit contracta cum prædicto Legato Chriſtiano, in præſentia illorum, quorum Deus miſereatur, Mahometanorum & Chriſtianorum, & teſtes intellexerunt omne hoc, quod præſentatum eſt ad omne, quod diximus, & illorum, quos vocavit Senior magnificus, honorandus & benedictus, & corroboratus virtute Dei Abbuiſſac prædictus; Deus perpetuet altitudinem eorum & proſperitatem illorum, quod ipſis attinet de hoc, & de teſtimonio interpretum infra dictorum, & quod ipſis attinet, quod declararunt & intellexerunt, quod Chriſtianis prædictus omne hoc confirmaſſet acceptſſe & teſtimonia dediſſe, de toto dimidio menſis Jamadalacheri, anno 628.

§. 7. Et ex pactis, quibus hæc pax contracta fuit expleta & perfecta, eſt quod nemo ex mercatoribus Mahometanorum, qui navigat, eundo & redeundo ad regiones & provincias prædicti Regis ad merces tantum, impediatur ſecundum confœderationes prædictas, & perſolvat decimam. Et hoc Diploma eſt certum, verum & utile, ut petierunt illud, & eſt clarum & perfectum.

Hametes, Mahometis filius, filii Geber Alceroani, & Hametes Omar, filii Omar, Hametis filii Albilbal, & Abduzerami, Abdalla filius Alcorasci, & Mahometes Benabilcazin, Brin Balbin Alcorasci, Hascan Abdalla, filius Binalchaim Athami. In eo ſunt etiam ſcripta teſtimonia litteris Latinis teſtium, & magni Romanorum Regis.

CCCXX.

23. Juill. *Compromiſſum inter* GREGORIUM IX. *Papam & Fridericum II. Romanorum Imperatorem, ad viam inveniendam, qualiter ad ipſum Dominum Imperatorem, cum honore Eccleſiæ, Gaietana & S. Agathæ Civitates, & omnes cum bonis ſuis de Regno Siciliæ, quos in fidem ſuam recepit Eccleſia, revertantur, ad quem Tractatum ab utraque parte datus eſt annus. Actum apud S. Germanum 23. Julii* 1230. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. III. Col. 1008. prior. Edit. *Rom.* in *Richardi de S. Germano* Chronico.]

In nomine Domini, Amen.

NOS Bertoldus Aquilejen. Patriarcha, &. . . . . Archiepiſcopus Salſenburgen. . . . . Epiſcopus Ratisponenſis, Limpuldus Auſtriæ, ac Stiriæ.... Carinthiæ, & Otto Moraviæ, Duces, Dei gratia Principes Imperii, per præſentes notum fieri volumus univerſis, quod inter ſacroſanctam Romanam Eccleſiam Matrem noſtram, & Dominam, & ſereniſſimum Dominum noſtrum Fridericum Imperatorem ſemper Auguſtum, Hieruſalem, & Siciliæ Regem convenit, quod de communi eorum voluntate tractabitur de via invenienda, qualiter ad ipſum Dominum Imperatorem cum honore Eccleſiæ, Gajetana, & Sanctæ Agathæ Civitates, & omnes cum bonis ſuis de Regno Siciliæ, quos in fide ſua recepit Eccleſia, & in Eccleſiæ devotione perdurant, revertantur. Ad quem Tractatum datus eſt annus, niſi antea via valeat inveniri, ad quam inveniendam dicta Mater Eccleſia curam, & ſolicitudinem adhibere promiſit, nec ultra terminum niſi de conſenſu partium prolongabitur, ſed ſi, quod abſit, infra ipſum terminum via inveniri non poſſit, ei tunc per Arbitros communiter eligendos procedetur in via, ut dictum eſt, eligenda, quorum ſint duo ex parte Eccleſiæ, & duo ex parte Imperatoris. Qui ſi concordare non poterunt, quintum eligent, & dicto majoris partis ſtabitur. Præſtitit autem Dominus Imperator juramentum per Thomam de Aquino Acerrarum Comitem de mandato ſuo in Anima ſua jurantem quod in interim prædictas terras, & homines non offendet, nec permittet offendi à ſuis, & viam, quæ invenietur per communem Tractatum ſanctæ Romanæ Eccleſiæ, & ejusdem Domini Imperatoris, vel per Arbitros, ipſe Dominus Imperator obſervabit. Notum quoque fecimus, quod Dominus Imperator omnem offenſam Theutonicis, Lombardis, Tuscis, & hominibus Siciliæ generaliter, & Gallicis, qui contra eum Romanæ Eccleſiæ adhæſerunt, ac dictum Acerrarum Comitem fecit jurare, quod nullo unquam tempore prædictos offendet, nec permittet offendi pro eo, quod contra eum, orta discordia, Romanæ Eccleſiæ aſſiſterunt, ſed pacem eis, ac Eccleſiæ obſervabit. Remittit etiam ipſe Dominus Imperator ſententias, conſtitutiones, & banna, ſi qua per eum, vel per alios lata, vel edita ſunt occaſione hujusmodi contra eos. Promittit etiam, quod terras Eccleſiæ in Ducatu, & Marchia, ſeu alio patrimonio Eccleſiæ non invadet, nec devaſtabit per ſe, vel per alios, ſicut in Scriptis ab ipſo Domino Imperatore factis ſuper prædictis omnibus, & Bullis aureis impreſſis, ac Typariis S. Majeſtatis munitis plenarie continetur. Nos etiam nihilominus tactis Sacroſanctis Evangeliis juravimus procurare bona fide, quod prædictus Dominus Imperator prædicta ſervabit, & contra ea non veniet. Quod ſi fieret, niſi infra tres menſes in Regnum, infra quatuor in Italiam, infra quinque extra Italiam duxerit emendandum, potenter, ac patenter ad requiſitionem Eccleſiæ aſſiſtemus ei contra eundem Dominum Imperatorem, donec ſatisfecerit. Quod ſi per Dominum Imperatorem ſteterit, quod Arbitros non elegerit, vel Arbitros impediverit, ne procedant, nos Eccleſiæ tenebimur, ut eſt ſcriptum. Si autem Eccleſia Arbitros dare noluerit, vel datos impediverit, ne procedant, nos ex tunc quantum ad hunc articulum non tenebimur juramento. Ad cujus rei memoriam præſens Scriptum fieri fecimus, ſigillis noſtris communitum. Actum apud Sanctum Germanum Anno 1230. menſe Jul. 23. die Menſe ejusdem Indict. 3.

ANNO 1230.

FREDERICI II. *Imperatoris Declaratio de Compromiſſo inter ipſum & Gregorium IX. Papam facto ad viam inveniendam &c.* [RAYNALDI Continuatio Annalium Cæs. BARONII Tom. XIII. ann. 1230.]

FREDERICUS &c. Per præſens Scriptum notum fieri volumus Univerſis, quod inter Sacroſanctam Romanam Eccleſiam Matrem noſtram & nos convenit, quod de communi voluntate tractabitur de via inveniendâ, qualiter ad nos cum honore ejusdem Sanctæ Romanæ Eccleſiæ revertantur Cajetana, & Sanctæ Agathæ Civitates, & omnes cum bonis ſuis de Regno noſtro Siciliæ, quos Eccleſia ſua fide recepit, & in Eccleſiæ devotione perdurant.

CCCXXI.

Declaration & Promeſſe de THIBAUT *Comte de Champagne Seigneur direct de la Ville de* Neufchâtel *en Lorraine, portant que, ſi le Duc de Lorraine ſon Vaſſal manque à ce qu'il a promis aux Habitans de ladite Ville, il l'obligera à leur donner ſatisfaction, Ann.* 1231. [La Veritable Origine des Illuſtres Maiſons d'Alſace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves pag. 139. *Ex Regiſtro* III. *Cameræ Comp. Pariſ.* Num. 282.] 1231.

LE THIBAUT de Champagne & de Brie Cuens Palant, faz cognoſſant à touts ceulx qui ces Lettres verront & orront, que ge ay promis & crantey as Borgis de Nuef-Chaſtel, qui eſt de mon fié, que je feray tenir & gardeir mon Couſin & mon home MATHIEU Duc de Lohrroyne & Marchis, teil convenant comme il a creantei & jurei à Borgis del Nuef-Chaſtel, enſi com ſes Lettres, qui de ce ſont foettes le tesmoignent. Et ſe li Dux paravanture encontre ſes Lettres lor forfaiſoit riens, & il ne l'avoit radrecié dedans les XL. jours, qu'il en ſeroit ſemons & requis de ceux de Nuef-Chaſtel, ge requerroye le Duc qu'il le deffeiſt. Et ſe il ne le voloit deffaire, je le ſerois deffaire en bonne foy XL. jours apres ce que s'il del Nuef-Chaſtel leur requeroient, par le crant & par le los del devant

ANNO 1231. vant dit Duc. Et en tesmoignage de veritei, ai ge fait ces Lettres ſeelleir de mon ſceil, l'an que li milliaires coroit par MCC & XXXI.

CCCXXII.

Juillet. LUXEMBOURG ET BAR. (1) *Contract de Mariage entre* HENRI I. *dit* le Blond *ou* Blondel, *Comte de Luxembourg, &* MARGUERITE DE BAR, *fille Ainée de* HENRI *Comte de Bar; par lequel mariage, la Ville de* Ligny *en Barois entre dans la Famille de Luxembourg. Fait au mois de Juillet* 1231. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum. Tom. I. Cap. LXXIX. pag. 378.]

EGO ERMENSINDIS, Comitiſſa Lucemburgenſis, Marchioniſſa Arlunenſis, omnibus præſentes Litteras inſpecturis notum facio, quòd HENRICUS Dominus de Lucemburg, filius meus, ducere debet in uxorem MARGARETAM, filiam Domini Henrici Comitis Barrenſis: & idem Comes dedit filio meo prædicto in maritagio Lineyum, & Caſtellaniam cum dependitiis, hominiis & domeniis:

Ita quòd Lineyum & Caſtellaniam, cum ſupradictis omnibus, eidem tenetur facere valere ſeptingentas libras. . . . . annuatim, tali conditione, quòd ſi terra jam dicta minùs quàm ſeptingentas libras valeret annuatim, ipſe defectum tenetur ei aſſignare per dictum duorum bonorum virorum, quorum alter de hominibus meis, reliquus verò de hominibus Comitis Barrenſis debet eſſe. . . . . de Lineyo in terra ſua. Et ſi jam dicta terra plus quàm ſeptingentas libras annuatim valeret, hoc quod ſupercresceret, ſibi & aliis heredibus ſuis remaneret.

Et hæc debent discerni per duos dictores ſupradictos per aſſenſum meum & Henrici filii mei, & Comitis Barrenſis, ad hoc electos. Terram autem ſupradictam debet facere tenere Comes Barrenſis Henrico filio meo liberè, ſicut allodium proprium, & ſine ſervitio alicui propter hoc impendendo. Ipſe verò filius meus vel heredes ſui illam de aliquo reaccipere in feodo non poſſunt.

Si verò Margaretam filiam Comitis, ſine herede corporis ſui, vel heredes ſuos, ſi quos haberet de filio meo, de herede in heredem, ſine herede mori contingeret, terra prædicta ad Comitem & heredes ſuos rediret.

Et ſi ELIZABETH filiam meam, prædicti Comitis ſororem, filii mei Walerami uxorem, ſine herede corporis ſui, vel heredes ſuos, ſi quos haberet, de herede in heredem, ſine herede mori contingeret, (*a*) Marci-villa cum appenditiis ſuis, & Arencey cum appenditiis ſuis, ſicut ego eadem teneo in dote, redirent ad Margaretam filiam Comitis, & ad Henricum maritum ejus, filium meum, & heredes eorum: & tunc terra de Lineyo ſupradicta ad Comitem Barrenſem & heredes ſuos alios reverteretur.

(*a*) C'eſt Marville.

Item ſi dictam Margaretam ſine herede corporis ſui, vel heredes ſuos, ſi quos haberet de Henrico filio meo, de herede in heredem, ſine herede mori contingeret, Marci-villa & Arenceyum cum appenditiis, ſicut ſupradictum eſt, ad Comitem & heredes ſuos reverterentur. Dictus verò Henricus filius meus debet dotare ſæpefatam Margaretam de ſeptingentis libris terræ. . . . . in Caſtello & Caſtellania, in hominiis & in Dominiis. Et in illo die, quo idem filius meus Margaretam ducet in uxorem, debent nominari & caſtellum & Caſtellania ſupradicta, & terra aſſignari per duos dictores ſupradictos.

Et idem filius meus tenetur ducere in uxorem eamdem Margaretam, quàm citò ipſa ad ætatem devenerit competentem: & ſuper hoc ipſe filius meus fidem dedit. Et ego ERMENSINDIS Comitiſſa mater ejus, hoc matrimonium, & omnes conventiones ſupradictas tenere, & facere teneri creantavi, & ſuper his fidem dedi. Ipſe etiam Comes Barrenſis ipſum matrimonium, & omnes conventiones ſupradictas tenere, & facere teneri, fide data, creantavit.

Et ſuper his obſervandis amicos & fideles meos plegios conſtitui de tribus millibus libris Metenſis monetæ. Similiter Comes Barrenſis ſuper eodem matrimonio, & ſuper prædictis conventionibus tenendis, amicos & fideles ſuos plegios conſtituit de tribus millibus libris Metenſibus.

Quod ut firmum ſit, præſentes Litteras ſigilli mei munimine roboravi. Actum anno Domini milleſimo ducenteſimo triceſimo primo, menſe Julii. ANNO 1231.

(1) Ce Contract fut ratifié en 1235. mais comme Marguerite étoit encore trop jeune, le mariage ne fut conſommé, qu'en 1240.

CCCXXIII.

1232. 3. Fevr. *Arbitrium ſive Laudum à* GREGORIO IX. *Romano Pontifice ſententiatum inter* T. PATRIARCHAM GRADENSEM, *ab una, &* M. CASTELLANUM EPISCOPUM *ab altera parte, ſuper Juribus Patriarchatui, aut Episcopatui præfato pertinentibus. Agnaniæ* 3. *Nonas Februarii. Anno ſexto Pontificatus* GREGORII. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. *Venetiar. Patriarchæ*, col. 1334. prior. Edit. *Rom.* & col. 1258. ult. *Venet.* A°. 1720.]

GREGORIUS *Episcopus Servus Servorum Dei, Venerabili Fratri* EPISCOPO CASTELLANO *ſalutem, & Apoſtolicam benedictionem.*

LONGINQUITATE ſæpe fit temporis, quod res clara præſentibus, redditur obſcura futuris: ſed in his memoriæ attulit ſcriptura ſuffragium, dum modernis præſentat præterita, & præſentia protrahit ad futuros. Hinc eſt, quod judicia ſcriptorum ſolemnitas incipit, factorum ſerenitas (*a*) memoriæ nubem oblivionis excludens. Sanè orta inter te, & Ven. Fratrem noſtrum Patriarcham Gradenſem ſuper diverſis articulis quæſtione, tandem poſt longos circuitus in dilectum filium Jordanum Priorem Sancti Benedicti Paduan. & ſuos conjudices à Sede Apoſtolica delegatos, fuit à partibus compromiſſum; quod auditis præpoſitis eorum ipſi incertum inter partes Arbitrium protulerunt. Verum quia nonnunquam dum ſolvitur anſa, nodus incurritur, ac interdum lites ex litibus oriuntur, ad moderamen Sedis Apoſtolicæ litigantium contentio arbitrium protulit ſupradictum. Nos autem auditis & intellectis per fidelem relationem dilecti filii noſtri C. tit. Sancti Marci Presbyteri Cardinalis, quem tuo, & partis alterius Procuratoribus dedimus Auditorem hinc inde propoſitis, quædam in ipſo arbitrio duximus monſtranda, remotis, quæ tollenda videmus, & adjunctis, quæ decernimus adjungenda. Ne igitur ſopita quæſtio renascatur, Arbitrium ſic correctum de verbo ad verbum in præſentibus juſſimus annotari, & auctoritate Sedis Apoſtolicæ robur impartientes eadem auctoritate præſentium tibi mandamus partis ad arbitrium inviolabiliter obſervare procures.

(*a*) *Al.* memoriam, &.

Tenor autem Arbitrii talis eſt.

In Nomine Domini æterni Amen.

ANNO ejusdem Nativitatis 1231. Indictione IV. die ſexto intrante Decembris, apud Eccleſiam S. Leonis deblucta furis. Præſente Magiſtro Patavino Canonico Paduan. Dominis Goraldo de Guanſo, Alberto de Piscio, & Fugeto Notario da Salco, Johanne Textore, qui ſtat ſuper Campum Sancti Benedicti, Taviro Brazaſollo de Pegimo Not. Paduan. & aliis multis &c.

In Nomine Patris & Filii & Spiritus Sancti, Amen.

NOS Johannes S. Benedicti Paduan. & Albertus S. Johannis de Monteſilice Priores, ac Magiſter Bernardus Vaſtus Decretalium Doctor, Quibus Dominus Papa Cauſam ſive Quæſtionem, quæ vertebatur ſuper quibusdam Eccleſiis, rebusque aliis inter Dominos T. Dei Gratia Patriarcham Gradenſem, ex una parte, & M. eadem Gratia Caſtellanum Epiſcopum ex altera, ſub certa forma commiſit, & ſic mandavit, ut ad componendum inter partes daremus operam efficacem, in quos prædicti Patriarcha nomine ſuo, & Eccleſiæ Graden. & verbo & conſenſu Capituli Graden. & Epiſcopus Caſtellanus nomine ſuo, & Eccleſiæ Caſtellanæ verbo & conſenſu Capituli Caſtellani de quæſtionibus, quas habebant ad invicem, vel videbantur habere, ſponte & amicabiliter compromiſerunt. Cauſæ lites, ſeu quæſtiones, quæ inter eos videbantur verti, tales erant. Super C. ſolidis pro cenſu animatis ſolvendis ut dicebatur. Super Cathedratico quinque ſolid. Super duabus Procurationibus exhibendis Patriarchæ quolibet anno in eundo & redeundo Gradum. Super viſitationem perſonaliter ſemel in anno per Epiſcopum fiendam ad Gradenſem Eccleſiam in feſtivitate beatorum Martyrum Hermacoræ & Fortunati. Super appellationibus ab

Epiſcopo

ANNO 1232. Episcopo Castellano ad Patriarcham faciendis, super perdonantiis, sive indulgentiis, & publicis pœnitentiis, & excommunicationibus, & absolutionibus generalibus, & spiritualibus, quæ dicebantur fieri in Ecclesia Castellana per Patriarcham Gradensem. Super consecrationibus Ecclesiarum, Episcoporum, & Benedictionibus Abbatum, & Ordinationibus Clericorum, & chrismandis pueris, quæ dicebantur fieri per Patriarcham in Diœc. memorata. Item super exequiis mortuorum, an Patriarcha interesse debeat. Item super Chrismate non conficiendo per Patr. in Diœcesi Castellan. Item de Episcopis alienæ Provinciæ, Patriarcha invito, de licentia Episcopi Castellani possent, vel non, Episcopalia exercere. De fidelitate præstita ab Episcopo Patriarchæ. Item de absolutione facta per Dominum Papam, quod non teneatur Episcopus personaliter ire ad Gradum. Item de statutis Patriarchæ in Synodo Provinciali factis servandis. Item super quinque Ecclesias, videlicet S. Sylvestri, S. Jacobi de Luprio, S. Matthæi, S. Martini, & S. Canciani. Item super Jurisdictionibus & pertinentiis, ad jurisdictionem Episcopalem, quam Patriarcha Gradens. dicebatur sibi usurpare, & generaliter super omnibus quæstionibus, quas habent vel possent habere, tam super quibus fuerit processum in Curia Romana, quam super aliis, habita diligenti deliberatione super quæstionibus prædictorum pro bono pacis, ac statu totius terræ Venetiarum, ac salutis animarum tam Clericorum quam Laicorum, in concordia dicimus, laudamus, pronunciamus, arbitramus, & diffinimus, Quod Patriarcha Gradensis qui est, & qui de cætero pro tempore fuerit, possit consecrationem Episcoporum, benedictionem Abbatum, ordinationem Clericorum suorum facere in Capella Domus Patriarchatus, & in Ecclesia Sancti Sylvestri Castellanæ Diœc. Item possit chrismare Infantes. Item in Capella sui Patriarchatus celebret solenniter, si sibi placuerit. Pro hospitalibus & aliis pauperibus, locis & personis miserabilibus faciat, cum sibi videbitur, in Diœcesi Castellana Indulgentias generales; Ecclesias vero in Diœcesi Castellana Patriarcha non consecret, nec chrisma conficiat in eadem. Appellationes, quæ fient de cætero ab Episcopo Castellano, Patriarcha non approbet, nisi cum causæ cognitione. Statuta Canonica, quæ ibidem facta fuerint in Diœc. Castellana observentur. Episcopus Castellanus in festo beatorum Hermacoræ, & Fortunati Gradens. Ecclesiam visitet quolibet anno semel per Nuncium; de triennio in triennium per se ipsum, si præsens ibi fuerit Patriarcha, nisi forsan Episcopus Canonice fuerit præpeditus, qui sequenti suppleat anno, quod omissum fuerat præcedenti. Ad visitationem hujusmodi Castellanus non teneatur Episcopus juramento, nisi alii suffraganei Patriarchæ consueverunt de visitando jurare. Duas Procurationes, quas dicebat Patriarcha sibi eundo & redeundo Gradum, ac C. solidos pro censu, & quinque solidos pro Cathedratico, de cætero Patriarcha ab Episcopo non exigat, nec super hoc ipsum molestet; nec in juramento fidelitatis ab Episcopis Castellanis, qui pro tempore fuerint Patriarchæ Graden. præstando Patriarcha exigat, quod jurent ad duas dictas Procurationes C. solidos pro censu, & quinque solidos pro Cathedratico, nec ipsi teneantur jurare. Et non exigat de cætero Patriarcha juramentum fidelitatis ab Episcopis Castellanis præstando personaliter annuatim semel in anno, & ad Gradum redeundo, & pro C. solidis, quos annuatim à Castellano percipiebat Episcopo. Idem Episcopus tenetur emere terram precio ducentarum librarum, ubi Patriarcha voluerit usque ad Kalend. Martii proximi, & terram illam debeat liberè dari, & assignari per ipsum Episcopum, vel ejus Nuncium Patriarchæ pro Ecclesia Gradensi, qui recipiat pro Eccles. quæ terra non possit alienari per Patriarcham, nec per Ecclesiam Gradens. & ipsius fructus perpetuo sint Patriarchæ. In Ecclesiis S. Sylvestri, S. Jacobi de Luprio, S. Matthæi, S. Martini, ac S. Canciani Diœc. Castellanæ Patriarcha habeat institutionem, vel destitutionem Clericorum, & correctionem eorumdem Clericorum, & quantum ad hæc sint, & spectent dictæ Ecclesiæ ad Patriarcham; Parochiani vero dictarum Ecclesiarum sint, & spectent ad Jurisdictionem Episcopi Castellani, in decimis, in causis matrimonii, & in correctione excessuum eorumdem, & sint subditi ipsius sicut alii subditi aliarum Ecclesiarum Diœc. Castellanæ. Verumtamen Episcopus in Parochiis dictarum Ecclesiarum quinque, Ecclesiam per se vel per alium non ædificet, nec consecret, nec populo, seu Parochianis earumdem interdicat, quod non possunt ibi audire divina officia, & recipere Ecclesiastica Sacramenta, ac ministris consueta beneficia exhibere, nisi esset generale interdictum; vel aliquis, seu aliqui de Parochianis prædictis essent nominatim excommunicati, vel interdicti. In prædictis quinque Ecclesiis interdicta generalia Episcopi, & sententia excommunicationis & suspensionis observentur, sicut in aliis Ecclesiis Diœc. Castell. ac excommunicatos & interdictos ab Episcopo Clerici quinque supradictarum Ecclesiarum vitent, & faciant ab aliis evitari, & eis denuncient, si eis injunctum fuerit, & ad prædicta facienda, & observanda, Episcopus Castellan. possit eos compellere, & punire per censuram Ecclesiasticam, si fuerint contumaces. Clerici dictarum quinque Ecclesiarum habeant curam, & regimen animarum in Parochiis earumdem, sicut hactenus habuerunt. Et si Parochiani, de quarta parte decimarum sibi debita eis injuriosi existerent, Episcopo conquerantur. Qui si in reddenda justitia super hoc negligens fuerit, Patriarchæ conquerantur, qui Parochianos puniat, & compellat ad quartam partem decimarum eis debitam persolvendam. In aliis autem Ecclesiis Diœcesi. Castellanæ, item in alios Laicos vel Clericos Diœc. Castell. jurisdictionem vel potestatem non habeat Patriarcha, nec exerceat aliquid quod ad Episcopalem jurisdictionem spectet, vel officium, nisi in casibus, in quibus expressum est in virorum, vel arbitrio nostro, quod ipse possit jurisdictionem, vel potestatem habere in subditis Diœcesi. Castellanæ, nonobstante aliqua consuetudine, si qua super hoc hactenus fuerit observata. Patriarcha Graden. Excommunicationes, Absolutiones generales & privatas non faciat, publicas pœnitentias non injungat. Item si Clerici dictarum Ecclesiarum quinque, sive Parochiani earumdem volent stare, vel non, Laudum & Diffinitionem nostram Patriarcha & Episcopus inter se nomine suo, & Ecclesiarum suarum firmiter observent, nec aliquis eorum in eis ultra sibi usurpet, quam per nos superius est diffinitum, nec præstet eis consilium, auxilium vel favorem; differentiam ipsam positam in primo facto compromisso Paduæ in Nos per Patriarcham & Episcopum Castellan. scilicet excepto animo fidelitatis interpretamur, & intelligimus de illo Capitulo. Verum Episcopus juramento tenetur ire Gradum semel in anno, & illud Capitulum solummodo fuit exceptum, ab aliis vero omnibus quæstionibus, quas Patriarcha & Episcopus ad invicem videbantur habere utrum, quod per arbitrium & laudum, & deffitionem nostram absolvimus, & inter eos finem & pacem arbitramur esse. Volumus & jubemus sub pœna X. millium librarum, quam nobis & inter se promiserunt, quod ante arbitrium latum fuit, laudum & diffinitionem præsentibus Dominis Patriarcha Gradens. & Episcopo Castellano sæpedictis, ac Capitulis Ecclesiæ utriusque, excepto Presbytero Matthæo de Capitulo Castellano, de his qui compromisso consenserunt. Idem Domini Patriarcha & Episcopus laudantes, & sibi placere dicentes omnia supradicta vivis vocibus firmaverunt; & nullus alius contradixit. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Dat. Anagniæ tertio Nonas Februarii, Pontificatus nostri anno sexto.

ANNO 1232.

CCCXXIV.

Mai. EMPIRE ET FRANCE.

Traité d'Alliance entre FREDERIC II. *Empereur, & Roi de Jerusalem & de Sicile, &* LOUIS IX. *dit* S. Louïs *Roi de France, par lequel l'Empereur s'engage entr'autres à ne faire point d'alliance avec le Roi d'Angleterre sans le consentement de Louïs. Fait à Portenau, au mois de Mai.* 1232. [G. G. LEIBNITZ Codicis Diplomatici. pag. 15.]

FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, Jerusalem & Siciliæ Rex. Sinceræ dilectionis affectus, quem ad carissimum Amicum nostrum, & Fratrem Lodoicum Regem Francorum Illustrem habuimus, & habemus, sollicitè nos admonet, & inducit, ut verum amicitiæ fœdus, quod & servavimus hactenus illibatum, stabilitate perpetuâ fortius roboremus, & firmiter innovemus; Noverint igitur universi, præsentes pariter & futuri, quod nos subscriptam Confœderationem & amicitiam cum præfato Rege, & ipsius hæredibus post modum duximus iniendam; Inprimis non erimus dicto, facto, consilio, vel assensu, qualiter idem Rex & hæredes ejus vitam aut honorem amittant, seu captionem corporum habeant; & si aliquid istorum sciverimus, illud disturbabimus bona fide;

ANNO 1232. Quod disturbare non poterimus, significabimus eis, aut alicui, vel aliquibus personis bonâ fide, quæ hoc valeant disturbare, seu per aliquam vel aliquas personas significabimus ipsis eisdem.

§. 2. Item non consentiemus, quod de Imperio nostro, & hominibus ejusdem Imperii nostri alicui, vel aliquibus, quod contra prædictum Regem & ejus hæredes, in personis, honoribus, & terris eorum quicquam fecerint, vel facere attentaverint, tàm de personis, quàm de rebus aliquod subsidium tribuatur, sed prorsus inhibemus, quod non fiat, & ne fiat, disturbabimus bona fide. Insuper nos homines Regni sui, vel ad Regnum suum pertinentes contumaces aut eidem rebelles, seu moventes guerram contra ipsum Regem, & hæredes ipsius, vel forisbannitos Regni sui non receptabimus, nec receptari faciemus, nec in Imperio nostro, ubi potestatem habemus, per nos aut homines nostros sustinebimus receptari, postquam ad ipsum parte ipsorum in nobis fuerit intimatum, sed eos, ubicumque invenire poterimus, per Imperium nostrum capi faciemus in rebus pariter & personis bonâ fide, ubi potestatem super hoc habeamus. De Rege Angliæ sic erit, quod nullam cum eo faciemus amicitiam seu confœderationem, nec à nostris fieri permittemus, ubicumque potestatem impediendi habeamus sine voluntate prædicti Regis Franciæ.

§. 3. Et hanc Confœderationem fecit bonâ fide nobiscum idem Rex Ludovicus, quod non erit dicto, facto, consilio, vel assensu, qualiter nos, & hæredes nostri vitam aut honorem amittamus, seu captionem corporum habemus, &, si aliquod istorum sciverit, illud disturbabit bonâ fide. Quod si disturbare non poterit, significabit nobis, aut alicui, vel aliquibus personis bonâ fide, quæ hoc valeant disturbare, seu per aliquam vel aliquas personas significabit nobis ipsis. Item non consentiet quod de Regno suo & hominibus ejusdem Regni sui vel aliquibus, qui contra nos, & hæredes nostros in personis, honoribus, & terris nostris quicquam fecerint, vel facere attentaverint, tàm de personis, quàm rebus aliquod subsidium tribuatur, sed prorsus inhibebit, quod non fiat, & ne fiat disturbabit bonâ fide. Insuper idem Rex homines Imperii nostri ad Imperium nostrum pertinentes, contumaces, aut nobis rebelles, seu moventes guerram contra nos, hæredes nostros vel forisbannitos Imperii nostri non receptabit, nec receptari faciet, nec in Regno suo, ubi potestatem habebat per se, aut homines suos sustinebit receptari, postquam id ipsum ex parte nostra sibi fuerit intimatum, sed eos ubicumque inveniri poterant per regnum suum capi faciet in rebus pariter & personis bonâ fide, ubi super hoc habeat potestatem prædictam. Itaque confœderationem præcepimus & injunximus jurandam pro nobis & in animâ nostrâ à dilecto familiari nostro Magistro Henrico Vener. Cathan. electo, & Henrico de Aquisgran. Camerario fidelibus nostris. Acta sunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis, millesimo, ducentesimo tricesimo secundo, mense Maji, quintæ Indictionis. Datum apud portum Naonis in foro Julii, Anno, mense & indictione prætitulatis.

CCCXXV.

6. Dec. BRABANT ET BREDA. *Accord entre* HENRI I. *Duc de Lorraine & de Brabant*, & GILLES *Seigneur de Breda, fait au mois de Décembre*, 1232. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 73.]

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

TALIS inter Dominum HENRICUM DUCEM LOTHARINGIÆ & *Egidium de Breda* Compositio est ordinata. Ipse Dominus Dux hominium suum recognovit Domino *Egidio*, & omnibus coadjutoribus suis & fautoribus, offensam suam remisit: & idem Egidius fautoribus Ducis simile fecit viceversa. Omne spolium hominibus Ducis ablatum, idem *Egidius* in manus Abbatis S. Michaëlis in Antwerp restituet; ita quod si Domini *Henricus* & *Godefridus* filii Ducis hanc Compositionem approbaverint & per suas Litteras patentes affirmaverint, præfatus Abbas ablata restituet spoliatis; & si quid fuerit disfractum, secundùm dictum *Alberti de Cuyck*, *Arnoldi de Wesemale* & *Abbatis Antwerp*, & aliorum qui huic interfuerunt Compositioni, idem *Egidius* recompensabit; quod si alter vel uterque præfatorum nobilium huic dicto intereſſe non poterit, alius loco ipsorum eligetur. De excessu spoliationis factæ hominibus Ducis emendam præstabit sæpedictus *Egidius* idem Duci, secundùm dictum *Alberti de Cuyck* & *Arnoldi de Wesemale* prædictorum: si verò alter, vel uterque filiorum Ducis dictæ Compositioni contradixerit, præfatum spolium sæpedicto *Egidio* apud *Crudebeke* restituetur, & ipse cum suis cum securo conductu Ducis transibit ad locum tutum. Dominus Dux Castrum de *Breda* tenebit, salvo jure omnium hæredum Domini. *Raso de Gavera* & *Arnoldus de Walein*, *W. de Pulle* & *W. Dapifer* sumptus Castri de *Breda* taxabunt, & de redditibus terræ de Breda tantum assignabunt, quantum sufficiet ad necessariam & honestam custodiam prædicti Castri. Cartæ & scripta de conventionibus inter Ducem & Dominum de *Breda* confectæ in loco suo apud *Breda* reponentur. *W. de Borde* & alii custodes terræ de *Breda*, sæpefato *Egidio de Breda* & præfatis quatuor de receptis terræ de *Breda* rectam reddent Computationem, & quod in usus præfati Castri, vel in utilitatem Ducis versum est ratum habebitur, residuum restituent, ad mandatum prædictorum. Nulla occasio frivola adversùm sæpedictum *Egidium* requiretur; sed si excesserit, citatus tractabitur per sententiam parium suorum: terram prope *Some*, præter *Wolde* quod *Boidinus* tenebat, statim rehabebit, quousque præfati taxatores dictum suum promulgaverint; qui plus vel minus ei assignabunt, pro necessitate Castri conservandi. Insuper si infra tempus tutelæ relicta Domini *Godefridi de Breda* debitum carnis persolverit, sæpefatus *Egidius* terram quam nomine dotis possidet, tanquam tutor possidebit. Datum in festo B. Nicolai anno Domini MCC. XXXII.

ANNO 1232.

CCCXXVI.

1233. 19. Mars. BRABANT ET CLEVES. *Traité de Mariage entre* THEODORIC *Fils de* THEODORIC *Comte de Cléves*, & ELIZABETH, *fille de* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Louvain, le 19. Mars*, 1233. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 74.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

THEODORICUS *Dei gratiâ Comes Clevensis.* Cùm vir nobilis HENRICUS DUX LOTHARINGIÆ ex una & nos ex altera convenissemus, de matrimonio consummando inter *Theodoricum* filium nostrum primogenitum & dicti Ducis filiam *Elisabeth*, &c. nos eidem *Elisabeth* contulimus mille & quingentas libras Colonienses annuè, ducentas de redditibus spectantibus ad Castrum de *Thonenburg* circa renum & curti *Orsoie*, mille & ducentas de curtibus *Calcre* & *Wisschelen*, centum verò de curtibus *Reesene* & *Wolfare*, nomine donationis propter nuptias recipiendas, &c. cum his testibus *Godefrido de Lovanio filio Ducis Lotharingiæ*, *Arnoldo de Hoesdene*, *Gosuino de Gosencourt*, *Arnoldo de Limale*, *Waltero Clutinck*, *Henrico de Ottecur*, *Ottemanno de Dormala*, *Henrico de Sterbeka*, *Consone I. de Monte*, *Magistro Gaufredo Canonico Lovanienſi*, *Everardo Cantore Lovanienſi*, *Godefrido Villico Lovanienſi*, *Danckino Vulpe*, *Stephano Palstz*, *Henrico Pincerna*, *Willelmo de Hubach*, &c. Actum Lovanii anno MCC. XXXIII. Mense Martio, XIV. Kal. Aprilis.

CCCXXVII.

18. Août *Consensus* OTTONIS *Ducis Brunovicensis in venditionem per* HELENBURGEM *Viduam* THIDERICI DE WERBERGHE *cum voluntate suorum Fratrum*, ARNOLDO *Abbati de Ridagshusen super 4. Mansis proprietatis suæ factam. Actum & Datum anno* 1233. *die* 15. *Kalendas Septembris.* [LUNIG, Teutſch Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſ. IV. p. 252.]

DEI GRATIA OTTO DUX DE BRUNSWICH, omnibus in perpetuum Notum esse cupimus Universis Christi fidelibus tam præsentis temporis, quam futuri, quod Helenburgis vidua Thiderici Militis de Werberghe, cum consensu & voluntate hæredum suorum, scilicet filiorum Bertrammi & Rotheri fratrum de Velthum, vendidit Domino Arnoldo Abbati de Riddagshusen, & Fratribus suis pro septuaginta Marcis Halber-

ANNO. 1233. Halberſtadenſis monetæ, quatuor manſos proprietatis ſuæ ſitos in Hachen cum duabus arcis, & ſi quæ fuerunt alia attinentia, liberos, & ab omni prorſus gravamine alienos. Cum prædictis igitur Fratribus Bertramo & Rothero, Warandiam, & ſecuritatem debitam præſtabunt Willehelmus Marſcalcus, Bertramus de Bodenroth, Bertramus de Velthun, Johannes de Kiſſeleve, ut nullus omnino in poſterum præfatum Abbatem & Eccleſiam ſuam pro bonis ſuperius memoratis impetere valeat, vel indebite moleſtare: ſed ea quiete cum omni integritate & plenitudine juris ſui poſſideant: & perpetua gaudeant libertate. Hujus rei teſtes ſunt: Jordanus Dapifer, Baldewinus Marſcalcus, Ludolfus de Weverlinghe, Ecbertus de Wulferbutle, Henricus de Wenethen, Johannes de Dalem, Henricus, & Fridericus de Ampeleve. Acta ſunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis milleſimo ducenteſimo trigeſimo tertio XV. Kal. Septembr. Ut autem hoc factum firmum & inviolabile valeat permanere, nos prædictorum manſorum venditioni affectum bonum, & conſenſum noſtrum curavimus impertiri, præſentem chartam ſuper ea conſcriptam ſigilli noſtri munimine roborantes.

CCCXXVIII.

Dec. Bourgogne et Nevers. *Accord entre le Duc de* BOURGOGNE, *& le Comte de* NEVERS, *pour la mouvance de Larry. Fait au mois de Décembre.* 1233. [ETIENNE PERARD, Recueil de Piéces curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 427.]

EGO *G. Comes Nivernenſis* & Forenſis, notum facimus univerſis, quòd cùm discordia eſſet inter nos & kariſſimum Dominum noſtrum Ducem Burgundiæ, ſuper domo *de Larry*, ex eo quod nos dicebamus quod domus illa ſita erat infra terminos Comitatus Nivernenſis, & de feodo noſtro; & Dux dicebat, quod illa domus erat de feodo ſuo: tandem inter nos & ipſum Ducem fuit ſuper hoc amicabiliter compoſitum in hunc modum, quod Domina de Larry & hæredes ſui, debent capere centum libratas terræ ad Divionem de nobis ad proquinquius de Larry quam poterunt, & de illis centum libratis terræ, ipſa Domina & hæredes ſui qui domum de Larry tenebunt, erunt homines noſtri ligii præ omnibus gentibus, ſalva ligitate Domini Ducis Burgundiæ & Domini *Erardi de Chatenay*. Et ſi forſitan, quod abſit, contigerit quod eſſet contentio inter nos & ipſum Ducem, dicta Domus de Larry, nec nos nec ipſum Ducem juvaret, nec nobis nec ipſi noceret contentione durante. Domina ſi quidem de Larry & hæredes ſui ſupradicti, de voluntate & mandato ipſius Ducis, debent jurare omnia prædicta facere & attendere inde ſuas patentes Litteras nobis dare. Valebunt autem ſupradictæ conventiones ad vitam noſtram & *M.* uxoris noſtræ. Quas ſi quidem Conventiones, tam nos quam ipſe Dux tenemur per juramenta noſtra præſtita obſervare. Datum anno Domini milleſimo ducenteſimo triceſimo tertio, menſe Decembri.

CCCXXIX.

1234. 5. Fevr. *Sententia* HEINRICI *Romanorum Regis in cauſa inter* HERMANNUM *Marchionem de Baden ab una &* EGINONEM *Comitem de Freyburg ab altera parte, de Argentifodinis & cuſtodiis Sylvarum per Brisgaugiam, quod vulgo* Wildban *dicitur, contendentes, lata. Apud Francofurtum.* 15. *Calendarum Martii* 1234. *Indictione ſeptima.* [LONDORPII Acta publica Tom. I. Libr. I. Cap. V. pag. 30.]

HEINRICUS Dei gratia Romanorum Rex & ſemper Auguſtus, univerſis Imperii fidelibus, quibus præſens Litera fuerit oſtenſa, gratiam ſuam & omnem benevolentiam. Ut ad noſtros ſucceſſores perveniant firmiora ea, quæ coram nobis aguntur, Literarum teſtimonio commendamus, ne tractu temporis à labili hominum memoria evaneſcant. Meminerint igitur præſentes, & recognoscant futuri, quod dilectus Princeps noſter Heinricus Baſilienſis Epiſcopus in ſolemni Curia apud Francofurtum, coram nobis & Principibus, ubi præſentes erant, cum Advocatis ſuis, Hermannus Marchio de Baden, & Egino Comes de Friburg, contendentes de Argentifodinis & cuſtodiis Sylvarum, per Briſſgaugiam, quod vulgariter *Wildbann* dicitur, obtinuit & evicit per privilegium ſuum, ipſas Argentifodinas, & cuſtodias ſibi & Eccleſiæ ſuæ attinere, & ipſum Eginonem Comitem de Friburg eisdem ab ipſo & Eccleſia ſua legitimè infeodatum. Nos itaque conſiderantes ipſius Principis devotionem, & quod ſufficienter teſtimonio probaverat prælibata ſuæ Eccleſiæ attinere, memoratum Eginonem per ſuam approbatam de providentia conſilii noſtri miſimus in poſſeſſionem bonorum præſcriptorum, & eadem ipſi Comiti & hæredibus ſuis Regia authoritate confirmamus. Mandantes & ſub interminatione gratiæ noſtræ firmiſſimè præcipimus, ut nulla ſit perſona, alta vel humilis, Eccleſiaſtica & mundana, & quæ ante fatum Comitem in memoratis Argentifodinis & cuſtodiis ferarum impedire audeat, vel gravare; & qui fecerit, gratia noſtra ſit excluſus. Ad hujus etiam fidei evidentiam præſens Privilegium ipſi Comiti ſigillo noſtro communitum fecimus aſſignari. Teſtes ſunt hujusmodi, Siffridus Moguntinus, Thitericus Trevirenſis Archiepiſcopi. Egibertus Saltzburgenſis, Evigillus Numbergenſis, Siffridus Ratisbonenſis Epiſcopi, Conradus Abbas Sancti Galli, Albertus Saxoniæ, Ottho Moraviæ Duces, Henricus Marchio de Burgow, Eberhardus & Ottho fratres de Eberſtain, Conradus Burggravius de Nurinberg, Heinricus & Albertus fratres de Neiffen, Comites Wolffframus de Veringen, Comites Heinricus & Hermannus fratres de Waldinberg, Gerlacus de Buttingen, Heinricus de Eberſtal, Albertus de Toswach, Rudolphus Hagge, Eberhardus Dapifer de Waldperg, Cunradus Pincerna de Winterſtetin, Eberhardus de Monte, & alii quam plures. Actum apud Francofurtum, anno Domini 1234. Decimo quinto Calendarum Martii, Indictione ſeptima.

ANNO 1234.

CCCXXX.

1235. 9. Dec. Montferrat et Savoye. *Contract de Mariage entre* BONIFACE *Marquis de Montferrat &* MARGUERITE DE SAVOYE. *Fait le 9. Décembre*, 1235. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 72.]

ANNO Domini M. CC. XXXV. die lunæ, 9. Decemb. X. Ind. 8. in præſentia infra ſcriptorum teſtium. Dominus Bonifacius Marchio Montisferrati, volens augmentare Dotem, & augmentum Dotis facere, *Uxori ſuæ Dominæ Margaritæ, Filiæ Domini Amedei Comitis Sabaudiæ, & in Italia Marchionis*, fecit inveſtituram, & datum, nomine, & titulo dotalis melioramenti, & maritalis conjugii, prædicto Domino Amedeo Comiti, nomine prædictæ Filiæ ſuæ Margaretæ Dominæ, recipienti de omni jure reali, & perſonali, utili & directo ſibi pertinenti in Caſtro, Villa, & Territorio, & hominibus, & perſonis Planetiarum. Item in Caſtro, Burgo, & Villa, & Territorio, & finibus, tam in hominibus, quam in perſonis, de Ciriaco, & univerſaliter in tota valle Mathiarum; ſed quia Caſtrum Caſellarum ad præſens, non expedire poterit plenariè. Ideo in locum ipſius, fecit ei datum, eodem modo prædicto de Turre, Villa, & loco univerſo, & Territorio, hominibus, perſonis de Virolencho, tali modo quod quandocumque ipſe Marchio expedierit, ab omni quaque perſona, prædicto Domino Amedeo Comiti, nomine Filiæ ſuæ Margaritæ, Caſtrum, & Villam & Territorium Caſſellarum, plenariè ſit de Domino dictæ Dominæ Margaritæ, Uxoris prædicti Marchionis: Quam autem Donationem, & melioramentum, prædictus Marchio Montisferrati, ſub obligatione omnium bonorum ſuorum, & damnorum, & expenſarum reſtitutione, Ita quod ubique inde poſſit conveniri, & ejus bona, & res detineri, promiſit eidem Domino *Amedeo Comiti Sabaudiæ*, jam dictæ Filiæ ſuæ, nomine Dominæ Margaritæ recipienti, ab omni Perſona, & Univerſitate defendere, manutenere, & expedire ſuis ſumptibus, & expenſis, Dando eidem Dominæ Margaritæ liberam facultatem intrandi in corporalem poſſeſſionem, de prædictis omnibus ejus, propria authoritate, & eis utendi & fruendi, quandocumque ſibi placuerit, & quotiescumque, & hæc omnia prædicta & ſingula, dictus Marchio prædicto Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, nomine ſæpe dictæ Filiæ ſuæ Dominæ Margaritæ ſtipulanti, ſub vinculo Sacramenti, & promiſſionis ab eo factæ, attendere & obſervare, tactis ſacroſanctis Evangeliis, promiſit inviolabiliter, cum omni forma juris interveniente, & inde plura inſtrumenta fieri, præcepta ſunt, & quæ debeant fieri & refici, ad conſilium

ANNO 1235. unius, vel plurium ſapientum, ad robur iſtius contractus, pro voluntate prædicti *Amedei Comitis*, & dicti Marchionis Montisferrati. Actum Clavaxio, in Domo Preacolli, interfuerunt Teſtes rogati Dominus Manfredus Marchio de Saluciis, Dominus Galfredus Taurinenſis Archidiaconus, Dominus Milo Cantor, Dominus Vido de Plociaſco, Dominus Ubertus filius Vice-Comitis de Auguſta, & plures.

CCCXXXI.

1236. 12 Mars. JULIERS ET BRABANT. *Traité de Mariage entre* GUILLAUME *Comte de Juliers, &* MARGUERITE *Niéce du Duc de Brabant, & ſœur d'Othon Comte de Gueldre. Fait à Louvain, l'an* 1236. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 79.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Amen.

QUÆ geruntur, &c. quod Ego *Willelmus Comes Juliacenſis* fide data promiſi MARGARETAM neptem Illuſtris Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ & Marchionis Romani Imperii, ſororem nobilis Viri *Otthonis Comitis Gelriæ*, poſtquàm ipſe Comes à *Theodorico de Valckenborch* de juramento ſuper matrimonio contrahendo inter ipſum *Theodoricum* & dictam ſororem Comitis per amicitiam vel ſecundùm Eccleſiaſtici juris rationem fuerit abſolutus, in uxorem accipiendam & ducendam; quod poſtquàm ipſe *Comes Gelriæ* abſolutus foret ab ipſo juramento, ut dictum eſt, ſi non facerem, obligavi me memorato Domino Duci ad prænam mille marcarum eidem ſolvendarum. Iſtud quoque matrimonium inter me & dictam *Margaretam* usque ad proximum feſtum Pentecoſtes promiſi confirmandum. Præterea cum Deo annuente matrimonium inter me & dictam *Margaretam* fuerit conſummatum, ego contentus ero ſecundum dictum memorati Domini Ducis in pecunia cum ipſa recipienda, hac videlicet taxatione, quod de mille marcis in pignore *Comes Gelriæ* dictus annuatim centum marcas Colonienſes in bonis vel in pecunia mihi perſolvet, quousque mille marcæ fuerint perſolutæ. Quòd autem ultra mille marcas fuerit, hoc verò per conſilium Domini Ducis & conſilium nobilis Viri Domini *Arnoldi de Dieſt*, per conſilium Domini *Henrici de Attencurt*, nec non per conſilium Magiſtri *Danielis*, ſæpedictus Comes Gelriæ in pecunia mihi perſolvet. Præterea ego aſſignabo in dote dictæ nepti Domini Ducis, *Juliacum* & de aliis bonis meis per Juliacum jacentibus quadringentas marcas annuatim recipiendas. Ceterum ſi contigerit, quod Deus avertat, dictam *Margaretam* absque liberis viam univerſæ carnis ingreſſuram, tunc poſt mortem meam totalis pecunia cum ipſa Margareta mihi tradita, ad præſcriptum Comitem Gelriæ, vel ad ſuos veros hæredes integraliter revertetur. In cujus rei teſtimonium præſentem cartulam meo ſigillo duxi roborandam. Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis MCC. XXXVI. in die Beati Gregorii apud Lovanium.

CCCXXXII.

1237. *Diploma Principum Imperii, Quò Imperatoris* FRIDERICI II. *Filium* CONRADUM IV. *in Romanorum Regem, & in ſuiurum Imperatorem poſt obitum Patris habendum eligunt.* [STEPH. BALUZII Miſcellaneor. Lib. I. pag. 472. LEIBNITZ, Cod. Juris Gent. Diplomat. Tom. I. in Prodromo pag. 9.]

EXPECTATIO gentium Jeſus Chriſtus, quem mittendum ſacra Prophetarum oracula prædixerunt, auferens ſceptrum de Juda, & ligans ad vineam pullum ſuum, hoc eſt ad novæ plantationis Eccleſiam Romanum Imperium alligans, in ipſius clypeo tutelam noſtræ fidei poſitam manifeſtiſſimè præſagivit. Probat hoc clarius ſequentium rerum eventus, interpres cujuslibet, & probatio certa præſagii, dum nedum Imperio patiente naufragium, ſed nutante ſolummodo, ſpumoſis incurſibus procellarum, interdum hæreſum gramina, quæ materialis Imperii ſerta non reſecant, in demolitionem vineæ Domini Sabaoth pernicioſe ſuccrescunt. Dum inexcuſabilis itaque negligentiæ vitio manifeſtè convincitur qui tam nobile fidei fulcimentum qualibet hominis proviſione non adjuvat, ſed conquati patitur, quaſi fidem non diligat, qui fidei negligit armaturam. Nec tamen hoc ad quorumque fidelium culpam aut notam juſtè reducitur, ſed illorum potiſſime negligentiam condemnat ad quos divina ſententia ſeu more majorum vis & auctoritas proviſionis hujusmodi pertinere noscuntur. Nam quamquam in urbis initiis, poſt memorabile Trojanorum exitium, & deletam tam inclytam Civitatem, caput illius novæ congregationis Patras ſummi Regis poteſtas, & Imperialis creationis ſuffragium reſideret, ex ſucceſſivis tamen & continuis incrementis Imperii poſtmodum calescente virtute, tantæ fortunæ faſtigium apud unicam Civitatem, licet præ ceteris Regionem non potuit contineri; ſed poſtquam etiam remotiſſimos terminos quadam gyrovaga peragratione luſtravit, tandem apud Germaniæ Principes non minus probabili quam neceſſaria ratione permanſit, ut ab illis origo prodiret Imperii, per quos ejusdem utilitas & defenſio procuratur. ANNO 1237.

§. 2. Cum igitur nos. . . . . &. . . . qui circa hoc Romani Senatus locum accepimus, qui Patres & Imperii lumina reputamur, coram tremendo judice de cura tantæ villicationis oporteat reddere rationem, nobiscum ſollicita meditatione penſantes, quod tantum negotium non tam ſortis judicio quam induſtria proviſionis indigeat, illud etiam diligentius attendentes, quod poſt unius regnantis occaſum, interſtitium temporis inter prædeceſſoris obitum & plenum Dominium ſucceſſoris, quod Interregnum veteres appellabant, grande poſſet Imperio, ſed & Catholicæ fidei maximum afferre discrimen, prævenire ſalubrius tempus eligimus, quam dispendium temporis expectare. Nam licet per vires, induſtriam, & labores excellentiſſimi Domini noſtri Friderici &c. cujus vitam & Imperium cupimus, ſatis ad præſens Imperio ſit proviſum, quia tamen præeminentia dignitatis longioris vitæ beneficium Regibus non concedit, præſentis vitæ lubricum meritò formidantes, ipſo vivente ſalubriter & regnante feliciter, de ſucceſſoris nobis electione prævidimus, ne per ejus interitum juſtitia diminutionem ſtatus pateretur, Imperium & tranquillitas interiret. Et cum de ſubſtituenda perſona diligenti meditatione nobiscum & ſollicitè penſaremus, præteritorum cauta proviſio ſalubre conſilium præbuit in futuris.

§. 3. Conſiderationibus etenim noſtris occurrit qualiter divi Cæſares progenitores Imperatoris ejusdem, qui longis retro temporibus Imperio præfuerunt, non ſolum ut Domini juſtitiæ ſolium inclitè tenuerunt, ſed tanquam Patres Imperii, paternæ dilectionis zelum ad omnes & ſingulos habuerunt: qualiter nec perſonarum periculis nec rerum parcendo dispendiis, & plerunque per dubia bellorum discrimina, Imperii noſtri fines in citramarinis & transmarinis partibus perduxerunt. Propter quod Parentum laboribus fraudari filios noſtri noluere majores. Nos ipſorum veſtigiis laudabiliter inhærentes, præſentem Imperatorem, quem in exaltationem Romani nominis & dignitatis auguſtæ prædeceſſorum ſuorum verum ſucceſſorem agnoscimus & filium experimur, in ſobole ſua ſimili retributione decrevimus honorare; & ut, dum Filium ejus ex nunc in futurum Imperatorem noſtrum poſt ejus mortem aſſumimus, juſte pro Imperio pater hactenus laboraſſe ſe gaudeat, laboretque libentius amodo, velut laborum ſuorum fructus non relicturus extraneo, ſed ex communi voto parentum filio paraturus. Sicque nos, inſpirante nobis tam ſalubre conſilium gratia ſummi Regis, ad vocationem & preces ejusdem Domini noſtri Imperatoris apud. . . . locum unanimiter vota noſtra contulimus in Conradum antedicti Domini Imperatoris filium, Regni Hieroſolymitani legitimum ſucceſſorem, eligentes ipſum ibidem in Romanorum Regem & in futurum Imperatorem noſtrum poſt obitum patris habendum, ac etiam debita eidem fide data præſtantes ad illud obtinendum Imperii diadema, & ſibi, prout de jure tenemur, conſilium & auxilium impendemus. Et licet Henricum primogenitum ſuum pridem nobis in Regem ſimili proviſione duxerimus eligendum, quia tamen cum in honore eſſet non intellexit, ſed ab aquilone ſedem ſibi conſtituens contra patrem, loco tanti regiminis ſe monſtravit indignum, juſto patris judicio & ejus ultronea voluntate, quam ſibi conſcientia propriæ transgreſſionis ingeſſit, ab eodem Henrico ſoluti præſtito juramento, quod de electione ſua ſimiliter feceramus, Henrico Conradum, velut David Sauli, ſancta deliberatione providimus ſubrogandum.

CCCXXXIII.

Confirmation de S. LOUIS *Roi de France de la ceſſion faite par* LOUIS VIII. *ſon Pere du Comté d'Ar-* Juin FRANC

ANNO 1237. *d'Artois en faveur de* (1) ROBERT *frere dudit* S. LOUIS. *Faite à Compiegne au mois de Juin* 1237. [AUBERT LE MIRE, Codicis Donationum Piarum. Cap. CIV. pag. 362.]

In nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, Amen.

LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex, notum facimus, quòd cùm claræ memoriæ genitor noſter, LUDOVICUS Rex Francorum illuſtris, in teſtamento ſuo ordinaverit, & pro parte hereditatis aſſignaverit cariſſimo fratri noſtro ROBERTO terram *Atrebateſii*, quam idem genitor noſter ex parte matris ſuæ habebat, *Atrebatum*, *S. Audomarum*, & *Ariam*, cum pertinentiis eorumdem, & poſt deceſſum cariſſimæ Dominæ matris noſtræ B. Reginæ Francorum illuſtris, *Hesdinum*, *Bapalmum*, & *Lens*, cum eorum pertinentiis, quæ eadem Domina mater noſtra tenebat, nomine dotalitii, ex parte *Iſabellæ* Reginæ, aviæ noſtræ, moventia: Nos ſinceritatem dilectionis, quam ad eundem fratrem habemus, volentes per exhibitionem operis oſtendere, volumus, & eidem fratri noſtro per præſentem chartam concedimus totam terram prædictam, ſalvis feudis & eleëmoſynis, quæ tenebunt, & reddentur, ſicut tempore genitoris noſtri, ſibi & heredibus ſuis jure hereditario poſſidendam.

ITA quòd tam illam terram *Atrebati*, *S. Audomari*, & *Ariæ*, quam antea tenebamus, quàm illam quam Domina mater noſtra nomine dotalitii poſſidebat, cum eo jure quod eadem Domina mater noſtra in emptione habebat, quam apud Villanas fecerat, ſita in feodo *Lenſii*, tanquam hereditatem ſuam habeat, teneat & poſſideat. Et ipſe nobis homagium ligium inde fecit, & heredes ejus nobis & heredibus noſtris ſimiliter facere tenebuntur; & nos prædictum dotalitium, nomine matris noſtræ, in loco ſibi grato, & placenti, ad terræ æquivalentiam commutavimus eidem Dominæ matri noſtræ.

IDEM autem frater noſter de prædictis, pro parte terræ, quam habere debebat, ſe habet pro pagato: nec ipſe, nec heredes ejus à nobis vel heredibus noſtris ampliùs pro parte terræ poſſunt petere neque petent. Quod ut perpetuæ ſtabilitatis robur obtineat, præſentem paginam ſigilli noſtri auctoritate, & Regii nominis charactere inferiùs annotato, fecimus confirmari.

ACTUM apud Compendium anno Incarnationis Dominicæ milleſimo ducenteſimo triceſimo ſeptimo, menſe Junio, regni verò noſtri anno XI. aſtantibus in palatio noſtro, quorum nomina ſuppoſita ſunt & ſigna.

Dapifero nullo.
Signum Roberti Buticularii.
Camerario nullo.
Signum Almarici Conſtabularii.
Data vacante Cancellaria. LUDOVICUS.

CCCXXXIV.

1238. I. Dec. BRABANT ET MALINES. *Traité de Paix & de Convention entre* HENRI II. *Duc de Brabant*, & GAULTIER BERTHOUT, *Seigneur de Malines, avec promeſſe de donner en mariage à* GAULTIER *fils Aîné de Gaultier Berthout*, MARIE *Fille Aînée de la Comteſſe d'Auvergne, ſœur de Henri II. Fait à Louvain, l'an* 1238. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 80. MIRÆUS, Diplomatum Belgicorum Lib. II. Cap. LXXXV. pag. 389. mais plus en abrégé; & Notitiæ Eccleſiarum Belgii, Cap. CCI. pag. 611.]

In nomine Patris & Filii & Spiritus ſancti.

HÆC eſt forma Pacis & Compoſitionis inter ILLUSTREM DUCEM BRABANTIÆ & nobilem virum Dominum *Walterum Berthout*, videlicet quod omnes naves piſces deferentes ante *Antuerpiam* ad *Mechliniam* liberè poterunt pertranſire, perſoluto tamen telonio ſi quo tenentur. Si quæ verò naves alias marcas, vel alia bona portaverint, cum eo jure ſervato tranſibunt ante *Antuerpiam* quo hactenus tranſire conſueverunt. Quoscumque verò piſces illi de *Antuerpia* emerint ex altera parte de *Romerswale* vel ceperint, ubicumque *Mechliniæ* vendere poterunt. Itaque nec ipſi nec amentes contra ipſos Antuerpienſes telonium ſolvere de ipſis piscibus tenebuntur. Quicumque autem de *Antuerpia* ex hac parte *Romerswale* pisces emerint & eosdem pisces apud *Mechlinium* vendiderint, amentes contra ipſos tale jus ſolvere debent quale jus hactenus ſolvere conſueverunt. Si quis etiam aliquem de *Antuerpia* inculpaverit de eo quod pisces emerit ex hac parte de *Romerswale*, Antuerpienſis quisque ſuper hoc proprio juramento ſe poterit expurgare. Item Antuerpienſes facient Mechlinienſibus id quod de jure tenentur facere eisdem, & Mechlinienſes Antuerpienſibus vice versâ facient id quod de jure facere tenentur eisdem. Item omne Allodium quod poſſidet Dominus Walterus Berthout & quod homines ſui ab ipſo tenent in feudum in terra Brabantiæ in Marchionatu de Antuerpia, vel aliàs in Dominio Ducis, præter villam de *Kini*, portavit in manus Ducis & reſignavit, & ab ipſo Duce recepit in feudum jam dictum Allodium, ſalva eidem *Waltero Berthout* ſua juſtitia alta & inferiori. Et quia dictus *Walterus Berthout* in manus Domini Ducis præfatum Allodium reſignavit, recompenſationem faciet ipſi prædictus Dux, ſecundùm dictum Domini *Arnoldi de Weſemale* & Domini *Henrici de Attenhoven*. In nemore verò, quod *Wavera* dicitur, Dominus Dux habet venationem quando ſibi placuerit; & per hæc nihilominus dictus *Walterus Berthout* & ſucceſſores ſui, & homines ſui qui aliquas partes dicti nemoris ab ipſo tenent, & ſucceſſores hominum ſuorum, de dicto nemore, arboribus & fundo ſeu feris dicti nemoris voluntates ſuas plenariè facere poſſunt, absque aliqua contradictione, vendere ſi velint, & in uſus ſuos quoscumque convertere. Inſuper omnia judicia alta & inferiora, parva & maxima quæ ſupradictus Dominus *Walterus Berthout* tenet & quæ homines ſui tenent ab ipſo, idem *Walterus Berthout* & ſui ſucceſſores à Domino Duce & ſuis ſucceſſoribus in feudum tenent & tenebunt jure perpetuò. Et ſuper præmiſſis judiciis idem Dux prædicto Waltero Berthout veram & firmam Warandiam præſtabit & ſtabilem, & Litteras ſuas patentes ſuper hoc exhibebit eidem *Waltero Berthout*, & Litteras teſtimoniales hominum ſuorum, videlicet *Ducis de Limborch*, *Comitis Gelriæ*, *Comitis de Lon*, *Domini Walerami de Limborch* & aliorum, usque adeò quod ſufficere debeat. Præterea chartas, privilegia & munimenta univerſa quæ idem *Walterus Berthout* habet ab ipſo Duce, ſeu ab anteceſſoribus ſuis, à Romanis Imperatoribus ſeu Regibus obtenta, apud Haſſligem per decem annos à dicto Domino Waltero deponentur, ſub teſtimonio competenti. Si verò prædictam Warandiam idem Dux infra terminum fecerit antè dictum, tranſactis decem annis, idem Dux de dictis Privilegiis, chartis & munimentis, ſuam faciet voluntatem. Quòd ſi infra eundem terminum controverſia moveatur dicto *Waltero Berthout*, ad cujus defenſionem chartis, Privilegiis & munimentis indigeat ſupradictis; Abbas Affligemenſis & Conventus ea dicto *Waltero Berthout* reſtituent, & ſuper hoc Litteras ſuas eidem *Waltero Berthout* dabunt patentes. Inſuper feudum quod dictus *Walterus Berthout* hactenus à Domino Duce tenuit, Allodium ſupradictum, juſtitiam ſeu judicia prædicta, nec non deductiones navium, prout ſupra dictum eſt, idem *Walterus Berthout* & ſui ſucceſſores à Domino Duce & ſuis ſucceſſoribus in unum feudum jure perpetuò tenebunt. Super omnibus autem diviſionibus, diſtinctionibus, ſeu conſtitutionibus inter Dominum Ducem & *Walterum Berthout* prædictos faciendis, compromiſerunt ipſi fide præſtitâ corporali, in *Walterum Clueting*, *Carolum de Aerſchot* ex parte ipſius Ducis; & *Henricum de Heiſebruch* & *Wilhelmum de Echoue* milites ex parte Domini Walteri Berthout: ita quod ipſi inquiſitâ veritate ſub juramento ſuo & fidei interpoſitione de præmiſſis jus ſuum præbeant unicuique juxta optimam ſuam conſcientiam. Si quem autem Arbitrorum juſto impedimento contigerit eſſe detentum, qui non poſſit deciſioni negotii intereſſe, alius loco ſui ab eo qui illum elegit ſubſtituetur. Si dicti Arbitri in aliquo discordaverint, aſſument Dominum *Godefridum de Parweys*, cujus dictum, & ordinationem Dominus Dux & *Walterus Berthout* ſuper præmiſſis in omnibus obſervabunt. Cæterùm ſi dictus Dominus *Godefridus de Parweys* impedimento juſto & legitimo detentus prædictis intereſſe non poſſit, Dominus *Otto Comes Gelriæ* ſubſtituet alium loco ſui. Prædicti verò Arbitri dictum ſuum & Ordinationem infra Dominicam proximam Palmarum, ſecundùm formam ſuperiùs expreſſam pronuntiabunt. Et ſi dicti Arbitri in dicto ſuo fuerint discordes, prædictus *Godefridus de Parweys* ſuper ipſa discordia dictum ſuum & Ordinationem

ANNO 1238.

(1) Ce *Robert* fut par-là le premier Comte d'Artois, qui fut érigé en Comté-Pairie en ſa faveur, & c'eſt, dit *Mezeray*, la premiére érection de cette nature. Ce *Robert* mourut en Egypte.

ANNO 1238. dinationem ſuam infra octavas Paſchæ pronunciabit. Sanè notum ſit Univerſis, quod prædictus Dux conſanguineam ſuam *Mariam* primogenitam ſororem ſuæ *Comitiſſæ de Alvernia*, *Waltero Berthout primogenito Walteri Berthout* prædicti, tradet in uxorem legitimam, & cum ea dabit eidem *Waltero* mille libras Flandrenſes annuatim percipiendas, in certis bonis & firmis prædicto filio ſuo ſuper hoc aſſignandis, quoadusque prædictas mille libras perſolverit eidem. Prædictus verò *Walterus Berthout* dabit dicto filio ſuo quingentas libras Flandrenſes annuatim, percipiendas in certis bonis & firmis, prædicto filio ſuo ſuper hoc aſſignandis, ea ſtabilitate, quod prædicta *Maria* quidquid juris nobilis matrona in bonis mariti ſui ſecundùm conſuetudinem & legem Brabantiæ obtinere conſuevit, in bonis prædictis obtinebit. Ut autem præmiſſa omnia à nobis *Waltero Berthout* prædicto & noſtris ſucceſſoribus, firmiter & inviolabiliter obſerventur, appenſione ſigilli noſtri præſentem chartulam fecimus roborari. Actum & Datum apud Lovanium in craſtino B. Andreæ Apoſtoli. Anno Domini MCC. XXXVIII.

Serment de GAULTIER BERTHOUT.

WALTERUS BERTHOUT *Advocatus in Mechlinia* Univerſis præſentes Litteras inſpecturis ſalutem æternam. Noverint univerſi, quod nos formam & Compoſitionem inter Illuſtrem Ducem Brabantiæ & nos in craſtino B. Andreæ Apoſtoli conceptam & ſigillo noſtro munitam, tenemur eidem inviolabiliter obſervare, hoc idem ipſi ſub interpoſitione fidei noſtræ, & ſub pœna duorum millium marcharum Colonienſium promittendo. Nos autem ſi cauſſæ in dicta forma contentæ, infra octavas Paſchæ proximo adventuri non fuerint adimpletæ, & hoc per nos vel Arbitros à nobis electos ſteterit, apud Lovanium veniemus, exinde nullatenus exceſſuri, antequam eidem Domino Duci completa ſint ea quæ continentur in forma ſeu Compoſitione prædicta, vel quousque ſibi à nobis, de dicta pœna ſub fide noſtra promiſſa fuerit plenariè ſatisfactum. Si autem aliquid de præmiſſis nos contigerit non ſervare, fidejuſſores ſuper hoc ipſo Domino Duci dedimus videlicet Dominum *Ottonem Comitem de Gelria*, *Dominum Godefridum de Parweys*, *Dominum Arnoldum de Dieſt*, *Dominum Arnoldum de Weſemale*, *Henricum de Heiſebruch*, *Wilhelmum de Echove*, *Nicolaum filium Domini Peregrini militis*. Qui omnes præfato Domino Duci, fide interpoſita ſimiliter ſponderunt, quod niſi nos omnia prædicta firmiter tenuerimus, ipſi apud Lovanium venient moraturi ibidem, donec dicto Domino Duci ſatisfactum fuerit de promiſſis, prout ſuperiùs eſt expreſſum. Ut autem univerſa ſupradicta inviolabiliter obſerventur, nos ſigillum noſtrum una cum ſigillis fidejuſſorum prædictorum præſentibus Litteris appoſuimus. Actum & Datum in craſtino B. Andreæ Apoſtoli, anno Domini MCC. XXXVIII.

CCCXXXV.

Vers l'an 1239. STEPHANI *Comitis Gentis Sclavorum Inſtrumentum Pacti*, *cum* GARGANO *Poteſtate Civitatis Spalatenſis initi*; *Quò Ille promittit*, *dictæ Civitati nullum malum inferre*, *imò potius eam juvare*; *Tranſigit etiam cum eadem de ſolutione Vectigalis*. [JOANNES LUCIUS de Regno Dalmatiæ in Notis ad Hiſt. THOMÆ Archidiac. Spalatenſis, pag 471.]

In nomine Patris, *& Filii*, *& Spiritus Sancti.*

EGO Servus Dei Stephanus Comes, Andreas, & Comes Tollen, obligamus vobis Spalaten. in Deo, & Dei genitrice, & in ſancto faciente vitam Chriſtum Dei, & omnes Sanctos complacendo Deo in æternum, quia ſum vobiſcum unus homo, & cum nepote meo, & quod non faciam vobis ullum malum, nec palam, nec occultè, ſed ſi vobis aliquod periculum inſtiterit, vel ab aliquo Sclavo, Ego juvabo vos cum nepote meo, excepto D. Rege, & do vobis pro priori dapno mille perperos, ita quod de omni mercatore, qui veniet ad negotiandum in terra mea in navigiis tenear vobis ſolvere prædictum debitum, & cum ſolutum fuerit debitum, tunc duana, quæ à mercatoribus recipitur remanebit à vobis expedita in poteſtate mea. Actum eſt hoc in præſentia Comitis Nicolai, & parentela ejus, & totius Communitatis Almiſi, quod ſi per me pax iſta remanſerit, vel per nepotem meum, teneamur vobis Spalat. pœnam mille perperorum in præſentia Marini Judicis Sibenicen. Quod ſi exercitus fortioris alicujus contra vos venerit, Ego cum ipſo coactus veniens quidquid de præda à vobis ablata in parte mea venerit, tenear vobis in integrum reſtituere, excepto quod comeſtum fuerit à me, & ſocietate mea; Et quod ſi in hac pactione perſeverare cum nepote meo quoad usque vixerimus, ſi per vos non remanebit non adjuvet nos Deus, nec illud ſacramentum, quod vobis juravimus. Super hoc verò adjicimus ut mercatores veſtri ad noſtras partes venientes non poſſint vocari ad placitum per Sigillum Comitis, & ibi reddant rationem, ubi cum navigiis ſteterint. ANNO 1239.

CCCXXXVI.

Remiſe de la Ville de Saint Maurice en Chablais à MARGUERITE DE SAVOYE *Comteſſe de Kibourg*, *par* AME' *Comte de Savoye. Fait audit S. Maurice. L'an* 1239. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 63.] 23. Fev. SAVOYE ET KIBOURG.

In nomine Domini Amen.

QUONIAM oblivionis obſcuritas, & malignantium perverſitas, ſæpius conſueverunt benè ſtatuta reſcindere, & quæ fideliter & benè pacta nocuntur pravis machinationibus irritare; Idcirco nos *Amedeus Comes Sabaudiæ & in Italia Marchio*, volentes tam fidei noſtræ quam famæ, nitorem integrum conſervare, & Dilectiſſimæ *Sorori noſtræ Comitiſſæ de Kibor*, in poſterum præcavere quæ ſalubriter & utiliter in præſentiarum aguntur, dignum duximus ſcripturæ teſtimonio roborare. Noſcant igitur præſentes pariter & futuri, quòd tam Nos quàm Illuſtris & præclara Genitrix noſtra, necnon & præcariſſimi Fratres noſtri, videlicet *B. Eccleſiæ Bellicenſis Electus*, *& Philippus Metenſis Primicerius*, conſiderantes quòd præfata *Soror noſtra Margarita*, *Comitiſſa de Kibor*, de bonis patrimonialibus, competentem dotem nondum fuerat aſſecuta; attendentes prætereà quòd ſicut ejusdem nobiscum ſocia ſanguinis fore dignoscitur, ita paternæ hæreditatis particeps, & conſors eſſe mereatur, de communi conſenſu, & voluntate, tam provida quam benigna, Burgum ſive Villam ſancti Mauritii de Chablaiſio, cum omnibus proventibus & redditibus, & cum omni jure ſuo, quocumque titulo, ſeu quacumque ratione ad nos, vel ad COMITATUM ſpectare dignoscitur, excepto JURE CUDENDI MONETAM, quod nobis tanquam Domino proprietatis ſpecialiter retinemus, & villam quæ dicitur Verauça, cum omni jure ſuo, & redditibus, & proventibus, quacumque ratione ad nos, ſive Caſtellaniæ de Chillon, ſeu quolibet alio modo, ad nos ſpectare cenſentur, quoad vixerit & vitales carpſerit auras, memoratæ ſorori noſtræ Comitiſſæ de Kiborc, in augmentum videlicet dotis, concedimus & donamus, ita quod omnia ſupradicta, tàm per ſe quam per nuntios proprios, deinceps fideliter & ſalubriter valeat poſſidere, & ex illis, absque diſtractionis vel alienationis titulo, juxta ſuæ voluntatis arbitrium, ordinare. Et ut hoc ratum & illibatum permaneat in futurum, præſens hoc publicum Inſtrumentum, communi deliberatione præhabita, inde fecimus fieri, & ſigillorum noſtrorum dignum duximus munimine roborari. Actum eſt hoc apud Sanctum Mauritium, Anno ab Incarnatione Domini M. CC. XXXIX. in Vigilia Beati Mathiæ.

CCCXXXVII.

Homagium per JOANNEM *Britanniæ Comitem*, LUDOVICO *Regi Franciæ præſtitum. Actum Menſe Martio Annò* 1239. [Voyez-le ci-après ſous le 7. Janvier 1403.] Mars.

CCCXXXVIII.

GREGORII *Papæ* IX. (1) *Excommunicatio in* FRIDERICUM II. *Imperatorem*, *ob multa*, *contra Romanam Eccleſiam*, *Pontificem*, *Privilegia*, 20. Mars

(1) On ſuit *Matthieu Paris*, en rangeant cette Piece ſous le 20. Mars 1239. *Raynaldus*, qui en donne un petit Extrait *in Continuat. Annalium* BARONII Tom. XIII. la range auſſi ſous la même annee. [DUM.]

ANNO 1239.

legia, Dignitates, & Homines, Apostolicæ Sedis libertatem pluraque alia ibi recensita ab eo temerè attentata, lata. [MATTH. PARIS, Historia Major, pag. 486.]

EXcommunicamus & anathematizamus ex parte Dei Omnipotentis, Patris & Filii & Spiritus Sancti, & auctoritate Apostolorum Petri & Pauli, Fredericum dictum Imperatorem, pro eo quòd contra Romanam Ecclesiam seditionem iniit in Urbe, per quod intendebat Romanum Pontificem & fratres suos à sua Sede repellere, & contra Privilegia, Dignitates, & Homines, Apostolicæ Sedis libertatem, necnon & Ecclesiasticam conculcare, contra juramenta, quibus super hoc Ecclesiæ Romanæ tenetur, temerè veniendo. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quòd venerabilem fratrem nostrum Episcopum Prænestrensem, Apostolicæ Sedis Legatum, ne in Legatione sua procederet, quam in Albigensium partes pro corroboratione Catholicæ fidei sibi commissimus curam, per quosdam fideles suos mandavit impediri. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quòd non permittit quasdam Cathedrales, & quasdam alias vacantes Ecclesias in Regno ordinari; & hac occasione periclitatur libertas Ecclesiæ, perit fides, quia non est qui proponat verbum Dei, nec qui regat animas, deficiente pastore. Et sunt nomina dictarum Ecclesiarum vacantium: Cathanensis, Reginensis, Accriviarensis, Squilatensis, Resensis, Potentinensis, Hydrontinensis, Policastrensis, Saretinensis, Aversanensis, Valvensis, Molopolitensis, Polimanetensis, Melfrensis, Rapellensis, Cributensis, Alifanensis Episcopus, Mazarensis, Vigiliarensis, & Frethinensis. Monasteria verò sunt ista: Venusinum, & sancti Salvatoris Massanensis. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quòd in Regno Clerici capiuntur & incarcerantur, proscribuntur & occiduntur. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quòd in Regno Ecclesiæ consecratæ Domino destruuntur & prophanantur. Item excommunicamus & anathemizamus eundem, pro eo quòd non permittit Soranam Ecclesiam reparari. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod nepotem Regis Tunicii, venientem ad Ecclesiam Romanam pro suscipiendo baptismatis sacramento, detinet, nec venire permisit. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quòd Petrum Saracenum, nobilem civem Romanum, ex parte Regis Angliæ ad Sedem Apostolicam venientem, cepit & detinet carceri mancipatum. Item excommunicamus & anathematizamus eundem pro eo quod terras Ecclesiæ, scilicet, Ferrariam, Pingnogoman, Bondoniam, Ferrarianensem Diœcesim & Bondonensem, Lucanensem Diœcesim & terram Sardiniæ occupavit; contra juramentum, quo super hoc Ecclesiæ tenetur, temerè veniendo. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quòd terras quorundam nobilium de Regno, quas Ecclesia tenebat ad manus suas, occupavit & devastavit. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quòd quasdam Ecclesias Cathedrales, videlicet, Mons Regalis, Cepheladensis, Cathanensis, Squilatensis, & quædam Monasteria, videlicet Militensis, sanctæ Eufemiæ terræ majoris, & sancti Joannis in Lamis, bonis suis spoliavit. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quòd multæ Ecclesiæ Cathedrales & aliæ Ecclesiæ & Monasteria de Regno, per iniquam inquisitionem fuerunt ferè bonis omnibus spoliata. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quòd in Regno Templarii & Hospitalarii mobilibus & immobilibus spoliati, non sunt juxta tenorem pacis, integrè restituti. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quòd in Regno Ecclesiarum Prælati & Abbates Cistercienses & aliorum Ordinum, compelluntur per singulos menses dare certam summam pecuniæ pro constructione castrorum novorum. Item, excommunicamus atque anathematizamus eundem, pro eo quòd contra tenorem pacis, hi qui adhæserunt Ecclesiæ bonis omnibus spoliati exulare coguntur tanquam proscripti, uxoribus & liberis captivatis. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quòd per ipsum impeditur negotium Terræ sanctæ, & reparatio Imperii Romaniæ. Omnes autem qui juramento fidelitatis ei tenentur astricti, ab ejusdem observatione juramenti decernimus absolutos, ne sibi fidelitatem observent, districtiùs inhibentes, quamdiu fuerit vinculo excommunicationis astrictus, super oppressionibus & aliis gravaminibus nobilium, pauperum viduarum, orphanorum, & aliorum de Regno, pro quibus idem Fredericus aliàs juravit stare mandatis Ecclesiæ, ipsum intendimus amovere, & in ipso negotio, dante Domino, procedemus sicut justum fuerit procedendum. Porrò, pro omnibus & singulis suprædictis, pro quibus dictus Fredericus à nobis diligenter fuit admonitus, & frequenter; nec parère curavit, eundem Fredericum excommunicationis & anathematis vinculo innodamus. Cæterùm quia idem Fredericus, de dictis factis suis, multis clamantibus, per universum quasi orbem, quòd de Catholica fide rectè non sentiat, est graviter diffamatus; nos, dante Domino, super hoc loco suo & tempore procedemus, secundùm quod in talibus requirit ordo Juris.

ANNO 1239.

CCCXXXIX.

GREGORII *Papæ* IX. *Literæ ad Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, &c. per Alemaniam constitutos, ut Sententiam Excommunicationis, contra* FREDERICUM II. *Imperatorem latam observent, & contravenientes censuris Ecclesiasticis compescant.* [Bullarium Magnum, Tom. I. pag. 106.] 24 Sept.

GREGORIUS *Episcopus Servus Servorum Dei; dilectis Filiis Magistris* ALBERTO *Archidiacono &* PHILIPPO DE ASSISIO *Nuntio nostro in Alemannia commoranti: Salutem & Apostolicam benedictionem.*

RAtionalis Spiritus exulanti extra suos terminos naturæ compatitur, & à naturali potentia, frequenter rationis excidium deploratur. Sed cùm hæc duo deformationis vulnera sentiunt, de illatis sibi passionibus ad invicem conqueruntur, non quòd rationi, vel naturæ possit inesse deformitas, à qua Creator creaturam suam in creando facit penitus alienam, sed quòd actiones proprias toties intentio prava deformat, quòd jam (*a*) corruptelæ vitium videatur, naturæ privilegiis insignitum. Unde turbatur ratio, meritò natura conqueritur, nisi jus ab injuria provocet, ab injustitia vox innocentis appellet, ad Tribunal recurratur supremi Judicis, ubi affectus noxii Justitiæ limitibus coercentur. (*a*) quoties

§. 1. Quare Apostolica Sedes justitiæ languenti succurrere, lævientis iniquitatis occursibus obviare..... rigore Ecclesiasticæ reprimere disciplinæ. Hinc est, quòd dolentes audivimus, quod quidam Friderico, dicto Imperatori (qui sicut Herodes Christianam Religionem, & in pectore fidelium, Jesum Christum conatur extinguere, & fidem Catholicam, & Ecclesiasticam Libertatem totis molitur viribus conculcare,) contra Deum, & Romanam Ecclesiam, consilium & auxilium, atque favorem impendant. Isque (quod dolentes referimus) prava mente, Imperio, cujus jura & Honores ac Principum conservari volumus, & optamus illæsa, pernicioſè incumbat, & incumbit, decorem ipsius Imperii, & honorem Principum, Imperii Lege contempta, & Principum Privilegio cancellato, quosdam de ipsorum majoribus, quòd actibus suis illicitis consentire renuunt, incarcerando, proscribendo, & proditoriæ necis gladio feriendo, ac paganorum qui Assasini vocantur (quod inauditum est de quolibet Principe Christiano) gladiis exponendo deturpat. Nonnullos Episcopos, Præcones Christi, Rectores fidei, Pastores ovium, Medicos languentium animarum, spoliatos bonis Ecclesiasticis & mundanis, de Regno quod est B. Petri patrimonium Episcopale, aliisque Terris Romano Imperio subjectis, proscriptione damnabili exulare compellit, sacrosanctas Ecclesias sacrilega temeritate profanat, Religiosos (quorum unum de Ordine Fratrum minorum, absque juris ordine, & debita causæ cognitione horribili crudelitate combussit) pupillos, orphanos, pauperes, & viduas tegmine vili nudatos, quasi sublatis desuper carnibus exossavit.

§. 2. Excommunicationis quoque ac Anathematis latam contrà se à nobis Sententiam, contemptis Ecclesiæ clavibus vilipendit, solemniter publicè sibi faciens celebrari, vel potius profanari divina, nec non laqueo damnatæ hæresis se suspendens, eandem Sententiam prædicat non servandam.

§. 3. Verùm cùm ex hoc subsidio consilii, & favore fidelium populorum dictus Fridericus reddidit se indignum, Venerabiles fratres nostros Archiepiscopos, Episcopos ac dilectos filios Abbates, Priores, Præpositos, & alios Ecclesiarum Prælatos, nec non Nobiles viros, Duces, Marchiones, Comites, Barones, & universos alios Christi fideles per Alemanniam constitutos, rogandos duximus attentius & monendos, sub debito fidei

ANNO 1239. Christianæ quo tenentur D. Jesu Christo, districtè præcipiendo mandantes, ut præfato Friderico consilium vel juvamen operæ, vel operam aliquatenus non impendant.

§. 4. Quocirca discretioni vestræ per Apostolica Scripta mandamus, quatenus eos, qui contra præscriptum mandatum nostrum venire præsumpserint, per Excommunicationis Sententiam, sublato appellationis obstaculo, à præsumptione hujusmodi compescatis. Constitutione de duabus Dictis in generali Concilio edita non obstante. Quòd si non ambo his exequendis potueritis interesse, alter vestrum ea nihilominus exequatur. Datum Laterani 8. Kalend. Octobris Pontificatus nostri anno XIII.

CCCXL.

Literæ Summi Pontificis GREGORII IX. *ad Regem Francorum* LUDOVICUM IX. *notificantes se deposuisse* FRIDERICUM II. *Imperatorem, & loco hujus elegisse* ROBERTUM *Comitem dicti Regis Fratrem, quem ut in manutenenda hac Dignitate juvet, adhortatur.* [MATTH. PARIS, Historia Major pag. 517.]

NOverit dilectus Filius Ecclesiæ Spiritualis, Illustris Rex, & totum Francorum Baronagium, nos deliberatione & tractatu diligenti omnium fratrum nostrorum condemnasse, & à culmine Imperiali abjudicasse Fredericum dictum Imperatorem; & Robertum Comitem fratrem Regis Francorum, loco ipsius elegisse substituendum; quem etiam omnibus nisibus Ecclesia non tantùm Romana, sed universalis, duxit non segniter adjuvandum, & efficaciter promovendum. Nullo igitur modo, tantam sponte oblatam Dignitatem appertis brachiis suspicere ne pigritemini; ad quam opes & operam & opem abundanter effundemus consequendam. Scelera enim prædicti Frederici multiplicia, sicut jam novit Mundus, eundem irrestaurabiliter condemnârunt.

CCCXLI.

16 Octo. SAVOYE ET KIBOURG. *Donation du Château de Monteys à* MARGUERITE DE SAVOYE *Comtesse de Kibourg, par* AME' *Comte de Savoye son Frere. Fait l'an* 1239. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 63.]

QUoniam frequenti lapsu temporis, memoria simul labitur hominum. Ego *Amedeus Comes Sabaudiæ & Marchio Italiæ*, dignum duxi scire tam præsentes quàm posteros, & omnes quos scire expedit, quòd castrum dictum Monteys, cum omnibus attinentiis, hominibus, nobilibus & ignobilibus, terris, & omni jure quo possedi, contuli *Sorori meæ Margaretæ Comitissæ de Kiborch*, quietè & liberè possidendum. Ad conservationem hujus, & robur in posterum valiturum, præsentem paginam sigillo matris meæ Comitissæ, & mei munimine roborare decrevi. Acta sunt hæc apud Gillum, Anno gratiæ M. CC. XXXIX. in festo Sancti Galli.

CCCXLII.

1240. 13. Mai. *Pactum Deditionis inter D.* GARGANUM *Potestatem Civitatis Spalatensis & Incolas Insulæ* BRACHIÆ, *quò hi, Illi sese submittunt, & contra homines Almissi, Piratas, juvare promittunt. Dat. die* 13. *Maii* 1240. [JOAN. LUCIUS Dalmatinus, de Regno Dalmatiæ in Notis ad Histor. Thomæ Archidiac. Spalatens. pag. 472.]

In Dei nomine Amen.

CUm D. Garganus Potestas cum toto exercitu Spalaten. iret super Almissum ad accipienda pignora de 813. libris, quæ dedit, & accommodavit Osor in manus Bogdanici pro Communi Spalat. pro emendatione residui bestiarum, quas Tollien, Ulla, Dozenet quondam deprædatus fuit in campo Spaleti, & homines Almissi non dantes sibi, dicta Potestas, cum dicto exercitu, ivit ad insulam Brachiam ad accipiendum solutionem de bonis & bestiis, quas Almissani habebant in Bracia, & postquam ibi applicuit Potestas, missi pro Judicibus, & aliis hominibus Braciæ ad hoc, ut assignarent sibi res, & bestias hominum Almissi, qui Judices, & Bracienses venientes coram Potestate assignaverunt bestias, & res Almissanorum, & facta assignatione eorum bona, & plana & spontanea voluntate dederunt, & supposuerunt se dictæ Potestati, & Communi Spalati. ANNO 1240.

In primis juraverunt corporaliter super sacrosancta Dei Evangelia, & super crucem, & sanctis reliquiis fidelitatem, & seguimentum dictæ Potestatis sicut Spalaten. juraverunt, & sicut in breve, & ordinamentis Potestatis continetur.

Item juraverunt, atque promiserunt semper ita jurare, & facere ipsi & sui hæredes fidelitatem, & seguimentum suis successoribus tam Potestatibus quàm Comitibus, vel Rectoribus, qui pro tempore fuerint ad regimen dictæ Civit. omni anno & semper stare ad honorem Omnipotentis Dei, & Beati Domnii subjecti dictæ Civitati, & stare in auxilium, & consilium ipsis Spalaten. contra homines Almissi, & contra omnes homines hujus mundi in personis, & rebus, salvo honore D. Regis Hung. & quoscunque homines Spaleti habebunt pro inimicis, ipsi Bracienses habebunt pro inimicis, & quoscunque homines dicti Spalat. habebunt pro amicis, homines Braciæ habebunt pro amicis.

Item juraverunt, atque promiserunt non mutare, nec cambiare aliam dominationem, quam dominationem Spalati; Imo recipient, & retinebunt Judices, quos Communitas Spalat. eis dederit, & ad illam consuetudinem vivent, quam Spalat. vivunt, & si accideret quod Rex Hung. vellet eos mutare de loco Braciæ, quod ipsi omnes de Bracia venient ad habitandum Spaleti, & ibi perpetuò manebunt, & omnia quæ consueverant facere suis Dominis secundùm antiquam consuetudinem, facient Spalatensibus.

Unde Bucarius de voluntate dicti D. Gargani Potestatis, & omnium hominum Spalat. astantium in exercitu in campo portus Spleciæ ejusdem insulæ super animam dictæ Potestatis & dictorum Spalat. juravit, atque promisit omnes illos de Bracia defendere, & manutenere bona fide, & sine fraude ab Almisanis, & ab omnibus hominibus hujus mundi juxta eorum posse salvo honore D. Regis Hung.

Item & cum ipsis Almisanis non facere pacem, nec concordiam sine ipsis.

Item juravit atque promisit eis salvare antiquam eorum consuetudinem bonam, & si quam injustam habebunt, quæ non videretur bona esse eis cassare.

Hoc actum est in præsentia D. Appollinarii Borgani, Lampredii Sagarelli, Duymi Formini, Jancii Sab, Nicole Stoch, Stanii filii Sabbe de Farro, & aliorum multorum. An. Domini 1240. die 13. exeunte Madii, temporibus D. Gregorii Papæ & Serenissimi Sclavoniæ Ducis Colomani Indict. 13.

Ego Petrus Trasmundi Anconitanus Civis Imp. auctoritate, & nunc Communis Spal. Not. expressis suprascriptis interfui & rogatus scripsi, & publicavi.

CCCXLIII.

Traité entre HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran. Fait en* 1241. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pieces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 499.] 1241. 22 Mars BOURGOGNE COMTE' ET DUCHE'.

GIe OTHES *Dux de Meran*, & Cuens de Bourgoigne Palatins; fais asavoir à toz ces qui verront ces Lettres, que gie ay baillié à guarder & à tenir, mon Contoy de Bourgoingne, & quanque gie j'ay en fiez & en demeure, à HUGON *le Duc Bourgoingne*, jusques à cinc ans; en tel meniere, que il s'en puet & porra aidier, & de la terre, & des hommes, & des fiez contre totes gens, fauve la feautey l'Emparaor de Rome, jusque audevant du termine. Et s'il avenoit chose que gie li requerisse de boiche, ou por mes Lettres, pendant que il venist ou envoyat ses gens oudit Contoy, ou autre part, pour vemger ou amander lou tort que l'on feroit oudit Contoy: Gie, ou mes gens, à luy, ou à ses gens demissins baillier despenses avenamment. Et s'il avenoit chose, que Gie, ou mes gens ne lor baillesins despenses, & il les feist doulueur: Gie li doi faire à rendre les despenses que il y feroit, ou ses gens. Au regard de Monseignor *Jean de Montferrans*, & de Maistre *Lamber de Roure*, ou d'autres dous que Gie, &

ANNO 1241. & li Dux de Bourgoingne nommeriens, ſe nos ne poiens ces, ou l'un de ces avoir. Et s'il avenoit choſe que gie moriſſe ſans leaux oyrs de mon cort, dequoy Dex me guart, vuil & octroy li Dux de Borgoingne temgne loudit Contoy, & les fiez, & les demeneure, juſque tant que il ſeit queneu, que il droit en chascuns de mes eschaanz il deura avoir. Et quant il ſera queneu quel droit mi eſchaans deurunt avoir, li Dux de Borgoingne lor doit lor droit delivrer, & le doy faire, à entrer en ſon homaige celuy qui tenra mon Chaſtel de *Polygni*, & celuy qui tenra *Veſou*, & celuy qui tenra *Baume*, & celuy qui tenra *Chatoillum*. Et ſe autres y eſtoit mis, ou por mor, ou por chaange, il doit faire hommaige au Duc de Borgoingne & apres je li ay promis, que tuit les chaſey, & tuit li commun des viles de mondit Contoy li ferunt feautey. Et totes ces choſes je ſui tenuz accomplir par mon ſairement, & ſe je non faiſoye, cil qui tenroit ces quatre Chaſteaux qui ſont nommez, doivent venir au Duc de Borgoingne, ou au ſuens, à to lor fiez, juſques totes ces choſes ſeint accomplies enterrement. Et en teſmoignage je ja mis mon ſeaul en ces Lettres, en l'an de l'Incarnation noſtre Seignor 1241. lou Verredy devant Pasques Flories. *Seellées d'un ſeau en cire blanche, ſur double queuë de parchemin, d'un Cavalier.*

CCCXLIV.

1242. Mai. BOURGOGNE DUCHE' ET COMTE'. *Interpretation du précédent Traité entre* HUGUES IV. *Duc &* OTHES *Comte de Bourgogne & Duc de Meran, fait au mois de Mai.* 1242. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 450.]

JE OTHES Dux de *Meran*, & Cuens de Borgoine Palazins, faiz ſavoir à tous ces qui verront ces Lettres, que cum je aie baillié au noble Baron *Ougon Duc de Borgoine*, mon Conté de Borgoine, à tenir & à garder à bonne foy, juſque à cinc ans ou plus, ſelonc ce que il eſt contenu as Lettres qui ſont faites ſus ce; je li ay prié que il aidoie à mis chaſez lor droit à maintenir, tant cum il voudront droit faire. Et s'il advenoit choſe qu'il veniſt en la terre, ou envoyaſt à la requeſte d'aucun de mes chaſez, por veingier le tort qu'en li auroit fait, ou por ſon droit aidier à maintenir: Je, ou mes gens li denuns bailler deſpenſe avenant à luy, & à ſes gens, & ſe nos ne li bailliens, il la doit faire dou ſien, & doit tenir le Comté, & les iſuës, jusqu'à tant que il en ait recaeuë la deſpanſe devantdite, au regard de Monſegnor *Jehan de Montferrant*, & de Maiſtre *Lambart de Roure*, ou de dus autres, ſe cil dui deffailloient, ou ſe l'on ne les pooit avoir. Ce fut fait à Gray l'an de l'Incarnation noſtre Seigneur 1242. ou mois de May, & ſeellées comme celles cy deſſus.

CCCXLV.

1241. 7. Sept. *Fragmentum Pacis inter Comitem* ANDREAM DE CHELMO *& D.* GARGANUM *Poteſtatem Civitatis Spalatenſis factæ, qua damna reciproce illata oblivioni dantur, ſecurus meatus & remeatus Spalatenſibus in terra Comitis libertasque lignandi conceditur. Dat. in Spalato Anno* 1241. *die* 7. *Sept.* [JOANN. LUCIUS Dalmatinus de Regno Dalmatiæ in Notis ad Hiſtor. Rom. Thomæ Archidiac. Spalat. pag. 472.]

In Dei nomine Amen.

VENIENS Comes Andreas de Chelmo per duas vices in Spalat. ad reformandam pacem, & concordiam inter ſe, & ſuos homines ex una parte, & dictum Commune ex altera, denique ad talem concordiam, & pacem perpetualem pervenerunt.

Inprimis namque ordinaverunt quod omnia damna illata inter ſe ab utraque parte in perſonis, & rebus usque in hodiernum diem penitus ſint caſſa, & vacua, & amplius non recordentur.

Item ordinaverunt quod dictus Comes, & ſui hæredes, & ſui homines ſalvi, & ſecuri veniant ..... vitate, & extra ſicut amici, unde dictus Comes pro damnis, quæ ipſe, & ſui homines dederunt Spalat. in ſuo campo & alias ..... recuperabit ſuam terram de Chelmo hinc ad feſtum S. Domnii quod omnes Spalatini in perpetuum ſint ſalvi, liberi, & franchi in toto ... liberè vadant, & ſtent, & redeant, & vendant, & emant ſine ulla contradictione, & ſine ullo tributo, vel datio in perpetuum, nec dictus Comes nec ſui hæredes, nec aliqui de ſua ſtirpe, nec aliquis de ſuis hominibus debeat Spalaten. moleſtare de prædictis, nec aliquid ab eis exigere, vel extorquere, vel ſi aliquid extorqueretur, Comes, vel ſui hæredes tencantur facere reſtitui ablatum à ſuis hominibus, vel dabunt per gulam transgreſſores damnum patientibus, & ſi non poſſent illum dare per gulam, quod Comes, & ejus hæredes ſolvant de ſuo ſuper quantumcunque juraverit Spalatenſis. ANNO 1241.

Item promiſit quod cum Spalat. erunt in terra Comitis, ipſi erunt ſalvi, & ſecuri ab omni homine mundi, & ſi in aliquo offendentur, Comes, & ſui hæredes teneantur emendare de bonis ſuis.

Item promiſit quod cum Spalat. voluerint incidere lignamen, vel facere incidi pro Commune vel pro diviſo, quod ipſi poſſint incidere, & portare ſine contradictione cujuscunque, & ſine aliquo datio, vel tributo, & ſi non recuperaverit dictam terram hinc ad dictum terminum, quod hæc pacta non teneant, niſi de utriusque partis proceſſerit voluntate; Salvis omnibus ... quas Spalaten. habent contra Comitem, & ſuos homines, & èconverſo, quæ cognosci debeant in Spalato coram Judicibus Civitatis.

Hæc omnia verò dictus Comes Andreas promiſit per ſe, ſuosque hæredes, & ſucceſſores firma in perpetuum habere, atque tenere, & ſi non obſervabit hanc pacem, & concordiam, & pro ſua parte remanſerit, ſolvat nomine pœnæ M. Romanatos Communitati Spalati, & ſic ipſe Comes cum quatuor ſuis hominibus Falco, Cleſa & Dobrochna, & Berco juravit ad S. Dei Evang. ſuper librum, & Crucem obſervare prædicta, & ita faciet jurare cum habebit terram omnibus ſuis hominibus, & eodem modo Conſilium Spalati promittit attendere, & obſervare quæ promiſſa ſunt à ſua parte in perpetuum, & ſi non obſervaret hanc pacem, & concordiam, & pro ſua parte remanſerit, ſolvat nomine pœnæ Comiti præfato M. Romanatos, & ſic Judices Civitatis Lampridius, & Madius Grecine, cum Madio Jureu, & Lucaro Streſi & .... juraverunt ad S. Dei Evang. ſuper librum, & crucem obſervare prædicta, & ita faciet jurare Cives Spalat. tunc temporis cum Comes fecerit jurare ſuos homines.

Hoc actum eſt in Spalato in Conſilio generali more ſolito congregato in Pallatio q. Comitis Heliæ in præſentia Pauli Trepetii Camerarii, Lampredii Zagarella, Zantii Sab, Tan, & Miche Jurec, & aliorum plurium An. Domini 1241. die ſeptimo intrante Sept. temporibus D. Greg. PP. & Sereniſſimi Regis Hungariæ D. Belæ Ind. 14. Petrus &c.

CCCXLVI.

FRIDERICI II. *Imperatoris ac Regis Siciliæ Declaratio de Conceſſione per eum Tragurienſibus facta, ut liberè poſſint in Siciliam meare & remeare, ſtrictè ſeveréque prohibens, nè quis eos offendere præſumat. Datum apud Stum Sal.... L.... XXIX. Decemb. XIIII. Indict.* [JOANN. LUCIUS, de Regno Dalmatiæ Lib. IV. pag. 164.] 29 Dec.

FRIDERICUS D. G. Rom. Imp. ſemper Aug. Jeruſalem, & Siciliæ R. univerſis in Regno Siciliæ conſtitutis, quibus præſentes Litteræ fuerint oſtenſæ, fidelibus ſuis gratiam ſuam, & bonam voluntatem. Noverit univerſitas veſtra quod nos benignius attendentes grata ſervitia, quæ univerſi homines Trag. de partibus Dal. ultra mare fideles amici noſtri nobis ad mandatum noſtrum exhibere devotione ſolita ſtuduerunt, conceſſimus eis ut ubique per Regnum noſtrum ſalvi, & ſecuri incedant, in perſonis, & rebus eorum. Quocirca fidelitati veſtræ mandamus, atque præcipimus, quatenus ubicunque, & apud quemcunque veſtrorum aliquis hominum prædictorum pervenerit, nullus veſtrum præſumat de eo .... ipſum tam in perſona quam rebus ſuis offendere, quod qui præſumpſerit indignationem meam noverit incurſurus.

Datum apud ſanctum Sal .. L .. XXIX. Decembris XIIII. Indictionis.

ANNO 1242.

CCCXLVII.

Juin. *Ceſſion faite par* EUDES DE MONTAGU, *de toutes les prétenſions qu'il pouvoit avoir contre* HUGUES IV. *Duc de Bourgogne. Faite à Monbar, au mois de Juin* 1242. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 451.]

BOURGOGNE ET MONTAGU.

EGo Dominus ODO *Montis-Acuti*, notum facio omnibus præſentes Litteras inſpecturis, quòd ego, non coactus, imò deſiderans ſemper & ubique habere, acquirere & retinere benignolentiam, amorem, & gratiam viri Illuſtris, Domini & conſanguinei mei cariſſimi HUGONIS *Ducis Burgundiæ*, ſpontanea voluntate & ſincera mente guerpivi & quittavi ſibi & hæredibus ſuis in perpetuum, omnes querelas, quæſtiones, & controverſias quascumque habebam & habere poteram erga ipſos. In cujus rei teſtimonium, ſigillum meum præſentibus apponi feci Actum apud Montem Barri, anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo ſecundo, menſe Junio.

Certificat de l'Evêque de Chaſtillon ſur cette Ceſſion.

NOs GUILLELMUS Dei gratia *Epiſcopus Cabilonenſis*, notum facimus omnibus præſentes Litteras inſpecturis, quod in præſentia noſtra conſtitutus amicus noſter dilectiſſimus, ODO *Dominus Montis Acuti*, recognovit ſe guerpiviſſe & quitaviſſe viro Illuſtri conſanguineo & Domino ſuo cariſſimo HUGONI *Duci Burgundiæ*, & hæredibus ſuis in perpetuum, omnes querelas, quæſtiones & controverſias quascumque habebat vel habere poterat erga ipſos. In cujus rei teſtimonium, ad ipſius Odonis Domini Montis Acuti petitionem & inſtantiam, dicto Duci tradidimus Litteras ſigillo noſtro ſigillatas. Actum apud Montem Barri, anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo ſecundo, menſe Junio.

CCCXLVIII.

30. Juin. *Imperatoris* FRIDERICI II. *Diploma Expectantiæ, quam* HENRICO *Illuſtri Marchioni Miſniæ in Lantgraviam* Thuringiæ *concedit. Dat. Beneventi d.* 30. *Junii* 1242. *Indictionis* (a) *primæ.* [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz II. pag. 171. TENTZELIUS in Supplemento Hiſtoriæ Gothanæ II. pag. 686. ex ANTONII WECKII Deſcript. Dresdenſi Part. II. pag. 153. 154.]

(a) Ou plûtôt, XV.

FRIDERICUS Dei Gratia Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, Hieroſolymæ & Siciliæ Rex, dilecto Principi & Conſanguineo ſuo, Henrico, Marchioni Misnenſi, gratiam ſuam & omne bonum. Tunc Imperialis Excellentiæ firmiſſimo robore firmatur Imperium, tunc decus extollitur Cæſareæ Majeſtatis, cum infidelibus pro perfidia pœnam retribuit, & pro fide fidelibus præmia liberaliter elargitur. Amor qui virtutis tunc maxime crescit ſubditis & proximis cum pro ſervitiis exhibitis beneficia recipiuntur in præſenti, & de die in diem remunerantur de futuris: hac itaque conſideratione præmuniti, qui Romani frena moderantur Imperii, ac attendentes puram fidem & devotionem ſinceram, quam ad Excellentiam noſtram hactenus geſſiſti, nec non & grata valde & fidelia ſervitia, quæ noſtro culmini exhibes inceſſanter, & in antea exhibere poteris ampliora, conſiderantes etiam Avunculi tui, Henrici, Landgravii Thuringiæ, Comitis Palatini Saxoniæ, dilecti Conſanguinei noſtri, Procuratoris Germaniæ, dilecti filii noſtri Conradi, Romanorum in Regem electi, petitionem, quam ad nos etiam per ſuas Literas & per Theodoricum de Rodenſtedt, &c. Camerarium ſuum fecit, cujus juſtis precibus inclinati, & quod te ſpeciali gratia proſequi voluimus, & favore Literis præſentibus proteſtamur, & notum eſſe volumus univerſis, quod tibi poſt mortem Avunculi tui, Henrici, Landgravii Thuringiæ, duos Principatus ſuos, videlicet Landgraviam Thuringiæ & Comitivam Palatii Saxoniæ & omnia alia feuda, quæ à nobis & ab Imperio tenentur, cum ipſorum pertinentiis jure contulimus feudali. Tali tamen forma, ut ſi ſine hærede filio, quod Deus avertat, ipſum præmori contigerit, noſtra conceſſio ſtabilis perſeveret, ne inter hæredes tunc, cum de patris ſui Hermanni felicis recordationis primogenita iis genitus, lites & ſeditiones oriantur, & ut etiam ſic tuis præſentibus respondeamus ſervitiis, & Imperio ſervire tenearis in futuro. Ad hujus autem noſtræ conceſſionis memoriam ac ſtabilem firmitatem præſens Scriptum fieri & Majeſtatis noſtræ Sigillo juſſimus communiri. Datum Beneventi, Anno Domini milleſimo, ducenteſimo quadrageſimo ſecundo, ultimo Junii, primæ Indictionis.

(L. S.)

ANNO 1242.

CCCXLIX.

Donation du Château de BARD *en la Val d'Aouſte à* THOMAS DE SAVOYE *Comte de Flandres, par* AME' IV. *Comte de Savoye. Fait à Aouſte le* 28. *Octobre*, 1242. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 90.]

28 Octo SAVOYE ET FLANDRES.

ANno Domini M. CC. XLII. Indictione XV. quinto Kal. Novembris, in præſentia infra ſcriptorum Teſtium, Dominus *Amedeus Comes Sabaudiæ & in Italia Marchio*; Hoc donationis & infeudationis Inſtrumento dedit, & tradidit dilecto Fratri ſuo Domino *Thomæ Comiti Flandriæ, & de Haynaut*, & ipſius hæredibus in perpetuum, nomine Gentilis & Nobilis feudi, Caſtrum Bardi, cum ſuis pertinentiis & cohærentiis, intelligendo in eadem donatione, Pedagium ſuum de Donatio, conditione tali tamen appoſita, quod ipſum Caſtrum ſibi teneatur reddere, ſecundum quod Conſuetudo eſt in Valle Auguſtenſi de Castris, redditibus; & quod ipſe Dominus Thomas ſupradictus, tam pro ipſo Caſtro Bardi, cum pertinentiis, quàm pro feudo, quod ab ipſo Domino *Amedeo Comite, in Pedemonte* poſſidet, eidem Domino Amedeo Comiti Fratri ſuo ad hominium teneatur, & de ipſo Caſtro Bardi, cum ſuis pertinentiis & cohærentiis, & Pedagio Donacii, ipſe Dominus Amedeus Comes, Dominum Jacobum Dei gratia Abbatem Secuſiæ recipienti, nomine prædicti Domini Thomæ, coram inveſtivit, & retinuit & in poſſeſſionem corporalem poſuit, transferendo in ipſum omne Dominium & actionem, quod & quam in ipſo Caſtro Bardi, prout ſuperiùs continetur, habebat, vel habere videbatur; & juravit ad ſancta Dei Evangelia nunquam contravenire, nec impedimentum apponere; nec litem vel controverſiam aliquam inde movere, & ab omni homine inviolabiliter manutenere, garentire, conſervare & authorizare. Et ad majorem firmitatem habendam in poſterum: Ipſe Dominus Amedeus Comes ſupradictus, Cartam præſentis inde Donationis in omnibus fieri præcepit. Actum eſt hoc apud Auguſtam in domo Domini Episcopi Auguſtenſis, ubi adfuerunt vocati teſtes & rogati Dominus Guigo de Hamaiſino, Torencus de Chambuero, Willelmus Bonivardi de Chamberiaco, Gocelinus de Chambuero, Roſtannus de Ruppecula.

CCCL.

Decretum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ CARDINALIUM *afferentium, Apoſtolica Sede vacante, penes ſe Poteſtatem Papalem reſidere. Datum Anno Domini* 1243. [MATTH. PARIS, Hiſtoria Major, pag. 602.] 1243

MIseratione divina R. Oſtienſis, & Veletri, tituli Sanctæ Praxedis, S. tituli Sancti Laurentii in Luc. S. tituli Sanctæ Mariæ trans Tyberim, Presbyteri, R. Sanctæ Mariæ in Cosmedin, E. Sanctorum Cosmæ & Damiani, O. Sancti Nicolai in Carcere Tulliano. Diaconi, Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales, religioſo viro Abbati de Wareduna, ſalutem in Domino. Ex parte Magiſtri Petri Apoſtolorum Principis Baſilicæ Canonici, Rectoris Eccleſiæ de Morduna, nati Jacobi Joannis Capot, Civis Romani, fuit propoſitum coram nobis, quòd dudum ſanctæ recordationis Dominus Gregorius Papa, falſis ſuggeſtionibus provocatus, Elyenſi Episcopo ſuas direxit Literas, continentes, ut præfato Magiſtro, vel alii ejus nomine, de proventibus Eccleſiæ ſupradictæ minimè responderet, nec etiam permitteret responderi, ſed Eccleſiam ipſam ad manum ſuam retinens, proventus ipſius perciperet & ſervaret, ut de utrisque juxta ſuum beneplacitum disponi debe-

ret,

ANNO 1243. ret; contradictores per censuram Ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Decernens Dominus Papa prædictus, nihilominus irritas & inanes omnes Literas super Ecclesia & proventibus ipsis, nomine præfati Magistri obtentas à Sede Apostolica, vel etiam obtinendas, ut scilicet nemo conveniri posset per illas, nec aliquis autoritate posset procedere earundem. Et si processus esset habitus per easdem, esset irritus & inanis, nisi de præmissis plenam faceret mentionem: Decano Eboracensi, & Archidiacono Richemundiæ ad hæc omnia exequenda deputatis. Sed idem Episcopus, in hujusmodi mandati executione procedens, tibi per suas Literas dicitur injunxisse, ut si firma Ecclesiæ supradictæ, vel aliqua pars ipsius, apud te forsan residet, ipsam deponi faceres apud Bernewelle, in custodia Prioris & Sacristæ loci ejusdem, & ab inde in anteà, dicto Magistro vel alii ejus nomine de proventibus Ecclesiæ supradictæ, nullatenus responderes, sed eos deponi faceres ibidem, ut de eisdem possit secundum dispositionem hujusmodi summi Pontificis responderi. Quare præfatus Magister nobis humiliter supplicavit, ut cùm indignum sit, & omni rationi contrarium, ut pœna ipsum alligare debeat à suggestis prorsus insontem, provideri super hoc ei misericorditer dignaremur. Nos autem, penes quos potestas residet, Apostolica Sede vacante, volentes præfato Magistro gratiam facere specialem ob suæ meritum probitatis, tibi districtè præsentium autoritate mandamus, quatenus eidem Magistro, vel Procuratori, vel Nuncio suo, de firma Ecclesiæ supradictæ, subtracta sibi autoritate mandati prædicti, plenam satisfactionem impendas, & ei de cætero, ut teneris, integrè respondere procures, non obstantibus prædictis Literis, vel proceffibus habitis per eadem. Alioquin, ne mandatum nostrum ad nos vacuum revertatur, noveris nos Priori Fratrum Prædicatorum Norwicensium, & Petro de Arche, Canonico Ecclesiæ sancti Angeli de Ferentino, nostras Literas destinasse, ut te ad id, si necesse fuerit, per censuram Ecclesiasticam debeant coarctare. Datum &c. Anno Domini MCCXLIII. Apostolica Sede vacante.

CCCLI.

13. Fev. RABANT ET OSTADEN. *Traité entre* HENRI II. *Duc de Lorraine & de Brabant &* THEODORIC *de Hostaden, par lequel Theodoric céde à Henri la Forteresse de Dalhem, moyenant une certaine somme d'argent. Fait à Ruremonde, l'an* 1243. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 85.]

CONRARDUS Dei gratiâ Sanctæ Colonienfis Ecclesiæ Minister, sacri Imperii per Italiam Archicancellarius, Universis præsens Scriptum inspecturis salutem in Domino. Præsentis Scripti testimonio protestamur, quod nos inter dilectum & fidelem nostrum HENRICUM *Lotharingiæ & Brabantiæ Ducem* & THEODORICUM *fratruelem nostrum Comitem de Hostaden*, mediantibus dilectis ac fidelibus nostris *Henrico de Seynen* & *Ottone de Gelre Comitibus*, pacem fecimus & concordiam & hujusmodi conventionem, videlicet quod dictus fratruelis noster Castrum de *Dalehem*, quod ab ipso Duce in feodum tenebat, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, sive sint Allodia sive feodalia vel alia quæcumque, cum hominibus feodalibus & ministerialibus & quibuscumque aliis ad dictum Castrum spectantibus, in manus ipsius Ducis liberè & absolutè, de bona & spontanea sua voluntate, nostro ac dilecti fratris nostri *Frederici* Præpositi Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia consensu accedente, totaliter reportavit in præsentia nostra; & postmodum omni juri quod in dicto Castro & præmissis omnibus habuerat, vel habere poterat effestucando, ad opus ipsius Ducis per sententiam hominum nostrorum & ipsius Ducis renuntiavit; ita quod nulla deinceps eidem vel suis hæredibus actio competet ad prædicta: super his omnibus præfato Duci de jure debitam & quantam potest præstando Warandiam. Bona quoque ipsi Castro attinentia, quæ præfatus fratruelis noster à *Duce de Lemburg* seu aliis Dominis tenuerat, ipsis reportavit Dominis, ea penitus effestucando. Nos etiam & prædictus frater noster *Fredericus* Præpositus Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia, prædictis omnibus consentientes, omni jure hæreditario quod nobis competere poterat de nostris progenitoribus in præfato Castro bonis & hominibus antedictis, similiter effestucando renuntiavimus, de bona & spontanea nostra voluntate. In cujus rei testimonium præsentem paginam nostro fecimus sigillo communiri. Actum & Datum apud Ruremonde in vigilia Beati Mathiæ Apostoli anno Domini MCC. XLIII. ANNO 1243.

EGO THEODORICUS *Comes de Hostaden* omnibus præsentes Litteras inspecturis salutem. Notum esse cupio tam præsentibus quam futuris, quod Venerabili Patri Domino nostro CONRARDO *Colonienfi Archiepiscopo, Dominis Ottone Gelrenfi filio Avunculi mei & Henrico Seynenfi Comitibus* præsentibus, mediantibus & consentientibus, pace & concordia facta inter *Illustrem Dominum meum* HENRICUM *Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ* & me, talem cum dicto Domino Duce conventionem inivi, videlicet quod Castrum de *Dalehem* quod ab ipso in feodum tenebam, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, sive sint Allodia sive feodalia vel alia quæcumque cum hominibus omnibus feodalibus & ministerialibus & quibuscumque aliis ad dictum Castrum spectantibus, in manus ipsius Domini mei Ducis liberè & absolutè de bona & spontanea mea voluntate reportavi; & postea facta mihi & meis hæredibus recompensatione, videlicet redditus centum marcarum Colonienfium denariorum, omni juri quod in dicto Castro & præmissis omnibus habueram vel habere poteram hæreditario jure vel quomodo libet aliter effestucando, pro me & pro meis hæredibus, ad opus ipsius Domini Ducis & suorum hæredum, spontaneè renuntiavi, per sententiam dicti Domini Archiepiscopi & ipsius Ducis hominum & meorum; ita quod nulla deinceps mihi & meis hæredibus actio competat ad prædicta. Super his omnibus præfato Domino Duci de jure debitam & quantam possum præsto Warandiam. Bona quoque ipsi Castro attinentia, quæ à Domino *Duce de Limburg* seu ab aliis tenueram, ipsis reportavi Dominis effestucando, ad opus Domini Ducis antedicti. Et ut præmissa à me & meis hæredibus inviolabiliter observentur, supplicavi Domino & *Patruo* meo Archiepiscopo Colonienfi & viris nobilibus *Seynenfis, Gelrenfis & Lossenfis, Comitibus Godifrido Domino de Parwes, Willelmo Domino de Altena, Domino Willelmo de Grimberg & Waltero de Brunghorn*, ut in testimonium & evidentiam præmissorum, sigilla sua una cum meo præsentibus Litteris apponant, &c. Datum apud Ruremundam in vigilia Mathiæ Apostoli anno Domini MCC. XLIII.

HENRICUS *Dei gratia Dux Lotharingiæ & Brabantiæ* omnibus præsentes Litteras inspecturis salutem. Noveritis universi, quod nos cum dilecto & fideli nostro THEODORICO *Comite Hostadenfi*, carissimo Domino meo CONRARDO *Dei gratiâ Sanctæ Colonienfis Ecclesiæ Archiepiscopo, Seynenfi & Gelrenfi Comitibus*, præsentibus, mediantibus & consentientibus, super Castro de *Dalehem* & omnibus ejus attinentiis hujusmodi Conventionem & Compositionem inivimus, quod idem *Comes Hostadenfis* dictum Castrum quod à nobis priùs in feodum tenuerat, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, sive sint Allodia sive feoda vel alia quæcumque, cum hominibus feodalibus, ministerialibus & quibuscumque aliis, ad dictum Castrum quoquomodo spectantibus, in manus nostras liberè & absolutè reportavit, & postmodum omni juri quod in Castro & præmissis omnibus habuerat vel habere poterat effestucavit & Warandiam de jure debitam, nobis fecit & faciet quantum potest & poterit, salvis bonis hominum nostrorum de *Dalehem* quæ nunc à nobis & priùs à *Comite Hostadenfi* tenuerunt. Eo excepto, quod nullus prædictorum hominum præter nostrum consensum in eodem Castro faciet residentiam. Nos verò in recompensationem præmissorum, contulimus prædicto *Comiti Hostadenfi* in feodum redditus centum marcarum Colonienfium denariorum; quarum quinquaginta assignabimus eidem in Allodio de *Herle*, & residuas quinquaginta inter *Aram* & *Ruram* superius *Juliacum*, &c. Insuper in recompensationem dicti Castri & ejus attinentiis supradictis, dare tenemur duo millia marcarum denarior. Colonienf. legalium dicto Comiti, de quibus mille eidem Comiti infra crastinum Innocentium apud *Nuciam* solvere tenemur, residuas verò mille marcas infra crastinum Innocentium anni subsequentis in eodem loco eidem solvemus. Si verò prædictus *Comes Hostadenfis* sine prole decesserit priusquam solutio dictæ pecuniæ facta fuerit; quidquid ex ea insolutum remanserit, prædicto Domino *Archiepiscopo, Frederico Præposito* Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia & nobili matronæ *Margaretæ* matri dicti *Comitis de Hostaden* & hæredibus dicti Comitis *Hostadenfis* solvere tenemur. Deinde constitui fidejussores *Seynenfem*,

ANNO 1243. *Gelrenſem & Loſſenſem Comites, Louanienſ.* Bruxellenſ. Antuerpienſ. Thenenſ. Leuwenſ. & de Busco Communitates, quæ Communitates Litteras ſuas patentes ſuper fidejuſſione prædicta memorato *Comiti Hoſtadenſi* vel ſuis hæredibus infra octavas Paſchæ inſtantis dabunt, ita quod ſi infra octavas Paſchæ prædictas, prædictæ Litteræ Communitatum eidem *Comiti Hoſtadenſi* non traderentur, & ſuper hoc prædicti Comitis moniti fuerint, infra octo dies poſt ipſam monitionem Coloniam intrare tenebuntur, inde non exituri donec Litteræ Communitatum prædictæ, dicto *Comiti Hoſtadenſi* tradantur: ſi verò pro defectu noſtro idem *Comes Hoſtadenſis* ſub Domini noſtri Colonienſis Archiepiscopi, Ducis de Limbourg, Comitis Seinenſis, Comitis Gelrenſis, Comitis Loſſenſis diſtrictibus, bona alicujus de Communitatibus noſtris caperet & detineret, prædictus Dominus noſter Colonienſis, nos, Dux de Limbourg & Comites prædicti, erga dictum *Comitem Hoſtadenſem* vel ſuos hæredes nullam conciperemus offenſam, nec eidem ſuper hoc quæſtionem moveremus. Si verò in ſolutione dictorum duorum millium marcarum, vel aſſignatione dicti feodi defecerimus, & propter hoc dictus *Comes Hoſtadenſis* aliqua damna incurrerit, Comites & Communitates ſupradicti, *Comiti Hoſtadenſi* de defectu & damnis tanquam fidejuſſores ſatisfacient & indempnem obſervabunt. Cæterum ſi memoratus *Comes Hoſtadenſis* in Allodio de *Herle* munitionem ædificare voluerit, ad hoc ei favorem impendemus, & ſi aliquis ſuper hoc ipſum prohiberet, nos eidem Comiti ad removendam ipſam violentiam ſubveniemus. Solutione verò dictæ pecuniæ, aſſignatione dicti feodi completis, nos & prædicti fidejuſſores ab obligatione præmiſſa erimus abſoluti, & præſentes Litteræ noſtræ nobis reſtituentur. Et ut præmiſſa inviolabiliter conſerventur, præſentem paginam ſigilli noſtri munimine duximus roborandam, adhibitis, ſubſcriptis teſtibus Domino noſtro *Conrardo Colonienſi Archiepiscopo, Seynenſi, Gelrenſi & Loſſenſi Comitibus, Domino G. Decano Majoris Eccleſiæ Colonienſis, Henrico Præpoſito S. Severini, Frederico Præpoſito ad gradus S. Mariæ in Colonia, dilecto conſanguineo noſtro Godefrido Domino de Perweys, Willelmo de Grimberg, Domino Rutgero Brenich, Domino Waltero de Brunshorn, Willelmo Domino de Altena, Ottone Domino de Wichrode, Gerardo Domino de Randenrode* & aliis quampluribus. Actum & Datum apud Ruremundam anno Domini MCC. XLIII. in vigilia Beati Mathiæ Apoſtoli.

Garantie des Villes de Louvain, Bruxelles &c. du précédent Traité.

NOs de *Louanio, Bruxella, Antuerpia, Buscho, Lewis & de Thenis* Communitates notum facimus Univerſis, tam præſentibus quam futuris, præſentes Litteras viſuris, quod ad petitionem cariſſimi Domini noſtri HENRICI Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ cum nobilibus *de Gelre, de Seynen & de Los Comitibus* pro eodem Domino Duce, erga nobilem virum *Theodoricum Comitem de Hoſtaden* ſuper conventionibus de Caſtro de *Dalehem*, inter ipſum Dominum Ducem & dictum Comitem Hoſtadenſem factis, pro ut liquidiùs in Litteris dictorum nobilium videlicet Domini Ducis & Comitis exinde confectis continetur, nos conſtituimus fidejuſſores. In cujus fidejuſſionis teſtimonium, præſentes Litteras ſigillis oppidorum noſtrorum prædictorum fecimus communiri. Actum & Datum apud Louanium Dominica qua cantatur *Oculi noſtri*. Anno Domini MCC. XLIII.

CCCLII.

7. Avril *Litteræ* HENRICI III. *Regis Angliæ quibus notum facit quod Treugæ initæ ſunt ipſum inter &* LUDOVICUM IX. *Regem Franciæ quinque annis duraturæ. Apud Burdegalam die ſeptimo Aprilis Regni ejus viceſimo ſeptimo.* [Tiré du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. pag. 109.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normaniæ, Aquitaniæ, & Comes Andegaviæ, omnibus ad quos præſentes Litteræ pervenerint, ſalutem. Notum facimus quod nos pro nobis, & Comite Richardo, fratre noſtro, & hæredibus noſtris & hominibus adjutoribus noſtris manifeſtis, & terris, & feodis eorundem, Treugas inivimus a Feſto Beati Benedicti Abbatis in Martio, usque ad feſtum Sancti Michaelis, quod erit ab inſtanti feſto Beati Michaelis in quinque annis per totam diem duraturas. ANNO 1243.

Nos autem inter noſtros nominavimus Petrum Ogierium, Oliuerium de Chaleys, & Berardum de Muntlydier; Rex autem Franciæ nominat inter ſuos Comitem Tholozanum, Comitem Marchiæ, Comitem Willelmum Alverniæ, Guillelmum Archiepiscopum, Gaufridum de Lezignan, Reginaldum de Pontibus, Galfridum de Talneo, Galfridum de Mauritania, & Benedictum de Mauritania, Pontium de Mirabel, Fulconem de Maſtat Dominum Mornaci, Heliam de Talemont, Heliam Gumbaudi de Cosnac, Guillelmum de Rupe, Dominum Brient, Iterium de Babeyi, Petrum Raymundi, Petrum Bechet, Wawant de Tactum, Gaufridum de Rupeforti, Raymundum de Montaut, Heliam Bidelli juvenem, Bondinum de Grignol, Petrum Ais, Fulconem de Archive, Hæmericum de Rupechouard, & Hæmericum filium ejus, Hæmericum de Rupe Dominum Blaviæ, Radulphum de Bellomonte Dominum Betteriarum, Drogonem de Monte augier, Guillelmum de Sancto Quintino, Ebulonem de Rupeforti, Carolum de Rupeforti, Heliam de Laucone, & ſciendum quod nos dimittimus Inſulam de Re in Treuga ex parte ejusdem Regis Franciæ, eodem modo quo erat in alia Treuga proxime præcedenti. Talis autem eſt forma Treugarum, quod ſi in Treuga fuerit interceptum, de interceptione emendanda ſic erit.

Interceptio facta nuntiabitur Dictatoribus Treugarum hinc inde conſtitutis qui ſunt ex parte noſtra Barnardus de Maſtac Comes Bigorre, Gaufridus Ridelli de Blavia, & Petrus de Burdegalis; ex parte Regis Franciæ Senescallus Pictavienſis, Gaufridus de Rauveone, & Reginaldus de Pontiby, tali modo quod ſi ex alterutra parte omnes illi tres non poſſent, vel non vellent intereſſe, duo illorum nihilominus poſſent procedere, ſicut ſi tres intereſſent; ſi vero aliquis iſtorum moreretur, alius a parte ejus cujus eſſet Dictator, poneretur, ita quod ſi infra duos menſes poſtquam forisfactum eis conſtiterit, non fuerit emendatum, ex tunc ille cui forisfactum fuerit, poterit currere ſuper forisfactorem ſuum, donec plenarie fuerit emendatum, & nos ſine nos meffacere poterimus juvare hominem noſtrum contra malefactorem qui forisfactum emendare noluerit; & Rex Franciæ poterit ſimiliter facere in caſu conſimili. Dominus autem malefactoris non poterit juvare malefactorem qui forisfactum emendare noluerit, nec aliquis qui ſit de poſſe vel Dominio ipſius Domini, donec forisfactum fuerit plenius emendatum, & nos idem poterimus facere in caſu conſimili, nec Dominus malefactoris, nec ſui poterunt juvare malefactorem, ſicut prædictum eſt.

Illud etiam conditum eſt, quod ſi aliqua forteritia, vel caſtrum aliquod, vel perſona alicujus Nobilis (durantibus Treugis) caperetur, vel furtive ſubtraheretur a Rege Franciæ, ſive a ſuis & duceretur vel teneretur in poſſe & territorio Regis Franciæ, & requiſitus ſuper hoc, integre non emendaret, ſine mora ſtatim nos per nos & per noſtros, ſine nos meffacere, poterimus nos juvare; nihilominus tamen Dominus Caſtri, forteritiæ, vel Nobilis capti, modis omnibus ſine meffacere contra captorem & contra detentorem poterunt guerrare donec plenarie eſſet emendatum.

Quod autem dictum eſt pro parte noſtra ſi ex parte Regis Franciæ vel ſuorum in caſtro, vel forteritia, vel Nobili capto & detento fuerit interceptum: nos & dictus Rex Franciæ pro nobis omnino idem concorditer eſt conceſſum pro parte Regis Franciæ, videlicet ſi ex parte noſtra vel noſtrum, in caſtro, vel forteritia, ſive Nobili capto & detento fuerit interceptum.

Inſuper nos & prædictus Rex Franciæ pro nobis & Fratribus noſtris, & hominibus noſtris, & adjutoribus manifeſtis, toto tempore Treugarum iſtarum erimus in ſaiſina eadem in qua eramus aperte illa die qua Treugæ iſtæ captæ fuerunt à nobis, ſalvo eo quod de Inſula de Re & noſtris hominibus & adjutoribus ſuperius nominatis ſuperius eſt expreſſum. Nos autem Treugas ſæpedicto Regi Franciæ & hæredibus ſuis à nobis bona fide obſervandas firmiter jurari fecimus per dilectos & fideles noſtros Radulphum filium Nicolai, Petrum Chatipore Clericum noſtrum & Hæmericum de Sacı.

Præterea volumus & præcipimus quod hæredes noſtri Treugas jamdicto Regi Franciæ, & hæredibus ſuis obſervent, & ad easdem firmiter obſervandas, ipſos hæredes noſtros per præſentes Litteras quantum poſſumus, obligamus. Teſte meipſo. Apud Burdegalam ſeptimo die Aprilis, Anno Regni noſtri viceſimo ſeptimo.

Lesdictes Lettres cydeſſus tranſcrittes ſont ſcellées ſur double queuë de parchemin, d'un grand ſcel pendant au reply. Et au dos d'icelles eſt escrit ce qui ſuit:

Littera

ANNO 1243. Littera HENRICI Regis Angliæ de Treugis initis inter Regem Franciæ LUDOVICUM & ipsum Anno Regni nostri vigesimo septimo.

CCCLIII.

10. Mai. *Regis Ungariæ* BELÆ *Privilegium* NOBILIBUS *de* Insula Faria *concessum, quod si Ecclesia de Faria vacare contigerit, ut liberè eligant Præsulem ex fidelibus ad Regnum Hungariæ spectantibus; Item ne ulla unquam exactio à Nobilibus hujus Insulæ requiratur, ità tamen ut Regi Hungariæ bellum facienti Nobiles de genere* Ginich *cum duabus barchis succurrant, &c. Datum Tragurii 6. Idus Maii.* (1) 1243. [JOANN. LUCIUS de Regno Dalmatiæ Libr. IV. pag. 165.]

In nomine sanctæ Trinitatis & individuæ Unitatis.

BELA D. G. Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Rammæ, Serviæ, Galiciæ, Lodomeriæque Rex. Universis præsentes Literas inspecturis Salutem in vero Salvatore. Ex antiqua patrum traditione didicit posteritas, ut ea quæ per Reges, & Principes statuuntur, scripturarum perpetuæ custodiæ commendentur, ne processu temporis oblivione novercante à memoria elabantur, ut quæ sanata fuerant, dubietatis intrante scrupulo irritum valeat revocari, hinc est igitur quod cum fideles nostri Nobiles de Insula Fariæ plurima nobis servitia fidelitatis opportuno tempore emissis altius nostris tam obsequiis vigilanter, & fideliter inhærentes exhibuerunt propter quæ nostræ magnitudinis celsitudo ad recompensationem præmii fidelitatis ipsorum solerter superintendens, volens tam ipsos, quàm alios præmiorum digna retributione tam ad ipsius, quam Coronæ servitia efficacius provocare habita deliberatione; justis ipsorum & specialiter Ven. Patris Nicolai Episcopi, & Zepregnæ tunc temporis Juppani Faren. & Bracen. precibus inclinati, proinde statuit, ut cum secundum tempora Ecclesia de Faria vacare contigerit, liberè eligant electores, ad quos de jure spectat electio, de fidelibus ad Regnum Hungariæ spectantibus sibi Præsulem, qui eis præsit verbo proficuum, & exemplo, electus tamen Regiæ Majestati præsentetur, ut ab ipso jura Episcopalia recipiat, concedimus etiam ut Episcopus unà cum Juppano cum N. N. de genere Ginich libera potiantur facultate eligendi, & assumendi sibi Comitem de Hungaria, & ad Regem Hung. pertinentem, quem sibi utiliorem circumspexerint, dummodo Regi, & Coronæ fidelis etiam mandatis ipsius in omnibus obsequendo, Comes autem præficiendus Regi Hung. præsentabitur confirmandus, dictus verò Comes constituet sibi Judicem pro suo arbitrio voluntatis. Item statuimus quod Juppanus semper de genere Ginich eligatur, & electus Comiti præsentetur confirmandus, & quod sit Juppanus ambarum insularum tam Fari, quam Braze. Juppanus autem antedictus in Insulis supra dictis perpetuò præsidebit, nisi fortè ex causa legitima fuerit removendus. Item concedimus, quod nulla unquam collecta vel exactio à nobilibus in eadem Insula habitantibus requiratur, imò ipsorum libertas in omnibus inconcussa conservetur, nisi voluerint honorare. Cum autem Regi Hungariæ exercitum facere placuerit, Nobiles de genere Ginich cum duabus barchis quas habere poterunt de suis impensis præparatis, & armatis secundum quod Regiam concedet Majestatem, una cum Nautis, & remigatoribus servire teneantur: Mercatores autem vel negotiatores ipsorum per universum Regnum Regis Ungariæ in terra, marique negotia, vel mercimonia exercentes, immunes à solutione tributi penitus habeantur, attendentes etiam ipsorum fidelitatem, concedimus, quod nullus dictorum Nobilium in eadem Insula commorantium extra Civitatem comparere, vel respondere coram aliquo Judice teneantur, nisi forte Regiam Majestatem Dalmatiam contingeret advenire, si verò aliquis ex ipsis fortè gravatus justa de causa ad alias partes se transferre voluerit, securè cum uxore, filiis, & familia, & omni sua possessione recedere valeat quocunque sibi placuerit, nullum impedimentum ex nostra parte vel alicujus alterius habiturus. Præfati autem N. N. de genere Ginich eadem gaudeant libertate, qua N. N. de Spalato, & Trag. perfruuntur; ut autem hujus nostri statuti series, & decreti sanctio futuris temporibus illibata conservetur, & libertas eorumdem perpetuò permaneat inconcussa, præsentem paginam sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum per manus Ven. Patris Stephani Episcopi Vac. Anno ab Incarnatione Domini 1243. sexto Idus Maii, Anno autem Regni nostri septimo Ven. Patre Barth. Quinquec. Episcopo, Ven. Patre Bened. Episcopo Varad Bened. Præ. Alben. Aulæ Regiæ Cancell. & postulato Colocen Dionysio Bano, & Duce totius Sclavoniæ, Arnoldo Comite Palat. Paulo Comite Albanen. Mathæo Magistro Tavarnicorum, Rollando Magistro Dafriferorum existentibus, est autem datum apud Tragurium. ANNO 1243.

(1) Ou plûtôt 1242. suivant la remarque de *Lucius* même, qui dit, à la fin de ce Privilege, qu'il a été mis sous l'année 1243. par une erreur des Copistes.

CCCLIV.

3. Nov. *Fœdus inter Ducem Venetorum* JACOBUM TIEPOLUM, *Communitatemque Venetiarum ab una, & &* RAINERIUM MAUROCENUM *Comitem Civitatis Arbi, ipsamque Communitatem à parte altera, ad triennium initum; Quò Hi vivam Guerram omnibus Kazætis, Piratis, & specialiter Jadertinis contrà Venetos rebellantibus facere, & requisiti ad præbendum succursum cum 300. hominibus exire promittunt. Actum in Communi Curia Anno* 1243. *Indict.* 2. *Mense Novemb. die* 3. *exeunte.* [JOANNES LUCIUS de Regno Dalmatiæ, Lib. IV. pag. 166.]

ANNO Dominicæ Incarnationis 1243. Indictione 2. mense Novemb. die 3. exeunte Arbi temporibus equidem Domini nostri Jacobi Teopol. incliti Ducis Venet. Dal. atque Croat., & Pauli Ven. Arben. Episcopi ac Rogerii Mauroceni egregii Comitis. Cum Dominus noster Jacobus Teopol. D. G. Venet. Dal. atque Croat. Dux quartæ partis, & dimidiæ totius Imperii Romaniæ Dominator potentissimus, viros Nobiles D. Henricum Pasqualigum, & D. Marinum Superantium Ambasciatores suos Arbum misisset super delegatione eis commissa ab eis diligenter, & benignè sic fuit processum, quod suprascripti Ambasciatores cum Viro nobili D. Rainerio Mauroceno Comite dictæ Civitatis Arbi, & cum beneplacito, & voluntate ejusdem terræ Communitatis, suprascriptus D. Comes cum tota Communitate suprascriptæ suæ Civitatis Arbi ad honorem suprascripti D. Nostri Ducis, & totius Communis Venet. firmiter per sacramentum stipulando promisit, à modo usque ad tres annos proximè firmam, & stabilem societatem habere & tenere cum omnibus hominibus, qui sunt ad præsens vel erunt in Jadra pro suprascripto D. Nostro Duce & Comite Ven. & cum omnibus hominibus totius Insulæ Veglien & totius Insulæ Apsaren. Et super his omnibus debeant habere, & tenere usque ad dictum terminum suum Rectorem illum qui est, vel erit, sive fuerit per suprascriptum D. Ducem, & Commune Ven. Rector in Jadra, & hæc societas debet esse, & tenere in hunc modum, ita videlicet, quod à modo usque ad dictum terminum debent, & tenentur sub debito juramenti facere vivam guerram de sanguine, & foco omnibus Kazætis, & deprædatoribus maris, & specialiter omnibus Jadertinis, qui sunt, vel extiterunt, vel à modo fuerunt rebelles contra honorem, & voluntatem suprascripti D. Nostri Ducis, & Communis Ven. & omnibus hominibus, & terris qui voluerint offendere, vel offendent dictis Communitatibus vel hominibus Venet. in terra, vel in mari. Præterea quandocunque fuerit de voluntate Rectoris Jadræ, & per suum Nuncium, vel Literas suprascripto D. Comiti, & Communi Arbi significaverit, ut cum suis lignis armatis debeant exire ad offendendum suos inimicos, vel ad præbendum sibi succursum cum 300. hominibus debent exire, & ejus mandatum facere, & cum minori numero dictorum virorum si eis præceperit, & hoc totum debet, & teneatur Communitas Arbi observare sub pœna M. M. lib. denar. Venet. parvulorum, medietas quarum, si mandatum suprascriptum non observaverit, fiat Commun. Venet. & alia medietas fiat Communitatibus, quæ mandatum adimpleverint. Item si infra dictum terminum sæpedictus Dominus noster Dux super his suas Litteras, vel Nuncium Arbum transmiserit, & aliud ordinamentum facere voluerit per dictum sacramentum ejus mandata adimplere bona fide, & suo posse teneatur Communitas Arbi. Acta sunt hæc in Communi Curia Arben. & ibi interfuerunt testes Abundius Dabrauze, Victor Esinne, Madius Tolchus, Madius Bartaldi, Duimus Diacobo, Magister Dobre & alii quam plures.

Ego Vital. Subdiaco. ex me subo.

Ego Lanfran. Arbi. Not. his. interfui, & de præcepto suprascript: D. Comitis Judicum, & Consilii, & rogatu Comitis hanc cartam ut audivi, & vidi, scripsi, complevi, & roboravi.

CCCLV.

ANNO 1244. Dec. FLANDRE.

CCCLV.

Teſtament de JEANNE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, fait au mois de Decembre* 1244. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, Part. I. pag. 16.]

LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex omnibus præſentes Litteras inſpecturis ſalutem in Domino. Patens Scriptum ſigillis Viri nobilis Thomæ Comitis Flandriæ & Haynoniæ, nec non & Illuſtris mulieris JOHANNÆ bonæ memoriæ quondam uxoris ejusdem, illuſtrisque mulieris Margaritæ Dominæ de Dampetra & aliorum quorundam ſignatum, inſpeximus in hæc verba.

In nomine Patris & Filii & Spiritus Sancti Amen.

EGO JOHANNA Flandriæ & Haynoniæ Comitiſſa ob remedium animæ meæ & anteceſſorum & ſucceſſorum meorum condo Teſtamentum meum ſub formâ ſubſcriptâ, & volo quod valeat ut Teſtamentum, quod ſi non poteſt, valeat ut Codicillum, vel ſicut extrema diſpoſitio decedentis. Imprimis:

§. 2. Volo quod debita mea de quibus conſtiterit plenariè perſolvantur, ſi alicujus hæreditatem injuſtè occupavi vel à meis anteceſſoribus injuſtè detinui, illud reddo & reſtituo ubicumque ſitum ſit, & do poteſtatem executoribus meis ſubſcriptis aſſignandi & inducendi in poſſeſſionem illos, in quibus competit de jure reſtitutio facienda, & volo quod ad plenum eis ſatisfiat de damnis & intereſſe, ſicut de jure fuerit faciendum. Ad reſtitutiones autem meas faciendas aſſigno tria millia librarum & quingentas libras Flandriæ monetæ annuatim in paratioribus redditibus vel proventibus totius Flandriæ & Haynoniæ ubicumque ſubſcripti teſtamentarii mei maluerint vel elegerint, ſive in nemoribus, ſive in cenſis, ſive proventibus quibuscunque, & volo & firmiter ſtatuo, quod Succeſſor meus tale aſſignamentum ſubſcriptis teſtamentariis meis faciat & exhibeat, ſicut ſuperius eſt expreſſum ad dictum eorum, ſtatim cum ab ipſis fuerit requiſitus, & volo modis omnibus & ordino, quod ad prædictos redditus vel proventus à ſubſcriptis teſtamentariis meis electos non apponat manum ſucceſſor meus per ſe vel per ſuos, nec apponi permittat, ſed omnes feodatos vel alios miniſtros, per quos forte illi redditus vel proventus procurantur vel ſolvuntur, jurare faciat; quod nulli omnino ſolvent prædictos redditus vel proventus, niſi teſtamentariis ipſis vel mandato eorum; & ipſis teſtamentariis præfatos redditus vel proventus conſervare teneatur, & ab omni invaſore vel moleſtatore tam ipſos teſtamentarios quàm redditus & proventus prædictos ſuis ſumptibus defenſare. Prædictos autem proventus trium millium & quingentarum librarum annuatim ſument ſubſcripti teſtamentarii mei, donec inſtitutiones meæ omnino completæ fuerint, & donec etiam eleemoſinæ ſeu legata alia mea, videlicet decem millia librarum Flandriæ, fuerint totaliter & integraliter perſoluta.

§. 3. Lego ſiquidem & eleemoſinam confero in remedium animæ meæ & Anteceſſorum & Succeſſorum meorum, nec non & intuitu reſtitutionis faciendæ generaliter pro illis, quibus reſtitutio certa fieri non valebit, decem millia librarum Flandriæ erogandæ per executores teſtamenti mei ubi & ſicut à me expreſſè fuerit ordinatum & in Litteris meis videbitur contineri. Quod ſi forte nihil me ſuper hoc ſcribere contingeret, volo quod executores mei ſubſcripti credant ſuper hoc chariſſimæ Sorori meæ Margaretæ Dominæ de Dampetra, Priori Inſulenſi & Priori Valentian. Ordinis Prædicatorum, Fratri Petro de Salinis, Fratri Michaëli & Fratri Henrico & Fratri Henrico de Querſeto vel duobus ipſorum, ut faciant & diſtribuant, ſicut prædicta chariſſima Soror mea & dicti Fratres vel duo prædictorum me dixerint ordinaſſe. De illis autem de quibus expreſſè verbo vel ſcripto ordinavero, executores mei ſubſcripti faciant pro utilitate animæ meæ, ſecundum quod eis melius videbitur, diſtribuentes ea in terra noſtra de conſilio prædictæ Sororis meæ & Fratrum prædictorum.

§. 4. Ad familiam autem meam remunerandam, lego de ſupradictis decem mille libris, mille quingentas libras cuilibet, ſicut verbo vel ſcripto ordinabo conferendas, vel ſi non de eis totaliter ordinavero, teſtamentarii mei reſiduum pecuniæ prædictæ, de quâ expreſſè non ordinavero, diſtribuant de conſilio dictæ ſororis meæ, & fratrum prædictorum ſingulis de familiâ mea ſecundum meritum & ſtatum ſuum. Et de prædicta pecunia mille quingentarum librarum lego Johannæ de Monaſterio ducentas libras Flandriæ & Dominæ Mariæ de Caſtellò centum libras. Item prædictæ Johannæ lego quadraginta libras annui redditus hereditariè, & dictæ Mariæ decem, de conſenſu & voluntate ſupradictæ ſororis meæ. Volo inſuper & ordino, quod quinque millia librarum Flandriæ de paratâ pecunia, quam mihi benignè conceſſit ad ſolvendum teſtamentum meum, ſi de hac infirmitate deceſſero, chariſſimus Dominus & Maritus meus Thomas Flandriæ & Haynoniæ Comes, ſicut in ſuis Litteris continetur, in manu ſint & diſpoſitione teſtamentariorum meorum ſubſcriptorum, ad faciendas reſtitutiones meas celeriter, per manum ipſorum, ne mora & tardatione anima mea diſpendium patiatur. Volo autem & ordino quod ad judicium Teſtamentariorum meorum ſubſcriptorum pertineat, & non ad judicium ſucceſſoris mei, cui, & quibus, & qualiter, reſtitutiones, maximè de mobilibus fuerint faciendæ.

§. 5. Volo inſuper & ſtatuo, quod omnes catelli mei reliqui & libri, vaſa aurea & argentea, & omnia ſupellectilia mea, & indumenta de capella, menſa, camera, ſeu etiam coquina mea, & ſi qua ſunt alia dominia mobilia mihi ſpecialiter deputata, quæcumque in die obitus mei poterunt inveniri, in manu ſint & diſpoſitione Teſtamentariorum meorum inferius expreſſorum, ut ipſi diſponant ſuper eisdem, pro utilitate meæ animæ ſecundum conſcientias ſuas de conſilio ſororis meæ & Fratrum Ordinis Prædicatorum ſuperius nominatorum, niſi ſuper his expreſſè à me verbo vel ſcripto fuerit ordinatum.

§. 6. Ego autem, compos exiſtens mentis meæ, & in bono rationis uſu, prædicta omnia ordinavi, & expreſſè conſtitui, & conſtituo executores Teſtamenti mei Reverendos in Chriſto Patres, ac Dominos meos, Cameracenſes & Tornacenſes Epiſcopos, quicunque fuerint, Venerabiles & diſcretos Dominum Walterum Abbatem Sancti Johannis Valenc., Magiſtrum Gerardum Scholaſticum Cameracenſem, Magiſtrum A. Decanum de Aula, & Magiſtrum Ægidium de Brug Præpoſitum beati Petri Duacenſis. Quod ſi forte aliquem vel aliquos prædictorum Teſtamentariorum decedere continget, volo, & ſtatuo, quod illi, qui reſidui fuerint, ad voluntatem ſuam, alium, vel alios eligant, ſecundum conſcientias ſuas, qui loco illorum Teſtamentarii mei ſint, & vices ſupleant defunctorum. Et ſi omnes ſimul executioni Teſtamenti nequiverint vel noluerint intereſſe, volo nihilominus, quod tres vel duo ipſorum poſſint, & procedant in executione Teſtamenti mei, ſecundum quod eis videbitur expedire.

§. 7. Volo etiam, quod ſi ambiguitas oriatur ſuper verbis in Teſtamento meo poſitis, ad judicium & interpretationem ipſorum Teſtamentariorum meorum ſpectet omninò, ita quod interpretatio eorum firmiter teneatur. Volo etiam, quod illi Teſtamentarii mei illo ordine procedant in reſtitutionibus faciendis, & in legatis aliis perſolvendis, quo de jure fuerit procedendum, penſantes, quod animæ meæ utilius fuerit, pauperibus autem & egenis citius ſatisfaciant, & quibus amplius ſum aſtricta. Omnibus autem prædictis ſuum præbuerunt aſſenſum Illuſtris & chariſſimus Dominus & maritus meus, Thomas Comes Flandriæ & Haynoniæ, & chariſſima ſoror mea Margareta Domina de Dampetra, & promiſerunt bonâ fide, ſe prædicta omnia, cuilibet pro parte ſuâ, firmiter & inviolabiter ſervaturos, & ad hoc confirmandum, appoſuerunt Sigilla ſua præſenti Scripto.

§. 8. Volo igitur & ſtatuo modis omnibus quibus poſſum, quatenus prædicta omnia firmiter & inviolabiliter obſerventur, tandem ſupplicans ex affectu tàm chariſſimæ Sorori meæ, quàm prædictis Teſtamentariis meis, & omnibus fidelibus, & amicis meis, quod ita diligenter & celeriter prædicta omnia procurentur, quod anima mea nullum ex retardatione diſpendium patiatur in futuro. Hæc autem omnia ordinavi, præſentibus Domino & marito meo Thoma Comite, Margareta ſorore meâ, Priore Valencian. Ordinis Prædicatorum, & Præpoſito de Marchiano, Fratre Petro de Saliciis, fratre de Michaele, fratre Henrico de Querſetto Ordinis Prædicatorum. A. Decano de aula, Domino Fuſtredo de Linea, Domino Gerardo de Haynone, Domino Waltero de Lens, & pluribus aliis.

§. 9. In cujus rei notitiam, præſens Scriptum feci ſigil-

ANNO 1244.

ANNO 1244. sigilli mei munimine roborari, Sigillorumque prædicti Comitis, & dictæ sororis meæ, Prioris Valencian., Decani de Aula, Domini Fustredi, Domini Gerardi de Haynone, Domini Walteri de Lens.

Nos igitur ad petitionem fidelis nostræ Margaretæ Comitissæ Flandriæ prædicta omnia auctoritate Regis confirmamus & approbamus, & volumus inviolabiliter observari. In cujus rei notitiam præsens Scriptum fecimus sigilli nostri appensione munire. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quarto, mense Martio.

CCCLVI.

Plenipotentia Imperatoris FREDERICI II. *suis ad summum Pontificem* INNOCENTIUM IV. *ablegatis Procuratoribus Comiti Tholosano, Magistris* Petro de Vinea & Thadæo de Suessa, *data cum memorato Pontifice agendi & in anima sua quod Mandatis Pontificis stare velit jurandi.* [MATTH. PARIS, Historia Major, pag. 629. RAYNALDI Continuatio Annalium CÆS. BARONII Tom. XIII. ann. 1244. Cette Pièce n'étant point datée, on se conforme à l'arrangement de ces deux Auteurs.]

FREDERICUS, Dei gratia, Romanorum Imperator, semper Augustus, Hierusalem & Siciliæ Rex, per præsens Scriptum notum facimus universis quòd nos P. illustri Comiti Tholosano, dilecto affini ac fideli nostro, & Magistris Petro de Vinea, & Thaddæo de Suessa magnæ Curiæ nostræ Judicibus & fidelibus nostris specialem & plenam concedimus potestatem jurandi in anima pro parte nostra, stare mandatis Domini Papæ & Ecclesiæ super omnibus articulis, injuriis, damnis & offensis ante & post excommunicationis Sententiam, Ecclesiis & personis Ecclesiasticis illatis pro quibus olim per Gregorium summum Pontificem contra nos excommunicationis sententia noscitur fuisse prolata. Ratum habentes & firmum, quicquid super hoc prædicti fideles nostri duxerunt faciendum. Ad cujus rei memoriam & debitam firmitudinem, præsens Scriptum aurea bulla topazio nostræ Majestatis impressa iussimus communiri.

CCCLVII.

10. Juill. BRABANT ET LIERS. *Traité de Trêve entre* HENRI *Duc de Lorraine & de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Juliers & ses Adhérans. Fait près de Venlo, au mois de Juillet de l'an* 1244. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 87.]

HENRICUS *Dux de Limborch & Comes de Monte, Ottho Comes Gelrensis & Gerardus Comes de Wassemberge* omnibus præsens Scriptum inspecturis. Notum facimus, nos apud *Illustrem Principem Dominum* HENRICUM *Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ* multiplicibus precibus obtinuisse, quod inter venerabilem Dominum *Conradum* Dei gratiâ Colonien sis Ecclesiæ Archiepiscopum & præfatum HENRICUM Ducem Brabantiæ, *Henricum Comitem Seynensem* & eorum adjutores ex una parte, *Willelmum Comitem Juliacensem, Walleramum fratrem ejus* & eorum adjutores ex altera, legitimas treugas usque ad Epiphaniam Domini proximè venturam dedimus tota die Epiphaniæ duraturas. Protestamur etiam & dicimus, quod *Willelmus Comes Juliacensis* restituet in continenti Duci Brabantiæ, omnia ablata quæ ad præsens haberi possunt; quæ autem haberi hac vice nequeunt, illa persolvet infra festum B. Remigii proximè futurum. Præfatus etiam Comes Juliacensis de expensis captivorum taliter ordinabit, quod ipse inde Domino HENRICO Duci Brabantiæ regratiabitur, nec idem *Comes Juliacensis, Adolpho de Marcha, Godefrido de Aresberge & Theodorico de Isenberg*, dictis treugis durantibus, aliquod auxilium impendet. Adjectum est etiam, quod nobilis vir Dominus *Arnoldus de Diest* ubicumque sibi placuerit in Brabantia esse poterit, dummodo Civitates quæ in Brabantia sitæ sunt non intret, & conspectui Domini HENRICI Ducis Brabantiæ scienter se non præsentet: Fratres verò prædicti *Arnoldi de Diest* Brabantiam non intrabunt, sed extra Brabantiam undique treugas habebunt. Eisdem autem treugis *Arnoldus Comes de Los & Cyneio & nobilis vir Henricus de Heinsberge* & eorum adjutores sub hac forma sunt inclusi, videlicet quod Comes de Los præfato nobili viro Henrico de Heinsberge & suis restituet, si quid per eum vel per suos ipsi vel suis arreptum fuerit vel ablatum; idem faciet Dominus Henricus prædictus de Heinsberge dicto Arnoldo Comiti de Los & de Cyneio super arreptis & ablatis sibi & suis restituendis. Prætaxatas verò treugas faciemus inviolabiliter observari, & omnium aliorum prædictorum sumus etiam fidejussores In cujus fidejussionis testimonium, præsentes Litteras sigillorum nostrorum munimine duximus roborandas. Actum & Datum apud Loithe juxta Venlo anno Domini MCC. XLIV. Mense Julio, feria quarta ante festum Beatæ Mariæ Magdalenæ. ANNO 1244.

CCCLVIII.

Obligatio & Promissio Regis Scotiæ ALEXANDRI II., *Regi Angliæ* HENRICO III. *de Vasallagio seu Ligio facta, qua bonam huic fidem servare nec fœdus contra eum inire se obligat. Circà* (1) *Assumptionem B. Mariæ.* 1244. [MATTH. PARIS, Historia Major pag. 646.] Vers le 15. d'Août.

ALEXANDER Dei gratia Rex Scotiæ, omnibus Christi fidelibus hoc Scriptum visuris, vel audituris, Salutem. Ad vestram volumus pervenire notitiam nos pro nobis & hæredibus nostris concessisse, & fideliter promisisse, charissimo & ligio Domino nostro Henrico tertio Dei gratia Regi Angliæ Illustri, Domino Hyberniæ, Duci Normanniæ, & Aquitaniæ, & Comiti Andegaviæ, & ejus hæredibus, quod in perpetuum bonam fidem ei servabimus pariter & amorem: Et quod nunquam aliquod fœdus inibimus per nos vel per aliquos alios ex parte nostra, cum inimicis Domini Regis Angliæ, vel hæredum suorum, ad bellum procurandum vel faciendum, unde damnum eis vel Regnis suis Angliæ & Hyberniæ, aut cæteris terris suis eveniat, vel possit aliquatenus evenire, nisi nos injustè gravent; stantibus in suo robore conventionibus inter nos & dictum Dominum Regem Angliæ initis ultimò apud Eboracum, in præsentia Domini Ottonis, tituli Sancti Nicolai in Carcere Tulliano Diaconi Cardinalis, tunc Apostolicæ Sedis Legati in Anglia; Et salvis conventionibus factis super Matrimonio contrahendo, inter filium nostrum & filiam dicti Domini Regis Angliæ. Et ut hæc nostra concessio & promissio pro nobis & hæredibus nostris perpetuæ firmitatis robur obtineant, fecimus jurare in animam nostram Alanum Ostiarium, Henricum de Bailloil, David de Lindesele, Willielmum Giffard; quod omnia prædicta, bona fide, firmiter & fideliter observabimus. Et similiter jurare fecimus venerabiles patres David, Willielmum, Galfridum, & Clementem, Sancti Andreæ, Glasconensem, Dunkeldensem, & Dumblanensem, Episcopos. Et præterea fideles nostros, Patricium Comitem de Dumbar, Malcomum Comitem de Fif, Malissium Comitem de Stratherne, Walterum Cumin de Meneteth, Willielmum Comitem de Maro, Alexandrum Comitem de Buthan, David de Hastingia Comitem Athorl, Robertum de Bruis, Alanum Ostiarium, Henricum de Bailloil, Rogerum de Mumbri, Laurentium de Abrinthia, Richardum Cumin, David de Lindesie, Richardum Siward, Willielmum de Lindesia, Walterum de Moravia, Willielmum Giffard, Nicolaum de Sully, Willielmum de Veteri ponte, Willielmum de Bevire, Aleumum de Mesue, David de Graham, & Stephanum de Smingham: Quòd si nos vel hæredes nostri, contra concessionem & promissionem prædictam, quod absit, venerimus, ipsi, & hæredes eorum, nobis, & hæredibus nostris, nullum, contra concessionem & promissionem prædictam, auxilium vel consilium impendent, aut ab aliis pro posse suo impendi permittent. Imò bona fide laborabunt erga nos & hæredes nostros, ipsi & hæredes eorum, quod omnia prædicta à nobis & hæredibus nostris, nec non ab ipsis & eorum hæredibus firmiter & fideliter observentur in perpetuum. In cujus rei testimonium, tam nos, quam prædicti Prælati, Comites & Barones nostri, præsens Scriptum sigillorum suorum appositione roboravimus. Testibus Prælatis, Comitibus & Baronibus superius nominatis. Anno Regni nostri

(1) Cette Date est purement historique; on la tire de l'Auteur. [DUM.]

ANNO 1244. tri &c. Ista signa appositа fuerunt in continenti, scilicet Regis Scotiæ Alexandri, Willielmi de Bevire, Willielmi de Veteri ponte, Willielmi de Lindesia, Stephani de Smingham. Aliorum sigilla appositа fuerunt postea.

CCCLIX.

Articuli, quibus Imperator FRIDERICUS II., INNOCENTIO IV. *Papæ se fore satisfacturum spopondit.* (1) *Annò* 1244. [MATTH. PARIS, Historia Major pag. 629. RAYNALDI Continuatio Annalium BARONII, Tom. XIII. ann. 1244.]

SUPER facto terræ inventa est forma quæ placet utrique parti, scilicet quod tota terra quam possidebat Ecclesia tempore excommunicationis, sibi reddatur; & idem de adhærentibus Ecclesiæ. Super contemptu clavium scriberet Imperator generaliter per totum orbem, quod in contemptu Ecclesiæ & potestatis Ecclesiasticæ, Sententiam per Dominum prædecessorem suum non contempsit. Sed cùm prædicta Sententia sibi denunciata non fuerit, de Consilio Prælatorum & aliorum Nobilium Alemanniæ & Italiæ processit, quod prius quam sibi denunciaretur, eam non tenebatur servare. Profitetur tamen, quòd recognoscit bene quod deliquit in hoc non servando & male fecit, cùm bene sciat & credat fideliter, quòd tam super eum, quàm super omnes Christianos, Reges & Principes Clericos & Laïcos, habet summus Pontifex, etiamsi peccator existat, quod Deus avertat, in Spiritualibus plenitudinem potestatis. Nihilominus subsidium pro isto excessu faciet in militibus vel pecunia, cuicunque Dominus Papa Christianitatis quantumcunque & quale viderit experire: alias eleemosynas & jejunia facturus juxta ordinationem Domini Papæ, & Sententiam ipsam, usque ad diem absolutionis humiliter & devotè servabit. Super captione Prælatorum, inprimis, omnia ea quæ ad eum pervenerunt de his quæ capta sunt in Galeiis, vel apud eum poterunt inveniri, integrè restituet, & restitui faciet. De reliquo, volentibus damna passis, juxta mandatum Domini Papæ, de cujus benignitate confidit, satisfaciet. Faciet etiam in satisfactionem hujus offensæ & ob honorem Dei, Hospitalia & Ecclesias, ad dispositionem Domini Papæ, quot, & ubi, & sicut viderit expedire; & prædicta loca dotabit, sicut Dominus Papa mandabit. Super prædictis & super aliis omnibus articulis, injuriis, damnis & offensis, ante & post discordiam & latam Sententiam, Ecclesiis & personis Ecclesiasticis illatis, pro quibus excommunicatus est, jurabit præcisè stare mandatis Domini Papæ: Salva tamen sint ei honores & jura quoad conservationem integram, sine aliqua diminutione Imperii & Regnorum suorum. Et licèt pro prædictis offensis satis oblatum esse credamus, nihilominus tamen ad satisfactionem & securitatem tam præcedentium quàm sequentium capitulorum, & ad majora devotionis indicia demonstranda, Dominus Imperator stabit Consilio & ordinationi tractatorum, scilicet Dominorum Ostiensis Episcopi Stephani, Ægidii, & Ottonis, Cardinalium, qui, excepta persona Domini nostri Papæ, supplebunt in satisfactione & securitate, quod viderint esse supplendum: ita tamen quòd nihil facient sine Consilio & mandato Domini Papæ, & prædictis salvis de satisfactione & securitate, prædicti tractatores facient quod de Consilio fratrum Dominus Papa faciendum decreverit. Super adhærentibus autem Ecclesiæ ita dicimus, quòd omnibus his qui post ortam discordiam Ecclesiæ adhæserunt, undecunque sint, ex nunc plenè omnis remittatur offensa, tam ante discordiam quàm post, sive occasione Ecclesiæ, sive aliâ commissa. Et omnia banna & Sententias contra eos latas revocabit. Et si quas Donationes vel Contractus vel Obligationes ei fecissent post latam Sententiam, vel postquam adhæserunt Ecclesiæ, relaxabit, possessionibus eorum, juribus, & honoribus suis, eis integrè restitutis, etiamsi aliis sint concessa. Super aliis autem qui ante ortam discordiam rebelles Domino Imperatori fuerunt, & erant tunc in bello cum eo, ita dicimus, quòd remittetur eis omnis offensa, quam postea commiserunt contra eum & Imperium. De offensis verò commissis ante ortam discordiam, stabit Dominus Imperator provisioni & ordinationi Domini Papæ & fratrum, faciendæ infra tempus à Domino Papa præfigendum, ipsis & omnibus dabit plenam pacem ex nunc. Super securitate verò illorum de Romandiola, qui post ortam discordiam Ecclesiæ adhæserunt, & Nobilium de Marchia Tervisiana, & Marchionis Montis Ferrati, & aliorum Nobilium ubique, ita faciet Dominus Imperator, videlicet quod prædicti Nobiles in propriis personis, nisi ad provisionem Domini Papæ, sed per substitutos servire Domino Imperatori minimè teneantur. In judicium autem vocari per Nobiles & Pares suos reliquos regionis ejusdem, aliis adhærentibus Ecclesiæ non exclusis, debeant judicari. De personalibus & realibus actionibus impediti, & etiam de criminalibus accusati, specialiter autem in Romanorum, ad majorem securitatem eorum qui Ecclesiæ adhæserunt, statuet Dominus Imperator Capitaneum aliquem de Prælatis Italiæ, sub cujus solius examine litigabunt usque ad beneplacitum Domini Papæ, tam in civilibus, quàm in criminalibus causis. Et Prælatus ipse eligatur de consensu Domini Papæ, quamdiu Dominus Papa voluerit: munitiones autem proprias Dominus Imperator per quos sibi placuerit, faciet custodiri: munitiones verò prædictorum non lædet vel tanget sine consensu ejus qui deputatus fuerit super his. Illis etiam de Marchia Tervisiana providebit Dominus Imperator Capitaneum, cui soli debeant respondere illi de Marchia Tervisiana, qui Ecclesiæ adhæserunt, de consensu unius fratrum, quem Dominus Imperator duxerit eligendum. Captivos in Galeiis captos, necnon omnes Romanos, Thuscos, & alios omnes captivos, post latam Sententiam excommunicationis, cujus ad præsens absolutio petitur, liberabit. Et ab omnibus juramentis & obligationibus, quibus obligassent se post captionem, absolvet tam eos qui liberati sunt, quàm qui postea liberabuntur. Et super hoc Literas suas dabit fidelibus suis, qui capti sunt ubique per detentores invicem liberatos. Ejectos occasione discordiæ primæ vel secundæ, tam Clericos quàm Laïcos, redire permittet ad propria, & ibidem securè manere, possessionibus eorum & bonis integrè restitutis. De discordia autem Romanorum, Dominus Imperator stabit ordinationi Domini Papæ & fratrum, tam de restitutione damnorum hinc inde datorum in bello ipso, quàm de aliis. Ita tamen quòd ita statuatur de discordia & indempnitate suorum, excepto Castro Anticuli, de quo non compromittitur. De damnis datis per Dominum Imperatorem, Officiales & Ballivos suos, Prælatis, Ecclesiis, tam religiosorum quàm secularium, vel aliis, de mandato suo, post Sententiam latam in eum, satisfaciet Dominus Imperator secundùm providentiam & benignitatem Sedis Apostolicæ: ubi non intelligit Dominus Imperator damna hostiliter data per se aut suos exercitus. Gregorio de Monte longo & omnibus consanguineis suis plenam pacem dat & securitatem. Terra Comitis Willielmi, quæ tenetur ab Ecclesia, restituetur: de alia terra compromittatur in Imperatorem constanter, Dominos Ottonem Cardinalem, & Archiepiscopum Rothomagensem, ita quòd ipsi de jure cognoscunt, sicut fuerit cognoscendum. Nuncii Imperatoris dicent quòd compromittent, quod de possessione & proprietate, & simul recognoscent, & definient & jurabunt, quòd bona fide & sine fraude studebunt inducere Dominum Imperatorem, quòd ipse patiatur quòd præfati Domini procedent, sive simul sive separatim de possessione & proprietate: & dicti tres requirent Dominum Imperatorem. Et recipiunt super se, quòd super eo apud Dominum Imperatorem facient bona fide, quòd Imperator consentiet, quòd isti tres procedent, sicut eis videbitur expedire, audiendo scilicet & terminando causam ipsam, sive simul de possessione & proprietate, sive separatim. Quòd si non omnes possunt interesse, & aliquis eorum fuerit justo impedimento detentus, duo eorum procedent.

(1) C'est encore de *Matt. Paris* & de *Raynaldus* qu'on tire cette Date. [DUM.]

CCCLX.

Cautio Regis Scotiæ ALEXANDRI *& suorum Magnatum, summo Pontifici* INNOCENTIO IV. *facta, de non violanda fidelitate Regi Angliæ* HENRICO III. *per Sacramentum corporaliter præstita* (1) 1244. [MATTH. PARIS, Historia major pag. 646. RAYNALDI Continuat. Annal. BARONII, Tom. XIII. ann. 1244.]

SANCTISSIMO in Christo Patri, Innocentio Dei gratia summo Pontifici Alexander eadem gratia Rex Scotiæ, Comes Patricius, Comes de Stratherne, Comes Levenath, Comes de Anegria, Comes de Mera, Comes de Aitholia, Comes de Ros, Comes de Katenes,

(1) C'est encore sous cette Année que les deux Auteurs suivans rangent cette Pièce. [DUM.]

ANNO 1244. nes, Comes de Buth, Rogerus de Mumbri, Laurentius de Alberinthina, Petrus de Mawere, Richardus Cumin, Willielmus de Veteri ponte, Robertus de Bruis, Rogerus Avenel, Nicolaus de Sulling, W. de Morai, de Dunfel, Willielmus de Murefe, de Petin, Johannes Biſet juvenis, Willielmus de Lindeſcie, J. de Vallibus, David de Lindeſcie, Willielmus Giffart, Duncanus de Ergatila, I. de Malervelle, Eymerus filius ejus, Rogerus Comes Wintonienſis, H. Comes Oxonienſis, W. de Vesci, Richardus Siward, Willielmus de Ros, Rogerus de Clere, Henricus filius Comitis de Brettere, Euſtachius de Stutevilla, Comes Malcolmus de Fif, Comes de Menetheshere, Walterus filius Alani, Walterus Olifard, Bernardus Fraſer, Henricus de Bailloil, David Cumin, David Mareſcallus, David filius Ranulphi, Willielmus de Fortere, Johannes de Bailloil, & Robertus de Ros, Salutem & debitam cum omni honore reverentiam. Sanctitati veſtræ ſignificamus nos Sacramentum corporaliter præſtitiſſe, coram venerabili Patre Ottone, tituli Sancti Nicolai in Carcere Tulliano, Diacono Cardinali, in Anglia, Scotia, & Hybernia, tunc Apoſtolicæ Sedis Legato, ac Chartam noſtram confeciſſe, quæ ita incipit: *Sciant præſentes & futuri, quòd ita convenit in præſentia Domini Ottonis Sancti Nicolai* &c. Quæ Charta penes Dominum Regem Angliæ & nos remanet chirographata. Item aliam, quæ ſic incipit: „ Ad omnium veſtrûm notitiam volumus pervenire. Cùm ex „ forma præcedentium noſtrarum pateat obligationum, „ ſubjecimus nos Jurisdictioni veſtræ, ut nos & hæredes „ noſtros per cenſuram Eccleſiaſticampoſſitis coercere, „ ſi aliquo tempore contra memoratam pacem veneri„ mus. Et ſi nonnunquam contingit, quòd quidam noſtrûm, omnes, vel unus, contravenire temerè præ„ ſumerent, vel præſumere nituntur, vel nitentur, & ex „ hoc tam animabus noſtris quàm hæredum noſtrorum „ grave poſſet generare periculum, & corporibus noſtris „ & rebus non minimum immineret detrimentum. Sanctæ Paternitati veſtræ ſupplicamus, quatenus alicui ſuffraganeorum Archiepiscopi Cantuarienſis detis in mandatis, ut nos hæredesque noſtros ad præfatæ pacis obſervationem compellat, prout in inſtrumentis inde confectis pleniùs continetur. Alias ſuper eadem pace, quod canonicum fuerit, auctoritate veſtra ſtatuat, contra„ dictores, &c.“ Et ad iſtius petitionis noſtræ conſummationem, præſenti Scripto ſigilla noſtra appoſuimus.

CCCLXI.

8. Août. *Conventio inter* HENRICUM III. *Regem Anglorum ex una &* SENENAM *Uxorem* GRIFFINI *filii* LEOLINI, *quondam Principis Northwalliæ nomine ejusdem* GRIFFINI *ex altera parte, de liberando ſub certis conditionibus* GRIFFINO *à* DAVIDE *Fratre carceri mancipato. Acta apud Salepesb. die Lunæ proxima ante Aſſumptionem B. Mariæ, Anno dicti Regis* 25. [MATTH. PARIS, Hiſtoria Major pag. 624.]

CONVENIT inter Dominum Henricum tertium Regem Anglorum illuſtrem, ex una parte, & Senenam uxorem Griffini, filii Leolini, quondam Principis Northwalliæ, quem David frater ejus tenet carceri mancipatum, cùm Owenio filio ſuo, nomine ejusdem Griffini, ex altera: ſcilicet, quòd prædicta Senena manucepit pro prædicto Griffino viro ſuo, quod dabit Domino Regi ſexcentas marcas, ut Dominus Rex eum & prædictum Owenium filium ſuum liberari faciat à carcere prædicto, ita quòd ſtabit judicio Curiæ ſuæ, ſi de jure debeat carcere detineri. Et ut Dominus Rex poſteà judicium Curiæ ſuæ, ſecundùm legem Wallenſium, ei & hæredibus ſuis habere faciat, ſuper portione quæ eum contingit de hæreditate, quæ fuit prædicti Leolini patris ſui, & quam prædictus David deforciat ipſi Griffino. Ita quòd ſi idem Griffinus, vel hæredes ſui, per conſiderationem Curiæ Domini Regis reciperent portionem, quam ſe dicunt contingere de hæreditate prædicta; Eadem Senena manucepit pro prædicto Griffino viro & hæredibus ſuis, quod ipſe & hæredes ſui in perpetuum inde reddent Domino Regi trecentas marcas annuas; ſcilicet tertiam partem in denariis, & tertiam partem in bobus & vaccis, & tertiam partem in equis, per æſtimationem legalium hominum, liberandum Vicecomiti de Salopesb. & per manus ipſius Vicecomitis ad Scaccarium Domini Regis deferendum, & ibidem liberandum: ſcilicet unam medietatem ad feſtum Sancti Michaelis, & alteram ad Paſcha. Eadem etiam Senena, pro præfato Griffino viro ſuo & hæredibus ſuis manucepit, quòd firmam pacem tenebunt cum præfato David fratre ſuo ſuper portione, quæ eidem David remanebit de hæreditate prædicta. Manucepit etiam eadem Senena pro dicto Griffino viro ſuo, & hæredibus ſuis, quòd ſi aliquis Wallenſis aliquo tempore Domino Regi, vel hæredibus ſuis, rebellis fuerit, præfatus Griffinus & hæredes ſui, ad cuſtum ſuum proprium ipſum compellent, ad ſatisfaciendum Domino Regi & hæredibus ſuis. Et de his omnibus ſupradictis firmiter obſervandis dicta Senena dabit Domino Regi David & Rotherum filios ſuos obſides: ita tamen, quod ſi de præfato Griffino viro ſuo, & Owenio filio ſuo, qui cum eo eſt in carcere, humanitùs contingat, antè quàm inde liberentur, alter prædictorum filiorum eidem Senenæ reddetur, reliquo obſide remanente. Juravit inſuper eadem Senena tactis ſacroſanctis Evangeliis, pro ſe & pro præfato Griffino viro ſuo & hæredibus ſuis, quòd hæc omnia firmiter obſervabunt. Et manucepit, quòd dictus Griffinus vir ſuus idem jurabit cùm à carcere liberatus fuerit. Et ſuper præmiſſis ſe ſubmiſit nomine dicti Griffini viri ſui jurisdictioni venerabilium Patrum Herefordenſis & Lichefeldenſis Epiſcoporum. Ita quòd præfati Epiſcopi, vel eorum alter, quem Dominus Rex elegerit, ad requiſitionem ipſius Domini Regis, per Sententias excommunicationis in perſonas, & interdicti in terras, eos coercerent ad prædicta omnia & ſingula obſervanda. Hæc omnia manucepit prædicta Senena & bona fide promiſit ſe facturam & curaturam quod omnia impleantur: & quòd præfatus Griffinus vir ſuus, cùm liberatus fuerit, & hæredes ſui, hæc omnia grata habebunt, & complebunt, & Inſtrumentum ſuum inde dabunt Domino Regi in forma prædicta. Ad majorem ſiquidem hujus rei ſecuritatem, factum eſt hoc Scriptum inter ipſum Dominum Regem & dictam Senenam nomine præfati Griffini viri ſui: ita quòd parti remanenti penes ipſum Dominum Regem appoſitum eſt ſigillum præfati Griffini, per manum dictæ Senenæ uxoris ſuæ, unà cùm ſigillo prædictæ Senenæ, & parti remanenti penes ipſam Senenam nomine præfati Griffini viri ſui appoſitum eſt ſigillum Domini Regis, quòd de ſupradictis etiam omnibus complendis, & firmiter obſervandis, dedit prædicta Senena, nomine præfati Griffini viri ſui, Domino Regi plegios ſupraſcriptos; videlicet Radulphum de Mortuo mari, Walterum de Clifford, Rogerum de Monte alto, Seneſcallum Cestriæ, Mailgun filium Mailgun, Mereduc filium Roberti, Griffinum filium Maddoc de Brunfeld, Houwel & Mereduc frater ejus, Griffinum filium Wenunwen. Qui hæc omnia pro præfata Senena manuceperunt, & Chartas ſuas ipſi Domino Regi fecerunt. Acta apud Salelepesb. die Lunæ proxima ante Aſſumptionem beatæ Mariæ Virginis. Anno Regni Regis ipſius vigeſimo quinto.

CCCLXII.

Cautio & Obligatio DAVIDIS *Principis Northwalliæ* HENRICO III. *Angliæ exhibita, de dimittendo ex Carcere Fratre ſuo* GRIFFINO *aliisque punctis exequendis. Apud Aluet. juxta Fluvium Elvey de Sto. Aſapho in feſto Decollationis Johannis Bapt. Anno dicti Regis* 25. [MATTH. PARIS, Hiſtoria Major, pag. 625.] 29 Août.

ANNO 1244.

OMNIBUS Chriſti fidelibus, ad quos præſentes Literæ pervenerunt, David filius Leolini ſalutem. Sciatis quòd conceſſi Domino meo Henrico Regi Angliæ illuſtri, filio Domini Johannis Regis: quòd deliberabo Griffinum fratrem meum, quem teneo incarceratum, unà cum filio ſuo primogenito, & aliis qui occaſione prædicti Griffini ſunt in parte mea incarcerati, & ipſos eidem Domino meo Regi tradam. Et poſteà ſtabo Juri in Curia ipſius Domini Regis, tam ſuper eo, utrum idem Griffinus debeat teneri captus, quàm ſuper portione terræ, quæ fuit prædicti Leolini patris mei, ſi qua ipſum Griffinum contingere debeat, ſecundùm conſuetudinem Wallenſium, ita quòd pax ſervetur inter me & prædictum Griffinum fratrem meum, quòd caveatur de ipſa tenenda ſecundùm conſiderationem Curiæ ipſius Domini Regis: & quòd tam ego quàm prædictus Griffinus portiones noſtras, quæ nos contingent de prædictis terris, tenebimus in capite de prædicto Do-

ANNO 1244. Domino Rege. Et quòd reddam Rogero de Monte alto, Seneschallo Cestriæ, terram suam de Muhaut cum pertinentiis: & sibi & aliis Baronibus & fidelibus Domini Regis, seisinas terrarum suarum occupatarum à tempore belli orti inter ipsum Dominum Johannem Regem, & prædictum Leolinum patrem meum, salvo jure proprietatis cujuslibet pacti & instrumenti, super quo stabitur Juri hinc inde in Curia ipsius Domini Regis. Et quòd reddam ipsi Domino Regi omnes expensas, quas ipse & sui fecerunt occasione exercitus illius. Et quòd satisfaciam de damnis & injuriis illatis sibi & suis, secundùm considerationem Curiæ prædictæ, vel malefactores ipsos ipsi Domino Regi reddam. Et quòd similiter Domino Regi reddam omnia homagia, quæ Dominus Johannes Rex Pater suus habuit, & quæ Dominus Rex de jure habere debet: & specialiter omnium Nobilium Wallensium. Et quòd idem Dominus Rex non dimittet aliquem de suis captivis, quin ipsi Domino Regi & suis remaneant seisinæ suæ. Et quòd terra de Englesmere cum pertinentiis suis in perpetuum remanebit Domino Regi & hæredibus suis. Et quòd de cætero non receptabo Utlagos vel Foris banniatos ipsius Domini Regis vel Barònum suorum, de Marchia in terra mea, nec permittam receptari. Et de omnibus articulis supradictis & singulis firmiter & in perpetuum observandis, Domino Regi & hæredibus suis, pro me & hæredibus meis, cavebo per obsides & pignora, & aliis modis, quibus Dominus Rex dicere voluerit & dictare. Et in his & in omnibus aliis stabo voluntati & mandatis ipsius Domini Regis, & Juri parebo omnibus in Curia sua. In cujus rei testimonium præsenti Scripto Sigillum meum appendi. Actum apud Alnet. juxta fluvium Elvey de Sancto Asapho, in festo decollationis S. Johannis Baptistæ, Anno prædicti Domini Regis Henrici vigesimo quinto. Et sciendum, quòd illi qui capti detinentur cum prædicto Griffino, eodem modo tradentur Domino Regi, donec per Curiam suam consideratum fuerit, utrum & quomodo debeant deliberari. Et ad omnia firmiter tenenda, ego David juravi super Crucem sanctam, quam coram me feci deportari. Venerabilis etiam Pater Howelus Episcopus de Sancto Asaph, ad petitionem meam, firmiter promisit in ordine suo, quòd hæc omnia prædicta faciet, & procurabit modis quibus poterit obsservari. Edenevet siquidem Wagan, per præceptum meum, illud idem juravit super crucem prædictam. Actum ut supra. Præterea concessi pro me & hæredibus meis, quòd si ego vel hæredes mei contra pacem Domini Regis vel hæredum suorum vel contra articulos prædictos, aliquid attentaverimus, tota hæreditas nostra Domino Regi & hæredibus suis incurratur. De quibus omnibus & singulis supposui me & hæredes meos jurisdictioni Archiepiscopi Cantuarienfis, & Episcoporum Londinensis, Herefordensis, & Coventrensis, qui pro tempore præerunt, quòd omnes, vel unus eorum, quem Dominus Rex ad hoc elegerit, possit nos excommunicare, & terram interdicere, si aliquid contra prædicta attentaverimus. Et procuravi, quòd Episcopi de Bangor, & de Sancto Asaph, chartas suas Domino Regi fecerunt, per quas concesserunt, quòd omnes sententias tam excommunicationis, quàm interdicti, à prædictis Archiepiscopo, Episcopis, vel aliquo eorum, ferendas, ad mandatum eorum exequentur.

CCCLXIII.

18. Dec. SAVOYE ET BAULX. *Contract de Mariage entre* AME' IV. *Comte de Savoye*, *&* CECILE DE BAUX, *fait le* 18. *Décembre*, 1244. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 71.]

In Christi nomine.

ANNO Incarnationis ejusdem, millesimo ducentesimo quadragesimo quarto, & decimo quinto Calend. Januarii, Regnante Frederico Romanorum Imperatore, notum sit omnibus modernis hominibus, & futuris, quòd Ego Humbertus de Seyssello, constitutus Procurator à Nobili Viro *Domino Amedeo Comite Sabaudiæ*, *&* *in Italia Marchione*, sicut continetur in Litteris missis per dictum Dominum Comitem, Nobili viro Barralo Domino Baucii ad desponsandam Te Dominam *Ceciliam Filiam Nobilis Viri Barrali*, *Domini Baucii* prædicti, & ad matrimonium contrahendum, per verba de præsenti, cum Te Domina Cecilia supradicta, authoritate, & mandato, & potestate michi data, atque concessa, à dicto Domino *Amedeo Comite Sabaudiæ*, Te dictam Dominam Ceciliam præsentem, & consentientem in dictum Dominum Comitem. Ego dictus Humbertus de Seyssello, tanquam Procurator ipsius, in personam ipsius Domini Comitis, & nomine ipsius, Te in Uxorem legitimam accipio, & in Te Ceciliam supradictam, nomine ipsius, & mandato consentio, & tecum nomine ipsius Domini Comitis, & mandato, & in personam ipsius per verba de præsenti, matrimonium contraho, & Ego *Cecilia Filia Nobilis Viri Barrali*, *Domini Baucii* supradicti, non errans, non decepta, non coacta ab aliquo, certiorata de persona dicti *Domini Amedei Comitis Sabaudiæ*, *&* *Marchionis in Italia* per famam, volens cum dicto Domino Comite, per verba de præsenti, matrimonium contrahere, sciens te Dominum Humbertum de Seyssello, esse Procuratorem constitutum à *Domino Amedeo Comite* prædicto, ad contrahendum matrimonium mecum, nomine, & mandato dicti Domini Comitis, per verba de præsenti, te dictum Dominum Humbertum de Seyssello, tanquam Procuratorem dicti Domini Comitis, in personam dicti Domini *Amedei Comitis Sabaudiæ*, & loco, & nomine ipsius, in virum meum accipio, & consentiens in personam dicti *Domini Amedei Comitis*, me tibi dicto Domino Humberto recipienti, procuratorio nomine dicti Domini Comitis, tanquam Procuratori ipsius Domini Comitis, & in personam ejus, in Uxorem legalem do, & concedo; his omnibus peractis, ad omnem dubitationem removendam, Ego Humbertus de Seyssello prædictus, suprà sancta Dei Evangelia, corporaliter à me tacta, me habuisse mandatum de omnibus supradictis faciendis, à Domino Amedeo Comite supradicto, sicut in Literis ipsius Domini Comitis, dicto Domino Barralo missis, & sigillo dicti Domini Comitis sigillatis, expressè continetur. Factum fuit hoc in Capella Beatæ Mariæ in Aurafia. Præsente Domino Guillermo Capellano ejusdem castri, quo mediante, prædictum matrimonium fuit contractum. Testes alii ad hoc vocati interfuêre Nobilis vir Rodulphus de Baucio, Princeps Auraicæ, Ubertus de Baucio nepos ejus, Guido de Castro-Novo, Willermus de Sabrano, Dominus Aymo de Compeysio, B. de Baucio Canonicus Avinionensis, Dominus Hugo de Mouziaco. *Signé* Lambert.

CCCLXIV.

Decretum CONCILII LUGDUNENSIS *sub* INNOCENTIO IV. *Papa anno* 1245. *celebrati*; *De Electione Pontificum.* [MATTH. PARIS Historia Major, pag. 676. Collectio Regia Concil. Tom. XXVIII. pag. 464. PHIL. LABBEI Concil. Collectio, Tom. XI. pag. 666.] 1245.

CUM Actus legitimi dies & conditiones abhorreant sanctione legali, & inter legitimos actus Electio Pontificum celeberrimus habeatur; cùm per eam inter eligentes & electum spiritualis quædam matrimonii fœdera copulentur atque concilientur, in electionibus, seu postulationibus, vel scrutiniis, ex quibus jus oritur eligendi, vota conditionalia, alternativa, & incerta, reprobamus & prohibemus. Statuentes, ut hujusmodi votis pro non adjectis habitis, ex puris consensibus surgat electio.

CCCLXV.

De Electione Imperatoris ex Decretis Concilii Lugdunensis sub INNOCENTIO IV. *summo Pontifice anno* 1245. *celebrati.* [MATTH. PARIS, Histor. Major. pag. 676. RAYNALDI Continuatio Annalium CÆS. BARONII Tom. XIII. ann. 1245. GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. III. pag. 396.]

MAGNATES Alemaniæ non tamen Electores Imperatorum.

Rex Bohemiæ,	Dux Lemburgiæ,
Dux Lotharingiæ,	Dux Carentenïæ,
Dux Bruneswikiæ,	Dux Saxoniæ,
Dux Suaviæ,	Comes de Gelria.
Landegravius Duringiæ.	

Electo-

ANNO 1245.

Electores Imperatorum.

Laici { Dux Auſtriæ, Dux Bavariæ, Dux Saxonum, Dux Brabantiæ, qui & Lovaniæ.

Prælati { Archiepiscopus Colonienſis, Archiepiscopus Moguntinus, Salburgenſis. } principales.

Iſti ducentur in Inſulam quandam Rheni, & dimittentur ſoli in ea, & amovebuntur omnes naviculæ, & ibi tractabunt de Electione Imperatoris: nec adveniet aliquis ad eos donec ſint concordes. Huic negotio præerit Archiepiscopus Colonienſis, ſecundus Moguntinus, tertius Salburgenſis.

(1) *His a Domino Papa directa eſt diligentiſſima admonitio cum ſupplicatione, ut ſibi alium Imperatorem eligerent, promiſitque eis ſui & totius Eccleſiæ conſilium & auxilium: & in principio, ſub ſpe potioris ſucceſſus, quindecim millia librarum argenti.*

Definitio Imperatoris & Principum Germaniæ.

Prævenit autem & invaluit Frederici diſſuaſio: qui eis & maxime Duci Auſtriæ, vinculo affinitatis eſt confœderatus; unde monitis aut precibus Papalibus Electores minime paruerunt.

CCCLXVI.

Janv. FLANDRES ET HAINAUT.

Deux Traitez & Compromis entre JEAN D'AVESNES & BAUDOUIN *ſon Frere, Fils de* MARGUERITE *Comteſſe de Flandre & de Hainaut, & de* BUCHARD D'AVESNES *d'une part; &* GUILLAUME, GUIDON, JEAN, & JEANNE DE DAMPIERRE, *auſſi Enfans de ladite Marguerite & de* GUILLAUME DE DAMPIERRE *d'autre part, ſur leurs prétenſions aux Comtez de* FLANDRE & *de* HAINAUT, *fait par l'Arbitrage de St.* LOUIS *Roi de France, en* 1245. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, Part. I. pag. 20.].

UNIVERSIS præſentes Litteras inſpecturis, JOANNES DE AVESNES & BALDUINUS fratres, ſalutem in Domino. Notum facimus univerſis tam præſentibus quàm futuris; Quod cum inter nos, quos nobilis Domina MARGARETA Comitiſſa Flandriæ & Hannoniæ de nobili viro BUCHARDO DE AVENIS ſuſceperat, ex una parte, GUILLELMUM DE DONNAPETRA, GUIDONEM & JOHANNEM fratres & JOHANNAM ſororem ipſorum, quos prædicta Domina & Mater noſtra Comitiſſa de nobili viro Domino GUILLELMO DE DONNAPETRA ſuſceperat, ex altera, mota eſſet contentio ſuper eo, quod utraque partium Comitatus FLANDRIÆ & HANNONIÆ & totam terram, quam tenet dicta Comitiſſa, dicebat ad ſe poſt obitum ipſius Comitiſſæ matris noſtræ Jure hereditario pertinere; Tandem de voluntate & aſſenſu prædictæ Comitiſſæ matris noſtræ, & amicorum noſtrorum conſilio in excellentiſſimum Dominum Ludovicum Regem Francorum Illuſtriſſimum, & venerabilem fratrem Odonem Tusculanum Epiſcopum, Apoſtolicæ Sedis Legatum, unanimiter compromiſimus, tali modo, quod ſecundum formam Juris & Judicii non ſit in hoc arbitrio procedendum, cum tota terra prædicta per viam Juris parti alteri debere cedere dignoscatur; Sed de terra prædicta debent taliter ordinare, quod utrique partium de dicta hereditate partem aſſignent, ſecundùm quod eis videbitur bonum eſſe; ita videlicet, quod ambo capita dictorum Comitatuum uni noſtrum dare, vel alterum uni, & reliquum alii, vel partem alteri in Comitatu altero vel utroque, prout eis bonum videbitur, poterunt aſſignare.

§. 2. Concordatum eſt etiam & conceſſum, quod ſi, Comitatu Flandriæ alteri per dictum eorum aſſignato, alii voluerint in eodem Comitatu partem terræ aſſignare, ille qui partem illam habuerit Comitatum habenti de ea homagium faciet, & partem illam tenebit de eodem; ſimiliter ſi, Comitatu Hainoniæ per dictum eorum alicui aſſignato, in Comitatu illo alii partem terræ aſſignaverint, ille qui partem illam in Comitatu habebit, Comitatum habenti homagium faciet & partem ſuam de illo tenebit, niſi terræ conſuetudo in contrarium ſe haberet; quod ſi eſſet, homagium faceret, & partem ſuam teneret ſecundum quod terræ requireret conſuetudo. Inſuper eſt ſciendum, quod in hoc unanimiter convenimus, quod ſi ſine liberis de uxore ſua deſponſata procreandis contingeret aliquem noſtrûm decedere, frater hujus germanus, vel ſoror ejus germana, ſi decedens fratrem non haberet germanum, eidem decedenti ſuccederet in tota terra quam haberet. Concordatum inſuper eſt & conceſſum quòd ſi prædictum Legatum his exequendis contingeret non adeſſe, Dominus Robertus Comes Atrebatenſis ipſius Domini Regis frater ad hæc exequenda reciperetur ſine contradictione aliqua loco ejus. Volumus etiam & conceſſimus, quod illud quod ordinabitur fiat ſalvo honore utriusque partis; ita tamen quod propter hoc non remaneat, quin partes & diviſiones terrarum & totius hereditatis prædictæ maneant ſtabiles & firmæ, prout ab ipſis fuerit ordinatum. Conceſſimus enim quòd contenti erimus diviſionibus illis & partibus quas nobis aſſignabunt, nec contra ordinationem eorum venicmus aliquomodo, nec unus in parte alii aſſignanda, ſive in proprietate ſive in poſſeſſione aliquid per ſe vel per alium reclamabit, nec movebit quisquam noſtrûm contra alterum ſuper his in Eccleſiaſtica vel ſeculari Curia quæſtionem aliquomodo vel aliqua ratione juris aut facti. Conceſſit autem Dominus Rex quod ipſe recipiet in hominem de Comitatu Flandriæ, vivente dictâ Comitiſſâ matre noſtra, ſi ipſa hoc petierit, illum qui per ordinationem ipſorum dictum Comitatum habebit, ſalvâ ipſius Comitiſſæ & ſalvo in omnibus Jure Domini Regis. Propter abſentiam autem utriusque partis vel alterius non dimittent, quin ſi voluerint in eodem arbitrio procedant; & quidquid fiet vel ordinabitur per ipſos tam valebit & ita tenebimur firmiter obſervare, ac ſi nobis præſentibus factum eſſet. Hæc autem omnia facta ſunt & conceſſa eo ſalvo quòd prædicta Comitiſſa mater noſtra, non obſtantibus compromiſſione prædicta, vel arbitrio, aut ordinatione, quam ſuper his facient, plenam quamdiù vixerit habeat poteſtatem & adminiſtrationem prædictorum Comitatuum & totius terræ ſuæ, & de ipſis poſſit pro voluntate ſua facere, ſicut poterat ante compromiſſionem prædictam; ſalvo eo quòd dicta Comitiſſa nulli noſtrûm aut aliorum liberorum ſuorum poſſit terram aliquam ſeu redditum dare, præter partes quæ per dictos Dominos nobis fuerint aſſignatæ, nec alicui noſtrûm aliquid dare ſuper partem alteri aſſignatam.

§. 3. Supradicta autem omnia & ſingula promiſimus prædictis Domino Regi & Domino Legato & nobis ad invicem nos firmiter ſervaturos, & contra nullo unquam tempore quocumque modo venturos, preſtito ſuper his coram ipſis corporaliter Juramento. In cujus rei teſtimonium & munimen præſentes Litteras ſigillorum noſtrorum impreſſionibus fecimus roborari. Actum Pariſiis, anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo quinto, menſe Januario. *Et ſont leſdictes Lettres ſcellées ſur double queuë de parchemin de deux ſeaux ou cachetz de cire blanche. Et ſur le dos desdictes Lettres eſt escrit ce qui enſuit.* Litteræ Johannis & Balduini de Avesnis fratrum de compromiſſione in ſereniſſimum Regem Ludovicum & Odonem Tusculanum Episcopum Franciæ Legatum, milleſimo ducenteſimo quadrageſimo quinto.

§. 4. Univerſis præſentes Litteras inſpecturis, Guido & Joannes fratres ſalutem in Domino. Notum facimus univerſis tam præſentibus quàm futuris, Quod cum inter nos, quos nobilis Domina Margareta, Comitiſſa Flandriæ & Hannoniæ de nobili viro Guillelmo de Donnapetra ſuſceperat, ex una parte, & Joannem & Balduinum de Avenis fratres, quos prædicta Domina & mater noſtra Comitiſſa de Buchardo de Avenis ſuſceperat ex altera, mota eſſet contentio ſuper eo, &c. (a) &c. *Et ſont leſdictes Lettres ſcellées en double queuë de parchemin de trois ſeaux ou cachetz de cire blanche. Et ſur le dos desdictes Lettres eſt escrit ce qui enſuit.* Littera Guillelmi de Domnapetra Guidonis & Johannis fratrum ſuorum de compromiſſione in ſereniſſimum Regem Ludovicum & Odonem Tusculanum Episcopum Franciæ Legatum 1245.

(a) La ſuite eſt la même que dans le précédent.

(1) Ces deux Articles s'étant trouvez joints au Decret dans *Goldaſt*, & dans *Math. Paris*, on a cru ne les devoir pas retrancher; mais il eſt aiſé de connoître qu'ils n'y appartiennent point. [DUM.]

ANNO 1245.

CCCLXVII.

24 Mars. *Mandatum Summi Pontificis* INNOCENTII IV. *Episcopis Wintonienſi & Norwicenſi de ſolvenda ſua portione ſubſidii ad opus Sedis Apoſtolicæ deſtinati pecuniarii octoginta marcarum Eſterlingarum.* Cum *Literis* WALTERI *Episcopi Norwicenſis Abbati St. Albani hac de re ſcriptis. Londini* IX. *Kal. Aprilis anno* 1245. [MATTH. PARIS, Hiſtoria Major, pag. 707.]

WALTERUS Dei gratia Norwicenſis Episcopus, viris venerabilibus Abbati & Conventui Sancti Albani, ſalutem ſempiternam. Mandatum Domini Papæ in hæc verba ſuscepimus:

INNOCENTIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, venerabilibus Fratribus Wintonienſi & Norwicenſi Episcopis, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem. Olim, ſicut bene meminimus, vobis & venerabilibus Fratribus noſtris Lincolnienſi, Wigornienſi, Londinenſi & Coventriæ Episcopis ſcripſimus ſub hâc formâ: Cum nuper priusquam à præſentia noſtra in Angliam rediretis, unà vobiscum duxerimus ordinandum, ut ſex millium marcarum ſubſidium, quod ab Eccleſiis Anglicanis pro Apoſtolica Sede fuerat poſtulatum, inter Episcopatus Angliæ dividere curaretis pro veſtræ arbitrio voluntatis, fraternitati veſtræ per Apoſtolica Scripta mandamus, quatenus quicquid inde feceritis, vel jam fortè feciſtis, nobis per Literas veſtras latori præſentium aſſignandas exprimendo, tempus ſolutionis & locum ſtudeatis quam citiùs intimare. Quod ſi non omnes his exequendis poteritis intereſſe, ſaltem tres vel duo veſtrûm ea nihilominus exequantur. Quia hic nihil eſt poſtmodum noſtris auribus intimatum, fraternitatem veſtram, de qua fiduciam gerimus ſpecialem, monemus attentè, ac per Apoſtolica vobis Scripta firmiter præcipiendo mandamus, quatenus Episcopos memoratos, qui præſentes fuerint in partibus Anglicanis, receptis iſtis Literis, admonentes & eisdem autoritate noſtra mandantes, ut viceſimo die poſt ſusceptionem præſentium in certo loco, quem vos duxeritis eligendum, vobiscum pro diviſione conveniant prælibera-ta, & cum illis Episcopis, quos eodem die ibidem contigerit convenire, diſtributionem hujusmodi priusquàm ab illo loco receſſeritis, facere procuretis. Si verò ipſis aut nullo convenientibus eorundem, non fuerit ſuper negotio prænominato proceſſum, ex tunc infra unius menſis ſpatium præſcriptam ſubſidii quantitatem, faciatis vobis vel nuntiis veſtris ad opus Apoſtolicæ Sedis in loco quem elegeritis aſſignari, juxta ordinationem per dilectum filium noſtrum Magiſtrum Martinum, Cameræ noſtræ Clericum, autoritate noſtra in illis partibus quondam factam, quam ad præſens ſub bulla noſtra vobis duximus deſtinandam. Contradictores, per cenſuram Eccleſiaſticam appellatione poſtpoſita compescendo, indulgentia quacumque vel privilegio quolibet aut conſtitutione de duabus dictis, in generali Concilio edita, non obſtante. Quicquid hactenus factum eſt, vel fuerit in hâc parte, nobis absque moræ dispendio per dilectum filium Linaſium Scriptorem noſtrum, latorem præſentium, reſcripturi: proviſo, quòd ſuper præmiſſis illam ſollicitudinem habeatis, quòd non poſitis exinde de negligentia reprehendi, ſed potiùs de diligentia commendari. Quòd ſi non ambo his exequendis poteritis intereſſe, alter veſtrûm nihilominus ea exequatur.

Hujus igitur autoritate mandati, veſtram in Domino monemus & exhortamur fraternitatem, vobis in virtute obedientiæ, qua Sedi Apoſtolicæ tenemini, firmiter injungentes, quatenus de portione præfati Domini Papæ ſubſidii vobis aſſignata, nuntiis noſtris Literas veſtras patentes ſuper ſolutione ejusdem deferentibus apud novum Templum Londini, à die Paſchæ in tres ſeptimanas ſatisfaciatis, talem in facto præſenti adhibentes diligentiam, ut devotionem veſtram ſummo Pontifici meritò debeamus commendare. Eſt autem portio veſtra, octoginta marcarum eſterlingarum. Valete ſemper in Domino. Datum Londini, nono Calendarum Aprilis, anno Domini milleſimo ducenteſimo quadrageſimo quinto. Nos ſoli ſcribimus, quia venerabilis Frater Wintonienſis Episcopus, Collega noſter, ad tempus ſe excuſavit.

ANNO 1245.

CCCXVIII.

Juin. *Imperatoris* FRIDERICI II. *Confirmatio Privilegiorum, ab Imperatore* FRIDERICO I., HENRICO II. *Duci Auſtriæ anno* 1156. *de erectione Marchionatûs Auſtriæ in Ducatum, deque ſucceſſione, masculis deficientibus, Filiæ ſenioris in præfato Ducatu, & exemptione ab omnibus ſubſidiis Imperio præſtandis, aliisque quàm plurimis Prærogativis conceſſorum, facta Veronæ* 1245. [Voyez-la ci-devant pag. 81. ſous le 17. Septembre 1156.]

CCCLXIX.

16. Juill. *Sententia Excommunicationis contra* FREDERICUM II. *Imperatorem ab* INNOCENTIO *Papa* IV. *in Concilio Lugdunenſi lata die* 17. *Calend. Auguſti, Pontificatus anno* 3^tio. [MATTH. PARIS, Hiſtoria Major, pag. 668. Elle ſe trouve auſſi en abregé *in ſexto Decretal.* Lib. II. Tit. 14. *De Sent. & re jud.* Cap. 2.]

INNOCENTIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, &c. Sacro præſente Concilio, ad rei memoriam ſempiternam. Ad Apoſtolicæ Dignitatis apicem, licet indigni, dignatione divinæ Majeſtatis aſſumpti, omnium Chriſtianorum curam vigili ſedulaque ſolertia gerere, ac intimæ conſiderationis oculo ſingulorum facta & dicta diſcernere, & providæ deliberationis ſtatera librare debemus; ut quos juſti vigor examinis dignos oſtenderit, congruis attollamus & evehamus favoribus: quos autem reos & culpabiles invenerimus, pœnis debitis pro gravitate culpæ, afficiamus & deprimamus: appendentes ſemper meritum & præmium æqua lance, reſtituendo cuique juxta qualitatem operis, ſive boni, ſive mali, pœnæ, vel gratiæ quantitatem. Sanè cùm diu bellorum diuturna commotio, nonnullas profeſſionis Chriſtianæ Provincias & Regiones graviter afflixiſſet; nos toto cupientes mentis affectu tranquillitatem & pacem Eccleſiæ Sanctæ Dei, ac generaliter cuncto populo Chriſtiano reſtituere, ac reducere: ad præcipuum Principem ſæcularem, hujus diſſenſionis ac tribulationis auctorem, à felicis recordationis Gregorio Papa prædeceſſore noſtro, pro ſuis exceſſibus anathematis vinculo innodatum, ſpeciales Nuncios magnæ auctoritatis viros, venerabiles videlicet Fratres noſtros P. Abbatem Albanenſem, tunc autem temporis Rothomagenſem Archiepiscopum, & W. Sabinenſem tunc, quondam vero Mutinenſem, Episcopos, ac dilectum noſtrorum filium Guilielmum, Baſilicæ duodecim Apoſtolorum Presbyterum Cardinalem, tunc Abbatem Sancti Facundi; qui ſalutem zelabantur ipſius, duximus deſtinandos. Facientes ſibi proponi per ipſos, quòd nos, & fratres noſtri, quantum in nobis erat, pacem per omnia ſecum habere nitimur, ut cum omnibus hominibus parati ſumus; optabamus pacem ſibi & tranquillitatem dare, ac mundo etiam univerſo. Et quia Prælatorum, Clericorum, omniúmque aliorum quos detinebat captivos, & omnium tam Clericorum, quàm Laicorum, quos ceperat in galeiis, reſtitutio, poterat eſſe pacis & reconciliationis plurimùm inductiva; illum ut eos restitueret, (cùm hoc idem, tam ipſe, quàm ſui Nuncii, antequam ad Apoſtolatus vocati eſſemus officium, promiſiſſent;) rogari & peti ab ipſo fecimus per eosdem, ac proponi inſuper, quod iidem pro nobis parati erant audire & tractare pacem, ac etiam audire ſatisfactionem, quam facere vellet Princeps de omnibus pro quibus vinculo erat excommunicationis aſtrictus, & offerri. Præterea, quod ſi etiam eum in aliquo contra debitum læſerat Eccleſia (quod tamen non credebat) parata erat corrigere, ac in ſtatum debitum reformare. Et ſi diceret ipſe, quòd contra juſtitiam in ullo ipſum læſerat Eccleſia, vel etiam quòd nos eum contra juſtitiam in ullo læſiſſemus, parati eramus vocare Reges, Prælatos, & Principes, tam Eccleſiaſticos, quàm ſæculares, ad aliquem tutum locum, ubi ſimul per ſe, vel per ſolemnes Nuncios convenirent. Erátque parata Eccleſia etiam de conſilio Concilii ſibi ſatisfacere, ſi eum læſiſſet in aliquo; ac revocare excommunicationis ſententiam, ſi quam contra ipſum injuſtè tuliſſet: & eum omni manſuetudine & miſericordia,

(quantum

ANNO 1245. (quantum cum Deo & honore ſuo fieri poterat) tractare; & de injuriis & offenſis ipſi Eccleſiæ ſuisque per eum irrogatis, ſatisfactionem ab ipſo recipere. Volebat etiam Eccleſia omnes amicos ſuos, ſibique adhærentes, in pace ponere, plenáque ſecuritate gaudere; ut nunquam hac occaſione poſſent aliquod in poſterum ſubire discrimen, aut periculum. Sed licèt ſic apud eum pro pace paternis monitis & precum inſiſtere curaverimus lenitate: idem tamen Pharaonis imitatus duritiam, & more Aspidis obturans aures ſuas, hujusmodi præces & monita, elata obſtinatione, ac obſtinata elatione & ſuperbia despexit ac contempſit. Et licet proceſſu temporis, in die Cœnæ Domini proximo nuper præterita præcedente, coram nobis & fratribus noſtris Cardinalibus; præſentibus chariſſimo in Chriſto filio noſtro Conſtantinopolitano Imperatore Illuſtri, cœtu quoque non modico Prælatorum, & de ſenioribus ac ſanioribus Senatoribus Populoque Romano, & juxta multitudinem aliorum, qui eodem die, propter ſolemnitatem ipſius, de diverſis Mundi partibus ad Apoſtolicam Sedem convenerunt: quòd ſtaret mandatis noſtris & Eccleſiæ, per nobilem virum Comitem Tholoſanum, ac Magiſtros Petrum de Vinea, & Thaddæum de Sueſſa, Curiæ ſuæ Judices, & Procuratores ſuos, ſpeciale ſuper hoc ab ipſo mandatum habentes, præſtiterit juramentum: poſtmodùm tamen quod juraverat, non implevit. Quinimò ea intentione ipſum præſtitiſſe juramentum probabiliter creditur, ſicut ex factis ſequentibus colligitur evidenter, ut eidem Eccleſiæ ac nobis illuderet potiùs, quàm pareret; cùm anno & ampliùs jam elapſo, nec ad ipſius Eccleſiæ gremium revocari potuerit: nec ſibi de illatis ei damnis & injuriis curavit ſatisfacere, licèt ſuper hoc extiterit requiſitus. Propter quod non volentes, nec etiam valentes, absque gravi Jeſu Chriſti offenſa, ejus iniquitates & ſcelera ampliùs tolerare, cogimur, urgente nos conſcientia, animadvertere in eundem.

Et ut ad præſens, de cæteris ejus ſceleribus & iniquitatibus taceamus; quatuor graviſſima, quæ nulla poſſunt celari tergiverſatione, commiſit. Dejeravit enim multoties; pacem quondam inter Eccleſiam & Imperium reformatam temerè violavit. Perpetravit etiam ſacrilegium, capi faciens Cardinales Sanctæ Romanæ Eccleſiæ, ac aliarum Eccleſiarum Prælatos & Clericos, Religioſos & ſæculares, venientes ad Concilium, quod idem prædeceſſor duxerat convocandum. De Hæreſi quoque non dubiis & levibus, ſed (*a*) difficilibus & evidentibus argumentis ſuſpectus habetur: plura ſiquidem eum commiſiſſe perjuria ſatis patet. Nam olim cum in Siciliæ partibus commorabatur, priusquàm eſſet ad Imperii dignitatem electus, coram bonæ memoriæ G. Sancti Theodori Diacono Cardinali, Apoſtolicæ Sedis Legato, fœlicis recordationis Innocentio Papæ, prædeceſſori noſtro, & ſucceſſoribus ejus, Eccleſiæque Romanæ, pro conceſſione Regni Siciliæ, ab eadem Eccleſia ſibi facta, fidelitatis præſtitit juramentum. Et ſicut dicitur, illud idem poſtquam ad eandem dignitatem electus extitit, & venit ad urbem, coram eodem Innocentio ſuisque fratribus Cardinalibus & aliis multis præſentibus, ligium homagium in ejus faciens manibus innovavit. Deinde, cùm in Alemannia eſſet, eidem Innocentio Papæ, & ipſo defuncto, bonæ memoriæ Honorio Papæ, prædeceſſori noſtro, & ejus ſucceſſoribus, ac ipſi Eccleſiæ Romanæ, præſentibus Imperii Principibus ac Nobilibus, juravit, honores, jura, & poſſeſſiones Romanæ Eccleſiæ, pro poſſe ſuo, ſervare ac protegere bona fide. Et quod quæcunque ad manus ſuas devenirent, ſine difficultate reſtituere procuraret, nominatis expreſſe dictis poſſeſſionibus in hujusmodi juramento; quod poſtmodùm confirmavit, coronam Imperii jam adeptus. Sed horum trium juramentorum temerarius extitit violator & transgreſſor: non ſine proditionis nota, & læſæ crimine Majeſtatis. Nam contra præfatum prædeceſſorem noſtrum Gregorium, & fratres ſuos Cardinales, comminatorias Literas eisdem fratribus deſtinare; ac dictum Gregorium apud fratres ipſos; ſicut apparet per Literas ab eodem tunc directas; eisdem etiam, prout fertur, per univerſum ferè orbem terrarum multipliciter diffamare præſumpſit. Ac venerabilem fratrem noſtrum Ottonem Portuenſem, tunc Sancti Nicolai in Carcere Tulliano Diacono Cardinali, & bonæ memoriæ J. Prænestinenſem, Episcopos Apoſtolicæ Sedis Legatos, nobilia & magna Eccleſiæ Romanæ membra, perſonaliter capi fecit: & bonis omnibus ſpoliatos, ac per diverſa loca non ſemel ignominioſè deductos & circumductos, carceribus mancipari. Privilegium inſuper, quod Beato Petro, & ſucceſſoribus ejus in ipſo, tradidit Dominus Jeſus Chriſtus, videlicet, *Quodcunque ligaveritis ſuper terram, erit ligatum & in Cœlis, & quodcunque ſolveritis ſuper terram, erit ſolutum & in Cœlis* (in quo auctoritas & poteſtas Romanæ Eccleſiæ conſiſtit) pro viribus diminuere, vel ipſi Eccleſiæ auferre ſategit; ſcribens ſe præfati Gregorii Papæ, prædeceſſoris noſtri, non vereri latam ab eo excommunicationis ſententiam in ipſum: non ſolùm contemptis clavibus Eccleſiæ non ſervando, verùmetiam per ſe, ac Officiales ſuos, & illam, & aliam excommunicationis vel interdicti ſententias, quas idem omninò contempſit, cogendo & compellendo alios non ſervare. Poſſeſſiones quoque præfatæ Eccleſiæ Romanæ, videlicet Marchiam, Ducatum Beneventum (cujus muros & turres dirui fecit) ac alias quas in Tusciæ ac Lombardiæ partibus & quibusdam aliis obtinebat locis, paucis exceptis, occupare non metuens, eas detinet adhuc occupatas. Et tanquam ei non ſufficeret, quod manifeſtè, contra juramenta præmiſſa, præſumendo talia, veniebat; per ſe, vel per ſuos Officiales, earundem poſſeſſionum homines dejerare compulit: ipſos à juramento fidelitatis, quibus tenebantur ratione Eccleſiæ, de facto, cum de jure non poſſet, abſolvens; & faciens fidelitatem nihilominùs abjurare prædictam eosdem, ſibique fidelitatis hujusmodi juramenta præſtare. Pacis verò ipſum violatorem exiſtere planè conſtat. Quia cùm olim tempore pacis, inter ipſum & Eccleſiam reformatæ, juraſſet coram bonæ memoriæ J. de Abbatis villa, Epiſcopo Sabinienſi, & Magiſtro Thomaſio, tunc temporis Sanctæ Sabinæ Presbytero Cardinali, præſentibus, cum multis aliis Prælatis, Principibus, & Baronibus, quòd ſtaret & pareret præcisè, absque ulla conditione, omnibus mandatis Eccleſiæ, ſuper his, pro quibus erat vinculo excommunicationis aſtrictus, cauſis excommunicationis expreſſis per ordinem coram eo: tunc temporis etiam omnibus Teutoniæ hominibus, Regni Siciliæ, ac quibuslibet aliis, cujuscunque conditionis aut ſtatus, qui Eccleſiæ contra eum adhæſerant, omnem remittens offenſam & pœnam: & quod in nullo tempore offenderet, vel offendi faceret ipſos, pro eo quod Eccleſiæ aſſiterant, præſtari in anima ſua per Comitem Acerrarum faciens juramentum; poſtmodum pacem & juramenta hujusmodi, nequaquam erubescens irretiri perjuriis, non ſervavit. Nonnullos enim etiam ex ipſis hominibus prædictis, tam Nobiles, quàm alios, poſteà capi & incarcerari fecit; & eis bonis ſuis omnibus ſpoliatis, uxores & eorum filios captivare; ac inſuper terras Eccleſiæ, contra promiſſionem, quam eidem J. Sabinenſi Episcopo, & Thomaſio Cardinali fecerat, irreverenter invaſit: licèt ipſi ex tunc in eundem præſentem, ſi ullo modo prædictis articulis aut conditionibus contraveniret, excommunicationis ſententiam promulgaverunt. Et cùm iidem Apoſtolica auctoritate ſibi commiſſa, ipſi mandaſſent, ut nec per ſe, nec per alium impediret, quin poſtulationes, electiones, & confirmationes Eccleſiarum & Monaſteriorum, in Regno præfato, liberè de cæterò fierent, ſecundùm ſtatum Concilii generalis: & quòd nullus deinceps in eodem Regno viris Eccleſiaſticis, ac bonis aut rebus eorum, imponeret tallias vel collectas, quodque nullus ibidem Clericus vel perſona Eccleſiaſtica de cæterò in civili, vel criminali cauſa conveniretur coram Judice ſæculari, niſi ſuper feudis quæſtio civilis haberetur; ac Templariis, Hospitalariis, & aliis perſonis Eccleſiaſticis; de damnis & injuriis irrogatis, eis ſatisfaceret competenter: ipſe mandatum hujusmodi adimplere contempſit. Liquet namque undecim, aut plures, Archiepiscopales, & multas Episcopales Sedes, Abbatias quoque, & alias Eccleſias, ad præſens in Regno vacare prædicto; easque, procurante ipſo, ſicut apertè patet, fuiſſe diutiùs Prælatorum regimine deſtitutas: in grave ipſarum præjudicium, & periculum animarum multarum. Et licèt fortè in aliquibus ejusdem Regni Eccleſiis, electiones ſint à Capitulis celebratæ: quia tamen per illa eadem familiares Clerici ſunt electi, probabili poteſt argumento concludi, quòd facultatem non habent liberam eligendi. Eccleſiarum autem ipſius Regni, non ſolùm facultates & bona fecit prout voluit occupari, ſed & Cruces, Calices, Thuribula, & alios ſacros earum theſauros, & pannos ſericos, velut cultus Divini contemptor, auferri: licèt, ut dicitur, ipſis Eccleſiis (exacto tamen priùs pro eis certo precio) in parte fuerint reſtituti. Clerici quippe collectis & talliis, multipliciter affliguntur. Nec ſolùm trahuntur ad judicium ſæculare, ſed, ut aſſeritur, coguntur ſubire duella: incarcerantur, occiduntur, & patibulis cruciantur, in confuſionem & opprobrium Ordinis Clericalis. Præfatis autem Templariis, Hospitalariis & perſonis Eccleſiaſticis, non eſt de damnis illatis eisdem & injuriis ſatisfactum. Eum quoque certum eſt, ſacrilegii eſſe perpetratorem. Nam cùm præfati Portuenſis & Prænesti-

ANNO 1245.

(*a*) *Peut-être, efficacibus.*

ANNO 1245. Prænestinensis Episcopi, & quàm plures Ecclesiarum Prælati & Clerici, tam Religiosi quàm sæculares, ad Apostolicam Sedem, pro celebrando Concilio (quod priùs ipse petiverat convocari) per mare venirent, viis omnibus terræ ipsius, de mandato ejus, omninò præclusis, idem destinato Henrico filio suo cum multitudine Galeiarum, & per alias quàmplures longè anteà seriò præparatas in partibus Tusciæ, maritimis insidiis positis contra eos, ut graviùs posset virus vomere præconceptum, ipsos ausu sacrilego capi fecit; quibusdam Prælatorum ipsorum,& aliis in hujusmodi captione submersis; nonnullis etiam interemptis; & aliquibus hostili insecutione fugatis; reliquis autem bonis spoliatis omnibus, & de loco ad locum in Regno Siciliæ opprobriosè deductis, & circumductis, ac ibidem diris carceribus mancipatis; quorum aliqui macerati squaloribus & inedia pressi, miserabiliter defecerunt. Meritò insuper contra eum de hæretica pravitate suspicio est exorta, cùm postquàm excommunicationis sententiam à præfatis J. Sabinensi Episcopo, & Thomasio Cardinali, prolatam incurrerit, & prædictus Gregorius Papa ipsum Anathematis vinculo innodavit, ac post Ecclesiæ, Romanorum Cardinalium, Prælatorum, & Clericorum, à qua diversis partibus ad Sedem Apostolicam venientium, captiones, claves Ecclesiæ contempserit & contemnat, sibi faciens celebrari, vel potiùs, quantum in eo est, prophanari Divina: & constanter asseruit, ut superiùs est narratum, in se præfati Gregorii Papæ sententias excommunicationis non vereri. Præterea, conjunctus Saracenis amicitia detestabili, Nuncios & munera pluries destinavit eisdem; & ab eis vicissim cum honorificentia & hilaritate recepit: ipsorumque ritus amplectitur, illos in quotidianis ejus obsequiis notabiliter secum tenens, eorundem etiam more uxoribus, quas habuit de stirpe Regia descendentibus, Eunuchos, præcipuè quos, ut dicitur, seriò ipse castrari fecerat, non erubuit deputare custodes. Et quod execrabilius est, olim existens in partibus transmarinis, facta compositione quadam, imò veriùs collusione, cum Soldano, Machometi nomen, in Templo Domini diebus ac noctibus publicè proclamari permisit. Et nuper Nuncios Soldani Babyloniæ, postquàm idem Soldanus Terræ Sanctæ, ac Christianis habitatoribus ejus, per se ac suos damna gravissima & inæstimabiles injurias irrogarat: fecit per Regnum suum Siciliæ cum laudibus, ad ejusdem Soldani excellentiam, sicut fertur, honorificè suscipi, & magnificè procurari.

Aliorum quoque infidelium perniciosis & horrendis obsequiis contra fideles abutens, & illis qui damnabiliter vilipendentes & contemnentes Apostolicam Sedem, ab unitate Ecclesiæ discesserunt, procurans affinitate ac amicitia copulari, claræ memoriæ Ducem Bavariæ, specialem Ecclesiæ Romanæ & devotum; fecit, sicut pro certo asseritur, Christiana Religione despecta, per assisinos occidi: & Battacio, Dei & Ecclesiæ inimico, à communione fidelium per excommunicationis sententiam, cum adjuratoribus, consiliatoribus, & fautoribus suis solenniter separato, filiam suam tradidit in uxorem. Catholicorum verò Principum actus & mores respuens, neglecta salutis suæ & famæ integritate, pietatis operibus non intendit. Quinimò, ut de suis nephariis dissolutionibus fileamus, cùm didicerit tantum opprimere, non curat oppressos injuriis relevare, manu ejus, ut decet Principem Christianum, ad eleemosynas non extenta: cùm destructioni Ecclesiarum institerit, & religiosas ac alias Ecclesiasticas jugi attriverit afflictione & persecutione personas. Nec enim Ecclesias, nec ulla Monasteria, nec Hospitalia, seu alia pia loca cernitur uspiam construxisse aut fundasse. Nunc igitur hæc non levia, sed efficacia sunt argumenta de suspicatione hæresis contra eum: cùm tamen hæreticorum vocabulo eos Jus Civile contineri asserat, & latis adversùs eos sententiis debere succumbere; qui vel levi argumento à judicio Catholicæ Religionis & tramite detecti fuerint deviare. Præter hoc, Regnum Siciliæ, quod est spirituale patrimonium beati Petri, quod idem Princeps Apostolica Sede tenebat in feudum, jam in tantum in Clericis & Laicis exinanitionem servitutemque redegit, quòd eis penè penitùs nihil habentibus, & omnibus exinde ferè probis ejectis & expulsis, illos qui remanserunt ibidem, sub servili quasi conditione vivere, ac Romanæ Ecclesiæ, cujus principaliter sunt homines & vassalli, offendere multipliciter & hostiliter impugnare compellit. Posset etiam meritò reprehendi, quod mille Squinatorum annuam pensionem, in qua pro eodem Regno ipsi Romanæ Ecclesiæ tenetur, per novem annos & ampliùs solvere prætermisit. Nos itaque super præmissis, & quàmpluribus aliis nephandis & execrandis excessibus ac flagitiis, cum fratribus nostris Cardinalibus & sacrosancto Concilio deliberatione præhabitâ maturâ & diligenti, cùm Domini nostri Jesu Christi vices, licèt immeriti, teneamus in terris, nobisque in Beati Petri Apostoli persona sit dictum: *Quodcunque ligaveris super terram, erit ligatum & in Cœlis*, & memoratum Principem, qui se Imperio, & Regnis, omnique denique honore, ac dignitate reddidit tam indignum, quique propter suas iniquitates atque scelera à Deo ne regnet vel imperet est abjectus, suis ligatum peccatis à Deo ac abjectum, omnique honore ac dignitate privatum à Domino ostendimus ac denunciamus, & nihilominus sententiando privamus. Omnesque qui ei juramento fidelitatis aliquo modo tenentur astricti vel obligati, à juramento hujusmodi perpetuò absolvimus & liberamus: auctoritate Apostolica firmiter & strictim inhibendo, ne quisquam de cæterò sibi tanquam Imperatori vel Regi pareat, vel quomodo libet parere intendat. Decernendo quoslibet, qui deinceps ei, velut Imperatori, vel Regi, consilium vel auxilium præstiterint, seu favorem; ipso facto excommunicationis vinculo subjacere. Illi autem, ad quos in eodem Imperio, Imperatoris spectat electio, eligant liberè alium in ejus locum Successorem. De præfato verò Siciliæ Regno providere curabimus, cum eorundem fratrum nostrorum Cardinalium consilio, sicut viderimus expedire. Datum Lugduni, decimo septimo Calend. Augusti, Pontificatus nostri anno tertio.

ANNO 1245.

Ejusdem EXCOMMUNICATIONIS *aliud Exemplum, ex Collectione Regia Conciliorum.* [Concilior. Collectio Regia Tom. XXVIII. pag. 424. PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XI. pag. 640. RAYNALDI Continuatio Annalium CÆS. BARONII Tom. XIII. Ann. 1245. *On en a aussi un Abregé* in Sexto Decretalium Lib. II. Tit. 14. de Sent. & re Jud. Cap. II. *Ad Apostolicæ.*] 17. Juill.

Sacro præsente Concilio ad rei memoriam sempiternam.

AD Apostolicæ dignitatis apicem licet indigni dignatione divinæ Majestatis assumpti, omnium Christianorum curam vigili sedulaque solertia gerere, ac intimæ considerationis oculo singulorum discernere merita, & providæ deliberationis statera librare debemus; ut quos justi vigor examinis dignos ostenderit, congruis attollamus favoribus, quos autem reos, pœnis debitis deprimamus; appendentes semper meritum & præmium æqua lance, retribuendo cuique, juxta qualitatem operis, pœnæ, vel gratiæ quantitatem. Sane cum dira guerrarum commotio nonnullas professionis Christianæ Provincias diutius affixisset, nos toto cupientes affectu mentis tranquillitatem & pacem Ecclesiæ Sanctæ Dei ac generaliter cuncto Populo Christiano restituere ac reducere, ad præcipuum Principem sæcularem, hujus dissensionis & tribulationis auctorem, a felicis recordationis Gregorio Papa Prædecessore nostro pro suis excessibus anathematis vinculo innodatum, speciales Nuncios magnæ auctoritatis viros, videlicet venerabilem Fratrem nostrum P. Albanensem, tunc Rothomagensem Archiepiscopum, & C. Sabinensem tunc, quondam Mutinensem, Episcopos, ad dilectum filium nostrum Guillelmum Basilicæ duodecim Apostolorum Presbyterum Cardinalem, tunc Abbatem Sancti Facundi, qui salutem zelabantur ipsius, duximus destinandos; facientes sibi proponi per ipsos, quod nos & fratres nostri, quantum in nobis erat, pacem per omnia secum habere, nec non cum omnibus hominibus optabamus, parati sibi pacem & tranquillitatem dare, ac mundo etiam universo. Et quia Prælatorum, Clericorum, omniumque aliorum, quos detinebat captivos, & omnium tam Clericorum quam Laïcorum quos ceperat in Galeis restitutio poterat esse pacis plurimum inductiva, cum, ut illos restitueret, eum, ut illas restitueret, cum hac idem tam ipse quam sui Nuncii, antequam ad Apostolatus vocati essemus Officium, promisissent, rogari & peti ab ipso fecimus per eosdem, ac proponi insuper, quod iidem parati erant pro nobis audire & tractare pacem, ac etiam audire satisfactionem quam facere vellet Princeps de omnibus, pro quibus vinculo erat excommunicationis astrictus; & offerri præterea, quod si Ecclesia eum in aliquo contra debitum læserat, (quod non credebat) parata erat corrigere, ac in statum debitum reformare: & si diceret ipse quod in nullo contra justitiam læserat Ecclesiam, vel quod nos eum contra justitiam læsissemus, parati eramus vocare Reges, Prælatos &

ANNO 1245. & Principes tam Ecclefiaſticos quam ſæculares, ad aliquem tutum locum ubi per ſe vel ſolemnes nuncios convenirent, eratque parata Eccleſia de conſilio Concilii ſibi ſatisfacere, ſi eum læſiſſet in aliquo, ac revocare Sententiam, ſi quam contra ipſum injuſtè tuliſſet, & cum omni manſuetudine ac miſericordia, quantum cum Deo & honore ſuo fieri poterat, recipere de injuriis & offenſis ipſi Eccleſiæ, ſuisque per eum irrogatis ſatisfactionem ab ipſo. Volebat etiam Eccleſia omnes amicos ſuos, ſibique adhærentes in pace ponere, plenaque ſecuritate gaudere; ut nunquam hac occaſione poſſet aliquod ſubire discrimen. Sed licet ſic apud eum pro pace paternis monitis, & precum inſiſtere curaverimus lenitate, idem tamen Pharaonis imitatus duritiam, & obturans more aspidis aures ſuas, hujusmodi preces & monita elata obſtinatione ac obſtinata elatione deſpexit. Et licet proceſſu temporis in die Cenæ Domini proxima nuper præterita præcedente coram nobis & fratribus noſtris Cardinalibus præſentibus cariſſimo in Chriſto filio noſtro Conſtantinopolitano Imperatore illuſtri, cœtu quoque non modico Prælatorum, Senatoribus Populi Romani, & maxima multitudine aliorum qui eodem die propter ſolennitatem ipſius de diverſis Mundi partibus ad Apoſtolicam Sedem convenerant, quod ſtaret noſtris & Eccleſiæ mandatis per nobilem virum Comitem Toloſanum, ac Magiſtros, P. de Vinea, & T. Sueſſa, Curiæ ſuæ Judices, & Nuncios, & Procuratores ſuos, ſpeciale ſuper hoc ab ipſo mandatum habentes, præſtiterit juramentum, poſtmodum tamen quod juraverat non implevit; quinimo ea intentione ipſum præſtitiſſe juramentum probabiliter creditur, ſicut ex factis ſequentibus colligitur evidenter, ut eidem Eccleſiæ ac nobis illuderet potius quam pareret, cum anno & amplius jam elapſo, nec ad ipſius Eccleſiæ gremium revocari potuerit, nec ſibi de illatis ei damnis & injuriis curaverit ſatisfacere, licet ſuper hoc extiterit requiſitus. Propter quod non valentes absque gravi Chriſti offenſa ejus iniquitates amplius tolerare, cogimur urgente nos conſcientia juſte animadvertere in eundem. Et ut ad præſens de cæteris ejus ſceleribus taceamus, quatuor graviſſima, quæ nulla poſſunt celari tergiverſatione, commiſit: dejeravit enim multoties, pacem quondam inter Eccleſiam & Imperium reformatam temere violando. Perpetravit etiam ſacrilegium, capi faciens Cardinales Sanctæ Romanæ Eccleſiæ, ac aliarum Eccleſiarum Prælatos & Clericos religioſos & ſæculares venientes ad Concilium, quod idem prædeceſſor noſter duxerat convocandum. De hæreſi quoque non dubiis & levibus, ſed evidentibus argumentis ſuſpectus habetur, plura ſiquidem eum commiſiſſe perjuria priusquam eſſet ad Imperii dignitatem electus, coram bonæ memoriæ C. Sancti Theodori Diacono Cardinali, Apoſtolicæ Sedis Legato, felicis recordationis Innocentio Papæ prædeceſſori noſtro & ſucceſſoribus ejus, Eccleſiæque Romanæ pro conceſſione Regni Siciliæ ab eadem Eccleſia ſibi facta fidelitatis præſtitit juramentum, & ſicut dicitur illud idem, poſtquam ad eandem dignitatem extitit, & venit ad Urbem, coram eodem Innocentio. ſuisque fratribus Cardinalibus & aliis multis præſentibus, ligium hominium in ejus faciens manibus innovavit. Deinde cum in Alemannia eſſet eidem I. & ipſo defuncto bonæ memoriæ Honorio Papæ prædeceſſori noſtro & ejus ſucceſſoribus, ac ipſi Eccleſiæ Romanæ, præſentibus Imperii Principibus atque Nobilibus, juravit honores, jura & poſſeſſiones Romanæ Eccleſiæ pro poſſe ſuo ſervare, ac protegere bona fide, & quod quæcunque ad manus ſuas devenerint, ſine difficultate reſtituere procuraret, nominatis & expreſſe dictis poſſeſſionibus in hujusmodi juramento: quod poſtmodum confirmavit, coronam Imperii jam adeptus: ſed horum trium juramentorum temerarius extitit violator, non ſine proditionis nota, & læſæ crimine majeſtatis. Nam contra præfatum prædeceſſorem G. & fratres ſuos comminatorias Literas eisdem fratribus deſtinare, ac dictum G. apud fratres ipſos, ſicut apparet per Literas ab eo tunc directas eisdem, & etiam prout fertur, per univerſum fere Orbem terrarum multipliciter diffamare præſumpſit, ac venerabilem fratrem noſtrum O. Portuenſem, tunc Sancti Nicolai in carcere Tulliano Diaconum Cardinalem & bonæ memoriæ I. Prænestinum, Episcopos, Apoſtolicæ Sedis Legatos, nobilia & magna Romanæ Eccleſiæ membra, perſonaliter capi fecit, & bonis omnibus ſpoliatos, ac per diverſa loca non ſemel ignominioſe deductos, carceribus mancipari. Privilegium inſuper, quod Beato Petro & ſucceſſoribus ejus in ipſo tradidit Dominus Jeſus Chriſtus, videlicet, *Quodcunque ligaveris ſuper terram, erit ligatum & in cœlis, & quodcunque ſolveris ſuper terram, erit ſolutum & in cœlis*; in quo utique auctoritas & poteſtas Eccleſiæ Romanæ conſiſtit, pro viribus diminuere; vel ipſi Eccleſiæ auferre ſategit. Scribens ſe præfati G. Sententias non vereri, latam ab eo Excommunicationem in ipſum, non ſolum, contemptis Eccleſiæ clavibus, non ſervando, verum etiam per ſe ac Officiales ſuos & illam & alias Excommunicationis vel Interdicti Sententias quas idem omnino contempſit, eogendo alios non ſervare. Poſſeſſiones quoque præfatæ Romanæ Eccleſiæ, videlicet Marchiam, Ducatum, Beneventum, cujus muros & turres dirui fecit, ac alias, quas in Tusciæ & Lombardiæ partibus & quibusdam aliis obtinebat locis, paucis exceptis, occupare non metuens, eas adhuc detinet occupatas; & tamquam ei non ſufficeret, quod manifeſte contra juramenta præmiſſa præſumendo talia veniebat per ſe vel per Officiales earundem poſſeſſionum homines dejerare compulit, ipſos à juramentis fidelitatis, quibus Romanæ tenebantur Eccleſiæ, de facto, cum de jure non poſſet, abſolvens, & faciens eosdem fidelitatem nihilominus abjurare prædictam, ſibique fidelitatis hujusmodi juramenta præſtare. Pacis vero ipſum violatorem exiſtere plane conſtat, quia cum olim tempore pacis inter ipſum & Eccleſiam reformatæ juraſſet coram bonæ memoriæ J. de Abbatis villa Epiſcopo Sabinenſi, & Magiſtro Th. tituli Sanctæ Sabinæ Presbytero Cardinali, præſentibus multis Prælatis, Principibus, & Baronibus, quod ſtaret & pareret præciſe absque ulla contradictione omnibus mandatis Eccleſiæ ſuper iis pro quibus erat vinculo Excommunicationis adſtrictus, cauſis Excommunicationis ejusdem expreſſis, per ordinem coram eo, tunc omnibus Teutonicis hominibus Regni Siciliæ, ac quibuslibet aliis, qui Eccleſiæ contra ipſum adhæſerant omnem remittens offenſam, & pœnam: & quod nullo tempore offenderet vel offendi faceret ipſos pro eo quod Eccleſiæ aſtiterant, præſtari in amina ſua per Comitem Acerrarum faciens juramentum, poſtmodum pacem & juramentum hujusmodi nequaquam erubescens irretiri perjuriis non ſervavit. Non nullos enim ex ipſis hominibus, tam nobiles, quam alios, poſtea capi & incarcerari fecit, & eis bonis ſuis omnibus ſpoliatis, uxores eorum & filios captivari, ac inſuper terras Eccleſiæ contra promiſſionem, quam eidem T. Sabinenſi Epiſcopo & Thomaſo Cardinali fecerat irreverenter invaſit, licet ipſi ex tunc in eum præſentem, ſi ullo modo prædictis articulis aut conditionibus contraveniret, Excommunicationis Sententiam promulgarent, & cum iidem Apoſtolica ei auctoritate mandaſſent, ut nec per ſe nec per alium impediret quin poſtulationes, electiones, & confirmationes Eccleſiarum & Monaſteriorum in Regno præfato libere de cætero fierent, ſecundum ſtatutum Concilii generalis, & quod nullas deinceps in eodem Regno viris Eccleſiaſticis ac rebus eorum imponeret tallias, vel collectas, quodque nullus ibidem Clericus, vel perſona Eccleſiaſtica de cetero in civili vel criminali cauſa conveniretur coram Judice ſæculari, niſi ſuper feudis quæſtio civiliter haberetur, ac Templariis, Hospitalariis, & aliis perſonis Eccleſiaſticis de damnis & injuriis irrogatis eisdem ſatisfaceret competenter, ipſe mandatum hujusmodi adimplere contempſit. Liquet namque undecim aut plures Archiepiscopales, & multas Episcopales Sedes, Abbatias quoque, ac alias Eccleſias ad præſens vacare in Regno prædicto, easque procurante ipſo, ſicut aperte patet, fuiſſe diutius Prælatorum regimine deſtitutas, in grave ipſarum præjudicium & periculum animarum. Et licet forte in aliquibus ejusdem Regni Eccleſiis electiones ſint a Capitulis celebratæ, quia tamen per illa ejusdem familiares Clerici ſunt electi, probabili poteſt argumento concludi, quod facultatem non habuerunt liberam eligendi. Eccleſiarum autem ipſius Regni non ſolum facultates & bona fecit, prout voluit, occupari, ſed etiam cruces, thuribula, calices, & alios ſacros earum theſauros & pannos ſericos, velut cultus divini contemptor, auferri, licet, ut dicitur, ipſis Eccleſiis, exacto tamen prius pro eis certo precio, in parte fuerint reſtituti. Clerici quippe collectis & talliis multipliciter affliguntur, non ſolum trahuntur ad judicium ſæculare, ſed, ut aſſeritur, coguntur ſubire duella, incarcerantur, occiduntur, & patibulis cruciantur, in confuſionem & opprobrium Clericalis: præfatis autem Templariis, Hospitalariis, & perſonis Eccleſiaſticis, non eſt de damnis illatis eisdem & injuriis ſatisfactum. Eum quoque certum eſt fore ſacrilegii patratorem: nam cum præfati Portuenſis & Prænestinus Episcopi, & complures Eccleſiarum Prælati, & Clerici tam religioſi quam ſæculares, ad Apoſtolicam Sedem pro celebrando Concilio, quod prius ipſe petiverat, convocati per mare venirent, viis terræ ipſis de mandato ejus omnino præcluſis, idem deſtinato Enſio filio ſuo

ANNO 1245.

ANNO 1245. suo cum multitudine galearum, & per alios complures longe ante serie præparatos in partibus Tusciæ maritimis insidiis positis contra eos, ut gravius posset virus vomere præconceptum, ipsos auru sacrilego capi fecit, quibusdam Prælatorum ipsorum, & aliis in hujusmodi captione submersis, nonnullis etiam interemptis, & aliquibus hostili insecutione fugatis, reliquis autem bonis spoliatis omnibus, & de loco ad locum in Regnum Siciliæ opprobriose deductis, ac ibidem diris carceribus mancipatis, quorum aliqui macerati squaloribus & inedia pressi miserabiliter defecerunt. Merito insuper contra eum de hæretica pravitate suspicio est exorta, cum postquam Excommunicationis Sententiam à præfatis J. Episcopo Sabinensi, & T. Cardinalibus prolatam incurrerit, & dictus G. Papa ipsum Anathematis vinculo innodavit, ac post Ecclesiæ Romanæ Cardinalium, Prælatorum, & Clericorum, ac aliorum etiam diversis temporibus ad Sedem Apostolicam venientium captionem claves Ecclesiæ contempserit & contemnat, sibi faciens celebrari, vel potius, quantum in eo est, profanari divina: & constanter asseruit, ut superius est narratum, se præfati G. Papæ Sententias Excommunicationis non vereri. Præterea conjunctus amicitia detestabili Saracenis nuntios & munera pluries destinaverit eisdem, & ab eis vicissim cum honorificentia & hilaritate receperit, ipsorumque ritus amplectitur, illos in quotidianis ejus obsequiis notabiliter secum tenens. Eorumdem etiam more uxoribus quas habuit de stirpe Regia descendentibus, Eunuchos Capuæ, quos, ut dicitur, serio castrari fecerat, non erubuit deputare custodes, &, quod execrabilius est, olim existens in partibus transmarinis, facta compositione quadam, imo collusione verius, cum Soldano Machometi nomen in Templo Domini diebus & noctibus publice proclamari permisit, & nuper Nuncios Soldani Babyloniæ, postquam idem Soldanus terræ Sanctæ ac Christianis habitatoribus ejus per se ac suos damna gravissima & inæstimabiles injurias irrogarat, facit per Regnum Siciliæ cum laudibus ad ejusdem Soldani extollentiam, & sicut fertur, honorifice suscipi & magnifice procurari. Aliorum quoque infidelium pernitiosis & horendis obsequiis contra fideles abutens, & illis qui damnabiliter vilipendentes Apostolicam Sedem ab unitate Ecclesiæ discesserunt procurans affinitate ac amicitia copulari, claræ memoriæ Ducem Bavariæ specialem Ecclesiæ Romanæ devotum, fecit, sicut pro certo asseritur, Christiana religione despecta per assassines occidi, & Battatio Dei & Ecclesiæ inimico à communione fidelium per Excommunicationis Sententiam cum adjutoribus, consiliatoribus & fautoribus suis solenniter separato filiam suam tradidit in uxorem; Catholicorum vero Principum actus & mores respuens, neglegtor salutis, & famæ pietatis operibus non intendit, quinimo, ut de suis nefariis dissolutionibus fileamus, cum didicerit tantum opprimere, non curat oppressos misericorditer relevare, manu ejus, ut decet Principem Christianum, ad eleemosynas inextenta, cum destructioni Ecclesiarum institerit, religiosas ac alias Ecclesiasticas jugi attriverit afflictione & persecutione personas: nec enim Ecclesias, nec monasteria, nec alia loca pia cernitur construxisse. Nonne igitur hæc non levia sed efficacia sunt argumenta de suspitione hæresis contra eum, cum hæreticorum vocabulo illos Jus Civile contineri asserat, & latis adversus eos Sententiis debere succumbere, qui vel levi argumento a judicio Catholicæ Religionis & tramite detecti fuerint deviare? Præter hæc Regnum Siciliæ quod est speciale patrimonium Beati Petri, & idem Princeps ab Apostolica Sede tenebat in feudum, jam ad tantam in Clericis & Laïcis exinanitionem servitutemque redegit, quod cis pene penitus nihil habentibus & omnibus exinde probis fere ejectis, illos qui remanserunt ibidem sub servili quasi conditione vivere, ac Romanam Ecclesiam, cujus principaliter sunt homines & vassalli, offendere multipliciter & hostiliter impugnare compellit. Posset etiam merito reprehendi, quod mille squifatorum annuam pensionem in qua pro eodem Regno ipsi Ecclesiæ Romanæ tenetur, per novem annos & amplius solvere prætermisit. Nos itaque super præmissis & compluribus aliis ejus nefandis excessibus cum fratribus nostris & Sacro Concilio deliberatione prahabita diligenti cum Jesu Christi vices licet immeriti teneamus in terris, nobisque in Beati Petri Apostoli persona sit dictum: *Quodcumque ligaveris super terram*, &c. memoratum Principem, qui se Imperio & Regnis omnique honore ac dignitate reddidit tam indignum, quique propter suas iniquitates a Deo ne regnet vel imperet est abjectus, suis ligatum peccatis & abjectum, omnique honore & dignitate privatum a Domino ostendimus, denuntiamus, ac nihilominus sententiando privamus; omnes, qui ei juramento fidelitatis tenentur adstricti, a juramento hujusmodi perpetuo absolventes: auctoritate Apostolica firmiter inhibendo, ne quisquam de cetero sibi tamquam Imperatori vel Regi pareat vel intendat, & decernendo quoslibet, qui deinceps ei velut Imperatori aut Regi consilium vel auxilium præstiterint seu favorem, ipso facto Excommunicationis vinculo subjacere. Illi autem ad quos in eodem Imperio Imperatoris spectat electio, eligant libere successorem. De præfato vero Siciliæ Regno providere curabimus, cum eorumdem fratrum nostrorum consilio, sicut viderimus expedire. ANNO 1245.

Datum Lugduni decimo sexto Kalendas Augusti, anno tertio.

CCCLXX.

Decretum Confœderationis inter BARONES FRANCIÆ *ad cohibendum Attentata* PRÆLATORUM *fancitum. Anno* 1246. [Preuves des Libertés de l'Egliſe Gallicane Tom. I. pag. 229. Tiré du Treſor des Chartes, Layete Champagne VI. num. 84.] 1246.

QUIA Clericorum superstitioni non attendens quòd bellis & quorundam sanguine sub Carolo magno & aliis Regnum Franciæ de errore Gentilium ad fidem Catholicam sit conversum primò quadam humilitate nos seduxit, quasi vulpes se nobis opponentes, ex ipsorum Castrorum reliquiis, quæ à nobis habuerant fundamentum, Jurisdictionem sæcularium Principum sic absorbent, ut filii servorum secundùm suas Leges judicent liberos & filios liberorum, quamvis secundùm Leges priorum triumphatorum deberent à nobis potiùs judicari, & per novas Constitutiones non deberet Antecessorum nostrorum consuetudinibus derogari: cum non deterioris conditionis faciant, quàm Deus etiam voluit esse Gentiles, cum dixerit *reddite quæ sunt Cæsaris Cæsari, & quæ sunt Dei Deo.* Nos omnes Regni Majores attento animo percipientes quòd Regnum non per Jus scriptum, nec per Clericorum arrogantiam, sed per sudores bellicos fuerit adquisitum, præsenti Decreto omnium juramento statuimus & sancimus, ut nullus Clericus vel Laïcus alium de cetero trahat in causam coram ordinario Judice vel Delegato, nisi super hæresi, matrimonio, vel usuris, amissione omnium bonorum suorum, & unius membri mutilatione transgressoribus imminente, certis à nobis super hoc executoribus deputatis, ut sic jurisdictio nostra resuscitata respiret, & ipsi hactenus ex nostra depauperatione ditati quibus Dominus propter eorum superbiam profanas voluit revelare contentiones, reducantur ad statum Ecclesiæ primitivæ & in contemplatione vivantes nobis sicut decet, activam vitam ducentibus, ostendant miracula, quæ dudum à sæculo recesserunt.

CCCLXXI.

Commiſſion des BARONS DE FRANCE *à quatre d'entr'eux, pour l'execution de leur Décret d'Alliance, contre les Entrepriſes des* ECCLESIASTIQUES. *Novembre* 1246. [Preuves des Libertés de l'Egliſe Gallicane, Tom. I. pag. 230.] Nov

A Tous ceux qui ces Lettres verront, nous tuit de qui le ſeel pendent en cet preſent eſcript à ſçavoir, que nous par la foy de nos corps auons francez, ſomme tenu nous & noſtre hoir à touſiours à aider li uns à l'autre, & à tous ceux de nos terres, & d'autres terres qui voudront eſtre de cette Compagnie à pourchacier, à requerre, & à defendre nos drois & les leurs en bonne foy enuers le Clergié. Et pour ce que griefue choſe ſeroit nous tous aſſembler pour cette beſoigne, nous auons éleu par le commun aſſent & octroy de nous tous, le Duc de Bourgongne, le Comte Perron de Bretaigne, le Comte d'Angolesme, & le Comte de Sainct Pol, à ce que s'aucun de cette Communité avoit affaire enuers le Clergié, tel aide comme cil quatre devant-dits esgarderoient que on li deuſt faire, nous li feriens. Et eſt à ſçavoir que à ce defendre pour chacier & requerre chacun de cette Compagnie mettra par ſon ſerment le centiéme de la vaillance d'un an de la terre qu'il tendra. Et chacun riche home de cette Compagnie ſera lever ces deniers chacun an en ſon pooir, à la purification noſtre Dame, & les delivrera là ou il ſera meſtier pour cette beſoigne par les Lettres pendans de ces quatre deuant nommez, ou deux d'eux

&

ANNO 1246. & ſi aucuns auoient tort, il ne vouloit laiſſier pour ces quatre deuant nommez, il ne ſeroit pas aidiez de la Communité. Et ſi aucuns de cette Compagnie eſtoient excommuniez par tort conneu par ces quatre que le Clergié li feiſt, il ne laiſſera pas aller ſon droiſt ne ſa querele pour l'excommuniement, ne pour autre choſe que on li face, ſi ce n'eſt par l'accort de ces quatre, ou des deux duis, einçois pourſuiuroit ſa droicture: & ſi li dui des quatre mouroient ou alloient hors de la terre, li autre dui qui demourroient, mettroient autres deux en leu de ces deux, qui auroient ce pooir qui eſt ci deſeur deuiſez; & s'il aduenoit que li trois & li quatre alaſſent hors de la terre ou mouruſſent, li douze ou li dix des riches homes de cette Communité éliroient autres quatre, qui auroient ce meſme poir que li quatre deuant dit. Et ſe cil quatre ou aucun de la Communité par le Commendement de ces quatre feſoient aucune beſoigne qui appartint à la Communité la Communité len deliureroit. Et cette choſe ſi comme elle eſt cy deſeur eſcrite & diuiſée, durra à tos iors: & ce fut fait en l'an de l'incarnation noſtre Seigneur 1246. ou mois de Novembre.

CCCLXXII.

1. Avril. *Edictum ſeu Mandatum Regis Angliæ* HEINRICI III. *de non perſolvendo ad opus Papæ tallagio. Datum ap. Weſtmonaſterium d.* 1. *April. Anno dicti Regis* 30. [MATTH. PARIS, Hiſtoria Major pag. 707.]

H. Dei gratia Rex Angliæ, &c. Dilecto ſibi in Chriſto Abbati de Sancto Albano, Salutem. Audivimus quod Venerabilis in Chriſto Pater F. Londini compellit vos ad tallagium ad opus Papæ perſolvendum. Super quo miramur plurimùm & movemur maximè, cum in prædicta convocatione proviſum fuerat communiter per dictos Prælatos & Magnates, quòd nihil fieret de tallagio illo ante reditum Nunciorum eorum à Curia Romana, ad quam iidem Nuncii ſunt, ſicut noſtis, pro ſpecialibus totius Regni noſtri negotiis deſtinati. Quapropter vobis mandamus, firmiter inhibentes, quòd nec ad mandatum præfati Epiſcopi, nec alterius, aliquid attemptetis contra proviſionem prædictam ſicut Baronjam veſtram, quam de nobis tenetis, diligitis pacificè poſſidere. Quoniam attemptationem hujusmodi, non poſſumus nec volumus ſuſtinere. Teſte me ipſo. Apud Weſtmonaſterium, primo die Aprilis, anno Regni noſtri trigeſimo.

CCCLXXIII.

Mandatum iteratum Regis Angliæ HEINRICI III. *de non perſolvendo ad opus Domini Papæ vel alterius tallagio aliquo vel auxilio.* [MATTH. PARIS, Hiſtoria Major, pag. 708.]

H. Dei gratia, &c. Venerabili in Chriſto, tali Epiſcopo, Salutem. Licet aliàs vobis ſcripſerimus, ſemel, ſecundò & tertiò, tam per Literas noſtras clauſas, quàm patentes, ne ad opus Domini Papæ vel alterius tallagium aliquod vel auxilium exigeretis à viris Religioſis, Clericis vel Laïcis, cùm nullum hujusmodi tallagium vel auxilium exigi poſſit vel conſueverit, ſine magno præjudicio Regiæ Dignitatis quòd nullo modo poterimus aut volumus ſuſtinere: Vos tamen mandatum noſtrum in hac parte contemnentes, contra proviſionem per Magnates noſtros, tam Prælatos quàm Comites & Barones factam in Concilio noſtro Londinenſi, & conceſſam exactionem faciatis memoratam. Super quo miramur plurimùm & movemur, præſertim cùm facto veſtro proprio non erubescitis contraire, cùm vos & alii Prælati in prædicto Concilio communiter conceſſeritis, quod nihil de exactione hujusmodi faceretis, donec Nuncii noſtri & veſtri nec non & aliorum Magnatum noſtrorum & totius univerſitatis Regni noſtri à Curia Romana redirent, qui pro liberatione oppreſſionum, ad Curiam illam, ſicut noſtis, fuerant ſpecialiter deſtinati. Vobis igitur mandatis inculcatis mandamus injungentes, firmiùs & diſtrictiùs inhibentes, ne ad exactionem prædicti tallagii vel auxilii faciendam aliquatenus procedatis, ſicut gaudere deſideratis Baronia veſtra & poſſeſſionibus veſtris, quas in Regno noſtro tenetis. Et ſi quid inde cepiſtis, extra Regnum noſtrum asportari nullatenus permittatis, ſed illud ſalvo cuſtodiri faciatis usque ad reditum Nunciorum prædictorum, indubitanter ſciturí, quòd ſi ſecus egeritis, nos ad poſſeſſiones veſtras manum gravaminis, ultra quàm credere velitis, extendemus. Hanc autem inhibitionem, vobis injungimus faciendam Archidiaconis & Officialibus veſtris, quam quidem pro libertate Cleri & Populi facimus, novit Deus, &c. ANNO 1246.

CCCLXXIV.

Contract de Mariage de MAINFROY, *Fils de l'Empereur* FREDERIC *& de* BEATRIX DE SAVOYE. *Fait à Chambery, le* 21 *Avril,* 1247. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 71.] 1247. 21 Avril. L'EMPEREUR ET SAVOYE.

UNIVERSIS tam præſentibus quam futuris, præſentes Litteras viſuris vel audituris: Gualterius de Ocra Capuanus Electus, & Domini Imperatoris Notarius, & Capellanus, Salutem, & ſyncerum dilectionis affectum: Noverit univerſitas veſtra, quod nos authoritate procurationis, & ſpecialis mandati à Domino Imperatore nobis facti, obligavimus eundem Dominum Imperatorem, & *Manfredum Lanceam Filium ejus*, & in anima ipſorum juravimus, & juramento tenemur, *Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, & in Italia Marchioni* infallibiliter facere, & procurare quòd prædictus *Manfredus Lancea* Filius ejusdem Domini Imperatoris, ducet in Uxorem legitimam *Beatricem Comitiſſam Salucienſem, Filiam Comitis* ſupradicti, usque per totum menſem Maji proximè futurum, apud Trinum, montem Calerium, Ripolas ſive Cherium ad diem certam, quam prædictus Dominus Imperator, cum Imberto de Saxellis, & Imberto Caſtellano Avillanæ Nunciis, & Procuratoribus Comitis ſupradicti, duxerit præfigendum, reſtitutione Caſtri Ripularum facienda Comiti memorato, vel prædictis Nunciis ſuis, à Domino Imperatore, infra feſtum Pentecoſtes proximo futurum, prædicto matrimonio præcedente. Item juravimus, & obligavimus eundem Dominum Imperatorem, quòd ubi melius placuerit dicto Comiti, vel Nunciis ſuis in Imperio, idem Dominus ſtatuet, & ordinabit doarium mille marcharum argenti, redditus eidem Dominæ futuræ Uxori prædicti filii ſui, quòd ſiquidem doarium dicta Domina percipiet, toto tempore vitæ ſuæ, ſi per mortem viri matrimonium ſolveretur. Item juravimus, & obligavimus prædictum Dominum Imperatorem, quod infrà feſtum Pentecoſtes proximo futurum, reſtituet eidem Comiti Sabaudiæ liberè Caſtrum Rippolarum, cum omnibus Juribus, Juſtitiis, & pertinentiis ſuis tenendum ab Imperio, & ab ipſo Domino Imperatore, & hæredibus ſuis, ſibi in Imperio ſucceſſoribus, & faciendum ex eo, ſicut de alia terra ſua ad mandatum, & voluntatem ejusdem Domini Imperatoris, vel Nunciorum ſuorum guerram, & pacem amicis, & inimicis Imperii. Item obligavimus eundem Dominum Imperatorem prædicto Comiti, quòd idem Dominus Imperator dabit præfato Manfredo Filio in feudum, & homagium, totam Terram à Papia usque ad Montes, ſicut per diviſionem, & alios ſuos fines, usque ad Maritimum Januæ deſignantur; Dabit etiam ei Regnum Arelatenſe, quando dicto Domino Imperatori de conſilio ejusdem Comitis, videbitur expedire, & alibi in Imperio, & aliis terris ſuis, eidem Filio ſuo, juxta voluntatem, & conſilium dicti Comitis, magnificè providebit; Ad hujus autem rei teſtimonium, & perpetuam firmitatem, præſentes Litteras eidem Comiti, exinde fieri fecimus, ſigillo noſtro munitas. Actum apud Camberiacum, Anno Dominicæ Incarnationis M. CC. XLVII. die Dominico 21. Aprilis 5. Indictione.

CCCLXXV.

Indultum WILHELMI *Romanorum Regis Epiſcopo Conſtantienſi conceſſum ſuper adminiſtratione Regalium. Datum in Caſtris apud Aquis* 3. *Non. Septembris Indict.* 5. [Tiré d'une Information de Droit, préſentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de Conſtance, ſous le Titre de Gründliche Information über des Geſtiffts Coſtantz Jurisdiction bey deſſen in der Schweitz gelegenen Landſchaft. aux Preuves. Chap. VIII. num. 30.] 3. Sept.

ANNO 1247. WILHELMUS Dei gratia Romanorum in Regem electus & semper Augustus, dilectis Fidelibus suis, Capitulo, Vasallis, Ministerialibus, totique familiæ Constant. Ecclesiæ gratiam suam, & omne bonum, Regalis eminentiæ requirit honestas, ut Principum & Magnatum Imperii promotioni spiritu indefesso insistere debeamus, eorumque laboribus & expensis parcere cum expedit, ut ad obsequendum nobis & Imperio promtius animentur. Noverit itaque Universitas vestra, quod Nos dilecto nostro Episcopo Constantiensi Electo de providentia Consilii nostri Regalium administrationem, & omnium, quæ a nobis & Imperio ipsum recipere Jus compellit, plenarie indulgemus, donec in proximo Domino concedente ad partes Sueviæ procedere nos contingat, cognoscentes, quod propter viarum discrimina & multimoda pericula ad præsens commode se Nostræ non potest præsentiæ exhibere. Mandamus ergo fidelitati Vestræ rogantes, & Regia authoritate firmissime præcipientes, quatenus de omnibus justitiis & rationibus Principatui Constantiensi attinentibus, prædicto Electo intendatis & respondeatis ad plenum, donec, ut prædictum est, a nobis Regalia receperit, cum ad partes Sueviæ felicibus auspiciis accedere nos continget. Datum in Castris apud Aquis 3. Non. Septembris Indict. 5. &c. ANNO 1248.

CCCLXXVI.

1248. Mars. *Declaration de* N. . . . . *Comtesse de Toul, & de* ODES *son Fils, par laquelle ils reconnoissent de tenir le Comté de Toul en Fief & hommage de* ROGER *Evêque de Toul; Fait au mois de Mars* 1248. [La Véritable Origine des Illustres Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche &c. aux Preuves, pag. 126.]

JE . . . . . Comtesse de Toul, & je ODES ses fils faisons congnoissant à toutz, que nostres Sires Rogiers par la grace de Dieu Evesque de Toul, à la Comté de Toul & les appendices, que nous tenons de luy ligement en fief & en hommage, en Waige de nous, pour tot faire, & tot ponre, peur six cent livres de bons Provenisiens de Champagne, desquels nous avons eheu nostre pagement entierement. Et volons que nostre Sire l'Evesque de Toul devant dit; & c'ilz que apres ly venront, teignent la devant ditte Waigere einsy comme il est d'avant devisei, outres que à tant que nous ly aurons renduës les six cens livres de fors devant dittes, & touttes ces choses sont faittes par le lous & par le creant de ISABEL la femme à ODON devant dit, & de noz hoirs. Et pource que ce seit chose ferme & estauble, nous avons mis noz seels en ces presentes Lettres. Lesquelles furent faittes en l'an que li miliaires couroit, par mil & doux cent & quarante huict ans, ou mois de Mars.

S. . . . . MITISSÆ *Tullensis.* S. ODONIS *Comitis Tullensis.* Le seau est d'un Lyon.

CCCLXXVII.

26. Juin. SAVOYE. *Testament de* THOMAS DE SAVOYE *Comte de Maurienne, fait au mois de Juin,* 1248. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye, Preuves. pag. 97.]

In nomine Domini nostri JESU CHRISTI, *Amen.*

ANNO Domini millesimo ducentesimo quadragesimo octavo, in festo Beatorum Joannis, & Pauli mense Junii, Ego THOMAS DE SABAUDIA *Comes* sanus, & in bona, ac sana memoria constitutus, de rebus meis, & ad me pertinentibus dispono, & ordino in hunc modum: Filium, vel Filiam, si quem, vel quam, tempore mortis meæ habuero de Uxore, hæredem mihi instituo, & si plures habuero de Uxore, Primogenitus, si sit masculus; si vero sit Filia, proximò natus Filius masculus sit hæres, & sic per ordinem de masculis, primogenitus vero, vel alius masculus, quicumque succedet per ordinem, ut proximo dixi, teneatur aliis honorificè providere, & dotes Sororibus, uni, vel pluribus assignare, habito respectu ad dignitates, & facultates. Hæres vero meus, si in pupillari ætate decesserit, proximiorem masculum eidem substituo, & sic deinceps, & si non esset masculus, proximiorem Filiam ei substituo, & sic per ordinem de Filiabus volo servare, ita tamen quòd quandocumque nasceretur mihi Filius masculus de Uxore, omnes Sorores in successione præcedat, & si idem hæres, quicumque fuerit, secundum ordinem quem prædixi, post pubertatem quandocumque sine libero vel liberis de uxore decesserit, volo, & rogo ipsum per fideicommissum, ut dictam hæreditatem restituat proximo masculo, & sic de singulis masculis per ordinem observetur. Et si fortè nullus esset masculus proximiori Filiæ, ipsam hæreditatem restituat, & hoc idem volo inter Filias observari, & si unicum Filium, vel Filiam haberem de Uxore, seu plures, ad ultimum hæreditas deveniret, prout superius est expressum, & in pupillari ætate, seu post pubertatem quandocumque, sine libero vel liberis de uxore decederet, volo, & rogo ipsum per fideicommissum, ut dictam hæreditatem restituat carissimis Fratribus meis *Philippo Lugdunensi Electo*, & *Petro de Sabaudia* communiter, vel alteri ipsorum superstiti in solidum, quoniam ipsos vel alterum ipsorum superstitem hæredes meos, vel hæredem modis omnibus esse volo, si contingeret Filium vel Filiam hæredem meam in pupillari ætate vel post pubertatem quandocumque, sine libero vel liberis, de uxore decedere, ut dictum est, & si aliquo modo de supradictis hæreditas ista ad supradictos Fratres meos, vel ad alterum ipsorum superstitem pervenerit, & ipse Frater meus Petrus, Filium masculum habuerit de Uxore, volo, & rogo, ut si fratres mei, vel alter ipsorum ad quem esset hæreditas devoluta ut supradictum est, post mortem suam prædictam hæreditatem restituant, vel restituat illi, si vero dictus Petrus Frater meus, plures haberet filios masculos de Uxore, restituant dicti Fratres mei, vel alter ipsorum superstes restituat dictam hæreditatem, cui de dictis filiis masculis ambo voluerint, vel ipsorum superstes, qui si in pupillari ætate, vel post pubertatem quandocumque, sine libero, vel liberis masculis, de Uxore decederet, volo, & rogo ipsum per fideicommissum, ut ipsam hæreditatem restituat proximiori Fratri suo, & sic de singulis masculis esse volo; Et si unicus Filius masculus dicti Petri, vel si plures essent, ille ad quem ultimo dicta hæreditas deveniret in pupillari ætate, seu post pubertatem quandocumque sine libero vel liberis masculis de uxore decederet, volo, & rogo ut ipsa hæreditas ad carissimam *Sororem meam Beatricem Comitissam Provinciæ* jure institutionis devolvatur, & volo, ac rogo ut dicta Beatrix Soror mea, post mortem suam, dictam hæreditatem restituat Filio masculo carissimi *Fratris mei Amedei Comitis Sabaudiæ*, si quem tunc haberet de uxore, qui si in pupillari ætate, vel post pubertatem quandocumque sine libero, vel liberis masculis de uxore decederet, volo, & rogo ut dictam hæreditatem, post mortem suam, restituat carissimo *Fratri meo Bonifacio Archiepiscopo Cantuarien si*, & post mortem dicti Archiepiscopi, deveniat dicta hæreditas ad *Edmundum Filium Illustris Domini Henrici Regis Angliæ*, & *Neptis meæ Alienoræ Reginæ Angliæ*, & post mortem ipsius Edmundi, si in pupillari ætate, vel post pubertatem quandocumque sine libero vel liberis masculis de uxore decederet, ad proximiorem de genere Sabaudiæ dicta hæreditas revolvatur. Item volo, & præcipio quod clamores mei, de quibus constabit ad arbitrium Executorum meorum, quos inferius nominabo, integrè emendentur. Item volo, & præcipio quòd in valle Soblonis supra Pynerolium, vel in loco magis competenti in Terra mea, pro remedio animæ meæ, & meorum, Domus de Carthuensi Ordine constituatur, & de bonis meis, ad arbitrium Executorum meorum dotetur. Item Abbatiæ sanctæ Mariæ de Pynarolio, Abbatiæ sanctæ Mariæ de Caburro, Abbatiæ sancti Michaëlis de Clusa, Abbatiæ sancti Justi de Secusia, & Abbatiæ de Alta-Comba, unicuique ipsarum lego decem libras Viennenses annuas, pro quinque anniversariis annuatim faciendis, videlicet pro bonæ memoriæ *Thoma quondam Comite Sabaudiæ Patre meo*, pro me & pro *Fratribus meis Umberto scilicet, Aymone*, & *Villermo quondam Electo Valentinensi*. Item volo, & præcipio, quod ipso die obitus mei centum libræ Viennenses pauperibus erogentur. Et cum habeam, & habuerim propositum eundi in Subsidium Terræ sanctæ, volo, ac præcipio quod si ante obitum meum, per me vel per superiorem, de hoc non esset aliud ordinatum, quod decem milites mittantur pro me, in subsidium Terræ Sanctæ, vel aliud fiat in eleemosina, seu in alio pro hujusmodi meo proposito adimplendo, prout Executoribus meis viderit expedire. Hujus autem ultimæ meæ voluntatis Executores constituo R. Patrem Dominum Hugonem de Sancto Theuderio, tituli sanctæ Sabinæ Presbiterum Cardinalem, *Fratrem meum prænominatum Philippum Lugdunensem Electum*, Rodulphum Tarentasiæ

ANNO 1248. siæ Electum, & Jacobum Abbatem Secusiæ, dans ipsis omnibus, & singulis, si omnes interesse non possent, plenam, ac liberam potestatem petendi, & recipiendi debita mea, pacificandi, & solvendi clamores meos, eleemosinas, & legata, ac omnia alia faciendi, quæ si vivus essem, possem facere, vel deberem. Item de ipsis omnibus, & singulis, ut supradictum est, plenam, ac liberam potestatem declarandi, interpretandi, emendandi, atque supplendi, si quod semiplenè, vel insufficienter, in hac mea ultima voluntate, forsitan inveniatur per ipsos, vel ipsorum alterum emendetur. Item do ipsis Executoribus omnibus, & singulis, ut dictum est, plenam, ac liberam potestatem constituendi alios Executores, vel Procuratores, unum aut plures, pro ut sibi videbitur expedire, ad exequendum, & perficiendum universa, & singula, quæ in hac mea ultima voluntate continentur. Item volo, & præcipio quòd supradictus *Frater meus Philippus Lugdunensis Electus*, teneat dictam hæreditatem, donec clamores mei, eleemosinæ, & legata in solidum ordinata fuerint, & soluta, omnes proventus, & redditus dictæ hæreditatis, in solutionem prædictorum penitus refundendo, salvis expensis pro terræ meæ custodia faciendis, quibus expletis, & solutis fideliter, & integrè de Consilio executorum suorum, restituat dictam hæreditatem, ad quem jure testamentario pertinebit. Ad quæ omnia, & singula supradicta fideliter adimplenda, dictus *Frater meus Philippus Lugdunensis Electus*, per sacramentum suum, tactis sacro-sanctis Evangeliis, se astrinxit: Volo autem hanc ultimam voluntatem meam, valere jure testamenti in scriptis, & si non valeat jure testamenti in scriptis, valeat jure testamenti nuncupativi, volo quòd valeat jure codicillorum, seu jure cujuslibet ultimæ voluntatis, & si non valeat secundum leges, volo quòd valeat secundùm canonicas sanctiones. Rogo autem septem testes, ut mecum subscribant, & sigillent in hac ultima mea voluntate; videlicet R. Patrem Dominum Hugonem de sancto Theuderio, tituli sanctæ Sabinæ Presbiterum Cardinalem; *Fratrem meum Philippum Lugdunensem Electum*, Rodulphum Tarentasiæ Electum, Thealdum Leodiensem Archidiaconum, Magistrum Vuillermum de Surrone Officialem Lugdunensem, Hugonem Gay Præpositum Augustensem, Magistrum Joannem Capelli Canonicum Burgensem, Item Magistrum Petrum de Chamberiaco Clericum meum adjungo socium, & Executorem quatuor Executoribus supradictis. Hæc est ultima voluntas mei Thomæ de Sabaudia Comitis, quam sigillo, & subscribo & rogatu meo septem testes sigillaverunt, & subscripserunt. Nos Frater H. tituli sanctæ Sabinæ Presbiter Cardinalis interfuimus, rogati à Thoma testatore sigillavimus, & subscripsimus, Ego *Philippus Lugdunensis Electus* interfui, rogatus à Thoma testatore sigillavi, & subscripsi. Ego Rodulphus Tarentasiensis Electus interfui, rogatus à Thoma testatore, sigillavi, & subscripsi. Ego Thealdus Leodiensis Archidiaconus interfui, rogatus à Thoma testatore sigillavi, & subscripsi. Ego Magister Vuillermus de Surrone, Officialis Lugdunensis, interfui, rogatus à Thoma testatore sigillavi & subscripsi. Ego H. Gay Præpositus Augustensis interfui, rogatus à Thoma testatore sigillavi, & subscripsi. Ego Magister Joannes Capelli Canonicus Brugensis rogatus à Thoma testatore interfui, & subscripsi.

CCCLXXVIII.

20. Sept. *Prorogatio Treugarum seu Induciarum inter Regem Francorum* LUDOVICUM sanctum *&* HENRICUM *Regem Angliæ. Data apud Lorriacum in Vigilia B. Matthæi Apostoli.* 1248. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque de Berlin, pag. 121.]

UNIVERSIS præsentes Litteras inspecturis Simon Comes Leycestriæ, salutem. Notum facimus quòd nos Treugam quæ est inter Illustrem Regem Franciæ, & carissimum Dominum nostrum Henricum Regem Angliæ illustrem, usque ad instans festum Sancti Michaëlis pro eodem Domino nostro Rege Angliæ prorogamus, potestate ab ipso per Litteras suas patentes nobis tradita & concessa, usque ad quintum diem instantis Natalis Domini, videlicet usque ad festum diem Beati Thomæ Cantuariensis Martyris, & Treuga duret per totum illum quintum diem.

In cujus rei testimonium præsentibus Litteris Sigillum nostrum duximus apponendum. Actum apud Lorriacum die Dominica in vigilia Beati Matthæi Apostoli, Anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo octavo, mense. ANNO 1248.

Et sont lesdictes Lettres cy dessus transcrittes, scellées en double queuë de parchemin pendant au reply d'un scel de cire blanche. Et au dos d'icelles est escrit ce qui suit:

Litteræ Simonis de Monteforti, de Treugis initis inter Franciæ & Angliæ Reges, usque ad certum tempus CIↃ. CC. XLVIII.

CCCLXXIX.

Reversales præcipuorum quorundam Comitum Nobiliumque Thuringiæ, quibus HEINRICUM *illustrem Marchionem Misniæ, sub certis conditionibus pro Domino suo & Landgravio Thuringiæ agnoscunt. Actum apud Wizimuels Anno* 1249. *Kalendas Julii. Indict. septima.* [EX WECKII Descriptione Dresdensi Part. II. pag. 155. 156. collat. cum Apographo in Schedis *Hortlederianis* reperto; Apud TENTZELIUM in Supplemento Historiæ Gothanæ 2. pag. 589. LUNIG, Teutsch Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz II. pag. 177. sub anno 1248.] 1249. 1. Juillet.

NOS G. Comes de Kevernberg, Bertoldus filius ejus, Comes Albertus de Rabinswald, Heinricus & Guntherus Comites de Schwartzburg, Comes Fridericus de Bichilingen, Comes Theodericus de Hoinstein, & Heinricus fuus filius, Comes Fridericus de Stolberg, Heinricus de Helderungen, Ludolfus & Heinricus de Alristede, Heinricus & Edolfus de Bendeleibin, Dietmarus de Wilherstete, notum facimus Universis, quod inter Illustrem Principem Dominum nostrum Heinricum Marchionem Missn. & nos, talis compositio intervenit, quod ipsum pro vero Domino nostro, & Lantgravio Thuringiæ habebimus, & eidem contra omnem hominem serviemus, ubi salva fide & honore nostro facere hoc valemus. Et hoc faciemus absque malo ingenio atque dolo, & contra omnem hominem defensabimus fideliter terram suam. Præterea bona nostra universa, quæ a Lantgravio habuimus in feodo, recepimus ab eodem, præter Putilndorff, quod Comes Albertus de Rawinswalde a Comitibus de Anhalt dignoscitur recepisse. Et illa omnia recipiemus ab ipso, quæ adhuc ab Imperio vel Ecclesiis obtinuit vel poterit obtinere, & quæ nos recipere tenebamur, & idem faciemus de bonis, quæ Landgravii fuerunt, quæ nos habuimus ab eodem. Idem etiam Dominus noster illustris Marchio &c. de bonis, quæ ab eo recipiemus, nobis faciet warandiam. Item si is Domino Papæ vel Imperio astabit, nos una cum ipso similiter astabimus eidem. Si vero pecuniam pro ipso servitio receperit, nobis pro posse suo pecuniam ordinabit, prout in sua gratia habere possumus, & sicut visum fuerit expedire. Item omnia ædificia, quæ de novo sunt ædificata in Principatu Thuringiæ post mortem Lantgravii & præcipue Wizinburg & Saxenburg, destruentur, & ad hoc eidem dabimus auxilium & operam efficacem, & ipse ad id nos cum efficacia adjuvabit. Quia vero taliter adjunximus nos eidem, ipse ad petitionem nostram de consilio hominum suorum consentiet si eum aliqui poterunt cum Comitibus de Anhalt concordare per amicitiam, alioquin ubicunque de jure tenebitur, ipsis ad justitiam respondebit. Præterea nos Th. de Hoinstein, Fridericus de Bichilingen, H. & G. Fratres de Schwarzburg, Comites, omnia bona, quæ nobis a Lantgravio obligata fuerunt, eidem ad redimendum dabimus, si ea voluerit rehabere. Insuper quæcunque bona bonæ memoriæ Lantgravius in extremis suis dinoscitur possedisse, si aliquis ea indebite occupavit, restituere eadem sibi tenebitur cum effectu. Et si aliquis suo nomine tunc temporis alienas possessiones occupavit, ipse similiter de hoc Justitiam exhibebit. Si vero aliqui non ratione istius prælii inimicitias contraverunt, illi omnes coram ipso in sua præsencia juri stabunt, quibus justitiam exhibebit. Captivi etiam utrobique dimittentur libere absoluti, præter illum de Drifurte & alios, qui apud Gotham fuerunt nuperrime captivi, & illi facient cautionem, quæ utrobique vulgariter nuncupatur. Præterea causam, quæ inter Comitem Hermannum de Mannisfelt ex una, & Comitem Albertum de Rabinswald ex parte altera vertitur, si

ANNO 1249. poterit, per amicitiam terminabit, alioquin super eadem utrobique justitiam exhibebit. Si vero in prælio suo quisquam captivaretur ex nobis, ipsum a captivitate liberabit indempnem, & si quisquam propter eum Civitatem amitteret sive Castrum, nullam habebit concordiam, nisi sibi amissa reordinet, sicut visum fuerit expedire. Hæc siquidem, quæ præmissa sunt, nobis & ministerialibus & amicis nostris, qui nobis astare voluerint, ipse Marchio & sui filii bona fide & sine fraude inviolabiliter observabunt. Et qui ministerialis existit, ipsi Jus ministerialis, si vero Vasallus fuerit, jus Vasalli sibi exhibebit utique, & etiam observabit. Nos siquidem vice versa sibi & suis filiis promisimus bona fide & sine fraude inviolabiliter observare, corporaliter super hoc præstito juramento. Acta sunt hæc apud Wizinvels Anno Domini CIↃCCXLVIIII. Kal. Julii septimæ Indictionis.

CCCLXXX.

1250. L'EMPEREUR FREDERIC II. *Testament de l'Empereur* FREDERIC II. *Fait en* (1) 1250. [GOLDAST, Tom. I. pag. 307. MATTH. PARIS, Hist. major, pag. 812.]

EGO FRIDERICUS in primis relinquo pro anima mea, centies mille uncias auri pro Terra sanctæ sanctæ Romanæ Ecclesiæ recuperanda, expendenda & exponenda ad voluntatem filii mei CONRADI.

2. Item volo, quòd omnia malè ablata restituantur.

3. Item, omnes captivos de Imperio & Regno relinquo liberos, exceptis proditoribus tantum.

4. Item, relinquo totam terram Ecclesiæ liberam, & volo quòd jura Ecclesiæ restituantur.

5. Item, meum hæredem relinquo, CONRADUM in Imperio Romano, & Regno Siciliæ.

6. Item, relinquo filio meo HENRICO Regnum Hierosolymitanum, & decem millia unciarum, secundum voluntatem CONRADI filii mei.

7. Item, nepoti meo filio scilicet filii mei HENRICI, relinquo Ducatum Austriæ, & decem millia unciarum auri.

8. Item, MANFREDUM filium meum relinquo Ballivum CONRADI in Imperium, à Papia & citra, & Regno Siciliæ, usque ad LXX. annuos, excepto quando CONRADUS erit præsens.

9. Item, sepulturam meam eligo apud Panormum, ubi jacuit Rex WILLIELMUS.....

CCCLXXXI.

1251. 20 Août. SAVOYE ET FAUCIGNY. *Donation faite à* PIERRE DE SAVOYE *& à* AGNES DE FAUCIGNY *sa Femme, par* AYMON *Seigneur de* FAUCIGNY. *Faite le* 20. *Août*, 1251. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 78.]

UNIVERSIS præsentes Literas inspecturis, Aymo Dominus FOUCIGNIACI, rei gestæ notitiam cum salute: Universitati vestræ facimus præsentibus Literis manifestum, Quòd nos prudentes, scientes & spontanei ex causa dotis donamus, cedimus & concedimus *Illustri Viro Domino Petro de* SABAUDIA, *Marito Agnetis carissimæ Filiæ nostræ*, pro ipsa Agnete, omnia Castra nostra, omnes Terras nostras, Possessiones nostras, cum Juribus, feudis, Dominiis, usagiis, appenditiis, & pertinentiis eorundem; Devestimus autem nos de prædictis Castris, Terris, Possessionibus, & Pertinentiis, & cæteris supradictis, ipsum Dominum Petrum, ex causa Dotis investientes plenariè de eisdem; Accipimus tamen, & retinemus ad totam vitam nostram plenariè usumfructum in omnibus supradictis, Constituentes nos, nomine dicti Petri, possidere usufructuarii nomine, universa, & singula supradicta. Concedimus autem, quòd post decessum nostrum, ipse Dominus Petrus, ut Hæres ex dicta Agnete susceptus, utatur plenariè supradictis. Sanè quòd Beatrici Filiæ nostræ, de bonis nostris quondam dedimus, scilicet Domum fortem de Souchie, & centum libras monetæ Gebenn. annuas, loco congruo assignandas, gratum & ratum habuit dictus Petrus, & plenariè confirmavit. Si vero contingeret, quod Deus avertat, præfatum Dominum Petrum, sine Hærede suscepto masculo, vel fœmina, ab ipsa Agnete, vel ipsam Agnetam similiter, decedere sine prole, ad nos devolventur integra omnia supradicta pleno jure; retinemus autem pro nobis, & dicta Agnete Filia nostra quod possimus, pro remedio animarum nostrarum, excepto Castro & fortalitio, congrua legata, & pias elemosinas erogare, & facere congruas permutationes, & illis qui nobis servierint, ut à nobis, etiam à non uxore susceptis, moderatas donationes, & congrua beneficia, sive castra & fortalicia elargiri. Concedimus autem, quòd si hæc donatio, cessio, & concessio, & causa dotis factæ non valeret, robur & firmitatem accipiat ex Donatione inter vivos, si vero hæredem masculum ab uxore legitima, nos contingeret habere in futurum, concessit Dominus Petrus, quòd ipse sit Hæres noster. Ita tamen quod dicto Domino Petro, & Dominæ Agneti, assignetur de Castris nostris, & bonis Dos, & congrua portio, prout duo, vel tres Amici communes fuerint arbitrati. Porrò si dictus masculus, sine hærede, & legitima Uxore, quandocumque decederet, ad prædictam Agnetem & Sobolem suam, prædicta bona revertantur, & perveniant pleno jure; juramus autem nos supradicta universa, & singula fideliter observare & contrà modo aliquo non venire. Statuentes, quòd si contrà veniremus in aliquo, esset cassum, irritum & inane. Renunciamus etenim sub præstito juramento exceptioni doli, in factum beneficio insinuationis, & immensæ Donationis, & omni auxilio, & beneficio, quod posset nobis in hoc casu ad veniendum contrà proficere, vel prodesse. In cujus rei testimonium, sigillis Venerabilium Patrum, Dei gratia Ay. Gebenn. & Petri Herfordiensis Episcoporum, fecimus præsentes Literas roborari, & nos sigillum nostrum apponimus, ad majoris vinculum firmitatis. Testes *Dominus Ph. Electus Lugdun.* Wilelmus de Grayfiaco, & Humbertus de Fernay milites. Datum XIII. Kal. Septembr. Anno Domini M. CC. LI.

(1) *Goldast* met ce Testament en 1251. mais il se trompe, puis que *Frederi.* etoit mort dès le 13. Decembre 1250. Ou bien il y a une faute d'impression dans *Goldast.* Comme il n'est point daté, nous l'avons mis l'an de la mort de cet Empereur.

CCCLXXXII.

16 Octo. **Bündnüss auf drey Jahr zwischen der Gemein Zurich eines / dann den Gemeinen Ury und Schwytz andern theils / zu gemeinschafftlicher Beschirmung. Geben Zürich den tag St. Galli** 1251. [Tiré d'une Information de Droit présentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de Constance, sous le Titre de **Gründliche** Information **über des Hochstiffts** Jurisdiction **bey deßen in der Schweitz gelegenen Landschafft** / aux Preuves Chap. VIII. Num. XXXIII.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance pour trois ans entre le Canton de ZURICH *d'une part, & les Cantons d'*URI *& de* SWITZ *d'autre part, pour leur commune défense. à Zurich le jour de S. Gall.* 1251.

ANNO 1251.

Allen denen / die diesen Brieff sehend oder hörend lesen / künden wir der Rath und die Burgere gemeinlich von Zürich / und wir Herr Arnold der Meyer von Sillinen / Land-Ammann / und die Landleuth gemeinlich von Schweitz in Costanzer Bistumb / daß wir zusammen hand geschworen heuer zu Wiehnächt und dannen über drey jahr / einandern zeschirmen wie hernach staht.

Was de wederen muß har beschechen ist an diesem tag / des sind wir mit einandern gebunden. Hett auch deheim Herr ein mann der sein ist in de wederen Theile / der soll ihm dienen in der gewohnheit als vor des Königs Zeiten / und nach Recht / wer ihn fürbaß nöten will / den sond wir schirmen. Wo auch de weder theil ein Veste besitzen will ohne der andern Rath und Willen / deß sind die andern nit gebunden. Ist aber daß ein Schad beschicht in die Veste mit Brand mit Raub obt mit unkünst / deß sind wir einander gebunden zerahten und ze helffen ders nit wider thut nach Recht. Wer denen von Ury obt denen von Schweitz in ihr Land wolte fahren / daß sond wir die von Zürich wehren mit aller unser macht; möchten wir aber das nit erwehren / darum sond wir ihn angreiffen mit Raub / mit Brand und mit allem den / daß dann wir darzu gebunden mögen. Were auch daß die von Zürich jemand wolte anreiten an ihr stadt / an ihr Reben obt an ihren Wasmen / und die wolte wüsten / daß sond wir von Ury und Schwitz wehren mit aller unser macht / und mit Raub und mit Brand sond wir ihn angreiffen. Ist auch

ANNO 1251. auch daß jemand von uns were der uns nit gehorsam sein will / den soll der ander teil nit schirmen / ehe er gehorsam sein wird. Ist auch daß wir de wederen zütz jemand schweren / dan ist der ander theil nit gebunden zu. Auch hand wir von Ury und von Schweitz von Zürich sechs Mann genommen / Herr Rudolphen den Mülner / Herrn / Rudgen Manessen den elteren / und Herrn Rudolffen von Begenhoffen / Ritter / Herrn Walter von Sant Peter / Herrn Werner Biberly / und Herrn Cunraten Krieg / Burgere. So hand wir die von Zürich genommen drey Mann von Ury / Herrn Wernly von Attinghusen / Herrn Burckharten den alten Amman / und Herrn Cunraten den Meyer von ortsehen / und von Schweitz drey mann / Herrn Cunraten Land-Amman ab Yberg / Herrn Rudoffen den Staufacher / und Herrn Cunrat Hunen / und die Zwölff sond heißen auf ihr bescheidenheit von jedwedern teil / dienen und helffen / als man sein den bedarff / ohne die geding so hie vor geschrieben stand / und wenn dieren zwölffer eine obt deheine verdirbt in der Jahr zal / so seind die andern aufihr Eid gebunden ein andern zu geben innert vierzehen tagen an des verdorbenen statt / und darumb daß stäte bleibe diß Jar zal auß / als hier vor geschrieben stat. So henken wir der Rath und Bürger von Zürich; Wir die Landleuth von Ury: Und wir die Landleuth von Schweitz unsere Insigel an die drey gleich Brieff / die darum gemacht seind / zum rechten Urkund offentlichen. Diere Brief ward geben zu Zürich an St. Gallen Tag / in dem Jahr da von Gottes Geburt warend Zwölff hundert und eins und funffzig Jahre.

CCCLXXXIII.

13. Nov. *Regis Ungariæ* BELÆ *Diploma quo* STIPCHONI, JACOBO, GREGORIO, *&* DANIELI OBRADO, *item & Nepotibus ejus Filii videlicet Comitis* BUDISLAVI, *Comitibus & Nobilibus* DE BERBERIO, *Comitatum* Breberiensem *confert & confirmat. Anno* 1251. *nono Kal. Decembr.* [JOAN. LUCII de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. IV. pag. 177.]

In nomine sanctæ Trinitatis & individuæ Unitatis, Amen.

BELA D. G. Hung. Dal. Chro. Ramæ, Serviæ, Galitiæ, Lodomeriæ, Cumaniæque Rex in perpetuum. Regum celsitudo regit, & sublimiori debetur dignitati, ut intuitus sui oculos tantò jucundius in suos fideles injiciant, quantò ipsa fidelitas, per quam Regum, Regnorumque omnium potentia roboratur, cæteris virtutibus positis est meritò præferenda, & amplioribus præmiis attollenda, præsertim cum hominibus infectis corruptela seculi senescentis quò rarior, reperitur, eò carior sit habenda, & ardentius amplectenda. Hac igitur consideratione inducti, tenore præsentium scire volumus universos, quod, cùm fideles nostri Stipcho Comes, & Jacou filii Comitis Stephani, Gregorius, & Daniel Comes filii Bribigne Comitis, & Obrad, nec non & nepotes ejus filii videlicet Co. Budislavi Nobiles de Berberio à primævis ipsorum temporibus paternis vestigiis inhærentes tam grata semper fidelitatis obsequia, & ubique attollenda coram nostræ Majestatis oculis studiosius impendissent, ut expugnatis, & effugatis Damaldo, & Boyzin, ac cognatis eorundem quia à fidelitate debita aberrarant, contra multos etiam alios adversus Regiam Majestatem resultantes in prælio navali, & terrestri sæpè ac sæpissimè . . . & laudabilem victoriam obtinuissent, & triumphum per omne spatium temporis in omni servitio nostro immobiles præstiterint, ad hæc, cum tempus persecutionis Tartarorum qualitas temporis, & negotii ad partes maritimas nos expulisset . . nosque fideles nostri ut devoti sedulò receptantes, universa quæ habebant ad nostrum exposuerunt præceptum, & mandatum, suas personas contra insultus Tartaricos, & alios diversos fortunæ casus multipliciter exponendo, quosdam qui in ipso eventu se erigere, & extollere contra nos intendebant, commendabiliter represserunt. Nos igitur quibus ex officio Regiæ dignitatis incumbit metiri merita singulorum, & singulis . . . devota eximia bonorum actuum prorogationem memoriter retinentes Comitatum Breberien. cum omnibus utilitatibus ac pertinentiis suis à progenitoribus nostris eis liberaliter datum est, collatum, ac inclitæ recordationis patris nostri Privilegio roboratum, quod tamen casu dicitur amissum plenè, & pacifice eisdem duximus confirmandum, ut tam ipsi, quam ipsorum hæredes, hæredumque successores in perpetuum possideant pleno jure. In cujus confirmationis, & collationis memoriam, & perpetuam firmitatem præsentes conceßimus nostras impreßione aureæ bullæ nostræ roboratas. Datum per manus Ven. Patris Benedicti Archiepiscopi Colocen. Aulæ nostræ Cancell. Reverendo Stephano Archiepiscopo Strigon. Rascho Cenadien.... Ultrasilvano Zaland Vesprim, Goymone Vuacien Philippo Zagrab. Jacobo Agrien. Achille Quinque Ecclesiens. Archidapifer Jaurien. Vincentio Varadien. Episcopis Ecclesias salubriter gubernantibus, Magnificis .... Præposito Alben. Aulæ nostræ Vice Cancell. Rollando Palatino, & Comite Posonien. Stephano Bano totius Sclavoniæ. Chach Magistro Tavarnicorum nostrorum & Comite super. Laurentio Vaivoda Ultrasilvan. Comite de Dolcon. Paulo Judice Curiæ nostræ, & Comite Zaladien, Dionisio Zouguexam, Stenico Sumigien. Nicola Magistro Dapiferorum nostrorum, Bagon Magistro Pincernarum nostrorum, & Comite de Bacca Emoys Marescalo, Benedicto Marunienfi Nicolao Ferrei Castri, Dominico Zavaien. Hon. Varosdien. & aliis quàm plurimis Magistratus, & Comitatus tenentibus . . . . Anno Domini Mill. CCLI. nono Kal. Decembris, Regni autem nostri sextodecimo.

ANNO 1251.

CCCLXXXIV.

13. Dec. BRABANT ET COLOGNE. *Traité d'Accord & d'Alliance entre* HENRI *Duc de Brabant & la Ville & les Habitans de* COLOGNE, *fait à Louvain, le* 13. *de Decembre.* 1251. [PLACARTS, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Chap. I. pag. 545.]

HENRICUS Dei gratiâ, Dux Lotharingiæ & Brabantiæ, Universis præsentes Litteras inspecturis salutem. Universitatem vestram scire volumus quòd mediante viro Nobili, dilecto consanguineo nostro & fideli Domino Ottone, Comite Gelriæ inter nos & Dominos terræ nostræ ex parte unâ, & Cives Civitatis Colonienfis ex alterâ, usque in hodiernum diem sedata est omnis querimonia sive querela, & amicitia perpetuata. Ita scilicet quòd Cives & Mercatores Colonienses undique in terra nostra, & Dominio cum rebus suis, & personis eundo, redeundo atque morando, sine calumnia, & arrestatione salvi sint & securi, & è converso homines terræ nostræ, Civitate & Libertate Colonienfi, tam in aquis, quàm in terris soluto thelonio debito & consueto.

Item ordinatum est hinc inde quòd in terra nostra, ubi Cives Colonienses debita contraxerint, conventiones seu pactiones fecerint, ibidem stabunt juri & sententiæ Scabinorum, sive secundum legem patriæ tractabuntur. Similiter & homines nostri de debitis suis, conventionibus, seu pactionibus in Civitate & libertate Colonienfi. Nec occasione ipsorum debitorum, conventionum vel pactionum alter alterius res vel personas in Civitate Colonienfi vel in terra nostra accipere poterit vel arrestare.

Cæterùm si contigerit (quod Deus avertat) quòd Reverendissimus Pater Dominus noster, Dominus Colonienfis Archiepiscopus & nos discordaremus, quòd propter hoc, dicta non impediretur ordinatio & concordia, nec alter super alterum occasione ipsius discordiæ acciperet vel puniret, verùm remanerent hinc inde, tam in terra nostra, quàm in Civitate Colonienfi cum rebus suis & marcandisis, absque timore, sub bono conductu & securitate. Et ut hoc in perpetuum firmiter observetur, in testimonium & firmitatem perpetuæ amicitiæ & sedationis discordiæ, sigillum nostrum præsentibus appofuimus, unà cum sigillis oppidanorum nostrorum de Lovanio & de Bruxella. Datum Lovanii mense Decemb. Anno Domini 1251. in die Beatæ Luciæ Virginis gloriosæ.

CCCLXXXV.

1252. *Literæ quibus continentur Conditiones Treugarum inter Regem Francorum* LUDOVICUM IX. *&* SARACENORUM SOLDANUM *initarum.* [MATTH. PARIS, Historia Major, pag. 843.]

REVERENDO in Christo Patri & Domino R. Dei gratia Ciceftrenfi Episcopo, Guilielmus ejusdem miseratione Aureliacensis minister indignus; salutem & cum omni reverentia & honore tanquam Domino ac patri paratam ad beneplacita voluntatem. Paternitati vestræ, rumores sub brevitate scribimus de partibus transmarinis, qui tales sunt. Dominus ac excellentissimus Rex Francorum, iniit treugas usque ad quindecim annos cum infidelibus Saracenis. Et terra totius Regni

ANNO 1252. Regni Hierosolymitani cum omnibus Captivis Christianis, qui Esclavi vulgariter appellantur, citra flumen Jordanis est reddita eidem: & residuum de summa pecuniæ quam pro sua captione Saracenis debebat, ei similiter est remissum; cujus summa fuit quinquaginta millia marcarum argenti.

CCCLXXXVI.

22. Mai. L'EMPEREUR ET SAVOYE. *Donation faite par* GUILLAUME *Roi des Romains à* THOMAS DE SAVOYE *Comte de Maurienne, des Villes & Châteaux de Turin, de Montcalier, de Rivoles, de Colegno, Cavours, Yvrée, du Pays de Canavais & autres Lieux. Faite le* 22. *Mai*, 1252. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 93.]

GULLIELMUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus. Universis Imperii fidelibus, hanc paginam inspecturis gratiam suam, & omne bonum: Ex ubertate culminis nostri provenit, ut Nobiles, & Magnates Imperii gratis præveniamus beneficiis, ac dignis honoribus exaltemus, promotionibus eorundem, tam benignè, tamque favorabiliter insistendo, ut ad obsequendum nobis alii eorum exemplo facilius inducantur, significandum itaque duximus universis, & singulis tam præsentibus quàm futuris; quòd nos de affluenti munificentia celsitudinis Regiæ, dilectum ac fidelem nostrum THOMAM DE SABAUDIA *Comitem*, intendentes liberaliter promovere Civitatem, & Pontem Thaurinensem, & Bastiam, quæ est juxta dictum pontem, villam, & pontem Montiscalerii, Dominia Castrorum Ripollarum, Collegii, Montosolii, Castri veteris, Gavarreti, feudum quod tenent illi de Plosasco ab Imperio quod est quoddam parvum pedagium in Taurino, scilicet quatuor denarios in Trosello, feudum de Broni, quod est quoddam castrum antiquum dirutum, cum quadam parva villa, feudum quod Dominus Bertholdus de Non, & Fratres sui tenent ab Imperio, & est quædam villeta, sive forteretia inter Montem Calerium, & Karum, & vocatur villa, & finis de Celles, & specialiter, & generaliter omnia allodia, feuda, & Dominia in Civitate, & Diocesi Thaurinensi, præter homagia Marchionis Montis-Ferrati, & Saluciarum, Civitatem Yporregiæ, & totum Dominium Canapicii, & castri Lancei, cum hominibus, honoribus, juribus, Plateaticis, molendinis, furnis argentariis, Angariis, Parangariis cum plateis, Coloniis, terris cultis, & incultis, aquis, aquarum decursibus, silvis, venationibus, piscationibus, rationibus, regalibus omnibus, necnon possessiones, servicia, census, pensiones, laudimia, justitias, pedagia, thelonia, vias publicas, flumina, nemora, pascua, insuper merum, & mixtum Imperium, & Jurisdictionem omnimodam eorundem locorum, & inhabitantium, & demùm omnia alia bona, & jura corporalia, & incorporalia, cum omnibus appenditiis & pertinentiis suis, tam intùs quàm extrà, necnon adepta, quæstas, taillas, alias exactiones consuetas, & quæ de jure alias, per nos, vel speciali mandamento nostro, in eisdem locis, fieri possent eidem, & hæredibus suis utriusque sexus, in feudum affignamus, concedimus, & donamus, Præcipientes omnibus Nobilibus, militibus, & hominibus dictorum locorum, cujuscumque conditionis sint, vel sexus, ut ipsum in Dominum recipiant, ac fidelitates, & homagia debita, & consueta faciant, & sibi, & dictis hæredibus, Castellanis, vel vicariis, vel aliis procuratoribus, vel nuntiis suis, cujuscumque nomine, censeantur de universis redditibus, & proventibus, necnon juribus dictorum locorum, corporalibus, & incorporalibus respondeant, & satisfaciant plenariè de prædictis, atque prout ad utilitatem suam, & hæredum suorum à quoquam melius, & plenius posset intelligi, in præmissis universis, & singulis, sicut vero Domino per omnia, & in omnibus pareant, obediant & intendant: Ad hæc ex uberiori gratia eidem concedimus, quòd per totam terram suam possit monetas de novo cudere, & nundinas atque mercata constituere, & pedagia seu Thelonia levare, aliqua præscriptione temporis (excepta centenaria) nonobstante: errorem autem seu defectum, si quis est, vel fuerit in prædictorum, vel infra scriptorum omnium, vel ipsorum aliquo, seu in hoc privilegio, vel in aliqua parte sui, vel etiam de facto, vel de jure, inventari, vel vocari posset ab aliquo, sicut ad utilitatem super addicti Comitis, & hæredum suorum à quoquam melius, plenius, & utilius interpretari, specificari, exprimi, aut declarari posset, vel intelligi proprio motu, & ex certa scientia supplemus, & interpretari, & intelligi volumus de Regiæ plenitudine potestatis, nonobstantibus legibus illis rescriptis, & constitutione quæ dicit, quod privilegia debeant revocari, & generaliter omni, vel aliquo jure generali, vel speciali usu, consuetudine, seu statuto, indulgentia, libertate, rescripto etiam Imperiali, seu Regali, vel privilegio cuicumque, vel quibuscumque conceffis, impetratis, vel impetrandis sub quocumque tenore verborum, vel aliquo alio, per quod supradicta, vel ipsorum aliquod, in totum, vel in partem infringi, vel revocari, differri, vel perturbari, vel impediri possent aliquatenus, vel deberent, adeo quod in supradictis, vel ipsorum aliquo, nec nostra, nec successorum nostrorum, secunda jussio expectetur, sed incontinenti fides adhibeatur, & executioni mandetur, cuncta, & singula, sine quolibet obstaculo, cum effectu, & irrevocabiliter, plenissimam habeant roboris firmitatem. Mandamus igitur sub interminatione gratiæ nostræ districtè præcipientes, & Regali sancimus Edicto, quod nullus Dux, Marchio, nullus Comes, nullus Vicarius, vel Capitaneus, nulla Potestas, nullus Prælatus, nulla utique persona alta, vel humilis, Ecclesiastica, vel secularis sit, quæ contra hanc nostram conceffionem, donationem, interpretationem, vel suppletionem venire audeat, vel ipsas in totum, vel in partem in aliquo violare, vel alicujus ingenii scrupulo infringere, vel etiam contraire, quod qui facere præsumpserit, et attentaverit, gravem offensam nostræ Celsitudinis, & Majestatis indignationem, se noverit incursurum. Insuper pro solo conatu etiam in reatus sui pœnam, mille marchas argenti puri persolvat, medietatem Cameræ nostræ, reliquas vero prædicto Comiti, vel hæredibus suis, prout est hactenus in Imperio consuetum; Ad horum autem omnium, & singulorum evidentem memoriam, ac robur irrevocabile in posterum valiturum, hoc præsens privilegium exinde conscribi, & sigillo nostræ Celsitudinis, jussimus communiri: Testes qui interfuerunt sunt hii, Venerabilis P. Frater Hugo, tituli Sanctæ Sabinensis Presbiter Cardinalis, in Alemania Apostolicæ Sedis Legatus, Abbas Sancti Trudonis, dilectus Capellanus noster, Joannes de Ambleone Decanus Sancti Andreæ Gratianopolit. Diocesis, Domini Papæ Capellanus, Humbertus Capellanus Yennæ. Datum Trajecti Leodensis Diocesis, XI. Calend. Junii, anno Domini M. CC. LII. Indict. X. Regni nostri anno quarto.

CCCLXXXVII.

*Testament d'*AME' IV. *Comte de Savoye, fait le* 19. *Septembre*, 1252. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 69.] 19. Sept. SAVOYE.

In nomine Domini nostri JESU CHRISTI.

ANNO ejusdem millesimo ducentesimo quinquagesimo secundo, Indictione decima, die Jovis, decimo nono mensis Septembris. Ego *Amedeus Comes Sabaudiæ*, cupiens humanæ sortis eventum prævenire, cum melius sit spe mortis vivere, quam spe vitæ, ad mortem subitaneam devenire, & maximè cum nihil sit quòd magis hominibus debeatur, quàm ut supremæ voluntatis liber sit stilus, & licitum, qui iterum non redit arbitrium, sanus mente, ac bonæ memoriæ liber, æger corpore, volo facere, & facio Testamentum meum nuncupativum, seu ultimam voluntatem, dispositionem, vel ordinationem de bonis, rebus, juribus, possessionibus, & quasi meis Dominiis, & jurisdictionibus, & aliis universis & singulis aliquo jure, & occasione ad me pertinentibus, & de his quæ teneo, habeo, possideo, vel quasi Ego, & alius nomine mei in hunc modum. In Primis, volo, facio, & instituo *Bonifacium Filium meum*, mihi hæredem in omnibus bonis meis, juribus, possessionibus, & quasi Dominiis, jurisdictionibus, & omnibus aliis universis, & singulis aliquo jure, & occasione ad me pertinentibus, & de his quæ teneo, habeo, possideo, & quasi Ego, & alius nomine mei, exceptis his, quæ aliis in hoc modo testamento, ultima voluntate, & dispositione dedero, donavero, legavero, seu reliquero tali modo, quod quandocumque contingeret dictum B. Filium meum, mori sine hærede masculo de Uxore, volo & præcipio, quod omnia prædicta bona, jura, possessiones, quasi Dominia, jurisdictiones, & alia supradicta ad me pertinentia remanent, & revertantur dilecto *Fratri meo Thomæ de Sabaudia*

ANNO 1252. *bâudia Comiti*, & hæredibus ſuis maſculis ab Uxore procreatis, & dictum *Thomam Fratrem meum*, & hæredes ſuos masculos ab Uxore procreatos, dicto *B. Filio* meo, in prædictis univerſis, & ſingulis ſubſtituo, *Beatricem Filiam* meam, Uxorem quondam Manfredi, Marchionis Salutiarum, & *Margaretam Filiam* meam Uxorem Bonifacii Marchionis Montisferrati, michi hæredes inſtituo in dotibus, quas pro ipſis dedi ſupradictis Marchionibus Montisferrati, & Salutiarum, in quibus dotibus volo, & præcipio ipſas Filias meas eſſe contentas de bonis meis. Item quod amplius non petant, vel requirant aliquid in bonis meis, Donationem autem cauſa mortis, vel inter vivos, ſi quam aliquando feci, prædictis Filiabus meis, vel alteri ipſarum, aut aliis nomine ipſarum, ſive pro ipſis, aut pro una earundem, vel legatum, ſi quod eis vel alteri ipſarum feci, vel legavi, ſive ad opus unius, vel ambarum, ſeu inſtitutionem hæredis; ſi quam aliam feci, huc usque de ipſis vel aliqua ipſarum penitus revoco, & ea nullo modo volo valere, ſed volo, & præcipio quod iſti teſtamento, nuper à me facto, ultimæ voluntati, & ordinationi ſtetur, & quæ in eis ſcripta ſunt inviolabiliter, & perpetuo teneantur, cuſtodiantur, & ſerventur, *Ceciliæ vero dilectæ Uxori noſtræ* dono, & lego ad vitam ſuam, & dum ſine marito in Terra noſtra ſteterit, Terram quam tenet, & ſi contingerit ipſam nubere, ſive maritum accipere, volo, & præcipio quod habeat dotem quam pro ipſa, ſive nomine ipſius recepi, & mille libras Viennenſes pro melioramento, quas volo & præcipio quod habeat, ultra dotem ſuam, de bonis meis, in quibus mille libris, & dote quam pro ipſa, ſive nomine ipſius recepi, volo quòd ſit contenta ita quod amplius non poſſit petere in bonis, ſive ab hæredibus meis ratione, ſive occaſione dotis, donationis propter nuptias, ſive alterius lucri nuptialis, vel alia qualibet de cauſa. Item volo, præcipio, ordino, & ſtatuo quod dictus *Thomas Frater meus*, ſit tutor dicti *Bonifacii Filii mei*, & eundem *Thomam Fratrem* meum, dicto *B. Filio meo* do, & ſtatuo atque ordino Tutorem, præcipiendo, atque mandando univerſis Caſtellanis, Vaſſalis, & Baillivis, & aliis univerſis fidelibus meis nobilibus, & ignobilibus, Ut dicto *Thomæ Fratri* meo nomine, & ex parte dicti *B. Filii* mei, dum fuerit in tutelâ ipſius *Thomæ*, aut dum duraverit ipſa tutela, eidem obediant, & reſpondeant, tanquam mihi, vel *B. Filio meo* obedirent, & reſponderent. Item volo, & præcipio quod *Beatrix Filia mea* minor inter Monaſterium Bituminis, & ibidem ſit Monialis, & pro ipſa ibidem recipienda, & ſepultura mea, & pro remedio animæ meæ, & parentum meorum dono, & lego Domui Bituminis, in ſepulturam meam eligo, & ſepeliri volo, omnia vaiſſalamenta mea aurea, & argentea, & omnes annulos meos, & omnia alia monilia mea, & immobilia, præter groſſum annulum quem dono, & dimitto dicto *B. Filio meo*, & omnia molendina quæ habeo apud Chamberiacum. Item dono, & lego pro remedio animæ meæ, & parentum meorum, Domui Vallis Sancti Hugonis, mille ſolidos Viennenſ. Domui Carthuſiæ mille ſolidos, Domui Aillonis mille ſolidos, Domui Arveriæ mille ſolidos, Domui Montis-Benedicti mille ſolidos, Domui Stamedei mille ſolidos, Domui Altæ-Combæ mille ſolidos, Domui Sancti Sulpitii mille ſolidos, Domui Montiſſonis mille ſolidos, Domui Sancti Mauricii in Chablaſio mille ſolidos, Domui Montis-Cyneſii mille ſolidos. Item volo, & præcipio quòd omnes clamores mei, & debita mea amicabiliter, & ſine ſtrepitu judiciorum ſolvantur, & pacificentur à dicto *Thoma Comite Fratre meo* tutore dicti Filii mei, & etiam legata omnia, & relicta ſeu donata in hoc teſtamento, ultima voluntate, diſpoſitione, vel ordinatione. Quæ omnia univerſa, & ſingula ſupradicta, prædictus *Thomas Comes Frater meus*, in mea præſentia, & teſtium infra ſcriptorum promiſit, & tactis ſacro-ſanctis Dei Evangeliis, juravit attendere, & inviolabiliter cuſtodire, & cuſtodiri facere. Volo etiam, & præcipio quòd hoc meum teſtamentum nuncupativum, ultima voluntas, diſpoſitio, vel ordinatio valeat jure teſtamenti nuncupativi. Et ſi jure teſtamenti nuncupativi non valeret, ſaltem valeat jure codicillorum, vel jure cujuſlibet alterius meæ ultimæ voluntatis, ordinationis, vel diſpoſitionis. Volo etiam, & præcipio Hugoni Sancti Max. de Montemeliano, & Michaëli de Secuſia publicis Notariis, ut de hoc prædicto meo teſtamento, ultima voluntate, diſpoſitione, vel ordinatione, & de contentis in ipſis, faciat quilibet ipſorum, unum inſtrumentum, vel plura, ſi opus eſſet, unius, & ejusdem tenoris. Actum eſt hoc apud Rupetulam in Camera Comitiſſæ, ubi fuerunt teſtes vocati, & rogati Dominus Jacobus Abbas Secuſiæ, dictus Dominus *Thomas Comes*, Dominus Humbertus de Sayſſello, Dominus G. frater ejus, Dominus Guillermus Phalaſtey, Dominus Roſtagnius de Rupetula, Humbertus Marescalli de Montemeliano, Hugo de Corianna, Guillermus de Cuyna, Guillermus de Coteyardis, &c. *Signé* Hugo.

ANNO 1252.

CCCLXXXVIII.

1253. 1. Mars.

Poteſtas per Regem Francorum LUDOVICUM IX. *ſuis Fratribus* ALPHONSO *Pictaviæ & Tholoſæ*, & CAROLO *Andegaviæ & Provinciæ Comitibus, facta de Treugis cum* REGE ANGLIÆ *ſuo nomine ineundis, atque firmandis. In caſtris juxta Joppen* 1. *Martii* 1253. [Pièce, tirée du LV. Vol. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliés en rouge.]

LUDOVICUS Dei Gratia Francorum Rex, univerſis præſentes Litteras inſpecturis ſalutem. Noveritis quod nos cariſſimis Fratribus ac Fidelibus Noſtris Alphonſo Pictaviæ & Tholoſæ, & Carolo Andegaviæ & Provinciæ Comitibus aut alteri ipſorum altero decedente (quod abſit) aut abſente a Regno, ſeu vices ſuas alteri fratri noſtro per ſuas patentes Litteras, ſuper hoc ſpecialiter committente, ſpecialem poteſtatem concedimus ineundi Treugas, & firmandi pro nobis ergà Regem Angliæ illuſtrem, quandocunque viderint expedire, nec non & jurandi eas in animam noſtram ſi neceſſitas id exposcat, ratum habituri & gratum, quidquid iidem fratres, vel alter eorum ſecundum quod prædictum eſt, ſuper eo duxerint faciendum. Actum in Caſtris juxta Joppen Anno Domini 1253. Menſe Martii prima die menſis.

Et ſont les dictes Lettres cy deſſus ſcellées.

CCCLXXXIX.

22. Sept.

Declaration de CATHERINE *Ducheſſe de Lorraine & de* FERRIS *ſon Fils, portant que le Droit, & Commandiſe que ceux de Toul leur ont donné dans leur Ville, n'eſt qu'à vie & ſans préjudice de la fidelité dûe au Seigneur de ladite Ville. Fait le jour de St. Maurice* 1253. [La Véritable Origine des Illuſtres Maiſons d'Alſace de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves, pag. 143. Extrait des Archives de la Ville de Toul.]

NOUS KATHERINE Ducheſſe de Loherenne & Marchiſe, & nous FERRIS ſes fis Ducz de Loherenne & Marchis, faiſons ſçavoir à touts ceaux que ces Lettres verront & orront, que les convenances que nous avons envers l'Univerſité des Citeins de Toul, & ilz envers nous, pour l'occaſion de la commandiſe que nous avons recheuës d'eux & de lor choſes; ſont faittes & enténduës ſauf le droit & ſalve la feautei que nous & ils devons ou devrons au Seignour de la Ville, ne durent forz que à la vie de nous FERRIS devant nommez. Et pource que ce ſoit ferme choſe & eſtauble. Je KATHERINE Ducheſſe ay mis mon ſeel en ces Lettres en tesmoignage de veritei. Et je FERRIS Dux d'avant nommez uſe dou ſeel ma mere devant nommée. Et tantoſt com je ſeray fors de mainbournie, je ſuis tenu de mettre mon ſeel en ces Lettres. Lesquelles furent faittes, l'an que li miliaires couroit par MCCLIII. le jour feſte S. Morice.

CCCXC.

1255. 25. Fevr.

Privilegium WILHELMI *Romanorum Regis, univerſis Civibus de* MULHAUSEN *conceſſum de non obliganda ſive oppignoranda Civitate Mulhauſen. Middelburgi* 5. *Calend. Martii. Indictione* (a) *duodecima, Anno* 1255. [LONDORPII Acta publica. Tom. XIII. Libr. XIV. ſub Cap. XXXV. Lit. D. pag. 443.]

(a) Ou plûtôt XIII. Ou bien *Anno* 1254 [DUM.]

WILHELMUS *Dei gratia Romanorum Rex*, ſemper Auguſtus, univerſis Civibus de Mulhuſen dilectis fidelibus ſuis gratiam & omne bonum. Cùm in percelſæ dignitatis honore nos prætulit Exaltator humilium & Sceptrum Romani Regni, palmamque Victoris, divina nobis diſpoſitione commiſerit, ad libertatem Ecclę-

ANNO 1255. Ecclesiasticam & Statum Imperii pacificum reparandum tantò affectiosius & ardentius adspirare tenemur, quanto alacriori præsagio, & de cœlesti collegimus voluntate, conversionem nostram ad gremium sanctæ matris Ecclesiæ ac ad fidelitatem nostram adeò gratius acceptantes, quo ex hoc noster Regalis honor extollitur & servatur; Unde propter hoc contiguis nos proponimus magnificare favoribus & gratis beneficiis exaltare devotionem nostram, quam ad nos habere dicemini, dignis commendationum laudibus commendantes; Cœterum cum dignum sit, ut qui nostris beneplacitis voluntarie se coaptarunt, nos inveniant in justitia faciles, & in gratia liberales, tenore præsentium nobis duximus concedendum, in facto nobis homagio & fidelitatis debitæ, præstito juramento ad requisitionem dilecti fidelis nostri *Friderici de Trivirt*, quem vobis ad adventum nostri Nuncii venturi ad vos in proximo defensorem statuimus, per annum unum integrum ex nunc ab exactione sedeatis liberi & immunes, & ad prædictum Fridericum de Officio Sculteti respectum interim habeatis. Volumus etiam, ut murus, quem intra Civitatem & Castrum pro utilitate Civitatis exaltastis, ut dicitis, in suo statu persistat. Præterea districtius inhibemus, ne quis bona Imperii vendere vel emere audeat, nisi hominibus, qui nobis & Imperio immediatè subsunt, insuper cupientes vos ulteriori prosequi gratia & favore, vobis bona fide promittentes; *quod Civitatem de Mulhusen non obligabimus sive oppignorabimus, neque aliquem infeudabimus de eadem, sed eam specialiter volumus ad manus nostras servare.* Super redditibus autem officiorum Civitatis Telonii & Monetæ videlicet, vos saltem exaudimus usque ad adventum prædicti Nuncii nostri, qui tunc, sicut Ei expedire videbitur, juxta vestrum beneplacitum ordinabit de redditibus nominatis, ad hæc privilegia Civitatis prædictæ vobis à nostris legitimè Præcessoribus Imperatoribus seu Regibus ritè concessis, proutque per nos examinata fuerunt, deducimus medio tempore habere roboris firmitatem.

Datum *Middeburg* 5. Calendis Martii, Indictione duodecima, Anno Domini M. CC. LV. Regni verò nostri II.

CCCXCI.

Mai. BRABANT ET S. TRON. *Traité & Confédération entre* HENRI III. *Duc de Lorraine & de Brabant, & les Habitans de la Ville de* S. TRON *dans le Païs de Liége, fait au mois de Mai de l'an* 1255. [AUBERT LE MIRE, Diplomat. Belgicorum Tom. I. Cap. LXXXIII. pag. 179. & CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 94.]

UNIVERSIS præsentem paginam inspecturis Scultetus, Scabini, Magistri jurati, totaque Communitas opidi S. Trudonis, salutem & infrascriptorum cognoscere veritatem.

Cùm propter multa incommoda & tribulationes diversas, quæ nos & opidum nostrum circumdant & adveniunt, nullis nostris demeritis exigentibus, auxilium & protectionem atque defensionem illustris viri Domini HENRICI, Ducis Lotharingiæ & Brabantiæ, Advocati nostri majoris, oporteat invocare, universitati vestræ notum esse cupimus, quòd nos de communi consilio & voluntate opidi nostri prædicti, cum dicto Domino Duce, Advocato nostro majore, talem compositionem & confœderationem statuimus & fecimus.

Quòd in ejus expeditionem communem, scilicet quæ fit propter defensionem terræ suæ, sive pro injuria terræ ipsius illata, tanquam alii opidani sui, videlicet *Diestenses* & *Mechlinenses*, cum armis nostris bellicis & balistis ire debeamus & volumus, sicut & debemus, salvo per omnia jure Domini Leodiensis Episcopi, nostri Patris venerabilis.

Hoc etiam addito, quòd contra supradictum Patrem nostrum venerabilem Episcopum Leodiensem, & ejus Diœcesim, ire cum ipso Domino Duce præfato non debeamus, licet tota terra Brabantica illuc suam direxerit expeditionem: nisi palam & omnibus notum fuerit, quòd ipse Episcopus Dominus Leodiensis præfatus injuriam manifestam eidem Domino Duci inferre præsumat & velit.

Ut autem præmissa omnia rata & inconcussa permaneant præsentem paginam prænominato Advocato nostro Domino Duci, & ejus successoribus sigilli nostri munimine contulimus & dedimus roboratam. Datum & actum anno Domini M. CC. LV. mense Maio.

CCCXCII.

ANN 125[illegible] Juin. *Prorogatio Treugarum seu Inducirum juramento confirmata per* SIMONEM DE MONTFORT *Comitem Leycestriæ, &* PETRUM DE SABAUDIA *Legatos Regis ab una, &* LUDOVICUM Sanctum *Regem Francorum suosque Fratres ab altera parte. Mense Junio* 1255. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, pag. 129. réliez en rouge.]

UNIVERSIS præsentes Litteras inspecturis Simon de Monteforti, Comes Leycestriæ, & Petrus de Sabaudia Comes, salutem. Notum facimus quod nos plenam & liberam Potestatem habentes a Carissimo Domino nostro Heinrico Rege Angliæ illustri super Treugis inter Ipsum Dominum nostrum Regem Angliæ, & Edoardum Filium ejus & Richardum Comitem Cornvalliæ, & Guillelmum de Valentia fratres ipsius & imprisios, valitores, & homines suos ex una parte, & Regem Francorum illustrem, tam pro ipso Rege & fratribus suis, quam pro imprisiis, valitoribus & hominibus suis ex altera; capiendis, prorogandis, & firmandis, dictas Treugas firmavimus in forma in qua prius erant inter ipsos, addito quod hæredes illorum, qui pro utraque parte nominati erant in forma prædicta, & postmodum decesserunt, in Treugis remaneant loco ipsorum quibus in hæreditate ad ipsius Domini Regis Angliæ feodum vel Dominium pertinente, succedent, amoto etiam quod memoratus Rex Francorum Dictatores Treugarum ab ipso institutos, pro Treugarum interceptionibus emendandis & prædictus Rex Angliæ Dictatores suos similiter mutare poterunt, quoties viderint faciendum, & suæ placuerit voluntati, ab instanti Festo Sancti Remigii usque ad terminum trium annorum continue subsequentium duraturas, & supradictis Treugis a Domino Rege Angliæ supradicto bona fide observandis, data nobis super hoc potestate, in animam ipsius Domini Regis, in prædicti Regis Francorum præsentia super sacrosancta Evangelia præstitimus juramentum.

In cujus Rei Testimonium præsentibus Litteris Sigilla nostra duximus apponenda. Actum Parisiis Anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo quinto, Mense Junio.

Et sont lesdictes Lettres cy-dessus transcrittes scellées en double queuë de parchemin, pendant au reply de deux seels ou cachets desdicts Sieurs Ambassadeurs sur cire blanche. Et sur le reply est escrit ce qui s'ensuit:

De Treugis inter Franciæ & Angliæ Reges.

CCCXCIII.

10. Nov *Romanorum Regis* WILHELMI *Constitutio; Quâ Pacem in Imperio instauratam, confirmat, Vindictam propriam prohibet, & coram Judiciario Cæsareo jus esse prosequendum edicit, atque ordinat. Facta apud Oppenheim Anno* 1255. *in Vigilia S^ti. Martini.* [JOANN. PHIL. DATT, Volumen Rerum Germanicarum novum Libr. I. Cap. IV. pag. 22. §. 20. où l'on cite *Privilegia Rhenanæ Nobilitatis* anno 1624. Moguntiæ typis excussa.]

WILHELMUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis præsentes Literas inspecturis dilectis fidelibus suis gratiam suam & omne bonum. Gratias agimus Domino Deo nostro gratiarum omnium largitori, pro eo, quod clamoribus pauperum, bellorum & discordiarum temporibus & afflictione continua per perversorum tyrannidem miserabiliter oppressorum auditis paterne & misericorditer exauditis tranquillitatem & pacem, quæ jam dudum exilium passa est, largifluam pietatis suæ gratiam per ministerium & labores humilium, maxime his diebus, quibus Romani Regni gubernacula feliciter obtinemus, miraculose & potenter induxit & contulit toti mundo, ad laudem & gloriam sui nominis ac salutem & commodum totius Imperii Christiani. Nos igitur in nomine Domini nostri Jesu Christi Pacem instauratam salubriter & consultè juratam, totis affectibus & puro corde colentes autoritate Majestatis Regiæ confirmamus, volentes & desiderabiliter affectantes, ut dicti seculares, Monachi,

ANNO 1255. chi, Moniales, & omnes Religiosi, cujuscumque conditionis & ordinis, Laici etiam & Judæi hujus pacis & tranquillitatis commodo gaudeant perpetuo & fruantur. Ut autem inter Nobiles Terræ & Civitates non possit dissensionis vel discordiæ scrupulus suboriri, per quem hoc sanctum pacis negotium impediri valeat vel turbari, de concordi consensu & unanimi voluntate Nobilium etiam & Civitatum, ex matura deliberatione nostri Consilii sic decrevimus statuendum: ut Nobiles & Domini Terræ Judiciis suis juste utantur, Jura sua per omnia obtineant, sicut debent. Ab illis & hominibus, qui in eorum Jurisdictionibus commorantur, ea servitia & Jura recipiant & requirant quæ ipsi & progenitores etiam eorum ante triginta vel quadraginta seu quinquaginta annos juste facere consueverunt, & illi, & ipsi Domini sint contenti. Omnes etiam Ecclesiæ, Civitates & Oppida, & earum quælibet juncta specialia Jura sua gaudeant & fruantur, pacificè & quietè, illis libertatibus, honoribus & Juribus generalibus & specialibus, quæ obtinuerunt, hactenus ex antiquo. Si autem Nobiles & Domini prædicti, per Civitates sibi illatas injurias conquerantur, ipsi propter hoc nullum captivabunt, nec eorum pignora capient, nec etiam motu proprio contra ipsos procedent aliquatenus ad vindictam, sed coram nobis, vel A. Comite de Waldeck nostro Judiciario, aut Sculteto Boppardiense, Sculteto Francofurtense, Oppenheimense, Hageno, Weissenburgense vel Colmariense, suas injurias recto judicio & per justam sententiam prosequentur. Civitates autem & Oppida Injurias suas, si quæ ipsis illatæ fuerint, Juramento indicto, sicut promissum est coram nobis, vel aliis prosequentur. Ita quod quilibet Nobilis & unaquæque Civitas & Oppidum recursum habeat ad Judicem, unum de prædictis plus sibi vicinum, pro suis injuriis prosequendis. Si autem Civitates & Oppida propter negligentiam Judicis non poterunt Judicium & justitiam obtinere, ex nunc Nobiles & Civitates propter observationem pacis juratæ totis viribus eorum collectis, contra illum injuriatorem procedent hostiliter, nec ex eo pax censebitur violata. Si vero Civitates vel Oppida aliqua, Nobiles vel quicunque alii pacem violaverint in aliquo prædictorum, sub obtentu gratiæ nostræ districtissimè præcipimus, ab omnibus fœdere conjuratis procedi hostiliter contra illos, ut sic pax omnimode conservetur, & in posterum inconcussa permaneat, & illæsa. Ut autem hæc salubria & jurata nostra statuta, rata & firma permaneant, ab omnibus inviolabiliter observentur, has Literas Regiæ Majestatis sigillo duximus roborandas. Actum apud Oppenheim Anno MCCLV. Vigilia S. Martini. Indictione XIV.

CCCXCIV.

1254. 1255. & 1256. *Formula Pacis publicæ per* GEBHARDUM *Archiepiscopum Moguntinum*, CHUNEZ *Colonienſem*, ARNOLDUM *Trevirenſem*, *atque plurimos* EPISCOPOS *videlicet*, Wormatienſem, Argentinenſem, Baſileenſem, Metenſem, *nec non* ABBATES, COMITES, *&* CIVITATES IMPERIALES *quàm plurimas*, *in ſecuritatem viarum*, *& tranquillitatem publicam*, *ad decem annos ſancitæ*, *& ad quam obſervandam in quovis Dominio quatuor Viri fide digni electi & conſtituti ſunt. Actum annis* 1254. 1255. *&* 1256. *in Civitatibus Wormatia*, *Moguntia*, *& Colonia.* [LUNIG, Teuſch Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortſetzung II. p. 3.]

In nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis Amen.

JUDICES & Conſules & univerſi *Cives Moguntinenſes*, *Colonienſes*, *Wormatienſes*, *Spirenſes*, *Argentinenſes*, *Baſilienſes & aliæ Civitates*, *ſanctæ pacis fœdere* conjuratæ, omnibus Chriſti fidelibus ſalutem in eo, qui auctor eſt pacis & principium ſalutis. Cum terrarum pericula & viarum diſcrimina nonnullos ex noſtris jam per multum temporis diſceſſum deſtruxerint penitus, & plerosque bonos & idoneos traxerint in ruinam, ut innocentes opprimerentur ſine calculo rationis; ad obviandum hujuscemodi tempeſtatibus & procellis modum rimari oportuit & perquiri, per quem noſtri ſaltim termini & diſtrictus omiſſa æquitatis digreſſione poſſint ad pacis orbitam revocari.

1. Hinc eſt, quod nos ſerie præſentis ſcripti cupimus innotescere univerſis, quod nos, cooperante Domino Jeſu Chriſto, pacis auctore ac amatore, per quem totius boni exordium eſt & via, propter culturam pacis & juſtitiæ obſervationem convenimus unanimiter in hanc formam, præſtitis juramentis nos invicem aſtringendo a feſto S. Margaretæ nunc inſtanti ad decem annos; videlicet anno Domini 1235. *pacem generalem* juravimus firmiter obſervare. Quam utique pacem venerabiles Patres ac Domini, *G. Moguntinus*, *Conradus Colonienſis*, *Arnoldus Trevirenſis*, *Archiepiscopi*; *Richardus Wormatienſis*, *Henricus Argentinenſis*, *Jacobus Metenſis*, *Bertoldus Baſilienſis*, *Epiſcopi*; nec non *multi Comites & Nobiles terræ* nobiscum juraverunt, *jus thelonia injuſta eſſe*, ſicut & nos tam in terris, quam in aquis benigne & liberaliter relaxantes. Tanto quoque fœdere firmitatis ſervabitur hoc promiſſum, ut non ſolum majores inter nos hoc communi præſidio gratulentur, verum univerſi minores cum majoribus *Clerici*, ſeculares & omnes Religioſi, cujuscunque ſint ordinis, *Laici & Judei*, hac tuitione perfrui ſe gaudeant, & in tranquillitate ſanctæ pacis valeant permanere. ANNO 1254. 1255. & 1256.

2. Quicunque vero hujus pacis violatores ac perturbatores extiterint, contra illos totis viribus inſurgemus, ipſos usque ad condignam ſatisfactionem compellendo. Propter quæſtiones tamen, quæ jam inter pacis fœdere conjuratos habentur, ac fortaſſis in poſterum emergere videbuntur, ne de his, quod abſit, nunc aut in futuro fomes discordiæ vel litis occaſio valeat ſuboriri, inventum eſt circa hoc remedium ſalutare, quod videlicet in qualibet Civitate, vel in quolibet Dominio nobis conjurato quatuor viri fide digni adjurati ſuper hoc eligantur, qui auctoritate plena ipſis ſuper hoc tradita ſub debito juramenti univerſas quæſtiones per amicabilem compoſitionem vel per Juſtitiam terminabunt.

3. Quod ſi per Jus aut per amicabilem viam has cauſas discindere nequierint & ſopire, quicunque quatuor juraverunt, quod ſuus Dominus aut ſua Civitas ad id, quod ei imponitur, non teneatur juxta Juris ordinem perſolvendum, idem Dominus vel Civitas ſuper eo, quod ei imponitur, penitus abſolvatur: Si vero horum quatuor aliquis diſceſſerit, alius loco ſui ſubſtituetur.

4. Si pax in aliquo Dominio, vel in aliqua Civitate fuerit perturbata, prædicti quatuor à Dominis vel à Civitatibus ad hoc deputati propter perturbationem pacis & ſuper negotio pacis tractando convenient, & de conſilio communi tractabunt, qualiter id honorificè valeat refieri & ſanctæ pacis forma poſſit ſtabiliri.

5. In Nomine Domini Amen. Anno Domini 1254. in octava ſancti Michaelis, convenientibus nobis in unum *conjuratis Civitatibus* tam ſuperioribus, quam inferioribus, pro pace ſervanda, in *Civitate Wormatienſi*, habito colloquio & tractatu diligenti ſuper his, quæ *paci* attinentur *generali*; ad honorem Dei & ſanctæ Matris Eccleſiæ, nec non ſacri Imperii, cui nunc præeſt Sereniſſimus Dominus noſter *Wilhelmus Romanorum Rex*; & ad communem utilitatem æqualiter divitibus & pauperibus ordinavimus hæc ſtatuta rite & inviolabiliter obſervanda, ut exinde gaudeant pauperes & majores, *Clerici*, ſeculares & Religioſi, *Laici* & *Judei*, nolentes in eorum exemtione, quæ viſa ſunt Reipublicæ expedire, rebus parcere vel perſonis, interclusis nobiscum Principibus & Dominis conjuratis.

6. Primo ſtatuimus, quod nullas expeditiones faciemus, niſi ſint de conſilio ſano Civitatum & Communitatum, & maxime ad illa loca, ubi magis neceſſarias habuerimus; nos invicem pro viribus adjuvantes & gravamina noſtra pariter ſuſtinentes.

7. Item conſtituimus, quod nulli communi paci reſiſtenti & nobis, juramenti nulla victualia ab aliqua Civitate aut ab aliquo Domino nobis conjurato, arma aut aliqua ſubſidia exhibeantur ſive à Chriſtianis, ſive à Judæis.

8. Item, ut nihil eis credatur, aut mutuo concredatur in noſtris Civitatibus, qui paci contrarii ſunt & nobis.

9. Item ſtatuimus, ut nullus Civium in quacunque Civitate familiaritatem cum ipſis habeat, aut ipſis præſtet conſilium, auxilium & favorem. Ita quod ſi hoc eſt notorium & manifeſtum, ſicut per verba ipſius poterit comprobari, extra Civitatem ejicietur, & in rebus & ædificiis ſuis in tantum punietur, ut aliis ſit exemplum ea de cetero dimittendi.

10. Item, ſi quis militum extra munitionem Domini ſui nobis adverſantis nos perſequitur, aut gravet, ſuum Dominum contra pacem generalem juvando; ſuper hujusmodi perſonam & res, qualescunque fuerint, reſpectum habebimus, nos in ipſo, quocunque modo poſſumus, vindicando. Et ſi idem in aliqua Civitate comprehenſus fuerit, tenebitur usque ad condignam ſatisfactionem. Villani vero, quorum tutores eſſe volu-

ANNO 1254. 1255. & 1256.

mus, & defendere contra injurias, ſi pacem nobiscum ſervaverint; Si tales contra nos proceſſerint, nos contra ipſos vindicta debita inſurgemus, & comprehenſos in Civitatibus malefactores noſtros puniemus.

11. Item volumus, ut Civitates omnes attrahant & adducant ad ſe *naves in paſſagiis*, ſeu vicinis, ut nullum ſit paſſagium, niſi ante Civitates conjuratas, ne inimicis pacis ullus Rheni tranſitus concedatur, vel aliud exinde commodum valeant reportare.

12. Item ſtatuimus, ut ſi quis Dominorum vel militum pacem nobiscum adjuvet promoveri, etiam pacem pro viribus tueatur; qui vero pacem nobiscum non juvaverit, excluſus à pace generali permanebit.

13. Item ſtatuimus, ut quicunque *jacebit in pignore* in Civitatibus noſtris, à Civibus & conjuratis pacem in omnibus habeat; Ita quod non ſinemus eum in noſtris Civitatibus ab aliquibus, quamdiu in illis fuerint, perturbari; ipſum immo pro viribus defendemus, & habebit pacem intrandi Civitatem & exeundi.

14. Item, ſi quis fidejuſſorum fidem ſuam violaverit, non jacendo in pignore, cum ſuper hoc à Civitate conjurata ter commonitus fuerit; creditor vel fidei receptor poteſt eum per Judices Civitatis licite pignorare, & in noſtræ Civitatis pignora deducere.

15. Super omnia affirmamus, volentes ſummo conamine laborare ad hoc, ut Domini & comprovinciales noſtri pacem & concordiam nobiscum & cum eis feliciter habeamus, ita ut ipſi in ſuo jure permaneant, & nos in noſtris juribus perſiſtamus.

16. Item firmiter ſub pœna diſtricta inhibuimus, ne aliquis Civium Dominis, quamvis noſtri ſint adverſarii, nullatenus obloquatur, volentes non eo minus in ipſis noſtras injurias vindicare, tamen ipſos Dominos priùs commonentes, ut à ſua deſiſtant injuria, ne contra ipſos procedere compellamur.

17. Item ordinavimus, ut de Civitate Mogontina Civitatibus inferioribus ſcribatur, quatenus quid tangit hoc negotium & de Wormacenſi Civitate ſuperioribus: tam querelæ, quam alia negotia noſtra, quælibet per eorum Literas exprimantur, & noſtri injuriatores commoneantur; læſi vero ſuis expenſis mittent Nuncios.

18. Item promiſimus, quoniam ſæpe indigemus; ut, in quocunque loco colloquium indixerimus, Domini & Civitates ſuos ſolemnes Nuncios mittant illos quatuor, qui ad hoc deputati ſunt, vel partem eorum, ſecundum quod tractatus negotii tunc agitantis expetit, qui plena autoritate à ſuis Civitatibus ſuper ordinandis quibuslibet perfruantur, & ibidem ſtatuta ſuis Civitatibus revelabunt: Omnes vero cum Nunciis Civitatum equitantes vel ad ipſos venientes pacem habebunt, ita quidem, ut nullo judicio occupari poſſint.

19. Item inhibitum eſt, quod nulla Civitatum ſibi aſſumat Cives non reſidentes, quod vulgo appellatur *Paleburger*.

20. Item promiſimus firmiter, quod ſi quis conjuratorum pacis pacem infregerit, nos velle celerius contra eum, quam contra extraneum procedere, & ipſum ad emendationem ſufficientem compellere.

21. Item promiſimus, nos & Dominos conjuratos invicem fideliter Literis noſtris præmunire ſuper omnibus, quæ percepimus de æmulis noſtris, ut de aliis, qui nobis obeſſe poſſunt, ut maturo nobis conſilio provideamus.

22. Item ſtatuimus, ut nullus præſumat curias aut domus Clericorum ſecularium, Religioſorum quorumcunque, griſeorum, nigrorum, alborum Monachorum, vel Monialium & aliarum Religioſarum, cujuscunque ſint Ordinis, ingredi violenter, aut ab eis hoſpitia, victualia, aut ſervitia, aut qualiacunque contra eorum requirere voluntatem, aut ullatenus extorquere. Si quis autem hoc temere duxerit attemptandum, reputandus & judicandus eſt tanquam pacis publicæ violator.

23. Item ſtatuimus, quod quælibet Civitatum ab his, quì pacem nondum juraverunt, ſibi vicinis & propinquis exiget & requiret, ut pacem jurent; quod ſi facere neglexerint, à pace ſegregati erunt penitus & excluſi, ita, ut nullus pacem in perſonis & rebus eorum, ſi contra eos quisquam fecerit, violet aut perturbet.

24. Item volumus, quod omnes Conjuratores, tam Domini, quam Civitates & alii ſe præparent adeo decenter & honorifice armati, ut cum neceſſitatem habuerimus, & ſuper hoc requiſiti fuerint, omni hora paratos inveniamus.

25. Item ſtatuimus, quod *Civitates de Moſella usque ad Baſileam* centum naves bellicas, & *Civitates inferiores* quingentas naves bellicas honeſtas & cum ſagitariis præparatas habeant, & quælibet Civitas pro poſſe ſe decenter & potenter cum armis equitariis & pedeſtribus præparet.

26. Item Anno Domini 1255. in Feſto Apoſtolorum Petri & Pauli, convenientibus Nunciis Dominorum ac Civitatum confœderatarum in Moguntia, præſente *Domino de Waldeke*, *Imperialis aulæ Juſtitiario*, ſtatuimus firmiter ſub pœna 10. marcarum Colonienſium ad fabricam cujusque Civitatis, ubi hoc infringetur; videlicet *quod nullus Judeus plus quam duos denarios ad ſeptimanam de libra reciperet in eadem quantitate de Colon. Hall. & Argentorato. Si vero ad annum cum ipſo pactaretur & conveniretur Judeus, recipere debeat quatuor uncios de libra*, & ſic de ſingulis. Opus enim erat his inſtitutis, quia Chriſtiani uſurarii excommunicantur & per Judicium ad reſtituendas uſuras coarctantur.

27. Item depoſuimus ibidem Cives, qui dicuntur *Balburger* totaliter & de pleno, ita quidem de cætero nulla Civitatum tales habebit & recipiet. Illi vero, quos recepimus, & recepturi ſumus, reſidebunt nobiscum una cum uxoribus & familia ipſorum cottidie per totum annum, excepto tamen, quod temporibus meſſium exibunt una cum uxoribus ſuis ad rus, pro colligenda annona, in vigilia ſanctæ Margarethæ, & non revertentur usque in diem Laurentii. Ita tamen, quod medio tempore relinquant in domibus ſuis familiam competentem, neque carebunt domus eorum igne & fumo, & erunt apertæ ſecundum conſuetudinem domorum, quæ inhabitantur.

28. Item tempore autumnali in die ſancti Mauritii poterunt exire ad rus ſimiliter per tres ſeptimanas, vinum ſuum congregando, domibus eorum, ſicut eſt præhabitum, procuratis.

29. Item convenientibus Civitatibus apud Wormatiam in colloquio generali anno Domini 1255. in aſſumtione ſanctæ Mariæ Virginis glorioſæ ſtatuimus ibidem, ut in omnibus Civitatibus & locis conjuratis ad pacem, quilibet hominum, habens in valore bonorum *ad quinque libras ſuæ monetæ* & ultra, dabit ſingulis annis in quadrageſima *unum denarium*; quam pecuniam congregabunt in qualibet Civitate viri quatuor idonei ad hoc deputati & juraſi: de qua eleemoſina ædificabitur domus pacis; uſuras etiam ibidem, quantum in nobis fuit & eſt, condemnamus, formam pacis per omnia confirmantes.

30. Item indiximus colloquium apud Argentinam in feſto Michaelis pro pacis negotio conſervando, ad quod accedentes Nuncii Civitatum captivati ſunt *ab Emichone Comite de Liningen in villa Herde*, clam & ſub noctis ſilentio, Arnoldus Camerarius, Fridericus Sculletus Mogontinenſis, Wolframus miles, Henricus & Richardus Wormatienſes, & deducti in Caſtrum Landeke, anno Domini 1255. in vigilia Sancti Michaelis. Poſtea ſtatim ad habendum tractatum pro eodem convenimus apud Wormatiam in die Sancti Calixti. Conſtituimus *quatuor Colloquia generalia* pro ſanctæ pacis negotio in perpetuum in hunc modum conſervanda. *Primum* erit apud Colonienſes in Epiphania Domini. *Secundum* apud Mogontinenſes in octavo Paſchæ. *Tertium* apud Wormatienſes in feſto Apoſtolorum Petri & Pauli. *Quartum* apud Argentinam in nativitate Beatæ Virginis. Ad quæ colloquia

31. Nomina Dominorum, qui ſanctam pacem cum Civitatibus juraverunt: *Gebehard Archiepiscopus Mogont. Chunez Archiep. Colonienſ. Arnold. Trever. Archiepiscop. Richardus Wormatienſ. Episcopus, Heinricus Argentin. Episcopus, Gerhard Baſilienſ. Episcopus, Jacobus Mettenſ. Episcopus. Abbas Foldenſis. Ludwich Palat. Rheni, Dux Bavariæ, Chunez Comes Silveſter, Witherus Comes de Chatzenelnbogen, Fridericus Comes de Linningen, Pertold Comes de Zigenhagen, Emicho Comes Silveſter, Gottfridus Frater ſuus, Dominus Poppo Comes de Duringen, Ulricus Comes de Ferreto, Com. de Vimburch; Domina Sophia Landgravia Turingiæ, Domina Udelhildis Comitiſſa de Linningen; Dominus de Trinperch, Ulricus de Mintzinberch, Gerlatus de Limpurch, Philipp de Trachenfells, Philipp de Valchenſtain, Dominus de Stralenberch; Pincerna de Erbach, Wernher Dapifer de Alzera; Henricus de Ernbach; Rumpold de Stainah, Gebhardus de Hornberch.*

32. Nomina Civitatum confœderatarum ad pacem generalem: *Mogontia, Colonia, Wormatia, Spira, Argentina, Baſilea, Thirigum, Fridburch, Briſacum, Colmaria, Slezeſtat, Hagenowia, Wietzenburch, Niwſtat, Wimpina, Heidelberch, Lauterburch, Oppenheim, Franchafort, Fridberch, Wetzlaria, Galenhuſen, Marhpurch, Agilsvelt, Grunperch, Hirvelden, Valtda, Mulenhuſen, Aſchapenberch, Saliſtat, Pingia, Erpach, Wacheracum, Beſalia, Poardia, Andanacum, Bunna, Nuyſia, Aquis ſedes regalis. In Weſtphalia Munſter & aliæ Civitates plus 60. cum Civitate Berenmenſi.*

33. Item congregati ſuimus coram Sereniſſimo Domino

ANNO 1254. 1255. & 1256.

ANNO 1254. 1255. & 1256.

mino noſtro *Wilhelmo Rege Romanorum apud Oppenheim* vigilia ſancti Martini, & ibi coram ipſo & de ejus voluntate hæc ſtatuimus anno Domini 1255. in vigilia beati Martini. In nomine Domini Amen. Ab ipſo Domino Rege noſtra quatuor colloquia fuerunt conſtituta, & ibidem inter Civitates & Dominos ac nobiles terræ per dictum Dominum noſtrum Regem concordia ſuper omnibus fuit ſtabilita ab utraque parte, ſicut in Litteris Domini Regis deſuper confectis plenius continetur; ibidem & accedente conſenſu Domini Regis ſtatuimus & renovavimus, ſub debito juramenti firmiter conſervari promittentes, ut quicunque *Nuncios in pacis negotio* deſtinatos captivaverit vel ſpoliaverit, vulneraverit, aut aliquas eis moleſtias vel gravamina in rebus irrogaverit aut perſonis, nos continuo omni mora & occaſione poſtpoſita ſine dilatione qualibet totis viribus collectis & univerſis proclamatis ad perpetuum ipſius exterminium & fautorum ſui, coadjutorum ejusdem taliter procedemus, ut alii metu pœnæ nunquam audeant ſimilia perpetrare, nullas excuſationes recepturi, ſed exceſſus per omnia vindicantes. Adjectum eſt; & ſi aliqui ex nobis hujusmodi malefactoribus noſtris aliqua victualia vel veſtes ſive aliqua alia mercimonia ſubminiſtrarent; tales à noſtris Civitatibus cum eorum familia ejiciamus, domos & ædificia eorum funditus dirumpentes, & eos perpetuo à nobis excludentes.

34. Item convenientibus nobis in unum in primo colloquio ſtatuto in Civitate Colonia Anno Domini 1256. in Epiphania Domini, multa utilia de *ſanctæ pacis* negotio pertractantes, ſtatuimus ibidem: Quod ſi aliqua Civitatum fœdere pacis conjuratarum ab aliquo fuerit gravata, ipſa Civitas, ſi poterit, per ſe vindicabit; Sin autem viciniores ſuos convocabit ad vindictam, & ſi talis fuerit adverſarius, quod in hoc non poterunt procedere ſufficienter, nos omnes totis viribus noſtris coadunatis, ſicut proprium diligimus honorem, contra tales inſurgemus, noſtras injurias & gravamina communia reputantes.

35. Indiximus & ibidem expeditionem generalem ſuper omnes violatores in octava ſanctæ Walpurgis. Item *poſt obitum Sereniſſimi Domini noſtri Wilhelmi Rom. Regis*, piæ memoriæ, convenimus Mogontiæ anno Domini 1256. Dominica *Reminiscere*: ubi etiam multa ſanctæ paci utilia tractavimus, quo Rege caruimus.

36. Statuimus ibidem, quod quælibet Civitas ſe ad arma pro poſſe præpararet, & inſuper ſoldarios & ſagittarios haberet, per quos, cum neceſſitatem habuerimus, ſubito invicem in auxilium venire poſſimus, illis vero Dominis, militibus ſive aliis, qui pacem non intraſſent, nullum auxilium præſtaremus. Bona & regalia Regni, quamdiu vacaret Regnum, totis viribus defendere promiſimus, unicuique in ſua poſſeſſione permanente.

37. Ad ſalutem etiam totius populi & terræ ſtatuimus & promiſimus ibidem ſub debito juramenti, quod ſi *Domini Principes*, *ad quos ſpectat Regis electio*, forſitan *plus*, quam unum eligerent vel eligant, quos nos *nulli illorum* aſtabimus verbo vel opere, aut aliqua ſervitia exhibebimus clam vel aperte, aut mutuum dabimus, vel in aliquam Civitatem intromittemus, neque fidelitatem juramenti præſtabimus. Si vero aliqua Civitatum hoc infregerit, perjura & carens omni honore reputabitur, & contra illam & ejus perpetuam deſtructionem totis viribus inſurgemus. Si autem Principes unum Dominum in Regem elegerint, illi continuo ſine omni contradictione ſervitia debita & honores exhibebimus. Inſuper omnia ſanctæ pacis per nos ſtatuta ibidem inviolabiliter conſervare promiſimus.

38. Item convenimus in Mogontia anno Domini 1256. in craſtino Aſcenſionis Domini, tractantes ibidem, qualiter honeſte in vigilia Sancti Johannis Baptiſtæ tunc inſtante Franchenfort *ad electionis terminum à Principibus ſtatutum* accederemus, & omnia ad promotionem ſanctæ pacis ibidem tractaremus, quia ſolemnes Nuncios & Literas noſtras Principibus ſuper præmiſſis transmiſeramus.

39. Expeditionem etiam in octava Sancti Johannis Baptiſtæ ibidem ſuper pacis violatores indiximus.

CCCXCV.

LANGUEDOC.

Extrait du Traité de Paix entre MARGUERITE *Comteſſe de* FLANDRE *&* HAINAUT, *&* FLORENT *Gardien de* HOLLANDE, *fait à Bruxelles par l'entremiſe de S.* LOUIS *Roi de France, en l'an* 1256. [PIERRE OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CXVI. Feuil. 190.]

ANNO 1256.

PREMIERS que ledict Florens, ou bien ſon neveu fils de Guillaume Roy des Romains, & Conte d'Hollande, prendra en mariage, Madame Beatrix fille aisnée de Guy Conte de Flandre, & que avec ladicte Beatrix, la Conteſſe Marguerite donneroit a iceluy Florens ou ſon neveu, toute la terre de Zelande qui eſt entre Hedinzée & l'Eſcault, avec toutes les appartenances & appendances, pour par ledict Florens ou ſon neveu, être tenuës en fief, de la Conté de Flandre, francques & quites perpetuellement & a touſiours. Et s'il advenoit que ledict Florens ou ſon neveu, & ladicte Beatrice mouruſſent ſans hoir de leur corps Mehault fille dudict feu Guillaume Roy des Romains, & Conte d'Hollande ſeroit mariée a un des fils dudict Conte Guy, & leſdictes terres ſeroyent baillées a icelle Mehault, pour en jouir par elle & ſes hoirs de ſon corps ſoubs le reſſort que dict eſt. Et ſi encores ladicte Mehault trepaſſoit ſans enfant, toutes leſdictes terres ſuccederoyent avec leurs appartenances, aux droicts hoirs des Contes d'Hollande, pour les tenir perpetuellement en fief, de la Conté de Flandre comme deſſus. A condition toutesfois, que ledict hoir d'Hollande, quiconque ce ſeroit, ſeroit tenu payer a la Conteſſe de Flandre, & a ſes ſucceſſeurs la ſomme de dix mille marcqs d'Eſtrelins. Et quant au faict du tonlieu d'Hollande, dont eſtoit queſtion entre leſdictes parties, fut dict par ceſte paix qu'ils ſe ſubmettroyent de ce different, au dict & ordonnance de Henry Duc de Brabant, promettant chacune desdictes parties, reſpectivement, de tenir & avoir pour agreable, ce que par iceluy Henry, en ſeroit dict & determiné. Si fut par la meſme paix confirmé un article comprins en une paix precedente, faicte en l'an mil cent ſoixante ſept, en la ville de Bruges, entre Philippe lors Conte de Flandre, & de Vermandois, & Florens Conte de Hollande, commenchant iceluy article: *Si quis mercatorum*, auquel fut adjouſté un autre: ſçavoir, que ſi un marchant de Flandre eſt desrobé, ou deſtrouſſé en Hollande, ou Zelande, le Conte d'Hollande, ou le ſeigneur du lieu, ſoubs qui le cas ſera advenu, conſtraindra les inhabitants a en faire au marchant la reſtitution, ou autrement le Conte meſme ſera tenu, & obligé a la ſatisfaction dudict marchant. Ce fut faict a Bruxelles, en l'an mil deux cents cinçquante ſix, preſents la Conteſſe Marguerite, le Conte Guy, & Jean Seigneur de Dompiere ſes enfans, le Conte de Ghiſnes, le Seneschal de Flandre, Meſſire Jean d'Audenarde, le Chaſtelain de Lille, le Seigneur de Ciſoing, Meſſire Jean de Ghiſtelle, le Seigneur de Gavere, le Chaſtelain de Gand, Meſſire Gherard de Raſſeghiem, Meſſire Gherard de Rodes, le Sire de Boullers, & pluſieurs autres, enſemble les deputez de Gand, Bruges, Ypre, Lille & Douay, & fut ceſte paix confirmée par leſdictes cinc villes, ſoubs obligation & promeſſe, que ſi la Conteſſe ou le Conte Guy contravenoyent jamais au contenu en icelle, que leſdictes villes ne leur donneroyent en ce aucune aſſiſtence, conſeil, ayde, confort ny conſentement, dont auſſi furent de la part d'icelles villes, données leurs lettres audict an cinçquante ſix. Si fut ladicte paix ſemblablement confirmée, par les nobles tant de la Conté de Flandre, que de celle d'Hainault. Auquel lieu fut auſſi ordonné, que les bannis de Flandre & d'Hainault, ne ſeroyent francs en Hollande ny Zelande, & *e contra*, que les bannis desdicts Hollande & Zelande ne ſeroyent en franchiſe eſdicts païs de Flandre & d'Hainault.

CCCXCVI.

Literæ Anglorum Regis HENRICI III. *Quibus recenſet conditiones non ſolùm Fœderis inter ſe &* REGEM CASTELLÆ *initi; ſed & conditiones Pacis, mediante eodem Caſtellæ, Rege inter ſe &* GASTONEM DE BIERRE *reliquosque* Vascones *factæ. Veſac Die* 8. *Februarii annô præfati Regis Angliæ* 38. [MATTH. PARIS, Additamenta pag. 196.] 8. Fevr.

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, Dux, &c. Scias nos dediſſe dilectis & fidelibus noſtris venerabili

ANNO 1256. rabili P. Herefordenſi Epiſcopo, & Johanni Manſel Præpoſito Beverlaci, in ſolidum & utrique eorum ſeparatim, quos ad præſentiam illuſtris Regis Caſtellæ deſtinamus, liberam & plenam poteſtatem contrahendi nomine noſtro pacem & fœdus amicitiæ, cum prædicto Rege ſuper articulis ſubſcriptis. Videlicet, quod nos crimus inprimis ejusdem Regis Caſtellæ contra omnes homines, & juvabimus eum cum toto poſſe noſtro bona fide; excepta Eccleſia Romana, & in facto & in guerra Regis Navarræ (quia ſumus cruce ſignati) mittemus Edwardum primogenitum & hæredem noſtrum cum ab ipſo Rege Caſtellæ fuerimus requiſiti. Et ſi acciderit quod idem Edwardus venire non poterit, mittemus Seneſchallum noſtrum cum toto poſſe noſtro, ad guerram prædictam. Et prædictus Edwardus accipiet in uxorem Alienoram ſororem ipſius Regis Caſtellæ quam prædicti Nuncii noſtri recipere debent nomine ipſius Edwardi, de manu prædicti Regis Caſtellæ; & nos eam ditabimus, ſecundùm quod aliqua Regina Angliæ meliùs dotata fuerat vel honorata: & aſſignabimus eidem Edwardo ad ſuam & uxoris ſuæ ſuſtentationem, computatis tam terris ſibi jam datis, quam etiam dandis, quindecim millia marcarum. Et prædictus Edwardus debet venire ad ipſum Regem Caſtellæ, ad recipiendum ab eo Cingulum militare. Et hoc debet fieri infra proximum feſtum Sancti Joannis Baptiſtæ, in Caſtello apud Burres, vel citra. Et nos dabimus Beatricem filiam noſtram præfato Regi maritandam uni ex fratribus ſuis germanis, cui voluerit; dummodo idem Rex Caſtellæ det eidem fratri ſuo tales divitias, ex quibus poſſit eam honorificè dotare & ſuſtentare: ſecundùm quod decebit filiam Regis. Et nos dabimus operam bona fide erga Dominum Papam quantam poterimus, ad convertendum cruce ſignatos ad partes Affricanas, vel Marochitanas: Et ſi hæc impetrare poterimus per nos, vel dictus Rex Caſtellæ per ſe vel per alios; nos ibimus ad partes prænominatas cum exercitu noſtro, ſcilicet quo ire debemus ad partes Jeroſolymitanas in ſocietate ipſius Regis Caſtellæ. Et quicquid infimul lucrati fuerimus in prædictis terris, inter nos equaliter dividetur. Et cùm nos & prædictus Rex Caſtellæ fuerimus amicitia conjuncti, omnia damna quæ illata ſunt Gaſtoni de Bierre, Baronibus, militibus & aliis de Vasconia tam prædicti Regis Caſtellæ, à tempore quo idem Gaſto recepit militiam ab ipſo Rege, & fuit ei Vaſſallus, ſive in hæreditatibus, ſive in aliis rebus, omnia ad rogatum ipſius Regis Caſtellæ debemus integrare & meliorare, & eis remittere de querimoniis, quas habemus contra eos. Ita tamen, quod ſi aliqui eorum aliquid habeant in manibus ſuis, ſive de Caſtris ſive de terris, ſive de aliis rebus quæ ad nos pertinent, ſtatim nobis vel prædicto Edwardo filio noſtro reſtituent, & in aliis cauſis ſubibunt judicium Curiæ noſtræ: ſecundùm quod conſuevit judicari in Curia Vasconiæ. Et ſi ipſi noluerint vel poterint judicium ſuſtinere, præfatus Rex Caſtellæ debet pro eis rogare, ſicut amicus rogat amicum: & nos faciemus ſicut pro amico. Et cum nos & Dominus Rex Caſtellæ facti fuerimus amici, nos cum Conſilio ipſius operabimur ſuper facto Gaſtonis, quoad Seneſcalliam Vasconiæ; ſimiliter & de facto Vicecomitis de Limocia, prout videbitur eſſe honeſtum. Et pro his omnibus ſupradictis complendis, idem Rex Caſtellæ debet facere pro ſe & hæredibus ſuis imperpetuum plenam quitantiam totius juris & clameï, quod aliquo modo eis competit aut competere poterit in terra Vasconiæ, vel aliqua parte illius terræ, nobis & hæredibus noſtris. Et dictus Rex Caſtellæ debet eſſe impriſius noſter, bona fide, & juvabit nos cum toto poſſe ſuo contra Regem Navarræ & contra omnes homines de mundo. In cujus rei teſtimonium has Literas noſtras fieri fecimus patentes. Teſte me ipſo, Veſac, octavo die Februarii, Anno Regni noſtri trigeſimo octavo.

CCCXCVII.

12 Mars. *Conventio inter* CANONICOS *Epiſcopatûs Lubicenſis ab una &*, CONSULES *Civitatis* LUBECÆ *ab altera parte, per* JOANNEM *Epiſcopum facta; Quod ninirum oblationes Sancti Nicolai impoſterùm à duobus Canonicis, & duobus Laicis ſub* 4. *clavibus ſerventur, dictæque oblationes ad uſum Eccleſiæ convertantur: Area muro Civitatis contigua Conſulibus dimittatur, Et viciſſim duos ſolidos annuatim Canonici ex Domo Sancti* ADRIANI *in recompenſationem conſequantur. Actum anno* 1256. *quarto Idus Martii, in die B. Gregorii Papæ, Indict.* (a) XIII. [LUNIG, Teutſch Reichs Archiv. Part. Spec. Continu. I. Fortſetzung. III. pag. 183.]

ANNO 1256. (a) Liſez XIV.

In nomine ſancte & individue Trinitatis, Amen.

FRATER Johannes, Dei gracia, Lubicenſis Epiſcopus, univerſis Chriſti fidelibus, preſentes Literas inſpecturis ſalutem in vero ſalutari. Cum diuturna proximorum discordia multorum malorum genera generet & inducat, tandemque parricidium animabus infligat, cum per eam multorum Karitas refrigescat; Nos divina nobis cooperante clemencia, inter Canonicos Eccleſiæ Lubicenſis ex parte una, & Conſules Civitatis, ex altera, jam dudum discordantes, ad diſſolvenda inter eosdem litis vincula, & reintegranda pacis federa ſuper multipharias articulis, propriis vocabulis exprimendis concordiam perpetuis temporibus duraturam de conſenſu partium ordinavimus, ſub hac forma: Oblaciones ſancti Nicholai ex nunc in antea a duobus Canonicis, quos Epiſcopus ad hoc duxerit deputandos, & duobus Laycis, quos Conſules ad hoc deputaverint, ſub quatuor clavibus ſervabuntur ita quod ſinguli ſingulas claves habeant omnesque oblaciones ſive obvenciones hujus ad uſum & decorem Eccleſie convertant nichil prorſus alienantes vel diſſipantes, ſed cum materna ſollicitudine dispenſantes. Et ſi forte, quod abſit, predictos quatuor clavigeros occaſione aliqua invicem discrepare contigerit, Epiſcopus predictos de conſilio Canonicorum & Conſulum concordabit. Item de Decima in Padelughe & Droghenvorwerck, de ſingulis manſis, de quibus ipſi Conſules partem vel totum acceperint, pro decima uniuscujusque manſi dabunt Canonicis octo ſolidos, de dimidio manſo quatuor ſolidos, de quarta parte manſi duos ſolidos, & quodquod, ibidem fuerit incultum, colonis locare ſtudebunt, cum omni diligentia excolendum. Item de jugeribus extra portam urbis & trans Travenam & pontem Holtſatorum ſituatis de quolibet jugere ſeminato pro decima ſolvent novem denarios annuatim. Item de villa Wiscelo & Nyendorpe & aliis villis nunc conſtructis vel in poſterum conſtruendis infra terminos Civitatis, de quolibet manſo, de quo ipſi Conſules cenſum perceperint in toto vel in parte, octo ſolidos ſolvent, de dimidio manſo quatuor ſolidos, de quarta parte manſi 2. ſolidos dabunt certis temporibus & conſuetis, videlicet medietatem in feſto beati Andree, & reliqua pars in feſto Purificationis beate Marie Virginis perſolvatur. Item agros quos Canonici extra portam molendini hactenus habuerunt ſine contradictione Conſulum & Civium libere poſſidebunt. Item aream muro Civitatis contiguam quam Campanarius inhabitare conſuevit, pro pace & concordia firmanda, Canonici Conſulibus cum inſtantia petentibus dimiſerunt. Item aream quæ Benedicte nuncupatur, usque ad domum Camerarii, Civitati liberam dimiſerunt, pro qua duos ſolidos annuatim de domo Vicarie ſancti Adriani in recompenſacionem ipſi Conſules dictis Canonicis aſſignarunt. Item de areis prope Capellam ſancti Johannis ſitis Canonici pro ſuo arbitrio ordinabunt, nec impedimentum aliquod a Civitate ſuper eisdem ſuſtinebunt, ſed quicunque prefatas areas inhabitaverint, ad communia Civitatis honera tenebuntur. Et ſic omnis queſtio inter Canonicos & Conſules ſita conquiescet. In cujus rei memoriam preſentes Literas utrique parti conceſſas, Sigilli noſtri munimine fecimus roborari. Sigilla quoque Capituli, Civitatis, Fratrum Predicatorum & Minorum ad evidentiorem cautelam preſentibus ſunt appenſa. Teſtes hujus rei ſunt Canonici Lubicenſis Eccleſie, Sighebode Prepoſitus, Conradus Decanus, Arnoldus Cuſtos, Johannes Scholaſticus, Willekinus Plebanus ſancte Marie, Bernard. de Ulſen, Thomas, Gerardus Pylatus, Luderus de Luneborch, Heinrichus de Bocholte, Hermannus de Lippia, Bruno de Tralowe, Borchardus, Herbordus de Oldenborch, Otto. Conſules Civitatis memorate, Hildemarus, Heinricus de Wittenborch. Magiſtri Burgenſium, Sigeſtus Wilhelmus Albus, Rodolfus Wrot, Henricus Vorrat, Syfridus de Ponte, Henricus de Boyceneborch, Willekinus de Stadhio, Johannes Carnpſor, Hermannus de Moris, Heinricus de Mollne, Fridericus de Bardewich, Wernerus de Quedelingeborch, Alvinus de Domo, Willekinus de Bornhovede, Nicolaus Wullenpunct, Johannes de Bremis, Alexander de Saldweddel, Conradus Vorrat, Johannes de Molne, Johannes de Bardewik, Syfridus de Bocholte, Marſilius de Indagine, & alii quam plures tam Clerici quam Layci. Acta ſunt hæc anno Dominice Incarnationis M. CC. quinquageſimo ſexto, quarto

ANNO 1256. quarto Idus Marcii; in die beati Gregorii Papæ, Indictione XIII. anno Pontificatus noſtri in Lubeke ſecundo, Amen.

CCCXCVIII.

1258. 14 Mars. ALPHONSI *Regis Caſtellæ Diploma, quò tanquam Rex Romanorum inveſtit* FRIDERICUM III. *Ducem Lotharingiæ de toto Ducatu, nec non de Comitatu Romaricenſi, eique concedit varia Privilegia & Prærogativas. Toleti pridie Idus Martii* 1258. Cum *præfati* FRIDERICI *Acceptatione, Recognitione, & Homagio Fidelitatis; hoc tamen ſalvo, quòd ſi infrà duos annos contigerit* ALPHONSUM *ad Imperium non venire, tunc* FRIDERICUS *de dicto homagio præſtito non teneatur. Eodem die & Loco.* [La Véritable Origine des Maiſons d'Alſace, de Lorraine, d'Autriche, &c. aux Preuves. pag. 143. LEIBNITZ, Cod. Jur. Gent. Diplomaticus Part. I. pag. 18.]

IN æterni Dei nomine, Amen. Pateat univerſis præſentem paginam inſpecturis. Quod nos Alfonſus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus & Caſtellæ, Toleti, Legionis, Galleciæ, Sibiliæ, Cordubæ, Murciæ, Giennii & Algarbii Rex. Ad inſtantiam & ſupplicationem tui, magnifici viri FRIDERICI Ducis Lotharingiæ, & Comitis Romaricenſis, attendentes prædeceſſorum noſtrorum glorioſiſſimorum veſtigia, & merita tua, & ſervicia debita noſtræ Aulæ, tam prædeceſſoribus noſtris quam nobis facta, & quod de jure infra ſcripta facere debemus. Sedentibus noſtris in publica Curia noſtra, & te dicto Duce & Comite flexis genibus ante pedes Majeſtatis noſtræ exiſtente: Inveſtimus te dictum Ducem & Comitem, de quinque vexillis in ſignum quinque Dignitatum, quas in feodum ab Imperio tenere debes. Et de infra ſcriptis Dignitatibus & feudis, primum vexillum damus tibi pro Ducatu in feudum. In quo & per quod debes eſſe ſummus Senescallus in aula noſtra citra Rhenum: Et debes nobis ſervire in annalibus feſtis de primo ferculo eques. Et ſi contigerit ire ad Parlamentum cum armis contra Regem Franciæ, debes facere nobis antecuſtodiam in eundo, & retrocuſtodiam in redeundo. Secundum verò vexillum damus tibi in ſignum quod debes reaccipere à nobis duella nobilium commorantium inter Rhenum & Moſam, prout & Metæ ſuper hoc diſtinctæ dividuant. Tertium quoque vexillum damus tibi, in ſignum pro feudo & nomine feudi de Comitatu Romaricenſi. Quartum autem, quod debes habere cuſtodias publicarum ſtratarum in dicto Ducatu tam per aquam quam per terram. Quintum damus tibi in ſignum & inveſtituram pro regalibus noſtris in Monaſterio ſancti Petri Metenſis, & in alio Monaſterio ſancti Martini Metenſis. Et debes habere cuſtodias Eccleſiarum in Ducatu tuo. Et prædicta omnia vexilla damus tibi pro feudo & nomine feudi, & pro inveſtitura & nomine inveſtituræ. Investientes te cum haſtis & vexillis prædictis, de manu noſtra in manu tua pro prædictis omnibus & aliis, de quibus te jure inveſtire & infeudare debemus.

Et ego dictus Dux Lotharingiæ, & Comes Romaricenſis, ſic recipio & ſic recognosco, omnia & ſingula ſupra dicta eſſe vera. Et promitto bona fide me facturum & impleturum omnia & ſingula, & alia quæ prædeceſſoribus veſtris, de jure vel de conſuetudine, quacumque cauſa, modo vel jure fecerunt vel facere debuerunt, Vobis Domino Alfonſo Romanorum Regi & Imperatori futuro. Et manus meas junctas in manibus veſtris mitto: Et vobis ſacramentum fidelitatis & homagii facio, ſicut Domino meo Romanorum Regi legitimo & Imperatori futuro. Hoc tamen ſalvo quod ſi infra duos annos contigerit, ad Imperium vos non venire, quod Deus avertat, quod ex tunc de iſto ſacramento fidelitatis & Homagii nunc præſtito non tenear. De quo ſacramento, ſi caſus ille evenerit, quod abſit, quod nos dictus Rex in Imperium non introiverimus infra biennium ut dictum eſt, te dictum Ducem & Comitem volumus non teneri. Salvo ſemper jure utriusque, tam nobis pro Regno & Imperio Romanorum, quam tibi. Ita quod omnia ſint in eodem ſtatu in quo erant heri ante celebrationem iſtius Contractus. Et ad majoris roboris firmitatem & evidentiam pleniorem nos dictus Rex, & ego dictus Dux & Comes, præſentem Cartam fecimus ſigillorum noſtrorum munimine roborari. Actum Toleti pridie Idus Martii, præſentibus illuſtribus, nobilibus, venerabilibus & honeſtis perſonis infra ſcriptis Domino Alfonſo Infante de Molina, Domino Philippo & Domino Ludovico Germanis Domini Regis, Domino Pascaſio Epiſcopo Giennenſi, Domino Suerio Epiſcopo Camorenſi, Domino Petro Epiſcopo Pascenſi, Domino Petro Joannis Magiſtro Ordinis Calattravenſis, Domino Simeone Roderici de los Cameros, Domino Martino Ægidii de Portugallia, Domino Petro Nunnii de Guzman, Domino Nunnio de Guzman, Domino Petro Cornelii de Aragonia, Domino Eximinio Cornelii, Garſia Martini Caſtellæ Protonotario, Magiſtro Martino quondam Archidiacono Valentino, Domino Petro Auguſtini Decano Segobienſi. De Alemannia, Domino Regnaldo Comite de Caſtris, D. . . . . Comite de Leunſteyn, Domino Girardo de Fontenoy, Domino Elia de Lobardia Caſtellano Caſtri de Cognie & aliis quampluribus. Anno Domini MCCLVIII. Petrus Stephani ſcripſit. ANNO 1258.

CCCXCIX.

Articles de la Paix accordée à Paris le Mardi après la quinzaine de la Pentecoſte 1258. *entre le Roy St.* LOUIS *& le* ROY D'ANGLETERRE. 28. Mai. [Pièce, tirée du LV. Volume des MSS. de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliés en rouge. pag. 133.]

LI Roy de France donra au Roy d'Angleterre toute la droicture que li Roy a & tient en ces trois Eveſchiez & Citez, c'eſt a dire de Limoges, de Caors & de Perigort en fiefz & en domaines, ſauf l'hommage de ſes freres ſe il aucune choſe ils tiennent d'ou ils ſoint ſi hommes, & ſauves les choſes que li Roy de France ne puet mettre hors ſa main per Lettres de li, ou ſes anceſſours leſqueus choſes li Roys de France doit purchaſſier a bonne foy vers ceux qui ces choſes tiennent, que li Roy d'Angleterre les ait dedans la Touſſainct en un an, ou faire luy eſchange avenables à l'esgard des prodhommes qui ſoient nommez d'une part & d'autre le plus convenable au proffit des deux parties.

Et encore li devant dict Roy de France donra au Roy d'Angleterre la valeur de la terre de Agenois en deniers chacun an, a la quinzaine de l'Ascenſion la moitié, a la quinzaine de la Toſſaint l'autre; & s'il advenoit que celle terre eſchait de la Comteſſe Jeanne de Poictiers au Roy de France, ou a ſes hoirs, il ſeroit tenu ou ſes hoirs de rendre la au Roy d'Angleterre, ou a ſes hoirs, & rendre la terre il ſeroit quitte de la ferme, & ſe elle venoit a d'autres que au Roy de France & a ſes hoirs, ils donront au Roy d'Angleterre le fié d'Agenois, avec la ferme devant ditte, & ſe elle venoit en domaine au Roy d'Angleterre, le Roy de France ne ſeroit pas tenu de rendre celle ferme, & s'il eſtoit esgardé par la Cour le Roy de France que pour la terre de Agenois avoir deuſt le Roy d'Angleterre mettre ou rendre aucuns deniers par raiſon de gagiere, li Roy de France rendroit ces deniers, ou li Roy d'Angleterre tiendroit & auroit la ferme tant qu'il euſt ce qu'il auroit mis par celle gagiere.

Derechef il ſera enquis en bonne foy & de plain a la Requeſte le Roy d'Angleterre par prodes hommes d'une part & d'autre a ce esleus, ſe la terre que le Cuens de Poictiers tient en Caorſin de part ſa femme ſo do Roy d'Angleterre donné ou baillié avec la terre de Agenois par mariage, ou par gagiere en tot, ou en partie a ſa ſuer qui fut Mere le Comte Raymon de Tholoze deerrainement mort, & s'il eſtoit trouvé que il euſt ainſy eſté, & celle terre eſchoit au Roy de France & a ſes hoirs de deceds la Comteſſe de Poictiers, il la dorroit au Roy d'Angleterre ou a ſes hoirs, & ſe elle eſchoit a autres & il euſt trouvé par celle enqueſte toutes voyes que elle euſt eſté ainſy donnée ou baillée, comme il eſt dict deſſus, apres le deceds la Comteſſe de Poictiers, il donroit le fié au Roy d'Angleterre ou a ſes hoirs, ſauf l'hommage de ſes Freres, ſe il aucune choſe y tenoient, tant comme ilz vivroient.

Derechef apres le deceds li Comte de Poictiers, li Roy de France, ou ſes hoirs Roys de France donra au Roy d'Angleterre, ou a ſes hoirs la terre que le Cuens de Poictiers tient ores en Xaintonge outre la riviere de la Charente en fiefz & en domaines qui ſoient outre la Charente s'elle eschoit au Roy de France ou a ſes hoirs, & s'elle ne lui eschoit, il porchaſſera en bonne maniere par eschange, ou autrement que li Roy d'Angleterre & ſes hoirs l'ayent, ou il li fera avenable eschange a l'esgard des prodes hommes qui ſeront nommez d'une

ANNO 1258. ne part & d'autre, & de ce que le Roy de France donra au Roy d'Angleterre & a ſes hoirs en fiefz & en dommaines, li Rois d'Angleterre, & ſi hoirs feront hommage lige au Roy de France, & a ſes hoirs Roys de France, & auſſy de Bordeaux, & de Bayonne, & de Gascongne, & de tote la terre qu'il tient deça la mer d'Angleterre en fiefz & en domaines, & en Iſles s'aucunes y en a, & que li Roys d'Angleterre tiennent, qui ſoient du Royaume de France, & tendra de luy comme pers de France, & Duc d'Aquitaine; & de toutes ces choſes devant dictes fera li Roy d'Angleterre ſervices avenables, jusqu'a tant qu'il fuſt trouvé quant ſervices les choſes devroint, & lors il ſeroit tenu de faire les cieux comme ilz ſeroient trouvez de l'hommage de la Comté de Bigorre, de Armenac, & de Feſenzac, ſoit ce que droicts en ſera.

Derechief li Roys de France dorra au Roy d'Angleterre ce que cinq cents Chevalliers devroint coulter raiſonnablement a tenir deux ans a l'esgard des prodes hommes qui ſeront nommez d'une part & d'autre, & les deniers ſera tenu a payer li Roy de France a Paris au Temple a ſix payes par deux ans, a ſçavoir a la quinzaine de la Chandeleur qui vient prochainement la premiere paye, c'eſt a dire la ſixieſme partie, & a la quinzaine de l'Ascenſion enſuivant l'autre paye, & a la quinzaine de la Toſſaint, l'autre, & ainſy des autres payes en l'an enſuivant, & de ce dorra li Roy de France ſes Lettres pendans, & lo Temple, ou l'Hospital, ou ambedeux enſemble en pleige; & li Roy d'Angleterre ne doit aucuns deniers despendre, fors que pour li ſervice de Dieu ou de l'Egliſe, ou au proffit du Royaume d'Angleterre, & ce par la veue des prodes hommes de la terre eslus par le Roy d'Angleterre, & par les hauts hommes de la terre.

Et par cette paix faiſant quittera le Roy d'Angleterre, & ſi dict filz a Roy de France, & a ſes anceſſeurs, & a ſes hoirs, & a ſes freres, ſi li Roys d'Angleterre, ou ſi anceſſours aucune droicture ont ou auront oncques en choſe que li Rois de France tiegne ou tinct oncques ou ſi anceſſeurs, ou ſes freres.

C'eſt aſſavoir en la Duché & en la terre de Normandie, en la Comté, & toute la terre d'Anjou, de Touraine & du Maine, & en la Comté & en toute la Terre de Poictiers, ou allieurs en aucune part du Royaume de France, & ez Iſles, s'aucunes en tiennent li Rois de France, ou ſi freres, ou aucun d'eux, & tous arrerages.

Et auſſi quitteront li Rois d'Angleterre, & ſi diz fils a tot ceux qui de par le Roy de France, ou de part de ſes anceſſeurs, ou de ſes freres tiennent aucune choſe par don, par eschange, ou par vente, ou par achapt, ou par acenſement, ou autre ſemblable maniere en la Duché, & en tote la Terre de Normandie, en la Comté, & en tote la Terre d'Anjou, & de Touraine, ou du Maine, & en la Comté & en toute la Terre de Poictiers, ou allieurs en aucune part au Royaume de France, ou ez Iſles deſſusdictes, ſauve au Roy d'Angleterre & a ſes hoirs lor droicture ez Terres dont il doit faire au Roy de France hommage lige par cette paix, ſi comme il eſt deſſus deviſé, & ſauf ce que li Roys d'Angleterre puiſſe demander ſa droicture, s'il la cuide avoir, en Agenois, & avoir la ſe la Cour le Roy de France le juge, & auſſy de Caourſin.

Et dorra li Roy d'Angleterre au Roy de France les Lettres qu'on dict qu'il a du Roy Richard ſon frere de quittances de totes ces choſes par eschange qu'il en et, ſe il put ſes Lettres trouver, ou avoir, il dorroit ſes Lettres pendans au Roy de France, & des Barons & de Prelats, & des prodes hommes qui y furent de temoignage de la quittance que li Roy Richard en fit & avoit encore ou ſerment & es Lettres pendans le Roy d'Angleterre, qui puis celle quittance nulle droicture il ne luy donna en nulle de ces choſes, & cette mesme quittance au Roy de France, & aux autres devant dicts fera li Roy d'Angleterre faire a ſa ſuer la Comteſſe de Leyceſtre por ſoy & por ſes hoirs, & des Enfans mesme de ceux qui l'en requerra & li Roy de France clamera.

Auſſy quitte au Roy d'Angleterre ſi il ou ſi anceſſeurs li firent oncques tort, de tenir ſon fié ſans li faire hommage, & ſans li rendre ſon ſervice & tous arrerages, & pardonront, & quitteront les uns a l'autre tous mautalents de contents & de guerres, & tous dommages, & toutes miſes qui ont faict ou faictes, deça ou dela en guerre ou en autres manieres.

Et parceque cette Paix fermement & eſtablement ſans nulle enfrangance ſoit tenue a toujors, li Roy d'Angleterre, & ſes deux filz, & ſa ſoir la Comteſſe de Leyceſtre & ſi enfant jureront ces choſes a tenir tant comme a chacun apartiendra, & a ce tenir obligeront eux & leurs hoirs par leurs Lettres pendans, & de ce donra ſeureté le Roy d'Angleterre des Chevalliers des terres devant dictes, que le Roy d'Angleterre luy dorra & de ſes villes, ſelon que le Roy de France l'en requerra, & la forme de la ſeureté des hommes & des villes por le Roy d'Angleterre ſera telle. ANNO 1258.

Ils jureront qu'ils ne donront ne Conſeil, ne force, ne ayde parquoy le Roy d'Angleterre ne ſi hoirs vinſent encontre la paix; & s'il advenoit, que Dex ne veuille, que ils vinſent encontre, & il ne le voſiſſent amander, puiſque le Roy de France, ou ſi hoirs Roys de France les en auroient faict requerre, cils qui la ſeureté auroient faicte dedans trois mois que li Roys de France les en auroit fait requerre, ſeroient tenus d'eſtre aydans au Roy de France & a ſes hoirs contre le Roy d'Angleterre, jusques a tant que cette choſe fuſt amendée ſouffiſamment a l'esgard de l'accord, & ſera renouvellée cette ſeureté de dix ans en dix ans a la Requeſte du Roy de France ou de ſes hoirs Rois de France, & auſſy de cette Paix tenir li Roy de France obligera ſoy & ſes hoirs par ſes Lettres pendans, & jurera il & ſes fils aisné, ou ſes deux fils aisnez la paix a tenir en bonne foy tant comme a chacun apartiendra.

Et ſont lesdictes Lettres ſcellées de deux ſceaux & annexées aux autres Lettres ſuivantes.

CCCC.

Declaratio Nuntiorum ſive Legatorum Regis Angliæ, quòd LUDOVICUS *Rex Francorum, cùm præſtiterit Juramentum de tenendo ſupraſcripto Pacis Tractatu, ipſe reſervaverit reſtitutiones & ſolutiones pecuniæ, quas fieri ordinaverat in quibusdam terrarum illarum, quas habere debet Rex Angliæ.* 1258. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. pag. 149.] 28. Mai.

UNIVERSIS præſentes Litteras inſpecturis, Simon de Monteforti, Comes Leyceſtriæ, Petrus de Sabaudia, & Hugo le Bigod, Procuratores & Nuntii illuſtris Regis Angliæ, ſalutem. Notum facimus quod tractatu Pacis habito inter illuſtrem Regem Francorum & nos Procuratorio nomine pro Domino noſtro Rege Angliæ, & a nobis firmato, in ipſius Regis præſentia præſtito in animam prædicti Domini Regis Angliæ juramento, idem Dominus Rex Franciæ, cum Procuratores ipſius nobiles Viri, Dominus Alphonſus, Comes Burg. Franciæ Camerarius, & Dominus Simon de Claromonte Dominus Nigellæ ab ipſo ſpecialiter conſtituti ad jurandum in animam ipſius ſuper dicta Pace tenenda, facerent in ejus præſentia juramentum, nobis audientibus & conſentientibus hæc proteſtans expreſſit quod hæc fiebat ſalvis reſtitutionibus quas fieri ordinaverat in quibusdam terrarum illarum quas habere debet Dominus Rex Angliæ per eandem compoſitionem & Pacem, ut videlicet non obſtante hujusmodi juramento, fiant dictæ reſtitutiones in terris eisdem, quandiu erunt in manu Regis Franciæ memorati, & quod ad ſolutionem pecuniæ, quæ continetur in eadem compoſitione, datis plegiis, qui ſuper hoc dari debent, per juramentum hoc minime teneatur, quod etiam vel ad ſolutionem pecuniæ, vel terrarum aſſignationem, aut traditionem, non teneatur per hujusmodi juramentum, donec idem Dominus Rex Angliæ fecerit ei homagium ligium, ſecundum quod in forma Pacis plenius continetur, & eamdem compoſitionem pro ſe & hæredibus ſuis, tam ipſe, quam duo filii ſui propriis juramentis firmaverint, & Litteras ſuas patentes dederint de compoſitione complenda plenius, & ſervanda. In cujus rei teſtimonium Sigilla noſtra præſenti ſcripto fecimus apponi. Datum die Martis proxima poſt quindenam Pentecoſtes, in præſentia Domini Regis Francorum, Anno Domini milleſimo ducenteſimo quinquageſimo octavo.

Et ſont lesdictes Lettres ſcellées en double queuë de parchemin patentes au reply de trois ſceaux ou cachets ſur cire blanche & verte.

CCCCI.

Recognitio SIMONIS DE MONTFORT *Comitis Leyceſtriæ*, P. de SAVOYE, GEOFFROY & GUY DE LEZIGNAN, & HUGUES BIGOT, *Nuntiorum Regis Angliæ, quòd dicti* 1. Juin.

ANNO 1258. *dicti Regis Procuratorio nomine juraverint Pacem Annò* 1258. *jancitam.* [Pièce, tirée du LV. Vol. des Manuscrits de la Bibliotheque de Berlin, pag. 153.]

UNIVERSIS præsentes Litteras inspecturis, Simon de Monteforti Comes Leycestriæ, Petrus de Sabaudia, Galfridus & Guido de Leziniaco, & Hugo Bigot, salutem. Notum facimus quod post longum Tractatum Pacis habitum inter Reges Franciæ & Angliæ per Procuratores missos pluries hinc inde, tandem accedentibus nobis ad Regem Franciæ memoratum, & cum ipso tractantibus de Pace prædicta, ex potestate plenaria quam a Domino Rege Angliæ habemus de Pace hujusmodi & Compositione facienda plenius, & firmanda per Litteras Procuratorias, quas ipsi Regi tradidimus Procuratorio nomine pro prædicto Rege Angliæ, & vice ipsius, formam suam Compositionis & Pacis, quæ sub Sigillis venerabilium Patrum O. Rothomagensis, & Nicolai Turonensis Archiepiscoporum sigillata, præsentibus est annexa, & apud Domum Templi Parisius, de consensu Partium commendata, cum ipso Rege Franciæ fecimus, acceptavimus, & firmavimus quittationes, etiam concessiones, & omnia alia & singula quæ in forma Pacis ejusdem plenius continentur pro ipso Rege Angliæ, & ipsius Procuratorio nomine fecimus memorato Regi Franciæ præsenti & recipienti, & in animam ipsius Regis Angliæ, tactis sacrosanctis Evangeliis, juravimus quod prædicta omnia & singula bona fide quantum ad ipsum pertinet servabit plenius, & complebit, nec contra veniet per se, vel per alium in futurum; si tamen infra instantem Purificationem Beatæ Mariæ prædictus Rex Franciæ acceptaverit Pacem & Compositionem prædictam.

In cujus rei testimonium Sigilla nostra præsentibus Litteris duximus apponenda. Datum Parisiis Anno Domini millesimo, ducentesimo, quinquagesimo octavo, prima die mensis Junii.

Et sont lesdictes Lettres scellées de six Sceaux.

CCCCII.

1259. Mars. MANFREDI *Regis Siciliæ Privilegium Universitati Civitatis* Spaleti *concessum, quò indulget, ut in Regnum Siciliæ cum Navibus suis Incolæ dictæ Civitatis salvi veniant & securi, ita tamen ut in fidelitate permaneant, nec piraticam, uti jurato promiserant, contra Regnum Siciliæ exerceant. Dat. apud Ortam Anno Incarnat.* 1259. *Mense Martii, Indict.* 2. [JOANN. LUCII, de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. IV. pag. 182.]

MANFREDUS D. G. Rex Siciliæ. Notum facimus universis præsentibus & futuris, quod licet totius Dalmat. homines dati in sensum reprobum & in actum perversum olim contra divæ memoriæ D. Patrem nostrum, & fideles nostros multa enormia commiserint, & intulerint damna plurima, piraticam exercendo, & homines Regni nostri Siciliæ specialiter offendendo; quoniam tamen Sindici Universitatis Spaleti fideles nostri venientes ad præsentiam nostram solemniter promiserunt, & tam pro parte eorum, quàm aliorum Civium dictæ Terræ super sancta Dei Evangelia juraverunt, quod contra Regnicolas Regni nostri piraticam nullatenus exercebunt, nec alias eos nitentur offendere, vel offendent, de plenitudine gratiæ nostræ ipsis concedimus, & licentiam favorabiliter indulgemus, ut in dictum Regnum nostrum Siciliæ cum Navibus suis sub nostræ securitatis tutela salvi veniant, & securi, mandantes, & districtè præcipientes omnibus fidelibus nostris, ut nullus omninò sit, qui auctoritate propria eos in eundo, morando, & redeundo per Regnum, in personis, mercimoniis, & aliis rebus suis offendere, vel molestare, seu impedire præsumat, dum in fidelitate nostra permaneant, & devotè consistant, & de extractis licitè, vectigal debitum Curiæ nostræ exsolvant, & in Regno in ea conditione esse debeant, in qua alii fideles Imperii, & ipsi tempore felicis memoriæ Domini Patris nostri, & usque nunc esse consueverunt, ad hujus autem gratiæ nostræ memoriam. & stabilem firmitatem præsens Scriptum exinde fieri fecimus, & Sigillo Majestatis nostræ muniri. Datum apud Ortam per manus Gualterii de Orta Regnorum Jerusal. & Siciliæ Cancell. Anno Dominicæ Incarnationis 1259. mense Martii, secunda Indictione.

ANNO 1259.

CCCCIII.

Fœdus seu Reciproca Obligatio inter D. WIDONEM *Comitem Vinodolii & Midorussiæ, Civitatis Spalatensis Potestatem atque Communitates* Spalatensem & Tragurien*sem ab una, & Comitem* BUTTECONEM *Maritimum Regis Hungariæ* BELÆ *Banum ab altera parte, de Bello conjunctim gerendo contra* Polizanos *habitatores montis* Massari, *Piratas. Dat. Anno* 1259. *Ind.* 2. *die Mercurii* 13. *exeunte Martii.* [JOANN. LUCII de Regno Dalmatiæ Libr. IV. pag. 181.] 13. Mars.

In CHRISTI *nomine Amen.*

ANNO ejusdem 1259. Ind. 2. die Mercurii 13. exeunte Martii Regnante D. Bela D. G. Sermo. R. Hung. & temporibus etiam D. Rugerii V. Archiep. Spalat. & existente N. V. D. Vuidone Veglien Comite Vinodolii & Midorussiæ ejusdem Civitatis Potestate. Cum prædictus D. Vuido Comes Potestas una cum Judicibus Consil. & Communitate Spalat. & similiter cum Jud. Consiliariis, & Communitate Trag. in Guerra maxima pro honore Coronæ Regiæ, & fidelitate observanda permanerent cum Infidelibus Pollizanis dictæ Coronæ, Comes Butteco Dei, & Regia G. Maritimus Banus promisit, & firmavit sacramento, & se voluntate propria obligavit, in eadem Guerra juxta dictum Potestatem, & Communitates prædictas esse & perseverare contra prædictos infideles, & eisdem infidelibus vivam Guerram facere, remoto omni ingenio, atque fraude, nec Treguam, vel Pacem aliquam faciat cum infidelibus antedictis, nisi voluntate, consensu, & consilio prædicti D. Pot. & super memoratarum Communitatum; & si contra prædicta fuerit, vel venerit, occultè vel palam, notam infidelitatis Regiæ Majest. incursurum se confitetur, promittens etiam, & se obligans facere omnes fideles Coronæ sibi subditos, intrare in Guerram prædictam, & si aliquis de fidelibus D. Regis sibi subditus intrare nollet, contra ipsum, vel ipsos erit viribus, atque posse, & similiter ex adverso prædictus D. Potestas una cum Judicibus Consiliariis, & Communitatirus prædictarum Civitatum promiserunt, & se obligaverunt sub eodem modo atque forma, & sub pœna fidelitatis in dicta Guerra permanere totis viribus, atque posse, nec Treguam vel Pacem facere absque consilio & consensu dicti Comitis Butheconis, nec in dicta Guerra aliquo modo relinquere prædictum Comitem Butheconem. Et hæc omnia fuerunt coram Fratre Sebastiano Priore Fratrum Prædicatorum de Spaleto, & Fratre Gesiæ & aliorum Fratrum affirmata, ut neutra Pars à prædicto pacto ipsorum testimonio exire non auderet, & ad majorem firmitatem hujus Contractus, & Pacti Litteras præsentes per alfabetum divisas ejusdem tenoris quarum una servabitur penes Comitem Butheconem, alia penes Comitem Spalat. tertia penes Comitem Trag. Sigilla penden. prædictorum Fratrum Prædicatorum, prædictorum Comitis Butheconis, & dicti D. Potestatis, & Civit. prædictar. fecimus communiri.

CCCCIV.

*Testament d'*EUBAL *de Genève, Fils d'*HUMBERT *Comte de Genève. Fait à Londres, le* 12. *de Mai,* 1259. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye, Preuves. pag. 74.] 12. Mai. GENEVE.

NOS EUBALUS de Gebennis, Filius quondam Humberti Comitis Gebennensis, attentis gratis servitiis, & amore quem habemus erga benedictum nostrum consanguineum, *Petrum de Sabaudia*, eundem Hæredem nostrum universalem instituimus & facimus donationem dicto Petro & suis Hæredibus de omni jure, actione, & proprietate, quæ quovis modo nobis competit, super Hæreditate, & Successione Paterna & Fraterna in Comitatu Gebennensi, tam contra Rodolphum de Gebennis, quam Fratres suos, & alias quascumque personas. Testes Joannes de Genuilla, Eubalus de Montibus, Petrus Chanonf. Milites, Guido

ANNO 1259. de Grangario, Magister Crassinus, Guido de Montaniaco, Simon de Berserio. Actum in Civitate Londini IV. Idus Maij, Anno MCC. LIX. cum septem Sigillis. *Signé* Galganus de Verullis, authoritate Romanæ Ecclesiæ Notarius.

CCCCV.

Juin. *Déclaration de* JAQUES *Evêque de Metz, par laquelle il s'engage & promet de secourir* THIBAUT *Comte de Bar son Cousin & son homme, entre tous, & envers tous, excepté ceux de* Metz, *& les Evêques de* Toul, *& de* Strasbourg, *Juin* 1259. [La Véritable Origine des très-Illustres Maisons d'Alsace, de Lorraine, &c. Aux Preuves, pag. 141. Pièce tirée des Archives de Nancy.]

NOZ JAQUES par la grace de Deu Evesque de Metz, faisons congnoissant à toz, Que nous avons creantei & promis & jurei par ferment corporellement fait, que noz ferons aidant de noz & de nostre pooir Nostre Cousin & nostre homme THIBAULT Comte de Bar, contre toz hommes qui puissent vivre & morir, Fors qu'encontre cials de Metz, & Gilo par la grace de Deu Evesque de Toul, & Henry Evesque de Strasbourg. Et se ne le poons grever por homme qui puisse vivre & morir, fors que por ciauls qui sont devant nommez. Et ces convenances tenrons noz toutte nostre vie. En tesmoignage de veritei avons nous scellei ces Lettres de nostre seel. Qui furent faittes en l'an de grace MCCLIX. au mois de Juin.

Ces Lettres sont seellées d'un Seel de cire verte à double queuë.

CCCCVI.

25. Juill. *Ratificatio Pacis inter Regem Francorum* LUDOVICUM IX. *&* HENRICUM *Angliæ Regem anno* 1258. *initæ, facta per* EDUARDUM *dicti Regis Angliæ Primogenitum. Apud Westmonasterium in Festo Sancti Jacobi* 1259. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. pag. 157.]

EDUARDUS, Illustris Regis Angliæ Primogenitus, Universis ad quos præsens Scriptum pervenerit, salutem. Noveritis quòd nos quittationes & Remissiones quas Carissimus Pater noster Henricus Dei Gratia Rex Angliæ fecit Illustri Regi Franciæ de terris, rancoribus, & aliis quæ in ipsius Litteris continentur, ratas habemus, & gratas, & eadem omnia & singula, quæ ei per dictum Patrem nostrum quittata sunt & remissa, nos eidem Regi Franciæ quittamus & remittimus penitus expresse, & tactis sacrosanctis Evangeliis juravimus Pacem inter ipsum Patrem nostrum ex parte una, & dictum Regem Franciæ ex altera habitam, & juramentis Procuratorum eorumdem firmatam, sicut in ipsorum Litteris continetur, quantum ad omnes & singulos articulos in dicta Pace contentos, nos firmiter & inviolabiliter observaturos, & in nullo aliqua ratione contraventuros.

In cujus rei Testimonium præsenti Scripto Sigillum nostrum duximus apponendum. Datum apud Westmonasterium Anno ab Incarnatione Domini millesimo ducentesimo, quinquagesimo nono, die Veneris in Festo Sancti Jacobi Apostoli.

Et sont lesdictes Lettres cy dessus transcrittes scellées sur double queuë de parchemin pendant au reply d'un grand Scel de cire blanche, ayant d'un costé un homme armé a cheval, & a la circonference est ecrit:

EDUARDUS Primogenitus & Hæres Domini Regis Angliæ.

Et en l'autre costé est empreint un excusson, dans lequel il y a trois Lyons, & a la circonference est aussi escrit:

Sigillum Eduardi Filii Henrici Illustris Regis Angliæ.

Et au dos desdictes Lettres est aussi escrit ce qui s'ensuit: ANNO 1259.

Littera EDUARDI Primogeniti HENRICI Regis Angliæ, per quam ratificat Pacem concordatam inter dictum Genitorem suum, & Regem Franciæ, Anno Domini 1259.

EDMUNDI *Filii Regis Angliæ* HENRICI *Ratificatio Pacis inter dictum suum Genitorem, & Regem Francorum* LUDOVICUM *Anno* 1258. *facta. Datum Londoniæ in Festo S. Jacobi* 1259. [Pièce tirée du LIX. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin.]

EDMUNDUS illustris Regis Angliæ filius, universis ad quos præsens Scriptum pervenerit salutem. Noveritis quod nos quittationes & remissiones, quas carissimus Pater noster Dominus Henricus Dei Gratia Rex Angliæ fecit Illustri Regi Franciæ de Terris, rancoribus, & aliis quæ in ipsius Litteris continentur, ratas habemus & gratas, & eadem omnia & singula quæ ei per dictum Patrem nostrum quittata & remissa, nos eidem Regi Franciæ quittamus, & remittimus penitus & expresse, & tactis sacrosanctis Evangeliis juravimus Pacem inter ipsum Patrem nostrum ex una parte, & dictum Regem Franciæ ex altera habitam; & juramentis Procuratorum eorundem firmatam, sicut in ipsorum Litteris continetur, quantum ad omnes & singulos Articulos in dicta Pace contentos, nos firmiter & inviolabiliter observaturos, & in nullo aliqua ratione contraventuros.

In cujus rei testimonium Sigillum venerabilis Patris Domini Walterii Episcopi Wigornienſis præsenti Scripto apponi curavimus. Datum Londini Anno gratiæ 1259. die Veneris in Festo Sti. Jacobi Apostoli.

Et sont lesdictes Lettres scellées en double queuë de parchemin pendant au reply d'un Scel sur Cire blanche, & au dos est escrit ce qui s'ensuit:

Litteræ EDMUNDI Filii Regis Angliæ, per quas promittit servare Pacem & Conventiones habitas inter Regem Franciæ, & Patrem suum Regem Angliæ CIↃ. CC. LIX.

CCCCVII.

13. Octob. *Traité de Paix, entre* LOUIS IX. *Roi de France &* HENRI III. *Roi d'Angleterre; par lequel, le Roi* LOUIS *doit donner à* HENRI *ses Terres de* Limoges, Cahors *&* Perigord, *comme aussi une recompense sortable pour la Terre d'*Agenois, *aux conditions y contenues; &, après le décez de la Comtesse de* POICTIERS, *ce que le Comte de* POICTIERS *tient en* Xaintonge, *pour tenir le tout ensemble, en Fief & Domaine de la Couronne de France, comme Pair de France & Duc d'Aquitaine* &c. &c. *En échange de quoi* HENRI *cede au Roi & à la Couronne de France tout ce qu'elle tient en* Normandie, *en* Anjou, *en* Touraine, *& au* Maine, *& en toute la Terre de* Poictiers. *Fait à Londres le Lundi avant la Fête de St. Luc l'Evangeliste l'an de l'Incarnation* 1259. *au mois d'Octobre.* Avec *la* RATIFICATION *des Prélats, & Barons d'Angleterre du même jour.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici Part. I. pag. 22. Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, Vol. LV. pag. 173. avec quelque petite différence par-ci par-là dans les termes. DU CHESNE, Hist. d'Anglet., d'Ecosse & d'Irl. Tom. I. pag. 568. en date du Mois de Septembre & du Vendredi après la St. Gilles.]

HENRY par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, *Sire* d'Irlande & Duc d'Aquitaine, Nous faisons à scavoir à tous ceux qui sont, & qui à venir sont, que Nous par la volonté de Dieu avec nostre tres cher Cousin le Noble Roy Louis de France avons paix faicte & affermée en cette maniere, c'est assavoir, qu'il donne à Nous,

ANNO 1259. Nous, nos Hoirs & nos Succeſſeurs toute la *Droicture*, qu'il avoit & tenoit en ces *trois Evechez* & ces Citez, c'eſt aſſavoir *de Limoges, de Cahors & de Perigort* en fiefs & en domaines, ſaouf l'hommage de ſes freres, ſe ils aucune choſe y tiennent, dont ils ſoient *ſi hommes*, & ſauves les choſes, qu'il ne peut mettre hors de ſa main par lettres de luy, ou de ſes anceſſeurs, les quelles choſes il doibt pourchaſſer en bonne foy vers ceux qui ces choſes tiennent, que nous les ayons dedans la Touſſaincts en un an, ou faire nous eschange convenable à *l'egard* de preud'hommes, qui ſoient nommez d'une part & d'autre, le plus convenable au prouffict des deux Parties.

§. 2. Et encores ly devant dit Roy de France nous donnera la vallue de la *Terre des Agenois* en deniers chacun an, ſelon ce qu'elle ſera priſée à droicte value de Terre des preud'hommes, nommez d'une part & d'autre, & ſera faite la paye à Paris au Temple chacun an à la quinzaine de l'ascention la moictié, & à la quinzaine de la Touſſaincts l'autre. Et s'il advenoit, que cette terre s'echeoit de la *Comteſſe Janne de Poictiers* au Roy de France ou à ſes hoirs, il ſeroit tenu ou ſes hoirs de rendre à nous ou à nos hoirs ; & rendue la terre, il ſeroit quicte de la ferme & ſe elle venoit à autre, que au Roy de France, ou à ſes hoirs, il nous donroit le fief d'Agenois, avec la ferme devant dicte, & ſe elle venoit en domaine à Nous, Le Roy de France ne ſeroit pas tenu de rendre celle, & s'il eſtoit *esgardé par la Cour du Roy* de France, que pour la terre d'Agenois avoir, deuſſions mettre ou rendre aucuns deniers par raiſon de gaigerie, ly Roy de France rendroit ſes deniers, ou nous tendrions & aurions la ferme, tant que nous euſſions eu, ce que nous aurions mis pour celle gaigerie.

§. 3. Derechef il ſera enquis en bonne foy & de plain à noſtre requeſte par Preud'hommes d'une partie & d'autre à ce eſleus, ſe la terre, que le *Cuens de Poictiers* tient en Caorſin de par ſa femme, fut du Roy d'Angleterre donnée ou baillée avec la terre d'Agenois par mariage ou par gaigerie, ou toute ou en partie, à ſa ſoeur, qui fut Mere *le Comte Raymond de Thoulouze* dernierement mort, & s'il eſtoit trouvé qu'il euſt ainſy eſté à celle terre luy eſcheoit ou à ſes hoirs du deceds de la Comteſſe de Poictiers, il la donneroit à Nous, ou à nos hoirs; & ſe il elle eſcheoit à autre, & il eſt trouvé par telle enqueſte *toutes voyes* quelle euſt eſté ainſy donnée ou baillée ainſy, comme il eſt dict deſſus apres le deceds de la Comteſſe de Poictiers il doneroit le fief à nous & à nos hoirs, ſaouf l'hommage de ſes Freres, s'ils aucune choſe y tenoient tant comme ils vivroient.

§. 4. Derechef apres le deceds la Comteſſe de Poictiers ly Roy de France donnera à nous & à nos hoirs la terre, que le *Cuens de Poictiers tient ores en Xantonge outre la riviere de la Charante* en fief & en domaine, qui ſoient outre la Charante, ſi elle echoit au Roy de France, ou a ſes hoirs, & ſi elle ne luy echoit, il pourchaſſeroit en bonne maniere par eschange ou autrement, que Nous ou nos hoirs l'ayons, ou il nous feroit avenable eschange à l'esgard des Preud'hommes qui ſeront nommez d'une part & d'autre, & de ce, qu'il donra à nous & à nos hoirs en fief & en domaine, nous & nos hoirs ly feront hommage lige, & à ſes hoirs Roys de France, & auſſy *de Bourdeaux, de Bayonne & de Gascongne*, de toute la terre que nous tenons de là la Mer d'Angleterre en fiefs & en domaine, & des *Isles, ſy aucunes y en a, qui nous tenions, qui ſoient du Royaume de France*, & tiendrons de luy comme Pair de France & Duc d'Aquitaine, & de toutes les choſes devant dictes ly ferons nos ſervices avenables jusques à tant, qu'il fut trouvé quels ſervices les choſes devroient, & lors nous ſerons tenus de faire les tiex, comme il ſeroit trouvé; de l'hommage de la Comté *de Bigorre & Darmignac, & de Franſac*, ſoit ce que droit en ſera, & ly Roys de France Nous clame quitte, ſe nous ou noſtre Anceſſeur luy fismes oncques tort de tenir ſon fief ſans luy faire hommage & ſans luy rendre ſon ſervice & tous arrerages.

§. 5. Derechef le Roy de France nous donnera ce, que de cinq cens chevaliers debvroient couſter raiſonablement à tenir deux ans à l'esgard des Preud'hommes qui ſeront nommez d'une part & d'autre, & ces deniers ſera tenu de payer à Paris au Temple à ſix payes par deux ans, c'eſt à ſçavoir à la quinzaine de la Chandeleur, qui vient prochainement la premiere paye, c'eſt à dire la ſixieſme partie; & à la quinzaine de l'Ascenſion en ſuivant l'autre paye, & à la quinzaine de la Touſ ſaincts l'autre, & auſſy des autres payes en l'an enſuivant, & de ce donnera ly Roy de France ſes lettres pendant en Temple ou l'Hospital où ambedeux enſemble en *Pleige*, & nous ne debvons ces deniers deſpendre, ſi non que au ſervice de Dieu & de l'Egliſe, ou au proffict du Royaume d'Angleterre, & ce par l'adveu des Preud'hommes, hommes de la terre eſleus par le Roy d'Angleterre & les hauts hommes de la terre, & par cette Paix faiſans, avons quicté & quicterons de tout en tout & noſtre dict fils au Roy de France & à ſes Anceſſeurs, & à ſes hoirs, & à ſes freres, & à leurs ſucceſſeurs pour nous ou pour nos hoirs & pour nos ſucceſſeurs, ou noſtre Anceſſeur, aucune droiture que avons ou meſme euſſions oncques en choſe, que le Roy de France tienne ou teinſt oncques, ou ſes Anceſſeurs, ou ſes Freres, c'eſt aſſavoir en la Duché & en toute la Terre de Normandie, en la Comté & en toute la Terre d'Anjou, de Tourraine & de Maine, & en la Comté & toute la Terre de Poictiers ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France, ou ez Isles, ſe aucunes en tient le Roys de France ou ſi Freres, ou autres de par eux, & tous arrerages. ANNO 1259.

§. 6. Et auſſy avons quicté & quictons nous & noſtre dict fils à tous ceux qui de par le Roy de France, ou de ſes Anceſſeurs, ou de ſes Freres tiennent aucune choſe par don, par eschange, ou par vente, ou par achapt, ou par *aſenſement*, ou par autre ſemblable maniere en la Duché, & en toute la Terre de Normandie, en la Comté, & en toute la Terre d'Anjou, de Tourraine, & du Mayne, & en la Comté & en toute la Terre de Poictiers ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France, ou ez Isles deſſus dictes, ſauf à nous & à nos hoirs noſtre droicture ez Terres, dont nous debvons faire hommage lige au Roy de France pour cette paix, comme il eſt deſſus diviſé, ſaouf ce que nous peuſſions demander noſtre droicture, ſy nous la cuidions avoir *en Agenois*, & avoir la, ſe la Cour le Roy de France le juge, & auſſy de *Caorſin*.

§. 7. Et donrons au Roy de France les Lettres, qu'on dict, qu'il a du Roy Richard noſtre Frere, de quittance de totes ces choſes par eschange, qui en ot; & ſe pouvons ne les trouver ou avoir, donrons nos Lettres pendans au Roy de France, & des Barons & des Prelats & des *Prodes hommes*, qui y furent de teſmoignage de la quittance, que li Roy Richard en feit, & avoit encor; a noſtre ſerment & es nos Lettres pendans, que puis cette quittance nulle droicture, ne nous donnera en nulle de ces choſes en cette meſme quittance au Roy de France & aux autres devant dits. Ferons faire à noſtre Sueur la Comteſſe de Leyceſtre, por ſoy por ſes hoirs & des enfans de ceux, qui l'en requerra, & li Roy de France nous clamera auſſy quitte, ſi il ou ſi Anceſſeur li firent oniques tort, de tenir ſon fié ſans li faire homage & ſans li rendre ſon ſervice & tous arrerages. Et avons pardonné & quité l'un à l'autre, pardonnons & quictons tous maltalens de contans, & de guerre, & tous arrerages, & toutes yſſues, qui ont eſté eues, ou qui pourroient eſtre eues en toutes les choſes devant dites, & tous les dommages, & toutes miſes, qui ont eſté faicts ou faites deça & dela en guerre, & en autre maniere.

§. 8. Et pour ce, que cette Paix fermement & auſſy eſtablement ſans nulle enfraignance ſoit tenue à tousjours, ly Roys de France a faict jurer en ſon ame par ſes Procureurs especiaux à ce eſtablis, & ſes deux fils ont juré à tenir ces choſes tant comme à chacun appartiendra, & à ce tenir ont obligé eux & leurs hoirs par leurs *lettres pendans*, & nous de ces choſes tenir ſommes tenus de donner ſeureté au Roy de France *des Chevalliers des Terres* devant dictes meſme, que il donne, & *des villes*, ſelon ce que il nous requerra. Et la forme de la ſeureté des hommes & des villes pour nous ſera telle: Ils jureront que ils ne donneront ne conſeil, force, ne ayde parquoy nous ou noſtre hoir vinſſions allencontre de la paix, & s'il advenoit, que Dieu ne veuille, que nous ou noſtre hoir vinſſions allencontre, & ne voulſiſſions amender, puis que le Roy de France, ou ſes hoirs Roys de France nous en auroient faict requerre chil qui la ſeureté auroient faicte dedans les trois mois, qu'ils en auroient fait requerre, ſeroient tenus d'eſtre aydans au Roy de France & à ſes hoirs contre nous & nos hoirs, jusques à tant, que cette choſe fut amendée ſuffiſamment à l'esgard de la Cour du Roy de France, & ſera renouvellée cette ſeureté de dix ans en dix ans, à la requeſte du Roy de France ou de ſes hoirs Roys de France & nous. Cette paix & cette compoſition entre nous & le devant dict Roy de France ſera affermée & toutes les devant dictes choſes & chacunes, ſy comme elles ſont deſſus contenues, promettons en bonne foy pour nous & pour nos ſucceſſeurs au devant

ANNO 1259. devant dict Roy de France, & à ſes hoirs & à ſes ſucceſſeurs loyalment & fermement garder, & que nous encontre viendrons par nous ou par autre en nulle maniere, & que riens n'avons faict, ne ferons, par quoy les devant dites choſes toutes, ou aucunes, en tout ou en partie ayent moins de fermeté.

§ 9. Et pour ce que cette Paix fermement, eſtablement & ſans nulle enfraignance ſoit tenue à tous jours, nous à ce obligeons nous & nos hoirs, & avons faict jurer en noſtre ame par nos Procureurs en noſtre preſence cette paix ſy comme elle eſt deſſus deviſée & eſcripte à tenir en bonne foy, tant comme à nous appartiendra, & que nous ne viendrons encontre ne par nous ne par autre. En tesmoing de toutes ces choſes nous avons faict *ces lettres* au Roy de France, *pendans ſeelz de noſtre ſeel*; & cette Paix, & toutes ces choſes, qui ſont deſſus contenues, par noſtre commandement eſpecial ont juré Eduuard & Eadmont noſtre fil en noſtre preſence à garder & tenir fermement, & que ils encontre ne viendront par eux ne par autre. Ce fut donné à Londres, Lundy prochain devant la feſte ſainct Luc Evangeliſte, l'an de l'incarnation noſtre Seigneur, Mil deux cens cinquante neuf, au mois d'Octobre.

RATIFICATION *des Prélats & Barons d'Angleterre.* [Tirée du LV. Volume des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. pag. 188. & 191.]

A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront ou orront, nous
Boniface Archevesque de Cantrobie Primat de toute l'Angleterre,
Walt' Evesque de Wuel'
Simon de Monifort, Comte de Leyceſtre,
Richard declaré Comte de Clocestre, & de Herefford,
Roger de Bigot Comte de Norfolc & Mareſchal d'Angleterre,
Himifroy de Bonet Comte de Rochefort, & de Eſſex
Guillaume de Fort, Comte de Albemalle
Jean Dupleſſis Comte de Warwik
Hugues le Bigot Juſticier d'Angleterre
Pierre de Savoye
Roger de Mortemar
Jean Mauſeil Treſorier de Emerbilk
Philippe de Ballech,
Richard de Grecy
James de Andudelée
Et Pierre de Montfort.

Conſeillers noſtre ſire le Roy d'Angleterre, Salut en noſtre Sauveur nous faiſons ſçavoir que nous avons veuë & entenduë la forme de la paix qui eſt faicte & jurée entre le noble Roy de Francè Leois, & le noble Roy Henry d'Angleterre noſtre Seigneur en ces parolles:

HENRIS *par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, &c.*

Et nous cette paix & compoſition, ſi comme elle eſt contenuë par deſſus voulons & octroyons & loons, & conſeillons en la preſence dou devant dict noſtre Seigneur le Roy & de ſon commandement eſpecial, nous Archevesques & Evesques avons promis en parolle de proicers, & nous Comtes & Barons avons juré ſur ſainctes Evangilles que nous les choſes & chacune par ſoy qui ſont en cette paix contenuës, tant comme a nous apartient fermement & ſtablement tendrons & garderons, & à bonne foy travaillerons & pourchaſſerons que noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, & ſi hoirs en toutes les choſes, & chacune par ſoy qui ſont contenuës en cette paix, loyaument & en bonne foy accompliront, & garderons fermement.

Et cet ſerment avons faict en la preſence des meſſaiges de noble Roy de France envoyez de par luy.

Et en tesmoin des choſes deſſus deviſées & eſcrittes, nous avons mis nos ceaux en ces preſentes Lettres.

Ce fut donné a Londres le lundy prochain avant la feſte de ſainct Luc l'Evangeliſte l'an de l'incarnation noſtre Seigneur mil deux cents cinquante neuf, au mois d'octouvre.

Anno Domini milleſimo ducenteſimo quinquageſimo nono, die Jovis poſt feſtum Beati Andreæ Apoſtoli fecit Henricus Rex Angliæ homagium ligium & Sacramentum fidelitatis Ludovico Regi Francorum illuſtri, Pariſiis in Horto Regis, aſtantibus cum ipſo Rege Angliæ, ANNO 1259.

Episcopo Tarenteſiæ in Sabaudia,
Lincolnenſi & Norwicenſi Episcopis,
Electo Condomenſi,
De Gloceſtria, De Leiceſtria & De Aubennate } Comittibus,
Domino Petro de Sabaudia,
Domino Joanne de Balliolo,
Domino Petro de Monteforti,
Domino Joanne Marſolli Theſaurario Eboracenſi, Conſiliario ipſius Regis Angliæ.
Et multis aliis.

CCCCVIII.

Confirmation du Traicté de Paix de l'an 1258, *faicte par* SIMON DE MONFORT *Comte de Leyceſtre, &* ELEONOR *Comteſſe ſa femme; la dicte Comteſſe renonce a tout le droict qu'elle pouvoit prétendre ez Duché de* Normandie, *Comtés* d'Anjou, Touraine, le Mayne, & Poictou. 1259. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, p. 165.] 4. Dec.

A tous ceux qui ces Lettres verront Simon de Montfort, Cuens de Leyceſtre, & Alienor, Comteſſe de Leyceſtre ſa femme, Salut. Nous faiſons aſſavoir a tous que nous avons veuë & entenduë la forme de la Paix qui eſt faicte & jurée entre noſtre Seigneur le noble Roy Louïs de France, & le noble Roy Henry d'Angleterre noſtre Seigneur. Et nos Alienor cele pais, & toutes les choſes, & chacune par ſoy qui ſont contenues en icelle Paix par l'auctorité & l'aſſentement des devant dicts Comte Simon noſtre mary & en ſa preſence voulons, octroyons, & loons par noſtre gré, & ſans aucun contreignement, & promettons a tenir, & a garder fermement, & eſtablement pour nous, & pour nos heritiers, & qu'encontre ne viendrons par nos ne par autre; & avons quitté & quittons pour nous, pour nos heritiers & pour nos ſucceſſeurs de tout en tout au Roy de France, & a ſes anceſſors, & a ſes heritiers, & a ſes freres, & a leurs heritiers, & a leurs ſucceſſeurs, ſe nous, ou noſtre anceſſor aucune droicture aviens, ou eusmes oncques en choſes que li Rois de France tienne, ou tinſt onques, ou ſi anceſſor, ou ſi frere. C'eſt aſçavoir en la Duchée & en toute la terre de Normandie, en la Comtée & en toute la terre d'Anjou, de Touraine, & du Maine, & en la Comtée & en toute la terre de Poictiers, ou ailleurs, en aucune partie del Royaume de France, ou ez Iſles, s'aucunes en tiennent li Rois de France, ou ſi Freres, ou autres de par eux, & tous arrerages. Comme auſſy nous avons quitté & quittons a tous ceux qui de par le Roy de France, ou de par ſes anceſſors, de ſes freres tiennent aucune choſe par don, ou par eschange, ou par vente, ou par achapt, ou par acenſement, ou en autre ſemblable maniere en la Duchée, & en toute la terre de Normandie, en la Comtée, & en toute la terre d'Anjou, de Touraine, & del Maine, & en la Comtée, & en toute la terre de Poictiers, ou ailleurs, en aucune partie del Royaume de France, ou ez Iſles deſſus dictes, ſelon la maniere & la teneure qui eſt contenue en la Paix deſſusdicte, & avons juré & jurons de noſtre bonne volonté, de l'auctorité, de l'aſſentement noſtre mary le Comte deſſus nommé, & en ſa preſence ſur ſainctes Evangilles, en la preſence del Roy de France devant dicts, que nous toutes ces choſes garderont, & tendrons fermement, ne encontre ne vendrons par nos ne par autres, ſauves a nos, & a nos heritiers toutes nos demandes & nos droictures en toutes choſes encontre toutes perſonnes qui ne ſont exceptées par la devant dicte Paix.

Et nos Simon de Montfort, Cuens de Leyceſtre deſſus nommé recognoiſſons & temoignons que la devant dicte Comteſſe noſtre femme a fait la quittance, & le ſairement, & les autres choſes devant dictes par noſtre aſſentement, & par noſtre volonté & auctorité

&

ANNO 1259. & en noſtre preſence, & nos mesmes avons juré que la Paix deſſusdicte avons & aurons ferme & ſtable, & que encontre ne vendrons par nos, ne par autre.

Et en temoignages de ces choſes, & que ce ſoit ferme & ſtable nos Cuens & Comteſſe deſſusdicts avons mis nos ſceaux a ces preſentes Lettres. Ce fut faict a Paris en la preſence des deux Rois deſſus nommez, & de moult autres l'an de l'Incarnation de noſtre Seigneur Jeſu Chriſt Miliesme, ducentiesme, cinquantiesme, neufiesme, le Jeudy empres la feſte Sainct André l'Apoſtre.

Et ſont les dictes Lettres ſcellées de deux ſceaux ſur cire blanche.

CCCCIX.

1. Dec. *Transactio inter Archiepiscopum Magdeburgenſem* RUDOLPHUM *&* *Dominum* DE ARNESTEN, *quâ Archiepiscopo & Archiepiscopatui Præfectura* Rammelburg *in perpetuam proprietatem ceditur. Data Struccebere in Domo Fratrum Prædicatorum, Anno Domini* 1259. V. *Idus Decembris.* [Hochfürſtl. Magdeburgiſche. Reſponſion auf der Grafen von Mannsfeld bey Kayſerl. Mayſt. übergebene Deduction. apud THUCELIUM in Actis Publicis S. R. Imperii Part. II. pag. 476. LUNIG, in Spicilegio Eccleſiaſtico im Anhang von Ertz-ſtifftern/ſub num. VI. von Magdeburg pag. 35. d'où l'on tire cette Pièce.]

RODOLPHUS, Dei gratia Sanctæ Magdeburgenſis Eccleſiæ Archiepiscopus omnibus præſentes Literas inſpecturis ſalutem in Domino. Cum labilis hominum ſit memoria, ne ea, quæ rite aguntur, a nobis tollat oblivio, placuit ipſa ſcripturæ teſtimonio commendari. Recognoscimus itaque & tenore præſentium proteſtamur, quod nos ſuper ea parte Caſtri in Rammenenborch, quam olim bonæ memoriæ Dominus Albertus prædeceſſor noſter emit a nobili Viro Domino A. de Arneſten, quam nobilis Vir, filius ſuus Dominus W. de Arneſten nunquam fuiſſe datam ſecundum morem terræ coram Comite de Anhalt affirmabat, cum quo, ut omne dubium amputaremus, concordavimus iſto modo, quod partem Caſtri cum ſuis attinentiis ſupradictam dedit nobis & Eccleſiæ noſtræ in jus & proprietatem perpetuam, heredum ſuorum accedente conſenſu. Nos vero Curiam, quam pater ſuus habuerat, & aliam Curiam, quam Fratres S. & Ch. cognomine Wucken de manu noſtra tenuerant, conceſſimus jam dicto Domino W. in feudum caſtrenſe, quod vulgariter Borchlen vocatur, ita quod de utraque Curia nunc Caſtrenſis ſit ibid. & Caſtrum liberum maneat nobis & Succeſſoribus noſtris, ut, cum neceſſe fuerit, homines noſtros pro defenſione Eccleſiæ noſtræ ibidem mittere & tenere poſſimus, ſicut in aliis Caſtris nobis vacantibus, ipſe etiam cum neceſſe habuerit contra hoſtes ſuos ſe poterit defenſare. Teſtes hujus ſunt Wernerus de Kerbere. Vice-Dominus C. de Sterenberg Cellarius. A. de Arneſten Archi-Diaconus. H. de Grunenberc Præpoſitus Sti. Nicolai Canon. Magdeburg. Everhardus Plebanus de Glinde, Capellanus noſter, Arnoldus Can. Sanct. Nicolai Lanci, G. de Gruneberc, G. Wederde & G. Filius ſuus, R. de Cornwiſt, R. de Vriſach, Otto Glucer, Johannes de Hardesdorp, Otto de Hendorp, Henricus Ber, milites & alii plures, & ne hæc cuiquam futuris temporibus veniant in dubium præſentes Literas conſcribi & noſtro & illuſtris Principis Domini Ottonis Marchionis Brandenburgici & Domini Wolteri de Arneſten Sigillis fecimus roborari. Data ſunt hæc Strucebere in Domo Fratrum Prædicatorum, Anno Domini MCCLIX. V. Idus Decembr. Pontif. noſtri Anno ſeptimo.

CCCCX.

1260. RAYNERII GENONIS *Ducis Venetorum Diploma, quô Comitibus* SCHINELLÆ *ac ejus filiis* PETRO SCHINELLE, BARTHOLOMÆO *&* FRIDERICO BARTHOLOMÆO *&* GUIDONI *filiis Comitis* GUIDONIS DE VEGLA *concedit & confirmat univerſum Comitatum* Veglæ *&* Inſulæ *&* Pervichii, *ſub hisce conditionibus, ut Nuncios & Galeas Venetorum honorifice tractare, horum amicos pro amicis & inimicos pro inimicis habere, Communi Venetiarum nongentas libras Venet: ſolvere teneantur & decedentibus omnibus Comitibus maſculis, dictus Comitatus in Ducem & Comitem Venetorum liberè debeat devenire. Dat. anno* 1260. [JOANN. LUCII, de Regno Dalmatiæ Libr. IV. pag. 175.] ANNO 1260.

In Chriſti Nomine Amen.

DECET cuilibet Dominationis arbitrium amplecti liberaliter petitiones rationibus devotorum, eos præcipuè ad exauditionis gratiam admittendaque non minus regnantium laudes, quæ & eorum commoda, & honores dignoscuntur; hinc eſt quod Raynerius Geno D. G. Venet. Dal. atque Croatiæ Dux Dominus quartæ partis, & dimidiæ totius Imperii Romaniæ cum noſtris Judicibus, & ſapientibus noſtris de majori, & minori noſtro Conſilio, & collaudatione populi in publica concione attendentes puram fidem, & rectam devotionem, quam egregii viri Joannes, Guido, & Henricus olim Comites Veglæ ac ipſorum prædeceſſores ad nos, & præceſſores noſtros à Commune Venet. hactenus habuerunt ipſorum Comitum meritis inſpiciendo, & benevolentiam quam erga ipſorum nobiles noſtri prædeceſſores per tempus præteritum habuerunt diſponentes eorum hærædes oſtendere opera per effectum, concedimus & confirmamus Viris Nobb. Schinellæ nato q. egregii Viri Comitis Bartholomæi Veglæ ac ejus filiis Petro Schinelle, Bartholomæo, & Frederico Bartholomæo, & Guidoni filiis q. Comitis Guidonis de Vegla, & eorum hæredibus maſculis in perpetuum, ita quod unus alteri ſuccedat univerſum Comitatum Veglæ & Inſulæ & Pervichii cum omnibus reditibus, juribusque, rationibus, honorificentiis, collectis, & regaliis ſuis ad eundem Comitatum, & Inſulam ſive Inſulas ſpectantibus, ut ea omnia de cætero habeant, teneant, & poſſideant ſine aliqua contrarietate, ſicut ipſi Comites, & eorum prædeceſſores per tempus præteritum . . . . habuerunt, & tenuerunt habendo ſicut dictum eſt dictus D. Schinella Comes, & filii, & eorum hæredes medietatem totius dicti Comitatus, & prædicti Fredericus, & Barth. & Guido ac eorum hæredes aliam medietatem. Propterea omnes dictum Comitatum regere & gubernare debeant ſecundum bonas, & antiquas conſuetudines ipſius Comitatus, ac Comitatum manutenere, & defenſare bona fide ad noſtrum, noſtrique Comitis Ven. honorem, excepta coronata perſona, & ipſius exercitu manifeſto, nuncios autem noſtros & Comitis Ven. ac Galeas & ligna currentia, quæ illuc per tempora adire contigerit, debeant recipere honorificè, & tractare benignè, inimicos autem Venet. Comitis ut inimicos reputabunt, amicos verò pro amicis habebunt, & dilectione mutua honorabunt, & non facient compagniam cum ullo Corſario, vel ſocietatem cum aliquibus ex eis contrahent, qui derobationem, piraticamque exercentes homines offendunt, vel offendere niterentur, ſive alios undecunque, ſive Venetiis venientes, & de Venetiis redeuntes, & eſt ſciendum quod per dictam conceſſionem ipſius Comitatus ſolvi, & dari debeat Communi Venet: libræ nongentæ Venet. par. de quibus lib. 900. medietatem ſolvere, & dare debeant D. Comes Schinellus & filii, ac eorum hæredes quibus conceſſa eſt medietas dicti Comitatus, & aliam medietatem ſolvere, & dare debeant prædicti Fred. & Bart. & Guido, & eorum hæredes, quibus alia medietas dicti Comitatus conceſſa eſt; De quibus habere debemus nos Dux pro ſalario nobis conceſſo libras DCC. Ven. par. & libras CC. habere debeant N. V. Laurentius Teupulo donec vixerit, & eo decedente di. lib. CC. in Comite Venet. debeant liberè devenire; Præterea quandocunque pro Comiti Venet. armabuntur Galeæ, vel à triginta ſuperius armari debeat una Galea per homines ipſius Comitatus eorum expenſis, & ſi magnitudo Venet. ibit per partitionem, quod unus ex Comitibus de domo Veglæ ibit perſonaliter in dicto exercitu, & ſtabit donec alii Nobiles de Venetia morabuntur eorum Comitum ſumptibus, ac expenſis. Item quod infra decem annos proximè venturos debeant, & teneantur dicti Comites tam Comes Schin. & filii, & eorum hæredes, quam prædicti Freder. Barth. & Guido, & eorum hæredes ponere in Venet. in poſſeſſionibus librarum decem millia Ven. par. ponendo videlicet à quatuor annis proximis in antea quolibet anno, tantum, quantum ſufficit pretii pro rata in depoſito pro ipſis poſ-

ANNO 1260. sessionibus comparandis, de quibus mediatatem prædicti Fredericus, Bar. & G. & eorum hæredes, aliam mediatatem prædictus Schinella, & filii, & eorum hæredes ponere debeant, & si acciderit quod Comitatus ipse in nobis remaneat per defectum masculinorum, qui non essent in Domo Veglæ, dictæ possessiones ipsis remaneant liberè, & eorum hæredibus ad faciendum ex eis pro anima, & corpore quidquid voluerunt ordinare: item quandocunque nobis, & nostris successoribus, & Comiti Venet. necesse fuerit habere gentem pro Comiti Ven. usque C. vel CC. homines pro tali soldo qualiter dabitur Ven. & quandocunque frumentum valebit in Ven. in triginta solidos par. superius pro quolibet staro, dabunt operam dicti Comites bona fide dum vixerint æqualiter quod de Comitatu prædicto & aliis terris circumadjacentibus in majori quantitate, quam poterunt conducatur Venetias ad vendendum,& est sciendum quod decedentibus omnibus Comitibus supradictis, & hæredibus masculinis ita quod nullus masculus supervivat, dictus Comitatus cum omnibus supra concessis in nos, & Comite Ven. debeat liberè devenire, quem regi, & tenere facere debemus secundùm bonas & antiquas consuetudines in ipso Comitatu obtentas; Nobis quoque Duci, nostrisque successoribus, & Comiti Ven. tam ipsi Comites qui nunc sunt quam eorum hæredes, qui pro tempore fuerunt infra unum annum postquam pervenerint ad ætatem fideles erunt Sacramento astricti in perpetuum, & omnia quæ continentur superius cum eorum hæredibus ipsi Comites nobis supradicto Duci, & successoribus nostris & Comiti Ven. Sacramento astricti se observaturos promiserunt, nisi remanserit per nos aut successores nostros vel majorem partem nostri Consilii ita tamen quod non possint, nec debeant esse ex dictis Comitibus, nisi duo rectores, quibus de honorificentiis Comitatus debeant respondere, & si aliquis ex dictis Comitibus terrarum exierit, vel casu absens fuerit, unus alius debeat esse Rector de Colonello illo, de quo fuerit, qui absens erit, & si omnes dicti Comites erunt extra terram, constituant unum vel duos Rectores, sicut eis utilius apparebit, & si omnia sicut continetur superius observata non fuerint, pars Comitatus illius, qui contrafecerit amittatur cum omnibus supra concessis, & in alios deveniat, de cujus Colonello fuerit observatum. Quæ superius dicta sunt, donec ille, qui contrafecerit ad nostram, & Comitis Ven. fuerit gratiam restitutus: si verò omnes prædicti Comites, vel eorum hæredes contra prædicta fecerint, prædictus in nos & Comite Ven. cum omnibus supra concessis devenire debeat cum omni plenitudine rationis ad faciendum exinde quicquid nostræ nostrique Consilii voluntatis fuerit secundum bonas & antiquas consuetudines in ipso Comitatu obtentas, ipsum regi, & teneri facere debemus, & sciendum quod prædicti Comites sunt, & esse debeant de nostro majori Consilio, Sacramento astricti quando per tempora Venetiis erunt, & ad majorem hujus rei firmitatem, & evidentiam pleniorem, præsens Privilegium fieri jussimus, & per manum Corradi Cur. nostræ Cancell. roborari.

CCCCXI.

1261. 26. Janv. ANVERS ET TURNHAUT. *Traité & Alliance entre la Ville d'*ANVERS *& les Habitans de* TURNHAUT, *fait à Louvain, en l'an* 1261. [Placarts, Ordonnances, &c. des Ducs de Brabant. Tom. I. Liv. V. pag. 670. & AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum Lib. II. Cap. CXI. pag. 227.]

UNIVERSIS tam præsentibus quàm posteris ad quorum notitiam præsens Scriptum pervenerit Scabini, Jurati & Communitates Urbium de Antverpiâ & de TURNHOUT, Salutem, & eorum quæ subscripta sunt, sententiam sanè considerare, cùm olim inter nos stultorum temeritate movente lites, odia, & discordiæ, non semel sed plures habitæ fuissent, nos quasi providi de futuris, considerantes, nullum nobis hinc inde honorem nec profectum posse generari, ne in posterum his similia tam facilè sicut hactenus queant accidere, ad omnem præhabitum rancorem sopiendum, & pacem diu instabilem, quæ tamen bonos singulos & maximè Compatriotas decet, perpetualiter reformandam, præcipuè quoque propter honorem, & profectum Domini nostri, atque etiam totius terræ nostræ amplificandum & custodiendum, multiplici consilio quomodo id stabiliter fieri possit, utrimque requisito, sufficienti deliberatione pe-

ractâ, Tandem omnipotentis Dei inspirante gratiâ, in hoc consensimus, quæ primò & principaliter ante omnia quidquid odii, vel dissensionis intra nos, hucusque habitum fuerit, quomodocumque evenerit, puro corde invicem remisimus, nunquam deinceps recordandum, quo facto omnes pariter, & singuli tanquam fratres unanimi voluntate conjuravimus, & Confœderationem mutuæ pacis, atque amicitiæ fecimus inviolabiliter observandam, quæ si inposterum inter homines urbium nostrarum contigerit aliquam discordiam haberi, quæ absit, nos utrimque rei gestæ veritatem de plano investigabimus, & à cujuscumque urbis homine inventa fuerit is exordium accepisse, Scabini & Jurati illius loci hominem suum cujus culpâ extiterit, talem habebunt quòd ei in quem fuerit commissum, penes ordinationem, & consilium Scabinorum & Juratorum utriusque urbis condignam pro modo culpæ faciat emendam. Cæterùm promisimus invicem ubicumque opus habuerimus, alter alteri ad jus suum conservandum fideliter assistere, contra unumquemque hominem, salvo semper jure Domini nostri ac verè hæredis terræ nostræ. Præterea si alicubi terminos terræ nostræ abbreviari perciperemus, vel jura Domini nostri occupari, vel in aliquo debilitari, quod Deus avertat, hoc Dominæ, vel Domino ipsius terræ, qui tunc esset quanto citiùs possemus, intimare deberemus, ut si talis animi foret quod ad hoc emendandum, atque ad debitum statim reformandum instare vellet, ad id sistendum ei sicut teneremur rebus & corporibus nos semper paratos & benevolos exhiberemus, sin autem omni tempore tamquam de propriis damnis dolentes hujus rei deberemus esse monitores & conquestores, quousque modo debito fieret correcta, quia igitur omnia præmissa juravimus unanimiter, & volumus observare sine fine, ne à nobis ipsis, vel à successoribus nostris, per negligentiam oblivioni tradantur, duobus Scriptis similibus ea commendari, & utriusque urbis nostræ sigillis æqualiter fecimus roborari. Actum Lovanii Sabbati ante Purificationem B. Mariæ Virginis, Anno Domini millesimo, ducentesimo, sexagesimo primo.

Infrà erat scriptum: Collationata cum originalibus Literis in Parcameno scriptis, & adhuc integris ex omni parte, nec ullâ liturâ maculatis, duobus appendentibus sigillis, ex viridi cerâ, quorum unum nimirum sigillum urbis Antuerpiensis, eâdem planè formâ quâ in altera hujus papyri visitur pagina, ex viridi dependebat serico, alterum nimirum sigillum oppidi Turnhoutani ut in eâdem hîc visitur paginâ ex rubro dependebat serico, ac repertum cum iisdem originalibus Literis de verbo ad verbum, accordare, ac convenire. Actum Antverpiæ decima sexta Augusti, Anno XVc. octogesimo tertio me teste infrascripto *Pontus Heuterus*, Notarius juratus & admissus. Inferiùs adhuc erat scriptum, Consimiles quoque Literæ, quas in alterâ hujus pagina, authentizavimus, factæ fuere; inter urbes Lovanienſem, Bruxellenſem, Lirenſem, cum Civitate Turnhoutanâ eâdem de causâ ac superioribus similes, mutatis tandem mutandis uno eodemque tempore datæ, singulis Literis duobus appendentibus sigillis, nimirum urbis Lovanienſis in viridi cerâ, ex rubro serico, Turnhoutanum verò ex viridi, Bruxellenſis in viridi cera ex viridi serico, Turnhoutanum rubro serico ac viridi cera, Lirenſis verò ac Turnhoutani oppidi in alba utrumque cerâ ex rubro utrumque serico dependens, Litteræ verò erant integræ ex omni parte ac nullis maculatæ lituris, sigilla eadem, ac ejusdem formæ, ut hîc conspiciuntur pictæ, me infrascripto teste, actum ut suprà *Pontus Heuterus* Notarius juratus & admissus.

CCCCXII.

Declaration de FERRIS *Duc de Lorraine, portant qu'il a vendu à* GILON *Evêque de Toul la* Comté de Toul, *laquelle il avoit achetée d'*OIDON, *ou* ODES. *Faite au mois de Novembre* 1261. Avec *le* CERTIFICAT *ou Déclaration du même* OIDON *ou* ODES, *touchant cette vente. Au Mois de Janvier* 1261. [La Véritable Origine des très-Illustres Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves, pag. 127.] Novem

ANNO 1261

ANNO 1261. JE FERRIS Dux de Loheraine & Marchis, faits ſçavoir à totz que j'ay acquitté & vendu à lonorauble Pere & Seigneur GILON par la grace de Dieu Evesque de Toul, lou Comté de Toul que javoye achetei à OIDON Comte de Toul, & tout ce avoit de droit au devant dit Comtei en foy & en hommages qui y appendent, & en touttes autres choſes appendants audit Comtei, pour douz mil & cinqt cent livres de Provenifiens fors, avec ſix cens livres de fors, que li d'avant dits Evesques avoit ſur le Comtei d'avant dit, &c. En tesmoignage de laquel choſe, je ly ay donné ces Lettres ſeellées de mon ſeel, qui firent faites quant li miliaires couroit par mil doux cent & ſoixante & un, ou mois de Novembre.

Je ODES Sires de Fontenoy, dis Cuens de Toul, faits ſçavoir à touts que je le Marchié que li Noble Ber Meſſires FERRIS Dux de Loheraine & Marchis, ait fait à lonorable Pere & Seigneur GILON par la grace de Dieu Evesque de Toul, ſi com dou Comtei de Toul, que li davant dits Dux avoit acheptei à moy, lequel il li ayt vendu, pour deux mil & cinq cent livres de Provenifiens forz, avec les ſix cent livres que javoye ſus empruntei au devancier. Ledit Evesque los & creant & acquit ledit Contei & le vendaige ainſi com il eſt. Et promiet par mon ſerment que je jamais vanray encontre. En tesmoignage de laquel choſe ces Lettres ſont ſeellées des ſeels les honorables Barons, PHILIPPES par la grace de Dieu Evesque de Metz, & FERRIS Dux de Loheraine & Marchis, & de mon ſeel, leſquelles furent faittes lan que li miliaires couroit par MCCLXI. au mois de Janvier.

CCCCXIII.

1. Dec. *Declaratio* HENRICI *Regis Angliæ, Quòd virtute Tractatus de Anno* 1258. REX FRANCORUM *& Ipſe convenerint, ut valor terræ* Agenefii *ſibi ſingulis annis in pecunia, videlicet tria millia, ſeptingentæ viginti Libræ, octo Solidi, & ſex Denarii Turonenſes & quidem Pariſiis apud Templum ſolvantur. Apud Weſtmonaſterium die* 12. *Decembris* 1261. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de Berlin.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hyberniæ, & Dux Aquitaniæ: Univerſis præſentes Litteras inſpecturis, Salutem. Noveritis quòd cùm per Pacem & compoſitionem inter cariſſimum Dominum & Conſanguineum noſtrum, Ludovicum Illuſtrem Regem Franciæ, & nos ſuper habitam, Illuſtris Dominus Rex teneretur nobis dare valorem Terræ Agenefii in pecunia, ſingulis annis ſolvenda certis terminis, ſicut in forma Pacis ejusdem plenius continetur. Tandem de aſſenſu ipſius Domini Regis & noſtro, ſuper valore prædictæ terræ, mediante bonorum virorum Conſilio, convenimus in hanc ſummam, videlicet tria millia ſeptingentas viginti Libras, octo Solidos, & ſex Denarios Turonenſes, quam pecuniæ ſummam ſolvere tenetur idem Rex nobis vel certo mandato noſtro Pariſiis apud Templum terminis ſubnotatis, in prædicta forma expreſſis, videlicet medietatem in quindena Aſcenſionis Domini, & medietatem aliam in quindena omnium Sanctorum annuatim, quamdiu tamen fieri debebit, ſolutio prædicta, ſecundùm Conventiones in prædicta forma Pacis expreſſas, ſalvis aliis conditionibus & pactis quæ in forma Pacis ejusdem plenius continentur.

In cujus rei teſtimonium præſentes Litteras ſigillo noſtro ſignavimus. Datum apud Weſtmonaſterium duodecimo die Decembris Anno Incarnationis Dominicæ milleſimo ducenteſimo ſexageſimo primo.

Et ſont lesdictes Lettres ſcellées en double queüe de parchemin pendant au reply d'un grand Scel du Sieur Roy d'Angleterre ſur cire blanche.

CCCCXIV.

1262. PROVENCE ET MARSEILLE. *Extrait du Traité de Paix entre* CHARLES I. *Comte de Provence, & la Ville de* MARSEILLE, *fait en* 1262. [CESAR DE NOSTRADAMUS, Hiſtoire & Chronique de Provence. Partie III. pag. 228.] ANNO 1262.

CEST affaire print ſi bon chemin, & furent les tons de leur accord proportionnez par telle meſure & harmonie, que les Marſeillois recognoiſſans l'expoliation par eux temerairement faite, tant ſur les droicts & devoirs que Charles, comme Comte de Provence, avoit & prenoit tant à Marſeille qu'au lieu de Sainct Marcel, remettroient entre ſes mains la Ville entiere & ſes droicts, qu'il tiendroit paiſiblement, ainſi qu'il l'avoit tenuë & poſſedée avant ceſte ſeconde rebellion, avec promeſſe ſolemnelle de la rendre & loyablement reſtituer quand Charles y voudroit venir, ou envoyer aucuns de ſes Ambaſſadeurs, Barons, Gentilshommes & Chevaliers.

Que Charles auroit pour ferme & agreable, moyennant ſon bon plaiſir, la paix & convention, qui peu devant avoit été accordée & concluë avec Roolin Drappier, leur Ambaſſadeur & deputé, l'an deux cens cinquante-ſept.

Que les fortereſſes par eux faites & dreſſées aux confins & aux foſſez ſeroient demolies, deſtruites, abattuës, explanées & razées entierement: les pierres, bois, poultres, aiz & marrins demeurants aux Syndics & Recteurs de la Cité, pour les convertir à l'uſage commun, & aux conſtructions des aqueducts, arcades & canaux de leurs fontaines.

Que les baliſtes, fondes, beliers, mantelets & autres armes & machines de guerre ſeroient delivrées à Charles, ou à ſes Officiers, en amendement & ſatisfaction de leur rebellion & folie, & pour le bon repos, bien & ſalut de leur Republique.

Que tous les meubles qui eſtoient dans le Chaſteau de Sainct Marcel, du temps qu'il fut envahi, pris, ſaiſi & ſaccagé par eux, ſeroient rendus & reſtituez entierement.

Que les dommages & pertes par eux données au Seigneur Philippe Ancelme, & à ſes freres, à R. Gantelmy, & autres principaux de Marſeille, exilez pour avoir tenu le party, ſelon qu'ils diſoient de Charles, leur ſouverain Seigneur, conſiſtans tant en biens meubles, que immeubles leur ſeroient ſemblablement rendus & reſtituez fidelement.

Que toutes offenſes & injures par eux faictes & commiſes tant au Comte, que contre ſes Officiers, ſous les vents de ceſte rebellion, leur ſeroient remiſes & pardonnées. Au moyen dequoy ſon Excellence leur en feroit donner des amples lettres & patentes de grace, en la meilleure & plus ſeure forme qu'elle pourroit adviſer.

Que ſuivant ſa volonté, en uſant de ſon accouſtumée & naturelle bonté, grace, faveur & magnificence, Guigue Ancelme r'entreroit dedans Marſeille, où il pourroit ſeurement demeurer, & par toutes ſes Terres & Seigneuries, ſans crainte ny deſtourbier. Comme ſemblablement feroient tous les fugitifs de la cité, qui durant la precedente guerre en avoient eſté abſents pour avoir ſuivy le party de Brito le ſeditieux: à fin de jouyr des meſmes libertez & aſſeurances que les autres habitans, en paix & tranquillité.

Que le meſme Guigue, & les autres Syndics, pourroient recouvrer tous les immeubles de l'heritage de Brito, & des autres Syndics defunts: auſquels & Guigue, & pareillement les autres fugitifs, les Conſuls & Recteurs de la ville, moyenneroient jouyſſance paiſible, à peine d'en reſpondre à leur propre.

Et pour dernier article, que la Saincteté d'Urban ſeroit tres-humblement ſuppliée d'avoir agreable, de ratifier & confirmer tant ceſte-cy, que la premiere & precedente convention.

CCCCXV.

1. Avril. *Transactio inter Epiſcopum, Spirenſem* BERTHOLDUM, *& Civitatem* SPIRAM, *ſuper quinque Articulis, primo Monetam ſcilicet Spirenſem concernente; ſecundo ſuper Ponte faciendo ultrà Fluvium Luſſe, tertio ſuper Paſſagio apud Ketſch, quarto ſuper exactione quæ* Ungeld *appellatur, & quinto ſuper* 7. *perſonarum Juramentis. Apud Heiligenſtein Cal. Aprilis* 1262. [LEHMANNI Chronicon Spirenſe Libr. V. Cap. XCVII. pag. 542. col. a.]

UNIVER-

ANNO 1262. UNIVERSIS præsentium inspectoribus & auditoribus Bertholdus Dei gratia Episcopus Babenbergensis, Otto de Eberstein, & Emicho de Lyningen Comes, totius boni plenitudinem cum salute. Ad universitatis vestræ notitiam cupimus pervenire, quod cum inter venerabilem Dominum H. Episcopum & cives Spirenses super quinque articulis hic expressis, primo super moneta Spirensi, pro eo quod hactenus est neglecta, secundo super ponte faciendo ultra fluvium qui Lusse vocatur, tertio super passagio apud Ketsch, quarto super exactione, quæ Ungelt vulgariter appellatur, quinto super septem personarum juramentis, prout in felicis recordationis Beringeri Spirensis Episcopi nostri prædecessoris Literis est expressum, discordia orta fuisset, nostro super his se arbitrio submiserunt, super quibus inter eundem Dominum Episcopum & Cives eosdem, nobis mediantibus, & eisdem consentientibus, talis concordia intervenit: Quod idem Dominus Episcopus attendens eorundem Civium obsequia sibi per eos hactenus exhibita, & quod etiam exhibere poterunt in posterum gratiora, promittit eisdem Civibus bona fide, quod super prædictis quinque articulis vel aliquo ipsorum nunquam movebit eisdem Civibus aliquam quæstionem, nec occasione articulorum eorundem in aliquo gravabit eosdem, obligans quemlibet successorem suum, Capituli Spirensis accedente consensu, ad eadem fideliter observanda. In cujus rei testimonium & evidentiam pleniorem fieri fecimus præsens Scriptum, & una cum nostrorum Dn. Episcopi Spirensis prædicti, Majoris, S. Germani, S. Guidonis & S. Trinitatis Ecclesiarum Spirensium sigillorum munimine roborari. Actum apud Heiligenstein. Anno Domini M. CCLXII. Cal. Aprilis.

CCCCXVI.

1262. 1263. ou 1264. 31. Août L'EMPIRE. *Lettre du Pape* URBAIN IV. *à* RICHARD *élû Roi des Romains, touchant la dispute pour l'élection entre ledit* RICHARD, *&* ALPHONSE, *avec les raisons de part & d'autre. Ecrite le dernier d'Août* (1). [G. G. LEIBNITZ, dans le Prodromus du Codex Diplomaticus, pag. 12. SURITA, Indices rerum ab Aragoniæ Regibus gestarum, Lib. II. pag. 131.]

(2) URBANUS IV. (*a*) &c. RICHARDO in Romanorum Regem electo. Qui cœlum terramque regit, is nimirum cœli novit ordinem, & in terra potest cœlestis ponere originis (*b*) rationem. Is exempla de superioribus (*c*) ad inferiora derivans, sicut in firmamento cœli duo luminaria magna constituit, ut mundum vicibus suis illustrent (*d*) sic & in terris maxima dona sua, Sacerdotium videlicet & Imperium, ad plenum spiritualium mundanorumque regimen, ad firmamentum Ecclesiæ militantis instituens, utriusque potestatis ita discrevit officia, ut eorum officiosa diversitas nulla sibi adversitate dissentiat; sed in commissi executione regiminis ex officii debito in voti unitate concordet, & ipsorum procul dubio profutura concordia alterius (*e*) fulta præsidiis, ac utriusque mutuis fota favoribus, opus justitiæ liberius operetur, pacem mundo pariens, tranquillitatem inducens & nutriens unitatem. Imperium siquidem ad salutem sacerdotali auctoritate dirigitur, & ipsius adjutum suffragiis, sedatis procellosis interdum imminentium tempestatum turbinibus, tranquillum redditur & quietum. Sacerdotium verò pium & tutum debet habere refugium, Imperialem mansuetudinem, cum sua veneratione conjunctam, ut Imperii Romani fastigium, & ejus culmini præsidens, specialis Advocati & defensoris præcipui, circa Ecclesiam gerat officium, & in ipsius fortitudine brachii defensentur Ecclesiæ libertates, & jura manuteneantur ipsarum, extirpentur hæreses, cultus Christianæ fidei amplietur, & inimicis consternatis ejusdem, in pacis pulchritudine sedeat populus Christianus & in requie opulenta quiescat.

§. 2. Verùm humani generis inimicus, pacis impatiens, amator litium, discordiæ seminator, utriusque profectibus invidens, claræ memoriæ Willelmo Romanorum Rege rebus humanis exempto (*f*), inter Te & charissimum in Christo filium nostrum Regem Castellæ ac Legionis Illustrem in Romanum Regem electum circa obtinendam ejusdem Imperii dignitatem contentionis materiam suscitavit, ut vobis circa hoc (*g*) contendentibus careret Imperialis regiminis commodis orbis terræ, & tanti brachii, tàm utilis, tàm necessarii, tàm chari carentiam ex ipsius Imperii (*h*) vacatione diutina molestam admodum & nocivam, damnosa experientia, Ecclesia prædicta sentiret. Sentit utique (*i*), sentit Mater Ecclesia tam populi sibi commissi, quàm suam gravem de hujus (*k*) contentione jacturam, crevit namque perversorum audacia, & ipsorum abundante malitia, dum eodem (*l*) vacante Imperio ipsi Ecclesiæ defensionis debita (*m*) suffragia subtrahuntur, liberius peccatis insistitur, hæreses pullulant, scandala suscitantur, multiplicantur cædes & strages, injuriæ invalescunt, in persecutionum turbinibus Petri navicula fluctuat; & interdum qui fidelium ipsius censeri nomine gloriantur, in arcum perversum, fideli debitum non versando (*n*), converti eam (*o*) in suis juribus injurioſè impetunt & molestant, illa nunc denegando pro libito, nunc illicitè occupando. Propter quod eadem Ecclesia non immerito hujusmodi vacationem deplorat Imperii, & de animarum periculis, quæ peccandi libertas ingerit, ex intimis longa trahens suspiria ingemiscit. Ex eo insuper quàm durè, quàm graviter materna ejus viscera quatiuntur, quod ipsa tam charos filios, tam inclytos principes in suo sentiens utero collidentes, prudenter advertit tuam & prædicti Regis potentiam, in Christo (*p*) blasphemos, & inimicos nominis Christiani potenter & magnificè more solito exercendam, in proprium & grande domesticarum (*q*) fidei detrimentum talibus contentionibus implicari. Hæc ergo (*r*) & alia incommoda dissentionis hujusmodi eadem Ecclesia materno pensans affectu, in iis auxilii sui dexteram non substraxit, sed vigilavit attentius attentione solicita vigilanter intendit multaque solicitudine pervigil laboravit, ut discriminibus tantis occurreret, teque ac ipsum Regem à discordiarum dispendiis præservaret.

§. 3. Et licet inter vos judicis partes assumere non sine causa distulerit; præsertim cum tam tui quam ipsius Regis Nuntii in recordationis felicis Alexandri Papæ prædecessoris nostri, nostra, & fratrum nostrorum præsentia constituti, super prædictis judiciarium Apostolicæ Sedis examen expressè usque ad hæc tempora declinarint; dilectionem (*s*) tamen hujusmodi illa etiam utilitatis utriusque partis confideratio, & paternæ pietatis cautela pro vobis consilium capiens persuasit, ut vestris animis ad hoc habilitatis, interim ad reformanda inter vos amicitiæ fœdera congruentia tempora captarentur, & (*t*) remedia promtiora parerent, per quæ discordiæ occasione sublata vos glutinum solidæ charitatis uniret; ac in vestræ soliditate concordiæ, quam tractatus, qui super hoc inter vos dicebantur haberi, promittere videbuntur (*v*), sub fui Principis ducatu pacifico daretur eidem sabbatismus Imperio; & sedatis scandalis, ipsius subditis quietis optata jucunditas proveniret, pestis exterminaretur hæretica, animarum pericula vitarentur, Ecclesia Cæsareo munita præsidio, & ab hostibus (*w*) erepta de persecutorum incursibus respiraret: ac eorum, qui sub simulatæ fidelitatis audacia nocent fidentius, temeraria nocendi confidentia refrænata, suorum jurium integritate gauderet. Hæc quidem hactenus expectavimus anxii: hæc desideravimus anxia expectatione diutius: in iis prædecessoris, nostra, & fratrum nostrorum (*x*) solicitudo non defuit, secundum Apostolicæ circumspectionis judicium de contingentibus nil omittens.

§. 4. Et quanquam, ut votis nostris satisfieret in hac parte, hucusque non fuerit ex alto concessum; tamen ad id semper nostra suspiravit intentio, ad id plenis desideriis anxiamur, non proponentes à cœptis desistere; quin circa negotium hujusmodi sub spe illius, qui facit magna, & inscrutabilia, qui facit concordiam in sublimibus, prosequi pacis semitas intendamus (*y*), quidquid per Nuntios & Procuratores partium coram nobis novissimè his diebus propositum petitum (*z*) fuerit & responsum. Et quidem venerabilis frater noster Laurentius Episcopus, & dilectus filius (*a*) Willelmus Archidiaconus Roffensis, ac Robertus de Baro Procuratores & Nuntii tui à te plenariam potestatem habentes, ut in nostro Consistorio tua proponerent negotia; & peterent

ANNO 1262. 1263. ou 1264.

(*a*) Urbanus Episcopus Servus Servorum Dei R.
(*b*) ordinis
(*c*) de superis
(*d*) illustraret
(*e*) alterutrius alterius
(*f*) erepto
(*g*) hæc
(*h*) Imperii, *deest.*
(*i*) itaque
(*k*) hujusmodi
(*l*) eorumdem
(*m*) debite
(*n*) servando
(*o*) tam
(*p*) Christi
(*q*) domesticorum
(*r*) igitur
(*s*) dilationem
(*t*) ut
(*v*) videbantur
(*w*) hostilibus
(*x*) ipsorum
(*y*) intendimus
(*z*) petitumve
(*a*) dilecti filii

(1) L'Année n'est pas marquée. *Leibnitz*, d'où nous avons tiré cette Pièce la met entre les années 1259. & 1268. & c'est effectivement le tems auquel elle doit avoir été écrite, puisque *Richard* abandonna l'Empire en 1268. & mourut en 1271.

(2) C'est la Pièce la plus ancienne où il soit parlé du nombre des Electeurs.

(3) Les deux Exemplaires qu'on a de cette Piece sont assez differens l'un de l'autre. On a cru pourtant qu'il n'étoit pas nécessaire de les donner tous deux. Les diverses leçons qu'on y voit en marge sont tirées de *Surita*. La Date de l'année manque à tous les deux; mais tout le monde convient qu'*Urbain* IV. fut élu en 1261. & *Onuphrius Panvinus* en fixe le jour, dans ses Notes sur *Platine*, au IV. des Kalen. de Septembre. Il ne dit rien de sa mort; mais le même *Platine* la date *Pontificatus sui, anno tertio mense uno, die quarto*; c'est-à-dire le 2. d'Octobre 1264; en quoi il a été suivi par le Pere *Labbe*, & *Raynaldus*. [DUM.]

ANNO 1262. 1263. ou 1264.

rent cum solennitate, qua conveniret, vocationem tuam solemniter ad coronam; ac universa & singula circa hæc gererent, agerent (a) fideliter, ac procurarent, quæ per vestros Nuntios ac Procuratores ad hoc specialiter deputatos legitimè possent agi, peti, & etiam procurari, coram nobis, & eisdem fratribus proponere curaverunt quasdam consuetudines circa electionem novi Regis Romanorum in Imperatorem posteà promovendi, apud Principes vocem in hujusmodi electione habentes, qui sunt septem numero, pro jure servari; & fuisse hactenus obtervatas à tempore, cujus memoria non existit: secundum quas infra annum & diem, postquam vacat Imperium, talis decet electio celebrari, quacumque parte ipsorum anni, & diei, quam ad hoc iidem Principes duxerint deputandam: & ad Archiepiscopum Maguntinum, & Comitem Palatinum Rheni, vel ipsorum alterum, altero nequeunte, vel forsitan non volente, pertinet ad electionem ipsam celebrandam, diem præfigere, ac cæteros Electores Principes convocare. Quibus omnibus, vel saltem duobus ex ipsis die præfixa convenientibus apud oppidum de Frankenford, intus vel extra ipsum oppidum, in terra quæ dicitur Franckeserde, (b) (loca quidem ad hoc deputata specialiter ab antiquo) ad electionem ipsam procedi potest, & debet secundum morem ipsius Imperii approbatum; & electione taliter celebrata, electus si electioni consenserit, ante Aquisgranum (c) per dies aliquos facta mora, infra annum & diem post celebrationem (d) eamdem quando electus voluerit, per Colonienſem Archiepiscopum, ad quem id ex officio suo spectat, inungitur, consecratur, & etiam coronatur: quo facto cuilibet (e) via præcluditur contra electionem, vel electum, jam Regem Romanorum effectum, dicendi aliquid, vel etiam opponendi: sed idem electus prædicto modo inunctus, consecratus, & coronatus pro Rege habetur, & ei tamquam Regi debent à subditis (f) juramenta præstari, assignari Civitates, Oppida, Castra, & specialiter Castrum de Treveles (g), ac aliqua jura Imperii infra annum & diem a tempore coronationis ejusdem: ita quod si qui de Vasallis Imperii ei (h) homagia non præstiterint consueta, & non reddiderint Civitates, Castra & alia supradicta; illis, quæ ab Imperio tenent eodem, sint eo ipso (i) privandi.

§. 5. Et, si votis Principum, ad quos spectat eligere, ad eligendum convenientium; divisis in plures, duo in discordia eligantur, vel alter electorum per potentiam obtinebit, vel (k) ad prædictum Comitem Palatinum tanquàm ad hujusmodi discordiæ judicem est recursus habendus; ni forsan super electione vel coronatione hujusmodi suborta discordia, per appellationem vel querelam prædictorum Principum ad examen Sedi Apostolicæ, quo casu ipsius est in tali causa cognitio, deferatur. Intelligitur autem is electus esse concorditer, in quem vota omnium Electorum Principum, vel saltem duorum tantummodo in electione præsentium diriguntur. In discordia verò is etiam reputatur electus, de quo in loco non solito electio celebratur, & in termino de communi consensu dictorum Principum non statuto; quem si forsan prædicti Principes infra annum & diem à tempore (l) vacantis Imperii concorditer statuant, licet non exprimant (m), quod ipsum peremptorium esse velint (n), terminus tamen ab eis præfixus taliter peremptorius reputatur. Porro iidem Procuratores iis & aliis quibusdam prælibatis consuetudinibus adjecerunt, quod vacante Romano Imperio, die per omnes prædictos Principes pro celebranda Regis Romani in Imperatorem postea promovendi electione statuto in octavis Epiphaniæ anno Domini M. CC. LVI. apud memoratum oppidum de Franckeford quinque tantum de dictis Principibus tum per se, tum per alios, videlicet bonæ memoriæ (o) Colonienſis Archiepiscopus pro se & bonæ memoriæ Maguntinus Archiepiscopus ea vice in hoc commiserat vices suas; & dilectus filius nobilis vir Comes Palatinus apud Franckeserd (p) bonæ memoriæ vero Treverenſis Archiepiscopus, & dilectus filius nobilis Vir Dux Saxoniæ intra dictum oppidum convenerunt. Cumque iidem Treverenſis Archiepiscopus & Dux Saxoniæ præfatos Archiepiscopum Colonienſem & Comitem nec ipsum oppidum intrare permitterent, nec ad eos exire vellent, super hoc sæpius requisiti; dicti Archiepiscopus Colonienſis & Comes, attendentes ex lapsu temporis periculum imminere, si forsan non fieret electio illa die, quæ ad hoc fuerat peremptoriè constituta; præsertim cum de anno & die post vacationem Imperii quindecim dies solummodo supereſſent, infra quos nullo modo potuissent propter locorum distantiam, & alias facti circumstantias præfati Principes iterum convenire, cum Prælatis, Ducibus & aliis ibidem præsentibus, deliberatione

(a) agerent, *deest.*

(b) Franfordе loco quidem ad hoc deputato.

(c) A quisgrani

(d) celebratam electionem

(e) cuilibet, *deest.*

(f) à subditis & vaſſallis Imperii obediri: suo more hommagia & fidelitatis

(g) de Treveris

(h) ea

(i) & ipſi

(k) vel, *deest.*

(l) die

(m) exprimant

(n) velint terminum

(o) bonæ memoriæ Maguntinus Archiepiscopus qui legitimo impedimento detentus ipſi Colonienſi Archiepiscopo

(p) Frankenford

prædicta de ipsorum communi consilio & assensu ad electionem procedere decreverunt: & tandem præfatus Colonienſis pro se, ac dictis Maguntino cujus vices gerebat, & Comite præsente ac consentiente; divino (p) nomine invocato, te in Regem Romanorum elegit, & mox electionem hujusmodi Magnatum & aliorum astantium copiosæ multitudini publicavit.

§. 6. Cui electioni per charissimum in Christo Filium nostrum Regem Bohemiæ Illustrem post paucos dies consensu præstito, demum tu ad tuorum electorum & aliorum Imperii optimatum (q), qui propter hoc ad te in Angliam accesserunt, instantiam & requisitionem instantem, eidem electioni post diligentem super hoc tractatum habitum consensisti; ac personaliter Alemanniæ Regnum ingressus, & moram apud Aquisgranum (r), quantum decuit faciens, nec inveniens resistentem; postmodum fuisti per sæpe dictum Colonienſem Archiepiscopum, ad cujus id spectabat officium, consecratus, inunctus, coronatus, ac inthronizatus regio more in sede magnifici (s) Caroli, nullo se in ibi coronationi tuæ realiter (t) aut verbaliter opponente. Recepisti quoque homagia Magnatum Regni ejusdem, ac fidelitatis etiam juramenta: obtinuisti ornamenta, & insignia Imperialia, quibus Rex Romanorum solet ornari, dum Romæ inungitur, consecratur per manus summi Pontificis, & sacrum Imperii suscipit diadema; & sine quibus aliquis ad inunctionem, consecrationem, & coronationem hujusmodi nec solet, nec debet admitti: reddita insuper tibi fuerunt quamplura oppida, castra, villæ, ac jura Imperii tamquam Regi: tuque ipsius Regni possessionem adeptus, ipsam tenes, & per sex annos & amplius tenuisti.

§. 7. Ex his autem Procuratores tui arguere nitebantur (v), cum memorati Treverenſis Archiepiscopus & Dux Saxoniæ, recusando dicto die procedere; reliqui verò, non veniendo ad terminum concorditer assignatum, se alienos ab electione redderint ea vice; tu ab omnibus Principibus vel saltem ab iis in quos totaliter jus eligendi reciderat, censeri debes electus: & pro certo ac indubitato ponentes jus in Regno & Imperio supra dictis tibi electo prædictis consuetudinibus observatis ubi & à quibus id fieri debuit, & nulli alii acquisitum; ac regimen (x) nomen & Imperii diadema indubitate deberi, suplicaverunt instanter, & humiliter petierunt tibi & hujusmodi nomen ascribi. Maxime cum antedictus prædecessor (y), id tibi de fratrum suorum consilio adscripsisset, te in eisdem Regno & Imperio quibuslibet aliis præferendo, sicut per ipsius Litteras ostendere nitebantur: teque per nos inungendum, consecrandum, & coronandum in Romanum (z) Imperatorem, advocatum, ac defensorem Ecclesiæ, ad ipsum diadema de nostris suscipiendum manibus sine dispendio ulterioris (a) moræ vocari, & Apostolicum tibi favorem impendi: præsertim cum non tantum major pars Principum prædictorum, imò omnes, excepto nobili viro Marchione Brandeburgenſi, qui etiam paratus est tibi obedire, ut iidem Nuntii proponebant; electioni de te factæ consentiant, & tibi tam ipsi, quam alii magnates Alemanniæ generaliter tanquam suo Regi obediant & intendant: petitionem suam illa indubitata, sicut asserunt, in Imperio & jure munita consuetudine fulcientes, qua dicunt (b) electo in Regem Romanorum, secundum solitum morem Imperii ubi & à quibus debet, & postmodum per supra dictum Colonienſem Archiepiscopum inuncto, consecrato & coronato eo ipso regium nomen acquiri; & si electæ personæ impedimenta non obvient, vocandum sine dilatione aliqua per summum Pontificem ad coronam; ad id non solum morem Imperii approbatum, sed etiam quondam (c) felicis recordationis Innocentii Papæ III. prædecessoris nostri decretalem Epistolam allegantes ac dicentes, per contradictionem memorati Regis Castellæ (d), vel electionem quæ de ipso facta dicitur, petitionem (e) non debere aliquatenus impediri; cum secundum prædictas consuetudines (f) sit ei jam cujusli-bet contradictionis via præclusa, & electio ipsa nulla fuerit ipso jure, utpote post annum & diem contra eas-dem Imperii consuetudines & termino ad hoc statuto de communi Principum prædictorum consensu transacto, & post electionem tuam legitimam non cassatam, à solo nominato Treverenſi (qui propter nova pedagia, quæ in terra sua imposuit, erat tunc excommunicatione ligatus) nulla omninò forma servata, in Camera ejusdem Treverenſis Archiepiscopi contemptis aliis Principibus, clandestinè attentata (g) cum nullam ab eisdem Principibus super hoc potestatem haberet; quam si etiam ab aliquibus habuisset, sicut quædam pro (h) altera exhibitæ Literæ innuebant, formam tamen ipsius, quæ secundum tenorem Literarum ipsarum ad certam

ANNO 1262. 1263. ou 1264.

(p) Dei

(q) optimatium.

(r) Aquasgrani

(s) Magni

(t) re

(v) videbantur

(x) regium

(y) prædeceſſor noſter

(z) Romanorum

(a) ulterius

(b) dicta electione in Romanum Regem

(c) quandam

(d) Caſtellæ, *deest*

(e) petitionem præmiſſam

(f) *ſit ei &c.* jusqu'à *conſuetudines*, tout cela manque dans la Copie de *Sarnia.*

(g) accepta

(h) pro parte

ANNO 1262. 1263. ou 1264.

diem se tantummodo extendebant, non eligendo ipsa die, minimè observavit.

§. 8. Ex parte verò supra dicti Regis Castellæ per venerabiles fratres nostros Garsiam Silvensem, & fratrem Dominicum Abulensem Episcopos, ac dilectum filium Magistrum Joannem Capellanum nostrum Archidiaconum Compostellanum, ipsius Procuratores, actores, & negotiorum gestores, generales & speciales omnes in solidum; ita quod occupantis non sit melior conditio; mandatum habentes ab ipso, ad petendum pro eo & suo nomine à nobis & prædictis fratribus nostris coronam Imperii, & assignari sibi diem ad recipiendum ipsam, & ad agendum, respondendum, defendendum & tractandum jura sua & Imperii, & quicquid honori ejus expedire viderent, sive in ordinario, sive in extraordinario judicio ageretur; fuit è contra propositum, quod prædictus dies octavarum Epiphaniæ non ad eligendum, sed ad tractandum super electione faciendi (a) Regis & Imperatoris; & ad assignandum diem ad celebrandum electionem eamdem, non per omnes, sed quosdam ex ipsis Principibus extitit assignatus. Qua die præfati Trevirensis Archiepiscopus & Dux Saxoniæ (b) pro se, ac dilecto filio nobili viro Marchione Brandeburgensi, qui eidem Trevirensi Archiepiscopo vices suas commiserat, nec non & Procuratores memorati Regis Bohemiæ ad prædictum oppidum tamquam viri pacifici accesserunt. Supra dicti verò Colonienses Archiepiscopus & Comes cum ingenti armatorum multitudine ad loca circumvicina ipsius oppidi advenientes, requisiti per Treverensem Archiepiscopum, Ducem, & Procuratorem prædictos, qui eorum impressionem verisimiliter formidabant, ut idem oppidum intrarent cum societate decenti; de assignando die ad electionem celebrandam, prout terminus exigebat, si ad hoc essent habiles, una cum ipsis pacificè tractaturi: non solum id facere contempserunt, verum etiam proprii prosecutores (c) arbitrii præsumserunt te in Regem Alemanniæ, non sine multo contemptu aliorum Principum, nominare.

§. 9. Memorati autem Treverensis Archiepiscopus, Dux & Procurator nominationem hujusmodi attendentes penitus esse nullam (præsertim cum (d) Colonensis Archiepiscopus pro eo, quod in (e) bonæ memoriæ P. Sancti Georgii ad velum aureum Diaconum Card. tunc Legatum in Alemanniæ partibus manus injecerat, ac venerabilem fratrem nostrum Padebornensem (f) Episcopum detineret captivum, propter quod per eundem etiam Legatum excommunicatus extitit; Comes verò propter Clericorum & Religiosorum cædes & notarios (g) captiones, & quia contra sententiam felicis recordationis Innocentii Papæ IV. prædecessoris nostri, quondam Friderico olim Romanorum Imperatori & Conrado nato ejus præstiterat publicè consilium, auxilium & favorem; erant ipsius electionis tempore tàm à canone, quàm ab homine variis excommunicationibus innodati: & Maguntinus Archiepiscopus, cujus idem Colonensis Archiepiscopus se vices gerere asserebat, in vinculis teneretur; propter quod carens arbitrii libertate, præstare non potuit, prout jura exigunt, liberum in electione consensum, nec etiam facto (h) præstitit ad electionem celebrandam, certum terminum statuerunt subscquentem Dominicam passionis, quo quidem termino usque ad proximam Dominicam Palmarum continuato de die in diem; & memorato (i) Maguntino tunc à vinculis liberato, Colonensi Archiepiscopo & Comite requisitis, & nolentibus interesse; dictus Trevirensis Archiepiscopus à (k) Rege Bohemiæ, Duce & Marchione sibi super hoc potestate commissa, dictum Regem Castellæ suo & illorum (l) nomine publicè & solemniter in eodem oppido de Franckenford, Dei nomine invocato (m) Romanorum Regem & Imperatorem elegit, & electionem ipsam omnibus astantibus publicavit: idemque (n) Rex Castellæ ipsa electione sibi per quamplures Magnates Imperii, ad ipsum propter hoc in Hispaniam accedentes, postmodum præsentata, electioni consensit eidem. Ex præmissis sanè iidem Procuratores & Nuntii prælibati Regis Castellæ, dicentes electionem ipsam, ubi & à quibus debuit celebratam legitimè; allegabant electionem eandem impediri non potuisse per tuam, quæ sicut dicunt, nulla extitit ipso jure. Nam cum prædictus dies Octavarum non ad eligendum, sed ad tractandum de statuta (o) die, & ipsam statuendam ad electionem celebrandam novi Regis fuerit non per omnes prædictos Principes, sed per aliquos ex eis, ut præmittitur assignatus, qui etiamsi ad eligendum statutus fuisset per majorem partem eorundem Principum, minoris partis non obstante contradictione, mutari & prorogari potuit & extitit prorogatus: constat electionem de te maximè per pauciores de ipsis Principibus excommunicatos ipsa die Octavarum factam, nullam penitus extitisse.

§. 10. Excommunicationem etiam contra memoratum Archiepiscopum Treverensem objectam, & consuetudinem, quæ de celebrando (p) tempore vacantis Imperii infra annum & diem Regis Romanorum electione præponitur, ac alias omninò (q) negantes, allegabunt (r), quod si veritate hujusmodi propositio fulciretur, electio tua, quæ quindecim diebus de ipso tempore adhuc existantibus (s) celebrata fertur, ex hoc etiam nulla esset: cum non liceret minori parti, majore contempta, diem ultimam ipsius temporibus (t) prævenire. Per quæ apparere dicebant, quod Electores ejusdem Regis Castellæ, nolendo die illo eligere, non fuerunt eligendi jure privati, nec si etiam, ut pars adversa proponit, ad minorem partem renuissent exire. Nam cum infra prædictum oppidum de Franckeford Romani Regis & Imperatoris, & non alibi debeat electio celebrari minor pars non poterat ad locum alium coarctare majorem. Adjecerunt præterea inunctionem, consecrationem, coronationem (v), ac possessionem prædictas, quam quidem possessionem omninò negabant; & cætera pro parte tua inducta, cum ex electione tua, quæ, ut prædicitur, nulla extiterat, secuta fuerint, tanquam nulla, nullum potuisse tuo munimentum afferre, aut ejusdem Regis Castellæ juri præjudicium generare: subjungentes Colonensem Archiepiscopum supradictam consecrationem vel inunctionem, seu coronationem, quæ jus tribuant, dare non posse nisi ei, qui à majori & saniori parte prædictorum Principum est electus: alioquin illa sequeretur absurditas, quod solus Colonensis Archiepiscopus precibus inductus vel corruptus pretio, cui vellet Imperium dare posset.

§. 11. Quod autem de Literis supradicti prædecessoris Alexandri præmittitur, in quibus tibi regium nomen dicebatur ascriptum, teque in prædictis Regno & Imperio aliis (x) fuisse prælatum, multipliciter confutabant; tum quia quoties coram ipso prædecessore Alexandro, ac fratribus suis de Imperii negotio agebatur, idem prædecessor Alexander publicè asserebat, quod super eodem negotio nihil in dicti Regis Castellæ præjudicium attentaret; quod etiam ipsi Regi Castellæ per Literas, per (y) quondam A. de Ferentino suum Capellanum & Nuntium intimavit; propter quod prædictæ per te inductæ Literæ meritò sunt suspectæ, nec credendæ de ejusdem prædecessoris Alexandri (z) conscientia emanasse; tum etiam quia si de ipsius conscientia & fratrum suorum consilio processissent, cum injuriosæ sint, debent merito revocari. Unde iidem Regis Castellæ Procuratores & Nuntii electionem de ipso factam, electione tua prædicta, & iis, quæ pro te fuerunt objecta, nequaquam obstantibus (a), fore legitimam, utpote celebratam à majori parte ipsorum Principum, (quos iidem Procuratores & Nuntii variare non potuisse allegant, & variasse non credunt) imò fictione juris ab omnibus (cum alii utpote inhabiles electioni non potuerint, vel saltem noluerint in loco solito & tempore debito interesse) ac ipsum potiorem in prædictis Regno & Imperio arguentes; cum instantia postularunt ipsi Regi Castellæ, consuetum favorem (b): videlicet, quod quando aliqui ad Imperium in discordia Principum eliguntur (c), Sedes Apostolica illum, qui electus est à parte majori, personæ impedimentis cessantibus, denunciat electum canonicè, ac Regem nominat, pro (d) parte aliqua non citata; & ei favorem præstat, illique terminum ad recipiendam coronam assignat, etiamsi alter taliter electorum Regni possessionem præsumserit occupare: sicut in electionibus Lotharii & Conradi, Otthonis & Philippi, ac aliorum plurium observatum fuisse dicebant, ad hoc prædictam decretalem Epistolam inducentes.

§. 12. Eisdem autem præfati Regis Castellæ Nuntiis petitioni prædictæ super debita justitia exhibenda porrectæ insistentibus, nos memoratum Roffensem Episcopum & alios tuos Procuratores de prædictorum fratrum consilio duximus requirendos, si vellent super præmissis subire tuo nomine nostrum & Apostolicæ Sedis examen. Qui habito consilio responderunt, quod cum sis Princeps Catholicus, nobis in Ecclesiæ Romanæ devotus, ipsam caput Christianitatis & fidei, tuamque matrem & Dominam recognoscens, nec intendas illius declinare judicium, in quibus illud subire debes, & de jure teneris; & in Imperio jus habens (e), ac Regni Alemanniæ, & ejus jurium possessionem obtineas; parati erant, in quantum prædicti mandati, quod à te habebant, se vires extendunt pro te ac tuo nomine, tanquam pro Rege vero, ac legitimo possessore (f), judicium nostrum & Ecclesiæ Romanæ subire, si (f) prior quis

(a) futuri

(b) per se ac dilectum filium nobilem virum Marchionem Brandeburgensem.

(c) persecutores.

(d) cum dicti

(e) in *desest.*

(f) Podebium. præsumebat detinere

(g) notorias

(h) de futuro

(i) memoratis

(k) à prædictis

(l) aliorum

(m) invocato in

(n) ideoque

(o) statuenda

ANNO 1262. 1263. ou 1264.

(p) celebranda

(q) omnes

(r) allegabant

(s) tunc restantibus

(t) temporis

(v) coronationem *desest.*

(x) aliis *desest.*

(y) &

(z) A.

(a) nonobstantibus

(b) consuetum favorem & debitam in hujusmodi negotio justitiam exhiberi: apertius exprimentes hanc fore justitiam debitam, hunc esse favorem in talibus consuetudinibus,

(c) eligunt

(d) pro *desest.*

(e) habeas

ANNO 1262. 1263. ou 1264.

quis appareret, qui te super præmissis velit impetere, aut aliquid quocunque modo proponere, per (*a*) quod tibi possit aliquod præjudicium generari: salvis semper in omnibus & per omnia jurisdictione, potestate, officio, auctoritate, dignitate, honore, ac libertate sacri Romani Imperii, ejusque Principum, ad quos specialiter spectat Romani Regis electio, & quibus præjudicare non intendebant, vel alias quomodolibet derogare; petitionem tuo præmissam nomine nihilominus repetentes. Ecce, fili charissime, dum ad petitionem justitiæ ab una parte proceditur, nec ab altera judicio ceditur, sed ipsius (*b*) Regis concordiam, & concordem supra dicti ordinationem Imperii, desideratque (*c*) quietis nobis serenitas arrideret, in judiciorum inquietos anfractus ingerimur, & expetitæ (*d*) justitiæ instantia in ipsorum nos fluctus impellit. Ecce pacem expectavimus, & non venit: quæsivimus bona, & turbatio strepitus judicialis offertur. Profecto non id desiderabat Ecclesiæ Imperiali auxilio relevanda necessitas: non id exigebant laceræ partes Imperii occupatricibus (*e*) expositæ manibus direptorum: non id requirebat Christianitatis his temporibus miseranda conditio, quam intrinseca plusquam (*f*) -- Tartaricæ feritatis affligunt. Quibus potius debebatur, ut per tractatus pacificos Cæsarei culminis acceleranda provisio in unitate capitis juribus (*g*) redintegratis Imperii contra tot discrimina provideret.

§. 13. Nos itaque pacis cogitationes (*h*) solicitè cogitantes, ac de illius sperantes omnipotentia & immensa virtute, sub quo curvantur, qui portant orbem; qui ventis imperat, & ad ejus nutum stat spiritus procellarum; pacis tractatibus providimus insistendum. Et ideo hinc inde propositis à nobis & prædictis fratribus nostris in discussionem exactæ deliberationis inductis de ipsorum consilio, tam ad magnificentiæ tuæ præsentiam, quam ad ipsum Regem Castellæ Nuntios deliberavimus destinandos, qui vos ad pacem invitent: ad quod dilectum filium Magistrum Guillelmum Capellanum nostrum Archidiaconum in Ecclesia Parisiensi, virum utique providum, consilii maturitate conspicuum, à (*i*) nobis ac eisdem fratribus plurimum meritò suæ probitatis acceptum, de cujus industria & fidelitate nos & ipsi fratres plenè confidimus (*k*), ad tuam magnificentiam specialiter destinamus. Et nihilominus cum simus omnibus in justitiæ debitores, nec debeamus eam personis denegare sublimibus, qui super ipsa, etiam ab humilibus requisiti, nostri partes officii non negamus; te ac eundem Regem Castellæ citandos decrevimus, & de sæpe dictorum (*l*) fratrum consilio peremtoriè præsentium tenore citamus, ut secunda die Maji primo venturi, Apostolico conspectui per Procuratores idoneos te præsentes, qui tuæ conscientiæ conscii legitimum & plenum à te mandatum habeant ad pacis tractatum, si Dominus dederit, ineundum; & ad procedendum in ipso negotio prout honori Ecclesiæ, ac pensata talis & tanti conditione negotii sine offensa justitiæ videbimus expedire. Datum apud Urbem veterem, 2. Kal. Septembris (*m*).

(*a*) propter

(*b*) ipsius prosecutioni constanter instatur, nos qui speravimus, quod per tuam & ipsius

(*c*) desideraræ

(*d*) expeditæ justitiæ constantia

(*e*) occupantibus

(*f*) & intrinseca civilia bella concurrunt, & inhumaniter efferarum immanitates gentium:

ac præcipue

(*g*) viribus

(*h*) cogitatus

(*i*) &c

(*k*) confidentes,

(*l*) prædictorum

(*m*) Datum &c. Sept. *deest.*

CCCCXVII.

1262. 17. Oct. SAVOYE.

*Testament d'*AGNE*'s Dame de Fougigny, Comtesse de Savoye, fait le* 17. *Octobre*, 1262. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 78.]

In nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO ab Incarnatione Domini M.CC.LXII.XVI. Kal. Novembris. Ego AGNES, *Domina Fugigniaci*, sana mente, licet ægra corpore, propter casus fortuitos, qui nullo possunt hominum judicio prævideri, quibusque subjacet fragilitas humanæ conditionis, de rebus meis dispono in hunc modum. In primis, quia hæredis institutio totius testamenti caput est, & fundamentum, *Illustrem Virum Dominum, & Maritum meum Petrum de Sabaudia*, michi Hæredem instituo in Besse, sive in duabus partibus hæreditatis meæ distributæ in assem, & omnium bonorum mobilium, & immobilium, corporalium, sive incorporalium, contentorum in dictis duabus partibus; Volens quòd prædictus Dominus, & Hæres meus, duas partes hæreditatis meæ, résque contentas in eis, habeat, teneat, & possideat in perpetuum, & explectet, & sicut rei propriæ moderator, & arbiter, ad hæredes suos ex testamento, vel ab intestato transmittat, vel cujuscunque alienationis titulo, in aliam personam transferre possit. In residuo verò Triente, seu tertia parte hæreditatis meæ, instituo mihi Hæredem carissimam *Filiam meam Beatricem Uxorem Illustris Viri G. Delfini Viennensis, & Alboni Comitis.* Volo tamen, & specialiter mando, ut universa debita ex quacunque causa, vel obligatione descendentia, in quibus Ego quibuscunque personis teneor; sive nomine meo proprio; sive nomine bonæ memoriæ Aymonis Domini, quondam Fucigniaci Patris mei, cujus hæreditas in solidum ad me tanquam ad hæredem legitimam, noscitur perveniisse. Idem *Dominus P.* & eadem *Filia mea B.* pro portionibus hæreditariis reddant, & solvant. Hoc testamentum meum laudo, approbo, & confirmo, & sine temporis præfinitione valere volo, & ad abundantem cautelam, quæ non solet vitiare contractus, nec testatoris officere voluntati: Sigilli mei appositione communio. Promittens bona fide, & tactis sacrosanctis Evangeliis, Jurans me non confecturam in posterum aliud testamentum, seu aliam supremam dispositionem, quæ huic testamento in totum, vel in partem adversetur, nisi contingeret prædictum Dominum P. me vivente sine superstite, ab hac vita migrare, quod tamen abhominor, & detestor. Codicillos tamen à me processu temporis conficiendos, in quibus, pro salute animæ meæ, legata ad pias causas, vel pro clamoribus meis sedandis, mandari fieri jubebo, ex certa scientia: Verùm si propter improvidam, aut minus plenam scientiam, aut juris ignorantiam, in confectione hujus ultimæ voluntatis, de Juris solemnitate aliquid sit obmissum, volo illud secundùm simplicitatem Canonicam, valere jure Codicillorum, seu jure cujuslibet alterius ultimæ voluntatis; petens à dulcissima *Filia mea B.* quæ in succedendo michi ab intestato, causam primam obtinet, seu etiam potiorem, ut quamprimùm hæreditatem meam adierit, præcedente jussu Patris sui, cujus subjecta est potestati, eam hæreditatem, cum omnibus rebus contentis in ea, eidem Patri suo sicut superiùs scriptum est sine dilatione ex causa fidei commissi, restituat, legitima tamen portione sibi integrè reservata. Quia verò firmiter in propositis gero, hoc testamentum meum irrefragabiliter observare, & nullo modo nulla ex causa contra venire ex certa scientia. Hoc signum Crucis ✠ propria manu appono, adjiciens, quod si, quod absit, mutato proposito in posterum aliud conderem Testamentum, seu aliam ultimam voluntatem, ipso facto sit cassa, & nullius momenti, nisi de hoc signo Crucis, quod præposui, specialem fecero mentionem, & nisi omnia, & singula verba à principio clausulæ, *Quia verò*, usque in finem ejusdem clausulæ, in eadem ultima voluntate, seriatim de verbo ad verbum fuerint inserta. Præcipio autem omnibus fidelibus meis, ut me sublata de medio prædicto Domino P. recipienti pro se, & dicta Filia communi hærede sua, quatenus tamen facta divisione, unumquemque pro hæreditaria portione suprà dicta, obediant sicut Domino, & intendant, faciantque homagia, solvant debita, usagia, & fidelitatis præstent etiam juramenta. Ad hæc septem Testes, quorum nomina inferiùs exprimentur, jam dudum puberes liberæ conditionis à me specialiter rogati, non fortuitò transeuntes uno eodemque contextu, nullo actu alieno interveniente compositioni hujus testamenti, Præsentes interfuerunt, sicut ex eorum subscriptionibus coram simul, nec diversis temporibus factis ex eorum sigillis apparet.

Nos siquidem Henricus Dei gratia Gebenenn. Episcopus, Humbertus Abbas Bonimontis Cistercienſis Ordinis, Guillelmus Filliaci Abbas, Ordinis Sancti Augustini, Humbertus Officialis Gebenn. Aymo Decanus Anneſſiaci, Girardus de Sancto Jorio Decanus Salanchiæ, Petrus Decanus de Anamassia confectioni seu ordinationi hujus ultimæ voluntatis, testes rogati interfuimus, subscripsimus, & sigilla nostra apposuimus, in testimonium omnium prædictorum. Actum apud Versoyam anno, & die suprà dictis.

CCCCXVIII.

1263. PROVENCE.

Testament de BEATRIX *de Savoye, Comtesse de Provence, fait au mois de Mars*, 1263. [S. 7. Mars. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 64.]

In nomine Patris, Sanctæ & individuæ Trinitatis, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO Domini M. CC. LXIII. nonis Martii. Ego BEATRIX, Relicta inclitæ recordationis Domini *Reymundi Berengarii, Comitis Provinciæ,*

ANNO 1263. licet infirma corpore, tamen sana mente, & in bona dispositione constituta, de rebus mobilibus meis, & immobilibus dispono, & ordino in hunc modum, & meam facio voluntatem ultimam. In Primis commendo animam meam Jesu Christo; cique relinquo omnia bona mea mobilia distribuenda ad honorem ipsius, sicut inferiùs declarabo. Sepulturam meam eligo in Ecclesia Hospitali Sancti Joannis Jerosolimitani, quam ego ædificavi, meis sumptibus, apud Scalas, & totam Terram meam, & omnia bona mea immobilia quæ habeo, & possideo, & quasi ex collocatione bonæ memoriæ Matris meæ, & Electorum Fratrum meorum in quibuscumque existant, castris, villis, juribus, excepto castro de Scalis, cum appenditiis suis, quod jam dedi donatione inter vivos, pro anima mea, Hospitali Jerosolimitano, quod ego construxi; do, lego carissimis Filiabus meis *Margaretæ Francorum*, & *Aleonoræ Angliæ Reginis Illustribus*, ut prædicta omnia habeant, teneant, & possideant, pro suo libito voluntatis, toto tempore vitæ suæ, altera autem cedente, vel decedente, vel in prædictis bonis, portionem habere volente, Altera totum habeat in vita sua, ut superiùs est expressum. Quandocumque verò dicta bona, vel alio modo dictæ Reginæ diviserint, vel forte in vita tenere noluerint, volo, & præcipio quod omnia prædicta ad *Thomam Amedeum*, & *Ludovicum Filios quondam Domini Thomæ Fratris mei*, liberè revertantur, quos in prædictis hæreditatibus instituo, ita quod quicumque aliquis eorum decesserit, portio decedentis ad superstitem revertatur; *Alionoræ Filiæ prædicti Comitis Thomæ*, lego quingentas libras Turonenses, pro emendis vestibus, & aliis necessariis, quando maritabitur. Item Filiæ Rodulphi Gebennensis, bis centum, & quinquaginta libras. Item Filiæ Contissonæ de Medullione, bis centum quinquaginta libras Turonen. Item filiæ Domini de Camera, centum quinquaginta libras Turonen. Item Beringariæ Filiæ Domini Benedicti de Castellione, centum quinquaginta Turonens. Item lego mille libras Turonenses distribuendas, per manus Executorum meorum, in pias causas, de quibus volo quod tercentum libræ dentur in proventibus domibus Religiosis, ubi melius viderint expediendum, residuum usque septingenta relinquo ad emendandum, & pacificandum clamores meos. Residuum si quod fuerit expendatur in pias causas, ubi melius Executores mei videbunt expedire: Item lego *Beatrici Andegaviæ Comitissæ*, centum marchas argenti, & in eis ipsam mihi hæredem instituo. Item *Domino Cantuariensi Archiepiscopo Fratri meo*, centum marchas. Item Domino *Lugduni Electo Fratri meo*, centum marchas. Item *Domino Petro Comiti Sabaudiæ* Fratri meo, centum marchas argenti. Item lego tria millia librarum Turonensium, pro construendo quodam Hospitali apud Scalas, quod vocabitur Domus Dei, & ad emendum possessiones ad opus dicti Hospitalis, de quarum possessionum fructibus, & proventibus, volo quod fiat generalis dona, sive distributio ter in singulis septimanis, omnibus pauperibus ibidem convenientibus hac de causa. Hæc est ultima mea voluntas, quam volo & præcipio valere, jure testamenti nuncupativi, vel codicillorum, vel cujuscumque alterius ultimæ voluntatis, vel saltem de Canonica æquitate in omni eventu valeat, & robur obtineat firmitatis, cujus meæ ultimæ voluntatis facio, & ordino Executores, Venerabilem Patrem Dominum Joannem Viennensem Archiepiscopum, Dominum *Philippum Lugdunensem Electum Fratrem meum*, Libertum Abbatem Altæ-Combæ, & Stephanum Archidiaconum Cantuariensem; ita quod dicti Abbas, & Archidiaconus, vel alter eorum qui præsens esset, de consilio prædicti Domini Viennensis Archiepiscopi, & Domini Lugduni Electi, prædicta omnia administrent. Actum Ambianensi, anno & die prædictis.

CCCCXIX.

10 Mars. *Reversales* HENRICI *Cantoris Ecclesiæ Argentinensis; Quòd, si in Episcopum promotus fuerit, Compositionem inter* WALTERUM *Episcopum & CIVITATEM* ARGENTINENSEM, *super discordiis occasione Jurium & Consuetudinum inter eos exortis, factam, ratam habituras & inviolabiliter servaturus sit. Datum Argentinæ* VI. *Idus Martii.* 1263. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung III. pag. 279.]

ANNO 1263.

NOs Henricus Cantor Ecclesie Argentinensis. Universis & singulis præsentium Inspectoribus volumus esse notum, quod cum super discordia inter Dominum Waltherum bone memorie Argent. Episcopum & Civitatis Argentoratensis universitatem, super juribus, consuetudinibus & aliis articulis diversis ipsius Civitatis suborta, compositio de Consensu Capituli Argent. & Ministerialium inita fuerit & conscripta, ac Sigillo ipsius Domini Episcopi confignata, promisimus & promittimus, bona fide dolo & fraude penitus cessantibus, nec non corporali super hoc interposito sacramento, quod si dante Domino nos in Episcopum Argent. promoveri contigerit, ad amputandam omnem dissensionis & questionis inter nos materiam, eandem compositionem ex tunc ratam habentes & gratam quoad articulos in eadem compositione comprehensos qui personam nostram respicere videntur & quibus ipsi Cives quoad nos indiguerint, adimplebimus, servabimus inviolabiliter & inconcusse. Et super præmissis fideliter observandis ipsis dabimus ex tunc sive dare procurabimus Literas Sigillo nostro & Capituli Argent. confignatas. Nos etiam Symondus de Geroltzecke, Dominus de Rapoltzstein & Conradus Wernher de Hadstat promisimus & promittimus corporali super hoc præstito juramento, nos procuraturos & effecturos premissam compositionem, ut est prescripta, ratam, & gratam haberi, per dictum Dominum Cantorem, si ipsum dante Domino in Episcopum Argentoratensem contigerit promoveri. Et in eorum evidentiam ac probationem Sigilla nostra una cum Sigillo ipsius Domini Cantoris presentibus appenso, duximus appendenda. Actum & datum Argent. Anno Domini M. CC. LXIII. VI. Idus Martii.

CCCCXX.

21. Avril. **Vertrag zwischen Heinrich Bischoff und dem Capitul zu Strasburg eines/ und der Stadt dieses Nahmens andern theils/ wodurch die zwischen ihnen entstandene mishelligkeiten beygelegt werden. Geschehen am Sambstag vor Sanct Georgen-tag/ Anno 1263.** [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung III. pag. 279.]

C'est-à-dire,

Accord entre HENRI *Evêque de Strasbourg avec son Chapitre d'une part, & la Ville de* STRASBOURG *d'autre part. Fait le Samedi avant la Fête de St. George, l'an* 1263.

WIr Heinrich von Goz Gnaden/ der Erwehlte von Straßburg/ die Capitel von dem Tumme/ von St. Thomane/ und von St. Petre in der Stadt zu Straßburg tunt kunt allen den die diesen Brieff geschent/ und gehorent lesen/ daß wir vür Uns und alle Unser Pfahheit úmbe die Mißhelle/ die zwisschent Uns was und der Stadt zu Straßburg/ also sint übereinkommen/ das wir in das Urkunment und verjehent/ daß sie diese Recht und diese/ die hienach an diesem Brive geschrieben stat/ herantbracht/ und mit dem eide behebt hant.

I. Swenne eins Rates jar uskumet/ daß derselbe Rat einen andern kiesen soll/ und Meister die jn rechte kumen/ und so die gekiesen/ so sulent sie vur einen Herrn/ einen Bischoff/ komen der Rat und die Meistere die Sie denne gekosent hant/ die sulent vor dem Herrn dem Bischoffe schweren/ sin ere/ und Unsere Stette ere/ und recht Gericht ze haltene.

II.) So ist och ir recht/ und Gewonheit: Swenne so in ein nuwe Herre wirt zu eime Bischoffe/ das er das Schultheissen Ambacht lihen sol eime Gozhus Diensmann oder ein Bürger swem er will/ vergeben oder úmbe Gut/ zu des Bischoffes Lebene/ oder des/ der da Schultheisse wirt/ und sol jn der Schultheisse zween Rihter geben/ die Bürger sint/ und sulent die so erber sin/ das ein jeclich Bürger mit jn müge mit eren zu gerichte gan/ und och so sicher sin/ das menecelich sines gutes an jn warten mag/ und sulent die sin unter den Schultheisen/ alle diewile das ein Bischoff lebet oder der Schultheisse.

III.) So ist auch ir recht/ und ir Gewonheit/ das jn swer Bischoff ist/ einen Burggraven sol geben/ swen des Burgrafen Ambacht lidig wirt/ und sol der Burgrave sin ein Gozhusdiensmann. Der Burgrave sol jn och geben von ecliche me Antwercke/ der er pflegt/ einen Meister/ der das Antwerck kan/ deren sol och nit anders thun und rihten/ mi wen das das antwerck angat.

Dis sint aber die Antwerck: Rintsuter und Kurdewener/ Zymberlúte/ Kneffer/ Oleylúte/ Schwertfeger/ Mülner/ Smidt/ Schilter und Satteler.

IV.) So ist aber ir recht und Gewonheit/ das man jn geben

ANNO 1263. ben sol einen Zolner der Burger si / und sol der so gewis sin / das die man Lehens an ime warten mügent / und och die Bürgere ires Rechts an ime sicher sint.

V.) So soll man je einen Hußgenossen zu eine Müntzemeister geben / der so ersam und so gewiß si / daß das Landt und die Stadt an im sicher sint / und obe dehein breste were an ime / das man den von ime gebessern möge.

VI.) Sie sullent och ir Allmenden besetzen und entsetzen ane menliches Wiederrede nach ihren Willen.

VII.) So günnen Wir in och wol der Freyheite und der Rechte / die im Keyser und Könige gegeben hant / und darzu Beheste bestetiget hant.

VIII.) So ist och ir recht und Gewohnheit / swenne ire Stadt not und Kumber angat / daß sie Eynunge und andere Satzunge / ümbe ire Stete not machen mügent ane menliches Widerrede.

IX.) So ist öch ir recht / swanne der stette oder Dörfer behems / die das Bistum anhorent / an einer Urteil zweifelnt / daß sie das Urteil für sie ziehendt / und stete habent / also die Bürgere von Straßburg sprechent.

X.) So ist och ir recht das / daß der Rat und der Meister Bron-Altar lihen sulent / swene er lidig würt.

XI.) Der Spital sol och in irre Gewalt sin / und sol der Meister und der Rat Pfleger darüber geben.

XII.) Andere Recht und Gewonheit / die sie unde ihre Vordern / untz her hent bracht / die hie nit geschrieben stant / die sul man in och lassen: Alle die vorgeschriebene Recht unde Gewonheit wollen wir in stete haben.

Wenne aber Wir / vor Unserm eide / ieße ze hant nút geenden mügent ümbe das Schultheisen Ambacht und das Burgraven Ambacht / So geloben Wir mit guten trüwen und ane alle geverde / das wir werbent stißenliche / hinan untze S. Margreden mez das wir es macht gewinnent ze tume / und das Wir es entelichen tunt ane geverde. Mag man es aber hinandar von ezlichen redlichen Sachen nút geenden / So sol man Uns von der Stat ein ander Ziel geben / das wir es dazwischen geendet ane Geverde / also hievor gelobet ist und geschrieben / unde swas sicrigkeit / die wir in getun mügent / unde man herüber bedarf / der wollen wir in och gevolgig sin / Und daß diz stete bliebe icmerme / So geben wir in diesen Brief besiegelt mit unsern Ingesiegeln zu eine Urkunde. Diz beschahe do sit Unsers Herren Geburte warent zwelfhundert und drú und sechzig jar / an den Sanetz Tage vor S. Georgen Tage.

CCCCXXI.

17. Oct. L'EMPIRE ET SAVOYE. *Donation à* PIERRE *Comte de Savoye, par* RICHARD *Empereur, des biens d'*HERMAN *le Jeune, Comte de Kibourg. Fait le 17. Octobre,* 1263. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 74. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Abs. XII. pag. 8.]

RICARDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, Universis Imperii Romani fidelibus, præsentes Literas inspecturis. Ex culminis nostri liberalitate, procedit, ut Nobiles & Magnates Imperii, gratis præveniamus beneficiis, & condignis honoribus exaltemus, promotionibus eorundem, tam benignè tamque favorabiliter insistendo, ut ad obsequendum nobis, alii eorum exemplo facilius inducantur. Significandum itaque duximus, universis & singulis, tam præsentibus quàm futuris; Quod nos de affluenti munificentia Regiæ Majestatis in dilectum fidelem nostrum *Petrum Sabaudiæ Comitem*, intendentes liberalitatem promovere; Castra, Oppida, Villas, & Feoda quæcumque Haremanus quondam Comes Junior de Kiburg, obitus sui tempore ab Imperio possidebat, cum hominibus, honoribus, juribus, placeaticis, molendinis, furnis, argentariis, angariis, parangariis, viis, plateis, coloniis, terris cultis & incultis, aquis, aquarum decursibus, sylvis, venationibus, piscationibus, rationibus, & regalibus omnibus, prout dictus Comes de Kiburg, suique prædecessores, prædictis bonis omnibus uti & gavisi fuisse noscuntur, nec non justitias, pedagia, Thelonea, pascua & jurisdictionem omnimodam eorundem locorum, omnia quoque jura corporalia & incorporalia, cum omnibus appenditiis & pertinentiis suis, eidem *Petro, & suis hæredibus masculis*, ab ipso & sua Uxore legitima descendentibus, assignamus, concedimus & donamus à nobis, & Imperio, titulo feudali perpetùò possidenda, præcipientes omnibus Nobilibus, Militibus & hominibus eorundem locorum, cujusque sint conditionis, aut sexus, ut ipsum Petrum in Dominum recipiant, ac fidelitates & homagia consueta & debita faciant, sibique & dictis hæredibus suis Castellanis, vel Vicariis suis, aut aliis Procuratoribus, vel Nuntiis, de universis redditibus & proventibus, nec non juribus præfatorum locorum respondeant, & plenariè satisfaciant de præmissis: eique ac suo prædicto modo hæredi ut vero Domino in omnibus devotè obediant, pareant, & intendant, de prælibatis terris & bonis, in loco ubi plus beneplacito nostro congruit, Quinquaginta marcharum proventus, educi decernimus Nobilis Viri Haremani Comitis de Kiburg, utilitatibus applicandos. Mandamus igitur sub intermination gratiæ nostræ districtè præcipientes, & hoc Regali fancimus Edicto, quatenùs nullus Dux, nullus Marchio, nullus Comes, nullus Vicarius, vel Capitaneus, nulla Potestas, nullum Commune, nullus Prælatus, nulla utique persona alta vel humilis, Ecclesiastica, vel Mundana contra hanc nostram assignationem, concessionem, sive donationem, venire audeat, sive ipsas in totum, aut in partem, in aliquo violare, vel alicujus ingenii scrupulo infringere, vel ei aliqualiter contraire. Quod qui facere præsumpserit, gravem nostræ Majestatis offensam, se noverit incursurum. Insuper pro solo conatu, etiam in reatus sui pœnam, mille marchas argenti puri persolvat, medietatem videlicet Cameræ nostræ, reliquas verò prædicto *Petro*, vel hæredibus suis, prout hactenùs est Imperio consuetum. In quorum omnium testimonium, & perpetui roboris firmamentum præsentes Literas, ex tunc conscribi, & Celsitudinis nostræ sigillo jussimus communiri. Datum Berkamesces, decima septima die Octobris, Indictione septima. Anno Domini MCCLXIII. Regni vero nostri anno septimo.

ANNO 1263.

CCCCXXII.

Partitio Hæreditaria inter GOTOFREDUM *&* HENRICUM *Comites de* SAYN, *per quam Huic Comitia de* Sponheim *cum Castris, Munitionibus, & omnibus bonis attinentibus, nec non omnia bona Allodialia per mortem* ALHEIDIS *quondam Comitissæ de* SPONHEIM *ad eos devoluta;* GOTOFREDO *autem Comitia de* Sayn *cum omnibus pertinentiis, atque bonis per mortem* MECHTILDIS *quondam Comitissæ* Saynensis *ad utrumque eorum devolutis, obvenit. Actum Saine in die S. Vincentii anno* 1264. [LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. VI. Absatz XXVII. pag. 398.]

1264. 5. Avril.

GOTOFREDUS Comes Sainensis. Notum esse cupimus universis has Literas visuris, quod cum inter nos ex una parte, & dilectum fratrem nostrum Henricum ex altera, super divisione hæreditatis nostræ quæstio verteretur, & in nos ipse Henricus de bona sua voluntate consenserit & fide data promiserit, quod, quicquid nos dixerimus vel duxerimus ordinandum, super divisione hæreditatis prædictæ, ratum habeat & gratum, secundum quod in Literis super hoc confectis plenius continetur. Nos volentes omnis quæstionis & discordiæ quæ oriri possent inter nos, iras præcludere, sic dicimus & ordinamus: Quod prædictus Henricus frater noster obtineat Comitiam de Sponheim cum Castris, Munitionibus & bonis attinentibus eidem Comitiæ, Castrensibus, fidelibus vasallis, ministerialibus & hominibus eo jure, quo pater noster Joannes Comes de Sponheim ea possidet atque tenet, præterea omnia bona allodii, quæ nos & fratrem nostrum ante dictum simul attingunt per mortem Dominæ Alheidis bonæ memoriæ, quondam Comitissæ de Sponheim, quacunque parte Rheni sita, prædictus Henricus solus habeat insuper Villam Mendick, Winningen & Advocatiam de Truxze, cum attinentiis eorundem & usibus universis solus possideat; & iis omnibus renunciamus, & manu & calamo effectu eamus, Mortuo etiam Patre nostro aut hæreditate per ipsum resignata infra primi anni spatium a die mortis suæ vel resignationis, quinquaginta Marcarum redditus Colon. eidem in bonis nostris ipsi Heinrico melius sitis juxta nostrorum & suorum amicorum consilium recipiendas demonstrabimus, quos quinquaginta Marcarum redditus cum quingentis Marcis reemere possimus, nos vel hæredes nostri, & si medietatem quingentarum Marcarum persolvimus, medietas dictarum 50. marcarum ad nos vel heredes nostros libere revertatur. Nobis vero reservamus Comitiam de Saine cum Castris & munitionibus, fidelibus Vasallis, & ministerialibus & omnibus eorundem pertinentiis, in illa parte Rheni sitis, ubi Castrum Sain est locatum, & omnia bona, quæ per mortem Dn. Mechtildis quondam Comitissæ Sainensis, materteræ nostræ, ad nos ambos devolvi potuerunt, de-

ANNO 1264. functo Patre noſtro, noſtra erunt omnes etiam fideles miniſteriales & homines, cujuscunque juris fuerint, qui ratione Patris ad nos jure hæreditario devolvi potuerunt, attinentis Dominiis Caſtrorum Sain, Hachenburg, Weltersberg, Brosbrecht & Holſtein, quocunque devenerint, vel ubicunque manſerint ex iſta vel illa parte Rheni, nobis & noſtris hæredibus remanebunt, ſimiliter dicimus de fidelibus miniſterialibus & hominibus Caſtrorum de Sponheim, Dille, Starckenberg & Ellenbach / prædicto Patri noſtro hæreditarie attinentibus, quod fratri noſtro ſervient, ſuo jure, ubicunque manſerint. Volumus etiam quod tam pueri noſtri, quam Henrici legitimi, ſi quos ipſum habere contigerit, utriusque ſexus ſine aliqua ad invicem moleſtatione gaudeant dictis bonis. In cujus rei teſtimonium ſigilla noſtrorum & patris noſtri & avunculi noſtri Walami de Sponheim, Canonici Colon. Gerhardi Comitis de Nuinar, Johannis Domini de Wildenberg / & Hermanni de Mülenarcken / duximus apponenda. Actum Saine Anno Domini MCCLXIIII. In die Beati Vincentii.

CCCCXXIII.

1265. 1 Janvier. EMPIRE DE CONSTANTINOPLE ET BOURGOGNE. *Don du Royaume de* THESSALONIQUE, *fait à* HUGUES *Duc de Bourgogne, par* BAUDOUIN *Empereur de Conſtantinople. Fait à Paris au mois de Janvier* 1265. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 508.]

NOs BAUDUINUS, par la grace de Dieu tres feiaus Empereres en Chriſt, de Dieu coronez, Gouverners de Romanie, & toz tens accroiſſantz faſons à ſçavoir à toz ces qui verront ces preſentes Lettres, que nos, conſiderant & veant le bien, l'oner, le profit, & l'avancement qui nos puet venir en l'Empire de Romanie, dou noble Baron HUGUE *Duc de Bourgoigne*. Nos, por ce ſi donons & outroions au devant dit Duc, & à ſes hoirs perpetuellement le Realme de SALENIQUE, & les appartenances, ou totes les droitures & les raiſons qui appartiennent au devant dit Roialme. Et li donnons la Baronnie d'Aimes, & les appartenances, & li donons encores par deſſus ce, une des autres plus grands Baronnies qui ſoit an l'Empire cele que amiez amera. Et s'il avient miez à avoir la Baronnie de Manditon, & la Baronnie de Lalis, & de la Marguerie, o totes lor appartenances, que la devant ditte grant Baronie, ſi volons que il les ait de cele grant Baronie deſſusdite. Et cele nos demorera à noſtre volunté. Et voulons & otrions, que la quelque Baronie que li devant dit Dux voura avoir franchement à luy, & à ſes hoirs, ce eſt ay avoir, ou le devant dit Roialme de Salenique, & Aimes, ou l'autre grant Baronie, & Aimes, ou les autres Baronies Manditon, Lalis, la Marguerie, & Ainnes, que il les ait, & le remenant, que il & ſi hoir le tieignent de nos en fié, & en homaige lige, as us & as coſtumes de l'Empire, & ſe il avenoit choſe que ce le grant Baronie que lidit Dux vora penre s'eſtandoit dedans les cinquante milles prés de Conſtantinople, ce que ſe trouvera dedans les cinquante milles, nous li devons reſtaublir & aſſeoir autretant au plus prés, & au mieuz ſeant que l'en porra à ſon gré. Et ce faions nos, porce que nos volons environ Conſtantinople à cinquante milles retenir por noſtre domaine. Et volons & otroions encores que ce il avenoit choſe que li ditz Dux ou ſi hoir vouſſiſſent en aucun tens que nos les feiſſienz autres Lettres, parque li don que nos li avons fait fuſſent plus fermes & plus estauble, que nos en ſoienz tenu dou faire à lor requeſte. Et totes ces choſes deſſusdites avons nos juré ſur ſaintes Evangiles, & promis en bonne foy à tenir por nos & por nos hoirs ferme & eſtauble, & à la ſouvenances de totes ces choſes, nos avons doné au devant dit Duc ces preſentes Lettres overtes, ſaellées de noſtre ſael. Ces Lettres furent données à Paris l'an de l'Incarnation de noſtre Seigneur mille & deux cens & ſiſſante & cinc, ou mois de Janvier, ou vingt-ſixiesme an de noſtre Empire.

CCCCXXIV.

9. Août. *Fœdus & Confœderatio inter* CAROLUM *Regem Siciliæ, Apuliæ, & Capuæ &c. pro ſe & nomine Romanæ Eccleſiæ ab una, & OPIZONEM Marchionem Eſtenſem & Communia* MANTUÆ *atque* FERRARIÆ *ab altera parte, contra* MANFREDUM *Principem Tarentinum*, HUBERTUM PALAVICINUM, *& BOZONEM de* DORARIA. *Actum Romæ. Anno Domini* 1265. *Indictione* VIII. *die* 9. *Auguſti.* Cum *Regis* CAROLI *Ratificatione. Dat. Romæ die* 12. *Novembris, Indictione* IX. *Regni ſui anno* I. [Pièce Authentique, tirée des Archives Archi-Ducales de Mantoue.] ANNO 1265.

NOs Carolus Dei Gratia Rex Siciliæ, Ducatus Apuliæ, ac Principatus Capuæ, Almæ Urbis Senator, Andegaviæ Provinciæ, ac Folcallent Comes, per præſens Scriptum notum facimus univerſis tam præſentibus, quàm futuris, quod nos pactionum, colligationum, ſocietatis, & amicitiæ phædera inter Serenitatem noſtram ex parte una, & Procuratores, ſeu Syndicos Nobilium Virorum Opiczonis Marchionis Eſtenſis, ac Ludovici Comitis Veronenſis, nec non Mantuani, ac Ferrarienſis Communitatum, nomine ipſorum Marchionis, Comitis, & Communitatum ex altera nuper inita ratificamus, & approbamus & de illis, quantum ad nos pertinet, per Alexandrum Clericum noſtrum in animam noſtram preſtari fecimus nobis præſentibus Juramentum, ac præſens Scriptum, in quo totus tenor Inſtrumenti confecti ſuper eorundem federum negotio annotatus eſt ex indè fieri, & Sigillo Majeſtatis noſtræ ad perpetuam rei memoriam juſſimus communiri. Tenor autem prædicti Inſtrumenti talis eſt.

In nomine Domini Amen. Anno ejusdem MCCLXV. Pontificatus Domini Clementis PP. IIII. Anno primo Indictione VIII. nono Auguſti per hoc publicum Inſtrumentum notum ſit cunctis, tam præſentibus, quàm futuris, quod ad honorem Dei, & Beatæ Mariæ ſemper Virginis, & Romanæ Eccleſiæ infraſcriptas pactiones, & colligationes, amicitias, & ſocietatem fecerunt Excellentiſſimus Dominus Carolus Dei gratia Rex Siciliæ Ducatus Apuliæ, ac Principatus Capuæ, Senator Almæ Urbis, Comes Andegaviæ Provinciæ, ac Folcallent, & Marchio Provinciæ, nomine ſuo, & filiorum ſuorum, & filiorum filiorum ſuorum ex una parte, & prudentes Viri Panſaninus de Turelis, & Petrus de Miſatis Procuratores Nobilis Viri Opiczonis Marchionis Eſtenſis, & Anconitani, & Sindici Communis Ferrariæ, & Philippus de Capharis, & Aymericus de Aſandris Procuratores Nobilis Viri Ludovici Comitis Veronenſis, & Syndici Communis Mantuæ, nomine, & vice dictorum Marchionis Eſtenſis, & Comitis Veronenſis, & nomine filiorum dictorum Marchionis, & Comitis & filiorum filiorum ſuorum, & dictorum Communium ex altera, videlicet quod præfati Syndici, & Procuratores nomine, & vice prædictorum Nobilium, & prædictorum hæredum ſuorum, & nomine dictorum Communium promiſerunt dicto Domino Regi recipienti nomine Sanctæ Romanæ Eccleſiæ, & ſuo, & dictorum hæredum ſuorum, quod prædicti Marchio, & Comes, & dicti hæredes eorum, & prædicta Communia in perpetuum adhærebunt parti Eccleſiæ & dicti Domini Regis, & dictorum hæredum ſuorum & quod juvabunt toto poſſe in Lombardia cum armis, & ſine armis ipſum Dominum Regem, & dictos hæredes ejus contra Manfredum olim Principem Carentinum, & contra Ubertum Pelavicinum, & omnes adjutores eorum, & contrà omnes Inimicos dicti Domini Regis & dictorum hæredum ſuorum, quos habent, vel in futurum habebunt, & quod dicti Marchio, & Comes & dicti hæredes eorum, & dicta Communia non facient pacem, vel treguam, vel guerram recreduram cum Inimicis dicti Domini Regis vel dictorum hæredum ſuorum præſentibus, vel futuris, ſine expreſſo conſenſu, & voluntate dicti Domini Regis, vel dictorum hæredum ſuorum vel eorum certi Nuntii ad hæc ſpecialiter conſtituti, & promiſerunt ſpecialiter ipſi Domino Regi recipienti nomine ſuo, & dictorum hæredum ſuorum, quod prædicti Nobiles Marchio, & Comes, & dicti hæredes eorum, & dictæ Civitates, & Communia, & Homines dictarum Civitatum, & diſtrictuum eorundem cum armis, & ſine armis dabunt toto ſuo poſſe conſilium, & auxilium ipſi Domino Regi, & dictis hæredibus ſuis, ut ipſi, & Milites eorum, & Baliſtrarii, & Gentes omnes dicti Domini Regis, & dictorum hæredum ſuorum volentes ire per Lombardiam cum ipſo Domino Rege, vel dictis hæredibus ejus, & etiam ſine ipſo Domino Rege vel ſine hæredibus ejus verſus Regnum Siciliæ, vel ullam partem Lombardiæ, vel Italiæ poſſint per totam Lombardiam ire, & redire, & ſtare liberè, & ſecurè quotienscumque voluerint, & quandocumque voluerint, & quod eos recipient in ſuis Civitatibus, & Locis, & diſtrictibus

ANNO 1265. trictibus eorum ſicut Amicos, & eos tractabunt honorificè, & decenter. Et ſi fortè aliquis, vel aliqui vellent impedire, vel impedirent, vel aſpectum facerent impediendi dictum Dominum Regem, vel dictos hæredes ejus, vel dictos Milites, vel Baliſtrarios, vel alias Gentes dicti Domini Regis, vel dictorum hæredum ſuorum tenearntur prædicti Nobiles Marchio, & Comes, & dicti hæredes eorum, & dicta Communia, & Homines dictarum Civitatum, & Diſtrictuum toto ſuo poſſe dare eis Conſilium, & auxilium ad dictum tranſitum habendum liberè, & ſecurè in eundo, & redeundo quotienscumque, & quandocumque inde fuerint requiſiti. Quæ omnia dicti Sindici, & Procuratores dictorum Nobilium, & Communium dictarum Civitatum, & Hominum earum, & Diſtrictus earum promiſerunt, & juraverunt ipſi Domino Regi recipienti nomine Romanæ Eccleſiæ, & ſuo, & dictorum hæredum ſuorum attendere, & obſervare, & contrà in aliquo non venire, & ſe facturos, & curaturos, ità quod prædicti Nobiles Marchio, & Comes, & Homines dictarum Civitatum prædicta promittent, & jurabunt & incartabunt Procuratori dicti Domini Regis quandocumque indè fuerint requiſiti, & renovabunt Sacramentum hæredes dictorum Nobilium poſt deceſſum eorum, & Homines dictarum Civitatum de Quinquennio in Quinquennium, ſalvo honore, ac Mandatis Eccleſiæ Romanæ, & exceptis de conventione prædicta Dominis de Laturre, & Communibus Mediolani, Pergami, Cumarum, Laudi, & Novariæ. Verſa vice dictus Dominus Rex promiſit nomine ſuo, & dictorum hæredum ſuorum prædictis Procuratoribus, & Sindicis recipientibus nomine dictorum Nobilium, & dictorum hæredum ſuorum, & nomine dictorum Communium, & Hominum dictarum Civitatum, & Diſtrictuum juvare ipſos Nobiles Marchionem, & Comitem, & hæredes eorum, & dicta Communia, & Homines dictarum Civitatum contrà Manfredum olim Principem Carentinum, Ubertum Pelavicinum, & Boſonem de Dovaria, & omnes adjutores eorum & contrà omnes Inimicos ipſorum Nobilium, & hæredum ſuorum, & dictorum Communium Civitatis Mantuæ, & Ferrariæ, quos habent, vel in futurum habebunt, & manutenere ipſos Nobiles, & eorum hæredes, & dicta Communia Civitatis Mantuæ, & Ferrariæ, & Homines ipſarum Civitatum, & Diſtrictuum in eo ſtatu, in quo ſunt, & in Poſſeſſionibus, Juribus, & Signoriis eorum, & reducere, & conſervare ipſos Nobiles Marchionem, & Comitem & eorum hæredes, & dicta Communia, & Homines, & ſingulos dictorum Communium, & corum Amicos, qui prædicta invenerunt, & promiſerunt ipſi Domino Regi, vel ejus Nuntio in omnibus ſuis honoribus, Dominationibus, Signoraticis Privillegiis, Jurisdictionibus, & Conſuetudinibus quæ habent, vel habebant, vel ſoliti erant ipſi, vel ſui Prædeceſſores, vel aliquis prædictorum ubicumque habere, vel tenere, vel quæ habebunt in futurum, & illas, & illa recuperare, ſi in aliquo ſunt privati, vel eas, vel ea amiſerunt, vel amittent de cætero, vel eis in aliquo privarentur, & hæc de omnibus ubivis habent, vel in futurum habebunt contrà quæcumque Communia, Univerſitates, & Dominos, & quascumque alias Perſonas cujuscumque Conditionis, & quod non faciet ipſe Dominus Rex, vel dicti ſui hæredes pacem, vel treguam, vel guerram recredutam cum Inimicis præſentibus, vel futuris dictorum Nobilium, & hæredum eorum, & dictarum Civitatum ſine expreſſa voluntate, & conſenſu dictorum Nobilium Marchionis, & Comitis, & hæredum eorum & dictorum Communium Civitatis Mantuæ, & Ferrariæ, vel certi Nuntii eorum ad hoc ſpetialiter conſtituti; hoc acto inter eos, quod dictus Dominus Rex ultra dictas Civitates, poſſit recipere alias Civitates, & Caſtra, vel Dominos Caſtrorum volentes venire ad hanc Societatem, exceptis Exbannitis, Malſardis, & Inimicis dictorum Nobilium Marchionis, & Comitis, & hæredum ſuorum, & Communium Mantuæ, & Ferrariæ. Quæ omnia dictus D. Rex ſuo nomine, & dictorum hæredum ſuorum promiſit dictis Procuratoribus, & Syndicis recipientibus vice, ac nomine dictorum Nobilium Marchionis, & Comitis, & hæredum ſuorum, & vice, & nomine dictarum Civitatum, & Amicorum ſuorum bona fide attendere, & obſervare, & contrà in aliquo non venire, & quod poſt deceſſum dicti Domini Regis hæredes ſui renovabunt Sacramentum dictis Nobilibus, & ſuis hæredibus, & dictis Communibus, quandocumque inde fuerint requiſiti, ſalvo honore, & mandatis Romanæ Eccleſiæ ex exceptis de Conventione prædicta... Rege Francorum . . Comite Pictaven., & Marchione Montiſferrati, Comitibus Sabaudiæ, & Januen., & exceptis Dominis de Laturre, & Comitibus Mediolani, Pergami, Laudi, Novar., & Cumar. Hoc acto inter dictum Dominum Regem, & dictos Sindicos, & Procuratores, quod quandocumque prædicti Nobiles Marchio, & Comes, & Conſiliarii dictarum Civitatum Mantuæ, & Ferrariæ confirmaverint prædicta, & promiſerint, & juraverint omnia ſupradicta de verbo ad verbum, & miſerint Domino ipſi Regi dictas Cartas factas per manum publicam, ſigillatas Sigillis eorum, quod dictus Dominus Rex ad requiſitionem Nuntii dictorum Nobilium, & Communium teneatur prædicta omnia facere jurari in animam ſuam, quod ipſe prædicta omnia attendet, & obſervabit, & incartabit, & ſigillabit ſicut ſcripta ſunt de verbo ad verbum, ſalvis ſemper pro utraque parte Mandatis, & honore Romanæ Eccleſiæ, exceptis Rege Francorum, & aliis ſuperiùs nominatis. In cujus rei Teſtimonium, præſentem Cartam, & Litteras Sigillis ſuis pendentibus dictus Dominus Rex, & Philippus de Capharis, Petrus de Miſatis, & Aymericus de Aſandris Procuratores, & Sindici ſupradicti ſigillari fecerunt. Actum Romæ in Palatio Capitolii, præſentibus Domino Archiepiscop. Ouſentin., Domino Gaufrido de Bellomonte Cancellario Bajocen. Magiſtro Andrea Spillar. Capellano Domini Papæ, Domino Roberto de Laver. Jur. Profeſſore, Domino Roberto de Baro Prothonotario dicti Domini Regis. Uberto de Regio Judice Palatin., Domino Ricardo Petri Anibaldi, & Anibaldo Domini Traſimundi Teſtibus ad hæc vocatis, & rogatis. Et ego Leonardus de Piperno Sacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ Scriturarius, prædictis omnibus vocatus interfui, & ea omnia de mandato dicti Domini Regis, & voluntate, & rogatus à dictis Syndicis, & Procuratoribus fideliter ſcripſi & ſignum meum poſui. Dat. Romæ per manum Roberti de Baro magnæ Regiæ Curiæ noſtræ Prothonotario XII. Novembris, VIIII. Indictione, Regni noſtri anno primo.

ANNO 1265.

Locus *Sigilli appenſi.*

Cum Originali in pergamena ſcripto & bullo in cera rubea impreſſo à cordulis ſericis colorum crocei, & rubei pendentibus munito ſic ut ſupra expedito in Archiducali Mantuæ *ſecretiori Archivio adſervato præſentem ſumptam Copiam omnino concordare atteſtor*

Ego LUDOVICUS *Nob. olim* H. OCTAVII DE MAZZIIS *filius Civis publicusque Imperiali auctoritate* Mantuæ *Notarius. In quorum fidem hic me, ſolita cum atteſtatione ſubſcripſi ſal. uti dicti ſecretioris Archiducalis Archivii Cancellarius hac die 6. Martii* 1720.

Ità verum eſſe affirmo Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUS *ejusdem Archivii Præfectus, hac die* 8. *Martii* 1720.

CCCCXXV.

Accord entre HUGUES *Duc de Bourgogne, &* GUI *Evêque de Châlons, pour la Ville de* SAINT LOUP, *fait au mois de Mai* 1266. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 508.]

1266. 28. Mai. BOURGOGNE ET CHÂLONS.

LUDOVICUS Dei gratia *Francorum Rex*, univerſis præſentes Litteras inſpecturis, ſalutem. Notum facimus quòd nos Litteras dilecti & fidelis noſtri GUIDONIS *Cabilonenſis Epiſcopi* vidimus in hæc verba: Nos *Guido* divina miſeratione *Cabilonenſis Epiſcopus*, univerſis præſentes Litteras inſpecturis, notum facimus, quòd

ANNO 1266. quòd cùm discordia verteretur inter nos ex una parte, & illustrem virum HUGONEM *Ducem Burgundiæ* ex altera, super domo & Villa Sancti Luppi propè maceriás Cabilonenſis Diœceſis, & omnibus appendiciis dictæ Villæ, legatis & donatis à venerabili in Chriſto patre bonæ memoriæ *Alexandro* quondam *Cabilonenſi Epiſcopo* Sedi Epiſcopali Cabilonenſi, & ſucceſſoribus ejusdem Alexandri ibidem inſtituendis in ſua ultima voluntate, ſuper eo quod idem Dux dictam Villam & Domum cum ejus appendiciis dicebat eſſe de ſuo feodo, & ſe donationi hujusmodi minimè conſenſiſſe, & donationem ideò non valere : tandem dicta discordia, bonis viris mediantibus, pacificata eſt in hunc modum; quod ipſe Dux, pro ſe & ſucceſſoribus ſuis, donationem factam à dicto Alexandro eidem Sedi Cabilonenſi, & Epiſcopis ibidem inſtituendis in perpetuum, de domo & Villa Sancti Luppi cum omnibus pertinentiis, appendiciis, terragio & finagio dicti loci, tam in pratis, terris, nemoribus, coſtumis, aquis, aquarum decurſibus, hominibus, juſticiis, parvis, & magnis, cum juribus univerſis, quocumque nomine cenſeantur, cum omnimoda libertate approbavit, voluit & laudavit; quittando nobis & noſtris ſucceſſoribus, omne jus feudi quod ſibi in prædictis omnibus competebat. Ita quod in dicta Villa nullum retinere poterit hominem, vel habere; retenta in prædictis omnibus ſibi, garda, & pro eadem garda ſexaginta ſolidos Turonenſes tantummodo ſibi & ſucceſſoribus ſuis in nundinis urbis Cabilonenſis, ab eo qui pro tempore fuerit Epiſcopus Cabilonenſis annuatim perſolvendos. Quod jus in alium niſi in eum qui Dux Burgundiæ fuerit, transferri non poterit nec debebit; volentes, quod Dominus Rex Franciæ in prædictis omnibus ſuum regale habeat, ſicut in aliis rebus Epiſcopatus Cabilonenſis, ſede vacante, ipſe Rex & prædeceſſores ejusdem habent & noſcuntur hactenus habuiſſe. Et ad ſolutionem dictorum ſexaginta ſolidorum teneatur quicumque regale tenuerit in termino ſolutionis dictæ pecuniæ faciendæ. In cujus rei memoriam, præſentibus Litteris ſigillum noſtrum duximus apponendum; in robur & teſtimonium perpetuæ veritatis. Actum & datum Pariſius, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſexageſimo ſexto, viceſima octava die menſis Maii. Nos autem ad petitionem partium compoſitionem prædictam, prout ſuperius continetur, quantum in nobis eſt, ratam & gratam habemus; ſalvo in omnibus jure noſtro, ac jure etiam alieno. In cujus rei teſtimonium præſentibus Litteris nostrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſius anno Domini 1266. menſe Maïo.

CCCCXXVI.

7. Juin. BOURGOGNE ET LA MARCHE. *Titres du Mariage de* BEATRIX *de Bourgogne, avec* HUGUES *Comte de la Marche. Fait en* 1266. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 513.]

NOS HUGUES *li Bruns Comte de la Marche*, & d'Angoulesme, Sire de Fougeres, & BEATRIX fille de noble Prince Hugon Cai en arriers Duc de *Bourgoigne*, femme doudit Comte de la Marche, faſons ſavoir à tous celz qui ceſtes preſentes Lettres verront, que li dit Hugues Dux de Bourgoigne ordena en ſa dareniere volanté, que ſe *Hugues* frere de nos laditte Beatrix morant ſans hoirs deſcendanz de ſon cors, que ces li heritaiges que li diz Hugues a & ouroit de la deſcenduë, & de la ſucceſſion, ou de don de noſtre chier Pere Hugon Duc de Bourgoigne, retourneront tout entierement ſans contredit à noſtre chier frere *Robert* Duc de Bourgoigne, & és hoirs de ſon cors; & ſe le diz Robert Duc de Bourgoigne moroit ſans hoirs de ſon corps, tout li heritaiges que il a ou auroit de la deſcenduë, & de la ſucceſſion, ou dou don de noſtre chier Pere Hugon Duc de Bourgoigne, retourneront tout entierement ſans contredit audit Hugon noſtre frere; en tele maniere ſeront ladite ordonnance de noſtre Pere l'eſcheoite de l'un de nos freres qui moroit ſans hoirs de ſon cors eſcheroit à l'autre frere entierement, en tele maniere que li autre enfant doudit Hugues noſtre Pere, ni ſes niepces n'y prendroient point de partaige. Se donc n'avenoit que li devant dit Robert Dux, & Hugues moriſſient ſans hoirs de ſon corps, & com nos devant dit Hugues li Bruns Comtes de la Marche, & nos ladite Beatrix, fame doudit Conte, voilliens garder & tenir les devant dites choſes, & le devant dit ordénement dou devant dit noſtre Pere Hugon Cai en arriers Duc de Bourgoigne, quant à ladite ſuſtitution : nos prometons por nos hoirs és devant dit Barons Robert Duc de Bourgoigne, & Hugon freres, jurons en Saints Evangiles noſtre Seignor corporellement, que nos ledit ordenement, quant à la choſe deſſus dite tenrons & garderons, & encontre ne venrons por nos, ne por autre, & volons que ſe li uns de nos freres moroit ſans hoirs de ſon cors, que l'eſcheoite vienne à l'autre & à ſes hoirs ſans contredit entierement, ſauve à nos & à nos hoirs leaul eſcheoite, s'il avenoit, dont Des legart, que noſtre dit frere devant dit moriſſient ſans hoirs de lor cors. Et com il ſoit contenu ou teſtament audit Hugon Duc de Bourgoigne noſtre Pere, de nos Beatrix devant dite, que li ditz Robert Dux de Bourgoigne noſtres freres donat à nos Beatrix vingt mille livres de Tornois en mariaige, nos le devant dit Hugon Comte de la Marche, & nos Beatrix feme doudit Comte, promettons au devant dit Duc Robert, que nos ne li demanderons riens desdits vingt mille livres, fors que les ſix mille livres de Tornois, eſquels il nos eſt tenuz ſecunt ce qu'il eſt contenu en ſa Lettre, & dou remenant des vingt mille livres, nos nos tenons à noſtre chiere Mere *Beatrix Ducheſſe de Bourgoigne*, & noſtre frere Hugues de Bourgoigne, qui nos doivent paier nœuf mille livres de Tornois, & li dit Hugues nos doit aſſeoir cinc cent livres de terre de Tornois de rente à nos & à nos hoirs duraublement. Li dit Hugues noſtre frere nos eſt tenuz fere en la terre qu'il tient de la deſcenduë, ou dou don doudit Hugues Duc de Bourgoigne Pere doudit Hugues, & de nos Beatrix; à laquelle aſſiſe li ditz Dux Robertz s'eſt conſentiz, & la tient por ferme & por eſtauble. Et en garentaige de verité, nos li devant dit Hugues Comte de la Marche, & nos Beatrix ſa femme, avons mis nos ſeaulx à ces Lettres preſentes. Ce fut fait le Mecredy apres les octaves des Apoſtres noſtre Saint Pere & Saint-Paul, en l'an de grace 1266

CCCCXXVII.

14. Aoû *Traité d'Alliance entre* HENRI *Comte de Luxembourg & de la Roche, & Marchis d'Arlon, &* FERRY *Duc de Lorraine & Marchis; Par lequel* HENRI *s'oblige à ne jamais aider le Comte* DE BAR, *contre* FERRY, *quand même il ſeroit en guerre avec lui; Avec cette clauſe extraordinaire, que ſi, dans le cas d'une telle guerre, & pendant qu'elle dureroit, le Comte* DE BAR *prenoit ce tems, pour venir ataquer le Duc de Lorraine, alors le Comte de Luxembourg ſeroit obligé de faire trêve avec lui, & de joindre ſes armes aux ſiennes contre ledit Comte de Bar. Fait la Vigile de l'Aſſomption de notre Dame, l'an* 1266. [La Véritable Origine des Maiſons d'Alſace, de Lorraine, d'Autriche, &c. aux Preuves pag. 145. Extrait des Archives de Lorraine.]

JE Henris Cuens de Luxembourg & de la Roche, & Marchis d'Erlons, fais ſçavoir à touts, que je ay fait especial convenant & alliance, à mon chier nepveu FERRY Duc de Lorraine & Marchis, encontre Thiebaut Cuens de Bar, en telle maniere que je ne me puis ny jurer ny allier tant cum je vive audit Comte de Bar, encontre mon nepveu deſſusdit; Et eſt à ſçavoir que je ne puis aider ledit Comte de Bar, ne par moy ne par autruy, ne en conſeil, ne en fait, encontre mon nepveu le Duc, & ſe il avenoit, que ja n'aveigne, que je euſſe guerre à mon nepveu le Duc, ou il à moy, je ne puis penre nulle ayde dou Comte de Bar, ne autres pour moy, ne ne puis recevoir en ayde & conſeil, ne luy ne autre pour luy. Car ſe il diſoit qu'il voilſiſt aidier autruy qui en mon ayde fuſt, nen pourroïe recevoir ne retenir, ne en aider, ne en deffenſe qu'il me peuſt faire ne faire faire, & pource que je veil ces choſes loyaulment faire & tenir en bonne foy ſans couverte. Il eſt à ſçavoir que ſe il avenoit que je allaſſe en aucun voyage, que Margueritte ma femme Comteſſe de Lucembourg qui ces choſes at jurées & Henris mes aisné fils, ou mes aisnei fils Cuens de Lucembourg ſe de Henry defailloit, ne cil qui de par moy demeureroient dans la Contei ne peuvent aller encontre cette convenance, ains la doivent tenir tant cum

ANNO 1266. cum je vivray. Et se il arrivoit que je donnasse point de terre dont je fusse ores tenu, à mon fils Cuens de Lucembourg qui seroit apres moy, mes dit fils ne pourroit aidier ledit Comte de Bar. Ains doit estre seur au donner la terre à mon fils aisnei que je en ayderay mon nepueu le Duc contre le Comte de Bar se besoin est. Et est encores à sçavoir, que ce paravanture guerre mouvoit entre moy & mon nepueu, & li Cuens de Bar dessus dit vouloit grever ne dommager mon nepueu ne sa terre, cum chaude que la guerre de moy & de mon nepueu fust, il seroit tantost trevé entre moy & mon nepueu, & ayderois en bonne foy à mon pooir à grand force & à petite mon nepueu, encontre li Comte de Bar, jusqu'à tant que li Comte de Bar se sofferroit dou dommage mon nepueu. Et ce je ne tenoye cette convenance, je serois encheu de quinze mille mars d'argent envers mon nepueu ou envers son commandement, desquels il me pourroit peunir & faire peunir, par tout par mon gré sans mesfaire en mueble & en non mueble, je ne m'en deuroye deffendre ne par moy ne par autruy. Ces choses ay je juré leaument à tenir en bonne foy, & l'ai fait jureir corporellement sor le corps Dieu, douze de mes hommes. C'est à sçavoir Philippe Comte de Viane, Gerard mon frere Seigneur de Durbuy, Monsignor Renault de Bar, Monsignor Soyer de Borey, Monsignor Werry de Courrich, Joffroy Seigneur d'Aisse, Messire Giles Doie, Wautier Seignor de Missembourg, Monseigneur Joffroy de Bertranges, Monseigneur Arnol de Rodemak, Arnol Seignor de la Roche, Monseigneur Arnol de Homqueranges. En maniere que se ces convenances n'estoyent tenuës si comme dessus est dit, ils ne devroyent aidier ny moy ny cieux qui iroyent encontre ces convenances, ne de conseil, ne de aie nulle tant qu'il fut amandei. Et est à sçavoir que Valentin mes fils ne puet aidier le Comte de Bar de nulle terre qui soit de mon heritage tant cum je vivray. Mais totevoyes si ledit Valentin voloit issir de ma mainbournise, il porroit sans mesprenre à ces convenances aidier le Comte de Bar, de Liney & des apartenances de Liney, & de le terre de totte autre terre qui ne seroit de mon heritage. Et est à sçavoir que MAHEUS li maisné fils mon nepueu le Duc, ne peuet aydier, tant cum li Dux ses Peres vive, le Comte de Bar de nulle terre que li teigne, ne qui soit de la Duchié encontre moy, mais d'autre terre qui ne seroit mie de la Duchié, & que li Dux ne tient orendroit, le porroit il aidier sans mesfaire encontre ces convenances devantdittes. Encor est à sçavoir si mes nieps li Dux donne point de terre MAHEU son fils, qu'il doit estre seurs qu'il n'aidera mie le Comte de Bar de celle terre, & que mes nieps de celle terre me puisse aidier encontre le Comte de Bar. Et se ce de riens mesprenoie à ces convenances, je m'oblige de cest jour en avant & abandonne par ma plaine volonté, que li Officiaux de Trieves, de Metz & de Toul, mettent sentence d'excommuniement en ma personne, & entredit en mes terres que sont sos lor peoir, jusques à tant que la mesprisure qui seroit faitte encontre ces convenances fust amandée & ridreciée. Et si tost com la Comteis de Lucembourg seroit escheuë à Henry mon fil, ou à mon autre hoir se de Henry defailloit, ces convenances seroyent nulles. Et porce que ce soit ferme chose & estable, j'ay mis mon seel à ces presentes Lettres, qui furent faittes l'an MCCLXVI. la Vigile de l'Assomption nostre Dame emmy Aoust.

CCCCXXVIII.

Nov. *Transaction & Echange entre* HUGUES *Duc de Bourgogne, & Hugues Comte de Vienne, fait au mois de Novembre* 1266. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 514.]

BOURGOGNE ET VIENNE.

A Tous cels qui verront ces presentes Lettres, nos HUGUES *Cuens de Vienne*, & Sires de Paigné, fasons a savoir, que entre noble Baron nostre amé Seignor HUGON *Duc de Bourgoigne*, por luy & por ses hoirs, d'une part, & nos Hugon Comte de Vienne, & Seignor de Paigné, por nos, & por nos hoirs, d'autre part, est fait marchiez, eschanges, & convenances, si com il est ici desouz escrit. Ce est assavoir, que li diz nobles Bers Hugues Duc de Borgoigne, por lui, & por ses hoirs, done à nos & à nos hoirs, en fié, la greange de Clux, & les appartenances, en bois, en terres, en aigues, en justices, en costume, ensamble toutes les droitures, por quelque nom queles soient appelées, qui appartiennent à ladite greange. Et li diz Dux, por luy, & por ses hoirs, nos ay promis ladite greange & ses appartenances, le fié de Longe Pierre & ses appartenances, que Messires *Hanris de Paigné* tient doudit Duc, por ensis com il est contenu és convenances qui en sont faites entre eauls. Encor à nos & à nos hoirs done en fié li diz Dux, à nos, & à nos hoirs, le fié de Navillé, que li Sires de *Noblans* tient doudit Duc. Encor done en fié li diz Dux à nos, & à nos hoirs, le fié de Mouz, que *Huguennins de Navillé* tien dou Duc; si li diz Huguenins s'y accorde. Encores done à nos & à nos hoirs en fié li diz Dux, la Justice sur la rive de Saone devers l'Abergement, si com il la doit degnier. Encores done en fié à nos & à nos hoirs li diz Dux, la partie dou bois dou Deffans, si com ele fui degniée par le Duc, & par nos, & de ces deuz deguicemanz, ce est asavoir de la Justice sur la rive de Seone pardevers l'Abergement, & dou degniement de la partie dou bois dou Deffans, nos doit doner li Dux ses Lettres pendanz. Encores li Dux, por luy, & por ses hoirs, nos a convenancié por nos & por nos hoirs, que il ne retienne, ne puisse, ne doive retenir, nos homes de lille de Paigné, ne de Leone, ne de Change, ne de la maison Deu, ne de Saint Aubin, tant com il seront en nostre main; ce ce n'étoit en la franchise de Beaune, ou de Dijon. Et ausic nos a promis li Duc, que il, ne sui hoir, ne se puissent croistre en nostre terre devant dite; ce n'est por la volanté de nos, ou de nos hoirs. Encores li Dux nos a convenancié por nos & por nos hoirs, que nos serons receu en plaidant pardevant soy, ou pardevant sa gent, por messaige, ou por procureur sofisant, és causes qui toicheront le Duc principaulmant, & ausic en totes autres causes qui ne toicheront le Duc, se les parties si accordent, ou se li usaige de la Cort le Duc la porte. Et encores li diz Dux nos a doné deus mile livres de Viennois, que nos avons receuz en deniers nombrés. Et en eschange, & en guerdon, & en recompensation des devant diz dons, & des devant dites convenances que li Dux nos a faiz, ou faites: Nos Hugues Cuens de Vienne, & Sires de Paigné, por nos, & por nos hoirs prenons Seurre, & le Chasteau de Seurre, & totes les appartenances de Suerre, dou fié au devant dit Hugon Duc de Bourgoigne, & de ses hoirs, & volons, & octroions, & recognoissons, que totes les choses devant dites, Suerre, il terreors, & les appartenances, soient dou fié au devant dit Duc, & de ses hoirs. Et donons & outroions, por nos, & por nos hoirs, au devant dit Duc, por luy, & por ses hoirs, en eschanges, en guerdon, & en recompensation des devant dites choses, la Pierriere, & Seint Ceinne, & les appartenances, & quanque nos avons à Eschenon, & que Messires *Marceaulx de Maillé* nos vendi, & briemant, quanque nos achetasmes de Monseignor Marceaulx de Maillé, en terres & preis, en bois, en homes, en justices, en cens, en tailles, en costumes, en pescheries, & en totes autres droitures, par quelques nom queles soient appellées. Et donons audit Duc, & à ses hoirs, tos les fiez de Foucheranz. Et promettons por nos & por nos hoirs au devant dit Duc, por luy, & por ses hoirs, les devant dites choses que il a de nos à garentir contre totes gens, franches & quites de tous autres fiez, & de totes autres servitutes & convenances. Et promettons por nos & por nos hoirs audit Duc, por luy & por ses hoirs, que se il faroient estans sur Laillon, qui porprissent de nos terres, ou des terres de nos homes, que nos en prendrions, & feriens prendre ramauble eschange au regard de Prudomes. En apres nos recognoissons que nos tenons en fié dou devant dit Duc, Mervanz & les appartenances, Longe Pierre & les appartenances, Naville & les appartenances, la ville de Monz & les appartenances, Suerre & les appartenances, Clux & les appartenances. Et totes ces convenances, & ces choses, si com eles sont desus devisées, nos Hugues Cuens de Vienne, & fires de Paigné desus dit, fumes tenuz, & promettons por nos & por nos hoirs, par le serment de nostre cors doné sur sainz Evangiles, & ser lenloiement de toz nos biens, en quelque leu qu'il soient, garder & tenir à toziors-mais, sanz aler de rens encontre. Et renonçons en cest fait, por la vertu dou sairement que nos avons ja doné à nostre droit ascientre dou tot en tot, & tot expressement, à tote exception, à tote action, & à tote barre & toicherie de paour, & de fait, & de deniers qui n'aient pas esté nombré ne receu, & à tot benefice, & à tote aide de droit de cort crestianté, & de cort laie, & de costumes, & à totes les choses que l'en porroit dire, ne mettre contre ces presentes Lettres, ou contre cest fait, & mesmemant au droit qui dit que generauls renuntiations ne vaut.

ANNO 1266.

ANNO 1266. Ou tesmoignage, & en memoire de totes ces choſes, nos avons bailliés au devant dit Duc ces preſentes ſaallées de noſtre ſeaul. Ce eſt fait & doné en l'an de l'Incarnation noſtre Seignor 1266. ou mois de Novembre.

CCCCXXIX.

1267. Fevrier. *Déclaration de* GUILLAUME DE VERGY, *Senéchal de Bourgogne, & de* LORE, *Dame de* DAMPIERRE, *ſa Femme, faiſant foi du Compromis paſſé entr'eux & la* COMTESSE DE FLANDRES *pour la Ville de St.* Diſier. *Fait au Mois de Fevrier* 1267. [Véritable Origine des Maiſons d'Alſace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves, pag. 148.]

A NOBLE homme & ſon tres-chier Signor, Thibault par la grace Dieu Roy de Navarre, de Champagne & de Brie, Comte Palatin, Je GUILLAUME de VERGY Seneſchal de Bourgoine, & je LORE Dame de Dampierre femme doudit Seneſchal, Salut & bonne amor. Sire, nous vous faiſons à ſçavoir que nous avons fait une compromiſſion à la Comteſſe de Flandres, que ladite Comteſſe doit avoir le Chaſtel de Saint Diſier & la ville toutte. Si vous prions, Sire, & requerons que vos à laditte Comteſſe ou à ſon commandement, delivrez ledit Chaſtel & la ville toutte. Et ſe voz delivrez ledit Chaſtel & la ville toutte à laditte Comteſſe ou à ſon commandement, noz noz entendrons à paiez. En tesmoin de laquelle choſe nous avons fait ſeeller ſes preſentes de noz ſciaux en l'an de grace MCCLXVII. ou mois de Fevrier.

CCCCXXX.

24. Mai. BRABANT. *Acte par lequel* (1) HENRI *Fils Aîné de* HENRI III. *Duc de Brabant, étant mal propre au Gouvernement, céde à* JEAN *ſon Frere Puisné tout le droit, qu'il a ſur le Duché de Brabant. Fait à Cambrai, l'an* 1267. [AUBERT LE MIRE, Donation. Belgicar. Lib. I. Cap. CXVI. & CXVII. pag. 237.]

NICOLAUS Dei gratia Cameracenſis Epiſcopus, Henricus Haſſligninenſis, Bernardus Villarienſis, Alardus de Parco, S. Benedicti, Ciſtertienſis & Præmonſtratenſis Ordinum Abbates, Iſabella Abbatiſſa ſæcularis Eccleſiæ Nivellenſis, Balduinus de Aveſnes Dominus de Bellomonte, Walterus Dominus de Enghien, Walterus Bertout Dominus Mechlinienſis, Arnoldus Dominus de Weſemale, Arnoldus Dominus de Waelhem, Boigaldus Dominus de Falais, univerſis præſentes Litteras viſuris ſalutem.

Noverit univerſitas veſtra, quòd HENRICUS primogenitus filius Henrici quondam Ducis Brabantiæ, magnæ memoriæ, in noſtra propter hoc & plurium militum & burgenſium & aliorum hominum Terræ Brabantiæ conſtitutus præſentia, jus quod habebat, vel quod ſibi competebat in Ducatu Brabantiæ, & ejus attinentiis ſive pertinentiis, in homagiis, hominibus, opidis, villis, caſtris, cenſibus, reditibus, teloneis ſive pedagiis, & aliis juribus, quocumque nomine cenſeantur, JOANNI fratri ſuo ſecundò poſt ipſum genito liberè & ſponteneè donavit, donatione inter vivos, nihil juris ſibi reſervans in iisdem, præmiſſa guerpivit & effeſtucavit ad opus Joannis prædicti.

Juravit etiam Henricus ſupradictus, tactis ſacroſanctis Evangeliis, quòd contra donationem hujusmodi in poſterum non veniret, & homines terræ prædictæ præſentes & abſentes à fidelitate & homagio, quæ ſibi præſtiterunt ſeu fecerunt, etiam abſolvit, rogans & monens homines dictæ terræ Brabantiæ feudales & alios, in donatione prædicta præſentes, etiam & abſentes, mandansque eisdem, ut dictum JOANNEM fratrem pro Duce Brabantiæ tenerent & haberent, & eidem tamquam Duci obedirent & ſervirent, ſibique homagium præſtarent & fidelitatem exhiberent.

JOANNES etiam antedictus homines dictæ terræ Brabantiæ feudales, nobiles & alios præſentes in ejusmodi donatione, quosdam ſpecialiter & nominatim, alios verò in generali rogavit & monuit, ut ſibi tamquam Duci Brabantiæ homagium præſtarent & fidelitatem.

Nos igitur ad petitionem inſtantem dictorum Henrici & Joannis donationem prædictam & factum hujusmodi inſinuamus univerſis: & in prædictarum rerum teſtimonium, ad petitionem ipſorum Henrici & Joannis, ſigilla noſtra Litteris præſentibus ſunt appenſa. Actum & datum apud Cameracum, anno milleſimo ſexageſimo ſeptimo, feria tertia ante Aſcenſionem Domini. ANNO 1267.

Lettres patentes de RICHARD *Roi des Romains, par leſquelles il approuve ladite Ceſſion, à Cambrai le* 20. *Septembre* 1268.

RICHARDUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, venerabili Cameracenſi Epiſcopo, Principi & Cancellario ſuo cariſſimo, ac nobili viro BALDUINO DE AVESNIS, dilecto conſanguineo & fideli ſuo, gratiam ſuam & omne bonum.

Ex fide dignorum relatione didicimus, quòd illuſtris ſive ſpectabilis HENRICUS, tunc Dux Brabantiæ appellatus, natura ſit usque adeò deſtitutus, ut pote corpore imbecillis exiſtens, virtutibus, animi ſolertia, providentia quoque deficiens, quòd nequaquam ſit aptus aut habilis, ut exiſtat in tanto culmine dignitatis, quòd velut Princeps Imperii Ducatus honore refulgeat, nec ſervitium noſtræ Majeſtati debitum nobis & Imperio valeat exhibere.

Ac idem Henricus ab omni emancipatus tutela, totaliter & ſecundùm conſuetudinem terræ Brabantiæ, tam provectæ exiſtens ætatis, ut ſuam hereditatem gerere, ac in ea miniſtrare potuerit, absque tutoris ſive mamburditoris auxilio, ſi defectus ipſius & impedimenta hujusmodi non obſtarent; ductus conſilio ſaniore, JOANNI fratri ſuo minori natu, ſecundò genito, qui bonæ indolis dicitur, probitatis eximiæ virtuoſitate præpollens, ob cauſſas prædictas, coram nobis ac aliis pluribus Dominis & Imperii Romani fidelibus, liberè donavit inter vivos omne jus, quod habuit in Ducatu Brabantiæ & Lotharingiæ, quocumque nomine cenſeantur, videlicet homagiis, terris, villis, caſtris, pedagiis, fortalitiis, & breviter cum omnibus annexis eidem Ducatui Brabantiæ & Lotharingiæ, quocumque nomine cenſeantur.

Super quibus utique illuſtris vir HUGO Dux Burgundiæ, avus maternus prædicti Henrici, & inclyta ALEIDIS Duciſſa Brabantiæ, genetrix memorati Henrici, cariſſima Princeps noſtra, nobis humiliter ſupplicarunt, ut donationem eamdem, quam dictus Henricus eidem Joanni fratri ſuo ſic fecit, acceptam haberemus & gratam, ipſamque donationem, noſtris ſacris apicibus muniremus.

Nos igitur eorumdem benignis precibus benigniùs annuentes, ſinceritati veſtræ præſentium tenore committimus & mandamus, quatenus finibus Brabantiæ veſtram præſentiam vicinantes, ſi preces veritate nituntur, & de conſenſu benevolo & voluntate communi Aleidis Duciſſæ Brabantiæ, Baronum, Magnatum, & Communium Opidorum Ducatus ejusdem, vel majoris & ſanioris partis, eò proceſſerit, vice noſtra donationem hujusmodi factam inter vivos eidem Joanni ab eodem Henrico, ſeu reſignationem aut ceſſionem hujusmodi de prædicto Ducatu Brabantiæ & Lotharingiæ, cum omnibus pertinentiis, prout ſuperiùs eſt expreſſum, ſolenniter acceptare & approbare curetis.

Et de dicta donatione, per veſtras patentes Litteras, inſinuationem univerſis & ſingulis faciatis, & ab eodem Joanne, loco noſtri, cum ſolennitate qua decet, recipiatis homagium, & fidelitatis debitæ juramentum: tali conditione adjecta pariter & expreſſa, videlicet quòd quàm citò infra fines Regni Alemanniæ nobis adeſſe contigerit, dictus JOANNES, tanquam Princeps Imperii, homagium & fidelitatis hujusmodi juramentum nobis præſtare teneatur, ad primam requiſitionem noſtram.

Quibus peractis legitimè prænotatum Joannem de prædicto Ducatu, loco noſtro, curetis ſolenniter inveſtire. Et quia majus ſigillum noſtrum, propter guerrarum diſcrimina, penes nos non habemus, ad præſens minori ſigillo noſtro præſentes Litteras juſſimus communiri. Datum in Caſtris Straffordiæ prope Londinium, III. die Junii, Indictione X. anno Domini M. CC. LXVII. Regni verò noſtri anno X.

Richardus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis ſacri Romani Imperii fidelibus, præſentes Litteras inſpecturis, gratiam ſuam & omne bonum. Ad univerſorum notitiam cupimus pervenire, quòd conſtitutus nuper in noſtra præſentia illuſtris JOANNES Dux Brabantiæ & Lotharingiæ, dilectus Princeps noſter, Ducatum Brabantiæ & Lotharingiæ, quem à nobis ratione Imperii tenere debet in feudum, à nobis tamquam à Romano Rege, cum ſolennitate conſueta

(1) *Henri* ſe fit Moine de l'Ordre de S. *Benoît*, en 1269.

ANNO 1267. fucta & debita, recepit in feudum, & exinde nobis homagium præſtitit, & fidelitatis debitæ juramentum, dotalitio ſive doario aut dote nobilis Duciſſæ ALEIDIS, matris ſuæ, ſemper ſalvis.

Qui quidem Dux in eadem receptione ſui Ducatus, coram nobis, & præſentibus plurimis inferiùs adnotatis, confeſſus fuit publicè, quòd recognovit prædictam Duciſſam matrem ſuam dotatam fuiſſe ab HENRICO, inclytæ recordationis quondam Duce Brabantiæ, patre ſuo, in villa GELDONIENSI, & ejus pertinentiis, ac in locis circumadjacentibus & vicinis, reditibus trium millium librarum Lovanienſium, & in villa de *Genapia*, & ejus appenditiis quingentarum librarum ejusdem monetæ, annis ſingulis jure dotalitii poſſidendis. Quam quidem dotem ſive dotalitium, aut duwarium, matri ſuæ prædictæ in manus noſtras humiliter reportavit.

Nos itaque, qui debemus & tenemur quibuslibet fidelibus noſtris inveniri & in juſtitia faciles, & in gratia liberales, dotem hujusmodi ſeu dotalitium, ſive duwarium, in manus prædictæ Duciſſæ reddidimus, & eidem Duciſſæ regali auctoritate conceſſimus ab ipſa jure dotalitii liberè poſſidenda. Teſtes qui interfuerunt ſunt hi:

Venerabilis NICOLAUS Cameracenſis Epiſcopus, dilectus Princeps & Cancellarius noſter;

Nobiles viri.

Walterus Dominus de Ainghien,
Walterus dictus Berthout, Dominus de Mechlinia,
Henricus dictus Berthout, frater ejus,
Arnoldus Dominus de Dieſt, Arnoldus Dominus de Weſemale,
Henricus de Aſcha, Henricus Dominus de Duffele,
Ægidius dictus Berthout, Magnates Brabantiæ,
Guilielmus de Lira, Robertus dictus Briſeteſte, Milites, & alii quàm plures homines prædictæ terræ.

Actum apud Cameracum, XX. die Sept. Indictione XI. M. CC. LXVIII. Regni noſtri anno XII.

CCCCXXXI.

11. Juin. SAVOYE ET BOURGOGNE. *Traité de Mariage de* PHILIPPES *de Savoye & d'*ALIX *Comteſſe Palatine de Bourgogne. Fait le* 11. *de Juin*, 1267. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves, pag. 88.]

NOS A. Comitiſſa Palatina Burgundiæ, Notum facimus univerſis præſentes Litteras inſpecturis; Quòd cum nos intendamus matrimonium contrahere cum *Domino* PHILIPPO *de Sabaudia, Fratre Illustris Viri Domini P. Comitis Sabaudiæ*, nos, ſi contingeret ipſum matrimonium diſſolvi per mortem noſtram, vel per divortium ipſo Domino Philippo ſuperſtite, Damus eidem & concedimus liberalitate merâ & donatione irrevocabili inter vivos, tria millia librarum monetæ tunc currentis in terra noſtra Burgundiæ, in redditibus annuis ſuper Terram noſtram, quamdiu idem Dominus Philippus vixerit, percipiendas annis ſingulis & levandas; niſi cauſa vel occaſio dicti divortii proveniret ex parte, vel ob culpam dicti Domini Philippi. Pro quibus tribus millibus librarum, annui redditus aſſignandis, in locis competentibus, ad dictum communium amicorum, per nos, vel per hæredes noſtros, ipſi Domino Philippo, eidem nos & omnia bona noſtra obligamus expreſſè. Ita tamen quòd poſt obitum ipſius Domini Philippi, dicta tria millia librarum redditum, ad hæredes noſtros, vel ad illos de quibus ordinaverimus, liberè revertantur. Facimus autem dicto Domino Philippo pactum expreſſum, quòd dicta tria millia librarum annui redditus, quamdiu vixerit, fiant ſua, ſecundum quod ſuprà ſcriptum eſt. Promittimus etiam Domino Philippo prædicto per juramentum noſtrum, prædictam donationem & omnia & ſingula ſupradicta, firmiter tenere, & inviolabiliter obſervare, & contra per nos vel per alium non venire, nec contra venire volenti modo aliquo conſentire, & ad hæc omnia & ſingula firmiter obſervanda, nos & bona noſtra penitus obligamus. Renunciantes in hoc facto ex certa ſcientia & per juramentum actioni & exceptioni doli, in factum, dotis, & dotalitii Privilegio, & ſpecialiter juri dicenti donationem quingentos ſolidos excedentem, ſine inſinuatione non

valere, & omni Juri ſcripto, & non ſcripto, & conſuetudinario, per quod ſupradicta annullari, vel infirmari valerent. Et ut hæc donatio firma & ſtabilis perſeveret, eam per venerabilem virum Magiſtrum Guillelmum Succentorem & Officialem Lauſanenſem inſinuari facimus: & cum Sigillo noſtro Sigillum ipſius Officialis præſentibus rogamus apponi. Nos verò Magiſter Guillelmus Succentor & Officialis Lauſanenſis, ad præces & inſtantiam dictæ Dominæ Comitiſſæ, donationem præfatam inſinuamus, & in formam publicam redigimus, ac cum Sigillo ipſius Dominæ Comitiſſæ, Sigillum noſtrum præſentibus apponimus, in teſtimonium hujus rei. Datum III. Idus Junii, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſexageſimo ſeptimo.

ANNO 1267.

CCCCXXXII.

1268. FRANCE ET VENISE. *Convention entre* S. LOUIS *Roi de France & la République de* VENISE, *pour l'envoi d'une Armée de la part du Roi dans la Terre ſainte. Fait en* 1268. [G. G. LEIBNITZ, Codic. Diplomatici, Tom. I. pag. 24.]

NAVIS, quæ vocatur Sancta Maria, eſt longa pedibus centum & octo, quæ longitudo eſt de pedibus ſeptuaginta in columba, in largore proræ & puppis eſt de pedibus triginta octo, & eſt ampla in fundo pedibus novem & dimidio, & eſt alta in ſecunda cooperta pedibus ſex & dimidio, & eſt alta in corridoriis pedibus quinque & dimidio & à corridoriis in ſuperius pedibus tribus & dimidio, & eſt alta in capitibus columbæ, & habet duos paradiſos & unum bannum & unum ſuper bannum coopertum & duos pontes, & unum ſuper pontem & unum bellatorium amplum de quatuor vel quinque pedibus de retro puppim; quæ navis cum omnibus Corredis & apparatibus ſuis & cum centum & decem Marinariis dabitur pro mille quadringentis marcis argenti, ejus bonitatis, cujus eſt Venetiæ groſſus ad pondus de Pariſius.

§. 2. Navis, quæ vocatur Roccafortis, eſt longa pedibus centum & decem, quæ longitudo eſt de pedibus ſeptuaginta in columba, & in largore proræ & puppis eſt de pedibus quadraginta, & eſt ampla in fundo de pedibus novem & dimidio, & eſt alta in prima cooperta undecim pedibus & dimidio, & eſt ampla in ore pedibus viginti novem, & alta in ſecunda cooperta pedibus ſex & dimidio & eſt alta in corridoriis in ſuperius tribus pedibus & dimidio & eſt alta in capitibus columbæ pedibus triginta novem & dimidio, & habet duos paradiſos, & unum bannum & unum ſuperbannum & duos pontes & unum ſuprapontem, & etiam de retro puppim unum bellatorium amplum de quatuor aut quinque pedibus, quæ navis cum omnibus corredis & apparatibus dabitur cum centum & decem marinariis pro conſimili pretio.

§. 3. Navis, quæ vocatur Sanctus Nicolaus, eſt longa pedibus centum, quæ longitudo eſt de pedibus ſeptuaginta quinque in columba, & in largore proræ & puppis eſt de pedibus viginti quinque, & eſt ampla in fundo pedibus novem, & eſt alta in prima cooperta pedibus undecem, & ampla in ore pedibus viginti ſeptem, & alta in ſecunda cooperta pedibus ſex & dimidio, eſt alta in corridoriis pedibus quinque & dimidio, & à corridoriis in ſuperius pedibus triginta octo, & habet paradiſum, & duo banna unum ſupra aliud, & duos pontes & unum ſuprapontem, quæ navis cum corredis & apparatibus ſuis & cum octoginta ſex marinariis dabitur pro mille centum marcis.

§. 4. Naves fient ſeptem de novo pro iſto paſſagio, quarum quælibet erit longa de pedibus octoginta ſex, quæ longitudo cujusque erit de pedibus quinquaginta octo in columba, & in largore proræ & puppis de pedibus triginta octo, & erunt amplæ in fundo pedibus octo, & altæ in prima cooperta pedibus novem & dimidio, & amplæ in ore pedibus viginti unum & dimidio, & altæ in ſecunda cooperta pedibus quinque & dimidio, & altæ in corredis pedibus quatuor minus quarto, & erunt in capitibus columbarum altæ viginti novem pedibus, & habebunt quælibet unum paradiſum & unum bannum & unum ſuprabannum decoopertum, & unum corridorium, & unum pontem coopertum & unum pontem de arbore de medio usque ad proram, quarum prædictarum navium cum corredis & apparatibus ſuis, & cum quinquaginta marinariis dabitur pro ſeptingentis marcis.

§. 5. Naves vero quinque erunt quorundam nobilium de Venetiis bonæ & ſufficientes, quæ erunt de portatione pro qualibet, ſicut erant ſupra ſcriptæ ſeptem naves pro qualibet, quarum prædictarum quinque navium quælibet cum corredis & apparatibus ſuis, &

ANNO 1268. cum quinquaginta Marinariis dabitur etiam pro ſeptingentis marcis.

§. 6. Super eo quod Dominus Rex vult ſcire, quantum conſtabit locus cujuslibet militis cum duobus ſervientibus, uno equo & uno (*a*) gratifero, pro equo & aqua; dicunt Ambaſſiatores Ducis, quod volunt ſcire quantum panem, quantum vinum, carnem & caſeum, & quanta & quæ alia victualia Dominus Rex vult poni in navem pro milite, duobus ſervientibus & uno gratifero, & pro quanto tempore, quantam aquam vult pro ſe miles, & pro dictis ſervientibus & gratifero pro quolibet die usque ad complementum paſſagii; item volunt ſcire, quantum hordei, quantum fœni vult poni in navem pro uno equo, & pro quanto tempore, & quantum aquæ dabitur equo qualibet die. Super eo verò, quod Dominus Rex vult ſcire, quantum conſtabit locus & aqua pro qualibet ſingulari perſona, dicunt Ambaſſiatores, quod volunt ſcire, quæ & quanta victualia vult ſingularis perſona pro ſe mitti in navem & quanto tempore, & quantum aquæ vult pro die qualibet, & cujus magnitudinis locum, & in qua parte navis.

(*a*) Peut-être y doit-il avoir *Scarife*?

§. 7. Sequuntur hic ea quæ ſunt neceſſaria ad ponendum in navibus pro ſuſtentatione hominum & equorum, quando paſſagium erit, pro qualibet perſona unum modium frumenti ad menſuram de (*b*) Accor libratum in pane & farina, una quarta & dimidia vini ad menſuram Pariſiis pro qualibet die, & tantum de aqua, carnes ſalſatæ, caſei, oleum, alia legumina armati militis pro ſe & equo ſuo & duobus ſervientibus ſuis.

(*b*) G. G. Leibn. ſoupçonne qu'il faut lire *de Accon*, de Ptolemaïde.

§. 8. Pro quolibet equo quatuor modia hordei ad menſuram de Accor durante tempore, quo Dominus Rex Francorum erit ibi, una botta fœni, quæ erit de tour novem pedum & de longitudine quinque pedum & quindecim quartas aquæ ad menſuram Pariſienſem pro qualibet die.

Réponſe mot-à-mot du Duc de Veniſe au Roi.

VObis Domino Regi ego Marcus Quirinus Nuncius D. Ducis Venetorum dico, quod ſi tranſieritis per partes ejus ad acquiſitionem terræ ſanctæ, & paſſagium fuerit à feſto Sancti Johannis de menſe Junii ad unum annum proxime venturum, quod ipſe Dux dabit vobis in ipſo paſſagio quindecim naves, de quibus erunt ſeptem de illa magnitudine, quæ per alios Nuntios dicta fuit, & quinque erunt aliorum hominum de Venetiis & ejusdem magnitudinis, & aliæ tres magnæ naves, quæ ſunt communes Venetiorum ejusque magnitudinis, quam alii Ambaſſiatores vobis dederunt in ſcriptis; & aliud magnum, pro quatuor millibus equorum & decem millibus perſonarum; cum infra ſcripta conditione, videlicet, quod quælibet iſtarum duodecim navium habebit marinarios quinquaginta, & aliæ videlicet Roccafortis & Sancta Maria marinarios centum & decem pro qualibet, & Sanctus Nicolaus marinarios octoginta ſex. De quibus navibus videlicet de Roccaforti, & de nave nova vocata Sancta Maria habere vult D. Dux mille quadringentas marcas pro qualibet earum, & de Sancto Nicolao marcas mille & centum, & de aliis navibus marcas ſeptingentas pro qualibet earum de bono & fino argento de denariis groſſis ad pondus Pariſiis, & de alio navigio pro uno milite cum duobus fervitoribus & uno equo, & uno præterea pro cuſtodia equi & præbendis & harniſiis ſuis portando, habendo platam ſecundum menſuram nobis per alios Ambaſſiatores datam, marcas octo cum dimidio, & pro uno milite habendo platam coopertam ab arbore de medio verſus puppim marcas duas & quartam, & pro uno ſcutifero habendo platam discoopertam in loco prædicto uncias ſeptem argenti, & pro uno garſono cum uno equo manente ipſo apud eum habendo platam pro equo ſecundum menſuram per alios Ambaſſiatores dimiſſam marcas quatuor & dimidiam, & pro quolibet alio peregrino habendo platam ab arbore de medio verſus proram cum ſuis viandis & garniſiis marcam unam minus quarta de eodem argento, & ad prædictum pondus; quibus omnibus Dominus Dux tenebitur dare ligna pro coquinare; & peregrini omnes poſſunt viandas, arma & alia neceſſaria pro ſe libere facere comparari & accipi in partibus Domini Ducis ſicut eis neceſſaria fuerint, ſecundum quod faciunt alii homines terræ ſuæ. Et ſi vos Dominus Rex volueritis pro expectare veſtram claſſem ſtare in partibus Cypri vel Cretæ, aut in illis partibus pro habere conſilium ad quas partes ire debeatur, patroni & marinarii tencantur expectare, ſi moveritis de Venetia ad medium menſem Junii vel antea per unum menſem pro prædicto pretio, & ſi moveritis transacto medio menſe Junii tencantur expectare per viginti dies; & ſi volueritis hibernare tenendo navigium in locum ſalvationis, teneamini addere tertium plus dictæ ſolutionis patronis Navium, & ipſi hybernare debeant vobiscum cum ipſa condictione; & vos & illi, qui transire voluerint, eſſe debeatis in Venetia ad Calendas Junii pro movere, ut dictum eſt, & ſi hæc vobis placuerint, facietis prædictam pecuniam D. Duci dari in Venetiis hoc modo, videlicet: tertium totius ſolutionis infra duos menſes, poſtquam concordata facta fuerit, & aliud tertium Calendis Septembris usque ad Sanctum Michaelem, & aliud tertium in adventu noſtræ & univerſæ gentis Venetiorum. ANNO 1268.

§. 2. Et Dominus Dux & homines Venetiorum ad obſequium Chriſti & exaltationem & robur fidei Chriſtianæ pro reverentia Domini Papæ & pro veſtro honore in auxilium hujus facti ponent & tenebunt per unum annum quindecim galeas armatas ſuis expenſis, cum iſta conditione, quod per privilegium ſive ſcriptum habeant, quod ubicunque in omni parte, tàm in mari, quàm in terra, ubi erunt homines Venetiorum de ipſis debeat fieri ratio per illum, qui pro D. Duce fuerit, tam inter eos, quam ſi alii ab eis petere voluerint in juſtitia ſive vindicta de maleficiis tàm in honore, quàm in perſonis; & quod in terris, quæ Deo volente aquestabuntur habeant libertatem & plenam franchiſiam, tam intrando, quàm exeundo, tàm in mari, quàm in terra, & locum bonum & idoneum pro habitatione ſua, ſcilicet Eccleſiam Venetiorum, metra, paſſus, menſuras, ſtateras, balneum, furnum, & tabernam, plactam, bocchariam & piscariam, inſuperque unus vel plures ſint pro D. Duce qui inter gentem ſuam & de ipſis intentionem faciat, & juſtitiam ſive vindictam tàm de honore, quàm de perſonis. Præterea ſi homines D. Ducis, aut aliqui eorum paſſi fuerint aliquo caſu naufragium in aliqua parte, ubi vos Dominus Rex habebitis poſſe ipſi erunt ſalvi & ſecuri in perſonis & rebus, quas recuperare poterunt, & ab omnibus dictarum partium, qui pro vobis fuerint, habebunt auxilium, conſilium & favorem, ſalvis omnibus rationibus, juribus & honoribus, quos & quæ Dominus Dux & homines Venetiorum habent & habere debent in Regno Hieroſolymitano.

CCCCXXXIII.

Teſtament de PIERRE *Comte de Savoye, Fait au mois de Mai*, 1268. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye, Preuves. pag. 75.] 6. Mai. SAVOYE.

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO Domini milleſimo ducenteſimo ſexageſimo octavo, in feſto Joannis Evangeliſtæ ante Portam Latinam. NOS PETRUS COMES SABAUDIÆ, ſani mente, licet ægri corpore, prævidere mortis caſus volentes, nolentes decedere inteſtati de bonis, & rebus noſtris, ordinamus & diſponimus in hunc modum. In primis volumus, & præcipimus debita noſtra integraliter perſolvi, & clamores ſedari, & emendari per Executores noſtros infrà ſcriptos, & ad ipſa debita ſolvenda, & clamores emendandos, & pacificandos ad arbitrium dictorum Executorum, oneramus hæredes noſtros infrà ſcriptos, modo, & forma infrà ſcriptis: ſepulturam noſtram eligimus apud Altam combam, *Beatricem cariſſimam Filiam noſtram Uxorem Illuſtris Viri Delfini Viennenſis*, hæredem noſtram inſtituimus in tota Terra noſtra, quam habemus in Gebenneſio, & in Waudo, usque ad Moſternenſem, & in Alemania, quocunque titulo in prædictis terris, aliquid poſſideamus, vel quaſi excepto jure quod habemus apud Seyſſellum, & Montem-falconem. Item damus, & legamus eidem Beatrici Filiæ noſtræ, homagium quo tenetur nobis Albertus Dominus de Turre, cum feudis quæ à nobis tenet. Item feudum quod à nobis tenet Comes Forenſis. Item Caſtra ſancti Raneberti, & de Lommes, cum mandamentis, & pertinentiis univerſis, & feuda quæ à nobis tenentur apud Roiomont, & ipſam hæredem inſtituimus in omnibus & ſingulis prædictis. Item damus, & legamus dilectis *Nepotibus noſtris, Filiis Domini Thomæ de Sabaudia, cariſſimi Fratris noſtri* Villam-franchiam in terra Pedemontis, & Jus quod habemus in ipſo Caſtro, & pertinentiis ejusdem, & terram quam habemus in Eſſex & in honore Aquilæ in Anglia. Item cariſſimæ Dominæ noſtræ *Alienoræ Reginæ Angliæ*, damus & legamus Comitatum Richemontenſem, ita tamen quòd ipſa ſolvat, & ſatisfaciat integraliter de omnibus debitis, quibus tenemur Mameto Spinæ, & ejus ſociis Civibus, & Mercatoribus Florentinis. In Comitatu autem Sabaudiæ, & in aliis bonis noſtris, tam ultra Montes quàm citra, ubicunque exiſtentibus, hæredem

ANNO 1268. dem noſtrum facimus, & inſtituimus cariſſimum Fratrem noſtrum *Philippum de Sabaudia*, *Comitem Burgundiæ*, exceptis legatis, & elemoſynis, quæ inferiùs continentur, & ſi ipſum Comitem decedere contingeret ſine liberis masculis, quandocunque ſubſtituimus eidem in prædicto Comitatu, & omnibus aliis, prædictos Nepotes noſtros, vel ipſorum alii ſuperſtiti, prædicta omnia devolvantur, & reſtituantur, ſine reſtitutione, vel diminutione quartæ Trabellianicæ, vel alterius cujuscunque. Item Domino de Turre remittimus, & quittamus Gageriam quam ab ipſo habemus apud Burgundium, & etiam debitum quo nobis pro dicta Gageria tenebatur. Item remittimus, & quittamus Filiis Radulphi de Gebennis, dilectis conſanguineis noſtris, duo millia marcharum, de debito quo nobis tenentur, pro Gageria quam habemus ab ipſis. Item Turrim de Vineſio, cum omnibus ſuis pertinentiis, damus & legamus dilecto fideli noſtro Domino Hugoni de Palaiſiux. Item dilectæ *Uxori noſtræ Agneti Dominæ Fuciguiaci*, damus & legamus ad vitam ſuam, Caſtra de Verſoya, de Alingio, de Feſterna, de Charroſſa, de Albona, cum eorum pertinentiis univerſis. Item *Dominæ Margaretæ Comitiſſæ de Quiburgo*, *cariſſimæ Sorori noſtræ*, damus & legamus quingentas libras Viennenſes annuas, ad vitam ſuam percipiendàs, in pedagio Villæ novæ, pro duabus millibus marchis argenti, quas habuimus ab eadem. Item *Filiam Amedei Comitis*, *cariſſimi Fratris noſtri* quondam volumus, & præcipimus dotari, & maritari decenter, usque ad ſummam ſeptem millium librarum Viennenſium, per Comitem Burgundiæ ſuprà dictum. Brenueriam verò fructuariam, & paleam, qua conſuevimus, tam nos quàm prædeceſſores noſtri percipere in Comitatu Sabaudiæ, totaliter quittamus & remittimus, pro nobis, & hæredibus noſtris, Domui quoque Altæ combæ, pro remedio animæ noſtræ, damus & legamus ducentas libras Viennenſes, pro emendis decem libratas terræ, pro Anniverſario ibidem annuo faciendo. Item Eccleſiæ Beati Joannis Baptiſtæ Bellicenſis damus, & legamus ducentas libras Viennenſes, pro eodem & ad ſupplendum illud quod per nos jam diu extitit aſſignatum, ad ſuſtentationem unius Lampadis ante Altare Beati Joannis, ibidem damus XV. libras Viennenſes. Item Abbatiæ ſancti Sulpicii damus, & legamus quinquaginta libras Viennenſes, Domui Carthuſiæ LX. libras, Domui Arveriæ triginta libras, Abbatiæ Monialium de Bons L. libras, Abbatiæ Bituminis L. libras, Operi Pontis Petræ-Caſtri XL. libras, Hoſpitali Montis-Cæniſii XXX. libras, Hoſpitali Montis-Benedicti domum noſtram de Londor, cum ejus pertinentiis, Hoſpitali Columnæ Jovis XX. libras, Abbatiæ ſancti Mauricii Agaunenſis centum libras, Hoſpitali Villæ novæ XX. libras. Item Eccleſiæ Beati Petri de Gebennis XX. libras, Fratribus Prædicatoribus ibidem XX. libras, Fratribus Minoribus ibidem XX. libras, Eccleſiæ Beatæ Mariæ Lauſanenſis XXX. libras, Fratribus Prædicatoribus ibidem XX. libras, Fratribus Minoribus ibidem XX. libras, Fratribus Minoribus de Chamberiaco XX. libras. Item Domino Gofredo de Amaiſino CCC. libras, Domino Guigoni de Garnerens C. libras, Domino Petro de Chaſſiz centum libras, Domino Humberto de Montreal L. libras, & præcipimus ſibi ſolvi triginta marchas, quas dicit ſibi deberi, pro quibusdam expenſis per eum in munitione de Peneſley, Domino Petro Cappellano noſtro LX. libras, Vincentio de Petra-Caſtri LX. libras, Hugoni de ſancto Mauricio L. libras, Petro de Secuſia XL. libras, Roberto de Salins LX. libras, & præcipimus ſibi ſolvi illud quod ſibi debemus, Theobaldo de Rotomago ſolvantur XL. libræ, quas ei debemus, Roleto de Billens damus, & legamus decem libras Lauſanenſes annuas, in furnis noſtris de Meuduno, Jaqueto de Buſſy damus L. libras, Barberio noſtro XXX. libras, Stephano Cotto XXX. libras, & præcipimus ei ſolvi XLV. libras Lauſanenſes, quas ſibi debemus, Jaqueto de ſancto Jorio XXX. libras, Petro de Priſſio XXX. libras, Willermo de Priſſio XXX. libras, Roleto de Mouſſié XXX. libras, Petro de Meudun XXX. libras, Gerardo de Valle Tranſuerſi XL. libras, Aymoni de Boza XXX. libras, Antelmo de Amaiſino XL. libras, & emendetur ſibi unus Equus quem amiſit, hoc anno, in noſtro ſervitio: Aymonem de Fuciniaco committimus Sorori ſuæ Dominæ Fuciniaci quod eidem provideat competenter, Petro de Feigiè XX. libras, Jaqueto de Sergiè XX. libras, Putondo XX. libras, Galtero Coto XL. libras, Joanni de ſancto Eugendo X. libras, Sobinæ Seiſſori X. libras, Verniſto XX. libras, Stephano Forratori XV. libras, Willermo de Lucingia X. libras, Petro de Valen. X. libras, Petro Groſſi C. florenos, Joanni de Garderoba X. libras, Galtero Alemanno XXX. libras. Omnia autem onera, legata & debita ſuperiùs contenta, & omnia debita noſtra ubique ea debeamus citrà Mare Anglicum, volumus quòd prædicti Hæredes noſtri Filia & Frater, ſolvant medietatem omnium, quilibet, & pro media parte, quilibet ipſorum ſatisfaciat univerſis, & ſi quis Hæredum prædictorum, partem ſuam debitorum & clamorum non ſolverit, vel de ea ſatisfacere noluerit, ad arbitrium Executorum infrà ſcriptorum partem non obtemperantis voluntati, & ordinationi noſtræ hujusmodi, & ex nunc adimimus, attribuenti eam totaliter, alii volenti, & complenti voluntatem & ordinationem noſtram ſupradictam: De hominio autem, quod petebat à nobis Venerabilis Pater Dominus Aymo, Epiſcopus Gebennenſis pro feudo, quod dicit, quod ab ipſo tenere debemus, volumus quòd Hæredes noſtri prædicti, ſibi faciant quod debebunt. Item Domino Petro de Aqua Blancha remittimus ſex viginti libras Viennenſes, quas nobis debet, & præcipimus ſibi dari quater viginti libras Viennenſes per Executores noſtros. Executores autem hujus ultimæ voluntatis facimus, & conſtituimus V. P. in Chriſto Dominum Tharentaſienſem Archiepiſcopum, Dominum Epiſcopum Gebennarum, Abbatem Altæ-combæ, Priorem Luſtriaci, Dominum Hugonem de Paleyſieux Ballivum noſtrum in Waudo, Dominum Sofredum de Amayſino, Ballivum noſtrum in Sabaudia, Berlionem de Amayſino, & Thomam de Roſſillion Clientes noſtros, & præcipimus omnibus noſtris fidelibus nobilibus, & ignobilibus, ſub fide quâ nobis tenentur, quòd prædictis Executoribus noſtris ad complendam hanc noſtram ultimam voluntatem præſtent conſilium quandocunque poterunt, & juvamen: Hanc autem noſtram ultimam voluntatem valere volumus jure teſtamenti in ſcriptis, vel nuncupativi, vel jure cujuſlibet ultimæ voluntatis, & jure Codicillorum, & eo meliùs quo valere poterit, ſecundùm jura Civilia, vel canonicas ſanctiones, & huic cum ſubſcriptione noſtra, & teſtium ſubſcriptorum, Sigillum noſtrum apponimus, in teſtimonium veritatis. In Anglia vero facimus Executores noſtros, cariſſimam Dominam noſtram Illuſtrem Reginam Angliæ, & Dominum Guichardum de Charron militem per ordinationem hujusmodi noſtram exequendam ibidem, & ſi qua alia teſtamenta reperiantur à nobis priùs facta, revocamus ea, & iſtud teſtamentum ſolum valere volumus, ut ſuprà eſt expreſſum. Item vigeſimam, quæ levabatur in mandamento de Montemeliano, ad firmandum Caſtrum ejusdem loci remittimus, & quittamus, & præcipimus quòd ea quæ jam levata erant, reſtituantur. Item Abbatiæ Stamedei damus, & legamus, pro remedio animæ noſtræ L. libras. Item Domui Allionis XXX. libras. Item Domui de Pomiers XX. libras. Item Domui Repoſitorii XX. libras. Item Domui de Anjone XX. libras. Item Domui Mairiaci XX. libras. Item Domui Portarum XX. libras. Abbatiæ de Cheyſtri XXX. libras. Abbatiæ Bonimontis XXX. libras. Abbatiæ de Alta-Criſta XXX. libras. Domui de Valon XX. libras. Item Hugoni Dorchi damus, & legamus XX. libras. H. Caſſino XX. libras. Item prædictæ Filiæ noſtræ damus, & legamus, cum ſuprà ſcriptis, quidquid habemus apud Dorchiam & in Michalia, tam in dominicaturis quàm feudis, homagiis, & aliis univerſis. Item damus, & legamus Abbatiæ ſancti Michaëlis Cluſiai, pro uno Anniverſario acquirendo C. libras Viennenſes. Item Domui ſancti Vallis Benedicti XXX. libras. Abbatiæ Sancti Juſti Secuſiæ XL. libras, Eccleſiæ Beati Joannis Maurianenſis XL. libras. Item Sancti Petri Tarentaſienſis, & Canonicis, & Eccleſiæ ſæcularibus ibidem L. libras, Eccleſiæ, & Capitulo Auguſtenſi L. libras, & præcipimus quòd quærelas, quas faciebat de nobis Epiſcopus Auguſtenſis, ſedare debeat & pacificare Comes Burgundiæ Hæres noſter, ita quòd de eis ſine peccato remaneamus. Item Abbatiæ Alpenſi damus, & legamus XL. libras. Abbatiæ Abundantiæ XL. libras. Abbatiæ Filliaci XXX. libras. Sancti-Moniabus de Bella-Rippa XXX. libras. Abbatiæ de Siz XXX. libras. Item ubi ſuprà diximus, quòd *Soror noſtra Comitiſſa de Kiburgo*, habeat ad vitam ſuam, quingentas libras Viennenſes, in pedagio noſtro Villænovæ, Intendimus, & volumus, quòd illi quibus tenemur, & quibus ſuam ſolutionem aſſignavimus ſuprà pedagium ſupradictum, priùs ſolvantur integraliter de debito ſuprà dicto. Item Caſtra noſtra de Falaverio, & de Dinteſiaco damus, & legamus prædictæ Filiæ noſtræ, cum eorum mandamentis, & pertinentiis univerſis. Quod autem ſuperius diximus, quòd Hæredes noſtri prædicti, legata, debita, & clamores debeant ſolvere, quilibet pro dimidia parte. Intelligimus de omnibus debitis, & clamoribus, excepto quod Comes Burgun-

ANNO 1268.

ANNO 1268. diæ, solus solvere debeat dotem prædictæ Filiæ Comitis Amedei, usque ad summam superiùs dictam, & residuum debebit assignare, si tamen dictus Comes observare voluerit conventionem, seu compositionem factam inter nos, & Filiam prædicti Comitis Amedei: si verò dictus Comes prædicta observare noluerit, prædictæ Filiæ in Comitatu Sabaudiæ, jus suum salvum sibi remaneat, sicut antè cessionem, quam nobis dicta Filia, fecerat de prædicto Comitatu, & Juramentum remittimus eidem. Item Ecclesiæ Paterniaci damus, & legamus, pro remedio animæ nostræ L. libras Viennenses. Nos Petrus Comes Sabaudiæ, huic testamento nostro Sigillum nostrum appositimus, & subscripsimus, & signum fecimus. Testes Joannes Episcopus Bellicensis. Petrus Abbas Alpensis, Willelmus Prior Bellicensis, Girardus Officialis Gebennensis, Ey. Decanus Alyngii, Pontius Clavelli Curatus Sancti Hipoliti, Benevenutus de Compesio Juris Civilis Professor, qui omnes subscripserunt, & signum fecerunt.

CCCCXXXIV.

8. Sept. SAVOYE ET BERNE. *Traité entre* PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne, & la Ville de* BERNE, *fait audit Berne, au mois de Septembre*, 1268. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 82.]

SCULTETUS & Consules & universitas de BERNO acceptaverunt, & receperunt in *Dominum & Protectorem suum, loco Imperii D. Philippum Sabaudiæ & Burgundiæ Comitem*, toto tempore vitæ suæ, donec Romanorum Rex, vel Imperator venerit citra Rhenum in Alsatiam, & effectus fuerit potens in illis partibus, tenendo Basileam, & quamdiu ipsos habere voluerit in manu sua, & quod D. Philippus percipiat reditus & proventus de Telonio, de Moneta & de Majori judicio ipsum cum plenitudine juris & honorum, *sicut Reges & Imperatores* percipere consueverunt: & promittunt servare ipsum D. Comitem indemnem adversus Regem, sive Imperatorem, qui postea creabitur, & juvare eum contrà omnes; ita etiam quod dictus Comes teneatur eos defendere contra omnes. Ipsi vero homines de Berno promiserunt quòd singuli à quatuordecim annis suprà, jurabunt attendere ipsi Comiti, omnia supradicta, & debitam fidelitatem facere. Datum apud Bernam, Anno M. CC. LXVIII. Dominica Nativitatis Beatæ Mariæ, mense Septembri.

CCCCXXXV.

20. Sept. *Lettres patentes de* RICHARD, *Roi des Romains, par lesquelles il approuve la Cession que* HENRI, *Duc de Brabant, fit de ce Duché, en* 1267. *à son Frere* JEAN, *données à Cambrai le* 20. *Septembre* 1268. [Voyez-les ci-dessus, pag. 226.]

CCCCXXXVI.

1269. 25. Juill. BOURGOGNE DUCHE' ET COMTE'. *Transaction passée entre* HUGUES *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE *Comte de Savoye & de Bourgogne, faite par l'entremise de* HUGUES *Comte de Vienne & de* HENRI *Seigneur de Sainte Croix son frere, en* 1269. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 518.]

NOS HUGUES *Cuens de Vienne*, sires de Paigny, & *Henris* sires *de sainte Croix*, freres, fasons savoir à tous cels qui verront & orront ces Lettres, que nos promettons en bonne foy, à noble Baron & Prince *Hugon Duc de Bourgoingne*, nostre Seignor, que nos porchasserons, procurerons, & façons faire, & en sumes tenus, totes les choses que cy-dessouz sont devisées. Ce est asavoir, de querelles que nostre sires li Dux devant ditz a envers le noble Baron PHELIPPE *Comte de Savoye*, & *de Bourgoine*, & à Aalis sa feme, por raison dou Comté de Bourgoingne, que li devant dit Cuens, & la Contesse de Borgoingne donront au devant dit Duc unze mille livres de Viennois, & Dole, & la Chastellenie de Dole, & les appartenances, entierement, seront dou fié le Duc, & Rochefors, & les appartenances, seront du rerefié lou Duc, enfinc come ele sunt dou fié du Comte; en tele maniere, que ladite Comtesse de Borgoingne tara le fié l'omaige qu'elle a maintenant desdites chose, & li Cuens ses sires, baillera ses Lettres pendantz à Duc, que le fié & l'ommaige que la Comtesse aura fait, que ale l'a fait de s'autorité, & de son consentement, & que il le servise sera dou fié, & de l'omaige, tant comme il sera Cuens de Borgoingne. Et ce sara contenu en la devantdite Lettre le Comté de Borgoine. Et est encor asavoir, que nos sumes tenu à porchasier, à faire que la Comtesse de Borgoine devantdite, dedans la Chandelouse prochaine à venir, crestra le devant dit fié de cinc cens livrées de terre dou domaige dou Conte devantdit de Borgoine, ou dou fié de Nublans, enteraignement, ainsi comme il est tenuz dou Conte, sauf ce que il sara tenuz de rerefié. Encores promettons nos, & somes tenu, que par la querelle que li devant ditz Dux à envers *Othenin de Borgoine*, & ses freres, par raison de lor partaige de Salins, que ladite Comtesse assera au Duc, & la partie Oetenin, & ses autres enfans mil livrées de terre à Viennois, en heritaige perpetuel, ou portz de Salins, sur le partaige de Oetenin, & de ses freres, qui lor vient de par lour pere, & que la Contesse se obligera, & li, & toutes les choses de la Conté de Borgoine, à garentir, & à faire tenir ladite assise: Et de ce baillera ses Lettres pendanz au Duc, & les Lettres le Conte son seignor, que cestes choses soient faites par son consentement, & de s'autorité. Et est asavoir, que en la pais lou Duc sunt contenu tuit li aideour, & especialement Messires *Jehans de Chalon*, li Seschaus de Lion, & li fires *de Jays*, quant à ce que li Cuens de Borgoine, ne la Contesse, ne les preignent à achoson, ne riens ne lour demandoient par aide, que il ont fait, ou entendoient à faire audit Duc. Et de cestes choses nos enloions au Duc, nos & nos hoirs, & nos terres, & nostres choses, & les choses devant dites faictes, ceste Lettre ne vaudra riens, & doit estre randuë. Ou tesmoignage desquex choses, nous avons mis nostres seaus en cestes presentes Lettres. Ce fu fait le Jeudy prochain apres la feste de la Mazeloine, en l'an nostre Seignor mil & deux cent & sexante & nuef.

CCCCXXXVII.

24. Sept. *Litteræ* HENRICI III. *Regis Angliæ, quibus continentur & notæ fiunt Conditiones Treugarum inter ipsum &* EDUARDUM *filium ab una, &* LUDOVICUM IX. *Regem Franciæ ab altera parte initarum pro quinque annis. Dat. apud Winton. die Martis proxima ante festum Sancti Michaelis anno* 1269. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, pag. 197.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitaniæ, & Eduardus primogenitus, universis Christi fidelibus, præsentes Litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus quod ad requisitionem excellentissimi Principis, Domini & Consanguinei nostri Carissimi Ludovici, Dei gratia Regis Franciæ illustris, Treugas olim inter sereniſſimum Principem Theobaldum Dei gratia Regem Navarræ ex una parte, & nos ex altera usque ad proxime venturum Pascha initas, in præsentia ejusdem Domini Regis & ejus auctoritate, per Internuntios, seu Procuratores rectos & speciales, hinc inde firmatas, sub modo inter cætera infra scripto, quantum ad nos pertinet, prorogamus, seu novamus, usque ad dictum festum instans Paschatis, & ex tunc ad quinquennium continue duraturas; & fideles nostros Richardum de Moueto, & Guillelmum de Haukein, Milites Procuratores nostros ad hoc specialiter constituimus, in nostram animam in præsentia ac manu Domini W. Decani Sancti Aniani, ac Willelmi de Milly Militis, Nuntiorum prædicti Domini Regis Franciæ jurari fecimus pro nobis, & nostris hominibus, gentibus, valitoribus, & omnibus nobis adherentibus, bona fide illibatas teneri, & fideliter observari, juxta requisitionem ejusdem Domini Regis Franciæ, concedentes quod Senescalli nostri quicumque pro tempore fuerint, in terra nostra, præbeant salvum & securum conductum, & transitum eundo & redeundo, ac etiam morando, urgente forsitan infirmitate,

ANNO 1269. tate, vel alia neceſſaria & juſta cauſa per terram noſtram eamdem dicto Regi Navarræ cum moderata familia & ſine armis quotiens opus fuerit & placebit eisdem, hoc acto quod usque ad centum in comitiva ſui, vel ſuorum, per terram eamdem, recto tramite, ſine fraude & periculo, ſub conductu, & ad viſum Senescalli noſtri, tranſire ſibi liceat ſecure, qui ſecum arma conducere poſſint & illorum centum taliter cum armis, tranſitu per terram libere completo, licebit eidem vel ejus locumtenenti, alia centenaria per intervalla ſine ſuſpicione & dicto modo ducere vel mittere quotiens opus fuerit, vel viderit ſibi expedire.

Et ut dictæ Treugæ poſſint melius obſervari, ad tollendam omnem materiam discordiæ aſſentimus quod durantibus Treugis liberum ſit gentibus prædicti Regis Navarræ, & ejus hominibus, valitoribus, & omnibus fautoribus ſuis, & ſibi adhærentibus ubicumque fuerint, & etiam illi qui ſunt de Bayona in Treuga hujusmodi comprehenſi, ire, redire, morari pro negotiis ſuis agendis, per Vasconiam, & aliam terram noſtram, ſalvo & ſecure, absque damno alteri faciendo, vel perquirendo; & verſa vice eodem modo liberum erit gentibus noſtris, hominibus & valitoribus noſtris, fautoribus, & omnibus nobis adhærentibus, ire & redire per Navarram, & aliam terram dicti Regis Navarræ pro negotiis ſuis agendis, ſalvò & ſecurè, absque damno alteri faciendo, vel perquirendo.

Rurſus durantibus Treugis non licebit nobis aut alteri noſtrum recipere per nos, aut noſtrum alterum, vel noſtros in auxilium noſtrum, homines feodatos prædicti Regis Navarræ, vel feodatorum ipſius, neque terras ipſorum: ſimiliter verſa vice non licebit eidem Regi Navarræ, recipere per ſe vel ſuos in auxilium ſuum homines feodatos noſtros, vel feodatorum noſtrorum neque terras ipſorum.

Inſuper concedimus quod Caſtrum de Lourde, cum Burgis pertinentibus, habitatoribus, & toto territorio ſuo remaneat ſub modo & conventionibus, & ordinatione in dicta Treuga prima ſub ſigillo dicti Domini Regis Franciæ contentis, quæ iteratæ hic, & contentæ intelliguntur perfecte quod ad victualia & perſonas, & eorum conditionem, & numerum, munitiones & res, & omnia aſia, ſecundum Treugarum continentiam prædictarum.

Actum eſt etiam quod præfatus Rex Navarræ Seneſcallo noſtro Vasconiæ, vel ejus locumtenenti, per ſuas patentes Litteras debet declarare infra venturum proxime feſtum Sancti Johannis Baptiſtæ perſonas de Bayona quæ ſibi adhæſerunt in guerra, quas vult ſub Treugis hujusmodi comprehendi; quod ſi inter illos de Bayona a prædicto Rege Navarræ nominandos fuerint aliqui qui pro criminibus ab eis commiſſis, banniti eſſent publice antequam eidem Regi Navarræ in Guerra adhæſiſſent prædicta, pro qua Treugæ initæ primo fuerunt, prædictæ eis Treugæ quomodocunque convictis, ſecuritatem non tribuant, quominus Juſtitia debita poſſet fieri de eisdem, ſi in Vasconia ipſos contingeret inveniri. Et ſi eſſent aliqui inter ipſos qui prius eſſent de criminibus accuſati, redire ſalvò & ſecurè poterunt jus capiendo & faciendo.

Sane ſi nos Eduardus prædictus eundo in Hispaniam, vel proficiscendo peregre apud Sanctum Jacobum vel alibi, tranſire velimus per Regnum Navarræ, & aliam terram dicti Regis Navarræ, ipſe Rex, aut gentes ipſius, nobis, aut Comitivæ noſtræ moderatæ (ut dictum eſt) præbere requiſiti tenentur ſalvum & ſecurum tranſitum & conductum eundo & redeundo, & morando etiam infirmitate, vel alia neceſſitate urgente.

Et inſuper actum quod nullæ fiant, vel fieri poſſint penitus novitates vel præjudicia per nos aut alterum noſtrum, vel noſtro nomine prædicto Regi Navarræ & terræ ipſius, in perſonis vel rebus feodatorum ipſius, vel ſubfeodatorum ſuorum, & valitorum, & ſibi adhærentium.

Aſſentimus etiam & volumus quod transgreſſiones, ſi quæ factæ ſunt, vel fieri forte contigerit, qualicumque tempore Treugarum prædictarum infra vel extra Regnum Franciæ, idem Rex vel hæredes ſui Reges Franciæ, quibus quod ad hoc, & eorum jurisdictioni & poteſtati ſupponimus nos & noſtra infra Regnum Franciæ conſtituta, ex ſi & de plano, ſine lite, & emendatione quacunque facient emendari, & reintegrata novata. Has autem Treugas admittimus, inimus cum præſcriptis conventionibus & conditionibus, ac firmamus per nos, hæredes, & ſucceſſores noſtros in manu & præſentia prædictorum Nuntiorum prædicti Principis & Domini Regis Franciæ, pro ipſo Domino ſuo, & ejus auctoritate, ac juris & officii ſui publici, ratione & nomine dicti Regis Navarræ, & quorum intereſt, aut intereſſe poteſt recipientibus & ſolemniter ſtipulantibus. ANNO

In cujus rei teſtimonium & perpetuam memoriam has noſtras patentes Litteras, ſigillis noſtris munitas duximus concedendas. Datum apud Winton. die Martis proxima ante feſtum Sancti Michaelis Anno Domini milleſimo ducenteſimo ſexageſimo nono. 1269.

Et ſont leſdictes Lettres ſcellées de deux Sceaux.

CCCCXXXVIII.

Litteræ THEOBALDI *Regis Navarræ, quibus Treugæ inter* LUDOVICUM *Regem Franciæ ipſius Patrem ab una, &* HENRICUM *Regem Angliæ ab altera parte, nuper initæ ad quinque annos ratihabentur & confirmantur pro parte ſua & Regni Navarræ, Dat. apud Stellam die Martis ante feſtum S. Michaelis ann.* 1269. 24. Sept.

[Pièce, tirée du Volume LV. des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. pag. 207.]

THEOBALDUS Dei gratia Rex Navarræ, Campaniæ & Briæ Comes Palatinus, univerſis Chriſti fidelibus præſentes Litteras inſpecturis, Salutem. Notum facimus quod ad requiſitionem excellentiſſimi Principis, Domini & Patris noſtri Cariſſimi, Ludovici Dei gratia Regis Franciæ illuſtris, Treugas olim inter Sereniſſimum Principem, Henricum Dei gratia Regem Angliæ illuſtrem, & ejus primogenitum Dominum Edwardum ex (*a*) ſuos ex parte una, & nos ex parte altera, usque ad venturum proximum Paſcha initas in præſentia ejusdem Domini Regis, & ejus auctoritate per Internuntios, ſeu Procuratores certos & ſpeciales hinc inde firmatas, ſub modo inter cætera infra ſcripto, quantum ad nos pertinet prorogamus ſeu novamus usque ad dictum feſtum inſtans Paſchatis, & ex tunc ad quinquennium continue duraturas, & Clementem de Alveato Seneſcallum noſtrum ad hoc ſpecialiter conſtituimus in noſtram animam in præſentia & manu Domini Erardi de Valeraco Militis, & Magiſtri Gaufridi dicti de Templo, Nuntiorum prædicti Domini Regis Franciæ jurari fecimus pro nobis, & noſtris hominibus, gentibus, valitoribus, & omnibus nobis adhærentibus bona fide illibatas teneri, & fideliter obſervari juxta requiſitionem ejusdem Domini Regis Franciæ, concedentes quod Seneſcalli noſtri, quicumque pro tempore fuerint in terra noſtra, præbeant ſalvum & ſecurum conductum & tranſitum eundo, redeundo, & etiam morando urgenti forſitan infirmitate, vel alia neceſſaria juſta cauſa per terram noſtram eamdem dicto Regi Angliæ, & ejus primogenito cum moderata familia & ſine armis quotiens opus fuerit, & placebit eisdem hoc acto quod usque ad centum in Comitiva ſua, vel ſuorum per terram eamdem recto tramite, ſine fraude & periculo, ſub conductu, & ad viſum Seneſcalli noſtri tranſire ſibi liceat ſecure, qui ſecum arma conducere poſſint, & illorum centum taliter cum armis, tranſitu per terram libere completo, licebit eisdem, vel eorum locum tenenti, alia centenaria, per intervalla, ſine ſuſpicione, & dicto modo ducere vel mittere quotiens opus fuerit, & ſibi viderint expedire.

(*a*) Peut-être eſt-ce une faute du Copiſte, pour *&*.

Et ut dictæ Treugæ poſſint melius obſervari, ad tollendam omnem materiam discordiæ, aſſentimus quod durantibus Treugis liberum ſit gentibus prædictorum Regis Angliæ & Domini Edwardi, & eorum hominibus, valitoribus & omnibus fautoribus ſuis, & ſibi adhærentibus, ubicumque fuerint, ire & redire, & morari pro negotiis ſuis agendis per Regnum Navarræ, & aliam terram noſtram, ſalvò & ſecure, absque damno alteri faciendo vel perquirendo; & verſa vice eodem modo liberum erit gentibus noſtris, hominibus & valitoribus noſtris fautoribus, & omnibus nobis adhærentibus, & etiam illis de Bayona qui ſunt in Treuga hujusmodi comprehenſi, ire & redire per Vasconiam, & aliam terram dictorum Regis Angliæ, & ejus primogeniti, pro negotiis ſuis agendis, ſalvò & ſecure, absque damno alteri faciendo vel perquirendo.

Rurſus durantibus Treugis non licebit nobis recipere per nos vel noſtros in auxilium noſtrum homines feodatos ipſorum Regis Angliæ, & Domini Edwardi, vel ſuorum feodatorum, neque terras ipſorum; ſimiliter verſa vice non licebit dictis Regi Angliæ & Domino Edwardo recipere per ſe vel ſuos in auxilium ſuum homines feodatos noſtros, vel feodatorum noſtrorum, neque terras ipſorum.

Inſuper concedimus quod caſtrum de Lourda cum burgis, pertinentiis, habitatoribus, & toto territorio ſuo remaneat ſub modo & conventionibus ac declarationibus, & ordinatione in dicta Treuga prima ſub

figillo

ANNO 1269. figillo dicti Domini Regis Franciæ contentis, quæ iteratæ hic, & contentæ intelligantur perfectæ quod ad victualia, & perſonas, & earum conditionem & numerum, munitiones, & res, & omnia alia, ſecundum continentiam dictarum Treugarum.

Actum eſt etiam quod nos Seneſcallo Vasconiæ, vel ejus Locumtenenti, per noſtras patentes Litteras declarare debemus infra venturum proxime feſtum Beati Johannis Baptiſtæ perſonas de Bayona quæ nobis adhæſerunt in guerra, & quas ſub Treugis hujusmodi volumus comprehendi. Quod ſi inter illos de Bayona nominandos a nobis fuerint aliqui qui pro criminibus commiſſis ab eis banniti eſſent publice, antequam nobis in guerra adhæſiſſent prædicta, pro qua Treugæ initæ primo fuerunt proditæ; eis Treugæ prædictæ quandocumque conditæ ſecuritatem non tribuant quominus juſtitia debita poſſet fieri de eisdem, ſi in Vasconia ipſos contingeret inveniri; & ſi eſſent aliqui inter ipſos qui prius eſſent de criminibus accuſati, redire ſalvo & ſecure poterunt jus capiendo & faciendo.

Si dictus ſane Dominus Edwardus eundo in Hispaniam, vel proficiscendo peregre apud Sanctum Jacobum, vel alibi, tranſire vellet per Regnum Navarræ, & aliam terram noſtram, nos & gentes noſtræ ei & Comitivæ ſuæ moderatæ (ut dictum eſt) præbere requiſiti tenemur ſalvum & ſecurum tranſitum & conductum eundo, & redeundo, & morando, etiam infirmitate, vel alia neceſſitate urgente.

Eſt inſuper actum quod nullæ fiant vel fieri poſſint penitus novitates, vel præjudicia per nos vel noſtro nomine prædictis Regi Angliæ, vel Domino Edwardo, & terræ eorum in perſonis vel rebus, ipſorum feodatorum, vel ſubfeodatorum & valitorum ſuorum, & ſibi adhærentium; & vice verſa nullæ fiant, vel fieri poſſint penitus novitates vel præjudicia, per Regem Angliæ, vel Dominum Edwardum, vel eorum nomine nobis & terræ noſtræ, in perſonis vel rebus noſtris, feodatorum vel ſubfeodatorum & valitorum noſtrorum, & nobis adhærentium.

Aſſentimus etiam & volumus quod transgreſſiones, ſi quæ factæ ſunt, vel fieri forte contigerit, qualicumque tempore prædictarum Treugarum, infra, vel extra Regnum Franciæ, idem Rex & ejus hæredes Reges Franciæ, quibus quoad hæc & eorum jurisdictioni & poteſtati ſupponimus nos & noſtra infra Regnum Franciæ conſtituta ex ſi & de plano, ſine lite & interpellatione quacumque facient emendari, & reintegrari novata. Has autem Treugas admittimus, inimus, cum præſcriptis conventionibus, & conditionibus, ac firmamus per nos, & hæredes & ſucceſſores noſtros, in manu & præſentia prædictorum Nuntiorum prædicti Principis Domini Regis Franciæ, pro ipſo Domino ſuo, & ejus auctoritate, ac juris & officii ſui publici ratione & nomine prædictorum Regis Angliæ, & Domini Edwardi, & quorum intereſt vel intereſſe poteſt, recipientibus, & ſolemniter ſtipulantibus; ita tamen eo quod Dominus Equinatus de Cabanes ab hujusmodi Treuga in præſentia prædicti Domini Regis Franciæ verbotenus ſeipſum excluſit, volumus quod ipſe Dominus Equinatus, & terra quam habet & detinet, & ejus feodatores, nec non omnes traductores, & etiam res & terræ eorumdem à Treuga hujusmodi penitus ſint excluſi.

In cujus rei teſtimonium & perpetuam memoriam has noſtras patentes Litteras ſigillo noſtro munitas duximus concedendas. Actum apud Stellam in Navarra, die Martis proxima ante feſtum Beati Michaelis Archangeli, Anno Domini 1269. Nota Odonis de Castrock.

Et ſont leſdictes Lettres cy-deſſus transcrittes ſcellées en double queuë de parchemin pendant au reply, d'un grand ſcel ſur cire rouge, & ſont annexées aux Lettres cydeſſus premieres transcrittes, & ſur le dos des dictes Lettres eſt escrit ce qui s'enſuit:

Littera Theobaldi Regis Navarræ, de Treugis initis cum Rege Angliæ 1269.

CCCCXXXIX.

1270. 18. Fevr. NAMUR. *Accord & Convention paſſée entre les* CHANOINES *& les* ECHEVINS *de* NAMUR, *touchant leur Juriſdiction, par l'entremiſe de* GUI *Comte de Flandre & Marquis de Namur, fait à Namur, l'an* 1270. [AUBERT LE MIRE, Diplom. Belgicor. Lib. II. Cap. XCII. pag. 404.]

NOS GUIDO Comes Flandriæ, & Marchio NAMUCENSIS, notum facimus univerſis, quòd cùm diſcordia verteretur inter dilectos noſtros, Præpoſitum, Decanum & Capitulum Eccleſiæ B. Albani Namucenſis, ipſius Eccleſiæ Villicum, Scabinos ſeu Judicatores ex una parte, ac Majorem Villicum, & Scabinos villæ Namucenſis ex altera. ANNO 1270.

Super eo quòd dicti Major & Scabini Namucenſes dicebant ad ipſos debere accedere Scabinos ſeu Judicatores Eccleſiæ prædictæ, pro conſilio habendo ſuper ſuis ſententiis proferendis, & quia ipſe Major & Scabini Namucenſes prædicti de ſententiis à prædictis Scabinis ſeu Judicatoribus Eccleſiæ S. Albani prædicti prolatis poſſent cognoscere, & easdem ſententias confirmare vel infirmare, ſi ad eos ſuper his fuerit appellatum, prædictis Præpoſito, Decano & Capitulo, Villico & Scabinis ſeu Judicatoribus præmiſſa negantibus & contrarium affirmantibus.

Nos auditis rationibus utriusque partis, & inſpectis privilegiis Eccleſiæ ſupradictæ, habito prudentum conſilio, de communi conſenſu dictarum partium, ſuper præmiſſis diffiniendo pronuntiavimus in hunc modum.

Quòd prædicti Scabini ſeu Judicatores Eccleſiæ beati Albani, ſi conſilio indigeant ſuper ſuis ſententiis proferendis, non ad dictos Majorem & Scabinos Namucenſes, ſed ad nos tamquam ad ſuperiorem Dominum ſuum fœcularem, vel ad Balivum noſtrum Namucenſem, ſi præſentes non fuerimus, venire debent pro conſilio obtinendo, & ſi à ſententiis ipſorum Scabinorum ſeu Judicatorum Eccleſiæ beati Albani appellandum fuerit ad nos, vel ad Baillivum noſtrum prædictum, ſi præſentes non fuerimus, immediatè debeat appellari, ut ſententiæ, à quibus appellatum fuerit, per nos vel Baillivum noſtrum, habentem à nobis ſpeciale mandatum, confirmentur, prout de jure fuerit faciendum.

Datum in Caſtro Namucenſi, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo, ſecunda feria poſt Cineres.

CCCCXL.

7. Avril. BOURGOGNE ET SAVOYE. *Traité entre* PHILIPPES *Comte de Savoye & de Bourgogne*, ALIX *Comteſſe de Bourgogne ſa Femme, &* HUGUES *Duc de Bourgogne, fait vers les fêtes de Pâques de l'année* 1270. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 83. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans ET. PERARD, Rec. de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſt. de Bourgogne, pag. 519.]

NOS PHELIPPES *Cuens de Savoye, & de Bergoingne, & nos* ALIX *Comteſſe de Bergoingne, & de Savoye, Palatine ſa Femme*, façons à ſavoir à toz celz qui verront ces preſentes Lettres, Que cum descors fuſt antre noble Prince HUGON Duc de Bergoigne d'une part, & nos d'autre, ſus ce que anſinc que li devandis Dux diſoit, il avoit acquis par vandue, ou an autre maniere la droiture que noble Dame Beatrix Comteſſe de Orlemonde, ſuers ainznée de nos Alys Conteſſe de Bergoingne avoit ou puoit, ou devoit avoir ou Conté de Bergoingne, de cele droiture li devandis Dux nos demandiſt. A la parfin nos avons accordé par la main de Nobles Barons Hugues Comte de Vihanne & Seignor de Pangné, & Henry Seignor de ſaincte Crois Freres, en tel maniere que li devandis Dux nos quittai tote la droiture que il avoit, ou povoit avoir au Conté de Bergoingne por raiſon de li devandite conqueſte que il avoit fait de ladite Beatrix Conteſſe de Orlemonde, ou par autre quelque achoſon. Sauls ſes fyes, & ſes demeneures que li Dux tient ou dit Conte par autre raiſon. Et nos avons doné au devant dit Dux unſe mile livres de Vihannois an deniers nombrés, & volons, & ottroyons que Dole, & la Chaſtellerie, & les appartenances ſoient dou fief le Duc, & de ſes hoirs à tosjors; & Roichefort, & les appartenances ainſinc comme on les tient ou doit tenir du Conte de Bergoingne ſoient dou riere fief doudit Duc. Et promettons por nos, & por nos hoirs audit Duc por luy, & por ſes hoirs à garentir en bone foy le devant dit fyé, & rerefyé quant à ce que nuls hait droiture de fyé, ou chaſtel de Dole, an la Chaſtellerie, ne és appartenances, ne nuls hait droiture de rerefyé ou chaſtel de Roichefort, ne és appartenances, anſinc comme on les tient ou doit tenir dou Conte de Bergoingne, fors que li Duc c'eſt à ſavoir an ce que nos y avons ou puons havoir, ou que l'on

i tient

ANNO 1270. i tient de nos en fyé an demeneure, ou an autre maniere: Si nos Alis Conteſſe de Bergoingne devantdite prenons Dole, la Chaſtellerie, & les appartenances, le fyé de Roichefort, & des appartenances ainſinc comme on le tient, ou doit tenir de nos, dou devandit Duc por luy, & por ſes hoirs, & an antrons, & ſumes antré au ſin homaige par l'octroy, & par le conſentement de noſtre Seingnor Phelippe Conte de Savoye, & de Bergoingne, nos ſumes conſanti, & conſentons audit fyé que noſtre Famme la Conteſſe devantdite hai fait ou devandit Duc, & promettons an bone foy audit Duc faire le ſerviſe doudit fyé ainſinc comme couſtume eſt an Bergoingne de faire ſerviſe de fyé tant que nos tanrons le Conté de Bergoingne. Et à plus grant fermeté des devandites choſes nos promettons par nos ſairemens donés corporelmant ſus ſaintes Evangiles à tenir, & à garder les devandites choſes ſelonc que nos les avons deſſus promiſſes, & octroyés, & que nos ne vanrons ancontre par nos ne par autre, ou tesmoignaingnes deſquels choſes nos havons mis notres ſeals en ceſtes preſentes Letres. Ce fu fait le diemoinge des octaves de Pasques, au l'an de grace mil dous cens, & ſoixante & diz, ou mois d'Avril.

CCCCXLI.

1271. 4. Juill. *Pax inter* OTTOCARUM *Regem Bohemiæ*, *&* STEPHANUM *Regem Ungariæ*, *quâ inter alia recenſentur Terræ Regis Bohemiæ Pacis Tractatu comprehenſæ; vincula item ad Pacis obſervationem adhibita; porrò rationes, quibus naſcituræ Controverſiæ ſint dirimendæ; tum pœna in Pacis violatores conſtituta, & tandem Renunciatio Regis Hungariæ ſuper omni jure & actione in Ducatibus* Styriæ, Carinthiæ, *&* Dominiis Carniolæ, Marchiæ *ſibi competentibus. Datum Pragæ* 2. *Idus Julii* 1271. [BALBINI Miscellanea Hiſtor. Regni Bohemiæ Decad. I. Lib. VIII. Epiſtol. Part. I. Epiſt. XVIII. pag. 17. LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abſatz I. von Konigreich Bohmen pag. 7. d'où l'on tire cette Pièce.]

OTTOGARUS Dei gratia Rex Bohemiæ, Dux Auſtriæ, Styriæ, Carinthiæ, Marchioque Moraviæ, Dominus Carniolæ, Marchiæ, Ægræ, & portus Naonis; univerſis præſentium notitiam habituris, ſalutem in ſalutis auctore &c. Noverint univerſi, quod poſt longa guerrarum diſcrimina, quæ inter Dominum *Stephanum Regem Ungariæ Illuſtrem*, *Dalmatiæ*, *Croatiæ*, *Ramæ*, *Serviæ*, *Galliciæ*, *Lodomeriæ*, *Cumaniæ & Bulgariæ*, *Ducem totius Sclavoniæ*, chariſſimum cognatum noſtrum ex una parte: & *Nos* ex altera ſuſcitata fuerant, ſuggerente humani generis inimico: cum nos pro votivæ pacis puritate reformanda dilectos fideles noſtros, Dominos *Brunonem Venerabilem Epiſcopum Olomucenſem*, fratrem *Hartpinum miniſtrum Ordinis Fratrum minorum* per Auſtriam, Hartlibum Camerarium, Buhulchonem Marſchalcum, Noczan, Izlonem, Pincernam Moraviæ, Barones Regni noſtri miſiſſemus, dato eisdem pleno, ſufficienti, & legati mandato, ut convenientes cum Prælatis & Baronibus Regni Ungariæ Domino *Paulo venerabili Epiſcopo Veſprimienſi*, *Ægidio ſummo Camerario Rolando*, *Bano & Magiſtro Benedicto* Præpoſito Oradienſi, Vice-Cancellario, à prædicto *Rege Ungariæ* ſimiliter cum pleno mandato deſtinatis, tractare, ordinare & diffinire poſſent omnia ad reformationem pacis facientia, quæ nos ipſi, ſi præſentialiter cum ipſo *Rege Ungariæ* conveniſſemus, ordinare & diffinire poſſemus, pro noſtri quiete animi, & noſtrorum tranquillitate ſubjectorum. Iidem Barones noſtri, conſiderantes cum prædictis Baronibus *Ungariæ*, ordinaverunt & aſſumſerunt juxta mandati traditi ſibi formam, ut de cætero perpetua pax inter *Regem Ungariæ*, *ac Nos* debeat obſervari; nec eidem *Regi*, vel ſuis turbationes, vel moleſtias inferremus, vel inferri per noſtros pateremur: includentes eidem paci, & eadem volentes, Regnum noſtrum *Bohemiæ*, terrasque noſtras, *Auſtriam*, *Styriam*, *Carinthiam*, *Moraviam*, *Carniolam*, *Marchiam*, *Ægram*, *& portum Naonis* cum omnibus attinentiis eorundem, ſecundum ſigna, diſtinctiones & metas antiquas, prout etiam progenitores noſtri *Reges Boemiæ & Marchiones Moraviæ*; nec non anteceſſores noſtri Duces Auſtriæ, Styriæ & Carinthiæ, Domini Carniolæ, Marchiæ, Ægræ, ac portus Naonis usque tempus vitæ *Domini Belæ* inclytæ recordationis patris dicti Domini *Stephani Regis Ungariæ* poſſederunt & tenuerunt. Verum ſi termini hinc inde fuiſſent avulſi, vel mutati, venerabiles Patres Dominus *Archiepiſcopus Strigonienſis*, *& Epiſcopus Olomucenſis*, Deum & juſtitiam habentes præ oculis, ſuper ipſis terminis & limitibus cognoscent: & id, quod legitime definiverint, per cenſuram Eccleſiaſticam partes faciant obſervare; hoc adjecto, ut occaſione terminorum, ſeu limitum, de quibus dicti *Archiepiſcopus & Epiſcopus* cognoscent, pacis puritas inter *Regem Ungariæ* & nos non turbabitur; nec nos cum eodem Rege relabemur in guerrarum diſcrimina recidiva. Pace igitur hujusmodi inter ipſum *Regem & Nos* reformata, & cautionibus tam Litterarum autenticarum quam juris jurandi religione firmata, ut eadem robore ſubſiſtere valeat firmiori, infra terminum inter illuſtrem *Regem Ungariæ & Nos* ſtatuendum ſeu moderandum pro pacis multiplici firmitate eidem *Regi Ungariæ* dari procurabimus, & faciemus Literas magnificorum virorum Domini *Henrici Miſenenſis*, *& Domini Othonis Brandeburgenſis inclytorum Marchionum*, cognatorum, & amicorum noſtrorum, præſenti paci ex parte noſtra incluſorum: ſuper eo quod iidem paci, conventioni, ſeu compoſitioni nunc factis per Nos, & Barones adhibebunt conſenſum, conniventiam, & opitulationem commodam, inviolabiliter obſervandis, eo expreſſum cauto tam in Literis Marchionis Henrici Miſenenſis, quam Domini Othonis Marchionis Brandeburgenſis prædictorum; ut ſi nos pacem contingat, quod abſit, infringere, vel turbare, ex tunc iidem *Marchiones* nobis non aſſiſtent auxilio, conſilio vel favore, ſed ſe à nobis penitus ſeparabunt, *Rex autem Ungariæ* ſub eadem, ſeu conſimili forma nobis dari faciet Literas magnifici Domini *Caroli* Illuſtris Regis Siciliæ, Ducatus Apuliæ, Principatus Capuæ, & Comitis Fulcalquerii; nec non Literas Domini *Henrici* inclyti *Ducis Bavariæ*, & amicorum ſuorum ſub ea forma; ut ſi *Rex Ungariæ* aliquid contra pacem fecerit, vel attentârit, violando ſeu infringendo eandem, ex tunc iidem *Rex & Dux* à ſocietate & amicitia *Regis Ungariæ* ſe penitus retrahentes; eidem contra nos non impertientur conſilium, auxilium, & favorem; & hoc expreſſum continebitur in eorundem *Regis & Ducis* patentibus Literis, ſigillis eorum autenticis pendentibus conſignatis, quæ, ut dictum eſt, infra terminum per *Dominum Regem Ungariæ* & nos moderandum nobis debent ſimiliter aſſignari.

ANNO 1271.

Promittimus & aſſumimus, ut ſi aliqua temporum proceſſibus ſucceſſivis contingeret ſuboriri hinc inde, quæ turbare poſſent pacis & concordiæ unionem, pace eadem nunc facta in ſuo robore permanente; ſuper gravioribus, quæ ex parte omnium noſtrorum contra homines *Regis Ungariæ* attentata fuerint, ſive facta, *Epiſcopus Olomucenſis* tam ex ordinaria jurisdictione, quam ex ipſius Jurisdictionis in eos, qui eidem Epiſcopo ſubjecti non ſunt, prorogatione nunc facta, cognoscet, & quæ judiciaria maturitate ſervata, invenerit perperam attentata, ſeu facta in *præjudicium Regis Ungariæ* & hominum ſuorum, prolata definitiva ſententia reformabit; poſtquam de cauſæ meritis cognoverit, ut eſt Juris: & quod definiverit, per Cenſuram Eccleſiaſticam faciet obſervari, cum ipſius *Regis Ungariæ & noſtri Barones* ordinaverint juxta traditam ſibi formam; & ipſe *Rex Ungariæ* ac *Nos* aſſumpſerimus, approbaverimus, & emologaverimus præmiſſa omnia & ſingula ſpontanea voluntate.

Si verò aliqua graviora per homines *Regis Ungariæ* vel *Barones* ejusdem attentata fuerint ſive facta, per quæ nobis & hominibus Regni terrarumque noſtrarum poſſet præjudicium generari: ſuper iis venerabilis Pater Dominus *Philippus Strigonienſis Archiepiſcopus* extraordinaria Jurisdictione, quam omnes Barones & homines *Regni Ungariæ* in ſe prorogaverunt, cognoscet juxta formam articuli proximè expreſſi; & quod diffiniverit, executioni mandabit, contradictores per Cenſuram Eccleſiaſticam diſtrictus compeſcendo. Et in hujusmodi cognitionibus cauſarum procedent iidem *Archiepiſcopus & Epiſcopus*, Deum & Juſtitiam habentes præ oculis, poſtpoſitis gratia, timore, odio & favore. Iidem quoque *Archiepiſcopus & Epiſcopus* in Perſonam *Regis Ungariæ*, atque noſtram ſinguli ſingillatim promulgandi excommunicationis ſententiam plenam habeant facultatem: cum ipſe & nos in præmiſſis ſubjecerimus perſonas noſtras juriſdictionibus eorundem. In minoribus vero cauſis, quæ hinc inde inter ipſius *Regis*, & noſtros homines emerſerint circa confinia *Moraviæ*; duo ex

ANNO 1271. parte ipſius *Regis Ungariæ* videlicet *Comes Poſonienſis & Comes Nitrienſis*, ex parte noſtra *Camerarius Moraviæ*, & *Purchravius de Brumove*, circa confinia *Auſtriæ* ex parte *Regis Ungariæ Comites Sopronienſis & Muſunienſis*, ex parte noſtra *Caſtellanus de Haſelovve & Caſtellanus novæ Civitatis* Judices provinciales; circa confinia *Styriæ*, ex parte *Regis Ungariæ*, *Comites Caſtri ferrei & de Zala*, ex parte noſtra *Capitaneus & Notarius Styriæ*; circa confinia *Carinthiæ*, *Carniolæ*, *Marchiæ*; ex parte *Regis Ungariæ* Banus totius Sclavoniæ; ex parte noſtra *Capitaneus Carinthiæ & Carniolæ* deputabuntur: qui querelantibus hinc inde juſtitiæ facient complementum: & id fecerint, tam ipſius *Regis Ungariæ* quam noſtra auctoritate facient obſervari. Quod ſi aliqui ex ipſis fuerint defuncti, ſucceſſores ipſorum dignitatis, hæreditarii, vel per alterutrum Regum ſubſtituti, fungentur vice, & partibus eorundem. Item ſi inter amicos *Regis Ungariæ & noſtros* aliqua fuerit diſcordia ſuſcitata pro cauſa hujusmodi, contra pacem promittimus non venire; ſed diſcordantes ſtudebimus, ſi poterimus, ad pacem & concordiam revocare; alioquin cauſa inter ipſos diſcordantes exorta *Archiepiſcoporum & Epiſcoporum* judicio, vel ordinationi relinquetur: quam ipſi recipient, & eidem parebunt, ſeu ſtabunt. Quod ſi *Amici noſtri* hæc renuerint adimplere, nullum conſilium & auxilium eisdem impendemus contra *Regem Ungariæ* ſupradictum. Si vero, quod abſit, *Rex Ungariæ*, pacis violator ex quavis cauſa, propria vel amicorum ſuorum ac hominum *Regni* ſui, inventus fuerit, vel turbator; ipſo facto incidet *in ſententiam excommunicationis*, quam ex nunc *venerabiles Patres Archiepiſcopi Strigonienſis*, & *Colocenſis*, eorumque *Suffraganei Epiſcopi Ungariæ* tulerint in ſcriptis ſolemniter: & quod eadem ſententia teneat & aſtringat violatorem pacis, & concordiæ, cum effectu ipſe *Rex Ungariæ* ſubjecit ſe jurisdictioni ipſorum *Archiepiſcoporum & Epiſcoporum* non obſtantibus aliquibus Literis, Indulgentiis, ſeu Privilegiis *à Sede Apoſtolica* impetratis, vel in poſterum impetrandis. Præterea, ut multiplicatus funiculus pacem faciat pleniorem, venerabiles Patres electus *Salzeburgenſis*, *Patavienſis*, *Friſingenſis*, *Ratisbonenſis*, *Pragenſis*, *Olomucenſis*, & *Secowienſis Epiſcopi* Regni terrarumque noſtrarum juraverunt, quantum in eis eſt, pacem præſentem inter ipſum *Regem* & nos ordinatam tenere, ac ſervare; & nos inducere juxta promiſſionis à ſe factæ formam, ad eandem mutuo obſervandam, & tenendum ea, quæ in præſentiarum promiſimus & promittimus, ſpopondimus & ſpondemus; ſicut in ipſorum Literis plenius continetur. Promiſerunt eriam per idem juramentum, & promittunt, quod ſi nos, (quod abſit) pacem infringere contingeret, vel ea, quæ in præſens placitum ſunt deducta, violare; iidem *Salzeburgenſis Electus Eccleſiæ & Epiſcopi nominati*, *Regnique noſtri Barones nos deſerent*, & *Regi Hungariæ* adhærebunt ex debito præſtiti juramenti. Verum ſi *Regem Hungariæ* pacem, vel ea, quæ in placitum devenerunt, infringere contigerit, vel turbare, *Archiepiſcopi & Epiſcopi Regni ſui*, & *Barones ac Comites* iidem juxta formam præſentis compoſitionis & ordinationis eum deſerent & nobis adhærebunt ſimiliter ex debito præſtiti juramenti, ſicut in ipſorum patentibus Literis continetur. Item *Electus Salzeburgenſis*, & venerabiles Patres *Patavienſis*, *Friſingenſis*, *Ratisponenſis*, *Pragenſis*, *Olomucenſis*, *Secowenſis Epiſcopi* de noſtra & Baronum noſtrorum voluntate ex nunc ſententiam excommunicationis promulgarunt, quam ſi nos, quod abſit, pacem transgredi contigerit, ipſo facto incurremus, & nihilominus iidem *Electus & Epiſcopi* totum Regnum, terrasque noſtras *Eccleſiaſtico* ſubjicient, in ſuis Diœceſibus, *interdicto*; non obſtantibus Literis, ſeu Indulgentiis impetratis, vel in poſterum impetrandis. *Archiepiſcopus* etiam *Strigonienſis* qui ordinarius *Regis Ungariæ* exiſtit; & *Archiepiſcopus Colocenſis* ipſius *Cancellarius ac ſuffraganei* ac eorundem Prælati *Regni Hungariæ* conſimilem excommunicationis ſententiam in ſcriptis ſolemniter tulerunt, quam ipſe *Rex Hungariæ* ipſo facto incurret, ſi transgreſſor pacis exiſteret, vel turbator. Et ſi in hac parte *Archiepiſcopi & Epiſcopi* prædicti tam Regnorum *Regni Hungariæ*, quam *Regni noſtri* & terrarum noſtrarum negligentes in exequendis præmiſſis extiterint, vel remiſſi, punientur à *Dominis Cardinalibus*, quorum Jurisdictioni ſe in hac parte ſubjecerunt, tanquam juramenti præſtiti transgreſſores.

Inſuper Dominus *Stephanus Rex Ungariæ* renunciavit omni juri & actioni, quod & quæ ſibi videbuntur competere, ſeu etiam competebant *in Ducatibus Styriæ*, *Cariathiæ*, & *Dominiis Carniolæ*, *Marchiæ*, nullam de cætero ſuo, vel hæredum ſuorum nomine contra nos & hæredes noſtros ſuper illis moturus materiam quæſtionis. Renunciavit etiam *Rex Stephanus Ungariæ* ſæpe dictus juri & actioni ſibi, & ſuis hæredibus competentibus de inſignibus regalibus, *Corona* videlicet *gladio*, *monili*, *ſella*, *ſcutellis*, & *aliis clenodiis*, *ac theſauro delatis per Dominum Annum ſacrum noſtrum in Regnum Bohemiæ*. Item prædictæ ordinationi & paci includi volumus & includimus excellentes Dominos & illuſtres *Regem Hispaniæ*, *Regem Angliæ*, *Dominum Richardum Fratrem Regis Angliæ electum in Imperatorem Romanorum*, cum filiis eorundem; venerabiles Patres Dominos *Archiepiſcopum Moguntinum*, cum ſuis Suffraganeis, Archiepiſcopum *Magdeburgenſem* cum ſuis Suffraganeis, Archiepiſcopum Salzeburgenſem cum ſuis Suffraganeis; *Dominum Ludovicum Comitem Palatinum Rheni*, *Dominum Henricum Marchionem Miſnenſem*, *Dominum Ducem Saxoniæ* cum fratribus & filiis ſuis, Ducem *Brunswicenſem* & fratrem ſuum, Dominum Ducem *Brabantiæ*, Dominum Ducem de *Lympurch*, Dominum *Albertum Landgravium Turingiæ*, Dominum Theodoricum *Marchionem de Landtſperg*, Dominum *Othonem Marchionem de Brandburgk* cum fratribus ſuis, chariſſimis avunculis noſtris; Filiolis Domini *Joannis Marchionis*, videlicet Dominum Joannem Marchionem *Brandburgenſem*, cum fratribus & filiis ſuis, Dominum *Wolezlaum* Ducem Sileſiæ, & ſuum Ducem *Henricum* ac alios filios ſuos, Dominum *Chunradum Ducem Sileſiæ* cum pueris ſuis, Dominum *Henricum* filium Ducis *Henrici de Wratislaviva*, Dominum Jezkonem & Fratrem ejus Ducem Cujaviæ; aliosque fideles, fautores, & familiares noſtros cum filiis omnibus, terris, regnis, ducatibus, juribus, ac poſſeſſionibus eorundem. Inſuper promiſimus & promittimus juxta ipſorum Baronum noſtrorum ordinationem, quod à Dominis *Cardinalibus*, vacante nunc Sede Apoſtolica, obtinebimus tranſmiſſis noſtris Nunciis confirmationem pacis nunc factæ: hoc adjecto quod ipſius *Regis Ungariæ* & *Noſtri Nuncii* circa feſtum *S. Michaëlis* nunc venturum iter arripient, & in feſto omnium Sanctorum proxime ſubſequenti ſe Dominorum Cardinalium conſpectui præſentabunt & confirmationem noſtris ſumptibus, & expenſis obtentam faciemus ipſi *Regi Ungariæ* aſſignari.

Item etiam *Rex* per ſuos proprios Nuncios impetrabit, conſimiles confirmationis Literas ſuis expenſis & ſumptibus nobis dandas. Creato vero Papa confirmationem eandem ſub ſimili viciſſitudine alterutri noſtrum dandam faciemus, largiente Domino, impetrari; damna autem illata hinc inde compenſatione mutua ſunt ſublata juxta ordinationem ſæpius memoratam. Ut igitur præmiſſa, & ſingula inviolabiliter obſerventur, nec ſucceſſivorum temporum mutatione infringi valeant; vel aliqualiter vacillare, juravimus, & juramus tactis corporaliter *Sacroſanctis Evangeliis*, multorum Sanctorum Reliquiis, & vivificæ crucis ligno: adjicientes ut transgreſſor præmiſſorum præter infamiæ notam, quam transgreſſione juramenti incurret, divinæ acrimoniam ſentiat ultionis, & cum *Chore*, *Dathan* & *Abiron* recipiat portionem, *Dei omnipotentis* & glorioſiſſimæ Virginis, & Sanctorum omnium ſuffragiis deſtitutus. In cujus rei teſtimonium ad perpetuam memoriam ac munimen præſentes conceſſimus Literas duplicis Sigilli noſtri munimine roboratas. Datum & actum Pragæ, Anno Domini M. CCLXXI. Coronationis noſtræ Anno X. 2. Id. Julii.

ANNO 1271.

CCCCXLII.

Donatio Regis Bohemiæ OTHOKARI HENRICO *ſeniori* DE PLAWE, *de Caſtro* Greklis *cum foro*, *villis*, *venationibus*, *aurifodinis*, & *cunctis appertinentiis*, *in perpetuum conſtituta. Datum Pragæ tertio Idus Julii anno* 1272. [LUNIG, Teutſch Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheilung VI. Abſatz XVIII. pag. 201.] 1272. 13. Juil.

NOs Othakarus Dei gratia Boem. Rex, Dux Auſtrie, Stirie, Karinthie, ac Marchio Moravie Dns. Carniole, Marcke, Egre ac portus Naonis. Dilecto ac nobili ſibi Heirico ſeniori Advocato & Domino de Plawe & Fautrburg in perpetuum. Ob beneficiorum tuorum magnitudinem nob. hùc usque oſtenſis in recompenſa tibi prenominato Heirico donamus Caſtrum Greklis cùm foro & villis, venationibus, piscationibus, aquis, pratis, agris, cultis ſive incultis, aliisque omnibus cum attinenciis & circuitis quòcumque

ANNO 1272. que nomine censeantur, etiam aurifodinis & argentifodinis vel cujuscunque eris comoda si superstint vel supervenerint hec omnia tibi & heredibus volumus ut cedant omni modo cum proventu perpetuis temporibus ea possidendo pro vestris propriis & liberis bonis jure hereditario possidendis pro tuis & heredibus tuis usibus & commodis omnia in prenominatis donationibus ordinare & disponere secundum quod tibi videbitur oportunum & necessarium remotis impedimentis quoslibet & sublatis. Si quis vero hac gracia prefato Heirico & suis heredibus per nos facta ausu temerario infringere attemptarit Indignacionis nostre offensam gravem se noverit incursurum. In cujus rei testimonium sepedicto Heirico & suis heredibus presentes Literas dari mandavimus sigillorum nostrorum munimine roboratas. Datum Prage Anno Domini MCCLXXII. III. Ydus Julii.

(L. S.)

CCCCXLIII.

5. Sept. *Lettres de* THIBAUT *Comte de Bar, contenant les Articles & Conditions du Compromis passé entre* FERRI *Duc de Lorraine & lui, au sujet des Prisonniers faits par eux à Hatigney, & du différent survenu entr'eux à cet égard. Fait devant Espinal le Dimanche après la St. Mathieu* 1272. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. aux Preuves. pag. 146. Extrait des Archives de Lorraine.]

NOs Thibaus Cuens de Bar faisons congnoissant à tots, que com descors fuist entre nos & nostre chier Cousin & Signor FERRI Duc de Loherenne & Marchis de ceu que nous demandiens la moitié de l'Avesque & des prisons qui furent pris à Hatigney, & li Dux disoit qu'il n'entendoit mie qu'il en fuist tenu. Nos nos soemes accordei en celle maniere, que nos nos soemes mis quattre Chevalliers, si est à sçavoir sus Monsignour Jean de Vamperch & sous Monsegnour Vaultier dou Nœuf-Chastel de par le Duc. Et sur Monsegnor Aymé de Fauergné, & sur Monsignor Villaume de Trichastel de par noz, qui doivent enquerre par serment aux treize Chevalliers jurez de par le Duc, les convenances que furent faittes & recordées & jurées entre noz,& li quattre Chevalliers disour devant dit doient jurer que selon c'en qu'ils orront & entendront des Jureis devant dis, ils delivreront à noz à lors pooirs, teil raisum cum noz y devons avoir, & commanderont au Duc que il la nous delivreroit jusques à un certain jor convenable & le nos doit faire. Et par plus grande seurtei de ces choses accomplir. Il doit mettre l'Avesque & totz les prisons, que noz gens prinrent à Harignei en main igual, si est à sçavoir en la main Monsignor Liebault Seignor de Betfroimont, & Monsignor Jacques de Beon Chevallier. Et se li quattre disour voyent & congnussent que point de seurtei por noz, il nos en doit plus mettre à leur esguard. Et se li Dux delivroit, rambaioit, ostrageoit nulz des prisons que demoré li sont. Nostre rasum y seroit tosiours sauve à l'esgard des quatre disours, & se li quatre disours trovoyent nostre rasum, & il commandoient au Duc que il la noz delivroit dans un jour convenable, tel cum ilz li noz y mettroyent, se li Dux ne lavoit fait devans le jor que les quatre disours y mettroyent, li quatre disour devant par lour fairment doient commander à ceaulx qui garderont l'Avesque & les prisons commandez en main igual, quils les delivreroyent à noz, & noz les tienriens devers noz, jusques à tant quil noz eust assez fait au dit des quattre disour. Et si li quatre disour trouvoyent que nous ny eussions rasum, ils commanderoyent à ceaux qui garderoyent l'Avesque & les prisons devant dis, que ilz foissent renduz au Dux. Et cilz qui garderoyent l'Avesque & les prisons devant dis, doient jurer sor Saints qu'ilz rendront l'Avesque & les prisons mis en lour main, au commandement des quattre disour. Et de ces choses devant dittes noz ne poons rien demander le Duc, ne il noz, se non par les quattre disours dessus dis; & des prisons que noz gens prinrent qui doivent estre mis en main igual, noz gens doient dire par lor fairment, combien ilz en bailleront as gents le Duc, & à cui & qu'ex à lour escient; Et li Dux doit faire jurer sses gens qui en seront requis par noz ou par les nostres gens, que seront gens creauble qu'il en diront cen qu'ilz en sçavent, & en doient estre creus par lor fairment. Et se noz ou li Dux ne poiens avoir noz disours d'avant nommez, noz y mettriens autres Prodomes creaubles en les disants à la bonne foy. Et tottes ces choses devant dittes avons noz jurées à tenir & à garder par nostre fairment donné corporellement. En tesmoignage de laquelle chose, noz avons seellées ces presentes Lettres de nostre seel. Cen fut fait davant Espinal lan de grace MCCLXXII. le Dimoinge apres la feste saint Maheu l'Apostre. ANNO 1272.

CCCCXLIV.

Emancipation de ROBERT *Duc de Bourgogne, faite par* HUGUES *son Pere, en* 1272. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 521.] 22 Octo. BOURGOGNE.

NOs HUGO *Dux Burgundiæ*, notum facimus præsentes Litteras inspecturis, quòd in nostra præsentia specialiter constitutus propter hoc, ROBERTUS miles filius noster petiit emancipari à nobis, seu liberari à patria potestate. Nos verò videntes & attendentes ipsius Roberti consensum & voluntatem, circa emancipationem habendam & dandam à nobis, mutuo consensu interveniente ex parte nostra, & ex parte dicti Roberti, ipsum præsentem, & emancipationem acceptantem, legitimè emancipamus & liberamus à sacris seu à patria potestate. In cujus testimonium, præsenti emancipationi, ad requisitionem dicti Roberti sigillum nostrum duximus apponendum. Datum die Sabbati post festum beati Lucæ Evangelistæ, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo secundo.

CCCCXLV.

Lettre de HUGUES *Duc de Bourgogne, à* PHILIPPE III. *Roi de France, surnommé* le Hardi, *touchant la Donation du Duché de Bourgogne, faite par ledit Hugues à* ROBERT *son Fils, datée de l'année* 1272. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 522.] 23 Octo. DUCHÉ DE BOURGOGNE.

EXCELLENTISSIMO Domino suo PHILIPPO Dei gratia *Regi Franciæ*, devotus ejus filius HUGO *Dux Burgundiæ*, salutem, & se ipsum paratum ad ejus beneplacitum, cum omni promptitudine servicii & honoris. Cum charissimus filius noster ROBERTUS, nunc noster primogenitus masculus, sit noster verus hæres, & nobis debeat succedere in Ducatu: Nos volentes eidem Roberto tanquam bene merito facere gratiam specialem, ipsi Roberto, emancipato à nobis legitimè, dictum Ducatum donatione inter vivos, insinuatione præmissa, solemniter confirmamus, donamus, & quitamus, & de Baronia ipsius Ducatus, villis, castris, homagiis, & aliis juribus pertinentibus ad dictum Ducatum, quocumque nomine censeantur, investimus, & in corporalem possessionem, vel quasi, induimus de omnibus supradictis; nobis retempto usufructu ad vitam de prædicto Ducatu: supplicantes Excellentiæ vestræ, ut prædictum Robertum volentem vobis facere homagium prout feodum exigit, recipere dignemini in vestrum Vassallum & fidelem. Huic autem concessioni, donationi, & quitationi interfuerunt testes inferius nominati & rogati à nobis, *Matheus* Dominus *de Lonvi*, *Guillelmus* Dominus *de Nolay*, Frater *Ystardus* Prior Domus Vallis Scolarum Parisiis, *Jacobus* Senescallus in Ecclesia Eduensi, *Humbertus* Præpositus Capellæ Ducis, Magister *Guido de Sacellis*, Magister *Hugo de Arceis*, Magister *Johannes de Lugdunensi* Ecclesia, Magister *Radulphus* Canonicus Bellæ. Guillelmus *de Chaaceio*, Gilo *de Eduo*, Guido *de Chantenay*, Guillelmus *de Nanton*, Henricus *de Cussigna*, Milites, & Archardus *de Castellione*. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum. Datum anno gratiæ millesimo ducentesimo septuagesimo secundo, die Dominica ante festum Apostolorum Simonis & Judæ.

CCCCXLVI.

ANNO 1272. 24. Oct. DUCHÉ DE BOURGOGNE.

Donation du Duché de BOURGOGNE *faite entre vifs à* ROBERT, *par* HUGUES *Duc de Bourgogne ſon Pere. Fait au mois d'Octobre* 1272. [ÉTIENNE PERARD, Recueil de Pieces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 522.]

NOS GIRARDUS Dei gratia *Epiſcopus Eduenſis*, notum facimus univerſis præſentes Litteras inſpecturis, quòd Illuſtris vir HUGO *Dux Burgundiæ*, confeſſus eſt coram nobis in jure, ſe donaſſe ROBERTO filio ſuo Militi, emancipato, donatione irrevocabili inter vivos, Ducatum Burgundiæ, cum omnibus pertinentiis & appendiciis, juſticiis, mandamentis ipſius Ducatus, & omnia quæ continentur ſeu comprehenduntur ſub dicto Ducatu, retento in dicto Ducatu ad vitam ſuam uſufructu. In cujus rei teſtimonium, ſigillum noſtrum præſentibus Litteris appoſuimus, ad requiſitionem dicti Ducis. Datum anno Domini 1272. menſe Octobris die Lunæ ante feſtum Apoſtolorum Simonis & Judæ.

CCCCXLVII.

1273. 2. Avril. BEARN ET SAVOYE.

Contract de Mariage de GASTON *Vicomte de Bearn, & de* BEATRIX DE SAVOYE, *Dame de Foucigny. Fait le jour des Rameaux de l'année* 1273. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye, Preuves. pag. 80.]

NOVERINT univerſi præſentes Literas inſpecturi, quòd nos BEATRIX *Dalphina Viennenſis, Domina de Fulciniaco, Filia quondam Domini Petri Comitis Sabaudiæ*, damus, & concedimus nos Uxorem, & Sponſam Nobili Baroni Domino GASTONI, Vicecomiti Bearnenſi, & ipſum Dominum Gaſtonem, per verba de præſenti conſentientes in eum, in Sponſum noſtrum recipimus, & in virum, & una nobiſcum in dotem ſibi damus, & aſſignamus univerſa, & ſingula bona noſtra, mobilia, & immobilia, præſentia, & futura, ubicumque fuerint, ſicut ſunt caſtra, villæ, jurisdictiones, diſtrictus, jura, Dominia, homagia, & alia bona quæcumque habemus in præſenti, & habere poterimus in futuro, ex ſucceſſione Petri dudum Patris noſtri, vel alias undecumque, & ipſum omnium bonorum noſtrorum præſentium, & futurorum, facimus, & conſtituimus verum, & legitimum poſſeſſorem. In cujus rei teſtimonium, præſenti Chartæ ſigillum noſtrum duximus apponendum: & ad inſtantiam, & requiſitionem noſtram, Ven. Pater in Chriſto Guillelmus Dei gratia Vatenſis Epiſcopus, & dictus Dominus Gaſto, & Dominus Simon de Joinvilla Avunculus noſter, & Dominus Guillelmus Ezii de Fronciaco, ſua ſigilla præſentibus Literis appoſuerunt, ad majorem roboris firmitatem. Datum apud ſanctum Georgium, Dominica in Ramis Palmarum, Anno Domini M. CC. LXXIII.

CCCCXLVIII.

1274. 4. Sept.

Fœdus inter CAROLUM I. *utriusque Siciliæ Regem ab una, & Univerſitates Civitatis atque Terræ* SIBENICI, *nec non Civitatis & Terræ* SPALETI *ab altera parte, contra Terram* DALMASII *usque ad Ratihabitionem Regis Ungariæ initum, quô conveniunt, quomodo & quamdiu bellum contrà præfatam* Dalmaſii *terram fautoresque ſuos geri debeat. Dat. apud Lacum Penſilos d.* 4. *Septembr.* 1274. [JOHANN. LUCIUS, de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Lib. IV. pag. 180. ex Tabulariis Civitat. Spaleti & Sebenici.]

In nomine Domini.

ANNO ab Incarnatione ejus 1274. Regnante Illuſtriſſimo D. N. Carolo Rege Siciliæ, Ducatus Apuliæ ac Principatus Capuæ, Almæ Urbis Senatore, Andegaviæ, Provinciæ, ac Folcolquerii Comite, ac Romani Imperii per Sanctam Rom. Eccleſiam in Tuscia Generali Vicario, anno Regni ejus X. die Martis quarto menſis Septembris, tertiæ Indictionis apud Lacum Penſilos. Nos Bartholomeus de Straffis de Regio, & Jacobus de Varduno de Alba magnæ Regiæ Curiæ Judices, & Mattheus Barabolus de Gajeta ejusdem magnæ Curiæ Actori Notarius, & ſubſcripti teſtes ad hoc ſpecialiter vocati, & rogati, præſentis ſcripti publici ſerie declaramus, quod inter dictum D. Regem ex parte una, & Judicem Dobrenum, & Judicem Heliam Sindicos actores, & Nuntios ſpeciales terræ Sibenici, & D. Vulcinnam Streze, & D. Privolaum Datche Sindicos Ambaſciatores, & Nuntios ſpeciales Civitatis Spaleti nomine, ac pro parte Univerſitatum ipſarum terrarum ex altera conſentientes in nos expreſſim tamquam in ſuos Judices & Notarium, quem ſcirent dicti Sindici ſe non eſſe jurisditionis omnia infraſcripta pacta, & conventiones tractata concorditer, & firmata fuerunt ſolemni ſtipulatione, & omni juris ſolemnitate vallata.

ANNO 1274.

In primis de facienda una guerra per ipſum D. Regem, & Univerſitates prædictas terræ Dalmaſii, & omnibus & ſingulis ejusdem terræ, ac fautoribus, coadjutoribus ſuis.

Item quod aliqua ipſarum Univerſitatum non facient pactum, finem, & treguam, ſeu guerram recentem cum Dalmaſibus, ſeu fautoribus ſuis ſine conſenſu, & voluntate dicti D. Regis, & ſi contigerit ipſum Regem facere pacta, vel treguam cum prædicta terra Dalmaſii, Univerſitates prædictas in dicta pace, & tregua ponere teneatur.

Item quod dictus D. Rex habebit pro ipſa guerra facienda usque ad finem ipſius Guerræ duas Galeas bene armatas, hominibus, armis, & aliis neceſſariis annis ſingulis, quibus dicta guerra durabit à Kal. Aprilis usque ad feſtum omnium Sanctorum in aliis locis, in quibus prædicta guerra facienda Capitaneo, & Comiti Galearum ipſarum melius videbitur expedire.

Item quod dictus D. Rex commodabit dictæ Univerſitati Spalati duas Galeas cum offeſis, & corredis ſuis ſine hominibus usque ad finem dictæ guerræ.

Item quod idem D. Rex commodabit Univerſitati Sibenici unam Galeam munitam offeſis, & corredis ad navigandum ſine hominibus usque ad finem dictæ guerræ.

Item quod dictæ Univerſitates dictas tres Galeas ſibi commodatas à d. D. Rege tenebunt, & habebunt armatas usque ad finem ipſius guerræ, ad faciendam ipſam guerram ſimul cum prædictis Galeis ipſius D. Regis quod perſtabunt in mari cum aliis Galeis, & erunt continuè armatæ, & munitæ, donec prædictæ Galeæ D. Regis erunt ibidem.

Item quod prædictæ Univerſitates finita dicta guerra reſtituent dictas Galeas cum offeſis, & corredis, & aliis guernimentis æquè bonis, ſicut receperint, & accommodati à prædicto D. Rege ad hoc obligaverunt ſe dicti Sindici nomine dictarum Univerſitatum, & res ipſarum, quas Galeas reſtituere teneantur ibidem vid. in Portubus prædictarum Univerſitatum, ad requiſitionem ipſius D. Regis promiſerunt, & obligaverunt ſe dicti Sindici nomine ipſarum Univerſitatum, & ipſas Univerſitates guerram ipſam facere bona fide, & ſine aliqua fraude prædictæ terræ Dalmaſii cum aliis lignis ſuis prout melius poterunt, & etiam per terram.

Item quod ſi contigerit aliquod lucrum facere per dictas Galeas de prædicta terra Dalmaſii & coadjutoribus ſuis dividetur illud lucrum æqualiter inter eos, ita quod Comites Galearum ipſius D. Regis accipiant nomine ipſius D. Regis partem ipſam contingentem pro ipſis Galeis, & de ipſo lucro disponant dicti Comites ſecundum voluntatem ipſius D. Regis, & quod omnes captivi qui capientur per prædictas partes de hominibus Dalmaſii, vel coadjutoribus ipſorum perveniant fortiam, & baliam ipſius D. Regis, & de ipſis faciet voluntatem ſuam, vel tenendo ipſos in carcere, vel ultimo trahendo ſupplicio, & ſi contigerit aliquem ex prædictis captivis ad redemptionem poni, & ipſum redimi, quod illud quod reciperetur pro redemptione ipſa ſit totum dictarum Univerſitatum; tenetur tamen d. D. Rex de captivis prædictis dare ipſis Univerſitatibus ſi aliquem, vel aliquos capi ex ipſis contigerit à dictis Dalmaſibus, & cambio competenti.

Item quod ordinabitur per D. Regem prædictum unus Capitaneus qui præſit dictis Galeis ſ. & omnes qui erunt in dictis Galeis obedient ipſi Cap. qui erit, vel mutabitur, & aliis ſubordinabitur ad voluntatem ipſius Domini Regis.

Item quod ſi aliqui ex Dalmaſibus velint venire ſponte ad habitandum cum familia ſua ad terras Univerſitatum

ANNO 1274. versitatum prædictarum, homines prædictarum Universitatum possint ipsos recipere dummodò non sint contra voluntatem D. Regis Hungariæ, recepta tamen prius ab eis idonea, & sufficienti cautela quod non offendent D. Regem Siciliæ, vel gentem suam, & quod facient guerram dictis Dalmatibus, ita tamen quod si per dictos qui venissent ad habitandum ad dictas terras aliquod damnum daretur ipsi D. Regi, vel genti suæ seu alicui sic per Piratas dictæ Universitates de dicto damno teneantur dicto Domino Regi. Hoc pacto expresso inter prædictas partes quod dictæ Universitates de dictis pactis non teneantur, si prædicto D. Regi Hung. displicerent, & quàm citò per ipsum Dominum Regem Hung. prædictis Universitatibus constiterit, quod ei prædicta displiceant, teneantur prædicto D. Regi Siciliæ distinctè prout ab eodem D. Rege Hung. præsenserint annuntiare, & ex tunc d. D. Rex Siciliæ dictis Universitatibus de prædictis in nihilo sit astrictus, sed ipso jure sit ab omnibus prædictis obligationibus liberatus, & prædictæ Universitates in continenti ad requisitionem dicti D. Regis prædictas Galeas eis accommodatas eidem restituere teneantur, quæ omnia, & singula prædicti Sindici nomine ac vice dictarum Universitatum promiserunt solemni stipulatione interveniente dicto D. Regi Siciliæ attendere, & observare, & se facturos & curaturos quod quælibet dictarum Universitatum omnia & singula ratificabunt, & approbabunt, jurantes dicti Sindici corporaliter præstitis sacramentis nomine Universitatum ipsarum, & in animabus hominum ipsarum Universitatum ex potestate concessa eis à dictis Universitatibus omnia, & singula supradicta attendere & observare, & non contravenire de jure, vel de facto, sub obligatione bonorum omnium Universitatum ipsarum, in cujus rei testimonium, & prædicti D. Regis Siciliæ ac prædictorum Sindicorum nomine, & pro parte dictarum Universitatum cautelam præsens Scriptum exinde confectum est per manus mei Notarii prædicti Mathei Barabelli de Gajeta, ejusdem Curiæ actualis Notarii, meo signo signatum, & manu qui supra Judicum & infrascriptorum testium subscriptionibus roboratum. Matheus.

Ego Bartholomeus de Staffis de Regio Magnæ Regiæ Curiæ Judex.
Ego Jacobus de Udando Magnæ Regiæ Curiæ Judex.
Ego Joannes de Alvello Vic. Mag. Jus.
Ego Thomas de Porta Juris Civilis D. Regis Consiliarius in fidem subsc.
Ego Joannes de Bragida testis.

CCCCXLIX.

1275. Octob. OURGOGNE T DIJON. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne & la* SAINTE CHAPELLE DE DIJON, *pour le reçouvrement de la Croix d'Or d'Hugues Duc de Bourgogne, fait au mois d'Octobre* 1275. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 528.]

NOS ROBERTUS *Dux Burgundiæ*, Notum facimus universis, quòd cùm bonæ memoriæ Hugo Dux Burgundiæ pater noster, legaverit Ecclesiæ nostræ Divionensi, crucem suam auream, pro augmentatione distributionis panis & vini, quæ in dicta Ecclesia fieri consuevit, tali conditione adjecta, quod licitum esset nobis dictam crucem redimere de quingentis libris Turonensibus, à Decano & Capitulo Ecclesiæ nostræ memoratæ, prout in testamento dicti patris nostri continetur: Ordinatum est & conventum de dictis quingentis libris, inter nos & Decanum & Capitulum supradictos, quod nos tenemur & promittimus eisdem dictas quingentas libras Turonenses, bona fide, & sub fidelitate dictæ Ecclesiæ nostræ solvere terminis inferius annotatis, videlicet in proximis nundinis bavi centum libras, in aliis nundinis bavi subsequentibus ducentas libras, in tertiis nundinis bavi centum libras, inque quartis nundinis bavi centum libras. Quibus solutionibus dictarum quingentarum librarum Turonensium, modo præmisso completis & peractis, dicta crux debet in nostro Dominio pro nostræ libito voluntatis remanere. Ob cujus roboris firmitatem, sigillum nostrum præsentibus Litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quinto, mense Octobris.

CCCCL.

ANNO 1276. *Laudum Concordiæ, Quò* OTTOCARUS *Rex Bohemiæ omne Jus, quod in* Austria, Styria, Carinthia, Carniola, Marchya, & Gorritia, *ac* Portusnah *habebat, vel habere videbatur, cedit* RUDOLPHO I. *Romanorum Regi, & infimul* OTTOCARI *filio* RUDOLPHI *filia, &* RUDOLPHI *Filio* OTTOCARI *filia desponsantur. De anno* 1276. [LEIBNITZ, Mantissa Codicis Juris Gentium Diplomatici. Part. II. p. 100. LUNIC, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Absatz II. vom Kayser, pag. 557.]

NOS *B. Herbipolensis, Bruno Olomucensis Episcopi; L. Comes Palatinus Rheni; Marchio Brandenburgensis; Arbitri Dominorum Romanorum & Bohemiæ Regum*, super quæstionibus, quæ inter ipsos super divisis Terris & Principatibus vertebantur, arbitrando pronunciamus: quod revocentur & retractentur, immò revocatæ sint omnes sententiæ præscriptionis, excommunicationis & interdicti, privationis & quæcunque aliæ promulgatæ contra Regem Bohemiæ, & adhærentes sibi, quocunque nomine censeantur.

Item pronunciando arbitramur, quod *inter ipsos Romanorum & Bohemiæ Reges, plena sit concordia, pax firma & syncera reconciliatio*, sine qualibet captione, & servitores utriusque Regum, quocunque nomine censeantur, huic paci & concordiæ, ac reconciliationi cum synceritate firmissima includantur, castris eorum, munitionibus, possessionibus & hominibus ab alterutro Regum, vel a suis ipsis contra jus ablatis cum integritate debita restitutis.

Item arbitramur, quod Dominus Rex Bohemiæ cedat simpliciter & præcisè omni Juri, quod habebat vel habere videbatur in terris & hominibus cujusque conditionis existant, Austria videlicet, Styria, Charinthia, Carniola, Marchya, & Gorritia ac Portusnah.

Item arbitramur quod nos deineceps non impediat Archiepiscopos, Episcopos, Comites, Barones, Ministeriales & quoscunque alios, quocunque nomine vel dignitate censeantur, in castris, munitionibus, possessionibus, juribus, hominibus sitis in terris superius nominatis.

Item pronunciamus liberos & solutos omnes, utriusque partis obsides & captivos, & fidejussores quocunque nomine censeantur, nuncupentur.

Item pronunciamus, quod Dominus Rex Romanorum exceptis terris & hominibus supradictis infeudabit Dominum O. Regem Bohemiæ, & liberos suos de omnibus feudis, scilicet Bohemiæ, Moraviæ & aliis quibuscunque, quæ ipse & Progenitores sui de jure ab Imperio noscuntur hactenus tenuisse.

Et ut prædicta pax, concordia & reconciliatio perpetuam obtineant firmitatem, & partes mutuò syncerius se diligant, & conjuncti efficacius in plena amicitia solidentur, pronunciamus arbitrando, quod *Dominus O. Bohemiæ Rex tradat suam Filiam in Uxorem Filio Domini R. Regis Romanorum, & idem Rex Bohemiæ dabit seu etiam resignabit simpliciter & præcisè Domino R. Regi Romanorum terras & possessiones in Austria*, quas hactenus proprietatis vel feudi titulo tenuit, vel sua pecunia comparavit, *& easdem terras seu & possessiones Dominus Rex Romanorum suo Filio obligavit, pro XL. millibus marcis argenti, quas eidem Filio suo in Donationem propter nuptias deputabit*, salvo in utroque casu Archiepiscopis, Episcopis, Comitibus, Baronibus, Ministerialibus & aliis hominibus, jure quod in castris, munitionibus, possessionibus & feudis quæ vacare cœperunt, iidem in districtu dictæ terræ habent, seu hactenus habuerunt, & ab ipso Filio suo dictam terram redimet ipse vel successor ipsius, qui pro tempore fuerit pro pecunia nominata. Et, si idem Filius sine hæredibus decesserit prædicta bona apud Imperium remanebunt, nec ad uxorem ipsius Filiam Regis Bohemiæ, quibuscunque (modis) bona hujusmodi devolventur. *Et Dominus noster Rex Romanorum tradet Filiam suam in uxorem Filio Domini O. Regis Bohemiæ, & dabit Rex Romanorum Filio Regis Bohemiæ XL. millia marcarum argenti dotalitii nomine*, & pro illis obligabit sibi redditas quatuor millium marcarum argenti in terra Austriæ ultra Danubium versus Bohemiam, Moraviam & Ungariam, Cremsa & Stain, oppidis duntaxat exceptis, cum suis pertinentiis; salvo & in hac parte Archiepiscopis, Episcopis

ANNO 1276. copis, Comitibus, Baronibus, Myniſterialibus & aliis hominibus Jure, quod in caſtris, munitionibus, poſſeſſionibus & feudis, quæ vacare ceperunt, eisdem, in diſtrictu dictæ terræ habent, ſeu hactenus habuerunt, & ſi quid defuerit in redditibus dictæ terræ, ſupplebitur in altera parte Auſtriæ citra Danubium juxta arbitrium noſtrum videlicet vel arbitrorum, qui à partibus noſtris fuerint ſubrogati, & ſi quid ſuperfuerit hoc Romanorum Regi & Imperio ſine difficultate qualibet remanebit.

Si verò Filius Regis Bohemiæ ſine hærede deceſſerit, dicta terra ultra Danubium penes Regem Bohemiæ titulo pignoris remanebit, nec ad uxorem ipſius Filiam Regis Romanorum de bonis hujusmodi devolvetur, & Dominus Rex Romanorum vel ſucceſſores ipſius dictam terram XL. millibus marcarum argenti à Rege Bohemiæ redimendi, habebunt liberam facultatem.

Inter cætera ſpecialiter arbitramur, quod Dominus R. noſter Romanorum Rex recipiat ſpecialiter in ſuam gratiam, & favorem Baltramum Civem Wiennenſem & Magiſtrum Ch. Mont. cum ſuis parentibus, & amicis, & Civitatem Wiennenſem cum omnibus civibus & hominibus, juribus & poſſeſſionibus ipſis attinentibus quocunque vocabulo cenſeantur, nec permittat eos indebitè moleſtari.

Item ſpecialiter arbitramur quod Magiſter Ulricus in Eccleſia Wiennenſi per Regem Bohemiæ præſentatus, Mont. nomine Capellani & alii Clerici in terra Auſtriæ & Styriæ & alibi Eccleſias & Eccleſiaſtica beneficia vel poſſeſſiones alias obtinentes contra jus nullatenus offendantur vel ſuis poſſeſſionibus contra juris ordinem ſpolientur, imò in ſuo jure, favore & gratia regia defendantur.

Item pronunciamus arbitrando, quod Illuſtris Rex Ungariæ cum ſuis quoad plenam amicitiam cum Domino Rege Bohemiæ ac ſuis præſenti concordiæ, & amicitiæ ſpecialiter includantur, quod quicquid de caſtris, munitionibus, Juribus, poſſeſſionibus & hominibus Regis Ungariæ tenet vel poſſidet Dominus Rex Bohemiæ ſive ſui, ſine difficultate qualibet reſtituat, & dimittat liberè abſoluta, nec deinceps, eum impediat in eisdem, & hoc idem pro Rege Bohemiæ, & ſuis per Regem Ungariæ & ſuos erit ſine captione qualibet obſervandum, ſalvis utrique Regum terrarum ſuarum limitibus & terminis, ſicut ab antiquo tempore ſunt diſtincti.

Et quicunque Regum eorundem dictæ pacis & concordiæ fuerit violator contra talem Rex Romanorum obſervanti pacem & concordiam aſſiſtet conſilio, auxilio & favore, in cujus rei teſtimonium &c.

CCCCLI.

1277. Fevr. BOURGOGNE ET CHALON. *Accord & Réglement entre* ROBERT II. *Duc de Bourgogne & l'*ABBE' *de* ST. PIERRE DE CHALON, *pour leur Seigneurie & Juriſdiction, fait à Paris, au mois de Fevrier* 1277. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. 537.]

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, quod dilecti Clerici noſtri, Magiſtri *Johannes de Morenciis*, & *Guillelmus de Trapis*, ſuper contentionibus & querelis quæ erant inter dilectum & fidelem noſtrum *Ducem Burgundiæ*, ex una parte, & viros Religioſos, *Abbatem* & Conventum *Sancti Petri Cabilonenſis*, ex altera, pro bono pacis ordinaverunt in hunc modum. Videlicet, quod dicti Clerici noſtri poſuerunt metas, unam ſcilicet in capite pontis, ab oppoſitis domus Dei, & alias deſcendendo per pascua, prout poſitæ ſunt, & reſpiciunt una aliam usque ad foſſatum contiguum chemino de *Largilles*. Item ordinaverunt, quod à dictis metis, prout ſunt poſitæ, reſpiciendo verſus Civitatem, & verſus halas, & verſus cheminum de Largiles, remaneat tota juſticia alta & baſſa dicto Duci, & à dictis metis, prout ſunt poſitæ, reſpiciendo verſus burgum Sancti Petri, & verſus vineas prout foſſatum ſe comportat, inter cheminum de Largilles & dictas vineas, juſticia alta & baſſa remaneat Eccleſiæ Sancti Petri. Item, locus ille qui vocatur la Leſche, prout limitatus eſt per metas quas ibi poſuerunt præfati Clerici, à capite Pontis verſus Noam, & à meta prædicta in capite Noæ, prout aliæ metæ poſitæ ſunt, reſpiciendo verſus burgum, remaneat, cum omni juſticia alta & baſſa, in perpetuum, dictæ Eccleſiæ, pacificè & quietè, absque impedimento ſeu calumpnia à dicto Duce vel ejus gentibus eidem Eccleſiæ inferenda. Ita tamen, quod tempore nundinarum Cabilonis, quæ incipiunt ad feſtum Sancti Bartholomæi in dicto loco qui vocatur la Leſche, panis, vinum, avena, fœnum, carnes, paſtilla, ferra ad ferrandum equos, & clavi, & alia, quæ ibi conſueverunt vendi ad eſum tantum hominum & equorum, & fieri, vendantur ibidem, & fiant prout vendi & fieri conſueverunt, & de eis Abbas & Conventus Sancti Petri emolumentum habeant & profectum, prout conſueverunt habere. Ea verò quæ tempore dictarum nundinarum in ipſo loco non conſueverunt vendi nec fieri, non vendantur, nec fiant, nec in dicto loco de la Leſche, nec in burgo Sancti Petri, tempore dictarum nundinarum, nec etiam alio tempore, Dux Burgundiæ aliquam juſticiam habebit, nec poterit exercere. Item, ordinaverunt, quod de blado ibi vendito, ſeu annona quæ ibi vendetur, quorum naves applicabuntur ibidem, Abbas & Conventus habeant bichinetum, ſeu minagium, & ad menſuram Sancti Petri menſuretur, prout hactenus fieri conſuevit, & quod Abbas & Conventus, & homines ipſorum, habeant acceſſum ad aquam quæ eſt ſubtus pontem juxta la Leſche, ad dolia exequenda & lavanda, & ad pannos lineos, & ad aliam æſtantiam; ita quod ipſe Abbas & Conventus, in dicta aqua nullam juſticiam habeant nec etiam jus piſcandi. Item, ordinaverunt, quod nec Dux, nec ejus ſervientes, nec dicti Abbas & Conventus, nec eorum Miniſtri, aliquid facere poterunt in dictis pascuis, per quod uſus communis pascuorum valeat impediri; ſalvo Duci, Abbati, & Conventui prædictis, quod poſſint ædificare & foſſata facere, quilibet in parte dictorum pascuorum ſibi contingente, quem voluerit & ſibi viderit expedire. Ordinaverunt etiam, quod tempore dictarum nundinarum, quæ incipiunt ad feſtum Sancti Bartholomæi, poſſit Dux tenere nundinas ſuas ſine læſione arborum ibidem exiſtentium, per quindecim dies tantum, in parte pascuorum dictorum Abbatis & Conventus, usque ad Noam, & metas quæ Leſchiam dividunt à pascuis non excedat: & quod dicti Abbas & Conventus, prædictos quindecim dies tantum in parte illa omnem juſticiam habeant de hominibus ſuis, & Dux habeat omnem juſticiam forenſium aliorum. Elapſis verò dictis quindecim diebus, tota dicta juſticia alta & baſſa in dicta parte dictorum pascuorum, fit, ut dictum eſt, à dicto Duce propter nundinas occupata, dictis Abbati & Conventui, ut ſupra dictum eſt, integraliter remanebit. Ordinaverunt inſuper, quod ſi aliquis latro, vel alius malefactor fultrum commiſerit, ſeu aliquod aliud malefitium perpetraverit in terra Ducis, tempore dictarum nundinarum, & in locum qui dicitur la Leſche fugierit, gentes Ducis eum ſequi poterunt & arreſtare ibidem; dum tamen, nec domos de la Leſche, nec burgum Sancti Petri intrent pro dicto malefactore arreſtando. Et tunc, dicto Abbate vocato, vel ejus mandato, ſi dictus latro vel malefactor, maleficium vel erratum ſuum confeſſus fuerit, vel negans ibi legitime, ſcilicet hoc coram Abbate vel ejus mandato, convictus fuerit, dictus Abbas vel ejus mandatum, dictum latronem ſeu malefactorem gentibus Ducis tenebitur deliberare. Et è contra, tempore dictarum nundinarum, gentes Ducis erga dictum Abbatem & gentes ſuas, in caſu conſimili ſe habebunt. Item ordinaverunt, quod Dux, quantum in ſe eſt, ſe non opponet, cominus mænſuræ Sancti Petri currant in vico Sanctæ Crucis. Item, ordinaverunt, quod Baillivus Ducis procuret ega Ducem, quod in prædicta ordinatione ſigillum ſuum apponet, in teſtimonium præmiſſorum. Quam ordinationem, prout ſuperius continetur, in noſtra Curia recitatam, dictus Dux, perſonaliter, & procurator dictorum Abbatis & Conventus ad hoc mandatum ſufficiens habens, rectificaverunt, approbaverunt, & pariter laudaverunt. Et nos, in hujus teſtimonium, præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum; ſalvo in omnibus jure noſtro, jure & etiam alieno. Actum *Pariſius*, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo ſeptimo, menſe Februario.

ANNO 1277.

CCCCLII.

Tranſaction paſſée par la médiation de Philippe III. Roi de France, entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *d'une part, &* ROBERT *Comte &* YOLANDE *Comteſſe de* NEVERS, *pour les prétenſions desdits Comte & Comteſſe ſur le Duché de Bourgogne; faite à Paris au mois de Février*, 1277. [ETIENNE PERARD, Recueil

Fevr. BOURGOGNE ET NEVERS.

ANNO 1277. Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 543.]

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, notum facimus univerſis, tam præſentibus quam futuris, quòd cùm contentio eſſet, inter dilectos & fideles noſtros ROBERTUM *Comitem* NIVERNENSEM, & YOLANDEM ejus uxorem Comitiſſam Nivernenſem, ex una parte, & *Robertum Ducem* BURGUNDIÆ, ex altera, ſuper Ducatu Burgundiæ, & ſuper omnibus aliis quæ tenebat & habebat idem Dux ex ſucceſſione claræ memoriæ *Hugonis* quondam *Ducis Burgundiæ* patris ſui, quam petebat idem Comes ratione uxoris ſuæ à Duce prædicto, & ſuper contentione hujusmodi tractatus pacis aliàs fuiſſet habitus: qui tractatus remanſit illa occaſione, quod prædictus Dux non potuit procurare quod Edua & ejus pertinentiæ, cum quibusdam aliis rebus deliberarentur prædicto Comiti Nivernenſi & ejus uxori, usque ad valorem mille librarum Turonenſium redditus per annum, ſecundum tractatum tunc habitum, tandem partes prædictæ, in nos, ſuper contentione prædicta compromiſerunt; tali modo, quod nos de hujusmodi contentione poſſumus ad voluntatem noſtram facere & ordinare, altè & baſſè, & de plano, & utraque pars tradit nobis unum militem quem credebat magis velle & affectare pacem & concordiam inter partes prædictas. Qui milites juraverunt, quod bene & fideliter darent operam ad dirigendum nos & ad referendum quæ partibus facienda & acceptanda conſulerent ſeu laudarent. Et nos, auditis diligenter & intellectis dictis duobus militibus, & poſt modum habito conſilio de noſtra ordinatione facienda, pro bono pacis ordinavimus & diximus, quod idem Dux deliberaret prædicto Comiti & ejus uxori, tertiam partem Eduæ & ejus pertinentiarum, caſtrum de Glane (1), & villam de Arné, cum ſuis pertinentiis quibuscumque ad eumdem Ducem pertinentibus, ſpectantibus, eo modo quo idem Dux res prædictas tenebat & poſſidebat, cum omnibus juribus, ſive in feodis, ſive in domaniis: Ita quod ſi tertia pars Eduæ, Caſtrum de Glane, & villa Arné, cum ſuis pertinentiis quas habet Dux prædictus, plusquam mille libratas terræ ad Turonenſem redditus annui valerent, totum id quod erit, remanebit dicto Duci. Et ſi contingeret quod res prædictæ ſuperius nominatæ non valerent mille libratas terræ ad Turonenſem, prædictus Dux tenetur aſſidere, ad eſguardum noſtrum, illud quod deeſſet in proquinquis & competentibus locis, & fiet deliberatorum rerum prædictarum quitta & libera ab omnibus debitis. Inſuper dicimus per eſguardium noſtrum, quod idem Dux debet laborare bona fide, quod tertia pars Eduæ quæ ſpectabat ad *Comitem Antiſſiodorenſem*, & ejus uxorem, per eſcambium competens dandum ab ipſo Duce prædicto Comiti Antiſſiodorenſi & uxori, aut alio modo competenti, deliberabitur Comiti Nivernenſi & ejus uxori. Qua tertia parte Eduæ deliberata, deduceretur de terra de Glane, vel de Arné, ſecundum valorem ſeu æſtimationem tertiæ partis Eduæ ſupradictæ. Et quia dictus Comes Nivernenſis, & ejus uxor, totam Eduam ſibi deliberari aſſertant, cum magis peteret & cederet eisdem, retinemus nobis poteſtatem augmentandi redditum ultra mille libratas terræ. Quas idem Dux tenetur aſſidere prædicto Comiti & ejus uxori, ſecundum quod inveniemus quod aſſiſa terræ quæ non fiet apud Eduam erit æſtimanda. Dicimus etiam, quod Comitiſſa Nivernenſis, de redditu prædicto quem dictus Dux tenetur deliberare dicto Comiti Nivernenſi & ejus uxori, intrabit in homagium prædicti Ducis, ſi hoc terræ conſuetudo patiatur. Sed idem Comes, quandiu vixerit non tenebitur intrare niſi voluerit, in homagium prædicti Ducis de terra prædicta. Verumtamen hæredes eorum, ſeu hæredes dictæ Comitiſſæ, aut illi qui cauſam habebunt ab eis in rebus prædictis, tenebuntur facere homagium prædicto Duci aut ſuis hæredibus, & pro homagio hujusmodi faciendo dicto Duci, modo prædicto, retinemus nobis poteſtatem augmentandi redditum quem idem Dux debet tradere dictis Comiti & Comitiſſæ Nivernenſi, ſecundum quod nobis rationabiliter videbitur faciendum. Præterea faciemus ſi Comes Nivernenſis, & ejus uxor, tenent in Comitatu Nivernenſi aliqua feoda, de quibus debeant facere homagium dicto Duci ratione dicti Ducatus, & ſecundum quod invenietur, percipiemus quod nobis videbitur faciendum. Et ſi forte videmus in dicto noſtro, ſeu ordinatione noſtra, quod foret aliquid declarandum aut corrigendum, retinemus nobis poteſtatem declarandi & corrigendi. Partes autem prædictæ, omnia ſupradicta & in ordinatione noſtra contenta, coram nobis laudaverunt & approbaverunt: & prædicti Comes & Comitiſſa Nivernenſis, per dictam ordinationem noſtram ſervatam & completam quittaverunt omne jus quod ipſi habebant aut habere poterant adverſus eumdem Ducem in petitione quam ipſi faciebant contra eumdem Ducem, de Ducatu Burgundiæ ſupradicto, & de quibuſlibet bonis quæ ad ipſum pervenerunt ex ſucceſſione prædicti patris ſui. Quod ut ratum & ſtabile permaneat in futurum, præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum *Pariſius*, anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo ſeptimo, menſe Februario. ANNO 1277.

(1) Peut-être *Glave*, comme dans le Traité du 18. Juillet 1280. No. CCCCLXVII. [DUM.]

CCCCLIII.

Avril. *Tranſaction entre* ROBERT *Duc de* BOURGOGNE *d'une part; &* ROBERT *de France Seigneur de* BOURBON, *&* BEATRIX *ſa femme, d'autre; touchant le droit desdits Robert de France & Beatrix ſur le Duché de Bourgogne. Faite au mois d'Avril* 1277. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pieces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 544.] BOURGOGNE ET BOURBON.

NOS ROBERTZ *Duc de* BORGOINE, faiſons ſavoir à ceaux qui verront cels preſentes Lettres, que nos baillons & delivrons à noble Baron Monſeignor *Robert fil de Roy de France*, & à Damoiſelle BEATRIX noſtre niéce, fille ça en arriers de bonne memoire Jehan ſeignor *de* BORBON noſtre frere, femme doudit Monſeignor Robert, por tout le droit que il ont, & puent avoir, & demander en l'erietaige, & en tous les conquiz, & en toutes les choſes, & en toute la deſcenduë de bonne memoire *Hugon Duc de Borguoinne*, ça en arriere noſtre chier pere, les Chasteaus dou Mont ſaint Vincent, Sanuignes, le Sauvement, Dundain, Arthus, Charroles, & toutes les Chaſtellenies, & toutes les appartenances, & tous les fiez anciens, & tous les nouveaus fiez, que noſtre chier pere li diz Hugues acqueſta esdites Chaſtellenies, & dedens une chascune Chaſtellenies, & tous les autres acquez que noſtre diz peres fiſt dedens une chascune desdites Chaſtellenies, à iceles charges, & à iceles redevances qui en eſtoient dehuës, ou tans que li dit Hugue ala de vie à mort. Et por les devant dites choſes que nos delivrons & baillons, li devant diz Meſſire Roberz, & ſa femme, ont quitté, & quitte à nos tout le droit qu'il ont, & puent avoir en tous les biens, & en tous les herietaiges, & en toute la deſcenduë doudit Hugue noſtre pere; en tele maniere, qu'il ne puent dois ores en avant riens demander esdits biens, & és devantdites herietaige, ſauve leal eſcheoite quant ale y avendray dores en avant: à laquelle eſcheoite avenir il ne renuncient mie. Et li diz Meſſire Robertz & ſa femme deiſſent & affermiſſent que nos lor deviens bailler & delivrer la Baronnie dou Comtée de Chalon, quant nous auriens le Duchaume en paix envers les hoirs, & les filles de bonne memoire *Odon Comte de Nevers*, ça en arriere: Nos volons & octroions, quant cils cas ſera avenuz, que nos aurons ledit Duchaume en paix envers les hoirs, & les filles doudit Comte Odon, que noſtre chiers ſires *Phelippes* por la grace de Dieu *Rois de France*, oyes les raiſons de l'une, & de l'autre, ſegont la forme dou teſtament noſtre pere, puiſſe faire ſa volonté haut & bas de ladite demande de la Baronie dou Conté de Chalon, que li devant dit Meſſires Roberz & ſa femme demandient en la forme deſſus dite. Et eſt aſavoir, que ce qui eſt oſté de la Baronie dou Contez de Chalon, fiez & domaines, & Gouardes, & autres choſes qui nos doivent demorer ſegont le teſtament noſtre pere, nos demorent tout quitte, & en ceſte miſe ne vienne mie. Et eſt aſavoir, que li devant dit Roberz, & ſa femme, & lour hoir, doivent en fié de nos, & de nos hoirs, à un ſeul fié, & à un ſeul homaige, tous les devant diz Chasteaus, & toutes les devantdites Chaſtellenies, & toutes les devantdites choſes que nos lour delivrons, & tout quanque il emporteront par ledit le Roy ſe riens emportent. En tesmoignage de laquelle choſe nos avons cete preſentes Lettres ſaallées de noſtre propre ſeal. Ce fu fait en l'an de grace 1277. ou mois d'Avril. *Sellées à double queuë de parchemin pendant de cire jaune.*

CCCCLIV.

ANNO 1277.

CCCCLIV.

Septem. VIENNE ET CISTEAUX.

Accord entre PHILIPPE de VIENNE, & l'ABBE' de CISTEAUX; *fait au mois de Septembre* 1277. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 539.]

A Tous ces qui verront & orront ces presentes Lettres, PHILIPPE diz de VIANNE, Chevaliers, sires de Paignié & de Seurre, salut en nostre Seignor. Je faiz savoir à vostre Université, que comme, à mes preieres, & à ma requeste, nobles Bers *Robers Duc de Bourgoigne* se soit obligiez en la main de Religios Barons; c'est asavoir à L'ABBE', & dou Convant de CISTEAUX, en tel forme, que se il estoit ansin, que ge, ou mes commandemenz, ne paiesiens és diz Religios, à l'Abbé, & au Convant de Cisteaux, chascon an, vint livres de Tornois le jor de la feste Saint Denys, & ammicaresme vint livres de Tornois ansiment. Laquelle pecune est affisse sus ma ville, laquelle est dite li maisons diu Ioste Saone, & sus les appartenances de ladite Vile: li diz Robers, ou si hoir, poent & doivent moy & mes hoirs contrainre par la capcion de mes biens qui sunt en ladite Ville, & és appartenances, tant que li dite pecune soit paié entierement, & lever vingt souz de Tornois, totes les foies que je, ou mi hoir aurons defailly és paiemenz dessusdit. Liquel vint solz doivent estre à l'Abbé, & au Convant dessusdit. Et ge devant dit Philippes, promet, & sui tenus, par mon ierement doné corporelment sus les seintes Evangiles de Deu, par moy, & por mes hoirs, lesquels ge obligeis à cen, garantier de tous domaiges, & de toutes perdes, ledit Robert Duc de Bourgoigne, & ses hoirs, & sus obligation dessusdite, & ses autres choses qui sont contenuës en une Lettres saelées de son seaul, & dou mien, lesquel li Couanz de Cysteaux doit avoir, & restorer paisibliment à celuy, & à ses hoirs, tous les domages, & tous les despens qu'il auront ancouru, & sostenu par les choses dessudites: Sus lesquels choses, ge & mi hoirs somme tenu croire, ay ces par lor simple parolle, sans autre prove. Par lesquels choses à emplir, je obligoy audit Robert, & à ses hoirs, por moy, & por mes hoirs, especiamment, le fié de Ceorre, lequel je tien d'icelui, & to les autres fiez que je tien de luy, en quelque liu que il soient. Et à ces choses je obligeis moy & mes hoirs, & toz mes biens, en quelque liu que il soient. En tesmoignage de laquel chose je ay mis en ces presentes Lettres mon seaul. C'est doné l'an de grace 1277. ou mois de Septembre.

CCCCLV.

Octob. VIENNE.

Transaction entre ALIX *Comtesse de Vienne, & ses enfans, pour son Douaire; fait au mois d'Octobre* 1277. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 540.]

NOS *Phelippes* diz *de Vienne*, & Sires de Paigné Chevaliers, & *Jehanz* Freres d'iceluy Phelippes, Damoiseaux, sil cay en arriers de bone heurée recordation, *Hugon* cay en arriers *Comte de Vienne*, fasons savoir à touz cels qui verront & orront ces presentes Lettres, que nos, dou conseil de bones gens, & por nostre commun profit, pansé sur ce diligemment, havons party & divisié de nos, nostre redoutée Dame & Mere AALYS dite *Comtesse de Vienne*, & cay en arriers Dame de Paigné, de la volunté, & de l'assentement de nostre dite Mere, en ceste maniere, que ge Phelippes desus diz, ha doné, otroié, & delivré en heritaige à touz jors mais à ladite Aalys nostre Mere, por la terre qui estoit & movoit dou chief nostre Mere, la moitié de la Ville de Sahurre, & la moitié des randes & des issuës, & des proventes, & des profiz de cele Ville de Sahurre, & en Jostice, & en Seignorie, en touz biens, & en touz profiz, quelque qu'il soient, & por quelque nom il puisse estre nommé & appellé, por cinc cenz livres de terre à Viennois, à panre, & avoir, & à recevoir chacun an darrieraige de nostredite Dame, & des suens, & que nostredite Dame doit avoir son Prevost, & muer & changier chacun an, por touz jors mais, en la moitié de la Ville de Sahurre: Et ge Phelippes dessusdiz, ausi le mien, en l'autre moitié. Et quant il cil d'un commandement puent oir, deduire, & cognoistre les clains, & les causes, & les injures, & les fourfaiz en ladite Ville li uns avec l'autre. Et si li uns desdits dous commandement en pooit, ou voloit estre, li autres touz seul, selonc ce que raisons seroit por l'une partie, & por l'autre, an porroit deduire, cognoistre, definir, & esploiter selonc droit, ou selonc l'usaige dou leu: & en tele maniere, que se les randes, issuës & proventes de ladite moitié de la Ville de Sahurre, valoient plus en aucunes annees desdites cinc cent livres de Viennois, que li plus seroit à moy Phelippes dessusdit. Et s'elles valoient moins, ge Phelippes dessusdit, doi randre & delivrer un chacun defaut à nostredite Mere, toutes les fois que il y seroit, tant que ele se tanroit à paiée desdites cinc cent livres de Viennois. Et ledit defaut, ge Phelippes dessusdiz ha affis sur la moie moitié de la Ville de Sahurre. Et ge Phelippe dessusdiz, vuëil encor & ottroié, que se ladite moitié de la Vile de Sahurre baillié à ladite nostre Dame, & des rantes, & des issuës d'icelle moitié, aucunes foies valoit plus de cinc cens livres de Viennois, que ou plus se tant vaut, que ladite nostre Dame, por nom de Doüaire reçoive toutes les fois que li diz plus y sera, se tant vaut, quatre-vinz & dix livres, se tant vaut de Viennois. Et se li diz plus valoit moins desdites quatre-vingz & diz livres, que le deffaut, tant cum ele vivra, que ladite nostre Dame reçoive, & preingne en l'autre moitié de la Vile, des rantes, & des issuës de Sahurre. Et encor ge Phelippe dessus diz, ha donné & otroié por nom de Doüaire à nostredite Mere, Poille, la Ville & le Chastel, & les rantes, & les issuës, & les appartenances à tout quan qu'il y hay; fors les bois de Venre, qui en sont excepté, sauf ce que nostredite Dame y ay son usaige, por affoer, por maisoner, por marroner, & por la paisson de ses pors, & encor ge Phelippes dessus-dit, ha doné & outroié à nostredite Mere, en nom de Doüaire, & por partie de son Doüaire, la grange de Clus, ensemble tout le graingnaige, jusque à diz & huit journaus de terre, & quatre vinz huit de pré. Item, & la nove Ville de Clux, ensemble les censies, & tous les terraiges, excepté le bois; sauf ce que ge Phelippes dessusdiz ha doné & octroié à nostredite Mere & Dame, tant cum ele vivra, l'usaige por tout mes bois, por affoer, por marroner, por edifier, & por la paisson de ses bestes, sans vendre, & sans doner, & dou Doüaire, qui n'est dessus declairiez, ne nommez, ne affis, ne specifiés; nos Phelippes, & Jehanz, Freres dessusdiz, sumes tenu, & promettons, que nos li essarrons tant qu'il y ert à son gré, & à sa seance, trois cenz & cinquante livres de terre à la monoie de Viennois d'annuel rante, tant cum ele vivray, suis les pois de Leons, que nos lan baillerons Lettres scellées au miaulx que eles porront estre faites pour li, dou seal honoraubles Pere *l'Arcevesque de Besançon*. Et promettons encors nos Phelippes & Jehanz Frere desus-nommé, que nos acquitterons nostredite Mere, & meterons en Paix, & garderons de domaige, de touz les detes quel qu'il soient, esquex nos & ele, tant por nos, quant por ledit Hugon peussmes oncques estre tenu, por quelque cause que ce soit, dou tans trepassé jusque à la confection de ces presentes Lettres. Et toutes ces choses dessusdites, & une chacune par soy, nos *Phelippes* & *Jehanz* freres dessusdit, & Dame *Aalays* mere desdits freres, promettons, & havons promis par ferme stipulation, & por nos seremens donés, & faiz corporellement suis sains Evangiles de Deu, tenir & garder senz corrompre, & que nos ne vanrons contre de rien avant, par nos, ne par autruy, ne en parolle, ne en fait, ne en consentemenz, ne en autre maniere quelle que ele soit. Et à se tenir & garder sans corrompre, uns chacuns de nos ha obligiez tous les biens mobles & non mobles, presens & à venir, & renunçanz en cest fait, nos Phelippes & Jehanz Frere dessusdits, & Dame Aalays dite Comtesse dessusdite, par nos sairemenz, à ce qu'il n'ait maul, ne barat, ne lesion en cest fait, ne decevance, & à toute action, qui à nos ou és nostres, quant à repeter ces choses, ou aucunes de ces, puent à venir, à present, ou pourroient cay en avant, à ce que nos ne puissions libeller sor ceste Lettre, ne demander la copie, ne le transcript, & à tout aide de droit de Canon & de lois, & à toutes exceptions, droiz, raisons, & actions, allegations de fait, & de droit, & à toutes autres choses queles que eles soient, que contre ces presentes Lettres porroient estre obicies, ou dites, & ou droit qui dit que generaux renunciations ne vaut, sauf à des à nostre Seignor *Robert Duc de Bourgoigne*, & à ses hoirs, lou droit que il ha és choses dessusdites,

ANNO 1277

ANNO 1277. susdites, & sauf ce que les gens doudit nostre amé Seignor Robert Duc de Bourgoigne, pour lor detes, & por lour raisons, il puisseint ioir, & faire gaigier és choses desusdites, enfin comme devant la confection de ces Lettres. En tesmoing desquex choses, & en garnissement, nos Phelippes Sires de Paignié Chevalier desusdit, & Dame Aalays dite Comtesse de Vienne desusdite, havons mis en ces presentes Lettres nostres seaux. Ce fut fait & donné l'an de grace mil deux cens & sexante & dix-sept, ou mois d'Octouvre.

CCCCLVI.

Octob. BOURGOGNE. ET CHALON. *Cession faite par* JEAN de CHALON *Sire de Rochefort, Comte d'Auxerre, & ALIX sa femme de tous les droits que ladite Alix pouvoit prétendre sur le Duché de Bourgogne; & ce en faveur de* ROBERT *Duc de Bourgogne, Oncle de ladite Alix. Faite au mois d'Octobre* 1277. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 541.]

NOs JEHANS de CHALON, Sires de Rochefort, & Cens d'Aucuerre, & AALYS sa femme, fasons sçavoir à totz cels qui verront & orront ces presentes Lettres, que comme, à nos grans prieres, nobles Princes, & nostre amez Sires ROBERTS *Dux de Bourgoigne*, Oncle de moy Aalys, se soit enloiés por nos ploiges, & rendierres, en la main *Aubert Brachefort* Citien de Plaisance, & de *Jacquenin* son fil, de dous mille luivres de Tornois, lesqueles nos somes tenuz à payer asdit Aubert & Jacquenin, ou à lor commandement qui auray cels Lettres, de la feste de Toussains prochenement venant en un an; nos somes tenu, & promettons chacun de nos, por le tout, por nos fairement corporément donés sor sains Evangiles, rendre & restablir à Monseignor le Duc, & à ses hoirs, tous les domaiges, les despenz, les missions, & les couz, & le defaut, que icilz nostre Sires li Dux & si hoir encorront, sostinront, & feront por raison de ceste plegerie, en empruntant deniers à tous, en gaiges, & en dependant gaiges, & en racheptant gaiges, & en gaigemenz faire, & en alées, & en venuës, & en totes autres manieres quelles que eles soient. Sor lesquelz choses, li diz Dux & si hoir seront creu par la simple parolle delz, ou d'un delz, sans autre prove, & por ces choses, totes faire & accomplir, nos enloions, laissons, & delivrons audit Duc, & à ses hoirs, chascuns de nos por le tout, nos & nos hoirs, & tous nos biens meubles & heritaiges presens & à venir, & especialement tout le droit, & toutes les actions que gé ladite *Aalays* de mon chief, ou ge li dit Jehanz, por raison de ladite Aalys ma femme, poons & devons avoir, & demander por quel cause que ce soit, ou Duchesme de Bourgoingne aheul de moy Aalys desusdit, por raison dou testament, ou de la succession doudit Hugon, ou por raison de partaige, ou de mariaige, ou d'autre droit. Lesquelz choses totes nos cognossons & affermons tenir, & estre, & moveoir dou fié au Duc desusdit, & l'avons revestu de celz choses par raison de ces convenances; en tel maniere, que se nos n'avons paié lesdits deniers audit termine, nos volons, otroions porvoiablement, sans decevance, que li dit termine passé, li Dux desusdit, & si hoir, récorrent, & puissent recorre, & doigent, asdites choses toutes dessus enloiées, & tiennent, & puissent tenir, & doigent en Paix celz choses, & faire les fruits lour, sans nulle acquittance faire, & sans nule reeclan de nos, ou des nostres. Esquelz choses nos ne poons rien panre, ou demander partaige, ou autre droit, jusque tant que nostre Sire li Dux, & li hoir, sou soient desdommagié, & que satisfactions lor soit faite de toutes lesdites choses. Et cet enloiement nos avons fait audit Duc, sauf à luy & à siens l'enloiement, & les convenances que nos havons, de doues mille livres de Tornois que nos havons receuz de luy de prest, & por lesqueles lesdites choses li sont enloiés. Et est asavoir, que quant nos aurons dedommaigié le Duc, & les siens de ladite pleigerie, tuit li fruicts, & les issuës qu'il auront levées desdites choses enloiés, lesqueles issuës nos li otroions & quittons comme chose de son fié, li demorront en paix & quittement, & la proprietez nos repareray, & à nos hoirs. Et renonçons en cest fait, por nos fairemenz, chascuns de nos por le tout, à l'exception que nos ne puissions dire que il ait fraude, ou barat, ou decevances en ces choses, & à toute aide, & à toute coustume de leu, & de païs, & à tous droits otroiés en faveur des femmes, & à toutes exceptions, barres, & deffences que l'on porroit mettre contre cest fait, à toute aide de Canon & de Loix, & au droit qui dit que generax renontiations ne vaut, & especiamment ge ladite Aalays, dou lox, & de l'assentement doudit Jehanz mon mary, renonçois, & ay renoncié en ce au droit Senatouseonsulte Veilleien, & affermoy, que ge savoy bien à ce faire, si sait bien encores quel profit, & quel aytoire me donoit, & façoient li droit audit Senatousconsulte Velleyen: Et volons nos Jehanz, & Aalays dessusdit, que totes lesdites choses soient tenus por especiaux, & por expresses, aussi comme saiges hommes les porroit jurier, specifier, & declairier, ou profit doudit Duc, & des siens. En tesmoignage de laquelle chose nos avons mis nos seaus en ces Lettres. Ce est fait en l'an de grace 1277. ou mois d'Oictouvre.

ANNO 1277.

CCCCLVII.

Accord entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *&* PHILIPPE DE VIENNE, *Seigneur de* SEURRE, *qu'on nomme à présent* Bellegarde; *pour la franchise de ladite Ville de* SEURRE. *Fait au mois de Septembre*, 1278. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 545.] 1278. Sept. BOURGOGNE ET SEURRE.

NOs PHELIPPES DE VIENNE, Sire de Paignié, faisons savoir à tous cels qui ces Lettres verront, que cum nos teniens en foy lige, aveuc plusieurs autres choses, nostre ville de SEHURRE, de noble Baron nostre chier seignor ROBERT *Duc de* BORGOIGNE. Et nos, par nostre grant profit, ehussons en prepoux de franchir ladite ville, & les habitans en cele ville, & nos ne la pehussons faire sans la volunté de celuy Duc, & il nos en ait doné pouvoir & congié de franchir ladite ville, & les habitans, enfic comme il contenu en Lettres seellées de son seaul, en tel maniere, que por c'est pooir, & c'est congié, li diz Dux hait de nos en eschange, & en recompensation le fey de Villey sus Soosne, & les appartenances de celuy leu, que nobles hons nostre chiers oncles *Henris de Antigney*, Sire de sainte Croiz, tient de nos, & nos le tenons de nostre tres-haut seignor leu Roy de France. Et nos, par l'autorité, & le congié celuy Duc, haions franchy ladite ville de Sehurre, & les habitans. Nos li diz Phelippes Sires de Peigney, en eschange, & en recompensation doudit pooir, & doudit congié, donons & outroions por nos & por nos hoirs, audit Duc, & à ses hoirs, ledit fey de Villey, & des appartenances: en tel maniere, que li Dux le teigne dou Roy de France. Et nos prions & querons nostre chier seignor le Roy de France, que il retienne à hoirie doudit fey de Villey, & des appartenances, ledit Robert Duc de Bourgoigne: & volons & commandons audit Henry d'Antigné nostre oncle, que il veigne en lou menaige ledit Duc nostre seignor, doudit fey de Villey & des appartenances; sauve à nos, & demorant la ligeité doudit Henry nostre oncle. Et à plus grant seurté, nos promettons en bonne foy audit Duc de Bourgoigne, garentir ledit fey à nostre pooir: & jurons par les seintes de Deu Evangiles, corporelmant, que nos garderons ces choses totes, & n'an irons encontre por nos ne por autre, n'en consentirons, en autres qui veigne. En tesmoignage de ces choses, nos avons ces Lettres seellées de nostre seaul. Ce fut fait en l'an de grace mil & deux cens sexante & dix huit, ou mois de Septembre.

CCCCLVIII.

Accord entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE *&* GUI *Seigneur de* TRICHASTEL, *fait au mois d'Octobre*, 1278. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 545.] Octob. BOURGOGNE ET TRICHASTEL.

JE GUIOZ Escuiers *Sire de* TRICHASTEL, faiz a savoir à toz ces qui verront & orront ces presentes Lettres, que je vuel & outroy au noble Baron, & saige Monseignor ROBERT *Duc de* BORGOIGNE mon seignor, que il retienne, & puisse retenir à luy, & à ce poy, qui sont de fié à homes & Borjois, tous les Borjois de Bese, quiconques verront venir & demorer esditz lieux, comme si home, jusques à sex ans

ANNO 1278. contineux anſiganz,& que por lesdits ſex ans esdits luez les puiſſe garentir & maintenir,& defendre,& lor biens,& lor fammes,& lor maignies,anſi come ſes propres Borjois qui demorent à Dijon ou à Talant frainchement, por tel cenſe, comme li dit Borjois vodront payer audit Duc, ou à ſon commandement par lesdis ſex ans. Et ceſte choſe octroye je ainſi esdits Borjois de Beſe, & ce hay je voulu & outroyé audit Duc mon ſeignor, & esdits Borjois, por lor prieres, & por lor requeſtes. Et quant li diz ſex ans ſeront paſſé & accomply, li diz Duc Meſſires ne porray tenir lesdits Borjois esdits luex, ne li dits Borjois ne porront demorer, ſe n'et par ma volonté, & par mon otroy, & ſe autres Lettres ne ſont de ce renouvellées & faites.En tesmoignage de laquel choſe je hay mis mon ſeal en ces Lettres; leſquex furent faites & données le Lundy apres la feſte de ſaint Remy, l'an de noſtre Seignor mil deux cent ſexante & dix-huit, ou mois d'Octouvre.

CCCCLIX.

Nov. SAVOYE. *Teſtament d'*ALIX *Comteſſe de* SAVOYE *& de* BOURGOGNE; *fait au mois de Novembre* 1278. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 89.]

NOs ALIS *de* SAVOYE *& de* BERGOIGNE, *Comteſſe Palatine*, faiſons ſçavoir à touz ces qui verront, & orront ces preſentes Lettres, Que nos en noſtre bone prosperitey, & ſantey de bone memoire, & de ſaine deliberation. Porce que molt volons que paiz, & concorde ſoit apres noſtre decez antre nos enfans, avons ordenay, & deviſey, & ordenons, & deviſons, & eſtaubliſſons que noſtre tres chers Fils ainſnés Meſſire Othes de Bourgoigne Sires de Salins ſoit Cuens de Bergoigne apres noſtre decez, & ſoit noſtre hoirs ou Contey,fors que en celes choſes que nous en deviſons,& departons,ou deviſerons & departerons à nos autres enfans pour nos Lettres des quelx nos en cette Lettre deviſons, ordenons, & ſpeciffions lo devis,& lo partage de noſtre tres chier Fil Renalt quant a leſchoite de par nos en cette maniere cy-apres contenue; c'eſt aſſavoir que nous deviſons audit Renalt pour ſon partage qu'il doibt, & puet panre, & avoir en noſtre eſcheoite, & en ſucceſſion de noſtre heritaige que il apres nos ait, & teigne heritablement por luy, & por ſes hoirs a touſiours mais noſtre Chaſtel, & la ville de Clerevaux, & tote la Chaſtelerie, Pontpierre, Balmes, & la Chaſtelerie, Foudremant, Fontenoy, Quenoſche, Momboſon, & Chiefrans, Orvans, & la Chaſtelerie tote, Montiuſtin, Aynans, Chaſtillon, Cromari, & Veray, & totes les Chaſteleries, les appendiſes, les finages, les territoires, les ſeigneries, les Juſtices, les droiz, les fiez de Venaſſours, & toutes iſſues, values, droitures, coſtumes, & uſage quel qu'il ſoient, & comant que ſoient apeley en totes manieres que nos avons, & poons, & devons avoir en toz & en chascun de leux, & des choſes deſſux dites, avoit ce deviſons encores, & octroyons audit Renalt en nom de partage les fiez que noble gent li Sires de Rogemont,li Sires de Ceix,li Sires de Montiuſtin, li Sires de la Roche, li Sires de Monbis, li Sires de Montron, & de Ongney, & Meſſire Guy de Rans Sires de Roches tiennent, & doivent tenir de nos, & les fiez que Meſſire Hugues de Montferrant Sire de Thoraiſe, & Meſſire Fromons ſes freres Sires de Corcoudray tiennent,& doivent tenir de nos,& le fié de Chaſtillon qui fui Monſieur Ponçon avoit,& li avons encor deviſay, & octroyé que ſe Ceix nos demore en heritage il lait il, & ſui hoir, & ly deviſons,& octroyons avoit ce ly deviſons encor, & octroyons que ſe noſtre Amey fils Johans muert ſans hoir de ſon cors tous ly devis, & ly partages que nos aurons deviſey, & octroyié audit Johan eſchie, & aveigne audit Renalt, & qu'il en ſoit hoirs en tout, & lait, & teigne heritanblement il, & ſui hoir a tos jours mais. Apres nos volons, & commandons, & deviſons, & ordenons que ſe noſtre diz fils Renalz muert ſans hoir de ſon corps que Dex ne veulle ly deſus diz Othes noſtre filz, ou cil qui ſeray ſes hoirs Cuens de Bergoigne teigne, ait Balmes, & la Chaſtelerie Montiuſtin, & Aynans, Chaſtillon, & Cromary, & Veray & quant qui Japant ſelon ce que deſus eſt escrit, & les fiez, & les homenages tous qui deviſay ly ſont, & Johan notre filz an teigne, & ait Foudremant, Quenoſche, Fontenoy, Monboſon, & Chiefrans, & quant qui Japant ſelon ce que deſus eſt escrit, & noſtre fils Hugues en teigne,& ait Clerevalx, & Pontpierre, & quant qui Japant ſelon ce que deſus eſt eſcrit, & noſtre filz Eſtenes en teigne, & ait Ornans, & la Chaſtelerie, & quant qui Japant ſelon ce que deſus eſt eſcrit; apres volons, & commandons, & deviſons, & ordenons que tout quant que li diz Renals, & ſui hoir tenront, & auront de par noſtre eschoite, & de l'eschoite doudit Joh. noſtre fils ſoient fiez liges audit Oth. noſtre fil, & à ſes hoirs qui ſeront Conte de Bergoigne, & que li diz Renals, & ſui hoir les repreignent, & teignent ligemant, & en ſoient homme lige doudit Oth. & de ſes hoirs qui ſeront Conte de Bergoigne. Apres volons, & commandons, & deviſons, & ordenons que choſe que nos aiens fait ou dit, ou ordenay, & volin ne choſe que nos des or en avant faciens, veilliens, ou ordeniens encontre ces chouſes deſus eſcriptes, ſoit en teſtament, ou aultremant en quelque maniere que ce ſoit, ne vaille riens; Toutes ces chouſes avons nos faites, ordenées, & deviſées per lotroy, per le conſentement, & per l'acort de noſtre tres chier Signor, & Mary *Philippe de Savoye, & de Bergoigne Comte Palatine*, & li avons prié que il en confirmation, & en autoritey de ces chouſes mete en ces preſentes Lettres lo ſeel avoet noſtre honorable, & Amey Pere en Criſt Ode par la grace de Dey Archevesque de Beſançon, & nos ly diz Ph. de Savoye, & de Bergoigne Cuens Palatin ceſt devis, & ceſt ordenement laons, conſentons, & confermons tant com à nos en appartient, & prions auſſi noſtre honorable Pere en Criſt, & Signor O. Archevesque de ſuxdit, que en ces Lettres mettre ſon Seel pendant, ce fuy fait l'an de grace corrant per mil dous cens ſeptante-huit, ou mois de Novembre.

ANNO 1278.

CCCCLX.

Traicté de Paix faict a Amiens entre le Roy PHILIPPE le Hardy, *&* EDOUARD *premier Roy d'Angleterre, en conſequence du Traicté de l'an* 1259, *par lequel eſt convenue que la terre d'*Agenois *ſera rendue au Roy d'Angleterre, qui la tiendra ſous ſon hommage lige, & en Pairie avec le Duché de* Guyenne. *Et puis eſt traicté de la terre de* Quercy. 23. *May* 1279. [Pièce, tirée du Volume LV. des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de Berlin reliez en rouge. pag. 225.]

1279 23. Ma

EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Sire de Irlande & Duc d'Aquitaine, nous faiſons ſçavoir a tous ceux qui ſont & qui avenir ſont ke comme nous requeiſſons noſtre chier Seigneur & Couſin Philippe par la grace de Dieu Roy de France, & li demandiſſions qu'il,ſelon la forme de la Paix qui jadis fut faicte & accordée entre ſon Pere & le noſtre de noble remembrence, c'eſt aſçavoir Loys jadys Roy de France, & Henry jadis Roy d'Angleterre, nous rendiſt & delivraſt la terre d'Agenois, laquelle luy eſtoit venue apres le deceds de ſon Oncle Alphons, jadis Comte de Poictiers, & de la Comteſſe Jeanne ſa femme, & qu'il a l'esgard des prodes hommes qui fuſſent nommez d'une part & d'autre, nous fiſt eschange convenable de totes icelles choſes des trois Citez & des trois Eveschiez, c'eſt a ſçavoir de Limoges, de Cahors, & de Perigort, lesquelles choſes li ne peut mettre hors de ſa main par Lettres de ſon Piere, ou de ſes anceſſeurs, comme li devant dict Roy Louis ſon Piere ne peut avoir purchacé ſelon la forme de la dicte Paix envers ceux qui ces choſes tiennent, que nous les euſſions euës dedans le terme eſtabli en la Paix, & requeiſſons encor que il fit enquerre en bonne foy, & de plain par prodes hommes esleuz d'une part & d'autre ſi la terre que ledict Cuens de Poictiers tient en Coarſin de par ſa femme, fu du Roy d'Angleterre donnée ou baillée avec la terre d'Agenois en tout, ou en partie, par mariage, ou par gagiere, a ſa ſoeur qui fu mere le Comte Raymon de Toulouze desrainement mort, & ſi il eſtoit trouvé que ce enſin fut, icelle terre, laquelle li vint apres le deceds du Comte, & de la Comteſſe de Poictiers devant dicts, & de laquelle il tient en fée ou en demaine il nous donnaſt ſelon la tenor de la Paix devant dicte, & l'en proupoſaſt encontre par le devant dict noſtre Seigneur le Roy de France que nous avec toutes ces choſes eſtions tenus faire, li donner la ſeureté des Chevalliers & des villes & des terres que ſi Piere

Piere donna au noſtre en ladicte Paix, de laquelle ſeureté la forme deveit eſtre telle.

ANNO 1279. C'eſt a ſçavoir que li hommes, & les villes desdictes terres jureront qu'ils ne donront ne Conſeil, ne force, ne ayde, par quoy noſtre Piere, ne ſi hoir vinſent encontre de ladicte Paix, & ke s'il advenoit ke noſtre Piere, ne ſi hoir vinſent encontre de ladicte Paix, & ne le vouſiſſent amender, puisque le Roy de France les en auroit faict requerir, cil qui la ſeureté auroit faicte dedans les trois mois qu'il les en auroit faict requerre, ſeroient tenus d'eſtre aydans au Roy de France, & a ſes hoirs contre noſtre Piere, & contre ſes hoirs, jusques a tant que ce fuſt amende ſuffiſament a l'esgard de la Cour le Roy de France, & devoit eſtre renouvellée cette ſeureté de dix ans en dix ans a la Requeſte du Roy de France, ou de ſes hoirs Rois de France; laquelle ſeureté n'avoit pas eſté accomplie ne renouvellée de part noſtre, tout en euſſions bien eſté requis de par le Roy de France, & tout fuſt pieça paſſez li terme que ce deuſt eſtre faict, ſi comme la partie noſtre Coſin le Roy devantdict affermoit, a laquelle choſe reſpondions, que par nous n'eſtoit demore, ke tout ce n'euſt eſté accomply, mes par les hommes, & par les villes d'icelles terres, qui le ſerment ne vouloint faire par pluſieurs raiſons & pluſieurs deffenſes qu'ils mettoient avant. A la parfin, apres moult de traictiez & moult de voyes parlées, ſur totes les devantdictes choſes fut faictes entre nous, & le devantdict noſtre Seigneur li Roy de France, perdurable Paix & concorde, par laquelle il nous a rendu ſelon la forme de ladicte Paix faicte entre noſtre Piere, & li ſien, la terre d'Agenois, laquelle li eschait de la Comteſſe Jeanne devant dicte a nous, & a nos hoirs, a tenir perdurablement, & de li, & de ſiens hoirs Rois de France, par cil mesme hommage lige, par lequel nous tenons de li, comme Duc d'Aquitaine & Pair de France, toute la terre que nous avons de par noſtre Piere au Royaume de France, & li Roy de France demore quitte de la ferme qu'il poiet avant pur celle terre, & par celle Paix nous quitta iceli Roy a tousjours, pur li & pur ſes hoirs, & pur ſes ſucceſſeurs les ſeiremens de la ſeureté des Chevalliers, & des hommes de villes & des terres que ſes Piere donna au noſtre par la Paix faicte jadis entr'eux, & comme il eſt dict par devant. C'eſt aſçavoir tous iceux ſeiremens qu'il poait demander par celle Paix faicte entre nos Pieres, & ſi aucuns de ces ſeiremens ſont receus par le Roy de France devant dict, il les a quittez pur ſoy & pur ſes hoirs, & pur ſes ſucceſſeurs, & en a aſſous ceux qui les ſeiremens firent, ſi aucuns en ſont faict. Et nous pur nous, & pur nos hoirs, & pur nos Succeſſeurs li avons quitté perdurablement tous les eschanges que nous luy demandions ou poions demander pur ceux des trois Citez, & des trois Eveschiez devant dicts qui ſont privilegiez par Lettres du Roy Louis devant dict, ou de ſes anceſſeurs, qu'ils ne puiſſent eſtre mis hors la mains li Roy de France, & demorent a nous, & a nos hoirs iceux Privileges de trois Citez & des trois Eveschez devant dict qui ſe ſont tournez jusques aujourdhuy, ou obey a nous, ou a noſtre Piere, ſeit de leur volonté, ſeit a la requeſte dudict Roy de France, ou de ſon Piere, ou par cette concordance, le devant dict noſtre Sire le Roy de France eſt tenu, & a promis qu'il fera enquerre en la maniere deſſu dicte, ſi la terre que li Cuens de Poictiers tint en Caorſin de part ſa femme fut donnée ou baillée, en tout, ou en partie du Roy d'Angleterre, par mariage, ou par gagiere a ſa ſœur, qui fut Mere du Comte de Toulouze, ſi comme il eſt dict devant, & ce que trouvé ſera qui en fu ainſy baillé, ou donné, il nous ſera tenu a donner, ſelon la tenor de la dicte Paix faicte entre nos Peres; cette Paix & accordance, ſi comme il eſt contenu en ſes preſentes Lettres, & tuz les articles, qui ſont contenus en ladicte Paix qui fut faicte jadis entre nos Peres fors que ceux qui ſont changiez par cette preſente accordance, nous avons promis, & promettons à tenir, a garder, & a accorder fermement, & toutes autres choſes en la preſence dudict noſtre Seigneur le Roy & en la noſtre.

Nous avons faict jurer en noſtre ame aux ſainctes Evangilles par Jean de Vesy noſtre Chevallier, auquel nous donnasmes pouvoir & commandement especial a ce jurer en noſtre nom, & en noſtre ame; & quant a ces choſes ainſy tenir & accomplir, nous avons obligé nous & nos hoirs a noſtre Seigneur le Roy de France devantdict, & a ſes hoirs, & a ſes Succeſſeurs, & cil mesme noſtre Sire le Roy en confirmant & en approuvant le ſerment qu'il feit jadis au temps que ladicte Paix fut faicte entre ſon Pere & le noſtre, de celle Paix tenir & garder a promis par celuy mesme ſeirement a tenir, a garder, & accomplir fermement & establement totes les choſes qui en cette Paix ſont contenues, & tuz les articles qui ſont contenus en la Paix qui fut faicte entre nos Peres, excepté ceux qui par cette preſente Paix ſont changez. Et a ces choſes ainſy tenir, garder & accomplir il a obligé ſoy & ſes hoirs à nous, & a nos heritiers, & a nos ſucceſſeurs. ANNO 1279.

Et en temoignage de toutes ces choſes, nous avons donné audict Roy de France ces Lettres ſcellées de noſtre ſcel. Ce fut faict a Amiens le 23. jour de May, en l'an noſtre Seigneur 1279.

Et ſont lesdictes Lettres ſcellées en lacs ou cordons de ſoye verte & rouge, pendant au reply d'un grand ſcel de cire verte, auquel eſt d'une part la repreſentation dudict Roy d'Angleterre empreinte, & en la circonference escrit ces mots:

EDUUARDUS D. G. REX ANGLIÆ, DOMINUS HIBERNIÆ, DUX AQUITANIÆ.

Et en l'autre part la repreſentation d'un homme armé eſtant a cheval tenant une eſpee nue en ſa main, & en la circonference eſt auſſy escrit les mots, & inſcription ſusdicte.

CCCCLXI.

Schedæ ſupplices, vulgò Cahiers, PHILIPPO Audaci *Regi Franciæ, nomine* EDUARDI *Regis Angliæ, tanquam Ducis Aquitaniæ porrectæ, circa inobſervantiam & inexecutionem Tractatus Ambianenſis, nec non prætenſa attentata Officialium Regiorum contra Aquitanenſes, in prejudicium Jurium Ducis, cum Reſponſis atque Placitis Regis ſuper unoquoque Articulo in Curia Parliamenti omnium Sanctorum* 1281. *actis.* [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 246.] 1281. après le 1. Nov.

SUPPLICAVERUNT gentes Regis Angliæ Ducis Aquitaniæ, Domino Regi Franciæ quod ſecundum verba Pacis inquiratur de plano & bona fide ſi terra quam bonæ memoriæ Alphonſus quondam Comes Pictavienſis tenuit in Cadurcinio ex parte uxoris ſuæ fuit a Rege Angliæ data, vel tradita per maritagium, vel gageriam in toto, vel in parte, ſorori ipſius Regis Angliæ, matris Raymundi Comitis Tholozani ultimo defuncti, cum dicta inqueſta ſecundum formam prædictam alias fuerit inchoata, & aliqui teſtes pro parte Regis Angliæ in ea recepti & examinati.

Reſponſum eis fuit quod ordinatio facta ſuper hoc in præcedentibus Parlamentis, obſervabitur, & nihil ſuper his immutabitur, ſcilicet quod teſtes producentur pro utraque parte, & pars Regis Angliæ habebit Scriptorem, ſi velit, & duplicabitur inqueſta, ita tamen quod utraque ad Curiam iſtam referatur, & ibi judicetur.

Item ſupplicaverunt gentes Regis Angliæ Ducis Aquitaniæ Domino Regi Franciæ, quod cum Nuntii Regis & Ducis ejusdem, videlicet Dominus Mauritius de Credonio, & Dominus Gaufridus de Gienville Milites in Parlamento Pentecoſtes Anno Domini Milleſimo ducenteſimo octogeſimo tradiderunt aliquas rationes tam juris, quam facti Domino Regi Franciæ ad informandum ipſum Dominum Regem, ſuper iis quæ Rex Angliæ dicit ſibi reſtituenda in tribus Diocesibus Petrocorienſi, Lemovicenſi, & Cadurcenſi & in dicto Parlamento Dominus Rex Franciæ responderit quod ipſe mitteret ad partes illas certas perſonas, quæ ea quæ clara eſſent deliberarent, & alia ſibi referrent, quod Dominus Rex Franciæ faciat complere reſponſionem prædictam.

Reſponſum fuit eis quod Magiſter Guillelmus de Novavilla, & Johannes de Villeta ibunt propterea ad partes illas, & procedent in forma alias ordinata.

Item cum felicis memoriæ Dominus Ludovicus Rex Franciæ promiſerit Regi Angliæ in forma Pacis inita inter ipſos, ſe daturum Regi Angliæ vel ſuis hæredibus terram quam Dominus Comes Pictavienſis tenebat tempore dictæ Pacis in Xantonia ultra fluvium Charentoni, ſi obveniret ipſi Regi Franciæ vel hæredibus ſuis, & niſi ſibi obveniret quod ipſe Rex Franciæ procuraret

ANNO 1281. quod Rex Angliæ illam terram haberet ex permutatione, vel alio modo, vel faceret sibi competens excambium ad esgardum proborum hominum & dictus Comes in vita sua alienaverit præter Pacem prædictam multa de terra quam tenebat in Xantonia tempore dictæ Pacis, quod Dominus Rex Franciæ procuret quod Rex Angliæ habeat dicta alienata quæ eidem Domino Regi Franciæ non obvenerunt præter mortem dicti Comitis, vel faciat eidem Regi Angliæ competens excambium de dictis alienatis quæ alienata paratæ sunt gentes Regis Angliæ declarare.

Responsum fuit eis quod terra Xantonensis ultra Charentonum tradita est sufficienter eis, & prout per eschattam ad Dominum Regem devenit ex morte Comitis Pictavienſis.

Item cum in terra Xantoniæ ultra fluvium Charentoni sint feoda aliqua, quorum aliqua tenentur ab Abbatibus, aliqua ab aliis Nobilibus qui sunt citra fluvium Charentoni, & Dominus Comes Pictavienſis haberet obedientiam & ressortum illorum qui dicta feoda tenebant, nec obedientia & ressortum hujusmodi sequerentur Dominum feodalem, quod Dominus Rex Franciæ obedientiam & ressortum hujusmodi dicto Regi Angliæ, Duci Aquitaniæ faciat liberari.

Ordinatum fuit & responsum eis quod feoda citra vel ultra Charentonium sequantur caput principale dictorum feodorum citra vel ultra fluvium Charentoni.

Item cum servientes Senescallorum Domini Regis Franciæ, & aliqui alii Ballivii qui sunt sub dictis Senescallis multa mandata, citationem, inhibitionem, & similia, faciant frequenter gentibus Regis Angliæ, Ducis Aquitaniæ, & multas saisinas ponant ex officio suo mero in terra & Baronia ipsius Regis & Ducis, propter quæ gentes suæ pluries molestantur, & multa damna patiuntur, & idem Rex & Dux in sua Baronia non debeat habere tot Superiores, quod placeat Domino Regi Franciæ mandare suis Senescallis, quod præcipiant omnibus suis servientibus, quod in terra, & Baronia dicti Ducis & Regis nihil attentent exequi, nisi de mandato speciali dictorum Senescallorum in iis quæ ad ipsos Senescallos pertinebunt, vel aliorum habentium super hoc potestatem a Domino Franciæ. Dicti enim Senescalli cautius abstinebunt mandare aliqua quæ non sint mandanda, quam dicti servientes.

Ista Supplicatio fuit eis denegata.

Item cum dicti Senescalli & plures Auditores, Inquisitores & similes ex parte Domini Regis Franciæ quandocumque ex suo officio, quandocunque de mandato ipsius Domini Regis, receptiones testium, inquisitiones, mandata & executiones, & saisinas habeant facere gentibus & in terra Regis & Ducis prædicti, & gentis ipsius Regis & Ducis sive obediant, sive non obediant, rationes quas habeant, proponant coram ipsis petentes super his per dictos executores Litteras sibi dari ut sit plena veritas, ad Curiam Domini Regis Franciæ possit referri, & hoc indeferenter denegetur iisdem quod præcipiatur dictis Senescallis, & aliis auditoribus & executoribus, quod prædictas Litteras concedant, & per gentes suas concedi faciant, ut sic Curia possit admittere admittendum, & respuere respuenda.

Responsum fuit quod ista Supplicatio non fiet.

Item cum in Tractatu habito Ambiani Dominus Rex Franciæ retinuerit ad manum suam privilegiatos in tribus Diocesibus Lemovicensi, Petrocoriensi, & Cadurcensi, sicut excepti fuerant in Pace Regum, & postmodum aliquibus ipsorum privilegiatorum fuerint Litteræ tam concessæ, quam renovatæ, continentes quod Dominus Rex Franciæ ipsos privilegiatos, cum omnibus membris suis retinuit; ita quod eos non potest ponere extra manum suam, & contemplatione dictarum Litterarum aliqui sicut membra privilegiatorum extra dictas tres Dioceses afferant & contendant se privilegiatos existere cum privilegiatis tantummodo dictarum trium Diocesum sint retenti, & sic hæc retentio ad privilegiatos extra tres Dioceses prædictas non possit extendi, maxime ad illos qui ante concessionem dictarum Litterarum dicto Privilegio usi non fuerunt, & per antiquitatem dictarum Litterarum Regi Angliæ & Duci Aquitaniæ magnum posset præjudicium generari quoad illos qui sunt extra tres Dioceses in terra dicti Regis & Ducis, & sunt membra Capitum seu Monasteriorum in dictis tribus Diocesibus existentium. Quod Dominus Rex Franciæ per declarationem vel expositionem dictarum Litterarum dignetur super hoc præjudicio remedium adhibere. Per Litteras enim prædictas semper posset constare de Privilegio illorum qui essent extra dictas tres Dioceses & essent membra Capitum sitorum in Diocesibus antedictis.

Responsum fuit eis, quod dicant qui sunt illi privilegiati, & adjornabuntur si velint, & fiet eis jus.

ANNO 1281. Item cum gentes sive servientes Senescalli Petrocorienſis inhibuerunt aliquibus Nobilibus Petrocorienſis Diocesis ne juramentum de Pace tenenda & servanda quod Senescallo Regis Angliæ Ducis Aquitaniæ præstare consueverant, facerent & præstarent Joanni de Gresli, nunc Senescallo dicti Regis & Ducis, quod præcipiatur Senescallo Petragoræ quod dictam inhibitionem revocet seu faciat revocari.

Responsum eis fuit, quod non revocabitur dicta prohibitio, quantum ad Privilegiatos Domini Regis, & membra eorum.

Item cum Villa Sancti Asterii sit in Senescallia & infra metas Seneschalliæ Regis Angliæ Ducis Aquitaniæ in Petragora, & Senescallus ipsius Regis & Ducis in loco prædicto diu explectaverit, & quæ pertinent ad Senescalliam, & adhuc sit in possessione explectandi præmissa, & Senescallus Petragorensis pro Domino Rege Franciæ ipsum in possessione prædicta perturbaverit, & quandoque perturbet illa occasione quod asserit se pro dicto Rege Franciæ guardiare Abbatem Sancti Asterii, qui non fuit, nec est in aliqua guardia ipsius Domini Regis speciali, & occasione talis guardiæ multi de Senescallia ipsius Regis & Ducis fuerint inquietati, & vexati; quod Dominus Rex præcipiat, quod cessetur a guardia & vexatione hominum terræ.

Responsum fuit, quod quantum ad Dominum Regem pertinet, Senescallus nullum ponet impedimentum.

Item cum in Curia Domini Regis Franciæ inhibuerit gentibus Regis Angliæ, ne aliquam ad ipsam Curiam, a falso vel pravo Judicio appellantem, in aliquo etiam quod non tangit causam, in qua appellatur, justiciare præsumant & ab hoc, quam plures ad subterfugium habendum, & ne possit de ipsis haberi Justitia frequentius appellare præsumant, quod placeat Domino Regi inhibitionem hujusmodi revocare, maxime quo ad terram Agennensem, Petragorensem & alias quæ Jure scripto reguntur.

Responsum fuit, quod non fieret eorum petitio in terris quæ reguntur Jure consuetudinario, in aliis servabitur Jus scriptum.

Item quod Dominus Rex Franciæ mandet fieri veritatem super his quæ per gentes Navarræ fuerunt usurpata, de iis quæ Rex Angliæ & Dux Aquitaniæ tenebant, eo tempore quo terra Navarræ venit ad manum Domini Regis, sicut alias.

Ordinatum Rex mandabit Constabulario, & Comiti Pontini quod in reversione sua hoc addiscant & referant.

CCCCLXII.

Transaction entre ROBERT *Duc de* BOURGOGNE, *d'une part, &* ROBERT *Comte &* BEATRIX *Comtesse de* CLERMONT, *d'autre; au sujet des prétensions desdits Robert & Beatrix, sur le Duché de Bourgogne &c. ladite Beatrix étant petite-fille de Hugues Duc de Bourgogne, faite à Paris au mois d'Août,* 1279. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 546.] 1279 Août. BOURGOGNE ET CLERMONT.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, notum facimus universis, tam præsentibus quam futuris, quòd cùm contentio verteretur, inter dilectum & fidelem nostrum ROBERTUM *Ducem* BURGUNDIÆ, ex una parte, & Carissimum fratrem nostrum *Robertum Comitem* CLAROMONTENSEM, & BEATRICEM Comitissam, ejus uxorem, filiam quondam *Johannis de Borbonio* filii quondam *Hugonis* quondam *Ducis Burgundiæ*, ex altera, super portionem ipsum Comitem & Comitissam contingentem in hæreditate, conquestibus, rebus & successione prædicti Hugonis quondam patris dicti Ducis, & dicti Johannis. Tandem, super dictam contentionem inter dictas partes concordatum & compositum extitit in hunc modum; videlicet quod dicti Comes & Comitissa, pro portione ipsos contingente in hæreditate, conquestibus, rebus, & successione prædicti Hugonis, habebunt, tenebunt, & possidebunt perpetuò, pro se & hæredibus suis, Castella Montis Sancti Vincentii, de fine vigneis, salvamento, de Dundemo, de Arthusio, & de kadrellis, & Castellanias, & omnes pertinentias dictorum Castrorum & Castellaniarum, cum omnibus juribus, domaniis, dominiis, feodis, retrofeodis, allodiis, gardis, & pertinenciis prædictorum, & quo-

ANNO 1279. quorumlibet eorumdem, pro quibuscumque locis & rebus consistant, & omnia feoda, antiqua & nova, quæ præfatus Hugo pater dicti Ducis, habebat & acquisierat in dictis Castellaniis, & infra quamlibet dictarum Castellaniarum & quarumlibet earumdem pertinentiis. Insuper, feodum de Bonant, feodum de la Vernette, feodum de Clairsy, gardas de Perareio & de Parreriaco & membrorum suorum, quæ sunt immediatè in garda Comitatus & Baroniæ Cabilonensis, pedagium de Tolon, feodum de Javardel, feodum de Pleisseiz, feodum de Savienges, feodum de Genoilly, feodum de Joncy, de Martigny, feodum de Chaumont, feodum de Sunigny, feodum de Dyou, feodum de Digoigne, feodum de la Buxiere, silicet la Boissere, teneantur immediatè, vel teneri debeant à dicto Duce. Item, feodum de Chasteler, feodum de sancto Leodegario, & omnia alia jura, & dominia, feoda, retrofeoda, allodia, & gardas quæ sunt de Baronia & Comitatu Cabilonensi, & ad dictam Baroniam pertinentia: qui sunt ultra Arrou, à parte versus Pareiram, & Tholon, & ultra Ligerim à parte versus Roniam, & etiam ultra Gniam, à parte versus Montem sancti Vincentii & versus Dimdannum, cum juribus & pertinentiis earumdem, in quibuscumque rebus & locis consistentibus; exceptis feodis de Chegy & de Marcilly, cum feodis, retrofeodis, domaniis, decimis, allodiis, gardis, & pertinentiis earumdem, in quibuscumque rebus & locis consistentibus, quæ penes dictum Ducem perpetuò remanebunt. Insuper habebit dictus Dux, Civitatem, nundinas, & pertinentias Cabilonis, Buxiarum, & Halbergamentum, ac Brancidunum, cum pertinentiis, feodis, & domaniis; silicet feodum de Chassengy, feodum de Segy, feodum de Husseliis, & omnia alia feoda quæ sunt ultra Gniam à parte versus Buxiacum & versus Brancidunum. Item, feodum de Burgo motte Sancti Johannis, feodum de Borbonio Lenseys, feodum de Nommor, & omnia alia feoda quæ sunt ultra Arrou à parte versus Borbonium Lanseiis, cum omnibus feodis, retrofeodis, allodiis, gardis, & pertinentiis eorumdem, in quibuscumque rebus & locis consistant. Habebit etiam dictus Dux, Castrum & Castellaniam de Moncenix, Anziacum, feodum Castri & Castellaniæ de Sinemuro, cum juribus, feodis, retrofeodis, domaniis, allodiis, gardis, & pertinentiis eorumdem, in quibuscumque rebus & locis consistant. Quæ quidem, Castrum de Moncenix cum Castellania, Anziacum, feodum Castri & Castellaniæ de Sinemuro, cum eorum pertinentiis, sunt & fuerunt antiquitus de Ducatu Burgundiæ. Concordatum est insuper inter ipsos Ducem, Comitem & Comitissam, quod nemus & alia quæ Monachi de foritate habent & possident inter Castrum Montis Sancti Vincentii, & Castrum de Moncenix, si inventum fuerit quod sunt in Castellania Montis Sancti Vincentii, vel de pertinentiis ejusdem, quod garda eorum remaneat Comiti & Comitissæ prædictis, & eorum hæredibus. Concordatum est insuper, quod per aliquam clausulam generalem sicuti pertinentiarum, jurium, & etiam quamcumque similem superius nominatam vel inferius nominandam non derogetur speciali, vel nominatim expresse. Prædicta verò omnia tradita, liberata & assignata, prædictis Comiti & Comitissæ idem Dux garantizare tenetur, ab omni onere & obligatione ipsis ab eodem impositis penitus absolutas, & omnia supradicta quæ habent, tenent, & possident, tenebunt & possidebunt dicti Comes & Comitissa, & eorum hæredes tenebunt, in feodum ligium à dicto Duce & ejus hæredibus, in Baronia & Comitatu, ad unum feodum & unum homagium, ad easdem libertates, dignitates & honores, ad quas bonæ memoriæ *Johannes Comes* quondam *Cabilonensis* & ejus prædecessores Comites Cabilonenses, dictos Baroniam & Comitatum Cabilonensem antiquitus tenuerunt ac si dictus Robertus Comes, & Beatrix Comitissa, Baroniam Cabilonensem & omnia ad dictam Baroniam pertinentia integraliter tenerent & possiderent. Ita tamen, quod in prædictis quæ dicto Duci remanent, dicti Comes & Comitissa, & eorum hæredes, nihil juris & Baroniæ vel Dominii de cætero poterunt reclamare, & de prædictis, dictis Comiti & Comitissæ & eorum hæredibus à dicto Duce traditis & liberatis, iidem Comes & Comitissa se tenuerunt penitus pro pagatis & pro contentis: promittentes bona fide, quod ratione successionis, in residuo hæreditatis conquestuum, rerum, & successione prædicti Hugonis quondam patris dicti Ducis, nichil juris de cætero reclamabunt; salvo sibi & hæredibus suis recto laduco, sive recta escheeta, & alio jure futuro, si in præmissis contingeret evenire. Actum etiam fuit inter partes prædictas, *in* compositione prædicta, quod per Litteram istam non impediatur possessio in qua est idem Dux, de cursu monetæ, nec dicti Comes & Comitissa impedientur agere contra dictum Ducem ratione dictæ monetæ, quo ad proprietatem seu possessionem, & salvis deffensionibus & rationibus ipsius Ducis contra actionem eorumdem Comitis & Comitissæ. Quod ut ratum, & stabile permaneat in futurum, præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum, salvo in omnibus jure nostro, & jure quolibet alieno. Actum *Parisius*, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo nono, mense Augusto. ANNO 1279.

CCCCLXIII.

Oppignoratio LUDOVICI *Comitis Palatini & Bavariæ Ducis facta* HENRICO *Episcopo Ratisbonensi, super Officiis videlicet: Judicii Pacis, Cameræ, & Sculteti in præfata Civitate, pro centum & quinquaginta libris denariorum Ratisbonensium, quos pro Castro* Rotenecke *ei persolvere debebat. Datum Ratisbonæ* 12. *Kalend. Septembris anno* 1279. [LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abs. I. p. 130.] 21 Août.

LUDOVICUS, Dei gratia Comes Palatinus Rheni, Dux Bavariæ. Universorum notitiæ præsentibus declaramus, quod cum in solutione Castri in Rotenecke non possemus reverendo in Christo Patri & Domino nostro Henrico, Ratisbonensi Episcopo, satisfacere in pecunia numerata, videlicet in centum & quinquaginta libris denariorum Ratisbonensium, *Officia nostra Ratisbonæ, videlicet judicium Pacis, Cameræ & Sculteti* eidem Domino Episcopo sub hac discretionis moderamine obligavimus, quod eadem Officia Henrico Vitrico & Carolo, fratribus de Owe, Carolo, Pragario, Henrico Dulci & Conrado Gumperti commisimus usque ad festum Apostol. Philippi & Jacobi proxime nunc venturum, suo nomine conservanda, ita, quod pro supradicta summa centum & quinquaginta librarum extunc eadem absolvere debeamus: quod si in Crastino dictorum Apostolorum non faceremus, ipsa Officia remanebunt illis personis, quibus per nos superius sunt remissa per quatuor annos continue secuturos, post illos quatuor annos, per quos dictis Pragario Dulci & Conrado Gumperti primitus fuerant remissa. Et ut hæc rata permaneant atque firma, ex parte hæredum nostrorum dilecti fideles nostri, *Cunradus de Luburch, Wernherus de Preintencke, Winhardus de Rorbarch, Wichnandus de Eirinspurch, Dieterus de Wildenstein & Ulricus de Perig, Marschalcus*, obstagiorum nomine per ipsum Dominum Episcopum moniti Ratisbonensem Civitatem intrabunt, inde nullatenus exituri, donec sibi de universis & singulis defectibus, si quos cum ex hoc vel propter hoc sustinere contingeret, plenarie satisfiat. Et adjecto, quod nos prædicta Officia nulli infra eundem terminum committemus aliquatenus gubernanda, & si contingeret, ipsum Dominum Episcopum nobis ex aliquibus causis seu aliqua defalcare, hujusmodi defalcatio non erit in pecunia, pro qua sunt subscripta Officia, sed in alia summa est potius facienda, exceptione qualibet non obstante. In cujus rei testimonium præsentes Literas dedimus, nostri Sigilli robore communitas. Datum Ratisbonæ Anno Domini MCCLXX nono, XII. Kal. Septembr.

CCCCLXIV.

Diploma Kayſers RUDOLPHI, durch welches er den Erbvertrag HEINRICI Hertzogs in Schleſien / mit OTTOCARO König in Böhmen getroffen / beſtättiget. Erfurth den 25. Sept. (1) 1209. [LEHMANNUS ſuppletus & continuatus inter Acta Religionis Sileſiaca, pag. 998.] 25. Sept.

C'eſt-à-dire,

Diplome de l'Empereur RODOLPHE I. *par lequel il confirme le Pacte hereditaire conclu auparavant,*

(1) On range cette Pièce ſous l'an 1279. ne doutant point que ce ne ſoit la vraie date. Celle de l'an 1209. qui ſe lit dans l'Auteur ne peut être qu'une faute d'impreſſion. [DUM.]

ANNO 1279. *vant, par* HENRI *Duc de Silesie, avec* OTTOCARE *Roi de Boheme. Erfourt le 25. Septembre* 1209.

WIr Rudolphus von GOttes Gnaden Römischer König/ allezeit Mehrer des Reichs/ Entbiethen allen Unsern des Röm. Reichs Getreuen/ denen dieser Brieff vorkomt/ Unsere Gnad und alles Gutes/ und thun Euch zu wissen/ daß wir die Ordnung und Vortrag/ wie es mit dem Breßlau- oder Schlesischen Förstenthum/ so Uns und dem Kayserthum unter Lehn gehörig/ künfftig gehalten werden solte/ besiegelt gesehen: Als nemlich/ wenn unser HErr GOtt den Durchl. Henrichen Hertzog in Schlesien/ Todes halber abfordern würde/ daß der Durchl. Otogarus König in Böhmen/ oder seine Erben und folgende Böhmische Könige ihme die gantze Landschafft Schlesien erblich einnehmen und besitzen möchte. Dieweil denn dieses Recht auf dißmal Könige Wenceslao unserm allerliebsten Sohn angefallen/ und sich dessen anmassen will/ so thun wir solches hiermit in krafft unsers Röm. Königreichs bestättiget übergeben. Dat. Erfurth den 25. Septembr. Anno 1209.

CCCCLXV.

1280. 28. Mars. PROVENCE ET FORCALQUIER. *Decret de l'Empereur* RODOLPHE *qui assigne à* CHARLES *Roi de Sicile les Comtez de* Provence *&* de Forcalquier. *Donné à Vienne en Autriche, le* 28. *Mars.* 1280. [G. G. LEIBNITZ, dans le Prodromus Codicis Diplomatici, pag. 20.]

RODULPHUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, venerabilibus Archiepiscopis, Episcopis, cæterisque Comitatus & Marchionatus Provinciæ, ac Comitatus Forkalkier Ecclesiarum Prælatis, devotis suis prædilectis gratiam suam & omne bonum. In quibuslibet nostris actibus Ecclesiasticis gratificari solicitis studiis affectantes, earum dispendia, quantum nobis ex alto permittitur, evitamus. Licet igitur Comitatum & Marchionatum Provinciæ (intendentes hæc duo nomina, scilicet Comitatum & Marchionatum esse synonyma, & unum non diversa supponere) ac Comitatum Forkalker, cum omnibus jurisdictionibus & pertinentiis eorundem; ac omnia quæ infra Comitatus ipsius consistentiam Romanorum Imperatores per eorum privilegia quondam Domino Raymundo Berengario Comiti & Marchioni Provinciæ ac Comiti Forkalker, ipsiusque prædecessoribus donaverunt; per speciale privilegium, confirmemus, concedamus, & de novo tam Domino Carolo Regi Siciliæ illustri ad vitam suam, si autem voluerit, quam heredibus Regis ejusdem, qui processerunt ex eodem Rege & claræ memoriæ Beatrice Regina Siciliæ consorte sua; & omnibus heredibus & successoribus eorundem in feudum sub consuetis censu & servitiis, præstandis in posterum ab eisdem Rege, heredibus, & successoribus, in perpetuum possidenda, donemus: & promittentes quod per nos, vel alium, seu alios nullam donationem, confirmationem, investituram, concessionem, vel contractum, aut aliquid cum Domina Margareta Regina Francorum illustri, vel ejus Procuratoribus aut Nuntiis, seu aliis quibuscunque personis Ecclesiasticis vel secularibus fecimus, per quæ hujusmodi confirmatio, de novo donatis sive concessis, aut aliquid, quod in eodem concesso dicto Regi super iis privilegio continetur, habere non possit vel debeat firmitatem, vel per quæ confirmationi, donationi & concessioni prædictis, ac iis, quæ in dicto privilegio continentur, aliquod afferri possit vel debeat nocumentum, seu prædictorum confirmationis, donationis, concessionis & aliorum contentorum in privilegio supra dicto effectus aliquatenus impediri circa ea, quæ forsan extra Comitatus eosdem prædicta donatio Imperatorum comprehenderet eorundem; nihil ad præsens penitus innovato; Declaraverimus, ordinaverimus, decreverimus, statuerimus, ac expresse facturos, & curaturos nos specialiter obligaverimus, quod per ea, quæ facta sunt à nobis, prædictæ Reginæ Franciæ nullum omninò præjudicium fiat Regi & heredibus ac successoribus supradictis, vel in jure præterito, quod eis in prædictis Comitatibus competebat, seu competit, vel iis, quæ in confirmatione ac concessione prædictis continentur: Nihilominus tamen declaramus, ordinamus, decernimus atque statuimus, quod per confirmationes, donationes & concessiones Comitatuum eorundem Ecclesiis & personis Ecclesiasticis illarum partium nullum omninò præjudicium generetur: cum intentionis nostræ sit earum jura non imminuere, sed augere.

§. 2. De omnibus autem & singulis supradictis plenariam interpretationem & declarationem Romano Pontifici ad præsens, & in posterum reservantes, ejus interpretationem seu declarationem faciendam etiam simplici verbo nos servaturos specialiter auctoritate præsentium obligamus, promittentes nihilominus prædicta omnia & singula, postquam imperiale diadema, dante Domino, susceperimus, renovare ad majorem & perpetuam firmitatem. Actum & Datum Viennæ V. Kal. Aprilis, Indictione VIII. Anno Domini MCCLXXX. Regni verò nostri anno VII. ANNO 1280.

CCCCLXVI.

22. Avril. BRABANT ET AIX LA CHAPELLE. *Traité entre* JEAN I. *Duc de Lorraine & de Brabant & la Ville* D'AIX LA CHAPELLE, *qui se met sous sa protection, fait en* 1280. [AUBERT LE MIRE, Diplomat. Belgicar. Lib. I. Cap. LXXXVI. pag. 184. & CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 112.]

UNIVERSIS præsentes Literas inspecturis, Judices, Scabini, Consules civium, Magistratus, & ceteri Cives regalis sedis AQUENSIS, salutem & cognoscere veritatem.

Quoniam fragilis est hominum memoria, & gesta de levi oblivioni traduntur, nisi scripto fuerint stabilita, notum facimus tam præsentibus quàm futuris, quòd nos unanimiter recognoscimus illustrem Principem Dominum JOANNEM, Dei gratia Lotharingiæ & Brabantiæ Ducem, nostrum esse (quemadmodum sui honorati prædecessores fuerunt) superiorem Advocatum.

Et nos ipsum & suum, qui in Ducatu legitimè successerit, heredem pro nostro superiore confitemur, & tenemus in perpetuum, Advocato; & eidem JOANNI Lotharingiæ & Brabantiæ Duci promittimus bona fide, quòd eidem & heredi suo contra omnes, qui nunc supersunt aut poterunt supersesse (excepto serenissimo Domino nostro Romanorum Rege ac Imperatore) assistemus fideliter consilio, auxilio & favore.

Et ut præmissa robur & certitudinem obtineant firmitatis, præsentes Literas eidem & suis heredibus, roboratas nostri sigilli munimine, contulimus, in perpetuum duraturas.

Datum Aquis anno Domini M. CCLXXX. in crastino Resurrectionis Jesu Christi.

JOANNES, Dei gratia Dux Lotharingiæ & Brabantiæ, universis tam præsentibus quàm futuris, præsentes Literas visuris, salutem & cognoscere veritatem.

Ex debito nostri Principatus, hos non immeritò promovemus & amplectimur gratia speciali, apud quos dignitatis officio fungimur & honoris.

Itaque nostrorum progenitorum (qui sedem & Civitatem regalem Aquensem, & ejus Cives, ubi, sicut ipsi fuerunt, nos sumus superior Advocatus, ab eo tempore, quòd ejus non exstet memoria, sedulò promoverunt, & conservaverunt, & studiosè defensarunt) vestigiis inhærentes.

Tam ob reverentiam sacri Romani Imperii, quàm ratione superioris Advocatiæ, quæ post Imperium fungimur apud eos; propter assistentiam nobis pactam, prædictam Civitatem & sedem regalem, & ejus incolas sive cives conservare, promovere & omnia eis fructuosa facere ac impendere promittimus & tueri, & dum requirere duxerint, eis favorem, consilium & auxilium, & assistentiam impartiri promittimus, & præstare fideliter & benignè.

Atque ad universa & singula ipsis civibus Aquensibus bona fide servanda, nostrum, qui in Ducatu legitimè successerit, heredem obligamus in perpetuum.

Dantes de consilio nostrorum Consiliariorum, pro nobis & prædicto herede nostro eisdem civibus Aquensibus, qui nunc sunt aut in futurum erunt, præsentes in perpetuum duraturas Literas, cum appensione sigilli nostri, ad firmum robur & æternum testimonium, super omnibus & singulis supradictis.

Datum in *Dalheim*, feria 4. post Pascha, an. Dom. M. CC. LXXX.

ANNO 1280.

CCCCLXVII.

18. Juill. BOURGOGNE ET NEVERS.

Transaction passée entre ROBERT *Duc de Bourgogne &* ROBERT *Comte de Nevers; à Paris, l'an* 1280. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 548.]

PHILIPPUS Dei gratia *Rex Francorum*, universis præsentes Literas inspecturis, salutem. Notum facimus quod dilecti & fideles nostri ROBERTUS *Dux Burgundiæ*, ex una parte, & *Robertus Comes Nivernensis*, ex altera, coram nobis constituti, recognoverunt conventum & ordinatum esse inter ipsos hoc modo; videlicet, quod loco affisiæ mille librarum Turonensium, quam dictus Dux tenetur facere Comiti prædicto & ejus liberis hæredibus Comitatus Nivernensis, in tertia parte Eduæ, Castro de (1) Glave, & villa de Arné, & eorum pertinentiis, vel etiam in aliis, secundum tenorem ordinationis nostræ super hoc prolatæ, tenetur solvere vel solvi facere præfato Comiti vel ejus mandato, mille libras Turonenses, Parisius, apud templum quolibet anno, ad duos terminos, silicet medietatem ad festum Omnium Sanctorum, & aliam medietatem ad festum Ascensionis Domini, quandiu idem Comes tenebit baillium liberorum suorum prædictorum. Ita tamen, quod in optatione dictorum liberorum erit, cum ad sufficientem ætatem venerint, prædictas mille libras Turonenses percipere & habere jure hæreditario, & sibi ac suis hæredibus in perpetuum retinere, loco affisiæ supradictæ, vel si maluerint habere & retinere affisiam prædictam, prout in ordinatione nostra prædicta plenius continetur. Quas conventiones, dicti Dux & Comes tenere & servare in nostra præsentia promiserunt, & ad ipsas tenendas & servandas petierunt, si necesse fuerit se compelli. In cujus rei testimonium, præsentibus Literis nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius die Jovis ante festum beatæ Mariæ Magdalenæ, anno Domini M. CC. LXXX.

(1) Peut-être, *Glane*, comme dans le Traité du mois de Fevrier 1277. ci-dessus pag. 239. col. 1. [DUM.]

CCCCLXVIII.

2 Août. ALBERTI *Ducis Saxoniæ Consensus in Investituram Terrarum* Austriæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Marchiæ Slavicæ *à Romanorum Rege* RUDOLPHO I. *Filiis suis* ALBERTO & RUDOLPHO *conferendam. Dat.* II. *Cal. Septembr.* 1280. *apud Aken.* [Pièce, tirée des Archives Imperial. du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

ALBERTUS Dei Gratia Saxon. Angar. Westfal. Dux. Omnibus præsens Scriptum visuris Salutem. In Virginis Filio benedicto, ad cognicionem & noticiam tam presencium quam futurorum volumus pervenire, quod ob dilecionem & peticionem Sereniſſimi Domini nostri Rudolfi Romanorum Regis voluntatem nostram adhibemus plenariam & consensum quod Inclitus Dominus noster Rudolfus Romanorum Rex, jam predictus, filiis suis Alberto & Rudolfo terras videlicet Austriam, Styriam, Karinthiam, Carniolam, & Marchiam Slavicam libere possidendas justo tytulo conferat feodali, ut autem procedente tempore super hujusmodi factis, de nostra voluntate, consensu, & assensu nulli dubium oriatur, & ut presens Scriptum robur obtineat firmitatis, Sigilli nostri munimine duximus roborandum. Dat. XI. Kalend. Septembris Anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo apud Aken.

CCCCLXIX.

1281. 10. Juin. *Imperatoris Romanorum* RUDOLPHI I. *Confirmatio Conventionis inter* LUDOVICUM, & HENRICUM *Comites Palatinos Rheni & Bavariæ Duces super quæstione & lite de Principatibus hæreditariis & contingentibus apud* Vilshofen *noviter initæ. Datum Ratisbonæ* 2. *Kalend. Julii* 1281. [LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abs. I. pag. 130.]

RUDOLPHUS, Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus. Universis sacri Romani Imperii fidelibus, præsentes Literas inspecturis, gratiam suam & omne bonum. Legalis auctoritatis testimonio hominum memoria labilis est, & nihil est in ea, quod stabile perseveret, propter quod præsentis vitæ negotia consumit & delet oblivio, nisi fidelis scripturæ testimonio in thesauris memoriæ reponantur. Noverit igitur præsens ætas & noscat futuri temporis succeſſura posteritas, quod illustres L. & H. fratres, Duces Bavariæ, Comites Palatini Rheni, Principes nostri chariſſimi, Instrumentum, Literas sive Privilegium conventionis cujusdam, super quæstione seu lite de Principatibus Hæreditariis seu contingentibus Principatus eosdem inter ipsos vertitur, seu jam dudum est versa, apud Vilshoven novissime celebratæ, sub eorum sigillis non cancellatum, non abolitum, nec in aliqua parte sui violatum, nostræ Celsitudini præsentarunt, petentes cum instantia ad tollendam rancoris & dissensionis materiam, quæ in posterum super lite præmissa posset oriri, prædicta, Instrumentum, Privilegium seu Literas, cum adjectione pœnæ infra positæ, munimine regio confirmari. Nos autem, considerantes ex prædictorum Principum unione concordi & unanimi concordia thronum Regalis Culminis eo firmius sublimari, *quondam Principes, qui ejusdem throni egregiæ sunt Columnæ*, in dilectionis fraternæ dulcedine solidius roborantur, ipsorum petitionibus favorabiliter annuentes, Instrumenta, Privilegia sive Literas prænotatas recipimus, approbamus & autoritate regia confirmamus, statuentes & ordinantes, quod prædicti fratres nostri, Principes & eorum liberi, qui discretionis annos attigerunt, pro se & aliis minoribus annis in nostræ Majestatis præsentia corporale præstiterunt solenniter juramentum, quod contra ordinationem & conventionem, in dictis Instrumentis seu Privilegiis, apud Vilshofen confectis, contentas, ipsi vel hæredes eorum nunquam venient, nec super præmissis Principatibus vel eos contingentibus sibi, contra dictorum Instrumentorum tenorem & formam aliquam quæstionem movebunt, nec contra præmissa rescriptum aliquod impetrabunt, nec Privilegium allegabunt, renunciantes expresse pro se & suis hæredibus exceptioni doli mali in factum omnibus auxilio juris Canonici vel Civilis, per quod dicta conventio sive ordinatio posset infringi, vel ab eorum altero immutari, & si, quod absit, eorum aliquis contra præmissa veniret, proscriptionis pœnam, quam voluntarie de consensu Regio susceperunt in se, incident ipso facto & pro proscripto, & tanquam proscriptus a nobis & Imperio quilibet reputari: In quarum scilicet confirmationis & pœnæ proscriptionis in casu præmisso testimonium sigilla venerabilium W. Patavienſis & H. Ratisponenſis Episcoporum & prædictorum L. & H. Ducum Bavariæ una cum nostro præsentibus sunt appensa. Datæ Ratisponæ II. Kal. Julii, Indict. IX. Anno Dom. MCCLXXX. primo, Regni vero nostri anno octavo.

ANNO 1281.

CCCCLXX.

11. Juill. SAVOYE ET POITIERS.

Traité de Ligue entre LOUIS DE SAVOYE, & AYMAR DE POITIERS *Comte de Valentinois, fait à Paris, l'*11. *de Juillet* 1281. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 653.]

NOVERINT universi; quòd nos LUDOVICUS DE SABAUDIA Miles, & AYMARUS DE PICTAVIA Comes Valentinenſis, promiſimus nobis adinvicem solemniter & tactis corporaliter sacrosanctis Evangeliis, nos curaturos utilitatem & honorem unus alteri, in quibus poterimus, & damna unus alteri, & subjectorum pariter ditare & juvare, in placito & in guerra unus alteri, contra Dominum Aymarum de Roſſillione Archiepiscopum Lugdunenſem & contra Dominum Amedeum de Roſſillon Episcopum Velentinenſem & Dienſem, & contrà Artandum Dominum Roſſillonis Viennenſis Dioceſis, & contra omnes de genere ipsorum descendentes, sive Clerici fuerint, sive laici. Et insuper nos dictus Aymarus de Pictavia, promittimus & juramus ut supra, vobis dicto Domino Ludovico, nos curaturos & tentaturos in quantùm poterimus bonâ fide; Quòd Nobilis Joanna de Monteforti Comitiſſa Forenſis, dilectiſſima Conſanguinea noſtra, vobis matrimonialiter copuletur, ad hoc eandem & amicos noſtros & ſuos inducendo. Hoc acto & convento inter nos, dictum Ludovicum & dictum Aymarum, quòd ſi dictum Matrimonium effectum nullatenus ſortiatur, prædicta nullam obtineant firmitatem, & promiſſiones

ANNO 1281. missiones & juramenta per nos superiùs facta, pro infectis penitus habeantur, ita quòd ex ipsis unus alteri nullatenus teneatur. Actum Parisiis anno Domini M. CC. LXXXI. videlicet V. Idus Julii, his testibus Præsentibus : Domino Umberto de Loyreu, & Domino Raymundo Betrandi Militibus, in quorum testimonium Nos Ludovicus, & Aymarus de Pictavia suprædicti, præsentibus Literis, sigillum nostrum, quilibet duximus apponendum.

CCCCLXXI.

4. Sept. *Romanorum Regis* RUDOLPHI I. *Investitura de Burggraviatu* Norimbergensi *cum appertinentiis, in* FRIDERICUM *Burggravium. Dat. Gemundiæ pridie Nonas Septembris. Anno Domini* 1281. [GASTELIUS de statu publico Europ. noviss. pag. 786. LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abs. III. pag. 295.]

RUDOLPHUS Romanorum Rex, semper Augustus, omnibus in perpetuum. Regalis præeminentiæ debitum esse dignoscitur, universos sibi devotos, & fidelitatis promtitudine obsequentes, condignis retributionum præmiis prævenire, ut exemplo remunerationis hujusmodi provocati cæteri, ad ipsius obsequia fidentius animentur. Ad universorum igitur, tam præsentium, quam futurorum, notitiam pervenire volumus, quod nos attendentes fidem puram, devotionemque sinceram, quam nobilis Vir Fridericus Burggravius de Nurnberg, consanguineus noster, & fidelis dilectus, erga nos, & Romanum gerit Imperium, considerantes quoque grata, fidelia, & laboriosa, quæ sæpè nobis, & ipsi Imperio, fructuosè impendit obsequia, ipsi Friderico Comitiam Burggraviæ in Nurnberg, Castrum, quod tenet ibidem, custodiam portæ, juxta dictum Castrum sitæ, judicium Provinciale in Nurnberg, cui etiam vice Imperatoris existens, omne judicium judicans exercebit. Item, quod Officialis ejusdem Burggravii, una cum Sculteto nostro in Civitate Nurnberg, judicio præsideat, & quicquid emolumenti in causa criminali, vel civili, vel sanguinis, vel alia quacunque obvenerit, duas partes ejusdem lucri, idem Officialis recipiat. Item, quod quæcunque fabrica ferri, dictæ Civitatis Nurnberg, duodecim denarios, singulis annis dicto Burggravio solvat: Et quod de singulis areis citra pontem, in Diœcesi Eichstedensi, censum, & tempore messium de qualibet unum messorem recipiat. Insuper quod tertiam feram, tertiam arborem de foresto, ac omnia ligna jacentia in eodem, possit tollere, capere & habere. Insuper officium foresti, ab illa parte pontis versus Castrum, Diœcesis Bambergensis, cum omnibus attinentiis suis, & quod ibidem forestarium possit ponere, seu locare. Villam Werde, villam Buch, oppidum Suvant, Castrum Creussen. Item, decem libras denariorum, reditus de officio Sculteti in Nurnberg, & decem librarum de telonio ibidem, cum aliis feudis, quæ prædictus Burggravius, & sui progenitores, ab inclytæ recordationis Imperatoribus, & Regibus, nostris prædecessoribus, feudali titulo tenuerunt, & habuerunt, sicut alias, de consensu nostrorum Principum, Aquisgrani omnia supra dicta, sub cereo nostro sigillo sibi concessimus, sic & nunc ipsi ea concedimus in feudum, & Mariæ suæ filiæ, uxori nobilis viri Comitis de Oettingen, ac cæteris ejusdem Burggravii filiabus, si tamen ipsam Mariam liberos cujuscunque sexus habere, & dictum Burggravium sine hærede masculo contingat decedere, ipsa Maria, exclusis cæteris suis sororibus, cum suis liberis, feudis in eisdem succedat. Alioquin eadem feuda ad sorores suas, prædicti Burggravii filias, si eundem Burggravium, sicut dictum est supra, sine hærede masculo, qui omnibus aliis præfertur, mori contigit, liberè ex Regali mansuetudine devolventur. Testes hujus rei sunt, Eberhard de Cazenelenbogen, Heinricus de Furstenberg, Albertus & Bernhardus de Honberg, Comites & Nobiles viri, Ulricus de Elingen, Gottfried de Bruneck, Christ. & Gottfridus de Hohenloh, & alii quamplures. In cujus concessionis nostræ testimonium, & perpetuam firmitatem, prædicto Burggravio præsentes Literas dari, & Bulla nostra aurea, typario Regiæ Majestatis impressa jussimus communiri. Signum Serenissimi Domini Rudolphi, Romanorum Regis invictissimi, actum & datum Anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo primo, Regni nostri anno octavo. Datum Gemundiæ, pridie nonas Septembris Magistri Gottfridi Pataviensis præpositi, Regalis Curiæ Protonotarii.

CCCCLXXII.

ANNO 1281

29. Nov. *Instrumentum Recognitionis; Quòd* LUDOVICUS *Comes Palatinus Rheni feuda sua, à Domino* EDELINO *Abbate Wissenburgensi, præsente* RUDOLPHO *Romanorum Rege, receperit. Actum in Claustro Wissenburgensi in Vigilia Sti. Andreæ anno* 1281. [LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abs. I. pag. 131.]

ANNO 1281. In Vigilia B. Andreæ Apostoli, quæ vigilia tunc fuit in prima Dominica Adventus Domini, Ludovicus, Comes Palatinus Rheni, Dux Bavariæ, feuda sua, quæ habet a Wissenburgensi Monasterio, recepit a Domino Edelino, Abbate Wissenb. coram sereniss imo Domino Rudolfo, Roman. Rege semper Augusto, præsentibus Domino Gotfrido, Præposito Ecclesiæ Patamensis, qui primum factus est Episcopus ejusdem loci, Domino Marchione de Hochberg, Domino Alberto & Domino Burckardo, Comitibus de Rotenburg, Sororiis prædicti Domini Regis, Dom. Friderico, Comite de Lyningen, Domino Ottone de Ochsenstein, filio sororis prædicti Dom. Regis, & quam plurimis aliis fide dignis Nobilibus & ignobilibus, tam Clericis, quam Laycis. Acta sunt hæc in Claustro Wissenburg. in Stupa ipsius Dom. Abbatis Anno & die prædictis.

CCCCLXXIII.

1282. Avril. SAVOYE ET AMBRONAI

Traité d'Alliance & d'Association entre PHILIPPE *Comte de Savoye, &* JEAN DE LA BAULME *Abbé d'Ambronai, fait au mois d'Avril* 1282. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 87.]

NOS PHILIPPUS *Comes Sabaudiæ*, & Nos JOANNES Dei gratia Abbas Ambroniaci, totiusque loci ejusdem Conventus. Notum facimus universis præsentes Literas inspecturis, quòd nos societatem, confederationem, & amicitiam facimus, in hunc modum; Videlicet quòd dictus Abbas, & Conventus videntes nos, & Ecclesiam nostram, homines nostros, & bona nostra, multis angustiis, & oppressionibus inimicorum, quòd non solum de exhæredatione, sed etiam de totius gubernatione Monasterii nostri, & hominum nostrorum quàm plurimùm timemus prout angustiæ ipsæ, & oppressiones evidentissimæ sunt omnibus de terra nostra, quas etiam oppressiones tamdiu sustinuimus, & laboribus, & expensis, quòd nisi Dei, vel alicujus Principis adjutorium habeamus, ipsum Monasterium, bona nostra, & homines nostros in manibus inimicorum nostrorum, deferere nos oportet, absque moræ diffugio totaliter devastanda, prout hæc omnia notoria sunt, & evidentissimè manifesta: Nos prædictus Abbas & Conventus ad *Illustrem Virum Philippum Comitem Sabaudiæ* tanquam ad charissimum, & singulare refugium recurrentes; qui quidem Dominus Comes, & Prædecessores sui, tanquam fortis, & justus clypeus, pro defensione Ecclesiarum in Terra sua, & sub protectione sua existentium, contra Ecclesiarum oppressores, semper laudabiliter pugnaverunt in tantùm quòd ubique in terra Ministri Dei liberaliter Domino famulantur eidem Domino Comiti, & ejus Successoribus, in ipso Comitatu, pro nobis, & Successoribus nostris. Damus in feudum eo jure quo possumus meliori, ea quæ inferiùs subsequuntur, videlicet medietatem obventionum, prout partim consueverunt percipere per nos dictum Abbatem, & prædecessores nostros in mercatis, & nundinis Villæ nostræ Ambroniaci. Item tertiam partem bannorum in Villa, & Parrochia Ambroniaci, ex delictis ibidem occurrentibus, & in bonis confiscatis de consuetudine, vel de jure, tertiam partem bonorum mobilium tantùm, & immobilia Ecclesiæ nostræ remaneant, exceptis bannis bladorum, vinearum, nemorum, & pratorum. Item in quolibet foco extrà Villam unum bichetum avenæ, & unam gallinam, & quolibet animali arante, unum bichetum avenæ, annis singulis Nuncio seu mandato ipsius Domini Comitis persolvendum, & pro iis recolligendis, & exercendis, possit in dicta Villa dictus Dominus Comes aliquem suum Nuncium habere, ita tamen quòd in bannis recuperandis, dictus Nuncius ad aliquam violentiam,

ANNO 1282. lentiam, vel pignorationem faciendam, in Villa se non ingerat, donec Præpositus Abbatis per octo dies ante requisitionem, banna clara, vel cognita, per nos dictum Abbatem, dicto Nuncio præsente, vel venire volente, faciat ipsi Nuncio plenariè reddi: ex tunc autem dictus Nuncius ea recuperare possit, usque ad partem suam. Quæ quidem banna, nos dictus Abbas, de consensu tamen dicti Nuncii amarciare possimus, prout nobis videbitur faciendum, acto etiam quòd propriis famulis nostrum Abbatis, & Claustri, nullam partem banni dictus Nuncius exigere valeat, vel levare, & si aliqui rebelles existant in solutione bannorum, Nuncius dicti Domini Comitis, fortem ubique faciat Præpositum nostrum dicti Abbatis. Præterea concedimus, & volumus quòd dictus Comes, & sui ad mandatum ipsius in guerris suis in Villa, ubique maximè in fortalitiis possint se liberè receptare, & moram trahere, cum expensis tamen ipsorum, & guerram, & pacem facere prout eis videbitur faciendum. Item concedimus quod homines nostri de dicta Villa, & Parrochia teneantur ire in calvacatam ipsius Domini Comitis, in toto vel in parte, nullo salvo remanente cum expensis eorum per duos dies, ità quòd secunda die possint in dicta Villa pernoctare. Item concedimus quòd in calvacatis ipsius Domini Comitis debeat habere idem Dominus Comes de prædictis hominibus decem Baliſtrarios, & viginti Clientes ferro, & lanceis armatos ubique citra Montes per quindecim dies, ad expensas dictorum hominum, & ex tunc ad expensas dicti Domini Comitis, quos clientes nos dictus Abbas ipsi Domino Comiti vel mandato suo mittere teneamur; insuper volumus quod homines nostri modo prædicto juvent, & defendant Dominum Comitem, & successores suos in dicto Comitatu, excepto Romano Pontifice, & Domino Archiepiscopo Lugdunensi, rogantes, & requirentes ipsum Dominum Archiepiscopum Lugdunensem, ut prædicta omnia quæ pro maxima necessitate nostra, & evidenti utilitate, & relevatione Monasterii nostri facimus, sibi placeat acceptare, & ratificare, & authoritatem suam interponere, & decretum. Nos verò prædictus Philippus Comes Sabaudiæ, Deum habentes præ oculis, & manifestas injurias dicti Monasterii, & oppressiones quantùm poterimus evitare volentes, & dictum Monasterium in tranquilla quiete ponere cupientes, promittimus bona fide, & in verbo Veritatis eisdem Domino Abbati, & Conventui pro nobis, & successoribus nostris in ipso Comitatu, ipsos, & bona ipsorum, & homines juvare, defendere, manutenere nostris propriis expensis, contrà omnes inimicos, & malefactores eorum, nec aliquid ab eis ex nunc in futurum exigere, vel extorquere in dicta Villa, vel Parrochia præter eorum voluntatem, nisi ea quæ superiùs sunt concessa, nec jura nobis superiùs concessa, ab eis transferemus in alium præterquam successorem nostrum in dicto Comitatu, qui successor noster teneatur servare ad requisitionem Domini Abbatis, qui pro tempore fuerit, conventiones supra dictas, & jurare eas penitùs observare, prout superius sunt expressæ, & fidelitatem facere. Nosque dictus Abbas, & Conventus promittimus bona fide, & in verbo veritatis pro nobis, & successoribus nostris, in dicto Monasterio, universa, & singula supradicta inviolabiliter observare, in quorum omnium prædictorum robur, & testimonium *Nos Philippus Comes* prædictus, & Nos Abbas, & Conventus prædicti, sigilla nostra præsentibus Literis duximus apponenda; Et Nos verò Archiepiscopus Lugdunensis, prædictis supradictis omnibus, authoritatem nostram interponimus, & decretum præsentibus, nihilominus ad preces Comitis, Abbatis, & Conventus prædictorum, nobis per patentes Literas Sigillis eorum sigillatas, oblatas, sigilli nostri munimine roborantes; Et Nos Berlio Episcopus Bellicensis ad preces, & requisitionem prædictorum Domini Comitis, Abbatis, & Conventus, & Monasterii antedicti, sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum in testimonium veritatis. Datum anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo, menſe Aprilis.

CCCCLXXIV.

18. Avr. Bourgogne et Sicile. *Homage prêté à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* CHARLES *Roi de Jeruſalem & de Sicile à cauſe du Comté de Nevers. Le* 18. *d'Avril* 1282. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne, pag. ſſſ.]

NOS KAROLUS Dei gratia *Rex Jeruſalem & Siciliæ*, Ducatus *Apuliæ* & Principatus *Capuæ*, almæ Urbis Senator, Princeps *Achayæ*, *Andegaviæ*, *Provinciæ*, *Folquarii*, & *Tornodorenſis* Comes, & *Margareta*, Jeruſalem & Siciliæ *Regina*, ejusdem Regis conſors, notum facimus univerſis, quod caſtra de Griſuel & de Cruſy, cum eorum caſtellaniis & pertinentiis, & cuſtodiæ de Ponteres ſita in Comitatu noſtro Tornodorenſi, ſunt de feodo Ducis Burgundiæ, & tam ipſa quam omnia alia quæ ſunt ad nos per excadentiam devoluta, & quod habemus & habere debemus in Ducatu Burgundiæ, ex ſucceſſione quondam *Hugonis Ducis Burgundiæ*, avi noſtri præfatæ Reginæ, tenemus & recognoſcimus nos tenere in feudum, à magnifico viro ROBERTO Duce Burgundiæ, & Regni Franciæ Camerario, chariſſimo nepote noſtro: & volumus & conſentimus, quod pro eo, quod idem Dux terminum nobis ad vitam noſtram de præſtando & faciendo homagio pro feudis prædictis liberaliter prorogavit, nullum ſibi & hæredibus ſuis præjudicium generetur. In cujus rei teſtimonium, præſentes Litteras eidem Duci traducimus ſigillorum noſtrorum appenſionibus terminatas. Datum *Neapoli* anno Domini milleſimo ducenteſimo octuageſimo ſecundo, die decima octava menſis Aprilis, decimæ Indictionis, Regnorum noſtrorum Jeruſalem anno ſexto, Siciliæ ſeptimo decimo. ANNO 1282.

CCCCLXXV.

14. Mai. Savoye et Piemont. *Teſtament de* THOMAS *de* SAVOYE, *Comte de Piémont, fait le* 14. *de Mai* 1282. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 100.]

In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen.

ANNO à Nativitate ipſius, milleſimo ducenteſimo octuageſimo ſecundo, Indictione decima, die Jovis quatuordecima intrantis menſis Maii, coram me Notario, & teſtibus infra ſcriptis. Ego THOMAS de SABAUDIA *primogenitus*, *inclitæ recordationis Viri Domini Thomæ de Sabaudia Comitis*, per Dei gratiam compos, & ſanus mente, & in bona, & ſana memoria conſtitutus, aliqua tamen infirmitate gravatus, nolens decedere inteſtatus, per iſtud meum Teſtamentum nuncupativum, quod volo valere, & vires pleniſſimas obtinere jure Teſtamenti nuncupativi, vel jure ultimæ voluntatis factæ inter liberos, vel jure Codicillorum, vel alio jure quo licitum eſt Patrifamilias inter liberos ſuos diſponere, vel jure Canonico, vel Civili quo melius valere poteſt, de me, & bonis meis, rationibus, actionibus, & juribus michi competentibus, & competituris, & generaliter de omnibus quæ jure ſucceſſionis, vel conſuetudine, aut alio quocumque modo futuris temporibus, ſi viverem, pervenire poſſent aliquatenus, vel deberent, diſpono, & ordino in hunc modum. In Primis eligo ſepulturam corporis in Monaſterio de Alta-Comba Ciſtercienſis Ordinis, & ipſi Monaſterio dari jubeo tantum de bonis meis, de quo poſſit convenienter, & decenter fieri, & celebrari ſingulis annis anniverſarium meum, pro anima mea, & meorum remedio peccatorum. Item volo, & jubeo quod omnes clamores mei, & malè ablata, debita, & legata mea pacificentur, reddantur, & integrè perſolvantur, inter quæ facienda ſpecialiter nomino infra ſcripta videlicet, quia volo, & jubeo quod quidquid habui à Priore de Camera Maurianenſis Dioceſis, ratione cujusdam conceſſionis, ſeu donationis reddituum Prioratus de Camera factæ Dominæ *Guiæ de Burgundia Conſorti meæ*, reddatur ipſi Priori ad voluntatem ſuam integraliter, & in pace. Item volo, & jubeo quòd ipſa Domina Guia quittet ſimpliciter, & abſolvat dictum Priorem de Camera, de quadam penſione XX. librarum Viennenſium, quam ipſe Prior ipſi Dominæ Guiæ, ratione dictæ donationis, promiſit ſe annis ſingulis ſoluturum. Item volo, & jubeo quod ſolvatur Petro Bonivardi de Camberiaco, de omnibus in quibus per Litteras, & cautiones inventum fuerit me ſibi teneri, & obligatum eſſe, & inſuper de omnibus aliis quæ ſibi debeo, de quibus ipſe Petrus non habet de me Litteras, vel etiam Inſtrumenta, ſuper quibus volo quod credatur, & ſtetur ſimplici verbo ſuo, & ſuæ bonæ fidei. Item volo, & jubeo quòd jocalia dictæ Dominæ, quæ ego impignoravi, Lugduni penes Thomam de Varey, vel alibi de bonis meis redimantur, & recuperentur, & redempta reſtituantur ipſi Domi-

ANNO 1282. næ Guyæ libere, & ſine aliqua quæſtione. Item volo, & jubeo quod de offenſionibus, incendiis, & damnis quas, & quæ ego per me, ac meos injuſte intuli, feci, & dedi in Villa, & mandamento Viriaci, & alibi ubicunque ratione guerræ quam habui, contrà Viennenſem Dalfinum, vel alios quoscunque, offenſas, & damna, paſſis fiat competens ſatisfactio, & emenda. Item volo, & jubeo quòd ſatisfaciat futuro Abbati Sancti Michaellis de pecunia quam habui ab Abbate ipſius Monaſterii ultimo nunc defuncto pro eo quod ipſum Abbatem, & Monaſterium contra ſuos injuriatores, & homines defenſavi. Item volo, & jubeo quòd quidquid inventum fuerit me habuiſſe, & percepiſſe ultra ſortem tam citra quam ultra montes de bonis aliquarum perſonarum perceptis, de pignerils, vel gageriis aliquibus quas tenuerim, illud reddatur, & reſtituatur pacificè illis perſonis de quibus illud habui, vel percepi. Item do, & lego cariſſimæ *Matri meæ Dominæ B. Comitiſſæ* ciphum meum de auro. Item do, & lego Domino Guichardo Rivorii Militi familiari meo, Equum meum Ferrandum qui dicitur Bocia, & ipſi Domino Guichardo de equo quem amiſit juxtà Cuſellum, emendam jubeo fieri congruentem. Item do, & lego pro anima mea Templo, & Hospitali de ultrà Mare, in ſubſidium Terræ Sanctæ, alios duos deſtrerios meos bardos. Item lego pro anima mea, & uno anniverſario celebrando ſingulis annis, in Eccleſia Fratrum Minorum Camberiaci, ad opus, & auxilium unius Capellæ ibi conſtruendæ, centum libras Viennenſes annuatim. Et per hæredes meos dari jubeo centum ſolidos Viennenſes annuatim Fratribus Minoribus ejusdem loci, & inſuper eidem Capellæ dari volo unum calicem de argento, & pro uno altari decentia ornamenta. Item volo, & jubeo quòd Palafredi, Roſſcini, & Somarii mei, & omnia quæ pertinent ad meam gardarobam ubicumque ſint, & omnia vaſa mea argentea reddantur, & aſſignentur dictæ Dominæ Guyæ Conſorti meæ, ut ipſa ea diſtribuat pro anima mea, & de ciphis meis argenteis, faciat fieri calices, ad dandum pauperibus Eccleſiis, & Cappellis prout ſibi dari, & ſecundum animæ meæ ſalutem ſibi viſum fuerit expedire, & in his ipſam Dominam Guyam executricem meam facio, & diſpono. Item volo, & jubeo quòd Frater Petrus de Lauſanna Lector Fratrum Minorum Camberiaci, de bonis meis Eleemoſinas faciat, & disponat pauperibus Eccleſiis, & Capellis prout ſibi dixi, & animæ meæ ſaluti videbitur expedire, & ad hoc ipſum Fratrem Petrum executorem meum facio, & relinquo. Item volo, & jubeo quod Caſtrum vetus, quod eſt prope Montemcalerium, & per me tenetur, reddatur ſimpliciter, & ſine aliqua exactione Episcopo Taurinenſi. Item do, & lego dictæ Dominæ Guyæ conſorti meæ, pro illa pecunia quam recepi de dote ſua, Caſtrum meum Cariniani, cum ſuis juribus, & pertinentiis univerſis, perpetuò quamdiu vixerit habendum, tenendum, & pacificè poſſidendum, & ad hæredes meos, poſt ejus obitum revertatur. Item do, & lego ipſi Dominæ Guyæ, ex cauſa prædicta, Caſtra mea Combavianæ, & Villæ Franchæ, cum omnibus pertinentiis, & juribus ſuis, habenda, & tenenda quamdiu ipſa ſteterit, ſine conſortio, & copula maritali. Item Domino Guillermo de Rupecula Militi familiari meo do, lego, & confirmo illas XXV. libras Viennenſes, quas de dono meo in Villa Francha conſuevit percipere annuatim, & præcipio Filiis meis prædictis, quòd quandò ipſi tenebunt terram citrà Montes dicto Domino Guillermo, dictas XXV. libras in terra aſſideant bono loco, prout fuerit faciendum. Item conſtituo, facio, & relinquo michi hæredem univerſalem in omnibus bonis meis, actionibus, & juribus, quæ, & quas habere, & quæ poſſent, vel deberent ad me pervenire in Comitatu Sabaudiæ, & ejus pertinentiis, de conſuetudine ipſius Comitatus, vel de jure, ſeu alia ratione, & alibi ubicumque modo aliquo ſive forma, *Philippum de Sabaudia Filium meum primogenitum*, & volo, & præcipio quòd dictus Philippus Filius meus, aliis *Filiis meis Petro, Thomæ, Amedeo, & Guillermo Fratribus ſuis*, ſecundum bonam conſuetudinem Comitatus Sabaudiæ, & bonos mores, ſive bonos uſus ipſius Comitatus hactenus obſervatos inter Fratres, æquiter provideat de bonis meis, ad ipſum Philippum Filium meum devenientibus, quocumque modo aliis Filiis meis ſuis fratribus provideat, prout fuerit faciendum, & in illis bonis datis, & aſſignatis, per ipſum Philippum hæredem meum prædictis Filiis meis Fratribus ſuis dictos filios meos michi hæredes inſtituo, & volo, & jubeo dictos filios meos de dictis bonis eſſe contentos; ſi vero fortè contingerit, occaſione alicujus altercationis, ſive discordiæ inter dictos Filios meos, dictam proviſionem, & inſtitutionem improbari, caſſari, annullari, ſeu nullam, vel inofficioſam poſſe dici ex novo dictos Filios meos fratres dicti Philippi primogeniti, & hæredis mei univerſalis, & quemlibet ipſorum in ſua legitima, michi hæredes inſtituo; Et ſi forſan dictus Philippus, ſine liberis masculis, & legitimis de ſuo corpore procreatis, decederet (quod abſit) volo, & jubeo quod Petrus Filius meus, vel ille de Filiis meis, qui ſuperſtes eſſet prior natu, poſt ipſum Philippum, ipſi Philippo ſuccedat in bonis, & juribus omnibus ſupradictis. Item facio, & relinquo Gubernatricem, & Tutricem dictorum Filiorum meorum, & bonorum ſuorum Dominam Guyam de Burgundia Matrem ſuam, & in dictis tutela, & gubernatione do, facio, & relinquo coadjutores ſibi cariſſimum conſanguineum meum R. Patrem Dominum Aymarum Archiepiscopum Lugdunenſem, & Illuſtrem Virum Dominum Otthonem Comitem Burgundiæ dictæ Dominæ Guyæ germanum, & Conſiliarios ipſius Dominæ Guyæ, & Filiorum ſuorum prædictorum do, facio, & relinquo Dominum Episcopum Bellicenſem, & Dominum Abbatem Secuſiæ. Et rogo teſtes hìc præſentes, quòd teſtimonium ferant de mea præſenti ordinatione, meoque Teſtamento. Actum apud ſanctum Geniſium, in Domibus Prioratus, in camera quà jacebat dictus Dominus Thomas infirmus. Teſtes interfuerunt Petrus de Lauſanna, Lector Fratrum Minorum Camberiaci, Frater Petrus de Tarentaſia de Conventu ipſius loci, Dominus Guillermus de Rupetula Miles, Humbertus de Saxaillo, & Petrus Bonivardi de Camberiaco, &c. *Signé* Siboni.

ANNO 1282.

CCCCLXXVI.

Ceſſion du Duché de LIMBOURG *faite à* JEAN *I. Duc de Brabant, par* ADOLPHE *Comte de Mons, l'an* 1282. [AUBERT LE MIRE, Notitiæ Eccleſiarum Belgii, Cap. CCXV. pag. 632. & Diplomat. Belgic. Cap. LXXXVIII. pag. 190.]

21. Mai. BRABANT ET MONS.

SERENISSIMÒ Domino ſuo RUDOLPHO, Dei gratia Romanorum Regi ſemper Auguſto, ADOLPHUS Comes de Monte, cum debitæ fidelitatis promptitudine, quidquid poteſt obſequii, reverentiæ & honoris.

Cùm nos Ducatum Limburgenſem, cum omnibus bonis, quæ felicis recordationis Dominus WALRAMUS Dux Limburgenſis, patruus noſter, nec non Domina ERMENGARDIS, filia ſua, olim Comitiſſa Geldriæ, tenebant, dum viverent, ad nos, ex morte utriusque, tamquam ad legitimum heredem, devolutum, donationis titulo, tranſtulerimus in Illuſtrem Principem Dominum JOANNEM Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ, Dominum noſtrum, ſimpliciter & de plano.

Dominationem pariter & magnificentiæ veſtræ Celſitudinem devotè requirimus, quatenus ipſi Domino Duci Ducatum ipſum, & bona ad ipſum Ducatum pertinentia, prout à vobis dependent, concedere dignemini, cum ſolemnitatibus ad hujusmodi conceſſionem debitis & conſuetis.

Datum anno milleſimo ducenteſimo octogeſimo ſecundo, feria quinta poſt Pentecoſten.

CCCCLXXVII.

Sententia ALPHONSI *Regis Caſtellæ & Legionis; Quâ Filium ſuum Majorem* SANCTIUM, *ob illatas ſibi varias injurias, tanquam ſibi Rebellem, impium, atque ingratum exhæredat, omnique ſucceſſionis jure, eidem in Regnis & Dominiis ſuis competenti, privatum decernit, atque declarat. Actum in Palatio Civitatis Hispalenſis die* 8. *Novembris* 1282. [SURITA, Indices rerum ab Arragoniæ Regibus geſtarum. Lib. II. pag. 171.]

8. Nov.

UT de vultu Dei judicium noſtrum procedat, Nos Alfonſus, Dei gratia, Caſtellæ, Legionis, Toleti, Sibiliæ, Cordubæ, Murtiæ, Gienii, atque Algarbii Rex per præſens Scriptum, ad notitiam præſentium, & memoriam futurorum facimus omnibus manifeſtum: quod Sanctius filius noſter major nobis graves,

&

ANNO 1282. & multiplices injurias nequiter irrogavit. Nam tractavit & fecit conjurationem contra nos, & contra nostrum Dominium in Cordubensi Civitate existens cum Baronibus, ac Religiosis quibusdam: videlicet cum Magistris Ordinis Calatravæ, & Velesii; & cum Priore Hospitalis; ac cum Commendatore Templi, vices, & locum tenente Magistri Castellæ, & Legionis: nec non etiam cum aliquibus Civibus. In eodem etiam loco existentes, cum ad instantiam suam eidem concessum fuisset à nobis, ut cum Rege Granatæ Sarraceno tractaret aliquam bonam viam treugæ, seu concordiæ, quæ in Dei servitium, & terræ utilitatem, ac nostrum retundaret honorem, idem cum Sanctius dicto Sarraceno, & posteris suis amicitiam, & pacem juramento, & instrumentis firmavit perpetuam contra nos, & nostrum Dominium: & peccunias, ac tributa à dicto Sarraceno nobis debita in semet ipsum retorsit: in hoc contra nos proditiose, ac falso procedens: eo quod nobis per suas scripsit Litteras, quod ordinatum erat inter ipsum, & dictum Regem Granatæ, quod ad nostram misericordiam veniens noster vasallus fieret: ac tributa certa nobis præstaret: contra omnes hujus mundi fideliter nos juvando: & ad firmandum prædicta, Chartas albas, sigillo nostro sigillatas, petiit sibi mitti: quas cum penes se habuit, multa per eas operatus est redundantia in grave damnum nostri Dominii & honoris. Post hæc, cum scivissemus eum de Corduba recessisse; solemnes Nuncios ad eum misimus: ut ad præsentiam nostram apud Hispalim accederet: volentes deliberare, ac providere cum ipsius, & aliorum bonorum virorum consilio, qualiter terra Vandaliæ haberet milites frontarios, & bellatores idoneos, & paratos ad tuitionem patriæ contra Sarracenorum Africæ impetum: quem verisimiliter timebamus: & ut etiam per salubre ipsius, & aliorum consilium corda hominum nostri Dominii ad unitatem, & tranquillitatem reduceremus: eo quod significatum nobis fuerat, quod multi se reputabant gravatos à nobis. Responsio autem ipsius, per suas Literas, & dictos Nuntios nobis missa fuit: quod propositum suum erat: ad Regna Castellæ, & Legionis accedere: pro sedandis, & tranquillandis cordibus plurimorum: quæ in tantum erant commota, quod poterat inde contra nos, & nostrum Dominium grave dispendium provenire. Ad tranquillitatem autem terra inducta, & cordibus hominum pacificatis, ad nos rediret: facturus, & dicturus nostra beneplacita: quia paratus erat, nobis in omnibus deservire. Qua responsione data in dolo, prout postmodum rei probavit eventus, ivit in Castellam per Civitates, & per omnia loca populosa: transiens usque Burgos: convocatis habitatoribus locorum, ubilibet prædicabat: contra nos concitans populos: dicendo: quod nos foros, & libertates, ac bonas consuetudines eis infregeramus: & collectis, ac variis angariis terra per nos destructa fuerat: sed ipse volebat eos reducere ad foros, & libertates, & consuetudines: quas tempore Regis Ferrandi, & aliorum Regum præcedentium habuerunt. Exegit etiam, & recepit ab eis juramentum, & homagia publice, quod eum eo tenerent: & juvarent eum: & versa vice ipse se eis, per juramenta, & homagia obligavit: quod eos defenderet: & juvaret: contra omnes homines hujus mundi: & dabat, & concedebat eis ex tunc foros, consuetudines, libertates, & privilegia olim habita: & obtenta: & hoc eis servaturum perpetuo se promisit. Prædicta autem omnia non solum per se fecit dictus Sanctius, sed etiam per fratres suos: quibus Chartas albas sigillatas sigillo suo tradidit: & sic omnes homines terræ nostri Dominii per se, & alios concitavit. Nec omittendum censemus, quod dictus Sanctius in suis prædicationibus, quibus contra nos populos concitabat, in multis locis multa indigna contra nos evomuit: inter alia frequenter dicens tam ipse, quam sui Nuntii: *Rex insanus est: atque leprosus: & in multis falsus: atque perjurus: homines interficiens sine causa: quemadmodum Fredericum, & Simonem interfecit.* Dictis autem iniquis facta perversa continuans invasit, & usurpavit sibi Regnorum nostrorum Dominium: Civitates Alcassares, castra, fortalitias: & villas occupans: removendo Judices: & Alcaidos nostros: & Officiales à suis officiis: ponens suos: capiens nostros homines familiares, & alumnos: tam Clericos, quam Laicos: ac cursores: nec non & Nuntios nostros: vel ad nos undecunque venientes: thesauros nostros, peccunias, ac jocalia tam in Toleto, quam alibi, ubicumque invenit, rapuit violenter. Multis etiam nostris familiaribus, Servitoribus, & alumnis, per diversas Regnorum nostrorum partes, abstulit possessiones: & hæreditates: & bona etiam mobilia: quæ omnia aliis dedit: & in omnibus, in quibus nobis, & nostris familiaribus, ac Servitoribus, & vassallis fidelibus potuit gravamen, & displicentiam facere, nullatenus hoc omisit. Sciri etiam volumus, quod nos audientes rumorem super præmissis, ex paterno affectu à tanto eum revocare cupientes errore, ad ipsum Nuncios honorabiliores destinavimus: citando eum: & vocando per nostras Literas: ut ad nostram præsentiam veniret: & ut ea, quæ agenda erant, opportunius, & commodius possent fieri, locum, quem securiorem, & aptiorem, pensata negotiorum, & temporis qualitate, judicavimus, eidem assignavimus: Toletum videlicet, aut Villam regalem: seu quemcumque alium locum eligeret: ad quem cum proceribus Regnorum nostrorum, & cum quibuscumque vellet, accederet: quos ad bonum statum terræ ordinandum, utiles, & idoneos judicaret. Nos enim parati eramus juxta suum, & Prælatorum, ac Baronum, & aliorum virorum bonorum consilium, gravamina omnia, si qua erant, penitus revocare: & corrigere omnia corrigenda: & ad bonum statum, Pacem & tranquillitatem reducere universa. Sibi etiam si in aliquo dubitaret, quod honorem suum vellemus deminuere, securitatem præstaremus plenariam talem, ac tantam, quod cor suum non deberet deinceps in aliquo vacillare. Præfatus autem Sanctius his auditis, respondit Nuntiis supradictis, quod ipse nobis per suos certos Nuntios responderet: & dictos nostros Nuntios ne redire possent ad nos, secum detinuit violenter. Post hæc autem omnia conceptam contra nos malitiam occultare non valens, ambitionis ardore cæcatus, missis Litteris ac Nuntiis per totum nostrum Dominium, Prælatos sæculares, ac Religiosos, Barones, ac Milites, Cives, & populares convocans ad vallem Oleti, Curiam generalem, si tamen debet dici Curia, congregavit: in qua statim, per publicum Instrumentum homagio, & juramento vallatum, conjurationem contra nos, & nostrum Dominium prius factam in diversis locis particulariter, tunc omnibus ad nostrum Dominium pertinentibus universaliter innovavit. Quo facto ex iis, qui erant in dicta Curia, si tamen, ut dictum est, Curia dici debet, plures corrupit promissionibus: alios, datis peccuniis, alios, castris, villis, locis, hereditatibus, redditibus, eisdem datis, & assignatis, in enormem Regnorum nostrorum lesionem atraxit: reliquos minis, & terroribus gravibus confregit: & induxit: ut omnes, tam isti, quam illi contra nos, & contra nostrum Dominium rebellarent: & in prædicta Curia, nobis non citato, non monito, non confesso, non victo pronuntiari fecit, non à Judice, immo per hostes, & conspiratores, quod nos deinceps non faceremus justitiam: nec fortalitias teneremus: nec peccunias, aut redditus aliquos ad Regnum pertinentes reciperemus: nec in Castro, Civitate, aut villa aliqua reciperemur: & ulterius, quantum potuit, instituit per se, & suos familiares, ac complices, pro viribus laborando, quod ipsum Regem, aut Dominum Castellæ, ac Legionis, & Vandaliæ deinceps nominarent: nos in omnibus exheredans: in se usurpando honorem, & Dominium non sibi debitum: quod nobis rapit: & rapuit violenter: & ut ex supradictis patet, etiam fraudulenter. Ad cumulum autem malorum omnium, non solum est vitæ nostræ insidiatus, sed etiam contra nos se potenter armavit. Nam deliberato consilio, & per suos familiares, & complices publicato, adeo quod ad notitiam, non solum præsentium, sed etiam multorum absentium longe, lateque pervenit, de Castella Cordubam veniens, ut nos caperet, congregavit, & convocavit Concilia de Giennio & Beatia, & Ubeta: nec non de Andujar: ut simul cum eis, ac Cordubensibus accederet hostiliter contra Hispalim: ut ibidem nos caperet mala, & impia captione: & in hoc conatum tantum ostendit, quod esset merito patricida censendus. Sed hunc tam crudelem conatum ipsius Dominus impedivit: à Civibus Hispalensibus, & aliis nostris fidelibus, nec non etiam, quod dictu mirabile est, nostris, & nostræ fidei hostibus ad defensionem nostram præstando auxilium opportunum. Et cum Sanctius conceptionem impiam contra nos explere non posset, prout potuit, & ibidem plures homines interfecit. Ad Civitatem vero Cordubensem rediens, eam contra nos clausam tenuit; & munivit: & cum nuper nos illuc personaliter accessissemus ad Civitatem appropinquantes, extenso, & explicato vexillo nostro Regali, ipso Sanctio audiente, ex nostra parte clamatum est, ut nos in Civitate ipsa reciperent: & tam ipse, quam loci illius habitatores hoc facere recusaruit: quinimmo fuit contra vexillum nostrum fagitta missa. Igitur cum prædictus Sanctius præmissas graves injurias, ac multas alias, quas longum esset scribere vel referre, divino postposito, ac paterna reverentia penitus abjecta, nobis irreverenter intulit, ipsum

ANNO 1282.

ANNO 1282. paterna maledictione dignissimum, à Deo reprobatum, & ab hominibus merito reprobandum maledicimus: & sit deinceps maledictioni divinæ & humanæ subjectus: & eundem nobis rebellem, inobedientem, & contumacem, tamquam ingratum, immo ingratissimum filium, sic degenerem exheredamus? & omni jure successionis, quod ei competebat in Regnis nostris, Dominiis, ac terris, honoribus & dignitatibus, vel quibuscumque rebus aliis, ad nos quoquo modo spectantibus ipsum privamus: & ut, nec ipse, nec aliquis pro eo, vel descendens ab eo in posterum, in aliquo nobis succedere possit, sententialiter condemnamus. Hanc autem irrefragabilen sententiam in præsentia testium infrascriptorum, & multorum aliorum latam mandamus sigilli nostri appensione muniri. Actum est octavo die Mensis Novembris intrantis Anno Domini Millesimo CCLXXX. secundo: in Palatio Hispalensis Civitatis prædicto Domino Rege sedente pro tribunali. Præsentibus Domino Raimundo Archiepiscopo Hispalensi, Domino Suggerio Episcopo Gadicensi, Fratre Ademaro electo Abulensi, Pelagio Petri Abbate Valleoletano, Petro Petri Archidiacono Hispalensi &c. Domino Martino Egidii de Portugallia, Suggerrio Petri de Barvosa, Domino Johanne de Avoyn, Gundisalvo Ferrandi Nuntio Regis Portugalliæ, Dominico Petri Cancellario Reginæ Portugalliæ, Johanne Raimundi Majordomo ejusdem Reginæ, Tellio Guterrii Justitia Domus Regis, Petro Garsiæ de Harroniz, Garzia Gaufridi de Loaysa, Petro Roderici de Villiegas, Ferrando Alvari Potestad, Ferrando Martini Curutello, Aria Martini de Roureda, Roderico Stephani majori Judice Civitatis Hispalensis, Didaco Alfonsi Curiæ Domini Regis Judice, Gomezio Petri Alguazillo majori Civitatis Hispalensis &c. Et astante alia Cleri, Militum, Civium, & populi magna multitudine.

CCCCLXXVIII.

1283. Mars. BOURGOGNE ET NAVARRE. *Homage de* JEANNE *heritiere de Navarre & de Champagne, &c. à* ROBERT *Duc de Bourgogne, fait à Paris au mois de Mars* 1283. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 555.]

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, universis præsentes Litteras inspecturis, salutem. Notum facimus, quòd cùm dilectus & fidelis noster ROBERTUS *Dux Burgundiæ* receperit homagium sibi debitum, in Palatio nostro, à JOHANNA Illustri *filia* claræ memoriæ *Henrici* quondam *Regis Navarræ*, & Comitis Campaniæ & Briæ, hærede ipsius: nolumus quod eidem Duci, aut ejus hæredibus, seu etiam dictæ Johannæ fiat aliquod præjudicium in posterum, quamvis homagium hujusmodi fiat, & fieri debeat in loco debito, seu etiam consueto. Nolumus etiam, quod eidem Duci, pro eo quod cognitionem interposuit super dicto feodo in dicto Palatio, nobis volentibus, cum alias jurisdictiones non haberet, vel per alias quæ fecerit vel dixerit in prædictis, circa statum vel jura patriæ seu hæreditatis suæ, vel alia, fiat sibi vel hæredibus suis aliquod præjudicium in futurum. In cujus rei testimonium, præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo tertio, mense Martio.

CCCCLXXIX.

11. Juin. RUDOLPHI I. Römischen Königs Diploma/seinen Herren Söhnen Albrecht und Rudolphen/ Hertzogen zu Oesterreich ertheilet/ wodurch er alle privilegia von denen Römischen Kayserrn/ als von Henrico IV. an Marggraf Ernsten von Oesterreich zu Dürrenpuch Anno 1058/ von Friderico I. an Hertzog Heinrich den I. von Oesterreich zu Regenspurg Anno 1156. weiter von Henrico VII. an Hertzog Leupold von Oesterreich zu Esslingen Anno 1228. und dann von Friderico II. an Hertzog Friedrich von Oesterreich zu Wien Anno 1240. gegeben und ertheilet/ confirmiret. Geben zu Nemueld des aindlesten tags des monevdes Iuny 1281 mit des Probstes bey St. Stephan zu Wien Wilhelmi Gürs verfertigten Transsumptum darüber Dat. Wien d. 18. Iuny 1431.

[Pièce, tirée des Archives Imperiales du petit Tréfor de la Regence & de la Chambre à Vienne.] ANNO 1283.

C'est-à-dire,

Diplome de RODOLPHE I. *Roi des Romains, par lequel il confirme, en faveur de ses fils* ALBERT *&* RODOLPHE, *tous les Privileges accordés par les Empereurs & Rois des Romains aux Princes d'Autriche, savoir au Marcgrave* ERNEST *l'an* 1058. *à Durrenbourg par* HENRI IV. *au Duc* HENRI I. *à Ratisbonne l'an* 1156. *par* FREDERIC I. *au Duc* LEOPOLD *à Eslingue l'an* 1228. *par* HENRI VIII. *& au Duc* FREDERIC *à Berne l'an* 1240. *par* FREDERIC II. *A Remweld le* 11. *Juin* 1283. Avec *le* TRANSSUMPT *du même Diplome par* GUILLAUME GURS, *Prevôt de l'Eglise de St. Etienne. A Vienne le* 18. *Juin* 1431.

UNIVERSIS & singulis presentes Litteras seu presens publicum Transsumptum inspecturis pariter & lecturis, Nos Wilhelmus Gürs Prepositus Ecclesie Sancti Stephani alias omnium Sanctorum in Wienna, nullo medio ad Romanam Ecclesiam pertinentis Patavien. Dioces. & Johannes Gwerleich Decretorum Doctor Officialis Curie Patav. Salutem in Domino, & presentibus fidem indubiam adhibere, Noverit Universitas vestra, Quod venerabilis Vir Dominus Johannes de Meyrs Licen. in Decret. Patavien. & Sancti Stephani Wienne Ecclesiarum Canonicus, ac Illustris Principis & Domini nostri gracioſi, Domini Alberti Ducis Austrie Marchionisque Moravie &c. Secretarius coram nobis atque Notariis publicis & testibus personaliter constitutus, Quamdam Litteram in volgari Theotonico & pergameno conscriptam Illustrissimi Principis felicis recordacionis olim Domini Rudolfi Dei gracia Romanorum Regis semper Augusti, ejusque, ut prima facie apparebat, Sigillo rotundo cere communi impresso, in filis sericis crocei, viridis, & fusci, coloris dependente sigillatam, In cujus Sigilli medio quedam ymago ad instar Imperatoris cum insigniis regalibus in solio Majestatis sedentis, Sceptum in dextra, & Pomum cum Cruce in sinistra manibus habentis cum tali circumferentia litterarum ✠ RUDOLFUS DEI GRATIA ROMANORUM REX SEMPER AUGUSTUS, apparebant, In medium exhibuit, ostendit & produxit, petens debita cum instantia hujusmodi Litteram transsumi & exemplari ac in publica Transsumpti forma, eciam cum interposicione decreta ordinarie auctoritatis redigi mandare, sub talibus modo & forma ut hujusmodi Transsumpto ubique locorum tamquam ipsi Littere Originali possit plenarie fides adhiberi, cum propter viarum discrimina, aliasque causas legittimas, & variabiles eventus, ipsa Littera ad loca ubi ipsius habetur indigentia comode ac secure non valeat deportari. Nos igitur Wilhelmus Prepositus, & Johannes Officialis, prefati, attendentes peticionem hujusmodi justam fore & consonam rationi, supradictam Litteram ad nos recepimus. Ipsamque vidimus, inspeximus, & unacum Notariis nostris publicis infrascriptis auscultavimus diligenter, & quia eandem sanam, integram & illesam, omnique prorsus vitio & suspicione carentem reperimus & invenimus, Idcirco hujusmodi Litteram per Notarios subscriptos de verbo ad verbum transsumi & exemplari ac in publicam Transsumpti formam, nil addendo vel minuendo quod sensum variet aut mutet intellectum, redigi mandavimus: Et nos, Johannes Officialis prefatus, Decretum nostrum auctoritate ordinaria nobis commissa interposuimus & interponimus per presentes. Volentes & auctoritate jam dicta decernentes, ut presenti Transsumpto publico velut ipsi Littere Originali ubicunque locorum producta fuerit in Judicio & extra fides plenaria & indubitata valeat & debeat adhiberi: Tenor vero prefate Littere sequitur per omnia in hec verba:

WIr Rudolf von Gots genaden Römischer Künig/ ze allen zeiten ein Merer des Reichs/tun kunt/das wir haben angesehen/ und in unse ehmügleichen Wirdigkeit und lawterm gemüt gůnstichleich betrachtt/mit wem wir můgen unser plut löblich erhöben und sein ere und recht sterthen. Davon wissen alle Kristen des heiligen Reichs/ und uns getrewen baide gegenwürtige und künftige/ daz für uns komen die hochgeborn fürsten uns lieb Sůn Albrecht und Rudolf/ Hertzogen ze Oesterreich und ze Steir/ Herren ze Chrain/ auf der March und ze Portenaw/ Gr.=

ANNO 1283. Grafen ze Habſpurch und ze Kyburg / und Landgrafen ze Ellſaz-gen / und mit In die peſten irr Lande der erſchmen vor unſr Chu-niglichen Hoch als liecht facken irr lawtern trewn / und paten uns diemütichleich / das wir beſteten geruchten die Brief / die den vorgenanten Landen von alten Haydniſchen und Kriſten-Kayſern und Kunigen von irr groſſen guttet wegen ganſtichlich geben weren / und das wir In auch darüber gewunnen beſtetigung der Kurfürſten / wan ſi nu new Herren in den ſelben Landen weren / wan dieſelben Brief ganz und gut und unverruckt an allen iren punden und artikeln weren. Der erſt Brief geben iſt von ſeliger gedechtnuß weilent Hainreich des virden Romiſchen Kunigs / Kayſer Hainreichs Sun / darinn beſtett ſind zween Haydniſch Brief / ainer der geben iſt von Julio dem erſten Kayſer ; der an-der der geben iſt von Nerone dem durchleuchtenden Kayſer / und derſelb Kunig Hainreichs Brief geben iſt Ernſten Marggrafen ze Oeſterreich des jores do man zalt von Gots geburt tauſent funfzig und acht jar ze Dürrenpuch. Der ander Brief geben iſt von ſeliger gedechtnüß Friedrichn dem erſten Romiſchen Kayſer damit er das Lant ze Oeſterreich zu einem Hertzogentum genadet hat / und der geben iſt dem großen fürſten Hainrich dem erſten Hertzogen ze Oeſterreich des jares do man zalt von Gots geburt tawſend hundert funfzig und ſechs jar zu Regenſpurch. Der Dritt Brief geben iſt von Hainrich ſeliger gedachtnuß weilent Romi-ſchen Kunigs / der auch beſtett alle freyung des genanten Landes ze Oeſterreich / der geben iſt / dem frumen Leupolten Hertzogen ze Oeſterreich und ze Steyr / des Jars do man zalt von Gots ge-purd tawſend zwaihundert acht und zwaintzig jar zu Exzlingen. Der vierd Brief geben iſt von ſeliger gedechtnuß Friedrichen dem andern Romiſchen Kayſer / ze Jeruſalem und Sicily Kunig / da-mit er beſtett alle die freyung der egenanten Lande ze Oeſterreich und ze Steyr / der geben iſt dem forchtſamen Fürſten Friedrichen Hertzogen ze Oeſterreich und ze Steyr / und Herr ze Chrain. An demſelben Brief wir ze zewg geſtet / dieweil wir Graf geweſen ſein / der geben iſt nach Kriſtes gepurd tauſent zwaihundert und vierzigk jar / ze Pern : das haben wir getan / und haben beſtetigt und veſten auch alle die Brief / freyung und genade / die in den ſelben Briefen begrifen ſind / mit willen und gunſt der Chur-fürſten / der namen ſind diſe Wenzla Kunig ze Behem / Wern-hart Erzbiſchoff ze Maynz / Seyfrids Erzbiſchoff ze Chöln / Hainrich Erzbiſchoff ze Tryer / Albrecht und Hanns Hertzogen ze Sachſen / Ott Marggraf ze Brandenburch / Ludwig Pfalenz graf an dem Reyn / und Hertzog in Bayrn. Alſo das die vor-genante Fürſten Albrecht und Rudolff / Hertzogen unſer liebe ſune und ir erben und nachkommen an den ſelben Landen alle die Recht / freyung und genad haben ſullen / als ob ſy In ſelb gege-ben weren / in allen den landen die ſy yezund habent oder hienach gewinnent. Es ſol auch den vorgenanten unſern ſunen und iren Erben und Nachkomen und irn Landen dhainen ſchaden bringen / ob der vorgenanten Brief dhaines oder yeder artikel beſunderleich verrukcht oder zeprochen wer / von wegen Otakches Kunigs ze Pehemen oder Bela Kunigs ze Ungern / oder von yeman an-dern / oder noch zeprochen mocht werden. Wand ſi die egenan-ten Lant ze unrecht und in rawbes weyſe inne gehabt habent / Sunder ſy ſullen alle und iegleich Recht / freyung und gewonhait haben in aller der mazze / als die obgenanten Brief lawtent. Ge-ben ze Renueld durch hant Maiſter Hainrichs unſers Obriſten Schreiber des Moneydes Jung des aindleſen tags nach Kriſtes gepurd tauſend zwaihundert jar und in dem drey und achtigſten jahr / unſers Reichs in dem Zehenten jahr.

In quorum omnium & ſingulorum fidem & teſtimo-nium premiſſorum preſentes Litteras ſeu preſens publi-cum Transſumpti Inſtrumentum per Notarios noſtros publicos ſubſcriptos exinde fieri, ſubſcribi & publicari, Sigillorumque videlicet noſtri Guilhelmi Prepoſiti ſepedicti nec non Officiolatus Curie Patavienſis appenſione juſ-ſimus communiri. Dat. & Act. Wienne Patavienſis Dio-ceſis in Curia ſolite reſidencie noſtri Wilhelmi Prepoſiti prelibati. Sub Anno Domini Milleſimo Quadringen-teſimo triceſimo primo, Indictione nona, die vero Lune decima octava Menſis Junii hora Nonarum vel quaſi Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Do-mini noſtri Domini Eugenii divina Providentia Pape Quarti Anno primo. Preſentibus ibidem venerabili & honorabilibus viris Dominis Magiſtro Conrado Bla-dekch Licent. in Decretis, Nicolao Rectore Parochia-lis Eccleſie ad Sanctum Udalricum in ſuburbio Nove Civitatis, Clericis Wolfgango Wehing Barone & Wolf-gango Herting Armigero Saltzburgenſis & Patavienſis Dioceſum teſtibus fide dignis ad premiſſa vocatis ſpecia-liter & rogatis.

(L. S.) Et Ego Johannes Gepekch de Laibaco Clericus Aquilegienſis Dioceſis publicus Imperiali auctoritate No-tarius coram prelibato Domino Prepoſito, cauſarum Scriba, Quia predicte Littere exhibicioni, producciouni, auſcultacioni, & Decreti ordinar. auctoritate interpoſi-cioni omnibusque aliis & ſingulis premiſſis dum ſic ut premittitur agentur & fient una cum Notario infraſcripto & teſtibus prenotatis perſonaliter interfui. Eaque ſic fieri vidi & audivi. Ideoque de ſpeciali mandato prefa-ti Domini Offic. ſupradictam Litteram de verbo ad ver-bum una cum Notario Publico ſubſcripto nil addito vel mutato quod facti ſubſtantiam mutet, aut variet in- ANNO
tellectum transſumpſi & exemplavi, & quia preſens pu- 1283.
blicum Inſtrumentum aut preſentes Litteras Transſumpti cum dicta Littera Originali per omnia inveni concorda-re ; Idcirco hoc preſens publicum Inſtrumentum exin-de cum Notario ſubſcripto confeci & in hanc publi-cam formam redegi, Meque ac Notario infraſcripto aliis occupatis negociis per alium fidelem procuravimus ſcribi & hic me propia manu ſubſcripſi ; ſignoque & no-mine meis ſolitis & conſuetis unacum Notarii Publici infraſcripti ſubſcriptione, nec non prefatorum Domi-norum Prepoſiti & Officiolatus Curie Patav. ſigillorum appenſione conſignavi rogatus & requiſitus in fidem & teſtimonium omnium & ſingulorum premiſſorum.

Et Ego Johannes Aichelperger de Novo foro, Cle- (L. S.)
ricus Eyſtetten. Dioceſ. Publicus Imperiali auctoritate Notarius, & coram prememorato venerabili Patre Domino Johanne Giverleich Officiali cauſarum Scriba, Quia predicte Littere exhibicioni, producciouni, auſcultationi, & Decreti auctoritate ordinar. interpoſicioni, nec non om-nibus & ſingulis premiſſis, dum ſic ut premittitur fierent & agerentur, unacum Notario Publico & teſtibus ſu-praſcriptis perſonaliter interfui, eaque ſic fieri vidi & audivi, Ideo de mandato ſpeciali prefati Domini Offi-cialis predictam Litteram de verbo ad verbum, unacum Notario ſupraſcripto, nil addito, mutato aut ſubtracto, quod facti ſubſtantiam mutet, aut variet quomodolibet intellectum transſumpſi ac exemplavi, Et quia preſens publicum Inſtrumentum ſeu preſentes transſumpti Lit-teras cum dicta Littera originali per omnia inveni con-cordare, ideo hoc preſens publicum Inſtrumentum ex-inde cum Notario preſcripto confeci, & in hanc publi-cam formam redegi. Meque ac Notario ante ſcripto aliis arduis occupatis negociis per alium fidelem ſcribi procuravimus, hicque me manu propria ſubſcripſi, ſig-noque ac nomine meis ſolitis ac conſuetis unacum No-tarii prædicti ſubſcripcione atque prefatorum Domino-rum Prepoſiti & Officialatus Curie Patavien. Sigillorum appenſione conſignavi, rogatus & requiſitus in fidem & teſtimonium evidens omnium & ſingulorum premiſſo-rum.

CCCCLXXX.

Traité entre JEAN I. *Duc de Brabant, & ſon frere* GODEFROI *Seigneur d'Arſchot & de Virſon, &* JEAN *Seigneur de Riviere, touchant le partage de la Terre d'Arſchot. Fait en* 1283. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum Lib. II. Cap. XCIII. pag. 406.]

24. Juin. BRABANT ET RIVIERE.

JOANNES Dei gratia Lotharingiæ & Brabantiæ Dux, & GODEFRIDUS ejus Frater, Dominus de Arſchot & de (1) Virſon, univerſis has Literas viſuris & audituris ſalutem in omnium Salvatore.

Petivit à nobis dilectus fidelis noſter, JOANNES dictus de (2) RIVIRA, jus ſuum ſuper univerſis bonis & ſingulis, quæ tenens eſt & poſſidens infra allodium de Arſchot, à jure noſtro ibidem dividi & diſtingui.

Et quoniam ſuper ipſo jure, inter nos & ipſum Joan-nem, aliquando diſſenſio exſtiterit, volentes eidem gra-tiam facere ſpecialem, & ut eò ampliùs ad noſtrum ſe promptiorem præbeat obſequium, per dilectos & fideles noſtros, Henricum de Lovanio, Dominum de Herſtal-lio, conſanguineum noſtrum cariſſimum, Walterum Volckart, Milites, Joannem de Huldeberge Clericum, terræ Brabantiæ redituum Receptorem, Ægidium dic-tum Zuane, Villicum Thenenſem, Scabnos & Senio-res Villarum de Arſchot, de Bethingeem & de Lang-dorp, dictum jus à jure noſtro diſtingui fecimus & ſe-parari.

Ita quòd univerſos articulos & ſingulos, in hac char-ta ſubnotatos, eidem Joanni recognoscimus eſſe veros. In primis ſiquidem recognoſcimus ipſum Joannem fore oriundum de Comitibus quondam de Arſchot, ac de fratre majore.

Item quisquam ſuorum manſionariorum, commorans infra libertatem de Arſchot, in Berthingeem, in Lang-dorp, in Weerde, in Teſtelt, in Ghielrode, in Villaer, Mes-ſelboeck, & in Utheem, infra libertatem de Arſchot ab aliquo conveniatur ſeu arreſtetur, poterit ipſe Joannes ſuper

(1) C'eſt une Ville du Berri, que les François appellent *Vierzon*, & qui eſt à huit lieuës de Bourges, vers l'Occident d'été du côté de Tours. *Godefroi* fils de *Henri* III. Duc de Brabant & frere de *Jean* la poſſeda, à cauſe de ſa femme.

(2) C'eſt un village de Brabant, que les François nomment *Riviere*, dans le Païs de Liege près de Saint Tron.

ANNO 1283. super hoc Scabinos de Arschot monere, absque noſtra vel alicujus alterius præſtatione.

Et poſitis petitione & responſione inter partes, ſi Scabini ſuper hoc non fuerint ſatis inſtructi, caput ſuum ſuper hoc petendo, dictus Joannes ipſos Scabinos ad caput ſuum ducere tenetur: & cùm redierint, ſententiam, ab ipſis Scabinis ſuper hoc prolatam, facere teneri, & emendam exinde levare ſolus.

Item ſi Scabini in placito, coram ipſo tractato, ab aliquo contradicantur, hoc ipſe Joannes judicare tenetur, & emendam exinde provenientem ſolus levare, usque ad quadraginta quinque ſolidos. . . . .

Item recognoſcimus piſcariam in Themera ſuam eſſe, de Werffoudre, ubi piſcaria Domini de Rotſelare finitur, usque ad ſilvam quæ dicitur *Kelveren bosgelken*, quam Arnoldus de Staden tenens eſt. Item recognoſcimus venationem, piſcationem, & aucupium ſeu avium captionem, Teutonicè *Vogelen*, ubique ſupra bona ſua eſſe ſuas. Eo ſalvo, quòd cùm aliis noſtris hominibus, aucupium de jure habentibus, inhibuerimus, ne cum retibus anates capiant, noſtrum teneat mandatum in præmiſſis. . . .

Præterea libertatem opidi de Arſchot, quemadmodum conſcripta eſt, & ſigillis noſtrorum fidelium, videlicet Gerardi Domini de Rotſelare, Dapiferi Brabantiæ, atque Joannis de Arſchot, dicti de Pulchra curia, Militum, nec non Joannis de Huldenberge, dicti noſtrorum redituum Receptoris, & Ægidii dicti Zuane, Villici, Theneſis, ſigillatam confirmamus & approbamus, ac in perpetuum ratam obſervare promittimus & inconvulſam.

Et ut hæc univerſa & ſingula, quemadmodum hîc conſcripta ſunt, diviſa & ordinata, à nobis & noſtris ſucceſſoribus ſæpedicto Joanni & ſuis ſucceſſoribus perpetuò & inviolabiliter inconvulſa teneantur, nos eidem præſentem chartam ſigillis noſtris tradidimus communitam & ſigillatam. Ad majorem quoque omnium præmiſſorum evidentiam & ſecuritatem, rogavimus dilectos noſtros & fideles, Henricum de Lovanio, Dominum de Harſtallio, conſanguineum noſtrum dilectum, Walterum Dominum de LIGNE, Walterum dictum Volkart, & Iwanum de Meldaert, Milites noſtros, ut huic chartæ ſigilla ſua, unà cum ſigillis noſtris, apponant & appendant. Et nos

Henricus de Lovanio, Dominus de Harſtallio.
Walterus Dominus de LIGNE.
Walterus Volkart.

Et Iwanus de Meldaert, Milites prædicti, ad præces & inſtantiam dilectorum Dominorum noſtrorum prædictorum, ſigilla noſtra, unà cum eorum ſigillis, præſenti Scripto duximus appendenda, ad majorem evidentiam præmiſſorum. Datum anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo tertio, in Nativitate B. Joannis Baptiſtæ.

CCCCLXXXI.

Dec. BOURGOGNE ET BEAUNE. *Accord entre* ROBERT *Duc de Bourgogne, & les Habitans de la Ville de* BEAUNE, *ſur leurs Priviléges & droits de Commune, que ledit Duc leur confirme. Fait au mois de Décembre*, 1283. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 276.]

In nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis, Amen.

NOS ROBERTUS Dux Burgundiæ, notum facimus univerſis præſentes Literas inſpecturis, vel audituris, quòd nos concedimus hominibus noſtris Communiæ BELNÆ, ut de ducentis marchis argenti, in quibus ſingulis annis nobis Ducibus Burgundiæ tenentur, prout in Carta Communiæ Belnæ continetur, ipſi homines ſint liberi & immunes, & de dictis etiam ducentis marchis argenti ipſos homines liberamus, abſolvimus, & quittamus, in hunc modum. Quicumque ſit de Communia prædicta Belnæ, domicilium habens, morans homo noſter apud Belnam, habens aut habiturus quoquomodo in bonis valorem ſeu extimationem ſexcentarum librarum monetæ Turonenſis parvæ..... & plus, quantumcumque habeat, aut à quibuscumque perſonis aquitet, ſolvet nobis, vel mandato noſtro, quolibet anno, duas marchas argenti tantum, & non plus. Ille autem qui non habebit in bonis valorem ſeu extimationem ſexcentarum librarum Turonenſium monetæ prædictæ, deſcendendo de quibuslibet centum libris dictæ monetæ Turonenſis, ſolvet nobis, vel mandato noſtro, quolibet anno, viginti ſolidos dictæ monetæ Turonenſis, & non plus. Qui verò minùs habebit de centum libris dictæ monetæ, ſecundum minus deſcendendo, perſolvet ſecundum modum extimationis bonorum ſuorum. Ille verò qui habebit in bonis valorem ſeu extimationem decem librarum tantùm dictæ monetæ Turonenſis, vel minùs, ſi ſit perſona quæ poſſit ex artificio ſuo victum & veſtitum ſibi acquirere, ſolvet nobis, vel mandato noſtro, duodecim denarios dictæ monetæ Turonenſis, & non plus. Qui ſolvere vellet duas marchas argenti, jurare valorem ſeu extimationem rerum ſuarum vel bonorum ſuorum non compelletur; ſed qui duas marchas argenti ſolvere noluerit vel recuſaverit, valorem ſeu extimationem bonorum ſuorum jurabit in præſentia Majoris & Scabinorum Communiæ Belnæ, & mandati noſtri, ſi velit mandatum noſtrum intereſſe. Si Major & Jurati intelligerint jurantem eſſe bonæ famæ, credetur eidem juranti, ex ſuo ſimplici ſolo juramento, ſine alia omni inquiſitione vel probatione ſuper hoc facienda. Si verò ſiniſtra ſuſpicio habeatur de jurante, Major & Scabini inquirent per quinque de vicinis fide dignis, & propinquioribus hinc & inde ſuper hoc juratis, valorem ſeu extimationem bonorum ejusdem cujus ſiniſtra ſuſpicio habetur: & ſi repererint per juramentum majoris partis dictorum vicinorum, illum cujus ſiniſtra ſuſpicio habetur, habere in bonis majorem valorem ſeu extimationem quàm juraverit, de majori valore ſeu extimatione, ille qui juraverit, cujus ſiniſtra ſuſpicio habetur, ſecundùm formam & modum ſupradictum, usque ad dictas duas marchas ſolvet tantùm absque pœna vel amenda ſolvenda vel levanda. Quicumque motu propriæ voluntatis, mandato noſtro concordaverit, alias etiam quàm prædictum eſt ſatisfaciendo, volumus & concedimus eos eſſe quittos, & liberos, & immunes. Major & Scabini facient præconizari poſt feſtum Omnium Sanctorum, quod quicumque ſit de Communia Belnæ, domicilium habens, morans homo noſter apud Belnam, ſatisfaciat de marchis & pecunia prædictis in terminis ſtatutis, ſecundùm valorem & extimationem bonorum ſuorum, ad modum ſupradictum terminorum, quibus ſatisfaciet de marchis & pecunia prædictis. Primus erit in octavis feſti beati Andreæ Apoſtoli, in quo ſatisfiet de medietate; ſecundus terminus in quindena Paſchæ, in quo de alia medietate ſatisfiet. Major & Scabini, nollentes ſatisfacere de pecunia & marchis prædictis ſecundùm formam & modum prædictum, ad requiſitionem mandati noſtri, compellent ad ſatisfaciendum, per bonorum ſuorum, non corporum, captionem. Si ſint aliqui rebelles ad jurandum vel ad ſatisfaciendum, ut prædictum eſt, ſi mandatum noſtrum petat à Majore & Scabinis eos cogi ad jurandum vel ad ſatisfaciendum, & Major & Jurati dicant quod eos commodè cogere non poſſint, mandatum noſtrum petituri eos cogere ex iſta cauſa, absque corporis captione. Ab illis autem qui de pecunia & marchis prædictis, juxta modum prædictum ſatisfecerint, vel ſatisfacere voluerint, neque nos, neque mandatum noſtrum poſſumus, neque Major, nec Scabini prædicti, poſſunt vel debent pro illis qui de marchis & pecunia prædictis ſatisfacere noluerint, aliquid petere, nec cogere pignorare, gaigiare, ad ſolvendum vel ſatisfaciendum pro illis qui ſatisfacere noluerint: tamen ipſi ſatisfacientes vel ſatisfacere volentes pro extimatione bonorum ſuorum, juxta modum prædictum, pro aliis ſatisfacere nolentibus minimè teneantur. Filios aut filias, conjugati ſint, aut non morantes cum patribus vel matribus, vel aliqua ipſorum, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis volumus & concedimus eſſe quittos, liberos, & immunes. Fratres, ſorores, nepotes, neptes, & cæteri deſcendentes, qui partiti non fuerint vel diviſi, pro una perſona reputabuntur, & ut una perſona duabus marchis argenti & pecunia prædictis ſatisfacient, juxta modum prædictæ perſonæ partitæ & diviſæ fuerint, quamvis infimul non moram facient, tenentur ad ſolutionem marcharum & pecuniarum prædictarum, ſecundùm formam ſupradictam. Liberi, fratres, ſorores, nepotes, neptes, & cæteri deſcendentes, exiſtentes in Avoëria, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis erunt quitti, & quittè liberi, & liberè immunes, donec ſint majores annis, ſecundùm patriæ conſuetudinem. *Guidonem Balduini Dominum Cherreii*, & ſemper unum ex hæredibus ſuis & hæredum ſuorum perpetuò deſcendentem, pro una marcha argenti, quolibet anno nobis vel mandato noſtro ſolvenda, & *Girardum Flauhart* pro nichilo ſolvendo, & ſuos hæredes perpetuò. *Pariſetum Boleran*, quandiu vivet, pro nichilo ſolvendo. Relictam magiſtri *Jacobi Apothecarii*, quandiu vivet, ſolummodo pro quinque ſolidis, quolibet anno, per curſum vitæ ſuæ perſolvendum

ANNO 1283. solvendum. Et *Remigium Revenditorem*, quandiu vivet solummodo, pro nichilo solvendo. Pro carreriis Belnæ refurandis, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis volumus & concedimus esse liberos & immunes. Pignora vel gaigia quæ Major & Scabini Belnæ capient, seu capi facient ab illis qui de duabus marchis argenti vel de pecunia prædictis non satisfecerint, postquam mandato nostro tradita fuerint, per octo dies continuos servabuntur, antequam vendantur. Dolia & cupæ in extimationem bonorum computabuntur, & omnia utensilia hospitii quæcumque sint, & vestes consutæ, in valore seu extimatione bonorum non computabuntur, neque reputabuntur. Vestes emptæ ut revendentur, & utensilia hospitiorum, quæ habentur ad opus hospitum suscipiendorum, in valore seu extimatione bonorum reputabuntur & computabuntur. Quicumque sit Major Communiæ Belnæ, in anno seu annis sui regiminis ipsum à duabus marchis argenti & pecunia prædictis quittamus, volumus & concedimus esse exceptum, liberum & immunem. Nos, vel Dux Burgundiæ, vel quicumque successor, nostri seu alii causam habentes, per nos vel per alium petere non poterimus ab hominibus Communiæ Belnæ prædictas ducentas marchas argenti, quæ per conventiones prædictas duarum marcharum argenti & pecuniæ prædictarum per extimationem bonorum juxta modum prædictum quittæ sint & remissæ, & contenta in prædictis conventionibus ex eadem causa debentur, ex qua prædictæ ducentæ marchæ debentur. Homines Communiæ Belnæ huc existentes de Communia, seu recedentes à Communia, & de Communia non existentes, volumus & concedimus à satisfactione & aprobatione satisfactionis super duabus marchis argenti & pecunia prædictis esse quittos, liberos & immunes, nisi de anno ultimo in quo ab eis satisfactionis probatum exigetur. Homines Communiæ Belnæ recedentes à Belna, ubicumque se transferant vel morentur, tenebunt & habebunt bona sua omnia & singula, ubicumque sint sita, & de dictis bonis suis omnibus suam poterunt facere plenariam voluntatem, tam liberè quàm ante conventiones quæ in istis Litteris continentur, & ante confectionem præsentium Litterarum ea tenere poterunt vel debebunt; ita quod per hoc juri nostro nullum præjudicium auferatur, & dictis hominibus nichil conqueratur, præter id quod suprà est expressum de duabus marchis argenti & aliis summis prædictis: pro quibus secundum modum prædictum ducentæ marchæ quæ nobis ante præsentis Litteræ confectionem ab hominibus nostris Belnensibus debebantur, remissæ sunt & quittatæ. Si quid juris, rationis vel actionis sit acquisitum prædictis hominibus, ex facto nostro vel prædecessorum nostrorum, vel aliquis ipsorum, vel aliqua alia ratione qualitercumque, secundum tenorem Instrumentorum suorum Litterarumque suarum, aut alias, volumus & concedimus eisdem hominibus esse salvum, Litteris præsentibus nonobstantibus & conventionibus prænotatis. Major & Scabini Communiæ Belnæ, pro negotiis dictæ Communiæ villæ Belnæ poterunt imponere aut inducere hominibus prædictis Communiæ villæ Belnæ, & levare à dictis hominibus quantamcumque summam pecuniæ voluerint, & quamcumque viderint expedire; & si ad jactus dictorum negotiorum dictæ Communiæ villæ Belnæ faciendos mandatum nostrum interesse voluerint, intererit in hoc socius, tanquam unum de Scabinis villæ Belnæ, & jurabit super sancta Dei Evangelia, quòd in dictis jactibus dictarum missionum faciendis bene & fideliter se habebit. Et sciendum est, quod virtute hujusmodi Litteræ, vel eorum qui in præsenti Littera continentur, super homines prædictos vel super bona sua, sive ratione possessionis, sive proprietatis vel receptionis pecuniæ, aut marcharum prædictarum, exigere non possumus, nec dicti homines super nos, nec reclamare plus juris aut rationis quàm poteramus & debebamus ante præsentem Litteræ confectionem, vel perfectionem eorum quæ in præsenti Littera continentur; omnibus tamen punctis & articulis præsentis Litteræ durantibus in sui roboris firmitate. Promittimus insuper, pro nobis & nostris hæredibus & successoribus nostris, & causam à nobis habentibus, per stipulationem legitimam & solemnem, & per juramentum nostrum super sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, omnia Privilegia & omnes libertates generaliter aut specialiter, à prædecessoribus nostris, aut à nobis, vel à quibuscumque, dictis hominibus concessis, & concessa inviolabiliter observare. Volumus quod usus & consuetudines rationabiles prædictæ Communiæ, ac hominum prædictorum, nullo modo refringi per ea quæ in præsenti Littera continentur; ita quod per hoc juri nostro nullum præjudicium auferatur, & dictis hominibus nichil novi quæratur, præter id quod super est expressum, quòd de duabus marchis argenti & aliis summis prædictis, pro quibus, secundùm modum prædictum, ducentæ marchæ, quæ nobis ante confectionem præsentis Litteræ ab hominibus nostris Belnæ debebantur, remissæ scilicet & quittatæ: Obligantes nos, & nostros hæredes, & successores, & causam à nobis habentes, per nostrum jam præstitum juramentum, ad omnia singula supradicta, ac si specialiter essent innumerata proposita, & ita firmiter tenenda, & in perpetuum inviolabiliter observanda, & in nullo contravenire promittimus, per nos vel per alium, ut nunc contravenire volenti in aliquo consentire verbo, signo, vel facto, seu consensu, tacitè, vel expressè, aut modo alio qualicumque vel quocumque. Volentes & concedentes, quod si aliqua contrarietas, repugnantia, dubietas, oscuritas, aut duplicitas inveniatur aut reperiatur, quocumque modo & quocumque tempore, in Privilegiis, Instrumentis, Litteris, & Cartis dictæ Communiæ Belnæ, ex qua in dictis Privilegiis, Instrumentis, Litteris & Cartis, sive antica vel nova sunt, & continentur & exponentur, secundùm quod melius & utilius poterunt intelligi, rationabiliter ad utilitatem dictæ Communiæ & hominum prædictorum, ac exponi. Renuntiamus siquidem in hoc facto, ex certa scientia, per juramentum prædictum, exceptioni doli mali, læsionis, vel deceptionis. In factum, omnium actionum. . . . . nobis & nostris hæredibus sive successoribus vel à nobis causam habentibus, quantum ad revocandum prædicta vel aliquid de prædictis competenti vel in futurum competitur, implorantes Judicis officii & Prælati constitutioni præsenti utroque, & omni auxilio totius Juris Canonici & Civilis, & omnibus exceptionibus, juribus, rationibus, allegationibus, defensionibus totius juris & facti, & aliis quibuscumque, quæ contra præsens instrumentum vel factum possent objici vel opponi, & juridicenti generalem renunciationem non valere. In quorum omnium testimonium & munimen perpetuum, Litteris istis sigillum nostrum duximus apponendum. Actum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo tertio, mense Decembris, *Philippo* Rege Francorum nunc regnante.

ANNO 1283.

In Nomine Domini, Amen.

ANNO Incarnationis ejusdem millesimo ducentesimo octogesimo tertio, mense Decembris, nos *Hugo de Pomarco*, Major, *Guido Jonis*, *Guido Bauduini* juvenis, *Hugo Scanbitor*, *Perrallus Tyglote*, *Renaudus Percherii*, *Joannes Scanbellam*, Scabini & Communia Belnæ, notum facimus omnibus præsentes Litteras inspecturis vel audituris, quòd cùm Dominus noster carissimus *Robertus* Dux Burgundiæ, ex sua mera & liberali gratia nobis concesserit, quod de ducentis marchis argenti, in quibus singulis annis tenebamur, ipsi Domino Duci Burgundiæ, prout in Carta continetur, & nostri successores perpetuò sumus quitti, liberi & immunes in hunc modum, quod quicumque sit de Communia Belnæ, domicilium habens, morans homo dicti Domini Ducis apud Belnam, habitans aut habiturus quoquomodo, in bonis valorem seu extimationem sexcentarum librarum Turonensium monetæ parvæ, vel plus, quantumcumque habeat, aut à quibuscumque personis acquirat, solvet ipsi Domino Duci, vel mandato suo, duas marchas argenti tantùm, & non plus: Et ille qui non habebit valorem seu extimationem sexcentarum librarum Turonensium monetæ parvæ, descendendo de quolibet centum dictæ monetæ Turonensis, solvet sibi, vel mandato suo, quolibet anno, viginti solidos dictæ monetæ Turonensis, & non plus. Si verò minùs de centum libris Turonensibus descendendo minùs solvet, secundùm modum quod in quadam Littera quæ à dicto Domino Duce habemus, plenius continetur. Nos videntes nostram Communiam ex pluribus & arduis debitis (*a*) honoratam, quæ, prout debentur ad præsens, non possumus sine maximo damno dictæ Communiæ persolvi neque reddi, unanimiter & concorditer agimus & tractamus cum Domino Duce prædicto, in hunc modum. Quod dictus Dominus Dux tenetur solvere pro nobis *Petro Nicon* Burgensi Chinii nonaginta & sexaginta libras Turonenses, & *Danieli Tynardi* Civi Astensi occies viginti & tresdecim libras Turonenses, per terminos supra hoc statutos & præfixos, & quandiu vivet Magister *Johannes de Lugduno*, Clericus ipsius Domini Ducis, eidem Magistro Johanni, quandiu idem Magister Johannes vixerit, singulis annis centum libras Turonenses, & nos & nostros hæredes de eisdem acquittare & indemnis modis omnibus observare. Nos eidem Domino Duci concedimus, ratione dictæ gratiæ, & debitorum quorum persolvet supradicta, quod istud abonimentum usque ad annos septem

(*a*) oneratam.

ANNO 1283. septem proximos & continuè venturos, qui incipient in octavis festi beati Andreæ Apostoli, qui erit anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quarto, dicto Domino Duci duplicetur, & duplum eidem persolvatur ab omnibus suis morantibus apud Belnam, salvo nobis & supervenientibus in villa Belnæ, quod supervenientes de duplo istius abonamenti nichil solvent, imò sint quitti & liberi pro simplici persolvendo, videlicet pro quolibet centum libris Turonensibus, pro viginti solidis Turonensibus, & de plus ascendendo usque ad duas marchas quæ non possunt excedi, & diminuendo de minori numero minùs secundùm quod in Carta quam habemus à Domino Duce supradicta, continetur. Exceptis illis qui convenerunt nobiscum de relicta solvenda, & illis cum quibus tenerimus de nichil solvendo, qui super abonamento isto se transibunt secundùm quod in Litteris quas à dicto Domino Duce habemus, continetur, & salvo nobis & nostris successoribus & hæredibus, quod dictis septem annis elapsis quòd nos & nostri hæredes & successores, de dicto duplo perpetuò sumus quitti, liberi penitus, & immunes, & quod præsens Instrumentum, nobis, neque successoribus nostris non possit præjudicium generare, & quòd propter hoc Instrumentum, Dominus Dux, neque sui hæredes sive causam ab ipso habentes, super nos neque super nostros hæredes, neque successores nostros, super bona nostra aliquid juris sive proprietatis, possessionis, aut saisinæ, sive receptionis marcharum & pecuniæ prædictarum, non possint reclamare, & quòd omnes aliæ Litteræ nostræ, libertates, & franchisiæ, in sui roboris perpetua permaneant firmitate. In quorum omnium testimonium & munimen Litteris istis sigillum dictæ Communiæ duximus apponendum. Datum anno & mense prædictis.

CCCCLXXXII.

Vers l'an 1284. MARTINI IV. *Papæ Edictum de Regno* Siciliæ *in beneficium* CAROLI *Andegavensis & contra* PETRUM *Regem Aragonum ejusque adhærentes iteratum.* [ABRAH. BZOVII de præstantia, authoritate, rebusque præclarè gestis Romanorum Pontificum, Commentarius. Cap. XLI. In Bibliotheca maxima Pontificia. Tom. I.]

Ad certitudinem præsentium & memoriam futurorum.

LONGA retro series, ipsiusque diffusa narratio, cui vix tempora longa sufficerent, tædio grandi nimirum audientes afficeret, si quondam Friderici olim Romanorum Imperatoris, posterorumque suorum culpas horrendas, & excessus infandos ab ipsis contra Deum, & Romanam commissos Ecclesiam, ac processus perinde per Romanos Pontifices prædecessores nostros rite habitos contra ipsos, pœnasque juste illis indictas repetitio seriosa narret.

Ideoque summa rerum fastigia prout imminentium casuum necessitas exigit, & absque seditionis injuria materia patitur, decrevimus prosequenda. Et quidem communem non credimus latere notitiam qualiter fel. rec. Innocentius Papa quartus prædecessor noster memoratum Fridericum, qui se per eosdem suos & culpas innumeras indignum Imperio & Regnis, omnique honore reddiderat, in Concilio Lugdunensi, eodem approbante Concilio, propter suas iniquitates à Deo ne regnaret vel imperaret abjectum, ostendit, & denuntiavit omni honore ac dignitate privatum à Domino, & nihilominus sententiando privavit; ut in ejusdem prædecessoris Sententia contra ipsum Fridericum lata plenius continetur.

Qualiter etiam post ejusdem Friderici obitum licet Regnum Siciliæ ad dispositionem Romanæ Ecclesiæ, cujus juris & proprietatis existit, esset libere devolutum: Idemque prædecessor de illo se provisurum in eodem Concilio publicè prædixisset, quondam Conradus dicti Friderici natus, quanquam in eodem Regno ex ipsius sui Genitoris successione nullum penitus jus haberet, cum sicut ex præmissis apparet, nec ipse mortis suæ tempore habuisset, nec alias dicto Conrado jus competeret in eodem ipsum Regnum præsumptione temeraria occupavit.

Nec illius recentiores facti memoriam obliteravit oblivio, videlicet quod ipso Conrado subtracto quondam Manfredus tunc Princeps Tarentinus, quem velut de copula damnata susceptum à dicti Regni successione, non solum præmissa ejusdem Friderici privatio, sed etiam macula illegitimæ nativitatis arcebat, contra juramentum fidelitatis quod dicto prædecessori præstiterat temere veniens, sub quondam Conradini nati dicti Conradi suique nepotis simulata protectione tutoria ad quædam Civitates, & Castra, & alia loca Regni ejusdem manus occupatrices extendit propter quod & alios suos actus nefarios, & graves offensas piæ memoriæ Alexander Papa quartus prædecessor noster ipsum ex causis variis Excommunicationis vinculo innodatum Tarentino Principatu, honore Montis Sancti Angeli, omnibus Civitatibus, terris, feudis, dignitatibus & aliis honoribus, bonis, ac juribus quæ in præfato Regno, & quæ alibi, etiam ab Ecclesiis, & personis Ecclesiasticis obtinebat, nec non & Vicaria in quadam ipsius Regni parte sibi ab Apostolica Sede concessa, & etiam omnibus concessionibus, donationibus, largitionibus, confirmationibus, & Privilegiis, sive à prædictis Friderico Patre, vel Conrado fratre suis, sive à Sede Apostolica in Regno sibi factis, eodem, vel alibi, etiam ab Ecclesiis quibuscunque, vel Personis Ecclesiasticis tanquam rebellem, & hostem Ecclesiæ Romanæ, violatorem fidelitatis sibi præstitæ manifestum, suorumque jurium invasorem, occupatorem, & detentorem sacrilegum, & tanquam Societatum nefando fœdere Sarracenis, eorum complicem, ductorem, & protectorem publicum, Apostolica auctoritate privavit. Cumque idem Manfredus nec iis, aliisque remediis contra malitiam ejus adhibitis in sua iniquitate remissior, sed in committendo quotidie prioribus deteriora ferventior postmodum fraudulenter præfati nepotis sui morte confecta idem Regnum proprio nomine occupans & regium in illo titulum & nomen usurpans se, ortus sui non erubescens primordia, in illius Regem inungi & coronari feciisset: idemque prædecessor Alexander ejus iniquitates, & fraudes abominans, & detestans, cassavit, & irritavit, cassum & irritum nuntiavit quicquid circa ipsum Manfredum per inunctionem, seu potius execrationem, & coronationem, quas recipere de facto præsumpserat, quasque nullas esse constabat, extitit tam temerarie, tam dolose præsumptum.

Eisdem verò Manfredo, & demum Conradino, qui ætatem præveniendo malitia, à dictorum prædecessorum suorum iniquis semitis non declinans, sed ad eadem Imperium, & Regnum aspirans, præfatam Ecclesiam & Charissimum in Christo Filium nostrum Carolum Regem Siciliæ Illustrem insidiis multis impetiit, & multipliciter apertis conatibus infestavit; propter quod contra eum, & fautores suos per recolendæ memoriæ Clementem Papam prædecessorem nostrum varii habiti sunt processus, si fortè sic nobis & Regno, ac Regi prædictis pacis & quietis serenitas arrideret, sed in subditas tempestates acta est æstiva tranquillitas, bellum in media pace surrexit, facti sunt hostes ex subditis. Et qui eidem Regi Siciliæ ad fidelitatis debitum tenebantur, rebellionis spiritum infideliter assumentes non solum hostilia, sed tyrannica patrarunt. Sicut enim gravis clamant infamia, processit adeo Panormitana Civitas, & Civium præsumptuosa rebellio, quod rebellandi audacia, & jurium interversione Regalium, suique, quantum in eis est, abjectione Dominii non contenta ferinæ immanitatis dexteras ad crudelitates inauditas exposuit, dum eorum exitialis iniquitas non solum quos ex devotis Regis ipsius concepta potuit præoccupare nequitia sine sexus ætatisque delectu inhumane accidit, verum etiam partus quos adhuc viscerum maternorum claustra celabant, illis sæve defectis sic præcipiti festinatione produxit in lucem, quod eis nimis proculdubio innaturaliter lucis usum antequam concederet natura subtraxit, ipsis adeo præmatura & impiissima cæde cæsis, quod ortus eorum principia vitæ prævenit occasus non teneri, nec pro eo quod ipsas de cætero non servarint de reatu perjurii, aut ratione pœnarum, vel conventionum quarumlibet adjectarum in illis posse in judicio vel extra judicium impeti, seu aliquatenus molestari: quinimo eos ab illarum observatione sub pœna excommunicationis, quam ex nunc ferimus, & ipsos si secus fecerint incurrere volumus, ipso facto præcipimus penitus abstinere.

Sane omnibus, tam personis Ecclesiasticis, & sæcularibus quam Civitatibus Locisque aliis, & Universitatibus supradictis quæ hujusmodi mandatis nostris, præceptis, & inhibitionibus contumaciter non parebunt aperte prædicimus, quod non solùm ad exequendum comminationes præmissas, sed, & alias gravius spiritualiter & temporaliter contra eos: & specialiter contra Civitates quas contigerit in hujusmodi contumacia deprehendi, ad privandum eos Archiepiscopali, vel Episcopali dignitate: contra memoratos vero rebelles dictæ Insulæ ad interdicendum ipsis cum quibuslibet aliis, &

ANNO 1284.

aliis

ANNO 1283. aliis quibuscunque cum eis omne commercium, quando, & prout facti qualitas suaserit, & expediens fore viderimus, procedemus. Ad hæc præfatis Regi Aragoniæ Michaeli Palæologo & cæteris universis qui nostra monita, præcepta, vel inhibitiones prædictum Regnum Siciliæ in præfata insula, sive in reliquis ejusdem Regni partibus invadere, turbare, impetere, seu molestare quomodolibet præsumerent publice vel occulte, hoc generali publico denuntiamus Edicto, quod nisi dictus Rex Aragoniæ, & alii prædicti in eisdem Insula, & Regno Siciliæ, ac vicinis, seu totius Italiæ partibus commorantes infra instans festum Purificationis Beatæ Virginis: alii vero magis remoti infra Kalendas Menses Aprilis, & dictus Palæologus infra Kalendas Menses Maji proxime futuras quod tempus eis ad hoc pro peremptorio termino assignamus humiliter ad nostra, & Ecclesiæ mandata redierint, præcise nostris parituri beneplacitis, & tam Nobis, & Ecclesiæ, quam memorato Regi Carolo de contumacia, & contemptu, damnis, & injuriis, omnique interesse satisfactionem plenariam competenti tempore, quod eis ad hoc præfiximus, impensuri ex nunc personis eorum citra mortis & mutilationis periculum, & omnia bona sua mobilia exponimus ea quibuslibet fidelibus liberè occupanda. Ipsosque feudis, bonis, & juribus omnibus, quæ à Romana vel quibuslibet tenent Ecclesiis, Privilegiis, indulgentiis, & gratiis quibuslibet ipsis ab eadem Sede, sub quavis forma concessis, Apostolica auctoritate privamus.

Vassallos eorum à juramento fidelitatis, quo forsan tenentur eisdem, penitus absolventes. Lapso vero dicto termino quandocunque nobis visum fuerit ad privandum eundem Regem Aragoniæ, ipsius etiam absentia non obstante, præfato Regno Aragoniæ, omnibusque aliis terris suis. Seu ad ipsa Regnum, & terras similiter exponenda, quo ad ipsum Regnum, & terras præfata semper nostro, ejusdem Romanæ Ecclesiæ jure salvo. Et nihilominus pro qualitate criminum, quibus, ut prætactum est, eum obnoxium superiora prætendunt, quantum nostrum patietur officium, facti qualitas suggeret, & nobis expedire videbitur auctore Domino procedemus.

Prædictas verò Excommunicationis sententias prohibemus, absque speciali mandato Sedis Apostolicæ, nisi forsan in mortis articulo relaxari: quo casu, nisi absolutionis beneficium obtinentes infra tres Menses, postquam restituti fuerint sanitati de loco interdicto, si forsan ibi fuerint, recedentes, Apostolico se conspectui curaverint præsentare, satisfacturi de suis excessibus, pro quibus hujusmodi sententias incurrerunt, & ipsius Sedis beneplacitis parituri, eo ipso in easdem sententias relabantur. Ipsas quoque sententias sic firmiter, ac inviolabiliter volumus observari, quod absolvendi ab eis, vel relaxandi easdem, nisi forsan in mortis articulo, ut dictum est, tam omnibus nostris Pœnitentiariis, quam aliis quibuslibet Confessoribus, sive generalibus sive specialibus, sive familiaribus, quarumcunque, & quantumcunque sublimium personarum ubilibet existentium, adimimus potestatem: etiam si à nobis vel aliquo prædecessorum nostrorum, sub quacumque verborum forma generalem vel specialem, aut liberam absolvendi aliquem, vel aliquos a sententiis hominis, vel Canonis, seu alias eas quomodolibet relaxandi obtinuerint facultatem. Si quis autem sine dictæ Sedis speciali mandato obtinendo deinceps contrarium fortè præsumpserit, tam absolventem à prædictis sententiis, seu relaxantem easdem, quam hujus absolutionem vel relaxationem recipientem, in quacumque dignitate, statu vel ordine fuerint constituti, ex hac causa excommunicationis vinculo innodamus. Relaxationem etiam hujusmodi Sedi præfatæ similiter reservantes, mortis articulo dumtaxat excepto. Et tunc nisi sanitate recepta infra tempus competens, juxta locorum distantiam, ad eandem Sedem venerint suum humiliter recognituri reatum, & ipsius Sedis beneplacitis parituri, relabantur in easdem sententias ipso facto. Ab iis verò, mulieres in hoc tantum excipi volumus ut si solum ratione præfati favoris in hujusmodi sententias forsan inciderint, possint per suos Diœcesanos juxta formam Eccles. absolutionis beneficium obtinere. Ut hujusmodi autem noster processus, ad communem omnium notitiam deducatur, chartas, sive membranas processum continentes eundem, in præsentis Ecclesiæ S. Flaviani Martyris appendi, vel affigi ostiis, seu super liminaribus faciemus: quæ processum istum suo quasi sonoro præconio & patulo indicio publicabunt. Ita quod dicti Petrus Rex Aragoniæ, Palæologus, & alii, quos processus ipse contingit, nullam postea possint excusationem prætendere, quod ad eos talis processus non pervenerit, vel ignoraverint eundem; cum non sit verisimile remanere, quod ipsos incognitum, vel occultum, quod tam patenter omnibus publicatur. Actum &c. ANNO 1283.

CCCCLXXXIII.

Investiture du Dauphiné, faite par RODOLPHE *Empereur dit le* Clement *en faveur de* ROBERT *Duc de Bourgogne, le 4. de Février*, 1284 [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 557. S. GUICHENON, Histoire Généalogique de Savoye, Preuves. pag. 80.] 1284. 4. Fevr. BOURGOGNE, ET DAUPHINÉ.

RODOLPHUS Dei gratia *Romanorum* Rex semper Augustus, universis sacri Romani Imperii fidelibus præsentes Litteras inspecturis, gratiam suam, & omne bonum. Non immerito Regalis Majestatis munificentia iis quos sanguinis præfert claritas, quos virtutum candor illustrat eximius, quosque laudabilis claræ fidei commendat constancia, perviam & munificam se offert & exhibet promotiorem. Sanè, illustris ROBERTUS *Burgundiæ Dux*, tam sincera immarcessibilis fidei constancia erga nos sacrumque Romanorum claret Imperium, quod providè dignum censemus & rationi consonum judicamus, ut ei aliqualis munificentiæ beneficia Regalia munificentia largius offerat & impendat. Maximè, cum, ut certius credimus, imo scimus, non solum ex hujusmodi obligationis beneficio ipsius Ducis utilitas, verum etiam noster & Imperii honor & gloria fructuosius instauretur. Quod attendentes providè, discreteque perpendentes, ipsum Ducem de omni jure, seu juribus omnibus tam nobis & Imperio, quam etiam ipsi Duci competentibus, vel quæ videntur aut dicuntur competere in *Talfinatu*, ex morte quondam *Johannis Talfini*, autoritate Regia infeodamus, & de eis ipsum tenore præsentium feodali titulo solempniter investimus; salvo tamen jure spectabilis Dominæ *Beatricis Telfinæ*, filiæ quondam *Comitis Petri Sabaudiæ* competenti in eodem Delfinatu; cui per concessionem seu infeodationem præmissam in nullo penitus volumus derogare. In cujus rei testimonium, præsens Scriptum exinde conscribi & Majestatis nostræ sigillo fecimus communiri. Datum apud Romaricum Montem, pridie Nonas Februarii, Indictione duodecima, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quarto, regni nostri anno undecimo.

CCCCLXXXIV.

RUDOLPHI I. Römischen Königs in Sachen zwischen Bischoff Heinrich von Speyr eines- und der Stadt Speyr andern theils/ wegen des Wein- und Getrayd-verkaufs/ Zehendens und andern Irrungen. vor Waldeck an der 11000. Mayden tage 1284. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. V. Cap. CXV. pag. 569. col. b.] 21. Oct.

C'est-à-dire,

Sentence Imperiale rendue par RODOLPHE I. *Roi des Romains, entre* HENRI *Evêque de* SPIRE *d'une part & la Ville de* SPIRE *d'autre part, touchant la Vente du Vin & du Bled, l'exaction des Dîmes, & autres diferents. A Waldeck le jour des onze mille Vierges* 1284.

WIr Rudolph von Gottes Gnaden Römischer König/ Ein Scheidmann erkorn von den Prælaten und der Pfaffheit von Speyr mit Gunst und Willen ihres Bischoffs/ einhalb/ und von den Burgermeistern/ von dem Rath/ und von den Burgern gemeinlichen von Speyr/ anderhalb/ über die Mißhellung darumb die vorgenannte Pfaffheit auß ist gefahren/ und Gottes Dienst verschlagen ist; sprechen wir mit Rath unser lieben Fürsten/ Bischoff Heinrichs von Basel/ und Bischoff Gottfrieds von Passaue offt eine rechte sune/ &c. Die Punct des Vertrags seyn kurtz des Inhalts:

Erstlich/ daß die Clerisey auff den nechsten Sontag nach Sanct Ursula Tag sich wieder in die Stad begeben/ und ein Rath durch das Zeichen der Glocken die Bürger auff ihren Hof versammlen/ und verkünden soll/ daß sie nicht Macht gehabt/ auff des Stiffts und der Pfaffheit Gütter/ Korn und Wein/ Gebot anzulegen.

Zum andern/ wann Theurung einfallt/ und die Stadt und das Land mit Frucht zu versehen noth ist/ soll ein Rath solches an den Thombdechan gelangen lassen/ daß er der Clerisey auß der Stadt Frucht zu verführen verbiete. Doch soll der Rath zuforderst der Burgerschafft dergleichen Verbott anlegen/ mit angehessner

ANNO 1284.

hefftter Straff/ wer dawider thut. Wann aber der Thomdechan die Noth nicht alſo wolt beſchaffen halten/ daß darumb Verbott zu thun/ und der halbe Theil deß Raths bey ihrem Eyd ſagten/ daß die Noth vorhanden/ ſoll derſelb das Verbott erkennen. Wann aber der Rath der Bürgerſchafft ſamptlich oder einem erlaubt Frucht den Rhein ab- und auſſer Land zu führen/ wie viel daſſelb geweſt/ ſo viel mag der Dechan der Cleriſey erlauben zu verkauffen/ doch ſoll jederzeit beyden Theilen/ der Cleriſey und Burgern/ in und auſſer der Stadt auffs Land den Benachbarten zu verkauffen zugelaſſen ſeyn.

Zum dritten/ den Weinſchanck betreffend/ iſt die Irrung dem Biſchoff zu Speyr innerhalb gewiſſer Zeit zu erörtern befohlen.

Zum vierdten/ die Gericht Geiſtlichen und Weltliche in der Stadt ſollen bleiben/ als ſie von Alters herkommen.

Zum fünfften/ die Amptleut ſollen bleiben/ als ſie von Alters herkommen.

Zum ſechſten den kleinen Zehenden ſollen die Burger geben wie von Alters/ welche Güter davon gefreyet/ ſollen dabey unangefochten bleiben.

Zum ſiebenden/ die Thürn ſeynd der Sadt zu Schutz der Geiſtlichen und der Weltlichen vonnöthen/ und darumb bleiben. Doch ſoll mann darinn kein Heimlichkeit bauen/ die in die Pfaltz oder in der Cleriſey Höfe ſehe. Dann König Rudolph gern geſehen/ daß ſich die Stadt befeſtigt/ und haben unter ſeiner Regierung etliche mächtig zugenommen.

Zum achten/ die Feindſchafft zwiſchen der Pfaffheit und Bürger Geſind ſoll durch ſechs Perſonen in der Stadt verglichen werden/ und der Rath drey auß dem Thom Capittel/ die ſonderlich ſeyn/ und hinwieder das Thomb-Capitel drey außm Rath/ die friedlich ſeyn/ darzu erwehlen.

Zum neundten/ die Beleidigte zu beyden Theilen ſollen ihren Schaden und Verluſt tragen/ und kein Theil gegen dem andern Anſpruch und Forderung hierumb fürnehmen.

Zum zehenden/ die Burgerſchafft ſoll den Altar/ den ſie im Münſter gemacht/ abbrechen/ ehe die Cleriſey einfähret.

Zum eylfften/ die zween Prieſter/ die wider deß Biſchoffs Verbott gehandelt/ und in der Stadt verblieben/ ſollen außgeſöhnt werden/ daß ſie an ihrem Ort bleiben. Und der Biſchoff und Cleriſey/ ſollen auff des Königs Bitt der Bürger und berührter Prieſter Freunde ſeyn/ und aller deren/ die der Stadt in dem Krieg Hülff erwieſen/ und der Biſchoff den Bann wieder auffheben. Die Burger ſollen der Cleriſey/ ihrer Helffer und Diener Freunde ſeyn. Deßgleichen des Abbts zu Maulbron/ ſo der Cleriſey mit ſeiner Hülff zugezogen.

Zum zwölfften/ was an Zinß und Gülten der Cleriſey bey der Bürgerſchafft außſtändig/ ſoll erlegt werden.

Das End deß Vertrags ſteht mit dieſen Worten: Das alles das da vor geſchrieben iſt bederthalb ſtet blibe ane geverde/ ſo iſt der Brieff zu eim ewigen Urkund/ und zu einer Beſtätigung beſiegelt mit unſerm Kuniglichen Inſigel/ und unſer lieben vorgeſchrieben Fürſten der Biſchoff von Basel/ von Paſſaue und von Spire/ und der Capiteln von dem Thumb/ von S. Gernan/ von Sanct Wyden und von allen Heiligen/ und auch der Stadt von Spire Ingeſiegel. Dirre Brieff wart geben vor Waldecke an der eylff tauſend/ Megt Tage/ da von Gottes Geburt warendt tuſent/ zweyhundert/ vier und achtzig Jahr/ an dem zwölfften Jahr unſers Künigreichs.

CCCCLXXXV.

11. Dec. *Sententia Arbitralis lata per* D. PASQUA DE VARICASSA *Civem & Judicem* JADRÆ *inter* MARCUM MICHAELEM *Comitem Arbi & Commune ejusdem Civitatis ex una, & Volcetam Poteſtatem* NONÆ *& Commune ejusdem Urbis ex parte altera. Quâ, ſententia mortis contrà Piratam* DOBRISSAM, *Civem Nonenſem à dicto Comite Arbi lata, juſta pronunciatur, damna mutuò illata annihilantur, Pax & Concordia inter utrumque Commune ſancitur & confirmatur. Dat. Jadræ Anno* 1284. *Ind.* XIII. *die* 11. *intrante menſe Decembris.* [JOANNES LUCIUS, de Regno Dalmat. & Croatiæ Lib. IV. pag. 183.]

In Chriſti nomine, Amen.

ANNO Incarn. ejusdem 1284. Ind. 13. die 11. intrante menſe Xbris Jadræ temporibus equidem D. Joannis Danduli Inclyti Ducis Venet. & Mag. Lauren. Ven. Jadrenſ. Archiepiscopi, ac D. Joannis Contaren. egregii Comitis. Nos quidem Pasqua de Varicaſſa Civis Jad. Judex arbiter arbitrator, & amicabilis compoſitor inter egregium V. D. Marcum Michaelem C. Arbi & Commune ejusdem Civ. Arben. ex una parte, & N. V. D. Volcetam Poteſtatem Nonæ & Commune ejusdem Civ. Nonæ ex altera parte, ut conſtat per publicum Inſtrumentum compromiſſi facti manu Homodei filii quond. Joannis Denarii Imperiali auctoritate Not. & nunc Arben. jurati Not. in anno Nativitatis Chriſti 1284. Ind. 12. die ultimo Novembris, auditis, & intellectis & diligenter examinatis perſonaliter in utraque Civitate cum ſolemnibus Nunciis & Ambaſciatoribus utriusque terræ omnibus litibus, & quæſtionibus, & controverſiis, ac discordiis, quæ vertebantur inter utramque Civitatem, vid. Arbum. & Nonam, tam pro diviſo quam pro Communi coram omnibus propoſitis & allegatis per utramque partem, & ſuper his habita deliberatione, & conſilio diligenti plurium Sapientum tam ſecularium, quàm religioſorum, & cum diligenti ſtudio inveſtigata, & cognita veritate, vocatis etiam dictis partibus, & citatis coram nobis, & conductis hinc in Civitate Jadræ per legitimos Nuntios & Ambasciatores utriusque Civitatis, & utriusque Communis aſtantes præſentes ad hæc tam pro Communi quam pro diviſo ſuarum Civitatum ſecundum formam, & poteſtatem nobis datam per utramque partem in dicto compromiſſo. Dei nomine invocato pro bono pacis, & concordiæ dicimus, pronunciamus, laudamus, ſententiamus, arbitramus, & confirmamus & laudum, arbitrium, concordium, & per firmam ſententiam arbitralem, & P. quod ſententia quam Illuſtris D. Marcus Michael C. Arben. protulit in Dobreſſan Civem Nonen. quem fecit ſuſpendi propter opera ſua mala, fuit digna, ac ſancta & juſta, & quoniam prædictus Dobriſſa iverat furatum ad Inſulas prædicti D. Comitis Arben., & inventus, ac captus in furto manifeſto, fuit dignus, & meritus prædictam ſuſpenſionem; & illud quod prædictus D. Comes Marcus Michael fecit in ipſum Dobreſſam benè fecit, & dignum & juſtum fuit: unde hominibus Nonæ tam pro diviſo quam pro Communi imponimus perpetuum ſilentium ſuper hoc, liberantes, & abſolventes prædictum D. C. Arben., & ſucceſſores ſuos, & Commune Arben. & omnes ac ſingulos homines de Arbo, & ejus diſtrictu tam pro diviſo quam pro Communi ab ipſa quæſtione, & morte ejusdem Dobreſſæ, ſub pœna M. lib. den. par. Ven. ſecundum formam dicti compromiſſi. Item quia una barcha Arben. capta fuit tempore treguæ per homines Nonæ & conducta Nonam, dicimus, & ſententiamus quod Commune & homines Nonæ ſolvere debeant, & teneantur in manibus ſupraſcripti D. Marci Michael Comitis Arben. 20. lib. den. Ven. par. usque ad carnis privium prox. in Civ. Arben. ſub pœna dicti compromiſſi, qui verò D. C. Arben. dividat & diſtribuat ipſas 20. lib. denar. inter ſuos Cives, & homines, ſicut ei placuerit & melius apparebit. Item de morte Cernote Nobilis Civis Arben., qui tempore guerræ interfectus fuit in prælio per homines Nonæ, venientibus Arben. ſuper Nonen., debellante una parte cum alia ſuper territorium Nonæ, dicimus, ſententiamus per laudum, ſententiam, & arbitrium quod homines & Commune Arben. & propinqui ipſius Cernote omnes & ſinguli tam pro diviſo, quam pro Communi Arben. habeant ſilentium perpetuum ſub prædicta pœna compromiſſi, abſolventes Commune, & homines Nonæ omnes ſuper hoc, quia hoc factum fuit in guerra, & prælio manifeſto, & in præliis talia fieri conſueverunt & evitari non queunt.

ANNO 1284.

Item pro omnibus damnis factis per homines Arben. hominibus Nonæ tam pro diviſo, quam pro Communi in tota dicta guerra dicimus, & ſententiamus quod Commune & homines Arben. ſolvere debeant, & teneantur in manibus ſupraſcripti D. Volcete Poteſtatis Nonæ 40. lib. den. Ven. par. in Civ. Nonæ usque ad carnisprivium proximum ſub prædicta pœna compromiſſi, qui verò Poteſtas Nonæ dividat ipſas 40. lib. den. par. inter ſuos Cives & homines Nonæ ſicut ei placuerit & melius apparebit.

Item dicimus, & ſententiamus per ſententiam arbitralem quod omnia & ſingula damna facta, & data tam in tregua, quam in guerra poſt ſuſpenſionem prædicti Dobroſſæ per utramque Civit. tam pro diviſo, quam pro Communi ſint caſſa, vana & nullius valoris ex utraque parte ſub pœna dicti compromiſſi, & ſuper his per utrumque Commune, & diviſum ipſarum Civitatum perpetuum ſilentium habeant, ſalvis tamen rationibus utriusque partis ante dictam guerram, & ante ſuſpenſionem dicti Dobreſſæ, quas una Civitas haberet petere ſuper alteram, tam pro diviſo, quàm pro Communi, in quibus volumus quod utraque pars poſſit uti ſuis rationibus ante dictum tempus, ſecundum jura, & antiqua pacta, quæ ſunt inter ipſas duas Civitates. Pronunciamus inſuper, & confirmamus plenam & firmam pacem & concordiam inter utrumque Commune, & diviſum ipſarum Civitatum, ſicut in ſuis antiquis Inſtrumentis, & pactis veteribus legitur, & plenius continetur, & pro majori Cautela & nexu firmitatis fecimus jurare duodecim bonos, & Nobiles viros de Arbo, &

duodecim

ANNO 1284. duodecim de Nona prædictam pacem, pacta antiqua, & prædictam sententiam nostram, & omnia & singula suprascripta semper attendere, & observare se, & Communia sua, & divisim. Hi autem sunt Cives Arben. qui juraverunt prædicta: Stephanus de Firma, Philip. Genani, Matheus de Hermolao, Nicola de Pribe, Stephanus de Galzigna, Martinussius de Rovigna, Madius de Clemente, Oreste de Foscho, Epube de Zane, Stephanus de Demine, Martinus, & Marinus de Machna. Isti verò sunt Cives Nonen. qui juraverunt prædicta: Migostus Judex, Moyssa Chrance Jamomethi, Paulus filius Borislavi, Jacobus Dragchis, Rodovanus Stringi, Tolislaus Budislavig, Rodoslavus frater Archipresbyteri, Desenus Daryssig, Volcina Drussigi, Voychna Dresevig, & Stepha. Danchovig, qui omnes & singuli Sancti tam Arben. quàm Nonen. coram nobis prænominato Pasqua de Varicasse Judice Arbitro, Sacramento juraverunt ad Sancta Dei Evangelia super librum prædictum, pacem & concordiam, ac sententiam nostram, & omnia, & singula Sacramenta & pacta antiqua plenè attendere & observare, & facere observari & attendi per suas Civitates, & Communia & divisum & in nullo contravenire sub pœna M. lib. secundum formam dicti compromissi; super cujus nostræ Arbitralis diffinitione N. V. Guidonem de Varicassa Civem Jad. constituimus, & dedimus in Prestaldum ad omnia suprascripta taliter percomplendi, & Ego prænominatus Guidotus de Varicasse Prestaldus super hoc constitutus, omnia quæ superius sunt expressa vera esse testificor in salute animæ meæ coram his Nobilibus viris Jadræ vocatis, & rogatis testibus scilicet Dessa de Fafogna, Frederico quondam Grisogoni de Mauro, & Paulo de Borache Thomasio Penazo, Damiano de Slorado, Prodde de Cosa, Barthe quondam Grisogoni de Mauro Jadren. Civibus, & aliis.

Ego Pasqua de Varicasse suprascriptus Judex Arbiter inter Arben. & Nonen. manum misi.

Ego Stane de Varicasse examinator manum meam misi.

Ego Henricus Imp. auct. Not. & Jud. juratus his interfui & rogatus scripsi & roboravi.

CCCCLXXXVI.

1285. 19. Janv. SICILE ET BOURGOGNE. *Cession faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* MARGUERITE *sa Niéce Reine de Sicile, de la portion qui apartenoit à ladite Marguerite par droit de succession au Duché de Bourgogne. Faite l'an* 1285. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 560.]

NOUX MARGUERITE por la grace de Deu *Reigne de Sicille*, faisons savoir à touz, que cum tres auz & nobles Princes, *Hugues* jadis *Duc de Burgoine*, nostres chiers aieus, heust ordonné en sa deraingne volunté, que nos heussions le tiers sans division, de quanque il avoit és Villes & és lueux cy apres nummez; c'est asavoir, Ostun, Arné, Poilly, Bussy en Chaonnois, Combanchien, Corbooloin, Aisery, Braisy, & és appartenances desdites Villes, en homes, en Justices, en Seignories, en bois, en eaux, en plains, & en toutes autres choses: nos regardant nostre proffit à ceu qui ces choses apartenanz audit tiers estoient espanduës, & loing de nostre terre, & en retenant l'amour de noble Prince ROBERT *Duc de Burgoine* nostre chier oncle, outroions, baillons, & delivrons, por nos & por nos hers, por cause de l'eschange au devantdit nostre Oncle, & à ses hers à tousiors mais, le tiers des Villes dessusdites, & des choses dessusdites, & des appartenances toutes, & ceste baillance, ceste delivrance façons nos audit nostre chier oncle, por cen qu'il nos ha baillié, outroié, & delivré à tousiors mais por nos & por nos hers, son chastel de Lucennay, & les appartenances. Et est asavoir, que por le commun ascort de nos & de nostre-dit oncles, nobles homs *Guillaumes* Sires *de Grancey*, Estienne Sire de Seint Bore Chevaliers, enquerrons por lor fairemanz, la valuë dou tierz que nos appartient por l'ordonnance doudit Hugues, és Villes, & és choses dessusdites. Et prisent toutes les choses appartenanz audit tiers, en fortereresses & maisons, en homes, en bois, en rivieres, en Justices, en Seignories, & en quelque maniere que ce soit: Et prisent en cele mesme maniere le Chastel de Lucennay, & les appartenances toutes, & se li diz Chasteaux de Lucenay, & les appartenances ne valoient estimation doudit tiers que nos havons baillé, outroié, & delivré audit nostre oncle, cil Chevalier sunt tenu à nos, por la volunté nostredit oncle, à asseoir és leux plus prochains doudit Chastel de Lucenay, le defaut tel comme il pora accomplir les choses dessusdites; excepté le Chastel de Semeur en Aussois, & le Chastel Daisy, & les Villes ou lieu du Chastel feint Essis. Et ledit Chastel de Lucenay, & les appartenances, & ce qu'il nos afferunt, havrons nos por nos & por nos hers; sauf le fié, & la souveraineté nostredit Oncle en ces choses dessusdites. Et promettons par nostre fairemant doné sus feintes Evangiles, & sus l'obligation de tous noz biens mobles & non mobles, en obligeant nos hers quant à ceu, à tenir & garder sans venir encontre toutes ces choses & chascune por soy. Et renonçons en cest fait, par nostre fairemant, à toutes exceptions, & à toutes barres de droit escrit & de fait, & à tous privileges donez & à doner, par lesquex nos ou nostre hers pourriez venir contre les choses dessusdites. Ou tesmoignage, &c. Donné à Paris, l'an mil deux cent quatre vingt & cinc, le Diemange devant Scint Vincent.

ANNO 1285.

CCCCLXXXVII.

Titre pour le Traité de mariage entre JEAN *fils aîné de* ROBERT *Duc de Bourgogne, &* ALIX *fille d'*OTHES *Comte de Bourgogne. Fait l'an* 1285. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 561.] 30. Janv. BOURGOGNE DUCHE' ET COMTE'.

JE *Odos de Fouvanz* Chevaliers, fais savoir à tous ces qui verront ces presentes Lettres, que por le fié de Dez, & des appartenances, lesquex choses nobles Princes ROBERS *Dux de Burgoigne* mes chiers Sires ma doné en fié, & lesquelx choses Messires *Gautex li poures homs*, Chevaliers, tenoit doudit Monseignour en fié, je suis, & doiz estre homs lige audit Monseignour le Duc devant tous homes, apres mon chier Seignour OTHES *Conte de Burgoigne* Palazin. Et li promet par mon fairement porter foy, son cors, ses manbres, son honeur terriene garder, & les cors, les mambres, les honours terriennes, & toutes les droitures de mon chier Seignour JEHAN fil doudit Duc, & de ma chiere Dame AALIZ fille doudit Conte, quelque part que ales soient, presentement & avenir. Et se il havenoit que dex feist son commandement de Monseignour le Conte, avant que de ladite Aalix sa fille, je promez par mon sarement rendre audit Jehan, & à ladite Aaliz, se Jehanz l'avoit espousée, ou és hers de cele Aaliz, ou à ces qui haurient cause de ce, ou à ladite Aalis, s'il avenoit que dex feist son commandement doudit Jehan ainçois qu'il la hust espousée, ou audit nostre chier Seignor le Duc, tant comme il haura & tendra la voërie, d'Eaux, Chastel Chalon, le Chastel de Bracon, & le Chastel de Moron. Et porceque ces choses soient fermes & estaubles, je hay prié redoutauble Pere en Jesu Christ *Jacques* par la grace de Deu *Avesque d'Oſtun*, & nostre chier Seignor ledit Conte de Burgoigne, qui metent lor seaux en ces presentes Lettres. Et nos *Jacques Evesque d'Oſtun* devantdiz, & nos *Othes Cuens de Burgoigne* Palazins, por quel commandement li diz Odes ha fait cest sarement, & qui ne povons oster la garde de ces trois Chasteaux de la main de celuy Ode, à la requeste, & à la priere de luy, havons mis nos seaux en ces Lettres, qui furent faites & données à Paris, le Jeudy devant la Purification Nostre Dame, en l'an de nostre Seignor 1285.

CCCCLXXXVIII.

Pactum inter Castrum FRIDBERG *&* CIVITATEM IMPERIALEM *ejusdem Nominis, coram* RUDOLPHO I. *Imperatore factum, quod neutra pars alteram destruere, sed in firma pace & concordia invicem vivere debeant. Datum Moguntiæ Idibus Julii* 1285. [OLDENBURGERI Limnæus enucleatus. Part. II. Lib. IV. Cap. XVIII. pag. 77. LUNIG Teutsch. Reichs Archiv. Part. Special. Cont. III. Abtheil. VII. Absatz III. pag. 102.] 15. Juill.

ANNO 1285.

NOS Rudolphus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ad universorum sacri Imperii Romani fidelium tam præsentium, quam futurorum notitiam tenore præsentium volumus pervenire, quod nos inter nostros fideles milites Castrenses & Cives de Friedberg ordinationem, concordiam & securitatem fecimus cum consensu & voluntate partis utriusque in hunc modum. Quod Cives Castrum in Fridberg nunquam destruent, nec Castrenses de Castro expellent, nec Castrum capient, nec recipient, nec retinebunt, nec talia volentibus facere consilium, auxilium seu favorem præstabunt. Milites etiam Civitatem Fridberg nunquam destruent, nec de Civitate ipsos Cives expellent, nec capient, nec recipient, nec insultum communiter in Civitatem facient, nec talia volentibus facere consilium, auxilium seu favorem præstabunt. Et si milites Castrenses contra Cives vel Civitatem prædictam aliquid fecerint prædictorum, tunc ipso facto omnibus libertatibus, & tam feudis Castrensibus, quam aliis, & omnibus honoribus & juribus, quæ vel quos ab Imperio tenuerunt, perpetuo carebunt. Et in se elegerunt Domini Papæ excommunicationem & nostram proscriptionem faciendam, quando Cives hoc duxerint requirendum. Et si Cives contra Castrenses milites vel Castrum aliquid fecerint prædictorum, tunc ipso facto omnibus libertatibus, feudis & omnibus honoribus & juribus, quæ vel quos ab Imperio tenuerunt, perpetuo carebunt: Et in se elegerunt Domini Papæ excommunicationem, & nostram proscriptionem faciendam, quando milites Castrenses hoc duxerint requirendum. Adjectum est etiam, quod si inter prædictos milites & Cives, vel eorum familiam aliquæ rixæ vel contentiones seu pugnæ surrexerint, hoc judicari debet secundum quod in ipsa Civitate a retroactis temporibus est consuetum. Promiserunt insuper ex utraque parte, quod postquam nos viam universæ carnis ingressi fuimus, ipsi Castrenses milites nullum ad Castrum prædictum intromittent, per quem ipsi Cives vel eorum Civitas lædi valeat vel offendi. Hoc etiam ipsi Cives militibus faciente converso, donec novus Rex creatus fuerit, cui tam Castrenses quam Cives faciant, ut tenentur, & nos tam Cives quam Castrenses milites, ut prædicta per nos inviolabiliter observentur, una cum sigillo Serenissimi Domini nostri prædicti Regis sigilla nostra duximus præsentibus appendenda. Et nos Rudolphus Romanorum Rex sigillo nostro præsentem paginam fecimus communiri. Datum Moguntiæ Idus Julii, Indictione XIII. Anno Domini M. CC. LXXX. Quinto, Regni nostri anno duodecimo.

CCCCLXXXIX.

20. Sept. BOURGOGNE ET DAUPHINÉ.

Accord entre ROBERT *Duc de Bourgogne*, & HUMBERT DE LA TOUR *Dauphin de Vienne touchant le Dauphiné, fait à Paris, l'an* 1285. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 558.]

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum* Rex, universis præsentes Litteras inspecturis, salutem. Notum facimus, quòd virtute compromissi à dilecto & fideli nostro ROBERTO *Duce Burgundiæ*, & HUMBERTO Domino DE TURRE, nunc *Dalphino Vienensi* super Dalphinatu Viennensi in nos facti, pronunciando diximus, quod idem Dominus de Turre solvat eidem Duci, vel ejus certo mandato, apud Lugdunum, viginti millia librarum Turonensium, terminis qui sequuntur; videlicet in instanti festo Purificationis beatæ Mariæ quinque millia librarum Turonensium, & sic in eodem festo singulis annis sequentibus, quinque millia Turonensium, donec tota summa viginti millia librarum Turonensium prædictarum completa fuerit & per soluta. Dictus verò Dominus de Turre, voluit & expressè consensit coram nobis, quod nos ad præmissa compellamus eundem. In cujus rei testimonium, præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius die Sabbati ante festum beati Mathæi Apostoli, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto.

CCCCXC.

ANNO 1285. 9. Octo. FRANCE ET BOURGOGNE.

Donation faite à ROBERT *Duc de Bourgogne par* PHILIPPE III. *Roi de France surnommé le Hardi, de tout ce qu'il a en la Ville de Coches, des fiefs des Châteaux de Maulain, de Courtenais, &c. Faite à Narbonne, l'an* 1285. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 558.]

PHILIPPE par la grace de Deu *Rois de France*, à tous ces qui verront & orront ces presentes Lettres, salut, nous fesons savoir, que en acressance dou fié que noble homs nostres amez & feaux *Dux de Burgoigne* tient de nos, li donons & outroions por luy & por ses hers, & por ses succesfours à tousiours mais, les choses cy apres contenuës. C'est asavoir tout quanques nos povons havoir & devons, por quelque raison que ce soit en nostre ville de Coches, & és appartenances, & toute seignorie aute & basse, especiaulment la garde dou Priore de ladite ville de Coches, & des mambres, & des appartenances, & des persones demoranz en ices leux. Item la garde de l'Abbaye de saint Pierre de Chalon, & des mambres, & des appartenances, & des persones demorans en ices leux. Item les fiez des Chasteaux de Maulain, de Cortenais, & de la maison fort de Cernale, & des appartenances de ces leux, ou tous les droiz & proffiz que nos haviens, ou poions havoir par quelque raison que ce fut esdites choses, sanz riens retenir à nos ne à nos succesfours, fors que nostre fié doudit Duc, & des suens apres luy, & nostre resort, se li cas y harrivoit. Et desdites choses nos avons revestu ledit Duc en la maniere desusdite: por quoy nos mandons & commandons par cestes nosdites Lettres, à Religious persones Abbé, & le Covant de saint Pierre de Chalon, & au Prior de Coches, por aux, & por lor mambres, & por les appartenances, & à tous nosdits Borgeois, & nosdits homes de Coches, que il entrent en l'obeïssance, & ou service doudit Duc, & des suens apres luy en toutes choses, si com il estoient tenus à nos, & commandons auxi és soigneurs de *Maulin*, de *Courtenais*, & de *Cernale*, que il entrent en la fay, & en l'ommaige doudit Duc, & des suens apres un des fiez desusdits, ensinc com il en estoient en la nostre fay, & de la fay, & de l'obeïssance, de la garde, & dou service dont il estoient tenuz à nos por raison desdites choses, nos, por nos, & por nosdits hers, & por nos succesfours, les quittons, assollons, sauve nostre reaul souveraineté, & l'autruy droit en toutes choses. Et porce que, quant nos recehusmes le gouvernement dou Reaume de France, nos n'aviens encor point de seel novel, nos havons cestes Lettres fait seeler de nostre seel duquel nos usfions avant, & promettons audit Duc, que quan nos haurons nostre autre seel dou Reaume de France, nos l'en ferons seeler nosdittes Lettres de cest don, faites en la maniere desusdit. Ce fut fait & doné à Narbone, le Mardy jor de feste saint Denys, l'an de grace 1285.

CCCCXCI.

17 Octo. BOURGOGNE DUCHE' ET COMTE'.

Donation de l'Hommage & de la Mouvance de TREFFORT, *de* MARLOUX, *& du Pays de* REVERMONT, *faite à* ROBERT *Duc de Bourgogne, par* OTHES *Comte de Bourgogne, l'an* 1285. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 558.]

NOS OTHES *Cuens Palazins de Borgoigne*, Sires de Salins, faisons savoir à touz cels qui verront & orront cestes Lettres, que nos, por la grant amour que nos avons à noble homes nostre chier cosin & seignor ROBERT *Duc de Burgoigne*, nos donons audit Robert, por luy & por ses hoirs, & por ses succesfeurs à tousiours mais, les fiez des Chasteaux de TREFFORT & de MARLOUX, & de lour appartenances touttes, & de tout ce especialment que noble homs *Humbers* Sires *de la Tour* souloit tenir, & devoit tenir de nos, & de nos devanciers, cay tout le (1) *Revermont*,

(1) Depuis le Duc *Robert* donna le Revermont au Comte de Savoye, en échange de Cusery, de Sagy, & de Savigny.

ANNO 1285. *vermont*, sans rien retenir à nos, ne és nos, au fié des devantdites choses; ains volons & outroions, que des ores en avant toutes lesdites choses, & lour appartenances soient dou franc alluef doudit Duc nostre chier seignor & cousin, & des suens, por le tesmoignage de cestes nostres Lettres seellée de nostre seaul, faite & donnée à Carcassone, le Mecredy veille de feste saint Luc Evangeliste, en l'an de grace 1285.

CCCCXCII.

Nov. SAVOYE ET AMBRONAI. *Traité d'Association entre* AME' V. *Comte de Savoye*, & JEAN de la BAULME *Abbé d'Ambronai, par lequel le Comte prend l'Abbé & son Monastére sous sa protection, moyennant quelque part que ce Prélat lui donne aux revenus de son Abbaie. Fait au mois de Novembre* 1285. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 132.]

In nomine Domini Amen.

QUONIAM ea quæ non duratura sunt propter labilem hominum memoriam, scripturæ solent, & memoriæ commendari. Idcircò nos AMEDEUS *Comes Sabaudiæ*, & nos JOANNES Dei gratia humilis Abbas Ambroniaci Lugdunensis Diocesis, totiusque ejusdem loci Conventus. Notum facimus universis præsentes Litteras inspecturis, quòd nos Comes volentes sequi pro viribus voluntatem, & vestigia inclytæ recordationis Domini *Philippi quondam Comitis Sabaudiæ*, *Patrui*, & prædecessoris nostri, intendentesque ad defensionem Sanctæ Ecclesiæ toto posse. Et nos dicti Abbas, & Conventus considerantes evidentem utilitatem Ecclesiæ nostræ prædictæ, & videntes nos, & Ecclesiam nostram prædictam, hominesque nostros, & jura, ac bona nostra, multis angustiis, & oppressionibus malignorum inimicorum opprimi; itaque non solum de deterioratione, sed etiam de totius Monasterii nostri, & hominum nostrorum subventione invenimus quòd plurimum, nec est mirum prout ipsæ angustiæ, & oppressiones evidentissimæ, & notoriæ omnibus de terra nostra, & de Vicinio nostro eminentes evidenter, quas quidem oppressiones, & angustias, tamdiu sustinuimus laboribus, & expensis, quòd nisi ad Dei auxilia alicujus Potentis adjutorium habeamus, qui nos possit à prædictis oppressionibus defendere, ipsum Monasterium bonaque nostra, & homines nostros in manibus inimicorum nostrorum, nos oportet deserere totaliter devastanda, prout hæc omnia notoria sunt omnibus, & evidentissimè manifesta. Ideo nos dictus Comes, & Abbas, & Conventus, societatem, confederationem, & amicitiam specialem facimus, inter nos inimus, & corroboramus, renovamus, & confirmamus per modum qui sequitur infrà scriptum: In primis nos dicti Abbas, & Conventus attendentes quod nullum habemus vicinum potentiorem, ad quem possimus habere tutum refugium, nec per quem nos, & Domus nostra, seu Abbatia nostra defendi valeat ab insultibus malignorum, nisi per Dominum Comitem supradictum, propter hoc consideratâ utilitate dicti Monasterii nostri, ut dictum est, ad ipsum Illustrem Dominum, & Comitem Sabaudiæ, tanquam ad tutissimum, & singulare refugium recurrentes. Qui quidem Comes, & progenitores sui, tanquam justus Clypeus pro defensione Ecclesiarum in terra sua sub protectione sua existentium contra Ecclesiarum ipsarum oppressores laudabiliter pugnaverunt, in tantum quòd ubique in terra sua Ministri Dei laudabiliter Domino famulantur, & attendentes insuper quod ea de quibus dicto Domino Comiti intendimus facere gratiam, prout continetur inferius, erant nobis inutilia, nobisque fuerant aperta, & escheuta à quodam qui eadem à nobis tenebat in feudum, qui apertas felonias, & injurias manifestas contra nos, & Ecclesiam nostram committere non expavit, & ad ultimum dictum feudum refutavit fidelitatem debitam, nolendo indè facere, licet super hoc fuerit pluries requisitus, & quod fortius est, ipsum feudum nobis expressè quittavit coram pluribus fide dignis.

Nos dictus Abbas, & Conventus consideratâ evidenti utilitate Monasterii nostri dictum feudum in meliori, & potentiori persona renovantes pro nobis, & successoribus nostris damus, & concedimus in feudum ex jure quo possumus meliori, prædicto Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, & ejus in ipso Comitatu dumtaxat successoribus ea quæ inferius sequuntur, Videlicet mediatem obventionum prout percipi consueverunt, per nos dictum Abbatem, & prædecessores nostros in mercatis, & nundinis Villæ nostræ Ambroniaci. ANNO 1285.

Item etiam partem bannorum in Villa, & Parrochia Ambroniaci ex delictis ibidem occurrentibus, exceptis bannis bladorum, vinearum, nemorum, & pratorum Villæ, & Parrochiæ prædictæ, quæ nobis dicto Abbati, & Conventui totaliter retinemus.

Item damus, & concedimus dicto Domino Comiti, & ejus successoribus ut prædictum est, in feudum, in bonis confiscandis, & confiscatis in dicta Villa, & Parrochia quæ confiscabuntur de jure, vel de consuetudine, tertiam partem bonorum mobilium, & immobilium Ecclesiæ nostræ reservamus.

Item damus, & concedimus dicto Domino Comiti in feudum ut prædictum est in quolibet foco, qui est ad præsens, vel fiet in futurum, in Parrochia Ambroniaci, & extra clausuras Villæ Ambroniaci, unum bichetum avenæ, & unam gallinam, & in quolibet animali arante unum bichetum avenæ singulis annis Nuncio, seu mandato ipsius Domini Comitis persolvendum, & quod pro his recolligendis, & exhibendis possit in dicta Villa dictus Dominus Comes habere aliquem suum Nuncium specialem: Ita tamen quòd in bannis recuperandis dictus Nuncius ad aliquam violentiam, vel pignorationem faciendam in Villa se non ingerat, seu Parrochia, donec Præpositus Abbatis per octo dies ante requisitus banna clara cognita per nos dictum Abbatem, vel mandatum nostrum, & dicto Nuncio præsente, vel venire nolente faciat ipsa Nuncio plene reddi, & tunc antedictus Nuncius dicti Comitis ea recuperare possit usque ad partem suam, quæ quidem banna nos dictus Abbas de consensu tamen dicti Nuncii amarciare possimus, prout nobis videbitur faciendum, acto etiam inter nos, & dictum Comitem, quod in propria familia seu familia nostri Abbatis, & Monachorum nostrorum, nullam partem bannorum committendorum per eosdem famulos seu familiam, vel aliquam eorumdem dictus Dominus Comes, vel ejus Nuncius, nullam partem habeat, nec petere, vel exigere valeat, vel levare, & quòd si aliquis rebellis existeret in solutione bannorum prædictorum, quòd Nuncius prædictus Domini Comitis prædictum Præpositum ipsorum Abbatis, & Conventus ubique fortem faciat, ad recuperandum banna superius nunciata.

Prætereà volumus, & ipsi Domino Comiti damus in feudum ut prædictum est, scilicet quòd dictus Dominus Comes, & sui in dicto Comitatu successores, ad mandatum ipsius Domini Comitis in guerris suis in Villa Ambroniaci ubique, & maximè in fortalitiis possint libere pernoctare, & se, & suos receptare, & moram trahere, ad expensas tamen ipsorum, & guerram, & pacem inde facere prout sibi videbitur faciendum.

Item concedimus eidem Domino Comiti ut suprà quòd homines nostri de Villa nostra, & de Parrochia nostra Ambroniacensi, teneantur ire in calvacatam ipsius Domini Comitis, in toto vel in parte, ipsa Villa competenter munita remanente, ad expensas ipsorum de Villa per duos dies, ita quòd secunda die possint in Villa Ambroniaci pernoctare.

Item concedimus eidem Domino Comiti ut suprà, quòd in calvacatam ipsius Domini Comitis debeat, & possit habere si voluerit Dominus Comes de prædictis hominibus dictæ Villæ prædictæ Ambroniaci decem Balistrarios, & viginti clientes, ferro, Balistis, & lanceis armatos ubique citrà montes, per quindecim dies ad expensas ipsorum hominum, & ex tunc ad expensas Domini Comitis supradicti; quos quidem clientes nos dictus Abbas ipsi Domino Comiti vel mandato suo mittere teneamur.

Insuper volumus, & concedimus ipsi Domino Comiti, quod homines nostri prædicto modo, & quolibet alio quo poterunt bono modo juvari defendant prædictum Dominum Comitem, & successores suos in dicto Comitatu, nobis, & nostris exceptis, & insuper exceptis Sanctissimo Patre Domino Romano Pontifice, & Reverendo Patre Domino Archiepiscopo Lugdunensi qui nunc sunt, vel fuerint in futurum; sanè nos timentes pericula ventura, & volentes præcavere, ne obscuritas contractus, nostræ Ecclesiæ posset imposterum præjudicium generare, significamus universis nos dictus Abbas, & Conventus quòd nos in dicta donatione in feudum reservamus nobis, & successoribus nostris in dicta Villa, & Parrochia Ambroniacensi, merum, mixtumque Imperium, & jurisdictionem, gardam, nec non jus, & usagia universa, & singula, exceptis tamen eis quæ concedimus dicto Domino Comiti in feudum ut prædictum est, quæ habebamus, vel habere debebamus, seu consuevimus ante donationem prædictam in Villa, & Parrochia supradictis.

ANNO 1285. Nos verò prædictus Amedeus Comes, volentes attendere pacta, & conventiones prædicti Patrui noſtri, cupientes etiam, Deum habentes præ oculis, manifeſtis injuriis, & oppreſſionibus dicti Monaſterii pro viribus obviare, ipſumque prædictum Monaſterium, & Monachos ibidem Deo ſervientes in tranquilla pace ponere, & tenere prædicta univerſa, & ſingula acceptamus, promittentes dictis Abbati, & Conventui pro nobis, & ſucceſſoribus noſtris in dicto Comitatu per ſtipulationem ſolemnem, & juramentum ipſos Abbatem, & Conventum, Priores, ac Monachos, tàm in capite quàm in membris ac homines Villæ, & Parrochiæ Ambroniaci, & bona eorumdem ubique exiſtentia juvare, defendere, manutenere, & cuſtodire pro viribus noſtris, propriis expenſis contra omnes inimicos, & malefactores eorumdem, juſtitiâ mediante quamdiu coram Ordinario ſuo, vel in Curia noſtra voluerint ſtare juri nec aliquod ab eisdem ex nunc in futurum exigere, vel extorquere in dicta Villa, & Parrochia præter eorum voluntatem, niſi ea quæ nobis ſuperius ſunt conceſſa.

Item promittimus ut ſupradictis Abbati, & Conventui quòd jura prædicta, nec feudum prædictum nobis ab ipſo Abbate, & Conventu conceſſa ut prædictum eſt, non transferemus in alium præter in ſucceſſorem noſtrum in dicto Comitatu, qui ſucceſſor noſter teneatur renovare ad requiſitionem Abbatis qui pro tempore fuerit Conventiones ſupradictas, & jurare eas penitus obſervare prout ſuperius fuit expoſitum, & ſpecialiter dicto Abbati, & ſucceſſoribus ſuis fidelitatem facere de prædictis, quam quidem fidelitatem nos dictus Comes pro prædictis dicto Domino Joanni nunc Abbati fecimus bona fide, & prædicta ſervare juravimus prout ſuperius continentur. Nos autem dicti Abbas, & Conventus confitentes prædicta omnia eſſe vera, & eſſe facta pro maxima utilitate & relevatione dicti Monaſterii, quod prout pro certo ſcimus, non poterat à ſuis inimicis, & oppreſſoribus alio modo defendi, nec in ſtatu proſpero conſervari, promittimus univerſis, & ſingulis pro nobis, & ſucceſſoribus noſtris dicto Domino Comiti per ſtipulationem ſolemnem, & per juramentum noſtrum, ac in verbo veritatis, quod nos prædicta univerſa, & ſingula firmiter, & inviolabiliter attendemus, ſervabimus, & cuſtodiemus, contrà nullatenus veniendo, & quòd non conſentiemus alicui contrà venire volenti in toto nec in parte, nec eisdem authoritatem dabimus, vel conſenſum; renunciantes in hoc facto ex certa ſcientia, & per actum expreſſum, & exceptioni legitimæ, donationi in feudum ex juſta cauſa non factæ, & beneficiis conſtitutionis hoc jus porrectum, & capituli *nulli liceat*, & capituli *ſive*, & exceptioni, & decretali *hac conſultiſſima*, & reſtitutioni in integrum, & omnibus Privilegiis contrariis à Sede Apoſtolica impetratis, & impetrandis, & ſpecialiter illi formæ Literæ, ea quæ de bonis in majori, vel minori forma, & exceptioni doli mali, metus, & in factum, & conditione ſine cauſa ex injuſta cauſa, & omnibus auxiliis, & beneficiis totius juris Canonici, & Civilis per quod, & per aliquod poſſimus venire contra prædicta, vel aliquod de prædictis, ac ſpecialiter beneficio juris dicentis generalem renunciationem non valere. In quorum omnium robur, & teſtimonium, pleniſſimamque firmitatem, nos dicti Comes & Abbas, & Conventus præſentibus ſigilla noſtra duximus apponenda, rogantes per præſentes patentes Literas omnes ſigillis ſigillatas, Venerabiles Patres Dominum P. Epiſcopum Bellicenſem, ac Dominum M. Epiſcopum Auguſtenſem, ut ſigilla ſua unà cum ſigillis noſtris præſentibus apponerent, in teſtimonium veritatis. Nos vero P. Dei gratia Bellicenſis, & M. Auguſtenſis eadem gratia Epiſcopi, ad præces prædictorum Domini Comitis, Abbatis, & Conventus ſigilla noſtra unà cum ſigillis eorumdem apponi fecimus huic chartæ. Datum menſe Novembri, anno Domini M. CC. LXXXV.

CCCCXCIII.

Dec. BOURGOGNE ET NEVERS. *Interprétation de la Tranſaction paſſée entre* ROBERT *Duc de Bourgogne d'une part, & ROBERT Comte & YOLANDE, Comteſſe de Nevers d'autre, pour les prétenſions desdits Comte & Comteſſe ſur le Duché de Bourgogne; pour des différens ſurvenus après la mort de ladite Yolande. Faite à Paris, au mois de Décembre l'an* 1285. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 559.]

ANNO 1285.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, univerſis præſentes Litteras inſpecturis ſalutem. Notum facimus, quòd cùm olim circa quæſtionem inter dilectum & fidelem noſtrum ROBERTUM *Ducem Burgundiæ*, ex una parte, & ROBERTUM *Comitem Nivernenſem*, & *Yolandim* ejus uxorem, ex altera; ſcilicet ex eſchoata ſeu ſucceſſione Ducatus Burgundiæ poſt mortem claræ memoriæ Hugonis quondam Ducis Burgundiæ, & ſuper hoc dictæ partes in inclitæ recordationis chariſſimum Dominum & genitorem noſtrum Philippum Regem Franciæ Illuſtriſſimum compromiſiſſent, ac idem Dominus & genitor noſter chariſſimus dictum compromiſſum in ſe ſuſcepiſſet, & pronunciando dictum ſuum arbitrium ſeu ordinationem ſuam dixiſſet, quod dicto Roberto Duce hærede dicti Ducatus remanente, idem Dux affideret & aſſignaret dicto Comiti & ejus uxori, in dicto Ducatu, mille libras Turonenſes annui redditus quittas & liberas de omnibus debitis, idem Comes pro ſe & liberis ſuis, uxore ſua de medio ſublata, contra dictum Ducem in Curia dicti Domini & genitoris noſtri proponebat, in prædicta pronuntiatione ipſius Domini & genitoris noſtri intentionis ſuæ fuiſſe, licèt in Litteris dicti Domini & genitoris noſtri ſuper arbitrio ſuo ſeu ordinatione ſua confectis non contineretur expreſſè, quod idem Dux de omnibus debitis, *Odonis* quondam *Comitis Nivernenſis* dictam tacitè uxorem & liberos tenebatur acquittare, dicto Duce contrarium aſſerente. Tandem, ſicut per recordum Curiæ noſtræ nobis conſtitit, partibus prædictis recordo dicti Domini & genitoris noſtri ſuper hoc ſupponentibus, idem Dominus & genitor noſter, habita prius ſuper hoc deliberatione diligenti, recordatus fuit, quod nunquam intellexerat, nec in pronuntiatione ſui arbitri, ſeu ordinatione ſua, dixerat præfatum Ducem teneri ad deliberandum, garantizandum ſeu acquitandum præfatum Comitem Nivernenſem, ejus uxorem & liberos, ſeu hæredes eorumdem, de debitis præfati Odonis quondam Comitis Nivernenſis. Verum ſi pro facto Domini Ducis, vel patris ſui, ſeu pro debitis eorum dictus Comes, uxor ejus, & liberi, ſeu eorum hæredes, in dictis mille libris annui redditus, ſibi per dictum Ducem aſſeſſis ſeu affidendis, ſicut in dicta ordinatione dicti Domini & genitoris noſtri continetur, in aliquo inquietarentur ſeu impedirentur, tunc dictus Dux garantizare & liberare ſuper hoc teneretur eosdem. In cujus rei teſtimonium, præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſius, anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo quinto, menſe Decembri.

CCCCXCIV.

Arreſta expedita Pariſiis in Curia Parlamenti ſuper Regis Angliæ EDOUARDI, *Ducis Aquitaniæ, querelis, ipſo exiſtente Pariſiis Anno* 1286. *circa Pentecoſten.* [Pièce tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 259.] 1286. 2. Mai

RECIPIENTUR Appellationes in cauſis criminalibus, tam ſuper condemnatione quam abſolutione; ſed ubi confeſſus fuerit de crimine & condematus, vel ubi erit captus in ipſo maleficio, poterit ſententia condemnationis mandari executioni.

Item abſolutum & condemnatum in cauſibus in quo erit ſuperſedendum executioni, poterit Senescallus recredere ſuo periculo, ita quod poſſit eum repræſentare ad mandatum Curiæ vel alias.

Item in terra quæ regitur jure conſuetudinario, ille contra quem feretur ſententia alia quam bannii poterit appellare ſtatim ſi ſit præſens, vel ſi ſit abſens non per contumaciam quam cito ſententia ad ejus notitiam devenerit, & nullus alius poterit appellare pro ipſo.

Item ille qui vocabitur ad jus ſuper crimine, ſi ſit abſens & non veniat ad jus, non poterit per aliquem alium, ſive per Procuratorem, ſive per conjunctam perſonam appellare ad impediendum proceſſum Judicis ſui: Sed ſi veniat poſtquam erit bannitus, & alleget juſtas cauſas abſentiæ, audietur & fiet jus, & hoc in terra quæ regitur Jure ſcripto ſervabuntur jura ſcripta.

In facto illius mulieris combuſtæ audietur cauſa appellationis & non fiet inqueſta ex officio.

In terra quæ regitur Jure conſuetudinario poterit appellari a quocumque Judice tamquam pravo & falſo, &

ANNO 1286. a defectu juris; sed in terra quæ regitur Jure scripto appellabitur tam in civili, quam in criminali ad tenentem locum ipsius Regis, vel ad Judicem qui de appellatione cognoscet, & secunda appellatio fiet semper ad Curiam Domini Regis Franciæ & non ad alium. Si autem Senescallus vel alius generaliter tenens locum ipsius Regis Angliæ in dicta terra quæ regitur Jure scripto, tulerit sententiam ad Curiam Domini Regis directe appellabitur: ab aliis vero inferioribus Justiciariis qui sunt sub Senescallo, appellabitur primo & semel ad ipsum Senescallum, & secundo ex eadem causa ad Curiam Domini Regis Franciæ.

De illa terra Bigorre de qua Rex Angliæ est in possessione habendi homagia, & feoda, appellationes primæ fiant ad Curiam ejus, secundæ ad Curiam Regis Franciæ. De illa vero parte de cujus homagio Dominus Rex Franciæ est in sæsina, appellabitur ad eum, & Senescallum suum Tholozæ.

Item de Appellationibus factis de terra Comitatuum Armagnaci & Fezenciaci si Rex Angliæ est in possessione Homagii & Feodi dictorum Comitatuum.

In causis in quibus erit imminens magnum periculum, & in quibus non poterit bono modo aliud remedium adhiberi, poterit peti jus extra Curiam & appellari a defectu juris vel a pravo & falso judicio si fiant; alias non poterit extra Curiam peti jus, nec etiam extra Curiam appellari in terra quæ regitur Jure consuetudinario.

In terra quæ regitur Jure scripto, si appelletur ad Curiam Regis Franciæ, non committetur cognitio & terminatio causæ appellationis extra Curiam Regis Franciæ de his quæ tangunt Regem Angliæ: super aliis vero, quæque tangunt alias partes, præcipue pauperes, poterit commissio fieri super cognitione & decisione appellationis extra Curiam; tali modo quod illi quibus fiet commissio, non poterunt alios committere, & hoc ideo quia in terra quæ regitur Jure scripto Judex a quo appellatur, non subest periculo, sed paret appellans, vel appellatus.

Super processionibus causarum, creditur Actis sigillatis Sigillo Curiæ Regis Angliæ, & non Registro, nisi concordet cum Actis.

Super appellantium exemptione nihil innovatur quoad terram quæ regitur Jure consuetudinario in terra quæ regitur Jure scripto, servabitur super hoc Jus scriptum.

Appellans post Appellationem suam non defendet se cum armis contra Regem Angliæ, vel gentes suas, & si contrarium faciat, non fiet sibi emenda, sed si fiat sibi damnum per easdem gentes, Curia Franciæ faciet emendari sicut debebit.

De inquestis quæ fient per Senescallos Domini Regis Franciæ, vel alios directos non suspectos de mandato Curiæ, si per eos expediantur, fiat publicatio & copia Regi Angliæ & gentibus suis si ad Curiam Franciæ remittentur expedienda, non fiet publicatio nec copia.

Executores gentibus Regis Angliæ facient copiam Litterarum sibi directarum & etiam dabunt Litteras super his quæ mandabunt gentibus Regis Angliæ si petatur.

Si appellans Appellatione pendente velit agere contra aliquem Subditum Regis Angliæ super aliquo quod non tangit causam appellationis, sequatur forum rei coram gentibus Regis Angliæ, & ibi poterit reconveniri, si consuetudo patriæ hoc requirat. Si autem aliquis velit agere contra appellantem appellatione pendente, appellans stabit juri coram Rege Franciæ, vel Senescallo suo, & hoc de Subditis immediatis; de aliis deliberabitur alias.

Appellans in placitando causam appellationis, & etiam in placitando attentata, tenebitur declarare locum & diem in quibus dicet se appellasse, & personam seu tenentem locum Senescalli Regis Angliæ a quo dicet se appellasse, si hoc petatur a parte appellata.

Auditores & Inquisitores quicumque facient gentibus Regis Angliæ copiam & mandati sui, & rationum, & eorum quæ proponentur a partibus coram eis.

Gentes & Subditi Regis Angliæ non adjournabuntur, cum Senescallo Domini Regis Franciæ, nisi in casibus ad Regem Franciæ pertinentibus, & in adjournando apponetur causa pro qua citabuntur & hoc fiet de speciali mandato Senescalli Domini Regis Franciæ, vel locum ejus tenentis, vel alicujus alterius boni viri super hoc deputandi.

Eodem modo fiet de Pignorationibus hominum in terra Regis Angliæ faciendis auctoritate Regis Franciæ, vel sui Senescalli.

Mandabitur Senescallo Regis Franciæ quod gentibus Regis Angliæ reddat Curiam de Subditis suis in casibus non pertinentibus ad Regem Franciæ.

Executio quæ fiet pro propriis debitis Domini Regis Franciæ in terra Regis Angliæ fiet per manum gentium Regis Franciæ. ANNO

Executio vero quæ fiet pro aliis debitis, Sigillo Domini Regis, vel suarum Senescalliarum sigillatis, fiet per manum gentium Regis Angliæ, & in defectum ipsorum per manum Domini Regis Franciæ, si tamen aliqua cognitio sit super hoc necessaria, hæc cognitio remittetur ad illum Judicem, cum cujus sigillo fuerit dictum debitum sigillatum. 1286.

In his quæ requirunt causæ cognitionem spectantem ad gentes Regis Angliæ, non fiet mandatum per Curiam Franciæ, sed Senescallus Regis Franciæ talia faciet in defectum Regis Angliæ: sed in his quæ spectant ad Dominum Regem Franciæ poterunt fieri talia mandata.

Super Justitia illorum qui sunt jurati de Bastidia Domini Regis Franciæ levantes & cubantes sub Rege Angliæ, scietur consuetudo Bastidarum vicinarum.

De offensis & commissis quæ fient per Officiales & servientes Regis Angliæ contra gentes Domini Regis Franciæ, inquiret ipse Senescallus Regis Franciæ, adjunctis sibi viris idoneis, vel viri idonei non suspecti, de mandato ipsius Senescalli, evocatis evocandis, & inquisitio remittetur ad Curiam Regis Franciæ, & secundum ordinationem ipsius Curiæ fiet emenda.

In gardia Ecclesiæ Burdegalensis nihil immutabitur ad præsens, quia dicta Ecclesia vacat; de aliis vocabuntur quorum interest.

Videbitur in Registro Curiæ Regis Franciæ, si aliquid sit ibi scriptum de Garda Ecclesiæ Wascitensis, in causa quæ fuit (non est diu) inter ipsam Ecclesiam & Senescallum Regis Angliæ, & si sit ibi aliquid quod esset præjudiciabile Regi Angliæ, emendabitur.

Ab injuriis, violentiis, novis, dessaisinis affendetur gardiati per Dominum Regem Franciæ gardientem contra Subditos Regis Angliæ ratione gardiæ super aliis, Subditi Regis Angliæ stabunt juri coram eo.

Super facto Issigiati vocabuntur quorum interest, & sic fiet jus.

De pertinentiis Agenesii, item de ripis, & de alia terra Petragoriensis Diocesis quæ est inter Drotum & Dordoniam quæ dicitur surprisa per gentes Domini Regis Franciæ, post mortem Comitis Alphonsi, videlicet fratris Sti Ludovici Pictaviensis, scietur veritas.

Privilegia renovata, ut dicitur sub generalibus verbis post Tractatum Ambianensem videbuntur & emendabuntur, prout fieri debebit.

Super obedientia Vicecomitis . . . . . videbitur judicatum in Franciæ Curia factum per Vicecomitem . . . . . & vocatis quorum interest, fiet quod debebit.

De omnibus aliis surprisiis quæ dicuntur factæ per gentes Domini Regis Franciæ supra Regem Angliæ, & gentes suas, scietur veritas.

Dans le vieil Registre du Parlement dressé par Pierre de Bituris. P. de Bituris se charge entr'autres Registres de celuy qu'il descript ainsin:

Liber magnus cum pilo rubeo, qui dicitur Liber Arrestorum, contient primo Transcripta quarundam Litterarum.

Item quædam Arresta pro Rege Angliæ expedita Anno octuagesimo primo & sexto.

Item Arresta, Judicia, & Consilia reddita ab Anno septuagesimo quarto, ad Annum nonagesimum octavum.

Depuis le Registre allegué par P. de Bituris s'est trouvé au Greffe du Parlement contenant tout ce qui est deduit cy dessus, mesme les Expeditions faictes pour le Roy d'Angleterre, sous le titre:

Arresta expedita Parisiis pro Rege Angliæ, ipso existente Parisiis Anno Domini Millesimo ducentesimo octuagesimo sexto, circa Pentecosten.

Et en un Chapitre precedent les Expeditions faictes en l'année Mil deux cens quatre vingts & un.

Comme celles dès ans Mil deux cents quatre vingts sept, quatre vingtz huict, & quatre vingts dix aux Chapitres suivans.

ANNO 1286.

CCCCXCV.

Août. RESPONSES & REGLEMENS *faicts au Parlement de la Pentecoſte l'an Mil deux cens huictante ſix, ſur quelques Articles des Cahiers preſentez de la part du* ROY *&* *de la* REYNE D'ANGLETERRE *lors eſtans a Paris concernant le Comte de* Ponthieu *obvenue a ladicte Reyne de l'eſloc maternel, & Lettres ſur ce expediées en Aouſt audict an* 1286. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 275.]

PHILIPPUS &c. univerſis &c. Notum facimus quod cum dilectus Conſanguineus & fidelis noſter Rex Angliæ illuſtris, & Regina ejus uxor Eleonora, Neptis Comitiſſæ Pontini, ratione Comitatus Pontini, dicerent villam de Monſtrolio ſupra mare pro majori parte ſitam eſſe in trefundo ſuo, & ideo dicerent corpus commune dictæ villæ ſuper forisfactis ſuis, ſaltem contra gentes ſuas factis, per ſe debere juſtificari, & ſe habere debere juſtificationem, cognitionem, correctionem, & obedientiam dictæ Communitatis, quare petebant prædicta ſibi dimitti, a nobis, Baillio noſtro Ambianenſi pro nobis & Majore & Jurato dictæ Communitatis pro ſe contrarium aſſerentibus, & dicentibus dictam Communiam eſſe noſtram, & non alterius, & eam prædeceſſorum noſtrorum Regum Franciæ cartis & privilegiis munitam, & eam eſſe in obedientia noſtra, & non alterius, & nos, & prædeceſſores noſtros uſos fuiſſe habendi cognitionem dictæ Communiæ, & juſticiandi, & corrigendi eam in omnibus caſibus Comites Pontini & alios quoscumque tangentibus, nec non & nos habere prædictam Communiam, exercitum & Calvacatam, & auxilia conſueta. Tandem viſis cartis & privilegiis dictæ Communiæ, & intellectis hinc inde propoſitis, pronuntiatum fuit per Curiæ noſtræ Judicium dictos Regem & Reginam in ſua petitione prædicta non eſſe audiendos, nec eos poſſe juſticiare dictam Communiam, nec Burgenſes dictæ villæ, nec eorum bona pro facto Communiæ, ſed præmiſſa ad nos pertinere. In cujus rei teſtimonium &c. Actum Pariſiis, Anno, ut ſupra, menſe Auguſto.

Item diſoient le Roy & la Reyne d'Angleterre que li Bailly d'Amiens a encommencé a tenir aſſiſes a Monſtreuil puis quatre ans, & oncques mais n'en y ot nullus, ſi requierent que ce chie, l'on respond que li Bailly le pot bien faire, au Chaſtel le Roy ou il eſt en ſaiſine de juſticier, & de cette ſaiſine s'en formera l'en & de la droicture de la Juſtice.

Item il requiert que li Rois de France ſe ſuffie, & delait a juſticier, & à cognoiſtre en la Comté de Ponthieu, de cognoiſſance de Lettres, de Chyrographes, & de Eschevinage, de cognoiſſance faicte devant les gens le Roy & de nouvelles deſaiſines, & de nouvelles forces, & de douaire, & des vivres, & de prendre ceux qui mettent leurs beſtes en eſteulles en Aouſt, jusques apres le tiers jour & de prendre les Charettes qui chargent gerbes en ouſt apres ſouslait esconſé, & devant ſoleil levant, & de mout d'autres choſes qui en ces requeſtes ſon contenues.

Lon respond que lon n'en fera riens, Car li Roy en a ſi longuement uſé qu'il le doit & peut maintenir, & ſe il le voelent mettre en dote, & il voilent que en ſchachent l'en en ſcaura volontiers.

CCCCXCVI.

Août. *Literæ Regis Angliæ* EDUARDI I., *quibus enarrantur articuli Conventionis ipſum inter, &* PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ ad integram executionem Tractatuum præcedentium initæ, profitetur inſuper* EDUARDUS *pro ſe & Succeſſoribus ſuis, quod ipſe & ipſi debeant tenere ab eodem Rege, ejusque Succeſſoribus, ſub homagio ligio Terram Vasconiam & alias Terras quas habuit & habet per Paces prædictas. Pariſiis anno* 1286. *menſe Auguſto.* [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 283.]

ANNO 1286.

EDUARDUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitaniæ: Notum facimus univerſis, quod nos Sereniſſimo Principi, Domino & Conſanguineo noſtro cariſſimo, Philippo Dei gratia Franciæ Regi expoſuerimus, quod felicis memoriæ Ludovicus avus ſuus, in Pace inita inter ipſum & Henricum quondam Regem Angliæ, recordationis inclytæ, progenitorem noſtrum, conceſſiſſet & dediſſet dicto progenitori noſtro omnem droicturam quam habebat idem Avus in tribus Civitatibus & Dioceſibus, videlicet Lemovicenſi, Cadurcenſi, & Petrocorienſi in feodis & domeniis, exceptis rebus quæ per Litteras dicti Avi Ludovici, & Prædeceſſorum ſuorum, non poterant poni extra manum ſuam, & homagio fratrum dicti Avi ſui, ſi qua tenebant ibidem ab ipſo Avo ſuo, per homagium, nec non promiſiſſet ſe daturum dicto Regi Angliæ Progenitori noſtro, poſt deceſſum Alphonſi quondam illuſtris Comitis Pictavienſis, terram quam idem Comes tempore dictæ Pacis tenebat in Xantonia ultra fluvium Charentonæ, in feodis & domeniis, prout in Littera dictæ Pacis plenius continetur; multa tamen erant in dictis tribus Civitatibus & Dioceſibus, & in Xantonia ultra fluvium Charentonæ quæ nobis & dicto Patri noſtro vel non fuerunt deliberata, vel deliberata poſtea per gentes dicti avi ſui prædicti, & inclytæ recordationis Philippi quondam Regis Franciæ Patris ſui fuerant repriſa, & adhuc quamplurima de præmiſſis ſuo nomine tenebantur, ipſum requiſivimus quod juxta formam dictæ Pacis & ſecundum tenorem ſecundæ Pacis Ambianenſis poſtmodum factæ, omnia quæ in dictis tribus Civitatibus & Dioceſibus habebat & tenebat in hommagio, feodis, domeniis, obedientiis, jurisdictionibus, & omnibus aliis nobis deliberaret, ita quod præter terras privilegiatas prædictas, & præter illa quæ fratres dicti Avi ſui ab ipſo anno in dictis tribus Civitatibus & Dioceſibus tenebant per homagium tempore dictæ Pacis, nihil retineret in prædictis terris, nec non quod de dictis Privilegiatis nobis deliberaret illos Privilegiatos, qui nobis, vel Patri noſtro obediverant poſt dictam Pacem ante inter Patrem ſuum prædictum & nos Ambiani, ſecundum tenorem Litterarum ſuper reformatione hujusmodi confectarum.

Item quod obedientiam temporalitatis dictæ terræ Xantoniæ ultra fluvium Charentonæ, in perſonis & rebus Eccleſiaſticis & ſecularibus, nec non aliqua feoda & retrofeoda terræ Xantoniæ prædictæ nobis deliberaret ad plenum, & de alienatis per dictum Comitem Pictavienſem de dicta terra Xantoniæ poſt primam Pacem prædictam, competens escambium faciet nobis, qui prædictam Pacem volens in omnibus integraliter obſervare, vult & concedit, quod exceptis privilegiatis in Pace Ambianenſi per nos dicto Patri ſuo quittatis, & homagiis fratrum dicti Avi ſui, omnia alia in feodis, domeniis, allodiis, jurisdictionibus, obedientiis, & aliis quibuscumque conſiſtentia, quæ ſunt in dictis tribus Civitatibus, & Dioceſibus, & ſpecialiter obedientia de Brantolivio, deliberentur nobis, quantum in ipſo eſt, & ad ipſum pertinet, hoc ſalvo quod ſi de dictis privilegiatis aliqui ſe retornaverunt ad nos usque ad Pacem Ambianenſem factam, vel obediverunt nobis, vel Patri noſtro, ipſos etiam tenentes ab ipſis nobis deliberat, retento tamen ſibi omni eo quod poſt primam Pacem ipſe vel prædeceſſores ſui acquiſierunt ex cauſa exemptionis, donationis, vel ex alia cauſa in locis privilegiatis in tribus Civitatibus, & Dioceſibus ſupra dictis de quo tamen faciet nobis quod debebit.

Declaravit etiam non eſſe intentionis ſuæ quod Privilegia Episcopatus Cadurcenſis, & Abbatiæ Figiacenſis per quæ non poſſunt poni extra, in Avum ſuum extendantur niſi ad bona ipſorum Episcopatus & Abbatiæ quæcumque, ſive in domeniis, feodis, & retrofeodis & omnibus aliis rebus ad ipſos pertinentibus, quæ habebant tempore conceſſionis Privilegiorum prædictorum, & idem in omnibus civilibus Privilegiis vult obſervari.

Inſuper deliberavit nos, quantum in ipſo eſt, totalem temporalitatem, & obedientiam in perſonis, poſſeſſionibus, & rebus Eccleſiaſticis & ſecularibus terræ Xantoniæ ultra fluvium Charentonæ, quæ ad primogenitorem ſuum pervenerunt, poſt mortem Comitis Pictavienſis, ſi qua vero invenientur alienata per Comitem in dicta terra Xantonenſi poſt tempus dictæ primæ Pacis; illa nobis liberabit, vel de eis competens escambium faciet; illa tamen quod ea quæ poſt dictam Pacem dicto Comiti obvenerunt, & nobis ſunt dimiſſa, nobis computare poſſit, & recompenſationem ſecundum ſuum valorem, nobis facere de iisdem; feoda vero & retrofeoda, quondam Comitis Pictavienſis, quæ ſunt in dicta

ANNO 1286. dicta terra Xantoniæ ultra fluvium Charentonæ, nec non feoda & retrofeoda non privilegiata, quæ prædictus Avus ſuus habebat tempore dictæ primæ Pacis in tribus Civitatibus & Dioceſibus ſupradictis, nobis deliberabit, vel de his de quibus deliberare non poteſt, competens escambium faciet nobis. Dabit etiam nobis vaſſallum qui locum & baſtidem de Paracollo, cum pertinentiis tenebit in feodum a nobis, & inde nobis, tamquam Domino ſuo tenebitur obedire.

Rurſus cum nos requireremus eumdem Dominum noſtrum Regem quod nobis deliberaret terram quam quondam Comes Pictavienſis tempore primæ Pacis tenebat in Caducrino, aſſerentes eam nobis deberi, & a dicto Domino noſtro Rege nobis deberi reſtitui, præcipue quia, ut aſſerebamus, per dictum Dominum noſtrum quondam Patrem, & gentes ſuas ſteterat, quominus inquiſitum fuiſſet ſecundum formam Pacis, & inter moras teſtes noſtros deceſſiſſe; prædictus vero Dominus Rex diceret dictam terram minime nobis deberi, nec debere reſtitui nobis, nec dictum Patrem ſuum, vel gentes ſuas in aliqua mora fuiſſe, ſed ſemper eos fuiſſe, & ipſum adhuc paratos eſſe providere ſecundum tenorem & intentionem Pacis prædictæ. Tandem bonorum & magnorum interveniente conſilio, pro totali quæſtione prædicta, conceſſit & promiſit nobis idem Dominus noſter Rex, ſe daturum in certis locis, & competentibus cum omni juſtitia alta & baſſa ſe aſſignaturum nobis pro nobis & hæredibus noſtris, tria millia Librarum Turonenſium rendalium, quas garantire tenebitur nobis; & nos pro nobis, & noſtris ſucceſſoribus, prædicto Domino noſtro Regi, & ſuis ſucceſſoribus, pro tribus dictis millibus Librarum rendalium nobis per ipſum, ut dictum eſt, aſſignandis, remiſimus in perpetuum requiſitionem prædictam, & totam terram de Caducrino prædictam, & jus, ſi quod habebamus vel habueramus in eadem loca antedicta, cum eorum pertinentiis, in quibus aſſignabuntur tria dicta millia Librarum una cum aliis ſupradictis, quæ prædictus Dominus noſter Rex nobis deliberari vult. Tenebimus nos & ſucceſſores noſtri ab ipſo Domino noſtro Rege, & ſucceſſoribus ſuis Regibus Franciæ ſub eodem homagio ligio ſub quo tenemus ab ipſo terram noſtram Vasconiam, & alias terras quas habuimus & habemus per Paces prædictas.

Quod ut firmum & ſtabile perſeveret, præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi Sigillum. Actum Pariſiis Anno Domini milleſimo, ducenteſimo, octogeſimo ſexto, Menſe Auguſto.

CCCCXCVII.

11. Mai. BEARN ET FOIX. *Donation du Païs de* BEARN, *par* GASTON *Vicomte de Bearn à Dame* MARGUERITE *Comteſſe de Foix ſa fille émancipée, faite à Morlas le* 11. *de Mai*, 1286. [PIERRE DE MARCA, Hiſtoire de Bearn. pag. 659.]

GASTON du conſentement exprès de Conſtance ſa fille aiſnée, & de Guillelme de Moncade ſa quatrieſme fille, donna, entre vifs, pour ſoi, ſes hoirs & ſucceſſeurs, à Dame MARGUERITE Comteſſe de Foix ſa fille emancipée, & à Roger Bernard Comte de Foix ſon mari, en augmentation de dot, & à leurs hoirs & ſucceſſeurs procréés de leur commun mariage, les Vicomtés de BEARN, de Brulhois, & le Gavardan, ſous la forme & les modifications ſuivantes; c'eſt à ſçavoir, en cas qu'il decédaſt ſans enfant maſle procreé de ſa femme Beatrix, ou d'une autre, qu'il pourroit eſpouſer, ou que ſon fils maſle vint à deceder ſans enfans, & Conſtance auſſi ſans lignée, il donna de plein droit à ſa fille Marguerite & à ſes hoirs, le Vicomté & terre de Bearn, avec toute ſorte de juriſdiction, & de juſtice, & tous ſes autres droits & apartenances quelconques; auquel cas Marguerite de l'expres conſentement de ſon mari, remit & delaiſſa à Gaston ſon pere, les Vicomtés de Brulhois, & de Gavardan, & les terres de Catalogne, de Majorque, & d'Aragon, & tous ſes autres biens, en quelle part qu'ils fuſſent ſitués, pour en diſpoſer à ſa volonté, au profit de ſes heritiers, & ſucceſſeurs.

2. Mais auſſi s'il arrivoit, que Gaſton decedant eut un fils maſle qui lui ſurveſquiſt, il fut arreſté qu'il ſeroit maiſtre du Vicomté de Bearn, avec toutes ſes apartenances, en payant dix mille livres tournois, à Marguerite, & à ſes hoirs, auquel cas Conſtance n'ayant point de lignée, Marguerite poſſederoit en vertu de cette donation, les Vicomtés de Brulhois, & de Gavardan, renonçant dors & déſia audit cas, du conſentement de ſon mari, à toute pretention ſur le Vicomté de Bearn, & ſur les autres terres. Et neantmoins, il fut ordonné, que le Vicomté de Bearn eſcheant à Marguerite, ſuivant la forme preſcrite ci-deſſus, elle, le Comte ſon mari, ou leurs hoirs, payeront les debtes contractées ou à contracter, par Gaſton deça les ports, & repareront les torts & domages qu'il aura faits, excepté les debtes contractées en Brulhois & Gavardan, & ce à quoi ces terres ſont obligées, qui ſeront payées avec les domages faits en ces païs, par ceux qui les poſſederont. ANNO 1286.

3. Gaſton auſſi reſerva à ſoi la faculté de diſpoſer ſur la terre de Bearn, pour recompenſer ſes ſerviteurs, faire des legats pour ſon ame, l'obliger & hypothequer pour ſes debtes, y faire des infeudations & affranchiſſemens, ainſi qu'il adviſeroit ſans fraude; excepté pour le regard des Chaſteaux, Bourgs, & Vallées qui ſuivent, à ſçavoir les Chaſteaux & Villes d'Ortés, de Sauveterre, d'Oloron, de Monein, de Salies, de Pardies, de Montgiſcard, de Morlans, d'Aſſon, d'Igon, de Montaner, de Lembeye, de Pau, de Pontac, de Samboues, de Belloc, de Mongaſton, de Navarrens, de Garos, & de Lobiente, les Vallées d'Oſſau, d'Aſpe, & Baretons, & les autres Vallées, Montagnes, & Forteresſe, toutesfois il reſerva de pouvoir obliger par ſon teſtament, pour le payement de ſes debtes, legats, & domages, les Chaſteaux & Villes d'Ortés, de Sauveterre, de Pau & de Salies, les chaſteaux & lieux de Larbaig, & Riveregave, & toute la terre d'Agarencs, ſans alienation pourtant de la proprieté: à la charge neantmoins qu'en ce cas, le Baile de Pau, où les executeurs de ſon teſtament ne prendront des rentes du Chaſteau de Pau, que mille ſols par an, outre les revenus de la cloſture du chaſteau, avec la lantanere, le moulin, la vigne, & le taillis & qu'ils poſſederont tous les autres Chaſteaux & Villes, aux lieux ci-deſſus deſignés, avec leurs rentes, jurisdiction, & apartenances, juſqu'à l'entiere execution du teſtament, ou bien juſqu'à ce que Marguerite, le Comte, ou leurs hoirs ayent rapporté aux executeurs, quitance valable des creanciers, & des legataires; ſans que la detention de ces places par les executeurs, puiſſe empeſcher Marguerite & ſa race de s'en ſervir & prévaloir, en cas qu'il y ſurvinſt quelque guerre, en la terre de Bearn; demeurant devers elle, ſur les habitans & Vaſſaux de ces lieux, les droits de chevauchée, & d'Oſt ou armement, pour la defenſe du païs, la juſtice de ſang, & le ſerment de fidelité; mais les gages, ou pignorations, les peines, lois, & amendes apartiendront aux executeurs teſtamentaires, & aux Bailes.

4. En ſuite, il eſt ordonné que tous les Bailes des chaſteaux, & des autres lieux jurent ſur les Saints Evangiles, l'obſervation de tous les Articles de cette donation; & de remettre ſans difficulté, les Villes & Chaſteaux, entre les mains de l'enfant maſle de Gaſton, ou de Marguerite, ſuivant la diſtinction ordonnée ci-deſſus, il fut auſſi arreſté entre les parties, en cas que Marguerite ſurvive le Comte ſon Mari, ſoit qu'il y ait des enfans procréés de leur mariage, ou non, qu'elle jouïra pendant ſa vie, desdits Vicomtés de Bearn, ou de Brulhois, & Gavardan en leur cas, & le Comte ſon Mari ſurvivant à ſa femme, aura une ſemblable jouiſſance, en cas qu'il y ait des enfans de leur commun mariage, que s'ils decedoient ſans enfans, ou leurs enfans ſans lignée, ces Vicomtés retourneront aux plus proches de Gaſton, ſuivant ſon ordonnance: ſauf que les heritiers du Comte, pourront retenir la terre de la Riviere, de Navarrens, de Pardies, & de Garos, pour l'aſſurance de ce à quoi le Bearn ſe trouvera obligé envers le Comte, outre les lieux qui lui ſont hypothequés pour ſon debte.

5. Si Gaſton aliénoit quelque terre pendant ſa vie, ſuivant la reſerve qui lui eſt faite, elle demeurera ſoubs le reſſort, Seigneurie & Vaſſelage du Vicomte de Bearn; ſauf les choſes qui ſeront données en faveur des Egliſes, qui ſeront conſervées en l'exemption & liberté qu'il leur aura accordée, demeurants néantmoins dans le deſtroit & reſſort de la Seigneurie de Bearn.

6. Il fut auſſi expreſſement arreſté, que l'heritier du Comte & de Marguerite, qui ſera maiſtre de Bearn, poſſedera auſſi conjoinctement le Comté de Foix, en telle ſorte, que ces deux pieces ne puiſſent eſtre ſeparées ni deſunies à l'avenir, de quoi le Comte bailleroit les aſſeurances neceſſaires par ſes Lettres ſeellées, & par le ſerment de ſes Barons, Chevaliers, & Nobles, & des Villes & Communautez de ſon païs, comme auſſi Gaſton, Conſtance, Marguerite, & Guillelme

ANNO 1286. ordonnerent, que les Barons, Nobles, & Communautez de Bearn, qui avoient defia preſté leur ſerment & ceux qui le preſteroient ci apres, fuſſent obligés en vertu d'icelui, d'obſerver & d'executer le contenu en cette donation, que Gaſton & ſes filles confirmerent auſſi par leurs ſerments ſur les Saints Evangiles. A quoi Gaſton en qualité de Seigneur & Vicomte de la terre de Bearn, aſſis en ſon tribunal, & ſa Cour de Bearn interpoſerent leur decret, & autorité, comme à une donation ſolennellement inſinuée, par devant un Magiſtrat legitime, & pour plus grande aſſeurance Gaſton, le Comte de Foix, Conſtance, Marguerite, & Guillelme appoſerent leurs ſeaux à cet inſtrument, avec ceux d'Arnaud Guillaume d'Andoins, & de Raimont Arnaud de Domy, Jurats de la Cour de Bearn; en la Ville de Morlas le cinquieſme des ides de May mil deux cens octante-ſix. Regnant Philippe Roy de France, Edoüard Roy d'Angleterre Duc d'Aquitaine, Gaſton Vicomte de Bearn, & Arnaud de Morlane Evesque de Laſcar.

CCCCXCVIII.

Juillet. *Indult accordé par* PHILIPPES *le* Bel *Roi de France à* EDOUARD I. *Roi d'Angleterre touchant les Amendes qui devroient lui revenir pour les mauvais & faux Jugemens qui ſe pourroient rendre par les Senechaux & autres Officiers dudit* EDOUARD *en* Gascogne, Agenois, Caorſin, Perigord, Limoſin, & Xaintonge. *A Paris au mois de Juillet* 1286. [Pièce, tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 421.]

PHILIPPES par la Grace de Dieu, Roi de France &c. à tous ceux qui verront ces Lettres Salut. Nous faiſons ſçavoir que Nous, a notre tres cher Couſin & Feal Edouard par celle même grace Roi d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, octroyons pour nous & pour nos Hoirs, & pour nos Succeſſeurs, que ſil advint qu'on appelle de lui, ou de ſes Seneschaux ou de leurs Lieutenants, qui ores ſont & qui apres ſeront, en toutes les Terres quil a ou aura en Gascogne, Agenois, Caorſin, Perigort, Limoſin, & en Xaintonge, a Nous & a notre Cour par quelle achoiſon que ce ſoit, de mauvais & de faux Jugements, & de faute de Droit, ou en quelque maniere faite ou a faire, tant comme celi notre Couſin vivra, lui ne ſes Senechaux, ne leurs Lieutenants ne chéent en peine & forfaiture, ne en amende vers nous, ſe aucune choſe par achoiſon de ce, peut accroiſtre, ou advenir a Nous, ou a nos Hoirs & Succeſſeurs; & ſil advint qu'on appelle de lui, ou de ſes Senechaux, ou de leurs Lieutenants, en quelque cas que ce ſoit, & les appellans cheent, nous voulons que ſon Droit il ſoit ſauf en forfaiture, en peine & en corement, & en toutes autres choſes qui de ce lui devront advenir. Et encore octroyons nous a notre cher Couſin, que des Appelants qui viendront en notre Cour de lui ou de ſes Senechaux, ou de leurs Lieutenants, en quelque eas que ce ſoit, que Nous les Appellans renvoyrons & leur donrons eſpace de trois mois des le hore quils ſeront requis de celi droit, ce defaut eſt, & s'ils ne ſont dedans le tems devant dit, ſi puiſſent les Appellans adonques retourner en notre Cour, & recivre droit en notre Cour, & ces choſes avons octroyées ſauve a autrui droicture.

En tesmoing de laquelle choſe nous avons fait ſceeller ces Lettres de notre Sceel. Donné a Paris l'an de grace mil deux cent quatre vingt ſix, au Mois de Juillet.

CCCCXCIX.

5. Août. LORRAINE ET LIE'GE. *Précis d'un Traité entre* JEAN *Duc de Lorraine & de Brabant, & la Ville de* LIEGE. *Fait en* 1286. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 119.]

IN Litteris cujusdam concordiæ inter JOANNEM *Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ*, & Civitatem Leodienſem continentur inter alia, quòd Dux Brabantiæ prædictus & ſui hæredes debent eſſe ſupremi Advocati prædictæ Civitatis; & ſi ipſe Dux acquiſierit Advocatiam quam *Balduinus de Baumont* tenet in Leodio infra duodecim annos, ex tunc proximè futuros, ad hoc ſibi faceret ſubſidium de tribus millibus libris Lovanienſibus, & interim ſibi ſolvent trecentas libras Lovanienſes; prout in dictis Litteris inter multa alia latiùs continetur, quæ fuerunt datæ anno Domini MCC. LXXXVI. die Lunæ poſt feſtum B. Petri ad Vincula. ANNO 1286.

D.

Traité d'Alliance entre JEAN *Duc de Brabant, &* THIERRI *Comte de Cleves, fait l'an* 1287. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 121.] 1287. 6. Mars. BRABANT ET CLEVES.

LE *Comte promect ſervir & aſſiſter le Duc contre un chascun, horsmis l'Empire &* Florens Comte de Hollande: eo etiam excepto, terras fratris noſtri Theodorici Luef, Domini noſtri Archiepiscopi Colonienſis & Eccleſiæ prædictæ, nec non terras Theodorici Domini de Heinsberg Avunculi noſtri Henrici Comitis Lutzenburgenſis, fratris ſui Domini Wallerami, & Domini de Valkenborch conſanguineorum noſtrorum. *Tout ce qu'es guerres le Comte de Cleves, le Duc de Brabant & Florent Comte de Hollande acquerront, ſerat entr'eux diviſé eſgalement, horsmis* Bommelweerde, Tilreweerde, *les Iſles & heritages d'un chascun d'eux, horsmis auſſi le* Duché de Limborch *& tous les biens que le* Duc de Limborch *tenoit à ſa mort. Auſſi eſt conditionné, que quand ledict Duché & biens ſeront devolus audict Duc de Brabant, ils promettent enſemble, que des biens achaptés des deniers de feüe* lutte Ducheſſe de Limborch tante audict Comte Thiery de Cleves, *ledict Duc & ledict Comte Thiery prendront chascun un bon homme, qui jugeront ce que desdicts biens ſe deurat faire. Item ledict Comte Thiery promet, que quand il aurat deffé, ou qu'il ſerat deffé du* Comte de Gueldres, *qu'il ne ferat treves ny paix ſans l'adveü dudict Duc.* Actum MCC. LXXXVII. feria quinta poſt Dominicam quâ cantatur Reminiſcere.

DI.

Literæ Apoſtolicæ NICOLAI IV. *Papæ, ad* ALFONSUM *quondam* PETRI *Aragonum Regis Filium; Quibus eum hortatur, ut* KAROLUM *claræ memoriæ* KAROLI *Siciliæ Regis primogenitum in vinculis injuſtè detentum, plenæ reſtituat libertati, nullumque impoſterum Fratri ſuo* JACOBO, *aut quibuscunque aliis, in Inſula & Regno Siciliæ Eccleſiam impugnantibus, auxilium ferat. Datum Romæ apud S. Petrum Idibus Martii Pontificatûs anno primo.* [SURITA, Indices rerum ab Aragoniæ Regibus geſtarum. Lib. II. pag. 197.] 1288. 15. Mar.

NICOLAUS Epiſcopus Servus Servorum Dei nobili viro Alfonſo nato quondam Petri olim Regis Aragonum, ſpiritum conſilii ſanioris. Si graves, & enormes exceſſus, attroces injurias, & offenſas multiplices, quas quondam Petrus olim Rex Aragonum pater tuus, divina, & Apoſtolicæ Sedis reverentia prorſus abjecta, in ſalutis propriæ molitus dispendium, ſuique nominis, quod cautius cuſtodiri debuerat, derogationem non modicam, animatus contra Romanam Eccleſiam, Matrem cunctorum fidelium, & Magiſtram, illicitis auſibus perpetrare, ſibique irrogare præſumpſerat, Inſulam occupando Siciliæ, ac partem Regni Siciliæ alteram ad jus, & Dominium ejusdem Eccleſiæ pertinentes, quas claræ memoriæ Carolus Rex Siciliæ ab eadem Eccleſia tenebat in feudum, validis impugnando conatibus, & in diverſis aliis ejusdem Regni partibus ſtatum Eccleſiæ memoratæ pacificum, quamplurimum perturbando, quosque tu, & Jacobus frater, & Conſtantia mater tui, jam dicto Petro ſublato de medio, ejus inconſulte ſectando veſtigia, commiſiſtis, prædictis fratre, ac matre Inſulam detinentibus, partemque alteram impugnantibus ſupradictas, teque illis in his impendendo conſilium, auxilium, & favorem, velimus innarrare per ſingula, & ſerioſis aperire ſermonibus, longum eſſet, ingensque audientibus tædium generaret. Sed tu ex quo potiſſime jam dictam perturbas Eccleſiam, ipſius mentem vehementer amaricas, eam-

ANNO 1288. eamque in intimis dure pungis : quod chariſſimum in Chriſto filium noſtrum Carolum claræ memoriæ K. Regis Siciliæ primogenitum, magnum utique ipſius vaſſallum Eccleſiæ, ſuumque fideliſſimum filium, & devotum virum, utique injuſte detentum, & quo ad eum, in prælio juſto captum, ac Regnum, juraque paterna debite, ac legitime defendentem : non invadentem tuam, vel tuorum terram, non occupantem aliqua tua, vel ipſorum jura, vel bona, nec alias tibi, vel eis injuriam inferentem, ſed a quibusdam, more quaſi piratico interceptum, carceralibus vinculis detines alligatum : in Divinæ Majeſtatis offenſam : grande tuæ famæ ſalutiſve dispendium : & grave ſcandalum totius pæne populi Chriſtiani. Quia igitur tot, & tantos exceſſus pati æquanimiter, urguente nos conſcientia, non poſſumus, nec debemus, Nobilitatem tuam, præſentium tenore monemus, ut præfatum primogenitum, ſublato difficultatis obſtaculo, plene reſtituas libertati : nullumque præfato Jacobo fratri tuo, vel alii ſeu aliis quibuscumque in Inſula, & Regno prædictis, Eccleſiam quomodolibet impugnantibus, vel turbantibus ſupradictam, impendas per te, vel alium, ſeu alios favorem, conſilium vel auxilium publicum, vel occultum. Et nihilominus infra ſex menſes à receptione præſentium computandos, compareas peremptorie coram nobis : nostris, & ejusdem Eccleſiæ mandatis, & beneplacitis, ſuper præmiſſis humiliter, & efficaciter pariturus. Alioquin non ignorare te volumus, quod contra te ſpiritualiter, & temporaliter, prout qualitas facti ſuaſerit, & expedire viderimus, procedemus. Quodque propter præmiſſam monitionem noſtram, vel aliquam citationem emiſſam, ſeu etiam emittendam, ut certo tempore coram nobis compareas, ſuper præmiſſis noſtris, & Eccleſiæ beneplacitis pariturus, ſive infra ipſum tempus curaveris, ſeu renueris, aut diſtuleris comparere, non intendimus contra te, tuosque fautores, ſeu adjutores proceſſus ſpirituales, vel temporales omittere, vel differre, aut omitti facere vel differri, qui per nos, vel per alios occurerint, ſeu apparuerint faciendi. Datum Romæ apud S. Petrum Id. Martii : Pontificatus noſtri Anno primo.

DII.

12 Avril. RUDOLPHI I. Römiſchen Königs Brieff / worinnen er verjehet / daß vor Ihm ein Urtheil von den Reichs-fürſten / von Grafen / Herren und andern Ständen zu Oeſterreich und Steyer erfolgt und beſtättigt worden / daß Er ein Herr der von Hertzog Friedrichen zu Oeſterreich hinterlaſſenen güter ſeyn ſolle / oder auch der / wen er ſonſt zum Herrn ſolcher güter machen wolte; ſolte aber auch davon zeitlich recht thun / die was darauf zu ſprechen. Geben Baſel den Montag vor Tiburtius und Valerianus 1288. [Pièce, tirée des Archives Imperiales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'eſt-à-dire,

Lettres de RODOLPHE I. *Roi des Romains, par leſquelles il déclare & manifeſte, que certaine Sentence a été faite, & confirmée en ſa préſence par les Princes de l'Empire, les Comtes, Seigneurs, & autres Etats de l'Autriche & de Styrie, portant qu'il devoit être Seigneur de tous les Biens délaiſſés par* FREDERIC *Duc d'Autriche, lui, ou celui en faveur de qui il en voudroit diſpoſer, comme auſſi qu'il devroit ouïr les Prétendans en tems dû & leur rendre juſtice. A Baſle le Lundi avant la St. Tiburce & St. Valerian.* 1288.

WIr Rudolf von gotes genaden Romiſcher Chunig / alwege Merer des Reiches / verjehen und tuen chunt allen den / di diſen Brief ſehent / oder horent leſen / daz vor Uns ze Oeſterreich in dem Lande da wir ze gerichte ſazzen / ein Urtail von des Reichs Bürſten / von Graven / von Dreien / und von Dienſtmann und von Landlauten ze Oeſterreich und ze Steyer ervolgt und geſtetigt wart / alſo daz wier oder der / den wir denſelben Landen ze Herren geben Uns underwinden ſolden / alles des gutes / des Hertzog Friedrich von Oeſterreich und von Steyer bei ſeinen leben in ſein gewalt und in ſeiner gewer / unz an ſinen tot hett bracht / ez weren Burge oder Dorffer / oder ſwi ez wer genant. Und ſolten davon zeitlich recht tun / ſwer uf daz ſelbe gut icht geſprechen het. Uber diſe Urtail ze ainem Urchunde han wir ton henchen unſer Inſigel an diſen Brief / der wart gegeben ze Baſele an dem Mentage vor Tiburcii & Valeriani, do man zalte von Gotes geburd zwelf hundert / und acht und achzich jar / an dem vunfzendem Jare unſers Reichs. ANNO 1288.

DIII.

Compoſitio inter FRIDERICUM *Marchionem Misnenſem ab una, &* HENRICUM *Merſeburgenſem Epiſcopum parte ab altera, mediante* ERICO *Archi-Epiſcopo Magdeburgenſi conſtituta. Quâ dictus Marchio promittit, ſe Epiſcopum præfatum liberè ſuâ Jurisdictione tam ſeculari, quam ſpirituali uti permiſſurum, nullasque exactiones in ejus bona, ſeu homines facturum. Actum annô* 1288. *tertio Kalendas Novembris.* [LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſ. II. p. 761.] 30 Octo.

NOS FRIDERICUS Dei gratia Misnenſis Orientalis & de Landsberg Marchio recognoscimus & tenore præſentium proteſtamur, quod diſſenſionis materia, quæ inter Venerabilem in Chriſto Patrem, Dn. HENRICUM Merſeburg. Epiſcopum ex una, & Nos ex parte altera vertebatur, mediante Reverendo in Chriſto Patre ac Avunculo noſtro dilecto Dn. ERICO Sanctæ Magdeburgenſ. Eccleſ. Archi-Epiſcopo taliter eſt ſopita:

Quod nos præfatum Dn. Merſeburg. Epiſcopum, tam Seculari, quam Spirituali JURISDICTIONE ſua uti libere permittemus. Nullas quoque EXACTIONES in bona jam dicti Dn. Epiſcopi ſive ſuorum hominum, nec in Clericos, Seculares ſeu Religioſos, nec in bona ipſorum de cætero faciemus, niſi de ejusdem D. Epiſcopi fiat voluntate.

MUNITIONEM quoque, quam idem Dn. Epiſcopus facit in Zvenkowe, ſtabilem volumus permanere.

FORA quoque civitatis jam dicti Dn. Epiſcopi non impediemus, nec procurabimus impediri, nec in iis, quæ Ladung vel Nieder-Ladung vulgariter appellantur.

Acta ſunt hæc Anno Dn. MCCLXXXVIII. tertio Kalend. Novembris.

DIV.

RUDOLPHI *Romanorum Regis Diploma, Quô Marchionatum* Luſatiæ, WENCESLAO *Regi Bohemiæ confert Jure feudali. Datum Egræ tertio Idus Martii, Indict.* II. *Annô* 1289. [CHRIST. GODOFRED. HOFMANNUS in Appendice Diplomatum atque Documentor. Hiſtoriam Luſatiæ illuſtrantium Tom. IV. Scriptor. Luſaticor. pag. 176. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Abſatz I. in Supplem. vom Konigr. Böheim pag. 232.] 1289. 13 Mars.

RUDOLPHUS Dei gratiâ Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis S. R. I. fidelibus præſentes Literas inſpecturis, gratiam ſuam & omne bonum. Ad univerſitatis veſtræ notitiam cupimus pervenire, quod veniens ad Celſitudinis noſtræ præſentiam, *Illuſtris Fridericus Misnenſis, & Orientalis Marchio, hæres terræ Luſatiæ, Illuſtris quondam Henrici Marchionis Misnenſis, junior filius, fidelis noſter dilectus* nobis humiliter ſupplicavit, quatenus ſuarum Precum intuitu omnium bonorum ſuorum feudalium quæ tenet ab Imperio ubicunque ſitorum reſignationem ad manus noſtras recipere dignaremur. Nos ſuis devotis precibus inclinati dictam reſignationem, ad manus noſtras recipere dignabamur, dictoque Marchioni ſinceris hæc affectibus deprecanti dicta bona nobis reſignata, inclyto *Wenceslao Regi Boemiæ Principi & filio noſtro* conceſſimus Jure feudali; quibus ſic ordine peractis, idem Marchio denuo noſtro culmini ſupplicavit, quod permutationes factas, de terris, oppidis, caſtris, argenti fodinis ſeu quibuscunque aliis rebus ad ipſum Jure proprietatis pertinentibus, ſive ex paterna vel materna ſucceſſione ſeu donatione, vel quocunque titulo ad ipſum pervenerint, ratificaremus; cujus votis favorabiliter annuentes dictas permutationes, ratificamus & approbamus per omnia præſentium teſtimonio Literarum. Tes-

ANNO 1289. Teſtes hujus rei ſunt, *Venerabilis Conradus Argentinenſis Epiſcopus, Illuſtres Rudolphus Dux Auſtriæ, filius noſter chariſſimus, & Nobiles Viri: Ludovicus de Oettingen & Encicho de Leiningen. Comites, Joannes de Leichtenberg & Valerius de Geroldſeck.* Strenui Viri *Otto Burggravius de Horin, Kamoldus de Nemaus, Hermannus de Grünbach, Hermannus de Malticz, & Hermannus* Notarius alius, & alii quam plures; cujus rei præſens teſtimonium & ſcriptum Majeſtatis noſtræ ſigillo juſſimus communiri. Datum *Egræ*, Tertio Idus Martii, Indictione 2. Anno MCCLXXXIX. Regni noſtri Anno 14.

DV.

15. Oct. ERABANT ET GUELDRE. *Traité de Paix entre* JEAN *Duc de Brabant &* REINAULD *Comte de Gueldre, par lequel* Reinauld, *qui avoit été fait priſonnier par* Jean, *eſt mis en liberté, & on lui rend les deux Iſles de* Bommel *&* Til; *&* Reinaud *renonce à tous les droits qu'il pouvoit avoir ſur le Duché de* Limbourg *&c. Fait à Paris, au mois d'Octobre*, 1289. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 123.]

PHILIPPUS Dei gratiâ Francorum Rex. Notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, quod cùm inter nobiles viros JOANNEM BRABANTIÆ, LOTHARINGIÆ ET LYMBURGI DUCEM ex una parte, & REGINALDUM *Comitem Gueldriæ* ex altera, gravis fuiſſet ratione Ducatus Lemburgenſis orta contentio, & exiſtente guerra inter eos occaſione hujusmodi, Deus cujus ſunt occulta judicia præfatum Comitem ab ipſo Duce capi permiſiſſet ac ejus vinculis carceralibus mancipari; poſt diverſos tractatus per nos interpoſitos, quibus liberationem dicti Comitis procurare, ac pacem & concordiam inter eos ſolidam reformare temptavimus, ipſo Comite (data hinc inde treuga) de permiſſione dicti Ducis in manu noſtra exiſtente. Tandem ipſi bonorum omnium Auctori placuit eorum cordibus inſpirare, quòd in nos ſuper omnibus & ſingulis dictam contentionem & liberationem prædicti Comitis quomodolibet tangentibus compromiſerunt de alto & baſſo: & ad pleniorem viam pacis habendam, dilectus & fidelis noſter *Guido Comes Flandriæ Marchio Namucenſis* ſuper præſtatione quatuor millium marcharum argenti, quas à *Waleramo Domino Falquemontis* Dux Brabantiæ ratione cujusdam pœnæ ſibi commiſſæ ut dicebat petebat, de quâ pœnâ dictus Comes Flandriæ ipſum Waleramum liberare promiſerat & indempnem ut dicebatur ſervare, cum hujusmodi pœnæ præſtatio dictam contentionem tangere videretur, in nos ſimiliter compromiſit; promittentes tam ipſe Comes Flandriæ quam memorati Dux & Comes Gueldriæ tenere, ſervare & complere quicquid ſuper hiis & eorum ſingulis ordinandum aut dicendum videremus, ſub omnium bonorum ſuorum obligatione, juramentis ſollempniter appoſitis, & aliis cautionibus competentibus adjectis. Deinde utrorumque rationibus auditis, & nobis informatis de omnibus de quibus erat in hac parte informatio habenda, tandem præfatis Duce & Comitibus Sabbato ante feſtum Beati Lucæ Evangeliſtæ anno Domini M. CC. LXXXIX. Pariſiis in præſentia noſtra conſtitutis, & ab ipſis collata in nos, ab eisdem poteſtate prorogata ad ea omnia, quæ dictum noſtrum continet, etiam ſi de aliquibus eorum non ſit in compromiſſis facta mentio expreſſè: dictum noſtrum ſeu ordinationem noſtram protulimus in hunc modum. Dicimus & ordinamus *Reginaldum Comitem Guelriæ* eſſe de carcere ſeu priſione *Ducis Brabantiæ* liberandum, & eum penitus liberamus, ſubſequenter interrogavimus ipſum Comitem, ſi ipſe ratum habebat compromiſſum ab eo ut præmittitur in nos factum & quidquid exinde actum erat; qui ſtatim respondit à carcere liberatus, quod id ratificabat & in omnibus approbabat. Item dicimus & ordinamus, quod dictus Comes Guelriæ quitet imperpetuum dicto Duci quicquid juris habet vel habere poteſt in *Ducatu ſeu terra Lymburgenſi* & ejus pertinentiis. Item dicimus & ordinamus, quod dictus Comes Guelriæ, expreſſè quitet imperpetuum eidem Duci Caſtra de *Uſemborch, de Waſſenbergue, de Herve & de Sprimont* & eorum pertinentias, & quòd hoc ſtatim ſignificet Archiepiscopo Colonienſi per Litteras ſuas patentes. Item dicimus & ordinamus quod idem Comes Guelriæ de illis octo millibus marchis, & ſexcentis marchis Colonienſibus, pro quibus obligavit idem Comes Caſtrum de Waſſenbergue Archiepiscopo Colonienſi, ſolvat dicto Duci quatuor millia marcharum & trecentas marchas Colonienſes, inſtantibus octavis omnium Sanctorum apud Bruſſellam; & de aliis quatuor millibus trecentis marchis liber, & immunis idem Comes exiſtat. Item dicimus & ordinamus, quòd Comes Guelriæ Caſtra de Uſemborch & de Waſſenbergue cum eorum pertinenciis, liberet ab obligatione & onere mille & ducentarum marcharum debitarum Præpoſito Aquenſi, & ſexcentarum marcharum debitarum *Gerardo de Juliaco*, ac centum marcharum debitarum *Sybresko de Dondeeroe* militi, ſolvendo infra proximò futurum feſtum Nativitatis S. Joannis Baptiſtæ, ipſas ſummas marcharum dictis creditoribus, vel ipſi Duci Brabantiæ: & ſic Comes Guelriæ immunis ab hujusmodi liberatione remanebit. Item dicimus & ordinamus, quòd ſi inventum fuerit quòd dictus Comes Guelriæ oneraverit aliquibus redditibus vel conceſſionibus, perpetuis, Caſtra de Uſemborch, de Waſſenbergue, de Herve & de Sprimont, vel eorum pertinencias, aut eorum aliquid, vel inde quicquam alienaverit poſt deceſſum *Comitiſſæ Hermengardis quondam uxoris ſuæ*: tenetur inde facere reſtitutionem dicto Domino Duci, ſcilicet pro ſingulis denariis perpetuæ conceſſionis vel perpetui oneris, decem denarios in pecunia numerata: & quod eâ teneatur liberare de aliis debitis ſeu penſionibus ad vitam vel ad certum tempus, ſi quæ ſint, impoſitis poſt obitum prædictæ Comitiſſæ. Item dicimus & ordinamus, quòd præfatus Dux Brabantiæ ab omnibus dampnis & offenſis, per ipſum aut ſuos dicto Comiti vel ſuis per guerram datis & illatis immunis ſit perpetuò & quietus. Item quòd Comes Guelriæ reddat dicto Duci Villam ſuam de *Tielle*, in ſtatu in quo nunc eſt, quæ fuit per guerram deſtructa. Item dicimus & ordinamus, quòd Comes Guelriæ ab omnimoda præſtatione & redemptione pro ſua liberatione ſolvenda in perpetuum abſolutus & immunis exiſtat; & ſimiliter de dampnis & offenſis datis dicto Domino Duci Brabantiæ & ſuis, per ipſum Comitem Guelriæ & per ſuos guerra durante. Item dicimus & ordinamus, quòd Dux Brabantiæ eidem Comiti reſtituat, duas Inſulas, ſcilicet *Bommelreweert & Tilreweert*, quas ipſe poſt motam contentionem ſuper ipſum Comitem cepit, ſalvo Duci homagio ſuo pro ipſis, & hoc ſalvo, quòd idem Dux infra inſtans feſtum Nativitatis Domini, diruere valeat ſi ſibi placuerit Caſtrum vocatum *Driele*, quod in prædicta Inſula de Bommelreweert, poſtquàm venit ad manum ſuam, conſtruxit. Præterea dicimus & ordinamus, quòd dictus Comes Flandriæ ſolvat dicto Duci apud Bruſſellam infra inſtantes Octavas omnium Sanctorum quatuor milia marcharum, quas Dux Brabantiæ à Waleramo Domino Falquemontis pro pœna, ut dictum eſt, petebat; & eis ſic ſolutis, idem Dominus Falquemontis ab earum præſtatione ſit immunis. Item quòd dictus Comes Flandriæ reddat & liberet dicto Duci infra ipſas Octavas, dicta Caſtra ſeu domos de Herve, & de Sprimont, ſicut ea tenet: Ita tamen quòd ipſe Dux Brabantiæ tenetur infra Nativitatem Domini ſolvere dicto Comiti Flandriæ totum precium quo *Cono de Lonchin* miles hæreditatem ſuam, ſcilicet Lonchin, cum pertinentiis ſuis vendidit Comiti Flandriæ, vel permittere, quòd idem Comes Flandriæ vel illi quibus ipſe dictam hæreditatem tradet eam pacificè teneant, ſalvo jure ſuo. Item dicimus & ordinamus, quòd ſit inter dictum Ducem Brabantiæ & Comitem Guelriæ concordia & pax firma, & quòd boni de cetero ſint amici, & quòd ſibi invicem remittant omne odium & rancorem; & quòd in pace hujusmodi includantur omnes confœderati hinc inde, & nominatim ex parte Ducis prædicti *Hollandiæ de Montibus, Juliacenſis de Clevis, ac de la Marka Comites, & homines de Colonia & de Aquis:* Et ex parte Comitis Guelriæ, dictus *Dominus Falquemontis:* Et quòd ſi illi de Colonia & de Aquis vel eorum aliqui, habent petitiones vel querelas adverſus Comitem Guelriæ, vel idem Comes quas habeat adverſus eos, vel eorum aliquem, de hiis ſit in ordinatione Comitis Flandriæ & Ducis prædictorum. Retinemus inſuper nobis poteſtatem declarandi, interpretandi & perficiendi, omnia & ſingula de præmiſſis noſtro dicto & ordinatione hujusmodi contentis, ſi in eis dubietas vel obſcuritas emergat. Præcipientes ut ſi eſſent coram nobis aliqui, qui ad homagium ratione *Ducatus Lymburgenſis* tenerentur, illud Duci Brabantiæ exhiberent; ad quod præceptum dictus Dominus Falquemontis, de licentiâ dicti Comitis Guelriæ, ſtatim fecit coram nobis homagium dicto Duci, pro hiis quæ tenet de Limburgenſi Ducatu. Quam ordinationem ſeu dictum noſtrum ſicut ſuperiùs continetur, tam ipſe Dux Brabantiæ, quam dictus Comes Guelriæ, atque Comes Flandriæ, quatinus eum tangit, acceptaverunt

ANNO 1289.

ANNO 1289. runt, laudarunt & approbarunt penitus & expreſſè, coram nobis quitationes & promiſſiones per nos ſuperiùs ordinatas, hinc inde facientes ibidem, & dantes ſibi invicem oſculum in ſignum reformationis, amoris & pacis, omnem rancorem & odium ſibi hinc inde dimiſerunt: ipſo Comite Guelriæ dicto Duci pro terra quam de feudo ejus tenet, homagium ſolitum faciente. Actum fuit præterea de utriuſque partis aſſenſu, quod illa debita quæ debentur à dicto Duce Brabantiæ hominibus terræ dicti Comitis Guelriæ, vel ab ipſo Comite hominibus terræ prædicti Ducis recuperentur & peti poſſint; indéque procedat executio juſtitiæ ac ſi nulla guerra fuiſſet. Item quòd omnes illi qui ſua feuda vel terras dimiſerunt aut quitaverunt, ut ipſum Comitem Guelriæ vel Ducem Brabantiæ juvarent, ea omnino recuperent & ad eorum quemlibet ſua hæreditas revertatur. Quòd ut ratum & ſtabile permaneat in futurum, præſentes Litteras ſigillo noſtro fecimus communiri. Actum Pariſiis, Sabbato ante feſtum B. Lucæ Evangeliſtæ anno Domini MCC. LXXXIX. ſupradicti, Menſe Octobri.

NOS *Raynaldus Comes Gelriæ*, notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, quòd nos Litteras magnifici Principis Domini Philippi Dei gratiâ Sereniſſimi Francorum Regis vidimus ad tenorem qui ſequitur. *Philippus Dei gratiâ Francorum* Rex notum facimus tam præſentibus quam futuris, quòd cùm inter nobiles viros Joannem Brabantiæ, Lotharingiæ & Lymburgi Ducem ex una parte, & Reginaldum Comitem Guelriæ ex altera, gravis fuiſſet ratione Ducatus Lymburgenſis orta contentio, & exiſtente guerra inter eos occaſione hujusmodi, Deus, cujus ſunt occulta judicia, præfatum Comitem ab ipſo Duce capi permiſiſſet, &c. Actum Pariſiis Sabbato ante feſtum B. Lucæ Evangeliſtæ anno Domini MCC. LXXXIX. ſupradicti menſe Octobri. Nos autem ſupranominatus Comes Gelrenſis omnia & ſingula contenta in ſupradicto dicto ſeu ordinatione Regis ſupradicti, ratificantes & approbantes, ea ſicut ſuperiùs ſunt expreſſa tenere, ſervare & complere, ac in nullo contravenire in futurum promittimus, ſub juramento & obligatione prædictis: & ad majorem eorum firmitatem, & in teſtimonium præmiſſorum præſentes Litteras ſigilli noſtri fecimus impreſſione muniri. Acta fuerunt hæc Pariſiis anno & menſe ſupradictis.

NOS *Raynaldus Comes Gelriæ* notum facimus univerſis, quòd nos exiſtentes compos rerum & corporis, omni juri quod in *Ducatu & terra Lymburgenſi*, in Caſtro videlicet & Oppido de *Lymburgh*, *in Sprymont*, *Rode*, *Waſſemberch*, *Uſenborch* & ceteris omnibus ejus attinentiis, in omnibus fidelibus, miniſterialibus & Vaſſallis habuimus ac habemus, aut nos habere forſitan putabamus, quocumque modo tale jus nobis fuerit acquiſitum, ad opus & uſus *Illuſtris Principis Domini noſtri* JOANNIS LOTHARINGIÆ, BRABANTIÆ ET LIMBURGI DUCIS ac hæredum ſuorum, perpetualiter renuntiamus, & nos renuntiaſſe confitemur purè & ſimpliciter, per præſentes omne jus hujusmodi ad ejusdem Domini noſtri Ducis manus & Dominium reportantes, quod etiam de nobis transferimus in eundem; in his omnibus nullo nobis jure penitus reſervato. Rogantes immò volentes, ut omnes ad prædictum Ducatum Lymburgenſem & ad prædicta loca & ad eorum attinentia pertinentes, ipſi Domino noſtro Duci & ejus hæredibus obtemperent in his perpetuò, & obediant reverenter. Præterea omnes fideles, Vaſallos, homines ſive miniſteriales ad prædictum Ducatum & loca prædicta & eorum attinentia pertinentes qui nobis fecerunt homagium, ab hujusmodi homagio, fidelitate & juramento nobis factis, abſolvimus & abſolutos eſſe præſentibus denuntiamus; rogantes & volentes, ut ipſi Domino noſtro Duci homagium & fidelitatem faciant, & ſint ei tanquam ſuo vero Domino in omnibus obedientes. In quorum omnium teſtimonium, fidem & robur, perpetuò valiturum, nos ſupradicto Domino noſtro Duci & ejus hæredibus præſens Inſtrumentum ſigillo noſtro dedimus communitum. Actum & Datum Sabbatho ante feſtum S. Lucæ, anno MCC. LXXXIX.

Raynaldus Comes Gelriæ prudentibus viris, ſuis dilectis, Judicibus, Scabinis, Conſulibus, Magiſtris Civium & Civibus de *Uſenborch* univerſis, ſalutem & omne bonum. Quoniam nos de proximorum & amicorum noſtrorum conſilio, cum *Magnifico Principe Domino noſtro* JOANNE LOTHARINGIÆ, BRABANTIÆ ET LYMBURGI DUCE totaliter reconciliati ſumus, quod pro grato gerimus & accepto, nos omni juri quod in Ducatu Lymburgenſi & apud vos de *Uſenborch* & in eis attinentiis habuimus ſeu habemus, ad opus & uſus dicti Domini noſtri Ducis & hæredum ſuorum renuntiamus, & nos renuntiaſſe præſentibus confitemur, cedentes ei locum noſtrum, & prædictum jus de nobis transferimus in eundem: Inſtantiùs vos rogantes, quatenus ipſi Domino noſtro Duci pareatis in omnibus reverenter; nos enim vos ſingulos & univerſos, à fidelitate & homagio ſeu juramento quod vel quam nobis præſtitiſtis, abſolvimus purè & ſimpliciter, & vos ab his abſolutos præſentibus proclamamus. In cujus rei teſtimonium, noſtrum ſigillum præſentibus eſt appenſum. Actum & Datum Sabbatho ante feſtum B. Lucæ Evangeliſtæ, anno Domini MCC. LXXXIX. ANNO 1289.

UNIVERSIS ad quos præſentes Litteræ pervenerint, nos *Raynaldus Comes Gelriæ* notum facimus univerſis, quod nos exiſtentes compos rerum & corporis, omni juri quòd in terra de *Waſſemberg*, in Caſtro ibidem & in eorum attinentiis omnibus & Vaſallis habuimus aut habemus, aut nos habere forſitan putabamus, quocumque modo tale jus nobis fuerit acquiſitum, ad opus & uſus *Illuſtris Domini noſtri* JOANNIS LOTHARINGIÆ, BRABANTIÆ ET LIMBURGI DUCIS ac hæredum ſuorum renuntiamus, & nos perpetualiter renuntiaſſe confitemur purè & ſimpliciter per præſentes, omne jus hujusmodi ad ejusdem Domini noſtri Ducis manus & Dominium reportantes, quod de nobis transferimus in eundem. Præterea renuntiamus perpetualiter, ad opus & uſus ejusdem Domini noſtri Ducis & hæredum ſuorum, omnibus gratiis, conventionibus & obligationibus à Reverendo Patre Domino noſtro *Sigefrido Dei gratia ſanctæ Colonienſis Eccleſiæ Archiepiscopo* ſuper contentis, tam ſuprà quàm infra, in hac patenti Littera ore, manibus ſuis, vel patentibus Litteris nobis factis, quas gratias, conventiones & obligationes, quòad nos mortuas & quitas clamamus, & prædicto Domino noſtro Duci petimus & volumus eſſe utiles & valentes; ſupradictum Sigefridum Dominum noſtrum Archiepiscopum Colonienſem propenſiùs exorantes, ut prænominatas gratias, conventiones & obligationes, memorato Domino Duci prodeſſe & ei eſſe valentes & utiles ſuſtineat, & eum non impediat in eisdem; ſed ut prædicta terra de *Waſſemberg* & Caſtro ac ejus attinentiis ipſe & ſui hæredes quietè & pacificè gaudeant & fruantur, permittat liberaliter & benignè, ac eum etiam promoveat in eisdem. Inſuper omne feodum vel feoda quod vel quæ ratione Ducatus Lymburgenſis ab eodem Domino noſtro Archiepiscopo Colonienſi recepimus, ad opus & uſus ſupradicti Domini noſtri Ducis & hæredum ſuorum ſupportamus, & eidem ſimpliciter renuntiamus, ac eidem concedi cum omni plenitudine petimus, & ipſum de hujusmodi feodo ſeu feodis inveſtiri. In quorum omnium teſtimonium, fidem & robur perpetuò valiturum, nos ſæpedicto Domino noſtro Duci & ejus hæredibus præſens Inſtrumentum ſigillo noſtro dedimus communitum. Actum & Datum Sabbatho ante feſtum B. Lucæ Evangeliſtæ anno Domini MCC. LXXXIX.

DVI.

Romanorum Regis RUDOLPHI I. *Inveſtitura de Feudis omnibus per mortem* DUCIS WRATISLAVIENSIS *ſibi & Romano Imperio vacantibus*, WENCESLAO II. *Bohemiæ Regi conceſſa. Datum Erfordiæ 6. Calendas Auguſti* 1290. *Indict.* 3. Cum CONFIRMATIONE *Regis Romanorum* CAROLI IV. *Data Pragæ Anno* 1348. *Indictione prima.* [LUNIG Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortſetzung I. Abſatz I. von Böhmen, pag. 22.] 1290. 27. Juill.

CAROLUS Dei gratia Romanorum Rex, ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam.

Innata cordi noſtro benignitas circa fidelium & devotorum noſtrorum honores & commoda continuis intenta vigiliis, votis ipſorum annuere nos jugiter inducit, quoties poſcentium vox eſt juſta, in hoc enim liberalitatis noſtræ non errat intentio ſed Regalis ſceptri faſtigium attollere ſalubriter arbitratur.

Sane ad noſtræ Celſitudinis venerabiles, Archiepis-

ANNO 1289. copus Pragenſis, Olomucenſis, Wradislavienſis, & Lythomislenſis, Episcopi, nec non illuſtres, Johannes Carinthiæ, Comesque Tyrolis & Coriciæ germanus noſter chariſſimus ac Nicolaus Opaviæ & Ratiboriæ Duces, cæterique, Prælati Duces, Principes Barones, Proceres & Nobiles Regni noſtri Bohemiæ & pertinentiarum ejusdem præſentiam accedentes, Nobis humiliter ſupplicarunt ut quasdam Literas Rudolphi Divi Romanorum Regis prædeceſſoris noſtri Nobis per ipſos exhibitas, quarum tenor & ſeries ſequitur in hæc verba:

Rudolphus Dei Gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus. Ad univerſorum ſacri Romani Imperii fidelium notitiam cupimus præſenti pagina pervenire; Quod nos attendentes multiformia meritorum inſignia, virtutum & fidei præmia pretioſa, quibus Illuſtris *Wenceslaus Rex Bohemiæ* Princeps, & filius noſter cariſſimus, erga nos & Romanum Imperium ſe conſtituit multiformiter generoſum; omnia feuda nobis, & Imperia per mortem Illuſtris Ducis *Wratislavienſis* vacantia, dicto *Regi Bohemiæ*, nec non ſuis hæredibus, tenenda, habenda, poſſidenda, titulo feudali duximus conferenda. In cujus rei teſtimonium præſentes Literas conſcribi & Noſtræ Majeſtatis ſigillo juſſimus roborari. Datum *Erfordiæ* 6. Calendas Auguſti, Anno Domini 1290. Indictione tertia; Regni vero noſtri Anno 17.

Noſtra confirmare auctoritate regia dignaremur.

Nos itaque præfatorum, Prælatorum, Ducum, Principum, Baronum, Procerum & Nobilium (quos honoris & felicis Status Romanorum Regni & Sacri Imperii fideles & ſolicitos præ cæteris novimus zelatores, ipſumque Regnum Bohemiæ Romanorum Regni nobilius membrum fore) ſupplicationibus benignius inclinari, præfatas Literas ac omnia & ſingula contenta in eisdem laudamus, ratificamus, approbamus, confirmamus, ac de novo ex certa ſcientia de noſtræ Romanorum Regiæ plenitudine poteſtatis præfatis Regno, Prælatis, Ducibus, Principibus, Baronibus, Proceribus & Nobilibus ac univerſitati Regni ipſius & pertinentiarum ejusdem ad uſum & opus Regum Boemiæ in perpetuum damus tenore præſentium conferimus, & donamus, omnem diminutionem & defectum, ſi quis in præmiſſis fuerit, reparantes omnimode & ſupplentes, ac omne dubium & obſcurum pro parte & in favorem ipſorum Regni & Regum Boemiæ, de uberiore dono Majeſtatis Romanorum Regiæ & plenitudine poteſtatis, interpretantes & etiam declarantes, non obſtantibus Legibus, conſuetudinibus, uſibus, obſervantiis, juribus municipalibus vel communibus ſtatutis ſeu edictis, factis & editis in contrarium quibuscunque, quas & quæ, quantum adhæc, ac ſi forent nominatim & de verbo ad verbum ſcripta præſentibus & inſerta renovamus, caſſamus, irritamus, annihilamus & de dicta ratione Regiæ plenitudine poteſtatis decernimus firmiter fore nullius penitus momenti.

Nulli ergo liceat hanc noſtræ laudationis, ratificationis, approbationis, confirmationis, donationis, reparationis, ſupplementi, interpretationis, declarationis, revocationis, caſſationis, irritationis, & annullitationis paginam infringere, vel ei auſu temerario aliquo contraire. Contrarium vero facientes ſi qui fuerint (quod abſit) ultra indignationem noſtræ Celſitudinis Regiæ, quam ob hæc ſe noverint graviter incurſuros, mille marcas auri puri, noſtro & Romani Regni fisco componant: ipſarum videlicet medietatem noſtræ & ſucceſſorum noſtrorum, Romanorum Regum & Imperatorum, Curiæ ſeu Cameræ, & reliquam paſſis injuriam irremiſſibiliter applicandas. In quorum omnium teſtimonium, & ad certitudinem pleniorem præſentes fieri juſſimus & Bulla aurea typario noſtræ Majeſtatis impreſſa præcepimus communiri.

Hujus rei teſtes ſunt: Gerlacus Archiepiscopus Mogunt. per Germaniam S. Imperii Archicancellarius, Rudolphus Senior Dux Saxoniæ S. Imperii Marescalcus. Rudolphus junior, Saxoniæ & Friedericus de Deck, Duces. Johannes Burggrafius Norimbergenſis, Ulricus Lantgrafius de Luytenburg, Friedericus de Oremund, Ulricus de Helffenſtein & Rudolphus de Wertheim, Comites; Petrus de Hedwig, Craffto de Holoch, Gottfridus de Prunes, Eberhardus de Walfe, Fiedericus de Walfe, Egloff de Fryberg, & Burchardus de Erlbach, Romani Regni præfati Principes & Barones. Datum Pragæ Anno Domini MCCCXLVIII. Indictione prima, ſeptimo Idus April. Regnorum noſtrorum Anno ſecundo.

DVII.

ANNO 1290. 18. Sept. SAVOYE ET HASPURG.

Ligue entre AME' V. *Comte de Savoye, &* ARCHEMAN *&* RODOLPHE *Comtes d'Haspurg, B. d'Haspurg Evêque de Conſtance, promettant pour Archeman dont il étoit Tuteur & Oncle; par laquelle Ligue Archeman s'engage à aſſiſter Amé de tout ſon pouvoir, pour recouvrer les* (1) *Châteaux de Loyes & de Condamine au Pays de Vaud, le tenir pour ſon Pére, défendre ſa perſonne & ſes terres, & particuliérement la Ville & les habitans de Berne. Fait à Chierces, le Lundi après la Fête de l'exaltation de la Sainte Croix*, 1290. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 372.]

NOs RODULPHUS Dei gratia Conſtancienſis Episcopus, Tutor ARCHIMANNI Pupilli Filii piæ recordationis Eberardi quondam de Habspurg Comitis Fratris noſtri, notum facimus univerſis. Quòd nos tam noſtro quàm prædicti Pupilli noſtri nepotis tutorio nomine, promiſimus & promittimus bona fide, per ſolemnem ſtipulationem, & per ſacramentum à nobis ſuper Sacroſanctis Evangeliis corporaliter præſtitum, *Illuſtri Viro Domino* AMEDEO *Sabaudiæ, & in Italia Marchioni* præſenti, ſtipulanti & recipienti quòd eidem per nos & noſtros, & præfati Archimanni homines fideli noſtro conſilio & auxilio, & ipſe Archimannus perpetuò aſſiſtabimus & ipſum juvabimus noſtris ſumptibus, contra omnes & ſpecialiter ad recuperandum Caſtra de Loyes & de Contamina, & omnia alia jura præfato Comiti competentia, quæ tenebat inclitæ recordationis Dominus Rodulphus quondam Rex Romanorum, & Liberi ſui, per ſe vel per alium, vel alius in præjudicium præfati Comitis Sabaudiæ, vel ſuorum; Promittimus etiam ut ſuprà, nos facturos & curaturos quòd præfatus Pupillus nepos noſter, præfatum *Comitem Sabaudiæ habebit pro Patre & ipſum tanquam Patrem* propriis ſumptibus adjuvabit perpetuò, contrà omnes: Promittentes nihilominus ut ſuprà, tam per nos quàm per noſtros & præfatum Archimannum, tam per ſe quàm per ſuos, defendere perſonam & terram prædicti Comitis, cum ſuis hominibus & ſubditis, ubicumque conſtitutis, & ſpecialiter Civitatem Bernæ, & Cives ibidem, cum rebus & perſonis eorumdem. Ego autem Comes Rodulphus de Habspurg promitto bona fide, & per juramentum tactis ſacroſanctis Evangeliis corporaliter præſtitum, Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ prænominato, quòd eum juvabo per me & meos, & meis ſumptibus contrà omnes, & ſpecialiter ad recuperandum Caſtra de Loyes & de Contamina, & omnia alia jura, quæ quondam Dominus Rodulphus Romanorum Rex, Liberi ſui per ſe vel per alium, vel alius tenuit, vel tenent ſeu tenet, in præjudicium dicti Domini Amedei Comitis vel ſuorum, perſonamque ipſius & terram ſuam cum hominibus ſuis & ſubditis defendere ubique fuerint conſtituti. Nos verò præfatus Episcopus promittimus modo & forma quibus ſuprà, nos facturos & curaturos quod prædictus Archimannus Nepos noſter, prædicta omnia attendet, faciet & penitus obſervabit, & quòd prædictus Archimannus, cùm ad annos pervenerit pubertatis, prædicta omnia & ſingula ſub virtute prædicti ſacramenti ratificabit & approbabit, ac etiam prædicta omnia promittet ſe facturum & ſervaturum, per ſacramentum corporaliter præſtitum, ſub teſtimonio Literarum autenticarum competentium, quas ſuper prædictis dabit prædicto Domino Comiti Sabaudiæ. In quorum omnium robur & teſtimonium nos præfatus Episcopus nomine noſtro, & nomine, & vice prædicti Archimanni nepotis noſtri, & Tutorio nomine ipſius; Et ego præfatus Comes Rodulphus præſentibus Litteris ſigilla noſtra duximus apponenda. Datum & actum apud Chierces in Eccleſia dicti loci, die Lunæ poſt Feſtum Exaltationis Sanctæ Crucis. Anno Domini M. CC. XC.

(1) *Rodolphe* Roi des Romains, & ſes Enfans les avoient uſurpez.

ANNO 1290. 26. Sept. 1348. 7. Avril. 1356. 11. Dec.

DVIII.

RUDOLPHI I. *Romanorum Imperatoris Privilegium, ſive Atteſtatio de Jure Pincernatus, Electoratusque in Romano Imperio Regibus Bohemiæ competente. Datum Erphordiæ* VI. Kal. *Octobris Anno Domini* 1290. Cum CAROLI IV. *Cæſaris Confirmatione ſuper eodem Privilegio. Datum Pragæ ſeptimo Idus Aprilis Anno Domini* 1348. Necnon *ulteriori & ſuperabundanti Atteſtatione* RUPERTI *Comitis Palatini, quâ, poſt multam inveſtigationem, unà cum univerſis aliis Coelectoribus, Comprincipibus, & Collegis ſuis recognoscit & profitetur, quod Bohemiæ Reges habeant Jus & vocem in Electione Romanorum Regis, quodque Archipincernatus Officium coram Rege Romano exercere non tenentur in Curiis, niſi velint facere ſpontanea voluntate. Datum Metis Anno* 1356. [Ex Bibliotheca MARQUARDI FREHERI, inter Scriptores Rerum Bohemicarum. pag. 115.]

In Nomine Domini & Salvatoris noſtri JESU CHRISTI *Amen. Anno nativitatis ejusdem* MCCCCLXXXVI. *Indictione* IV. *die* V. *menſis Aprilis, hora tertia, vel quaſi, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris ac Domini noſtri, Domini Innocentii Papæ Octavi, anno ejus* II. *in Regia Caſtri Pragenſis, Sereniſſimus Princeps & Dominus, Dominus Wladislaus Bohemiæ Rex, Marchio Moraviæ, Lucemburgenſis & Sileſiæ Dux, & Luſatiæ Marchio, Sacri Romani Imperii Princeps Elector: in mei Notarii Publici ſubſcripti, & teſtium infra ſcriptorum ad hoc ſpecialiter vocatorum & rogatorum præſentia accerſivit & vocavit Reverendum Patrem & Dominum, Dominum Paulum Pragenſem & Derafienſem Præpoſitum Viſitatorem Archiepiscopatus Pragenſis à Sede Apoſtolica Deputatum, Decretorum Doctorem, & quasdam Literas in pergameno deſcriptas; primam videlicet felicis recordationis, invictiſſimi olim Principis & Domini, Domini Caroli Romanorum Regis ſemper Auguſti & Bohemiæ Regis, ejus vera bulla aurea in filis ſericis rubei coloris more Imperiali dependentibus, bullatam & ſignatam. Bulla quoque aurea in parte una contiuebat imaginem Imperatoris in ſolio Imperiali ſedentis, & literæ in circumferentia hæ videbantur:* CAROLUS DEI GRATIA ROMANORUM REX SEMPER AUGUSTUS. *Ad latus vero dextrum & ſiniſtrum,* ET REX BOHEMIÆ. *In altera parte figura Urbis, turrim in medio, & ad latera duo propugnacula habentis. In porta turris literæ erant,* Aurea Roma, *in circumferentia vero,* Roma caput Mundi regit Orbis fræna rotundi. *Alteram autem felicis recordationis olim illuſtriſſimi Principis & Domini, Domini Ruperti Comitis Palatini Rheni, Sacri Imperii Romani Archidapiferi, & Ducis Bavariæ. Ejus vero Sigillo rotundo de cera rubea communi impreſſa, in filis ſericis viridis coloris dependente, habentis clypeum cum duobus leunculis alternatim, & in aliis duobus angulis quidam tractus ſimiles punctis apparebant; ſupra clypeum Galea, & ſupra Galeam leunculus cernebatur. Literæ autem in circumferentia hæ videbantur:* Secretum Ducis Ruperti ſenioris. *Sanas & integras, non vitiatas, non cancellatas, non raſas, vel abolitas, nec in aliqua ſui parte ſuſpectas, ſed omni prorſus vitio & ſuſpicione carentes, ut prima facie apparebat. Eidem Domino Viſitatori patenter palamque exhibuit atque obtulit inſpiciendas, legendas, & ſollicite ac diligenter auſcultandas ipſum inſtantiſſime requirendo, ut eis opportune inſpectis & pleniſſime auſcultatis, transſumptum earum & copiam in formam, quæ* Vidimus *nuncupatur, traducat atque transformet, ut ubicunque locorum ipſa earum ſeries delata fuerit & oſtenſa fides huic habeatur, ſicut authenticæ principali. Tenor autem Literæ primæ & continentis per omnia talis exiſtit.*

CAROLUS (1) Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. Innata cordi noſtri benignitatis circa fidelium & devotorum noſtrorum honores & commoda continuis intenta vigiliis, votis ipſorum annuere nos jugiter inducit, quoties poſcentium vox eſt juſta: in hoc enim liberalitatis noſtræ non errat intentio, ſed regalis ſcripta faſtigium attollere ſalubriter arbitratur. Sane ad noſtræ Celſitudinis venerabiles, Archiepiscopus Pragenſis, Olomucenſis, Wradislavienſis, & Lytomislenſis Episcopi, necnon illuſtres Joannes Carinthiæ, Comesque Tyrolis & Coriciæ, germanus noſter chariſſimus, ac Nicolaus Opaviæ & Ratiboriæ Duces ceteriique Prælati, Duces, Principes, Barones, Proceres, & Nobiles Regni noſtri Bohemiæ, & pertinentiarum ejusdem, præſentiam accedentes, nobis humiliter ſupplicarunt, ut quasdam Literas Rudolfi Divi Romanorum Regis, prædeceſſoris noſtri, nobis per ipſos exhibitas, quarum tenor & ſeries ſequitur in hæc verba: (2) RUDOLFUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis Sacri Imperii Romani fidelibus præſentes Literas inſpecturis gratiam ſuam & omne bonum. Quanto jura perſonarum prodierint in lucem notitia clariore, tanto liquidius poſteritati ſucceſſuræ materia tollitur altercandi. Inquiſitionis igitur circumſpectæ præhabita indagine, ſcrutinioque ſolerti ſcire deſideravimus, quid quantumve juris in Romano competat Imperio, & in electione Romanorum Regis futuri Imperatoris, inclyto Regi Bohemiæ, Principi & filio noſtro chariſſimo & hæredibus ipſius. Quo facto Principum, Baronum, Nobilium & Procerum Imperii, nec non veteranorum communi aſſertione, & concordi teſtimonio comperimus aſſonante: ipſum Regem Bohemiæ Imperii debere Pincernam exiſtere, & jus ac officium Pincernatus apud eum, nec non ejus hæredes jure hæreditario reſidere. Extitit etiam dilucide declaratum prædictum Regem Bohemiæ & ſuos hæredes in electione Regis Romanorum futuri Imperatoris, cum cæteris Electoribus habere debere, ad ſimilitudinem aliorum Electorum, eligendi plenarium jus & vocem. Hæc vero jura Pincernatus, & Electorum, nedum dicto Regi & ſuis heredibus didicimus competere; ſed etiam ſuis progenitoribus abavis, atavis, proavis, & avis, pure pleniſſime competebant. Volentes itaque dicti Regis & heredum ſuorum dispendiis præcavere, jus & officium Pincernatus in Imperio ſibi, & heredibus ejus, & non alii competere & in electione Regis Romanorum futuri Imperatoris habere jus & vocem, clare recognoscimus, approbamus, & præſentium teſtimonio profitemur. Si quid autem diminutionis vel calumniæ, quod non credimus, cavilloſe, malitioſe, vel ſubdole poſſit opponi; ſupplemus de plenitudine Regiæ poteſtatis, in cujus rei teſtimonium præſens Scriptum Majeſtatis noſtræ Sigillo fecimus communiri. Datum Erfordiæ, VI. Kalen. Octobris, Indictione tertia, Anno Domini MCCXC. Regni vero noſtri anno XVII, noſtra confirmare auctoritate Regia dignaremur. Nos utique præfatorum Prælatorum, Ducum, Principum, Baronum, Procerum & Nobilium (quos honoris & felicis ſtatus Romanorum Regni nobilius membrum fore) ſupplicationibus benignius inclinati, præfatas Literas, ac omnia & ſingula contenta in eisdem, laudamus, ratificamus, approbamus, confirmamus, ac de novo ex certa ſcientia de noſtræ Romanorum Regiæ plenitudine poteſtatis, præfatis Regno, Prælatis, Ducibus, Principibus, Baronibus, Proceribus, & Nobilibus, ac univerſitati Regni ipſius, & pertinentiarum ejusdem, ad uſum & opus Regum Bohemiæ in perpetuum damus tenore præſentium, conferimus, & donamus, omnem diminutionem & defectum, ſi quis in præmiſſis fuerit, reparantes omnimode & ſupplentes, ac omne dubium & obſcurum pro parte & in favorem ipſorum Regni & Regum Bohemiæ, de uberiori dono Majeſtatis Romanorum Regiæ & plenitudine poteſtatis, interpretantes, & etiam declarantes. Non obſtantibus Legibus, conſuetudinibus, uſibus, obſervantiis, juribus municipalibus vel communibus, ſtatutis ſeu edictis, factis & editis in contrarium quibuscunque, quas & quæ, quantum ad hæc, ac ſi forent nominatim & de verbo ad verbum ſcripta præſentibus & inſerta, renovamus, caſſamus, irritamus, annullamus, & de dicta ratione Regiæ plenitudine poteſtatis decernimus firmiter fore nullius penitus momenti. Nulli ergo omnino liceat hanc noſtræ laudationis, ratificationis, approbationis, donationis, reparationis, ſupplementi, interprætationis, declarationis, revocationis, caſſationis, irritationis, & annullationis paginam infringere, vel ei auſu temerario in aliquo contraire. Contrarium vero facientes ſi qui fuerint (quod abſit) ultra indignationem noſtræ Celſitudinis Regiæ, quam ob hæc ſe noverint graviter incurſos, mille marcas auri puri noſtro & Romani Regni fisco componant, ipſarum videlicet mediatatem noſtræ & ſucceſſorum Romanorum Regum & Imperatorum Curiæ ſeu Cameræ, & reliquam paſſis injuriam

ANNO 1290. 1348. 1356.

(1) Ce Privilege ſe trouve auſſi dans GOLDAST, *Conſt. Imp.* Tom. II. pag. 93. [DUM.]

(2) Ce Privilege ſe trouve auſſi dans GOLDAST, *Conſtitut. Imperial.* Tom. II. pag. 85. [DUM.]

ANNO 1290. 1348. 1356.

juriam irremiſſibiliter applicandas. In quorum omnium teſtimonium, & ad certitudinem pleniorem, præſentes fieri juſſimus, & Bulla aurea typario noſtræ Majeſtatis impreſſa præcepimus communiri. Hujus rei teſtes ſunt, Gerlacus Archiepiscopus Moguntinenſis per Germaniam S. Imperii Archicancellarius, Rudolfus ſenior Dux Saxoniæ, Sacri Imperii Marescalcus, Rudolfus junior, Saxoniæ & Fridericus de Deck Duces; Joannes Burgravius Norimbergenſis, Ulricus Landgravius, de Luyckenberg, Fridericus de Ollremund, Ulricus de Helffenſtein, & Rudolfus de Wertheim Comites; Petrus de Hedwig, Craffto de Holoch, Gotfridus de Prunes, Eberhardus de Walfe, Fridericus de Walfe, Eglof. de Fryberg, & Burckhardus de Elsbach, Romani Regni præfati Principes & Barones. Datum Pragæ, anno Domini (3) MCCCXLVIII. Indictione prima, ſeptimo Idus Aprilis, Regnorum noſtrorum anno ſecundo. *Tenor autem & continentia alterius Literæ talis erat.* RUPERTUS (4) Dei gratia Comes Palatinenſis Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapifer, & Dux Bavariæ, ad perpetuam rei memoriam. Deſideratæ pacis laudanda præſidia, absque Principum Gubernatione felici, perſæpe tanquam Navem remige deſtitutam dubiorum anfractibus fluctuare contingit: & tanto periculoſius, & utique majore dispendio, quanto Rectores Publicos, illuſtres videlicet Principes quos Divina providentia in conſolationem ſui fidelis populi clementer inſtituit juribus & potentia fuerint negligentius deſtituti. Quo fit ut Principum quorumlibet, emunitates, nobilitates, & jura diligenter cuſtodiri debeant, & in ſua integritate ſervari ac illorum maxime, qui tanquam fundamenta & columnæ fortiſſimæ, ſacri Imperialis ædificii thronum Cæſareum gratis attollunt decoribus; quibusque Dei gratia pia dignatione credidit eum eligere, cujus potentia totius mundialis machinæ regitur Monarchia. Sane licet de juribus ſereniſſimi Principis, Domini Regis Bohemiæ illuſtris, coelectorum Principum, in electione Romani Regis ad Imperium promovendi pleno jure fretus ſit hactenus & fruatur; ſicut hoc luce clarius ſemper apparuit ab eo tempore, cujus apud homines memoria non exiſtit. Tamen nonnulli filii tenebrarum oculis cæcutientibus à divina luce remoti, meridiana claritate palpitant ſicut in noctibus, & offendicula laqueosque præparant iniquitatis & ſceleris, diabolica invidia ſuggerente, jugum veritatis deferre præ mole graviſſimi ponderis coagulati mendacii nequeuntes, ſuper ipſis offendiculis corruunt, & ſuorum laqueis iniquorum conceptuum ſe involvunt, ut lucem tenebras judicent, & tenebras ipſam lucem. Igitur ad abundantioris cautelæ præſidium, ut præfato ſereniſſimo Principi Domino Regi Bohemiæ, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis Regibus Bohemiæ, in perpetuum ſecurius caveatur, & omnes dubietatum amputentur calumniæ, & ne quibuslibet otioſe loquentibus malignandi materia relinquatur, animo deliberato, non per errorem aut improvide, ſed multa inveſtigatione prævia, & à multis veridica informatione recepta, maturo conſilio, una cum univerſis Coelectoribus, Comprincipibus & Collegis noſtris tam ſpiritualibus quam ſecularibus de certa noſtra ſcientia recognoſcimus, dicimus & dictante conſcientia publice profitemur; Quod Sereniſſimi Principes & Illuſtres Domini, Bohemiæ Reges, ab atavis, proavis, avis & progenitoribus ſuis, ab eo tempore cujus apud homines (ſicut præmittitur) memoria non exiſtit, habuerunt continuo, habent & habere debent jus & vocem plene & omnimode ad inſtar noſtri & aliorum Comprincipum, Coelectorum noſtrorum, tam ſpiritualium quam ſecularium, in electione Romanorum Regis ad Imperium promovendi: ita videlicet, quotiescunque ut caſus talis electionis emerſerit, Sereniſſimus Princeps, Dominus Rex Bohemiæ, qui pro tempore fuerit, ad celebrandam electionem ipſius ſolenniter vocari debeat, & in ipſa electione omnibus juribus ſuis, voce videlicet & loco, & aliis quibuslibet ad hæc ſpectantibus, per ſe vel Nuncios legitimos & Ambaſſiatores ſuos, & ad inſtar noſtri & omnium aliorum Comprincipum, Coelectorum, & Collegarum noſtrorum tam ſpiritualium, quam ſecularium, qui ſunt & qui fuerint pro tempore (ſicut præmittitur) ſic cum omni reverentia & honore gaudere, ſicut de jure & more ſacri Imperii Principes Electores talibus freti ſunt retroactis. Quodque præfatus Sereniſſimus Princeps Dominus Rex Bohemiæ, ſacri Romani Imperii Archipincerna conſtitit, ac Archipincernatus officium coram Imperatore vel Rege Romano in ſolennibus Curiis ſub corona regali exercere non debet, neque tenetur ad hoc niſi velit facere ſpontanea voluntate. Poterit tamen juxta beneplacitum, in præſentia Imperatoris vel Regum Romanorum, dum ſolennes Curias hujusmodi celebrari contigerit, procedendo, ſedendo, vel ſtando, regalem geſtare coronam: ſicut hoc Sereniſſimorum Principum Dominorum Regum Bohemiæ, progenitorum & prædeceſſorum ipſius, conſuetudo laudabilis ab olim noſcitur obſervaſſe. In cujus rei teſtimonium præſentes fieri, & Sigilli noſtri voluimus robore communiri. Datum Metis Anno Domini MCCCLVI, proxima Dominica ante feſtum B. Luciæ Virginis.

ANNO 1290. 1348. 1356.

Igitur præfatus Dominus Viſitator ad ſolertem Regiæ Majeſtatis requiſitionem, viſis & auſcultatis ſingulis quæ circa præmiſſa & in ipſis merito fuerant auſcultanda, qualitatem dictarum Literarum & contentorum in eisdem ſagaciſſime diſpiciens, mihi Notario infra ſcripto injunxit ſolicite, ut juſta Majeſtatis Regiæ vota, per mei Officii debitum executioni ſolide demandentur. Atque hæc ipſa omnia in ſuo diſpoſita ordine in publicam redigi formam & publicum fieri deſuper Inſtrumentum mandavit & præcepit: Sigillo quo pro ſuo utitur Officio, in fidem omnium præmiſſorum præſentibus ſubappenſo. Datum & Actum Anno, Indictione, die, menſe, hora, Pontifice & loco quibus ſupra. Præſentibus ibidem venerabilibus & eximiis viris, Domino Joanne de Crumloto Decano Eccleſiæ Pragenſis, Domino Wenceslao de Plana Archidiacono ejusdem Eccleſiæ, Decretorum Doctoribus, Domino Paulo de Plina Archidiacono Jacenſi, Magiſtro Joanne de Elbogen S. Theologiæ Baccalaureo formato, Archidiacono Boleslavienſi, Canonicis Pragenſis Eccleſiæ; Domino Benedicto de Strokonitz Archidiacono Bielinenſi; atque honorabilibus viris, Domino Jordano de Tachoro Medico præbendato, Domino Gregorio de Crappiz, Domino Michaele de Budeweis, Domino Bartholomæo de Capplitz, Vicariis & Altariſtis ſupra memoratæ Eccleſiæ Pragenſis; & aliis quam plurimis teſtibus ad præmiſſa vocatis & rogatis.

(3) *Goldaſt* prétend qu'il faut lire M. CCC. LXXVIII. mais il n'en donne point de raiſon. [DUM.]

(4) Cette derniere Atteſtation ſe trouve dans GOLDAST *Conſt. Imperial.* Tom. II. pag. 91. [DUM.]

DIX.

RUDOLPHI I. *Romanorum Regis Confirmatio ſuper inita inter* WENCESLAUM *Regem Bohemiæ, atque* HENRICUM *Ducem Sileſiæ, Transactione hæreditaria in puncto ſucceſſionis in Principatu* Wratislaviæ. *Datum Erfordiæ 26. Octobris anno* 1290. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continu. I. Abſ. III. p. 278.]

1290. 26 Octo.

RUDOLPHUS, Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, Univerſis Sacri Romani Imperii fidelibus præſentes Literas inſpecturis gratiam ſuam & omne bonum. Univerſitatis veſtræ notitiæ innotescat, quod nos ordinationem, ſeu promiſſionem *de terra & Principatu Wratislaviæ*, & *Sileſiæ*, quæ a nobis & Imperio habentur in feudum, quam illuſtris quondam Henricus Dux Wratislaviæ, noſter Princeps, cum Illuſtriſſimo & præclaro Wenceslao Rege Boemiæ, & Principe noſtro chariſſimo, videlicet: quod idem *Rex Boemiæ* in terra & *Principatu Wratislaviæ & Sileſiæ*, ſi ipſum Henricum Ducem præmori contigerit, ſibi deberet ſuccedere, iniiſſe dignoscitur & feciſſe habemus gratam & ratam, eam de plenitudine poteſtatis Regiæ confirmantes, & dantes has Literas noſtras ſigillo noſtro munitas in teſtimonium ſuper eo. Datum *Erfordiæ* ſeptimo Calendas Octobris. Indictione tertia Anno Domini M. CCXC. Regni noſtri Anno decimo ſeptimo.

DX.

Erſter Reichs Abſchied RUDOLPHE I. **Römiſchen Königs / mit gunſt und mit Raht ſowol Geiſtlicher als Weltlicher Fürſten zu Erhaltung des allgemeinen Landfriedens aufgericht in dem** Concilio **zu Würtzburg an dem Palmtag** 1287. **und erneuert zu Speyr am Sonntag vor den Palmtag** 1291. [LEHMANNI Chronicon Spirenſe Libr. V. Cap. CVIII. pag. 555. Col. 2.]

1287. 30 Mars. 1291. 8. Avril.

C'eſt-à-dire,

Premier Recès Imperial de RODOLPHE I. *Roi des Romains, par lequel, de l'avis & du conſentement des Princes Eccleſiaſtiques & Seculiers de l'Empi-*

ANNO 1287. 1291.

l'Empire, il est pourvû à la conservation de la Paix publique. Fait à Wurtzbourg le Dimanche des Rameaux 1287. *& renouvellé à Spire le Dimanche avant celui des Rameaux* 1291.

Dieſe Satzunge deß Landfriedes haben wir Rudolph von GOttes Gnaden Römiſch Kunig und ein Merer des Riches/ mit Gunſt und och mit Rate der Erbern Herren/ des Cardinals/ des Legaten/ und der Fürſten beder Geiſtlicher und Weltlicher geſetzet ze Wurtzburre in dem geboten hove/ als hienach geſchrieben ſtat. Wir ſetzen des erſten und gebieten bi des Riches Hulden und Getrúwen/ Welch Sun ſinen Vater von ſinen Burgen oder von anderm ſinem Gute verſtóret/ brenner oder róbet/ oder zue ſines Vaters Binden ſich machet mit Eiden oder mit Trunven/ daß es uff ſines Vaters Ere get/ oder uff ſine verderpniſſe/ bezeuget in des ſin Vater bi den Heiligen/ vor ſinem Richter/ mit zwin ſemperen Mannen/ die nieman mit Recht verwerffen mac/ der Sun ſol ſin verteilet eigens und Lehens und varndes Gutes/ und gantzlichen alles des Gutes ewiclichen/ das er von Vater oder von Muter erben ſolte/ Alſo/ daß im weder Richter/ noch Vater/ noch Muter nimmermer wider helfen mac/ daß er dehein Recht zu dem Gute nimmer gewinnen múge.

Welch Sun uff ſines Vaters Lip ratet oder in vorlogenlichen angrifet/ mit Untruwen oder mit vancniſſe/ oder in dehein Bant leget daß vancniſſe heißet/ wird er deß vor ſinem Richter bezúget/ als vor geſchrieben ſtat/ derſelb ſol ſin Erloß und Rechtloß ewiclichen/ alſo daß er nimer wider komen mac zu ſinem Rechte mit deheinen Dingen. Alle die och der Vater nimt zu Gezuge vor dem Richtere über alle die Sache die hievor geſchrieben ſind/ die ſulen deß nit überic werden/ weder durch Sippe/ noch durch deheine Sache/ ſi geſtanden dem Vater der Warheit/ der deß nicht tun wil/ den ſol der Richter dazu ewingen/ es en ſi/ daß er vor dem Richter ſwer uff den Heiligen/ daß er darumbe nit en wiſſe. Hat der Vater Dienſtmann oder eigene Lúte/ von der Rate oder von der Hülffe der Sun dirre Dinge deheiner tut/ wider ſinem Vater/ die hi oben geſchrieben ſind/ bezúget daß der Vater uff ſi vor ſinem Richtere/ als hievor geſchrieben iſt/ ſelbe dritte uff den Heiligen/ die ſollen ſint Erloß und Rechtloß ewiclichen. Der Vater mac aber ſich nit bereden der Dinge/ er überzuge e den Sun/ als davor geſchrieben iſt. Uberzuget er darnach die Dienſtmann oder die eigen Lúte/ der Richter/ in deß Gerichte es geſchehen iſt/ ſol ſi ze Achte tun/ und ſol ſi nimmer darutz gelaßen/ ſi entgelten dem Vater den Schaden mit der zwigulte/ den er von ir Rate oder von ir Hilfe genommen hat/ und dem Richtere ſin Recht/ Und haben dieſelben Lehen vom Vater/ die Lehen ſuln ledic ſin zehant ſo er ſi überzwget/ und ſol ſin nimmer wider gelehen/ und lihet er ims wider/ ſo ſol er als viel als der Lehen iſt/ dem Richter geben ane Widerrede. An allen den Sachen/ die hievor geſchrieben ſint/ mac ein jeclich ſemper Mann/ der ſin Recht hat behalten/ er ſi Fürſt oder anders ein hoch Mann/ dem Vater helfen bezwgen ſwaz er weiz. Ein Dienſtmann mac och bezwgen mit andern Dienſtmannen/ ein eigen mit andern ſinen Genozen/ ein Gepóver mit ſinen Genozen/ Ein jeclich Friman hilffet wol einen Dienſtmann/ ob ers weiz. Iſt aber daß der Vater durch Vancniſſe oder durch ander Ehaffte Not daß Recht nicht gevorderen mac/ ſo ſol ez ſiner mage einer ton/ und ſol darnach beweren/ uff den Heiligen/ daß den Vater Ehaffte Not irret/ daß er dar nicht kommen mochte/ und ſoll die Not nemen. Und ſwenne er daß beredet/ ſo ſol ihm recht beſchehen umb die Klage/ an deß Vaters ſtat/ als ob der Vater ſelbe da were.

Ein Dienſtmann helfet es och wol einem ſinem Ungenozen. Die nidern mogen es den hóhern nicht gehelffen. In gelicher Wiſe/ als wir von dem Vater haben geſeit/ alſo wollen wir daß man ez von der Muter verſtehe.

Wir ſetzen und gebieten/ ſwaz ſchaden jemanne geſchehe/ daß er daßelbe nicht reche/ er klag allererſt ſinem Richtere/ und folge ſiner Clag an daß Ende/ als recht iſt. Ez en ſi daß er daß zehant tu ze Notwer ſines Libes und ſines Gotes. Swer ſich anders richet/ danne hievor geſchrieben iſt/ ſwatz Schaden er darumbe jemanne tut/ den ſol er im zwivalt gelten/ und ſwatz Schaden jm geſchehen iſt/ der ſoll gar verloren ſin/ und ſol nimmer deheine Clage darnach gewinnen. Swer aber ſine Clage vollefúhret/ als davor geſchrieben iſt/ wird im nicht gerichtet/ und muß er durch Not ſinen Vienden widerſagen/ das ſol er bi Tage tun/ und von dem Tage/ das er im widerſeit hat/ untz an den virten tag ſol er ime keinen Schaden tun/ weder an Lib noch Gute/ ſo hat er drie gantze Tage vride. Och ſol der/ dem da widerſeit wird/ untz an den virten tag deheinen Schaden tun/ dem der im da widerſeit hat/ an ſwedem diſir Satzunge gebrochen wird/ der ſol ſinem Richter klagen/ und ſol der Richter im fúrgebieten ſelbe oder mit ſinem Boten/ und mac ſich derſelbe/ dem da fúrgeboten iſt/ nit entſchuldigen ſelbe fúbende ſemperer Lúte vor dem Richtere/ ſo iſt er erloß und rechtelos ewiclichen/ Alſo daß er nimmer kom zu ſinem Rechte. An ſwem der Landfride gebrochen wirt/ bezúget er das uff den Heiligen vor ſinem Richtere/ mit dem der den Lantfrieden gemacht hat und mit zwen andern ſemperen Mannen die ihr Recht behalten hant/ daß der Landfride an im gebrochen iſt/ der Richter ſol ihn z'achte tun der den Landfrieden gebrochen hat/ und ſol in nimmer utz der Achte gelaſſen/ ane deß Clagers Willen/ oder er verliſe die Hant darumbe. Iſt aber der Landfriede mit dem Todtſchlage gebrochen/ ſo ſol deß mage einer der da erſchlagen wart/ clagen/ und ſol den Mord bereden/ als davor geſchrieben iſt/ und ſwenne er das bered/ ſo ſol man jemen nimer uß der Achte gelaſſen/ er gebe den Lip darumbe/ und ſol erloß und rechtloß ſin/ Wil aber der/ der den Landfriede gemacht hat/ oder empfangen hat/ im deß Gerichtes nit geſtan/ daß der Friede an im gebrochen ſi/ dem ſol der Richter gebieten bi unſern Hulden/ daß er im helfe deß Rechtes/ oder er muß ſweren uff den Heiligen/ daß er ſin nit entwęſte. Lat er es aber durch ſippe oder durch dheiner Hande Sache/ er iſt uns und dem Richter die Hant ſchuldic. Wir ſetzen und gebieten bi unſern Hulden/ daß alle unſer Fürſten/ und alle die Gerichte von uns habent/ recht richten/ als deß Landes Sit und Gewohnhert iſt/ und daſſelbe gebieten den die Gericht von jn hant. Swer deß nit en tut/ über den wollen wir richten ſcharpfflich als recht iſt/ und ſwas uns über in erteilt wirt/ das wollen wir nit laſſen/ noch nimmer überſehen/ noch niemannes ſchonen/ Und gebieten och unſern Fürſten/ daß ſi mit der Buſſe zwingen die/ die von jn gerichte haben/ daß ſie recht richten/ und der Buſſe nit enlaſſen die jn ertheilt wird. Wir ſetzen und gebieten/ daß dehein Richter jeman zu achte tu wan offentlich/ und daß der Richter jeman uß der Achte laſſe/ er neme die Gewißheit daß dem Cläger gerichtet werde nach deß Landes Gewohnheit. Tut es der Richtet nit/ ſo ſollen wir über jn richten als recht iſt. Wir geloben daß wir daſelbe behalten. Wir ſetzen und gebieten ſwas jeglichem Richter geweltet wird/ daß er den Echter uß der Achte laſſe/ daß er das gar nem/ und deß nit enlaſſe/ durch das/ daß die Lúte deß ungerner in die Achte kommen. Wir wollen och ſelbe unſers Rechts nit laſſen. Wir ſetzen und gebieten/ daß man die Pfalburger allenthalben laſſe/ wir wollen in unſern Städten ihr keinen haben.

Wir ſetzen und gebieten/ daß jeman deheinen Muntman habe. Wir verbieten och bi unſern Hulden/ daß jeman den andern durch das Land beleite umb dehein Gut/ er habe dann das Geleite von dem Riche/ das Arm und Riche deſte gewerlicher varen/ und geſtiefen mógen. So gebieten wir daß nieman deheinen múwen Zoll noch Geleite mache/ noch nemen ſol weder uff Land noch uff Waſſer/ und daß alle die Zoll/ die mit Unrecht gehohet ſind/ anders dann ſi von Alters geſetzet ſind/ daß diſelbe Hohunge ab ſi/ und der Zoll beliebe/ als er zurecht ſol/ Swer dawider tut/ der hat den Landfrieden gebrochen/ und umb den Bruch ſo iſt er in der Achte/ und in deß Babeſtes Banne/ den man jergelich kúndet an deß anclafes Tage/ und in deß Legaten Ban/ den er über unrechte Zolle zu Wurzeburre in dem Concilio gekúndet hat. Nieman ſol deheinen Zoll nemen wan ze rechte/ und da man jn zu rechte nemen ſol/ ſwer das brichet/ den ſol man haben für ein Straßróber. Wir ſetzen und gebieten daß alle die Zolle/ die ſit Keyſer Friderichs Ziten uffgeſetzet ſint uff Waſſer oder uff Lande/ von ſwem ſie geſetzet ſint/ daß ſi gar ab ſin/ Es en ſi das der/ der jn da hat/ bereden múg von dem Riche das in ze rechte haben ſol. Alle die di Zolle nement uff Waſſer oder uff Land/ die ſulnt den Wegen und den Bruggen jr Recht behaben/ mit machend und mit Beſſerunge/ und von dem ſi nement den Zoll/ die ſoln ſi befinden und beleiten nach jr Macht/ als jr Gerichte geht/ daß ſi nit verliesen. Swer die Gebot zu driemalen brichet/ wird er ſin überzúget vor Gericht als recht iſt/ der Zoll ſol dem Riche ledic ſin. Man ſol die rechte Landſtraß varn/ und ſol niemand ſwingen den andern von den rechten Straſſen. Swa zwene mitenander urlúgent/ und der eine oder ſi beide Geleite hant/ ſwer den zeleide die Straſſe angrifet/ wirt er deß überzúget mit rechte/ über den ſol man richten als über einen Straßróber. Swer Burgge oder Städte oder dehinen Bw machen wil/ der ſol das mit ſinem gute tun/ oder mit ſiner Lúte gute. Swer darumb deheinen Zoll oder dehein Ungelt nimt in deheiner Stadt/ oder uff deheiner Straß/ über den ſol man richten als über einen Straßróber. Alle die Múntze/ die ſit Keyſer Friderichs Ziten gemacht ſint/ die ſulnt gar ab ſin/ es bezwge dann vor dem Riche der ſi hat/ daß er ſi zu rechte haben ſol. Swer uff jemannes Pfenninge deheinen valſch flecht/ oder hat geſlagen/ den ſol man haben für einen Valſcher. Wer auch andere Muntz machete oder flúge danne von dem Riche von alter herkommen iſt/ ſwie gewere oder gut dw were/ es ſi an gewúrthe gemelte oder ſwere/ den ſol man für einen Valſcher han/ und ſwanne er deß mit Recht überzúget wird/ ſo ſol er ſin Landrecht verlorn han. In ſwelches Herrn Gericht oder Geleit/ es ſi uff Waſſer oder uff Land/ ein Kauffmann oder ſuns ein Mann berobet wird von des Herren Geſinde/ Amptmann/ Burcmann/ oder Dienſtmann/ der der Herre gewaltic iſt/ ane alle arge Liſt/ das ſol der Herr in des Gerichte oder Geleite er berobet iſt/ gelten. Wird aber jeman berobet in eins Herrn Gericht oder Geleite/ und daß das nicht geſchehe von des Herren Geſinde/ Amptmann/ Burcmann oder Dienſtmann/ dem ſol der Landfriede beholfen ſin das wider thun. Wir ſetzen och und gebieten veſtlich/ daß wo es Noth geſchehe durch Bruch des Landfriedes/ die nehęſten dabi geſeſſen ſint/ da der Bruch geſchęhen iſt/ den Landfrieden beſchirmen und beholfen werde/ und vernúmen es die nit/ ſo ſuln es die tun/ die darnach die nechſten ſind/ darzu ſoln wir den helfen ob es noth ſy.

Wir gebieten och vlißlich/ daß man in allem Römiſchen Riche an Geiſtlichen Dingen nach Gebot und nach Rate der Ertzbiſchove ſich habe/ und der Biſchoff und der Ertzprieſtere nach Geiſtlichem Rechte. Und ſwer dawider iſt/ den ſol man han für ein ungeloben Mann. Man ſol auch weltlich Gerichte an ſinem Rechten behalten. Wir gebieten veſtlich und als das Recht iſt/ daß der Gotshuß Voget den Gotshuſen vor ſi/ und ſie ſchirme uff ihr Vogtie/ als es gen Got wol ſtande und och unſeren Hulden/ und ſich an der Gotshuß Gúte alſo halten da ihr Vogtie iſt/ das uns dehein groß Clage von ihm komm. Swer das nit tut/ cumt es zu Clage/ ſo wollen wir es richten als veſtlich als es recht iſt/ daß wir daran niemannes ſchonen wollen.

ANNO 1287. 1291.

ANNO 1287. 1291.

Wir wollen och gebieten / daß über ein Kloſter / oder über ein Gotshuß nit me dann ein Vogt ſi / als lang der Landfriede werth / Swer das mehr enwolte oder darwider tete / den ſol deß der Landfriede entwingen / und ſwanne der Landfriede uſſgat / ſo ſol er niemman an ſinem Rechte ſchaden. Wir verbieten och bi unſern Hulden / daß nieman durch keines Vogtes Schulde / noch ihm zu Leide der Gotshuß gute / das ihr Vogtie iſt / weder brennen / noch roben noch pfenden ſol / Swer das darumb thut / wird er des überzüget als recht iſt vor dem Richter / den ſol man ze Achte tun / und ſol ihn uß der Achte nicht laſſen / er gelte jn den Schaden driſtant als ture als er iſt / und ſuln die zwei theil dero Gotshuß werden / und das drittheil dem Vogte.

Wir verbieten och das jemand pfende / an des Richters Urlob / wer es darüber tut / über den ſol man richten als über einen Straſſenrober.

Wir ſetzen und gebieten / ſwer wiſſentlich röbte oder diebte Gut köffet / oder Röber oder Diebe wiſſentlich haltet / und nicht achter ſint / wird er deß überzüget vor dem Richter nach Rechte / ſo ſol er bim erſten den Schaden gwveltig gelten dem er getan iſt / er ſi Diebe oder Röbe. Wird er ſin nicht überzüget / daß ers me dan zu einen male habe gethan / iſt es rob / ſo ſol man über ihn richten als über ein Rober / Iſt es aber diebig / ſo ſol man über ihn richten als über ein Dieb. Wir verbieten daß jeman keinen Achter behalte wiſſentlich / ſwer es darüber thut / wird er deß überzüget / man ſol über ihn richten als über ein Achter / Mac aber er ſich entreden mit ſüben ſemperen Mannen / daß er es nicht enwiſſe daß er ein Achter was / er ſol unſchuldic ſin. Wer einen Achter behaltet in einer Stadt gemeinlich oder wiſſentlich / iſt ſi umbemuret / der Richter ſol ſie niderbrechen / und ſol über den Wirth / der ihn behaltet / richten / als über einen Achter / und ſol ſin Huß zerführen. Iſt aber die Stadt ungemuret / ſie ſol der Richter brennen. Setzet ſich die Stadt darwider / Stadt und Lüte ſind recht-loß. Mac der Richter nicht da gerichten / ſo ſol er es kunden dem Künige / der ſol es von deß Riches Gewalt ewingen. Wir ſetzen / daß deß Riches Hove habe einen Hoverichter / der ein Frimann ſi / der ſol och an demſelben Ampt zum mineſten ein Jahr beliben / ob er ſich recht und wol haltet. Der ſol och alle Tag zu Gerichte ſitzen / ane die Sunnetage / und ane groſſe Heiligen Tage. Und ſol allen Lüten richten / die ihm klagent / und von allen Lüten / ane Fürſten / und ane andere hohe Lüte / ſwa es jn gat an jr Liv oder an jr Recht / oder an jr Erbe / oder an jr Lehen / das wollen wir ſelbe richten. Swer auch mit Gerichte verderbet wird / darumb ſol man nieman daheine Vindſchaft haben / Wer aber darumbe jeman fähet / der ſol in denſelben Schulden ſin / und in der ſelben Miſſetat / als der was der da verderbet iſt. Unſer Hoverichter ſol och niemamne vertragen / er tu es dann mit unſerm ſonderlichen Gebotte. Er ſol och nieman ze Achte tun / noch uß der Achte laſſen / wann das ſuln wir ſelber tun / und wollen anders nieman geſtaten daß er ſich damit überlade.

Wir gebieten och / daß man alle Fürgebot mit Brieven tu / und Brieve darüber gebe / wie man von Gerichte ſcheide / umbe das / daß man mit dem Brieve unter des Hovrichters Inſigel bereden müge / das Fürgebot und das Ziel / und die Tage die vor Gerichte genommen ſint. Swer den Landfrieden nicht ſchwert in einem Mande / nach dem ſo er gekündet wird offentlich in dem Biſtum da er ſitzet / ſwas dem geſchicht / das ſol nieman richten weder mit geiſtlichem noch mit weltlichem Gerichte / und ſwas ihm geſchicht / mit Rate oder mit Gerete / an Libe oder an Gute / das ſol nieman richten. Swer aber den Landfrieden ſwert / und ihn darnach brichet / der ſol in vierzehen Nachten den Bruch beſſeren oder widertun / ſo er ſin gemant wird von dem / der da Richter iſt / Tut er deß nicht / ſo ſol er meineydic ſin / und ſol in der Ertzbiſchoffe oder der Biſchoff / in deß Biſtum er ſitzet / ze Bann tun / und der Künic ze Achte tun / und der Fürſte oder der Grafe / in deß Gerichte er ſitzet / ze Achte tun / und ſuln die Benne und die Achte nieмer abgelaſſen werden / er habe den den Bruch gebeſſert und gebüſſet. Swer och den / der umb den Bruch deß Landfriedes meineydic / benne aber achtic wird / behaltet / huſſet oder hovet achte Tage / ſo es ihn verboten wird / der ſol in denſelben Schulden ſin / als der iſt / den er wiſſentlich nach dem Gebot huſet und behalten hat. Es ſol och nieman die Lüte behalten oder hüſen / die jm überſeit ſint oder noch überſeit werdent / die ſchedelich ſint dem Lande. Swer ſie aber inderhalbe achte Tagen darnach / ſo ſi jm verboten werden / nich entlat / der ſol den Landfriede gebrochen han / und in die vorgenante Buß vallen / Achte und Bann. Swer den Landfrieden brichet / und den Bruch nicht beſſeren wil / und darumbe von dem Landfrieden beſeſſen wirt / oder die / die den Landfrieden geſchworen hant / davon zu Schaden bringet / den ſol der Landfriede ewingen / daß er mit allen ſinen veſten und mit ſinem Gute jedem mann nach ſiner maß ſinen Schaden ablegen / als verre er gereichen mac.

Diſſir Satzunge dieſes Friedes und dieſes Rechtes ſol an allen Städten werden behalten / und ſol man och darnach richten / wand ſie von alter herkommen ſind / und mit Rechte / und mit Gunſte und mit Rate der Fürſten geſetzet ſind. Sich bindet aber zu dieſem male zu dieſem Landfriede mit Eiden nieman / wan von himen untz zu Sant Johannes deß Toffers Meſſe / und von dannin über drw Jahr / deß hant die Fürſten / Frien / Grafen / Dienſtman / und gemeinlich deß Riches getruwen und Holden uff den Heiligen geſchworen / Alſo doch / daß jederman / er ſi Fürſte / Grafe / Frie / Ritter / Manne / Dienſtmann / Burge / Stette / Veſte / Pfaffen und Leien / bi ihrem Rechte beliben. Was auch die Fürſten in jrem Lande mit der Landherren Rate ſetzent und machent / dieſem Landfried ze Beſſerunge und ze Veſtenunge / das mögen ſi wol thun / und damit brechent ſi deß Landfriedes nicht / Und zue einem rechten Urkunde / ſo haben wir unſer Künicklich Inſigel an dieſen Brieff gehencket. Dirre Landfriede wart gemachet / und dirre Brieff wart gegeben / ze dem offenen Hofe in dem Concilie ze Wirtzeburc / an dem Palme-Tage / da man zalt von unſers HErrn Geburt tuſent / zweihundert und ſiben und achtzig Jar. Dieſe Satzunge und dirre Brieff Brieff wart geleſen / und der Landfriede wart erniwet mit der Fürſten und der Landherren / und der Städte geſchwornen Eyden / An dem Sunnetage vor dem Palme Tage / uf dem Hofe zu Spire / da man zalte von Gotes Geburt / tuſent / zweihundert und eins und neuntzig Jar / und wart geſtätigt derſelbe Landfriede von den nechſten Oſtern über ſechs Jar ze haltene. Dieſer Brief iſt mit König Rudolphs anhangendem Inſiegel beſiegelt.

DXI.

1292. 21. Janv. BRABANT, VIANDEN ET AA.

Tractaet ende Accord tuſchen JAN *Hertogh van Lothrijck en Brabant ter eenre, ende* GODEVAERT *Grave van Vianden ende* GEERARD VAN AA, *Heeren van Grimbergen ter andere ſyde, volgens 't welk de voornoemd Heeren van Grimbergen gehouden ſyn den Hertoch te dienen met haar Knaepen in ghemeynen Oorloge op haer Koſt, ende te Chevachien op de ſyne. Aldus gemaeckt ende ghegeven des Maendaechs voor S. Pauwels dach Apoſtel* 1292. [CHRISTOPH. BUTKENS, Trophées de Brabant. Aux Preuves. pag. 129.]

WY JAN *by der gratien Godts Hertoch van Lothrijck, van Brabant, ende van Limborch, ende wy* GODEVAERT *Graeve van Vianden, ende wy* GEERARD VAN AA Heeren van Grimbergen, maeken kondt allen den genen die deſe Letteren ſien ſelen oft hooren leſen, dat wy om alrehande twiſt ende om alrehande donkerniſſe te verklaren ende te beſteden, alſe van onſe ghemeynen Heerſchappije van Grimbergen, hebben ghemaeckt ende willekort by onſen ghemeynen Vrinden ende Rade, de pointen te houdene, ende deſe Ordonnantie vaſt ende gheſtaedig te blijvene die hier naer beſchreven zijn; dat is te verſtaene, welck tijt dat ons Heeren van Grimbergen oft onſe knaepen de Hertoge ontboet, om ghemeyne Oorloge, oft om Chevauchien, ſoo ſelen wy Heeren van Grimbergen onſen Heere den Hertoge hülpen te ghemeynen Oorloge op onſen koſt, ende te Chevautie op ſijnen eygen koſt,

ANNO 1287. 1291.

DXI.

1292. 21. Janv. BRABANT, VIANDEN ET AA.

Traité & Accord entre JEAN Duc de Lothier & de Brabant d'une part, & GODEFROI Comte de Vianden & GERARD VAN AA Seigneurs de Grimbergen d'autre part, ſuivant lequel lesdits Seigneurs de Grimbergen ſont obligez de ſervir le Duc, avec leurs Vaſſaux en Guerre commune, à leurs propres dépens, & dans les Chevauchées à ſes dépens. Fait & conclu le Lundi avant la Fête de St. Paul Apôtre 1292. [(1) Traduction par CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Trophées de Brabant, Liv. IV. pag. 327.]

LEs Sires de Grimberges & leurs hommes & Vaſſals ſeront tenus de ſervir le Duc à leurs deſpens eſtants mandes es communes guerres & chevauchées, & les Maiſeme-luden *ou francs Bourgeois du Duc demeurants en ladicte terre de Grimberge, ſeront tenus de les ſuivre, ſoubs peine, que celuy qui doit aller à cheval payerat dix ſols, & le pieton dix patars, ſans qu'ils pouront retourner ſans permiſſion du Duc, & ceſte amende ſe doit repartir entre le Duc & les Sires de Grim-*

(1) On a cru que l'Auteur duquel on tire ce Traité en Flamand, qui en eſt l'Original, en ayant fait la Traduction lui-même, il valoit mieux la ſuivre, que d'en faire une nouvelle, qui auroit été en meilleur François; mais qui, peut-être, n'auroit pas été ſi bonne.

ANNO 1292. koſt, naer onſe macht, gelijck hy dat ons ontbiet, ende ſoo ſullen wy hebben van 's Hertogen *Mayſeme de lieden* die binnen Grimbergen geſeten zijn in deſe manieren, wie dat thuys bleve van 's Hertogen-lieden oft wederkeerden des men niet gheorloven en mach ſonder des Hertogen wille, die man te peerde verbeurde thien Schellingen, ende die man te voete thien ſtuyvers, ende nochtans moetenſe wederkeeren in d'Oorloghe; deſe misdaet ſal de Hertoge heffen half, ende de andere helft de Heeren van Grimbergen, uyt-ghenomen den genen die boven de feſtigh jaeren zijn, oft die nootſaken hebben. Voortaene en mach niemant Mayſemede thoonen ten zy vander moeder ſijden, dat is te verſtaen van den ghenen die tot hier toe als Mayſemede-lieden niet gheſeten en hebben, ende van den genen dieſe bethoenen willen, daer toe moetmen toch ſetten der Heeren knapen daer ſijſe uyt thoonen willen. Voort alle de ghene die op deſen dach als Mayſemede-lieden gheſeten hebben, die ſelender toe blijven ende haer naekomelinghen. Wanneer oock dat des Hertoge Mayſeme-lieden, oft ſijn poorteren, die int lant van Grimbergen woonachtigh zijn, verboren 't zy lijf oft goet, haer lijf ende haer have zijn wy Heeren van Grimberghen ſchuldich den Hertoghe te leveren waerment krijghen mach, maer 't jaerlijck inkommeu van den erve, van den eyghen ende leene, blijft den Heeren van Grimbergen, tot dat ſy haeren peys maeken; ende als ſy den peys hebben teghen den Hertoge, ſoo hebben ſy hem teghen de Heeren van Grimberghen, ende moeten weder hebben haer eyghene ende haer leene: ende desghelijcks ſoo hebben der Heeren van Grimbergen lieden teghen den Hertoghe die in ſijn landen gheſeten zijn. Voorts als men maeckt vredelijcken coren by mannen en by Schepenen om des lants oirboir, wien breckthy betere de Heeren van Grimberghen naer den vonniſſe. Voort welken tijdt dat men ghebiet gheleyt uyter Kerken, ende men dat doet by mannen ende by Schepenen, wat misdade dat daer af valt, alſoo verre als 't vonnis deylt hebben de Heeren van Grimbergen. Waer ook dat ſaecke dat eenigh poortere misdaet verboerde in den lande van Grimberge, bleve hy ghevaen metter verſcher daet, dat moeſte hy beteren den Heeren van Grimberge naer den vonniſſe, ende ontvoet hy buyten den lande van Grimberghen, ende niet en worde ghevanghen metter verſcher daet, ſoo waer hy quijt teghen den Heeren van Grimbergen. Voorts en moghen des Hertoge knaepen negeen hachte doen, noch vanghen binnen den lande van Grimbergen, onverſocht der Heeren knaepen. Waer oock dat van groever misdaden dat gheviele int landt van Grimbergen, ſoo welcker Heeren knaepen datter toe quamen, ſy mochten daer die hant aen ſlaen, behoudelijck alles haere rechten. Waer oock dat ſaecke dat liede quaemen binnen den ghemeynen Heerſchappije van Grimbergen, van buyten 's landts daer de Hertoghe egeen Mayſemede en volcht, ende die te voren tot des Hertoghen Mayſemede niet en hoorden, die ſelen blijven den Heeren van Grimberghe. Wie oock poorteren ter Cappellen oft Vilvorden werden willen, ſy mogent doen in manieren dat ſy plegen, moeten allen dienſt daer ſy te voren af bekommert waren, alſoo verre alsment in den vonniſſe verreycken mach, voor den Heere daer ſy te voren toebehoorden, op dat ſy binnen den jaere ghecallengeert worden, ende indien 't poorterſchap in ſtaede ſtaet, ſal hy moeten thoonen met Schepenen ende op der Schepenen eet, op welcken dach dat hy poorter werdt. Wie oock dat wille mach hem ontpoorteren, behouwelijck der poorte rechten, ende den kommer daer hy op dien dach af bekommert is. Waer men oock vaert in Oorlogen, ſoo hebben die Heeren van Grimberghen dat voorvechten ende de achterhoede, ende daer mede zijn ſy quijt van ſchildtwachten. Voorts als die Heeren van Grimbergen vaeren in Oorlogen des Hertoghen oft in Chevauchijen, ſoo mogen ſy peerden ontleenen binnen haeren gemeynen lande van Grimbergen daer ſyſe vinden, ende leverenſe Ridderen ende knaepen dieſe behoeven, en men mach van des Hertoghen negeen peerden nemen binnen den ghemeynen Heerſchappije van Grimberge. Voorts en mach mijn Heere de Hertoge negeene dienſt nemen van der Abdijen van Grimberge, noch van geene goede dat daer toe behoort dat binnen den gemeynen Heerſchappije van Grimbergen ghelegen is, behouwelijck dat des Hertogen honden een giſte jaerlijcks ſullen hebben van een nacht ende van eenen daghe in de Abdije van Grimberge; en in elck van haeren Hoven in 't lant van Grimberghe ſtaende. Oock mach de *Graeve van Vianden* lombaerde houwen binnen ſijnen ſonderlinghen Lande. Voorts den poorters goede, die

Grimberges eſgalement par moitié : de ce toutes-fois ſeront excuſés, ceux qui paſſeront les ſoixante ans, ou auront cauſe legitime de s'abſenter. Si quelqu'un de nouveau veut prouver eſtre Maiſeme-man, *il le doit faire du coſté de ſa mere, mais ceux qui juſques lors eſtoyent tenus pour* Maiſeme-luden, *ſeront reputés & tenus pour tels & leurs ſucceſſeurs, ſans contradiction. Si quelqu'un de* Maiſeme-luden *du Duc demeurant en la terre de Grimberge vint à forfaire corps ou biens, les Sires de Grimberges ſont tenus de mettre en mains du Duc la perſonne & ſes meubles, mais le revenu de leurs heritages tant alleux que fiefs ſitués en ladicte terre doivent demeurer aux Sires de Grimberges, juſques à ce que le delinquent aye pardon & remis du Duc, lequel eſtant obtenu, ils ne ſont tenus de le prendre des Sires de Grimberges, ains retourneront en la poſſeſſion de leurs heritages tant fiefs qu'Alleux, & de meſme ſe doit faire & practiquer au regard des hommes des Sires de Grimberges reſidents es pais du Duc. Quand quelques amendes ou keures ſont ordonnées par hommes & Eſchevins pour le bien & utilité du pais, le profict en provenant touche aux Sires de Grimberges. Si quelque Bourgeois mes-fit en la terre de Grimberge & qu'il fut attrappé & prins ſur le faict, il doit amende aux Sires de Grimberges ſelon loy & jugement, mais s'il eſchappe & ſe retire hors de ladicte terre, il n'eſt tenu ausdicts Sires. Les Sergeants & Officiers du Duc ne peuvent faire apprehenſion des perſonnes en la terre de Grimberges, ſans l'advcu des Officiers des Sires de ladicte terre ; ne fut pour quelque cas ou faict enorme, reſerve toutes-fois en ce le droict d'un chaſcun. Si quelque eſtranger vint demeurer en la terre de Grimberges d'aucun pais où le Duc n'ait Bourgeoiſie, & qui auparavant n'appartenoit à aucune de ſes Bourgeoiſies ou* Maiſemede, *il doit demeurer aux Sires de Grimberges. Les manants de la terre de Grimberge pouront librement prendre Bourgeoiſie à la Chapelle & à Vilvorde comme auparavant, mais ils ſeront tenus aux charges ſi avant qu'ils eſtoyent tenus envers le Seigneur à qui ils appartenoyent, en cas que le Seigneur les reclame dans un an : & qui voudra pourat auſſi quitter la Bourgeoiſie en payant le droict, & demeurerat aux charges comme il eſtoit auparavant. Aux expeditions Militaires ceux de Grimberges doivent avoir le premier rang au combat & l'Arriere-garde, & parmy ce ils ſont libres de toutes autres gardes & ſintinelles. Quand les Sires de Grimberges vont avec le Duc en guerre ou Chevauchées, ils peuvent emprunter par toute leur terre chevaux, & les diſtribuer aux Chevaliers & Escuiers qui beſoing en ont : mais de la part du Duc cela ne ſe peut faire. Le Duc ne doit prendre aucun ſervice de l'Abbaye de Grimberge n'y des biens d'icelle ſitués dans la terre de Grimberge, ſauf une giſte de nuict & jour touts les ans pour les chiens du Duc en ladicte Abbaye, & en chaſque court d'icelle ſituée dans ladicte terre. Le Comte de Vianden peut tenir lombards en ſa particuliere Seigneurie. Les terres & biens ſitués au pais de Grimberge appartenants à quelque Bourgeois manant hors ledict pais, doivent ſervice aux Sires de Grimberge en mariage, en Chevallerie & en priſon, ſi avant que lesdictes terres & biens ſoyent tenus à ſervice : Et tout ce qu'eſt dict en faveur & touche aux Sires de Grimberges en commun, compete au Comte de Vianden en particulier : & furent les Lettres ſur ce données ſcel-*

ANNO 1292. uyt den lande van Grimberghe ſijn poorteren oft werden, dat nu te dienſte ſtaet moet de Heeren van Grimberghe te Houwelijck dienen, te Ridderſchappe ende te gevaeneiſſe, alſoo verre als ſy 't geloft hebben; voort alle deſe ſtucken ghelijck datſe hier beſchreven zijn, die de Heeren van Grimberge ghemeyn hebben, ſal den Graeve van Vianden in ſonderlinge hebben. Ende om dat wy willen dat alle deſe Ordonnantien ende vorwaerden, geſtadich ende vaſt ſelen blijven, ſoo hebben wy onſe Seghelen in oorkonſchappe doen hangen aen deſe Letteren, die gemaeckt waeren ende ghegeven in den jaere ons Heeren doe men ſchreef M. CC. XCII. des Maendaechs voor S. Pauwels dach Apoſtel.

lées par le Duc & par lesdicts Sires de Grimberges. ANNO 1292.

DXII.

6. Fevr. *Inſtrumentum Treugæ ſeu Induciarum inter* JOHANNEM CONTARENUM *Comitem Jadriæ nomine & vice Ducis* VENETORUM, *Communis & Civitatis ejusdem ab unâ, &* GREGORIUM *Comitem Breberienſem pro ſe atque gente ſua & nomine Communis & Hominum* ALMISII *ex altera parte initarum, quibus intra annum unum nullam contra ſe invicem hoſtilitatem exercere promittunt. Dat. Jadræ Anno* 1292. *menſe Febr. die* 6. *intrante Indictione* V. [JOHANN. LUCII de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. IV. pag. 185.]

IN Chriſti nomine, Anno Incarnationis 1292. men. Febr. die 6. intrante Indictione 5. Jadræ temporibus D. Petri Gradonici Incliti Ducis Ven. & D. fratris Joannis de Anan. Ven. Jadren. Archiepiscopi, ac D. Joannis Contareni Egregii Comitis præſentibus Nobb. Viris Dominis Marco Vitur, & Martino Bembo Conſiliar. Jadræ D. Marco de Marſilio ſocio D. Joannis Contareni Comitis Jadren. & aliis pluribus testibus ad hæc vocatis ſpecialiter & rogatis. Actum in Curia Sancti Jacobi ultra portum Jadræ: D. Gregorius Comes Breberienſis ſolemniter inivit, fecit, & firmavit pro ſe ipſo, & gente ſua, ac ſuis ſubditis, & nomine Communis & hominum Almiſii meram, puram, & firmam treguam usque ad unum annum completum cum Egregio Viro D. Joanne Contareno bonæ memoriæ, D. Jacobi Contareni Ducis Venet. filio, Jadren. Comite recipiente, & ſtipulante nomine, & vice Illuſtris D. Ducis Ven. Communis, & hominum Civit. ejusdem, neč non habitatorum, ſubjectorum & diſtrictualium ſuorum, promittens prædictus Dominus Comes Geor. prædicto Domino Joanni Contareno Jadren. Comiti recipienti, & ſtipulanti nomine prædicti Domini Ducis Communis & hominum Venetiarum, ut prædictum eſt, quod ipſe per ſe, & ſuos, ac homines Almiſii non offendet, nec offendi faciet, vel permittet in rebus, vel perſonis Commune & homines Venet. habitatores, fideles, diſtrictuales, ſeu ſubditos dicti Domini Ducis, ſed eos omnes, & ſingulos eorum habebunt ſalvos, & ſecuros ubique. Item eodem modo promiſit quod ſi ipſe tam per ſe, & ſuos, quam per homines Almiſii attemptaſſent aliquid contra honorem dicti Domini Ducis & Communis Ven. de terra Pharæ & Braze, vel aliqua alia terra, vel loco habente rectorem pro dicto Domino Duce in terris ſuis, vel ſibi ſubjectis, removebit ſe de hujusmodi attemptamento, & de cætero contra honorem ejus non attemptabit amplius de terris, & locis prædictis. Item quod prædicti homines de Almiſio, ſeu per ullos eorum, vel alicujus eorum, ſeu per homines qui ſe receptarent pro eis, vel eſſent ſub eorum Dominio, non accoſtabunt ſe cum eorum lignis alicui, vel aliquibus ligno, vel lignis Venet. vel habitatorum Venet. fidelium, vel ſubditorum, ac diſtrictualium dicti Domini Ducis, nec inferent eis, vel alicui eorum, nec alii, vel aliquis qui foret, vel forent in dicto ligno, vel lignis injuriam, moleſtiam, damnum, offenſionem, vel gravamen in perſonis, vel rebus eorum qui eſſent in dicto ligno, vel lignis, & etiam prædictos Venetos, habitatores Venetiarum, fideles ſubditos, & diſtrictuales d. D. Ducis exiſtentes in ligno, vel lignis forinſecorum cum perſonis, vel rebus non offendent, nec eis inferent nec facient injuriam, moleſtiam, damnum, offenſionem, vel gravamen in perſonis, vel rebus eorum. Sed eos omnes, & ſingulos eorum cum perſonis bonis omnibus, & rebus eorum tam in ſuis, quàm in forinſecorum ligno, vel lignis habebunt ſalvos, & ſecuros, nec venient ab Ancona ultra verſus Venet. nec à Hya verſus Venet. niſi eſſet propter fortunam ſeu auſteritatem temporis, in quo quidem neminem offendent, tam Venetum, quam forenſem, ſed redibunt infra dictos confines quam citiùs poterunt. Cæterum ſi contingeret aliquo caſu, quod per dictum D. Comitem Georgium, vel per aliquem hominem Almiſii, ſeu ſubjectorum ſuorum daretur damnum alicui Veneto, ſubjecto, fideli, ſeu diſtrictuali dicti D. Ducis, & Comitis Venet. quod ipſe Dominus Comes Geor. teneatur totum damnum emendare, vel dare illos, qui damnum dederunt in manibus dicti D. Ducis Ven. infra 30. dies proximos, poſtquam & ſicut per D. Ducem Ven. prædictum fuerit requiſitus, redeunte ligno quod dederit damnum in Almiſium, vel hominibus ipſius, aut diſcaricatis, vel miſſis rebus acceptis in Almiſium, vel in terris fidejuſſorum vel Communium infraſcriptorum, vel in terris aliis ſubjectis prædicto D. Comiti Georgio quocunque modo, alioquin ab ultimo die ipſorum 30. dierum in antea cadat ad pœnam infraſcriptam, & nihilominus teneatur damnum integrè emendare, & reſtituere, & ſi accideret quod illi qui commiſerint, vel dederint damnum non poſſent ſolvere, vel reſtituere, quod acceperint, datis ipſis hominibus in manibus dicti D. Ducis, liberetur prædictus D. Comes Georgius à damno dato & pœna. Inſuper prædictus D. Georgius Comes per ſe, & ſuos, & nomine hominum & Comitis Almiſii, ut prædictum eſt, juravit ad ſancta Dei Evangelia corporaliter tacto libro in animam ſuam, & ſuorum, & hominum prædictorum Almiſii, attendere, obſervare, & adimplere, ac attendi & obſervari, & adimpleri facere omnia & ſingula ſupraſcripta, & non contrafacere, vel venire per ſe, vel per alios, aliqua ratione, ingenio, ſive cauſa ſub pœna lib. 15. Millium denariorum Venetorum parvorum, qua ſoluta fidejuſſores infraſcripti ſint abſoluti. Et hoc dum terra prædicta Almiſii eſſet in manibus dicti D. Comitis Georgii, & fratrum ſuorum, vel alterius pro eo usque ad terminum ſupradictum, & in horum fidem, & evidentiam pleniorem dictus D. Comes Georgius præſens publicum Inſtrumentum ſua bulla ac ſigillo cereo communiri mandavit.

Verſa vice prædictus D. Joannes Contareno Jadren. Comes nomine & vice prædicti D. Ducis, & hominum Venet. habitatorum, ſubjectorum, fidelium, diſtrictualium ſuorum inivit, fecit, & firmavit meram, puram, & firmam treguam usque ad prædictum annum continuum, & completum cum ſupradicto D. Comite Geor. recipiente & ſtipulant. tam ſuo & ſuorum nomine, quàm nomine hominum, & Comitis Almiſii, promittens quod prædictus D. Dux pro ſe, ſeu pro Comite, & homines Venet. habitatores, fideles, diſtrictuales, ſeu ſubditos non offendent, nec offendi facient, nec offendi permittent in perſonis, vel rebus prædictum Dominum Comitem Georgium nec Commune & homines Almiſii, nec alicujus eorum homines, vel ſubditos ubicunque exiſtentes; Sed eos omnes, & ſingulos in perſonis, & rebus tam in mari quàm in terra Almiſii, & ſui Dominii habebunt ſalvos, & ſecuros. Cæterum ſi dictus D. Comes Georgius veniret Venet. occaſione eundi ad Curiam Domini Papæ vel alia occaſione, dictus D. Dux per ſe, & per dictos omnes ſuos habebit, & haberi faciet eum cum ſua comitiva in perſonis, & rebus ſalvum, & ſecurum Venetiis veniendo, ſtando, eundo, & redeundo.

DXIII.

Conventio inter Commune JANUÆ *&* ANTONIUM *Marchionem* DE CARRETO *pro ſe & hominibus ſuis, quod ipſis non liceat, nec alicui perſonæ navigare de aliqua parte, ſeu loco, qui ſit a Corvo usque ad Monacum, in Pelagus niſi de Portu Januæ, nec de Pelago redire in aliquem locum, qui ſit intra dicta confinia, niſi in Portum Januæ. Actum Januæ die* 27. *Madii Anno Nativi-* 27. Mai.

ANNO 1292. *Nativitatis* 1292. Cum *Utriusque Partis* PROCURATIONIBUS, *nec non Præfati Marchionis* RATIFICATIONE *die* 19. *Junii anno* 1292. [Pièces, tirées d'une Information de Droit publiée à Milan par ordre du Roi d'Espagne en 1633. sous le Titre de *Discussio Quæstionis Salariæ Finarienfis.*]

In Nomine Domini Amen.

CUM inter Commune, & Homines Januæ ex una parte, & D. Antonium Marchionem de Carreto pro fe, & Hominibus, & diſtrictualibus ſuis, & Jurisdictionis ſuæ, ex alterâ, plures contentiones, & litigia ortæ eſſent per tempora præterita, maximè ex occaſione, quia Homines dicti Marchionis navigabant multotiens, navigare volebant de Finario in pelagus, & de pelago Finarium redire volebant, & redibant contra Ordinamenta Communis Januæ, dicentes, quòd non licebat eis, nec alicui perſonæ navigare de aliqua parte, ſeu Loco, qui ſit à Corvo, usque Monacum, ipſis Locis comprehenſis in pelagus, niſi de Portu Januæ, nec de pelago redire in aliquem Locum, qui ſit intra dicta Confinia, niſi in Portum Januæ, & aliis diverſis de cauſis, deſcendentibus occaſione Introituum, & Gabellarum Communis Januæ, qui ſolvuntur, & ſolvi debent per Homines navigantes, & redeuntes, de Mercibus, & rebus, quas deferunt, tam eundo, quàm redeundo & aliis, de quibus omnibus inferiùs fit mentio; tandem diſcretus Vir Petrus Dardella Cancellarius, & Syndicus Communis Januæ, ut de Syndicatu conſtat Inſtrumentum ſcriptum manu mei Lanfranchi de Valario Notarii Anno præſenti, die 28. Martii proximè præteriti, & cujus Inſtrumenti tenor inferiùs ſcriptus eſt, nomine dicti Communis, & Hominum Januæ ex una parte, & DD. Mantellus de Mantellis Jurisperitus, & Henricus Vacca Vicecomes Finarii, Procuratores dicti D. Antonii ad hoc ſpecialiter conſtituti, ut conſtat per Inſtrumentum ſcriptum manu Joannis de Predino Imperiali Auctoritate Notarii Anno Domini 1292. Indictione quintâ, die 26. Januarii, & cujus Inſtrumenti tenor inferius ſcriptus eſt, nomine dicti Marchionis pro ſe, & hominibus ſuis ex altera, ſuper prædictis, & infraſcriptis omnibus convenerunt, & Pacta dictis nominibus ſolemniter, & ſolemnibus ſtipulationibus vallata fecerunt, atque ſeſe dictis nominibus ad obſervationem infraſcriptorum omnium obligaverunt, prout inferiùs per omnia continetur; videlicet, quia dicti Procuratores, & quilibet eorum nomine dicti D. Marchionis, & Hominum, & Diſtrictualium ſuorum, & Jurisdictionis ſuæ promiſerunt dicto Syndico recipienti nomine dicti Communis, quòd ipſe Marchio, ſeu Homines de Finario, vel aliquis, ſeu aliqui Homines dicti D. Marchionis, ſeu Jurisdictionis ipſius, vel qui per ipſum D. Marchionem modo aliquo diſtringantur, non navigabunt de cætero, ſeu navigare poſſint in Pelagus aliquo modo de aliquo Loco, qui ſit à Corvo usque Monacum, ipſis locis comprehenſis, niſi ſolummodo in Portu Januæ, nec veniendo, ſeu redeundo de Pelago attingent, vel applicabunt, ſeu attingere, vel applicare poſſint, in aliquo alio loco, qui ſit à Corvo usque Monacum ipſis Locis comprehenſis, niſi ſolummodo in Portu Januæ. Item promiſerunt dicti Procuratores, & quilibet eorum dicto nomine dicto Syndico Communis Januæ recipienti dicto nomine, quòd dictus D. Antonius faciet, & curabit ita, & ſic, quòd aliqua perſona undecunque ſit, non navigabit de Finario, vel diſtrictu, ſeu Territorio dicti D. Antonii in pelagus, nec patietur, quòd aliqua perſona, undecunque ſit, redeat, vel applicet de Pelago ad aliquam Terram, vel Diſtrictum, ſeu Locum dicti Domini Antonii cauſâ faciendi Portum, vel exonerandi, nec patietur, quod aliquid ibi exoneretur, ſcilicet, compellet eos, quòd inde recedant, quàm citiùs poterunt bonâ fide, & quòd in navigando, redeundo, veniendo, facient, attendent, & obſervabunt, ſicut Januenſes, ſeu Cives Januæ facere tenentur, ſeu tenerentur, & quòd expedicamenta ſicut ſolvent, & quantum ſolvent Januenſes, ſeu Cives Januæ, & Decreta Communis Januæ obſervabunt: Poſſint tamen de Finario tantùm portare in Provinciam, non obſtantibus ſupradictis, res infraſcriptas videlicet, lignamen pro Butis, ſeu vegetibus, & tinis factum in diſtrictu dicti Domini Marchionis, & circulos factos, & caſtaneos, & poma nata in diſtrictu dicti Antonii, & quòd in fraudem prædictorum, vel alicujus eorum aliquid non facient, vel committent. Sanè intellecto, quòd ſi tempeſtate Maris, vel temporis, vel urgenti, & evidenti neceſſitate applicarent ad aliquem Locum, qui ſit intra dictos Confines, præterquam in Portum Januæ, dummodo aliquid ibi non exoneretur, exinde moveant pro veniendo in Portum Januæ, & veniant in Portum Januæ, quàm citiùs commodè poterunt, non intelligantur veniſſe, ſeu feciſſe contra prædicta; ſalvo tamen ſemper, & intellecto, quòd ad Locum Finarii, ſeu ad aliquam Terram dicti Domini Antonii, ſeu Jurisdictionis ſuæ nullo modo applicare poſſint. Item dicti Procuratores, & quilibet eorum dicto nomine promiſerunt dicto Syndico Communis Januæ dicto nomine recipienti, quòd ipſi dicto nomine, & dictus D. Antonius facient, & curabunt, ità & ſic, quòd Homines Finarii, ſeu aliqui alii homines ipſius Domini Antonii de cætero per Mare non deferent, nec abducent carnes, caſeum, ſeu axonziam in aliquem Locum, qui ſit à Corvo, usque Monachum ipſis Locis comprehenſis, niſi in Portum Januæ, & quòd aliqua perſona de Finario, ſeu de terra ipſius D. Antonii, ſive Jurisdictione ſua, vel quæ per ipſam diſtinguatur, non exonerabit in Finario, ſeu in aliqua Terra ipſius D. Antonii, vel Jurisdictionis ſuæ, ſeu quæ per ipſum diſtinguatur, carnes, caſeum, vel axonziam delatas per mare, etiamſi non deferantur de Pelago, niſi fortè de Januâ, ſeu Portu Januæ deferantur, ſeu portarentur Finarium, ſeu ad Terras dicti D. Antonii, vel ejus Jurisdictionis, de licentiâ Communis Januæ, ſeu Emptoris introitûs carnis, & caſei. Si autem contingeret, vel eveniet, quòd aliquis, vel aliqui de Finario, ſeu de Jurisdictione dicti D. Marchionis, ſeu de Terrâ, vel Territorio ipſius veniat, vel applicet in Portum Januæ, in aliqua Navi, Galea, vel aliquo Ligno navigabili, quæ Navis, Galea, vel Lignum, ſit alicujus, vel aliquorum de Finario, ſeu de Terra, vel Jurisdictione dicti D. Marchionis, & in quo, vel in qua abductum ſit Granum, vel alia Blava, ſeu Legumina, undecunque conducta ſint, poſtquam fuerint in Portu Januæ, poſſint Homines Finarii, & omnes de Terra, ſive Jurisdictione dicti Marchionis ex Grano, Blava, Leguminibus, quod ſit eorum, vel emptum de eorum pecunia tantùm extrahere, extrahi facere, & deferre, ſeu deferri facere Finarium, ſeu ad aliquam aliam Terram dicti Marchionis tantùm, & non ad alia Loca, usque in quantitatem Minarum trium millium ad Minam, ſive Menſuram Januæ, & hoc ſemel in quolibet Anno tantùm pro uſu dicti D. Marchionis, & Hominum ſuorum, ipſis priùs ſolventibus nomine directûs, & toltæ pro qualibet minâ, denarios duos tantùm, qui ſint, & eſſe debeant participum dictæ toltæ denariorum duorum, & nihil aliud pro aliquâ dacitâ, dictu, vel exactione ſolvere teneantur, occaſione toltæ grani, ſalvo, & excepto & ſanè intellecto, quòd ſi in Janua eſſet Cariſtia de Grano, Blado, ſeu Blava, ſi mina Grani venderetur ſolidis viginti Januæ, vel abinde ſupra, quo caſu, ſive eo tempore non poſſit extrahi de Portu Januæ de illa quantitate Grani, Bladi, ſeu Blavæ, quæ delata fuerit in Portum Januæ per Homines Finarii, ſeu in Lignis ipſorum ultra dimidiam ipſius quantitatis. Ità tamen, & eo ſalvo, quòd ſi per totum annum duraret dicta cariſtia, poſſint extrahendo dictam dimidiam tantùm, ut dictum eſt, ipſius quantitatis Grani, Bladi, ſeu Blavæ delatæ, ut ſupra, licenter extrahere usque in dictam quantitatem Minarum trium millium in Anno. Et eodem modo, ſi contingeret, quòd in aliqua Navi, Galea, vel Ligno navigabili, alicujus, vel aliquorum de Finario, ſeu de Terrâ dicti Marchionis, per quos carnes, caſeus, vel axonzia de Sardinia, vel Corſicâ tantùm adductæ fuerint in Portum Januæ, vel de quorum pecunia emptæ, ſeu aquiſitæ fuerint, ex ipſis carnibus, caſeo, & axonzia extrahere de Portu Januæ, & deferre, ſeu deferri facere Finarium, vel ad aliam Terram dicti D. Marchionis, & de Jurisdictione ipſius tantùm usque in Cantaria ſeptem millia tantùm, ad Cantarium Januenſem, quolibet Anno tantùm. Salvo quando eſſet cariſtia in Janua de caſeo, vel carnibus, obſervetur in hoc, prout infra dicetur, quam quantitatem carnium, caſei, & axonziæ, extrahere poſſint de Portu Januæ, ſine eo quòd in Portum Januæ exonerentur, factâ tamen priùs ſolutione introituum carnium, & caſei, & axonziæ in Janua, ſeu Communi Januæ, ſeu Collectoribus ejusdem introitûs de denariis decem, & octo, pro quolibet Cantario illius quantitatis carnium, & caſei, vel axonziæ, quam extrahere voluerint de Portu Januæ usque in dictam quantitatem Cantariorum ſeptem millium in Anno, & quam quantitatem poſſint deferre Finarium, ſine eo quòd in Portu Januæ exonerentur, poſſint tamen de uno Ligno in alio ponere, ſeu transmittere dictam quantitatem conceſſam cauſâ portandi Finarium,

ANNO 1292.

ANNO 1292. narium, ad ſcientiam tamen Emptorum, ſeu Collectorum dicti introitûs, vel alicujus eorum. Et prædicta facere poſſint ad ſcientiam Emptorum, ſeu Collectorum dicti introitûs, vel alicujus eorum, præſtito tamen priùs juramento in præſentia ipſorum Emptorum, ſeu Collectorum dicti introitûs, vel alicujus eorum per illos, qui adduxerint carnes, caſeum, & axonziam, de veritate dicendâ, & de manifeſtandâ quantitate carnium, caſei, vel axonziæ, quæ in ipſis Lignis erunt, & viſo etiam cartulario Ligni. Et ſi Gabellotti, vel Collectores, ſeu Emptores dicti introitûs voluerint ultra prædicta mittere aliquem, vel aliquos ex Nuntiis eorum in Lignis, ſeu in Ligno, in quo, vel quibus adductæ fuerint carnes, caſeus, vel axonzia, & quibus deferentur carnes, caſeus, vel axonzia de Portu Januæ Finarium pro videndo exonerari, & ponderari, ipſas carnes, caſeum, vel axonziam in Finario licenter poſſint hoc facere, ità quòd in dicto caſu quando aliquem ſeu aliquos immittent ut ſupra dictâ ex cauſâ non poſſint exonerari carnes, caſeus, vel axonzia de ipſis Lignis, niſi ipſis Nuntiis præſentibus, & ſcientibus, & teneantur prædicta, volentes ut ſupra deferre Finarium, denunciare Emptoribus dicti introitûs, vel Collectoribus ipſorum, antequam recedant, per unam diem quòd volunt recedere, & ire Finarium. Et ſi aliquem Nuntium eorum mittere velint, quòd ipſum Nuntium mittant, quo facto, & elapſo dicto termino poſſint liberè recedere de Portu Januæ, & ſi fortè poſtea appareret, aliquem dixiſſe, ſeu juraſſe de minori quantitate, quàm adducta eſſet in Galea, vel Ligno, & coram D. Marchione, vel ejus Vicecomite inde facta fuerit quærimonia, requiſitio, vel accuſatio, per Emptorem, vel Collectorem dicti introitûs, vel per aliquem ejus Nuntium, & teneatur ipſe D. Marchio, vel ejus Vicecomes condemnare illum, qui dictam fraudem commiſiſſet in duplum illius quantitatis, quæ ſolvi debebat pro ipſo introitu, & compellere illum ſic condemnatum ſolvere dictum Duplum Emptori, ſeu Collectori dicti introitûs ad voluntatem ipſius Emptoris, ſeu Collectoris, quòd ſi non fecerit, teneatur dictus Marchio, vel ejus Vicecomes ſolvere de ſuo proprio dictum Duplum, vel ipſam Perſonam, quæ fraudem commiſiſſet, transmittere perſonaliter in virtutem D. Poteſtatis Januæ, ſi haberi poterit. Verum tamen ſi Nunciis, vel Nuncio Emptorum, vel Collectorum dicti introitûs miſſis in dictis Lignis ob dictam cauſam videbitur, poſtquam fuerint in Finario, poſſint facere ponderari in Platea Finarii, vel ubi eis meliùs videbitur in Finario, dictas carnes, caſeum, vel axonziam, & etiam numerari, ad hoc, ut meliùs poſſint habere, & colligere dictum introitum. Et quòd Nuncii benignè tractari debeant per ipſum Marchionem, & Homines ſuos, & Jurisdictionis ſuæ, & in aliquo non offendi, & de ipſa quantitate quanta fuerit, ſtetur fidei, & juramento dictorum Hominis, vel Hominum, ſeu Nunciorum transmiſſorum ut ſupra. Et quòd illa quantitas, de qua dictum fuerit per dictos Homines, vel Hominem, ſeu Nuncios, transmiſſum, ſeu transmiſſos ut ſupra, ſolvatur dictus introitus. Et hoc ſi dictis Hominibus, vel Nunciis transmiſſis aliquod impedimentum fieret, quo minùs ipſas carnes, caſeum, vel axonziam Finarium delata ut ſupra liberè, & ſine moleſtia numerare, & ponderare, ſeu ponderari facere poſſent ad eorum voluntatem. Item promiſerunt dicti Procuratores dicti D. Marchionis dicto nomine dicto Syndico ſtipulanti, quòd dictus D. Marchio accipiet, ſeu accipi faciet de quolibet Cantario carnium, caſei, & axonziæ, delatorum de Portu Januæ Finarium, vel ad aliquam Terram ipſius D. Marchionis, ut ſuperiùs dictum eſt, denarios decem & octo Januæ, ad minus, qui ipſius ſint, & eſſe debeant. Salvo, & expreſſim dicto, quòd ſi per Commune Januæ ordinaretur, quòd pro dicto introitu carnium, & caſei, & axonziæ colligi, ſeu percipi deberet minor quantitas ſolidorum trium Januæ pro quolibet Cantario, quòd tunc dimidia ejus, quod ordinatum eſſet, colligatur, & percipiatur, & percipi, & colligi poſſit ab Hominibus dicti D. Antonii, ſeu Jurisdictionis ipſius, pro Communi Januæ, & aliam dimidiam dictus D. Antonius colligere, exigere, & percipere teneatur omnino ex dictis carnibus, caſeo, & axonzia delatis Finarium, ut ſupra. Item promiſerunt dicti Procuratores dicti D. Antonii dicto nomine dicto Syndico Communitatis Januæ, ſtipulanti dicto nomine, quòd ex carnibus, caſeo, & axonzia, prout ſupra delati fuerint de Janua, ſeu de Portu Januæ pro ipſis Finarium, ſeu ad Terras dicti D. Antonii deferendis, aliquid non exonerabatur, portabitur, ſeu vehetur, ſive vendetur aliquo modo, ſive ingenio, in aliqua parte, ſeu loco, qui ſit à Corvo usque Monacum ipſis locis comprehenſis, & à Jugo verſùs Mare, niſi ſolummodo in Terra dicti D. Antonii, ſeu Jurisdictionis ejus, de qua tamen poſtea exoneratum ibi fuerit, poſſit extrahi, mitti, & portari verſus Lombardiam à qualibet perſona, excepto ad Loca aliqua, quæ ſunt de Diſtrictu, vel riparia Januæ, non obſtantibus aliquibus ſupradictis. Item promiſerunt dicti Procuratores dicti D. Antonii dicto nomine, dicto Syndico Communis Januæ ſtipulanti, ſe dicto nomine facturos, & curaturos, ità, & ſic quod illi de Finario, ſeu de Jurisdictione dicti D. Antonii, qui de Janua, ſeu de Portu Januæ deferre voluerint carnes, caſeum, vel axonziam in aliquo, vel aliquibus Lignis Finarium, priusquam Lignum, ſeu Ligna, in quo vel quibus carnes, caſeum, vel axonziam deferre voluerint, ut ſupra, moveant de Portu Januæ, facient idoneam cautionem Emptoribus, ſeu Collectoribus dicti Introitûs, ſeu alicujus ipſorum de dicto introitu perſolvendo ut ſupra, pro eâ quantitate, pro qua apparuerit ſolvi debere dictum introitum, facta inquiſitione ſuper ipſa quantitate inveniendâ ſecundum modum prædictum, & ſuper hoc ſtando fidei, & juramento dictorum Hominis, vel Hominum, ſeu Nunciorum transmiſſorum ut ſupra. Quod autem dictum eſt ſupra, quòd de carnibus, caſeo, & axonzia adductis in Lignis Hominum de Finario, ſeu aliquorum de Terra, vel Jurisdictione dicti Marchionis, vel emptæ, ſeu aquiſitæ de eorum pecunia de Sardinia, vel Corſica, tantùm poſſint extrahere usque in quantitatem Cantariorum ſeptem millium in Anno, intelligatur, & intelligi debeat, quando non eſſet cariſtia in Janua de caſeo, & carnibus tantùm. Si autem eſſet cariſtia de caſeo, vel carnibus in Janua, in eum caſum, ſive eo tempore non poſſit extrahi de Portu Januæ de illa quantitate carnis, caſei, vel axonziæ, quæ delata fuerit in Portum Januæ per Homines Finarii, vel Homines Jurisdictionis dicti Domini Marchionis, ſeu in Lignis ipſorum ultrà dimidiam ipſius quantitatis, ità tamen, & eo ſalvo, quòd ſi per totum Annum duraret ipſa cariſtia, poſſent extrahendo dictam dimidiam tantùm, ut dictum eſt, ipſius quantitatis carnium, caſei, & axonziæ delatæ, ut ſupra, licenter extrahere usque in dictam quantitatem Cantariorum ſeptem millium carnium, caſei, vel axonziæ in anno, & intelligatur eſſe cariſtia in Janua de caſeo, vel carnibus, ſi Cantarium caſei Sardiſchi, vel carnium Sardiscarum venderetur in Janua ſolidis viginti quinque vel abinde ſupra ſine toltâ. Item promiſerunt dicti Procuratores dicto nomine dicto Syndico Communis Januæ dicto nomine ſtipulanti, quòd ſi per aliquos Homines de Finario, ſeu jurisdictione dicti D. Antonii, prædicta non fuerint obſervata, ſeu contra prædicta, vel aliquod prædictorum factum fuerit, & coram Domino Marchione, vel ejus Vicecomite, ſive Vicario inde facta fuerit quærimonia, requiſitio, vel accuſatio per Emptorem, vel Collectorem alicujus introitus Communis Januæ, vel ejus Nuncii, dictus D. Marchio, vel ejus Vicecomes, ſeu Tenens locum ejus condemnabit illum, qui contrafecerit, vel ut ſupra non obſervaverit, in ſolidis quinque Januæ pro qualibet libra quantitatis, quam ſolvere debebat ille contrafaciens, vel non obſervans, ut ſupra, ultra quantitatem, quam ſolvere deberet, & compellet illum ſic condemnatum ſolvere dictos ſolidos quinque pro Libra Emptori, ſeu Collectori illius introitus, in quo contrafactum eſſet, vel ut ſupra non obſervatum, vel Nuncio ipſius Emptoris, ultra dictam quantitatem, quam ſolvere deberet, infra Menſem, poſtquam eidem Marchioni, vel ejus Vicario, ſeu ejus Locumtenenti denunciatum, ſeu requiſitum fuerit, ad voluntatem ipſius Emptoris, ſeu Collectoris de bonis condemnati; quod ſi non fecerit dictus D. Marchio, vel ejus Vicarius, ſeu Locumtenens, ſolvet de ſuo proprio ſolidos quinque per libram ultra quantitatem, quæ ſolvi deberet. Salvo, quod prædicta pœna ſolidorum quinque per libram non ſit, nec intelligatur appoſita ſuper introitu carnium, caſei, vel axonziæ, ſcilicet ſuper eo obſervetur, prout ſuperiùs dictum eſt, & ſi de Bonis Contrafacientis inveniri non poſſet, dictus D. Marchio ipſum mittet perſonaliter in virtutem Domini Poteſtatis Januæ, ſi haberi poterit, & ſi haberi non poterit, dictus Marchio ipſum foreſtabit, & Bona ſua vastabit, ſi quæ reperientur in diſtrictu, ſeu Territorio ipſius D. Marchionis, & ipſum non permittet ſtare, vel receptari in aliqua parte ſui Diſtrictus, ſeu Jurisdictionis, niſi prius fuerit in concordio cum illo, cui dicta ſolutio fieri deberet; & ſi dictus D. Marchio ut ſupra non obſervaverit, ſolvet de ſuo proprio, quidquid exigendum fuiſſet à contrafaciente, vel ut ſupra non obſervante. Acto quòd de prædictis omnibus, videlicet ſi contrafieret, vel non obſervaretur ut ſupra, ſtetur, & ſtari debeat Inquiſitioni, & Definitioni inde faciendæ per

ANNO 1292

ANNO 1292. per Poteſtatem Januæ, ſive Rectorem Communis Januæ ſummariè, & de plano, & ſine ordine Judiciorum, vel aliqua juris ſolemnitate. Et ex nunc conſentiunt dicti Procuratores dicti D. Marchionis dicto nomine, & etiam dicto nomine promittunt dicto Syndico, dicto nomine ſtipulanti, quod dictus Marchio ſemper conſentiet, & non contradicet, quòd Poteſtas, & quivis Rector Communis Januæ, qui pro tempore fuerit, poteſtatem, & balliam habeat accotumandi Contrafacientes, vel non obſervantes ut ſupra, & omnia faciendi, prout habent Conſules Maris Januæ contra Januenſes, & ſuper Januenſem. Item promiſerunt dicti Procuratores dicto nomine dicto Syndico ſtipulanti dicto nomine, quòd tam ipſe Marchio, quàm hæredes, & ſucceſſores ſui attendent, & obſervabunt omnia, & ſingula ſupradicta, & contra in aliquo non venient, & etiam ipſi Procuratores dicto nomine, & dicto Marchio per ſe, & hæredes ſuos facient, & curabunt, ità, & ſic, quòd per Homines, & diſtrictuales ſuos, & Jurisdictionis, & omnes, qui per ipſum diſtinguuntur, prædicta omnia, & ſingula attendentur, & obſervabuntur, & contra in aliquo non fiet, ſcilicet per omnia per ipſos obſervabitur, prout ſuperiùs dictum eſt. Promiſerunt etiam dicti Procuratores, & quilibet eorum dicto nomine dicto Syndico ſtipulanti dicto nomine, quòd facient, & curabunt ità & ſic, quod dictus D. Antonius infra tres dies, poſtquam de hoc fuerit requiſitus per Syndicum Communis Januæ, vel alium legitimum Nuncium dicti Communis prædicta omnia, & ſingula ratificabit, & approbabit, & ſe, & Bona ſua obligabit verſus dictum Syndicum de prædictis omnibus, & ſingulis attendendis, & obſervandis in laude Sapientis Communis Januæ; prædicta autem omnia, & ſingula, dicti Procuratores, & quilibet eorum, dicto nomine ex una parte, & dictus Syndicus dicti Communis Januæ dicto nomine ex altera, promiſerunt inter ſe ad invicem ſolemniter ſtipulantes attendere, complere, & obſervare, & rata, & firma perpetuò habere, tenere, & contra in aliquo non facere, vel venire, aliquin Marcas mille argenti nomine pœnæ inter ſeſe ad invicem ſolemniter ſtipulantes dictis nominibus dare, & ſolvere promiſerunt, & reſtituere omnia damna, expenſas, & intereſſe, quæ, & quas propterea altera Pars, cui prædicta ut ſupra obſervata non eſſent, incurreret, ſeu pateretur, in quam pœnam incidat Pars non obſervans, & à Parte non obſervante poſſit peti, & exigi cum effectu, ratis manentibus omnibus, & ſingulis ſupradictis, & pro prædictis omnibus, & ſingulis attendendis, & obſervandis, tam pro pœna, quàm ſorte, damuis, expenſis, & intereſſe, dictus Syndicus Bona Communis Januæ, quæ per Capitulum obligari non prohibentur, & dicti Procuratores, & quilibet eorum Bona dicti D. Antonii dictis nominibus inter ſeſe ad invicem pignori obligaverunt. Quæ omnia, & ſingula ut ſupra facta ſunt, & firmata inter dictas Partes dictis nominibus ex certâ ſcientiâ, viſis priùs, & diligenter inſpectis, & examinatis Conventionibus, & omnibus Juribus utriusque Partis ad prædicta facientibus, & pertinentibus, & ſpecialiter viſis Conventionibus factis olim inter Commune Januæ ex una parte, & Prædeceſſores dicti D. Marchionis ex altera, ità tamen, quòd per prædicta non intelligatur in aliquo derogatum eſſe quantùm ad alia, quàm ea, quæ in præſenti Conventione continentur, his, de quibus fit mentio in Conventione, ſeu Conventionibus ſupradictis, ſcilicet ſint, & remaneant dictæ Conventiones ejusdem roboris, & firmitatis, prout erant ante præſentem Conventionem, quoad alia, quàm ea quæ in præſenti Conventione continentur, ità quòd præſens Conventio obſervari debeat per omnia, non obſtantibus Conventionibus ſupradictis. Prædicta autem omnia facta ſunt ut ſupra, ſalvo quòd per ea, vel aliquid ex ipſis in nullo præjudicetur Emptoribus Introituum Communis Januæ præſentis Anni tantùm. Tenor autem dicti Inſtrumenti Procuratorii talis eſt.

In Chriſti nomine Amen. Dominus Antonius de Carreto Marchio Saonæ, fecit, conſtituit, & ordinavit ſuos Procuratores, & certos Nuncios Dominos Mantellum de Mantellis Jurisperitum, & Henricum Vaccam Vicecomitem Finarii, ad faciendas, & firmandas Conventiones quaslibet, & Pacta pro ipſo D. Marchione pro ſe, & Hominibus, & Diſtrictualibus ſuis, & Jurisdictionis ſuæ ex una parte, & Commune Januæ, ſive Syndicum dicti Communis ex altera, ſuper omnibus, de quibus videbitur ipſis Procuratoribus, & cuilibet eorum, & de quibus ipſi, vel alter eorum erunt in concordia cum dicto Communi, ſive Syndico dicti Communis, & ſpecialiter ſuper facto navigandi, quomodo, & qualiter Homines, & Diſtrictuales dicti D. Marchionis, & Jurisdictionis ſuæ navigare debeant, in quibuscunque Lignis navigent, & tam in eundo, quàm in redeundo & qualiter, & quomodo ſolvere debeant dictus, redditus, & introitus, & proventus, & dacitas, & exactiones, & expedicamenta, & alia, quæ ſolvunt, & ſolvere conſueverunt, ſeu ſolvent Navigationem de Janua, vel diſtrictu, & tam in eundo, quàm in redeundo, & quæ per Commune Januæ, ſive aliquos conſtitutos per Commune colliguntur, ſeu colligi conſueverunt, & de cætero colligentur, & tam pro ſe ipſis, quàm Lignis eorum, & Mercibus, quæ in ipſis Lignis vehentur, portabuntur, ſeu ducentur, & tam in eundo, quàm in redeundo, & ad firmandum Tractatum ſuper hoc factum, & omnia, & ſingula, quæ in ipſo Tractatu continentur, & quæ inter ipſos nomine dicti D. Marchionis, & Hominum ſuorum, & Diſtrictualium ſuorum ex una parte, & Commune Januæ, ſeu alios pro Communi Januæ ex altera, tractata ſunt, & demum ſuper omnibus, & ſingulis, quæ ipſis, & cuilibet ipſorum videbuntur, & de quibus erunt in concordia, ipſi vel alter eorum cum dicto Communi, ſeu Syndico dicti Communis, & ad promittendum propterea, & obligandum dictum D. Marchionem, & Bona ſua pro ſe, & Hominibus ſuis, & Jurisdictionis ſuæ de omnibus, & ſingulis ſupradictis, & de omnibus, de quibus fit mentio in dicto Tractatu, & etiam de omnibus, de quibus eis, & cuilibet eorum videbitur attendendis, & obſervandis, & ad propterea promittendum illam pecuniæ quantitatem nomine pœnæ, de qua eis, & cuilibet eorum videbitur, & erunt in concordia cum dicto Communi, ſeu Syndico dicti Communis, & ad omnes Lites, Cauſas, & Quæſtiones, & Controverſias, quas contra ipſum D. Antonium Marchionem, & quoscunque Homines Jurisdictionis ſuæ faciunt, ſeu movent Conſules Maris, & Emptores introitûs carnis, & caſei annorum præteritorum, ſeu contra ipſum D. Antonium Marchionem pro ſe, & dictis Hominibus occaſione eorum expedicamenti, & occaſione dicti introitûs carnis, & caſei, & ad defendendum dictum D. Antonium ſuper prædictis Cauſis, Litibus, & Quæſtionibus, & Controverſiis, & ad ſententiam, ſeu ſententias audiendas ſuper ipſis, & ad omnia, & ſingula facienda, & explicanda in prædictis, & circa prædicta, & quodlibet prædictorum, & occaſione prædictorum, quæ in ipſis, & quolibet eorum fuerint facienda, & eis, & cuilibet eorum facienda videbuntur. Dans, & concedens dictis Procuratoribus ſuis, & cuilibet eorum in prædictis omnibus, & ſingulis, & circa prædicta omnia, & ſingula, & occaſione prædictorum, plenum, & generale Mandatum, & liberam, & generalem adminiſtrationem, & totorum Bonorum, ità quòd in omnibus, & ſingulis, in quibus ſpeciale Mandatum à Jure requiritur, intelligantur, & ſint ipſi, & quilibet ipſorum ſpecialiter conſtituti, & omnia, & ſingula poſſint facere, quæ ipſe D. Marchio facere poſſet, ſi præſens eſſet. Et promiſit dictus D. Marchio mihi Notario infraſcripto ſtipulanti nomine cujus, vel quorum intereſt, ſeu intereſſe poterit, & ſpecialiter nomine Communis, & Hominum Januæ, gratum, & firmum habere, & tenere, & haberi, & teneri facere, & facere, & curare ſic, quòd attendentur, & obſervabuntur per Homines diſtrictuales ſuos omne id, & totum, & quidquid per dictos Procuratores ſuos, & quemlibet eorum factum fuerit in prædictis, & circà prædicta, & occaſione prædictorum, ſub hypotheca, & obligatione omnium Bonorum ſuorum. Actum in Caliſano in Domo Caſtri Caliſani; Præſentibus Odacio de Roccha, Jacobino Macia, & Petro de Rocha, & Odalio de Calice, teſtibus ad hæc vocatis, & rogatis. Anno Domini 1292. Indictione quintâ, die Sabbathi decimâ ſeptima Maii. Et Ego Jacobinus Salvus Notarius Sacri Palatii his interfui rogatus, & ſcripſi. Tenor autem dicti Inſtrumenti Syndicatus talis eſt.

ANNO 1292.

In nomine Domini Amen. Nos Gulielmus Gardinus Poteſtas Januæ de conſenſu, beneplacito, & voluntate Antianorum, & Conſiliariorum Communis Januæ ad Conſilium per vocem Præconis, & ſonum campanæ more ſolito congregatorum, & Nos ipſi Antiani, & Conſiliarii, auctoritate, & decreto dicti D. Poteſtatis, nomine Communis, & Hominum Januæ, & pro ipſo Communi, & Hominibus Januæ, & diſtrictûs, facimus, conſtituimus, & ordinamus Syndicum, Actorem, & Procuratorem dicti Communis, & prout meliùs eſſe poteſt, Petrum Dardellam Cancellarium Communis Januæ, ad faciendas, & firmandas Conventiones quaslibet pro ipſo Communi ex una parte, & D. Antonium Marchionem de Carreto pro ſe & Hominibus, & Diſtrictualibus ſuis, & Jurisdictionis ſuæ, ſive Procuratorem

ANNO 1292. torem dicti D. Marchionis ex altera, ſuper omnibus, de quibus eidem Syndico meliùs videbitur, & de quibus erit in concordia cum dicto D. Marchione, vel Procuratoribus ejus, & ſpecialiter ſuper facto navigandi, quomodo, & qualiter Homines dicti D. Marchionis, & Jurisdictionis ſuæ navigare debeant, in quibuscunque Lignis navigent, & tam in eundo, quàm redeundo, & qualiter, & quomodo ſolvere debeant dictus, redditus, introitus, & proventus, & dacitas, exactiones, & expedicamenta, & alia, quæ ſolvunt, & ſolvere conſueverunt, ſeu ſolvent Navigantes de Janua, vel Diſtrictu, & tam in eundo, quàm in redeundo, & quæ per Commune, ſive aliquos Conſtitutos per Commune colliguntur, ſeu colligi conſueverunt, & de cætero colligentur, & tam pro ſe ipſis, quàm Lignis eorum, & Mercibus, quæ in ipſis Lignis vehentur, portabuntur, ſeu ducentur; & tam in eundo, quàm in redeundo, & ad firmandum Tractatum ſuper hoc factum, & omnia, & ſingula, quæ in ipſo Tractatu continentur, & quæ inter Commune Januæ, vel alios pro ipſo Communi nomine ipſius Communis ex una parte, & dictum D. Marchionem, vel dictos ejus Procuratores, & Nuncios, nomine dicti D. Marchionis, & Hominum, & Diſtrictualium ſuorum, ex altera tractata ſunt. Et demum ſuper omnibus, & ſingulis, quæ eidem Syndico videbuntur, & de quibus erit in concordia cum ipſo D. Marchione, vel Procuratoribus, & ad promittendum propterea, & obligandum dictum Commune, & Bona ſua, de omnibus, & ſingulis ſupradictis, & de omnibus, de quibus fit mentio in dicto Tractatu, & de omnibus, de quibus eidem videbitur, attendendis, & obſervandis, & ad propterea obligandum illam quantitatem pecuniæ nomine pœnæ, de qua eidem videbitur, ſi contra fieret, vel non obſervarentur, quæ promiſſa eſſent, & hoc in Inſtrumentis inde faciendis, & componendis eo modo, & formâ, & ſecundùm quod eidem Syndico videbitur, & erit in concordia cum dicto Domino Marchione, ſeu ejus Procuratoribus. Et demum ad omnia, & ſingula facienda, in prædictis, & circa prædicta, & quolibet prædictorum, & occaſione prædictorum, quæ eidem facienda videbuntur. Dantes, & concedentes dicto Syndico in prædictis omnibus, & ſingulis, & circa prædicta omnia, & ſingula, plenum, & generale Mandatum, & liberam, & generalem adminiſtrationem, ità quòd in omnibus, in quibus Mandatum ſpeciale requiritur à Jure, intelligatur, & ſit ſpecialiter conſtitutus. Et omnia, & ſingula poſſit facere in prædictis omnibus, & ſingulis, & circa prædicta omnia, & ſingula pro dicto Communi, quæ facere poſſemus, vel ipſum Commune facere poſſet. Promittentes tibi Notario infraſcripto ſtipulanti nomine cujus, vel quorum intereſt, vel intererit, ſeu intereſſe poſſet & ſpecialiter nomine dicti D. Marchionis, Hominum, & Diſtrictualium ſuorum, & Jurisdictionis ſuæ, gratum, & firmum habere, & tenere, & haberi, & teneri, & facere ſic, quòd attendetur, & obſervabitur per Commune Januæ omne id, & totum, & quidquid per dictum Syndicum factum fuerit in prædictis, & circa prædicta, ſub hypotheca, & obligatione Bonorum dicti Communis. Actum Januæ in Palatio Hæredum quondam Oberti Anriæ. Teſtes Loyſius Calvus, Ingetus Spinula, & Gulielmus Cibo, Anno Dominicæ Nativitatis 1292. Indictione quartâ, die 27. Maii. Et de prædictis dictæ Partes plura publica Inſtrumenta ejusdem tenoris inde fieri voluerunt, & rogaverunt. Actum Januæ in porticu Palatii Hæredum quondam Alberti de Flisco. Teſtes D. Bertolinus Bonifacii, Obertus Paxius Jurisperiti, qui dictaverunt prædicta, & D. Petrus Ugoli Jurisperitus, Gulielmus de Bartholamæus, & Franceschinus de Serra Notarii. Anno Dominicæ Nativitatis 1292. die Martis tertiâ Junii, Indictione quartâ. Tenor autem Inſtrumenti Ratificationis factæ per dictum D. Marchionem talis eſt.

In Nomine Domini Amen. Anno Domini 1292. Indictione quintâ, die 19. Junii, præſentibus teſtibus infraſcriptis. Cùm D. Antonius Marchio de Carreto cognoverit, & ad ejus notitiam pervenerit, quòd Conventio quædam, & Pacta ſolemnibus ſtipulationibus, hypothecis, & pœnalibus ſtipulationibus firmata, & vallata, inita, & celebrata eſt, & facta, & inita ſunt inter discretum Virum Petrum Dardellam Cancellarium Communis Januæ, & Syndicum ipſius Communis Januæ ex una parte, & prudentes Viros Mantellum de Mantellis Jurisperitum, & Henricum Vaccam Vicecomitem Finarii, Procuratores ipſius D. Marchionis, & Hominibus ipſius D. Marchionis & quibuslibet Hominibus de Jurisdictione ipſius D. Marchionis ex altera ſuper facto navigandi, ſcilicet quo modo, & forma, Homines de Finario, & quicunque Homines dicti D. Marchionis, ſeu Jurisdictionis ipſius, poſſint, & debeant navigare, & ſuper dandis, & ſolvendis dictis, gabellis, & introitibus, & quibuscunque daciis, ſeu exactionibus Communis Januæ per ipſos Homines, & ſuper aliis omnibus, de quibus omnibus in ipſa Conventione mentio fit, & de qua Conventione, & Pactis, & de quibus aliis continetur in Inſtrumento publico, ſcripto manu Lanfranchi de Valario Notarii, hoc anno die 3. Junii, dictus D. Marchio dixit, & proteſtatus fuit in præſentia mei Notarii, & teſtium infraſcriptorum, ad hoc ſpecialiter vocatorum, & adhibitorum, & præſente dicto Petro Dardella Syndico Communis Januæ, & ad ipſius Petri nomine, & vice ipſius Communis Januæ inſtantiam ſeu requiſitionem, quod dictam Conventionem, & Pacta omnia, & ſingula, quæ continentur in dicto Inſtrumento ratificabat, & approbabat, & ipſam Conventionem confirmabat, & Pacta, & omnia, & ſingula, quæ in dicto Inſtrumento continentur, ratificavit, approbavit, & confirmavit dicto Syndico recipiente nomine Communis Januæ. Promittens etiam dicto Syndico ſtipulanti nomine dicti Communis dictam Conventionem, & Pacta omnia, & ſingula, quæ continentur in ſupraſcripto Inſtrumento, & rata, & firma habere, & tenere, & obſervare, & per Homines, & Diſtrictuales ſuos, in omnibus, & per omnia, prout in dicto Inſtrumento continetur, & contra in aliquo non facere, vel venire, & ipſa non infringere, ſeu infringi facere, jure, ſeu modo aliquo; alioquin pœnam Marcarum mille boni, & puri Argenti eidem Syndico dicto nomine ſtipulanti dare & ſolvere promiſit, ratis manentibus ſupradictis, pro qua pœna, & prædictis omnibus, & ſingulis attendendis, & obſervandis dictus D. Marchio omnia Bona ſua habita, & habenda dicto Syndico recipienti dicto nomine pignori obligavit. Quæ omnia, & ſingula ut ſupra dixit, & fecit dictus D. Marchio priùs lecto, & recitato in præſentia ipſius Domini Marchionis toto tenore de verbo ad verbum dicti Inſtrumenti, & per ipſum D. Marchionem pleniùs intellecto. Actum in Domo Domini Simonis de Maximino in Burgo Caliſani, dictâ die, & dicto milleſimo, inter tertiam, & nonam. Teſtes D. Leo Marchio Ceve, Enricus ejus Frater, Lodixius de Gutueriis, Civis Aſtenſis, Petrus de Rocha, & Martinus Dardella Civis Januæ, vocati, & rogati ad hoc ſpecialiter. Et Ego Jacobinus Maria Notarius Sacri Palatii hanc Cartam publicavi, & ſcripſi.

Ego Rolandinus de Rolando Sacri Palatii Notarius hanc Conventionem, & omnia, quæ cum ipſa ſcripta ſunt, extraxi, & exemplavi ex Cartulario Inſtrumentorum Lanfranchi de Valerio Notarii, ſicut in eo vidi, & legi, nihil addito, vel diminuto, niſi fortè litterâ, vel ſyllabâ, titulo, ſeu puncto abbreviationis cauſâ, ſententiâ non mutatâ, de Mandato tamen Domini Danii de Oſenaigo Civitatis Januæ Poteſtatis, præſentibus teſtibus, Joanne Bonhominis, Loyſio Calvo Cancellariis Communis Januæ, & Jacobo de Albario Notario. MCCCI. Indictione decimâ tertiâ die 20. Junii.

Ego Jo. Baptiſta Paveſius Cancellarius, & Secretarius Sereniſſimæ Reipublicæ Genuenſis, & illius Archivii hoc anno Cuſtos, præſcriptum Conventionis Documentum, & omnia in eo inſerta de verbo ad verbum fideliterque ex præfato Libro Jurium dictæ Reipublicæ in dicto Archivio publico exiſtente licet aliena manu, & in teſtimonium veritatis me ſubſcripſi ultima Auguſti 1619.

ANNO 1292.

Dux, & Gubernatores Reipublicæ Genuenſis.

UNIVERSIS, & ſingulis has noſtras viſuris, & inſpecturis fidem facimus, quod ſupraſcriptus Joannes Baptiſta Paveſius, qui præſcriptum Conventionis Documentum ex Archivio noſtro publico extraxit, manuque ſua propria ſubſcripſit tempore prædicto, antea, & poſt, & de præſenti fuit, erat, & eſt Notarius Publicus Collegii hujus Civitatis, nec non & unus ex Cancellariis, & Secretariis noſtris, & prædicti Archivii hoc anno curam habens, ſcripturisque publicis per eum confectis, & ſubſcriptis in judicio, & extra plena fides adhibetur. In quorum fidem &c. Datum Genuæ in noſtro Ducali Palatio die ultima Auguſti 1619.

V. AUGUSTINUS GRITA Cancellarius, & Secretarius.

Locus Sigilli.

DXIV.

ANNO 1292.

DXIV.

30. Sept. *Assignation de Douaire à Madame* ALIX, *fille de* THIEBAUT *Comte de Bar, Vefve de* MAHEU, *fils de* FERRI *Duc de Lorraine; du Mardi avant la Fête St. Remi l'an* 1292. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 153.]

NOus FERRIS Dux de Lorraine & Marchis, faisons cognoissant à tous, que nous avons assignei & assignons à Damoiselle AALIX fille à Noble homme Thiebault Comte de Bar qui fuit, & qui fut femme à MAHEU nostre fils qui fut, trois cens livres de terre à fors ou Chastelleries de Dompiere & de Montfort, sens fortereſſe à Leswart & à la prisie de Monsignour Pierre de Bullegneville & de Monsinor Iean de Bozieres & de altre soffisant. Se de lun de celz deffailloit, pour son Doüaire que elle devoit avoir en la Chastellerie de Beches, & allors de nostre depart: & doit estre faite cette dite prisie dedans cette nativitei nostre Signour nouvellement venant, desquels trois cens livres de terre ladite ALIX apres nostre decés doit estre & ſerat tenans & prenans en non de Doüaire tant com elle vivrat, & lesdits trois cens livres de terre promettons-nous & sommes tenus por nos & por nos hoirs, ſor l'obligement de tous nos biens mobles & non mobles presens & à venir ou que ils soient, ou puissent estre trouvei, à garentir à ladite AALIX vers toutes gens & contre toutes gens jusques à droit, parquoy ladite AALIX en jouit apres nostre decés si com dessus est divisei, & se nos & nostre hoir aliens encontre les choses dessus dites en tout ou en partie; nos volons & ottroions que ladite AALIX puisse penre & faire penre par où que il li plarat dou nostre & dou nos hoirs à vendre & à despendre, jusques à tant que ladite AALIX joiroit paisiblement des trois cens livres de terre dessus dites en la maniere dessus dite, & ne ſerait ladite AALIX tenue de riens rendre à nos ne à nos hoirs de ce que elle auroit pris ou fait prenre du nostre, por occoison des choses dessusdites non tenues & non aemplies de par nos ou de par nos hoirs. Et toutes ces choses dessus dites avons nos promis & promettons por nos & por nos hoirs, par nostre sairement corporelement donei ſor saintes Evangiles à tenir & à garder fermement, sens jamais aller contre par nos ne par autruy. Et avons renonciei & renonçons en cet fait por nos & por nos hoirs par ledit sairement, à ce que nous ne puiſſiens dire que cesdites choses n'aient esté faites ensi com elles sont dessus devisées, à l'exception de fraude & de bordie, & à toutes altres exceptions, aides & defences de droit & de fait & de custume qui à nos & à nos hoirs poiroient aidier en cet fait & à ladite AALIX grever & nuire. En tesmoignage de laqueil chose por ce que ferme soit & estable nos avons mis nostre seel en ces presentes Lettres, qui furent faites l'an de grace mil dous cens quatre-vingts & douze, le mardy devant feste sainct Remy en chief d'Octobre, scellées d'un seel cire verde sur double queuë.

DXV.

1293. **Vergleichung zwiſchen den drey Städten Maynz / Wormbs und Speyer / wegen der Biſchofflichen Empfahung und Huldigung / im Jahr** 1293. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. IV. Cap. XXIII. pag. 328. col. b.]

C'est-à-dire,

Accord entre les Villes de MAYENCE, *de* WORMS, *& de* SPIRE *sur la maniere de recevoir l'Evêque & de lui faire le Serment de fidelité.* 1293.

KOmmet ein Biſchoff der vorgenemten Städt / der jetzo iſt oder künfftig wird / und fordert an die Stadt / daß ſie ihme hulde oder gehorſam werde / ſo ſoll die Stadt wieder an ihn fordern / daß er ihr beſtärige und gelobe ſtets zu halten unverbrechenlich ihre Freyheit und ihr Recht und ihre gute Gewonheit / die ſie von Päbſten / Kayſern / Königen und ſin Vorfahren hat / und auch von ihme ſelber haben ſoll / als der Rath oder das mehrertheil des Raths ſpricht das er ihr thun ſoll / und daß er ihn auch darüber ſine offen beſiegelten Brieff gebe / thut er das / ſo ſoll ſie ihme hulden oder gehorſam werden; wolte er aber das nicht thun / ſo ſoll ſie auch ihme nicht hulden oder gehorſam werden / wolte der Biſchoff ſie darüber verlugen oder anders leydigen / die andern zwo Städte ſollent ihr helffen und byſtehen veſtiglich und gerueglich. Were aber / daß er ihr wol gelabete diß alles ſtäte zu haltene / und ſie darnach angrieffe und leidigte an ihrer Freyheit / Recht oder Gewonheit / ſo ſollent die andern zwo Städte aber beholffen ſin der Stat / alſo davor geſchrieben ſteht / wie aber wir von den vorgenanten drien Städten einander helffen ſollent / das iſt als usbeſcheiden / ꝛc.

ANON 1293.

DXVI.

Vergleichung zwiſchen den drey Städten / Maynz / Wormbs und Speyr / wegen Empfahung der Kayſer und Könige und der Ihnen von der Bürgerſchafft leiſtenden Huldigung 1293. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. IV. Cap. X. pag. 259. col. b.]

C'est-à-dire,

Accord entre les Villes de MAYENCE, *de* WORMS, *& de* SPIRE *sur la Reception qui se doit faire aux Empereurs & aux Rois des Romains dans le tems de leur Entrée, & sur le Serment qu'on doit leur prêter.* 1293.

WIr der Raht / die Richter und die Bürger gemeiniglich der Stadt zu Mentz / der Stadt zu Wormeſſe / und der Stadt zu Spire / als wir von Alter in langer Zyt miteinander in fründlicher helffei / und in jegen ſchenden lieb / Schirm und Stetigkeit her ſind kommen / zuforderſt mit der Gottes Gnaden. Alſo wollen wir aber in Gottes Namen durch Frieden und durch gemeine Güt uns unter andern und jegen andern beſeſten und beſtergen / und vorbinden uns zuſammen mit guten Truwen und mit geſchwornen Eide einander zu helffen / und nicht einander zu laſſen / als hiernach geſchrieben und beſcheiden iſt. Kommet ein Künig der jetzo iſt oder künfftig würdt / zu einer Stadt der vorgenanten drier Städt / und fordert / daß ſie ihm hulde oder gehorſam werde. So ſol die Stadt wieder an den Künig fordern / daß er ihr beſtenge und beſeſte mit ſin offenen beſiegelten Briefen / und auch ſiere halte unverbrechenlich ihre Friheit / ihr Recht und ihr gute Gewonheit ſunder und ſammer / alſo ſie van ſin Vorfahren / Kaiſern und Künigen hat / mit denſelben Worten und Beſcheidnuſſen. Sie ſol auch fordern an den Künig / daß er daſſelb thue / einer jeglichen Stadt der vorgenanten dreyen Städten. Thut er das / ſo ſol ſie ihme hulden oder gehorſam werden / mit ſolcher Geding und uſſgebunden Worten / Ob er das nit thete / oder das there / und darnach eine Stadt der vorgenanten Städt angrieffe / alſo daß er ihr Freyheit / Recht und gute Gewonheit breche / daß die Stadt die ihme dann gehuldet hat / oder gehorſam hat gethan / nit ſol ſchuldig ſeyn / ihme zu helffen gegen den andern vorgenanten Städten einer oder allen / wann ſie ſoll derſelben Stadt / die der Künig angrieffe und verlugen wolt / helffen getreulich / daß ſie bey ihrem Recht / Freyheit und Gewonheit bliebe. Und iſt das der Künig einer Stadt der vorgenanten das verſeite zuthunde / ſo ſol ſie ihme weder hulden / helffen noch dienen / weder mit Liebe / mit Gut oder mit Borgen / und leite dann der Künig an dieſelbe Stadt ſin Ungnade / und wolte ſie verlugen / die andern zwo Städt ſollen der beholffen ſin mit guten Truwen / und ohn alle Gefehrde / als hienach geſchrieben ſteht / ꝛc.

DXVII.

(1) *Traité de Mariage entre* (2) EDOUARD *Roi d'Angleterre & de* MARGUERITE *sœur de* PHILIPPE *dit* le Bel *Roi de France, portant que s'il naît un Fils de ce Mariage, il aura pour héritage le Duché d'*Aquitaine, *lequel passera à ses Descendans en ligne masculine & feminine à perpetuité, sous diverses conditions exprimées dans ledit Traité. A Paris au mois de Fevrier* 1293. [LEIBNITZ, (3) Cod. Juris Gentium Diplomat. Part. I. pag. 27.]

Fevr. FRANCE ET ANGLETERRE.

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, nous faisons à ſçavoir à tous, que mariage est parlé, tracté & accordé entre tres noble Prince EDUVARD par la dicte grace Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine d'une part; & Dame Marguerite nostre chiere Suer d'autre, selon les convenances qui

(1) Ce Traité ne fut jamais scellé: on lisoit ces paroles au dos de l'Original: *Quadam petitiones quæ sibi petebant Angli fieri ante guerram, sed Rex eas noluit admittere.*

(2) C'est *Edouard* I. de la tige d'Anjou, nommé de Winchester; parce qu'il naquit en cette Ville.

(3) On a corrigé cette Copie de *Leibnitz*, sur une autre, tirée des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, qui étoit beaucoup plus remplie. [DEM.]

ANNO 1293. qui s'enſuivent. C'eſt à ſçavoir, que s'il advient, que la dicte Margarite ait fils maſle d'iceluy Roy d'Angleterre, iceluy fils, & li hoirs descendans de ſon corps & tail li descendent, lesdicts descendans de loiau mariage, ſoit fieus ou fille, auront tousjours en heritage aprés le deceds dudit Roy d'Angleterre le Duché d'Aquitaine & ſes apartenances; & celi fiuz maſle, & ſui hoirs de li descendent, & li descendans desdits descendans ſoit de fieu ou de fille en loiau mariage, qui auront la dicte Duché, ſeront tenus donner à chacune des filles qui iſtront dudict Roy d'Angleterre & de la dicte Marguerite à elles marier quarante mil livres de tournois en deniers pour terre & pour toutes choſes, ſi li dis Roys ne avoit aſſenées de mariage en ſa vie; en telle maniere, que les dictes filles ſe tiennent a payées chacune des dictes quarante mil livres en deniers à elles marier pour terre & pour toutes choſes, & que elles en aucun cas ne puiſſent rien plus demander, ny avoir en la terre, ni en l'heritage de la dicte Duché, ſaufve loyalle escheute, s'il advenoit (que ja a Dieu ne plaiſe) que li Roy d'Angleterre mouruſt ſans autres descendans de li, ou descendans de descendans.

§. 2. Et eſt traitté & accordé au devant dit cas, auquel y aura fils ou hoirs maſles ou femelles, descendans dudict fils de loiau mariage, que fil qui ſeroit de li descendans, & les descendans desdicts descendans de loyau mariage & ſeront Duc de la dicte Duché; à la requeſte du Roy d'Angleterre, qui adonc ſera, ſeront tenus de faire & feront en la dicte Duchée ſerement au Roy d'Angleterre, & a ſes hoirs Rois d'Angleterre ou a leur mandemens, une fois a chacune muance de chacun Roy d'Angleterre, & de chacun Duc d'Aquitaine, que il aideront audit Roy d'Angleterre auz guerres & aux beſongnes, que il aura par raiſon de ſon Royaume & de ſes terres & de ſes Seigneuries dedans ou dehors le Royaume de avenant ſecours de gens d'armes, & de nefs & d'autres Vaiſſeaux de Bayonne, avec la garniture, que meſtier y aura es coſtages & gages advenant dudict Roy d'Angleterre, mais que ce ne ſoit contre le Roy de France dedans ſes terres ne dehors ne contre homme de ſes Royaumes ne dedans ſes Royaumes; & en telle maniere, que s'il advenoit que au temps auquel li Rois d'Angleterre requerroit ou feroit requerre ledit Duc doudict ſecours, ou de la dicte ayde, que li Roys de France euſt meſtier du ſervice, & du ſecours dudict Duc es beſongnes, & es guerres, que li meſme Roys auroit par raiſon de ſes Royaumes dedans & dehors, & requit ledict Duc, que li aidaſt, que lors le dict Duc fuſt excuſé de faire le dict ſecours audict Roy d'Angleterre, juſques à tant, qu'il euſt aydé icelle fois le Roy de France; & outre ce ledict Duc & ſui hoir ſeront tenu de jurer au dict ſeirement, que ils ne feront alliance contre le Roy d'Angleterre ne contre ſes hoirs Roy d'Angleterre, ne contre eux, ne ſeront en nul cas, quant as beſongnes, & as guerres, que lidits Roy d'Angleterre auront ou pourront avoir pour raiſon de leur Royaume & de leurs terres, & de leurs Seigneuries dedans ou dehors; Sauvées & exceptées les beſongnes & les guerres que li Rois de France aura pour raiſon de ſes Royaumes & de ſes terres dedans & dehors; Et nous a tui nos hoirs Rois de France ſerons tenu de contreindre ledict Duc & ſes hoirs Ducs d'Aquitaine à faire ledict ſeirement en la maniere deſſus dicte à la requeſte dou Roy d'Angleterre, qui lors ſera ou de ſon mandement.

§. 3. Et s'il advenoit, que lidict fieu maſle, qui auroit ou devroit avoir ladicte Duché ſelon ordonance deſſus dicte, mourut ſans hoir deſcendant de ſon corps de loiau mariage, & tus lidit hoirs & toute la iſſuë de maſles & de femelles deſcendans dudict fils de lojau mariage mouruſſent en aucun temps, ladicte Duché avecques ſes apartenances retournera à celuy, ou à celle qui à donc ſera hoirs du Royaume d'Angleterre, ſans grief, & ſans outrageus ameuniſſements de la dicte Duché, combien que ce li hoirs d'Angleterre, qui lors ſera, ſoit en longtain degré de lignage ou hors de lignage de la perſonne dou Duc ou de la Ducheſſe d'Aquitaine, de la deſcendue doudict fils maſle, dont la dicte Duché deuvra retourner au Roy d'Angleterre, qui lors ſera, ſelon la forme deſſus dicte; ſauf noſtre droict royal en cas de forfaicture, ſe elle advenoit.

§. 4. Et ſi il advenoit, que ladicte Margarite euſt fils ou fille dudict Roy d'Angleterre, & que elle n'en euſt nul fils maſle, que chacune des dictes filles euſt à li marier, quarante mil livres de tournois noirs en deniers pour terre & pour toutes choſes ſur ladicte Duchée, ſe li dict Roy ne les avoit aſſenées de mariage en ſa vie; & que les dictes filles ne aucunes d'elles ne puiſſent aucune autre choſe demander ni avoir par ſucceſſion, ne par escheutte, ne en aucune autre maniere en la dicte Duchée ne en ſes appartenances, qui en ce cas apres le deceds doudict Roy d'Angleterre demeure aux hoirs maſles ou femelles doudict Roy d'Angleterre, comme Parrie de Francé. ANNO 1293

§. 5. Derechef il eſt traitté & accordé, que la dicte Marguerite, apres le mariage doudict Roy d'Angleterre & de ladicte Marguerite faict & accomply, aura en Douaire apres le deceds dudict Roy d'Angleterre quinze mil livres de tournois noirs, tant ſeulement chacun an a ſa vie ſur ladicte Duché, ſi ainſy advient, quelle ayt dudit Roy d'Angleterre fils maſle, ou que il y demeure hoir maſle d'iceluy fils qui ſurvive le mesme Roy d'Angleterre. Et ſi ainſy eſtoit, qu'elle n'euſt fils maſle dudict Roy d'Angleterre, ne que il demeuraſt hoirs maſles de ce li fils, qui li meſme Roy ſurvequiſt, & qu'elle euſt fils ou filles, ou que elle n'euſt fils ne fille, elle aura en douaire apres le deceds dudict Roy d'Angleterre vingt mil livres de tournois, ſans plus chacun an a ſa vie ſur la dicte Duché pour lequel douaire elle aura toute la terre, que ledict Roy d'Angleterre a en Xaintonge, & la terre de la Iſle de Oleron, & les Chaſteaux & Chaſtellenies de Blanchefon & de Sainct Macaire, ſelon que les dictes terres ſont priſées a droit valour de chacun an & le remaignant elle aura ſur les peages de Bordeaux ou de Normandie, ou ſur ambedeux.

§. 6. Et outre ce la dicte Marguerite apres le deceds doudict Roy d'Angleterre tant ſans plus, comme elle demoura ſans Baron, aura la garde, la tutelle & le bails doudict fils maſle, quant a la dicte Duchée ſans plus jusques à tant, que le dict fius maſle ſoit de quinze ans accomplis. Et s'il advenoit, que Dieu fiſt ſon commandement de celi fils maſle, apres le deceds dou meſme fils, & dou Roy d'Angleterre, la dicte Marguerite aura par meſme maniere la garde, la tutelle, & li bail dei hoir maſle ou femelle descendant doudict fils maſle par lojau mariage, qui devra avoir la dicte Duchée, ſelon la forme deſſus dicte, jusques à tant, que li dict hoirs, qui devra avoir ladicte Duchée ſoit de quinze ans accomplis, & durant ledict bailli & cas deſſus dict, & en chacun d'eux, ladicte Marguerite aura par raiſon de la dicte garde, & de la dicte tutelle, & dudict bail tous les fruits & tous les iſſus de la dicte Duchée, en telle maniere, que en ce ſoit contenu ſon doaire durant ledict bail, & que elle ſoit tenue de faire au Roi d'Angleterre le ſeirement deſſus dict pour le temps dudict bail, & pour les dits fruits & iſſues elle faſſe & compliſſe les despens de garder & de ſouſtenir les Chaſteaux & les fortereſſes, & les maiſons du Domaine de la dicte Duchée & de ſes despens de garder & de ſouſtenir les Chaſteaux & les fortereſſes & les maiſons du Domaine de la dicte Duché & ſes despens mener & maintenir tous les plaids de la dicte Duchée & de payer toutes les amendes, & de ſouſtenir toutes les autres charges, quelles quelles ſoient, lesquelles aviendront & ſeront à faire par raiſon dou temps doudict Bail; ſauf & excepté qu'elle ne ſoit tenue de quarante mil livres deſſus dictes, lesquelles doivent eſtre données à chacune des filles doudict mariage à elles marier, ſelon qu'il eſt deſſus dict, & que finy le dict Bail en la maniere deſſus dicte, elle ne puiſſe demander rien par nulle couſtume, ni par nul uſage d'aucun Royaume, ne d'aucune terre, fors tant ſeulement ledict doaire à ſa vie, ſelon le cas, qui adviendra de fils ou de fille & comme il eſt deſſus plainement ordonné.

§. 7. Et nos par grace & par favor doudict mariage, & des convenances & conſeil, & pleniere deliberation ſur les choſes qui s'enſuivent, de noſtre certaine ſcience, par autorité de noſtre plenier pooir royal octroyons & donnons de noſtre eſpeciale grace audict Roy d'Angleterre, à tote ſa vie, & audict fils maſle, qui iſtra de li & de la dicte Marguerite, & à tous les hoirs, qui descendront du corps doudict fils de loyal mariage, & qui ſeront Duc d'Aquitaine ſelon les convenances deſſus dictes, tout le droict de proprieté & de ſaiſine, que nous avons ou pouvons avoir en aucune maniere en la garde & la obeïſſance, & en la ſouveraineté ſans meicin de toutes les Egliſes Cathedraux & autres Egliſes reguliers & ſeculiers, collegiées ou non collegiées, ſoit chef ou membre, & de perſonnes, de poſſeſſions, & des autre choſes de Saincte Egliſe, les quelles Egliſes, perſonnes, & poſſeſſions & autres choſes de Saincte Egliſe, ſont & ſeront dedans les termes, ou dedans les bornes de la Duchée d'Aquitaine deſſus dicte, & ſpeciallement des Egliſes Cathedraux & non Cathedraux, Religieuſes & Seculieres, Collegiées & non Collegiées, des Citez, des Evechez, & des

ANNO 1293. des Provinces de Bordeaux & de Aux; & des perſonnes, des biens & des choſes de Saincte Egliſe, qui ſont & ſeront ez dites Citez, Eveschez & Provinces dedans les termes, & dedans les bornes de la Seigneurie, & des fiez & des refiez de la dicte Duchée d'Aquitaine; exceptées celles auxquelles les Roys de France, ou aucun d'eux ont octroyé par Chartres, ou par Lettres ſouffiſans que ils ne les mettront hors de leur main. Et de celles meſmes qui ſeront trouvées privilegiées de tel Privilege, ſi lidict Roy d'Angleterre, ou lui hoir deſſus dict y cuident avoir raiſon, ou parce que elles ayent autres fois obey à luy, ou en autre maniere, nos à la requeſte du Roy d'Angleterre, ou de ſon mandement en ferons ſçavoir de plain, & ſans delay la verité & leur en ferons droit tout de plain & ſans delay, ſi haſtivement comme nous pourrions ſelon la qualité de la beſongne; ſauf & retenu à nous & à nos hoirs Rois de France le reſſort de la Cour dudict Duc à la noſtre, & l'autre ſouveraineté royal, tel comme nous l'avons ſur les autres Pairs de France & ſour leurs ſougiés, & exceptés de cet noſtre octroye & don les Egliſes des trois Citez & Eveschiés, c'eſt à ſçavoir de Limoges, de Caorſin, de Perigort, esquelles nous ne entendons par ce noſtre octroy donner ny octroyer nul nouvel droict audict Roy d'Angleterre Duc d'Aquitaine, ne à ſes hoirs deſſus dicts, mais ſe il a droict en autre maniere, bien luy ſoit ſauf, & de ce nous li ferons avoir ſon droict tout de plain ſans delay, ſi haſtivement comme nous pourrons ſelon la qualité de la beſongne.

§. 8. Et encore por la grace & por la faveur dudict mariage & des dictes convenances octroions nos & donnons de noſtre especialle grace audict Roy d'Angleterre à tote ſa vie, & audict fils maſle, & à tous ſes hoirs deſſus dicts Ducs d'Aquitaine, que tout cil de quelque condition ou eſtat qu'ils ſoient, qui appelleront de la Cour dudict Duc de mauvais ou faux ou inic jugement, où de deffaut de droict, ou en outre maniere à nous ou à noſtre Cour, l'apeau pendant, ne ſeront exempts de la jurisdiction ni de l'obeiſſance dudict Duc, ne de ſes Senechaux, ne de ſes autres Baillifs, fors ſans plus, & tant ſeulement en la cauſe ou en la querelle principalle, & ez choſes dependantes de celle cauſe ou querelle principalle en laquelle apeaus aura été faict de la Cour dudict Duc à la noſtre, ſoit que la terre de la dicte Duchée, dont li appel ſera faict à nos ou à noſtre Cour ſe gouverne par droict escrit, ou par couſtume; & en celle meſme maniere por la grace & por la favor deſſus dicte, nous octroions & donnons de noſtre especiale grace audict Roy d'Angleterre à tote ſa vie, & audict fils maſle, & à tots ſes hoirs deſſus dicts, que en quelque maniere ledict Duc d'Aquitaine, ou leur Lieutenant, ou leur Seneschal, ou aucun leur Souſseneschal cheent, ou ſoient convaincus en noſtre Cour en l'instance de qui que ce ſoit, ou de quelque condition ou eſtat qu'il ſoit, ſur cas de apeau fait à nous ou à noſtre Cour de mauvais ou faux ou inic jugement, ou de defaut de droict, ou d'aucun autre appel des terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par couſtume, que il pour ce n'en cheent, ne puiſſent encheoir envers nous ne envers nos hoirs Rois de France, en aucune forfaicture d'aucun droict de heritage, perpetuellement, ni à aucun temps, mais que lidict Duc, quand tel cas adviendra, ſoient punis, tant comme à nous apartiendra, en tant comme vaudroit li fruicts d'un an de celle choſe principalle; qui aura eſté miſe en plaid à la Cour doudict Duc, ou de ſon Seneschal, ou d'aucun ſon Souſseneschal ou d'aucun autre ſon ſoumis, & duquel plaid li apeau aura eſté faict ou purchaſſié à noſtre Cour, ſelon ce que la dicte valeur desdicts fruits d'un an, au mandement de nous ou de nos hoirs Rois de France ſera trouvée par la verité de ſix bons hommes jurez de ces parties; ou la choſe principale ſera ſans autre ſolemnité de enqueſte, ou cil li plaid principal qui ſera, ou aura eſté en la Cour doudict Duc, ou de ſes ſoumis des terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernez par couſtume, ſoit de choſes meubles, ou ſoy mouvans, ou de debtes, que ſi en tel cas ledict Duc, ou ſon Seneschal, ou ſon Souſseneschal chée, ou ſoit convaincu en noſtre Cour de appel faict à noſtre Cour, que il ſoit puny à la dixieſme partie de valeur de la querelle principale, en laquelle ou de laquelle li appeaux aura eſté faict ou pourſuivy de la Cour doudict Duc à la noſtre; & ſi li plaid principau, qui ſera, ou qui aura eſté en la Cour doudict Duc, ou de ſes ſoumis des terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par couſtume, & douquel appeaux aura eſté fait à nous, ou à noſtre Cour, ne ſoit mie de meubles ne de debtes, ne de choſe de heritage, qui ayent ou faſſent fruict, ains ſoit de droicture ou de ſervitude, ou de autres choſes, lesquelles legierement ne peuvent eſtre eſtimées; en tel cas ledict Duc, quand il ou ſon Seneschal ou Souſseneschal cheera en noſtre Cour de appel faict de ſa Cour à la noſtre ſoit punis en deniers en l'arbitre & à la taxation de nous & de noſtre Cour & de nos hoirs Roys de France; & par ſemblable maniere, quand il adviendra, que le ſoumis doudict Duc ou aucun autre, de quelque condition ou eſtat, qu'il ſoit, auroit appellé, ou diront qu'ils ont appellé à noſtre Cour doudict Duc, ou de ſon Seneschal, ou de ſon Souſseneschal ez terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par couſtume, & il cherront de leur appel par jugement de noſtre Cour, & ne pourſuivront l'apel, qu'ils auront faict, ou lequel ils diront, que ils auront faict à nous, ou à noſtre Cour, que lesdicts Ducs les puiſſent punir ſelon les manieres deſſus dictes; c'eſt à ſçavoir en la valeur des fruicts d'un an de la choſe qui aura eſté miſe en plaid principal, ſelon ce que à ſon mandement, ou de ſon Seneschal ou de ſon Souſseneschal, ſera trouvée la verité par ſix bons hommes jurez de ces parties; & en la dixieſme partie de la querelle principal, quand elle ſera de meuble ou de debtes; ou à ſon arbitre ou de ſon Seneschal, ou de ſon Souſseneschal, quand la querelle principal ſera de choſes, qui legierement ne peuvent eſtre eſtimées, ſelon ce qu'il eſt plus plenierement dict par deſſus en l'article dou puniſſement dudict Duc, en tant quant à nous afiert; & quand aucuns desdicts appellans ſeront noſtres ſoumis, & ne ſeront mie ſoumis doudict Duc, nous ferons en ce cas ledict Duc jouir de ſon droict, quant à la droicture de la dicte amende doudict appel; & quand ledict appel auroit eſté faict & pourſuivy en noſtre Cour de la Cour doudict Duc ez terres de la dicte Duchée, qui ſont gouvernées par droict escrit, nous voulons & octroions, que quant au puniſſement dudict Duc envers nous & nos hoirs, & des ſoumis doudict Duc envers le meſme Duc, ſoit gardé le droict escrit, & ces trois articles deſſusdicts, c'eſt à ſçavoir, de la garde, de la obeiſſance, & de la ſouveraineté des Egliſes & des perſonnes, & des choſes de ſaincte Egliſe, & de la exemption, ou des forfaictures, & des amandes des appeaux.

ANNO 1293.

§. 9. Nous octroyons & donnons par meſme maniere à Eduard fils qui ores eſt dudict Roy d'Angleterre à toute la vie dou meſme fils, ſe il advenoit, que la dicte Duché d'Aquitaine apres la mort doudict Roy ſon Pere demouraſt, ou li retournaſt ſelon les cas deſſus deviſez & accordez, & cet octroy & don desdicts trois articles en la maniere deſſusdicte, nous faiſons, non contr'eſtant, que l'on diſt ou peut dire, que les Couſtumes, li uſages ou li droicts de nous, ou de noſtre Cour, ou des terres de la dicte Duchée fuſſent tout autres divers ou contraires ez trois articles deſſusdicts. Et en telle maniere, que apres le deceds dudict Roy d'Angleterre, & de Edouard ſon fils, & de toute la descenduë doudict fils maſle, qui iſtra doudict Roy & de la dicte Marguerite, qui ja n'advienne; ce noſtre octroy & don des trois articles ſusdict tourne à nient, & n'aye point de valor, quant au temps apres ſuivant, & que d'illecques en avant, nous & noſtre Succeſſeur Roy de France puiſſions uſer & exploicter tout noſtre droict contre le Duc d'Aquitaine, qui a donc ſera; ſauve & reſtement dict Roy d'Angleterre, & à tous ſes Succeſſeurs Ducs d'Aquitaine, tout le droict & toute la raiſon, que lidicts Roys, & ſui Succeſſeurs Ducs d'Aquitaine & Pairs de France par raiſon de la dicte Duchée ont ou peuvent avoir, ſi comme li dits Roys & Ducs dits par droict commun, ou en autre maniere ez trois articles deſſusdicts; quant à proprieté, ou quant à ſaiſine: auquel droict dudict Duc nous voulons, que nul prejudice ne ſoit faict, parce que lidict Roy d'Angleterre pour ſoy & pour ſes Succeſſeurs Ducs d'Aquitaine en la maniere deſſusdicte prend de nous en don de noſtre grace especialle l'octroy & le don des trois articles deſſusdicts. C'eſt à ſçavoir des gardes, de l'obeiſſance, & de la ſouveraineté des Egliſes, de la exemption & de la maniere dou puniſſement des appellans.

§. 10. Derechef pour la grace & por la faveur deſſusdicte, nos pour nous, & pour nos hoirs Roys de France octroyons & promettons, que nous ne ſouffrirons, & à la Requeſte dou Roy de Angleterre, qui ore eſt, & qui ores en avant ſera, deffendrons & ferons que nul de nos Royaumes n'aille à armes contre le Roy d'Angleterre, en aucune de ſes terres, ſe n'eſtoit pour appert contens, qui fuſt entre le Roy d'Angleterre & nous ou nos hoirs Roy de France, (ce que

ANNO 1293. ja n'advienne.) Et voulons, que si ez choſes devant dites avoit aucunes choſes troubles ou douteuſes, que elles ſoient entendues & esclaircies en bonne foy, en noſtre preſence, & des plus grands de noſtre Conſeil. Et nous pour nous & pour tous nos hoirs Rois de France promettons que nous garderons & tiendrons, & ferons tenir les convenances des choſes toutes & ſengles deſſusdictes, les quelles nous voulons de noſtre certaine ſcience, que ayent valour & fermeté, & ne puiſſent eſtre enfraintes par de faict de ſolemnité de droict ou de couſtume, ne en aucune autre maniere. Et pour plus grande fermeté nous y mettons noſtre auctorité & noſtre decret. En tesmoin de ce nous avons fait ſceller ces Lettres de noſtre ſcel. Ce fut faict à Paris, en l'an noſtre Seigneur, mil deux cents quatre vingts treize, au mois de Fevrier.

DXVIII.

6. Fevr. GEXET SAVOYE. *Contract de Mariage entre* GUILLAUME *Seigneur de Gex, &* JEANNE DE SAVOYE, *conclu l'an* 1293. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 638.]

NOs Lyone Dame de Jays, & je GUILLAUME de Jays Fils de la Dame Lyone confeſſons & reconnoiſſons que nous avons eü & reçeu de Noble Baron Monſeignor Loys de Savoye Seignor de Vaut tres mille libr. de Loſeneys nombrées & payées à nos enterement par lou dit Monſeignor Loys au nom & par nom dou Mariage de JEHENNETE Fille dudit Monſeignor Loys qui doit eſtre Feme de moy Guillaume devant dit; Apres nos dite Lyone, & je Guillaume devant diz donnons & octroyons en bonne foy & par ſolemnelle ſtipulation à ladite Jehennete, & aux ſiens, en emendement dudit Mariage & en accroiſſement quatre mille libr. de Loſeneys en tel manere. C'eſt à ſçavoir que ſe je ly dis Guillaume moroye par avanture devant que ladite Jehennete quele & li ſieu ayent & puiſſent recouvrer en paix, & ſant nulle moleſte ſur les biens de ſus escris lesdites ſept mille libr. de Loſeneys, & ſe par avanture ladite Jehennete moroit ſans hoirs devant que li dis Guillaume, que li dis Meſſire Loys, ou cil à cui la reſtitution de l'argent devant dit ſe devroit faire, n'en puiſſent recouvrer de moy ne des miens, ne de nos Lyone devant dite, for que ſoulement tres mille libr. de Loſeneys, & por les ſomes d'argent devant dites eſtre ſauvés à ladite Jehennete & reſtituir en cas, & en tans que reſtitutions s'en devroit faire à ladite Jehennete, ou à ceux à cui faire ſe devroit; Nos ladite Lyone, & je Guillaume devant dis obligons audit Monſeignor Loys, & à ladite Jehennete, & à lor hoirs tos noſtres biens Nobles & non Nobles, preſens & à venir quel qu'ils ſoient, fiés & riereſiés, homages, Chaſtiaux, Viles, mandements, Fortareſſes, rentes, uſages, Seignories, & totes noſtres autres choſes, excepté lou chaſtel, & la Vile de Jays & la Vile de Chavanay, & la Vile de Charans, & la Vile de Suvrer, & la Vile de Sayſſier, & ja ſoit il enſi que les choſes deſſusdites obligiés ſoyent, ou ayent eſté de les appartenances de Jays, porce ne remaint pas queles ne ſoient obligiés enſi con deſſus eſt escrit, & desdites lesqueles choſes obligiés, & les rentes & appartenances de celes, Nosdite Lyone, & je dis Guillaume volons & octroyons que ladite Jehennete, ou cil à cui la reſtitution devant dite ſe devroit faire tinnant, levant & percevant en paix, & ſans nulle moleſte tant que ladite reſtitution fut faite, & ſe ladite Jehennete vivoit plus que li dis Guillaume, que apres la reſtitution de l'argent dit, ladite Jehennete puiſſe & doive tenir à ſa vie les Chaſtiaux de Divona, & de Flaxé, & totes les rentes, & los appartenances & lou fié de Montrichier, & lo fié Monſire Rol de Livron & ſe paravanture ladite Jehennete façoit emendement es des Chaſtiaux, que tel emendement ſoient tenu rendre cil à cui li dit Chaſtel retorneroient aux hoirs; ou au commandement de ladite Jehennete, au dit de doux Prodomes eſlis communement, & ſe enſi eſtoit que les choſes deſſusdites fuſſant de fié, ou en tot, ou en partie, que cil qui tiendroit le Chaſtel de Jays; doit porter le fié vers celuy del cui fié les choſes deſſusdites ſeroient. Aprés nosdite Lyone & je Guillaume devatit dis donons par pure donation ſans mais revocar audit Monſeignor Loys & à ſes hoirs par tos temps en heritage & en Alve tel droit & tel raiſon que nos avons & poons avoir ou Chaſtel en mendement en la Seignorie, és fiés, & en les appartenances de Prengins, lesquelles choſes eſtoint noſtres & promettons en bonne foy, & par ſairement rendre audit Monſeignor Loys totes les Lettres que nos avons, ne porrons avoir de ces choſes, & luy, ou les ſiens metre maintenant en corporel poſſeſſion dudit Chaſtel de Prengins. Per iquimesme volons & octroyons nosdite Lyone & je Guillaume devant dis, que ce je Guillaume avois Enfant ou Enfans de ladite Jehennete qu'il ſoient hoir, & Seignor de tote noſtre terre que nos avons à maintenant, & que nos aurions au temps de noſtre mort, & de ces choſes nos lor façons à maintenant donation en bonne foy, excepté ledit Chaſtel de Prengins, qui eſt audit Monſeignor Loys. Ja fut il enſi par avanture que ladite Jehennete morit devant que je dis Guillaume, & apres ly priſſe autre feme dou je euſſe Enfans, apres je le dis Guillaume quitte en bonne foy ſairement à maintenant audit Monſeignor Loys, & aux ſiens, quant qu'il ont à maintenant ou qu'il auroient au temps de lor mort & promete enſi que deſſus, & ſur l'obligation de mes biens que je feray & procureray que ladite Jehennete quitera por lou Mariage deſſusdit ſens autre choſe demander en nul temps les biens, & l'eritage dou dit Monſeignor Loys & des ſiens, quant elle aura age de quiter, en tel maniere que la choſe vaudra & porra eſtre ferme par droit. Apres nosdite Lyone & je dis Guillaume promettons en bonne foy & par ſairement que nos ne avons fait ne ferons choſe porquoi les deſſusdites ne puiſſent eſter, & ſi nos laviens fait, Nos les revocons & volons que ne vaille, totefois retenons nos ladite Lyone à notre vie les fruicts de ces choſes devant dites, as qués nuls ne nos puiſſe faire tor, ne mettre empechement & nos devons tenir & ſuſtenter ladite Jehennete en tel maniere que li dis Meſſires Loys s'en teigne por payés. Ces choſes devant dites, nos ladite Lyone, & je li dis Guillaume promettons enſemble & chascuns par ſoy en tot en bonne foy & par ſairement & ſus l'obligation de tos nos biens tenir & garder, & non venir encontre en tot ne en partie, & renoncions à tot droit de lois, ou de canon, à tote coſtume, grace, privilege empetré, ou a empetrer. Parquoy nos porrions en contre les choſes deſſusdites en tot ou en partie, & ſpecialement nosdites Lyone à tot privilege de Mariage, d'ypotheque & de tote obligation & al Senal Conſulte velleyn. Et de ces choſes furent faites dous Letres d'une tenor per chacune partie, une ſellées dou ſeel Monſeignor Loys devant dit, & dou ſeel de nos Lyone devant dite, & dou ſeel de moy Guillaume devant dit. En temoignage de les quiés choſes. Nos ly dis Loys, & nos ladite Lyonne, & je li dis Guillaume avons mis noſtres ſeels en ceſtes preſentes Letres. Données à Jas le Vendredy apres la Purification noſtre Dame, l'an de noſtre Seignor, mil doux cens nonante & trois.

DXIX.

Accord entre ROBERT *Duc de Bourgogne, &* PHILIPPE DE VIENNE *Sire de Paigny; par lequel ledit Philippe entre en l'hommage du Duc, pour pluſieurs terres de Franc-aleu. Fait l'an* 1294. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 572.] 1294. BOURGOGNE ET VIENNE

NOs *Hugues* par la grace de Deu *Evesque d'Oſtun*, faſons ſavoir à tous cels qui verront & orront cels preſentes Lettres; que en noſtre preſence pour ceſte choſe especialment eſtablis Meſſire PHILIPPE DE VIENNE Sires de Seurre, & de Paigné, ay affermé icils Meſſire Philippe par devans nos, que comme noble Bers Meſſires ROBERS *Dux de Bourgoingne*, deiſt contre ledit Philippe, que icils Philippe, audit Duc avoit vendu la maiſon fort de Pollans, enſemble les appartenances, & les appendices de ladite maiſon, & le fié de Mirebeau en montaigne, lesquiex tient de luy, ſi cum il dit, *Jehan de Vienne* Chevaliers, encore le fié d'Autume, & le fié de Belleneure, & lou fié dou Donjon de Longvy, lou fié d'Anvores, lou fié de Bouſſeloinges, lou fié de François, lou fié de Thire, lou fié de laz ſus Douz, & generaument touttes les choſes, & tous les biens que icils Philippe tient en l'Iſle de Poignié, c'eſt aſſavotr celes choſes qui ne n'estoient devant dou fié doudit Duc, por lou prix de quatre mille & neuf cent livres d'Eſtevenans, & que pour ladite

ANNO 1294. ladite vanduë, li dit Dux demandoit audit mondit Seigneur Philippe, que il li rendit & delivraſt les devantdites choſes venduës, & l'an mit en pure ſaiſine de faict. Comme icils Dux euſt preſanté pluſors fois audit Philippes payer ledit prix, encores que li diz Dux diſoit contre cedit Philippe, que pluſors malfaittors s'eſtoient recetté en la terre doudit Philippe, especialment en la Ville de Seurre, laquelle icils Philippe tient en fié lige doudit Duc, & liquels maulfactors avoient pris & robé les Chaſtex ou les biens des hommes doudit Duc, & de pluſieurs autres eſtans en ſa garde, ledit Philippe veant & ſaichant, en tel maniere, que par la negligence d'iceluy Philippe, li dit Dux & ſa gent avoient eſté formant domaigiez, & que par ce, ils Philippe, audit Duc eſtoint tenuz en grand amende, & que de cels dittes negligences & mesfaits icils Philippe s'eſtoit mis en la volonté doudit Duc, & avoit ploigié en la main doudit Duc, par bons ploiges, jusques à la ſomme de douz mille mars d'argent, c'eſt aſſavoir par *Jehan Seigneur de Montfaucon*, *Gauthier* Frere d'iceluy Jehan, *Huguenin de Vienne* Seignor de Longvy, & Hugues Seignor *de Pesmes*, Chevaliers, de accomplir & tenir la volonté doudit Duc, encor que li diz Dux demandoit audit Philippe grand amande, de ce que icils Philippe avoit appellé à noſtre Seignor le Roy de France, doudit Duc de deffaut de droit, ſi cum il diſoit, auquel appel icils Philippe avoit renuncié, ſi cum il diſoit, & diſoit li diz Dux, à luy ledit Philippe eſtre tenu en grand amende pour la raiſon de cet appel, & que pource que par noſtre traittié, & par le traittié de nobles hommes, de Monſeigneur *Jehan de Vergy* Seigneur de Fouvanz, & de *Guillaume* Seigneur de Montagu, li diz Dux de Bourgoigne celuy Philippe, & ſes hoirs ay quitté & eſſouz de la venduë deſſusdite, & de touttes les choſes. Esquels icils Philippe audit Duc puet eſtre tenuz pour la raiſon doudit appel, & de touttes greuſes & querelles que li diz Dux ay envers ledit Philippe, de tout le temps trespaſſé, jusques à la confection de cels preſentes Lettres, pour la raiſon des choſes deſſusdites, & les ploiges deſſus nommez de la ploigerie deſſusdite. Icils Philippe de ſon appoinné gré, ſans force, & ſans paour, & ſans cohertion, pour la cauſe de la quittance avantdite, pour luy & pour ſes hoirs, prant en fié liege, & en perpetuel chaſſement, doudit Duc, preſent, recevant, & acceptant, pour luy & pour ſes hoirs, Paigné la Ville, & la maiſon fort, & la Ville de Pollans, enſemble les droits, les appartenances, & les appandices d'icels Villes, & de cels leux, encor la moitié de la Ville, des finages, partenances & appendances, de Montaigné, qui ſont & mouvent dou franc alleu & heritaige de frainche demehure doudit Monſeigneur Philippe, & de nul autre fié eſtre ne mouvoir, ſi cum cils Meſſire Philippe l'afferme par ſon ſerment, & en afferme pardevant nous. Encor pour la cauſe deſſusdite, li diz Philippe, pour luy & pour ſes hoirs, doudit Duc preſent & recevant en la maniere, & en la forme comme deſſus, prant en fié liege les fiez des Villes dou Chaſtelé, de la Bruere, de Chamblans, de Jaulauges, de Trugne, de Chaſelles, de Borcloinges, de Viler-Retain, & de touttes les appartenances & appendices desdites Villes. Encor, & tout le remenant de l'Iſle de Paigné, excepté tant ſolement Fraurois & Grosbois. Encor, pour la cauſe deſſusdite, & en la meniere, & en la forme deſſusdite, prant li diz Philippe doudit Duc, en fié liege, & en perpetuel chaſſement, lou fié de l'autre moitié de la Ville, des finages, & des appartenances de Montaigné, louquel tient doudit Monſeignor Philippe, *Huguenins* Freres d'iceluy Philippe. Encor le fié de la Buxere vers Auxone, douquel fié ſont & mouvent tuit li biens que li hoir Monſeigneur *Hugue Mellein* Chevalier tenent, en qui, & autre part, pour la part, pour la raiſon doudit fié. Encores lou fié Monſeigneur *Jehan de Vienne* Frere doudit Philippe, de touttes les choſes que tient d'iceluy Jehan, li Sires de *Tart*, en la Ville, & és finaiges de Vorroinges, & autre part, pour la raiſon doudit fié. Encor le fié doudit *Jehan* Frere doudit Philippe, de toutes les choſes que li Sires de *Trichaſteau* tient en la Ville, és finages, & és appartenances de rivieres, & autre part, pour la raiſon doudit fié. Encor lou fié, que li Sire de *Mont Saint Jehan* tient doudit Philippe de Nuanu, & douquel fié ſont & meuvent, Charancé, & tout enſemble toutes les appartenances, & les appendices de cels leuz. Encor le fié de Tiche, & generalment tous les heritages, & touttes les demenehures, tous les fiez, & les rerefiez que icils Meſſire Philippe ay & puet avoir, & doibt decay lay Saone de la partie du Reaume de France, quelque il ſoient, & de quelques perſonnes, & de quels biens que ils ſoient, & par quelque nom que ils ſoient appellés. Et de touttes les choſes deſſusdites, & une chacune par ſoy, li diz Philippe eſt entrés en noſtre preſence en l'ommaige, & en la feauté doudit Duc. Et veulx & octroye li diz Philippe, que ſuy hoirs, que il oblige quant à ce, de hoirs en hoirs, perpetuellement descendant, de cy en avant, & entrent, & ſoient tenuz en l'ommaige, & en la feauté doudit Duc, & de ſes hoirs de toutes les choſes, & une chacune pour ſoy deſſusdites. Et promet li diz Philippe, pour luy, & pour ſes hoirs, que il oblige quant à ce, par ſon ſarement fait & donné en noſtre preſence pour ce ſor Saints Evangiles de Deu corporellement, & ſor l'obligation de tous ſes biens preſens & avenir, touttes les choſes deſſusdittes, & une chacune pour ſoy audit Duc, & à ſes hoirs en paix tenir, deffendre, & à touſiours mais garentir, & faire tottes les choſes que l'on doibt faire en cauſe de eviction, & de garentie, & de touttes les choſes, & d'une chacune par ſoy deſſusdites, lou ſervice lealment faire, & la perpetuel feauté lealment garder, & que il n'a fait por ce les choſes deſſusdittes, non doibvent valoir & demourer perpetuellement en lour vouloir, & en lour force, ne ne feray de cy en avant li diz Philippe, por quoy les choſes deſſusdittes doibvent eſtre empirées ou annulées, en tout, ou en partie, mas touttes les choſes deſſusdittes, & une chacune por ſoy, li diz Philippe ay promis noſtre preſence, pour luy & pour ſes hoirs, audit Duc preſent & recevant, pour ſon ſairement, & ſus l'obligation devantditte, pour touſiours mais tenir & garder, & que il ne venra contre ces Lettres, ou la tenor de les, en fait, ne parolle, en conſentement, por droit, & por coſtume, ne en autre maniere, quelle qu'elle ſoit. Ou tesmoignage desquelles touttes choſes deſſusdites, à la ſupplication & paoeres doudit Philippe, en cels preſentes Lettres, nos avons fait à mettre noſtre ſeal, avec le ſeal doudit Philippe. Et nos Philippe devant dit, qui toutes les choſes deſſusdittes, & une chacune par ſoy nos recognoiſſons & confeſſons eſtres voires, avec le ſeal de redotté pere en Jeſus-Chriſt doudit Monſeignor l'Evesque d'Oſtun, en cels preſentes Lettres nos avons mis noſtre ſeal en tesmoignage de verité. C'eſt fait & donné l'an de grace 1294. le Maicredy apres la quinzaine des Bordes, & ſeellé des ſeaux dudit Evesque, & dudit Philippe de Vienne. *Extrait ſur l'original eſtant au treſor de la Chambre des Comptes de Dijon, en la Lettre des fiefs de Chalon, Cotte quatre-vingt dix-neuf.*

ANNO 1294.

DXX.

Promeſſe de PHILIPPE DE SAVOYE, *Comte de Piémont, à* AME' LE GRAND *auſſi Comte de Piémont, faite à Chamberi l'an* 1294. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye, Preuves. pag. 136.]

25. Janv. SAVOYE.

NOS *Philippus de Sabaudia, Filius inclytæ recordationis Domini Th. de Sabaudia.* Notum facimus univerſis præſentes Litteras inſpecturis, Quod cùm nos, cum *Illuſtri Viro Domino Amedeo Comite Sabaudiæ Cariſſimo Domino noſtro & Patruo*, bonam & firmam concordiam, compoſitionem & transactionem fecerimus; *Nos & Petrus, & Amedeus Fratres noſtri* nomine noſtro, & aliorum Fratrum noſtrorum, de omni jure, portione & actione quod & quas habebamus vel habere poteramus, quoquomodo in Comitatu Sabaudiæ, & in tota Terra quam idem Dominus Comes tenet, & quæ tenetur ab eo, & de omni eo quod à dicto Domino Comite ex quacumque cauſa petere poteramus. Nos dictus Philippus promittimus bona fide pro nobis & noſtris hæredibus ac ſucceſſoribus vobis dicto Domino Comiti ſtipulanti; pro vobis veſtrisque hæredibus ac ſucceſſoribus, Quòd nos prædictam concordiam & compoſitionem, & omnia, & ſingula in Litteris indè confectis contenta, ſervabimus, cuſtodiemus perpetuò, & non contra faciemus, vel veniemus de jure vel de facto; & quòd faciemus, & curabimus pro poſſe noſtro & bona fide, nulla fraude, ſimulatione, machinatione adhibitis, quod Illuſtres Viri Cariſſimi Avunculi noſtri, Dominus Ottho Comes Palatinus Burgundiæ, Dominus Renaudus de Burgundia Comes Montisbelicardi, Dominus Hugo de Burgundia, & Joannes de Burgundia, & alii Fratres ſui, & Dominus Ludovicus Dominus Bellijoci, & Guichardus ejus Filius, prædictam

ANNO 1294. concordiam, & omnia, & singula, per nos & dictos Fratres nostros facta, concordata, promissa & conventa pro dicto Domino Comite approbabunt, ratificabunt, & se eidem Domino Comiti per solemnes stipulationes & obligationes obligabunt, & de hiis suas patentes Literas tradent, sigillis eorum pendentibus sigillatas; & si contingeret, quod absit, nos aliquo tempore venire vel venire velle, vel facere contra prædictam concordiam, vel aliqua in Literis inde confectis contenta, nullum consensum, nullum auxilium vel favorem nobis, nec etiam nostris hæredibus dabunt facto, verbo, vel opere, sed nos efficaciùs inducent ad omnia prædicta observanda. Promittentes bona fide, & per juramentum à nobis corporaliter præstitum, & sub obligatione omnium bonorum nostrorum, prædicta omnia & singula facere, & curare infra mensem postquam à dicto Domino Comite fuerimus super hoc requisiti. In cujus rei testimonium sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum. Datum apud Camberiacum, die Lunæ ante Purificationem Beatæ Mariæ. Anno Domini M. CC. XCIV.

DXXI.

19. Fev. *Litteræ Credentiales* BONIFACII VIII. *Papæ super duobus Episcopis quos ipse delegat ut Sedis Apostolicæ Nuncios ad* PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ, ad Pacem conciliandam eum inter & Regem Angliæ* EDUARDUM I. *Datum Laterani* XI. *Kalendas Martii anno* 1294. [Pièce tirée du LV. Vol. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, pag. 353.]

BONIFACIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, cariſſimo in Christo filio Regi Francorum illustri, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Movet animum, mentemque sollicitat, Fili cariſſime, sincera & affectuosa dilectio quam ab olim dum cura nobis officii minoris incumberet ad personam regiam, tuumque Regnum inclytum gessimus, & continuatis benevolis studiis, gerere non cessamus, ut Celsitudinem Regiam, cujus exaltationem & gloriam summis desideriis affectamus, ad ea inducamus sollicite, per quæ in conspectu Regis altissimi per quem Reges regnant & Principes dominantur, de bono semper in melius videaris acceptior, occurras gratior, carior habearis, ac in regno mundi clariſſimi nominis Regii tibi tuisque copiosum proveniat incrementum. Sane ab ipsis nostræ promotionis auspiciis ad generalem statum fidelium mentis aciem extendentes & considerantes extentius gravem, imo graviſſimam, & omnino contrariam votis nostris, inter te & cariſſimum in Christo Filium nostrum Edwardum Regem Anglorum illustrem proxima tibi consanguinitate conjunctum, procuratæ pacis æmulo incentore malorum discordiam suscitatam firma & stabili dispositione decrevimus, ut super hujusmodi negotio cordi nostro potiſſimè insidente solemus, ad præsentiam regiam Nuntios & Litteras mitteremus. Sed propter nostrum de Civitate Neapolitanensi discessum, ubi tunc Romana Curia residebat, nostrumque accessum ad Urbem, quem maris periculosa discrimina non modicum retardarunt, ac etiam ob nostræ inibi celebrata consecrationis solemnia impediti, nequivimus citius Nuntios prædictos & Litteras destinare. Revera, Fili, nequaquam sumus immemores; quin potius tenaci memoria retinemus, quod nos, dum essemus in minori officio constituti, sinceris affectibus dilexisti, plenisque fuisti beneficiis prosecutus. Ideoque dum solerter attendimus, quantis & quam gravibus prædicta discordia noscitur onusta dispendiis, quot & quanta pericula secum trahit, quam damnosa fidelibus redditur, quam graviter turbat & impedit negotium Terræ sanctæ, quantumve propterea displicere Deo dignoscitur, anxiamur ut Pater, sauciamur ut Mater, in intimis turbamur amarius, ut Amator, nec possumus quietis refoveri dulcedine, donec prælibatum negotium optatum & celerem exitum, juxta nostri cordis desiderium, sortiatur.

Cum itaque venerabiles fratres nostros, B. Albanensem & S. Præneſtem Episcopos, Sedis Apostolicæ Nuntios, exhibitores præsentium, viros utique profundi consilii, viros litterarum scientia prædictos, ac diversarum virtutum titulis insignitos, nec non pacis & concordiæ amatores, ad te, dictumque Regem Angliæ, tamquam pacis Angelos, licet eorum inviti caream præsentia, destinamus, Excellentiam Regiam rogamus, & hortamur attentius, & obsecramus in Domino Jesu Christo, quatenus ob divinam, & Apostolicæ Sedis reverentiam memoratos Episcopos, magnas utique Ecclesiæ columnas, ejusque honoris & famæ fervidos Zelatores, tamquam filius benedictionis & gratiæ benigne recipiens, honeste prosequens, & honorificentia condigna pertractans, attente audias, diligenter intelligas, & efficaciter studeas adimplere quæ ipsi, & eorum quilibet coram te super eodem negotio duxerint proponenda. Sic te in hiis devote, ac promptè, prout speramus, & cupimus habiturum, ut difficultatis & repulsæ cujuslibet procul obice profligato, regiæ devotionis sinceritas exinde clarius elucescat; tuæque famæ præconium, quamvis amplum & diffusum in seculo, propensius augeatur, ac Sedis Apostolicæ gratiam, quæ circa fideles devotos exhuberat, habundantius mereatis. ANNO. 1294.

Datum Laterani undecimo Calendas Martii, sive decimo nono Februarii, Anno Incarnationis Dominicæ Milleſimo ducenteſimo, nonageſimo quarto, Pontificatus nostri anno primo.

Et scellée d'un scel de plomb, pendant au reply.

DXXII.

14. Avril *Transactio* JOANNIS *Comitis de* SAYN, *cum ejus Fratre* ENGELBERTO, *super Hæreditate paterna, constituta. Quâ Prior Huic & ejus Hæredibus, jure feudi Castrum in* Vallendar *cum Ducentarum Marcarum redditibus annuè in Decimis & jurisdictione ibidem levandis, concedit, nec non post mortem Matris eorum, medietatem Castri* Homburg *atque medietatem omnium redituum, cum eo se divisurum pollicetur. Actum die B. Tiburtii & Valeriani anno* 1294. *Indictione septima.* [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. VI. Absatz XXVII. pag. 399.]

In Dei nomine, Amen.

AD notitiam tam præsentium, quam etiam futurorum, nos Johannes, Dei gratia, Comes Seynensis, volumus pervenire, quod cum quædam dissensio inter nos ex una, & dilectum fratrem nostrum Engelbertum, super paterna & hæreditaria portione ex parte altera verteretur, freti amicorum nostrorum consilio, ipsi Engelberto & suis heredibus jure feudi contulimus & conferimus in his scriptis bona inferius annotata: Castrum in Vallendar cum ducentarum Marcarum redditibus annis singulis, excepto jure patronatus Ecclesiæ Parochialis ibidem, quod nobis & heredibus nostris specialiter servamus. Harum vero ducentarum Marcarum redditus ipsi Engelberto & suis heredibus assignamus, & assignavimus ac demonstramus tollendos ac recipiendos in decimis, jurisdictione ibidem hominibus & aliis nostris redditibus quibuscunque: Post obitum vero matris nostræ, medietatem Castri nostri Homburg cum medietate omnium redituum, sicut mater nostra possedit temporibus vitæ suæ, cum ipso Engelberto ac suis heredibus æque dividemus, excepta proprietate bonorum, quam scilicet proprietatem æqualiter nos dividemus, secundum quod nobis more patriæ est innatum. Cæterum jurisdictionem nostram in Nimbrecht, quam hactenus possedimus, similiter post obitum nostræ matris cum prædicto fratre nostro æqualiter dividemus. Præterea jurisdictionem nostram in Gummersbrecht, obligatam nobili viro Domino Eberhardo, Comiti de Marca, pro sexcentis Marcis denariorum, si fortuna favente redimere voluerimus, tam diu nos & heredes nostri eandem jurisdictionem possidebimus, donec præfatus Engelbertus & sui heredes nobis trecentas marcas persolverint pecuniæ numeratæ, & tunc eandem jurisdictionem redimere potuerunt, tam diu ipse & sui heredes possidebunt, donec ipsi vel suis heredibus trecentas marcas nos vel nostri heredes persolverimus, eandem medietatem jurisdictionis ejusdem nobis vel nostris heredibus restituent vice versa.

Hæc omnia bona prædicta idem Engelbertus & sui heredes justo feudali titulo a nobis ac nostris heredibus perpetuo possidebunt pacifice & quiete, & propter hæc nobis & nostris heredibus Homagio perpetuo tenebuntur. Transferimus etiam in ipsum Engelbertum & suos heredes omne jus, quod in prædictis bonis nobis aut nostris heredibus competit, vel competere videbatur, quomodo libet, promittentes eis per solennem stipulationem, quod hanc translationem sive collationem firmam gratam habebimus atque ratam, & quod de cætero ipsis nullam litem aut controversiam, aut quæstiones super prædictis bonis per Literas impetratas, vel etiam impe-

ANNO 1294. impetrandas cujuscunque formæ vel tenoris extiterint aut existant, vel quocunque modo alia occasione bonorum eorundem movebimus, & in nullo impediemus vel impediri sustinebimus nostro nomine aliqua ratione, ingenio sive causa. Quod nos servaturos fide data promittimus, tactis sacrosanctis Evangeliis corporali præstito juramento, & si contrarium factum fuerit per nos vel alios nomine nostro in judicio, vel extra judicium, aut quocunque alio modo, quod esset manifestum, vel quod posset legitime comprobari, statim ipso facto omni fraude ac dolo exclusis perjuri pronunciabimur, & propriæ fidei transgressores, & omni solatio, suffragio sive auxilio omnium amicorum nostrorum arbitramur nos in perpetuum destitutos. In cujus facti evidentiam, robur ac debitam firmitatem, sigillo Serenissimi Domini nostri Romanorum Regis, Adolphi, ac sigillis nobilium matris nostræ Juttæ, Comitissæ Seynensis, ac nostro sigillo Domini Adolphi Comitis de Monte, Domini Eberhardi Comitis de Marca, Comitis Wilhelmi de Nevenar, Comitis Johannis de Spanheim, Comitis Gerhardi de Dietze, Comitis Roberti de Virnenberg, Comitis Heinrici de Solmense, Johannis Domini de Lewenburg, Gysoni Domini de Molsburg, ac Johannis de Nevenar, roborari fecimus præsens Scriptum. Et nos Adolphus Dei gratia Romanorum Rex & semper Augustus, Jutta Comitissa Seynensis, Adolphus Comes de Monte, Eberhardus Comes de Marca, Wilhelmus Comes de Nevenar, Johannes Comes de Spanheim, Gerhardus Comes de Dietze, Robertus Comes de Virnenberg, Heinricus Comes de Solms, Joh. Comes de Lewenburg, Gyso Dominus de Molsberg, Johannes de Nevenar, prædicti, ob instantiam & rogatum Johannis, Comitis Seynensis præmissi, sigilla nostra præsentibus duximus apponenda. Datum & actum anno Domini millesimo, ducentesimo, nonagesimo quarto, Indict. 7. in die beatorum Martyrum, Tiburtii ac Valeriani.

DXXIII.

Reversales ENGELBERTI *Comitis de* SAYN, *data ejus Fratri* JOANNI *super præcedenti Transactione, quòd nimirum dictam Transactionem ratam & firmam habebit, nullamque ei impostetum litem de paterna Hæreditate movebit. Actum in die B. Tiburtii & Valeriani* 1294. *Indictione septima.* [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. VI. Absatz XXVII. pag. 400.]

In nomine Dei, Amen.

AD notitiam tam præsentium quam futurorum, Nos Engelbertus frater Comitis Johannis Saynensis, volumus pervenire: Quod cum quædam dissensio ex una inter nos & dilectum fratrem nostrum Johannem Comitem prædictum super paterna substantia & hæreditaria portione à nobis ab ipso requisita, ex parte altera verteretur, freti amicorum nostrorum Consilio, utrobique matura deliberatione præhabita, talis inter nos transactio sive compositio intervenit, quod nos nostro & hæredum nostrorum nomine, ab ipso fratre nostro Comite Joanne prædicto cum gratiarum actione jure feudi suscepimus bona inferius annotata, videl. castrum Valendar. cum ducentarum marcarum redditibus annis singulis, excepto jure patronatus Ecclesiæ Parochialis ibidem, quòd sibi ac suis hæredibus specialiter reservavit. Harum vero ducentarum marcarum redditus nobis ac nostris hæredibus prædictus frater noster assignat & assignavit ac demonstravit tollendos & percipiendos in loco prædicto Valendar; in decimis, hominibus, jurisdictione ibidem ac aliis suis redditibus quibuscunque. Post obitum autem matris nostræ, medietatem castri Homburg, cum medietate omnium reddituum, sicut mater nostra possedit temporibus vitæ suæ ipse ac sui heredes nobiscum ac cum nostris hæredibus æque divident, excepta proprietate bonorum, quam scilicet proprietatem inter nos æqualiter dividemus, secundum quod unicuique nostrum more patriæ est innatum. Cæterum jurisdictionem suam in Numbrecht, quam hactenus possedit, similiter post obitum matris nostræ nobiscum ac cum nostris hæredibus se divisurum æqualiter repromisit, præterea jurisdictionem in Gummersbrecht, obligatam nobili viro, Domino Eberhardo, Comiti de Marca pro sexcentis marcis denariorum, ex processu temporis, si fortuna favente idem frater noster aut sui hæredes redemerint, tamdiu eandem jurisdictionem ipse ac sui hæredes possidebunt, donec sibi ac suis hæredibus, nos aut nostri hæredes trecentas marcas persolverimus pecuniæ numeratæ & tunc eandem jurisdictionem nobiscum dividere tenebuntur, contradictione qualibet non obstante. Si vero nos aut nostri hæredes forte ad pinguiorem fortunam devenerimus & eandem jurisdictionem redimere potuerimus, tamdiu eam possidebimus, donec nobis ac nostris hæredibus trecentæ marcæ a prædicto fratre nostro Comite Johanne, aut suis hæredibus fuerint persolutæ, & tunc ipsis medietatem jurisdictionis ejusdem restituere tenebimur vice versa. Hæc autem omnia bona prædicta, nos & nostri hæredes ab ipso fratre nostro, Comite Joanne ac suis hæredibus justo feudali titulo suscepimus & perpetuo possidebimus pacifice ac quiete, & propter hæc sibi & suis hæredibus fideli homagio erimus & tumus in perpetuum obligati. Promittimus etiam ipsi fratri nostro, Comiti Joanni sæpe fato ac suis hæredibus, fide data, quod hac translatione sive donatione feudali memorata in omnibus ac per omnia contenti erimus, & quod de omni jure, quod nobis competit vel quomodolibet competere videbatur, in paterna ac hæreditaria portione, seu in totali Comitia Saynensi, tam de bonis habitis quam habendis, quam etiam de omni jure, quod nobis competere jam posset, vel etiam competere poterit in futuro, plenam facimus renunciationem penitus in his scriptis, promittentes ipsis per solennem stipulationem, quod hanc translationem sive feudalem collationem ab ipso fratre nostro nobis factam firmam gratam habebimus, atque ratam, & quod super paterna portione de cætero ipsi fratri nostro Johanni, aut suis hæredibus nullam in perpetuo litem, controversiam aut quæstionem per Litteras impetratas, vel etiam impetrandas, cujuscunque formæ vel tenoris extiterint vel extant, vel quocunque modo alio occasione paternæ portionis præfatæ movebimus, & in nullo impediemus, vel impediri sustinebimus nostro nomine aliqua ratione, ingenio sive causa, nec etiam propter hoc eos conveniemus in foro Ecclesiastico vel civili, nec eandem paternam portionem in perpetuum requiremus. Renunciamus insuper exceptioni doli mali, metus causa & in factum, beneficio restitutionis in integrum, non obstante quadraginta annorum aut cujuscunque temporis præscriptione, constitutioni de duabus diætis & omni suffragio juris, legum, canonum, consuetudinum & statutorum auxilio, omnibusque defensionibus, exceptionibus, appellationibus & earum persecutionibus, omnique actioni & querelæ, quibus contra præmissa vel aliquod præmissorum venire, facere vel attentare possemus, vel in aliquo adjuvari. Quod nos servaturos fide data promittimus, tactis sacrosanctis Scripturis, corporali præstito juramento, & si contrarium factum fuerit per nos vel per alios nostro nomine, in judicio Ecclesiastico vel civili, vel etiam extra judicium, aut quocunque alio modo, quod esset manifestum, vel quod posset legitime comprobari, statim ipso facto omni fraude & dolo exclusis perjuri pronunciabimur & præterea fidei transgressores & omni solatio, suffragio sive auxilio omnium amicorum nostrorum arbitramur nos in perpetuum destitutos, & omnia feuda nostra prænotata sive bona a sæpe fato fratre nostro Joanne Comite allata & assignata, ipso facto sibi & suis hæredibus vacabunt libere & solute, & ad hoc nos præsentibus firmiter obligamus. In cujus facti evidentiam, robur ac debitam firmitatem sigillo Serenissimi Domini nostri Romanorum Regis Adolphi & matris nostræ Juttæ, Comitissæ Saynensis, ac nostro, nec non sigillis virorum nobilium subscriptorum, videlicet Domini Comitis Adolphi de Monte, Domini Eberhardi Comitis de Marcha, Comitis Joannis de Spanheim, Comitis Eberhardi de Vitse, Comitis Roberti de Virnenberg, Comitis Wilhelmi de Nevenar, Comitis Heinrici de Solms, Johannis Domini de Lewenburg, Gysonis Domini de Molsberg, & Joannis de Nevenar, roborari petivimus præsens Scriptum. Et Nos Adolphus Dei gratia Romanorum Rex, & semper Augustus, Jutta olim Comitissa Saynensis, Adolphus Comes de Monte, Eberhardus Comes de Marca, Johannes Comes de Spanheim, Eberhardus Comes de Vitse, Robertus Comes de Virnenberg, Wilhelmus Comes de Nevenar, Heinricus Comes de Solms, Johannes Dominus de Lewenburg, Gyso Dominus de Molsberg & Johannes de Nevenar, præfati ad instantiam & rogatum Engelberti prædicti sigilla nostra duximus præsentibus appendenda. Datum & actum, anno Domini millesimo, ducentesimo, nonagesimo quarto, Indict. 7. in die beatorum Martyrum, Tiburtii & Valeriani.

ANNO 1294.

ANNO 1294. 21. Avril

DXXIV.

Edictum Citationis à PHILIPPO IV. *Rege Franciæ decretum, adversus* EDUARDUM I. *Regem Angliæ, ac Ducem Aquitaniæ immanitatum, depræd*ationum, *& latrociniorum causſa, cum Juſſione comparendi coram ipſo, atque ibi respondendi, & juri parendi, ſecundum omnia erramenta &c. Actum Pariſiis die Mercurii poſt Feſtum Paſchæ Anno* 1294. [Pièce tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 337.]

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, dilecto Magiſtro de Longoprato, Clerico ſuo ſalutem & dilectionem ſuam. Mandamus vobis quatenus Pariſius in noſtro Parlamento ſedente citationem & edictum noſtrum palam & publice legatis & faciatis prout inferius continetur.

Philippus Dei gratia Francorum Rex, Edwardo eadem gratia Regi Angliæ Conſanguineo ſuo ſalutem. Olim homines de Bajona noſtri Regni manifeſtè & notoriè, adeo quod nulla tergiverſatione poterit celari, coadunatis ſibi pluribus aliis qui de Regno veſtro Angliæ aſſumptus navibus & armis, ac hominibus armatis in magna multitudine ibidem palam & publice collectis, vobis non inſciis, vel ſaltem ignorare probabiliter non valentibus, exierint animo nefando homines & ſubjectos noſtros de Normania, & de quibusdam aliis partibus Regni noſtri, tam in terra quam in mari, in locis etiam noſtræ jurisdictioni ſubjectis nequiter invaſerunt innumeros ex eis inhumaniter occidendo, ſtragemque ex eis faciendo, multos ex eis capiendo, & captos detinendo, & eosdem mercibus & navibus quaſi inæſtimabilibus, ex diu ante concepta nequitia deprædando, confractis quampluribus ex dictis navibus & ſubmerſis, ſpretis etiam contemptibiliter multis prohibitionibus mandatis noſtris factis, propoſitis ſolemniter & publice ac palam edictis Burdegalæ, Bayonæ, & in aliis multis locis, ne aliquis de prædictis vel aliis quibuscumque ſpecialiter per terram vel mare vehentibus merces ſuas præſumeret foris facere, ſeu alias offendere quoquo modo; naves autem ſuperſtites, & dictas merces ad veſtrum Regnum Angliæ transvehendo quas in veſtra ditione receptaſtis, & adhuc receptatis ſcienter per Nuntios veſtros ſuper earumdem apparentium & exiſtentium reſtitutione requiſita ſufficienter reſtitutionem facere non curaſtis, ſed contempſiſtis, licet vobis ex parte noſtra oblatum fuiſſet quod ſi qua exiſtentia & apparentia per homines Regni noſtri capta detinerentur, de bonis ſubditorum veſtrorum de his reſtitutionem vobis fieri faceremus.

Item quamplures dictorum hominum de Bayona manifeſtè & notoriè ſimiliter adjunctis ſibi nonnullis malefactoribus aliis, villam noſtram de Rupella proditionaliter invaſerunt, inſultus quam plures facientes in eam, & habitatores ipſius, quosdam etiam occidentes ex eis, & alias multipliciter damnificantes, eosdem quorum exceſſus & facinora cum non poſſemus conniventibus oculis pertranſire, vobis & locum veſtrum in Vasconia & Bajona tenentibus mandavimus quod certum numerum dictorum hominum per vos vel locum veſtrum tenentes mitteretis in priſionem noſtram Petragordii infra certum terminum, præfaciendo quod ratio ſuaderet, & juſtitia poſtularet, & alia quædam mandata ſuper prædictis per patentes Litteras noſtras ſufficienter fieri fecimus & injungi, quibus injunctionibus & mandatis parere contumaciter & contemptibiliter neglectum extitit, & etiam recuſatum; cumque ex certis & legitimis cauſis Civitatem Burdegalenſem ſaiſiri mandaſſemus, terram Agennenſem, & etiam aliam terram quam infra Seneſcalliæ noſtræ Petragoricenſis metas in Petragoricino, Caturcenſi, & Lemovicenſi gentes noſtræ, & nomine veſtro tenebant, locum veſtrum tenentes in locis prædictis gentibus noſtris dictum mandatum noſtrum ſine armis executioni demandantibus, inobedientes fuerunt, contumaces & rebelles, quod gravius ferendum eſt, Civitates, Caſtra, & Loca jam dictæ terræ contra nos munierunt, & infortiaverunt, volentes quaſi modo hoſtili juſtitiationi noſtri feodi reſiſtere, nec Caſtra & Fortalitia quæ ab eis ex certis & legitimis cauſis per gentes noſtras requiri fecimus, reddere voluerunt, ſed contemptibiliter recuſarunt, & gentes terræ illius ad reſiſtendum nobis & noſtris minis & muneribus commoverunt contra nos, & etiam concitarunt; in aſſiſiis etiam, & alias ex parte veſtra pro poſuerunt, & publice edixerunt quod nobis & gentibus noſtris in nullo parceretur, imo ſi gentes noſtræ juſtitiando ſicut ad nos pertinet, ſaiſirent, caperent, vel explectarent, ſeu ſaiſire vellent, capere ſeu etiam explectare quod facerent violenter recuſſæ, quod in multis locis, & caſibus facinoroſis operibus expleverunt, ſaiſinas noſtras in multis locis vituperabiliter infringendo, gentes noſtras cum armis per violentiam turpiter expellendo, comminando, verberando, & de terra illa violenter ejiciendo, & alias viliter pertractando, in prædictis & pluribus aliis ſeditionem publicam contra nos & jus noſtrum faciendo, in præjudicium ſuperioritatis noſtræ, & læſionis Regiæ Majeſtatis, quæ tamdiu & tam notorie perpetrata fuerunt, quod horum ignorantiam cauſari non poteratis, nec debebatis, illud etiam ad nos publica fama deferente pervenerat, poſt appellationes multas, & a multis locum veſtrum tenentibus ad Curiam noſtram interpoſitas, occaſione appellationum ipſarum, in magnum & grave præjudicium ſuperioritatis, & jurisdictionis noſtræ contemptum; appellantes ipſos a jurisdictione veſtra propter easdem appellationes exemptos, gentes veſtræ irrationabiliter, crudeliter, nulla humanitate ſervata; ſpreta quoque reverentia nobis debita tractabuntur & tractabunt, capiendo & diſtrictis carceribus mancipando videlicet Gonibaldum Dominum de Tiranno, Bernardum Roxiniphano, Andræam de Boiſaco, Bonafuſam Scoceti Dominum; & quamplures alios bonis ſuis omnibus ſpoliando, & de ſuis Domiciliis, locis & hæreditatibus expellendo, mutilando dictum Gorſiam, & quamplures alios, ſuſpendendo Arnaldum de Bordis, Bernardum Pellicerii, & quemdam vocatum Fromage, & ſingulis eorum fuſtes aperte poſiti, eos cordis ligando ne loqui poſſent, ſeu appellare, ſeu appellationes ſuas innovare, inhibendoque ſub pœna ſuſpendii quibusdam Notariis requiſitis ab ipſis appellantibus, ne ſuper dictis appellationibus publica conficerent inſtrumenta videlicet Magiſtro Morino Mercerii, & pluribus aliis, aliosque incarcerando, & incarceratos detinendo, pro eo quod dicebant quod a Seneſcallo veſtro in Vasconia, & de tota terra Agennenſi, ad nos erat licitum appellare, videlicet Magiſtrum Raymundum de Loiraſono Advocatum de Agennenſi, & quamplures alios, aliosque diverſorum tormentorum generibus cruciando: ſuper prædictis autem in omnibus quæ in noſtræ citationis edicto contra vos propoſito ſpecialiter continentur, jamdudum præcipiendo vobis mandamus, ſub pœnis quas ex prædictis incurrere poteratis, vel jam potuiſſetis incurriſſe, quatenus viceſima die Nativitatis Dominicæ jam diu eſt præterita, quam vobis aſſignavimus coram nobis, ſicut debebatis Pariſius compareretis, & ſicut tantorum facinorum & exceſſuum qualitas exigebat, ſuper eisdem quorum cognitio ad nos pertinet, & prædicta tangentibus, & quæ ex eis ſequi poſſent, & omnibus aliis quæ contra vos vellemus & proponere poſſemus reſponſurum, juri pariturum, & quod juſtum eſſet auditurum, & etiam recepturum, ſignificando vobis prædictæ citationis tenorem ſive die & loco compareretis, ſive non, nos nihilominus procederemus in prædictis prout deberemus, veſtra abſentia non obſtante, ad quam diem non comparuistis, ſicut debuiſtis, nec poſtea, licet diutius expectavimus; quare vos exigente juſtitia contumacem reputamus & poſuimus in defectu; præterea publico noſtræ citationis edicto locum veſtrum tunc tenentes in Ducatu Aquitaniæ, & terris prædictis Seneſcalli, Officiarii & alii Miniſtri veſtri, ac gentes veſtræ prædictis facinoribus non contenti, prædictis malis accumulantes horrida & nefanda, quosdam Normannos qui morati fuerant in burgo de Burdegala per decem annos & amplius, ob hoc ſolum quia Lingua Gallica utebantur, palam & publice inhumaniter occiderunt, quemquam ex eis in communi platea in fruſta quatuor dividentes, fruſta ipſa projecerunt in aquam; quemdam etiam noſtrum ſervientem miſſum ad villam regalem pro ſuo officio exercendo irreverenter fugantes, apprehenſum ab eis manus amputaverunt eidem.

Item quatuor homines noſtro ſervitio inſiſtentes pro conſuetuma recipienda in portu Fronciaci in manu noſtra tunc exiſtente, accerſitos ad ſe quandam navem, quam mercatorum eſſe fingebant, quaſi eis vellent conſuetudinem ſolvere conſuetam ſupra proram navis nequiter decolantes proditionaliter occiderunt dicentes: Hoc facimus in reſpectum Regis Francorum, & Caroloti fratris ſui. Caſtrum etiam de Bruſeto tunc exiſtens in noſtra gardia ſpeciali expugnaverunt cum armis, ceperunt, vaſtaverunt, deſtruxerunt & combuſſerunt, & quosdam homines in cuſtodia caſtri dicti Pelletier in manu noſtra exiſtentes ſpecialiter duos ſervientes noſtros ibidem poſitos ad cuſtodiam Caſtri ejusdem in noſtri vituperium ſuſpenderunt. Inhibuerunt etiam & publice

ANNO 1294

ANNO 1294. blice proclamari fecerunt ſub pœna ſuſpendii, ſeu ultimi ſupplicii, & amiſſionis omnium bonorum, ne quis ſubjectorum veſtrorum in dictis Ducatu & terris ad nos vel noſtram Curiam auderet appellare in noſtræ ſuperioritatis prædjudicium, & læſionem Regiæ Majeſtatis: quodquod ſi quis eſſet in noſtris Ducatu & terris qui noſtram partem vellet tenere, ſeu nobis adhærere, ſub pœna capitis exiret de dictis Ducatu & terris.

Item quemdam nobilem morantem in ſervitio Marescalli per nos ad partes illas miſſi decapitaverunt immaniter, & projecerunt in aquam; quemdam Notarium noſtrum, & Caſtellanum Caſtri Serraterii, & duos alios noſtros ſervientes per Senescallum veſtrum Tholozanum, & Joannem de Sancto Johanne militem tunc tenentem locum veſtrum in dictis partibus, pro quibusdam requiſitionibus a parte noſtra faciendis, eosdem de hospitio, ubi fuerunt hospitati, extrahentes, & interim tractos incarcerantes circa mediam noctem captos quibusdam nautis, ſeu marineriis tradiderunt, qui eos viliter trahentes per lutum duxerunt ad navem ubi per novem dies captos graviter tenuerunt in liberatione ipſorum quædam ipſorum bona perperam retinentes.

Item alios exceſſus immanes & nefandos, & horribilia flagitia & facinora, inobedientias, rebelliones, ſeditiones publicas in noſtri vituperium perpetrarunt, quæ omnia adeo palam & publicè & notoriè & fere in oculis, ſeu conſpectu quorumdam ex noſtris proceribus, ſeu etiam multorum ex noſtris gentibus, quos ad partes illas ex certis cauſis, & pro certis negotiis miſeramus, & tamdiu per tales perpetrata fuerunt, quod nulla poſſint tergiverſatione celari, & quod non poteſtis ignorantiam prætendere ſuper his probabiliter, vel cauſari, imo veſtra conniventia, ſcientia & aſſenſu ex his videtur vos argui evidenter, & quaſi invincibiliter apprehendi, ſic quod circa facinora videntur facta fuiſſe per propriam conniventiam & conſenſum veſtrum, in noſtræ ſuperioritatis præjudicium & læſionem Regiæ Majeſtatis. Hinc eſt quod vobis jubemus quatenus viceſima die poſt feſtum Nativitatis Domini quam vobis & ſecundum omnia erramenta aſſignamus, & ad quam vos adjornamus, compareatis Pariſiis coram nobis, ſicut debetis, ſub pœna quam potuiſtis, vel poteſtis incurrere, & ſicut tantorum facinorum qualitas exigit & requirit, ſuper prædictis omnibus quorum cognitio ad nos pertinet, & prædicta tangentibus, & omnibus aliis quæ contra vos proponenda duxerimus, reſponſurum, aut juri pariturum ſecundum omnia erramenta, & quod juſtum fuerit auditurum & recepturum, indicentes cum indeterminatione quod ſive dictis die & loco comparueritis, ſive non, nos nihilominus ſuper præmiſſis contra vos procedemus prout debebimus veſtra abſentia non obſtante. Hoc autem noſtrum prædictæ noſtræ citationis Edictum in noſtro Palatio Pariſius, noſtro adhuc ſedente Parlamento palam & publice proponatis ut ſuperius eſt expreſſum.

Actum Pariſiis die Mercurii poſt Feſtum Paſchæ Anno Domini 1294.

DXXV.

29 Avril. SAVOYE ET FOUCIGNY. (1) *Donation faite par* BEATRIX DE SAVOYE *Dame de Foucigny à* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, de tout ce que ladite Dame poſſedoit depuis le Lac de Geneve & Seiſſel, juſques à Fribourg, &c. Faite en l'année* 1294. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 81.]

NOS *B. Filia* inclytæ recordationis *Domini P. Comitis Sabaudiæ, Dominaque Foucigniaci.* Notum facimus univerſis præſentes Literas inſpecturis. Quòd nos pro nobis, & noſtris hæredibus, ac ſucceſſoribus donamus, & concedimus donatione pura, & irrevocabili inter vivos, *Illuſtri Viro Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ* cariſſimo Conſanguineo noſtro, & Domino, recipienti pro ſe, hæredibus, & ſucceſſoribus ſuis, quidquid juris, actionis, rationis & requiſitionis habemus vel habere debemus, ſeu habere conſuevimus ultrà lacum Gebennenſem, videlicet à Seyſſello usque ad Friburgum in Alamanniam, & potiſſimè feudum quod Domina Leona Domina de Gayx tenet, poſſidet, vel quaſi ſeu tenere debet à nobis, & feudum quod Dominus de Villariis tenet, poſſidet, vel quaſi à nobis quoquomodo ſeu tenere debet. Item feudum quod Dominus de Montefalcon tenet, poſſidet, vel quaſi ſeu tenere debet à nobis infrà terminos ſupradictos, & penitus quidquid habemus, vel habere debemus infra terminos ſupradictos in proprietate, Dominio, poſſeſſione vel quaſi ſeu in feudis vel retro feudis, deveſtientes nos de omnibus ſupradictis, & dictum Dominum Comitem nomine ſuo, & hæredum ſuorum per traditionem cujusdam baculi, prout moris eſt, inveſtiendo, renunciantes nos præfata B. ex certa ſcientia, & de jure noſtro certificata lingua materna exceptioni doli mali, metus, & in factum, Legi Juliæ de feudo dotali, Privilegio dotis, & hypotecarum, & omni auxilio Juris Canonici, & Civilis per quod poſſemus venire contra prædicta. Nos verò præfatus Comes ibidem, & incontinenti omnia ſupradicta nobis donata donamus, & concedimus pro nobis, & noſtris hæredibus dictæ Dominæ B. pro ſe, & ſuis hæredibus in feudum, & in augmentum alterius feudi, quod à nobis tenet, inveſtientes dictam Dominam B. recipientem pro ſe, & ſuis hæredibus per traditionem baculi, ut moris eſt, de prædictis tanquam de rebus feudalibus, directo Dominio nobis totaliter retento; Et nos dicta B. promittimus bona fide, pro nobis, & noſtris hæredibus, ſervire dicto Domino Comiti recipienti pro ſe, & ſuis hæredibus, ut meliores Vaſſali de Comitatu Sabaudiæ, de feudis quæ ab ipſo tenent, ipſi Domino Comiti ſervire debent; In cujus rei teſtimonium ſigilla noſtra præſentibus Literis duximus apponenda. Datum, & actum Gebennis in domo Fratrum Minorum, præſentibus viris Nobilibus videlicet Domino Ebalo Vice-Comite Auguſtenſi, Domino Odone Alamandi miniſtrali Viennenſi, Domino Guillelmo de Septimo, Domino Aymone de Seſtenay, & Domino Girardo de Compeſio militibus, & Petro Copperii, & pluribus aliis, Die Jovis poſt octavas Paſchæ, Anno Domini M. CC. XCIV.

(1) C'étoit pour le recompenſer des ſecours, qu'il lui avoit fournis contre le Seigneur de *la Tour du Pin* Dauphin de Viennois ſon Gendre. *Beatrix* avoit déja donné audit *Amé* l'année précédente, Bonne, Montoux, Bonneville, Chaſtellet, Credo, Alinges, Châteaufort & Rovorée; ne s'en réſervant que l'uſufruit, ſa vie durant.

DXXVI.

Teſtament de SIBILLE DE BAUGE *Comteſſe de Savoye, fait l'an* 1294. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 150.] 11. Mai. SAVOYE.

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO Domini milleſimo ducenteſimo nonageſimo quarto, die Martis, in octava Beati Joannis ante Portam Latinam. *Nos Sibilla Comitiſſa Sabaudiæ, Dominaque Baugiaci, Uxor Illuſtris Viri Domini Amedei Comitis Sabaudiæ*, ſana mente, licet ægra corpore, nolens tamen inteſtata decedere, & ne poſt obitum noſtrum de bonis, & rebus noſtris, & hæreditate noſtra aliqua materia diſſentionis, ſeu discordiæ, oriri valeat inter Liberos noſtros de corpore noſtro, & de ipſis rebus, & bonis noſtris, & hæreditate noſtra per præſens Teſtamentum in ſcriptis ſeu nuncupativum, ſeu ultimam voluntatem, noſtram diſpoſitionem ordinamus, & disponimus, ut infrà ſequitur. In Primis animam noſtram reddimus, & recommendamus Deo, & Gloriosæ B. Mariæ Virginis. Item ſepulturam noſtram eligimus in Cimeterio Eccleſiæ Abbatiæ Altæ-Combæ, & ibidem volumus ſepeliri, cui Abbatiæ Altæ-Combæ ducentas libras Viennenſes damus, & legamus ponendas in acquirimento decem librarum Viennenſium annui redditus, pro duobus anniverſariis ſingulis annis pro nobis, & ſucceſſoribus noſtris ibidem faciendis, videlicet uno in die obitus noſtri, & alio in vigilia Aſſumptionis Beatæ Mariæ Virginis. Item damus, & legamus Fratribus Prædicatoribus de Matiscone triginta libras Viennenſes ſemel, pro uno anniverſario ibidem annis ſingulis faciendo. Item Fratribus Minoribus ejusdem loci triginta libras Viennenſes damus, & legamus ſemel, pro uno anniverſario pro nobis ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus tàm Fratribus Minoribus, quàm Fratribus Prædicatoribus de Lugduno quibuslibet eorum triginta libras Viennenſes ſemel pro uno anniverſario in quolibet Conventu ipſorum ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Fratribus Minoribus de Camberiaco viginti libras Viennenſes ſemel pro uno annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Domui Templi de Mucia pro remedio animæ noſtræ, Parentum, & Anteceſſorum noſtrorum, quater centum libras Viennenſes pro viginti libris Viennenſibus annui redditus acquirendis ibidem; ità tamen quòd volumus quòd ultrà illos ſacerdotes qui ibidem conſue-

ANNO 1294. verunt morari, & Divinum officium celebrare, pro illis viginti libris annuis ſpecialiter conſtituantur duo ſacerdotes Templarii, aut Seculares qui ſint ibidem ſpecialiter deputati ad celebranda Divina officia pro remedio animæ noſtræ, & parentum noſtrorum, & Anteceſſorum noſtrorum. Item damus, & legamus Abbatiæ Athanacenſi ſexaginta libras Viennenſes ſemel pro ſexaginta ſolidis annui redditus acquirendis, pro anniverſario annis ſingulis pro nobis ibidem faciendo. Item damus, & legamus Prioratui de Selva in Viennenſio Ordinis Carthuſienſis quadraginta libras Viennenſes ſemel pro quadraginta ſolidis annui redditus acquirendis pro anniverſario noſtro, & Alexandri cariſſimi Patrui noſtri ibidem ſepulti ſingulis annis faciendo. Item damus, & legamus Prioratibus de Sellone & de Montemaulo cuilibet eorum ſemel viginti libras Viennenſes pro acquirendis in quolibet viginti ſolidos annui redditus pro anniverſario noſtro in dictis Prioratibus annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Domibus Carruſiæ, & Aillionis, item hospitali de Espeyſia cuilibet eorundem decem libras Viennenſes, pro decem ſolidis annui redditus acquirendis in quolibet, pro anniverſario noſtro in dictis locis annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Domui Minoretarum de Camberiaco, & Monialibus Novillæ in terra Baugiaci, Item Monaſterio Monialium de Villario, Item Hospitali Montisjovis, Item Hospitali Columnæ Jovis, Item Hospitali Montisceniſii, Item Hospitali Villæ-novæ Chillionis, cuilibet eorum viginti libras Viennenſes ſemel pro viginti ſolidis Viennenſibus annui redditus, in quolibet dictorum locorum acquirendis, pro anniverſario noſtro annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus cuilibet Eccleſiæ Parrochiali terræ noſtræ Baugiaci, pro luminari quinque ſolidos Viennenſes ſemel. Item damus & legamus Hospitali de Montemeliano centum libras Viennenſes ſemel, pro centum ſolidis annui redditus ibidem acquirendis pro remedio animæ noſtræ, & Cariſſimi Avunculi noſtri *Domini Philippi Comitis quondam Sabaudiæ*, & parentum, & anteceſſorum noſtrorum. Item damus operi Eccleſiæ Beati Joannis de Lugduno, Item operi Pontis Rhodani de Lugduno cuilibet eorum centum ſolidos Viennenſes ſemel. Item damus, & legamus Eccleſiæ Beati Vincentii de Matiſcone triginta libras Viennenſes, pro triginta ſolidis Viennenſibus annui redditus acquirendis pro anniverſario noſtro ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Eccleſiæ Beati Petri de Matiſcone viginti libras Viennenſes, pro viginti ſolidis annui redditus ibidem acquirendis pro anniverſario noſtro ibidem faciendo. Item damus, & legamus primo Capitulo generali Fratrum Minorum quod tenebitur poſt obitum noſtrum apud Lugdunum quinquaginta libras Viennenſes ſemel. Item damus, & legamus primo Capitulo generali Fratrum Prædicatorum quod tenebitur poſt obitum noſtrum apud Lugdunum quinquaginta libras Viennenſes ſemel, Rogantes tam Fratres Minores, quàm Fratres Prædicatores ut in dictis Capitulis Fratribus omnibus in Provinciis eorum exiſtentibus animam noſtram, & animas Parentum, & Anteceſſorum noſtrorum recommendent, & in remedio animæ noſtræ, & prædictorum ſingulis Fratribus Sacerdotibus in Provinciis exiſtentibus divina faciant celebrari miniſteria. Item damus, & legamus Eccleſiæ Tarentaſienſi Canonicorum Regularium triginta libras Viennenſes, pro triginta ſolidis Viennenſibus annui redditus acquirendis pro anniverſario noſtro ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Eccleſiæ Canonicorum Secularium ejusdem loci viginti libras Viennenſes pro viginti ſolidis Viennenſibus acquirendis pro anniverſario in loco pro nobis annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Eccleſiæ Auguſtenſi, & Eccleſiæ Maurianenſi cuilibet earum quadraginta libras Viennenſes, pro quadraginta ſolidis in quolibet dictorum locorum acquirendis pro anniverſario ibidem pro nobis annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus Abbatiis Habundantiæ, de Alpibus, Filiaci, Sancti Ragniberti, Ambroniaci, Betonis, de Bons, cuilibet dictarum Abbatiarum viginti libras Viennenſes, pro viginti ſolidis annui redditus in quolibet dictorum locorum acquirendis, & anniverſariis noſtris in ſingulis locis prædictis annis ſingulis faciendis. Item damus, & legamus Abbatiæ Beati Mauricii Agaunenſis triginta libras Viennenſes, pro triginta ſolidis annui redditus acquirendis pro anniverſario pro nobis ibidem annis ſingulis faciendo. Item damus, & legamus quadraginta libras Viennenſes pro ſemel, pro Nobilibus puellis terræ noſtræ Baugiaci maritandis diſtribuendas ad ipſas puellas maritandas ſecundum ordinationem Executorum noſtrorum. Item damus, & legamus cariſſimæ Amitæ noſtræ, & Religioſæ Dominæ Symoniali Beatæ Mariæ de Lilio, centum libras Viennenſes ſemel, & præcipimus quòd viginti quinque libræ Turonenſium parvorum quæ ſibi debentur annis ſingulis, ad vitam ipſius naturalem, ex legato ſeu dono eidem facto, per carum Patruum noſtrum Alexandrum de Baugiaco, deinceps plenè, & integrè ſingulis annis quamdiu vixerit ſibi ſolvantur de redditibus Baugiaci; & ſi quæ retenta ſunt pro præterito tempore plenè, & integrè reſtituantur eidem. Item damus, & legamus Domino Hugoni de Caſtellione Filio Domini de Caſtellione in Bazas Canonico Lugdunenſi Fratri noſtro quinquaginta libras. Item damus, & legamus Domino Joſſerando Onciaco militi noſtro quinquaginta libras Viennenſes ſemel. Item cum cariſſimus Dominus, & maritus noſter *Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ* de conſenſu, & voluntate noſtra, tam de bonis ſuis quàm noſtris conſtituerit pro dote, & nomine dotis cariſſimæ *Filiæ noſtræ Elyonori, Guillermo Comiti Altiſſiodorenſi ejus marito* triginta millia librarum Viennenſium, de quibus triginta millibus libris debent ſolvi de bonis noſtris terræ noſtræ Baugiaci quinque mille libræ Viennenſes ipſam Eleonoram in prædictis quinque millibus libris Viennenſibus, & in aliis centum libris Viennenſibus de bonis noſtris dandis eidem ſemel hæredem inſtituimus, & tam prædicta quinque millia librarum de dictis triginta millibus libris, quas prædictas centum libras eidem Eleonori, pro ſua legitima, quam poſſit habere in bonis, ſeu hæreditate noſtra jure inſtitutionis eidem relinquimus, volumus, & præcipimus quod ipſa Elyonor de prædictis quinque millibus libris, & centum libris Viennenſibus, & etiam de viginti quinque millibus libris reſiduis, de triginta millibus libris prædictis, ſibi ſeu ejus marito prædicto, per Dominum noſtrum Comitem, & per nos datis ut ſupra, & promiſſis in dotem ut ſupra, ſit contenta de aliis bonis noſtris, & hæreditate noſtra, & etiam de bonis, & hæreditate Cariſſimi Domini noſtri Comitis, pro ſua legitima, & bonorum ſubſidio, & omni jure quod ipſa poteſt, & poſſet habere in bonis, & hæreditate noſtra, & in bonis, & hæreditate prædicti Cariſſimi Domini noſtri Comitis. Item Cariſſimæ *Filiæ noſtræ Margaretæ* damus, & jure inſtitutionis relinquimus quinque millia librarum Viennenſium ſemel, pro ipſa maritanda, de quibus eam de bono, & hæreditate noſtra, pro ſua legitima, & bonorum ſubſidio in bonis, & hæreditate noſtra eidem debitis, & pro omni alio jure, & ſucceſſione, vel alio modo eidem in bonis noſtris prædictis competenti, volumus eſſe contentam, ità quòd nichil aliud in prædictis bonis, & hæreditate noſtra, occaſione ſucceſſionis noſtræ, & aliorum prædictorum ab hærede noſtro univerſali inferius declarando, poſſit petere, & exigere. Item eodem modo, & eadem forma quibus ſuprà proximæ Margaretæ Filiæ noſtræ dedimus, & jure inſtitutionis reliquimus *Cariſſimæ Filiæ noſtræ Agneti* damus, & jure inſtitutionis relinquimus pro ipſa maritanda, & pro ſua legitima quatuor mille libras Viennenſes ſemel. Item eodem modo, & forma *Cariſſimo Filio noſtro Aymoni* damus pro legitima ſua, & pro omni jure quod poteſt habere in bonis noſtris ſex mille libras Viennenſes ſemel, vel mille libratas terræ, ſi maluerit, in annuis redditibus, ad vitam ipſius tantum, eidem aſſidendas per hæredem noſtrum in planis redditibus, in terra noſtra Baugiaci ad arbitrium Executorum noſtrorum, vel alterius ipſorum inferius declarandorum, & volumus quod ſit Eccleſiaſticus, & volumus & ordinamus quod ſi contingat quod dictus Aymo, & ille ſeu illi quem ſeu quos geſtamus in utero, ſi ſit, ſeu ſint masculi, eligant pro ſua legitima, habere quilibet mille libratas terræ in annuis redditibus, ad vitam ſuam ut ſupra, in planis redditibus, quæ poſt mortem ipſorum dictæ mille libratæ terræ ad hæredem noſtrum univerſalem inferiùs declarandum, totaliter revertantur, & tam prædictum Aymonem quam prædictas Eleonoram, Margaretam, & Agnetam, quam illum ſeu illam, illos ſeu illas, quem ſeu quos geſtamus in utero, quemlibet eorumdem in ſummis prædictis, ſeu ſumma pro quolibet ſuperius nominata hæredes, ſeu hæredem inſtituimus, volentes quod ipſe, & quilibet ipſorum, & una quæque ſeu unusquisquis de prædictis ſumma ſuperius, pro ea ſeu eo nominata, & eis relicta, vel cuilibet earum ſeu eorum debeat, & teneatur eſſe contenta pro ſua legitima, & contentus. In reſiduo vero omnium bonorum noſtrorum, jurium, & actionum ſolutis debitis noſtris, & clamoribus noſtris pacificatis, & legatis noſtris ſolutis, hæredem noſtrum univerſalem eodem modo, jure, & forma inſtituimus *Cariſſimum Filium noſtrum Eduardum*, quem quidem oneramus ad omnia, & ſingula ſupradicta, & etiam infra ſcripta plenè, & integrè adimplenda. Item volumus, & ordinamus quod cariſſimus Maritus noſter Dominus,

ANNO 1294.

Dominus

ANNO 1294. Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ totam terram nostram quamdiu vixerit hanc teneat, & regat tanquam suam, & fructus ipsius terræ nostræ, solutis tamen debitis, & legatis nostris, & clamoribus nostris pacificatis, quamdiu vixerit, & fuerit in humanis, & percipiat, & suos faciat faciendo de dictis fructibus pro suæ libito voluntatis. Item si forte contingat quòd dictus Eduardus Filius noster in pupillari ætate vel postea quandocumque sine liberis masculis de suo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis decedat, tunc eidem substituimus pupillariter, si decedat infra quatuordecim annos, si postea per fideicommissum, si pupillarem substitutionem facere possumus eidem, & si non possumus, tunc sive in pupillari ætate, sive postea quandocumque decedat sine liberis, ut supra substituimus eidem per fideicommissum eo jure, modo, & forma quibus melius possumus, *Aymonem carissimum Filium nostrum:* Et si contingat ipsum Aymonem postea decedere in pupillari ætate, vel postea quandocumque sine liberis masculis de suo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis, tunc eidem substituimus modis, & formis quibus substituimus Aymonem Eduardo ut supra, illum seu illos quem vel quos gestamus in utero, si masculus, vel masculi fuerit vel fuerint: Si vero masculus vel masculi non fuerint, vel masculus seu masculi fuerint, & sine liberis ex suo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis decesserit seu decesserint, tunc substituimus modo, & forma quibus supra ipsis Eduardo, & Aymoni, substituimus eidem Aymoni, & ei vel eis quem seu quos gestamus in utero, si masculus seu masculi fuerint, ut suprà, Elyonoram Filiam nostram, & si defunctis ut supra sine liberis Eduardo, Aymone, & illo quem gestamus in utero, si est masculus, dicta Elyonor, si sine liberis vel cum liberis de proprio corpore suo, & legitimo matrimonio procreatis decesserit, substituimus eidem Margaretam Filiam nostram; Et si in eo casu similiter Margareta sine liberis vel cum liberis in pupillari ætate, vel postea quandocumque decesserit, substituimus eidem Agnetam Filiam nostram: Et si in prædicto casu prædicta Agnes decesserit sine liberis vel cum liberis in pupillari ætate, vel postea quandocumque, substituimus eidem modo, & forma quibus supra infantem quam gestamus si sit fœmina; Si vero contingeret dictam Elyonoram decedere sine liberis ex suo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis, vivo Eduardo, eundem Eduardum eidem substituimus jure, modo, & forma quibus melius possumus, & si Eduardus non viveret eodem modo, & forma eidem substituimus Aymonem Filium nostrum si viveret, & si neque Eduardus, neque Aymo viverent eodem modo, & forma ei substituimus illum quem gestamus in utero si masculus sit. Item si contingat Margaretam, & Agnetam, & illam quam gestamus in utero si sit Filia, mori in pupillari ætate, vel postea quandocumque sine liberis de suis propriis corporibus, & legitimo matrimonio procreatis, vivo Eduardo, modo & forma quibus melius possumus eidem & eisdem ipsum Eduardum substituimus, & si Eduardus non viveret, eidem & eisdem ipsum Aymonem modo, & forma quibus supra eidem, & eisdem substituimus, & si Aymo non viveret substituimus eisdem Margaretæ, & Agneti illum quem gestamus in utero si sit masculus: Hujus autem nostræ ultimæ voluntatis, testamenti seu dispositionis Executores nostros facimus, & ordinamus jure, modo, & forma quibus melius possumus Dilectos fideles, & carissimos nostros, videlicet Religiosum Virum, & Carissimum consanguineum nostrum Fratrem Josserandum Abbatem Athanacensem, Dominum Nicolaum de Billens Legum Doctorem, Dominum Hugonem de Chandeya, & Dominum Joannem Floridi Capellanum nostrum, dantes, & concedentes jure, modo, & forma quibus melius possumus prædictis omnibus, & singulis Executoribus nostris, aut tribus aut duobus, aut uni ex ipsis, si alii supereesse nollent, aut non possent, ita quod non sit melior conditio occupantis, & quod unus incœperit alter perficere possit plenam, & liberam potestatem, ac etiam speciale mandamentum, omnia bona nostra mobilia, & immobilia, & potissimè castrum nostrum Mirabelli in Foresio, & omnes redditus, fructus, & obventiones terræ nostræ Baugiaci primi anni post obitum nostrum, sua propria authoritate, non alterius Domini authoritate, vel judicis recipiendi, percipiendi, & distrahendi prædictos redditus, fructus, & obventiones terræ nostræ Baugiaci dicti primi anni. Item damus, & legamus operi Ecclesiæ Fratrum Minorum Chamberiaci iterum decem libras. Item damus & legamus Ecclesiæ Minoretarum ejusdem loci triginta libras Viennenses. Item pro Fratribus Minoribus, & Fratribus Prædicatoribus de Lausanna cuilibet eorum triginta libras Viennenses pro anniversario nostro annis singulis in prædictis locis pro nobis faciendo. Item Fratribus Minoribus, & Fratribus Prædicatoribus de Gebennis cuilibet eorum triginta libras Viennenses pro anniversario nostro annis singulis in prædictis locis pro nobis faciendo. Item operi Beatæ Mariæ de Lausanna viginti libras Viennenses damus, & legamus. Item operi Beatæ Mariæ de Burgo viginti libras Viennenses damus, & legamus. Item damus, & legamus Fratri Marco Priori Fratrum Prædicatorum de Gebennis decem libras Viennenses pro suis necessitatibus subveniendis. Et rogamus carissimum Dominum nostrum, & consortem Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ, ut in præsenti nostro testamento, dispositioni, seu ultimæ voluntati, & his quæ in eo continentur assentiat, & consentiat, & velit quòd omnia, & singula in hoc contenta executioni demandentur, & totaliter adimpleantur: Et ad majoris roboris firmitatem, huic nostro testamento sigillum suum apponat, seu huic nostræ ultimæ voluntati. Testes autem vocati, & rogati, sunt hi Dominus Hugo de Chandeya, Dominus Guillermus de Rupecula, Dominus Rodulphus de Mousiaco milites, Magister Petrus de Vercellis Phisicus, Dominus Jacobus Incuratus sancti Georgii Desperenchia, Joffredus Guioti Castellanus sancti Stephani, Hugo de Fonteney Clericus, Magister Joannes de Mauriana Phisicus octavus testis vocatus, & rogatus, & à nobis adhibitus ad subscribendum pro nobis eo quòd subscribere nescimus. Item Dominus Guichardus de Laya miles, Dominus Amblardus de Intermontibus Legum Professor, Petrus Clericus de Montemeliano, Jacobus de Secusia, Aymo Baralli. *Signé* Hugonis.

ANNO 1294.

DXXVII.

Transactio inter Episcopum Spirensem FRIDERICUM, *& Civitatem* SPIRAM, *intervenientibus & mediantibus Episcopo* TULLENSI *& Abbate* DE HEMMENRODE *Priore Fratrum Prædicatorum, Gardiano Fratrum Minorum Domorum Spirensium, Fratre* ALRADO *Prædicatore &* JOANNE DE LICHTENSTEIN *Milite super Exactionibus, Servitiis, Judiciis & Officiis, Jurisdictione, venditione vini aliisque punctis, sancita Spiræ in Vigilia omnium Sanctorum* 1294. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. V. Cap. CXXI. pag. 579. Col. a. (d'où l'on a tiré cette Pièce) LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil III. Absatz IV. pag. 470.] 31. Oct.

FRIDERICUS Dei gratia Spirensis Episcopus, ad cunctorum præsentium inspectorum notitiam volumus pervenire, præsentibus publice profitentes, quod discordia sive guerra, quæ inter nos ex una, & Magistros, Consules ac universitatem civium Spirensium ex altera parte, exorta fuit, intervenientibus & mediantibus venerabili fratre nostro, fratre Conrado Tullen. Episcopo, & Abbate Monasterii de Hemmenrode, Ordinis Cistercienfis, Trevirensis Diœcesis, Priore Fratrum Prædicatorum, Gardiano Fratrum Minorum domorum Spirensium, Fratre Alrado Prædicatore, & Joanne de Lichtenstein Milite, decisa est totaliter & sopita; videlicet quod de civibus Spirensibus universis & de bonis ipsorum civium Spirensium, vel alterutrius eorundem præsentium & futurorum in toto districtu nostro, nullas exactiones, stûras, herbergas, banwin, herstûre, collectas seu aliquas precarias alias, aut alia genera servitiorum qualiacunque recipiemus aut extorquebimus quovis modo. Item quod judicia & officia nostra Civitatis Spirensis in Epiphania Domini annuatim locare & concedere debemus secundum dictum & sententiam Consulum Spirensium, vel majoris partis eorundem, quam suo proferent juramento. Ita etiam, quod Officiales nostri, scilicet Scultetus, Advocatus, Magister monetæ, & telonarii jurare debent, si dicti Consules vel major pars ipsorum id sententiaverint juramento, nulli in officio suo injuriam facere absque dolo. Sed si quis eorum excederet in aliquo, hoc ad institutionem eorum, qui eum de hoc merito instituere tenentur, debet totaliter reformare & in antea non facere quoquo modo. Et quicunque eorundem Officiatorum nostrorum semel juraverit, ille postea, si idem officium resignaret, & ad id postea reveniret, non plus jurare debet, sed super primum recipere juramentum. Ita etiam, quod quæstio, quam invicem habuimus super judiciis, in

ANNO 1294. in Berghuſen, Harthuſen, Heyenhoven, Tutenhoven & Wallesheim, quæ dicti cives ad Scultetiam Spirenſem pertinere dicebant, nobis in contrarium aſſerentibus, in præſenti manebit indiſcuſſa: Salvo tamen utrique parti per omnia in eisdem jure ſuo. Item quod promittimus & promittimus per præſentes de cætero in Civitate Spirenſi & ejus præurbio nullum Clericum vel Laicum captivare, niſi rite & legitime convictus fuerit de aliquo forefacto, pro quo debeat merito captivari. Item quod ſuper nullum civem & incolam Civitatis Spirenſis, præſentem & futurum, aliquem ſpecialem Judicem Eccleſiaſticum extra Civitatem Spirenſem ſtatuemus, quamdiu paratus eſt coram Officiali noſtro in Civitate Spirenſi de ſe querelantibus ſtare juri. Item promittimus ſuper diſcordia, exorta inter Clerum Spirenſem & Cives Spirenſes ſuper venditione vini, usque ad feſtum Beati Nicolai proximum ordinare & ſtatuere pro poſſe noſtro, & quicquid ipſis civibus ad bonum ſtatuere poterimus & ordinare, hoc facere promittimus & debemus. Et ſi ipſi Cives ſuper ſe de vino hujusmodi einungas aliquas fecerint, in hoc contra nos non facient. Item ſuper expulſis quondam è Civitate Spirenſi, & de Sacerdote, quem irregularitatem & ſententias excommunicationis dicimus incidiſſe, committimus prædictis Domino Epiſcopo Tullenſi, & Abbati de Hemmenrode, ita quicquid iidem duo ſuper eorum conſcientiam pronunciabunt, hoc promittimus ratum habere, & inviolabiliter obſervare. Et nos Frater Conradus divina permiſſione Epiſcopus Tullenſ. & Frater Joannes Abbas de Hemmenrode, Ordinis Ciſtercienſis, Treverenſis Diœceſis, ſicut nobis dicti duo articuli ſunt commiſſi ſuper noſtram conſcientiam, præſentibus pronunciamus, quia vidimus ſententiam latam olim contra dictos expulſos injuſtam eſſe, & reſtitutionem eorundem factam à bonæ memoriæ Domino Rudolpho quondam Rege Romanorum, æquam, dictos expulſos in pace dimitti debere, & promitti gaudere ſuis poſſeſſionibus atque rebus: quodque ſuper eodem facto à nullo debeant ulterius impeti vel turbari. Item pro dicto Sacerdote etiam ſuper noſtram conſcientiam pronunciando decernimus, dictum Dominum Spirenſem Epiſcopum præfatum Sacerdotem relinquere debere in dicto negotio ſuæ conſcientiæ, ſalvo tamen remedio, quod nos dicto conſulimus Sacerdoti. Quæ omnia & ſingula prænarrata nos Fridericus Spirenſis Epiſcopus prædictus promittimus rata habere, adimplere & inviolabiliter obſervare. Et in eorum teſtimonium & perpetuam firmitatem ſigillum noſtrum una cum ſigillis prædictorum Dominorum Epiſcopi Tullenſ. & Abbatis de Hemmenrode his duximus appendendum. Actum & Datum An. Domini M. CCXCIV. in vigilia omnium Sanctorum.

DXXVIII.

1295. 19. Fev. *Diploma Confirmationis Romanorum Regis* ADOLFI, *de Privilegiis, Juribus, Jurisdictionibus & Libertatibus per anteceſſores Romanorum Reges* COMMUNITATI MEDIOLANENSI *conceſſis. Datum in Ruelden* XI. *Kalendas Martii, Indictione octava, anno* 1295. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Regiſtre R. R.]

ADOLFUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus. Prudentibus Viris Poteſtati, Capitaneo, Priori, Antianis, Conſilio Communi Mediolani, fidelibus ſuis dilectis graciam ſuam, & omne bonum. Dignum judicat noſtra Serenitas, quod quia præ cæteris in Italia Romani Imperii fidelibus veſtra fidelitas nobis, & Imperio prærogativa jungatur ampliori noſtris conſervandis honoribus, & commodis procurandis ea ſollicitudine, qua meliora ſubjectis teneamur proſpicere, & eorum dispendiis obviare pro aliis gracioſius intendamus: Dilatatur enim honor Regis, & Imperialis extollitur Dignitas, dum ſubjectorum fidelium bonum ſtatum, & honorem ampliat, ſolidat, & confirmat: Quapropter ad inſtar Divorum Imperatorum, & Regum Romanorum anteceſſorum noſtrorum vos, & Civitatem Mediolani, quos, & quam ad nos, & noſtra tempora anteceſſorum noſtrorum eorumdem in confirmacione jurium, libertatum, & honorum produxit prioritas: Cupientes in eadem gratia, qua ipſi nos confoverunt, confovere, omn iaPrivilegia, Jura, Jurisdictiones, immunitates, libertates, gratias veſtræ Univerſitati, ſeu Communi conceſſa, vel conceſſas à noſtris Anteceſſoribus quibuscumque, ſicut juſtè, & ritè factæ conceſſiones hujusmodi dignoſcuntur, vobis, & Civitati veſtræ in perſonis noſtris præſentis Scripti patrocinio confirmamus, noſtræ Majeſtatis ſigilli robore communiri. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc noſtræ confirmationis paginam confringere, vel eidem auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præſumpſerit, ſe gravem indignationis noſtræ offenſam noverit incurſurum. Dat. in Ruelden XI. Kalendas Martii, Indictione octava, anno Domini MCCLXXXXV., Regni verò noſtri anno tertio. ANNO 1295.

Extracta fuit præſens Copia à Regiſtro inſcripto ſub Litteris R. R. BARNABONIS *Vicecomitis exiſtente in Regio Archivio Caſtri Portæ Jovis Mediolani, in papiro ſcripto; Datum Mediolani die trigeſimo menſis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

DXXIX.

2. Mars *Contract de Mariage entre l'un des Fils de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, &* (1) JEANNE *Fille d'*OTHON IV. *Comte de Bourgogne. Fait au mois de Mars* 1295. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 574.]

In nomine Domini, Amen.

UNIVERSIS præſentes Litteras inſpecturis OTHO *Comes Burgundiæ* Palatinus, Dominus Salini, æternam in vero ſalutari ſalutem. Noverint univerſi præſentes pariter & futuri, quòd nos, nullos habentes legitimos liberos, niſi JOHANNAM unicam legitimam & chariſſimam filiam noſtram, ex nobis, & *Mathildi* legitima uxore noſtra procreatam; attendentes, quod in quocumque alio genere vel domo quacumque, eamdem filiam noſtram ſic utiliter ſicque honorificè nuptui tradere non poſſemus, ſponte, ſcienter, & providè, non deceptus nec in aliqua circonventus, pro eadem filia noſtra in ætate legitima ad contrahenda ſponſalia conſtituta contraximus & contrahimus ſponſalia cum altero de duobus tunc primogenitis filiis excellentiſſimi Principis & Domini noſtri, Domini PHILIPPI Dei gratia *Regis Francorum* Illuſtris, ipſe dictus Rex eidem filiæ noſtræ elegerit matrimonialiter copulari, Sanctæ Dei Eccleſiæ concurrente aſſenſu, quando idem filius ad nubilem ætatem pervenerit, vel quando ipſi Domino Regi placuerit, quocunque tempore hanc electionem facere, præfente ipſo Domino Rege ac Contractum ſponſalium hujusmodi, & omnia infra ſcripta recipiente, tam pro ſe quam legitimo adminiſtratorio nomine illius de prædictis duobus filiis ſuis, quem ad id ut præmittitur duxerit eligendum. Et ſi quocumque caſu, eumdem Dominum Regem eligere non poſſe contingeret unum de prædictis duobus filiis ſuis, pro contrahendo matrimonio ſupradicto, volumus quod Domina *Johanna* Dei gratia *Francorum Regina*, conſors, aut primogenitus nunc vel tunc primogenito ipſius Domini Regis filius, pro ſe vel alio, tunc poſtremum tunc primogenito ipſius Domini Regis electionem hujusmodi facere valeant, ſicut ipſe Dominus Rex ut præmittitur potuiſſet. Verum, quoniam Reges Franciæ ut frequentius non conſueverunt filios ſuos maritare, niſi cum iidem filii cum uxoribus ſuis magnas Baronias, & magnos redditus in dotem recipiunt; nos conſiderantes quod aliter de dicta filia noſtra cum præfato Domino Rege cum altero de prædictis duobus primogenitis filiis ſuis hujusmodi ſponſalia contrahere minimè poteramus, totum Comitatum noſtrum, totam Baroniam & terram noſtram, caſtra, poſſeſſiones, homagia, feoda, & omnia jura noſtra perſonalia & realia, ubicumque & in quibuscumque conſiſtant, ex nunc dicto Domino Regi, recipienti, legitimo adminiſtratorio nomine filii ſui, futuri mariti prædictæ filiæ noſtræ, cum eadem filia noſtra damus & irrevocabiliter affignamus in dotem. Promittentes eidem Domino Regi ſolemniter ſtipulanti, dictam filiam nomine ſponſalium hujusmodi, & ob cauſam eorum in domum & poteſtatem ipſius Domini Regis ex nunc transducere, & ipſi Domino Regi tradere & deliberare ex nunc, totum Comitatum, Baroniam, terram, caſtra, jura, homagia, & feoda prædicta, libera & immunia ab omni obligatione debitorum, & ipſum Dominum Regem vel mandatum ſuum ex nunc inducere in poſſeſſionem & quaſi poſſeſſionem omnium & ſingulorum prædictorum, & facere ex nunc ipſi Domino Regi vel alii pro ipſo ad hæc recipienda ab ipſo

(1) Ce fut *Philippe* V. ſurnommé *le Long* fils puiné de *Philippe le Bel* qui épouſa cette Princeſſe, de laquelle il eut un fils nommé *Louis* mort au berceau, & quatre filles.

ANNO 1295. ipſo conſtituto præſtari & fieri, omnia & ſingula homagia ſupradicta. Volentes, quod idem Dominus Rex, pro oneribus quæ pro dicta filia noſtra & futuro ejus marito ſuſtinebit, omnium prædictorum ex nunc faciat fructus ſuos. Promiſimus etiam dicto Domino noſtro Regi ſolemniter ſtipulanti nomine quo ſupra, in Contractu ſponſalium hujusmodi, quod ſi matrimonium inter dictum filium ſuum eligendum ab eo, & dictam filiam noſtram ut præmittitur celebrandum, diſſolvi contigerit, extantibus liberis uno vel pluribus de ipſo matrimonio dicta filia noſtra ſuperſtite, nichilominus prædicta omnia à nobis data in dotem prædictam penes dictos liberos & hæredes eorum in perpetuum remaneant, ad nos vel dictam filiam noſtram nullo tempore reverſura. Confitemur etiam, nos Comes præfatus, à prædicto Domino Rege, pro arris ſponſalium hujusmodi habuiſſe ac recepiſſe centum millia librarum Turonenſium parvorum, in pecunia numerata, quas arras eidem Domino Regi ſolemniter ſtipulanti, ex certa ſcientia certiorati ex jure Legum & Canonum de hac materia tractantium, promittimus in quatruplum ſolvere, ſi per nos vel dictam filiam noſtram ſteterit, quominus dictum matrimonium contrahatur, pro quibus, dicta omnia à nobis promiſſa in dotem eidem ipſi Domino Regi teneri volumus obligata, & retineri poſſe per eum usque ad ſatisfactionem condignam, & peti & advocari à quolibet poſſidente ſeu detinente. Porro, inter nos & dictum Dominum Regem in Tractatu ſponſalium hujusmodi conventum extitit, quod ſi nos habere contingat in poſterum alteram filiam, ſuperſtite noſtra filia ſupradicta, præfatus Dominus Rex tenebitur ſibi dare decem millia librarum parvorum Turonenſium, ad ipſam maritandam, per quinquennium ſolvendarum, ſcilicet quolibet anno quinquennii prædicti duo millia, cum dicta filia nubilis fuerit ætatis. Et ſi contingeret nos habere plures quam unam, tunc idem Dominus Rex cuilibet earundem dare teneretur, duntaxat, quinque millia librarum parvorum Turonenſium in quinquennio ſolvendarum, videlicet quolibet anno mille libras cum nubilis eſſent ætatis. Si verò contingeret prænominatam filiam noſtram decedere ante hujusmodi contractum matrimonium, & nos aliam filiam legitimam contingeret tunc habere: conventum extitit inter prædictum Dominum Regem & nos, quod dictam filiam noſtram, dum tamen perſona ſit habilis, alteri de omnibus filiis ſuis natis vel naſcituris cui voluerit, det nuptui, ſub conditionibus, pactionibus, & conditionibus paribus per omnia ſupra & infra ſcriptis. Et nos etiam ad prædictam conventionem ſumus aſtricti, ut dictam filiam demus nuptui alteri de filiis ipſius Domini Regis quem ipſe vel dicta Regina aut filius ſuus, nunc vel tunc primogenitus, ad id ducerent eligendum, cum omnibus bonis noſtris, ſicut cum prædicta alia filia noſtra primogenita ſuperius eſt expreſſum. Item conventum extitit inter nos & dictum Dominum Regem in Contractu ſponſalium prædictorum, quod ſi contingeret nos habere filium maſculum, unum vel plures, quod idem Dominus Rex vel primogenitus ſuus Rex Franciæ, dictum filium vel filios noſtros teneat & cuſtodiat, quousque dictus filius vel filii habeant ætatem decem & ſeptem annorum. Et tunc, idem Dominus Rex vel hæredes ſui, eidem filio noſtro vel filiis, uni vel pluribus, dare & aſſignare tenebuntur in Regno ſuo, in hæreditagium perpetuum & in redditibus aſſidendis in terra, tria millia librarum Turonenſium parvorum, & duo millia ſimilium librarum apud Templum, ad vitam ſolum dicti filii vel filiorum noſtrorum ſi eſſent plures. Ita, quod eorum quolibet decedente ceſſet pro rata portio decedentis quam haberet in dictis duobus millibus libris. Et ſi dicti filii noſtri decederent ſine legitimis hæredibus de ſuo proprio corpore procreatis, prædicta tria millia librarum eisdem aſſignata à prædicto Domino Rege, ad ipſum Dominum Regem integrè revertentur, & ad hæredes ſuos, & portio cujuſlibet ſine hæredibus proprii corporis decedentis. Et dictos filios noſtros unum vel plures, ſi nos habere contingat, idem Dominus, vel primogenitus ſuus Rex Franciæ, procurabunt uxorari ad utilitatem eorum, prout eis videbitur expedire. Et de prædictis autem, liberi noſtri tam maſculi quam fœminæ, ſi eos de cætero nos habere contingat, erunt contenti, & nichil in Comitatu prædicto vel quibuscumque bonis noſtris petere poterunt aut etiam reclamare. Præterea conventum extitit in Contractu ſponſalium hujusmodi, inter nos & præfatum Dominum Regem, quod quia nos tenemur nos ex nunc deſſaiſire de toto Comitatu, tota terra, feodis, homagiis, & caſtris prædictis, & ipſum Dominum Regem inducere in plenam & pacificam poſſeſſionem eorum, ita quod de his omnibus ex nunc faciat fructus ſuos, ſicut ſuperius eſt expreſſum, quod idem Dominus Rex, completis ſibi prius per nos hujusmodi ſupraſcriptis conventionibus, teneatur nobis facere ſolvi annuatim decem millia librarum Pariſius apud Templum, terminis his; videlicet quinque millia in feſto Nativitatis B. Johannis Baptiſtæ, & alia quinque millia in feſto Nativitatis Dominicæ, & nos benè aſſurare & aſſecurare de ipſis. Poſt deceſſum autem noſtrum, dicta decem millia librarum ad ipſum Dominum Regem liberè revertentur, & de hujusmodi decem millibus libris, nobis dictis terminis annuatim ſolvendis, tam nos quam dicta uxor noſtra, quamdiu vivemus, debemus eſſe contenti, ita quod etiam eadem uxor noſtra, in terra prædicta, nobis viventibus, nec ratione dotalitii, nec alia ratione quacumque poteſt petere, nec debet habere. Verum, ſi nos eidem uxori noſtræ præmori contingeret, conventum extitit inter nos & Dominum Regem prædictum, quod eidem uxori noſtræ tale dotalicium in terra noſtra ad vitam ſuam tantum remaneret ſalvum, quale ſibi promiſimus cum matrimonium contraximus cum eadem. Item conventum extitit inter nos & Regem eumdem, in Contractu prædicto, quod completis prius per nos ipſi Domino Regi conventionibus ſupraſcriptis, idem Dominus Rex, pro neceſſitatibus noſtris tenetur nobis tradere quinquaginta quinque millia librarum parvorum Turonenſium, videlicet tringinta millia librarum in pecunia numerata, & de viginti quinque millibus libris reſiduis pro nobis ſatisfacere & respondere creditoribus noſtris de Regno ſuo, quibus exiſtimus obligati. Item, poſtquam idem Dominus Rex habuerit & tenebit poſſeſſionem pacificam Comitatus & totius terræ prædictæ, & dictam filiam noſtram habuerit in manu ſua, idem Dominus Rex, per conventionem eamdem tenetur, cum nobis amplius, tradere quadraginta millia librarum Turonenſium parvorum in quinquennio ſolvendarum, videlicet anno quolibet octo millia librarum, terminis iis, videlicet quatuor millia in feſto Nativitatis Dominicæ, & alia quatuor in feſto Nativitatis B. Johannis Baptiſtæ, annuatim, quousque habuerimus quadraginta librarum millia ſupradicta. Sanè, conſiderantes gravia onera ſupraſcripta, & expenſas quæ & quas dictum Dominum Regem oportuit ſubire pro nobis, & oportebit ſubire in poſterum pro filia noſtra prædicta, & aliis liberis noſtris, ſi quos plures habere contingat, nec non pro ſalubri regimine, cuſtodia & gubernatione dictæ terræ, ſi filiam noſtram matrimonialiter copulandam filio dicti Regis decedere, quod abſit, contingeret, ante matrimonium ipſum, vel poſt, ſine liberis ſuperſtitibus ab ipſo filio Regis ſusceptis, vel ipſos liberos ſusceptos poſtmodum decedere contingeret ſine hæredibus legitimis de ſuo proprio corpore procreatis: in recompenſationem dictorum onerum & impenſarum, & multorum beneficiorum nobis à dicto Domino Rege impenſorum, ex nunc ut ex tunc, damus & concedimus, in caſu hujusmodi, donatione perfecta, irrevocabili inter vivos, ipſi Domino Regi & hæredibus ejus in perpetuum, vel illi de liberis ſuis, vel alii cuicumque quem ipſe voluerit, totum Comitatum, totam terram, caſtra, poſſeſſiones, homagia, feodaque prædicta; volentes & concedentes, quod ex cauſa donationis hujusmodi, tam Rex ipſe quam ejus hæredes, vel alter de liberis ſuis, vel alius quicumque quem ipſe voluerit, in caſu hujusmodi, prædicta omnia & eorum quælibet à nobis donata poſſit licitè retinere, petere, & advocare à quolibet poſſeſſore. Et ſi quocumque jure vel conſuetudine prædicta donatio non valeret in totum, volumus eam valere pro illa parte pro qua valere poterit, & in illis rebus, in quibus ſeu pro quibus conſiſtere poterit & valere, cum nos eamdem donationem ſingulariter & particulariter in caſu prædicto de præmiſſis omnibus & ſingulis & eorum quolibet prout melius valere poterit faciamus. Quod ſi contingeret ab aliquo calumpniari, vel aliquod prætendi obſtaculum in prædictis, & præcipuè iſti tranſlationi vel tranſlationibus terræ noſtræ, quam vel quas facimus in dictum Dominum noſtrum Regem & ejus liberos, ut ſuperius eſt expreſſum, vel poſſent prædictorum translatio ſeu tranſlationes pro ipſo Domino Rege liberis & ſucceſſoribus ſuis firmius fieri, quocumque titulo lucrativo & oneroſo, de omnibus prædictis & eorum ſingulis; nos eo modo & eo titulo quo prædicta omnia & ſingula melius valere poſſunt & poterunt ad utilitatem dicti Domini Regis & ſuorum, ex nunc ut ex tunc prædicta omnia & ſingula in dictum Dominum Regem & ſucceſſores ſuos facimus & transferimus, à nobis prædicta penitus abdicando & transferendo totaliter in eumdem Dominum Regem & ſuos de prædictis omnibus & ſingulis, tranſlationes ſingulas ſingulariter & particulariter

ANNO 1295.

ANNO 1295. riter prædictis titulis vel aliis & eo modo quo melius prædicta valere poterunt ad utilitatem præfati Domini Regis singulariter de singulis, & particulariter de quolibet prædictorum faciendo. Volentes, quod dictus Dominus Rex, & hæredes sui pro prædictis & prædictorum singulis, titulum unum vel plures quem, seu quos & quot maluerint, possint eligere & in electione hujusmodi quotiens voluerint variare, & mutare eamdem. Si verò quoquo casu, quod absit, dicta donatio seu dotis constitutio, vel prædictorum translatio in toto vel in parte possent minui vel infringi, de facto vel de jure; volumus & expresse concedimus, quod pro tota pecunia nobis tradita, & pro tota pecunia quam dictum Dominum Regem pro quacumque filia nostra maritanda contingeret exsolvisse, & pro quibuscumque redditibus quos dedisset quibuscumque filiis nostris ratione conventionum superius expressarum, & pro omni pecunia quam nos in Villa nostra recepissemus in templo, ratione conventionum ipsarum, quæ omnia confitemur nobis & dictis liberis nostris in casu hujusmodi mutuata fuisse à dicto Domino Rege, ac nos & dictos liberos nostros ea ex causa mutui recepisse, & pro omnibus expensis & costamentis necessariis utilibus vel voluntariis, quæ & quas dictum Dominum Regem fecisse & sustinuisse continget in custodia dictæ terræ; super quibus omnibus credi volumus simplici verbo dicti Domini Regis & hæredum suorum. Pro quibus omnibus in casu hujusmodi obligamus sibi expressim, totam terram prædictam, specialiter illam partem seu illa loca in quibus seu pro quibus diceretur dotis constitutio non valere, vel donatio supradicta, vel infringeretur seu diminueretur de facto vel de jure dictus Dominus Rex vel hæredes sui, prædictam totam terram nostram, specialiter dictam partem vel loca prædicta ex causa obligationis hujusmodi possint licitè tamquam sibi obligata retinere, & à possidente quolibet petere & advocare, ac prædicta omnia & singula à nobis ac liberis & hæredibus nostris insolidum peti posse; cedentes ex nunc, & mandantes tam ex causa constitutionis dictæ dotis, quam ex causa donationis prædictæ, in casu ubi earum quolibet vendicare poterit sibi locum, in præfatum Dominum Regem, hæredes, ac successores ejusdem, omnes actiones reales & personales, utiles & directas, mixtas, tacitas, & expressas nobis competentes vel competituras quoquomodolibet in hac pro omnibus & singulis supradictis & quolibet eorundem: ac constituentes nos ea omnia & singula ipsius Regis, hæredum ac successorum suorum aut alterius liberorum suorum vel alterius cujuscumque quem ad hoc duxerit eligendum nomine possidere, donec plenam & corporalem possessionem adepti fuerint eorundem. Promittentes nos omnia & singula supra scripta, tenere, adimplere, firmiter & inviolabiliter observare, ac contra non venire, per nos, vel per alium, seu alios in futurum, ratione aliqua seu causa. Ac præmissa omnia & singula prædicto Regi & suis, illique specialiter ad quem ea ex hujusmodi conventionibus pervenire continget, liberare, garantizare, & deffendere specialiter, à fratribus nostris, & ab omnibus aliis, & etiam contra omnes, ac dare & concedere Litteras Dominorum Prælatorum, Curiarum, & Judicum, & illorum tenorum, quorum semel vel pluries, quos & quales elegerit seu volet Dominus Rex prædictus super omnibus supradictis. Obligantes quo ad hæc omnia, nos & hæredes nostros, & successores, ac omnia nostra & hæredum & successorum nostrorum, bona mobilia & immobilia, præsentia & futura, ubicumque & in quibuscumque consistant specialiter & expresse. Ac renuntiantes, exceptioni doli mali, læsionis, circunventionis, & fraudis, exceptioni non numeratæ pecuniæ, non habitæ, non receptæ, ac immensæ & inofficiosæ dotis, deceptioni ultra dimidium justi precii, ac juribus tractantibus de donationibus retractandis ob ingratitudinem vel insinuationem, & dicentibus donationem factam ultra quingentos solidos absque insinuatione non valere, & omnibus gratiis & privilegiis, tam crucis sumptæ & assumendæ, quam aliis, & indultis generalibus vel specialibus, cujuscumque formæ vel tenoris existant, à Summo Pontifice ac Prælatis aliis, & Principibus quibuscumque conceffis, & in posterum concedendis, & omnibus aliis exceptionibus, deffensionibus, & rationibus juris & facti Canonici & civilis, quæ contra præsentes Litteras possent objici vel opponi, & per quas earum executio vel effectus impediri posset quomodolibet, vel differri. De quibus omnibus & singulis supra scriptis, tenendis, adimplendis, & in futurum inviolabiliter observandis, corporale præstamus ad Sancta Dei Evangelia juramentum; volentes, nos, hæredes ac successores nostros, posse per quemlibet, quavis autoritate, compelli ad omnimodam ob- ANNO servantiam eorumdem. In quorum testimonium præsens publicum Instrumentum per infrascriptum Notarium fieri & publicari mandamus, & sigilli nostri appensione muniri: rogantes venerabiles Patres, Dominos, *Ægidium Archiepiscopum Narbonensem*, S. *Parisiensem*, & N. *Ebroicensem* Episcopos, ac nobiles viros *Hugonem Blesensem*, & *Guidonem de Sancto Paulo*, Comites, ut sigilla sua præsentibus his apponant, ad majorem fidem & evidentiam omnium præmissorum. Rogamus etiam venerabilem patrem prædictum S. Parisiensem Episcopum, in cujus territorio sive Diœcesi præfata donatio facta fuit, ut eam actis intervenientibus insinuet ac publicis munimentis. Nos autem *Symon* miseratione divina *Parisiensis Episcopus*, præfati Domini Burgundiæ Comitis precibus annuentes, donationem hujusmodi, pro tribunali sedentes, actis interventientibus & publicis munimentis ac adhibitis solemnitatibus quæ solent & debent in talibus adhiberi insinuamus ac etiam publicamus. Et ad majus testimonium omnium præmissorum, nos Archiepiscopus, Episcopi, & Comites memorati, ad præfati Domini Burgundiæ Comitis requisitionem, sigilla nostra fecimus Litteris his apponi. Actum & datum apud Vincenas propè Parisius in regali manerio, præsentibus Archiepiscopo, Episcopis & Comitibus supradictis, ac nonnullis aliis ad præmissa vocatis & rogatis testibus, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quinto secundum stilum Romanæ Curiæ, & quarto secundum usum Gallicanæ Ecclesiæ, Indictione octava, die Mercurii secunda mensis Martii, Pontificatus Domini *Bonifacii* Papæ octavi anno primo. Et ego *Gauffridus de Plexciaco* Clericus Apostolica publicus auctoritate Notarius, contractui sponsalium, conventionibus, pactionibus, promissionibus, stipulationibus, præstationi juramenti, insinuationi, publicationi, & aliis prout supra scribuntur habitis & factis, interfui, & ea omnia rogatus, fideliter & propria manu scripsi, & in hanc publicam formam redegi, meoque signo solito roboravi. 1295.

DXXX.

Fœdus inter PHILIPPUM *Franciæ*, *& JOANNEM Scotiæ Reges, contrà impugnationes hostiles Regis Angliæ; Quò insuper Matrimonium inter* EDWARDUM *primogenitum* JOANNIS *Scotiæ Regis, & primogenitam* CAROLI *Comitis Valesiæ*, PHILIPPI *Francorum Regis Germani, condicitur. Die* 5. *Julii annò* 1295. Cum *Ratificatione* CAROLI, *Franciæ Regis filii.* [HENRICUS DE KNYGTHON Canonicus Leycestrensis de Eventibus Angliæ Lib. tertio inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO editos Col. 2473.] 5. Juill

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex Universis &c. inter alia per quæ regnantium & Regnorum exaltatio procuratur, adquiritur pacis & tranquillæ quietis amenitas, ac felici & prospero statui consulitur subditorum, illud videtur attenta considerationis præcipuum ut inter Reges & Regna solidæ caritatis veritas & fidelis amicitiæ fœdera nutriantur sicque Reges & Principes ad probandas & domandas injurias & insolentias perversorum, ac reprimendas impugnationes hostiles sibi invicem pro zelo justitiæ affectuose assistunt & exhibent cum causa amicabiliora charitatis: Ita quod alter alteri assistat in prosperis & non deficiat in adversis, ut saltem oportuno defensionis remedio pacem odientum repressis salubriter injuriosis impulsibus pacis optatæ dulcedo proveniat: in cujus plenitudinem devoti pacis filii pacis auctori eo devotius quo tranquillius famulentur. Sane inclitus Johannes Rex Scotiæ illustris specialis amicus noster præmissas utilitates & commoda prudenter attendens venerabiles Patres Willielmum Sancti Andreæ & Mathæum Dunkeldensem Episcopos, ac Johannem de Soules & Ingramum de Umframvile Milites Nuncios, Procuratores suos ad hoc specialiter constitutos prout in quibusdam Procuratoriis Literis inde confectis ipsius Regis sigillo communitis quorum tenores de verbo ad verbum inferius sunt conscripti ad nos pro contrahendis confœderationibus & amicitiæ fœderibus pro futuris specialiter destinavit. Nos itaque ipsius Regis votis laudabilibus in hac parte grato concurrentes animo, ut hujusmodi confœderationis affinitas & amicitiæ fructuosæ contractus eo ferventius vigeat stabiliusque duret, quo melioribus confirmatus auspiciis nexusque constric-

ANNO 1295. constrictus fuerit fortior, Actum, conventum & concordatum inter nos de voluntate & assensu Charissimi Germani nostri & fidelis Caroli Valesiæ, & Andegaviæ Comitis & Procuratores prædictos procuratorio nomine dicti Regis Johannis, quod inter Edwardum primogenitum filium Regis Scociæ futurum Regem Scociæ & qui per Conventionem expressam habitam cum Procuratoribus prædictis succedurus eidem Regi in Regno Scociæ, & aliis terris suis & primogenitam filiam Germani nostri prædicti matrimonium contrahatur. Cui Regi nomine dicti filii sui promittimus Nos Successores nostros futuros dare in matrimonium cum prædicta filia XXV. millia Turnorum parvorum in pecunia numerata, idemque Rex prædictæ filiæ M. D. li. Sterlingorum annui reditus in dotalicium seu dotationem propter nuptias dare & assignare tenebitur: De quibus M. D. lib. annui redditus cum jurisdictionibus in terris & institutis omnimodis ad coronam regiam nunc spectantibus in locis infra scriptis, videlicet in Baliolo, Dampitra, de Holcote, de Horney in Regno Franciæ, nec non de Lanark, de Kidion, de Maldeslei, de Conygham, de Hadygton, & in Castro de Dunde in Regno Scociæ cum pertinentiis locorum ipsorum, dictam summam M. D. lib. Sterelingorum annui valoris excedant, illud quod superhabundabit ultra summam eandem præfato Regi Scociæ remanebit. Et si quid de eadem summa deerit, idem Dominus Rex de aliis reditibus suis in Regno Scociæ constitutis integre supplere teneatur, vel easdem mille si maluerimus nunc residuas vel D. lib. sic percipiendas in Burcis & cæteris locis annuatim ad duos anni terminos. Ipsamque bene assecurabit de dotalicio ante dicto habendo & percipiendo ab eo post matrimonium contractum & mortem dicti filii quam diu vitam duxerit in humanis. Quod si dicti futuri conjuges à dicto Rege velint fortasse discedere, dicto dotalicio in vita etiam Regis ejusdem liberrime perfruantur; Et si successu temporis prædictus Rex ad sancta vota transire voluerit, nostrum super hoc Consilium requirere vel communicare debebit; idem quoque Rex more justi Principis tum ex fervore justitiæ tum etiam ex zelo dilectionis internæ quam ad nos, Domum nostram, solium & incolas Regni nostri habere dinoscitur, molestias ferens, graves injurias, enormes excessus, impugnationes hostiles & agressiones, cujusmodi Rex Angliæ violato fidelitatis debito quo nobis tenebatur astrictus, in nos, fideles subditos nostros tam per terram quam per mare multipharie multisque modis ostendisse dinoscitur & ostendere continue fatagit & conatur. Ac propterea ut & nos & successores nostros sibi & suis strictius mutui amoris alliget affectibus, ad repressionem salubrem injuriarum, impugnationum & aggressionum hujusmodi nobis efficaciter & potenter assistere gratuita amabrevitate disponens Dominus commisit Procuratoribus, ipsique Procuratores nomine ejusdem Regis ac pro eo nobis promiserunt expresse, quod idem Rex Scociæ in prædicta guerra quam contra dictum Regem Angliæ fautores & confœderatores tam Regem Alemaniæ quam alios quoscunque gubernatores ejus habemus, nobis & successoribus nostris si ad eos guerra hujusmodi prorogetur, totis viribus suis & Regni sui tam per terram quam per mare in Anglia publice & potenter assistent & præstabunt consilium & auxilium oportunum; Et ut præsati Regis Angliæ injuriosi conatus eo commodius reprimantur, idemque Rex à perversis suæ hostilitatis incursibus eo citius resilire cogatur quo magis fuerit aliis occupatus, dictus Rex Scotiæ ipsi Regi Angliæ guerram propriis sumptibus & expensis toto posse quociens fuerit oportunum & incolarum & Regni sui nobis inceptam guerram prosequentibus ac manu tenentibus, movere ac continuare curabit: Promiserunt insuper Procuratores præfati procuratorio nomine præfati Regis Scociæ, eundem Regem curaturum & effecturum quod tam Prælati quatenus eis de jure licebit, quam Comites, Barones & alii Nobiles, nec non & Universitates ac Communitates Villarum Regni Scociæ erga nos & successores nostros in prædicta guerra pari modo in omnibus, sicut dictum est superius, se habebunt, dictoque Regi Angliæ simili modo totis viribus suis guerram facient sicut superius est expressum; quodque tam Prælati quam Comites, Barones & alii Nobiles, nec non Universitates Communitatesque Nobilitates dicti Regni Scociæ super hoc nobis suas patentes Literas suis munitas sigillis quam citius poterit fieri destinabunt. Conventum fuit siquidem inter nos & ipsos Procuratores nomine quo supra quod si prælibatum Regem Angliæ coadunatis viribus suis Regnum Scociæ per se vel per alium invadere contigerit post guerram ad requisitionem nostram per dictum Regem Scociæ cæptam vel post confœderationem præsentem vel affinitatem inter nos initam occasione earundem, Nos, dummodo ex parte ipsius Regis Scociæ super hoc congruo tempore fuerimus præmoniti, sibi subsidium faciemus ipsum Regem Angliæ per partes alias occupando, ut sic ab incepta invasione prædicta ad alia distrahatur, vel ei in Scociam conveniens adjutorium sumptibus nostris quousque in Scociam venerit transmittendo. Si vero prænominatus Rex Angliæ terram Angliæ personaliter forte exierit, vel terram ipsam notabili peditum vel equitum armatorum, guerra inter ipsum & nos durante, numero vacuaverit, promiserunt Procuratores prædicti procuratorio nomine supra dicto, quod præcipue in hac causa dictus Scociæ Rex cum toto posse suo terram Angliæ quanto latius sive profundius poterit intrare curabit, faciendo guerram bellumque campestre, obsidendo, vastando, ac Regem Angliæ & terram ejus prædictis modis omnibus suis ut supra dicitur sumptibus impugnando. Actum præterea est & expresse conventum inter nos & Procuratores prædictos nomine quo supra, quod nos de guerra quam præfatus Scotorum Rex & Successores ejusdem contra præfatum Angliæ Regem pro nobis facient postquam guerram ipsam ad requisitionem nostram fecerint, vel si occasione initæ affinitatis vel confœderationis idem Scociæ Rex guerram fecerit supradictam vel Rex Angliæ contra ipsum occasione aliquorum ex præmissis nec etiam de prædicta guerra nostra componere aut pacem inire nequibimus vel treugam sine ipsis in pace seu treuga quam de dictis omnibus guerris faciemus inclusis; nec ipsi similiter pacem vel treugam de omnibus guerris supradictis facere poterunt sine nobis. Pro quibus omnibus & singulis supra scriptis tenendis adimplendis & inviolabiliter observandis obligamus dicto Scotorum Regi & Successoribus suis nos hæredes & successores nostros & omnia nostra & nostrorum bona mobilia & immobilia ubicunque existentia præsentia & futura. Tractatus autem, pactiones & conventiones ac omnia & singula supra dicta dictus Rex Scociæ ratificare & approbare tenetur, ac suo nomine innovare, ac super ratificatione & approbatione & innovatione prædictis suas patentes nobis Literas suo sigillo munitas quam citius fieri poterit destinare.

Universis &c. Carolus Regis Franciæ filius, Valesiæ de Lentona, Karnon & Andegaviæ Comes Salutem. Noverit universitas vestra &c. Nos Tractatus & Conventiones prædictos sub modis & Conventionibus supradictis gratos & ratos habentes eos laudamus, volumus & approbamus expresse promittentes nos &c.

DXXXI.

Traité de Ligue offensive & deffensive entre PHILIPPE LE BEL *Roi de France &* (1) FLORENT V. *Comte de Hollande. Fait au mois de Décembre l'an* 1295. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 34.] 26. Dec. FRANCE ET HOLLANDE.

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Florent Cuens d'Hollande Salut. Nous faisons à sçavoir, que entre tres excellent Prince nostre cher Seigneur Philippes par la grace de Dieu Roy de France & nous, sont traittés, faits & accordés les alliances & les convenances qui s'ensuivent. Premierement il est accordé, que ledit Roy nous donnera quatre mil livres de rente à tournois à nostre vie, & nous en asseurera bien, & vingt cinq mil livres tournois en deniers comptans une fois tant seulement, desquels nous avons deja receu dix sept mil cinq cents livres tournois pris en deniers comptans, & parce que nous sommes alliéz à luy par hommage & feauté.

§. 2. Item il est accordé que nous serons amis & aydans audict Roy, & à ses alliés, & à ses aydans en ses guerres presentes, & celles qui sourdre en pourroient, les presentes guerres durant. Sauf ce que du Roy d'Allemagne nostre Seigneur il est accordé en cette maniere, que si ledict Roy de France assailloit le Royaume d'Allemagne, en ces cas tant seulement nous pourrions ayder le Roy d'Allemagne & deffendre son Royaume, & sy le Roy d'Allemagne vouloit assaillir le Roy ou le Royaume de France, en ce cas nous sommes tenus, comme homme dudict Roy, à deffendre luy & son Royaume à ses gages.

§. 3.

(1) *Florent* ne jouït pas long tems des avantages de cette Ligue, puis qu'il fut assassiné l'année suivante par un Gentilhomme nommé *Girard de Velsin*, dont il avoit violé la femme.

ANNO 1295.

§. 3. Item il eſt accordé que nous ſommes tenus de faire guerre à ſa requeſte à ſes ennemis, alliés au Roy d'Angleterre, & ſpecialement à ceux, qui ont receu ces deniers contre le dict Roy de France, excepté le Roy d'Allemagne. Item il eſt accordé, que nous ſerons tenus de recevoir en noſtre terre, par mer & par terre, les gens, les amis, les Aydans & les alliés dudict Roy de France, & armés & ſans armes de pied & de cheval, en faiſant, ou non faiſans guerre à ſes ennemis, & en gardant que nuls de ſes ennemis ne puiſſent par là paſſer, & ſeront tenus à leur faire delivrer en noſtre terre vivres & choſes neceſſaires pour commun prix, & à les conforter par nous & par nos gens de noſtre terre, & aux armes, & ſans armes, à eux deffendre ou aſſaillir les ennemis, exceptés marchands ſans armes, puis qu'ils ſeront descendus de mer en noſtre terre pour marchander. Item nous mettrons tout le Conſeil que nous pourrons à ce que le dict Roy de France ait des gens & des vaiſſeaux de noſtre terre aux armes & ſans armes, pour luy & pour ſes gens, pour ſes amis, pour ſes aydants & pour ſes alliés, au plus raiſonnablement, que nous pourrons, & ce pourchaſſeront à noſtre pouvoir en bonne foy. Item il eſt accordé que nous manderons, que nos gens ſe trouveront bien garnis & deffendront, & ſeront tenus de faire garder etroitement ſimplement & abſolument, que nuls ennemis, chevaux ou armes durant ladite guerre ne puiſſent paſſer ny eſtre traittés hors de noſtre terre, ne portés aux ennemis dudict Roy de France, & des autres choſes, dequoy les ennemis pourroient eſtre confortés, le deffendrons nous tant, que nous pourrons en bonne maniere.

§. 4. Item il eſt accordé, que nous ſerons tenus de mettre hors de noſtre terre, & de tout noſtre pays tous ceux, que nous ſçavons, & ſçavoir pourrons ennemis dudict Roy de France, exceptés les marchands non armés dedans le premier jour de May, ſauf avecque ceux d'Allemagne, qui ſans armes ſeront en noſtre terre. Nous ne ſerons mie tenus de mettre hors, ne ne pourrons des ores recepter nuls de ceux d'Allemagne en noſtre terre aux armes, ne laiſſer paſſer par noſtre terre, ne par noſtre port aux armes ny ſans armes en Angleterre ne en terre aux ennemis dudict Roy de France qui puiſſent paſſer par noſtre terre & en France; faire deffenſes & garder loyaument; excepté les meſſages du Roy d'Allemagne allans & venans ſans armes, & les meſſages du Duc de Brabant, qui pourront aller paſſant par noſtre terre juſqu'au huict jours aprés Pasque tant ſeulement ſans armes. A ſçavoir que nous entendrons pas à mouvoir premiere guerre contre le Roy d'Angleterre ne mis en la maniere, qu'il eſt contenu & accordé en ces preſentes Lettres.

§. 5. Item il eſt accordé, que ledit Roy de France ne fera paix de la dite guerre avec le Roy d'Angleterre, que nous ne ſoyons enclos ſimplement; Item que noſtre fils ne nous ſoit rendu, ſi le Roy d'Angleterre ne prit premier avant que la paix fut faite cauſe raiſonnable autre que de l'alliance & de l'aide, que nous avons faite, pour laquelle il ſe peut tenir. Item il eſt accordé, que ſi le mariage pourparlé de noſtre fils & de la fille du Roy d'Angleterre eſtoit empeſché pour raiſon de l'alliance deſſusdite, & il convenoit, que nous rendiſſions vingt cinq mil livres de tournois petits, que nous avons receu dudit Roy d'Angleterre pour raiſon dudit mariage, ledit Roy de France ſera tenu de nous dedommager de la dite ſomme, ou de nous pourchaſſer autre mariage convenable, ou que noſtre dit fils prit la valeur de cinquant mil livres de tournois petits en deniers, ou en condition de ſa perſonne.

§. 6. Item il eſt accordé que ſi nous ou nos aidans en cette guerre perdoient heritages, ou quelqu'un de nous, ou de nos aidans fut pris ou tenus pour occaſion de cette guerre, ledit Roy de France ne feroit paix, que les heritages ne ſoyent rendus, & les priſonniers delivrés. Item ſi nous mouvions guerre contre les ennemis du Roy de France à ſa requeſte ou * * * ſienne, ny d'icelluy Roy d'Angleterre, & ont pris les deniers dudit Roy d'Angleterre, contre ſi mouvoient guerre, nous pour achoiſon de cette alliance, de quoy s'il en eſtoit doubte nous ſerons crus, ſi nous le voulons dire par la faute, que nous ſommes tenus à icelluy Roy de France, ils ſont tenus d'ayder, & de ſecourir par ſes gens & à ſes despends. Item ſi aucun du Royaume de France nous vouloit grever ou guerroyer durant la guerre ledit Roy de France, apres ce que iceluy Roy ne nous pourroit accorder amiablement, & que nous le voudrions croire de treme & de deſtinance, ſi l'autre partie le refuſoit, le dit Roy de France deffendroit à ceux de ſon Royaume, que durant la guerre n'iſſiſſent hors dudit Royaume, ſe meslaſſant ny pour l'un, ny pour l'autre, à pied ny à cheval. ANNO 1295.

§. 7. Lesquelles convenances & alliances faites & accordées, ſi comme elles ſont deſſus escrites entre le devant dit noſtre Seigneur & Roy & Nous, Nous ſommes devenus ſes hommes, & luy avons fait hommage de feauté, & promis par noſtre foy & les mains levées ces ſeings, que nous le ſervirons loyaument comme loyal Vaſſal ſon Seigneur; & nobles hommes Theodore Sire de Brederode, Jean Sire de Reneſſe, Guillaume Sire d'Egmont, Henry Sire de Heldam Chevalier, Vilaume Sires de Arkelen, Nicollas Sires de Patten, Philippes de Vaſſenare, Jean de Teilingen, preſens par devant ledit Roy de France promettons loyaument par noſtre foy, que nous ferons & pourchaſſerons à noſtre pouvoir, que ledit Cuens gardera & accomplira les convenances deſſus dites, & luy aiderons à les garder & accomplir. Et en tesmoins de ce nous Cuens & nous autres deſſus nommés avons mis nos ſceaux en ces preſentes Lettres. Donné à Paris le Lundy aprés Theophanie l'an de grace mil deux cents quatre vingts quinze. Et ſont les dites Lettres ſcellées ſur cordons en lacqs de ſoye rouge de neuf ſeaux & cachettées de cire verte.

DXXXII.

Titres accordez par PHILIPPE LE BEL *Roi de France pour les droits de* ROBERT *Duc de Bourgogne ſur la Franche Comté. A Paris, au mois de Janvier* 1296. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuſes ſervant à l'Hiſtoire de Bourgogne. pag. 580.] 1296. Janv. BOURGOGNE DUCHE' ET COMTE'.

PHELIPPE par la grace de Deu *Rois de France*, nous feſons ſavoir à tous, que cum nobles homs, *Othes* jadis *Cuens Palazins de Bourgogne*, Sires de Salins, pour certaines cauſes, ehuſt delivré, & mis en noſtre main la Contée & la Baronie devant diz, & les droiz tous, & noſtre amé & feaulx ROBERS *Dux de Bourgoigne*, nous requeiſt, & ehuſt requis pluſieurs fois, que pluſieurs Chaſteaux, Viles, & autres choſes de ſum fié, & des appartenances doudit Contée, & de ladite Baronie li delivreſſons & meiſſons en ſa main, comme en main de ſeigneur de fié, pour ſauver ſon droit & l'autruy: Nous, la requeſte doudit Duc ohie pluſieurs fois, & vehuës les Lettres qu'il a ſeur lesdits fiez, deliberation ehuë par noſtre Conſoil, tous les fiez & rerefiez doudit Duc, enſi cum il ſunt contenu és Lettres que il en a, ſeur & amiablement metons en la main doudit Duc, comme en main de ſeigneur de fié, pour ſauver noſtre droit, ſuen droit, & le droit de la fille ledit Conte, & le droit d'autruy. Et les deffendra & gardera à ſes despens, & fera les fruiz ſuens tant cum il les tendra. Item, ſe ladite fille eſt donnée par mariage à noſtre filz, le mariage fet en face de ſeinte Egliſe, le Duc recevra noſtredit fils mary de ladite fille, en foy, & en homage des fiez, & des choſes deſſusdites, ſans nul empeschement de forfeture, ne d'autres choſes, & delivrera lors les choſes desdites fiez à noſtredit fil. Et ſe ladite fille prent autre mary, le Duc ſe il li pleſt, recevra celi autre mary ſans empeschement nul. Ou ſe il li pleſt meulx, il remettra les choſes desdiz fiez en noſtre main, ſauf tous ſes droiz. Et adonc il aura Lettres de nous, que dans trois mois apres ce nous en oſterons noſtre main, ou metrons lesdites choſes en la main dunt nous les avons. Apres, quant ladite fille ſera en aaige ſoufiſent, ſi ele requiert le Duc que il la reçoive en ſum homage, le Duc li fera droit ſeur quanque ele li voudra demander, gardé la couſtume dou païs; ſauf audit Duc tous ſes droitz & reſons de forfetures, & d'autres choſes, & auxi ſauves les reſons & les deffences à ladite fille. Et quant cele dite fille fera ceſte requeſte, le Duc ſera quittes des convenances fetes à nous ſeur les choſes devantdites. L'autre terre dou Contée de Bourgoigne, & de la Baronie de Salins, le Duc gardera, ordonnera, & deffandra à ſum pooir, ou nom de nous, & à nos despens, quant les iſſuës de ladite terre n'y porront ſouffire, & y mettra gouverneurs & gardiens des Chaſteaux, & des autres choſes toutes, à ſa volunté. En tesmoing desqueles choſes nous avons mis noſtre ſeial en ceſtes Lettres, fetes & données à Paris l'an de grace mil deux cent quatre vingt & ſeze, ou mois de Jan-

ANNO 1296. Janvier. *Seellées à double queuë de parchemin du ſeau du Roy en cire jaune.*

DXXXIII.

7. Janv. ANGLETERRE ET FLANDRE. *Traité d'Alliance entre* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, & GUY (1) Comte de Flandre contre la France. Fait l'an 1296.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 36.]

NOUS EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine voulons que tous ſçachent, que par ce que aucunes perſonnes de hault eſtat & de grande puiſſance ne regardent mie, ſi comme ils debvroint, à raiſon, mais à leur volonté en la France; a des pris faiſon des Eſtats ſouverains de tous & chacun comme grand qu'il ſoit ne ait mie a deſpos de ce conteſter. Humaine nature, qui entre la gent a faict & ordonné une lignie, enſeigne bien à faire alliance & acquerre amis, pour eſtre puiſſant de defendre violences & injures & de maintenir droicture. Chacun ſçait, & voir eſt, que haut Prince & puiſſant Philippes Roy de France, en qui hommage nous avons eſté comme Pair de France, par ſa volonté ſans raiſon, & ſans noſtre deſerte nous a grevez & dur portez & entrepris ſur noſtre honneurs & ſur le noſtre, lequel il eſtoit tenu pour la raiſon de la feauté, à laquelle il nous receut jadis, de warantir, & nous maintenir pour raiſon & en loyauté, & nous a defailly de droict & en moltz d'autres manieres s'eſt mes faict vers nous, encontre Dieu & encontre juſtice. Et par ce qu'il, ki tant eſt de ſa volonté & puiſſant effort, & ne recogneut nul Souverain, nous a mis en telle neceſſité, kil convient, que nous querrions & pourchaſſions amis encontre li, nous avons faict & faiſons entre nous d'une part par le conſeil de nos Prelatz, de nos Comtes, de nos Barons, de nos amis & de nos gens, & entre noble homme & puiſſant GUY Comte de Flandres & Markis de Namur d'autre part, par le conſeil de ſes Barons, de ſes amis & de ſes gens, de noſtre commune & bonne volonté, & de noſtre commun aſſent d'une part & d'autre, alliances & convenances en la maniere qui enſuit; Les quelles alliances & convenances nous voulons, que en bonne foy elles durent de ores en avant à tousjours perpetuellement par nous Roy & Comte deſſus nommez, & par nos hoirs auſſi Roys d'Angleterre & Comtes de Flandres.

§. 2. C'eſt à ſçavoir que nous Eduart Roy d'Angleterre deſſus nommé avons convenu & promis pour nous, & pour nos hoirs Roys d'Angletere audict Comte de Flandres pour li & pour ſes hoirs Comtes de Flandres, que enſi eſtoit, que le Roy de France ou ſes hoirs Roys de France veniſt avec bannieres ſur le Comte de Flandres, ki or en droit eſt, ou ſes hoirs Comtes de Flandres, ou enveaſt de par li à ſi grand force ſur les deſſusdictz Comte ou ſes hoirs Comtes de Flandres, ke ſuffier ne deffendre ne ſe peuſſent; Nous les dictz Comte de Flandres ou ſes hoirs Comtes de Flandres ayder devons & ayderons encontre ledict Roy de France ou ſes hoirs Roys de France & encontre tous leurs aydans, par nos alliez de delà la mer & par nos gens d'Angleterre loyaument & en bonne foy ſelon noſtre port, & en la maniere qui enſuit.

§. 3. C'eſt à ſçavoir que les gens, ke nous y envoyerons, feront trouver à nos cuſtages, paſſages par mer, reſtor de chevaux & gaiges, enſi toutes voyes, que le deſſus nommé Comte de Flandres ſe ils avoient defaute de victailles leur feroit avoir en ſes terres avenantement pour leurs deniers, ſur ce qu'ils feront en eſtrange païs; & toſt auſſy ledict Comte de Flandres & ſesdicts hoirs Comtes de Flandres nous & nos hoirs Roys d'Angleterre devons ayder & ayderons encontre le Roy de France & ſes hoirs Roys de France, & encontre tous leurs aydans de tout leur pooir loyaument & en bonne foy à tous ſes alliés, c'eſt à ſçavoir que li deſſus nommé Comte de Flandres cette guerre ki nous orendroit avons al deſſusdict Roy de France avant que commancer guerre au Roy de France dedans les deux mois, que nous li averons mandé, d'autre part il fait à ſçavoir, ke ſi le Comte de Flandres commance de ſon faict guerre au Roy de France avant que nous li evions mandé en la maniere deſſus dicte, ou ledict Roy de France de ſon faict la commance ſur li, nous ledict Comte devons ayder & ayderons par nos alliez & par nos gens loyaument & en bonne foy tout enſi comme deſſus eſt dict, mes que hom le nous face à ſçavoir par temps ſuffiſant, & ſçachent tous, ke tous les enfans ledict Comte & ſes alliez devient eſtre tote cette guerre de ores durante en cette alliance. ANNO 1296.

§. 4. De rechef nous voulons ke tous ſçachent, ke nous ne nos hoirs Roys d'Angleterre de cette guerre, ki nous orendroit avons au deſſusdict Roy de France, ne d'autre ki avenir peuſt a nul jour de nous ou de nos hoirs Roys de Angleterre audict Roy de France, ou à ſes hoirs Roys de France, ou dudict Roy de France & ſes hoirs Roys de France audict Comte de Flandres ou à ſes hoirs Comtes de Flandres, penitence ne ſuffrance ne poonis ne devoins faire, ne ne ferons ſans l'aſſent, l'octroye & le conſent dudict Comte de Flandres; & non plus ne le doivent faire le Comte de Flandres ne ſes hoirs Comtes de Flandres deſſusdictz ne de cette guerre ne de nulle autre ſans l'aſſent l'octroie & le conſent de nous ou de nos hoirs deſſus dicts, ne nul des autres enfans le Comte ne peut ne ne doit faire penitance ne ſuffrance au Roy de France durant cette guerre, que nous orendroit avons a li, ſans l'aſſent de nous ou de nos hoirs Roys d'Angleterre. Et ſi la dicte guerre eſtoit finie, ſi que paix en fut faicte, & autre guerre ſurgiſt en aprés entre ledict Roy de France ou ſes hoirs Roys de France, & nous ou nos hoirs Roys d'Angleterre, ou entre ledict Roy de France ou ſes dicts heoirs, & le Comte de Flandres ou ſes heoirs Comtes de Flandres, & les enfans le Comte, qui Comtes de Flandres; ne ſeront mie encontre nous ou encontre le Comte de Flandres, ki à donc ſeroit, nous ne nos heoirs, ne le Comte de Flandres ne ſes heoirs Comtes de Flandres ne ſeroient tenus, qu'ilz fuſſent contraires à nous, aydans à ceux ne conſeillans en nulle maniere, ne ne les recettions nullement.

§. 5. Et parce que le deſſus nommé Comte de Flandres peut mieux & plus ſeurement ſouſtenir & endurer ſi grand obniſion & ſi grand faict de guerre, comme il conviendra contre ledict Roy de France & ſes alliez & ſes aydans, nous ou nos heoirs Roys d'Angleterre devons donner & donnons audict Comte de Flandres chacun an, durante la ſusdicte guerre, ſoixante mil livres de tournois noirs ou tel avenant en autre monnoye curſable à payer & à delivrer à deux payemens dedans la Comté de Flandres; c'eſt à ſçavoir à chacun payement trente mil livres en ladicte monnoye, dont le premier commencera à Noel, qui ſera l'an de noſtre Seigneur mil deux cens quatre vingts dix ſept; & le ſecond à la nativité ſainct Jean Baptiſte aprés, & ainſy doibvent eſtre continuez les payemens desdictz ſoixante mil livres d'an en an deux payemens & ez deſſusdictz termes tant & ſi longuement, que cette guerre durera; & outres totes celles noſtres deviſes, promeſſes & dons, nous rewardé l'eſtat de orendroit du Comte de Flandres & de ſon pays, por mieux *** & maintenir & les griefs faictz ſouſtenir, luy avons donné & donnons une ſomme de deniers dont il a de nous Lettres especiales, qui en font claire & pleine mention, & ſoit connue choſe à tous ke les aliances, que nous par nous & par nos hoirs Roys d'Angleterre & ledict Comte de Flandres par li & par ſes hoirs Comtes de Flandres avons faictes, ne puent eſtre jamais pour rien, ki avienne ne avenir peuſt, de faict, ne par commandement ne par porchaſt de ce poſtellé ne d'autruy ne par choſe, qui ſoit impetrée & apoſtoillée ne d'autruy, ne comme on peut octroyer ne par achoiſon nulle quelle quelle ſoit, ſi nous ambedeux ou nos hoirs Roys d'Angleterre & Comtes de Flandres ambedeux n'y mettions noſtre commun accord & aſſent, ou nosdictz hoirs le leur; & ſi commandement ou pourchaſt en fuſt faict, ou aucune achoiſon aveniſt, quelle quelle fuſt, qui deuſt à ce mouver, ſi n'entendons de rien uſer, ne ne uſerons, ſi nous de commun accord ambedeux n'y aſſentons ou nosdictz heoirs.

§. 6. Toutes ces choſes deſſus dictes & chacunes de elles avons nous en convenu loyaument por nous & por nos heoirs Roys d'Angleterre à tenir & à emplir en bonne foy au deſſusdicts Comte de Flandres por li & por ſes heoirs Comtes de Flandres, & par noſtre ſerment faict en noſtre alme, & en noſtre nom, par noſtre commandement & en noſtre preſence par les ſainctes Evangiles touchées corporellement par Procureurs, ke nous pour ce faire por nous & por nos dictz heoirs Rois d'Angleterre & en noſtre nom meſ-

(1) Ce Comte étoit irrité contre la France, parce qu'étant allé à Paris pour quelque affaire, il y avoit été arrêté ſous prétexte de ſes intelligences avec les Anglois; & n'avoit été élargi, qu'en laiſſant en ôtage la Princeſſe ſa fille, qui étoit promiſe au Prince de Gales. Cette Princeſſe étant morte en France, de poiſon, à ce que prétendent quelques Hiſtoriens, ou d'ennui, au ſentiment de quelques autres, le Comte de Flandre, qui ſe vit en liberté, fit ce Traité avec *Eduard.*

ANNO 1296. me, c'eſt à ſçavoir, Monſieur Huguet le Despencier, & Monſieur Wantel de Beauchamp Seneschal de nostre hoſtel Chevalliers l'avons promis & faiĉt, & ce que par eux en a eſté promis, juré fiauté & faiĉt, comme faiĉt en noſtre nom & par nous, nous l'avons greé & approuvé, & le greons & approuvons & ou eſt tot ce le promettons nous à faire tenir & accomplir, ſans venir ne faire jamais rien encontre ne par nous ne par autruy, ne en tot, ne en aucune partie, & quant a ce nous obligeons auſſy audiĉt Comte & à ſes hoirs Comtes de Flandres tout le noſtre entierement & nos heoirs Roys d'Angleterré perpetuellement à tousjours & tot le leurs, & par le meſme ſerment la meſme foy & convenance nous quant à ce toutes ces choſes entierement & chacunes d'icelles avons renoncié & renoncions à toutes les choſes par les quelles les choſes, qui ſont contenues en ces Lettres en tot ou en partie, pourroient eſtre desfaiĉtes ou empechées ou delayées, & voulons, que cette renonciation vaille en tous points & en tous cas, tout ainſi, que ſe expreſſement & ſpecialement ils fuſſent mis en avant & renoncions enſuite au droiĉt ki vol, ke generale renonciation ne deit valer.

§. 7. Et avons en convenu audiĉt Comte de Flandres por li & por ſes hoirs Comtes de Flandres ſur le ſerment deſſusdiĉt, ke quelle houre que noſtre fils Edward aura ſon aage & requis en ſerment par lediĉt Comte ou ſes hoirs Comtes de Flandres, nous li ferons greer, octroyer & confirmer, & li meſme en cette forme allier & obliger par li & por li, & donner ſur ces choſes ſes Lettres ſellées & confirmées de ſon propre ſeel audiĉt Comte de Flandres. Et parce que totes ces choſes ſoient plus ſacrées, tenues & gardées mieux & plus fermement, nous en nom de ſouvenance & de tesmoignage avons ces preſentes Lettres faiĉt ſeeller de noſtre ſeel, leſquelles Lettres furent faiĉtes & données à Gipewez, lendemain de l'Epiphanie l'an de grace mil deux cens quatre vingts & ſeize, & de noſtre Regne le vingtieſme quinĉt. Et ſont lesdiĉtes Lettres cy deſſus transcriptes ſeellées ſur le reply en lacqs ou cordons de ſoye verte & rouge d'un grand ſeel de cire verte, à l'autre part duquel ſeel eſt la figure d'un Roy aſſis en une chaire ayant couronne en teste, & de l'autre part eſt un homme monté ſur un cheval armé par le chef, & tenant une eſpée en la main; à la circonference duquel ſeel eſt pareille inſcription à cette qui enſuit: EDWARDUS DEI GRATIA REX ANGLIÆ, DOMINUS HIBERNIÆ, DUX AQUITANIÆ. Et ſur le dos des diĉtes Lettres eſt escrit ce qui enſuit: *Confœderationes factæ inter Regem Angliæ & Comitem Flandriæ, Anno milleſimo ducenteſimo nonageſimo ſexto.*

DXXXIV.

Mars. *Lettres de* JEAN *Roi d'Ecoſſe, par leſquelles il ſe ſoumet à* EDOUARD I. *Roi d'Angleterre, lui remettant le Royaume d'Ecoſſe, & reconnoiſſant la faute qu'il a faite de ſe liguer contre lui avec le Roi de France.* [HENRIC. DE KNYGHTON de Eventibus Angliæ Lib. III. inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. col. 2481.]

JOHAN per la Grace de Dieu &c. Cum nous par noſtre malves Counſaile & faus, & par noſtre ſimpleſſe eioms grevousment offenduez & coronſe noſtre Seigneur Edward roy Dengleterre en meynte choſes, ceſt aſſavoire nous eſteanz & demoranz en ſa foie & ſon homage de faire aliance à Roy de France contre luy qui donkes eſtoit & unquore eſt ſon enmy & affaire mariage ou la file ſon frere Sir Charles pour noſtre Seignour grever & le Roy de France eyder oue tote noſtre povaire par guerre & aultres maners, & puis par noſtre mauves Counſaile despire noſtre Seigneur le Roy dengleterre & nos mettre hors de ſon homage & de ſa foy par le homage rendre: & auxi noz gens envoyere en ſa terre pur faire arſonz, preyez prendre, homycides faire & damages pluſours. Et la terre de Scoce la quele eſt de fee de gentz dez armes en Viles, Chaſtiels & allours mettre & eſthabelere pur la terre defendre encontre luy, & pour ſon fee luy deforciere. Pur lez queuz choſes & trespas de ſouzt dit noſtre Seignour le Roy Dengleterre eſt en ſa terre de Escoze entre, & al fors ad pris & conquis noun te ſteant le pouere que nos avons le homage rendre. Pur la quele choſe nous eſteauntz en noſtre pleyne pouare & noſtre franche volunte luy avoms renduez la terre de Scoce & tote la gent oue totez loure homages. En toismoignance de quele choſe &c.

ANNO 1296.

DXXXV.

28 Août *Hommage rendu à* EDOUARD I. *Roi d'Angleterre par les Grands du Royaume d'Ecoſſe. A Berwyck ſur la Twede le 28. d'Août l'an 24. de ſon Regne.* [HENRIC. DE KNYGHTON, De Eventibus Angliæ Lib. III. inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. col. 2482.]

A touz ceux que ceſte Lettre veront oue oyront &c. Salutz. Pur ceo que nous a la faie & a la volunte de tres noble Prince & noſtre chier Seigniour Sir Edward par la grace de Dieu Roy Dengleterre, Seigniour Dirlande, Duc Daquitan, promittoms, pur nous & pur noz heyres ſur payne de Corps dez avers & ſur quant que nous poms que nous luy ſerveroms bien & lealment contre totes gentz que purront viver & morire totes les fyes que nous ſeroms requis oue garnies par noſtre Seigniour le Roy Denglettere avantdite oue par cez heires, e que nous lour damagez ne ſaveroms que nous le deſturberoms a tote noſtre pouare e lour froms a ſaver, & a ceſte choſe tenir & gardir nous obligioms nous & noz heyres & touz noz biens, & ſur ceo avoms jure ſur Seyntez Evangeliſtez. Eſtre ceo nous touz & chescune de nous par ſey avoms faite fyance a noſtre Seigniour le Roy Denglettere avantdite en ceſte paroles. Jeo ſerra feal & leal & fei & leute portrai au Roy Edward Dengleterre a cez heyres de vie & de membre, & de terriene honour contre totez gentz que purront viver & morire, & jammes pur nully armes porteray ne en conſeile ne en eyde ſeray contre luy ne encontre ſez heires en nule caſe que poet avenir; ſi me eyde Dieu & les Seyntz. En tesmoigne de ceſtz choſez nous avoms fait faire ceſt Lettre overte ſeale de noz Seals. Done a Barwyck noſtre Seignour Roy Dengleterre avantdite XXIIII.

Scriptum ROBERTI BRUS *& quorundam aliorum.*

A Tous Ceux que ceſtez preſentz Lettres verront oue oyront, Patric Conte de la Marche & de Dunbarre, Gilbert de Umſmavile Conte de Anegos, Robert de Brus le veyle, Robart le Bruys le june Conte de Carryk Salutz. Pur ceo que nous ſumus & tous jours avoms eſte a le feye & a la volunte de tres noble Prince & noſtre chier Seigniour Sir Edwarde par la grace de Deiu Roy Dengleterre, Seigniour Dirland & Duc de Aquitaine, Nous promittoms pur nous & pur noz heyres ſur payne de Corps & de avier & ſur kanke que nous puiſſons encoure que nous luy ſerveroms bienne & lealment encontre totez genz que porront viver & morere tous les filz que nous ſerromis requis oue garnez de part noſtre Seignour le Roy Dengletterre avantdite oue par cez heyres. Et que lour damages non ſaveroms que nous le deſturbroms a tote noſtre poare oue leur feroms aſſavoire. Et a ceſtez choſez tenir & garder obligoms nous & noz heyrez & tous nos bienz. Et outre ceo avoms jurez ſur Seynte Evangeles. Et puis nous tous & chescun par ſey avoms faite homage a noſtre Seignour le Roy avantdite en ceſtez parolez. Jeo devynk voſtre homme lige de vye & de membre & terrene honour contra touz gentz que purront viver oue morire.

Serment reciproque du Roi EDOUARD.

NOus les receyvoms de terres dont vous eſtes ore ſeyze ſauf noſtre droit & autri & forpris lez terres lez queus John de Baliol qi fuiſt Roy de Scoce vous dona puis que nous luy ſumes renduz le realme de Scoce ſi nuls vous eit done. Ouſtre ceo nous tous & chescune de nous par ſey avoms fait fyance a noſtre Seignour le Roy Dengletierre avantdite en ceſtez parolez. Jeo ſerra feal & leal & lealte porteray au Roy Dengleterre Edward & a ſez heyrez de vie & de membre & de terriene honour contre totez gentz que purront viver oue morire. Et james pur nuli armes ne portera ne en conſaile ne en eyde ſerra contre luy ne contre ces heires pur nule cas qe poet avenir, e lealment reconuſtray & lealment frai lez ſervices qi appertenent as tenements que jeo cleyme tener de vous ſi Dieu me eyde & les Seynts. En tesmognance de queles choſez nous avoms

fait

ANNO 1296. fait faire ceſtez Lettres overtez de noz Seales ſeales. Donna Wark le XXV. jour de Marche lan du Regne noſtre Seigniour Edward Roy Dengleterre XXIIII.

DXXXVI.

18 Août. *Litteræ Pontificis* BONIFACII VIII. *ad Regem Franciæ* PHILIPPUM Pulchrum, *ſignificantis ſe non recuſare, quominus Negotium Pacis inter Ipſum Franciæ Regem & Regem Angliæ in ſua Curia juxta ipſius placitum tractetur; porrò cupit, ut Comitem* ALENCONIUM *ipſius Regis Fratrem ad ſe mittat, quò Huic quædam arcana nulli alii revelanda aperire poſſit; quæ* ALENCONII *miſſio ſub prætextu voti vel cupiditate invisendi* CAROLUM *Regem Siciliæ ut inſtituatur conſulit. Dat. Anagniæ* XV. *Kal. Septemb. ann. Pontific.* 2. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, pag. 361.]

BONIFACIUS Episcopus Servus Servorum Dei Cariſſimo in Chriſto Philippo Regi Franciæ illuſtri Salutem & Apoſtolicam benedictionem. Serenitati Tuæ per alias noſtras Litteras, quas tibi dirigimus, intimamus, quod ex quo tibi placet, ut negotium Pacis, & quæ ad ipſum pertinent, inter te & Cariſſimum in Chriſto filium noſtrum Anglorum Regem illuſtrem in Curia noſtra per ſolemnes Nuntios partis utriusque tractetur, nobis placet id ipſum, & tanto bono nolumus nos ſubtrahere, nec ſuper hoc recuſare laborem. Unde ſecundum dictarum Litterarum noſtrarum tenorem tuæ Celſitudini placeat ſolemnes tuos Nuntios, ut præmittitur, deſtinare.

Cæterum amor fervidus, & ignitus, quem diu celare non poſſumus infra pectoris noſtri clauſtra, cogit ſecretum mentis noſtræ conceptum filiationi tuæ paternaliter aperire. Tua igitur Celſitudo cognoscat, quod quædam alta in mentis noſtræ arcano verſant ad promovendam perſonæ tuæ exaltationem, honoris & Regni tui ſtabile fulcimentum, quæ nunquam alicui duximus revelanda; pro quibus efficacius executioni mandandis, dilecti filii nobilis viri Caroli Alenconii Comitis fratris tui, quem ſinceritatis prærogativa proſequimur, præſentiam habere vellemus, ex quo te, propter impedimenta varia, non poſſumus habere præſentem; Quapropter Excellentiam tuam rogamus & hortamur attente, ut poſt miſſionem dictorum Nuntiorum tuorum dictum Comitem e veſtigio ad nos mittas; miſſionis hujusmodi ſecreta cauſa celata, ſibi tamen per te expoſita. Sui tamen Adventus poterit publicus color eſſe veniendi, videlicet ad viſitandum Beatorum Apoſtolorum Petri & Pauli limina, noſtramque videndum perſonam, ad filialem præcipuum gerit affectum; ad revidendum inſuper Cariſſimum in Chriſto filium noſtrum Carolum Siciliæ Regem illuſtrem ſocerum & ejus uxorem ſocrum ſuos, eorumque filios cognatos ejus, quos ipſum credimus nunquam vidiſſe; tractatibus quoque inter te, & prædictum Regem Angliæ in præſentia noſtra Deo auctore habendis, præſentia dicti Comitis multum poterit eſſe utilis, dictique tui Nuntii per eum ſalubriter dirigentur, de quo, & tu habebis fiduciam pleniorem, reſcripturus nihilominus nobis ſecrete, quid de hujusmodi miſſione dicti Comitis tua deliberabit Excellentia, & disponet; ut & nos certificati de hoc, ad ea quæ concepimus, nos efficacius disponamus.

Datum Anagniæ decimo quinto Calendas Septembris, Pontificatus noſtri anno ſecundo.

DXXXVII.

7. Nov. *Litteræ Pontificis* BONIFACII VIII. *ad Regem Franciæ* PHILIPPUM Pulchrum, *quibus ſignificat, quod, quia Nuntii ſui Apoſtolici nihil efficere potuerint, hinc ſibi placere, ut tam Franciæ quàm Angliæ Reges, ad ſe mittant, ad tractandum, Legatos. Anno* 2. *Pontificatûs.* XV. *Kalend. Decembris.* [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, pag. 369.]

ANNO 1296.

BONIFACIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, Cariſſimo in Chriſto filio Philippo Regi Franciæ illuſtri, Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Litteras venerabilium fratrum noſtrorum B. Albanenſis & S. Prænesteſis Epiſcoporum recepimus per præſentium portitorem, continentes ſerioſe proceſſus atque tractatus per ipſos communiter & diviſim diverſis temporibus habitos, cum te & Cariſſimo in Chriſto filio noſtro, & Anglorum Rege illuſtre, tuorumque, ac ipſius Regis Anglorum Conſiliariis & tractatoribus invenerant, & qualiter prædictus Rex Angliæ Treugis non præberet aſſenſum, niſi ad eas concurreret Cariſſimi in Chriſto filii noſtri, ac illuſtris Regis Romanorum aſſenſus, nec non qualiter ordinarunt convenire de Menſe Octobri cum ipſius Nuntiis Camerari. Demum & ipſarum Litterarum concluſione percepimus quod tu & prædictus Rex Angliæ conſentiretis mittere ſolemnes Nuntios ad præſentiam noſtram, ad tractandum de Pace, & de totali Negotio, & ſuper omnibus ad illud ſpectantibus, habentes ſuper iis mandata ſufficientia, licet una Partium forſan ad compromittendum mandatum non daret. Unde ſuper hac ultima vice petierunt ipſi Epiſcopi celeriter noſtrum ipſis beneplacitum explicari.

Nos igitur præmiſſis in deliberationem adductis ſuper corporalibus laboribus & mentalibus anxietatibus quos pro iſto negotio ſubierunt, ipſis paterne compatimur, & quamvis intrinſecus cordis dolore tangamur, dum noſtra ſalubria monita non recipiuntur a filiis, velut medicamenta curantia, & quod eis quodam modo diſplicere videbitur quod ipſos ad ſalutem intendentes, tamen utilitatem publicam Chriſtianitatis, & fidei multiplicis utriusque Partis vitationem diſpendii, & multimoda commoda, quæ tibi, & ipſi Regi Angliæ, veſtrisque Regnis, non ſolum de Pace, verum etiam ex Treugis congruis, auctore Domino, provenirent providimus adhuc non deſiſtendum occœptis, conſiderantes quod bonorum laborum fructus eſt glorioſus, etiamſi bene laborans non ſemper habeat ſuæ ſanctæ intentionis effectum. Ad præmiſſam igitur viam ſuper qua prædicti Epiſcopi petierunt noſtrum intimari beneplacitum, respondimus quod ex quo non poteſt via utilior & expeditior in partibus illis a Partibus obtineri, placet nobis ut tam tu quam Rex Angliæ ſupradictus, ſolemnes Nuntios veſtros celeriter ad noſtram præſentiam transmittatis ſuper Pace ac totali Negotio, & ad illud ſpectantibus, ad tractandum plenum mandatum habentes, & etiam ad firmandum ea in quibus convenient ipſi venturi Nuntii qui tractabunt. Nos enim etſi gravati & occupati ſumus plurimum ultra vires; ex quo tamen utile creditur quod in præſentia noſtra tractetur, non intendimus nos ſubtrahere aut recuſare laborem, quin ad proſecutionem tanti boni noſtra ſtudia convertamus, ſecundum gratiam quam nobis Dominus ſubminiſtrabit.

Celſitudinem ergo regiam monemus, rogamus, & hortamur attente, ut ſi ad viam hanc hujusmodi Negotium deducatur, mittas Nuntios providos, bonos, fideles, tractabiles & ſuaſibiles, non reſiſtentes lumini, ſed qui veritati & rationibus acquiescant, & tuæ plene ſint conſcii voluntatis, ita quod non oporteat ſuper quolibet articulo, ſive verbo ad te habere recurſum, & tantum bonum periculoſe differri, in magnum Chriſtianitatis & fidei detrimentum.

Datum Anagniæ XV. Kalendas Decembris, Pontificatus noſtri anno ſecundo.

Et ſur le reply desdictes Lettres eſt escrit qui s'enſuit:

De Cur. De Se.

Et ſont lesdictes Lettres ſcellées d'un Scel de plomb pendant audict reply, en une part duquel ſont escrits ces mots:

BONIFACIUS PAPA OCTAVUS.

Et ſur le dos desdictes Lettres eſt auſſy escrit ſe qui s'enſuit:

Quædam Conſultatio Bonifacii in facto Angliæ, Pontificatus ejusdem anno ſecundo, ſuper Pace inter Franciæ & Angliæ Reges reformanda.

DXXXVIII.

Charta Pacis & Concordiæ per EDWARDUM *Regem Angliæ Comitibus, Baronibus & Armigeris Regni Confœderatis conceſſæ; Quâ nullum* 1297.

ANNO 1297. *Tallagium per se aut Hæredes suos imposterùm sine consensu Statuum Regno imponere, omnesque Leges & Consuetudines Clericis & Laicis conservare, nec non rancorem Transgressoribus omnibus remittere pollicetur.* [HENR. DE KNYGHTON Chronica inter Anglicanæ Histor. Scriptores X. col. 2523.]

NULLUM Tallagium, vel auxilium per nos vel hæredes nostros de cætero Regno nostro imponatur, seu levetur sine voluntate & assensu communi Archiepiscoporum, Episcoporum, & aliorum Prælatorum, Comitum, Baronum, Militum, Burgensium, & aliorum liberorum hominum in Regno nostro.

Non capiat blada, lanas, coria, aut aliqua alia bona cujuscunque sine voluntate, & assensu illius cujus fuerint hujusmodi bona. Nihil capiatur de cætero nomine vel occasione malæ Tollæ de sacco lanæ. Volumus etiam & concedimus pro nobis, & hæredibus nostris, quod omnes Clerici, & Laici de Regno nostro habeant omnes Leges, Libertates, & liberas Consuetudines suas ita libere, & integre sicut eas aliquo tempore plenius, & melius habere consueverunt. Et si contra illas, vel quemcumque articulum in præsenti Carta contentum statuta fuerint, vel edita per nos vel Antecessores nostros, vel Consuetudines inductæ, volumus, & concedimus, quod hujusmodi Consuetudines, & Statuta vacua, & nulla sint in perpetuum. Remisimus etiam Humfredo de Bowne Comiti Hertfordiæ, & Elekes Constabulario Angliæ, Rogero Bygot Comiti Nortfolk Marescallo Angliæ, & aliis Comitibus, Baronibus, Militibus Armigeris, Johanni de Ferrariis, ac omnibus aliis de eorum societate, confœderatione, & concordia existentibus, nec non omnibus XX. libratas ternæ tenentibus in Regno nostro sive de nobis in Capite, sive de quocumque qui ad transfretandum nobiscum in Flandrias certo die notato vocati fuerunt, & non venerunt rancorem nostrum, & malam voluntatem, quam ex causis prædictis erga eos habuimus, & etiam transgressiones, si quas nobis vel nostris fecerint, usque ad præsentis Cartæ confectionem. Et ad majorem hujus rei securitatem volumus, & concedimus pro nobis, & hæredibus nostris, quod omnes Archiepiscopi & Episcopi Angliæ in perpetuum in suis Cathedralibus habita præsenti Carta, & lecta excommunicent publicè, & in singulis Parochialibus Ecclesiis suarum Diocesum excommunicare seu excommunicatos denunciare faciant bis in anno omnes, qui contra tenorem præsentis Cartæ vim, & effectum in quocumque Articulo scienter fecerint, aut fieri procuraverint quoquomodo. In cujus rei testimonium præsenti Cartæ Sigillum nostrum est appensum una cum sigillis Archiepiscoporum, Episcoporum, Comitum, Baronum, & aliorum qui sponte juraverunt, quod tenorem præsentis Cartæ, quatenus in eis est, in omnibus, & singulis articulis observabunt. Et ad ejus observationem consilium suum, & auxilium fidele præstabunt imperpetuum.

DXXXIX.

19. Avr. *Litteræ* B. *Albanensis & S. Prenestrinensis Episcoporum atque S. Sedis Legatorum, de Treugis à* BONIFACIO VIII. *Papa, sub pœna Excommunicationis, inter Franciæ & Angliæ Reges indictis. Cum Protestatione* PHILIPPI *Regis Franciæ, contra prædictam Indicationem ut abusivè & perperè attentatam. Datum Credulii 13. Kal. Maii.* 1297. [Preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane, Tom. I. pag. 232.]

(1) UNIVERSIS præsentes Litteras inspecturis, miseratione divina B. Albanensis, & S. Prenestrinensis Episcopi, salutem in Domino. Notum facimus quòd cùm nos expofuissemus oraculo vivæ vocis Excellenti Principi Domino Philippo Francorum Regi illustri, Treguas per Sanctissimum Patrem & Dominum nostrum, Dominum Bonifacium Papam VIII. Litteris suis Patentibus jamdudum indictas usque ad festum Nativitatis beati Joannis Baptistæ proximo jam elapsum, ipsi Regi ac Romanorum & Angliæ Regibus illustribus, super guerris instigante Diabulo suscitatis inter Romanorum & Angliæ Reges prædictos seu quemlibet eorundem ex una parte & prædictum Franciæ Regem ex altera; quas Treugas publicare & dictas Litteras præsentare Francorum & Angliæ Regibus ipsis distuleramus ex causa, nec non ad prorogationem dictarum Treugarum ante tempus earum finitum Litteris suis Patentibus per dictum Dominum nostrum factam à dicto festo B. Joannis Baptistæ proximo præterito usque ad biennium percompletum, ac etiam usque ad dictum tempus Treugas de novo indictas, Sententias insuper Excommunicationis in contravenientes latas per ipsum Papam, prout in dictis Litteris plenius continetur. Cumque dictas Litteras præsentaremus dicto Regi Franciæ legendas, idem Rex incontinenti, antequam eædem Litteræ legerentur, nomine suo, & se præsente fecit exprimi, & mandavit in nostri præsentia protestationes hujusmodi, & alia quæ sequuntur.

Videlicet regimen temporalitatis Regni sui ad ipsum Regem solum, & neminem alium pertinere, seque in eo neminem superiorem recognoscere, nec habere, nec se intendere supponere, vel subjicere modo quocunque viventi alicui super rebus pertinentibus ad temporale regimen Regni, sed potius se intendere feoda sua justitiare, Regnum suum defendere continuè, jusque Regni per omnia prosequi cum subditis suis amicis & valitoribus, prout hæc Dominus ministrabit: maxime cum dictarum Treugarum indictionis virtus vel indicentis intentio ipsum Regem aliquatenùs non impediat in præmissis vel aliquo eorundem, ut dicebat, nec aliquem obicem contrarietatis opponat: sed dicti Regis Regnique sui turbatores & æmulos arctius reprimat illorum compescat audaciam, ausus frænet, ac Excommunicationis Sententias, si contra Treugarum tenorem ipsarum venire præsumpserint, ipso Rege dictoque Regno suo remanentibus non ligatis, juxta declarationem per dictum Dominum Papam factam, Litteris suis patentibus ipsi Regi directis. A quibus declaratione & protestationibus verbo vel facto, nunc vel in futurum idem Rex non intendit recedere, ut dicebat.

Quatenùs autem ipsius Regis animam tangit, & ad Spiritualitatem attinet idem Rex prædecessorum suorum sequens vestigia paratus est, monitionibus & præceptis Sedis Apostolicæ devotè, ac humiliter obedire, in quantum tenetur & debet, & tanquam verus & devotus filius Sedis ipsius & Sanctæ Matris Ecclesiæ reverentiam observare.

Quibus præmissis nos ad publicationem dictarum Treugarum, & earum prorogationis ac Sententiarum proceffimus, dictasque Litteras Apostolicas & earum tenorem legi, & seriatim exprimi fecimus Regi prædicto.

In quorum testimonium Sigilla nostra præsentibus duximus apponenda. Datum Credulii Bellovacensis Diœcesis decimo tertio Kalend. Maii, anno millesimo ducentesimo nonagesimo septimo Pontificatus prædicti Domini Bonifacii Papæ VIII. anno tertio. Sigillatum duobus Sigillis dictorum Cardinalium.

DXL.

Conventions du Mariage de GUILLAUME *Fils d'*AME' *Comte de Geneve, avec* AGNES *fille d'*AME' *Comte de Savoye, passées le dernier d'Août de l'Année* 1297. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 155.] 31 Août SAVOYE ET GENEVE.

ANNO Domini M. CC. XCVII. Indict. X. pridie Calend. Septembris, per hoc publicum Instrumentum cunctis appareat evidenter, Quòd cum Vir *Illustris Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ* dederit, & certis terminis solvere promiserit Viro Illustri Domino Amedeo Comiti Gebennensi, nomine Domini GUILLELMI Filii ipsius Domini Comitis Gebennensis, stipulanti, & recipienti decem millia librarum Turonensium minorum bonorum, & legalium pro dote, & ex causa dotis egregiæ Mulieris *Dominæ* AGNESIÆ *Filiæ dicti Domini Comitis Sabaudiæ, futuræ Uxoris dicti Domini Guillelmi*, dictúsque Dominus Comes Gebennensis, ante contractum matrimonium, donaverit dicto Domino Comiti Sabaudiæ, nomine dictæ Dominæ Agnesiæ, ex causa dotalicii, sive ex sponsalitia largitate, quatuor millia librarum Turonensium de dote promissa solvere, & restituere dictæ Agnesiæ, aut illi vellillis adquem vel quos prædictorum repetitio pertinebit in omnem causam, & eventum quo de jure locum haberet repetitio vel restitutio præmissorum, & pro prædictis adimplendis obligaverit eidem Domino Comiti Sabaudiæ,

(1) Cette Pièce se trouve aussi dans les Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge. Vol. LV. pag. 413. J'ai collationé les deux Copies; elles sont presque les mêmes de mot à mot. [DUM.]

ANNO 1297. Sabaudiæ, & michi Notario infra ſcripto recipientibus ut ſuprà, omnia bona ſua, & ſpecialiter Caſtra ſua de Rumiliaco in Albaneſio, de Alta-villa, de Albiaco, & de Charoſſa, cum omnium prædictorum mandamentis, redditibus, & pertinentiis univerſis, & fructus dictorum Caſtrorum in caſu reſtituendæ dotis, dicto Domino Comiti Sabaudiæ prædicto nomine, & omnium quorum intereſt, donaverit, præcipuè quousque eidem Agneſiæ eſſet integrè ſatisfactum de dote, & donatione prædictis, pro quibus firmiter adimplendis, per dictum Dominum Comitem Gebennenſem, & ſucceſſores ipſius dabit fidejuſſores idoneos: Et fuerit actum inſuper quòd ipſe Dominus Comes Gebennenſis Caſtrum ſuum Clarimontis tradat, expediat Viro Nobili Domino Humberto de Boczezello Militi Domino de Chatoney tenendum, & cuſtodiendum nomine dictæ Dominæ Agneſiæ, quousque dictæ promiſſiones præſtitæ fuerint, per eumdem Dominum Comitem Gebennenſem & quousque eidem Dominæ Agneſiæ per fidejuſſores, ut ſuprà cautum fuerit: Præterea cum idem Dominus Comes Gebennenſis donaverit, & ſolvere promiſerit præfato Domino Comiti Sabaudiæ, pro arris dicti Matrimonii contrahendi, nomine pœnæ, duo millia marcharum argenti, ſi (quod abſit) contingeret, quod ſtaret per dictum Dominum Comitem Gebennenſii, five per Guillelmum ejus Filium, quominus compleretur Matrimonium ſupradictum: ac etiam actum fuerit, quod dictus Dominus Comes Gebenneſii incontinenti tradat, & expediat præfato Humberto Caſtrum ſuum de Ballaiſon tenendum, & cuſtodiendum per ipſum Dominum Humbertum, ad expenſas dicti Domini Comitis Gebennenſis, quousque dictus Dominus Guillelmus, & dicta Domina Agneſia, cum fuerint ætatis legitimæ, ad Matrimonium contrahendum ad invicem, quo caſu dictus Dominus Comes Gebennenſis erit quittus, & abſolutus penitùs, de duobus millibus marchis argenti prædictis. Quæ omnia, & ſingula ſupradicta prænominati Comites promittunt viciſſim unus alteri per ſtipulationes mutuas, & juramenta ſua corporaliter præſtita ſuper Sancta Dei Evangelia, & ſub obligatione omnium bonorum ſuorum ratà habere perpetuò, nec aliquid facere quominus prædicta omnia perpetuum, validumque robur obtineant firmitatis. Acta ſunt hæc apud Sanctum Georgium de Eſperanchia, in Caſtro, in camera Domini Comitis Sabaudiæ, ubi teſtes fuerunt vocati, & rogati, Vir Venerabilis, & Religioſus Dominus Reynaldus Abbas Sancti Rufi Valentinenſis, Dominus Humbertus Dominus de Malobecco, Dominus Aymarus de Bellovidere, Dominus Hugo de Chandeya, Dominus Petrus de Terniaco, Dominus Petrus de Duyn, Dominus Rodulphus de Pontevitreo, Dominus Joannes de Pontevitreo, Dominus Henricus de Viriaco Milites, Dominus Guichardus de Pontevitreo, & Dominus Stephanus de Compeſio Canonici Gebennenſes, Hugo de Droyſiaco, Dominus Baſſianus de Gachiis, Dominus Joannes Bertrandi, Guido de Seyſſello Dominus de Bordellis, & plures alii fide digni præſentes, videntes, & audientes. *Signé* de Mercato, & Francisci.

DXLI.

14. Sept. **Schirm- und Defenſions-Bund zwiſchen Adolphen / Römiſchen König eines- und denen Städten Wormbs und Speyr andern theils / wodurch höchſtbeſagter König denen Städten Hülff und Schutz wider ihre beſagte Städte aber dem König beyſtand wider ſeine Feinde geloben. Speyr an des Heil. Creutzes-Tag / als es erhaben ward 1297.** [LEHMANNI Chronicon Spirenſe Lib. V. Cap. CXXIII. pag. 383. col. a. lin. 58.]

C'eſt-à-dire,

Traité de Protection & de Défenſe, entre ADOLPHE *Roi des Romains d'une part & les Villes de* WORMS *&* SPIRE *d'autre part, par lequel,* ADOLPHE *leur prometant ſa protection, elles s'obligent en échange de l'aſſiſter contre ſes Ennemis. A Spire le jour de l'Exaltation de la Sainte Croix.* 1297.

WIr Adolph von Gottes Gnaden ein Römiſcher König / und ein Mehrer deß Riches / wollent wiſſen alle die dieſen Brieff immer ſehent oder hörent leſen / nu oder hernach / daß wir durch gantze Trumve und bewehrte Stätigkeit / die wir und unſer Erbern Vorfahren Käyſere und Könige von Rom befunden hant und gewahr ſin worden gäntzliche und ogſtumecliche zu Nutz und zu Erberkeit deß Heiligen Riches an manigen Dingen / und zu allen Stunden / an den Ehrſamen wiſen Lüten / den Bürgern von Wormeſſe und von Spire / unſern lieben und Getruwen. Darumb haben wir ſie in unſerm Schirm und Helffe genommen / und geloben ſie mit gutem Trumven zu beſchirmene / und jhn zu helfene / alſe hienach geſchrieben ſtehet. ANNO 1297.

Zu dem erſten / nement dieſelben wiſen Lüte imit einander uß / nemeliche und ußbundenliche die Gelubde und die Verbundnuſſe / die die Burgere von Mentze / von Wormeſſe / und die Burgere von Spire enander hant gethan / alſo ſie jhr Briefe geben hant daß ſie die met enander und jegenander halten wollent. Und das nit irren ſoll die Verbindnuſſe die wir und ſie enander hant gelobet / die Verbundnuſſe die ſie enander gethan hant / alſo ſie jhr Brieffe enander hant geheben / die ſind alſo daß ſie enander ſollen beholffen ſin / wo man jhn an jhr Friheit / an jhr Rechte / an jhr Libe / oder an jr Gut unrecht tete.

Das iſt alſo / daß wir denſelben Burgern von Wormeſſe und von Spire / und jn von jedweder Stadt gelobent mit guten Truwen / daß wir ſie ſchirmen und jhn helffen / wo jhn jeman Unrecht thäte / und ſie der Rath von jedweder Stadt uns geſchworn hant vor ſich und jhre Mitburgere / und die Gemeinde von jedweder Stadt / uns zu helffene wider mengeliche / und nicht zulaſſene in keine Wiſe.

Bi denſelben guten Truwen geloben wir denſelben Bürgern von Wormeſſe und von Spire / und jhn von jedweder Stadt / alle ihre Friheit / alſo ſie habent an Brieffen von Käyſern oder von Künigen unſern Vorfahren / den Gott genade / und ouch von uns / von Bebeſten / oder von Biſchoven / ze haltene ane Urſuche / und nit zu ergerne / als ob unſer Landvoget / oder ander unſer Ammetlüte jhn die in deheine Wiſ verbrechent / daß wir jhn das abetun vorſlichteliche / und bewahren / daß ſie deß erlaſſen werden. Und obe jhn das jeman anders tete / daß wir ſie danne ſchirmen und jhn helfen getruweliche und feſteliche / ane alle geverde / wir und unſer Ammetlüte.

Und der Grundtrur ſollent ſie ledig ſin gäntzliche / wande ſie unrecht iſt / und widerteilet von unſern Vorfahren.

Wer auch / daß ſie ſinder oder ſamet jeman angriffe / oder hätte anegriffen / an Libe oder an Gute / varent oder ilent ſie deme nach / in des Riches oder in andere Herren Landen / daß ſie jhn gerne begrieffen / und ſuchen ſie den in Hüſern / und flieſſent Thüren nach dem uff / und was ſie darzu thunt / darane ſollent ſie mit freveln / an dem Landfrieden / noch gegen uns / noch gegen andern Herren.

Käm es ouch alſo / daß wir uſſer Land weren / und do ſchuſſent etliche Herre angriefe / ſin Man / der von jhme gefahren were / und Burger were worden in etlicher deß Riches Stadt / die nach einer ander Stadt gefriet were / und der Herre ſpreche / daß der Mann nit geſeſſen were rechte alſo ein Burger der Stadt / und der Herre das züge an die Stadt / nach der gine Stadt gefriet iſt / und unſer Landvoget / oder ein ander unſer Ammetman / das nit genamen noch halten wolte / daß die Stadt / nach der gine gefriet iſt / ſpreche ane geverde / und darüber den Herren angriefe / und den Burgern von Wormeſſe oder von Spire / oder etwedern helffe jeſchen / die ſollent ſie jhme danne nit ſchuldig ſintzet unde unß an uns / was darumbe unſers Willen were / da ſollent ſie zu helfen.

Wir gelobent ihn ouch beden / und jhr jedwedern ſinder und ſamet / Obe wir den Bürgern und der Stadt von Mentze keine Gnade fürbaß nu oder hernach detent / den jhn den Burgern von Wormeſſe und von Spire / daß wir dieſelbe Gnade jhn beden oder jhr jedwedern ſollent tun gentzliche und elleclıche / ane allein an den Juden / wande die von Mentz an den Juden / die zu Mentz inne ſint / fürbas ander Recht habent / danne die Burgere von Wormeſſe oder von Spire hant an den Juden die bi jn ſitzent / und ane andere Ding / die die von Mentze ſinder habent / der die von Wormeſſe und von Spire nit bedürfent / ane alle geverde.

Und umbe die Helfe / die dieſelbe Burgere von Wormeſſe und von Spire uns tun ſollent / das ſoll alſo ſtan / Wanne wir jhr Helffe bedörffen / ſo ſollent wir ettewen unſer heimlicher zu jhn ſenden / der jhn vorlege unſern Willen / und war die Reyſe gehe / und ſollent die vorgenannten Burgere mit enander danne zu Rath werden / was helffe ſie uns danne thun / die uns frome ſy und nutzliche / und jhn erlich ane geverde / nach deine Dinge alſe es danne ſtet. Und was helffe ſie die Burgere von Wormeſſe und von Spire mitenander alſo beſchophent / die ſollent wir genamen / und damitte ſol uns auch begnugen / alſo daß wir fürbas umbe me Helffe ſie ſinder oder ſament nit dringen ſollent.

Daß diß wahr ſi / und ſteet bliebe / darumbe haben wir unſer Küniglich Inſiegel / mit Ingeſiegeln der Burgere und der Stadt zu Wormeſſe / und der Burgere und der Stadt von Spire der vorgenannten gehencket an dieſen gegenwärtigen Brieffe / zu einem wahren Urkunde / und einer gantzen Feſtenungen aller der vorgenannten Rede.

Wir aber die Burgermeiſtere / der Rath / und die Burgere gemeinliche von Wormeſſe / und wir die Burgermeiſtere / der Rath und die Burgere gemeinliche von Spire verjehen an dieſen Brieffen / daß wir geloben und gelobet hant bi gefwornen Eyde / den wir der Rath von jedweder Städt der vorgenannten getan hant für uns und unſere Mitburgere / und die Gemeinde von jedweder Stadt / unſerem Herren dem Künige Adolphe zu dienen und zu helffene getruweliche / verbundeliche und veſteeliche / in alle die Wiſ / alſo do vorgeſchrieben ſtat / ane alle geverde. Und deß

ANNO 1297. zu einem Urkunde und einer Stätigkeit/ so han wir unsere Ingesiegele von jedweder Stadt gehencket an diesen Brieff zu unsers Herrn Ingesiegel deß vorgenannten Kúniges. Dirre Brieff wart gegeben zu Spire an deß heiligen Cruzes Tage/ also es erhaben wart/ da man zahlte von Christes Geburte zwelf hundhundert Jar/ und sibene und nuntzig Jar/ in dem sesten Jare unsers Riches.

DXLII.

9. Octo. *Lettres d'*EDOUARD I. *Roi d'Angleterre, par lesquelles il déclare & fait savoir à tous qu'il y a une Trêve conclue entre le Roi de France, & ses Alliez d'une part, & lui avec ses Alliez d'autre part, laquelle durera pour l'Aquitaine jusques à la Trephanie prochaine, & pour les autres Terres jusques aux Octaves de la Fête St. Andrieu; Données à Fines St. Banon le jour de la Fête St. Denis* 1297. *Avec le* Vidimus *de* JEAN DE BERRI *Official du Parlement de Paris.* [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. pag. 377.]

Universis præsentes Litteras inspecturis, Officialis Curiæ Parisiensis, salutem in Domino. Noveritis nos Anno Domini Millesimo trecentesimo sexto, die Martis post ramos Palmarum quasdam Litteras vidisse, formam quæ sequitur, continentes:

EDOUARD par la Grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, à tous ceux qui ces presentes Letres verront, Salut. Nous faisons a sçavoir, que nous de la Guerre meüe entre le Roy de France, & ses Alliez, d'une part, & nous, & nos Alliez d'autre, tant pour la Duchée d'Aquitaine que de la Comtée de Flandres, & aucuns autres Lieux pris de commun assentement soffrance de Guerre, c'est a sçavoir de Royaume a Royaume, de terre à terre, de gent a gent, par mer & par terre, en telle maniere que touts Marchands & toute maniere de gent puissent aller, venir, demorer, & marchander sauvement d'un Royaume a autre la soffrance durant, & tendrons nous & nos Alliez, & lidict Roy & li sien tout ce que nous, & il tenions au jour de la confection de ces Lettres durant ladicte soffrance, & durera cette soffrance, quant a la Duchée d'Aquitaine jusques a la Trephanie prochainement a venir, & quant aux autres terres, jusques aux Octaves de la prochaine feste sainct Andrieu tant seulement; laquelle soffrance nous d'une part, & ledict Roy d'autre devons faire sçavoir a nos feaus Alliez, & sougiez en la d'Aquitaine, & ez autres loingtaines terres dedans le dimanche devant la feste de Toussaincts prochaine, & en la terre de Flandres dedans ce prochain Samedy. Et est a sçavoir que le Roy d'Allemagne put ladicte soffrance rompre s'il li plaist, en telle maniere toutes voies qu'elle durra quinze jours, ce que ledict Roy de Allemagne l'aura faict sçavoir a l'Evesque de Tournay ou a son Official a Tournay.

Les nos Alliez sont le Roy d'Allemagne, le Comte de Flandres, le Comte de Savoye, le Comte de Bar, le Comte de Montbelliard, Jean de Chalon Seigneur de Harlay, Jean de Bourgogne, Jean Seigneur de Montfaucon, Gautier son frere, le Seigneur de Neuchastel, le Seigneur d'Oiseler, le Seigneur de Francouzi, le Seigneur de Jour, le Seigneur de Cacoudray, Simon de Montbeliard, Seigneur de Noutron, Estephen d'Oiseler, Seigneur de Villenove, & plusieurs autres, de Bourgogne, de Allemagne, de Brabant, de Flandre, de Hollande, de Gascongne, de Arragon, & des allieurs desquels nous ne sçavons les noms.

Laquelle soffrance nostre amé & feaux Wautier de Beauchamps, Chevalier & Seneschal de nostre hostel auquel nous avons donné sur ce plein pooir, de jurer en nostre ame, a juré pour nous & en nostre Nom à garder loyaument, & en bonne foy, & entierment en la maniere, & en la forme devant dicte.

Et est a sçavoir que se aucuns domages estoient faits durant ladicte soffrance, nous sommes tenus de les faire amender en bonne foy, & convenablement.

En tesmoin de laquelle chose, nous avons faict mettre nostre seel a ces presentes.

Donné à Fines Sainct Banon sur le Lys le jour de la feste St. Denis. En l'an de grace mil deux cent quatre vingts dix septs.

In cujus visionis testimonium Sigillum Curiæ Parisiensis præsentibus Litteris duximus apponendum. Datum Anno & die prædictis. ANNO 1297.

Et sur le reply est écrit:

Facta est collatio per me Jo. Bitturicensem.

Et sont lesdictes Lettres scellées en double queuë de parchemin d'un seel ou cachet sur cire verte.

Et au dos d'icelles est aussi ecrit ce qui s'ensuit:

Littera Regis Angliæ super Treugis initis inter ipsum & Dominum Regem Franciæ 1297.

DXLIII.

Trêves conclues entre PHILIPPE le Bel *Roi de France, & EDOUARD I. Roi d'Angleterre à Tournai le Mardi devant la Purification de notre Dame* 1297. *Avec la Ratification d'*EDOUARD *du Vendredi suivant, & le* Vidimus *sur ce Traité de plusieurs Evêques, Clercs, & Notaires Apostoliques, du* 14. *Mars* 1298. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. page 385.] 1297. 1298. 29. Janv.

UNIVERSIS hoc præsens Instrumentum publicum inspecturis. G. permissione divina Cameracensis, G. Laudunensis, H. Bethleemitanus, N. Ebroicensis, & S. Parisiensis, Episcopi, Salutem in Domino. NOVERITIS nos quasdam Litteras non cancellatas, non abolitas, non abrasas, non corruptas, sed sanas & integras & omni suspicione carentes, ut prima facie apparebat, vidisse, recepisse, palpavisse, & diligenter inspexisse, formam quæ sequitur continentes:

EDOUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, a tous ceux qui ces Lettres verront, Salut. Comme nous eussions envoyé a Tournay nos amez & feaux, Guillaume Archevesque de Dublin, Antoine Evesque de Dureme, Amé Comte de Savoye, Aymard de Vallence, & Ottes de Grantson, Chevalliers ad plenier poer de traictier, de faire pées, d'accorder, de suffrance & abstinence donner & envoyer, & de faire toutes autres choses, tant ainsin comme si nous fussions presens sur les discords, sur les guerres meus & meues entre nous, & nos alliez d'une part, & le Roy de France, & ses alliez d'autre part, & ad pouvoir de jurer en nostre ame a garder ce qu'ils ordonneroient & accorderoient sur les descords, guerre, suffrance, & abstinence dessudicte, & sur toutes les choses apartenans a ce il par la vertu & auctorite dudict poër en nom du nous, pour nous, pour nos hoirs, pour nos hommes, sujets, alliez, ou aydans, ont donné ou octroyé souffrance ou abstinence de guerre as messages dudict Roy de France, envoyez a Tournay pour les choses dessusdictes, en nom dudict Roy de France, pour li, pour ses hers, pour ses hommes, alliez, sujets, & aydans, & faict autres ordonnances, accords, & ordonnances contenues ez Lettres scellées des scels desdicts nos messaiges, desquelles Lettres la teneur s'ensuit en cette forme:

GUILLAUME Archevesque de Dublin, Anthoine Evesque de Dureine, Amé Cuens de Savoye, Aymar de Valence, & Ottes de Grantson, Chevalliers nostre Seigneur le Roy d'Angleterre envoyez a Tournay ad plain poer de faire traictiez, paix, composition, convenance, tot ainsin comme le Roy feit se il fust present, de tous les descords, & de toutes les guerres meus & meuës entre le devant dict nostre Seigneur le Roy, ses hommes, ses aydans, & ses alliez d'une part, & le Roy de France, ses hommes, ses aydans, & ses alliez d'autre. A tous ceux qui verront ces presentes Lettres, Salut. Sçachiez tuz que nous par auctorité dudict poër a nous donné par ledict Seigneur nostre Roy en nom de li, pour li, & pour ses hoirs, & pour ses aydans, sougiez, alliez, & hommes sur lesdictes guerres, donnons, octroyons, & promettons a Reverends Peres, Gilles Archevesque de Narbonne, G. d'Amiens, P. d'Auxerre, Evesques; les Ducs de Bourgongne & J. de Bretagne, G. Comte de Sainct Paul, R. Conneſtable de France, & Pierre Flotte, Chevalliers dudict Roy de France, envoyez a Tournay par le mesme Roy de France ad plain poer de faire traictiez & convenances pour ledict Roy de France sur les guerres dessusdictes, en nom du mesme Roy de France, & au mesme Roy pour luy & pour ses hoirs,

ses

ANNO 1297. 1298. ſes aydans, alliez, hommes & ſujets, ſuffrance, & abstinence, & appaiſement de ſorte, jusques à l'andemain de l'apparition prochaine a venir, & d'illecques jusques a lendemain de l'apparition en un an entierement, c'eſt aſçavoir des Royaumes a Royaumes, de terre a terre, de gent a gent, & par terre & par mer, en tieu maniere que tous marchands, & toutes autres gens Clercs ou Lais, de quelle condition qu'ils ſoint du Royaume de France, & des autres terres du Roy de France, & de toutes les terres des alliez, aydans, hommes & ſujets dudict Royaume de France, puiſſent ſauvement & ſeurement par mer, & par terre, aller, venir, demorer, & marchander toute maniere de marchandiſe, & en tote autre maniere de marchandiſe, uſer, commuer, & exploicter en Royaume d'Angleterre, & la Comté de Flandre, & en toutes les autres terres & Seigneuries doudict Roy d'Angleterre, & de ſes hommes, ſujets, alliez, & aydans, droict faiſant & droict prenant ſelon les couſtumes des pays & des lieux, & d'illuecques leurs marchandiſes, & toutes manieres de meubles qui n'ont eſté pris par ledict Roy d'Angleterre, par autres, ou autre de ſa partie, jusques aujourd'huy, porter & mener là ou il leur plaira ſans nul empeschement, tant que ladicte ſuffrance durera, en tieu maniere que ledict Roy de France, ſi hommes, ſoubmis, aydans, & alliez tendront ce qu'ils tennent & tenoient au jour que cette ſouffrance fut priſe, & volons, & accordons de bonne foy en nom dudict Roy d'Angleterre durant ladicte ſoffrance, ou abſtinence de guerre, li dis Rois d'Angleterre, ſi hommes & aydans ne ſuffreront ne offreront audict Roy de France ne a ſes hommes, aydans, & alliez, villes, chaſteaux, terres ne poſſeſſions, hommes, ſouthmis, aydans & Alliez, Villes, Chaſteaux, terres, ne ne feront apertement, ne celeement, convenances, traictiez, ou autres choſes par quoy ſe faſſe ou ſe puiſſe faire durant ladicte ſouffrance ou empres, par raiſon de choſe faicte, ou pourparlée dedans la ſoffrance; & ſe aucun par leur volonté vouloient faire celi Rois d'Angleterre ſi alliez, hommes, & aydans, ne les recevront ne retendront; & ſe avenoit que homme feiſt encontre par aucune adventure, que Dieu ne veuille, li Rois d'Angleterre mettroit & retorneroit, ou feroit mettre, & retourner en eſtat ce qui auroit eſté faict encontre dedans quarante jours, puiſqu'il ou ceux qui pour li ſeront aſſignez ez marches ou ce avendra, en ſeront requis.

Et ſi advenoit que le Roy d'Angleterre, ſi alliez, hommes, aydans, ou ceux qui pour le mesme Roy ſeront esdictes marches ne les feiſſent, ou ceux qui auroient faict encontre ne ſe meiſſent en eſtat, ou il estoit devant, li Roy de France, ou ſi alliez, hommes, & aydans le pourroint deſtraindre à ce faire, ſans faire contre ladicte ſuffrance, & li dis Roy d'Angleterre, ſi aydans, hommes, alliez ne leur pourront donner ayde, ni confort, contre li, ſes hommes, ou aydans & alliez comment que ce ſoit.

Et ſi aucuns ou aucun la partie le Roy de France, ou il mesme forfeiſſent au Roy d'Angleterre, ou à ſes alliez, hommes & aydans durant ladicte ſouffrance ſur les choſes deſſus ordonnées & dictes, ou aucune de celles, par ce ne ſe deffera ne rompra la ſuffrance deſſusdicte, ne li Roys d'Angleterre, ſi hommes, alliez, ou aydans feiſſent encontre, ce que aura eſté forfaict par eux, ou par aucun d'eux, feront amender & tourner en eſtat durant ladicte ſouffrance, ou empres, ſi n'avoit eſté amendé ladicte ſouffrance durant.

Et ouecque ce nous volons & accordons que les premieres ſouffrances, faictes & accordées demorent en leur force, & en leur poer en la maniere que elles furent faictes & octroyées, & les Rois de France, ſi hommes, & alliez, tiendront ce qu'ils tenoint au temps que la premiere ſouffrance pouvoit eſtre ſignifiée ez lieux ou les choſes eſtoint.

Item nous avons accordé que tous les priſonniers deça & dela ſoient oſtagiez au dict, a la cognoiſſance, & a la volonté de deux Chevalliers de queus li Roy d'Angleterre y mettre un, & li Roy de France l'autre, & jurront ces deux Chevalliers qui les oſtagieront bien, & loyaument, ſelon les conditions des perſonnes, & le feront au plus haſtivement qu'ils pouront, & doit durer l'oſtagement jusques à quinze jours devant la faute de ladicte ſouffrance, ſi pées ne ſe faiſoit.

Item nous avons accordé & accordons que li Rois d'Angleterre pour li, pour ſes alliez, hommes, & aydans, mettra certaines perſonnes ouesques ceux que li Rois del France mettra autant d'une part que d'autre, a faire garder ladicte ſouffrance en la maniere qui eſt deſſudicte, & a faire amender tot de plain, & ſans delay, ſi aucunes entrepriſes, mespriſes, ou forfaicts estoient faictz, durant ladicte ſouffrance, & jurront les- ANNO dictes perſonnes qu'ils le feront bien & loyaument a leur poer, & que au pluſtoſt que il pourront, ils jugeront, & accorderont les amendes, & entrepriſes qui adviendront durant ladicte ſouffrance, & ceux que li Roy d'Angleterre commettra de par ſoy, auront plain poer par ſes Lettres de ce faire, & de mettre, & de faire mettre a execution ce qui y ſera a mettre, & ſi ne le faiſoient li Roy d'Angleterre, ſi hommes, alliez & aydans, ſeront tenus de faire. 1297. 1298.

C'eſt aſçavoir que li Roy d'Angleterre doit faire que li Cuens de Flandre & ſes Enfans, c'eſt a ſçavoir, Monſeigneur Robert, & Guillaume de Flandre, & Jean de Namur jurront qu'ils garderont, & feront garder a leurs hommes, alliez & aydans bien & loyaument ladicte ſouffrance & tous les articles deſſusdicts, & chacun d'eux, tant comme touche eux, leurs hommes, alliez, & aydans.

Et nous, Amé Cuens de Sauvoie, Aymar de Valence, & Ottes de Grantſon, Chevalliers, Procureurs dudict Roy d'Angleterre a ce eſtablis avons juré en s'ame, qu'il la ſuffrance, ou abſtinence de guerre, & toutes les convenances, conditions. & articles deſſusdicts gardera, & fera garder bien & loyaument a ſes hommes, aydans, & alliez, & ſujets, ſans venir encontre, tot en la maniere qu'il eſt deſſusdict & entendons pur les alliez du Roy d'Angleterre noſtre Seigneur, ou en nom de li, & tous ſes autres alliez, jaçoit ce qu'ils ne fuſſent nommez.

Et en temoignage de ces choſes, nous avons faict mettre nos ſcels en ces preſentes Lettres, Données a Tournay en l'Abbaye Sainct Martin, le Mardy devant la Purification noſtre Dame, l'an mil deux cens quatre vingts & dix ſept.

Laquelle ſuffrance ou abſtinence de guerre, & les convenances ou accords & ordonnances, & totes les autres choſes esdictes Lettres contenuës, voulons, loons, approuvons, ratifions, & confirmons, & par la tenour de ces preſentes Lettres de nouvel octroyons, & renouvellons & promettons pur nous, & pur nos hoirs, que nous les garderons & ferons garder & accomplir en toutes les choſes & ſengles esdictes Lettres contenuës, ſi comme il eſt dict, cy deſſus.

Et en tesmoignage de ces choſes, nous avons faict mettre nos ſceaux en ces preſentes Lettres. Données a Tournay en l'Abbaye Sainct Martin le vendredy avant la feſte de la Purification noſtre Dame l'an de grace mil deux cens quatre vingts dix ſept.

In cujus viſionis, receptionis, & inſpectionis prædictarum Litterarum teſtimonium & evidentiam pleniorem, prædictas Litteras per Evenum Phily de Sancto Nicaſio Clericum Sacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ auctoritate Notarium Publicum tranſcribi, & fideliter exemplari mandavimus, & exinde hoc Inſtrumentum publicum confici, & in hanc formam publicam redigi, ac per Radulphum de Viconovo, & Jacobum Graſſum de Vercellis, Clericos, auctoritate Apoſtolica publicos Notarios infra ſcriptos in noſtra præſentia, & teſtium infra ſcriptorum, ad hoc vocatorum & rogatorum, de verbo ad verbum diligenter oscultari fecimus, & quia præſens Inſtrumentum cum ipſis Litteris originalibus, in totum, nil addito vel remoto quod ſenſum vel intellectum mutet, invenimus concordare, præſens Inſtrumentum publicum ſigillorum noſtrorum impreſſionibus, ad majorem rei evidentiam, & certitudinem præmiſſorum, fecimus communiri, cum ſignis Notariorum prædictorum, nec non etiam cum ſubſcriptionibus Petri de Pipcono, & Stephani Nicolai de Guartini Notariorum publicorum, auctoritate Apoſtolica infra ſcriptorum, dictam collationem de mandato noſtro diligenter coram nobis facientium.

Actum apud Chailliacum, in hospitio in quo moratur Dominus Cameracenſis prædictus, Pariſienſis Dioceſis, præſentibus providis viris magiſtris, Dudiſiaco Sancti Gangerici, Cameracenſis, Petro Provintiali Sanctæ Oportunæ Pariſienſis, Eccleſiarum Canonicis, Magiſtro Nicolao de Pontibus Philippier, ac nobili viro Fransmundo Spata Milite Anagninenſi, teſtibus ad hoc vocatis & rogatis, Anno Domini milleſimo, ducenteſimo, nonageſimo octavo, Indictione undecima, decimo quarto die menſis Martii, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris ac Domini noſtri, Domini Bonifacii Papæ octavi anno quarto.

Et ego Radulphus de Viconovo, Clericus Coriſopitenſis Dioceſis, publicus auctoritate Apoſtolica Notarius, hoc tranſcriptum ſumptum ex prædictis originalibus Litteris, non vitiatis, non cancellatis, non corruptis, & ſuſpicione carentibus, ut prima facie apparebat, ſcriptum per Evenum Phily de Sancto Nicaſio;

ANNO 1297. 1298.

sio, Clericum, publicum auctoritate Apostolica Notarium, vidi, tenui, & palpavi, & de ipso transcripto, una cum præfatis Notariis, de mandato venerabilium Patrum, G. Cameracensis, G. Laudunensis, H. Bethleemitani, N. Ebroicensis, & H. Parisiensis, Dei gratia Episcoporum prædictorum, in præsentia ipsorum Patrum & testium subscriptorum, collationem diligentem feci, & invento de verbo ad verbum in prædictis transcripto, & originalibus Litteris, illud idem contineri, nil addito, vel diminuto, quod sensum immutet, in præmissorum testimonium hic me subscripsi, & signum meum consuetum, una cum Sigillis reverendorum Patrum, & signis ac subscriptionibus Notariorum prædictorum appositi rogatus.

Et a costé est le seing dudict Viconovo.

Et ego Jacobus dictus Grassus de Vercellis Clericus, publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius hoc transcriptum sumptum ex præscriptis originalibus Litteris, non vitiatis, non cancellatis, non corruptis & suspicione carentibus, ut prima facie apparebat, scriptum per Magistrum Evenum Phily de Sancto Nicasio, Corisopitensis Diocesis Clericum publicum Apostolica auctoritate Notarium, vidi, tenui & palpavi, & de ipso transcripto cum ipsis originalibus Litteris, una cum præfatis Notariis, de mandato venerabilium Patrum, Guidonis Cameracensis, Gayonis Laudunensis, Hugonis Bethleemitanensis, Nicolai Ebroicensis, & Simonis Parisiensis, Dei gratia Episcoporum prædictorum in ipsorum Patrum, & subscriptorum testium præsentia collationem diligentem feci, & invento de verbo ad verbum in præscriptis transcripto & originalibus Litteris illud idem contineri, nil addito vel diminuto quod sensum immutet, vel litteraturam. In præmissorum testimonium hîc me subscripsi, & signum meum consuetum, una cum sigillis prædictorum reverendorum Patrum, & signis, ac subscriptionibus Notariorum præscriptorum appositi rogatus.

Et ego Petrus Philippi de Piperno Clericus, Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius publicus, præsens transcriptum ex dictis originalibus Litteris sumptum manu Magistri Eveni Notarii suprascripti, cum ipsis originalibus Litteris sanis, & integris, in dictorum Patrum præsentia, una cum eisdem Notariis diligenter ascultavi, nihilque addens vel minuens; & quia de verbo ad verbum concordare inveni, ideo me subscripsi, & signum meum, una cum sigillis dictorum Reverendorum Patrum, & signis & subscriptionibus dictorum Notariorum rogatus appositi consuetum.

Et a costé est le seing dudict Philippe.

Et ego Stephanus Nicolai de Garano, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ publicus auctoritate Notarius, præsens transcriptum ex dictis Litteris originalibus sumptum, manu Magistri Evenii Phily de Sancto Nicasio, Apostolica auctoritate Notarii scriptum cum ipsis originalibus Litteris, sanis & integris, in dictorum Patrum præsentia una cum dictis Notariis diligenter ascultavi, & quia de verbo ad verbum concordare inveni, ideo me subscripsi, & signum meum, una cum sigillis eorundem reverendorum Patrum, & signis & subscriptionibus Notariorum ipsorum rogatus appositi.

Et au dessous est le seing dudict Nicolas.

Et ego Evenus Phily de Sancto Nicasio, Clericus Corisopitensis Diocesis, Apostolica publicus auctoritate Notarius, quia prædictas Litteras sanas & integras, & omni suspicione carentes, vidi, tenui, & palpavi, de mandato venerabilium Patrum Dominorum divina miseratione Guidonis Cameracensis, Gayonis Laudunensis, Hugonis Bethleemitanensis, Nicolai Ebroicensis, & Simonis Parisiensis Episcoporum prædictorum, ipsas transcripsi fideliter, nil addito vel remoto, & exinde hoc Instrumentum publicum scripsi & publicavi, factaque in præsentia Patrum prædictorum & testium supra scriptorum per me, & Radulphum de Vico novo, Jacobum Grassum de Vercellis, Petrum Philippi de Piperno, ac Stephanum Nicolai Notarios publicos suprascriptos, de ipsis Litteris originalibus, cum hoc præsenti Instrumento collatione diligenti; & quia ea ad invicem concordare inveni, signum meum solitum cum sigillis ipsorum Patrum, & subscriptionibus ac signis Notariorum prædictorum appositi rogatus, sub anno, indictione, die, mense, & Pontificatu prænotatis.

Et a costé est le seing dudict Phily.

Et sont lesdictes Lettres scellées sur double queuë de parchemin, de cinq sceaux, sur cire rouge & verte.

DXLIV.

ANNO 1297. 1298.

Lettres des Ambassadeurs du Roy d'Angleterre qui promettent faire enforte que le Roy leur Maistre envoyera a Rome dans le temps y prefix vers le Pape pour arrester une bonne Paix finale avec le Roy de France. A Tournay 1297. 30. Jan. [Pièce, tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin reliez en rouge. pag. 429.]

GUILLAUMES Archevesque de Dunelm, Aimé Coens de Savoye, Aymars de Valence, & Ottes de Grantson Chevalliers nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, envoyez a Tournoy ou plenier povoir de faire traictiez, paix, compositions, convenances, de tous les descords, & de toutes les guerres meus & meuës entre le devantdict nostre Seigneur & Roy d'Angleterre d'une part, & ses hommes & ses alliez: & le Roy de France, ses hommes, ses aydans & ses alliez, d'autre. A tous ceux qui verront ces presentes Lettres Salut. Sçachent tuit que nos plusieurs traictiez eus sur les guerres & descords devantdicts avecques Reverend Pere Gilles Archevesque de Narbonne, G. d'Amiens, & P. d'Auxerre, Evesques, R. de Bourgongne, & Jean de Bretagne, Ducs, G. de St. Paul, R. Conneſtable de France, & Pierre Flotte, Chevalliers du Roy de France envoyez a Tournay de par le devantdict Roy de France, ou plein pouvoir de faire traittez, paix, compositions, & convenances pour luy pour ses hommes, ses aydans, & pour ses alliez, sur les guerres & descords devantdicts, a la parfin pour aucuns empeschements qui cheoient, ou choir pouvoient au traicté lesquels pouvoient estre mieux ostez par nostre sainct Pere le Pape l'Apostoille, que par nul autre, & pour moul d'autres causes raisonnables, avons voulu, octroié, accordé, & promis au nom du devantdict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, que li devantdict nostre Sire li Roy envoyera grands & convenables, selon la grandeur de la besongne, a la Cour de Rome, ou plain pouoir de faire traictiez, paix, convenances, compositions, & briement qu'ils puissent autant faire, comme il feroit, se il estoit present, sur les guerres & descords dessusdicts, & seront a la Cour de Rome en la presence du devantdict Pape, le message au moy de Pasques au plustard, & promettons que nos ces choses ferons ratifier a nostre Seigneur le Roy d'Angleterre devantdict.

Et en tesmoin de ces choses nous avons mis nos sceaux a ces presentes Lettres, données a Tournay, le Mercredy devant la Chandelleur, en l'an de grace Mil deux cents quatre vingtz dix & sept.

Et sont lesdictes Lettres dessus transcrittes scellées de cinq sceaux, & au dos d'icelles est escrit ce qui suit:

Litteræ Nuntiorum Regis Angliæ missorum Tornaci, pro facto Pacis Franciæ & Angliæ, promittentium se curaturos erga Dominum suum Regem Angliæ, quod ipse infra certum tempus mitteret ad Curiam Romanam solemnes Nuntios pro perfectione dictæ Pacis. Anno Domini 1297.

DXLV.

Mandement du Roy PHILIPPE le Bel *a ses Officiers du Duché de Guyenne, de faire observer la Treve d'entre luy & le Roy d'Angleterre. A Paris* 1297. 12. Fe [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin reliez en rouge, p. 425.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, a tous ses Chastellains & Justiciers de la Duchée d'Aquitaine, Salut. Pour ce que la suffrance de guerre accordée & faicte entre nous pour nous, nos hommes, sousmis, alliez & aydans d'une part & le Roy d'Angleterre pur luy, pour ses hommes, sousmis, alliez & aydans d'autre, puisse plus fermement & plus certainement estre gardée, nous voulons & mandons par la feauté en laquelle vous nous y estes tenus, que vous jurez publiquement que vous ladicte souffrance, & les articles en ladicte, & pour ladicte souffrance, accordez garder si bien a vostre pouvoir & loyaument, & que ces choses gardez, & garder faciez par nostre gent, & que ce qui sera faict encontre par nos gens, faictes sans delay amender

ANNO 1297. 1298.

der en telle maniere que nous n'en puiſſons eſtre chargez.

En tesmoignage de ces choſes, nous avons faict mettre noſtre ſcel a ces preſentes Lettres, par lesquelles nous ne entendons mie rappeller le pooir que nous avons donné a certaines perſonnes de faire amender ce qui ſera faict encontre ladicte ſouffrance. Donné a Paris le mardy apres les octaves de la Purification noſtre Dame l'an de grace Mil deux cents quatre vingts dix ſept.

Et ſont lesdictes Lettres ſcellées en double queue de parchemin pendant au reply d'un ſcel de cire blanche, & au dos d'icelles eſt escrit:

Littera Domini Regis Franciæ, per quam mandat Caſtellanis, & Juſtitiariis ſuis Ducatus Aquitaniæ, quod ipſi ſervent Treugam.

DXLVI.

7. Mars. *Pouvoir donné par* PHILIPPE le Bel *Roi de France, à deux Religieux, l'un de l'Ordre des Freres Prêcheurs, l'autre de l'Ordre des Freres Mineurs, en les envoyant à* EDOUARD *Roi d'Angleterre, pour lui demander que le Roi d'Ecoſſe fût compris avec ſon Païs dans la Trêve qu'ils avoient faite enſemble. Donné à St. Germain en Laye, le Mardi après les* (1) Brandons *l'an de grace Mille deux cens-quatre vingts dix ſept*, ſive *dix-huit*. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. pag. 437. Elle ſe trouve encore dans le I. Vol. des mêmes Manuscrits; mais avec les petites differences marquées ici ſur la marge. DUM.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, a tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, ſalut. Comme ſouffrance ou abſtinence de Guerre ſoit accordée (*a*) entre nous pour nos Hoirs, pour nos hommes, ſousmis, Alliez & aydans, d'une part, & le Roy d'Angleterre pour luy, (*b*) pour ſes hommes, ſousmis, Alliez & aydans, d'autre: laquelle ſouffrance doit durer jusques au l'endemain de la Tiphanie prochaine a venir, & d'illuecques jusques a un an apres, & ayt eſté accordé en l'Ordonnance de ladite ſouffrance que tous (*c*) li priſonniers de chacune desdictes parties de quelle condition ou eſtat, haut ou bas, grand ou petit (*d*) ſoient oſtagiez au dict a la cognoiſſance, & a la volonté de deux Chevalliers, c'eſt aſſavoir de noſtre Amé & feal, Simon de Meleun, Chevalier, Mareschal de France, lequel nous avons esleu & eſtably a ce pour noſtre partie, & Geoffroy de Gienville, Chevallier, lequel lidict Roy d'Angleterre y a mis pour la ſoue partie, ſi comme les choſes ſont plus pleinement contenuës en nos Lettres, & dudict Roy d'Angleterre faites ſur ce.

(*a*) *Addit.* & faicte.
(*b*) *Addit.* pour ſes hoirs.
(*c*) les pris.
(*d*) qu'ils ſoyent.
(*e*) pleniere-ment.

Nous eſtablissons & envoyons especiaument nos Amez freres, Geoffrois de Ablines, & Odet de Sens, de l'Ordre des freres Prescheurs, & frere Pierre de Laudoſies, & Robert de Proque, de l'Ordre des Freres Mineurs, Porteurs de ces Lettres, a requerre, de par nous, & en Nom de nous, que la ſouffrance ou abstinence deſſusdicte, ſoit tenuë & gardée a haut Prince Jean Roy d'Ecoſſe, & as Prelats, Barons, Chevaliers, & autres Nobles, Communitez & Univerſitez des Villes & as habitans du Royaume d'Escoſſe de quelle condition, ou eſtat, qu'ils ſoient, lesquels ſont depieſa & les tenons pour nos Alliez & Aydans, ſi comme il appert par les Lettres faictes ſur ce. Et a demander encores & requerir que lidict Roy d'Escoſſe, & les autres du Royaume pris par la partie dudict Roy d'Angleterre, de quelle condition ou eſtat, haut ou bas, grand ou petit ils ſoient artayé ſelon la forme (*f*) de l'accord, & de l'ordonnance deſſusdicte, & a demander & requerir que ces choſes deſſusdictes, & en la garde des Ports, & en toutes (*g*) autres choſes qui neceſſaires ſeront en ces beſongnes, desquelles choſes requerre & faire en la maniere deſſusdicte, nous leur donnons plenier pouvoir & especial commandement par ces preſentes Lettres ſcellées de noſtre ſcel. Faictes & données a Sainct Germain en Laye, le Mardy apres les Brandons l'an de Grace Mil deux cents quatre vingts dix ſept, *ſive*, dix huit. Et ſont lesdites Lettres ſcellées d'un grand ſcel de cire blanche.

(*f*) de la Cour.
(*g*) *Addit.* autres choſes, la ſouffrance, l'Accord & l'Ordonnance deſſusdicte, ſoient tenus, gardés, & accomplis, & a faire toutes.

(1) *Les Brandons.* C'étoit le premier Dimanche de Carême. On l'appelloit ainſi, parce que le ſoir de ce jour les Païſans avoient accoûtumé de faire des Proceſſions, dans leurs Champs & dans leurs Vignes, avec des Torches de paille allumées, pour en chaſſer le mauvais air, ou les mauvais Eſprits. [DUM.]

ANNO 1298.

DXLVII.

Inſtrumentum Reſponſionis a Petro Flotte *Equite, Dominoque de Revel & a* Simone de Meleun, *ex parte* PHILIPPI *Regis Franciæ, & in præſentia ejus datæ* Gaufrido de Gienvilla *Militi & Joanni* Lovel *Clerico, ac quibusdam aliis Nuntiis* EDUARDI *Regis Angliæ ſuper querelis eorum de inobſervatione, & inexecutione Treugarum ſive Induciarum inter ambos Reges ſanciarum. Actum in Domo Regis Franciæ quæ vocatur Luppara, die 15. Janv. ann.* 1298. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge, pag. 445.] 15. Janv.

In nomine Domini, Amen.

ANNO Domini ejusdem milleſimo ducenteſimo, nonageſimo octavo, Indictione undecima, Menſe Januario, ejusdem Menſis die decima quinta, Pontificatus Sanctiſſimi Patris & Domini Domini Bonifacii divina providentia Papæ octavi, anno quarto, per præſens publicum Inſtrumentum pateat univerſis, quod in præſencia excellentiſſimi Principis Domini Philippi Dei gratia Regis Franciæ illuſtris, & mei publici Notarii, & teſtium infra ſcriptorum, perſonaliter conſtitutus nobilis vir Dominus Petrus Flotte miles, Dominus de Revello, de præcepto ipſius Domini Regis, & pro ipſo discretis viris, Gaufrido de Gienvilla Militi, & Joanni Lovel, Clerico, ac quibusdam aliis Nuntiis Regis Angliæ illuſtribus, inſtantibus, petentibus responſum ſibi fieri a Domino Rege Franciæ ſuper quibusdam articulis quod alias in præſentia dicti Regis Franciæ propoſuerant, & in ſcriptis legerant, respondit, lingua tamen materna in modum qui ſequitur, & in formam:

Domini, cum alias ex parte Regis Angliæ, a Domino noſtro Rege petieritis quod ſufferentiam ſeu abſtinentiam inter ipſum Dominum noſtrum, & Regem Angliæ initam, quantum eſt in eo obſervaret, & ab hominibus, ſubditis, confœderatis, & aliis ſuis valitoribus faceret obſervari, & quod aliqua attemptata contra formam prædictæ ſufferentiæ, ſeu abſtinentiæ, ab hominibus, ſubditis, & ſuis valitoribus faceret emendari, & ad ſtatum debitum reduci, & quod homines, ſubditos, & valitores ipſius Regis Angliæ, quos idem Dominus noſter captos detinet, faceret vobis reſtitui, cum parati eſſetis ipſos ad dictum & arbitrium Dominorum Simonis de Meleduno, & Gaufredi de Gienvilla Militum, habentium ſuper hoc a Franciæ & Angliæ Regibus poteſtatem & ſpeciale mandatum oſtagiare, ſeu applegiare ſufficientia, nec non præpoſueritis, & in ſcriptis ſegeritis coram ipſo, quaſi finitos articulos in quibus continebantur nonnulla damna & gravamina poſt initam ſufferentiam in perſonis, terris & rebus hominum, ſubditorum, confœderatorum prædicti Regis Angliæ fuiſſe illata contra formam ſufferentiæ ſupradictæ, ab hominibus, ſubditis, & aliis valitoribus Regis Franciæ, tam in terra Vasconiæ, Flandriæ, Barræ, quam aliorum valitorum dicti Regis Angliæ.

Ecce, Domini, quæ Dominus noſter ad omnes articulos ex parte Regis Angliæ eidem traditos ad præſens ſigillatim respondere non poteſt, tum propter articulorum multitudinem, tum propter hoc quod partes in quibus prædicta fuerunt, ut aſſeritis, attemptata adeo ſunt remotæ, quod ipſe non poteſt de iis in tam brevi temporis ſpatio informari, pro ipſo vobis hanc responſionem facio quæ ſufficere vobis debet.

Primo Dominus noſter cujus dignitatis & celſitudinis magnitudo aliquem ſcrupulum fraudis non patitur, imo ſui prædeceſſores, & ipſe tréugas, ſufferentias, & alias pactiones habitas cum amicis & inimicis, inter alios homines de mundo fideliſſime ſervaverunt, proponit, & intendit bona fide ſufferentiam, ſeu abſtinentiam prædictas in toto, & in qualibet ſui parte, ſecundum quod inter ipſum, & dictum Regem Angliæ fuit inita, ſeu facta & jurata in animam ſuam, ad honorem ſtatus ſui, & ſalvamentum ſuæ conſcientiæ fideliter, & firmiter obſervare, & facere obſervari.

Item proponit idem Dominus noſter in brevi, & fine moræ dispendio mittere ad partes illas, in quibus contra formam dictæ ſufferentiæ, prædicta dicitis attemptata fuiſſe, aliquos probos viros habituros plenam poteſtatem inquirendi

ANNO 1298. inquirendi, & cognoscendi de prædictis attemptatis, puniendi, emendandi, & secundum dictæ sufferentiæ ad statum debitum reducendi, ac faciendi de dictis attemptatis conquerentibus, secundum Justitiæ complementum.

Item cum Dominis Gaufredo de Gienvilla, & Simoni de Meleduno sit data plena potestas captos utriusque partis ostagiendi, seu applegiandi, deliberandi, ac cognoscendi quæ debent ostagiari, & quæ non, & quod ad dictum eorum debent capti utriusque partis æqualiter sine contradictione qualibet liberari, & de hiis omnibus possunt alte & basse cognoscere, & determinare & hoc tenentur & debent facere fideliter & æqualiter per juramenta sua pro utraque parte, ipse Dominus noster injungit prædicto Domino Simoni hic præsenti, sub debito juramenti, quod fecit, quando prædictum assumpsit negotium, & sub debito juramenti, quo sibi tenetur quod ipse conveniret cum prædicto Domino Gaufrido, & tractet cum ipso de applegiando, seu ostagiando, & deliberando captos utriusque partis, sine fraude, sed fideliter & sine dilationis subterfugio, quia Dominus noster ita intendit adimplere dictum eorum.

Quod si Rex Angliæ teneret liberos captos suos, & isti concorditer dicerent quod debet reddere captos de parte vestra, & liberi sui remanerent capti, adimplere dictum eorum, & hæc vobis respondet Dominus noster Rex Franciæ super cæteris articulis, qui sub ista responsione intelligi vel contineri non possunt in brevi, dicto Regi Angliæ per solemnes Nuntios respondebit qui habebunt potestatem super iis omnibus respondendi, & petendi declarationem quorumdam, super quibus Rex Angliæ nuper Domino nostro nimis obscure respondit.

Quibus sic actis confestim, & sine intervallo nobilis vir Dominus Simon de Meleduno, Domino Gaufrido de Gienvilla obtulit quæ inferius subsequuntur:

Domine Gaufride, secundum quod vos scitis, vos & ego habemus plenam potestatem ostagiandi, seu applegiandi ac liberandi captos utriusque partis fideliter & æqualiter, & ad hoc tenemur per juramenta nostra; ego vobis pluries obtuli restituere captos de parte vestra applegiatos, vel qui poterunt, & debebunt applegiari & ostagiari, si restitueritis nobis Dominum Joannem de Balliolo Regem Scotiæ, & filium suum, & alios de Regno Scotiæ quos Rex Angliæ tenet captos, cum sit notorium quod sunt & fuerunt confœderati Domino nostro Regi Franciæ, & si revocetis in dubium, paratus sum statim facere vobis fidem per vera & publica Instrumenta, & si istud vobis non debeat sufficere pro exoneratione conscientiæ meæ, & honore meo, offero vobis restituere omnes captos de parte vestra qui poterunt applegiari & restituatis nobis Regem Scotiæ filium suum, & alios Scotos, quo facto statim mittemus vos & ego ad Sanctissimum Patrem summum Pontificem, qui auctoritate potestatis sibi datæ ab utroque Rege potest & debet omnia dubia in dicta sufferentia declarare, & supplicabimus eidem, ut nobis dignetur consulere quid debeamus in hoc casu; & si mandet quod dictus Rex Scotiæ & alii, tamquam nostri confœderati nobis debeant remanere, remaneant nobis, si mandet contrarium, vobis restituentur in eodem statu in quo nobis tradentur, nisi interim moriantur; & si istud adhuc vobis non sufficiat, offero vobis restituere omnes captos de parte vestra, secundum quod superius est expressum, & ponatis Regem Scotiæ prædictum in manu alicujus Prælati Franciæ, qui eum custodiat nomine summi Pontificis, donec ipsum consulerimus, & nobis dederit responsum, & si mandat quod vobis debeant restitui, vobis restituentur per dictum Prælatum, nisi interim morientur, & si mandet contrarium, dictus Prælatus restituet eos nobis.

Hæc vobis offero pro conservatione honoris mei, & aliud non possum facere sine nota perjurii & infidelitatis, cum istud debeamus facere æqualiter & fideliter, unde si redderem vobis captos de parte Regis Angliæ, & vos non liberaretis captos de parte Regis Franciæ, scio quod nec æqualiter, nec fideliter ageremus.

Acta sunt hæc Anno, Indictione, Mense, Die, & Pontificatu prædictis, Parisiis in Domo Regis quæ vocatur Luppara, præsentibus Nobilibus & Magnificis viris, Dominis Roberto Duce Burgundiæ, Joanne Duce Britanniæ, Roberto Atrebatensi, Guidone Sancti Pauli, Joanne Drocensi, Guillebaudo Donni Martini, Comitibus, ac Reverendis in Christo Patribus, Dominis, Egidio Narbonensi Archiepiscopo, Petro Antissiodorensi, Theobaldo Dolensi, Guillelmo Ambrunensi, Guidone Suessionensi, Episcopis; Joanne Carcassonensi & Joanne Meldensi, electis, & pluribus aliis Clericis & Laicis testibus ad hæc vocatis, specialiter & rogatis.

Et au dessous est escrit ce qui suit:

ANNO 1298.

Et ego Amissus dictus le Ratif de Aurelianis, Clericus, sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ auctoritate Notarius publicus, responsionibus, oblationibus & cæteris omnibus & singulis prout sunt speciata superius & narrata præsens una cum dictis testibus interfui, ea manu propria scripsi, & de mandato prædicti Regis Franciæ in formam publicam redegi, præsensque publicum Instrumentum inde confectum, una cum discreto viro Magistro Egidio de Remmo, Canonico Suessionensi, & Notario publico, qui præmissis omnibus præsens interfuit, meo signo solito signavi rogatus.

Et au dessous est le seing dudict le Ratif.

Et ego Egidius de Remmo Clericus, publicus Apostolica auctoritate Notarius præmissis omnibus factis & habitis præsens interfui, meque rogatus subscripsi huic Instrumento publico, & meum signum posui, eodem Anno & Die prædictis.

Et au dessous est le seing dudict Notaire.

DXLVIII.

Acte des Demandes faictes au ROY D'ANGLETERRE, *par deux Religieux de la part du* ROY DE FRANCE, *pour l'observation de la Trêve concluë entr'eux, & particulierement pour le regard du* ROY D'ECOSSE *& son Royaume, comme Alliez du Roy de France, & ses Amis, de quoi ils offrent faire preuve par escrit, demandant la délivrance dudit Roy d'Escosse & des siens,* 31. *Mars* 1298. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin pag. 462. Elle se trouve aussi à la page 478. du I. Vol. de ces MSS avec les differences marquées ici en marge. [DUM.] 31. Mars

In nomine Domini nostri JESU CHRISTI *Amen.*

„ ANNO ejusdem millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, Indictione undecima, Pontificatus Sanctissimi Patris Domini nostri universalis, Domini Bonifacii Papæ octavi anno quarto, Mensis Martii die ultimo, omnibus hoc præsens publicum Instrumentum visuris & audituris pateat evidenter quod hoc præsenti die in præsentia mei Jacobi dicti Graffi de Vercellis Clerici, publici Apostolica & Imperiali „ auctoritate Notarii, & testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum & rogatorum constituti Religiosi viri, fratres Gaufridus de Ablina de Prædicatorum, & Petrus de Laudoysies de Minorum Ordinibus, a Serenissimo Principe Domino Philippo Dei gratia Rege Franciæ illustri, Nuntii speciales ad certa negotia utiliter peragenda, missi & destinati, ut injuncta eis ab ipsorum Prælatis, & eis injuncta a Domino Rege prædicto, executioni mandarent; memoratique fratres Gaufridus & Petrus cupientes tamquam obedientes ipsius Regis, & Prælatorum suorum parere mandatis, & eis imposita exequi diligenter ad Serenissimum Principem Dominum Edwardum, Dei gratia Angliæ Regem illustrem personaliter accedentes in scriptis ea quæ sequuntur propofuerint, & vivæ vocis oraculo propofuerunt, significaverunt, ac insinuaverunt, dixerunt, ad ipsius notiam deduxerunt, denuntiaverunt, & super iis requisierunt. Tenor insinuationum, & requestarum talis est:

A vostre hautesse. Nous freres (*a*) Greffrois d'Ablines de l'O. des FF. Prescheurs, & Pierre Laudoysies de l'O. des FF. Mineurs, envoyez de par nostre Seigneur le Roy de France, signifions & faisons sçavoir ces choses en suivans. (*a*) Gieffroi

Premierement que nostre Sire lidiz Roy est volontiers & en bonne volonté & ferme propos de tenir & faire tenir, garder & faire garder la souffrance ou l'abstinence prise sur la guerre meuë entre li & vous, selon ce qu'il est contenu ez Lettres faictes sur ladicte souffrance a vous & a vos hoirs, hommes alliez & aydans, soit Roy d'Allemagne ou Comte de Bar, ou autres alliez.

Item que vostre Sire (*b*) li Rois a faict crier a ban commun, & en autre maniere parquoy homme le peut mieux sçavoir, ladicte soffrance en la maniere distinctement, es lieux plus solemnels de son Royaume, la ou vos gens peuvent plus gagner en habitant, ou en reperant, & ez marches qui fuissent plus perilleuses, a vous & a vos hommes, sousmis, sougiez, aydans ou alliez. (*b*) lidiz.

Item

ANNO 1298.

Item que noſtre Sire lidiz Roy de Francc a demandé & commandé j'a pluſieurs fois a Monſieur Simon de (a) Melun, qui eſt (b) deputé de par li, & eſtably, pour taxer les oſtages, & oſtagier les pris d'une part & d'autre que haſtivement toutes ces choſes laiſſées, entendent a cette beſongne. & s'emerveillent aucuns de ce que Monſieur Geuffroy de Gienville ne ſe haſtoit plus de ces oſtages taxer.

(a) Meleun.
(b) eſtably de par li.

Item que ez marches, & ez terres là ou on pourroit plus douter que en meſpreiſt ou forfaict, contre la teneur de la ſuffrance, il a mis & eſtably ſes gens pour amender les forfaicts ſe ils advenoient, laquelle choſe Dieu ne veuille ſouffrir.

Item que li Rois (c) li Royaumes, li Prelatz, tant comme a eux apartient, li Princes, Barons, Chevalliers, & autres Nobles, Communitez & Univerſitez de Villes d'Escoſſe, ſoient alliez, aydans, & obligez a noſtre Seigneur le Roy de France (d) des pieça, & qu'il ſoit iſſint nous cuidons que vous en ſoyez certains par aucunes Lettres que vous avez, ou autres par vous faictes ſur l'alliance (e) deſſusdicte, & ſi vous ne le ſçavez, nous vous (f) en ferons certains, & en faire foy tantoſt par Lettres ſouffiſamment.

(c) li Royaume.
(d) depieça.
(e) devantdicte.
(f) offrons a en faire &c.

Ces choſes ſignifiées, nous faiſons nos demandes & nos requeſtes (g) de par noſtre Seigneur le Roy de France.

(g) *Addit.* en la maniere qui s'enſuit

Premierement, que toſt ſoit & que noſtre dict Sire le Roy ne cuide mie que vous vouliez la ſouffrance briſer en riens, ne que dont vous requerons nous de par li que vous la (h) faffiez tenir & garder, teniez & gardiez a li, a ſes (i) hommes, ſousmis, aydans, ſujetz & alliez par vous, vos alliez, ſuivis, & ſujets.

(h) faictes
(i) hers,

Item que vous faffiez crier a ban commun, diſtinctement par les ſolemnels Villes, Chaſteaux, & Citez, & ſpecialement en la garde des cinq Ports & de plus, ſi plus y en a, la ſouffrance, en la maniere, comment elle eſt faicte & escrite, & comment elle doit eſtre tenue & gardée par tot voſtre Royaume, totes vos terres, & de vos alliez & aydans, hommes, ſousmis, & ſugez.

Item que vous mandez par vos Lettres pendans a Monſieur Geuffroy de Gienville, que haſtivement, & toutes choſes en cheiſſons laiſſiez entende ouecques, Monſieur Simon de Meleun a taxer les oſtages pour les pris d'une partie & d'autre delivrer. Car noſtre Sire le Roy de France eſt deſirant de ſuens avoir, & (k) volontiers de vous delivrer, (l) quoy qu'on vous ait donné a entendre.

(k) volonterins.
(l) que.

Item que es marches & terres & pays ou on ſe peut plus douter de meſpriſon & allieurs, vous eſtabliſſez vos gens, & ſi eſtablis ſont, que vous lour mandez par vos Lettres que loyalment, & haſtivement, & ſans delay entendent à amander les forfaicts ſi nul en y advenoit, en telle maniere que par lour deffaute il n'en conveigne pas avoir recours a vous.

Item que la ſouffrance ou abſtinence de guerre ſoit tenue & gardée a noble Prince Jean le Roy d'Escoſſe, au Royaume, as Prelats, Princes, Barons, Chevalliers, & autres Nobles, Communitez & Univerſitez, & habitans del Royaume d'Escoſſe, qui ſont des pieça alliez, & aydans à noſtre Seigneur le Roy de France.

Item que ledict Roy d'Escoſſe, & les autres pris, de quelque eſtat qu'ils ſoient haut ou bas, grand ou petit, & tenus de par vous, ſoient delivrez par les oſtagez, qui ſont, ou ſeront taxez a la volenté & a la cognoiſſance des deux Chevalliers.

„ Quibus omnibus ſicut ſupra ſcripta ſunt, in ipſius „ Domini Angliæ Regis propria præſentia propoſitis, „ ſignificatis, inſinuatis, denuntiatis, & ad ejus notiam deductis, idem Dominus Rex Angliæ respondit „ ſe ſuper coram eo propoſitis deliberaturum, & poſtmodum responſurum tantum quod idem Domino „ Regi Franciæ deberet ſufficere.

„ Acta fuerunt præſcripta Londini, in hospitio Reverendi in Chriſto Patris Domini Dei gratia Eboracenſis Archiepiscopi, præſentibus Reverendis in Chriſto Patribus, Dominis Antonio Dunelmenſi, Richardo Londinenſi, & Gualtero Ceſtrenſi, Episcopis; nec non nobilibus viris Aymaro de Valentia, Joanne de Barro, & Hugone le Depenſer, Militibus, teſtibus ad hæc vocatis ſpecialiter, & rogatis.

Et audeſſous eſt escrit ce qui s'en ſuit.

„ Et ego Jacobus dictus Graſſus de Vercellis Clericus, publicus Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius, præſcriptis omnibus & ſingulis dum agerentur, præſens interfui; ea omnia, ut ſupra ſcripta „ ſunt, propria manu in hanc publicam formam rogatus „ ſcripſi & redegi; & ea publicando ſigno meo conſueto ſignavi:

Et au deſſous eſt le ſeing du Notaire ſusnommé.

ANNO 1298.

DXLIX.

Inſtrumentum Responſionis quam dedit Rex Angliæ EDUARDUS *præfatis Religioſis à Rege Francorum* PHILIPPO IV. *ei miſſis, ſuper Negotio liberationis* REGIS SCOTIÆ *& ſuorum, nec non executionis Treugarum, Londini die 3. Aprilis anno* 1298. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale du Roi de Pruſſe. pag. 478.]

3. Avril.

In nomine Domini Amen.

ANNO ejusdem Incarnationis milleſimo, ducenteſimo, nonageſimo octavo, Indictione undecima, Pontificatus Sanctiſſimi Domini noſtri univerſalis, Domini Bonifacii Octavi anno quarto, Menſis Aprilis die tertio intrantis, omnibus hoc præſens Inſtrumentum viſuris & audituris pateat evidenter quod cum nuper Religioſi viri fratres, Gaufridus de Ablines de Prædicatorum & Petrus de Laudoſies de Minorum Ordinibus conſtituti & miſſi a Sereniſſimo Principe, & Domino Philippo, Dei gratia Rege Francorum illuſtre, prout per patentes Litteras ipſius Domini Regis ſigillo ſano & integro munitas evidentius apparebit, quarum tenor talis eſt.

PHILIPPES *par la grace de Dieu Roy de France a tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. &c. &c. &c.*

SERENISSIMO Principi, Domino Edwardo Dei gratia Regi Angliæ illuſtri quædam juxta præſcriptum Litterarum tenorem pro ipſo Domino Rege Franciæ ſignificaſſent, & notificaviſſent in ſcriptis quæ dediſſent in modum qui ſequitur:

A voſtre Hauteſſe, nous freres GIEFFROY D'ABLINES *&c. &c.*

QUIBUS ſic ſignificatis, inſinuatis, intimatis, & in ſcriptis, Domino Regi Angliæ ſupradicto traditis, habita per ipſum Dominum Regem Angliæ per plures dies ſuper iis deliberatione, ut voluerat, respondit in modum qui ſequitur:

Quod quicquid continebatur in Litteris ſufferentiæ, paratus erat integraliter obſervare, & obſervari facere, & jam erant ipſæ ſufferentiæ per ſolemniores Villas, & quinque Portus Angliæ proclamatæ, & etiam ſcripſerat Domino Gaufrido de Gienvilla militi feſtinando eum, quantum poterat, quod eos qui tenebantur per eum capti taxaret, & inſuper atornatos eligeret, quibus dederat in mandatis quod celeriter ad regni ſui confines accederent, & ſi quid contra prædictas ſufferentias fore factum invenirent, id ſine tarditate facerent emendari, ita quod propter hoc non oporteret ad eum haberi recurſum, & ſi aliquid de contentis in ſufferentiis eſſet aliqualiter obmiſſum, paratus erat quod eſſet obmiſſum integraliter adimplere. Si vero aliqua eſſent obmiſſa oſtendatis, & nos parati ſumus adimplere. Super requiſitione autem facta de Rege, Regno, Prælatis, Baronibus, Principibus, Militibus, Communitatibus & Univerſitatibus Scotiæ respondit, quod hujusmodi requiſitio ſibi erat nova, extranea & admirabilis, cum nec in primis, nec in ſecundis ſufferentiis facta fuiſſet mentio aliqua de eisdem, & cum iſta requiſitio ſit ſibi nova, extranea & admirabilis, maximi ponderis, maximæque reputationis ſibi videatur, ideo magna indiget diſcuſſione, & diuturna deliberatione, ad quas, perſonis & litteris a ſe diſtantibus, quibus poterat plenius certiorari, faciendas, indigebat. Quare ut clarius & efficacius requiſitioni ſupradictæ ſatisfaciat, habita diligenti deliberatione, & competenti diſcuſſione, quam cujus bono modo poterit, per ſuos ſpeciales Nuntios Domino Regi Franciæ respondit, & talem responſionem ſuper iis facere proponit, quod merito de jure ſibi ſufficere poterit & debebit.

Acta fuerunt præſcripta Londoni in hospitio Reverendi Patris, Domini Dei gratia Archiepiscopi Eboracenſis, præſentibus Reverendis Patribus Dominis Antonio Dublinienſi, Richardo Londonienſi, & Gualtero Ceſtrenſi, Dei gratia Episcopis; Nobilibus viris, Thoma & Henrico filiis quondam Edemundi, ejusdem Regis Angliæ fratris, Joanne de Barro, Aymaro de Vallentia, & Hugone Dispenſerio, Militibus, teſtibus ad hæc vocatis ſpecialiter & rogatis.

ANNO 1298. Et ego Jacobus dictus Graſſus de Vercellis, Clericus, publicus Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius, præſcriptis ſignificationibus, inſinuationibus & requeſtis, ac reſponſionibus, & omnibus ſupraſcriptis, dum agerentur, una cum teſtibus ſupraſcriptis præſens interfui, & ea omnia & ſingula ut ſcripta ſunt, manu propria ſcripſi, in hanc publicam formam redegi, & ea publicando rogatus ſigno meo conſueto ſignavi.

Et au deſſous eſt le ſeing du Notaire ſusnommé.

DL.

14. Juin. *Compromiſſum nomine Regis Angliæ* EDUARDI *factum, quo Poteſtas omnis arbitraria transfertur in Sanctiſſimum Patrem* BONIFACIUM VIII. *Papam, tanquam privatam Perſonam, & Dominum* BENEDICTUM GAYTANUM *tanquam Arbitrum, ſuper reformanda Pace & Concordia inter ipſum Dominum Regem Angliæ, & Dominum Regem Franciæ* PHILIPPUM, *cum Plenipotentia ipſius Legatis ad hoc Negotium ſpecialiter facta. Romæ coram Sanctiſſimo Patre* 14. *Junii ann.* 1298. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, pag. 489.]

In nomine Domini Amen.

ANNO ejusdem milleſimo ducenteſimo nonageſimo octavo, Indictione undecima, Pontificatus Domini Bonifacii, Papæ octavi, anno quarto, die decima quarta Menſis Junii, conſtituti coram Sanctiſſimo Patre ac Domino Bonifacio divina providentia Papa octavo prædicto, venerabiles Patres, Dominus Willelmus, Archiepiscopus Dublinienſis, & Dominus Joannes Epiſcopus Wintonienſis, & nobiles, ac magnifici viri Dominus Amedæus, Comes Sabaudiæ, Dominus Otto de Grandiſono, & Dominus Hugo de Ver, Milites, Nuntii, & Procuratores, magnifici Principis Domini Eduardi Regis Angliæ illuſtris, & habentes poteſtatem ſupra infra ſcriptis compromittendi pro eodem Domino Rege, ſub modis & formis de quibus expedire videatur, prout in patentibus Procuratoriis Literis ipſius Domini Regis, cereo ſigillo munitis, infra ſcripti tenoris, plenius continetur, compromiſerunt altè, baſſè, abſolutè, & liberè, in quantum ex virtute ac forma mandati, ſeu Procuratorii prædicti quod habebant ab eodem Domino Rege, qui, ut prædicitur, Nuntii & Procuratores erant in Sanctiſſimum Patrem & Dominum Dominum Bonifacium divina providentia Papam octavum prædictum, tamquam in privatam perſonam, & Dominum Benedictum Gaytanum tamquam in arbitrum, arbitratorem, laudatorem, diffinitorem, arbitralem ſententiatorem, amicabilem compoſitorem, præceptorem, ordinatorem, diſpoſitorem, & pronuntiatorem ſuper reformanda pace & concordia, inter ipſum Dominum Regem ex parte una, & excellentem Principem Dominum Philippum Regem Franciæ illuſtrem ex altera, ac ſuper iis quæ ad pacem pertinent, & ſuper omnibus & ſingulis discordiis, guerris, litibus, controverſiis, cauſis, quæſtionibus, damnis & injuriis, petitionibus & actionibus realibus, perſonalibus atque mixtis quæ fuerunt, & ſunt, vel eſſe poſſunt, inter ipſos Dominos Reges, occaſione quacumque ut ipſe Dominus Papa, tamquam privata perſona, & Dominus Benedictus Gaitanus altè ac baſſè, abſolutè ac liberè cum cognitione vel ſine cognitione cauſæ vel cauſarum, & de plano, ac ſummariè, ſine ſtrepitu, & figura judicii poſſit inter dictos Dominos Reges ſemel & pluries, quotiens ſibi placuerit, ac videbitur expedire ſuper omnibus præmiſſis & ſingulis arbitrari, laudare, diffinire, arbitraliter ſententiare, præcipere, ordinare, diſponere ac pronuntiare, addere, minuere, corrigere, interpretare, declarare in ſcriptis diebus feriatis & non feriatis, partibus præſentibus vel abſentibus, vocatis vel non vocatis, & una parte præſente, & altera abſente, ſervato juris ordine, vel non ſervato.

Promittentes iidem Procuratores & Nuntii, ex prædicto Domino Edwardo Rege Angliæ ſub pœna centum Millium marcarum argenti, & obligatione omnium & ſingulorum bonorum ipſius Domini Regis, rata & firma ſemper habebit atque tenebit, & inviolabiliter obſervabit quæ ipſe Dominus Papa tamquam privata perſona, per ſuum arbitrium, laudem, arbitratum, mandatum arbitrale, ſententiam arbitralem, ordinationem, diffinitionem, diſpoſitionem, compoſitionem, & pronuntiationem, arbitranda, laudanda, ſententianda, modo quo ſupra, diffinienda, mandanda, ordinanda, componenda & diſponenda, ac etiam addenda, minuenda, contrahenda, interpretanda, ac declaranda, quotiescumque duxerit in præmiſſis, & qualibet præmiſſorum, & in nullo contra ea, vel eorum aliquod, per ſe vel alium, ſeu alios, faciet ſive veniet, ullo umquam tempore quovis ingenio, ſive cauſa & pœna ſoluta vel non ſoluta, arbitrium, laudem, arbitratum, mandatum, hujusmodi ſententia, ordinatio, diffinitio, diſpoſitio, compoſitio, & pronuntiatio, additio, diminutio, correctio, interpretatio, & declaratio, ferenda & facienda per ipſum Dominum Papam modo quo ſupra, & omnia & ſingula ſupra dicta & infraſcripta, rata ſemper maneant, atque firma, voluerunt autem, & promiſerunt, & expreſſe conſenſerunt prædicti Procuratores & Nuntii, vice ac nomine ipſius Domini Regis Angliæ, tamdiu compromiſſum hujusmodi perdurare, quandiu initarum voluntarie hactenus inter ipſos Dominos Reges Treugarum tempus & terminus perdurabit, quod eſſe dixerunt unius anni a feſto Epiphaniæ proximè futuro, usque ad aliud feſtum Epiphaniæ proximè ſubſequens numerandi, & quod interim ipſe Dominus Papa ut ſibi placuerit & expedire videbitur, poſſit ex tunc hujusmodi compromiſſi, ac ferendi arbitrii, ſeu arbitragii, & aliorum omnium prædictorum, nec non & prædictarum Treugarum tempus & terminum ſimul & non aliter, ſemel & pluries ad ſuum beneplacitum prorogare, hoc acto expreſſe quod poteſtas ex hujusmodi compromiſſo, nec vita ipſa ipſius, nec in morte in perſonam aliam transferatis. Tenor autem prædictarum Litterarum ipſius Domini Regis, talis eſt:

„ Sanctiſſimo in Chriſto Patri Domino Bonifacio, „ divina providentia Sanctæ Romanæ ac univerſalis Ec„ cleſiæ ſummo Pontifici, Edwardus eadem gratia Rex „ Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Aquitaniæ, devolutus „ ad Pedum oscula beatorum, more devotiſſimi filii, „ hactenus geſſimus & adhuc gerimus circa beneplacita „ Sedis Apoſtolicæ proſequenda paratos nos promptitudine animi, & effecta opere exhibere; ſperantes „ itaque per veſtræ Sanctitatis induſtriam ſuper discor„ diis inter Regem Franciæ, & nos dudum exortis ſa„ lubriter provideri, venerabiles in Chriſto Patres, „ Willelmum Archiepiscopum Dublinienſem, Anto„ nium Dunelmenſem Episcopum, & Nobiles viros, „ Amedæum Comitem Sabaudiæ, Conſanguineum „ noſtrum, Ottonem de Grandiſono, & Hugonem de „ Ver, Milites pacis, cum ſtatus noſtri pacifici zelato„ res, voluntatis noſtræ conſcios, & diligentius infor„ matos ad veſtram præſentiam duximus deſtinandos, „ quibus una cum venerabili Patre J. Wintonienſi Epis„ copo, aut quinque ipſorum, ſi uno abſente, vel qua„ tuor eorumdem, duobus abſentibus, quorum qua„ tuor duo ſint Laici, plenam damus poteſtatem, & „ ſpeciale mandatum ſuper omnibus discordiis, guerris, „ litibus, controverſiis, cauſis, quæſtionibus, damnis, „ & injuriis, petitionibus & actionibus realibus, & per„ ſonalibus, & mixtis, quæ fuerunt, & ſunt, & eſſe „ poſſunt inter dictum Regem Franciæ & nos, occa„ ſione quacumque tractandi, paciscendi, componen„ di, tranſigendi, concordandi, & conveniendi in per„ ſonam noſtram pro nobis & hæredibus noſtris com„ promittendi nos & hæredes noſtros veſtris ordinatio„ ni, arbitrationi, dicto, ſeu laudo, arbitrio, ſubmit„ tendi, ſub formis ſeu modis de quibus quotiescum„ que viderint expedire, nec non omnia & ſingula quæ „ per ipſos ſex, quinque, vel quatuor ipſorum, prout „ ſupra ſcriptum eſt, noſtro, & hæredum noſtrorum „ nomine, ſuper præmiſſis, & ſingulis præmiſſorum „ pacta, compoſita, transacta, concordata fuerint, „ ſeu conventa, compromiſſum, ſubmiſſum, veſtram „ ordinationem, arbitrationem, dictum, ſeu laudum „ prædicta firmandi, roborandi, emologandi & vallan„ di, per juramentum ſuper iis, & aliis hujusmodi ne„ gotium tangentibus, quandocumque, & quotiescum„ que viderint expedire in animam noſtram præſtandum, „ ac omnia & ſingula faciendi quæ ſunt pacis & con„ cordiæ, & ad plenam pacem & concordiam valeant „ pertinere, & quæ nos faceremus, & facere poſſemus, „ ſi præſentes eſſemus, etiamſi mandatum exigant ma„ gis ſpeciale, volentes omnia & ſingula neceſſaria & „ utilia ad faciendum & complendum præmiſſa, & „ quolibet præmiſſorum, pro ſpecialiter expreſſis & „ enumeratis haberi.

„ Promittentes nihilominus nos ratum habituros & „ firmum per dictos ſex, quinque, vel quatuor eorum„ dem in forma expreſſa, ſuperius tractatum, pactum, „ compoſitum, transactum, concordatum, conven„ tum, firmatum, roboratum, vallatum, emologa„ tum,

ANNO 1298.

ANNO 1298. „ tum, & factum fuerit in præmiſſis, ſuper quibus per noſtras Litteras approbandis, tenendis, ſervandis, & complendis, nos & hæredes noſtros, & bona noſtra omnia, obligamus, & hæc Sanctæ Paternitati veſtræ ſignificamus, & omnibus quorum intereſt, vel intereſſe poteſt, aut poterit in futurum, per noſtras patentes Litteras, ſigilli noſtri munimine conſignatas.

„ Datum apud Gandavum decima octava die Menſis Februarii, Anno Dominicæ Incarnationis Milleſimo, ducenteſimo, nonageſimo & ſeptimo.

Actum fuit hujusmodi Compromiſſum Romæ apud Sanctum Petrum in Palatio Papali, in Camera ipſius Domini Papæ, ac in ejus præſentia, præſentibus Reverendis Patribus Dominis Dei gratia, G. Sabinenſi, & Matthæo Portuenſi & Sanctæ Rufinæ, Epiſcopis Cardinalibus, Archiepiſcopo Idruntino, Franciſco Epiſcopo Spoletano, & Guilelmo Epiſcopo Glanduenſi, teſtibus ad hoc vocatis.

Et au deſſous eſt le Seing dudict Notaire ſusnommé.

Et ego Nicolaus dictus Novellus, de Vico, publicus Imperiali auctoritate Notarius, prædictis interfui, & ea ut ſupra legitur de mandato præfati Domini Papæ, ac rogatus a Procuratoribus ſupra ſcriptis, ſcripſi & publicavi, & noſtro ſigillo ſignavi conſueto.

DLI.

9. Juin. *Bulla* BONIFACII VIII. *Pontificis maximi*, ROBERTO *Duci Burgundiæ*, JOANNI *Duci Britanniæ*, & GUIDONI *Comiti Sancti Pauli*, *qua committuntur ad cuſtodiam & conſervationem terrarum quarundam, quas ipſe virtute Compromiſſi* REGUM FRANCIÆ & ANGLIÆ *tradidit & concredidit fidei* ARNOLDI *Epiſcopi Toloſani, tanquam Depoſitarii, Romæ ſecundo Kalendas Julii* 1298. [Pièce, tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin. pag. 537.]

BONIFACIUS Epiſcopus Servus Servorum Dei, dilectis filiis nobilibus viris, Roberto Duci Burgundiæ, Joanni Duci Britanniæ, & Guidoni Comiti Sancti Pauli, Salutem, & Apoſtolicam benedictionem. Nuper inter cariſſimos in Chriſto filios noſtros Philippum Francorum, ex parte una, & Edwardum Angliæ ex altera Reges illuſtres, ex virtute Compromiſſorum factorum in nos per Procuratores & Nuntios eorumdem, inter cætera duximus arbitrandum, quod omnes terræ, vaſalli, & bona, tam quæ tenebat Rex Franciæ de iis quæ tenuerat Rex Angliæ ante guerram præſentem, quam quæ tenebat Rex Angliæ in Regno Franciæ, bona fide, ac ſine omni fraude, abſolutè ac libere ponantur, & aſſignentur in manibus & poſſe noſtris, tenenda a nobis nomine Regis Franciæ quæ ex parte ſua, & nomine Regis Angliæ quæ ex parte ejusdem nobis fuerint aſſignata, ipſis quoque Regibus per alias Litteras noſtras ſcribimus, ut terras, vaſallos, & bona prædicta venerabili fratri noſtro Arnaldo Epiſcopo Tholozano, nomine noſtro, juxta prædicti modum arbitrii aſſignent, ſeu faciant aſſignari, cui quidem Epiſcopo per alias Litteras noſtras injungimus, ut terras, vaſallos, & bona præfata eodem modo recipiat a Regibus præfatis, vel ab illis per quos ipſi Reges ea ſibi aſſignari facient, illeque teneat, cuſtodiat & conſervet, donec ſibi ſuper hoc aliud duximus injungendum. De veſtræ igitur nobilitatis experta prudentia, & fidelitate probata plenam in Domino fiduciam obtinentes & ſperantes quod ea quæ vobis per nos, & in hac parte potiſſime committuntur, fideliter & providè exequi ſtudeatis, volumus, & nobilitati veſtræ præſentium auctoritate committimus, nihilominus per Apoſtolica vobis ſcripta mandantes, quatenus poſtquam terræ vaſalli & bona hujusmodi fuerint, ut præmittitur, ipſi Episcopo aſſignata, ea omnia prout ei aſſignata fuerint per vos, aut duos, aut unum veſtrum, nomine omnium, vel per alium, ſeu alios ab eodem Episcopo nomine noſtro recipere, & ad beneplacitum noſtrum, illa videlicet quæ pro parte Regis Franciæ aſſignata contigerit, ipſa pro eodem Rege Franciæ, ac ipſius nomine; illa vero quæ pro parte Regis Angliæ aſſignata fuerint, ea pro eodem Rege Angliæ, ac ſuo nomine teneatis, cuſtodiatis, & conſervetis fideliter, donec per nos ſuper hoc aliud extiterit ordinatum, & interim de fructibus, reditibus, & proventibus eorumdem terrarum, vaſallorum, atque bonorum, deductis tantum pro eorum cuſtodia & regimine moderatis expenſis, Regibus respondeatis eisdem pro rata bonorum, prout hinc inde fuerint, ut prædicitur, aſſignata. Quod ſi nos mori contingat, antequam de terris, vaſallis, & bonis hujusmodi, per nos fuerit plenarie arbitratum, ex nunc arbitramur, pronuntiamus & volumus quod vos hujusmodi terras, vaſſallos, & bona reſtituatis dictis Regibus, prout eisdem Regibus aſſignata fuerint & recepta; ita quod unicuique reddatur quod receptum fuerit ab eodem, & ad hæc per vos cum effectu facienda & exequenda, fideliter vos, & quemlibet veſtrum juramento per vos omnes, vel duos, vel unum ex vobis, via & nomine omnium, aut per alium, vel alios ad hoc legitime ordinatos præſtando ipſi Epiſcopo, vel alii ab eo ad hoc deputato, nomine noſtro recipienti adſtringi volumus, & teneri. Si autem hujusmodi veſtro officio perdurante unum vel duos ex vobis mori contigerit, vel ex alia cauſa legitima impediri, ea omnia, ut præmittitur, per reliquos, vel reliquum debitè volumus executioni mandari; ita tamen quod per hæc dictis Regibus, vel eorum alteri, quoad poſſeſſionem, vel proprietatem, nullum præjudicium generetur, nihilque novi juris accrescat, vel veteris minuatur. Quod ſi præmiſſa, vel eorum aliquod cum effectu, minus, quod abſit, fideliter faveretis, vos & veſtrum quemlibet excommunicationis ſententiam ipſo facto decernimus incurſuros.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, ſecundo Calendas Julii, Pontificatus noſtri, anno quarto.

Et ſont leſdictes Lettres cy deſſus transcrittes, ſcelleés d'un ſcel de plomb, pendant au reply, en l'une part duquel ſont ces mots:

BONIFACIUS PAPA OCTAVUS.

Et au dos d'icelles eſt auſſy escrit:

Commiſſio facta Burgundiæ & Britanniæ Ducibus, & Comiti Sancti Pauli, ſuper facto Angliæ. Pontificatus Bonifacii, anno quarto.

DLII.

Bulla BONIFACII VIII. *Pontificis maximi* ARNALDO *Epiſcopo Tholoſano, qua virtute Compromiſſi* REGUM FRANCIÆ & ANGLIÆ *in ipſum* BONIFACIUM, *ille* ARNALDUS *committitur ad cuſtodiam quarumdam Terrarum tanquam Pontificio Depoſitorio. Romæ ſecundo Kalendas Julii* 1298. [Pièce, tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin reliez en rouge, pag. 537.] 30. Juin.

BONIFACIUS Epiſcopus, Servus Servorum Dei, venerabili fratri Arnaldo Epiſcopo Tholozano, Salutem & Apoſtolicam benedictionem. Nuper inter cariſſimos in Chriſto filios noſtros Philippum Franciæ ex parte una, & Edwardum Angliæ Reges illuſtres, ex virtute Compromiſſorum factorum in nos, per Procuratores, & Nuntios eorumdem, inter cætera duximus arbitrandum, quod omnes terræ, vaſalli, & bona, tam quæ tenet Rex Franciæ de iis quæ tenuerat Rex Angliæ ante guerram præſentem, quam quæ tenet ipſe Rex Angliæ in Regno Franciæ, bona fide, ac ſine omni fraude, abſolutè & liberè, ponantur, & aſſignentur in manibus & poſſe noſtris, tenenda a nobis nomine Regis Franciæ, quæ ex parte ſua & nomine Regis Angliæ quæ ex parte ejusdem nobis fuerunt aſſignata.

Scribimus quoque per alias Litteras noſtras Regibus antedictis, ut terras, vaſallos, & bona prædicta tibi, de cujus induſtria & circumſpectione confidimus, nomine noſtro juxta prædicti modum arbitrii, aſſignent, ſeu faciant liberaliter aſſignari, tenenda, cuſtodienda, & conſervanda per te donec ſuper hoc aliud duxerimus disponendum.

Tibi inſuper per alias Litteras noſtras injungimus, ut illuc te perſonaliter conferas, terras, vaſallos, bonaque omnia ſupradicta petas & recipias per te ac alium, ſeu alios, nomine noſtro a Regibus præfatis, vel ab illis per quos eo tibi mandabunt & facient aſſignari, eaque fideliter teneas, cuſtodias & conſerves, donec tibi ſuper hoc per nos aliud injungatur.

Verum quia tibi nimis laborioſum exiſteret ſuper hoc diutius laborare, fraternitati tuæ per Apoſtolica ſcripta mandamus, quatenus terras, vaſallos, & bona prædicta, poſtquam & prout tibi fuerint aſſignata, tuque illa receperis, ut eſt dictum, dilectis fidelibus nobilibus viris,

ANNO 1298. ris, Roberto Duci Burgundiæ, Joanni Duci Britanniæ, ac Guidoni Comiti Sancti Pauli, vel duobus, aut uni eorum, nomine omnium, vel alii, seu aliis ad hoc legitimè ordinatis, ab ipsis ad requisitionem eorum liberaliter nomine nostro assignare procures, per te vel alium, aut alios, sub modis & conditionibus infrascriptis, videlicet quod ipsi ad beneplacitum nostrum illa quæ pro parte Regis Franciæ ac ejus nomine; illa vero quæ pro parte Regis Angliæ assignata fuerint, ea pro eodem Rege Angliæ, ac suo nomine tenebunt, custodient, & conservabunt fideliter, donec per hos super hoc aliud extiterit ordinatum, & quod interim de fructibus, reditibus, & proventibus eorumdem terrarum, vasallorum atque bonorum, deductis tantum pro ipsorum custodia & regimine moderatis expensis, respondebunt dictis Regibus pro rata bonorum, prout hinc, & inde fuerint, ut prædicitur, assignata.

Quod si nos mori contigerit antequam de terris, vasallis, & bonis hujusmodi per nos fuerit plenarie arbitratum, ipsi hujusmodi terras, vasallos, & bona restituent dictis Regibus, prout ab eisdem Regibus assignata fuerint & recepta; ita quod unicuique reddatur quod receptum fuerit ab eodem: ad hæc autem per eos cum effectu facienda, & exequenda fideliter, ipsi & eorum quilibet, vel duo aut unus ex eis, vice ac nomine omnium per se, aut etiam per alium vel alios ad hoc legitimè ordinatos, ab ipsis, tibi præstabunt vel alii ad hoc a te deputato nomine nostro recipienti firmiter juramentum. Si vero hujusmodi eorum officio perdurante, unum vel duos ex eis mori contigerit, vel ex alia legitima causa impediri, ea omnia reliqui, vel reliquus, ut præmittitur, fideliter exsequentur. Super autem hujusmodi assignatione per te facienda, & juramentorum præstatione, ac omnibus supradictis, confici facies unum vel plura, publicum, vel publica Instrumenta, illud vel illa nobis fideliter transmissurus & retenturus penes te simile, vel similia Instrumentum, vel Instrumenta, nihilominus ad cautelam rescripturus quoque nobis per tuas Litteras harum seriem continentes quidquid super iis duxeris faciendum. Sic in præmissis te diligenter ac provide, ac fideliter habere procures, quod diligentiam tuam exinde commendare merito valeamus. Per hæc autem dictis Regibus nullum præjudicium generetur, nihilque novi juris accrescat, vel antiqui decrescat.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum secundo Kalendas Julii Pontificatus nostri anno quarto.

Et sont lesdictes Lettres cy dessus transcriptes scellées d'un scel de plomb pendant au reply en l'une part duquel sont ces mots:

BONIFACIUS PAPA OCTAVUS.

Et sur le dos desdictes Lettres est aussy escrit:

Littera directa Episcopo Tholozano pro sequestratione certarum terrarum pro facto Angliæ.

DLIII.

27. Juin. FRANCE ET ANGLETERRE. *Sentence Arbitrale prononcée par le Pape* BONIFACE VIII. *touchant la Paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, prononcée le 27. Juin* 1298. [G. G. LEIBNITZ in Prodromo Codicis Diplomatici. pag. 21. & dans le LV. Vol. des Manuscrits de la Biblioth. Royale de Berlin p. 518. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

In nomine Domini Amen.

ANNO Domini MCC. XCVIII. Indictione XI. Pontificatus Domini BONIFACII Papæ VIII. anno IV. die XXVII. mensis Junii, Sanctissimus Pater & Dominus, Dominus Bonifacius divina providentia Papa VIII. arbitrium, laudum, diffinitionem, arbitralem sententiam, amicabilem compositionem, mandatum, ordinationem, & alia infra scripta recitavit, legi fecit, dedit, & protulit in hunc modum. Dudum inter Charissimos filios nostros PHILIPPUM Francorum ex parte una, & EDUARDUM Angliæ Reges Illustres ex altera, suggerente inimico humani generis pacis æmulo, super diversis Articulis materia discordiæ ac dissensionis exorta; tandem iidem Reges per speciales Nuntios & Procuratores ipsorum, ad hoc ab eis mandatum habentes, in nos Bonifacium, divina providentia Papam VIII. tanquam in (1) privatam personam, & Dominum Benedictum Gaytanum, tanquam in arbitrum & arbitratorem, laudatorem, diffinitorem, arbitralem sententiatorem, amicabilem expositorem, præceptorem, arbitratorem & dispositorem & procuratorem super reformanda pace & concordia inter ipsos Reges; ac super iis quos ad pacem pertinent & super omnibus & singulis discordiis, guerris, litibus, controversiis, causis, quæstionibus, damnis & injuriis, petitionibus & actionibus realibus & personalibus atque mixtis, quæ fuerant & erant seu vertebantur, & esse vel verti possent inter ipsos Reges occasione quacunque; de alto & basso absolute & libere compromittere curaverunt. (*Nonullis interjectis, concepta hisce verbis latæ de redintegrando fœdere sententiæ formæ subjicitur.*)

ANNO 1298.

§. 2. Pronuntiamus hac vice, ut inter eosdem Reges fiat & sit perpetua & stabilis pax; & quod treugæ vel sufferentiæ voluntariæ dudum indictæ, initæ ac firmatæ inter eos, eo modo & forma, ac omnibus & illis personis & terris & sub illis pœnis, conditionibus & temporibus, sub quibus indictæ, initæ ac firmatæ fuerint, inviolabiliter observentur. Ad hujusmodi autem pacem confirmandam, roborandam atque servandam infra tempus, quod duxerimus moderandum, præfatus Rex Angliæ Margaretam sororem prædicti Regis Franciæ recipere ac ducere cum dotalitio quindecim millium librarum Turonensium assignando per ipsum Regem Angliæ in Locis competentibus, de quibus inter partes fuerit concordatum, vel (ubi partes ipsæ non concordarent) per nos arbitratum fuerit, in uxorem; & idem Rex Franciæ eandem sororem suam eidem Regi Angliæ in uxorem dare, & tradere cum dispensatione Sedis Apostolicæ teneantur, quodque Isabella filia prælibati Regis Franciæ, quæ infra annum septennem dicitur constituta, suo tempore Eduardo prædicti Regis Angliæ filio, qui jam decimum tertium ætatis suæ annum exegit, cum simili dispensatione matrimonialiter cum dotalitio decem octo millium librarum Turonensium similiter assignando per eundem Regem Angliæ pro dicto filio suo in competentibus locis, de quibus concordaverint ipsæ partes; de quibus nos duxerimus arbitrandum, si super hoc inter eos non proveniet concordia, copulentur, idque firmetur atque valletur ex nunc modis inferius annotatis [*Iisque descriptis subdit:*]

§. 3. Item dicimus, laudamus, arbitramur, seu etiam diffinimus, quod de omnibus bonis mobilibus vel se moventibus, ablatis vel alias male subtractis, & de omnibus damnis datis hinc inde ante tempus motæ vel ortæ guerræ præsentis; primo de omnibus, quæ extant & consumpta non sunt, præsertim de navibus, & aliis quibuscumque bonis per Anglicos & Vascones, & eorum complices ante guerram occupatis in mari vel in terra; quod Rex Angliæ omnia, quæ de prædictis extant bona fide sine lite & absque figura judicii, omni fraude cessante, ad requisitionem Regis Franciæ vel Nuncii sui statim faciat ad plenum restitui: & Rex Franciæ similiter, si quæ talia ante dictam guerram capta vel ablata apud ipsum, vel in sua potestate extantia reperta fuerint, similiter ad plenum restitui faciat, a præfato Rege Angliæ vel ejus Nuntio requisitus. De ablatis vero non extantibus, sed deperditis & consumptis, laudamus, arbitramur, seu etiam diffinimus, quod Rex Angliæ ad requisitionem Regis Franciæ vel Nuntii sui faciat satisfieri; taxatione nobis circa prædictorum æstimationem contra utramque partem, ubi per concordiam partium negotium super prædictis sopitum non esset, plenarie reservata.

§. 4. Item dicimus, laudamus, arbitramur, seu etiam diffinimus, quod idem Rex Angliæ de omnibus terris, vasallis & bonis, quæ ipse nunc habet, & tenet in Regno Franciæ, seu tenebat ante motam Guerram præsentem, habeat illam quantitatem, & illam partem terrarum, vasallorum & bonorum eorundem, quam sibi ex virtute Compromissorum prædictorum laudaverimus & mandaverimus assignari, vel inter Reges ipsos fuerit concordatum & sub illis fidelitate, homagio, modis & conditionibus habeat, sub quibus ipse ac pater suus habuisse hactenus & tenuisse noscuntur; modis & temperamentis per nos adhibendis in abusu, si quis ex parte gentis Regis Franciæ hactenus commissis inventus fuerit in exercitio resorti: modis etiam & temperamentis per nos adhibendis in abusu partis alterius, si quis videlicet ex parte Regis Angliæ vel suorum hactenus commissus contra jus resorti fuerit inventus, ne talia in posterum committantur; conditionibus etiam, modis, & securitatibus per nos imponendis & adhibendis in terris, vasallis, bonis & aliis, quæ per nostram pronuntiationem seu concordiam partium præfatus Rex Angliæ vel successores eius contra Regem Franciæ vel successores ipsius valeant rebellare.

§. 5. Dici-

(1) *Philippe*, qui connoissoit l'humeur du Pape, ne le voulut point recevoir pour Juge, mais pour Arbitre; & dans la suite il jugea cette Sentence arbitrale si desavantageuse à son Etat que *Philippe* jura en colère qu'il ne l'observeroit jamais.

ANNO 1298. §. 5. Dicimus etiam, laudamus & arbitramur, seu etiam diffinimus, quod ex nunc omnes terræ, vassalli & bona prædicta, & alia, tam quæ tenet Rex Franciæ de iis, quæ tenebat Rex Angliæ in Regno Franciæ, bona fide ac sine omni fraude, absolute ac libere in manibus & posse nostris ponantur & assignentur, tenenda a nobis nomine Regis Franciæ, quæ ex parte sua, & nomine Regis Angliæ, quæ ex parte ejusdem nobis fuerint assignata; ita tamen quod per hoc in possessione vel proprietate nil novi juris accrescat alterutri partium, vel antiqui decrescat: super quorum assignatione, si qua fuerit exorta dubitatio vel ambiguitas inter Partes, illam nostræ declarationi & arbitrio reservamus. Quod si forsan dicti Reges de ipsis terris & bonis ad invicem concordaverint, volumus, laudamus & arbitramur ex nunc id, in quo concordaverint, perpetuo & inviolabiliter observetur: alioquin nos ex Compromissi prædicti virtute apponemus ad id illud remedium, quod Dominus ministrabit, & ex tradita nobis potestate licebit. Si vero casu aliquo contingente hoc facere non possemus, volumus, dicimus, & arbitramur, quod utrique Parti pristina jura sua salva remaneant & illæsa. Porro quod hujusmodi assignationem faciendam nobis de terris, vassallis, & bonis prædictis nullum ipsis Regibus, vel eorum alteri, quoad possessionem vel proprietatem, seu determinationem, vel aliter, præjudicium generetur, omnia autem & singula supradicta per nos arbitrata, laudata, diffinita, & arbitraliter sententiata, & pronuntiamus, arbitramur, & præcipimus, sub pœnis in Compromissis contentis, & aliis de quibus Nobis videbitur arbitrio nostro, nihilominus forma manente a Partibus inviolabiliter observari & insuper reservamus nobis liberum arbitrium & plenariam potestatem, prout ex forma Compromissorum prædictorum nobis competit, super omnibus & singulis, quæ inter eosdem Reges ex Compromissis prædictis arbitranda, laudanda, componenda, diffinienda, & laudata, diffinita & pronuntiata ned. sunt arbitrandi, diffiniendi, arbitraliter sententiandi, præcipiendi, ordinandi, disponendi atque privandi, nec nón etiam in omnibus & singulis arbitratis, laudatis, diffinitis, & pronuntiatis, in præsenti arbitrio atque laude, quæ in his, quæ arbitranda, laudanda, arbitraliter sententianda, diffinienda & pronuntianda, ut præmittitur, restant, addendi, minuendi, corrigendi, interpretandi & declarandi semel & pluries & quoties nobis placuerit ac videbitur expedire.

Cæterum ut dextera Domini, quæ mira facit in suorum operum executione, virtutem efficacius & perfectius huic negotio prosperet, terminum peremtorium ex nunc ipsis Regibus assignamus, ut super omnibus in præsenti arbitrio nobis super dicto negotio reservatis & ad ea pertinentibus, illis die atque loco compareant coram nobis, de quibus eis ad id per nostras duxerimus Literas nuntiandum, cum quibus super iis pro ipsorum quiete, ac prospero statu Mundi, & pro utilitate negotii Terræ sanctæ providere salubriter dante Domino valeamus. Acta, lata, & pronuntiata fuerunt arbitrium, laudum, arbitralis sententia, mandatum, diffinitio, ordinatio, dispositio, & omnia supradicta per eundem Dominum Papam, ut superius enarrantur, anno, Indictione, mense ac die prædictis, Romæ apud Sanctum Petrum in Palatio Papali in Consistorio publico facta in Sala majori, præsente ibi gentium multitudine copiosa & præsentibus Reverendis Patribus Dominis Dei Gratia Gerardo Sabinensi, fratre Matthæo Portuensi & S. Rufinæ, & Joanne Tusculano Episcopis; Joanne tit. SS. Marcellini & Petri, Nicolai tit. S. Laurentii in Damaso, fratre Jacobo tit. S. Clementis, Thoma tit. S. Cæciliæ ac Roberto tit. S. Potentianæ Presbyteris: Matthæo S. Mariæ in porticu, Timoleone S. Adriani, Guillelmo S. Nicolai in carcere Tulliano, Francisio S. Mariæ in Cosmedino, Petro S. Mariæ novæ, ac Jacobo S. Georgii ad velum aureum Diaconibus S. R. E. Cardinalibus. Et Venerabilibus viris Dominis Joanne Judiciis, Matthæo Carathulo, Guidone de Anagnia, & Ademulpho de Suffrino Domini Papæ Notariis. Ac nobilibus Viris Dominis Urso Berthuldo, de filiis Ursi de Urbe, Bartho de Capua, Regni Siciliæ Logotheta & Jacobo de Pisis familiari ipsius Domini Papæ Testibus. Ac Domino Deodato de Urbe, ipsius Domini Papæ Cappellano, qui arbitrium, laudum, arbitralem sententiam, mandatum, diffinitionem, ordinationem, & omnia supra dicta de mandato prædicti Domini Papæ ibidem publice legit, & voce quasi præconis recitavit. Et ego Nicolaus dictus Novellus de Vico Apostolica & Imperiali autoritate Notarius, prædictis interfui, & ea omnia, ut supra legitur, de mandato præfati Domini Papæ scripsi & publicavi, ac meo signo consueto signavi.

Et a costé vers la marge est le seing du dit de Vico nuvo Notaire.

ANNO 1298.

DLIV.

Litteræ BONIFACII VIII. *Papæ ad Regem Francorum, quibus ipse declarat intentionem suam non esse, ulterius procedere ad aliquam pronunciationem, vel definitionem in Negotio Pacis sine suo expresso consensu præhabito. Romæ die 3. mensis Julii* 1298. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge, pag. 545.] 3. Juill.

BONIFACIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, carissimo in Christo filio, Philippo Regi Francorum illustri, Salutem & Apostolicam benedictionem! Licet per speciales Nuntios & Procuratores tuos, nuper ad nostram præsentiam destinatos, & ad te ad hoc mandatum habentes, super reformanda pace & concordia, & super iis quæ ad pacem pertinent, ac super omnibus & singulis litibus, quæstionibus, causis, controversiis, damnis, injuriis, guerris & offensis, juribus & actionibus realibus, & personalibus atque mixtis, cæterisque discordiis quæ sunt, vel esse possunt inter te ex una parte, & carissimum in Christo filium nostrum Eduardum Regem Angliæ illustrem ex altera, in nos tamquam in privatam personam, & Benedictum Gaytanum, tamquam in arbitrum, arbitratorem, laudatorem, & diffinitorem, sententiatorem, & amicabilem compositorem, præceptorem, ordinatorem, dispositorem & pronuntiatorem, altè & basse, absolute ac libere compromiseris, prout ex forma hujusmodi Compromissi noscitur plenius apparere. Nos tamen ad tuam cautelam, & ut securius in nostra puritate quiescas, Serenitati tuæ, præsentium tenore prædicimus, & expresse promittimus quod præter contenta in iis quæ jam pronuntiata noscuntur, nostræ nequaquam intentionis existit ad aliquam in reliquis pronuntiationem, vel diffinitionem in hujusmodi negotio ex prædicto Compromisso procedere sine tuo expresso consensu præhabito a te per patentes Litteras tuas, & per specialem Nuntium destinando, & si secus appareret illud ex nunc nullius esse dicimus firmitatis.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum quinto nonas Julii Pontificatus nostri anno quarto 1298.

Et sont lesdictes Lettres scellées d'un scel de plomb pendant au reply; & sur le dos desdictes Lettres est escrit:

Littera quod non est intentio Bonifacii Papæ procedere ad aliquam Sententiam super facto Pacis, inter Regem Franciæ & Angliæ, nisi ad Requestam Regis Franciæ.

DLV.

Acte contenant les Responces & raisons proposées au Roy d'Angleterre par GUILLAUME DE BAUFORT, *& autres Ambassadeurs du Roy* PHILIPPE le Bel *touchant l'infraction de la Treve de la part des Anglois, que le Duc de Savoye avoit entrepris sur le Dauphin de Viennois & disputé si le Roy d'Escosse estoit compris dans la Treve: le Roy soustenoit qu'il y estoit compris comme le Roy de Norwege & autres Princes non nommez; le Roy d'Angleterre nioit le contraire & disoit que* JEAN DE BAILLEUL *n'estoit Roy d'Escosse & neantmoins se vouloit exclurre a cause de sa dignité Royalle. Du 19. Aoust* 1298. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 549.] 19 Août

In nomine Domini, Amen.

ANNO ejusdem Millesimo, ducentesimo octavo supra nonagesimum, Indictione undecima, Mensis Augusti die decima nona, Pontificatus Sanctissimi Patris & Domini nostri Domini Bonifacii Papæ octavi, anno quarto, in præsentia nostrum Caeni Phily de Sancto Nicasio, Corisopitensis Diocesis, & Jacobi dicti Graffi de Vercellis, Clericorum Notariorum publicorum, ac venerabilium testium infra scriptorum ad

hoc

ANNO 1298. hoc vocatorum, rogatorum, coram inclyto Principe Domino Eduuardo Dei gratia Angliæ Rege, præsentibus Reverendo in Christo Patre Domino eadem gratia Dublinienſi Episcopo, & quibusdam Comitibus, Baronibus, & quibusdam aliis Conſiliariis dicti Regis perſonaliter conſtituti viri venerabiles & discreti; Magiſter Guillelmus de Belleforti, Joannes de Foreſta, & Clemens de Sainaco, Clerici Excellentiſſimi Principis, Domini Philippi, Dei gratia Regis Francorum illuſtris, ac ſpeciales Ambaſſiatores ſeu Nuntii ejusdem ſpecialiter deputati ad infra ſcripta exequenda, prout per Litteras patentes de cera alba ſigillo Domini Franciæ Regis ſigillatas plene & evidenter apparet, quarum Litterarum principium tale eſt:

Nous Philippe par la Grace de Dieu Roy de France, faiſons a ſçavoir a tous que comme ſouffrance ou abſtinence de guerre ſoit accordée & faicte entre nous, pour nous, pour nos hoirs, pour nos hommes, ſoubmis, alliez & aydans d'une part, & le Roy d'Angleterre, pour luy, pour ſes hoirs, pour ſes hommes, ſoubmis, alliez, & aydans d'autre, de Royaume a Royaume, par mer, par terre, laquelle ſouffrance doit durer juſques a Landemain de la Tiphanie prochaine a venir, & d'illecques juſques a un an apres, & ait eſté accordé en l'ordonnance de ladicte ſouffrance que tous les pris de chacune desdictes parties &c.

Et ſic terminantur:

Asquelles choſes faire & requerre nous donnons a eux trois, & a deux d'eux trois, ſe li trois n'y eſtoint, plain pouvoir & especial mandement par ces preſentes Lettres ſcellées de noſtre ſcel. Données a Chaaly le Jeudy apres la feſte de la nativité Sainct Jean Baptiſte l'an de grace Mil deux cents quatre vingt dix huits.

Quæ ſiquidem Litteræ lectæ fuerunt de verbo ad verbùm coram dicto Domino Rege Angliæ, & Conſiliariis ſuis, & aliis adſtantibus ibidem per quemdam Clericum & obſequialem ſuum, & de mandato dicti Domini Regis retentæ.

Quibus lectis vir venerabilis & discretus Magiſter Clemens ſeu Ambaſſiator præfatus, vice ſuaque & Collegarum ſuorum prædictorum hoc idem expreſſe volentium & conſentientium, nec non Domini Franciæ Regis nomine, & pro ipſo coram dicto Domino Rege Angliæ, & Conſiliariis ejusdem responſiones, rationes, & requeſtas fecit, propoſuit, & legit in ſcriptis, prout in duobus rotulis ſimul conſutis plene continetur, quorum tenor talis eſt:

Ce ſont les responſes, & les raiſons, & les requeſtes du Roy de France au Roy d'Angleterre par Mes. Guillaume de Baufort, Jean de Foreſt, & Clement de Saux, ſes Clercs, touchant la ſouffrance priſe entre les dicts Rois, & afferans aucunes raiſons, & requeſtes propoſées por ledict Roy d'Angleterre par Me. Jean Louvel & Me. Jean de Schieſton, Meſſagers envoyez de par le Roy d'Angleterre. Premierement a ce que lesdicts Meſſagers du Roy d'Angleterre dirent & propoſerent que vous, Sire, aviez bonne volonté, & ferme propos de tenir & de faire tenir, de garder & de faire garder la ſouffrance & l'aſtinence priſe ſur la guerre meüe entre nous & li, ſelon ce qu'il eſt contenu ez Lettres faictes ſur ladicte ſuffrance, a vous, & vos hoirs, hommes, alliez, & aydans.

Diſons, Sire, que noſtre Sire li Roy de France a bon propos, & ferme volonté de garder, & faire garder ladicte ſuffrance, en la maniere qui eſt contenue ez Lettres ſur ce faictes, & moult li desplairoit ſi le contrariers avenoit ce que ja navignez.

Item pour ce que ce ſoit plus fermement gardé & tenu, & que nul ne ſe puiſſe escuſer par ignorance, il a faict asçavoir ez leuz ou il devoit, & ainſi comme il devoit, ſelon ce qu'il eſt contenu en la ſuffrance, que ladicte ſuffrance en la maniere que elle eſt priſe, accordée & commandée a fermement tenir & garder, & euſt elle gardé par tout ſon pouir, & comme que vous dictes que vous l'aviez faict ſçavoir, & qu'elle a eſté bien gardée, toutes vois elle n'a pas eſté bien gardée, ſi comme il appert par les cas que nous vous dirons.

Quibus propoſitis, requiſitis & lectis, providus vir Magiſter Joha nes de Foreſta Coambaſſator prædictus, vice & nomine ſuo & Collegarum ſuorum in hac parte conſentientium, ac Domini Regis Franciæ, & pro ipſo quasdam malefactiones, ſeu quædam acceptata per ſubmiſſos, adhærentes, & confœderatos ſuos, & contra Treugam ſeu ſufferentiam inter ipſos Franciæ & Angliæ Reges, ad invicem initam & concordatam, ut dicitur perpetratum, factum & commiſſum. Propoſuit oretenus in Gallico coram dicto Domino Rege Angliæ ſub hac forma:

Premierement le Comte de Savoye allié du Roy d'Angleterre, par luy, par ſa gent, & de ſon commendement & en ſon nom, de ſon gré, & de ſa volonté, a domagié le Dauphin de Vienne, allié de noſtre Sire li Roy de France & ſes gens audict Dauphin, depuis la ſuffrance, priſe, publiée & ſcellée de ſix mil livres tournois, ou environ. ANNO 1298.

Item Jean Jacques de Bayonne, aydant au Roy d'Angleterre, depuis la ſouffrance & le peuplement de la ſouffrance, a pris une nef de la barre de Ceriſe, ſousmiſe a noſtre Sire le Roy de France, en mer, chargée & fretée de cents tonneaux de vin, ou environ.

Plus Roger Chanterel du Pontaudemer, bourgeois & ſousmis noſtre Sire le Roy de France avoit fretée une nef chargée de ſix vingts tonneaux de vin, ou environ, depuis la ſuffrance ſceuë & publiée, laquelle nef, & li diz tonneaux de vin les Anglois ont priſe & emmenée, & en ont faict leur vouloir.

Item Pierre Ascorgii & ſes Compagnons ſousmis noſtre Sire li Roy de France, mirent en une nef, laquelle eſt appellée ſaincte Croix de Kimpercorentin, & en eſtoit le maiſtre de la nef, Guillaume le borgne, cent douze tonneaux de vin, & trois pipes liquez vins & la nef Martin de Carado. Ermant Saucii, & pluſieurs Anglois prirent, & emmenerent puis l'aſtinence ſceue & publiée, & encore tiennent.

Item Michel Laors, Jacques de Perra, Gilles de Saincte Adegunde, Guillaume Ledicet, Jean Bonnefaut, G. Laugardin, G. Boiſſio, Jacques le Fol, ſousmis de noſtre Sire le Roy de France de Sainct Omer, chargerent une nef de Laine, & autres marchandiſes, & depuis ladicte ſouffrance ſceuë & publiée, les Anglois l'ont priſe & tolluë, & a eſté trouvée au Neufchaſtel, & une partie des marchandiſes.

Quibus bene & eleganter propoſitis, narratis, & denuntiatis, ſupradictus Magiſter Clemens, mandatum ſibi injunctum explere ſatagens, fideliter & devote continuando dicta dicendis, rotulos illos prædictos perlegere incepit, ac perlegit responſiones noſtras ut requeſtas in ipſis rotulis contentas explicitè & diſtinctè coram dicto Rege Angliæ, nomine quo ſupra faciendo, & etiam prout decuit requirendo in hunc modum:

Item li Rois noſtre Sire a pluſieurs fois mandé & commandé, & par Lettres a Monſeigneur Simon de Meleun, esleu de par li a faire les taxations, & les delivrances des priſons que il les faict, & faict faire, ſelon l'accord faict en ladicte ſuffrance, ne n'eſt miheres Simon en nul deffaut, mes de voſtre partie, ſauve voſtre reverence en ce y a pluſieurs deffauts, en ce que le Roy d'Escoſſe & ſes fils, & pluſieurs autres d'Escoſſe, qui ſont des alliez noſtre Seigneur le Roy, & eſtoint dans l'aſtinence, ne peuvent eſtre eux par ostagement, & ſi ont eſté bien requis, & aucuns autres, qui ont eſté requis a oſtagie, & ne ſont pas delivrez, ſi comme en Champagne Monſieur Guy de Sailly, & pluſieurs autres.

Item que li Rois noſtre Sire a commandé a tous ſes Miniſtres, & a tous ſes Officiaux que s'il advenoit aucun mesfait, que ja n'advienne, que il le faſſent adreſſer & amender, ſelon la ſouffrance, & l'ordenance, & li Roy noſtre Sire tient pour bien ce que li Roy d'Angleterre l'a enſins faict, ſi comme il a escrit: mes elle a eſté mal gardée, ne ne ſeroiz a qui recouvrer, pour les maufeſons adrecier.

Item que le Roy noſtre Sire a miſes & eſtablies certaines perſonnes dignes de foy par tous les lieux perilleux, ou la ou permis pourroit advenir, ce que ja n'advienne, por amender, & faire adrecier tous mesfaicts, & malefaſçons que avenir pourroient.

Item Sire, comme de par noſtre Seigneur, le Roy de France, vous ayez eſté requis que la ſouffrance, & l'aſtinence fuſt tenuë & gardée en la perſonne Monſeigneur Jean de Bailleul Roy d'Escoſſe, aux Prelats, Barons, Chevalliers, & autres Nobles, Communitez & Univerſitez, & habitans audict Royaume d'Escoſſe, & que ledict Roy d'Escoſſe, & autres pris dudict Roy de quelconque eſtat qu'ils ſoient, fuſſent delivrez par les oſtagez, qui ſeroient laxez a la cognoiſſance de deux Chevalliers qui a ce faire ſont eſtablis, comme cil qui eſtoient alliez audict noſtre Seigneur le Roy de France, & & vous par vosdits meſſages ayez faict asçavoir a noſtre Seigneur le Roy que ladicte terre d'Escoſſe, avant le temps de la premiere ſouffrance accordée & affermée, & adonc, & touſiours puis, & fut, & eſt en proprieté, & en poſſeſſion, & en noſtre tenance; & adonc fuſtes, & encore eſtes ſaiſis des hommages, & des fautez de Prelats, Comtes, Barons, & Chevalliers, & autres Nobles, Communitez, & Univerſitez, & habitans audict Royaume d'Escoſſe, pourquoy ils diſoient

ANNO 1298. ſoient de par vous que ils ne pouvoient, ne devoient eſtre compris en ladicte ſouffrance.

Diſons nous que ce ne ſouffit mie, que il eſtoit choſe notoire, & ſceuë communement, au temps de ladicte ſouffrance ou abſtinence, que lidiz Rois, Barons, Chevalliers, & autres Nobles, Communitez, & Univerſitez de Villes & les autres habitans dudict Royaume d'Escoſſe, eſtoient alliez & ſont encor a noſtre Seigneur le Roy, ſi comme il appert par les Lettres authentiques, & informations publiques faictes ſur ce; Et a ce que vous dictes qu'il avoit renoncié ne ſuffiſoit mie, ſi comme il eſt contenu plainement en un autre article qui s'enſuit.

Item a ce que voſtre dict meſſage dirent que au temps du traictement des ſouffrances, li Rois noſtre Sire ne tient mie les Escoz pour ſes alliez & aydans, & qu'il ne leur feit mie ſçavoir la ſouffrance dedans le temps limité.

Diſons nous que elle eſtoit communement ſçeuë, qu'il ne convenoit pas faire ſçavoir, qu'il ne convenoit mie ſes alliez nommer, ne nulle part en la ſouffrance il n'appert que nul y fuſt nommé, & ſi aucun y avoit eſté nommé ſi dit li accord de la ſouffrance eſtoit entendu ſeulement des nommez, pour voie donc ſeroit miſe en la ſouffrance, la clauſe que non mie ſeulement, li nommé, mais tous li autres alliez non nommez ſeront mis en la ſouffrance, & ſi li Rois noſtre Sire n'avoit ores faict ſçavoir aux Escotz la ſouffrance dans le temps que voſtre meſſager dient, tout ſoit ce qu'il fiſt bien ce qu'il dict. Quer ſi toſt comme il ſo que vous vous apareilliez d'aller contre les Escoz il envoya a vous ſes meſſages pour vous requerre que vous leur gardiſſiez la ſouffrance deſſudicte, ne il n'avoit point de temps limité dedans lequel ce nous deuſt eſtre ſignifié, ne pour ce ne ſeroit il, que il ne demoraſſent alliez au Roy, ne de ce ne vous poez plaindre, comme nuls domages ne ſoint venus a vous, ne a vos alliez.

Item a ce que voſtre meſſagier dient que en generalité des parolles contenues en ladicte ſouffrance, ne devoient eſtre entendus Rois du Royaume ſe ils ne ſont expreſſement nommez, & comme aucun de meneur Eſtat fuſſent especiaument nommé en la generalité ne peut comprendre ceux de plus grand eſtat.

Diſons nous que Rois & Royaumes peuvent eſtre compris en generalité de parolles, mesmement de paix ou de ſouffrance, & comme ladicte ſouffrance faſſe mention que elle ſe prend de Royaume a Royaume, & de perſonnes a perſonnes, de quelconque condition, ou eſtat que ils ſoient, & li habitans du Royaume, & empres vous ne tenez mie ledict Jean pour Roy d'Escoſſe, pourquoy vous ne pouvez dire qu'il ne puiſſe eſtre compris deſſous la clauſe generale.

Item que voſtre meſſage dient encores qu'en la ſouffrance en avoit bien de nommez, & que ſemblans devoir n'eſtoit mie que li Rois noſtre Sire, & cil que pour li traictoient euſſent oublié le nom du Roy d'Escoſſe, ne des autres Escoz ſi il fuiſſent ſes alliez.

Diſons nous, ſi comme deſſus eſt dict qu'il ne convenoit mie, ni n'eſtoit neceſſité d'y nommer par la clauſe qui s'enſuit, qui li nommé, & li a nommer fuiſſent tint en la ſouffrance, ne auſſins ne fuſt nommé li Rois de Norre qui eſtoit allié noſtre Seigneur le Roy, & pluſieurs autres que lon nommeroit ſi on voyoit que meſtier fuſt.

Item a ce que voſtre meſſage dient que cil que firent l'alliance pour le Roy d'Escoſſe n'avoient pouvoir ne mandement de faire.

Diſons nous que ſi avoient, & vous ne devez ce dire, comme il appert par les inſtruments que voſtredict meſſagier apporterent que l'alliance par les envoyez par ledict Roy d'Escoſſe, & des autres faictes a noſtre Seigneur li Roy de France, ils oient ferme & ſtable, & en furent Lettres faictes, & ſcellées du ſcel li Roy d'Escoſſe, & des Prelats, Comtes, Barons & autres notables Communitez, & Univerſitez de Villes qui nous furent monſtrées, & encore les monstrera lon, ſe meſtier eſt.

Item a ce que voſtre gent dirent encores que ces alliances ne tenoient mie ledict Roy d'Escoſſe, demeurant a voſtre hommage, comme elle feuſſent contre ſeurement vous.

Diſons nous Sire, que ſi li Roy d'Eſcoſſe eſtoit ou nous, & en voſtre hommage, nous ne ſçavons, mes l'alliance qui fut faicte pour noſtre proffit, & ſi li Roy d'Escoſſe, & li autres s'eſtoient mesfaits, en faiſant lesdictes alliances, ce que nous ne creons mie n'eſtre, pour ce qu'il ne ſoit de nos alliez, & qu'il ne doie eſtre compris en la ſouffrance, & ceux qui eſtoient en l'hommage noſtre Seigneur, comme Guy de Dompierre, & le Comte de Bar, ont faict alliance a vous. ANNO 1298.

Item a ce que nos gens dient que ſi li Escot avoient oncques faict nulles alliances a noſtre Seigneur li Rois de France, que elles ſi eſtoient deffaictes eux eſtans en leur plain pouvoir.

Diſons nous que quant au Roy d'Escoſſe, & aux autres empriſonnez, il appert notoirement que ſe il r'appellerent oncques riens, il le firent par force, & par paour de priſon, parquoy il ne doit valloir, & quant a ceux qui eſtoient en priſon, ſi aucun en y avoit, ſi apert il que il le firent pour ſouffiſant de droict qui poveit choir en homme conſtant, & ſe le renontiations tenoient quant a eux, ſi ne peuvent elles tenir quant a noſtre Sire li Rois en qui faveur les alliances furent priſes, & ſi aucun, comme Patrik Comte de Dumbar, & Gilbert Comte Dauages, & leurs Enfans vindrent enpuis en noſtre hommage & en voſtre obeiſſance de leur volonté, noſtre Seigneur le Roy ne ſe meſle.

Item a ce que voſtre meſſagier requierent les prix que noſtre Sire li Rois tient parmy la ſeureté de Religieux que il aportoient.

Diſons nous, Sire, que li Roy eſt touſiours preſt d'en delivrer par ſeureté ſouffiſant; mais ſa ſeureté qui fu apportée ne peut, ne ne doit ſuffire, ne valloir de droict, & ne autres pas encores delivrez li Roy d'Escoſſe ne les autres pris au penultiesme article Responſe.

Si vous voulez garder la ſouffrance li Roy noſtre Seigneur veut que ce que vous teniez au jour de la ſuffrance vous demeure. Au dernier article reſponſe.

Si vous voulez garder la ſouffrance, li Rois noſtre Sire la vous gardera en toutes choſes.

Item a ce que vos meſſagiez dirent que gens & perſonnes avoient eſté nommez de meneur eſtat en la premiere ſouffrance.

Diſons nous que perſonnes de greigneur eſtat furent nommez ou de ſembleble eſtat, comme le Roy d'Allemagne.

SANE prædictis omnibus responſis, rationibus, responſionibus & requeſtis, ut ſupra legitur, lectis & propoſitis, omnibusque & ſingulis quæ natura & qualitas Ambaſſationis hujusmodi, virtute Litterarum prædictarum, ipſis Nuntiis, ut præmittitur, conceſſarum, geſtis, & competenter eidem Regi denuntiatis, ab eodem diligenter aſcultatis, vir venerabilis & discretus Magiſter Johannes de Beueſlid, ipſius Regis Angliæ Clericus & obſequialis, de mandato dicti Regis ibidem præſentis, & pro ipſo conceſſu dictorum Nuntiorum & voluntate interveniente, copiam rotulorum ipſorum, ſeu responſionum, rationum, & requeſtarum prædictarum, de quibus collationem diligentem, una cum Magiſtro Joanne prædicto fecimus ad rotulos quos præfatus Magiſter Clemens tenebat, & dum legeret coram Rege memorato.

Quibus actis Angliæ Rex præfatus conſilio prius habito, duxit respondendum prædictis omnibus dicti Regis Franciæ per antedictum Dublinienſem Epiſcopum in modum qui ſequitur; ipſo videlicet Rege Angliæ præſente & conſentiente.

Et primo quod Treugam ſeu ſufferentiam de guerra penitus obſervare volebat, & quantum in ſe erat facere obſervari, ſecundum quod in illa Treuga, ſeu ſufferentia continetur.

Secundario vero quod malefactiones, ſeu attemptata per Magiſtrum Joannem de Foreſta, ut præmittitur, ore tenus, proponit & denuntiat, petiit in ſcriptis redigi, & eorum copiam per ipſos Nuntios venerabili viro Domino Joanni de Berohic Clerico ſuo, ejusdem Regis nomine, & pro ipſo tradi voluit, & ea, quantum in ſe eſſet, faceret emendari.

Tertio quoque & ultimo responſum extitit per Epiſcopum memoratum, quod ipſe Dominus Rex ſuper aliis in dictis responſionibus, rationibus & requeſtis contentis, & aliis dictam Ambaſſationem tangentibus, per Ambaſſatores, ſeu ſuos Nuntios proprios Domino Regi Franciæ respondebit.

Actum in caſtris, ſeu tentoriis dicti Regis Angliæ, prope Caſtrum puellarum in Scotia, quod vulgariter nuncupatur Edenbourgk, præſentibus, ut prætactum eſt, Domino Epiſcopo Dublinienſi, & nobilibus viris Dominis, Aymaro de Vallentia, Henrico Comite Leyceſtrenſi, Thoma fratre ſuo, G. Glouerino, Marescallo de Horefordis, & Joanne de Britanniis, Comitibus, Joanne de Barro, Milite, Magiſtro Thoma de Foreſta, & Guillelmo de Fauquerellis, Domicello, Rothomagenſis Dioceſis, & quibusdam aliis teſtibus ad hoc vocatis & rogatis;

Et me Jacobo dicto Graſſo de Vercellis, Clerico,

ANNO 1298. publico Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notario qui cum Magiſtro Eueno Phily de Sancto Nicaſio Coriſopitenſis Diœceſis, publico Apoſtolica auctoritate Notario ſcribente, & præscripta, ſi quando, publicante ſigno ſuo conſueto, una cum ſupra ſcriptis teſtibus præſens interfui, anno, Indictione, Pontificatu, menſe & die præſcriptis dum præmiſſa agerentur. Ideo in teſtimonium præmiſſorum, & rei evidentiam pleniorem me ſubſcripſi, & rogatus ſigno meo conſueto ſignavi.

Et au deſſous eſt le ſeing dudict Nottaire.

Et ego Euenus Phily de Sancto Nicaſio Clericus Coriſopitenſis Diœceſis Apoſtolica publicus auctoritate Notarius, prædictorum rotulorum ſeu responſionum, rationum, requiſitionum propoſitioni & lecturæ malefactionum ſeu attemptatorum prædictorum denuntiationi, & inſinuationi ipſorum rotulorum copiæ exhibitioni & retentioni, Domini Regis Angliæ responſioni, & præmiſſis omnibus, & ſingulis coram ipſo per Ambaſſatores prædictos lectis, requiſitis, propoſitis, denuntiatis & inſinuatis, ut ſupra ſcribitur, præſens interfui, una cum Magiſtro Jacobo dicto Graſſo de Vertellis, publico Notario, & teſtibus ſupraſcriptis, & ea ſcripſi & publicavi, & ſolitum ſignum meum, una cum ſigno dicti Magiſtri Jacobi appoſui rogatus, ſub anno, Indictione, menſe, die, & Pontificatu prædictis.

Et au deſſous eſt le ſeing dudict Phily Notaire.

DLVI.

1299. 24. Avr. *Litteræ* BONIFACII VIII. *Papæ Domino* PHILIPPO *Regi Francorum directæ, ut Terræ quas ipſe tenet, quasque Rex Angliæ tenuit, maneant in manibus Episcopi Vicentini usque ad beneplacitum ipſius Papæ, per eundem Episcopum cuſtodiendæ. Datæ Laterani 8. Kalendas Maji* 1299. [Pièce, tirée du L V. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge, pag. 613.]

BONIFACIUS Episcopus Servus Servorum Dei, cariſſimo in Chriſto filio Philippo Regi Francorum illuſtri Salutem, & Apoſtolicam benedictionem. Dudum inter te ex parte una, & cariſſimum in Chriſto filium noſtrum Eduuardum Regem Angliæ illuſtrem, ex altera, ex virtute Compromiſſorum factorum in nos per Procuratores & Nuntios utriusque inter cætera duximus arbitrandum, quod omnes terræ, vaſalli, & bona, tam quæ tu tenebas ex iis quæ tenuerat Rex Angliæ, ante guerram præſentem, quam quæ tenebat tunc idem Rex Angliæ in Regno Franciæ, bona fide ac ſine omni fraude, abſolute ac libere ponantur, & aſſignentur in membris & poſſe noſtris tenenda a nobis nomine tuo quæ ex parte tua, & nomine ipſius Regis Angliæ, qui ex parte ejusdem nobis contingeret aſſignari. Quocirca Serenitatem Regiam rogamus, & hortamur attente per Apoſtolica tibi ſcripta mandantes, quatenus terras, vaſallos, & bona prædicta venerabili fratri noſtro Raynaldo Episcopo Vicentino, de cujus diligentia, puritate, ac circumſpectione confidimus, & quem ad partes illas pro iis, & aliis hujusmodi negotium contingentibus duximus fiducialiter deſtinandum nomine noſtro juxta prædicti modum arbitrii, aſſignes, vel facias liberaliter aſſignari, tenenda, cuſtodienda, & conſervanda per eum, donec ſuper hoc aliud duxerimus disponendum. Nos enim prædicto Regi Angliæ ſuper hoc conſimiles noſtras Litteras deſtinamus. Datum Laterani octavo Kalendas Maji, Pontificatus noſtri anno quinto.

Et ſur le reply desdictes Lettres eſt escrit ce qui s'enſuit:

DE CUR
JO. FULG.

Et ſont lesdictes Lettres ſcellées d'un ſceau de plomb pendant audict reply. Et ſur le dos d'icelles eſt auſſy escrit ce qui s'enſuit:

Littera directa Domino Regi ut terræ quas ipſe tenet, quasque Rex Angliæ tenuit, teneantur in manibus Episcopi Vicentini usque ad beneplacitum Domini Papæ, per eundem Episcopum cuſtodiendas.

ANNO 1298.

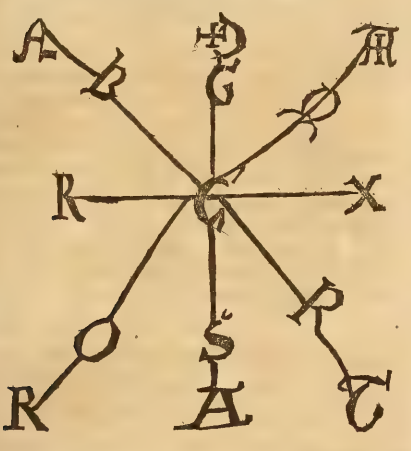
DLVII.

ALBERTI *Romanorum Regis Litteræ quibus notum facit, quod de libero conſenſu Principum Imperii Jus in electione habentium, Ducatus* Auſtriæ *& Styriæ, nec non Dominia* Carniolæ, Marchiæ, *ac* Portus Naonis, RUDOLFO, FRIDERICO, LUPOLDO *& aliis filiis ſuis in Feudum, cum vexillis, & ſolemnitate debita conceſſerit. Dat. in Nuremberg. Ann.* 1298. XI. *Kal. Decemb. Indict.* XII. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.] 21 Nov.

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, Univerſis Sacri Romani Imperii fidelibus, preſentes Litteras inſpecturis imperpetuum. Ad hoc divine pietatis proviſio, in Majeſtatis Regie ſolio nos locavit, ut cuncta rimantes, & Juſticiam recenſentes, absque perſonarum delectu, unicuique, quod ſuum eſt, reddere debeamus. Conſiderantes igitur, quod nobis de Ducatibus Auſtrie & Styrie, quorum Dominio & regimini prefuimus in minoribus poteſtatibus conſtituti, ad Romanum gubernandum Imperium, accerſitis nulli dicioni noſtre ſubjecto, quanto forcius, nec Liberis noſtris kariſſimis, ut eisdem debitum geniture affectum & ordinem obſervemus, Jura ſua debeamus aliquatenus denegare. Notum fieri volumus tam preſentis temporis quàm future poſteritatis Imperii Romani fidelibus univerſis, Quod nos de libero & expreſſo conſenſu Principum Imperii, Jus in eleccione Regis Romani, de Jure & antiqua conſuetudine obtinencium, Principatus ſive Ducatus Auſtrie & Styrie, necnon Dominia Carniole, Marchie, ac Portus Naonis, cum univerſis honoribus, Juribus, libertatibus & pertinenciis ſuis, Illuſtribus Rudolfo Friderico Lupoldo, & aliis filiis noſtris kariſſimis, apud Nuremberch, cum vexillis, & ſollempnitate debita & conſueta conceſſimus in feodum, ac ipſos Ceptro Regio inveſtivimus, de eisdem, & Principum Imperii numero, conſorcio & collegio aggregantes eosdem, Ipſisque Jus Principum concedentes, ab eis pro Principatibus & Dominiis memoratis, fidelitatis & homagii recepimus juramentum. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc noſtre conceſſionis infringere gratiam, vel eidem in aliquo auſu temerario contraire. Quod qui ſecus attemptare preſumpſerit, gravem noſtre Majeſtatis offenſam ſe noverit incurriſſe. In cujus rei teſtimonium, & perpetui roboris firmitatem, preſentes Litteras exinde conſcribi, & Regie Majeſtatis noſtre Sigillo juſſimus communiri. Teſtes ſunt, venerabiles Gerhardus Maguntinen. Wichboldus Colonien. Boemundus Treviren. & Chunradus Salzburgen. Eccleſiarum Archiepiscopi, Lupoldus Babenbergen. Mangoldus Herbipolen. Heinricus Conſtancien. Petrus Baſilien. Emcho Friſingen. & Wernhardus Patavien. Eccleſiarum Episcopi: Illuſtres Rudolfus Comes Palat. Reni Dux Bawarie. Rudolfus Dux Saxonie. Otto Hermannus & Heinricus Marchiones Brandemburgen. & Heinricus Dux Karinthie. Spettabiles Viri. Johannes Burggravius de Nuremberch. Burchardus de Hohemberg. Eberhardus de Wirtemberch. Ludwicus de Oetingen. Fridericus de Liningen. Ulricus & Heinricus de Schelkelingen. Hermanus de Sultz. Georius & Chunradus Comites Irſuti. Fridericus de Ortemburch. Albertus. Heinricus & Albertus Comites Goricie. Otto de Strazberch. Hermannus de Homberch. & Rudolfus de Werdemberch Comites. Nobiles Viri, Otto de Ochſenſtein. Sifridus de Eppenſtein. Heinricus & Wernhardus de Schowemberch. Hugo de Touvers. Gerlacus de Bruberch, & Nicolaus de Wartenfels. Strennui Viri, Lutoldus & Albero de Chunringen. Stephanus de Meichſowe. Marschalcus Auſtrie. Chalhous de Ebersdorf Camerarius Auſtrie. Hertnidus de Wildonia, Marschalcus Stirie. Heinricus de Stubemberch. Ulricus de Cappella. Eberhardus. Heinricus & Fridericus fratres de Waltſe. Hermannus Marschalcus de Landemberch. Bernoldus de Telesprunne. Ulricus Prueſchnich, & alii fide digni.

Signum

ANNO 1298. *Signum Domini* ALBERTI *Regis Invictissimi.*



Datum in Nuremberch per manus Eberhardi de Lapide, Prepositi Ecclesie Wizzemburgen. Aule nostre Cancellarii. Anno Domini M. CC. nonagesimo octavo. XI. Kalend. Decemb. Indiccione XII. Regni vero nostri anno primo.

DLVIII.

1299. 5. Fevr. FRIDERICI *Marchionis Misniæ & Lusatiæ, Translatio utriusque Marchionatus præfati ad* WENCESLAUM *Bohemiæ Regem. Datum Pragæ* VIII. *Idus Februarii* 1299. [CHRIST. GODOFRED. HOFMANNUS in Appendice Diplomat. atque Documentor. Historiam Lusatiæ illustrantium Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 197. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz II. in anhang von der Lausitz pag. 1. d'où l'on tire cette Pièce.]

In Nomine Domini Amen.

NOTUM sit in perpetuum universis & singulis, tenorem præsentium inspecturis. Quod ego *Fridericus Dei gratia Misnensis & Orientalis Marchio, Princeps & Hæres Terræ Lusatiæ, Magnifici quondam Domini Henrici Misnensis & Orientalis Marchionis junior filius*, de maturo & deliberato meo, & amicorum fidelium meorum consilio, eosdem meos *Marchionatus, & ipsum Principatum & Terram Lusatiæ*, ac specialiter *Terram meam Misnensem* per prædictum *Dominum & Patrem meum*, de expressa voluntate & consensu fratrum meorum, *Domini Alberti Landgravii Thuringiæ, & Domini* quondam *Theodorici* fidelis memoriæ Marchionis de *Landesberg*, specialiter mihi traditam, nec non titulum, & dignitatem & honorem ipsorum Marchionatuum & terrarum & de nomine Castrum *Scharffenberg*, Civitatem & Castrum *Dresden*, Castrum & Civitatem *Perne*, Castrum *Donin* infeudatum, cum suis attinentiis, Castrum Tharant cum *Troresza*, & suis pertinentiis, Castrum *Borelstein*, Oppidum *Diepoldeswalde*, Castrum *Wrowenstein* infeudatum, Castrum *Lewenstein*, Castrum & Civitatem *Seydowe*, Civitatem *Heyn*, & omnia bona & Possessiones in districtu, seu Judicio ejusdem Civitatis *Heyn* sita, infeudata & non infeudata. Item Castrum *Statim* infeudatum, Castrum *Tysenowe*, Villam *Sumawy Ferz* cum suis pertinentiis infeudatam, Castrum *Radeberg* infeudatum, Castrum *Lybenteil*, Castrum *Vylin*, Oppidum *Radeberg*, munitionem *Lusenicz*, Castrum *Mussin* infeudatum, Castrum *Sachsenberg* infeudatum, item omnia bona illa, Castra videlicet & Civitates, Oppida & Villas, quas ipse Dominus Pater meus claræ memoriæ ab Ecclesia *Hervelden*si tenuit, & quæ mihi in feudum ab eadem Ecclesia sunt collata, & omnia alia Castra, Civitates, Oppida & Villas, nemora, montes, argentifodinas, flumina, lacus, valles & eisdem Marchionatibus, *Lusatiæ & Misnensibus* fodinis & terris contenta, seu sunt nota, seu non, cum Castris, Civitatibus, Oppidis, Vallis ac aliis locis, ac bonis intermediis, & cum Judiciis, Juribus, Utilitatibus, proventibus & pertinentiis universis, ad dictos Marchionatus, Terras, Castra, Civitates nominatas & loca prædicta spectantes, qui & quæ mihi debentur, in quantum ad me, & hæredes meos pertinent, tam ex successione & donatione paterna, quàm ex quocunque alio Jure, mihi super his & eorum aliquo specialiter vel generaliter acquisitis & generaliter cum omni jure, alio, quo mihi & hæredibus meis competit, & in futurum potest competere, vel debetur in prædictis Marchionatibus, Terris, Castris, Civitatibus & aliis omnibus supradictis & ipsorum quolibet, sentiens in hoc conditionem meam, posse fieri meliorem, do, trado, & permuto jure proprio in perpetuum meo, & omnium hæredum nomine meorum *Serenissimo Domino Wenceslao Regi Boëmiæ præfato & Marchioni Moraviæ*, & cum eo recipiente à me in permutandum, pro se, & universis hæredibus suis Marchionatus, Terras, Castra, Civitates & omnia alia prænotata, ad habendum, possidendum, & quidquid deinceps sibi suisque hæredibus de ipsis vel eorum aliquo placuerit, perpetuò faciendum, transferens in his scriptis in eundem *Dominum Regem & ejus hæredem*, omne Jus & Dominium, potestatem & omnem jurisdictionem, quæ mihi & hæredibus meis competunt, competebant, & possent in futurum de consuetudine competere, vel de Jure in ipsis Marchionatibus, Terris, Castris, Civitatibus, Oppidis, Villis & aliis prædictis, & in ipsarum terratum, Baronibus, Ministerialibus, Militibus, infeudatis & non infeudatis, & in aliis habitatoribus, tàm Nobilibus, quàm Popularibus universis, tradens sibi & promittens tradere omnia Privilegia & Instrumenta, tàm *Excellentissimi Domini mei, Domini Rudolphi Regis Romanorum, quàm Fratrum meorum*, & omnia alia mea Privilegia, mihi super dictis Principatibus, Terris, Dominiis, & aliis omnibus & singulis, quæ continentur superius, à quibuscunque vel à quocunque acquisita, concessa, tradita & donata, sibi & nunc suisque hæredibus cedens liberè de promissis omnibus, & de ipsis Privilegiis & Instrumentis, ita ut eisdem Privilegiis & Instrumentis & Jure meo & hæredum meorum, quod sibi & hæredibus suis in prædictis Marchionatibus, Terris, Castris & Civitatibus & aliis omnibus dedi, tradidi, & in eum ac suos hæredes transtuli, sicut superius est expressum, tam in Judicio, quàm extra Judicium, ipse *Dominus Rex Bohemiæ & hæredes sui* contra quemlibet hominem, & specialiter contra fratrem meum *Albertum Thuringiæ* Landgravium, *Fridericum & Thycemannum* ejusque filios, & contra patruelem meum *Fridericum* prædicti quondam *Theodorici* fratris mei Marchionis de *Landesberg* filium, & hæredes liberè uti possint. Promittentes nihilominus traditionem, donationem & permutationem, prædictas, Domino Regi Romanorum innotescere, per me, vel per Literas meas, & ejus consensum, & confirmationem, super eadem traditione, donatione & permutatione, cum diligentia implorare, & hæc nominatim, pro Castris & munitionibus *Fürstenberg, Palycz, Landescrone, Landesberg, Orthæ, Muta, Selim, Wischemis & Knos, Hoënstadt, Hoënstein, Zwickavia* & pro annuis redditibus assignandis mihi *per eundem Dominum Regem*, vel alios aut alium, quos vel quem *idem Dominus Rex* loco sui & nomine ad hoc duxerit, destinandos, ad quantitatem *quatuor millium, & quingentarum Marcharum Argenti* Usualis & Ponderis Pragensis, in eisdem Castris & munitionibus, possessionibus ac aliis bonis, rebus & Juribus ac in omnibus & singulis proventibus, fructibus, redditibus, utilitatibus, Judiciis, Officiis & aliis, ad Castra, munitiones, bona & possessiones prædictas spectantibus, & provenientibus, de eisdem recuperandis, habendis & recognoscendis, perpetuo per me, & meos hæredes legitimos sexus masculini in feudum & jure feudi ab ipso *Domino Rege Bohemiæ, ac à suis hæredibus & hæredum successoribus* ab ipso in perpetuum descendentibus universis, eo proviso nihilominus, & expresso, quod quilibet Laneus possessoribus, in quibus mihi sunt prædicti reditus assignandi, talis mihi per ipsum Dominum Regem vel per illos aut illum, quibus, vel cui semper in hoc commiserit vices suas, pro unius Marcæ Argenti redditibus deputetur & assignetur, de quo Marca Argenti annuatim nunc provenit, vel retroactis proveniebat temporibus, aut ante Quadriennium poterat provenire; Proviso etiam, quòd si in Castris, munitionibus, bonis, possessionibus, judiciis, officiis, utilitatibus & aliis quatuor millium & quingentarum Marcharum argenti redditibus, non poterunt deputari aut designari servato modo de Laneis assignandis proximè jam expresso, ex tunc ipse Dominus Rex de vicinioribus possessionibus, aut bonis cum ipsarum possessionum aut bonorum munitionibus, quas bona fide sine dolo nominaverint & signaverint, arbiter videlicet *Zdeslaus de Sternberg, Burggravius Pragensis & Hincko de Dube*, pro parte ipsius Domini Regis: Pro mea verò parte *Nobilis Vir, Otto Burggravius de Donin, & Otto de*

ANNO 1299.

ANNO 1299. *Illeburg*, & pro utraque parte communiter, frater *Hermannus de Holo*, *Prior Domorum Hospitalis S. Joannis Baptiſtæ Hieroſolymitani*, *per Bohemiam*, *Poloniam & Moraviam*, ad hoc electi, & ad ipſorum arbitrium vel majoris partis mihi faciet prædictorum redditurum ſupplementum; ſi verò plures redditus quàm *quatuor millium & quingentarum Marcharum Argenti* in Caſtris, munitionibus, bonis, poſſeſſionibus & aliis prædictis poterunt deputari vel haberi, ex tunc illud Domino *Regi Bohemiæ* de prædictis Caſtris, munitionibus, poſſeſſionibus, redditibus, aliisque prædictis remanebit, quod prædicti arbiter vel eorum major pars jusſerint & jusſerit remanendum. Sylvis ad Caſtra, munitiones & poſſeſſiones ſpectantibus, in quibus magnarum ferarum venationes ſunt habitæ ab antiquo, duntaxat exceptis, quæ non debent mihi in prædictis redditibus computari, præterea hominibus & habitatoribus bonorum & poſſeſſionum prædictarum, quæ ad me per commutationem hujusmodi devolventur, Jus ſi quod deinceps dedero, illud ipſe *Dominus Rex* dignabitur approbare. Contulit mihi inſuper & hæredibus meis Advocatiam in Litomiſsl in idem Cœnobium, & promiſſi nulla ſervitia, aut petitiones graves contra Abbatis, & fratrum ejusdem Monaſterii voluntatem exigere ab eisdem. Volens igitur, affirmans & proteſtans tenore præſentium permutatione hujusmodi me fore contentum, plenè pacatum & benè ſolutum, & abſolvens, & abſolutos eſſe volens, omnes & ſingulos Barones, Miniſteriales, milites, & alios omnes & ſingulos, Nobiles & populares ipſarum Terrarum, Civitatum & Caſtrorum infeudatos, & non infeudatos, à fidelitate & homagio, quibus mihi & hæredibus meis tenentur, tenebantur vel tenerentur, & mandans eis & eorum cuilibet ut ipſi Domino Regi & hæredibus ſuis tanquam Dominis eorum de cætero intendere debeant & obedire. Promitto in his ſcriptis jurando in ligno Crucis Dominicæ & jurantibus ac promittentibus, mecum, & pro me prædicto *Ottone ab Illeburg & Adolpho Notario meo*, quod decimo die intrante proximâ Quadrageſimâ eidem Domino Regi vel ſuis Nunciis ad hoc per eum ſpecialiter deſtinatis, tradam, aſſignabo, disbrigabo & auctorizabo, Terras, Caſtra, Civitates & alia quæ per me in permutationem hujusmodi ſunt deducta, ſibique vel ſuis poſſeſſionem aſſignabo plenariam eorundem excuſatione & dilatione qualibet procul motis: *Hein & Perne Civitatibus & Tyſenowe* Caſtro & aliis Caſtris infeudatis exceptis, in quibus ſibi poſſeſſionem facti non valeo aſſignare in termino memorato; Jus tamen & Dominium, quod mihi & hæredibus meis in eisdem Caſtris & Civitatibus competit, competebat, & competere poterit in futurum, *eidem Domino Regi & ſuis hæredibus*, dedi, tradidi, do & trado, & a me & meis hæredibus tranſtuli & transfero in eosdem ſicut & ſuperiùs de eisdem & aliis eſt expreſſum. Promitto etiam ſtipulatione ſolenni ſub præſtito juramento, contra prædictas donationem, traditionem, permutationem & ceſſionem meas, & omnia alia & ſingula, quæ in præſenti continentur Contractu, non venire, nec facere per me, aut alium, vel alios tempore nullo unquam, ſed habere, tenere & firmiter adimplere, ipſe quoque Dominus Rex, à me prius & per me terrarum, Caſtrorum & Civitatum, ac aliorum omnium bonorum meorum, quæ ſibi per commutationem prædictam dedi & tradidi, plenè poſſeſſione receptâ, ſtatim de *Drezden* cum Domina & Matre mea *Beneſſium Camerarium de Wartenberg*, vel alium Baronem ſuum ad aſſignandum & præſentandum dictæ Dominæ & Matri meæ, loco, & vice mei poſſeſſionem Caſtrorum, munitionum & redituum prædictorum, diriget & transmittet, qui aſſignabit & præſentabit eidem Dominæ & Matri meæ, loco mei & mihi poteſtatem de *Drezden* cum eodem *Domino Rege*, vel ſine eo rediero, caſtra, munitiones & redditus prædictos, debitè diſtrigatos. Quos ſi ante Paſcha Domini primò venturum, ipſe *Dominus Rex*, *vel Beneſſius Camerarius*, vel alter, quem ad hoc transmiſerit non aſſignaverit, vel præſentaverit, mihi, vel Matri meæ, proinde Civitatem *Grecz* & ſi non ipſa Civitas *Grecz*, pro quantitate & valore caſtrorum, munitionum & reddituum aſſignandorum, tunc *Chrudin* Civitatem cum eadem Civitate *Grecz* mihi, aut matri meæ nomine meo in pignore ipſe Dominus Rex ſtatim poſt Paſcha proximum obligabit, quam vel quos usque ad aſſecutionem caſtrorum, munitionum & poſſeſſionum, in quibus ſunt prædicti reditus deputandi, mihi loco pignoris retinebo. Ad hæc ſi ipſe Dominus Rex nec Civitates prædictas dare in pignore, nec caſtra, munitiones, & poſſeſſiones prædictas, quæ mihi debentur, vellet, ſicut tractatum & ordinatum eſt, aſſignare & præſentare, ex tunc Viri Nobiles *Adalbertus de Seberg*, *Marſchallus Regni Bohemiæ cum Caſtro & Civitate Cadano & Ranvaldus de Nymanicz*, *Burggravius in Lapide*, *cum eodem Caſtro Lapide & Caſtro Racem*, qui proinde, & pro Domino Rege, ut adimpleret prædicta jurando in ligno Domini corporaliter promiſerunt, mihi obedire, & intendere tenebuntur, quousque ea, quæ per ipſum Dominum Regem fieri & adimpleri debuerant, prout tractata ſunt, debite compleantur. ANNO 1299.

Zdeslaus etiam de Sternberg, *Pragenſis Burggravius*, *& Hinko de Dube*, pro obſervandis & adimplendis prædictis per ipſum *Dominum Regem* jurando in ligno Crucis Dominicæ pro ipſo Rege promiſerunt. Cæterum ipſum *Dominum Regem* ex nunc in Dominum meum recipio & ſibi ac hæredibus ſuis tanquam meis & feudi Dominis obedire & intendere promitto, ipſumque & hæredes ejus juvare & ſibi aſſiſtere contra quemlibet Principem, & quemlibet hominem fideliter omni poſſe, quandocunque & quotiescunque per ipſum vel hæredes ſuos fuero requiſitus. Hoc expreſſo, quod ſi infrà terminos terrarum ſuarum, in ſuo ero conſtitutus ſervitio, mihi tunc, & meis, in ſuo manentibus ſervitio expenſas, & natalia tradere non teneatur: ſi verò extra terras ſuas cum meis, & in ejus ſubſidium & ad ejus ſervitia cum eodem Domino Rege, vel ad Mandatum ejus proceſſero ſine eo, tunc mihi Dominus Rex ſubveniet in expenſis. Hoc ipſum hæredes mei, ipſi Domino Regi, & hæredibus ſuis facere teneburtur, quandocunque & quotiescunque fuerint requiſiti, damna quoque, ſi quæ ego, vel hæredes mei, aut homines in ſervitiis ſuis receperimus, & viſum ſibi fuerit dignabitur compenſare; inſuper ſi ſine filiis legitimè Maſculini ſexûs (quod abſit!) decedere me contingeret, caſtris, munitionibus, & poſſeſſionibus meis aliis prædictis, ex nunc ad ipſum *Dominum Regem* & ſuos hæredes redeuntibus ipſe *Dominus Rex* Dotem, quæ Lype Zedingen vulgariter dicitur, matris, & uxoris mearum, quam in eis bonis & munitionibus prædictis aſſignavero & dimiſero, patietur eas per vitæ ipſarum tempora pacificè poſſidere, feuda etiam, quæ in eisdem bonis meis hominibus contulero, ipſe Dominus Rex poſt mortem etiam meam non caſſabit, nec indebitè violabit. Hoc mihi promiſſo ſpecialiter per eundem Regem, ſi eum (quod abſit) mihi ſine hæredibus præmori contingeret, quod mihi & hæredibus meis in amplioribus redditibus & bonis, prout in ejus gratia fuerit & ſibi placuerit, gratiam faciet largiorem. Præterea ſi ipſe Dominus Rex caſtra & munitiones, quæ mihi ab eo debentur ex permutatione prædicta omnes ante Pascha Domini proximum, ſicut tractatum eſt, mihi præſentare nequiverit, pro eo forſitan, quia per alios detinentur, ad illarum tamen præſentationem tenebitur, quas nunc habet, vel quos in ipſo Termino Paſchæ nunc proximo in ſua habuerit poteſtate. Pro aliis autem, quos præſentare non poterit, Grecz & Crudim, Civitates ſuas juxta formam ſuper obligatione ipſarum expreſſam ſuperiùs, loco pignoris mihi obligabit. Promiſit inſuper ipſe Dominus Rex de bonis prædictis ad me per commutationem hujusmodi devolutis creare & facere Principatum ſibi & Regno ſuo, ac ejus hæredibus perpetuò ſubditum & ſubjectum, meque facere ſuum *Principem ad eundem Principatum*, & de ipſo principatu me ſuum, & ſibi *ac Regno ſuo ſubditum Principem*, ad Jura, & conditiones feudi, ac in feudum, & ad ſervitia expreſſa ſuperiùs inveſtire, recepto prius à me per eundem Dominum Regem & Homagio, & fidelitate ſibi & ſuis hæredibus præſtandis & tenendis corporali denuò ſacramento, admiſit etiam Dominus Rex prædictus & liberam mihi tribuit facultatem, munitiones prædictas mutandi & meliùs firmandi, ſicut expediens fuerit, & mihi placuerit, & novas ſi placuerit conſtruendi. Item, ſi *Burggravii de Borſenſtein & Saydowe* contra fidem mihi præſtitam veniendo ex quacumque cauſa nollent mihi eadem Caſtra reddere, ipſo Domino Regi, ſicut promiſi, & teneor præſentanda, quicquid *Otto de Ileburg*, *Hincko de Duba*, *& Raynwaldus de Nymanitz*, ſuper eo, erga *Dominum Regem* facere jusſerint, faciam & intendo. Præmiſſis quoque completis, de Caſtrorum per me *Domino Regi* & per ipſum *Dominum Regem* mihi aſſignandorum Privilegia, hinc inde data (amputatis his, quæ de fidejuſſoribus, obligationibus & aliis ſuperfluis dicta ſunt & conſcripta) renovari volumus, prædicta quoque omnia & ſingula promiſit ipſe *Dominus Rex* tenere & adimplere bonâ fide, ſicut per me ea quæ ſibi promiſimus fuerint adimpleta. In quorum omnium teſtimonium & robur præſentes exinde fieri fecimus Litteras & eas meo conſueto ſigillo ſigillatas ipſi *Domino Regi* tradidi ad cautelam. Actum & Datum *Pragæ* Anno Domini M. CCXCIX. Octavâ Idus Februarii, Indictione ſecunda.

DLIX.

ANNO 1299.

DLIX.

19. Juin. *Traité de Monſtreuil, où ſont accordez les Contracts de Mariage du Roi d'Angleterre* EDOUARD I. *avec* MARGUERITE *Sœur du Roi de France, & d'*EDOUARD, *Fils dudit Roi d'Angleterre, avec* ISABELLE *Fille du Roi de France, en conſequence de la Paix ordonnée par le Pape* BONIFACE VIII. *Fait à Monſtreuil le Vendredi avant la St. Jean* 1299. Avec *l'Inſtrument de la Ratification du Roi* PHILIPPE le Bel, *& de la Reine* JEANNE *ſa Femme du* 3. *Août* 1299. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 581.]

UNIVERSIS præſentes Litteras inſpecturis, Reginaldus miſeratione divina Episcopus Vincentinus pro negotio pacis inter egregios Principes Dominos Dei gratia Philippum Franciæ, & Eduuardum Angliæ Reges, per Sanctiſſimum Patrem Dominum Bonifacium eadem providentia Sacroſanctæ Romanæ, ac Univerſalis Eccleſiæ Summum Pontificem pronuntiatæ, ad citra montanas partes ab ipſo Summo Pontifice deſtinatus ſalutem. Notum facimus univerſis & ſingulis nos anno Domini milleſimo ducenteſimo, nonageſimo nono, Indictione duodecima, tertia die menſis Auguſti, Pontificatus dicti Domini Bonifacii Papæ octavi anno quinto, in dicti Domini Regis Franciæ venerabiliumque Patrum Dominorum Dei gratia:

Egidii Narbonenſis Archiepiscopi
Thomæ Dolenſis
Petri Antiſſiodorenſis,
Joannis Carcaſſonenſis,
Joannis Wintonienſis,
Episcoporum.
Et discretorum virorum Magiſtrorum
Stephani Archidiaconi Brugenſis, Eccleſie Tornacenſis
Nicolai de Catalauno, Senonenſis
Et Roberti de Sylvanecto, Carnotenſis,
Eccleſiarum Canonicorum.
Nec non venerabilium virorum Dominorum,
Caroli Valeſii
Loudovici Ebrocenſis,
Guidonis Sancti Pauli
Et Joannis Drocenſis Comitum.
Rodulphi Conſtabularii,
Simonis de Meleduno,
Et Guidonis de Nigella
Mareſcallorum.
Matthæi de Fria Pannetarii Franciæ
Petri Domini de Chablivo,
Petri ejus filii, Domini de Wirinis
Hugonis de Romulliaco, Domini Milliaci, Cambellariorum dicti Domini Regis,

Et plurium aliorum præſentia, legi feciſſe Litterarum infraſcriptarum tenorem, ſupra quibusdam accordis, ordinationibus, & conventionibus, dictæ pacis negotium tangentibus annotatis inferius confectarum, tam noſtro, quam dictorum Regum, & Eduuardi prædicti Regis Angliæ filii, Procuratorum inferius nominatorum ſigillis ſigillatarum, formam continentium ſubſequentem:

A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront ou orront, Renaut par la ſouffrance de Dieu Evesque de Vicence meſſages de par noſtre Sainɛte Pere & Seigneur Monſieur Boniface par la ſouffrance divine ſouverin Evesque envoyez es parties par deça les monts pour la beſoigne de la paix prononcée par celuy noſtre Seigneur, & St. Pere entre tres nobles Rois de France & d'Angleterre, Salut en noſtre Seigneur. Comme lidiz noſtre Sainɛt Pere & Sire qui moult de peines, vigilles & divers travaux chacun jour ſueffre pour ce que li peuple Chreſtien vive en tranquillité & en bonne paix, triſte & dolent des perils, domages, & esclandres, & de grande deſtruɛtion qui en ce monde eſtoient, pour les guerres & contens que li ennemy de paix avoit ſemé entre les dicts Roys, pour eux accorder & mettre en bonne paix, ait moult travaillié, & apres moult de travaux que il a pour ce ſoutenus par la vertu du Compromis, faiɛt en li comme en perſonne privée, & comme en Monſeigneur Benoiſt Gayetan ait prononcié ça en arrieres que paix ferme & ſtable ſoit a touſiours entre les dicts Rois. Et pour ce que cette paix ſoit plus ferme, pluſieurs ordenances par la vertu du diɛt Compromis ait faiɛtes & prononciees, les quelles doivent eſtre accomplies par les diɛts Rois, ſelon ce qu'il eſt plus plenierement contenu ez Lettres de la diɛte prononciation, & pour aucunes ordonances des ſuſdiɛtes mettre a ezecution deuë, nous ait envoyé es diɛtes parties a la parfin preſent par devant nous, & par le diɛt noſtre Seigneur le Pape avions requis ſur ce les devant diɛts Rois, Reverends Peres,

Gilles Archevesque de Narbonne,
Pierre Evesque d'Auzerre
Robert Duc de Bourgongne
Gui Comte de Sainɛt Paul
Pierre Flotte, Sire de Revel, &
Pierre de Belleperche Chanoine de Bourges
Procureurs du devant diɛt Roy de France
Et Reverends Peres,
Jean de Wiceſtre,
Simon de Salesbie, Evesques.
Amé de Savoye,
Henri de Lincholne
Guy de Warewik
Comtes.
Aymars de Valence,
Ottes de Grandſon,
Geoffroy de Gienville,
Jean de Bar,
Chevalliers.
Procureurs du devant diɛt Roy d'Angleterre,
Et Henry Cuens de Linchon, Procureur de
Monſieur Edouard filz du diɛt Roy d'Angleterre,

En nom de leurs Seigneurs deſſus diɛts, & comme Procureurs d'iceux ont accordé, ordoné & faiɛt les accords, ordenances, convenances & les choſes cy deſſous escrittes, leſquelles li Prelats Procureurs promirent en bonne foy & tuit li autres Procureurs deſſuſdiɛts, d'une part, & d'autre promirent & jurerent ſur les Sainɛtes Evangiles ez ames de leurs diɛts Seigneurs, comme Procureurs d'iceux leurs diɛts Seigneurs, accomplir, tenir, & garder fermement, & eſt aſſavoir que la teneur des diɛts accords, ordenances, convenances, faiɛtz & choſes eſt tel.

Comme pour la reformation de la paix des guerres, & des descords qui eſtoient meus entre le Roy de France, d'une part, & le Roy d'Angletere, d'autre, ſoit prononciié par noſtre Pere le Pape que Mariages ſe faſſent du diɛt Roy d'Angleterre, & de Madame Marguerite ſœur du diɛt Roy de France, a douaire de quinze mil Livres de tournois petits, lequel doaire doit eſtre aſſis & aſſigné au Royaume d'Angleterre en lieux convenables & ſouffiſans, qui doivent eſtre monſtrez & accordez, devant ce que le mariage ſe parfaſſe, en telle maniere toutesfois que ſi li devantdiɛt Roy d'Angleterre a ou aura terre au Royaume de France, jusques a la valeur de la moitié du diɛt doaire, le diɛt Roy de France, aura, penra, & recevra, la diɛte moitié du diɛt doaire pour la diɛte Dame, & au nom de luy en la diɛte terre, que le diɛt Roy d'Angleterre a ou aura au diɛt Royaume de France par raiſonable affiſe de terre, en quitant & en delaiſſant l'aſſignation qui auroit eſté faiɛte en Angleterre, jusques a celle quantité de la diɛte moitié.

Item il eſt accordé & promis par les Procureurs du diɛt Roy d'Angleterre, que le diz Roy d'Angleterre penra la diɛte Dame a Espouze & a femme par parolles de preſent, & eſt auſſy diɛt, promis & accordé par les Procureurs du devant diɛt Roy de France, que li diɛt Roy de France fera & procurera que la diɛte Dame ſa ſœur penra le diɛt Roy d'Angleterre a Espoux & a Seigneur par parolles de preſent, non contreſtant l'empechesment de lignage qui eſt oſté par la dispenſation dudiɛt Pape.

Derechief il eſt prononciié par le dit Pape pour plus grande fermeté de la diɛte paix, que Meſſire Edouard, fils du diɛt Roy d'Angleterre, penra Madame Iſabel, fille du diɛt Roy de France, a espouze & a femme ſitoſt qu'elle venra en aage de faire mariage, ou dedans les quatre mois apres ce qu'il en aura eſté requis de par ledict Roy de France, au doaire de dix & wit mil Livres de tournois petits, liquel doaire doit eſtre aſſis & aſſigné ez lieux convenables & ſouffiſans au Royaume d'Angleterre qui doivent eſtre monſtrez & accordez, devant que le mariage ſe parfaſſe, en telle

ANNO 1299. maniere que ſe lidit Roy d'Angleterre, & ſes fils devantdicts, ou l'un d'eux ont ou auront terre au Royaume de France, jusques a la valeur de la moitié dudict doaire, li Roys de France pour ſa dicte fille, & au nom de luy, aura, penra, & recevra ladicte moitié en la dicte terre qu'ilz ont, qu'ilz auront au Royaume de France par raiſonnable aſſiſe de terre, en quittant & delaiſſant l'aſſignation qui auroit eſté faicte en Angleterre, jusques a la quantité de la dicte moitié.

Et eſt accordé que lidict Roy d'Angleterre & ſes filz devantdicts, s'obligeront des ores a ce faire par leur ſerment, & lidict Roy de France promettra par ſerment faict en s'ame, que il ſa fille donra a espouſe & a femme audict Monſieur Edouard, fils dudict Roy d'Angleterre, ſitoſt comme elle venra audict aage, & dedans quatre mois, puis qu'il en ſera requis de par lidict Roy d'Angleterre, ou ſon filz deſſusdict.

Et pour ſe faire d'une part & d'autre, & pour plus fermement garder ſont miſes certaines peines contenuës en ladicte prononciation; & eſt encores prononcié que ce ſoit ferme par autres peines, desquelles s'accorderoient les parties.

Accordé eſt entre lesdicts Procureurs desdicts Rois, especiaument par lesdicts Procureurs dudict Roy d'Angleterre & de ſon fils devantdicts, que lidict Roy d'Angleterre, & lidict ſes filz, & chacun d'eux, feront des ores les choſes contenuës en ladicte prononciation, non contreſtant l'empechement de lignage qui eſt oſté par la dispenſation du Pape. Lesquelles choſes lidict Roy d'Angleterre, & ſes filz, & chacun d'eux doivent faire & jurer.

Et fuſt encore accordé par les Procureurs dudict Roy d'Angleterre & de ſon fils, que ledict Roy d'Angleterre, & ſesdict fil promettront, voudront, & conſentiront, & leurs Procureurs devantdicts, comme Procureurs de leurs Seigneurs promiſtrent, voudrent & conſentirent des ores que s'il demoroit par le Pere & le fil deſſusdict, & par un d'eux que mariage ne ſe fiſt puisque ladicte fille ſera venue audict aage, au dedans les quatre mois empres ce qu'il en ſeront requis de par le Roy de France, tout le droict qu'ilz ont, ou auront, ou un d'eux en quelconque terre qu'ils ont, ou qui leur puent obvenir, ou a l'un d'eux, & toutes les terres, & quelconque droict que lidict Pere & fils, où l'un d'eux ont ou auront au Royaume de France; ſeront pour ce mesme fet commis audict Roy de France, & que les hommes, & li vaſſal desdictes terres, ſoient aſſout de tout hommage, feauté, liens, & obligations, ez quels ils ſeroient tenus ausdictz Pere & fil, ou a l'un d'eux ou pourroient eſtre tenus de quelconque cauſe ce fuſt, & que lidict Vaſſal, & toutes Univerſitez & Communautez desdictes Villes & terres au pluſtoſt qu'il avenra eux ou elles eſtre au pooir & en la Seigneurie desdicts Pere & fil, ou d'un d'eux, pour quelconque cauſe ce ſoit, promettront & jureront, que il au Roy de France, & a ſes Succeſſeurs audict cas, comme a leur Seigneur ſans moyen obeiront, & entendront & en ce le Roy de France, contre ledict Pere & fil, ne les aydront en quelque façon & maniere que ce ſoit & lidict Roy d'Angletaire & ſes fils, ou l'un d'eux, ſitoſt que il, ou autre pour eux, ou pour l'un d'eux ſeront en ſaiſine d'aucune terre ou Royaume de France ainſy comme il ou aucun pour eux ſeront en ſaiſine de chacune Ville, ou de chacune Chaſtellenie, ſeront tenus de commander, & commanderont en bonne foix a la requeſte des gens le Roy de France, asdicts Vaſſals, Univerſitez, Communautez & Sougiez que ils faſſent lesdicts ſermens, & toutes les choſes deſſusdictes, & quand ils l'auront commandé, lidis Roys & fils en ſeront quittes & delivrez, & de plus ne les pourra on pourſuivre en tel cas. Et ce lidict Vaſſal, Univerſitez, Communautez, & Sugiez, puisque lidis Rois & ſes fils, & aucuns d'eux, ou autres par eux qui de ce auront pouvoir & commandemant ſouffiſant, leur auroient faict, proloigné ou delayée les choſes deſſusdictes, pour ce ne ſera mie delayée, pourloignée, ne empechée la delivrance des terres que l'on devroit bailler, ou delivrer au dict Roy d'Angleterre, ou a ſon filz, ou a leurs gens par la prononciation du Pape, ou par l'accord des parties.

Derechief il eſt accordé par lesdicts Procureurs, especiaument par les Procureurs dudict Roy de France, que lidict Roy de France des ores fera les choſes desſusdictes contenuës en ſadicte Procuration pour ſa fille devant dicte & Madame Jeanne Reyne de France & de Navarre ſa Compagne promettra par ſerment faict en s'ame qu'elle donra & baillera ſadicte fille, tout comme il apartient, & pourra apartenir a li a espouſe & a femme a Monſieur Edouard fils dudict Roy d'Angleterre quand elle venra audict aage dedans ledict temps, apres la requeſte deſſusdicte, & pourchaſſera que ce faict en bonne foy a ſon pooir. ANNO 1299.

Encores eſt accordé par lesdicts Procureurs dudict Roy de France, que lidict Roy de France promettra ſolemnellement, voudra & conſentira en bonne foy, & lidit Procureur dudict Roy de France comme Procureurs de leur dict Seigneur & en nom de li, promiſtrent, voudrent & conſentirent des ores que s'il demoroit par ledict Roy de France & par ſa dicte fille puisqu'elle venra audict aage dedans quatre mois apres, puisque lidict Roy de France en ſera requis de par lidict Roy d'Angleterre, ou de par ſon dict filz que lidict Roy de France donra & payera en nom de peine cent mil Livres audict Roy d'Angleterre ou a ſon filz & que a ce obligera tous ſes biens, & des ores lesdicts Procureurs dudict Roy de France les ont obligiez.

Item il eſt accordé par lesdicts Procureurs desdicts Roys que certains Barons du Royaume d'Angleterre, c'eſt aſſavoir

Jean de Garanne,
Thomas de Lancaſtre, Comtes
Et Henry de Lancaſtre Chevalier, frere dudict Thomas
Et certains Barons du Royaume de France ceſt a ſçavoir,
Charles de Vallois
Loys d'Evreux,
&
Robert d'Artois, Comtes,

Promettront & jureront que ils pourchaſſeront ſelon la prononciation dudict Pape, c'eſt a ſçavoir que touttes les peines deſſusdittes, avec les autres convenuës en ladittè prononciation ſont octroyées par les Procureurs desdicts Rois, & dit filz dudict Roy d'Angleterre, non contreſtans les droicts qui deffendent peine eſtre miſe en convenance, ou affermement de mariage. Esquels droicts lidits Procureurs, comme Procureurs de leursdicts Seigneurs renoncierent expreſſement de certaine ſcience, espiaument que lidict Pape a oſté lidis droicts en ladicte prononciation quant ez espouzailles, & audict mariage, ſi comme il eſt plus plenierement contenu en ladicte prononciation.

Derechief il eſt accordé entre lesdicts Procureurs desdicts Roys que li priſonniers d'une part & d'autre ſeront oſtagiez, ſelon la forme de la ſouffrance jadis accordées entre lesdicts Roys, & la perſonne Monſieur Jean de Bailleul Roy d'Eſcoſſe ſoit miſe tantoſt au pouvoir dudict Pape, & baillée & livrée des ores a winſent, en la main de Reverend Pere Monſieur Renaut par la Grace de Dieu Evesque de Vicence meſſage dudict Pape, a tenir la ou il vourra au nom du Pape, & ce qui ſera ordonné par ledict Pape dudit Roy d'Eſcoſſe zeura en la perſonne d'Edouard, filz de celuy Roy d'Eſcoſſe, ſe autre choſe n'eſtoit ordonnée & accordée par lesdicts Roys de France & d'Angleterre quand ils ſeront enſemble. Et ſi ledit Pape ne prononcoit durant ladicte ſouffrance, des choſes qu'il doit prononcier contre lesdicts Roys de France & d'Angleterre, lidicts priſonniers oſtagiez retourneront ſelon la forme de l'oſtagement ez priſons ou ils eſtoient devant; & ſe li Pape prononce des choſes deſſusdictes avant la faute de ladicte ſouffrance, lidicts oſtagements tourneront a pleine delivrance quant as priſons ſeulement qui ont eſté pris par la guerre meuë entre lesdits Roys de France & d'Angleterre par l'achoiſon de leur propre debat.

Derechief il eſt accordée entre lesdicts Procureurs que ladicte prononciation, & l'ordenance du Pape quant as domages, & quant aux autres choſes contenuës en icelles ſoit tenuë, gardée, & accomplie d'une part & d'autre, en tout ou en partie.

Derechief il eſt accordée par les Procureurs desdicts Roys que lidis Evesques de Vicence paſſera en Angleterre & aveque luy quelqu'un de la gent le Roy de France, & ſenefiera au Roy d'Angleterre, & a ſon fils les choſes deſſusdictes & accordées, les quelles li Roy d'Angleterre, & ſes fils deſſusdicts ſont tenus de ratifier, d'agréer, de promettre, & de jurer ſelon ce qui eſt deſſusdict, & recevra lidict Evesque en la preſence de la dicte gent le Roy de France comme meſſage du Pape, au nom & au proffit dudict Roy de France, de Madame Marguerite ſuer, & de Madame Iſabelle fille devantdictes, l'agréement, ratifiement, promeſſes, ſerments, & toutes les autres choſes deſſusdictes, & dira & promettra en bonne foy, en la preſence dudict Evesque, de la gent dudict Roy de France, que de cy en avant il ſera bon amy & loyau audict Roy de France.

ANNO 1299. France, & a ſon hoir Roy de France, & ne fera, ne ne pourchaſſera, ne conſentira mal, ne domage audict Roy de France, ne a ſon hoir Roy de France, ne a ſes hommes & ſougiez, & a ſes terres, ſauf ce que ledict Pape ne mettoit a fin les descords qui ſont entre lesdicts Rois de France & d'Angleterre, ſur aucuns heritages, & leurs conditions, & ce que apartient, ou puet apartenir a iceux heritages dont il eſt ſur le Pape, ou autrement n'eſtoit accordé par aſſentement desdictes parties, lidict Roy d'Angleterre pourra pourſuivre & pourchaſſier ſon droict en la maniere que il li ſemblera bon, & en celle mesme maniere, & par ces mesmes parolles, dira, promettra, ratifiera, agréera, & fera jurer en s'ame lidict Roy de France audict Evesque de Vicence, ou retourner d'Angleterre, en la preſence de la gent dudict Roy d'Angleterre, ſauf que ſi lidict Pape ne mettoit a fin les descords qui ſont entre lesdicts Rois de France & d'Angleterre ſur aucuns leurs heritages, & leurs conditions, & ce que apartient, ou puet apartenir a iceux heritages dont il eſt ſur le Pape, ou autrement n'eſtoit accordé par aſſentement des parties, lidict Roy de France pourra pourſuivre & pourchaſſer ſon droict en la maniere qu'il lui ſemblera bon.

Derechief recevra lidict Evesque de Vicence lesdictes promeſſes que ladicte Reine de France doit faire, & ledict ſerment qu'elle doit faire en s'ame.

En tesmoin desquelles choſes, nous avons mis noſtre ſcel en ces preſentes.

Et nous devantdicts Procureurs dudict Roy de France, & Procureurs dudict Roy d'Angleterre, & je devantdict Procureur de Monſieur Edouard fils dudict Roy d'Angleterre, qui les choſes deſſusdictes avons accordées, conſenties, voulues, ordenées, promiſes & jurées comme Procureurs, ez ames de nos devantdicts Seigneurs, avons mis nos ſceaux en ces preſentes Lettres, avec le ſcel de Reverend Pere Renaud par la grace de Dieu Evesque de Vicence, meſſage envoyé devant a ce de part noſtre tres ſainct Seigneur & Pere devantdict, en temoignage des choſes deſſus dictes.

Donné a Monſtreuil ſur la mer le vendredi devant la feſte Sainct Jean Baptiſte, l'an de grace mil deux cents quatre vingt dix neuf.

Quibus ſic lectis, & a dicto Domino Rege Franciæ, nec non ab aliis de ipſius conſilio tunc eidem aſſiſtentibus plenius auſcultatis, idem Rex premiſſa omnia & ſingula prout ſuperius ſunt expreſſa, rata habens & grata, ea quatenus tangunt ipſum, laudavit, approbavit, tenere, & fideliter obſervare promiſit, ac in animam ſuam per nobilem virum Dominum Petrum Flotte Dominum Revelli, militem ſuum, jurare fecit, & illuſtres viri Domini Carolus Valleii, & Ludovicus Ebroicenſis Comites, ſuperiùs nominati promiſſerunt, & juraverunt tunc ibidem ſe bona fide erga dictum Regem Franciæ, & Iſabellam ejus filiam curaturos & facturos quod dicta matrimonia, ſecundum pronuntiationem Apoſtolicam conſumentur, cujusmodi ratificationem, gratificationem, promiſſiones, & juramenta, nos tanquam dicti Domini Papæ Nuntius, in preſentia,

Venerabilis Patris, Domini Joannis, Dei gratia Wintonienſis Epiſcopi prædicti,

Illuſtris Viri, Domini Amedæi Comitis Sabaudiæ,

Domini Girardi Archiepiscopi Richemondiæ;

Necnon Domini Joannis de Baromilitis,

Propter hoc ad Franciæ partes miſſorum, ex parte dicti Regis Angliæ, nomine & pro commodo ejusdem Regis Angliæ, & prædicti Eduuardi ejus filii ſtipulari fecimus, & recepimus prout de conſenſu dictorum Procuratorum fuerit concordatum. Et in continenti præfatus Rex Franciæ dixit, & bona fide promiſit in noſtra & dictarum gentium dicti Regis Angliæ preſſentia, quod ipſe Rex Franciæ deinceps erit bonus & fidelis amicus dicto Regi Angliæ, & ejus hæredi Regi Angliæ, nec faciet, nec procurabit, nec conſentiet fieri malum ullum, aut damnum dicto Regi Angliæ, ipſius hæredi Regi Angliæ, hominibus, ſubjectis, aut terris ejusdem, ſecundum formam ſuperius expreſſam.

Deinde illuſtriſſima Domina Joanna, Dei gratia Franciæ & Navarræ Regina, tunc in noſtra & dictarum gentium dicti Regis præſentia, promiſit, ac jurari fecit in animam ſuam, per nobilem virum Dominum Jacobum de Caſtellione, Dominum de Leuſa & de Condeto, tunc ibidem præſentem quæ ſupra dicto matrimonio filiæ ſuæ prædictæ juxta ordinationem preſcriptam promittere & jurari facere tenebatur.

In cujus rei teſtimonium, nos præſentes Litteras, quibus ſigillum noſtrum apponi fecimus, ſcribi & publicari mandavimus ad majorem cautelam. Actum in Abbatia Eleemoſynæ Ciſtercienſis, Carnotenſis Dioceſis, Anno, Indictione, Menſe, & Pontificatu prædictis, præſentibus ad hoc teſtibus perſonis ſuperius nominatis. ANNO 1299.

Et ego Guillelmus de Rivo Clericus Rothomagenſis Dioceſis, publicus Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius, qui ratificationi, gratificationi, promiſſionibus, juramentorum præſtationibus, ac præmiſſis omnibus aliis, dicta die tertia menſis Auguſti factis & dictis, prout ſuperius exprimuntur, interfui, has Litteras de quibus cum tranſcripto Litteratorum præſentibus inſertarum, in Gallico, confectarum, per me & Magiſtrum Egidium de Rommo, publicum Notarium, qui mecum præmiſſis interfuit, ipſa die collatio facta fuit de mandato dicti Domini Vincentini Epiſcopi propria manu ſcripſi, in publicam formam redegi, meoque una cum ipſius ſigillo ſolito ſigno ſignavi.

Scellé d'un ſeul ſceau.

DLX.

Litteræ RAYNALDI, *Epiſcopi Vicentini, quibus teſtatur, ſe juxta Ordinationem inter Reges Galliæ* PHILIPPUM *& Angliæ* EDUARDUM *apud Monſterolium factam, accepiſſe & recepiſſe auctoritate & nomine Papæ Dominum* JOANNEM DE BALLIOLO *dictum Regem Scotiæ. Datæ Wizantii. Anno* 1299. 18. Juill.

[Pièce tirée du LV. Vol. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin pag. 617.]

Excellentissimo Principi, Domino Philippo, Dei gratia Francorum Regi illuſtri, ac univerſis ad quos præſentes Litteræ pervenerint, Raynaldus, ea permiſſione Vicentinus Epiſcopus, circa intra ſcripta Apoſtolicæ Sedis Nuntius, Salutem in Domino. Veſtra Celſitudo Regia, & univerſitas, recognoſcant præſentibus, quod pro parte, & ex parte Domini Edwardi Dei gratia Angliæ Regis illuſtris, egregium virum Dominum Joannem de Balliolo, dictum Regem Scotiæ, nobis Domini Papæ Nuntio, liberè præſentatum, tradendum & aſſignandum apud Wizantum juxta ordinationem apud Monſterolium inter Nuntios veſtri Domini Regis Angliæ, coram nobis nuper factam, ejusdem Domini Papæ auctoritate & nomine duximus acceptandum & recipiendum, ac præſentationem, traditionem & acceptationem hujusmodi, nomine ſupradicto, ratam habuimus & habemus. In cujus rei teſtimonium præſentes Litteras fieri fecimus & noſtri ſigilli munimine roborari.

Datum Wizantii, anno Domini milleſimo, ducenteſimo nonageſimo nono, Indictione duodecima, die decima octava Julii, Pontificatus Domini Bonifacii Papæ octavi, anno quinto.

Et ſont lesdictes Lettres ſcellées en double queuë de parchemin pendant au reply d'un ſcel ſur cire rouge.

Et au dos d'icelles eſt escrit ce qui s'enſuit:

Littera Epiſcopi Vicentini, quod recipit Joannem dictum Regem Scotiæ, tradendi & aſſignandi apud Wizantum juxta ordinationem factam apud Monſterolium per Nuntios Regum Franciæ & Angliæ, 1299.

DLXI.

Litteræ Teſtimoniales RAYNALDI *Epiſcopi Vicentini ſuper Proteſtatione per Epiſcopum Narbonenſem coram & nomine Regis Franciæ* PHILIPPI *facta, ejus quidem tenoris, quod ſi Rex Angliæ Titulum* Ducis Aquitaniæ *ſibi attribuat, vel ipſi ab aliis attribuatur, id Regi Galliæ nullum poſſe generare damnum vel præjudicium. Datæ in Monaſterio Eleemoſynæ Ciſtercienſis, Carnotenſis Diœceſis d.* 3. *Aug.* 1299. *Indict.* 12. 3. Août.

[Pièce tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge. p. 621.]

Universis præſentes Litteras inſpecturis Raynaldus Dei gratia Epiſcopus Vicentinus pro negotio pacis inter egregios Principes, Dominos Dei gratia, Philippum Franciæ, & Edwardum Angliæ Reges illuſtres, per Sanctiſſimum Dominum Patrem Bonifacium divina providentia ſacroſanctæ Romanæ & univerſalis Eccleſiæ ſummum Pontificem pronuntiatæ, ad citramontanas partes ab ipſo ſummo Pontifice deſtinatus;

ANNO 1299. tus, Salutem in Domino. Notum fit omnibus quod anno Domini milleſimo ducenteſimo nonageſimo nono, Indictione duodecima, die tertia menſis Auguſti, Pontificatus Domini noſtri, Domini Bonifacii Papæ octavi, anno quinto, in Monaſterio Eleemoſynæ Ciſtercienſis, Carnotenſis Dioceſis, præſente ibi dicto excellentiſſimo Principe, Domino Philippo, Dei gratia Rege Franciæ illuſtri, Reverendus Pater Dominus eadem Dei gratia Narbonenſis Episcopus, nomine ipſius Domini Regis Franciæ, & pro ipſo eodem Domino Rege hoc ſibi mandante, palam fuit & publice proteſtatus, quod ſi aliquo tempore dictus Dominus Rex recepit, vel recepturus eſt, vel gentes ejus pro eo, vel alias receperunt, vel recepturi ſunt Litteras aliquas, in quibus excellentiſſimus Princeps Dominus Edwardus Dei gratia Rex Angliæ illuſtris, nominetur & appelletur Dux Aquitaniæ, aut ſi in aliquibus Tractatibus vel Litteris, idem Rex Angliæ, aut ſui dictum Dominum Regem Angliæ nominaverint vel appellaverint, nominari, vel appellari permiſerint, aut ſint nominaturi, vel ſcripturi Ducem Aquitaniæ, quod eidem Domino Regi Franciæ, hæredi ſuo, ſibique adhærentibus, quoad jus, proprietatem, poſſeſſionem, quod & quas idem Dominus Rex Franciæ, ejus hæres, & ſibi adhærentes habent, vel habere poſſunt aut debent in dicto Ducatu, aut alias quovis modo nunc aut futuris temporibus nullum per hoc generetur damnum vel præjudicium; & quod eidem Domino Regi Angliæ hæredi ſuo, vel ſibi adhærentibus in jure, proprietate & poſſeſſione prædictis, & alias nullum commodum acquiratur.

In cujus rei teſtimonium præſentibus Litteris quas per Nerium infra ſcriptum Notarium noſtrum ſcribi & publicari mandavimus, ſigillum noſtrum duximus apponendum. Actum, anno, indictione, menſe, die & Pontificatu & loco prædictis, præſentibus venerabilibus Patribus Dominis Dei gratia T. Dolenſi, Petro Antisſiodorenſi, Joanne Carcaſſonenſi, & Joanne Wintonienſi, Episcopis; & discretis viris Magiſtris, Stephano Archidiacono Brugenſi, Tornacenſis, Nicolao de Cathalauno, Senonenſis, & Roberto de Sylvanecto, Carnotenſis Eccleſiarum Canonicis, & aliis pluribus teſtibus ad hoc vocatis ſpecialiter & rogatis.

Et ego Nerius Spronelli de Podiobonici Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius publicus, & Scriba dicti Domini Episcopi Vincentini, prædictis una cum ſupra ſcriptis teſtibus præſens interfui, & ea omnia de auctoritate & mandato dicti Domini Episcopi Vicentini ſcripſi & publicavi rogatus, meoque ſigno conſueto ſignavi.

Et ſont les dictes Lettres ſcellées en double queuë de parchemin pendant au reply d'un ſcel ſur cire rouge.

DLXII.

27. Juin. BONIFACII *Papæ* VIII. *Epiſtola ad* EADWARDUM I. *Angliæ Regem, Quòd Regnum Scotiæ pertineat ad Eccleſiam Romanam.* [Collect. Regia Conciliorum Tom. XXVIII. pag. 678. LABBEI Concilior. Collect. Tom. XI. Part. II. pag. 1399.]

BONIFACIUS, *Episcopus Servus Servorum Dei Cariſſimo in Chriſto Filio* EADWARDO *Regi Angliæ illuſtri Salutem & Apoſtolicam Benedictionem.*

SCIMUS, Fili, & longo jam temporis ſpatio magiſtra nos rerum experientia docuit, qualiter erga Romanam matrem Eccleſiam, quæ te gerit in viſceribus caritatis, Regiæ devotionis affectus exuberat, reverentiæ zelus viget, quodque promptus Sedis ejus verbis obtemperas, & beneplacitis acquiescis. Quamobrem firmam ſpem gerimus, plenamque fiduciam obtinemus, quod Regalis Sublimitas verba noſtra benigne recipiat, diligenter intelligat, efficaciter proſequatur. Sane ad Celſitudinem Regiam potuit perveniſſe, & in tuæ libro memoriæ nequaquam ambigimus contineri, qualiter ab antiquis temporibus Regnum Scotiæ pleno jure pertinuit & adhuc pertinere dignoſcitur ad Eccleſiam ſupradictam, quodque illud, ſicut accepimus, progenitoribus tuis, Regni Angliæ Regibus, ſive tibi feudale non extitit, nec exiſtit. Qualiter etiam claræ memoriæ Henricus Rex Angliæ, pater tuus, tempore discordiæ ſive belli inter ipſum & quemdam Simonem de Monteforti ſuosque fautores & complices ſuscitatæ, a recolendæ memoriæ Alexandro ejusdem Scotiæ Rege, ac ipſius Henrici genero auxilium ſibi petit exhiberi. Et ne hujusmodi auxilium jure cujuslibet ſubjectionis aut debiti petitum ſeu præſtitum notaretur, præfatus Henricus eidem Regi Scotiæ ſuas patentes duxit Literas concedendas, per eas firmiter recognoscens prædictum auxilium recepiſſe, vel ſe recepturum dumtaxat de gratia ſpeciali. Præterea cum ſucceſſu temporis præfati Regis Scotiæ, tui fororii, nunc viventis, in tuæ coronationis ſolenniis habere præſentiam affectares, ſibi per tuas patentes tenere Literas curaſti, quod in ipſis ſolenniis ejus habere præſentiam non ex debito, ſed tantum de gratia intendebas. Et cum etiam Rex ipſe pro Tindaliæ ac de Poynerre terris, in Regno Angliæ poſitis, ſe ad tuam præſentiam perſonaliter contuliſſet, tibi fidelitatem ſolitam impenſurus, idem in præfatione fidelitatis hujusmodi, multis tunc præſentibus vivæ vocis oraculo publice declaravit, quod pro terris eisdem, ſitis tantum in Anglia, non ut Rex Scotiæ, neque pro Scotiæ Regno, fidelitatem exhibeat eamdem; quinimo palam extitit proteſtatus, quod pro Regno ipſo tibi fidelitatem præſtare ſeu facere aliquatenus non debebat, utpote tibi penitus non ſubjecto. Tuque ſic oblatam fidelitatem hujusmodi admiſiſti. E tua quoque non creditur excidiſſe memoria, qualiter eodem Rege Scotiæ de medio quondam ſublato, Margareta puella, nepte tua, tunc minoris ætatis, hærede ſibi relicta, non ad te velut ad Dominum pervenit custodia Regni memorati, ſed certi ejusdem Regni Proceres ad ejus cuſtodiam extiterunt electi, quodque poſtmodum dispenſatione ab Apoſtolica Sede obtenta ſuper matrimonio contrahendo inter dilectum filium nobilem virum Eadwardum natum tuum, & Margaretam prædictam dum viveret, ſi ad id Procerum dicti Regni accederet vel haberetur aſſenſus, tu eisdem Proceribus per tua ſcripta caviſſe dignoſceris, priusquam vellent hujusmodi matrimonio conſentire, quod Regnum ipſum penitus liberum, nullique ſubjectum, ſeu quovis modo ſubmiſſum in perpetuum remaneret, quodque in priſtinum ſeu talem ipſius ſtatum reſtitueretur omnino, ſi ex hujusmodi matrimonio contrahendo liberos non extare contingeret, ac nomen & honorem ut prius pariter retineret, tam in ſuis ſibi ſervandis Legibus, & præficiendis Officialibus dicti Regni, quam Parliamentis tenendis, tractandis cauſis in ipſo, & nullis ejus incolis extra illud ad judicium evocandis. Et quod in tuis patentibus Literis inde confectis hæc plenius & ſerioſius contineri noſcuntur. Præfata inſuper Margareta de præſenti luce ſubtracta, & tandem ſuper ſucceſſione dicti Regni Scotiæ ſuborta diſſenſionis materia inter partes, ipſius Regni Proceres, metuentes ſibi dictoque Regno poſſe occaſione hujusmodi præjudicium generari, non aliter ad tuam præſentiam extra ipſius accedere limites voluerunt, niſi per te patenti Scripto caveretur eisdem, quod id non fiebat ex debito, ſed ex gratia ſpeciali: quodque nullum exinde ipſius Regni libertatibus poſſet dispendium imminere. Et licet (ut dicitur) ſuper ſtatu ejusdem Regni Scotiæ ac ejus prius habita libertate, Regno ipſo tunc carente præſidio defenſoris, per ipſius Regni Proceres, tunc velut acephalos, & duos vel aurigæ ſuffragium non habentes, ſive per illum, cui præfati Regni regimen, licet indebite, diceris commiſiſſe, contra morem ſolitum aliqua fuerint hactenus innovata, tamen, utpote per vim & metum quæ cadere poterant in conſtantem elicita, nequaquam debent de jure ſubſiſtere, aut in ejusdem Regni præjudicium redundare. Ceterum nobis nullatenus venit in dubium, quin potius certi ſumus, quod cum Apoſtolicæ Sedis præcellens auctoritas per ſuas Literas in Angliæ & Scotiæ Regnis ſimul alicui legationis committit officium exequendum, vel pro quavis cauſa, quam rationabilem reputat, decimæ ſolutionem indicit, hujusmodi Apoſtolicæ Literæ ad præfatum Scotiæ Regnum ſe aliquatenus non extendunt, ſpeciali prædictæ Sedis Privilegio Scotis indulto penitus obſiſtente, prout tempore felicis recordationis Hadriani Papæ prædeceſſoris noſtri, tunc S. Hadriani Diaconi Cardinalis, & per ipſius Sedis Literas, ſimul in Regnis ipſis Legati, cum quo familiariter tunc eramus, contigit evidenter. Nam Legatus ipſe ad præfatum Regnum Scotiæ aliquatenus admiſſus non extitit, donec per Literas ſpeciales Apoſtolicas ſibi legationis ſuit commiſſum officium in eodem. Præterea noscere poteſt Regia Celſitudo, qualiter Regnum ipſum per beati Andreæ Apoſtoli venerandas reliquias, non ſine ſuperni Numinis grandi dono, acquiſitum & converſum extitit ad fidei Catholicæ unitatem: qualiter etiam antiquis temporibus Eboracenſis Archiepiscopus, qui tunc erat, mota per eum ſuper jure Metropolitico adverſus Prælatos Scotiæ quæſtione, in qua dictum antiquitus fuiſſe commemorat, *Memento quod ſumus tui*, ut cetera quæ inde ſequuntur ſilentio relinquamus, pro ſe ſententiam obtinere nequivit, quamvis alia plura & varia, quæ in hac parte rationabiliter proponenda ſe offerunt, ex

quibus

ANNO 1299

ANNO 1299. quibus ad hæc tibi ſcribenda movemur, præterea calamus, ne inde forſitan ſenſibus Regiis tædium generetur. Hæc profecto, fili cariſſime, infra clauſtra pectoris ſolicite conſiderare te convenit, & attendere diligenter, ex quibus nulli in dubium veniat, Regnum Scotiæ prælibatum ad præfatam Romanam Eccleſiam pertinere, quod tibi nec licet, nec licuit, in ipſius Eccleſiæ, ac multorum præjudicium, per violentiam ſubjugare, tuæque ſubjicere ditioni. Cum autem, ſicut habet fide digna & noſtris jam pluries auribus inculcata relatio, famæque præcurrentis affatibus divulgatur, tu præmiſſa, ut debueras, non attendens, neque debita conſideratione discutiens, & ad occupandum & ſubjugandum ditioni Regiæ Regnum ipſum, tunc Regis auxilio deſtitutum, vehementer aspirans, & tandem ad id exercens potentiæ tuæ vires, venerabilibus fratribus noſtris Roberto Glascuenſi, & Marco Sodorenſi Epiſcopis, & nonnullis Clericis, & aliis perſonis Eccleſiaſticis dicti Regni, ut dicitur, captis, & carceralibus vinculis traditis, quorum aliquos, ſicut aſſeritur, ſqualor carceris violentus extinxit: ac etiam occupatis Caſtris, & (prout fertur) Monaſteriis, aliisque religioſis locis quamplurimis dirutis, ſeu deſtructis, ac damnis gravibus ejusdem Regni habitatoribus irrogatis, in ejusdem Regni partibus Officiales Regios poſuiſti, qui Prælatos, ceteros Clericos, & Eccleſiaſticas ac etiam ſæculares dicti Regni perſonas, multimodis perturbare moleſtiis & afflictionibus variis, & diverſis impetere non verentur, in divinæ Majeſtatis offenſam, Sedis memoratæ contemptum, Regiæ ſalutis & famæ dispendium, juris injuriam, & grave ſcandalum fidelium plurimorum. Regalem itaque magnificentiam rogamus & hortamur attente, ac obſecramus in eo qui eſt omnium vera ſalus, quatenus ſolerter attendens, quod ex debito Paſtoralis officii noſtris humeris incumbentis, ad conſervanda & gubernanda ſolicite bona juraque omnia Eccleſiæ ſupra dictæ tenemur, quodque homini plusquam Deo deferre non poſſumus nec debemus, prædictos Epiſcopos, Clericos, & Perſonas Eccleſiaſticas, quos adhuc carcer regius tenet incluſos, pro divinæ & Apoſtolicæ Sedis ac noſtra reverentia (ſublato difficultatis & dilationis objectu) benigne reſtitui facias priſtinæ libertati, dictosque Officiales de Regno Scotiæ revoces memorato. Sic dein his, prout ſperamus & cupimus, promptis & efficacibus ſtudiis habiturum ut apud cœleſtem Regem, pro minimis grandia rependentem, non immerito reddatis acceptior, gratior habeatis, & præter laudis humanæ præconium tibi proinde proventurum, Apoſtolicæ Sedis favorem & gratiam poſſis uberius promereri. Si vero in eodem Regno Scotiæ, vel aliqua ejus parte jus aliquod habere te aſſeris, volumus quod tuos Procuratores & Nuntios ad hoc ſpecialiter conſtitutos cum omnibus juribus & munimentis tuis, hujusmodi negotium contingentibus, infra ſex menſes a receptione præſentium numerandos, ad noſtram præſentiam mittere non omittas, cum parati ſimus tibi tamquam dilecto filio plene ſuper præmiſſis exhibere juſtitiæ complementum, & jura (ſiqua habes) inviolabiliter obſervare. Nos enim nihilo minus ex tunc lites, quæſtiones, & controverſias quaslibet, inter te denique & Regnum Scotiæ, ac Prælatos, Clericos & Perſonas ſeculares ejusdem ſubortas, & quæ poſſunt in poſterum ex quibusvis cauſis prædictis exoriri, totumque negotium prædicta contingens, aut aliquod eorumdem, ad cognitionem & determinationem Sedis ejusdem, præſentium tenore reducimus, & etiam reſervamus, decernentes irritum & inane, ſi ſecus ſcienter vel ignoranter a quoquam in hac parte contigerit attentari. Datum Anagniæ V. Kalendas Julii, Pontificatus noſtri anno quinto.

DLXIII.

1300. 8. Octob. *Epiſtola* ROBERTI *Archiepiscopi Cantuarienſis ad* BONIFACIUM *Papam* VIII. *Certificativa Archiepiscopi Domino Papæ miſſa ſuper negotiis Scotiæ.* [Collectio Regia Concil. Tom. XXVIII. pag. 682. LABBEI Concilior. Collect. Tom. XI. Part. II. pag. 1402.]

Sanctiſſimo in Chriſto Patri, & Domino ſuo reverendo, ſi placet Domino BONIFACIO *divina providentia ſacroſanctæ Romanæ ac Univerſalis Eccleſiæ ſummo Pontifici, ſuus filius devotus* ROBERTUS, *permiſſione divina Cantuarienſis Eccleſiæ Miniſter humilis pedum oscula beatorum, cum promptitudine juxta poſſe parendi Mandatis Papalibus ac præceptis.*

MANDATUM ſanctæ & reverendæ Paternitatis veſtræ ſub bulla plumbea nuper recepi, tenorem continens infra ſcriptum: BONIFACIUS *Epiſcopus &c. Frequens & inculcata fide dignorum &c.* De verbo ad verbum recitando totam Bullam proxime præcedentem. Cujus delator quasdam alias Literas Apoſtolicas nobili Principi Domino Eadwardo Dei gratia Regi Angliæ illuſtri directas, & per me ex injuncto Paternitatis veſtræ præſentandas incontinenti exhibuit, quaſi ſub eodem contextu, Quo quidem Mandato veſtro, una cum Literis ſupra ſcriptis reverenter admiſſo, ac ſtatim coram me recitato, præparavi ſarciunculas, vecturas & ſumptus, ex tunc de die in diem, & familiam ordinavi ad veniendum pro expoſitione & expeditione eorum quæ mihi per vos mandabantur ad ipſum Dominum Regem, qui tunc agebat in remotioribus partibus Regni ſui, verſus Scotiam, diſtantibus a loco ubi Mandatum veſtrum receperam per viginti vel circiter moderatas dietas. Et antequam venirem continuatis dietis cum omni feſtinatione ad Civitatem Carleolum, quæ eſt in Marchia Scotiæ, ingreſſus fuit idem Rex cum exercitu ſuo partem Regni Scotiæ, quæ vocatur Galvedia. Cumque diligenter explorando recepiſſem a viris fide dignis, ſæcularibus & Religioſis, ipſius Patriæ notitiam habentibus, quod ad Regem usque ad Kriandbright, in arctiſſimis Locis Galvediæ progreſſum, mihi tutus non patebat acceſſus, tamen propter Scotos ſine Capitis regimine exiſtentes, & alios latrunculos prædas & ſanguinem Anglorum ſitientes, qui cum duce exercitus eorumdem occupaverant media loca inter Carleolum & ipſum Dominum Regem, diſtantem ab eadem Civitate fere per quatraginta Milliaria, cum propter victus & hospitii defectum, qui in itinere medio, vaſtata tota Patria, reperire vel per eam asportari nequibant, ego per obedientiæ neceſſitatem ex parte una, & per tanta pericula in tam longinquis partibus de mea Diœceſi & Provincia, quæ ex altera nimium nos urgebant, arctatus, maxime non invento inter ſæculares vel Religioſos quoquam qui adventus mei cauſam ipſis Scotis verbo tenus, vel per Literas meas, propter mortis periculum, auderet deferre, & mihi ſecurum conductum petere ab eisdem, aliud remedium prout potui exquirens, direxi duos ex familiaribus meis ad Dominum Regem prædictum, cum Literis meis, navigio per quosdam periculoſos tranſitus maris, ſignificans ſibi per easdem adventum meum & ejus cauſam, & petens quod propter reverentiam Sedis Apoſtolicæ, cujus eram Nuntius, ſibi ſignificaret, ubi, qualiter, & quando, ad eum tute accedere poſſem propter viarum discrimina, quæ ſibi per easdem meas Literas nuntiavi. Cujus responſo ab eisdem Nuntiis, non minima pericula in mari & itinere eundo & redeundo evaſis, per Literas Regias mihi delato, quibus continebatur quod ipſe Dominus Rex nihil ſecuri pro me ſcivit ad vitanda dicta pericula, quam quod cum Domina Regina uxore ſua, pro qua miſerat, venirem ad partes Gerewikes, ad locum ubi diſpoſuit eidem Dominæ obviare, deficiente navigio, quo una cum equis & familiaribus meis neceſſariis vehi poſſem per mare. Quod dum Nuntii mei tranſierunt tam periculoſe verſus Regem, Ventis etiam quaſi continue validis & contrariis exiſtentibus, morabar in confiniis Scotiæ, quærendo de loco in locum victus ſufficientiam potius quam abundantiam, circa ſex ſeptimanas ſecurioris progreſſus ad Regem opportunitatem non tam dispendioſe quam anxie expectando. Denique cum audirem diligentius explorando quod idem Dominus Rex cum exercitu ſuo in redeundo verſus Caſtrum de Caerlandrok, quod prius ceperat, in Scotia fixiſſet tentoria, juxta novam Abbatiam Duzquer in Galvedia, malens periculo me, meos ac mea exponere, quam in tam longinquis partibus quodammodo vacuis, extra meam Diœceſim & Provinciam, diutius ſic languere, latitans in quibusdam locis ſecretis juxta mare, quod dividit Angliam & Galvediam, captata temporis opportunitate, in reflexu maris, ductus ab his quos non oportebat viæ tranſitus ignoraſſe, tranſivi per quatuor meatus aquarum maritimos cum equis & phaleris, nomine magis (ratione profunditatis aquarum) quam litoris & vivorum fabulorum introitu & exitu periculoſos, & quaſi inopinate veni die Veneris proximo poſt feſtum Sancti Bartholomæi Apoſtoli ultimo jam transacto ad dictum Dominum Regem, in medio exercitu ſuo tunc in prandio exiſtentem: & quia non potuit, ut dicebat, eo die vacare, mandavit mihi illo die in ſero per duos de majoribus Comitibus, qui tunc aſſiſtebant ei, quod in craſtino, videlicet Sabbato ſequente, audiret me benigne. Advenientе igitur ipſo die Sabbato coram devotiſſimo juvene Domino Eadwardo filio dicti Regis, Comitibus, Baronibus & ANNO 1300.

ANNO 1300. aliis militibus ſui exercitus, in magna multitudine confluentibus, ac dicto Domino Regi aſſiſtentibus, recitato Mandato veſtro prædicto mihi transmiſſo, Literas Sanctæ Paternitatis veſtræ præfato Domino Regi directas, auctoritate ejusdem Mandati præſentavi eidem: quas ipſe Dominus Rex reverenter recipiens, eas publice legi coram omnibus, & in Gallica Lingua fecerat patenter exponi. Quibus auditis patienter a ſingulis, animavi ipſum, & induxi modis quibus potui & ſcivi, quod veſtris exhortationibus, quoad ea quæ in dictis Literis exponebantur, pareret in omnibus reverenter. Poſtmodum me ſecedente ab eo cum Clericis meis ad Mandatum ſuum, dum deliberaret ſuper his cum dictis Proceribus ſuis, ac demum revocato respondit mihi coram eisdem per interpoſitam perſonam ſub hac forma.

RESPONSIO *Archiepiscopo Cantuarienſi ad Literas Apoſtolicas.*

DOMINE Archiepiscope, feciſtis ex parte ſuperioris & Reverendi Patris Domini Papæ quamdam monitionem, contingentem ſtatum & jus Regni Scotiæ. Verum quia conſuetudo eſt Regni Angliæ quod in negotiis coutingentibus ſtatum ejusdem Regni requiratur Conſilium omnium quos res tangit, ac inſtans negotium Regni Scotiæ tangit ſtatum & jus Regni Angliæ, pluresque ſunt Prælati, Comites, Barones, & alii Regni Angliæ Proceres abſentes, qui non ſunt nec fuerunt in iſto exercitu, quos dictum contingit negotium, quibus etiam inconſultis responderi non poterit dicto ſummo Patri noſtro, aut vobis finaliter. In hac parte intendit Dominus noſter Rex ſuper contentis in Literis dicti Patris quam citius poterit, commode eosdem abſentes, & nunc præſentes, ſimul conſulere, & cum eisdem deliberative tractare, ac per Nuntios proprios eidem ſummo Pontifici ſuper his de communi eorum conſilio respondere.

Quod quidem responſum idem Dominus Rex ſic in ſua præſentia nomine ſuo factum ratificavit, ac etiam expreſſe approbavit. Dum igitur cum tali responſo, coram tanta multitudine Magnatum & aliorum fide dignorum mihi facto, licentiatus divertiſſem ab eo, & verſus propria revertiſſem, audivi quod idem Dominus Rex ſtatim infra quatriduum poſt receſſum meum rediit cum exercitu ſuo ad partes Angliæ; & ſingulis quaſi de exercitu ſuo ad propria cum equis & armis remeantibus, idem Dominus Rex exercitu ſic disperſo, paucis enim comitantibus, & ſecum retentis, perendinare diſpoſuit, ut dicebatur communiter, apud quamdam Abbatiam, quæ vocatur Holmcoltran, in confiniis Scotiæ ſupra mare. Et ſic mandatum veſtrum cum omni qua potui diligentia ſum reverenter in omnibus executus. Valeat ſemper & creſcat in Domino ad ſuæ Eccleſiæ regimen Apoſtolica Celſitudo veſtra.

Datum apud Olleford, octavo Idus Octobris, anno Domini milleſimo trecenteſimo.

DLXIV.

Epiſtola EADWARDI *Regis Angliæ ad* BONIFACIUM *Papam* VIII. *Respondet* BONIFACIO *ſuper Scotiæ negotiis.* [Collectio Regia Conciliorum Tom. XXVIII. pag. 686. LABBEI Concil. Collect. Tom. XI. Part. II. pag 1404.]

Sanctiſſimo in Chriſto Patri Domino BONIFACIO, *divina, &c.* EADWARDUS, *&c. infra ſcripta, non in forma, nec in figura judicii, ſed omnia extra judicium pro ſervanda ſanctæ Paternitatis veſtræ conſtantia, vobis transmittimus exhibenda.*

ALTISSIMUS inſpector cordium veſtræ ſcrinio memoriæ indelebili ſtylo novit inſcribi, quod anteceſſores & progenitores noſtri Reges Angliæ, jure ſuperioris & directi Dominii ab antiquiſſimis retro temporibus Regno Scotiæ & omnibus ipſius Regibus & temporibus annexis præfuerunt, & ab eisdem pro Regno Scotiæ, & ejusdem Proceribus, a quibus habere volebant, legalia homagia receperunt, & fidelitatis debita juramenta receperunt. Nos juris & Dominii poſſeſſionem continuantes hujusmodi pro tempore noſtro, eadem juramenta recepimus tam a Rege Scotiæ, quam ipſius Regni Proceribus. Quinimo tanti juris, & Dominii prærogativa ſuper Regnum Scotiæ & ejusdem Reges gaudebant, quod Regnum ipſum fidelibus ſuis conferebant. Reges etiam ex juſtis cauſis amovebant, & conſtituerunt ſub ſe loco ipſorum alios regnaturos, quæ procul dubio ab antiquo notoria fuiſſe & eſſe creduntur apud omnes, licet aliud forſan paternis veſtris auribus per pacis æmulos, & rebellionis filios, falſa infinuatione ſuggeſtum fuerit, a quorum machinoſis & imaginariis figmentis, ut veſtræ Sanctitatis oculus avertatur ſuppliciter quæſumus, & paternam Clementiam & Excellentiam devotis affectibus exoramus, ut brevitatis cauſa geſtis antiquorum temporum ſalvis quiddam exempli cauſa tangamus. Sub temporibus itaque Heli & Samuelis Prophetarum, vir quidam ſtrenuus & inſignis, Brutus nomine, de genere Trojanorum, poſt excidium urbis Trojanæ cum multis Nobilibus Trojanorum applicuit in quamdam Inſulam tunc Albion vocatam, a Gigantibus inhabitatam, quibus ſua & ſuorum ſeductis potentia, & occiſis, eam nomine ſuo Britanniam, ſociosque ſuos Britannos appellavit, & ædificavit Civitatem, quam Trinovantum nuncupavit, quæ modo Londinum nuncupatur. Et poſtea Regnum ſuum tribus filiis ſuis dimiſit, ſcilicet Locrino primogenito illam Britanniæ partem quæ nunc Anglia dicitur, & Albanacto filio ſecundo nato illam partem quæ tunc Albanea a nomine Albanacti, nunc vero Scotia nuncupatur, & Cambro filio juniori partem illam nomine ſuo tunc Cambriam vocatam, quæ nunc Wallia vocitatur, reſervata Locrino Regia dignitate. Itaque biennio poſt mortem Bruti applicuit in Albania quidam Rex Hunorum, nomine Humber; & Albanactum fratrem Locrini occidit: quo audito Locrinus Rex Britonum perſecutus eſt eum: qui fugiens ſubmerſus eſt in flumine, quod de nomine ſuo Humbrus vocatur, & ſic Albania revertitur ad illum Locrinum. Item Dunwallio, Rex Britonum, Scotorum Regem Scotiæ ſibi rebellem occidit, & terram ejus in deditionem recepit. Item duo filii Dunwallionis, ſcilicet Belinus & Brennius, inter ſe Regnum Patris ſui diviſerunt, ita quod Belinus ſenior diadema Inſulæ cum Britannia, Wallia & Cornubia poſſederit, Brennius vero ſub eo regnaturus Scotiam acciperet: petebat enim Trojana conſuetudo, quod dignitas hereditatis primogenito perveniret. Item Arthurus Rex Britonum famoſiſſimus, Scotiam ſibi rebellem ſubjecit, & pene totam gentem delevit. Et poſtea quemdam nomine Anſelmum Regem Scotiæ præfecit: & cum poſtea idem Rex Arthurus apud Civitatem Legionum feſtum faceret celeberrimum interfuerunt ibi omnes Reges ſibi ſubjecti, inter quos Anſelmus Rex Scotiæ, ſervitium pro Regno Scotiæ exhibens debitum, gladium Regis Arthuri detulit ante ipſum, & ſucceſſive omnes Reges Scotiæ omnibus Regibus Britonum fuerunt ſubjecti: ſuccedentibus autem Regibus Angliæ in prædicta Inſula, & ipſius Monarchiam & Dominium obtinentibus ſubſequenter.

ANNO 1300.

DLXV.

*Promeſſe d'*ALBERT I. *Empereur, par laquelle, en vuë du* (1) *Mariage de* RODOLPHE *Duc d'Autriche ſon fils Aîné, avec* BLANCHE *Sœur de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France, il donne à Rodolphe les Duchez d'Autriche & de Stirie, & à Blanche, en Douaire, le Comté d'Alſace & la Terre de Fribourg. Fait au mois d'Août* 1299. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 39. d'où l'on a tiré cette Piéce. LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Abſatz I. von Kayſer, pag. 559.]

1299 Août. AUTRICHE ET FRANCE.

ALBERTUS Dei gratia Rex Romanorum & ſemper Auguſtus univerſis præſentes Litteras inſpecturis ſalutem. Notum facimus, quod nos affectantes, ut confœderationis affinitas & amicitiæ fructuoſæ contractus inter nos & Sereniſſimum Principem PHILIPPUM Dei gratia Regem Franciæ Illuſtrem amicum noſtrum cariſſimum eò ferventius roboretur & vigeat, ſtabiliusque perduret; quo matrimoniali fœdere concurrente melioribus firmatus auſpiciis nexuque conſtrictus fuerit fortiori; Voluimus, concordavimus, conſenſimus & promiſimus, concordamus, conſentimus & promittimus, quod ratione contrahendi matrimonii inter cariſſimum primogenitum noſtrum RODULPHUM Ducem Auſtriæ, & nobilem Dominam BLANCHAM Sororem dicti Regis Franciæ, eidem primogenito noſtro & hæredibus ſuis ab eo descendentibus Ducatus Auſtriæ & Styriæ, nec non Dominia Carniolæ ac Marchiæ & Portus

(1) Ce Mariage s'acomplit l'année ſuivante.

ANNO 1299. Portus Naonis cum omnibus aliis juribus & pertinentiis Ducatus & Dominiorum prædictorum ac omnibus emolumentis rebus & juribus quibuscunque intra vel extra Ducatum constitutis, quæcunque cum ipso Ducatu ad Duces Austriæ solent hactenus devenire & quomodolibet pertinere, perpetuò & hæreditariè remanebunt.

§. 2. Ac nihilominus dedimus & concessimus, damus & concedimus & ex nunc affignamus & affignemus prædictæ Sorori dotalitium seu donationem propter nuptias Comitatum Alsatiæ & terram de Fribourc Lausan. Diocesis, cum omnibus juris pertinentiis suis; quorum Comitatus & terræ, qui præfato Duci perpetuo & hæreditariè remanebunt nobilium homagia & fidelitates, ac universitatum & incolarum villarum insignium juramenta præstari faciemus, statim post contractum matrimonium, Procuratori dictæ Blanchæ Sorori dicti Regis pro ea solemniter stipulanti, quod eidem sorori, si præfato Duci forsitan supervivat, tanquam fideles Vasalli & Subditi Dominæ suæ, quoad vixerit, obedient & intendent; ac secundo genitum aliosque minores liberos nostros renunciare faciemus penitus & expressè, cum auctoritate & decreto nostro ac Electorum Principum ac Baronum Regni Alemanniæ & alia quavis auctoritate, forma & modo, de quibus dicto Regi Franciæ pro plena securitate expediens visum erit, & pro omni jure sibi competenti vel competituro in Ducatu, Comitatu, terra, juribus & pertinentiis supra dictis. Ac de præmissis omnibus & singulis tenendis firmiter & fideliter adimplendis dabimus præfato Regi Franciæ idoneas cautiones & securitates, quæ ipsi Regi Franciæ in hac parte utiles vel necessariæ videbuntur; & præmissa omnia idem Franciæ Rex per Sedem Apostolicam faciet confirmari, si sibi viderit expedire. Salvo tamen secundo genito & aliis minoribus liberis nostris jure sibi competenti vel competituro in omnibus & singulis supra dictis, si dictum Ducem decedere fortè contingeret sine liberis procreatis ex eo & Sorore prædicta.

§. 3. Dotalicium verò prætactum nos de redditibus & terris Comitatuum de Quibourc & Absebourg & pertinentiarum ipsorum sic sufficienter & plenè supplere & augmentare tenemur, quod dictus Rex Franciæ exinde merito contentetur, summa verò dotis dandæ prædicto Duci in voluntate & arbitrio dicti Regis Franciæ residebit. In cujus rei testimonium, præsentibus nostrum fecimus apponi sigillum. Actum anno Domini, millesimo ducentesimo nonagesimo nono, mense Augusti.

Et sont lesdictes Lettres scellées en double queüe de parchemin d'un grand sceau de cire jaulne.

DLXVI.

7. Sept. EMPIRE ET FRANCE. *Alliance faite entre* ALBERT I. *Empereur*, & PHILIPPE LE BEL *Roi de France, pour la défense de leurs Etats, de leurs droits, de leurs libertez, & de leurs privilèges, en vûë de s'opposer aux entrepriſes du Pape* BONIFACE VIII. *Faite à Strasbourg le 7. de Septembre* 1299. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 40. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abſatz I. pag. 7.]

In nomine Domini, Amen.

PER hoc preſens publicum Inſtrumentum cunctis pateat evidenter, quod hoc eſt tranſumptum ſeu tranſcriptum quarumdam patentium Litterarum inclytæ recordationis Domini ALBERTI Romanorum Regis ſemper Auguſti in cera alba cum duplici cauda pargemini ſigillatarum ſartarum & integrarum ac omni prorſus vitio & ſuſpicione carentium, ut prima facie apparebat nobis Notariis ſubditis ſubſcriptis ex parte Illuſtriſſimi Principis & Domini noſtri Francorum Regis ad tranſcribendum traditarum, quarum tenor ſequitur & eſt talis.

§. 2. Albertus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis præſentes Litteras inſpecturis ſalutem. Notum facimus quod nos conſiderantes, quod per Regum & Principum unanimes voluntates divinæ laudi quietius attendatur & Chriſtiana ad Deum crescat devotio, cum pace proximi pax Dei acquiritur & augetur, ſalus eorum & honor extollitur, & humanæ laudis præconio ampliatur, ac ſuorum impoſterum roborantur jura Regnorum, ſinceræ devotionis glutino amicitiæ, ſocietatis & unionis fœdera perpetuo duratura, nos & Sereniſſimus Princeps PHILIPPUS Dei gracia Francorum Rex amicus noſter cariſſimus inivimus, voluimus & conſenſimus, & ad invicem concordamus ac etiam promiſimus fide data nomine juramenti; & jurabunt etiam in animas noſtras nobis præſentibus, videlicet pro jam dicto Illuſtri Rege Francorum Comes Sancti Pauli, pro nobis verò Rege Romanorum Comes Burchardus de Hohemberg Avunculus noſter cariſſimus; quod ex nunc in antea erimus ad invicem veri & fideles amici, ac in noſtris & Regnorum noſtrorum & Imperii honoribus, libertatibus & juribus mutuo conſervandis contra omnem hominem veri & validi adjutores, quodque inter nos & Succeſſores noſtros Romanorum & Francorum Reges ſeu Imperatores pacis & fidelis amicitiæ fœdera perpetuis duratura temporibus ſervabuntur; & hæc omnia præmiſſa & ſingula promiſimus & præſentibus promittimus pro nobis noſtrisque hæredibus ſibi in Imperatoribus & Regno ſuccedentibus firmiter obſervare & attendere, & nullatenus contravenire ſub virtute à nobis datæ fidei & per prædictos Comites præſtiti juramenti; In cujus rei teſtimonium præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum & datum Argentinæ, Nonas Septembris, Indictione XII. anno Domini, milleſimo ducenteſimo nonageſimo nono, Regni verò noſtri anno ſecundo.

§. 3. De quibus quidem Litteris originalibus ſupra ſcriptis facta fuit per nos Notarios publicos infra ſcriptos legitima collatio ad præſens tranſcriptum ſeu tranſumptum ex eisdem Litteris originaliter ſumptum, anno Domini milleſimo trecenteſimo nonageſimo ſeptimo ſecundum morem Gallicanum, Indictione ſexta, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri Domini Benedicti divina providentia Papæ tertii decimi anno quarto, videlicet in domo Nobilis Viri Domini Guillelmi de Alvetto Militis, ſita Pariſiis in vico dicto Mollari, in parochia Sancti Joannis in graviam; præſentibus & auscultantibus discretis Viris, Domino Joanne Michaelis Presbytero Laudinen. Dioceſ. Curato Parochialis Eccleſiæ de Villacumeuli Carnoten. Dioceſ. & Magiſtro Nicolao de Molendino Notario publico Magiſtro in Artibus Clerico Leonen. Dioceſ. teſtibus ad hoc vocatis, ſpecialiter & rogatis. Et ego Joannes Juvenis, alias de Villamaden. Clericus Leonen. Dioceſ. publicus Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius, quia de prædictis originalibus Literis ad præſens transcriptum ſeu tranſumptum ex eisdem originalibus ſumptum cum Notario publico ſuprascripto diligentem collationem feci & ipſum invicem concordare inveni, nil addito vel amoto, ideo huic publico Inſtrumento ſeu tranſumpto alia manu ſcripto ſignum meum ſolitum unà cum ſigno & ſubſcriptione dicti Notarii publici & ſigillo Curiæ Pariſ. hic me manu propria ſubſcripturn appoſui requiſitus in teſtimonium veritatis. Sic Signatum, Juvenis.

Confirmation du précedent Traité, donnée par l'Empereur ALBERT *à Quatre-Vaux, le 8. Décembre* 1299.

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus univerſis præſentes Litteras inſpecturis, Salutem. Notum facimus, &c. &c. *comme ci-deſſus, jusques à ces mots*, fecimus apponi ſigillum. Actum & datum nobis & præfato Rege Francorum præſentibus apud Quatuor valles, die Martis, octava menſis Decembris, anno Domini 1299. Indictione tredecima (1), Regni verò noſtri anno ſecundo.

Promeſſe de l'Empereur ALBERT *touchant l'Alliance faite avec* PHILIPPE le Bel, *donnée à Quatre-Vaux, le 8. Decembre* 1299.

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis præſentes Litteras inſpecturis Salutem. Noverit univerſitas veſtra, quod cum in prolocutione ſeu Tractatu Matrimonii inter Illuſtrem Rudolphum Ducem Auſtriæ primogenitum noſtrum cariſſimum & Dominam Blancham Sororem magnifici Philippi Regis Francorum amici noſtri cariſſimi contrahendi inter nos & eundem Regem Franciæ per ſolemnes Procuratores & Nuntios utriusque actum fuerit & conventum, ac ex parte noſtra expreſſè promiſſum, quod eidem primogenito noſtro & hæredibus ſuis ab eo deſcendentibus Ducatus Auſtriæ & Stiriæ, nec non Domi-

(1) Il faut lire, *duodecima*, comme il y a dans la Pièce précedente [DUM.]

ANNO 1299. nia Carniolæ, Marchiæ ac Portus Naonis cum omnibus aliis juribus & pertinentiis Ducatus & Dominiorum prædictorum, ac omnibus emolumentis, rebus & juribus quibuscunque intra vel extra Ducatum constitutis, quemadmodum cum ipso Ducatu ad Duces Austriæ solent hactenus devenire vel quomodolibet pertinere, perpetuò & hæreditariè remanebunt.

§. 2. Ac nihilominus ex tunc dederimus, concesserimus, assignaverimus & assederimus prædictæ Sorori Regis Franciæ in dotalitium, seu donationem propter nuptias Comitatum Alsatiæ & terram de Friburg. Lausan. Diocesis. cum omnibus juribus & pertinentiis suis; quorum Comitatus & terræ, qui præfato Duci perpetuò & hæreditariè remanebunt fidelium homagia & fidelitates ac Universitatum & incolarum Villarum insignium juramenta præstari faciemus, antequam matrimonium contrahatur, Procuratori prædictæ Sororis Regis Franciæ pro ea solemniter stipulanti eidem, quoad prædictum contractum matrimonium, quod eidem Sorori, si præfato Duci forsitan supervivat, tanquam fideles Vasalli & Subditi Dominæ suæ, quoad vixerit, obedient & intendent; ac secundo genitum aliosque juniores liberos nostros renunciare faciemus penitus & expressè cum autoritate & decreto nostro Regio & Electorum Principum & Baronum Regni Allemanniæ ac alia quavis auctoritate, forma & modo, de quibus dicto Regi Franciæ pro plena securitate expediens visum erit pro omni jure sibi competenti vel competituro in Ducatu, Comitatu, terris, juribus, & pertinentiis supra dictis.

§. 3. Et de præmissis omnibus & singulis tenendis, adimplendis & inviolabiliter observandis dabimus memorato Regi Franciæ idoneas cautiones & securitates, quæ sibi in hac parte utiles videbuntur, ac præmissa omnia & singula, per Romanorum Reginam Illustrem Elizabeth Consortem nostram approbari, ratificari & fieri, ac de iis servandis & fideliter adimplendis ipsam faciemus efficaciter obligari; salvo dotalitio, quod dicta Romanorum Regina ad vitam suam habet in Ducatu, terris, Dominiis supra dictis. Item placet prædicto Regi Franciæ & Litterarum suarum tenore consentiet, quod Ducatu Austriæ cum principatu ejusdem præfati Ducis suisque hæredibus remanente, secundo genito aliisque junioribus liberis nostris præmissis primitus assentientibus, sufficiens & competens paterna fiat provisio de terris supradictis ad Ducatum Austriæ pertinentibus, vel aliunde, sicut melius fieri poterit, absque Ducatus Austriæ demembratione notabili vel enormi.

§. 4. Cæterum cum omnium Electorum Principum prædictorum assensus, autoritas vel decus præstandi præmissis, ut superius est expressum propter quorundam ipsorum absentiam & alia certa impedimenta commodè haberi non possunt, vult prædictus Rex Franciæ & ad precum nostrarum instantiam consentit & promittit bonâ fide, juravit etiam in animam ipsius Regis ipso Rege præsente spectabilis Vir Guido Comes Sancti Pauli, quod tribus ex Electoribus ipsis suam in præmissis auctoritatem præstantibus & assensum, propter aliorum absentiam vel auctoritatem non præstitam in hac parte contractus Matrimonii, supradictis aliis tamen conditionibus & conventionibus supra dictis promissis, adimpletis, nullatenus differatur, sed bonâ fide modis omnibus consummetur. Et promisimus cum dato nomine juramenti expressè nos curaturos & facturos, juravit etiam in animam nostram nobilis Vir Burchardus Comes de Hohemberg Avunculus noster, quod alii Electores Principes supra dicti suum congruo tempore præmissis assensum & autoritatem præstabunt modo & forma, de quibus pro cautione & securitate sæpè dicto Regi Franciæ visum fuerit expedire, in cujus rei testimonium præsentibus &c. &c. *ut supra.* Actum & datum nobis & præfato Rege Franciæ præsentibus apud Quatuor valles die Martis octava mensis Decembris, anno Domini 1299. Indictione * 13. Regni verò nostri anno secundo.

* *Liste*, 12.

DLXVII.

8. Dec. EMPIRE ET FRANCE. *Traité entre* ALBERT I. *Empereur*, & PHILIPPE LE BEL *Roi de France*, *pour le Mariage d'un des Fils de* PHILIPPE *avec l'une des Filles d'*ALBERT, *au choix des Parties de part & d'autre. Fait à Quatre-Vaux, le 8. Décembre* 1299. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 43. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Absatz II. von Kayser, pag. 560.]

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus universis præsentes Litteras inspecturis Salutem. Notum facimus quod nos attendentes, quod inter alia, per quæ regnantium & Regnorum exaltatio procuratur, pacis & tranquillæ quietis amœnitas acquiritur, ac fœlici & prospero statu consulitur Subditorum; illud videtur antea consideratione præcipuum, ut inter Reges & Regna solidæ caritatis unitas & fidelis amicitiæ fœdera nutriantur, & quod alter alteri libenter assistat in prosperis, & non deficiat in adversis. Hâc consideratione inducti, ut inter nos & inclytum Principem PHILIPPUM Regem Franciæ Illustrem, amicum nostrum carissimum, hujusmodi fœdus unionis & amicitiæ stabilius permaneat in futurum, concordavimus, voluimus, consensimus & promisimus, concordamus, volumus, consentimus & promittimus bonâ fide, juraverunt etiam in animas nostras nobis præsentibus nobilis vir, videlicet pro jam dicto Rege Francorum Guido Comes Sancti Pauli & pro nobis verò Burchardus Comes de Hohemberg dilectus & fidelis noster, quod inter unum de filiis ipsius Regis Franciæ, quem excepto primogenito ipsius elegerimus & unam de filiabus nostris, quam dictus Francorum Rex de nonnullis traditis duxerit eligendam, Matrimonium contrahatur, de dote autem & dotalitio filio & filiæ prædictis dandis, in nostra & ipsius Regis Francorum voluntate & arbitrio residebit; In cujus rei testimonium præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum & datum nobis & præfato Rege præsentibus apud Quatuor Valles, die Martis octava mensis Decembris, anno Domini 1299. Indictione * 13. Regni verò nostri anno secundo.

ANNO 1299.

* *Liste*. 12.

DLXVIII.

Contract de Mariage entre (1) LOUIS *Fils de* PHILIPPE LE BEL *Roi de France*, & (2) MARGUERITE *Fille de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois de Février* 1299. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 583.]

1299. 1300. 27. Fevr. FRANCE ET BOURGOGNE.

ROBERTUS *Dux Burgundiæ*, Franciæ Camerarius, notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, quòd inter excellentissimum Principem, Dominum PHILIPPUM Dei gratia *Franciæ Regem* Illustrissimum, charissimum Dominum nostrum, ex una parte, & nos ex altera, initæ, conventæ, & bona fide firmatæ sunt conventiones, quæ inferius subsequuntur; videlicet, quod ipse Dominus noster Rex, pro parte sua, & nos pro parte nostra, curabimus & faciemus, quod LUDOVICUS ipsius Domini Regis primogenitus, & MARGARITA filia nostra secundo genita, statim cum ipsi ad annos nubiles pervenerint, obtento super hoc primitius assensu & dispensatione Sedis Apostolicæ, matrimonialiter insimul copulentur. Nos verò, convenimus & promisimus prædicto Domino nostro Regi, pro dicto filio suo, & ad opus ipsius, quod nos eidem filio suo dabimus in maritagium cum prædicta filia nostra, centies mille libras parvorum Turonensium in pecunia numerata, solvendas terminis qui sequuntur, videlicet viginti quinque millia librarum, ipsa die qua prædictum Matrimonium in facie Ecclesiæ sollempnizari continget. Item quindecim millia librarum, eadem die, anni circulo revoluto. Item alia quindecim millia librarum eadem die alio anno similiter revoluto, & sic de anno in annum ad eumdem terminum, quolibet anno quindecim millia librarum Turonensium parvorum, quousque dictæ centies mille librarum fuerint eidem filio dicti Domini nostri Regis integrè persolutæ. Item, nos convenimus & promisimus, nos daturos prædictæ filiæ nostræ, in maritagium cum eodem prædicti Domini nostri Regis filio, sexties mille libratas terræ ad Turonenses parvos convenienter assidendas eidem, tria millia librataram terræ statim in ipsa solempnisatione Matrimonii supradicti in modum qui sequitur, videlicet mille libratas terræ quas ipse Dominus noster Rex ex dono suo nobis assidere tenetur. Item terram quam habemus

(1) Dixième du nom, surnommé *Hutin*.

(2) Ce Mariage se fit: & il en nâquit *Jeanne* héritière du Royaume de Navarre, qu'elle porta à son Mari *Philippe d'Evreux*. *Louis* fit enfermer *Marguerite* sa femme à Château-Gaillard auprès d'Andely en Normandie, à cause de son impudicité; & épousa *Clemence d'Anjou*, qui accoucha de *Jean*, fils Posthume, lequel ne vécut que sept ou huit jours.

ANNO 1299. mus apud *Giiacum*, in quantum ſufficere poterit ipſa terra. Item feoda & homagia illarum rerum quas Dominus *Campaniæ* tenet à nobis, & ſimiliter, feoda & homagia illarum rerum, quæ apud Vitriacum, & apud Eſſoy, tenentur à nobis, appretianda in aſſignatione prædicta quantum ſufficere poterunt ad aſſiſiam terræ ſecundum ipſius patriæ conſuetudinem faciendam: Et illud quod poſt factam aſſiſiam prædictorum deerit aſſidendum de dictis tribus millibus libratis terræ, nos in locis competentibus perficere tenebimur, ac etiam aſſidere. Item, alia tria millia libratarum terræ, quousque nos ea prædictæ filiæ noſtræ ſufficienter & in locis competentibus aſſederimus, reddemus annuatim, ſolvendo eidem prædicti Domini noſtri Regis filio, à die ſolempniſationis prædicti Matrimonii anno quolibet, ad duos terminos, tria millia librarum Turonenſium parvorum, videlicet in feſto Reſurrectionis Domini mille & quingentas libras, & in feſto Sanctorum omnium mille & quingentas, & ſic annuatim, quousque fecerimus aſſiſiam ſupradictam. Ita, quod quandocumque nos dicta tria millia libratarum terræ, vel eorum partem eidem filiæ noſtræ convenienter aſſederimus, pro parte eorum aſſignata & tradita ceſſabit, & decrescet pro rata æquivalenti, ſolutio annualis præſtationis prædictæ. Pro quibus tribus millibus libris Turonenſibus parvis annuatim ſolvendis, ut præmiſſum eſt, nos eidem Domino noſtro Regi, pro dicto filio ſuo, & ad opus ipſius, Ducatum noſtrum Burgundiæ, & totam terram noſtram in Regno Franciæ conſtitutam, ex nunc ſpecialiter obligamus & remanere volumus obligatam. Prædictus verò Dominus noſter Rex, dictam *Margaritam*, ſi contigerit ipſam eſſe Franciæ Reginam, dotabit de duodecim millibus libratarum terræ ad parvos Turonenſes; ſi verò non contigerit ipſam eſſe Franciæ Reginam, ipſe Dominus noſter Rex dotabit eandem de ſex millibus libratarum terræ monetæ ejusdem. Quod dotalicium ipſe Dominus noſter Rex faciet eidem filiæ noſtræ in locis competentibus aſſignari. Actum fuit inſuper, & expreſſè conventum, inter prædictum Dominum noſtrum Regem & nos, pro nobis & liberis noſtris prædictis, & ad opus eorum, quod ſi dictos liberos noſtros, vel eorum alterum, ante ſolempnizationem dicti Matrimonii decedere contingat, conventiones hujusmodi totaliter vacuentur & omni careant robore firmitatis. Si verò, poſt contractum & in facie Eccleſiæ ſolempnizatum prædictum Matrimonium inter eos, contingat ipſos vel alterum eorum decedere, liberis non extantibus ex eisdem ſumma prædictarum centies mille librarum Turonenſium parvorum, pro ea rata qua ſoluta fuerit vel termini ſolutionis ceſſerint, prædicti Domini noſtri Regis ſeu dicti filii ſui erit, & ſibi remanere debebit. Pro ea verò rata qua nec ſoluta fuerit, nec termini ſolutionis ceſſerint, nos quitti remanebimus & totaliter liberati. Et dictæ ſexties mille libratæ terræ ad nos revertentur, & in noſtra diſpoſitione liberæ remanebunt. Si verò, poſt contractum & ſolempnizatum inter eos prædictum Matrimonium ipſi deceſſerint, vel alter eorum, ſuperſtitibus liberis ex eorum prædicto Matrimonio procreatis, in caſu, quem Dominus avertat, in quo ipſius Domini noſtri Regis prædictus filius in vita ſua non eſſet Rex Franciæ, liberi ex illo eorum Matrimonio ſuperſtites, dum tamen Comitatus Campaniæ ad eosdem nullatenus obveniſſet, ſi ſint masculi, habebunt viginti millia libratarum terræ ad parvos Turonenſes de terra ipſius Domini noſtri Regis in Regno Franciæ ſituata decenter, & in locis competentibus ab ipſo Domino noſtro Rege vel ejus ſucceſſoribus aſſidendas eisdem. Si verò ſint fœminæ, masculis ex illo Matrimonio non extantibus, quælibet habebit mille libratas terræ ad parvos Turonenſes, convenienter eisdem in terra Regni Franciæ prædicti Domini noſtri Regis aſſidendas, & cum hoc, duodecim millia librarum Turonenſium parvorum in pecunia numerata, pro ipſis matrimonialiter collocandis. Has autem conventiones & promiſſiones, omnes & ſingulas, prout ſuperius ſunt expreſſæ, promiſimus & promittimus bona fide ac ad ſancta Dei Evangelia juravimus, nos pro parte noſtra facturos, curaturos, & integraliter complecturos; hoc excepto quod ſi, quod abſit, contingeret nos vel ſucceſſores noſtros in ſolutione dictarum pecuniæ ſummarum in aliquo de præmiſſis terminis deficere, nolumus aſtringi juramento prædicto, ſed obligamus nos & ſucceſſores noſtros, ſi defecerimus in ſolutione prædictarum pecuniæ ſummarum in terminis antedictis, vel aliquo eorumdem terminorum, oſtagia continuè Senonis in propriis perſonis tenere, quousque de prædictis ſummis, in quarum ſolutione defecerimus, integraliter fuerit ſatisfactum. Ad hæc nos & ſucceſſores noſtros firmiter obligantes, volentesque nos & ipſos remanere ſpecialiter obligatos. Et in teſtimonium & memoriam perpetuam omnium & ſingulorum præmiſſorum, præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum apud Abbatiam Minoriſſarum longi campi, die Sabbati poſt feſtum beati Mathiæ Apoſtoli, anno Domini milleſimo ducenteſimo nonageſimo nono, menſe Februario. ANNO 1299.

DLXIX.

Ligue entre AMÉ' *Comte de Savoye, &* BERTRAND *de Baux Prince d'Orange, contre le Dauphin. Faite à Orange, le 5. de Mai,* 1300. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 137.] 1300. 5. Mai. SAVOYE ET ORANGE.

In nomine Domini Amen.

ANNO Incarnationis ejusdem milleſimo trecenteſimo, ſcilicet V. die Maii; Cum pactiones & conventiones initæ eſſent per *Illuſtrem & Potentem Virum Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ*, ex una parte, & Dominum Giraudum Amici Militem, nomine ſuo & nomine Domini BERTRANDI de Baucio Dei gratia Principis Auraſicæ, & procuratorio nomine ejusdem ex altera; videlicet quod ſi dictus Dominus Comes habeat aliquomodo guerram contra Dalphinum Viennenſem, quod præfati Dominus Princeps, & Dominus Giraudus Amici juvabunt, & auxiliabuntur prædictum D. Comitem, de ſe & de tota terra ſua contradicendum & offendendum quoquomodo poterunt Dalphinum ſupradictum, & ſi forte contingeret, quod præfatus Dominus Comes faceret pacem, ſeu concordiam, vel treugas acciperet, cum Dalphino, fuit actum quod dictum Dominum Principem & Dominum Giraudum poneret in ſua treuga, pace, ſeu concordia, & è converſo, ſi contingeret dictos Dominum Principem, & Dominum Giraudum Amici habere guerram contra dictum Dalphinum, quod præfatus Dominus Comes adjuvabit eos ad offendendum dictum Dalphinum, donec in pace & concordia ponerentur, prout in Litera inde confecta, & ſigillata ſigillo Domini Principis prædicti, & ſigillo dicti Domini Giraudi, plenius continetur: Dictus inquam Dominus Princeps, in præſentia mei Notarii infra ſcripti, & Teſtium infra ſcriptorum, præſente dicto Domino Giraudo Amici, & in præſentia Joannis Molani Procuratoris dicti Domini Comitis conſtituti per Dominum Comitem ſupradictum, ad ſuscipiendam, & recipiendam ratificationem, & confirmationem, & approbationem faciendam per dictum Dominum Principem, pactionum & conventionum prædictarum, confirmavit, ratificavit & approbavit conventiones & pactiones ſupradictas, prædicto Joanni Procuratori præſenti, ſtipulanti & recipienti, nomine Procuratorio dicti Domini Comitis, & mihi Notario infra ſcripto præſenti & ſtipulanti, nomine & vice Domini Comitis ſupradicti. Promittens inquam dictus Dominus Princeps, prædicto Joanni Procuratori recipienti nomine quo ſupra & mihi Notario recipienti & ſtipulanti nomine dicti Domini Comitis, ſe ſervaturum prædictas conventiones & pactiones & contra non venturum de Jure vel de facto, & ſuper ſancta Dei Evangelia à ſe gratis corporaliter tacta, juravit omnia attendere prædicta & complere, & de prædictis Dominus Joannes, nomine quo ſupra, petiit ſibi fieri publicum Inſtrumentum. Actum apud Auraſicam in Hoſpitio Bertrandi de Medenis Domicelli olim, Teſtibus præſentibus Domino Guillelmo de Anſeduna Milite Domino Cadaroſſæ in parte Domino Olivario Cucurbitæ Milite Bayllivo Principatus Auraſicæ, Domino Maynundo Laurii Milite Baiulo Auraſicæ, Domino Bernardo de ſancto Quintino Legum Profeſſore, Domino Maymundo Ancelli Jurisperito, Petro Martinelli Procuratore dicti Domini Principis.

DLXX.

Römiſchen Königs ALBERTI I. Lehen-Brief über das Burggrafthum Nürnberg/Burggraf Friedrichen allda ertheilet. Geben Straßburg den 15. May 1300. 15. Mai.

C'eſt-à-dire,

Diplome d'Inveſtiture donné par ALBERT I. *Roi des Romains au Burggrave* FRIDERIC, *pour le Bourggraviat de Nuremberg en Fief de l'Empi-*

ANNO 1300. re. *A Strasbourg le 15. Mai* 1300. [Voyez le ci-après sous le 26. Mars 1362.]

DLXXI.

21 Octo. *Prorogatio Treugarum inter* REGES FRANCIÆ *& ANGLIÆ à* BONIFACIO VIII. *Papa constituta tanquam Arbitro, virtute potestatis sibi traditæ. Datum Laterani 12. Kalendas Novembris, ejus Pontificatus anno sexto.* [Pièce tirée des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin.]

BONIFACIUS Episcopus Servus Servorum Dei, ad futuram rei memoriam, dudum inter Charissimos in Christo filios nostros Philippum Franciæ ex parte una, & Edwardum Angliæ ex altera, Reges illustres, super diversis articulis materia dissentionis exorta, iidem Reges per eorum speciales Procuratores & Nuntios ad nos propterea destinatos, & ab eis super his specialem potestatem habentes, in nos tamquam privatam personam, & Dominum Benedictum Gaietanum, tamquam in arbitrum, arbitratorem, sententiatorem & amicabilem compositorem, præceptorem, ordinatorem, dispositorem & pronuntiatorem super reformanda pace & concordia inter ipsos Reges, & super iis quæ ad pacem pertinent, ac super omnibus & singulis discordiis, guerris, litibus, controversiis, causis, quæstionibus, damnis, & injuriis, petitionibus & actionibus realibus & personalibus atque mixtis, qui fuerant, erant, & esse poterant inter eosdem Reges occasione quacumque altè ac basse, absolutè ac liberè sub certa forma compromittere curaverunt, volentes, promittentes, & expresse consentientes tandiu compromissa hujusmodi perdurare, quandiu Treugarum voluntarie initarum antea inter dictos Reges tempus & terminus perduret, & quod interim si placeret nobis, ac videremus expediens, possimus in antea hujusmodi compromissorum ac ferendi arbitrii, seu arbitragii, & aliorum in compromissis hujusmodi contentorum, nec non & prædictarum Treugarum tempus & terminum simul & non aliter, semel & pluries ad nostrum beneplacitum prorogare.

Nos vero prædictis compromissis receptis quamdam ordinationem super hujusmodi negotio, prout tunc conditio temporis, & negotii status & qualitas exigebant, duximus faciendam, nonnullis in eodem negotio, subordinatione futura remanentibus hactenus in suspenso, prout in pronuntiatione prædictæ ordinationis plenius continetur. Postmodum autem attendentes, quod faciente pacis actore, a quo bona cuncta procedunt, eoque ordinanda duximus prospera successione & desiderantes admodum ut in dicto negotio ex nostris studiis divina suffragatione fulcitis felix & desideratus proveniret effectus; & propterea præcavere volentes ne tempus ipsius perficiendi negotii laberetur, præfatas Treugas prout fuerunt initæ ac indictæ, ac inter omnes easdemque personas inter quas, & quoad quas extiterant indictæ vel initæ, ac prædicta compromissa, & imposterum ferendum arbitrium, seu arbitragium, totumque negotium prout in nostris bullatis inde confectis Litteris plenius continetur.

Nunc insuper quia desideriis nostris valde votivum occurrit, ut super hujusmodi negotio desideratus finis adveniat, ac volentes ob id ut ejusdem tempus percomplendi negotii patiatur excursum, prædictas Treugas prout fuerint initæ vel indictæ, ac inter quas, & quoad quas earum convenit indictio & præfata compromissa, & imposterum ferendum arbitrium, seu arbitragium, totumque negotium prout ex futura nostra ordinatione ac decisione dependent, a prædicto nunc proxime futuro Epiphaniæ festo, usque ad aliud ex nunc secundo venturum Epiphaniæ festum ex hujusmodi potestate arbitraria nobis tradita prorogamus; quam quidem prorogationem, & omnem ejus effectum præcipimus sub pœnis in compromissis ipsis adjectis & aliis juxta nostrum arbitrium inferendis, inviolabiliter a partibus observari, ordinatis, arbitratis, præceptis, diffinitis, laudatis & pronuntiatis, per nos hactenus in memorato negotio in sua nihilominus remanentibus firmitate.

Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostræ prorogationis & præcepti infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Laterani duodecimo Kalendas Novembris, Pontificatus nostri anno sexto.

Et est escrit sur le reply desdictes Lettres ce qui ensuit: ANNO 1300.

N. Leonardi pro P. Duc.

Et sont lesdictes Lettres scellées en lacs au cordons de soye rouge & jaune d'un scel de plomb pendant, auquel sont d'un costé empraints d'un ces mots:

BONIFACIUS PAPA OCTAVUS.

Et sur le dos d'icelles Lettres est aussy escrit ce qui s'ensuit:

Prorogatio Treugarum in facto Angliæ, Pontificatus Bonifacii Octavi anno sexto.

DLXXII.

Traité entre HUGON *Evêque de Liége &* JEAN *I. Duc de Brabant; par lequel* HUGON *cede au Duc plusieurs droits sur la Ville de* Malines, *pour les posseder jusqu'à la troisième Génération; à condition que ledit Duc les revendique de* JEAN BERTHOULT, *qui s'en étoit emparé par la force.* [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum. Tom. I. Cap. LXXXIX. pag. 193.] 22 Octo. LIEGE ET BRABANT.

UNIVERSIS præsentes Litteras inspecturis HUGO, Dei gratia Leodiensis Episcopus, æternam in Domino salutem, cum notitia veritatis. Zelus orthodoxæ fidei in eo probatur præcipuè.....

Sanè cùm ad nos & antecessores nostros, Ecclesiæ Leodiensis Episcopos, qui ipsam Ecclesiam rexerunt pro tempore, plurima & diversa jura ac jurisdictiones in opido Mechlinienſi, & in villa de *Heiste*, & appendiciis earumdem pertinuerint longis temporibus, & adhuc pertinere dignoscantur, quæ usque ad hæc tempora nobilis vir Joannes Berthout de Mechlinia, & sui progenitores per potentiam suam violenter occuparunt, & adhuc detinent occupata, contra Deum & justitiam, in dispendium animæ suæ & prædictæ Leodiensis Ecclesiæ non modicam jacturam, consilio freti bonorum & Jurisperitorum, oportunum duximus eatenus nobis brachium invocare defensionis.

Cùm igitur, quia illustris Princeps Dominus JOANNES, Dei gratia Dux Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi, sit fidelis & major ac potentior inter fideles Ecclesiæ nostræ supradictæ, nostrum, imò potiùs Ecclesiæ nostræ gerens negotium, de mandato nostro & requisitione debita, prædicta jura & jurisdictiones diu injuriosè ac violenter occupata, ut est dictum, ad proprietatem Ecclesiæ nostræ supradictæ reducat, & reducere laboret suis sumptibus & expensis, nostræque seu Ecclesiæ nostræ prædictæ facultates non sufficiant ad tanta onera supportanda.

Volentes suis laboribus & expensis meritò respondere, cùm nemo teneatur suis stipendiis militare, prædicta jura & jurisdictiones universas & singulas, prout idem Dux revocaverit, ad jus & proprietatem Ecclesiæ nostræ memoratæ, liberè conferimus & donamus sibi suisque heredibus, usque ad tertium heredem inclusivè, cum fructibus, proventibus & adventiciis quibuscumque.

Promittentes bona fide dicto Duci, quòd quàm citiùs poterimus, procurabimus cum effectu, super collatione seu donatione prædicta, consensum Capituli dictæ nostræ Ecclesiæ, seu confirmationem Apostolicam adhiberi.

Præsertim cùm sæpedictus Dux bene valeat promereri, pro eo, quædam jura & jurisdictiones, de quibus providendum est, quòd ad possessionem prædictæ nostræ Ecclesiæ non venerint, quamvis multi antecessores nostri, pro ipsis recuperandis, gravibus insudaverint laboribus & expensis.

In quorum testimonium & munimen, sigillum nostrum præsentibus Litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo trecentesimo, Sabbato post festum B. Lucæ Evangelistæ.

DLXXIII.

Bundniß zwischen denen Pfaltzgrafen am Rhein/ RUDOLPH und LUDWIG gebrüderen eines- und der Stadt SPEYR andern theils/ zu Erhaltung gemeinschafftlicher Fried und Ruhe aufgericht zu Speyr am Sontag nach St. Nicolaus tag. 1300. [LEHMANNI 11. Dec

ANNO 300. MANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. XII. pag. 649.]

C'est-à-dire,

Traité entre les Freres RODOLPHE *&* LOUIS *Comtes Palatins d'une part, & la Ville de* SPIRE *d'autre part, pour leur défense & sûreté mutuelle. A Spire le Dimanche après la St. Nicolas* 1300.

WIr Rudolph von Gottes gnaden Pfaltzgrafe des Rheins/ und Hertzog von Bayern/ vor uns und Hertzogen Ludwigen unserm Bruder: und wir der Rath und die gemeinde der Stadt von Speyer/ thun kundt allen den/ die diesen Brieff immer sehen oder hören lesen/ daß wir zu sammen gelobt haben mit guter Betrachtung und mit vollem Rath/ mit geschwornen Aidten/ einander zu helffen getreulichen zu dem Rechten hinnen biß zu Ostern die nu zu nächstkommet/ und darnach drey gantze jahr die zu nächst nacheinander kommen/ und haben wir Hertzog Rudolf ausgenommen ein Römischen künfftigen König/ und unsere Herren/ Hern Petern den Ertzbischoff von Maintz/ Hern Heinrichen den Ertzbischoff von Cöln/ Herrn Sigboten den Bischoff von Speyer und andere unsere Mage/ Burgman und Man. So haben die vorgenante Bürgere von Speyr ausgenommen einen Römischen künfftigen König/und die zwo Städte von Maynz und von Wormbs: den zwey Städten wollen dieselbe Bürgere von Speyer allerding beholffen sein/ als sie zusammen gelobet hant ohne alle gefährde. Sie nehmen auch aus den Bischoff von Speyer Sigboten/ und auch unsern Herrn den vorgenannten Bischoff von Maynz/ und Cunraden von Wimperg den alten. Wer auch/ daß unser Hertzog Rudolffs Mage/Burgman/ Man und Helffere die Burgere von Speyer an ihre Rechte und freyheit leidigten/ oder das Recht verschlügen/ oder versprechen/ gegen den sollen wir denselben Burgern von Speyer der Rechten beholffen sein ane geferde. Wir sollen ihn auch beholffen sein ohne geferde/ daß die Pfalburger abegehen. Wir sollen auch die vorgenanten Burgere von Speyer laßen sitzen in ihr freyheit und Recht/und guter gewohnheit/als sie bißher kommen seyndt/ und sie daran schirmen/ ohne alle gefährde wo wir mögen/ und derselben sollen sie uns herwieder beholffen sein an freyheit/ Rechte und gewohnheit/ als ferr sie mögen/ ohne alle geferde/ als davor geschrieben stat. Auch sollen wir Hertzog Rudolff den vorgenannten Burgern von Speyer beholffen seyn/ wo wir mögen ziemliche und gefälligliche ohne gefehrde/ dasselbe sollen sie uns auch herwieder thun gegen den/ die uffwendig ihr Stadt seynd. Es soll auch jederman umb ein jeglich gut Recht fordern/ wo ers zu Recht fordern soll/und soll auch jederman um ein jeglich gut zu Recht stehen/ da er zu Recht stehn soll/ ohne gefehrde. Darzu heißen wir Hertzog Rudolff denselben Burgern von Speyer/ daß ihn unser ambtleut beholffen sollen seyn und unser Vesten uff zu thun/ wo sie sein bedurffen/ und dasselbe sollen sie uns herwider thun/ und daß auch unser freundschafft und Einunge des te vester bleibe so haben wir Hertzog Rudolff Herrn Cunraden zu der Tauben/ und Götzen Lambuch/ Burgern von Speyer/ erwehlet und genommen von unsertwegen/ und haben die Burgere die zween auß unsern Burgmannen jenseit Rheins erwehlet/ Herrn Trigellin und Paules de Bißtum/ also würde zwischen uns und den unsern von einer seiten/ oder ihn von den ihren zu der andern seiten/ jenseit Rheins ein Bruch/ mag das nicht anders freundlicher verricht werden/ wenn dann die vier gemant und benant werden/ so sollen sie sich darnach in den nächsten acht tagen antworten in die Stadt Lautenburg/ und sollen dannen nimmer kommen/ sie haben ehe den Bruch beßelt zu dem Rechten oder zu der minne/ uf den aidt/ und wie sie das stellen/ das sollen wir zu beyden seiten steets halten/ ohne alle gefärde. Gewinnen aber wir zu beyden seiten dießeit Rheins under einander ein Bruch/ darumbe haben wir Hertzog Rudolff under den Burgern von Speyer die zween/ Herrn Engelmann von Bebingen und Wernher zu der Ecken genommen/ und dieselben Burgere under unsern Burgmannen diesseit Rheins die zween Rittere/ Herr Johann von Than und Herr Erpfen von Wingarten/ die sollen sich auch antworten in die Stadt Wormis/ ob es anders nicht verricht mag werden/ und nimmer dannen kommen/ sie haben denselben Bruch ehe gestellet zu der Minne oder zu dem Rechten/ uff den Aidt/ und wie sie es gestellen/ als davor geschrieben stehet/ das sollen wir zu beyden seiten steet halten. Wir Hertzog Rudolff geloben auch mit guten Treuen/ wenn unser lieber Bruder Ludwig in die gegend kommet/ daß wir ihn denn sollen halten und weisen mit Treuen/daß er die vorgenannte Theidung alle steet halte mit allen ihren Pünten und articuln und auch sie versiegeln und beschreiben/ als sie davor geschrieben seindt. Und darüber zu Urkunde geben wir Hertzog Rudolff den Brieff versiegelt mit unsern Ingesiegel/ und wir der Rath und gemeine der Burger von Speyer geben den Brieff besiegelt mit unser Stadt-Ingesiegel/ der geben ist zu Speyer/ da man von Christes geburth zahlte dreyzehenhundert jahr/ darnach in dem dreyzehenden Jahr an dem Sunnentage nach St. Nicolaus tage.

DLXXIV.

ANNO 1301.

Landfriede durch ALBERT I. **Römischen König die Bischöffe zu Straßburg und Basel/ die Landgraffen in Ober-und Nider Elsaß/ dann die Städte Straßburg und Basel/auff vier jahr in denen Gebieten der Bißzthümer Straßburg und Basel zu Wasser und Land aufgerichtet/ worinnen alle in diesem Land-frieden begrieffene bey ihren freyheiten erhalten/ und alle neue Zölle zu Wasser und Land aufgehoben/ dabey auch einige Richter gesetzt werden/ welche die Verbrecher des Land-friedens richten sollen. Geben ann.** 1301. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abs. I. p. 7.]

C'est-à-dire,

Paix publique établie par ALBERT I. *Roi des Romains avec les Evêques de* STRASBOURG *& de* BASLE, *& les Landgraves de la haute & basse* ALSACE, *comme aussi les Villes de* Strasbourg *& de* Basle *pour le tems de quatre ans, par eau & par terre, dans les Territoires desdits Evêques, portant, entr'autres choses, que toutes les Parties comprises dans ladite Paix demeureront dans leurs Droits, & Immunités, que les nouveaux Péages seront abolis & que le maintien de la tranquillité publique sera commis à certains Juges dont on convient. Fait l'an* 1301.

WIr Albrecht von Goß Gnaden/ der Römische Kunig/Friderich von derselben Gnaden Bischoff zu Strazburg/ Peter oech von Goß Gnaden/ der Bischoff zu Baßile/ umn wir die Landgraven in dem Ober-umn in dem Nieder-Elsaße/ Peter von Schonnecke/ der Meister umn der Rat/ umn die Bürgere gemeinliche von Strazburg/ Conrat der Schaler/ den man sprichet Rommelher/ der Meister umn der Rat/ umn die Bürgere gemeinliche von Baßile/ tunt kunt allen den/ die diesen Brieff gesehent und gehorent lesen; Daz wir der Kunig bi Unsern Königlichen Truwen/ umn wir die andern/ bi gesworenem Eide/ den wir getan hant/ überein sint kumen/ eines gemeinen Lantfriden/ von der Selse unz an die Bürse/ umn von dem Rine unz an den Masischen/ alse daz Bistum von Basile gat/ umn unsire Rines/ olse daz Bistum zu Strazburg gat/ hinan unze sante Johanneses Metz/ umn dannan über vier Jahr nach einander/ ane Undersatz vur Uns umn vur alle die Unsere/also doch/daß wir der Bischoff von Baßile/ umn die Bürgere von Baßile jen site Rines ungebunden sint/umn aber die hie disete Rines sint wir nut me schuldig noch gebünden zehelfenne/ wande von der Birse unz an die Sorne/ umn jensite Rines/ so ist niemon von des Friedens halben gebunden durch walt zehelfenne/ alle Pfaffen umn alle geistliche Lute/ umn aller Goz-Huser/ die sulent in diesume Frieden sin/umn sulent in irme Rechte/umn in irme Brihette bliben/umn alle edele Lute/ Graven/ Frien/ umn Dienstlute/ die diesen Friden gesworen hant/ zwischen den vorgeschriben Zilen/ oder noch schwernde werdent/ umn alle Stedte umn Burge/ umn Besteen/ umn Dorfer/ umn Dinghöven die in diseme Friden gelegen sint/ der soll inclichez bliben in sine Rehte/die Statt zu Strazburg sol mit Namen bliben in irme Rehte/ umn in irre Brihette/ ouch sol die Stat zu Baßile mit Namen bliben in irme Rehte/ umn in irre Brihette. Wir Friederich der Bischoff von Strazburg/ umn wir Peter der Bischoff von Basile verjehent des/ daz weder wir/ noch ieman der in Unsern Bistumen ist gesetzten/ beholfen sol sin von dies Land Fridens halben umbe deheiner shlohte Dingen die beschehent sint vor den Winachten/ die nu warent. Die nuwen Zolle sulent auch abesin/ swa sie gemachet sint/ uf dem Lande/ oder uf dem Wassere/un swer diesen Friden brichet/ beschihet daz in Unserene dies Kuniges Gerehte/ daz sol der/ an dem er gebrochen ist/ oder sine Frunt an Unsere Pflegere/die hie nidenan genemet sint/selbe vordere/ oder mit gewissen Boten umn Briefen/umn sulent Unsere Pflegere Zehent ane Geverde uf den Eit Botschafften/ umn enbieten dem/ der den Friden gebrochen hat/ daz er in den nehesten achte Tagen daz wider tu umn bessere/ daz er also begangen het/ tut er dies nut/ so sol derselbe unser Pfieger alle die von aller der vorgenanten Herren wegen dirre Fride gesetz ist/ die hie niedenan mit Namen beschriben stant/ die sol er alle manen mit Botten/ umn mit Brieven uf den Eit/ ob er ez mit seiner Macht ane sie nut volleenden mag ane Geverde/ und sulent die denne als ez hie niedenan bescheiden ist/ in den nechsten achte Tagen dernach so sie gemannt werdent/bi irme Eide mit solicher Helfse umn mit solicher Macht/ als sie alle oder die zweiteil under in überein kument/ uf den Eit den twingen/ der den Friden gebrochen het/ daz er wider tu umn bessere/ daz er wider den Friden getan het/ mag aber er ez ane die andern gebessere mit siner Macht/ so sol men niemanne me manen umbe Helfe; Wirt aber dirre Friden gebrochen in Unserme des Bischoffes gerehte von Strazburg so sol mans vordern alse da obenen geschrieben stat an die/ die von Unserem wegen

ANNO 1301. derzu geſetzet ſint / umm hie niedenan geſchrieben ſtant / umm ſulent die denne uf den Eit beide umbe daz wider tun / umm umbe daz beſſern tun / umm gebaren in alle wis / alſe da obene von dies Kuniges Pflegeren geſchriben ſtat; Jn dirreſelben Wiſe ſol men tun ane alle Geverde / obe der Friede gebrochen wirt / do mens an den Biſchoff von Baſile / oder an die Lantgraven in Ober-umm Under-Elſatze vordern ſol / umm ſulent die / die von wen wegen derzu geſetzet ſint / umm hie niedenan geſchriben ſtant / derzu tun / uf den Eit in alle Wis / alſe da obene geſchrieben ſtat. Wirt aber er gebrochen / do ez die Burgere von Strazburg ane gat / da ſol mens vordern ane den / der denne wiſſenthaft Burgermeiſter iſt / umm ſol der denne uf den Eit ſchaffen / ſwelich Burger von Strazburg den Frieden gebrochen hat / daß er daz darwider tu / umm beſſere in den nehеſten achte Tagen; Geſcheche daz nich / ſo ſulent die andere Burgere alle von Strazburg umm die anderen des Friedens Eitgenoſſen den twingen / alſe davor von den andern geſchriben ſtat. Zu glicher Wiß ſol der Burgermeiſter von Baſile tun / obe dirre Friede gebrochen wirt / do ez die Burgere von Baſile ane gatt zu beſſerende alles mit der Beſcheidenheit / die hie niedenan geſchrieben ſtat. Alle Geſte umm alle frömede Lute / ſie ſint varnde / blibende oder weſende in dem vorbeſcheidenen Begriffe / die ſulent diſen ſelben Friden han / als es da obenan beſcheiden iſt. Wirt auch ieman gevangen in dis Frides Begriffe / umm wirt darus gefüret / da ſulent alle dis Fridens Eitgenoſſen bi dem Eide ir helfe / umm ir Macht zu tun / daz der gevangene lidig werde / umm ſolch Unrecht gebeſſert werde mit irre Macht / alſe die überein kumment uf den Eit an die dirre Fride geſezet iſt / ſie alle oder daz zweiteil under in. Wurde aber der Lantfride gebrochen obwendig der Birſe untz an den Howenſtein / umm untz an Goldenfels / derzu ſint die / die inwendig des Ockenbaches geſeſſen ſint / helfe mich gebunden / umm ſulent aber alle die / die obwendig geſezet ſint helfe untz dargebunden ſin / Richet och ieman deheine tot Gevehte odr Wunden / die untz her geſchehen iſt / umm noch unverſümet iſt / do mitte iſt dirre Frieden nut gebrochen / ſwer aber vurbas wunt wirt / den ſol men rihten / alſe men in von Wunden rihten ſol / umm ſwer erſchlagen wirt / des Frunden ſol men rihten / alſe men davon ze rehte rihten ſol in den nehеſten achte Tagen. Men pfendet öch wohl umbekumliche Korngulte / umm Wingulte umm Zinſe / umm gat daz öch nut an den Lant-Frieden / anderes ſol nieman den andern pfenden ane gerichte. Hett ſich aber ieman verbunden mit ſinen Brieven / daz men jn pfenden ſule ane Gerichte / den ſol men pfenden an ſine Eigene / an ſine Erbe / an ſine Lehene / umm an ſine Pfande. Hett aber ein Gotzhus oder ein Cloſter-Gut oder Lute darüber er Voget iſt / an dem Gute umm an den Luten ſol men jn nut pfenden / ſwa die / an die dirre Fride geſezet iſt / alle oder die zweiteil übereinkumment uf den Eit daz ein Herre / oder ein Statt / oder ein Burg / oder ein Dorff / do der Fride gebrochen wirt / ſelbe mugent gebeſſern / daz damitte der Frieden gebrochen wirt / do ſol men niemant me zu manen umbe helffe. Da ſie aber überein kumment uf den Eit alle oder die zweiteil / daz men helffen ſoll / ſwer denne der nicht kumnet / mit ſolicher Maht ane geverde / alſe ſie über ein kument uff den Eit / der ſol meineidig umn truwelos umn erlos ſinn / umm ſol uſwendig dis Frides ſin / umm ſol men abe ime rihten / umn en ſol ime nieman rihten / ſwa mitte dirre Frieden gebrochen wirt / das ſoll men wider tun / umm beſſere alſe die an die ez geſeſſet iſt / ſie alle oder die Zweiteil under in uff den Eit übereinkumment. Were aber / daz ſie ſich davon machtent / umn die Beſſerunge verzugent durch Mutwillen / ſo ſulent ſie meineide ſin / umn uſwendig dis Fridens ſin. Jrret aber ir deheinen ehefftiger Not / oder Herren Not / oder einre Lihte ſturbe / ſo ſoll der Herre von dies wegen er darbi was / einen andern darzu ſchicken an ſine ſtatt ane alle Geverde; der ſolle öch denne ſweren / alſe der erſte geſworen hане / umm ſo er geſwort / ſo iſt der Eit ſtete; alle die gut / die zu Erben geluhen ſint von Alters her / die ſulent in der Gewonheite ſtan / als ez herkumen iſt / diewile dirre Fride wert / ſwer dieſen Frieden nicht geſwehrt / idermann vor ſinme Richter in den nehеſten zwein Manden / ſo dirre Fride gekundet wirt von Stetten zu Stetten / von Burge zu Burge / von Dorfe zu Dorfen / die ſoll men dernach nut me enſahen in dieſen Friden / umn ſoll ime öch nieman rihten / umm ſoll men abe ime rihten; Sprichet aber der Richter / er habe nut geſworen / bezuget er denne mit zwein erſamen Mannen / daz er geſworen habe / dieß ſol er genieſſen; Jſt aber ieman uſwendig Landes / oder ſiech / oder gevangen / ſo er dies entladen wirt / ſo gat alreerſt dieſe Satzunge überein. Die Prelaten / die Tumherren / umn die Pfaffen die ſint dies Eits erlaſſen durch Erbarkeit. Dis ſint / die wir der Kunig Richtere über den Frieden geſeſſet hant van unſern wegen / Johannesen Ulrichen von dem Hus / Johannesen den Schultheißen von Ohenheim; So han wir der Biſchoff von Strazburg von unſere wegen geſetzet Herren Cunen von Geiſpoltzheim / umn Herren Cunen von Butenheim / umn wir der Biſchoff von Baſile / Johannesen von Wartenwels / der unſer Pfleger iſt zu Schwarzenburg; So han wir die obere Lantgraven von unſere wegen geſeſſet Herren von Schönenburg / der geſeſſen iſt zu Enſißheim; So iſt von dies niederen Lantgraven wegen / Her Walter von Matzenheim; So iſt öch von der Burgere wegen von Baſile / der ir Bürgermeiſter iſt; So hant öch die Burgere von Strazburg iren Burgermeiſter / der ſoll ie einen zu ime nemen / der die drizehen Wochen vur ſich mit ine vare; daz diß war umn ſtete ſie / darumbe han wir die vorgenannten Herren umn Stette unſer Jngeſiegele zu einer Urkunde an dieſen Brief gehencket / der wart beſiegelt / do men von Goz Geburt zahlte drizehundert Jar / umn ein Jar. ANNO 1301.

DLXXV.

Traicté de Treves accordé entre les ROYS DE FRANCE *&* D'ANGLETERRE *jusques a la Feſte St. André* 1302. *en laquelle eſt compris* JEAN DE BAILLEUL *Roy d'Escoſſe, apres pluſieurs proteſtations du Roy d'Angleterre qu'il ne tenoit ledict* Jean de Bailleul *pour Roy d'Escoſſe, ni les Escoſſois alliez du Roy de France, Confirmé a Lynlinſen le 26. Janvier* 1301. [Pièce tirée des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin reliez en rouge.] 26. Janv

EDUUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, a tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Sçachent tous que comme aucuns Traictez cent eſté entre nos Meſſagers pour nous & en noſtre nom d'une part, & les *Roys du Roy de France noſtre trescher Coſin pour li & en ſon nom d'autre part, en la maniere qui s'enſuit: * Peut-être Gens, ou Envoyés.

Traicté & accordé eſt a Asnieres entre les gens de noble Prince Philippes par la grace de Dieu Roy de France. C'eſt aſſavoir Le Comte de Sainct Paul, Le Comte de Urnes, Monſieur Hugues de Bonvilliers, & Monſieur Pierre Flotte, Chevalliers de celi Roy d'une part & les Meſſages du noble Prince Eduuard par celle mesme grace Roy d'Angleterre Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, C'eſt aſſavoir L'Evesque de Cestre, Le Comte de Nicole, L'Archidiacre de Richemond, & Jean de Verebich, Chanoine de Varwik d'autre, que comme aucuns Traictez de Paix euſſent eſté eus ja pieça entre les gens ledict Roy de France, & les gens dudict Roy d'Angleterre, & a ce que cil Traicté veniſſent plus legierement a effect, ledict Roy de France euſt envoyé audict Roy d'Angleterre ſes Meſſages, c'eſt aſſavoir L. Abbé de Compiegne, Monſieur Aubert de Hangeſt, & Mᵉ. Pierre de Flancagny, par leſquels il le fit requerre, ſi come altrefois avoit faict par autres Meſſages & Lettres eſpeciaux, que des guerres, des moleſtations, & de griefz que il faiſoit a Jean de Bailleul, & as Escotz, il ſe ſouffreſiſt & ceſſaſt, & ladicte voye pourparlée ou tractée de paix deſſusdict ne euſt pas lors eſté pourſuivie par aucuns certains empeschements, & ledict Roy d'Angleterre ait noellement envoyey au Roy de France ſes Meſſages deſſus nommez pour la pourſuitte dudict Traicté de Paix entre lesdicts gens le Roy de France en ſon nom & pour li, & lesdict Meſſages en nom dudict Roy d'Angleterre & pour li a eſté traictié & accordé, que les Meſſages le Roy de France, & les Meſſages le Roy d'Angleterre s'aſſemblerent a Muſteroll a la quinzaine de Pasques prochaines a venir, pour ledict Traicté de Paix pourſuivre & mettre a fin, a l'ayde de celuy qui eſt faiſeor & actour de paix; & pourceque ledict Traicté requiert procez & aucun aloignement de temps, Trieve & accordée & priſe entre le Roy de France pour li & pour Jean de Baillol que il nommé Roy d'Escoſſe & ſon allié, & les Escotz que le Roy de France tient pour ſes alliez, leſquels ledict Roy d'Angleterre, ne ſesdicts Meſſagers ne tiennent por ſes alliez autres que les ſusdicts Escotz & ledict Roy d'Angleterre por li & por ſes alliez des maintenant jusques a la feſte Sainct Andrieu qui ſera l'an de grace Mil trois cents & deux le jour de celle feſte enclos en ladicte Trieve les conditions & les declarations, qui furent miſes en l'autre Trieve priſe a Tournay entre lesdicts Roys, ſi comme elles ſont contenues ez Lettres faictes ſur ce eues pour miſes, & pour expreſſes en cette preſente Trieve, tant comme elles ſont & poont faire a la ſeureté, & a la fermeté, & a la declaration de la garde de cette Trieve. Ce excepté que entendu n'eſt pas que le Comte de Bar, ou les Bourgoings qui ſont venus a paix au Roy de France, Guy jadis Comte de Flandres, & ſes Enfans ſoient tenus pour alliez dudict Roy d'Angleterre, & excepte ce que ledict Roy de France tenra en ſa main les terres & les choſes immeubles priſes ſur les Escotz, ſi comme il eſt cy deſſous escrit.

Item eſt accordé que les terres & poſſeſſions, les rentes, heritages, & toutes les choſes immeubles que le Roy d'Angleterre, ou autre de ſa part ont pris ou conquis, lequel ledict Roy de France dict occuper ſur le deſſusdict Jean de Bailleul ou ſur les Escots

ANNO 1301. Escots depuis que les Meſſages du Roy de France devant nommé vinrent audict Roy d'Angleterre, ou qui ſeront priſes ou conquiſes avant la ratification de ce preſent Traicté de Treves faicte par ledict Roy d'Angleterre, ſoient en la main dudict Roy de France, tant que a la Touſſainct prochain a venir, Lesquiex terres, c'eſt aſſavoir celles que ledict Roy d'Angleterre, & le Comte de Nicolle tiennent, is ont desorendroit mis par parolle en main dudict Roy de France, & les y mettront purfait dedans la quinzaine de la Chandeleur prochain a venir, & les autres terres tenuës par autres dedans le mesme terme.

Item eſt accordé que les Chaſteaux, les Fortereſſes, les Juſtices, les Seigneuries & les Gouvernements desdictes terres ſeront tenus & gardez en la main dudict Roy de France, jusques au terme de Touſſaints avantdict par le Duc de Bourgongne, ou par celi ou ceux qu'il y eſtablira por li qui ne ſoient ſoupçonnieux notoierement, s'il en veut, ou peut prendre la cure & la garde, ou par le Comte de Aubemarle ou par celi ou ceux qu'il y eſtablira por li qui ne ſoyet ou ſoient ſoupçonneus notoirement, & li Duc ſe vouloient, ou pouvoit entremettre, & le terres gueaignables desſusdictes pourra faire ledict Roy de France bailler a gaaigner par quelconque gent luy plaira, & les fruicts, les rentes, & iſſuës & proffits desdictes terres, tant gaaignables, comme autres, il pourra retenir ou donner a qui que il li plaira & en faire du tout a ſa volenté, durant le temps qu'il les doit venir ſauver, & excepté que le menu peuple du pays, Seigneurs de terres qui ſont en leurs propres terres, qu'ils avoient devant la venuë des deſſusdicts derrains Meſſages du Roy de France audict Roy d'Angleterre de heritage ou a certain temps ſelon la couſtume du pays ne ſeront pas oſtez, & rendront audict Roy de France ceux qui tiennent les terres a gaignables a temps a certaine penſion tiele penſion par ledict temps que ledict Roy de France les tenra en ſa main, lesquelles choſes tant terres gaaignables, comme Chaſtiax, Seigneuries, Fortereſſes, & toutes les choſes qui ſeront miſes en la main dudict Roy de France par cette raiſon, en la maniere que elles y ſeront miſes, ledict Roy de France promettra en bonne foy por li, & pour ſes heirs audict Roy d'Angleterre, & a ſes heirs qui rendra entierement, & remettra en la main dudict Roy d'Angleterre, ou de ſes heirs, ou de ceux qu'il eſtablira & eſtabliront por ens & dedans la feſte de Toſſaints deſſusdicte ſe effect, que ia n'avieigne, ne s'enſuivoit du Traicté desſudict & ſe paix n'eſtoit faicte dedans ledict terme, & ledict Roy d'Angleterre, & ſon fils aisné doivent donner aide & garder de force ceux qui ſeront eſtablis a la garde deſſudictes Treves, & leur donra le Roy d'Angleterre, & fera donner ſeur & ſauf conduit par tout ſon pouoir apres la Treve faillie, ſe paix, que n'avieigne, ne s'enſuivoit dudict Traicté, a ſe partir a toutes leurs choſes desdictes terres, & a retorner en leurs lieux, & comme li Roys de France faſſe retenuë que ſauve ſoit a li la pourſuitte des choſes deſſusdictes, & des autres qu'il dict que le Roy d'Angleterre a pris ou occupé ſeur li puis la dicte premiere Trieve, & des damages & ſurpriſes que lidict Roy de France dict qui ont eſté faites par ledict Roy d'Angleterre, ou par ſa partie audict Roy de France durant la Trieve, plaiſt bien asdicts Meſſages en nom dudict Roy d'Angleterre que ſe aucuns damages ayent eſté faicts audict Roy de France, ou as ſiens, exceptez lesditz Jean de Baillol & Escotz que ledict Roy d'Angleterre ne ſesdicts Meſſages ne tiennent pas pour alliez dudict Roy de France, jaçoit ce que ſa gent dient le contraire par le Roy d'Angleterre ou par les ſiens durant la Trieve, qu'ils ſoient amendez, ou redreciez, ſelon la fourme de la Trieve ou ſouffrance, ſauve auſſy aû Roy d'Angleterre ſa pourſuitte des ſurpriſes, occupations, & autres damages qui li ont eſté faicts par le Roy de France, ou par les ſiens durant la Trieve avantdicte, & comme lidict Roy de France ait faict retenuë que ſauve ſoit a Jean de Baillol que il nomme Roy d'Eſcoſſe & ſon allié, lequel le Roy d'Angleterre, ne ſes Meſſages ne tiennent alliez ne a Roy dudict Roy de France, & as Escots, que il nomme ſes alliez, leſquels le Roy d'Angleterre, ne ſes Meſſages ne tiennent pas ſes alliez, la pourſuite des choſes deſſusdictes, & autres qu'il dict qui ont eſté pris & occupez ſur lesdicts Escots puis ladicte premiere Trieve, & encores des domages & ſurpriſes de lidict Roy de France dict qui ont eſté faictes par le Roy d'Angleterre, ou par ſa partie asdicts Escots, durant les trieves, ne entend pas le Roy d'Angleterre ne ſes Meſſages que lesdicts Escots ſoient contenus en la devant dicte premiere Trieve, par quei il ne leur eſt tenu a nulle reſtitution, jaçoit ce que les gens le Roy de France dient le contraire. ANNO 1301.

Et toutefois entend, veut & promet ledict Roy de France que lesdictes Terres, Chaſtiax, Seigneuries, Fortereſſes, & toutes les choſes qui ſeront miſes en ſa main par cette cauſe ſoient renduës & rebaillées entierement audict Roy d'Angleterre, ou a ſes hoirs, ou a ceux qui eſtablira, ou eſtabliront pour eux, a ce, ſi comme eſt deſſudict, dedans ledict de Touſſaints avantdict, non contreſtant article ou proteſtation contenue en ces Lettres ou autre choſe que avenir peuſſe, ſe paix ne ſe ſuivoit, ſi comme eſt deſſusdict, & toutes les choſes deſſusdictes, & chacune d'icelles, ſi comme elles ſont deſſus deviſées, lesdicts Meſſages le Roy d'Angleterre tenront, garderont & accompliront, tant comme en eux eſt, & procureront que ledict Roy les tenra, accomplira & gardera fermement & loyaument en la maniere qui eſt deſſus escrit, & de ce envoyera ſes Lettres ouvertes au Roy de France contenant les parolles desſusdictes, euſt aſſavoir que jaçoit ce que les gens le Roy de France appellent touſiours Jean Roy d'Eſcoſſe, & dient que li & les Escots ſont alliez audict Roy de France, les Meſſages le Roy d'Angleterre maintiennent touſiours le contraire, & l'appellent Jean de Baillol, & dient qu'il n'eſt pas Roy d'Eſcoſſe, ne li ne ſes Escots ne ſont pas alliez audict Roy de France.

Nous les Traictez deſſusdicts, & toutes les choſes deſſus escrittes, ſi comme elles ſont deſſus escrittes, ni comme elles ſont deſſus expreſſes & diviſées, voulons, loons, agreons, & approuvons & promettons en bonne foy les tenir, garder & accomplir fermement, & loyaument, tant comme en nous eſt.

Données a Lenlynſen le vingt ſixiesme jour de Janvier l'an de grace Mil trois cents un, & de noſtre Regne le trentiesme, & ſcellée ſur le reply en double queuë d'un grand ſceau de cire jaulne pendant.

DLXXVI.

Contract de Mariage de PHILIPPE *de Savoye Comte de Piémont, & d'*ISABELLE *Princeſſe d'Achaïe, paſſé à Rome le 7. de Fevrier* 1301. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 102.]

7. Fev. SAVOYE ET ACHAÏE.

NOus ISABEAUS *Princeſſe d'Achaye* feiſons aſſavoir à tous cehaus que ces preſentes Lettres verront & orront: Que cum ſe ſoit chouſe que traitement & parolles ſoient de Mariage fere entre nous & Noble Baron & Aut *Monſieur* PHILIPPE *de Savoye* por la manit des Reverens Peres de Monſieur Lucha del Fleſt & de Monſieur Leonard Vesque d'Albana & por la Dieu grace Cardinalx de Rome & por l'antroit & por le Commandement de Saint Pere Monſieur Boniface por la miſeration Divina Appoſtoile de la ſainte Egliſe de Rome en lequel traictement nous demandons & requerons ledit Monſieur Philippe qu'il viegne en noſtre preſence & amenit avec li certaine quantité de gens d'armes à cheval & à pé por deffendre & maintenir noſtre guerre encontre noſtres Ennemis, & ledit Monſieur Philippe nous requiert, que nous li doyons pouvoir de noſtre Terre & noſtre Princey pour le travail de ſon corps & pour les despans que il & ſes gens feront pour aller en noſtre Princée, en tel maniere que les chouſes que nous li donrons ſoient ſiens ſe enſſi advenoit que Nous & li ne feiſiens heoirs enſemble qui reſtas noſtre heritage & noſtre Prince. Et nous voyans & recognoiſſans que ledit Monſieur Philippe demande & requis choſe juſte & rayſonnable, & qu'il ne ſeroit avenant qu'il perdiſt avecques nous ſon temps ne ſon travail, ne ſes despans qu'il fera por luy & por ſes gens por aller en noſtre Terre. Et voyans qu'il nous eſtoit beſoin qu'il maintiegne & deffande nous & noſtre Terre & face noſtre guerre. Pour ce Nous de noſtre bonne vollenté donnons & feiſſons Donation pure & mere entre Vis & norevocable audit Monſieur Philippe de Savoye devant que Matrimonie ſoit fait ne compli & devant qu'il nous hait eſpoſée. C'eſt aſſavoir du Chaſtel & de toute la Chaſtellainie de Corinthe & de la Ville avec toutes ſes raiſſons & appartenances & droytures & plene Jurisdiction & Seignorie, tant ce que nous tenons à noſtre Demaine comme fieuz & hommages, & toutes autres raiſſons & appartenances que à ladite Chaſtellanie de Corinthe appertiegnent & pourroient appertenir, en tel maniere que ſe nous & le di Monſieur Philippe ferons heoirs enſamble qu'il ſoit hoyrs & Princes de noſtre

ANNO 1301. Terre & de noſtre Princée,que cette Donation ſoit caſſe & vane & de nulle valour. Et ceſte Donation feiſons nous audit Monſieur Philippe en tel maniere qu'il ſoit quité, & ſi l'en quittons del ſervice de ſon Corps à toute ſa vie qu'il devroit fere ou ſeroit entenus par ces chouſes que nous li havons données enſi comme cydeſſus ſe contient. Et porce que cette chouſe ſoit ferme & ſtable, nous havons données ces preſentes Lettres ouvertes audit Monſieur Philippe ſcellées de noſtre grand Seel pendant qui furent eſcriptes à Rome à VII. jours du moys de Fevrier, l'an de noſtre Seigneur JESUS-CHRIST, mil & trois cent & uns de la quatorzieme Indicion.

DLXXVII.

3. Août. *Venditio Marchiæ* Luſatiæ *per* THEODORICUM *Juniorem Landgravium Thuringiæ Orientalis & Luſatiæ Marchionem*, BURCHARDO *Archiepiscopo Eccleſiæque Magdeburgenſi. Actum in Damis in Inventione S. Stephani Proto-Martyris.* 1301. [CHRIST. GOD. HOFMANNUS in Append. Diplomat. & Document. Hiſtoriam Luſatiæ illuſtrantium Tom. IV. Scriptor. Luſaticor pag. 183. BALBINUS inter Litteras publicas de Bohemia Miscellan. Hiſtoric. adjectas. Part. V. Vol. I. pag. 259. LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. im Anhang von der Lauſitz pag. 4. d'où l'on tire cette Pièce.]

NOs Theodoricus Junior Thuringiæ Landgravius Orientalis & Luſatiæ Marchio. Recognoscimus præſentibus lucide proteſtantes. Quod nos cùm *Venerabili in Chriſto Patri, Domino Burchardo Sanctæ Magdeburgenſis Eccleſiæ Archiepiscopo* & ſuæ Eccleſiæ, *terram* ſeu *Marchiam Luſatiæ* cum proprietatibus inibi exiſtentibus, & cum omnibus ſuis Juribus & pertinentiis, cum bonis infeudatis, & non infeudatis, cum munitionibus, Oppidis, Caſtris inferius annotatis in eadem Terra ſeu Marchia exiſtentibus; Item in diſtrictibus, diſtinctionibus, viis & inviis, molendinis, agris, cultis & incultis, ſylvis, lignis, nemoribus, pratis, pascuis, aquis, aquarumque decurſibus, piscationibus, advocatiis, theloneis, monetis & cum omnium prædictorum Jurisdictionibus, uſibus, utilitatibus, fructibus, ad prædictam *Terram* ſeu *Marchiam Luſatiæ* attinentibus pro ſex millibus Marcharum Argenti vendidiſſemus, & ejusdem Terræ ſeu Marchiæ proprietates donaviſſemus, prædictamque Terram, ſeu Marchiam cum Luſatiæ attinentibus omnibus, & ſingulis prænominatis; Inſuper cum Miniſterialibus, Vaſallis & Mancipiis & aliis hominibus, cujuscunque conditionis exiſtant in jam dicta Terra, ſeu Marchia commorantibus, in ſupradictum Dominum Archiepiscopum, & ipſius Eccleſiam liberè & perpetuò poſſidenda transtuliſſemus. Idem *Dominus Burchardus Magdeburgenſis Eccleſiæ Archiepiscopus, dictam Terram ſeu Marchiam*, cum omnibus & ſingulis prænominatis, nobis in verum & juſtum & rationabile feudum rationabiliter contulit, idem feudum, ſeu Jus feudale utilis Dominii, quod ad nos nunc dignoscitur pertinere, ex tunc ad eundem *Dominum Burchardum*, & ipſius Eccleſiam Magdeburgenſem liberè devolvetur, ut idem Dominus Burchardus Archiepiscopus, & ſua Eccleſia Terram ſeu Marchiam prædictam, cum Miniſterialibus, Vaſallis, Municipiis, ac omnibus juribus & pertinentiis ſuis ſuprà nominatis, omni impedimento remoto, habeat & poſſideat, non ſolùm quoad Dominium, ſed etiam quoad poſſeſſionem liberè & pacificè, pleno Jure, ex tunc, etiam Miniſteriales, Vaſalli, Mancipia & homines cujuscunque conditionis exiſtant in iſta Terra dicta ſeu Marchia commorantes immediatè ad eundem Archiepiscopum ipſiusque Eccleſiam pertinebunt. Ex quibus ſiquidem Miniſterialibus & Vaſallis nonnulli ipſi Domino Archiepiscopo nomine ſuæ Eccleſiæ jam homagium præſtiterunt. Item præſentibus proteſtamur, & bonâ fide promittimus, quod bona, Jura feudalia, infeudata & non infeudata, Terræ ſeu *Marchiæ* prædictæ, prædicto Domino Archiepiscopo, & ipſius Eccleſiæ, à nobis vendita & reſignata, & per nos in ipſum tranſlata absque omni dolo & fraude tenebimus, quæ ſiquidem bona idem Dominus Archiepiscopus jam fidelibus & miniſterialibus ſuæ Magdeburgenſis Eccleſiæ feudali titulo contulit ſuæ Eccleſiæ poſſidenda. Principatum verò *Domino Romanorum Regi*, ad manus prædicti *Archiepiscopi*, & *ſuæ Eccleſiæ* reſignabimus, cum ab eodem *Domino Archiepiscopo*, aut à *ſuo ſucceſſore* fuerimus requiſiti. Quem quidem *Principatum* prænominatus *Dominus Archiepiscopus, aut ſuus ſucceſſor*, nobis conferet & conferre tenebitur, prout Principatus conferri principaliter conſueverunt. Inſuper recognoscimus per præſentes & nos præſentibus obligamus: Nos procuraturos, & facturos, quod *Dominus Albertus* dilectus *Pater noſter* & *Dominus Fridericus dilectus frater noſter*, venditioni, donationi proprietatum & traditioni hujusmodi ſuum conſenſum adhibebunt, liberum & expreſſum, & venditionem, donationem & traditionem, prædictas à nobis gratas & factas habebunt, firmiter ratas, ita quod prædictus *Dominus Albertus Pater noſter* infrà hinc & proximum exſtans *feſtum Natalis Domini*, ſuas patentes Literas ipſius ſigillo ſigillatas conſenſum & ratihabitionem hujusmodi continentes per ſuum miniſterialem, qui vulgariter appellatur Jngebarw / Deneſtnann / utpote per Pincernam, Dapiferum, Camerarium aut Marschalcum ipſius eidem Domino Archiepiscopo & ſuæ Eccleſiæ deſtinabit. Hoc idem etiam faciet, & eodem modo frater noſter jàm prædictus infra ſubſequentem Annum à data præſentia numerandum. Ut autem conſenſum & ratihabitionem Patris & fratris noſtri prædictorum, infrà terminos prædictos efficere & procurare teneamur, nos oppidum, ſeu munitionem *Chubin*, *Schidelowe*, cum hominibus & bonis infeudatis, & non infeudatis, cum omnibus Juribus & pertinentiis ſuis, etiam ab illa parte aquæ, quæ *Sprewa* dicitur, in qua quidem parte prædictum Oppidum *Chubyn* ſitum eſt, obligavimus, & præſentibus obligamus, ità videlicet, quòd ſi utriusque ſeu amborum conſenſum & ratihabitionem, & conſenſum continentes hujusmodi minimè procuraverimus, ut eſt dictum, ex tunc idem Oppidum & Caſtrum cum omnibus Juribus & attinentiis prædictis, quoad Dominium & poſſeſſionem perdere debemus, & ipſi Domino Archiepiscopo, & ſuæ Eccleſiæ acquiri debet & liberè præſentari, ut idem *Dominus Archiepiscopus & ſua Eccleſia* prædictum *Oppidum & Caſtrum* cum ipſorum pertinentiis habeat ac poſſideat perpetuò pleno Jure. Item recognoscimus per præſentes, quòd ſi feudum, ſeu jus feudale noſtrum, quod in Marchia prædicta habere, & retinuiſſe dignoscimur, aliquâ neceſſitate cogente, utpote propter captivitatem noſtram, aut noſtrorum hominum, aut propter guerras habitas vel habendas, vel propter rerum inopiam, aut propter onera debitorum neceſſe haberemus vendere vel infeudare, aut modo quolibet alienare, hoc prius prædicto *Domino Archiepiscopo*, & ſuæ Eccleſiæ denunciare debemus, & ipſis comparanda ſeu emenda exhibere. Quod ſi idem *Dominus Archiepiscopus* & ipſius *Eccleſia* ea comparare, ſeu emere voluerint, hoc facient ad æſtimationem, ſeu Arbitrium *Richardi de Alsleve Magdeburgenſis Curiæ Dapiferi*, *Henrici de Alsleve*, *Hermanni de Wederden* dicti de *Warmpoterp* Miniſterialium Magdeburgenſis Eccleſiæ, nec non *Friderici de Cholchenberg*, *Friderici de Iſtrele*, *Ottonis de Ilborch* dicti ſalvi Miniſterialium Eccleſiæ, qui ad æſtimandum valorem juris noſtri, quod in dictis bonis habemus, & ad ordinandum terminum, ſeu diem ſolvendæ pecuniæ per prædictum *Dominum Archiepiscopum* & ſuam Eccleſiam, & per nos ſunt communiter deputati, & ſi aliquem de prædictis noſtris arbitris ab hac vita decedere contigerit, in locum defuncti ſubſtituemus, æquè dignum infrà proximum menſem, poſtquam ſuper hoc per prædictum *Dominum Archiepiscopum* fuerimus requiſiti; hoc idem debet facere & faciet *Dominus Archiepiscopus* ſupradictus, quod ſi non fecerimus, *Lipsk* intrabimus, prædictus verò Dominus Archiepiscopus Magdeburgenſis ad Jacendum intrabit, inde nullâ nocte exhibimus, donec per nos aut per jam dictum *Dominum Archiepiscopum*, in locum defuncti æque dignus fuerit ſubrogatus, ſi autem dictus *Dominus Archiepiscopus*, & ſua Eccleſia jus noſtrum, quod habemus in prædictis bonis, nollent emere, vel non poſſent, poſtquam ipſis à nobis eſſet exhibitum, vel per ſex dictos Miniſteriales fuerit æſtimatum, ex tunc aliis ſeu alii in feudum conferre, vendere, obligare vel alio modo alienare, licitè poterimus cuicunque; dummodo juri dicti *Domini Archiepiscopi* & ipſius Eccleſiæ in nullo præjudicium generetur. Nomina verò Caſtrorum, Oppidorum, munitionum, terminorum, diſtrictuum prænominatæ Terræ ſeu *Marchiæ Luſatiæ* ſunt hæc; prædicta enim Terra ſeu *Marchia Luſatiæ* incipit ab illa parte aquæ *Damis*, & continet in ſe Terram *Zarowe*, item prædicta Terra incipit ab *Oelſtera* nigra & protenditur usque ad Oderam, & ab Odera usque ad flu-

ANNO 1301.

ANNO 1301. fluvium *Stube* & à fluvio *Stube* usque ad fluvium *Boberæ*, & ſpecialiter in ſe continet terram *Sarowe*, quæ ex *Stube* usque ad fluvium Boberæ extenditur usque ad terminos Poloniæ, & usque ad terminos terræ *Budeſſinenſis*. Item continet in ſe curiam *Preluz* & Oppidum *Trebule*, item Caſtrum *Golſchin* & Oppidum & Caſtrum *Lucowe*, Oppidum *Chubin*, & Oppidum & Caſtrum *Lubratz*, Caſtrum *Schedolove*, Oppidum & Caſtrum *Sprevenberg*, Curia *Dannerode*, Oppidum *Kalove*, & novum Caſtrum apud *Kohebutz*, cum Oppido & Caſtro *Kohebutz*, Caſtrum *Lubbenov*. Item Caſtrum & Oppidum *Vredeburch*, Caſtrum & Oppidum *Scheickendorp*, Caſtrum & Oppidum *Trebitz*, Curia *Zinnicz*, Caſtrum Rychenwalde, Curia *Reineswalde*, cum Villis, molendinis, ſylvis, nemoribus, fluminibus & aliis ibidem attinentiis, prout ſuperiùs eſt expreſſum. In cujus rei evidens teſtimonium præſens Scriptum inde confectum noſtri ſigilli munimine fecimus communiri. Teſtes ſunt honorabiles viri, *Bernhardus* Præpoſitus dictus de *Welpia*, *Ropertus de Mannsfeld* Camerarius, *Otto de Brzerma Cantor*, *Burchardus de Schrapelo* Magiſter, *Heidenricus de Zupz*, *Heinricus de Brunnenberg*, Canonici Magdeburgenſis Eccleſiæ. Nobiles Viri *Conradus de Wersberg*, *Heningus de Phula* dictus *Strutz*, *Richardus de Alslewe*, Magdeburgenſis Curiæ Dapifer, *Heyno Gumbertus* & *Joannes de Alslewe*, *Hermannus de Wederden*, dictus *de Warmpater*, *Ghereereus Landhoy*, *Joannes de Wrecelewe*, *Joannes Burggravius de Lynorch*, Milites & Miniſteriales ſupradictæ Magdeburgenſis Eccleſiæ, nec non *Otto* & *Bado de Tlborch* junior, *Tredehelinus de Kodebuz*, *Fridhelinus* & *Bernhardus* fratres *de Pach*, *Joannes* & *Hermannus Burggravii de Gholſyn* fratres *de Landesberg*, *Albertus Knuth*, Joannes & *Guntherus* fratres *de Ghelnowe*, Milites & Miniſteriales noſtri & quàm plures alii fide digni. Actum & datum in *Damis* Anno M. CCCI. in Inventione Beati Stephani Proto-Martyris.

DLXXVIII.

13. Dec. *Litteræ* BOLESLAI, WENCESLAI, & LUDOVICI *Ducum Lignicenſium*; *Quibus terras ſuas cum omnibus Civitatibus & pertinentiis, Ditioni* JOANNIS *Bohemiæ Regis ſubjiciunt, eademque ab eo in feudum recipiunt. Datum Pragæ in die B. Luciæ annò* 1301. Nec non *aliæ Litteræ* RUPERTI & WOMISLAI *Ducum Lignicenſium*; *Quòd terras ſuas à* WENCESLAO *Romanorum Imperatore tanquam Bohemiæ Rege in feudum acceperint. Datum Pragæ in die Paſchatis annò* 1383. Cum TRANSSUMPTO *earumdem Litterarum per* SIGISMUNDUM *Romanorum Imperatorem atque* ALBERTUM *Auſtriæ Ducem. Actum Viennæ die* 20. *Martii annò* 1426. [LUNIG, Teutſch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortſetzung I. Abſatz III. pag. 326.]

NOS *Sigismundus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, ac Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Et Albertus eadem Gratia Dux Auſtriæ, Stiriæ, Carinthiæ, & Marchio Moraviæ, notum facimus tenore præſentium univerſis.* Quod nos nuper viditus, & auſcultare, ac legi fecimus certas Literas *Illuſtrium Boleslai, Wenceslai, & Ludovici Ducum Sileſiæ, & Dominorum Lignicenſium*, non abraſas, ſeu cancellatas, ſed integras, ſanas, & omni vitio, ac ſuſpicione carentes ſigillisque veris, & non fictis firmius communitas, quas ad præſentes Literas noſtras, atque ſcripta inferi, & transſcribi fecimus, ut eis à quocunque homine adhibeatur fides infallibilis & firma, quarum quidem Literarum tenor ſequitur, & eſt talis:

Nos Boleslaus, Wenceslaus, Ludovicus, Dei Gratia Duces Sileſiæ & Domini Lignicenſes ad univerſorum notitiam tam præſentium quam futurorum volumus pervenire, quod nos habita deliberatione & tractatu inter nos, & cum fidelibus noſtris conſilio diligenti, nullo metu penitus nos urgente ſed motu proprio & bona noſtra voluntate inducti, omnes terras, Civitates noſtras, *Legnitz*, videlicet, cum Caſtro *Olow*, *Grotkow*, *Nemſch*, cum Caſtro *Manislaw*, cum Caſtro *Beroleſtadt*, cum Caſtro *Ehrevezburg*, cum Caſtro *Ditſchin*, *Landtsberg* & *Chumczenſtadt*, cum Caſtro *Chozenow* & *Tyceſenſe*, Caſtra noſtra cum Territoriis & pertinentiis omnibus ipſorum, & ſingulis quibuscunque diſtinguantur nomini- ANNO
bus, quas, & quæ ab ineunte noſtra ætate à Parentibus 1301.
& Progenitoribus noſtris ſemper liberas, & ab omni ſervitute disbrigatas tenuimus, & poſſidemus Principis Magnifici Domini *Joannis Boëmiæ & Poloniæ Regis, ac Luceburgenſis Comitis*, Domini & ſororii noſtri chariſſimi, ante fores Eccleſiæ Beati *Joannis* in Wratislavia ſubmiſimus ditioni, ipſas & ea pro nobis & hæredibus noſtris præſentibus, & futuris dicti Regis Imperio liberè reſignantes, ut Principes, & Vaſalli ſui hæredum, & ſucceſſorum ſuorum, ac *Regni Boëmiæ* fieri valeamus. Ipſe verò Rex affectionem noſtram & votum conſiderans, grato favore nobis occurrens, nos, & hæredes noſtros in Principes, & Vaſallos ſuos, hæredum & ſucceſſorum ſuorum, ac ipſius *Regni Bohemiæ*, recepit placide, & aſſumpſit præfatas terras, Civitates noſtras, atque Caſtra cum omnibus ſuis (ut præmittitur) attinentiis, nobis, noſtro, & hæredum noſtrorum prædictorum nomine, in feudum perpetuum, & hæreditarium conferendo, ita, quod Regem ipſum, hæredes, & Succeſſores ſuos prænotatos, de cætero Dominos noſtros veros, & legitimos, nos, & hæredes noſtri recognoscere, & eis intendere, & fideliter aſſiſtere perpetuo teneamur. Inde ſi (quod abſit) nos ipſos vel hæredes noſtros migrare contingeret ab hac vita, hæredibus masculinis legitimis, de corporibus noſtris procedentibus, non relictis, ſæpe dictæ terræ noſtræ, & Civitates cum Caſtris, & appenditiis ſuis omnibus ad ſupra dictos, Regem, Hæredes & Succeſſores ſuos; nec non ad ipſum *Regnum Bohemiæ*, nomine & titulo Dominii devolventur; ſi autem urgente caſu aliquo, Civitatem noſtram aliquam, ſive Caſtrum cum Territorio, vel ſine Territorio, nos, vel hæredes noſtri vendere compellemur, Principi, vel Nobili viro alteri, qui Civitatem ipſam, vel Caſtrum, à nobis, vel hæredibus noſtris, in feudum recipere noluerit, aut habere; Ipſam vel ipſum eidem *Regi*, hæredibus & Succeſſoribus emendam offerre tenebimur, & exhibere pretio, ſi voluerint, comparandam. Sin autem, ex tunc licebit nobis illam, vel illud, viro fideli, & idoneo vendere, qui in feudum ipſam, vel ipſum ab ipſis *Rege*, hæredibus & Succeſſoribus ſuis recipiat facturus, & exhibiturus ipſis ſervitia debita, juxta morem aliorum fidelium, & conſueta. Mandamus igitur *univerſis*, & *ſingulis Baronibus, Nobilibus, Clientibus, Vaſallis, fidelibus, Civibus, Oppidanis, Villanis*, ac cæteris noſtris hominibus omnibus & ſingulis, qui nunc ſunt, & erunt pro tempore, quatenus *ſupradictis Regi, hæredibus & Succeſſoribus ſuis*, ſi (quod abſit) ut prædicitur, nos, hæredes noſtri, deceſſerimus, hæredibus masculinis non relictis, tanquam veris, & naturalibus Dominis ſuis, ad quos ipſos, præſentibus ordinamus, & dirigimus ſervitiis, & modis aliis juxta communem fidelium Poloniæ conſuetudinem, intendere perpetuo debeant & parere. Teſtes præmiſſorum ſunt venerabiles Domini *Nanckerus Wratislavienſis*, *Vitiko Misnenſis Eccleſiarum Epiſcopi*, *Principes & Duces Illuſtres*; *Domini Henricus Wratislavienſis*, *Wladislaus Bitunienſis*, *Henricus*, *Conradus*, & *Joannes Glogovienſis*, *Bolko Falckenbergenſis*, quorum omnium ſigilla ad preces noſtras, una cum ſigillis noſtrorum duorum, *Boleslai* ſcilicet, ac *Wenceslai* Ducum præfatorum, vicem Domini *Ludovici* ſupradicti ſupplentium, cum adhuc ſigillo careat proprio, præſentibus, in teſtimonium ſunt appenſa. Et nos *Nanckerus & Witiko Wratislavienſis*, & *Misnenſis Eccleſiarum Epiſcopi*, *Henricus Wratislavienſis*, *Bitunienſis*, *ac cæteri Duces*, & *Principes prædicti*, vocati ad præmiſſa teſtes, & rogati præmiſſis omnibus præſentialiter interfuimus, ſcriptis præſentibus ſigilla noſtra ad perpetuam rei memoriam in teſtimonium evidens appendentes. Datum Pragæ in die B. *Luciæ* Anno Domini 1301.

Literæ vero *Illuſtriſſimorum Ducum Ruperti, & Boleslai Ducum Sileſiæ & Dominorum in Legnitz*, quas etiam auſcultari, & legi, ac transmutari fecimus, ſic ſonabant:

WIr Ruprecht und Womislaw von GOttes Gnaden / Hertzog zu Schleßingen / und Herren zu Ligniz: Bekennen vor uns und unſere Erben / und nachkommenden Hertzogen / und thun kundt / die dieſen Brieff immer ſehen / und hören leſen / wann wir vermög unſer Fürſtenthumb / Hertzogthumb / Herrſchaffte / Lande / und Güter mit allen ihren Fürſtlichen Rechten / und Zugehörungen / wo die gelegen ſeyn / und wie man die mit ſonderlichen Worten und Namen benennen mag / von dem Allerdurchleuchtigſten Fürſten / und Herrn / Herrn Wenceslaum Römiſchen König / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / und König zu Böhmen / als von einem König zu Böhmen / unſerm gnädigen lieben Erb-Herrn recht uñ redlich zu Fürſtl. Lehn empfangen haben. Und Ihm auch als einen König zu Böhmen darüber gehuldet / gelobet / und geſchworen haben /

ANNO 1301. leibhafftig Ayde zu den Heyligen/ seinen Frommen zu werben/ seinen Schaden zu wenden/ und alles das gegen Ihm zu thun/ das recht Fürsten und Fürstliche Manne gegen ihren rechten Erblichen und Obristen Lehnherrn pflichtig seyn zu thun/ an alles Geverde.

Da von andern weit mit wollbedachten Muhte/ und von rechter unser beyden Wissen geloben wir aber in Kräfften solcher genanden Ayde denselben unsern Hern/ Herrn Wenceslaen Römischen König/ und König zu Böhmen/ daß wir Ihm als einen König zu Böhmen unsern recht natürlichen/ und ordentlichen/ und Erblichen und obersten Lehn-Heren/ dem Künigreich und der Kron zu Böhmen hold und getreu/ gehorsam und unterthänig seyn sollen/ und wollen/ ihren Schaden zu wenden/ ihren Frommen zu werben/ und alles das gegen Ihm zu thun/ daß wir als der König/ des Königs und der Kron zu Böhmen/ Fürsten und Fürstlichen Manne durch Recht oder durch Gewohnheit gegen unsern rechten ordentlichen und natürlichen Herrn Lehn-Herrschafften und Lehn-Herrn zu thun schuldig oder verpflicht seyn/ nach unserer Fürstlichen Rechten/ ohne altes geneuerte und Tagliß/ mit Urkundt dieses Brieffs gegeben/ mit Unserer beyden guten Gewissen/ zu Prag/ und unseren anhangenden Insiegel am heiligen Oster-Tag nach Christi Gebuhrt unseres lieben HErrn tausend und dreyhundert Jahr im drey und achtzigsten Jahr.

In cujus rei Teſtimonium, atque robur præſentes Literas, ac Inſcriptiones, ſigillorum noſtrorum appenſione fecimus firmius roborari. Datum Viennæ Anno Domini 1426. 20. die Menſis Martii, Regnorum noſtrorum, A. Hungariæ 39. Romanorum 16. & Bohemiæ 6.

DLXXIX.

1302. 5. Mars. *Prorogation de la Treve entre les* ROYS DE FRANCE *&* D'ANGLETERRE, *jusques a la Pentecoſte enſuivant. A Paris le Lundy avant la St. Gregoire*, 1302. [Pièce, tirée des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin.]

A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Amez Comte de Savoye, Henry Comte de Nicole, & Otte de Grandzon Chevallier, Meſſages & Procureurs de noſtre Seigneur Eduuard par la grace de Dieu Roy de Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, Salut. Nous faiſons aſſaver que nous d'une part, & les Meſſagers & Procureurs de tres excellent Prince Philippes par la grace de Dieu Roy de France d'autre part envoyez & Deputez desdicts Roys pour traicter de pées ſur les descords qui demeurent a appaiſer entr'eux le terme que nous & les autres Meſſages & Procureurs desdicts Roys, d'une part & d'autre, prismes & accordasmes a Amiens lequel doit durer jusques a Pasques prochain avenir, avons prolongié de commun accord pour le proffit de la beſongne jusques a la Pentecouſte prochain enſuivant en la maniere, & en la forme, ſur les conditions & ſur les convenances, & ſur les promeſſes qui furent miſes & accordées en Traicté d'Amiens, ſi comme elles ſont plus plainement contenus ez Lettres ſur ce ſcellées de nos ſceaux, & des ſceaux des autres Meſſages & Procureurs desdicts Roys, & eſt accordée deça & dela que lon ne fera mal, grief, ne domage pendant ledict terme de Pentecouſte a ceux de Burdeaux, ne a la ville, ne a leurs choſes, ne a leurs ſuivans qui ſont tenus avecques eux puis l'accord d'Amiens ne auſſy a ceux qui ſe ſont mis de la partie le Roy de France puis ledict accord, & ſe il faiſoit mal, grief, ou domages, len le fera amender deça & delà, & remettre en eſtat deu.

Et eſt auſſy accordé que de maintenant ſoient delivrez priſonniers d'une part & d'autre, & ce par Loignement en la maniere deſſusdicte, nous ferons en bonne foy ratifier, agreer & approuver, & tenir, & garder fermement & loyalment par noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre deſſusdict.

En tesmoin desquieux choſes nous avons faict ſceller ces preſenres Lettres de nos ſceaux.

Donné a Paris le lundy devant la Sainct Gregoire l'an de grace Mil trois cents & deux.

Et ſcellé ſur le reply de trois ſceaux en double queuë pendante, aſſavoir d'un grand ſceau, & de deux petits.

DLXXX.

ANNO 1302. 31 Août. *Fœdus inter* ALBERTUM *Romanorum Regem, & Civitatem* SPIRAM; *Quò Regi Civitas aſſiſtentiam contrà Hoſtes ſuos, ſubminiſtrationem Victualium, & auxilia armatorum promittit; Rex viciſſim Civitati pollicetur, ſe nullam compoſitionem cum Hoſtibus initurum niſi Civitate incluſâ. Datum Wormatiæ 2. Calend. Septembris* 1302. [LEHMANNI Chronicon Spirenſe Libr. VII. Cap. III. pag. 631. col. 2.]

NOs Albertus, Romanorum Rex, ſemper Auguſtus, notum facimus per præſentes, quod, cum prudentes viri, Conſules & univerſi Cives Spirenſes, fideles noſtri dilecti, nobis & Imperio in præſenti guerra, quam gerimus, adhærere & adiſtere, adminiſtrationibus victualium, ſervitiis & auxiliis armatorum promiſerunt, ac etiam ſint parati: Nos ipſis debita viciſſitudine cavere & providere volentes, promittimus firmiter & conſtanter, quod, cum venerabilibus Colonienſis & Treverenſis Eccleſiarum Archiepiscopis, & cum adjutoribus eorundem non concordabimus, ſeu aliqualis compoſitionis formam aut finem accipere curabimus, niſi dicti Cives Spirenſes concordiæ noſtræ & compoſitioni primitus ſint incluſi, ita quod ratione ſervitii, vel auxilii prædicti, nulla ipſis per Dominos Archiepiscopos & adjutores ipſorum inferantur gravamina vel offenſæ, ſuper quo etiam eorundem Archiepiscoporum Literas patentes memoratis Civibus ordinabimus aſſignari: harum teſtimonio Literarum Sigilli noſtri robore ſignatarum. Datum in Wormatia, 2. Cal. Sept. Anno Domini milleſimo trecenteſimo ſecundo, Regni noſtri anno quinto.

DLXXXI.

5. Novembre. *Promeſſe des Ambaſſadeurs Anglois de faire obſerver la Paix ordonnée par le Pape, entre les* ROYS DE FRANCE *&* D'ANGLETERRE, *jusques au jour de Pasques ſuivant. A Amiens le 5. Novembre* 1302. [Pièce, tirée des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge.]

A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront Amé de Savoye, & Henry de Nicole, Comtes; Aymar de Valence, Ottes de Grantſon, Amauen de l'Elbret, Chevalliers; Guillaume de Greneſend, Deen de Lyceſtere, & Robert de Pykeringgy Chanoine de Wervik, Meſſages & Procureurs de noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, Salut. Nous faiſons a ſçavoir que comme entre trés Excellens Princes par la grace de Dieu Roy de France d'une part, & noſtre trés chier Seigneur Eduart par cette meme grace Roy d'Angleterre d'autre, ait été pronontié par le Pape ferme & perdurable Pées ſur les descors & guerres qui eſtoient meuës entr'eux, & ſoit encores a accorder entre iceux Roys de aucuns heritages, & leur conditions & ce qui apartient & peut apartenir a iceux heritages, & li devant dict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre nous ait envoyez novellement a Amiens avec les meſſages dudict Roy de France pour traicter & accorder de ieux heritages & de leurs conditions, & de ce qui apartient, ou peut apartenir a iceux heritages, & de tout ce que ledict Traicté a l'ayde de celi qui eſt ſeſour de accord de pées veigne plus legerement à fin deſiré & bon accord s'en puiſſe enſuivre a l'honneur de Dieu, & au proffit de toute Chreſtienté, avons voulu, octroié, & accordé, voulons, octroions, & accordons en nom de noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, & par li que ladicte pées prononcée par le Pape entre lesdicts Roys ſoit fermement tenuë & gardée jusques a la Pasques prochaine a venir, & ferons en nom de noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, ſans delay defendre deſtroictement & generallement ſur Corps, & ſur avoir que nul de ſes Lettres & de ſa Seigneurie ne mesface par mer, par terre audict Roy de France, à ſes hommes, ſes ſubgez, ne a ſes Terres, jusques audict terme de Pasques, & ſi l'en faiſoit dedans ledict terme contre ladicte deffenſe, ledict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, le fera redreſſer, amender, & amener, & mettre en eſtat deû

hasti-

ANNO 1302. haſtivement & de plein ſans delay, en tiele maniére que ſi dans ledict terme l'en ſe delaiſſoit & deportoit de tut dudict Traicté, & celi Traicté rompoit li devant dict terme mis a Pasques ſeroit en pur nul, & durroit tant ſeulement jusques a un mois aprés ce que l'une de parties auroit rompu, ou l'autre: autrement & par autres parolles que elle ne voudra plus pourſuis le Traicté deſſusdict, & dict par expreſſes paroles en ceis, s'en departeroit du tut, & s'il advenoit, que Dieu ne veile, que le descord de qui demoere entre lesdicts Roys ſur lesdicts heritages, & leur conditions, & ce qui apartient, & peut apartenir a iceux heritages ne eſtoit accorder par l'aſſentement des parties, ou autrement dedans ledict terme que noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre puiſſe pourſuir & purchacier ſon droict en la maniere, que luy ſemblera bon, & ce preſent octroy & promeſſe, & lesdictes deffenſes nous ferons en bonne foy ratifier, agreer, & approuver, tenir & garder fermement & loyalement par noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre.

En temoignage de queu choſe nous avons fait faire cettes nos Lettres ouvertes, ſcellées de nos ſceaux. Données à Amiens le cinquiesme jour de Novembre l'an de grace Mil trois cents & deux.

DLXXXII.

8. Nov. *Litteræ quibus Rex Franciæ*, PHILIPPUS Pulcher, *declarat ſe recuſare interpoſitionem* BONIFACII *Papæ ut, certis & legitimis cauſis, ſuſpectam, atque expreſſe diſſentire quod idem* BONIFACIUS *ulterius procedat in Negocio Pacis ei commiſſo. Vicennas in octava Feſti Sanctorum omnium* 1302. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin.]

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, univerſis præſentes Litteras inſpecturis, Salutem. Notitiam præferri voluimus ſingulorum quod cum olim Nuntii & Procuratores noſtri ad Apoſtolicam Sedem pro certis noſtris & Regni noſtri Negotiis deſtinati, ſuper quæſtionibus, diſſentionibus & guerris inter nos & illuſtrem Regem Angliæ, Conſanguineum noſtrum carum exortis, in ſummum Pontificem tamquam in privatam perſonam, & B. Gaietanum compromiſerint ſub certis pactionibus & conditionibus & conventionibus in hujusmodi Compromiſſo adjectis, in quibus inter alia expreſſe cavetur quod idem B. non poteſt in Negotio procedere absque noſtro expreſſo conſenſu, per noſtras patentes Litteras ſuper hoc præhabito, & ſi ſecus fieret, nullius exiſteret firmitatis, prout in Litteris Apoſtolicis ſuper hoc confectis, plenius continetur.

Nos tenore præſentium palam & publice proteſtamur quod nos non conſentimus, ſed diſſentimus expreſſè, ac nolumus quod idem B. ulterius in Negotio prædicto procedat, præſertim cum per certos tractatum & proceſſum inter noſtros & præfati Regis Angliæ Procuratores & Nuntios poſtmodum habitos, a Compromiſſo prædicto ſit omnino receſſum, ac ex præmiſſis & aliis certis & legitimis cauſis & rationibus, poteſtas ſibi tradita expirarit, & præfatum Bonifacium ex discordia & inimicitia inter eum & nos poſt Compromiſſum prædictum de novo ſubortis, aliisque legitimis cauſis & rationibus, quæ notorie & manifeſte noscuntur, ſuſpectum non immerito habeamus & ex nunc recuſamus tenore præſentium ut ſuſpectum, ac nihilominus dilectis ac fidelibus noſtris Galthero de Caſtellione Comiti Portiarii, Joanni de Harricurio, & Joanni Mucheti, Militibus, quos & quemlibet eorum in ſolidum, ad notificandum eidem Bonifacio, & aliis quorum intereſt, ſeu intererit, & de quibus viderint expedire, præmiſſa omnia & ſingula Procuratores noſtros conſtituimus, & noſtros Nuntios ſpeciales, proponendi cauſas & rationes hujusmodi coram eo & aliis, prout, ubi, & quandiu ſibi expediens viſum erit, ipſumque ut ſuſpectum noſtro nomine recuſandi ac faciendi omnia & ſingula quæ circa præmiſſa fuerint oportuna, alium vel alios Procuratores pro nobis loco ſui ad præmiſſa ſubſtituendi, & eum vel eos revocandi, cum viderint expedire, plenam & liberam præſentium tenore committimus poteſtatem & ſpeciale mandatum, ratum habituri & gratum quidquid per eos, vel ipſorum alterum ſubſtitutum, vel ſubſtitutos ab ipſis, vel eorum altero in præmiſſis & ea tangentibus factum fuerit, ſeu etiam procuratum.

In cujus rei teſtimonium præſentibus Litteris noſtrum ANNO
fecimus apponi ſigillum.

Datum apud Vicennas in octava feſti Sanctorum om- 1302.
nium anno Domini Milleſimo, trecenteſimo ſecundo.

Et ſont lesdictes Lettres ſcellées en double queuë de parchemin d'un ſcel de cire jaulne, & ſur les dos d'icelles eſt escrit ce qui enſuit:

Litteræ per quas Rex diſſentit quod Bonifacius in Negotio Angliæ non procedat ſine requiſitione Regis. 1302.

DLXXXIII.

Poteſtas EDUARDI, *Regis Angliæ Ejusdem Nominis Primogeniti, Legatis a dicto Rege Patre ſuo ad Negotium Pacis cum Rege Franciæ* PHILIPPO *tractandum conſtitutis data, ut Iidem ſuo etiam Nomine poſſint agere. Apud Rotzerbourg die Aſcenſionis Domini. Anno* 1303. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge.] 1303. 16. Mai.

UNIVERSIS præſentes Litteras inſpecturis, Edwardus Sereniſſimi Principis Domini Edwardi, Dei gratia Regis Angliæ, Domini Hiberniæ, & Ducis Aquitaniæ primogenitus, Salutem. Quod cum cariſſimus genitor noſter prædictus, venerabilem Patrem Dominum Joannem eadem gratia Wintonienſem Episcopum, ac nobiles Viros Dominos Amedæum Sabaudiæ, Henricum de Lacy Lincolum Comites, ac Ottonem de Grandiſono, Militem, ſuos ordinaverit & conſtituerit veros & legitimos Procuratores & Nuntios ſpeciales, eisque, ac tribus, ſeu duobus ex eis in ſolidum non concurrant, generalem & plenam poteſtatem dederit, & ſpeciale mandatum tractandi de reformatione Pacis & concordiæ inter ipſum, & excellentiſſimum Principem, Dominum Philippum Regem Franciæ, ac de his quæ ad Pacem pertinent, & ſuper omnibus & ſingulis diſcordiis, guerris, litibus, controverſiis, cauſis, quæſtionibus, damnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & perſonalibus atque mixtis, quæ fuerunt, & ſunt, vel eſſe poſſunt inter ipſum & Dominum Patrem noſtrum, & præfatum Franciæ Regem, occaſione quacumque firmitate vallandi, petendi, ſtipulandi, recipiendi, paciscendi, componendi, tranſigendi, concordandi & conveniendi in certos diem & locum quibus idem Rex Franciæ, & præfatus genitor noſter perſonaliter conveniant, ſi expedire viderint conſentiendi, ac eosdem diem & locum ſuo nomine acceptandi Treugas, ſeu ſufferentiam ſub quibuscunque forma, ſive modo ineundi, ac ipſas Treugas, ſive ſufferentiam vallandi, firmandi, & etiam roborandi diem & Treugam, ſeu ſufferentiam hujusmodi ſemel & pluries, quotiens expedire videbitur prorogandi, quodlibet etiam genus juramenti in animam ſuam præſtandi, & omnia & ſingula faciendi quæ ſunt pacis & concordiæ, & ad plenam pacem & concordiam valeant pertinere & quæ ipſe faceret vel facere poſſet ſi præſens eſſet, etiamſi mandatum exigant ſpeciale, ac promiſerit pro ſe & hæredibus ſuis ſe ratum & firmum habere, ac perpetue habiturum quidquid per dictos Procuratores & Nuntios tres, vel duos ipſorum, geſtum, actum, & factum fuerit in præmiſſis, & quolibet præmiſſorum, hæredes ipſos ad ea ſervanda, facienda, & complenda expreſſe & ſpecialiter obligando nos de Procuratorum & Nuntiorum circumſpecta prudentia & fidelitate probata plenam fiduciam obtinentes, & quidquid per ipſos tres vel duos ex eis, virtute hujusmodi ſibi a præfato Domino Patre noſtro traditæ poteſtatis, geſtum, actum, vel factum jam extitit, vel inpoſterum fieri vel agi contigerit, tractatus, conventiones, obligationes & pacta quæcunque nunc & alias, quibuscumqne temporibus habitos vel habendos, initos, vel impoſterum fieri ineundos, etiamſi ex eis aliqui nos contingant, vel nomine noſtro ſint facti vel habiti, ratos habemus & gratos, ipſosque laudamus & approbamus expreſſè, promittentes, nos tractatus, conventiones, obligationes, & pacta hujusmodi pro nobis, hæredibus, & ſucceſſoribus noſtris, ratos & gratos perpetuis temporibus habituros, & contra non facere vel venire ratione aliqua ſive cauſa, quin potius tractatus, conventiones, obligationes, & pacta prædictos, tenere, ſervare, ac quantum in nobis fuerit, facere & efficaciter adimplere ad quemcumque ſtatum nos contigerit devenire, nos hæredes & ſucceſſores nos-

ANNO 1303. tros, ad hoc expreſſe & ſpecialiter obligantes, ac nihilominus præfatos Episcopum, Comites & Militem, tres & duos eorum in ſolidum Procuratores noſtros veros & legitimos facimus & conſtituimus, & Nuntios ſpeciales, dantes eis ac tribus & duobus ex eis in ſolidum plenam & ſolidam poteſtatem, ac ſpeciale mandatum faciendi, & ineundi nomine noſtro, pro nobis hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, tractatus, conventiones, pactiones & obligationes quascumque, tam in præmiſſis, quam quomodocumque præmiſſa tangentibus, ac tractatus, pactiones, conventiones & obligationes hujusmodi firmandi, & quavis firmitate vallandi, & præſtandi in animam noſtram cujuslibet generis juramentum, acceptandi quoque diem & locum quibus cum præfato Domino Rege Franciæ convenire perſonaliter debeamus ac faciendi omnia & ſingula quæ circa hæc fuerint oportuna & quæ nos faceremus & facere poſſemus ſi præſentes eſſemus etiamſi mandatum exigant ſpeciale, promittentes pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris nos ratum habituros & gratum, ac tenere, ſervare & efficaciter adimplere, ad quemcumque ſtatum nos devenire contigerit,quidquid per dictos Procuratores & Nuntios, tres & duos ex ipſis geſtum, actum vel factum fuerit in præmiſſis, & ſingulis præmiſſorum nos hæredes & ſucceſſores eosdem ad hæc expreſſe & ſpecialiter obligantes. In quorum præmiſſorum teſtimonium has noſtras Litteras Sigillo noſtro fecimus conſignari. Datum apud Rotzerbourg die Aſcenſionis Domini anno Incarnationis ejusdem Milleſimo trecenteſimo tertio.

Et ſont lesdictes Lettres cy deſſus transcrittes, ſcellées en ſimple queuë de parchemin d'un ſcel de cire rouge, en l'autre part duquel eſt empreint la figure d'un homme a cheval, tenant d'une main une eſpée & un escuſſon de l'autre & en la circonference eſt escrit:

EDWARDUS ILLUSTRIS REGIS FILIUS ANGLIÆ.

Et en l'autre part ſont auſſy empreintes les armes d'Angleterre avec l'Inſcription ſuivante:

EDWARDUS PRINCEPS WALLIÆ ET COMES CESTRIÆ ET PONTINI.

DLXXXIV.

20. Mai. FRANCE ET ANGLETERRE. *Ligue défenſive entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel, *Roi de France, &* EDOUARD IV. *Roi d'Angleterre, excepté contre l'Egliſe, & contre* AUBERT *Roi d'Allemagne & le Comte de Hainaut. Fait à Paris le* 20. *de Mai*, 1303. [Pièce tirée du LV. Vol. des Manuscrits de la Biblioth. Royale de Berlin, pag. 712. Elle ſe trouve auſſi, avec peu de difference, dans LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 43.]

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront ou orront Amez Cuens de Savoye, Henry Cuens de Nicole, & Othes de Grandſon Chevalier, Meſſages & Procureurs de tres excellent Prince EDOUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine eſtablis & envoyez eſpeciaument à ce, ſalutz. Vous faiſons à ſçavoir, que comme tres excellent Prince PHILIPPES par celle meme grace de Dieu Roy de France conſiderant & regardant les biens & les profits, qui viennent de l'accord & de l'amitié des Roys & des Princes, ait deputé & eſtably nouvellement Monſieur Lois fils de Roy de France Comte d'Evreux, Robert Duc de Bourgogne & Jean Duc de Bretagne & Monſieur Pierre Seigneur de Chambly Chevalier & Chamberlain ledict Roy de France ſes Meſſages & Procureurs pour traitter pour li & pour ſes hoirs & pour ſes Succeſſeurs de alliance & de Amitié à faire entre iceux Roys leurs hoirs, leurs ſucceſſeurs & leurs Royaumes pour la pées, pour le profit & le bien de eux & de leur hoirs de leur ſucceſſeurs, & de leur Royaumes & de leur ſougiez, entre nous Meſſages & Procureurs dudict noſtre Seigneur en nom de li pour ſes hoirs & pour ſes Succeſſeurs d'une part, & lesdicts Meſſages & Procureurs dudict Roy de France en nom de li, pour li, pour ſes hoirs & pour ſes ſucceſſeurs d'autre part eſt fait traitté & accordé en la maniere qui enſuit.

§. 2. Premierement il eſt accordé entre nous & les Meſſages deſſusdicts en nom desdicts Roys que iceux Roys ſeront l'un à l'autre des ore en avant bons, vrays & loyaux amis & aydans contre tous hommes (ſauve l'Egliſe de Rome) en telle maniere, que ſe ou pluſieurs quiconques ils fuſſent voloient despoinctier, empescher ou troubler lesdicts Roys és franchiſes, libertez, Privileges & couſtumes de eux & de leur Royaumes, que ils ſeront bons & loyaux amis & aidans contre tout homme, qui peuſſe vivre & morir, à deffendre, garder & maintenir les franchiſes, les libertez, les Privileges, les droicts, les droictures & les couſtumes deſſusdicts, excepté pour ledict Roy de France, excellent Prince Monſieur Aubert Roy d'Alemanie,& Monſieur Johans Cuens de Henaud en Haynaud & excepté pour ledict noſtre Sire le Roy d'Angleterre Monſieur Johans Duc de Brebant en Brebant, & ſes hoirs descendans de li & de la fille dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, & que l'un ne ſera en conſeil ne en ayde, ou l'autre perde vie, membre, eſtat, ne honeur temporel. ANNO 1303.

§. 3. Item accordé eſt,que les gens & les marchands de l'un Royaume puiſſent aller delivrement & ſans empechement & marchander & mener toutes ſortes de marchandiſes & manieres de bien quelques ils ſoient ſeurement & ſauvement au Royaume de l'autre, en payant les couſtumes deues.

§. 4. Item il eſt accordé que l'un ne receptera ſoustendra ne confortera, ne fera confort ne ayde as ennemis de l'autre, ne ne ſoufrira, qu'ils ayent confort, ſecours ne ayde, ſoit de gens d'armes ou de vitailles ou d'autres choſes quelles quelles ſoient de ſes terres ne de ſon pooir, mes deffendra ſur poine de forfaicture de cors & d'avoir & empeschera à tout ſon poair loyalment en bonne foy, que lesdicts ennemis ne ſoient receptez ne confortez es terres de ſa Seigneurie, ne de ſon poair, ne que il en ait confort, ſecours ne aide, ſoit de gent d'armes, de chevaux, d'armaires, de vitailles ou d'autres choſes quelles quelles ſoient.

§. 5. Item il eſt accordé, que l'un ne receptera les bannis du Royaume de l'autre, ne les ſouffrira recepter en ſes terres, ne en ſon poair, ainces les fera vuider dedans quarante jours apres ce qu'il en ſera requis.

§. 6. Derechef il eſt accordé, qu'en chacun muement ou renouvellement de Seigneurie deça ou dela en la premiere aſſemblée des Roys tantoſt apres l'hommage faict du Duché d'Aquitaine, cette alliance ſera renouvellée, affermée, confermée & faite de nouvel par les mesmes paroles entre lesdicts Roys; lesquelles & chacunes de icelles, ſi comme elles ſont deſſus deviſées & escrites, nous accordons, volons & agreons & promettons loyalment en bonne foy comme Meſſage & Procureur dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre pour li & en nom de li, pour ſes hoirs & pour ſes Succeſſeurs de les garder, tenir & accomplir fermement & loyalment à tousjours ſans venir encontre par quelquonque raiſon ou cauſe au tems avenir, & que nous les ferons ratifier, agréer & approuver par noſtre dit Seigneur le Roy d'Angleterre & les jurer en s'ame, & de ce donner ſes Lettres ouvertes, contenans toutes les choſes deſſus dites, & de toutes ces choſes nous avons faict & donné en nom dudict noſtre Seigneur le Roy & en l'ame de li ſaerement corporel és ſainctes Evangiles en la preſence desdicts Meſſages & Procureurs doudict Roy de France. En tesmoin desqueux choſes nous avons faict mettre nos ſeaux à ces preſentes Lettres. Donné à Paris le vingtiesme jour de May, l'an de grace mil trois cens trois.

DLXXXV.

Traité entre PHILIPPES le Bel *Roi de France*, 20. Mai *&* EDOUARD I. *Roi d'Angleterre, conclu à Paris le* 20. *Mai* 1303. *Par lequel ledit* EDOUARD *eſt reçû Duc de Guyenne, & Pair de France, à la charge de venir rendre l'homage lige, purement & ſans condition, ou de le faire rendre par ſon Fils. Confirmé par le Roy* EDOUARD II. *à Boulogne le dernier Janvier* 1307. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin pag. 681.]

In nomine Domini Amen.

HOc eſt tranſcriptum Litterarum, inclyti Principis Domini Eduvardi quondam Regis Angliæ illuſtris, Domini Hyberniæ & Ducis Aquitaniæ, Sigillo ejus pendente in filis ſericeis, & cera viridi ſigillatarum, ſanarum & integrarum in ſua forma omni vitio &

ANNO 1303. & ſuſpicione carentium, prout prima facie apparebat, quarum tenor ſequitur in hæc verba:

EDOUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine. Sçachent tous preſens & avenir que nous avons veuës & diligemment entendues a plain Lettres patentes, ſcellées des ſcaux de

Jean Evesque de Wincestre,
Amé Comte de Savoye,
Henry de Lacy Comte de Nichole,
Et
Otte de Grandſon, Chevalier, contenant la forme qui s'enſuit.

A tous ceux qui ces Lettres verront & orront.
Jeans par la ſouffrance de Dieu Evesque de Wincestre,
Amé Cuens de Sauvoye,
Henry de Lacy, Cuens de Nicolle,
Et
Ottes de Grandſon Chevalier,

Meſſages & Procureurs de tres haut Prince Edouard par la Grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, ſalut en noſtre Seigneur nous faiſons aſſavoir que comme par la reformation de la Paix entre ledict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre d'une part, & tres Excellent Prince Philippes par la mesme grace Roy de France d'autre part, ſur les descords, & les guerres meuës entr'eux, nous & autres certains Meſſages & Procureurs dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, fuſſiesmes pluſieurs fois & en divers lieux aſſemblez avec les Meſſages & Procureurs dudict Roy de France, & pluſieurs Traictiez euſſent eſté entre nous & les dicts autres Meſſages & Procureurs dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre pour luy, & en ſon nom d'une part, & les devantdicts Procureurs & Meſſages dudict Roy de France en ſon nom & pour luy, d'autre part, en la beſongne de la reformation de la Paix deſſusdicte, lesquieux Traictez pour aucuns certains empeschements n'eſtoient pas venus en effect & en fin deſirée; a la parfin noſtre Sire li Roy d'Angleterre devantdict, conſiderant & regardant le Couſinage & la prochaineté du lignage qui eſt entre li & le Roy de France, & la grande affinité & l'alliance nouvellemement faicte entr'eux par mariages, comme celuy qui eſt ja faict entre luy & la ſuer dudict Roy de France, & celuy qui ſe doit faire de ſon filz aisné & la fille du Roy de France & pource que l'alliance & l'amour de l'un & de l'autre ſoit plus ferme, & que li Roys de France ſoit a noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre plus obligé & tenu en meilleur amy & aydant, & pour oſter les maux & esclandres qui viennent de la Guerre, & pour le proffit commun de toute la Chrestienté, & le bon & le prochain ſecours de la Terre Saincte, nous a nouvellement envoyez & eſtablis especiallement pour pourſuivre & mettre a fin le dict Traicté avec Monſeigneur

Louis filz de Roy de France, Comte d'Eureux,
Robert de Bourgongne, } Ducs
Et }
Jean de Bretagne, }
Monſieur Pierre Seigneur de Chambly, Chevallier & Chambellant ledict Roy de France,

Meſſagiers & Procureurs dudict Roy de France, entre lesquieux Meſſages & Procureurs dudict Roy de France pour luy & en ſon nom, & nous pour ledict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre & en nom de luy eſt faicte des ores & affermée certaine, plaine, entierre & eſtable Paix a durer perpetuellement a tousjours por eux & por leurs hoirs & pour leurs ſucceſſeurs, & ſont toutes rancunes, injures, malveillances & haines delaiſſées, remiſes & pardonnées du tout en tout d'une part & d'autre. Et eſt accordé par cette Paix faiſant, que le Roys de France doit rendre de maintenant, & reſtituer par parolle & par Lettre audict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, ou a ſes Procureurs en nom de luy, & aux hommes & ſoumis dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre & aux ſiens, toutes les Citez, Chaſteaux, Bourgs, Villes, Terres, rentes, fiefz, hommages, obeiſſances, Seigneuries, & toutes autres manieres de tenance, & de droicture & d'autre choſe non mouvable, comment que elles ſoient nommées, qui furent baillées au Roy de France, ou a ſes gens, en nom de luy par le devant dict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre ou par les ſiens, ou qui ont eſté prinſes par le Roy de France ou ſes Miniſtres, ou ſes hommes, ou ſes alliez en guerre en la Duché d'Aquitaine; en quelque maniere qu'elles ayent eſté priſes ou occupées ou autrement ſoient advenuës ou eſcheuës au Roy de France, ou aux ſiens qui a noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre où aux ſiens devoient ou pouvoient advenir ou eſcheoir ſur les terres de la Duché d'Aquitaine, euſſent demouré en la main dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre ou des ſiens, c'eſt aſſavoir de ce que il en tient preſentement en ſa main, & des autres choſes ſelon la fourme qui s'enſuit de ce preſent accord. ANNO 1303.

Item les Procureurs & Meſſages dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre a ce eſtablis & en nom de luy & pour luy comme Duc d'Aquitaine & Pair de France, pour ledict Duché doivent entrer desores en la foy & en l'obeiſſance du Roy de France pour lesdictes terres purement & ſimplement & ſans condition, en faiſant ſerment de feauté en l'ame dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, & auront les Procureurs dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre du Roy de France, Lettres de reſtitution & de inveſtité des terres deſſusdictes, ſelon la forme de ce preſent accord, & lesdict Meſſages doivent donner Lettres de feauté faicte au Roy de France ſelon la forme de cet accord, & pour bailler & delivrer par faict les Citez, Chaſteaux, Villes, Terres, & autres choſes deſſus nommées plainement & entierement, & pour oſter tous empeschements qui y pourroient eſtre faicts par Privileges, ou par dons que le Roy de France en euſt faict ou donné en la terre, ou autrement, comment que ce fuſt, le Roy de France envoyera

Honnorable Pere en Dieu Pierre par ladicte grace Evesque d'Auxerre,
Monſire Robert Duc de Bourgongne,
Et deux ou trois autres grands hommes bons & ſuffiſans que li Roy de France nommera dans la quinzaine de la Pentecoſte prochaine avenir qui iront haſtivement ez parties dudict Duché, & laboureront loyalment en bonne foy a oſter du tout en tout ledict empeschement & par tout la ou ils le pourront oſter, & tous les lieux ou il n'aura point d'empeschement, ils delivreront, & feront delivrer entierement, brievement, & ſans delay audict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, ou a ſes gens pour luy & quitteront, & abſoudront en nom dudict Roy de France par exprés pouvoir & mandemant qu'ils auront ſur ces Citez, Chaſteaux, Villes & hommes de quelconque dignité, eſtat, ou condition qu'ils ſoyent, de ſerment, feauté & hommage qu'ilz ont faict au Roy de France, ou a ces gens en nom de luy, & leur commanderont qu'ils facent hommages, feautez & ſerments, & ſoyent obeiſſans a noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, & a ſes hoirs, comme leur droicturier Seigneur, & auſſy a ſes hommes a qui les Lettres ſeront renduës ſauve la ſouveraineté a dict Roy de France. Et ce aucun des Privilegez ne vouloit retourner a noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, ils mettront diligence & peine a tout leur pouvoir loyalement & en bonne foy a ce qu'ils y retournent, & ſe il ne puet eſtre faict, ledict Roy de France fera bailler & delivrer en tenure pour lesdicts Privilegez audict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre ou a ſes gens pour luy en lieux convenables, Chaſteaux, Villes, Terres, hommages, fiefz, rentes, & autres teneures meilleurs & plus profitables, toutes choſes & conditions regardées ſi ſouffiſamment que tous pourront voir apertement, que li Roy de France a volonté & deſir de parfaire la delivrance, & de reſtablir & delivrer audict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre ce qui demourroit a delivrer pour lesdicts empeschements, & qu'ils n'auroient pas la grace du Roy de France ſi entierement qu'ils auroient en retournant en la main & l'obeiſſance le Roy d'Angleterre pour le domage qu'il y auroit, lesquelles teneures ledict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, & ſes hoirs & ſucceſſeurs auront & tiendront paiſiblement tous les proffits jusques a tant que lesdicts Privilegez ſoient plainement retournez en la main & l'obeiſſance dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, & neantmoins ledict Roy de France & ſi hoirs & ſucceſſeurs ſeront tenus a labourer & a pourchaſſer en bonne foy ou pluſtoſt qu'ils pourront que li devant dict Privilege retourne a la Seigneurie & obeiſſance dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, de ſes hoirs & ſucceſſeurs ſi comme deſſus eſt dict, & apres ce que lesdicts Privilegez ſeront retournez en la main dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, ou de ſes hoirs, ſi comme deſſus eſt dict, lesdictes tenures qui ſoient baillées de par le Roy de France a noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, tous lesdicts Privilegez retourneront & doivent retourner au dict Roy de France & ſes Succeſſeurs, c'eſt aſſavoir tout pour tout, partie pour partie, & eſt accordé que le Roy de France fera rendre a ceux qui ſe ſont tenus de la partie du Roy d'Angleterre ce qu'il aura donné ou autrement aliené

en

ANNO 1303. en quelque maniere que ce ſoit de leurs heritages & de leurs terres, ſe il ne puet autrement accorder a eux, & auſſy fera t'il rendre & delivrer les dons & les autres choſes alienées par luy, & en nom de luy ou demaine du Duché d'Aquitaine, & ne ſe partiront lesdictes gens du Roy de France envoyez en la Duché d'Aquitaine, du Pays de la, jusques a tant que lesdictes choſes ſoient parfaictes & accomplies plainement & entierement quand a la delivrance des terres, & au bail des teneures, ſi comme deſſus eſt dict, & y aura gens pour ledict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre a recevoir de la delivrance desdictes terres, c'eſt aſſavoir nous

Amez de Savoye, } Comtes,
Henri de Nichole, }
Et
Otthes de Grandſon Chevalier,

avant dicts qui laboureront loyalment & en bonne foy, tant comme en nous en ſera, a oſter lesdictes empeschements, & là où nous offera raiſon ſelon la forme de cet preſent accord, nous le prendrons & recevrons preſentement & ſans delay loyalment, & en bonne foy: Et ce aucunes desdictes perſonnes de li une partie ou de li autre eſtoit empechiée par mort, ou maladie, l'autre pour ce ne laiſſera mie a aller avant, de parfaire & accomplir les choſes devantdictes en la maniere deſſusdicte; & jureront ledict Evesque d'Auxerre, le Duc de Bourgongne, & li autres que le Roy nommera jureront en l'ame dudict Roy de France par ſon espescial Mandement, & auſſy ont juré en leurs propres Ames ſur les Sainctes Evangilles que toutes les choſes avantdictes plainement delivreront, affligeront & parferont en la devantdicte maniere loyalment & en bonne foy; & auſſy jureront les gens ledict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre en l'ame d'iceluy noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre & en leurs propres Ames, c'eſt aſſavoir nous,

Amez, Cuens de Savoye,
Henry, Cuens de Nichole,
Et
Ottes de Grandſon Chevallier,

deſſusdicts que nous les choſes & chacune parferons & accomplirons en la maniere deſſusdicte loyalment, & en bonne foy.

Item eſt accordé que lesdictes choſes premierement accomplies quand a la delivrance des terres, & au bail des tenues, ſi comme deſſus eſt dict, les Roys deſſusdicts ſe aſſembleront perſonellement a Amiens a la feſte de la nativité noſtre Dame en Septembre prochaine avenir pour affermer, confirmer & jurer les choſes deſſusdictes, & lors fera ledict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre au Roy de France hommage lige purement & ſimplement ſans condition, comme Duc d'Aquitaine & Pair de France pour ladicte Duché, & ne puet ledict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre delayer ne delaiſera faire ledict hommage en la maniere devantdicte pour cas, pour dict, ne pour faict, pour choſe que aucune ſoit, ne advenir puiſſe, ne ſe pourra excuſer qu'il ne viegne lors perſonnallement pour excuſation, ne pour empeschement quiex qu'il ſoit, ſe n'eſtoit pas empeſchement de maladie de ſon propre corps loyalment & en bonne foy, ou par empeschement de mer, ou autre loyal empeschement, ou eſſoine apparent, & ſi notoire que tuit voyent qu'il n'y ait fraude ou barrat. Et ſe ledict empeschement advenoit, que ja n'aveigne, Monſire Edwart ſon filz y ſera tenu avenir en propre perſonne, plain & ſuffiſant mandement & pouvoir de faire ladicte feauté en nom dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, & de faire & parfaire toute les autres choſes deſſusdictes, & en nom d'iceluy Roy, & comme ſon Procureur a ce eſtably ſouffiſamment, & neantmoins ledict empeschement ceſſant ledict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre ſera tenu de venir perſonellement le pluſtoſt qu'il pourra bonnement pour faire, parfaire, & accomplir toutes les choſes deſſusdictes.

Item eſt accordé que tout priſon & hoſtage ſoit delivré & quitté, & que toutes manieres de Lettres & de temps obligatoires d'oſtagemens d'une part & d'autre, & toutes autres Lettres touchant la renduë du Duché d'Aquitaine faicte par le Roy d'Angleterre en la main le Roy de France, ſoient renduës celles qui pourront eſtre trouvées, & les autres annullées d'une part & d'autre.

Item eſt accordé que toutes terres & rentes prinſes, occupées ou detenuës par achoiſon de la Guerre des devantdicts Roys par le Roy de France, ou par les ſiens des hommes & ſujetz de noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, ſoit d'Egliſe, ou d'autres perſonnes, quelles qu'elles ſoient, ſoient desores pleinement & entierement renduës, & auſſy les terres & les rentes priſes & occupées, ou detenuës par ledict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, ou par les ſiens des hommes & ſujets le Roy de France, ſoit d'Egliſe, ou autres perſonnes quelles qu'elles ſoient avenir. ANNO 1303.

Item eſt accordé que ceux de la Duché d'Aquitaine qui ont eſté de la partie le Roy de France en la guerre reviengnent en ſa bienveillance, & en la grace noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, & auſſy que ceux dudict Duché qui ont eſté de la partie noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre reviengnent deslors en la benveillance & en la grace du Roy de France.

Derechef il eſt accordé que le Roy de France fera ſon proffit des acqueſtes, des accrois, & des amendements que il a faicts en la terre, tant que il l'a tenuë en ſa main, en baillant audict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre tenant de Conditions ſouffiſant, ſauf ce que des œuvres de maſſonnages, & de amendements d'edifices, reſtors ne recompenſation ne ſera faicte.

Et pour ce que toute maniere de deſtors ſoient appaiſez, & que nulle maniere de diſſention ne demeure pour raiſon du temps paſſé contre lesdicts Rois, accordé eſt que les Paix anciennes faictes & euës entre lesdicts Roys & leurs Succeſſeurs ſoient fermes & eſtables, & les avons afermées & confirmées ez noms desdicts Rois deça & de la.

Derechef accordé eſt que ceux qui iront en Duché d'Aquitaine pour lesdicts Rois deça & de la, ſi comme deſſus eſt dict, auront pouvoir de prolonguer & allonguer par commun accord ledict terme de la nativité de noſtre Dame, ſe ils voyent que meſtier ſoit, & que le proffit de la beſongne le requiere, a un autre terme que ilz verront que bon ſera: lesquelles choſes & chacune d'icelles, ſi comme elles ſont deſſus deviſées & escrittes, nous accordons, voulons, & agreons, & promettons loyalment en bonne foy, comme Meſſages & Procureurs dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, pour luy & en nom de luy & pour ſes hoirs, & ſes Succeſſeurs, a les garder tenir & accomplir fermement & loyalment a tousjours, ſans venir encontre par quelque raiſon ou cauſe en temps advenir, & que nous les ferons agréer, ratifier & approuver par noſtre dict Seigneur le Roy d'Angleterre, & les jurer enſemble & de ce donner ſes Lettres ouvertes contenans toutes les choſes deſſusdictes, & de toutes ces choſes nous avons faict & donné en nom de noſtredict Seigneur le Roy d'Angleterre, & en l'ame de luy, ſerment corporel aux Sainctes Evangilles en la preſence dedicts Meſſages & Procureurs dudict Roy de France.

En teſmoin de laquelle choſe nous avons faict mettre en ces Lettres nos propres ſceaux. Donné a Paris le XX. jour de May l'an de grace 1303.

ET NOUS Eduuard Roy d'Angleterre Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine devantdict, toute la teneur desdictes Lettres pleinement entenduë & conſiderée euë diligente diliberation ſur ce toutes les choſes escrittes, contenues esdictes Lettres, voulons, loons, ratifions, approuvons & confirmons de certaine ſcience, & toutes & chacune de ces choſes jurons par ces preſentes Lettres & promettons pour nous & pour nos hoirs, & pour nos Succeſſeurs Roys d'Angleterre, & Ducs d'Aquitaine toutes & chacunes choſes deſſusdictes, complir, tenir, garder a tousjours, loyalment, fermement, ſans jamais venir en contre par nous, ou par autruy; & ce avons nous promis & promettons expreſſement, loyalment, & en bonne foy, & par ſerment faict ſur ce en l'ame de nous, & en noſtre preſence par noſtre amé & feal Henry de Lacy, Comte de Nicole, preſent & ayant de nous ſur ce expreſſement plain pouvoir & especial mandement: & encores a ſçavoir que nous a noſtre tres cher Seigneur & Pere Philippes par la grace de Dieu Roy de France avant nommé avons faict perſonnellement hommage, ſelon les formes des Pays, & des accords faicts par Meſſages ou Procureurs, ou autrement, entre ledict noſtre Seigneur Roy de France devant dict, & ſes devanciers Roys de France, & noſtre tres cher Seigneur & Pere Eduuard jadis Roy d'Angleterre, & les ſiens predeceſſeurs Rois d'Angleterre & Ducs d'Aquitaine, & avons encore faict audit noſtre Seigneur le Roy de France hommage pour la Comte de Ponty tout ne fuſt il rien de celi hommage de Ponty, contenu, ne mention faicte esdicts Pays & accords.

En teſmoin desquelles choſes nous avons faicts mettre noſtre ſcel en ces preſentes Lettres.

Donné a Boulongne le dernier jour de Janvier l'an de grace 1307. le premier an de noſtre Regne.

Et ego Joannes de Crociaco, Clericus Sueſſionenſis Dice-

ANNO 1303. Diœceſis, Apoſtolica Publicus auctoritate Notarius, præſens tranſumptum ex dictis Litteris Originalibus ſumptum, cum eisdem Litteris, una cum discreto viro Guillielmo Deſcon, Joanne Clerico dictæ Sueſſionenſis Diœceſis, diligenter & fideliter auſcultavi: & quia utrumque concordare inveni, hic manu propria ſubſcripſi ſignumque meum, una cum Sigillo Curiæ Pariſienſis inferius appenſo appoſui conſuetum rogatus.

Actum apud Sanctum-Germanum de Pratis juxta Pariſios, in domo quam inhabito; anno Domini milleſimo, trecenteſimo, quadrageſimo tertio, Indictione undecima, menſis Auguſti die decima ſexta, Pontificatus Domini Clementis Papæ ſexti, anno ſecundo.

Et nos Officialis Curiæ Pariſienſis, dictas Litteras Originales ſupraſcriptas diligenter vidimus & inſpeximus, & in teſtimonium viſionis hujusmodi, Sigillum ejusdem Curiæ Pariſienſis tranſcripto, ſive tranſumpto, una cum ſigno & ſubſcriptione dicti Notarii Publici duximus apponendum. Datum ut ſupra.

Scellé d'un ſceau.

DLXXXVI.

10. Mai. *Lettres des quatre Ambaſſadeurs Anglois ratifians les Traitez faits entre le* ROY DE FRANCE, *& leur Seigneur, en conſéquence de la Sentence renduë par le Pape comme perſonne privée. Deux desquels, comme Procureurs d'*EDOUARD *Fils du Roy d'Angleterre, fiancent* ISABELLE *de France, & Elle ledict* EDOUARD *en la main de* GILLES *Archevesque de Narbonne.* 1303. [Pièce, tirée des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin reliez en rouge.]

UNIVERSIS præſentes Litteras inſpecturis Officialis Curiæ Pariſienſis, Salutem in Domino. Noveritis nos Anno Domini Milleſimo trecenteſimo ſexto, die Martis poſt ramos Palmarum quasdam vidiſſe Litteras, formam quæ ſequitur continentes:

A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront ou orront Jean par la ſouffrance de Dieu Evesque de Vinceſtre, Amé Cuens de Savoye, Henry Cuens de Nichole, & Ottes de Grandſon Chevallier, Meſſagers & Procureurs de tres haut Prince Edouard par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, a ce eſtablis, Salut. Nous faiſons aſſavoir que comme il ait eſté prononcé par le Pape, comme par privée perſonne & par Benoiſt Gayetan par la vertu du Compromis faict en ligue, mariage ſe faſſe de Monſeigneur Edouard filz dudict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre, & de Madame Iſabel fille de tres excellent Prince Philippes par la mesme grace Roy de France ſi toſt, comme elle viendra en aage de faire mariage, ou dedans les quatre mois apres ce qu'il en aura eſté requis de par ledict Roy de France, o doaire de dixhuit mil Livres de tournois petits de rente, ſur certaines conditions, & poines miſes & adjouſtées en la pronontiation deſſusdicte, & es Lettres faictes ſur ce; & quant audict mariage il ait oſté les empeſchemens qui y eſtoient, ou pouvoient eſtre pour raiſon du lignage, & ait dispenſé par auctorité d'Apoſtoille, & empres ladicte pronontiation, aucuns Traictez & accords ayent eſté eus & faicts a Monſtreuil entre les Procureurs & Meſſages desdicts Roys, conditions & poines miſes & adjouſtées quant a la fermeté dudict mariage, ſi comme elles ſont plus plainement contenuës ez Lettres faictes ſur ce. Nous la prononciation, les Traictez, & les accords deſſusdicts, & chacun d'iceux ſur les poines & ſur les conditions deſſusdicts, comme Meſſages & Procureurs dudict noſtre Seigneur le Roy en nom de li, pour li, pour ſes hoirs, & pour ſes ſucceſſeurs & pour Monſeigneur Edouard ſon filz deſſusdict, ratifions, agreons, approuvons, & promettons en nom dudict noſtre Seigneur le Roy, a les tenir, garder, & accomplir fermement ſur les poines deſſusdictes.

Item nous dicts Comtes de Savoye & Nicholle comme Meſſages & Procureurs dud. & Monſeigneur Edouard, filz dudict Roy d'Angleterre, avons fiancé preſentement en la preſence dudict Roy de France, & de haute Dame Madame Jeanne par ladicte grace Reyne de France, mere de ladicte Madame Iſabelle, Madame Iſabel preſente & recevant elle preſens ſesdicts parens, & ſesdicts Procureurs recevans fiança ledict Monſeigneur Edouard en la main de honorable Pere, Gilles par cette mesme grace Archevesque de Narbonne ſur les poines & ſur les conditions deſſusdictes. ANNO 1303.

En tesmoin de laquelle choſe nous avons faict ſceller ces Lettres de nos ſceaux.

Donné a Paris le XX. jour de May l'an de grace Mil trois cents & trois.

In cujus viſionis teſtimonium Sigillum Curiæ Pariſienſis præſentibus Litteris duximus apponendum. Datum, ut ſupra.

DLXXXVII.

Confirmation du ROY D'ANGLETERRE *ſur l'Accord fait par ſes Ambaſſadeurs avec les Ambaſſadeurs du* ROY DE FRANCE. [Pièce tirée du Vol. LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge.] 10. Juill.

EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, Duc d'Aquitaine, a tous ceux qui ces Lettres orront ou verront, ſalut. Comme nagueres euſſiens envoyé honnorables, Reverend Pere en Dieu Johan Evesque de Wincestre, & nos amez & feaux, Amé Comte de Savoye, Henry de Lacy Comte de Nicole, nos Couſins, & Ottes de Grandſon Chevallier, nos Procureurs & Meſſages eſpeciaux ez parties de France, ovecque plain & ſouffiſant poer traictier de reformation de peés & de accord qui appendent entre nous d'une part, & tres excellent Prince Philippe par la mesme grace Roy de France d'autre part ſor tous les descords, guerres, contens, controverſes, cauſes, queſtions, domages, injures, demandes, & occaſions reales ou perſonales, qui furent ou eſtre poayent entre nous, & ledict Roy de France par quelconque acheſon, & a tieu maniere traittier, accorder, & affermer, & a faire en l'ame de nous tote maniere de ferment que meſtier ſeroit en ledict traitié, & a toutes choſes faire qui a pleine peés & accord poayent apartenir, & que nous ferions, ou pourrions faire, ſi nous mesmes fuſſions preſens, ſi comme plus pleinement eſt contenu en nos Lettres de poer ſur coi faictes a nosdicts Meſſages par la vertu & l'auctorité dudict pouer en noſtre nom & pour nous, & pour nos hoirs d'une part, & Monſieur Louis fius du Roy de France Cuens d'Eureux, Monſieur Robert Duc de Bourgongne, Monſieur Jean Duc de Bretagne, & Pierre Sire de Chambly Chevallier Chamberlan lidict Roy de France, Procurours, Meſſagiers doudict Roy de France audict Traictiez especialement par luy deputez & envoyez en nom dudict Roy & por li & por ſes hoirs d'autre part, ſur lesdictes guerres, contens, & discords, eyent faict, & affermé perdurable peés, & aucunes convenances & ordonnances entre nous, & ledict Roy de France, ainſy comme il eſt contenu ez Lettres desdicts nos Meſſages en la forme qui s'enſuit:

A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront ou orront, Jean par la ſouffrance de Dieu Evesque de Wincestre, &c. &c. &c. Donné a Paris le vintiesme jour de May l'an 1303.

Nous Edouard Roy d'Angleterre avant dict, a l'honneur de Dieu, pour peés & tranquillité de la Chreſtienté, & por advancement de la beſongne de la terre ſaincte, les avant dictes peés, convenances, & ordonnances, & totes les autres choſes & chacune d'icelles entre lesdicts Meſſages d'une part & d'autre, accordée, faicte & affermée, ſi comme deſſus plus plainement eſt contenu pour nous & pour nos hoirs, & pour nos ſucceſſeurs, voulons, loons, ratifions, agreons, & approuvons, & par ces preſentes Lettres confirmons, & en l'ame de nous les avons jurées a garder & fermement tenir. En temoignage de laquelle choſe nous avons faict faire cettes noſtres Lettres ſcellées de noſtre ſcel, en la ville de ſainct Jean de Peroſi en Escoſſe, le disme jour de Joignet, l'an de Grace Mil trois cents & trois, & de noſtre regne le trentiesme premier.

DLXXXVIII.

Donation faite à MARGUERITE DE SAVOYE, *des Châteaux de* Cariteyne *& de* Boſſolet, *par* PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince, & Ysabeau Princeſſe d'Achaye. Fait à Beauvoir, le 24. de Décembre, de l'année* 1303. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 110.] 24. Dec. SAVOYE ET ACHAYE.

ANNO 1303.

NOus PHELIPPES DE SAVOYE Princes d'Achaye, & YSABIAUX Princeſſe de celle meisme Princée feiſons aſſavoir à touz ceaux qui ceſtes preſentes Letrés verront & orront. Que nous per nous & per nous hoirs donons & outroyons à noſtre chiere Fille MARGUERITE é as hoirs de ſon corps, le Chaſtel & la Chaſtelanie de Cariteyne & de Boſſolet à tutes les fortareſſes de ces dites Chaſtellenies, & à tutes lour raiſſons, droitures & appartenances, tant ce que eſt au Domayne per Domaine, & ce que eſt au homage, homos, jurisdiction, jouſtiſe laut & vant & tout ce que aptient à la haute Seignorie, per anſi que ladite Marguerite noſtre Filie doit tenir tutes ces devant dites chouſes de nous & de nous hoirs qui ſeront Prince, pour le ſervice de ſon corps & de ſix Chevaliérs ſix mois au lant, & pour ce que cette choſe ſoit ferme & ſtable, & que nulle perſonne ne puiſſe aler à l'encontre per nul temps, havons nous fait doner à ladite Marguerite noſtre Filie, Ceſtes Letres overtes ſoelles de noſtres ſeaux pendanz. Et à plus grant tesmoniance & fermeté de cette chouſe, Nous havons requeru le honorable & ſage Beniemin Chancellier de noſtre Princée qu'il mete ſon ſu propre Soyaul à ces preſentes Lettres. Et Nous Beniemin Chancelier de la Princée d'Achaye à la requeſte de tres haut & puiſſanz noſtre chier Seigneur Monſieur Phelipe de Savoye, Prince d'Achaye, & de noſtre chiere Dame Madame Yſabiaux Princeſſe de celle meisme Princée havuns mis noſtre Soyaul proprie à ees dites preſentes Letres, en tesmoignance de verité. Ce fut fait à Beauvoir, an lant del Incarnation, mil trois cenz & trois, au vint & quatre jour du mois de Deſambre de la ſeconde Indicion.

DLXXXIX.

1304. 26. Fevr. **Entſcheid Römiſchen Königs Wenceslai zwiſchen Mann und Bürgern der Gemein auf dem Land zu Budiſſin / von Gerichtswegen ihrer güter. Geben Prag den Mittwoch nach Reminiſcere 1304.** [LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſ. II. pag. 12.]

C'eſt-à-dire,

Sentence Arbitrale rendue par WENCESLAS, *Roi de Boheme, entre les Communes de la Province de* BUDISSIN, *touchant l'exercice de la Jurisdiction en certains Lieux de leur Apartenance. Donné à Prague le Mecredi après-le Dimanche* Reminiscere. 1304.

WIr Wenceßlau von GOttes Gnaden / Römiſcher König / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / und König zu Böheimb / bekennen und thun kunt öffentlich mit dieſem Briefe / allen die ihn ſehen oder hören leſen / daß für Uns kommen ſeynd Unſere Mann und Bürger von voller Macht der Gemeinen auf dem Lande Budißin / Unſere liebe Getreuen / und haben Uns vorgeleget und geſagt und unterweiſet / Brüche und gebrochen / daß Sie in dem Lande gehabt haben / und an etzlicher maßen aufgeſtanden ſeint / ſonderlichen von Gerichts wegen ihrer Güter / daß Sie von Unſer Gnaden und der Cron Boheimb zu lehen haben / das haben wir für Uns und unſer Nachkommen mit wohlbedachten Muche / guten Rath Unſer Getreuen ſolche Zweyeracht alſo beſcheiden / von Königlicher Macht zu Boheimb / Und ſcheiden die alſo / und ſetzen in Krafft dieſes Brieffs / welcher ſolcher Mann / Bürger oder Bauer in denſelben unſern Lande zu Budißin / ſein Guth nicht mit den oberſten Gerichten / oder nicht mit allen Rechten hätte / daß wir dann ſolche Gerichte haben ſollen auf ihren Güttern / über Todtſchläge / und über Lembden / über Raub und über Diebe / und auch Mordbrenner; So ſollen ſie haben zu richten über alle Wunden und Schläge / Auflauff und über alle andere Sachen / wie die genandt ſeyn / die auf ihren Guttern geſchehen / und ſollen darbey für Uns / Unſere Nachkommen / und auch den Ambt-Leuthen ungehindert bleiben / ewiglich ohne Gefehrde.

Wäre es auch Sache / daß Wunden oder Auffläuff geſchehen auf ihren Gütern / und dieſelben unverbürgt darvon kommen / die ſollen forder unbedrungen und unbeſchwert auff den Güttern / da es uff geſchehen iſt / oder für unſern Gerichte zu Budißin / da unſer Voigt zu ſitzen pflegt / wo ſie das wollen / vorgenommen werden / ohne Hinderniß und ohne Gefehrde.

Wäre es auch / daß jemand richtet über Lembde oder geſchichte / die vor aus genommen ſynd / oder ſein Guth nicht mit allem Rechte hätte / als vorgeſchrieben ſtehet / der ſoll ſein verfallen gegen unſern Gerichte vier Marck Groſchen Pollniſcher Zahl / und ſollen dieſelben Sachen wieder an unſer vorgenandt Gericht weiſen gegen Budißin.

Wäre es auch / daß jemand erſchlagen würde / auff weſ Gütern das geſchehe / ſo ſoll man kommen und ſoll bitten Laub von unſern Gewaltigen / auffzuheben den Todten / und das ſoll man Ihn erlauben und ſo verbürgen mit Förderung. ANNO 1304.

Wär es / daß jemand den auffhübe ohne Laub / der ſoll verfallen ſeyn / ein Schock Böhmiſcher Groſchen unſern Gerichte / und ſoll verbürgen / als vorgeſchrieben ſtehet.

Auch ſoll man Zettergeſchrey verkündigen / kumbt ſie nicht gerecht / wie obgeſchrieben / über Todtſchläge / Lembde oder Raube / Diebe oder Mordbrenner / ſo ſollen ſie unbehabet bleiben; Auch ob man ein Dorffſchafft züge / daß Sie Zettergeſchrey verſchwiegen hätten / und man Sie das nicht verweiſen wolte / ſo ſollen es drey geſeſſene Nachbarn auf den Dorff auf den heiligen Ungeteydnigk beweiſen / ohn alles gefehrde / daß man des unwiſſendlich ſey / und ſollen darinne mit ſprechen ſein angeferde.

Wollen ſie aber das nicht beweiſen / auff den Heiligen / ſo ſoll man das Dorff je pfänden vor zehen Marck.

Darumb gebieten Wir Unſern Hauptmann daſelbſt zu Budißin der das iſt / oder hernach / da wir in künfftigen Zeiten / und allen andern unſern Hauptleuten / die das anrühret / daß Sie ſolche Unſer Scheidung und Geſetz halten / in ſolcher maße / als vor geſchrieben ſtehet / und darwieder niemand das überfahren laſſen / in keiner Weiſe / bey unſern Hulden.

Mit Uhrkundt dis Brieffs verſiegelt mit unſern Konigl. Majeſt. Inſiegel / Gegeben Prage nach Chriſti Geburth 1304. die Mitterwoche nach den Montag / als man ſinget Reminiscere, Unſerer Reiche / des Böhmiſchen im Zwantzigſten / des Römiſchen in dem Achten Jahre.

DXC.

Litteræ CONRADI SACCI *Magiſtri Domûs Teutonicorum, quibus declarat, ſe* LESTKONI *Cujaviæ Duci Centum & 80. Marcas Thorunenſes Denariorum, ac demum Centum & 20. Marcas eorundem Denariorum mutuò dediſſe, ab eoque pro dicta pecunia Territorium* Michalovienſe *in pignus accepiſſe. Datum Thorunii in die S. Calixti* 1304. [JOANNIS DLUGOSSI Hiſtoria Polonica Lib. IX. col. 907.] 14 Octe

UNIVERSIS præſentium inſpecturis, Nos frater Conradus Saccus, Magiſter Fratrum domus Teutonicorum per Pruſſiam, notum volumus eſſe. Quod cum de conſenſu Fratrum noſtrorum, illuſtri Principi Domino Leſtkoni Duci Cuiaviæ, & Domino junioris Wladislaviæ, ad inſtantiam ipſius, centum & octuaginta marcas Thorunenſes denariorum, ac demum centum & viginti marcas denariorum eorundem fideliter mutuaſſemus, ipſe Nobis & noſtris fratribus, pro eadem pecunia territorium ſuum Michalovienſe, cum omnibus terminis ſuis nomine pignoris obligavit, ita videlicet: quod ſi idem territorium a proximo feſto Nativitatis Domini noſtri Jeſu Chriſti intra biennium per ipſum aut fratres ſuos Przemislaum & Caſimirum inclytos Duces & Dominos Cuiaviæ a Nobis & fratribus noſtris per ſolutionem ſupradictæ pecuniæ non fuerit exolutum, cum nullus alius exolvere debeat, ex tunc Nobis & Ordini noſtro præſtiterunt, & ſic ad Nos & Ordinem noſtrum devolutum perpetuò poſſidendum. Si autem intra præfatum biennium, quocunque tempore fuerit, nobis prædictus Dominus Leſtko, aut fratres ejus Principes prædicti, pecuniam ſolverint prædictam, ex tunc ipſis ſupradictum territorium, prout ad ipſos pertinet, reddemus, & tenebimus reddere bona fide. Promiſimus etiam & promittimus prædicto Domino Leskoni interim, quod tenemus & habemus nomine pignoris prædictum territorium, in eo contra voluntatem ejus, nullam faciemus taxam, nec ſumptus aliquos, ad quorum ſolutionem faciendam, ipſum poſtmodum compellere deberemus. In quorum omnium memoriam & tutelam, ſigillum noſtrum præſentibus eſt appenſum. Teſtes ſunt Frater Guntherus de Swarczburg Provincialis terræ Culmenſis, Frater Henricus de Dubin Commendator in Thorun, Frater Otho Commendator in Scheven, Frater Henricus de Wederth Commendator in Heszow, Frater Gosvinus Vice-Commendator, Frater Petrus Commendator in Redino: & plures alii Ordinis noſtri Fratres. Datum Thorunii. Annò Domini milleſimo tricenteſimo quarto. Calixti Papæ & Martyris.

DXCI.

Traité de Paix entre PHILIPPE le Bel *Roi de France, & les Villes de* FLANDRE. *Fait l'an* 1304. FRANCE ET FLANDRE.

ANNO 1304. 1304. [PIERRE D'OUDERGHEEST dans ſes Chroniques & Annales de Flandre, Chap. CXL. Feuill. 233.]

(1) PREMIERS, que les Flamens auroyent bonne & perpetuelle Paix avec le Roy, & moyennant ce leur demoureroyent leurs biens, libertez & franchiſes ſauves & entiers, que le Conte Guy, ſeroit du tout reſtably, & remis en ſa Conté & Seigneurie, que touts priſonniers, tant d'un coſté, que d'autre, ſeroyent delivrez quites & francs. Que pour toutes offenſes, les Flamens payeroyent au Roy une amende pecuniele, qui ne pourroit exceder la ſomme de huict cent mille livres, pour laquelle arbitrer, ſeroyent eſleuz huict perſonnaiges, ſçavoir quatre d'un coſté, & quatre d'autre. Nonobſtant lesquelles choſes, le Roy voulut ſemblablement pour ſon honneur, & aſſeurance, que les Villes de Lille & Douay avec leurs appendances, fuſſent miſes en ſes mains, par maniere de gaige ou de contrepant, pour les tenir ſeullement, jusques a ce qu'il fut eſté ſatisfaict de la fusdicte amende, comme lors fut mis par escript & publié aux deux oſtz.

DXCII.

1305. 30. Janv. FRANCE ET LYON. *Traité & Accord paſſé entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, & l'Archevêque & la Ville de* LYON. *Fait au mois de Janvier de l'an* 1305. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 45.]

PRIMO Dominus Rex habebit in tota villa & Civitate Lugdunenſi & in terra & Baronia Eccleſiæ Lugdunenſis citra Sagonam reſſortum ſeu appellationes à diffinitivis ſententiis à judice temporali latis tantum, & discutietur cognitio iſtius reſſorti ſeu appellationum in Parlamento Pariſienſi, vel coram duobus vel tribus Viris probis de conſilio Regis non ſuſpectis, per Dominum Regem deputatis, & erit in optione Archiepiſcopi & Capituli, quod dictæ cauſæ in Parlamento, vel coram dictis deputandis discutiantur; & procedetur in eis ſecundum jus ſcriptum & confrontabitur dicta Baronia citius, quam commodè poterit confrontari. Ab Officiali verò Eccleſiaſtico Archiepiſcopi Lugdunenſis non appellabitur ad Dominum Regem, quantumcumque cauſæ ſint temporales de quibus conſuevit cognoscere de conſuetudine, vel de jure, & declarabuntur hæc verba, de conſuetudine vel de jure, per Dominum Archidiaconum Lugdunenſem & per Dominum P. de Bellapertica Decanum Pariſienſem.

§. 2. Item Dominus Rex gardabit, cuſtodiet, deffendet & juvabit, prout bonus & legitimus gardiator facere poteſt & debet Archiepiſcopum & Capitulum Lugdunenſe, ac homines & ſubditos ſuos & bona ipſorum, ubicumque ſint, contra omnes; & ponet & conſtituet gardiatorem de ſuis gentibus vel de Regno ſuo, maximè ad requiſitionem Archiepiſcopi & Capituli prædictorum, quem dictis Archiepiſcopo & Capitulo & hominibus eorumdem utiliorem credidit & novit expedire; qui gardiator in principio Regiminis ſui jurare tenebitur, ſe in officio ſibi commiſſo fideliter habiturum & compoſitionem preſentem integraliter ſervaturum, nec officium dictus gardiator exercere poterit ultra annum, niſi de conſenſu Archiepiſcopi, Decani & Capituli prædictorum; & nunquam, niſi quando expediens vel neceſſe fuerit idem deputabitur gardiator; qui nullam jurisdictionem habebit in dictos Archiepiſcopum & Capitulum, vel homines & ſubditos ſuos, niſi tantummodo gardiani, propter quam gardam dictus Dominus Rex vel gardiator deputandus ab ipſo, homines & ſubditos dictorum Archiepiſcopi & Capituli non gardabit contra dictos Archiepiſcopum & Capitulum, niſi in caſu reſſorti ſupra dicti.

§. 3. Item pro garda iſta omnes Laici de Civitate Lugdunenſi foca habentes ibidem debent dare & dabunt à duodecim denariis usque ad viginti ſolidos; & omnes Laici, qui non ſunt nobiles de terra & Baronia Eccleſiæ Lugdunenſis, nec non Vaſſallorum ipſorum ac omnium aliorum, qui ſunt & erunt infra terminos dictæ Baroniæ conſtituti, tenebuntur dare & dabunt à duodecim denariis usque ad viginti ſolidos ſimiliter; & erit media pars totius emolumenti quoquo modo provenientis rationum hujusmodi gardæ in omnibus præmiſſorum Domini Regis, & alia pars Archiepiſcopi & Capituli prædictorum; in mutatione verò Regis, vel ſi ipſum transfretare contingeret, ac etiam in mutatione Archiepiſcopi, vel ſi ipſum transfretare contingeret debebit prædicta contributio duplicari, & inter Dominum Regem & Archiepiſcopum & Capitulum dividi, ut eſt dictum; Videlicet media pars Domini Regis, & alia medietas Archiepiſcopi & Capituli prædictorum; & taxabuntur & levabuntur prædicta per Archiepiſcopum & Archidiaconum, qui nunc eſt, & poſt ipſum per Decanum, qui pro tempore fuerit, & per tres vel duos ex parte Regis eligendos milites nonos, quos debebit Dominus Rex fundare & cuilibet conſtituere centum libr. Turon. parvorum. ANNO 1305.

§. 4. Item ad præſens in civitate, terra & Baronia Eccleſiæ Lugdunenſis fiet una moderata ſubventio, cujus medietas erit Domini Regis & alia medietas erit Archiepiſcopi & Capituli prædictorum; & taxabitur & levabitur dicta ſubventio, prout in proximo articulo continetur per dictos milites, quorum nominatio de gratia ſpeciali (1) *** Clericos tamen Regis non alios nominabit.

§. 5. Item ad decennium proximum continuum ſubſequens & futurum in Civitate, terra & Baronia Eccleſiæ Lugdunenſis omnes vendentes & ementes Laici non nobiles pro qualibet libra duos denarios ſolvere tenebuntur, videlicet venditor unum & emptor alium, cujus emolumenti medietas Domino Regi applicabitur, & alia Archiepiſcopo & Capitulo ſupra dictis, & recolligetur emolumentum hujusmodi quolibet menſe per prædictos nominatos in articulis ſupra dictis.

§. 6. Item infra terminos & diſtrictus Baroniæ Archiepiſcopi & Capituli prædictorum poterunt dicti Archiepiſcopus & Capitulum liberè conſtituere Nundinas per tempus taxandum legitimè duraturas, euntes verò ad eas & redeuntes de eis erunt in guidagio & conductu Domini Regis predicti, & emolumenti ex dictis nundinis provenientis aliunde, quam jurisdictionis locorum ratione, habebit Dominus Rex medietatem & aliam Archiepiſcopus & Capitulum ſupradicti; & levabitur emolumentum hujusmodi per predictos, qui ad alia emolumenta levanda ſunt in ſuperioribus articulis nominati; & propter hoc Dominus Rex ſeu levatores emolumenti ejusdem per ipſum electi, nullam jurisdictionem in locis Nundinarum ipſarum nec ratione jurisdictionis alicujus aliud emolumentum percipient vel habebunt, quarum Nundinarum ordinatio in diſpoſitione Domini P. de Bellapertica Decani Pariſienſis & Archidiaconi Lugdunenſis relinquetur omninò, quod viderit expedire. Si verò fiat aliqua injuria vel recoſſa levatoribus emolumentorum prædictorum vel etiam ſequentium, dummodo communia inter Dominum Regem & Archiepiſcopum & Capitulum habeantur, emenda erit communis, & habebit Dominus Rex mediam partem emendæ, & dicti Archiepiſcopus & Capitulum aliam dimidiam obtinebunt, & levabuntur emolumenta per prædictos milites ut ſupra.

§. 7. Item Rex nullam faciet quoquo modo in terra, Civitate vel Baronia prædictis ſubventionem exigi & levari, niſi quando Archiepiſcopus & Capitulum medietatem ſubventionis percipiant, & Dominus Rex aliam obtinebit; & ſi contingat aliquam ſubventionem exigi & levari taxabitur & levabitur per prædictos, qui ſunt ſuperius ad levanda emolumenta alia nominati.

§. 8. Item damna Archiepiſcopo & Capitulo aut eorum hominibus & ſubditis per Officiales Domini Regis illata, in ipſius Domini Regis honorem vel utilitatem non verſa emendabuntur & reſtituentur plenariè, & erit medietas Domini Regis & alia medietas Archiepiſcopi & Capituli prædictorum & illorum, qui damna paſſi ſunt antedicta; & ad hoc compellantur damnorum illatores per Dominum Regem, prout erunt ſibi ſubditi vel propinqui. Ita tamen, quod * genera homines familiarum vel ſubditæ Archiepiſcopi vel Capituli prædictorum, ſi aliqua de bonis Domini Regis gentium Burgenſium hominum vel ſubditorum ſuorum habuerunt, reſtituant eisdem juſticia mediante.

§. 9. Item Archiepiſcopus faciet Domino Regi fidelitatem, ita tamen quod bona Eccleſiæ propter hoc non ſint de feodo Domini Regis; & omnes & ſinguli Canonici Lugdunenſes in ſua creatione jurabunt,

(1) *Philippe* venoit de gagner une bataille ſur les Flamands dans la quelle il leur avoit tué 25000. hommes, & aſſiégeoit actuellement l'Iſle. Mais les Flamands ayant fermé leurs boutiques aſſemblérent en moins de rien 60000. combattans, & obligérent *Philippe* à leur donner la Paix.

(1) Deſunt verba, *ait Dominus* LEIBNITIUS, quorum ſenſum credo, fuit, nominationem Archiepiſcopo fuiſſe conceſſam.

ANNO 1305. bunt, & jurare specialiter tenebuntur compositionem præsentem se fideliter servaturos.

§. 10. Item Archiepiscopus primam appellationem habebit in Civitate, terra & Baronia ante dictis & de omnibus infra suam Baroniam quoquo casu, ita quod appellationes factæ obmisso medio nullius penitus sint momenti; hoc idem habebit Capitulum in terra & Baronia suis, prout Archiepiscopo est prædictum.

§. 11. Item nullus subditorum Archiepiscopi vel Capituli prædictorum per viam simplicis querelæ ad Dominum Regem poterit recurrere, sed per viam ressorti supradicti dumtaxat.

§. 12. Item Rex non impediet mercata facta vel facienda in terris ipsorum, dummodo si aliqui super faciendis aliqualiter conquerentur coram Domino Rege vel Deputandis ab ipso subeant justitiæ complementum parati super hoc stare Juri.

§. 13. Item Rex non poterit tenere Bastonerios vel Officiales quoscunque infra Civitatem vel Baroniam prædictas, nec pignorare quoquo modo, nisi in casu ressorti, in quo casu duo vel tres Consiliarii eligendi poterunt tres vel quatuor Bastonerios deputare, qui in causa dicti Ressorti possint executionem facere, prout à dictis duobus vel tribus deputandis à Rege recipient in mandatis. Si autem cæteri Officiales Regis delinquant, contrahant, quoquo modo pignorent vel quasi in dictis Civitate, terra & Baronia; vel etiam deputati servientes in casu ressorti extra suum Officium, vel alii Officiales quicunque; possint puniri per Archiepiscopum & Capitulum antedictos, & omnis executio fieri, ac si in Officio Domini Regis non essent; prædicti verò servientes etiam in casu ressorti deputandi executionem non facient contra subditos Archiepiscopi & Capituli prædictorum, nisi dictis Archiepiscopo & Capitulo existentibus in defectu; nec aliquis serviens vel Officialis in loco, in quo domicilium habebit, poterit aliquod Officium exercere.

§. 14. Item Dominus Rex seu gentes suæ non poterunt tenere, nec tenebunt assisias suas in locis prædictis, imò cessabunt omnino, nec aliquæ infra terminos dictæ Baroniæ imposterum alicubi tenebuntur, aliquem verò de commorantibus in Civitate, terra & Baronia ante dictis in Burgesia sua recipere non poterit nec debebit; qui dicti homines, qui sui Burgenses facti erunt, prædicta Burgensia non obstante, possint nihilominus justificari in omnibus per Archiepiscopum & Capitulum superdictos, quamdiu in terra dictorum Archiepiscopi & Capituli morabuntur.

§. 15. Item Dominus Rex quitabit ipsis omnes alias gardas nonas, & de aliis gardis ordinabunt Domini P. de Bellapertica Decanus Parisiensis & Archidiaconus Lugdunensis; nec aliquem morantem in dictis locis & infra terminos supra dictos poterit Dominus Rex recipere in gardia sua, nisi prout superius est expressum.

§. 16. Item quando fiet pignoratio ratione ressorti non extrahentur pignora vel vendentur extra terram vel Baroniam antedictas.

§. 17. Item Dominus Rex non impediet monetam cusam vel cudendam per ipsos, nec cursum monetæ per loca, per quæ expendi & currere consuevit, nec impediet, quin liberè possint uti pedagiis, guidagiis & libertatibus suis, & privilegia sua & libertates eorum confirmabit eisdem, & bona de novo privilegia eisdem gratiosè concedet.

§. 18. Item Rex concedet Archiepiscopo & Capitulo & Clericis & incorporatis in Ecclesia Lugdunensi, quod in Curia sua & Parlamento, & coram dictis Deputandis ab ipso, agendo & defendendo per Procuratorem Clericum vel Laicum admittantur.

§. 19. Item Dominus Rex non poterit construere vel acquirere domum vel fortalitium, feodum, vel aliam gardam, vel aliud infra terminos Baroniæ antedictæ; & privilegia concessa civibus Lugdunensibus à tempore contentionis motæ in præjudicium Archiepiscopi & Capituli revocabit & penitus annullabit, & nulla dabit eisdem in præjudicium Archiepiscopi & Capituli in futurum, nisi de eorum consensu processit.

§. 20. Item Archiepiscopus & Capitulum & familiares sui non impedientur portare arma infra loca prædicta in feodis & retrofeodis eorundem pro conservatione seu executione jurisdictionis suæ, pro prosequendis & puniendis rebellionibus & injuriis sibi factis. Si verò aliquis de terra Archiepiscopi & Capituli illicitè contra prohibitionem arma detulerit, per eos punietur, & emendam integraliter percipient ab eodem Archiepiscopus in terra & Baronia suis, Capitulum in suis; Illud idem de forensibus verò per dictos Decanum Parisiensem & Archidiaconum Lugdunensem ordinabitur, prout viderint ordinandum.

§. 21. Item ipsi & terra sua & habitantes in locis prædictis non suberunt in aliquo Senescallis & Baillivis Domini Regis. ANNO 1305

§. 22. Item Dominus Rex vel alius nomine suo non poterit inhibere generaliter vel specialiter, quo minùs ipsi vel quicumque habitantes infra loca prædicta possint deferre vel extrahere res suas quascumque, ubicumque voluerint per totam terram suam & alibi, quocumque sibi placuerit; hoc excepto, quod prædicta portare non possint vel vendere inimicis Domini Regis postquam ipsis dicti inimici D. Regis fuerunt denuntiati; nisi contingeret pro expeditione Reipublicæ inhibitionem generalem super hoc per totum Regnum fieri, & tunc non possent deferre vel extrahere, nisi pro necessitate tantum modo terrarum suarum, quæ sunt extra Regnum Franciæ constitutæ.

§. 23. Item ipsi Archiepiscopus & Capitulum, Clerici & incorporati in Ecclesia Lugdunensi, & morantes infra loca prædicta, non tenebuntur venire ad Parlamentum Domini Regis, nisi in casu ressorti, ut supra tantummodo.

§. 24. Item propter defectum juris Prælati vel singularis personæ, Ecclesia jurisdictione sua privari non poterit, nec in perpetuum, nec ad tempus, nec pro facto singularis & privatæ personæ poterit Capitulum pignorari, vel aliqualiter puniri.

§. 25. Item D. Rex ratione superioritatis vel ressorti nullas exactiones, Taillas, Collectas, Complimentas ordinarias vel extr. subventiones imponet, præter ea quæ in superiori articulo simili sunt expressa de subventione loquente; & nunquam nisi de consensu Archiepiscopi & Capituli processerit prædictorum.

§. 26. Item eisdem & eorum subditis quitabuntur & quitæ sunt & remittentur emendæ, offensæ, rebelliones, condamnationes, contumaciæ & subventiones quæcumque, in quibus & Capitulum & eorum subditi teneri possent ex quacumque ratione vel causa usque ad diem hodiernam. De debitis verò si quæ sint ordinabunt dicti Decanus Parisiensis & Archidiaconus Lugdunensis, prout viderint expedire.

§. 27. Item Archiepiscopus & Capitulum Lugdunen. in omnibus feodis & retrofeodis, & in omnibus locis infra terminos suæ Baroniæ constitutis & omnibus aliis, in quibus habent jurisdictionem omnimodam altam & bassam, poterunt licitè acquirere sine amortisatione aliqua facienda.

§. 28. Item vacante Sede Lugdunensis Ecclesiæ omnia emolumenta prædicta, quantum spectare poterunt ad Archiepiscopum Lugdunensem applicabuntur ipsi Ecclesiæ Lugdunensi pro ornamentis & thesauro ipsius Ecclesiæ reparandis.

§. 29. Item omnes constitutiones super regimine Regis & Regni Franciæ publice pro Ecclesiis promulgatas ad utilitatem & honorem Lugdunensis Ecclesiæ faciet Dominus Rex firmiter observari.

§. 30. Item singuli Baillivi Matisconen. & Vallavie, & Sen. Bellicadri, eorum Judices, & Procuratores Regii tenebuntur jurare & in principio sui regiminis sic jurabunt, se servaturos integrè & fideliter omnia & singula supradicta.

§. 31. Item Dominus Rex & Successores sui in principio creationis eorum, quando Archiepiscopus eis fidelitatem faciet, promittent bonâ fide se prædicta omnia & singula fideliter servaturos.

§. 32. Item super discordia dictorum Archiepiscopi & Capituli Lugdunensis & omnium Civium Lugdunensium sopienda, eligentur duo vel tres Viri idonei ex parte Archiepiscopi & Capituli Lugdunensis, & alii duo vel tres ex parte Civium prædictorum, qui omnimodùm ab ipsis habeant plenam & liberam super terminandis omnibus potestatem.

§. 33. Item super omnibus oblitis, item super emenda damnorum & deperditorum Archiepiscopi & Capituli & subditorum ipsorum, & super omnibus aliis Capitulis, & super dubiis declarandis, quæ possent super statu Ecclesiæ Lugdunensis oriri, vel de novo, quomodolibet ad utilitatem Domini Regis Archiepiscopi & Capituli vel ad evitandum ipsorum incommodum, vel dedecus ordinari; constituti sint Domini Decanus Parisiensis & Archidiaconus Lugdunensis prædicti ad ordinanda, constituenda, declaranda dubia & omnia sopienda, qui omnia & singula poterunt plenariè ordinare, dubia declarare, & fine debito terminare, prout utrique parti melius viderint expedire. Si verò, quod absit, dictos Dominos P. de Bellapertica Decanum Parisiensem & Th. de Vasaillaico Archidiaconum Lugdunensem, vel eorum alterum exire contingeret ex humanis, antequam præsens Tractatus votivum sortiretur effectum & perfectius compleretur, alius loco dicti Domini P.

Deca-

ANNO 1305. Decani Parisiensis per Dominum Regem & alius loco dicti Th. Archidiaconi Lugdunensis executor per Archiepiscopum & Capitulum debebit subrogari, & subrogabitur per eosdem; qui duo eamdem habeant & habebunt in omnibus & per omnia potestatem, qualem obtinent dicti Domini P. Decanus Parisiensis & Th. Archidiaconus Lugdunensis super præmissis omnibus & singulis præmissorum.

§. 34. Memoria sit super istis articulis ponendis in glossa, primo super Beneficiis vacantibus super decimis, quod Beneficia non dicuntur vacare in Ecclesia Lugdunensi & aliis quibusdam suffraganeis, vel aliis subditis ejusdem conditionis. Item quod Decanus & non singulares personæ solvant decimam pro suo Capitulo. Item quod usque ad mille libras possint acquirere & in Regno sine amortizare annui redditus. Item quod Dominus Archidiaconus, Cantor & Sacrista sunt Clerici Regis. Item quod Archiepiscopus sit de consilio Regis & successorum suorum.

§. 35. Item quod ad omnia & singula emolumenta recolligenda habeat Rex tres milites, ut prædicti in Ecclesia Lugdunensi, qui ea suo nomine perpetuò habeant recolligere, & alii tres vel duo nomine Archiepiscopi & Capituli Lugdunensis, & fundabit quamlibet militiam sub centum libr. Turon. parvorum. Item quod extra manum suam nihil de prædictis ponat, & si fiat, non teneat. Item super confratriis sub pœna bonorum non faciendis, & in glossa ponendis & aliis quibusdam modicis articulis, qui non continentur in istis.

§. 36. Universis præsentes Litteras inspecturis Petrus de Bellapertica Decanus Parisiensis à Domino nostro Francorum Rege inter cætera specialiter deputatus ad tractandum, ordinandum & conveniendum cum gentibus & Procuratoribus venerabilium personarum Dominorum Archiepiscopi & Capituli Lugdunensis super omnibus & singulis controversiis, quæstionibus, actionibus & querelis inter Dominum nostrum Regem Francorum & Dominos Archiepiscopum & Capitulum antedictos super contenta in articulis supra scriptis hactenus habitis & quavis occasione subortis super ressorto & garda totius Villæ & Civitatis Lugdunensis, & terræ & Baroniæ Ecclesiæ Lugdunensis citra Sagonam felicius sopiendis; notum facimus nos præfati Regis nomine & pro ipso omnia & singula in supra scriptis articulis serioso contenta tractasse, ordinasse & specialiter convenisse cum gentibus & Procuratoribus prædictorum Archiepiscopi & Capituli Lugdunensis, prout in ipsis articulis continentur; quæ omnia & singula rata & firma habemus & in veritatis testimonium sigillum nostrum duximus præsentibus Litteris apponendum. Datum Sabatho ante purificationem beatæ Virginis, anno Domini 1305. Datum sub sigillo ipsius Domini Th. Archidiaconi per copiam anno Domini 1307. mensis Novembris septimo die ejusdem. *Est scellé d'un seel de cire verte.*

DXCIII.

Juin. FRANCE ET FLANDRE. *Extrait du Traité de Paix entre* PHILIPPE IV. *dit* le Bel *Roi de France, & ROBERT DE BETHUNE Comte de Flandres. Fait au mois de Juin* 1305. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLI. Feuill. 234.]

PREMIERS, que les Flamens affigneroyent au Roy vingt mille livres de terre de rente perpetuelle par an, en la Conté de Rethelois, le plus commodieusement que faire se pourroit, & ce endedens le Sainct Jean de l'an mil trois cents huict, qu'ils payeroyent au Roy quatre cents mille livres, en quatre ans, dont le premier payement escherroit, a la Sainct Jean de l'an trois cents six. Qu'ils bailleront six cents hommes d'armes de la Conté de Flandre en bon ordre & equippage, poor servir le Roy un an entier, la part qu'il luy plairoit, que le Roy pourroit punir par voiages, trois mille personnes de Bruges, & du Francq, coulpables des mesfaicts passez, les mille outre mer, & les deux mil deça la mer. Que les Flamens abbateroyent & raseroyent les murs & Forteresses des cinc principalles Villes, Gand, Bruges, Ypre, Lille & Douay, endedens la Sainct Jean, de l'an mil trois cents sept, sans jamais les povoir refaire, ny remettre sus. Que moyennant ces choses, le Conte Robert, Guillaume & Guy ses freres & les autres nobles de Flandre, prisonniers, seroyent delivrez, comme semblablement seroit le corps du Conte Guy, qui estoit l'année precedente terminé en la prison. Que les Nobles & Communaultez de Flandre seroyent telle seureté, que seroit advisé de jamais eux substraire de l'obeissance du Roy, ny de ses successeurs Roys de France. Que jamais, ils ne se alleroyent aux ennemys du Royaulme, ny les secourreroyent, conforteroyent, ny soustiendroyent, & si le Conte le faisoit, il fourferoit la Conté de Flandre, que pour la seureté de ce que dessus, le Conte Robert de Flandre mettroit au povoir, & es mains du Roy, ou de son Commis, les Chasteaux, Villes & Chastelenies de Lille, Douay, Bethune, Chasteaux de Cassel & de Courtray pour les tenir, jusques a ce que les vingt mille livres de terre seroyent assignées, les Forteresses abbatuës, & les Pelerins mis en chemin. Que le Roy pourroit faire abbatre les Chasteaux de Lille & de Courtray, qu'il avoit faict fortifier, le fons desquels neantmoins demoureroit au Conte de Flandre, que si les choses susdictes ne fussent en leur temps & lieu accomplies, le Conte Robert fourferoit l'amende de soyxante livres, & nonobstant ce, le Roy pourroit proceder alencontre des Flamens par censures & excommunications du Pape, & aussi par adjournements a Paris, que touts alliez d'une part & d'autre, seroyent comprins en ceste Paix, reservé le Conte de Hainault, pour autant que peut toucher & concerner les Contes de Hollande & Zelende. Ce fut faict & conclu, par lesdicts huict arbitres, a Achies sur Orange au mois de Juing l'an mil trois cents cinc: & fust le tout traicté, confirmé & approuvé par les Procureurs des Villes & Communautez de Flandre, reservé ceux de Bruges, qui n'avoient illec leurs Procureurs, pour autant qu'on ne les y vouloit veoir, ny ouyr.

ANNO 1305.

DXCIV.

Union des Comtez de PIE'MONT, *de* PROVENCE, *& de* FORCALQUIER, *faite par* CHARLES II. *Roi de Jerusalem & de Sicile, à Naples. Le* 14. *de Février, de l'an* 1306. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag 45.]

1306. 14. Fevr. PIE'MONT PROVENCE ET FORCALQUIER.

CAROLUS SECUNDUS Dei gratia Rex Jerusalem & Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ, PROVINCIÆ & FORCALQUERII Comes, universis præsentis Scripti seriem inspecturis tam præsentibus quam futuris principale præsidium. De subditorum cura prævidens nonnumquam ex causa præcipuè Regionis loca separat, ac interdum divisa reducit ad integrum per alligabilem unionem sancitam. Circa fidelium & subjectorum nostrorum augmenta status prosperi meditatione solicita intendentes, attento quod dum ipsi ex regionum diversitate ac partium separatione disjuncti ad unitatem reducti redduntur amabiliores ad invicem, & contra alios fortiores, cum vis unita degregatâ sit fortior, & colligatus funiculus difficilius dissolvatur; Comitatum PEDEMONTIS nostrum utique patrimoniale peculium, recuperatum noviter de manibus detentorum, cum omnibus terris, castris, Villis, casalibus & locis aliis ac pertinentiis suis, Comitatibus nostris Provinciæ & Forcalquerii de certa nostra scientia incorporandum & uniendum duximus, ac etiam adverteñdum; ita quod sub fœlici nostro & heredum nostrorum Dominio Comitatibus ipsis incorporatis invicem & mutuo conjunctis, nostri fideles & subditi eorundem, vinculo uniti corroborationis arctiori, mutuis se coadjuvent viribus, & cum casus emerserit, minime adversariorum potentias pertimescant. Hoc excepto specialiter & expressius reservato, quòd in dicto Comitatu Pedemontis nostro in præfatis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii Senescallus nullam jurisdictionem habeat, sed in eo per Curiam nostram Senescallus per se, aliique Officiales per tempora statuantur, quodque propter unionem & incorporationem præmissas juribus, honoribus & libertatibus dicti Comitatus Pedemontis ac specialium personarum ipsius nullum præjudicium quomodolibet generetur; nec idem Comitatus propter unionem ipsam eisdem Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ad subjectionem vel submissionem aliquam teneatur, in cujus rei testimonium præsens Scriptum duplicatum fieri & aurea bulla nostræ Majestatis impressa tiparió jussimus communiri. Datum Neapoli per manus M. Di. C. &c. Anno Domini millesimo trecentesimo sexto, die decima quartâ Februarii, quarto Indictionis, regnorum nostrorum anno XXII.

ANNO 1306.

DXCV.

25. Avr. SICILE ET SAVOYE.

Ratification faite par ROBERT *Duc de Calabre, Fils Aîné du Roi de Sicile, du Traité fait entre* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaïe, &* RAIMOND DELECT *Sénéchal de Piémont, pour l'acquiſition de la Ville d'Aſt, &c. Faite à Aix, le 25. d'Avril, de l'an* 1306. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 102.]

ROBERTUS primogenitus Illuſtris Jeruſalem & Siciliæ Regis, Dux Calabriæ, ac ejus in Regno Siciliæ Comitatibus Provinciæ ac Forcalquerii Vicarius generalis: tenore præſentium notum facimus univerſis earum ſeriem inſpecturis, tam præſentibus quàm futuris: Quòd expoſito nuper nobis per Dominum RAYNALDUM DE LECTO, Senescallum Comitatus Pedemontium, Paternum Magiſtrum hoſtiarium & Conſiliarium ſuum, noſtrumque dilectum, certas Conventiones & Societatem initas ac contractas eſſe, inter Virum Magnificum *Dominum* PHILIPPUM DE SABAUDIA *Principem Achayæ, Conſanguineum noſtrum*, pro ſe ex parte una, & eundem Senescallum, pro parte Domini Genitoris noſtri Jeruſalem & Siciliæ Regis Illuſtris, ex altera ſuper acquiſitione Civitatis Aſtenſis, Terræ Carii diſtrictuum earum, & ſuper ſubſidio in partibus illis, per eundem Dominum Philippum Regiæ Curiæ, ipſius Domini Genitoris noſtri præſtando, prout in Inſtrumentis inde confectis dictus Senescallus aſſeruit contineri: intellecto etiam per aſſertionem ejusdem Senescalli, & Magiſtri Ægidii de Peruſio Canonici Florentini, Conſiliarii & familiaris Paterni, & noſtri, qui ſunt de negotiis illarum partium plenariè informati, quòd ipſæ Conventiones & Societas ſunt Curiæ Regiæ fructuoſæ; ex fide dignorum quoque relatione percepto quòd de prædicti Domini Regis voluntate proceſſit, ut Tractatus hujusmodi haberentur, qui Dominus Genitor noſter ſuper hoc alias ſcripſit Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Senescallo, petitoque per eundem Senescallum, ut præfatis Conventionibus & Societati aſſentire benignius dignaremur. Nos præmiſſorum conſideratione Conventionibus & Societati hujusmodi, noſtrum impartimur aſſenſum, ipſasque de certa ſcientia noſtra confirmamus. In cujus rei fidem futuramque memoriam, præſentes Literas noſtras exinde fieri, & pendenti Sigillo noſtro juſſimus communiri. Datum Aquis anno Domini M. CCC. VI. die viceſimo quinto Aprilis, quartæ Indictionis.

DXCVI.

25. Juill. AUTRICHE ET BRABANT.

Traité de Mariage entre JEAN, *fils de* JEAN II. *Duc de Brabant, &* CATHERINE *fille de l'Empereur* ALBERT I. *Fait à Francfort, le 25. Juillet*, 1306. [CHRISTOPHRE BUTKENS, en ſes Preuves des Trophées de Brabant. pag. 188.]

ALBERTUS Dei gratiâ Romanorum Rex ſemper Auguſtus, &c. quòd Illuſtris Fridericus Dux Auſtriæ filius noſter kariſſimus juravit Illuſtrem KATHARINAM filiam noſtram Illuſtrem JOANNEM Illuſtris Joannis Ducis Brabantiæ & Lotharingiæ primogenitum in maritum legitimum ſe daturum, & nos ſponſalia contrahendo promittimus illam tradere infra ſpatium quatuor annorum, ſub pœna quindecim millium marcarum, & donamus filiæ noſtræ in dotem Caſtrum & Villam de *Weerde* ad Imperium pertinens, nobili viro *Gerardo Comiti Juliacenſi* à nobis obligatum, à præfato Duce ex manibus dicti Comitis redimendum, pro ſex millibus marcarum, necnon Villam de *Dunsborge*; eâ conditione ut Caſtrum redemptum, ſtrenuo viro *Craftoni de Grifenſteyn* militi à nobis & dicto Duce in conſervationem tradetur, usque ad conſummationem dicti matrimonii, quo conſummato tradetur Duci nomine hipothecæ, & moriente dicto Craftone tradetur dictum Caſtrum *Everardo Comiti de Marka*, &c. Datum Frankenfuert, octavo Kal. Auguſti anno Domini MCCC. VI.

ANNO 1306.

DXCVII.

27. Août

Litteræ aſſertionis & Teſtificationis quamplurium Nobilium & Vaſſallorum DUCATUS LOTHARINGIÆ, *Quòd quoties Filium primogenitum Ducis Lotharingiæ mori contigerit ante Patrem, relictis Liberis legitimis, masculis vel fœminis, illæ vel illi in Ducatu Lotharingiæ, præ omnibus aliis ipſius Ducis hæredibus, debeant ſuccedere loco Patris. Actum Columbarii feria* VI. *proxima poſt Feſtum Bartholomæi Apoſtoli* 1306. [La Véritable Origine des Maiſons d'Alſace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 149. Extrait des Archives de Nancy.]

In nomine Domini Amen.

NOS Otto Dei gratia Tullenſis Epiſcopus, ad univerſorum notitiam deducimus per præſentes. Quod ſpectabiles & Nobiles viri Reinaldus de Burgundia Comes Montisbelligardi, Johannes Dominus de Salmis, Johannes Dominus de Bayon, Johannes Dominus de Pullegneio, Petrus Dominus de Remouilla, Vichardus de Amancia, Hugardus de Germiny, & alii quamplures Nobiles & Vaſalli Ducatus Lotharingiæ. In præſentia illuſtris Domini THEOBALDI Ducis Lotharingiæ, & noſtra & aliorum fide dignorum conſtituti per fidem qua dicto Duci tenebantur, aſſerebant & publicè proteſtati ſunt JUS eſſe & CONSUETUDINEM in Ducatu Lotharingiæ à tempore cujus non extat memoria hactenus obſervatum. Ut quoties filium Primogenitum Ducis Lotharingiæ, qui pro tempore fuerit, mori contigerit ante patrem, relictis liberis legitimis MASCULIS vel FOEMINIS uno vel pluribus, ILLÆ vel ILLI IN DUCATU LOTHARINGIÆ PRÆ OMNIBUS ALIIS IPSIUS DUCIS HÆREDIBUS DEBEANT SUCCEDERE loco patris. Et HANC CONSUETUDINEM quotiescumque in antea ſe caſus obtulerit in dicto Ducatu OBSERVATAM, promiſerunt dicti Nobiles quantum in eis eſt manu tenere & inviolabiliter obſervare. In cujus rei teſtimonium noſtrorum & prædictorum Nobilium ſigilla præſentibus ſunt appenſa. Nos igitur Nobiles antedicti confitemur publicè, præſcripta omnia & ſingula eſſe vera, & in eorum teſtimonium ſigilla noſtra præſentibus ſunt appenſa. Actum Columbarii feria VI. proxima poſt feſtum B. Bartholomæi Apoſtoli anno Domini MCCCVI.

DXCVIII.

Kayſers ALBERT I. Brieff über den Landfriede durch Schwaben-Land aufgericht zu Waſſer und Land auf 2 jahr. Geben zu Speyer am Sambſtag vor St. Walpurgis-Tag Anno 1306. [JOH. PHIL. DATT. Volumen Rer. German. Novum Lib. I. Cap. V. pag. 29. §. 29. d'où l'on tire cette Pièce. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abſ. I. p. 9.]. 1307 18. Fe

C'eſt-à-dire,

Inſtrument de la Paix publique ordonnée en Suabe, par l'Empereur ALBERT I. *pour deux ans. Fait à Spire le Samedi avant la Fête de Sainte Walpurge* 1307.

WIr Albrecht von Gottes Genaden Römiſch Künig alle wege ein Merer des Richis/Embieten den Edelen Lüten/Graven Ludewige von Oetingen dem alten/ Graven Ulrichen von Helfenſtain/ Cunrad von Winſperg/ Albrechte von Rechberg/ Wernher dem Voget von Teckе/ Heinrich dem Truſſezze von Dietzenhoven und den erbern Lüten den Burgern gemeinlech von Ougeſpurg/ von Ezzelingen/ von Ulme/ von Rittelingen/ von Gemünde/ von Hailtprunn/ von Wile/ von Wimpfen/ von Halle/ von Moſebach/ von Werde/ von Sinnesheim/ von Heidolreſheim/ von Logingen/ von Nördelingen/ von Geengen/ von Bopfingen/ von Dünckelſpühel/ von Füchtewang/ von Kirchem/ von Burgowe/ von Günzeburg und dorzu gemeinlech allen Edeln Lüten und Burgern unſern und des Riches getruwen Helden/ der wir hie nicht gedaht haben/ die in der Geburde wohnhafft ſint/ als da vor geſchriben ſtat/ unſer Genade und alles gut. Wir embieten uch/ wann wir die Lant beſorgen ſullen/ daz ſie Fride und Genade haben/ uff Wazzer/ und uf Lan-

de/

ANNO 1307. de/ darumbe sin wir zu rate worden/ mit unsern lieben Fürsten/ Graven/ Frien/ Dienstmann/ Burgern und andern deß Riches Holden/ daz Grave Ludewig von Otingen der alte/ sol einen Ritter dargeben von sinen wegen/ Grave Ulrich von Helfenstein auch einen Ritter/ Cunrad von Winsperch einen Ritter/ Albrecht von Rechberg einen Ritter/ Wernher der Voget von Tecke einen Ritter/ Heinrich der Truchsezze von Dießenhoven sol auch einen Ritter dargeben/ den Lantfride uß zurichtende/ von Ir selbes wegen/ ob sie dabi nicht gesin mogen; dazu sullen die Burger von Nördelingen einen Mann dorgeben/ — — — — — — — — — — — — — — — die Burger von Augespurg sollent einen dargeben/ und die Burger von Ulm einen von der wegen/ die in Graven Ulriches Gebiete von Helfenstein sizzent. So sullent die Burger von Ezzelingen einen dargeben/ und die Burger von Rütelingen auch einen von der wegen/ die in Albrechtes Pflege von Rechberg sizzent: Es sullent auch die Burger von Halle einen dargeben/ und die Burger von Heilprunne einen/ von der wegen/ die in Cunradtes von Winesberg Gebiete sint/ die Burger von Kirchheim sullent auch einen dargeben/ von der wegen/ die in Wernhers des Vogetes von Tecke Gebiete wonhafft sint: darzu sullen die Burger von Günzeburg einen Mann dargeben von der wegen/ die in Heinriches des Truchseßen von Dießenhoven Pflege wonhafft sint/ den Lantfride ußzerichtende. Und darumbe so gebieten wir uch und allen den die den Lantfriden gesworen hant/ oder noch swerent/ daß Ir gehorsam sint/ den/ die uber den Lantfride gesetzet sint/ oder werdent: Swes sie alle übereinkommen/ oder der merteil under Jn/ es si mit uzzogen/ es si mit Buwen/ oder mit ander Dingen/ deme Lantfride nuzlich unde notdurftic si/ Es si umbe Totslege/ umbe Roub/ umbe Brant/ umbe Gefengnise/ und umb ander Sache/ die man den vur leit/ die uber den Lantfriden gesetzet sint/ Swes die übereinkomment alle oder der merre Teil undder jn uf ir Eit/ den sie uber den Lantfride gesworn hant oder noch swerent/ die Sache uz ze richtende/ oder nicht/ daz ir des gehorsam sint. Wir wollen auch/ were das jeman den Lantfride nicht sweren wolte in der Geburde/ alß dar vor geschrieben stat/ daz den der Lantfride nich schiermen sol/ unde swaz deme geschiht von den/ die den Lantfriden gesworn hant/ daz daruber keine Bezzerunge hore; Swer auch den Landfride sweren wil/ der sol daß tun vor deme Landfoget/ in des Gebiete er gesezzen ist: Unde vor der Burger einem oder zwein/ die in der Pflecnusse von der Stette wegen darzu geben sint/ Swes die darumbe uberein koment zu tunde/ oder zu laßende. Dirre Lantfride als da vor geschrieben stat/ soll weren/ unde stete bliben/ von den Wihennachten/ die nu jungest woren vor deme Tage/ alse dirre Brief geben ist/ biz zu den Pfingesten: die nu aber nehest komment/ unde dannen über zwai Jar/ die aller nehest nach einander koment/ alle die Sache uzzerichtende/ die da vorgeschrieben stant/ die in disen Ziten beschehent oder geschehen sint. Wir wollen auch/ daß alle die Satzunge/ die da vorgeschrieben sint/ umbe den Landfride/ daß die stede bliben deme so vil/ wurden wir ander Dinge zu Rate/ dem Lande und deme Lantfride nuzlich unde gut weren/ daß wir daß wol sollen tun. Uns hat auch Grave Ludewic von Otingen/ Grave Ulrich von Helfenstein/ Conrad von Winsberg/ Albrecht von Rechberg/ Wernher der Voget von Tecke/ unde Heinrich der Truchseze von Diezzenhoven gelobet und gesworen zu den Hailigen/ daß si die Lüte von in lazzen/ die dem Lande schedelich sint. Und swaz sie deme Lantfride zu Helfe getun mügent ungevorlich/an der Stede helfe/ daz sie daz thun sullent ane alle Geverde. Mag ez ir einer nicht getun von ime selber/ so sol er die/ die under im sint manen ir Eides/ das sit im beholfen sin; mohte aber der Lantfride mit Jn nicht ußgerichtet werden/ so sullent sie den nehesten die an sie stoßen ir Eides manen/ daß sie in beholffen sin/ daß der Breste uzgerichtet werde/ der denne ist. Wir wollen auch sunderbar daß der Lantfriede schierme und beholfen si/ allen den Clostern/ die in der Geburde ligent/ alsó da vor geschriben ist. Es sin Frouwen-Closter oder Münche-Closter-daß den ir Breste werde uzgerichtet. Wir wollen auch/ daß die Lüte/ die den Lantfride gesworen hant/ umbe Rotwile und in der Geburde soliche Arbeit angienge/ daz sie in selben nicht gehelffen mochten/ swenne sie danne die vorgeschrieben manent ir Eides/ daß sie in beholffen sin/ daß salen sie tun ane Geverde. Dise sullent jenen auch deßelben gebunden sin/ swenne sie ir Eides von Jn genant werdent. Unde zu einem wißenhafften Urkunde/ der vorgeschrieben Dinge/ geben wir der Römesch Künic Albrecht disen offenen Brief/ besigelt mit unserm Künichlichem Ingesigel. Diere Brief wort geben zu Spire/ an deme Sameztage vor Sante Walburge Tage/ da man zalte von Gotes Geburte/ druzehen hundert Jar/ und in dem Sibenden Jare/ in dem Nünden Jare unsers Riches. ꝛc.

DXCIX.

24 Mars. MONTFERRAT ET SAVOYE. *Contract de Mariage entre* JEAN JAQUES *Marquis de Montferrat, &* JEANNE DE SAVOYE, *Fille d'*AME' *Comte de Savoye. Fait au mois de Mars, de l'an* 1307. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 237.]

In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen.

ANNO 1307.

ANNO à Nativitate ejusdem M. CCC. VII. Indict. * XV. die XXIV. menſis Martii. Per hoc publicum Inſtrumentum cunctis fiat manifeſtum: Quòd cùm per certos pacis, tranquillitatis, unionis & obſervationis amoris, conſanguinitatis & affinitatis Illuſtrium Principum & Dominorum infrà ſcriptorum; bonæ quietis eorum patriæ, hominum & ſubditorum amatores & ſervitores; maximè egregiorum virorum Riguini & Georgii ex Comitibus Vallisſpergiæ, fuerit tractatum de ſponſaliis & matrimonio contrahendo inter *Illuſtres* JOANNEM-JACOBUM *filium Illuſtris Domini Theodori Marchionis Montisferrati*, & JOANNAM *filiam recolendæ memoriæ Illuſtris Principis Domini* AMEDEI SABAUDIÆ *Comitis*, *ſororemque Illuſtris Principis Domini Amedei Sabaudiæ Comitis moderni*. Hinc eſt quòd in præſentia Notariorum & teſtium infra ſcriptorum, perſonaliter conſtituti R. in Chriſto Pater Dominus Guillelmus de Chalant Epiſcopus Lauſanenſis, ſpectabilis miles Dominus Girardus Dominus Terniaci, & egregii viri Dominus Jacobus Soſtionis, & Henricus de Colomberio, Conſiliarii & Procuratores ad dicta ſponſalia & Matrimonium contrahendum, per præfatum Illuſtrem Dominum Comitem ſpecialiter deputati, prout de eorum poteſtate conſtat, parte una: & Illuſtris Dominus Hugo de Saluciis, ſpectabilisque Dominus Georgius de Carreto Marchio Savonæ, Dominus Ubertinus Nata Legum Doctor, & Manfredus de Cocaſtello de Montilio, Procuratores & mandamentum ſpeciale habentes à dicto Illuſtri Domino Marchione, ad dicta ſponſalia & Matrimonium firmandum, prout de eorum procura conſtat. Qui Domini Procuratores dictorum Dominorum omnes ſimul, præmiſſis attentis ad laudem & honorem Dei, Beatæque Mariæ Virginis ejus matris, totiusque Curiæ cœleſtis; unanimiter cupientes dicta ſponſalia & Matrimonium perfici & compleri, promiſerunt & convenerunt, videlicet prænominati Domini, & Procuratores præfati Illuſtris Marchionis; Quòd contrahet & complebit ſponſalia & Matrimonium cum prænominata Illuſtri Joanna, Deo & Sancta Matre Eccleſia concedentibus: Et viceverſa præfati Domini Procuratores dicti Illuſtris Domini Sabaudiæ Comitis, ipſius nomine convenerunt & promiſerunt, quòd dabit præfatam Illuſtrem Joannam ejus ſororem, in Uxorem & Sponſam legitimam prænominato Joanni-Jacobo, & cum eo ſponſalia & Matrimonium contrahet & complebit, Deo & Sancta Matre Eccleſia concedentibus. Item promiſerunt dicti Domini Procuratores, quòd quilibet ipſorum pro eorum poſſe impetrabunt à ſummo Pontifice dispenſationes opportunas, & neceſſarias pro dicto Matrimonio complendo, maximè ſuper dispenſatione conſanguinitatis, & ætatis dicti Joannis-Jacobi minoris XII. annorum, & ipſas dispenſationes tradent una pars alteri, videlicet, dictus Dominus Comes præfato Illuſtri Domino Marchioni, ſeu ejus Caſtellano Clavaſii, infrà feſtum Nativitatis Beati Joannis Baptiſtæ proximi; & præfatus Illuſtris Marchio eodem modo Literas dictæ dispenſationis mittet præfato Illuſtri Domino Comiti, ſeu ejus Judici Valliſſecuſiæ, & Canapicii, in loco Avillianæ infrà eundem terminum. Item promiſerunt dicti Domini Procuratores dicti Domini Comitis, quòd ipſe Dominus Comes dictam Illuſtrem Joannam ejus ſororem, tradet & expediet præfato Illuſtri Domino Marchioni, ſeu ejus Ambaſſiatoribus & Procuratoribus ad hoc miſſis, in loco Rippolarum infrà diem XXII. inſtantis menſis Auguſti, condecenter & honorificè ornatam. Item promiſerunt dicti Domini Procuratores dicti Domini Marchionis, quòd ipſe Illuſtris Dominus Marchio, ſeu ejus Ambaſſiatores ad hoc miſſi, dictam Illuſtrem Joannam in dicto loco Rippolarum recipient, ipſamque jocalibus condecentibus ornabunt. Item prænominati Domini & Procuratores dicti Illuſtris Domini Comitis Sabaudiæ, dederunt ejus nomine, & conſtituerunt eidem Joannæ, & ejus viro futuro, in dotem ſexaginta millia florenorum Sabaudiæ ad rationem XII. denariorum groſſorum monetæ novæ dicti Domini Comitis pro quolibet floreno, incluſis quinquaginta millibus florenis datis per Illuſtrem Dominum Comitem quondam Patrem ipſius Joannæ, eidem Joannæ, in quibus ipſam hæredem ſuam inſtituerat in teſtamento ſuo, die 1. menſis Novembris M. CC. LXXXXII. ſolvendos terminis infrà ſcriptis: videlicet, incontinenti dum dicta Joanna tradetur in loco Rippolarum decem millia florenorum, & anno revoluto eodem termino quinque millia florenorum in loco Clavaſii, & ſic ſucceſſivè anno quolibet, eodem loco & termino quinque millia

* *Liſez* V.

ANNO 1307. lia florenorum, usque ad plenam solutionem: Salvis tamen pactis, limitationibus & declarationibus factis in contractu certorum pactorum, per dictos Dominos Procuratores, nominibus dictorum Dominorum, die præsenti factorum, per nos Notarios infrà scriptos; & super dictis solutionibus dabit idem D. Comes, bonos & idoneos fidejussores ad conveniendum faciles, qui se obligabunt in solidum ante dictam transductionem fiendam dictæ Illustris Joannæ in Rippolis: & casu quo contingeret aliquem dictorum fidejussorum dandorum mori, quòd in ejus locum subrogetur unus alius æquè sufficiens, vel ejus hæredes obligationem renovent, & se de novo obligent. Item prænominati Domini Procuratores dicti Illustris Domini Marchionis, dicti matrimonii contemplatione, dederunt & constituerunt præfatæ Illustri Joannæ, in Doarium & dotalitium quinque millia florenorum valoris supra dicti annui redditus, per ipsam Illustrem Joannam percipiendorum, pro ipsius statu & expensis supportandis, in casu quo dictum ejus virum futurum ante ipsam decedere contigerit, ad ipsius Joannæ vitam dumtaxat. Quæ quinque millia florenorum affignant & ponunt dicti Domini Procuratores in & super Castris, Villis & locis suis Diocesis Vercellensis: videlicet, Audurii, Moyranii, Salassolii, & Fontaneti, hominibus, censibus, pedagiis, gabellis, & aliis obventionibus & redditibus, cum mero & mixto Imperio, ac jurisdictione omnimoda: & si dicta loca non valeant dicta quinque millia florenorum annui redditus, promiserunt dicti Domini Procuratores, quòd idem Illustris Dominus Marchio, illud quod deficiet, facta diligenti visione, alibi & insuper aliis locis idoneis, sufficientibus & proximioribus supplebit & complebit, omni jure Superioritatis remanentibus. Item promiserunt dicti Domini Procuratores, quòd idem Dominus Marchio relinquet & ordinabit dictum Illustrem Joannem Jacobum ejus filium, Dominum & Marchionem Montisferrati, & totius territorii, dignitatis, Baroniæ & districtus ejusdem, & hoc, fortiori & validiori modo quo fieri poterit, cum clausulis necessariis & opportunis. Salvo quòd si contingat ipsum Illustrem Dominum Marchionem alios habere liberos masculos, naturales & legitimos, quòd eis possit facere & relinquere, prout fecit Illustris bonæ memoriæ Dominus Joannes Marchio Montisferrati ejus Pater suis liberis in suo testamento: qui liberi teneant in feudum, & de superioritate, & sub homagio & fidelitate à dicto Illustri Joanne-Jacobo Marchione eorum fratre, ea quæ sibi relinquentur; sitque Joannes-Jacobus Marchio eorum superior & Dominus. Item promiserunt dicti Procuratores Illustris Domini Marchionis, Procuratorio nomine, dictam dotem reddere & restituere prænominatæ Illustri Joannæ seu ejus hæredibus, aut causam habentibus, in omni casu & eventu ipsius dotis restituendæ, in dicto loco Rippolarum, omni exceptione & excusatione cessantibus, consimilibus terminis quibus dicta dos fuerit soluta ut suprà: & super hoc dabit idem Dominus Marchio bonos & sufficientes fidejussores, ad conveniendum faciles, qui & ipsorum quilibet insolidum pro ipsius dotis restitutione se efficaciter obligabunt (ante transductionem fiendam dictæ Illustris Joannæ in dicto loco Rippolarum) in loco Clavasii, in manibus Procuratoris & Notarii ad hoc specialiter à dicto Domino Marchione deputandi: & casu quo contingeret aliquem dictorum fidejussorum dandorum mori, quòd in ejus loco subrogetur unus alius æquè sufficiens, vel ejus hæredes obligationem renovare permittant. Quæ omnia & singula promiserunt prænominati Domini Procuratores, per eorum juramenta ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præstita, & sub ipsorum Dominorum expressa obligatione, & hypotheca omnium & singulorum bonorum suorum, præsentium & futurorum quorumcumque, tenere & inviolabiliter observare, & compleri facere cum effectu prout suprà, facereque & procurare, quòd dicti Domini Comes & Marchio, prædicta omnia ex abundanti ratificabunt, & approbabunt per totum mensem Aprilis proximi: Submittentes se dicti Domini Procuratores, dictosque Illustres Dominos Comitem, & Marchionem, & eorum bona, pro observatione præmissorum, Curiis Domini nostri Papæ & ejus Cameræ Apostolicæ; Regis Franciæ, & ejus Parlamenti Parisiis residentis, Parvi Sigilli Montispessulani, nec non omnibus aliis & singulis Curiis Ecclesiasticis & sæcularibus, & eorum sigillis & stylis: Renuntiantes insuper dicti Domini Procuratores, omnibus juribus contrariis, privilegiis, auxiliis & exceptionibus. De quibus omnibus & singulis præceperunt per nos Notarios subscriptos fieri duo publica Instrumenta tenoris ejusdem. Datum & actum in Castro Lainici in sala Saladini Provanæ ex Dominis dicti loci: Præsentibus Egregiis viris Dominis Jacobo Provanæ Saladino Provanæ suprà dicto, Andrea Provanæ filio Joannelli Provanæ, Bartolomæo Provanæ, Condominis dicti loci Lainicii, Georgio, & Rignino ex Comitibus Vallispergiæ. *Signé* Colomb, & Curtil. ANNO 1307.

DC.

Traité de Paix entre JEAN *Duc de Brabant*, & GUILLAUME *Comte de Hollande*, *fait à Mons*, *le* 10. *d'Avril* 1307. [CHRISTOPHRE BUTKENS, en ses Preuves des Trophées de Brabant. pag. 140.] 10. AVR. BRABANT ET HOLLANDE.

PAIX entre JEAN *Duc de Lothier*, *Brabant & de Lembourg*, & GUILLAUME *Comte de Haynaut*, *Hollande*, *&c.* Pour eux & leur Allies & aydans. Premierement que touts ceux qui de Hollande avoyent servi le Duc seront restitues en leurs biens, & que lon pardonne tout ce qu'à cause des guerres entr'eux pouvoit avoir este mesprins. Qu'avec ce toutes Lettres par lesquelles parties demandoient l'une à l'autre seront nulles & seront restituées; & especialement le Duc at enconvent de rendre al dit Comte les Lettres ke il at del hommage de *Zutehollande* ke il demandoit au dit Comte, as quelles ledit Duc renonce, & al hommage aussi desmaintenant, &c. Lettres données à Mons en Haynaut le diesiesme jour dou mois d'Avril, l'an de grace M. CCC. VII.

DCI.

Contract de Mariage entre EDOUARD *Fils d'*AME' *Comte de Savoye*, & BLANCHE *Sœur de* ROBERT *Duc de Bourgogne. Fait au mois d'Octobre* 1307. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 161.] 10. OCT. SAVOYE ET BOURGOGNE.

EGO Hugo Dux Burgundiæ sciens, prudens, & spontaneus, asserens esse majorem quatuordecim annis. Notum facimus universis præsentes Literas inspecturis, me promisisse nobili Viro *Domino* ODOARDO *Filio primogenito Illustris Viri* AMEDEI *Comitis Sabaudiæ*, solemniter emancipato à prædicto Patre suo, per solemnem stipulationem, & sub expressa obligatione omnium bonorum meorum præsentium & futurorum, nec non per juramentum super Sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, dare & solvere, pro dote & nomine dotis BLANCHÆ *carissimæ Sororis meæ futuræ Uxoris prædicti Odoardi*, viginti millia librarum bonorum Turonens. parvorum fortium, infra terminos subscriptos solvenda, videlicet à tempore completi matrimonii & solemnizationis, in facie Ecclesiæ infra dimidium annum continuum, & complendi quinque millia librarum Turonens. prædictorum: Quæ quidem quinque millia librarum sint, & esse debeant prædicti Comitis, & apud eum remanentia, absque aliqua exactione, seu etiam recuperatione, propter sumptus & onera matrimonii suprædicti, quæ tenetur facere & sustinere, vice & nomine præfati Odoardi, & ex nunc Ego prædictus Dux, dono prædicto Comiti de assensu, & voluntate dictæ Blanchæ pura, mera & simplici donatione, quæ dicitur inter vivos, prædicta quinque millia librarum suo termino solvenda, ob causas superius declaratas, & à dicti dimidii anni termino, infra annum complendum proximo subsequendum, quinque millia librarum, & sic deinceps annis singulis in se proximè & continuè revolvendis, quinque millia librarum monetæ prædictæ, usque ad summam quindecim millium librarum, anno quolibet & termino, usque ad plenam & integram satisfactionem; de quibus quindecim millibus libris, dictus Comes tenetur quærere, & procurare in Regno Franciæ, venditionem reddituum competentem, quibus redditibus venalibus quæsitis, & procuratis per dictum Comitem, Ego singulis terminis solutionem prædictarum emere & pretium solvere teneor, pro dote & nomine dotis dictæ Blanchæ Sororis meæ, usque ad singularum solutionum quantitatem, ad consilium tamen Comitis suprædicti. Quorum reddituum constante matrimonio prædictus Odoardus, & dicta Blancha facient fructus suos; Actumque est, quod si prædictus Comes, in quacumque solutione facienda, nollet aut non posset venales invenire redditus, aut partem redditum prædictorum, Ego teneor deponere prout suprædictum est, prædictam summam pecuniæ, in the-

sauri-

ANNO 1307. sauro Cistercienſis Abbatiæ, usque dictus Comes velit, aut poſſit invenire redditus ſupradictos, ipſisque, ut dictum eſt, inventis per dictum Comitem, dicta pecunia ſic depoſita ad requiſitionem dicti Comitis, in ſolutionem emptionis per me factæ dictorum reddituum converteretur. Pro quibus omnibus ſupradictis firmiter attendendis, & complendis, promitto dare, fidejuſſ. idoneum & debitorem principalem ſeu fidejuſſ. & debitores principales. Promittens bona fide & per juramentum meum, ſuper ſancta Dei Evangelia corporaliter præſtitum, & ſub omnium bonorum meorum obligatione expreſſa, & per ſtipulationem ſolemnem prædicta omnia attendere firmiter & complere; voloque inſuper & concedo, quod ad prædicta omnia facienda poſſim compelli per Excellentiſſimum Principem Philippum Dei gratia Francorum Regem Dominum meum cariſſimum, nec non per Juſticiarios ſuos ad requiſitionem dictorum Comitis & Odoardi, vel mandati eorundem per meorum pignorum captionem, per mulctarum impoſitionem, & eo modo quo poterit fortiori, omni ſtipulatione facti & juris, obmiſſa aliqua exceptione non obſtante. Et eſt ſciendum quod donationem prædictam de quinque millibus libris feci dicto Comiti præſenti & recipienti, Renuncians in hoc facto ex certa ſcientia & expreſſe per juramentum meum beneficio minoris ætatis, in integrum reſtitutioni, deceptioni ultra dimidium juſti pretii vel juſtæ æſtimationis, & quod allegare non poſſim aliud eſſe ſcriptum quam dictum eſt, & omnibus aliis exceptionibus & oppoſitionibus juris & facti, tam conſuetudinis quam contra prædictas Literas, poſſent objici, ſive dici, vel opponi, & juridicenti, generalem renunciationem non valere. Promiſi inſuper curare & facere cum effectu, quod in forma conſimili, ad requiſitionem dictorum Comitis & Odoardi, vel alterius ipſorum ſigillo Regis Franciæ Domini mei cariſſimi Literæ ſigillentur, in cujus rei teſtimonium, ſigillum meum duxi præſentibus apponendum. Actum apud Juigneyum, die Martis, poſt Feſtum Beati Dionyſii, Anno Domini M. CCC. VII.

DCII.

1308. 1. Janv. SICILE ET SAVOYE. *Erection du Comté d'*ALBE *en l'Abruſſe en Principauté, par* CHARLES II. *Roi de Sicile, en faveur de* PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaïe. Faite le 31. de Janvier, de l'an* 1308. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 104.]

In Nomine Domini Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem milleſimo triceteſimo octavo, Pontificatus Domini Clementis Papæ quinti, anno tertio, die ultimo menſis Januarii, ſextæ Indictionis. Noverint univerſi quod in præſentia Principis Incliti Domini CAROLI ſecundi, Dei gratia Illuſtris Regis Jeruſalem, Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ; Provinciæ, & Forcalquerii, ac Pedemontium Comitis, & teſtium ſubſcriptorum ad hoc ſpecialiter vocatorum & rogatorum, ac mei Notarii infraſcripti; Præſente quoque Viro ſpectabili *Domino* PHILIPPO DE SABAUDIA *Conſanguineo* & fideli ejusdem Domini Regis, promiſſa conventa & acta ſunt inter ipſos Dominum Regem & Dominum Philippum, quæ ſeriatim inferiùs continentur. Videlicet cum olim ſuper conquiſitione Marchionatus Montis-ferrati, quæ per ipſos Dominum Regem & Dominum Philippum communibus erat ſumptibus facienda; Certæ inter eos conventiones initæ fuiſſent, idémque Dominus Philippus quereretur illas non fuiſſe ſibi ſervatas, imò contra eas ventum & factum fuiſſe per eundem Dominum Regem, deſiſtendo ſcilicet inconſulto & inſcio ipſo Domino Philippo à perſecutione conquiſitionis ejusdem, necnon & liberando Virum Nobilem Comitem Philiponum de Papia, qui pridem in prælio per gentem ejusdem Domini Regis, ac ipſum Dominum Philippum & gentem ſuam ex parte una, & Theodorum Viri Nobilis Domini Oppicini Spinola de Janua Genorum, eumdémque Comitem Philiponum & eorum gentes ex altera, commiſſo prælio captus fuerat, & eorumdem Domini Regis & Domini Philippi Comitis captivus erat. Tandem idem Dominus Rex attendens ac etiam proprii oris Oraculo præferens *ſanguinis identitatem, qua idem Dominus Philippus ei conjunctus eſt*, volénsque ipſius Domini Philippi animum quietum & contentum ſuper præmiſſis omnibus reddere; ipſe quoque Dominus Philippus conformans - - - - - - ſe voluntati & beneplacito ejusdem Domini Regis, ſponte ſuper præmiſſis facti ſunt juxta modum qui ſubſequitur unanimes & concordes, videlicet quòd idem Dominus Rex majori cum honore volens attollere nomen & titulum Comitatus ALBÆ ſiti in Aprucina Provincia Regni Siciliæ, per ipſum eidem Domino Philippo, & ejus hæredibus in perpetuum, certo pridem modo conceſſi & donati, erigit & tranſtulit in *Principatum*, ita quòd dicetur non Comitatus, ſed *Principatus Albæ* nuncupatus. Idémque Dominus Philippus ſe nominet & ſcribat *Principem Principatus ejusdem.* Conſiderans inſuper ac congruum & debitum cernens quòd hujusmodi honorem condignum ſequi deberet emolumentum; promiſit ac conceſſit & donavit eidem Domino Philippo, & ejus hæredibus ex ejus corpore legitimè deſcendentibus, natis jam & in antea naſcituris in perpetuum, tam conſideratione ipſius modi, honoris & tituli, quàm in ſatisfactionem & recompenſationem univerſorum incommodorum & damnorum, quæ ipſe Dominus Philippus ſe perpeſſum ex præmiſſis & ob præmiſſa querebatur, annuum redditum quadringentarum unciarum auri, aſſignandum eidem Domino Philippo vel prædictis & hæredibus aut certo ipſius ſeu ipſorum Procuratori vel Nuncio pro eisdem, prout inferiùs enarratur, videlicet ducentarum unciarum quam primùm idem Dominus Rex in prædictum Regnum ſuum Siciliæ redierit, in terra & bonis - - - - - - fiscalibus ejusdem Regni, ſive propè jam dictum Principatum Albæ, ubi & prout competentiùs poterunt aſſignari, reliquarum autem unciarum ſuper conquiſitione, quam ipſi Dominus Rex & Dominus Philippus fecerunt in Civitate Astenſi & pertinentiis ejus, vel ſi conquiſitio ipſa non fieret ſuper aliquibus, ſimiliter terra & bonis fiscalibus hujusmodi annui redditus Principatui prædicto propinquis, eo ſcilicet tempore quo Mariam ejusdem Domini Philippi Filiam nuptui tradi conſtiterit, vel ætatem annorum duodecim attigiſſe tenendis & habendis hujusmodi ducentis, ſeu quadringentis unciatis terræ, ſi & ubi in prædicti Regni partibus aſſignatæ fuerint immediatè, & in capite per ipſum Dominum Philippum, & prædictos ejus hæredes, ab eodem Domino Rege & ejus hæredibus, ac ſucceſſoribus, in eodem Regno ſub debito juxta uſum & conſuetudinem ipſius Regni, ſervitio militari. Prædictis verò ducentis unciis quæ ſuper jam tacta conquiſitione, ſeu terris & locis conquiſitis aſſignari debebuntur tenendis & habendis, ſi & poſtquam aſſignatæ fuerint ſub illo militari ſervicio, de quo inſimul tunc temporis concordabunt, & quæ in Regio privilegio tunc exindè faciendo fuerit declaratum. Super quibus omnibus, ſic per eundem Dominum Regem promiſſis & contentis, idem Philippus ultrò, prout ſuper actum eſt, beneplacito Regio ſe conformans, ſua gratuita voluntate acceptavit, ſéque proinde pacatum aſſeruit & contentum. In quorum omnium teſtimonium & cautelam, factum eſt per me infrà ſcriptum Notarium præſens publicum Inſtrumentum. Actum Marſiliæ in domibus olim Templeriorum, in quibus prænominatus Dominus Rex hospitatus erat, in Camera ejusdem Domini Regis; Præſentibus Venerabili in Chriſto Patre Domino I. Dei gratia Epiſcopo Forojulienſi, Viro Magnifico Domino Hugone de Balcio Regio Siciliæ Senescallo, Viro venerabili Domino Guillelmo Girardi Vice-Cancellario ejusdem Regis, ac Egregiis Viris Domino Raynaldo Dealecto, Domino Bertrando de Marſilia, Domino Guillelmo de Montebello, & Domino Joanne Cabaſſola Magno Regiæ Aulæ in Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii Magistro Rationali.

ANNO 1308.

DCIII.

16. Mars. SICILE, PROVENCE ET PIEMONT. *Teſtament de* CHARLES II. *Roi de Sicile, dans lequel les Mâles d'un degré plus éloigné ſont préférez aux femmes dans un degré plus proche, pour ce qui concerne les Comtez de Provence & de Forcalquier, comme auſſi le Comté de Piémont, fait à Marſeille, le 16. de Mars* 1308. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 51.]

In nomine Domini Amen.

CAROLUS SECUNDUS Dei gratia Rex Jeruſalem & Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ; Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis Comes; Univerſis præſentis Scripti ſeriem inſpecturis. Lex Communis ab Adam conditioni humanæ fragilitatis indicta, mortem, rerum ultimam lineam, extremum

ANNO 1308. terminum illi conſtituit, ipſamque inevitabili ſorti fragilitatis ſolventis omnia ſine aliqua perſonarum diſtinctione ſubegit; quæ licet in ea ſit certa, indicta præfixi dici terminatione ſuſpenſa, frequenter ſe dulcibus annis inſerens actus primordia præmaturè ſuccidit, prevenit Infantiæ terminos, metas pubertatis anticipat, juventutis florem intempeſtivè decerpit, ac Principum ſpiritum auferens eorum conſilia diutius maturata diſſolvit. Et cum hominis ſtatus imbecillis & tenuis unum diem vitæ ſuæ in poteſtate, quidve futura pariat dies ignorat, laxius ſemper vivendi ſpatium ſibi promittit, ut perſæpe ſpei promiſſione fruſtratus cautelam ſui & poſterorum diſpoſitionem debitam negligat, & improviſa naufragia periculoſæ mortalitatis incurrat. Preveniendus eſt igitur ordinatæ proviſionis remedio dies iſte, ut cum ejus tumultuoſa tempeſtas ingruerit, extremæ tollens diſpoſitionis arbitrium, per repentini caſus eventum diſponendi poteſtatem non auferat, & oblivionem ex ſupervenientis turbationis diſcrimine non inducat. Iis itaque proviſè penſatis, & in ſcrutinio libratæ conſiderationis adductis, nos ſani corpore, mentis propria integritate ſinceri, tam pro noſtrorum remiſſione peccaminum, quam pro cautela etiam poſterorum & parentum noſtrorum animarum remedio, prout infra ſequitur, deliberavimus diſponendum.

§. 2. Imprimis inſtituimus heredem & univerſalem ſucceſſorem noſtrum in Regnis noſtris Jeruſalem & Siciliæ, Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, atque in omnibus aliis terris, juribus & actionibus noſtris Robertum primogenitum noſtrum Ducem Calabriæ. Si vero Dux ipſe decederet ſine liberis masculis vel feminis, nobis viventibus aut vita functis, ſubſtituimus heredem noſtrum & ſucceſſorem univerſalem in omnibus prædictis Regnis, Comitatibus & terris illum ex liberis noſtris masculum ſcilicet, qui juxta tenorem collationis factæ de Regno Siciliæ bonæ memoriæ Domino Patri noſtro per Sanctam Romanam Eccleſiam, ſuccedere debebit in Regno ipſo Siciliæ. Si vero ſecundum tenorem collationis ejusdem ad ſucceſſionem ipſius Regni Siciliæ factis fœmina vocaretur, quæcunque ſit & ex quocumque libero noſtro nata, in caſu illo ſubſtituimus illam heredem & ſucceſſorem in eodem Regno Siciliæ & Regno Jeruſalem ac aliis terris juribus & actionibus noſtris; præterquam in prædictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis ac juribus & pertinentiis eorum omnibus, præter etiam quam in aliis terris noſtris queſitis & conquerendis extra Regna prædicta; in quibus Comitatibus ac prædictis aliis terris, in eo caſu ſcilicet ubi fœmina in dicto Regno Siciliæ ſuccederet, ut eſt dictum, ſubſtituimus Philippum filium noſtrum Tarenti & Achayæ Principem, ſi tunc ſuperesſet; & ſi tunc non viveret, ſubſtituimus in dictis Comitatibus ac pretactis terris queſitis & querendis dicto caſu unum de aliis filiis noſtris masculis poſt eundem Philippum natis & nascituris primogenitum; & ſi nullus de hujusmodi filiis noſtris poſt eundem Philippum natis aut nascituris tunc ſupereſſet, ſubſtituimus unum de nepotibus noſtris masculis natis aut nascituris descendentibus ſcilicet ex viventibus nunc filiis noſtris masculis, eum quidem qui ex noſtro majore natu filio primogenitus eſſet; & ſi è majore natu non ſupereſſet masculus, ſubſtituimus in eodem caſu in ſupra tactis Comitatibus & terris primogenitum ex alio filio noſtro ſequenti, & ſuper ordinem de ſequentibus filiis noſtris ſi de priore non ſupereſſet masculus, ſervato ordine quo ſupra in caſu ipſo nepos ex majore natu filio noſtro tunc ſuperſtes aliis nepotibus ex ſequentibus noſtris filiis præferatur. Si autem nobis viventibus Dux predictus decedat relictis liberis masculis vel feminis aut utrisque, natis aut nascituris, & caſus eſſet, in quo ad ſucceſſionem dicti Regni Siciliæ non vocarentur ex tenore collationis prædictæ, ſubſtituimus ipſos liberos ejusdem Ducis in Ducatu Calabriæ, ſicut invenietur per nos ipſi Duci conceſſus, ita quod inter eos masculus fœminæ & primogenitus preferatur; Ita quod idem primogenitus Fratribus & Sororibus teneatur providere juxta conſuetudinem & conſtitutionem Regni in talibus obſervatas, & in ipſa proviſione ſubſtituimus eisdem minores.

§. 3. Item relinquimus jure inſtitutionis eidem Philippo filio noſtro Principi Achaye & Tarenti ducentas uncias auri annuas ſolvendas ſibi in vita ſua tantum, de Camera Regis vel ſuper aliquibus Regni partibus aſſignandas, ultra Principatus Achaye & Tarenti & terras alias ac proviſiones quas ex dono Celſitudinis noſtræ tenet. In quibus omnibus ipſum Principem inſtituimus heredem, &, ſi in vita noſtra decederet dimiſſis liberis masculis vel feminis aut utrisque, natis vel nascituris, ſubſtituimus ipſos liberos ipſis Principatibus, & predictis terris, quas ſcilicet ex collatione noſtra perpetuo tenet vel tenebit tempore mortis ſuæ, majoris natu & ſexus masculini inter eos prerogativa ſervata. Minores vero ex ordine ſubſtituimus in proviſione ipſis debita a Principatibus & terris eisdem juxta conſuetudinem & conſtitutionem predictis. ANNO 1308

§. 4. Item relinquimus jure inſtitutionis Joanni & Petro filiis noſtris Comitatus & terras, quas nunc tenent & habent in domo noſtra, qui ſi non valeant quatuor millia unciarum, duo videlicet millia unciarum pro quolibet eorundem, ſuppleatur eis defectus in aliis ex cadentibus dicti Regni, & donec ſupplementum ipſum aſſequantur, recipiant illud annuatim de Camera noſtra in pecunia. Relinquimus etiam jure inſtitutionis aliis filiis noſtris ex præſenti vel alio matrimonio nascituris, cuilibet ſcilicet eorundem pro ſe & ſuis heredibus ex ſuo corpore legitimè descendentibus annuum redditum duorum millium unciarum auri aſſignandum cuilibet ipſorum in Comitatu vel Comitatibus aut Baroniis, dummodo titulum habeant Comitatus, ita ſcilicet quod ipſi filii noſtri nati & nasciturí ſuo ordine hujusmodi aſſignationes recipiant, ſi ſimul non currerent omnibus vel pluribus eorum faciendæ. Et intendimus quod donec hujusmodi Aſſignationes fiant eis, recipiant de Camera Regia vel ſuper Regni proventibus in pecunia dictum redditum annuum duorum millium Unciarum auri. Hoc ſalvo, quod ſi aliqui eorum eſſent impuberes, non teneatur heres Regni hujusmodi aſſignationem vel ſolutionem eis facere usque ad tempora pubertatis, dummodo eis provideat in alimentis & aliis neceſſariis competenter. Intendimus etiam quod omnes filii noſtri tam Principes quam alii dictos Principatus Achayæ & Tarenti, Comitatus, Baronias, Terras & proviſiones alias, quas in dicto Regno & ubicumque extra illud, quæ ſunt de feudis ejusdem Regni habent & habebunt, teneant in feudum in capite à predictis Duce vel alio, qui erit heres & univerſalis ſucceſſor in predicto Regno Siciliæ, ſub debito militari ſervitio ac conſueto cenſu juxta tenores privilegiorum noſtrorum, quæ inde habent & habebunt.

§. 5. Item inſtituimus Beatricem filiam noſtram in dote & dotario ſuis, & in centum unciis auri ei ſemel ſolvendis. Item inſtituimus quamlibet filiarum noſtrarum viventium in dote data & in centum unciis auri ſimiliter illi ſolvendis. Similiter etiam inſtituimus Nepotes & Neptes noſtras ex quondam Margarita Comitiſſa Valeſiæ filia noſtra ſusceptos in dotem ipſi quondam Margaritæ datam & in centum unciis illis ſimiliter exſolvendis, quæ quidem filiæ noſtræ nunc viventes, ſi in vita noſtra decederent inſtituimus ad hoc liberos remanentes ex eis. Si vero aliqua earum absque ſui corporis prole legitima moriretur, ſubſtituimus ei heredem & univerſalem Succeſſorem Regni predicti.

§. 6. Item relinquimus jure inſtitutionis Carolo Nepoti noſtro, primogenito quondam primogeniti noſtri Regis Hungariæ duo millia unciarum auri ſemel & in Regno noſtro Siciliæ ſolvendarum. Item inſtituimus Beatricem filiam dicti Regis Hungariæ in dote ſibi per nos donata & in trecentis libris Turon. parvorum ſibi ſemel exſolvendis. Item relinquimus jure inſtitutionis Clementiæ filiæ Regis Hungariæ pro dote octo millia unciarum auri, ſed ſi voluerit religionem ingredi, inſtituimus eam in mille unciis ei ſemel ſolvendis.

§. 7. Item relinquimus Mariæ Reginæ Conſorti noſtræ quatuor millia unciarum auri annua in vita ſua, pro jure & dotario ſuo, & volumus, quod præcipiat eas in fundito & Doanna Neapolis, Terra Summæ & ſuper * ſerecia Apuliæ & alia terra quam tenet in dono noſtro, quas ſibi & propterea ſpecialiter obligamus, & volumus aſſignationem & perceptionem ipſam & per heredem & ſucceſſorem predictum eidem Reginæ inviolabiliter obſervari, habeatque pro habitatione ſua Caſtra Capuan. de Neapoli Terram & Summæ ita quidem quod Regina ipſa nihil petat nec petere poſſit in bonis illorum & nepotum ſuorum descendentium ab inteſtato.

§. 8. Item volumus & mandamus, quod omnia male ablata per nos vel Officiales noſtros, ſi tamen ablata ipſa ad noſtram Cameram vel Curiam pervenerint, vel nobis mandantibus aut volentibus ablata ſunt, reſtituantur per executores noſtros. Item relinquimus duo millia unciarum auri eroganda pro maritagio orphanorum Virginum & aliarum pauperum honeſtarum ac ſuſtentatione aliarum miſerabilium perſonarum predicti Regni noſtri ac Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii & Pedemontis predict., videlicet mille in Regno & millia reliqua in Comitatibus ipſis.

§. 9. Item volumus & jubemus omnino perfici & compleri Hospitale quod per nos & ex proviſione noſtra in balneis Puteoli cœptum eſt & jam pro majori parte

ANNO 1308. te conſtructum pro refugio pauperum & infirmorum illuc venientium, ac emi & tradi lectos & aliam neceſſariam ſuppellectilem ad opus infirmorum ſeu pauperum usque ad centum. Quod hospitale ſubdimus hospitali Sancti Spiritus de Roma, & deputamus ſubſtentationi hujusmodi pauperum & infirmorum usque ad eundem numerum, pecuniam, quam homines Puteoli pro juribus & proventibus ipſius terræ Curiæ noſtræ ſolvere annuatim convenerint & debent, quæ per manus illorum, qui jura & proventus ipſos percipient, ad Credentiam vel extalium ſolvetur annis ſingulis per debitos terminos, preceptori vel illi qui præerit eidem hospitali, & ipſe preceptor ſeu Prepoſitus retineat ibi tot perſonas, quæ ſufficient ad ſervitium dictorum pauperum & infirmorum, in quorum ſubſtentationem & adminiſtrationem ejusdem hospitalis, & etiam pro ſuſtentandis & retinendis in ſtatu domibus hospitalis ipſius, convertet pecuniam ſupradictam, convenienter providendo eisdem pauperibus ac infirmis & miniſtris. Et ſi aliquando non occurreret, quod eis opus eſſet totam pecuniam ipſam expendere, quidquid ſupererit, convertet in melioritionem & avantagium hospitalis ipſius. Ipſe autem Preceptor ſeu Prepoſitus ordinabitur per Magiſtrum dicti Hospitalis Sancti Spiritus, & non admittetur ad adminiſtrationem in dicto hospitali faciendam, niſi prius dicto heredi & univerſali ſucceſſori vel ei qui per eum ſtatutus fuerit, juramentum preſtiterit de premiſſis fideliter obſervandis; & nihilominus ad cautelam duo probi homines ordinentur per curiam, qui videant, utrum convenienter provideatur dictis pauperibus & infirmis, & domus in ſtatu debito teneatur; & ſi forte prædicta dictus Preceptor aut Prepoſitus non ſervaret aut alias minimè bene ſe gereret, Magiſter dicti Hospitalis Sancti Spiritus ad requiſitionem dicti heredis teneatur eum amovere, & alium idoneum ſubrogare, & quilibet Preceptor ſeu Præpoſitus faciat ingreſſum ſuæ adminiſtrationis in teſtimonio publico, & præſentibus dictis duobus probis hominibus, inventaria conſimilia de omnibus bonis & rebus Hospitalis ipſius quæ recipiet, & in quo ſtatu hospitale ipſum inveniet, quorum unum ſibi retineat, & aliud Curiæ dicti heredis aſſignet; reſervato heredi prædicto, quod ſi voluerit redditus & proventus dictæ Terræ in ſuis manibus retinere, id facere poſſit, dato tamen prius dicto Hospitali ſimili redditu in locis convenientibus & vicinis; volumus etiam & ordinamus, quod Hospitale ipſum nullo unquam tempore detur alicui in beneficium, & ſi fieret nec revocaretur adminiſtratione dicti heredis noſtri per illum qui faceret aut ſuperiorem, ex nunc ut ex tunc eidem Hospitali adimimus dictam pecuniam jurium, redditumm & proventuum dictæ terræ vel alium quemcumque redditum, quem per nos vel heredem prædictum de prædictis ex cambio vel aliàs haberet & ipſos in dicto caſu transferimus ad heredem eumdem, qui ea poſſit propria authoritate recipere in ipſo caſu & retinere absque alicujus licentia vel aſſenſu, & ſub hac conditione intelligimus & intelligi volumus donationem, & aſſignationem dictorum redditumm eidem hospitali eſſe factam. Pro Capella vero quæ jam in ipſo hospitali facta eſt pro divinis celebrandis, nullos redditus aſſignamus, ſed volumus, quod dictus Præceptor uni Capellano & uni Clerico retinendis ibidem miniſtret alimenta & alia neceſſaria competenter.

§. 10. Item volumus & mandamus quod gabella Niciæ deputata per nos operi, quod fieri facimus in Sancto Maximino, nec non & proviſiones & aſſignationes factæ per nos pro operibus Sancti Nicolai de Baxo & Eccleſiæ Civitatis Sanctæ Mariæ, usque ad complementa ipſorum operum absque impedimento vel interruptione aliqua dimittantur. Item volumus & expreſſe mandamus, quod omnia quæ ordinavimus huc usque & in antea nos ordinare contingeret pro ipſo loco Sancti Maximi & fratribus qui ſunt & eſſe debent ibidem, & pro Monaſterio Beatæ Mariæ de Nazaret de Aquis per nos fundato, & omnes conceſſiones per nos eidem loco & fratribus, Monaſterio & Sororibus factæ & faciendæ, per illum qui erit hæres in dictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii tenaciter & inviolabiliter obſerventur. Volumus etiam quod Prior & Moniales dicti Monaſterii certas pecuniæ ſummas, quas per manus ejusdem Prioris Conventus Fratrum Predicatorum dicti loci Sancti Maximi Conventibus Religioſorum dictæ Civitatis Aquenſis, videlicet Fratrum Predicatorum, Minorum, Heremitarum Sancti Auguſtini & Carmelitarum, annis ſingulis pro elemoſina & ſuſtentatione ipſorum ordinamus erogari, de redditibus per nos eidem Monaſterio aſſignatis vel impoſterum aſſignandis, juxta tenorem Privilegiorum ſeu Litterarum noſtrarum factarum exinde ſeu faciendarum, in antea absque deffectu ſolvere teneantur. ANNO 1308.

§. 11. Item volumus & mandamus, quod pro opere Capellæ Caſtri novi de Neapoli de mandato & proviſione noſtra incepta, tradatur usque ad ejus complementum pecunia opportuna, quodque ordinatio ipſius Capellæ ac alia eam tangentia ſerventur, & fiant prout in privilegiis inde factis vel faciendis diſtinctius exprimetur.

§. 12. Item ubicumque nos mori contingat, volumus & eligimus ſepulturam corporis noſtri in Eccleſia predicti Monaſterii beatæ Mariæ de Nazaret de Aquis, ubi ſcilicet convenientius fuerit, ita quod ſi in Regno vel ubicumque alibi in poſſe dicti heredis & ſucceſſoris in eodem Regno nos mori contingat, teneatur heres ipſe intra biennium oſſa noſtra facere ad Eccleſiam ipſam deferre, inibi tumulanda; qui ſi in hoc eſſet negligens & remiſſus in pœnam ejus adimimus ſibi Comitatus prædictos Provinciæ Forcalquerii & Pedemontis, & eos transferimus in eo caſu in eum ex liberis noſtris, qui eſſet primogenitus poſt eum. Volumus etiam quod interea Corpus noſtrum tumuletur in Eccleſia Sancti Dominici de Neapoli fundata in honore Beatæ Mariæ Magdalenæ.

§. 13. Item volumus & mandamus, quod Teſtamenta Domini Patris & Dominæ Matris noſtrorum mandentur executioni, & id quod ordinatum eſt per eos fieri in Regno, fiat per predictum heredem & ſucceſſorem in eodem Regno, & quod ordinatum eſt fieri in Provincia, fiat per illum, qui erit heres ſeu ſucceſſor in predictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii; & quod Executores noſtri una cum Executoribus dictorum Parentum noſtrorum debeant dicta teſtamenta executioni mandare; & quicunque eorum poſſint melius & commodius hoc facere faciant.

§. 14. Item omnibus familiaribus quibus proviſum eſt per nos in annuo redditu, & nondum ſunt aſſignatæ proviſiones in terra, dictus heres & univerſalis ſucceſſor in Regno Siciliæ ex cadentiis, & bonis fiscalibus ejusdem Regni quæ non ſint de domanio, debeat & teneatur facere aſſignationem juxta tenorem & formam Litterarum noſtrarum eis exinde conceſſarum. Item volumus, ordinamus & mandamus, quod omnibus familiaribus noſtris qui tempore mortis noſtræ inveniuntur in Comitiva vel in ſervitiis aliis noſtris eſſe, aut qui apud hoſtes noſtros capti tenerentur, illis ſcilicet quibus per Dominum Patrem noſtrum aut nos de Terra vel aliis redditu proviſum non eſt, per predictum heredem & univerſalem ſucceſſorem in Regno ſuper ex cadentiis & bonis fiscalibus dicti regni provideatur hoc modo; ſcilicet cuilibet militi de annuo redditu quadraginta unciarum auri, & ad hereditagium; cuilibet ſcutifero nobili & de genere militari de annuo redditu viginti unciarum auri ad hereditagium; ſcutifero vero qui de genere militari non eſſet, de annuo redditu duodecim unciarum ad hereditagium; cuilibet pediti dentur ſimiliter in pecunia ſemel ſolvendæ unciæ auri ſex; & nihilominus illi familiarium predictorum qui ad hoc apti & habiles fuerint, teneantur & ſint de hospitio heredis & ſucceſſoris predicti.

§. 15. Item relinquimus Fratribus Predicatoribus & Minoribus Capellæ noſtræ, qui erunt tempore mortis noſtræ, equos deputatos ad equitatum eorum & arneſium quod aſſignatum fuiſſet eis à Curia noſtra. Item duobus Fratribus Minoribus ejusdem Capellæ noſtræ, qui eſſent ſeu erunt tempore mortis noſtræ, principali libras quinquaginta & ſocio ejus libras viginti reforciatorum. Capellanus & Clericus Capellæ noſtræ qui invenientur tempore mortis noſtræ & quibus per nos vel alium proviſum non eſſet de Eccleſiaſtico Beneficio, cuilibet Capellano libras quinquaginta, Clerico vero libras quadraginta ſemel ſolvendas.

§. 16. Item Coronam noſtram, Sceptrum, pomum, faudeſtorium, & alia jocalia precioſa, Regalia, nec non Vayſſella & ornamenta Capellarum noſtrarum & omnia alia mobilia noſtra, non derogando prioribus, relinquimus dicto Duci vel alii univerſali ſucceſſori in Regno, deductis tamen debitis noſtris ſive ære alieno.

§. 17. Item volumus & mandamus, quod omnes donationes & conceſſiones factæ per Dominum Patrem noſtrum in nos & per nos in antea faciendæ quibuscumque perſonis Gallicis, Latinis, Provincialibus, & aliis cujuscunque Nationis, ſive Laici ſint, ſive Clerici cujuscunque ſtatus & conditionis exiſtant, irrevocabiliter obſerventur eis & ſucceſſoribus eorum per dictum Ducem & ſucceſſores ſuos ſeu alium ſuccedentem nobis in Regno & Comitatibus ſupradictis, & conceſſiones & donationes easdem ad ſimplicem requiſitionem illorum quibus factæ fuerint, approbare & confirmare teneantur expreſſè.

ANNO 1308. §. 18 Item volumus quod ea, quæ ordinata sunt per dictum Dominum Patrem nostrum & nos pro bono statu Regni Siciliæ & Comitatuum predictorum per heredes & successores nostros inviolabiliter perpetuo custodiantur & specialiter pro favore Ecclesiarum. Item volumus & mandamus quod si Collecta Generalis quæ consuevit imponi singulis annis in Regno Siciliæ probetur indebita, nullomodo imponatur nec exigatur per heredes & successores nostros. Item volumus & mandamus quod Civitates, Castra & casalia Calabriæ, Vallis gratis, Basilicatæ Principatus & aliarum partium Regni quæ destructa sunt devastata & diminuta in proximè preterita guerra pro fide nostra servanda, habeant immunitatem à collectis & omnibus, quæ imponentur per Curiam nostram pro tempore in parte vel in totum secundum heredis & executorum nostrorum predictorum arbitrium. Item volumus quod omnia debita in quibus tenemur Mercatoribus & societati Buceusorum de Luca integraliter restituantur eisdem. Item volumus quod dictus Dux vel quicunque successor noster sicut universalis successor & hæres teneatur ad omnia debita nostra, & alii liberi nostri non teneantur ad ipsa debita; & si hæres specialis esset in Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, heres ipse ad illa debita quæ in eisdem Comitatibus fuerint teneatur.

§. 19. Item relinquimus pro caffia & tumulo faciendis pro corpore bonæ memoriæ Ludovici Episcopi Tholosani filii nostri duo millia librarum parvorum Turonensium. Item declaramus & volumus, quod omnia supradicta per nos legata & relicta in pecunia semel solvenda, solvantur per dictum heredem & successorem universalem tam Regni Siciliæ quàm dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii & Pedemontis. Sed si specialis heres esset in eodem Regno, teneatur ad tres partes, & qui erit in eisdem Comitatibus ad quartam partem legatorum & relictorum ipsorum. Et secundum eamdem divisionem prædicta duo millia unciarum eroganda, sicut supra expressum est pro maritagio orphanarum Virginum & aliarum pauperum honestarum ac sustentatione aliarum miserabilium personarum Regni & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis dentur & erogentur pro tribus partibus per heredem Regni, & quarta per heredem Comitatuum prædictorum; salvo quod dictum est supra de divisione duarum millium unciarum predictarum pro maritagio orphanarum, Virginum & aliarum ut predictum est personarum.

§. 20. Item si contingat illum qui secundum modum & ordinationem succedet prædictum in predictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, absque liberis decedere, & relinquat fratrem vel fratres aut sorores vel utrosque, in casu ipso subsituimus in ipsis Comitatibus fratrem suum primogenitum, & si fratrem aliquem non haberet, subsituimus nepotem masculum primogenitum qui supereresset ex fratre majore natu, & ita per ordinem de nepotibus descendentibus ex aliis fratribus, habendo respectum quod nepos primogenitus ex fratre primo natu aliis nepotibus preferatur; & in defectu nepotum eodem modo subsituimus pronepotes ex fratrum masculorum linea descendentes; in defectu vero nepotum & pronepotum masculorum subsituimus sororem dicti succedentis in predictis Comitatibus quæ tunc inveniretur innupta & esset habilis ad nubendum, & si plures Sorores essent innuptæ, primogenita præferatur; in defectu vero innuptarum ipsarum subsituimus Sororem nuptam majorem natu; & in defectu Sororum omnium præmissarum nuptarum & innuptarum ac habilium, subsituimus nepotes seu pronepotes, in defectu nepotum, servato gradu matrum nepotum hujusmodi, ut descendentes ex majore natu descendentibus ex aliis minoribus preferantur, prerogativa etiam primogenituræ sexus masculini inter descendentes ipsos servata. Eodem modo subsituimus in defectu nepotum & neptium, ipsorum pronepotes vel proneptes in eorum defectu ex ipsis Sororibus descendentes.

§. 21. Item volumus & declaramus quod omnes & singulæ subsitutiones supra factæ intelligantur directæ, in casu in quo jure directe valere possunt, & hæ ut vulgaris vel pupillaris, in aliis vero casibus eas volumus intelligi fideicommissarias, & illo jure valere. Item si contingeret nobis in continenti aut vita functis aliquam vel aliquos natos vel nascituros apparere, qui prætextu presens nostrum possent nullum reddere vel rumpere testamentum, illum, & eorum quemlibet instituimus in quingentis libris Turonensium, sibi solvendis. Item ordinamus & precipimus quod non detrahatur Falcidia vel Trebellianica de legatis seu relictis singulariter & universaliter in presenti nostra dispositione seu testamento.

§. 22. Et hanc ultimam voluntatem nostram perpetuo volumus firmiter observari, quam valere volumus jure testamenti, & si non valet vel valeret imposterum quocumque casu præteritionis nati vel postumi aut alio jure, valeat jure codicillorum aut cujuslibet alterius ultimæ voluntatis, non obstante quacunque alia ultima voluntate seu dispositione nostra jam facta quocumque nomine censeatur, quam quidem ex nunc irritamus, revocamus & annullamus, expresse etiam si supradictæ voluntati seu dispositioni essent verba derogatoria apposita, quæ utique ex certa scientia revocamus & annullamus, nec habere volumus firmitatem, ita quod pro ea nullum fiat prejudicium huic nostræ ultimæ voluntati presenti. Et si contingat nos in futurum eligere aut in preteritum elegisse sepulturam nostram alibi, quam in Ecclesia supra dicta interveniente scriptura vel sine scriptura, quidquid inde pro tempore retro lapso electum esset vel ordinatum in contrarium de sepultura ipsa, presentialiter revocantes, quidquid etiam per nos eligi inde contingeret in antea valere volumus, nisi cum scriptura electio ipsa fieret in qua predictus articulus de scripturis nostris pretactis de verbo ad verbum inseretur.

ANNO 1308.

§. 23. Item volumus & ordinamus presentis nostri Testamenti seu ultimæ dispositionis Executores, venerabiles in Christo Patres Dominos J. Sanctorum Marcellini & Petri Presbyterum, G. Sancti Nicolai in carcere Tuliano Cardinales & prefatam Reginam Consortem nostram, Carolum Valesiæ, Alansoni & Andegaviæ Comitem Generum nostrum, predictum Robertum Ducem Calabriæ primogenitum ac Philippum Achaiæ & Tarenti Principem natos nostros, venerabiles in Christo Patres Archiepiscopum Aquensem, qui erit pro tempore, & J. Forojulienſem Episcopum; viros nobiles Ermengarium de Sabrano, Comitem Arian. Mag. Justitiarium Bartholomæum, Siginulphum Tholosie Comitem magnum Camerarium, Guillelmum Estendardum Connestabulum, Bartholomeum de Capua Logothetam Protonotarium, Hugonem de Baucio Senescallum ejusdem Regni, Joannem Pipinum de Barolo militem magnæ Curiæ nostræ Magistrum Rationalem, Senescallum Provinciæ qui pro tempore fuerit; Joannem Cabasolem militem Magistrum Rationalem ejusdem magnæ Curiæ nostræ, Priores Provinciales Ordinis Fratrum Prædicatorum qui erunt pro tempore in eodem Regno Siciliæ citra Farum, ac in Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii supradictis; Priores qui erunt in dictis Conventu Sancti Maximini & Monasterio Beatæ Mariæ de Nazaret de Aquis; dantes eis plenam & generalem liberam potestatem agendi & deffendendi pro nobis & juribus nostris & alienandi bona nostra, in quantum expediet pro executione dispositionis nostræ, propria autoritate recipiendi & obtinendi bona nostra seu possessionem bonorum nostrorum in alium transferendi, in negligentiam heredis nostri seu heredum nostrorum, pro executione eis commissa.

§. 24. Volentes & ordinantes quod tres ex dictis executoribus habeant potestatem exequendi secundum modum prædistinctum; & si alii interesse non possent aut nolent; etiam duo vel unus ex eis; ita tamen quod illi qui exequentur ea quæ sunt exequenda in Regno, habeant requirere consilium & consensum super illis omnibus exequendis prefatæ Reginæ Consortis nostræ, Bartholom. de Capua & Joannis Pipini prædictorum vel alicujus eorum in hoc superstitum, in his vero quæ sunt in Provincia exequenda habeant requirere consilium & assensum Priorum Loci Sancti Maximini & Monasterii predictorum, qui erunt pro tempore vel alicujus eorundem; & in alienationibus fiscalium si fieri continget, trium ad minus executorum si superfint, consensus & conscientia requiratur.

§. 25. In cujus rei testimonium & cautelam præsens Scriptum publicum duplicatum per manus infra nominati Notarii fieri jussimus, aureæ Bullæ impressæ Majestatis nostræ Typario, ac etiam sigilli nostri appensione munitum. Et hoc ad abundantiorem Cautelam; ut si forte casu accideret aliquo sigillum aut Bullam ipsam frangi vel quomodolibet devastari, altero in sufficiente sui integritate manente, indubitata nihilominus fides eidem Scripto debeat adhiberi. Actum Massiliæ presentibus venerabilibus in Christo Patribus prenominato J. Forojulienſe, P. Vencienſe Episcopis, supra fato Hugone de Baucio Regni Siciliæ Senescallo, Magistro Guillelmo Ebrardi Archidiacono Aquensi Vicecancellario nostro, Fratre Jacobo de Fusiniano, Electo Civitatis Sanctæ Mariæ, Richardo de Gambatesa prædictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Senescallo, jam dicto Joanne Cabasola Magnæ Regiæ Curiæ Magistro Rationali, & Fratre Jacobo de Corua Eleemosinario

ANNO 1308. sinario nostro, testibus premissorum ad hoc per nos vocatis specialiter & rogatis. Et datum ibidem per eundem Magistrum Guillelmum Ebraldi Anno Domini Millesimo trecentesimo octavo, die sexto decimo Martii sextæ Indictionis, Regnorum nostrorum anno vicesimo quarto. Et ego Petrus Fiabi Clericus Petragoricen. Diocesis, ubique per Regnum Siciliæ & Comitatus eosdem Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis & Terras alias Regias Publicus Regia authoritate Notarius, premissis omnibus & singulis una cum testibus prenominatis interfui, & vocatus ac requisitus per ipsum Dominum nostrum Regem, ea omnia propria manu scripsi & in hanc publicam formam redegi, signoque meo consueto signavi. *Extraict des Archives du Roy en Provence & du Registre intitulé* Copiæ Testamentorum Regum Siciliæ & Comitum Provinciæ fol. LVI. *& suivans, & fut iceluy collationné par moy Conseiller du Roy, Auditeur & Secretaire de sa Majesté soubz signé* Magnan.

DCIV.

12. Août CLEMENTIS *Papæ* V. *Mandatum ad omnes Christi fideles de non subtrahendo Bona mobilia Templariorum. Dat. Pictavis* 2. *Idus Augusti Pontificat. anno tertio.* [Collect. Reg. Concilior. Tom. XXVIII. pag. 757. PHIL. LABBEI Collectio Concil. Tom. XI. Part. II. pag. 1572.]

CLEMENS *Episcopus Servus Servorum Dei ad perpetuam rei memoriam.*

AD omnium fere notitiam credimus perveniſſe nefanda ſcelera, & crimina abhorrenda, hæreſim notorie ſapientia, quibus Ordo & perſonæ Templariorum non levibus argumentis, ſed manifeſtis indiciis & violentis præſumptionibus diffamati noscuntur, ſuper abnegatione videlicet Domini Salvatoris noſtri Jeſu Chriſti, & ſuper nefanda, temeraria, & præſumptuoſa & hæretica conſpuitione ſuper ejusdem imaginem Crucifixi, nec non & ſuper pluribus articulis: quos quia fore credimus manifeſtos, exprimi non oportet: ſicque, excrebrescente infamia, & imminentibus ſcandalis plurimis, minime contemnendis, quæ non leviter totam ſcandalizabant Eccleſiam, urgente conſcientia, per totum Orbem terrarum jamdudum ipſos capi mandavimus: & tandem cepimus ſuper his contra eos inquirere per nos ipſos, nonnullis ex Fratribus noſtris adſcitis ad inquiſitionem prædictam nobiscum ſolicite peragendum. Et tandem præſentatis notis perſonis eisdem, non parvo ſed grandi numero, non levis ſed magnæ auctoritatis viris olim in Ordine ſupradicto, ſacerdotibus, præceptoribus, militibus, & ſervientibus, per eorum confeſſiones & depoſitiones ſpontaneas libere factas coram nobis & Fratribus ipſis, in ſecreto prius & poſtmodum coram nobis, totoque Collegio Fratrum noſtrorum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium, patuit manifeſte, quo ad perſonas ipſas confitentes, dicta crimina & ſcelera eſſe vera: iidemque confitentes omnes & ſinguli, ſuum humiliter recognoſcentes errorem, noſtram & Apoſtolicæ Sedis non juſtitiam ſed miſericordiam & veniam implorarunt: quibus cum omni humilitate & reverentia & proprii eorum recognitione erroris omnino perſiſtentibus, pro abſolutione ab excommunicationis Sententia, quam ex hujusmodi hæreſis reatibus & ſceleribus incurrerant, ipſis miſericorditer impendenda, nos, qui licet indigni Vicarii ſumus illius, cujus miſerationes ſuper omnia opera ejus exiſtunt, & quia Romana mater Eccleſia non claudit, prout nec claudere debet, gremium redeunti, ſed potius errantem ovem ad ovile Dominicum ſuper humeros proprios reportare, facta a ſupradictis confitentibus cum magna humilitate, & reverentia debita, abjuratione hujusmodi hæreſeos ſecundum canonicas Sanctiones, eisdem fecimus juxta formam Eccleſiæ munus abſolutionis impendi, injungendi eis propterea ſalutarem pœnitentiam, nobis & dictæ Sedi, ſeu quibus id commitendum duxerimus, poteſtate ſpecialiter reſervata.

Ex prædictis itaque confeſſionibus, & nonnullis aliis cauſis legitimis, non immerito excitati, viſis etiam diverſis proceſſibus contra ſingulares perſonas dicti Ordinis ſuper ipſis ſceleribus & criminibus factis per locorum Ordinarios & Inquiſitorem generalem hæreticæ pravitatis in Regno Franciæ, in quibus multorum aliorum confeſſiones & depoſitiones contineri videbantur aperte, ex quibus violenta ſuſpicio contra Ordinem ipſum & perſonas ejusdem habebatur ſuper criminibus antedictis contra omnes ſingulares perſonas dicti Ordinis, nec non & ipſum Ordinem, cum omni diligentia & ſolicitudine per alias noſtras Literas mandavimus & mandamus inquiri, ut per hujusmodi inquiſitiones de ſupradictis criminibus & infamiis, contra Ordinem & perſonas præſtitos, vel pro ipſis, veritas elucescat. ANNO 1308.

Verum quia occaſione hujusmodi ſubſecutorum proceſſuum, & captionum perſonarum Ordinis prælibati, bona ipſius mobilia, quæ vel pro ipſo Ordine, ſi reperiatur innocens, vel alias pro ſubſidio Terræ ſanctæ & contra perfidos Saracenos inimicos fidei Chriſtianæ, ad quæ bona prædicta per fideles ipſa largientes deputata fuerant, & nos ipſi eadem bona una cum aliis bonis immobilibus eorumdem ad ea decrevimus deputanda, nequiter a nonnullis ſubtracta, penes aliquos malitioſe, indebite & injuſte abſconſa & celata feruntur, in gravé ipſorum animarum periculum, Eccleſiæ prædictæ contemptum, & dictæ terræ præjudicium, dispendium & jacturam, nos volentes debitum in hac parte remedium adhibere, univerſis & ſingulis ſub virtute obedientiæ ac excommunicationis pœna, quam excommunicationem contra facientes poſt unius menſis ſpatium a notitia præſentium immediate ſequentis, cujuscumque præeminentiæ, dignitatis, ſtatus, vel conditionis exiſtant, Eccleſiaſtici vel mundani, etiamſi pontificali præfulgeant dignitate, incurrere volumus ipſo facto, auctoritate Apoſtolica diſtricte præcipiendo mandamus, quatenus habentes, tenentes & poſſidentes, ut prædicitur, per ſe vel alium ſeu alios aliquas pecuniarum ſummas, vel alia mobilia bona quæcumque, vel ſe moventia perſonarum vel Ordinis prædictorum, ſine cauſa depoſiti, vel alia quacumque cauſa, occaſione vel titulo, ſi qui etiam perſonis vel Ordini ante dictis in quacumque ſumma vel quantitate pecuniæ obnoxii vel alias quomodolibet fuerint obligati, ex quacumque cauſa vel titulo, vel ab eis aliquid receperint, vel ipſorum nomine per quemcumque aut pro ipſis libere integraliter & ſine diminutione reſtituant, reddant & ſolvant, ſub inſtrumentis publicis locorum Ordinariis ſive Superintendentibus adminiſtrationi bonorum dicti Ordinis per Sedem ipſam deputatis vel etiam deputandis: non obſtantibus quibuscumque promiſſionibus ſuper his ab ipſis præſtitis, pœnis, juramentis, cautionibus, obligationibus, ſeu fidejuſſionibus forſitan roboratis.

Si qui autem etiam nihil habentes de bonis prædictis nihilque debentes eisdem, ac in nullo ipſis quomodolibet obligati, ſciverint aliquem aliquid habere, tenere vel poſſidere de ipſis bonis, ut ſuperius eſt expreſſum, aut aliquem debitorem dictorum Ordinis & perſonarum, vel eis quomodolibet obligatum, ſive aliquem aliquid ab eis, vel pro ipſis, vel eorum nomine, vel alicujus eorum recepiſſe, infra idem tempus Ordinariis vel Superintendentibus prælibatis, ſub inſtrumentis ſimilibus aperte revelent; alioquin ſupradictam Sententiam ipſos incurrere volumus ipſo facto, quam, ſi ipſi & alii ſuperius nominati per ſex menſes ſuſtinuerint animo indurato, Ordinariis ipſis & quibuslibet aliis abſolutionem eorum penitus interdicimus, ipſam nobis & Succeſſoribus noſtris, præterquam in mortis articulo, tantummodo reſervantes.

Et ut præmiſſorum ignorantiam nemo prætendere valeat, hujusmodi proceſſum noſtrum mandamus & volumus per illos, quibus in aliis noſtris Literis id committimus, in locis contentis in eis ſolemniter publicari.

Datum Pictavis ſecundo Idus Auguſti, Pontificatus noſtri anno tertio.

DCV.

*Traité entre les Ambaſſadeurs d'*OTHON *&* WOLDEMAR *Marquis de Brandebourg; de* RODOLPHE *Duc de Saxe & de* RODOLPHE *&* LOUIS *Comtes Palatins, touchant l'Election de l'Empereur, fait à Boppart, l'an* 1308. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 50. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Contin. II. Abth. IV. Abſ. III. pag. 3.] 26. Oct. BRANDEBOURG, SAXE ET PALATINAT.

NOS Berchtoldus Comes de Henneberg, nec non Conradus de Rieda Miles, Procuratores Illuſtrium Principum OTTONIS & WOLDEMARI Marchionum Brandenburgenſium ſuper futuri Romanorum Regis Electionis negotio conſtituti, ad univerſorum notitiam

ANNO 1308. tiam volumus pertinere; quod poteſtate nobis & mandato ab iisdem Marchionibus nomine eorum, nec non Illuſtris Principis RUDOLPHI Ducis Saxoniæ, qui ſuum votum in Electione Romanorum Regis ſibi competens in prædictum Ottonem Marchionem noscitur tranſtuliſſe, datis, traditis & conceſſis, amicitiæ, unionis & concordiæ fœdera cum Illuſtribus Principibus RUDOLPHO & LUDOVICO Comitibus Palatinis Rheni, ut ipſi Regno Romano ſalubrius conſulatur ſic duximus ineunda: videlicet quod illis promiſimus & preſentibus promittimus corporali ſuper hoc & in animas prædictorum Dominorum noſtrorum Marchionum præſtito juramento, quod in Electione futuri Regis Romanorum unum cum ipſis eſſe debeamus, ſic videlicet; quod quemcunque ex Principibus Ottone & Woldemaro Marchionibus Brandeburgenſibus, nobili Viro (1) Alberto Comite de Hanalt, nec non Illuſtribus Principibus Rudolpho & Ludovico Comitibus Palatinis Rheni & Friderico Duce Auſtriæ, plura vota de Principibus Eccleſiaſticis Electoribus habere contigerit, ille præferatur, & votis noſtris eidem debemus adhærere, ipſum ſine omni contradictione in Regem Romanorum eligendo, extra vero numerum prædictarum perſonarum non eligemus, niſi concurrentibus votis Comitum Palatinorum atque noſtris.

§. 2. Sane eſt adjectum & juramento firmatum, quod ſi aliquem noſtrorum Marchionum prædictorum vel alium ad noſtram promotionem in Regem Romanorum eligi contiget, præfatis Comitibus Palatinis in ſuo jure aſſiſtere, & ipſi nobis vice verſâ & ipſorum contra omnes in perpetuo ** coadjutor. Eſt etiam promiſſum & juramento firmatum, quod ſi aliquem ex Marchionibus prædictis vel alium ad eorum promotionem in Regem eligi contigerit, quod prædictis Palatinis conferet omnia ſua bona & eos in eisdem manutenebit & deffendet, & prædictos Comites Palatinos in poſſeſſione omnium bonorum, quæ Genitor eorum poſſedit, & in ea poſſeſſione, ſicut tempore claræ memoriæ quondam Rodolphi Romanorum Regis poſſederunt, non moleſtabit nec turbabit. De expenſis verò quæ contemplatione Electionis factæ fuerint, ad arbitrium Venerabilis Principis Domini Joannis Epiſcopi Argentinenſis & noſtri Berchtoldi Comitis de Henneberg locabuntur. Ad confinia verò Imperii & prædictorum Comitum Officiales pacifici juxta arbitrium Argentinenſis Epiſcopi & Berchtoldi.

§. 3. Eſt etiam juratum, quod nec Illuſtribus Principibus Ottoni & Stephano Ducibus Bavariæ nec nobili Viro Eberhardo Comiti de Wirtemberg prædicti Marchiones, ſi quem ex eis eligi contiget, adhærebit, vel aliquo genere copulationis & unionis unietur. Porrò promiſimus & juramento firmavimus, quod Illuſtribus Principibus Friderico & Fratribus ſuis Ducibus Auſtriæ omnia eorum bona & Dominia, ſicut eo tempore claræ memoriæ Illuſtris quondam Domini Alberti Genitoris poſſederint, conferet, & eos in iisdem manutenebit & deffendet. Harum teſtimonio Litterarum noſtrorum ſigillorum robore munitarum. Datum in Popardia, anno Domini milleſimo trecenteſimo octavo, feria VI. ante Simonis & Judæ Apoſtolorum.

DCVI.

28. Nov. *Contractus inter* HENRICUM VII. *Romanorum Regem, &* JOANNEM *Epiſcopum Argentinenſem de permutatione quorundam Oppidorum & Villarum in Inſtrumento expreſſorum. Actum Francofurti* IV. *Kalend. Decemb. annò* 1308. Cum *Confirmatione Imperatoris* FRIDERICI. *Datum Argentinæ* IX. *Kalend. Aprilis* 1315. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abſatz I. Abtheil. I. pag. 18.]

In Dei nomine Amen.

NOs Fridericus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, attendentes grata & fructuoſa obſequia, Romano Imperio per Venerabilem Johannem Argentinenſem Epiſcopum, Principem noſtrum dilectum & per anteceſſores ſuos Argentinenſes Epiſcopos non ſine gravibus & magnis Eccleſie Argentin. & hominum ſuorum laboribus & expenſis liberaliter impenſa. Dignum eſtimamus certa dicte Argentinenſ. Eccleſie commoda & honores Regia clementia ampliari; Quapropter permutationem nomine Romani Imperii ex una, & nomine dicte Argentinenſ. Eccleſie ex parte altera à dive recordationis Illuſtri Henrico in Regem Romanorum concorditer electo predeceſſore noſtro cum prædicto Joanne Argentinenſ. Epiſcopo de conſenſu Principum noſtrorum electorum ſolenniter celebratam. Nec non largitionem Judeorum & gratiam de Miniſterialibus & hominibus dicte Eccleſie non recipiendis in alicujus Civitatis vel Oppidi Cives vel Burgenſes ab eodem Rege, Eccleſie prædicte cum conſenſu dictorum Principum noſtrorum clementer & rite factis, prout in Literis ſuper hoc confectis & ſigillis ad hoc opportunis ſigillatis lucide continetur, ratificandas & approbandas Regia autoritate duximus juxta modum inferius ſubnotatum; tenor verò Literarum permutationis, largitionis & gratie ut premiſſum eſt, Eccleſie predicte per Regem antecedentem factarum talis eſt.

ANN 130

In nomine Sancte & Individue Trinitatis Amen.

HEINRICUS Dei gratia in Romanorum Regem electus univerſis præſentium Literarum inſpectoribus, in perpetuum gratiam ſuam, cum notitia rei geſte dignum fore cenſemus, ut quorum fides & ſincera devotio in Romani Imperii invenitur obſequiis comprobata, illos gratioſo favore Majeſtatis noſtre clementia proſequatur: Hinc eſt quod nos ad venerabilis Johannis Argentinenſ. Eccleſie Epiſcopi Principis noſtri dilecti laudabile ſtudium, quo noſtris & Romani Imperii commoditatibus & honoribus inceſſanter inheret, & ad grata obſequia Romano Imperio ab Eccleſia ſua predicta liberaliter impenſa. Conſiderationis noſtre intuitu convertentes exiſtimavimus, fore dignum eandem Argentinenſ. Eccleſiam de tantorum meritorum exigentia a nobis & Romano Imperio Privilegio prerogative extolli & allectivis muneribus honorari. Unde cum in preparatione quietis maxime piorum locorum ſumma devotio Principis comprobetur. Nos pro perpetua pace & quiete ejusdem Argentinenſis Eccleſie & ſuorum ad tollendam omnem diſſenſionis materiam de bonis infra ſcriptis inter Romanum Imperium & predictam Argentinenſ. Eccleſiam ſeu illarum Rectores a longis retro temporibus motam & que moveri poſſet, etiam in futuro de conſilio Principum noſtrorum ad quos jus eligendi Regem, promovendum in Imperatorem pertinet & illorum accedente conſenſu, per mutationem infra ſcriptam nomine Romani Imperii cum predicto Johanne Argentinenſi Episcopo Principe noſtro nomine Eccleſie ſue predicte cum conſenſu Capituli ſui fecimus, quam permutationem ſtatuimus, auctoritate Regia, ratam & firmam perpetuo permanere. In primis itaque Oppidum ſive Villam Mollesheim & Villas Mußiche / Hermotzheim & Wege Argentin. Dioceſis ac Caſtrum Nuntburg ſitum in Brißgow / prope Eyſtadt Conſtant. Dioceſis & omne jus Romano Imperio & nobis ejus nomine in eisdem & earum univerſis attinentiis qualitercunque & quacunque eam competens permutamus ſimpliciter, ſeu titulo & nomine permutationis cedimus, donamus & tradimus predicto Joanni Argentinenſ. Episcopo nomine & Eccleſie ſue Recipienti pro Oppido Mülnhuſen Baſilienſ. Dioceſis & pro medietate Ville Waſſelnheim ſite prope Cronenberg Argentinenſ. Dioceſis ac pro omni jure quod predicto Argentinenſ. Eccleſie ſeu dicto Episcopo & ejus Capitulo, ipſius Eccleſie nomine in eisdem Oppido & Villa ac univerſis eorum attinentiis qualitercunque & ex quacunque cauſa competit vel competere poſſet: Idemque Episcopus cum conſenſu Capituli ſui nomine Eccleſie ſue predicte faciendo de his nobiscum permutationem ſimpliciter ad predicta Romano Imperio, & nobis ejus nomine recipientibus Oppidum Mülnhuſen predictum & medietatem Ville Waſſelnheim cum earum attinentiis univerſis, ac omne jus ſibi & Eccleſie ſue predicte in eisdem competens permutationis titulo & nomine ceſſit, donavit & tradidit irrevocabiliter & in totum preter jus patronatus Eccleſie Ville ejusdem Waſſelnheim / quod jus eſt ipſi Argentinenſ. Eccleſie ſicut hactenus reſervatum. Supplemus etiam de plenitudine Regie poteſtatis, ſi quid de ſolemnitatibus, juribus in preſcripte permutationis contractu invenitur omiſſum, quod circa contractum hujusmodi firmitate introductum eſt, ex conſuetudine vel à jure: Hiis itaque pro pace & tranquillo ſtatu ſepedicte Eccleſie & ſuorum de clementia noſtra peractis, placuit adhuc noſtre Celſitudini eandem Eccleſiam pro magnis jacturis & dampnis, quas & que de ſervitiis Romano Imperio impenſis ſuſtinuit, aliqualis largitionis munere ex liberalitate Regia conſolari, proinde omnes, utriusque Sexus Judeos Oppidorum Rinowe & Mollesheim / Argentinenſ. Dioceſis ac Rubyaci & Sulze Baſilienſi Dioceſis

(1) Il ſemble qu'on doive entendre *Albert* ſurnommé *l'Ancien*, Prince ou Comte d'Anhalt.

ANNO 308. Diœcesis incolas presentes & futuros ex mera liberalitate de consensu Principum nostrorum predictorum. Concedimus & simpliciter donamus predicte Argentinens. Ecclesie perpetuo possidendos; ita quod dicti Judei eidem Ecclesie serviant & ad illam pertineant pleno jure, quatenus per hoc ejusdem Ecclesie Prelati erga Romanum Imperium in solita devotione fortius attendantur, & affectum sue devotionis in nostris & Romani Imperii obsequiis commodius exequantur: Ad hec de specialis gratie prerogativa eidem Argentinensi Ecclesie volumus providere, & eam autoritate Regia in eo jure perpetuo stabilire, ut non liceat unquam de cetero alicujus Civitatis Oppidi sive Burgi Rectoribus seu universitati cujuscunque exemtionis, libertatis, emunitatis seu concessionis a Romanis Imperatoribus vel Regibus seu ab aliis quibuscunque donatis, concessis & confirmatis, aut etiam alicujus consuetudinis pretextu aliquem vel aliquos de hominibus seu Ministerialibus ipsius Argentinens. Ecclesie vel etiam de Oppidorum, Burgorum vel Villarum quarumlibet ad eandem Ecclesiam jure Dominii vel quasi pertinentium incolis presentibus & futuris recipere in Cives seu Burgenses, qui Pfalburget vulgariter nuncupantur: Decernentes ex nunc, quod receptio talium que contra presentis gratie nostre tenorem facta fuerit, a quocunque non valeat ipso jure. Nec sic recepti pro illorum locorum, ad que recipiuntur Civibus vel Burgensibus habeantur, nisi in eisdem locis sicut veri Cives vel Burgenses facere solent & debent residentiam & continuam faciant mansionem; Ut autem omnia & singula suprascripta inviolabiliter perpetuo observentur & robur accipiant inconcussum, ad perpetuam eorum memoriam & stabilem firmitatem presens Scriptum fieri & sigillo Comitatus nostri de Lutzelnburg jussimus communiri. Hujus rei testes sunt venerabiles Heinricus Colonien sis, Petrus Moguntinensis & Baldewinus Trevirensis Archiepiscopi & Illustres Rudolphus & Ludovicus Palatini Rheni Duces Bavarie, Waldemarus Marchio Brandenburgensis, Rudolphus Dux Saxonie & venerabilis Heinricus Abbas Fuldensis Principes nostri, ac spectabilis vir Berchtoldus Comes de Hennenberg noster fidelis. Datum in Franckeford IV. Calend. Decembris anno Domini M. CCC. VIII.

Igitur permutationem, largitionem & immunitatis gratiam, ut in prescriptis continetur Literis cum clare memorie Henrico Rege anteces sore nostro predicto & per eum de consensu Principum nostrorum factas ex certa scientia, autoritate Regia approbamus, confirmamus ac etiam innovamus: statuentes eadem auctoritate & mandantes, permutationem, largitionem & emunitatis concessionem antedictas in omni firmitate perpetuo & irrevocabiliter permanere. Datum Argentinæ IX. Calend. April. anno Domini M. CCC. XV. Regni vero nostri anno primo.

DCVII.

Dec. *Traité & Conféderation entre* THEOBALD *Evêque de Liége, &* (1) GILES BERTHAUT *Seigneur de Malines, touchant leurs droits sur cette Ville. Fait l'an* 1308. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum. Chap. CXIII. pag. 556.]

UNIVERSIS tam præsentibus quàm futuris, præsentes Literas inspecturis THEOBALDUS Dei gratia Leodiensis Episcopus salutem, & eorum quæ sequuntur agnoscere veritatem.

Cùm pax sive concordia inita sit & ordinata, inter nos ex parte una, & nobilem virum ÆGIDIUM BERTHOUT ex altera, super juribus villæ MECHLINIENSIS: in cujus pacis concordationem expresse consensum existit, per venerabiles viros, Præpositum, Decanum, Archidiaconos, totumque Capitulum nostræ majoris Ecclesiæ Leodiensis, & Consilium, consensum pariter & assensum Nobilium nostrorum, scilicet Militum, Armigerorum, nec non Consilium bonarum Villarum nostri Episcopatus prædicti, secundùm tenorem & formam, super dicta pace, in testimonium per alteram partem confectam, & signatam sigillo nostro dicti Capituli, & Ægidii Berthout prænotati, cujus pacis formæ tenor ab initio usque ad finem de verbo ad verbum sequitur, in hunc modum.

Universis præsentibus & futuris, ad quos præsentes Litteræ pervenerint, THEOBALDUS Leodiensis Episcopus salutem, & cognoscere veritatem. Noverint universi & singuli, quòd cùm dissensio fuisset inter nos ex una parte, & nobilem virum ÆGIDIUM dictum BERTHOUT de MALINES ex altera, occasione jurium in villa Mechlinien sium, tandem pro bono pacis & de consilio proborum, videlicet Capituli nostri Leodiensis, Militum ac bonarum Villarum nostri Episcopatus, concordatum est inter nos & dictum Ægidium in modum qui sequitur. ANNO 1308.

Videlicet, quòd *Hevere*, *Musines*, *Humbeke*, *Leest*, *Hessene*, *Noulant*, & *Neckerspoele*, & dictarum Villarum appendicia, sunt & erunt in perpetuum sub Dominio & jurisdictione Episcopi & Ecclesiæ Leodiensis, sicut est Mechlinia.

Et judicio Scabinorum villæ Mechlinien sis, in omnibus negotiis, quæ judicium requirunt, ex nunc in antea, sub libertate, judicio & lege Mechlinien sium, & mediante ista ordinatione, omnes excessus, emendæ, obventiones & commoda, quæ proveniunt seu provenire poterunt ex judicio vel alias in villa Mechlinien si, & in aliis Villis prædictis, & earum appendeniciis, sive ex causa judiciaria seu liberalitate, vel jure, ac alio quocumque modo, erunt communia & æqualiter dividentur pro æquis portionibus inter nos & Ægidium Berthout antedictum, salvis juribus Villæ prædictæ, pro ut ea Scabini Mechlinien sium conservant.

Præterea omnes reditus, qui nobis Episcopo ac Ægidio Berthout prædictis cedent in dictis Locis & eorum appendiciis, erunt communes & æqualiter hereditariè dividentur inter nos & Ægidium Berthout prædictum.

Nec potest alter nostrum aliquid penitus acquirere in dictis Locis, nisi interveniat utriusque consensus. Et si quid alter sine consensu alterius acquisierit, erit commune inter nos. Insuper Villicus noster, qui Scultetus dicitur, habet instituere Scabinos in fidelitatem, quandocumque necesse fuerit nobis tanquam Domino, ac Ægidio Berthout pro jure suo. Quod tale est, videlicet quòd in omni casu, super quo Villicus noster monebit Scabinos, qui super omnibus casibus, qui ad judicium Scabinorum spectant, potest & debet eos monere, statim post monitionem dicti nostri Villici, famulus Bertholdi potest ipsos monere, si velit super eodem casu, si præsens fuerit, nec non alio modo: nisi contigerit quòd Villicus noster in justitia prosequenda esset negligens vel remissus; in quo casu famulus Bertholdi potest requirere Villicum nostrum per tres dies placitorum, præsentibus Scabinis, quatenus super illo casu moneret Scabinos & faceret justitiam, & si Villicus noster hoc facere recusaret vel nollet, ex tunc famulus Bertholdi super illo casu potest monere Scabinos, & deberent Scabini de illo casu judicare ad monitionem ipsius, salvo jure in emenda, si quæ ad judicium pertinet. Et si tunc famulus Bertholdi in continenti monere negliget, semper Villico nostro monitio reservatur, ad quem spectat monitio super omni casu; & ad ejus monitionem semper Scabini judicare tenentur.

Præterea si contingat bellum insurgere, vel rixas moveri in prædictis locis, ubi Villicus noster præsens non fuerit, si famulus Bertholdi superveniat, nec sit ibi aliquis loco Villici, potest audire querimonias, indicere treugas, arrestare malefactores & eos ducere in prisonem, quæ est in Villa, ubi alii malefactores detinentur, secundùm quantitatem delicti. Qui malefactores debent tractari per monitionem nostri Villici & judicium Scabinorum secundùm quod in aliis casibus superiùs est expressum.

Et quidquid dictus Bertholdus tenet & tenebit, ac ejus heres & successores in dictis locis, tenet & tenebit ipse ac ejus successores à nobis ac nostris successoribus, in feodum tanquam homo noster ligius seu nostrorum successorum, Episcoporum Leodiensium, qui erunt pro tempore.

Et ut omnia prædicta firma stabilitate consistant, nos Episcopus prædictus, de consensu ac de voluntate Capituli nostræ Ecclesiæ Leodiensis, promittimus bona fide, quòd quocumque casu contingente, in perpetuum nos vel nostri successores non permutabimus, obligabimus, alienabimus, donabimus, vel vendemus ad tempus vel hereditariè Villam Mechlinien sem, ejus appendentia, seu jura ad nos pertinentia in dictis Locis, in toto vel in parte, & conservabimus villam Mechlinien sem in libertate ac francisia, qua tenemus ac tenere debemus alias bonas Villas nostri Episcopatus, salvis juribus villæ Mechlinien sis, pro ut ea conservant Scabini dicti Loci. Et in quantum poterimus ipsos defendere & eis assistere, non sustinebimus quòd aliqua impedimenta vel injuriæ inferantur.

Et nos ÆGIDIUS BERTHOUT prædictus recognoscimus omnia suprà dicta pro nobis & nostris suc-

(1) Il étoit fils de *Walter* IV. & mourut sans enfans.

ANNO 1308. successoribus, & ea rata habemus, & consentimus ordinationi; promittentes bona fide pro nobis ac nostris successoribus pacem & ordinationem superiùs expressas, & prout in Litteris præsentibus continetur, in perpetuum inviolabiliter observare.

Et nos Episcopus per dictum compositionem nihil plus concedimus Bertholdo de jurisdictione, & Dominio, & de accessionibus ad ea in dictis Locis, quàm verba expressa in ipsa compositione posita significant.

Et nos BERTHOLDUS & omnes nostri successores, quando levabimus feodum nostrum ab Episcopo, jurabimus quòd in dictis Locis, de jure ac Dominio, & de accessionibus ad ea, non petemus, nec occupabimus per nos vel per alium seu alios ultra id quod per verba expressa in hac ordinatione posita nobis conceditur.

Promittimus etiam nos Bertholdus pro nobis & successoribus nostris bona fide, quòd in perpetuum, quocumque casu contingente jus nostrum, quod habemus in villa Mechlinienſi & ejus appenditiis, mediante compositione prædicta, non vendemus, obligabimus, alienabimus, permutabimus in toto vel in parte, hereditariè vel ad tempus, quin directè ad nostros heredes.... post nostrum obitum & istam ordinationem pacis, jurabimus nos & nostri heredes, prout in Litteris præsentibus continetur, fideliter observare, quotiescumque prædicta jura nos contingeret relevare à Domino nostro Leodienſi Episcopo, qui erit pro tempore.

Quæ omnia jura prædicta tam nos quàm heredes nostri debemus tenere in feodum ligium à Domino nostro Leodienſi Episcopo, & aliis Episcopis, qui pro tempore Ecclesiæ Leodienſi succedent. Et ſi contigerit nos vel heredes nostros obligare seu alienare jura nostra in dicta Villa Mechlinienſi seu ejus appenditiis, prout dictum est, nos recognoscimus pro nobis & nostris successoribus, quòd eo tempore feodum amittemus prædictum.

Et nos THEOBALDUS Episcopus Leodienſis prædictus, quia prædictam pacem firmam & stabilem manere volumus in perpetuum, sigillum nostrum præsentibus Litteris, unà cum sigillo Capituli nostræ Ecclesiæ Leodienſis, duximus apponendum; & nos Præpositus, Decanus, Archidiaconi, totumque Capitulum majoris Ecclesiæ nostræ Leodienſis, approbamus & gratam habemus pacem & ordinationem prædictas, & in eas consentimus, secundùm quod præsentibus est expressum, & eas firmiter promittimus in perpetuum observare; propter quod sigillum Ecclesiæ nostræ, unà cum sigillo reverendi Patris, Domini nostri Leodienſis Episcopi præsentibus est appensum.

Et nos ÆGIDIUS BERTHOUT prædictus, quia prædictam ordinationem pacis volumus in perpetuum inviolabiliter observari tam à nobis quàm à nostris successoribus, præsentibus Litteris sigillum nostrum, una cum sigillis prædictorum Domini Episcopi & Capituli, duximus apponendum.

Nos MAGISTRI Communitatis, Scabini & Juràti Consilium & tota Communitas Villæ Mechlinienſis, de voluntate & ad requisitionem Domini nostri Episcopi Leodienſis & Capituli, ac Ægidii Berthoult prædictorum, gratam habemus & dilectam pacem seu ordinationem, ac in eas consentimus & promittimus benè & fideliter observare & facere observari tam à singulis nostrûm, quàm ab Ægidio Berthout ac ejus heredibus memoratis. Et singulis annis jurabimus, quando de novo instituemur ad Consilium Villæ, nos præsentem ordinationem observaturos, & facere observari, pro ut superiùs est expressum.

Et nos Episcopus prædictus, de consensu Capituli nostræ Ecclesiæ Leodienſis, promittimus bona fide pro nobis & nostris successoribus, BERTHOLDO, sicut ligio fideli nostro, & Villæ nostræ Mechlinienſi præstare auxilium contra quoscumque, & in quibuscumque necessitatibus pro defensione jurium eorum.

Et nos ÆGIDIUS BERTHOUT pro nobis & heredibus nostris, nos etiam Magistri Communitatis, Scabini, Jurati, Consilium, totaque Communitas Villæ Mechlinienſis, promittimus bona fide, pro nobis & nostris successoribus præstare auxilium contra quoscumque, & in quibuscumque necessitatibus, ipsi Episcopo, tanquam Domino nostro & Ecclesiæ Leodienſi, pro defensione jurium eorum.

Et quantum ad auxilium, tam impugnando quàm defendendo, præstando contra quoscumque adversarios Ecclesiæ Leodienſis, seu Villæ Mechlinienſis prædictæ, nos Ægidius Berthout prædictus ac nostri successores minimè poterimus excusari, occasione alicujus feodi à quocumque alio Domino relevati seu relevandi, vel nos Mechlinienſes occasione consuetudinis Marchiæ seu confinium habitorum cum vicino Domino, secundùm possibilitatem situs nostri, quam debet videre Dominus noster, imminente guerra, cum Capitulo suo, Militibus, Consilio nostro, Villæ Mechlinienſis ac aliarum bonarum Villarum Episcopatus, vocatis & congregatis in Capitulo Leodienſi, prout moris est: & debemus stare ordinationi eorum, pensatis & consideratis situ & possibilitate prædictis. ANN 130

Et nos Magistri, Scabini, Jurati, & Consilium & tota Communitas Villæ Mechlinienſis prædictæ, ad requisitionem prædictorum Domini nostri Episcopi, Capituli, & Ægidii Berthout, ad majorem stabilitatem prædictarum ordinationis & pacis, præsentibus Litteris sigillum nostræ Communitatis, unà cum prædictis sigillis, duximus apponendum. Et nos prædicti Episcopus, Capitulum, Ægidius Berthout ac Communitas Villæ Mechlinienſis rogamus nobilem virum ARNOLDUM Comitem de Los & de Chiney, quatenus sigillum suum velit apponere præsentibus, in testimonium veritatis.

Et nos ARNOLDUS Comes de Los & Chiney prædictus, ad requisitionem prædictorum sigillum nostrum præsentibus Litteris, unà cum prædictis sigillis, duximus apponendum. Datum anno Domini milleſimo tricenteſimo ſeptimo, feria ſexta poſt feſtum B. Andreæ.

Cumque nos, ſicut proborum intereſt, ordinationem dictæ pacis, in qua aliàs expreſſè conſenſimus, ut eſt dictum, tenere & inviolabiliter obſervare, & obſervatam in perpetuum remanere velimus, affectemus pariter & cupiamus, prout promiſimus, præcipuè ob urgentem probabilem, eminentem & veriſimilem neceſſitatem Villæ noſtræ Mechlinienſis prædictæ, extra noſtram Diœceſim infra Brabantiam ſituatæ, hujuſque conditionis, quòd homines ejusdem neceſſe habent cum ſuis familiis & mercaturis eorum in mercandiſiis ſuis exercendis, quaſi per totas mundi partes multifariè circuire, ſine cujus pacis perſeveratione & conſummatione Villa noſtra prædicta & homines ejusdem in ſtatu proſpero & tranquillo permanere non poſſunt.

Nos affectantes & volentes, ob utilitatem & commodum Eccleſiæ noſtræ, patriæ & Villæ Mechlinienſis, ut eſt dictum, procedere ſecundùm formam dictæ Pacis præconceptam ac ſigillis prædictis conſignatam, ut eſt dictum, volumus & conſentimus expreſſè formam pacis prædictam in perpetuum firmiter obſervari, & ad majorem munitionem & ſtabilem ſecuritatem de præmiſſis, absque aliquo modo contraveniendi in poſterum, præſentes Litteras ſigilli noſtri appenſione roborari fecimus.

Et nos ÆGIDIUS BERTHOUT ſupradictus, quoniam formam pacis prædictam ſigillo noſtro ſignavimus, à promiſſis reſilire nolentes, volumus dictam pacis ordinationem, ſemper firmiter obſervare & à noſtris heredibus ſeu ſucceſſoribus inviolabiliter in perpetuum obſervari. Et in munimen & ſtabilitatem præmiſſorum absque aliquo modo contraveniendi, per nos vel heredes, aut ſucceſſores noſtros, præſentibus Litteris ſigillum noſtrum, unà cum ſigillo Domini noſtri Epiſcopi ſuprà dicti, duximus apponendum.

Et nos THEOBALDUS Epiſcopus, & Ægidius Berthoult prædicti, ad majorem ſecuritatem & perpetuam ſtabilitatem de præmiſſis, requirimus & rogamus dilectos & fideles noſtros Magiſtros Communitatis, Scabinos, Juratos, Conſilium ac totam Communitatem Villæ Mechlinienſis ante dictæ, quatenus dictam pacem, ſecundùm formam prædictam firmiter & inviolabiliter obſervent, & juvent in perpetuum obſervari, quodque ſigillum ſuum commune, unà cum noſtris ſigillis, præſentibus apponant.

Nos autem Magiſtri Communitatis, Scabini, Jurati, Conſilium ac tota Communitas Villæ Mechlinienſis, ad requeſtam Domini noſtri Epiſcopi, ac Ægidii Berthout prædictorum, laudamus & approbamus formam pacis prædictam. Et promittimus dictam pacem tenere firmiter & obſervare, & juvare pro poſſe noſtro obſervari. Et in horum teſtimonium ſigillum noſtrum commune, unà cum ſigillis prædictis præſentibus Litteris duximus apponendum. Datum anno Domini milleſimo trecenteſimo octavo, in craſtino feſti B. Andreæ Apoſtoli.

DCVIII.

Litteræ WENCESLAI *Maſſoviæ Ducis, de Terra ſua* Boridicenſi, *& Dominatu* Plocenſi, *cum omnibus Civitatibus & Villis*, JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi remiſſis, rurſusque ab* 130. 6. M.

ANNO 1309. *ab ipso in feudum receptis. Datum in Plocz quarta die posi Dominicam* Oculi *anno* 1309. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag. 278.]

NOs Wenceslaus Dei gratiâ Dux Mazoviensis & Plocensis. Notum fore volumus universis quibus præsentes exhibitæ fuerint. Quòd quia nos ob specialis amoris affectum, quem erga *Magnifici Principis Domini Joannis Boëmiæ & Poloniæ Regis, ac Comitis Lucemburgensis Domini & affinis nostri charissimi* gerimus celsitudinem, & statum nostrum in antea pacificum, Princeps suus, ac Regnorum suorum *Bohemiæ & Poloniæ* fore decrevimus, terram nostram *Boridiciensem*, & Dominatum *Plocensem* cum Castris nostris *Prolik, Wyschehrado & Hostinim*, Civitatibus quoque Oppidis, Villis & prædiis locatis, per nos aut locandis cum Nobilibus, Baronibus, Vasallis & hominibus, ad ipsas aut ipsa spectantibus cum pertinentiis suis ac aliis bonis universis, quas & quæ nos omnia possidemus, vel imposterum quocunque possidebimus titulo, nostro hæredum & successorum nostrorum Ducum Mazoviensium & Dominorum Plotzensium nomine in Regis ipsius sponte & liberè designantes manibus ab ipso in feudum recepimus, & facto per nos debitæ fidelitatis homagio, præstito per nos priùs corporali nihilominus Juramento, *ipsi Regi hæredibus & successoribus suis, tanquàm veris Dominis nostris, velut Princeps & fidelis suus & Regnorum suorum Boëmiæ & Poloniæ* præfatorum promissimus parere, & intendere, ac servire, fideliter pro viribus de eisdem, & contra quemlibet Principem & hominem efficaciter juvare. Harum testimonio Literarum, quas sigillo majori nostro communiri fecimus. Datum in Plocz Anno Domini M. CCC. IX. quartâ feriâ post Dominicam: *Oculi mei* &c.

DCIX.

Mai. RANCE T FLAN- RE. *Extrait du Traité de Paix entre* PHILIPPE le Bel, *Roi de France*, & ROBERT DE BETHUNE *Comte de Flandre, par lequel quelques Articles du Traité de* 1305. *sont modérez. Fait à Paris, au mois de Mai*, 1309. [PIERRE OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLII. feuill. 236.]

PREMIERS, que le Roi PHILIPPE pardonnoit touts mesfaicts, & esloingnant de son courage touts mouvements d'ire & de mal talent, il recevoit le Conte ROBERT, & la Conté de Flandre, soubs sa protection & sauvegarde, qu'il accordoit, que des vingt mille de terre, que ceux de Flandre luy devoient assigner en la Conté de Rethel, ils pourroient rachapter la moitié pour six cents mille livres, forte monnoye comptant, en payant les arrieraiges a rate de temps, leur baillant respit de l'affignation des autres dix mille livres, jusques endedens deux ans de la Pentecouste, lors prochainement venant, que les Fortereſſes des cinq Villes demeureroient en estat, & sans les abbatre, jusques a ce que le Roy le commanderoit, saulf la Fortereſſe de Bruges, laquelle il ne vouloit estre comprinſe en ceſte grace. Qu'il leur quitoit toutes dismes, rentes, subventions, impositions & autres charges, qu'il avoit mises sus en Flandre, par ses gens, tenants les relenghes a Lille, lors que le Païs de Flandre estoit en ses mains & soubs son Gouvernement. Ainsi faict & accordé en la Ville de Paris au mois de May en l'an mil trois cents neuf.

DCX.

1. Juin. ARBRUG T SA- OYE. *Traité de Mariage de* SIMON DE SARBRUG *Seigneur de Commerci, & de* MARGUERITE DE SAVOYE, *fait le* 21. *Juin*, 1309. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 637.]

In nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

ANNO M. CCC. IX. Indict. VII. undecimo Calend. Julii, Pontificatus Domini Clementis Papæ quinti, anno quarto. Cunctis appareat evidenter, Quòd Nobiles & Egregii Viri, Dominus Ludovicus de Sabaudia, Dominus Vuaudi ex una parte, & Dominus Joannes Comes de Sarabruche, ex altera constituti, propter ea quæ sequuntur, videlicet pro matrimonio contrahendo, inter SIMONEM de Commercy Filium dicti Domini Joannis, & Dominam MARGARETAM Sororem dicti Domini Ludovici; Uxorem quondam Joannis Domini de Vignorri, dictus Dominus Ludovicus convenit, dicto Domino Comiti de Sarabruche & dicto Filio suo præsenti, dare in Uxorem, dictam Dominam Margaretam, dicto Simoni sacrosanctâ Matre Ecclesiâ concedente, quo facto dictus Dominus Joannes Comes de Sarabruche, contemplatione dicti matrimonii, emancipavit dictum Simonem Filium suum, quâ emancipatione factâ, promisit, quòd nullum alium hæredem habebit, in dicto Comitatu de Sarabruche, nec in terra de Commercy; nisi dictum Simonem Filium suum, asserens etiam quod consuetudo terræ est, quòd major Filius & primogenitus debet succedere in Comitatu, quibus peractis dictus Dominus Ludovicus promisit dicto Simoni, solvere pro dote dictæ Margaretæ Sororis suæ, decem millia librarum bonorum parvorum Turonensium, intrà terminum quinque annorum, & ultrà prædictam dotem, dictus Dominus Ludovicus promisit se facturum cum effectu, quod hæredes quondam Domini Joannis de Vignorri assettabunt Domino Simoni, nomine dictæ suæ Uxoris & ad vitam ipsius, pro dotalicio suo quod habere debebar, à dicto Domino de Vignorri; quingentas libras parvorum Turonensium annui redditus, & si dictum assettamentum completum non erit, infrà annum, à die desponsationis, & discordia interfuerit inter partes, terminetur, arbitrio Domini Rodulphi, Domini novi Castri & Domini Gerardi de Vaytes militum. Viceversâ dictus Dominus Joannes Comes de Sarabruche, & dictus Simon Filius suus, promiserunt in solidum dictæ Dominæ Margaretæ, quod dotabunt eam de Domo de Morley & Villis & locis, à dicta Domo dependentibus, prædictam verò dotem decem millium librarum, dictus Dominus Joannes Comes & Simon ejus Filius, in solidum per juramenta & sub obligatione omnium bonorum suorum, restituere eidem Dominæ Margaretæ, quotiescumque casus repetendæ dotis evenerit de jure. Item fuit actum quòd si fortè dicta Domina Margareta, nollet morari cum Uxore, dicti Domini Joannis Comitis de Sarabruche, quòd in eo casu, dictus Dominus Joannes teneatur ei deliberare domum de Morley supradictam, & pro præmissis conventis, pro dicto Domino Ludovico, fidejusserunt ad opus dictorum Domini Comitis Filii ejus, ac Dominæ Margaretæ ejus Uxoris, videlicet Reverendus in Christo Pater, Dominus Ottho Dei gratiâ Episcopus Basilienſis, Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, Dominus Beraudus de Marcuel, Dominus Guido Delphini, Dominus Aymarus de Poitiers, Dominus Radulphus, Dominus Novi-Castri, Dominus Guichardus de Cleyrié, qui in solidum promiserunt, solvere & implere prædicta promissa, per dictum Dominum Ludovicum. Fuit tamen actum quod possint tenere hostagia, apud Bisuntinum, nec inde recedere, quousque prædicta per eos promissa fuerint adimpleta, & fuit actum, quod quilibet dictorum fidejussorum, possit tenere hostagium per duos milites, excepto Domino Guichardo de Cleyrié, qui possit tenere per unum, videlicet Dominum Guichardum Dominum Bellijoci & Comitem de Forez, &c. Actum apud Viennam in Camera venerabilis Viri Domini Abbatis Ecclesiæ sancti Andreæ Viennensis, Testes Dominus Aymarus de Bellovidere, Dominus Jacobus de Boxezello, Dominus Amedeus de Miribello, Dominus Berlio Ravoyræ, Dominus Joannes Archoudi milites. & Dominus Guillermus de Boxezello, præceptor Domus sancti Anthonii de Chamberiaco. *Signé* Decroso.

ANNO 1309.

DCXI.

9. Sept. DAUPHINÉ ET SAVOYE. *Traité de Mariage entre* HUGUES DAUPHIN, *Seigneur de Foucigny*, & MARIE DE SAVOYE, *fait le* 9. *Septembre*, 1309. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 156.]

ANNO Domini milleſimo trecenteſimo nono, Indictione septima, quinto Idus Septembris, per hoc publicum Instrumentum cunctis appareat evidenter. Quòd cum super guerris, causis, quæstionibus, controverſiis, & querelis dudum vertentibus inter *Illustres Viros Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ* ex una parte, & Dominum HUGONEM DALPHINUM, Dominum Foucigniaci ex altera, pax, transactiones, compoſitiones, & concordiæ factæ fuerunt concorditer inter

ANNO 1309. inter ipſos, inter cætera continentes: Quòd dictus Dominus Hugo ducat in Uxorem unam de Filiabus præfati Domini Comitis, & *Dominæ Mariæ de Brabancio Conſortis ejusdem Domini Comitis*, magis nubilem quam idem Dominus Hugo duxerit acceptandam, quam citò ad annos nubiles pervenerit, & qui eidem Filiæ, idem Dominus Hugo dare debeat decem millia librarum Viennenſium monetæ Sabaudiæ; Et ideò præfatus Dominus Comes, à ſanctiſſimo Patre Domino noſtro ſummo Pontifice, dispenſationem impetrare debeat, ſuper gradibus affinitatis, & conſanguinitatis prohibitis, in quibus præfatus Dominus Hugo & dicta Filia Domini Comitis, ſe, ut dicitur, ad invicem attinebant, ita quod præfatus Dominus Hugo, & dicta Filia poſſint inter ſe ad invicem matrimonium contrahere, dictaque dispenſatio à præfato Domino Papa, per præfatum Dominum Comitem obtenta fuerit, videlicet quod dictus Dominus Hugo, cum MARIA vel Catharina Filiabus dicti Domini Comitis, ſibi elegerit in Uxorem prout præfatus Dominus Hugo, hæc omnia ad inſtantiam dicti Domini Comitis ſolemniter ſtipulantis, nomine dictæ ejus Filiæ, aſſerit fore vera; idcircò idem Dominus Hugo, volens quod promiſerat adimplere, gratis, ac voluntate ſua ſpontanea, plenè inſtructus, ut aſſerit, de jure, & de facto nomine ſuo & ſucceſſorum ſuorum, promittit eidem Domino Comiti ſolemniter ſtipulanti, nomine dictæ Mariæ ejus Filiæ, dare & ſolvere eidem Mariæ decem millia librarum Viennenſium prædictarum, donatione ſimplici inter vivos; & ex nunc idem Dominus Hugo pure & ſine retentione quacumque, ſalvis his quæ inferius continentur, donat donatione mera, pura, ſimplici, inter vivos, dicto Domino Comiti recipienti, nominibus quibus ſupra, & per ipſum Dominum Comitem dictæ Mariæ, decem millia librarum Viennenſium prædictarum, hoc acto ſalvo, excepto, & retento, de donatione prædicta per pactum interpoſitum, quòd ſi dictam Mariam, contracto matrimonio ſupradicto, prædecedere contigerit absque Liberis, ab eodem Domino Hugone ſusceptis, dicto Domino Hugone ſuperſtite, quòd in ipſo caſu dictus Dominus Hugo, dictas decem mille libras Viennenſes, de donatione nemini ſolvere teneatur, ſed de ipſis decem millibus libris in caſu prædicto, totaliter ſit immunis. Præterea confitetur idem Dominus Hugo, ad inſtantiam dicti Domini Comitis ſolemniter ſtipulantis, ſe habuiſſe & recepiſſe à dicto Domino Comite, ex cauſa dotis dictæ Mariæ, viginti mille libras Viennenſes monetæ Sabaudiæ, quas quidem ſummas pecuniæ, videlicet viginti millia librarum Viennenſium de dote prædicta, & decem millia librarum Viennenſium prædictarum de donatione, promittit idem Dominus Hugo dicto Domino Comiti recipienti ut ſupra, ſolvere, reddere, & reſtituere dictæ Mariæ, aut illi, vel illis, ad quem vel quos prædictorum repetitio pertinebit in omnem caſum, & eventum, quo de jure locus eſſet repetitioni dictæ dotis, ſi dictum Dominum Hugonem prædecedere contingeret, dicta Maria ſuperſtite, per terminos infra ſcriptos, videlicet à die ſoluti matrimonii, vel à die quo locus eſſet receptioni dictæ dotis, in annum continuè ſubſequendum, ſeptem millia quingentas libras Viennenſes, & ſic ſucceſſivè anno quolibet revoluto, eodem termino ſeptem millia quingentas libras Viennenſes prædictas, usque ad plenam ſolutionem & reſtitutionem dotis & donationis prædictarum, ſalva ſemper conditione appoſita in donatione prædicta ut ſuperius continetur: Prætereà ſi contracto matrimonio ſupradicto, dictum Dominum Hugonem prædecedere contigerit, dicta Maria ſuperſtite, in ipſo caſu, dictus Dominus Hugo, donat donatione ſimplici inter vivos, dicto Domino Comiti, & michi Notario infraſcripto recipienti nomine dictæ Mariæ, & omnium quorum intererit, duo mille quingentas libras Gebennenſes annui redditus habendas, percipiendas per ipſam Mariam quandiu fuerit in humanis, non obſtante quòd dictæ viginti mille libræ Viennenſes de dote, & decem mille libræ Viennenſes de donatione prædicta, ſolventur eidem: Hoc tamen ſalvo excepto & retento quod ſi dicta Maria, ad ſecundas nuptias convolaret, & ſibi nondum eſſet de dictis triginta millibus libris Viennenſibus ſatisfactum, quod ſolvendo ſibi quinque mille libras Gebennenſes, pro ſeptem millibus quingentis libris Viennenſibus, quæ quingentæ libræ Gebennenſes annui redditus prædicti cadant & diminuantur de dictis duobus millibus quingentis libris Gebennenſibus annui redditus, & cum modo prædicto ſolutæ fuerint, dictæ triginta mille libræ Viennenſes, qui redditus aſſetati, ſive qui aſſetabuntur, pro dictis duobus millibus quingentis libris Gebennenſibus annui redditus, revertantur tunc, ſine omni impedimento, ad ſucceſſores dicti Domini Hugonis. Si verò dictam Mariam prædecedere contigerit, ſine liberis, conſummato matrimonio ſupradicto, Domino Hugone ſuperſtite, quod dictus Dominus Hugo valeat triginta mille libras Viennenſes de dote reſtituere & ſolvere teneatur dicto Domino Comiti, aut illi vel illis ad quem vel quos prædicta repetitio pertinebit, per terminos infra ſcriptos, videlicet à die ſoluti matrimonii in annum unum continuè ſubſequendum, quinque mille libras Viennenſes, & ſic ſucceſſivè, anno quolibet revoluto eodem termino quinque mille libras Viennenſes, usque ad plenam ſolutionem, & reſtitutionem dictarum viginti millium librarum Viennenſium prædictarum, pro quibus omnibus inviolabiliter obſervandis, idem Dominus Hugo obligat, & hipothecat ſpecialiter, & expreſſim & pignori tradit Caſtra ſua Caſtellionis, Bonam Villam & Caſtrum de Semogniaco, & omnia, & ſingula bona quæ idem Dominus Hugo habet, tenet, poſſidet, & quæ habebit, tenebit, & debebuntur eidem, infra Mandamenta dictorum Caſtrorum in terris, pratis, vineis, nemoribus, alpibus, ſervitiis, placitis, tailliis, laudimis, venditionibus, bannis, clamis, juriſdictionibus, meris, mixtis Imperiis, hominibus, vaſſallis, feudis, feudatariis, emphiteotis, eſchetis, decimis, & rebus aliis quibuscumque, quæcumque ſint, quantacumque, & quocumque nomine cenſeantur, ita quod incontinenti in caſu prædicto, dicta Maria poſſit licitè & impunè dicta caſtra accipere, tenere, una cum rebus aliis omnibus ſupradictis, & de ipſis gaudere pacificè, & quietè, ſecundum modum & formam quæ ſuperius continentur, conſtituens ſe dictus Dominus Hugo, dicta Caſtra unà cum rebus aliis ſupradictis tenere, poſſidere, & quaſi nomine dictæ Mariæ, quousque eidem Mariæ, ſecundum modum prædictum ſatisfactum fuerit ex integro, de omnibus, & ſingulis ſupradictis, mandans, & præcipiens idem Dominus Hugo Caſtell. ſuis dictorum Caſtrorum, qui pro tempore fuerint, ut dicta Caſtra in caſu prædicto dictæ Mariæ tradant, expediant, una cum rebus aliis ſupradictis tenenda, & tenendis per ipſam quousque ſecundum modum prædictum, de prædictis omnibus ſibi fuerit integrè ſatisfactum; ita quod fructus, redditus, exitus dictorum Caſtrorum, & locorum in ſortem debitorum prædictorum computare nullatenus teneatur. Mandans etiam idem Dominus Hugo omnibus hominibus, Vaſſallis, Emphiteotis, & perſonis aliis, quæ aliquid ſibi debent, debebunt, tenent, tenebunt infra Caſtra, & Mandamenta prædicta ab eodem Domino Hugone, ut in caſu prædicto, de prædictis omnibus eidem Mariæ reſpondeant, & dictas fidelitates faciant, & obſervent, quandiu prædicta tenebit, ſecundum modum ſuperius expreſſum, & cætera ſibi cum integritate perſolvant nullo alio mandato ſuper hoc expectato. Promittit inſuper idem Dominus Hugo, dicto Domino Comiti recipienti ut ſupra, ſe facturum, & curaturum omnimodè, cum effectu quòd homines Mandamentorum, Caſtrorum prædictorum Caſtellionis, Bonæ Villæ, & de Semogniaco, jurabunt ex nunc, & promittent dictæ Mariæ, vel aliæ perſonæ publicæ ejus nomine recipienti, quod ipſi in caſu prædicto, videlicet ſi ipſam ſupervivere dicto viro ſuo contigerit, eidem Mariæ obedient, & fidelitates, & homagia in quibus dicto Domino Hugoni, ſive Dominæ Beatrici tenentur, & tenebuntur, præſtabunt & facient, & omnia in quibus dicto Domino Hugoni, ſive dictæ Dominæ Beatrici tenentur, & tenebuntur, cum integritate perſolvent, & ipſa omnia eidem Mariæ manutenebunt, & defendent, quandiu fuerit in humanis quousque ſecundum conditiones prædictas eidem Mariæ ſatisfactum fuerit de dote, & donationibus prædictis. Promittit inſuper idem Dominus Hugo, dicto Domino Comiti recipienti ut ſupra, quod ipſe dictas donationes inſinuari faciet coram Judice competenti, ita quod de jure valebunt, & ex nunc rogat per hoc publicum Inſtrumentum Reverendum in Chriſto Patrem Dominum Bertrandum Tharentaſienſem Archiepiſcopum ibidem præſentem, ut dictas donationes inſinuet, & in prædictis ſuam autoritatem & decretum apponat. Renuncians idem Dominus Hugo, in hoc facto per pactum interpoſitum, ſolemni ſtipulatione vallatum, exceptioni doli, metus, & in factum, & omni alio privilegio, & juris beneficio. Quæ omnia, & ſingula ſupra dicta promittit idem Dominus Hugo dicto Domino Comiti, per juramentum corporaliter præſtitum ſuper Sancta Dei Evangelia, & ſub hipotheca omnium bonorum ſuorum præſentium, & futurorum, rata, & firma perpetuò tenere. Actum apud Bonam Villam in platea retro Caſtrum, ubi teſtes interfuerunt vocati & rogati, Viri Nobiles Dominus Joffredus Dominus Clarimontis, Dominus Humbertus Dominus

ANNO 1309.

ANNO 1309. Dominus de Malobecco, Dominus Aymarus de Bellovidere, Dominus Petrus de Vallone, Dominus Girardus de Freney, Dominus Rodulphus de Mentone Milites, Guido de Seyſſello Dominus de Bordellis, & plures alii fide digni ibidem præſentes, videntes, & audientes. *Signé* Francisci.

DCXII.

9. Sept. *Transactio inter* OTTONEM *Comitem Bipontinum ab una, & Comites Palatinos Rheni, Bavariæque Duces,* RUDOLPHUM & LUDOVICUM *à parte altera; Quâ Ille ſe, ſuosque hæredes obſtringit, ſuam Arcem* Yuttenheim, *& Oppidum* Bretta, *in ſervitium dictorum Principum aperta tenere, munitaque ſervare; Et in caſu, quô dicta Loca vendere cogeretur, nemini niſi eisdem Principibus ſe abdicaturum pollicetur; Porro etiam ſe modofatis Principibus omnem proprietatem, quam habet* Yuttenhemii, *& Oppidula* Rhenishemium, Knaudenhemium, Grevenhartum, & Windam *cum Pagis tradidiſſe, & in feudum ab ipſis recepiſſe profitetur. Dat. Heidelbergæ anno* 1309. *die Martis qui feſtum Nativitatis B. Virginis proximè ſecutus eſt.* [Julii Belli Laurea Auſtriaca Lib. II. pag. 82. inter Documenta Apologiæ Episcopi Spirenſis oppoſitæ Expoſitioni Cauſarum ob quas Elector Palat. Fortalitium *Udenheim* diruerit.]

NOs Otho Comes Bipontinus, notum facimus omnibus, qui has legent, aut legi audient, nos ex conſilio amicorum & miniſtrorum noſtrorum cum Illuſtriſſimo Principe Domino Rodolpho & Domino Ludovico, Comitibus Palatinis ad Rhenum & Ducibus Bavariæ, prorſus transegiſſe, & in omnibus cum ipſis conveniſſe hac lege, ut nos & noſtri heredes, quos ex corpore noſtro procreabimus, ipſis & hæredibus ipſorum inſerviamus, & arx noſtra Yuttenhemii atque Oppidum Bretta ipſis & heredibus ipſorum a nobis & noſtris heredibus, qui, ut vovemus, a nobis gignentur, in æternum aperta & contra unumquemque munita ſint. Sin, quod Deus avertat, nullos liberos ſuſciperemus, & loca illa a nobis munita ad alios noſtros heredes devolverentur, ut bona fide & ſub juramento noſtro ſupradictis Dominis Noſtris eorumque heredibus caveamus, quod ii, quos heredes inſtituemus, aut qui loca illa munita jure hereditario conſequentur, ea integra, firma & ſalva conſervaturi ſint. Quod ſi etiam neceſſitas nos adigat, ut loca illa munita, aut unum ex iis vendere cogamur, tum ea nulli alii quam antedictis Principibus, Dominis Noſtris aut eorum heredibus addicamus. Atque ut in poſterum omnes lites tollantur, a parte noſtra nunc eligimus nobis dilectos & fidos Beringerum a Flochingen & Marquardum Spiſſerum Hergsheimenſem: Principes autem ſupradicti, Domini noſtri, nominarunt & elegerunt Dominum Rabanum a Mentzingen & Dominum Heinricum Erlichium, præfectum Lindenfelſenſem: ut hi quatuor arbitri ſedeant, & quod pro uno ex illis locis munitis, aut pro utroque nos accipere, aut ſupra dictos Dominos noſtros dare jubebunt, in utroque ipſorum Sententiæ pareamus, ac licebit illis terminos ſolutionis, quos volent conſtituere. Sin erit, ut quatuor iſti inter ſe convenire non poſſint, quintum ſibi adjungent: & illi quinque pretium ac terminos definient ut modo dictum eſt. Quod ſi intra menſem non faciant, quatuor illi Bruchſella non egredientur, priusquam quintum ſibi adſciverint. Si, quod Deus nolit, quatuor illi aut quidam ex iis fato interea fungantur, alii ipſis ſubſtituentur: & ſi quintus, negotio nondum perfecto, decedat, alius eidem ſurrogabitur. Ad hæc ſupra dicti Principes, Domini Noſtri & Ipſorum heredes nos & heredes noſtros in cauſis juſtis & legitimis tuebuntur. Inſuper jam dictis Principibus, Dominis noſtris ipſorumque heredibus, noſtro & heredum noſtrorum nomine tradidimus proprietatem, quam habemus Yuttenhemii, Oppidulum Rhenishemium, Knaudenhemium, Grevenhartum & Windam cum pagis, eaque in feudum ab ipſis accepimus. Quin etiam omni Actioni de damno, quod nobis Yuttenhemii a ſupradictis Principibus, Dominis noſtris, eorumque Miniſtris illatum eſt, renuntiamus, culpam omnibus, qui ejus auctores fuerunt, remittimus, tam noſtro, quam noſtri Caſtellani & Miniſtri nomine. Si quis vero ex noſtris Caſtellanis aut Miniſtris, his pactis ſtare nolet, contra eos ſupradictis Dominis & Principibus Noſtris, ac ſi noſtra ipſorum cauſa eſſet, opem feremus. ANNO 1309.

Hæc omnia quæ jam memorata ſunt, nos ſancte obſervaturos ſupradictis Principibus, Dominis Noſtris, ipſorumque heredibus, noſtro & heredum noſtrorum aut eorum, quibus loca illa munita legabimus, nomine fide jurejurando obſtrinximus, præſentibus Nobili viro, Eberhardo, Comite Wirtenbergico: Ulrico, Com. Helffenſteinio: Gerlachio, Comite Naſſovio: Bertholdo, Com. Greiffspacenſi: D. Conrado, Decano Ratisponenſi: Dn. Bertholdo Truchſeſio a Chullenthal: Dn. Hammone ab Ehrenfels: Dn. Hammone Murenſi: Dn. Ottone ab Enſpurg: Dn. Erpffio a Wingarten: Dn. Hammone ab Erleheim: Domino Wiperto Schwertio: Dn. Reinhardo a Sickingen: Domino Joanne ab Hohenhart, Equite: Wigelio, qui aliquando fuit Proprinceps in Bavaria: Gothofredo Parlerio, Proprincipe ad Rhenum & multis aliis viris honeſtis. Denique juramus coram Sanctis, nos ſupradictorum Dominorum noſtrorum commodis quamdiu vivemus, conſulturos & omnia facturos, quæ in rem ipſorum eſſe putabimus. In cujus rei fidem has Literas modo dictis Principibus Dominis noſtris tradidimus, appoſitis ſigillis Nobilis Viri & benigni noſtri Domini Sybothi Epiſcopi Spirenſis: Eberhardi, Comitis Wirtembergi: Simonis Comitis Bipontini: Ulrici, Comitis Helffenſtenii: Hammonis, Comitis Eberſtenii: Simonis Ducis Teccenſis, & meo ipſius ſigillo. Dat. Heidelbergæ anno a nato Chriſto M. CCC. IX. die Martis, qui feſtum nativitatis B. Virginis proxime ſecutus eſt.

Nos Sybothus, Dei Gratia Episcopus Spirenſis, Eberhardus Comes Wirtembergicus, Simon Comes Bipontinus, Ulricus Comes Helffenſtenius, Hammo Comes Eberſtenius, Simon Dux Teccenſis, has Literas noſtris ſigillis conſignavimus in majori Civitate & arce, rogatu cognati noſtri Ottonis Comitis Bipontini, cujus ſupra mentio facta.

DCXIII.

Land-friede durch HEINRICH **den VII. Römiſchen König mit denen Biſchöffen zu Straßburg und Baſel/ dann denen Städten Straßburg und Baſel/ zu Beſchützung der ſtraſſen zu waſſer und Land auf fünff Jahr aufgerichtet. Wo unter andern die neuen Zölle aufgehoben und gewiſſe Richter verordnet werden/ welche diejenige ſo etwas wider den Landfrieden verbrechen/ richten ſollen. Geben am Mittwoch nach unſer Frauen meſz.** 1310. [LUNIG, Teutſch. Reichs. Archiv. Par. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abſ. I. pag. 10.] 1310. 4. Fevr.

C'eſt-à-dire,

Paix publique, établie par l'Empereur HENRI VII. *avec les Evêques de* STRASBOURG *& de* BASLE, *les Landgraves de la haute & baſſe* ALSACE, *& les Villes de* STRASBOURG *& de* BASLE, *pour la ſûreté des Chemins publics, pendant quatre ans. On y convient, entr'autres choſes, de l'extinction de tous les nouveaux Péages, & de l'établiſſement de certains Juges, pour le maintien de ladite Paix. Fait le Mecredi après la Fête de la Purification* 1310.

WIr Heinrich von GOttes Gnaden Römiſcher Kunig/alle wege ein Mehrer des Rychs. Tunt kunt allen den die diesen Brief geſehent/ oder gehoren leſen. Daz wir mit den erbern Herren dem Biſchofe von Straßburg/dem Biſchofe von Baſile/ und mit den Lantgraven in dem Obern-und in dem Nidern-Elſaß/ und mit den Burgern von Straßburg und von Baſile/ überein ſint kommen eins gemeinen Lant-Friden/ und den die vorgenanten Herren und Burgere geſchworn hant zu haltende/ von der Selsen/ untze an die Birſe/ und von dem Ryne untze an den Waſichen. Alſe das Biſtum von Straßburg het begriffen/ und von der Birſen untze an den Waſichen/ alſe das Biſtum von Basel gat/ und ouch jenſite Rynes/ alſe das Biſtum von Straßburg gat/ hinnan untze ſant Martins Meß/ und dannan über fünff Jar nachenander an underlaß/ vur uns/ und alle die unſeren/ alſo doch/ daß der Biſchof von Basel/ und die Burgere von Baſile jenſite Rines ungebunden ſulent ſin/ und aber hie diſe ſite Rines/ ſulent ſie inne ſchuldig und gebunden ſin zu helfende/ wanne von der Birſen/ untze an die Sorne/ und jenſite Rines ſol nieman gebunden ſin von des

ANNO 1310. Friden wegen durch wält zu helfende. Alle Phalburegere sullent abe sin / alle Pfaffen und alle geistliche Lute und alle Gotzhuser / die sulent in diesem Friede sin un und sulent in irme Rehte und in irre Frihcite bliben / und alle Edellute / Grafen / Frien und Dienstlute / die disen Friden geschworn hant zwischent den vorgenannten Ziln / oder noch schwerende werdent / und alle Stette und Burge / und Vesten / und Dorffer / und Dinghofe / die in disem Friden gelegen sint / der sol iegliches in sinne Rehte bliben. Die Stat von Strasburg sol mit nammen / in irme Rehte und irre Frihcite / und in irre gute Gewonhaite bliben / Ouch sol die Stat von Vasile mit nammen bliben in irme Rehte / und in irre Frihcite. So sol ouch der Bischof von Strazburg und der Bischof von Vasile niemanne der in irme Bistume gesessen ist / beholfen sin / von des Lant-Friden wegen umbe deheine slahte Ding die geschehen sint untze har. Die nuwen Zolle sollent auch abe sin / wo sie gemacht sint / uf dem Lande oder uf dem Wassere. Ez en sol ouch nieman keine Grimtrure nemen / wer die neme / den sol man haben vur einen Strazrouber / und sol der Land-Fride uf in beholfen sin. Und swer diesen Friden briche / geschicht das in unserme Gerichte / das sol der an dem er gebrochen ist / oder sine Frunde / an unsere Phlegere / die hie niedenan genennet sint / selbe vordern / oder mit sime gewissen Botten / und Briefen / und sulent unsere Phlegere ze hant an geverde uf den Eyt botscheften / und enbieten dem / der den Friden gebrochen het / daz er in den nehsten ahte Tagen das wider tu und bessere / daz er da begangen hat / Tut er daz nut / so sulent dieselben unsere Phlegere alle die / an die von aller der vorgenannten Herren wegen / dirre Fride gesetzet wirt / manen / mit Botten / oder Briefen / uf den Eyt / obe sie ez mit irre Maht ant sie / nut mugend vollenden / an geverde. Und sulent die danne alse ez hie niedenan bescheiden ist / in den nehsten ahte Dagen darnach / so sie gemant werdent / bi irme Eyde mit solicher Helfe / und mit solicher Maht alse sie alle / oder daz Zweiteil / under in überein kumment uf den Eyt / den zwingen der den Friden gebrochen hat / das er wider tu und bessere / das er wider den Friden getan het / und wer also bezwungen wirt / wider zu tunde und zu besserende / den sol man zwingen uf den Eyt / das er gelte allen den Schaden / der von uffzogendes wegen geschehen ist / obe er so vil Gutes het / na / der Bescheidenheite / alse die alle die über den Lant-Friden gesetzet sint / oder daz zweiteil under in / bescheidenlich dunket / und het er so vil Gutes nut / man sol in zwingen mit sime Libe / durch das das andere bizeichen / bi ime nement: mugent aber sie ez an die andern gebessern / mit irre Maht / so sol man niemanne me manen umb Helfe. Wirt aber dirre Fride gebrochen in dez Bischofes Gerihte von Strasburg / so sol man ez vordern alse da obene geschriben stat / an die / die von sinen wegen darzu gesetzet werdent / und sullent denne / die uf den Eyt / beide umb daz wider tun / und umb daz bessern tun und gebaren in alle wis / alse es da oben an von unsern Phlegern geschriben stat / in dirre selben wise sol man thun an alle geverde obe der Fride gebrochen wirt / da men ez von dem Bischofe von Vasile / von dem Obern Lantgraven / oder von den Nidern Landgraven in Elsaz vordern sol / und sullent die / die von iren wegen darzu gesetzet werdent / darzu thun uf den Eyt in alle wis / alse ez da obenan geschriben stat / wurde aber er gebrochen / da ez die Burgere von Strazburg angat / da sol men ez vordern an den / der danne wissenthaft Burgermeister ist / und sol er danne uf den Eyt schaffen schwelich Burger von Strazburg den Friden gebrochen het / daz er daz widertuge / und bessere in den nehsten ahte Dagen / Beschehe daz nut / so sulent die andern Burgere alle von Strazburg und die andern dez Friden Eytgenossen / den zwingen alse da vor von dem andern geschriben stat: Zu gliecher wis sol der Burgermeister von Vasile tun / obe dirre Fride gebrochen wirt / da ez die Burgere von Vasile angat / zu besserende alles mit der Bescheidenheite / die hie nidenan geschriben stat: Alle Geste / und alle frömede Lute / sie sint varende / blibende / oder wesende in dem vorbescheiden Begriffe / die sulent diesen selben Friden haben / alse ez da obenan bescheiden ist / Wirt ouch jeman gevangen in diz Frides Begriffe / und wirt ugefüret / da sulent alle des Frides Eitgenossen / bi dem Eyde / ire Helfe / und ir Maht zu tun / daz der gevangen ledig werde / und solich Unrecht gebessert werde mit irre Maht alse die überein kumment uf den Eyt an die dirre Fride / von unsern wegen / gesetzet ist / oder von der vorgenannten Herren und Stetten noch gesetzet wirt / sie alle / oder daz zweiteil under in; Rihtet ouch jeman deheine Dotgevehte / oder Wunden die untze her geschehen sint / und ouch unversunet sint / da mit ist dirre Fride nit gebrochen. Swer aber vurbaz wunt wirt / dem sol man rihten alse man von Wunden rihten sol / und schwer erslagen wirt / des Frunden sol man rihten / alse man davon zu rehte rihten sol / in den nehsten ahte Dagen. Men pfendet ouch wol umbe Jergeliche Korngulte umbe Wingulte und umbe Zunse / und entgat daz ouch nut an den Lant-Friden. Anders sol niemann andern pfenden an Gerihte. Und het sich ouch jeman verbunden mit sinen Briefen / das man in pfenden sule an Gerihte / den sol man pfenden an sine eygene / an sine Erbe / an sine Lehenne / und an sinen Pfanden. Het aber ein Gotzhus oder ein Closter Gut oder Lute / darüber er Vogt ist / an dem Gute / und an den Luten / sol men in nut pfenden. Swo die / an die dirre Fride von unsern wegen gesetzet ist / oder noch von der vorgenannten Herren und Stette wegen gesetzt wirt / alle oder daz zweiteil under in / überein kumment / uf den Eyt / das ein Herre / oder ein Stat / oder Burg / oder Dorf / da der Fride gebrochen wird / da sol men niemanne me zu manen / umbe Helfe. Da sie aber übereinkumment / uf den Eyt alle oder das Zweitel / das mann helfen sol. Swer danne / der nut kumet mit solicher Maht an geverde / alse sie überein kument / uf den Eyt / der sol meineydig und truwelos und Erloß sin / und sol usserwendig des Friden sin / und sol men abe ime rihten / und sol ime nieman rihten. Swo mitte dirre Fride gebrochen wirt / das sol men widertun und bessern. Alse die / an die ez gesetzet ist / oder noch von der Herren / und der Stette wegen gesetzet wirt / sie alle / oder das Zweiteil under in / uf den Eyt überein kument / Were aber daz sie sich davon mahtent und die Besserunge verzugent durch Mutwillen; so sullent sie meineydig sin / und uzwendig des Friden sine. Irret aber sie den heine eheheftige not / oder Herren not / oder daz einre lihte sturbe / so sol der Herre / oder die Stat / von derwegen er da bi waz / einen andern dazu schicken / an sine stat an alle geverde / der sol ouch denne sweren / alse der erste geworn hette / un so er geswert / so ist der Eyt allwege stete. Alle die Gut die zu Erbe gelihen sint von alter her / die sulent in der Gewonheite stan / alse ez herkummen ist / die wile dirre Fride wert: Swer disen Frideu nut fwert / jedermann vor sime Rihtere in den nechsten zwein Monaden / so dirre Fride gekundet wirt / von Stetten zu Stetten / von Burgen zu Burgen / von Dörffern zu Dörffern / den sol man da nach nimme empfahen / in disen Frideu / und sol ime auch niemann rihten / und sol men abe ime rihten. Sprichet aber der Rihter er habe nut geworn / Bezuget er denne mit zwein ersamen Mannen / das er geworn habe / des sol er geniessen: Ist aber jemann usserwendig Landes / oder siech / oder gevangen / so er des entladen wirt / so gat alrest die Satzunge über un: Die Prelaten / die Thum-Herren und die Pfaffheit / die sint des Eydes erlassen durch ir Erberkeit: Ez sol ouch nieman keine Mumße slahen un disem Begriffe / weder in Stetten / noch uf Burgen / noch in Dörffern / er enhabe sie denne von dem Rychc / oder andere durch ein Recht. Swer über das eine sluge oder hiesse slahen / der und die sin gesinde / die die Mumße da slahent / oder helfent und ratent / wie die valsche / oder die ungewönliche Mumße vurbracht werde / die sol man haben vur Falschere / und sol von in rihten / alse mann von Valschern durch Recht richten sol / und sol der Lant-Fride uf sie beholfen sin / uf den Eyt. Ist ouch das der Lantgrafe in dem Obern-Elsaz / oder in dem Niedern-Elsatz ein Gerihte besitzet / oder ein ander Rihter wer die sie / und rihtet umbe ein Gut / von den er billiche rihten sol: Irret jeman den / dem das gut / mit Gerihte gevallen ist / an dem Gute / mag es der Rihter nut gehouboten mit siner Maht bi sine Eyde / der Lant-Fride / sol ime beholfen sin / das der blibe in der Gewer dez Gutes / untze da es ime besserne Rehte angewunnen wurt. Die Burgere von Strazburg hant in diesem Lant-Frideu utz genomen alle die / die von irre Missetete wegen verwisent sint von der Stat / von des Zulouffes wegen den sie tädendt in irre Stadt / diese Satzunge ouch und den Lant-Friden die wir haben uf gesetzet / zu Francken furd mit den Kurfürsten / den ouch der Bischof von Strasburg und der Land-Vogt und ander Herren die da zugegne warent geworn hant / den Eyt wil der vorgenannte Bischof / und der Lant-Vogt / das er in behalten sie / und wellent diesem Lant-Friden dest minre nut nach gan / an alle Gefehrde. Waz ouch Gutes ein Mann / zehen Jar / und me / unversprochenliche umgerunwekliche in Gewalte und in Gewer her het braht / bi Gerihte / und das sie Widersache in Lande ist / und zu sinen dagen kommen ist / das / ensol ime nach den zehen Jaren / nieman abe schweren / noch zu Almende machen / alle die wile / das dirre Land-Fride weret / wer aber daz jemanne ut angewunnen were sins Gutes indewendig fünf Jaren / die vurgangen sint / in Almendes wise / alse es davor bescheiden ist / mann sol in wider in sine Gewer setze / untze daz es ime mit Rehte / vor sine Rihtere angewunnen wirt. Dirre Lant-Fride sol wern / untze sant Martins Messe / die nu zu nehste kumet / und dannen über fünf Jar nahenander / Dis sint die wir über den Lant-Frideu gesetzet hant / Heinrichen den Burggrafen von Dorolzhemb / Mathisen von Hermgheim / und Johannesen von Eckerich Rittere / Und zu eine Urkunde aller der vorgeschrieben Dinge / So han wir unser Ingesigel an diesen Brief gehencket / Der wart geben an der Mittwochen noch unserre Frowen Mes der ersten. Da mann von Goß Geburte zalte / Drutzehenhundert Jar / In dem zehenden Jare.

ANNO 1310.

DCXIV.

Traité de Mariage entre (1) LUPOLD *Duc d'Autriche*, & CATHERINE DE SAVOYE. *Fait le* 20. *d'Avril* 1310. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 158.]

20. Avr. AUTRICHE. SAVOYE.

In nomine Domini Amen.

PATEAT universis præsentes Literas inspecturis. Quod nos *Amedeus Comes Sabaudiæ*, & LUPOLDUS *Dei gratia Dux Austriæ & Styriæ, Comes de Hasbourg & de Quibourg, nec non Landgravius Alsatiæ*, super sponsalibus contractis inter KATERINAM Filiam nostri Comitis prædicti ex una parte, & nos Lupoldum Ducem prædictum ex altera, ac super Matrimonio contrahendo de præsenti, inter eandem Katerinam,

(1) Ou *Leopold*, second fils de l'Empereur *Albert*.

ANNO 1310. nam, & nos Lupoldum, consensimus, concordavimus & convenimus in hunc modum: *Nos Amedeus Comes Sabaudiæ* prædictus, corporali præstito juramento ad Sancta Dei Evangelia, promittimus Filiam nostram legitimam Katerinam, nos daturos in Uxorem legitimam, Domino Duci Lupoldo prædicto, & viceversa, nos Lupoldus præfatus Dux, juramus ad sacrosancta Dei Evangelia, nos daturos & recepturos, si nobis dabitur, in Uxorem legitimam Katerinam Filiam legitimam Comitis antedicti. Nos quoque Amedeus Comes prædictus, tenemur procurare in quantum per nos stat, aut stare poterit, quod sponsalia hujusmodi consummabuntur, hinc à festo Beati Michaelis proximo in unum annum completum, dando eandem Katerinam Filiam nostram, dicto Domino Duci Lupoldo, vel *Inclytæ Dominæ Elizabeth, quondam Romanorum Reginæ Genitrici suæ*, nomine Ducis ejusdem, quando post dictum terminum fuerimus requisiti, dicto quoque Duci dare debemus, & promittimus bona fide, pro dote Filiæ nostræ, octo millia Marcharum argenti puri & legalis in terminis infra scriptis, videlicet à die consummationis sponsalium, in unum annum, quatuor millia, deinde anno revoluto, duo millia, postea vero anno alio revoluto, residua duo millia, & pro cautione, seu securitate solutionis dotis, ipsi Duci centum fidejussores, seu obsides idoneos dare debemus, quorum quinquaginta ad minus existant, & residentiam habeant à Friburgo, citra versus terras Ducis prædicti, ac Fratrum suorum, & alii quinquaginta existant, & residentiam habeant, à Friburgo ulterius, versus terras Comitis antedicti, qui sacramentis corporalibus præstitis, obligati erunt ad recipiendum & præsentandum se in ostagium, vel per se, vel per alium, suo nomine, in Villa Friburgi, spatio unius mensis, si solutio argenti prædicti facta non fuerit integraliter, hoc adjecto: Si nos aliquos Cives Friburgenses vel Bernenses, constituerimus pro fidejussoribus Domino Duci, quod Friburgenses in Berna & Bernenses in Friburgo, ostagium observare debeant, usque ad solutionem integram pecuniæ, & si aliquis prædictorum obsidum, seu fidejussorum, ante primam solutionem quatuor millium Marcharum argenti, mori contingeret, in locum ipsius æque idoneum, infra unius mensis spatium subrogare debemus, postquam fuerimus requisiti. Et quia dotis causa semper & ubique debet esse præcipua. Nos Lupoldus Dux, præfatæ Caterinæ Sponsæ nostræ, damus in recompensam & augmentum dotis, octo millia Marcharum argenti, ut servetur æqualitas hinc inde, & pro dote præmissa, eidem Sponsæ nostræ assignamus Villas nostras & Oppida nostra & Fratrum nostrorum inferius scripta, cum omnibus pertinentiis jurisdictionibus & juribus, ut ex illis mille sexcentas marchas argenti annui redditus percipiat libere & quiete, quousque de sexdecim millibus marchis argenti, sibi per nos vel hæredes nostros fuerit satis factum. Villæ vero & Oppida illa sunt hæc, Willesowe, Sempach, Sursee, Arowe, Lentburg, Brengarten. Et si bona seu redditus prædictarum Villarum, ad redditus mille sexcentarum Marcharum argenti extendere non valuerint, ex nunc eidem Caterinæ redditus viciniores in Villis aliis, & Oppidis nostris, vel Fratrum nostrorum exceptâ Villâ Friburgi, usque ad complementum debemus fine aliqua dilatione assignare: Est etiam conventum, quod si nos eidem Caterinæ, præmori fine liberis contingeret, ipsa in dictis sexdecim millibus marchis argenti hæreditario jure succedet; Et si è converso ipsa Caterina nobis præmoreretur absque liberis, in eisdem sexdecim millibus argenti succedemus, fine impedimento. Præterea sæpedictæ Caterinæ, Morganaticum assignare debemus, ad nostrum arbitrium & prout nobis videbitur, de quo Morganatico ordinare & disponere poterit. Est præterea conventum, quod si Deo dante, ex dicta Caterina Sponsa nostra, nos contingeret liberos procreare, iidem liberi masculi nobis in omnibus bonis & honoribus, nobis unà cum nostris Fratribus pro indiviso competentibus, in eo statu & honore quo essemus si viveremus, succedere debeant, cujuslibet obstaculi materie posthabita: Liberi vero fœminini sexus succedent nobis, in rebus mobilibus & allodialibus, secundum Terræ consuetudinem approbatam. Insuper tenemur procurare, ut Illustris Frater noster Fridericus Dux Austriæ, suo corporali præstito juramento, unà cum Sereniſſima Domina Elizabeth, Romanorum Regina Genitrice nostra, bona fide universa & singula rata & grata habeant, ipsaque ejus patentibus Literis, cum sigillis approbent, & confirment, quodque Nos & idem Fridericus & Genitrix nostra facient & curabunt quod Illustres Henricus, Albertus & Otto Fratres nostri Duces Austriæ & Goritiæ, cum ad annos legitimos devenerint, ea ratificent patentibus eorum Literis, infra mensem postquam fuerimus requisiti. *Et nos Maria de Brabantia*, Comitissa Sabaudiæ, universa & singula approbamus. Et nos Hugo Dalphinus Dominus Foucigniaci, idem promittimus. In quorum omnium robur & testimonium, nos præfati Amedeus Comes Sabaudiæ, & Maria de Brabantia Conjuges, Hugo Dalphinus & Aymarus de Bellovidere Dominus Villæ Novæ pro una parte; nos vero Lupoldus Dux Austriæ antedictus, Petrus Comes Gruriæ, & Theobaldus Dux de Hagembourg milites pro parte altera, sigilla nostra præsentibus duximus apponenda. Datum in Thurego XII. Kal. Maii. M. CCC. X.

ANNO 1310.

DCXV.

Traité & Confédération, entre HENRI VII. *Empereur, &* PHILIPPE le Bel *Roi de France, fait à Paris le 26. Juin 1310. & confirmé par l'Empereur le 23. de Septembre 1311.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 64. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abſ. von Kayſer, pag. 560.]

26. Juin. L'EMPEREUR ET LA FRANCE.

In Dei nomine Amen.

HOc est transumptum infra scriptarum clausularum fideliter sumptarum ab originalibus Litteris inclitæ recordationis Domini quondam HENRICI Regis Romanorum semper Augusti, sigillo suo impendente sigillatis, sanis integris & omni suspicione carentibus, ut prima facie apparebat, quarum quidem clausularum tenores subsequuntur. Henricus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis præsentes Litteras inspecturis salutem. Notum facimus, quod cum inter dilectos & fideles Joannem de Flandria Comitem Namurcensem consanguineum nostrum carissimum, & Magistrum Simonem de Marvilla Thesaurarium Metensem, Nuntios & Procuratores nostros ad hoc à nobis cum pleno & sufficienti mandato specialiter destinatos pro nobis & nomine nostro ex una parte; & Ludovicum primogenitum nobilis Viri Roberti Comitis de Claromonte Camerarium Franciæ Consanguineum nostrum dilectum, & Magistrum Petrum de Latilliaco Archidiaconum Cathalanen. Nuntios & Procuratores magnifici Principis PHILIPPI Regis Franciæ Illustris, amici nostri chariſſimi, habentes ab ipso Rege ad ea quæ sequuntur sufficiens & speciale mandatum nomine Procuratorio Regis ejusdem & pro ipso ex altera; habita, inita & conventa fuerint inter nos & dictum Regem & Regna nostra super multis & diversis articulis ac jurata in animam utriusque, unionis & mutuæ amicitiæ fœdera, confœderationes, conventiones & pacta; prout in Litteris inde confectis & Nuntiorum ac Procuratorum prædictorum, nostrorum videlicet & præfati Regis sigillorum appensione munitis, quarum tenores de verbo ad verbum inferius sunt conscripti, plenius continetur.

§. 2. Nos considerantes utilitates & commoda, quæ non solum nobis & Regi præfato & Regnis & terris nostris ac Regis ejusdem, verum etiam sacrosanctæ Romanæ Matris nostræ ac universalis Ecclesiæ statui & honori, totique Reipublicæ Christianæ, ac præcipuè negotio Terræ Sanctæ, ad ejus promotionem celerem, & felicem pro desideriis nostris successum, possent multipliciter provenire; unionem, fœdera & confœderationes, conventiones & pacta, ac omnes & singulos articulos eorumdem, sicut in Litteris supra dictis plenius & expresse continentur, pro nobis, Regno & terris nostris approbamus, laudamus, volumus, ratificamus & firmamus expresse, ac de ipsis tenendis, attendendis, complendis & inviolabiliter observandis imposterum per Amadeum Principem & Comitem Sabaudiæ fidelem & Affinem nostrum carissimum nobis præsentibus & expresse mandantibus in animam nostram ad Sancta Dei Evangelia tacta corporaliter juramentum præstari facimus, ubique Bernardo de Mercato de Penna publico Notario nomine & vice dicti Regis ac pro eo, & quibuslibet aliis, quorum interest vel interesse potest aut poterit in futurum, legitime stipulanti sub legitima & solemni stipulatione promittimus, quod infra quatuor menses, post quos nos ad Imperialis dignitatis fastigium Deo auspice contigerit esse promotos, unionem, fœdera, confœderationes, conventiones & pacta, ac omnes & singulos articulos eorumdem, prout in prædictis Litteris plenius & expressius exprimentur, approbabimus, laudabimus, volumus, ratificamus, & auctoritate

ANNO 1310. toritate Imperiali curabimus confirmare, ac de ipſis in omnibus & per omnia tenendis, attendendis, complendis & inviolabiliter obſervandis per aliquem de familiaribus noſtris nobis præſentibus & expreſſè mandantibus in animam noſtram ad Sancta Dei Evangelia tacta corporaliter juramentum præſtari nihilominus faciemus, & concedemus ſuper his eidem Regi, gentibus, Nuntiis vel Procuratoribus ſuis ad hoc ab eo ſpecialiter conſtitutis, quatuor paria Litterarum Bulla aurea cum Imperialis impreſſione typarii munitarum. Tenores autem Litterarum Nuntiorum & Procuratorum prædictorum noſtrorum & dicti Regis ſuper unione, fœderibus, confœderationibus & pactis prædictis, ut præmittitur confectarum, tales ſunt.

§. 3. A tous ceux, qui verront ces preſentes Lettres Salut en noſtre Seigneur. Sçavoir faiſons à tous, * * que nous ſçachans certainement & attendant les grans amitiez & affections, que nos devant nommez Roys ont eues enſemble par tout le temps paſſé, & ont à preſent; le grand deſir & la grande volonté, en quoy ils ſont, que les dites amitiez puiſſent perſeverer & durer à tousjours; regardans derechef, que par l'union de la dite amitié, & par vraye, pure & loyale alliance d'amour, qui ſoit faicte entreux à preſent, clairement ſe peuvent enſuire plus grans biens, grans proffits & honneurs non pas tant ſeulement aux Roys deſſusdicts & à leurs Royaumes, mais avec ce à toute la Chreſtienté; Nous qui quant à toutes ces choſes deſſus dites, & à chacune d'icelles faire, traicter, ordonner & accorder avons plein povoir, mandement & auctorité de nos devant dits Seigneurs au nom d'iceux, pour eux, ou pour leur Succeſſeurs ſelon ce qu'il eſt cy deſſoubs escrit, & au nom de leur Royaumes; avons faict, traicté, ordonné & accordé enſemble, faiſons, traictons, ordonnons & accordons les choſes, qui s'enſuivent, &c.

§. 4. Item nous avons traicté, ordonné & accordé, que li uns ſera bon amy à l'autre ſans fraude & ſans malice en quelque eſtat, qu'il viegne, contre tous, excepté l'Egliſe de Rome, & qui li uns n'empeschera l'honneur, l'avancement, le droict, ne le proffict de l'autre en quelque maniere, que ce ſoit. Item que li uns ne pourchaſſera à l'autre mal griefz ne nuiſance en nulle maniere, que il le puiſſe ſçavoir ne cognoiſtre, ains plaira l'honneur & le proffit de l'un à l'autre, & ſeront aydant & confortant l'un à l'autre contre tous excepté l'Egliſe de Rome.

§. 5. Item nous ez noms de nos Seigneurs deſſusdicts & pour eux avons traicté, ordonné & accordé enſemble, que ſi ledict Roy d'Allemagne eſtoit Empereur, & il vouloit mettre Roy en Allemagne ou ailleurs la ou il le pouviſt faire & ez Frontieres dou Royaume de France, il le feroit convenancier & jurer, que ils ſeroient bienveillans du Roy de France & alliez à luy, & que ilz garderoient & tendroient les alliances & toutes les choſes deſſusdictes. Et encores ſe il y faiſoit ou mettoit Duc, Comte ou Prince, ou autres grans Gouverneurs ou Adminiſtrateurs, il les feroit promettre & jurer à cette bienveillance du Roy de France, & à tenir les alliances deſſus dictes, & toutes les choſes y deſſus accordées, & en cette meſme maniere le feroit le Roy de France, ſi en eſtoit mis ez Frontieres du Royaume d'Allemagne, & ſeroit enfin alliez aux Roys, que ledit Roy d'Allemagne, qui ores eſt, qui ſeroit Empereur, auroit mis en Allemagne ou ailleurs ez Frontieres du Royaume de France.

§. 6. Et pour ce demourant, par que le Roy d'Allemagne, qui ores eſt, qui ſeroit Empereur fuſt tenu à garder au Roy de France, ou à ſes Succeſſeurs l'alliance, l'amour, toutes ces choſes deſſus dictes & chacune d'icelles; & le Roy de France & ſes Succeſſeurs audict Roy d'Allemagne, qui y cil Empereur auroit povoir, toutes ces choſes deſſus escrites, traictées, ordonnées & accordées: nous conſiderans les grans biens & les grans proffits, que pour les alliances & les choſes devant traictées & accordées peuvent venir & venront à l'aide de Dieu, qui tous les Roys addreice, & les Royaumes a en ſon Gouvernement, non ſeulement aux Roys & aux Royaumes deſſus dits, mais generalement à toute la Chreſtienté; avons icelles alliances & toutes les choſes devant dictes ez noms de nos Seigneurs les Roys deſſus dicts & pour eux faictes, traictées, ordonnées & accordées, faiſons, traictons, ordonnons & accordons & par le pouvoir & par l'auctorité, que nous avons d'iceux loons & approuvons, & icelles & chacune d'elles promettons pour eux & en leur nom par noſtre foy baillée corporamment les uns aux autres & jurons ez ames d'eux ſur Saincts Evangiles à tenir, garder à tousjours, perpetuellement entretenir & accomplir loyaument & fermement, ſans venir à l'encontre par quelconque maniere que ce ſoit en tout ne en partie. En tesmoing de laquelle choſe nous avons mis nos ſceaux en ces preſentes Lettres escriptes ſoubs nos ſeings, à Paris l'an de grace mil trois cents & dix, le Vendredy aprés la nativité Saint Jean Baptiſte. ANNO 1310.

§. 7. In quorum omnium & ſingulorum præmiſſorum teſtimonium præſentibus Litteris, quas in præſentem formam redigi & ſignari mandavimus per ſupradictum Bernardum Notarium noſtrum, Majeſtatis noſtræ una cum Sigillo Notarii fecimus apponi ſigillum. Actum in Caſtris ante Breſſiam in loco habitationis noſtræ præſentibus dilectis & fidelibus noſtris Henrico Dei gratia Epiſcopo Tridentino Cancellario noſtro, Guidone de Flandria, Alardo Domino de Rombaix, & Magiſtro Alberico de Foucheriis Clerico & Theſaurario noſtro, teſtibus ad præmiſſa vocatis & rogatis, anno Domini milleſimo trecenteſimo undecimo, Indictione nona, die viceſima tertia menſis Septembris, & Regni noſtri anno tertio. Et ego Joannes Challie Presbyter Aurelian. Diocefis publicus Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius Litteras Originales prædictas vidi, tenui & palpavi ac cum eisdem de dictis clauſulis diligentem collationem unà cum Notario Apoſtolico infra ſcripto feci, ideo me hic ſubſcripſi & ſignum meum una cum ſigno & ſubſcriptione ejusdem Notarii apposui rogatus.

DCXVI.

Autre Copie du même Traité, ſans date & ſans Ratification; mais à cela près, plus entiere que la précedente. Elle porte que les Prétentions de part & d'autre, ſeront remiſes à la Déciſion de ſix Perſonnes grands Gens & preudhommes, & que cependant le Roi des Romains recevra PHILIPPE *Fils du Roi de France à Foi & Hommage pour le Comté de Bourgogne.* Avec *le* PLEIN POUVOIR *du Roi de France pour ce Traité.* Datum apud Livriacum 23. die Januarii. Anno Domini 1310. *Et celui du Roi des Romains* datum * Thuregi, ſexto Kal. Maii Indictione VIII. Anno Domini 1310. [LEIBNITZ, Codicis Diplomatici Part. I. pag. 59. & 60.] L'EMPIRE ET LA FRANCE. * Peut-être, *Tiguri*, [DUM.]

ATous ceux qui verront ces preſentes Salut en noſtre Seigneur. Sçavoir faiſons à tous, que nous ſçachans certainement, & attendans les tres grandes amitiez & affections, que nos Seigneurs ont eues enſemble par tout le temps paſſé & ont à preſent le grand deſir encores & la grand volonté, en quoy ils ſont, que les dites amitiez puiſſent perſeverer & durer à tousjours; regardant de rechef, que par l'union de l'amitié & par vraye pure & leale alliance d'amour qui ſoit faicte d'entr'eux, apparent clairement & ſe peuvent enſuivre tres grans biens, grans profits & honneurs non pas tant ſeulement aux Roys deſſusdits & à leurs Royaumes, mais avec ce à toute la Chreſtienté.

§. 2. Nous qui quant à toutes ces choſes deſſusdictes & à chacune d'icelles faire, traicter, ordonner & accorder avons plein pouvoir, mandement & autorité de nos devant dicts Seigneurs au nom d'iceux pour eux & pour leurs Succeſſeurs ſelon ce qui eſt y deſſoubz escrit, & au nom de leurs Royaumes avons faict, traicté, ordonné & accordé enſemble, faiſons, ordonnons, traictons & accordons que de ce que li uns desdicts Seigneurs leurs predeceſſeurs ou leurs gens auront ſurpris ſus le Royaume de l'autre, ils prendront ſix perſonnes grans gens, & preudes hommes autant d'une partie, comme d'autre, qui enquerront & cognoiſtront desdictes ſurpriſes en quelque partie, que ce ſoit des Royaumes; & auront pouvoir de declarer & determiner ce qui ſera trouvé par eux; & s'il advenoit, qu'aucun des preudes hommes mouruſt, cil qui li auroit mis en mettroit ung autre en tel lieu de luy, qui auroit un tel pouvoir, comme cil, qui mort ſeroit avoit; & ſe les ſix dicts preud' hommes eſtoient à descord ils de leur commun aſſentement à accord eſliroient un ſeptiesme, & la ou li trois des ſix ſeroient avec le ſeptiesme, li quatre en determineroient, & ſeroit tenu en ce, que ils en ſeroient, & durera leur pouvoir jusques à cinq ans tant comme aux ſurpriſes, que ils auroient trouvées, dont ils ſeroient chargié.

§. 3. Et ſe il avenoit, que aucunes ſurpriſes ſe feiſſent

ANNO 1310. sent de nouveau cas, pour ce ne mouvroient pas lesdits deux Seigneurs guerre l'un à l'autre mais en corps en connoiſtroient & determineroient ceux qui par eux ſeroient avant pris pour cognoiſtre desdits beſoignes; ne pour les ſurpriſes qui faictes ſeroient pour le temps paſſé, ne pourroient mouvoir ne faire guerre lesdicts deux Seigneurs l'un à l'autre; tant comme cil, qui l'en diroit, qu'ils auroient faictes lesdites ſurpriſes, ſeroit appareliez de faire raiſon l'un à l'autre par grans & bonnes gens, qui mis y ſeroient d'une partie & d'autre, autant d'une partie comme de l'autre, & ſe cil, qui mis y ſeroient, ne pouvoient accorder, ils prendroient un moien tiers ou cinquieſme ou ſeptieſme, ſi comme deſſus eſt dict. Et ſeront tenus chacun des deux Seigneurs à contraindre ceux, qu'ils auroient eſleuz pour leur partie d'aller avant, ou determiner ſur ces beſognes, & ſe les perſonnes eſleues n'eſtoient à accord, chacun des deux Seigneurs contraindroit ceux de ſa partie à eſlire le tiers, le cinquieſme ou le ſeptieſme moien, pour eux accorder en la maniere deſſusdicte.

§. 4. Item nous ez noms deſſusdicts avons faict, ordonné & accordé enſemble, que li uns desdicts Seigneurs ne ſurprendra ſur le Royaume de l'autre ne fera ſurprendre à ſon eſcient, & que ils le promettront l'un à l'autre en bonne foy. Item nous avons traicté, ordonné & accordé enſemble, que li uns ſera bon à l'autre ſans fraude & ſans malice à quelque eſtat que il vieigne contre tous, exceptée l'Egliſe de Rome, & que li un n'empeschera l'honneur, l'eſſencement, le droict, ne le proffit de l'autre en quelque maniere que ce ſoit. Item que li un ne pourchaſſera à l'autre mal grief, ne nuiſſance en nulle maniere, que il le puiſſe ſçavoir ne connoiſtre; ains plaira l'honneur & le proffit de l'un à l'autre, & ſeront aidant & confortant l'un à l'autre, contre tous exceptée l'Egliſe de Rome. Item nous ez noms de nos Seigneurs deſſusdicts & pour eux avons traicté, ordonné & accordé enſemble, que ſe ledict Roy d'Allemagne eſtoit Empereur, & il vouloit mettre un Roy en Allemagne ou aillieurs la ou il poviſt faire, ez aiſles ou ez Frontieres du Royaume de France; il les feroit convenientier & jurer, que ils ſeroient bienveillans du Roy de France ou alliez à luy, & que ils garderoient & tendroient les alliances & toutes les choſes deſſusdictes. Et encore ſe il y faiſoit ou mettoit Duc, Comte, Prince ou autres grans Gouverneurs & Adminiſtrateurs, il les feroit promettre ou jurer à eſtre bienveillans du Roy de France, & tenir les alliances deſſus dictes & toutes les autres choſes cy deſſus accordées. Et en cette meſme maniere le feroit le Roy de France, ſe il en mettoit ez Frontieres du Royaume d'Allemagne & ſeroit auſſi alliez aux Roys, que ledit Roy d'Allemagne, qui ores eſt, qui ſeroit Empereur auroit mis en Allemagne ou ailleurs es Frontieres du Royaume de France. Et pour ce ne demeurroit, que le Roy d'Allemagne, qui ores eſt, qui ſeroit Empereur, ne fut tenu à garder au Roy de France & à ſes Succeſſeurs l'alliance, l'amour & toutes les choſes deſſusdictes & chacune d'icelles, & le Roy de France & ſes Succeſſeurs, audit Roy d'Allemagne, que y eil Empereur auroit promis.

§. 5. Item nous ez noms deſſusdicts & pour eux avons traicté, ordonné & accordé, que ledit Roy d'Allemagne recevra Monſieur PHILIPPES fils du Roy de France comme Comte de Bourgogne en ſon hommage plenement & clerement comme dou droict dou dict Monſieur de la Comté de Bourgogne, de ce & tout en la maniere, que ſes devanciers, & en enfourmera cil Monſieur Philippes le Roy d'Allemagne au jour de la veue, qui ſe doict faire par Lettres ou par tesmoins; en maniere, qu'il debvra ſouffrire au regard de Monſieur Louys Comte d'Evreux & de Meſſire Jean Comte de Naymur; & ſera ſur ces dits Meſſire d'Evreux & de Naymur à regarder & ordonner, quelle ayde ledit Monſieur Philippes fera audit Roy d'Allemagne pour ſon voyage de outre les mons, & quieules graces ledit Roy d'Allemagne fera audit Monſieur Philippes & en determineront au jour de la veue; & donra le Roy d'Allemagne ſes Lettres ouvertes audict Monſieur Philippes que il le donra toute la faveur, que il pourra ſans ſoy meſſaire, en gardant audict Monſieur Philippes ſa Comté de Bourgogne. Item il eſt traicté de nous, ordonné & accordé es noms deſſusdicts, que li Roy d'Allemagne met ledict Seigneur Philippes en ſa ſouffrance, ſe que ledit Monſieur Philippes y eſt de maintenant jusques au jour de la veue, & ſe ladite veue ne ſe feroit ſi demeure lys Monſieur Philippes en la ſouffrance du Roy d'Allemagne jusques à ſa volonté & donra ly Roy d'Allemagne audit Monſieur Philippes jour ſouffiſant & convenable; & ſe Lettres apparent de luy, c'eſt à entendre Lettres du Roy d'Allemagne, le tendra toutes ces choſes deſſusdictes & chacune d'icelles ſy comme elles ſont y deſſus eſcriptes, traictées, ordonnées & accordées. ANNO 1310.

§. 6. Nous conſiderans les grands biens, & les grans proffits, qui par les alliances & les choſes devant traictées peuvent venir & venront, à l'aide de Dieu, qui tous les Rois adreite, & les Royaumes a en ſon gouvernement, non ſeulement aux Roys & aux Royaumes deſſusdits, mais generamment à toute la Chreſtienté, avons icelles alliances & toutes les choſes devant dites ez noms de nos Seigneurs les Roys deſſusdits & pour eux faictes, traictées, ordonnées & accordées, faiſons, ordonnons, traictons & accordons, & par le povoir & par l'auctorité que nous avons d'iceux, loons & approuvons, & icelles & chacune d'elles promettons pour eux & en leur nom, par foy noſtre baillée corporellement les uns aux autres, & jurons ez ame, deſſus Saincts Evangiles à tenir & garder à tousjours perpetuellement, entheriner & accomplir loyaument & fermement, ſans venir allencontre par quelque maniere que ce ſoit, en tout ne en partie. En tesmoing de laquelle choſe nous avons mis nos ſceaux en ces preſentes Lettres. La teneur de la Procuration que nous Loys de Clermont & Pierre Arcediacre deſſusdicts avons dudict noſtre Seigneur le Roy de France, eſt telle.

§. 7. PHILIPPUS Dei gratia Franciæ Rex, univerſis præſentes Litteras inſpecturis Salutem. Notum facimus, quod nos cariſſimum conſanguineum & fidelem noſtrum Ludovicum de Claremonte Camerarium Franciæ, & dilectum & fidelem Clericum noſtrum Magiſtrum P. de Latilliaco Archidiaconum Cathalanen. & ipſorum quemlibet in ſolidum, ita quod non ſit melior conditio occupantis, noſtros facimus, conſtituimus & ordinamus veros, legitimos & indubitatos Procuratores & Nuntios ſpeciales ad compromittendum pro nobis & nomine noſtro cum magnifico Principe Henrico Rege Romanorum ſemper Auguſto Illuſtri, amico noſtro cariſſimo, ſuper omnibus quæſtionibus ſeu discordiis motis & movendis tam per nos & prædeceſſores noſtros Franciæ Reges contra prædictum Regem Romanorum & ſuos in Regno prædeceſſores, quam per ipſum & prædeceſſores ſuos contra nos & prædeceſſores noſtros prædictos quacunque occaſione vel cauſa; nec non ad tractandum & ordinandum ſuper mutuis amicitiis & confœderationibus inter nos ex una parte, & dictum Regem Romanorum ac ſucceſſores ſuos in Regno ex altera contrahendis; & ſuper quibuscunque aliis negotiis nos & Regnum noſtrum ex una parte, & dictum Regem & Regnum ſuum ex altera tangentibus; & etiam ſuper Comitatu Burgundiæ ratione Philippi nati noſtri cariſſimi ac Joannæ Conſortis ejusdem ac dictum compromiſſum prædictosque tractatus & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, nosque & Regnum noſtrum obligandi pro præmiſſis, compromiſſo, tractatibus & ordinationibus firmandis tam per juramenta, quam alia, tenendis complendis & à nobis & noſtris inviolabiliter obſervandis; & faciendi ſuper præmiſſis & quolibet præmiſſorum, quicquid veri & legitimi Procuratores poſſent facere in præmiſſis; dantes eisdem Procuratoribus noſtris ſeu Nuntiis Epiſcopalibus, & cuilibet eorum in ſolidum, ita quod non ſit conditio melior occupantis, Epiſcopale mandatum, nec non plenam, generalem & liberam poteſtatem in præmiſſis & præmiſſa tangentibus de quomodolibet pertinentibus ad præmiſſa; promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quicquid per prædictos Procuratores ab eorum quolibet in ſolidum in præmiſſis & quolibet eorumdem & dependentibus ab eisdem factum, compromiſſum, tractatum, ordinatum & confœderatum, & obligatum firmatumque juramento vel alias & fuerit in futurum, ſeu etiam procuratum. In cujus rei teſtimonium præſentibus Litteris noſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum apud Livriacum, vigeſima tertia die Januarii, anno Domini 1310.

Pouvoir des Ambaſſadeurs de l'Empereur HENRI VII. *pour traiter avec la France.*

HENRICUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, univerſis præſentes Literas inſpecturis gratiam ſuam & omne bonum. Notum ſit omnibus, quod nos nobilem Virum Johannem de Flandria Comitem Namurcenſem fidelem & conſanguineum noſtrum dilectum, Simonem de Marvilla Legum Profeſſorem Teſaurarium Metenſem, Magiſtrum Henricum de Geldon. & Albericum de Faucheriis Clericos & dilectos noſtros, & ipſorum quemlibet in ſolidum, ita quod

non

ANNO 1310. non sit conditio melior occupantis, nostros facimus, constituimus & ordinamus veros, legitimos & indubitatos Procuratores & Nuntios speciales ad compromittendum pro nobis nomine nostro, cum magnifico Principe Philippo Rege Francorum Illustri amico nostro carissimo; super omnibus quæstionibus seu discordiis motis & movendis tam per nos & prædecessores nostros Romanorum Reges contra prædictum Regem Franciæ & suos in Regno prædecessores, quam per ipsum & prædecessores suos contra nos & prædecessores nostros prædictos, quacunque occasione seu causa nec non ad tractandum seu ordinandum super mutuis amicitiis & confœderationibus inter nos ex una parte & dictum Regem Franciæ ac successores suos in Regno ex altera contrahendis; & super quibuscunque aliis negotiis nos & Regnum nostrum ex una parte, & dictum Regem & suum Regnum ex altera tangentibus; & etiam super Comitatu Burgundiæ ratione Philippi Nati ipsius Regis & Johannæ Consortis ejusdem; ac dictum compromissum prædictosque tractatus & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, nosque & Regnum nostrum obligandi pro præmissis, compromisso, tractatibus & ordinationibus firmandis, tàm per juramenta, quàm alia, tenendis, complendis & à nobis & a nostris inviolabiliter observandis; & faciendi supra præmissa & quodlibet præmissorum, quicquid veri & legitimi Procuratores possent facere in præmissis; dantes eisdem Procuratoribus nostris seu Nuntiis specialibus & cuilibet eorum in solidum, ita quod non sit conditio melior occupantis, speciale mandatum, nec non plenam, generalem & liberam potestatem in præmissis & præmissa tangentibus ac quomodolibet pertinentibus ad præmissa; promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quidquid per dictos Procuratores & eorum quemlibet in solidum in præmissis & quolibet eorundem & dependentibus ab eisdem factum, compromissum, tractatum, ordinatum, confœderatum & obligatum est, firmatumque juramento vel erit aut fuerit in futurum seu etiam procuratum. In cujus rei testimonium præsentes Litteras Majestatis nostro sigillo jussimus communiri. Datum Thuregi, sexto Kalendas Maii, Indictione octava, anno Domini, millesimo trecentesimo decimo, Regni verò nostri anno secundo.

DCXVII.

1310. 311. 14. Fevr. *Mandatum* PHILIPPI *Regis Francorum ad compromittendum cum* HENRICO *Rege Romanorum super omnibus quæstionibus seu discordiis motis vel movendis; nec non ad probandum & ratificandum ea, quæ jam compromissa & tractata fuerunt inter suos & præfati Regis Romanorum Commissarios ibi nominatim designatos. Actum apud Fontem Bliandi* (1) *die* 14. *Februarii, anno* 1310. [LEIBNITZ, Cod. Juris Gent. Diplomat. Part. I. pag. 63.]

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex universis præsentes Litteras inspecturis Salutem. Notum facimus, quod nos dilectos & fideles nostros * Episcopum Bajocens. Magistrum Gaufridum de Plecyo Electum Ebroicen. Religiosum Virum P. Abbatem Sancti Medardi Suessionen. Magistrum Alanum de Lambania Archidiaconum Euroicen. Magistrum Joannem Forgeti Canonicum Claramon. ac Ingranum de Marrigno Cambellanum nostrum, Guillelmum de Plisiano & Petrum de Galardo milites; & eorum quinque, quatuor, tres aut duos in solidum, ita quod non sit conditio melior occupantis; nostros facimus, constituimus & ordinamus veros, legitimos & indubitatos Procuratores & Nuntios speciales ad compromittendum pro nobis & nomine nostro cum magnifico Principe HENRICO Rege Romanorum semper Augusto, Illustri amico nostro carissimo, super omnibus quæstionibus seu discordiis motis vel movendis, vel quæ moveri potuisserit, tam per nos vel prædecessores nostros Franciæ Reges contra Regem prædictum Romanorum & suos prædecessores in Regno, quam per ipsum & prædecessores suos ratione Regni Romanorum velut Imperii contra nos & prædecessores nostros prædictos quacunque occasione seu causa; nec non ad tractandum seu ordinandum super mutuis amicitiis & confœderationibus inter nos ex una parte, & dictum Regem Romanorum, etiam si ad Coronam Imperii devenire contingat, ac Successores suos in Regno prædicto velut etiam in Imperio ex altera, contrahendis: Ad probandum insuper & ratificandum pro nobis & nomine nostro compromissum, tractatus, confœderationes, amicitias & conventiones, habitos, interpositos seu factos inter carissimum consanguineum nostrum Ludovicum ex Claromonte Cambellarium Franciæ, ac dilectissimum & fidelem Clericum nostrum Magistrum Petrum de Latiliaco Archidiac. Cathalan. Procuratores nostros, pro nobis & nomine nostro, & nobilem Virum Johannem de Flandria Comitem Namurcen. militem, Magistrum Simonem de Marvilla Legum Professorem Thesaurarium Metensem, Magistrum Henricum de Geldon, & Albertum de Foucheriis, Clericos, Procuratores Regis Romanorum prædicti, ejus nomine & pro eo; novos etiam tractatus, confœderationes, amicitias & conventiones iniendi, confirmandi & concordandi mutuò, inter nos Successores nostros Reges Franciæ ratione Regni nostri ex parte una, dictumque Regem & Successores suos in dicto Regno Romanorum ratione ejusdem Regni seu Imperii ex altera; etiam temporibus si eis expediens videatur, addendo, minuendo vel mutando, & super quibuscumque negotiis nos & Regnum nostrum ex una parte, ac dictum Regem & Regnum ex altera tangentibus; & etiam super Comitatu Burgundiæ ratione Philippi nati nostri carissimi & Johannæ Consortis ejusdem; ac dictum compromissum pro eoque tractatus, confœderationes, amicitias, conventiones & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, nosque & Regnum nostrum obligandi pro præmissis compromisso, tractatibus & ordinationibus firmandis, tam per juramenta, quam aliter; tenendis, complendis & à nobis & nostris inviolabiliter observandis; & faciendi super præmissis & quolibet præmissorum, quicquid veri legitimi Procuratores facere possent in prætmissis; dantes eisdem Procuratoribus nominatis quinque vel quatuor aut tribus vel duobus ex ipsis in solidum speciale mandatum, plenam generalem & liberam potestatem in præmissis & ea tangentibus; & quomodolibet pertinentibus ad præmissa; & promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quicquid per dictos Procuratores nostros aut quinque seu quatuor vel aut duos ex ipsis in solidum, in præmissis & quolibet eorumdem & dependentiis ab eisdem, factum, compromissum, tractatum, ordinatum, confœderatum & obligatum firmatumque juramento aut alias seu etiam procuratum fuerit in futurum: In cujus testimonium præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Fontem Bliandi die quatuordecimâ Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo.

(1) Comme il est parlé dans ce Pouvoir du Traité précedent, & que les Commissaires qui le firent y sont nommez, on doit en conclure qu'il est posterieur à ce même Traité, & que la Date du 14. Fevrier 1310. doit être entendue de l'année Paschale de France, laquelle, depuis le 1. Janvier, concouroit avec l'année 1311. de l'Ere vulgaire. [DUM.]

DCXVIII.

ANNO 1310. 1311. *Instrumentum publicum de Pace & Concordia, per Romanorum Regem* HENRICUM *inter illos* DE LA TURRE, *eorumque Sequaces ab una, nec non Dominos* VICE-COMITES MEDIOLANI *ab altera parte sancita. Actum in Civitate Mediolani in Aula Domûs communis annô* 1311. [Pièce, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Regiſtre RR.]

In nomine Regis Pontifici Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem Millesimo trecentesimo undecimo Indictione nona die vigesima septima mensis Decembris Pontificatus Domini Clementis Papæ quinti anno sexto, ac Regni Serenissimi Principis Domini Henrici Dei gratia Romanorum Regis semper Augusti anno tertio. Per hoc præsens publicum Instrumentum cunctis appareat præsentibus, & futuris quod præfatus Dominus Rex remediis invigilans Subditorum & Regali providentia cupiens fidelissimos Cives Mediolani diutius invicem dissidentes, & inter duas partes diversas quarum una erat illorum de Turre, & altera Vicecomitum, ad Concordiam revocare super eorum dissidiis, & Inimicis presentibus Majoribus eorumdem quorum nomina inferius describuntur, tam ex Regia auctoritate, quam eorum potestate in eum per ipsas Partes collata pronunciavit, & statuit prout Inferius continetur. Imprimis quod inter omnes Cives prædictos, & Partes predictas, & eorum sequaces, & sibi adherentes sint, vigeant de cetero vera, & perpetua Pax, &

ANNO 1311. & Unitas amputatis, & depositis hinc inde diffidiis, rancoribus, & odiorum furoribus, ac cessantibus verbis, & actibus partialibus quibuscunque. Item quod iidem Cives invicem sibi condonent, & remittant omnes injurias, & offensas hactenus alter utrum in personis vel rebus illatas, & quamlibet emendam, & restitutionem eis hujusmodi injuriarum, & offensarum occasione debitam à quibus nihilominus omnibus idem Rex auctoritate & potestate prædictis ex nunc omnes, & singulos ipsorum absolvit, & liberat perpetuò. Item quod illi ex memoratis Civibus qui exulabant à Civitate prædicta occasione prædictæ discordiæ ex nunc revertantur ad Jura, & bona propria, eaque recipiant, & habeant, & ea gaudeant plene, & libere sicut prius sine contradictione cujuscumque, ad quæ nihilominus idem d. Rex eos ex nunc restituit & vult, & decrevit pro restitutis haberi ita etiam quod nemini ipsorum in bonis, & Juribus suis prædictis quævis obsistat præscriptio à tempore quo Civitatem exiverunt prædictam. Item relaxavit omnia banna, quibus suppositi forent hactenus, à dicto tempore citra, Cives prædicti qui exulabant à Civitate prædicta sive pro contumatia, sive pro offensa magna, vel parva, vel alia quacumque de causa, omnesque collectas seu taleas quocumque modo impositas remisit eisdem, & absolvens eosdem à prædictis omnibus, & à pœnis, & mulctis quas hujusmodi occasione incurrissent, & quibuslibet condemnationibus, Sententiis, & pœnis propter hoc latis vel statutis in eos. Item quod omnes Cives prædicti hanc Pacem & suprascripta omnia, & singula observent, & observari faciant cum effectu sub debito præstitorum & Partibus Juramentorum & sub pœna Indignationis ipsius D. Regis ac mille librarum auri puri quotiens contrafecerint in singulis Capitulis committenda, & exigenda à secus facientibus complicibus, & fautoribus eorumdem. Item quod illi ex dictis Civibus, qui nunc se in ipsius d. Regis præsentia constituti pro se, & omnibus suis pacem hujusmodi intervenientibus osculis, & prædicta omnia ex nunc acceptent, & approbent, & emologent, & à suis sequacibus, & fautoribus curent, & faciant pro viribus observari. Hæc autem, ut præmittitur, dictus Dominus Rex super discordiis prædictorum ad præsens pronunciavit, & statuit, retenta videlicet, & reservata sibi omnimoda potestate, ea omnia, & singula interpretandi, declarandi, supplendi, & corrigendi, & super aliis pronunciandi, & statuendi ubi, quantum, & quotiens viderit expedire. Nomina verò omnium prædictorum in præsentia Regiæ Majestatis existentium sunt hæc; primo de parentella illorum de la Turre Domini, Casto Archiepiscopus M. Paganus Episcopus Paduanus, Guido de Turre Filius quondam Domini Francisci de Turre, Simoninus de Turre, Zanfredus de Turre, Johanninus de Turre, Casonerius de Turre, Fœbus, & Raymundus de Turre Fratres, Anfoxius, & Jacobinus de Turre Fratres, Filippus de Turre, Passarinus de Turre, Oliverius de Turre, Leo de Turre, Vincentius de Turre, Raimundus de Turre d. Continus Jurisperitus, Binascus de Turre, Mathæus de Turre, Filippus Niger de Turre, Jacobus Griffus, Samboellus de Turre, Villanus de Turre, Minaccius, & Bonifacius de Ozeno Fratres, Griffus Imperialis, & Singibaldus de Zavatariis, Ubertus, & Crestinus de Cuticis. Sinagus Sanceta. Johannes de Vedano, Merlus de Maziis. Tegniaca de Paravisino, Jacobus de Concoritio, Filippus Mora, d. Jacobus Judex, Obizo, & Thomasius de Bernadigio, Paganus de Cisnusculo, Inciafanus de Barni, Karlotus de Barni, Beltraminus de Barni, Obertinus de Aleate, Jacobus Mirabilia. Item parte Vicecomitum D. Mathæus Vicecomes pro se, & Dominis Galeacio, Johanne, & Stefanino Filiis suis absentibus, Johanninus Filius ejus præsens, Ludovicus Vicecomes Filius quondam Domini Petri pro se, & Gasparino Fratre suo absente.

Qui omnes, & singuli suprascripti unanimiter, & concorditer nominibus quibus supra audita, & intellecta supradicta D. Regis suam ipsam, & omnia ejus Capitula sponte, & gratanter acceptaverunt, approbaverunt, & emologaverunt. Promittentes sibi ad invicem ac dicto Domino Regi per Pacta expressa, & sub obligatione omnium bonorum suorum, & in pœna, & sub pœna prædicta suprascripta universa, & singula, attendere, facere, & complere, & ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juraverunt. Condonantes sibi, & remittentes invicem omnes injurias, restitutiones, & mendas prædictas se se in signum Pacis invicem osculantes. Acta sunt hæc in Civitate Mediolani in Aula Domus Communis præsentibus Dominis Balduino Archiepiscopo Treverensi, Teobaldo Episcopo Leodiensi, Papiniano Episcopo Parmensi; Anone Episcopo Gebenensi, Walereano Fratre dicti Domini Regis, Amedeo Comite Sabaudiæ, Guidone, & Henrico de Flandria Fratribus, Theodoro Marchione Montisferrati, Ugone, & Guidone Dalphini Fratribus, Manfredo Marchione Henrico de Spanceta. Præposito Constantiensi, Andræa de Garatz, Berardo Layala, & pluribus testibus fide dignis ad præmissa vocatis, & rogatis. ANNO 1311.

Et ego Bernardus de Mercato de Yenna sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, ac sacri Imperii auctoritate publicus Notarius una cum Johanne de Dist Notario infrascripto præsens fui, & hanc cartam manu propria scripsi signoque meo consueto signavi, & tradidi feliciter rogatus. Et ego Johannes de Dist dictus de Cruce Clericus Leodinensis Diocesis publicus Imperiali auctoritate Notarius una cum suprascriptis testibus, & Bernardo Notario suprascripto præmissis omnibus, & singulis præsens fui, & hanc cartam scriptam manu dicti Bernardi signavi & scripsi rogatus.

Extracta fuit presens Copia à Registro inscripto sub Litteris R. R. BERNABONIS *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

DCXIX.

Traité de Ligue entre PHILIPPE *de Savoye Prince d'Achaye, & Gui Dauphin de Viennois & Jean son Frere. Fait le 10 de Février*, 1311. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 106.] 10. Fev. SAVOYE ET DAUPHINÉ.

In nomine Domini Amen.

ANNO ejusdem M. CCC. XI. Indictione IX. die Mercurii X. mensis Februarii. Noverint universi & singuli præsentes paritérque futuri, hoc Instrumentum publicum inspecturi. Quòd in præsentia mei Notarii & Testium infra scriptorum; Illustres ac Potentes Viri *Dominus* PHILIPPUS *de Sabaudia Princeps Achayæ*, & Dominus GUIDO Dalphinus, Dominus Montis-Albani suo nomine, ac vice & nomine Viri Illustris ac Potentis Domini Joannis Dalphini Viennensis Fratris sui, ipsóque Domino Guidone, promittentes se facturum & curaturum cum effectu, quòd dictus Dominus Dalphinus infrà scripta omnia ratificabit, & de novo faciet in omnibus & per omnia, ut inferius apparebit, & scriptum fuerit. Volentes & desiderantes dicti Domini Princeps & Guido, & ipsorum quilibet perpetuò, inter ipsos & Dominum Dalphinum jam dictum, & quemlibet ipsorum, bonam ac firmam pacem, amorem sincerum, ligam, confederationem, & tranquillitatem esse, habere ac tenere, Deo propitio, in futurum, solemnibus stipulationibus & necessariis intervenientibus inter ipsos, promissiones, obligationes, conventiones, & pacta, nominibus quibus supra duratura perpetuò inter eosdem fecerunt ad invicem infra scripta. Primò videlicet, quod Dominus Dalphinus & Dominus Guido ejus Frater prædicti teneantur & debeant toto posse & bona fide juvare, defendere, & manutenere Dominum *Philippum de Sabaudia, Principem Achayæ* prædictum, contra quamcumque personam, Collegium & Universitatem pactis, conventis, modis & conditionibus infrà scriptis. Et versa vice, prædictus Dominus Princeps teneatur & debeat toto posse & bona fide juvare, defendere, & manutenere prædictos Dominos Dalphinum & Guidonem, contra quamcunque personam, Collegium & Universitatem pactis, conventis, modis & conditionibus infrà scriptis. Videlicet quòd prædictus Dominus Dalphinus teneatur juvare prædictum Dominum Principem, cum sex viginti hominibus, cum armis, equitibus, & Dominus Guido Dalphinus, cum viginti & plus, Dominus Dalphinus cum quatuor millibus Peditibus armatis per tres menses, in quolibet anno & citrà Montes, propriis expensis prædictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, & ultrà Montes teneantur Dominus Dalphinus toto posse juvare dictum Dominum Principem, & dictus Dominus Guido cum triginta equitibus, cum armis; & viceversa dictus Dominus Princeps teneatur juvare dictum Dominum Dalphinum & Dominum Guidonem citrà Montes, toto posse suo, & ultrà Montes, in propria persona, vel de sua gente, propriis expensis ejusdem Domini Principis, de quinquaginta hominibus equitibus, cum armis

ANNO 1311. Dominum Dalphinum prædictum, & Dominum Guidonem, de viginti hominibus armatis, tribus mensibus in anno. Et de prædictis excipiuntur pro parte Domini Dalphini & Domini Guidonis infra scripti. Videlicet Imperator, Rex Franciæ, Rex Siciliæ, Dominus Joannes de Cabilione, Dominus Berardus de Mercurio, Comes Forensis, Dominus Aymarius de Pyctavia, Comes Valentinensis, Archiepiscopus Viennæ, Marchio Salutiarum, dum Domina Margarita Soror dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, Uxórque Friderici Filii ipsius Marchionis Salutiarum, vel ex ipsa & dicto Frederico Filii fuerint. Si verò ipsa moriretur sine liberis, vel ipsi liberi deficerent, eo casu idem Marchio Salutiarum exceptatus, non habeatur ex prædictis. Pro parte verò ipsius Domini Principis excipiuntur Imperator, Comes Sabaudiæ, & omnes de Hospitio Sabaudiæ, & eorum homines, & Dominus de Bello-joco & Avunculi & Consanguinei Domini de Burgundia, ex parte Matris suæ, & Comes Valentinensis, Marchio Montis-ferrati & illi de Cherio. Eo etiam addito & expresse convento. Quòd si contingeret quòd prædictus Dominus Princeps intraret in guerra, cum aliquo, vel aliquibus, & Dominus Dalphinus intraret pro eo & ad requisitionem ipsius Domini Principis. Quod ex tunc in antea prædictus Dominus Princeps non posset facere pacem, treugam vel guerram, recreutam, sine voluntate, & consensu dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, vel saltem, nisi essent vocati & requisiti ad hæc, quibus vocatis & requisitis, ipse Dominus Princeps facere possit pacem, treugam vel guerram, recreutam ad suam liberalem voluntatem. Ita tamen quod ipsi Domini Dalphinus & Guido sint & habeantur in ipsa pace, vel treuga, si de ipsorum fuerit voluntate. Et eodem modo, si idem Dominus Princeps intraret in guerra pro dictis Dominis Dalphino & Guidone, ad eorum requisitionem, quòd ex tunc in anteà dicti Domini Dalphinus & Guido non possint facere pacem, treugam vel guerram, recreutam, sine voluntate & consensu dicti Domini Principis, vel saltem ipso vocato & requisito; quo vocato & requisito Domini Dalphinus & Guido possint pacem, guerram, recreutam & treugam ad eorum voluntatem liberam facere. Ita tamen quòd ipse Dominus Princeps sit & habeatur in ipsa pace vel treuga, si ejusdem fuerit voluntatis; Ita pacto habito inter eos, quod si inter Dominos Comitem Sabaudiæ, & Dalphinum, & Dominum Guidonem prædictos esset guerra, & talis, propter quam dicti Domini se armarent & palam & publicè guerram facerent inter eos. Quòd in eo casu dicti Domini Dalphinus & Guido non teneantur, ipsâ guerrâ durante, venire vel mittere citra montes in adjutorium dicti Domini Principis, nisi ejus inimici obsidiarentur eum, vel nisi feciſſent de ipsa guerra treugam, quibus casibus venire teneantur ut supra. Et è converso, si idem Dominus Princeps haberet similem guerram cum Marchione Montisferrati vel Saluciarum, Rege vel alia Communitate magna, propter quam posset sibi periculum imminere, quòd in eo casu dictus Dominus Princeps non teneatur ire vel mittere, durante ipsa guerrâ, ultra montes in adjutorium dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, nisi obsiderentur, vel de ipsa guerra esset treuga facta, quo casu venire vel mittere teneantur ut supra. Item Dominus Princeps. Quæ omnia & singula suprà scripta dicti Domini Princeps & Guido nominibus quibus suprà sibi ad invicem, & michi Notario infrà scripto, ut personæ publicæ stipulanti & recipienti, vice & nomine dicti Domini Dalphini, attendere & observare perpetuò promiserunt, & ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juraverunt, & non contrà facere vel venire quoquo modo, vel quavis causa, nec volenti venire contra prædicta, vel aliquid prædictorum aliquatenus consentire sub obligatione omnium bonorum dictorum Dominorum, & cuilibet eorundem, ac restitutione dampni, expensarum ac interesse factorum, in judicio, vel extrà occasione prædicta. Et de prædictis præceperunt dicti Domini Princeps & Guido michi Notario infrà scripto facere tria vel plura Instrumenta, pro Partibus supradictis. Acta fuerunt prædicta in Civitate Mediolani, in Domo Fratrum Minorum; Præsentibus Dominis Gratone Domino de Cleyrieu, & Guidone Domino de Tulino, Guidone de Laya Militibus, & Gaberto Condomino de Lucerna Testibus.

DCXX.

ANNO 1311. 22. Fevr.

Donation du Comte D'AST *faite à* AME' LE GRAND *Comte de Savoye par l'Empereur* HENRI VII. *Le* 22. *Fevrier*, (1) 1317. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 139.] EMPIRE ET SAVOYE.

HENRICUS septimus divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, ad perpetuam rei memoriam. Dum in circuitu Throni Cæsarei, nostræ mentis aciem, & considerationis intuitum, ad Principes & Barones Imperii qui ab eo, Nobilitatum & Dignitatum radiis illustrantur diligenter convenimus, dumque merita cujuscumque ipsorum decernimus, illos Augusti clementia sincerioris dilectionis, & gratiæ recompensatione prosequitur, qui ante suæ Majestatis conspectum, per claræ fidei studia, & devotionis puræ constantiam, se gratos faciunt, & exhibent fructuosos: Attendentes itaque magna & multiplicia merita Spectabilis Viri, *Amedei Principis & Comitis Sabaudiæ, fidelis & affinis nostri Carissimi, qui tanquam Sydus præfulgidum circa Illustre Imperii Solium*, (post quam ad illud nos dispositio Divina vocavit) semper absque interminatione à dextris nostris affistens, & sincerum suæ fidelitatis affectum evidenter ostendens erga Nos qui vocati sumus à Deo in potestatis plenitudinem pro sua particulari sollicitudine, salubribus consiliis, & laudabilibus servitiis continuè relevare studuit & semper pro viribus nobis obsequi non desistit, & confidentes quod de virtute in virtutem conscendens tanto erga Romanum Imperium fide ac devotione concrescat, quanto se ab eo majoribus largitionibus, & retributionibus communitum agnoverit, eidem Comiti, cujus honorem & prosperitatem affectamus, ex corde libenti desiderio munificentiæ nostræ dexteram aperimus. Cupientes itaque, personam suam specialibus prævenire favoribus, & gratiosis muneribus honorare; dicto Comiti & ejus legitimis Hæredibus de suo corpore per masculinam lineam, ex *Maria Uxore sua & Sorore nostra* prædilecta nasciturís, vel si ex ea ipse liberos masculos non haberet, aliis ejusdem Comitis legitimis liberis, Civitatem & Comitatum Astensem, cum universis & singulis Castris, Villis, Casalibus, Possessionibus, Terris cultis & incultis, Districtibus, Territoriis, Juribus, Jurisdictionibus & pertinentiis Civitatis & Comitatus prædictorum, & cujuslibet eorum, in Feodum tenore præsentium concedimus, & largimus; conditiones infra scriptas in concessione, & largitione hujusmodi adjicientes expresse, videlicet quod si eum dictæ Mariæ forsan præmori contingeret, ipsa Maria sola Civitatem & Comitatum prædictos, cum Castris, Villis, Casalibus, Possessionibus, Terris, Territoriis, Districtibus, Juribus, Jurisdictionibus & pertinentiis supradictis quamdiu vixerit, habere debeat & tenere. Post cujus mortem ad liberos masculos ipsius Mariæ & dicti Comitis natos, vel eis non extantibus ad alios dicti Comitis legitimos Liberos Feodum hujusmodi devolvatur; verum tamen si, postquam ipse Comes fuerit rebus humanis exemptus, Nos, vel aliquis Successorum nostrorum Imperatorum & Regum Romanorum Civitatem & Comitatum prædictos vellemus redimere & ad manum nostram reducere, Maria, Liberi & Hæredes prænominati, & quilibet eorum per modum superius expressum, nobis & cuicumque Successorum nostrorum prædictorum, pro ducentis millibus florenorum auri, dictos Civitatem, & Comitatum, cum Castris, Villis, Terris, Possessionibus, Territoriis, Districtibus, Juribus, Jurisdictionibus & pertinentiis prædictis libere ac expedite restituant, ipsaque ducenta millia florenorum extra Comitatum Sabaudiæ, quem propter suprà vel infrascripta à servitiis de ipso, Imperiali Culmini debitis in nullo penitùs exonerare intendimus, in emptionem Terrarum & Locorum aliorum ascendentium ad valorem annuum viginti millium florenorum auri, totaliter convertant, & easdem Terras & Loca, præfati Comitissa, Liberi & Hæredes modo prælibato in Feodum perpetuis temporibus ab Imperio recognoscant & prædicta Comitissa dictas res emptas ex dicta pecunia, teneat in vita sua post mortem ipsius, ad dictos liberos devolvantur, per modum de dicta Civitate & Comitatu in præsentibus enarratum, & tam iidem Comes & Maria quam Hæredes & Liberi eorum

(1) Lisez 1313. Alors les années de l'Indiction, du Regne & de l'Empire de *Henri* s'accorderont avec celle de la Nativité. *Henri VII.* fut élu le 1. Novembre 1308. Il fut couronné à *Rome* le 29 Juin 1312, & il mourut près de *Sienne* en *Toscane* le 24 Août 1313. [DUM.]

ANNO 1311. rum prædicti, causâ præmissorum, cum ducentis sufficientibus equis armorum, videlicet ad rationem cujuslibet Centenarii, de dictis viginti millibus florenorum cùm uno equo servient, aliaque servitia facient, & per tres menses integros, ubicumque locorum Italiæ singulis annis, in expensis propriis, prædicta & alia servitia in Registro Cameræ nostræ contenta, faciant & facere teneantur, expressè retinentes & reservantes, ex nunc nobis & eisdem successoribus nostris, talia servitia, jura, servitutes & Dominia in prædictis Civitate, Comitatu, Castris, Terris, Casalibus, Possessionibus, Territoriis, Villis, districtibus, juribus, jurisdictionibus & pertinentiis supradictis, ac postquam eos, eas, & ea, ut dictum est, nos vel successores prædicti redemerimus, pro prædicta pecuniæ summa, in terris, locis & annuo redditu, qui & quæ de ipsa, ut dictum est, empti, emptæ ac empta fuerint qualia in Registro ipso continentur; & memoratum Comitem nobis recipientibus pro nobis & successoribus nostris prædictis & Romano Imperio de Civitate, Comitatu, Castris, Villis, Casalibus, possessionibus, terris, territoriis, juribus, jurisdictionibus & pertinentiis supradictis homagium facientem & fidelitatis juramentum præstantem, & per juramentum ipsum, nobis & successoribus nostris prædictis, Romanoque Imperio fidelitatem & obedientiam debitam, ac etiam omnia alia quæ in formâ fidelitatis nova & veteri continentur, perpetuo fideliter facere, & observare servitiaque supradicta impendere, jura, servitutes & Dominia nostra prætacta, in quantum spectabit ad eum, & Mariam ac hæredes suos prædictos integraliter reddere & conservare, ac ea vel eorum aliquod, per se vel alium seu alios publicè vel occultè nullatenus impedire, promittentem de Civitate, Comitatu, Castris, Villis, Casalibus, Terris, possessionibus, Territoriis, districtibus, juribus, jurisdictionibus, & pertinentiis supradictis, tanquàm de feodo nobili, per baculum quem manu gestamus, præsentialiter investimus. Præterea Comiti, ac post ejus decessum, Mariæ hæredibus & liberis suis prædictis, in eisdem Civitate, Comitatu, Castris, Villis, Terris, juribus, jurisdictionibus & pertinentiis supradictis, & merum & mixtum Imperium & simplicem jurisdictionem, per se & suos Officiales exercendam ibidem, usque ad nostrum & successorum prædictorum nostrorum beneplacitum, per præsentes damus & concedimus, & ipsos ordinarios facimus in præmissis. Mandantes & præcipientes harum serie, obedientiam & servitium debitum à Civibus, incolis, & habitatoribus Civitatis, Comitatus, Castrorum, Villarum, Casalium, Territoriorum, districtuum, terrarum & pertinentiarum prædictarum, præfato Comiti tanquàm eorum Domino exhiberi, & de juribus, & redditibus spectantibus ad Dominium Civitatis, Comitatus, Castrorum, Villarum, Casalium, Territoriorum, districtuum, Terrarumque prædictarum, absque difficultate qualibet integraliter respondere, & super hiis ab eisdem Civibus, incolis & habitatoribus, salvo semper & reservato, primæ fidelitatis debito, in quo nostræ Majestati tenentur, cùm promptitudine juramentum præstari sicut indignationem nostram cupiunt evitare: Demùm per præmissa vel aliquod præmissorum non intendimus, neque volumus, quòd præfatus Comes, dictis Astensibus rebellibus nostris, vel alicui eorum, de excessibus, quos contrà nos & Imperium commiserunt, indulgere, seu sententias, pœnas, vel banna quas & quæ prædicti Rebelles, causa Rebellionis contra nos & Imperium attentare invenerint, relaxare quoquomodo valeat, absque nostra licentia speciali. Nulli ergo omnino hominum liceat, hanc paginam nostrarum concessionum, investituræ, ac Constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem nostram, & pœnam mille librarum auri, pro dimidia parte Cameræ nostræ, & pro reliqua dimidia, passo injuriam solvendarum, se noverit incursurum. Hujus autem rei sunt Testes, Venerabilis Balduinus, Treverensis Archiepiscopus, Germanus & Princeps noster carissimus, ac Spectabiles & Nobiles Viri Joannes Foresii, & Fredericus Montis-feretri Comites; Henricus de Flandria Marescalcus Curiæ Imperialis, Consanguineus noster; Thomas de Septem Fontibus; Neapoleo de Mangone; Comes Huguicio de Fagiola; Hugo Comes de Buebe; Gottifridus de Hohenloch; Tancredus de Mutiliana, & Bonducius de Sancta Flora Comites, & plures alii Nobiles fide digni. Datum apud Montem Imperialem in Castris supra Florentiam, octavo Kalend. Martii, Indictione undecima, Anno Domini M. CCC. XVII. Regni nostri, anno quinto; Imperii vero primo.

DCXXI.

ANNO 1311.

Diploma Romanorum Regis HENRICI, *ratificans & confirmans omnia Privilegia, Jura, Libertates, & bonas consuetudines Communitati* MEDIOLANI *per Prædecessores Romanorum Reges concessas. Datum Mediolani* 13. *Kalendas Aprilis, annò* 1311. *Indictione nona.* [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan, Registre R. R.] 20 Mars.

HENRICUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus. Universis Sacri Romani Imperii fidelibus præsentes Litteras inspecturis gratiam suam, & omne bonum. Tociens Regiæ Celsitudinis sceptrum extollitur, & ipsius status solidatur solidius; quociens fidelium Devotorum vota benigno respiciunt affectu, & ad ipsorum jura & libertates servandas, ac commoditates agendas gracioſa protectio Principis invenitur, cum omnis gloria, sive potentia Principatus in Subditorum præcipuè consistat solida fortiùs expediens arbitramur, & condecens, ut simus Subjectis & cum justicia faciles, & in gracia liberales. Devotis igitur prudentium Virorum Civium, & Communis Mediolani Dilectorum nostrorum fidelium supplicationibus benignitate solita annuentes, ac volentes eorum justis peticionibus benignum præbere consensum, quod eorum denotata fidelitas, & fidelis devotio ad ea, quæ honoris sunt Imperii, atque nostri promptiori studio ferventibus animis se disponant, omnia Privilegia, & jura, libertates, & concessiones, & gracias, ac bonas consuetudines à Dominis Romanorum Imperatoribus, & Regibus nostris Prædecessoribus ipsis sicut ritè, & providè facta sunt, & tradita de libertate Regia ratificamus, approbamus, & præsentis Scripti patrocinio confirmamus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ ratificationis, approbationis, & confirmationis paginam infringere, nec ei in aliquo ausu temerario contraire; quod qui facere præsumpserit, gravem nostræ Majestatis offensam se noverit incurrisse. In cujus rei Testimonium præsentes Litteras conscribi, & nostræ Majestatis sigillo jussimus communiri. Signum Domini Henrici Regis Romanorum Invictissimi. Datæ Mediolani XIII. Kalend. Aprilis anno Domini MCCCXI. Indictione nona, Regni vero nostri anno tertio. Ego Frater Henricus Tridentinus Episcopus sacræ Imperialis Aulæ Cancellarius vice Domini Henrici Colonienſis Archiepiscopi per Italiam Archicancellarii recognovi.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris R. R. BARNABONIS *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

DCXXII.

Recognitionis Litteræ Civitatum Oppavienſis, Lubeschienſis, & Jegendorff *erga* JOANNEM *Bohemiæ & Poloniæ Regem; Quibus profitentur, se dicto Regi homagium tanquam suo vero Domino præstitisse; Nec non Principibus Sileſiæ,* BOLESLAO, HENRICO, & WLADISLAO, *quibus dictæ Civitates, pro octo millibus Marcharum grossorum regalium à præfato Rege oppignoratæ sunt, obedientiam juraſſe, quousque dicta pecuniæ quantitas ex integro persolvatur. Datum Oppaviæ anno* 1311. 16. *Calendas Julii.* [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag. 279.] 16. Juin.

NOS Albertus Judex, Scabini, atque universitas Civitatis Oppavienſis, recognoscimus publicè confitentes Excellenti & Magnifico Principi Joanni Inclyto Bohemiæ & Poloniæ Regi, tanquam vero Regi, ac Domino nostro fide datâ, unanimiter homagium præstitisse. Necnon de Mandato & voluntate ipsius speciali, *Serenissimis ac glorioſis, Principibus, Dominis, Boleslao Henrico & Wladislao Sileſiæ Ducibus, Dominisque Wratislaviæ & Lignitz Illustribus, hæredibusque*, ac legitimis ipsorum successoribus, quibus nos & *Civitatem nostram, totamque terram Oppaviæ, pro*

ANNO 1311. *octo Millibus Marcharum grossorum Regalium, Denariorum, Sexaginta quatuor grossos*, pro qualibet Marcha computando nomine pignoris obligavit, obedientiam & devotionem fidei absque dolo communiter juravisse. Promittentes bona scientiâ & fidei puritate, quod ab ipsis & eorum quolibet nullatenus divertemus, sed eis, & eorum cuilibet serviemus, & obèdientes suberimus tàm diu fideliter quousque ipsis dicta *octo Millia Marcharum*, de certa illorum, qui ad hoc ex utraque parte deputati sunt scientia ex integro persolvantur. In cujus rei testimonium præsentes fieri & sigillo Civitatis nostræ fecimus communiri. Datum Oppaviæ Anno Domini M. CCCXI. 17. Calendas Julii.

In eandem sententiam *Homagium Civitatis Lubeschiensis*, Nos Joannes Judex Scabini, atque Universitas Civitatis Lubeschiensis recognoscimus publicè profitentes. Datum Oppaviæ Anno Domini M.CCCXI.16. Cal. Julii.

In simili per omnia Homagium Civitatis Jegendorff, Recognoscimus publicè confitentes &c. Datum Oppaviæ Anno Domini M. CCCXI. 16. Calendas Julii.

DCXXIII.

5. Juill. *Compromis fait & passé entre* RENAUT DE BAR *Evêque de Metz &* THIBAUT II. *Duc de Lorraine pour l'accommodement des Diferents survenus entr'eux, au sujet de* Warmerange, *de* Pariset *de* Luneville *&c. Fait le Dimanche après la Fête de St. Pierre & de St. Paul.* 1311. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 150. *Tiré des Archives de Lorraine.*]

A tous ciaulx qui ces Lettres verront & orront. Nous Jeans Cuens de Salmes, & Erars de Bar Chevalliers, Sires de Pierre-pont, Salut. Sachent tuit que sor les discors, meus nouvellement entre haus Princes & Nobles, noz chiers Signors, Monsignor Renauld de Bar par la grace de Deu Evesque de Metz, & THIEBAULT Duc de Lorraine & Marchis. Premierement de Warmeranges que nostre dit Sire li Duz, avoit fait abbattre; apres de Pariset de Lineville, de Ferry de Dombasle qui avoit pris de biens Wylelm de Rambervilliers, des peinnes & des prisons que on tenoit pris d'une part & d'autre au jour que ces presentes Lettres furent faittes. Traittié est sor les articles desforsdits. Premiers, si com de Warmeranges, nous en devons estre creu pour terminer & mettre à fin celuy contens, & dure nostre pooir juke à la Feste Nostre Dame d'Auost prochiennement venant, & en doit-on faire Lettres dessors les saiels noz dits Seignors, sor la forme d'autre fois. De Pariset on doit relasir le leu de ce qu'on a pris dou sien, & apres faire de ce, ce que droit portera. On doit faire recroire ce que Ferris de Dombasle at pris doudit Wylelm; touttes peinnes & tuit prison doivent estre rendus quittes. Et dou descort qui est entre Burnequin & le Sire Jean Hennelo, se nostre Sires li Duz, ou cil qui por luy seront en vellent riens requerir à nostre dit Sieur Monsignour de Metz ou à ciaux qui por luy seront à la journée qui doit estre de cét Mardy que vient en euit jors. Je Jeans Cuens de Salmes devant dis, ay convent ke je en feray respondre Monsignour de Metz ou ciaux qui por luy seront, si avant com drois portera, de tant com il touchera Monsignour le Duc, & com il appartenra à luy de requerir de cest article. Et ay encores promis pour ledit Monsignour de Metz, de faire asseuir & de parfaire les choses devant dittes, de tant com audit Monsignour appartenra, & je li devant dis Erars Sire de Pier-pont, ai promis en semblant maniere par ledit Monsignor le Duc. En tesmoignage de laquelle choses ces Lettres sont saiellées de noz saiels. Que furent faittes l'an MCCCXI. le Dimenge apres Feste saint Pierre & saint Pol. Sellées de deux seels en cire verte à double queuë.

DXXCIV.

13. Juil. *Literæ* BOLESLAI HENRICI, *&* WLADISLAI, *atque* BERNHARDI, *nec non* HENRICI *Ducum Sileſiæ, quibus promittunt* JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi ſe terram* Oppaviæ, *ut primùm octo millia Marcharum Groſſorum Pragenſium illis ſoluta fuerint, reſignaturos. Datum Olomucii tertio Idus Julii anno* 1311. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part Speceial. Contin. I. Fortſetzung I. Abſatz III. pag. 279.]

ANNO 1311

NOS Boleslaus Henricus, & Wladislaus Dei gratiâ Duces Sileſiæ, Dominus Wratislaviæ & Legniz, unà cum Bernhardo & Henrico Ducibus Sileſiæ, Dominisque de Wartemberg Illuſtribus, Patruelibus noſtris chariſſimis. Promittimus bonâ fide, ſine doli captione nos obligantes *Excellenti ac Magnifico Principi Domino Joanni Boemiæ & Poloniæ Regi affini* noſtro chariſſimo ſuisque *hæredibus & ſucceſſoribus* legitimis, quod quandocunque nobis vel hæredibus aut ſucceſſoribus noſtris legitimis, octo millia Marcharum groſſorum, Denariorum Pragenſium, ſexaginta quatuor groſſis pro qualibet Marcha computandis ſolverit, pro quibus nobis terram Oppaviæ, prout in Literis de ſuo confectis docetur, nomine pignoris obligavit, ad requiſitionem ſui, vel cui deputaverit, ſeu quem ad hoc conſtituerit, ipſam terram Oppaviæ, cum univerſis Juribus & pertinentiis ſuis, ſicut nobis obligata eſt, ſibi reſignabimus, liberè & absque contradictione qualibet ſupradicta. Promittimus inſuper fide purâ, quod ſicut juravit & promiſit *Henricus de Bilicz Caſtellanus* dicti *Caſtri Grecz*, propè *Civitatem Oppaviam*, ſic & alii, quos in Caſtellanos itidem præfici contigerit, antequam præficiantur, ad hoc jurabunt & promittent idem Caſtrum ad manus Domini *Regis* prædicti, vel cui diſpoſuerit, poſtquam ſibi de prædicta pecuniæ ſolutione conſtiterit, absque mora ſive dispendio reſignare. Super quibus præſentes fieri & noſtris ſupradictorum *Bernhardi ac Henrici Ducum*, ſigillis fecimus communiri. *Et Nos Bernhardus & Henricus* prædicti recognoscentes nos promiſiſſe, præmiſſa & omnia ſic acta eſſe, ſigilla noſtra una cum ſigillis dictorum Ducum noſtrorum Patruelium in eorum teſtimonium appoſuimus huic Scripto. Datum *Olomuc*: Anno Domini MCCCXI. Tertio Idus Julii.

DCXXV.

24. Juill. *Venditio partis Terræ Pomeraniæ, videlicet Caſtrorum & Civitatum* Dantzik, Derſchoviæ, *atque* Szwiecæ *cum omnibus pertinentiis, per* WALDEMARUM *Marchionem Brandenburgenſem*, MAGISTRO *&* ORDINI TEUTONICORUM *pro ſumma* 10000. *Marcarum Brandenburgenſium. Actum in Curia Bredenſi in vigilia S. Jacobi anno* 1311. [JOANNIS DLUGOSSI Hiſtoria Polonica Lib. IX. col. 940.]

In nomine Domini Amen.

QUONIAM juxta verbum viri ſapientis, generatio præterit, & generatio advenit: nihil ſtabile, nihilque permanens eſt ſub Sole, ſed vanitati atque mutabilitati ſubjacent univerſa: & ne cum labentibus annis rerum magnificè geſtarum & perutiliter, pariter labatur, & aboleatur memoria, munificentias & libertates, præſertim in pias cauſas, & loca Religioſa collatas, ſcripturâ convenit perpetuari. Nos igitur Waldemarus Dei gratia Brandeburgenſis, Luſatienſis Marchio, tutorque illuſtris Joannis Marchionis Brandeburgenſis, ad univerſorum notitiam præſentium & futurorum cupimus devenire. Attendentes, quæ, quanta, & qualia virtutum, religionis, ac devotionis beneficia per Religioſos viros Chriſti milites Magiſtrum, & Fratres Ordinis Hospitalis S. Mariæ Teutonicorum Hieroſolymitanenſium Eccleſiæ Chriſti, in ſuis membris *in* Pruſſiæ partibus, maximè in plantanda extenſione fidei Chriſtianæ, ac ejusdem plantatæ defenſione, continuè impendantur: quemadmodum tam eorum ſanguis, qui pro Chriſti nomine ſigna ſuæ militiæ, proprio ſanguine rubricantes, ad Dominum emigrârunt, quam eorum vita, qui in negotio fidei adhuc fruentes ſpiritu, ſub continuâ expectatione Martirii, pro æterno gaudio, gladios & ormenta infidelium ſubire non metuunt, quodidiana facti evidentia ſatis perlucidè manifeſtat. Proinde ad brachium fortitudinis Paganorum conterendum, & ob ſalutem & prosperum atque pacificum ſtatum Chriſti fidelium terræ Pomeraniæ incolarum, de noſtrorum Conſiliariorum ſano conſilio & conſenſu ad laudem & honorem Dei, & glorioſæ Matris Virginis ejus Mariæ, & in remiſſionem noſtrorum, & progenitorum noſtrorum peccaminum, ac etiam ut præfatorum

ANNO 1311. fatorum Fratrum bonorum operum nonnihil participentur eisdem Christi militibus, quorum spes verus Deus est, videlicet Magistro & Fratribus, ac eorum Ordini, partem prædictæ terræ nostræ Pomeraniæ, videlicet Castra & Civitates Danczik, Derschoviam, atque Szwyecam, nec non omnem terram circumjacentem, quæ ad dicta Castra ab antiquo pertinebat, pro decem millibus marcarum Brandeburgensium, argenti & ponderis, purè, ritè ac rationabiliter vendidimus ac vendimus, cum Castris, Castellis, Villis, monetis, teloneis, foris, cum agris cultis, & incultis, viis & inviis, pascuis, sylvis, nemoribus, lacubus, paludibus, venationibus, piscationibus, borris, mellificiis cum omni utilitate & fructibus, quæ de dicta terra in præsenti percipi poterint in his quæ super terram humano se repræsentant conspectui, aut qui percipiendi sub terra futuro tempore apparebunt, videlicet in sale, plumbo, ferro, cupro, argento, auro, aut in cujuslibet generis metallo, quocumque nomine censeatur, & si in ea quomodolibet poterint reperiri, cum omni jure, Dominio, indicio, ac proprietate in perpetuum liberè possidendam. Quam nominatam pecuniam nobis recognoscimus esse solutam, integraliter ex toto, & ad usus nostros & inclyti Joannis Marchionis Brandeburgensis, cujus tutelam gerimus, esse conversam. Sæpedictam verò terram, præfatis Magistro & Fratribus, ac ipsorum Ordini voluntariè resignamus, ipsosque ac ipsorum Ordinem in possessionem ejusdem quietam & pacificam inducimus, cum omni pleno Dominio, & integrali libertate & proprietate: renunciantes nihilominus pro nobis, ac pro illustri Joanne Marchione Brandeburgensi superius nominato, ac pro nostris suisque successoribus & hæredibus legitimis in perpetuum omni actioni, impetitioni, defensioni, exceptioni, omnibusque privilegiis ac literis gratiam & justitiam continentibus, jam impetratis seu impetrandis, seu jam habitis vel habendis, ac omnibus quæ inposterum quocumque Jure Canonico vel Civili cautelis, contra præsens Instrumentum de facto, vel de jure possent objici vel opponi, nihil prorsus juris, Dominii, utilitatis, advocatiæ, patronatus, vel cujuslibet alterius jurisdictionis vel potestatis quocumque nomine possit appellari, nobis seu Inclyto Joanni Marchioni Brandeburgensi, & hæredibus seu successoribus nostris in omnibus contentis in parte prædictæ terræ nostræ sic venditæ retinentes: sed omnia & singula cum libertatibus ac pleno jure, proprietate, possessione, & Dominio, in prædictos Magistrum & Fratres, ac ipsorum Ordinem in perpetuum transferentes. Insuper profitemur & recognoscimus, nos sæpedictis Magistro & Fratribus, à Serenissimo nostro Domino Henrico Dei gratia Romanorum Rege semper Augusto, super hujusmodi nostro contractu confirmationis Literas impetrasse. Ut autem hæc omnia piæ donationis nostræ facta rata permaneant, & inviolabilia perpetuo tempore perseverent, præsens Scriptum super his confectum, nostri Sigilli appensione duximus roborandum. Quod etiam dictus Marchio Joannes, sui etiam sigilli patrocinio, cum ad annos ætati legitimæ deputatos pervenerit, confirmabit. Testes autem hujusmodi contractûs sunt nostri fideles, Domini, Henricus de Regestein & Ulricus de Lindow Comites, Ludolphus & Haszode Vedele, Bernardus de Ptoszek, Henricus & Fredericus de Helvensleve, Droysseco de Chrache, Henricus Heningus, & Henricus de Slegeli, Bernardus de Bruk, & Henricus de Verbin, Milites: Henricus de Gradzon Præpositus Slateto nostræ Curiæ Prothonotarius, & quàmplurimi alii, nihilominus fidei testimonio decorati. Actum & Datum in Curia Bredensi, in vigilia B. Jacobi Apostoli. Anno Domini millesimo tricentesimo undecimo.

DCXXVI.

1. Oct. CAROLI *Ungariæ Regis Diploma, quò Civitatem* Jadrensem *in Dalmatia, in propriis Libertatibus & Juribus, sibi à Prædecessoribus Ungariæ Regibus concessis, conservare promittit. Dat. 4. Idus Octobris* 1311. [JOHANN. LUCIUS de Regno Dalmatiæ, Lib. IV. pag. 195.]

CAROLUS D. G. Ung. Dal. Cro. Ramæ, Serviæ Gallic. Ludom. Cumaniæ, Bulgariæque Rex. Universis & singulis quibus expedit præsens Scriptum inspecturis sal. in omnium Salvatore. Decet Regiam Excellentiam justis precum instantiis suorum Subditorum, & fidelium animum inclinare & eisdem condescendere Regali cum favore, ut ipsorum numerus in opere fidelitatis augeatur, atque crescat, proinde ad universorum notitiam tam præsentium, quàm futurorum harum serie volumus pervenire, quod religiosus vir Stephanus Ordinis Prædicat. & Nob. vir Martinus Civis Jadr. Syndici, & Nuntii ejusdem Civitatis ad nostram accedentes præsentiam vice, & nomine Civium, ac Universitatis prædictæ Civ. à nobis cum instantia postularunt, ut prædictam Civitatem, Cives, ac Universitatem Jadren. in ipsorum libertatibus, & juribus conservare dignaremur, quæ per nostros progenitores Illustres Reges Ung. specialiter per Dominum Regem Belam ipsis datæ fuerunt, & concessæ; præterea quod Rectorem quem voluerint sibi possint assumere, vel eligere, sive ab eadem Civitate, sive fuerit de aliis partibus, qui possit eos regere secundùm consuetudinem, & libertatem ipsius Civitatis. Nos igitur volentes invigilare pro commodo, & quiete ipsorum Civium, & Universitatis nostræ antedictæ Civitatis, & nihilominus attendentes ipsorum petitionem esse justam & legitimam, prædictis eorum petitionibus annuentes, juxta ipsorum voluntatem propriis eorum libertatibus, & juribus, quæ ipsis sunt concessæ per nostros progenitores, & Illustr. Belam Regem antedictum, nec aliquis Banus pro tempore constitutus, vel ejus Officialis possit eos in aliquo causare articulo judicare, vel ad suam præsentiam trahere, in cujus rei memoriam perpetuamque sinceritatem has nostras Literas Privilegiales concessimus duplici sigilli nostri appensione, & munimine roboratas. Datum per manus discreti viri Præposit. Albens. Ecclesiæ, Aulæ nostræ Vicecanc. dilecti & fidelis nostri 4. Idus Octobris Anno Domini 1311. Regni nostri similiter XI.

DCXXVII.

Testament de THIBAUT II. *Duc de Lorraine & Marchis, contenant ses Legs à diverses personnes & autres Dispositions. Fait au mois d'Avril la Vigile de St. Marc, l'an* 1312. Avec *son* CODICILE *daté de la Vigile de Sainte Croix au mois de Mai* 1312. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 150. *Extrait des Archives de Nancy.*] 1312. 24. Avr.

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

JE THIBAUS Dus & Marchis de Loraigne, fais mon testament en mon boin sens & en ma bonne memoire, en la forme & en la maniere que cy apres vient; Premierement je veul que mes dettes soient paiés & mi tort fait amendé, & se mie venoit avant qui peut monstrer raisonnablement que j'en eusse riens dou sien, je veul qui li soit rendu. Item, je donne as Chanoines de saint Dié apres mon decés le four & le molin que j'ay fait & acquetté en la ville de saint Dié, qui siet de les la maison le Prevost Conin, qui fut amené cen que li Chanoine faicent chanter pour mi chacun jour à tousjours. Item, je donne as Chanoines de d'Arney cent & cinquante livres de petits tournois, à panre chacun an en la saline de Roulieres, & veul qu'il pregnent la somme dessus dite tant que mes hoirs les auront asenné cent livres de terre au petit tournois à tousiours. Item, je donne à Sire Jean mon Chappellain, quarante livres de petis tournois, & à Mahuet mon Clerc trente livres de petis tournois. Item, je donne à Jacquemin le Barbier en guerdon dou service qui m'a fait, la maison de Portesen toute ensi comme elle est, & les vaignaiges & toutes autres apendises, en quel leu qu'elles soient, & se mes hoirs voloit avoir la maison de Portesen je veul que mes hoirs le asenne entre tant vaillant, & li doniſt cent livres de fors pour la maison. Item, je donne à Jehan de la Chambre dix livres de toullois, à Piereſen de la Chambre dix livres de toullois, à Thomasin de la Chambre dix livres de toullois, à Piereſen de la Paneterie vingt livres de toullois, à Broucadet dix livres de toullois. Item, à nostre Dame de Vauvert dix livres de petis tournois, à nostre Dame de saint Dié vingt sous de tournois, à saint Difiier de Derouille dix sous de tournois, à nostre Dame de Merauville dix sous de petis tournois, à saint Souplice de Rimini dix sous de tournois, à saint Thiebault en Ausars vingt livres de petis tournois, au Convent de Neuf-Chastel & as Cordelieres de celuy leu, à chacun Convent vingt livres de toullois, au Convent as freres Preschours de Toul trente livres de toullois, as freres Menus de ce

ANNO 1312. mesme leu vingt livres de toullois, au Convent des freres Prechours de Mes, quarante livres de toullois, as Precereſſes de Nancey trente livres de toullois, as Precereſſes & à Cordelieres de Mes, à chacun Convent dix livres de toullois, as freres Prechours de Verdun vingt livres de toullois, as freres Menus de ce meisme leu dix livres de toullois, à l'Abbaye Roufenville quarante livres de petis tournois pour acheter quarante ſoudés de cens pour faire chacun an un anniverſaire pour my. Item, je veul que freres Ferris de Luneville Maiſtres de dinité, preigne trois cens & ſiſſante livres de petis tournois & qu'il les doigne pour Deu dedans ma terre, à ſaint Nicolas du Port vingt ſous. Item, je veul con rende à l'Abbé de Chaumouſſey & au Convent les damaiges que jeu li ai fait, en deſtruant le molin qu'il avoit à Art ſur la riviere de Meur. Item, jou eſlis ma ſepulture à Beapré, & ſe leur doins cinq cens livres de petis tournois, & mes pallefrois & mon let pour faire une Chapelerie pour chanter chacun jour une Meſſe pour l'ame de mi & de mes anciſeurs. Je veul que Thiebaus de Hay & tout mi autres hoſte ſoien bien paiet. Je rappelle tous autres Teſtamens, & veul que cis ſoit tenus fermement. Item, je fais & eſtablis mes enſecuteurs de ce preſent Teſtament MAHEU mon fils, Monſignour Henry de Bayon, l'Abbé de Beaupré, qui qui onques ſoit Abbés à Chelni, Dans frere Ferris Maiſtre de dennité, & frere Nicole de Pringney, & veul tantoſt apres mon decet qui ſoit tantoſt fait enſemble, ſaiſi & tenant de tous mes meubles, de tous mes joiaus, de tous mes vaiſelement d'or & d'argent & de toute ma Chapelle quel part que tint: ſi bien que les deſſus nomei ſoient pour faire & pour accomplir mon Teſtament. Apres je veul que ſe deus de mes enſecuteurs ou li trois eſtoient empechié ou ne vauſiſens aller avant pour faire l'eſſecution de mon Teſtament. Je veul que li dui puiſſent faire l'eſſecution ſans nul debat, & s'il avoit discort entre mes eſſecuteurs ne doutances en clauſes de mon Teſtament, je veul que frere Ferris de Luneville deſſus només les puiſſe accorder, & que ce qu'il dirait ſoit tenus. Item, je veul que mi eſſecuteurs me faiſſent faire une excpulture de cent livres de tournois. Item, je veul que tantoſt apres mon decés, que mi executeur tuit enſemble & cil qui ſeroient preſent, ſoient ſaiſi & tenant Danville & dou Chaſtelet, & de toutes les rentes des tailles & de toutes les apendiſes en quel maniere que ce ſoit, pour faire & pour accomplir mon Teſtament, & ſe mes hoirs empaechoit la ſaiſine ne l'eſſecution de mon Teſtament, je le més ſour le peril de l'ame de li, & que Dieus li puiſt demander au jour du jugement enſi com à cheluy qui maureroit failli de foy & de promeſſe. Apres je veul que tout ce qui mi eſſecuteur où li dui ou li trois d'aus despandront en plaidier ou en pourchaſſier mon Teſtament, qu'il les preignent ſus Enville & les appendiſes toutes, & les tailles & les rentes, & que tuit enſemble ou li dui ou li trois ſoient adés ſaiſi & tenant d'Ainville & de toutes les choſes deſſus dites, tant mes Teſtamens ſoient tous fais & accomplis entierement, & ſe uns de mes hoirs ou autres metoit à raiſon mes eſſecuteurs ou aucuns d'eus de rendre comte des biens qu'ils aueroient recheu de par moy, ou par la raiſon de mon Teſtament, ne pour la choiſon dou Teſtament mon pere, je veus que il en ſoient creu par l'our ſimple parolle ſans autre ſerment à faire & veul encor que mi eſſecuteur accompliſſent le Teſtament mon pere le Duc FERRY & le Teſtament mon oncle lou Comte RENAUT de Chaſtres, la Comteſſe de Montbelliart CATHERINE que fuit, & lou Teſtament Monſeignour JEAN de Toul qui fuit en la forme & en la maniere qu'il eſt contenu eu Teſtament mon pere le Duc FERRY, & veul que mi eſſecuteur tantoſt apres mon decet tuit enſemble & cil qui preſent ſeroient, que les autres qui ne ſeroient preſent ſoient tantoſt ſaiſi & tenant pour toutes ces choſes à faire de tous les biens meubles & non meubles, enſi que mes pere li Dus FERRY l'ait ordené en ſon Teſtament, & ſe uns de mes hoirs empeschoit nulles de ces choſes deſſus dites ne des Teſtamens deſſus nommés, j'en deſcharge l'arme de mi & le met ſour le peril de l'arme de celi ou de ceaux de mes hoirs qui metront debat ne empeschement. Et prie & requier l'Evesque de Toul qui ſeroit à cheluy tans qu'à la proiere & en la requeſte de l'un de mes eſſecuteurs ou de deus, qu'il mette le tierre de cheluy ou de ceaus de mes hoirs en entredit, qui empescheront ou empescheroient les eſſecutions des devans dis Teſtamens. Et s'il advenoit choſe que mes hoirs ou mi hoir par leurs ſerment offriſent à mes eſſecuteurs qui feroiont & accompliroient mon Teſtament lealment & les autres deſſus nommés, enſi com il eſt contenu en Teſtament mon pere le Duc FERRY, mais qu'il ſoient ſaiſi des biens meubles & non meubles que je diviſſe en mon Teſtament, je veul que mi eſſecuteurs ne ſi puiſſent conſentir ne donner droit à mon hoir ou à mes hoirs, de cen faire, & ſe mes hoirs ou mi hoir leur faiſoient force & pernoient les biens deſſus nommeis ſoient meubles ou non meubles, je veul que li uns de mes eſſecuteurs ou li dui requirent le Eveque de Toul qui ſeroit qui mette la tierre en entredit, & j'en prie l'Evesque de Toul qui eſt tenus à deffendre les Teſtamens de ſon Eveschié qui le faice auſt que li uns de mes eſſecuteurs ou li dui le requerront. Item, je donne encore à la Haice dix livres de toullois, au petit Barbier dix livres toullois, à Lanequim de la porte cent ſaus de toullois, & pour ceu que toutes ces choſes deſſus diviſées & ordenées ſoient fermes & eſtables, Je THIEBAUS Dus de Loherenne & Marchis, ai mis mon ſaiel en ce preſent mien Teſtament. Et nous Jehans par la patience de Dieu Abbé de Bouſouville, à la priere & à la requeſte de Noble Prinche & honorable noſtre chier Signeur THIEBAUT Duc & Marchis de Loherenne, avons mis noſtre ſaiel avec les ſon grant ſeel en ce preſent Teſtament, qui fut fait l'an de grace noſtre Signour mil trois cens & douze, ou mois d'Avril la Vigile ſaint Marc l'Evangeliſte, ſeellées de deux ſeels en cire verde ſur doubles queües.

ANNO 1312.

Codicille du Duc THIEBAULD II. *tiré des mesmes Archives.*

NOS THIEBAUS par la grace de Dieu, Dus & Marchis de Loherenne, en noſtre bon ſens & en noſtre bonne memoire, & en la preſence de bonnes gens; C'eſt à ſçavoir Maiſtre Ferry de Leuendre, MAHEU mon fils, & Maiſtre Othe de Bouxieres, Phellepin de Roſieres, Pierreſon de la Chambre, & pluſors autres, as fait ordenemens & eſtabliſſemens que toutes les mauvaiſes Coſtumes qui eſtoient eſlevées en mon tans fuſſent rappellées & miſes à niant, especiaument que tuit cil de ma Duchié lor tailles & lor rentes paaiſſent deſoronavant en monnoie corſable de noſtre Duchié, apres que li jugement des Chevaliers ſoit tenus & gardés ſi comme il fit jusques à tant mon pere, & que li uns ou li dui ne puiſſent mettre lor jugement en la bouche dou Duc qui ſeray: Apres je wel que uns vaillans hons ſoit pris par la volanté de mes exſecutors qui aille outre mer pour larme de mi & de mon pere le Duc FERRY. Et li douront mi exſecutors quatre cens libvres de petis tournois, apres que tuit li arirage dautruy que j'ay enclos en mon Parc do Nancey & Dainville ſoient rendu & nos autres arirages de la Duchié. Et nos THIEBAUS Dus deſſus nommés, volons & eſtabliſſons tant com nos poons, que cette preſente Lettres ne puiſſe caſſier ne blecier noſtre Testament, ne en tout ne en partie, en quelque meniere ſe ſoit. Et prions & requerons noſtre hoir en foy & en amiſté, qu'il tanquet fermement cette preſente Lettre auſi bien comme noſtre Teſtament, & auvec noſtre Teſtament. Ce fu fait l'an de grace mil trois cens & douze ans, le Vigile de ſainte Croix ou mois de May, ſeelées d'un grand ſeau de cire verde, ſur double queüe.

DCXXVIII.

Inveſtiture faite à AME' LE GRAND *Comte de Savoye, du Comté de Savoye, des Duchez de Chablais & d'Aouſte, du Marquiſat d'Italie, & des Seigneuries de Baugé, & de Coligny, par l'Empereur* HENRI VII. *Fait à Piſe, le* II. *de Juin* 1313. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 137.]

1313. II. Juin. L'EMPEREUR. SAVOYE.

HENRICUS ſeptimus Divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ad perpetuam rei memoriam. Cum nos ante ſusceptionem Imperialis Coronæ Rex Romanorum extitimus, attendentes præcelſa fidelitatis merita *Illuſtris & ſpectabilis Viri Amedei Sabaudiæ, Comitis Principis, & affinis noſtri cariſſimi*, quibus ſe nobis, & Imperio gratum & fructuoſum reddere procurabat, ſicut, & poſtmodum continuo reddidit, & ad præſens inceſſanter reddit ipſum *Amedeum Comitem Sabaudiæ, Ducem Chablaſii, & Vallis Auguſtæ Marchionem in Italia, & Dominum Baugiaci & Coloniaci, affinem & fidelem noſtrum cariſſimum* recipientem pro ſe, & hæredibus ſuis Sabaudiæ Comitibus

ANNO 1313. bus de qua noſtra donatione & traditione eundem Amedeum inveſtierimus in Civitate Aſtenſi, & traditionem fecerimus, in præſentia Reverendi in Chriſto Patris Domini Arnaldi Sanctæ Mariæ in Porticu Diaconi Cardinalis in partibus Italiæ, Domini Summi Pontificis generalis Legati, nec non, & venerabilium Caſſonis Mediolanenſis Archiepiscopi, Henrici Tridentini Cancellarii noſtri, Girardi Baſilienſis Epiſcoporum Principum noſtrorum, & Nobilium Virorum Manfredi Marchionis Salutiarum, Hugonis & Guidonis Delphini Fratrum, Illuſtris Lupoldi Ducis Auſtriæ, Philippi de Sabaudia, Aymari de Poitiers, Gratonis de Clayriaco, Aymari de Bellovidere, Petri Domini Alti villarii, Girardi dicti Guespa de Varax, Guillermi de Briardo, & Henrici de Septimo militis, ac Magiſtrorum Henrici de Peretulo, Anthonii de Bargis, & Petri de Claromonte Jurisperitorum, ac bonæ memoriæ quondam Theobaldi Leodienſis Conſanguinei, & Aymonis Gebennarum Epiſcoporum, nec non quondam Valerani de Luxemburgo Germani noſtri, & plurium aliorum fide dignorum teſtium, ad præmiſſa vocatorum & rogatorum, in Principatum cum Septro Regali, ipſumque Amedeum Sabaudiæ Principem conſtituerimus, & creaverimus, eidemque Amedeo Sabaudiæ ultra honorem, & dignitatem, & nomen Comitis & Comitatus, nomen, honorem, & dignitatem atque adminiſtrationem nec non Principis, & Principatus privilegia pleniſſime largientes, & inſuper ipſum Amedeum recipientes, ut ſupra inveſtierimus, tanquam verum & legitimum Principem & Comitem Sabaudiæ, Ducem Chablaſii & Vallis Auguſtæ Marchionem in Italia, Dominum Baugiaci, & Coloniaci cum Septro Regali quod in manu noſtra tenebamus in feudum nobile, antiquum, & Paternum de omnibus his, & ſingulis Baroniis, Civitatibus, Caſtris, Villis, meris, & mixtis Imperiis, & Jurisdictionibus quibuſlibet, Regaliis, Pedagiis antiquis & conſuetis, & aliis quibuscumque rebus corporalibus quæ & quas ipſe Comes tenet & poſſidet, vel quaſi per ſe vel per alium, vel alius ab ipſo in præſenti, & etiam de hiis de quibus Prædeceſſores noſtros Imperatores vel Reges Roman. quæ non ſunt de feudo aliquarum Eccleſ. in prædictis Baroniis, & earum pertinentiis, & qualibet ipſarum & in aliqua alia parte titulo feudi, vel alio inveſtiti ſunt. Et etiam de his aliis & ſingulis quocunque nomine ſeu vocabulo nuncupatis in augmentum jam dictorum feudorum quæ ad nos, & Imperium pertinebant in prædictis, & quolibet prædictorum vel pertinere debebant, tanquam commiſſa ſeu eſcheyta, vel aperta, vel qualicumque alia vacatione rationes & defenſiones pro prædictis habendis, tenendis, & poſſidendis eidem Amedeo utiles, & neceſſarias ex cauſa prædicta cedentes, ipſumque, & vaſſallum noſtrum Procuratorem in ipſis actionibus & defenſionibus conſtituentes, ipſeque Amedeus pro prædictis nobis osculo Pacis interveniente tactis ſacro-ſanctis Evangeliis fidelitatem juravit, & omnia capitula quæ in forma fidelitatis nova, & veteri continentur, dictusque Amedeus poſtquam Deo autore Diadema Imperiale ſuscepimus, nobis humiliter duxerit ſupplicandum, ut easdem inveſtituras, & conceſſiones præmiſſas, quas eidem & Roman. Rex fecimus, ut Roman. Imperator eidem faceremus, & jus etiam, ſi non haberet, conſtitueremus eidem. Nos ejusdem justis ſupplicationibus annuentes, de uberiori gratia celſitudinis noſtræ, eidem Amedeo, ſuis exigentibus meritis complacere curantes ipſas inveſtituras, conceſſiones, & omnia, & ſingula ſupra dicta, quæ nos, ut Rex Roman. profitemur feciſſe, ut Roman. Imperator Dei gratia ex certa ſcientia ratificamus, & approbamus, innovamus & de novo facimus, ut melius & verius poſſumus ad utilitatem dicti Amedei, & hæredum ſuorum, nonobſtante eidem Amedeo jure aliquo, quod in prædictis petere, exigere vel requirere poſſet aliquis natus ex progenie, vel cognatione Comitum Sabaudiæ, nam quoad illos jus eidem Comiti & hæredibus ſuis ex certa ſcientia ſtatuimus in prædictis, & volentes in ipſum Amedeum utile Dominium prædictorum in feudum ut ſupra conceſſorum transferre, ſalvo ſemper & reſervato nobis, & ſucceſſoribus noſtris directo Dominio & alta Signoria tanquam Domino ſuperiori omnium & ſingulorum præmiſſorum, tam corporalium quàm incorporalium, & omnibus juribus, honoribus & ſervitiis nobis competentibus, tanquam Domino Superiori conſtituimus nos naturalem poſſeſſionem, & quaſi ipſarum rerum ut ſupra conceſſarum, quas non poſſidet, vel quaſi nomine ipſius Amedei, & hæredum ſuorum poſſidere & quaſi donec poſſeſſionem, & quaſi acceperit quam accipere poſſit quandocumque de ſua proceſſerit voluntate ſecundum inveſtituram ſupra ſcriptam, adjicientes quod per hanc noſtram Inveſtituram & conceſſionem, non intendimus in his quæ dictus Amedeus non poſſidet per ſe vel per alium juri alterius derogare. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc noſtræ ratificationis, approbationis, innovationis de novo conceſſionis paginam infringere vel ei aliquo auſu temerario contraire. Siquis autem hoc attentare præſumpſerit, gravem indignationem noſtram, & pœnam mille librarum auri puri, medietatem Cameræ noſtræ, reliquam vero paſſo injuriam perſolvendam ſe noverit incurſurum. Hujus autem rei teſtes ſunt venerabiles Oddo Piſanus, & Porchetus Januenſis Archiepiscopi, Principes, & Conſiliarii noſtri, Henricus de Spanheim Conſanguineus noſter, Magiſtri Joannes de Vuscinga utriusque juris Doctor, & Stephanetus de Sancto Geminiano Juris Civilis Profeſſor, Aulæ noſtræ Judices, Simon Philippi de Realibus de Piſtorio miles, & Camerarius noſter, & quam plures alii fide digni, & fideles noſtri dilecti. Signum Domini Henrici Septimi Romanorum Imperatoris Invictiſſimi. Datum Piſis ſub bulla noſtra aurea, tertio idus Junii, Indictione undecima, anno Domini milleſimo tercenteſimo decimo tertio, Regni noſtri anno quinto, Imperii verò primo. Ego Frater Henricus Tridentinus Episcopus, ſacræ Imperialis Aulæ Cancellarius vice Domini Henrici Colonienſis Archiepiscopi, ſacri Romani Imperii per Italiam Archicancellarii recognovi.

ANNO 1313.

SUPLEMENT

Pour la I. Partie du I. Tome.

ANNO 802. 26. Avr.

I.

Diploma CAROLI *M. Imperatoris quo* S. LUDGERO *libertatem Ecclesiæ & Cœnobii* Werthinæ *condendi concedit, eique ad hoc perficiendum fiscum in Pago* Brabant, Lothusa *vocatum, donat. Datum Wormatiæ* VI. *Cal. Maji Anno* 802. [TESCHENMACHERI Annales Cliv. Jul. Mont. &c. in adjecto Codice Diplomat. p. 51.]

IN Nomine Sanctæ Individuæ Trinitatis, Carolus divina donante Clementia Imperator Augustus; Si Sacerdotum ac servorum petitionibus, quas nobis pro necessitatibus suis infinuaverunt, aurem accommodamus, & ad effectum perducimus, non solum Regiam & Imperialem consuetudinem exercemus, verum etiam æternæ retributionis præmia nobis profutura non dubitamus. Comperiat itaque omnium fidelium nostrorum, præsentium scilicet, & futurorum industria, qualiter b. m. Ludgerus Mimigerdefordensis Episcopus postulavit Celsitudinem nostram, ut cum licentia, & auxilio pietatis nostræ sibi liceret in propria sua hæreditate in pago Ruricho, in loco, qui dicitur Werthina, super fluvium Ruræ in Sylva Wenneswalt, Ecclesiam ædificare in honorem S. Salvatoris, & S. Mariæ Virginis, nec non S. S. Reliquiarum, quas ab Apostolico Papa de Roma transtulit, & si facultas daretur, quandóque Monasterium ædificare, & Monachos se velle congregare, manifestissime testificatus est. Cujus rationabili & justæ petitioni libentissime assentimus, imperantes, ut eadem Ecclesia in nostram tuitionem susceptà, & non solum ea, quæ moderno tempore, verum etiam, quæ postmodum a fidelibus Dei collata fuerint, firmius ac solidius possidere absque ullius injusta valeat infestatione, ad perficiendum autem in eodem loco Monasterium & ad congregandum Cœnobium, suggerente sæpe dicto fideli nostro Episcopo, ad easdem reliquias proprias res nostras, id est, fiscum nostrum, qui vocatur Lothusa, in pago Brabant, cum omni integritate in proprietatem donamus, & in perpetuum perdurare Deo præstante jubemus, cum omnibus ad se pertinentibus Terris, & Sylvis, Mansis, & Mancipiis, aquis, & pratis, ædificiis, cultis, & incultis, Imperiali more, ad sæpe dictas reliquias, quæ in WERTHINA venerantur, Jure Hæreditario præstamus, & condonamus, & ut hæc auctoritatis nostræ robore futuris temporibus, Deo protegente, inconvulsa maneant, manu nostra subter firmamus, & annuli nostri impressione signari jussimus.

(L. S.)

Signum Domini CAROLI *Serenissimi Imperatoris Augusti.* HILDEGRINUS *Notarius ad vicem* ALUCCINI, *Archicapellani recognovi, data* VI. *Cal. Maji Anno incarnat. Domini* DCCCII. *Anno autem Regni ejus* XXXIIII. *& in Italia* XXVII. *Imperii vero* III. *Indictione* X. *Actum Wormatiæ in Dei Nomine.*

II.

1097. *Epistola* BOEMUNDI ROBERTI GUISCARDI *Filii*, RAYMUNDI *Comitis S. Ægidii*, GODEFRIDI *Ducis*, & HUGONIS *Magni, ad universos Christi Fideles, de Pace cum Imperatore inita, & Victoria in Paganos reportata.* [Thesaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 272. *Ex MS. S. Albini Andegavensis.*]

BOEMUNDUS, filius RODBERTI, atque RAYMUNDUS Comes Sancti Ægidii, simulque GODEFREDUS Dux, atque HUGO Magnus, majoribus & minoribus totius Orbis fidei Catholicæ cultoribus vitam adipisci perpetuam. ANNO 1079.

Ut notum sit omnibus, qualiter inter nos & Imperatorem facta sit Pax, & quomodo in terra Saracenorum nobis postquàm illic venimus evenit, dirigimus ad vos hunc nostrum Legatum, qui omnia quæ apud nos facta sunt vobis per ordinem diligenter edisserat. Primum dictum est quòd Imperator, medio mense Maio, dedit nobis fiducias atque securitatem cum juramento dandi etiam nobis obsides, scilicet Nepotem suum atque Generum suum, adjungensque in his, quòd nemini peregrinorum sancti Sepulchri contumeliam amplius se inferre conaretur. Posteà misit protopatronum suum per omnem terram suam, dirigens eum usque ad Durátium, jussitque ut aliquem peregrinum tangere in malo nemo ausus esset: quòd si quis hoc infringeret, suspendii pœnam ilicò dignè subiret. Quid plùra? modò revertamur ad ea quibus maximo gaudio vestra repleti debeant corda. In finem verò mensis Maii prælium fieri cum Turcis stabilivimus. Illos autem, Deo gratias, devicimus. Ex illis autem procul dubio triginta millia mortui sunt. Ex nostris verò tria millia in pace defuncti sunt, qui sine ulla dubitatione vitâ gloriantur æternâ. Ibi certè innumerabiliter copia auri & argenti, atque pretiosarum vestium, necnon & armorum, nos omnes recuperavimus. Nicæam quoque ingentem Civitatem virtute forti comprehendimus, & ultra eam, Castra & Civitates per decem dietas adquisivimus. Post hæc autem apud Antiochiam magnum bellum fecimus, quod multùm viriliter devicimus, adeo quòd ex eis septuaginta millia occisi sunt; ex nostris verò decem millia in pace defuncti sunt. Quis tale gaudium vidit? *sive enim vivimus, sive morimur, Domini sumus.* Ad hæc pro certo sciatis Regem Persarum in festivitate omnium Sanctorum nobis prælium se peracturum mandasse, asserens quòd si nos devicerit, nullatenus cum Rege Babyloniæ, aliorumque plurimorum Regum paganorum super Christianos venire cessabitur; porrò si perdiderit, se, omnesque quos adjungere poterit, Christianos futuros esse spopondit: unde vos omnes valde precamur, ut inde jejunia ac eleemosynas, missasque cum devotione assiduè faciatis. Specialiter tertium diem ante Festum, qui est dies Veneris, in quo, triumphante Christo, prælium potenter commissuri sumus, devotè cum multis orationibus & eleemosynis adjuvetis. Valete.

III.

Conventio inter HENRICUM I. *Regem Angliæ* & ROBERTUM *Comitem Flandriæ; per quam, pro Feodo* 400. *Marcarum per Annum, dictus Comes tenetur mittere* 1000. *Milites in servitium Regis Angliæ. Dat. apud Douram* VI°. *Idus Martii Anno* 1101. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 4.] 1101. 10. Mars.

CONventio inter Henricum Regem Anglorum, & Robertum Comitem Flandriæ, facta & scripta apud Douram, VI°. Idus Martii, præsentibus, ex parte Regis ——— nien' Episcopo, & Willielmo Giffard Cancellario, & Rotberto Comite de Mellend, & Rotberto Hamonis filio, & ———
Et ex parte Comitis Roberti, ——— & Adelardo Cononis filio, & Baldwino de Colhem, & Frotoaldo de Insula.

2. Robertus Comes Flandrensis, fide & sacramento assecuravit Regi Henrico, vitam suam & membra quæ corpori suo pertinent, & captionem corporis sui, ne Rex eam habeat ad dampnum suum: Et quod juvabit eum, ad tenendum & defendendum Regnum Angliæ, contra omnes qui vivere & mori possint, Salva fidelitate Philippi Regis Francorum. Ita quod, si Rex Philippus Regnum Angliæ invadere voluerit, Comes Ro-

ANNO 1097. bertus, si poterit, Regem Philippum remanere faciet; & quæret, quocunque modo poterit, consilio & precibus per fidem, absque malo ingenio, sine datione pecuniæ, ut remaneat. Et si Rex Philippus in Angliam venerit, & Robertum Comitem secum adduxerit, Comes Robertus tam parvam fortitudinem hominum secum adducet, quam minorem poterit; ita tamen, ne inde feodum suum, erga Regem Franciæ, forisfaciat.

3. Et, ante necessitatem, infra 40 dies postquam Comes Robertus, ex parte Regis Legato vel Literis, summonitus fuerit, Comes prædictus mille equites habebit ad Portus suos, paratos transfretare in Angliam in auxilium Regis Henrici, quam citius poterit.

4. Et Rex inveniet eis naves & mittet eas vel ad Graveringas, vel ad Witsant. Et tot naves mittet, quod sufficiant tot militibus, ita ut unusquisque habeat tres equos. Ita tamen, quod si Rex Henricus has naves simul una vice non miserit, Milites remanentes de mille, expectabunt ad Portum, ab illa die, qua naves cum Militibus de Portu exibunt, usque ad totum unum mensem, nisi infra ipsum mensem, ipsi transirent. Et naves istas salvas faciet Robertus Comes, de omnibus hominibus suis, & omnibus aliis, de quibus eas salvare poterit, eundo, morando, & redeundo.

5. Et postquam prædicti Milites in Anglia erunt, fiducias facient Regi Henrico, vel Legato ejus, si requisiti fuerint, de hoc, quod, quamdiu in itinere illo, in Anglia erunt, ad proficuum Regis Henrici erunt; & non quærent, quomodo ipse perdat terram, vel hominem, sed juvabunt eum, per fidem, ad tenendum & defendendum Regnum Angliæ, contra omnes homines.

6. Et si aliqua alia gens super Regem in Angliam venerit, si Comes Robertus, ex parte Regis, ut prædiximus, summonitus fuerit, infra prædictum terminum, & ante necessitatem, ipse Comes cum mille Militibus in Angliam veniet; si non remanserit propter monstrabilem sui corporis infirmitatem, vel terræ suæ amissionem, vel Philippi Regis Francorum expeditionis summonitionem vel propter Imperatoris Romani expeditionis summonitionem, per totam Terram suam, si ipse Comes Robertus tunc temporis ibi sit; quæ prædictæ summonitiones, propter hoc inventæ sint, & sine malo ingenio.

7. Et si aliquis Comes Angliæ, vel alii homines illius Terræ Regi bosiaverint, ita quod Rex Comitatum, vel valens Comitatum amiserit, Robertus Comes, cum mille Militibus in Angliam, in auxilium Regis veniet, nisi pro aliqua harum quatuor exoniarum remanserit: Et si Comes, propter hoc, remanserit, mille Milites in Angliam, in auxilium Regis, ut supra diximus, mittet.

8. Et si per summonitionem Regis, plus quam mille Milites adduxerit, quot supra mille adduxerit, de tot erit quietus, in proximo sequenti servitio.

9. Quod si de mille Militibus, defuerint 20, vel 40, vel usque ad centum, propter hoc Comes non amittet conventionem suam erga Regem, si postquam ex parte Regis summonitus fuerit infra 40 dies perficiet numerum.

10. Et homines, qui ad Henricum Regem venient, quietè & salvè venient per terram & portus Comitis R. quicunque sint, vel undecunque veniant: Nec naves defendentur eis, si eas convenienter conducere voluerint; Excepta terra Comitis Eustachii.

11. Et hominibus terræ Comitis R. qui, in servitium Regis Angliæ, venire voluerint, non denegabit Comes licentiam; &, si venerint, propter hoc non amittent terram, nec Feodum, nec Conventionem aliquam, quam habeant de Comite.

12. Et si Comes R. vel sui homines, in Angliam in auxilium Regis venerint, quamdiu in Anglia fuerint, erunt ad victum Regis; & Rex reddet eis perdita eorum, facta in Anglia, sicut mos est reddere familiæ suæ.

13. Et quamdiu illa necessitas duraverit, erunt cum Rege fideliter; & finita necessitate, permittet eos Rex redire, & inveniet eis naves, & Comiti eas salvas cum hominibus & pecunia remittet.

14. Et inimici Regis, qui sibi werram, vel per terram, vel per mare facient, fiduciam non habebunt in Comite, nec receptacula in terra sua, quæ Comes R. defendere vel auferre eis possit; Excepta terra Comitis Eustachii.

15. Et si quis hominum Comitis R. Regi Henrico vel hominibus ejus forisfecerit, & rectitudinem pro Comite R. Regi Henrico, vel hominibus ejus facere noluerit, in Comite vel hominibus ejus fiduciam non habebit, nisi consensu Regis, Excepto Comite Eustachii.

16. Et si Rex Henricus Comitem R. in Normanniam, vel Maniam, in auxilio, secum habere voluerit, & eum inde summonuerit, ipse Comes illuc ibit & Regem Henricum per fidem juvabit, sicut suum amicum, & Dominum de quo Feodum tenet: Nec dimittet quin eat, donec Rex Franc' judicari faciat Comiti Rotberto, quod non debeat juvare Dominum, & amicum suum Regem Angliæ, cujus Feodum tenet: Et hoc per pares suos qui cum jure judicare debent. ANNO 1097.

17. Et istas summonitiones Comes R. nullatenus diffugiet: Nec illi, qui hanc summonitionem facient, malum habebunt per Comitem R. vel per aliquem hominem, de quo eos Comes R. defendere possit.

18. Quod si Rex Henricus Comitem R. in Normannia secum in auxilio habere voluerit, & eum Literis vel Legatis suis summonuerit, Comes R. ad eum cum mille Militibus veniet; qui postquam in Normannia fuerint, octo diebus prioribus erunt ad victum Comitis R. & si Rex eos diutius retinere voluerit, aliis octo diebus morabuntur cum Rege; & Rex in his ultimis octo diebus victum eis præbebit, & perdita horum octo dierum eis restaurabit, sicut mos est reddi familiæ suæ.

19. Et si illo tempore, Rex Philippus super Regem Henricum in Normannia intraverit, Comes R. ad Philippum ibit cum decem Militibus tantum, & alii prædicti Milites remanebunt cum Rege, in servitio & fidelitate sua.

20. Ipse vero Comes R. veniet ad Regem Henricum in Normanniam, sicut prædictum; & nisi remanserit, propter apparentem sui corporis infirmitatem, vel terræ suæ amissionem, aut suam expeditionem, vel Regis Francorum, vel Imperatoris Romani expeditionem, sicut supra scriptum. Et si propter hoc remanserit, mille Milites in Normanniam, ad servitium Regis mittet.

21. Et si Rex in Mania eum habere secum voluerit, ipse ibit cum 500 Militibus semel in Anno, & erunt in familia Regis per unum integrum mensem in Mania (si Rex eam tamdiu retinere voluerit) ad victum Regis: & ad perdita reddenda, sicut mos est familiæ Regis. Et hoc idem faciet eis Rex, ex quo intrabunt in Normanniam, ad eundum in Maniam.

22. Quod si Comes R. per summonitionem Regis Henrici, plusquam mille Milites in Normanniam, vel plures quam quingentos in Maniam duxerit vel miserit, quot supra mille in Normanniam, vel supra quingentos in Maniam duxerit vel miserit, de tot erit quietus in proximo sequenti servitio, horum duorum servitiorum, Normanniæ & Maniæ. Quodcunque R. Comes Regi Henrico semel in Anno fecerit, propter hoc quietus erit de altero servitio in illo eodem Anno; nisi gratia amicitiæ fecerit.

23. Et si Comes R. in expeditione fuerit, quando hanc summonitionem habuerit, post reditum de expeditione habebit respectum, usque ad finitas tres hebdomadas; & eundem respectum habebit, si summonitus fuerit infra proximos octo dies post reditum de expeditione. Et si infirmus fuerit, habebit respectum mittendi Milites usque ad finitos 15 dies.

24. Et, pro istis Conventionibus attendendis, dabit Comes R. Regi Henrico istos obsides, Rotbertum de Bettuna, pro 100 Marcis ——— pro 100 Marcis. ——— pro 100 Marcis. ——— Brugis, pro 100 Marcis. ——— pro 100 Marcis. ——— de Bergis, pro 100 Marcis. Amalricum Constabularium, pro 100 Marcis. Adelardum filium Cononis, pro 100 Marcis. ——— Baldwinum Castellanum ——— pro 100 Marcis. ——— Mars, pro 100 Marcis. Hugon de Albinneio, pro 100 Marcis. ——— Castellanum de ——— sel, pro 100 Marcis. ———

25. Et de istis duodecem obsidibus, debent 6 eorum conducere prædictos Milites, in servitium Regis Henrici, si Comes R. defuerit propter aliquam prædictarum exoniarum.

26. Et si 6 de obsidibus non fuerint ad conducendum, duo, ad minus de eis, illos conducent, & quatuor de Baronibus Comitis, loco illorum quatuor qui defuerint, æquè valentes ad servitium Regis.

27. Et isti prædicti duodecem obsides tali conditione sunt obsides; si Comes R. de prædictis Conventionibus exierit, & ipsi eum, infra tres quarentenas, reconciliare Regi non poterint, quod unusquisque, ex prædictis obsidibus, dabit Regi 100 Marcas argenti; & facient infra tres quarentenas, vel in captione Regis se ponent pro prædictis Marcis argenti. Et Rex ab eis non plus exiget, quam quod prædictum est: & ponent se in captione, in turri London, vel in alio loco, ubi Rex eos libere possit retinere ad proficuum suum.

28. Et si aliquis ex illis obsidibus, mortuus fuerit, vel a fidelitate Comitis, aut a terra sua recesserit, Comes alium

alium æquivalentem in loco ejus, ad summationem
ANNO Regis, restaurabit.
1097. 29. Et si, dum obsides jam dictam pecuniam Regi miserint, eis in Anglia ablata sit ab hominibus, quos Rex constringere possit, quieti erunt. Et si in mari eam perdiderint, habebunt respectum per 40 dies, ad restaurandam pecuniam.

30. Rex vero assecuravit Comiti Rotberto vitam suam, & membra quæ corpori suo pertinent, & captionem corporis sui, ne Comes eam habeat ad dampnum suum; & quod non erit ei in ——— quamdiu Comes R. prædictas Conventiones Regi tenuerit.

31. Et propter prædictas Conventiones, & prædictum servitium, dabit Rex Henricus Comiti Rotberto unoquoque Anno, 400 Marcas argenti, in Feodo ——— Festo primo sancti Michaelis ——— 200 in nativitate Domini. Et si prædicta pecunia in prædictis terminis tota persoluta non fuerit infra 40 dies, postquam Comes eum inde summonuerit, per Legatum suum, Rex persolvet ei, sine læsione Conventionis.

32. Ad tenendum istas Conventiones, dedit Rex Henricus Comiti R. subscriptos obsides: Rotbert. fil. ——— pro 100. M. ——— pro 100 M. ——— Rog. Denonant, pro 100 M. Hug. Mammot, pro 100 M. Man—lem—arsie —— pro 100 M. ——— pro 100 M. ——— wer, pro 100. M. ——— ug de Bello Campo, pro 100. M. Isti tali conditione sunt obsides erga Comitem, quali conditione Comitis obsides sunt. Et omnes obsides communiter assecuraverunt, quod non diffugient summonitionem; & quod summonitores securi erunt ab eis, & ab omnibus aliis, quos prohibere poterunt a nocumento ipsorum.

IV.

1101. 7. Mai. *Conventio inter* HENRICUM I. *Regem Angliæ & ROBERTUM Comitem Flandriæ, qua dictus Comes Regi 500 militum auxilium promittit, Rex vero dicto Comiti quotannis 400 Marcas argenti solvere pollicetur. Dat. apud Douram 16. Kal. Junii* 1101. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 1.]

CONventio inter Henricum Regem Anglorum & Robertum Comitem Flandriæ, facta & scripta apud Douram XVI^to Kal. Junii, præsentibus, ex parte Regis, Roberto Lincolniensi Episcopo, & Johanne Baiocensi Capellano, & Comite Eustachio, & Roberto de Belismo, & Willielmo de Warenna, & Gisleberto de Aquila, & Hamone Dapifero, & Ranulpho Mesclino, & Gisleberto filio Richardi: Et ex parte Comitis Roberti, Roberto de Bettuna, & Willielmo Castellano de Bruegis, & Froaldo de Berghes, & Rogero Castellano de Insula.

2. Robertus Comes Flandriæ Fide & Sacramento assecuravit Regi Henrico vitam suam, & membra quæ corpori suo pertinent, & captionem corporis sui, ne Rex eam habeat ad dampnum suum; & quod juvabit eum, ad tenendum & ad defendendum Regnum Angliæ, contra omnes homines, qui vivere & mori possint; Salva fidelitate Lodovici Regis Francorum. Ita quod, si Rex Lodovicus Regnum Angliæ invadere voluerit, Comes Robertus, si poterit, Regem Lodovicum remanere faciet; & quæret, quocunque modo poterit, consilio & precibus, per fidem, absque malo ingenio, sine datione pecuniæ, ut remaneat.

3. Et si Rex Lodovicus in Angliam venerit, & Robertum Comitem secum adduxerit, Comes Robertus tam parvam fortitudinem hominum secum adducet, quam minorem poterit; ita tamen, ne inde feodum suum erga Regem Franciæ forisfaciat.

4. Et, ante necessitatem, infra 40 dies, postquam Comes Robertus ex parte Regis Legato vel Literis summonitus fuerit, Comes prædictus quingentos equites habebit ad Portus suos paratos transfretare in Angliam, in auxilium Regis Henrici, quam citius poterit; & Rex inveniet eis naves, & mittet eas vel ad Gravelingas vel ad Widsant; & tot naves mittet, quot sufficiant tot Militibus transfretandis, sic ut unusquisque habeat tres equos: ita tamen quod si Rex Henricus has naves simul una vice non miserit, Milites remanentes de 500 expectabunt ad Portum, ab illa die, qua naves cum Militibus de Portu exibunt, usque ad totum mensem, nisi infra mensem ipsum transierint, & naves istas salvas faciet Robertus Comes de omnibus hominibus suis, & de omnibus aliis, à quibus eas salvare poterit, eundo, morando & redeundo. ANNO 1101.

5. Et postquam prædicti Milites in Anglia erunt, fiducias facient Regi Henrico, vel Legato ejus, si requisiti fuerint, quod, quam diu in itinere illo in Anglia erunt, ad proficuum Regis Henrici erunt; & non quærent quo modo ipse perdat terram, vel hominem; sed juvabunt eum, per fidem, ad tenendum & defendendum Regnum Angliæ, contra omnes homines.

6. Et si quæ alia Gens super Regem in Angliam venerit, si Comes Robertus, ex parte Regis, ut prædiximus, summonitus fuerit; infra prædictum terminum, & ante necessitatem, ipse Comes, cum 500 Militibus, in Angliam veniet: Si non remanserit propter monstrabilem sui corporis infirmitatem, vel terræ suæ amissionem, vel Lodovici Regis Francorum expeditionis summonitionem, vel propter Imperatoris Romani summonitionem, per totam terram suam, si ipse Comes Robertus tunc temporis ibi sit; Quæ prædictæ summonitiones propter hoc inventæ non sint, sine malo ingenio.

7. Et si aliquis Comes Angliæ, vel alii homines ejusdem terræ bosiaverint, ita quod Rex Comitatum vel valens Comitatum amiserit, Comes R. cum 500 Militibus in Angliam, in auxilium Regis, veniet, nisi pro aliquo horum quatuor exoniorum remanserit: Et si Comes propter hoc remanserit, 500 Milites in Angliam, in auxilium Regis, ut supra diximus, mittet.

8. Et si, per summonitionem Regis, plusquam 500 Milites adduxerit, quot supra 500 adduxerit, de tot erit quietus in proximo sequenti servitio. Quod si ex 500 Militibus defuerint 10. vel 20. vel usque ad 50. propter hoc Comes non perdet Conventionem suam erga Regem; Si, postquam, ex parte Regis, summonitus fuerit, infra 40. dies perficiet numerum.

9. Et homines, qui ad Henricum Regem venient, quietè & salvè venient, per terram & portus Comitis Roberti, quicunque ipsi sint, vel undicunque veniant; nec naves defendentur eis si eas convenienter conducere voluerint. Et hominibus terræ Comitis Roberti, qui servitium Regis Angliæ venire voluerint, non denegabit Comes licentiam; Et si venerint, propter hoc non amittent terram, nec feodum, nec conventionem aliquam quam habeant de Comite.

10. Et si Comes Robertus, vel sui homines, in auxilium Regis venerint, quam diu in Anglia fuerint, erunt ad victum Regis, & Rex reddet eis perdita eorum facta in Anglia, sicut mos est reddere familiæ suæ. Et quamdiu illa necessitas duraverit, erunt cum Rege fideliter; & finita necessitate, permittet eos Rex redire; & inveniet eis naves, & Comiti eas salvas, cum hominibus & pecunia, remittet.

11. Et Inimici Regis, qui sibi werram, vel per terram, vel per mare facient, fiduciam non habebunt in Comite, nec receptacula in terra sua, quæ Comes Robertus defendere vel auferre eis posset.

12. Et, si quis hominum Comitis Roberti, Regi Henrico, vel hominibus ejus forisfecerit, & rectitudinem pro Comite Roberto Regi Henrico; vel hominibus ejus, facere noluerit; in Comite, vel hominibus ejus fiduciam non habebit, nisi consensu Regis.

13. Et si Rex Henricus Comitem Robertum in Normannia, vel Cenomania, in auxilio secum habere voluerit, & eum inde summonuerit, ipse Comes illuc ibit, & Regem Henricum per fidem juvabit, sicut suum amicum & Dominum de quo feodum tenet: Nec dimittet, quin eat, donec Rex Franciæ judicari faciat Comitem Robertum, quod non debeat juvare amicum suum Regem Angliæ, cujus feodum tenet; Et hoc per pares suos, qui eum jure judicare debent.

14. Et istas summonitiones Comes Robertus nullatenus diffugiet; nec illi, qui hanc summonitionem facient, malum vel dampnum habebunt per Comitem Robertum, neque per homines, de quibus eos defendere possit.

15. Quod si Rex Comitem Robertum in Normannia secum in auxilio habere voluerit, & eum Literis vel Legatis suis summonuerit, Comes ad eum cum 500 Militibus veniet: Qui postquam in Normannia fuerint, octo diebus prioribus erunt ad victum Comitis Roberti: Et si Rex eos diutius retinere voluerit, aliis octo diebus morabuntur cum Rege; & Rex in his ultimis octo diebus victum eis præbebit, & perdita horum octo dierum eis reddet, sicut mos est reddi familiæ suæ.

16. Et si illo tempore Rex Lodovicus super Regem Henricum in Normanniam intraverit, Robertus Comes ad Lodovicum ibit cum decem Militibus tantum; & alii prædicti Milites remanebunt cum Rege Henrico, in servitio & fidelitate sua.

17. Ipse vero Comes Robertus veniet ad Regem Henri-

ANNO 1101. Henricum in Normanniam, ſicut prædictum eſt, niſi remanſerit propter apparentem ſui corporis infirmitatem; vel terræ ſuæ amiſſionem, aut ſuam expeditionem; vel Regis Francorum, vel Imperatoris Romani expeditionem, ſicut ſupra ſcriptum eſt. Et ſi propter hoc remanſerit, 500 Milites, ut prædiximus, in Normanniam ad ſervitium Regis mittet.

18. Et ſi Rex in Cenomania eum habere ſecum voluerit, ipſe ibit cum 250 Militibus ſemel in Anno; & erunt in familia Regis, per unum integrum menſem in Cenomania (ſi Rex eos tamdiu retinere voluerit) ad victum Regis, & ad perdita reddenda, ſicut mos eſt familiæ. Et hoc idem faciet eis Rex, ex quo intrabunt in Normanniam ad eundum in Cenomaniam.

19. Quod ſi Comes Robertus, per ſummonitionem Regis Henrici, plusquam 500 Milites in Normanniam, vel plusquam 250 in Cenomaniam duxerit vel miſerit; quot ſupra 500 in Normanniam, vel ſupra 250 in Cenomaniam duxerit vel miſerit, de tot erit quietus in proximo ſequenti ſervitio; Horum duorum ſervitiorum ſcil. Normanniæ vel Cenomaniæ.

20. Quodcumque Robertus Comes Regi Henrico, ſemel in anno, fecerit, pro hoc quietus erit de altero ſervitio, in illo eodem anno; Niſi gratia amicitiæ fecerit.

21. Et ſi Comes Robertus in expeditione fuerit, quando hanc ſummonitionem habere debuerit, poſt reditum de expeditione, habebit reſpectum, usque ad finitas tres Ebdomadas, & eundem reſpectum habebit, ſi ſummonitus fuerit infra proximos 8 dies, poſt reditum de expeditione. Et ſi infirmus fuerit, habebit reſpectum mittendi Milites, usque ad finitos 15 dies. ——

22. —— ſi Comes ab hac conventione exierit, & Rex eum inde ſummonuerit, afferentur hujus conventionis ſcripta Boloniam, & ibi videbuntur: ſi Comes Euſtacius tunc vixerit; vel cum Rege bene fuerit Comes Euſtachius, vel —— Regis —— ſſer ad —— deferentur ſcripta —— tam —— perfecer' ſecum

23. Si vero Robertus Comes Regem ſummonuerit, ad Douram in Anglia præfata ſcripta ferantur; ib —— —— & ille eorum, qui ſecundum ſcripta videtur alteri forisfeciſſe, infra —— —— emendabit —— —— Et conventionem ſuam, ille qui forisfecerit, & alius non erit —— o — Comitiſſa affidabit, quia, quantum poterit, Comitem in hac conventione tenebit, & in amicitia Regis, & in prædicto ſervitio fideliter. ——

24. Hujus conventionis tenendæ ex parte Comitis obſides ſunt ſubſcripti: Comes Euſtachius, Comes de Ghisnis, Robertus de Bettuna, Baldwinus de Lens, Willielmus Caſtellanus de Sancto Audomaro, Rogerus Caſtellanus de Inſula, Walterus Caſtellanus de Brugges, Froaldus de Berges, Richewardus de Furnes, Baldwinus filius Roberti de Bettuna; Hi omnes affidaverunt Regi, quod Comitem fideliter in hac conventione, & amore, & ſervitio Regis, quantum potuerint, retinebunt.

25. Quod ſi Comes ab hac conventione exierit, & ſecundum ſcripta conventionis, infra 50 dies emendare —— Com. erga Regem, liberius teſtabuntur, & veritatem inde dicent.

26. Rex vero aſſecuravit Comiti Roberto vitam ſuam, & membra quæ corpori ſuo pertinent, & captionem corporis ſui, ne Comes eam habeat ad dampnum ſuum, & quod nec —— perdat, quamdiu Comes prædictas conventiones Regi tenuerit.

27. Et propter prædictas conventiones, & prædictum ſervitium, dabit Rex Henricus Comiti Roberto, unoquoque anno, 400 Marcas Argenti, in feodo. Hujus autem pecuniæ —— ſi Comes eam per Legatos ſuos requiſierit; Quod ſi Rex in prædicto termino totam pecuniam non reddiderit, poſtquam Comes eum inde ſummonuerit, per Legatum ſuum, Rex infra 40 dies perſolvet, & ſine læſione conventionis —— —— dabuntur Comiti, & —— Marcæ Comitiſſæ; ita tamen, quod ſi Comitiſſa deceſſerit, tota pecunia Comiti perſolvetur.

28. Hujus autem conventionis tenendæ, ex parte Regis, obſides ſunt ſubſcripti, Comes Euſtacius, Comes Manaſſes de Chisnes, Robertus de Belismo, Ranulphus Meſchines, Giſl. de Aquila, Henricus Comes de Auco, Rogerus filius Richardi, Willielmus Comes de Warenna, Simon de Molinis. Et iſti tali conditione ſunt obſides erga Com. quali conditione Comitis obſides ſunt ——

29. Et omnes aſſecuraverunt, quod non diffugient ſummonitionem; & quod ſummonitores ſecuri erunt ab eis, & ab omnibus quos prohibere poterint a nocumento ipſorum. ANNO 1101.

V.

Privileges de l'Empereur HENRI IV. *pour la Seigneurie de* Tanviller, *du 15 Avril* 1104. [BALICOURT, Traité Hiſt. & Critiq. ſur l'Origine & la Généal. de la Maiſon de Lorraine. Aux Preuves, pag. 1.] 1104. 15. Avr.

FERDINANDUS divinâ favente clementiâ Romanorum Rex ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex; Infans Hiſpaniarum, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, &c. Dux Lucemburgiæ, ac ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Wirtembergæ & Teken, Princeps Sueviæ, Comes Hapsburgi, Tirolis, Ferretis, Kiburgi, Landgravius Alſatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, &c. Notum manifeſtumque præſentes Literas inſpecturis facimus, quòd datâ præſentium, hodiernâ die nobilis Joannes de Wittringen, Illuſtris Principis Duce Lotharingiæ, Patruelis noſtri, Cameræ à Secretis & Conſiliarius, poſtquam nos nonnullas Literas originales in Ærario noſtro reconditas detinere novit, concernentes Dominium *Tanviller*, quod quidem ipſe ab Illuſtri Domino Anthonio Conſanguineo noſtro Duce Lotharingiæ, piæ memoriæ tenet, obnixe ſuplicavit, ut præmemoratarum originalium Literarum tranſumptum vel *Vidimus* de vero originali impartiremur ac communicaremus, quod hisce ingruente neceſſitate uti & frui poſſit, & ex gratia ſpeciali, & vi poteſtatis datæ per Sacri Imperii Fideles nobis placeat confirmare, ratificare, corroborare, approbare, & homologare iſtas dictas Literas & Privilegia in eis contenta. Nos itaque juſtæ tuæ requiſitioni & petitioni annuentes, Cancellariis Cameræ ſerio mandavimus, ut verum tranſumptum vel *Vidimus* de vero originali ſub (a) noſtro ſigillo majori appenſione munitum traderent & communicarent: quod tranſumptum, poſt veram, certam & geminam inſpectionem & notitiam originalium Literarum, quod ad literas, ſcripturam, membranam, ſigillum, & omnia alia requiſita iſtarum purè, fideliter, omni ſimulatione, machinatione, falſitate & dolo remotis, de verbo ad verbum cum vero originali legi curavimus, & conſonantes adinvenimus, quas homologare & approbare per has volumus & intelligimus, quemadmodum hujusmodi Literarum tenor de verbo ad verbum ſequitur & eſt talis. *In Nomine ſanctæ & individuæ Trinitatis*, HENRICUS divinâ favente gratiâ Quartus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, &c. Poſteaquam Nobiles de Halſtat, noſtri & Imperii fideles, obnixè nobis ſupplicarent, quòd juſtè & vero titulo detineant & poſſideant Dominium quoddam cognominatum *Tanviller*, ſitum in valle Obrechſtaal, inhabitatoribus vero iſtius Dominii nimis grave ac arduum foret ibidem commorari, ſi non prærogativâ quadam aut Privilegiis quibusdam decorati per nos exiſterent, cum annexis nonnullis articulis in Supplicatione nobis exhibita expreſſis, &c. Quamobrem maturo conſilio, ſanâ quoque Principum Electorum & aliorum noſtrorum & Imp. ſacri fidelium dilectorum accedente ſententiâ, animo recenſentes fidelia, grata atque utilia ſtudia & obſequia; quæ ipſi nobis multa cum laude per plures annos multifariam præſtiterunt, & in poſterum quoque ſubire & impendere poſſunt & debent: quod ex ſpeciali gratia hæredibus detentoris, conſortis & poſſeſſoribus Dominii *Tanviller* conceſſimus, eosque hoc Privilegio decoravimus, damus & concedimus ſi contingat Nobiles de Halſtat ibidem ædes extruere, & nonnunquam illas inhabitare, uti prætendunt..... Ut poſſit Flumen fluens in dicto Territorio immune facere, & omnibus iſtius uſum interdicere, & etiam uſum quarumcumque ſilvarum ſuarum. Et poſſit omnes quoscumque voluerit impedire ne piscantur in dicto Flumine, vel gregem nullarum beſtiarum in ſuis ſilvis ducant: Nec ob id tamen volumus ut ſui & habitatores dicti Territorii poſſint impediri quin eorum greges & beſtiæ pascantur & ducantur per totam iſtam vallem. Permiſſum eſt quoque illi conſtruere columbarium in dicto Territorio: Nolentes ut aliquis poſſit ſurripere vel occidere illius dicti columbarii aliquas columbas, vel detrimentum aliquod adferre; & ſi aliquis de iſto facto accuſatus fuerit & convictus, ſive extra vel intra Territorium, damus ei poteſtatem puniendi eum, & affici quacumque pœnâ voluerit,

(a) *Il ſemble qu'il faudroit*, noſtri ſigilli majoris.

ANNO 1104. voluerit, infractoresque istarum justionum exulamus, & exules declaramus à nostro Imperio, primoque occupanti concedimus & damus illorum bona tamquam vacantia; perque has præsentes Literas nostras dicto à *Tanviller* contulimus, dedimus & concessimus collationem, & omnimodam dispositionem Capellaniæ, sub titulo & invocatione sancti Jacobi Apostoli, sitæ, fundatæ & erectæ in *Tanviller*, cum suis annexis, & illius Capellaniæ proventus, redditus, decimas, jura & obvenientia recipiendum: Omnibus nostris Subditis inhibentes, ut nullum dedicationis Ecclesiæ festum cum tymbalis aut fistulis aliisve instrumentis muficis, neque ludis publicis undique in valle fervent, tantummodo in *Tanviller* per octavam, & post. Et ut pagus de *Tanviller* multiplicetur, & gentibus abundet, concessum fuit recipere sub sua potestate omnes gentes cujuscumque qualitatis aut nationis. Quibus gentibus per nostram istam damus plenam potestatem frequentandi per omnia fora sacri Imperii nostri, & Patriæ hereditariæ, & quamcumque Provinciam..... Damus & concedimus quoque amplam authoritatem & facultatem, quod prædicti de Halstat, Hæredes & Successores possint & valeant per totam vallem cum canibus, leporibus insidiari. Item, quòd per totam nostram vallem, ipsi, & Successores illorum, in loco ipsis ad hoc commodissimo, quadringentas oves & totidem oviculas pascere & nutrire valeant & possint, quæ prædictæ oves, cæteraque animalia omnia, nulla numero excepta, victum & pastum quærere possunt ad terminos singulorum adjacentium Territoriorum per totam vallem desuper usque ad montem nomine *den alten Urtemberg*. Insuper eadem authoritate concedimus & elargimur, ut ligna ad victum & necessarium quotidianum usum ad comburendum, de monte nomine *Berenberg*, & *Ungersberg*, sibi comparare possit. Itidem in nostra sublimi silva appellata *der hoch Schwartzevald*, ligna ad extruendas ædes & alia ædificia comparanda concedimus, ut nihil illis penitus desit. Præterea in silvis quæ spectant ad Præfecturam *Berenstein*, Dilectus noster Episcopus Burghardus concessit & dedit prænominatis Nobilibus & Successoribus, authoritatem & potestatem hodiernâ die, ut ligna ad comburendum & ad ædificandum, & ad cuncta necessaria cedere possint. Item quòd sues & porcos in prædicto loco *Berenberg* glandibus pascere valeant. Nos quoque ipsos, & Dominia ipsorum, uxores, liberos, familiam, bona tam mobilia quam immobilia, Subditos, & ad nostram fidem, clientelam, tutelam & patrocinium suscipimus. Ad hæc authoritatem damus & concedimus, quòd tempore belli in omnibus Imperii Civitatibus, Arcibus, Opidis, sive Villis, se continere; Item in comparandis victualibus, annonâ, vino, frumento, carnibus, sale, calce, lateribus, præ omnibus cæteris & Imperii nostri Subditis promoveantur & foveantur. Postremò mandamus omnibus nostris, & Imperii Præfectis, quatenus prædictos in tutelam recipiant & patrocinium, defendant, & prohibeant ne factis verbisve graventur aut obruantur; & si qui contra illos quid attentare præsumpserint, huic malo obvient, non secus ac si ipsimet præsentes essemus; & hoc volumus & mandamus serio, sub pœnâ decem marcarum puri auri, pro medietate, fisco nostro Imperiali, altera vero pars præfatis de Halstat aut possessoribus Dominii *Tanviller*, injuriam passis cujuscumque statûs aut existimationis sint, usibus applicandam. Concessum est hoc Privilegium inviolabiliter ex requisitione nostrorum & Imperii Principum Electorum, in præsentia Conradi filii nostri primogeniti, Burghardi Episcopi Argentinensis, Richeri Episcopi Virtunensis, Ducis Saxoniæ, Sigifridi Comitis Palatini ad Rhenum, GUILLELMI DUCIS LOTHARINGIÆ. In fidem & testimonium prædictorum presentes Literas sigilli nostri appensione communiri fecimus. Datum & actum Argentinæ, 15. Aprilis, Indictione septimâ, anno Incarnationis Domini millesimo centesimo quarto, anno Imperii nono. Alteræ Literæ correspondent & consonant in omnibus penitus his, & sicut per Maximilianum Imperatorem divæ memoriæ, ad requisitionem strenui & nobilis Viri Joannis ab Halstat, Equitis Aurati, concessæ & confirmatæ. Actum & datum proximâ die die Martii, post festum sancti Jacobi Apostoli, anno millesimo quingentesimo decimo octavo, regnante Divo Maximiliano Imperatore, ejusdem trigesimo tertio. In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium præmissorum. Et quod hæ duæ Literæ, justè, purè, fideliter, omni simulatione, inadimatione, falsitate & dolo remotis, ex vero indubitato originali consonantes cum hoc transumpto conscriptæ sint, hoc *Vidimus* & transumptum sigilli nostri appensione munivimus. Actum & datum in nostra Regia Arce Pragen, die septimâ mensis Februarii, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo. Regnorum nostrorum Romani quarto, aliorum verò octavo. *Scellé du grand Sceau avec cire rouge sur blanche: & sur le repli à gauche est écrit:* Ad mandatum sacræ Regiæ Majestatis proprium. *Signé*, Jo. MAIUS *avec paraffe, & au dos de ladite Patente au milieu, est écrit:* Registrata ROSENBERG, *avec paraffe.*

ANNO 1104.

VI.

Conventio inter STEPHANUM *Regem Angliæ &* (1) HENRICUM *Ducem Normanniæ, qua Rex Ducem hunc Successorem & Hæredem Regni Angliæ declarat. Dat. apud Westmonasterium Anno* 1153. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. I. pag. 13.] 1153.

STEPHANUS Rex Angliæ Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Comitibus, Justiciariis, Vicecomitibus, Baronibus, & omnibus Fidelibus suis Angliæ salutem.

Sciatis quod ego Rex Stephanus Henricum Ducem Normanniæ post me Successorem Regni Angliæ & Hæredem meum jure Hæreditario constitui, & hic ei & Hæredibus suis Regnum Angliæ donavi & confirmavi.

Dnx vero, propter hunc honorem, & donationem, & confirmationem sibi a me factam, homagium mihi & sacramento securitatem fecit; scilicet quod fidelis mihi erit, & vitam & honorem meum pro suo posse custodiet per Conventiones inter nos prælocutas, quæ in hac Carta continentur.

Ego etiam securitatem sacramento Duci feci quod vitam & honorem ei pro posse meo custodiam, & sicut Filium & Hæredem meum in omnibus, in quibus potero, eum manutenebo, & custodiam contra omnes quos potero.

Willielmus autem filius meus homagium & securitatem Duci Normanniæ fecit, & Dux ei concessit ad tenendum de se omnes terras quas ego tenui, antequam Regnum Angliæ adeptus essem, sive in Anglia, sive in Normannia, sive in aliis locis; & quicquid cum filia Warenniæ Comitis accepit, sive in Anglia, sive in Normannia; & quicquid ad honores illos pertinet; & de omnibus Terris, Villis, & Burgis, & redditibus, quos Dux in Dominio suo inde nunc habet, & nominatim de illis quæ pertinent ad honorem Comitis Warenniæ, Willielmum filium meum & homines illius, qui de honore illo sunt, plenarie sayfiet, & nominatim de Castello de Belencumbre, & Castro mortui Maris; ita scilicet, quod Reginaldus de Warennia, Castrum de Belencumbre, & Castrum mortui Maris custodiet, si voluerit, & dabit inde Duci obsides: Si vero noluerit, alii de Ligiis hominibus Comitis Warenniæ, quos Dux voluerit, similiter per salvos obsides & salvam custodiam eadem Castra custodient.

Alia vero Castra, quæ pertinent ad Comitem Moretoniæ, Dux ei reddet ad voluntatem meam, cum poterit per salvam custodiam & per salvos obsides: Ita quod omnes obsides reddantur filio meo quiete quando Dux Regnum Angliæ habebit.

Incrementum etiam quod ego Willielmo filio meo dedi, ipse Dux ei concessit, Castra, scilicet, & Villas de Norwico cum septingentis libratis terræ, ita quod redditus de Norwico infra illas septingentas libratas computetur; & totum Comitatum de Northfolk, præter illa quæ pertinent ad Ecclesias, & Prælatos, & Abbates, & Comites, & nominatim præter tertium denarium, unde Hugo Bygotus est Comes (salva & reservata in omnibus regali justitia.)

Item, ad roborandum gratiam meam & dilectionem, dedit ei Dux, & concessit omnia quæ Richerus de Aquila habebat de honore Peveneselli. Et præter hæc Castra & Villas Peveneselli & servitium faramusi, præter Castra & Villas de Dovre, & quod ad honorem de Dovre pertinet Ecclesiam de Fauresham cum pertinentiis suis Dux confirmavit, & alia aliis Ecclesiis a me data vel reddita consilio sanctæ Ecclesiæ & meo confirmabit.

Comites & Barones Ducis, qui homines mei nunquam fuerunt, pro honore, quem Domino suo feci, homagium & sacramentum mihi fecerunt, salvis Conventionibus inter me & Ducem factis; cæteri vero qui antea

(1) Il étoit Fils de *Mathilde*, fille de *Henri* I. Roi d'Angleterre; Elle avoit été mariée à *Godefroi* Comte d'Anjou.

ANNO 1153. antea homagium mihi fecerant, fidelitatem michi fecerunt ſicut Domino.

Et ſi Dux a præmiſſis recederit omnino a ſervitio ejus ipſi ceſſarent quousque errata corrigeret; filius meus etiam, ſecundum conſilium ſanctæ Eccleſiæ, ſe inde contineret ſi Dux a prædictis recederet.

Comites etiam & Barones mei ligium homagium Duci fecerunt, ſalva mea fidelitate quamdiu vixero & Regnum tenuero, ſimili lege quod ſi ego a prædictis recederem omnino a ſervitio meo ceſſarent quousque errata corrigerem.

Cives etiam Civitatum, & homines Caſtrorum, quæ in Dominio meo habebo, ex præcepto meo homagium & ſecuritatem Duci fecerunt, ſalva fidelitate mea quamdiu vixero & Regnum tenuero; illi autem qui Caſtrum Walyngford cuſtodiunt homagium michi fecerunt, & dederunt michi obſides de fidelitate michi ſervanda.

Ego vero de Caſtris & murationibus meis ſecuritatem talem Duci, conſilio ſanctæ Eccleſiæ, feci, ne Dux, me decedente, per hoc dampnum aut impedimentum Regni incurrat.

Etiam Turris Londonienſis Richardo de Luceio, & mota Windeſores conſilio ſanctæ Eccleſiæ ad cuſtodiendum traditæ ſunt; Ricardus autem de Luceio juravit in manu Archiepiſcopi, & in cuſtodia filium ſuum obſidem dedit, quod poſt meum diſceſſum Caſtra prædicta Duci redderet.

Similiter conſilio ſanctæ Eccleſiæ Rogerus de Luceio motam de Oxoneford, & Jordanus de Buſelo firmitatem Lincolniæ cuſtodiunt, & ligii homines Ducis ſunt, & juraverunt, & obſides inde dederunt in manu Archiepiſcopi, quod ſi ego decederem Duci munitiones ſine impedimento redderent.

Epiſcopus Wintonienſis in manu Archiepiſcopi Cantuarienſis, coram Epiſcopis affidavit quod, ſi ego decederem, Caſtrum Wintoniæ, & munitionem Hamptoniæ Duci redderet.

Quod ſi aliquis eorum, quibus munitionum cuſtodia commiſſa fuerat, moreretur, aut a cuſtodia ſibi deputata recederet, conſilio ſanctæ Eccleſiæ alius cuſtos ibi ſtatueretur, priusquam ille recederet.

Si vero hiis, qui meas munitiones cuſtodiunt, contumax vel Rebellis extiterit, de Caſtris „ſcilicet quæ ad Coronam pertinent, communi concilio ego & Dux nos inde continebimus, quousque ad voluntatem utriusque noſtrum cogatur ſatisfacere.

Archiepiſcopi, Epiſcopi, atque Abbates de Regno Angliæ, ex præcepto meo, fidelitatem ſacramento Duci fecerunt.

Illi quoque, qui in Regno Angliæ Epiſcopi deinceps fient, vel Abbates, idem facient.

Archiepiſcopi vero & Epiſcopi, ab utraque parte, in manu ceperunt, quod ſi quis noſtrum a prædictis Conventionibus recederet tamdiu eum cum Eccleſiaſtica Juſtitia cohercebunt, quousque errata corrigat, & ad prædictam Pactionem obſervandam redeat.

Pater etiam Ducis, & ejus Uxor, & Fratres ipſius Ducis, & omnes ſui, quos in hac applicare poterit, hæc aſſecurabunt.

In negotiis autem Regni ego conſilio Ducis operabor.

Ego vero in toto Regno Angliæ, tam in parte Ducis quam in parte mea, Juſticiam exercebo regalem.

Teſtibus hiis omnibus,

Theobaldo Archiepiſcopo.
Henrico Wintonienſi Epiſcopo.
Roberto Exonienſi Epiſcopo.
Roberto Bathonienſi Epiſcopo.
Gocelino Salesburienſi Epiſcopo.
Roberto Lincolnienſi Epiſcopo.
Hilarico Ciceſtrenſi Epiſcopo.
Willielmo Norwicenſi Epiſcopo.
Richardo London. Epiſcopo.
Nigello Elyenſi Epiſcopo.
Gyleberto Hardefordenſi Epiſcopo.
Johanne Wygornenſi Epiſcopo.
Galfrido de S. Aſaph Epiſcopo.
Roberto Priore Bermundeſeye.
Otun Milite Templi.
Willielmo Comite Ciceſtrenſi.
Roberto Comite Leyceſtrenſi.
Willielmo Comite Glouceſtrenſi.
Raynaldo Comite Cornvalliæ.
Baldewino de Donyngton.
Rogero Harfordiæ.
Hugone Bigoto.
Patricio Salysberienſi.
Willielmo de Alba Marla.
Albrico Comite.
Richardo de Luceio.
Willielmo Martel.
Richardo de Humez.
Reginaldo de Warennia.
Manaſe Biſet.
Johanne de Port.
Richardo de Camavilla.
Henrico de Eſtexe.

ANNO 1153

apud Weſtmonaſterium.

VII.

Litteræ ADRIANI IV. *Papæ ad* HENRICUM II. *Regem Angliæ, quibus illi poteſtatem concedit Inſulam* Hiberniæ *ſibi ſubjiciendi, ſub conditione ſolvendi annuatim unius denarii pro ſingulis domibus.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 15.] 1154

ADRIANUS Epiſcopus, ſervus ſervorum Dei, cariſſimo in Chriſto filio illuſtri Anglorum Regi ſalutem, & Apoſtolicam Benedictionem. Laudabiliter ſatis & fructuoſe de glorioſo nomine propagando in terris & æternæ felicitatis præmio cumulando in cælis, tua magnificentia cogitat, dum ad dilatandos Eccleſiæ terminos, ad declarandum indoctis & rudibus Populis Chriſtianæ fidei veritatem, & vitiorum plantaria de Agro Dominico extirpanda ſicut Catholicus Princeps intendis, & ad id convenientius exequendum conſilium Apoſtolicæ Sedis exigis & favorem. In quo facto, quanto altiori conſilio, & majori discretione procedes, tanto in eo feliciorem progreſſum te, præſtante Domino, confidimus habiturum, eo quod ad bonum exitum ſemper & finem ſoleant attingere quæ de ardore fidei & religionis amore principium acceperunt.

Sane Hiberniam & omnes Inſulas quibus Sol juſtitiæ Chriſtus illuxit, & quæ documenta Fidei Chriſtianæ receperunt, ad jus beati Petri & ſacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ, (quod tua etiam Nobilitas recognoscit) non eſt dubium pertinere, unde tanto in eis libentius plantationem fidei fidelem & germen Deo gratum inſerimus, quanto id a nobis interno examini diſtrictius proſpicimus exigendum.

Significaſti ſiquidem nobis, fili in Chriſto kariſſime, te Hyberniæ Inſulam, ad ſubdendum illum Populum Legibus, & vitiorum plantaria inde extirpanda, velle intrare, *& de ſingulis domibus Annuam unius denarii beato Petro velle ſolvere penſionem*, & jura Eccleſiarum illius terræ illibata & integra conſervare; nos itaque, pium & laudabile deſiderium tuum favore congruo proſequentes, & petitioni tuæ benignum impendentes aſſenſum, gratum & acceptum habemus, ut, pro dilatandis Eccleſiæ terminis, pro vitiorum reſtringendo decurſu, pro corrigendis moribus & virtutibus inſerendis, pro Chriſtianæ Religionis augmento, Inſulam illam ingrediaris; & quæ ad honorem Dei & ſalutem illius ſpectaverint exequaris; & illius terræ populus honorifice te recipiat; & ſicut Dominum veneretur (*jure nimirum Eccleſiarum illibato & integro permanente, & ſalva beato Petro, & ſacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ de ſingulis domibus annua unius denarii penſione.*)

Si ergo, quod concepiſti animo, effectu duxeris proſequente complendum, ſtude gentem illam bonis moribus informare, & agas, tam per te, quam per illos quos ad hoc fide, verbo, & vita idoneos eſſe perſpexeris, ut decoretur ibi Eccleſia, plantetur & crescat Fidei Chriſtianæ Religio, & quæ ad honorem Dei & ſalutem pertinent animarum taliter ordinentur, ut & a Deo ſempiternæ mercedis cumulum conſequi mereari, & in terris glorioſum nomen valeas in ſeculis optinere.

VIII.

Conventio inter HENRICUM II. *Regem Angliæ &* HUMBERTUM *Comitem Mauriannæ ſuper Matrimonio inter* JOHANNEM *Filium dicti Regis &* AALEM *Filiam Comitis contracto. Anno* 1173. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 33.] 1173

1. QUum in dubium venit, quod a memoria recedit repertum eſt, in rei geſtæ, teſtimonium, perhennis reſcripti remedium.

2. No-

ANNO 1173.

2. Noverit igitur tam prior ætas quam futura posteritas, quod Humbertus Comes Maurienſis & Marchio Italiæ concedit totum Comitatum ſuum & omnes alias Terras ſuas, quascunque habet vel deinceps adquiſierit, Johanni, Filio Henrici, illuſtriſſimi Regis Angliæ, cum Filia ſua primogenita, Aalis nomine, ſi Filium ex Uxore ſua non habuerit.

3. Si vero Filium legitimum ſuſceperit, concedit eis in perpetuum, & Hæredibus eorum, Ruffillum cum toto Mandato ſuo, ſive pertinentiis ſuis omnibus.

4. Concedit ſimiliter eis & Hæredibus eorum Perecaſtel cum omnibus pertinentiis ſuis: & præterea totum Comitatum Belicenſem, ſicut eum habet illis concedit.

5. Donat etiam ei totam vallem Novaleſiæ, Camberiacum quoque cum omnibus pertinentiis ſuis, Aiz, Asperum Montem, Rochetam, Montem Majorem, Cameram cum Burgo & toto Mandato. Iſta omnia, cum omnibus pertinentiis ſuis, eis incontinenti citra Montes concedit in perpetuum.

6. Ultra Montes quoque, illis & eorum Hæredibus donat & concedit in perpetuum, Taurinum totum cum omnibus pertinentiis ſuis; Cavoroth, Colegium cum omnibus pertinentiis ſuis; & omnia Feuda quæ tenent de ipſo Comites de Canaveis, & eorum ſervitia & fidelitates.

7. In Com. quoque de Caſtroamunt ſimiliter Feuda fidelitatis & ſervitia.

8 In Valle Auguſtenſi conced't eis Caſtellionium in perpetuum, contra omnes homines, quod de illo tenet Vicecomes Auguſte.

9. Hæc omnia præfatus Comes concedit prædicto Filio Regis Angliæ in perpetuum cum Filia ſua prænominata ita libere, integre & quiete in hominibus & Civitatibus, Caſtris & aliis Munitionibus; in pratis, pascuis & molendinis, in bosco & plano, in aquis & vallibus, & Montanis & paagiis, & paſſagiis & in omnibus aliis rebus, ſicut unquam Pater ejus, aut ipſe ea melius tenuit omnia quæ ſubſcripta ſunt, aut liberius.

10. Vult etiam, jam dictus Comes, quod incontinenti, aut quandocunque placuerit Domino Regi Angliæ, quod Filio ejus fiant & præſtentur hominia & fidelitates ab omnibus hominibus ſuis, per totam terram ſuam, ſalva fidelitate ſua quamdiu terram tenebit.

11. Præterea concedit eis & Hæredibus eorum in perpetuum quicquid juris habet, in toto Comitatu Graciopolitano, & quicquid in eo adquirit vel adquirere poterit.

12. Si autem Filia ſua primogenita ſuperdicta in fata conceſſerit, quodcunque cum primogenita conceſſit illuſtriſſimi Regis Angliæ Filio, cum ſecunda Filia ſua, eadem, ſicut ſcriptum eſt, cuncta concedit.

13. Hanc præſcriptam Conventionem tenendam inter Dominum Regem Angliæ & Comitem Maurianæ juraverunt ipſe Comes Maurianæ, & Comes Gebenne, Rodolfus Alamannus, Nantelmus de Muolano, Sefredus de Alavarno, Rodulfus de Aimo, & Emericus de Brienzion, Willelmus Frater Comitis, Gocellinus de Moreſtello, Amedeus de Nangeu, Odo de Voiron, Berlio & Pontius de Frabricis, Lodoicus de Balma, Theobaldus de Vileta, Pontius & Wifredus de Cunslef, Guido de Teis, Amedeus de Toruun, Ysmido de Sancto Michaele, Odmarus Labra, Soscelinus & Ricardus de Cordum, Giroudus de Margenzai, Berlio de Monte Falcone, Engwicio de Aviano, Berlio & Torenciis de Chambel, Sofredus Gamerii, Hugo de Alviler, Uboldus de Rumille, Lodoicus de Asma, Anſelmus de Belento, Willelmus de Sidnius, Sofredus & Petrus de Sancto Geneſio, Ungrinus de Frabricis, Willelmus de Bocozel, Angelmus de Caſtellano, Umbertus Reinerii, Will. de Porta, Willelmus Eruus, Gido de Candiaco, Petrus de Arveſio, Arbertus Cornuz, Hugo de Chinis, Will. de Albuſin, Henricus de Fulcimaco, Will. de Nangeou, Emericus Vicecomes de Brierceon.

14. Omnes iſti prænominati juraverunt, quod Comes Mauricenſis hanc Conventionem firmiter ſervabit; &, ſi ab ea aliquo modo reſiliret, juraverunt quod ad vocationem Domini Regis Angliæ vel Nuncii ipſius, & etiam ſine omni vocatione, ſi Comes reſiliret, ex quo hoc ſcient, reddent ſe obſides Domino Regi in terra ſua ubicunque voluerit; & tamdiu in ſua captione morabuntur, donec Comitem ad Regis beneplacitum revocaverint, vel cum ipſo Rege, pro voluntate ipſius, compoſuerint.

15. Petrus quoque Tarentaſienſis Archiepiscopus, & Arduno Gebennenſis, & Willelmus Mauriavenſis Episcopi, & Abbas Sancti Michaelis, coram poſitis Evangeliis, de mandato Comitis firmiter promiſerint quod ad bene placitum Regis, & quando voluerit, perſonam Comitis excommunicabunt, & terram ſuam ſub interdicto ponent, ſi Comes hanc pactionem inter eos factam non ſervaverit. ANNO 1173.

16. Idem facient de perſonis hominum Comitis & terris eorum, per quos ſtabit quòd non ſervetur Pactio inter Regem & Comitem facta; & tamdiu Comitem, & eos qui pacem ſervare noluerint, & terras eorum ſub interdicto tenebunt, donec Domino Regi fuerit ſatisfactum.

17. Dominus Rex hanc fecit Conventionem & Conceſſionem præſcriptam cum Comite Maurienſi, & eam de mandato ipſius tenendam juraverunt Comes Willelmus de Mandevilla, Willelmus Comes Arunniæ, Radul. de Faa, Willelmus de Curci, Will. de Humez, Fulco Panel, Rob. de Brivecurt, Will. Mangat, Theobaldus Chabot, Will. de Munluſum, Petrus de Muncaſſon, Gaufridus Foreſtarius.

18. De cætero ſciendum eſt, quod Comes ſuam ſecundam Filiam nuptui tradere poterit, cui voluerit, ſine nimio Comitatus detrimento, poſtquam primogenita Filia ejus Filio Regis fuerit deſponſata vel per legitimam ætatem, vel per Romanæ Eccleſiæ dispenſationem.

19. Parentibus autem ſuis vel aliis, & pro ſalute animæ ſuæ, poterit de terrâ ſuâ dare, ſine multâ Comitatûs diminutione.

20. Incontinenti vero mittet Rex Comiti mille Marcas argenti; & quam citò Filiam Comitis recipiet, ad minus habebit alias mille Marcas argenti; & quicquid fuerit de 2 millibus Marcis reſiduum, recipiet Comes quando Matrimonium inter Filium Regis, & Filiam Comitis fuerit contractum per legitimam ætatem, vel Romanæ Eccleſiæ dispenſationem.

21. Si autem Dominus Rex, quòd Deus avertat, ante in fata conceſſerit, vel extra terras ſuas profectus fuerit; neque ipſe, neque ipſi, qui de mandato ſuo juraverunt, vel aliquam Comiti ſecuritatem fecerunt, tenebuntur de præſcriptâ Conventione, niſi Dominus Rex Filius Regis, & ſui.

22. In terram Regis Angliæ venerunt ex parte Comitis Maurienſis, Marchio Montis Ferrati, & Gaufridus de Plozac, & Nerilo Filius ejus, & Richardus Comitis Cancellarius, & Berlo de Camboe, & Petrus de Boret Caſtellani, & Petrus de Sancto Geneſio, & Petrus de Taurino Milites, & Gaufridus de Aqua Bella, & Rodulfus de Warci, Burgenſes, qui juraverunt, tactis ſacroſanctis Evangeliis, quod Conventionem factam inter Regem & Comitem, de Filio Regis & Filia Comitis, ſicut legitimè facta, ſcripta & intellecta ſunt, facient Comitem firmiter obſervare; & niſi eam obſervaverit juraverunt, quod ad vocationem Domini Regis vel Nuntii ipſius, & etiam ſine omni vocatione, ſi Comes reſiliret a Conventione, ex quo hoc pro certo ſcirent, ſe reddent obſides Regi in terrâ ſuâ, & tamdiu in captione ſuâ morabuntur, donec Comes ad beneplacitum Regis revocetur, vel cum Domino Rege pro voluntate ſuâ componant.

23. Juraverunt etiam prædicti Nuntii, quòd Comes Filiam ſuam ſecundam non tradet nuptui, donec ejus Filia primogenita Filio Regis Matrimonio ſit copulata, vel per legitimam ætatem, vel per Romanæ Eccleſiæ dispenſationem; niſi de conſilio & voluntate Domini Regis eam interim alii donaverit: juraverunt & illi, quod pecuniam, quam recepit vel recipiet Comes, a Domino Rege, ſi Filia Comitis, vel Filius Regis, quod abſit, fortè in fata conceſſerit, antequam Matrimonium inter eos fuerit contractum, totam reddet Regi, vel beneplacitum Regis inde faciet, vel cui Rex aſſignaverit; & prædicti juratores, donec fuerit ſoluta, ſi voluerit Rex & quando voluerit, ſe reddent ei obſides in terrâ & poteſtate ſuâ.

Juraverunt ſimiliter quod conceſſionem Umberti junioris facient, pro poſſe ſuo, habere Filio Regis Ruffilon, & Perecaſtel, & quicquid a Comite conceſſum eſt in Comitatu Belicenſi. Si forte hoc Umbertus concedere noluerit, juraverunt quod Comes dabit ei legitimum excambium ad arbitrium Abbatis de Cluſa, & Reginaldi Archidiaconi Sarum, vel aliorum legitimorum per Regem aſſignatorum, ſi illi præſentes eſſe non poſſent.

IX.

Literæ HENRICI II. *Regis Angliæ ad* ALEXANDRUM III. *Papam, quibus de Rebellione Filio-*

ANNO 1173. *Filiorum conqueritur & ipſius auxilium implorat. Anno* 1173. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 35.]

SAnctiſſimo Domino ſuo Alexandro Dei gratia Catholicæ Eccleſiæ ſummo Pontifici, H. Rex Angliæ ſalutem & devotæ ſubjectionis obſequium.

In magnorum discriminum angultiis ubi Domeſtica conſilia remedium non inveniunt eorum ſuffragia implorantur, quorum prudentiam in altioribus negotiis experientia diuturna approbavit. Longe lateque divulgata eſt Filiorum meorum malitia quos ita in exitium Patris ſpiritus iniquitatis armavit, ut gloriam reputent & triumphum Patrem perſequi; & filiales affectus in omnibus diffiteri, præveniente meorum exigentia delictorum. Ubi pleniorem voluptatem contulerat mihi Dominus, ibi gravius me flagellat; & quod ſine lacrymis non dico, contra ſanguinem meum & viscera mea cogor odium mortale concipere, & extraneos mihi quærere ſucceſſores. Illud prætereà ſub ſilentio præterire non poſſum, quòd amici mei receſſerunt a me, & Domeſtici mei quærunt animam meam. Sic enim familiarium meorum animos intoxicavit clandeſtina conjuratio, ut obſervantiæ proditoriæ conſpiratſonis univerſa poſthabebant. Malunt namque meis adhærere Filiis contra me transfugæ mendici quàm regnare mecum, & in ampliſſimis Dignitatibus præfulgere. Quoniam ergo vos extulit Deus in eminentiam officii Paſtoralis ad dandam ſcientiam ſalutis plebi ejus, licet abſens corpore, præſens tamen animo me veſtris advolvo genibus conſilium ſalutare deposcens. Veſtræ Jurisdictionis eſt Regnum Angliæ, & quantum ad feudatarii Juris obligationem, vobis duntaxat obnoxius teneor, & aſtringor. Experiatur Anglia, quid poſſit Romanus Pontifex, & quia materialibus armis non utitur, patrimonium B. Petri ſpirituali gladio tueatur. Contumeliam Filiorum rebellium poteram armis propulſare, ſed Patrem non poſſum exuere: Nam & Jeremia teſtante, *nudaverunt lamiæ mammas ſuas, lactaverunt catulos ſuos.* Et licet errata eorum quaſi mentis efferatæ me fecerint, retineo paternos affectus, & quandam violentiam diligendi eos mihi conditio naturalis importat. Utinam ſaperent & intelligerent, ac noviſſima provident. Lactant Filios meos Domeſtici hoſtes, & occaſione malignandi habita non deſiſtunt, quousque redigatur virtus eorum in pulverem, & converſo capite in caudam ſervi eorum dominentur eis, juxta verbum illud Solomonis, *ſervus aſtutus Filio dominabitur imprudenti.* Excitet ergo prudentiam veſtram ſpiritus conſilii ut convertatis corda Filiorum ad Patrem. Cor enim Patris pro beneplacito veſtro convertetur ad Filios, & in fide illius, per quem Reges regnant, veſtræ Magnitudini promitto me diſpoſitioni veſtræ in omnibus pariturum. Vos Eccleſiæ ſuæ, Pater ſancte, diu Chriſtus ſervet incolumen.

X.

1174. *Tractatus Pacis, inter* HENRICUM II. *Regem Angliæ & Filios ſuos, concluſus apud Faleſiam Anno* 1174. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 37.]

1. NOtum ſit omnibus tàm præſentibus quàm futuris, quod Pax inter Dominum H Regem Angliæ, & Filios ejus Henricum videlicet Regem, & Ricardum, & Gaufridum, in hunc modum, Deo volente, reformata eſt.

2. Henricus Rex, & Filii ſui prædicti ad Patrem ſuum & ſervitium ejus, ſicut ad Dominum ſuum redierunt liberi & abſoluti ab omni juramento & inpriſa quam inter ſe, vel cum aliis fecerant contra eum & homines ſuos.

3. Et omnes Barones & homines, qui a fidelitate Patris, cauſa eorum receſſerant, clamaverunt quietos ab omni juramento, quod eis fecerant, & ita liberi & quieti ab omni juramento & abſoluti ab omni Conventione, quam eis fecerant, in hominium & ligeantiam Domini Regis redierint.

4. Et Dominus Rex debet rehabere, ipſe, & homines ſui, omnes terras ſuas & Caſtella ſua, quæ habuerunt 15 dies antequam Filii ſui recederent ab eo; ſimiliter Barones & homines ſui, qui receſſerunt ab eo, & ſecuti ſunt Filios ſuos, debent rehabere terras ſuas, quas habuerunt 15 diebus antequam ipſi ab eo recederent; & Dominus Rex remiſit omnem malevolentiam Baronibus & hominibus ſuis, qui receſſerant ab eo, ita quod, propter hoc, nullum malum eis faciet, quamdiu ei fideliter ſervient, ſicut Ligio Domino ſuo. ANNO 1174

5. Et Rex Filius ejus ſimiliter pardonavit omnibus, tàm Clericis, quam Laicis, qui cum Patre fuerunt omnem malevolentiam ſuam; & adſecuravit, in manu Domini Regis Patris ſui, quod illis, qui ſervierint ei, nec malum, nec dampnum aliquod, hac de cauſa, faciet vel perquiret in tota vita ſua.

6. Et Dominus Rex, per hanc Conventionem, donat Regi Filio ſuo duo Caſtella idonea in Normannia, ad voluntatem ipſius Patris; & ſingulis annis 15 millia Librarum Andegavenſium: Et Ricardo Filio ſuo in Pictavia duo receptacula idonea, unde Domino Regi non poſſit dampnum provenire; & medietatem redditum Pictaviæ in denariis: Gaufrido verò Filio ſuo dat in Britannia, in denariis, medietatem redditum Maritagii Filiæ Comitis Conani, quam ducere debet in Uxorem, & poſtquam, conceſſione Eccleſiæ Romanæ, eam in Uxorem duxerit, habebit omnes redditus illius Maritagii, ſicut continetur in Carta Comitis Conani.

7. Priſones verò, qui cum Domino Rege finem fecerunt ante Pacem factam cum Domino Rege, viz. Rex Scotiæ, & Comes Leiceſtriæ & Comes Ceſtriæ, & Radulphus de Fulgeriis & obſides eorum, & obſides aliorum priſonum, quos prius habuerat, ſint extra Conventionem iſtam: Alii autem priſones ex utraque parte deliberari debent; ita ſcilicet quod Dominus Rex obſides accipiet de priſonibus ſuis, de quibus habere voluerit, & qui dare poterunt: Et de aliis habebit ſecuritatem per fidem & juramentum ſuum, & amicorum ſuorum.

8. Caſtella verò, quæ firmata ſunt, vel inforciata poſtquam Guerra incepit in terrâ Domini Regis, pro voluntate ſuâ debent redigi ad illum ſtatum, in quo fuerunt 15. diebus ante Gwerram.

9. Præterea ſciendum eſt quod Rex H. Filius Regis conceſſit Domino Regi Patri ſuo, ſe firmiter obſervaturum omnes donationes elemoſinarum quas dederat vel daturus erat de terris ſuis, & donationes terrarum quas dederat hominibus ſuis, vel daturus erat pro ſervitio ſuo.

10 Conceſſit etiam ſe firmiter & inconcuſſe obſervaturum donationem quam Dominus Rex, Pater ſuus, fecit Johanni Fratri ſuo, viz. Mille libratas reddituum in Anglia de Dominico ſuo, & de Escaetis ſuis ad voluntatem ſuam: Et Caſtellum de Notingham, cum Comitatu & pertinentiis ſuis: Et Caſtellum de Merliberga, cum pertinentiis ſuis: Et in Normannia Mille libras Andegavenſium, & duo Caſtella ad voluntatem Patris: Et in Andegavia & in terrâ, quæ fuit Comitis Andegaviæ, mille libras reddituum Andegavenſium; & Caſtellum unum in Andeg. & unum in Cenomania, & unum in Turoniâ.

11. Conceſſum eſt autem à Domino Rege, pro amore filii ſui, quod omnes illi, qui receſſerant ab eo poſt filium ſuum, & in receſſu ſuo forisfecerant in terrâ Domini Regis, ad pacem ejus revertantur; ita quod de Catallis, quæ asportaverunt in receſſu ſuo, non respondeant: de morte vero, vel proditione, vel perditione alicujus membri, respondeant ſecundum judicium & conſuetudinem terræ. Qui autem ante Gwerram, quacunque de cauſa, aufugerant, & ad ſervitium filii ſui venerunt, pro amore filii ſui, ad pacem revertantur, ſi vagium & plegium dederint ſtandi judicio de hiis, quæ ante Gwerram forisfecerunt.

12. Illi autem, qui in placito erant quando receſſerunt ad filium ſuum, revertantur; ita quod in eo ſtatu placiti ſui ſint, in quo erant quando receſſerunt.

13. Hanc Conventionem firmiter tenendam ex parte ſuâ aſſecuravit H. Rex filius Regis in manu Domini Regis Patris ſui: Præterea aſſecuraverunt H. filius Regis, & Fratres ſui quod a Domino Rege Patre ſuo nunquam amplius exigerent, ultra donationem præſcriptam & determinatam, contra voluntatem & beneplacitum Domini Regis Patris ſui; & quod neque ſe, neque ſervitia ſua Patri ſuo ſubtraherent.

14. Ricardus vero & Gaufridus, filii Domini Regis, devenerint homines ejùs de his, quæ eis conceſſit & dedit.

Cum autem filius ejus Henricus homagium ei facere voluiſſet, noluit Dominus Rex recipere, quia Rex erat; ſed ſecuritatem accepit ab eo.

Teſtibus,

R. Rothomag. Archiepiscopo.
Henrico Bajoc. Episcopo.

Rogero

ANNO 1174.

Rogero Sag. Episcopo.
R. Nannet. Episcopo.
Steph. Rhedon. Episcopo.
G. Electo Lincoln.
Jo. Decano Sarum.
Ric. de Humez Constabulario.
Ric. de Bellomonte Vic.
Regin. de Curten.
Mor. de Creona.
Willielmo Malo-vicino.
W. de Hum.
Gaufrido Pertic.
Willielmo de Curci.
Fulch. Saenell.
Jo. de Solineio.
Saher de Quinci.
Rico de Canvill.
W. filio Andell. Senescallo.
Alvr. de Sancto Martino Dapifero.
Gosberto de Sisseneio.
Rob. filio Ernisii.
Eudde filio Ern.
Waltero de Ypra.
Willielmo Marescallo.
Roberto de Ble.
Eimerio filio Endon.

Apud Falesiam.

Sub Sigillo pendente cui imprimitur Imago Regis in solio sedentis, & sinistra manu gerentis sceptrum.

XI.

Litteræ WILLIELMI *Regis Scotiæ, quibus se Hominem Ligium* HENRICI II. *Regis Angliæ profitetur, eique ut Domino suo fidem jurat. Dat. apud Falesiam Anno* 1174. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 39.]

WILLIELMUS Rex Scotorum devenit homo Ligius Domini Regis contra omnem hominem de Scotia, & de omnibus aliis terris suis, & fidelitatem ei fecit, ut ligio Domino suo, sicut alii homines sui ipsi facere solent. Et similiter fecit Homagium Henrico Regi filio suo, salvâ fide Domini Regis Patris sui.

Omnes vero Episcopi, & Abbates, & Clerus Terræ Regis Scotiæ, & Successores sui facient Domino Regi, sicut ligio Domino, fidelitatem de quibus habere voluerit, sicut alii Episcopi sui ipsi facere solent, & Henrico Regi filio suo, & Hæredibus suis.

Concessit autem Rex Scotiæ, & David Frater suus, & Barones, & alii homines sui Domino Regi quòd Ecclesia Scoticana talem subjectionem amodò faciet Ecclesiæ Anglicanæ, qualem illi facere debet & solebat tempore Regum Angliæ Prædecessorum suorum. Similiter Richardus Episcopus Sancti Andreæ, & Ricardus Episcopus de Dunkeldyn, & Galfridus Abbas de Dunfermelyn, & Herbertus Prior de Coldingham concesserunt quod etiam Ecclesia Anglicana illud jus habeat in Ecclesia Scotiæ, quod de jure habere debet, & quod ipsi non erunt contra jus Ecclesiæ Anglicanæ.

Et de hac Concessione, sicut ligiam fidelitatem Domino Regi & Henrico filio suo fecerunt, eos inde assecuraverunt; ità hoc idem facient alii Episcopi & Clerus Scotiæ per Conventionem inter Dominum Regem, & Regem Scotiæ & David Fratrem suum & Barones suos factam.

Comites etiam & Barones, & alii homines de terra Regis Scotiæ, de quibus Dominus Rex habere voluerit, facient ei homagium contra omnem hominem & fidelitatem, ut ligio Domino, sicut alii homines sui facere solent, & Henrico Regi filio suo, & Hæredibus suis, salva fide Domini Regis Patris sui: Similiter Hæredes Regis Scotiæ & Baronum & hominum suorum homagium & ligantiam facient Hæredibus Domini Regis contra omnem hominem.

Præterea Rex Scotiæ & homines sui nullum amodò fugitivum de Terra Domini Regis pro felonia receptabunt in Scotia, vel in alia Terra sua; (nisi voluerit venire ad rectum in Curia Domini Regis, & stare judicio Curiæ) set Rex Scotiæ & homines sui quàm citiùs poterunt eum capient, & Domino Regi reddent, vel Justiciariis, aut Ballivis suis in Anglia.

Si autem de Terra Regis Scotiæ aliquis fugitivus fuerit pro felonia in Anglia (nisi voluerit venire ad rectum in Curia Regis Scotiæ, vel in Curia Domini Regis, & stare Judicio Curiæ) non receptabitur in Terra Domini Regis; set liberabitur hominibus Regis Scotiæ per Ballivos Domini Regis ubi inventus fuerit. ANNO 1174.

Præterea homines Domini Regis habebunt terras suas, quas habebant, & habere debent de Domino Rege, & de hominibus suis; & homines Regis Scotiæ habebunt terras suas, quas habebant, & habere debent de Domino Rege & de hominibus suis.

Pro ista vero Conventione & fine firmiter observando Domino Regi, & Henrico filio suo, & Hæredibus suis à Rege Scotiæ, & Hæredibus suis liberavit Rex Scotiæ Domino Regi Castellum de Rockesburg, & Castellum de Berwick, & Castellum de Gedeworthe, & Castellum Puellarum, & Castellum de Stryvelyn in misericordia Domini Regis: Et ad custodienda Castella illa assignabit Rex Scotiæ, de Redditu suo, mensurabiliter ad voluntatem Domini Regis.

Præterea pro prædicta Conventione & fine exequendo liberavit Rex Scotiæ Domino Regi David Fratrem suum in obsidem, &

Comitem Duncanum, &
Comitem Waldenum, &
Comitem Gilbertum, &
Comitem de Aneguz, &
Ricardum de Moreville, Constabularium, &
Niz filium Willielmi, &
Ricardum Comyn, &
Walterum Corbet, &
Walterum Olyfard, &
Johannem de Valz, &
Willielmum de Lyndeseye, &
Philippum de Coleville, &
Philippum de Valoignes, &
Robertum Frembert, &
Robertum de Burneville, &
Hugonem Gyffard, &
Hugonem Rydal, &
Walterum de Berkele, &
Willielmum de la Haye, &
Willielmum de Mortemer.

Quando vero Castella reddita fuerint Willielmus Rex Scotiæ & David Frater suus liberabuntur. Comites quidem & Barones prænominati, unusquisque postquam liberavit obsidem suum, scilicet filium legitimum quem habuit, & alii Nepotes suos, vel propinquiores sibi Hæredes, & Castellis, ut dictum est, redditis, liberabuntur.

Præterea Rex Scotiæ & Barones sui prænominati assecuraverunt quod ipsi bona fide, & sine malo ingenio, & sine occasione facient quod Episcopi, & Barones, & homines Terræ suæ, qui non affuerunt quando Rex Scotiæ cum Domino Rege finivit, eandem ligantiam & fidelitatem Domino Regi & Henrico filio suo facient, quam ipsi fecerunt; & quod Barones & homines, qui affuerunt, obsides liberabunt Domino Regi de quibus habere voluerit.

Præterea Episcopi, Comites & Barones conventionaverunt Domino Regi, & Henrico filio suo, quod si Rex Scotiæ aliquo casu a fidelitate Domini Regis & filii sui, & a Conventione prædicta recederet, ipsi cum Domino Rege tenebunt, sicut cum ligio Domino suo, contra Regem Scotiæ, *nec ipse ad fidelitatem Domini Regis redeat.

Prædictam itaque Conventionem firmiter observandam bona fide, & sine malo ingenio Domino Regi, & Henrico filio suo, & Hæredibus suis a Willielmo Rege Scotiæ, & David Fratre suo, & à Baronibus suis prædictis, & ab Hæredibus eorum assecuravit ipse Rex Scotiæ, David Frater suus, & omnes Barones sui prænominati, sicut Ligii homines Domini Regis, contra omnem hominem & Henrici filii sui, salva fidelitate Domini Regis Patris sui.

* Ou plutôt *donec*.

Hiis Testibus,

Ricardo Episcopo Abricen.
Johanne Sarisberien. Decano.
Roberto Abbate Malmesbur.
Radulpho Abbate de Mondesburg.
Herberto Archidiacono Northampton.
Waltero de Constanciis.
Rogero Capellano Regis.
Osberto Clerico de Camera.
Ricardo filio Domini Regis, Comitis Pictaviæ.
Galfrido filio Domini Regis, Comite Brytanniæ.
Comite Willielmo de Essex.
Hugon. Comite Cestriæ.

ANNO 1174. *Ricardo Humez Conſtabulario.*
Comite de Millene.
Jordano Coſſon.
Humfrido de Bohun.
Willielmo de Curcy, Seneſcallo.
Gilberto Malet, Seneſcallo.

Apud Faleſiam.

XII.

1180. 28. Juin. (1) *Tractatus inter* PHILIPPUM II. *Regem Franciæ & HENRICUM II. Regem Angliæ pro mutua amicitia auxilioque ſibi invicem præſtando. Dat. inter Giſortium & Friam 4. Kal. Julii Anno* 1180. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 53.]

1. EGO Philippus Dei gratiâ Rex Francorum, & ego Henricus eadem gratia Rex Anglorum, Volumus ad omnium, tàm præſentium quàm futurorum, pervenire notitiam, quòd fœdus & amicitiam, fide mediâ, & Sacramento innovavimus, quam Dominus meus Rex Francorum & ego Henricus Rex Anglorum firmaveramus inter nos coram Jueri in præſentia

Petri tituli S. Chryſogoni Presbyteri Cardinalis, Apoſtolicæ Sedis Legati. &
Richardi Wintonienſis Epiſcopi,

Et aliorum plurimorum Epiſcoporum, Comitum & Baronum qui aderant, viz.

2. Quod ſic ſumus & amodò volumus eſſe amici, quòd uterque noſtrûm alteri obſervabit vitam, & membra, & terrenum honorem ſuum contra omnes homines pro poſſe ſuo. Et ſi quæcunque perſona alteri noſtrûm malum facere præſumpſerit. Ego Henricus juvabo Philippum Regem Franciæ Dominum meum contra omnes homines pro poſſe meo; & Ego Philippus juvabo Henricum Regem Angliæ contra omnes homines pro poſſe meo, ſicut hominem & fidelem meum, Salva fide, quam debemus hominibus noſtris, quamdiu ipſi nobis fidem ſervabunt.

3. Et neuter noſtrûm amodò retinebit inimicum alterius in Terrâ ſua, ex quo inde requiſitus fuerit.

4. Et ut inter nos tollatur amodò omnis materia discordiæ, conceſſimus ad invicem quòd de terris & poſſeſſionibus & omnibus aliis rebus, quas modò habemus, alter adverſus alterum nihil amodò petet, excepto eo de Alvernia, unde contentio inter nos eſt; & excepto Feodo de Caſtro Radulfi; & exceptis minutis Feodis & diviſis terrarum noſtrarum de Berri, ſi homines noſtri aliquid interceperint inter ſe, vel adverſus alterum noſtrûm.

5. Si autem ſuper his, quæ ſuperius excepta ſunt, per nosmetipſos convenire non poterimus, Ego Philippus Rex Francorum elegi tres Epiſcopos,

Claremontenſem,
Nivernenſem,
Trecenſem,

Et tres Barones,

Comitem Theobaldum, &
Comitem Robertum, &
Petrum de Courtneia, Patruos meos:

Et ego Henricus Rex Angliæ elegi tres Epiſcopos,

Willielmum Cenomannenſem,
Petrum Petragoritenſem,
Robertum Nannetenſem;

Et tres Barones,

Mauritium de Covun,
Willielmum Maingot,
Petrum de Monte Rabel, ex parte mea.

Qui inquiſitâ veritate hinc inde, tàm per ſeipſos, quàm per juramenta hominum terrarum illarum, prædicti Epiſcopi in verbo veritatis aſſerent, & Laici jurabunt, quòd quicquid cognoverint de jure alterius noſtrûm eſſe, hoc inter nos dicent, & nos eorum dicto bona fide firmiter ſtabimus. ANNO 1180.

6. Si verò omnes illi Epiſcopi, quos ego Philippus elegi, intereſſe non poterunt, nihilominus ſtabimus dicto illorum duorum, qui intererunt; & ſi omnes Barones, ex parte meâ nominati, non intererint, pro eo non remanebit, quin ſtemus dicto illorum duorum qui intererunt: Et ſimiliter de illis, quos ego Henricus elegi, tam de Epiſcopis, quàm de Baronibus; juravimus etiam quòd nullum malum faciemus eis propter hoc, quod veritatem dixerint.

7. Et ſi fortè, quod Deus avertat, inter nos de terris noſtris aliqua querela oriatur, per eosdem bona fide, & ſine malo ingenio, ſine dilatione terminetur: Si autem aliqua prædictarum perſonarum interim mortua fuerit, altera loco ipſius ſubſtituatur.

8. Si verò alter noſtrûm iter peregrinationis arripere voluerit, alter, qui remanebit, Terram illius, qui in peregrinatione erit, & homines ſicut ſua propria & Dominica fideliter cuſtodiet, & manutenebit, & defendet contra omnes homines, ſicut ego Philippus defenderem Civitatem meam Pariſius ſi eſſet obſeſſa, & ſicut ego Henricus defenderem Civitatem meam Rothomagi ſi eſſet obſeſſa.

9. Ego etiam Philippus volo quòd Mercatores & omnes homines, tam Clerici, quàm Laici, de Terrâ Henrici Regis Angliæ, cum omnibus rebus ſuis ſecuri ſint, & habeant pacem per omnes Terras meas: Et ego Henricus ſimiliter volo quod Mercatores, & omnes homines, tàm Clerici, quàm Laici, de Terra Domini mei Regis Franciæ, ſecuri ſint, & pacem habeant per omnes Terras meas.

10. Hæc autem omnia ſupradicta nos obſervaturos & fide & Sacramento promiſſimus.

Juraverunt etiam de præcepto noſtro homines noſtri poſt nos quod bona fide conſulent nos ad obſervandum quod juravimus nec conſilium præſtabunt quo minus obſervetur.

Acta ſunt hæc 4. Kal. Julii, inter Giſortium & Friam.

XIII.

Conventio inter PHILIPPUM *Regem Franciæ & RICHARDUM I. Regem Angliæ, ſuper Expeditione in Terram Sanctam ſuscipienda, facta. Dat. apud Nonancurt die 30. Decembris* 1189. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 63.] 1189. 30. Dec

1. PHILIPPUS Dei gratiâ Francorum Rex, & Ricardus eadem gratia Rex Angliæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, & Comes Andegaviæ, omnibus fidelibus, ad quos Litteræ iſtæ pervenerint, in Domino ſalutem. Noverit univerſitas veſtra quòd inter nos firmiter convenit, & de conſilio Prælatorum Eccleſiæ & Principum Terrarum noſtrarum diſpoſuimus, ut iter Jeroſolimitanum, ducente Domino, ſimul perficiamus.

2. Et uterque noſtrûm alteri bonam fidem, & bonum amorem ſe ſervaturum promiſit; ego Philippus Rex Francorum Richardo Regi Anglorum tanquam amico & fideli meo: Et ego Richardus Rex Anglorum, Philippo Regi Francorum, tanquam Domino meo & Amico.

3. Statuimus itaque ut omnes, cruce ſignati in Terris ſub noſtra poteſtate conſtitutis, infra Octavas Paſchæ, vel nos præcedant, vel in termino illo nobiscum eant; niſi de voluntate & conſcientia noſtra remanſerint.

4. Si vero aliqui aliter remanere præſumpſerint, & perſonæ Excommunicationi, & Terræ eorundem ſubjicientur Interdicto auctoritate Prælatorum Terrarum utriusque noſtrorum.

5. Volumus etiam, ſtatuimus & præcipimus, ut, qui Terris noſtris præerunt, ſi opus fuerit, mutua ſibi ſubventione ſuccurrant.

6. Eorum autem bona, qui iter Jeroſolimitanum vel nobiscum, vel ante nos arripuerint, ita illæſa & intacta permaneant tanquam noſtra propria; &, ſi quis eis injuriam irrogaverit, Juſticiarii & Balivi noſtri faciant emendari, quantum de jure poterint, ſecundum conſuetudinem Terrarum noſtrarum.

7. Si vero aliquis, in aliqua Terrarum noſtrarum, Guerram movere præſumpſerit in abſentia noſtra nobis, vel alicui de Terris noſtris, & ad juſtitiam ſe non offert, primo excommunicetur, &, poſt Excommunicationem,

(1) Quoi que cette Pièce ſoit déja inſerée ci-deſſus pag. 105. la Copie de RYMER en eſt ſi différente, qu'on a jugé à propos de la mettre ici de nouveau.

ANNO 1189. tionem, nisi, infra 40. dies, forisfactum suum emendaverit, decernimus ut ipse & Hæredes ejus imperpetuum exhæredentur: Feudi autem illius, qui per forisfactum suum exhæredatus fuerit, transeant in proprietatem & Dominium propinquioris Domini à quo Feodi movebunt.

8. Præterea quicunque in aliqua Terrarum alterutrius nostrum forisfecerit, & forisfactum emendare noluerit, in Terra alterius non receptetur; & si ibi inventus fuerit, Justiciariis Terræ illius, in qua deliquit, reddatur.

9. Ad hæc autem, quæ supradiximus, observanda, Justiciarios, & Bailivos nostros sibi invicem volumus & præcipimus teneri & obligari, usque ad reditum nostrum, sub tenore juramenti, & fidelitatis quam nobis præstiterunt. Acta sunt hæc 30. die Decembris apud Nonancurt.

Hæc quidem Constitutio generalis inter duos Reges habita, quoniam inita fuit die Sabbati, sicut asserunt homines, non obtinuit firmitatem; set in aliud usque tempus die Festo Sancti Johannis Baptistæ sequente, scilicet die Dominica peregrinationis initium Domino consecravit.

XIV.

5. Dec. *Litteræ* RICHARDI I. *Regis Angliæ, quibus* WILLELMUM *Regem Scotiæ ejusque Regnum in pristinum statum restituit & obligationibus Patri suo* HENRICO II. *Regi Angliæ factis exsolvit. Dat. apud Cantuarium die 5. Decembris* 1189. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 64.]

RICHARDUS, Dei gratia, Rex Angliæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, Comes Andegaviæ, Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Comitibus, Baronibus, Justiciariis, Vicecomitibus, & omnibus Ballivis & Fidelibus salutem.

Sciatis nos kariſſimo Consanguineo nostro Willielmo, eadem gratia Regi Scotiæ, reddidisse Castella sua Rokeborc & Berwyk tanquam ejus propria jure hæreditario ab eo, & hæredibus ejus in perpetuum possidenda.

Præterea quietavimus & omnes pactiones quas bonus Pater noster Henricus Rex Angliæ, per novas Cartas & per captionem suam extorsit; ita videlicet ut nobis faciat integre & plenarie quicquid Rex Scotiæ Malcolmus frater ejus Antecessoribus nostris de jure fecit & de jure facere debuit: Et nos ei faciemus quidquid Antecessores nostri prædicto Malcolmo de jure fecerunt & facere debuerunt; scilicet & de conductu in veniendo ad Curiam, & in morando in Curia, & in redeundo à Curia, & in Procurationibus, & in omnibus Libertatibus, & Dignitatibus, & Honoribus, eidem jure debitis, secundum quod recognoscetur à quatuor Proceribus nostris ab ipso W. Rege electis, & à quatuor Proceribus illius à nobis electis.

Si autem Marchias Regni Scotiæ aliquis nostrorum hominum, postquam prædictus Rex W. a Patre nostro captus fuit, injustè usurpaverit, volumus ut integre restituantur & ad eum statum reducantur quo erant ante ejus captionem.

Præterea de terris suis quas haberet in Anglia, seu Dominicis seu Feodis, scilicet in Comitatu Huntedon, & in omnibus aliis, in ea libertate & consuetudine possideat & hæredes ejus in perpetuum, qua præfatus Rex Malcolmus possedit vel possidere debuit, nisi prædictus Rex Malcolmus vel hæredes sui aliquid postea infeodaverint; ita tamen quod, si aliqua postea infeodata sunt, ipsorum Feodorum Servitia, ad eum & ad ejus hæredes pertineant: & terram, quam Pater noster præscripto Regi W. donavit, in eadem libertate, qua ipsam ei dedit, ipsum & hæredes suos perpetuo possidere volumus:

Reddidimus etiam ei liggantias hominum suorum, quas Pater noster receperat, & omnes Cartas quas Pater noster de illo habuit per captionem suam, & quæ forte per oblivionem retentæ vel inventæ fuerint, eas penitus carere viribus præcipimus: sæpedictus vero W. Rex liggius homo noster deveniat, de omnibus terris, de quibus Antecessores sui Antecessorum nostrorum liggii homines fuerunt, & nobis atque hæredibus nostris fidelitatem juravit. Ut autem ratum & firmum sit istud & perpetuum, præsenti Carta & Sigillo nostro id roboravimus.

Testibus,

Baldewino Cantuar. &
Waltero Rothomag. &
J. Dublinen. Archiepiscopis, &

Hugone Dunelmen.
Hugone Lincolnien.
Godefrido Wintonien.
Huberto Saresberien.
Reginaldo Bathonien. Episcopis, &

Domino Johanne fratre nostro.
R. Comite Leicestriæ.
H. Comite de Waren.
H. Bardol.
Steph. de Longo Campo Dapifero nostro.

ANNO 1189.

Et aliis multis 5. die Decembris. Dat. per manum W. Elyen. Electi Cancellarii nostri, apud Cantuar. Regni nostri Anno primo.

Sigillum integrum pendet de Serico filis aureis & argenteis intertexto.

XV.

Conventio inter PHILIPPUM II. *Regem Franciæ &* RICHARDUM I. *Regem Angliæ, qua inter se de possidendis quibusdam Regionibus, & de rescindendo Pacto Matrimoniali inter dictum Angliæ Regem &* AELOIN, *Sororem* PHILIPPI II. *inito conveniunt. Dat. apud Messanam Mense Martio Anno* 1191. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 69.] 1191. Mars.

In Nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis, Amen.

1. PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex. Noverint universi præsentes pariter & futuri quod Pax firma inita est inter nos, & amicum, & fidelem nostrum, & fratrem Richardum illustrem Regem Angliæ, & ipse Pacem firmavit nobis Sacramento in hunc modum.

2. Prædicto Regi bono corde & bona voluntate concedimus quòd amodò liberè quamlibet voluerit ducat Uxorem, non obstante illa Conventione inter nos & ipsum facta de Sorore nostra Aelois, quam debebat ducere in Uxorem.

3. Præterea quitavimus ei & Hæredibus suis masculis, ex eo & Uxore sua desponsata nascituris & viventibus post decessum Regis Angliæ, & Terram tenentibus, Gisortium, & Melpham, & Novum Castellum de Sancto Dionisio, & Mulcasium Normanum cum pertinentiis suis.

4. Et ipse nobis concessit, quod si eum mori contingeret sine masculo Hærede ex eo & Uxore sua desponsata, tam cito Gisortium, & Melpham, & Novum Castellum, & Mulcasium Norman. cum pertinentiis suis ad nos, vel Hæredes nostros masculos ex nobis & Uxore nostra desponsata, revenient.

5. Et, si nos mori contingeret sine masculo Hærede ex nobis & Uxore nostra desponsata, vivente post decessum nostrum, & Terram tenente, volumus quod Gisortium, & Melpha, & Novum Castellum, & Mulcasium Norman. cum pertinentiis suis ad Dominum Normanniæ reveniant.

6. Et, si Rex Angliæ haberet duos Hæredes masculos, aut plures, voluit & concessit ut major natu teneat in capite a nobis totum id quod debet tenere a nobis citra mare Angliæ; & alius unam ex Baroniis tribus tenebit a nobis in capite, viz. Dominium Normanniæ, aut Dominium Andegaviæ, & Cenomanniæ, aut Dominium Equithaniæ & Pictaviæ.

7. Et, propter hæc supradicta, donavit nobis prædictus Rex Angliæ decem millia Marcas Argenti, ad pondus Trecense, quarum tria millia solvet nobis, vel Nuncio nostro certo in proximo Festo omnium Sanctorum apud Caluum Montem: & alia tria millia in alio Festo omnium Sanctorum: & duo millia in tertio Festo omnium Sanctorum: & alia duo millia in quarto Festo omnium Sanctorum.

8. Præterea concedimus & concessimus quod de omnibus feodis, quos Prædecessores sui a nostris tenuerant, homo noster ligeus est, sicut Prædecessores sui fuerant Prædecessorum nostrorum, & nos recepimus in hominem ligeum de prædictis Feodis.

ANNO 1191. 9. Ipſe autem quitavit nobis Feodum Exoudini, & Feodum Cracaii cum omnibus pertinentiis, & quicquid habebat, & quicquid expectabat habendum in Alvernia, tàm in Feodo, quàm in Dominio ſuo.

10. Nos autem quitavimus ei Caturcum & Carturcin. integre cum pertinentiis ſuis, exceptis duabus Abbatiis regalibus, viz. Fiſiaco & Sellaco cum pertinentiis ſuis, quæ noſtræ ſunt, & ad nos pertinent.

11. Ipſe autem nobis conceſſit quod de Terra Comitis Sancti Egidii nichil de cætero occupabit ultra hoc quod diximus, quamdiu Comes Sancti Egidii in Curia noſtra ſufferre juſtitiam voluerit, aut potuerit; Si vero Comes Sancti Egidii in Curia noſtra de jure deficeret, nos extunc Regi Angliæ, pro Comite Sancti Egidii, non noceremus, niſi ſponte noſtra ipſum vellemus adjuvare.

12. Si autem prædictæ Conventiones inter nos adinvicem, ſicut ſuperius dictæ ſunt, fuerunt obſervatæ, volumus & concedimus quod Rex Angliæ habeat, & teneat in bona Pace omnia tenementa, in Feodo & Dominio, quæ habebat die qua iter Jeroſolimitanum arripuit.

13. De Conventionibus autem prædictis mutuo obſervandis Regi Angliæ damus fidejuſſores & obſides Comitem Pontium cum toto Feodo in hunc modum, quod, ſi prædictas Conventiones omnes non obſervaremus, prædictus Comes, aut Hæres ejus inter tres ſeptimanas, ex parte Regis Angliæ, vel Hæredis ſui requiſitus & ſubmonitus, in propria perſona, vel ad domum ſuam, ubi ſolitus eſt habitare, veniet ad Regem Angliæ, ſine contradictione aliqua, cum omnibus Feodis ſuis integris, ad id faciendum teneri, quod Carta ſuper hoc facta teſtatur, donec Conventio ſalva ſit & firma.

14. Omnes alii, qui ſubſcripti ſunt, eodem modo dati ſunt Fidejuſſores & Obſides, hoc idem obſervaturi quod idem Comes, & inde Litteras ſuas patentes dabunt Regi Angliæ, vel ejus certo Nuncio, & jurabunt prædictas Conventiones ſe obſervaturos, ſecundum poſſe ſuum, bona fide, & ſine malo ingenio.

15. Hii autem Fidejuſſores ſunt, poſt Comitem, de prædictis Conventionibus tenend.

Beurad. de Sancto Walerico, vel ille ex Hæredibus ſuis qui Sanctum Walericum tenebit, cum toto Feodo ſuo.
Will. de Borry, vel Hæres ejus, cum toto Feodo ſuo.
Johannes de Terria, vel Hæres ejus, cum toto Feodo ſuo.
Dominus Cancellarius, vel Hæres ejus, cum toto Feodo ſuo.
Punen. de —— vel Hæres ejus, cum toto Feodo ſuo.
Comes Robertus, vel Hæres ejus, cum toto Feodo ſuo.
Hugo de Caſtello, vel Hæres ejus, cum toto Feodo ſuo.
Comes Partici, vel Hæres ejus, cum toto Feodo ſuo.
Dominus Iſondom, vel Hæres ejus, cum toto Feodo ſuo.

16. Conceſſit etiam nobis Rex Angliæ quod, infra menſem primum a reditu ſuo, remittet in Franciam, ſine contradictione aliqua & impedimento, Aelaes Sororem noſtram, ſive vivi fuerimus, ſive mortui.

17. Volumus etiam ut ſervitia & juſtitias ex Feodis, quæ a nobis tenet, nobis reddat, ſicut Anteceſſores ſui noſtris Anteceſſoribus reddiderunt; ſalvis Conventionibus quæ hic ſupraſcriptæ ſunt.

18. Quæ omnia, ut perpetuam obtineant ſtabilitatem, ſigilli noſtri auctoritate confirmamus; Actum Meſſanæ Anno incarnati Verbi Milleſimo centeſimo nonageſimo, Menſe Martii.

XVI.

1193. 8. Juill. *Tractatus Pacis inter* PHILIPPUM II. *Regem Franciæ &* RICHARDUM I. *Regem Angliæ concluſus. Dat. Meduncæ* 8. *Idus Julii Anno* 1193. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 81.]

1. NOverint univerſi, ad quos Literæ præſentes pervenerint, quod

Willielmus Regis Angliæ Richardi Cancellarius Elienſis Epiſcopus Sedis Apoſtolicæ Legatus,
Willielmus de Rupibus, &
Johannes de Pratellis, &
Willielmus Briwere,

ANNO 1193

Ex parte Regis Angliæ, cum Literis ejusdem Regis patentibus ad Regem Franciæ acceſſerunt: In quibus continebatur, quòd ea, quæ ipſi cum ipſo agerent, & ordinarent, ipſe Rex Angliæ rata prorſus & firma haberet. Ipſi autem hoc modo egerunt, & iſtas Conventiones cum Rege Franciæ ex parte Domini ſui Regis Angliæ fecerunt.

Rex Angliæ Richardus mittit ſe ſuper Dominum Regem Franciæ de tota terra, quam Rex Franciæ acquiſivit ſuper ſe & homines ſuos, de qua ipſe & homines ſui ſunt tenentes, quòd ipſe tantum inde retinebit, quantum ipſe voluerit ſibi & ſuis.

2. De Comite autem Johanne ſic erit; quòd, ſi homines Regis Angliæ poterunt ſufficienter monſtrare in Curia Domini Regis Franciæ, quod idem Johannes juraverit ad perquirendum pecuniam ad liberationem Regis Angliæ, & de hoc dederit Literas ſuas, ipſe Johannes tenebitur ad ſolvendum; & totam terram, quam ipſe tenebat quando Rex Angliæ frater ejus iter arripuit ultra Mare, tenebit citra Mare, & ultra, ita liberè ſicut priùs tenebat; excepto eo quod liber erit à Sacramento, quod fecerat de non intranda terra Angliæ, & de hoc dictus Rex Angliæ faciet Dominum Johannem ſecurum per ſe, & per Barones, & per Archiepiſcopos, & Epiſcopos terræ ſuæ, & inſuper per Regem Franciæ.

3. Si autem Comes Johannes vellet negare, quod Literæ illæ non eſſent ſuæ, aut quod illud non juraſſet, homines Regis Angliæ ſufficienter in Curia Regis Franciæ monſtrabunt per idoneos teſtes, quod juraverit ad quærendam pecuniam ad liberationem Regis Angliæ; Si autem monſtratum fuerit, ſicut dictum eſt, quòd Comes juraverit ad quærendam pecuniam ad liberationem Regis, vel ſi defecerit de recipienda monſtratione, Rex Franciæ non intromittet ſe de Comite Johanne, ſi Pacem de Terrâ meâ prædictâ recipere voluerit.

4. De Comite Lodowico ſic erit; Rex Angliæ aſſignabit ei in Terrâ ſuâ ad laudem, & conſilium Regis Franciæ, & Archiepiſcopi Remenſis quingentas Libratas Andegavenſium de redditibus annuatim, aut plus, ſi plus fuerit, & faciet affidari ei, quod ipſe faciet Comiti Lodowico juſtitiam, & ſervitium, quod pater ſuus fecit Comiti Theobaldo; & ipſe Rex Angliæ Comiti Lodowico reddat tantum pecuniæ, quantùm retinuit poſt mortem Comitis Theobaldi, de eo quod debebat ei reddere.

5. De Hugone de Gurnay ſic erit; Hugo totam Terram, quam alicubi tenebat, tenebit de Rege Franciæ, niſi ſit quòd Hugo bona voluntate, absque coactione aliqua, & ſine defectu Regis Franciæ, voluerit redire ad Regem Angliæ; & Rex Franciæ Hugonem ſuper hoc libenter rogabit absque vim faciendo, & aliquid de ſuo mittendo. Si autem Hugo noluerit redire ad Regem Angliæ cum Terra, quam de Rege Franciæ tenet, & aliam Terram ſuam de Anglia, & de Normannia vellet tenere de Rege Angliæ, neque Excambium pro Terra illa accipere, nec aliquam Pacem exinde per Regem Franciæ & per Regem Angliæ recipere, oportebit Regem Angliæ facere grantum Hugoni rationabiliter.

6. Comes Engolismus & ſui liberabuntur, & ſalvo redibunt in Terram ſuam, & ipſe & ſui erunt in eo ſtatu quo fuerunt ante Guerram; neque propter aliquid, quod de Guerra fecerit, malum ei, aut ſuis fiet.

7. Comes Perticii redditus ſuos in Anglia integre habebit, & Rex Angliæ, & ſui Pacem ei tenebunt.

8. Comes Mellenti Terram ſuam rehabebit, quæ eſt in terra Regis Angliæ.

9. Quando Rex Angliæ revenerit in Pacem Regis Franciæ, ipſe faciet Regi Franciæ ſervitia, & juſtitias in Curia Regis Franciæ de ſingulis Feodis, quos ab eo tenet, ſicut ſingulus Feodus apportat.

10. Præterea, Rex Angliæ dat Regi Franciæ viginti millia Marcarum boni Argenti, & puri ad pondus Trecenſis, perſolvendas per duos Annos ibidem, his terminis: Ad primum dimidium annum à die liberationis ſuæ de Captione Imperatoris quinque millia Marcarum: Et ab eo termino ad proximò ſequentem dimidium annum quinque millia Marcarum: Et exinde ad proximò ſequentem dimidium annum quinque millia Marcarum: Et exinde ad proximò ſequentem dimidium annum quinque millia Marcarum Argenti.

11. Et, pro his Conventionibus omnibus obſervandis, Rex Angliæ tradet Regi Franciæ Luches, & Caſtelionem ſupra Edrain: Et Archiepiſcopo Remenſi Driencurt, & Arches. Hæc autem quatuor Caſtella cuſto-

ANNO 1193. custodientur ad expensas Regis Angliæ ; ita tamen quòd pro Luches, & pro Castelione custodiendis, Willielmus de Rupibus, aut ille, qui loco ejus erit, tradet Regi Franciæ duo millia Librarum Andegaviæ singulis mensibus, quantum ad mensem continget; & semper de victualibus apponet in illis duobus Castellis ad duos menses; in Luches ad undecim milites, & centum & quadraginta servientes ; in Castelione ad quatuor milites & quadraginta servientes.

12. De Driencurt & de Archis Seneschallus Normanniæ faciet pro victualibus & custodia, ad grantum & voluntatem Archiepiscopi Remensis : Similiter victualia apponentur à Seneschallo Normanniæ in istis duobus Castellis semper sufficientia ad duos menses, secundum quod Archiepiscopus Remensis dicet.

13. Si omnes prædictæ Conventiones integræ observatæ fuerint Regi Franciæ, & quando, ex parte Regis Angliæ, soluta fuerint Regi Franciæ quinque millia Marcarum Argenti, Rex Franciæ reddet ei unum de prædictis quatuor Castellis, quod Rex Franciæ voluerit : Et iterùm quandò quinque millia Marcarum solutæ fuerint Regi Franciæ, ex parte Regis Angliæ, Rex Franciæ reddet ei unum de illis quatuor Castellis, quod Rex Franciæ voluerit.

14. Si verò decem millia Marcarum reddita fuerint simul Regi Franciæ ex parte Regis Angliæ, Rex Franciæ reddet illi duo de illis quatuor Castellis, quæ Rex Franciæ voluerit; si verò quindecim millia Marcarum simul reddita fuerint Regi Franciæ, Rex Franciæ reddet illi tria de illis quatuor Castellis, quæ Rex Franciæ voluerit; sed si simul viginti millia Marcarum reddita fuerint Regi Franciæ, prædicta quatuor Castella reddentur Regi Angliæ.

15. Rex autem Franciæ nullum de illis quatuor Castellis reddet, nisi Conventiones prædictæ ei & suis fuerint observatæ de præfata sibi pecunia reddenda, de Comite Johanne, de Comite Lodowico, de Comite Engolismi, & suis, de Comite Partitii, de Comite Melenti.

16. Quandò verò Rex Franciæ habuerit Luches, & Castelionem, & Archiepiscopus Rhemensis Driencurt & Arches, Rex Franciæ recipiet Regem Angliæ in gratiam suam pro exequendo Conventiones prædictas, sicut Charta præsens dicit, & rogabit Imperatorem de liberatione Regis Angliæ.

17. Prædictus autem Cancellarius, & Willielmus de Rupibus, & Johannes de Pratellis, & Willielmus Briwere in animam Regis Angliæ juraverunt, quod Rex Angliæ Conventiones, quæ in Charta præsenti continentur, observabit; & quando Rex Angliæ redierit, ipse in propria persona jurabit infra rationabilem terminum, postquam a Rege Franciæ summonitus fuerit, se prædictas Conventiones servaturum, & Literas suas patentes ei inde daturum.

18. Præfati autem quatuor, & cum iis Constabularius Normanniæ, & Robertus de Harencurt, & Stephanus de Longo Campo juraverunt quod, si Rex Angliæ dictas Conventiones non observaret, se mitterent Parisiis in captione Regis Franciæ.

19. Archiepiscopi, Episcopi, Barones Terræ Regis Angliæ, quos Rex Franciæ voluerit, quando requisiti fuerint, jurabunt quod ipsi se Parisiis in captione Regis Franciæ ponent, si Rex Angliæ prædictas Conventiones non servaverit, sicut præsens Charta dicit.

20. Et, si Rex Angliæ moriatur antequam Rex Franciæ reddidisset præfata quatuor Castella, Rex Franciæ illa quatuor Castella redderet recto Hæredi pro exequendo prædictas Conventiones; sicut præsens Charta continet, & salvo jure Regis Franciæ.

21. Quæ omnia prædicta ut rata permaneant, & inconcussa, ego Willielmus Eliensis Episcopus Regis Angliæ Cancellarius, & ego Willielmus de Rupibus, & ego Johannes de Pratellis, & ego Willielmus Briwere, per præceptum Regis Angliæ Domini nostri, Sigillorum nostrorum attestatione roboravimus.

Actum Meduncæ, anno ab Incarnatione Domini, Millesimo, centesimo, nonagesimo tertio, octavo Idus Julii.

XVII.

Conventio inter HENRICUM VI. *Imperatorem &* RICHARDUM I. *Regem Angliæ, qua inter alia Rex Imperatori, pro obtinenda liberatione ex carcere,* 100000 *Marcarum argenti promittit. Anno* 1193. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 84.]

IN Nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen. ANNO

Hæc est forma Compositionis inter Dominum Imperatorem semper Augustum, & Dominum Richardum illustrem Regem Angliæ. Dominus Imperator mittet Nuncios suos cum Nunciis Domini Regis, qui Londonias ibunt, & ibi recipient centum millia Marcarum puri argenti ad pondus Coloniæ; quæ pecunia, a Nunciis Imperatoris accepta & ponderata, sigillabitur in præsentia Nunciorum ipsius, & in conductu Regis per Regni sui terminos ducetur: ita ut, si eam in Regno suo perdi contigerit, periculo Regis perdatur. Postquam vero ad terminos Imperii venerit dicta pecunia, per Nuncios Regis Nunciis Domini Imperatoris præsentabitur, qui eam illico ibi recipient, &, si forte in partibus Imperii eam perdi contigerit, periculo Imperatoris perdetur, & Rex in ea non tenebitur, nec Obsides sui. 1193.

Alia quoque quinquaginta millia Marcharum argenti dabit Rex Imperatori & Duci Austriæ, & pro illis ponet Obsides, scilicet Domino Imperatori pro triginta millibus Marcharum sexaginta Obsides : Duci vero Austriæ septem Obsides pro viginti Marcharum millibus.

Solutis ergo centum millibus Marcharum, & datis Obsidibus Rex libere recedet.

Si autem Dominus Rex solverit promissionem, quam Domino Imperatori de Henrico quondam Duce Saxoniæ fecerat, Imperator de quinquaginta millibus Marcharum Regem liberum dimittens & absolutum, pro ipso Rege solvet Duci Austriæ viginti millia Marcharum, & Rex non tenebitur dare Duci Austriæ septem Obsides nec Imperatori sexaginta.

Cum igitur Rex prædictam promissionem de Henrico quondam Duce Saxoniæ impleverit, & centum millium Marcharum solverit libere recedet.

Præterea Rex fecit jurare in animam suam, quod neptem suam, filiam Comitis Britanniæ, tradet nuptui filio Ducis Austriæ infra septem menses postquam liberatus fuerit, & in terram suam redierit, & eam transmittet usque ad introitum Imperii, si eam recipere voluerint; & si noluerint, erit absolutus.

Item si promissio de Henrico quondam Duce Saxoniæ completa non fuerit, quinquaginta millia Marcharum quæ residua sunt, solventur infra septem menses postquam Dominus Rex in terram suam redierit.

Cum autem Rex liberatus fuerit, & redire voluerit, Imperator dabit ei conductum per terram suam usque ad fines Imperii sui, & in Portu illo ubi mare intrabit, quandiu ibi stabit donec prospero vento recedat.

Præterea ea omnia, quæ tàm in his, quàm in aliis familiaribus Litteris, sigillatis Sigillis Imperatoris & Regis, super Contractibus, qui inter eos ordinati sunt, uterque pro parte sua rata & firma habebit; & bona fide observabit.

XVIII.

Litteræ quorundam Germaniæ Principum ad Papam INNOCENTIUM III. *quibus ipsum rogant, ut Electionem* OTTONIS IV. *in Imperatorem Rom. confirmare velit. Anno* 1198. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 105.] 1198.

SAnctissimo Patri ac Domino Innocentio, Sacrosanctæ Romanæ Sedis Summo Pontifici, Principes & Barones Alemanniæ, Clerici & Laici, debitam in Christo reverentiam & sinceritatem obsequii.

Cùm placuisset ei, qui aufert Spiritum Principum, & magnus & terribilis est super Reges terræ, Dominum Henricum Imperatorem de medio auferre, necessarium nobis fuit visum, de substituendo Rege tractatum & colloquium habere. Convenimus ergo sæpius, & miserias & oppressiones, quas hactenus sustinueramus, recensentes, per universos Regni —— animos nostros ereximus, & quid honori Ecclesiæ Dei & paci ac quieti Subjectorum expediret deliberantes, nunc unum, nunc alium, quasi finaliter eligere putabamus.

Verum, quia non est prudentia, non est potentia, non est consilium, nisi per Deum, placuit ei, qui Abrahæ filium immolare volenti victimam providit, & David fratribus juniorem de post fætantes accepit, atque Matthiam ex Discipulorum numero ad sortem Apostolatus elegit, Serenissimum Dominum Othonem, quondam Henrici Ducis Saxoniæ filium, ad regimen

ANNO 1198. Romani Imperii, de terra peregrinationis suæ, ex inopinato offerre nobis.

Invocata itaque Sancti Spiritûs gratia, prædictum Dominum Othonem, Christianæ fidei cultorem devotissimum, atque Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Advocatum & Defensorem fidelissimum, & judiciariæ potestatis observatorem justissimum, de longa & antiqua Regum prosapia ex utraque linea, specialiter editum, ad Romani Regni fastigium juste & rationabiliter elegimus, & sicuti debuimus, ipsius electioni consensimus, ipsumque in Augustorum Sede, a Carolo M. apud Aquisgranum huic Dignitati deputata, locavimus, & Corona & Diademate per manum Adolfi Colonien sis Archiepiscopi, ea, qua debuit, solemnitate, feliciter coronavimus.

Nos autem Principes, qui jam dictum Dominum in Regem elegimus, Feuda nostra, quæ ab Imperio tenemus, a manu ipsius recipientes, hominium sibi fecimus & fidelitatem juravimus. Tantæ igitur dignitatis munus excellentissimus Princeps, divinæ potius gratiæ, quam suis meritis adscribens, primitias hujus honoris offerens Domino, propria voluntate juramento firmavit, inprimis Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, deinde omnia Ecclesiarum jura bona fide servare, & manutenere, & subjectos Imperii exhæredatos maxime & a suis possessionibus violenter ejectos, in sua justitia, pro posse, juvare & conservare.

Pravam illam consuetudinem insuper, quam Imperatores, Antecessores sui, in occupandis rebus mobilibus, vel se moventibus decedentium Episcoporum, vel Abbatum, Principum, hucusque servaverunt, penitus extirpans, nos Ecclesiasticos Principes ex hac indebita vexatione regali benevolentia liberos dimisit, & decedentium bona suis Successoribus servanda liberaliter statuit.

Paternitati ergo vestræ dignum supplicare duximus, quatenus fidem & devotionem Domini nostri Regis attendentes, merita quoque illustrissimi Patris sui Henrici Ducis Saxoniæ, qui ab obsequio Sanctæ Romanæ Ecclesiæ nunquam recessit, memoriter tenentes, paci & quieti nostræ & vestræ, intuitu Dei & nostri obsequii, providentes, ipsius electionem & consecrationem auctoritate vestra confirmare, & Imperiali Coronatione armare paterna pietate dignemini.

Sanctitatem insuper vestram obnixe rogamus quatenus Principes & Barones, a tam rationabili electione discordes, Ecclesiastica censura ad concordiam revocetis, &, ab illicita fidelitate partis adversæ, clave S. Petri resolutos, ad præstandum Regi Domino nostro fidelitatem & subjectionem auctoritate vestra compellatis.

Ut autem a Domino Rege nostro jura Romanæ Ecclesiæ (ut prædictum est) integra & illibata serventur, nos in bona fide spondemus & pro Domino Rege nostro fide jubemus.

Ego Adolfus Colonien sf. Archiepiscopus elegi & subscripsi,
Ego Bernardus Paderborn. Episcopus elegi & subscripsi,
Ego Thiedmarus Mindenf. Episcopus elegi & subscripsi,
Ego Witichindus Corbeius Abbas elegi & subscripsi,
Ego Conradus Tudenfis Abbas elegi & subscripsi,
Ego Eribertus Werdenfis Abbas elegi & subscripsi,
Ego Henricus Dux Lotharingiæ qui & Brabantiæ, Marchio Romani Imperii elegi & subscripsi,
Ego Henricus Comes de Kuke elegi & subscripsi.

XIX.

29. Juin. *Confœderatio inter* PHILIPPUM *Regem Romanorum, &* PHILIPPUM II. *Regem Franciæ, contra* RICARDUM I. *Regem Angliæ aliosque Regis Franciæ hostes inita. Dat. Warniaci 3. Kal. Jul. Anno* 1198. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 107.]

1. PHILIPPUS Romanorum Rex semper Augustus, Notum, &c. Quod propter dilectionem, quam mutuo habuerunt erga Dominum Philippum Regem Francorum genitor noster Fredericus & Henricus frater noster (piæ recordationis) Romanorum Imperatores, hanc Confœderationem propter bonum pacis & publicam utilitatem cum charissimo amico nostro Philippo illustri Rege Francorum duximus ineundam, in hunc modum.

Quod nos eidem adjutores erimus nominatim contra Ricardum Regem Angliæ, & Comitem Othonem nepotem ipsius, & Balduinum Comitem Flandriæ, & Adolphum Archiepiscopum Coloniæ, & contra omnes alios inimicos ejus, ubicumque cum honore nostro id facere poterimus, bona fide & sine malo ingenio, quando locum & tempus id faciendi habebimus. ANNO 1198.

2. Si aliquis, de Imperio nostro, eidem Philippo Regi Francorum malum, vel ipsius Regno fecerit, si ille, qui deliquisset, non emendaret hoc per nos, vel per Nuncios nostros, per pacem, vel per rectum in Marchia competenti; infra quadraginta dies, postquam id sciverimus per prædictum Regem Francorum (si fuerimus citra montes) vel Episcopus Metensis hoc sciverit (si fuerimus ultra montes) Dominus Rex Francorum poterit se vindicare de eo sine interruptione, & nos juvabimus eum bona fide.

3. Nos non retinebimus in Imperio nostro aliquem hominem de Regno Franciæ sive Clericum, sive Laicum contra voluntatem charissimi amici nostri prædicti Regis Franciæ.

4. Prædictus Rex Franciæ quandocumque voluerit poterit se vindicare de Comite Flandriæ, de terra, quam idem Comes habet in Imperio, tam in Feodo, quam in Dominio, & hoc sine interceptione.

5. Nos bona fide promittimus quod, si sciremus quod aliquis quæreret malum Philippi Regis Francorum illustris, vel ejus Regni, nos bona fide id disturbaremus, &, si non possemus disturbare, id nunciaremus eidem Regi.

6. Et quando, Domino volente, coronati fuerimus in Imperatorem, has Conventiones eidem illustri Regi Francorum renovabimus, & sigillo nostro confirmabimus.

7. Nos autem, in manu Nevelonis, venerabilis Suessionensis Episcopi, fiduciavimus quod omnia prædicta bona fide observabimus.

Id etiam de mandato nostro, dilecti Principes nostri

Conratus Wirteburgensis,
B. Mettensis,
Chiethelmus Constantiensis, Episcopi:
Theodoricus quoque de Greuch,
Fredericus de Ceolre,
Hartemannus de Careberch,
Godefridus de Vehingre,
Everhardus de Eureften, Comites.

Et de latere nostro,

Trusardus Camerarius noster,
Warnerus de Rossenach,
Warnerus de Bollands,
Warnerus de Ceangue, Milites.

Juraverunt quod bona fide studebunt quod hæc a nobis observentur & teneantur.

Id quoque adhuc unum Archiepiscopum, & unum Episcopum jurare faciemus. Datum Warniaci Anno Dominicæ Incarnationis, Millesimo centesimo nonagesimo octavo, Regni nostri primo. Tertio Kalendas Julii, per manum Imperialis aulæ Prothonotarii.

XX.

Pactum inter JOHANNEM *Regem Angliæ &* BALDUINUM *Comitem Flandriæ & Hannoniæ, conclusum apud Castrum de Ruppe Andeliaci 18. die mensis Augusti Anno* 1200. [Thesaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 771. *Ex Cartario Hasnonien si Dominorum de Avesnis.*] 1200 18. Au

NOtum sit universis hoc Scriptum visuris, quod hoc est Fœdus & Conventio inter JOHANNEM Regem Angliæ & BALDUINUM Comitem Flandriæ & Haynnoniæ consanguineum suum, videlicet quod idem Rex Angliæ Pacem aut Treugam cum Rege Franciæ non faciet, nec facere poterit, absque voluntate & consensu ejusdem Comitis, nec idem Comes faciet, aut facere poterit Pacem aut Treugam cum Rege Franciæ, absque voluntate & assensu prædicti Regis Angliæ. Et si fortè de voluntate & assensu utriusque Pax aut Concordia fieret inter Regem Franciæ & eos, & Rex Franciæ postmodum alterutrum guerraret, tenerentur prædicti Rex Angliæ & Comes ad mutuum subsidium & auxilium sibi invicem conferendum, prout melius poterunt,

ANNO 1200. terunt, & ſicut fecerunt tempore quo Fœdus iſtud inter eos eſt contractum. Et ſciendum eſt quòd hoc Fœdus & hæc Conventio non ſolummodo duratura eſt tempore Guerræ, ſed in perpetuum inter eos & inter heredes eorum, qui terras ipſorum tenebunt poſt eos, ſive Pax fuerit, ſive Guerra: ita quod ſi Rex Angliæ hoc Fœdus & hanc Conventionem non obſervaverit, illi qui juraverunt hoc Fœdus & hanc Conventionem tenendam pro Rege Angliæ, mittent ſe in captionem prædicti Comitis infra menſem poſtquàm id bonâ fide ſcierint, non expectatâ ſummonitione dicti Comitis. Similiter ſi dictus Comes hoc Fœdus & hanc Conventionem non obſervaverit, illi qui juraverunt hoc Fœdus, & hanc Conventionem tenendam pro ipſo Comite, mittent ſe in captionem dicti Regis Angliæ infra menſem poſtquàm id bonâ fide ſcierint, non expectatâ ſummonitione dicti Regis Angliæ. Hoc juravit pro ipſo Rege Angliæ bonâ fide tenendum ROBERTUS Comes Leyceſtriæ, & in animam ejusdem Regis, & pro ſeipſo juravit idem Comes in animam ſuam, & alii, quorum nomina ſubſcripta ſunt, juraverunt in animas ſuas idem Fœdus & eamdem Conventionem bona fide tenendam: Videlicet WILHELMUS Mareſcalcus Comitis de Pembroc; RANDER Comes Ceſt, BALDUINUS Comes Albemart, WILHELMUS Arundell. RAD. Comes Augi, ROBERTUS Comes de Mellento, HUGO de Gornaco, WILHELMUS de Kaeu, GAUFRIDUS de Cella, ROGERUS Conſtabularius Ceſtr. ROBERTUS filius Walteri, WILHELMUS de Albiniaco, ROBERTUS de Ros, RIC. de Muntficeth, ROGERUS Etthoen, SAHERUS de Quincy, WILHELMUS de Muntcheneſy, PETRUS de Pratellis, WILHELMUS de Stangno, ADAM de Portu, ROBERTUS de Turneham, WILHELMUS Males, EUSTATIUS de Vescy, Petrus de Brus, WILHELMUS de Humeit Conſtabularius Normanniæ, WILHELMUS de Presciniaco, HUBERTUS de Burgo, WILHELMUS de Manſeio, PETRUS Savarici.

Hoc Fœdus & hanc Conventionem bonâ fide tenendam juravit prædictus BALDUINUS Comes Flandriæ & Haynoniæ manu propriâ in animam ſuam, & alii, quorum nomina ſubſcripta ſunt, juraverunt in animas ſuas idem Fœdus & eamdem Conventionem bonâ fide tenendam pro ipſo Comite: Videlicet HENRICUS frater Comitis, WILHELMUS avunculus Comitis, SAHERUS Caſtellanus de Gant, HUGO de Sancto Auberto, RENERUS de Trit, REGINALDUS de Aria, GILLENUS Caſtellanus de Bellomonte, DANIEL de Curtraco, Præpoſitus de Bruges, BALDUINUS de Cumines, HENRICUS de Bailliol, Terricus de Beverne, GERARDUS de Rodes, WALTERUS de Sotenghien, BOKARDUS de Burgell. WALTERUS Caſtellanus de Duaco, OSTO de Arbre.

Acta ſunt iſta coram ipſo Rege Angliæ apud Caſtrum de Ruppe-Andeliaci XVIII. die Auguſti, Regni ſui anno 1.

XXI.

1202. 4. Fevr. *Confœderatio inter* SANCIUM *Regem Navarræ & JOHANNEM Regem Angliæ facta. Dat. Engolism. die 4. Februarii* 1202. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 127.]

1. SANCIUS, Dei gratia, Rex Navarrum, omnibus, &c.

Noverit univerſitas veſtra nos feciſſe & firmaſſe Pacem & veram Amicitiam & perpetuam Confœderationem cum Domino Johanne illuſtri Rege Angliæ & Hæredibus ſuis perpetuo duraturam.

2. Dabimus eidem Regi Angliæ & Hæredibus ſuis & ſuccedentibus auxilium & conſilium contra omnes homines (ſolo Rege Moroccorum excepto) nec cum aliquo inimicorum Regis Angliæ, poſtquam idem Rex nobis ſcire fecerit quod inimicus ejus ſit, Pacem faciemus, niſi idem Rex fuerit in Pace illa.

3. Nec Treugam capiemus niſi ipſe fuerit in Treuga illa.

4. Nec iſta faciemus niſi ſalva in omnibus & per omnia Confœderatione noſtra præſcripta.

5. Præterea ſciendum eſt quod nos cum Regibus Caſtellæ & Arragoniæ Pacem vel Treugam non faciemus, niſi prius ſatisfactum fuerit prædicto Regi Angliæ de querelis quæ ſunt inter ipſos; ſalva in omnibus Confœderatione præſcripta.

6. Ad majorem autem hujus rei firmitatem ſuper Crucem Dominicam & Sacro-ſancta Evangelia juramus quod hoc, bona fide fideliter & firmiter obſervabimus. ANNO 1202.

Teſtibus,

Domino G. Pampilon Episcopo,
Gometio de Agoncello,
Garſia Patr. de Moriata,
Loderico de Bertan,
Pontio de Lacinia,
Evetone de Geirei, &
Gometio Inventore.

Teſtes ex parte Regis Angliæ ſunt hii Domini,

E. Burdegal. Archiepiscopus,
H Xanton. & W. Aquenſ. } *Episcopi.*
A. Comes Engelosm.
A. Vicecomes Toarc.
W. Comes Sarum,
R. de Trunk. Seneſcallus Pict. & Vascon.
Patr. de Peatell.
S. Wellen. Archidiaconus,
P. de Rupibus Theſaurarius Pictav. & Archidiaconus Stafford.
W. Brewer,
G. de Furnivall,
Regon. de Scaccario.

Actum Engolism. quarto die Februarii, Anno Incarnationis Dominicæ Milleſimo ducenteſimo primo.

XXII.

Pactum Matrimonii inter HUGONEM *Regem Cypri &* AELIDEM *Filiam* HENRICI *Comitis Campaniæ actum Acconæ Nonas Decembris Anno* 1207. [Theſaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 806. *Ex Cartario Campaniæ.*] 1207. 5. Dec.

EGo C. Dei gratiâ Tyrenſis Archiepiscopus, notum facio, tam præſentibus, quàm futuris, præſentem Cartam inſpecturis, quod Domnus Johannes de Ibilino Bajulus Regni Jeruſalem, & Domnus Philippus de Ibilino ſuus frater, & Domnus Willelmus de Petra, habuerunt tales Pactiones cum Domino Garnerio de Legniaco Comitiſſæ Campaniæ Milite, quod ipſi facient Matrimonium bonâ fide, & ſine malo inganno, ad poſſe ſuum, inter HUGONEM Regem Cypri filium Regis AIMERICI, & inter AELIS majorem filiam Domni HENRICI Comitis Campaniæ, quod ſcilicet Matrimonium Barones ac Milites Regni Jeruſalem tenendum & faciendum juraverunt. Si autem prædicta AELIS moreretur antequàm prædictus Rex Cypri eam ſibi in Matrimonio jungeret; eisdem Pactionibus præfatus de Ibelino, & alii prædicti ſuo juramento tenerentur, quod aliam filiam minorem nomine PHILIPPAM ſupradicto Regi Cypri Matrimonio copularent. Super iſtas Pactiones omnes ſæpe nominati Domino de Legniaco graantaverunt quod tenebunt in Terra Syriæ prænominatam PHILIPPAM à proxima Paſcha ad minus usque ad duos annos. Sæpedictus autem Johannes de Ibelino, & Dominus Philippus frater ejus, & Dominus Willelmus de Petra juraverunt Domino G. de Legniaco, quod bonâ fide & ſine malo inganno iſtas Pactiones prædictas tenebunt. Regina vero Mater ſæpenominati Johannis de Ibelino & Domini Philippi Fratris ejus graantaverunt tenendum & faciendum iſtas Pactiones, ſicut hîc ſunt ſcriptæ bonâ fide & ſine malo inganno ad poſſe ſuum, quas Filii ſui juraverunt. Cùm autem præfatus HUGO Rex Cypri ſibi majorem vel minorem filiam Comitis HENRICI Matrimonio copulaverit; prædicta Comitiſſa Campaniæ præfato Johanni de Ibelino, & aliis ſæpe nominatis debet donare CL. marchas auri, LVI. Ber pro marcha. Si vero præfatam pecuniam non donaret, de prædictis Pactionibus Comitiſſæ ſæpedictæ reſpondere non teneretur. Hujus vero Pactionis & iſtorum ſacramentorum ego C. Tirenſis Archiepiscopus teſtis ſum, & Frater G. Turonenſis Templi Theſaurarius, & Johannes ſuus Clericus, & Dominus G. de Legniaco. Et ut hoc ſit firmum & ſtabile, ego C. Tyrenſis Archiepiscopus Sigillo meo confirmavi.

Actum Acconæ Nonas Decembris anno ab Incarnatione MCCVII.

ANNO 1208. 2. Nov.

XXIII.

Traité de Paix entre FRIDERIC I. *Duc de Lorraine &* THIEBAUT *Comte de Bar, du 2. Novembre* 1208. [BALEICOURT, Traité Hist. & Critiq. sur l'Origine & la Genéal. de la Maison de Lorraine. Aux Preuves, pag. LXXXIV.]

In Nomine Patris & Filii & Spiritûs Sancti.

NOverint tam futuri quàm præsentes, quòd Guerra quæ inter Dominum Ducem Lotharingiæ Fridericum, & Theobaldum Comitem Barri & Luxemburgi vertebatur, Deo cooperante in Pacem & Concordiam permutata est, in hunc modum. Dux, & Fratres, & homines sui, Comiti & hominibus suis Pacem tenebunt firmam, integram & stabilem; Comes verò quidquid tenebat in principio Guerræ illius tenebit omnibus diebus vitæ suæ, in pace bona & quiete, sine omni placito, absque calumnia & reclamatione. Post decessum verò ejus, Filius suus, & alii Hæredes Comitis, exceptâ filiâ suâ uxore Ducis, & suis Hæredibus, quicquid Comes tempore vitæ suæ tenuerit, per hanc Pacem & in eadem Pace, tenebunt in perpetuum, excep-
(a) Longwy, Stenay, Amance. tis tribus Castris Longwy (a), Sethenac, & Amantiam, quæ Comes tenet & tenebit quamdiu vixerit. Sed post obitum ejus, erunt Ducis ex parte uxoris suæ filiæ Comitis per matrimonium. Homines verò tam Ducis quàm Comitis, quicquid tenebant initio Guerræ prædictæ, pacificè tenebunt usque ad jurisfatisfactionem, & ubi debuerint, juri stabunt, & alter alteri satisfaciet. Per Pacem verò prædictam, Castrum de Romont à Duce obruetur, usque ad considerationem & laudem Comitis, vel hominum suorum quos misit ad hoc considerandum; nec refirmabitur sine consensu & laude Comitis; & donec prædictum Castrum obrutum fuerit, Comes in manu sua Castrum Ducis de Chastenoys tenebit; quo facto Comes dictum Castrum de Chastenoy est redditurus. Si autem Dux cum Theodorico de Romont Pacem fecerit, Dux de eodem Theodorico, & de adjutoribus suis, Comiti & suis hominibus Pacem facere tenetur. Si verò inter ipsos Pax facta non fuerit, Dux erga dictum Theodoricum & Coadjutores suos, Comiti & hominibus suis in omnibus & per omnia, ad posse suum, in bona fide tenetur subvenire.

Præterea Dux memoratus Comiti prædicto duo millia Marcarum argenti pro damnis suis est redditurus, in hunc modum; quòd infra tres menses, postquam submonitus fuerit, Dux Comiti de prædicta pecunia creantum suum facere tenetur, & inde dedit ei plegios, Odonem Ducem Burgundiæ, de ducentis Marcis; Simonem Dominum Jovisville (b), de ducentis Marcis; (b) Joinville. Philippum de Florenges, de ducentis Marcis; Ferricum Comitem Tullensem, de ducentis Marcis; Albe-
(c) Darney. ricum de Darneio (c), de ducentis Marcis; Gilonem de Cons, de centum Marcis; Albericum de Roseriis, (d) Preny. de centum Marcis; Verricum de Prisneio (d), de centum Marcis; Simonem de Passavant, de centum Marcis; Simonem de Parroye, de centum Marcis; Simonem de Villa, de centum Marcis; Karlonem de Gondrevilla, de centum Marcis; Arnoldum de Vokerenges, de centum Marcis; Arnoldum de Sierkgt, de centum Marcis, in hunc modum: quòd si Dux memoratus Lotharingiæ, conventiones pecuniæ istius non tenuerit, Dux Burgundiæ infra quindecim dies, postquam submonitus fuerit de ducentis Marcis, Comiti creantum suum in vadiis vel in nummis facere tenetur, alii verò Plegii infra quindecim dies postquam submoniti fuerint, creantum suum Comiti facient, vel in Castris ipsius Comitis, quod fiet ex parte Patris sui, usque ad plenam solutionem tenebunt captionem: quod si facere recusaverint, Comes, laude ipsorum & Ducis, vadia eorum ubi potuerit, accipiet. Præterea Dux
(e) Vigneury. sæpe dictus creantavit quod ad posse & velle suum, & laude sua, Matrimonium inter Filiam suam, & Filium Valteri de Vangionisrivo (e), nunquam stabit, nec pro isto Matrimonio terram ei vel pecuniam vel aliud beneficium est daturus. Sciendum etiam quòd si inter Ducem & Comitem, vel inter homines Ducis & Comitis, de capitalibus interceptis querimonia fuerit, intra xv. dies querimoniam illam Dux debet emendare. Si autem aliquis hominum suorum rebellis fuerit, & pro ipso satisfacere noluerit, nec fore factum emendare, Dux ad posse suum in bona fide ei malum facere tenebitur, & cogere ad emendandum. Si verò (quod absit) Dux, vel Frater, vel homines sui, in Comitem vel in Filium suum, vel in Castella eorum manum miserint, nullum inde placitum fiet, sed sine placito ostagii hujus Pacis de Pace fracta in Conventiones inciderint, & ad Comitem & ad Filium ejus post ipsum cum Feodis suis, laude Ducis, per hominium se tenebunt: ab hac tamen conventione excipiuntur Comes Darbos, Comes Sigibertus, Comes de Sarebrugo, Comes de Gemino ponte (f), Comes Stephanus Burg. (f) Deux-ponts. Simon, Dominus Jovisville. Quod si aliquis istorum Comiti vel suis malum fecerit, non idcirco Pax dicetur infracta. Sed Dux erga eos ad posse suum in bona fide Comiti & suis tenebitur subvenire. Per istam autem Pacem solus Dux liberatus est à captione Comitis quà tenebatur, Fratres verò sui & alii capti in captione Comitis ad velle ipsius remanserunt. Ad hanc Pacem firmiter tenendam & observandam, Dux Comiti in ostagium assignavit ista Castra quæ Comes tenet, Longwy, Satenai, & Amantiam, laude uxoris suæ Ducissæ filiæ Comitis, in hunc modum: Quòd si contigerit Ducem, vel Fratres, vel homines suos dictam Pacem infringere, prædicta ea Castra Filio Comitis & aliis Hæredibus suis sine Ducissa uxore Ducis & suis Hæredibus in perpetuum hæreditarium remanebunt. Daturus est etiam Dux Comiti in Ostagium hujus Pacis Regem Alemaniæ, quem Comes voluerit, cum Litteris suis apertis; & donec hoc fuerit adimpletum, Comes Castrum Ducis de Sirkes in manu sua tenebit; hoc adjunto, quòd prædicta duo Castra de Chastenoys & Sirkes Dux munire debet victualibus, quæ hominibus Comitis qui Castra illa servabunt, per annum sufficiant, & de anno in annum, donec duæ Conventiones præscriptæ fuerint adimpletæ; impletâ verò unâ Conventione, unum Castrum Duci reddetur; impletâ aliâ, aliud ei reddetur, sicut dispositum est. Ad confirmationem autem hujus Pacis, Dux sæpedictus Pacem istam, & omnes Conventiones in ea contentas, se observaturum juravit, & Ostagios tenendæ Pacis assignavit, Odonem Ducem Burgundiæ, cum Litteris suis apertis, & fidei juramento, homines etiam suos qui subscripti sunt, videlicet Henricum, Comitem Gemini Pontis, Gilonem de Cons (g), Ferri-
(g) Aujourd'hui la Grand' Ville. cum, Comitem Tullensem, Simonem Dominum Jovisvillæ, Hugonem de Fisca, Henricum Comitem de Salmis, Simonem Dominum de Parroye, Philippum de Florenges, Milonem de Venderiis (h), Albericum de Roseriis, Gerardum de Alet, Karlonem de Gondevilla, (h) Vendiers. Albericum de Darneio, Olricum de Offroicore (i), (i) Offroicourt. Gerardum de Velascort (k), Simonem juvenem de (k) Velascourt. Parroye, Simonem de Villa (l), Vercium de Prisneio, Arnoldum de Volkeranges, Arnoldum de Sirkes, Simonem Advocatum Metensem, Gofridum (l) Ville sur Illon. d'Aubles (m), Simonem de Passavant, Albericum (m) Albe. de Fokerenges, Valdrandum de Lenboze, Joannem de Monte claro, Gilonem de Bergues, Ferricum de Ponte Trevirensi, Verricum de Fontois, Tancrasse de Bites, Theodoricum de Chambleis, Olricum de Novilari, Valterum de Prisneio, & Albertum de Parroye, qui redempti fuerunt. De Pace ista & Conventionibus istis tenendis, isti præscripti sunt Ostagii, in hunc modum; quòd si contigerit Ducem, vel Fratres, vel homines suos, prædictam Pacem infringere, nec tenere, prænominati homines Ducis, cum omnibus Feodis quæ de Duce tenent, laude ipsius Ducis, ad Comitem transibunt, vel ad Filium ejus. Si de Comite defecerit, & quidquid Duci debebunt, Comiti & Hæredibus suis, exceptâ Ducissâ & Hæredibus suis, per hominium debebunt in perpetuum, hoc adjuncto, quòd in omnibus Conventionibus quibus prædicti Dux & Fratres & homines sui de Pace conservanda ista, Comiti tenentur, tenebuntur etiam Filio suo post ipsum. Hæc autem omnia quæ in hac Carta præscripta sunt, Dux & homines ejus se inviolabiliter observaturos, tactis sacrosanctis, juraverunt. Ego FRIDERICUS LOTHARINGIÆ DUX & Marchio, Pacem præscriptam, & omnes Conventiones Pacis me observaturum juravi, & præsentem paginam Sigillo meo confirmavi in testimonium. Acta sunt hæc anno ab Incarnatione Domini 1208, quarto Nonas Novembris.

ANNO 1208.

XXIV.

Epistola INNOCENTII *Papæ* III. *ad* JOHANNEM *Anglorum Regem, quâ eum Anathemate percussurum minatur, nisi intra tres Menses, post hujus Epistolæ susceptionem, ea quæ ab illo requirit adimpleverit.* [Thesaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 810. *Ex MS. S. Juliani Turonensis.*] 1209.

INNOCENTIUS III. JOHANNI Regi Anglorum.

Tacti

ANNO 1209. Tacti sumus dolore cordis intrinsecùs, & vehementi mœrore turbati, quòd cùm ex illa speciali prærogativa dilectionis, quâ te Sedes Apostolica diligebat inter ceteros Principes, ut versâ vice rependeres ei reverentiam & honorem, odium pro dilectione ei retribuis, & quasi conjuraveris in teipsum, tuo non parcis honori, ut nostro valeas derogare. Quin immò tuam & famam negligens, & salutem in præjudicium utriusque, temerè contra nostram, & Ecclesiæ, immo Dei dispositionem erigeris: non attendens quod in vanum eam evacuare moliris, cùm extentam manum Altissimi nemo possit avertere, & quicquid fuit ab illo decretum nullus valeat immutare. Sanè quantum & qualiter super negotio Cantuariensis Ecclesiæ tuæ Regali Celsitudini detulerimus, etsi tu forsàn hoc non recolis ut ingratus, de memoria tamen universalis Ecclesiæ facilè non poterit aboleri, quæ bonitate malitiam non vincente, nostram circa te patientiam admiratur. Heu! quæ, carissime Fili, duritia tuum obturavit auditum, ut salutaria monita tibi à nobis totiens inculcata non caperes? Quæ duritia tuum absorbuit intellectum, ut discreta consilia tibi à nobis suggesta sæpius non servares? Jam sic induratus esse conspiceris, ut crescentem vulneris tui plagam non sentias. Ita fascinatus esse videris, quod nec medicaminis opem, vel operam medicantis admittas; ut quasi de te conqueri possimus, cum Propheta dicendo: *Cui loquemur, & quem contestabimur amplius? incircumcisæ sunt aures ejus, & audire non possunt.* Piget te verbi quod pro tua tibi salute suggeritur. Tædet boni quod pro tua tibi honorificentia suadetur, dum nec animæ detrimentum te miseret; nec famæ quam nec infamiæ dixerimus mundanæ te pudet: unde tanto magis super tanta duritia miseramur, quanto in crudelem ipse tibi mutatus misereri tui hactenus miserabilius refugisti. Licèt autem paterna caritas ex qua tibi ista suggerimus, tibi sit forsitan odiosa, circa te tamen prudentis & amantis Medici vices agimus, qui infirmum quamvis invitum & improvisum, & reluctantem salubriter secat & urit. Ideoque (quod absit) si morbum tuum invenerimus induratum, violentiori nos coges insistere medicinæ, juxta quod necessaria cura deposcet. Cujus asperitatem etsi forsitan in præsenti refugias, sanitate tamen recuperatâ, ipsius collaudabis effectum, ac peritum quoque Medicum benedices. Ut autem adhuc sermonis apportemus unguentum; si forsitan ipso inolitus asperiora molimina non expectes: Serenitatem Regiam rogamus attentiùs, & monemus per eum qui venturus est judicare vivos & mortuos, obtestantes quatenus usus consilio saniori, à tanto revoceris errore: saltem in ipso negotio procedendo juxta continentiam Litterarum, quas filius Abbas Belli-loci à nobis dudum tuo nomine impetravit. Quia procul dubio præter culpam priorem, hoc ad culpam alteram tibi poterit imputari, si ab eo recedere videaris: quod sub tuarum Litterarum testimonio tam expresso, cum tanta fuerat instantia postulatum: per quas videlicet Litteras nobis humiliter supplicabas, ut quod ipse Abbas de negotio ipso tuo nomine nobis diceret, firmiter crederemus: propter quod debueras sine difficultate qualibet adimplere, quod per suam fuerat sollicitudinem impetratum: præsertim cùm hoc demum visus fueris acceptare; quandoquidem propter illud à te prius auditum, diligenter & examinatum prudenter Delegatos nostros ad præsentiam tuam posteà quasi pro complemento negotii venire fecisti. Quapropter, Fili carissime, ne sis durus, & negotio ipsi difficultatem nullam ingeras, ne te (quod absit) in illam difficultatem inducas, de qua non facilè valeas expediri. Alioqui quantùmcumque personam tuam in Domino sincerè diligamus, & Canonicam disciplinam indignanter sis forsitan recepturus: quia tamen cùm is qui diligitur castigatur, tunc circa eum pietas exercetur, eo quod amor habeat plagas suas, quæ dulciores sunt, cùm amariùs inferuntur: nisi usque ad tres menses post harum susceptionem, vel recusationem præsentium, quæ præmissus adimpleveris; ex tunc ex parte omnipotentis Dei Patris & Filii, & Spiritus sancti, & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus, quorum licet indigni auctoritatem habemus, te anathematizatum decernimus, & à communione fidelium præcidimus: venerabilibus Fratribus nostris firmiter dantes in præceptis, ut Sententiam ipsam, appellatione remotâ, non differant publicare: facientes eam singulis Dominicis ac Festivis diebus, pulsatis campanis, & candelis accensis, usque ad satisfactionem condignam solemniter innovari. Quam etiam & nos ipsi, auctore Domino, ore proprio publicamus, ut sic certiùs & validiùs pœna ejus in omnem Ecclesiam innotescat, cujus culpa generalem Ecclesiam noscitur offendisse. Ad hæc cum adjutorio Dei contra te multipliciter processuri, si nec sic tuum corrigere festineris errorem. Ecce tensus est arcus; fuge, Fili carissime, à sagitta, quæ non consuevit abire retrorsum, ne sauciatus ab illa, graviter infirmeris, ut non solùm non possis ad meliora proficere, verum etiam vix valeas ad priora redire, cujus utique plaga sine deformi non poterit cicatrice sanari. ANNO 1209.

Aliâ manu. Actum anno gratiæ MCCIX. quando plebs fidelis contra Hæreticos Albigenses arripuit iter, PHILIPPO regnante in Francia, Magistro STEPHANO de Langatenoie à Domino Papa in Archiepiscopum Cantuariensem ordinato contra voluntatem JOHANNIS Regis Angliæ, propter quod Terra ipius posita fuit sub Interdicto.

XXV.

Forma Interdicti ab INNOCENTIO III. *in Angliam constituta.* [Ibidem Col. 812. *Ex MS. S. Michaelis in periculo Maris.*]

HÆc est generalis Interdicti per Angliam forma constituta ab INNOCENTIO III. propter contumaciam JOHANNIS Regis. Quod Clerici, quando voluerint, sine omni solemnitate, & sine nota, omnes horas in Ecclesiis dicant, & legant Evangelium; ostiis tamen clausis, ita ut nullus Laïcus ingrediatur, nec causâ orandi, nec aliter, nisi sit aliqua potens persona non excommunicata, quæ cum omni devotione petat ingressum, ex cujus repulsâ graviter lædi posset Ecclesia. Tunc autem solus ineat, sed nihil audiat à Sacerdote, nisi verbum prædicationis, ut plus Deo obediat, quàm homini, & cetera hujusmodi. Item convocent Capellani Parochianos suos singulis diebus Dominicis; & præcipuis Festivitatibus ad crucem aliquam in Villa, vel in Cimiterio, & prædicent eis cum omni diligentia patientiam & obedientiam; quia CHRISTUS factus est obediens Patri, &c. Et doceant plus esse obediendum Deo, quàm homini. *Nolite timere eos qui potestatem habent occidendi corpus*, &c. Factâ autem prædicatione, dicant Sacerdotes preces devotissimè pro pace Ecclesiæ, & pro Domino Rege, ut Dominus JESUS-CHRISTUS dirigat pedes ejus in viam salutis, & det ei spiritum consilii, ut quæ agenda sunt secundum Deum videat, & ad implenda quæ viderit convalescat. Dicant etiam preces pro vivis & pro defunctis, sicut consueverant, omnes flexis genibus, & diligentissimè populum moneant, ut die ac nocte talibus orationibus insistat, ut defectum Missarum vigiliis & orationibus suppleant; quia omnes illi qui obedientes erunt Ecclesiæ Dei, & viam salutis ingredientur; qui autem rebelles extiterint, vindictam Domini poterunt formidare: maledictus enim puer qui matri verberanti pugno resistit. Capellani etiam Festa denuntient, sed neque panem faciant, neque aquam benedictam. Item parvuli baptizentur in domibus cum chrismate & unctione, & cum omni debita solemnitate. Et conveniant omnes Archidiaconi & Decani in die Cœnæ, sicut consueverant, & ibi eis dicetur quid eos oporteat facere; vetus autem chrisma ubique reservetur. Habeant autem Parochiani vas commune ad baptizandum pueros, quod possit deferri per domos: aqua autem baptismatis honestè reponatur, & vas honestè custodiatur. Quicumque Confessionem petierit, habeat quandocumque voluerit, & legitimum testimonium faciat, & omni solemnitate, sed sine Eucharistia, & sine Extrema unctione. Corpora defunctorum, tam Clericorum, quàm Laïcorum, ponantur ubi amici eorum voluerint extra cimiterium, præcipuè ubi transeuntes possunt commoveri, ita quod nullus Sacerdos in sepultura Laïcorum præsens sit; sed corpore jacente in domo, poterit Sacerdos, sed sine cruce, & sine aqua benedicta facere privatim commendationem animæ. Clerici defuncti bene possunt reponi in truncis signatis, vel plumbeis vasis super arbores cimiterii, vel super murum; & corpora Religiosarum ponantur infra septa sua, terra Cimiterii non aperta. Item Altaria denudentur in Ecclesiis. Mulieres autem ad purificationem non admittantur. Sponsalia & Matrimonia non contrahantur. Ubicumque videbitis, vel audieritis violentiam factam in rebus Ecclesiasticis, statim faciatis damnum appretiari & commendari scripto, & nomina eorum malefactorum redigatis in scriptum, & ipsos publicè denuntietis excommunicatos; qui si pœnituerint, ad Episcopum mittantur. Magistri Scholarum, si à Laïcis permittantur, recipiantur honorificè, legant & doceant. Illis autem qui potuerint recipere Corpus Domini,

ANNO 1209. mini, quibus denuntiatum est ut reciperent, & contemserint; non licet comedere carnes sine consilio Episcopi, vel alicujus authenticæ personæ in die Paschæ, nec deinceps. Hoc autem ex publicè denuntietis, sine districtione tamen. Teneantur à Decanis Capitula, & extirpentur crimina, tam Clericorum, quàm Laicorum, in quantum fieri poterit; poterunt autem puniri per Excommunicationem. Capitula autem in Cimiteriis, in domibus Sacerdotum, & non in ipsa Ecclesia teneantur. Omnes verò Episcopi Angliæ solemniter excommunicabunt, exceptâ personâ Domini Regis, & Reginæ, & personâ Justiciarii Domini Regis, quicumque miserint violentam manum in Ecclesias, vel in possessiones Clericorum, vel catalla eorum, & quicumque, invitis Clericis, aliquid de bonis eorum à raptoribus emerint, vel de domo malefactorum receperint, vel amoverint, vel asportaverint, vel ad custodiendum receperint, nisi de voluntate Clericorum, vel ad opus eorum. Hoc autem publicè denuntient Capellani, quotiens prædicabunt. Corpus Domini sicubi residuum fuerit, reservetur honestè in Ecclesia, donec dicatur quid inde fieri debeat, ita quod à nullo sumatur, nec à Sacerdote, nec ab alio. Clerici sua reponant in Ecclesiis & Cimiteriis, quæ ibi, Deo dante, Pacem habebunt. Si dies Hospitaliorum evenerint, diligenter admoneant Sacerdotes populum, ut conveniat extra Ecclesiam ad eorum prædicationem, & confraternitatem illam devotissimè observent: Ostia tamen Ecclesiæ eis non aperiantur, nec aliquem in Cimiterio sepelire permittantur: sed aliter quibus modis fieri poterit Clerici eorum coadjutores existant, & eis ostendant Sacerdotes quòd hoc Interdictum Domini Papæ est, cui nullus potest resistere. Ita generale & ita violentum est, quòd nullum Privilegium, nulla permissio Missarum, vel aliarum libertatum potest observari. Nihilominus tamen eleemosynas & promissas Parochiani teneantur persolvere, ne Deus, ob duritiam illorum, durius irascatur; & cùm Deus Pacem dederit Ecclesiæ, tam vivis, quàm defunctis omnia recompensentur. Fugitivi etiam quicumque ad Pacem Ecclesiæ confugerint, cum omni diligentia in protectionem Ecclesiæ admittantur. Benedictiones in prandiis & gratiarum actiones more solito licet facere. Valete.

XXVI.

1212. Janv. *Epistola* HENRICI *Imperatoris Constantinopolitani ad universos Amicos suos, quâ certos eos facit de Victoria ab ipso contra* LASCARUM *Imperatorem reportata. Dat. apud Pergamum in Octavis Epiphaniæ Anno* 1212. [Thesaurus Novus Anecdotorum, &c. Tom. I. Col. 821. *Ex MS. Camberonensi & Elnonensi.*]

HENRICUS Dei gratiâ fidelissimus in CHRISTO Imperator à Deo coronatus Romanorum, & Moderator semper Augustus, universis amicis suis ad quos tenor præsentium pervenerit, salutem in Dominorum Domino.

Quoniam dilectio vestra de statu nostro certificari desiderat, & de prosperitate nostra, sicut confidimus, habitura est lætitiam; idcirco quædam etsi non singula quæ circa nos fecit Dominus, vobis cartula præsenti nuntiamus. Intelligatis igitur nos hactenus in nostro Imperio quatuor inimicos habuisse principales & potentissimos, in medio quorum positi & expositi, illorum incursus assiduè sustinuimus undique & insultus. Horum quidem primus & maximus fuit LASCARUS, qui totam terram ultra brachium sancti Georgii usque ad tranchiam tenuit, & ibidem pro Imperatore se gerens, nos ex illa parte frequenter aggravavit. Ex alia verò parte BURILLUS nobis institit, qui similiter inter gentem Bulgarorum, quibus per violentiam se præposuit, Imperiale nomen sibi cum singulis signis Imperialibus usurpavit, & inde nos diu & multis incursibus fatigavit. In altera verò parte, scilicet in Regno Thessalonicæ MICHALITIUS traditor potentissimus, & STRATIUS nepos Johannicii magni olim populatoris Græciæ, qui duo, licèt nobis fidelitatis juramento sacramentum præstitissent, totis tamen viribus suis in partibus illis nostro exitio imminebant. Unde pro illis duobus debilitandis, & dejicienda eorum elata potentia, de consilio Baronum nostrorum descendimus duodecim diebus à Constantinopoli, sicut jamdudum ad vos credimus pervenisse. Illuc verò cum præfatis hostibus longo luctamine habito, tandem auxilio Dei illos ad hoc deduximus, quod nihil aut parum nos, vel quemdam alium potuerunt aggravare, nec profuerunt illis subtiles & excogitatæ proditiones, quibus contra nos usi sunt sæpius. Quater enim MICHALINUS, & ter STRATIUS juramenta nobis præstiterunt, quæ neuter illorum totiens infringere dubitavit. Sed nos illos ita castigatos super hoc dimisimus, quòd coacti fuerint pœnitere fidem nobis fregisse totiens præ aliis peccatis omnibus quæ fecerunt. Nos enim de optima & speciosa terra quam tenebant, majorem eis partem abstulimus, & nisi majora negotia nos constanter revocassent, non eis sola domuncula remansisset in nostro Imperio. Sed alii duo hostes nostri Imperii, BERILLUS scilicet & LASCARUS nimis graviter opprimebant. Constantinus unus per mare, per terram alius: & jam LASCARUS unum de hominibus nostris majoribus, Dominum scilicet Petrum de Brucello & maximum Galearum numerum coadunavit, ut Constantinopolim expugnaret. Qua de causa Civitas in magna desolatione trepidabat: ita quòd multi de nostris de nostro redditu desperantes, per mare proponebant fugere: plures vero ad ipsum LASCARUM transierunt, ei contra nos promittentes auxilium & jurantes. Ob hoc igitur cum festinatione redeuntes die Paschæ ad quamdam Civitatem nostram, quæ Rossa dicitur, pervenimus; & in die sequenti exeuntes diluculo, & parum jam à Civitate elongati, didicimus per nuntium fidelem quod BURILLUS ibidem prope ante nos erat cum maximo Comannorum & Bulgarorum, & Blacorum exercitu, & nostro insidians adventui, viam quâ transiturus eramus quæ nimis strictissima fuit & difficilis, utrobique mons montibus clausa occupaverat, volens nos intra montium difficultatem deprehendere fraudulenter, & nisi Dominus fraudem, & occultum detexisset nobis laqueum, comprehendi leviter potuisset nostras paucitas in illo transitu, quia non plures tunc quàm sexaginta milites habebamus; sed cùm per nuntios & speculatores quos illuc misimus hoc verum esse probassemus, ab illa via declinantes, per aliam viam quæ circa mare protendit obliquavimus iter nostrum, & per quædam Castella quæ illic habebamus transeuntes, armatos qui ibi erant adjunximus, & sic ulterius procedentes obviavimus quosdam nostrorum, qui de Constantinopoli tribus dietis procul nobis occurrerant. Et tunc videntes numerum nostrum augmentatum, statim ad insequendum BURILLUM iter refleximus, proponentes pugnare cum eo, si ipsum alicubi inveniremus; sed ipse adventum nostrum præsentiens, iter arripuit, & nos illum duobus diebus insequentes nequaquam invenire, vel alicubi consequi potuimus celeriter fugientem. Tunc verò Constantinopolim revertentes, ibi cum gaudio & solemnitate magna recepti sumus, velut qui longò tempore expectati à populo desideranter fueramus. Significaverunt enim nobis Barones nostri, quos in fine & in marchia Regni Thessalonici servanda dimiseramus, BERTHOLDUS Comes videlicet & Frater noster EUSTACHIUS, & quidam alii, quod inimicus noster STRATIUS, quem omnino reliqueramus destitutum viribus, animos resumserat per Burillum, qui ei in auxilium venerat cum LII. aciebus, & jam multa nobis damna intulerat; sed præfati Barones, collectis viribus & associato MICHALITIO qui tunc cum eis concordiam invenerat, eidem STRATIO in plano Pelagoniæ occurrebant, ubi cum eo pugnantes obtinuerunt victoriam. Itaque majorem partem sui exercitus dimisit STRATIUS in eadem planitie gladiatam, ex alia vero parte nobis innotuit quòd Soldanus Iconii, qui nobiscum amicitiam juramento firmaverat, & auxilium contra ipsum LASCARUM pepigerat, ingressus erat terram Lascari cum maximo Turcorum exercitu; sed Lascarus ei cum majori Græcorum multitudine occurrerat, & etiam Latinorum, qui sub Excommunicatione summi Pontificis ei adhæserant, quorum auxilio obtinuit victoriam contra Soldanum LASCARUS in prælio: ita quòd ipse Soldanus retentus fuit & occisus cum maxima parte suæ gentis. Qua de causa tunc LASCARUS acrior & elatior factus, misit Litteras ad omnes Græcorum Provincias, continentes honorem & lucrum suæ victoriæ, significans etiam illis quod si eum vellent adjuvare, citò terram de Latinis canibus liberaret. Ob hæc igitur Græci omnes murmurare incipientes contra nos, ei promittebant auxilium, si veniret Constantinopolim pugnaturus. Nos verò hoc intelligentes, cum fidelium nostrorum consilio, ad eum invadendum Brachium sancti Georgii transivimus, magis volentes eum invadere, quàm ejus invasionem Constantinopoli expectare. Cumque Brachium transissemus, nec adhuc tamen milites nostri omnes transissent, occurrit nobis LASCARUS cum gravi multitudine ante Civitatem Spigacii, quam illuc solam habebamus, & nos licèt

pauci

ANNO 1212.

ANNO 1212. pauci numero, multi tamen virtute & animo essemus, ei contra Civitatem ad pugnam nos obtulimus; sed statim fugam arripiens in quibusdam vicinis montibus, de quorum vicinitate confidebat, se recepit. Non tamen ita velociter fugere potuit, quin nos qui eum sequebamur, eidem grave damnum inferremus, in cauda sui exercitûs, cujus partem maximam detruncavimus, equos plurimos cum equitantibus retinentes. Postea verò, collecto nostro exercitu, equitare per terram cœpimus, nec ipse in planis audebat nobis occurrere, sed cum exercitu suo montes tenere insidiabatur nostris Cursoribus, qui pro victualibus mittebantur. Sed tandem terræ populus quod ad libitum nostrum per terram equitaremus, ut vidit, congregatus est ad Lascarum, dicendo ei communiter quòd hoc diutius sustinere nolebant; sed aut ipse nobiscum pugnaret, aut ipsi nobis se reddere non differrent. Quod audiens LASCARUS, congregavit infinitum populum, tam peditum, quam equitum: ita quod habuit nonaginta magnas acies, quarum octo erant ex Latinis, qui ei contra nos auxilium faciebant sub Excommunicatione Domini Papæ, timorem Dei & hominum relinquentes. Cum hac multitudine occurrit nobis LASCARUS XV. die Octobris juxta fluvium Luparci, ubi tentoria fixeramus. Non autem exercitum suum traxit in planitiem, sed retro quemdam montem latens, duas acies misit ante nostra tentoria, quas cùm quidam nostrorum fugarent & insequerentur, invenerunt ibi prope nos maximam multitudinem congregatam. Quod cùm nobis renuntiassent, arma sumi statim jussimus, & illuc accedentes, percussi fuimus admiratione & extasi, videntes ibi tantum populum ordinatum per acies & divisum. In sola enim acie Lascari erant mille & septingenti loricati homines, plures scilicet quàm in toto nostro exercitu haberemus. Nos enim parvas, & solum XV. habebamus acies; & ex illis ad conservanda tentoria una remanserat, & in unaquaque nonnisi quindecim erant milites, exceptâ nostrâ solâ, in qua missimus quinquaginta. Videntes tamen quod salubriter bellum non possemus subterfugere, in solo Deo & in ejus sancta cruce, quæ ante nos ferebatur, spem nostram omnino posuimus, & sic duodecim ex nostris aciebus concurrere præcepimus, timentes quod si pauciores concurrerent, ab hostili multitudine involverentur. Illi vero cum magnis clamoribus & tubarum sonitibus occurrerunt, equos equis & gladios gladiis opponentes, & primum conflictum satis viriliter sustinentes, non tamen eventus belli, nisi per brevem horam duravit dubius. Statim enim post receptionem primorum ictuum adversa pars incepit fugere, & fugientes terga gladiis nostrorum obtulit ferienda. Nos vero tunc acriùs & audatiùs instantes eos sternere & sequi non cessavimus ab hora meridiei quâ bellum incepit usque ad Solis occubitum; ita illis immixti, quod vix suos ab aliis dinoscebant. Unde non oportet vos dubitare multos illâ die corruisse gladio. Quod tamen mirabile est in oculis omnium audientium, quia nullus de toto exercitu nostro periisse, vel mortale vulnus recepisse inventus est, & multi Latinorum ex parte Lascari ceciderunt in prælio, quidam verò vivi capti sunt & retenti, & alii qui vivi potuerunt evadere, ad nostram misericordiam nocte sequenti redierunt. Ab illa autem die LASCARUS fuit viribus destitutus, nec ausus fuit nobis alicubi apparere, & omnes usque ad Marchiam Turchiæ nostro inclinare venerunt imperio, exceptis aliquibus Castellis, quæ in instanti æstate bene confidimus auxilio Dei compellere ad reddendum. Eodem tempore dum taliter ageremus in partibus illis, nuntiatum fuit nobis à nostris Baronibus Regni Thessalonicensis, Comite videlicet BERTHOLDO, & Fratre nostro EUSTACHIO, & aliis quibus Marchiam servandam commisseramus, quòd BURILLUS illuc venerat cum magno exercitu, damna nobis plurima inferendo; sed Barones insimul collecti & associati, Sclavo Græco nostro occurrerant, sed ipse illos metuens, terram fugiendo exiverat, relictis post se viginti-quatuor aciebus peditum & duabus equitum, qui omnes nostris sequentibus sunt occisi, nullo penitùs evadente. Sic igitur intelligatis undique nos divino auxilio obtinuisse victoriam, & quatuor præhominatos hostes, BURILLUM scilicet, LASCARUM, MICHALICIUM, & STRATIUM, humiliatos, & penitus viribus destitutos. Nihil autem nobis deesse sciatis ad habendam plenam victoriam, & possidendum Imperium, nisi Latinorum copiam, quibus possimus præbere Terram quam acquirimus, immò quam jam acquisivimus, cùm, sicut scitis, parum profit acquirere, nisi fuerint qui conservent.

Datum apud Pergamum in octavis Epiphaniæ anno Domini MCCXII.

XXVII.

ANNO 1216.

Forma Pacis inter Illustres Reges Franciæ & Angliæ. [Thesaurus novus Anecdotorum, Tom. I. Col. 857. *Ex MS. illustrissimi Marchionis* Daubais.]

HÆc est Pax reformata inter Dominum LODOVICUM Regis Franciæ primogenitum & HENRICUM Regem Angliæ illustrem. Imprimis, quod omnes homines & imprisii ipsius Domini LUDOVICI & Coadjutores sui Angliæ & alii Laïci tantùm qui Terram tenuerunt in principio Guerræ in Regno Angliæ, habeant Terras suas & sasinas sicut habuerunt in principio Guerræ, & Libertates & Consuetudines Regni Angliæ, & si emendationes factæ fuerint de Libertatibus, communes sint tam illis quàm aliis, & quod Dominus Rex Angliæ & omnes homines & imprisii sui qui Terram tenuerunt in principio Guerræ, habeant omnes Terras suas & sasinas de quacumque Terra fuerint, sicut eas habuerunt in principio Guerræ in Regno Angliæ.

Item, Civitas Londonienfis & omnes aliæ Civitates & Burgi habeant rectas Libertates & rectas Consuetudines.

Item, omnes prisones qui capti fuerunt ex utraque parte postquam ipse Dominus LODOVICUS primò applicuit in Anglia deliberabuntur. De aliis verò qui capti fuerunt ante primum adventum ejus in Angliam, sic erit quod Consilium Domini Regis Angliæ eliget tres de Consilio Domini LUDOVICI per quorum sacramentum fiat inquisitio, qui fuerint homines vel imprisii ipsius Domini Lodovici Regis die qua capti fuerunt & per sacramentum prædictum deliberentur.

Item, de omnibus prisonibus sic erit quod omne illud quod solutum est de redemtione eorumdem solutum sit: & id quod solutum non est unius termini si transierit solvantur termini, & residuum redemtionis quittum sit: & si contentio fiat, quod dicatur quod termini de redemtionibus prisonum præteriti sunt, Consilium Domini LUDOVICI eligat de Consilio Domini Regis Angliæ, per quorum sacramentum declaretur si termini de redemtionibus transierint nec ne, & à die quâ firmabitur Pax ista, aliqua districtio fieret prisonibus de solutione redemtionum festinanda, inde quiti essent. Omnes autem prisones, & alii de Regno Angliæ, qui contra Dominum J. quondam Regem Angliæ fuerunt, faciant securitatem Domino HENRICO Regi per homagia, sacramenta, & cartas suas. Dominus LODOVICUS reddat omnes Obsides illis à quibus eos habuit, qui traditi fuerint pro fideli servitio, & alios qui traditi fuerint pro pecunia unius termini transierunt soluta pecunia deliberabit.

Item, Dominus LODOVICUS reddat Domino Regi rotulos de scacario, cartas Judæorum, & cartas factas de libertatibus tempore Regis Johannis à P. Rumougrend, & omnia alia scripta de scacario quod habet, bonâ fide.

Item, reddantur eidem Domino HENRICO Regi & suis, secundum mandatum & dispositionem Domni Legati, omnes Civitates, Burgi, Castra, & Terræ quæ occupatæ sunt per Guerram istam, in quocumque loco fuerint in Regno Angliæ, exceptis his quæ Rex Scotiæ & Ballonenses occupaverint, de quibus fiet, sicut inferiùs notatum est, & de Insulis sic fiat, quod Dominus LODOVICUS mittat inde Litteras suas Patentes, Chanonaen præcipientes quod illas Domino Regi reddat, & nisi illas Domino Regi reddiderit, distruet eum Dominus LODOVICUS pro legali posse suo per Feudum & Terras ipsius quæ de Feudo suo movent, ad illas reddendas; & si hoc facere noluerit, ipse etiam sit extra istam Pacem Domini LODOVICI. De Rege Scotorum sic fiat quod Dominus LODOVICUS mandet ei formam Pacis factæ inter ipsum & Dominum Regem: & quòd si noluerit esse in Pace illa, reddat Domino Regi omnia Castra, Terras, & prisones quos occupavit occasione hujus Guerræ, & Dominus Rex faciat idem Regi Scotorum; alioquin sit extra Pacem Domini LODOVICI. Eodem modo mandet idem Dominus LODOVICUS Dunelmenf. & aliis Vallenfibus omnia debita quæ Domino LODOVICO debentur, unde termini transierint, ei reddantur. Dominus LODOVICUS quittat omnes Barones & homines de Regno Angliæ de omnibus Terris Domini Regis ab omnibus homagiis, fidelitatibus, Confœderationibus, & imprisiis, & de cetero, cum illis nullam inibit Confœderationem, unde malum, vel

ANNO 1216. damnum posſit aliquo tempore venire Domino HENRICO Regi, vel Heredibus suis de Regno Angliæ, occasione hujus Guerræ. Barones & homines de Regno Angliæ qui eidem Domino LODOVICO fecerant homagia, sacramenta fidelitatis, Confœderationes, vel imprisias quitabunt inde ipsum Dominum LUDOVICUM, nec umquam facient ei, vel alicui alii homagium, Confœderationem, fidelitatem, sacramenta, nec imprisias contra Dominum suum HENRICUM Regem, nec Heredes suos.

XXVIII.

1217. 11. Sept. (1) *Tractatus Pacis inter* HENRICUM III. *Regem Angliæ &* LUDOVICUM *Primogenitum* PHILIPPI II. *Regis Franciæ concluſus. Dat. apud Lameth die* 11. *Septembris, Anno* 1217. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 221.]

1. NOtum sit, tàm præsentibus, quàm futuris, quod hæc est forma Pacis facta inter Dominum Regem Angliæ illustrem, & Dominum Lodovicum, Domini Regis Franciæ primogenitum. In primis, quod omnes homines & imprisii Domini Lodovici, & Coadjutores sui Anglici, & alii, qui Terram tenuerunt, in principio Gwerræ, in Regno Angliæ, habeant Terras suas & saisinas suas, quas habuerunt in initio Guerræ, & rectas Consuetudines, & Libertates Regni Angliæ; &, si emendationes inde factæ fuerint, communes sint tàm illis, quàm aliis.

2. Similiter, Dominus Henricus Rex Angliæ, & omnes homines & imprisii sui, qui Terram tenuerunt in initio Guerræ in Regno Angliæ.

3. Item, Civitas Londonienſis, & omnes aliæ Civitates, & Burgenses habeant suas rectas Consuetudines & Libertates.

4. Item, omnes prisones, qui capti fuerunt ex utraque parte, postquam Dominus Lodovicus applicavit in Anglia, deliberentur: De aliis vero, qui capti fuerunt ante primum ejus adventum in Anglia, sic erit; quod Consilium Domini Regis Angliæ eliget tres de Consilio Domini Lodovici, per quorum sacramentum fiat inquisitio qui fuerint homines vel imprisii Domini Lodovici die quo capti fuerint, & per sacramentum prædictorum deliberentur.

5. Item, de omnibus prisonibus sic erit; quod omne, quod solutum est de redemptionibus illorum, solutum sit; & id quod solutum non est, unde termini transierunt, solvatur; & redemptionum residuum quietum sit: &, si contentio fiat, & dicatur quod termini de redemptionibus prisonum præteriti sint, Consilium Domini Lodovici eligat tres de Consilio Domini Regis Angliæ, per quorum sacramentum declarentur si termini de redemptionibus transierunt necne.

6. Et si a die Martis proxima, ante festum exaltationis sanctæ Crucis, aliqua destructio fieret prisonibus & de solutione redemptionum facienda, inde quieti sint.

7. Omnes prisones & alii, de Regno Angliæ, qui contra Dominum Regem Johannem, quondam Regem Angliæ, fuerint, faciant, per homagium, securitatem Domino H. Regi Angliæ, secundum Legem & Consuetudinem Regni Angliæ, & per sacramenta & cartas suas.

8. Item, Dominus Lodovicus reddet omnes Obsides illis, a quibus eos habuit, qui traditi fuerint pro pecunia, unde termini transierunt; & solutâ pecuniâ liberabit.

9. Item, reddentur Domino Regi Angliæ & suis, omnes Civitates, Burgi, & Castra, & Terræ, quæ occupatæ sunt per Guerram istam in quocunque loco Regni Angliæ sint.

10. Item, de Insulis sic fiet; Dominus Lodovicus mittet Litteras suas Patentes Fratribus Eustachii Monachi, præcipiens quod illas reddant Domino Henrico Regi Angliæ; &, nisi illas reddiderint, distringet illos Dominus Ludovicus, pro legale posse suo, per Feoda, & per Terras eorum, quæ de Feodo suo movent, ad illas reddendas; &, si hæc facere noluerint, sint extra Pacem istam.

11. De Rege Scotorum sic fiat; Dominus Ludovicus mandet ei formam Pacis, factæ inter Dominum Regem Angliæ & ipsum, & quod si voluerit esse in Pace illa, reddat Domino Regi Angliæ, omnia Castra & prisones, & Terras quas occupavit occasione hujus Guerræ.

(1) Quoi que ce Traité soit daté de l'année 1217. & le précedent de l'année 1216. il n'y a nul doute que ce ne soit un seul & même Traite. Mais comme il est assez court, & que d'ailleurs il y a quelque difference entre ces deux Copies, on a cru devoir inférer ici celle de *Rymer*, qui paroit plus exacte à tous égards.

12. Idem, faciet Dominus Rex Angliæ dicto Regi Scotorum. ANNO

13. Eodem modo mandabit Dominus prædictus D. Lewellino & aliis Wallensibus. 1217.

14. Item, Dominus Ludovicus adquietabit omnes Barones & homines de Regno Angliæ ab omnibus homagiis, fidelitatibus, Confœderationibus, & imprisiis; & de cætero nullam inibit Confœderationem, unde malum vel damnum posſit aliquo tempore evenire Domino Henrico Regi Angliæ, vel Hæredibus suis de Regno Angliæ occasione hujus Guerræ.

15. Item, facient juramentum Barones Angliæ Domino Henrico Regi Angliæ, quod nullam facient prædicto Domino Ludovico, vel alicui alii Confœderationem, homagium, fidelitatem, vel imprisiam, contra Dominum suum Henricum Regem Angliæ, vel Hæredes suos.

16. Item, Dominus Ludovicus faciet juramentum corporale, & sui cum eo, & Cartas suas facient singuli, quos Consilium Domini Regis voluerit, quod Pacem præscriptam firmiter & fideliter tenebunt; & ad impetrandum, super hoc, confirmationem Domini Papæ & Domini Legati, apponet *Legale* posse suum per preces.

17. Item, de debitis sic fiat; quod omnia debita, quæ debentur Domino Ludovico, unde termini transierunt, ei reddantur.

18. Item, notandum est quod, in primo Capitulo, ubi legitur *de imprisiis Domini Ludovici*, intelligitur de Laicis tantum; Clerici tamen Anglici, qui Laica Feoda habuerunt, habeant Terras & saisinas suas, quas habuerunt in initio Guerræ.

Ut omnia prædicta perpetuam obtineant firmitatem,

Dominus Gwalo, Titulo Sancti Martini Presbyter Cardinalis, Apostolicæ Sedis Legatus,
Dominus Henricus Rex Angliæ,
Willielmus Marescallus, Comes Penbroc.
Hubertus de Burgo, Justiciarius Angliæ,
Ranulphus, Comes de Cestria,
Willielmus, Comes Saresberii,
Willielmus, Comes de Warenne,
Willielmus, Comes de Arondel,
Willielmus Aubenii,
Willielmus Briwere,
Willielmus Marescallus Juvenis,
Falcasius de Breante,
Radulphus de Mortuo-mari,
L. de Erdivert,
Robertus de Veteri-Ponte,
Gaufridus de Nova-villa,
Brian de Insula,
Philippus de Aubiniaco,
Ricardus Filius Regis,

Huic Scripto Sigilla sua appoſuerunt.

Datum, apud Lameth, anno ab Incarnatione Domini millesimo ducentesimo decimo septimo, die undecimo Septembris, anno Domini Henrici Regis Angliæ tertii primo.

XXIX.

Confœderatio inter HENRICUM III. *Regem Angliæ &* PETRUM *Ducem Britanniæ, ſub conditione ducendi* JOLENTAM *Filiam dicti Ducis in uxorem facta. Dat. apud Weſtmonaſterium die* 19. *Octobris. Anno* 1225. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 283.] 1225. 19. Oct.

REX omnibus, ad quos præsens Scriptum pervenerit, salutem,

Ad univerſitatis vestræ notitiam volumus pervenire quod juravimus, manu propriâ, tactis sacrosanctis, quod ducemus in uxorem Jolentam, Filiam Petri, Ducis Britanniæ, & Comitis Richemundiæ, quamcito poterimus dispensationem impetrare a Domino Papa, & quod legale posse nostrum apponemus ad dispensationem illam impetrandam.

Conceſſimus etiam eidem Petro, Duci Britanniæ, sub prædicto juramento, quod, si prædictam Jolentam, Filiam ipsius Ducis, duxerimus in uxorem, erimus eidem Duci consulentes & adjuvantes, cum posse nostro, ad jura sua defendenda & perquirenda, & quod cum nullo de inimicis nostris, & ipsius Ducis, in partibus trans-

ANNO 1225. transmarinis, Pacem faciemus, vel Treugas capiemus sine assensu ipsius Ducis.

Manucapimus etiam pro Richardo Fratre nostro, Comite Pictaviæ, quod cum nullo de inimicis nostris, & ipsius Ducis, in partibus transmarinis, Pacem faciet, vel Treugas capiet sine assensu ipsius Ducis: & quod idem Richardus Frater noster, erit ei consulens & adjuvans, bona fide, ad jura sua defendenda & perquirenda.

Concessimus etiam, sub prædicto juramento, quod, cum facta fuerit ista Confœderatio, sicut prædictum est, si dictus Dux Terram suam amiserit, quam habet in Francia, occasione istius Confœderationis, nos ei totum honorem de Richmundia in Angliâ, quicumque Terras teneat, habere faciemus.

Concessimus etiam eidem Duci, sub prædicto juramento, quod, si prædictam Jolentam duxerimus in uxorem, nos bona fide committemus nos fideli consilio ipsius Ducis, tàm de corpore nostro, quàm de Terra nostra, & pecunia nostra.

Concessimus etiam eidem Duci, sub prædicto juramento, quod, si prædicta Jolenta supervixerit Johannem fratrem suum, postquam eam duxerimus in uxorem, idem Dux, totâ vitâ suâ, nichilominus possideat totam Terram & Hæreditatem, quæ ad dictam Jolentam debet descendere ubique; ita tamen quod ad nos & Hæredes nostros, provenientes de ipsâ Jolentâ, post mortem ipsius Ducis, revertatur.

Concessimus etiam eidem Duci, sub prædicto juramento, quod omnibus Britonibus & imprisiis suis, qui cum eo, vel per ipsum ad servitium nostrum venerint, & nos bona fide juraverint ad jura nostra perquirenda, nos de Hæreditatibus suis eis reddendis, per fidele consilium ipsius Ducis operabimur.

Concessimus etiam eidem Duci, sub prædicto juramento, quod Conventionem, dudum inter nos, & Comitem Marchiæ prolocutam, antequam recederet a nobis ad servitium Regis Franciæ, bona fide ei tenebimus.

Concessimus etiam eidem Duci quod, sub prædicto juramento, secundum quod idem Dux viderit tempus oportunum & locum, nos, ad consilium suum, transfretabimus.

In cujus, &c. fieri fecimus.

Teste Rege apud Westmonasterium 19. die Octobris. anno, &c. decimo.

XXX.

Treugæ inter LUDOVICUM *Sanctum Regem Franciæ &* HENRICUM III. *Regem Angliæ in quinquennium conclusæ. Dat. apud Winton die* 3. *Februarii Anno* 1235. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 349.]

1235. 1236. Fevr.

REX universis, ad quos præsentes Litteræ pervenerint, salutem.

Notum facimus quod nos, pro nobis & Hæredibus nostris, & hominibus & inprisiis nostris manifestis, & Terris & Feodis eorumdem, Treugas inivimus cum Ludovico Rege Franciæ illustri, tàm per Mare, quàm per Terram, a Festo Assumptionis beatæ Mariæ, nuper præterito, in quinque annos duraturas, pro eodem Rege Franciæ & Hæredibus suis, & hominibus suis & inprisiis suis manifestis (inter quos nominavit Petrum Comitem Britanniæ, & Hemericum de Toarc.) & Terris & Feodis eorumdem; exceptis illis qui solent habere Treugas suas per se, & volunt nunc habere suas per se, & non esse de istis Treugis generalibus: Sunt autem Treugæ tales;

Quod, si in Treuga fuit interceptum, de interceptione emendanda sic erit; interceptio facta, nunciabitur Dictatoribus Treugæ, hinc inde constitutis (qui sunt, ex parte nostra, Reginaldus de Pontibus, & Neudradas de la Ramad; & ex parte ipsius Regis Franciæ, Hardoynus de Mayll. Senescallus suus Pictaviæ, & Ebulo de Rupeforti; tali modo quod, si aliquis istorum noluerit, vel non potuerit hiis interesse vel intercedere, alius loco suo ponetur, per Litteras Patentes illius qui non potuerit vel noluerit interesse; si vero aliquis istorum moreretur, alius, a parte cujus esset Dictatorum, poneretur) ita quod si infra duos menses, postquam forisfactum eis constiterit, emendatum non fuerit, extunc ille, cui forisfactum fuerit, poterit currere super forisfactorem suum, donec plenarie fuerit emendatum, & nos, sine nos mesfacere, poterimus juvare hominem nostrum contra malefactorem, qui forisfactum emendare noluerit. ANNO 1236.

Et Rex Franciæ similiter facere poterit in casu consimili.

Dominus autem malefactoris non poterit juvare malefactorem, qui forisfactum noluerit emendare, nec aliquis, qui sit de posse vel Dominio ipsius Domini, donec forisfactum fuerit plenius emendatum.

Et Rex Franciæ idem facere poterit in consimili casu.

Nec Dominus malefactoris, nec sui poterunt juvare malefactorem sicut supradictum est.

Illud etiam condictum est quod, si aliqua Fortelitia, vel Castrum aliquod, vel persona alicujus Nobilis, durantibus Treugis, caperetur, vel furtive subtraheretur a nobis, sive a nostris duceretur, & teneretur in posse vel Territorio nostro, & requisiti super hoc integre non emendaremus, sine mora statim idem Rex Franciæ per se, vel per suos, sine se mesfacere, se poterit juvare.

Nichilominus tamen Dominus Castri, Fortelitiæ, vel etiam Nobilis capti & detenti, vel amici ipsius sive homines, interim in omnibus aliis durantibus Treugis, ad recuperationem Castri, Fortelitiæ, vel Nobilis capti, modis omnibus, sine se mesfacere, contra captorem & contra detentorem poterunt guerreare, donec plenarie esset emendatum.

Quod autem dictum est pro parte Regis Franciæ, si, ex parte nostra vel nostrorum, in Castro, vel Fortalitiâ, vel Nobili capto & detento, fuerit interceptum, omnino idem concorditer est concessum pro parte nostra; videlicet, si, ex parte Regis Franciæ, vel suorum, in Castro, vel Fortelitia, sive Nobili capto & detento, fuerit interceptum.

Insuper nos, & prædictus Rex Franciæ, pro nobis, & hominibus, & inprisiis nostris manifestis, toto tempore Treugarum istarum, erimus in eadem saisina, in qua eramus illa die qua Treugæ istæ captæ fuerunt.

Et Hugo Comes Marchiæ, & Isabella uxor ejus, Mater nostra, & Hæredes eorum, non implacitabuntur, nec vexabuntur aliquo tempore istarum Treugarum a nobis, seu ab alio per nos, in Foro Ecclesiastico, sive Laicali.

Et, si aliquo modo contra prædicta vexarentur, dictus Comes, vel Uxor sua, aut Hæredes eorum per nos, vel a nostris per nos, quin remanerent in eodem statu per omnia, & in eadem Pace, in qua erant ipsa die in qua Treugæ istæ captæ fuerunt, Rex Franciæ non teneretur ad prædictas Treugas observandas.

Prædicti autem Dictatores Treugarum tenebuntur facere emendari omnes interceptiones, sive a prædicto Comite, sive ab aliis factas, pro parte ipsius Regis Franciæ, sive pro parte nostra, in Treuga præcedenti, sive in hac quæ capta est.

Nos autem has Treugas, fæpedicto Regi Franciæ, & Hæredibus suis, a nobis bona fide firmiter observandas, jurari fecimus in animam nostram, nobis præsentibus, per venerabilem Patrem Willielmum Exoniensem Episcopum, & dilectos & fideles nostros, Nicholaum de Nevill. Archidiaconum Bathoniensem, & Walterum de Kyrkeham Canonicum Ciceftriæ, Clericos nostros:

Præterea volumus & præcipimus, quod Hæredes nostri ipsas Treugas jam dicto Regi Franciæ, & Hæredibus suis observent, & ad easdem observandas ipsos Hæredes nostros, per præsentes Litteras, quantum possumus, obligamus.

Actum apud Winton. anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo quinto, tertio die mensis Februarii.

XXXI.

Contractus Matrimonialis inter FREDERICUM II. *Imperatorem &* ISABELLAM, HENRICI III. *Regis Angliæ Sororem concluſus. Dat. apud Westmonasterium die* 22. *Februarii. Anno* 1236. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 353.] 22. Fevr.

NOS Henricus, Dei gratiâ, Angliæ, &c. vicesimo secundo die Februarii, Indictione octava, per præsens Scriptum notum fieri volumus universis, præsentes Litteras inspecturis, quod nos, ad consilium & ordinationem Domini Gregorii, sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Summi Pontificis, promisimus, & corporaliter præstito

ANNO 1236. jurejurando juravimus, dare in uxorem legitimam Isabellam, kariſſimam ſororem noſtram, Domino Frederico, Dei gratia, invictiſſimo Romanorum Imperatori, ſemper Auguſto, Jeruſalem & Siciliæ Regi.

Promittentes Magiſtro Petro de Vinea, Magnæ Imperialis Curiæ Judici, Nuncio & ſpeciali Procuratori prænominati Domini Frederici Imperatoris, pro parte Imperatoris ejusdem, nomine antedictæ Iſabellæ Sororis noſtræ, in dotem, triginta millia Marcarum Argenti optimi ſterlingorum (ana tresdecim ſolid. & quatuor denar. per Marcam)

De quibus tenemur ſolvere præfato Magiſtro Petro, decimo die poſt reſurrectionem Domini primo venturam, per eandem Indictionem, una cum prædicta Sorore noſtra, tria millia Marcarum Argenti ſterlingorum, ut dictum eſt.

Et alia duo millia tenemur ſolvere antedicto Imperatori, vel certo ejus Nuncio, in Feſto beati Johannis, de menſe Junii ejusdem Indictionis.

Alia vero quinque millia tenemur ſolvere prænominato Imperatori, vel certis Nunciis ejus, in Feſto beati Michaelis proximo venturo, nonæ Indictionis.

Et alia quinque millia tenemur eidem ſolvere in Feſto Paſchæ ſecundo futuro, per eandem nonam Indictionem.

Et iterum alia quinque millia tenemur eidem ſolvere in Feſto beati Michaelis proximò futuro decimæ Indictionis.

Reliqua vero decem millia tenemur antedicto Imperatori, vel ejus certo Nuncio ſolvere in Feſto Paſchæ ſequenti, per eandem decimam Indictionem. Ita ut, ab iſtâ Paſchâ, usque ad duos annos completos, antedicta triginta millia Marcarum, optimi & puri Argenti ſterlingorum, ſint eidem Domino Imperatori, aut ejus Hæredibus, vel certis eorum Nunciis, integre perſoluta: ſalvo quod in quolibet prædictorum terminorum, præter primum, beati Johannis ſcilicet, debeamus quamlibet ſolutionem facere infra menſem, numerandum a die ipſa ſolutione taxatâ.

Antedicta autem pecunia, præter prima tria millia Marcarum, tenemur ſolvere antedicto Imperatori, vel alii, pro parte ſua, apud London, in Regno Angliæ; ita ut non teneamur antedictam pecuniam eidem Imperatori transmittere extra Regnum.

Prænominatam autem pecuniæ quantitatem, in dotem, prædicto Magiſtro Petro, nomine Imperatoris, pro prædicta Sorore noſtra, promiſimus, & Sacramento firmavimus, præter omnem apparatum, aurum & argentum laboratum, & vaſa, equos, pannos laneos & ſericos; quæ omnia prænominata Domina Soror noſtra talia habere & deferre debebit, qualia tantam Dominam portare, & tantum Dominum recipere condecebit.

De quibus omnibus & ſingulis adimplendis obligavimus nos ſolempniter, ſtipulatione legitima interpoſita, antedicto Magiſtro Petro, obligationem noſtram, pro parte antefati Imperatoris, recipienti; ſcilicet, tàm de ſolutione bona fide & integre facienda, quàm de terminis ſingulis obſervandis.

Ad majorem etiam cautelam Imperatoris ejusdem, hoc ipſum, corporali præſtito Sacramento, juravimus per omnia & ſingula firmiter obſervare; promittentes, nomine pœnæ, decem mill. Marcarum Argenti, ſi in terminis prætaxatis ſingulis antedictam pecuniam, prout prædictum eſt, diſtulerimus quietare; ut tamen antedicta pœna, decem millium Marcarum, non in ſolidum, ſet pro rata per ſingulos terminos committatur.

Subjecimus nos præterea Jurisdictioni & Sententiæ Summi Pontificis, ac Sacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ, ut antedictus Summus Pontifex, vel Romana Eccleſia, ſi in ſolutione prædictæ pecuniæ, per ſingulos terminos, ceſſaverimus, poſſit nos & Succeſſores noſtros liberè per cenſuram Eccleſiaſticam cohercere; exceptione fori, vel Regiæ Dignitatis, à nobis, aut Succeſſoribus noſtris, Eccleſiaſtico judicio minime opponenda, aut appoſita, non obſtante.

Hæc eadem etiam, in omnibus, & ſingulis articulis, obſervare, de ſpeciali mandato, & in præſentia noſtra, corporaliter præſtito Sacramento, firmaverunt *Hubertus de Burgo Comes Kantiæ*, *Gilbertus Mareſcallus Comes de Pembrocia*, *Radulphus Filius Nicholai*, *Godefridus de Crancumbe*, *Humfridus Comes Hereford*; Sacramento expreſſim & apertius inſerentes quod, pro toto poſſe eorum, ad hoc intendent quod nos obſervare prædicta omnia & ſingula debeamus.

Prænominati & ſinguli fideles noſtri, ſuper hiis omnibus, teſtimoniales apertas Litteras exhibebunt, cum ſigillis eorum pendentibus, antefato Magiſtro Petro, ad cautelam in præſentiam antedicti Cæſaris deferendas.

Per prænominatas autem cautiones nos, ſæpedictus Rex, prænominato Magiſtro Petro de Vinea, obligavimus nos, & Succeſſores noſtros, antedicta omnia & ſingula obſervare; hoc adjecto quod, ſi prænominatus Summus Pontifex, vel Romana Eccleſia vellet ſe Domino Imperatori, de ſolvendâ pecuniâ memoratâ, noſtro nomine obligare, & conſtituere Principalem debitorem, juxta formam a jure ſtatutam, nos obligationem ipſam ratam habebimus. ANNO 1236

Et ipſum Summum Pontificem, & Romanam Eccleſiam ab obligatione ipſa promittimus, ſtatuendis inter nos locis & terminis, liberare; prout hæc omnia per Nuncios & Litteras noſtras eidem Summo Pontifici & Romanæ Eccleſiæ curabimus deſtinare: eo ſalvo quod, antedictæ Romanæ Eccleſiæ cautione receptâ, & per prædictum Cæſarem acceptata, præſentis obligationis noſtræ Litteræ nobis, aut Nunciis noſtris reſtitui debeant, nullo umquam temporum valituræ, & a prædictis cautionibus omnibus nos, & prædicti Nobiles noſtri ſimus penitus abſoluti.

Quod, ſi forte, Domino avertente, contingeret antedictam Sororem noſtram Iſabellam, prius in fata concedere quam iter arripiat; vel, poſtquam iter arripuerit, priusquam, Dominum Imperatorem virum ſuum perveniens, in facie Eccleſiæ ſolempniter & publicè desponſetur; nos, & Succeſſores noſtri, ab omnibus, & ſingulis antedictis obligationibus abſolvi debemus, & libere permanere.

Item. Si forte, quod abſit, Imperatorem eundem prius contingeret in fata concedere, quam prænominata Soror noſtra desponſaretur ab eo, ſimiliter nos, & Succeſſores noſtri, remanere debebimus ab omnibus ipſis obligationibus abſoluti; & antedicta Soror noſtra ad nos in Regnum Angliæ ſecurè & liberè reducetur; quod ipſum tam Dominus H. Venerabilis Colonienſis Archiepiſcopus, tàm de recipienda a Domino Imperatore, & desponſanda Domina, quàm de eâ, in eventum ſiniſtri caſus, libere reducendâ, & alii Nobiles, qui ad ipſam Sororem noſtram, in Angliam, recipiendam, de mandato Imperialis Excellentiæ, venerint, Sacramento ab eis corporaliter præſtito jurare debebunt, & nobis proinde apertas eorum Litteras aſſignare.

Obligavimus nos etiam antedicto Magiſtro Petro de Vinea, pro parte Imperatoris præfati, ſibi, & antedicto Archiepiſcopo Colonienſi, aut quibuslibet aliis Nobilibus Imperii, pro parte ipſius Imperatoris venientibus; aſſignare ſæpedictam Sororem noſtram decimo ſeptimo die intrantis menſis Aprilis, unà cum ſolempnibus Nunciis noſtris, ducendam ad Dominum Imperatorem præfatum, ab ipſo ſolempniter desponſandam, & ab eo Imperiali honore & affectione maritali tractandam.

Ad perfectiorem etiam antedicti Matrimonii conſummationem, ſæpedicta etiam Iſabella Soror noſtra, de mandato noſtro, præſentibus dilectis & fidelibus noſtris, Ricardo Comite Pictaviæ & Cornubiæ kariſſimo Fratre noſtro, Huberto de Burgo Comite Kantiæ, Willielmo de Ferrariis, Philippo de Albiniaco, Hugone de Vivon. Radulfo filio Nicholai, Gaudefrido de Craucumbe, Amaur. de Sancto Amaudo, Johanne Marescallo, Roberto de Mucegros, Roberto de la Bruer, Walerando Teutonico, & aliis quampluribus fidelibus noſtris (recepto conſenſu in ſe à præfato Magiſtro Petro de Vinea, ſpeciali Procuratore Imperatoris, ad hoc ſtatuto, pro parte Imperatoris ejusdem, per verba de præſenti) conſenſit in eundem Imperatorem, velut in virum ſuum, ſimiliter per verba de præſenti, præfato Magiſtro Petro, ut dictum eſt, ad hoc antefati Cæſaris ſpeciali & legitimo Procuratore ſtatuto; & recepit in præſenti ipſum Dominum Imperatorem in virum ſuum, recipiens annulum, nomine Imperatoris præfati; & remittens eidem, per eundem Procuratorem, ſuum annulum ſponſionis.

In cujus rei teſtimonium has Litteras fieri fecimus Patentes.

Teſte meipſo apud Weſtmonaſterium, viceſimo ſecundo die Februarii, anno Regni noſtri viceſimo.

XXXII.

Compoſitio mutuarum disceptationum inter HENRICUM III. *Regem Angliæ &* ALEXANDRUM II. *Regem Scotiæ, coram* OTTONE *Cardinali Legato facta apud Eboracum die Veneris proxima ante Feſtum S. Michaelis anno* 1237. 1237 Sept.

[RYMER,

ANNO 1237. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 374.]

SCiant præsentes & futuri quod ita convenit, in præsentia venerabilis Patris Domini O. Titulo Sancti Nicholai in carcere Tulliano Diaconi Cardinalis, & tunc Apostolicæ Sedis Legati, apud Eboracum, inter Dominum Henricum Regem Angliæ, & Dominum Alexandrum Regem Scotiæ, super omnibus querelis, quas idem Rex Scotiæ moverat, vel movere poterat contra dictum Regem Angliæ, usque ad diem Veneris proximam ante Festum Sancti Michaelis, anno gratiæ millesimo ducentesimo tricesimo septimo, scilicet.

Super Comitatibus Northumberlandiæ, Cumberlandiæ, Westmerlandiæ, quos idem Rex Scotiæ petiit sicut hæreditatem suam a dicto Rege Angliæ.

Et præterea de quindecim millibus Marcarum Argenti, quas illustris Rex Johannes, Pater prædicti Henrici Regis Angliæ, receperat a Domino Willielmo, quondam Rege Scotiæ, Patre prædicti Alexandri Regis Scotiæ, pro quibusdam Conventionibus, inter dictos Reges initis, quæ a dicto Rege Johanne non fuerant observatæ, ut idem Alexander Rex Scotiæ dicebat.

Et de Conventionibus factis inter dictum Henricum Regem, & dictum Alexandrum Regem Scotiæ, super Matrimonio contrahendo inter eundem Henricum Regem Angliæ, & Marjoriam Sororem dicti Alexandri Regis Scotiæ, quod ex parte dicti Regis Angliæ non fuit observatum, sicut idem Rex Scotiæ dicebat.

Et de omnibus aliis querelis quas dictus Alexander, Rex Scotiæ, movit, vel movere potuit, pro se, vel pro Antecessoribus suis, contra dictum Regem Angliæ, usque ad terminum prædictum, videlicet;

Quod dictus Alexander Rex Scotiæ remisit & quietos clamavit, pro se, & Hæredibus suis, dicto Henrico, Regi Angliæ, & Hæredibus suis imperpetuum dictos Comitatus Northumberlandiæ, Cumberlandiæ, & Westmerlandiæ: Et totam prædictam pecuniam: Et omnes Conventiones, factas inter prædictum Johannem Regem Angliæ, & prædictum Willielmum, Regem Scotiæ, super conjugiis faciendis inter prædictum Henricum Regem Angliæ, vel Richardum Fratrem suum, & Margaretam, vel Isabellam Sorores prædicti Alexandri Regis Scotiæ: Et similiter Conventiones factas inter dictum Henricum Regem Angliæ, & dictum Alexandrum Regem Scotiæ, super Matrimonio contrahendo inter ipsum Henricum Regem Angliæ, & Marjoriam Sororem dicti Alexandri Regis Scotiæ.

Pro hac autem remissione & quieta clamantia, prædictus Henricus Rex Angliæ dedit, & concessit dicto Alexandro Regi Scotiæ ducentas libratas Terræ infra dictos Comitatus Northumberlandiæ & Cumberlandiæ; si prædictæ ducentæ libratæ Terræ in ipsis Comitatibus extra Villas, ubi Castra sita sunt, possint inveniri; &, siquid inde defuerit, perficietur in locis competentibus & propinquioribus dictis Comitatibus Northumberlandiæ & Cumberlandiæ:

Habendas, tenendas, & in Dominico retinendas eidem Alexandro Regi Scotiæ, & Hæredibus suis Regibus Scotiæ, de dicto Henrico Rege Angliæ, & Hæredibus suis:

Reddendo inde annuatim unum Austurcum Sorum ipsi Regi Angliæ & Hæredibus suis apud Karleol. per manus Constabularii Castri Karleol. quicunque fuerit, in Festo Assumptionis beatæ Mariæ, pro omnibus servitiis, & consuetudinibus, & aliis demandis, quæ pro eisdem Terris exigi possint;

Ita libere quod prædicti Rex Scotiæ & Hæredes sui habeant & teneant dictas Terras & homines dictarum Terrarum cum omnibus Libertatibus, & liberis Consuetudinibus, & quietantiis suis, in Bosco & plano, in pratis & pasturis, in aquis & molendinis, in viis & semitis, in stagnis & vivariis, in mariscis & piscariis, cum Sok & Sak, Tholl & Theam. Infangenethef, Utfangenethef, Hamsokne, Grithbrech, Blodwit, Fyghtwyt, Ferdwit, Hengwyt, Leyrwyt, Flemenesfrith, murdro & latrocinio, Forstall. infra tempus & extra tempus, & in omnibus locis.

Et quod ipse Rex Scotiæ, & Hæredes sui, & omnes homines sui, de prædictis Terris sint liberi, & quieti ab omni Scotto, Ghyeldo, & omnibus auxiliis Vicecomitum, & omnium ministrorum suorum, & de Hydag, Carucag, Danegeld, Hornegeld, Exercitibus, Wapentakiis, Scutagiis, Tallagiis, Lestagiis, Stallagiis, Shyris, Hundredis, Wardis, Wardpenny, Averpeny, Hundredespeny, Burghalpeny, Tethingpeny, & de operibus Castellorum, Pontium, Parcorum Clausuris, & omni Karcio, Summagio, Navigio, & de Domuum Regalium ædificatione, & omnimoda operatione. ANNO 1237.

Et quod prædicti Rex Scotiæ, & Hæredes sui, habeant omnia animalia, quæ dicuntur Wayf, inventa in prædictis Terris, nisi aliquis ea secutus fuerit, qui possit & velit probare quod sua sint.

Concessum est a dicto Rege Angliæ quod omnia placita quæ in dictis Terris, de cætero emergent, & quæ coram Justiciariis in Banco, vel coram ipso Rege Angliæ, in itinere suo, teneri consueverunt, de cætero placitentur in Curia ipsius Regis Scotiæ, & Hæredum suorum, infra prædictas Terras, & ibi terminentur per Baillivos ipsorum Regis Scotiæ, & Hæredum suorum per returnum Brevis ipsius Regis Angliæ, & Hæredum suorum, quod Vicecomites ipsorum eisdem Baillivis habere facient, si placita illa ibi, per Legem Angliæ, teneri & terminari possint.

Et placita, quæ ibi coram prædictis Ballivis, per Legem Terræ terminari non poterunt, coram Justiciariis Domini Regis Angliæ & Hæredum suorum itinerantibus, ad primas assisas infra Comitatus, in quibus Terræ illæ fuerint, teneantur & terminentur in primo adventu ipsorum Justiciariorum, priusquam aliqua alia placita teneantur, secundum quod justum fuerit; præsente Seneschallo Regis Scotiæ, & assidente tanquam Justiciario ad illa placita tenenda; ita quod Ballivi, vel homines ipsius Regis Scotiæ, de prædictis Terris, pro nulla summonitione, vel aliquo placito exeant Comitatus in quibus prædictæ Terræ fuerint.

Siqua vero Terra assignata fuerit dicto Regi Scotiæ, de prædictis ducentis libratis Terræ, infra metas Forestæ, nullus Forestarius Regis Angliæ intrabit eandem Terram ipsius Regis Scotiæ ad manducandum, vel hospitandum, vel aliquid aliud exigendum, nisi tantum pro attachiamentis faciendis de placitis, ad Forestam spectantibus; & hoc per visum Ballivi ipsius Regis Scotiæ, si requisitus interesse voluerit.

Placita vero Coronæ, cum in prædictis Terris emerserint, attachientur per Ballivum & Coronatores Regis Angliæ, præsente Ballivo Regis Scotiæ, si requisitus venire voluerit; & placitentur & terminentur eadem placita coram Justiciariis itinerantibus & prædicto Seneschallo ad primam assisam, sicut prædictum est.

De aliis placitis, ubi si aliquis hominum suorum de prædictis Terris convictus fuerit de felonia, post judicium factum fiat justitia per Ballivos & homines ipsorum Regis Scotiæ & Hæredum suorum; ita tamen quod non licebit dictis Regi Scotiæ vel Hæredibus suis remittere alicui judicato pœnam ei debitam secundum Legem Terræ: Nec Hæredibus dampnatorum Terram, per feloniam perditam, reddere, nec etiam amerciamenta remittere hiis, qui amerciati fuerint pro quocunque forisfacto.

Omnia etiam amerciamenta, & escaetæ, & proventus de prædictis Terris, tàm de anno & die dicti Regis Angliæ & Hæredum suorum, tàm de Terris per feloniam forisfactis, quàm de omnibus aliis exitibus, tàm de placitis Forestæ, quàm de omnibus aliis placitis, homines prædictarum Terrarum contingentibus, remaneant ipsis Regi Scotiæ & Hæredibus suis imperpetuum; &, si forte contingat aliquo tempore ipsos Regem Scotiæ vel Hæredes suos implacitari de prædictis Terris, vel de aliqua parte earumdem, dictus Rex Angliæ, & Hæredes sui, easdem Terras, sicut illas ei dedit, ipsis Regi Scotiæ & Hæredibus suis warantizabit & defendet imperpetuum.

Ita quod, propter illud placitum, non oportebit ipsos Regem Scotiæ & Hæredes suos ad Curiam Regis Angliæ accedere, ut inde alicui respondeant.

Et dictus Rex Scotiæ fecit dicto Henrico Regi Angliæ homagium suum de prædictis Terris, & fidelitatem ei juravit.

Scripta vero, vel Instrumenta super prædictis Maritagiis, & Conventionibus a prædicto Rege Johanne quondam Rege Angliæ, sive a prædicto Henrico Rege Angliæ, & a prædicto W. quondam Rege Scotiæ vel a prædicto Alexandro Rege Scotiæ confecta, debent hinc inde restitui; eo salvo quod, si in prædictis ipsis Scriptis, vel Instrumentis aliqua Capitula, negotium præsens non tangentia, inveniantur, quæ alterutrius Regum utilitatem *contineant, debent prædicta Capitula per utriusque Regum Litteras innovari: Similiter autem si quæ Cartæ super prædictis Comitatibus poterunt inveniri, Regi Angliæ restituentur.

* *Peut-être, contingant.*

Et si forte, in posterum, aliqua Instrumenta inveniantur de prædictis Comitatibus & Conventionibus, quæ non fuerint restituta, viribus careant, & pro nullis habeantur.

Hanc

ANNO 1237. Hanc autem Conventionem, fideliter tenendam in-perpetuum, prædictus Rex Angliæ fecit in animam ſuam jurare W. Comitem Warennæ: Et dictus Rex Scotiæ ſimiliter in animam ſuam fecit jurare Walterum Cumyn, Comitem de Meneteth.

Et præterea idem Rex Scotiæ fecit Comitem Malcolm. Comitem de Meneteth, Walterum Filium Anani, Walterum Clifard, Bern. Fraſer, Henricum de Baillol, Gilbertum Mareſcallum Comitem Penbr. H. Comitem Hereford. David Cumyn, David Mareſcallum, Thomam Filium Ranulfi, Willielmum de Port. Johannem de Baillol, & Henricum de Haſting, jurare de Pace iſta tenenda in forma Litterarum patentium, quas ipſi Regi Angliæ inde fecerunt.

Præterea idem Rex Scotiæ, & Barones prædicti jurati poſuerunt ſe Jurisdictioni Domini Papæ, ſub hac formâ, quod, ſi dictus Rex Scotiæ, vel dicti Barones ſui, aliquo tempore contra prædictum juramentum ſuum venirent, debent ſuper hoc a Domino Papa Canonice coerceri: Propter quod etiam debent ipſe Rex Scotiæ & Barones prædicti Domino Papæ litteratorie ſignificare, ut hanc Jurisdictionem alicui Suffraganeorum Cantuarienſis Archiepiscopi de conſenſu Partium committat.

Ad majorem etiam hujus Pacis ſecuritatem facta eſt hæc Carta inter dictos Reges, in modum Cirographi; ita quod uterque illorum alterius Parti Sigillum ſuum appoſuit.

Hiis Teſtibus Venerabilibus Patribus;

W. Eborum Archiepiscopo,
R. Cyceſtrenſi Domini Regis Angliæ Cancellario,
W. Carleolenſi,
W. Wigornienſi, &
W. de Glasgu Cancellario præfati Regis Scotiæ Episcopis,
W. Electo Valent:
R. Comite Pictaviæ & Cornubiæ,
W. Comite Warennæ,
J. Comite Lincolniæ Conſtabulario Ceſtriæ;
W. Comite Albemarliæ,
R. Comite Wintoniæ,
S. de Monteforti,
G. Mareſcallo Comite Pembr.
Comiti Patricio,
Comite de Strathern,
Comite de Linenath,
Comite de Anegus,
Comite de Mar,
Comite de Atthol,
Comite de Ros,
Willielmo Lungeſpey;
Radulpho de Thaeny,
W. de Ros,
R. de Ros;
W. de Ferrariis.
R. Bertram,
H. Painel,
G. de Umframvill,
Amauricio de Sancto Amaudo;
P. de Malo Lacu,
Magiſtro Petro de Burdegal. &
Magiſtro Att Clericis Domini Legati;
Johanne Filio Galfridi,
Hugone de Vivon,
Stephano de Sedgrave,
W. de Lanc,
W. de Say,
Richardo de Gray,
Thoma de Furnivall;
Johanne de Lexinton,
Johanne de Pleſſeto,
Bartho. Peche,
Willielmo Gernemue,
Richardo Filio Hugonis, & aliis.

XXXIII.

1248. 8. Juill. *Pactum Pacis inter* PHILIPPUM *Flandriæ &* FLORENTIUM *Hollandiæ Comites confirmatum à* WILLELMO *Romanorum Rege electo. Actum Brugis feria poſt Octavas Apoſtolorum Petri & Pauli Anno* 1248. [Theſaurus novus Anecdotorum, Tom. I. Col. 1035. *Ex Hasnonienſi Cartario Dominorum de* Avesnis.]

EGO WILLELMUS Dei gratia in Regem Romanorum electus, ſemper Auguſtus, & Comes Hollandiæ, notum facio omnibus tam futuris quam præſentibus, quod Conventionem illam & formam Pacis, quæ facta eſt inter bonæ memoriæ PHILIPPUM Comitem Flandriæ proavum meum & Comitem Hollandiæ, ſicut continetur in authentico Scripto eorum, ratam habeo, & eam me firmiter & bona fide obſervaturum promitto. Cujus quidem Conventionis & Pacis tenor is eſt. ANNO 1248.

PHILIPPUS Comes Flandriæ, FLORENTIUS Comes Hollandiæ tam præſentibus quam futuris in perpetuum. Ex culpâ F. Comitis Hollandiæ orta eſt diſcordia inter me & ipſum, quæ in tantum excrevit, quod omnis Terra quam de me in Feodum tenebat judicio Baronum meorum, videlicet Parium ipſius Comitis Hollandiæ ei abjudicata fuit, cujus interceſſores & mediatores Pater meus Comes TH. & Frater meus MATTHÆUS Comes Boloniæ, Comes de *Ghelre*, & Comes de *Cleve*, ad hunc finem provexerunt rem, quod eum per Conventiones quæ ſubſcriptæ ſunt mecum compoſuerunt, quas idcirco dignum duximus Cedulæ præſenti inſcribere, ne in poſterum deleantur oblivione. Sunt autem hæ Conventiones.

Quicumque Obſides inter *Sceled* & *Hedinezie* accepti fuerint, Brugis ſub cuſtodia Comitis Flandriæ erunt, nec aliquem eorum Comiti Hollandiæ per Fidejuſſionem reddent, niſi voluerit.

Nullum verò duellum inter homines prædictæ Terræ, niſi Brugis, fiet.

Quicquid pecuniæ in Terra præfata acquiſitum fuerit, inter Comites æquè dividetur.

Si quis autem pro exceſſu ſuo, Hereditatem, vel Terram ſuam perdiderit, æquè inter ſe Comites partientur, vel ad proficuum eorum per utrumque locabitur.

Nec minus Comes Hollandiæ, & homines univerſæ Terræ ipſius, Pacem firmam & integram ſervabunt abſque dolo omnibus hominibus Comitis Flandriæ.

De quacumque Terra Comitis Hollandiæ ſpoliati fuerint homines Comitis Flandriæ, inhabitantes eam primam prædam ſolvent, ſpoliatorem de Terra expellent. Si autem non expulerint, quicquid ſpoliator poſteà rapinæ vel mali fecerit, totum ſolvent.

Qui autem expulſum receperit, ut dictum eſt, quicquid poſteà prædator forefecerit, pœnam & damnum pro eo ſubibit.

Si homines prædicti ſolvere noluerint, Comes Hollandiæ pro eis ſolvet.

Si cuiquam rapina imputata fuerit, & ille negaverit; qualiter terminetur, ſub arbitrio Comitum erit. Quòd ſi terminare non poterunt, ſex perſonæ probatæ & ſpectatæ in veritate ex utraque parte Comitum eligentur, quarum judicio, ſecundum inquiſitam veritatem, res terminabitur. Si verò prædictæ perſonæ inter ſe non conſenſerint, quicumque Comitum in aliquem in veritate rapinam illam, vel damnum factum dixerit, ille ſine contradictione ſolvet.

Vectigalia hactenus accepta, quæ conductus vocant, à tranſeuntibus Flandrenſibus Comes Hollandiæ nullomodo accipiet, nec quod in omni Comitatu ſuo ab aliquo accipiantur, patietur.

Quicquid autem ablatum fuerit, ſive vectigal, ſive rapina, ſive exactio, ſive conductus, ſive petitio vocetur, totum Comes Hollandiæ ſolvet.

Sanè ad præmemorata ſtatuimus pertinere, quod neuter Comitum in ſæpedicta Terra Munitionem faciet, nec factam emet, nec in perpetuum habere debet; nec aliquis hominum eorum in prædicta Terra ab eis feodabitur, ut in illo ædificio Munitio ædificetur, nec de manu alicujus poſſidentis Hereditatem accipient, ut poſtmodum ei in Feodum reddant.

Præterea ſupradictis ſtatuimus addere, quod ſi quis Mercatorum Comitis Flandriæ per Terram Comitis Hollandiæ tranſierit, & aliquis eum de debito aliquo impetierit, Mercator tranſiens, ſi debitum negaverit, in Navi ſua ne moram faciat juramentum impetenti faciens, ſine reprehenſione ſola manu ſe purgabit. Quòd ſi impetens accipere noluerit, in Oppidum, vel in Villam in qua Mercator manet, eum ſequetur, & judicio Scabinorum illius Oppidi vel Villæ cauſa inter eos terminabitur. Si verò impetens Mercatorem ſuper hoc detinuerit, & retardatio in damnum pervenerit, Comes Hollandiæ totum damnum Mercatori reſtituet, vel reſtitui faciet.

Supradictas verò Conventiones jurejurando confirmavit, tactis Sacro-ſanctis reliquiis, ſe ſervaturum Comes Hollandiæ Comiti Flandriæ, & Succeſſores Comitis Hollandiæ Succeſſoribus Comitis Flandriæ idem facient,

ANNO 1248. facient, si desiderat Feodum suum ab eis obtinere, super qua observatione Comes Hollandiæ homines suos quoscumque Comes Flandriæ elegit, Fidejussores dedit, quod juramento etiam confirmaverunt.

Si verò supradicta Comes Hollandiæ infregerit, & submonitus infra sex septimanas correcturus forefacta, nisi, impedimentum manifestum & absque dolo obstiterit, scilicet infirmitas corporis, vel tempestas aëris, vel servitium Imperatoris, de quo liberatus statim, occasione omni remota, venire contemserit, tota Terra, quam ipse à Comite in Flandria in Feodo tenet, cum suis Munitionibus, absque retractatione placiti, sicut ante Conventiones adjudicata fuit Comiti Hollandiæ, libera Comiti Flandriæ remanebit.

Homines verò Comitis Hollandiæ Imperio & servitio Comitis Flandriæ per omnia se subjicient, & à Domini sui servitio se subtrahent, & eâ fidelitate Comiti Flandriæ servient, quâ, si omnia sua de eo tenerent, ei servire deberent, donec Comiti Flandriæ per omnia satisfecerit. Si autem satisfacere contemserit, homines Comitis Hollandiæ ad supradicta observanda juramento constricti, dabunt mille Marchas Argenti probati Comiti Flandriæ, ad quas etiam persolvendas juramento sunt obligati.

Supradictam verò Conventionum depactionem quotiens Dominus Comes Flandriæ innovare voluerit, sæpedictus Comes Hollandiæ, cum omnibus hominibus suis, quos Comes Flandriæ habere voluerit, veniet, & innovationem omnium Conventionum faciet. Si autem Comes Hollandiæ non poterit adducere omnes quos Comes Flandriæ voluerit habere, Comes Flandriæ mittet Nuntium sub conductu Comitis Hollandiæ, & juramentum facient, Nuntio præsente, quod in præsentia Comitis Flandriæ debent facere.

Ut autem hoc ratum & inconvulsum in perpetuum permaneat, Sigillorum nostrorum auctoritate corroboravimus, & testes idoneos qui interfuerunt subscribi fecimus. Sunt autem hæc eorum nomina: MATTHÆUS Comes Boloniæ, WALTERUS de Aine, EUSTATIUS Camerarius Flandriæ, RASSO de Gavere, CONO Brugensis Castellanus, ROGERUS Curtracensis Castellanus, WALTERUS de Lochris, SYGERUS de Sumevinghem, HENRICUS de Morsella, BALDUINUS de Praath, WALTERUS Gonela, GILLEBERTUS de Brugis, HERBERTUS de Furn, EUSTATIUS de Malinis, GILLEBERTUS de Nivella, WILHELMUS de Domo, BALDUINUS de Victa, GOCEWINUS Craucas, OLIVERIUS de Maclinis, WALTERUS de Rolinghem, RENALDUS de Aria.

Qui autem subsequuntur, sunt fidejussores Comitis Hollandiæ, & testes rei actæ.

THEODERICUS de Altena, FLORENTIUS de Vorne, ISBRANDUS de Harlhem, GERARDUS de Halhem, SYMON Galo, THEODERICUS Persin, ALBERTUS Baniard, SCOLTETUS, WIGERUS de Riswic, HUGO de Vorne, CASTIN de Wicela, WILHELMUS de Wicela, BERWOLDUS de Ekmunde, ELMAND Castellanus de Lerchem, CHRISTANTIUS Dapifer, ERNESTUS Pincerna, WILHELMUS Guls, LEDOLPHUS puer, DANIEL de Rodenrise, RENERUS senex, MAURINUS de Monasterio, VOLPERTUS de Lecce, BERTOLPHUS de Paindrecd, JACOBUS de Dusna.

Actum Brugis feriâ III. post Dominicam *Reminiscere*, in domo Præpositi Brugensis, anno Dominicæ Incarnationis MCXLVII. feliciter.

Hæc eadem verò approbarunt & confirmarunt, LUDOVICUS Comes de Loës & de Hollandia, WILHELMUS Comes Hollandiæ FLORENTII Comitis Hollandiæ filius avus meus, bonæ memoriæ FLORENTIUS Pater meus, prout in eorum Litteris continetur.

Omnia igitur subscripta, sicut præmissum est, approbo & confirmo, hoc salvo quod, prout concessum fuit à FERNANDO Comite Flandriæ Patri meo, nobilis Domina M. Comitissa Flandriæ, Obsides Pacis, quos ipsa habebit de Zelandia mihi recredet per Litteras meas Patentes, si quos voluerim, vel ipsi Obsides fidejussores insitos constituent, vel penes ipsam remanebunt.

Ut autem hæc omnia rata & inconcussa in perpetuum permaneant, Sigilli mei auctoritate præsentem paginam corroboravi.

Actum Brugis feria post octavas Apostolorum Petri & Pauli, anno Domini MCCXLVIII.

XXXIV.

ANNO 1254.

Confœderatio inter HENRICUM *Regem Angliæ* 31. Mars
& ALFONSUM *Regem Castellæ contra quosvis inimicos inita. Dat. apud Toletum pridie Kal. Aprilis Anno* 1254. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 503.]

1. NOverint universi, præsentem paginam inspecturi, quod nos Frater Lupus, Dei gratia, Marochitanen. Episcopus, & Garsias Martini, Procuratores & solempnes Nuncii illustris Regis Castellæ, Toleti, Legionis, Galletiæ, Sibilliæ, Cordubiæ, Murciæ, & Jahennæ, Litteras dicti Domini R. recepimus in hæc verba.

ALFONSUS, Dei gratia, Rex Castellæ, Toleti, Legion. Galletiæ, Sibilliæ, Murciæ, & Jahennæ, omnibus præsentes Litteras visuris & audituris, salutem.

Noveritis nos fecisse, constituisse, & ordinasse Procuratores nostros, & solempnes Nuncios, venerabilem in Christo Patrem, fratrem Lupum, Dei gratia, Marochitan. Episcopum, & nobilem virum Garsiam Martini de Toleto, ad tractandum de Pace, & ad firmandum eandem inter illustrem Principem Henricum Regem Angliæ & suos Hæredes ex una parte; & nos & Hæredes nostros ex altera: gratum & firmum habituri quicquid per eosdem Nuncios firmatum fuerit, vel etiam ordinatum;

Dantes eisdem plenariam & liberam potestatem tractandi Pacem, & firmandi eam, ut dictum est, & jurandi in animam nostram, & obligandi, per juramentum, nos & Hæredes nostros, si viderint expedire, ad servanda omnia quæ iidem Nuncii super præmissis duxerint pro nobis & Hæredibus nostris ordinanda, & etiam promittenda.

In cujus rei testimonium has Litteras nostras fieri fecimus patentes.

Dat. apud Toletum. Kal. Aprilis, Æra millesima ducentesima nonagesima secunda.

Harum igitur auctoritate Litterarum, pro prædicto Domino nostro Rege Castellæ & Legion. & Hæredibus suis, inivimus fœdus perpetuæ amicitiæ cum Domino Henrico, Dei gratia, illustri Rege Angliæ, Domino Hiberniæ, Duce Normanniæ & Aquitanniæ, & Comite Andegaviæ, & Hæredibus suis, isto modo.

2. Quod idem Dominus Rex Castellæ & Legionis, & Hæredes sui, ab hac hora, in antea, sint amici, & inprisii prædicti Regis Angliæ, & Hæredum suorum, contra omnes homines de Mundo imperpetuum; ita quidem quod idem Dominus noster Rex Castellæ & Legionis, & Hæredes sui juvabunt eundem Regem Angliæ, & Hæredes suos, bona fide, cum toto posse, contra omnes homines de mundo; salva fide Ecclesiæ Romanæ.

3. Dimittimus etiam, & quitamus, pro prædicto Domino nostro Rege Castellæ & Legion. & Hæredibus suis, Domino Henrico illustri Regi Angliæ, & suis Hæredibus, sicut melius & sanius intelligi potest, quicquid juris vel quasi habet, vel habere debet Dominus Rex Castellæ & Legion. & Hæredes sui, in tota Vasconia, vel in parte, in Terris, possessionibus, hominibus, juribus vel quasi, Dominiis vel quasi, actionibus, & rebus aliis, ratione donationis, quam fecit, vel fecisse dicitur Dominus Henricus quondam Rex Angliæ, & Alienora uxor sua, Alianoræ filiæ suæ, & bonæ memoriæ Domino Alfonso Regi Castellæ:

4. Et quicquid juris, vel quasi, ibidem idem Dominus Rex Castellæ & Legionis habet, vel habere debet, vel Hæredes sui per successionem supradictorum; vel per collationem Regis Richardi, seu Regis Johannis; vel per collationem ipsi vel alii, cujus jus ad ipsum pertineat, factam a Regina Berengaria, filia Alfonsi Regis & Reginæ Alianoræ: Et omnes Cartas, quas idem Dominus Rex Castellæ & Legion. habet, super hoc, a prædictis, vel aliquo eorum, promittimus bona fide, pro dicto Domino nostro Rege Castellæ & Legion. & Hæredibus suis, dicto Regi Angliæ & Hæredibus suis restituere, vel delere: Et, si inventæ fuerint ex hac hora ulterius, concedimus quod sint vacuæ & cassæ.

5. Et hoc facimus propter multas bonas rationes, & multa alia, quæ præfatus Rex Angliæ prædicto Domino nostro Regi Castellæ & Legion. concessit per se, & Procuratores suos, & solempnes Nuncios, Petrum, Dei gratia, Hereforden. Episcopum, & Johannem Maun-

ANNO 1254. fell Beverlacenſem Præpoſitum, prout continetur in Scriptis eorum, Sigillis eorumdem ſigillatis.

6. Nos vero, ſupradicti Frater Lupus Episcopus, & Garſias Martini, Procuratores & Nuncii prænominati Domini Regis Caſtellæ & Legionis, juravimus, in animam ejusdem Domini Regis Caſtellæ & Legionis, quod idem Rex, & Hæredes ſui univerſa, & ſingula, ſuperius adnotata, bene, & integre, & fideliter imperpetuum obſervabunt.

In cujus rei teſtimonium præſentem Cartam, Sigillis noſtris appendentibus præmunitam, ſæpefato Domino Regi Angliæ duximus concedendam.

Facta apud Toletum Pridie Kalen. Aprilis, Æra milleſima ducenteſima nonageſima ſecunda.

XXXV.

20. Avr. *Alia Confœderatio inter* HENRICUM III. *Regem Angliæ & ALFONSUM Regem Caſtellæ concluſa. Dat. 12. Kal. Maii anno 1254.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 507.]

NOverint univerſi, præſentes Literas inſpecturi, & audituri, quod nos Henricus, Dei gratia, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normanniæ & Aquitan. & Comes Andegaviæ inimus Fœdus perpetuæ amicitiæ cum kariſſimo conſanguineo noſtro Domino Alfonſo, Dei gratia, Rege Caſtellæ & Legionis, pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris iſto modo, quod nos, & Hæredes, & Succeſſores noſtri ab hac horâ in antea ſimus amici & imprimis prædicti Regis Caſtellæ & Legionis & Hæredum & Succeſſorum ſuorum contra omnes homines de mundo imperpetuum; ita quidem quod nos & Hæredes & Succeſſores noſtri juvabimus eundem Regem Caſtellæ & Hæredes & Succeſſores ſuos, cum toto poſſe noſtro, bona fide, ſine fraude & ſine dolo, contra omnes homines de mundo, ſalva fide Eccleſiæ Romanæ.

Concedimus etiam quod Edwardus primogenitus & Hæres noſter veniat apud Burg. ſuſcepturus Cingulum Militiæ a prefato Rege Caſtellæ & Legionis, usque Feſtum Sancti Edwardi proximo venturum, quod erit in quindena Sancti Michaelis.

Concedimus etiam quod mittamus eundem Edwardum ad Guerram Navarræ cum magna potentia in auxilium præfati Regis Caſtellæ & Legionis, quod cum cruce ſignati ſimus ad Guerram ipſam venire perſonaliter non valemus & ſi forſan præfatus Edwardus, aliquo juſto & evidenti impedimento detentus, ad Guerram Navar. in auxilium præfati Regis Caſtellæ & Legionis perſonaliter venire non potuerit, quod mittat Seneſcallum ſuum ſimili modo: & ſi forſan durante Guerra impedimentum ceſſare contigerit, idem Edwardus ad Guerram prædictam perſonaliter venire teneatur; & in Pace & in Guerra Navarræ remaneant nobis & Hæredibus noſtris Caſtra, Villæ, & Terræ, quas occupaverunt & abſtuleruint nobis & Progenitoribus noſtris Reges Navarræ.

Promittimus etiam & concedimus quod demus operam quam poterimus bona fide erga Dominum Papam ad convertend. exercitum Crucefignatorum noſtrorum ad partes Affricanas; & ſi hoc per nos ſeu per noſtros poterimus impetrare, vel dictus Rex Caſtellæ & Legionis per ſe vel per alios hoc idem poterit obtinere, vel per quemcumque alium fuerit impetratum, quod eamus cum prædicto exercitu Crucefignatorum ad partes prænominatas in ſocietate prædicti Regis Caſtellæ & Legionis: & quicquid de immobilibus, videlicet de Civitatibus, Villis, Caſtris, Poſſeſſionibus Terris, & Hæreditatibus aliis lucrati fuerimus in dictis partibus, inter nos & prædictum Regem Caſtellæ & Legionis æqualiter dividatur.

Concedimus etiam quod omnia dampna quæ illata fuerint Gaſtoni, Baronibus, Militibus & aliis de Vasconia cauſa prædicti Regis Caſtellæ & Legionis, à tempore quo idem Gaſto recepit Militiam à prænominato Rege Caſtellæ & Legionis, & fuit ejus Vaſſallus, ſive in Caſtris, ſive in Hæreditatibus, ſive in aliis rebus, quod omnia ad rogatum Domini Regis Caſtellæ & Legionis reſtituamus, & melioremus eisdem, & parcamus eis de querimoniis omnibus quas habemus de eis & ſi aliqui illorum de Vasconia aliquid habeant ſive de Caſtris ſive de Villis, ſive de Terris, ſive de aliis rebus, quæ debent eſſe noſtra vel Edwardi filii noſtri, vel ad nos pertineant, quod ſtatim nobis ea reſtituant vel Edwardo filio noſtro. In aliis cauſis quod ſtent judicio Curiæ noſtræ ſecundum quod conſuevit judicari eum Curia Vasconiæ; & ſi ipſi noluerint vel non potuerint judicium ſuſtinere, dictus Rex Caſtellæ debet rogare pro eis ſicut amicus rogat amicum, & nos faciemus pro dicto Rege Caſtellæ & Legionis tanquam pro amico. ANNO 1254.

Concedimus etiam quod faciemus cum conſilio dicti Regis Caſtellæ & Legionis in facto Gaſtonis quoad Seneſcal. Vasconiæ, ſimiliter & de facto Vicecom. Lemovic. quod faciamus prout videbitur honeſtum.

Concedimus etiam quod demus Filiam noſtram præfato Regi Caſtellæ & Legionis, maritandam uni ex Fratribus ſuis germanis cui voluerit; dummodo idem Rex Caſtellæ & Legionis det eidem Fratri ſuo tales divitias ex quibus poſſit illam honorifice dotare & ſuſtentare, ſecundum quod decebit Filiam Regis, & hoc debet fieri infra annum.

Et hæc omnia facimus & promittimus nos facturos pro nobis & Hæredibus & Succeſſoribus noſtris, propter multas rationes bonas & multa alia, quæ illuſtris Rex Caſtellæ & Legionis prædictus Conſanguineus noſter per ſe & Procuratores & Nuncios ſuos ſolempnes, Fratrem Lupum, Dei gratia, Marrochitan. Episcopum & Garſiam Martini de Toleto, Militem ejusdem Regis Caſtellæ & Legionis, nobis & Hæredibus & Succeſſoribus noſtris conceſſit prout continetur in Scriptis, Sigillis eorundem ſigillatis.

Nos autem, tactis Sacroſanctis Evangeliis, pro nobis & Hæredibus & Succeſſoribus noſtris præſtamus corporaliter Sacramentum univerſa & ſingula, ſicut ſuperius ſunt annotata, bene & integre & fideliter imperpetuum obſervare; & ſi forte aliquo tempore contraveniremus, quod non eſt intentionis nec erit, maledictionem Dei & pœnam perjurii incurramus.

In cujus rei teſtimonium preſentem Cartam Sigillis noſtris quo utimur in Vascon. & Sigillo majori quo utimur in Anglia, appendentibus communitam, præfato Regi Caſtellæ & Legionis & Hæredibus & Succeſſoribus ſuis duximus concedendam.

Facta 12. Kal. Maii anno Incarnationis Dominicæ 1254.

XXXVI.

Bulla Papæ ALEXANDRI III. *qua Regnum Siciliæ* EDMUNDO *Filio* HENRICI III. *Regis Angliæ tanquam Feudum confert. Dat. Neapoli quinto Idus Aprilis Anno 1255.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag 893.] 1255. 9. Avril.

ALexander Episcopus, ſervus ſervorum Dei, Cariſſimo in Chriſto Filio Edmundo Illuſtri Regi Siciliæ, Nato Cariſſimi in Chriſto Filii noſtri Regis Angliæ Illuſtris, Salutem & Apoſtolicam benedictionem.

Aſſueta Sedis Apoſtolicæ circumſpectio, habens in ſua liberalitate providentiæ ſtudium, attente propenſat quibus dexteram aperiat largitatis, ut ampliori erga illos munificentia exuberet qui potioribus circa eam fulgere meritis dinoſcuntur. Unde, quia ſemper inclitum genus tuum puritate fidei, devotionis ſinceritate, ſedulique proſecutione ſervitii erga Romanam Eccleſiam Matrem ſuam excellenter effulſit; Idcirco ipſa, quæ prompta in gratia, in dono benivola, copioſa in premio, & in retributione magnifica invenitur, majoribus genus ipſum cupit ampliare beneficiis, & altioribus honoribus ſublimare; ut quanto habundantius de materni dulcedine uberis auxerit, tanto in ipſius matris beneplacitis vehementius delectetur.

Sane dilectus Filius Magiſter Albertus, Notarius noſter, Apoſtolicæ Sedis Legatus, tibi & Hæredibus tuis, ſicut ex parte tua nobis relatum extitit, Regnum Sciciliæ ac totam Terram, quæ eſt citra Farum usque ad confinia Terrarum Eccleſiæ Romanæ, cum omnibus Juribus, honoribus, diſtrictibus, & pertinentiis ſuis (excepta Civitate Beneventanâ, cum ipſius Juribus & pertinentiis univerſis) in Feudum, de ſpeciali auctoritate ac mandato felicis recordationis Innocentii Papæ quarti Prædeceſſoris noſtri, conceſſit, ſalvis Libertatibus & Immunitatibus Eccleſiarum prædictorum Regni & Terræ tàm in electionibus quàm in aliis ſpectantibus ad eadem.

Idem vero Prædeceſſor, ut aſſeris, conceſſionem hujusmodi, ſupplendo defectum, ſiquis in ea fuerat, de plenitudine poteſtatis, authoritate Apoſtolica confirmavit

ANNO 1255. firmavit tibi, Regnum & Terram præfata in Feudum de novo concedens, prout in ipſius Litteris plenius dicitur contineri.

Nos itaque, tuis ſupplicationibus inclinati, conceſſionem, & confirmationem hujusmodi, ſub conditionibus infraſcriptis ratas & gratas habentes, ipſas de Fratrum noſtrorum approbamus conſilio & aſſenſu, & ſub eisdem conditionibus illas auctoritate Apoſtolica innovantes, Regnum & Terram prædicta, cum omnibus Juribus & pertinentiis ſuis, de Fratrum ipſorum conſenſu, tibi & Hæredibus tuis utriusque Sexûs in Feudum, ſub eisdem conditionibus, perpetuo concedimus, & etiam confirmamus.

Conditiones autem ſunt iſtæ; quod tu & Hæredes tui Regnum & Terram præfata nullatenus dividetis, ſed ſemper illa unus tantum, ſub ipſis conditionibus, immediate ac in capite ab Eccleſia Romana tenebit; & tàm tu, quàm ipſi Hæredes nobis & Succeſſoribus noſtris, Canonicè intrantibus, ac Eccleſiæ Romanæ fidelitatis præſtabitis Sacramentum, & Ligium homagium facietis, ſecundum formam inferiùs annotatam; & ſingulis ipſis Succeſſoribus & eidem Romanæ Eccleſiæ renovabitis tàm ipſum Homagium, quàm hujusmodi Sacramentum.

Quolibet vero Anno in Feſto beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum, vel infra ipſius Feſti Octavas, ubicumque Romanus Pontifex fuerit, tu tuíque Hæredes pro prædictis Regno & Terra duo milia Unciarum boni & puri Auri de Tarenis, ad pondus Romanum cenſûs nomine, Romanæ Eccleſiæ perſolvetis.

Quandocumque autem Romanus Pontifex, qui pro tempore fuerit, aſſeruerit Eccleſiam indigere, tu & Hæredes tui, pro præfatis Regno & Terra, requiſiti ab eo, ad Urbem in Patrimonium beati Petri & Eccleſiæ, in Ducatum Spoletan. in Marchiam Anconitan. & in omnes alias Terras Eccleſiæ per Ytaliam, trecentos milites, equis & armis bene & decenter paratos & munitos, in obſequium & ſubſidium ipſius Eccleſiæ transmittetis per tres Menſes integros, in veſtris ſumptibus & ſtipendiis, ſemel tamen in Anno in ſervitio ejusdem Eccleſiæ moraturos; Menſibus ipſis a die, quo iidem Milites dictum Regnum egreſſi fuerint, per vulgares dietas & ſolitas computandis.

Omnes quoque Eccleſiæ de Regno & Terra prædictis, tam Cathedrales, quam aliæ, regulares & ſeculares, nec non & univerſæ Eccleſiaſticæ perſonæ illis Libertatibus & Immunitatibus omnino gaudebunt, quæ ipſis competunt ſecundum Canonicas Sanctiones; ita quod circa easdem Eccleſias & perſonas, tàm in faciendis proviſionibus & electionibus confirmandis, quàm omnibus aliis, Romanus Pontifex & Romana Eccleſia jurisdictionem & auctoritatem omnimodam libere exercebunt; ſalvo tibi tuisque Hæredibus jure patronatûs, ſiquod Reges Siciliæ, ſeu ejusdem Regni & Terræ Domini hactenus in aliqua vel aliquibus Eccleſiarum ipſarum conſueverunt habere; in tantum tamen in quantum Eccleſiarum Patronis in hac parte Canonica Inſtituta concedunt.

Univerſæ inſuper Eccleſiæ de præfatis Regno & Terra, tàm Regulares, quàm Seculares, de plano ad omnia bona immobilia, ipſis ablata ſeu occupata ab aliis, in quorum poſſeſſione ipſas fuiſſe conſtabit, reſtituentur ad plenum: ſuper aliis verò, de quorum poſſeſſione non ſtatim conſtare poterit, fiet eis, absque difficultate ac dilatione, juſtitiæ complementum.

Porro tu & ſinguli Hæredes tui nobis & ſingulis Succeſſoribus noſtris & Eccleſiæ Romanæ, quando juramentum præſtabitis fidelitatis, jurabitis vos ad hæc ſpecialiter obligatos, quod nunquam per vos, vel per alios, ſeu quocumque modo procurabitis ut in Regem vel Imperatorem eligamini Romanorum: Et, ſi electionem ad Imperium de vobis celebrari contigerit, nullum hujusmodi electioni aſſenſum præſtabitis, nec intromittetis vos de regimine Imperii ullo modo: Quod, ſi tu, vel aliquis Hæredum ipſorum, ſtudentibus vel procurantibus vobis, ad Imperium electi fueritis, & præbueritis aſſenſum electioni taliter factæ de vobis, ſi hoc verum & manifeſtum fuerit; vel, ſi poſt talem electionem & conſenſum de Imperii regimine vos manifeſte intromiſeritis, eo ipſo a jure prædictorum Regni & Terræ cadatis ex toto, ipſaque penitus ammittatis. Si autem electioni factæ, non procurantibus, aut etiam procurantibus vobis, conſenſeritis; &, ut huic electioni vel juri renuntietis omnino, & quod de Imperio vos nequaquam intromittatis, admoniti, infra quatuor Menſium ſpatium poſt monitionem hujusmodi, tali juri non renuntiaveritis, vel de ipſo Imperio vos intromiſeritis quoquo modo, ex hoc ipſo * ſuis præmiſſis Regno & Terrâ & eorum prorſus Jure privati: Si verò, ad te vel ipſos Hæredes non poterit commode talis monitio pervenire, ſuper quo utique impedimento, videlicet, quod moneri commode non poſſitis, credetur & ſtabitur aſſertioni Romani Pontificis ſive dicto, ſufficiet pro ea publica ſuper hoc ipſius Romani Pontificis monitio & ſollempnis; ita quod ſi infra ſex Menſes poſt illam non renuntiaveritis, vel de Imperio vos quomodolibet intromiſeritis, ex hoc ab omni Jure prædictorum Regni & Terræ cadatis; Cæterum, ſi contigerit aliquem de tuis Hæredibus, qui deberet in Regno & Terra prædictis de Jure ſuccedere, in Romanorum Imperatorem eligi vel aſſumi, nullatenus poſſeſſionem eorundem Regni & Terræ nanciscatur vel habeat, nec ſe de illorum curâ, Dominio, vel regimine per ſe vel per alios aliquatenus intromittat, niſi prius Imperio, & omni Juri ſibi competenti in illo, prorſus renuntiet, & ipſius Imperii regimen, nec de Jure illud nec de facto gerens vel retinens, omnino dimittat, nullo unquam ipſum tempore reſumpturus, alioquin cadat ab omni ſucceſſione ac Jure quæ in eisdem Regno & Terra ſibi competeret ipſo facto, ita quod Regnum & Terra præfata ad Romanam Eccleſiam ejusque diſpoſitionem plene & liberè devolvantur. ANNO 1255.

Si autem tu, aut aliquis tuorum Hæredum contra hæc veneritis, ſitis eo ipſo Excommunicationis ſententia, quam exnunc proferimus, innodati, & inſuper reſperſi & notati labe ac reatu perjurii maneatis; cum noſtra perpetua & firma voluntas exiſtat ut nunquam Regnum Siciliæ uniatur vel jungatur Imperio; videlicet, quod unus & idem & Romanorum Imperator & Siciliæ Rex exiſtat.

Civitatem quoque Beneventan. cum omnibus Libertatibus, Immunitatibus, Privilegiis, Tenimentis, Diſtrictibus, Juribus & pertinentiis ſuis Romana ſemper habebit ſibique retinebit Eccleſia; & tu tuique Hæredes ad ipſius reædificationem & reparationem exhibebitis vos favorabiles, benivolos & benignos, & nullum in hoc prorſus impedimentum præſtabitis, aut obſtaculum apponetis. Incolis etiam ejusdem Civitatis & totius ſui diſtrictûs per te ac Hæredes ipſos fidantiæ remittentur; & renovabitis inſuper eis Privilegia, cum ſuper hoc ab Eccleſia vel ab ipſis fueritis requiſiti; & in cunctis ſuis Libertatibus & Immunitatibus eadem plene conſervabitur Civitas; ita quod Beneventan. per totum Siciliæ Regnum libere ire, morari valeant & redire, ac negotiationes & mercimonia exercere, nec eis aliqua ſpecialis ſervitus imponetur. Silvas etiam, lapides, arenam ſeu puteolanam, aliaque materialia, & quæque neceſſaria ad reparationem Civitatis ejusdem, tu tuique Hæredes, ut citius & commodius reparari valeat, liberaliter exponetis.

Univerſi autem Comites, Barones & Nobiles, ac omnes Civitates, & ſpecialiter Neapolitan. & Capuan. cunctaque Caſtra, Villæ ac alia loca de Regno & Terra prædictis, & omnes omnino Regnicolæ per te tuosque Hæredes in bono regentur ſtatu, ipſisque boni uſus, jura & bonæ conſuetudines ſervabuntur.

Centum Milia verò librarum, quæ præfatus Prædeceſſor tibi, ad proſecutionem negotii ejusdem Regni, concedere vel mutuare promiſit, ut dicitur, nobis & Eccleſiæ Romanæ, tuo & Hæredum tuorum nomine, omnino dimittes, faciendo pactum & ſufficientem cautelam de illis a te vel ipſis Hæredibus ulterius non petendis.

Verùm Cariſſimus in Chriſto filius noſter Illuſtris Rex Angliæ Pater tuus tuo nomine nobis noſtrisque Succeſſoribus & Eccleſiæ Roman. pro præfatis Regno & Terra juramentum fidelitatis ſub forma inferius contenta præſtabit, & in manibus illius quem ad hoc ſpecialiter diſtinamus nobis & ipſi Eccleſiæ pro te Ligium Homagium faciet, ac formam juramenti hujusmodi ſeriatim per ſuas Patentes Litteras ſub ſuo Sigillo & tua Bulla aurea nobis mittet: Tu verò, cum ad ætatem quindecim annorum perveneris Juramentum & Homagium hujusmodi perſonaliter renovabis: forma autem Juramenti hoc eſt,

Ego, plenum & Ligium Vaſſallagium faciens Eccleſiæ Romanæ pro Regno Siciliæ & tota Terra, quæ eſt citra Farum usque ad confinia terrarum ipſius Eccleſiæ, excepta Civitate Beneventan. cum ipſius Juribus & pertinentiis univerſis, ab hac hora in antea fidelis & obediens ero beato Petro & Domino meo Papæ Alexandro, ſuisque Succeſſoribus Canonicè intrantibus, Sanctæque Apoſtolicæ Roman. Eccleſiæ; non ero in conſilio, aut conſenſu, vel facto ut vitam perdant, aut membrum, aut capiantur malâ captione: Conſilium verò, quod michi crediturî ſunt per ſe, aut per Nuncios ſuos, ſive per Litteras, ad eorum dampnum, me ſciente, nemini pandam: Et, ſi ſcivero fieri, vel procurari, ſeu tractari aliquid, quod fit ad ipſorum dampnum,

* Peut-être, fitis.

ANNO 1255. num, illud pro posse meo impediam; &, si impedire non possem, illud eis significare curabo; Papatum Roman. & regalia Sancti Petri tàm in Regno Siciliæ, quam alibi existentia, adjutor eis ero ad retinendum, & defendendum, ac recuperandum, & recuperata manutenendum contra omnem hominem; sic me Deus adjuvet & hæc Sancta Evangelia.

In optione quoque & beneplacito erit Romanæ Ecclesiæ vel te & Hæredes tuos vocare ad præstandum & faciendum personaliter Sacramentum fidelitatis & Ligium Homagium Romano Pontifici & eidem Ecclesiæ, dummodo ad hoc tibi & Hæredibus ipsis tutum locum statuant & assignent, vel aliquem Cardinalem ipsius Ecclesiæ, seu alium, qui vice Roman. Pontificis Sacramentum juxta formam, quæ superius est expressa, & homagium recipiat, destinare.

Cæterum Donationes, Concessiones, Confirmationes & Privilegia a prædicto Prædecessore vel a nobis cum Subscriptionibus fratrum nostrorum facta, dilectis Filiis, nobilibus Viris, Bertholdo, Oddoni & Lodowico, fratribus Marchionibus de Houmburch, firma ipsis, integra & illibata manebunt; iidemque tenebuntur in bono statu, & eis concessa sibi libertates, gratiæ, cæteraque alia servabuntur, ac omnia donata, confirmata & concessa eis a Sede Apostolica per te confirmabuntur ipsis, & de novo etiam per tua Privilegia concedentur, ac Privilegiorum Apostolicorum, quæ super hiis habent, confirmatio els & de verbo ad verbum renovatio per te fiet.

Recti autem redditus horum omnium, (exceptis Senescalciâ ejusdem Regni, & ipsius Senescalciæ redditibus, in Apostolico Privilegio expressis, ac mille quingentis unciis auri annuis, eidem Bertholdo Marchioni quoad vixerit conceſſis) summam seu valentiam quatuor milium unciarum auri annis singulis non transcendant.

Nolumus tamen, si forte de hiis tanta summa prædictis Marchionibus non proveniat annuatim, quod occasione hujus expressionis possint aliquid petere ultra donata & confirmata hujusmodi vel concessa, pro quibus siquidem tibi & Hæredibus tuis ad servitia, in Apostolicis expressa Privilegiis, teneantur: eisdem etiam Marchionibus de dampnis de quibus ipsis satisfacere promisimus, nos ad hoc & Romanam Ecclesiam obligantes, satisfactionem, ad quam te obligabis, impendes.

De Donationibus verò & Concessionibus, ab eodem Prædecessore, vel a nobis de Fratrum nostrorum consilio factis, dilecto Filio Nobili Viro Comiti Casertan. simile per te fiet & servabitur; ita tamen quod redditus, ex hiis provenientes, duorum milium unciarum auri annuatim valentiam non excedant.

Sane prædictus Rex Angliæ Pater & dilectus Filius nobilis Vir Odowardus Frater tui, ac dilectus Proceribus & Consiliariis ipsorum & tuis, jurabunt quod procurabunt pro posse, ac bona fide laborabunt & facient quod, postquam ad ætatem quindecim annorum perveneris, Juramentum fidelitatis pro prædictis Regno & Terra Roman. Pontifici & Ecclesiæ Romanæ præstabis, ac propter hoc Ligium & Homagium facies & jurabis, & servabis quæcumque supra, circa Articulos de Imperio continentur, & omnia præmissa, prout scripta sunt superius & expressa, concedes & approbabis, & acceptationem eorum, ac promissionem de servandis hiis omnibus renovabis. Et præfatus insuper Rex Pater tuus tuo nomine, ac tu etiam modo super horum omnium approbatione, acceptatione, concessione ac promissione de ipsis servandis, & de recognitione quod Regnum & Terram prædicta sub præfatis conditionibus recipitis & tenetis a Romana Ecclesia, facietis & concedetis nobis & ipsi Ecclesiæ Privilegia; & tu cum ad prædictam quindecim annorum ætatem veneris similia super hiis Privilegia iterato & de novo concedes. Et, si forte, quod absit, infra eandem ætatem decesseris, Hæres tuus hæc omnia, si minor quindecim annis extiterit, similiter faciet. Si vero major vel quindecim annorum fuerit infra sex Menses, post decessum tuum, ista peraget & complebit; quia quæ in hiis, circa te, supra & infra dicimus, circa tuum etiam Hæredem intendimus & volumus esse dicta. Quod si per eundem Regem Patrem tuum tuo nomine ac per te omnia & singula suprædicta approbata, concessa & acceptata, & Privilegia super hiis facta, & per venerabiles Fratres nostros Archiepiscopum Cantuarien. & Hereforden. ac Elien. Episcopos, & dilectos filios Abbatem Westmonasterii, Johannem Manfel Præpositum Beverlacen. ac nobiles Viros Rodulphum Filium Nicolai, Bertrandum de Olivel, Rogerium de Torquelin, vel aliquos ex eis, aliis nequeuntibus vel nolentibus interesse, ordinata & stabilita, & per eundem Regem & te admissa & recepta, sub illorum & ipsius Regis ac tuo Sigillis infra Kal. Decembr. proximo venturas non fuerint, supradictæ approbatio, innovatio, concessio & confirmatio, quas tibi & Hæredibus tuis sub præmissis conditionibus facimus, nullius penitus sint valoris, sed vacuæ prorsus & inanes existant; ita quod tibi & Hæredibus tuis in præfatis Regno & Terra nullum omnino jus tribuant; nullumque afferant commodum vel effectum; salvo tibi & Hæredibus ipsis omni jure, si quod tibi & eis competit, ratione præfatæ concessionis, de auctoritate ac mandato prædicti Prædecessoris a memorato Notario, & etiam ratione prædictarum confirmationis & concessionis ab eodem Prædecessore factarum tibi & ipsis Hæredibus, sicut dicis; ac salvis etiam nobis & Ecclesiæ Romanæ omni jure ac defensione, quæ nobis & ipsi Ecclesiæ competunt, contra illas. Prædictos enim Archiepiscopum, Episcopum Elien. Abbatem, Radulfum, Bertrandum & Rogerium, loco dilecti Filii nostri O. Sancti Adriani Diaconi Cardinalis, & dilecti Filii Electi Lugdunen. præfati Magistri Alberti Notarii nostri, & nobilium Virorum Thomæ de Sabaudia Comitis, Petri de Sabaudia, & quondam Petri Caccepore Archidiaconi Wellen. quia istorum & prædictorum Episcopi Hereforden. & Johannis Manfel arbitrium in apponendis in hoc negotio conditionibus dictus Rex Pater tuus olim tuo nomine acceptavit, duximus de assensu ipsius Hereforden. tui & ejusdem Regis Procuratoris & Nuntii; subrogandos, pro eo quod prædictus Petrus Caccepore erat jam mortuus, & reliqui, propter nimiam distantiam, non possent commode vel facile infra Kal. ipsas in Anglia convenire.

Si autem, cum ad jam dictam ætatem quindecim annorum perveneris, Sacramentum fidelitatis Roman. Pontifici & Ecclesiæ Romanæ non exhibueris, & Ligium eis Homagium non feceris, & non juraveris ea quæ circa Capitula de Imperio superius sunt expressa & præmissa, omnia de novo non acceptaveris & concesseris, & Privilegia super hiis non renovaveris, vel non feceris iterato postquam requisitus de hiis per Sedem Apostolicam fueris, & post requisitionem hujusmodi per sex Mensium spatium expectatus, eo ipso ab omni jure prædictorum Regni & Terræ cadas totaliter & penitus illa perdas.

Sub præfatis igitur conditionibus eundem Hereforden. Episcopum Nuntium & Procuratorem tuum tuo nomine de Regno & Terra prædictis per anulum, de consilio & assensu Fratrum nostrorum investivimus; quem in Signum hujus Investituræ tibi duximus destinandum, possessionem prædictorum Regni & Terræ sub eisdem conditionibus Procuratori assignantes eidem, & ab ipso postmodum recipientes tuo nomine possessionem eandem quam utique pro te interim retinemus, ut, cum per eundem Regem Patrem tuum tuo nomine ac per te præmissa, approbata & acceptata fuerint, & per præfatos Archiepiscopum & alios ordinata & stabilita secundum modum superius declaratum, & postquam etiam ea, quæ de expensis & aliis inferius dicuntur & exprimuntur, adimpleta extiterint, eadem Possessio ad te tuosque Hæredes libere revertatur.

Verum postquam ad ætatem quindecim annorum perveneris, & prædictis assenseris, ipsaque acceptaveris, si ante nichilominus per Regem prædictum & te approbata & per nominatos Archiepiscopum & alios ordinata & firmata, ut præmissum est, fuerint, Romana Ecclesia tibi & Hæredibus tuis, si per vos de hoc extiterit requisita, concessionem de præfatis Regno & Terra de novo faciet sub conditionibus antedictis; illæ tamen, quæ poterunt interim totaliter & finaliter adimpleri, si de ipsis fuerit medio tempore plenarie satisfactum, ita quod pro eis nil amplius exigi possit vel debeat in futurum, minime inferentur.

Denique nominatus Rex Pater tuus omnes expensas, ab Ecclesia pro Negotio prædicti Regni Siciliæ factas hactenus, quæ ascendunt usque ad summam centum & triginta quinque milium & quingentarum quadraginta & unius Marcarum bonorum novorum & legalium Sterlingorum, in qua utique summa viginti milia Marcarum Sterlingorum similium nobis & Fratribus nostris ex liberalitate oblata Regia includuntur, plene restituet & persolvet: ac insuper de dampnis, expensis & interesse, ac aliis, quæ hac occasione intervenient, plenam satisfactionem impendet. Hujus autem summæ solutio ita fiet, videlicet, quod idem Rex decem milia Marcarum, de prædictis viginti milibus, usque ad Festum Nativitatis Dominicæ proximo venturum: Alia vero decem milia postmodum usque ad sequens Festum Sancti Michaelis nobis & eisdem Fratribus exhibebit. Et si forte in ipso Festo Sancti Michaelis dictus Rex deputabit

ANNO 1255

ANNO 1255. putabit & ſtatuet aliquos idoneos & ſufficientes Mercatores, acceptos nobis, qui pro prædictis reſiduis & ultimis decem milibus ſe nobis & eisdem Fratribus obligent, & principales in hiis conſtituant Debitores, iidem Mercatores, ſi voluerint, dilationem usque ad aliud Feſtum Dominicæ Nativitatis, primo ſequens poſt idem Feſtum Sancti Michaelis, pro prædictis reſiduis & ultimis decem milibus perſolvendis habebunt: Totam vero aliam ſummam expenſarum factarum Rex ipſe infra annum, computandum a Feſto beati Michaelis proximo futuro, perſolvet integre, vel concedet ſeu deputabit Mercatores ſufficientes & idoneos, ſcilicet Senen. vel Florentin. ſeu Bononien. vel alios de Ytaliæ partibus, Eccleſiæ Romanæ devotos, ita quod ipſis contenti ſimus, qui ſe ſufficienter & ſpecialiter obligabunt ad ſolvendam hujusmodi ſummam, infra terminum ipſum, nobis & Eccleſiæ Romanæ, vel illis quibus mandaverimus eam ſolvi, & ſe in eadem ſumma nobis & ipſi Eccleſiæ Debitores conſtituent principales.

Reſervamus autem nobis, & in noſtra voluntate ac poteſtate remanet dicere, pronuntiare vel proferre in ſcriptis, vel ſine ſcriptis, de conſilio, vel ſine conſilio Fratrum noſtrorum, prædicto Rege & te, ac alio etiam quocumque, cujus forſitan intereſſet, nequaquam vocatis, & absque omni juris ſolempnitate ſupradictas approbationem, innovationem, conceſſionem & confirmationem, quas tibi & Hæredibus tuis ſub conditionibus facimus ſupraſcriptis, vacuas omnino eſſe, nullumque robur vel valorem habere, aut revocare, caſſare & irritare ipſas, & caſſas & irritas nuntiare, ſi præfatus Rex dicta ultima decem milia Marcarum & totam aliam ſummam expenſarum factarum non ſolverit, vel de ipſis plene non ſatisfecerit infra præmiſſos terminos, ut eſt dictum, & etiam ſi præfata prima decem milia Marcarum ſaltem in hiis ultimis terminis, non perſolvet, ſi forte ipſa omiſerit ſolvere in primo termino, eorum ſolutioni præfixo; ita quod poſt hujusmodi pronuntiationem, ſeu irritationem noſtram, vel dictum, præfatæ approbatio, innovatio, conceſſio & confirmatio, nullius ſint vel habeantur efficaciæ vel momenti, ſalvo tibi & tuis Hæredibus jure, ſi quod vobis competit ratione conceſſionis a ſupradicto Notario, & obtentu confirmationis & conceſſionis a præfato Prædeceſſore factarum tibi & ipſis Hæredibus, ſicut dicis, omni jure ac defenſione, quæ nobis & Eccleſiæ contra tales conceſſiones & confirmationem competunt, ſalvis ſemper manentibus & illæſis.

Idem autem Rex veniet, vel transmittet Capitaneum cum militia competenti, ſecundum negotii qualitatem; quod ſi non venerit, nec taliter miſerit in prædicto termino, videlicet usque ad annum computandum a Feſto beati Michaelis proximo futuro, in noſtro reſervamus beneplacito ſine approbatione, innovatione, conceſſione & confirmatione prædictis, ſimili modo procedere & proferre; nequaquam tamen veniat, vel mittat, nec prædictum Regnum Siciliæ nec poſſeſſionem ipſius recipiat niſi prius de præfatis tota ſumma & viginti milibus Marcarum, juxta præſcriptum modum, ſatisfecerit infra terminos, videlicet, ſupradictos. Quod ſi venerit vel miſerit, ſatisfactione primitus de hiis omnibus plene facta, prædictæ approbatio, innovatio, conceſſio & confirmatio habeant firmitatem, dictumque tuo nomine recipiat Regnum & poſſeſſionem ejusdem, dummodo & alia omnia & ſingula ſupraſcripta approbata, conceſſa & acceptata, ordinata & ſtabilita infra præfatum ad hoc terminum prius extiterint, ſicut ſuperius plenius eſt expreſſum, & memoratus Odowardus Frater tuus, ipſius Regis Primogenitus, primo fecerit quod ab eo faciendum erit, ut inferius continetur.

Si vero Rex ipſe ante confirmationem ejusdem negotii debitum, quod abſit, carnis perſolverit, prædictus Odowardus dictum negotium efficaciter proſequetur, & idem Rex procurabit & faciet quod præfatus Odowardus ſe ad id ſpecialiter obligabit. Quod ſi ad hoc ſe non obligaverit, & non fecerit in hac parte ea quæ ſuper hiis facere Rex ipſe deberet, ut ſupra narratur, in noſtra remanet poteſtate pronuntiare ſuper approbatione & aliis prædictis, ſicut ſuperius eſt præmiſſum. Et nichilominus ſi præfatus Rex præmiſſa omnia non ſolverit, vel de illis non ſatisfecerit, ut dictum eſt ſupra, vel ſi non venerit, nec miſerit, aut ſi idem Odowardus prædicta non fecerit, ipſe Rex & ejus Hæredes ſuper pecunia, quam ſupradictus Episcopus Hereforden. Procurator & Nuntius ſuus mutuo ejus recepit nomine & pro negotii proſecutione perſolvit: Et ſuper pecunia etiam, quam deinceps idem Rex pro eodem exhibebit negotio, nullam contra nos, & Eccleſiam ſeu quemquam alium repetitionem habebunt, nec aliquam actionem, ſed ex toto illas amittent, eritque dictus Rex eo ipſo Excommunicationis vinculo innodatus, & totum Angliæ Regnum Eccleſiaſtico ſuppoſitum Interdicto. ANNO 1255.

Miniſtrabit quoque dictus Rex pro poſſe ſuo exnunc Eccleſiæ ad proſequendum idem negotium expenſas faciendas usque ad præmiſſum terminum, ſcilicet usque ad annum a Feſto Sancti Michaelis proximo venturo, & ad id ſe ac Filios ſuos & Hæredes ſuos, necnon & Regnum Angliæ, & alia omnia bona ſua ſpecialiter obligabit, & ſi ultra id, quod ipſi miniſtraverit Eccleſia, ſumptus aliquos vel expenſas in acquiſitione vel conſervatione Regni Siciliæ vel Terrarum ipſius fecerit, pro hujusmodi ſumptibus & expenſis Terram Monaſterii Caſinen. Terram Laboris, Terram Principatus Baſilicatam. & Terram Beneventan. libere ac pacifice ipſa tenebit Eccleſia pignori obligatas; nec idem Rex neque tu Eccleſiam ipſam ſuper hiis Terris moleſtabitis aliquatenus vel turbabitis, donec de hujusmodi ſumptibus & expenſis fuerit eidem Eccleſiæ ab ipſo Rege vel a te plenarie ſatisfactum. Et ſi Eccleſia ipſa ultra fructus & proventus, quos de prædictis Terris percipiet, aliquos ſumptus fecerit in tenendis, & defendendis, & conſervandis eisdem, ipſas, propter hoc etiam tenebit quousque plene ſibi de talibus ſumptibus ſatisfiet; & nichilominus idem Rex ſe ad reſtituendum Eccleſiæ iſtos ſumptus, quos ipſa pro acquiſitione & conſervatione Regni, & pro tenendis & defendendis prædictis Terris faciet, ſufficienter & ſpecialiter obligabit, ſe ſuumque Regnum & ejus Terras noſtræ ac Sedis Apoſtolicæ Jurisdictioni, quoad hæc, totaliter ſupponendo.

Proventus vero ac obventiones, qui de præfato Regno Siciliæ, medio tempore, ad manus Eccleſiæ pervenient, tibi vel cui volueris, deductis exinde neceſſariis expenſis, integre perſolventur. Sed ſuper quantitate ſive valore horum proventuum, & obventionum, ac etiam fructuum & proventuum dictarum Terrarum, ſoli dicto noſtro ſtabitur & adhibebitur firma fides; nec exigetur vel requiretur ſuper hoc alia certitudo.

Cæterum reſervamus nobis quod, prout utilitas & neceſſitas exegerit, Donationes & Conceſſiones in Regno aliquibus de ipſo, de quibus expedire viderimus, conſcio eo, qui pro prædicto Rege vel pro te apud Sedem Apoſtolicam, vel in Regno ipſo remanſerit, facere interim valeamus.

Porro ſi cum Manfredo quondam Principe Tarentin. & aliis æmulis & hoſtibus ipſius Regni aliquam Compoſitionem, vel Concordiam, ſeu Conventionem fecerimus, tibi nihilominus & tuis Hæredibus jus in eodem Regno Siciliæ remaneat ſemper ſalvum, nec per Compoſitionem, Concordiam & Conventionem hujusmodi juri tuo aliquatenus derogetur.

Hæc autem omnia & ſingula placuerunt præfato Epiſcopo Hereforden. tuo & ipſius Regis Nuntio & Procuratori, & in hiis plena & ſtabili voluntate conſenſit.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtræ approbationis, innovationis, conceſſionis & confirmationis infringere, vel ei auſu temerario contraire; Siquis autem hoc attemptare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli, Apoſtolorum ejus, ſe noverit incurſurum.

Locus Monogrammatis.

Sanctus Sanctus
Petrus Paulus
Alexander
P. IIII.
Domine ſervum tuum
in bonum ſuſcipe.

Ego Alexander Catholicæ Eccleſiæ Epiſcopus.

Ego Stephanus Prænestinus Episcopus.

Ego Frater Johannes Tituli Sancti Lawrentii in Lucina Presbiter Cardinalis.

Ego Frater Hugo Tituli Sanctæ Sabinæ Presbiter Cardinalis.

Ego Ricardus Sancti Angeli Diacon. Cardin.

Ego Octovianus Sanctæ Mariæ in via lata Diaconus Cardinalis.

Ego Willielmus Sancti Euſtachii Diaconus Cardinalis.

ANNO 1255. Dat. Neapoli per manum Guillielmi Magiſtri Scolarum Parmen. Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Vicecancellarii, quinto Idûs Aprilis, Indictione decima tertia, Incarnationis Dominicæ Anno milleſimo ducenteſimo quinquageſimo quinto, Pontificatûs verò Domini Alexandri Papæ quarti Anno Primo.

Sub filis fericis flavi rubeique Coloris.

XXXVII.

Juillet. *Renovatio & Prolongatio Treugarum inter* LUDOVICUM *Sanctum Regem Franciæ &* HENRICUM III. *Regem Angliæ initarum. Dat. apud Notingham. Anno* 1255. *Menſe Julio.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 555.]

HENRICUS, Dei gratia, Rex Angliæ, &c. Univerſis, ad quos præſentes Litteræ pervenerint, ſalutem.

Notum facimus quod nos, pro nobis, & Edwardo filio noſtro, & Ricardo Comite Cornubiæ, Willielmo de Valentia Comite Pembrochiæ, Fratribus & Hæredibus noſtris, hominibus & Coadjutoribus noſtris manifeſtis, Terris & Feodis eorumdem, tam per Mare, quam per Terram, Treugas, quæ erant inter nos, & Ludovicum Regem Franciæ illuſtrem, pro ipſo, & Fratribus ſuis, Hæredibus, hominibus & Coadjutoribus ſuis manifeſtis, Terris & Feodis eorumdem, prorogavimus in forma in qua erant prius (quibusdam, quæ in fine Litterarum continentur, additis & mutatis) ab inſtanti Feſto Sancti Remigii, usque ad terminum trium annorum continue ſequentium duraturas: forma autem prædicta talis eſt;

HENRICUS, Dei gratia, Rex Angliæ, &c. omnibus, ad quos præſentes Litteræ pervenerint, ſalutem.

Notum facimus quod nos, pro nobis, & Fratribus, & Hæredibus noſtris, hominibus & Coadjutoribus noſtris manifeſtis, & Terris & Feodis eorumdem, tam per Mare, quam per Terram cum Ludovico Rege Franciæ illuſtri, pro ipſo, & Fratribus, & Hæredibus ſuis manifeſtis, Terris & Feodis eorumdem, Treugas inivimus, a Feſto beati Benedicti in Martio, usque ad Feſtum Sancti Michaelis, in quinque annos, per totum diem, duraturas.

Nos autem, inter noſtros, nominamus *Petrum Ogerii*, *Olyverum de Chaleys*, *Berardum de Moncluder.* Rex autem Franciæ nominat, inter ſuos, *Comitem Tholoſan. Comitem March. Comitem Wilon. Avern. Guillelmum Archiepiſcopum*, *Galfrid. de Lezyn. Reginald. de Thalneye*, *Galfr. Pontibus*, *Galfr. & Benedictum de Mauric. Pontin. de Myrebel*, *Fulconem de Maſtac. Dominum Mortan. Elyam de Calemont*, *Elyam Grymbald de Coſynack*, *Willielmum de Rupe*, *Dominum Roent*, *Iterum de Berbeozy*, *Petrum Reymund*, *Petrum Becheter*, *Waweynum de Taln. Galfridum de Rupeforti*, *Reymundum de Muntaut*, *Elyam Rydelli Juvenem*, *Bondinum de Grinol*, *Petrum Ays*, *Fulconem de Archiak*, *Emer. de Rupe Chimardi*, *& Emer. filium ejus*, *Emer. de Rupe*, *Dominum Blangac. Radulfum de Bello Monte Dominum Berteriar. Drogonem de Monte Auſzer*, *Willielmum de Sancto Quintino*, *Ebulonem de Rupeforti*, *Karolum de Rupeforti.*, *& Elyam de Laverne.*

Et ſciendum eſt quod nos dimittimus Inſulam de Re in Treuga, ex parte Regis Franciæ, eo modo quo erat in alia Treuga præcedenti.

Talis eſt autem forma Treugarum; quod, ſi in Treuga fuerit interceptum, de interceptione emendanda ſic erit, interceptio facta nunciabitur Dictatoribus Treugarum hinc inde conſtitutis (qui ſunt ex parte noſtra Bozo de Maſtac. Com. Bygorr. Galfridus Rydelli de Blavia, & Petrus de Burdegalia: Ex parte Regis Franciæ Seneſcallus Pictaviæ, Galfr. de Ranucon. & Regin. de Pontibus; tali modo quod, ſi ex alterutra parte omnes illi tres non poſſent, vel non vellent intereſſe, duo illorum nichilominus poſſent procedere, ſicut ſi tres intereſſent: Si vero aliquis illorum moreretur, alius ex parte ejus, cujus eſſet Dictator, poneretur) ita quod, ſi infra duos Menſes, poſtquam eis forisfactum conſtituerit, non fuerit emendatum, extunc ille, cui forisfactum fuerit, poterit currere ſuper forisfactorem ſuum, donec plenarie fuerit emendatum.

Et nos, ſine nos mesfacere, poterimus juvare hominem noſtrum contra, malefactorem, qui forisfactum emendare noluerit. ANNO 1255.

Et Rex Franciæ poterit ſimiliter facere, in caſu conſimili.

Dominus autem malefactoris non poterit juvare malefactorem, qui forisfactum emendare noluerit, nec aliquis, qui ſit de poſſe, vel Dominio ipſius Domini, donec forisfactum plenius fuerit emendatum; & nos idem poterimus facere in caſu conſimili.

Nec Dominus malefactoris, nec ſui poterunt juvare malefactorem, ſicut prædictum eſt.

Illud etiam conditum eſt quod, ſi aliqua Fortericia, vel Caſtrum aliquod, vel perſona alicujus Nobilis, durantibus Treugis, caperetur, vel furtive ſubtraheretur à Rege Franciæ, ſive a ſuis, & duceretur, & teneretur in poſſe, vel Territorio Regis Franciæ, & requiſitus ſuper hoc integrè non emendaret, ſine morâ ſtatim nos, per nos, vel per noſtros, ſine nos mesfacere, poterimus nos juvare.

Nichilominus tamen Dominus Caſtri, Fortericiæ, vel Nobilis capti, modis omnibus, ſine ſe mesfacere, contra captorem, & contra detentorem poterit guerreare, donec plenarie eſſet emendatum.

Quod autem dictum eſt pro parte noſtra, ſi ex parte Regis Franciæ, vel ſuorum in Caſtro, vel Fortericia, vel Nobili capto & detento fuerit interceptum, omnino idem concorditer eſt conceſſum pro parte Regis Franciæ; videlicet, ſi ex parte noſtra, vel noſtrorum, in Caſtro, vel Fortericia, ſeu Nobili capto & detento fuerit interceptum.

Inſuper nos, & prædictus Rex Franciæ, pro nobis, & fratribus noſtris, & hominibus noſtris, & adjutoribus manifeſtis, toto tempore Treugarum iſtarum, erimus in ſeiſina eadem, in qua eramus aperte illa die qua Treugæ iſtæ captæ fuerunt a nobis; ſalvo eo quod de Inſula de Re, & de noſtris hominibus, & adjutoribus ſuperius nominatis, ſuperius eſt expreſſum.

Additum eſt etiam quod Hæredes illorum, qui pro utraque parte nominati ſunt in forma prædicta, & poſtmodum deceſſerunt, in Treugis remaneant loco ipſorum, quibus in hæreditate, ad noſtrum, & dicti Regis Franciæ Feodum vel Dominium, ſuccedent.

Et quod etiam nos Dictatores Treugarum à nobis inſtitutos, pro Treugarum interceptionibus emendandis; & prædictus Rex Franciæ Dictatores ſuos ſimiliter mutare poterimus, quotiens viderimus faciendum, & noſtræ placuerit voluntati.

Nos autem prædictas Treugas, ſæpedicto Regi Franciæ, & Hæredibus ſuis, a nobis bona fide obſervandas firmiter jurari fecimus, nobis preſentibus, per dilectos & fideles noſtros Johannem de Lexinton, & Willielmum de Grey, Milites noſtros.

Præterea volumus, & præcipimus quod Hæredes noſtri prædictas Treugas jam dicto Regi Franciæ, & Hæredibus ſuis obſervent; & ad easdem firmiter obſervandas ipſos Hæredes noſtros, per præſentes Litteras, quantum poſſumus, obligamus.

Actum apud Notingham. anno Domini 1255. Menſe Julii.

XXXVIII.

Juillet. *Traité de Mariage entre* FERRY II. *Duc de Lorraine &* MARGUERITE *de Navarre, conclu au Mois de Juillet* 1255. [BALEICOURT, Traité Hiſt. & Crit. ſur l'Orig. & la Genéal. de la Maiſon de Lorraine. Aux Preuves, pag. CII.]

GIE Ferris Dux de Lorraine, & Marchis, fas ſçavoir à tous ceux qui verront & orront ces preſentes Lettres, que convenances furent ou tens mon chier Seignor Thiebaut par la grace de Dieu Roy de Navarre, & de Champaigne, & Brie, Conte Palatin, & ma chiere Dame la Roine Marguerite ſa femme, & ou cher temps mon Pere Mathieu de bonne memoire Duc de Loheraine, & Marchis, & Catherine ma Mere, du Mariage de moy, & de Marguerite la Fille à dict Roy, & à la devant dite Roine, leſquels furent tex. Que li devant dict Rois & la Roine me premeisrent à donner douze mille livres de Proveniſiens forts, & par le don de ces douze mille livres, je & Marguerite ma femme avons quitté tout l'heritage qui nous pooit & debvoit venir de par le devant dict Roy & la devant dicte Roine, ſe ce ne fuſt par aucune nouvelle eſcheoite, qui veinſt après les espouſailles de moy & Marguerite ma fem-

ANNO 1255. femme, où nous euiſſens raiſon as Us & à Couſtumes dou Païs où ce eſcherroit, ſauve la quittance de l'heritaige que nos avoies devant faite dou Roy & de la Roine devant dicts. Et cette quittance Gie & Marguerite ma femme avons juré à tenir, & li doi faire jurer quand elle ſera en aage de novel, & faire tenir ce qui eſt en ces Lectres par ſes Lectres ouvertes, pendans qu'elle donra de ce devant ce que l'en face payement des douze mille livres devant dictes.

Et je luy doin & octroi en Doaire trois mille livres de Terre à provenifiens fors que je li ay aſſiſes à Neufchaſtel en Loheraine, à Chaſtenay, à Nancy, à Port & à Varengeville, & és Chaſtelleries, & les appartenances entierement de tous les devant dits Leux, & en Fiez, & en autres choſes. Et s'il valoient plus, il demourra Marguerite ma femme devant dicte; & s'il valoient mains, mi hoir, ou cil qui tenroient la Duchée, li doivent parfaire au plus prés des leus devant nommez, ſauf ce que li fié ne ſeront pas priſée en vaillance, & ſeroit ſave la vaillance par l'esgard de quatre Chevalliers, desquels Marguerite ma femme devant dite penroit les deux de ces Chevaliers, mi hoir ou cil qui tenroient la Duchiée de Loherraine les deux autres. Et cil un Chevalier Esgardeor doibvent eſtre mis dedans les trois mois que la choſe torneroit à doaire, & doivent jurer que il à bonne foi le feront por l'une partie, & por l'autre, & dou delivrer, & de la vaillance. Et s'il ſe descordoient, ils esliroient un preudhomme par deſſus à bonne foy por l'une partie, & parti por l'autre, liquex auroit le pooir dou descord accorder. Et s'il advenoit que li uns des quatre Esgardors moroit ainçois que les choſes devant dictes fuiſſent aſſouvées, cil de laquelle partie il ſeroit, y mettroit un autre en lieu dou mort. Et s'il avenoit choſe qui Gie mouruſſe ſans Hoir de mon corps de ma femme Marguerite, dont Diex me garde, elle penroit les douze mille livres de provenifiens fors en mille livres de terre qui ſiet en tel lieu, c'eſt à ſçavoir à Lignielville, & à Gilbert Villert, & és Chaſtelleries, & és appartenances de ces deux Chaſtiaulx. Et ſe ort Chaſtelleries ne valoient les mil livres devant dictes chascun an, mi Hoir, ou cil qui tenroient la Duchiée de Loheraine, le parferoit; & ſe Marguerite ma femme moroit ſans Hoirs de ſon corps, dont Diex la gart, Madame la Roine de Navarre devant dite tenroit le Neufchaſtel, Chaſtenay, Port & Varangeville, & les Appendiſes de ces Chaſtiaus, por deux mille livres chascun an, jusqu'à tant qu'elle auroit eus douze mille livres enterinnement. Et s'il advenoit qu'il defauſiſt de Madame la Roine, cil qui ſeroit Hoir de Champaigne, ſeroit en lieu de Madame la Roine por les deniers repenre. En tel maniere que ſe Viles valloient plus de deux mille livres chascun an, li foreplus ſeroit à moy, & à mes Hoirs, & s'éles valoient mains, Gie ou mi Hoir, ou cil qui tenroient la Duchiée de Loheraine, le devons parfaire au plus prés des devant dicts leus.

Et aprés ſe je moroie ainçois que Gie euſſe aucune choſe receu de ces douze mille livres, Marguerite ma femme devant dicte ne panroit riens en Lignielville, ne en Gilbert Viller, & ſe ge avoye receu aucune choſe de ces douze mille livres, elle tenroit Lignielville, & Gilbert Viller, & les appartenances de ces deux Chaſtiaux, jusque tant que le euſt eu ce que je auroie levé ou receu desdicts douze mille livres devant dites, ſi com il eſt dict deſſus.

Et eſt aſſavoir que des douze mille livres devant dites, que ge doi avoir en Mariage, l'en m'en doit rendre & payer à Troyes à l'Octaves de la Feſte Sainct Andri, qui ſera en l'an mil deux cent & cinquante-huit, ſix mille livres, & à l'Octaves de la Fête S. Andri à Troyes, qui ſera en l'an 1259, ſix mille livres. Et ſe Marguerite ma femme avoit aucune choſe eu des douze mille livres aprés ma mort, il cherroit des douze mille livres devant dites. Et eſt à ſçavoir que gie doi faire la quittance de l'heritaige ſi com il eſt escript deſſus, devant le Roy de France, & devant les autres Signors de Champaigne & de Brie.

En quel teſmoignance de toutes ces choſes devant dictes, gie ai ſcelées ces Lettres de mon ſcel. Ce fut fait en l'an de grace mil deux cent & cinquante-cinq, le Semedy aprés les Octaves de Feſte ſainct Pere, & ſainct Pol.

XXXIX.

1256. Octob. *Pactum Pacis inter* MARGARITAM *Comitiſſam Flandriæ & Guidonem Comitem Hollandiæ, actum Bruxellæ Sabbato poſt Feſtum Lucæ Evangeliſtæ Anno 1256.* [Theſaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 1074. *Ex Cartario Hasnonienſi Dominorum* de Avesnis.] ANNO 1256.

NOs Guidó Comes Flandriæ, notum facimus tam præſentibus quàm futuris, univerſis & ſingulis præſens Scriptum inſpecturis ac audituris: quod cùm olim inter cariſſimam Matrem noſtram MARGARETAM Flandriæ & Hannoniæ Comitiſſam, & nos ex una parte; & claræ memoriæ Dominum WILLELMUM Romanorum Regem, ac nobilem virum Dominum FLORENTIUM Tutorem Comitatûs Hollandiæ, Fratrem ejus ex alterâ, gravis diſſentio eſſet orta; tandem poſt obitum dicti Regis, mediantibus illuſtri Domino noſtro LUDOVICO Francorum Rege, Duce Brabantiæ, Comite Gelriæ, ac aliis bonis viris, inter dictam Matrem noſtram, nos & JOHANNEM de Dampetra Fratrem noſtrum, ac noſtros ex una parte, & dictum Dominum FLORENTIUM & FLORENTIUM Nepotem, ipſius præfati Regis Filium, ac ſuos ex altera, amicabilis, tam de noſtro, quàm de ſuo concordi aſſenſu, compoſitio intervenit: videlicet quod dictus Dominus FLORENTIUS majorem natu Filiam noſtram accipiet in Uxorem, & nos tam pro nobis, quàm pro noſtris Heredibus conſentimus, approbamus, & volumus, quod dicta Mater noſtra dedit in Feodum eidem Domino FLORENTIO & ejus Heredibus Terram *Zelandiæ*, quæ de ipſius & noſtro, ac Anteceſſorum noſtrorum Comitum Flandriæ fuit demanio, cum omnibus Juribus dictæ Terræ, ex quibus dicta Terra ad ipſam, ad nos, & ad Anteceſſores noſtros ſpectabat, vel dicebatur ſpectare. Et ſic ſimpliciter, & publicè proteſtamur, quod tota Terra *Zelandiæ* inter *Hedeneze* & Scaldam ſita cum omnibus Jurisdictionibus, Juſtitiis, Reditibus, Proventibus, Obventionibus, & ſimpliciter cum omnibus Juribus, quas, quos, & quæ prædicta Mater noſtra, nos, & Anteceſſores noſtri Comites Flandriæ habebamus in dicta Terra, vel dicebamur habere; & quas, quos, & quæ dictus Dominus WILHELMUS olim Romanorum Rex, & ſui Progenitores, vel Anteceſſores Comites Hollandiæ, in dicta Terra habebant, vel dicebantur habere, prædicto Domino FLORENTIO & FLORENTIO Nepoti ſuo, prædicti Domini Regis Filio, & eorum Heredibus tamquam Feodum ab ipſa Matre noſtra & nobis, ac noſtris Comitibus Flandriæ tenendum quita & libera, ab ipſis pacificè & quietè poſſidenda, perpetuò remanebit: quia de tota Terra prædicta *Zelandiæ* inter *Hedineze* & Scaldam ſita dictæ Matri noſtræ dictus Dominus FLORENTIUS præſtabit homagium, ita videlicet quod de illa parte, quæ de ipſius Matris noſtræ, noſtro, & Anteceſſorum noſtrorum Comitum Flandriæ fuit demanio, tamquam Feodatarius & Vaſſallus: de illa verò quæ de prædicti Regis WILHELMI, & Anteceſſorum ſuorum Comitum Hollandiæ fuit demanio, tamquam Tutor, quam ab ipſa nobis & noſtris Heredibus Comitibus Flandriæ FLORENTIUS ſæpedicti Regis Filius, & ejus Heredes Comites Hollandiæ ſunt in Feodum recepturi, ſalva tamen prædicto Domino FLORENTIO in dicta parte, ſi quâ eum jure Hereditario poteſt contingere debitâ portione, de qua ſæpedictæ Matri noſtræ nobis & noſtris Heredibus Comitibus Flandriæ, ſi qua eum ſic contingeret, ſimiliter Homagium eſt facturus, & ſic tam pro nobis, quàm etiam pro omnibus noſtris Heredibus, natis & nascituris, ſolis prædictis Homagiis videlicet prædicti Domini FLORENTII, & FLORENTII Nepotis ipſius, ac Heredum ſuorum, & ſervitiis debitis pro Homagiis, ut præmiſſum eſt, nobis & noſtris Heredibus Comitibus Flandriæ in dicta Terra retentis, renuntiamus & cedimus voluntate ſpontaneâ ad opus dictorum Domini FLORENTII Tutoris Hollandiæ, & FLORENTII Nepotis ipſius ſæpedicti Regis Filii, & Heredum ipſorum omni utili Dominio, omnibus Juridictionibus, Juſtitiis, Reditibus, Proventibus, Obventionibus, Servitutibus & Servitiis, & omnibus aliis Homagiis à prædictis & ſimpliciter omnibus Juribus dictæ Terræ Zelandiæ inter *Hendeneze* & Scaldam ſitæ, quas, quos, & quæ ſæpedicta Mater noſtra, nos, & noſtri Progenitores, vel Anteceſſores Comites Flandriæ habebamus, vel dicebamur habere in dicta Terra vel quæ ipſi Matri noſtræ, nobis & Anteceſſoribus noſtris Comitibus Flandriæ in dicta Terra, ſeu in Juribus dictæ Terræ competebant, vel competere dicebantur, vel in quibus homines dictæ Terræ fuerunt, vel dicebantur eſſe, ſæpedictæ Matri noſtræ, & Anteceſſoribus noſtris Comitibus Flandriæ ex jure vel conſuetudine, generaliter vel ſpecialiter obligati, ſalvis nobis prædictis Homagiis & Servitiis debitis pro eisdem:

ANNO 1256. dem: & ex nunc fæpedicta Mater noſtra & nos reſtituimus omnes Cartas, & Privilegia, & Inſtrumenta, cujuscumque tenoris exiſtant, ſibi, nobis, & noſtris Progenitoribus, ſeu Anteceſſoribus, à prædicto Rege WILHELMO, & dicto Domino FLORENTIO Fratre ipſius, & eorum Anteceſſoribus Comitibus Hollandiæ à Domino Papa, ſeu quocumque alio ſuper Juribus dictæ Teriæ, ſeu ſuper Conventionibus, Pactionibus, Compoſitionibus, Conſuetudinibus, Promiſſionibus, debitis & Obligationibus quibuscumque dictorum Regem * & Domini FLORENTII Fratris ejus, ac Anteceſſorum ipſorum, ſeu hominum dictæ Terræ conceſſa. Et ſimiliter tenore præſentium ſimpliciter proteſtamur, & volumus pro nobis & noſtris Heredibus Comitibus Flandriæ, ſimpliciter decernentes, quod omnia illa Inſtrumenta, ſi qua fortè non reddita poſtmodum inventa fuerint, de iſta materia facientia mentionem, quoad nos, Heredes, aut Succeſſores noſtros Comites Flandriæ, vires non habeant, & robore careant firmitatis. Si verò dictum FLORENTIUM ſine Herede à noſtra Filia generato, vel eam mori contigerit, FLORENTIUS Nepos ejus prænominati Regis Filius, ducet in Uxorem unam ex noſtris Filiabus, & totam Terram prædictam Zelandiæ, inter *Hedineze* & Scaldam ſitam, à prædicta Matre noſtra nobis & noſtris Heredibus Comitibus Flandriæ in Feodum recipiet & tenebit. Si verò eum ſine Herede de noſtra Filia generato mori contingat, MATHILDIS Filia Regis præfati debet uni Filiorum noſtrorum matrimonialiter copulari, & tenere à Comitibus Flandriæ in Feodum totam Terram Zelandiæ memoratam, quæ de dictæ Matris noſtræ, noſtro & Anteceſſorum noſtrorum Comitum Flandriæ fuit demanio; & ſi eam ſimiliter mori contigerit, tota Terra prædicta cum omnibus Juribus & Juſtitiis ad eam pertinentibus ad Hæredem Comitatûs Hollandiæ, quicumque pro tempore fuerit, devolvetur: qui eam à prænominata Matre noſtra nobis vel noſtris Succeſſoribus Comitibus Flandriæ feodaliter recipiet & tenebit, & ſic ſemper dicta Terra Zelandiæ quæ de dictæ Matris noſtræ, noſtro, & Anteceſſorum noſtrorum Comitum Flandriæ fuit demanio, ad Dominum FLORENTIUM & ejus Heredes, ſicut dictum eſt, aut ad FLORENTIUM Nepotem ejus & ipſius Heredes; aut ad MATHILDIM Sororem ipſius & ejus Heredes de dictis Matrimoniis procreatos; aut ſi non ex iis Matrimoniis proles extaret, ad illum qui pro tempore erit Heres Comitatûs Hollandiæ pertinebit, & de ea dictæ Matri noſtræ nobis & noſtris Succeſſoribus Comitibus Flandriæ faciet homagium ut Vaſſallus, & ſic ſimpliciter quocumque caſu contingente, tota Terra prædicta inter *Hedineze* & Scaldam ſita nullomodo ad alium, quam ad aliquem aut aliquos prædictorum trium vel Heredes eorum, ut dictum eſt, vel ad Heredem Comitatûs Hollandiæ, quicumque pro tempore Heres Comitatûs Hollandiæ extiterit, devolvetur: ita tamen quòd ille Heres quicumque, poſt iſtos tres qui nominaliter ſunt expreſſi, non fuerit ex dictis Matrimoniis procreatus, tenebitur prædictæ Matri noſtræ, vel nobis, aut Succeſſoribus noſtris Comitibus Flandriæ pro dicta Terra refundere decem millia marcharum ſterlingorum ad marcam Flandrenſem, decem ſolidos videlicet bonorum & legalium ſterlingorum pro marca qualibet computandis. Si fortè dictam Terram Zelandiæ, quæ de noſtro & Anteceſſorum noſtrorum fuit demanio, inter plures coheredes aut comparticipes de dicto Domino FLORENTIO, ſive FLORENTIO Nepote ſuo, aut MATHILDE Sorore ejus, ſive à quocumque Herede Comitatûs Hollandiæ deſcendentes contingat dividi, quilibet in dictarum Terrarum diviſione comparticipans, homagium præfatæ Matri noſtræ, nobis & noſtris Heredibus Comitibus Flandriæ eſt facturus de illa quæ eum poterit contingere portione. Cùm autem ſuper teloneis ſtatutis locis in Hollandia ſive Zelandia à Mercatoribus Flandrenſibus cum ſuis mercibus & quibuscumque rebus venalibus dicta telonea tranſeuntibus perſolvendis, tam ex parte prænominatæ Matris noſtræ, quàm ex parte dicti Domini FLORENTII fuerit in illuſtrem virum Dominum HENRICUM Ducem Lotharingiæ & Brabantiæ compromiſſum, utex utraque parte tam pro ſe quam ſuis Heredibus in omnibus & per omnia ſuper hoc ſervare promiſerint dictum Ducis, nos tam pro nobis quam pro noſtris Heredibus Comitibus Flandriæ dictum ipſius Ducis quod ſuper hoc vel viva voce vel ſuis Litteris proprio Sigillo munitis vel utroque modo publicaverit, ratum habentes & gratum, ſervare promittimus in omnibus & per omnia bona fide quantum ad nos & Heredes noſtros Comites Flandriæ ſpectaverit idem dictum.

Ceterum iſtæ conſuetudines in Hollandia & Zelandia Mercatoribus de Flandria ſervabuntur, iſtæ videlicet quod ſi quis Mercatorum Flandrenſium per Terram Comitatûs Hollandiæ, per Hollandiam videlicet ſive Zelandiam tranſitum faciens, ab aliquo ſuper debito fuerit impetitus, ſive debitum illud negaverit & inficiatus extiterit, in Navi ſua ne moram faciat, juramentum ſuper hoc impetenti præſtando, ſola manu poterit ſe purgare. Quod ſi impetens acceptare renuerit, illum Mercatorem in Villam vel Oppidum ubi manet ſequetur, & ibi debet cauſa inter eos Scabinorum illius Villæ vel Oppidi judicio terminari. Et ſi fortè contra hoc Mercator Flandrenſis tranſiens fuerit impeditus, & propter hoc damnum incurreret, Comes Hollandiæ vel Dominus Terræ totum damnum illud Mercatori refundet.

ANNO 1256.

Item, ſi quis mercatorum in Flandria de Hollandia ſive Zelandia fuerit ſpoliatus, Dominus Terræ illius, in qua deprædatio hujusmodi facta eſt, habitatores Terræ illius unde ſpoliator extiterit ad ſolvendam prædam compellat, alioquin ipſe ſolvet.

Nos autem tam pro nobis, quam pro noſtris Heredibus, quam etiam pro noſtris hominibus, remittimus voluntate libera de puro corde & ſincero animo Domino FLORENTIO & omnibus ſuis conſanguineis, fautoribus & amicis omnes injurias & omnes offenſas contra nos & noſtros patratas, & omnia damna nobis & noſtris illata, promittentes ea nullo umquam tempore ad animum revocare; & ſic omnes rancores animorum in pacis pulcritudine conquiescent; ita quod numquam effectivè ad animum revocentur.

Iſtam Pacem & omnes ac ſingulos iſtius Pacis Articulos prout ſuperius ſunt expreſſi, nos tam pro nobis, quam pro noſtris Heredibus natis & nascituris, quam etiam pro noſtris hominibus in perpetuum firmiter & inviolabiliter ſervare promittimus dictis Domino FLORENTIO & FLORENTIO Nepoti ſuo ac eorum Heredibus & ſuis hominibus, & facere in omnibus & per omnia firmiter & inviolabiliter obſervare.

Renuntiantes in his omnibus tam pro nobis quam pro noſtris Heredibus Comitibus Flandriæ omni Juris auxilio, tam Canonici quam Civilis, omni Privilegio & omni ſimpliciter Inſtrumento dato vel dando, impetrato vel impetrando pro cruce ſignatis vel aliis quibuscumque: vel quod nobis & noſtris Heredibus ex nunc competit, vel in futurum poſſet competere contra prædicta vel aliquod prædictorum.

Ad iſta omnia fideliter & inviolabiliter obſervanda nos per noſtrum Sacramentum proprium, voluntate libera ſponte ſolemniter obligamus. Et quia dictam Pacem & omnes ac ſingulos dictæ Pacis Articulos firmiſſimè cupimus obſervari; volumus & conſentimus, & à Domino Papa petimus, (ſupponentes nos & Heredes noſtros quoad hoc ſuæ Juridictioni & poteſtati ac venerabilium Patrum Tornacenſis Epiſcopi & Leodienſis electi & Succeſſorum eorumdem, qui pro tempore fuerint, quibus hoc à Domino Papa committi petimus,) ut ſi nos vel Heredes noſtri contra dictam Pacem vel aliquem dictæ Pacis Articulum veniremus, & requiſiti ſuper hoc nollemus infra XL. dierum ſpatium emendare, quod dicti Prælati, vel alter eorum, ſi alter non ſupereſſet, vel eſſet legitimo impedimento detentus, poſſent in noſtram & Heredum noſtrorum perſonas Excommunicationis ſententiam ferre, & totam Terram noſtram ſupponere Eccleſiaſtico Interdicto: ita tamen quod dictos XL. dies & coercitionem hujusmodi Monitio Prælatorum præcedere debeat eorumdem.

In cujus rei teſtimonium præſentes Litteras inde conſcribi & Sigillo noſtro fecimus communiri.

Actum & datum Bruxellæ Sabbato poſt Feſtum Lucæ Evangeliſtæ anno Domini MCCLVI.

Extant etiam de eodem Pacto Litteræ Margaritæ Flandriæ Comitiſſæ, Datæ Bruxellis die Veneris poſt Feſtum Sancti Dionyſii ejusdem anni, eadem exprimentes verba, quas proinde hic repetere non duximus operæ pretium.

XL.

Renonciation de SIMON DE MONFORT *Comte de Lyceſter & de la Comteſſe ſon Epouſe à toutes les prétentions qu'ils pouvoient avoir ſur le Duché de* Normandie, *la Comté d'*Anjou, *la* Touraine, *le* Maine, *&c. en faveur de* LOUÏS IX. *Roi de France, faite à Paris le jeudi après la Fête de S. André l'Apôtre en* 1256. [Theſaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 1084. Dec.

* *Liſ.* Reg's.

ANNO 1256. 1084. *Ex MS. cl. v.* Petri Mesnard *Urbis Turonenſis Præfecti.*]

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres voiront, SIMON DE MONFORT Cueurs de Lyceſtre, & AHENOR DE LYCESTRE ſa femme, ſalut.

Nous faiſons à ſçavoir à tous, que nous avons entendu la forme de la Paix qui eſt faite & jurée entre noſtre Seigneur le noble Roy LOUIS de France, & le noble Roy HENRY d'Angleterre noſtre Seigneur, & nous AHENOR telle Paix, & toutes les choſes, & chacunes par ſoy, qui ſont contenuës en icelle Paix, par l'autorité & aſſentement du devantdit Comte SIMON noſtre mary, & en ſa preſence voulons, octroyons, & louons par noſtre gré, ſans nul contraignement, & promettons & tenir & garder fermement & ſtablement par nous & par nos Hoirs, & que encontre n'en dirons par nos ne par autres; avons quitté & quittons par nous & par nos Hoirs & pour nos Succeſſeurs de tout en tout au Roy de France & en ſes Enceſſorts & à ſes Hoirs & à ſes Freres & à leurs Hoirs & à leurs Succeſſeurs & nous ou nôtre Enceſſort aucune doitte avons ou eumes oncque en choſe que le Roy de France tienne ou tinſt oncque ou ſes Enceſſorts ou ſes Freres: c'eſt-à-ſçavoir en la Duché & en toute la Terre de Normandie, & en la Comté & en toute la Terre d'Anjou, de Touraine & du Maine, & en la Comté & en toute la Terre de Poictiers, ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France ou Iſles, ſi aucuns en tiennent le Roy de France ou ſon Frere & autres de par, & tous arerages. Et auſſi avons quitté & quittons à tous ceux qui de par le Roy de France ou de par ſes Acceſſorts ou de ſes Freres tiennent aucunes choſes ou par don ou par echange, ou par vente, ou par aſſentement ou autre ſemblable maniere en la Duché & en toute la Terre de Normandie, & en la Comté & toute la Terre d'Anjou, de Touraine & du Maine, & en la Comté & en la Terre de Poictiers ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France ou en Iſles deſudit ſelon la maniere de la teneur qui eſt contenue en la Paix deſudite, en avons juré, & jurons de nôtre bonne volonté de l'autorité & aſſentement de nôtre mari le Comte deſſus nommé, & en ſa preſence ſur le ſaint Evangile en la preſence du Roy de France devantdit, que toutes ces choſes garderons, entendrons fermement ne encontre ne voudrons par nous ne par autres, ſauf à nos Hoirs toutes nos demandes & droitures en toutes choſes encontre toutes perſones qui ne ſont exceptez par la devantdite Paix & nos SIMON de Montfort Cueurs de Lyceſtre deſſus nommez reconnoiſſons & têmoignons que la devantdite Comteſſe ma femme a fait la quittance & le ſerment & les autres choſes devantdites par nôtre aſſentement & par nôtre volonté & autorité, en nôtre preſence; & nous même avons juré que la Paix deſſusdite avons & aurons ferme & ſtable, & que encontre ne vendront par nous ou par autres & en têmoignage de ces choſes, & que ce ſeroit ferme & ſtable; nous en ce cas Comteſſe deſſusdite avons mis nos Sceaux en ces preſentes Lettres.

Ce fut fait à Paris en la preſence de deux Rois ſusnommez & de Mamei en l'an de l'Incarnation de nôtre Seigneur JESUS-CHRIST mille & CC. & L. ſix le jeudi après la Feſte de Saint André l'Apôtre.

XLI.

1257. 18. Mai. *Litteræ* RICARDI *Regis Romanorum, ad* EDMUNDUM *Filium* HENRICI III. *Regis Angliæ de ſolemni Coronatione ſua Aquisgrani peracta. Dat. Aquisgrani die* 18. *Maii Anno* 1257. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 622.]

RICARDUS, Dei gratiâ, Romanorum Rex ſemper Auguſtus, Edwardo, illuſtris Regis Angliæ primogenito, cariſſimo Nepoti ſuo, ſalutem & felices ad vota ſucceſſus.

Libenter votivos & celebres noſtræ felicitatis eventus ad noſtrorum ſpecialium amicorum corda transferimus; & ad aures præcipuè veſtræ dilectionis (cui ſic nos identitas ſanguinis counivit, ut ipſas, ex zelo naturalis affectus, circa ea quæ augmentum ſtatus noſtri reſpiciunt, non immerito confidimus eſſe ſollicitas & attentas) per Nuntios noſtros & Litteras libentiſſimi tripudii noſtri derivamus, arbitrantes in nobis tunc augmenta congaudii geminari, cum vos, quem reputamus precioſam corporis noſtri partem, ſenſerimus a gaudiorum noſtrorum participio non excluſos: ANNO 1257.

Quæ proculdubio delectaſſet nos potius vobiscum præſentialiter celebraſſe; quam interpretis ſcripturæ miniſterio nunciare; ut præſentiæ veſtræ vicinitas jocundius patrui deſiderium refeciſſet, & noſtræ ſublimationis diffuſius generaſſet tripudium in nepote.

Verùm, cum ea læta & proſpera, quæ circa nos acta ſunt ab eo tempore, quo de partibus Angliæ receſſimus, non ſit poſſibile, niſi vobis fuerint intimata, dilectionem veſtram ſcire, præſentem paginam, omnium eventuum noſtrorum oſtenſivam, vobis duximus deſtinandam; ut ad vos plena eorundem eventuum, & certa notitia perferatur.

Dominica enim, proxima poſt Feſtum Sancti Marci Evangeliſtæ, nobis Navem cum tota noſtra conſcendentibus comitiva, & extra Portum de Gernemuth venientibus occurrit ventus contrarius; qui ad figendum anchoram, in vicinia Littoris Anglicani, fui impetus violentiâ nos artavit.

Sed in ſequenti die, proſpero vento noſtris proceſſibus aſpirante, iter navigationis aſſumpſimus; & continuo navigantes die Martis proximo ſubſequenti, in Feſto videlicet beatorum Apoſtolorum Philippi & Jacobi, circa nonam, ſalvis omnibus, & noſtris, & totius noſtræ familiæ, ac etiam Comitivæ perſonis, & rebus, ſani & hilares applicuimus apud Durdrech, in Oppido, videlicet, ad Comitatum Hoylandiæ pertinente; ubi, poſt tot laborum & turbationum moleſtias, quas in mari pertulimus, requiem capeſſentes, moram protraximus biduanam.

Inde, die tertio recedentes, aliiſque diebus ſequentibus, per Hoylandiæ & Gelriæ Comitatus greſſus noſtros feliciter dirigentes, die Veneris, proxima ante Feſtum Aſcenſionis Dominicæ, venimus Aquisgranum; occurrentibus nobis, in dictæ Civitatis introitu, Clericis & Laicis, nobilibus & ignobilibus, militibus & aliis univerſis Civibus ejusdem, qui nos, cum honore magno, & amplo tripudio, læti & hilares, ſine cujuslibet difficultatis obſtaculo, ſusceperunt.

Nec credimus, quemadmodum vulgaris & communis famæ teſtatur præconium, quod, a ducentis annis & citra, aliquis Prædeceſſorum noſtrorum Imperatorum, vel Regum (videlicet, Romanorum) in ſuæ novitatis principio (nobis duntaxat exceptis) dictam Civitatem Aquienſem ſine gravis offenſionis, ſeu contradictionis obice ſit ingreſſus.

Cumque noſtra Serenitas moram in ea contraheret, ecce! Læta nova, noſtris affectata deſideriis, occurrerunt, videlicet, quod venerabilis Archiepiscopus Maguntinenſis, dilectus Princeps noſter, egregius fidei noſtræ cultor, & noſtrorum rebellium ſerius impugnator (adhibita ſibi ex noſtris fidelibus ingenti copiâ bellatorum) die Mercurii, proxima poſt Feſtum Sancti Johannis ante Portam Latinam, cum Archiepiscopo Treverenſi, noſtri culminis inimico (qui, in noſtri nominis & honoris dispendium, cum magna multitudine armatorum, Caſtrum noſtrum & Palatium Bopard vallaverat, & ad expugnationem ipſius multas machinas inſtaurarat) glorioſe congreſſus in prælio, contra eum obtinuit victoriam & triumphum; &, ipſo Archiepiscopo Treverenſi, cum quibusdam ex ſuis, vix per dedecoroſæ fugæ præſidium evadente, ac nonnullis occiſis, multos ex ſuis militibus, & famulis, & aliis ſuis complicibus captivavit.

Ecce! quam animoſos & bellicoſos Archiepiscopos habemus in Alemannia; non multum vobis inutile reputantes ſi tales in Anglia crearentur, quorum miniſterio uti poſſetis ſecure contra importunos rebellium veſtrorum incurſus.

Denique, ipſo Caſtro, per auxilium dictorum noſtrorum fidelium, ab obſidentium & impugnantium inſultibus liberato, ipſoque a dicto Archiepiscopo Maguntinenſi victualibus aliisque omnibus neceſſariis, ac ſtrenuis defenſoribus, prout ad ſecuram defenſionem ipſius opportunum extitit, communito, idem Archiepiscopus Maguntinus apud Aquisgranum ad præſentiam noſtram venit;

Ubi, in Feſto Aſcenſionis Dominicæ, ipſo ac Archiepiscopo Colonienſi præſentibus, & aliis multis Comitibus, Baronibus, Magnatibus & Nobilibus noſtris fidelibus, in Sede magni Caroli, cum ſolemnitate qua decuit, in illius nomine, qui ſuperbos dejicit & ponit humiles in ſublimi, Sacri Romani Regni Sceptrum recepimus & Coronam, cariſſima Conſorte noſtrâ ſimiliter eo die nobiscum ſolemniter coronata.

Dilectionem veſtram rogantes attentius quatenus, nobis piis affectibus congaudentes, attentius altiſſimo ſuper hiis gratias exſolvatis, ipſum ſuppliciter exorantes ut,

ANNO 1257. qui, ex suæ abundantiâ pietatis, merita supplicum excedentis & vota, ætatem vestram tanta felicitate beavit, quod ad patruum vestrum Romani Regni sceptrum perduxit, ad honorem sui nominis feliciter dirigat gressus nostros.

Festo itaque Coronationis nostræ solemniter, prout decuit, celebrato, ecce! Principum & aliorum fidelium nostrorum super agendis nostris communicato consilio, viribus nostris è diversis partibus instauratis, ad humiliationem nostrorum rebellium potenter & patenter intendimus dirigere Castra nostra; & præcipue ad confringenda elata Archiepiscopi cornua Treverensis; ut, sicut se primum in nostris negotiis, non tam justum, quam voluntarium posuit turbatorem, ita primò experiatur & discat quid, & quantum contra eum possit & valeat manus nostra.

De hoc autem præcipue certos esse vos volumus, quod tantam jam, ex auxilio fidelium nostrorum & fautorum in Alemanniâ, habere confidimus potestatem, quod, eis in fidei nostræ cultu, & in devotionis nostræ zelo durantibus, nullius viventis sit nobis potentia formidanda.

Data Aquisgrani 18. die Maii anno Regni nostri primo.

XLII.

1258. 8. Juin. *Litteræ* RICHARDI *Regis Alemanorum de Pace habita cum Domino Rege Franciæ & de Quittationibus ab eodem factis. Actum Parisiis 8. die Junii Anno* 1258. [Thesaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 1105. *Ex MS. cl. v.* Petri Mesnard *Urbis Turonensis Præfecti.*]

RICHARDUS Dei gratia Rex Romanorum semper Augustus universis ad quos præsentes pervenerint salutem.

Noveritis nos vidisse formam Conventionum & Pacis quas Magister Arnaldus Wet Flavienſis Præpositus noster Protonotarius & Procurator nomine nostro fecit cum illustri Rege Francorum, quarum tenor hic est: NOTUM sit omnibus præsentibus & futuris, quod ego Magister Arnaldus Wet Flavienſis Præpositus Protonotarius & Procurator Serenissimi Domini RICHARDI Romanorum Regis illustris semper Augusti visa est diligenter perlecta forma Pacis ordinatæ inter illustres Franciæ & Angliæ Reges & per juramenta Procuratorum dicti Regis Augusti confirmatæ, eamdem Pacem ex auctoritate & plenaria potestate mihi data à prædicto Domino meo Rege Richardo, gratam & ratam habeo, & ejusdem Domini mei nomine & Heredum quitto penitus & remitto dicto Domino Regi Franciæ præsenti & recipienti pro se, Fratribus, necnon & Antecessoribus suis, Heredibus, ac Successoribus, omne jus & omnem actionem, quod vel quæ dicto Domino meo Regi jure successionis vel hereditatis paternæ vel fraternæ seu alio quocumque jure competit vel poterit competere in futurum in Terris infra nominatis, videlicet in Ducatu & tota Terra Normaniæ, in Comitatu & tota Terra Andegaviæ, Turoniæ, & Cenomaniæ, in Comitatu & tota Terra Pictaviæ, in Ducatu & tota Terra Aquitaniæ, & generaliter in omnibus Terris, & Feodis & de & de possessionibus in Terra Regni Franciæ constituta, quas vel quæ dictus Rex Franciæ vel Fratres ejus habent vel tenent, vel aliquid ex parte ipsorum vel Antecessorum suorum ex causa donationis vel permutationis, seu aliâ quacumque causa: ab hac quitatione excipio nominatim jus quod eidem Domino meo competit in Comitatu Angolismensi, vel alibi ex successione materna, hoc excepto, quod si forsitan, quod Deus avertat, successio Regis vel Regni Angliæ devolvetur ad ipsum Dominum meum, jus quod tunc ex illa successione competeret in Terris & rebus illis, quæ secundum formam Pacis inter Reges Franciæ & Angliæ remanerent vel debent assignari eidem Domino meo RICHARDO Romanorum Regi, salvum sit, non obstante Quittatione prædicta: ita tamen quod pro eisdem Domino Regi Franciæ faceret quæ Dominus Rex Angliæ facere tenebatur. Ex eadem etiam potestate Procuratoris nomine pro ipso Domino meo Rege Romanorum & jure ipsius quitto penitus & expresse eumdem Regem Franciæ & Fratres ejus, necnon Antecessores, Heredes, & Successores eorum, ex omnibus arreragiis & pertinentiis perceptis, & quæ percipi potuerint in omnibus supradictis, & de omni rencore, & contestatione hinc inde habitis, & de omnibus sumtibus, & missis, & damnis occasione Guerrarum irrogatis. Promitto insuper Procuratoris nomine pro ipso Domino meo RICHARDO & jure ipsius Regi Franciæ præsenti & recipienti, quod dictus Dominus meus non nocebit ipsi Regi Franciæ, ducendo vel mittendo Milites, vel dando seu mittendo pecuniam ad faciendam ei Guerram, vel Litteras aut Nuntios dirigendo ad Guerram ei movendam, vel alias contra visum, & quod ipse Dominus meus personaliter faciet Quittationes prædictas, & jurabit omnia prædicta, quantum ad ipsum pertinet, bona fide servare, nec contra venire per se vel per alium in futurum. Et quoniam de his omnibus Domino Regi suas patentes Litteras, quando Rex Angliæ faciet Quittationes & alia in Pace sua contenta, vel si fortè tunc commodè non possit quamcito, postmodum poterit bona fide. Quod autem prædictus Dominus meus hæc omnia rata habeat & compleat, & bona fide, quantum ad ipsum pertinebit, observet, in anima ejus juravi tactis sanctis Evangeliis & ejusdem Domini mei mandato, & auctoritate plenaria ab eodem super hoc mihi data, in quorum omnium testimonium & evidentiam pleniorem, tam viri venerabilis Mansueti prædicti Capellani Pœnitentiarii Sigillo, quam meo Procuratorio feci præsentem Litteram communiri.

Actum Parisius VIII. die Junii anno Domini MCCLVIII. Nos vero dicta forma Conventionum & Pacis visa, & diligenter perlecta, Quittationes & Juramentum in anima nostra ab eodem Procuratore nostro præstitum, & hæc omnia & singula in dicta forma Pacis contenta rata & firma habemus & præsentis Scripti patrocinio communimus. Hoc adverto dumtaxat quod si ad nos Successio Regis vel Regni Angliæ devolvatur, jus quod tunc nobis ex illa successione in Terris & rebus illis quæ secundum formam Pacis Regi Angliæ remanent nobis salvum manet eodem modo Heredibus nostris salvum sit, si ad eos contingat successionem ejusdem Regis vel Regni Angliæ pervenire, dummodo ipsi Reges Franciæ faciant quod Rex Angliæ facere tenebatur. In cujus rei test. &c. Datum &c.

XLIII.

Testament de JAQUES *de Lorraine, Evêque de Metz, Frere de* MATHIEU II. *Duc de Lorraine, fait le* 14. *Septembre* 1260. [BALEICOURT, Traité Hist. & Crit. sur l'Orig. & la Genéal. de la Maison de Lorraine. Aux Preuves, pag. LXXXXII.] 1260. 14. Sept.

EGO Jacobus miseratione divinâ Metensis Episcopus, Notum facio universis, quòd ego compos mei, & sanæ mentis, disponens & ordinans de ultima voluntate mea; volo, ordino ac dispono, quòd Ecclesia Metensis, decimas de * Maderiis cum appenditiis & pertinentiis omnibus, quas habet & tenet, ad vitam ipsam Magister Julianus, Cancellarius Metensis, habeat liberè, & teneat integraliter in perpetuum, post decessum ejusdem Cancellarii, in distributiones quotidianas Canonicorum ejusdem Ecclesiæ convertendas, & etiam dividendas. Item lego & relinquo eidem Ecclesiæ Metensi 25 libras Metenses in annuis redditibus, singulis annis in perpetuum; videlicet in anniversario Patris mei sexaginta & decem solidos Metenses, in anniversario Matris meæ sexaginta & decem solidos. In anniversario Domini Renaldi Carnotensis Episcopi bonæ memoriæ, quondam avunculi mei, sexaginta solidos, in anniversario meo centum solidos. Item in anniversario in eadem Ecclesia annis singulis faciendo, die illâ quâ Capitulum ipsius Ecclesiæ duxerit ad hoc statuendum, pro omnibus Episcopis Metensibus Prædecessoribus meis, Abbatibus, Decanis, cæterisque præclaris, ac aliis tam Ecclesiasticis quàm Sæcularibus personis, à quibus tam Ego, quàm Episcopatus Metensis bona recepimus, quatuor libras Metenses. Item ad unum Altare in eadem Ecclesia in honore beatæ & gloriosæ Virginis Mariæ, beatique Prothomartyris Stephani construendum Presbytero qui ad ipsum deserviet, centum solidos, in annuis redditibus; & volo ac dispono quòd ipsum Altare, cum eisdem redditibus, conferat Episcopus Metensis quicunque fuerit pro tempore, idoneæ personæ, prout viderit expedire. Item pro una lampade ad idem Altare, quindecim solidos; & matriculariis ejusdem Ecclesiæ quinque solidos Metenses annuatim. Videlicet duodecim Denarios in quolibet die anniversariorum prædictorum pro campanis pulsandis. Pro iis autem viginti quinque libris annuorum redditurum assigno & confero

* Medieres.

ANNO 1260. confero eidem Eccleſiæ Metenſi tertiam partem in Molendino meo apud Marſallum, quod ibidem de novo ædifico ſuper Hæreditatem meam, mihi à Ferrico Nepote meo Duce Lotharingiæ aſſignatam, ſecundùm Pacem & Compoſitionem inter me & ipſum factam. Et volo quòd dicta Eccleſia Metenſis prædictam tertiam partem in Molendino prædicto & in proventibus ejus, habeat pacificè, & poſſideat in perpetuum, pro viginti quinque libris Metenſibus ſupradictis. Item lego & confero Decano & Capitulo Eccleſiæ de Hombourg, in augmentationem Præbendarum ſuarum, medietatem Molendini mei, quod ædificavi apud Demes, & furnum ejusdem Villæ, cum proventibus ſuis, ut ea habeant in perpetuum, & poſſideant, & fructus ac proventus eorundem cedant & convertantur in diſtributionibus quotidianis Canonicorum ejusdem Eccleſiæ ad horas præſentibus exhibendis. Reſiduum verò Hæreditatis meæ, quam Dux prædictus Nepos meus mihi aſſignavit per Pacem & Compoſitionem inter me & ipſum factam, pro parte Hæreditatis meæ, & pro quadam ſumma pecuniæ quam ab ipſo petebam, & in qua mihi tenebatur, videlicet apud Marſallum & apud Vicum, apud Remereville, cum furnis & appendiciis, apud Corbeſal, apud Gelleracourt, apud Areubeviller, apud Sornonville, apud Villanes & apud Beſſoncourt, in banno & juſtitia, decimis, & aliis proventibus, in cunctis uſibus & pagiis, & omneis inſuper acquiſitationes ſeu acquiſita, quas vel quæ feci & acquiſivi tempore meo, confero & relinquo Epiſcopatui Metenſi, & Succeſſoribus meis Epiſcopis Metenſibus ab eisdem poſſidenda in perpetuum & habenda: ita tamen, quod ratione Hæreditatis meæ prædictæ, & acquiſitorum quæ feci, tam Succeſſores mei, quam Epiſcopatus Metenſis teneantur ad reſtitutionem eorum ad quæ ego teneor. Et ſi fortè aliqua injuſtè occupavi, vel tenuiam ſeu poſſeſſionem aliquorum intravi indebitè, volo quòd talis tenuria vel poſſeſſio hujus, mihi vel Succeſſoribus meis non valeat, nec illis obſit, qui in illis bonis ratione proprietatis vel tenuriæ jus habebant quando illa occupavi vel intravi. Et hæc omnia prædicta & ſingula volo poſt deceſſum meum inviolabiliter obſervari. In cujus rei teſtimonium præſenteis feci Litteras Sigilli mei, nec non Venerabilis Patris Domini G. Dei gratiâ Tullenſis Epiſcopi, viri discreti Th. Cantoris Metenſis, & Religioſi viri Fratris Jacobi de Ordine Prædicatorum Metenſium, Sigillorum munimine roborari. Acta ſunt hæc præſentibus eodem Domino Tullenſi Epiſcopo, Th. Cantore, Fratre Jacobo prædictis, & Fratre Bertrano, ejusdem Ordinis, quondam Cantore Metenſi, ac Viris Venerabilibus, Magiſtro Juliano Cancellario, Henrico Circatore, Thierrico Præpoſito Sancti Arnualis, & Petro Capellano noſtro, Canonicis Metenſibus. Anno Domini MCCLX. in die Exaltationis Sanctæ Crucis.

XLIV.

1263. 18. Juill. *Litteræ* URBANI III. *Papæ ad* HENRICUM III. *Regem Angliæ, ejusque Filium* EDMUNDUM, *quibus ipſis indicat, ſe Regnum* Siciliæ *propter non præſtita ab ipſis debita, alii collaturum eſſe. Dat. apud Urbem Veterem 5. Kal. Auguſti* 1263. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 769.]

URBANUS Epiſcopus, ſervus ſervorum Dei, cariſſimis in Chriſto Filiis H. illuſtri Regi Angliæ, & Nobili viro Edmundo Nato ejus Salutem, & Apoſtolicam benedictionem.

Non ſolum ad veſtram, ſed etiam ad generalem & publicam totius mundi credimus perveniſſe notitiam, qualiter quondam Freder. olim Romanorum Imperator, ejusque nati, & poſteri Romanam Matrem Eccleſiam ſub diverſitate temporum vexaverunt.

Hii etenim, aliorum perſecutorum excedentes tyrampnidem, gravioribus eam affecerunt injuriis, & oppreſſionibus durioribus afflixerunt; &, velut in cædem & exterminium ejus tendentes, furoris arcum & feritatis gladium acuentes, diris illam tribulavere flagellis, & usque ad interiora profundis illatis vulneribus ſauciarunt: Quoniam, in hoc pravo genere, Patrum in filios, cum ſanguine, derivatâ malitiâ, ſicut carnis propagatione, ſic imitatione operum nati genitoribus ſucceſſerunt.

Et, licet Eccleſia eadem ubique locorum, ad quæ perſecutorum ipſorum ſe extendit potentia, crudeliſſimas eorum perſenſerit punctiones, in Regno tamen Siciliæ, quod ad ipſam Eccleſiam pertinet pleno jure, tanto duriores & asperiores perſecutiones pertulit ab eisdem, in quanto liberiùs iidem perſecutores ſunt in eo longis temporibus debachati, quantoque ſeverius & atrocius inibi, ante ipſius Eccleſiæ oculos, uteri ſui filios oppreſſerunt: Quia nec etiam Eccleſias, nec perſonas Eccleſiaſticas ipſius Regni, earumque Jura, Libertates & bona, draconum illorum præteriere furores; ſed in hæc eo excanduere ferociùs, quo quicquid Eccleſiaſtico diſcernitur nomine abhorruerunt odio graviori. ANNO 1263.

Et ideo prædicta Eccleſia, memorato Freder. & Conrado Nato ipſius ſublatis de medio, ad Regnum ipſum habens maternæ compaſſionis affectum, quia erant adhuc lacrimæ in maxillis ejus, & in vultu ſuo apparebat ſqualor diutinæ paſſionis, ardenti deſiderio conſurrexit ut benignitatis ſuæ lintheo lacrimas ipſas dilueret, & ſqualorem dextera propitiante detergeret, dictumque Regnum ad optatæ ſalutis, libertatis ſolitæ, pacisque ſolidæ ſtatum plenè reduceret, ut illud in eo firma ſtabilitate, favente Domino, præſervaret.

Verum, quia Regnum ipſum, cum omnibus diſtrictibus & pertinentiis ſuis, erat ad eandem Eccleſiam, ejusque diſpoſitionem totaliter devolutum, felicis recordationis Alexander Papa, Prædeceſſor noſter, dictum Regnum (pro cujus recuperatione ipſa Eccleſia, importabilibus non parcendo ſumptibus, ac multorum laborum minime devitando tœdia, diutius laboravit; rem utique ipſi Eccleſiæ, inter cætera temporalia ſua bona, cariſſimam) tibi, Fili Edmunde, præferendo te in hoc univerſis Catholicis Orbis Terræ Principibus, liberaliter contulit ſub certis conditionibus atque pactis, prout in Apoſtolico Privilegio, ſuper hoc obtento, pleniùs continetur.

Et, quia ſincera & firma voluntas in dilectionis & operis proſecutione cognoſcitur (cum hujusmodi negotium, propter ipſius Regni ſtatum, nondum tunc in toto tranquillum, multo indigerit conſilio & favore, magnamque requireret ſolertiam, & ſuſtentationis fulcimenta non modica, valida defenſionis munimina, & indeficientis ſubſidii firmamentum) idem Prædeceſſor è diverſis partibus magnificos inſtauravit exercitus, deputavitque Legatos ad proſecutionem ipſius negotii, ut poſſet illud, Domino adjutore, perducere ad ſtatum honorabilem & quietum.

Cumque idem negotium laudabiliter convalesceret, & ſucceſſibus proſperis firmaretur, tandem (quia quorundam proditorum, qui eidem Eccleſiæ fraudulenter adhæſerant, faciente nequitiâ) inopinato caſu extitit impeditum (propter quod tanto feſtinatius erat eidem ſuccurrendum negotio, quanto ſibi propinquius imminebat confuſio & diſcrimen) dictus Prædeceſſor te, Fili Rex, pluries requiſivit, tibi cum inſtantia perſuadens ut, quia prædicta Eccleſia erat ulterius ad ferendum tantum pondus penitus impotens, ac multis & gravibus debitis obligata, ſuccurſum cum omni feſtinantia præpararet; ita quod, omni difficultate ac tarditate remota, copioſa & ſtrenua militia, cum ydoneo Capitaneo, mitteretur pro conſervatione quarundam Terrarum ipſius Regni, quæ adhuc in devotione ipſius Eccleſiæ perſiſtebant, & per quas alias ejusdem Regni partes liber haberi poterat tranſitus & proceſſus.

Sed qualiter hæc, quæ memoratus Prædeceſſor tibi, pro ejusdem negotii ſuſtentatione ac promotione, perſuaſiſſe dinoscitur, feceris non ignoras; qualiter etiam negotium ipſum adjuveris, ac ſuper illo provideris, cunctis luce clarius innotescit; cùm nec tuas, nec aliorum curas & vires, ad hujus rei proſecutionem curaveris adhibere.

Quinimmo ſic ipſum negotium per te ac tuos omiſſum extitit, quod, eo tuis ſperatis & opportunis ſubſidiis non ſuffulto, prædictæ Terræ, per quas reſiduum ipſius Regni recuperari poterat, adverſarii ejusdem Eccleſiæ Mamfredi, videlicet quondam Principis Tarentin. aggreſſibus paruerunt; qui, poſtquam Regnum ipſum totaliter occupavit, ſic protinus in ſuperbiæ altitudinem eſt elatus, & in ſævitiæ acerbitatem obriguit, quod de virtute divina non tremuit, humanamque pravi pendit potentiam, & honorem Eccleſiæ, ac libertatem hominum dicti Regni tyrampnide furibunda depreſſit.

De multiplicis etenim neceſſitatis anguſto, in quo ſerpens iſte latuerat, ad affluentis opulentiæ amplitudinem famelicus & ſitibundus exiliens, rabidò cepit ore Regnum laniare præfatum; ſicque in bona & perſonas ipſius anxia exarſit ingluvie, quod, hæc inſatiabili rapacitate diſcerpens, illud, proh dolor! ferus plus ferâ

ANNO 1263. qualibet, ferè penitus absorbuit in utrisque; nec sexum, nec ætatem, neque ordinem prætermittens.

Propter quod multotiens dolorosè suspirat, & lacrimatur amarè Apostolica Sedes; quod Regnum juris & proprietatis suæ carum, quippe sibi dira & dura Pharaonicæ oppressionis mole prosternitur, nec finitur pia & leni consolationis Apostolicæ dextera relevari.

Expectans enim, expectavit diutius quod sublime Regni Angliæ solium, cum strenua domus gentis Anglicanæ potentia, quam dictus Prædecessor in ipsius Regni collatione specialiter honoraverat, apprehenderet arma & scutum, & exurgeret in adjutorium Matris suæ, dictumque negotium constanter assumeret: Et, præfatam Ecclesiam liberando magnifice ab inimicis ejus, qui in circuitu ejus sunt, ac extrahendo prædictum Regnum, ejusque populum de faucibus persequentis, jugum oneris ejus, & sceptrum exactoris ejus magnificentius superaret.

Sed hujusmodi expectatio & spes, quam in vobis Sedes eadem posuit, nullum sibi prorsus commodum attulit vel profectum; quinimmo Sedes ipsa, hujusmodi spe frustrata, multas & innumerabiles propter hoc injurias & ignominias pertulit, pluraque & inextimabilia sustinuit detrimenta.

Dictus namque Manfredus, occupatione ipsius Regni Sycilиæ non contentus, ad Anchonitan. Marchiam. & quamplures alias Terras de patrimonio ipsius Ecclesiæ, & demum ad quandam partem Tusciæ, quæ Romano Imperio subjacet, avidas & occupatrices manus extendens, memoratam Ecclesiam diversis persecutionum generibus incessanter affligit: Adeo quod eadem Ecclesia, multis malis afflicta, diversis attrita molestiis, & variis flagellis oppressa, vix potest ab hujusmodi oppressionibus respirare.

Quoniam ex hoc libere pullulant hæreses, cultus divini nominis dispendia minorationis incurrit, incendia Urbium, depopulationes Cestrorum, strages Christianorum, & quamplura alia abhominabilia committuntur, quæ divinæ oculos Majestatis offendunt, scandalum in Ecclesia commovent & tremendum Ecclesiasticæ censuræ vigorem debilitant & conculcant; nec potest ipsa Ecclesia, invalescentibus ejusdem Manfr. viribus, oportunum super hiis remedium adhibere.

Nos, igitur, postquam fuit nostris cervicibus Apostolicæ jugum servitutis impositum, diligentius attendentes quod a prædicto Regno Sycilиæ omne malum ipsius Ecclesiæ pandebatur, & causa periculorum hujusmodi procedebat; considerantes etiam quod dicta Romana Ecclesia per vos non potuit, neque poterat (quod inviti referimus) a suis calamitatibus & ærumpnis, quantumcumque vos diutius expectaverit, liberari: propter quod omnino expediebat tàm nobis, quàm ipsi Ecclesiæ de præfato Regno Sycilиæ aliter cogitare, necessario dispositum in animo nostro de Regno ipso tractare, ac ordinare utiliter, prout expedire honori & profectui prædictæ Ecclesiæ viderimus.

Cùmque hujusmodi nostræ intentionis propositum producere vellemus in actum, tu, Fili Rex, hoc intelligens id grave tulisti, sicut accepimus, & molestum; de quo eo vehementiorem ammirationem in mente accepimus, quo pleniorem semper de te prædicta Ecclesia fiduciam habuit, quod in cunctis necessitatibus sibi potenter & patenter assisteres; ipsiusque honorem & comodum, non solum penes te, sed etiam penes alios affectuoso studio procurares, retroactis temporibus dinosceris id laudabiliter peregisse.

Quia ergo liberum est nobis & ipsi Ecclesiæ de prædicto Regno Siciliæ disponere, ac juxta nostrum beneplacitum ordinare, cum conditiones, sub quibus Regnum ipsum a præfato Prædecessore concessum extitit, adimpletæ non fuerint, sicut nôstis; nos (intendentes, omnino urgente ad id nos necessitatis articulo (in quo est prædicta Ecclesia hoc tempore constituta) de Regno ipso, prout, pensato moderno ipsius Ecclesiæ statu, expedire viderimus, providere) Magnificentiam vestram, de Fratrum nostrorum consilio rogandam duximus attentius & hortandam, in remissionem vobis peccaminum nichilominus injungentes quatinus, præmissa omnia infra vestrorum claustra pectorum meditatione provida revolventes, & gerentes ad prædictam Ecclesiam, super tot ejus angustiis, habito ad radicem veritatis in hac parte respectu, filialis compassionis affectum, nullum deinceps nobis & ipsi Ecclesiæ, super hujusmodi dicti Regni negotio, ingeratis impedimentum, nullumque contradictionis obstaculum opponatis; sed, ab iis penitus desistentes, non solum permittatis nos & eandem Ecclesiam libere de Regno ipso tractare ac facere, sicut viderimus faciendum, verum etiam & verbis ostendatis & Literis quod vobis non displicet, immo placet si dicta Ecclesia super ipsius Regni negotio tractet cum aliquibus mundi Principibus, suamque possit de ipso Regno conditionem facere meliorem: ANNO 1263.

Preces super hoc Apostolicas taliter impleturi, quod Regem Regum constituatis exinde vobis propitium & benignum, & prædictam Romanam Ecclesiam reddatis propter hoc vobis perpetuis temporibus, in vestris oportunitatibus, favorabilem adjutricem:

Et ecce venerabilem Fratrem nostrum Archiepiscopum Cusentin. virum utique expertæ providentiæ, ac examinatæ virtutis, cujus super hiis acquiescatis monitis & exhortationibus, propter hoc specialiter ad vos, de ipsorum Fratrum consilio, destinamus.

Dat. apud Urbem Veterem quinto Kal. Augusti, Pontificatûs nostri anno secundo.

Plumbeo Sigillo à filo canabeo.

XLV.

Litteræ Papæ URBANI III. *ad* RICARDUM *Romanorum Regem, quibus ipsum, ad Tribunal suum ad cognoscendum de contentionibus inter eum &* ALFONSUM *super electione exortis, citat. Dat. apud Urbem veterem 2. Kalend. Sept.* 1263. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 762.] 31. Août

URBANUS, &c. Ricardo in Romanorum Regem electo.

Qui Cælum Terramque regit, is nimirum Cæli novit ordinem, & in Terra potest cælestis ponere originis rationem.

Is, exempla de superioribus ad inferiora derivans, sicut in firmamento Cæli duo Luminaria magna constituit, ut Mundum vicibus suis illustrent, sic & in Terris maxima dona sua, Sacerdotium, videlicet, & Imperium, ad plenum spiritualium mundanorumque regimen, ad firmamentum Ecclesiæ militantis instituens, utriusque potestatis ita discrevit officia, ut eorum officiosa diversitas nulla sibi adversitate dissentiat;

Sed in commissi executione regiminis, ex officii debito, in voti unitate concordet; & ipsorum procul dubio profutura concordia alterutrius fulta præfidiis, ac utriusque mutuis fota favoribus, opus justitiæ liberius operetur, Pacem mundo pariens, tranquillitatem inducens, & nutriens unitatem.

Imperium siquidem ad salutem sacerdotali auctoritate dirigitur; &, ipsius adjutum suffragiis, sedatis procellosis interdum imminentium tempestatum turbinibus, tranquillum redditur & quietum.

Sacerdotium verò pium & tutum debet habere refugium Imperialem mansuetudinem, cum sua veneratione conjunctam, ut Imperii Romani fastigium, & ejus culmini præsidens, specialis Advocati, & Defensoris præcipui circa Ecclesiam gerat officium, & in ipsius fortitudine brachii defensentur Ecclesiæ libertates, & jura manuteneantur, ipsarum extirpentur hæreses, cultus Christianæ Fidei amplietur, &, inimicis consternatis ejusdem, in Pacis pulchritudine fedeat Populus Christianus, & in requie opulenta quiescat.

Verum Humani Generis inimicus, Pacis impatiens, amator litium, discordiæ seminator, utriusque profectibus invidens, claræ memoriæ Willielmo, Romanorum Rege, rebus humanis exempto, inter te, & carissimum in Christo Filium nostrum, Regem Castellæ ac Legionis illustrem, in Romanorum Regem electum, circa obtinendam ejusdem Imperii Dignitatem contentionis materiam suscitavit; ut, vobis circa hoc contendentibus, careret Imperialis regiminis commodis orbis Terræ; & tanti brachii, tam utilis, tam necessarii, tam chari, carentiam, ex ipsius Imperii vacatione diutina, molestam admodum & nocivam, damnosâ experientiâ, Ecclesia prædicta sentiret.

Sentit utique, sentit Mater Ecclesia, tàm populi sibi commissi, quàm suam gravem de hujus contentione jacturam: crevit namque perversorum audacia, &, ipsorum abundante malitiâ, dum, eodem vacante Imperio, ipsi Ecclesiæ defensionis debita suffragia subtrahantur, liberius peccatis insistitur, hæreses pullulant, scandala suscitantur, multiplicantur cædes & strages, injuriæ invalescunt, in persecutionum turbinibus Petri navicula fluctuat; & interdum, qui fidelium ipsius censeri nomine gloriantur, in arcum perversum, fideli debitum non versando, conversi eam in suis Juribus injuriosè

ANNO 1263. riosè impetunt & moleſtant, illa nunc denegando pro libito, nunc illicite occupando.

Propter quod eadem Eccleſia non immerito hujusmodi vacationem deplorat Imperii, & de animarum periculis, quæ peccandi libertas ingerit, ex intimis longa trahens ſuſpiria, ingemiſcit.

Ex eo inſuper, quam dure! quam graviter! materna ejus viscera quatiuntur, quod ipſa, tam charos filios, tam inclytos Principes, in ſuo ſentiens utero collidentes, prudenter advertit tuam & prædicti Regis potentiam, in Chriſto blasphemos, & inimicos nominis Chriſtiani potenter & magnifice more ſolito exercendam, in proprium & grande domeſticorum fidei detrimentum, talibus contentionibus implicari.

Hæc ergo & alia incommoda, diſſentionis hujusmodi eadem Eccleſia, materno penſans affectu, in iis auxilii ſui dexteram non ſubſtraxit, ſed vigilavit attentius, attentione ſolicita vigilanter intendit, multaque ſolicitudine pervigil laboravit, ut discriminibus tantis occurreret, teque ac ipſum Regem a discordiarum dispendiis præſervaret.

Et, licet inter vos Judicis partes aſſumere non ſine cauſa diſtulerit, præſertim cum tàm tui, quàm ipſius Regis Nuncii, in recordationis fælicis, Alexandri Papæ, Prædeceſſoris noſtri, noſtra & Fratrum noſtrorum præſentia conſtituti, ſuper prædictis judiciarium Apoſtolicæ Sedis examen expreſſe, usque ad hæc tempora, declinarint;

Dilationem tamen hujusmodi illa etiam utilitatis utriusque Partis conſideratio, & paternæ pietatis cautela, pro vobis conſilium capiens, perſuaſit, ut, veſtris animis ad hoc habilitatis interim, ad reformanda inter vos amicitiæ fœdera congruentia tempora captarentur, & remedia promptiora pararentur;

Per quæ, discordiæ occaſione ſublatâ, vos glutinum ſolidæ charitatis uniret: ac in veſtræ ſoliditate concordiæ (quam Tractatus, qui ſuper hoc inter vos dicebantur haberi, promittere videbantur) ſub ſui Principis Ducatu pacifico, daretur eidem ſabbatismus Imperio; &, ſedatis ſcandalis, ipſius Subditis quietis optata jucunditas proveniret, peſtis exterminaretur hæretica, animarum pericula vitarentur, Eccleſia, Cæſareo munita præſidio, & ab Hoſtibus erepta, de perſecutorum incurſibus reſpiraret, ac, eorum, qui, ſub ſimulatæ fidelitatis audaciâ, nocent fidentius, temerariâ nocendi confidentiâ refrænatâ, ſuorum jurium integritate gauderet.

Hæc quidem hactenus expectavimus anxii, hæc deſideravimus anxia expectatione diutius: in iis Prædeceſſoris, noſtra, & Fratrum noſtrorum ſolicitudo non deſuit; ſecundum Apoſtolicæ circumſpectionis judicium de contingentibus nil omittens.

Et quanquam, ut votis noſtris ſatisfiet in hac parte, hucusque non fuerit ex alto conceſſum; tamen ad id ſemper noſtra ſuſpiravit intentio, ad id plenis deſideriis anxiamur, non proponentes a cæptis deſiſtere, quin, circa negotium hujusmodi, ſub ſpe illius, qui facit magna & inſcrutabilia, qui facit concordiam in ſublimibus, proſequi Pacis ſemitas intendamus, quidquid per Nuncios & Procuratores Partium, coram nobis noviſſime his diebus propoſitum, petitum fuerit & responſum.

Et quidem venerabilis Frater noſter, Laurentius Epiſcopus, & dilectus Filius, Willielmus Archidiaconus Roffen. ac Robertus de Baro (Procuratores & Nuncii tui, a te plenariam poteſtatem habentes, ut in noſtro Conſiſtorio tua proponerent negotia, & peterent cum ſolennitate, quâ conveniret, vocationem tuam ſolemniter ad Coronam: ac univerſa & ſingula circa hæc gererent, agerent fideliter, ac procurarent, quæ per veſtros Nuncios ac Procuratores, ad hoc ſpecialiter deputatos, legitime poſſent agi, peti, & etiam procurari) coram nobis, & eisdem Fratribus, proponere curaverunt quasdam conſuetudines, circa electionem novi Regis Romanorum (in Imperatorem poſtea promovendi) apud Principes, vocem in hujusmodi electione habentes (qui ſunt ſeptem numero) pro jure ſervari, & fuiſſe hactenus obſervatas a tempore, cujus memoria non exiſtit.

Secundum quas infra annum & diem, poſtquam vacat Imperium, talis debet electio celebrari, quacumque parte ipſorum anni & diei, quam ad hoc iidem Principes duxerint deputandam:

Et ad Archiepiscopum Maguntinum, & Comitem Palatinum Rheni, vel ipſorum alterum, altero nequeunte, vel forſitan non volente, pertinet ad electionem ipſam celebrandam diem præfigere, ac cæteros electores Principes convocare: Quibus omnibus, vel ſaltem duobus ex ipſis, die præfixâ convenientibus apud Oppidum de Frankenford, intus vel extra ipſum Oppidum, in Terrâ quæ dicitur Franckeſerde (loco quidem ad hoc deputato ſpecialiter ab antiquo) ad electionem ipſam procedi poteſt, & debet ſecundum morem ipſius Imperii approbatum:

ANNO 1263.

Et, electione taliter celebratâ, electus, ſi electioni conſenſerit, apud Aquisgranum, per dies aliquos factâ morâ, infra annum & diem, poſt celebrationem eamdem, quando electus voluerit, per Colonienſem Archiepiscopum, ad quem id ex officio ſuo ſpectat, inungatur, conſecretur, & etiam coronetur.

Quo facto, cuilibet via præcluditur contra electionem, vel electum, jam Regem Romanorum effectum, dicendi aliquid, vel etiam opponendi; ſed idem electus, prædicto modo inunctus, conſecratus & coronatus, pro Rege habetur: Et ei, tamquam Regi, debent a Subditis juramenta præſtari, aſſignari Civitates, Oppida, Caſtra, & ſpecialiter Caſtrum de Treveles, ac aliqua jura Imperii, infra annum & diem a tempore Coronationis ejusdem; ita quod, ſi qui de Vaſallis Imperii ei homagia non præſtiterint conſueta, & non reddiderint Civitates, Caſtra, & alia ſupradicta, illis, quæ ab Imperio tenent eodem, ſint eo ipſo privandi.

Et, ſi votis Principum, ad quos ſpectat eligere, ad eligendum convenientium, diviſis in plures, duo in diſcordia eligantur, vel alter electorum per potentiam obtinebit, vel ad prædictum Comitem Palatinum, tanquam ad hujusmodi diſcordiæ Judicem, eſt recurſus habendus; ni forſan, ſuper electione vel coronatione hujusmodi ſuborta diſcordiâ, per appellationem, vel querelam prædictorum Principum, ad examen Sedis Apoſtolicæ (quo caſu ipſius eſt in tali cauſa cognitio) deferatur.

Intelligitur autem is electus eſſe concorditer, in quem vota omnium Electorum Principum, vel ſaltem duorum tantummodo, in electione præſentium, diriguntur.

In diſcordiâ verò is etiam reputatur electus, de quo in loco non ſolito electio celebratur, & in termino, de communi conſenſu dictorum Principum non ſtatuto; quem ſi forſan prædicti Principes, infra annum & diem, a tempore vacantis Imperii, concorditer ſtatuant, licet non expriment quod ipſum peremptorium eſſe velint, terminus tamen, ab eis præfixus taliter, peremptorius reputatur.

Porro iidem Procuratores, iis & aliis quibusdam prælibatis conſuetudinibus, adjecerunt quod, vacante Romano Imperio, die per omnes prædictos Principes, pro celebranda Regis Romani, in Imperatorem poſtea promovendi, electione, ſtatuto in Octavis Epiphaniæ, anno Domini milleſimo ducenteſimo quinquageſimo ſexto, apud memoratum Oppidum de Franckeford, quinque tantum de dictis Principibus tum per ſe, tum per alios,

Videlicet, bonæ memoriæ Colonienſis Archiepiscopus, pro ſe, & bonæ memoriæ Maguntinus Archiepiscopus, ea vice, in hoc commiſerat vices ſuas, & dilectus Filius, Nobilis Vir, Comes Palatinus, apud Frankeford,

Bonæ memoriæ, verò Treverenſis Archiepiscopus, & dilectus Filius, Nobilis Vir, Dux Saxoniæ intra dictum Oppidum convenerunt.

Cumque iidem, Treverenſis Archiepiscopus, & Dux Saxoniæ, præfatos, Archiepiscopum Colonienſem, & Comitem, nec ipſum Oppidum intrare permitterent, nec ad eos exire vellent, ſuper hoc ſæpius requiſiti; dicti, Archiepiscopus Colonienſis, & Comes, attendentes, ex lapſu temporis, periculum imminere, ſi forſan non fieret electio illa die quæ ad hoc fuerat peremptoriè conſtituta; præſertim cum de anno & die, poſt vacationem Imperii, quindecim dies ſolummodo ſupereſſent (infra quos nullo modo potuiſſent propter locorum diſtantiam & alias facti circumſtantias præfati Principes iterum convenire) cum Prælatis, Ducibus, & aliis, ibidem præſentibus, deliberatione præhabita, de ipſorum communi conſilio & aſſenſu ad electionem procedere decreverunt,

Et tandem præfatus Colonienſis pro ſe, ac dictis, Maguntino cujus vices gerebat, & Comite præſente ac conſentiente, divino nomine invocato, te in Regem Romanorum elegit, & mox electionem hujusmodi Magnatum & aliorum aſtantium copioſæ multitudini publicavit.

Cui electioni per chariſſimum in Chriſto Filium noſtrum, Regem Bohemiæ illuſtrem, poſt paucos dies conſenſu præſtito, demum tu, ad tuorum Electorum, & aliorum Imperii Optimatum, qui propter hoc ad te in Angliam acceſſerunt, inſtantiam & requiſitionem inſtan-

ANNO 1263. tantem, eidem electioni, post diligentem super hoc Tractatum habitum, consensisti.

Ac personaliter Alemanniæ Regnum, ingressus, & moram apud Aquisgranum, quantum decuit, faciens, nec inveniens resistentem, postmodum fuisti per sæpe dictum Colonienſem Archiepiscopum (ad cujus id spectabat officium) consecratus, inunctus, coronatus, ac inthronizatus, Regio more, in Sede Magnifici Caroli; nullo se inibi Coronationi tuæ realiter, aut verbaliter opponente.

Recepisti quoque homagia Magnatum Regni ejusdem, ac fidelitatis etiam juramenta, obtinuisti ornamenta & insignia Imperialia, quibus Rex Romanorum solet ornari, dum Romæ inungitur & consecratur per manus summi Pontificis, & Sacrum Imperii suscipit Diadema (&, sine quibus, aliquis ad inunctionem, consecrationem, & coronationem hujusmodi nec solet, nec debet admitti) reddita insuper tibi fuerunt quamplura Oppida, Castra, Villæ ac Jura Imperii, tamquam Regi, tuque, ipsius Regni possessionem adeptus, ipsam tenes, & per sex annos & amplius tenuisti.

Ex his autem Procuratores tui arguere nitebantur, cum memorati Trevirensis Archiepiscopus, & Dux Saxoniæ, recusando dicto die procedere, reliqui vero, non veniendo ad terminum concorditer affignatum, se alienos ab electione reddiderint ea vice, tu ab omnibus Principibus, vel saltem ab iis, in quos totaliter jus eligendi reciderat, censeri debes electus;

Et, pro certo ac indubitato ponentes jus in Regno & Imperio supradictis, tibi, electo, prædictis consuetudinibus observatis, ubi, & a quibus id fieri debuit, & nulli alii acquisitum, ac Regium nomen & Imperii Diadema indubitate deberi, supplicaverunt instanter & humiliter petierunt tibi hujusmodi nomen ascribi.

Maxime cum antedictus Prædecessor id tibi de Fratrum suorum consilio, adscripsisset; te, in eisdem Regno & Imperio, quibuslibet aliis præferendo, sicut per ipsius Literas ostendere nitebantur; teque per nos inungendum, consecrandum, & coronandum in Romanum Imperatorem, Advocatum ac Defensorem Ecclesiæ, ad ipsum Diadema de nostris suscipiendum manibus, sine dispendio ulterioris moræ vocari & Apostolicum tibi favorem impendi, præsertim cum non tantum major pars Principum prædictorum, imo omnes (excepto nobili viro Marchione Brandeburgensi; qui etiam paratus est tibi obedire, iidem Nuntii proponebant) electioni de te factæ consentiant, & tibi tàm ipsi, quàm alii Magnates Alemanniæ generaliter tanquam suo Regi obediant & intendant;

Petitionem suam illâ indubitatâ, sicut asserunt, in Imperio & Jure, munitam consuetudine fulcientes, qua dicunt electo in Regem Romanorum, secundum solitum morem Imperii, ubi, & a quibus debet, & postmodum per supradictum Colonienſem Archiepiscopum inuncto, consecrato, & coronato, eo ipso Regium nomen acquiri; &, si electæ personæ impedimenta non obvient, vocando, sine dilatione aliqua, per summum Pontificem ad Coronam; ad id, non solum morem Imperii approbatum, sed etiam quondam, felicis recordationis, Innocentii Papæ 3. Prædecessoris nostri, Decretalem Epistolam allegantes;

Ac dicentes, per contradictionem memorati Regis Castellæ, vel electionem quæ de ipso facta dicitur, petitionem non debere aliquatenus impediri; cum, secundum prædictas consuetudines, sit ei jam cujuslibet contradictionis via præclusa; & electio ipsius nulla fuerit ipso jure, utpote post annum & diem contra easdem Imperii consuetudines, & termino, ad hoc statuto de communi Principum prædictorum consensu, transacto; &, post electionem tuam legitimam, non cassatam, à solo nominato Trevirensi (qui propter nova pedagia, quæ in Terra sua imposuit, erat tunc Excommunicatione ligatus) nullâ omnino formâ servatâ in Camera ejusdem Trevirensis Archiepiscopi, contemptis aliis Principibus, clandestine attentata, cum nullam ab eisdem Principibus super hoc potestatem haberet; quam si etiam ab aliquibus habuisset (sicut quædam pro altera exhibitæ Litteræ innuebant) formam tamen ipsius, quæ secundum tenorem Literarum ipsarum, ad certam diem se tantummodo extendebant, non eligendo ipsa die, minime observavit.

Ex parte vero supradicti Regis Castellæ (per venerabiles Fratres nostros, Garsium Silvensem. & Fratrem Dominicum Abulensem Episcopos, ac dilectum Filium Magistrum Joannem Capellanum nostrum Archidiaconum Compostellanum, ipsius Procuratores, Actores, & negotiorum Gestores generales & speciales omnes in solidum, ita quod occupantis non sit melior conditio, mandatum habentes ab ipso ad petendum, pro eo, & suo nomine, à nobis, & prædictis Fratribus nostris Coronam Imperii, & assignari sibi diem ad recipiendum ipsam, & ad agendum, respondendum, defendendum, & tractandum jura sua, & Imperii, & quicquid honori ejus expedire viderent, sive in ordinario, sive in extraordinario Judicio ageretur) fuit è contra propositum quod prædictus dies Octabarum Epiphaniæ non ad eligendum, sed ad tractandum super electione faciendi Regis & Imperatoris, & ad assignandum diem ad celebrandum electionem eamdem, non per omnes, sed quosdam ex ipsis Principibus extitit assignatus. ANNO 1263

Qua die præfati, Trevirensis Archiepiscopus, & Dux Saxoniæ, pro se, ac dilecto filio, nobili viro Marchione Brandeburgensi, qui eidem Trevirensi Archiepiscopo vices suas commiserat, nec non & Procurator memorati Regis Bohemiæ ad prædictum Oppidum, tamquam viri pacifici, accesserunt;

Supradicti verò, Colonienſis Archiepiscopus, & Comes cum ingenti armatorum multitudine, ad loca circumvicina ipsius Oppidi advenientes, requisiti per Trevirensem Archiepiscopum, Ducem, & Procuratorem prædictos (qui eorum impressionem verisimiliter formidabant) ut idem Oppidum intrarent cum societate decenti, de assignando die ad electionem celebrandam, prout terminus exigebat (si ad hoc essent habiles) unà cum ipsis pacificè tractaturi, non solùm id facere contempserunt, verùm etiam, proprii prosecutores arbitrii, præsumpserunt te in Regem Alemanniæ, non sine multo contemptu aliorum Principum, nominare.

Memorati autem, Trevirensis Archiepiscopus, Dux & Procurator, nominationem hujusmodi attendentes penitus esse nullam,

Præsertim cum Colonienſis Archiepiscopus, pro eo, quod in, bonæ memoriæ, P. Sancti Georgii, ad velum aureum, Diaconum Cardinalem, tunc Legatum in Alemanniæ partibus, manus injecerat, ac venerabilem Fratrem nostrum, Padebornensem Episcopum detineret captivum, propter quod per eundem etiam Legatum excommunicatus extitit;

Comes vero, propter Clericorum & Religiosorum cædes & notorias captiones, & quia contra sententiam, felicis recordationis Innocentii Papæ 4. Prædecessoris nostri, quondam Friderico olim Romanorum Imperatori, & Conrado nato ejus præsiterat publice consilium, auxilium & favorem, erant, ipsius electionis tempore, tàm à Canone, quàm ab homine variis Excommunicationibus innodati; & Maguntinus Archiepiscopus, cujus idem Colonienſis Archiepiscopus se vices gerere asserebat, in vinculis teneretur; propter quod, carens arbitrii libertate, præstare non potuit, prout jura exigunt, liberum in electione consensum, nec etiam facto præstitit ad electionem celebrandam,

Certum terminum statuerint subsequentem Dominicam Passionis; quo quidem termino usque ad proximam Dominicam Palmarum continuato de die in diem, & memorato Maguntino (tunc a vinculis liberato) Colonienſi Archiepiscopo, & Comite requisitis, & nolentibus interesse, dictus Trevirensis Archiepiscopus (à Rege Bohemiæ, Duce & Marchione sibi super hoc potestate commissâ) dictum Regem Castellæ, suo & illorum nomine, publice & solemniter, in eodem Oppido de Frankenford, Dei nomine invocato, Romanorum Regem & Imperatorem elegit, & electionem ipsam omnibus astantibus publicavit: Idemque Rex Castellæ (ipsa electione sibi per quamplures Magnates Imperii (ad ipsum propter hoc in Hispaniam accedentes) postmodum præsentatâ) electioni consensit eidem.

Ex præmissis sane iidem Procuratores & Nuntii præfati Regis Castellæ, dicentes electionem ipsam ubi, & à quibus debuit celebratam legitime, allegabant electionem eandem impediri non potuisse per tuam; quæ, sicut dicunt, nulla extitit ipso jure.

Nam, cum prædictus dies Octabarum, non ad eligendum, sed ad tractandum de statuto die ad electionem celebrandam novi Regis, fuerit non per omnes prædictos Principes, sed per aliquos ex eis, ut præmittitur, assignatus, (qui etiamsi ad eligendum statutus fuisset per majorem partem eorundem Principum, minoris partis non obstante contradictione, mutari & prorogari potuit & extitit prorogatus) constat electionem de te, maxime per pauciores de ipsis Principibus excommunicatos, ipso die Octavarum factam, nullam penitus extitisse.

Excommunicationem etiam, contra memoratum Archiepiscopum Trevirensem objectam, & consuetudinem, quæ de celebrandâ, tempore vacantis Imperii,

ANNO 1263. infrà annum & diem Regis Romanorum electione præponitur, ac alias omnino negantes, allegabant quod, si veritate hujusmodi propositio fulciretur, electio tua, quæ, quindecim diebus de ipso tempore adhuc existentibus, celebrata fertur, ex hoc etiam nulla esset; cum non licuerit minori parti, majore contemptâ, diem ultimam ipsius temporis prævenire.

Per quæ apparere dicebant quod Electores ejusdem Regis Castellæ, nolendo die illo eligere, non fuerunt eligendi jure privati; nec si etiam, ut pars adversa proponit, ad minorem partem renuissent exire: Nam cum, infrà prædictum Oppidum de Franckeford, Romani Regis & Imperatoris, & non alibi debeat electio celebrari, minor pars non poterat ad locum alium coarctare majorem.

Adjecerunt, præterea, inunctionem, consecrationem, coronationem, ac possessionem prædictas (quam quidem possessionem negabant) & cætera, pro parte tua inducta (cum ex electione tuâ, quæ, ut prædicitur, nulla extiterat, secuta fuerint) tanquam nulla, nullum potuisse tuo munimentum afferre, aut ejusdem Regis Castellæ juri præjudicium generare; subjungentes Colonienses Archiepiscopum supradictam consecrationem, vel inunctionem, seu coronationem, quæ jus tribuant, dare non posse nisi ei, qui à majori & saniori parte prædictorum Principum est electus; alioquin illa sequeretur absurditas, quod solus Colonienses Archiepiscopus, precibus inductus, vel corruptus pretio, cui vellet Imperium dare posset.

Quod autem de Literis supradicti Prædecessoris Alexandri præmittitur (in quibus tibi Regium nomen dicebatur ascriptum, teque in prædictis Regno & Imperio aliis fuisse prælatum) multipliciter confutabant;

Tum, quia quoties coram ipso Prædecessore Alexandro ac Fratribus suis de Imperii negotio agebatur, idem Prædecessor Alexander publicè asserebat quod, super eodem negotio, nihil in dicti Regis Castellæ præjudicium attentaret (quod etiam ipsi Regi Castellæ, per Literas, per quondam A. de Ferentino suum Capellanum & Nuntium intimavit) propter quod prædictæ, per te inductæ, Literæ merito sunt suspectæ, nec credendæ de ejusdem Prædecessoris Alexandri conscientia emanasse;

Tum etiam quia, si de ipsius conscientiâ, & Fratrum suorum consilio processissent, cum injuriosæ sint, debent merito revocari.

Unde iidem Regis Castellæ Procuratores & Nuntii, electionem, de ipso, factam, electione tua prædicta, & iis, quæ pro te fuerunt objecta, nequaquam obstantibus, fore legitimam, utpote celebratam à majori parte ipsorum Principum (quos iidem Procuratores & Nuntii variare non potuisse allegant, & variasse non credunt) imo, fictione juris, ab omnibus (cum alii, utpote inhabiles, electioni non potuerint, vel saltem noluerint in loco solito & tempore debito interesse) ac ipsum potiorem in prædictis Regno & Imperio arguentes, cum instantia postularunt ipsi Regi Castellæ consuetum favorem, videlicet, quod, quando aliqui ad Imperium in discordia Principum eliguntur, Sedes Apostolica illum, qui electus est à parte majori, personæ impedimentis cessantibus, denunciat electum canonice, ac Regem nominat & ei favorem præstat, illique terminum ad recipiendam Coronam assignat, etiamsi alter taliter electorum Regni possessionem præsumserit occupare (sicut in electionibus Lotharii & Conradi, Othonis & Philippi, ac aliorum plurium observatum fuisse dicebant) ad hoc prædictam Decretalem Epistolam inducentes.

Eisdem autem præfati Regis Castellæ Nuntiis petitioni prædictæ, super debitâ Justitiâ exhibendâ porrectæ, insistentibus, nos memoratum Rossensem Episcopum, & alios tuos Procuratores, de prædictorum Fratrum consilio, duximus requirendos si vellent super præmissis subire, tuo nomine, nostrum & Apostolicæ Sedis examen: Qui, habito consilio, responderunt quod (cum sis Princeps Catholicus Ecclesiæ Romanæ devotus, ipsam caput Christianitatis & Fidei, tuamque Matrem & Dominam recognoscens, nec intendas illius declinare Judicium, in quibus illud subire debes, & de jure teneris, & in Imperio jus habens, ac Regni Alamanniæ & ejus jurium possessionem obtineas) parati erant, in quantum prædicti mandati, quod à te habebant, se vires extendunt, pro te ac tuo nomine, tanquam pro Rege vero, ac legitimo possessore, judicium nostrum & Ecclesiæ Romanæ subire, si quis appareret qui te, super præmissis velit impetere, aut aliquid quocunque modo proponere, per quod tibi possit aliquod præjudicium generari;

Salvis semper in omnibus & per omnia jurisdictione, potestate, officio, auctoritate, dignitate, honore, ac libertate Sacri Romani Imperii, ejusque Principum ad quos specialiter spectat Romani Regis electio, & quibus præjudicare non intendebant, vel alias quomodolibet derogare; petitionem tuo præmissam nomine nihilominus repetentes. ANNO 1263.

Ecce! Fili charissime, dum ad petitionem Justitiæ ab una parte proceditur, nec ab altera Judicio ceditur; sed per ipsorum Regum concordiam, & concordem supradicti ordinationem Imperii, desiderata quietis nobis serenitas arrideret, in judiciorum inquietos anfractus ingerimur, & expetitæ Justitiæ instantia in ipsorum nos fluctus impellit.

Ecce! Pacem expectavimus & non venit; quæsivimus bona, & turbatio strepitus Judicialis offertur.

Profecto non id desiderabat Ecclesiæ Imperiali auxilio relevandæ necessitas, non id exigebant laceræ partes Imperii, occupatricibus expositæ manibus direptorum; non id requirebat Christianitatis his temporibus miseranda conditio, quam intrinseca plusquam —— Tartaricæ feritatis affligunt; quibus potius debebatur ut, per Tractatus pacificos, Cæsarei culminis acceleranda provisio, in unitate capitis juribus redintegratis Imperii, contra tot discrimina provideret.

Nos itaque, Pacis cogitationes solicite cogitantes, ac de illius sperantes omnipotentia & immensa virtute, sub quo curvantur qui portant Orbem, qui ventis imperat, & ad ejus nutum stat spiritus procellarum, Pacis Tractatibus providimus insistendum.

Et ideo, hinc inde propositis, à nobis & prædictis Fratribus nostris in discussionem exactæ deliberationis inductis, de ipsorum consilio, tàm ad magnificentiæ tuæ præsentiam, quàm ad ipsum Regem Castellæ Nuntios deliberavimus destinandos, qui vos ad Pacem invitent:

Ad quod dilectum Filium, Magistrum Guillelmum Capellanum nostrum Archidiaconum in Ecclesia Parisiensi, virum utique providum, consilii maturitate conspicuum, à nobis ac eisdem Fratribus plurimum merito suæ probitatis acceptum, de cujus industria & fidelitate nos & ipsi Fratres plene confidimus, ad tuam magnificentiam specialiter destinamus.

Et nichilominus, cum simus omnibus Justitiæ debitores, nec debeamus eam personis denegare sublimibus, qui, super ipsa etiam ab humilibus requisiti, nostri partes officii non negamus; te ac eundem Regem Castellæ citandos decrevimus, &, de sæpe dictorum Fratrum consilio, peremptorie, præsentium tenore, citamus ut, secundo die Maii, primo venturi, Apostolico conspectui, per Procuratores idoneos, te præsentes, qui, tuæ conscientiæ conscii legitimum & plenum à te mandatum habeant, ad Pacis Tractatum, si Dominus dederit, ineundum, & ad procedendum in ipso negotio, prout honori Ecclesiæ, ac pensata talis & tanti conditione negotii, fine offensa Justitiæ, videbimus expedire.

Dat. apud Urbem Veterem 2. Kalend. Septembris.

XLVI.

Litteræ S. LUDOVICI *Francorum Regis, de Treugis initis inter Regem Angliæ* HENRICUM III. *&* EDUARDUM *ipsius Primogenitum ex una parte, & Regem Navarræ ex altera, usque ad triennium. Actum Parisius Anno* 1266. *die Lunæ ante Natale Domini.* [Thesaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. Col. 1122. *Ex Cartario Campaniæ Bibliothecæ Regiæ.*] 1266. Dec.

LUDOVICUS Dei gratiâ Francorum Rex, universis præsentes Litteras inspecturis salutem.

Notum facimus, quod in præsentia nostra, carissimi consanguinei nostri H. illustris Rex Angliæ, & EDUARDUS ejus primogenitus, necnon & carissimus Filius & fidelis noster TH. illustris Rex Navarræ per Procuratores habentes speciale mandatum de Treugis iniendis, & in animas prædictorum juramento firmandis super guerris & contentionibus motis inter dictos Regem Angliæ, & EDWARDUM, & Regem Navarræ, Treugas inierunt invicem pro se & gentibus suis, hominibus, valitoribus, & omnibus adhærentibus sibi, ex hinc usque ad triennium post Pascha proximo futurum duraturas. Et juraverunt dicti Procuratores in animas dictorum Regum & Eduardi, Treugas ipsas bonâ fide servari ac teneri usque ad dictum tempus, & quod dicti

ANNO 1266. dicti Reges & EDWARDUS dictas Treugas à suis facerent inviolabiliter observari: quâ Treugâ sic initâ & firmatâ coram nobis, Procurator dictorum Regis Angliæ & Edwardi videlicet Johannes de *Gresby* Seneschallus Vasconensis, ad requisitionem nostram concessit, juxta mandatum à dictis Rege & Edwardo sibi factum, quod salvum & securum transitum & conductum eundo & redeundo, & etiam morando, urgente forsitan infirmitate, vel aliâ justâ causâ per Terram dicti Regis Angliæ dicto Regi Navarræ præberet, cum moderata familia, & sine armis, quotiens opus esset dicto Regi Navarræ, & placeret eidem. Et ut dictæ Treugæ possent melius observari ad tollendam omnem materiam discordiæ, declaravimus quod durante Treugâ liberum esset gentibus prædictorum Regis Angliæ & Edwardi, & eorum hominibus, valitoribus, & omnibus suis factoribus, & sibi adhærentibus, ubicumque essent, ire, & redire, & morari pro negotiis suis agendis per Regnum Navarræ, salvo & securo absque damno alteri faciendo, vel perquirendo, & versâ vice eodem modo liberum erit gentibus Regis Navarræ hominibus, & valitoribus, suis factoribus, & omnibus suis adhærentibus, & etiam illis qui sunt de Bayona, ut & redire per Vasconiam pro negotiis suis agendis, salvo & secure absque damno alteri faciendo, vel perquirendo. Rursus durante Treuga non licebit Regi Angliæ, neque Edwardo, recipere per se, vel per suos, in auxilium suum homines Feodatos ipsius Regis Navarræ, vel suorum Feodatorum, neque Terras ipsorum. Similiter versa vice, non licebit dicto Regi Navarræ, recipere per se, vel per suos in auxilium suum homines Feodatos dictorum Regis Angliæ & Eduardi, vel Feodatorum suorum, neque Terras ipsorum. Insuper declaravimus de Castro *Lorde*, quod est in ista Treuga cum pertinentiis suis, & toto Territorio suo, & habitatoribus suis: ita quod habitatores ipsi, cujuscumque parti adhæserint, non prohibeantur à culturis Terrarum suarum, & aliis negotiis suis gerendis; & Rex Navarræ in eo quod tenet de pertinentiis dicti Castri, remanebit in sua tenentia, & Comes Bigorræ in sua. Præterea in Castro *Lorde*, durante Treugâ, ponantur victualia nova usque ad finem Treugæ, quantum voluerint illi de Castro: ita quod finita Treuga, si quæ personæ anteà discessissent, vel tunc infirmarentur, totidem personæ & ejusdem conditionis, & in eadem æqualitate, & tantum, & non amplius de victualibus, armis, munitionibus, & rebus aliis remanebunt in Castro prædicto, & in duobus Burgis Castro adjacentibus, quantum invenerint in Castro & Burgis prædictis. Magister Galterus de Chambliaco Capellanus noster, & Guillelmus de Cheneveriis Miles Nuntii nostri, die ipsâ Treugas alias inierunt usque ad Octavas proximæ Nativitatis Domini tantummodo duraturas; & si quid amplius esset de victualibus & munitionibus, & aliis supradictis, poneretur extra in tali loco, quod illis de Castro & Burgis prædictis commodum afferre non possent, & ne transferi posset, licebit nobis versus finem Treugæ per Nuntios nostros providere, quod amplius non remaneat in Castro & Burgis prædictis de personis, equis, & armis, & victualibus, & munitionibus, & rebus aliis post Treugam finitam; & de fraude circa hoc non facienda, nec sustinenda fieri recipient Nuntii nostri tunc temporis juramenta sex majorum personarum manentium in Castro, quæ hoc idem assecurabunt, prout melius fieri poterit, ad arbitrium Nuntiorum nostrorum. Recipient etiam de eodem juramenta & securitatem quam meliorem viderint Dominorum, qui tenebunt tunc hospitia in Burgis prædictis. Est etiam intentio nostra, quod Rex Navarræ debet declarare Seneschallo Wasconiæ, vel locum ejus tenenti per suas Patentes Litteras infra (*a*) brandones personas de Bayona, quæ sibi in Guerra adhæserant, & quas vult esse in Treuga prædicta; & si inter illos de Bayona nominandos à Rege Navarræ essent aliqui, qui pro criminibus commissis ab eis banniti essent publicè, antequam ipsi Regi Navarræ adhæsissent in Guerra, pro qua est inita dicta Treuga, prædicta Treuga eis securitatem non tribueret, quominus Justitia debita posset fieri de eisdem, si ipsos in Wasconia contingeret inveniri: & si essent aliqui inter ipsos, qui priùs essent de criminibus accusati, redire possent, salvo & secure jus capiendo & faciendo. Rursus si dictus EDWARDUS dicti Regis Angliæ primogenitus, vellet, eundo in Hispaniam, vel peregrinando apud sanctum Jacobum, transire per Regnum Navarræ, gentes Regis Navarræ, ad requisitionem suam, tenerentur ei præbere salvum & securum transitum & conductum, eundo & redeundo, & etiam ..... infirmitate, vel alia necessitate urgente, cum moderata familia sua, & sine armis. Huic autem Treugæ dictus Comes Bigorræ coram nobis assensum præbuit, & promisit dictam Treugam se firmiter & fideliter servaturum. Prædictas etiam declarationes nostras prædicti Procuratores dictorum Regum & EDWARDI laudaverunt & acceptaverunt coram nobis, asserentes prædictas conditiones in præmissa Treuga per medium præscriptum, & debere intelligi & servari. In cujus rei testimonium, præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi Sigillum. Actum Parisius, anno Domini MCCLXVI. die Lunæ ante Natale Domini. ANN. 126

(*a*) Id est infra Dominicam primam Quadragesimæ olim *Dominicam in brandonibus* dictam à brandonibus seu facibus, quibus accensis pueri februare solerent.

Anno MCCLXVIII. *die Mercurii ante Purificationem beatæ* MARIÆ, *hanc Cartam ratam habuit* RADULPHUS *Episcopus Albanenſis & Legatus Apostolicus.*

XLVII.

Confœderatio inter HENRICUM III. *Regem Angliæ &* MAGNUM IV. *Regem Norwegiæ facta. Dat. apud Winton. die Mercurii proximo post Festum Assumptionis S. Mariæ anno* 1269. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 857.] 126 Août.

In Nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritûs Sancti. Amen.

1. DIe Mercurii, proximo post Festum Assumptionis Sanctæ Mariæ, apud Winton. anno Gratiæ 1269. inter magnificos Principes Dominum Henricum Dei gratia Regem Angliæ illustrem, & Dominum Magnum quartum, eadem gratia, Regem Norwegiæ præclarum, super spoliationibus, dampnis, injuriis, querelis & discordiis universis, utriusque eorundem Regum Regnicolis hinc inde, usque ad hæc tempora, illatis;

2. Hæc perpetuæ Pacis & finalis Concordiæ fuit inita compositio per Magistros Asketunum de Norwegia, Cancellarium ipsius Regis Norwegiæ, & Petrum Archidiaconum Yactendensem, plenam habentes potestatem tractandi, componendi & diffiniendi super præmissis injuriis, & Pace; per Literas ipsius Regis Norwegiæ Patentes, quæ penes Dominum Regem Angliæ remanserunt, inter ipsos Reges, Hæredes, seu quoscunque Successores suos, perenipter observanda nec ulla temporum mutatione dissolvenda, ita facta, videlicet,

3. Ut ambo prænominati Reges, tàm propter bonum Pacis, quàm propter mutuæ dilectionis amicitiam, inter se æternaliter fovendam & continuandam, quam tam diligenti studio & discreta provisione illorum inter se quondam coluere Progenitores, præfatis spoliationibus, dampnis, & injuriis universis, nulla causa vel occasione discordiæ seu contraversiæ super eisdem ulterius remanente, ex utraque parte pro se & Hæredibus suis imperpetuum remissis, irrefragabili Decreto ac perhenni Edicto statuerunt, ut quocunque loco Regnorum suorum seu Dominii sui homines vel Mercatores alterutrius Regni, Angliæ, scilicet, vel Norwegiæ, de cætero contigerit declinare, cum bonis suis omnibus benigne recipiantur, & honeste pertractentur; nec etiam, super præfatis spoliationibus, dampnis, & injuriis, aliquatenus impostetum querelentur aut inquietentur.

4. Mercatores autem, qui de alterutro istorum Regnorum duorum ad alterum, mercandi causa, accesserint, liberè, quietè & pacificè merces suas venundent, & mercimonia comparanda comparent.

5. Quicumque verò res ipsorum seu merces comparare voluerint, res ipsas emptas, ni prius soluto pretio, non asportent; vel si asportaverint, pretium secundum quod conventum est, nulla cavillosa seu fraudulenta diminutione, nec etiam morâ dispendiosa intervenientibus, exsolvent.

6. Huic finali Concordiæ & Compositioni, communi consensu, adicientes, ut, si homines, vel Mercatores Regni Angliæ in Norwegia, seu Dominio Regis Norwegiæ; vel, vice versa, si Norici in Anglia, vel Dominio Domini Regis Angliæ naufragium, quod absit, patiantur, liceat eis Naves suas fractas vel collisas, cum Rebus suis omnimodis libere, quiete, pacifice, per se, vel per alios reficere, recolligere, & habere, quamdiu easdem pro derelicto non habuerint.

7. Ballivus autem, seu Ballivi, qui pro tempore fuerit, vel fuerint, ubi & quando hoc evenire in alterutro Regno contigerit, naufragos illos, cum Navibus suis con-

ANNO 1269. confractis & rebus suis omnibus, ab inquietantium, & spoliantium incursibus pro viribus suis protegant & defendant; & eos, ac res ipsorum, & Naves colligendas & salvandas, succursum, si potuerint, fideliter impendant & juvamen.

8. Quicunque autem hujusmodi perpetuæ Pacis perturbator & amicabilis Compositionis violator repertus fuerit, ita scilicet ut aliquid, de hujusmodi Navibus, seu rebus periclitatis furtivè vel fraudulenter subtraxerit, aut violenter surripuerit, vel etiam ipsos naufragos rebus vel personis aliquo modo injustè molestaverit, & super hoc convictus fuerit, injuriis resarcitis & ablatis, consuetudine, si qua sit contraria, non obstante, restitutis, per Ballivum seu Ballivos loci, vel etiam per Judicem, ab illo Rege ad hoc specialiter deputatum in cujus Dominio talia fuerint attemptata, evidenti animadversione compescatur; ut, ipsius pœnâ docente cæteros, cognoscant universi quam gravi sit & crudeli animadversione dignum, talium Dominorum Statuta Pacis, & Concordiæ amicabilia Decreta, temerariâ præsumtione infringere vel violare.

9. Ad firmiorem itaque hujus Compositionis stabilitatem, inter eosdem Reges firmiter est conditum ut, si inimicus alterius ipsorum ad alium confugerit, ipsum in Regno suo, seu Dominio, ad gravamen ejus a quo effugerit, non recipiet, nisi forte ad tempus, ut gratiam sic impetret, si gratiam meruerit; set, si gratiam sui offensi optinere non poterit, ipsum statim post annum non differat a se & suo Dominio removere.

10. In cujus rei testimonium factum est hoc Scriptum in modo Cirographi, cujus una pars, sigillata Sigillo prædicti Regis Norwegiæ, residet penes Dominum Regem Angliæ: & alia pars, sigillata Sigillo prædicti Regis Angliæ, residet penes Regem Norwegiæ supradictum.

XLVIII.

1270. Avril. *Testament de* RAOUL *Comte de Soissons, fait au mois d'Avril en l'année* 1270. *avant qu'il partît pour la Terre Sainte.* [Thesaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1129. *Ex Cartario Vallis-regiæ.*]

In Nomine Patris, & Filii, & Spiritûs-sancti. Amen.

JE (*a*) RAOUS de Soissons Sires dou Tour, fas sçavoir à tous ciaus qui ces Lettres verront, que je en mon bon sens, & en mon bon memoire, apareilles pour aller en la Sainte Terre d'Outremer, ai ordonet mon Testament & ma devise pardevant bonnes Gens, ensi com il est ci apres contenut.

Au coumencement je weis & ordene, que mes detes soient paiées toutes, quel part queles soient trouvées.

Aprés je weis & ordene, que mi rendage, & les restitutions de mes tor fais qui seront provés pardevant mes Exequuteurs, ou dont mi Exequuteurs avereront les pretentions qui leur samblera, selont le porfit de m'ame, qui doient estre rendut, qu'il soient rendut & restablit par les mains de mes Exequuteurs, qui seront ci apres nomet.

Apres ces choses devantdites, je lais set livres de Paris à penre chascun an apres mon decet à la Pasque, à ma rente que li Ville dou Tour me doit, por acheter dras, & departir au poures de la Ville dou Tour & de Betaincort, à l'entrée de l'Hyver ensuivant.

Aprés à la Praele quarante sols. Au Curet dou Tour XX. sols. A sain Nicholas dou Tour XL. sols. A mon Signer NICHOLE le Chapelain X. sols. A mon Signeur MAMMIER X. sols. Au Moine de sain Nichaise X. sols. Au Chapelain de sain Ladre X. sols. A l'Eglise de la Val-le-Roy un mui de soile à tousjours, à panre à mes terrages dou Tour dedens le tiers jour de Noël, pour faire mon Aniversaire au jour de mon obit. A l'Eglise de Signy un mui de soile à panre à tousjors chascun an en ce meisme terrage, & à ce meisme jour devantdit, pour faire chascun an mon Aniversaire le jor de mon obit. Et weil & otroi que l'Eglise de Signy devantdite tiegne dorenavant permenablement en tours ses jours & demi de Terre ahenable, qui me devoit terrage per mi deniers Paris, à rendre chascun an de l'Eglise devantdite à nous & à nos oirs au jour de la saint Remy au tour, & cil quatre deniers sunt de cens. ANNO 1270.

Apres je las à l'Eglise de Vaucler un mui de soile à penre a tousjours, & à retenir des quatre muis de soile qu'il me doient à Frontigny, pour faire mon Aniversaire chascun an au jour de mon obit. Apres au Curet de l'Eglise de Saint Nicholas dou Tour, & aux Chapelains dou Tour trois setiers de soile à penre à tousjours chascun an au jour de mon obit à mes terrages dou Tour, & aus ..... dou Tour trois setiers de soile à penre à tousjours chascun an au jour de mon obit à mes terrages dou Tour, se il y estoint; & se il n'y estoient, on les penroit à mes molins dou Tour, por faire mon Aniversaire chascun an au jour de mon obit, & pour departir au Prestre & aus Chapelains qui seront present à mon Aniversaire faire.

A l'Hostelerie dou Tour XXX. sols à panre chascun an à tousjours à ma rente que la Ville dou Tour me doit à la Pasque.

A la Maladrerie dou Tour XX. sols à panre chascun an à tousjours à mes rentes dou Tour devantdites à la Pasque. Et ces choses devantdites, ausi mes detes, com mi rendage, mi tort fait, & mi lais devantdit, je weis & ordene que il soient pris sor tous mes biens, muebles, & iretages presens & futurs, quel part qu'il soient, & en queconques lius où il seront trouvé, au jour que je irai de vie à mort: Et à ces choses fermement à tenir & parmenablement ce qui à perpetuitet apartient, & toutes mes autres choses entierement je oblige mes biens devantdis tous & mes oirs & mes Successeurs. Et de mon Testament, & de ma devise devantdite je ordene & establis mes Exequuteurs houmes Religieus, l'Abbé de Signy, l'Abbé de Vaucler, l'Abbé de la Val-le-Roy, & mon bon ami & mon fiaule Monsigneur Gilon de Biauru. *Executores Testamenti.*

Et weis & ordene, que par l'ordenance & la devise de mes Exequuteurs devantdis totes les choses devantdites soient ordenées & devisées. Et est à sçavoir que en tous les lius là où je ay deniers laisies ce sont Parisis. Et en tesmoingnage de toutes ces choses devantdites, je en ai ces presentes Lettres, & ce Testament present seelé de mon propre seel.

Ce fu fait en l'an de l'Incarnation nostre Seigneur MCCLXX. ou mois d'Avril.

XLIX.

Testamentum JACOBI *Aragonum, Majoricarum & Valentiæ Regis. Actum in Montepessulano septimo Calendas Septembris Anno* 1272. [Thesaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1139. *Ex MS. Colbertino.*] 1272. 26. Août.

IN CHRISTI Nomine. Pateat universis, quod nos JACOBUS Dei gratiâ Rex Aragonum, Majoricarum & Valentiæ, Comes Barchinonæ & Urgelli, & Dominus Montispessulani, attendentes & considerantes attentè quod omnia prætereunt, præter amare Deum; & sic Reges & alii Principes, & ceteri homines hujus mundi inspicere debent, & attendere studiosè, si bene incipiunt, fine laudabili & bono principium ac medium vincant, ac hostis humani generis eis in aliquo resistere possit minimè vel nocere, nec impedimentum præstare ad æternam gloriam obtinendam: cum si finis non subsequeretur bonus, principium non valeret. Attendentes etiam quod nos, qui sumus factura & creatura illius nostri & humani generis Creatoris & Redemtoris, qui nos à principio de bono in melius prosperavit; & nusquam opus nostrum dereliquerit, nec deserere sustinuit: immo ipsum, licèt nostris non exigentibus meritis, augmentans mirabiliter adimplevit, meritò tenemur, ut bona ab ipso nobis collata recognoscamus die ac nocte, sic ut quomodo ipse Dominus ac Redemtor noster nos ad se vocare voluerit ab hac vita, animam nostram & salvam reddere possimus, & taliter de bonis nostris dispositionem faciamus, & per ipsam dispositionem nostram custodiamus Filios nostros & homines nobis subjectos à dissentione & divisione, & quod non possint inter eos damna vel contrarietates aliquo tempore suboriri. Immò si aliquis, vel aliqui voluerint mittere, aut dissentionem inferre, & in Regnis, Terris, & Dominationibus nostris, ipsi Filii nostri sint in unum cum hominibus suis: ita quod possint se ab eo vel ab eis defendere, qui voluerint ab eis recipere jus ab ipsis. Necnon etiam attendentes quod *omne Regnum in se divisum*

(*a*) Iste Radulphus Filius erat Johannis Comitis Suessionensis Filii Radulphi de Turno, cujus Pater ejusdem nominis in itinere Jerosolymitano ante annum 1178. defunctus est, uti constat ex Cartario Vallis-regiæ.

ANNO 1272.

divisum desolabitur, secundum quod idem Dominus in Evangelio testatur; idcirco nos utentes verbis illius, volumus in quantum possumus, de facto nostræ animæ, & de Regnis & Terris nostris nobis à Deo collatis taliter disponere, divinâ gratiâ suffragante, quod in posterum non valeant desolari. Hinc est igitur, quod nos JACOBUS Dei gratia Rex prædictus, in plena per Dei gratiam constituti corporis prosperitate, & in pleno sensu, & sanâ mente nostrâ, nostrum facimus Testamentum, in quo eligimus manumissores nostros, videlicet venerabiles Archiepiscopum Terraconensem, & Episcopum Cæsar-augustanum, Episcopum Barchinonensem, & Abbatem Monasterii Populeti, & nobilem Comitem Impuriarum, & Guillelmum de Utensa, quibus rogando præcipimus, & plenam damus potestatem, & si nos contigerit mori, antequam aliud facimus Testamentum, distribuant ea quæ inferius distribui & persolvi mandamus, & complaceant nostram ultimam voluntatem, prout in præsenti Testamento invenerint ordinatum: Et si fortè ipsi manumissores omnes executioni hujus nostri Testamenti interesse non potuerint: prædictus Archiepiscopus cum Episcopis prædictis, vel eorum altero, & cum illis manumissoribus quos secum habere poterit, exsequatur & compleat hanc nostram ultimam voluntatem.

Imprimis autem eligimus sepulturam corporis nostri in Monasterio sanctæ MARIÆ Populeti, ubi ipsum corpus sepeliri mandamus juxta monumentum illustris PETRI felicis recordationis avi nostri subsequenter, scilicet post ipsum monumentum. Volumus enim quod ejus monumentum sit prius.

Item volumus & mandamus, quod omnia debita nostra quæ reperientur nos debere quibuscumque personis cum Instrumentis vel albaranis nostris, solvantur per dictos manumissores nostros de plano & sine strepitu judiciario secundum Deum & forum animæ. Verumtamen si manumissores nostri intelligentes aliqua ex ipsis debite solvere non debere, vel nos ex ipsis debitis in totum vel in partem satisfactum fuisse nostris creditoribus de debitis quæ petierint; ipsi creditores recipiant illud in solutum dictorum suorum debitorum, & ipsi manumissores probabunt, & ostendant ipsis creditoribus nostris solutum fuisse.

Item. Volumus & mandamus, quod omnis fors & injuriæ nostræ, quibus obnoxii tenemur, & veræ apparuerint, restituantur de plano per dictos manumissores, ad cognitionem ipsorum manumissorum, secundum Deum & forum pœnitentiæ, illis videlicet quibus dictas injurias fecimus, vel Heredibus eorundem ipsis manifestè ostendentibus ipsas injurias manumissoribus antedictis. Verùm si fortè apparerent aliqui conquerentes de nobis super quibusdam Hereditatibus Regni Valentiæ, quas dedimus eisdem, asserentes eis ablatas fuisse sine causa, dicimus quod ipsas non abstulimus sine causa, quoniam cùm capta fuit Civitas Valentiæ, dicimus Domno FERRANDO olim Patruo nostro, & Episcopis, necnon & aliquibus hominibus ac militibus, quos ibi præplaveramus, qui erant trescenti & octuaginta milites, quod postquam eos ibi hereditaveramus, æstimarent nos defendere ipsum Regnum Valentiæ contra Sarracenos, ipso anno ut Hereditarii ejus Regni, & ipsi, habito consilio ad invicem, rogaverunt dictum Patruum nostrum, ut ipse nobis responderet pro omnibus qui pro se & aliis omnibus dixit nobis quod rogabant nos ut inter alias gratias quas eis feceramus, deberemus facere istam eis, videlicet ut essemus contenti ab ipsis de trescentis militibus quos ibi tenerent super hac forma, quod de quatuor in quatuor mensibus tenerent ibi centum milites. Et nos concessimus illud eis, & cùm post hoc iremus ad Montempessulanum, & steterissemus ibi per aliquod tempus, & posteà ad partes Valentiæ rediissemus, nos invenimus quod de prædictis militibus ibi aliquos, ut promiserant, non tenuissent, nec ibi eorum aliquis remansisset, nisi tantum aliqui milites, qui Hereditatem in Aragonia, vel Catalania non habebant. Et post prædicta assignavimus diem eisdem quâ venirent apud Salucium, ubi feceramus Bastidam contra Paturam servituri nobis in guerra, quam cum Sarracenis in defensione dicti Regni habebamus, ratione videlicet Hereditatum quas eis dederamus in dicto Regno, & quæ procuramus & remittimus eis, quicumque se nobis usque in ipsa die defecerunt, dummodo manerent ibi per tres menses, & ipsi nec venerunt ad nos, nec aliquos transmiserunt; & sic propter prædicta amparavimus eis Hereditates quas dederamus eisdem in Regno Valentiæ, & dedimus ipsas aliis. Quare videtur nobis secundum conscientiam nostram, quod pro eo quod nobis non conservaverunt quod promiserunt, nec juraverunt nobis deffendere dictam Terram, non teneamur eis ipsas Hereditates restituere, nec aliquid pro eisdem; maximè etiam quia illis qui remanserunt ibi, quia ita modicos reditus ibidem habebant, quod non poterant eis sufficere, oportuit nos de nostris dare reditibus, cum quibus possent in ea Terra habere vitam congruam & decentem, ut ipsa Terra suis militibus nullatenus remaneret, nihilominus etiam aliqui prædictorum militum, & Cives quidam promiserunt nobis, quod facerent in Regno Valentiæ personalem residentiam, ratione Hereditatum quas dederamus eis, & quod eas non venderent, vel alienarent, sed darent, seu dimitterent eas Filiis suis, sive parentibus, qui ibi facerent residentiam personalem, de quibus aliquid minimè compleverunt, immo ipsas vendiderunt & alienarunt. Fuerunt etiam aliqui præplationis dicti Regni, qui tenebant ibi Hereditates sibi à nobis datas hermas, & non faciebant ibi personalem residentiam, sicut debebant. Et licèt citati fuissent à nobis bis vel ter, & assignati eis dies sufficientes, noluerunt venire coram nobis ad excusandum se, nec ibi facere residentiam personalem, & ob hoc Hereditates à nobis eis datas recuperavimus ab ipsis, & dedimus aliis, propter quod non videtur nobis quod eis prædictis in aliquo teneamur. Ad solutionem verò debitorum nostrorum, & legatorum infrascriptorum, & restitutionem injuriarum, assignamus omnes reditus nostros Villæ Valentiæ cum salvo & albesura ejusdem, & omnes reditus nostros Civitatis Cæsaraugustanæ cum Salinis & Castello & de Villa & de Remelinis, & cum omnibus pedagiis ipsius Civitatis Cæsaraugustanæ, & omnes reditus nostros Civitatis Illardæ, & bajulæ ejusdem, omnes reditus nostros Civitatis Barchinonæ & bajuliarum suarum, & omnes reditus nostros Villæ Montispessulani. Volentes, statuentes, atque mandantes quod dicti manumissores nostri habeant, teneant, & percipiant tot annis & tamdiu omnes reditus & exitus Civitatum & Villæ Montispessulani prædictorum, & aliorum locorum prædictorum & bajularum suarum, donec inde nostra sint debita & legata animæ nostræ infrascripta plenariè persoluta, & nostræ injuriæ restitutæ: ita videlicet ut de omnibus debitis, legatis, & injuriis præfatis persolvantur tres partes ex reditibus & exitibus ad hæc supra assignatis spectantibus ad Infantem PETRUM Filium nostrum, & pars persolvatur ex reditibus & exitibus assignatis spectantibus ad Infantem JACOBUM Filium nostrum. Et quia scimus quod pedagium Cantiliberi fuit constitutum pro faciendo hortum ibidem, volumus & mandamus quod præfatus carissimus Filius noster Infans JACOBUS & Heredes sui mittent, & mittere teneantur quolibet anno in perpetuum, vel mitti faciant quinque millia solidorum de reditibus Cantiliberi ad faciendum, & manutenendum, & mundandum, & reparandum Portum-Veneris. Et cùm idem Portus fuerit mundatus & reparatus, expediantur & mittantur ipsi quinque mille solidi, ad faciendum & manutenendum Portum quem nos incepimus facere in Cantilibero coram valle. Et sic prædicti quinque mille solidi inter duos Portus expendantur, & mittantur in perpetuum de reditibus Canquiliberi supradicti ad cognitionem scilicet hominum ipsius loci Canquiliberi, & secundum quod ipsi viderint ad majorem utilitatem Mercatorum, & etiam ejusdem loci.

ANNO 1272

Item. Legamus Monasterio Populeti quinque millia morabatinorum, ad solvendum debita ipsius Monasterii; quos quidem morabatinos ante alia legata animæ nostræ dari & persolvi mandamus Monasterio antedicto.

Item. Legamus, damus, cedimus & concedimus prædicto Monasterio Populeti, & Abbati & Conventui ejusdem, totum plenum locum nostrum, & omnia jura, & omnes petitiones & demandas, & quicquid juris & dominationis habemus & habere debemus in Villa & terminis Vinapii, ac hominibus ejusdem, & pertinentiis suis, & contra detentores ipsius Villæ, ratione partis, vel nostri ejusdem quâlibet ratione, & Abbas & Conventus dicti Monasterii teneantur facere anniversarium pro anima nostra in perpetuum tali die quâ ab hoc sæculo transiemus.

Item. Legamus pro anima nostra Monasterio Sanctarum-centum duo millia morabatinorum, & Monasterio Saxona mille morabatinos, & Monasterio de Casres ad opus clausuræ ipsius mille morabatinos, & Dominabus domûs Soon ad opus clausuræ ipsius mille morabatinos.

Item. Dimittimus pro anima nostra Monasterio Scarpy mille morabatinos, & Monasterio de Colobres mille morabatinos, & Monasterio de Crosoaris ducentos morabatinos.

Item. Legamus Monasterio de Regali juxta Alcannum, ad opus clausuræ ejusdem, trecentos mora-

baba-

ANNO 1272. rabatinos; & Monaſterio de Ganivio ducentos morabatinos.

Item. Legamus Monaſterio de Proanam, ad opus clauſuræ, centum morabatinos: & Dominabus S. Dauriani, & domui S. Calatari centum morabatinos, & Dominabus Ilerdæ ejusdem Ordinis centum morabatinos; & Dominabus ejusdem Ordinis Valentiæ ducentos morabatinos, & Dominabus ejusdem Ordinis Barchinonæ centum morabatinos.

Item. Legamus Monaſterio Bonifacii, ad opus Eccleſiæ ejusdem, mille morabatinos.

Item. Monaſterio Fontis-clari trecentos morabatinos.

Item. Legamus Monaſterio Pedegratis, ad opus clauſuræ ejusdem, ducentos morabatinos.

Item. Legamus pro anima noſtra operi Eccleſiæ domûs Prædicatorum Catumoſæ ducentos morabatinos.

Item. Operi Fratrum Pœnitentiæ JESU-CHRISTI domûs patruæ ducentos morabatinos, & Monaſterio de Veulvazella trecentos morabatinos.

Item. Volumus & mandamus quod reditus noſtri de Pallano dentur & ſolventur operi B. MARIÆ Vallisviridis quolibet anno, donec perfectum fuerit dictum opus: ita tamen quod Procuratores dicti operis teneantur reddere rationem de omnibus reditibus antedictis & de expenſis dicti operis ſingulis annis manumiſſoribus noſtris prædictis. Omnia autem ſupradicta legata facta ad pias cauſas facimus pro debitis & injuriis oblitis & pro anima noſtra; & rogamus Abbates majores Monaſteriorum & Eccleſiarum, ac Religionum prædictarum, quibus prædicta legata facimus, ut dignent in mandatis omnibus Presbyteris ſuorum Monaſteriorum, & Locorum & Eccleſiarum, quod unusquisque celebret Miſſam de *Requiem* pro anima noſtra, & animabus parentum noſtrorum perpetuò ſemel in anno, eâ videlicet die, quâ nos ab hoc ſæculo tranſierimus.

Poſt hæc autem inſtituimus cariſſimum Filium noſtrum primogenitum Infantem PETRUM Heredem noſtrum poſt dies noſtros in Regno Arragonum, & in Regno Valentiæ, & in Rapicurſia, & in Pallais, & in Villis ſupra Aram, & in Comitatu Barchinonæ, & in Dominatione quam habemus in Comitatu Urgelli, & in aliis Locis & Terris Cataloniæ, & in omnibus Feudis, quæ in prædictis Regnis, Terris & Locis pro nobis à quocumque, & ex quibuscumque tenentur & teneri debent, & in pleno Dominio, & in omnibus Juribus & pertinentiis ſuis, & omnibus omnino & ſingulis ad dicta Regna, & Comitatus Barchinonæ, & Terras, & Loca prædicta, vel ad nos ex ipſis & quolibet ipſorum, & contra quascumque perſonas, & in quibuscumque Locis & Terris valentibus & debentibus pertinere, exceptis tamen Comitatibus & Locis aliis à nobis datis cariſſimo Filio noſtro Infanti JACOBO Fratri ſuo.

Item, Infantem prædictum JACOBUM Filium noſtrum inſtituimus Heredem noſtrum ſimiliter poſt dies noſtros in Regno Majoricarum, & Inſulis Minoricarum, & Guiſſa, & in Comitatibus Roſſilionis, Ceritaniæ & Confluentis, & in omnibus Feudis quæ Comes Fuxenſis & Comes Impuriarum, & alii etiam ibi tenent, & tenere debent pro nobis, & in Cantalibero, & Monte-peſſulano, & toto Dominio ſuo, & Caſtris ejusdem, & in pleno Dominio, & Juribus & pertinentiis ſuis, & Jure & Dominio quæ habemus, & habere debemus in Vice-comitatu de Carlades. Qui Filii noſtri pro præſenti nominati prædicta omnia legata habeant Jure inſtitutionis, prout in Inſtrumento partitionis, ſeu hereditamenti quæ fecimus inter ipſos, pleniùs & latiùs continetur.

Cariſſimam autem Filiam noſtram Dominam JOLENT Dei gratiâ Illuſtrem Reginam in Caſtella inſtituimus Heredem in camera & ornamentis, & aliis quæ ei dedimus ſuarum tempore nuptiarum: & ipſam ex eis volumus & ſtatuimus contentam eſſe de bonis noſtris.

Filios verò PHILIPPI Dei gratia illuſtris Regis Franciæ & Dominæ ELIZABETH bonæ memoriæ Reginæ Franciæ Filiæ noſtræ Nepotes noſtros inſtituimus Heredes ſimiliter & aliis quæ dictæ Dominæ ELIZABETH dedimus tempore nuptiarum, & ipſos eis volumus & ſtatuimus contentos eſſe de bonis noſtris.

Item, Filios noſtros JACOBUM & PETRUM, quos legitimè ſuscepimus ex Domina Fresca Oppidi de Vidaur inſtituimus noſtros Heredes in Caſtris & Villis quæ & quas dedimus eisdem cum Cartis, prout in ipſis pleniùs continetur, videlicet Jacobum proximè dictum & in Caſtris & Villis de Ver & de Alim & in Caſtris & Villis de Xinta & de Cor & in Caſtrum & in Villam de Eilida, & in Caſtris & Villis de Cultura & de Fauzaia, in Caſtris & Villis de Planis & de Fravallo & in Allundayna quam tenebat Allundaynus Saracenus quondam, pro quibus duobus Caſtris & Villis de Planis de Fravaillo accepimus in cambium Turrim de Archis & ſalinas ejusdem. Et hæc Caſtra & Villas proximè nominatas damus & dedimus eidem JACOBO pro Hereditate & Jure inſtitutionis. ANNO 1272.

Item, prædictum PETRUM Filium noſtrum & dictæ Dominæ T. inſtituimus Heredem noſtrum in Caſtro & Villa de Agerbe, & in Caſtro & Villa de Lucia, & in Caſtro & Villa de Atuero, & in Villa de Eliſo, de Artaſſo & de Caſtelliry, de Exeſt, in Caſtro & Villa de Borata, & in Caſtris & Villis de Aſſuro & de Canivanis & in Betinanæ. Quæ omnia Caſtra & Villas cum omnibus Juribus & pertinentiis damus & dimittimus eidem PETRO pro Hereditate & Jure inſtitutionis. Omnia verò Jura noſtra, ſi qua in quibuslibet aliis Terris præterea quæ ſuperiùs ſunt à nobis diviſa & ordinata & ad eosdem vel ad nos ratione ipſarum contra quascumque perſonas expectantia, ſpectant vel ſpectare debeant ad nos qualibet ratione, dimittimus in eis locum noſtrum Infanti JACOBO Filio noſtro Heredi Majoricarum, ſalvis tamen ordinatione & diviſione à nobis factis, prout ſuperiùs continetur.

Poſt hæc autem volumus & ſtatuimus & mandamus, quod ſi dictus JACOBUS Filius noſter & dictæ Dominæ T. Filii ejus vel descendentes ab eo legitimi masculi in rectâ linea ſine legitimis masculis decederent, omnia prædicta quæ ipſi JACOBO ſupra dimittimus, devolventur ad PETRUM Fratrem ejus & Filium noſtrum & dictæ Dominæ T. ſi vixerit, vel ad Filios ejus legitimos masculos, ſi ipſe Petrus tunc non viveret. Et hanc ſubſtitutionem ſimiliter facimus de prædicto PETRO ad jam dictum JACOBUM & ejus filios legitimos masculos ſuper omnibus quæ eidem PETRO Jure inſtitutionis & Hereditatis dimittimus, ut ſupra continetur, ſi ipſum vel ejus filios vel descendentes ab eo in rectâ linea legitimos masculos mori contingeret ſine Filiis legitimis masculis. Mandantes & ſtatuentes quod in prædictis quæ præfatis JACOBO & PETRO Filiis noſtris & Dominæ T. dimittimus Jure inſtitutionis non poſſit hereditare feminæ Filia vel alia licet eſſet legitima, niſi Filiis legitimis & masculis tantum. Et ſi Filia vel Filiæ legitimæ ſuperfuerint ex eisdem Jacobo ſive Petro, ille masculus vel masculi ut Heredes ipſorum, vel alterius ipſorum, qui ipſa hereditabunt juxta noſtram ſubſtitutionem prædictam, ipſam & ipſas, ut decuerit, teneantur maritare.

Item, ſi fortè JACOBUS & PETRUS prædicti ac Filii ſeu ab eis descendentes in rectâ linea legitimi masculi obirent ſine Filio vel Filiis legitimis masculis, volumus & ſtatuimus ac mandamus, quod omnia ſupradicta quæ in eis Jure inſtitutionis damus ſuperiùs & dimittimus, devolvantur ad dictum Infantem PETRUM Filium noſtrum primogenitum vel ad ejus Filium vel Nepotem, ſeu ad quemlibet alium ex eo in rectâ linea descendentem, qui Rex fuerit Aragoniæ & Valentiæ. Et ſi Filia vel Filiæ legitimæ ex eis vel eorum altero in hoc caſu ſuperfuerint maritanda aut descendentibus in rectâ linea ab eisdem, ipſe Infans PETRUS vel Filius ſeu Nepos ſit ejus aut alius ab eo descendens, ut dictum eſt, ad quem prædicta devolverentur, teneantur eam & eas idoneè maritare, & dare majori quatuor millia morabatinorum auri in Cascanuvote, & unicuique aliarum tria millia aureorum.

Item, volumus & mandamus quod Filii noſtri & Heredes obſervent donationes, quas jam fecimus Ferrandi Filiis noſtris naturalibus, ſecundum quod in Inſtrumentis donationum inde à nobis eis factis continetur. Ac etiam volumus, ſtatuimus & mandamus, quod ſi contigerit, quod Deus avertat, quod dictus Infans PETRUS primogenitus Filius noſter, vel ſui ejus legitimi masculi ſeu descendentes ab eo in rectâ linea masculi legitimi ſine Filio vel Filiis legitimis masculis morerentur, Regna & Comitatus & omnia alia quæ ſibi dimittimus, devolvantur ad Infantem JACOBUM Filium noſtrum Regem Majoricarum, ſi vixerit tunc, vel ad Filium ſeu filios ejus, ſeu ad descendentes ab eo in rectâ linea masculos, qui fuerit Rex Majoricarum & Dominus Montiſpeſſulani. Et ſi fortè prædictus Infans JACOBUS Filius noſter vel Filii ejus legitimi masculi ſine Filio vel Filiis legitimis masculis decederent, volumus, ſtatuimus & mandamus quod Regnum Majoricarum & Inſulæ Majoricarum & Ejuſſi prædicta & Comitatus prædicti & Monspeſſulanus cum toto Dominio & Territorio ejus, & omnia & ſingula alia quæ ſibi ſupra dimittimus, ad Infantem PETRUM prædictum Filium noſtrum vel ad Filium ſeu Nepotem ejus aut alium legitimum masculinum ab eo in rectâ linea descendentem qui Rex fuerit Aragonum & Valentiæ

ANNO 1272. lentiæ & Comes Barchinonæ penitus devolvatur. Et ſi, quod abſit, prædicti Filii noſtri Infans PETRUS & Infans JACOBUS & Filii eorum ſeu deſcendentes ab eis in recta linea legitimi masculi ſine Filio vel Filiis legitimis masculis decederent, volumus, & ſtatuimus, & mandamus quod Regna prædicta omnia, Comitatus omnes prædicti & Villa Montiſpeſſulani cum toto ejus Dominio & omnia prædicta & alia quæ eis dimittimus, ut ſupra continentur, devolvantur ad JACOBUM Filium noſtrum & dictæ Dominæ T. ſi tunc vixerit, & ſi mortuus fuerit, ad filios ejus legitimos masculos, ſeu deſcendentes ab eo in recta linea legitimos masculos revertantur. Et eo Jacobo ſine Filio ejus vel deſcendentibus in recta linea ab eodem legitimis masculis in caſu prædicto deficientibus, vel ſi decederent ſine Filio vel Filiis ſuis legitimis masculis volumus & ſtatuimus quod omnia Regna & Comitatus prædicti, & Monspeſſulanus & Terræ prædictæ omnes devolvantur ad Petrum Filium noſtrum prædictum & Dominæ T. antedictæ, ſi vixerit, vel ad Filios ejus ſeu deſcendentes ab eo in recta linea legitimos masculos tunc extantes pro PETRO Filio noſtro & deſcendentibus ab eo, ut dictum eſt, deficientibus vel decedentibus ſine Filiis legitimis masculis Regna & Comitatus prædicti & Villa Montiſpeſſulani cum ſuo Dominio & prædicta omnia devolvantur ad Filios legitimos masculos illuſtris Reginæ Caſtellæ Dominæ YOLAND Filiæ noſtræ, cujus Filiis legitimis masculis deficientibus, quod abſit, prædicta omnia devolventur ad Filios legitimos masculos Dominæ CONSTANTIÆ Filiæ noſtræ inferiùs memoratæ. Et Filiis ipſius Conſtantiæ legitimis masculis decedentibus, devolvantur omnia prædicta ad Filios legitimos masculos Dominæ ELIZABETH filiæ noſtræ Reginæ quondam Franciæ antedictæ. Et deficientibus, quod abſit, omnibus prædictis, ut ſupradictum eſt, volumus & ſtatuimus, quod prædicta omnia devolventur ad illum qui nobis erit proximior in linea parentelæ, qui tunc fuerit legitimus masculus & deſcendat rectò gradu de genere noſtro.

Inſuper volentes etiam ut Regna, Terræ, quæ & quas dictis Filiis noſtris Infanti PETRO & Infanti JACOBO dimittimus, integra ſemper remaneant cuique eorum & ſuis, ut ſupra ordinatum eſt; & quod diminui non poſſint nec transmutari in aliud Dominium ſeu transferri. Volumus, ſtatuimus, & ordinamus, quod nullus prædictorum Filiorum aut Nepotum noſtrorum, ſeu a nobis in recta linea deſcendentium inſtitutorum aut ſubſtitutorum à nobis, ut ſupra continetur, poſſit in Regnis & Comitatibus prædictis & in Villa ac in Dominio Montiſpeſſulani & in Terris & Caſtris prædictis, quæ & quas eis, ut dictum eſt, dedimus, feminam aliquam, filiam ſcilicet vel aliam, in totum vel in partem inſtituere Heredem, nec dare etiam ſibi in caſamentum ſeu dotem, aut aliter ullo modo.

Nihilominus etiam mandamus ac firmiter perpetuò ſtatuimus, quod Regnum Aragonum & Valentiæ, & Comitatus Barchinonæ, & omnes Terræ quæ & quas prædicto Infanti PETRO Filio noſtro dedimus, ut ſupra continetur, & etiam ad ipſa Regna & Terras ubique pertinentia & debentia pertinere, quocumque modo ſint unius & ejusdem Domini & Dominii, ſcilicet Regis Aragonum: & idem Infans Filius noſter PETRUS vel ſui Succeſſores non poſſint ipſa Regna, Comitatus & Terræ pertinentia dividere & ſint Regis & Dominii Aragonum integraliter, ut eſt dictum, & unum Filium ſolum legitimum masculum dictus Infans PETRUS & ſui poſt ipſum ſucceſſivè Heredem faciant in eisdem, ſalvis tamen ſubſtitutionibus noſtris prædictis. Mandantes ſimiliter, ac firmiter perpetuò ſtatuentes quod Regnum Majoricarum & Inſulæ Minoricarum & Eniſæ & Villa Montiſpeſſulani cum Territorio & Dominio ejusdem & Comitatus Ruſſilionis & Ceritaniæ & Confluentii prædicti & Cantum-liberum, & alia quæ ipſi Infanti JACOBO ſupra dimittimus, & omnia pertinentia & debentia pertinere, ad eadem ubicumque quocumque modo ſemper ſint Domini & Dominii ejusdem, ſcilicet Regis Majoricarum & idem Infans JACOBUS Filius noſter, vel ejus Succeſſores non poſſint ipſa dividere inter Filios ſuos aut Filias, aut in alias perſonas alienare; ſed ipſum Regnum & Comitatus & Villa Montiſpeſſulani & alia quæ ipſi Infanti JACOBO dimiſimus ſuper eis ſemper remaneant & ſint Regis & Dominii Majoricarum integraliter, ut dictum eſt, & unum ſolum Filium ſive legitimum masculum idem Infans JACOBUS & ſui poſt ipſum ſucceſſivè faciant Heredem in eisdem, ſalvis tamen noſtris ſubſtitutionibus prædictis.

Item, Filios Infantis Dominæ CONSTANTIÆ quondam Filiæ noſtræ & Infantis Domini EMANUELIS Fratris illuſtris Regis Caſtellæ Nepotes noſtros inſtituimus Heredes noſtros in Camera & aliis quæ præfatæ CONSTANTIÆ dedimus in tempore nuptiarum, & ipſos eis volumus eſſe contentos de bonis noſtris. ANNO 1272.

Item, cum præſenti Teſtamento confirmamus & obſervamus omnes donationes à nobis factas usque modo pro Hereditatibus vel beneficiis quibuslibet perſonis & pro anima noſtra ordinibus Eccleſiæ vel locis religioſis à nobis factis usque modo. Et hæc eſt noſtra ultima voluntas. Et ſtatuimus jure Teſtamenti vel nuncupativi ac Codicillorum ſeu alterius cujuslibet noſtræ ultimæ voluntatis, revocantes omnia alia Teſtamenta & quamlibet aliam ultimam voluntatem noſtram, quæ à nobis ante hujus Teſtamenti factionem ſeu ordinationem ordinata fuerunt & confecta.

Actum eſt hoc in Montepeſſulano ſeptimo Calendas Septembris anno Domini MCCLXXII. Quod Teſtamentum fuit per dictum Dominum Regem confirmatum præſentibus, &c.

Signum JACOBI Dei gratia Regis Aragonum, Majoricarum, & Valentiæ, Comitis Barchinonæ & Urgelli, & Domini Montiſpeſſulani.

L.

Tractatus inter EDUARDUM I. *Regem Angliæ & HENRICUM Regem Navarræ concluſus ſuper contrahendo Matrimonio inter* HENRICUM *Filium dicti Regis Angliæ & JOHANNAM Filiam dicti Regis Navarræ. Dat. apud Hospitale de Bono Loco pridie Kal. Decembris Anno* 1273. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. II. pag. 18.] 1273. 30. Nov.

In Nomine Patris, & Filii, & Spiritûs Sancti, Amen.

NOS Edwardus, Dei gratiâ, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Dux Aquitaniæ; & Henricus, eadem gratiâ, Rex Navarræ, Campaniæ & Briæ Comes Palatin. notum facimus univerſis quod, ad honorem Dei, conſideratâ etiam communi utilitate Terrarum confinium, in quibus, propter malitiam gentis, multa mala hactenus perpetrata fuiſſe noſcuntur, ad ipſa radicitùs extirpanda, & ad providendum nè deinceps hiis ſimilia committantur, tales inter nos inivimus Pactiones, videlicet;

Quod nos, prædictus Henricus, Rex Navarræ, promittimus & convenimus præfato Regi Edwardo, dare & tradere Johannam, Filiam noſtram & Hæredem, Henrico, Filio primogenito & Hæredi præfati Edwardi Regis Angliæ, in Sponſam & Uxorem legitimam deſponſandam, & ducendam temporibus præfinitis à Jure ad Sponſalia & Matrimonia contrahenda.

Et nos, prædictus Edwardus, promittimus & convenimus prædicto Regi Navarræ, dare & tradere Henricum, Primogenitum noſtrum Filium & Hæredem, Johannæ, Filiæ & Hæredi prædicti Regis Navarræ, in virum legitimum deſponſandum, & ducendum temporibus præfinitis à Jure ad Sponſalia & Matrimonia contrahenda, ſicut prædictum eſt.

Item nos, Henricus Rex Navarræ prædictus, promiſimus & convenimus prædicto Regi Edwardo, quod ſi absque aliâ prole legitimâ, ex nobis deſcendente, decedere nos contingat (quod abſit) quod præfata Johanna Filia noſtra nobis ſuccedat, & ſit Hæres in Regno Navarræ, Comitatibus Campaniæ & Briæ, & in aliis bonis noſtris: Si autem nos contingat habere Filias unam vel plures legitimas, unâ cum præfata Johanna, absque filio masculo, volumus & promittimus præfato Regi Angliæ, quod dicta Johanna ſit Hæres, & nobis ſuccedat in Regno Navarræ & Comitatibus prædictis; ita tamen quod in Feodis Eccleſiarum & allodiis, ac aliis acquiſitionibus, per nos vel Anteceſſores noſtros factis, præter Comitatus prædictos & Regnum, eadem Johanna, cum cæteris ſuis Sororibus, admittetur ad virilem portionem ſecundum conſuetudinem & forum Patriæ; cæterum ſi nos, Rex Navarræ prædictus, auctore Domino, Filium masculinum legitimum ſuſceperimus unum vel plures, qui nobis ſuperſit tempore mortis noſtræ, tunc volumus & promittimus dicto Regi Angliæ, Quadraginta millia librarum Turonenſium dare & ſolvere ſibi in dotem pro Filiâ noſtra Johannâ prædictâ; videlicet viginti milia librarum Turonenſium die Matrimonii contracti, & alia viginti milia librarum Turonenſium à die Matrimonii contracti in unum annum.

Promiſimus etiam & convenimus nos, Rex Angliæ prædictus, dicto Regi Navarræ, quod, cum Matrimonium fuerit contractum inter præfatum Filium noſtrum Hen-

ANNO 1273. Henricum & Johannam Filiam prædictam Regis Navarræ, assignabimus & trademus totam Terram nostram Vasconiæ prædicto Filio nostro Henrico, tenendam eo modo, quo, fælicis recordationis, Henricus Pater noster eam nobis tradidit & concessit.

Rursus promisimus & convenimus supradicto Regi Navarræ, quod, post contractum Matrimonium prædictum inter Henricum Filium nostrum prædictum & Johannam Filiam memorati Regis Navarræ, dabimus & assignabimus in donationem sibi, propter nuptias pro Johanna ejus Filia prædicta, duo milia Marcarum argenti annui redditûs; videlicet, mille Marcatas in Custumis seu Pedagio nostro Burdegalæ, cum duobus Castris nostris de Castellione Diocœsis Burdegalensis, & de Millano Diocœsis Vasatensis; Ita tamen quod redditus & proventus dictorum Castrorum computentur in dictis mille Marcatis: Alias verò mille Marcatas assignabimus in Regno nostro Angliæ, in locis competentibus, ad visum & arbitrium bonorum virorum.

Sane, inter nos, in specialem Conventionem fuit deductum, quod si infra septennium (quod est tempus aptum ad Sponsalia contrahenda) de dicto Henrico Filio nostro aliquod humanum contigerit (quod absit) quod præfata Johanna Alfonso Filio nostro legitimo nuptum collocetur, sub eisdem Pactis & Conventionibus per omnia superius annotatis:

Quam Conventionem nos, prædictus Rex Navarræ, laudamus & approbamus, & eidem expresse nostrum impertimur assensum.

Noviſſime, provida deliberatione pensantes & considerantes qualiter statum prædictarum Terrarum nostrarum confinium, (multis dudum Guerrarum, seditionum, tribulationum fluctibus agitatum) possimus in tranquillum deducere, & ad formam reducere meliorem, quo Pax & Justitia conserventur in iis, promittimus vobis, & convenimus adinvicem, bona fide, quod nos, prædictus Rex Angliæ, prædictum Regem Navarræ juvabimus contra omnes homines, qui hostiliter invaderent Terras suas, vel bona sua; quod quidem juvamen sibi faciemus, & per gentem nostram fieri similiter faciemus, quotiens per prædictum Regem Navarræ, vel alium vices ejus gerentem, nos, vel Senescallus noster Vasconiæ, seu vices nostras gerens fuerimus requisiti.

Ad quod, vice versâ, nos, præfatus Henricus Rex Navarræ, faciendum & præstandum prædicto Regi Angliæ, vel Senescallo suo Vasconiæ, vel vices ejus gerenti, à nobis, dum in Regno fuerimus, vel à Senescallo nostro, seu vices nostras gerente, nos astringimus & obligamus, quotienscumque per eundem Regem, vel Senescallum suum Vasconiæ, seu gerentem vices ejus, nos, Senescallus noster, vel vices nostras gerens, fuerimus requisiti.

Prædictum autem juvamen nobis adinvicem præstabimus, sicut prædictum est, contra omnes homines, præterquam contra Sereniſſimum Principem Dominum nostrum Regem Franciæ, cujus assensum & voluntatem communi assensu in contrahendo Matrimonio dicto retinemus; adicientes, quod si ex aliquâ causâ (quod absit) idem Rex eidem Matrimonio suum non impertiretur assensum, quod Conventiones & Obligationes, super Matrimonio contrahendo contractæ, & omnes aliæ superius annotatæ, nullius roboris habeant firmitatem.

Ut autem omnia suprascripta, quæ inter nos acta sunt, majori firmitate nitantur, promisimus & promittimus bona fide ea omnia supradicta attendere, & servare, & in nullo contravenire.

De mandato etiam nostri præfati Regis Angliæ, dilectus & fidelis noster Thomas de Clara; & de mandato etiam nostri, præfati Regis Navarræ, dilectus & fidelis noster Petrus Sancii de Monte-Acuto Dominus de Cassat. tactis Sacrosanctis Evangeliis, in animas nostras prædicta omnia & singula in nostrâ præsentiâ juraverunt.

In quorum omnium testimonium & munimen exinde confici jussimus dua Instrumenta, per alphabetam divisa, quæ Sigillorum nostrorum appensione fecimus roborari.

Datum apud Hospitale de Bono Loco Ordinis Rosidæ Vallis, die Jovis pridie Kal. Decembris, Anno Domini 1273.

LI.

1281. *Tractatus inter* ERICUM *Regem Norvegiæ &* ALEXANDRUM III. *Regem Scotiæ conclusus super Matrimonio inter dictum Regem Norwegiæ & MARGARETAM, dicti Regis Scotiæ Filiam, contrahendo. Dat. apud Rokesburg in Festo S. Jacobi Apostoli Anno* 1281. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. II. pag. 1079.] ANNO 1281. 25. Juill.

In Nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

HÆc est finalis Conventio, facta in Festo Sancti Jacobi Apostoli, anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo primo, apud Rokesburg,

Inter illustrem Principem, Dominum Alexandrum, Dei gratiâ, Regem Scotiæ nomine suo, & nomine Nobilis Domicellæ Margaretæ Filiæ suæ kariſſimæ, de consensu Domini Alexandri Filii sui & totius Consilii dicti Domini Regis ex parte unâ:

Et venerabilem Patrem Dominum Petrum Orchadenſem Episcopum, & Nobilem Virum Dominum Bernerium Baron. de Berkey, Magistrum Bernardum Cancellarium, & Fratrem Mauritium de Ordine Minorum, Procuratores & Nuncios sollempnes & speciales Domini Eryci, Dei gratiâ, Regis Norwagiæ illustris, ex alterâ:

Super Sponsalibus contractis, & Matrimonio contrahendo, inter præfatum Dominum Regem Norwagiæ, & dictam Nobilem Domicellam Margaretam, videlicet;

1. Quod Dominus Rex Scotiæ dat dictam Margaretam Filiam suam dicto Domino Eryco Regi Norwagiæ in Uxorem.

2. Et promittit, & dabit cum eâ quatuordecim milia Marcarum sterlingorum, novæ & usualis monetæ (ita quod quinquies viginti Marcæ pro quibuslibet centum Marcis computentur) & solventur apud Bergys in Norwagiâ, sumptibus Regis Scotiæ, terminis infrascriptis; videlicet,

Quod quarta pars prædictæ summæ portabitur cum dictâ Margaretâ in Norwagiam:

Et secunda quarta prædictæ summæ ad Festum beati Petri ad Vincula, anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo secundo:

Et tertia quarta in Festo eodem, anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo tertio:

Et ultima quarta in eodem Festo, anno Domini milleſimo ducenteſimo octogeſimo quarto.

3. Et dicti Procuratores promittunt fideliter pro Domino suo, ipsum sub pœnis infrascriptis artius obligando, quod idem Rex Norwagiæ dictam Domicellam accipiet in Uxorem, & cum eâ Matrimonium contrahet, & Nuptias celebrabit, ad tardius, infra Festum Nativitatis beatæ Virginis; nisi legittimum intervenerit impedimentum, & tunc quamcitius fieri poterit; & ad citius post craſtinum decollationis Sancti Johannis Baptiſtæ.

4. Et, die Nuptiarum, dicta Margareta coronabitur in Reginam; nisi legittimum constiterit impedimentum, & tunc omnem apponent diligentiam, Rex Norwagiæ & Regni Magnates, quod, quamcitius fieri poterit, coronetur.

5. Et promittunt dicti Procuratores, quòd Dominus Rex Norwagiæ mille & quadringintas Marcatas Terræ, de Monetâ suâ Norichanâ usuali, nunc temporis, vel ad ejus valorem, si ipsa mutetur; cum Manerio competenti, in donationem, propter Nuptias dictæ Domicellæ Margaretæ, per Cartam dicti Regis, eidem assignatas, &, prout ibi continetur, die Nuptiarum, vivâ voce ratificabit & confirmabit;

Ita quod, si humanitùs de dicto Rege Norwagiæ contingat, quod absit, dicta Margareta dictarum Terrarum possessionem propria auctoritate, per prædictas Litteras Regias, possit apprehendere & tenere.

6. Et sciendum quòd erit in optione Domini Regis Scotiæ, secundam medietatem dotis in pecuniâ numerata solvere, vel Terras, ex eâ, vel ex parte ipsius, suis terminis solvendâ, comparatas assignare;

Ita quod ex illis Terris, pro singulis mille Marcis, centum Marcæ nomine redditûs percipiantur illo Anno, & sic ulterius annuatim; optionem siquidem habet dictus Dominus Rex Scotiæ: Dum tamen, in Festo Pentecostes, ante tempus solutionis, Regi Norwagiæ intimetur, quod Terras velit omnes assignare loco competenti, & simul, vel loco viciniori, & magis ydoneo, quo poterunt ad comparandum inveniri, dicto Regi Norwagiæ, constante Matrimonio, libere tenendas & habendas.

ANNO 1281.

7. Dictæ verò Margaretæ, postquam Terram Norwagiæ fuerit ingressa, certum Castrum, vel securum Manerium, prout ipsa & sui elegerint, statim assignabitur; in quo ipsa, cum familiâ suâ, & dicta pecuniâ, sub Custodiâ Regis Scotiæ & suorum, sumptibus Regis Norwagiæ, quousque Nuptiæ celebrentur, salvo & secure possint morari:

Et Rex Norwagiæ & Regni Magnates ipsam, cum familiâ suâ, & dictâ pecuniâ, salvo & secure interim facient custodiri; ita quod nullum ad eam Rex Norwagiæ inhonestum accessum interim habeat vel carnalem:

8. Quod, si Rex Norwagiæ, post Nuptias celebratas, prædecedat; dicta Margareta donationem illam, propter Nuptias, eodem Anno integre percipiet, & sic ulterius annuatim; scilicet, dictas mille & quadringentas Marcas Terræ, sibi assignatas, si velit in Terra Norwagiæ moram facere; si autem velit moram facere extra Regnum Norwagiæ, mille & quadringentas Marcas, ubicunque conversetur, de Camera Regis Norwagiæ, libere percipiet annuatim apud Bergys;

Ita quod erit in optione dictæ Margaretæ firmas illarum Terrarum, sibi assignatarum, suis terminis, secundum consuetudinem Patriæ, per Procuratorem suum in Terra recipere, vel de Camerâ Regis, in Festo Pentecostes, anno sequenti, & sic ulterius annuatim dictam pecuniam percipere apud Bergys.

Verumptamen, in defectum solutionis, recursum habeat ad Terras sibi assignatas, ratione donationis propter Nuptias:

Et nichilominus debet habere dicta Margareta quicquid Regina, dum vidua fuerit, ibidem commorans habere debet, secundum Leges Patriæ, & consuetudinem Regionis approbatam.

9. Et præterea, habebit medietatem totius Dotis infrà biennium, proximo sequens post mortem Regis; ita quod una medietas illius medietatis, primo anno, in Festo Sancti Petri ad Vincula; & alia medietas, secundo anno, in eodem Festo (nisi prius in Norwagiâ soluta fuerit) apud Berewicum in Scotia persolvetur.

10. Dicta vero donatio propter Nuptias, post mortem dictæ Margaretæ, ad Regem Norwagiæ redibit;

Prima vero medietas totius Dotis, suis terminis solvenda, post Nuptias celebratas, in omnem eventum Regis Norwagiæ, nisi in illo casu, si a Matrimonio resilierit cum fuerit legittimæ ætatis, pleno jure efficietur;

Alia vero medietas totius Dotis, vel Terræ pro eâ, in Scotiâ assignatæ, post mortem dictæ Margaretæ, ad liberos suos, si quos, habuerit, in omnem eventum pertinebit:

Super quo Regi Norwagiæ cavebitur ydoneè prout ipsa poterit, quandocunque velit dictam pecuniam extra Regnum Norwagiæ habere, si habeat liberos vel liberum, in Norwagia superstites, vel superstitem, ad quos, vel ad quem dicta summa pecuniæ de Jure debeat pertinere.

11. Si verò dicta Margareta sine libero vel liberis moriatur, dicta ultima Dotis medietas ad Regem Scotiæ, & ipsius Regis Hæredes redibit.

12. Si verò Dominus Rex Norwagiæ, ante Nuptias celebratas, in fata decedat, dictâ Margaretâ illibatâ & non cognitâ, libere pro omnibus, de Regno Norwagiæ, cum tota pecunia secum portata, sumptibus Regis Norwagiæ & Magnatum suorum, in Scotiam reducetur.

13. Idem erit de dicta Margareta, quod ipsa, in omnem eventum, nisi prægnans fuerit, libere possit reverti, Matrimonio dissoluto.

14. Si verò dicta Margareta, ante Nuptias celebratas, in fata decedat, tota dicta pecunia, nomine Dotis, secum portata, eodem modo, ut in clausula superiori, dicto Regi Scotiæ apud Berewicum in Scotia, reportabitur.

15. Et sciendum est, quod in omni portatione, & reportatione Dotis, & cujuscunque partis ejus, quandocunque periculum contigerit, commune erit utrique Parti pro æqualibus portionibus.

16. Si verò contingat quod Dominus Rex Scotiæ, sine Filio legittimo, in fata decedat, nec aliquis Filiorum suorum prolem legittimam reliquerit, & dicta Margareta ex dicto Rege Norwagiæ liberos habuerit;

Ipsa & liberi sui succedent dicto Regi Scotiæ, & liberis suis, tam in Regno, quam in aliis bonis:

Vel ipsa etiam, si fuerit absque liberis, secundum Legem & consuetudinem Scoticanam:

Et generaliter consensit dictus Rex Scotiæ, quod dicta Filia sua, & omnes ex ea descendentes, admittantur libere ad omnes Successiones, & ad omnia alia jura, quæ ipsos contingere possunt quoquomodo, secundum Legem Scoticanam, vel dictæ Regionis consuetudinem. ANNO 1281.

17. Et, si dictus Rex Norwagiæ de dicta Margareta Filiam vel Filias procreaverit, succedent in omnibus, quæ ipsam vel ipsas contingere possunt, secundum Leges & consuetudines Norichanas, etiam in Regno, si consuetudo fuerit.

18. Dicti vero Nuncii & Procuratores, nomine Regis Norwagiæ, promiserunt & manuceperunt, ipsum Regem artius obligando, quod omnia & singula, superius contenta, ex nunc rata & firma habebuntur, quousque dictus Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum, & tunc ea plene ratificabit.

19. Et, si contingat, quod absit, prædictum Regem Norwagiæ in aliquo, usque ad illud tempus, vel in illo tempore, contravenire, dicti Procuratores obligant ipsum Regem, Hæredes suos, & Regnum Norwagiæ, se ipsos, & Hæredes suos, ad solvendum & dandum dicto Regi Scotiæ, & Hæredibus suis, vel assignatis centum millia librarum, bonorum & legalium Sterlingorum, in Villa de Berewico in Scotia, nomine & ratione dampnorum, expensarum & interesse.

20. Obligaverunt etiam dicto Regi Scotiæ illustri, pro dampnis, expensis, & interesse, in illum casum tantum si Rex Norwagiæ non ratificaverit Matrimonium, cum fuerit quatuordecim annorum completorum, summam centum Marcarum, quam dictus Rex Norwagiæ ab eo percipit annuatim & totam Terram Orchadiæ cum omni Jure, quod dictus Rex Norwagiæ habet vel habere poterit in eadem;

Ita quod prædictæ, tàm summa, quàm Terra, cum pertinentiis, dicto Regi Scotiæ, & Hæredibus suis ex tunc remaneant, imperpetuum, in Feodo & Hæreditate, cum Rex Norwagiæ noluerit dictum Matrimonium ratificare, vel dampna, expensas, & interesse, una cum pœna prædicta centum mille librarum, Regi Scotiæ & Hæredibus suis, vel assignatis resarcire: Et Instrumenta, quæ habet penes se dictus Rex Norwagiæ, super dicta summa pecuniæ centum Marcarum, annuatim percipienda, ex tunc viribus careant, & cassa sint, & irrita ipso jure;

Instrumentis quietæ clamationis dicti Regis Norwagiæ super Insulis, penes Regem Scotiæ residentibus, in suo nichilominus robore duraturis.

21. Et sciendum est quod obligatio, de Terra Orchadiæ, & de redditu centum Marcarum, tantùm habet locum à tempore transfretationis dictæ Domicellæ in Norwagiam, quousque dictus Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum; & solummodo in illum casum, si Rex Norwagiæ, cum fuerit quatuordecim annorum completorum, contra dictum Matrimonium reclamaverit, & illud noluerit ratificare & consummare.

22. Dictus vero Rex Scotiæ, nomine suo & Filiæ suæ, ac Magnates Regni promiserunt, se artius obligando, quod omnia & singula, superiùs contenta, ex nunc rata & firma habebuntur, quousque Rex Norwagiæ fuerit ætatis quatuordecim annorum completorum.

23. Et, si contingat, quod absit, dictum Regem Scotiæ, vel Filiam suam usque ad illud tempus, in aliquo contravenire, obligat ipse Rex Scotiæ se, & Hæredes suos, & Regnum Scotiæ, ad solvendum, & dandum dicto Regi Norwagiæ, & Hæredibus suis vel suis affignatis centum millia librarum, bonorum & legalium Sterlingorum, apud Civitatem Bergensem in Norwagia, nomine & ratione dampnorum, expensarum & interesse.

24. Obligavit etiam dictus Rex Scotiæ dicto Regi Norwagiæ (pro dampnis, expensis, & interesse in illum casum tantùm; si dicta Filia Regis Scotiæ à dicto contractu resilierit, antequàm dictus Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum, & Matrimonium fuerit ratificatum) totam Manniam cum omni Jure quod dictus Rex Scotiæ habet, vel habere poterit in eadem;

Ita quod prædicta Terra, cum pertinentiis, dicto Regi Norwagiæ, & Hæredibus suis, ex tunc remaneat, in Feodo & Hæreditate, cum dicta Filia Regis Scotiæ dictum Matrimonium noluerit ratificare & consummare, vel dampna, expensas & interesse, una cum prædicta pœna centum mille librarum, dicto Regi Norwagiæ, vel Hæredibus suis, vel assignatis resarcire:

Et Instrumenta quietæ clamationis dicti Regis Norwagiæ super dicta Insula Manniæ, quæ dictus Rex Scotiæ penes se habet, ex tunc viribus careant, & cassa sint, & irrita ipso Jure;

Instru-

ANNO 1281. Instrumentis dicti Regis Scotiæ, super dicta summa pecuniæ centum Marcarum, annuatim percipienda, penes Regem Norwagiæ residentibus, in suo robore duraturis.

25. Et sciendum est, quod obligatio de Terra Manniæ tantùm habet locum à tempore transfretationis ipsius Margaretæ; & solummodo in illum casum, si dicta Margareta noluerit Matrimonium ratificare, cum dictus Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum.

26. Et sciendum est quod, in omnibus præmissis, salvum est utrique Parti, quod tempus, quo pecunia solvetur, pro quolibet termino, ex utraque parte, per Gwerram, per Piratas, vel per aliquem casum fortuitum & inopinatum, possit mutari seu prorogari, sine periculo Partium, circa præmissa, præjudicio vel jactura.

27. Post contractum verò Matrimonium, & postquam Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum, & Matrimonium ratificaverit, & quantum in ipso est consummaverit, prædictæ obligationes penales locum non habeant, nisi in duobus casibus tantùm; scilicet,

Quod ipsa libere possit à Norwagia recedere:

Et si ipsa, & liberi, ex ea descendentes, ad Successiones, & alia jura libere non admittantur.

28. In qualibet vero solutione pecuniæ, suo termino hinc inde solvendæ, tàm ante Matrimonium, quam post, si defectus aliquis fuerit, tantùm erit pœna dupli illius quantitatis, sive summæ, hinc inde solvendæ, quæ suo termino solvi debet.

29. Et sciendum quod, ad majorem hujus rei securitatem, dicti Procuratores, habentes ad hoc plenum & speciale mandatum, ratificant, nomine Domini Regis Norwagiæ, juramentum, à Domino Bernerio de Berkrey in animam ipsius Regis præstitum, super isto Contractu Sponsalium & Matrimonii, & omnia alia in isto Scripto Cyrographato contenta.

30. Item, promittunt fideliter dicti Procuratores & manucapiunt, quod Domina Regina, Mater dicti Regis Norwagiæ, & Magnates Regni Norwagiæ, qui super hoc Contractu juraverunt, quamcitius præsentes haberi poterunt, in præsentia Nunciorum Regis Scotiæ juramenta sua, priùs præstita, ratificabunt & omnia alia, hic contenta, secundum hujus scripturæ tenorem.

31. Dicti verò, Dominus Rex Scotiæ, & Domina Margareta Filia sua, in præsentia Nunciorum Regis Norwagiæ, similiter ratificaverunt Sacramenta, per Procuratores suos, videlicet, Dominum Robertum Lupellum Militem, & Magistrum Godefridum, in animas ipsorum in Norwagia præstita.

32. Item, ratificant omnia alia, in hoc Scripto contenta.

33. Item juraverunt, in præsentiâ prænominatorum Nunciorum Regis Norwagiæ,

Patricius Comes de Dunbar,
Donenaldus Comes de Marr,
Gilbertus de Umfravill Comes de Angus,
Walterus Comes de Menetheth,
Duncanus Comes de Fif,
Alexander Senescallus Scotiæ,
Johannes Comin,
Willielmus de Sulys, tunc Justiciarius Laudon.
Willielmus de Breyham, &
Patricius Filius dicti Patricii Comitis de Dunbar;

Personaliter qui tunc coram Domino Rege, Consilio suo & dictis Nunciis Regis Norwagiæ, præsentes fuerunt;

Juraverunt etiam,

Alexander Comyn Comes de Bouchan. Constabularius Scotiæ, necnon
Maltsius Comes de Strathern,

In præsentia dictorum Nunciorum Regis Norwagiæ, per Procuratores suos, habentes ad hoc speciale mandatum, sicut patet in eorum Litteris Patentibus inde confectis; videlicet,

Se curaturos & procuraturos quod omnia & singula ex parte illustris Principis Domini Alexandri, Dei gratiâ, Regis Scotiæ, & Nobilis Domicellæ Filiæ suæ, super fœdere Matrimonii, inter Dominum Erycum Regem Norwagiæ & dictam Domicellam, promissa & conventa, firmiter & inviolabiliter observentur, prout in isto Instrumento plenius continetur quousque dictus Dominus Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum, & Matrimonium ratificaverit quantum in ipso est. ANNO 1281.

34. Præterea sciendum est quod

Vivenus Miles Frater Bernerii Militis,
Johannes Filius Fuini,
Isaac Filius Gautonis,
Andreas Petri,
Elanus Arufinus,
Duduenus de Slindon,

Spontaneè & expressè consentientes, & tactis Sacrosanctis Euvangeliis, jurantes,

Promittunt, bona fide, quod in Scotiâ stabunt, tanquam Obsides, ad voluntatem dicti Regis Scotiæ, nec à Regno Scotiæ, sine expressâ licentia Domini Regis Scotiæ, recedent, quousque Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum, & Matrimonium inter ipsum & dictam Margaretam ratificaverit, & quantum in ipso est consummaverit.

Obligavit etiam dictus Dominus Rex Scotiæ totam Manniam, cum pertinentiis pro centum milibus librarum, & dampnis, expensis, & interesse in illum casum, si dictos Obsides, cum dictus Rex Norwagiæ compleverit quatuordecim annos, & Matrimonium quantum in ipso est consummaverit, apud Berewic. (si eos priùs ibidem receperit) nisi casus mortis, vel alius casus legittimus præpedierit, vel propriâ voluntate recesserint, libere non dimittat.

In cujus rei testimonium, parti istius Cyrographi, penes Dominum Regem Scotiæ residenti, dicti Procuratores Regis Norwagiæ Sigilla sua apposuerunt.

Parti vero residenti penes dictos Procuratores, Sigillum dicti Domini Regis Scotiæ est appensum.

Dorſ.
Scriptum Cyrographatum apud Berewyc.

Duplicatum; ſet alterum eorum fuit miſſum in Norwagiam; ſet fuit reportatum, & ſubmerſum cum Nunciis Regis.

LII.

Tractatus inter EDUARDUM I. *Regem Angliæ & PETRUM Regem Arragoniæ concluſus ſuper contrahendo Matrimonio inter* ALFONSUM *dicti Regis Arragoniæ Filium, & ELEONORAM dicti Regis Angliæ Filiam. Dat. apud Oscam octavo decimo Kal. Septembris Anno* 1282. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. II. pag. 210.] 1282. 15. Août.

UNiverſis, ad quos præsentes pervenerint, Bernardus, Dei gratiâ, Tarachonensis Archiepiscopus, & Jarbericus, eâdem, Episcopus Valentiæ, salutem in eo, qui est omnium vera salus.

Mandatum Domini nostri, Dei gratiâ, Regis *Aragonum, nos recepiſſe noveritis in hæc verba:*

Procuratio Petri Regis Aragoniæ.

NOverint universi quod nos, Petrus, Dei gratiâ, Rex Aragonum, damus & concedimus vobis venerabilibus Bernardo, per eandem, Archiepiscopo Terrachonensi, & Jarberico, per eandem, Episcopo Valentino, plenum posse quod, auctoritate nostrâ & loco nostri, possitis consentire super Matrimonio, contrahendo inter cariſſimum primogenitum nostrum Infantem Alfonsum, & Alienoram primogenitam illustris Regis Angliæ, seu Procuratores ejusdem Regis, & ejusdem Alienoræ, ad hoc specialiter constitutos;

Et quod nomine nostro possitis assignare certa Loca, Castra scilicet vel Villas, de Regno nostro, pro Arris dictæ Alienoræ constituendis ad consuetudinem Regni nostri; & obligare pro Dote, quæ nomine ejusdem Alienoræ dabitur, certa Loca Dominationis nostræ, prout dicti Procuratores eorum, ex prædictis, de Arris & Dote duxerint eligendum.

Super quibus omnibus vos constituimus Procuratores certos & speciales nostros, dantes & concedentes vobis, vel alteri vestrûm per se, plenam potestatem super omnibus & singulis prædictis;

Et

ANNO 1282. Et promittimus. Notario infrascripto stipulanti, nomine illorum, quorum interest, quicquid, per vos vel alterum vestrûm super præmissis fuerit ordinatum, ratum & firmum habere, & nullo tempore revocare.

Dat. apud Portum Sangos. Kal. Junii, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo.

Signum PETRI, Dei gratiâ, Regis Aragonum.

Testes sunt Rodricus Exim. de Lunâ, Procurator Regni Valentiæ, Guilebertus de Crudeliis, & Johannes de Prochida.

Signum Petri Marthusii Scriptoris Domini Regis, & Notarii publici per totam Dominationem suam, qui mandato ejusdem hoc scribi fecit, & clausit, loco, die, & anno præfixis.

Nos autem, Archiepiscopus, & Episcopus prædicti, ejusdem Domini Regis mandatis parere volentes, virtute & auctoritate prædicti mandati, contracto Matrimonio per verba de præsenti inter illustrem Domicellum Alfonsum, ejusdem Domini Regis primogenitum præsentem, & illustrem Domicellam Alianoram, illustris Regis Angliæ primogenitam, per nobilem virum Dominum Johannem de Vescy, Procuratorem ejusdem Domicellæ ad hoc specialiter destinatum, nomine ejusdem Domicellæ contrahentem per eadem verba de præsenti consensum ejusdem Domicellæ exprimentia, prout jura permittunt, eidem illustri Domicellæ, vice, nomine, loco, & auctoritate Domini nostri Regis Aragonum prædicti, pro arris & arrarum nomine, damus & assignamus Loca inferiùs annotata, scilicet,

Jactam, Barbastrum, Lunam & Pertusiam, cum omnibus Villis, Aldeis, Pechis, Moneticis, Judæis & Sarracenis ibidem habitantibus, & in posterum habitaturis; alta & bassa Justitia, vero etiam & mixto Imperio, cum omnibus Homagiis, fidelitatibus, servitiis, cænis, & aliis omnibus pertinentiis, ad dicta Loca, seu ad Dominium prædictorum Locorum, quoquo modo spectantibus, cujuscumque servitii, expletamenti, nominis, seu conditionis existant, licet specialiter habent nominari; nichil Dominii vel proprietatis prædicto Domino nostro Regi penitùs retinentes; immo eadem ab ipso totaliter abdicamus, quamdiu eadem Domicella prædicta Loca tenuerit, seu tenere debuerit, secundum formam assignationis hujusmodi sibi factæ;

Habenda, tenenda & possidenda per ipsam Domicellam, vel Mandatum suum, prædicto constante Matrimonio, & etiam soluto, si ipsa supravixerit, sive sit in Regno Aragon. sive extra, sive sit vidua, sive conjugata, ad voluntatem suam inde faciendum, cum omnibus fructibus, redditibus, & exitibus de dictis Locis & pertinentiis eorumdem, quoquo modo ex nunc levandis & percipiendis, eisdem in sortem seu solutionem Dotis minime computatis, donec de quadraginta milibus Libr. nigrorum Turon. quos eadem Domicella affert prædicto viro suo in Dotem seu Maritagium, & liberavit eidem, vel Domino Regi Aragon. nomine prædicti Domini Alfonsi Filii sui Mariti ejusdem Domicellæ, tempore traductionis, plene fuerit satisfactum.

Et, si redditus, exitus, & proventus prædictorum quatuor Locorum, & eorum pertinentiarum, non valerent singulis annis, uno cum aliis computato, deductis expensis, tria milia Librarum nigrorum Turon. Dominus Rex prædictus, & nos, nomine ejusdem, tenemur, usque ad supplementum dictæ quantitatis, eidem Domicellæ, vel ejus Procuratori, residuum in Terra præfati Domini Regis, in Locis convenientibus, assignare.

Præterea pro prædictis quadraginta milibus Librarum nigrorum Turon. habendis & recuperandis, si prædictus casus soluti Matrimonii supervenerit, eidem Domicellæ, & præfato Domino Johanni de Vescy, Procuratori ipsius, nomine Procuratorio pro ipsa, vice, nomine, loco & auctoritate ejusdem Domini nostri Regis Aragonum, obligamus, simul cum aliis quatuor Locis prædictis, alia duo Loca, Castra & Villas infrascripta, silicet, Turolium & Darocham, cum omnibus suis Juribus & pertinentiis, in forma & modo, prout superius de aliis quatuor Locis exprimitur; hoc excepto, quod dicta Domicella tunc primò fructus prædictorum duorum Locorum percipere inciperet, si Matrimonium contigerit esse solutum: Obligationem tamen & Juramenta fidelitatis ex nunc recipiet ipsa, vel ejus Procurator, & obedientiam, in casu prædicto soluti Matrimonii, à Subditis dictorum Locorum, sicut de quatuor aliis Locis superius nominatis.

Et, si eamdem Domicellam sine liberis mori contigerit, tota Dos ad Patrem suum, silicet Dominum Regem Angliæ, vel Hæredem suum revertetur. ANNO 1282.

Et pro eadem Dote, per ipsum Dominum Regem Angliæ, vel Hæredem suum in casu prædicto recuperandâ, obligamus eidem Domino Regi, & Hæredi suo, prædicta sex Loca, cum omnibus pertinentiis & Juribus superiùs nominatis, in forma, modo & conditione, quibus eidem Domicellæ eadem pro prædicta Dote duximus obliganda.

Si autem prædicta illustris Domicella Alienora sine liberis decesserit, de tertiâ parte Dotis prædictæ; & si, liberis existentibus, decesserit, de tota Dote (reservata tamen liberis suis legittima portione) suum pro voluntate condere poterit Testamentum.

Item, si Dominam Reginam Aragonum, quæ nunc est, Castra, Civitates, seu Villas, & Loca, quæ pro Arris suis & Dote tenet obligata, aliquo casu dimittere contigerit, silicet, Oscham, Gerundam, Castrum de Besaudon, & Montaneam de Pratis; eadem loca assignabuntur, & tradentur, cum pertinentiis dictorum Locorum, Filiæ Domini Regis Angliæ supradictæ, si placuerit Domino nostro Regi Aragonum supradicto, pro Arris suis & Dote:

Ita quod ex tunc fructus dictorum Locorum percipiat; & eos, non computando in sortem, suos faciat, donec de Dote prædicta sibi fuerit satisfactum:

Ita tamen quod prædicta Loca, quæ prædicta Domina Regina nunc tenet, sint eidem Domicellæ pro Arris & Dote, & Patri suo & Hæredi ipsius in casu prædicto obligata, simul cum Turolio & Darocha, secundum formam, modum & conditionem, quibus alia Loca nominata superius obligantur eisdem, si Domino Regi Aragon. placuerit, ut est dictum, quod permutatio fiat dictorum quatuor Locorum, quæ tenet dicta Domina Regina, cum hiis quatuor quæ traduntur pro Arris dictæ Dominæ Alienoræ;

Et, possessione dictorum Locorum, quæ Domina Regina nunc tenet, præfatæ Domicellæ corporaliter traditâ, prædicta quatuor Loca, scilicet, Jacta, Barbastrum, Luna & Pertusia ad dictum Dominum Regem Aragoniæ & suos Hæredes liberè revertentur.

De præmissis autem sex Locis, superiùs assignatis, & obligatis eidem Domicellæ, secundum formam, modum & conditionem suprascripta, eandem Domicellam, vice & nomine ejusdem Domini nostri Regis Aragonum, & prædictum Dominum Johannem de Vescy, Procuratorem ipsius Domicellæ, nomine ejusdem recipientem, juxta formam prædictam præsentialiter investimus; præcipientes omnibus Subditis prædictorum quatuor Locorum, silicet, Jactæ, Barbastri, Lunæ & Pertusiæ, ut eidem Domicellæ, vel ejus mandato in omnibus obediant & respondeant, & de omnibus eidem satisfaciant in quibus tenentur, & prout Domino nostro Regi Aragonum obedire, respondere & satisfacere consueverunt.

Et prædicta sex Loca, scilicet, Jactam, Barbastrum, Lunam, Pertusiam, Turolium & Darocham, cum omnibus Juribus & pertinentiis suis, libera & absoluta ab omnibus cautilleriis, & aliis honeribus, eidem Domicillæ, aut ejus Procuratori tradere & liberare tenemur, secundum formam superius comprehensam.

Si autem contigerit, in aliquo prædictorum casuum, Dotem solvi seu restitui dictæ Domicellæ, vel Domino Regi Angliæ, vel Hæredi ejus, secundum Conventiones prædictas, prædicta sex Loca, cum omnibus pertinentiis suis, & cum melioramentis ibidem factis, ad Dominum Regem Aragonum, & Hæredes suos libera revertantur.

Si vero consuetudo, usus, vel forus Regni Aragon. prædictis Pactis seu Conventionibus in aliquo contradiceret vel obstaret, nos, ex certâ scientiâ, consuetudini, usui, & foro prædictis, nomine Domini nostri Regis Aragon. renuntiamus specialiter & expresse.

Et hæc omnia & singula suprascripta, vice & nomine ejusdem Domini Regis Aragonum, complere, tenere & servare promittimus bona fide; & nos facturos, & curaturos quod Dominus noster Rex Aragonum supradicta omnia & singula approbabit, & ex certa scientia confirmabit.

Ad hæc nos Johannes de Vescy, nomine Domini Regis Angliæ, & Dominæ Alianoræ prædictæ, ejus primogenitæ, prædicta omnia concedimus, laudamus & approbamus; & ad omnia & singula ipsum Dominum Regem, & ipsam Dominam Alienoram, & nos specialiter, Procuratorio nomine, obligamus.

Nos vero Alfonsus, sæpedicti Domini Regis Aragon. primogenitus, & ejus vices gerens, prædicta omnia

ANNO 1282. nia & singula rata habemus & grata, eadem ex certa scientia confirmantes.

In quorum omnium testimonium & majorem firmitatem, nos Bernardus Dei gratia Terrachon. Archiepiscopus, & Jarbericus, eadem gratia, Valentiæ Episcopus, & nos Alfonsus prædicti Domini Regis Aragonum Primogenitus, & nos Johannes de Vescy, Sigilla nostra præsenti Cartæ, per Alphabetum divisæ, cum aliâ Cartâ ejusdem tenoris, duximus apponenda.

Data fuerunt hæc apud Oscam octavo decimo Kal. Septembris, anno Domini millesimo, ducentesimo, octuagesimo secundo:

Præsentibus Testibus,

Domino Infante Jacobo illustris Regis Aragon. Filio,
Domino Jacobo, Dei gratiâ, Episcopo Oscæ;
Nobilibus, Athone de Focibus,
Guilaberto de Crudiliis,
G. Willielmi de Sancto Vincentio,
Magistro Arnaldo de Curre, Domini Regis Aragonum Cancellario,
Blasio Eximini de Ayerb.
Blasio Petri de Arbor. Militibus,
Petro Martini de Artasona, Justic. Aragon.
Guillielmo Stephani, Hospitalario Sedis Terrachon.
Pontio de Guardis, Canonico Terrachon.
Fernando Petri de Pina,
Raymundo de Toillano,
Magistro Raymundo Sauncii, illustris Regis Angliæ Clerico,
Domino Rogero de Chirlanda Milite, &
Magistro Bernardo de Monte Cosino Clerico.

Signum Johannis de Vescey prædicti, qui hæc laudamus & firmamus.

Signum Infantis Alfonsi illustris Regis Aragonum primogeniti, ejus vices gerentis, qui hæc laudamus, concedimus & firmamus.

Signum Petri Marchesii Scriptoris prædictorum, Domini Regis Aragonum, & Domini Infantis Alfonsi Notarii publici per totam dominationem suam, qui hoc scribi fecit, & clausit loco, die, & anno præfixis.

LIII.

30. Dec. *Conditiones Ducli inter* PETRUM *Regem Arragoniæ & Siciliæ, &* CAROLUM *Regem Hierosolymorum prope Burdegalam habendi, ex parte dicti Regis Arragoniæ juramento firmatæ. Dat. Messanæ tertio Kalend. Januarii Anno* 1282. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. II. pag. 226.]

PETRUS, Dei gratiâ, Aragoniæ & Siciliæ Rex, ad notitiam præsentium, & memoriam futurorum.

Pridem inter magnificum Principem Karolum, Jerusalem Regem illustrem, & nos, mutuo præcedente Tractatu quod ipse Rex eligeret sex de suis Militibus, viros probos & fideles, & nos eligeremus sex de nostris Militibus, viros probos & fideles, qui omnes duodecim Milites, per ipsum Regem Karolum & nos taliter electi, corporali prius per eos præstito juramento, legaliter & bona fide tenerentur eligere locum communem, & statuere terminum ad pugnam faciendam inter ipsum Regem Karolum & centum de suis Militibus ex una parte, & nos ac centum de nostris Militibus ex altera, pro eo quod ipse tamquam petitor nobis appositus fuit, & apponit quod Nos intravimus Regnum Siciliæ contra rationem, & malo modo, & ipso prius non diffidato, & hoc paratus erat & est probare de suo corpore & centum de suis Militibus contra nostrum corpus & centum de nostris Militibus.

Nosque Rex Petrus prædictus, tamquam defensor, ei respondimus & respondemus, quod in ingressu Siciliæ, vel in aliquo, quod fecerimus contra eum, rem non fecimus unde nostra legalitas minus valeat, vel verecundiam habere debeat in Curia, seu coram aliquo probo viro, & quod pugna de ipso & centum de suis Militibus contra nos & centum de nostris Militibus nobis placet.

Nos, de fide, prudentia, & legalitate, ac armorum experientia, Guillelmi de Castro novo Roderici, Eximeni de Luna, Petri de Cheralto, Eximeni de Arceda, Radulphi de Manuele de Trapare Militum, & Judicis Rainaldi de Limogiis de Messana, per nos ad hoc positi, & pro uno Milite computati, familiarium & fidelium nostrorum, plenarie confidentes, ipsos elegimus, fecimus, constituimus, & ordinavimus, eisque per nostras Patentes Literas exhibuimus plenariam potestatem quod ipsi, una cum Jordano de Insula, Johanne Vice-comite de Trambley, Jacobo de Brusono, Eustachio de Hardicourt, Johanne de Denisi, & Guillielmo de Salsis Militibus, familiaribus & fidelibus ipsius Regis Karoli, per eum ad hoc electis, factis, constitutis, & ordinatis, prout per Patentes Literas, ipsius Regis Karoli pendente cereo Sigillo munitas, evidenter apparuit & apparet, ANNO 1282.

Corporalibus inter ipsos duodecim, hinc & inde electos, pro parte ipsius Regis Karoli & nostra, ac ipsorum taliter electorum, hinc inde receptis & præstitis juramentis, legaliter & bona fide possent eligere & eligerent locum communem, & terminum statuerent competentem, ad pugnam hujusmodi faciendam inter ipsum Regem Karolum & centum de suis Militibus, ac nos & centum de Militibus nostris;

Certumque præfigerent terminum, in quo ipse Rex Karolus, cum centum de suis Militibus, & nos, cum centum de nostris Militibus, commode esse possimus; & simus in loco, quem prædicti duodecim, per ipsum Regem Karolum & nos taliter electi, ad pugnam hujusmodi faciendam unanimiter & concorditer ducerent eligendum.

Dedimus autem eisdem quinque Militibus, & dicto Judici Rainaldo, pro Milite computato, familiaribus & fidelibus nostris, plenariam potestatem, quod ipsi securitates necessarias, quas inspicerent, opportunas, nomine nostro præstare & recipere, ac prædicta omnia & singula, (quæ, sub hypotheca bonorum nostrorum, rata & firma habere, ac inviolabiliter observare promisimus) tractare, eligere, ordinare, statuere possent, facere libere & terminare.

Adjecimus autem quod, si aliquis, vel aliqui ex prædictis nostris quinque Militibus, & Judice pro Milite computato, infirmitate, vel quovis aliquo casu emergente, in prædictis, vel aliquo prædictorum interesse personaliter non posset, vel non possent; totidem, quot ex prædictis nostris sex essent taliter impediti, eximerentur de numero prædictorum sex Militum, per ipsum Regem Karolum ad prædicta taliter electorum; & reliqui, tàm per eundem Regem Karolum, quàm per nos electi, unanimiter & concorditer ea omnia & singula possent libere perficere & complere.

Et hoc idem servaretur si aliquis, vel aliqui, de prædictis sex Militibus, per ipsum Regem Karolum electis, essent infirmitate, vel casu quovis alio præpediti; ita, videlicet, quod totidem eximerentur de numero prædictorum quinque Militum, & Judicis loco Militis computati, per nos taliter electorum; & reliqui qui forent residui, tàm per ipsum Regem Karolum, quàm per nos electi, ea omnia & singula perficere possent libere & terminare.

Et ea omnia & singula, quæ prædicti quinque Milites, & unus Judex, loco Militis computatus, per nos electi, iidemque sex Milites ab ipso Rege electi, vel ex eis omnibus electis ab utraque parte, aliquo vel aliquibus ex una vel altera parte præpedito seu præpeditis, & totidem ab unâ parte vel altero exempto vel exemptis, reliqui concorditer & unanimiter in prædictis omnibus & singulis tractarent, eligerent, ordinarent, statuerent, facerent, terminarent, & jurarent, sub eadem hypotheca bonorum nostrorum, rata & firma habere, & inviolabiliter observare promisimus, & juravimus, tactis corporaliter Evangeliis Sacrosanctis; securitates etiam omnes & juramenta præstare, obligationes ponere, & cautiones cujuscunque generis præbere, quas prædicti duodecim, ab eodem Rege Karolo & nobis electi, vel residui ex iis, aliquo vel aliquibus ab unâ parte vel alterâ exempto vel exemptis, à nobis ducerent postulandas;

Prout hæc omnia in patentibus Litteris nostris, in testimonium inde confectis, & pendente Sigillo nostro munitis, eidem Regi Karolo ex parte nostra exhibitis (quarum est data Messanæ septimo Kal. Januarii anno ab Incarnatione Domini millesimo, ducentesimo, octuagesimo, secundo) plenius & apertius continetur.

Idem autem Rex Karolus prædictus Jordanum de Insula, Johannem Vice-comitem de Tambley, Jacobum de Bursano, Eustachium de Hardicourt, Johannem de Denisi, & Guillielmum de Salsis, familiares & fideles suos, ad hoc pro se elegit, fecit, constituit, & etiam ordinavit, dans & concedens eisdem, pro parte sua, consimilem per omnia potestatem; prout in Patentibus Literis

ANNO 1282. Literis ipſius Regis Karoli, in teſtimonium inde confectis, & pendente Sigillo ſuo munitis, nobis, pro parte ipſius Regis Karoli, exhibitis (quarum eſt data Rhegii, anno Domini milleſimo ducenteſimo octuageſimo tertio, die viceſima ſexta Menſis Decembris, undecimæ Indictionis) plenius continetur.

Et licet data, tàm prædictarum ipſius Regis Karoli & noſtrarum, quàm etiam præſentium, & aliarum, pro parte ipſius Regis Karoli, præſentibus conſimilium Litterarum, videatur in annis Domini discordare;

Eo quod earundem Litterarum noſtrarum data poſita eſt anno Domini milleſimo, ducenteſimo, octuageſimo, ſecundo, ſecundum conſuetudinem Regni Aragonum, & quamplurium aliarum partium ultramontanarum, quà annus ab Incarnatione Domini computatur;

Et earundem Litterarum dicti Regis Karoli data poſita eſt, ſecundum Romanæ Eccleſiæ, totiusque fere Italiæ conſuetudinem generalem, anno Domini milleſimo ducenteſimo octuageſimo tertio currente, quâ annus a Nativitate Domini computatur,

Horum annorum deſcriptione diverſa (ſcilicet, octuageſimi tertii, & octuageſimi ſecundi) ſecundum diverſitatem Regionum in poſitione à vocabulo discordante, uno tamen & eodem in exiſtentia permanente, nullum autem propter hoc aliquibus dubium generetur;

Sed ſit una ſingularis conſentiendo, quod tàm prædictæ de poteſtate, ipſis duodecim tradita ex parte ipſius Regis Karoli & noſtra, quàm præſentes, & ipſius Regis Karoli his ſimiles & correſpondentes, cenſeantur fuiſſe uno & eodem anno, die, menſeque confectæ.

Præfati quoque ſex Milites, per eundem Regem Karolum, ac præfati quinque Milites & unus Judex pro Milite computatus, per nos electi, ſeu conſtituti & ordinati, in Regali Palatio noſtro Meſſanæ pariter congregati, & ad perfectionem hujus negotii procedentes, poſt tractatus multiplices, diſcuſſiones diverſas, examinationes varias, indagationesque ſubtiles, perpenſo, ac diligenti, & deliberato conſilio, inter eos ex poteſtate, ipſis ab eodem Rege Karolo & nobis per easdem Literas tradita, unanimiter & concorditer elegerunt,

Quod prædicta pugna, inter nos & centum de noſtris Militibus, ac dictum Regem Karolum & centum de ſuis Militibus facienda, fiat in poſſe Regis Angliæ; videlicet, in Vasconia, in Territorio Civitatis Burdegalenſis, in aliquo campo, vel placea ipſius Territorii, quem vel quam idem Rex Angliæ magis convenientem pro utraque parte judicabit ad pugnam ipſam de ducentis Militibus faciendam, & quod locus ipſe, in quo prædicta pugna fieri debet, ſit circumdatus & bene clauſus paliſ & clauſuris aliis opportunis, ita quod nullus, pedes vel eques, locum ipſum poſſit intrare, vel exire niſi per portas.

Statuerunt etiam prædicti duodecim, per ipſum Regem Karolum & nos electi, præfato Regi Karolo & nobis terminum, ad præſentandum nos coram Rege Angliæ prædicto, in eadem Civitate Burdegalenſi, ad pugnam hujusmodi faciendam, noſtrûm quemlibet cum prædictis noſtris centum Militibus, primum diem Menſis Junii, primò futuri hujus undecimæ Indictionis.

Adjecerunt etiam iidem duodecim, per ipſum Regem Karolum & nos electi, quod id, quod de præſentatione prædicti Regis Karoli & noſtra, coram eodem Rege Angliæ faciendâ, dixerunt, ut ſuperiùs eſt expreſſum, ſic volunt intelligi, quod ipſe Rex Karolus & nos, in prædicto loco & termino, nos debemus coram dicto Rege Angliæ præſentare, ad pugnam hujusmodi faciendam:

Et, ſi ipſe Rex Angliæ in eodem loco & termino perſonaliter eſſe non poſſet, idem Rex Karolus & nos præſentemus nos coram eo quem idem Rex Angliæ miſerit ſpecialiter ad recipiendam præſentationem hujusmodi loco ſui;

Et, ſi ipſe Rex Angliæ in eodem loco & termino præſens non fuerit, nec aliquem ad hoc ſpecialiter miſerit loco ſui; dictus Rex Karolus & nos teneamur nos præſentare coram eo, qui vices dicti Regis Angliæ geſſerit in loco prædicto.

Ordinaverunt etiam & ſtatuerunt prædicti duodecim, quod prædicta pugna, inter prædictum Regem Karolum & nos facienda in loco prædicto, non fiet coram aliquo de gente ipſius Regis Angliæ, niſi ipſe Rex Angliæ perſonaliter eſſet præſens; ſalvo ſi, ad pugnam ipſam taliter faciendam, ipſe Rex Karolus & nos eſſemus in communi concordia & aſſenſu;

Et quod, ſi in prædicta die ipſe Rex Angliæ præſens in prædicto loco non eſſet, idem Rex Karolus & nos teneamur ipſum Regem Angliæ, vel reſponſionem ſuam de veniendo, vel non veniendo ad locum ipſum, à die prædicto dato, usque ad triginta dies expectare. ANNO 1282.

Et, ut ipſius Regis Angliæ præſentia modis omnibus procuretur, voluerunt, ordinaverunt, & ſtatuerunt prædicti duodecim, quod ipſe Rex Karolus & nos, quilibet per ſe, promittamus & juremus, quod legaliter & bona fide procuremus, pro poſſe, ſine fraude, vel ingenio quolibet, diligenter & ſollicite faciamus, & facere ſtudeamus, quod idem Rex Angliæ ad prædictum ſtatutum diem primum, primo futuri Menſis Junii, in eadem Civitate Burdegalenſe, ſita in Vasconia, præſens ſit perſonaliter, & Litteras, per ipſum Regem Karolum & nos, coram ipſo offerendas, ipſe Rex Angliæ recipiat, ad pugnam hujusmodi faciendam.

Ordinaverunt etiam & ſtatuerunt prædicti duodecim, quod ipſe Rex Karolus & nos, cum noſtra utriusque Comitivâ, donec in Vasconia moram egerimus, pro pugna hujusmodi facienda, & etiam per octo dies poſt eundem terminum completum, pro recedendo inde & eundo quo utrique noſtrum placuerit, nos & dictæ noſtræ Comitivæ in perſonis, animalibus, & rebus, quas nos & ipſæ noſtræ Comitivæ nobiscum duxerimus & portaverimus, ad pugnam hujusmodi faciendam, nos ad invicem nullatenus offendamus;

Sed, quòd duodecim Treugas & ſecuritates (quas, utriusque noſtrûm nomine, ſibi dederunt & fecerunt ad invicem, ac eidem Regi Karolo & nobis indixerunt) ordinaverunt, donec in Vasconia, pro eadem pugna facienda, manſerimus, & etiam per octo dies poſt communem terminum completum, pro recedendo inde & eundo quo utrique noſtrûm placuerit, Treugas & ſecuritates ipſas nos & Comitivæ noſtræ inviolabiliter obſervemus.

Ordinaverunt inſuper, & ſtatuerunt, & etiam firmaverunt prædicti duodecim, quod prædictus Rex Karolus & nos legaliter & bona fide debeamus promittere & jurare,

Quod quicunque noſtrûm prædictorum duorum Regum, videlicet prædicti Regis Karoli & noſtri Petri, (legitimo, aperto & bene probato corporis ceſſante defectu) ad præfatos diem & locum, præfato Regi Karolo & nobis ſtatutos & præfixos ad pugnam hujusmodi faciendam, defecerit; & in eodem die, qui erit dies primus primò futuri Menſis Junii, & in eodem loco, qui eſt Civitas Burdegalenſis, ſita in Vasconia, in poteſtate Regis Angliæ, cum eisdem centum ſuis Militibus præſens non fuerit, ut eſt dictum,

In antea & toto tempore vitæ ſuæ ſe tenere debeat pro devicto, perjuro, falſo, fallito, infideli, & proditore, & quod nunquam ſibi adſcribere debeat nomen Regium & honorem; quin immo, ipſo facto, remaneat nomine & honore Regio, & cujuslibet alterius officii ſeu dignitatis exutus, ſpoliatus, & perpetuo privatus, & tamquam devictus, perjurus, falſus, fallitus, infidelis, & proditor infamis ſit & perpetuo habeatur.

Et, ſi hoc aliquis ei oppoſuerit publice vel occulte, negare non poſſit, ſed confiteri publice teneatur, prout hæc omnia, per prædictos duodecim electos ordinata, ſtatuta, & firmata ſunt, in duabus conſimilibus Patentibus Litteris, pendentibus Sigillis eorumdem duodecim munitis, inde confectis (unâ ex eis præfato Regi Karolo, aliâ vero nobis tradita ad cautelam) plenè ſatis & evidenter apparet.

Nos autem, præfatus Rex Petrus, nolentes in his de contingentibus quicquam omittere, vel aliquem ex parte noſtrâ intervenire defectum, quin immo volentes prædicta omnia & ſingula, per præfatos duodecim electos ordinata, ſtatuta & firmata, quantum in nobis eſt, complere totaliter & inviolabiliter obſervare,

Bona & ſpontanea voluntate noſtra legaliter & bona fide promittimus, & juramus, tactis corporaliter Evangeliis Sacroſanctis, quod, ſi ad eosdem diem & locum, eidem Regi Karolo & nobis per eosdem duodecim præfixum & ſtatutum, ad pugnam hujusmodi faciendam, defecerimus; & in eodem die, qui erit primus dies primò futuri Menſis Junii, hujus undecimæ Indictionis, & in eodem loco, qui eſt Civitas Burdegalenſis, ſita in Vasconia, in poteſtate Regis Angliæ, cum eisdem centum noſtris Militibus, perſonaliter præſentes non fuerimus ad pugnam hujusmodi faciendam, prout per prædictos duodecim ordinatum & ſtatutum eſt, & ſuperius continetur, ab eodem primo die proximo futuri Menſis Junii, hujus undecimæ Indictionis, in quâ ſic defecerimus, & in eadem Civitate Burdegalenſi, cum eisdem centum Militibus,

ANNO 1282. tibus, ad pugnam ipſam faciendam, perſonaliter præſentes non fuerimus,

In antea, & toto tempore vitæ noſtræ, nos tenebimus pro devicto, perjuro, falſo, fallito, infideli, & proditore: Et quod nobis nomen & honorem Regium nunquam adſcribemus; quin immo volumus & conſentimus expreſſe quod, ex tempore ipſo prædicto, remaneamus nomine & honore Regio, & cujuslibet officii ſeu dignitatis alterius, exuti, ſpoliati perpetuo & privati, & tamquam devictus, perjurus, falſus, fallitus, infidelis, & proditor infamis ſimus & perpetuo habeamur.

Et, ſi hoc aliquis nobis oppoſuerit publice vel occulte, nullatenus hoc negemus, nec negare poſſimus; ſed hoc confiteamur & teneamur ubique publice confiteri.

Et, ut hæc omnia eò permaneant firmiora, quò plurium, fide clarorum, teſtimoniis & aſſeverationibus fuerint roborata, infraſcriptos quadraginta Milites affectuoſè rogavimus & rogamus, quod ipſi hæc omnia, quæ nos facturos & completuros promittimus, pro nobis & noſtro nomine promittere debeant & jurare,

Nos autem præfati quadraginta Milites, videlicet,

Guillelmus de Caſtro novo Roderici,
Eximenus de Luna,
Petrus de Cheralto,
Eximenus de Arceda,
Radulphus de Mannele,
Judex Rainaldus de Limogiis, ad hoc pro Milite computatus,
Arnaldus Rogerii Comes Paliarienſis,
Ermangandus Comes Urgellenſis,
Petrus Ferrandi, dicti Regis Petri,
Jacobus Petri Filius ejusdem Regis,
Lupus Ferrandi de Luna,
Pontius de Ribellis,
Santius de Antilione,
Petrus Arnaldi de Burmac,
Alanus de Lentino Regni Siciliæ Magiſter Juſtitiarius,
Gildonus de viginti milliis Comes Iſſolæ Major,
Fredericus Musca Comes Major,
Orlandus de Aspello,
Galterius de Calatagirono,
Bernardus Rogerii de Benit,
Rogerius de Lauria,
Lupus Ferrandi de Truſſillo,
Bernardus de Montepavano,
Petrus Garſiæ de Nuſe,
Bertrandus de Bellopodio,
Guillelmus de Ballera,
Garſias de Aratſur,
Eximenus Lupus de Angon,
Raymondus de Molina,
Simon de Laura,
Blaſius Maſſa de Gabalur,
Egidius Roderici de Montangna,
Garſias Arnaldi de Til,
Berengarius de Enfagaro,
Gauterius de Villa Franca,
Raymundus de Cortada,
Jacobus de Oblitis,
Giraldus Eſtur,
Stephanus Nuncii, &
Blascus de Alaſtam.

Ad preces & requiſitionem dicti Regis Petri, bona & ſpontanea voluntate noſtra promittimus, & juramus, tactis Evangeliis Sacroſanctis, nos legaliter ac bona fide, pro poſſe, facturos & curaturos, quod ipſe Rex Petrus prædicta omnia & ſingula, per eum promiſſa & jurata, firmiter adimplebit, & inviolabiliter obſervabit.

Et ſi, quod abſit, contingeret quod ipſe Rex Petrus (legitimo, aperto, & bene probato corporis ceſſante defectu) ad prædictos diem præfixum & locum ſtatutum deficere, & in eodem primo die Menſis Junii primò futuri, in eadem Civitate Burdegalenſi, ſita in Vasconia, in poteſtate Regis Angliæ, cum eisdem centum Militibus perſonaliter præſens non fuerit ad pugnam hujusmodi faciendam prout per eosdem duodecim ordinatum & ſtatutum eſt, & per ipſum Regem Petrum promiſſum eſt, & firmiter juratum,

Nos ex eo tempore incontinenti ſocietatem ac commercium ipſius Regis Petri, velut de dictis promiſſionibus & conventionibus ex tempore *devicti, perjuri, falſi, falliti, infidelis, & proditoris*, totaliter & perpetuo deſeremus, & nunquam poſtea toto tempore vitæ noſtræ, cum eo erimus, nec ei præſtabimus in aliquo auxilium, conſilium, vel favorem, verbo vel opere, publicè vel occultè. ANNO 1282.

Et nos, præfatus Rex Petrus, ſi, quod abſit, in præmiſſis omnibus (legitimo, aperto, & bene probato corporis defecto ceſſante) defeccrimus, ex nunc volumus & conſentimus, expreſſe, quod ipſi prædicti quadraginta Milites ab omni fidelitatis, homagii, & quolibet alio juramento, quo nobis tenentur, prorſus ſint liberi, & remaneant penitùs abſoluti.

In quorum omnium teſtimonium & evidentiam pleniorem nos, præfatus Rex Petrus, & nos, prædicti quadraginta Milites, præſentes Litteras, de mandato & voluntate noſtra inde confectas, pendentium Sigillorum noſtrorum appenſionibus duximus muniendas.

Datum Meſſanæ, tertio Kalendas Januarii, anno ab Incarnatione Domini millesimo ducenteſimo octuageſimo ſecundo; Regnorum noſtrorum Aragoniæ anno ſeptimo, Siciliæ vero primo.

LIV.

Tractatus Treugarum inter PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ &* ALFONSUM *Regem Arragoniæ, mediante* EDUARDO I. *Rege Angliæ, concluſus. Dat. Pariſiis octavo Kal. Auguſti, Anno* 1286. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. II. pag. 330.] 1286. 25 Juill.

UNiverſis Chriſti fidelibus, ad quos præſentes Litteræ pervenerint, Edwardus, Dei gratia, Rex Angliæ, &c. ſalutem in Domino ſempiternam.

Cum cariſſimus Dominus & conſanguineus noſter Philippus, Dei gratia, Rex Franciæ illuſtris, ad requiſitionem & preces noſtras,

Nobis conceſſerit plenariam poteſtatem, ſi ſanctiſſimo Pontifici placuerit, concedendi Treugas usque ad Feſtum Sancti Michaelis Septembris, anno Domini milleſimo ducenteſimo octuageſimo ſeptimo, de ſe & Regnis ſuis, Gentibus, Vaſſallis & Valitoribus ſuis eorumdem Regnorum, magnifico Principi Domino Alfonſo Regi Aragoniæ illuſtri, Aragoniæ Valentiæque Regnis, atque Comitatui Barchinonæ, Terrisque aliis quas poſſidet in præſenti, Gentibus, Vaſſallis, & Valitoribus ſuis eorumdem Regnorum, Comitatûs, pariter & Terrarum:

Nos, ex hujusmodi poteſtate nobis conceſſa, Petro Martini de Artiſono Militi, Johanni de Zeppata, Procuratoribus prædicti Alfonſi incliti Regis Aragoniæ, habentibus recipiendi easdem Treugas plenariam poteſtatem & ſpeciale mandatum, pro ipſo Alfonſo Rege præfato Aragoniæ, Regnis, Comitatu & Terris prædictis, ac ſuis Vaſſallis, Valitoribus ipſorum Regnorum, Comitatûs, & Terrarum, dictas Treugas, ſi ſummo Pontifici placuerit, conceſſimus usque ad terminum ſupradictum;

Infra quam Treugam, de voluntate expreſſa prædicti Domini Regis Franciæ, & prædictorum Procuratorum dicti Regis Alfonſi includi volumus nobilem virum Dominum Jacobum, Patruum ſupradicti mirifici Regis Aragoniæ, Gentes, Vaſſallos, Valitores ſuos, & Terras quas poſſident in præſenti; ſi tamen hoc ſuæ, ſcilicet memorati Jacobi, placuerit voluntati; ſuper quo usque ad octabas Aſſumptionis beatæ Virginis ſuam nobis, vel Nunciis noſtris, propter hoc ſpecialiter deſtinandis, declarare tenebitur voluntatem.

Si autem dictus Jacobus Treugam non acceptaverit memoratam, & guerram fecerit præfato Domino Alfonſo Regi, Aragoniæ Valentiæque Regnis, ac Com. Barchinon. & aliis Terris quas poſſidet in præſenti, Vaſſallis, Valitoribus ſuis eorumdem Regnorum, Comitatûs pariter & Terrarum, prædictus Rex Franciæ Vaſſalli & Valitores ſui non juvent dictum Dominum Jacobum in aliquo, in invaſione hujusmodi facienda.

Et vice verſâ, ſi dictus Dominus Rex Arragoniæ, Gentes, Vaſſalli, aut Valitores ſui dictum Dominum Jacobum, Patruum ſuum, pacificè ſe habentem, aut Terras, vel Caſtra quæ nunc tenet vel poſſidet, primo invaderent; & dictus Jacobus, Gentes, Vaſſalli, aut Valitores ſui eundem Dominum Regem Alfonſum, Gentes, Vaſſallos, aut Valitores ipſius, Terras vel Caſtra, quæ poſſident in Catelonia, vel alibi, invadere voluerint ex poſt facto; liceat Domino Regi Franciæ, ejus Gentibus, Vaſſallis, & Valitoribus eundem Jacobum & ſuos, tàm in defenſione Terrarum & Gentium

ANNO 1286. dicti Domini Jacobi, quàm in aggressione, seu in invasione Terrarum seu Gentium præfati Domini Regis Alfonsi, modis quibus voluerint adjuvare.

Cæterum, si dictus Dominus Jacobus primo invaderet Terras, quas vel quæ præfatus Alfonsus Aragoniæ Rex illustris, Vassalli, & Valitores sui earumdem Terrarum, pacifice se habentes, nunc tenent & possident; licitum sit memorato Regi Alfonso, Vassallis & Valitoribus suis, invadere & impugnare Terram Domini Jacobi supradicti, & Vassallorum suorum, ubicumque in prædictis Terris extiterint; & Rex Franciæ, Vassalli, & Valitores sui non juvabunt in aliquo Dominum Jacobum supradictum, nec Vassallos, nec Valitores ejusdem.

Sive autem præfatus Dominus Jacobus infra Treugam prædictam esse voluerit, sive non, Castra tamen, quæ tenent in Terris de Russelone & Ceritoniâ Vassalli & Valitores ipsius prænominati Regis Alfonsi, & Domini eorumdem Castrorum, infra Treugam prædictam existant, quæ inter illustrem Regem Franciæ & prædictum nobilem Regem Aragoniæ est superiùs ordinata; hoc salvo quod, dicto Domino Jacobo, pro se Treugam non acceptante prædictam, si ipse in Terra de Russelon. vel Ceriton. aliqua Castra, Vassallorum ejusdem nobilissimi Regis Alfonsi, obsessa teneat in præsenti, in obsidione incepta Dominus Rex Franciæ juvare possit eundem.

Quæ obsidio, sive sponte decesserit, sive alio quocumque casu, fuerit resoluta, si idem Jacobus dicta Castra, vel eorum aliqua, vel aliquod vellet iterum obsidere, Vassallis, dicta Castra tenentibus, pacificè se habentibus, Rex Franciæ illustris in hoc casu, Treugâ durante, dictum Jacobum non juvabit; nec dictus Alfonsus juvabit ipsos Vassallos, si, post obsidionem amotam, vel aliàs resolutam, primitus invaderent Dominum Jacobum supradictum, vel Terram quam tenet ad præsens.

In hac siquidem Treuga Comitem Fuxen. Reymundum Rogerii, & alios Vassallos, Valitores, & Gentes Regis Franciæ, quoad Terras, quas in Catelonia, Russellon. & Ceriton. possident, pacificè se habentes, in forma prædicta ordinavimus comprehendi, sive dictus Dominus Jacobus per se dictam Treugam voluerit, sive noluerit acceptare.

Omnia autem verba, atque adverbia, superiùs memorata, quæ designationem præsentis temporis repræsentant, ad diem octavum Assumptionis gloriosæ Virginis referantur.

In quorum omnium testimonium & plenam fidem, præsentem paginam Sigilli nostri fecimus patrocinio communiri.

Dat. & actum Paris. octavo Kal. Augusti, videlicet, die beati Jacobi Apostoli, anno Gratiæ millesimo ducentesimo octuagesimo sexto.

LV.

1290. *Pactum Matrimonii inter* CAROLUM *Regem Aragonum &* MARGUARITAM *Filiam* CAROLI II. *Regis Siciliæ.* [Thesaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. Col 1236. *Ex MSS. cl. V.* Petri Mesnard, *Urbis Turonensis Præfecti.*]

CAROLUS Dei gratiâ Rex Jerusalem & Siciliæ, Ducatûs Apuliæ, Principatûs Capuæ, Andegaviæ, Provinciæ & Folcalquerii Comes, tenore præsentium notum facimus universis, quod cum nos, obtentis super hoc licentiâ & assensu Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, ad tractandum de Pace inter ipsam Romanam Ecclesiam ac magnificos Principes, & eâdem gratiâ PHILIPPUM Franciæ, CAROLUM Aragoniæ, & Nos Jerusalem & Siciliæ Reges ex una parte, atque ALPHONSUM Filium quondam PETRI Regis Aragonum ex altera parte, pro exaltatione Fidei Christianæ, acceleratione succursûs Terræ-sanctæ, recuperatione Insulæ Siciliæ, quibus posset vacare liberius, necnon pro liberatione Obsidum nostrorum, qui sub dicti ALPHONSI potestate tenentur, proponeremus interponere partes nostras: cùmque ad Tractatum hujusmodi effectui mancipandum nobis expediens plurimum videretur, si inter dictum CAROLUM Regem Aragonum, Fratrem dicti Regis Domini Franciæ, & Domicellam MARGUARITAM nostram, Matrimonium fieret, præfatum Dominum Regem Franciæ super hæc cum instantia duximus requirendum: cum quo post Tractatus varios, certas exinde Conventiones fecimus: quæ inter alia continent, quod nos prædictam Filiam nostram dicto CAROLO Regi Aragonum in Uxorem dabimus, mediante dispensatione Sedis Apostolicæ jam obtentâ, & præfatus Dominus Rex Franciæ procurare tenetur, quod idem CAROLUS Rex Aragonum eamdem Filiam nostram accipiet in uxorem. Item, quod nos dabimus eidem CAROLO cum ipsa MARGUARITA Comitatus Andegaviæ & Cenomaniæ, totamque Terram quam habemus in Andegavia & Cenomania, & locis inhærentibus, seu vicinis, adjectis Pactis & Conventionibus quæ sequuntur; videlicet quod si inter jam dictas Partes pacificari contingat, & idem CAROLUS jus quod habet in Aragoniæ Valentiæque Regnis, ac Comitatu Barchinoniæ, ex deputatione facta auctoritate dictæ Sedis quittaverit, quod ad requisitionem nostram, vel Heredis nostri, accedente ad hæc consensu Romanæ Ecclesiæ facere, Pace interveniente, tenetur, habebit ex tunc ipse, & etiam posteritas post eum, sive ex dicta Nata nostra, sive ex alia Conjuge legitima descenderit, in propriam Hereditatem, tamquam si ei à suis Parentibus obvenisset, Comitatum totamque Terram Andegaviæ & Cenomaniæ, ut est dictum: si tamen idem CAROLUS præmoriatur Filiæ nostræ, prole non extante de Matrimonio eorundem, dicta MARGUARITA, quamdiu vixerit, totam Terram ipsam tenebit: sed eâ de medio sublatâ, etiamsi prolem ex alio viro susceperit, prædicti Comitatus, seu Terra cum suis pertinentiis liberè & integrè devenient ad prædictum Dominum Regem Franciæ, vel Heredem suum similiter Regem Franciæ: & si proles extans de corpore dicti CAROLI deficeret, ad ipsum Dominum Regem Franciæ, vel Heredem suum similiter Regem devenirent. Item, expressè conventum est, quod si Pax hujusmodi non fuerit, procedente Matrimonio prædicto, & ipso CAROLO jus suum in dictis Aragoniæ Valentiæque Regnis, & Barchinonensi Comitatu retinente, vel illud sine nostra, vel Heredis nostri requisitione quittaverit, Comitatus, seu Terram Andegaviæ & Cenomaniæ cum pertinentiis suis, ut prædicitur, nihilominus assignabimus ipsi CAROLO in Maritagium cum dicta Filia nostra, tali conditione appositâ, quod si prolem ex dicto Matrimonio reliquerit, ipsa proles, salvo dictæ Filiæ jure balli, secundum locorum consuetudinem, in ipsis Comitatibus, seu Terris succedat; sed ipso CAROLO sine prole ex eodem Matrimonio decedente (quod absit) supervivente dictâ Filiâ nostrâ, Comitatus Cenomaniæ eidem Filiæ nostræ ad vitam suam remanebit, & Comitatus Andegaviæ ad nos, vel principalem Heredem nostrum, statim post obitum dicti CAROLI, liberè revertetur. Verumtamen si ipse Comitatus Cenomaniæ à Dotalitio Dominæ & Matris nostræ MARGUARITÆ Reginæ Jerusalem & Siciliæ, nondum fuerit liberatus, habebit ipsa Filia nostra super Comitatu Andegaviæ tria millia librarum Andegavensis monetæ, dicto Dotalitio solummodò durante; eodem verò Dotalitio deficiente, cessabit perceptio ipsarum trium millium librarum Andegavensium. Conventum est etiam, ut quocumque modo, sive in Hereditatem, sive in Maritagium, dicta Terra, seu Comitatus ipsi CAROLO fuerint assignati, dicta Filia nostra si eidem CAROLO, prole de eorum Matrimonio extante, supervivat, jure balli secundum locorum consuetudinem sibi salvo, habebit etiam post ballum finitum cum Dotalitio illo quod in propria Terra dicti CAROLI percipit, quod ad tria millia librarum Turonensium annui reditûs per dictas Conventiones est statutum: & tenebit atque expectabit, quamdiu ipsa vixerit, totum Comitatum Cenomanensem, de quo nihil alienare poterit, quum ad prolem eorum, si extet, vel ad Dominum Regem Franciæ, seu ad Heredem suum Regem Franciæ, si ipsa proles defecerit; Pace interveniente, ut dictum est, plenè & liberè cum suis pertinentiis devenient post obitum prædictæ MARGUARITÆ: & post ballum finitum, Comitatum Andegavensem statim eidem proli derelinquet. Item, per easdem Conventiones tenebamur dictos Comitatus, seu Terras Andegaviæ Cenomaniæque, quocumque modo ipsi CAROLO fuerant assignati, liberare ab illa pensione annua sive assignatione, quam exinde habet & percipit Amita nostra MARGUARITA Regina Franciæ, & à Dotalitio dictæ Matris nostræ MARGUARITÆ Reginæ Jerusalem & Siciliæ Consors nostra, ab omni eo præterea quod habebat, vel habere, seu petere poterat in eis Domicella MARIA de Jerusalem, aliisque Obligationibus & Juribus universis, sed ad redemtionem nostri, pro hujusmodi liberatione & exoneratione procuranda habere, & percipere debebimus totum emolumentum quatuor auxiliorum, Terrarum, seu Comitatuum eorumdem; videli-

ANNO 1290.

cet

ANNO 1290. cet pro redemtione noſtra, pro militia Filii noſtri, pro Terræ noſtræ racheto, & pro Maritagio Filiæ noſtræ prædictæ. Ceterum cum præfata MARGUARITA Franciæ, & MARGUARITA Jeruſalem & Siciliæ Reginæ oblatam à nobis ibi recompenſationem congruam, pro iis quæ percipiunt, ſeu habent in ipſis ſeu Comitatibus prædictis acceptare, & renuntiare Juri penſionis & Dotalitii prædicti renuerint, inter nos ex una parte, & præfatos Dominum Franciæ, & CAROLUM Aragoniæ Reges ex altera, de novo conventum eſt, & in Pactem deductum, quod nos ab omnibus aliis oneribus ſpecialiter & generaliter ſupra expreſſis, dictos Comitatus, ſeu Terras Andegaviæ & Cenomaniæ cum ſuis pertinentiis dicto CAROLO liberos & abſolutos cum dicta Filia noſtra trademus, & traditos habebit idem CAROLUS pro recompenſatione oneris, penſionis, ſeu aſſignationis Dotalitii Franciæ & Jeruſalem, & Siciliæ Reginarum prædictarum in ipſis Terris ſeu Comitatibus remanentis, quadraginta-quinque millia Tur. nigrorum in terminis, & modo qui ſequitur. De prædicto ſiquidem emolumento quatuor auxiliorum ad nos per dictas Conventiones pertinente, quod præſente quodam viro probo à nobis deputando, auctoritate dicti CAROLI Regis Aragoniæ colligetur, percipiet dicta Domina & Mater noſtra MARGUARITA Jeruſalem & Siciliæ Regina octo millia librarum Tur. nigrorum, in quibus ei tenemur, & nos inde percipiemus ſex millia librarum ejusdem monetæ ad opus noſtrum, ex prim's leveis emolumentorum prædictorum, & totum reſiduum eorumdem habebit ipſe CAROLUS in ſolutionem & acquitationem dictæ ſummæ quadraginta quinque millium librarum Turonenſium nigrorum: ita quod quidquid ſupererit de ipſa ſumma eidem CAROLO ſolvendum, quod non percepit ex emolumentis eisdem, quod remanſerit ſolvere tenemur eidem CAROLO, vel ejus Procuratori, ſeu mandato in domo Templi Pariſius, ſcilicet tertiam partem ejus quod remanſerit in Feſto Reſurrectionis Dominicæ, quod erit anno ejusdem MCCXCIII. reliquam verò partem tertiam in eodem Feſto anni ſequentis immediatè, & aliam tertiam partem in ipſo eodem Feſto anni proximè ſubſequentis. Adjectum quoque eſt eisdem Conventionibus, certis auxiliis, ſive ſubventionibus Domino Regi Franciæ per Romanam Eccleſiam faciendis, ſicut habetur plenius in Litteris ſub Sigillis Dominorum G. Epiſcopi Sabinenſis, & B. Sancti Nicolai in Carcere Tullianenſi, Diaconi Cardinalis, & dicti Domini Regis Franciæ, & noſtro hinc confectis, quod nos, recuperatâ Inſulâ Siciliæ, tenemur dictos Franciæ & Aragoniæ Reges, ad conquirendum Aragoniæ & Valentiæ Regna, ac Comitatum Barchinonenſem, niſi Pax intervenerit prædicta, juvare cum gentibus, & poſſe omnium Terrarum noſtrarum. Tenemur etiam procurare quod dicta MARIA Regina Jeruſalem & Siciliæ Conjux noſtra totum jus Dotalitii ſui, & aliud quod habere & petere poſſit in futurum in dictis Comitatibus, ſeu Terris Andegaviæ & Cenomaniæ, ac eorum pertinentiis & adjacentiis quittabit, & ei renuntiabit omnino, quodque primogenitus noſter & alii liberi noſtri expreſſè conſentient eis quæ ſuperius conventa ſunt & dicta, & ea laudabunt & approbabunt, ad eorum obſervantiam efficaciter obligando, & quod tam ipſi liberi, quàm ipſa Conjux noſtra ſuper quittatione & renuntiatione, conſenſu & approbatione hujusmodi ſuas Patentes Litteras dicto CAROLO Regi Aragonum dabunt, vel alias fide dignas, quæ omnia & ſingula, prout ſuperius continentur, ex parte noſtra conventa & dicta bonâ fide ſub obligatione omnium bonorum noſtrorum mobilium & immobilium, præſentium & futurorum, ſive in Regno Franciæ, ſive alibi fuerint, promittimus nos facturos integrè & firmiter ſervaturos tenore præſentium, ſacro-ſanctam Romanam Eccleſiam, cui nos & omnia noſtra, quantum ad hoc ſupponimus, requirentes quod nos, ac Succeſſores noſtros ad faciendum, complendum, & obſervandum præmiſſa de plano & ſine judiciario ſtrepitu coërceat temporaliter per occupationem & diſtractionem omnium bonorum noſtrorum prædictorum. In quorum omnium teſtimonium, præſentes Litteras Sigillo noſtro fecimus communiri.

Actum Sylvanectis anno Domini MCCXC. die XVIII. præſentis Menſis, III. Indictionis, Regnorum noſtrorum Jeruſalem & Siciliæ anno VI.

LVI.

1292. 15. Fevr. *Propoſitions de Paix faites au Comte de* HAINAUT *par* PHILIPPE *Roi de France, & dreſſées à Paris le 15. de Fevrier* 1292. [Theſaurus Novus Anecdotorum, &c. Tom. I. Col. 1243. *Ex Cartario Hannonienſi Dominorum de Avesnis.*]

ANNO 1292.

IL eſt dit ordene par le Roi entre lui & le Conte de Hannault que li Cuens rendra ſans contredit & ſans delai tous les damages fais par lui u par ſes Gens à nos Gens, nos Sugiés, & à chiaus qui ſunt en noſtre garde: & entremera tous les jugies fais en noſtre Court contre lui.

II. Apries pour les despis & les desobeiſſances fais à nos Giens au Caſtiel de Boucaing, les portes dudit Caſtiel ſeront tantos abatuës & portées à terre, & ne ſeront remiſes, ſe n'eſt par noſtre volentet.

III. Apries pour les miſſions que nous avons faites pour vengier la desobéiſſance le Conte, li Cuens no payera quarante milles lib. Tornois dant il no payera tantos une ſomme, & le remanant par tiermes à noſtre volenté.

IV. Apries il nos envoyera tantoſt en noſtre priſon en Caſtelet à Paris, ſon Balliu qui fu, & Biernet ſon Sierjant pour iaus punir à noſtre volenté.

V. Apries il fera & pourchacera que li Caſtelain & li grand homme de Haynnau jurront en noſtre main, & ſi lieront aus & leur Hoirs à ce meismes ſairement que ſe autrefois li Cuens, u ſi Hoir Conte de Haynnau ſe desobeiſſoient, u meffaſoient enver nous u nos Hoirs Rois de Franche, en la Terre d'*Oſtrevant*, que il tient de nous, en quelle maniere que ce fuſt, il ſeroient pour nous & en noſtre aide, eus & leur pooir contre ledit Conte qui ce feroit, u feroit faire, & tout chou pourchacera li Cuens, & les quite & aſſolt des orendroit li dis Cuens de la foy, en quoi il ſunt & ſeroient tenu enviers lui, ſe cus chas avenoit. Et ce mesmes jurra li Cuens de ſoi & pour ſoi, & de ces choſes toutes & cascune par ſoi tenir & acomplir fera li Cuens bien ſegur le Roy.

Ce fu dit Paris à Sales le jour du quareſme, pendant le XV. jor de Fevrier, l'an de grasce MCCLXXXXII.

LVII.

1294. 22. Janv. *Teſtament de* PHILIPPE *Comte d'Arras fait à l'Abbaïe de Bourg de Dieu le jour de la Saint Vincent* 1294. *avec un Codicile du Mois d'Août* 1298. [Theſaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. Col. 1264. *Ex Autographo in Camera Comput. aſſervato eruit Dominus* Rouſſeau.]

EN nom dou Pere, & dou Fil, & dou Saint Eſperit. Amen.

Je PHELIPPES ainsnez Fix Monſeigneur le Conte d'Artois, de Conches, de Nounancourt, & de Meun ſeur Eure, ſains de penſée & de cors, & en boine memore, penſans de la fin, attendant que nule choſe n'eſt plus certaine de la mort, & nule choſe moins certaine de l'eure de la mort, fais & ordene mon Teſtament ou ma derreniere volenté en ceſte maniere.

Premierement, je voeil que de mes biens tuit mi dete, ſe aucun en y a, ſoient tout premierement payé & reſtitutions faites, & tuit mi tort fait amendé. En aprés je doins & lais à ma tres chiere & tres amée Compaigne & Femme BLANCHE de Bretaigne, Meun ſur Eure, toutes les apartenances, pour une Maiſon de Religion fonder pour le ſalut de m'ame & de la ſene, à tenir & à lever en ſa main, pour ladite Maiſon fonder tant comme ele ſera voive, en tele maniere que la premiere anée enſievant ele ſera tenuë de commencier, & de faire ouvrer en ladite Maiſon, jusques à temps qu'ele ſera parfaite ſouffiſament: & ſe tant eſtoit, que ele ſe mariaſt, elle ſeroit tenuë de mettre en la main de mes Executeurs mil livrées de ſon propre heritage pour parfaire ladite Maiſon, & ne tenroit plus Meun en ſa main, mais venroit en la main de mes Executeurs, jusques à tant que ladite Maiſon fuſt parfaite des fruits & des yſues de Meun ſeure Eure avec les dites mil livrées de Terre quele bailleroit, ſi comme il eſt deſſusdit & ne volons que nos Executeurs puiſſent nule autre choſe faire des fruits, ne des yſues de Meun, ne de mil livrées de Terre que noſtre chiere Compaigne bailleroit, mais que à parfaire ladite Maiſon.

Derechef as Freres Prescheurs d'Arras cent ſoz tornois, c'eſt aſſavoir quarante ſoz pour pitance pour mon obſéque

ANNO 1294. obſeque ſolempneement faire en leur Egliſe une fois aprés mon decés, & foiſſante ſos pour une aude faire aprés mon decés.

Item, as Freres Mineurs de celuy leu cent ſols en la maniere devantdite des Preſcheurs.

Item, à l'Hospital Saint Jean d'Arras quarante ſols pour acheter coutes, & couſſins, & dras, & lis pour les poures heberger en ladite Maiſon.

Item, as Freres Meneurs de Lens cent ſols en la maniere qu'il eſt dit deſſus des autres Freres.

Item, as Freres Meneurs de Bethune cent ſols en la maniere deſſusdite.

Item, as Freres Meneurs de Hedyn cent ſols en cele maniere.

Item, as Freres Meneurs de S. Omer cent ſols en cele maniere.

Item, as Cordeliers de S. Omer cent ſols en cele maniere.

Item, as l'Hospital de Lens XL. ſoz en cele maniere deſſus deviſées des autres Hospitaux.

Item, à l'Hospital d'Aire XL. ſoz en cele maniere.

Item, à l'Hospital de S. Omer XL. ſoz en cele maniere.

Item, à l'Hospital de Hedyn XL. ſoz en cele maniere.

Item, à l'Hospital de Bapaume XL. ſoz en cele maniere.

Item, à l'Abbaye de Conches XX. livres en la maniere deſſusdite des autres Abbayes.

Item, à l'Abbaye de Beauvoir de les Meun XL. livres pour acheter rente à faire l'aniverſaire pour moy & pour ma tres chiere Compaigne à toûjoursmais.

Item, à la Maiſon-Dieu de Meun L. ſoz en la maniere deſſusdite.

Item, à la Maiſon-Dieu de Charny L. ſoz en cele maniere.

Item, à la Maiſon-Dieu de Chaſtiau-Regnard L. ſoz en cele maniere.

Item, as poures Menagies & as poures Gens de noſtre Terre de Meun CCC. livres de tournois à départir par la main de nos Executeurs.

Item, as poures Mainagies de Charny & de Chaſtiau-Regnard C. livres à départir en cele maniere.

Item, as poures Mainagies & as poures Gens de noſtre Terre de Conches CCCC. livres à départir en cele maniere.

Item, à la Chapelle de Conches qui muet de noſtre collation X. livres pour acheter rente pour faire noſtre Anniverſaire à toûjoursmais en cele Chapelle.

Item, à la Chapele de ſaint Kalais X. livres en cele maniere.

Item, as poures Gens & as poures Mainagies de noſtre Terre de Nounancourt C. livres à départir par la main de nos Executeurs.

Item, C. livres à départir à poures pucelles pour eles marier en noſtre autre Terre, & en la Terre noſtre tres chiere & tres amée Compaigne en la Maiſon deſſusdite.

Item, as Freres Preſcheurs de Bourges X. livres.

Item, à l'Egliſe noſtre Dame de Meun X. livres pour acheter rente pour faire nos Anniverſaire à toûjoursmais.

Item, à la Maiſon-Dieu de Paris X. livres en la maniere deſſusdite des autres Maiſons-Dieu.

Item, à toutes les autres Maiſons-Dieu de Paris à chacune XX. ſols en cele maniere.

Item, as Aveugles de Paris XL. ſoz.

Item, as Freres Preſcheurs de Paris XX. livres.

Item, as Freres Mineurs de Paris XX. livres.

Item, à l'Abbaye de Livery XX. livres pour acheter rente pour faire mon Anniverſaire à toûjoursmais.

Item, à Monſigneur Guy de Cereilly C. livres.

Item, à Lorencin mon Barbier XL. livres.

Item, à Symon & mon Tailleur XXX. livres.

Item, à tous mes autres Valles qui orendroit ſont à mon ſervice demourans en mon Oſtel à chascun XX. livres & leur chevalx qui chevauchent.

Item, à Vivien mon Soumelier XXX. livres.

Item, à tous mes autres Soumeliers & Valles de Meſtier qui m'ont ſervi plus de trois ans, à chascun XV. livres.

Item, à tous mes trois garçon de mes palefrois à chascun C. ſoz. Et ſont toutes les ſommes à tournois.

Item je voeil & ordene quelque part que Dieu face ſa volenté de moi, que mes cors ſoit veuer du Mouſtier des Freres Preſcheurs de Paris & leur lais mon cheval, & mes armeures pour ma ſepulture. Et voeil & ordene que BLANCHE noſtre tres chiere & tres amée Compaigne & Femme ſoit tenuë à translater mon cors u leu que nous fonderons pour le ſalut de nos ames, & ſe ele ne le faiſoit que mi Executeurs ANNO ſoient tenus au faire; & voeil & ordene que ma tres chiere & tres amée Compaigne & Femme Blanche de 1294 Bretaigne apeles deux de mes Executeurs, ou tous enſemble puiſſe accomplir & mettre à execution toutes les choſes deſſusdites & chascun par ſoi en la maniere qu'il ſemblera que ce ſoit li pourfit de m'ame, & voeil que cette moie derreniere volenté valle comme Teſtament ou Codicille ou Daunoiſon par cauſe de mort au en autre maniere qui pourroit miex valoir. Et à toutes ces choſes faire & accomplir fais & eſlis mes Executeurs noſtre tres chiere & amée Compaigne BLANCHE de Bretaigne & hounerables homes & ſages l'Abbé de S. Souplice de Bourges, Frere GILE de Bourges de l'Ordre des Freres Preſcheurs, Monſeigneur JEHAN de Niſy, Monſeigneur YON de Garencieres, Monſeigneur JEHAN de Gres, & Monſeigneur ADAN mon Chapelain. Et vaeil & ordene que nostre tres chiere & tres amée Compaigne & Femme BLANCHE de Bretaigne apeles & preſens avecques li mes Executeurs deſſusdis, ou deux d'iciaus puiſſent accomplir & mettre à execution toutes les choſes deſſusdites & chascune d'icelles accomplir & mettre à execution.

Et s'il eſtoit ainſi qu'aucuns d'eus ou tuit enſemble ne peuſſent eſtre preſent, ou ne vauſiſſent que chascuns d'eux peuſt commettre ſon pooir à perſonnes ſouffiſans qui le peuſſent faire accomplir & mettre à execution, ſi comme il eſt deſſus, & vaeil & ottroie que s'il avenoit que BLANCHE ſe mariaſt ou qu'ele mouruſt avant que ladite Maiſon fuſt commencié ou accomplie, que li autre Executeur ou la plus grant partie d'iceux ou de ceux, à cui il aroient commis leur pooir, teniſſent ladite Terre de Meun ſur Eure & les appartenances par lespaſſe de ſix ans avecques la Terre que ladite Blanche y devroit bailler & livrer de ſon propre heritage s'ele vivroit. En tesmoing de laquele choſe j'ai ſeelé ceſt preſent Teſtament & cette moie derrainiere volenté de mon grant Seel.

Et je BLANCHE de Bretaigne vaeil & otroie & promes à accomplir & mettre à execution toutes les choſes deſſusdites & chascune d'iceles, en tesmoing de laquele choſe j'ai mis mon grant Seel de ma boine volenté à ce preſent Teſtament ou derraine volenté avec le grant Seel de mon tres chiere & tres amé Signeur.

Douné à l'Abbaye de Bourc de Dious l'an de grace CCCXCIV (1). le jour de la ſaint Vincent u mois de Janvier.

ITem, en accroiſſement de noſtre Teſtament pour une Chapelle fonder de Monſigneur le Saint Roy Louïs, nous & donnons & ottroions de la Terre que le Roy Monſeigneur nous a dounée C. livrées de Terre.

Item, nous donnons & otroions de noſtre Terre de Conches C. livrées de Terre.

Item, BLANCHE noſtre tres chiere & tres amée Compaigne & donne & otroie C. livrées de Terre de ſon propre heritage & prions & ſupplions au Roy Monſeigneur, qu'il li plaiſe cette choſe confermer & amortir, & volons & otroions que l'ordenance que nous avons faite en noſtre Teſtament d'une Maiſon de Religion fonder, & toutes les choſes qui ſont contenuës par l'ordenance de ladite Maiſon ſoient nules & les rapelons expreſſement & anientiſſons du tout.

Item, nous voulons que la Terre que le Roy Monſeigneur nous a donné & otroié ſoit tenuë as us & as couſtumes de France, & volons & otroions que BLANCHE noſtre tres chiere & tres amée Compaigne la tiegne & poſſiede & faſſe les fruits ſiens tout le cours de ſa vie.

Item, nous volons que tuit li Lais que nous avons fait en noſtre Teſtament aus Religions & aus Hospitaux & aux Religieus du Comté d'Artois & des appartenances ſoient nules, & les rapelons du tout, & volons & otroions que la ſomme de ce que il montent, ſoit départie & diſtribuée as Valles de noſtre Hoſtel par la main de nos Executeurs ſelon ce qu'il verront que raiſon ſera & le ſalut de noſtre ame.

Item, nous laiſſons à Laurencin noſtre Vallet X. livres en accroiſſement de ſon autre Lais.

Item, à Vivien X. livres en accroiſſement auſſi.

Item, nous laiſſons à Guillotin noſtre Tailleur XXX. livres.

Item, BLANCHE noſtre tres chiere & amée Compaigne nous a promis en bonne foy & de ſa bonne volenté, quele ne ſe mariera jusqu'à tant que noſtre Teſta-

(1) C'eſt ſans doute une faute d'Impreſſion pour MCCXCIV.

ANNO 1294. Teſtament & Codicille ſoient payé & accompli parfaitement.

Item, nous rapelons nos Executeurs eſtablis en noſtre Teſtament, & eliſons & volons que noſtre tres chiere & amée Compaigne & Femme Blanche de Bretaigne apeles deux de nos Executeurs toutes les choſes contenues ou preſent Teſtament, ou en ceſt preſent Codicile puiſſe faire & accomplir, & qu'ele ſoit Executeurs, & eliſons avecques li nos Executeurs honorables homes & ſages Frere DURANT Confeſſor Madame la Royne, Frere GUILLAUME de Paris, Monſieur Jehan *de Gres* Chevalier, Meſſire Pierre *de Gres* Chantre de Paris, Monſieur Adam noſtre Chapelain & Jehan de *Florence* noſtre amé Vallet. Et volons qu'il puiſſent toutes les choſes contenuës oudit Teſtament & en ceſt preſent Codicile, ſelon le pooir qu'il leur eſt donné oudit Teſtament. En tesmoing de laquele choſe nous avons ſcellé ce preſent Codicile de noſtre Seel.

Et nous BLANCHE de Bretaigne volons & otroions toutes les choſes deſſusdites & chacune d'iceles & les prometons à accomplir. En tesmoing de laquele choſe nous avons mis noſtre Seel à ceſt preſent Codicile.

Donné à Conches le Lundi aprés la mi-Août l'an mil deux cent quatre-vins (2) & wit.

Item, nous volons que la Terre de Nounancourt & li appartenances ſoient tenuës à us & à couſtumes de France tant comme noſtre tres chiere & tres amée Compaigne BLANCHE de Bretaigne vivra, & aprés ſa mort que ele revienge à nos Enfans.

Donné le mardi enſuivant.

(2) Il y a grande apparence que le mot, *dix*, manque ici par une faute d'impreſſion.

LVIII.

22. Oct. *Confœderatio inter* EDUARDUM I. *Regem Angliæ &* ADOLPHUM *Regem Romanorum, pro præſtando ſibi invicem contra quosvis hoſtes, præcipue contra* PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ, auxilio. Dat. apud Weſtmonaſterium undecimo Kal. Novembr. Anno* 1294. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. II. pag. 659.]

EDWARDUS, Dei gratiâ, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitanniæ, præſentium inſpectoribus univerſis ſalutem.

Noveritis quod nos plenam & liberam poteſtatem, ac mandatum ſpeciale ordinandi, firmandi & terminandi inter nos, & Hæredes noſtros, & inclitum Principem Dominum Adolphum Regem Romanorum illustrem, & ſemper Auguſtum, indiſſolubile Confœderationis vinculum, & unionem amicitiæ ſpecialis dedimus, tranſtulimus & transfudimus in, bonæ memoriæ, Johannen, tunc Archiepiscopum Dublinenſem, & venerabilem Patrem, Antonium Episcopum Dunelmenſem, & Nobilem Virum Florentium Hollandiæ & Zelandiæ Comitem, ac Hugonem le Despenſer Militem, per noſtras Patentes Litteras, quas ipſis tradidimus ſuper eo.

1. Sane iidem, Archiepiscopus, Episcopus, Comes & Hugo, in primis, ex vi auctoritatis eis conceſſæ a nobis, dixerunt, pronunciaverunt, & ordinaverunt quod nos, & Hæredes noſtri, eidem Regi Romanorum ſpecialiter contra Philippum Regem Franciæ, & Hæredes ſuos, & alios quoscumque Principes & Magnates (Sacroſanctâ Romanâ Eccleſiâ duntaxat exceptâ) quia per Regem Franciæ, & ſuos Progenitores, bona, Terræ, & Feoda Prædeceſſorum noſtrorum extiterunt, & ſunt jam a multo tempore occupata potenter & patenter, toto poſſe noſtro, quoad vixerimus, & Hæredes noſtri poſt nos, aſſiſtemus, & aſſiſtent, & auxilium præſtabimus, & præſtabunt, noſtris & eorum ſumptibus, periculis & expenſis, in proſecutione jurium ſuorum, & injuriarum ſuarum, & ſimiliter in recuperatione bonorum, poſſeſſionum, & Terrarum Imperii per Reges Franciæ occupatarum.

2. Item, dixerunt & ordinaverunt quod nos, vel Hæredes noſtri, Treugas vel Pacem, cum Rege Franciæ, ipſius Hæredibus, vel adjutoribus, ſeu aliis quibuscumque adverſariis dicti Regis Romanorum, in præmiſſis non faciemus, vel facient, inibimus vel inibunt, ſine requiſitione dicti Regis Romanorum, & ipſius voluntate & conſenſu expreſſe.

3. Item, dixerunt & ordinaverunt quod, ſi nos, vel Hæredes noſtros, contra Regem Franciæ, aut Hæredes ſuos, ſeu Hoſtes alios, ipſius Regis Romanorum inimicos, Munitiones, Terras & Caſtra in conflictu, vel extra, conjunctim, vel diviſim, adconquirere contigerit, lucrum de prædictis, & ex captivis, & aliunde proveniens, nos, & Hæredes noſtri, & idem Rex Romanorum æqualiter condividemus & partiemur: niſi fortè Caſtra & Munitiones hujusmodi, & tractus Terrarum, ab altero noſtrûm jure Dominii, vel quaſi, aut titulo Feodi descenderent, & haberi deberent; quæ non condividemus, ſed quilibet, quod ſuum eſt, vel eſſe deberet, per ſe ſolus retinebit & ad ſuum Regnum & Dominium revocabit.

ANNO 1294.

4. Item, dixerunt & ordinaverunt quod, ſi præſumptuoſi, quicumque ſint illi, in Regno noſtro Angliæ conſtituti, qui occaſione ſtipendiorum, favoris, amicitiæ, aut gratis, Regi Franciæ, vel Hæredibus ſuis, aut aliis inimicis Regis prædicti Romanorum, in recuperatione præmiſſorum, auxilium præſtiterint & juvamen; nos, & Hæredes noſtri, perſonas eorum, cum publicatione omnium bonorum ſuorum, ſine ſpe revocationis & gratiæ, perpetuo relegabimus, vel relegabunt:

Quam pœnam ad illos dicimus extendendam, qui occaſione, & ex cauſâ discordiæ litiſque, motæ inter Romanorum & Franciæ Reges, amicos & auxiliatores, tàm noſtros, & Hæredum noſtrûm, quàm ipſius Regis Romanorum invaſerint, directè vel indirectè turbaverint, quominus in auxilium noſtrum, vel Hæredum noſtrorum, & ejusdem Regis Romanorum, ſe valeant transferre.

5. Ad majorem etiam ſecuritatem & obſervationem ordinationis prædictæ, dixerunt & ordinaverunt quod nos, pro nobis, & Hæredibus noſtris, fidem præſtare deberemus corporalem; & quod nichilominus dicti, Archiepiscopus, Comes, & Hugo, vel alii, juramentum, in animam noſtram, ſuper firmâ obſervatione Confœderationis & amicitiæ hujusmodi, præſtitum, in præſentiâ noſtrâ, dum oportunitas fuerit, innovabunt, quod nos, & Hæredes noſtri, omnia & ſingula, quamdiu dictus Rex Romanorum vixerit, fideliter obſervabimus: Et etiam Imperio, poſt ipſius Regis deceſſum; dum tamen ille, qui præerit Regno vel Imperio, easdem pactiones nobis, vel Hæredibus noſtris, Regibus Angliæ, innovet & obſervet: & nichilominus, pro nobis, & Hæredibus noſtris, noſtrum voluntarium adhibemus conſenſum, quod Principes Regni noſtri, quorum copia & conſenſus haberi poterunt, cum proteſtatione, ſua ſervitia nobis & Hæredibus noſtris ſubtrahent, quamdiu Conventiones, cum dicto Rege Romanorum initas, non ſervaverimus, quod abſit: obligatione nichilominus prædictâ in ſuo robore duraturâ; dum etiam Principes ſuis Patentibus Litteris proteſtabuntur, quod, de voluntate & mandato noſtro ſpecialì, hujusmodi ſubtractiones ſervitiorum inviolabiliter obſervabunt, ſi, quod abſit, Conventiones easdem nos, vel Hæredes noſtri minimè ſervaremus: ſuper quibus etiam noſtras Litteras Patentes, pro nobis, & Hæredibus noſtris, dabimus Regi Romanorum antedicto.

6. Item, dixerunt & ordinaverunt quod nos, pro nobis, & Hæredibus noſtris, ſub Sigillo noſtro, expreſſe per Litteras noſtras duplicatas ratificemus omnia antedicta.

7. Item, dixerunt & ordinaverunt quod nos, & Hæredes noſtri, omni morâ affectatâ poſtpoſitâ, ad citius quod poterimus, bonâ fide, Caſtra noſtra movebimus, vel movebunt, & cum exercitu noſtro, ad certos diem & locum, per præfatos, Archiepiscopum, Episcopum, Comitem, & Hugonem, & Nuncios præfati Regis Romanorum condicendos, ad ipſum Regem Romanorum, cum noſtris hominibus, iter arripiemus, vel arripient, & declinabimus, vel declinabunt; nec ſeperabimur nos & præfatus Rex Romanorum abinvicem, niſi noſtris negotiis, contra Regem Franciæ, vel Hæredes ſuos, fæliciter expeditis:

8. Emendationem etiam dictæ Confœderationis, tàm nobis, quàm eidem Regi Romanorum, dum convenerimus, pro utriusque honore & commodo, reſervarunt.

9. Item, dixerunt & ordinaverunt quod nos eundem Romanorum Regem, Nunciis & Litteris noſtris, apud ſummum Pontificem & Dominos Cardinales, pro Diademate Imperii conſequendo, juvabimus bona fide.

Ad quorum omnium & ſingulorum inviolabilem obſervantiam, nos, & Hæredes, noſtros, præſtito ſuper hiis in animam noſtram ſolempniter juramento, per eorum Patentes Litteras, Sigillorum ſuorum munimine roboratas, ex vi poteſtatis ſibi a nobis traditæ, firmiter obligârunt.

Nos

ANNO 1294. Nos itaque omnia & singula, quæ in præmissis antefati, Archiepiscopus, Episcopus, Comes, & Hugo, dixerunt, pronunciaverunt, & ordinaverunt, prout superius sunt expressa:

Rata habemus & grata, ac ea præsentibus, pro nobis, & Hæredibus nostris, innovamus, ratificamus, & confirmamus, ad observantiam eorum inviolabilem manuali fide præstitâ super eis: & nichilominus per spectabiles viros, Edmundum Comitem Cornubiæ consanguineum nostrum, Rogerum le Bygot Comitem Norfolciæ & Mareschallum Angliæ, Hugonem le Despenser Militem, & Johannem de Langeton Cancellarium nostrum, in nostra præsentia, corporali in animam nostram præstito juramento, nos, & Hæredes nostros, tenore præsentium, firmiter obligantes.

In cujus rei testimonium, & robur, ac evidentiam pleniorem, præsentes Litteras fieri fecimus, & Sigilli nostri munimine roborari.

Dat. apud Westm. undecimo Kal. Novembris, anno Domini 1294. Regni vero nostri anno 22.

LIX.

1296. 1297. 7. Janv. *Traité de Confederation conclu entre* GUYS *Comte de Flandres &* EDOUARD I. *Roi d'Angleterre, par lequel ils se promettent une assistance mutuelle contre* PHILIPPE IV. *Roi de France. Donné à Winendale le lendemain de la* Thyphane, *l'an* 1296. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. II. pag. 737.]

NOUS Guys, Cuens de Flandres, & Marchis de Namure, faisons savoir a tous, & volons ke tout sachent,

Ke pour cheu, ke aucunes personnes, de haut estat, & de grande poisance, ne reswardent mie, si come il deveroient, a raison, mais a lour voleutei, en le fianchie de leur pooir: & raisons doit estre souveraunce de touz.

Et chascuns, come grans k'il soit, n'ait mie a des pooir, par lui, de che contrester nature humanie, ke entre le gent, a fait & ordenei une Liguie, ensegne bien a faire Alliances, & acquerre Amis, pour estre poiscant de deffendre violenses & injuries, & de maintenir droiture.

Chascuns seit, & voirs est ke haus Prinches & poisscans Philippes, Roys de Franche (ou cui homage nous avons festei come Pers de Franche) par sa volentei, sanz raison, & sanz nostre deserte, nos a greveis, & dur porteis, & entrepris sour nostre honour, & sour le nostre, le quell il estoit tenus, par le raison de la feautai, a la quele il nos reschuit jadis, de warrandir, & nous maintenir par raison, & en loialtei.

Et nos a defalt de droit, & en moult d'autres manieres s'est meffais vers nous, encontre Diu, & encontre Justiche.

Et, pour che, k'il, ki tant est de sa volentei, & poiscans, & fors, & ne reconoist nul Souverain, nos a mis en tiele neceffitei, k'il convient ke nous guerrons, & pourchasons amis encontre lui,

Nous avons fait, & faisons entre nous de une part, par le Conseil de nos Prelas, de nos Barons, de nos Amis, & de nos Gens, & entre treshaut & tresnoble Prinche, no chier Seigneur, Edward, par la grasse de Diu, Roy d'Engleterre, Seigneur d'Yrland, & Duc d'Aquitaine, de autre part, par le Conseil de ses Prelas, de ses Contes, de ses Barons, & de ses Gens, de nostre commune & bone volente, & de nostre commun assens, de une part & d'autre, Alliances & Couvenences en la maniere ki s'ensuit.

Les queles Alliances & Couvenences nous volons en bone foi, ke elles durent, de sore en avant, a tous jours perpetuelment pour nous, Conte de Flandres, & Roy d'Engleterre desus nomeis, & pour nos Hoirs, aussi Contes de Flandres, & Roys d'Engleterre; Chest a savoir.

Ke nous Guys, Cuens de Flandres desus nomeis, avons conuent & promis pour nous, & pour noz Hoirs, Contes de Flandres, au dit Roy d'Engleterre, pour lui, & pour ses Hoirs, Roys d'Engleterre, ke s'ensi estoit ke li Roys de Franche, ou ses Hoirs Roys de Franche, venist, a Ost bannie, sour le Roy d'Engleterre, ki ore est, ou sur ses Hoirs Roys d'Engleterre: ou envoiast de par lui asi grant forche sour le dit Roy d'Engleterre, ou ses Hoirs Roys d'Engleterre, ke soufrir, ne defendre ne se peuscent; nous le dit Roy d'Engleterre, ou ses Hoirs Roys d'Engleterre, aider devons, & aiderons contre le dit Roy de Franche, & ses Hoirs Roys de Franche, & encontre tous leur aydans, de tout nostre poir, loiatment & en bone foy, a tous nos alloyes, en la maniere ki ensuit; Chest a savoir, ANNO 1296. 1297.

Ke as Gens, ke nous i envoierons, nous ferons trouver, a nos constenghes, passages de Mer, restor de chevaus & gages, ensi toutes voies ke li dis Roys d'Engleterre, & si dit Hoir Roi d'Engleterre (s'il avoient defaute de Vitaille) leur feroient avoir en le Terre avenament, pour lour deniers, pour che k'il scroient en estrange pays.

Et li Roys d'Engleterre, & si Hoir Roy d'Engleterre, nos dovent ausi aydier, & nos Hoirs Contes de Flandres, en la maniere contenue, en la Terre ke nous avons de lui.

Et est a savoir ke nous, durant la Guerre, ke nos chiers Sires, li Roys d'Engleterre desus diz, a orendroit au dit Roy de Franche, promettons & devons commenchier Guerre audit Roy de Franche, dedens les deus Mois ke li dis Roys d'Engleterre le nos avera mandei.

Et sachent tout ke tout nostre Enfant, & tout nostre Allyet, doivent estre, toute cheste Guerre de ore durant, en cheste Alliance.

Derechief, Nous volons ke tout sachent ke nous, ne nostre Hoir, Conte de Flandres, de cheste Guerre, ke li dis Roys d'Engleterre a orendroit au desus dit Roy de Franche, ne de autre, ki avenir puist, a nul jour, don dit Roy d'Engleterre & a ses Hoirs Roys d'Engleterre au desus dit Roy de Franche, & a ses Hoirs Roys de Franche: & don dit Roy de Franche, & de ses Hoirs Roys de Franche a nous, ou a nos Hoirs, Contes de Flandres; Pais ne Trives, ne Soufrance ne poons, ne devons faire, ne ne ferons, sanz le assens, le otroy, & le consens don dit Roy d'Engleterre, & de ses Hoirs Roys d'Engleterre;

Et non plus ne doivent faire le dis Roys d'Engleterre, ne si Hoir d'Engleterre desus dit, ne de ceste Guerre, ne de nulle autre, sans l'assens, le otroy, & le consens de nous, & de nostre Hoir Conte de Flandres desusdit.

Ne nus, ne nos autres Enfans ne puet ne doet faire Pais, Truves, ne Soufrance, au desusdit Roy de Franchie, ne a son Hoir Roy de Franche, durant cheste Guerre, ke li desus nomeis Roys d'Engleterre a orendroit a lui, sans l'assens, otroy, & consens dou dit Roy d'Engleterre, & de son Hoir Roy d'Engleterre.

Et, se cheste dite Guerre estoit finie, ensi ke Pais en fust faite, & aucune autre Guerre sourfist en apres entre le desusdit Roy de Franche, & so Hoir Roy de Franche & le desunomei Roy d'Engleterre, & son Hoir Roy d'Engleterre, & entre le dit Roy de Franche, & son dit Hoir Roy de France, & nous, & nostre Hoir Conte de Flandres, & nostre Enfant le Conte de Flandres, ne seront, mie fuscent encontre ne desusnomei chier Seignor le Roy d'Engleterre, & son Hoir Roy d'Engleterre; nous, ne nos Hoirs, Cuens de Flandres, ne li dis Roys d'Engleterre, ne ses Hoirs d'Engleterre, ne seriemes, tant come il fuscent contrarie a nous, & a lui, aydant, & eaus ne consellant en nulle maniere, ne les recepteriemes nullement.

Et soit conneue chose a touz, ke les Alliances, ke nous pour nous, & pour nos Hoirs Contes de Flandres, & li desusnomeis Roys d'Engleterre pour lui, & pour ses dis Hoirs Roys d'Engleterre, avons faites, ne puent jamais, a nul jour, pour rien ki aviegne, ne avenir puist, estre defaites: Ne par commandement, ne pourkach de Apostole, ne de autruz: Ne pour chose ki soit impetree, ne otroye, ne ke ou puist jamais, a nul jor, impetrer de Apostole, ne de autruz, ne ke ou puist otroyer, ne pour occasion nulle, quele ke elle soit ne puist estre; se nous Ambedoi, & nostre desusdit Hoir Conte de Flandres, & Roy d'Engleterre, ni mettons nostre commun accord & assens, & nou dit Hoir le leur.

Et, s'il avenoit ensi ke commandements & pourkars en fust fais, & aucune otruoysons avenist, quele ke elle fust ki deust a che mouvoir, si nen devons nous de rien user, ne ne userons, se nous Ambedoi, de nostre commun accord, ni assentons, & nostre desusdit Hoir.

Toutes ches chozes, desus devisees & dittes, & cascune de elles, avons nous en conuent loialment pour nous, & pour nos desus diz Hoirs, Contes de Flandres, a tenir, & à implir, en bone foi, au desusnomei no chier Signor le Roy d'Engleterre pour lui, & pour ses desusdis Hoirs Roys d'Engleterre, & par le sagrement

ANNO 1296. 1297.

ment fait en noſtre ame, & en noſtre non, & par noſtre commandement, ſour les Sains Evangiles, touchez corporelment, par Procureurs ke nous, pour chou faire, pour nous, & pour nos Hoirs Contes de Flandres, & en noſtre non mesmes; cheſt a ſavoir, Nobles homes, nos chiers & foiables, Henri Seignor de Blanmont, & Jehan Seignor de Kuc, Chivalers, l'avons promis & fianchie; & che, ke par eus en a eſtei promis, jurei, fianchie, & fait, come fait en noſtre non & pour nous, l'avons greei, & approuei, & le greons, & approuens.

Et, avoec tout che, le promettons a faire tenir & a emplir, ſanz venir, ne faire jamais rien encontre, ne par nous, ne par autre, ne en tout, ne en aucune partie.

Et quant a che nous obligons au ſi deſusnomei Roi d'Engleterre, & a ſes dis Hoirs, tout le noſtre entirement, & nos Hoirs, Contes de Flandres, perpetuelment a tous jors, & tout le leur.

Et, per le meyme ſairement, foy, & covenence, nous, quant a toutes ches chozes entirement, & cascune de elles, avons renunchiet, & renunchons a toutes les chozes, par les queles les chozes, ki ſunt contenues en ches Lettres, porroient, en tout, & en aucune partie, eſtre defaites, empaechies, & delayes.

Et volons ke cheſte Renunciation vaille en tous poins, & en tous cas, tout anſement, ke ce expreſſement, & ſpecialment fuscent mis avant.

Et renunchons auſſi au droit ki vint, ke generaus Renunciations ne doit valor.

Et, pour chou ke toutes ches chozes ſoient plus ſeures, & tenues, & wardees mius, & plus fermement, nous, en non de ſouvenanche & de tesmognage, avons ches preſentes Lettres fait ſaeler de noſtre ſeel:

Et mandons a nos chiers & ames Fius, Robert noſtre ainsnei Fil, & noſtre plus apparunt Hoir de le Contei de Flandres, Williame de Flandres, Philippe de Flandres, Jehan de Namur, & Guyot, & volons kil, en tesmognage de lor conſel, aſſens, & conſens, ſour toutes les chozes deſus dittes, de tant ke elles les touchent, & pueent touchier, cascun, en droit lui, & en ſa perſone, ſelonc les deviſes, ordenances, & parolles maintenues & contenues en cheſte Lettre, mittent a cheſte ditte Lettre leur ſeaus avoec le noſtre;

Et kils ſes greent & appruevent de tant, ke elles touchent a eaus, & a cascun d'eaus, en ſe perſone, ſi comme dit eſt.

Et nous, ainsneis Fius au Conte de Flandres deſusnomei, Robers Adnoes d'Arras, Sires de Bethune, & de Tenremonde, Williommes de Flandres, Philippes de Flandres, Jehans de Namur, & Guyos deſusdit, au mandement, & a le volentei de haut & Noble homme, no treschier & tresamei Signor & Pere, en tesmognage de noſtre conſell, aſſens, & conſens, ſour toutes les chozes deſus dittes: Et ke nous les greons, & approuvons, & les tenrons fermement de tant ke elles nos touchent, & pueent touchier; cascun endroit lui, & en ſa perſone, ſelonc les deviſes, ordenances, & paroles maintenues & contenues en cheſte Lettre, avons (avoec le Seel no treschier & tresamei Signur & Pere G. Conte de Flandres, & Marchis de Namur devant nomei) fait mettre nos ſeaus a ches preſentes Lettres; faites & donnees a Winendale, l'endemain de le Thyphane, l'an de graſſe mill. deus cens, quatre vins, & fayſze.

Sub quinque Sigillis, pendentibus a Filis ſericis crocei coloris.

LX.

1297. Mai.

Alliance perpetuelle entre PHILIPPE IV. *Roi de France, & ſes Héritiers d'une part, &* HENRI D'AVESNES *Comte de Hainaut, & ſes Héritiers d'autre part, ſur tout contre* GUY DE DAMPIERRE *Comte de Flandres, faite & conclue à Pont de Saint-Meixance au mois de Mai* 1297. [Theſaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1284. *Ex Hasnonienſi Cartario Dominorum* de Avesnis.]

PHILIPPE par la grasce de Dieu Rois de Franche, nous faiſons aſſavoir à tous preſens & à venir, que nous por nous & pour nos Succeſſeurs Rois de Franche, avons fait Alliance à noſtre amé & feel JEHAN d'Avesnes Conte de Haynnaut, & a ſes Hoirs à toz jorz, & li dis Cuens pour luy & pour ſes Hoirs, à nous & à nos Succeſſeurs Rois de Franche, en la maniere qui s'enſuit. ANNO 1297.

PREMIEREMENT nous pramettons en bone foi à luy & à ſes Hoirs Contes de Haynnaut confort & aide, nommeement contre GUY de Dampierre jadis Conte de Flandre, & ſes Hoirs, & contre tous autres, és cas en quoi faire le porrions, ſans nous meffaire vers nos hommes. Et li dis Cuens aſſi pour luy & pour ſes Hoirs a pramis en bone foi conſeil & aide à nous & à nos Succeſſeurs nommeement contre ledit GUY & ſes Hoirs, & contre tos autres, excepté les perſonnes de ſes Seigneurs, c'eſt aſſavoir le Roy d'Alemaigne, & l'Evesque de Liege tant ſeulement, és cas où il ſe porroit meffaire vers eus, ou envers ſes hommes.

Et por ce que nous & li dis Cuens avons à preſent matire de descort & de Guerre envers ledit GUY Conte jadis de Flandre, & les ſiens & ſes Aidans, nous ſommes aliez especialement enſamble en ce descort, & en ceſte Guerre, & en autres, de aidier l'un l'autre en bone foi, en la maniere qui s'enſuit.

C'eſt aſſavoir que nous les devons aidier à ce ke il recouvre envers ledit GUY & ſes Hoirs ſon Heritaige, & ait ſes Jugies fais & à faire, nomeement la Terre de Namur.

Et ne poons audit GUY, ne à ſes Hoirs faire Pais, ne donner Trieves, ſans le gré dudit Conte de Haynnaut: & tout en autele maniere ne puet li dis Cuens faire Pais, ne donner Trieves ſans noſtre gré audit GUY, ne à ſes Hoirs, & nous doit & eſt tenu à nous aidier à venir en noſtre raiſon envers ledit GUY & ſes Hoirs.

La maniere comment lidis Cuens & ſi Hoir Conte de Haynnaut doivent nous & nos Succeſſeurs Rois de France aidier contre ledit GUY & ſes Hoirs, & ſes Aidans, & autres, & nous auſſi, luy & ſes Hoirs à tos jours, eſt telle.

Li Cuens nous doit aidier en la Terre de Haynnaut & en la Contée de Flandres à miles armures de fer, & à cinq cens armures de fer, jusques au Fleuve de Seine, au gaiges acoûtumés en Franche. C'eſt à ſçavoir por le Banneret vint ſols, pour le Bacheler dis ſols, & pour l'Escuyer cinc ſols tornois, & doivent y eſtre li Cheval dudit Conte & de ſa Gent eſtimé & priſié & mis en escrit, & outre le reſtour acouſtumé en Franche nous en ferons ſelonc noſtre bon esgart. Et eſt à entendre des gaiges & reſtours devantdis en bonne foi de plus d'armeures de fer plus la ou nous & li Cuens nous acorderions, & de mains, & de ce eſt il en noſtre volanté durant les Guerres. Et eſt à entendre que pour les Fortereces de ladite Conté garder, & les perils ki à venir en porroient eschiver, & por les avenus grever, doit y eſtre envoiés un preudom Chevaliers de par nous, qui loiaulment par ſon ſairement, ſelonc l'eſtat des beſongnes, & les conditions des Lieus, mettra Gens d'Armes outre les reſidens és Lieus, ſelon ce kil vera en bone foi ke bon ſera, à nos gaiges & reſtours acouſtumés, ſelonc ce que il eſt devant dit. Derechief ſe il avenoit aucuns de nos Gens, ou des Gens dudit Conte, eſtre pris de Guerre par les Enemis, ou Adverſaires, ou aucun Heritaige perdu, nous, ne li dis Cuens, ne ferons Pais, ne donrons Trieves aus Ennemis, jusqu'à tant ke li Priſon ſoient delivré, & li Heritaige recouvré, & doivent y eſtre fetes les ſemonſes & les chevaichies en bone foi por le Pais deffendre, & pour chevaichier ſur les Ennemis par le conſeil de Chevalier devantdit à nos gaiges & reſtours accouſtumés, ſi com il eſt dit devant.

Adecertes ſe aucun venoient à armes ſus le dit Conté, & entroient en ſa Terre, ou en la Terre de ſa Gent, ou aſſeoient leur Fortereces, nous y devons envoier & ſecourre ſouffiſanment pour ceus remettre arriere auſſi comme por noſtre propre Heritaige en bone foi en l'aide de nous & de noſtre Roiaume, ſe beſoing eſt, & il en ſoit requis, doit occurre au gaing & reſtours accouſtumés, ſi comme il eſt dit devant, ſauf ce kil ne ſe meffface vers ſes Seigneurs & hommes devantdis.

Et eſt aſſavoir, ke ces Alliances & ces cozes devantdites, toutes & cascune par ſoy doivent tenir & durer perpetuellement en la fourme & en la maniere devant expreſſées, & doivent y eſtre de nous & de nos Succeſſeurs, & de luy & des ſiens de cascun diz ans en dix ans.

Et toutes les fois ke noviaux Rois, ou Cuens de Haynnaut venront à Terre tenir, à greignour fermeté, & memoire des cozes devantdites.

Et quant au cozes deſſusdites, & cascune par ſoy garder, tenir, & fermement accomplir en la maniere devant-

ANNO 1297. devantdite, nous nous oblijons & ſommes obligiez por nous & pour nos Succeſſeurs à luy & à ſes Hoirs, & aſſi à nous & à nos Succeſſeurs.

Et pour ce que ces cozes ſoient fermes & eſtaubles à toz jours, nous avons fait mettre noſtre ſaiel en ces preſentes Lettres.

Ce fut fait à Pont-ſaint-Meſſance, l'an del Incarnation noſtre Signeur MCCXCVII. ou mois de May.

LXI.

1307. 30. Nov. *Litteræ* EDUARDI I. *ad Imperatorem Tartarorum de Hæreſi Mahummedana extirpanda. Dat. apud Langele die* 30. *Novembris Anno* 1307. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 34.]

SEreniſſimo Principi, Domino Tartarorum Imperatori potentiſſimo, Edwardus, &c. felicem regnandi gloriam, cum ſalute.

Reges & Principes Terræ tanto magis dinoſcuntur Regi cæleſtis gloriæ complacere, quanto ſimplices Chriſti fideles ardentiùs defendere, & nocivos & perfidos nituntur viriliùs debellare; quibus, ex collato ſibi divinitùs incumbit officio, æquâ juſtitiæ librâ rem publicam gubernare, & Chriſto infideles, Chriſtianæque fidei contrarios & Rebelles impugnare, & deſtruere juxta poſſe.

Hinc eſt quòd, cùm in partibus Aſiæ & Affricæ, a longiſſimis retroactis temporibus, multùm invaluerit prophana Secta & ſordida Machometi, circumquaque pululans & diffundens ſua infecta germina, nimis latè peſtem ſeculo ſuæ contagionis nepharie inmittendo;

Nos, qui, Deo permittente, ſumus ſceptro Regio inſigniti, ad tàm nephandæ Sectæ eradicationem libenter intenderemus, ſi loci diſtantia, & alia ardua negotia, nobis incumbentia, hoc fieri permitterent quovis modo.

Nam tempus ad hoc adeſt acceptabile, ut accepimus, hiis diebus maxime, cùm in Libris ipſorum contineri dicatur, infra breve tempus, terminari & adnullari debere Sectam nephariam Machometi.

Vos igitur, veſtrum laudabile propoſitum in hac parte continuantes, inchoata per vos, ad hujusmodi Sectam ſordidam a ſeculo penitùs abolendam, velitis perducere ad effectum.

Ad hæc, ad veſtram accedunt præſentiam religioſi, honeſti & litterati viri, ut Populum veſtrum ad fidem Catholicam, ſine quâ ſalvus fieri nemo poteſt, divinâ operante virtute, reducant, & inſtruant in eadem, ac ad aſſumendum bellum contra deteſtabilem Machometi Sectam habilitent & informent; venerabilis, ſcilicet, Pater, Frater Willielmus, Dei gratia, Lidden. Epiſcopus, Vir utique discretus moribus & ſcientia præditus, cum ſuo Venerabili Comitivâ; quem, ob honorem omnipotentis Dei & favorem fidei Chriſtianæ, vobis, quanto affectuoſius poſſumus, commendamus,

Rogantes ex corde, quatinus eundem Epiſcopum & ejus Comitivam, Dei intuitu, ſub cujus Imperio cuncta conſiſtunt, gratioſe & curialiter admittentes, eisdem, in proſecutione negotii prædicti, exhibere vos velitis favorabiles & benignos; præfato Epiſcopo in hiis, quæ veſtræ Magnificentiæ, pro augmentatione fidei Catholicæ, duxerit exponenda, fidem credulam adhibendo.

Dat. apud Langele ultimo die Menſis Novembris Anno Regni noſtri, &c.

LXII.

1308. 12. Août. *Bulla* CLEMENTIS V. *Papæ Romani, quâ Inquiſitores ſuper Negotio* Templariorum *in Regno Angliæ conſtituit. Dat. Pictavis ſecundo Idus Auguſti Anno* 1308. [RYMER, Fœderr, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 101.]

CLEMENS Epiſcopus, ſervus ſervorum Dei, Venerabilibus Fratribus, Archiepiſcopo Cantuarienſi, & ſuis Suffraganeis, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem.

Faciens miſericordiam cum ſervo ſuo Dei Filius, Dominus Jeſus Chriſtus, ad hoc non voluit in ſpeculâ eminenti Apoſtolatûs aſſumi: ut gerentes, licet imme- ANNO 1308. riti, vices ejus in Terris, in cunctis actibus & proceſſibus, ipſius veſtigia, quantum patitur humana fragilitas, imitemur.

Sanè dudùm, circa noſtræ promotionis ad Apicem Summi Pontificatûs initium, etiam antequam Lugduni, ubi recepimus noſtræ Coronationis inſignia, veniremus; & poſt etiam, tàm ibi, quam alibi, ſecreta quorundam nobis Inſinuatio intimavit, quod Magiſter, Præceptores, & alii Fratres Ordinis Militiæ Templi Jeroſolymitani, & ipſe Ordo, (qui, ad defenſionem Patrimonii ejusdem Domini noſtri Jeſu Chriſti, fuerant in transmarinis partibus deputati) contra ipſum Dominum, IN SCELUS APOSTASIÆ NEPHANDUM, DETESTABILE IDOLATRIÆ VITIUM, EXECRABILE FACINUS SODOMORUM, ET HÆRESES VARIAS erant lapſi.

Quia verò non erat veriſimile, nec credibile videbatur, quòd Viri, tàm religioſi (qui præcipuè pro Chriſti nomine ſuum ſæpe ſanguinem effundere, ac perſonas ſuas mortis periculis frequenter exponere credebantur; quique multa & magna, tàm in divinis Officiis, quàm in Jejuniis, & aliis obſervantiis, devotionis ſigna frequentiùs prætendebant) ſuæ ſic eſſent ſalutis immemores, quòd talia perpetrarent; hujusmodi inſinuationi & delationi ipſorum, ejusdem Domini noſtri exemplis, & Canonicæ Scripturæ doctrinis edocti, aurem nolumus inclinare.

Deinde verò Chariſſimus in Chriſto Filius noſter, Philippus Rex Francorum illuſtris (cui eadem fuerant facinora intimata) non typo avaritiæ (cùm de bonis Templariorum nichil ſibi vendicare, vel appropriare intendat; imo ea per deputandos a nobis generaliter, & per Prælatos Regni Franciæ ſpecialiter, in ſuis Diocesibus adminiſtranda in Regno ſuo dimiſit; manum ſuam exinde totaliter amovendo) ſed fidei orthodoxæ fervore (ſuorum progenitorum veſtigia clara ſequens) accenſus, de præmiſſis, quantum licitè potuit, ſe informans, ad inſtruendum & informandum nos ſuper hiis, multas & magnas nobis informationes per ſuos Nuncios & Literas deſtinavit.

Infamiâ verò, contra Templarios, ipſos, increbrescente validiùs ſuper ſceleribus antedictis: & quia etiam quidam Miles, ejusdem Ordinis, Magnæ Nobilitatis, & qui non levis opinionis in dicto Ordine habebatur, coram nobis ſecretò juratus, depoſuit quod, IN RECEPTIONE FRATRUM PRÆFATI ORDINIS, HÆC CONSUETUDO, VEL POTIUS CORRUPTELA, SERVATUR, QUOD AD RECIPIENTIS, VEL AB EO DEPUTATI SUGGESTIONEM, QUI RECIPITUR, JESUM CHRISTUM NEGAT, ET SUPER CRUCEM, SIBI OSTENSAM, SPUIT, IN VITUPERIUM CRUCIFIXI, & quædam alia faciunt, recipiens & receptus, quæ licita non ſunt, nec humanæ conveniunt honeſtati, prout ipſe tunc confeſſus extitit coram nobis; Vitare nequivimus, urgente nos ad id Officii noſtri debito, quin tot & tantis clamoribus accomodaremus auditum.

Set cùm demùm, famâ publicâ deferente, ac clamoſâ inſinuatione dicti Regis, necnon & Ducum, Comitum, & Baronum, ac aliorum Nobilium, Cleri quoque & Populi dicti Regni Franciæ, ad noſtram, propter hoc, tàm per ſe, quàm per Procuratores, & Syndicos, præſentiam venientium (quod dolenter referrimus) ad noſtram audientiam perveniſſet quod Magiſter, Præceptores, & alii Fratres dicti Ordinis, & ipſe Ordo, præfatis & pluribus aliis erant criminibus irretiti:

Et præmiſſa, per multas Confeſſiones, Atteſtationes, & Depoſitiones præfati Magiſtri, & plurium Præceptorum & Fratrum Ordinis prælibati coram multis Prælatis, & Hæreticæ pravitatis Inquiſitore, in Regno Franciæ factas, nobisque ac Fratribus noſtris oſtenſas, probari quodammodo viderentur;

Ac nichilominus fama & clamores prædicti in tantum invaluiſſent, & etiam aſcendiſſent, tàm contra ipſum Ordinem, quàm contra perſonas ſingulares ejusdem, quod ſine gravi ſcandalo præteriri non poterant, nec absque imminenti periculo tolerari:

Nos illius, cujus Vices, licèt immeriti, in Terris gerimus, veſtigiis inhærentes, ad inquirendum de prædictis, ratione prævia, duximus procedendum; multósque de Præceptoribus, Presbyteris, Militibus, & aliis Fratribus dicti Ordinis, reputationis non modicæ, in noſtrâ præſentiâ conſtitutos (præſtito ab eis Juramento, quòd ſuper præmiſſis meram & plenam nobis dicerent veritatem) ſuper prædictis interrogavimus & examinavimus, usque ad numerum ſeptuaginta duorum (multis ex Fratribus noſtris nobis aſſiſtentibus diligenter) eorúmque Confeſſiones, per publicas manus in autenticam

ANNO 1308. ticam Scripturam redactas, illicò in noſtrâ & dictorum Fratrum noſtrorum præſentiâ, ac deinde, interpoſito aliquorum dierum ſpatio, in Conſiſtorio legi fecimus coram ipſis, & illas in ſuo vulgari cujuslibet eorum exponi; qui, perſeverantes in illis, eas expreſſè & ſponte, prout recitatæ fuerant, approbârunt,

Poſtque, coram Magiſtro, & Præceptoribus præcipuis præfati Ordinis, intendentes ſuper præmiſſis inquirere per nos ipſos, ipſum Magiſtrum, & Franciæ, Terræ ultramarinæ, Normanniæ, Acquitanniæ, ac Pictaviæ, Præceptores Majores nobis, Pictavis exiſtentibus, mandavimus præſentari.

Sed, quoniam quidam ex eis ſic infirmabantur, tunc temporis, quod equitare non poterant, nec ad noſtram præſentiam quoquo modo adduci; nos cum eis ſcire volentes de præmiſſis omnibus veritatem; & an vera eſſent quæ continebantur in eorum Confeſſionibus & Depoſitionibus, (quas coram Inquiſitore pravitatis Hæreticæ in Regno Franciæ, præſentibus quibusdam Notariis publicis, & multis aliis bonis Viris, dicebantur feciſſe) nobis & Fratribus noſtris per ipſum Inquiſitorem, ſub manibus publicis, exhibitis & oſtenſis,

Dilectis Filiis noſtris, Berengario, titulo Sanctorum Nerei & Achillei, & Stephano, titulo Sancti Ciriaci in Termis, Presbyteris, ac Landulpho Sancti Angeli Diacono, Cardinalibus (de quorum providentiâ, experientiâ, & fidelitate, indubitatam fiduciam obtinemus) commiſimus & mandavimus, ut ipſi, cum præfatis, Magiſtro & Præceptoribus, inquirerent, tàm contra ipſos, & alias ſingulares perſonas dicti Ordinis generaliter, quàm contra ipſum Ordinem, ſuper præmiſſis, cum diligentiâ, veritatem: & quicquid ſuper hiis invenirent nobis referre, ac eorum Confeſſiones & Depoſitiones, per manum publicam in ſcriptis redactas, noſtro Apoſtolatui deferre, ac præſentare curarent;

Eisdem, Magiſtro & Præceptoribus, Abſolutionis beneficium a Sententiâ Excommunicationis (quam pro præmiſſis, ſi vera eſſent, incurrerant) ſi Abſolutionem humiliter & devotè peterent, ut debebant, juxta formam Eccleſiæ impenſuri:

Qui Cardinales, ad ipſos Magiſtrum & Præceptores perſonaliter accedentes, eis ſui adventûs cauſam expoſuerunt;

Et (quoniam perſonæ ipſorum, & aliorum Templariorum, in Regno Franciæ conſiſtentium, nobis traditæ fuerant) quòd libere, absque metu cujusquam, plenè & purè, ſuper præmiſſis omnibus, ipſis Cardinalibus dicerent veritatem, eis auctoritate Apoſtolicâ injunxerunt.

Qui Magiſter, & Præceptores Franciæ, Terræ ultramarinæ, Normanniæ, Acquitaniæ, ac Pictaviæ, coram ipſis tribus Cardinalibus (præſentibus quatuor Tabellionibus publicis, & multis bonis aliis Viris) ad Sancta Dei Evangelia, ab eis corporaliter tacta, præſtito Juramento quòd, ſuper præmiſſis omnibus, meram & plenam dicerent veritatem, coram ipſis ſingulariter, liberè ac ſponte, absque coactione qualibet & terrore, depoſuerunt, & confeſſi fuerunt, inter cætera, CHRISTI ABNEGATIONEM, ET SPUITIONEM SUPER CRUCEM, cum in Ordine Templi recepti fuerunt; & quidam ex eis ſe, ſub eadem formâ, ſcilicet, CUM ABNEGATIONE CHRISTI, ET SPUITIONE SUPER CRUCEM, Fratres Milites recepiſſe.

Sunt etiam quidam ex eis, quædam alia horribilia & inhoneſta confeſſi, quæ, ut eorum ad præſens parcamus verecundiæ, ſubticemus.

Dixerunt præterea, & confeſſi fuerunt eſſe vera, quæ in eorum Confeſſionibus & Depoſitionibus continentur, quas dudum fecerant coram Inquiſitore Hæreticæ pravitatis.

Quæ Confeſſiones & Depoſitiones dictorum, Magiſtri & Præceptorum, in Scripturam publicam per quatuor Tabelliones publicos redactæ, in ipſorum, Magiſtri & Præceptorum, & quorundam aliorum bonorum virorum præſentiâ: ac deinde, interpoſito aliquorum dierum ſpatio, coram ipſis eædem lectæ fuerint, de mandato, & in præſentiâ Cardinalium prædictorum, & in ſuo vulgari expoſitæ cuilibet eorundem; qui, perſeverantes in illis, eas expreſſè ac ſponte, prout recitatæ fuerant, approbârunt.

Et, poſt Confeſſiones & Depoſitiones hujusmodi, ab ipſis Cardinalibus ab Excommunicatione (quam pro præmiſſis incurrerant) abſolutionem flexis genibus, manibúsque complosis, humiliter & devotè, ac cum lachrimarum effuſione modicâ petierunt.

Ipſi verò Cardinales, quia Eccleſia non claudit gremium redeunti, ab eisdem Magiſtro & Præceptoribus, Hæreſi abjuratâ expreſſè, ipſis, ſecundum formam Eccleſiæ, auctoritate noſtrâ, Abſolutionis beneficium impenderunt.

Ac deinde, ad noſtram præſentiam redeuntes, Confeſſiones & Depoſitiones prælibatorum, Magiſtri & Præceptorum, in Scripturam publicam per manus publicas (ut dictum eſt) redactas, nobis præſentaverunt; &, quæ cum dictis, Magiſtro & Præceptoribus, fecerant, retulerunt. ANNO 1308.

Ex quibus Confeſſionibus & Depoſitionibus, ac relatione, invenimus ſæpefatos, Magiſtrum & Fratres, in præmiſſis, & circa præmiſſa (licet quosdam ex eis in pluribus, & alios in paucioribus) graviter deliquiſſe.

Verùm, quia univerſis Mundi partibus, per quas idem Ordo diffunditur, ac Fratres degunt ipſius, ſuper hiis non poſſumus inquirere per nos ipſos,

Fraternitati veſtræ, de Fratrum noſtrorum conſilio, per Apoſtolica Scripta mandamus, quatinus vos, vel quilibet veſtrûm, videlicet, in ſuis Civitate & Dioceſi,

Unà cum venerabilibus Fratribus noſtris, Patriarchâ Jeroſolymitano: ac Archiepiscopo Eboracenſi: Lincolnienſi, Ciceſtrienſi, & Aureleanenſi Episcopis: Et dilectis Filiis, de Lathiniaco, Parienſis Dioceſis, & S. Germani de Pratis juxta Pariſius, Monaſteriorum Abbatibus; ac Magiſtris, Sicardo de Vauro, Canonico Narbonenſi, Capellano noſtro, noſtrique Palatii Auditore cauſarum, & Guidone de Vichio, Rectore Eccleſiæ de Hoſhe, Londonienſis Dioceſis; vel octo, ſeptem, ſex, quinque, quatuor, tribus, duobus, aut uno ex ipſis, quos vobis in hac parte, propter Negotii magnitudinem, duximus adjungendos,

Vocatis, per publicum Citationis Edictum, per vos, & ipſos adjunctos, vel eorum aliquos, ſeu aliquem, in locis, de quibus vobis & eis videbitur faciendum, qui fuerunt evocandi,

Contra ſingulares Perſonas, & Fratres dicti Ordinis, in Civitatibus & Dioceſibus veſtris degentes, etiamſi aliunde venerint, vel illuc adducti forſan extiterint, ſuper Articulis (quos vobis, ſub Bullâ noſtrâ incluſos, transmittamus) & ſuper aliis, de quibus prudentiæ veſtræ videbitur expedire, veritatem cum diligentiâ inquiratis.

Volumus inſuper quòd, Inquiſitione, ſeu Inquiſitionibus hujusmodi factis, per Provinciale Concilium, contra ipſos ſingulares Perſonas, & Fratres, quæ in eadem Provinciâ fuerint, ſeu pro eis, ſuper hiis, de quibus contra eos inquiſitum extiterit, abſolutoria, ſeu condemnatoria Sententia, juxta Juris exigentiam, proferatur; Inquiſitore nichilominus, ſeu Inquiſitoribus ejusdem pravitatis Hæreticæ, in ipſa Provincia per Sedem Apoſtolicam deputatis, tàm ad dictas Inquiſitiones, quàm ad hujusmodi prolationem Sententiæ admiſſis, ſi ad eas vobiscum voluerint intereſſe.

Proviſo quòd, de inquirendo vel ſententiando contra Magiſtrum, Præceptorem dicti Ordinis, in Regno Angliæ conſtitutum, contra quos, per certas perſonas, inquiri mandavimus, vos intermittere nullatenus præſumatis.

Dat. Pictavis ſecundo Idus Auguſti, Pontificatus noſtri Anno tertio.

LXIII.

Teſtament du Duc de Lorraine THIBAUD II. *du 24. Avril* 1312. Avec *un Codicille du mois de Mai de ladite année.* [BALEICOURT, Traité Hiſt. & Critiq. ſur l'Origine & la Généal. de la Maiſon de Lorraine. Aux Preuves, pag. CVI.] 1312. 24. Avr.

In Nomine Patris & Filii & Spiritûs Sancti, Amen.

JE Thidbaus Dus & Marchis de Loraigne, fais mon Teſtament en mon boin ſens & en ma bonne memoire, en la forme & en la maniere que cy-aprés vient. Premierement, je veul que mes dettes ſoient paiés, & mi tort fait amendé, & ſe mi venoit avant qui peut monſtrer raiſonnablement que j'en euſſe riens dou ſien, je veul qui li ſoit rendu. Item, je donne as Chanoines de S. Dié aprés mon decés, le Four & le Molin que j'ay fait & acquetté en la Ville de S. Dié, qui ſiet de les la Maiſon le Prevoſt Conin, qui fut amené c'en que li Chanoine faicent chanter pour mi chacun jour à touſjours. Item, je donne as Chanoines de Darney cent & cinquante livres de petits tournois, à panre chacun an en la Saline de Rouſieres, & veul qui pregnent la Somme deſſusdite, tant que

ANNO 1312. mes Hoirs les auront aſenné cent livres de Terre au petit Tournois à tousjours. Item, je donne à Sire Jean mon Chappelain, quarante livres de petits Tournois, & à Mahuet mon Clerc, trente livres de petits Tournois. Item, je donne à Jacquemin le Barbier, en guerdon dou ſervice qui m'a fait, la Maiſon de Porteſen, toute enſi comme elle eſt, & les vaignaiges, & toutes autres appendiſes, en quel leu qu'elles ſoient; & ſe mes Hoirs voloit avoir la Maiſon de Porteſen, je veul que mes Hoirs le aſenne entre tant vaillant, & li doniſt cent livres de fors pour la Maiſon. Item, je donne à Jehan de la Chambre dix livres de Toullois; à Piereſon de la Chambre dix livres de Toullois; à Thomaſſin de la Chambre dix livres de Toullois; à Pierſen de la Panneterie vingt livres de Toullois; à Broucadet dix livres de Toullois. Item, à Notre Dame de Vauvert, dix livres de petits Tournois; à Notre Dame de S. Dié, vingt ſous de Tournois; à S. Diſiier de Derouille, dix ſous de Tournois; à Notre Dame de Merauville, dix ſous de petits Tournois; à ſaint Souplice de Rimini, dix ſous de Tournois; à ſaint Thiebault en Auſars, vingt livres de petits Tournois; au Convent de Neufchaſtel, & as Cordeliers de celuy leu, à chacun Convent vingt livres de Toullois; au Convent as Freres Preſchours de Toul, trente livres de Toullois; as Freres menus de mesme leu, vingt livres de Toullois; au Convent des Freres Preſchours de Mes, quarante livres de Toullois; as Precereſſes de Nancey, trente livres de Toullois; as Precereſſes & Cordelieres de Mes, à chacun Convent dix livres de Toullois; as Freres Preſchours de Verdun, vingt livres de Toullois; as Freres menus de ce même leu, dix livres de Toullois; à l'Abbaye de Bouſonville, quarante livres de petits Tournois; pour achepter quarante ſoudes de cens, pour faire chacun an un Aniverſaire pour my. Item, je veul que Freres Ferris de Luneville Maîtres de Dinité, preingne trois cens & ſiſſante livres de petits Tournois, & qu'il les doigne pour Deu dedans ma Terre; à S. Nicolas du Port, vingt ſous. Item, je veul con rende à l'Abbé de Chaumouſſey & au Convent, les domaiges que jou li ai fait, en destrouant le Molin qu'il avoit à Art ſur la Riviere de Meur. Item, jou eſlis ma ſepulture à Beapré, & je leurs doins cinq cens livres de petits Tournois, & mes pallefrois, & mon let, pour faire une Chaspellerie pour chanter chacun jour une Meſſe pour l'ame de mi, & de mes anciſeurs. Je veul que Thiebaus de Lyny, & tout mi autres Hoſte, ſoien bien payes. Je rapelle tous autres Teſtaments, & veul que cis ſoit tenus fermement. Item je fais & eſtablis mes Enſecuteurs de ce preſent Teſtament, Maheu mon Fils, Mouſignour Henry de Bayon, Labbé de Beaupré, qui qui oncques ſoit Abbé a ché luy, Dam Frere Ferris, Maiſtre de dennité, & Frere Nicole de Pringney, & veul tantoſt aprés mon decet, qui ſoit tantoſt fait enſemble ſaiſi & tenant de tous mes meubles, de tous mes joiaus, de tous mes vaiſelemens d'or & d'argent, & de toute ma Chapelle, quel part que tint: ſi bien que les deſſus nommei ſoient pour faire & pour eccomplir mon Teſtament. Aprés, je veul que ſe deus de mes Enſecuteurs ou li trois eſtoient empeschié, ou ne vauſiſens aller avant pour faire l'effecution de mon Teſtament; je veul que li dui puiſſent faire l'effecution ſans nul débat; & s'il avoit discort entre mes Effecuteurs, ne doutances en clauſes de mon Teſtament, je veul que Frere Ferry de Luneville deſſus nommés, les puiſſe accorder, & que ce qu'il diroit ſois tenus. Item, je veul qui mi Effecuteurs me faiſſent faire une expulture de cent livres de Tournois. Item, je veul que tantoſt aprés mon déces, que mi Effecuteurs tuit enſemble, & cil qui ſeroient preſent, ſoient ſaiſi & tenant Danville & dou Chaſtelet, & de toutes les Rentes des Tailles, & de toutes les appendiſes, en quel maniere que ce ſoit, pour faire & pour accomplir mon Teſtament, & ſe mes Hoirs empaechoit la ſaiſine ne l'effecution de mon Teſtament, je le més ſour le peril de l'ame de li, & que Dieus li piuſt demander au jour du jugement, enſi com à cheluy qui m'aureroit failli de foy & de promeſſe. Aprés, je veul que tout ce qui mi Effecuteurs, ou li dui, ou li trois d'aus despandront en plaidier, ou on pourchaſier mon Teſtament, qu'il les preignent ſus Einville & les appendiſes toutes, & les Tailles, & les Rentes, & que tuit enſemble, ou li dui, ou li trois, ſoient ades ſaiſi & tenant d'Ainville, & de toutes les choſes deſſusdites, tant mes Teſtamens ſoient tous fais & accomplis entierement. Et ſe uns de mes Hoirs ou autres, mettoit a raiſon mes Effecuteurs ou aucuns deus, de rendre compte des biens qu'ils averoient recheu de par moy, ou par la raiſon de mon Teſtament, ne pour la choiſon dou Teſtament mon Pere, veul que il en ſoient creu par leur ſimple parolle, ſans autre ſerment à faire, & veul encore que mi Effecuteurs accompliſſent le Teſtament mon Pere le Duc Ferry, & le Teſtament mon Oncle lou Comte Renaut de Chaſtres, la Comteſſe de Montbelliart Catherine que fuit, & lou Teſtament Monſignour Jean de Toul qui fuit en la forme & en la maniere qu'il eſt contenu en Teſtament mon Pere le Duc Ferry, & veul que mi Effecuteurs tantoſt aprés mon déces tuit enſemble, & cil qui preſent ſeroient, que les autres qui ne ſeroient preſent, ſoient tantoſt ſaiſi & tenant pour toutes ces choſes à faire de tous les biens meubles, & non meubles, enſi que mes Pere li Dus Ferry l'ait ordéné en ſon Teſtament. Et ſe uns de mes Hoirs empeschoit nulles de ces choſes deſſusdites, ne des Teſtamens deſſus nommés, j'en décharge l'arme de mi & le mes ſour le peril de l'arme de celi ou de ceaux de mes Hoirs qui metront débat ne empeschement; & prie & requier l'Evêque de Toul qui ſeroit à cheluy tans qu'à la proiere & en la requête de l'un de mes Effecuteurs ou de deus, qu'il mette le Tierre de cheluy ou de ceaus de mes Hoirs en entredit, qui empêcheront ou empêcheroient les effecutions des devans dis Teſtamens. Et s'il advenoit choſe que mes Hoirs ou mi Hoir par leurs ſerment offriſent à mes Effecuteurs qui ſeroient, & accompliroient mon Teſtament léalement, & les autres deſſus nommés, enſi com il eſt contenu en Teſtament mon Pere le Duc Ferry, mais qui ſoient ſaiſi des biens meubles & non meubles que je diviſe en mon Teſtament, je veul que mi Effecuteurs ne ſi puiſſent conſentir, ne donner droit à mon Hoir ou à mes Hoirs de cen faire; & ſe mes Hoirs ou mi Hoir leur faiſoient force, & pernoient les biens deſſus nommeis, ſoient meubles ou non meubles, je veul que li uns de mes Effecuteurs, ou li dui requirent le Evêque de Toul qui ſeroit, qui mette la Tierre en entredit, & j'en prie l'Evêque de Toul, qui eſt tenus à deffendre les Teſtamens de ſen Eveſchié, qui le faiſſe auſt que li uns de mes Effecuteurs, ou li dui, le requerront. Item, je donne encore à la Haice, dix livres de Toullois; au petit Barbier, dix livres Toullois; à Lanequim de la porte, cent ſous de Toullois. Et pour ceu que toutes choſes deſſus diviſées & ordenées ſoient fermes & eſtables, je Thiebaus Dus de Loherenne, & Marchis, ai mis mon Saiel en ce preſent mien Teſtament. Et nous Jehans par la patience de Dieu Abbé de Bouſonville, à la priere & à la requeſte de Noble Prinche & honorable noſtre chier Signeur Thiebaut Dus & Marchis de Loherrene, avons mis noſtre Saiel avec les ſon grant Seel en ce preſent Teſtament, qui fut fait l'an de grace notre Signour mil trois cent & douze ou mois d'Avril, la Vigile Saint Marc l'Evangeliſte; ſeellées de deux Seels en cire verde ſur doubles queuës.

ANN 131

Codicille du Duc THIBAULD II.

NOs THIBAUS par la grace de Dieu Dus & Marchis de Loherrene, en notre bon ſens, & en notre bonne memoire, & en la preſence de bonnes Gens; c'eſt à ſçavoir Maître Ferry de Leneville, Maheu mon Fils, & Maître Othe de Bouxieres, Phellepin de Roſieres, Pierreſſon de la Chambre, & pluſors autres, as fait ordenemens & eſtabliſſemens que totes les mauvaiſes Coſtumes qui eſtoient eslevées en mon tans fuſſent rapellées & miſes à niant, especialement que tuit cil de ma Duchié lor Tailles & lor Rentes paaiſſent desoronavant en Monnoie corſable de notre Duchié, aprés que li jugement des Chevaliers ſoit tenus & gardés ſi comme il fit jusques à tant mon Pere, & que li uns ou li dui ne puiſſent mettre lor jugement en la boche dou Duc qui ſeray: Aprés je wel que huict vaillans homs ſoit pris par la volanté de mes Executors, qui aille outre Mer pour l'arme de mi & de mon Pere le Duc Ferry. Et li douront mi Executors quatre cens livres de petits Tournois, aprés que tuit li aritaige d'autruy que j'ay enclos en mon Parc de Nancey & Dainville, ſoient rendus & nos autres Aritages de la Duchié. Et nos Thiebaus Dus deſſus nommés, volons & établiſſons tant com nos poons, que cette preſente Lettre ne puiſſe caſſier ne blaicier notre Teſtament, ne en tout ne en partie, en quelque meniere ſe ſoit, & prions & requetrons notre Hoir en foy & amiſté, qu'il taigne fermement cette preſente Lettre, auſſi bien comme notre Teſtament, & avec notre Teſtament. Ce fut fait l'an de grace mil trois cens & douze ans, la Vigile de ſainte Croix ou mois de May, ſcellées d'un grand Seau de cire verde ſur double queuë.

FIN DU TOME I. PARTIE I.

CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEUIL
DES
TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie; de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLE-MAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales dans les Cauſes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Teſtamens, Donations, Renonciations, & Proteſtations; les Inveſtitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, ſous quelque nom qu'on les déſigne, qui peuvent ſervir à fonder, établir, ou juſtifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme auſſi des Protocolles de quelques Grands Miniſtres; des Manuſcrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleurs Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; ſur tout des Actes de* RYMER; *& enfin des* AUTEURS *les plus eſtimés, ſoit en Hiſtoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE' IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME I. PARTIE II.

A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET G. WETSTEIN,
les JANSSONS-WAESBERGE, L'HONORE' ET CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXVI.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES PIECES CONTENUES Dans la II. Partie du I. Tome.

ANNO 1314. 27. Janvier.

LITTERÆ *Responsoriæ* EDWARDI II. *Angliæ Regis ad Papam* CLEMENTEM V. *de translatione* WALTERI REYNALDI *Wygornienſis Epiſcopi ad Cantuarienſem Eccleſiam. Datæ apud Wyndeſoram* 27. *Januarii* 1314. 1.

31. Janvier. *Accord fait entre* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre &* GUILLAUME *Comte de Hollande ſur diverſes avanies, faites aux Marchands Anglois, à Weſtmunſter le* 31. *Janvier* 1314. 2

1. Mars. *Mandatum* EDWARDI II. *Angliæ Regis Vice-Comiti Eborum de Terris eorum, qui ad torneandum extra Regnum ſe transferunt, in manum Regis capiendis. Dat. apud Haddele,* 1. *Martii* 1314. 2

24. Mars. *Litteræ* EDWARDI II. *Angliæ Regis quibus* ADOMARUM DE VALENTIA *Comitem Pembrochiæ, Cuſtodem Terræ Scotiæ conſtituit. Dat. apud Weſtmonaſterium* 24. *die Martii* 1314. 3

28. Avril. *Promeſſe de* RODOLPHE *Comte Palatin du Rhyn à* FRIDERIC *Duc d'Autriche, par laquelle il s'oblige à lui donner ſa voix dans l'Election d'un Empereur à la place de* HENRI VII. *mort quelque tems auparavant. A Spire le Dimanche après la St. George* 1314. 3

1. Mai. HENRICI *Marchionis Brandenburgenſis Promiſſio Duci Auſtriæ* LEOPOLDO *data de tribuendo Fratri ejus Duci Auſtriæ* FRIDERICO *ſuo ſuffragio in Electione Romanorum Regis. Datum Spiræ Kalend. Maji* 1314. 4

3. Mai. HENRICI *Archiepiſcopi Colonienſis Promiſſio Duci Auſtriæ* FRIDERICO *data de promovenda ejus in Romanorum Regem Electione & Coronatione. Dat. feria* 5. *poſt Invention. Stæ. Crucis* 1314. 4

9. Mai. *Archiepiſcopi Colonienſis* HEINRICI *Promiſſio data* LEOPOLDO *Auſtriæ Duci, de ſuffragando Fratri ejus* FRIDERICO *Auſtriæ Duci in Electione Romanorum Regis. Datum in Bacheraco quinta feria poſt Inventionem Stæ. Crucis VII. Idus Maji* 1314. 4

15. Mai. *Plenipotentia à* RUDOLPHO *Comite Palatino Rheni* JOANNI *Epiſcopo Argentinenſi,* JOANNI DE SPONHEIM, & JOANNI DE NASSAU *data ſuper Electione Romanorum Regis cum reliquis Principibus Imperii tractandi. Datum Heidelberg in Vigilia Aſcenſionis* 1314. 4

15. Mai. *Plenipotentia* JOANNI *Epiſcopo Argentinenſi,* OTTONI *Comiti de* Strazberg, & OTTONI *Comiti de* Ohſſenſtein *à* RUDOLPHO *Duce Saxoniæ data, ſuper Electione Romanorum Regis, cum reliquis Principibus Imperii tractandi & conveniendi. Heidelberg in Vigilia Aſcenſionis* 1314. 5

26. Mai. *Litteræ* EDWARDI II. *Angliæ Regis ad Magiſtrum* REYMUNDUM SUBIRANI *ſuper exitibus Aquitaniæ* CLEMENTI, *nuper Papæ oppignoratis. Dat. apud Dunolm.* 26. *die Maii Anno* 1314. 5

27. Mai. *Litteræ* EDWARDI II. *Angliæ Regis ad* CARDINALES & *ad alios de Credentia ſuper ſtatu Aquitaniæ. Datæ apud Dunolm.* 27. *Maii* 1314. 5

ANNO 1314. Juin.

Litteræ PHILIPPI IV. *Regis Franciæ ad* EDWARDUM II. *Angliæ Regem de Stapula Lanarum. Dat. apud Lorriacum die Martis poſt Pentecoſten Anno* 1314. 6

10. Juin. *Traité de Paix entre* AME' LE GRAND *Comte de Savoye &* JEAN *Dauphin de Viennois, par lequel leurs pretenſions reciproques ſur pluſieurs Places, Villes & Châteaux ſont reglées. Fait à Villars-Benit le* 10. *Juin* 1314. 6

29. Juin. *Epiſtola* EDUARDI II. *Angliæ Regis ad Romanæ Eccleſiæ Cardinalium Cœtum hortatoria de novo Pontifice eligendo. Dat. apud Novum Caſtrum* 29. *die Junii* 1314. 9

2. Juillet. *Litteræ* EDWARDI II. *Angliæ Regis ad* PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ, ſuper Ordinatione de Moneta in Aquitania revocanda. Dat. apud Berewycum* 2. *die Julii Anno* 1314. 9

16. Juillet. *Litteræ* EDWARDI II. *Angliæ Regis ad* PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ reſponſoriæ ſuper negotio Stapulæ. Dat. apud Berewycum* 16. *die Julii Anno* 1314. 10

26. Juillet. *Lettre de* ROBERT, *Comte de Flandre, à* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, par laquelle il le prie de vouloir proteger les Marchands de Flandres qui ſe trouvent dans ſon Roiaume. A Bruges le* 26. *Juillet* 1314. 10

29. Juillet. RUDOLPHI *Ducis Saxoniæ Promiſſio facta* FRIDERICO *Duci Auſtriæ de ſuffragio ſuo in Electione Regis Romanorum proxime fienda. Viennæ* 4. *Kalend. Auguſti* 1314. 10

Août. *Traité entre* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, & le* PRIEUR *de la Ville de* PAYERNE, *touchant l'Avouerie, & la Garde du Monaſtere de la dite Ville. Fait au mois d'Août* 1314. 10

10. Sept. *Litteræ quorundam* CARDINALIUM *ad* EDWARDUM II. *Angliæ Regem de exceſſibus, per Vascones contra Cardinales Italicos, in electione novi Pontificis, perpetratis. Dat. Valentiæ* 10. *die Septembris Anno* 1314. 12

18 Septemb. *Sauf-Conduit accordé, par* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, aux Deputez de* ROBERT DE BRUS, *Roi d'Ecoſſe, pour traiter de leurs diferens. Donné à Everwyk le* 18. *Septembre* 1314. 12

2. Octob. *Mandatum* EDWARDI II. *Regis Angliæ de Uxore, Sorore, Filia* ROBERTI DE BRUS, & *aliis Priſonibus ad Karliolum conducendis. Dat. apud Eboram* 2. *die Octobris Anno* 1314. 13

7. Octob. *Plein-pouvoir accordé par* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre pour traiter d'une Paix, où d'une Trêve, avec* ROBERT DE BRUS, *ou ſes Deputez. Donné à Everwyk le* 7. *Octobre* 1314. 13

15. Octob. *Plenipotentia ab* HEINRICO *Archiepiſcopo Colonienſi* RUDOLPHO *Comiti Palatino Rheni & Electori data, vice & nomine ſuo perſonam idoneam in Romanorum Regem & Imperatorem nominandi, & eligendi. Dat. Idus Octobr.* 1314. 13

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1314.

17. Octob. 18. Octob. — *Ligue entre* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, &* JEAN *Dauphin de Viennois pour la défense du Royaume d'Arles le* 17. *d'Octobre* 1314. 13

HENRICI *Bohemiæ & Poloniæ Regis,* RUDOLPHI *Comitis Palatini, &* RUDOLPHI *Ducis Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Electorum, Litteræ ad summum Pontificem, quibus notificant, se* FRIDERICUM *Ducem Austriæ in Regem Romanorum elegisse. Cum inserto ejusdem Electionis Decreto;* nec non *Litteris annexis Archiepiscopi Colonienſis* HEINRICI *ad summum Pontificem ejusdem tenoris. Dat.* 4. *Kalend. Decembris* 1314. 14

15. Nov. — RUDOLPHI *Comitis Palatini Rheni Plenipotentia* GERLACO *Comiti de Nassawe Sororio suo data, coronationi Cæsareæ* FRIDERICI *Ducis Austriæ suo nomine assistendi. Dat. in Heidelberg* 1314. *feria sexta post diem B. Martini.* 15

4. Decemb. — *Litteræ* EDWARDI II. *Regis Angliæ ad* NICHOLAUM *Cardinalem, Ostiensem & Velletrensem Episcopum, de Concordia inter Cardinales & de Electione Papæ acceleranda. Dat. apud Berckhamsted* 4. *die Decembris Anno* 1314. 16

1315. — *Deux Lettres d'assurance; l'une de* LOUIS *de Baviere élu Empereur; l'autre de* PIERRE *Archevêque de Mayence, pour la Ville de* Spire, *à l'egard des hostilités, insultes, & dommages qui pourroient lui arriver pour avoir embrassé le parti de* LOUIS *contre* FREDERIC *d'Autriche aussi élu Empereur; la premiere donnée à Oppenheim le Samedi avant le* 12. *jour, & la seconde aussi à Oppenheim le Dimanche avant le* 12. *jour, lorsque l'on comptoit l'an de la Nativité de Christ* 1315. 16

24. Mars. — *Romanorum Regis* FREDERICI *Confirmatio Contractus Permutationis Anno* 1308. *inter* HENRICUM VII. *Romanorum Regem, &* JOANNEM *Episcopum Argentinensem IX. Cal. Aprilis* 1315. 17

20. Avril. — *Forma Pacis & Concordiæ inter* EDWARDUM II. *Regem Angliæ, &* REYMUNDUM *Vicecomitem Frouciaci. Dat. apud Westmonasterium,* 20. *die Aprilis* 1315. 17

28. Mai. — *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* ALPHONSUM *Regem Castellæ, de attemptatis reformandis. Datæ Westmonasterii die* 28. *Maii Anno* 1315. 17

15. Juin. — *Litteræ* LUDOVICI X. *Regis Franciæ ad Status* AQUITANIÆ *super complemento Pacum cum* EDWARDO *Rege Angliæ. Datæ Parisiis* 15. *Junii* 1315. 18

15. Juin. — *Litteræ* LUDOVICI X. *Regis Franciæ Declaratoriæ quoad Adhærentes & Gardiatores in Ducatu Aquitaniæ. Datæ Parisiis die* 15. *Junii* 1315. 18

23. Juin. — *Arrêt donné par le Roi* LOUIS X. *surnommé* Hutin, *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandre, pour les choses faites par ledit* ROBERT *contre le Roi & sa Justice. Au mois de Juin* 1315. 18

26. Juin. — *Litteræ* LUDOVICI X. *Regis Franciæ de hiis quæ complenda supersunt secundum Pacem inter Angliæ & Franciæ Reges utrinque complendis. Datæ Parisiis die* 26. *Junii Anno* 1315. 21

14. Juillet. — *Second Arrêt de* LOUIS X. *surnommé* Hutin *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandres & les Flamands. Donné le* 14. *Juillet* 1315. 22

17. Juillet. — *Lettre de* ROBERT *Fils du Comte de Flandre à* LOUIS X. *surnommé* Hutin *Roi de France, par laquelle il declare être obligé d'assister le Comte son Pere contre le Roi, qui est son Seigneur, auquel il renvoye l'hommage & la feaulté qu'il lui devoit. Datée du mois de Juillet de l'An* 1315. 23

18. Juillet. — *Lettre de* LOUIS X. *Roi de France à* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, par laquelle il le prie & le somme de vouloir faire arrêter tous les Flamands, avec leurs biens, qui se trouveront dans les Pais de sa Domination. A Crecy le* 18. *Juillet* 1315. 24

ANNO 1315.

1. Septemb. — *Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, par laquelle il ordonne à tous les Vicomtes de son Roiaume de tenir la main à ce que les Flamans, ennemis du Roi de France, soient bannis de ses Etats. Donné à Nicole le* 1. *Sept.* 1315. 24

16. Sept. — *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Cardinales deprecatoriæ pro eligendo Papa. Datæ apud Rameſey die* 16. *Sept.* 1315. 25

18. Sept. — *Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre à* LOUIS X. *Roi de France, pour s'excuser auprès de lui de ce qu'il ne peut pas employer toute sa Flote contre ses Ennemis de Flandres, quoi qu'il y en destine une partie. Donné à Dytton le* 18. *Septembre* 1315. 25

Septemb. — *Testament de* FERRY IV. *Duc de Lorraine & Marchis, par lequel, entr'autres choses, il recommande l'execution des Testaments de* THYBAUT *son Pere & de* MARGUERITE *sa Mere; Il confirme certains Dons faits par lui auparavant à* AUBERT *Seigneur de Hardonviller, & prie le Roi de France de tenir la main à ce que ses Dispositions soient executées. Avec l'Acceptation & Promesse dudit Roi sur cela. A Paris au mois de Septembre* 1315. 25

5. Octob. — *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Cœtum Cardinalium, quod ad electionem Summi Pontificis summa cum celeritate procederent. Datæ Ebori, die* 5. *Octobris Anno* 1315. 27

Traité entre LOUIS X. *surnommé* Hutin, *& la Noblesse d'*ARTOIS. *Fait l'An* 1315. 27

Decemb. — *Traité de Paix entre* MAHAUD *Comtesse d'Artois, & la* NOBLESSE *dudit Pays. Fait par* LOUIS X. *Roi de France au mois de Decembre* 1315. 28

9. Dec. — *Traité d'Alliance entre les trois Cantons d'*URI, de SWITZ, & de UNDERWALD, *pour la Défense & Conservation de leurs biens & de leurs Personnes. Fait à Brumen le Mardi après la St.* NICOLAS *Anno* 1315. 29

1316. 20. Fevrier. — *Epistola* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* HAGUINUM *Regem Norwegiæ, de restitutione detentæ Navis facienda. Data apud Lincolniam die* 20. *Februarii Anno* 1316. 30

1. Avril. — *Tabulæ Fœderis inter Judices, Consules & Universitatem Terræ* WORTSATIÆ *atque Consules & Universitatem Civitatis* HAMBURGENSIS *initi, quibus mutuam sibi pollicentur assistentiam contra quoscumque* Turris Novæ Ocht *Aggressores. Dat. in nova Ocht Anno* 1316. *feria quinta ante festum Palmarum.* 30

12. Avril. — *Epistola* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* HAGUINUM, *Regem Norwegiæ, super damnorum utrinque illatorum negotio componendo. Data apud Wyndesoram* 12. *Aprilis Anno* 1316. 31

18. Mai. — *Litteræ Patentes* EDWARDI II. *Regis Angliæ de Civitate* Burdegaliæ *Coronæ Angliæ & Cameræ Regis annexanda. Dat. apud Westmonasterium die* 18. *Maii* 1316. 31

1. Juin. — *Litteræ Patentes* EDUARDI II. *Regis Angliæ, quibus Villam* Sanctæ Fidis *aliasque Ducatus Aquitaniæ Villas Coronæ Angliæ annectit. Datæ apud Westmonasterium primo die Junii Anno* 1316. 31

17. Juin. — *Traité entre* PHILIPPE *Regent des Royaumes de France & de Navarre, &* EUDES IV. *Duc de Bourgogne, qui consent que le dit* PHILIPPE *tienne le Gouvernement des Royaumes de France & de Navarre. Fait au Bois de Vincenne, le* 17. *Juin* 1316. 31

Litteræ

ANNO 1316. 9. Août. *Litteræ* HAQUINI *Norwegiæ Regis ad* EDUARDUM II. *Angliæ Regem super Nave Burgenſium Berewici Urbis detenta responſoriæ. Datæ apud Civitatem Bergenſem 5. Idus Auguſti Anno* 1316. 32

1. Sept. *Traité entre* PHILIPPE *Comte de Poitiers, Regent du Royaume de France, &* ROBERT *Comte de Flandre. Fait à Paris le* 1. *Septembre* 1316. 33

1317. *Concordia per* BORCHARDUM *Epiſcopum Lubicenſem, inter Capitulum ejuſdem, & Conſules urbis* LUBECÆ, *ſuper diſcordiis inter eos exortis facta, quod videlicet utrique Partium in eo ſtatu, in quo ſunt, jura ſalva in omnibus permaneant, quousque aliqua Partium de Jure ſuo voluerit experiri; Interea tamen Civibus indulgetur, ut quicunque Altaria conſtruere & dotare voluerit, hoc ei liberum ſit, & ipſe ejusque Hæredes Jus Patronatûs poſſideant.* 35

1. Avril. *Diſpenſatio Papæ* JOHANNIS XXII. *pro Liberis Regis Angliæ* EDUARDI II. *in gradu prohibito maritandis. Data Avinione* 1. *April. Anno* 1317. 36

9. Avril. *Adjournement fait par* PHILIPPES V. *Roi de France, ſurnommé* le Long, *à* ROBERT *Comte de Flandres, à comparoir en ſa Cour, touchant l'infraction des choſes contenues au Traité de Paix précédent, donné le* 9. *Avril* 1317. 36

9. Avril. *Commiſſion de* PHILIPPES le Long *Roi de France, pour adjourner* MAHAULT *Comteſſe d'Artois à comparoitre pour le Jugement de* ROBERT *Comte de Flandres, à Paris le* 9. *Avril* 1317. 37

9. Avril. *Citation faite de la part de* PHILIPPE le Long *Roi de France à l'Evêque de* LOUDUN, *à aſſiſter au jugement des Pairs de France contre le Comte de Flandre. Fait à Paris le* 9. *Avril* 1317. 37

15. Avril. *Litteræ Patentes* PHILIPPI V. *Regis Franciæ,* EDUARDUM II. *Regem Angliæ ad Homagium pro Ducatu Aquitaniæ præſtandum poſcentes. Datæ Pariſiis die* 15. *Aprilis Anno* 1317. 38

26. Mai. *Conventiones habitæ inter* EDUARDUM II. *Regem Angliæ & Dominum* DE EGREMOND *ſuper Maritagium* JOHANNÆ *Neptis Regis. Datæ apud Weſtmonaſterium* 26. *Maji Anno* 1317. 38

10. Juill. *Acte par lequel* PHILIPPE le Long *Roi de France accepte la Proteſtation faite par* MATHILDE *Comteſſe d'Artois, qu'elle ne prétend point préjudicier à ſes Droits en comparoiſſant devant la Juſtice dudit Roi pour les accuſations intentées contr'elle. Fait à Paris le* 10. *Juillet* 1317. 38

13. Sept. *Traité de Giſors, par lequel* PHILIPPE le Long *Roi de France admet les excuſes de* LOUIS *Fils aîné du Comte de Flandre, de Nevers, & de Retheil, Baron de Donzy, accepte la ſaiſie des Forteresſes remiſes à ſa Majeſté par ledit* LOUIS *en lui baillant un gand; & le reçoit à l'hommage, ſans préjudice des droits aquis à Sa Majeſté ſur les dites Comtez, en baillant par lui ſureté à* GIRARD DE CHATILLON & GUILLAUME DAULIZY *Chevaliers, & quarante ou cinquante autres, & demeurant à l'arbitrage du Connétable* DE CHATILLON *& du Sieur de* SUILLY. *Fait le* 13. *Septembre* 1317. 39

18. Octob. *Lettres Imperiaux accordés par* LOUIS *de Baviere Roi des Romains à la Ville de* SPIRE, *pour la démolition des Murs & autres Ouvrages de* Landau *après l'occupation, avec aſſurance qu'ils ne ſeront ni relevés ni reparés, juſques à ce que le prix de l'engagement lui ait été rembourſé. A Francfort le Mardi après la Fête de St. Gall* 1317. 40

Lettres de LOUIS *de Baviére Roi des Romains, par leſquelles il engage* Landau *à la Ville de* SPIRE *pour une Somme de* 15500. *Livres en compenſation des Dommages ſouferts par elle en ſuivant ſon parti. A Francfort le Mecredi après la St. Luc* 1317. 41

Traité entre les Deputez de PHILIPPE le Long *Roi de France, &* ROBERT *Comte de Flandre, & les Villes dudit Pais par leurs Deputez. Fait à Paris, au mois de Novembre* 1317. 41

Litteræ EDUARDI II. *Regis Angliæ, ad* PHILIPPUM Longum *Regem Franciæ de attemptatis in Aquitania emendandis. Datæ apud Haddele, die* 30. *Martii Anno* 1318. 42

Traité & Concordat entre JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *de Flandre Seigneur de Tenremonde, touchant leurs droits ſur Tenremonde, Merchten, & la Capelle. Fait à Bruxelles, l'An* 1318. 42

Litteræ EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* PHILIPPUM Longum *Regem Franciæ, ſuper dilatione Homagii pro Ducatu Aquitaniæ præſtandi. Datæ apud Weſtmonaſterium* 16. *die Junii Anno* 1318. 43

Litteræ Ducis Oppavienſis NICOLAI *promittentis* JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi omnem fidelitatem, devotionem, & obedientiam, pro dato ſibi in feudum Ducatu Oppavienſi, præſtare, eique contra omnem Hominem tanquam fidelis Vaſallus omnibus viribus auxiliari, & cuncta promiſſa inviolabiliter ſervare. Datum Pragæ* 5. *Nonas Julii* 1318. 43

Litteræ EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* PHILIPPUM Longum *Regem Franciæ ſuper Homagio faciendo. Dat. apud Notyngham* 12. *Auguſti* 1318. 43

Traité de Paix entre PHILIPPE DE SAVOYE *Prince d'Achaye, le Marquis de* SALUCES, & MATTHIEU *Seigneur de Milan. Fait à Lombriasque le* 19. *Août* 1318. 44

Accord entre FERRY *Duc de Lorraine & Marchis, &* GAUCHIER DE CHASTILLON *Connétable de France, ſur le Droit de la Monnoye dans la Ville de Neuf-Châtel en Lorraine. Du Mecredi avant la Fête de la Nativité de notre Dame* 1318. 45

Declaration des principaux Seigneurs de FRANCE, *qu'ils n'aſſiſteront point* PHILIPPE le Long, *contre le Comte de Flandre, ſi le Roi viole la Paix; avec le ſentiment du Pape* JEAN XXII. *ſur ladicte Paix. Fait le* 7. *de Janvier* 1319. 45

Conventio inter HENRICUM *Epiſcopum Lubicenſem atque Capitulum ibidem ab una, &* CONSULES LUBICENSES *ab altera parte, ſuper diſtinctionibus Terminorum ſeu limitum facta. Datum in Capitulo Lubicenſi Anno* 1319. *in Dominica Palmarum.* 46

Sauf-Conduit du Roi de France PHILIPPE le Long *donné à* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, pour l'entrevuë qui ſe devoit faire entr'eux en France. Donné le lendemain de Pâques Fleuries, l'An* 1319. 46

HEINRICI *Ducis Sileſiæ, Domini de Jaur & Furſtenberg, Reſignatio* JOANNI *Bohemiæ Regi facta de omnibus Juribus, in Marchiis, Provinciis, Terris & Poſſeſſionibus* Luſicenſi, Lubacenſi & Budiſſinenſi, *ſibi competentibus. Dat. in Caſtris prope Olsmitz* 10. *Calendas Octobris* 1319. 47

Traité de Paix & Confederation entre JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Hollande, au ſujet de la Seigneurie de* Heusden. *Fait à Nidegguen, l'An* 1319. 47

ANNO 1317. 19. Octob. 4. Nov.

1318. 30. Mars. 23. Mai. 16. Juin. 5. Juillet. 12. Août. 19. Août. 2. Septemb.

1319. 7. Janvier. 1. Avril. 2. Avril. 22. Sept. 25. Sept.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1319. 28. Sept. *Lettres de* HENRI *Dauphin élu & confirmé Evêque de Metz, par lesquelles il promet & s'oblige à* FERRY *Duc de Lorraine de l'indemniser pleinement & entierement de tous les Payemens qu'il pourroit faire, & de tous les Depens, Dommages & Pertes qu'il pourroit soufrir de la part de* HENRI DE FENESTRANGES, *Seigneur de Fauquemont, envers lequel il s'étoit rendu Caution & Pleige pour lui &c. Fait le Vendredi devant la Fête St. Michel, au mois de Septembre* 1319. 48

30 Novemb. *Regis Bohemiæ* JOANNIS *Privilegium & Promissum, Izcolis Marchiæ & Provinciæ* BUDISSINENSIS *datum, Quod nec per se neque per Hæredes aut Successores suos Marchia cuique quovis nomine concedenda, vendenda, aut ullo unquam tempore permutanda sit. Datum Pragæ die 2. Cal. Decembris* 1319. 49

1320. 6. Avril. *Traité de Paix entre* LEOPOLD *Duc d'Autriche & la Ville de* SPIRE *pour durer par Terre & par Eau jusques à ce que l'une des Parties ait déclaré publiquement à l'autre qu'il y renonce. Fait le jour Saint Sixte* 1320. 50

5. Mai. *Traité entre* PHILIPPE le Long *Roi de France, & ROBERT Comte de Flandre, par lequel ce qu'il y avoit de trop rude contre les Flamands dans les Traitez précédens est moderé. Fait à Paris le 5. de Mai* 1320. 50

1321. 10. Fevrier. *Sententia Diffinitiva in Causa inter* WLADISLAUM *Poloniæ Regem ab una, & Magistrum atque Fratres Domus S. Mariæ* TEUTONICORUM *à parte altera, de restituenda Regi Terra* Pomeraniæ, *per Fratres præfatos hucusque injuste possessa; lata per Archiepiscopum* JANISLAUM *Gnesuensem, nec non* DOMARATUM *Episcopum Posnaniensem &* NICOLAUM *Abbatem de Mogilno, tanquam Commissarios Apostolicos. Actum in Juniwladislavia IV. Idus Februarii* 1321. Cum *inserto Mandato* JOANNIS *Papæ. Dat. in Avinione III. Idus Septemb. Anno* 1321. 50

14. Juin. *Traité entre* AGNES *de France, Duchesse de Bourgogne,* AME' *Comte de Savoye, &* JEAN *Comte d'Auxerre, sur le Mariage de* ROBERT *de Bourgogne, avec* JEANNE DE CHALON. *Fait à Châlon l'an* 1321. 51

1322. 18. Mars. *Extrait du Traité de Paix entre* LOUIS *dit* de Cressy, *Comte de Flandre, &* GUILLAUME *Comte de Hainault, Hollande & Zelande, par la médiation de* CHARLES IV. *Roi de France. Fait l'An* 1322. 52

17. Avril. *Pactum inter Ducem & Commune* VENETORUM *ab una, atque Commune & Homines Civitatis* TRAGURIENSIS *à parte altera; Quo hocce Commune cum Civitate, Comitatu, & Districtu suo, Dominio, Regimini, Obedientiæ, Protectioni & Defensioni memorati Ducis & Communis se in perpetuum subjicit, salvis Honorificentiis & Juribus D. Regis Hungariæ, quæ haberet vel habere deberet in Civitate præfata; insimulque de eligendo ad regendum dictam Civitatem Comite, uti & de forma Regiminis conveniunt. Actum in Ducali Palatio Venetiarum die* 17. *Aprilis Anno* 1322. 52

24. Avril. *Pactum Confœderationis inter* PAULUM *Comitem Filium* PAULI *Bani olim Croatorum, ex parte una, atque Commune & Homines Civitatis* TRAGURIENSIS *ex altera, qua conveniunt, quod dictus Comes debeat rebellare & facere vivam Guerram contra* MLADENUM *Banum Croatorum & contra omnes Tragurienium hostes; pariaque debeant facere Tragurienses, salva fidelitate Regis Ungariæ & salvo Duce Venetorum &c. Dat. Anno* 1322. *Ind. 5. die* 24. *Aprilis.* 53

Accord & Compromis fait, par la médiation de CONRAD *Archevêque de Mayence, entre la Ville de* STRASBOURG *d'une part, & la* NOBLESSE *qui s'étoit separée de ladite Ville d'autre part; ils y conviennent de remettre la Decision finale de leurs Differents à certains Arbitres, comme aussi de quelques Reglemens propres à faciliter cet Accommodement. A Spire le jour & Fête de St. George* 1322. 54

ANNO 1322. 24. Avril. *Traité entre* FERRY III. *Duc de Lorraine &* EDOUARD *Comte de Bar, par lequel le Duc* FERRY *s'engage de garder la Neutralité durant la Guerre que le Comte* EDOUARD *va entreprendre contre le Roi de Bohême, &* EDOUARD *s'oblige de reprendre en foi & Hommage tous les Fiefs qu'il possedoit entre Meuse & Moselle, & qui lui étoient échus de la Succession de* PIERRE *de Bar son Oncle l'An* 1322. *le Dimanche après la S. Urbain.* 344

Mai. *Sententia* EDUARDI II. *Regis Angliæ contra* THOMAM *Comitem Lancastriæ & ejus Adherentes, prolata apud Eborum die 2. Maii Anno* 1322. 55

2. Mai. *Bulla Papæ* JOHANNIS XXII. *qua concessit* FRATRIBUS DE HOSPITALI SANCTI JOHANNIS *Jerusalem in Anglia, Possessiones* TEMPLARIORUM. *Datæ Avinione* 10. *Kal. Junii* 1322. 57

23. Mai. *Arrêt du Parlement qui adjuge à* LOUIS *Comte de Nevers, Fils de* LOUIS, *Fils Aîné de* ROBERT *Comte de Flandre, ledit Comté de Flandre, contre* ROBERT *Fils puîné dudit* ROBERT & MATHILDE *sa Sœur, du 29. Janvier* 1322. 58

1322. 1323. 29. Janvier. *Forme de Trêves pour treize Ans, entre* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, &* ROBERT DE BRUS *Roi d'Ecosse. Donné à Thorp, près d'Everwyk le 30. Mai l'An* 1323. 59

1323. 30. Mai. *Traité entre* JEAN III. *Duc de Brabant, &* OTHON *Seigneur de Cuyck, par lequel ledit* OTHON *reçoit la Ville de* Grave *en fief dudit* JEAN *Duc de Brabant. Fait à Bruxelles l'An* 1323. 60

24. Juin. *Traité en forme de Promesse, entre le Duc* FERRY *ou* FREDERIC III. *&* EDOUARD I. *Comte de Bar, par lequel ils s'engagent reciproquement de faire épouser leurs Enfans* RAOUL & ALIENOR *dans six Ans, du 3. Juillet* 1323. 344

3. Juillet. *Declaratio* EDUARDI II. *Regis Angliæ de prorogatione Treugæ inter Subditos Regis & Subditos* LUDOVICI *Comitis Flandriæ, facta 22. Julii* 1323. *apud Brustwyk.* 60

22. Juillet. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* ROBERTUM *Regem Siciliæ, super Portionibus Provinciæ Regi liberandis. Datæ apud Pykering die* 17. *Augusti* 1323. 61

17. Août. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOANNEM XXII. *de Credentia super diversis negotiis, & inter cætera, contra Electum Wintoniensem, quem* Pseudo-Nuncium *nuncupat & Adversarium. Datæ apud Pykering die* 17. *Augusti* 1323. 61

17. Août. *Litteræ Papæ* JOANNIS XXII. *ad* EDUARDUM II. *Regem Angliæ, super Præfectione* JOHANNIS DE STRATFORD *in Episcopum Wyntoniensem. Datæ Avenione die* 20. *Augusti* 1323. 62

20. Août. *Sauf-conduit accordé par* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, aux Deputés de* ROBERT DE BRUS, *Roi d'Ecosse, conformément à la Trêve faite entr'eux. Donné à Pykering le* 22. *Août* 1323. 62

22. Août. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* JACOBUM *Regem Aragoniæ, de mar-*

30. Août.

ANNO 1323. 8. Octob. *marcandi Licentia non concedenda. Datæ apud Grenham 30. die Augusti* 1323. 63

Epistola JOHANNIS *Papæ XX. ad Capitulum Ecclesiæ Pragensis de Processu contra* LUDOVICUM BAVARUM *Regem Romanorum Avinione VII. Idus Octobris. Pontificatus sui Anno* 8. Cum *Edicto ejusdem Papæ inserto, quo præfatum* LUDOVICUM *Bavarum, monet, & sub Excommunicationis pœna injungit, ut intra terminum præfixum ab administratione Imperii abstineat, nec prius resumat quam persona sua per Sedem Apostolicam sit approbata. Datum Avinione in Palatio Episcopali VIII. Idus Octob. Pontificatus Anno VIII.* 63

14. Nov. *Ordre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre au Vicomte de Kent & à tous les autres Vicomtes & Baillifs d'Angleterre, de poursuivre à teni & à cri* ROGER DE MORTIMER *& ses Adhérens. Donné à Notingham le* 14. *jour de Novembre* 1323. 64

24. Nov. *Lettres Patentes d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, pour regler l'administration de la Justice en* Irlande. *Données à Notingham le* 24. *de Novembre* 1323. 65

1324. 13. Janvier. *Litteræ Papæ* JOANNIS XXII. *ad* EDUARDUM II. *Regem Angliæ de Colloquio inter Papam, ipsum & Comitem* DE MUREF *habito, & super Titulo Regis in Literis ad* ROBERTUM DE BRUS *scribendis. Datæ Avenione die* 13. *Januarii* 1324. 65

31. Mars. *Prorogation de la Trêve, entre les* ROIX DE FRANCE *&* d'ANGLETERRE *jusques à la quinzaine après la Pentecôte. A Poissy le dernier de Mars* 1324. 66

1. Avril. *Literæ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *de non scribendo ad* ROBERTUM DE BRUS, *sub Titulo Regis; de Episcopo Herefordensi lasæ Majestatis reo; & de Possessionibus Templariorum Hospitalariis concedendis. Datæ apud Westmonasterium primo die Aprilis Anno* 1324. 67

1. Avril. *Literæ Patentes* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Præfectus suos super prorogatione Treugæ inter Subditos Regis &* LUDOVICI *Comitis Flandriæ. Datæ apud Westmonasterium die primo Aprilis* 1324. 67

8. Mai. *Literæ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *de attemptatis Gallicorum & pro Pace cum Rege Franciæ. Datæ apud Westmonasterium Octavo die Maii* 1324. 67

29. Mai. *Investiture de la Ville & du Pais de* LUCQUES *donnée par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE *à* CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le* 29. *Mai* 1324. 68

29. Mai. *Pardon accordé par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE, *à la Ville de* LUCQUES, *qui s'étoit revoltée contre l'Empereur* HENRI VII. *Fait à Francfort le* 29. *Mai* 1324. 68

29. Mai. *Investiture de la Ville & du Pais de* PISTOYE *donnée par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE *à* CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort le* 29. *Mai* 1324. 69

21. Juillet. *Mandatum* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Præfectum quinque Portuum, de Subditis Regis Franciæ arrestandis. Datum apud Porcestriam vicesimo primo die Julii Anno* 1324. 69

28. Juillet. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *super attemptatis Gallorum in Vasconia & quod Rex nihil intentatum reliquit pro Pace habenda. Datæ apud Durford* 28. *Julii* 1324. 69

22. Sept. *Traité de Trêve entre le Roi de France* CHARLES *le Bel &* EDOUARD, *Roi d'Angleterre, fait devant la Reolle, le Samedi lendemain de la St. Matthieu* 1324. 71

ANNO 1324.

30. Sept. *Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre aux grands Seigneurs, Archêveques, Abbez, Consuls & Universités &c. d'*Aquitaine, *par laquelle il les exhorte à perseverer dans la fidelité qu'ils lui doivent contre le Roi de France. Donnée à Porcestre le* 30. *Septembre* 1324. Avec *une* INFORMATION *de son Droit.* 72

30 Septemb. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* JACOBUM *Regem Arragoniæ pro subsidio Hominum ad arma contra Regem Franciæ. Datæ apud Porcestriam tricesimo die Septembris Anno* 1324. 73

15. Nov. *Litteræ Patentes* EDUARDI II. *Regis Angliæ de Potestatibus & de Commissariis ad tractandum super Pace cum Rege Franciæ. Datæ apud Westmonasterium decimo quinto die Novembris Anno* 1324. 73

1325. 8. Mars. *Literæ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *super Tractatu cum Rege Franciæ & Missione Reginæ* ISABELLÆ *ad dictum Regem, super Tractatu cum Scotis, & super Cardinalibus beneficiatis. Datæ apud Turrim Londoniæ* 8. *die Martii* 1325. 73

24. Avril. *Confederation communement appellée de la* PAIX PUBLIQUE, *concluë entre les Villes de* Mayence, *de* Strasbourg, *de* Worms, *de* Spire *&* d'Oppenheim, *pour la sûreté des Chemins, tant par Terre que par Eau, & pour la conservation du Commerce. Faite le Mecredi avant la St. Marc.* 1325. Avec *l'accession d'*EMICH, *Evêque de Spire, du jour de Sainte Walpurge* 1325. 74

24. Avril. *Venditio Castri de* Cauderaza *ejusque Territorii, in Vicaria Nicie siti, per Domicellum* PAULUM CHABAUDI *de Nicia,* ROBERTO *Jerusalem & Siciliæ Regi Illustri facta pretio duorum millium Librarum Provincialium refforciatorum. Actum Nicie &c.* 75

6. Mai. *Litteræ Patentes* EDUARDI II. *Regis Angliæ, quibus Legatis suis potestatem dat ad tractandum de Pace cum Rege Galliæ* CAROLO IV. *Datæ apud Wyntoniam* 6. *die Maii* 1325. 76

14. Mai. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *de Negotiatione* ISABELLÆ *Reginæ & successu seriatim, & de Tractatu cum Scotis. Datæ apud Porcestriam* 14. *die Maii* 1325. 77

26. Mai. *Prolongation de la Trêve entre* CHARLES IV. *dit* le Bel, *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre, pour un mois après la Fête de S. Baptiste. Fait à Fontainebleau, le* 26. *Mai* 1325. 77

31. Mai. *Traité de Paix entre* CHARLES IV. *dit* le Bel, *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre. Fait à Paris le dernier de Mai* 1325. Avec *les* PLEIN-POUVOIRS *de ces deux Rois.* 78

4. Sept. *Lettres Patentes du Roi de France* CHARLES IV. *par lesquelles il declare de vouloir bien recevoir l'hommage, que le Roi d'Angleterre* EDOUARD II. *lui devoit faire en personne, de son Fils aîné, à condition que ledit Roi transporte à celui-ci toutes ses Terres en France, & qu'en outre ce Fils aîné s'oblige à payer au Roi de France la somme de* 60000. *Livres Paris. Donné à Chateau-neuf sur Loire le* 4. *Septembre* 1325. 80

5 Sept. *Convention inter Reges Romanorum* LUDOVICUM *Bavarum, &* FRIDERICUM *Austriacum, de possidendo, procurando & administrando Romanum Imperium insimul tanquam una eademque Persona. Actum Monachii die Jovis ante diem*

ANNO

1325. 10. Sept. *Litteræ Patentes* EDUARDI II. *Regis Angliæ, quibus Ducatum Aquitaniæ Primogenito suo* EDUARDO *donat. Datæ apud Dovorriam 10. die Septembris Anno 1325.* 81

18. Octob. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *super petitione Scotorum ab ipso rejecta & supra Negotiationibus cum* CAROLO IV. *Rege Franciæ. Datæ apud Shene die 18. Octobris 1325.* 82

1. Dec. *Reponse d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre au Roi de France* CHARLES IV. *dans laquelle il se plaint de ce que la Reine son Epouse & son Fils aîné* EDOUARD, *sous des prétextes frivoles, ne vouloient pas encore s'en retourner en Angleterre. Donné à Westmunster le 1. Decembre 1325.* 82

1. Decemb. *Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre à la Reine* ISABELLE *son Epouse, dans laquelle il l'exhorte à s'en retourner sans delai en Angleterre, & d'y renvoyer aussi au plûtôt son Fils aîné* EDOUARD. *Donné à Westmunster le 1. Decembre 1325.* 83

2. Decemb. *Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre à son Fils aîné* EDOUARD, *dans laquelle il lui enjoint de s'en revenir au plûtôt en Angleterre, avec ou sans sa Mere. Donné à Westmunster le 2. Decembre 1325.* 83

7. Dec. *Codicille d'*ISABEAU DE RUMIGNI *Ducheſſe de Lorraine. Fait le Samedi après la Fête de St. Nicolas en hiver l'An 1325.* 83

10. Dec. *Lega frà le tre Cantoni d'*URANIA, SCWIT & UNDERVALD *fatta à Biren l'Anno 1325. nel primo Martedi Doppo Santa Nicola.* 84

22. Dec. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Archiepiscopos & Abbates Regni sui, ne quis prætextu Litterarum Papalium, aliqua Juri Coronæ præjudicialia attemptare præsumat. Datæ apud Sanctum Edmundum die 22. Decembris 1325.* 85

1326. *Extrait du Traité & Conditions, sous lesquelles ceux de* BRUGES, *d'*YPRES, *& autres leurs Adhérans sont reçus en grace par* LOUIS *Duc de Brabant leur Souverain contre lequel ils s'étoient revoltez. Fait à Arkes près de S. Omer l'An 1326.* 85

3. Janvier. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *in quibus ipsum rogat, ne Primogenito suo in Gallis degenti. Dispensationem ad Matrimonium, inconsulto Rege, concedere velit. Datæ apud Haule die 3. Januarii Anno 1326.* 86

8. Fevrier. *Ordre donné par* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre au Vicomte de Northampton & autres Grands & hauts Officiers de son Royaume, pour traiter en Ennemis tous ceux qui accompagneront la Reine* ISABELLE *son Epouse, en cas qu'elle vînt avec main forte en Angleterre. Donné à Gaywod le 8. Fevrier 1326.* 86

18. Fevrier. *Literæ* BOLKONIS *Ducis Oppolienſis ſuper conceſſis ſibi in feudum à* JOANNE *Bohemiæ Rege Terra* Waltenberg, *cum* Glogovia *minore aliisque Feudis. Datum Anno 1326. 12. Kalend. Martii.* 87

18. Mars. *Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, au Roi de France* CHARLES IV. *dans laquelle il se plaint de la conduite de son Epouse* ISABELLE, *& prie le Roi de lui renvoyer incessamment son Fils aîné. Donnée à Lichefeld le 18. Mars 1326.* 87

18. Mars. *Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre à* EDOUARD *son Fils aîné, portant défense de se marier sans son consentement, & lui ordonnant de s'en retourner sans delai en Angleterre. Donnée à Lychefeld, le 18. Mars 1326.* 87

Traité de Paix entre CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre. Fait à Paris le dernier jour de Mars 1326.* 88

Traité d'Alliance entre CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* ROBERT *Roi d'Ecosse. Fait au mois d'Avril 1326.* 89

15. Avril. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *super fictis & falsis rumoribus, Regem, Reginam & Regis Filium contingentibus. Datæ apud Kenilworth die 15. Aprilis 1326.* 90

15. Août. WALDEMARI *Regis Daniæ Litteræ Inveſtituræ, &* GERHARDO *Holſatiæ & Stormariæ Comiti de Ducatu* Jutiæ *conceſſæ. Nyburg in Generali Parlamento, in die Aſſumptionis Mariæ Virginis* 1326. 90

27 Septemb. *Ordre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre à tous ses Officiers Militaires de s'opposer à la Reine son Epouse, à son Fils aîné, à* ROGER DE MORTIMER, *& à quelques autres de ses Ennemis, qui étoient entrez en armes dans son Royaume pour l'attaquer. Donné à la Tour de Londres le 27. Septembre 1326.* 91

14. Octob. *Venditio duarum partium Conſulatus & Juriſdictionis Caſtri de* Villa Franca, *Domino* RAYNALDO DE SALETA *Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Seneſcallo, per Procuratores Univerſitatis dicti Caſtri ad hoc ſpecialiter conſtitutos, pretio videlicet ducentarum Librarum Provincialium refforciatorum. Actum Nicie die 14. Octobris Anno 1366.* 91

15. Octob. *Manifeste d'*ISABELLE, *Reine d'Angleterre, & de ses deux Fils,* EDOUARD & EDMOND, *pour justifier leur entrée dans le Roiaume, avec main forte. Donné à Wallingford le 15. Octobre 1326.* 94

26. Octob. *De receſſu Regis* EDUARDI II. *à Regno, Filio ejus Primogenito Cuſtode conſtituto: ac de reditu Regis, & magno Sigillo eidem Filio & Reginæ commiſſo.* 95

19. Nov. *Declaration de* JACQUES II. *Roi d'Arragon sur la restitution d'un Navire & de quelques Marchandises que son Amiral avoit enlevées aux Sujets de* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France. Faite le 19. de Novembre 1326.* 95

1327. 18. Fevrier. *Recognitionis Literæ* CASIMIRI *Ducis Teſchinenſis ſuper poſſeſſione bonorum ſuorum jure & Titulo feudali à* JOANNE *Bohemiæ & Poloniæ Rege receptorum. Datum Oppaviæ 12. Calendas Martii* 1327. 97

19. Fevrier. *Recognitio* WLADISLAI *Ducis Coslenſis, quod à* JOHANNE *Bohemiæ & Poloniæ Rege ſuas Terras cum omnibus Civitatibus & Caſtris Jure receperit feudali; easque ſui Hæredes ab eodem in feudum recipere debeant. Datum Oppaviæ 11. Kalend. Martii* 1327. 97

24. Fevrier. *Litteræ* JOANNIS *Ducis Oswicenſis de recepta in feudum Terra* Oswicenſi *cum omnibus Civitatibus & Oppidis, à* JOANNE *Bohemiæ Rege; obligans ſe porro Hæredesque ſuos ad omnem fidelitatem dicto Regi præſtandam. Datum in Boutung 6. Kalend. Martii* 1327. 97

16. Mars. *Recognitio* HENRICI *ſenioris, &* HENRICI *ejus Filii, Dominorum de Plawen de recepto in feudum, à* JOANNE *Bohemiæ Rege, ſuo Dominio* Plawen, *cum omnibus Munitionibus, & bonis. Datum Pragæ decimo octavo Kalendas Aprilis* 1327. 97

5. Avril. *Recognitio* BOLESLAI *Ducis Oppolienſis de Civitate, Caſtro, Oppidis & Villis ſibi à* JOANNE *Bohemiæ ac Poloniæ Rege in feudum conceſſis & receptis. Datum Wratiſlaviæ in die Palmarum Anno*

ANNO

1326. 31. Mars. *Nativitatis B. Virginis Mariæ Anno 1325.* 80

Avril.

ANNO 1327. 6. Mai. *no* 1327. 98
*Promesse des Procureurs d'*EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre inserée après le Traité de Paix du dernier Mars* 1326. *par laquelle ils obligent leur Roi à cinquante mille Marcs sterling contenus au dit Traité envers* CHARLES IV. *Roi de France le* 6. *Mai* 1327. *Avec le* Vidimus *de* PHILIPPE *Roi de France sur le même Traité. Donné à Paris le* 7. *Septembre* 1330. 98

1. Octob. *Accord entre* JAQUES II. *Roi d'Arragon &* JAQUES *Roi de Majorque. Fait à Barcelonne le* 1. *Octobre* 1327. 99

6. Octob. *Alliance entre les Seigneurs de* ELSTERBERG *& les Seigneurs de* PLAVEN, *pour une assistance reciproque, contre qui que ce soit qui voudra user d'hostilité contr'eux. A Ronberg la Vigile de Ste. Justine* 1327. 100

16. Octob. *Bulla Papæ* JOHANNIS XXII. *contra Hæreticos docentes Supremat um esse in Cæsare, non vero in Papa, & de eadem Bulla per Angliam publicanda. Dat. Avenione* 17. *Kalend. Novembr* 1327. 101

3. Decemb. *Fragmentum Fœderis inter Civitates* Spalatensem, Sibenicensem & Tragurien sem, *procurantibus Provisoribus Ducis & Communis* Venetorum *initi, quo dictæ Civitates invicem Amicos pro Amicis, & Inimicos pro Inimicis habere sibique satisfactionem illatorum damnorum procurare promittunt. Datum in Sala Palatii Communis Tragurii die* 3. *Decembris* 1327. 106

1328. 15. Fev. *Acte, par lequel l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE *érige en Duché le Pais de* LUCQUES, *& en établit premier Duc* CASTRUCCIO CASTRACANI. *A Rome, le* 15. *Fevrier* 1328. 106

1. Mars. *Litteræ Patentes* EDUARDI III. *Regis Angliæ, quibus Superioritati Scotiæ renunciat &* ROBERTUM *Scotiæ Regem ab omni subjectione liberum declarat. Datæ apud Eborum die* 1. *mensis Martii* 1328. 107

14. Mars. *Acte, par lequel* LOUIS DE BAVIERE *Empereur fait* CASTRUCIO CASTRACANI *Duc de Lucques Comte du Palais de Latran, & lui accorde d'assister au Couronnement de l'Empereur & d'y exercer certaines fonctions. Donné à Rome le* 14. *Mars* 1328. 108

16. Mai. *Plein-pouvoir d'*EDOUARD III. *Roi d'Angleterre donné aux Evêques de Worcester & de Chester, pour recevoir, en son nom, la possession du Royaume de France, qu'il prétendoit lui être échu. Donné à Northampton le* 16. *Mai* 1328. 108

1329. 28. Janvier. JOANNIS *Papæ* XX. *ad Episcopum Pragensem de Processu contra* LUDOVICUM BAVARUM *Regem Romanorum Epistola; Avinione data* 3. *Kal. Februarii Pontificatus sui Anno* 14. Cum *Edicto præfati* JOANNIS *inserto, quo, præmissa Excommunicatione, inhibetur & expresse mandatur eidem* LUDOVICO, *ne ulterius Administrationi Regni Romani vel Imperii se quomodolibet intromittat, nec se Regem vel Imperatorem nominet &c. Dat. Avinione* 5. *Kal. Februarii Pontificatus sui Anno* 14. 109

12. Mars. *Donatio inter vivos* JOANNIS *Bohemiæ & Poloniæ Regis, atque* ELISABETHÆ *ejus Contoralis, facta* VERNERO DE ORSZELA, *Magistro & Ordini* TEUTONICORUM, *de universa Terra* Pomeraniæ. *Actum in Thorun Dominica* Invocavit *Anno* 1329. 110

14. Mars. *Contract de Mariage entre* JEAN DE SAVOYE *Fils de* LOUIS DE SAVOYE, *&* MARGUERITE DE CHALON, *Fille du Comte d'Auxerre. Fait au Château de Treffort le* 14. *Mars* 1329. 111

29. Mars. *Litteræ* WENCESLAI *Mazoviæ Ducis; quibus Terram suam* Mazovien em *cum pertinentiis* JOANNI *Bohemiæ Regi resignat, & rursus ea à dicto Rege in Feudum recipit, promittens eum contra omnes homines adjuvare. Datum Plock quarta feria post* Dominicam Oculi, *Anno* 1329. Cum *Transsumpto dictarum Litterarum per* SIGISMUNDUM *Romanorum Imperatorem atque* ALBERTUM *Austriæ Ducem, facto Viennæ die* 20. *Martii Anno* 1426. 112

ANNO 1329. *Litteræ* JOANNIS *Sileziæ Ducis, quod resignatas* JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi Civitates & Castra sua cum appertinentiis in perpetuum Feudum ab eodem receperit; promittens dicto Regi & Hæredibus ejus tanquam veris Dominis omnem obedientiam & fidem se exhibiturum. Datæ Wratislaviæ* 3. *Kalend. Maii Anno* 1329. 112

29. Avril. HENRICI *Ducis Sileziæ, Domini de Furstenberg & in Jauer Venditio & Commutatio* JOANNI *Regi Bohemiæ & suis Hæredibus & Successoribus Bohemiæ Regibus, de Civitate* Gorlicensi, *facta Wratislaviæ in die Inventionis Sanctæ Crucis Anno* 1329. 113

3. Mai. *Litteræ* HENRICI *Sileziæ & Glogoviæ Ducis; quibus profitetur se* JOANNI *Bohemiæ ac Poloniæ Regi subjeciss e omnesque suas Civitates & Castra dicto Regi resignasse, atque ea rursus in Feudum recepisse. Datum Wratislaviæ die tertia post Dominicam* Misericordiæ *Anno* 1329. 113

7. Mai. *Litteræ* CONRADI *Sileziæ & Glogoviæ Ducis, quibus se suaque bona omnia in perpetuum* JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi subjicit. Datum Wratislaviæ* 1329. 6. *Idus Maii.* 114

10. Mai. *Testament de* JEANNE de Bourgogne *Reine de France, confirmé par le Roi* PHILIPPE de Valois *son Epoux. Donné à Saint Denys le* 11. *de Mai* 1329. 345

11. Mai. *Hommage prêté par* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE VI. *Roi de France, pour le Duché de Guyenne & la Pairie de France. Fait à Amiens le* 6. *Juin* 1329. 114

6. Juin. *Assemblée des* PRELATS *&* BARONS *du Royaume de France en présence du Roi* PHILIPPE VI. *touchant la Jurisdiction temporelle des Ecclesiastiques. Fait le* 1. *Septembre* 1329. 115

1. Sept. *Protestatio* EDUARDI III. *Regis Angliæ contra Citationem* PHILIPPI Valesii *Regis Franciæ ad audiendam Declarationem Homagii nuper Ambianis præstiti. Data die* 5. *Febr.* 1330. 117

1330. 5. Fevrier. *Traité de Paix entre* PHILIPPES de Valois *Roi de France, &* EDOUARD *Roi d'Angleterre, avec la Formule de l'Hommage qu'*EDOUARD *devoit rendre à* PHILIPPES *pour le Duché de Guienne. A Paris le* 9. *Mars* 1330. 118

9. Mars. *Contract de Mariage d'*AYMON *Comte de Savoye, &* d'YOLANDE *de Monferat. Fait le* 1. *Mai* 1330. 120

1. Mai. *Traité, conclu entre les Commissaires du Roi de France* PHILIPPE de Valois *& ceux du Roi d'Angleterre* EDOUARD III. *pour ajuster leurs prétentions mutuelles. Donné au Bois de Vincennes le* 8. *Mai* 1330. 122

8. Mai. *Testament de* PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince d'Achaye. Fait à Pignerol le* 9. *Juin* 1330. 124

9. Juin. *Paix faite entre* JEAN *Roi de Boheme & Comte de Luxembourg, d'une part, &* EDOUARD *Comte de Bar d'autre part, touchant la Fortification de* Dampvillers *le* 12. *jour de Juin l'An* 1330. 124

12. Juin. *Ratification du Traité conclu entre* PHILIPPE de Valois *Roi de France &* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre au Bois de Vincennes le* 8. *Mai* 1330. *Donné par ledit Roi d'Angleterre, à Wodestok le* 8. *Juillet* 1330. 125

8. Juillet.

ANNO 1331.

30 Mars. — *Lettre touchant l'Hommage fait à Amiens par* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE de Valois *Roi de France. Donnée à Eleham le* 30. *Mars* 1331. 346

13. Avril. — *Transcrit des Lettres de* PHILIPPE de Valois *Roi de France à* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre, touchant l'Hommage fait à Amiens, & dans quelle forme cela se doit faire à l'avenir. Donné à Saint Christophle en Halate le* 23. *Avril* 1331. 125

3. Mai. — *Lettres de l'Empereur* LOUIS de Baviere *pour la Reservation de ses Droits, portant que le Traité qu'il a fait avec* OTTON *Duc d'Autriche, & par lequel il lui a cedé le Vicariat de l'Empire, ne pourra d'ailleurs préjudicier aux anciens Traités faits entr'eux. A Munich le jour de l'Invention de la Ste. Croix* 1331 126

5. Mai. — LUDOVICI BAVARI *Imperatoris Litteræ Investituræ, quibus* OTTONI *Duci Austriæ, ejusque Fratri* ALBERTO *absenti, Ducatum* Austriæ, *Dominium* Carniolæ, Marchiæ *ac* Portus Naonis, *omniaque alia Feuda, quæ ipsi Duces, & Progenitores eorum in Suevia, Alsatia & alibi à Sacro Rom. Imperio tenuerunt, concedit. Datum Monachii Dominico die post Inventionem S. Crucis* 1331. 126

29. Juin. — *Paix Publique, conclue par le commandement & la volonté de* LOUIS de Baviere *Empereur pour tout le tems de sa vie entre les Villes d'*Eslingen, Reutlingen, Rottweil, Heilbron, Gmundten, Weyl, & Winsperg, *pour leur commune sûreté, le Samedi après la St. Jean* 1331. 126

4. Juillet. — *Declaration d'*EDOUARD III. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE DE VALOIS *Roi de France, touchant la satisfaction qui se devoit faire pour les Dommages causez au Château & la Ville de Xaintes par le Duc d'Alençon Frere dudit Roi de France. Donné à Nicole le* 4. *Juillet* 1331. 127

1. Octob. — *Venditio Civitatis* GLOGOVIÆ *cum omnibus pertinentiis, per* JOANNEM *Silesiæ Ducem & Dominum in Stinavia,* JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi pretio duorum millium Marcarum Polonici pagamenti. Datum Glogoviæ die beati Remigii Anno* 1331. 128

20. Octob. — *Pacta Matrimonii initi inter* RAYNALDUM, *Comitem Geldriæ & Zutphaniæ, &* ELEONORAM *Sororem* EDUARDI III. *Regis Angliæ, Westmonasterii die* 20. *Octobris Anno* 1331. Unà cum *Ratificatione dicti Regis Westmonasterii* 25. *Martii* 1332. 128

20. Nov. — *Accession de* LOUIS *Marckgrave de Brandebourg, comme aussi des deux Freres,* ETIENNE & LOUIS, *Comtes Palatins du Rhyn, au Traité d'Alliance conclu en ce tems-la à Ulme entre divers Seigneurs & Villes de l'Empire. A Ulme le Mecredi avant la Sainte Catherine* 1331. 130

ANNO 1332.

Privilegium LUDOVICI Bavari *Imperatoris, Civitati* TREMONIENSI *concessum de non molestanda dicta Urbe per Impignorationem, Permutationem aut quascumque alias Invasiones illicitas. Norimbergæ* 1332. 130

15. Fevrier. — *Fœdus inter* NELIPTIUM *Comitem Fininii & Cetinæ ex parte una, & tria Communia atque Civitates* Spalatensem, Traguriensem, & Sibenicensem *ex altera; quo dictus Comes has Civitates defendere & guarentare, ipsarumque hostes pro suis habere promisit: Civitates vicissim in auxilium Comiti* 400. *pedites contra ipsius inimicos, exceptis Rege Hungariæ & Dominio Ducali Veneto, mittere pollicentur. Datum in Valle Stolponæ* 15. *Februarii Indict. XV.* 1332. 132

11. Mai. — *Privilege de l'Empereur* LOUIS de Baviere *en faveur des Citoyens & Bourgeois de* MULHAUSEN, *portant que leur Ville ne pourra en aucune maniere être aliénée de l'Empire. A Biberac le Lundi après l'Octave de la Fête de Ste. Croix* 1332. 132

Compromis de RAOUL, *Comte d'Eu & Connêtable de France, pour soi & au nom de l'Archevêque de* COLOGNE *de l'Evêque de* LIEGE, *des Comtes de* LUXEMBOURG, *de* GUELDRES, *de* JULLIERS *& de* NAMUR *d'une part, & de* JEAN *Duc de Brabant d'autre, en la personne du Roi de France* PHILIPPE de Valois, *de tous les differens qu'ils avoient ensemble, le* 20. *Juin* 1332. 133

Lettre par laquelle PHILIPPE de Valois. *Roi de France, accepte le Compromis d'entre l'Evêque de* COLOGNE, *de* LIEGE, *& autres, & le Duc de* BRABANT. *Fait le* 20. *Juin* 1332. 133

Paix publique, établie & ordonnée par l'Empereur LOUIS de Baviere, *de concert avec* BAUDOUIN *Archevêque de Trêves, Administrateur de Mayence, & Evêque de Spire, tant pour lui & ses Evêchés qu'au nom & pour* GERLACH *Evêque de Worms,* RODOLPHE, *&* RUPRECHT *Comtes Palatins du Rhyn, & les Villes de* STRASBOURG, MAYENCE, WORMS, SPIRE *&* OPPENHEIM, *pour la conservation du Commerce & la sûreté des Chemins, par Terre & par eau, le long du Rhyn, jusqu'à l'étendue de trois Milles de l'un & de l'autre côté, comme aussi dans tout le Territoire de* Stratsbourg, *& un demi-Mille plus haut jusqu'à* Bingen, *pour deux Ans. Anno* 1332. Avec *les Ratifications desdites Villes, du Mecredi avant la St. Jaques* 1332. 134

7. Nov. — *Alliance des quatre Cantons* LUCERNE, URI, SCHWITZ, *&* UNDERWALDEN. *A Lucerne le Samedi avant la St. Martin* 1332. 136

23. Nov. — *Declaration d'*EDOUARD *Roi d'Ecosse touchant les Donations, Cessions, & Hommages qui se devoient faire à* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre. Donnée à Rokesbourg le* 23. *Novembre* 1332. 136

23. Nov. — *Lettres Patentes d'*EDOUARD *Roi d'Ecosse, où il s'oblige de venir en personne, avec toutes ses forces, & à ses depens, au secours du Roi d'Angleterre,* EDOUARD III. *toutes les fois qu'il en sera requis. Données à Rokesbourg le* 23. *Novembre* 1332. 138

ANNO 1333.

Declaration de LOUIS *Comte de Flandre, qu'il reparera toutes les pertes que pourroient faire* RENAULD *Comte de Gueldre, &* GUILLAUME *Comte de Juliers dans le secours qu'ils promettent de lui fournir contre la Ville de* MALINES. *Fait à Valenciennes, l'An* 1333. 138

Extrait du Traité de Paix entre LOUIS *Comte de Flandre, &* GUILLAUME *Comte de Hainault. Fait à Cambrai l'An* 1333. 138

Mai. — *Répit donné par* RAOUL, *Duc de Lorraine, à* HENRI *Comte de Vaudemont & à Madame* ISABELLE *de Lorraine, d'employer en Aquêts certaine somme de deniers que le Duc* FERRY *son Pere leur avoit donnée en faveur de Mariage, au mois de Mai* 1333. 138

2. Octob. — *Vente de la Ville de* MALINES, *faite à* LOUIS *Comte de Flandre, par* ADOLPHE *Evêque de Liege. Fait dans le Chapitre dudit Liege le* 2. *Octobre* 1333. 139

18. Nov. — *Traité de Paix entre* JEAN *Duc de Brabant, &* JEAN *Comte de Namur. Fait à Namur l'An* 1335. 139

15. Dec. — *Traité de Mariage entre* GERARD *fils de* GUILLAUME *Comte de Juilliers &* MARGUERITE *Fille de* RENE' *Comte de Gueldre; dans lequel il est dit que* LOUIS *Comte de Flandre a aquis l'Avoüerie de* MALINES *&c. de ladite* MARGUERITE. *Fait*

ANNO 1332.

20. Juin. — 20. Juin. — 21. Juillet.

ANNO 1334. 28. Avril. *Fait à Oschen dans le Condros le 15. Decembre* 1333. 139

Litteræ Episcopi Virodunensis HENRICI, *quibus asserit Comitem* VELDENTIÆ *teneri ad præstandam sibi & successoribus Episcopis Virodunensibus fidelitatem, infimulque omnia designat, quæ dictus Comes ab Ecclesia Virodunensi in Feuda ligia teneat. Datum Anno* 1334. *feria quinta post Festum Marci Evangelistæ.* 140

22. Mai. *Traité & Accord entre* GUILLAUME *Comte de Hainault, &* JEAN *Duc de Brabant. Fait l'an* 1334. 140

30. Mai. *Dispense du Pape* JEAN XXII. *pour le Mariage de* RAOUL *Duc de Lorraine, avec* MARIE *de Blois, du 30. Mai* 1334. 347.

12. Juin. *Litteræ* EDUARDI *Regis Scotiæ, quibus cessionem facit Urbium, Castrorum, & Comitatuum quorundam* EDUARDO III. *Regi Angliæ. Datæ apud Novam Castrum super Tynam die* 12. *Junii* 1334. 140

28. Juill. *Lettres de l'Empereur* LOUIS de Baviere, *par lesquelles il engage à* HUGUES *Comte de Bregents, l'Avocatie de* Lindau, *qui est un Monastere de Filles, avec tous ses Droits & Appartenances pour la somme de deux cens Marcs d'Argent, avec permission d'en jouir jusques à ce que ladite somme lui soit remboursée. Donné devant Merspurg le Jeudi après la Fête de St. Jaques* 1334. 142

2. Août. *Litteræ* EDUARDI III. *Regis Angliæ, quibus protestatem confert Legatis suis recipiendi Homagium & fidelitatem Comitis* SABAUDIÆ *pro Terris, Castris & Dominiis quibusdam, quæ ab ipso tenebat. Datæ apud Wyndesore die* 2. *Augusti Anno* 1334. 142

27. Août. *Traité de Paix fait, par l'entremise de* PHILIPPE de Valois *Roi de France, entre* JEAN *Roi de Boheme,* WALERAN, *Archevêque de Cologne,* ADOLPHE *Evêque de Liege,* LOUIS *Comte de Flandre,* GUILLAUME *Comte de Haynaut,* RENAUD *Comte de Gueldre,* GUILLAUME *Comte de Juliers,* JEAN DE HAYNAUT *Comte de Soissons,* LOUIS *Comte de Los,* GUILLAUME DE HAYNAUT *Comte de Zelande,* JEAN *Comte de Namur,* GUI *de* NAMUR, *Frere dudit Comte & leurs Adhérans, d'une part, &* JEAN *Duc de Brabant d'autre. Fait à Amiens le* 27. *d'Août* 1334. 142

Octob. *Lettres de* JEAN *Roi de Boheme & de Pologne, Comte de Luxembourg, par lesquelles, tant en son nom que comme Administrateur de son Fils* CHARLES *Marquis de Moravie, il fait cession & transport à* PHILIPPE de Valois *Roi de France & à ses Hoirs & Successeurs, de la Ville & du Comté de* LUQUES. *Fait au Bois de Vincennes, au mois d'Octobre* 1334. 147

Octob. *Vendition de la Cité & Comté de* LUCQUES *par* JEAN *Roi de Boheme & Comte de Luxembourg à* PHILIPPE de Valois *Roi de France pour le prix & somme de cent quatre-vingt mille petits Florins de Florence &c. Fait au Bois de Vincennes près de Paris au mois d'Octobre* 1334. 148

30. Nov. *Renouvellement, Eclaircissement, & Amplification de la Paix publique ordonnée en* 1332. *par l'Empereur* LOUIS de Bariere, *avec divers Princes & Villes de l'Empire, pour la sûreté du Commerce, & des Chemins par Terre & par Eau le long du Rhyn, à trois Milles loin, & dans tout le Territoire de* Strasbourg, *jusqu'à* Bingen, *& maintenant prolongée pour deux Ans par le même Empereur. A Munich le jour de St. André* 1334. 149

1335. 24. Août. *Conventio inter* JOANNEM *Regem Bohemiæ ejusque Primogenitum* CAROLUM *Marchionem Moraviæ ab una, &* CASIMIRUM *Regem Poloniæ ab altera parte inita; qua supradictus Rex ejusque Primogenitus omni proprietati, Dominio, & Titulo Regni Poloniæ sibi in eo competenti, renunciant, nonnullis tamen Terris ad limites dicti Regni exceptis. Præfatus autem Rex Poloniæ vicissim omni Actioni, Exceptioni & Oppositioni Juris quæ ei in prædictis Terris competere possent, renunciat. Datum in Tricinio* 24. *Augusti* 1335. 150

ANNO 1335. 26. Nov. *Sententia Arbitralis in causa, inter* CASIMIRUM *Poloniæ Regem ab una, atque Magistrum, & Fratres* ORDINIS TEUTONICI *parte ab altera, de Terris* Culmensi, Dobrzinensi, Cujaviæ, Pomeraniæ, & Thorunensi, *vertente, per* CAROLUM & JOANNEM *Hungariæ Bohemiæque Reges lata. Datum Vischegrad in Hungaria, Dominica post Festum S. Elizabethæ Anno* 1335. 151

1336. 29. Janvier. JOANNIS *Ducis Stinaviæ Donatio & libera Resignatio Ducatus sui Stinaviensis cum pertinentiis universis* JOANNI *Regi Bohemiæ & suis Hæredibus ac Successoribus Bohemiæ Regibus. Data Anno* 1336. *feria secunda proxima ante festum Purificationis B. Mariæ Virginis* 1336. 152

Lettres d'Investiture, par lesquelles l'Empereur LOUIS de Baviere *donne & confirme aux Ducs d'Autriche,* ALBERT & OTTON, *les Villes de* Padoüe & de Treviſe *en Fief de l'Empire. A Vienne le Vendredi avant l'*Obresten 1336. 152

31. Mars. *Extrait du Traité entre* LOUIS *Comte de Flandre &* JEAN *Duc de Brabant sur la possession de la Ville de* MALINES. *Fait à Tenremonde le* 31. *Mars* 1336. 153

29. Août. *Litteræ* BOLKONIS *Ducis Silesiæ, quibus se suaque omnia bona, ditioni* JOANNIS *Bohemiæ Regis libere supponit, eaque à prædicto Rege in Feudum recipit, & decernit, quod post suam mortem dicta sua bona ad ipsum Regnum Bohemiæ devolvi debeant, si Hæredes masculi sibi non existant. Actum Strabingæ in die Decollationis S. Joannis* 1336. 153

22. Sept. *Traité ou Contract, par lequel* CONRAD *Comte de Schlusselbourg vend & cede à* ULRICK *Comte de Wirtemberg le Château & la Ville de* Gruningue. *Fait le Dimanche avant la St. Michel* 1336. Avec *la Confirmation de l'Empereur* LOUIS de Baviere, *Donnée au Camp près de Freissing le Dimanche avant la St. Michel* 1336. Comme aussi *les Lettres de* CONRAD *Comte de Schlusselbourg, par lesquelles il remet à ceux de* Gruningue *la Fidelité & l'obeissance qu'ils lui devoient, les renvoyant & delaissant au Comte de Wirtemberg. Du Mardi après la St. Michel* 1336. 154

23. Dec. *Traité d'Alliance entre* LOUIS de Baviere *Empereur, &* PHILIPPE de Valois *Roi de France. Fait à Louvres près Paris le* 23. *Decembre* 1336. *& confirmé par l'Empereur à Nuremberg le* 1. *Fevrier* 1337. 154

1337. 4. Janvier. HENRICI *Ducis Silesiæ Donatio Civitatis* Gorlicensis *cum pertinentiis universis* JOHANNI *Regi Bohemiæ. Dat. Wratislaviæ in Octava Innocentium* 1337. 155

4. Janvier. HENRICI *Ducis Silesiæ Domini de Furstenberg & in Jawor Resignatio* JOANNI *Regi Bohemiæ ac suis Hæredibus & Successoribus Bohemiæ Regibus, Civitatis* Lubau *cum Oppido* Fridberg, Zaraw & Tribul. *Dat. Wratislaviæ Anno* 1337. *in Octava Innocentium.* 155

6. Janv. *Litteræ* BOLKONIS *Ducis Silesiæ, & Domini in Munsterberg, quibus recognoscit* JOANNEM *Bohemiæ Regem, suam Civitatem* Frankenstein *cum omnibus Districtibus & Juribus, pro duobus milli-*

ANNO 1337.

millibus Marcarum groſſorum denariorum Pragenſium, Polonicalis pagamenti poſſidere, & in exſolutionem usque dictæ ſummæ à ſe vel Hæredibus ſuis faciendam poſſidere debere. Actum Wratiſlaviæ 6. Januarii 1337. 155

8. Janv. *Conceſſio* BOLKONIS *Sileſiæ Ducis* JOANNI *Bohemiæ atque Poloniæ Regi de redimendo à ſuis Patruis Civitatem & Caſtrum* Richmbach *cum omnibus ejus Territoriis facta; qua ſimul eidem Regi dicta bona, in caſu, quo ſine Hæredibus masculis decederet, pleno Jure & Dominio poſſidenda relinquit. Actum Wratiſlaviæ* 1337. *feria 4. poſt Feſtum Epiphaniæ.* 156

26. Mars. *Recognitionis Litteræ* JOANNIS *Ducis Sileſiæ, quod Terram ſuam* Goram, *cum Civitate, Caſtro, Territorio, Juribus & omnibus appertinentiis* JOANNI *Bohemiæ Regi pro mille Marchis groſſorum denariorum Pragenſium vendiderit, & rurſus dictam Terram cum omnibus pertinentiis unà cum Civitate* Frauenſtad *in Feudum perpetuum acceperit. Datum Wratiſlaviæ in Domo Regali 5. die ante Dominicam* Lætare 1337. 156

28. Mars. *Litteræ* HENRICI *Sileſiæ Ducis; quibus recognoscit, quod Caſtrum & Oppidum* Kant, *& Allodium* Kammerdorf, *cum omnibus fructibus & pertinentiis, poſt mortem ſuam, ad* JOANNEM *Regem Bohemiæ devolvi debeant, eo quod ſibi dicta bona, à præfato Rege, quoad uſum fructum data ſint. Actum Wratiſlaviæ Feria ſexta ante Dominicam* Lætare *Anno* 1337. 157

30. Mars. HENRICI *Ducis Sileſiæ Litteræ de conceſſione per* JOHANNEM *Bohemiæ Regem ſibi facta, exigendi ſcilicet à Civitate & Bonis Civium* Sittavienſium, *de qualibet Marca unum Lothonem groſſorum. Datum Wratiſlaviæ 7. die Dominica, qua canitur,* Lætare, *Anno* 1337. 157

30. Juin. *Fœdus inter* EDUARDUM III. *Angliæ Regem &* RUPERTUM *Comitem Palatinum Rheni atque Bavariæ Ducem initum apud Frankenfordiam die ultima Junii Anno* 1337. 157

30. Juin. *Aliud Fœdus inter* EDUARDUM III. *Angliæ Regem &* RUPERTUM *Comitem Palatinum atque Bavariæ Ducem initum Anno* 1337. *die ultima Junii.* Cum *ejusdem* EDUARDI *Regis Ratificatione. Data apud Andwerp die* 27. *Aprilis* 1339. 158

5. Juill. *Traité entre* AYMON *Comte de Savoye &* EDOUARD *Seigneur de Beaujeu, par lequel* AYMON *quitte à* EDOUARD *les Villes, Châteaux & Seigneuries de* Toyſſey, Lent, Buene, *&* Coligny, *à la charge de l'Hommage, &* EDOUARD *de ſon côté ſe départ du Droit qu'il avoit ſur les Châteaux du Bourg* S. Chriſtophle, *& de* Beauregard *ſur Saone, & ſur le fief de* Villars. 158

12. Juillet. *Convention entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* GUILLAUME le Bon, *Comte de Hollande, par laquelle celui-ci s'engage à aſſiſter le Roi, dans ſon Expedition en Allemagne, avec mille Cuiraſſiers, pour lesquels le Roi lui promet de payer* 200000. *Florins de Florence. Donnée à Eſtaunford le* 12. *Juillet* 1337. 161

4. Nov. *Tabulæ Compoſitionis inter Capitulum & Eccleſiam* HAMBURGENSEM *ex una, atque Conſules & Commune Civitatis ejusdem nominis ex altera parte, de iis rebus, quæ Jura Eccleſiaſticorum, Clerique Immunitatem concernunt, per Mediationem* BURCHARDI *Archiepiscopi Bremenſis facta in Palatio Bremenſi modo dicti Archiepiscopi Anno* 1337. *Nonas Novembris.* Cum *Litteris* SENATUS HAMBURGENSIS *ad Archiepiscopum Bremenſem* BURCHARDUM *datis pro Confirmatione prædictæ Compoſitionis. Hamborg, in Conſiſtorio Anno* 1337. *in craſtino beati Martini Episcopi & Confeſſoris.* 162

ANNO 1338.

Trêves conclues entre PHILIPPE *Roi de France, &* EDOUARD *Roi d'Angleterre, pour eux, leurs Amis & Alliez, par l'entremiſe de* JEAN *Roi de Boheme, d'*ADOLPHE *Evêque de Liege, de* ROYNELS *Duc de Lorraine, de* ANNIS *Comte de Savoye & de* JEAN *Comte de Ermignant, pour durer juſques à la St. Jean Baptiſte de l'Année ſuivante.* 163

4. Janv. *Imperatoris* LUDOVICI Bavari *Diploma, quo Duces Auſtriæ* ALBERTUM *&* OTTONEM *Vicarios perpetuos & Generales Civitatum* Paduæ *&* Trevilii *conſtituit, ipſasque modo dictas Civitates cum appertinentiis Vicariorum nomine in Feudum confert. Dat. Monaci quarta die Januarii* 1338. 164

1. Mars. CAROLI *Regis Hungariæ Inſtrumentum Ligæ & reciprocæ Promiſſionis inter ſeſe &* CAROLUM *Marchionem Moraviæ factæ, quod ſi Rex Poloniæ* CASIMIRUS *absque Hæredibus masculis decederet, Regi Hungariæ dictus Marchio ad obtinendum Regnum Poloniæ auxilium præſtabit, viciſſim Rex Hungariæ Regi Poloniæ nullum dabit auxilium contra præfatum Marchionem &c. Datum in Wiſſegrad Dominica* Invocavit. *Anno* 1338. 164

3. Mars. *Litteræ* EDUARDI III. *Regis Angliæ ad* LUDOVICUM Bavarum *Imperatorem, quibus ipſum rogat, ut* IMBERTO *Delphino de Vienna nomen & Titulum* Regis *concedere velit. Datæ apud Weſtmonaſterium die* 3. *Martii* 1338. 165

25. Mars. *Confeſſio* JOANNIS *Bohemiæ Regis ut poſt mortem* CONRADI *Ducis Olsnicenſis, non relictis masculis Hæredibus, ejus Filia* HEDWIGIS *in Principatu, atque bonis, tam præſentibus quàm futuris ſuccedere poſſit. Datum in Altenburg* 25. *Martii* 1338. 165

4. Avril. *Traité entre* OTTON *Comte d'Orlamunde &* JEAN *Burgrave de Nuremberg, par lequel ledit* OTTON *engage & hypotheque à* JEAN *les Villes & Terres de* Culmbach, Trebgaſt *&* Berneck, *avec leurs Dépendances, ſous cette condition de les pouvoir garder en cas que lui* OTTON *vienne à deceder ſans Hoirs mâles. Fait la Veille du Dimanche des Rameaux* 1338. 166

15. Juin. *Sentence Arbitrale de* PHILIPPE *Roi de France, par laquelle la Paix eſt rétablie entre* RAOUL *Duc de Lorraine & Marchis d'une part, &* HENRI *Comte de Bar d'autre part, comme ſi jamais il n'y eut eu Guerre entr'eux. A Poiſſy le* 15. *Juin* 1338. Avec *les Lettres de* HENRI *Comte de Bar, par leſquelles, en conformité de ladite Sentence, il nomme deux Chevaliers, pour terminer, avec deux autres que nommera le Duc, les differens reſtans entr'eux. Du Lundi devant la Magdelaine* 1338. 167

16. Juillet. *Unio Electoralis inter* HENRICUM *Archiepiscopum Mogunticnſem,* WALRAMUM *Colonienſem,* BALDUINUM *Trevirenſem,* RUDOLPHUM *&* RUPERTUM *Fratres,* STEPHANUM *&* RUPERTUM *Juniorem Comites Palatinos Rheni & Duces Bavariæ,* RUDOLPHUM *Ducem Saxoniæ, &* LUDOVICUM *Marchionem Brandenburgenſem; qua unanimiter conveniunt, & ſeſe invicem ſub vinculo Sacramenti nunquam à quocunque relaxando obſtringunt, ad tuitionem & manutentionem Jurium omnium & Privilegiorum Imperii, his temporibus vehementer à Pontificibus Romanis impetitorum, præſertim in puncto Electionis Imperatorum. Actum in Renſe die Jovis poſt Margaritæ* 1338. 168

Ac-

ANNO 1338. 16. Juill. — *Accession d'*ETIENNE *Electeur Palatin, & Duc de Baviere à l'*UNION DES ELECTEURS & PRINCES *pour le maintien des Droits de l'Empire. A Renfe le Jeudi après le jour de Ste. Marguerite* 1338. 168

8. Août. — *Constitution de l'Empereur* LOUIS de Baviere & *des* ETATS DE L'EMPIRE *par laquelle il declare que l'Empire ne releve que de Dieu seul, & qu'il ne dépend point du Pape. Fait à Francfort le* 8. *Août* 1338. 169

17. Sept. — *Protection accordée par l'Empereur* LOUIS de Baviere *à* RUDOLPHE *Comte Palatin du Rhyn & Duc de Baviere pour tous ses Biens, Terres, Seigneuries & Sujets. A Francfort le jeudi avant la Fête de St. Mathieu* 1338. 169

12. Nov. — LUDOVICI *Romanorum Imperatoris Privilegium* GERHARDO *Episcopo Spirensi collatum, quod ipsi & Successoribus ejus liceat Pagum* Udenhemium *in Oppidi formam redigere & mœnibus ac fossis cingere, nec non Forum & Nundinas in eo instituere. Datum Monachii proxima die Jovis post Martinalia Anno* 1338. 169

13. Nov. — *Litteræ Papæ* BENEDICTI XII. *ad* EDUARDUM III. *Regem Angliæ super excessibus Imperatoris* LUDOVICI BAVARI *& contra Titulum* Vicarii *Regi ab ipso datum. Item de Decimis Regi Franciæ non contra Regem Angliæ, sed contra Invasores Franciæ concessis. Datæ Avenione Idibus Novembris Anno* 1338. 169

Lettre des ELECTEURS *de l'Empire au Pape* BENOIT XII. *touchant* LOUIS de Baviere *Empereur, par laquelle ils l'informent de ce qu'ils ont resolu à la Diete touchant les Droits de l'Empire, qu'ils lui declarent vouloir maintenir. Sans date.*

1339. 16. Fevrier. — *Conventio inter* EDUARDUM III. *Regem Angliæ &* ALBERTUM & OTTONEM *Duces Austriæ de præstando mutuo auxilio* 200. *Galeatorum, & de invadendis Terris Ducis Burgundiæ. Data apud Antwerpiam die* 16. *Februarii* 1339. 172

27. Fevrier. — *Conventio inter* EDUARDUM III. *Regem Angliæ &* BALDEWINUM *Archiepiscopum Trevirensem super oppignorata eidem pro quibusdam pecuniæ summis Corona Angliæ Hæreditaria. Data die* 27. *Februarii* 1339. 172

19. Mars. — *Lettres, par lesquelles l'Empereur* LOUIS IV. de Baviere *crée Duc* RAINAULD *Comte de Gueldre. Fait à Francfort le* 19. *Mars* 1339. 174

11. Avril. — JOANNIS *Episcopi Olomucensis, &* RUDOLPHI *Saxoniæ Ducis*, Vidimus *Donationis de Marchia* Budesinensi *& Civitate* Camentz, *per Imperatorem* LUDOVICUM Bavarum JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi Anno* 1320. *factæ. Datum Pragæ Sabbatho ante Dominicam qua cantatur* Misericordias Domini *Anno* 1339. 174

27. Avril. — EDUARDI III. *Angliæ Regis Ratificatio Fœderis Anno* 1337. *inter se & RUPERTUM Comitem Palatinum atque Bavariæ Ducem initi. Datum apud Andwerp.* 27. *Aprilis* 1339. 175

13. Sept. — *Sententia Diffinitiva in causa inter* CASIMIRUM *Poloniæ Regem ab una, & Magistrum atque Fratres Ordinis B.* Mariæ Teutonicorum *parte ab altera, de Terris & Dominiis* Pomeraniæ, Culmensis, Michaloviensis, Cujaviæ, *atque* Dobrzinensis *vertente, per Commissarios Apostolicos, scilicet* GALHARDUM DE CARCERIBUS, *Præpositum Tituleusem, &* PETRUM GERVASII *Canonicum Avicienſem, contra dictum Ordinem lata. Varschoviæ die* 15. *Septembris* 1339. Cum *inserto Mandato Papæ* BENEDICTI. *Datum Avinionæ IV. Nonas Maji Anno ut supra.* 175

ANNO 1339. 12. Octob. — *Litteræ Papæ* BENEDICTI XII. *ad* EDUARDUM III. *Regem Angliæ, quibus ipsum à Fœdere cum Imperatore* LUDOVICO Bavaro *absterret & ad abstinendum Vicariatu sub Anathematis comminatione compellit. Datæ Avenione quarto Idus Octobris* 1339. 178

28. Octob. — *Pactum inter Pontificem* BENEDICTUM XII. *& Fratres* JOANNEM *Episcopum Novariensem, &* LUCHINUM DE VICECOMITIBUS *in Civitate, Comitatu & Districtu Mediolanensi, contra* LUDOVICUM Bavarum *Imperatorem, quo dicti Fratres inter alia plura profitentur, quod non spectet ad Imperatorem Papam deponere vel Papam facere, atque sub variis aliis stipulationibus constituuntur Vicarii Romanæ Ecclesiæ, & tanquam tales promittunt fidelitatem & obedientiam. Actum Mediolani die* 28. *Octobr. Indict. VIII. Anno* 1339. *Ratificatum à Papa Avenionis Idus Martii, Pontificatus sui Anno* 7. *confirmatum, rogatumque Mediolani die Lunæ VI. Mensis Augusti Anno* 1341. *Indict. IX.* 179

Decembre. — *Lettres de* PHILIPPE VI. *Roi de France, par lesquelles il céde au Roi de* NAVARRE *quelques sommes qu'il devoit à la Chambre des Comptes de Paris. Fait au Bois de Vincennes en Decembre* 1339. 347

3. Decemb. — *Traité d'une étroite Alliance, Union & Confederation, entre* JEAN *Duc de Lorraine, de Brabant, & de Limbourg d'une part, &* LOUIS *Comte de Flandre & de Nevers d'autre part, fait avec connoissance & consentement de leurs Villes pour l'avancement du Commerce dans & entre les deux Pais, comme aussi pour y affermir le Repos, la Concorde & la Liberté, & pour prévenir entr'eux toute occasion de division & de trouble. A Gand le troisieme jour de Decembre* 1339. 182

1340. — *Litteræ Patentes* EDUARDI III. *Regis Angliæ, quibus jus suum in Franciæ Regnum & causas Belli contra* PHILIPPUM Valesium *exponit.* 189

8. Fevrier. — *Lettre Patente d'*EDUARD III. *Roi d'Angleterre aux Etats du Royaume de France, par laquelle il les exhorte à le reconnoître pour leur legitime Souverain & à se mettre sous sa protection. Donnée à Gand le* 8. *Fevrier* 1340. 190

29. Mars. — *Testament de* LOUIS DE SAVOYE *Seigneur de Vaud, de Bugey & de Valromay, par lequel il établit son Heritier le Comte de Savoye, en cas que* CATHERINE de Savoye *sa Fille meure sans enfans.* 191

8. Mai. — *Instrumentum Conventionis inter* REMPUBLICAM JANUENSEM, & GEORGIUM, MANUELEM, & ALARAMUM DE CARRETO *Marchiones Finarii, in causa Salis, & aliarum differentiarum. Dat. die* 8. *Maii* 1340. 192

17. Mai. — *Diploma* EDUARDI III. *Angliæ Regis, quo* ANTONIO BACHE *Mercatori, in satisfactionem pro mutuo datis sibi pecuniis, ad redimendam Coronam Angliæ Archiepiscopo* Trevirensi *oppignoratam, omnes Denarios de subsidio Agnorum, Vellerum & Garbarum provenientes concedit, & assignat. Datum apud Westmonasterium* 17. *Maii.* 196

26. Juillet. — *Lettre d'*EDOUARD III. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE de Valois *Roi de France, par laquelle il le defie à se battre en Duel contre lui. Donnée à Chyn le* 26. *Juillet* 1340. Avec *la Réponse dudit Roi de France donnée au Camp près de Saint André le* 30. *Juillet* 1340. 196

29. Juillet. — *Lettre d'assurance donnée par l'Empereur* LOUIS de Baviere *au Comte de* WIRTEMBERG *& à la Ville d'*ESLINGEN,

ANNO 1340.

GEN, *portant que la Paix publique ordonnée par lui en Suabe ne pourra préjudicier aux Recès conclus auparavant avec eux. A Ulme le Samedi après la St. Jaques* 1340. 197

4. Août. *Traité & Convention entre les Villes de* LOUVAIN *& de* BRUXELLES *touchant l'ordre qu'elles doivent garder lors qu'elles envoyent leurs Gens avec le Duc de Brabant, fait par l'Autorité de* JEAN *Duc de Brabant. Fait à Lienigie le* 4. *d'Août* 1340. 197

20. Sept. *Traité de Trêve pour un An entre* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre, &* PHILIPPE de Valois *Roi de France, faite le* 20. *Septembre* 1340. 198

12. Octob. *Traité d'Alliance entre les Villes Imperiales de* FRANCFORT, *de* FRIDBERG, *de* WETZLAER, *& de* GELNHAUSEN, *pour leur défense commune, & pour la conservation de la Paix publique, contre tous & envers tous, excepté l'Empereur, jusques à la prochaine Fête de Pâques, & deux ans après. Fait le Jeudi avant la Fête de St. Gall.* 1340. 199

11. Nov. *Lettres de* WALRABE *Comte de Deux-Ponts, portant Renonciation à tout ce qui lui étoit dû par* RUPERT *Comte Palatin du Rhyn & Duc de Baviere; & Declaration qu'il est devenu Vassal dudit* RUPERT *pour une somme de Mille Livres à prendre sur le Péage de Kube. Fait le jour de St. Martin* 1343. 200

19. Dec. *Testament d'*ISABELLE *d'Autriche, Veuve de* FERRY IV. *Duc de Lorraine, avec le consentement de* RAOUL *son Fils aussi Duc de Lorraine; le* 19. *Decembre* 1340. *Tiré des Archives de Lorraine.* 200

1341. 24. Janvier. *Promesse de l'Empereur* LOUIS de Baviere, *faite à* PHILIPPE de Valois *Roi de France, de le tenir pour son Allié, de procurer son avantage & de ne lui nuire en aucune maniere. Fait à Wilshofen dans la Baviere le* 24. *Janvier* 1341. 201

28. Mars. *Decretum* THEODORICI *Burggravii de Oldenburg atque Magistri Generalis Ordinis Teutonici, super Controversiis inter Civitates* ELBINGAM, & DANTSICUM *de pecunia vulgò* Phalgeld *nuncupata, vertentibus, emissum. Dantisci quarta feria ante Dominicam Palmarum Anno* 1341. 202

Obligatio & Promissio Regis Poloniæ CASIMIRI *de nullo Matrimonio sine Marchionis Moraviæ* CAROLI *voluntate, consilio & consensu contrahendo. Data Pragæ Anno Domini* 1341. 202

17. Sept. BALDEWINI de Luxemburgo, *Archiepiscopi Trevirensis, Litteræ de sua cum* PHILIPPO VI. *Francorum Rege facta Confœderatione. Dat. Treveris die* 17. *Septembr.* 1341. 202

17. Sept. *Reversales* BOLESLAI *Silesiæ Ducis, de non obligando aliter Munitiones & Bona sua, quàm sibi à* JOANNE *Bohemiæ & Poloniæ Rege indultum fuit; scilicet, reservando sibi suisque Hæredibus aut præfato Regi potestatem eadem redimendi. Datum Pragæ feria secunda post Exaltationem S. Crucis* 1341. 203

8. Dec. *Charta Pacis & Concordiæ inter* RODOLPHUM *Ducem Lotharingiæ, &* JOANNEM *Militem Juniorem, Dominum de Alta Rapoltzstein, per Laudum Domini de* ALBOMONTE *factæ, super negotio Abbatis Mediani Monasterii Ordinis S. Benedicti Fullensis Diœcesis à dicto* JOANNE *Juniore in Captivitatem abducti. Data Anno* 1341. *Sabbatho post Festum B. Nicolai Hiemalis.* 203

1342. 1. Juillet. *Episcopi Wratislaviensis* PRECZLAI *Instrumentum de Ducum Silesiæ Resignatione suorum Ducatuum & Dominiorum in manus* JOANNIS *Regis Bohemiæ, & eorundem in perpetuum Feudum Regium ab eodem Rege & Corona Bohemiæ receptione; item de Civitatis* Wratislaviensis *Homagii exhibitione dicto Regi & Coronæ facta; Et denique de sua cum Rege eodem, &* CAROLO *Marchione Moraviæ inita Concordiæ Unione. Actum in Domo Habitationis Cruciferorum Ordinis Sancti* JOANNIS *Hierosolymitani prope* Wratislaviam *in Octava B. Joannis Baptistæ* 1342. 204

ANNO 1342.

*Testament d'*YLANDE DE MONFERRAT *Comtesse de Savoye. Fait le* 14. *de Decembre* 1342. 204

14. Dec.

1343. *Lettres de Divorce accordées à* MARGUERITE *Duchesse de Carinthie, d'avec* JEAN *Fils du Roi de Boheme pour fait d'impuissance, par l'Empereur* LOUIS de Baviere. *Sans date.* 206

Dispense accordée par l'Empereur LOUIS de Baviere *à* LOUIS *Marquis de Brandebourg & à* MARGUERITE *Duchesse de Carinthie, pour leur Mariage, nonobstant qu'ils soient parens, & pour la legitimation de leurs enfans. Sans date.* 206

16. Janv. *Testament de* ROBERT, *dit* le Sage & le Bon, *Roi de Naples, de Jerusalem, & de Sicile, & Comte de Provence, &c. par lequel il constitue Héritieres* JEANNE & MARIE *ses Petites-Filles & ordonne que, vû leur Minorité, elles ne pourront contracter, donner, ni aliener, & jusqu'à ce qu'elles ayent accompli l'âge de* 25. *ans, sans le consentement de la Reine* SANCE, *sa Femme & des trois Regens, qu'il leur donne: Veut aussi, que le Comte de Provence soit uni avec le Royaume de Sicile, afin que ses Etats se puissent plus fortement maintenir, sans declarer ni le Royaume, ni le Comté inalienables. Fait le* 16. *Janvier* 1343. 207

23. Avril. *Traité, Accord & Pacte de Succession, entre* PHILIPPE de Valois *Roi de France &* HUMBERT *Dauphin de Viennois, par lequel ledit* HUMBERT *voulant prévenir les Guerres, & les Divisions qui pourroient survenir après sa mort, s'il venoit à déceder sans Hoirs mâles; céde & transporte à* PHILIPPE, *second Fils dudit Roi de France, en possession & propriété, par Donation entre vifs sans nul rappel, tout son* Dauphiné *avec le Duché de* Champsour, *la Principauté de* Briançonnois, *le Marquisat de* Cesane, *la Comté de* Vienne *& autres grandes Terres & Seigneuries à lui appartenantes; & au cas que, pour cause de mort ou autrement, cette Donation ne se pût accomplir en la personne dudit* PHILIPPE, *elle passera, & aura son effet en celle de l'un des Fils de* JEAN *Duc de Normandie Fils aîné du Roi, savoir celui que ledit Roi & ledit Duc voudront élire; le tout sous certaines Conditions stipulées dans le Traité, dont les principales sont que le* Dauphin *sera tenu de se faire appeller* Dauphin de Viennois, *qu'il en portera les Armes écartelées avec celles de France, & que le Dauphiné ne pourra jamais être uni au Royaume de France, fors entant, & comme l'Empire y seroit uni. Fait au Bois de Vincennes le* 23. *Avril* 1343. Avec *un* REVERS *dudit Roi pour la sûreté des Reservations & Conditions stipulées au Traité par le Dauphin* HUMBERT. *Donné à Sainte Colombe au mois de Juillet* 1343. Comme aussi *les* COMMISSIONS & POUVOIRS *du même Roi pour l'execution du Traité. A Ville...* 1343. Et *un* INSTRUMENT *public des Ratifications, Aprobations, & Confirmations solemnelles dudit Traité, avec serment, tant de la part dudit Roi, que du Dauphin, des Archevêques de Lyon & de Vienne, de l'Evêque de Grenoble, & des principaux Seigneurs du Pais, en Latin. A Vienne en Dauphiné le* 31. *Juillet* 1343. 210

ANNO 1343. 11. Juin. — *Testament d'*AYMON *Comte de Savoye, par lequel il établit son Heritier* AMEDE'E *son Fils aîné. Fait l'*11. *Juin* 1343. 217

19. Juin. — *Litteræ* JOANNIS *Sileſiæ Ducis, quibus recognoscit, quod Civitatem & Caſtrum* Gor *cum omni Territorio & appertinentiis* CAROLO *Marchioni Moraviæ, pro octo millibus Marcharum groſſorum Pragenſium Denariorum pignoris nomine obligaverit; Civitatem verò prædictam de conceſſu memorati Marchionis tempore vitæ ſuæ tenendam acceperit, poſt mortem tamen ſuam ad prædictum Marchionem devolvi debere. Actum Wrutiſlaviæ feria ſeptima infra Octavam Corporis Chriſti Anno* 1343. 220

4. Octob. — *Tractatus Pacis & Amicitiæ inter* ANDREAM DANDULO *Ducem & Dominum* VENETORUM *ab una, & de* NELIPTIUM *Tinienſem Comitem, huiusque Nepotem Comitem* CONSTANTINUM *à parte altera; qua dicti Comites nullam impoſterum violentiam Civitati* Sibenici *aliisque dicti Ducalis Dominii Civitatibus, Terris & Locis in Sclavonia ſitis inferre, ſed liberum meatum & remeatum, ſecurumque mercaturæ Commercium concedere, illatum porro damnum reſarcire Caſtellumque in Sibenicenſi Territorio exſtructum demolire promittunt: Viciſſim Dominium* VENETORUM *omnia Comitum ſequeſtrata bona, ſtatim ac damnum fuerit reparatum, relaxare, ipſumque* NELIPTIUM *& ejus Filium in Cives Venetos recipere pollicetur. Actum in Loco vocato Slap, in flumine Kercha die* 4. *Octobris* 1343. 221

18. Nov. — *Tractatus perpetuæ Pacis & finalis Concordiæ inter Regem Sueciæ* MAGNUM III. *& Regem Daniæ* WOLDEMARUM III, *quo conveniunt de modo emerſura inter duo Regna ardua negotia componendi, Juſtitiam conquerentibus faciendi, Commercium liberum per Mare ſervandi; Placitationes autem circa* Scaniam, Hallandiam *&c. factæ firmantur, ac uterque Regum nullum Fœdus in damnum alterius vergens ineat, nec alterius Hoſtes ſublevare promittit. Dat. in Caſtro Wardberg in Octavis B. Martini Epiſcopi* 1343. 222

18. Nov. — *Obligatio Prælatorum & Procerum Scaniæ, de tenenda Unione inter Regnum* SUECIÆ *& Terram* SCANIÆ *facta, de aſſiſtentia Regi Sueciæ pro dicto Regno & Terra præbenda, repoſitis & conſtitutis inſimul ejusdem Regni terminis in Freto Oraſund; de eligendo poſt eventuram Regis Sueciæ* MAGNI III. *mortem Filio ſuo* ERICO, *& impediendo d nique, ne in eo caſu vel Rex Norwegiæ* HAQUINUS *ad Regnum Sueciæ, vel Rex Sueciæ in Regnum Norwegiæ ſe intrudat. Datum Warbergis in Octava B. Martini Epiſcopi* 1343. 224

— — *Venditio totius* Scaniæ, Hallandiæ, Bleckingiæ, Liſtriæ, *& Inſulæ* Huethen *pretio XLIX. millium Marcarum puri argenti ponderis Colonienſ. per* WOLDEMARUM *Regem Daniæ, facta Regi Sueciæ* MAGNO. *In Caſtro Warberg* 1343. 224

1344. 16. Janvier. — *Inſtrumentum Submiſſionis Imperatoris* LUDOVICI Bavari, CLEMENTI *Papæ VI. per* HUMBERTUM *Delphinum Viennenſem, & alios Ambaſſiatores facta, quâ Perſonam, Statum, res & cuncta bona ſua, nihil ſibi proprii arbitrii retinendo, in manus præfati Papæ deponit. Romæ in Conſiſtorio publico die* 16 *Januarii* 1344. *Indict. XII.* 226

Juin. — *Extrait des Lettres Patentes accordées à* BEATRIX DE VIENNE *Dame de Harlay, par* JEAN, *Fils de* PHILIPPE de Valois, *& depuis Roi de France, par lesquelles ledit* JEAN *accorde à ladite Dame trois mille livres de rente en Dauphiné, pour la conſoler de ce qu'*HUMBERT, *Dauphin de Viennois, avoit donné ſes Etats au Roi de France, au préjudice de ladite* BEATRIX *ſa plus proche Parente & Heritiere naturelle. Données au mois de Juin* 1344. 227

ANNO 1344. — *Pax, Concordia, & Compoſitio inter Communæ* JANUÆ *ex una, &* GREGORIUM, ANTONIUM, MANUELEM *&* ALERAME *Marchiones de* CARRETO *ex altera, ſuper quibuscumque Injuriis, & Damnis à tempore creationis Ducatus* SIMONIS BUCANIGRÆ *ſibi invicem illatis. Actum Januæ in Palatio Ducis die* 18. *Maji Anno Dominicæ Nativitatis* 1345. Cum *Mandatis dictorum Dominorum Marchionum.* 228

1345. 18. Mai. — *Traité entre* PHILIPPE de Valois, *Roi de France, &* ALPHONSE *Roi de Caſtille & de Leon, par lequel les anciens Traitez, portant qu'ils ſe ſecourront l'un l'autre, ſont renouvellez, les Donations faites aux Enfans du Roi de Caſtille, & à leur Mére* ELEONOR *ſont confirmées, & il eſt fait mention du Mariage de* PIERRE *Prince de Caſtille, avec* BLANCHE *de Navarre. Fait dans la Ville de Leon, le* 1. *Juillet* 1345. *Juré à Madrid le* 23. *Decembre de ladite année, & ratifié par le Roi de Caſtille, le* 2. *Janvier ſuivant* 1345. 231

1. Juillet. — *Articles ſecrets du Traité de Leon, portant que les deux* Rois *ſe ſecourront mutuellement contre le Roi d'*Angleterre, *& le Roi de* Bellimarin. *Fait le* 23. *Decembre* 1345. 233

23 Decemb. — *Litteræ* CONRADI *Sileſiæ Ducis, quibus* JOANNI *Bohemiæ Regi mediam partem Civitatis* Gor, *atque Terræ* Gorenſis, *necnon Oppidorum* Stinaviæ *&* Corben, *atque Civitatem* Fravenstad *ſe vendidiſſe profitetur. Actum Wratiſlaviæ* 9. *Auguſti Anno* 1345. 234

9. Août. — *Sentence Arbitrale renduë par l'Empereur* LOUIS de Baviere *entre* HENRI *Archevêque de Mayence, & les deux* RUPERTS *Comtes Palatins du Rhyn Ducs de Baviere, concernant le Rachat de la Ville de* Weinheim *par lesdits Ducs, & les Jugemens qui apartiennent audit Archevêque dans la Ville de* Francfort. *A Nuremberg la Vigile de l'Aſſomption de la St. Vierge* 1345. 235

14. Août. — *Lettres de* JEAN, *Evêque de* Beauvais, *du Chapitre, du Maire & Conſeil de ladite Ville, par leſquelles ils conviennent de la maniére dont ils doivent rétablir les Fortifications de cette Place. Fait le* 1. *de Mars* 1346. 348

1346. 1. Mars. — *Lettre & Promeſſe de* LOUIS *Roi de Sicile à* JAQUES *de* Savoye *Prince de la Morée, de lui rendre la Principauté d'*ACHAIE. *Datée d'Imuyſſegrad le* 18. *de Mars* 1346. 235

18. Mars. — *Mariage de* PHILIPPE de Savoye, *Fils de* JAQUES de Savoye *& Prince d'Achaie, & de* MARIE *fille d'*AMEDE'E *de Genevois. Fait à Pignerol le* 4. *d'Août.* 1346. 235

4. Août. — *Teſtament de* RAOUL *Duc de Lorraine & Marchis. Fait au Camp devant Abeville en Pontis, le Vendredi lendemain de la Fête St. Barthelemi* 1346. 237

25. Août. — *Convention entre* CUNON *Seigneur de Falkenſtein,* ULRICH *Seigneur de Hanau,* PHILIPPE *de Falkenſtein, &* GODEFROI *de Eppenſtein d'une part, & les Villes de* FRANCFORT *&* de GELNHAUSEN *d'autre part; portant que les uns & les autres n'admettront plus de* Pfalburgers, *& que ceux qui voudront être reçus dans leurs Villes au nombre des Bourgeois, devront y avoir une demeure fixe, & y habiter avec leurs Femmes & leurs Enfans. Ils y conviennent auſſi de choiſir trois Hommes, au jugement desquels ils remettront la deciſion des diférents*

21. Dec.

ANNO

vents qui pourroient survenir entr'eux. *Fait le jour de St. Thomas Apôtre* 1346. 237

1347.

7. Mai. *Traité d'Amitié & de secours mutuel entre* CHARLES IV. *Empereur*, & JEAN *Duc de Normandie*, & *depuis Roi de France*, & *ses Freres. Fait à Trente le* 7. *Mai* 1347. 238

Juin. *Convention passée entre* JEAN III. *Duc de Brabant &* LOUIS de Nevers *Comte de Flandre, par laquelle* LOUIS *transporte à* HENRI, *Fils de* JEAN, *tout le droit qu'il peut avoir en la Ville de* Malines. *Fait par l'entremise de* PHILIPPE de Valois *Roi de France, à S. Quentin en Vermandois, au mois de Juin* 1347. 238

Juin. *Traité & Confédération entre* PHILIPPE de Valois *Roi de France*, & JEAN III. *Duc de Brabant. Fait à S. Quentin au mois de Juin* 1347. 239

6. Juin. *Traité du Mariage d'*AME VI. *du nom Comte de Savoye*, & *de* JEANNE *de Bourgogne. Fait à Châlon sur Saône, le* 6. *Juin* 1347. 239

5. Juill. *Conventiones inter* EDUARDUM III. *Regem Angliæ &* JANUENSES, *pro componendis mutuis Offensionibus concluſæ. Dat. Januæ die* 5. *Julii* 1347. 240

1. Sept. *Diploma* LUDOVICI IV. *Imperatoris, quo* JOHANNI *Comiti Clivensi Civitatem* Duisburgensem *ipsi olim pro* 10000 *Marcarum argenti oppignoratam, pro alia Summa* 10000. *Marcarum puri argenti pignori ulteriori tradit. Dat. Monaci die* 1. *Septembris* 1347. 243

28. Sept. *Trêve de quelques mois, concluë entre* PHILIPPE de Valois *Roi de France &* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre, par la médiation de deux Cardinaux Nonces du Pape. Donnée aux Champs de Calais le* 28. *Septembre* 1347. 243

1348. CAROLI IV. *Romanorum Regis Confirmatio Inveſtituræ de omnibus Feudis per mortem Ducis* WRATISLAVIENSIS *Imperiò vacantibus, à Romanorum Rege* RUDOLPHO I. *Anno* 1290. WENCESLAO *Bohemiæ Regi conceſſæ. Datum Pragæ Anno* 1348. 245

7. Avril. CAROLI IV. *Imperatoris Confirmatio Privilegii* FRIDERICI I. *de Immunitate, Exemptione, & Electione Regum* BOHEMIÆ, *in caſu ſcilicet quod nullus Masculus vel Femella ſuperſtes de Genealogia ſeu progenie vel ſemine Regali fuerit oriundus. Dat. Pragæ* 7. *Idus Aprilis Anno* 1348. 245

7. Avril. *Imperatoris* CAROLI IV. *Confirmatio Privilegii ſive atteſtationis de Jure* Pincernatus, Electoratus*que in Romano Imperio* Regibus Bohemiæ *competenti. Datum Pragæ ſeptimo Idus Aprilis* 1348. 246

13. Mai. *Extrait du Traité de Paix entre* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre &* LOUIS *Comte de Flandres. Fait à Bruges le* 13. *de Mai* 1348. 246

26. Mai. *Diplome, par lequel* CHARLES IV. *Roi des Romains confirme au Duc d'Autriche* ALBERT, & *à ſes deux Fils*, RODOLPHE & FREDERIC, *tous les anciens Privileges accordez aux Ducs d'Autriche par les précedents Empereurs & Rois des Romains. A Brun, le Lundi après la St. Urbain* 1348. 247

5. Juin. *Regis Romanorum* CAROLI IV. *Diploma; quo Duci Auſtriæ* ALBERTO *ac Natis ſuis* RUDOLFO & FRIDERICO, *Ducatus* Auſtriæ, Styriæ, & Carinthiæ, *nec non Dominia* Carniolæ, Marchiæ & Portus Naonis *cum appertinentiis, omnia quoque Feoda, quæ dictus* ALBERTUS & *Progenitores ejus in* Suevia, Alſacia, & *alibi ab Imperio tenuere; item quæ ipſe* ALBERTUS, *uti &* OTTO *quondam Dux Auſtriæ*, ALBERTI *Frater, ab Imperatore* LUDOVICO Bavaro *tenuêre & poſſedêre, de novo confert & inveſtit, ſub hac conditione ut ab ipſo Rege in Feudum accipiant. Datum Seveld Nonas Junii* 1348. 247

Nouvelle Trêve entre PHILIPPE de Valois, *Roi de France*, & EDOUARD III. *Roi d'Angleterre, concluë aux champs entre Guynes & Calais le* 18. *Novembre* 1348. 247

10. Dec. *Conventions entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* LOUIS *Comte de Flandres, pour ſe remettre en bonne intelligence enſemble. Données à la Tour de Londres le* 10. *Decembre* 1348. 249

1349.

1. Mars. *Diploma* CAROLI IV. *Imperatoris, quo* JOHANNI *Comiti Clivenſi Civitatem* Duisburgenſem, *ipſi pro* 20000. *Marcarum argenti oppignoratam, pro aliis* 10000. *Marcis argenti ulterius oppignorat. Dat. Coloniæ die* 1. *Martii* 1349. 250

3. Mars. *Pacte de Mariage & d'Alliance conclu entre* CHARLES IV. *Roi de Romains &* RODOLPHE *Comte Palatin du Rhyn, par lequel* RODOLPHE *promet* ANNE *ſa Fille au Roi pour Femme avec une Dot de ſix mille Marcs d'Argent qui ſeront aſſignés ſur certains Biens; conſentant même qu'il les garde ſa vie durant, en cas qu'il ſurvive ſa future épouſe. Le Roi de ſon côté lui aſſure une ſomme de mille & huit Marcs pour Douaire, & tous deux ſe promettent une reciproque aſſiſtance. Fait à Bacharach le Mecredi après le Dimanche* Invocavit 1349. 251

2. Avril. *Privilegium* CAROLI IV. *Romanorum Regis Civitati* SPIRENSI *conceſſum, ne quis intra tertium dictæ Urbis lapidem, ullo unquam tempore, Caſtella abſque venia præfatæ Urbis exſtruat & erigat. Datum Spiræ die Veneris ante Feſtum Palmarum Anno* 1349. 251

10. Juillet. *Traité entre* JEAN DE FRANCE, *Fils de* PHILIPPE de Valois, & JEAN DE CHALON, *Fils de* BEATRIX, *qui regle toutes les prétentions que ledit* JEAN DE CHALON *pouvoit avoir en Dauphiné. Fait à Lyon, le* 10. *de Juillet* 1349. 252

30. Août. *Traité d'Alliance conclu entre les Villes de* FRANCFORT, *de* FRIDBERG & *de* GELNHAUSEN, *par lequel l'ancienne Confederation eſt renouvellée pour durer du jour de la Date juſqu'à la St. Martin, & un an au delà, comme auſſi par après, auſſi long tems que l'une des trois Villes n'y aura pas formellement renoncé; & même une autre année entiere après ſa Renonciation. On y convient, entr'autres choſes, du nombre des Troupes que leſdites Villes ſe devront envoyer l'une à l'autre pour ſecours en cas de neceſſité. Fait le Lundi apres la Fête de la Decollation de St. Jean* 1349. 253

1350.

Venditio Comitatus Schwalenbergenſis *pretio* 40. *Marcarum Legalium Denariorum Paderbornenſium, per* MECHTILDEM HENRICI *pie defuncti Comitis de* Schwalenburg *Conjugem, & tanquam Tutricem Filiæ ſuæ* JUTTÆ, BALDEWINO *Epiſcopo, Capituloque Paderbornenſi. Actum Anno* 1350. 253

5. Janv. JOANNIS *Marchionis Moraviæ Literæ, quibus* COROLO IV. *Romanorum Imperatori & Bohemiæ Regi, ad recuperanda Regni & Coronæ Bohemiæ Jura, adverſus quoscunque Homines, ſe auxiliaturum pollicetur. Datum Pragæ prima Nonas Januarii Anno* 1350. 254

27. Mars. *Venditio omnis Juris in Dynaſtia* Schwalenberg, & Stoppelberga, AGNETI *Comitiſſæ de Schwalenberg competentis, facta* BALDEWINO *Epiſcopo Paderbornenſi per dictam Comitiſſam pro mille ſexcentis Marcis. Actum in Vigilia Paſchatis Anno* 1350. 254

Trai-

1348.

18. Nov.

10. Dec.

1349.

1. Mars.

3. Mars.

2. Avril.

10. Juillet.

30. Août.

1350.

5. Janv.

27. Mars.

ANNO 1350. 13. Juin. — *Traité de Trêves entre* PHILIPPE de Valois *Roi de France*, & EDOUARD *Roi d'Angleterre, au Camp près de Calais le* 13. *Juin* 1350. 254

10. Sept. — *Mariage de* GALEAS *Vicomte Seigneur de Milan*, & *de* BLANCHE *de Savoye. Fait au Château du Bourget, le* 10 *de Septembre* 1350. 257

1351. 15. Mai. — *Alliance & Confédération perpetuelle entre les Cantons de* ZURICH, *de* LUCERNE, *d'*URY *de* SCHUITZ, & *d'*UNDERWALDEN, *par laquelle ils se promettent, sous la foi d'un ſerment publiquement fait à Dieu & à ſes Saints, de s'entraider & favoriſer les uns les autres, tant que leurs Corps & Biens ſe pourront étendre, contre ceux qui voudroient les attaquer & moleſter, ſans jamais pouvoir s'en excuſer. Fait à Zurich le jour de St. Waldpurg à l'entre-my du mois de May, l'An après la Nativité de notre Seigneur courant* 1351. 258

8. Mai. — *Paix publique établie & ordonnée par l'Empereur* CHARLES IV. *de concert avec* RODOLPHE & ROBERT *Comtes Palatins du Rhyn & les Villes de* MAYENCE, *de* STRASBOURG, *de* WORMS & *de* SPIRE *pour la conſervation du Commerce, & la ſûreté des chemins par Terre & par Eau, dans le Territoire de* Strasbourg & *un demi-Mille au-deſſus droit à* Bingen; *comme auſſi le long du Rhyn, jusqu'à l'étenduë de trois Milles de l'un & de l'autre côté, avec inſtitution de Juges qui devront s'aſſembler à Spire pour l'execution de ladite Paix. Fait le Dimanche* Jubilate 1351. Avec *la Ratification des ſusdites Villes. A Spire le Lundi après le Dimanche* Jubilate 1351. 261

23. Mai. — *Alliance entre le Duc* GUILLAUME V. *de Baviere* Comte de Hollande & *les* CABELIAUX, *qui étoient de ſon Parti, contre les* HOECKSCHE, *qui lui étoient oppoſez. Fait le* 23. *Mai* 1351. 263

1. Août. — *Alliance concluë entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre* & CHARLES *Roi de Navarre, par laquelle ils ſe promettent aſſiſtance mutuelle pour ſe rendre maîtres du Royaume de France, & le partager entr'eux. Faite le* 1. *Août* 1351. 265

1. Août. — *Traité conclu pour vingt Ans, entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre & les Députés des Villes maritimes du Royaume de* CASTILLE & *du Comté de* BISCAYE *pour le bien du Commerce reciproque. Donné à Londres le* 1. *Août.* 1351. 265

26. Sept. — *Alliance entre les Villes de* DORDRECHT, DELFT, HARLEM, LEYDEN, St. GERTRUYDENBERG, AMSTERDAM, ALCMAER, OUDEWATER, SCHIEDAM, ROTTERDAM, MEDENBLICK & VLAERDINGEN, *en l'Année* 1351. 268

27. Octob. — *Traité entre* JEAN *Roi de France, au nom du* DAUPHIN *ſon Fils*, & AME' VI. *du nom Comte de Savoye, ſurnommé* le Verd, *par lequel le Traité entre* AYMON *Comte de Savoye &* HUMBERT *Dauphin eſt confirmé, & il eſt porté que le Roi de France ni le Dauphin, ni leurs Succeſſeurs ne pourront aquerir aucunes Terres en Savoye, ni le Comte en Dauphiné. Fait à Ville-neuve d'Avignon, le* 27. *Octobre* 1351. 267

7. Nov. — *Venditio Civitatis* Frankenſtein *cum Diſtrictu Monaſterii* Camentz, *pro ſex millibus Marcarum groſſorum Pragenſium, per* NICOLAUM *Ducem Sileſiæ*; CAROLO IV. *Romanorum Imperatori & Bohemiæ Regi facta, Wratiſlaviæ* 7. *Novembris* 1351. 269

27. Nov. — *Reſcript de l'Empereur* CHARLES IV. *pour terminer les differens ſurvenus entre* JEAN *Duc de Brabant & le Chapitre de l'Egliſe de* NIVELLES, *en Date du* 26. *de Novembre* 1351. 270

ANNO 1351. 6. Dec. — CLEMENTIS VI. *Papæ Conſtitutio de modo & forma tenendis ſuper Victualibus Cardinalium in Conclavi exiſtentium. Datum Avinioni VIII. Idus Decemb. Pontificatus ſui Anno X.* 270

1352. 6. Octob. — *Traité de Paix entre* AMEDE'E VI. *Comte de Savoye dit le Comte* Verd, & *le* DAUPHIN DE VIENNOIS; *Fait à Voiron le* 6. *Octobre* 1352. 270

1353. 10. Janvier. — *Pacta Conventionis & Pacis inter* JOANNEM *Vicecomitem & Mediolanenſem Archiepiſcopum atque ejus Adhærentes ex parte una, & Communia* FLORENTIÆ, PERUSII, SENARUM, ARETII, PISTORII, & *Civitatis* CASTELLI & *eorum ſequaces, Complices ex altera parte, quibus damna ſibi invicem illata, atque injurias remittunt; Pars altera ſuos proſcriptos ſub certis limitationibus in gratiam & Civitatem recipere atque ab omnibus Bannis relaxare*; JOANNES *verò Vicecomes ablata reſtituere promittit. Actum Mediolani die* 10. *Januarii Indict. VI. Anno* 1353. 271

6. Mai. — *Alliance & Amitié perpetuelle de la Ville & Canton de* BERNE *avec les trois Cantons d'*URI, SCHWITZ, & UNDERWALDEN. *A Lucerne du* 6. *Mai* 1353. 283

27. Mai. — *Ceſſio Oppidorum* Beuten, & Creucenberg, *cum Vaſallis & Diſtrictibus, per Regem Hungariæ* LUDOVICUM, *ſuo & Fratris ſui* CASIMIRI *Poloniæ Regis nomine*, CAROLO IV. *Romanorum & Bohemiæ Regi facta, in compenſationem donati ſibi ab eodem Romanorum Rege Ducatûs* Plotzen, & Mazoviæ. *Datum Budæ VI. Kalend. Junii* 1353. Cum CASIMIRI *Poloniæ Regis Ceſſione, ejusdem tenoris. Pragæ in die B. Philippi & Jacobi Anno* 1356. 284

21. Sept. — *Alliance entre* ROBERT *Electeur Palatin d'une part, & les Villes de* WORMS & *de* SPIRE *d'autre part, pour leur commune défenſe & ſûreté contre toute hoſtilité & injuſte violence. Fait le jour de St. Mathieu* 1353. 285

20. Octob. — *Traité de Commerce conclu pour cinquante Ans entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre & les Députés des Villes Maritimes du Royaume de* PORTUGAL. *Donné à Londres le* 20. *Octobre* 1353. 286

29. Octob. — *Tractatus Pacis inter Incolas* BAYONENSES & *Incolas Locorum maritimorum Regni* CASTELLÆ *concluſus in Eccleſia Fontis Reindi, die* 29. *Octobris* 1353. *& confirmatus per* EDUARDUM III. *Regem Angliæ, Weſtmonaſterii* 9. *Julii* 1354. 287

5. Nov. — *Tabulæ Comitis Palatini* RUPERTI, *quibus* CAROLO IV. *Romanorum Imperatori & Regi Bohemiæ & Succeſſoribus Regni Bohemiæ quasdam Munitiones, Civitates, Oppida & pertinentias in Palatinatu ſita vendit, iisque renuntiat. Datum Hagenoviæ Anno* 1353. *feria tertia poſt Feſtum omnium Sanctorum.* 289

18. Nov. — *Compromiſſum inter utrumque* RUPERTUM *Comites Palatinos Rheni &* LEOPOLDUM *Epiſcopum Bambergenſem factum in Archiepiſcopos Moguntinum & Colonienſem tanquam Arbitros ad diffiniendam cauſam inter eos de Caſtris* Hartenſtein & Neidenſtein *vertentem, ad quorum partem aliquam dictus Epiſcopus Titulum Feudi ſe habere contendebat. Datum Spiræ* 18. *Novemb. Indict. VI. Anno* 1353. 290

19. Nov. — *Sententia Arbitralis in cauſa inter* LEOPOLDUM *Epiſcopum Bambergenſem ab una, &* RUPERTUM *ſeniorem atque juniorem Comites Palatinos Rheni ab altera parte, de Caſtris* Hartenſtein & Neiden-

ANNO 1353.

stein *aliisque Munitionibus & Villis, vertente*, per GERLACUM *Archiepiscopum Moguntinum*, & WILHELMUM *Colonienſem in favorem dictorum Comitum latu. Quæ dictæ Munitiones Comitibus præfatis tanquam juſto Hæreditatis jure earum Poſſeſſoribus adjudicantur, & præfato Epiſcopo Jurisdictio Feudi in illis denegatur. Actum Spiræ die S. Eliſabethæ Anno* 1353. *Indict. VI.* 290

22. Nov. LEOPOLDI *Epiſcopi Bambergenſis Confirmatio & Approbatio ſuper lata Sententia arbitrali per Archiepiſcopos* Moguntinum & Colonienſem *in cauſa inter eum &* RUPERTOS *Comites Palatinos vertente. Datum Spiræ Anno* 1353. *Indict. VI. in die Beatæ Cecilie Virginis.* 291

1354. 28. Août. *Diplome de l'Empereur* CHARLES IV. *par lequel il eſt ordonné aux Villes de la* BASSE ALSACE *de ſe conſiderer enſemble contre les Perturbateurs de la Paix publique. Donné à Ratisbonne le Jeudi après la St. Barthelemi* 1354. 292

31. Oct. *Lettres de* ROBERT *l'aîné Comte Palatin du Rhin, par leſquelles il declare que, du conſentement de* CHARLES IV. *Roi des Romains, il a rendu à la Couronne de* BOHEME *les Fiefs Imperiaux de* Hohenſtein, Hirsbourg & Aurbach *pour les poſſeder heréditairement en Ligne maſculine. A Haguenau le Vendredi après la Fête de St. Simon & Jude* 1354. 292

7. Dec. *Traité de Paix entre* GUILLAUME *Duc de Baviére, Comte de Hollande, & ſa Mere* MARGUERITE *Comteſſe de Hainaut, de Hollande &c. Fait le* 7. *Decembre* 1354. 292

14. Dec. *Venia ætatis à* JOHANNE *Francorum Rege,* JOANNI *Duci Lotharingiæ conceſſa. Lexoviæ* 14. *Decembris* 1354. 294

1355. Mai. JOHANNIS *Franciæ Regis Inſtrumentum Fœderis inter ſe &* CAROLUM IV. *Romanorum Imperatorem tanquam Regem Bohemiæ initi; quò ille huic perfectam Amicitiam & omne poſſibile auxilium contra quoscunque hoſtes promittit. Dat. Pariſiis Anno* 1355. *menſe Maii.* 294

15. Mai. *Diploma Romanorum Imperatoris* CAROLI IV. *quò* ALERAMO *de* CARRETO *Marchioni Savonæ, pro ſe ejuſque Fratre* MANUELE *atque* GEORGIO *ejus Patruo, Inveſtituram in Civitate & Marchia* Savonæ *ac in toto præfatæ Civitatis Diſtrictu, antehac ejus Prædeceſſoribus per Romanorum Imperatores* FRIDERICUM I. & II. *conceſſam, confirmat, renovat, & de novo concedit: Nec non præfatum Ducem* GEORGIUM *de tertia parte Caſtri* Burgi *& Hominum* Finarii, *aliisque bonis,* MANUELEM *verò &* ALERAMUM *de tertia parte ejusdem Diſtrictus* Finarii, *nec non Caſtro & Villa* Calizani *aliisque Feudis inveſtit. Datum Piſis Idus Maii Indict. VIII. Anno* 1355. Cum *inſertis dictorum Imperatorum* INVESTITURIS, *datis de Annis* 1162. & 1226. 294

5. Août. *Tabulæ Compoſitionis inter Capitulum & Eccleſiam* HAMBURGENSEM, *atque Senatum & Civitatem ejusdem Urbis de Juribus & Immunitatibus Clericorum & Eccleſiaſticorum, factæ Hamburgi Anno Domini* 1355. 5. *menſis Auguſti.* Cum *duplici ejusdem Argumenti Appendice eodem Anno promulgata.* 297

10. Sept. *Traité entre* CHARLES *Roi de Navarre &* JEAN *Roi de France. Fait à Valorgne le* 10. *Septembre* 1355. 298

9. Oct. *Imperatoris* CAROLI IV. *Conſtitutio de Incorporatione Ducatuum* Poloniæ & Sileſiæ, *nec non Marchionatus* Luſatiæ, *uti & Terræ* Glacenſis *in perpetuum Regno Bohemiæ facta. Pragæ ſeptimo Idus Octobris Indict. VIII. Anno* 1355. 302

13 Decemb. GERLACI *Archiepiscopi Moguntini tanquam Electoris Conſenſus & Approbatio ſuper Incorporatione per Imperatorem* CAROLUM IV. *de Ducatibus* Poloniæ, Sileſiæ & *Marchionatus* Luſatiæ, *nec non Terræ* Glacenſis, *factæ Regno Bohemiæ. Datum in Nurnberg in die B. Luciæ Anno* 1355. 303

ANNO 1355.

Literæ Recognitionis SEMOVITI *Maſoviæ Ducis, de receptis in Feudum omnibus Terris ſuis à* CASIMIRO *Poloniæ Rege. Datæ in Caliſch die Sti. Joannis Evangeliſtæ Anno* 1355. 305

27 Decemb. AUREA BULLA CAROLI IV. *Imperatoris, qua Regimen & Forma Juris publici totius Romano-Germanici Imperii, Solemnitates quoque & Ceremoniæ in Electione Romanorum Imperatorum adhibendæ ordinantur & conſtituuntur; Sancita Norimbergæ & Metis Anno* 1356. 305

1356. *Extrait du Traité de l'Alliance entre* CHARLES IV. *Empereur, &* WENCELIN *ou* WENCESLAS *Duc de Brabant. Fait à Bruxelles en* 1356. 315

3. Janvier. *Atteſtatio Gubernatorum Communis Pacis* LOTHARINGICÆ, *quod de conſenſu Imperatoris* CAROLI IV. *Civitas* TREVIRENSIS *in Communem eandem Pacem recepta ſit. Datum* 3. *Januarii* 1356. 315

5. Janv. *Traitez & Echanges faits entre* JEAN *Roi de France,* CHARLES *ſon Fils aîné, Dauphin de Viennois, &* AME'VI. *Comte de Savoye, dit* le Comte Verd. *Par lequel, entr'autres, le Roi* JEAN *donne au Comte* l'Hôtel de Boheme *ſitué à Paris, moyenant certaine ſomme; & le Comte promet au Roi de lui remettre* JEANNE *Fille de* PHILIPPE *Duc de Bourgogne libre de vœu, de Mariage & de religion, pour être mariée, pourvû que ce ne ſoit point au Dauphin &c. Fait à Paris le* 15. *Janvier* 1355. 315

7. Janv. *Decret de l'Empereur* CHARLES IV. *pour le droit d'Electorat de la Maiſon* PALATINE. *Donné à Nuremberg l'An* 1356. 319

20. Janvier. *Traité conclu entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* EDOUARD DE BALLIOL *Roi d'Ecoſſe, par lequel le dernier cede à l'autre le Royaume d'Ecoſſe, pour une Penſion viagere de* 2000. *Livres Sterling par An. Donné à Brumburgh le* 20. *Janvier* 1355. 319

25. Janvier. *Literæ Patentes* EDUARDI DE BALLIOL *Regis Scotiæ, quibus pro ſe & Hæredibus ſuis omni Juri in Regnum* Scotiæ EDUARDO III. *Regi Angliæ in perpetuum renunciat. Datæ apud Rokesburgh die* 25. *Januarii* 1355. 320

7 Mars. *Contract paſſé par* JEANNE *Ducheſſe de Luxembourg, Brabant, &c. en faveur de* WENCELIN *Duc de Brabant, ſon Mari, & au préjudice de ſes autres Heritiers le* 7. *Mars* 1356. 321

1. Août. JOANNIS *Marchionis Moraviæ Literæ, quod ſi per ſucceſſionem in Regem Bohemiæ eum coronari contigerit, nihil penitus à Regno alienaturus ſit. Datum Pragæ die ad Vincula Sancti Petri Apoſtoli, Anno* 1356. 322

4. Sept. *Convention entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* PHILIPPE *de Navarre, par laquelle celui-ci rend Homage au premier comme Roi de France, pour quelques Terres qu'il avoit en Normandie, & le Roi s'oblige de ſon côté à diverſes choſes en faveur de l'autre. Donnée à Clayndon le* 4. *Septembre* 1356. 322

7. Nov. *Confederation faite & conclue, par la volonté & le commandement de l'Empereur* CHARLES IV. *pour le tems d'une Année entre les Villes de* SUABE *y denommées, pour la ſûreté & tranquilité desdites Villes & de leurs Territoires, le Lundi avant la St. Martin* 1356. 323

Decembre. *Fœdus inter Imperatorem* CAROLUM IV.

ANNO 1356.

IV. *Bohemiæ Regem &* CAROLUM *Primogenitum* JOANNIS *Francorum Regis, quo hic perpetuam Amicitiam & auxilium contra quoscunque Regni Bohemiæ hostes pollicetur. Dat. Metis Anno* 1356. *menſe Decembri.* 324

11. Dec. *Atteſtatio* RUPERTI *Comitis & Electoris Palatini, aliorumque Electorum & Principum Imperii, de Jure & Voce in Electione Romanorum Regis,* Bohemiæ Regibus *competenti. Data Metis Dominica proxima ante Feſtum B. Luciæ* 1356. 324

24. Dec. *Lettres de l'Empereur* CHARLES IV. *par lesquelles il engage les Châteaux d'*Oppenheim *&* Odernheim, *avec les Villes de* Swabisberg, Niriſtein, Ingelsheim, *&* Winterheim, *& quelques autres, à la Ville libre & Imperiale de* MAYENCE, *pour la ſomme de trente-trois mille Florins, avec promeſſe de n'accorder à nul autre le Droit de les retirer ou racheter. Fait à Mayence la Vigile de la Nativité de notre Seigneur* 1356. 325

1357. 5. Janv. *Declaration de l'Empereur* CHARLES IV. *pour régler le different ſurvenu entre* RODOLPHE *Duc de Saxe, &* WENCESLAS, *Duc de Luxembourg, Lorraine, &c. Marquis du Saint Empire Romain, pour le Droit de porter l'Epée devant l'Empereur. Donné à Mets le 5. Janvier* 1357. 325

26. Janv. *Reverſales* WILHELMI *Ducis Juliacenſis erga* RUPERTUM *Comitem Palatinum Rheni, quod licet Imperator* CAROLUS IV. *ipſum in Ducem Juliacenſem creaverit, & Dominatum de Falckenberg in Comitatum evexerit, intentio tamem ſua non eſt nec fuit per hanc ſublimationem præfati Comitis Palatini Feudis, quæ ab eodem tenet, præjudicium aliquod generare. Datum Trajecti ſuper Moſa die* 26. *Januarii Anno* 1357. 326

6. Fevrier. *Extrait du Traité entre* WENCESLAS *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Namur au ſujet de diverſes prétenſions reciproques. Fait à Maſtricht le* 6. *de Fevrier* 1357. 326

27. Fevrier. *Traité de Paix entre* ADEMAR, *Evêque de Metz,* IOLANDE *Comteſſe de Bar, d'une part, &* MARIE de Blois, *& le Duc* JEAN *ſon Fils, d'autre. Fait le* 27. *de Fevrier* 1357. 326

20. Mars. *Traité & Accord entre* WENCESLAS *&* JEANNE *Duc & Ducheſſe de Brabant, &* LOUIS *Comte de Flandre, touchant* Anvers *& ſes dépendances. Fait à Malines le* 20. *Mars* 1357. 327

Traité de Paix entre WENCESLAS *de Boheme Duc, &* JEANNE *Ducheſſe de Luxembourg, Lorraine & Brabant d'une part, &* LOUIS *Comte de Flandre d'autre. Fait l'An* 1357. 332

3. Juillet. *Extrait de la Sentence Arbitrale ſur les Differens entre* WENCELIN *Duc de Brabant &* LOUIS *Comte de Flandres, prononcée par le Comte de* HAINAULT. *le* 3. *Juillet* 1357. 333

3. Oct. *Convention faite entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre & les Etats d'Ecoſſe, pour mettre en liberté* DAVID DE BRUYS *Roi d'Ecoſſe, moyennant une ſomme de* 100000. *Marcs ſterlings, payables en dix années. Donnée à Berwyk ſur la Twede le* 3. *Octobre* 1357. Avec *la Ratification dudit Accord au* 5. *Octobre.* 333

ANNO 1357. 14. Dec. *Diploma, quo à* JOHANNE *totius Croatiæ & Dalmatiæ Bano, nomine Regis Ungariæ* LUDOVICI, *Communitati Civitatis* SIBENICENSIS *omnes injuriæ & offenſiones per eam contra Regem commiſſæ ignoſcuntur, & obſervatio Privilegiorum promittitur. Datum in obſidione Civitatis Nonæ die* 14. *Decemb.* 1357. 338

1358. 25. Fevrier. *Pax perpetua inter Regem Ungariæ* LUDOVICUM *ab una, &* JOANNEM *Delfinum Ducem, & totam Communitatem* VENETIARUM *à parte altera. Qua hic Dux & Communitas toti Dalmatiæ à Medietate* Guarnarii *usque ad Confines* Duracii *hactenus à ſe poſſeſſæ, & ſpecialiter Civitatibus* Nonæ, Jadræ, Scardonæ, Sibenici, Tragurii, Spalati, *&* Ragufii, Cherſo, Veglia, Arbo, Pago, Brachiæ, Leſinæ, Curſulæ *cum Inſulis earumdem & pertinentiis, Titulo etiam* Dalmatiæ *&* Croatiæ, *omnique Juri & prætentioni in eandem* Dalmatiam *renunciant, & in præfatum Regem, ſuosque Succeſſores transferunt: Vice verſa Rex omnes Terras, Caſtra, & Loca in partibus* Tarviſii *&* Carnitæ *ac* Iſtriæ *alibique ſita, à ſe occupata, & obtenta, eidem Duci & Dominio reſtituere promittit. Datum Venetiis in Eccleſia Sti. Marci Indict. XI. die* 25. *Februarii Anno* 1358. 339

6. Mars. *Traité par lequel* ALBERT, *Comte Palatin du Rhin, eſt fait Grand Baillif des Comtez de* Hainault, Hollande, Zelande, *&c. durant la maladie du Duc* GUILLAUME *ſon Frere. Fait à Rotterdam le* 6. *Mars* 1358. 340

24. Juin. *Acte, par lequel* LOUIS *Marckgrave de Brandenbourg cede à* ALBERT *Comte Palatin du Rhin tous ſes Droits ſur les Comtez de* Hainaut, Hollande, Zelande, *&c. moyenant quelques reſerves à ſon Frere* ALBERT *Comte Palatin du Rhin. Fait à Boterſem près de Malines le* 24. *Juin* 1358. 342

25. Sept. *Literæ* CONRADI *Sileſiæ Ducis, quibus* CAROLO *Romanorum Imperatori & Bohemiæ Regi, ejus Hæredibus & Succeſſoribus, ſuum Caſtrum* Militſch *ad acceſſum eorum, quotiescumque opus fuerit, apertum tenere pollicetur. Datum Wratiſlaviæ die* 25. *Septembris Anno* 1358. 342

26. Oct. *Donatio Comitatus* Cæſanæ *cum omnibus Juribus & Jurisdictionibus ab Imperatore* CAROLO IV. *facta* JACOBO DE BRUNA *Epiſcopo Feltrenſi & Bellunenſi. Datum in Carloſtat* 7. *Kalend. Novembris Indict. XI. Anno* 1358. 343

13. Dec. *Compromiſſum* PRZEMISLAI *Teſchinenſis, &* CONRADI *Olsnicenſis Ducum, ſuper diſſenſione inter eos de limitibus orta; quo de certis quatuor Arbitris in præſentia Romanorum Imperatoris* CAROLI IV. *conveniunt, & in caſu, quô de quinto ſuperiore Arbitro concordare non valerent, finalem discuſſionem in Arbitrum ſuperiorem à ſua Majeſtate Cæſarea deputandum, remittunt. Datum Wratiſlaviæ die Beatæ Luciæ Anno* 1358. 343

FIN DE LA II. PARTIE DU I. TOME.

CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, depuis CHARLEMAGNE jusques à préſent.

I.

ANNO 1314. 27. Janv. *Litteræ Responſoriæ* EDWARDI II. *Angliæ Regis ad Papam* CLEMENTEM V. *de translatione* WALTERI REYNALDI *Wygornienſis Epiſcopi ad Cantuarienſem Eccleſiam, Datæ apud Wyndeſoram 27. Januarii* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, Acta publica, &c. Tom. III. pag. 467.]

PAPÆ Rex devota pedum oscula beatorum.

Accedentes ad præſentiam noſtram Nobiles Viri, & noſtri dilecti & fideles, Bertrandus de Salviaco Comes Campaniæ Nepos veſter, & Alexander de Abernithy Miles, Litteras Sanctitatis veſtræ de Credentiâ, ſub ſuis, & Venerabilis Patris W. Wygornienſis Epiſcopi, nominibus confectas, nobis humiliter præſentârunt, & credentiam eis commiſſam providè retulerunt.

Expoſuerunt nobis ſiquidem dicti, Comes & Alexander, quòd noſtri rogatu, noſtræque contemplatione perſonæ, Venerabilem in Chriſto Patrem W. Eccleſiæ Cantuarienſis Electum, confirmatum, ab Eccleſiâ Wygornienſi, cui prius præfuit, ad dictam Cantuarienſem Eccleſiam tranſtuliſtis: & quod eisdem, Epiſcopo, Comiti, & Militi (quos ad veſtræ Sanctitatis præſentiam, pro quibusdam ſubſidiis, pro apparatu & paſſagio noſtro ad Terram Sanctam, in Regno & terris, nobis ſubjectis, a veſtrâ Clementiâ optinendis, transmiſimus) intellectis petitionibus noſtris, vobis ſuper hoc porrectis per eosdem, gratioſe respondiſtis, quòd ex parte Excellentiſſimi Principis, & Patris noſtri kariſſimi, Philippi Regis Francorum illuſtris, ſuper hujusmodi ſubſidiis optinendis, conſimiles petitiones, quibus nondum erat responſum, vel priùs extiterant liberatæ, quodque easdem gratias, quas ſibi in præmiſſis facietis, veſtræ paternalis affectionis exhuberantia nobis facere non tardabit: ANNO 1314.

Super quibus omnibus, & præcipuè pro gratiâ tranſlationis prædictæ, veſtræ manſuetudini ad omnimodas gratias aſſurgimus, quas valemus; ſupplicantes humiliter & devotè, quatenus conceptam benivolentiam erga nos dignemini continuare, & præfatum Electum, noſtri contemplatione, habere ſpecialitèr commendatum, ut, ad honorem condignum, per veſtram Apoſtolatûs gratiam, ſic aſſumptus, Apoſtolicæ Sedis munimine fulciatur; per quod ad ſuam, & ſibi ſubditorum ſalutem, noſtrique, & Regni noſtri honorem & commodum, proſperè dirigat vias ſuas.

Ad hæc, Pater Sancte, de mutuo Florenorum, quod nobis fecit veſtra benignitas reverenda: & de conſilio, per dictum Comitem, de eisdem Florenis utiliter exponendis, ex parte veſtrâ, per ſe ſecretiùs nobis dicto, veſtræ Clementiæ conſimiles gratiarum referimus actiones; deſiderantes veſtrum Conſilium in hiis, & in aliis, pro viribus obſervare.

Conſervet &c.

Dat. apud Wyndeſoram viceſimo ſeptimo die Januarii.

ANNO 1314.

II.

31. Janv. *Accord fait entre* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre & GUILLAUME Comte de Hollande sur diverses avanies faites aux Marchands Anglois, à Weſtmunſter le 31. Janvier 1314.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 469.]

FEt a remember que, come, en le Parlement de tres excellent Prince Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Engleterre, Seignur d'Irland, & Ducs d'Aquitayn, que fuit a Eſtaunford, l'an de ſoen Regne tiers, entre lui & ceux de ſon Conſeil illoeques d'une part, & les Meſſages du Noble Seignur Guill. Conte de Hoiland, Seland, & de Friſ. d'autre part, illoeques envoiez, par le dit Conte, por peſer divers contens & descordz, meutz entre les Sugietz du dit Roi & de levandit Conte, entre altres choſes, fuſt acordez que les avanditz Meſſages feroient feurte, en noun dudit Conte, de faire gre, deinz certein temps, a les Marchaundz du Roiaume dudit Roi, qui dettes furent cleres & conues; ceſt aſavoir, a Watier le Ken de Nicole, & a ſes compaignons, de noef cent, & cinkant, quatre Livres: & a Richard Wake, & Johan Wyp, de deus cent, & cinkante, & noef Livres; ſicome en une Ordenance, ſor ceo en le dit Parlement fete, & en la Chauncelerie dudit Roi en roullee, plus pleinement eſt contenuz.

Et puis lui, dit Conte, ſe euſt oblige, par ſoen eſcript, a Robert Elis de grant Jernemuth, en une grant ſumme d'Argent, a paier a meſme celui Robert a certeines termes, iſſi que celui Robert feiſt gree as ditz Watier, Rich, & Johan, en noun du dit Conte & de ſes gentz avantditz, ſi come afferoit.

Et lui, dit Conte, puis entendant que des biens des gentz, de ſon poair, venaunz en dit Roiaume, par divers areſtz feuſt leuez, tanque a la ſumme, contenue en la dite obligacion, & non pas fet a ſes du plein as ditz Marchandz, de la dette avantdite,

Euſt envoiez en Engleterre a Weſtmoſtier ſes Meſſages (ceſt aſaver, Guilliam de Brawod, & Johan de Turnay) a la preſence du dit Roi, en l'an de ſon Regne ſeptisme, en priant que le dit Roi des biens, des Marchandz du dit Conte, deinz le Roiaume avantdit, par la cheſon avantdite, areſtez, depuis le dit Parlement, tanque a la venue des ditz Guill. & Joh. Meſſages, feiſt faire enqueſte & resnable aconte;

Si, que quant le dit Contes ſaveroit ce, que en feuſt resceu de ſa gent par tieux areſtz: & ceo, que en feuſt paiez as Marchaundz avantditz: & ceo, que leur demorreit a paier de la ſumme avantdite; adonques lui, dit Contes, en froit gree a eaux de ceo, qil en ſerroit tenuz de mesme la ſumme.

Et lui, dit Roi, deſirant bone pees entre ſes Sugietz & les Sugietz du dit Conte, adonques euſt envoie, & aſſignez, par ſa commiſſion, ſes chers Clers, Johan de Merton, & Steph. de Brawode, d'enquerre, en la preſence des ditz Meſſages, en le Conte de Norff. ou les ditz areſtz ſe firent, de tous les areſtz fetz, puis le dit Parlement, tanque a la venue des Meſſages en Engleterre, ſur les gentz du poiar du dit Conte, par acheſon de la dette avantdite,

Troue fu, devant les dites Clers & Meſſages, par loial enqueſte, que a la Ville de grant Jernemuth, furent areſtz de divers gentz du poair du dit Conte, par bref du dit Roi, l'an de ſoen Regne quarte, en deners & en darrees, a la value de ſeiſaunt & dis livres, & dis & ſept ſoudz; les queux deners & biens furent deliverez au dit Robert Elis par bref le Roi avantdit:

Et enſement troue fu, par mesmes celle enqueſte, que en meins de divers gentz, de meisme la Ville de Gernemuth, hoſtes as gentz du dit Conte, furent areſtez deners, par bref le Roi, en meisme l'an quart de ſon Regne, a la ſumme de ſeiſaunte, & dis livres, ſicomme piert plus pleinement par la dite enqueſte ſur coe pris, les queux ſeiſaunte & dis livres encores demoerent en meins de meismes ceux hoſtes, nient levez.

D'autre part, troue fu, devant les dites, Joh. Steph. & Meſſages, par bone enqueſte, que a Lenn furent areſtez, per brief le Roi, l'an de ſoen Regne quart, ſur les gentz du poair du dit Conte, par l'acheſon avauntdite, biens priſes a la value de cent, unze livres, & ſept ſoudz; les queux furent livres, par brief le Roi, au dit Watier, comme Attorne le dit Robert.

D'autre part, troue fu, par meismes l'enqueſte, que ledit Watier ad resceu, autre les ditz cent, unze livres, & ſept ſoudz, de divers gentz, du poair du dit Conte, en darrees & en deniers, a la ſumme de trente, & cink livres, & unze ſoudz; ANN. 1314.

Enſi eſt la ſumme de tut, resceu & areſtez a les dites villes de Jern. & de Lenn, deux cent, quatre vintz, ſept livres, & quinze ſoudz; des queux le dit Watier, par ſa reconiſſaunce en Court, ad resceu dudit Robert, & en ſoen noun, en partie de ſa paie de noef cent, & cinkaunte quatre livres avantditz, deus cent, dis & ſept livres, & quinze ſoudz.

Et, pur ceo que ſeiſaunte & dis livres ſont areſtez en meins de divers gentz, de Jernemuth, & nient levez, ſicome eſt avantdit, la Court le Roi, & les ditz Meſſages voelent, que ledit Watier eit bref de faire lever cele ſumme de ſeiſaunte & dis livres, & de resceivre les, en partie de ſoule de ſept cent, trente, & ſis livres, & cinque ſoudz, que demorent a paier a dit Watier de noef cent, cinkante & quatre livres avantditz; ſi que adonques demoerent a paier au dit Watier ſis cent, ſeiſaunte, & ſis Livres, & cink Soudz.

Endroit de la paie des queux ſis centz, ſeiſaunt & ſis Livres, & cink Soudz, acorde eſt, par la Court du dit Roi, par les ditz Meſſages, & par le dit Watier, que meismes celui Watier ſoefre curtoiſement, ſaunz areſt faire, pur bone Pees norir: & paſſera en propre Perſone, oue les ditz Meſſages, devers le dit Conte; & lui, Contes, em fra ſon gre bonement des ſis cent, ſeiſaunte & ſis Livres, & cinq Soudz avantditz, & des damages q'il en aurad resceu en ceſtes choſes.

Et, s'il aveigne que le dit Conte ne le face, ſoit l'avantdit Watier a reſort, de aver ſon recoverer, come avant, ſur le dit Conte, e ſes gentz, venaunts en le Roialme d'Engleterre, des ditz ſis cent, ſeiſaunte, & ſis livres, & cink ſoudz, pleinement, oue ſes damages.

Et, ſur ceo, ſoit ledit Watier, a ſon revenir, ou ſon Attorne en ceſtes choſes, creuz par leur ſerment, fait en Chauncelerie du dit Roi.

Enſement acorde eſt, que le dit Robert desores n'enport rien de profit, parmi le obligacion avant nome, en dreit des dettes des ditz Marchaundz, en dreit de la demaunde Richard Wake & Johan Wyp, de deus centz, & cinkaunte, & noef Livres, por ce que meismes ceux, Rich. & Joh. furent preſentez a les dites enqueſtes priſes, & ne fu point trouez, par meismes celes enqueſtes, ne autrement, que il avoient riens resceu, ne areſtez, pur la dite ſumme, de deuz centz, & cinkaunte & noef Livres, a eaux deues, ne que gre lour eſtoit fait de cele ſumme, ne de partie:

Si furent eaux ſuffiſaument garniz & priez en noun des dites Clers le Roi, & Meſſages, de venir en la Court dudit Roi, a resceivre la garde de mesme la Court, en les choſes ſusdites, enſemblement oue le dit Watier, la queu choſe il otroierent bonement a faire, & ne ſont point venuz, ja ſoit que les dites Meſſages ſoient molt demoroz en esgardant lour venue:

Acorde eſt, par meisme la Court, & par aſſent des dites Meſſages, que les dites, Richard & Johan, ſoeffrent bonement, por bone pees norir, de ſeure, ou faire areſte, & quergent ledit Conte, en lour propres perſones, ſi ceo ne ſoit q'il voellent que le dit Watier face la ſute pur eaux, pur la coniſſance que le Conte en ad devers lui pur mesmes les choſes, les quele il ad ſui devers lui avant ces houres; & lui, Contes, en fra lour gre bonement, ſi que il ſe tendront apaiez par reſon.

Et, s'il ne le face, ſoient les dites, Rich. & Johan, a lour recoverir a la fourme, que de ſus eſt ordine pur le dit Watier

Ceſtes choſes, deſus escrites, ſont acordez & aſſentiz par la Court le dit Roi, & les Meſſagez, & Watier avantditz, & ſur cee ceſte endenture face le d'arrein jour de Jenévoir a Weſtmoſtier, en la Chauncelerie le dit Roi, l'an de ſon Regne ſeptisme, & illoques enroulle; dont l'une partie eſt livre as ditz Meſſages, & l'autre al dit Watier, en noun de luĩ, & de Rich. & Joh. avantdites.

III.

Mandatum EDWARDI II. *Angliæ Regis Vicecomiti Eborum de Terris eorum, qui ad torneandum extra Regnum ſe transferunt, in manum Regis capiendis. Dat. apud Haddele, 1. Martii 1314.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 475.] 1. Mars.

REx Vicecomiti Eborum, ſalutem.
Quia intelleximus, quod plures, de Regno noſtro,

ANNO 1314. tô, ad partes transmarinas, ad torneandum ibidem, se transtulerunt, contra inhibitionem, quam nuper fecimus, nè quis homo ad arma Regnum nostrum exiret sine nostrâ licentiâ speciali:

Tibi præcipimus, firmiter injungendo, quòd omnes illos, quos tibi modo debito constare poterit ad dictas partes transmarinas, contra inhibitionem nostram prædictam, sic sine nostrâ spetiali licentiâ transfretâsse, ubicunque eos in Ballivâ tuâ inveniri contigerit, sine dilatione arestari, & salvò custodiri, ac eorum Terras & Tenementa, in eadem Ballivâ tuâ, in manum nostram capi, & sic capta teneri facias, quousque aliud indè a nobis habueris in mandatis.

Teste Rege apud Haddele, primo die Martii.

Eodem modo mandatum est singulis Vicecomitibus per Angliam.

IV.

22 Mars. *Mandatum* EDWARDI II. *Angliæ Regis ad Duces Hybernicorum, de veniendo contra Scotos. Dat. apud Westmonasterium* 22. *Martii* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 476.]

REX, dilecto sibi Eth O Konhor, Duci Hibernicorum Conactiæ, salutem.

Quia sumus in proficiscendo versus partes Scotiæ, ad Rebellionem Inimicorum Scotorum & Rebellium nostrorum, cum Dei adjutorio, reprimendam:

Nos, de strenuitate vestrâ confidentes, vos rogamus attentè, quatenus ad nos, ad partes prædictas, adeo viriliter & potenter, quo poteritis, personaliter accedatis, vel aliquem Nobilem, de genere vestro, mittatis, Prout dilectus & fidelis noster, Theobaldus de Verdun, Justiciarius noster Hiberniæ, & dilectus Clericus noster, Alexander le Conners, vel unus eorum, vos requirent, vel requiret ex parte nostrâ,

Cùm per dilectum & fidelem nostrum, Riccardum de Burgo, Comitem Ultoniæ, quem Capitaneum hominum ad arma partium illarum constituimus, ex parte nostrâ fueritis præmuniti; & hoc, sicut nos, ac commodum, & honorem, nostrum & vestrum, diligitis, nullatenus omittatis.

Teste Rege apud Westmonasterium 22. die Martii

Eodem modo mandatum est subscriptis; videlicet,

Eth. O Donnuld, Duci Hibernicorum de Tyconil;
Dermod O Rahan, Duci Hibernicorum de Fernetrew;
Duvenal O Neel, Duci Hibernicorum de Tyrowyn;
Neel Mobreen, Duci Hibernicorum de Kynallewan;
Eth. O Shin, Duci Hibernicorum de Turtewy;
Admely Mac Anegus, Duci Hibernicorum de Onehagh;
Neel O Haulan, Duci Hibernicorum de Erthere;
Bien Mac Mahun, Duci Hibernicorum de Uriel;
Lauercagh Mac Wyr, Duci Hibernicorum de Lougherin;
Gillys O Railly, Duci Hibernicorum de Bresfeny;
Geffrey O Fergy, Duci Hibernicorum de Montiragwil;
Felyn O Honoghur, Duci Hibernicorum de Connach;
Donethuth O Bien, Duci Hibernicorum de Tothmud;
Dermod Mac Arthy, Duci Hibernicorum de Desfemound;
Denenol Carbragh;
Maur. Kenenagh Mac Murgh;
Murghugh O Bryn;
David O Tothvill;
Dermod O Tonoghur, Doffaly;
Fyn O Dymfy;
Sonethuth Mac Gillephatrick;
Leiffagh O Morth;
Gilbertus Ekelly, Duci Hibernicorum de Omany;
Mac Ethelau;
Omalan Helyn, Duci Hibernicorum Midie.

V.

24 Mars. *Litteræ* EDWARDI II. *Angliæ Regis, quibus* ADOMARUM DE VALENTIA, *Comitem Pembrochiæ, Custodem Terræ Scotiæ constituit. Dat. apud Westmonasterium* 24. *die Martii* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 477.]

ANNO 1314.

REX Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Prioribus, Comitibus, Baronibus, Militibus, & omnibus aliis fidelibus suis, de terrâ suâ Scotiæ, salutem.

De fidelitate probatâ, & circumspectione providâ dilecti consanguinei & fidelis nostri, Adomari de Valentia Comitis Pembrochiæ, plenam fiduciam obtinentes,

Ipsum constituimus Custodem terræ nostræ prædictæ, & Locum nostrum tenentem ibidem, usque ad adventum nostrum ad partes illas:

Dantes eidem Comiti plenariam potestatem ordinandi de statu terræ prædictæ, prout pro honore nostro & salvatione terræ prædictæ melius viderit faciendum:

Et ideò vobis mandavimus, in fide & dilectione, quibus nobis tenemini, firmiter injungentes, quòd præfato Comiti, tanquam Custodi nostro terræ prædictæ, & Locum nostrum in eadem tenenti, sitis intendentes, respondentes, consulentes, & auxiliantes in omnibus & singulis, quæ ad salvam & securam Custodiam terræ nostræ prædictæ, & repulsionem Inimicorum nostrorum ibidem poterunt pertinere; ità quòd fidelitatis vestræ constantiam debeamus exinde meritò commendare.

In cujus &c.

Teste Rege apud Westmonasterium 24. die Martii.

Per ipsum Regem.

Et mandatum est Radulpho Filio Gullielmi, Custodi Villæ Berewyci super Twedam, quod eidem Comiti, tamquam Custodi R. terræ prædictæ, &c.

Et mandatum est universis & singulis hominibus ad Arma, tàm equitibus, quàm peditibus, in munitione dictæ Villæ existentibus, quod eidem Comiti, tanquam Custodi Regis terræ prædictæ, &c.

Per ipsum Regem.

VI.

RUDOLPHI Pfaltzgrafens bey dem Rhein Obligation gegen Hertzog FRIEDRICH zu Oesterreich/ Jhn/ nach Kayser HEINRICH des VII. tod/ zum Römischen König zu erwehlen. Geben zu Speyer am nechsten Sonntag nach St. Georgen-tag 1314. 28. Avr.

[Pièce tirée des Archives Impériales du petit Tréfor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Promesse de RODOLPHE *Comte Palatin du Rhyn à* FRIDERIC *Duc d'Autriche, par laquelle il s'oblige à lui donner sa voix dans l'Election d'un Empereur à la place de* HENRI VII. *mort quelque tems auparavant. A Spire le Dimanche après la St. George* 1314.

WIr Rudolf von Gotes Gnaden Pfallenz-Graf by dem Reyn und Hertzog in Bayern/ thun chunt allen den/ die disen Brief ansehent oder hörent lesen. Daz wir angesehen haben und uns auch gentzlichen duncket/ daz ze diesen ziten daz Römisch Reich von nieman als wol beschirmt und gemeert mag werden als mit unserm lieben Ohaim/ Hertzog Friedrichen von Oesterreich. Haben wir gelobt mit guten truwen/ und ze den Heyligen geswôrn/ daz wir unser wal ze diesem mal an jhn cheren soln/ und jhn ze einem Römischen Chunig wehlen soln/ und dez nicht widerchomen sulen/ weder durch lieb noch durch layt/ durch dehainerlaye vorwand/ noch durch dheinerlaye ander sache. War auch/ daz Got nicht gebe/ daz unser vorgenannter Ohaim/ Hertzog Fridrich/ hiezwischen/ und die Fürsten ze diesem mal welen suln/ nich waer oder abgieng von dehainerlaye sache/ so suln wir mit der vorgenanten unsrer wal gevallen auf unsern lieben Ohaim sinen Bruder/ Hertzog Liopolten mit allen den punden/ damit wir uns verbunden haben gen sinem Bruder Hertzog Fridrichen/ als vorgeschrieben stet. Wir verbinden uns auch by den vorgenanten Gelübden und ayden/ daz wir dem vorgenannten unserm Ohaim/ Hertzog Friedrichen/ oder sinem Bruder Hertzog Liopolten/ ob der vorgenannt Hertzog Fridrich nich waer/ als vorgeschrieben stet/ beholffen suln sein mit leib und mit gut/ als verre wir mügen/ biz er gewaltiger Chunig und chrönt wirt/ datz Ach/ oder ir amtwederen als davor geschrieben stet. Darüber ze einem Urchund geben wir jhn disen Brief mit unserm Insigel gesigelt. Der geben ist ze Speyer/ da von Christes geburt zahlt dreuzehenhundert Jar/ darnach in dem vierzehenden Jar an dem nechsten Sonnetag nach Sant Georien tag.

ANNO 1314.

VII.

1. Mai. HEINRICI *Marchionis Brandenburgenſis Promiſſio Duci Auſtriæ* LEOPOLDO *data, de tribuendo Fratri ejus Duci Auſtriæ* FRIDERICO, *ſuo ſuffragio in Electione Romanorum Regis. Datum Spiræ Kalend. Maji* 1314. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

NOs Heinricus Dei gratia Brandenburgen.,& Landespergen. Marchio, ad Univerſorum preſens Scriptum intuencium noticiam cupimus pervenire. Quod nos ex certa ſciencia & interpoſicione noſtre bone fidei promiſimus, & promittimus per preſentes Illuſtri Principi Liupoldo Duci Auſtriæ & Styriæ affini noſtro Kariſſimo pro ſe, & Magnifico Principe Friderico Duce Auſtriæ fratre ſuo ſtipulanti, quod eundem Fridericum affinem noſtrum Kariſſimum in quantum humana fragilitas noscere ſinit, ceteris Romani Regni Principibus digniorem, ex virtute Juris eligendi, vel quaſi Regem Romanorum, quod apud nos, & quosdam alios Principes Coelectores noſtros exiſtere & reſidere dinoscitur. Sperantes ut ipſius ſublimacio in augmentum Jurium & honorum Imperii venire debeat, in termino & loco ad eligendum ab eis quorum intereſt prefigendis, in quantum in nobis eſt vel eſſe poterit, certitudinaliter eligemus in Regem Romanorum, in Imperatorem ſucceſſu temporis volente Domino, promovendum in ipſum liberaliter tamquam in futurum Romanorum Principem directuri vota noſtra, & conſenſum benivolum, tacitum & expreſſum. Si vero eundem Fridericum Ducem Auſtriæ, antequam eligeretur contingeret, quod abſit, decedere, aut ipſum ne eligeretur, caſu aliquo prepediri, in memoratum Luipoldum fratrem ſuum affinem noſtrum Kariſſimum tamquam in Romanorum Regem, in Imperatorem poſtmodum promovendum, ex tunc prout ex nunc, in loco & termino ad hoc prefigendis dirigeremus modo quo ſupra dicitur vota noſtra,& conſenſum noſtrum voluntarium tacitum & expreſſum, nos ad hoc tenore preſencium ſpecialiter obligantes, promittimus eciam bona fide, quod alterutrum eorundem in Regem Romanorum Electum, & ante coronacionem & poſt, in Jure ſibi ex eleccione & coronacione hujusmodi acquiſito, dolo & fraude prorſus excluſis, manutenebimus & juvabimus pro viribus, ope, conſilio & favore. In quorum omnium & cujuslibet de præmiſis evidenciam atque robur ſigillum noſtrum profitemur nos preſentibus appendiſſe. Dat. Spire Kal. Maji. Anno Domini Milleſimo trecenteſimo quarto decimo.

VIII.

3. Mai. HEINRICI *Archiepiscopi Colonienſis Promiſſio Duci Auſtriæ* FRIDERICO *data de promovenda ejus in Romanorum Regem Electione & Coronatione. Dat. feria 5ta. poſt Invention. Stæ. Crucis* 1314. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

NOs Henricus Dei gratia Sancte Colon. Eccleſie Archiepiscopus, Sacri Imperii per Italiam Archicancellarius. Notum facimus, quod promiſimus & promittimus per preſentes, bona fide ire, cum Illuſtr. Principe Friderico Duce Auſtrie Frankenvort, pro Eleccione ejusdem in Romanorum Regem in perſona ſua, dante Domino celebranda, & ad coronacionem ſuam Aquis, toto poſſe noſtro, prout fata qualitas exigit, ſub expenſis noſtris, prout convenimus ſuper hiis, cum Illuſt. Principe Lupoldo Duce Auſtrie,Fratre ſuo, ſuper iſtis ſecundum continenciam Litterarum factarum hinc & inde ſuper eo, fraude & dolo & capcione quibuslibet in hiis excluſis. Datum in Bacharaco quinta feria poſt Invencionem ſancte Crucis, Anno Domini M. CCC. quarto decimo.

IX.

9. Mai. *Archiepiscopi Colonienſis* HEINRICI *Promiſſio, data* LEOPOLDO *Auſtriæ Duci, de ſuffragando Fratri ejus* FRIDERICO *Auſtriæ Duci, in Electione Romanorum Regis. Datum in Bacharaco quinta feria poſt Inventionem Stæ. Crucis* VII. *Idus Maji* 1314. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.] ANNO 1314

UNIVERSIS preſentes Litteras inſpecturis. Nos Heinricus Dei gratia ſancte Colonien. Eccleſie Archiepiscopus Sacri Imperii per Italiam Archicancellarius, Notum facimus, quod cum Illuſtri Principe Lupoldo Duce Auſtrie & Styrie, de noſtrorum hinc inde amicorum conſilio, pro Illuſtri Principe Friderico Duce Auſtrie Fratre ſuo, concordavimus in hunc modum: videlicet quod in hac vacacione Romanorum Regni per mortem dive memorie Domini Heinrici Romanorum Imperatoris, cum incumbat electio, de futuro Romanorum Rege celebranda, habita conſideracione ſtatus, & circumſtanciarum perſone ſue, quod auctore Domino Romanorum Regno, induſtria, & potencia ſua, tamquam devotus Sancte Romane Eccleſie filius utiliter preeſſe debeat, & prodeſſe, Jura & bona Imperii, ac Rempublicam feliciter regere & gubernare, promiſimus, & promittimus eundem in Romanorum Regem eligere. Aſtringentes nos ad hoc fide, per manum noſtram ad pectus noſtrum poſitam, ſuper hoc vice & nomine Juramenti preſtita corporali, dum tamen ea, quc pro nobis,& Eccleſia noſtra facere ante Eleccionem celebrandam repromiſit, adimpleat ſecundum dicti Luipoldi Litterarum continenciam, ſuper hoc confectarum & nobis traditarum ab eodem. Hoc adjecto, quod ſi dictus Fridericus ante Eleccionem eandem, quod abſit, decederet, vel alias eligi in Regem nollet, ſeu ex quocunque impedimento eligi non poſſet, quod ſimili modo dictum Lupoldum Ducem, ſicut ipſum Fridericum eligiſſe debuiſſemus, eligamus in Regem Romanorum. Cum ſperetur firmiter ſecundum ſtatum potencie, & induſtrie ſue, ejus perſona Romanorum Regno expedire. In horum teſtimonium preſentes Litteras noſtro, & vener. Principis Domini Adolfi Leodienſ. Episcopi, Heinrici prepoſiti Bunien., Archidyaconi Colonienſ., ac Hartradi Prepoſiti Wetflarten., necnon Nobilium virorum Engelberti de Marka, Symonis de Spanheim, Raperti de Virenburg Comitum, Reynoldi de Valkenburg,Cunradi de Sleyda,& Cunradi de Toneburg Dominorum qui premiſſis interfuerunt, ſigillis appenſis preſentibus fecimus communiri. Et nos Adolfus Dei gratia Episcopus Leodienſ., Heinricus & Hartradus eadem gratia Bunien., & Wetflarien. Prepoſiti, Engelbertus, Symon, Ropertus Comites, Reynoldus, Cunradus, & Cunradus predicti recognoscimus premiſſa omnia vera & ſic nobis mediantibus & preſentibus acta eſſe, ſigilla noſtra in horum evidenciam, ad preſentes dicti Domini Heinrici Archiepiscopi Colonienſ. hiis Litteris apponenda. Actum & datum in Bacheraco quinta feria poſt Invencionem ſancte Crucis, que erat VII. Idus Maii. Anno Domini Milleſimo trecenteſimo, quarto decimo.

X.

15. Ma *Plenipotentia à* RUDOLPHO *Comite Palatino Rheni,* JOANNI *Episcopo Argentinenſi,* JOANNI DE SPONHEIM, *&* JOANNI DE NASSAU *data, ſuper Electione Romanorum Regis, cum reliquis Principibus Imperii tractandi. Datum Heidelberg in vigilia Aſcenſionis* 1314. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Tréſor de la Regence,& de la Chambre à Vienne.]

NOVERINT univerſi quorum intereſt, vel qui ſua crediderint intereſſe. Quod cum nos Rudolfus Dei gratia, Comes Palatinus Reni. Dux Bawarie. Tractatibus habendis ſuper eleccione futuri Regis, que nunc incumbit. Cauſis neceſſariis & legittimis prepedicti. nequeamus perſonaliter intereſſe. Reverendum in Chriſto Patrem & Dominum Johannem venerabilem Episcopum Eccleſie Argent. Johannem de Spanzeim, & Johannem de Nazzawe & ſpectabiles Comites ex certa ſciencia, noſtros facimus & ordinamus & conſtituimus Procuratores, & Negociorum geſtores in ſolidum. Dantes & concedentes eis & cuilibet eorum, ita quod non ſit melior condicio occupantis, & quod unus eorum, vel duo, vel omnes incepit vel inceperunt alter vel eorum duo perficere poſſint, plenam & liberam poteſtatem & cum Conprincipibus noſtris tractandi ſuper eleccione futuri Regis, conveniendi tam de termi-

no

ANNO 1314. no quam de loco quando & ubi futuri Regis fit electio celebranda contradicendi & opponendi quitquid viderint expedire, necnon omnia & fingula faciendi que veris Procuratoribus vel negociorum geftoribus in premissis vel quolibet premiſſorum a Lege vel Canone ſunt conceſſa, eciam que mandatum quantumcumque exigunt ſpeciale promittimusque per preſentes nos gratum & ratum habituros, quicquid per ipſos omnes, duos vel unum eorum actum vel ordinatum fuerit in premisſis ſeu quolibet premiſſorum. In quorum omnium evidenciam preſentes eis dedimus ſigilli noſtri munimine legitime roboratas. Datum in Haidelberch. Anno Domini Milleſimo trecenteſimo, quartodecimo in Vigilia Aſcenſionis Domini.

XI.

7. Mai. *Plenipotentia* JOANNI *Episcopo Argentinenſi*, OTTONI *Comiti* de Straczberg, & OTTONI *Comiti* de Ohſſenſtein *à* RUDOLPHO *Duce Saxoniæ data, ſuper Electione Romanorum Regis, cum reliquis Principibus Imperii tractandi & conveniendi. Heidelberg in Vigilia Aſcenſionis.* 1314. [Pièce tirée des Archives Imperiales & Archi-Ducales, du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

NOVERINT univerſi quorum intereſt, & qui ſua crediderint intereſſe, Quod cum nos Rudolfus Dei gracia Dux Saxonie, Angarie, Weſtfalie, Comes in Bren, & Burcgravius in Megdeburg Tractatibus habendis ſuper Electione futuri Regis, que nunc incumbit, cauſis neceſſariis & legittimis prepediti, nequeamus perſonaliter intereſſe, Reverendum in Chriſto Patrem & Dominum Johannem venerabilem Epiſcopum Argentinenſ., & Nobiles Viros, Ottonem Comitem de Straczberg, & Ottonem Dominum de Ohſſenſtein, ex certa ſcientia noſtros facimus, ordinamus, & conſtituimus Procuratores inſolidum, & negociorum geſtores. Dantes, & concedentes eis, & cuilibet eorum, ita quod non ſit melior conditio occupantis, & quod unus vel duo, aut omnes incepit, vel inceperunt, alter vel eorum duo perficere poſſint, plenam, & liberam poteſtatem, cum Conprincipibus noſtris tractandi ſuper Electione futuri Regis, conveniendi tam de termino, quam de loco, quando, & ubi futuri Regis ſit electio celebranda, contradicendi, & opponendi quitquid viderint expedire, necnon omnia & ſingula faciendi, que veris Procuratoribus, vel negociorum geſtoribus in premiſſis, vel quolibet premiſſorum a Lege, vel a Canone ſunt conceſſa, eciam que mandatum quantumcunque exigunt ſpeciale. Promittimusque per preſentes, nos gratum, & ratum habituros, quitquid per ipſos, duos vel unum eorum, actum vel ordinatum fuerit in premiſſis, ſeu quolibet premiſſorum. Actum & Datum in Haidelberg, in Vigilia Aſcenſionis Domini. Anno Domini Milleſimo trecenteſimo quartodecimo.

XII.

5. Mai. *Litteræ* EDWARDI II. *Angliæ Regis ad Magiſtrum* REYMUNDUM SUBIRANI *ſuper exitibus Aquitaniæ* CLEMENTI, *nuper Papæ, oppignoratis. Dat. apud Dunolm. 26. die Maii Anno* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 480.]

REX dilecto Clerico ſuo, Magiſtro Reymundo Subirani, ſalutem.

Qualiter nuper in negotio aſſignationis, per nos factæ, bonæ memoriæ, C. tunc Papæ quinto, ſuper exitibus Ducatus noſtri Aquitaniæ, per nos pactum, & expreſſe conditum fuit, quod nos arreragia, nobis debita in eodem Ducatu, & exitus ejusdem, usque Feſtum Pentecoſtes jam præteritum, plenè perciperemus pro regimine dicti Ducatûs, & aliis noſtris negotiis inde expediendis; ita quòd, ad opus ipſius Domini C. quicquam inde ante idem Feſtum non perciperetur: eo non obſtante quòd, per Literas noſtras, executionem aſſignationis prædictæ, ante dictum Feſtum, fieri mandavimus; quódque juramentum, de contentis in Literis aſſignationis prædictæ obſervandis, ſub intentione illâ, in animam noſtram præſtari præcepimus: quæ omnia vos, & Magiſter Gaucelinus Johannis, qui dictum negotium erga nos proſequebatur, nobis teneri & obſervari, ſub veſtro periculo, promiſiſtis, non credimus a veſtrâ memoriâ receſſiſſe. ANNO 1314.

Et jam ad noſtrum pervenit auditum, quòd homines præfati Domini C. a tempore poſſeſſionis prædictæ aſſignationis affecutæ, arreragia aliqua in dicto Ducatu, ad opus noſtrum levari, ſeu quicquam de dictis exitibus, pro regimine dicti Ducatûs, aut pro aliquibus aliis negotiis noſtris ibidem expediendis, capi nullatenus permiſerunt; ſet omnia hujusmodi ſuis uſibus applicârunt; unde admiramur, nec immeritò, & turbamur; præſertim cum ab eis, juxta formam aſſignationis prædictæ; pro regimine dicti Ducatûs, vel pro aliis negotiis noſtris ibidem proſequendis, quicquam recipi non debeat ante Feſtum Natalis Domini, proximò jam futurum, ſicut nôſtis.

Verùm, quia ex præmiſſis inopinatis, nobis, ſuper negotiis noſtris in Ducatu prædicto, poſſet, quod abſit, grave periculum evenire, vobis mandamus in fide & dilectione, quibus nobis tenemini, firmiter injungentes, quatinus ut ea, que per nos pacta & condicta, & per vos ac prædictum Magiſtrum Gaucelinum aſſumpta fuerunt nobis obſervanda, ut ſuperiùs expreſſum eſt, nobis teneantur & compleantur, modis & viis omnibus, quibus poteritis, interponatis, cum omni efficaciâ, partes veſtras; alioquin permittere non valemus quod, contra intentionem noſtram, & bonam fidem, in præmiſſis ſic expreſſatas, nobis tam grave præjudicium inferatur.

Cæterùm vobis mandamus, ſimiliter injungentes, quòd obligationem, quam Venerabilis Pater W. Tituli Sancti Ciriaci Presbiter Cardinalis, de duobus millibus Marcarum Sterlingorum, quas nobis mutuò tradidit, inde recepit, & quas a dilecto Mercatore noſtro Antonio Paſſaigne de Janua recepiſtis, dicto Cardinali liberandas, ſimul cum Literis acquietantiæ ſufficientibus, & Literis abſolutionis a Sententiis, ſi quas dilecti & fideles noſtri, Adomarus de Valentia Comes Pembroſiæ Conſanguineus noſter, Johannes de Sandale, & vos, qui pro nobis inde fuiſtis obligati, incurriſtis, nobis per aliquem certum hominem, de quo confiditis, transmittere non tardetis; nos, per eundem, de eo, quod ſuper negotiis noſtris ſupradictis feceritis, reddentes pleniùs certiores.

Dat. apud Dunolm. 26. die Maii.

XIII.

Litteræ EDWARDI II. *Angliæ Regis ad* CARDINALES *& ad alios de Credentia, ſuper ſtatu Aquitaniæ, datæ apud Dunolm. 27. die Maii* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 480.] 27. Mai.

REX Venerabili in Chriſto Patri, Domino Berengario, Epiſcopo Tusculano, amico ſuo kariſſimo, Edwardus, &c. ſalutem, & ſinceræ dilectionis affectum.

Quædam negotia, nos & ſtatum Ducatûs noſtri prædicti tangentia (quæ noſtris deſideriis obnixiùs inhærent) injunximus dilectis & fidelibus noſtris, Alexandro de Bykenore Electo Dublinenſi, Magiſtro Reymundo Subirani, & Magiſtro Andreæ Sapiti, vobis per ipſos, vel duos eorum, ſerioſiùs exponenda:

Quocirca Paternitatem veſtram reverendam affectuoſis precibus imploramus, quatinus memoratis, Electo, Reymundo, & Andreæ, vel duobus eorum, in hiis, quæ, ſuper præmiſſis, vobis ex parte noſtrâ expoſuerint vivâ voce, velitis fidem indubiam adhibere, &, circa optatam expeditionem eorundem, cum omni efficaciâ, interponere partes veſtras; ita quod vobis exinde ad grates teneri debeamus merito ſpeciales.

Dat. apud Dunolm. 27. die Maii.

Eodem modo ſcribitur ſubſcriptis; videlicet,

Domino Fratri Nicholao Hoſtienſi & Velletrenſi,
Domino Arnaldo Sabinenſi,
Domino Jacobo Portuenſi,
Domino Gullielmo Peneſtrino,
Domino Arnaldo Albanenſi.
} Cardinalibus Epiſcopis.

ANNO 1314.

Domino Arnaldo, tituli Sanctæ Priscæ,
Domino Fratri Vital. tituli Sancti Martini in Montibus,
Domino Raymundo, tituli Sanctæ Potentianæ,
Domino Berengario, tituli Sanctorum Nerei & Archillei,
Domino Michaeli, tituli Sancti Stephani in Celio Monte,
Domino Guillielmo Testa, tituli Sancti Ciriaci in Termis,
Domino Arnaldo, tituli Sancti Marcelli.
} Presbiteris Cardinalibus.

Domino Guillielmo Sancti Nicolai in Carcere Tulliano,
Domino Francisco Sanctæ Mariæ in Cosmedin,
Domino Neapoleo Sancti Adriani,
Domino Jacobi Sancti Georgii, ad Velum Aureum,
Domino Arnaldo Sanctæ Mariæ in Portiac,
Domino Jacobo de Columpna, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ,
Domino Petro,
Domino Raymundo Sanctæ Mariæ Novæ,
Domino Bernardo Sanctæ Agathæ.
} Diaconis Cardinalibus.

Domino Bertrando de Guto, Vicecomiti Leomovicensi & Altivillar. Marchioni de Ancon.
Domino Raymundo Guillielmi Domino de Budos,
Domino Arnaldi Bernardo Domino de Latrans.

XIV.

Juin. *Litteræ* PHILIPPI IV. *Regis Franciæ ad* EDWARDUM II. *Angliæ Regem de Stapula Lanarum, Dat. apud Lorriacum die Martis post Penthecosten Anno* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 482.]

MAGNIFICO Principi, cariſſimo filio, & fideli noſtro, Edwardo, Regi Angliæ illuſtri, Philippus, Dei gratiâ, Franciæ Rex, ſalutem & felices, ad vota, ſucceſſus.

Olim Mercatoribus lanarum Regni veſtri, & aliarum partium converſantibus in eodem, qui Eſtapulam ſuarum Mercaturarum prædictarum apud Anwers, extra Regnum noſtrum, tenere ſolebant, venientibus cum hujusmodi ſuis Mercaturis infra Regnum noſtrum, ad tenendum dictam Stapulam ſuam in Villâ Sancti Audomari, ſub noſtro gardagio & ſalvo conductu, licentiam conceſſimus: pluribus libertatibus, & privilegiis, per nos eisdem gratioſe conceſſis; ſperantes quod ex hoc tàm (*a*) noſtris, quàm ſubditis noſtris, multa commoda provenirent.

(*a*) *Sans doute*, veſtris.

Sed, prout Gentes noſtræ, Ballivæ noſtræ Inſulæ Regimini præſidentes, nobis noviter intimârunt, ſpe fraudati prædicta, interdum ſperata provenit ex hoc utilitas, quinimo, quam, ante dictam conceſſionem, factam dictis Mercatoribus, habebamus, nunc ceſſat omnino; cum dicti Mercatores, qui cum lanis ſuis in Nundinis Inſulen. ſolebant ſingulis annis accedere, dum ſuam apud Anwers tenerent Eſtapulam, nunc ad Nundinas ipſas (ex quibus ad nos, & ad dilectos noſtros, ejusdem Villæ Inſulæ Burgenſes, ac toti Patriæ multa ſolebant commoda provenire) cum dictis ſuis Mercaturis accedere totaliter deſtiterunt: Mercatoresque Regni veſtri Mercatores alios, inibi converſantes, viis & modis illicitis induxerunt; & certas fecerunt conventiones cum ipſis (& nobis & noſtris ſubditis præjudiciales plurimùm & dampnoſas) ut cum eis apud Sanctum Audomarum Stapulam ſuam continuè tenere debeant, nec inde pro ſuis exercendis Mercaturis prædictis exire, ne vadant ad Nundinas antedictas.

Cùm igitur hoc videatur in noſtrum Vituperium redundare, de quo, plus quam de dampno, quod incurrimus, occaſione prædictâ dolemus, cùm Villa & Balliva Inſulæ, certis de cauſis, ſint noſtro Domanio nunc conjunctæ, conſiderantes tam gravem in propriâ Terrâ noſtrâ fieri novitatem, quæ, dum Terram & Ballivam prædictas tenebant alii, facta non extitit a quocumque: imo, contra prohibitionem noſtram quoque, factam eisdem Mercatoribus, ad dictas Nundinas pluries acceſſerunt: Et, ſi dum Villam & Ballivam prædictos, tanquam proprium Domanium noſtrum tenemus, a veniendo in dictis Nundinis ceſſarent, prout per effectum oſtendunt, non ſine gravi injuria noſtra crederemus, ac de difficili permitteremus tantum Vituperium conniventibus oculis pertranſire; ANNO 1314.

Maxime cum, tenendo Eſtapulam ſuam apud Sanctum Audomarum, multo magis ſint propinqui dictæ Villæ Inſulæ, quam eſſent cùm apud Anwers tenebant eandem.

Quare Serenitatem veſtram affectuoſe precamur, quod Mercatores inducatis prædictos, &, ſi opus fuerit, compellatis ad veniendum more ſolito, cum dictis Mercaturis ſuis, in Nundinis antedictis, ut ad hoc alios Mercatores Forenſes, in veſtro Regno converſantes, inducant:

Conventiones, ſi quas inter ſe fecerint per vias aut modos alios exquiſitos, de non eundo ad Nundinas ipſas, revocando, & totaliter adnullando;

Seque (quos cum Bonis & Mercimoniis ſuis plenâ, frequentando dictas Nundinas, volumus ſecuritate gaudere) ſuper hoc taliter habeant, quod nobis debeat eſſe gratum, nec habeamus cauſam, in veſtrum vel ipſorum defectum, providendi ſuper præmiſſis de remedio competenti:

Nobis, ſi placet, quid feceritis in hac parte, per latorem præſentium reſcribentes (1).

Actum apud Lorriacum die Martis poſt Penthecosten, Anno Domini milleſimo, trescenteſimo, decimo quarto.

XV.

10. Juin. *Traité de Paix entre* AME' LE GRAND *Comte de Savoye &* JEAN *Dauphin de Viennois, par lequel leurs prétentions réciproques ſur pluſieurs Places, Villes, & Châteaux ſont réglées. Fait à Villars-Benit le* 10. *Juin*, 1314. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 141.] SAVOYE ET DAUPHINE'.

In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, & Beatæ Mariæ Virginis, & totius Cœleſtis Curiæ, Amen:

ANNO à Nativitate ejusdem milleſimo CCC. quarto decimo, Indictione XII. decima die menſis Junii; Per hoc præſens Inſtrumentum publicum appareat evidenter, tam præſentibus quam futuris, Quòd cùm diverſæ, & variæ quæſtiones, controverſiæ, guerræ & rancuræ civiles, criminales, & mixtæ diutius fuerint & ſteterint inter Illuſtres & Magnificos Viros Dominos *Amedeum Comitem Sabaudiæ*, ejusque Prædeceſſores, nec non ejus ſubditos, coadjutores, valitores, & ſequaces ex una parte, & Dominum Joannem Dalfinum Viennenſem, & Albonenſem Comitem Dominumque de Turre, ejusque prædeceſſores, nec non ejus ſubditos, coadjutores, valitores, & ſequaces ex altera, ſuper his ſpecialiter, & ea occaſione quòd dictus Dominus Comes Sabaudiæ dicebat, & proponebat; Quòd dictus Dominus Dalfinus indebitè capta, & occupata detinebat bona infraſcripta, ad ipſum Dominum Comitem pertinentia, videlicet Caſtrum Montisrevelli in Vienneſio poſitum, cum ejus mandamento & territorio; Item feudum de Boschagio; Item Domum noviter factam per ipſum Dominum Dalfinum in loco ubi dicitur apud Sanctum Laurentium in Vienneſio; Item Domum fortem de Buffia in mandamento Voyronis, cum ejus appenditiis ſitam in Dioceſi Gratianopolis, & quàm plura alia bona mobilia, & immobilia, jura & actiones, quæ & quas dictus Dominus Comes dicebat, & proponebat dictum Dominum Dalphinum, aut ſuos ſubditos detinere, poſſidere indebite, & injuſte, ad ipſum Dominum Comitem pertinentes, & pertinentia; Quæ quidem bona dictus Dominus Comes ſibi & ſuis per ipſum Dominum Dalfinum, & ſuos expediri petebat, & requirebat, quod fieri debere certis cauſis & rationibus ſuper hoc proponendo; negabat dictus Dominus nominibus quibus ſuprà, Quòd dictus Dominus Comes indebitè capta, & occupata detinebat bona infraſcripta, ad ipſum Dominum Dalfinum pertinentia, videlicet Villam, & locum Ambroniaci, merum, & mixtum imperium, jurisdictionem, & jura alia quam plurima in ipſa villa & loco ejusque territorio & mandamento; Item feudum de Malobecco, & omnia bona quæ Dominus de Malobecco quondam, aut ſui prædeceſſores tenuerant, aut tenere conſueverant, ab ipſo Domino Dalfino aut ejus prædeceſſoribus Dalfinis vel Dominis de Turre; Item feudum Villæ-Novæ de Marco, &

(1) Voïez la Réponſe d'*Edouard* ſous le 16. Juillet de cette même année.

ANNO 1314. & de Palude, & quidquid Dominus Aymarus de Bellovidere tenet, & poſſidet, vel quæ in dictis locis de Villa-Nova, & de Palude, eorumque territoriis, mandamentis, pertinentiis, & appenditiis, quod eſſe conſuevit de feudo prædicti Domini Dalfini, aut ejus prædeceſſorum ut ſupra. Item feudum quod conſuevit tenere Dominus de Chandeyaco à prædeceſſoribus ut ſuprà dicti Domini Dalfini. Item Caſtrum, Villam, mandamentum, & territorium Sancti Joannis de Bornay in Vienneſio. Item feudum Alti-Villaris in Dioceſi Gratianopolis, quod tenere conſuevit Dominus Alti-Villaris, in caſtro & mandamento Alti-Villaris à prædeceſſoribus ut ſuprà dicti Domini Dalfini. Item Baſtitam quæ vocatur Mons Bricons in mandamento Avalonis. Item feudum Caſtri, mandamenti, & territorii de Intermontibus Gratianopolis Dioceſis. Item quam plurima alia bona mobilia, & immobilia, jura, & actiones, quæ & quas dictus Dominus Dalfinus dicebat, & proponebat, dictum Dominum Comitem, aut ſuos ſubditos detinere, poſſidere indebitè & injuſtè, ad ipſum Dominum Dalfinum pertinentia, & pertinentes. Quæ quidem bona dictus Dominus Dalfinus ſibi & ſuis per ipſum Dominum Comitem, & ſuos ut ſuprà expediri petebat & requirebat, quod fieri debere certis cauſis, & rationibus ſuper hoc proponendo, negabat dictus Dominus Comes. Tandem dictus Dominus Comes nomine ſuo, Filiorum, & Nepotum ſuorum, & Filiorum Fratrum ſuorum, hæredum & ſucceſſorum ſuorum, & omnium aliorum coadjutorum, ſequacium, & valitorum, quorum intereſt aut intereſſe poterit, pro parte ſua ex una parte; Et dictus Dominus Dalfinus nomine ſuo, Filiorum ſuorum, & Fratrum, & hæredum, & ſucceſſorum ſuorum, & omnium aliorum coadjutorum, ſequacium, & valitorum quorum intereſt aut intereſſe poterit, pro parte ſua ex altera, authore Pacis favente, tractatu Reverendorum in Chriſto Patrum Domini Bertrandi, Dei gratia Tarentaſienſis Archiepiſcopi, & Domini Guillelmi eadem gratia Gratianopolis Epiſcopi, nec non *Illuſtris Viri Domini Philippi de Sabaudia Principis Achayæ*, & Nobilis Viri Domini Guigonis Alamandi Domini Vallis Bonefii, & quam plurium aliorum proborum & discretorum virorum, de ipſis quæſtionibus, guerris, controverſiis, & rancuriis, & generaliter de omnibus aliis quæ ipſi Domini, & quæ una pars ab alia petere poſſet, quacumque ratione vel cauſa, volentes ipſæ partes nominibus quibus ſuprà ad bonam pacem, & concordiam pervenire, de ipſis, & ſuper ipſis transegerunt, concordaverunt & convenerunt ut infrà, videlicet quòd dictus Dominus Comes, ex cauſa præſentis transactionis, concordiæ & compoſitionis habeat, teneat & poſſideat, æquiter per ſe ſuosque hæredes, nuntios, & Officiales quidquid juris, rationis, dreyturæ, & Dominii, meri mixti Imperii, & alterius jurisdictionis, ipſe Dominus Dalfinus habet aut habuit, tenuit, poſſedit vel quaſi aut ſui prædeceſſores per ſe ſuosque Officiales aut alios quoscumque in feudum, vel alio modo in villa, territorio, & mandamento Ambroniaci, & ibi habitantibus, & habitaturis in futurum, ita tamen quòd ſi de finibus & territoriis, ſeu mandamentis quæſtio aliqua ſeu dubium oriretur, inter ipſum locum Ambroniaci, Sancti Ragneberti, & Luyſandriæ mandamentorum, & territoriorum eorundem ex una parte, & caſtrorum ſancti Germani & de Laymenco & mandamentorum, & territoriorum eorundem ex altera, quòd prædicta dubia limitentur, terminentur, bornentur, & declarentur per terminos, bognas, & metas qui & quæ ponentur, & deſignabuntur per duos vel plures probos viros eligendos, per dictos Dominos Comitem, & Dalfinum. Item quòd idem Dominus Comes ut ſuprà habeat, teneat, poſſideat æquiter caſtrum, villam, territorium, jurisdictionem, merum, & mixtum Imperium, homines, Vaſſallos, & feuda prædicti loci ſancti Joannis de Bornay cum omnibus juribus, actionibus & rebus aliis quibuscumque, quæ ipſe Dominus Dalfinus aut ſui prædeceſſores tenuit, poſſedit, vel qui tenuerunt, poſſederunt, vel modo aliquo habuerunt, in dicto caſtro, Villa, territorio & mandamento; hoc acto quod dictus Dominus Comes, vel aliqui Nobiles quondam de Briord à dicto Domino Dalfino, aliquid petere non poſſint redditus vel pecuniæ, qui & quæ dari debebant ipſi Domino Comiti, aut aliquis Nobilibus de Briord. in recompenſationem eorum, qui dicti Nobiles habere poterant vel conſueverant apud Briord, & in cujus territorio, & mandamento quæ redditus, & quæ pecunia aſſetari & dari debebat, ſecundùm formam cujusdam compoſitionis olim factæ, inter ipſum Dominum Comitem, & Dominum Humbertum bonæ memoriæ Dalfinum Viennenſem. Item habeat dictus Dominus Comes ut ſupra teneat, poſſideat æquiter prædictum feudum de Malobecco, & quidquid juris, actionis, rationis, Dominii, & dreyturæ, meri, & mixti Imperii & jurisdictionis ipſe Dominus Dalfinus habet, aut ſui prædeceſſores ut ſupra habuerunt, tenuerunt, poſſederunt & quaſi, in feudo de Malobecco, & rebus aliis, quæ in feudum tenere conſueverunt, per Dominos Humbertum, Aymonem, & eorum prædeceſſores Dominos Malibecci, vel aliquos ipſorum ab ipſo Domino Dalfino, vel aliquo ex prædeceſſoribus ſuis, Dalfinis aut Dominis de Turre. Item quòd ipſe Dominus Comes habeat, teneat, poſſideat & quaſi, ut ſuprà, feuda prædicta Villæ-Novæ de Marco & de Palude, & omnium rerum, quas dictus Dominus Aymarus tenet, poſſidet in ipſis locis Villæ-Novæ & Paludis, mandamentis & territoriis, pertinentiis, & appendentiis eorundem, vel aliter ab ipſo, & quidquid juris, rationis, dreyturæ, Dominii, meri, & mixti Imperii ac jurisdictionis, ipſe Dominus Dalfinus, aut ſui prædeceſſores ut ſuprà habuit, tenuit, poſſedit, vel qui tenuerunt, poſſederunt, habuerunt, vel qui in ipſis locis, territoriis, mandamentis, & pertinentiis ipſorum locorum & cuilibet eorundem. Item quòd feudum caſtri de Dolomieu, mandamenti, territorii, pertinentiæ, & appendenciæ ipſius loci, habeat ipſe Dominus Comes ut ſuprà, teneat, poſſideat, videlicet quidquid juris, dreyturæ, rationis, Dominii, meri mixti Imperii, & jurisdictionis, feudi, & retrofeudi, ipſe Dominus Dalfinus habet aut habuit, tenet, poſſidet, vel qui tenuit, poſſedit, vel qui habuerunt, tenuerunt, poſſederunt, vel qui ſui prædeceſſores Dalfini, vel Domini de Turre, aut aliquis ipſorum in ipſo loco de Dolomiaco, mandamento & territorio, ratione feudi, & retrofeudi quod Joannes de Caſtellione, tenere conſuevit ab ipſo Domino Dalfino, vel prædeceſſoribus ſuis, vel Dominis de Turre, vel à Domino Montis-revelli. Item habeat ipſe Dominus Comes, ut ſuprà teneat, poſſideat, feudum Alti-villaris, & feudum Intermontium, prædicta in totum, cum omni jure, ratione, dreytura, Dominio, requiſitione, mero, mixto Imperio, & omnimoda jurisdictione, & cæteris aliis juribus, quæ ipſe Dominus Dalfinus, aut ſui prædeceſſores habere conſueverunt, in ipſis locis Alti-villaris & Intermontium mandamentorum, & territoriorum eorundem, ratione feudi, retrofeudi vel alia quacumque ratione, ſeu cauſa, hoc acto ſuper territorio Intermontium, quòd dictus Dominus Comes teneatur dare Roleto de Intermontibus, pro jure quod ipſe Roletus habet, vel habere poteſt, petere, requirere, vel exigere in caſtro Intermontium, mandamento & territorio ipſius caſtri, mero & mixto imperio, & jurisdictione, feudis, retrofeudis, hominibus, Vaſſalis, & generaliter in his rebus quæcumque ſint, & quocumque nomine cenſeantur, quæ ipſe Dominus Comes, & Aymarus, Humbertus de Intermontibus fratres, vel alter ipſorum tenent, poſſident, vel qui, vel alter ab ipſis in quocumque loco ſint, facienti quittationem, donationem, & remiſſionem ipſi Domino Comiti, & juris ceſſionem de omnibus, & ſingulis ſupradictis, vel alteri ipſius Domini Comitis mandato, ſex viginti, & quinque libras Viennenſes monetæ nunc currentis in Sabaudia cenſualiter, ſingulis annis in redditibus competentibus, tenendis in feudum ab ipſo Domino Comite, vel duo millia, quingentas libras Viennenſes prædictas ſemel, quòd maluerit dictus Roletus, quam aſſignationem, vel dictæ pecuniæ ſolutionem, dictus Dominus Comes facere teneatur, dicto Roleto hinc ad Feſtum Beati Michaëlis proximum, facta primitùs quittatione prædicta per ipſum Roletum dicto Domino Comiti vel mandato ſuo, cauto dicto Roleto idoneè de dicta aſſignatione, vel ſolutione facienda ipſi Roleto, infra terminum ſupradictum. Item acto ſuper facto Alti-villaris, quod dictus Dominus Dalphinus, omnes res & bona quæ tenet ad manum ſuam de rebus, & bonis dicti Domini Petri Domini Alti-villaris, eidem Domino Petro ex integro reſtituere & expedire ſtatim teneatur, & quòd de aliis bonis quæ idem Dominus Petrus haberet, & habere deberet, infra diſtrictum dicti Domini Dalphini à quibuscumque detinerentur, quòd idem Dominus Dalfinus, eidem Domino Petro haberi faciat bonum, & breve jus de prædictis, coram Curia ipſius Domini Dalfini. Item convenerunt, concordaverunt, & tranſigerunt jam dicti Domini Comes, & Dalfinus ut ſupra, quòd Dominus Comes & ſui habeant, teneant, & poſſideant & quaſi, omnia jura, jurisdictiones, homines & res alias, quas habere conſuevit apud Buffiam, & infra mandamentum Voyronis, & habebat antequam dictus Dominus Dalfinus, dictum locum Buffiæ cepiſſet, & etiam omnes aliæ perſonæ, undecumque ſint, habeant omnes res immobiles, quas habebant ibidem & infrà

ANNO 1314.

ANNO 1314. infra mandamentum Voyronis, antè captionem prædictam, & de ipsis utantur prout faciebant antè dictam captionem, vel aliter prout eis videbitur faciendum. Item concessit dictus Dominus Comes quòd dictus Dominus Dalfinus, sine offensa dicti Domini Comitis, corruat seu diruat, corrui vel dirui faciat, Domum fortem de Buffia funditùs, ita quòd à modo, in dicto loco vel alibi in mandamento Voyronis, videlicet in territorio de Buffia, à Garrineria inferiùs, versùs Yfaram, & versùs Buffiam, dicti Dominus Dalfinus, & Dominus Comes nec eorum successores, nec alter ipsorum possint nec debeant, per se vel per alium aliquod fortalicium facere, nec ibidem per aliquem fieri sustinere, ita tamen quòd pro destructione dictæ Domus de Buffia, dictus Dominus Comes non possit, nec debeat sibi in injuriam reputare, nec in aliquo se offensum dicere, vel injuriatum; Ita fuit actum & conventum inter præfatos Dominos, quòd quidquid juris, jurisdictionis, meri & mixti imperii, feudi, retrofeudi, usagii, servitii & alterius juris, dictus Dominus Dalfinus, & homines subditi sui habebant, habere poterant, & debebant in tota Insula de Cyers, ab aqua currente inter Bastitam de Chayfeno, & dictam Insulam, superiùs versùs Sanctum Genisium. Idem Dominus Dalfinus ex causa compositionis, & transactionis prædictarum, dicto Domino Comiti, dat, tradit, & concedit tali modo, quòd dictus Dominus Comes affignet, super rebus congruentibus Alberto de Monte-Revello, in exonerationem eorum quæ dictus Dominus Dalfinus debet affignare dicto Alberto pro castro Montis-Revelli prædicto, quinquaginta libras annui redditus censuales, qui redditus levantur seu levari consueverunt apud Montem-Revellum, vel solvat ipsi Alberto in exonerationem prædictam mille libras ejusdem monetæ, infrà festum Beati Michaëlis, quod maluerit dictus Dominus Comes, & pro prædictis dictus Dominus Comes dicto Domino Dalfino stipulanti, & recipienti, se facturum, & curaturum præcisè, cum effectu, quòd dictus Albertus dictum Dominum Dalfinum quittabit de quinquaginta libris annui redditus, super facto Montis-Revelli, vel de dictis mille libris Viennenfibus prædictis; fuit etiam actum ut supra, quòd pro feudis, & retrofeudis Nobilium, quæ idem Dominus Dalfinus habebat, infra dictam Insulam, & pro proprietatibus ipsorum feudorum, & retrofeudorum dictus Dominus Comes teneatur, ex causa dictæ transactionis, infrà mandamentum de Moreftello vel alibi, infra jurisdictionem dicti Domini Dalfini, si infra dictum mandamentum de Moreftello non reperirentur, emere vel aliter acquirere, tantùm quantùm valent feuda prædicta & proprietates ipsorum feudorum, ab hominibus ipsius Domini Comitis, & si illi tantum non haberent, ab hominibus dicti Domini Dalfini, ad quod idem Dominus Dalfinus eos compellere deberet ad vendendum, & cum prædicta acquisiverit, ea omnia affignare tenementariis, qui prædicta feuda, & retrofeuda tenebant à dicto Domino Dalfino in dicta insula, qui tenementarii affignatione eis facta, teneantur ea recognoscere, de feudo dicti Domini Dalfini, modo & forma sub qua, seu quibus tenebant à dicto Domino Dalfino feuda de insula, & prædicta fieri debeant ad cognitionem Dominorum Petri Eynardi, & Hugonis de Rupecula, usque ad festum Beati Michaëlis. Item composuerunt, concordaverunt, transegerunt, quod dictus Dominus Dalfinus expediat, & tradi, & expediri faciat inposterum pacificè, & quietè, pro se, & omnibus districtualibus ipsius, Domino Abbati, Conventui & Monasterio Ambroniaci, & omnibus aliis personis de Ambroniaco & mandamenti Ambroniaci, omnes decimas quæ debebuntur in futurum, & bona omnia alia immobilia capta, occupata, & detenta, sine ipsorum voluntate tempore guerræ, vel treugarum per ipsum Dominum Dalfinum, vel alios districtuales aut valitores ipsius Domini Dalfini, tàm infra mandamentum Sancti Germani, quàm alibi ubicumque, infra districtum Domini Dalfini, ita quod prænominati Dominus Abbas, & Conventus, & personæ aliæ de Ambroniaco, & mandamenti ejusdem, ipsas decimas, & bona alia supradicta ex nunc habeant, teneant & percipiant, & de ipsis gaudeant pacificè & quietè, quemadmodum faciebant ante occupationem prædictam, ita quod de fructibus jam perceptis, dictum Dominum Dalfinum & suos absolvere debeant, & quittare, nec ad restitutionem dictorum fructuum, ipse Dominus Dalfinus & sui aliquatenus teneantur. Item fuit actum quòd dictus Dominus Abbas, Prioratum de Lesmens, cum ejus pertinentiis conferre debeat ad præces dicti Domini Dalfini, illi de quo idem Dominus Dalfinus rogabit eundem, & ad hoc dictus Dominus Comes non tenetur, nisi in quantum bona fide id Dominus Comes commodè poterit procurare. Item versa vicè dictus Dominus Comes in recompensationem, & remunerationem omnium promissorum concessorum, & translatorum in ipsum Dominum Comitem, ex causa permutationis, transactionis, & concordiæ prædictæ, dat, donat & causa donationis cedit, & concedit in dictum Dominum Dalfinum præsentem, & recipientem, & ipso Domino Dalfino præsenti & huic actui consentienti, Castrum de Entesiaco cum territorio, & mandamento ejusdem, mero, mixto Imperio ac totali jurisdictione cum feudis, retrofeudis, ermis, & vestitis, & cum omnibus hominibus, vassallis, fidelibus, censibus, redditibus, usagiis, pasqueragiis, aquarum decursibus, piscationibus, venationibus, & omnibus aliis universis, & singulis juribus, actionibus, & requisitionibus, ad præfatum Castrum, & mandamentum ejusdem pertinentibus, & ad ipsum Dominum Comitem ratione dicti Castri & ejus territorii & mandamenti, & occasione eorundem ac animo transferendi in dictum Dominum Dalfinum dictum Castrum, omnia prædicta donata, dicto Domino Dalfino per dictum Dominum Comitem, promittens dictus Dominus Comes tactis sacrosanctis Evangeliis manualiter, se curaturum præcisè, & cum effectu infra annum continuò, secundùm quod Reverendus in Christo Pater, Dominus Archiepiscopus Lugdunensis, de cujus feudo prædictum Castrum Entesiaci tenetur, ipsum Dominum Dalfinum de dicto Castro, & ejus pertinentiis investiet, ita ut dictus Dominus Dalfinus dictum Castrum, se tenere constituat de feudo dicti Domini Archiepiscopi, & successorum suorum. Item convenerunt quòd Castrum de Sancto Laurentio in Viennesio, de novo factum per ipsum Dominum Dalfinum, ei remaneat & utatur eodem, & jurisdictione ipsius Castri, prout Dominus Joannes de Sancto Laurentio quondam utebatur, & secundum formam compositionis olim factæ inter ipsum Dominum Joannem quondam, & Dominum Chandiaci. Item accordaverunt quòd dictus Dominus Comes, dicto Domino Dalfino quittet & remittat feudum quod habet in Castro & mandamento Montis-Revelli, sub tali conditione, quòd idem Dominus Dalfinus dare & permutare condecenter teneatur, Alberto Domino Montis-Revelli, valorem ipsius Castri, & omnium quod idem Albertus habet, seu habebat, infra Mandamentum Montis-Revelli, quam permutationem facere tenebitur idem Dominus Dalfinus arbitrio Domini Guygonis Alamandi, & Domini Hugonis de Rupecula. Item convenerunt, & concordaverunt, quòd feudum quod Dominus Dalfinus, habere solebat apud Meyseu, & in pertinentiis ejusdem feudi, per dictum Dominum Comitem, eidem Domino Dalfino restituatur, ita quòd dictus Dominus Dalfinus, ipsum feudum possit libere habere, & etiam per dictum Dominum Comitem sibi quittetur jus, quod habet in eodem. Item quod dictus Dominus Comes det & quittet dicto Domino Dalfino, feudum Boschagii, cum omnibus ejus juribus & pertinentiis, quod idem feudum Dominus Dalfinus habeat, & possideat. Item transegerunt ut suprà quod dictus Dominus Comes destruat, & applanet, seu applanari faciat Bastiam Montis-brisonis, & ligna Bastimenti portari faciat ubi voluerit, ita quod dictus Dominus Dalfinus, & sui fideles, utantur juribus & jurisdictione suis ultra Breydas, versùs Comitatum Sabaudiæ, in toto mandamento Avalonis, prout consueverunt ante guerram motam, & temporibus retro actis. Item quod Domini Comes, & Dalfinus, & sui vel alter ipsorum, à parte Moletarum, in toto mandamento Avalonis ultrà Breydam, versùs Comitatum Sabaudiæ non possint bastire in futurum fortalitium aliquod, vel sustinere quod per aliquem bastiatur, & ut generalis Pax & concordia sit inter ipsos Dominos, & suos, præcipit dictus Dominus Comes universis, & singulis hominibus Enthesiaci, Nobilibus, & ignobilibus & Dominis Amedeo & Petro de Rossellione fratribus militibus, quatenus ab inde in antea respondeant & obediant, in homagiis & fidelitatibus, & in aliis quibuscumque, dicto Domino Dalfino & suis successoribus, ipsos omnes quittans dictus Dominus Comes, ab omnibus & singulis, in quibus sibi tenebantur, Mandans etiam dictus Dominus Dalfinus hominibus Sancti Joannis de Bornay, Nobilibus, & ignobilibus, Item Aymoneto Domino Malibecci, nec non Abbati & hominibus Ambroniaci, Dominoque Aymaro de Bellovidere, Domino Villæ-Novæ de Marco & de Palude, & Domino Petro Domino Altivillarii, quatenus ab inde in antea, respondeant & obediant dicto Domino Comiti in homagiis & aliis: Voluerunt etiam quòd quælibet singulares personæ partium, recuperent eorum hæreditates eisdem ablatas vel occupatas, per modum guerræ, nisi in quantum per præsentem pacem foret super ipsis,

ANNO 1314.

ANNO 1314. ipſis, vel aliter ſpecialiter ordinatum, & niſi ſuper facto Caſtri & mandamenti Batrii, ſuper quo voluerunt & ordinatum eſt inter ipſos Dominos, quod fiat per dictum Dominum Comitem Domino de Villariis, & per Dominum de Villariis Domino Joanni de Barrio, & ſuper aliis rebus ablatis dicto Domino Joanni de Barrio, per ipſum Dominum de Villariis, illud quod dixerint, & arbitrati fuerint, Dominus Guigo Alamandi & Dominus Hugo de Rupetula milites. Item voluerunt quod per præſentem Pacem nullum fiat præjudicium nec factum intelligatur ipſi Domino Comiti in jure quod habet aut habere conſuevit, in feudo de Villariis, nec etiam dicto Domino Dalfino, in jure quod habet aut habere conſuevit in dicto feudo de Villariis. Item pro obſervatione præſentis Pacis, & ut omnis occaſio & materia tollantur, quibus mediantibus poſſent inter ipſos Dominos Guerra, ſeu quæſtio exoriri, quod Deus avertat, voluerunt ipſi Domini, quod unus ipſorum vel ſucceſſorum ſuorum, non poſſit ſe crescere per modum feudi, & retrofeudi, vel alium modum in Baronia & Dominio alterius, ſine ipſius voluntate, & quod ſi contra factum fuerit, pro infecto habeatur, præterquam de contentis in Pace & conventis inter ipſos Dominos. Item voluerunt quod quadraginta de Nobilibus melioribus terræ, dicti Domini Dalfini, quos Dominus Comes nominare voluerit, pro parte Dalfini, & quadraginta terræ dicti Domini Comitis, quos dictus Dominus Dalfinus nominare voluerit, pro parte ipſius Comitis, jurent ad Sancta Dei Evangelia ipſam Pacem obſervare, & non contra facere vel venire. Item voluerunt Domini antedicti, quod limitationes, & deſignationes factæ & faciendæ in terris ipſorum & ſubditorum ſuorum pro diviſione Baroniarum ſuarum, & limitum Caſtrorum, & uſu pascuorum, & discordiis ex hoc descendentibus ſedandis, per Dominum Hugonem de Rupetula, & Petrum Franciſci pro parte Comitis, & Dominum Petrum Eynardi, vel Dominum Hugonem de Comeriis pro parte Dalfini, valeant & ſemper obtineant roboris firmitatem. Item in pactum deduxerunt Domini antedicti inter ipſos, quòd Dominus Comes faciat, & curet cum effectu, quod Dominus Eduardus, & Dominus Aymo Filii ſui, hanc Pacem & omnia in ipſa Pace contenta ratificabunt, & approbabunt. Item fuit in pactum deductum, quòd dictus Dominus Comes faciet & curet, quòd dictus Dominus Philippus hanc præſentem Pacem ratificabit, & approbabit, & viceverſa dictus Dominus Dalfinus faciet, & curabit, quod Dominus Hugo, & Dominus Guido Dalfini ejus Fratres, quàm prius commodè ipſorum habere copiam poterit, & Dominus Henricus eorum Frater, infrà Feſtum Beati Michaëlis ratificabunt, & approbabunt ipſam Pacem. Item quod præſens Pax ratificetur & approbetur infrà duos menſes proximos per infra ſcriptos coadjutores ipſius Domini Comitis, ſi in ipſa Pace eſſe voluerint, videlicet per R. in Chriſto Patrem Dominum *Petrum de Sabaudia Archiepiſcopum Lugdunenſem, Dominum Ludovicum de Sabaudia*, Dominum Guichardum, Dominum Bellijoci, & per Dominum de Villariis, & illos de Sancto Theuderio, coadjutores dicti Domini Dalfini, Promittentes, Renunciantes, &c. Actum apud Villarium Benedictum in Eccleſia dicti loci, præſentibus teſtibus vocatis, & rogatis, videlicet Reverendis Patribus ſupradictis, Domino Petro de Sancto Goans Priore Sancti Valerii, Domino Petro Priore Sancti Martini de Miſeriaco, Domino Alberto ejus fratre Officiali Gratianopolitano, Domino Guigone Alamandi, Domino Hugone de Rupetula, Domino Humberto de Bacino, Domino Joanne de Luyriaco, Domino Humberto de Montebello, Domino Berlione Ravoyri, Domino Petro Marescalci, Domino Guillelmo de Cuyna, Domino Joanne de Altovillario, Domino Guillelmo Bertrandi, Domino Aymone de Asperomonte, Militibus, Domino Antonio de Bargiis, Domino Humberto de Sala Jurisperitis, Domino Florardo Berardi Canonico Ulcienſi, &c. *Signé* Dederii & Francisci.

XVI.

29. Juin. *Epiſtola* EDWARDI II. *Angliæ Regis ad Romanæ Eccleſiæ Cardinalium Cœtum hortatoria de novo Pontifice eligendo. Dat. apud Novum Caſtrum 29. die Junii* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 484.

VENERABILIUM in Chriſto Patrum Dominorum, Dei gratiâ, Sacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium Cœtui reverendo, Edwardus, eâdem gratiâ, &c. ſalutem, & fervore caritatis & concordiæ, in inſtanti Electionis negotio, Spiritûs Sancti gratiâ illuſtrari.

ANNO 1314.

Æterni Patris ſapientia, Dei Filius, Jeſus Chriſtus, expletis noſtræ redemptionis Sacramentis, de hoc mundo ad Patrem regreſſurus (nolens Eccleſiam, fidei ſuæ anulo ſibi copulatam, & ſui ſanguinis pretio redemptam, absque Paſtoris regimine relinquere viduatam) curam ipſius beato Petro Apoſtolo, & ejus Succeſſoribus ſucceſſivè regendam, diſpoſitione incommutabili noscitur commiſiſſe, ut ejusdem Eccleſiæ filii, per uni verſum orbem diffuſi, per ipſius Chriſti Vicarii in Terris ſollicitudinem & directionem, efficiantur in fide ſtabiles, ac pacis & dilectionis inter eos fœdere ſolidentur;

Quamobrem, cùm nobis, nuper de ſtatu prospero, celebris memoriæ, Clementis Papæ quinti, felices deſiderantibus audire rumores, fuiſſet ejusdem Pontificis obitus nunciatus, noſtrum graviter percellens auditum, acriùs viscera ſaucians, & præcordia dirè pungens, credebamus firmiter, per veſtræ ſollicitudinis circumſpectam providentiam, conſideratâ per vos prudenter moderni temporis malitiâ, & ut, obventura per vacationem Romanæ Eccleſiæ diutinam, periculi poſſent cautiùs evitari, providendum fore celeriter viduatæ Eccleſiæ de Paſtore, nobisque, & toti populo Chriſtiano vicinam exindè conſolationem, & deſiderabilem affuturam.

Verùm jam, ſub diutinâ conſolationis expectatione laſſati, ex indiviſibilis dilectionis affectu, quem erga Matris ubera gerimus, compatimur Eccleſiæ viduatæ Matri noſtræ, & compatiendo turbamur, ut, cui materna ſuavitas dulcedinis alimenta comunicat, & augmenta dilectionis interiùs ſubminiſtrat, doloris quoque non ſit expers.

Nunquid non ingens dolor eſt filiis univerſis, ſi Romana Eccleſia, quæ Mater eſt omnium & Magiſtra (in quâ, ſecus decurſus aquarum, ſicut plantata ligna ſcientiæ) diu Paſtore careat? & Grex Dominicus, velut Paſtorem non habens, permittatur in invio oberrare? Numquid obduxit oblivio quæ, ipſius ratione Eccleſiæ, prolixa vacatio, & quæ, in electione Romani Pontificis, veſtra, ſeu Prædeceſſorum veſtrorum diſſenſio, nota dispendia præteritis temporibus intulerunt?

Quocirca caritatem veſtram, Patres, Deo amabiles, rogamus obnixè & obſecramus in Domino Jeſu Chriſto (qui vos, per gratiam ſuam, in partem ſollicitudinis regiminis Eccleſiæ ſuæ conſtituit, & providendi eidem de Paſtore vobis impræſentiarum, per Electionem Canonicam, contulit poteſtatem) quatinus, habentes præ oculis ipſum ſolum, non in ſe, aut ſuos cujuscumque conſideratio reciprocet, privata commoda contemplando: ſet, nullo artante veſtrum in eligendo judicium, puris & liberis mentibus, nudâ electionis conſcientiâ, aſſumptum Terræ ſanctæ negotium (quod ex ipſius aſſumendi Pontificis diſpoſitione & directione dependet) intuentes, ad proviſionem Canonicam, per conſenſum unanimem, & electionem concordem, ſine moræ dispendio procedatis;

Talem vobis, & toti populo Chriſtiano, in Paſtorem aſſumere totis conatibus ſatagentes, qui, effulgens virtutibus, gregem Dominicum in viam ſalutis dirigere, eique cœleſtis alimoniæ pabula miniſtrare; ac ad propulſandas noſtri Redemptoris injurias, & hoſtes ejusdem fidei conterendos, velit, & poſſit providâ ſollicitudine operam exhibere.

Dat. apud Novum Caſtrum ſuper Tynam viceſimo nono die Junii.

XVII.

Litteræ EDWARDI II. *Angliæ Regis ad* PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ, ſuper Ordinatione de Moneta in Aquitania revocanda. Dat. apud Berewycum* 2. *die Julii Anno* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 486.] 2. Juill.

EXCELLENTISSIMO Principi, &c. Edwardus, &c. ſalutem & proſperos ſemper ad vota ſucceſſus.

Satis memoriter, ut credimus, retinetis, qualiter, per dilectum Clericum noſtrum, Magiſtrum Reymundum Subirani, &, per noſtras Litteras ſpeciales, veſtram Celſitudinem Regiam rogavimus non eſt diu, ut ſuper quadam ordinatione, ſicut tunc dicebatur, inter cætera, per vos factâ (videlicet, quod Moneta noſtra Burdegalenſis, ſine viſu alicujus, ad hoc a vobis deputandi,

ANNO 1314. tandi, ulteriùs non fieret) velletis feſtinum remedium adhibere: qui quidem rogatus nondum eſt, ut accepimus, optato effectui mancipatus;

Nam intelleximus, jam de novo, quòd quædam prohibitio (quam a veſtrâ conſcientiâ nondum credimus emanaſſe) nuper, ex parte veſtrâ, Magiſtro Monetæ noſtræ Burdegaliæ (videlicet, quod idem Magiſter Monetam noſtram prædictam amplius fabricari, ſeu cudi non faceret, quousque aliud ſuper hoc a vobis in mandatis reciperet) facta fuit, quod in noſtri præjudicium, & exhæredationem, ad dampnum omnium & ſingulorum hominum de Ducatu prædicto, cedere dinoscitur manifeſtè.

Nos, igitur de veſtræ Paternitatis benivolentia gerentes fiduciam pleniorem, veſtram Excellentiam attentis precibus deprecamur; quatinus prohibitionem prædictam, ſi ex veſtrâ juſſione proceſſerit & mandato, dignemini revocare; ita, ſi placet, quod Moneta noſtra prædicta, ſine impedimento, de cætero fabricari & cudi poſſit, prout hactenus Progenitorum noſtrorum temporibus, fieri conſuevit.

Dat. apud Berewicum ſuper Twedam ſecundo die Julii.

XVIII.

16. Juill. *Litteræ* EDWARDI II. *Angliæ Regis ad* PHILIPPUM IV. *Regem Franciæ reſponſoriæ ſuper negotio Stapulæ. Dat. apud Berewycum 16. die Julii Anno* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 488.]

EXCELLENTISSIMO Principi, Domino Philippo, Dei gratiâ, Regi Francorum illuſtri, Patri ſuo cariſſimo, Edwardus, eadem gratiâ, &c. Salutem, & felices, ſemper ad vota, ſucceſſus.

Super negotio, Mercatores Regni noſtri, & alios ſimiliter, in Villâ Sancti Audomari, de veſtrâ licentiâ, Mercaturarum ſuarum excercentes ſtapulam, contingente; qui quidem Mercatores, dùm apud Anwers ſtapulam hujusmodi excercebant, cum lanis ſuis venire ſolebant, ſingulis Annis, ad Nundinas Inſulanas, & nunc ad ipſas Nundinas cum hujusmodi Mercaturis ſuis ſe retrahunt, veniendi; ſicut in veſtræ Serenitatis Litteris, nobis inde miſſis (per quas, ſuper hoc, ut dicti Mercatores noſtri veniant, more ſolito, cum Mercaturis ſuis, ad Nundinas ſupradictas, per nos adhiberi remedium petiviſtis) plenius continetur:

Pro eo quòd dictum negotium omnes Mercatores Regni noſtri, & quamplures alios de eodem Regno, tangere dinoscitur, plenum responſum vobis, ad præſens, facere non valemus.

Set ſuper negotio illo, in brevi, habere proponimus conſilium & tractatum; & tunc ſuper hoc, per Dei gratiam, taliter ordinare, quod ex hoc, pro vobis & pro ſubditis veſtris reputare debebitis rationabiliter vos contentos.

Dat. apud Berewycum ſuper Twedam, 16. die Julii.

XIX.

26. Juill. *Lettre de* ROBERT, *Comte de Flandre, à* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, par laquelle il le prie de vouloir proteger les Marchands de Flandres qui ſe trouvent dans ſon Roïaume. A Bruges le* 26. *Juillet* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 490.]

A treshaut, trespuiſſant, & tresexcellent Prinche, Monſiegnieur Eduart, par le grace de Dieu, Roy d'Engleterre, Duc d'Acquitaigne, & Seigneur d'Irland, Robert Cuens de Flandre, ſalus, reverenſe, & honeur.

Sire, Come nous aiens ad eſte preſt & appraillés, & chon apparut par veure, de tenir & raempler, faire tenir & raempler, la pais, acorde, & poins parlee partie: La quelle a recouvrer, a noſtre pooir, nous ne poons laiſſier bonement:

Et nous volons, otrions, avons fait cryer, commander, & publier par tout no pays, que toutes maneres de Marchantz de France, d'Engleterre, & autres, puſſent & porront, ſeurement & ſauvement, eaus, lour maismes, & leur biens, venir, demoret, marchander en no pays de Flandre, & retournir la il lour plerra, ſans areſt, ne empeschement nos, ne es Perſonnes, ne es biens; & chon vous tenrons, & ferons tenir loiaument & en bone fei.

Et s'il ſoit acorde entre nous, nos gens, d'une part, & vo Maieur, & vos Marchans d'Engleterre d'autre, de tenir ſeurement & ſauvement leur Eſtaple de Lains, & d'autres biens en no Ville de Bruges; ANNO 1314

Nous ſuplions a veſtre Roial Mageſte, q'il lui plaiſe, que en tiel maniere no Marchaunt de Flandr. qui ore ſont en voſtre Roiaume, & qui i veurent, & puſſent ſeurement & ſauvement, a tous lour, maismes, & biens, demorer & marchander, & en Flandre paiſiblement retourner, ſans empechement, ne areſt nul, ne es perſones, ne es biens.

Et, s'il aveniſt, pur aucun ocoiſon, que ja n'avenra, ſe Dieu plaiſt, qu'el ne pleuſt a vo Roial Mageſte d'enſi faire, & tenir, qu'il lui plaiſe de tenir, & faire tenir les Privileges & les Franchiſes, que vo Anteceſſeur & vous ont donne & otroiet, par lour Lettres ouvertes, & les vos, a nos Marchans de Flandre.

Et chou, q'il vous plairra a faire des choſes deſusdites, voellies nous remander par voz Lettres ouvertes.

Et noſtre Sires croiſſe voſtre eſtat & honeur.

Donne a Bruges l'endemaine dou jor Seint Jaque & Saint Chriſtopher, l'an de grace 1314.

XX.

RUDOLPHI *Ducis Saxoniæ Promiſſio facta* FRIDERICO *Duci Auſtriæ, de ſuffragio ſuo in Electione Regis Romanorum proxime ſienda. Viennæ* 4. *Kalend. Auguſti* 1314. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Treſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.] 29. Jui

UNIVERSIS preſentes Litteras inſpecturis. Nos Rudolphus Dei gracia Dux Saxonie, Angharie, Weſtfalie, Comes in Bren ac Borchgravius in Magdeburg. Notum fieri volumus, quod Sacroſancto Romano Imperio per Sereniſſimi Domini noſtri Domini Henrici Romanorum Imperatoris obitum, debiti Gubernatoris proviſione & ſolacio deſtituto, cujus non modicum eſt dampnoſa vacacio, nos una cum ceteris Principibus noſtris Coeleſtoribus Imperii, apud quos, Jus eligendi, vel quaſi reſidere dinoscitur ſalubriter auctore Domino providere volentes ſponte liberaliter, & ex certa ſciencia promiſimus, & promittimus invariabiliter per interpoſicionem noſtre corporalis fidei per preſentes. Quod nos Magnificum & Excellentem Principem Dominum Fridericum, Ducem Auſtrie & Styrie avunculum noſtrum Kariſſimum, tamquam ceteris Romani Regni Principibus digniorem in Romanorum Regem in Imperatorem promovendum poſtmodum eligemus, firmiſſimam ſpem habentes quod Ipſe memorato Imperio preeſſe debeat utiliter & prodeſſe, bona & Jura Imperii recuperando, ac Rempublicam feliciter divina ſibi cooperante gracia gubernando, hoc tamen adhibito preſentibus, & expreſſo quod ſi dictus Dominus Fridericus antequam in Romanorum Regem eligatur, quod abſit, decederet, vel aliàs ex impedimento quocumque, ſeu caſu, non poſſet eligi, aut non vellet, modo quo ſupra tenore preſencium promittimus, quod Illuſtrem Principem Dominum Luppoldum Ducem Auſtrie, fratrem ſuum noſtrum avunculum dilectum, eo modo in Romanorum Regem debeamus eligere, fraude & dolo penitus circumſcriptis, quo modo prenotatum Dominum Fridericum debuimus elegiſſe, In quorum omnium, & cujuslibet de premiſſis teſtimonium evidens, atque robur, fatemur nos Sigillum noſtrum preſentibus appendiſſe. Dat. Wienne ſub Anno Domini Milleſimo trecenteſimo quartodecimo, quarto Kalend. Auguſti.

XXI.

Traité entre AME' LE GRAND *Comte de Savoye, & le* PRIEUR *de la Ville de* (1) PAYERNE, *touchant l'Avouerie, & la Garde du Monaſtére de ladite Ville. Fait au mois d'Août* 1314. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves pag. 146.] Août. SAVOYE ET PAYERNE.

NOVERINT univerſi, præſentes Litteras inſpecturi, quòd cum diſcordia verteretur, inter *Illuſtrem & Magnificum Virum & Potentem Dominum* AMEDEUM

(1) C'eſt une petite Ville dans le Païs de Vaux, entre Lauſanne & Morat. Elle eſt poſſedée par les Bernois.

ANNO 1314. MEDEUM *Comitem Sabaudiæ*, ex una parte, & Venerabilem & Religiosum Virum Fratrem Nicolaum Priorem Ecclesiæ Paterniacensis Cluniacensis Ordinis ex altera, super eo quòd dictus Dominus Comes dicebat, & asserebat Gardiam Paterniacensis, Advocatiamque & Officium Advocatiæ Villæ Paterniacensis,& pertinentiarum ipsius cum quibusdam aliis terris & possessionibus infra scriptis, ad ipsum pertinere, & pertinere debere, cum omnibus emolumentis, obventionibus & exitibus, quæ provenerunt & provenire possunt, ex Officio Advocatiæ supradictæ,& ratione dicti Officii quoquomodo; dicto Domino Priore nomine suo & Ecclesiæ suæ prædictæ contrarium asserente, & dicente, eundem Comitem in dicta Gardia nullum jus habere, dictamque Advocatiam & Officium ipsius Advocatiæ,cùm omnibus emolumentis, obventionibus & exitibus ipsius, terras & possessiones infrà scriptas ad ipsum nomine Ecclesiæ suæ prædictæ pertinere, & dictum Dominum Comitem in prædictis, salva sui reverentia, nullum jus habere, nec habere debere: Tandem post multas altercationes & discordias, mediantibus bonis Viris, dictæ discordiæ per amicabilem compositionem, & transactionem inter Partes, unanimiter & concorditer, per modum qui sequitur, sunt sopitæ: Videlicet quod Gardia Paterniaci, Officiumque Advocatiæ in Villa Paterniaci, & pertinentiarum ejusdem, salvis modis & conditionibus infra scriptis, ad Dominum Comitem & successores suos Comites Sabaudiæ ex una parte, & dictum Dominum Priorem & successores suos nomine dictæ Ecclesiæ, debent inter se æqualiter dividi, & dimidiari & singulis annis reddi, dictis Domino Comiti & Priori, vel eorum certis mandatis, legale computum de eisdem; Advocatus autem seu Officialis Advocatiæ, ponendus per dictum Dominum Comitem, & qui ibidem Officium exercere debebit, in novitate sua, præstabit, & præstare tenebitur, dicto Domino Priori & suis successoribus, in Capitulo Prioratus Paterniaci tactis Sacrosanctis Evangeliis juramentum, dictum Priorem & successores suos, Ecclesiam atque jura ipsius, Monachos, familiares & homines, in personis atque rebus fideliter manutenere, gardiare, defendere, ac etiam guarentire contrà omnes, ab omnibus injuriis, violentiis, oppressionibus, novitatibus indebitis, & offensis; & prædicta emolumenta, obventiones, exitus & proventus ex dicto Officio quoquomodo provenientes,fideliter annis singulis reddere, dimediare & manifestare, dicto Domino Priori, & suis successoribus, qui pro tempore fuerint, nec officiare poterit quoquomodo, quo usque in Capitulo, ut dictum est, præstiterit hujusmodi sacramentum, retento tamen de prædictis communibus emolumentis salario ipsius Advocati competenti. Item quod si bona delinquentium committantur, in Villa & districtu Paterniacensi, immobilia ipsi Ecclesiæ feudalia, vel censiva ad dictum Dominum Priorem & successores suos, & dictam Ecclesiam integrè devolvantur, mobilia vero & cætera immobilia, quæ ipsi Ecclesiæ non fiunt feudalia, vel censiva cum emolumentis omnibus eorundem, inter dictum Dominum Comitem & dictum Dominum Priorem, successoresque ipsorum cujuslibet, per medium dividantur, & æquis partibus applicentur, Pascua vero dictæ Villæ & pertinentiarum Paterniaci, cum omni emolumento in eis quomodolibet pervento, exceptis antiquis ædificiis quæ dicto Domino Priori, & Ecclesiæ Paterniaci prædictæ reservantur, inter ipsum Dominum Comitem & dictum Dominum Priorem, successoresque ipsius cujuslibet communiter dividantur, & æquis partibus acquirantur. Si quid vero de Terris in Villa Missiæ & Williæ, per prædecessores dicti Domini Prioris, aliquibus albergatum fuerit, seu etiam accensatum, sic albergata vel accensata dicto Domino Priori & suis successoribus ac dictæ Ecclesiæ perpetuò remanebunt. Cæteræ vero terræ, quas fœlicis recordationis *Dominus Petrus Comes Sabaudiæ*, acquisivit ibidem, inter dictum Dominum Comitem, successoresque suos Comites Sabaudiæ,ac dictum Dominum Priorem, successoresque suos,& dictam Ecclesiam,perpetuò sint communes; Domus etiam quam fieri contigerit pro mercato,ejusque obventiones & exitus communis remaneat inter dictum Dominum Comitem, & dictum Dominum Priorem, successoresque ipsorum cujuslibet, ut dictum est,& æqualiter dividantur. Item quòd universi & singuli homines præsentes & futuri, Villæ Paterniaci & pertinentiarum ipsius, sicut ante transactionem hujusmodi, faciebant & facere debebant dicto Domino Priori & suis successoribus prædicto Comiti faciant, & suis successoribus Comitibus Sabaudiæ tàm in Calvacatis, quam aliis ad Advocatiæ Officium & Regimen spectantibus, deinceps debeant in omnibus, & per omnia respondere & eisdem totaliter obedire, salvis semper dicto Domino Priori & suis successoribus, ac dictæ Ecclesiæ Paterniacensi conventionibus supradictis. Item actum est inter Partes, quòd idem Comes & futuri Comites Sabaudiæ, possint eorum expensis in Villa Paterniacensi, sivè extra ubicumque potuerint & ipsis expedire videbitur, facere construi aut constructam acquirere Domum fortem, etiam in feudo dicti Prioris, cum ingressibus & egressibus sufficientibus, de qua domo possit & debeat dictus Prior & successores sui cùm voluerint, & eis necesse fuerit, ut de ipsorum proprio feudo se juvare, & habere juvamen & forciam per eandem. Quòdque dictus Dominus Comes, & successores sui Comites Sabaudiæ, nullam Jurisdictionem omnino habeant, nec habere debeant, infra Clausuram Ecclesiæ supradictæ. De quibus quæstionibus emergentibus,super aliis feudalibus rebus ipsorum,quæ ad cognitionem & executionem dicti Domini Prioris & successorum suorum totaliter retinentur, dictus Dominus Comes, & successores sui Comites Sabaudiæ, se imposterum nullatenùs intromittent; Cridas autem quas ex quacumque causa fieri contigerit in dicta Villa Paterniaci, per Præcones nomine Prioris & Ecclesiæ ac Advocati debent publicè propalari. Item dictum Officium Advocatiæ cum emolumentis ut superius, & omnia alia & singula supradicta, quæ ad ipsum Dominum pertinent & pertinebunt secundum tenorem transactionis prædictæ, dictus Dominus Comes, & successores sui Comites Sabaudiæ tenebunt & tenere debebunt in perpetuum in feudum & hommagium perpetuum à dicto Domino Priore Paterniaci,& suis successoribus; nec dictum feudum & homagium in toto vel in parte poterunt idem Comes Sabaudiæ, vel successores Comites Sabaudiæ, à se modo aliquo separare, nec in aliquem alium, quoquomodo vel quovis titulo, vel colore transferre, sed penes eum & successores suos Comites Sabaudiæ, salvis & attentis conventionibus supradictis, prædictæ res feudales remanebunt & debebunt perpetuò remanere. Et viceversa dictus Prior & successores sui non facient nec consentient, nec procurabunt quoquomodo quòd in alium transferentur: Item prædictus Dominus Comes, & ejus successores Comites Sabaudiæ, ex debito fidelitatis teneantur, & debeant dictum Dominum Priorem & successores suos; qui pro tempore fuerint Priores in dicta Ecclesia, Ecclesiam prædictam, Monachos, familiares & homines in personis & rebus, ac jura ipsius Ecclesiæ, manutenere fideliter & servare, ac etiam defendere ab omnibus injuriis, violentiis, oppressionibus & offensis, & fidelitatem facere dicto Domino Priori, & singulis suis successoribus in Ecclesia Paterniacensi prædicta, futuris Prioribus in ipsis & eorum manibus de prædictis. Acto & convento expressè inter Partes, quòd una contra aliam nullam præscriptionem, vel negligentiam possit objicere, vel apponere, quominus ad observantiam hujusmodi conventionum teneatur. Imo dictæ Conventiones integraliter in toto & in parte perpetuam habeant roboris firmitatem, præscriptione cujusvis temporis etiam longissimi non obstante. Ad hæc, nos dictus Comes Sabaudiæ, prædicta omnia & singula sicut superiùs fuerunt expressa pro nobis & nostris successoribus rata & grata habentes, & eadem juxta formam prædictæ transactionis recipientes, confitemur & recognoscimus dictam Gardiam Advocatiamque & jus ipsius & omnia alia, & singula supradicta quæ ad nos, & successores nostros Comites Sabaudiæ, ratione dictæ transactionis pervenerint vel pervenire debent, nos tenere in feodum & homagium à Domino Priore Paterniaci prædicto, & Ecclesia memorata prout ratione & ex causa associationis & transactionis, & debere nos & successores nostros futuros Comites Sabaudiæ, facere fidelitatem in singulorum Priorum, in dicta futurorum Ecclesia manibus, pro prædictis. Promittentes bona fide nos dictus Comes, pro nobis & nostris successoribus Comitibus Sabaudiæ, nos pro prædictis & ratione dicti feudi dicto Domino Priori, & suis successoribus & dictæ Ecclesiæ esse fidelis, & facere & complere adversus ipsos, quæ in forma fidelitatis plenius continentur, & ipsos cum Monachis, familia, hominibus, bonis & juribus manutenere, defendere & servare contra omnes ab omnibus injuriis, violentiis, excessibus & oppressionibus quibuscumque, & jura sibi retenta fideliter reddere & omnia alia & singula facere, attendere & complere sicut superiùs sunt expressa. Excepto tamen Reverendo Patre

ANNO 1314.

ANNO 1314. Domino Abbate Cluniacenſi, qui eſt & qui pro tempore fuerit, & Eccleſia Cluniacenſi, contra quam vel certum ſuum mandatum ipſum Dominum Priorem, nec Monachos manutenere, defendere, juvare vel gardiare non debemus, nec tenemur; ſed potius dictum Dominum Abbatem ſi fortè, quod abſit, iidem Prior vel Monachi aut ſucceſſores ſui dicto Domino Abbati, vel ſuis certis mandatis inobedientes fuerint & rebelles manutenere, juvare & etiam gardiare. In quorum omnium præmiſſorum teſtimonium, nos dictus Comes Sabaudiæ, ſigillum noſtrum præſentibus duximus apponendum, Rogantes Venerabiles Patres Dominos Gebennenſem & Bellicenſem Epiſcopos ut ſigilla ſua apponant præſentibus, ad majorem roboris firmitatem. Nos verò miſeratione Divina Petrus Gebennenſis, & Thomas Bellicenſis Epiſcopi, ad rogatum memorati Domini Comitis, ſigilla noſtra præſentibus duximus apponenda. Datum menſe Auguſti, anno Domini milleſimo trecenteſimo quarto decimo.

XXII.

10. Sept. *Litteræ quorundam Cardinalium ad* EDWARDUM II. *Angliæ Regem, de exceſſibus, per Vascones contra Cardinales Italicos, in electione novi Pontificis, perpetratis. Dat. Valentiæ* 10. *die Septembris Anno* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 494.]

SERENISSIMO Principi, Amico chariſſimo, Domino Edwardo, Dei gratiâ, Regi Angliæ illuſtri, miſeratione divinâ,

Frater Nicholaus Oſtienſis & Velletrenſis Epiſcopus,
Neapolio Sancti Adriani,
Guilelmus Sancti Nicholai in Carcere Tulliano,
Franciſcus Sanctæ Mariæ in Cosmedin,
Jacobus & Petrus de Columpnâ, Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Diaconi Cardinales,

Salutem, & felicibus in Domino ſucceſſibus habundare.

Etſi, ab univerſis & ſingulis Chriſtianæ Fidei deteſtanda cultoribus, pericula gravia, & ſcelerata flagitia, præſumpta nuper in Curiâ, & crudeliter perpetrata per Vascones, in offenſam Dei, & Eccleſiæ Romanæ contemptum, gravémque concuſſionem ſtatûs ipſius, niſi ſuperna ſibi dextera, quæ Petrum in fluctibus, ne mergeretur, erexit, ac etiam nobis, quos de mortis eripuit faucibus, aſtitiſſet, credamus ad aures veſtras, per vulgaris famæ præloquium, perveniſſe: neque geramus dubium audita facinora, velut acuta jacula, vehementer veſtra, ob zelum divini nominis, & honorem Eccleſiæ, pupugiſſe præcordia; quia tamen interdum loci diſtantia facti variat veritatem, ipſam vobis puram & liquidam, nullâ verborum fictione compoſitam, veſtro conſpectui præſentamus.

Et quidem, dum nos, & alii ejusdem Eccleſiæ Cardinales, poſt obitum Domini Clementis, Papæ quinti, eſſemus in Epiſcopali Palatio Civitatis Carpentoratenſis, ad providendum Eccleſiæ Dei de futuro Summo Pontifice, ſub uno Conclavi: & nos, Cardinales Italici, non quærentes quæ noſtra ſunt, ſed quæ Dei, neglectis ſingularibus affectionibus reciprocis in nos ipſos, peteremus hominem ad ſuſtentandas Columpnas Eccleſiæ, qui dictam Eccleſiam reformando dirigeret, eſſetque in hoc tantùm omnis noſtra cura, omnis intentio, hic affectus:

Subito Vascones (ſeu quod libram examinis ſub futuro ſummo Pontifice, teſte conſcientiâ, formidarent: ſeu quòd armorum violentia crederent, hæreditario jure, Dei Sanctuarium poſſidere) ex deliberato atque propoſito, tamen ſub palliato colore, deferendi, videlicet, corpus ejusdem Papæ, in copioſâ peditum & equitum armatorum multitudine, convenerunt, & ſcelus, quod mente conceperant, producentes in actum, die viceſſimo tertio Julii arma ſumpſerunt bellica, & ſub ordinatione Bertrandi de Goto, & Raymundi Guillielmi dicti Papæ Nepotum, Civitatem Carpentoratenſem intrantes, multos Curiales Italicos (cùm ſolùm Italici peterentur ad mortem) immaniter trucidârunt, &, ſe ad prædam convertentes & ſpolia, crescente rabie, ac ad crudelia, fervescente furore, in diverſis Civitatis partibus incendia poſuerunt: nec, hiis contenti, plurium Cardinalium, ex nobis, hospitia diverſis inſultibus, & injectis ignibus invadentes, bella ibidem acerrima, cum clangore tubarum, hoſtiliter intulerunt.

Invalescente tandem graviori periculo, & horribili (ſicut in captis Civitatibus aſſolet) increbrescente rumore, multitudo Vasconum armatorum, hoſtium Conclavis obſedit, acclamando, MORIANTUR CARDINALES ITALICI, MORIANTUR, VOLUMUS PAPAM, VOLUMUS PAPAM; & ipſis in hujusmodi acclamatione frementibus, alia multitudo Vasconum, equitum armatorum, placeam dicti Conclavis invaſit, ſimilibus, circundato Palatio, vocibus acclamando. ANNO 1314

Nos verò, præfati Cardinales Italici, circumſepti tantis anguſtiis, & mori tàm turpiter, tàm crudeliter metuentes, cùm omnia circa Conclave Armatorum multitudo teneret, neque publicus pateret egreſſus, tandem poſteriorem murum Palatii, facto ibidem parvo foramine, pro noſtrâ ſalute rupimus, & de Carpentorate poſtmodum discedentes, diſperſi, non ſine mortis periculo, per loca diverſa, ſeceſſimus, & per miſericordiam Dei, quæ ſalvos nos reddidit, ad terras pervenimus Amicorum.

Conſideret igitur veſtra Serenitas quod, ab ipſorum Vasconum feritate, non defuit quin, effuſo ſanguine principalium membrorum Eccleſiæ, quæ benignis eos lactavit uberibus, ditavit & complevit honoribus, ſtatum ejus confuſione perpetuâ & impreſſione confunderent, & Chriſtianum nomen infidelibus darent in deriſum, & fabulam, & opprobrium ſempiternum.

Cæterum, præmiſſis omnibus, quæ cum tantis injuriis paſſi furous, nequaquam obſtantibus, nos pacem & unitatem Eccleſiæ petimus, ipſasque ſummo conamine procuramus.

Sed ſi, ex alienâ culpâ, procederet negotium, quod avertat Altiſſimus, ad rupturam, de veſtro erga Deum & Eccleſiam zelo certos nos reddimus, quòd unà nobiscum (qui Dei honorem, & quod rectum eſt agimus, & pro juſtitiâ & veritate certamus) fides veſtra concurret.

Et ſic per vos, & alios Orthodoxæ Fidei Profeſſores, ipſi Domino Jehu Chriſto, & Eccleſiæ ſanctæ ſuæ in ſuâ cauſâ favebitur, ſic promptis affectibus aſſiſtetur, quod & divino honori congruit, & eidem Eccleſiæ ſatisfiet.

Dat. Valentiæ decimo die Septembris.

In Dorſo: *Sereniſſimo Principi Domino* EDWARDO, *Dei gratiâ, Regi Angliæ Illuſtri, Amico chariſſimo.*

XXIII.

18. Sept. *Sauf-Conduit accordé, par* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, aux Députez de* ROBERT DE BRUS, *Roi d'Ecoſſe, pour traiter de leurs différens. Donné à Everwyk le* 18. *Septembre* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 495.]

LE Roi a tous ces Baillifs, & foiaux, & loiaux, a queux ceſtes preſentes Lettres vendront, ſalutz.

Sachez qui, come Sire Robert de Brus, nous eit eſcrit, par ſes Lettres, qui la choſe du mounde, q'il plus deſire, ceo eſt q'il peuſt avoir entierement l'acord, & l'amiſte de nous:

Et nous eit requis qui nous vouſiffions crere frere Rauf de Chilton, Portur de celes Lettres, de ceo q'il nous dirroit de par li:

Et meismes celi frere Rauf, par ſa creaunce, nous eit prie, de par le dit Sire Robert, qui nous un vouſiffions doner nos Lettres de ſauff conduit a Neel Cambel, Roger de Kirkpatrik, Robert de Keth, & Gilbert de la Haye, Chivalers, de venir vers nous, ou vers ceux, qui nous a ce voudrons affigner, as jour & lieu covenables, por monſtrer ascunes choſes tuchantes la dite buſoigne, & pur treiter ſus yceles:

Et diſt affint, par meisme ſa creance, qui le dit Sir Robert, & ſes gentz, en le meen temps, ſurſerront, devers noos, & noz gentz, de tote maniere de fait de guerre, & autres maus faire:

Nous ſur ſe grauntoms as ditz Chivalers, & a chescun d'eux, & a les gentz de lor mesnee, qe vendront ovesqes eux, noſtre ſauf & ſeur conduit, en venant vers Duresme, d'eſtre la dimaigne a treis ſemaines de la Saint Michel prochein avenir, pur treiter y, ſur la dite buſoigne, oue ceux, qui nous enveiroms, as jour & lieu avantditz, ylogues demorant, & en retornant.

Et pur ce comandoms a vous touz, e a chescun de vous, qui as ditz Chivalers, ne as gentz de leur mesnee, ne a nul de eus, en venant devers Duresme, pur la dite buſoigne, yloques demorant, ne en retornant, ne facez, ne, tant come en vous eſt, par autres ne

ſoeffretz

ANNO 1314. soeffretz eſtre fait mal, ne moleſte, tort, grevance, ne deſturbance, en leur parſones, Chivaux, Hernais ne leur autres biens: &, ſi rien leur ſoit meffait, ce leur facez redrescer ſanz delai.

En tesmoignance des queus choſes, nous avoms fet fere ceſtes nos Lettres overtes, a durer tant qui au jour de la Saint Martyn preſchein avenir.

Don: a Everwyk le 18. jour de Septembre, l'an de noſtre Regne vasme (1).

XXIV.

2. Oct. *Mandatum* EDWARDI II. *Regis Angliæ de Uxore, Sorore, Filia* ROBERTI DE BRUS, *& aliis Priſonibus ad Karliolum conducendis. Dat. apud Eborum 2. die Octobris Anno* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 496.

REx omnibus Balliviis & fidelibus ſuis, ad quos &c. ſalutem.

Cùm mittamus Robertum Glasguenſem Epiſcopum, Comitiſſam de Carrik Uxorem Roberti de Brus; Donenaldum de Mar, Sororem Roberti de Brus, & quandam Filiam ipſius Roberti, usque Karliolum, per dilectos & fideles noſtros, Johannem de Caſtre, & Robertum de Leyburn; quibus injunximus quòd priſones illos uſque locum prædictum ducant, & Vicecomiti noſtro Cumbriæ per indenturam, inter ipſos & eundem Vicecomitem inde faciendam liberent, in Caſtro noſtro Karlioſſenſi cuſtodiendos, quousque idem Vicecomes per dilectum & fidelem noſtrum, Humfredum de Bohun Comitem Herefordiæ & Eſſexiæ, vel Magiſtrum Johannem Walleweyn, ad quem locum dictos priſones (a) ducere, & quid de ipſis facere debeat, fuerit (a) præmunitus: (a) Peut-être, prémonitus.

Vobis mandamus quòd præfatis, Johanni de Caſtre, & Roberto, vel uni eorum, in ducendo priſones prædictos usque Karliolum, & in cariagiis, ac aliis neceſſariis ipſorum, ſuis ſumptibus providendis, ſitis intendentes, reſpondentes, conſulentes, & auxiliantes.

In cujus &c. per decem dies duraturas.

Teſte Rege apud Eborum ſecundo die Octobris.

XXV.

7. Oct. *Plein-pouvoir accordé par* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre pour traiter d'une Paix ou d'une Trêve, avec* ROBERT DE BRUS, *ou ſes Deputez. Donné à Everwyk le 7. d'Octobre* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ &c. Tom. III. pag. 497.]

LE Roi a touz ceaux, qui ceſtes Lettres verront, ou orront, ſalutz.

Sachez qui, come Sire Robert de Brus nous eit eſcrit; par ſes Lettres, qui la choſe du mounde, qil plus deſire, ceo eſt q'il peſt avoir entierement l'accord & l'amiſte de nous:

Et nous eit requis qui nous vouſiſſoms veer coment ceo peuſt eſtre;

Nous, regardantz qui, por tretir avoir ſur Pees & Accord, ſi eſt triwe, ou ſuffrance de guerre boſoignable,

Sur ceo grauntoms, & donoms a noz chiers & feaux, Meſtre Robert de Pikering Deen del Egliſe ſeint Pere d'Everwyk, Monſieur Johan Botecurte; Monſieur Richard fiz Marmeduk, Monſieur Williame Inge, & Monſieur Johan de Benſted, Chevalers, ou quatre, ou treis de eaux, plener & frank poer & eſpecial maundement,

De treiter, en noun de nous, & por nous, oue le dit Sire Robert, & les autres gentz d'Escoce, a qe nous avoms guerre, ou oue ceux, qui por eux vendront, de triwe; ou ſuffrance prendre entre nous, nos hommes, noz ſuzmis, & noz aidantz d'une part; & eux, & lur allietz, & aidanz d'autre part; ſur les guerres, diſſenſions, & diſcordz, qui ſont entre nous & eux, ſolonc ce q'il verront qui mieuz ſoit a faire:

Et de mesme celes triwe, ou ſuffraunce otrier, doner, affermer, & de jurer en noſtre alme de celes triwe, ou ſuffrance fermement garder & tenir;

Et de totes autres choſes fere & acomplir, qui a celes triwe, ou ſuffrance ſerront buſoignables ou covenables, tut ſoit il quil requergent especial maundement. ANNO 1314.

Et nous averoms ferm & eſtable quant que les avantditz, Deen, Johan, Richard, William, & Johan, ou quatre, ou trois de eaux averont tretie, & otreie, ordine, fait, & aferme en noun de nous, ou por nous, & por noz hommes, & pur noz ſuzmis, & pur noz aidantz, ſur les choſes avantdites, & checun de les.

En tesmoignance de queu choſe, nous avoms fet faire ceſtes nos Lettres overtes.

Donez a Everwyk le 7. jour d'Octobre.

(1) Il y a grande apparence que ce mot, qui ne ſignifie rien, a été formé, par une méprise de Copiſte, ou de l'Imprimeur, du Chiffre ainſi marqué, VIIme.

XXVI.

15. Oct. *Plenipotentia ab* HEINRICO *Archiepiſcopo Colonienſi* RUDOLPHO *Comiti Palatino Rheni & Electori data vice & nomine ſuo perſonam idoneam in Romanorum Regem & Imperatorem nominandi & eligendi. Dat. Idus Octobr* 1314. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Treſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

UNIVERSIS preſentes Litteras inſpecturis, Nos Heinricus Dei gracia ſancte Colonienſ. Eccleſie Archiepiſcopus ſacri Imperii per Italiam Archicancellarius, notum facimus quod cum die videlicet craſtino beati Luce Evangeliſte proxime nunc venturo quod erit XIIII. Kalend. Novembris, ſub anno Domini Milleſimo trecenteſimo, quarto decimo, ad eligendum Regem Romanorum in futurum Imperatorem promovendum apud Frankenvort prefixa de communi Principum Jus in electione ejusdem Regis habentium voluntate, propter inimicicias quas Reverendus Pater Dominus Baldewinus Trevirenſ. Eccleſie Archiepiſcopus & ſpectabilis vir Johannes Comes Lutzelenburgenſ. primogenitus inclite memorie quondam Domini Heinrici Romanorum Imperatoris cum ipſorum fautoribus & complicibus contra nos habent, non poſſimus absque periculo corporis & rerum, ad ipſum locum Frankenvort venire nec intereſſe certo termino ad electionem futuri Regis Romanorum celebrandam aſſignato; Illuſtrem Principem Rudolfum Comitem Palat. Reni Ducem Bawarie Conprincipem & Coelectorem noſtrum, & Eccleſie noſtre fidelem; fecimus & preſentibus conſtituimus noſtrum certum & ſpecialem Procuratorem, ſibique commiſimus & preſentibus committimus; quo ad inſtantis Electionis negocium totaliter vices noſtras; dantes plenam, generalem & liberam ſibi poteſtatem nominandi & eligendi, vice & nomine noſtro, perſonam ydoneam in Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, ac Jurandi in animam noſtram, ſi opus fuerit, juxta formam Concilii generalis; quia nos impedimento tenemur, hujusmodi, & ut credimus, tenebimur in termino ſupradicto & quod erimus tunc in loco, de quo Electores abſentes vocari debent, in ipſius Electionis negocio & nichilominus alia omnia & ſingula faciendi que per nos, ſi preſentes eſſemus; poſſemus in ipſius Electionis negocio facere, vel quomodolibet expedire; promittentes nos ratum & gratum habituros, quicquid per dictum Procuratorem actum fuerit in premiſſis & quolibet premiſſorum. Datum Idus Octobris, Anno Domini predicto.

XXVII.

17. Oct. (1) *Ligue entre* AME' LE GRAND *Comte de Savoye, &* JEAN *Dauphin de Viennois pour la défenſe du Royaume d'Arles. Le 17 d'Octobre* 1314. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 148.] SAVOYE ET DAUPHINE'.

PER hoc præſens publicum Inſtrumentum, cunctis appareat evidenter. Quod in præſentia mei Notarii, & teſtium ſubſcriptorum conſtituti: *Magnifici & potentes Viri Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, & in Italia Marchio*, & Dominus Johannes Dalphinus Vien. & Comes Albon. Dominúsque de Turre, conſideratis ut dicebant beneficiis & gratiis, quæ & quas ipſi & proge-

(1) Cette Ligue fut une heureuſe ſuite de la Paix entre ces deux Princes, dont on peut voir le Traité ſous le 10. de Février 1311.

ANNO 1314. genitores sui sunt ab Imperialibus munificentiis hactenus consequuti. Ne immemores vel ingrati recepti beneficii censeantur ad conservandum Regnum Arelatense, & Jura ipsius, sacro præsertim vacante vel non vacante cui subsunt Imperio, deliberatione provida ut dixerunt, tanquam fideles Imperii pro ipsis & successoribus suis unanimiter ordinarunt, & pactis, stipulationibus ac juramentis corporalibus intervenientibus confirmarunt. Quòd si quis, cujuscunque conditionis, status, præeminentiæ vel dignitatis existat, qui Regnum Arelatense prædictum, in totum vel in parte auctoritate propria, seu etiam aliena qualitercumque, seu sub forma quavis habita, vel obtenta, sub nomine Regis, vel alio quovis quæsito nomine, vel colore, capere seu occupare præsumat, contra honorem & statum Imperii, ipsi eidem communiter & divisim, cum omni exforcio gentis suæ, & omnium quos habere poterunt amicorum, si necesse fuerit, vel quod possit sufficere, viriliter cum armorum potentia quandocumque, suis propriis sumptibus, omni suo studio, viribus & ingenio resistant, & ingressum, occupationem ac possessionem prædictas, sibi, suis, & valitoribus defendant. Et si, quod absit, ipsius Regni, vel partis alicujus possessio corporalis, per aliquem adepta fuerit, quoquomodo, totis viribus & ingeniis, sicut præmittitur, ipsum cum suis valitoribus expellant, unus ex ipsis in prædictis alterum non expectans, quod neque quis ex ipsis, sine amborum consensu & unanimi voluntate, dono, gratia, promissione, pretio, precibus, instantia, subjectione, amore vel odio, alicujus actu, verbo, voluntate sive signis consentiet, per quod quis ipsum Regnum, in toto vel in parte, ut præmittitur, occupet, vel teneat occupatum: Prædicta enim omnia & singula promiserunt pro ipsis & successoribus suis vicissim, per solemnes stipulationes intervenientes, hinc inde & juraverunt ad sancta Dei Evangelia corporaliter, à quolibet ipsorum tacta, ac sub obligatione omnium bonorum suorum præsentium & futurorum, bona fide, adimplere, attendere & servare, & in contrarium nunquam aliquibus arte, ingenio vel colore facere, vel venire, nec absolutionem dictorum juramentorum à summo Pontifice, vel à quocunque alio per ipsos, vel per alios petere, recipere vel habere, nec uti quomodolibet in prædictis juramentis, pactis & stipulationibus, absolutione quavis habita, vel habenda; sed ea non obstante præmissa permaneant, in plena roboris firmitate. Renunciantes per pactum expressum omni juri canonico & civili, usui, consuetudini, gratiæ & privilegio, habitis vel habendis, per quæ possit præsenti Ordinationi in solidum, vel in partem aliqualiter derogari. Et ad præmissa virilius & efficacius exequenda, ad honorem & statum Imperii illæsum, in hac parte jugiter conservandum, ipsi se unione ligæ, voluntatis, & fœderis invicem unierunt. Datum & actum in quodam prato juxta Nemus subtus Faverges, die decima septima mensis Octobris, Indict. duodecima, Anno Nativitatis Domini millesimo trecentesimo decimo quarto, Præsentibus testibus vocatis & rogatis, videlicet Domino Guigone Alamandi Domino Vallis Bonefii Domino Jocelino de Grolea, Domino Amedeo Domino de Ornassiaco, Domino Hugone de Comeriis, Domino Aymero de Bello-videre Militibus, Fratre Guillelmo de Bozozello Præceptore Camberiaci, & Antonio de Claromonte.

XXVIII.

18. Oct. HEINRICI *Bohemiæ & Poloniæ Regis*, RUDOLPHI *Comitis Palatini*, & RUDOLPHI *Ducis Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Electorum, Litteræ ad summum Pontificem, quibus notificant, se* FRIDERICUM *Ducem Austriæ in Regem Romanorum elegisse.* Cum *Inserto Ejusdem Electionis* DECRETO; Nec non *Litteris annexis Archiepiscopi Colonienſis* HEINRICI *ad summum Pontificem ejusdem tenoris. Dat. 4. Kalend. Decembris* 1314. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trefor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

SANCTISSIMO in Christo Patri, ac Domino Sacrosancte Romane ac Universalis Ecclesie Summo Pontifici futuro, Heinricus Dei gracia Boemie & Polonie Rex, Dux Karinthie, Rudolfus Comes Palatinus Reni, Dux Bawarie, & Rudolfus Dux Saxonie, Angarie, Westfalie, Comes in Brene, & Burgravius in Magdeburg, Sacri Imperii Principes, ac Electores Romanorum Regis, in Imperatorem promovendi, devotissima pedum oscula beatorum. Vacante nuper sacro Imperio per mortem clare memorie Domini Heinrici, quondam Romanorum Imperatoris inclyti, sub Anno Domini Millesimo trecentesimo tercio decimo, dieque certa videlicet crastino beati Luce Ewangeliste, quod fuit XIIII. Kalend. Novembris, sub anno Domini Millesimo trecentesimo quarto decimo. Ad eligendum Romanorum Regem in futurum Imperatorem promovendum apud Frankenfurd locum solitum, & consuetum per nos, & alios Conprincipes & Coelectores nostros, jus una nobiscum in Eleccione Romanorum Regis habentes, peremptorie statuta, seu prefixa, nobisque Rege Boemie Rudolfo Comite Palatino Duce Bawarie, nec non Rudolfo, Duce Saxonie predictis convenientibus die, & loco prefinitis, ad Eleccionem futuri Regis Romanorum celebrandam, ac reverendo in Christo Patre Domino Heinrico Colonienſ. Archiepiscopo sacri Imperii per Italiam Archicancellario, Conprincipe & Coelectore nostro, dicto crastino, ad predictum locum Frankenfurd, ex certis & legitimis causis convenire nobiscum in hujusmodi Eleccionis negocio nequeunte, ipse Pater & Dominus noster Archiepiscopus nobis Rudolfo Comiti Palatino predicto, quo ad diem Eleccionis negocium commisit totaliter vices suas. Dans nobis plenam, generalem, & liberam potestatem nominandi, & eligendi vice, ac nomine ipsius personam ydoneam in Regem Romanorum, in Imperatorem promovendum prout in ipsius Principis & Domini Procuratorio super hoc habito, plenius continetur. Nobis placuit ipsa die in dicto loco procedere ad Eleccionem Regis Romanorum in Imperatorem promovendi prout ipse terminus requirebat. Tandem cum alii Conprincipes & Coelectores nostri dicta die & loco prædicto per nos diucius expectati in ejusdem Eleccionis Negocio, ad hujusmodi Eleccionem celebrandam venire, seu procedere nobiscum minime curaverint, & sic quo ad diem Eleccionis Negocium de jure alienos se fecerunt, Reverendus Pater & Dominus Henricus Gurcen. Episcopus mandato à nobis specialiter sibi facto, vice & nomine nostrorum omnium & singulorum, Protestacionem quandam legit, & publicavit in hunc modum:

NOS Heinricus Dei gracia Boemie, & Polonie Rex, Dux Karinthie, Rudolfus Comes Palatinus Reni, Dux Bawarie, nec non Rudolfus Dux Saxonie Principes sacri Imperii, ac Electores Romanorum Regis in Imperatorem promovendi, nomine nostro & vice, & nomine Reverendi in Christo Patris Domini Heinrici Colon. Archiepiscopi sacri Imperii per Italiam Archicancellarii Conprincipis nostri, monemus omnes excommunicatos, suspensos & interdictos, nec non quoscumque alios, qui de Jure, aut consuetudine interesse in ipso Electionis Negocio non debent, quod recedant, nos eligere libere permittentes. Protestantes quod non est nostra intentio tales admittere, tamquam jus in Eleccione habentes aut procedere, vel eligere cum eisdem, immo volumus quod voces talium, si qui reperientur interfuisse, postea nulli prestent suffragium, nec afferant alicui nocumentum, & prorsus pro non receptis, sive pro non habitis habeantur. Qua Protestacione premissa, & post multos Tractatus, varios & multiplices, consideratis sollicite & diligenter circumstanciis, condicionibus, & statu personarum diversarum per quas Regno vacanti posset salubrius provideri. Tandem in Illustrem Principem Dominum Fridericum, Ducem Austrie & Styrie, virum utique Katholicum, orthodoxe fidei fervidum zelatorem, strenuum, & sagacem, conversacionibus & moribus modicum ornatum, devotum & humilem, de Romanorum Regum prosapia oriundum, sacri Imperii gubernacula regere magnifice, & jura ipsius manutenere potentem, necnon Reipublice preesse utiliter & prodesse valentem, in omni morum honestate perspicuum, & preclarum, affabilem, benignum, & mansuetum, ac in aliis agibilibus pro regimine Reipublice plurimum circumspectum, divina favente clemencia, consensimus, & in ipsum vota nostra direximus, ipsumque nominavimus eligendum in Regem Romanorum in Imperatorem promovendum, sub forma infrascripta:

NOS Heinricus Dei gracia Boemie & Polonie Rex, Dux Karinthie, consentimus in illustrem Principem Dominum Fridericum Ducem, Austrie & Styrie, ipsumque nominamus eligendum in Regem Romanorum & Imperatorem promovendum. Nos Rudolfus Comes Palatinus

ANNO 1314. Palatinus Reni Dux Bawarie nomine noſtro ac nomine & vice Reverendi in Chriſto Patris, Domini Heinrici Colon. Archiepiscopi ſacri Imperii per Italiam Archicancellarii, habentes ſuper hoc ab ipſo Domino Archiepiscopo plenam & liberam poteſtatem, conſentimus in Illuſtrem Principem Dominum Fridericum Ducem Auſtrie & Styrie, ipſumque nomine quo ſupra nominamus eligendum in Regem Romanorum in Imperatorem promovendum. Nos Rudolfus Dux Saxonie conſentimus in Illuſtrem Principem Dominum Fridericum Ducem Auſtrie & Styrie, ipſumque nominamus eligendum in Regem Romanorum in Imperatorem promovendum. Quibus legitime ſic peractis, Nos Rudolfus Comes Palatinus predictus de voluntate & mandato ſpeciali dictorum Coelectorum noſtrorum, & cujuslibet eorundem, Dominum Fridericum Ducem Auſtrie & Styrie elegimus in hunc modum:

In nomine Patris, & Filii & Spiritus Sancti. Cum vacante Regno ſeu Romano Imperio per mortem clare memorie Domini Heinrici quondam Romanorum Imperatoris incliti, vocatis, qui fuerant evocandi ſuper Electione Regis Romanorum facienda, dies certa apud Frankenfurd eſſet ad hoc prefixa, placuit nobis, & dictis Coelectoribus noſtris juxta ipſius diei prefixionem factam ad Electionem procedere futuri Regis Romanorum aliis Coelectoribus noſtris ipſo die diucius expectatis, & legittime eligere nobiscum non curantibus, inquiſitis votis noſtris, & dictorum. Coelectorum noſtrorum, in ipſa Electione apparet Nos, apud quos tunc reſedit poteſtas, ſeu jus eligendi perſonam ydoneam in Regem Romanorum, concorditer direxiſſe vota noſtra in Illuſtrem Principem, Dominum Fridericum Ducem Auſtrie & Styrie in eundem conſentiendo, & ipſum nominando in Romanorum Regem in Imperatorem promovendum. Idcirco nos Rudolfus Comes Palatinus predictus vice noſtra, & Domini Heinrici Colon Archiepiscopi predicti, ac aliorum dictorum Coelectorum noſtrorum nobiscum conſentientium in hac parte, ex poteſtate nobis tradita & conceſſa ab eisdem, invocata Spiritus Sancti gracia, Dominum Fridericum Ducem Austrie & Styrie predictum eligimus in Regem Romanorum in Imperatorem promovendum, in Advocatum ſacroſancte Romane, ac Univerſalis Eccleſie, ac Defenſorem pauperum, viduarum, pupillorum & orphanorum. Qui electus hujusmodi electioni, canonice de ſe facte, divine nolens reſiſtere voluntati interpellatus ſuper hoc a nobis cum diligentia magna, conſenſit. Quapropter Sanctitati veſtre cum devocione qua decet voce unanimi ſupplicamus, ut ipſum Dominum Fridericum ſic devote & canonice electum, paternis pietatis veſtre brachiis amplectentes, electionem hujusmodi Canonicam de ipſo a nobis factam, ſolita Clementia approbare, ipſum inungere, & conſecrare, ſibique de ſacroſanctis manibus veſtris ſacri Imperii dyadema dignemini favorabiliter impertiri loco, & tempore oportunis. Ceterum ut Beatitudo veſtra cognoscat evidentius premiſſa omnia vera eſſe, preſens electionis noſtre Decretum Sanctitati veſtre transmittimus cum ſigillorum noſtrorum videlicet Rudolfi Comitis Palatini Reni, Ducis Bawarie, necnon Rudolfi Ducis Saxonie predictorum appenſione, ex certa ſcientia roboratum. Nos vero Heinricus Dei gracia Boemie, & Polonie Rex, Dux Karinthie, quia Sigillum noſtrum hac vice penes nos non habemus, Sigillis predictorum Ducum Bawarie, & Saxonie uſi ſumus, & contenti in teſtimonium & evidentiam omnium premiſſorum. Actum, & Datum loco, die, & anno predictis.

Sequuntur Litere Archiepiscopi Colonienſis HEINRICI *ad ſummum Pontificem Dat. 4. Kalend. Decemb.* 1314.

SANCTISSIMO in Chriſto Patri, ac Domino Sacroſancte Romane, ac Univerſalis Eccleſie ſummo Pontifici futuro Heinricus Dei gracia ſancte Colonienſ. Eccleſie Archiepiscopus ſacri Imperii per Italiam Archicancellarius, devota pedum oscula beatorum. Cum nuper per mortem dive recordacionis quondam Domini Heinrici Romanorum Imperatoris, vacante Romano Imperio, dies certa, craſtinum videlicet feſtivitatis beati Luce Ewangeliſte preteritum, quod fuit XIIII. Kalend. Novembris ſub Anno Domini Milleſimo Trecenteſimo Quartodecimo, ad eligendum Romanorum Regem in futurum Imperatorem promovendum fuiſſet apud Frankenfurd locum ad hoc ſolitum & conſuetum peremptorie prefixa, per nos, & alios Conprincipes & Coelectores noſtros, jus unà nobiscum in eleccione Romanorum Regis habentes, Nobisque propter inimicicias, quas Reverendi in Chriſto Patres & Domini Mogunt. &.. Treverenſ. Eccleſiarum Archiepiscopi, & Nobilis vir Gerhardus Comes Juliacenſ. cum ipſorum fautoribus & Complicibus contra nos habuerunt, & habent, ſecurus ad predictum locum Frankenfurd non pateret acceſſus, adeo, quod non poſſemus absque rerum, & corporis periculo ad eundem locum Frankenfurd termino ſupradicto venire, & intereſſe, ad electionem futuri Regis Romanorum ſicut premittitur celebrandam. Nos nolentes jus nobis nomine Eccleſie noſtre in electione predicta competens negligere illa vice, & ne nobis, aut Eccleſie noſtre aliquod quomodolibet ad preſens, vel inpoſterum generari poſſet prejudicium in hac parte, Illuſtrem Dominum Rudolfum Comitem Palatinum Reni, Ducem Bawarie, Conprincipem & Coelectorem noſtrum, fecimus, & conſtituimus noſtrum certum, & ſpecialem Procuratorem, ſibique quo ad predicte eleccionis tunc inſtantis negocium, commiſimus totaliter vices noſtras. Dantes eidem plenam, generalem & liberam poteſtatem vice & nomine noſtro nominandi, & eligendi perſonam ydoneam in Regem Romanorum in Imperatorem promovendum, ac jurandi in animam noſtram, ſi opus foret, juxta formam generalis Concilii, quod nos legittimo impedimento, de quo premittitur, teneremur, & quod crederemus eodem impedimento adhuc nos teneri in termino ſupradicto, quodque tunc eſſemus in loco, de quo electores abſentes vocari debent ad ipſius eleccionis negocium, & nichilominus alia omnia, & ſingula noſtro nomine faciendi, quæ per nos ſi preſentes eſſemus facere in ipſius eleccionis negocio poſſemus, vel quomodolibet expedire. Qui Dominus Rudolfus Comes Palat. predictus hujusmodi Procuratoris noſtri mandatum, & vices noſtras ſibi in hac parte commiſſas, in ſe ſponte ſuscipiens, ſuo, & noſtro nomine, unà cum aliis Conprincipibus, & Coelectionibus noſtris, apud quos illa vice dicta reſedit electio, ſcrutatis prius ſecrete, & ſigillatim ſingulorum votis, & eisdem poſtmodum publicatis, poteſtate ſibi ab eisdem Coelectoribus noſtris tradita, Illuſtrem Principem Dominum Fridericum Ducem Auſtrie, & Styrie, virum Catholicum, & omnibus bonis condicionibus, que tanto regimini, ſicut eſt Romanum Imperium, conveniunt excellenter pre aliis Principibus adornatum, ſuo, ac noſtro, & aliorum Coelectorum noſtrorum nobiscum in hac parte conſentientium nomine, ex poteſtate ſibi ab eisdem tunc tradita, & conceſſa, invocata Sancti Spiritus gracia, termino & loco antedictis, elegit in Regem Romanorum, in Imperatorem poſtmodum promovendum. Qui ſic electus divine nolens reſiſtere voluntati, hujusmodi Canonice eleccioni de ſe facte, ſuper hoc ab eisdem cum magna diligentia interpellatus, conſenſit; & deinde per nos, cui hoc ſecundum habitam hactenus a tempore, cujus non eſt memoria obſervantiam & ex indulto Sedis Apoſtolice, nomine Colon. Eccleſie, competit, die certa, quæ fuit feſtum beate Katherine nuper preteritum, ad hoc ſtatuta, & proclamatione ſicut juris eſt premiſſa, in Regem Romanorum extitit inunctus, & cum ſollempnitate debita regali dyademate coronatus. Que omnia & ſingula ex decreto eleccionis predicte, Domini Rudolfi Comitis Palat. predicti, & Rudolfi Ducis Saxonie, Coelectorum noſtrorum Sigillis, ſuo & aliorum cum eis conſentientium nomine, ſigillato, cui eciam cum noſtro ſigillo preſens noſtra Supplicatio eſt annexa, & per Instrumenta de mandato, predicto Comiti Palatino a nobis dato, & de inunctione, & coronacione predictis conſcripta, & in formam publicam redacta, lucide demonſtrantur. Quapropter Sanctitati veſtre humiliter ſupplicamus. Quatenus electionem ſupradictam, de predicto Domino Friderico Chriſtiane fidei fervido zelatore tam Canonice factam, & coronationem noſtram exigente juſticia ſubſecutam, ex ſolita Paternitatis veſtre clementia dignemini approbare, eundemque Eccleſie Romane, & veſtrum devotum, paternis viſceribus conſovere. Datum IIII. Kalend. Decembris Anno Domini predicto.

ANNO 1314.

XXIX.

RUDOLPHI *Comitis Palatini Rheni Plenipotentia* GERLACO *Comiti de Naſſawe ſororio ſuo data, coronationi Cæſareæ* FRIDERICI *Ducis Auſtriæ ſuo nomine aſſiſtendi. Dat. in Heidelberg* 1314. *feria ſexta poſt diem B. Martini.* 15. Nov.

[Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Treſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

RUDOL-

ANNO 1314. RUDOLPHUS Dei gracia Comes Palatinus Reni, Dux Bawarie, Universis & singulis, qui sua crediderint interesse, salutem cum plenitudine omnis boni, nec non noticiam subscriptorum, Cum Serenissimus Dominus Fridericus Dux Austrie, quem unà cum aliis Comprincipibus & Coelectoribus nostris, in Regem elegimus Romanorum favente divina clemencia, promovendum in Imperatorem, ad presens Aquisgrani debeat coronari, cui coronacioni causis legittimis & necessariis prepediti, non possumus personaliter interesse, nobili viro Gerlaco, spectabili Comiti de Nassawe, sororio nostro karissimo damus & concedimus plenam & liberam potestatem, nostro nomine tamquam vero & legittimo Procuratori coronacionem eandem petendi, proponendi, faciendi, dicendi, nec non omnia faciendi, que personaliter facere possemus, si presentes essemus, & quecumque vero Procuratori a Lege vel Canone sunt concessa, que dicto negocio de facto vel de Jure viderit expedire, eciam que Mandatum quantumcumque exigunt speciale, promittentes gratum & ratum nos habituros, quicquid per ipsum factum vel ordinatum fuerit in premissis, seu quolibet premissorum. In quorum omnium evidenciam presentes sibi dedimus, sigilli nostri munimine legittime roboratas. Datum in Heidelberg, Anno Domini Millesimo CCC. quarto decimo, feria sexta post diem beati Martini.

XXX.

4. Dec. *Litera* EDWARDI II. *Regis Angliæ ad* NICHOLAUM *Cardinalem, Ostiensem & Velletrensem Episcopum, de Concordia inter Cardinales, & de Electione Papæ acceleranda. Dat. apud Berkhamsted. 4. die Decembris Anno* 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 502.]

VENERABILI in Christo Patri, Dei gratiâ, Hostiensi & Veletrensi Episcopo, amico suo carissimo, Edwardus, eadem gratiâ, &c. salutem, & sinceræ dilectionis affectum.

Interni amoris fœcunditas, quam ad Romanam gerimus Ecclesiam, Matrem nostram, dirè his diebus, nostra præ dolore pungit præcordia, anxiùs viscera sauciat, & nobis in mœrorem multipliciter est conversa, dum eam (quam Dominus super omnes Ecclesias optinere voluit principatum, & quæ pridem, Pastorali regimine decorata, se nobis in cuntis oportunitatibus exhibuit liberalem, & materno affectu nos & nostros, variis favorum & gratiarum munificentiis, honoravit) desolatam, & quasi ruinæ & direptioni expositam, internæ nostræ considerationis oculis intuemur.

Quis enim fidelis super Gregem Dominicum non condolet, qui dispersus, &, velut Pastorem non habens, tanto jam tempore dimissus est in invio oberrare? Quis jam ad ovile Domini oves oberrantes reducere, & ab eâ lupos expellere poterit & arcere? Quis vestri (Pater amabilis) & Confratrum vestrorum, ipsius Ecclesiæ Cardinalium, hoc tempore non miratur duritiam, seu non arguit tarditatem, qui siccis oculis Matris vestræ (quæ vos fœcundis lactavit uberibus, & altis honoribus sublimavit) tot & tanta dampna conspicitis, & ipsius ruinam negligitis sublevare?

Et licet nos, ante hæc tempora, totis desiderantes affectibus gravibus dispendiis, quæ ex diutinâ vacatione dictæ Ecclesiæ evenire timebamus, celeri remedio obviari, vos & dictos Confratres vestros simul, & singillatim, votivis precibus, & crebris exortationibus sæpius duxerimus requirendum ut dictæ viduatæ Ecclesiæ, rejectâ omni affectione reciprocâ, de Pastore idoneo curaretis celeriter providere; quia tamen nostra, in hac parte, instantia nichil hactenus profuit in effectu, set cissura amplior dinoscitur postea contigisse;

Vestram adhuc dilectionem, gravi cordis anxietate stimulati, rogamus obnixè, & hortamur in Domino Jesu Christo, quatinus, pensantes attentiùs & ante mentis vestræ oculos sedulò reducentes iminentia undique pericula, ex desolatione Ecclesiæ memoratæ, intentionem vestram puro corde ad ipsum solum, de cujus substitutione Vicarii in terris agitur, dirigere, & dictos Confratres vestros ad unionem & concordiam, in spiritu humanitatis, totis conatibus reducere studeatis, ut concors & festina provisio dictæ Ecclesiæ, divino assistente præsidio, subsequatur, nec ulterius remaneat exposita dispendiis, Pastoris regimine desolata:

Advertentes etiam quod assumptum Terræ sanctæ negotium, ex diuturniore vacatione ejusdem Ecclesiæ, de facili poterit eclipsari, cùm ex ipsius, assumendi, Pontificis arbitrio ejusdem negotii directio & dispositio noscatur, ut plurimùm, dependere:

ANNO 1314.

Cæterùm super aliquibus, quæ, communi utilitate pensatâ, fieri affectamus, dilectis & fidelibus nostris, Gilberto Pecche, & Antonio Pessaigu de Janua, secretum aperuimus cordis nostri, vobis per eosdem exponendum; quibus, si placet, super hiis fidem velitis indubiam adhibere.

Dat. apud Berkhamsted. 4. die Decembris.

XXXI.

Zwey Versicherungs-Briefe / deren einer von LUDWIG von Bayern / erwählten Römischen Kayser / und der andere von PETRO Ertzbischoffen zu Maintz der Stadt Speyer ertheilet / dieselbe wegen der genommenen Parthey Kayser Ludwigs wider den gleichfalls erwählten Kayser FRIEDRICH von Oesterreich gegen alle Gefahr zu schützen. Deren erster gegeben zu Oppenheim / Samstag vor den 12. tag; und der ander eben daselbst am Sonntag vor den 12. tag / da man zahlt von Gottes Gebuhrt 1315. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. XX. pag. 664. col. b.] 1315

C'est-à-dire,

Deux Lettres d'assûrance; l'une de LOUIS *de Baviere élu Empereur; l'autre de* PIERRE *Archevêque de Mayence, pour la Ville de Spire, à l'égard des hostilités, insultes, & dommages qui pourroient lui arriver pour avoir embrassé le parti de* LOUIS *contre* FREDERIC *d'Autriche aussi élu Empereur. La premiere donnée à Oppenheim le* (1) *Samedi avant le* 12. *Jour; & la seconde aussi à Oppenheim le Dimanche avant le* 12. *jour, lorsque l'on comptoit l'an de la Nativité de Christ* 1315.

WIr Ludwig von GOttes Gnaden Römischer König / und ein Mehrer des Reichs / geloben mit guten Treuen ohne alle Gefehrde / den Erbarn Leuten / dem Rath und den Burgern gemeinlich von Speyr. Geschehehe ihnen in diesem Krieg ein gewaltig Gedrang oder Schade von jemand / umb ihr Stadt / daß wir ihn / wann sie das uns fordern / helffen mit den unsern also ferr wir mögen / in guten Trauen. Und sollen unser Fürsten ihn dasselb geloben zu thun / und auch thun. Wir hant sie auch erlassen und entladen gütlich und williglich in diesem Krieg aller Außfahrt und Dienstes / und wollen darum nimmer desto müthiger werden. Wäre auch daß wir Speiß von ihn begerten / was sie uns daran zu Freundschafft thunt / damit sol uns wol begnügen. Und zu eim Urkund und Bestätigung der Ding / so hant wir unser Königlich Ingesiegel an diesen Brieff gehenckt / der wart geben zu Oppenheim / an dem Sammestag vor dem zwölfften Tag / da man zalt von Gottes Geburt dreitzehenhundert Jahr und funffzehen Jahr / in dem ersten Jahr unsers Reichs.

WIr Peter von GOttes Gnaden ein Ertzbischoff von Mäintz / des heiligen Römischen Reichs Erts-Cantzler in Teutschen Landen / geloben mit diesem gegenwärtigen Brieff den weisen Leuten / dem Rath und den Burgern von Speyr gemeinlich: Geschehe ihnen in diesem Krieg einig gewaltig Gedrang oder Schade von jemande / und ihre Stadt / darumb daß sie König Ludwigen haben eingelassen / daß wir ihne / wann sie das an uns fordern / helffen mit den unsern / als ferr wir mögen / in guten Treuen. Darüber geben wir ihnen diesen Brieff mit unsern Insiegel versiegelt. Dieser Brieff ist geben zu Oppenheim / als man zalt von Gottes Geburt dreitzehenhundert Jahr / und funffzehen Jahr / an dem nechsten Suntage vor dem zwölfften Toge.

XXXII.

(1) Ces deux Dates sont difficiles à déchiffrer. Le calcul n'y suffit pas. Il faut nécessairement recourir aux conjectures. Ce 12. jour, qui en fait le point fondamental, peut être interprete du 12. jour de l'an 1315. c'est-à-dire du 12. Janvier qui tomboit cette année-là sur un Dimanche, & ainsi le Samedi précedent étoit l'onzieme; mais si cette Date est la premiere en ordre, comme il le semble, par la maniere dont les deux Pieces sont rangées dans l'Auteur, d'où on les tire, que deviendra celle du Dimanche suivant, puis que ce Dimanche même fut le 12? De deux choses l'une; ou ces deux Dates sont corrompuës; ou celle de l'Archevêque doit préceder celle de l'Empereur; auquel cas, la premiere tombera sur le Dimanche 5. & l'autre sur le Samedi 11. Janvier. [DUM.]

ANNO 1315.

XXXII.

14. Mars *Romanorum Regis* FRIDERICI *Confirmatio Contractûs Permutationis anno* 1308. *inter* HENRICUM VII. *Romanorum Regem*, & JOANNEM *Episcopum Argentinensem initi. Datum Argentinæ* IX. *Cal. Aprilis* 1315. [Voyez-la ci-devant sous le 28. Novembre 1308.]

XXXIII.

20. Avr. *Forma Pacis & Concordiæ inter* EDWARDUM II. *Regem Angliæ*, & REYMUNDUM *Viccomitem Fronciaci. Dat. apud Westmonasterium* 20. *die Aprilis*, 1315. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 517.]

REX Universis, præsentes Litteras inspecturis, salutem, & plenam præsentibus dare fidem.

Noverit Universitas vestra quod, cùm controversiæ & dissensiones diu fuissent inter Vicecomites Fronciaci, Prædecessores Reymundi nunc Vicecomitis dicti Loci, &, inclitæ recordationis, Dominum Edwardum quondam Regem Angliæ, & Ducem Aquitaniæ, Patrem nostrum, & alios Progenitores nostros, super restitutione Castri de Burgo supra Mare, & aliorum Locorum, & rerum diverlarum:

De quibus pars dictorum Vicecomitum afferebat dictos Vicecomites per Gentes dictorum Progenitorum nostrorum spoliatos fuisse, ipsosque super hiis in Curia Regis Franciæ aresta optinuisse;

Petitóque, per partem dicti Reymundi, quòd dicta aresta executioni demandarentur:

Propositis etiam, per Procuratores nostros, pro parte nostrâ quampluribus rationibus, quare prædicta fieri, seu executioni demandari non deberent;

Tandem, habitis quampluribus Tractatibus & deliberationibus inter Yolendem Matrem prædicti Reymundi, & Guillielmum Amaneny de Fronciaco, Patruum ejusdem Vicecomitis ex parte unâ, & dilectum & fidelem nostrum Almaricum de Credonio, dicti Ducatûs nostri Senescallum, & discretum virum Magistrum Austentium Jordani, Procuratorem nostrum in Ducatu nostro prædicto, ex parte nostra, ex alterâ, super Controversiis, Dissensionibus, & Executionibus prædictis, ac fructibus & proventibus dictorum Locorum, seu rerum, & aliorum etiam, de quibus inquesta facta fuit,

Pax & concordia initæ fuerunt imperpetuum valituræ, & articuli infrascripti finaliter concordati:

PRIMO, videlicet, quod homagium, quod Bernardus de Blankeford fecit nobis pro Vigeriâ Burdegaliæ, restituatur eidem Vicecomiti, tenendum de nobis & Hæredibus nostris.

ITEM, Quòd justitia alta & bassa, in Parochia de Abesak, extra Rivum vocatum Pales, restituatur eidem Vicecomiti, tenenda de nobis & Hæredibus nostris.

ITEM, Quòd homagia Nobilium, & aliarum personarum de inter Dordenia, de quibus constare poterit per juramenta Vassallorum fide dignorum, & Rotulos antiquos, quòd tenerentur ab ipso Vicecomite, restituantur eidem, tenenda de nobis & Hæredibus nostris; & quod istud perquiratur bonâ fide.

ITEM, Quòd tertia pars Leudæ, seu extractæ Sancti Emiliani, quam, celebris memoriæ, Dominus Edwardus Genitor noster, gratioſè restituit Prædecessoribus prædicti Vicecomitis, ut pars dicti Vicecomitis asseruit, licet non contineretur in arestis, restituatur eidem, tenenda de nobis & Hæredibus nostris: & pars dicti Vicecomitis debet tradere parti nostræ tenorem Litterarum Prædecessorum nostrorum, quondam Regum Angliæ, Ducum Ducatûs prædicti, quas asserit se super hoc habere, sibi postea restituendas.

ITEM, Quòd super fructibus rerum secundi judicati, a tempore motæ litis, usque ad dictum judicatum, quos æstimant decem milia librarum Turronensium, stetur ordinationi præfati Senescalli nostri.

ITEM, Quòd Gentes nostræ non facient partem cum illis, contra quos petetur executio dicti judicati secundi, occasione rerum, quas non detinemus, nisi ex necessitate compulsi fuissent per superiorem, de quâ constaret legitimè.

ITEM, Quòd dictus Vicecomes, pro prædictis, & homagio Emerici de Burgo, Domicelli de Medulco & Gallinis, Parochiæ & Liberniæ, faciet nobis homagium & deverium, pro dicto Homagio, ad arbitrium præfati Senescalli nostri. ANNO 1315.

ITEM, Quòd, si dictus Vicecomes possit lucrari aliqua de contentis, in dicto judicato secundo, de quibus non est compositum, vel restitutio facta, quòd ipse recognoscet illa esse de feodo, seu retro feodo nostro.

ITEM, Obligabit se dictus Vicecomes, seu dicti Tutores ejus nomine se obligabunt, quod si appareret in futurum, videlicet, infra quinquennium, quod aliqua de præmissis, vel omnia fuissent quieta, vel remissa per Prædecessores ipsius Vicecomitis, quod ipse teneretur ea restituere, non obstante hac præsenti ordinatione.

ITEM, Jurabit dictus Vicecomes, seu dicti Tutores jurabunt, quòd de præmissis, vel aliquo præmissorum non fuerit facta restitutio, vel quitatio, quod ipsi sciant.

ITEM, Prædictus Vicecomes renunciabit, seu dicti Tutores ejus nomine renunciabunt, per factum expressum, omni juri, sibi competenti, & competituro, contra nos, & Hæredes nostros, ratione, vel occasione arestorum prædictorum, vel eorum quæ executa sunt de eisdem;

Excepto jure, quod dicit pars dicti Vicecomitis se habere in Motâ de Bogio, & pertinentiis ejusdem, & in tertia parte Pedagii Portus de Castellione, & decimo Sancti Christofori, prosequendo per ipsum Vicecomitem contra possessores prædictorum, prout hæc omnia & alia;

De quibus nondum ad plenum est concordatum, & de quibus per præfatum Senescallum nostrum, & alios de Consilio nostro Ducatûs prædicti, ulterius tractari, & per ipsos, nomine nostro, plenius ordinari mandavimus, per alias Litteras nostras, in quodam Instrumento publico, manu Alberti Medici Clerici Burdegaliæ, Apostolica, & Imperiali, ac nostrâ, in dicto Ducatu, auctoritate publici Notarii scripto, vidimus plenius contineri.

Nos autem præmissa, omnia & singula, superiùs expressata, quatenus ad nos attinet, confirmamus, ratificamus, & etiam approbamus.

In cujus &c. Dat. apud Westmonasterium, 20. die Aprilis.

Per ipsum Regem & Consilium.

XXXIV.

Litteræ EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* ALPHONSUM *Regem Castellæ, de attemptatis reformandis. Datæ Westmonasterii die* 28. *Maji An.* 1315. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 520.] 28. Mai.

MAGNIFICO Principi, Domino *Alphonso* Dei gratiâ, Castellæ, Legionis, Toleti, Galliciæ, Sibiliæ, Cordubiæ, Murciæ, Gihenni atque Algarbiæ Regi illustri, & Comitatus Molinæ Domino; *Edwardus*, ejusdem gratiâ Angliæ &c. Salutem, &, ad vota, successus prosperos ac felices.

Litteras vestras jampridem recepimus, continentes quod contra fœdera Pacis, tempore, bonæ memoriæ, vestri & nostri Genitorum, ac postmodum tempore nostro, inter homines de potestate vestra, & homines Civitatis nostræ Baionensis, super quibusdam dampnis, hinc inde illatis, initæ & firmatæ, bona quorundam Subditorum vestrorum, ad Sectam Arnaldi de Sancto Martino, Civis & Mercatoris de Civitate prædicta fuerant arrestata, & dampna alia eis data.

Super quibus vobis duximus intimandum, quod completionem Pacis prædictæ, juxta formam quarundam compositionum, inde factarum, pro dicto Arnoldo & aliis, quos negotium illud tangit, sæpius fieri postulavimus cum effectu; de quo ipsi effectum aliquem (Ministris dicti Genitoris vestri in defectu existentibus) minime reportabant: propter quod, in hujusmodi defectu, ad justitiam dicto Arnaldo in præmissis faciendam processimus, prout decuit, & facere oportebat.

Verumptamen, affectantes quod inter nostros, & vestros Subditos mutua communio, ad communem utilitatem habeatur, & vestri intuitu, volumus quod omnes & singuli Mercatores & alii de terris & potestate vestris, sub nostra protectione & gardia speciali, cum bonis & mercimoniis suis, in Regnum & potestatem

ANNO nostram veniant, usque ad Festum Natalis Domini, proximè jam futurum, absque arrestatione bonorum, 1315. seu mercimoniorum suorum ad Sectam prædicti Arnaldi, seu aliorum, ex causis prætiis, faciendâ; & inde nostras Litteras fieri fecimus speciales.

Placet etiam nobis, quod interim aliquos de vestris in Regnum nostrum, si vobis placeat, destinetis, ad tractandum, simul cum nostris, quos ad hoc deputabimus, super compositionibus antedictis, & ad complendum easdem, nec non ad reformandum ea, quæ contra easdem compositiones hinc vel inde fuerint attemptata; Alioquin ulterius non poterimus sustinere, quin Subditis nostris faciamus justitiæ complementum.

Data apud Westmonasterium, 28. die Maii.

XXXV.

15. Juin. *Litteræ* LUDOVICI X. *Regis Franciæ ad Status Aquitaniæ super complemento Pacum cum* EDWARDO *Rege Angliæ, datæ Parisiis 15. Junii.* 1315. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 521.]

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Franciæ & Navarræ Rex, dilectis & fidelibus nostris, ad partes Ducatus Aquitanniæ a nobis ad infrascripta, quantum ad nos attinet, in proximo destinandis, salutem & dilectionem.

Requestis ex parte carissimi Fratris & fidelis nostri, Edwardi Regis Angliæ Illustris & Ducis Aquitaniæ, nobis per ipsius Gentes oblatis, diligenter attentis, vos volumus non latere, quod nos intelligimus, volumus & affectamus etiam, sicut ipsum carissimum Fratrem nostrum affectare præscimus, ut, Deo propitio, totius futuræ dissensionis materia inter nos invicem, & hinc inde successores, præludatur omnino, quod Paces & Pacum conventiones per prædecessores nostros & suos, formis & modis, quibus factæ & initæ plenius extiterunt, juste & legitime compleantur ex utraque parte, ac perpetuo indissolubili vinculo teneantur.

Quodque, si aliquid ex alterutra partium factum fuerit in contrarium, vel restet complendum, declaretur & fiat super hoc quod ratio suadebit, per vos & alios, ex parte dicti Fratris nostri super hoc similiter deputandos; servata prædictarum Pacum forma & commissionum, per nos & ipsum Fratrem nostrum super hoc faciendarum.

Itaque si per Curiam nostram, aut Commissarios nostros, Ballivos, Officiales, & Ministros alios nostros, vel ipsius Fratris nostri, aliqua contra Pacum hujusmodi formas fuerint facta, cum ea declarari contigerit, per vos & ad hæc per dictum Fratrem nostrum deputandos, debite corrigantur & ad statum debitum revocentur. Volumus etiam, quod omnes processus, facti per dilectos & fideles nostros, Ambianen. & Maclovien. Episcopos & eorum Collegas, super suppriisiis, super quibuscumque, maneant, usque ad nostrum Parliamentum proximum in suspenso; Mandantes vobis quatenus dictas Paces, & quæ ex earum tenore dependent, & possunt comprehendi aliquatenus ex eisdem, servari similiter faciatis, secundum ipsarum formas, & prout per vos & alios a dicto Fratre nostro deputandos, contigerit declarari & etiam concordari.

Dat. Parisiis 15. die Junii Anno Domini 1315.

XXXVI.

15. Juin. *Litteræ* LUDOVICI X. *Regis Franciæ Declaratoriæ quoad Adhærentes & Gardiatores in Ducatu Aquitaniæ. Datæ Parisiis d. 15. Junii Anno* 1315. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 521.]

LUDOVICUS, Dei gratia Franciæ & Navarræ Rex, Thomæ Petragoricensi, Caturcensi & Xanctonensi Senescallo, cæterisque Justiciariis & Ministris nostris quibuscumque, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Oblatis nobis ex parte carissimi & fidelis Fratris nostri Edwardi Regis Angliæ & Ducis Aquitaniæ, per ipsius Gentes, pluribus requestis, eis cum deliberatione Concilii nostri diligenter inspectis, vos non latere volumus, nos (qui Ducatum ipsum in statu bono & pacifico permanere puro desideramus affectu, & libenter intendimus ad hæc interponere curam nostram) ea, quæ sequntur, prout juste potuimus, concessisse; videlicet,

Quod appellantes ad nos à Curia dicti Ducis non habeant adhærentes, præterquam uxorem, familiam propriam & continuam, ac illos ad quos causa de sui natura pertinebit, seu quorum interierit; qui se potuerunt, si eis placuerit, adhærere. ANN 131

ITEM, Nolumus, nec intentionis nostræ existit, quod in dicto Ducatu in illis partibus, in quibus Dux ipse merum & mixtum habet Imperium, ex nunc aliquæ salvæ gardiæ de novo alicui concedantur, nisi ex justa & evidenti causa, ad occurrendum periculis; ymo aliter concessæ debitè revocentur: Quodque, si salva gardia alicui ex justa & evidenti causa de novo, ut dictum est, concessa fuerit, aut concedi contingat, Jurisdictio ordinaria dicti Ducis propter hoc non impediatur in aliquo, nisi de eadem jurisdictione controversia moveretur; salvis antiquis gardiis, locis, & personis Ecclesiasticis seu Religiosis concessis, in quibus per hoc aliquid non intendimus immutare.

ITEM, Intentionis nostræ non existit, nec volumus, quod Gardiatores (cum dari eos contigerit alicui appellanti, vel eidem adhærenti, in casibus & formis prædictis) Jurisdictionem dicti Ducis, ratione gardiæ hujusmodi aliquatenus impediant, vel aliquid explectum justitiæ faciant, nec quantum ad Officium eorum gardiæ spectet.

ITEM, Quod præfato Duci suisque Officialibus & Ministris pro ipso, liceat, ipsique possint, absque impedimento, levare commune apud Bordiliam, & in locis aliis, prout ante guerram consueverant, & per dictum Genitorem nostrum aliàs extitit per Literas ejusdem concessum, non obstante appellatione quacunque; locis illis exceptis, de quibus lis pendet in Curia inter partes.

ITEM, Quod si servientes Gardiatores, Commissarii & alii Officiarii seu Ministri nostri Residentiam & mansionem continuam in dicto Ducatu habuerint, seu fecerint vel contraxerint aut contractus receperint vel forefecerint contra ordinationes, factas per dictum Dominum Genitorem nostrum, ordinationes prædictæ, super hoc factæ, serventur firmiter; & si aliquid contra eas in hac parte factum fuerit, ad statum debitum reducatur.

Mandantes vobis & vestrûm singulis, quatenus præmissa & singula teneatis, observetis & teneri ac observari debite & firmiter faciatis.

Dat. Parisiis 15. Junii anno Domini 1315.

XXXVII.

23. Jui *Arrêt donné par le Roi* LOUIS X. *surnommé* Hutin, *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandre, pour les choses faites par ledit* ROBERT *contre le Roi & sa justice. Au mois de Juin.* 1315. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 73.] FRANC ET FLA DRE.

A tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront R. Archevesque de Rheims, G. Evesque de Langres, G. Evesque de Laon, J. Evesque de Beauvais, Karles Cuens de Vallois & d'Anjou, & Mahault Comtesse d'Artois Pairs de France Salut. Sçachent tuit, que de par le Roy nostre Seigneur fut semons li Comte de Flandres en la forme & en la maniere qu'il est pleinement contenu ez Lettres de la dicte semonce, desquelles la teneur s'ensuit.

§. 2. Loys par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçachent tuit, que nous l'an de grace mil trois cents quatorze le samedy aprés les Brandons quinziesme jour du mois de Fevrier en nostre Palais à Paris adjournasmes & fismes adjourner publiquement, & par cry solemnel, Robert Comte de Flandres pour venir en nostre Cour à Paris au vingtiesme jour du mois de May prochainement venant, c'est à sçavoir le mardy aprés le huictiesme de la feste Sainct Nicolas en esté, pour estre à droict par devant nous & pardevant nos Pairs & nostre Conseil, sur les defauts, les rebellions & les desobeissances, qu'il a faicts contre les Paix dernierement faictes entre nostre tres cher Seigneur & Pere Philippes de bonne memoire jadis Roy de France d'une part, & ledit Comte de Flandres d'autre part, & contre l'accomplissement de ces Paix, en la forme & en la maniere, qu'il est cy dessoubs contenu. Oez, Oez de par nostre Seigneur le Roy l'adjournement du Comte de Flandres. Notoire chose est, & chacun sçait la Paix de Flandres, qui fut faicte entre nostre dict tres cher Seigneur

ANNO 1315. Seigneur & Pere d'une part, & ROBERT, qui ores eſt Comte de Flandres, ſes freres, les nobles & autres gens de Flandres d'autre part: en laquelle Paix, Gerard Sire de Luch, Hurars Sires de Sothenguien & Gerard Sire d'Eſtournay & Hurars le Mors Chevaliers, qui furent nommés & eſleus à ce faire ou nom d'eux & de Robert de Flandres, adonc aisné fils de Guy jadis Comte de Flandres, lequel Robert eſt ores Cuens de Flandres, & ou nom de Guillaume, Guy & Philippes de Flandres, Chevaliers ſes autres freres, & pour eux & ou nom des Gentilshommes des bonnes villes & des gens de Flandres & pour eux; firent pluſieurs offres pour à paix & accord venir, ſur les discords, contents & contrarietez & mesfaits faicts là en arriere envers noſtre dict Seigneur & Pere par les devant dicts de Flandres; leſquelles offres & toute ladicte Paix ont eſté approuvées, louées, grées par ledict Robert, les communes, les bonnes villes & les autres gens de Flandres toutes, & les ont promis accomplir & garder & tenir & tous les articles; ſur peine d'excommuniement & des interdicts ja jettés ſur eux & chacun ez terres & ez villes de ceux, qui ladicte Paix ne tiendront, ou qui vendroient encontre en aucune maniere, & ſur peine de forfaicture de corps & de biens & d'autres pluſieurs, ainſi com plus pleinement eſt contenu ez Lettres ſur ce faictes.

§. 3. Entre les autres choſes offertes & contenues en la dicte Paix eſt contenu d'abatre & d'oſter par les devant dicts Robert Comte de Flandres, ſes freres, les nobles, les bonnes villes & les gens de Flandres, Communautez & autres gens, toutes les forteresſes de Bruges, de Gand, & d'Ipre à perpetuité ſans jamais remettre ne faire. Sommé & admoneſté lidict Cuens en a eſté & li autres de Flandres; & tout ſoit il, que lidit Cuens l'ait pluſieurs fois promis par parole, toutes fois rien n'en a eſté faict. Item comme entre les autres choſes offertes contenues en ladicte Paix ſoit contenu, que li Seigneurs, li Nobles, les bonnes villes & les gens de Flandres debvoient faire ſeurtez & obligations les plus grands & meilleurs, que le Roy noſtre chier Sire & Pere & ſes conſaux regarderoient, comment ils ne poiſſent jamais venir ne eſtre contre ly ne faire contre l'obeiſſance de ly, ne de ſes Succeſſeurs Roys de France: & pour celle Paix tenir, garder & accomplir ſe feuſſent & ſoient obligez aucuns grands perſonnes nobles & puiſſans, & euſt donné li dit Cuens de Flandres pleiges qui pour ly & pour ceux de Flandres à ce ſont obligez, & euſſent lidit Cuens de Flandres, le Duc de Brabant, qui lors eſtoit, li frere & li fils doudict Comte de Flandres, & li dis Procureurs de pluſieurs bonnes villes de Flandres ſupplié audict noſtre chier Seigneur & Pere, que il lor voulſiſt declarer aucune certaine maniere de ces ſeurtez, que ils debvoient encores donner; Li dit noſtre chier Sire & Pere en telle maniere toutes voyes que pour declaration, que il lor fiſt, il n'entendoit ne vouloit renoncer ne aller à l'encontre à nulles des ſeurtez, qui données eſtoient, ne à choſe, qui fut contenue en ladicte Paix; pour lor travail eſchiver, lor declara & ſenefia les ſeurtez, que lor entendoit à demander, entre leſquelles choſes declarées & ſenefiées eſt contenue, que pour plus grande ſeurté de celle Paix, tuit & chacun Baillif, Prevoſt, Chancelier, Conſeiller & fuſt autre Official & Miniſtre, qui eſtoient, ou ſeroient ou ſervice dudict Comte de Flandres ou de ſes Succeſſeurs, fuſſent de Flandres ou d'ailleurs, ſeroient tenus à jurer ſur les Saincts Evangiles, que ils en bonne foy garderoient ladicte Paix & ledict accord, & à ce que complies, tenues & gardées fuſſent, mettroient toute la force, l'ayde & le conſeil, qu'ils pourroient; Laquelle choſe n'a mie eſté faicte, ains en a eſté du tout defaillant ledit Comte.

§. 4. Item comme entre les autres choſes offertes & contenues en ladicte Paix ſoit contenue, que lidit Cuens de Flandre, Guillaume, Guy & ſes autres freres, li nobles & les autres gens de Flandres & leurs Succeſſeurs promettroient & jureroient ſur Saincts Evangiles eſtre feals, loyals & obeiſſants à perpetuité audict noſtre Seigneur & Pere & à ſes Succeſſeurs Roys de France; & que ils ne lors Succeſſeurs, ne aucuns de eux ne s'allieroient aux ennemis dudict noſtre Seigneur & Pere & ſes Succeſſeurs Roys de France; ne recepteroient, ne ayderoient ne conforteroient lor ennemis, & ne feroient guerre audict noſtre tres chier Seigneur & Pere, ne à ſes Succeſſeurs par eux ne par autre; & ceux, qui le contraire feroient, lidit Cuens de Flandres & ſes Succeſſeurs ſeroient tenus de contraindre, juſticier & punir à lor poöir loyalement & en bonne foy & ſans fraude celi ou ceux, qui le contraire feroient. Et ſe il advenoit, que li dit Cuens de Flandres ou ſes Succeſſeurs Comtes de Flandres fuſſent deſleals audict noſtre chier Seigneur & Pere ou ſes Succeſſeurs Roys de France, ou desobeiſſans de droict prendre en ſa Cour, ou que ils s'alliaſſent ez ennemis de noſtre chier Seigneur & Pere ou à autres, ſans le excepter de leur alliance, ou receptaſſent, aydaſſent & confortaſſent aucuns des ennemis noſtre chier Seigneur & Pere, ou fiſſent guerre à li ou à ſes Succeſſeurs en quelque maniere que ce fuſt; Ou ſe il advenoit, que il ou ſes Succeſſeurs fuſſent desobeiſſans ou li nobles ou autres gens de Flandres, à noſtre chier Seigneur & Pere, & noſtre dict chier Seigneur & Pere voulſiſt la desobeiſſance ou mesfaict adreſſer en juſtiſiant ſon feal & ſon fié, ſe le Cuens de Flandres ou ſes Succeſſeurs conteſtoient, ou empeſchoient par eux ou par autre à noſtre chier Seigneur & Pere ou à ſes Succeſſeurs, que il ou ſes Succeſſeurs ne les poiſſent paiſiblement juſticier ſans force; ou ſe il advenoit, que aucun des freres ou des hommes audict Comte de Flandres fiſſent les choſes deſſusdictes ou aucunes d'icelles, ou ne voulſiſſent enteriner, garder ne accomplir fermement & loyalement ladite Paix; & ledict Cuens de Flandres ou ſes Succeſſeurs ne li contraiſiſſent, juſticiaſſent, & puniſſent à lor poöir loyalement en bonne foy & ſans fraude, lidit Cuens & ſes Succeſſeurs forferoient toutes leurs terres & tous leurs biens, quelque part que ils fuſſent & ſeroient tenus dés lors pour forfaictz & por forligniez & acquis envers noſtre dict Seigneur & Pere, & ſes Succeſſeurs Roys de France, ſans ce que li dict Cuens de Flandres ou ſes Succeſſeurs y puiſſent jamais rien de droict, par quelque cauſe que ce fut, reclamer & demander. Et ces choſes deſſus dictes ait promis & juré lidit Cuens de Flandres de tenir garder & accomplir ſur les forfaictures deſſusdictes & autres peines contenues ez Lettres de ladicte Paix, ne l'a fait mie: Ainçois comme Loïs de Flandres ſes aisné filz pous ſes mesfaictz a declarer en lieu & en temps, fuiſt banny, fuitif & furnigié dou Royaume de France en desobeiſſance & en rebellion de noſtre chier Seigneur, & ennemis de li & de ſon Royaume; li dit Cuens de Flandres ſçachant & adviſé de cela a depuis receu & recepté, & ſouffert à recevoir & recepter en ſa terre & en ſa juriſdiction ou Royaume de France ou dehors, & li a adminiſtré & ſouffert & faict adminiſtrer deniers pour ſa rebellion & desobeiſſance maintenir, & pour ſes ſoujectz dou Royaume de France & dehors, que ils en cette rebellion & en cette desobeiſſance l'accompagnaſſent & li donnaſſent forche, ayde & poöir, jaçoit ce qu'il ce poöiſt avoir defendu, & le poöiſt avoir faict & deuſt ſelon la forme de ladicte Paix.

§. 5. Item lidict Cuens contre la forme de ladicte Paix, tout feuſt il en la foy & en l'hommage dou Roy noſtre chier Seigneur & Pere, s'eſt mis en noſtre rebellion & desobeiſſance, & s'eſt ** & à force d'armes adjoinct avec luy ledict LOYS ſon fils eſt entré & à feux boutez & occiſions faictes en la terre de noſtre chier Seigneur & Pere en ſa propre ville de l'Iſle, laquelle avec autres choſes, il avoit baillée audict noſtre chier Seigneur & Pere en acquittant de dix mil livres de rente, que lidit noſtre chier Sire & Pere debvoit avoir des Flamands par ladicte Paix, lidict Cuens à hoſt & par force de gens d'armes aſſiſt & y tint enclos le Comte d'Evreux noſtre chier Oncle adonc frere de noſtre chier Seigneur & Pere, le Conneſtable, le Mareschal de France & autres Grandz & pluſieurs perſonnes, qui là eſtoient pour noſtre Seigneur le Roy, & pour ces choſes faire ameha avec luy ledict Loys ſon filz. Item lidit Cuens de Flandres contre la forme de ladicte Paix & traicté feit poöir de allier à ly le Comte de Haynault & Jean de Haynault ſon Frere contre ledict noſtre chier Seigneur & Pere, & pour ly faire guerre en venant contre la forme de ladicte Paix. Item lidit Cuens de Flandres par la force de ſon hoſt & de ſes gens d'armes a ſouſtenu audict Royaume de France ledict Loys ſon filz fugitif & fornigié dudict Royaume, desobeiſſant, rebelle, ennemy de noſtre dict Seigneur & Pere & dou Royaume, & a empeſché par la force de ſon hoſt & de ſes gens d'armes, comment les gens de noſtre chier Seigneur & Pere, que pour ce & pour la defenſe de ſa terre eſtoient en ces parties devers Flandres, ne la poiſſent avoir por amener à obeiſſance & à droict en venant contre la Paix & contre ſes promeſſes, que il feit & jura à Arras.

§. 6. Or eſt verité, que apres toutes ces choſes les gens de noſtre chier Seigneur devant dict, qui en ces parties dedans Flandres eſtoient pour ly pour garder le droict, la terre & l'honneur doudict noſtre Seigneur & Pere, & pour avoir & amener ledict Loys à obeiſſance & à droict, ſi la force doudict Comte ne leur euſt conteſté, eurent traicté audict Comte & ſon filz de Paix & d'accord, qui ſe poiſt faire envers noſtre dict Seigneur & Pere devant dict; par lequel traitté lidit

ANNO 1315. dict Loys fils aisné dudict Comte de Flandres deust ratifier & approuver le bail, le transport & l'assiette, que li Cuens ses Pere avoit faict au Roy nostre chier Seigneur & Pere de l'Isle, de Douay & de Bethune pour cause de dix mil livres de rente, en quoy li Cuens estoit tenu au Roy nostre tres chier Seigneur & Pere, & par la Paix est dict, & par ledict traicté * * sans ce qu'on se departist de rien de la substance de celle Paix: Et non contestant ce traicté lidict Cuens de Flandres & tient occupé le Chastel de Helehem, qui est propre heritage de l'Evesque de Tournay, assis au Royaume de France en l'especial garde & ou ressort dou Roy de France, & a y mis & tient gens d'armes, qui par leur force ledict Chastel ont tenu & encores tiennent contre la volonté de l'Evesque de Tournay; à qui lis droicts & les proprietez doudict chastel appartiennent pour raison de la dicte Eglise de Tournay; & la volonté de nostre dict Seigneur & Pere & la nostre, & en venant contre la dicte Paix, & plusieurs autres justes causes li chastiaux dis avec autres choses fust en la main de nostre chier Seigneur & Pere; Lidit Cuens apres le traicté devant dict & les gens dou pays; luy sçachant, consentant & non contredisant, comme il le debvoit & pooit faire ou ses gens lidis chastel de Courtray garderent si estrains & prés tenu, que ils ne pooient avoir lors necessitez de vivre; en venant notoirement contre la forme de la dicte Paix.

§. 7. Item les payemens des deniers, qui estoient deubs audict nostre Seigneur & Pere par la dicte Paix, qui debvoient estre faictz par la forme de dicte Paix à nostre dit Seigneur & Pere ou à son commandement & a certains termes, qui ja sont passez, auxquels payemens faire & contraindre les debiteurs, lidit Cuens est tenu & obligé par son serment & autres peines contenues en la dite Paix, n'ont mie esté faicts; ainçois ce que lidit Cuens en ait esté semons & admonesté par plusieurs fois, & tout ce, que li Roy nostre chier Sire & Pere a li & au pays de Flandres à sa requeste ait depuis faict plusieurs graces en telle maniere toutes voyes, que ez autres cas que ces graces ils accomplissent la Paix entierement, & se ils ne le faisoient, que les graces fussent de nulle valeur; il, ne le pays ne l'ont mie accomplie, ainçois en ont esté defaillans; Et en autres plusieurs manieres & causes à declarer en lieu & en temps, a defailly, desobey, mespris & forfaict li dit Cuens de Flandres en lesion de nostre Royale Majesté contre ladicte Paix, & est encheu en peines de forfaictures & d'autres qui en ladicte Paix sont contenues.

§. 8. Pour lesquelles choses & pour chacune desquelles nous regardans & considerans que les choses dessusdictes sont en grand peril de la Paix & droict commun & profit de nostre Royaume; ou bonnement ne les pouvons mie souffrir ne dissimuler, comme elles sont notoires & manifestes, si que elles ne peuvent estre celées; par lesquelles & pour chacune d'icelles pour le faict seulement lidit Cuens est & doibt estre tenu pour forfaict & encheus ez peines de forfaictures & sentences de perjure & autres, que en ladicte Paix sont contenues: Voulons selon la forme de ladicte Paix ledict Comte mener par voye deüe & selon droict & raison, & adjournons & faisons adjourner par ce cry publiquement & solemnellement faict en nostre Palais à Paris au vintiesme du mois de May prochainement venant, c'est à sçavoir au mardy aprés les octaves de la feste de Sainct Nicolas d'esté prochaine à venir, que il soit à ce jour à nostre Cour à Paris à droict pour aller avant, selon ce que raison debvra sur ces choses dessusdictes, & sur ce que nous li vourrons faire dire & proposer selon la forme de ladicte Paix, & si li faisons à sçavoir & à tous autres, que à la journée & au lieu dessusdict nous aurons, se Dieu plaist, nostre Cour garnie de nos Pairs & d'autres bonnes gens & grands de nostre Conseil, si comme la besogne le requiert, & requerra selon la forme de la Paix. Faisons encor à sçavoir audict Comte de Flandres, que vienne ou ne vienne à nous, nous irons avant en la besongne, selon ce que de raison debvra. Et mandons & commettons à Maistre Jaques de Jassennes nostre amé Clercs, que li adjournement & toutes les autres choses contenues en ces presentes Lettres par cry publiquement faict à Paris en nostre Palais, face sçavoir & notifier solemnellement, ainsi comme il appartient, selon la forme de la dessusdicte Paix. En tesmoing de laquelle chose nous avons faict mettre à ces presentes nostre seel, duquel nous usions vivant nostre chier Seigneur & Pere. Donné à Paris l'an & le jour dessusdicts.

§. 9. Item: A tres hault, tres puissant & tres excellent Prince & redoubté Seigneur Louis par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Jacques de Jasseignes ses tres humbles & devots Clercs li y soit tout recommandé à sa grace. Tres chers & tres puissans Sires. Je fais sçavoir à vostre Hautesse, que l'an de grace mil trois cens quatorze le samedy aprés les Brandons le quinziesme jour de Febvrier, l'adjournement & toutes les autres choses contenues en vos Lettres, esquelles cette presente rescription est annexée, par cry publiquement faict en vostre Palais à Paris, fis sçavoir & notifier solemnellement & publiquement selon la forme de vos dictes Lettres, Et ce vous certifie par cette rescription scellée de mon seel. Donné & faict l'an & jour dessusdicts. ANNO 1315

§. 10. Auquel terme de la dicte semonce, Nous li Pairs dessusdicts à la requeste & mandement dou Roy venismes en la Cour à Paris & fesimes & tenismes cour avec douze autres personnes, Prelatz & autres grandz & haultz hommes, c'est à sçavoir, Reverend Pere l'Archevesque de Rouen, les Evesques de Sainct Brioe & de Sainct Malo, Monsieur Philippes fils du Roy de France Comte de Evreux, Monsieur ** K. filz du Roy de France Comte de la Marche, Monsieur Guy Comte de Sainct Paul, Monsieur Gaucher de Chastillon Comte de Porcien, Monsieur Louys aisné fils du Comte de Clermont Seigneur de Bourbonnois, Monsieur J. de Clermont Seigneur de Charolois, Monsieur B. Seigneur de Mareuil, Monsieur Mille Seigneur de Noyers, esleus & mis à ce faire de par le Roy nostre Sire avec nous, comme Cour garnie de nous, d'eux & d'autres plusieurs sages gens, & fut dict de par le Roy devant nous, que bonnement ne pooit avoir plus de Pairs. Li Duc de Guyenne, qui Pair est, c'est à sçavoir li Roy d'Angleterre, qui avoit esté requis & mandé pour y estre avec nous, s'excusa par ses messagers solemnelz, pour sa guerre, que il avoit à Ecosse. Li Duc de Bretagne, qui Pair est, y fut une journée tant seulement, & aprés print congé, & s'excusa por certaine besongne, que il avoit, comme il disoit. Li Duc de Bourgogne Successeur du Duc de Bourgogne, qui mort est, y fut une journée, & aprés s'excusa por certaine besongne, qu'il avoit, comme il disoit, & s'en despartist. Li Evesques de Noyon, qui Pair est, étoit mort de nouvel. Li Evesques de Chaalons, qui Pair est, estoit pour certaines causes detenu en prison. Pourquoy le Roy nostre Sire ne peut bonnement avoir audict terme plus de Pairs. * * Karl Charles Comte de Marche.

§. 11. A laquelle journée dou vingtiesme jour du mois de May, c'est à sçavoir le Mardy aprés les octaves de la feste Sainct Nicolas d'esté, le Roy nostre Sire & nous Pairs dessusdictz, la dicte Cour garnie selon la forme de la dicte Paix, & autres plusieurs bonnes gens presens ou Palais le Roy à Paris, lidit Cuens de Flandres ne vint pas en personne & le Procureur le Roy requit, que il fust mis en default, & que pour le default les desobeissances & les mefaictz & les rebellions contenues ez Lettres de ladicte semonce cy dessus escripte, & autres plusieurs, que lidit Cuens de Flandres avoit fait notoirement contre la forme de ladicte Paix, de laquelle mention est faicte ez Lettres dessus escriptes, par lesquelles il estoit encheu ez peines des excommuniemens, des entreditz & des forfaictures de ses biens, nous jugissions & declarissions, que lesdictes sentences debvoient & pooient estre publiées & les forfaictures, comme encouruës, mises à execution. Lors comparant se presenta li Abbez de Selebecque comme Procureur pour excuser lidit Comte, & plusieurs raisons proposa à l'excusation d'iceluy, le Procureur le Roy proposant & disant au contraire plusieurs raisons à la fin, que il ne fust mie suffisamment excusez ne eloignez, mais debvoit estre mis en default, & la requeste dudit Procureur si debvoit estre faite; à la parfin le dimanche prochain ensuivant aprés ledit mardy, attendu de jour en jour pour avoir entre deux deliberation, traicté & advis entre nous, Cour garnie si comme dict est, sur les choses proposées d'une part & d'autre; eüe pleine deliberation entre nous dessusdictz Cour garnie, les adjournemens dessusdicts, ce ouy & veu, lequel estoit suffisant selon la forme de ladicte Paix, si comme dessus est dict, parce que lidit Cuens n'estoit suffisamment excusez ne eloignez; le Roy requerant à nous que nous fissions jugement & droict, & que il fust rendu de par nous Pairs & en nostre nom, jugié lidit Cuens de par nous les Pairs dessusdictz & en nostre nom pour defaillant & fut mis en default. Et tantost apres le Procureur du Roy en la presence de la Cour garnie selon la forme de la Paix, si comme dessus est dict, requist publiquement, que depuis que li Cuens avoit fait li default devant dit, que nous jugissions & declarissions, que pour ce default & pour les mesfaictz & desobeissances dudict

ANNO 1315. dudiĉt Comte faiĉtes contre la diĉte Paix, lesquelz mesfaiĉtz & desobeiſſances eſtoient ſi notoires, que ilz ne pooient eſtre celez, & ſus eux comme ſus notoires il eſtoit & avoit nommement & ſpecialement adjourné, lesdiĉtes ſentences peuſſent & deuſſent eſtre publiées & les forfaiĉtures comme encouruës miſes en execution.

§. 12. Laquelle requeſte ouïe, nous Pairs de France deſſusdiĉtz, la Cour garnie, ſi comme deſſus eſt diĉt, conſiderans & regardans, que la beſongne eſtoit grave, & entre grandes perſonnes, pour avoir meilleur & plus grand deliberation, attendismes jusques au Lundy enſuivant; auquel jour dudiĉt Lundy, pour ce que nous penſions encore avoir plus pleine deliberation & plus plein & meilleur advis de cette beſoigne, encore attendismes, & mismes la diĉte journée du diĉt Lundy en tel poinĉt & en tel eſtat comme elle eſtoit, jusques au Mercredy devant la nativité Sainĉt Jean Baptiſte. Auquel jour du Mercredy li dit Procureur du Roy en preſence de nous Pairs de France & de la Cour garnie, ſi comme deſſus eſt diĉt, recorda & refit ſa requeſte en la maniere deſſusdiĉte. Et pour avoir meilleur advis & plus grande deliberation ſur la beſongne, qui grande eſtoit, Nous Pairs de France deſſus diĉts & la Cour garnie pleinement ſelon la forme de la Paix, attendismes & mismes cette journée en tel poinĉt & en tel eſtat qu'elle eſtoit, jusques au ſabmedy aprés enſuivant, c'eſt à ſçavoir le ſabmedy apres la nativité de Sainĉt Jean Baptiſte; Auquel jour lidit Procureur recorda & fit de rechief ſa requeſte deſſusdiĉte au nom du Roy noſtre Sire & pour li pardevant nous; & li Roy noſtre Sire nous requiſt, ſa Cour garnie ſelon la forme de la diĉte Paix, ſi comme deſſus eſt diĉt, que nous fiſſiens & accordiſſiens jugement & droiĉt ſur les requeſtes du diĉt Procureur. Nous veües & leües pardevant nous en la preſence du Roy noſtre Sire les Lettres, qui furent faiĉtes de la Paix deſſusdiĉte, & autres Lettres & eſcriptz pluſieurs, qui faiſoient à la beſongne, pour plus à plein veoir & conſiderer tout ce que meſtier eſtoit en la diĉte beſogne, attendismes encore & mismes la journée du diĉt Sabmedy jusques à Lundy apres enſuivant, c'eſt à ſçavoir le leudemain de la feſte Sainĉt Pierre & Sainĉt Paul, auquel jour en la preſence du Roy noſtre Sire, de nous Pairs de France, de la Cour garnie ſelon la forme de la diĉte Paix, ſi comme deſſus eſt diĉt, ou Palais le Roy, à Paris furent accordez par bouche en commun devant tout le peuple publiquement le default, les desobeiſſances, mesfaitz & rebellions, que lidit Cuens avoit faiĉts ** de la Paix garder contre ladiĉte Paix, ſi comme ils ſont contenus en la ſemonce deſſus eſcripte, & aucuns autres aĉtes, li quieux eſtoient tenus notoires, ſi qu'ils ne pooient eſtre celez par nulle maniere; & ſur lesquels il eſtoit & avoit eſté ſelon la forme de ladiĉte Paix nommement & expreſſement adjourné comme ſus faiĉtz notoires. Et encores avec ce furent la propoſées & diĉtes pluſieurs autres choſes contre ledit Comte, qui touchoient à la beſongne deſſusdiĉte par le Procureur noſtre Sire le Roy deſſusdiĉt. Et furent apportées & leües en commun au Palais deſſusdiĉt les Lettres, qui furent faiĉtes ſur la diĉte Paix, approuvées & confirmées doudiĉt Comte de Flandres, de ſes freres, & de ſes enfans, & des Procureurs de pluſieurs villes & lieux de Flandres, & ſcellées de leurs ſceaux, & furent monſtrées en commun les Lettres des ſentences d'excommuniemens & interdiĉtz jettez contre la terre, les gens, le pays & le Comte de Flandres à lor requeſte tant de noſtre Sainĉt Pere le Pape, comme de lor Ordinaire. A la parfin toutes choſes, qui à ladiĉte beſogne appartenoient, veües diligemment & conſiderées, & eüe ſur tout deliberation & advis entre nous, Cour garnie ſelon la forme de ladiĉte Paix, ſi comme deſſus eſt diĉt, le Procureur de Roy requerant à grande inſtance, que ſur ſa requeſte, que pluſieurs fois avoit faiĉte & recordée, li fiſſiens & rendiſſiens droiĉts; le Roy noſtre Sire nous requiſt encor, que nous Pairs & Cour garnie, comme deſſus eſt diĉt, fiſſiens & rendiſſiens droiĉt ſur les choſes deſſus diĉtes, & que le jugement & le droiĉt, que nous feriens, fuſt rendu de par nous Pairs deſſus diĉtz & en noſtre nom.

§. 13. Et comme nous ne deuſſions plus attendre par raiſon, d'un commun accord de nous Pairs de France deſſus diĉtz & de la Cour garnie ſelon la forme de la diĉte Paix, & des douze perſonnes deſſusdiĉtes; c'eſt à ſçavoir l'Archevesque de Rouen, L'Evesque de Sainĉt Brioe, L'Evesque de Sainĉt Malo, Monſieur Philippes filz du Roy de France, Comte de Poiĉtiers, Monſieur le filz du Roy de France Comte d'Evreux, Monſieur K. fils du Roy de France Comte de la Marche, Monſieur Guy Comte de Sainĉt Paul, Monſieur Gaucher de Chaſtillon, Conneſtable de France, Monſieur Louys aiſné fils du Comte de Clermont Seigneur de Charolois, Monſieur Berauld Seigneur de Marevil, Monſieur Mille Seigneur de Noyers. Qui tuit en ce faiĉt nous accordasmes de commun conſentement de tous & une ſentence, & jugié fut de par nous Pairs deſſusdiĉts, & en noſtre nom par la bouche de Pierre de Dicy, à qui nous le commismes & commandasmes expreſſement & ſpecialement, diĉt & prononcié: que pour le default de deſſus, & pour les mesfaiĉtz, desobeiſſances & rebellions, que lidiĉt Cuens avoit faiĉt contre la forme de la diĉte Paix en pluſieurs maniers, ſur les quieux & par les quieux comme notoires & manifeſtes, il avoit eſté nommement & ſpecialement ſemons & adjourné ſelon la forme de ladiĉte Paix, ſi comme deſſus eſt diĉt, lesquels mesfaiĉtz, desobeiſſances & rebellions nous tenons pour notoires; lesdiĉtes ſentences pooient & devoient eſtre publiées contre ledit Comte, & lesdiĉtes forfaiĉtures comme encouruës, miſes à execution ſur tous les biens d'iceluy Comte. En tesmoing desquelles choſes nous Pairs deſſusdiĉtz avons mis nos ſeaux à ces preſentes Lettres avec les ſeaux desdiĉts Archevesque de Rouen, Evesque de Sainĉt Brioe, Evesque de Sainĉt Malo, Monſieur Philippes Comte de Poiĉtiers, Monſieur Loys Comte d'Evreux, Monſieur K. Comte de la Marche, Monſieur Guy Comte de Sainĉt Paul, Monſieur G. de Chaſtillon Comte de Porcien, Monſieur Louys de Clermont, Monſieur B. de Marveil, Monſieur Mille de Noyers, eſleus, mis & eſtablis de par noſtre Seigneur le Roy de France ſelon la forme de ladiĉte Paix, ſi comme deſſus eſt diĉt, avec nous ez choſes deſſusdiĉtes. Et nous Li Archevesque de Rouen, Li Evesque de Sainĉt Brioe, Li Evesque de Sainĉt Malo, Philippes Comte de Poiĉtiers, L. Comte d'Evreux, K. Comte de la Marche, G. Comte de Sainĉt Paul, G. de Chaſtillon, L. de Clermont, J. de Clermont, B. de Marveil, M. de Noyers. Qui à ces preſentes choſes deſſus diĉtes fusmes mis & eſtablis de par noſtre Seigneur le Roy deſſus diĉt, & que nous accordasmes audiĉt jugement d'un commun accord & aſſent. En tesmoing des choſes deſſus diĉtes avons faiĉt mettre nos ſeaux à ces preſentes Lettres avec les ſeaux des diĉtz Pairs de France. Données de devant diĉt lundy devant la feſte Sainĉt Pierre & Sainĉt Paul, l'an de grace mil trois cens quinze, ſellées de dix ſeaux de cire rouge.

ANNO 1315.

XXXVIII.

Litteræ LUDOVICI X. *Regis Franciæ de hiis quæ complenda ſuperſunt ſecundum Pacem inter Angliæ & Franciæ Reges utrinque complendis. Datæ Pariſiis d. 26. Junii Anno* 1315. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ &c. Tom. III. pag. 522.] 26. Juin.

LUDOVICUS Dei gratiâ Franciæ & Navarræ Rex, dilectis & fidelibus ſuis Epiſcopo Maclovienſi & J. Comiti Foreſii, ac Magiſtris Guidoni de Particon & G. de Huſto, Clericis noſtris, Salutem & dilectionem.

Cum Gentes illuſtris Edwardi Regis Angliæ, Ducis Aquitaniæ, Kariſſimi Fratris & fidelis noſtri, nos requiſiverint, quod

Cum per formas Pacum, inter inclitæ recordationis, Dominum Philippum, cariſſimum Genitorem noſtrum ex una parte, & claræ memoriæ Edwardum, quondam Regem Angliæ illuſtrem, Genitorem ſuum, ex altera, pro ipſis & eorum hæredibus factarum, omnes ordinationes & paces inter Genitores noſtros & Anteceſſores ſuos prius factæ, firmæ & ſtabiles debeant permanere,

Nos ea, quæ ex parte dicti Genitoris noſtri & noſtrâ complenda reſtant de dictis Pacibus, ſibi & ſuis Subditis faceremus compleri.

Et Gentes noſtræ nobis dederint intelligi, quod ea quæ nos per Paces & ordinationes prædictas facere & complere debeamus, totaliter ſunt ex parte noſtra completa, vel ſi aliqua reſtant, pauca tamen complenda ſuperſunt; dederintque nobis intelligi dictæ gentes noſtræ quod de hiis, quæ dictus Rex Angliæ nobis & Subditis noſtris per Paces prædictas facere & complere debeantur, multa reſtant adhuc complenda:

Vobis, de quorum fidelitate & induſtria plene confidimus, ſeu tribus aut duobus veſtrûm qui præſentes fueritis, ita tamen, quod vos, Epiſcopus & Comes, vel alter veſtrûm, cum aliis, vel eorum altero interſitis, petendi & recipiendi nomine noſtro pro nobis & Subditis

ANNO 1315. noſtris ab Egregio Principe Edwardo Rege Angliæ, Duce Aquitaniæ, cariſſimo Fratre & fidele noſtro, Hærede & ſucceſſore dicti Edwardi Genitoris ſui, vel ab illis, quos idem Rex Frater noſter cariſſimus ad hoc deputaverit vel duxerit deputandos, complementum vel perfectionem dictarum Ordinationum & Pacum, & omnia & ſingula, quæ per ipſum Regem, ratione earum, nobis & Subditis noſtris facienda & complenda reſtant; & quæ ad nos & Subditos noſtros per dictas Ordinationes & Paces, debent, vel poſſent quomodolibet pertinere.

Et etiam complendi & perficiendi pro nobis & noſtro nomine, quantum ad nos attinet & prout tenemur, Paces & Ordinationes prædictas & omnia & ſingula faciendi & complendi, quæ, ratione earum, facienda & complenda ſuperſunt, & quæ ſub partibus eisdem poterunt & poſſunt comprehendi, ad quæ nos teneamus, & quæ ad ipſum Regem Angliæ, cariſſimum Fratrem noſtrum, pro ſe & Subditis ſuis, ratione dictarum Pacum & Ordinationum, pertinere debebunt, plenam tenore præſentium concedimus & committimus poteſtatem.

Volumus etiam & vobis injungimus, quod ad requeſtam & in præſentia Deputandorum per dictum Regem Angliæ Kariſſimum Fratrem noſtrum, ad prædicta ſimilem Pacem habentium, juretis ad Sancta Dei Evangelia, quod in dicto Officio bene & fideliter vos habebitis; & quod jus reddetis & facietis ſuper prædictis, ſecundum conſcientias veſtras; nec omittetis jus facere & dicere, timore, odio vel amore; dum tamen Deputandi prædicti ſimile præſtiterint Sacramentum.

Et ſi qua vobis dubia occurrerint in præmiſſis vel aliquo præmiſſorum, volumus quod vos una cum Deputandis prædictis ea nobis & dicto Regi, quam citius poteritis, remittatis.

Mandantes vobis quod ad prædicta facienda & complenda, in forma prædicta, diligenter intendatis.

Nos enim ratum imperpetuum habebimus, atque gratum, quicquid per vos, aut tres vel duos veſtrûm ſub forma prædicta cæteris abſentibus factum fuerit in præmiſſis.

Dantes, tenore præſentium in mandatis, omnibus Juſticiariis & Subditis noſtris, ut in præmiſſis & ea tangentibus, vobis vel tibi aut duobus veſtrûm, ſub forma prædicta, (quibus in hac parte committimus vices noſtras:) ita tamen, quod ne ſit melior occupantium conditio, ſicut nobis pareant & intendant.

Dat. Pariſiis die viceſimo ſexto Menſis Junii anno Domini Milleſimo trecenteſimo quinto decimo.

XXXIX.

14. Juill. FRANCE ET FLANDRE. *Second Arrêt de* LOUIS X. *ſurnommé* Hutin, *Roi de France, contre* ROBERT *Comte de Flandres & les* FLAMANDS. *Donné le* 14. *Juillet*, 1315. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 80. RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 525-528, où cette même Piece ſe trouve en Latin.]

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, ſçavoir faiſons à tous preſens & à venir, que verité eſt, qu'aprés les grandes rebellions, les guerres, les exceds & les grands mesfaictz, que le Seigneur & les gens de Flandres pour leurs mauvais faictz & pour leur mauvais esmeuement auroient faict à noſtre tres chier Seigneur & Pere & au Royaume, il les receut à Paix, & fut entre luy & eux Paix traictée & accordée, laquelle ROBERT adonc Cuens de Flandres, ſes freres, li nobles & li autres de Flandres ratifierent & promirent ſur pluſieurs peines d'excommuniemens, de forfaictures & autres, de accomplir, garder & tenir fermement & loyaulment à tousjours, & ſans corrompre & ſans venir encontre à nul jour, & ainſy le fiancerent & jurerent ſur ſainctes Evangiles corporellement touchées. Laquelle Paix contient pluſieurs articles, leſquelz le dit Robert & li autres de Flandres n'ont pas accomply, gardé ny tenu, aincois ont faict encontre notoirement en pluſieurs manieres, & à luy dict Robert, que ſon ſiege eſtoit à noſtre dict Seigneur & Pere, qu'il cuidoit eſtre feal, eſleut à luy comme ſon homme & ſon bon Vaſſal, tout fit il ainſi, que par noſtre dict Seigneur & Pere euſt eſté dict ſouffiſamment à ly & à tous ceux de ſon païs preſens pardevant ſes gens dernierement à Arras, que ſi aucun grief, ou aucun tort leur avoit eſté faict de par la partie fuſſent devant luy à certain jour, & il les orroit tous de plein & leur feroit faire bon droict & haſtif, fuſt au dict Robert à donc Comte par ſes Pairs, ſe le cas le deſiroit ou autrement, li comme raiſon le vouroit, & à li & as autres: Li peuples de Flandres par les mauvais rapports, & par les mauvaiſes paroles & faulſes, ** à luy & ſe mirent en rebellion contre noſtre dict Seigneur & Pere, & feirent à luy la guerre ouverte ** que il tient encore ſon fief à noſtre hommage, & qu'il tenoit de noſtre Seigneur & Pere, ne point ne luy en avoit rendu par luy ne par autre. Et comme ſelon la forme de la dicte Paix, le dict Robert & les autres de Flandres ayent requis ſolemnellement & ſuffiſamment leurs Ordinaires, que ils ſans appeller eux & ſans autre procez faire, jettaſſent ſentence d'excommuniement en eux, & d'interdict en leurs Villes, Communautez, leurs Terres & appartenances, tantoſt comme ils n'accompliroient, tiendroient ne garderoient ladicte Paix & tous les articles d'icelle, & comme ils feroient & venroient encontre aucun d'eux; & li ditz Ordinaires les ayent en cette forme jettez; & ayent encore le dict Robert & autres de Flandres ſouffiſamment ſupplié à noſtre Sainct Pere le Pape, qui lors eſtoit, que il les dictes ſentences voulſiſt confirmer ſans eux appeller ne ouir ne ſans autre procez faire & voulſiſt de ſon auctorité Papal jetter ſentence d'excommuniement ſur eux & d'entredictz ſur leurs Villes, Communautez, Terres, Lieux & appartenances d'icelles; Et noſtre Sainct Pere le Pape à leur ſupplication ait confirmé les ſentences desdicts Ordinaires & jettées ſentences d'excommuniemens ſur eux & ſur chacun d'eux & d'entredict en leurs villes, communautez, terres & lieux & appartenances d'icelles; Lesquelles ſentences ils, leurs Villes & Communautez, Terres & Seigneuries, Lieux & les appartenances d'icelles encourroient pour le faict ſeul tantoſt, & toutes fois qu'ils n'accompliroient & tiendroient & garderoient ladicte Paix & tous ſes articles, que ilz feroient ou viendroient encontre en aucun cas, ſi comme il eſt contenu ez Lettres ſur ce faictes: Et par les defaultz, les rebellions & les guerres, que lidit Robert & ſes adherans avoient faict & faiſoient contre noſtre dict Seigneur & Pere, & font encores contre nous en venans contre ladicte Paix, leurs Villes, Communautez, Terres, & Lieux, & les appartenances d'icelles ſoient par ce ** & departis de l'unité & communion de noſtre Seigneur Jeſus Chriſt & de toute Sainéte Egliſe. Et ait eſté ſelon la forme de ladicte Paix en noſtre Cour à Paris par les Pairs de France, que nous y puismes bonnement avoir, du conſeil & de l'aſſentement d'autres bons douze grandz & ſouffiſans perſonnes, Prelatz & Barons, que nous y mismes & eſtablismes en noſtre preſence, ledict Robert adonc Comte appellé & adjourné ſouffiſamment, & defaillant & mis en default, pour ſa contumace jugé, dict & prononcié que pour le default, les mesfaictz, les desobeiſſances, les rebellions & les excés dudict Robert lesdictes ſentences pooient & devoient eſtre publiées, & les forfaictures miſes en execution; Et ledict Robert & les autres de Flandres ſes adherans en accroiſſans ces mesfaicts & exceds ont contraint & contraignent les Preſtres de religion & autres perſonnes d'Egliſe à ce qu'ilz chantent & celebrent les divins Offices, Meſſes & autres ez lieux interditz. Lesquelles choſes deſſusdictes & chacunes d'elles ſont notoires & manifeſtes, ſi que elles ne peuvent eſtre celées par nulle voye, & ſont faictes en grand prejudice & vitupere de Dieu, de l'Egliſe de Rome & de toute l'Egliſe, & en grand leſion de noſtre Royale Majeſté.

§. 2. Pour leſquelles choſes & chacune d'icelles, & pour les autres defaultz, mesfaicts, desobeiſſances & autres juſtes cauſes faictes & commiſes par ceux de Flandres contre noſtre dict Seigneur & Pere, contre nous & contre noſtre Royale Majeſté; Nous qui voulons, comme auſſi y ſommes tenus, ces mesfaitz & ces grands vituperes de Dieu & de Sainéte Egliſe, par leſquelz ledit Robert & ſes adherans ſont partis de l'unité & defenſe de Dieu & de toute Sainéte Egliſe, & ont encouru li crime de noſtre Royale Majeſté leſée, punir, & * * ſi comme droict & raiſon le requiert; conſiderées & examinées diligemment leſdictes choſes, & gardée toute la ſolemnité, qui en tel cas & ſi notoire doibt eſtre gardée: ledict Robert & toutes les perſonnes de la terre de Flandres, que ledit Robert tient en ſa main, de quelque eſtat ou condition, que les dites perſonnes ſoient, qui dedans les Octaves de cette prochaine Magdelaine n'auront eſté pardevers nous ou nos gens pour ſe purger & excuſer des defaultz, des desobeiſſances & des rebellions deſſus dictes, & qui n'apperront par nos Lettres, que reconciliez fuſſent par devers nous; & ſpecialement toutes & chacunes les perſonnes, qui par faict, par parole, par conſeil, par faveur

ANNO 1315. faveur & autre maniere ſont & ont eſté aydans & conſentans des mesfaictz & rebellions & autres choſes deſſuſdictes; comme excommuniez & despartis de Saincte Egliſe, & comme nos rebelles, trahiſtres & parjures & ennemis, & coulpables de noſtre Royale Majeſté bleſſées oſtons de noſtre garde par la teneur de ces preſentes, de toutes auctoritez, dignitez, honneurs, libertez, immunitez & franchiſes, privileges, chaſteaux, terres, & villes, vaſſaux, fiefz, hommages, jurisdictions perpetuelz & à temps, & de toutes autres choſes, & de tous autres droictz & biens, qu'ils ont & peuvent avoir, & que leurs devanciers ont eu, & que advenir leur pourroient au temps à venir par ſucceſſion ou autrement, en quelque maniere que ce fuſt, en tout noſtre Royaume, les privons tous, & decernons eſtre privez de noſtre auctorité royale & de la plenité de noſtre pouvoir, & eux tous & chacun d'eux banniſons, proſcrions de tout noſtre Royaume, abandonnons leurs perſonnes à eſtre ſerfs & eſclaves à tous ceux en cui Royaumes, terres & jurisdictions ils pourroient eſtre trouvez & prins, & s'il advenoit, qu'ils fuſſent trouvez en noſtre Royaume, puis ledit terme desdictes Octaves, nous condemnons & chacun d'eux à la vie perdre, & eſtre juſticiez ſans attendre aucun jugement, ou & en quelque lieu qu'ils fuſſent prins.

§. 3. Et abſolvons par la teneur de ces preſentes Lettres de toutes facultez, hommages, obeiſſances & ſubjections tous ceux, qui à eux ou aucuns d'iceux y ſont tenus par quelque cauſe que ce ſoit; & mettons tous leurs biens, comme confiſquez, forfaictz & commis à nous, à noſtre ban & à noſtre droict. Et defenſe expreſſe faiſons par la teneur de ces preſentes & ſur peine de perdre corps & avoir, que d'oresendroit nul de noſtre Royaume de quelque eſtat ou condition qu'il ſoit, ne marchande avec eux de marchandiſe nulle, & ſi aucuns eſtoient trouvez portans à eux ou rapportans d'eux vivres ou autres marchandiſes, quelles qu'elles fuſſent, nous l'abandonnons à celuy ou à ceux qui le trouveront, & luy donnons tous les biens, qui trouvez ſeront ſur luy & avec luy, mais qu'il nous rende les corps vifz ou mortz; Et tous ceux qui accuſeroient aucuns d'avoir marchandé à eux puis la datte de ces Lettres & en feroient foy, nous leur donnons le tiers de tous leurs biens meubles. Et defendons encore, que nul ne leur paye debte nulle, que deue leur ſoit, pour quelque cauſe, que ce ſoit, ne leur donne conſeil, ayde ne force nulle par mer & par terre, & ſur peine de perdre corps & avoir: Et que tuit & chacun cilz que aucune choſe leur doibvent, ou à aucun d'eux, ou qui ont depoſt gardé & commandé de par eux, auront pour eux ce qu'ils leur debveront ou auront de leurs biens, revelant & denoncant à nous, ou aux gens de nos comptes, ou à nos Treſoriers, ou à ceux, que nous aurons eſtablis en ce cas pour nous, devant les dictes Octaves. Et ſi ne les reveloient, comme deſſus eſt dict, nous à ceux ou à celuy, qui les revelera, octroyons le tiers des meubles de celuy qui recelé l'auroit, & ſeroit le corps du receleur & li bien tins en noſtre volonté. Et abſolvons, delivrons & quittons dés maintenant tous ceux & chacuns, que ausdictz ou à chacun d'iceux ſont tenus en aucunes debtes, depoſtz ou commandes, qui à nous les apporteroient ou à nos gens, comme deſſus eſt dict; & de ces dictes debtes, depoſtz & commandes les en prenons à garantie. Et eſtabliſſons encore par la teneur de ces preſentes Lettres, mandons & commandons, que d'oresendroict nul de quelque condition, noble ou excellente que ce ſoit, de nulles Citez, Chaſteaux, Villes & Univerſitez aux devant dictz de Flandres ou aucun d'eux ne donne publiquement ou en ſecret, ayde, conſeil ou faveur, ſur toutes les peines de corps & de biens, que ils pourroient encourir envers nous, & que depuis le terme desdictes Octaves de la Magdelaine tuit & chacuns cils de noſtre Royaume tuit & chacun eeux de Flandres, qui dedans cedict terme ne ſeroient venus vers nous ſe purger & s'excuſer, ſi comme deſſus eſt dict, puiſſent ledict terme paſſé prenre & arreſter & tous lor biens en quelque part, qu'ilz puiſſent eſtre trouvez; & donnons à ceux, qui les prenront les biens tous que ilz prenront avec eux, mais que ilz nous rendent les corps vifs ou mortz: Et voulons & eſtabliſſons, que il loiſe à chacun ſans peine nulle les occire, ſe autrement ne peuvent eſtre retenus. En teſmoing de laquelle choſe nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes Lettres. Donné à Paris le quatorziesme jour de Juillet, l'an de grace mil trois cens quinze.

XL.

ANNO 1315.

Lettre de ROBERT *Fils du Comte de Flandre à* LOUIS X. *ſurnommé* Hutin *Roi de France, par laquelle il déclare être obligé d'aſſiſter le Comte ſon Pere contre le Roi, qui eſt ſon Seigneur, auquel il renvoye l'hommage & la feauté, qu'il lui devoit. Datée du mois de Juillet, de l'année* 1315. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 83.]

17 Juill. FRANCE ET FLANDRE.

A Tres hault, tres excellent & tres puiſſant Prince ſon tres cher Seigneur, Monſieur LOUYS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, ROBERT Filz au Comte de Flandres ſoit humblement recommandé à ſa tres excellente Hauteſſe. Tres excellent & tres puiſſant Sire: Notoire cauſe eſt, & vous le ſçavez, comment par moy les grandes kieckes de rente heritante de deniers & des autres choſes, que Meſſire mes Peres & ſes gens de Flandres promirent, pour avoir Paix & demourer paiſiblement en leurs eſtatz anciens & franchiſes; mais, Sire, vos Peres leur pardonna tous maltalens, les receut à Paix & à ſa grace, & Monſieur mon Pere en ſon hommage & feiauté de toute la Comté de Flandres entierement en la maniere deſſuſdicte par les convenances desdictes Paix; & ſçavez comment mes devant dictz Sires & Peres & ſes gens ont ja par moult d'années & par moult de payemens accomplis & payez moult grande partie desdictes kieckes, qui leur ont eſté & ſont ſi groſſes & ſi peſantes, que ſi ne fuſt les tres grands deſirs & affections, que il avoit de venir à voſtre grace & d'accomplir & avoir la Paix avec l'ayde de Dieu, ilz ne les puiſſent ſouſtenir ne accomplir. Et comment encore d'abondant mes Sires mes Peres pour plus monſtrer les graces, obeiſſance & humilité, en laquelle y vouloit y eſtre & eſtoit envers Monſieur vos Peres, & le tres grand affection, qu'il avoit de ſa grace acquerir parfaictement, volt & commanda, tout ne y fuſt il de riens aſtrains par la Paix ny faire ne li convenoit, que j'allaſſe & fuſſe en hoſtage avec ſa fille Caſtellaine de Courtray par devers luy; & comment, tres puiſſant Sire, je de mon bon gré & volonté j'allay à ſon commandement & me mis en ſa priſon, ou je demeuray fermement tant & ſi longuement comme il li pleut, jaçoit che ſans mon faict & ſans me coulpe j'y fuſſe tres durement deſtrancé & preſſié pour faict d'autruy.

§. 2. Tel temps fuſt donc oncques Dieu mercy, ne me desmenti, ne me desvoyé de mon bon propos vers luy, comme chil chi n'ententoit eschiver griefz de longue priſon ne peril, mais que je puiſſe par ce Monſieur mon Pere mi & les ſiens faire à ſa grace parvenir. Tres puiſſant Sire, vous ſçavez auſſy comment le trespas de Monſieur vos Peres à vo joeuſe advenue au regne, qui debvroit & doibt y eſtre abondante & pleine de toute grace & pieté, Meſſires mes Peres vous fit humblement pour offrir & offre par Monſieur Jehan de Flandres men Couſin pour mi & pour autre de ſon Conſeil, tout le ſervice & l'obeiſſance, que luy & tous ſes gens pourroient, & qu'ilz vouloient la Paix garder & tenir & accomplir à leur pouvoir; & que mes Sire me Pere eſtoit appareillez & deſirans de venir en voſtre hommage, pourquoy il vous faiſoit ſupplier & ſupplioit humblement, que parmy che vous le vouliſſiez recevoir en vos feauté de la Comté de Flandres entierement, ainſy que mes Sires vos Peres l'avoit par la forme de la Paix receu en ſon vivant; que celle choſe ne vous pleut mie à faire, ainçois le refuſiſtes. Et ſçavez comment aprés mes Sires mes Peres & ſes Païs de Flandres, quand ils virent que che ne vouliez faire ce preſent ſi priez, de ſervir vo volupté pour acquerir vos graces, que oncques tout che il avoit tendis offert eſtoient & vouloient faire tout ce qui defailloit, & pour accomplir des kieckes deſſus dictes; ſi vouloit faire ſi grand & tel meſchef que de demembrer la Comté de ce Païs de Flandres, qui par la forme de ce Paix doit demeurer entiers & de perdre & delaiſſer envers vous ſi grand & ſi noble partie dudict Païs, que vous en tenez contre li forme de ce Paix; par ainſy que vous receuſſiez Monſieur mon Pere en vos hommages de tant & peu, que luy demeure au remanent, & au tel point d'eſtat & de franchiſe, comme on le tenoit anciennement du temps du Roy Sainct Louïs, & encore pour plus ſuivre vos volupté & acquerre vos grace, ſe vouloient ilz deporter & deporteroient de avoir atempmens ſur grande plaincte de durtez, & de pouvoir prejudicier à leur franchiſe, lesquelz

ANNO 1315. lesquelz vos pooiez & deviez bien atempner & ramener à raison, se il vouluſt ſans amener vos ſequerage ; & jacoit que ilz puiſſent & deuſſent par droict expreſſe convenanche de ce Paix demander & avoir toutes les choſes deſſus dictes, que ilz vous ont ſuppliez que ſans vous Sire, que ils ne vous ont tendre ſupplier par maniere de grace & de pitié, & ſe grand humilité, que le Subjez pooit ſuppler à ſon Seigneur pour vos courages plus mouvoir à faire deſcendre à ce que ilz puiſſent mieux avoir vos bienveillance & grace, & demourer en ferme Paix de ſougez envers vous. Et s'il fuſt ores ainſy, que il ne la puiſſe demander mie par la forme de ce Paix, ſi pourroient & debvroient ils fermement eſperer & tenir, que vous au temps de vos joyeuſes advenues au regne, & à leur humble ſuppliement oſteriez tous mauvais uſages & nouvelletez a levées en prejudice de leur encheue eſtat & franchiſes ; & les remettriez à leurs anciennes couſtumes & droictures, mesmement quand vous l'avez ainſy faict & octroyé ez autres de vos Regnes, qui le vous ont requis & demandé par droict & par eſcevoir.

§. 3. Tres puiſſant Prince on void quaſiment que ** ainſy il ne vous plaiſt de prendre à leurs ſupplications, ne à ce qu'ilz puiſſent avoir vos graces ne Paix parfaictement ; mais quand plus ſe ſont obey & humiliez, quand plus ont humblement ſupplié, & quand plus ont les kierkes deſſus dictes accomplies & payées, tant ſeroient ils en tenavant d'année en année & de jour en jour plus & plus de vos graces & de Paix avoir, allongés bien appert evidemment. Car mes Sires mes Peres & ſes gens de ſon païs de Flandres ce faiſoient pour offrir & pour efforcer le mieux & le plus obeïr & ſervir à vous, la Paix tenir & accomplir & de venir en vos hommage. Vous à l'encontre d'iceux vous y eſtes alloyé du Comte de Hainault ſon ennemy, qui le veult desheriter par tel corrent, ſi com vous conſeans tres expreſſement, que Meſſires mes Peres ne ſe pais ne ſe pouvoient avoir ne arront Paix à vous, ſi le Cuens & ſes gens de Flandres n'euſſent rien promis, payé ne accomply, que qu'ilz ont faict & ne deuſſent dou remanent denier en payer & paiſiblement jouir de leur eſtat & franchiſe, ne que vous avec nous en avez eu & receu, peuſſiez ne deuſſiez tout le remanent du Païs acquerre ne avoir comme forfaict, ne Monſieur mon Pere foreng, ny deshonneur. Et jaçoit que les gens du Païs de Flandres ſoient ſimples, ne ſont ils mie ſi ignorans, qu'ilz ne voyent bien & apperçoivent à quelle entente on faict & peut faire tels choſes &quelz perilz en peuvent ſuivre & advenir.

§. 4. Pourquoy tres puiſſant Sire, je Robert devant nommez, que toutes les choſes deſſusdictes veues, voy & appercoy, ſi comme il me ſemble, tourner & tendre au deſertement & deſtruction de men Seigneur mon Pere & de ſon Païs de Flandres, ausquelz je ſuis plus aſtraintz, que à nulle creature du monde, ne puis ne dois par raiſon plus voir, porter ne ſouſtenir les trop grandes durtez, inhumanitez & meschief, que on leur faict, ainçois m'aſtrainct droictz de nature & de ſang & li foiautés, que je dois à Monſieur mon Pere & che dont je ſuis en ſon hommage, que je li ſoie aydant & confortant à mon pouvoir ; Et tout ſoit il ainſy, que je ſois tenu à vous pour la raiſon du fief Brougey, que je tiens de vous pour le cauſe de vos Comté de Champagne, ſi ſuis je plus tenu de garder l'eſtat & l'honneur de Monſieur mon Pere, & que je ſuis auſſy bien hors du fief & autre ce abſtrainct par nature & par chen, ce que dict eſt ; que ſi je metray avec luy & en ſay wie pour ſouver l'honneur & l'eſtat de luy & de ſon Païs mesmement à leur defenſe, & en ſouſtenant leur bon droict, certes qui eſt clair & notoire à Dieu & au monde, je ne me croy de rien mesfaire ne ne mesfais envers Vous, parquoy mes fief doit eſloigner de moy. Tres puiſſant Sire, ſi me departs de Vous triſte dolent & en tres grand amertume de cœur de ce que ces choſes ſont ainſy, & me tray à la partie de Monſieur men Pere & par dans * * Gher Lorfebure Moine de l'Abbaye Sainct Adrien, de Gercanmont de l'Ordre Sainct Benoiſt de la Veschie de Cambray, & par Frere Jehan Deagy Canonne de Niveni de l'Ordre de Premonſtré de ladicte Veschie, ou par l'un de aux porteur de ces Lettres vous renvoye l'hommage & le fojauté, dont j'eſtois obligez à Vous pour la raiſon de mon fief deſſusdict, que je tenois de Vous, & ſi ainſy eſtoit que je ne peuſſe che que dict eſt pourſuivir en retenant mon fief, ſi y renonche jou, ſauve la proteſtation devant dicte.

§. 5. Tres puiſſant Sire, noſtre Sire Dieu par ſa miſericorde, qui de tous à mercy, qui humblement le requiert & prie, vous doint bon conſeil & loyal, parquoy il vous plaiſt à ce descendre, que mes Sires mes Peres, mes gens & ſes Païs de Flandres ayent puiſſance par vos grez parfaictement venir à vos grace & amour, & nous doint venir courtement le jour, que nous le puiſſions ſentir & vous ſervir à joye vrayement, ce que nous deſirons ſur tout aprés Dieu. Et pour ce que ce ſoit choſe ferme & ſtable & certaine, Je Robert Filz au Comte de Flandres deſſusdict ay faict mettre à ces preſentes Lettres mon ſeel faictes & données le Jeudy devant la Magdelaine, l'an de grace mil trois cens quinze. Et ſont lesdictes Lettres ſeellées en double queuë de parchemin ſur cire verte.

ANNO 1315.

XLI.

Lettre de LOUIS X. *Roi de France à* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, par laquelle il le prie & le ſomme de vouloir faire arrêter tous les Flamands, avec leurs Biens, qui ſe trouveront dans les Païs de ſa Domination. A Crecy le* 18. *Juillet* 1315. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 488. où cette Lettre eſt inſerée, par meprise, entre les Pièces de l'année 1314.]

18. Juil.

LOYS, par la grace de Dieu, Roys de France & de Navarre, a haute Prince, noſtre treschere Frere & feal, Edward, par cele mesme grace, Roy d'Engleterre, & Duc d'Aquitaigne ſalut, & bone amur.

Come, ou vivant de noſtre treschere Seigneur & Pere, entre lui d'une part, & Robert adonc Conte de Flandr. & les Flament d'autre, euſt eſte traitie & certeine accort de Pais, pur la quele tener & garder fermement a touz jours, ſaunz jamais venir encountre, il obligent leur perſones, & touz leur biens, ſouz quelcumque Jurisdiction, & en quelconque lieu il porroient eſtre trove, ſi come il eſt plus plainement contenue es Lettres faites ſus icele Pais.

Et, apres ce (qar il ne tenoint, ne gardoient la dite Pais, ſicome il s'eſtoient oblige & tenu y eſtoyent, ains venoient & faiſoient encontre) le dit Robert, appelle ſuſiſament, ſolonc la forme de la Pais, en noſtre Court a Paris, en noſtre Palais, par devant les Piers de France, ait eſte tenu, par le Jugement des Pers & de la Court garnie, ſicome il appartenoit, pur defaillant du tout de tenir & de garder icele Pais, ſicome il ſi eſtoit obliger, & y eſtoit tenuz, & de venir & faire encontre :

Et, avec ce, ait eſte pronouncie, par celui Jugement, les forfaitures eſtre commiſes & encourues encontre lui.

Et encore, apres tout ce, li dit Robert, & tout le pays de Flandr. avec lui, ſe ſoint mis notoirement en Rebellion, & en guerre ouverte, contre nous, & noſtre Roiaume, ſicome chascun ſcet :

Nous, pur ces choſes, leurs perſones, & touz leurs biens avons expoſez & abandonnez a toutes maneres de Genz, qui les porrent trover, en quelque lieu que ce ſoit, pur eſtre ſers & esclaves en leurs perſones a touz jours, & leur biens a eſtre forfaiz a ceus, qui les pouront trover.

Pour ceo nous vous requeroms, ſus la feaute & l'amour en coi vous eſte tenu a nous, & les Aliances qui ſont entre vous & nous, que les diz Flamenz, nos enemiz, avec touz leur biens, la ou il porront eſtre trouve, ſouz voz deſtroitz, faitez penre, & mettre pardeveres vous, ſicome forfaiz a vous, ſers & esclaves, a touz jours.

Et, que vous ſoiaz miez enfourmez de toutes ces choſes, nous vous envioms, avec ces Lettres, les Jugementz & condemnations, faites ſolempnement contre nos diz Enemiz, ſi les faites publier per vos terres ; ſi que vous ne s'n puiſt excuſer, per cauſe de ignorance.

Donn a Crecy le 18. jour de Juignet, l'an de grace 1315.

XLII.

*Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, par laquelle il ordonne à tous les Vicomtes de ſon Roiaume de tenir la main à ce que les Flamans, ennemis du Roi de France, ſoient banis de ſes Etats. Donné à Nicole le* 1. *Sept.* 1315. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 533.]

1. Se

LE

ANNO 1315. LE Roi as Viscountes de Londres, ſaluz. Pur ceo que, en les Alliaunces, faites entre Sire Philippe, nadgueres Roi de France, e noſtre chier Piere, que Dieus aſſoille, pur eus & pur leur Heirs & leur Succeſſours (les queles Alliaunces furent, & ſont affermes d'une part & d'autre) eſt contenu que l'un ne receptra, ne ſuſtendra, ne confortra, ne fera confort ne aide as enemis de l'autre, ne ſeoffra qil eient comfort, ſocours, ne eide, ſoit de Gentz d'Armes, ou de vitailles, ou d'autres choſes, queles q'eles ſoient, de ſes terres, ne de ſon Poer;

Mes defendra, ſur peine de forfeture de cors, e de avoir, e empeschera a tout ſon Poer liaument, en bone foi, que les ditz enemis ne ſoint receptez, ne confortez es terres de ſa Seignurie, ne de ſon Poer, ne qu'el n'oient confort, ſocours, ne aide, ſeit de Gentz d'Armes, des Chivaux, d'Armure, des vitailles, ou d'autres choſes, queles q'eles ſoient:

Et que l'un ne receptra les bannitz du Roiaume l'autre, ne les ſeoffra a recepter en ſes terres, ne en ſon Poer; einz les fra voider dedenz qarante jours:

Et tresnoble Prince, e noſtre trescher frere, Sire Lowys, a ore Roi de France, nous ait ſignifie que les Genz de Flaundre ſont ſes enemis, e banniz de ſon Roiaume:

Nous, vouillaunte faire, en ceſte partie, ceo que faire devoms ſolom la forme des Alliaunces avauntdites, vous maundoms, fermement enjoignantz, que vous facetz crier e publier en noſtre dite Cite de Loundres, que toutz Flemengs, enemis & banniz del dit Roi de France, ſur forfetur de cors e devoir, veudent noſtre Roiaume dedentz qarante jors apres la feſte del exaltacion de la Seinte Croitz prochein avenir:

E que nul de noſtre Roiaume, ne de noſtre Poer, ſur la forfeiture avauntdite, face a le Flemengs, enemis e bannis del dit Roi de France, confort, ſocours, ne Aide de Gentz d'Armes, Chivaux, armure, vitailes, ne d'autres choſes, queles q'eles ſoient, contre la forme des Alliances avantdites:

Et ceo ne leſſez en nule manere:

Et n'eſt une noſtre entencione que ceſtes choſes s'estendent as Flemengs, mariez, e demorantz en noſtre Roiaume.

Don. a Nicole, le premer jour de Septembre.

Auſieles Lettres ſont enveiez a chescun Viscounte d'Engleterre.

XLIII.

16 Sept. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Cardinales deprecatoriæ pro eligendo novo Papa. Datæ apud Rameſey die 16. Sept.* 1315. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 534.]

VENERABILI in Chriſto Patri, Domino Dei gratiâ, Hoſtienſi & Veletrenſi Epiſcopo amico ſuo cariſſimo, Edwardus &c. ſalutem, & ſinceræ dilectionis affectum.

Redeuntes ad nos dilecti & fideles noſtri, Gilbertus Pecche & Antonius Peſſaigne de Janua (quos noſtros ſpeciales Nuncios ad vos & quosdam alios ſacri Collegii Cardinales deſtinavimus cum Litteris noſtris de Credentia ſuper Creatione Papæ futuri, quantum cum Deo poſſet fieri, & prout in voto gerimus, feſtinandâ) nobis viva voce ſerioſius retulerunt, quod ipſos & Noſtrum Nuncium, vobis per ipſos expoſitum, conſolatione vultûs hillaris admiſiſtis, & exponentes, ac expoſita gratioſius audiviſtis, adicientes quod, circa præmiſſa, pro honore Dei, & exaltatione Eccleſiæ Militantis, ac commodo totius fidei Orthodoxæ, ſecundum gratiam de ſuperiûs datam, omnem diligentiam apponeritis & operam efficacem: unde, continuata hujusmodi voluntate ſanctificata, à Deo condignum meritum affectioni veſtræ retribui quæſumus, & vobis ad grates aſſurgimus ſpeciales.

Verùm quia ex tanta, & tam longæva vacatione Sanctæ Romanæ Eccleſiæ, Matris noſtræ, terra ſancta, Hæreditas noſtra, ex creatione futuri ſummi Pontificis expectando ad —— debet, membra ipſius Eccleſiæ, dicti Paſtoris Summi ſolatio non ſuffulta, titubare contingit; &, quod dolendum eſt, populus in ſe murmurat & divulgat quod Mater noſtra, Sacroſancta Romana & Univerſalis Eccleſia, per quam, Paſtore eidem præſidente, in fide dirigi ſperamus, ex tam dampnoſa vacatione ejusdem Paſtoris ſolatio miſerabiliter deſolatur.

Paternitatem veſtram affectuoſis precibus in Domino deprecamur, quatinus ad Deum omnipotentem, cujus ſponſa, Eccleſia Sancta, in terris fluctuat, & ad ipſius Eccleſiæ Paſtoralem conſolationem intuitum dirigentes, eidemque Matri noſtræ de tali Paſtore, qui aſſumptum terræ ſanctæ prædictæ negotium promovere, & inter Chriſtianos, guerris & ſeditionibus ſubductis, pacem & unionem confovere deſideret, cum celeritate deſiderata ſtudeatis, quantum in vobis eſt, providere; & Confratres veſtros, ſi qui, quod abſit, non concordes fuerint, ad unionem caritativam allicere, & ad præmiſſa, ad honorem Dei & Eccleſiæ ſuæ ſanctæ, feſtinanda & complenda pro viribus procurare. Dat. apud Rameſey 16. die Septembris.

Eodem modo ſcribitur cæteris Cardinalibus.

ANNO 1315.

XLIV.

*Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre à* LOUIS X. *Roi de France, pour s'excuſer auprès de lui de ce qu'il ne peut pas employer toute ſa Flote contre ſes Ennemis de Flandres, quoi qu'il y en deſtine une partie. Donnée à Dytton le* 18. *Septembre* 1315. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 535.] 18 Sept.

ATres-excellent Prince, e ſon treschier Frere, Sire Lowis, par la grace de Dieu, Roi de France e de Navarr, Edward, par cele mesme grace, Roi d'Engleterre, Seignur d'Irlond, & Ducs d'Aquitaine, ſalutz, oue encres de honur, e victoire de ſes enemis.

Treschier Frere, nous resceumes nadguerres vos Lettres de requeſte, que nous vous aidiſſons de noſtre Navie contre vos enemis de Flandre.

Sur quoi, Sir, vous feſoms ſavoir, que nous avoms grant deſir e volunte de faire, en totes choſes, ceo que purra torner a honur e profit de vous, e a bon esploit de vos buſoignes contre vos ditz enemis.

Mes, chier Frere, vous ſavez ben, coment nous avoms eſte, einz ces heures, preſſez par nos enemis d'Escoce; e puis ſont il entre noſtre terre d'Irlond, e il ſont arſons, roberies, e touz les autres maus de guerre, q'il pout commiſes;

Par quoi nous ordenasmes n'adgueres, par noſtre conſeil, avant que veſtre guerre de Flandr. ſe comenca, d'enveer tote la Navie, que nous purrions extrere, vers les parties d'Irland, e auſuit devers le Eſt, pour grever nos enemis avantditz, e l'envaismes depiezca.

Dont nous vous prioms, que vous nous teignez a excuſez de ceo, que nous ne pooms furnir veſtre requeſte a ore, ſi pleinement, come nous deſirions, par les dites reſons, que nous poiſe forment.

Ne pour quant nous avoms mande a nous Amirails de noſtre dite Navie, d'une part, e d'autre, q'il purchacent a vos ditz enemis tout le damage, q'il ſaveront, e purront.

Et auſuit avoms mande & eſtreitement comande a nous feals e loiaux, Monſire Humfrei de Littlebury, e Monſire Johan de Sturmy, queus nous avioms aſſigne Amiraus a Cheventeins d'une partie de noſtre Navie, que nous avions aſſigne pur grever nos ditz enemis, e pur garder la coſtere de la Mer, que eus, ſanz delai, voiſent oue cele Navie contre vos ditz enemis, ſolom ceo q'il vous plerra ordener, pur grever vos ditz enemis, ſi come les noz, à tout lour Poer. Don. a Dytton le 18. jour de Septembre.

XLV.

Teſtament de FERRY IV. *Duc de Lorraine & Marchis, par lequel, entr'autres choſes, il recommande l'execution des Teſtaments de* THYBAUT *ſon Pere & de* MARGUERITE *ſa Mere; Il confirme certains Dons faits par lui auparavant à* AUBERT *Seigneur de Hardonviller, & prie le* ROI DE FRANCE *de tenir la main à ce que ſes Diſpoſitions ſoient executées. Avec* L'ACCEPTATION *& Promeſſe dudit Roi ſur cela. A Paris au Mois de Septembre* 1315. [La Véritable Origine des Maiſons d'Alſace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 155. ainſi numerotée par erreur, mais qui doit être 157. *Tiré des Archives de Lorraine.*] Sept.

ANNO 1315. *En nom dou Pere & dou Fil & dou Sainct Esperit, Amen.*

NOus Ferris Dus de Loherenne & Marchis, Faisons sçavoir à tous & donnons connoissance par cét present Escrit, que nous en nostre bon appencement, bon avis & bone memoire, pour le remede de nostre ame & des ames de nos anteceſſeurs, Faisons & ordonnons nostre Testament deviſe & derrienne voluntez en la fourme & en la maniere que cy apres en cét preſent Escrit eſt contenu. Premiers, Nous voulons, diviſons & ordenons que nos deps ſoient paiés entierement & nos forfaits amendés & rendus ſi comme raiſons ſeiunt & droits le porterait, à tous les Leus, Engliſes, & Abbayes & à toutes autres perſonnes où nous ſeriens tenus pour tout nostre temps de nostre fait & de nos mespriſons. Apres nous voulons & diviſons que nostre Executeur de nostre Testament, acqueſtent & acheptent trente livres de terre à tournois petis pour mettre & affigner ou leu ou nostre ſepulture ſeroit pour un Chappellain qui chanteroit Meſſe tous les jours apres nostre decés pour nostre ame & pour les ames de nos anceſſeurs; Encore voulons & ordonnons que nos maisnies que nous ont ſervi Chevalier, Escuyer, Chappellains Clercs, & autres ſoient guerredonnés & bien payés par nos Executeurs, ſelons ce qu'il trouveront qu'il nous averont plus longuement & lealement ſervis, & volons encor & ordonnons que tous lesdites courtoiſies & affignemens que nous avons fait ſoit en meubles ou en heritages ſoient de valoirs, & les confermons par cettes nostre Testament en la forme que nous l'avons donné & octroié. Et ſpecialement nous voulons & octroyons que par les bons ſervices, l'amour & la leautei que Auberiés de Paroies nostre Escuyer, fils Monſieur Aubert Seigneur de Hadonviller Chevalier qui fuit, nous ait fait & portei par lonc temps toutes les choſes en mobles & en heritages que nous luy avons donneis devant ce que nous fuſſiens Dus, & puis que nous ſommés Dus, C'eſt à ſçavoir Tenttru, Fraiſſe, Ceſſair & Beuaimenſil & les bans & les appartenances desdits Leus, enſi comme lidis Meſſires Aubers Peires, lidit Aubert tenoit les choſes deſſusdites quand il les vendait à nostre chier ayeul le Duc Ferry, & tout ce que nous li avons donei & affignei à Hadonviller en ban & en appartenances, & autre part où que ce fuit li demourent & li ſoit laiſſiez paiſiblement & franchement, pour luy, pour ſa femme & pour ſes hoirs à tousjoumais. Et ſe nul de nos hoirs fuit Ducs ou freires ou ſuers ou autres pour eals aloit ou venoit par ſa force, ou par plait ou en autre maniere contre les dons & aſſignement que nous avons fait audit Aubert, Nous en oblijons par cet preſent Testament, & mettons en la puiſſance & en la Seigneurie de tres-haut & tres-excellent Prince nostre tres-chier Signour Louis par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre pour le faire tenir toute nostre terre que nous tenons de luy en fief & en homaige: Et prions, voulons & requerons & donnons plaine puiſſance à nostre tres-chier Signour le Roy deſſusdits, que reſtabliſſement fut fait audit Aubert de nostre terre que nous tenons de nostre chier Signour le Roy de France à doble vaillance de la terre que on li ofteroit par force ou par plait ou en autre maniere, & que li domaiges ou couſtenges que il en averoit lui fuiſſent deffait & en creuz lidit Aubers de ſes domaiges ou couſtenges par ſon ſimple ſerement ſans autre preuve. Et voulons & ottroïons audit Aubers, que tous les heritaiges que nous li avons donnei & affigné devant ce que nous fuiſuens Dus, & puis que nous fuimes Dus en quelque lieu qu'ils ſoient ſi com deſſus eſt dit qu'il pour li & pour ſes hoirs les ait & tiengnent franchement & quittement comme ſon propre alluef, & que lidis Aubers ou ſui hoir les puiſſent repanre s'il lor plaiſoit en tout ou en partie de Signour ou de pluſieurs Signours de cui que lour plairoit. Et pour toutes les choſes deſſusdites que nous faiſons & deviſons en cet preſent Testament, en deps & en forfaits, en reſtitutions, en almosnes, accomplir & faire entierement, nos en obligeons nostre ville de Nancey, les bans & les appartenances de ladite Nancey, le Cheiſtel d'Amance & toute la Chaſtellerie & les appartenances entierement, & les mettons en la main & en la ſaiſine de nos Executeurs & mainbours de nostre Testament, pour tenir en lor mains franchement ou à lor commandement, & lever & prenre tous les proffits, toutes les iſſuës, rentes, debtes, & toutes autres revenues en ban & en Juſtice quels qu'elles ſoient & puiſſent eſtre, jusques à tant que nostredit Testament ſoit accomplis entierement, au dit & au jugement de nos Executeur. Et pour plus grande ſeurtei faire & tenir ladite Nancey, le Chaſtel & la Chaſtellerie d'Amance & les appartenances de lever & recevoir les proffits, les rentes & les iſſues d'iceuls Leus deſſusdits, nous en obligeons & mettons en la main de nos Executeurs & en lor ſaiſine toute nostre terre que nous tenons en fiei & en hommage de nostre tres-chier Signour le Roy de France, avec ce que nous l'avons ja obligié pour le devant dit Aubert nostre Escuyer, & prions & requerons à nostre chier Signor le Roy deſſusdit; & li donnons plain pooir que il veille faire ſaiſir tantoſt apres nostre decés ladite terre que nous tenons de luy, & tenir en ſon demaine pour l'une & pour l'autre obligation, ſi comme meſtiers ſerait pour nostredit Testament accomplir, & pour ledit Aubert ſaiſeir des choſes deſſusdites. Toutesfois que cils ou celle de nos freres & ſereurs qui tenroient ou tenir deveroient Nancey, le Chaſtel d'Amance, la Chaſtellerie & les bans & les appartenances d'iceuls Leus metteroient nul empeschement en nostredit Testament à la requeſte de nos Executeurs ou doudit Aubert ſe beſoign li eſtoit, jusques à tant que cils ou celle de nos freres & ſereurs qui tenroient ou tenir deveroient ladite Nancey, le Chaſtel d'Amance, & les bans & les appartenances auroient fait & donnei ſeurté & caution ſouffiſant à la volonté de nos Executeurs pour nostredit Testament accomplir & au grei doudit Aubert, toutesfois que le requeroit, que de nulle choſe il n'empescheroient nostre Testament au dit & au jugement de nos Executeurs & au gré le dit Aubert ſelon ce que beſoin ſeroit pour l'un & pour l'autre en tout ou en partie. Et voulons encor & ordenons que le Testament diviſe & darrienne voluntés de nos anceſſours, c'eſt à ſçavoir de nostre chier aiuel le Duc Ferry, de nostre chier Pere le Duc Thibault, de nostre chiere Dame Marguerite Ducheſſe de Loherenne & d'autres dont nous pourrions & deverions eſtre chargés ou ſeriens tenus de paier ou aſſevir, qu'elles ſoient accomplies ou aſſevies entierement en la fourme & en la maniere que li Testament nostre chier Peire le Duc Thiebault le dit, contient & adviſe, liquels Testament Monſiour mon Pere, qui eſt ou doit eſtre à Luneville ſoit mis en la main de nostre amei frere Maheu, ſi comme nostredit Pere le vot & le chariait, & pour ce faire s'il ne l'en avoit chargiei, ſi l'en cherions nos par cet preſent Testament d'accomplir entierement, & pour mieux faire & accomplir ledit Testament nostre chier Pere, nos l'en obligeons & mettons en main & en ſaiſine avec le Chaſtel d'Enville & la Chaſtellerie que li eſt obligée pour item faire toute la Duchié de Loherenne fuer mis & retenui & exceptei de ladite Duchei le doaire Madame Isabel tres-chiere compagne & femme, & ainſi exceptei fuer l'affignement de la terre que li eſt fais de par nous Beilrolbairt à ſaint Diey, à Pisciemberth en bans & en appartenances de ces mesmes Leus. Lequel affignement nous li avons fait pour l'argent & les deniers que nous priesmes en li pour tenir franchement, jusques à tant que lidis argent & denier li ſoient rendu en la maniere que les Lettres le deviſent que de ce ſont faites ſaeillées de nostre ſaeil. Et voulons & commandons que tuit noz ſubget de quel condition qu'il ſoient de la terre doudit doaire & de l'affignement respondent à li obeiſſent en tout cas pour le temps qu'il lor commançoit, einſi comme il devroient faire à nos ſe nos eſtiens en vie, & voulons & commandons à Monſiour Burnitre de Riſtet, que il rendet & delivret tantoſt apres nostre decés la terre que il tient de nous en Allemagne qui appartient au doaire de nostre dite compaigne & femme, einſi comm' il fut accordé de par nous & ledit Signour Burnitre. Nous faiſons ordenons & eſliſons nos Executeurs & mainbours de nostre dit Testament & diviſe nos amés & feiables Monſiour Jean Signour de Baon Chevalier nostre couſin, & Monſiour Pierre Seigneur de Haucourt Chevalier, & leur cheriens ſur lor armes & ſuf la foy qu'il nous doivent, que il mettent haſtiblement à toſt à bonne fin nostre dit Testament à lor pooir à nos couſtanges raiſonnables quant pour le fait de nostre temps. Et pour toutes les choſes deſſusdites faire & accomplir ſi comme il eſt deſſus deviſé, nous lor mettons de cét jour tantoſt apres nostre decés en main ſaiſine tous nos meubles quels que il ſoient com puet doit appeller mobles as uſaiges & aux couſtumes de nostre Duchié en mettons en plaine poſſeſſion & Seigneurie, pour item faire que deviſé en avons pour nostre fait de nostre temps. Encor eſt à ſçavoir que nous mettons de cét jour apres nostres decés nosdits Executeurs en mains & en ſaiſine, les quinze mil livres de tournois petis, desquels Nobles Princes Edoüars Cuens de Bar, eſt tenus à nous par nos boins esploits à payer à jour certain, pour nos deps, & nostre dit Testament accomplir einſi comme nous

ANNO 1315. nous l'avons dessus devisei pour nostre temps. Encor voulons, prions & commandons à nos Executeurs de Testament & en qui nos nous fions en cét cas que de nos meubles & des quinze mil livres & des rentes & des yssuës qu'il leveroient de Nancey, d'Amance & des bans & des appartenances faicent & assevissent entierement nostredit Testament pour nostre fait & pour nostre temps, einsi comme dessus l'avons devisé, & s'il avoit point de remuement apres les choses dessusdites faites & accomplies de nos mobles, nos volons & devisons qu'il soit donné as bonnes gens de Religions pour chanter Messes & faire prieres pour nous & pour nos ancessours, & aussi aux povres gens selon ce qu'il sembleroit bon à nos Executeurs. Et voulons & ordonnons que nostredit Executeurs aient tel pooir, tel droit, telle authorité & telle action en nostredit Testament comme nous le poons donner generalement & spécialement par forme de Testament divise, derraine volunté d'escriture ou de Codicille, & pource que toutes les choses dessusdites soient fermes & stables confermées & de valoir, avons nos mis nostre saiel en cét nostre devise & Testament, & avons supplié & requis, supplions & requerons à tres-haut & tres-excellent Prince nostre tres-cher Seigneur LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, que il veillent mettre son seel en cét present Testament avec le nostre saiel, & que les choses dessusdites entant comme elles ly touchent & puent toucher, veille faire tenir, si comme dessus est dit comme Sires.

ET nous LOUIS par la grace de Dieu Roy de France dessus dis, à la supplication & à la requeste de Noble Prince nostre amei Cousin FERRY Duc de Loherenne & Marchis dessus dit, avons mis nostre saiel en cét present Testament avec le sien saiel, pource que toutes choses dessusdites soient fermes & stables, si les promettons à faire tenir en la maniere dessusdite comme Sires, entent comm' il nous touchet & puet toucher des choses dessusdites. Cen fuit fait l'an de grace nostre Seigneur mil trois cens & quinze ou mois de Septembre.

Nos autem ad supplicationem dicti Ducis prædicta omnia & singula rata habentes & grata ea volumus, laudamus, approbamus & tenore præsentium confirmamus nostro in aliis & alieno in omnibus jure salvo, quod ut ratum & stabile permaneat in futurum, præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum, Actum Parisiis anno Domini millesimo trecentesimo, quinto decimo, mense Septembris. Seellées d'un grand Seel de cire verde sur double queüe.

XLVI.

5. Octo. *Literæ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Cœtum Cardinalium, quod ad electionem Summi Pontificis summa cum celeritate procederent. Datæ Ebori die 5. Octobris Anno* 1315. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ &c. Tom. III. p. 537.]

VENERABILIUM in Christo Patrum, Dominorum, Dei gratia, Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium Cœtui reverendo, Edwardus eadem gratiâ &c: Salutem & Spiritus Sancti gratiâ in instanti electionis negotio, ac favore caritatis & concordiæ, illustrari.

Agente præsentis malitia temporis, & multitudine peccaminum exigente undique bella prosiliunt & seditiones & scandala oriuntur; Unde habet quod doleat Mater Ecclesia, habent & fideles populi quod deplorent; quos ex consequenti necesse est multis exinde perplexitatibus circumvolvi.

Quæ profecto incommoda eo generalius pululant, & amplius insolescunt, quo deest Pastor universalis Ecclesiæ, qui veluti tenens in terris locum Dei, oberrantes possit ad viam salutis reducere & cœlestis doctrinæ pabula gregi Dominico in domu Domini jugiter ministrare.

Quapropter cum nuper de, felicis memoriæ, Domini Clementis nuper summi Pontificis, nobis fuisset obitu certitudinaliter nunciatum, sperabamus firmiter quod vestra circumspectio, utilitate communi pensata, non finisset diu ipsam Romanam Ecclesiam, Matrem nostram, remansisse Pastoris regimine desolatam; sed ei potius de Pastore idoneo celeriter providisset.

Verum de ipsius creatione Pontificis, rumore nobis, jam sub diutina præstolatione lassatis, ut optavimus, non delato, ex indivisibilis dilectionis affectu, quem ad Matris ubera gerimus, ipsi compatimur Ecclesiæ viduatæ, & compatiendo turbamur, ut doloris non sit expers cui Materna suavitas comunicat dulcedinis alimenta. ANNO 1315.

Numquid non ingens dolor est Filiis universis, quod Romana Mater Ecclesia, quæ omnium fidelium Mater est & Magistra, tam diu Pastore caruit? Et grex Dominicus permissus est, quasi in invio, oberrare?

Cur non attenditis quæ, exactis temporibus, ipsius Ecclesiæ prolixa vacatio, quæ prædecessorum vestrorum dissensio nota dispendia intulerunt? Cur non præteritorum consideratio vos edocet mala declinare præsentia, & futura pericula præcavere?

Vestram igitur devotionem rogamus & obsecramus in Domino Jesu Christo (qui vos, velut Ecclesiæ suæ columpnas, per gratiam suam constituit, ut partem solicitudinis & Regni in ipso habeatis) quatinus, habentes præ oculis ipsum solum; ac considerantes attentius negotii magnitudinem, quod vobis incumbit dum de creatione agitur gregis Dominici directoris: ac assumptum terræ Sanctæ negotium (quod ex ipsius assumendi Pontificis ut plurimum dispositione & directione dependet) & quod, ex vacatione diutina dictæ Ecclesiæ, posset (quod absit) faciliter retardari) agatis in Domino viriliter, & totis conatibus laboretis ut Pastor idoneus præficiatur celeriter dictæ Ecclesiæ viduatæ.

Absit enim à vobis hoc grande malum, ut cujusquam vestrûm in se, aut suos reciprocet appetitus, ut videatur velle aut sapere quæ sua sunt, non quæ Dei; set talem in Patrem & Pastorem universalis Ecclesiæ finceris mentibus, nudâ electionis conscientiâ, præficere studeatis, qui, pollens virtutibus, & Deo per vitæ meritum adjunctus, fideles populos per universum orbem diffusos, possit in viam pacis dirigere, & eis semper quæ Domino sunt placita per salubria monita judicare.

Teste Rege apud Eborum 5. die Octobris.

Per ipsum Regem.

XLVII.

Traité entre LOUIS X. *surnommé* Hutin, *& la Noblesse d'*ARTOIS. *Fait l'an* 1315. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 85.] FRANCE ET ARTOIS.

C'EST li Traictiez faict entre Monseigneur le Conestable, Monseigneur J. de Bealmont Mareschal de France & Monseigneur Regnault de Lor Seigneur de Lor d'une part pour le Roy; & les Nobles d'Artois & tous les autres Alliez de la leignée Picarde d'autre. Premierement li Alliez doivent remettre en la main Monseigneur le Conestable pour le Regent les Chasteaux d'Artois, & rendre les choses & meubles levez. Ce est cen que li Alliez requierent, que on leur face; Premierement que jusques à donc que la Comtesse d'Artois aura seellées les Convenances faictes entre li d'une part, & les Alliez d'autre pardevant le Roy Loys, Gouverneur soit mis au païs d'Artois de par le Roy, qui ne soit mie soupceneux ausdictz Alliez; liquez jurra au Roy ou à son Lieutenant à garder le pays d'Artois selon les us & coustumes anciennes, & jurera à garder toutes les Convenances faictes & accordées entre lesdictz Alliez, & celles qui sont faictes entre la Comtesse d'Artois & lesdictz Alliez; Jurera, que il gardera lesdicts Alliez & leurs ensuivans à son pouvoir de toutes forces de tous dommages, qui advenir leur pourroient parmi la Comtesse d'Artois ou de par les siens ou d'autres pour les debatz, qui ont esté & sont encore entre eux jusques aujourd'huy. Et que se lidict Gouverneur sçavoit aucuns maux, qui advenir puissent à eux par ladicte Comtesse ou de par les siens, contre lesquelz il ne peuit contrester de luy, il leur annonceroit, & leur ayderoit à contrester à son pouvoir & fera ledict Gouverneur jurer les bonnes Villes, que elles luy ayderont en ce faisant.

§. 2. Item ils veulent, que le Roy ait enconvenu, que ladicte Comtesse n'entrera en Artois, jusques à tant qu'elle aura seellé & accordé les Convenances, qui furent entre li & lesdictz Alliez, desquels Messire Regnauld de Lor en porte le manuscrit. Item que ledict Regent baillera ses Lettres speciaux en la forme & maniere, que le Roy Loys les bailla, & les fera seeller de ses freres & de ses oncles. Item se il trouve, que ladicte Comtesse ou sa gent ait levé aucunes choses à tort dedicts Nobles, ledict Regent est tenu dou faire retablir.

ANNO 1315. Dec. ARTOIS.

XLVIII.

Traité de Paix entre MAHAUD *Comteſſe d'Artois, & la* NOBLESSE *dudit Pays, fait par l'entremiſe de* LOUIS X. *Roi de France. Au mois de Décembre* 1315. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 86.]

PHILIPPUS Dei gratia Rex Franciæ & Navarræ, notum facimus univerſis præſentibus & futuris, nos vidiſſe & receptiſſe quasdam Litteras, formam, quæ ſequitur, continentes.

II. LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, ſçavoir faiſons à tous preſens & à venir, que comme nous qui deſirons la Paix & bonne amour entre nos feaulx & ſubjectz, & eschiver à tout noſtre pouvoir le contraire, regardant & conſiderant diligemment les maux, grands perils & dommages, qui puent naiſtre & venir par aucuns descords meus entre noſtre tres chere Couſine & feal MEHAULT Comteſſe d'Artois d'une part, & nos amez & fealz les Nobles d'icelle Comté, leurs aydans, & tous leurs confortans d'autre part; en euſſiens prié & requis noſtre dicte Couſine, que elle nous voulſiſt croire de tous ces descordz ou debatz deſſusdictz: à la parfin & nous ennuit respondu en la preſence de nos chers & fealz Philippes de Poictiers, Charles de la Marche, Charles de Valois, Louis d'Evreux Comtes nos Oncles; Louis de Clermont, Jean de Clermont, Robert d'Artois, nos Couſins: Le Comte de Savoye, le Comte de Bouleigne, le Comte de Foreſtz, le Seigneur d'Emergueil, le Seigneur de Noyers, le Seigneur de Senly, Herpin de Derkery noſtre Conſeiller, & de tout noſtre grand conſeil; & que elle nous avoit tousjours creu, & croiroit tousjours, & ſeroit tousjours tout ce que nous li conſeilleriens: & que totte choſe que nous vouſſiſſiens faire elle n'iſteroit de noſtre conſeil ne de noſtre ordonnance, ſpecialement des debatz deſſusdictz, & apres ce feismes nous en la preſence des deſſus nommez ſemblable requeſte ausdictz Nobles, qui ont gracieuſement comme bons & feaux ſubjectz octroyé, voulurent, octroyerent & accorderent, que nos des choſes deſſusdictes puiſſions faire & ordonner tot à noſtre pleine volonté, & que ilz le tiendroyent fermement à tousjours.

III. Pourquoy nous qui prismes cette charge ſur nous pour le bien de Paix, laquelle nous deſirons moult eſtre à tousjours entre eux, par la vertu du pouvoir à nous donné desdictes Parties, ſi comme eſt dict deſſus, heüe grande deliberation ſur lesdictes choſes, avons ordené, dict & prononcé, ordenons, diſons & prononçons en la maniere, qu'il eſt cy deſſous contenu.

§. 1. Premierement que toutes les haines, & toutes rancunes, toutes offenſes & tous courroux ſoyent relaschez & mis jus & pardonné de bon cuer d'une part & d'autre.

§. 2. Item ladicte Comteſſe & Robertz ſes filz jureront dés maintenant à tenir & garder fermement bonne Paix au Païs d'Artois, & à leurs Alliez & à tous ceux, qui pour eux ſe ſons meſlez de ces beſoignes; Et que jamais elle, ne Robertz ne autres pour eux, dommage, maul, ne vilennie ne feront, ne faire feront par aux ne par autruy: ne occaſion ne querront dou faire ne dou faire faire à nulle ville ne à nulle perſonne ſinguliere de quelconque condition qu'elle ſoit, ne en corps ne en biens, ne à leurs hoirs, pour occaſion de nulle choſe, qui ſoit advenue jusques aujourdhuy, qui touche ou puiſſe toucher lesdictz Alliez ou leur aydans: ainçois ſi elle ſçavoit, que maul leur deuſt venir par les debatz deſſusdictz, elle les garderoit à ſon pouvoir, & prendra la dicte Comteſſe Guillaume de Vienne en mari, qui tenra cet accord. Et eſt à ſçavoir, que ſe aucun desdictz Alliez a chacié ez garennes anciennes de la dicte Comteſſe, elle les porra ſeurre & approchier par droict & par loy, & emporter telle amande, que elle debvra; ne en ceu lesdictz Alliez n'y mettront force ne empechement.

§. 3. Item ladicte Comteſſe les couſtumes en la maniere, que nous les avons ſeellées, faicte foy de plein, que elles ſoient telles au païs, comme nous les avons ſeellées, & les couſtumes que ſeellées ne ſont mie, qui ſeront trouvées avoir eſté uſées au païs d'Artois dou temps Sainct Loys, elle les ſeellera & fera tenir desormais en avant fermement, & les fera jurer à ſes Baillis; & ſera cette preuve de cettes couſtumes por gens dignes de foy, Chevalliers, Escuyers, Clercs, Bourgeois & Advocatz, que li dis Nobles ameneront à ce prouver devant la dicte Comteſſe, ou ceux, que elle y deputeroit, preſens aucuns de nos gens, que nous y metterons à la requeſte de la dicte Comteſſe, cex comme il nous plaira ſans ſoubçon. ANNO 1315

§. 4. Item tuit cil de qui la Comteſſe tient terres ou juſtices ſans lox, ſans jugement données par aucuns cas qu'ils ayent advoué à leur droict, ou veulent advouer, laquelle choſe eſt contre la couſtume dou païs, ſi comme ils dient, ſoient dés maintenant remis au leur, & reſtitution faicte pleniere de ce qu'on a levé du leur, faicte avant foy, que la couſtume ſoit telle. Et ſe ladicte Comteſſe a aucune action contre eux, ſi les face adjourner en leurs Chaſtellenies, & ceu que droict li en donnera ſi empoit.

§. 5. Item s'il eſt enſi que la dicte Comteſſe requiſe ſouffiſamment, ſelon ce que on doit requierre ſon Seigneur pour couſtume de païs, defaille de faire droict ou lox, ou le desnie à faire à aucune perſonne quelle que elle ſoit en cas criminel ou civil; ſe ladicte perſonne requiert depuis aux hommes de ladicte Chaſtellerie, que ils ceſſent tant comme droictz & lox li ſoient fais; que li dis hommes ſoyent encoires à faire ceſſer tantoſt. Et ſe la dicte Comteſſe deſtrie encoire à faire droict ou loy, & que par la ceſſation premiere elle ne veuille faire droict à la dicte perſonne de li homme de ladicte Chaſtellerie, qui ceſſe ou requierre aux autres Chaſtelleries dou païs qui ceſſent auſſy: que cilz des autres Chaſtelleries dou païs ſoient tenus de requierre la dicte Comteſſe, que elle face droict, & ſi elle à leur requeſte ne fait faire droict dedans quinze jours paſſez, les autres Chaſtelleries ceſſeront à faire droict jusques à tant, que droict ſoit faict au premier; & ſi par ledict cas elle deſtrioit encore à faire droict, nous la contraindrons tantoſt à faire droict.

§. 6. Item pour ce que lidict debat ſoit meu en partie pour le gouvernement des gens de ladicte Comteſſe, ſi comme li dictz Nobles & leurs aydans dient, la dicte Comteſſe pour le païs aſſeurer, qui ſoit bien gouvernez, mettra à noſtre requeſte tant comme il nous plaira, & que nous verrons que bon ſera dou faire, eſpecialment jusques à tant, que li païs ſoient bien raſſeurez & raffermez, ciex Baillifs, comme nous li nommerons.

§. 7. Item par ce que lidictz Nobles dient, que ilz ont moult de griefz cas à propoſer contre Maiſtre Thierry le Prevoſt d'Aire, ilz les propoſeront devant li Evesque de Therouenne ſon ordinaire, ou devant ſes deputez a ceu, & li dict Evesque ſi li ſemble, que li cas ſoit tel qu'il requiere retention de perſonne, il le fera prendre, & requierra s'il veolt noſtre ayde à mener le au Païs d'Artois por oir les complainctes contre luy & por luy defendre, & por recevoir droict, & à ſa requeſte nous le ferons; Et donra lidict Maiſtre Thierry, au cas ou il ne ſeroit pris, pleiges d'eſter à droict, & rendre ce qu'il ſera trouvé, qu'il aura eu à tort d'autruy, & ſe on ne propoſe, regardé que il n'y ait mie priſe de ſa perſonne, ſi ira lidict Maiſtre Thierry ou Païs d'Artois por oir les autres complainctes contre luy, & luy defendre ſoubz noſtre garde, en telle maniere, que li dictz Nobles ne leur aydans ne li facent nul mal; & ce li dict Evesque de Therouenne vouloit commettre à autres gens de noſtre Conſeil Clercs, à faire l'enqueſte ou le droict faire qui appertiendra dudict Maiſtre Thierry, ſi bailleriens nous volentiers à la requeſte dudict Evesque & dou païs gens convenables & non ſouſpeçoneux à faire les choſes deſſus dictes: Et eſt bien noſtre intention, que pour ce que lidict Maiſtre Thierry eſt moult hay au pays, que en nuls cas comment qu'il adviegne, il ne demeure au Païs de Picardie, ne ſes freres, ne ſa ſour, ne ſes Neuveux.

§. 8. Item des cas desquiez on ſe plaindra de la dicte Comteſſe, nous nous ferons enquerre de la verité par bonnes gens non ſoupceneux; Et ce qu'il ſera trouvé avoir eſté malfaict, nous le ferons adrecier par noſtre main. Des autres cas, desquiez on ſe plaindra des gens de ladicte Comteſſe, ladicte Comteſſe en fera ſçavoir verité par aucun preudhomme, que nous ly donnerons, & amander ſelon le droict & la loy du païs: & ſe le cas eſt trouvé tel contre les gens de ladicte Comteſſe pourquoy ils doivent eſtre oſtez de leur ſervice, ils en ſoient oſtez tantoſt à tousjours ſans jamais remettre.

§. 9. Item pour ce que ladicte Comteſſe dit ou veolt dire, qu'il y a aucuns cas là ou les amandes ſont à ſa volenté, nous avons accordé, que elle les declare le pluſtoſt que elle pourra, pour ce que les choſes puiſſent demeurer pour le temps qui eſt à venir en clair & en ſeur eſtat.

§. 10.

ANNO 1315.

§. 10. Item por plus fermement tenir les choſes deſſusdictes & chacune d'icelles nous avons ordené, qu'avec le ſerment ladicte Comteſſe & Robertz ſes filz feront ces dites choſes tenir, Nous de noſtre pouvoir Royal contraindrons ladicte Comteſſe & Robertz à tenir & garder toutes les choſes deſſusdictes; nous voulons que ſe ladicte Comteſſe vouloit enfraindre lesdictes convenances ou aucunes d'icelles, que nos chers frere & oncle ne ly aydent de rien à cen faire, ainçois ſeront aydans & confortans à contraindre ladicte Comteſſe à garder les choſes deſſusdictes. Et auſſy ſe lidictz Nobles, leurs aydans & confortans venoient encontre les choſes deſſusdictes, nous les contraindrons à garder fermement toutes les choſes deſſusdictes en tant comme il deveroit toucher à eux, & obeir à ladicte Comteſſe ſelon ce qu'ilz ly ſeront. Et promirent lidictz Nobles illecque preſens pour eux & por tous les autres des païs, de cui ilz eſtoient advouez, & chacuns por loyaulment & bonne foy & por leurs ſermens corporellement baillez ſur les Evangiles, que ils tendront & garderont fermement à tousjours, ſans jamais venir à l'encontre, & accompliront les choſes deſſusdictes, & chacunes d'icelles feront tenir, garder & accomplir ſans fraude; & feront & procureront, que tuit li autres de leurs païs les tendront. Et ſe aucuns ne les vouloient tenir, ou vouliſſent venir encontre, ilz les ayderoyent à contraindre à tenir les choſes deſſusdictes en toutes les manieres, que il nous plairoit; & à ce s'obligent ilz & leurs hoirs, & tous leurs biens preſens & à venir; & pour ce que ce ſoit plus ferme & plus ſtable à perpetuité.

ANNO 1315.

§. 11. Nous promettons loyaulment en bonne foy, & à ce nous obligeons nous & nos ſucceſſeurs, nos biens & les leurs, que nous ferons tenir, & garder, & accomplir toutes les choſes deſſusdictes, & chacunes d'icelles; & contraindrons & ferons contraindre tous ceux ou celuy qui viendroyent ou feroyent venir & faire encontre ces choſes ou aucunes d'icelles, ou qui ne les voudroyent garder, tenir & accomplir en tous cas. Ou tesmoing de laquelle choſe nous avons faict mettre noſtre ſeel en ces Lettres. Donné au Bois de Vincennes, l'an de grace mil trois cens quinze, au mois de Decembre. *Quod eſt confirmatum à Domino.*

XLIX.

9. Dec. URI, SWITZ, ET UNDERWALDEN.

Bündniß der dreyen Ländern / Ury Schweitz und Underwalden / zu beſchirmung und behaltung Leib und Guts. Geben zu Brunnen / am nächſten Zinstag nach St. Niclauſen Tag de anno 1315. [Tiré d'une Information de Droit préſentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de Conſtance, ſous le Titre de **gründliche Information über des Hochſtiffts Conſtanz Jurisdiction bey deßen in der Schweitz gelegenen Landſchafft.** Aux Preuves Chap. VIII. Num. VIII. Il ſe trouve auſſi dans LUNIG Teutſch Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abth. I. Anhang IV. pag. 204.]

In Gottes Nahmen / Amen!

WAn menſchliche Sinne blöd und zergenglich ſeind / daß man der ſachen und der Dingen die langwirig und ſtäte ſollen bleiben / ſo leichtlich und bald vergiſſet; Durch das / ſo iſt es nutz und notürfftig / daß man die Sachen die den Leuthen zu frieden und zu gemach / und zu nutz und ehren aufgeſetzt werden / mit geſchrifft und mit Brieffen wüſſentlich und kuntlich gemacht werden. Darumb ſo kunden und öffnen wir / die Landlüth von Ury und Schweitz und von Underwalden allen denen / die dieſen Brief leſend oder hörend leſen / daß wir darumbe / daß wir fürkomend und fürſehend die Herte und die ſtrenge des Zeits / und wir beſter baß mit frid und mit gnaden bleiben / und wir unſer Leib und gut beſter baß beſchirmen und behalten möchten; So haben wir uns mit Trewen und mit Eyden ewiglich und ſtätigelich zuſammen verſichert und verbunden / alſo daß wir bey unſeren Trewen / und bey unſeren Eyden verbunden / gelobt und geſchworn hand / einandern zerathen und ze helffen mit Leib und mit gut in unſerem Coſten / innerthalb und uſſerthalb Lands / wider alle die und wider einen jeglichen / der Uns oder unſern dekeinen gewalt oder unrecht thete / oder thun wolte / an Leib oder an gut / und beſchehe darüber unnſer dekeinen dekein ſchaden an ſeinem Leib / oder an ſeinem guet / dem ſollend wir beholffen ſein deß beſten ſo wir mogen / daß es ihme gebeſſert oder wider thon werde / zu Mimne oder zu Rechte. Wir hand auch das auf uns geſetzt / bey demſelben Eyde / daß ſich unſer Lendern keines noch unſer keiner beharren ſolle / oder dekeinem Herren nemmen / ohne der andern willen und ohne ihren Rathe: Es ſoll aber ein jeglich Menſch / es ſeye Weib oder Mann / ſeinen rechten Herrn oder ſeiner rechten Herrſchafft zimblicher und glimpfflicher Dienſten gehorſamb ſeyn / ohne die oder den Herrn / der der Lenderen dekeines mit gewalt angreiffen wolte / oder unrechter dingen benöten; Denen oder dem ſoll man dieweile en keinen dienſt thuen / unz daß ſie mit den Länderen ungerichtet ſind. Wir ſeind auch deß übereinkommen / daß der Länderen dekeines / noch der Eidtgenoßen keines / dekeinen Eidt oder dekein Sicherheit zu den uſſeren thuen / ohne der anderen Lenderen oder Eidtgenoßen Rath. Es ſoll auch dekein unnſer Eidtgenoßen dekein geſpräch mit den üßeren han / ohne der andern Eidtgenoßen Rath / oder ohne ihre Erlaube / dieweil unß daß die Lender unbeherret ſeint. Were auch jemands / der der Lenderen dekeines verriete oder hingebe / oder der vorgeſchriebenen dingen dehains brächе oder übergienge / der ſoll trewloß und Meinayd ſeyn / und ſoll ſein Leib und gut den Lenderen verfallen ſein. Darzu ſeind wir übereinkommen / daß wir keinen Richter nemmen noch haben ſollend / der das Ambt kauſſe mit pfenningen oder mit anderem guet / und der auch unſer Land-Amman nit ſige. Were auch / daß ſich dekein mißhelle oder dekein Krieg huebe / oder uſſerſtunde under den Eidtgenoßen / darzu ſollen die beſten und witzigſten denn thomen / und ſollend die krieg und die mißhelle ſchlichten und

XLIX.

9. Dec. URI, SWITZ, ET UNDERWALDEN.

*Traité d'Alliance entre les trois Cantons d'*URI, *de* SWITZ, *&* *d'*UNDERWALD, *pour la Défenſe & Conſervation de leurs Biens & de leurs Perſonnes. Fait à Brumen le Mardi après la St. Nicolas. Ann.* 1315. [LEIBNITZ Cod. Jur. Gentium Diplom. Part. I. pag. 69.]

Au nom de Dieu, Amen.

COMME il ſoit, que la memoire de l'homme ſoit debile & tranſitoire, de ſorte que facilement l'on oublie les choſes qui doibvent long temps durer, eſtant utile & neceſſaire, que ce qui eſt pour la Paix & tranquillité, & pour l'honneur & proffict des Peuples ſoit redigé par escript; à cette cauſe Nous les Payſans d'URY, de SCHUITZ & d'UNDERWALDEN faiſons à ſçavoir à tout ceux, qui liront & oirront ces preſentes, que conſiderans & prevoyans les occurrences du temps & pour mieux demeurer en Paix & union, auſſi pour tant mieux aſſeurer & deffendre nos perſonnes & nos biens: Nous nous avons perpetuellement & inviolablement par noſtre bonne foy & ſerment enſemble conjoincts & aſſeurez, promis & jurez de nous aſſiſter, favoriſer & ayder les uns les autres avec corps & biens à nos despens dedans & dehors nos païs contre tous ceux, qui uſent de force ou voudroient uſer à l'endroit des perſonnes & biens de nous ou des noſtres; Et ſi aucun dommage advenoit à aucun de nous à ſon corps & à ſon bien, nous luy aſſiſterons tant, que faire pourrons, à ce que cela luy ſoit recompenſé amiablement ou par juſtice.

§. 2. Nous nous ſommes auſſi reſolus par les deſſusdicts ſermens, que nul de nous desdicts pays ne permettra & n'endurera eſtre gouverné par Seigneurs, ne recevoir aucun Prince & Seigneur, ſans l'advis & conſeil de l'autre, toutes fois un chacun, ſoit homme ou femme, ſera tenu rendre le debvoir & obeiſſance raiſonnablement à ſon vray Prince ou Seigneur, excepté à ceux, qui par force voudroient aſſaillir ou contredire a choſe contre equité aucuns desdicts pays, à ceux la que l'on ne rendra nul debvoir ne ſervice jusques à ce qu'ils ſoient d'accord avec lesdicts pays.

§. 3. Nous avons auſſi accordé, que nul desdicts pays ne aucuns de nous desdicts alliez de ſoy mesme ne debvra faire ſerment, ny aucune alliance avec les autres, particulierement ſans le conſeil des autres pays & alliez: pareillement nul de nosdicts alliez, ne tiendra parlement ailleurs a part avec les noſtres ſans l'advis des autres alliez ou de leur conſentement, veu & attendu que les dits trois pays ne ſont gouvernez par Seigneurs.

§. 4. Si quelqu'un entreprenoit de vouloir trahir aucun desdicts pays ou rompre & transgreſſer ces choſes icy escriptes, un tel ſera tenu pour deſloyal & parjure & ſera ſon corps & ſon bien confiſqué audict pays.

ANNO 1315. hinlegen / nach Minne oder nach Recht; und wederer theil das verspräche / so sollen die anderen Eidtgenoßen dem andern Minne oder Rechtens beholffen sein / auf eines schaden der da ungehorsamb ist. Würde auch dekein Stoß oder dekein krieg zwischen denen Lenderen und ihro eins von dem andern weder Minne noch Recht nemmen wolt / so soll das drit Land das gehorsam schirmen und ihme Minne oder Rechtens beholffen sein. Were auch / daß der Eidtgenossen dekeiner den andern zu todt schluege / der soll auch den Leib verlieren / er möge dan beweren als ihm erteilt würd / daß er es nothwerde seines Leibs gethan habe. Ist aber daß er entweicht / wer ihne den huset oder hofet oder schirmet innerhalb Lands / der soll von dem Land fahren und soll nit wieder in das Land komen / unß daß ihn die Eidtgenoßen mit gemeinem Rath wider emladen. Were auch / das der Eidtgenoßen dekeiner den andern dieblich oder freventlich brante / der soll nimmermehr Landmann werden / und wer ihn huset / hofet oder gehaltet / der soll einem seinen schaden abthuen. Es soll auch niemand den andern pfenden / es sige dan geldt oder Bürge / und soll dannoch das nit thuen / wan mit seines Richters erlauben. Es soll auch ein redlich mann seinem Richter gehorsamb sein / und seinen Richter zeigen innerhalb Lands von dem er durch Recht solle stan. Wer auch dem gericht widerstünde / oder ungehorsamb were / und von seinem Ungehorsamb wegen der Eidtgnoßen dekeiner in schaden käme / so sollend ihn die Eidtgenotßen zwingen / daß dem schadhafften ihren Schaden von ihme werde abgethan. Und durch daß die vorgeschriebene sicherheit und die geding ewig und stät bleibend / so hand wir die vorgenanten Landleuthe und Eidtgenoßen von Ury / Schwyß und von Underwälden unsere sigille gehenkt an disen Brieff / der ward geben zu Brunnen / da man zahlt von Gottes geburthe dreyzehen hundert Jahr und darnach in dem funfzehenden Jahr am negsten Zinstag nach Sanct Niclausen Tact.

L.

1316. 20. Fev. *Epistola* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* HAQUINUM *Regem Norwegiæ, de restitutione detentæ Navis facienda. Data apud Lincolniam die* 20. *Februarii, Anno* 1316. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 552.]

MAGNIFICO Principi, Domino H. Dei gratia Regi Norwegiæ illustri, Amico suo carissimo, Edwardus &c. salutem, cum successibus semper prosperis & votivis.

Gravem dilectorum nobis, Burgensium Villæ nostræ Berwici super Twedam querimoniam recepimus, continentem quòd, cùm ipsi nuper quandam navem suam, diversis bonis & mercimoniis, ad valentiam quingentarum viginti & septem librarum, quatuordecim solidorum & octo denariorum, nuper in partibus Flandriæ carcari fecissent, ducendam exinde usque ad dictam Villam Berwici, ad negotiandum ibidem de eisdem: Dictaque navis, in eundo supra mare versus Villam prædictam, impulsu venti contrarii, usque ad portum vestrum del Wyke casualiter fuisset agitata; quidam Ballivi & Ministri vestri dictam navem cum omnibus bonis & mercimoniis prædictis, in ea existentibus, voluntarie arrestârunt & ea ceperunt ad opus vestrum, ut dicebant; sicque eadem navis, bona & mercimonia, eisdem Burgensibus hactenus, contra justitiam, detenta fuerunt, & adhuc detinentur, in ipsorum Burgensium grave dispendium & depauperationem manifestam.

Et quia eisdem Burgensibus nostris circa recuperationem bonorum & mercimoniorum suorum prædictorum, congruo remedio subvenire volumus, ut tenemur, Magnificentiam vestram affectuosè requirimus & rogamus, quatinus dictis Burgensibus, vel eorum Attornatis, seu Procuratoribus, has Litteras nostras vobis deferentibus, debitam restitutionem de navi, bonis & mercimoniis prædictis, secundum juris exigentiam, nostris precibus, fieri faciatis; ita, si placet, quòd non oporteat nos per ipsos sollicitari amplius ex hac causa.

Et, quid inde, ad nostri rogatum, duxeritis faciendum, nobis rescribere velitis per præsentium portitorem.

Dat. apud Lincolniam vicesimo die Februarii.

§. 5. Nous avons aussi arresté de non recevoir ou avoir aucun Juge qui par argent ou autres biens acheptera l'Office, & qu'il ne soit de nostre pays. ANNO 1315.

§. 6. Au cas qu'il survienne different ou guerre entre nous lesdits Alliez, en ce cas seront ordonnez les plus sages & plus capables pour appaiser & appointer tels differends & guerre, amiablement ou par justice. Et la partie qui s'y accordera, les autres Alliez luy assisteront amiablement ou par justice aux depens de l'autre partie, qui ne voudroit obeir.

§. 7. Survenant aussi different ou guerre entre nous lesdicts trois pays, & que l'un d'eux qui auroient different, n'en voudroit condescendre à la justice ou amiablement, en ce cas le troisieme assistera l'autre, soit par justice ou amiablement.

§. 8. Si aucuns de nous lesdicts Alliez faisoient homicide celuy perdra aussi la vie, s'il ne preve qu'il l'ayt faict son corps deffendant; & s'il s'absentoit, celuy qui le logera, entretiendra ou protegera dedans le pays, iceluy vuidera le pays & n'y entrera, jusques à ce que tous les Alliez par commun consentement & advis les y rappelleront.

§. 9. Si aucuns de nous lesdicts Alliez temerairement & par meschanceté endommageroit un autre par feu, un tel ne sera jamais receu pour payſan; & celuy qui le logera & entretiendra, supportera le dommage qu'il auroit faict à l'autre.

§. 10. Nul ne gaigera un autre, si ce n'est un pleige ou fiance & si ne le fera que par le consentement de son Juge; ou chacun aussi doit estre obeissant à son Juge & monter au Juge dedans le temps celuy devant lequel il se doit presenter, où qu'il vient demander en droict.

§. 11. Celuy qui resistera à la Justice, ou qui sera desobeissant, & que à cause de sa desobeissance aucuns de nosdicts Alliez en fussent interessez, nosdicts Alliez le contraindront à supporter tel dommage & interest.

§. 12. Et affin que les asseurances & choses y dessus escrites demeurent perpetuellement & fermement, nous les susdits Payſans & Alliez d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden avons fait pendre nos sceaux à ces presentes; qui furent faictes à Brumen, l'an apres la nativité de nostre Seigneur treize cens quinze, le premier mardy apres le jour de Sainct Nicolas.

LI.

1316. 1. Av. *Tabulæ Fœderis inter Judices, Consules & Universitatem terræ* WORTSATIÆ *atque Consules & Universitatem Civitatis* HAMBURGENSIS *initi, quibus mutuam sibi pollicentur assistentiam contra quoscumque* Turris novæ Ocht *Aggressores. Dat. in nova Ocht anno* 1316. *feria quinta ante festum Palmarum.* [PETRI LAMBECII Rer. Hamburg. Lib. II. pag. 81. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. Absatz XXIII. pag. 933. d'où l'on a tiré cete Pièce.]

NOS Judices, Consules & Universitas terræ Wortsatiæ recognoscimus, & tenore præsentium firmiter protestamur, quod cum honorabilibus Viris amicis nostris specialibus, & dilectis Consulibus & Universitate Civitatis Hamburgensis, quadam speciali amicitia & mutuo juvamine perpetuo duraturis compromisimus nos & confœderavimus per hunc modum. Quod ipsos in terra nostra & ubicunque potuerimus, debebimus fideliter promovere, & singulariter, si aliquis, seu aliqui Principes, Barones, aut terrarum Domini, sive quicunque pacis æmulatores Turrim nove Ocht, quam dicti Consules & Cives Hamburgenses pro salute nostra & omnium Mercatorum exstruxerunt & custodiunt multis laboribus & expensis, infestaverint, obsederint, vallaverint, seu præsumserint expugnare, debebimus cum ipsis, & ipsi una nobiscum hujusmodi invasoribus & pacis æmulatoribus totis terræ nostræ viribus armata manu concorditer resistere, & eorum injustas violentias mutuo juvamine repellere fideliter & constanter. In cujus rei testimonium sigillum terræ nostræ duximus præsentibus apponendum. Datum & actum in nova Ocht, Anno Domini millesimo trecentesimo sexto decimo, feria quinta ante festum Palmarum.

LII.

ANNO 1316.

LII.

2 Avril. *Epiſtola* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* HAQUINUM, *Regem Norwegiæ, ſuper damnorum utrinque illatorum negotio componendo. Data apud Wyndeſoram* 12. *Aprilis an.* 1316. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. III. pag. 556.]

MAGNIFICO Principi, Domino H. Dei gratiâ, Regi Norwagiæ illuſtri, Amico ſuo cariſſimo, Edwardus, ejusdem gratiâ, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitaniæ, ſalutem, & ſinceræ dilectionis affectum.

Litteras veſtras, ſuper dampnis, hominibus noſtris per veſtros, & veſtris per noſtros, ut refertur, hinc inde datis & illatis, amicabiliter pacificandis, noſtris Litteris, prius vobis inde directis, nuper recepimus reſponſales; continentes quòd affectatis ut aliqui, noſtro, & hominum, ac Mercatorum de Regno noſtro, per veſtros dampna paſſorum, nomine ad tractandum inde, in Regnum veſtrum mitterentur.

Super quibus vobis duximus intimandum, quòd, licet deceret, ex diverſis cauſis, quod veſtri erga nos venirent, ad tractandum ſuper negotiis antedictis; verumptamen, pro bono pacis & mutuæ dilectionis, ac communionis, inter Subditos noſtros & veſtros nutriendo, dilectos nobis, Bernardum Barran, Siglanum Sus, & Johannem de Walton, Mercatores, infra Regnum noſtrum converſantes, ad tractandum, noſtro, & hominum, & Mercatorum noſtrorum prædictorum nomine, unà cum illis, quos pro vobis & veſtris deputaveritis, ſuper dampnis hinc inde datis & illatis, ut eſt dictum, & reformatione ac ſatisfactione eorumdem, ad vos duximus deſtinandos.

Rogantes quatinus ipſos velitis gratioſe admittere: & pro præmiſſis faciendis & complendis, pro vobis & veſtris, alios, pacis, dilectionis & communionis prædictorum zelatores, cum feſtinatione commoda deputare: jubere etiam negotium illud, quatenus bono modo fieri poterit, maturare; ut ſic idem negotium, ad communem utilitatem noſtrorum & veſtrorum Subditorum, valeat expediri.

Et, quid inde duxeritis faciendum, nobis per aliquem dictorum, Bernardi, Siglani & Johannis, verſus nos priùs primitùs venientem, ſi placet, reſcribatis.

Dat. apud Wyndeſoram duodecimo die Aprilis.

LIII.

8 Mai. *Litteræ Patentes* EDWARDI II. *Regis Angliæ, de Civitate Burdegaliæ Coronæ Angliæ & Cameræ Regis annexanda. Dat. apud Weſtmonaſterium die* 18. *Maii.* 1316. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 560.]

REX Univerſis, præſentes Litteras inſpecturis, ſalutem, & præſentibus dare fidem.

Regalem decet Magnificentiam fideles & bene meritos, & præcipuè illos, qui fidei conſtantis fervore Regiis beneplacitis adhæſerunt, & laudabilia obſequia impenderunt, favore regio communire: & quanto fideles hujusmodi ad tam utilia obſequia inveniuntur proniores, tanto eos debet Regiâ benivolentiâ gratioſiùs amplecti, & inter ſibi peculiares meritò numerare; ut ſic ad grata obſequia ſubditi ſe reddant impoſterum promptiores, & Præſidentes obſequentibus majorem gratiam exhibeant & favorem.

Cùm itaque, dilecti & fideles noſtri, Jurati & Communitas Civitatis noſtræ Burdegaliæ, Progenitoribus noſtris, quondam Regibus Angliæ, & Ducibus Aquitaniæ, ac nobis, temporibus transactis, laudabiliter deſervierint, in obſequiis dictorum Progenitorum noſtrorum & noſtris labores indefeſſos ſuſtinendo: & jam nobis ſupplicaverint ut ipſos, licet in noſtra benivolentia & gratia, ſicut cæteri fideles noſtri, recumbant, velimus noſtræ Cameræ annectere prærogativâ dilectionis ſpecialis;

Nos, ad grata & laudabilia ſervitia, per ipſos & eorum Anteceſſores, Progenitoribus noſtris prædictis, & nobis impenſa, noſtræ conſiderationis intuitum dirigentes, ſperamus etiam quòd, quatenus ipſos, & Civitatem noſtram prædictam, noſtris, & Hæredum, ac Succeſſorum affectibus ſpecialiùs conjunxerimus, eatenus nos, Hæredes, & Succeſſores noſtri, illos, & eorum Hæredes, ac Succeſſores inveniemus in futurum ad noſtra, & Hæredum, ac Succeſſorum noſtrorum beneplacita promtiores,

ANNO 1316.

Majorem, Juratos, ac Communitatem Civitatis noſtræ prædictæ, noſtræ & Hæredum, ac Succeſſorum noſtrorum Cameræ perpetuò duximus annectendos; volentes & concedentes pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris, quòd Civitas noſtra ſupradicta Coronæ Angliæ & Cameræ noſtræ, Hæredum, ac Succeſſorum noſtrorum, imperpetuum remaneat ſic annexa: & quòd a Coronâ Regni noſtri Angliæ aut Camerâ noſtrâ, Hæredum, vel Succeſſorum noſtrorum, ad manus, uſum, vel proprietatem alterius nullatenus transferatur.

Hoc tantummodò excepto, quòd Civitas prædicta per nos, Hæredes & Succeſſores noſtros, noſtro, & ipſorum Hæredum, & Succeſſorum noſtrorum Primogenitis, ut futuris Hæredibus Regni Angliæ & Ducatûs prædicti, dari, transferri valeat & concedi: & quòd ea nichilominus Coronæ Regni Angliæ annexa remaneat, & Privilegiis Cameræ noſtræ, Hæredum, & Succeſſorum noſtrorum, ſicut prius, gaudeat & utatur.

In cujus &c.

Dat. apud Weſtmonaſterium decimo octavo die Maii.

Per ipſum Regem & Concilium.

LIV.

1 Juin. *Litteræ Patentes* EDUARDI II. *Regis Angliæ, quibus Villam* Sanctæ Fidis *aliasque Ducatus Aquitaniæ Villas Coronæ Angliæ annectit. Datæ apud Weſtmonaſterium primo die Junii. Anno* 1316. [RYMER Fœdera, Conventiones &c. Tom. III. pag. 563.]

REX omnibus, ad quos &c: ſalutem.

Fideles, & bene meritos, ac Regiis obſequiis utiles atque promptos, Regiam decet providentiam ſuis affectibus, talibus annectere vinculis & unire, ut, de promptis, ad opportunitates Regias, per ipſorum ſervitia fructuoſa, efficiantur impoſterum promptiores.

Nos igitur,

Ad grata & utilia obſequia, per dilectos & fideles noſtros, Conſules & Univerſitatem Villæ noſtræ de Sancta Fide, in Ducatu prædicto, frequenter & utiliter nobis impenſa, noſtræ conſiderationis intuitum dirigentes,

Conceſſimus eis, pro nobis, & Hæredibus noſtris, per has noſtras patentes Litteras imperpetuum duraturas, quod Villam noſtram prædictam, per donationem, permutationem, vel quovis alio modo, extra manum Regiam non ponemus;

Hoc tantummodo excepto, quòd Villa prædicta per nos, Hæredes & Succeſſores noſtros, noſtro, & ipſorum Hæredum & Succeſſorum noſtrorum, Primogenitis, ut futuris Hæredibus Regni Angliæ & Ducatûs Aquitaniæ, dari valeat & concedi, ut Villa illa, per donationem hujusmodi, Coronæ Regni Angliæ ſpecialiter conjuncta remaneat & annexa.

In cujus &c.

Dat. apud Weſtmonaſterium primo die Junii

Per ipſum Regem & Concilium.

Conſimiles Litteras habent Conſules & Univerſitates, in Ducatu prædicto, videlicet,

Villæ Regis de Gontaldo,
Villæ Regis de Sancto Machario,
Villæ Bellimontis in Petragoricinio,
Villæ & Caſtri de Meleriis in Petragor.
Villæ Lyndeye in Petragor.
Montis Paſſerii,
Villæ Franchæ,
Villæ Regis de Florentia; nec non Univerſitates, ac Nobiles, & Ignobiles de Guaura in Comitatu prædicto.

LV.

17 Juin. *Traité entre* (1) PHILIPPE *Regent des Royaumes de France & de Navarre, &* EUDES IV. *Duc de Bourgogne, qui conſent que ledit* PHILIPPE *tienne le Gouvernement des Royaumes de France & de Navarre. Fait au Bois de Vincenne, le* 17. *Juin*, 1316. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 70.]

FRANCE ET BOURGOGNE.

PHI-

(1) C'eſt *Philippe* V. ſurnommé *le long*, qui fut Regent du Royaume, juſques à ce que la Veuve de *Louis* X, que ce Prince avoit laiſſé groſſe, eût accouché. Elle accoucha en effet le 15. Novembre ſuivant d'un fils nommé *Jean*, qui n'ayant vécu que huit jours, laiſſa la Couronne audit *Philippe* ſon Oncle.

ANNO 1316. PHILIPPES fils de Roy de France (2) Regent les Royaumes de France & de Navarre, & EUDES Duc de Bourgogne à tous ceux, qui ces presentes Lettres verront Salut. Sçavoir faisons, que deliberation eue & traitté diligent pour le bien de Paix en semble nos grands amis & conseils avons faict les convenances cy dessoubs escriptes; C'est assavoir: Nous Philippes dessus dict, & nous Eudes dessusdicts pour nostre chiere & amée niece Jeanne fille de noble recordation Loys par la grace de Dieu Roy jadis de France & de Navarre notre tres chier Seigneur & frere de nous Philippes dessusdit, & de la Royne Marguerite premiere femme jadis dudict nostre Seigneur Loys, & Suer de nous Duc, & en nom d'elles & de nous, tant comme nous touche & puis toucher. Premierement nous avons voulu & voulons que la dicte Jeanne fille desdicts Loys & Marguerite, & la fille de la Royne Clemence seconde femme dudict Loys, se ainsi estoit que fille eust de cette grosse, aient en heritage le Royaume de Navarre, & les Comtés de Champagne & de Brie entierement pour telle portion comme à chacune puet appartenir tant par droict quant par coutume, quant par convenance; excepté ce que nous Philippes devant dit & nostre tres chier frere Charles Comte de la Marche en avons eu & emporté de la descendue de nostre tres chiere Dame & Mere pour nostre partage ou pour nostre appanage; sytost comme elles ou l'une d'icelles seront venus à droict aage de marier par la coustume du pays; & se il n'en vivoit que l'une, sy emporteroit elle lesdicts Royaumes & Comtés; en telle maniere que elles feront quittances parmi tant de tout le ramanant du Royaume de France & la descendue du Pere, si comme l'en pourra; & se il ne leur plaisoit à faire quittance elles reviendront à leur droit tel comme elles le puent & doibvent avoir en toute la descendue du Pere, & leur en sera faict droict & serons sauves les raisons d'une Partie & d'autre; & en ce cas ou elles s'accorderont à faire la quittance auront la dicte Jeanne & la fille de la dicte Royne Clemence le Royaume de Navarre & les Comtés de Champagne & de Brye entierement, pour telle portion comme à chacune en pourra appartenir tant par droict, par coustume, comme par convenances; & se elles ou l'une de elles ne vouloient faire la quittance & ratiffier les convenances, ly esclaircissement, que nous leur faisons & avons faict des Royaumes de Navarre & des Comtés de Champagne & de Brie seroit nul, quant a celle qui ne voudroit faire la quittance; & ne nous lions ne obligeons en rien envers les filles, se ainsy estoit que il eust hoir masle, que le droict d'icelluy hoir masle ne fut sauvé en toutes choses.

§. 2. Item nous voulons & avons voulu & accordé, que audict Duc de Bourgogne pour sa Mere la Duchesse dessusdicte la dicte Jehanne Mere dudict Duc soit balliée pour nourrir avec toute la terre qui fut sa Mere tant pour la nourriture de la dicte Jeanne, comme pour le droict, quelle y puet avoir, parmy fesant bonne seureté, que elle ne sera mariée, que par le gré de nous Philippes, ou de celuy qui gouvernera le Royaume de France, de nostre tres chier cousin Philippes son fils se nostre dict oncle deffailloit; de nostre chier oncle Louis Comte d'Evreux ou de son fils ainsné, se nostre dict oncle d'Evreux deffailloit; de nostre chier frere Charles le Comte de la Marche ou de son fils ainsné, se nostre chier frere de la Marche deffailloit; & se ils defailloient, dont Dieu les gard, par le gré des plus prochains du lignage de France. Et avons voulu Nous Eudes dessusdicts, & nous sommes accordé tant pour nous comme pour nostre dicte Mere, comme pour nostre dicte Niepce, que ledict Philippes tiengne le gouvernement des Royaumes de France & de Navarre, & des Comtés de Champagne & de Brie, jusques a tant que la dicte Jeanne & la fille de la dicte Clemence soient venues à leur aage, sy comme dessus est declaré, & puisse ledict Philippes recevoir les hommages comme Gouverneur; sauf le droict de l'hoir masle en toutes choses, & sauf le droict des filles en tant comme a elles puet appartenir. Et les choses dessusdictes & chacunes d'icelles Nous Philippes dessusdicts, voulsismes, consentismes & promismes, voulons, consentons & promettons par nostre serment faicts aux saincts Evangils presentées & touchées corporellement tenir garder par nos enfans & nos hoirs & Successeurs & tous nos sujets, & par tous autres a tousjours perpetuellement. ANNO 1316.

§. 3. Et pour ces choses & chacunes d'icelles plus fortement tenir & garder, Nous Philippes dessus dict obligeasmes & obligeons nous, nos hoirs & successeurs, & tous ceux, qui de nous auront cause, nos biens meubles & heritages, & les biens de nos hoirs & de nos successeurs presens & à venir, & voulons & avons voulu, que sy nous venions encontre les Convenances ou aulcune d'icelles, ou fesions venir en aucune maniere ou en couvert ou en repost, que nuls des Sougiez des dicts Royaumes ne soit tenus d'aide, ne puisse à nous ayder ne obeir en cet cas, ainçois quant à cet article en quoy nous irions encontre, tous les Sougiés des dicts Royaumes soient absous de toute feauté, hommage, Serment & autre lien par lesquels ils seroient & seront obligez & tenus a nous, se encontre venions; & renonceons par nostre dict serment Nous Philippes dessusdict, quant aux choses dessusdictes & chacunes d'icelles à toutes exceptions, deffences, oppositions, denonciations, reclamations & tout ayde de faict, de droit & de coustume, parquoy les choses dessus dictes & les aucunes d'icelles pourroient estre annullées, empeschées ou aucunement retardées en tout ou en partye, & que nous par nulle maniere ne demanderons, ne reclamerons, ne ne nous opposerons contre les choses dessusdictes ou aucunes d'icelles. Et nous Eudes Duc dessusdict les choses dessusdictes & chacunes d'icelles en nom de nostres devant dicts mere & niepce, & de chacunes d'icelles & du nom de nous & en tant comme il nous touche ou puet toucher, voulons, octroyons & nous y consentons. Et à ces choses & chacunes d'icelles furent presens, consentans, conseillans & approuvans Charles de Valloys & Loys de Evreux Comtes chiers Oncles de Nous Philippes & Cousins de nous Eudes dessusdicts; & Charles Comte de la Marche chier Frere de nous Philippes; nos chieres Cousines, Mahault Comtesse d'Artois & Blanche de Bretagne; Nos chiers Cousins Louys & Jean de Clermont freres & Charles de Valloys le Jeune, Guy Comte de Sainct Paul & Jean Comte de Savoye, Gauchier de Castillon Connestable de France, Mille Seigneur de Noyers. Her. Seigneurs de Suly, Guillaume de Harrecourt, Ansel de Joenville Scigneur de Rimel & Harpin Danguery Chevalliers; lesquels & chacun d'iceux à nostre requeste promisrent & jurerent touchiées les Saincts Evangiles de Dieu, garder & accomplir & faire garder toutes les choses dessusdictes & chacunes de icelles en tout & de non venir encontre. Et requerons par ces presentes de commun accord pour greigneur fermeté & greigneur seureté des choses dessusdictes & de chacunes d'iecles tous les Prelats, Pers, Barons & Comtes du Royaume & speciaument les dessus nommés, que ils veuillent mettre leurs Seaux en cestes presentes Lettres avec les nostres, lesquels en tesmoing des choses dessusdictes & de chacunes d'icelles & pour ce, que elles soient & durent fermes & stables, Nous avons mises en ces presentes Lettres, c'est assavoir Nous Philippes le nostre, de quoy nous usions avant que nous euffions pris le gouvernement des dictes Royaumes: & nous Eudes dessusdict le nostre propre, ainsy fait & donné au bois de Vincennes le Samedy dix septiesme jour de Juingnet l'an de grace mil trois cens seize.

(2) Il paroît, dit *G. G. Leibnitz*, par les paroles des §. 1. & 2. de ce Traité, que la succession, suivant la Loi Salique, paroissoit encore alors douteuse à plusieurs; tellement que *Philippe le Long* se contenteici de la qualité de Gouverneur ou Regent, jusqu'à ce que la fille ou les filles de son frere soient en âge de renoncer ou de poursuivre leur droit, quel qu'il puisse être. Et tout cela aura contribué apparemment à la prétension, que les Anglois ont faite, deux fois depuis, sur le Royaume de France, sous *Edouard* III. & sous *Henri* VI. tous deux nez de filles de Rois de France.

LVI.

Litteræ HAQUINI *Norwegiæ Regis ad* EDUARDUM II. *Angliæ Regem super Nave Burgensium Berewici Urbis detenta responsoriæ. Datæ apud Civitatem Bergensem 5. Idus Augusti anno* 1316. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. III. pag. 566.] 9. Août

MAGNIFICO Principi ac Potenti, Amico suo in Christo carissimo, Domino Edwardo, Dei gratiâ, Regi Angliæ, Domino Hiberniæ, & Duci Aquitaniæ illustri, Haquinus, eadem gratiâ, Rex Norwegiæ, sinceræ dilectionis affectum, cum salute.

Magnificentiæ vestræ Literas, nuper apud Civitatem Bergensem, 15. Kal. Augusti, querimoniam Burgensium Villæ vestræ Berewici super Twedam recepimus, continentes, quòd Navis eorumdem Burgensium, in Portu nostro Delwiku, fuerat per nostros homines arestata, ut iidem Burgenses in vestrâ præsentiâ proposuerunt conquerendo, sicut in vestris Literis, inde confectis, expressiùs continetur.

Ad

ANNO 1316. Ad ea verò, quæ Literis veſtris ſunt inſerta, taliter respondemus; quod quidam Mercatores, Villæ veſtræ Berewick antedictæ, in quodam Portu Regni noſtri Widahel exiſtentes, quendam Militem, lateris noſtri Cuſtodem, Præſidem illius Provinciæ, ex parte noſtra deputatum, tunc ſpecialia noſtra negotia ibidem exercentem, ad ſe, ſub umbra pacis & perfectæ amicitiæ, cum aliis decem Domicellis, Nobilibus Regni noſtri, ad prandium & ſuum convivium, in navem ipſorum Mercatorum amicabiliter invitârunt.

Et Miles antedictus, cum prædictis decem Nobilibus, nullius mali conſcius, nec ſiniſtræ aliquid ſuſpicionis habens, ſimpliciter ad prandium & totaliter inhermis acceſſit, eorumdem homines & ſervientes ſuos a ſe licentians, ad propriam domum remiſit, ne dictis Mercatoribus & Nautis in expenſis exiſteret oneroſus; ipſorum fidelitati & ſecuritati commode ſe committens.

Ipſi verò Mercatores & Nautæ prædicti, Sathanæ Satellites & Miniſtri Dyaboli, ſanguinem innocentem effundere ſitientes, convivii gaudium in homicidii facinus converterunt, ipſum Militem, ad menſam eorum, cum prædictis Domicellis ſuis, recumbentem, Nautis ipſis miniſtrantibus eisdem ante menſam, procecerunt in facies invitatorum, pro ſecundo ferculo, aquam bullientem & cineres inignitos; alii vero Nautæ, fraudulenter ſubarmati cum truſoriis, cultellis, & gladiis, in ipſos, ſic ſcaturizatos & ſtupefactos, ſingulos irruerunt crudeliter occidentes.

Et, quia Fratres, Germani & Conſanguinei ipſius Militis, & aliorum Nobilium, ſecum occiſorum, Hæredes & Uxores eorumdem, gravem coram nobis depoſuerunt querelam, ne factum, tam enorme & crudele, remaneret impunitum, tandem Navem eorum de Berewik, qui dictum maleficium in dicto Milite, & aliis prædictis ſecum occiſis, perpetrârunt, Sociorumque eorumdem, infra diſtrictus noſtri Dominii, per Conſanguineos & Hæredes dictorum, ut præmittitur, occiſorum, adinventam, areſtari permiſimus & capi, cauſis ſufficienter exigentibus ſupradictis.

Script. apud Civitatem Bergenſem 5. Idus Auguſti Anno Regni noſtri decimo ſeptimo.

LVII.

1 Sept. FRANCE ET FLANDRE. *Traité entre* PHILIPPE *Comte de Poitiers, Régent du Royaume de France, &* ROBERT *Comte de Flandre. Fait à Paris, le* 1. *Septembre* 1316. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 88. & en abregé dans (1) PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLV. Feuill. 240.]

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront Raoul par la ſouffrance de Dieu Evesque de Sainct Malo & Amez Cuens de Savoye, Soyer de Courtray, Yuvains de Wernevie, Hugues de Barot, Robert de Samſlachk, Baudouin de Rokerke Chevalier, Maiſtre Baudouin de Zenebeke, Maiſtre Henry de Lemberge, Jean de Dauze, Henry de Pichkin, Philippes Scinael, Jacques de Mascon, Jacques de Maſch, Gſelnos de Auvnan, Gilbert de Zomerchen, Pierre Provezin le Jeune, Chreſtien Poterie, M. Jean Balkard, Pierre Enguillen, Jean Bardon, Lambert Belchreſtien, Chreſtien Havenaſt, Karkeu Doubreuc, Jeans Dougardien & Gerard le Mor, Salut. Sçachent tuit, que comme pour Paix & accord avoir ſur les debatz, contentz, contrarietez, descords & guerres meus & faictz par hault homme & puiſſant Monſeigneur ROBERT Comte de Flandres, ſes aydans & ſes alliez, & les gens des bonnes Villes des Chaſtellenies & dou Païs de Flandres encontre le Roy de France noſtre Seigneur, ſes amis & ſes Alliez, Nous Soyer de Courtray, Yuvains de Wernevie, Hugues de Borot Chevaliers & Maiſtre Baudouin de Zenebeke Procureurs doudict Comte de Flandres noſtre Seigneur. Et nous Maiſtre Henry de Lemberges Clerc, Jean de Dauze Eschevins, Henry Pichkin Conſeiller, Philippes Scinael, Jacques de Mascon, Jacques de Maſch, & Gſesnols le Auvnan Bourgeois de Gand, Procureurs des Eschevins, Conſeil & toute la Communauté de la Ville de Gand, Gilbert de Zomerchken, Pierre Provezin le Jeune Eschevins, Chreſtien Poterie dict Commun, & Maiſtre Jean Balkard Clerc de la Ville de Bruges, Procureurs des Bourgmaiſtres, Eschevins, Conſeil & toute la Communauté de la Ville de Bruges. Pierre Enguillen, Jean Bardon, Lambert Belchreſtien, Chreſtien Havenaſt, d'Ippres, Procureurs des Advoers, Eschevins, Conſeil & toute la Communauté de ladicte Ville d'Ippres. Robert de Samſlachk Chevalier Procureur des Chevaliers, Eschevins & toute la Communauté d'ou franc terrouer de Bruges. Karkeu dou Bruec Procureur des Eschevins dou Conſeil, Bourgmaiſtres, & toutes les Communautez de la Ville & du terrouer de Furnes. Baudouins de Rocherke Chevalier, & Karkeu dou Breuc, Procureurs des Eschevins, Conſeil, Chevaliers, Eschiers, hommes de fief & toute la Communauté de la Chaſtellenie de Bergues. Jean dou Guerdin, Karkeu dou Bruec, Chreſtien Auvenaſt & Maiſtre Jean Vailliard Procureurs des Bourgmaiſtres, Eschevins, Conſeil, & toutes les Communautez de la Ville & dou terrouer de Bourbourg. Maiſtre Henrys de Lenkberghe Procureur des Prevoſtz, Eschevins, Conſeil, & toutes les Communautez des Villes de Courtray & de Audenarde. Karkeu dou Breuec & Chreſtien Auvenaſt Procureurs des Bourgmaiſtres, Eschevins, Conſeil & toute la Communauté de la Ville de Nieuport. Maiſtre Jean Balſport & Chreſtien Havenaſt Procureurs des Bourgmaiſtres, Eschevins, Conſeil & toute la Communauté de la Ville de Dikemnes. Robert de Semlasck Procureur des Bourgmaiſtres, Eschevins, Conſeil & toute la Communauté de la Ville de Lamnieus ou Liete, que l'on appelle, l'Ecluſe. Gerard le Mor Procureur des Bourgmaiſtres, Eschevins, Conſeil & toute la Communauté de la Ville de Ardembourg. Ou nom & comme Procureurs de noſtre Seigneur & Comte de Flandres & des autres deſſus nommez & pour eux ſoyons venus à tres noble, tres hault & tres puiſſant Prince Monſieur PHILIPPES filz du Roy de France, Regent des Royaumes de France & de Navarre, & à toute la reverence & toute l'humilité, que nous avons peu, ly ayons ſupplié & requis ez noms deſſus dictz & comme Procureurs dudict Comte & des autres deſſus, que il bonnement ou nom doudict Comte de Flandres, des Nobles, des gens des bonnes Villes, des Chaſtellenies & de tout l'autre païs de Flandres nous voulſiſt recevoir à Paix & à accord, envers ly & le Royaume de France envers ſes aydans & ſes Alliez; Et les durs & obscurs articles contenus en la Paix traictée & accordée jadis entre le Roy de France & les Flamends par haults hommes & puiſſans Meſſeigneurs Louïs fils du Roi de France, Comte de Evreux, Robert Duc de Bourgogne, Chambrier de France, Amé Comte de Savoye & Jean Comte de Dreux, nommez, eſleus & eſtablis à ce faire de par tres hault, tres noble & tres puiſſant Prince Monſeigneur Philippes jadis par la grace de Dieu Roi de France; Monſeigneur Jean Seigneur de Cuc, Monſeigneur Gerardz de Sotenguien, Monſeigneur Jean de Gaure Seigneur d'Eſtornay & Monſeigneur Gerars le Mor, eſleuz nommez & eſtablis de la partie des Flamendz: voulſiſt esclaircir & faire esclaircir & entendre en telle maniere, que li Cuens & les autres gens de Flandres les poiſſent bonnement accomplir. Et pour ces choſes oïr, traicter, ordonner & accorder, li dis Meſſires li Regens pour li bien de Paix en enſuivant les faictz de ſon Pere de bonne memorie, & de ſes autres devanciers, qui tousjours ont deſiré la Paix & le bon eſtat de leurs Subjectz, & en deſirant de grande affection oſter tous empeschemens, par quoy li ſien voyage d'outre mer, qui par les guerres ſe pourroit groſſement empeschier, ſe puiſſe partaire & accomplir; à la requeſte & à la ſupplication de Procureurs deſſus dictz, ait nous les deſſus nommez, Raoul par la ſouffrance de Dieu Evesque de Sainct Malo, & nous le deſſus nommé Amé Comte de Savoye, deputez & commis. Et ſpecialement nous Raoul Evesque & Amez Cuens deſſus dictz commis & deputez à ce faire par Monſeigneur ledict Regent, les offres, que li dis Procureurs ou nom du Comte & des autres nous ont faict ou nom doudict Comte & des autres de Flandres, de qui ils ſont Procureurs, avons receus pour bien de Paix; & les durs & obſcurs articles de la dicte Paix leur avons attemperez & esclaircis & faict accord avec eux en la maniere qui s'enſuit.

§. 1. Premierement Nous li Procureurs des terrouers, Villes, Chaſtellenies & Lieux deſſusdictz, en nom & comme Procureurs de eux, avons offert, octroyé & accordé aux ſusdictz Evesque de Sainct Malo & Comte de Savoye ou nom de Monſeigneur le Regent deſſus dict, que Monſeigneur Robert Comte de Flandres deſſus dict, Monſeigneur Robert ſon filz, & les bonnes gens dou Païs de chacune des Villes & Chaſtellenies grandz & petitz, venront à Monſeigneur Phi-

(1) Qui met ce Traité au mois d'Août.

ANNO 1316. lippes Comte de Poictiers, Regent les Royaumes de France & de Navarre deſſus dictz, ſi obeiſſamment & reverement, comme plus pourront, & ſans recognoiſſance faire, que ilz ayent rien meſfaict, ne que ilz ayent encouru nulle ſentence, ilz ſe parforceront de dire & faire tout ce, que ilz pourront bonnement pour acquerir ſa benevolence & ſa grace, en demonſtrant, que moult leur poiſe, ſe ilz ont courroucé Monſeigneur ſon Pere, Monſeigneur ſon Frere & ly. Et li dis Meſſire de Poictiers rapportera & dira, que li dis Cuens Robert de Flandres ira outre mer avec ly ou avec celuy, qui ſera Roy de France, quand generaux paſſages ſera, ſe il eſt en eſtat, que il puiſſe aller, & li dis Meſſire Robert ſes fils ira dedans un an en pelerinage à Sainct Jacques en Gallice, à noſtre Dame de Rochemaidene, à noſtre Dame de Vauvert, à Sainct Gilles en Provence, & à noſtre Dame dou Puy; & ſe il ne pooit bonnement dedans un an pour l'encombre de ly & de ſon Pere, il iroit dedans deux ans, & fera les dictz pelerinages à une fois ou à pluſieurs, ſi comme il ly plaira.

§. 2. Item li Chaſteau de Courtray ſera tout abatu par lesdictz Comtes de Flandres, & la pierre ſera livrée as gens Monſeigneur li dict Regent, & ne ſera jamais li Chaſtiaux refaict. Item li Païs & les gens de Flandres payeront deux cens mil livres à Monſeigneur le Regent deſſus dict. Item l'Iſle, Douay & Bethune enſemble toutes leurs baillies & appartenances, enſy comme elles ſont baillées par li dis Comte de Flandres, demourront au Roy de France à touſjours mais paiſiblement, & ſera li baux approuvez & confermez dou Comte de Flandres & de ſes Enfans de ceux des bonnes Villes, & de ſon Pays de Flandres nobles & autres. Et ſi li dis Comte de Flandres, ou ſi hoirs venoient encontre, les bonnes gens dou Païs ſeroient tenus à ayder à le tenir & garder & faire tenir & garder. Et parmy ces choſes nous li Evesque de Sainct Malo & li Cuens de Savoye deſſus dictz les attemperamens & esclarciſſemens cy deſſoubz eſcriptz, avons ou Comte & aux gens de Flandres au nom de Monſeigneur le Regent octroyez & accordez en la forme cy deſſoubz eſcripte.

§. 3. C'eſt à ſçavoir que li dis Cuens de Flandres, ſi hoirs & ſi Succeſſeurs Comte de Flandres en la Comté de Flandres ſeront reſtablis pleinement & entierement à la Pairrie de France; à eſtre & demeurer perpetuellement Pairs de France, & ſi franchement en toutes choſes, comme cy devant eſtoient ſi devanciers anciennement, & ne pourront en nul cas forfaire terre ou eſtat, fors tant ſeulement ez cas, pour leſquiez Pairs de France le forferoient ou pourroient forfaire, ne eſtre adjournez, demenez ne jugiez, fors comme Pairs de France, non contreſtans quiezconques ſermens, obligations ou liens, que li diz Cuens ou ſi hoirs ayent faictz, par leſquelz ils pooiſſent forfaire leur terre ſelon la forme de la Paix. Et ne ſera faicte enqueste ne correction ſur nulles perſonnes, quelles qu'elles ſoient de la Comté de Flandres, pour choſe, qui advenue ſoit jusques aujourd'huy, & ſeront à ceux de Flandres ſauves vies, membres, franchiſes, heritages, loix, uſages, couſtumes des Villes, Chaſtellenies & Pays de Flandres; ne ſeront tenus à bailler hoſtages, ne à eſtre en priſon, bannis ou exiliez hors du Païs pour choſe qui amenée ſoit jusques aujourd'huy, ains doivent toutes choſes & rancunes eſtre pardonnées, non contreſtans quiexconques ſermens, obligations & liens, que li dis Cuens, ou ſi hoirs ou cels du Païs de Flandres ayent faict au contraire par la forme de la Paix. Item li rachapts de dix mil livres de rente & des pelerins ſont octroyez purement & ſans condition, c'eſt à entendre, qu'en payant la ſomme des deniers, pour leſquels les dix mil livres de rente & li pelerins ſont racheptez, l'on n'en pourra à nulluy rien demander des dictz dix mil livres de rente & pelerins, & pour autre choſe quelle qu'elle ſoit. Item que les Villes, Chaſtellenies & Baillies de l'Iſle, de Doüay & de Bethune, qui demorront au Roy pour les autres dix mil livres de rente, ſeront limitées par bon & loyal appanage: ſi comme l'on a uſé par la couſtume & loix des dictz lieux, & les bornes esclarcies ſi certainement, que debat n'en puiſſe ne doibve reſourdre.

§. 4. Item ſur les ſurpriſes, dont li Cuens de Flandres s'eſt doulu & doult, que li Maiſtre des Arbaleſtriers a faictes à Warveſton, à Eſtamwac, le Pont d'Eſteures, Robertinet, la Carvoye, Fonteſſin, la Leue, Sainct Vars, Lavouerie d'Arras, les fiefz de Mande, & à pluſieurs autres choſes, eſt accordé, que deux Preud'hommes de par mon dict Seigneur le Regent, & deux de par le Comte de Flandres ſeront envoyez ausdictz Lieux, & appellez les gens de l'une partie & de l'autre, orront de plein & ſouverainement les raiſons de l'une partie & de l'autre, & ſçauront la verité, & ſe par devant eux n'eſtoit monſtré clairement & ſouffiſamment, que les dictz Lieux ſont des appartenances des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies, ilz ſeront delaiſſiez & reſtablis avec toutes les levées faictes par les gens du Roy en temps de Paix au Comte de Flandres; & auſſy s'il eſtoit monſtré par devant eux, que li Cuens de Flandres tinſt aucunes choſes, qui fuſſent des appartenances des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies, delaiſſié & retably ſeroit audict Monſieur le Regent avec toutes les levées faictes par le dict Comte de Flandres au tems de Paix. Et pour la beſogne mettre pluſtoſt à fin, les perſonnes à ce eſtablies ne ſe porront partir des lieux, jusques à tant, que les choſes ſoient terminées & miſes à fin, & jureront les dictes perſonnes, que ils bien & loyaulment feront les choſes deſſus dictes por l'une partie & por l'autre. Item ſus ce que les gens dudict Comte & des Païs de Flandres requeroient, que les quatre cens mil livres promiſes à la premiere Paix fuſſent entendues & esclarcies à * * Monſieur, fut respondu & accordé, que il ne ſeroit pas faict, mais fut dict & esclaircy, que ce fut & doibt eſtre entendu * * ce que payer en eſt. Item les ſix cens hommes d'armes, que le Roy doibt avoir des Flamandz une année à ly ſervir à quel lieu qu'il en auroit à faire, ſeront baillez à ſervir tant ſeulement deça la mer.

§. 5. Item ſus que les gens du Comte & dou Païs de Flandres requeroient, mais qu'il ſouffrit abatre les Forteresſes de trois bonnes Villes de Flandres, c'eſt à ſçavoir Bruges, Gand & Ippre, ſauves les unes & les autres neceſſitez desdictes Villes; eſt accordé & esclaircy, que les nouvelles Forteresſes doibvent eſtre abatues, & envoyées à Monſeigneur li Regens bonnes gens ou gracieuſes ou pays, qui verront les nouvelles & les vieilles Forteresſes, & ce qui ſera pour les neceſſitez des Villes des unes ou d'autres choſes, ou par quoy ſi elles cheoient en deſtruiſant edifices, les Villes ſeroient defigurées. Et ceux qui ſeront ainſy envoyez, les choſes ainſy veües, rapporteront à Monſieur le Regent ce qu'ilz en auront trouvé, & le rapport ainſy faict, Monſeigneur le Regent ordonnera dou remanent des dictes Forteresſes abatre, ce qui il debvera ſouffrir par raiſon. Item ſur ce que les Procureurs envoyez dou couſté des bonnes Villes & dou Pays de Flandres requeroient cilz des Villes, Chaſtellenies & Baillies de l'Iſle, de Douay & de Bethune fuſſent contraincts de contribuer ez charges de la Paix, ou que li autres dou Païs de Flandres fuſſent deschargiez de tant comme il en affiert à ceux des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies; Eſt accordé: que cilz des dictes Villes, Chaſtellenies & Baillies ſeront adjournez par Monſeigneur ledict Regent à la journée, qui ſera aſſignée au Comte & à ſes gens de Flandres par ſpecial, ſus ce à propoſer & dire toutes leurs defences & raiſons, & à apporter toutes Lettres & munimens, qu'ils auront, par quoy ils ne ſoient tenus à contribuer aux dictes charges; & ſe à la dicte journée ilz ne venoient & ne monſtroient ſouffiſamment choſe, qui fuſt dou faict ou de l'obligation des autres de Flandres, comme ilz deuſſent eſtre tenus de la portion, de quoy ilz requierent, que cilz des Villes, Chaſtellenies & Baillies de l'Iſle, de Douay & de Bethune ſoient chargiez; en tel cas ilz en demourront & ſeront chargiez, & li autres de Flandres en demourront & ſeront delivrez & deschargiez. Et de tant comme il touchera ez autres de Flandres ilz ſeront appellez à celle meſme journée, & ira on en avant ſouverainement & de plein, ſans aucune dilation querir.

§. 6. Item que la Paix ſera accordée & ſcellée par Monſeigneur le Regent & par le Comte de Flandres; li Cuens de Flandres fera abatre le Chaſtel de Courtray, & Monſeigneur li dis Regent fera abatre le Chaſtel de Caſſel, lequel Chaſtel li dis Cuens de Flandres ne pourra refaire jusques un an apres, que les Forteresſes des dictes trois bonnes Villes ſeront abatues, ſi comme il eſt esclaircy deſſus, & ne pourra l'en rien demander au dict Comte, ne à ſes hoirs ne à ceux du Pays de Flandres des miſes & despens faictz pour cauſe de la garde des Chaſteaux & des Chaſtellenies deſſus dictes. Et ſe on pooit ſouffiſamment monſtrer audict Comte de Flandres à ſa venue ou avant, qu'il ſoit à ce aſtrainctz ou obligé, que lidis Chaſtel de Caſſel ne doye jamais eſtre refaict, il ne le pourra jamais faire refaire. Item il plaiſt à Monſeigneur li Regent, que l'ordonnance des trente neuf de Gand faicte par le Roy de bonne memoire Philippes jadis Roy de France, ſoit gardée

ANNO 1316.

ANNO 1316. gardée tant, comme Monſeigneur le Regent touche. Item cils de Flandres, qui ont eſté en la partie le Roy en la premiere guerre, & qui ne ſont depuis retournez à la derniere guerre devers le Comte de Flandres & ſa partie, ſeront à la loy du Païs de Flandre, ſi comme li autres; ſauf à eux, que ſi li Cuens de Flandres ou les autres Juſticiers dou Païs leur faiſoient oppreſſions ou injures contre la loy dou Pays, ils pourroient venir au Roy par ſimple requeſte, ſi comme la Paix le contient plus pleinement; Et cilz qui ont eſté devers le Roy en cette darreniere guerre, ne doibvent rien contribuer à la paye des deux cens mil livres promiſes par cel darrenier Traicté des biens qu'ilz ont à preſent; mais des biens, qui leur escherront, ils contribueront de tant, comme ladicte eschoitte ſeroit chargiée, avant qu'elle leur advinſt, & leur homme & leur ſubject, qui ſont demeurez en Flandres, ne ſeront pas quittes, ainçois en payeront leur penſion; & de toutes autres charges de la premiere Paix, tuit cil, qui ont eſté de la partie le Roy en cette derniere guerre payeront & contribueront de leurs heritages, ſi comme devant, & de leurs meubles ne payeront rien. Item tuit cil, qui ont eſté de la partie le Roy en cette derniere guerre, & non en la premiere, ſeront demeurez as Loix, Coutumes & Uſages dou Païs de Flandres,(1) & ne ſeront demeurez as Loix, Coutumes & Uſages dou Païs de Flandres & ne ſeront francs en nul cas pour cauſe de ce qu'ilz ont eſté de la partie le Roy, fors ſeulement des deux cens mil livres promiſes par cette derniere Paix, desquiex ils ne ſeront pas tenus à contribuer. Item accordé eſt, que li tuit attemperament & esclairciſſement des franchiſes & autres choſes deſſus dictes ſont octroyées & demourans à perpetuité & fermement au Comte de Flandres, & à ſes hoirs & ſucceſſeurs Comtes de Flandres, & à tous ceux dou Pays de Flandres, non contreſtans quelsconques ſermens, liens ou obligations dou Comte de Flandres, de ſes hoirs & de ſes ſucceſſeurs & ſes gens & autres de la Paix complir, garder & tenir, & quiesconques autres ſermens, obligations & liens adjouſtez à ladicte Paix, contraires ou prejudicians aux choſes deſſus escriptes ou chacune d'icelles, lesquiex ſont pour tant comme ils ſeroient prejudicians asdictz attemperamens & esclairciſſemens des franchiſes & choſes deſſus dictes, annullez & reſtrainctz; & li Cuens ſi hoirs & ſi ſucceſſeurs Comtes de Flandres, les gens dou Pays de Flandres & autres deſſus dicts de ce francs & non aſtrainctz, ſi comme il eſt dict esdictz attemperaments & esclairciſſemens; ſains & demourans en leur vertu & toutes autres choſes, tous lesdictz articles & liens de la Paix.

§. 7. Item pourveance la meilleure que l'en pourra, ſans le Comte de Flandres par ce desheriter, ſera faicte, parquoy li enfans dou Comte de Nevers ne puiſſent perdre l'heritage de la Comté de Flandres, ainçois y puiſſent venir ſans trouble ou ſans empeſchement, au cas ou li Cuens de Nevers morra avant ſon Pere; par ainſi que ſatisfaction ſoit faicte à Monſieur Robert & as autres enfans dou Comte de Flandres de leur aſſignement, ſi avant qu'il leur ſouffiſe bonnement. Item des descordz meus entre les Comtes de Flandres & de Haynault, il en fut compromis ſus Monſieur le Regent, en la forme & en la maniere, qu'il en fut ſur le Roy Philippes ſon Pere, & ſeront ſommées audict Comte de Flandres toutes les conditions & convenances, que l'on li a enconvenues, & toutes ſes bonnes raiſons; & durera li pooirs dou dict Regent jusques au jour, qui accordé ſera par les dictz Comtes de Flandres & de Haynault.

§. 8. Item Meſſires li Regens n'autres de par luy ne pourſuivront, ne feront pourſuivir procez, ſentences ne jugemens temporels ou ſpirituels pour la cauſe de la guerre contre le Comte de Flandres, ſes hoirs, les gens dou Pays de Flandres, de quelque condition, qu'ilz ſoient, & le Pays de Flandres; ainçois s'en demettra & les en quittera du tout. Et ſi li Pape, Prelatz ou autres les en vouloient pourſuivir ou moleſter, li dis Regent en priera & travaillera loyalement à ſon pooir en bonne foy, ſans nulle contrainćte & ſans mettre li ſien, parquoy les dictes pourſuites ou moleſties ſoient delaiſſées & qu'ilz en demeurent en Paix. Item chacun de l'une partie ou de l'autre, quiexconques gens, que ce ſoient, retourneront au leur franchement tous empeschemens oſtez, mis pour raiſon de la guerre, ſans demander levées ny dommages faictz pour raiſon de la guerre. Et eſt à ſçavoir, que ce qui a eſté levé de celle derniere en Aouſt par les gens dou Comte de Flandres, ou par autres en ſon nom; leur demourra; & ſe pour raiſon dudict Aouſt paſſé aucune choſe en eſt deüe, pour terme ou reſpit, que li Cuens ou ſes gens en ayent donné, il demourra par devers le dict Comte ou ſes gens; & toutes autres manieres de rentes, quelles qu'elles ſoient, & revenus de terres, de quoy li termes ne ſont pas venus, retourneront à ceux qui revenront & debvront revenir au leur, & ſe aucune choſe en eſtoit levée devant le terme, il leur ſeroit rétabli. Et en cette propre maniere & en cet éclairciſſement retourneront au leur, cils qui ont eſté devers le Comte de Flandres, quelque part, que les choſes ſoient. Item toutes manieres de gens de quel lieu qu'ilz ſoient, qui ont eſté manifeſtement ou apparemment en l'ayde du Comte de Flandres en la guerre, & cilz qui ont eſté vers le Roy, ſont contenus en la Paix & reviennent au leur, ſi comme deſſus eſt dict. Et eſt à entendre, qu'ilz doivent revenir au leur dés maintenant, mais les perſonnes n'iront pas perſonnellement pour le leur recouvrer jusques a * * de la datte de cette Lettre, & ſeront tous priſonniers pris en guerre d'une partie & d'autre delivrez & quittes de rançon, qui eſt à payer. Et tuit cilz qui ont eſté prins d'une partie & d'autre durant l'abſtinence, & tuit li biens ainſy ſeront reſtablis, & les rançons rendues, ſe ilz les avoyent payées, & obligation quitte & delivre, ſe elle en eſtoit baillée; & ſeront toutes forfaictures de terres ou d'heritages, & encourſes de peine pour raiſon des guerres & pour faute de l'accompliſſement de la Paix, remiſes & quittées; & tuit bannis d'une partie & d'autre pour cauſe des dictes guerres remis en leur poinct & en leur eſtat; & demourront au Comte, & à tous ceux dou Pays de Flandres, ſauves toutes autres declarations & graces, qui ſur la Paix leur ont eſté, depuis qu'elle fut traictée, faites & octroyées tant par le Roy comme par les traicteurs en la forme, qu'elles ont eſté faictes.

§. 9. Et nous Raoul Evesque & nous Amez Cuens deſſus dictz, les offres & octroys à nous faicts pour Monſeigneur le Regent deſſus dict & en ſon nom de par les Procureurs dou Comte & dou Pays de Flandres deſſus dictz, au nom d'eux & de ceux, de qui ilz ſont Procureurs, ſi comme ilz ſont cy deſſus plus pleinement contenus; receptons & acceptons au nom de Monſieur li Regent pour li, pour la Couronne & ſes ſucceſſeurs Roys de France; & les attemperamens & esclairciſſemens cy deſſus escrits leur avons faictz, octroyez & accordez au nom de Monſieur le Regent pour li, pour la Couronne, & ſes Succeſſeurs Roys de France. Et nous li Procureurs du Comte & dou Pays de Flandres deſſus dictz, en nom de nous & de ceux, de qui nous ſommes Procureurs, les offres & octroys cy deſſus escriptz avons faictz & promis aux dictz Evesque & Comte pour ledit Monſieur le Regent, la Couronne & ſes Succeſſeurs Roys France. Et promettons nous Raoul Evesque & Amez Cuens deſſus dictz au nom deſſus dict loyalement & en bonne foy, & nous li Procureurs dou Comte & dou Pays de Flandres deſſus dictz, au nom de ceux, de qui nous ſommes Procureurs, & par nos ſermens donnez en leurs ames, toutes les choſes cy deſſus escriptes, & chacunes d'icelles accomplir, garder & tenir fermement & loyalement à tousjours perpetuellement, ſans venir ne faire encontre en nul cas, ne en nul temps, & que de ce feront & bailleront une partie à l'autre ſi bonnes ſentences & Lettres, qu'il debvra ſouffrire. En tesmoing desquelles choſes nous Raoul Evesque, Amez Cuens deſſusdictz, & nous li Procureurs dou Comte, des bonnes Villes & dou Pays de Flandres ſus nommez, avons mis nos ſeaux à ces preſentes, faictes & données le premier jour de Septembre, l'an mil trois cens & ſeize.

(1) Il y a grande apparence que ces mots, *& ne ſeront demeurez as Loix, Coutumes & Uſages dou Païs de Flandres*, ſont une repetition inutile du Copiſte ou de l'Imprimeur, cauſée par le Verbe *ſeront*, qui précede & qui ſuit.

ANNO 1316.

LVIII.

1317. *Concordia per* BORCHARDUM *Epiſcopum Lubicenſem, inter Capitulum ejusdem, & Conſules urbis* LUBECÆ, *ſuper diſcordiis inter eos exortis facta, Quòd videlicet utrique Partium in eo ſtatu, in quo ſunt, jura ſalva in omnibus permaneant, quousque aliquâ Partium de jure ſuo voluerit experiri; Interea tamen Civibus indulgetur, ut quicunque Altaria conſtruere & dotare voluerit, hoc ei liberum ſit, & ipſe ejusque hæredes jus Patronatûs poſſideant.* [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortſetzung III. Abtheil. III. Abſ. XIII. pag. 184.]

ANNO 1317.

In Dei nomine, Amen.

UNIVERSIS Christi fidelibus ad quos presens Scriptum pervenerit, Borchardus Dei gratia Lubicensis Episcopus, in omnium Salvatore Salutem. Que favorabile inchoantur principio, frequencius laudabili exitu peraguntur & matura dilacio ac provida deliberatio cor patrum ad filios & filiorum ad patres quandoque convertunt, & omnis diffidentie materiam plenius discussam sepe sopiunt, & bono fine terminant & concludunt. Hinc est, quod olim discordia exorta inter Capitulum Ecclesie nostre ex parte una & Consules Lubicenses ex altera, eo quod cum dicti Consules Rodolfum de Rinowe Decano Lubicensi ad regimen forensis Ecclesie sancte Marie presentassent, dicentes se habere jus Patronatus, & sibi Curam porrigi postulassent, & Decanus ipsum non admitteret eo quod non recognosceret dictos Consules unquam habuisse vel habere jus, aliquem presentandi, idem Rodolfus in vocem appellationis prorupit & ad Curiam Romanam accessit, ubi eadem causa ventilata est, & pro Decano & Capitulo contra dictum Rodolfum finaliter terminata & executioni mandata, prout in Literis inde confectis, lucide, ut dicitur, continetur. Ab ipsa vero executione, quod per falsi suggestionem sit optenta, ex eo quod in illa jus Patronatus civibus abnegatur, est ab executore, ut dicitur, ad Sedem Apostolicam appellatum. Nos propter bonum Pacis & concordiæ, inter predictos Canonicos & Consules amicabilem concordiam ordinavimus in hunc modum, videlicet ut in eodem statu, in quo nunc sunt jura parcium, salva in omnibus permaneant hinc & inde quousque aliqua parcium de jure suo voluerit experiri procedentis temporis * cumicula non abstante, salvis etiam Pryvilegis Instrumentis & Literis, ut dicitur, impetratis, ac appellacionibus, ut eciam dicitur, interjectis. Item Parrochiani dicte Ecclesie sancte Marie, quocienscunque Rectore caruerint, Canonicum Lubisensem denominabunt, quem recipient in Plebanum, qui ab Episcopo in eadem Ecclesia statuatur, a Canonicis autem removendus, quamdo inutilis invenitur vel quando a dictis Parrochianis racionabiliter minus ydonius demonstratur, salvo in omnibus jure parcium, ut superius est expressum. Recognoscunt eciam Canonici Parrochianis Sancti Petri & Sancti Jacobi jus petendi Canonicos Lubecenses, qui cum instituuntur, Cure commissionem recipient a Decano, eciam salvo jure parcium in omnibus quemadmodum est premissum.

* *Sans doute*, curriculo non obstante.

Preterea nos ex speciali gratia, in favorem concordiæ, ut ipsa firma permaneat Civibus Lubicensibus indulgemus, ut quicunque eorum, Vicarias seu Altaria construere & dotare voluerint competenter, hoc faciendi liberam habeant facultatem, & ipse fundator & ejus heredes legitimi, successive jus Patronatus seu Clericos presentandi, quociens cunque hujusmodi Altaria seu Vicariæ vacaverint, libere possidebunt. Salvo nihilominus ipsis Civibus Lubicensibus jure communi vel privato, si forsan a nobis vel nostro successore, vel autoritate Sedis Apostolice, largiorem indulgentiam vel consimilem valeant optinere. Preterea Decanus de consensu Capituli preficiet Plebanum Ecclesie & Parrochianis Sancti Egydi, qui quando displicuerit Capitulo, vel Parrochiani racionabilem causam ostenderint contra ipsum, de Ecclesia cedet & Decanus & Capitulum alium substituent loco sui. Hanc nostram concordiæ ordinacionem utraque parcium acceptavit, in cujus testimonium presentes Literas scribi & nostro sigillo fecimus communiri.

LIX.

1. Avril. *Dispensatio Papæ* JOHANNIS XXII. *pro Liberis Regis Angliæ* EDUARDI II. *in gradu prohibito maritandis. Data Avinione* 1. *April. Anno* 1317. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. p. 623.]

JOHANNES Episcopus, Servus Servorum Dei, Carissimo in Christo Filio Eduardo, Regi Angliæ Illustri, Salutem & Apostolicam Benedictionem.

Eximiæ devotionis affectus, quem erga nos & Romanam Ecclesiam habere dinosceris, promeretur ut, personam tuam Apostolici favoris plenitudine prosequentes, petitiones tuas ad exaudicionis gratiam benignius admittamus.

Cum itaque, sicut Celsitudinis tuæ petitio nobis exposita continebat, aliqui Excellentiæ tuæ Compares, tibi gradu prohibito non conjuncti, quibus Filii, seu Filiæ tuæ decenter nubere valeant, de facili nequeant inveniri; ANNO 1317

Nos precibus Regiis in hac parte favorabiliter annuentes, cum dictis Filiis & Filiabus auctoritate præsentium dispensamus, ut iidem Filii & Filiæ personis, sibi quarto affinitatis vel consanguinitatis gradu conjunctis, impedimento affinitatis, vel consanguinitatis hujusmodi non obstante, licite possint matrimonialiter copulari; Prolem, suscipiendam ex hujusmodi Matrimoniis, legittimam decernentes.

Nulli ergo omnino, &c.

Dat. Avinion. Kal. April. Pontificatûs nostri Anno primo.

Sub filis fericis flavi rubeique coloris.

LX.

Adjournement faict par PHILIPPES V. *Roi de France, surnommé* le Long, *à* ROBERT *Comte de Flandres, à comparoir en sa Cour, touchant l'infraction des choses contenues au Traité de Paix précédent, donné le* 9. *Avril.* 1317. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 95.] 9. Avril FRANC ET FLAN DRE.

PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux Thomas de Marfontaines & Philippes de Pressy, Salut & amour. Nous envoyons nos Lettres ouvertes à ROBERT Comte de Flandres, desquelles la teneur est telle.

§. 2. Philippes par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à Robert Comte de Flandres, Salut. Comme nous desirons la Paix, la tranquillité & le bon estat de nostre Royaume & de nos Subjez, & à faire & accomplir à l'ayde de Dieu le voyage d'outre mer, lequel nostre chier Sire & Pere, & nostre chier frere li Roys Louys, ou temps que ils vivoient, & nous, emprismes à faire pour la grand devotion, qu'ilz & nous avions, & laquelle nous avons encore; si comme il est bien raison, d'oster de la main des ennemis de la foy Chrestienne la terre saincte, que nostre Seigneur sacra & racheста de son precieux sang, pour estre propre heritage des Chrestiens, qui pour leurs pechiez en ont esté longuement despouillez; comme tous nos desirs soient à ce mis, que en nostre temps la dicte terre saincte fust remise en la main des Chrestiens, parquoy nostre Seigneur y peut estre honoré & servy: Sur plusieurs articles de la Paix de Flandre jadis traictée & accordée ou temps de nos devant dictz chiers Seigneurs Pere & Frere eussions faict attemperamans & eclaircissemens à moult de cas, par qui un Traicté, qui se feit entre nos gens, ou temps que nous estions Regent d'une part, & vos gens & les Procureurs des bonnes Villes de Flandres à ce deputez par Vous & par eux d'autre. ** Lesquelz attemperamens & eclaircissemens nous feismes à vostre requeste & à vostre grande instance, en esperance, que li dis Traictié vous deussiez tenir, garder & accomplir en toutes choses par effect, si comme Vous & vos gens le diiez & promettiez de bouche; car nous desirons, que le dict passage d'outre mer se peust tost faire & accomplir, si comme nous l'avons emprins. Et parmy le devant dict Traicté vous deussiez faire & accomplir certaines choses, comme il est plus à plein contenu ez Lettres, qui sur ce furent faictes & seellées, desquelles aucunes en demeurerent par devers nous, & aucunes par devers vous: Et plusieurs fois nous ayons sommé & requis ou faict requerre Vous & vos gens, que les dictes choses vous accomplissiez, & teniissiez, si comme Vous y estiez tenus; & vous de ce n'ayez encor rien faict, en disant, que les seurtez, que nous voulions donner n'estoient pas souffisans, combien que nous ayons tousjours esté prestz, & soyens encore de donner telle seurté, comme droictz, raisons ou costumes veulent, ou que elles ont esté données entre nos predecesseurs Roys de France & les vostres, ou entre leurs autres subjectz en tel cas ou semblable, & en offrissiens aucunes par special.

§. 3. Et par ce que Vous & vos gens disiez, que ces seurtez n'estoient pas souffisans, combien que tousjours il ait semblé, & encore semble à moult de gens, que elles doibvent bien suffire; finalement fut accordé entre nos dictz gens, & les vostres, & les dictz Procureurs, que sur les dictes seurtez, qui deussent suffire, seroit ouy le conseil nostre Sainct Pere le Pape, si comme il est contenu plus à plein ou dict accord; Lequel conseil il a donné en la presence de nos gens & de vos Procureurs, & des Procureurs des dictes bonnes Villes. Et est en son Conseil apres grand deliberation, qu'il a eu

sur

ANNO 1317. sur ce avec le college des Cardinaux, Patriarches, Archevesques, Evesques, Auditeurs du Palais, Maistres en Divinité, Docteurs de Droict canon & civil, qui lors estoient à Cour, que les offres, lesquelles avoient esté faictes sur lesdictes seurtez par nous, estoient suffisans. Et depuis le susdict conseil donné vos dictes gens se soient partis, sans accepter ledict conseil, & sans ce qu'ilz se soient traictz par devers nous, ne vous aussy n'estes depuis venus & n'avez envoyé par devers nous pour faire & accomplir ce, à quoy vous estes tenus selon ladicte Paix faicte au temps, que nous estions Regent. Pourquoy nous, qui ne voudrions estre trouvez en nul default, ains voudrions tousjours faire & accomplir tout ce, à quoy nous serions tenus, Vous requerons, & vous mandons, que au jeudy aprés les trois sepmaines des grandz Pasques prochains venans, c'est à sçavoir le dixhuictieme jour de mois de May, vous soyez par devant nous à Paris en nostre Palais, pour faire ce que vous nous estes tenus de faire en vostre propre personne selon ledict Traicté, & pour donner seurté telle, comme Vous y seriez tenus, d'accomplir & faire le remanent, que vous seriez tenu à faire par ledict Traicté qui faire ne se porroit en vostre propre personne, ou que lors ne se porroit accomplir bonnement ou debvroit. Car à ladicte journée nous entendons à vous offrir, & desja vous offrons à faire & accomplir, tout ce, à quoy nous sommes tenus par ledict Traicté, soit de donner seurté ou autre chose; & se ainsy estoit, que vous ne voulsissiez estre contens des seurtez, que nous voudriens alors donner selon droict, raison & coustume, ou de celles, que nos predecesseurs ont autres fois donné en tel cas ou semblable à voz predecesseurs, lesquelles nous vous offrons desja & deslors serons prestz de donner.

§. 4. Nous Vous adjournons par devant nous à Paris en nostre dict Palais au samedy ensuivant, c'est à sçavoir le vingtiesme jour du mois de May, pour oir ce que vous voudriez & suffisance desdictes seurtez donner & prenre d'une partie & d'autre selon la forme dudict Traictié, & pour oir & prenre droict, & oir declarer en nostre dicte Cour, que les seurtez debvront suffire selon la forme dudict Traicté. Et audict jour nostre Cour sera garnie de Pairs, de Prelatz, de Barons & d'autres, si comme il appartiendra. Et ce que par nostre dicte Cour sera declaré, dict & prononcié, que vous soyez tenu de faire & d'accomplir, selon que lors se pourra & debvra faire par raison, & quant à nous ce qui sera dict par droict en ladicte Cour, que nous serons tenus de faire, serons nous prestz de faire & d'accomplir. Et voulons que vous sçachiez, que si vous ne venez ausdictes journées, ou se vous y venez & se estes en default de faire & accomplir ce à quoy vous seriez tenu à faire, & ce que seroit esclairci en ladicte Cour par jugement sur lesdictes choses, nous en voudrons porter tout le proffict, qui par ce nous pourroit appartenir sur ces choses & celles qui en dependent, & le poursuivrons si avant comme raison seroit, & par toutes voyes & manieres sur ces choses & chacunes d'icelles, & celles qui en dependent. Nous vous adjournons à la derniere journée du samedy dessus dict o la continuation des jours qui s'ensuivent, & seront necessaires à l'accomplissement de la besogne, & des choses qui y appendent.

§. 5. Et pour ce que vous ne preniez aucune achoison de vous excuser des dictes choses ou aucunes d'icelles, nous vous envoyons par nos amez & feaux Thomas de Marfontaines & Philippes de Precy Chevalliers porteurs de ces Lettres, nos Lettres de seur conduict pour vous & pour tous ceux, que vous amenerez ou envoyerez. Et avons mandé & commis esdictz porteurs & à chacun d'eux, que cettes & les autres Lettres ilz vous presentent de par nous, & que d'abondant ils vous requierent & adjournent de bouche sur les choses contenues en ces Lettres, & selon la teneur d'icelles, & facent les offres faictes de par nous, si comme cy dedans est contenu, & que de toutes ces choses ilz & chacun d'eux facent relation à nous & à nostre dicte Cour, à laquelle sera adjoustée foy pleniaire, si avant comme raison sera. Donné à Paris le neufiesme jour du mois d'Avril, l'an de grace mil trois cens dix sept.

§. 6. Pourquoy nous vous mandons & commettons à chacun de vous, que les dictes Lettres à vous presentées de par nous soient baillez audict Comte, & sur les choses contenues es dictes Lettres, & selon ce qui est contenu en icelles, le requerez, sommez & adjournez selon la forme aux jours & lieux contenus es dictes Lettres, & les Lettres aussy, que nous luy envoyons à luy de seur conduict, li baillez. Et se ledict Cuens n'estoit content dudict seur conduict, Nous voulons & vous donnons plein pouvoir, & commettons à chacun de vous par ces Lettres, de faire & donner tout autre conduict, en la maniere, que faire se pourra & debvra, & que sur ce vous puissiez donner vos Lettres ouvertes. Voulons & commandons à tous les Justiciers & Subjectz de nostre Royaume, & tous autres requerons, que contre la teneur de vostre dict seur conduict, ilz ne viennent, ne ne facent, ne souffrent à faire ou advenir, comment que ce soit; ains le gardent & tiennent, & facent tenir & garder à tout leur pouvoir: car nous voulons, qu'il y ait aussy grand fermeté, & aussy grand foy li soit adjoustée, comme s'il estoit faict soubz nostre propre seel. Et de tout ce que vous aurez faict de ces choses, faictes relation à nous, & à nostre dicte Cour, à laquelle sera adjoustée foy pleniaire. En tesmoing des quelles choses nous avons faict mettre nostre seel en ces presentes Lettres. Donné à Paris le neufiesme jour du mois d'Avril, l'an de grace mil trois cens dix sept. Sur le reply est escript. Par le Roy en la presence de son grand Conseil, ainsy signé P. Barry. Scellé d'un sceau pendant en parchemin.

ANNO 1317.

LXI.

Commission de PHILIPPES le Long *Roi de France, pour adjourner* MAHAULT *Comtesse d'Artois à comparoître pour le Jugement de* ROBERT *Comte de Flandres, à Paris le 9. Avril.* 1317. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 97.]

9. Avr. FRANCE ARTOIS ET FLANDRE.

PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nostre amée & feale MAHAULT Comtesse d'Artois, Pair de France, Salut & amour. Comme nous adjournons par nos autres Lettres, & sur certaine forme pardevant nous à nostre Palais à Paris, au sabmedy apres les trois sepmaines des grandz Pasques prochains venans, c'est à sçavoir le dix septiesme jour du mois de May, Robert Comte de Flandres pour oïr & veoir esclaircir & prenre droict en nostre Cour sur certaines choses touchant l'accomplissement de la Paix de Flandres, si comme il est pleinement contenu en nos Lettres sur ce faictes; & audict jour vueillons avoir nostre Cour garnie, si comme il appartiendra de vous, qui estes Pair, & des autres Pairs de France. Nous vous mandons, que vous par cette cause soyez audict jour & lieu en vostre personne, pour aller avant sur les choses contenues ez Lettres dudict adjournement, selon ce que à vous appartiendra & raison sera, & se ne laissez en nulle maniere, & nous certifiez tantost par vos Lettres ouvertes contenans la teneur de cettes, de la reception de nos presentes Lettres, & ce que vous entendrés à faire de estre à ladicte journée. Donné à Paris le neufiesme jour d'Avril, l'an 1317.

LXII.

Citation faite de la part de PHILIPPE le Long *Roi de France à l'Evêque de* LOUDUN, *à assister au jugement des Pairs de France contre le Comte de* FLANDRE. *Faite à Paris le 9. Avril* 1317. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 98.]

9. Avr. FRANCE LOUDUN ET FLANDRE.

EXCELLENTISSIMO Principi Domino suo charissimo, Domino Philippo Dei gratia Francorum & Navarræ Regi, Radulphus ejusdem miseratione Laudunensis Episcopus Salutem & debitam obedientiam in mandatis. Noveritis nos vestras recepisse Literas formam, quæ sequitur, continentes.

§. 2. PHILIPPUS Dei gratia Francorum & Navarræ Rex dilecto & fideli nostro Episcopo Laudunensi Pari Franciæ Salutem & dilectionem. Cum nos per Litteras nostras alias & sub certa forma Robertum Comitem FLANDRIÆ coram nobis Parisiis in palatio nostro, ad diem Sabathi post tres septimanas instantis Paschatis, videlicet ad vigesimum diem mensis Maji adjornemus, ad audiendum & videndum declarari, ad capiendum jus in Curiâ nostrâ super quibusdam complementum pacis Flandrensis tangentibus, prout in Litteris nostris super hoc factis plenius continetur; velimusque dicto die Paribus Franciæ nostram Curiam, sicut decebit, habere munitam. Quamobrem mandamus

ANNO 1317. vobis, quod ad dictum diem & locum pro prædictis personaliter interfitis super prædictis in Litteris adjournamenti prædicti contentis, prout ad vos pertinebit & rationis fuerit, processuri; Id nullatenus obmittentes, de receptione videlicet præsentium & si ad dictam diem interesse credatis, nos per vestras celeriter Litteras certificantes, harum seriem continentes. Datum Parisiis die nonâ Aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo.

§. 3. Quod mandatum, Domino concedente, pro posse adimplere proponimus juxta dictarum seriem Litterarum. Datum Parisiis die decimâ tertia Aprilis, Anno Domini, millesimo trecentesimo decimo septimo.

Seellé d'un seau pendant en parchemin.

LXIII.

15. Avril *Litteræ Patentes* PHILIPPI V. *Regis Franciæ*, EDUARDUM II. *Regem Angliæ ad Homagium pro Ducatu Aquitaniæ præstandum poscentes. Datæ Parisiis die* 15. *Aprilis anno* 1317. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 703. où cette Pièce est inserée entre celles de l'An 1318.]

PHILIPPUS, Dei gratiâ Francorum & Navarræ Rex, universis, præsentes Literas inspecturis, salutem.

Notum facimus quod, accedentibus ad præsentiam nostram prudentibus viris, Johanne Abel Milite, & Magistro Richardo de Burton Legum Professore, Embassatoribus seu Nuntiis ex parte carissimi Fratris, Edwardi Regis Angliæ, Ducis Aquitaniæ, fidelis nostri, ad nos missis, auditis in præsentia nostra;

Nec non excusationibus ex parte ipsius Ducis, nobis per eos expositis, super eo quod ad nos, ad mandatum nostrum, causâ præstandi nobis Homagium pro dicto Ducatu, & aliis, quæ a nobis in Regno nostro Franciæ tenet in Feodum, ad præsens se conferre non poterat, nec hactenus potuerat certis causis;

Quas excusationes (cùm dicti Regis Fratris nostri aliqua impedimenta sentiant) licet nobis, tàm causâ dictorum impedimentorum, quàm non adventûs ipsius Fratris nostri, non modicum displiceant, admissimus tamen easdem.

Et ideo nos, ad ipsius Ducis supplicatiouem, per ipsos Nuntios nobis expositam, dilationem & respectum veniendi ad nostram præsentiam, pro dicto Homagio nobis præstando, & aliis, quæ, causâ hujusmodi, tenetur nobis facere, faciendis, dicto Duci hiis præsentibus concedimus, usque ad nostræ super hoc beneplacitum voluntatis.

Volumus tamen, quòd, infra Festum proximum Nativitatis Beati Johannis Baptistæ, certos & speciales Nuntios ad nos mittat, cum auctoritate & plenaria potestate præstandi nobis, ex parte ipsius Ducis, & pro ipso, fidelitatis debitum Juramentum pro Ducatu & aliis prædictis; nec non cum Literis ipsius Ducis, per quas confiteatur nos, ad ipsius supplicationem, dictum Homagium, & alia prædicta nobis præstandi sibi concessisse dilationem prædictam.

In cujus rei testimonium præsentibus nostrum fecimus apponi sigillum.

Actum Parisius die decimo quinto Aprilis, Anno Domini millesimo, trecentesimo, septimo decimo.

LXIV.

26. Mai. *Conventiones habitæ inter* EDUARDUM II. *Regem Angliæ & Dominum* DE EGREMOND, *super Maritagium* JOHANNÆ, *Neptis Regis. Datæ apud Westmonasterium* 26. *Maii Anno* 1317. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 644.]

REx omnibus ad quos &c. salutem.

Sciatis quod, cum inter nos, & dilectum & fidelem nostrum, Thomam de Multon, Dominum de Egremond, quædam Conventiones initæ sunt in hunc modum:

Ceste Entendure temoignm qui le 26. jour de Maii, l'an du Regne nostre Seigneur le Roi Edward, filz le Roi Edward, disme, accorde fust entre nostre dit Seigneur le Roi d'une part, & Monsieur Thomas de Multon, Seignur de Egremond d'autre part, qui Maritage se fera entre Johan, einez filz & heir le dit Monsieur Thomas, & Johane, la feile Monsieur Piers de Gavaston, jadys Counte de Cornwall, si tost come les ditz enfauntz serrount venuz a age convenable, qil pousent estre marietz. ANNO 1317

Et est assavoir qi le dit Monsieur Thomas ad grante de faire a nostre dit Seignur le Roi, tiele seurte par reconisance, come il mesmes voudra deviser, quil nule terre, quil tient ore, ne qui lui porra escheir par decente de heritage, par reversion, ou en autre manere, ne esloignera jammes de liu, en damage, ne en desheritance de son dit filz, ne de ses heirs.

Et doit le dit Monsieur Thomas, de maintenant, assigner a la dite Johane, es lieus covenables & suffisantz, quatre cens Marchees de Terre, a tenir a terme de sa vie, en noun de Douwaire, apres la mort le dit Johan, fil aveniſt, qui Dieu defende, quil se lessat morir vivant son Piere.

Et deit auſſint le dit Monsieur Thomas trover a son dit filz, a la dite Johane, & a lour engendrure, honurable sustenance en totes choses, sicome appent a lour estatz, qe le heure, qil pleise a nostre Seignur le Roi, ou a les autres amis ladite Johanne, qui ele demoerge devers le dit Monsieur Thomas.

Et por ceo Maridge acomplir en la fourme avantdite, nostre Seignur le Roi deit doner audit Monsieur Thomas mil livres en deniers, a paier a treis termes; c'est a savoir;

Cynk centz Marcs en main:
Cynk centz Marck a la Nativite Seint Johan le Baptistr prochein avenir;
Et cynk cents Marcs a la Seint Michel prochein suiant.

En tesmoignance de queu chose est fait ceste endenture, seale des seals nostre Seignur le Roi, & dudit Monsieur Thomas entrechaungeallement.

Done a Westmonster le jour & l'an desusditz.

Ac idem Thomas, juxta Conventiones prædictas, in Cancellaria nostra, prædicto vicesimo quinto die Maii, recognoverit se debere nobis decem milia Librarum, solvenda nobis in Festo Sancti Michaelis proximo futuro;

Nos, ipsius Thomæ securitati in hac parte providere volentes, concedimus, pro nobis & Hæredibus nostris, quod si prædictus Thomas dictas Conventiones, juxta Indenturam prædictam, observaverit, quod dicta Recognitio dictarum decem milium Librarum pro nullo habeatur, set omni careat roboris firmitate:

Et, si contingat quòd idem Thomas contra dictas Conventiones, seu aliquam earumdem, seu contra tenorem Indenturæ illius venerit, aut eas non observaverit, tunc dicta Recognitio prædictarum decem milium Librarum sui roboris in omnibus optineat firmitatem, & executioni debitæ demandetur.

In cujus &c.

Teste Rege apud Westmonasterium vicesimo sexto die Maii.

Per ipsum Regem.

LXV.

10. Jui *Acte par lequel* PHILIPPE le Long *Roi de France accepte la Protestation faite par* MATHILDE *Comtesse d'Artois, qu'elle ne prétend point préjudicier à ses droits en comparoissant devant la Justice dudit Roi pour les accusations intentées contr'elle. Fait à Paris le* 10. *Juillet.* 1317. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 98.] FRANC ET ARTOIS.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum & Navarræ Rex: Notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, quod cum ad solam suggestionem Isabellæ de Siennes & Joannis ejus filii, qui quædam crimina nobis & quibusdam aliis extra judicium, non tamen per aliquam viam accusationis vel denunciationis de charissima & fideli nostra Mathildi Comitissa Atrebatensi retulerunt; nos eandem Comitissam ob hoc ex officio nostro ad judicium coram nobis fecerimus evocari, ac eidem præsenti contra personam suam in scriptis tradi quosdam articulos criminales, & quasdam declarationes ab eisdem dependentes. Præfata vero Comitissa inter cæteras narrationes & defensiones, quas longum esset enarrare per singula, proponi fecit coram nobis, quod virtute adjornamenti sibi facti non tenebatur in tali casu procedere, pro eo quod ipsum adjornamentum, prout ex sui tenore apparet, continebat intervallum nimis breve. Item & pro eo quod de consuetudine

ANNO 1317. dine generali Regni Franciæ notoria, rationabili & legitimè præscripta & pacificè obſervata à tanto tempore, de cujus contrario memoria non exiſtat, nullum crimen poteſt contra perſonam alicujus de Paribus dicti Regni criminaliter intentari, niſi alii Compares ſui ſaltem pro majori parte ad hoc præſentes ſint vel ſufficienter evocati, de quibus Paribus ipſa Comitiſſa erat, & eſt una, ac alii ſui Compares non vocati aberant pro majore ſui parte. Item & pro eo quod de jure crimen opponi non debet contra quemquam per officium Judicis, niſi prius fama publica & crebra à benignevolis & non à malevolis, non ſolum ſemel, ſed pluries, laboret contra talem: in quo caſu opponens tale crimen tenetur jurare ſuper hoc, quod ipſe credit oppoſita talia vera eſſe. Quod, ut videbatur ex parte dictæ Comitiſſæ, in dicto proceſſu non fuerat obſervatum, cum ipſa Comitiſſa ſit & eſſet bonæ famæ, bonæ opinionis & honeſtæ converſationis, nec aliqua infamia juris vel facti præcedebat, nec præcedere dicebatur. Cæterum inſtantiſſime petiit à nobis dicta Comitiſſa, quod Procurator noſter, qui noſtro nomine dicta crimina proponebat, in animam noſtram & ſuam, prout jus dictat, juraret ſe propoſita eadem, ut ea proponebat, credere fore vera, & eadem poſſe ſe probare. Item proponi fecit dicta Comitiſſa, quod conſideratis ſtatu, nobilitate, moribus, meritis & conditionibus tam ſui quam progenitorum ſuorum, a quibus ſumpſit originem, contra ipſam Comitiſſam, ad hoc quod talia crimina ſibi ſic imponantur, non eſt credendum ſeu præſumendum, nec aliqua fides adhibenda dictis ſive relationibus vel depoſitionibus dictorum Iſabellæ & Joannis, qui ſunt vel erant pauperes, levis opinionis, viles perſonæ, & publicè apud bonos & graves in locis, ubi traxerunt originem, diffamati, ſuper ſortilegiis, auguriis, divinationibus, & pluribus aliis factis damnabilibus, & adeò quod dicta Iſabella pluries per Baillivos & Officiales dictarum partium, in quibus extitit converſata, capta fuit & per longa tempora captivata. Item & quod ex alia ratione non erat dictis depoſitionibus eorum credendum, cum in ſuis depoſitionibus ſint ſingulares, imo & contrarii manifeſtè, tam evidenti contrarietate, quod ad concordiam reduci non poteſt ullo modo, prout ex tenore dictarum depoſitionum apparet cuilibet ſubtiliter intuenti.

§. 2. Super quibus ex parte dictæ Comitiſſæ plenius & ſerioſius in ſcriptis propoſitis dicta Comitiſſa petiit jus ſibi dici, proteſtatione ex parte ipſius præhabita, quod per aliqua, quæ ex parte ipſius erant dicta vel propoſita, ſeu proponenda vel dicenda, non intendebat ſe ſupponere vel ſubmittere alicujus inquæſtæ judicio tacitè vel expreſſè, niſi in quantum de jure vel conſuetudine neceſſaria teneretur. Item & quod non intendebat libertati nec juri ſuo, ſuorum ſucceſſorum, nec ſuæ paritatis in aliquo derogare ſeu renunciare in toto vel in parte, ſed proteſtari fecit, quod omnia jura, & juris & conſuetudinis beneficia & libertates ſibi competentes & competituræ, tam in præſentiarum quam futuris temporibus ſalvæ validæque remaneant, nihilominus tam ſibi & ſuæ Paritati, quam ſuis heredibus & ſucceſſoribus in futurum. Poſt quas quidem rationes & proteſtationes ex abundanti dicta Comitiſſa fecit addi, quod ſi noſtræ placeret Majeſtati, dictas ſuas rationes & proteſtationes admittere cum effectu, & easdem ſibi ſuisque heredibus & ſucceſſoribus ac juri ſuo & ſuæ Paritati in futurum reſervare, ut cum eisdem rationibus & proteſtationibus, tum omnibus & ſingulis aliis ſuis juribus, conſuetudinibus & libertatibus ipſa ſuique heredes & ſucceſſores in perpetuum uti poſſint, ſiquando & quoties ſibi videbitur expedire, ac ſi ſuper dictis articulis & adjornamentis nunquam foret proceſſum vel responſum, & noſtras ſibi ſuper his omnibus & ſingulis patentes Litteras concedere.

§. 3. Tunc ipſis Litteris obtentis, ipſa tamquam ex totis præcordiis aspirans & affectans veritatem de præmiſſis omnibus luciditſime fieri manifeſtam, & ſuam ſuique nobiliſſimi ſanguinis puritatem, purgationem & innocentiam declarare; parata erat ſuper dictis articulis ulterius procedere quantum foret rationis. Nos verò ſuper his deliberatione noſtri conſilii præhabita diligenti, prædictas rationes & proteſtationes omnes & ſingulas admiſimus, dictæque Comitiſſæ ſuisque heredibus ac ſucceſſoribus jura & libertates ſuæ Paritatis reſervamus per preſentes Litteras in futurum; ita quod non obſtante responſione dictæ Comitiſſæ ſuper ipſis articulis & proceſſu ulterius faciendo ipſa eisdem rationibus uti poſſit, ſi & quando ſibi videbitur expedire; ſuper quibus tunc ſibi jus fiet, ſi ibi neceſſe fuerit & dicatur; nec ſibi poſſit opponi, quod poſt responſionem locum non habeant tamquam in uno delatorum propoſitæ; cum dignum reputemus & congruum, quod qui in uno gravatur, in alio debeat relevari. Item ad id dictas proteſtationes admiſimus, quod per responſionem ſeu proceſſum dictæ Comitiſſæ ſuper dictis articulis, nullum eidem Comitiſſæ ſeu ejus heredibus aut ſucceſſoribus, aut juri vel libertati ſuæ Paritatis & aliis ſuis juribus, libertatibus, conſuetudinibus, caſibus & negotiis præjudicium generetur, ſeu etiam nocumentum; ut quod per hoc non ſit ſuppoſita vel objecta alicujus inquæſtæ judicio, niſi & in quantum alias ſuppoſita reperiretur vel ſubjecta. Et ad præmiſſorum robur & teſtimonium & munimen, in his omnibus & ſingulis auctoritatem noſtram Regiam interpoſuimus, & decretum ac ſigillum noſtrum præſentibus apponi fecimus. Actum Pariſiis die decima Julii anno Domini 1317. Per Dominum Regem in Curia ad relutionem veſtram P. Barret.

ANNO 1317.

LXVI.

13. Sept. FRANCE ET FLANDRE.

Traité de Giſors, par lequel PHILIPPE le Long, *Roi de France, admet les excuſes de* LOUIS *Fils aîné du Comte de Flandre, de Nevers, & de Retheil, Baron de Donzy, accepte la ſaiſie des Forterefſes remiſes à ſa Majeſté par ledit* LOUIS, *en lui baillant un gand; & le reçoit à l'hommage, ſans préjudice des droits aquis à Sa Majeſté ſur les dites Comtez, en baillant par lui ſûreté à* GIRARD DE CHATILLON *&* GUILLAUME DAULIZY *Chevaliers, & quarante ou cinquante autres, & demeurant à l'arbitrage du Connêtable* DE CHATILLON *& du Sieur de* SUILLY. *Fait le 13. de Septembre* 1317. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 100.]

PHILIPPUS Dei gratia Francorum & Navarræ Rex, notum facimus univerſis tam præſentibus quam futuris, nos infra ſcriptas vidiſſe Litteras, formam quæ ſequitur, continentes.

II. A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, LOUYS aisné fils du Comte de Flandres, Comte de Nevers & de Retheil, Salut. Sçachent tous, que comme noſtre cher Seigneur Philippes, par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, euſt pris & faict mettre nos dictes Comtez en ſa main, ſçavoir eſt de Nevers & de Retheil, pour ce que il diſoit, que nous avoins eſté desobeiſſans de li faire les hommages, que nous li debvons de nos dictes Comtez, & pour pluſieurs autres desobeiſſances & cauſes, leſquelles il diſoit, que nous aurions faictes contre li & contre ſes gens. Et nous fuſſions venus à li & li ſupplier & procurer, qu'il vouſiſt ſurſeoir nos excuſations, leſquelles nous diſions, que nous avions bonnes ſur les choſes deſſusdictes, & leſquelles excuſations par nous à luy faictes de bouche à tout l'honneur & la reverence, que nous avons peu, pour ce que nous ſouhaittons & deſirons luy obeir & ſervir, ainſy comme nous ſommes tenus comme à noſtre cher & droicturier Seigneur, pour avoir ſa bonne amour, ſa Paix & ſa grace, li avons promis, voulu & octroyé les articles & les choſes cy deſſoubz eſcriptes.

§. 1. Premierement que nous, tous nos Chaſteaux & nos maiſons forts de la Comté de Nevers & de la Baronnie de Donzy, lesquels ont eſté garnis par nous & par nos gens pour certaines cauſes, non mie contre li; car de garnir contre li ne fut oncques noſtre entente, ſi comme eſtre ne debvoit, mettons, avons mis dés maintenant de bouche & de faict, delivrasmes en la main du Roy noſtre Seigneur deſſus dict; & luy en baillasmes la ſaiſine par un gans; & apres ce nous li avons ſupplié & faict ſupplier humblement, que il nous voulſiſt recevoir en ſon hommage & en ſa feauté, lequel nous li avons offert pluſieurs fois à grand reverence, & ainſi comme nous y ſommes tenus. Et il a ce à la ſupplication de pluſieurs grandes perſonnes & à la noſtre nous a receu benignement, faicles proteſtations par li expreſſement, que par ce il n'entend renoncer à ſes droictz, quelz ilz fuſſent, que il euſt contre nous és dictes Comtez, pour quelque raiſon ou cauſe, que ce ſoit, de la quelle proteſtation nous nous ſommes conſenty, & à icelles mesmes proteſtations nous li avons faict ledict hommage, en la forme & en la maniere, que nous & nos devanciers l'ont accouſtumé à faire aux devanciers dudict noſtre Sire le Roy. Et ledict hommage ainſy faict, ledit Roy noſtre Sire à noſtre priere & requeſte nous a rendu nos dictes terres des dictes

ANNO 1317. dictes Comtez; sauf son droict en toutes choses, excepté les dictz Chasteaux & maisons forts, lesquels ledict Roy nostre Sire, ou tous ceux qu'il y establira à ce requis de nous ou de nostre Procureur, ayant à ce procuration suffisante, à sa volonté nous restablira & toutes les garnisons, qui seront trouvées dedans au jour, qu'ils seront mis de faict en la main dudict Roy nostre Sire. En telle maniere, que parmy ces rendages & restablissemens nuls prejudices ne soient faictz en autre chose audict nostre Seigneur le Roy ne à nous; & que les droictz nostre dict Seigneur le Roy & de nous ne soient par ce de rien apetisez, ne franchises de riens amenuisées. Et voulons & nous consentons, & octroyons & promettons, que de toutes choses, desquelles le Roy nous voudra approcher, nous esterons & fournirons à droict par devant luy & par devant sa Cour.

§. 2. Item nous promettons & octroyons, que nous ferons seurtez suffisantes & convenables, que nous rendrons & restablirons, ou ferons plein gré & pleine satisfaction à toutes les personnes des dictz Comté & Baronie, & de tous autres lieux & pays de quelque condition qu'ilz soient, qui ont esté obeissans audict Roy nostre Sire ou à ses gens, les dommages qu'ilz ont soustenus pour l'occasion de nous ou de nos gens, excepté ceux que nous desadvouerons; & promettons en bonne foy, que ceux, que nous desadvouerons, nous rendrons au Roy nostre Sire, se nous les pouvons avoir, en bonne foy, & payeront les dommages qu'ilz ont faict. Et se aucuns avoient acheptées bestes ou biens, que les gens de nous eussent prins à force, fussent advouez ou desadvouez de nous, l'on les reaura pour le prix, qu'ilz ont esté vendus, si ont le peut ravoir; ou si non, le surplus qu'ils vaudroient par prisée de bonnes gens, outre ce qu'elles auroient esté vendues.

§. 3. Item nous avons octroyé, accordé & promis, que nous advouerons ou desadvouerons ceux, qui ont esté desobeissans au Roy nostre Sire en la Comté de Nevers & Baronnie devant dicte, soit Chastellains ou autres; & de ceux que nous advouerons nous fournirons & esterons à droict, par devant le Roy nostre Sire, ou par devant sa Cour, s'il ne nous veut faire grace: & nous fusmes expressement consentis par les choses dessus dictes, que le Roy nostre Sire ne veut, ne entend à renoncer à nul droict, qui luy fust acquis par cy devant, ne a nulles convenances, qui ayent esté faictes au temps passé entre les devanciers dudict Roy nostre Sire & nous; ainçois voulons & consentons expressement, qu'elles demeurent en leur vertu comme devant. Et aussy n'y entendons nous pas à renoncer de tant comme elles nous touchent. Et voulons & consentons expressement, que tous les droictz & convenances faictes au temps passé demeurent tant pour le Roy nostre dict Sire, que pour nous en leur force & en leur vertu, sans qu'aucunes choses en soient enfraincte ou amenuisiées.

§. 4. Et avons voulu & accordé, qu'aux personnes de ladicte Comté de Nevers & Baronnie, qui ont esté obeissans audict Roy nostre Sire, ne puissent ne ne doibvent estre faictz aucuns dommages ou griefz ou molestes à eux ou aucuns d'eux, au temps à venir pour raison de ladicte obeissance. Et pour plus grande seureté desdictz obeissans, nous avons promis & promettons, accordé & accordons, & nous sommes obligez & obligeons par nos presentes Lettres, & avons juré aux Saincts Evangiles de Dieu, touché le Livre, & promettons le faire jurer par nos Officiers, qui tiennent ou tiendront au temps a venir jurisdiction ou Office de par nous, que sur cause ou occasion de ladicte obeissance, nous ne ilz ne les greverons, dommagerons, ny molesterons, ne leur ferons contre ce que raison de coustume pourra porter. Aussy nous avons juré & ilz jureront & feront le serment en telle maniere, quant à tous les subjectz des dictz lieux, qui ont esté obeissans soit personnes d'Eglise, nobles ou non nobles, de quelque estat & condition qu'ilz soient. Et avons voulu & accordé, voulons & accordons specialement, que quant à Messieurs Girard de Chastillon & Guillaume d'Aulizy Chevalliers, & quarante ou cinquante autres environ, telz comme li Roy voudra nommer, au cas ou les dictz Messieurs Girard & Guillaume, & les autres jusques au nombre dessus dict ou aucuns d'iceux viendroient au Roy nostre Sire, & diroient par leur serment sur Saincts Evangiles à leur escient, que nous ou nos gens les greverons pour raison de l'obeissance contre coustume ou raison; hault homme & noble Gaucher de Chastillon Comte de ** & Connestable de France, & Messire Henry de Suilly Bouteiller de France nostre cher & amé Cousin, seront establis de par le Roy, qui par eux ou par autres sans soupçon verront sur ce: & s'ilz trouvent, que lesdicts Messieurs Girard & Guillaume, & les quarante ou cinquante devant dictz ou aucuns d'eux soient grevez contre coustume ou raison pour l'occasion dessus dicte; lidis Connestable & Seigneur de Suilly nous diront, que nous l'adressions, & nous, à leur dict, sommes tenus & les promettons à ce faire, Et se ledict nostre Cousin le Connestable & Seigneur de Suilly trouvent, que les dessus nommez ou aucuns d'eux se doulussent à tort, ils le nous renvoyeroient par devant nous ou nos gens, & nous en lairroient jouir. Et dureront ces seurtés, quant auxdictz Messieurs Girard & Guillaume & aux autres jusques au nombre dessus dict, tant que nous & ilz vivront. Et s'il advenoit, que ledict nostre Cousin Connestable & Sire de Suilly ou l'un d'eux trespassast de ce siecle, ou qu'ilz ou l'un d'eux ne puissent entendre aux choses dessus dictes, nous voulons & consentons, que le Roy nostre Sire puisse mettre en lieux d'eux ou l'un d'eux, autres preud'hommes sans soupçon. Et nous doibt faire bailler ledict Roy nostre Sire soubz son seel les personues, qu'il veult, qui soient soubz ladicte seurté jusques au nombre dessus dict.

ANNO 1317.

§. 5. Nous a promis & accordé, que si ses gens avoient aucunes choses faictes ou prises es dictz Comté & Baronnie, non deuement & contre leur commission & en maniere, que le Roy nostre Sire en prist le faict à sien, il les nous fera adresser. Et les choses dessus dictes nous avons promis & promettons à tenir & garder fermement, & encontre ne venir en nul temps par nos ferments sur ce faictz aux Saincts Evangiles; & à ce avons obligé & obligeons solemnellement & efficacement nous, nos biens meubles, & de nos heretiers & successeurs en quelque lieu qu'ilz soient, & renonçons à toute exception & autre ayde de droict & de faict. Donné à Gisors le treiziesme jour de Septembre, l'an de grace, mil trois cens dix sept, soubz nostre grand seel en tesmoing des choses dessus dictes.

III. Nos autem contenta in dictis Litteris omnia & singula volumus, consentimus, laudamus, approbamus, & quantum ad nos pertinet, facere teneri & adimpleri promittimus bonâ fide. Quod ut firmum & stabile permaneat, presentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum die, loco & anno prædictis. *Et sur la subscription desdictes Lettres est escript, ce qui s'ensuit*: Confirmatio excusationum & conventionum factarum ab Comite Flandriæ super rebellionibus sibi impositis.

LXVII.

Majestäs-Brieff Ludwigs Römischen Königs der Stadt Speyr ertheilt / die Mauren und Thürne der Stadt Landau nach ihrer Eroberung abzubrechen / die Graben zu füllen / und nichts daran wieder bauen zu lassen / biß zuvor bemeldtes Landau von der Stadt gelöst. Frankfurth / Dienstags nach St. Gallen. 1317. [Lehmanni Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. XXIV. pag. 670. col. a.] 18. Oct.

C'est à dire,

Lettres Imperiaux accordés par Louis *de Baviere Roi des Romains à la Ville de* Spire, *pour la démolition des Murs & autres Ouvrages de* Landau *après l'occupation, avec assûrance qu'ils ne seront ni relevés ni reparés, jusques à ce que le prix de l'engagement lui ait été rembourſé. A Francfort le Mardi après la Fête de St. Gall.* 1317.

Wir Ludwig / ꝛc. thun kund / daß wir unsern lieben Getrewen / dem Rath und den Burgern zu Speyr gelobet haben / und geloben an diesem gegenwärtigen Brieff / bey unsern Königlichen Trewen und Ehren / ists / daß uns gelinget an Landau / daß wirs gewinnen / daß wir dann die Thürn und die Mauren all um die Stadt und in der Stadt niederbrechen sollen / und die Graben füllen und schleiffen / und daß nimmer / dieweil das Landaw und das dazu höret / von denselben Burgern zu Speyr nicht gelöset ist / kein Graben / Mauren / Thürne / Tunel oder ander Vestung oder Schloß um dieselbe Stadt machen oder lassen machen / von unser oder von iemand anders wegen / ohne alle Gefährde / und wäre / daß jemand die da machen wolt / das sollen wir wehren in guten Trewen / nach allen unsern Medten. Daß diß steet bleibe und unzerbrochen / darüber zu Urkund haben wir an diesen Brieff unser Königlich Insiegel gehenckt. Der ist geben zu Franck-

ANNO 1317. Franckfurt Dienstags nach S. Gallen Tag / da man zahlt nach Christus Geburt 1317. im drittem Jahr unsers Reichs.

LXVIII.

9. Oct. Majestät-Brieff über die Verschreibung der Stadt Landau an die Stadt Speyr / durch LUDWIG Römischen König vor Sechsthalbtausend Pfund Heller zu Ersetzung des wegen desselben ergriessenen Parthey erlittenen schaden / beschehen auf so lang / biss daß Er selbst oder seine Nachkommen am Reich bemeldter Stadt Speyr die Sechsthalb tausend Pfund Heller würden bezahlt haben. Frankfurth Mittwochs nach St. Lucas 1317. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. XXIV. pag. 670. col. a.]

C'est-à-dire,

Lettres de LOUIS *de Baviere Roi des Romains, par lesquelles il engage* Landau *à la Ville de* SPIRE *pour une somme de* 15500. *livres en compensation des dommages souferts par elle en suivant son parti. A Franckfort le Mecredi après la St. Luc* 1317.

WIr Ludwig von Gottes Gnaden Röm. König / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / haben angesehen den grossen Schaden / den Hertzog Friderich von Oesterreich und seine Helffer / und sonderlich die Burger von Landaw gethan haben / uns und dem Reich zu leid / unsern lieben Getrewen / dem Rath und den Burgern zu Speyr an ihren Höfen / Häusern und Gütern / und sehen aber auch an die Treu und Hülffe / die dieselbe Burgere uns thun gegen unsern und des Reichs Feinden / davon sie anderwert grossen Schaden und grossen Kosten und auch Arbeit leiden müssen vor ander Leuten / und ist billich / daß wir sie darum vor andern Leuten auch ehren / und sie ihres Schadens ergötzen in etlicher Masse. Darum versetzen wir ihnen Landaw / Leut und Gut / und alle die Recht / die wir und das Reich da haben / zu einem rechten Pfand vor sechsthalb tausend Pfund Heller / also daß dieselben Burgere von Speyr dieselben Landaw / Leut und Gut und Recht haben / nutzen und niessen sollen und mögen an unser statt ohne Gefehrde / also lang / biß daß wir oder unser Nachkommen an dem Reich ihnen die sechsthalb tausend Pfund Heller geben und gelten / gänzlich und elliglich / den Nutz nicht abzurechnen noch abzuschlagen. Und geloben wir bey unsern Königlichen Treuen und Ehren / dem Rath und den Burgern zu Speyr diß steet und vestiglich zu haben und zu halten / und ihnen zu helffen getrewlichen / obe sie jemand daran irren wolt / und gegen den von Landaw / ob sie ihnen widerständig seyn wolten. Und haben zu Urkund diesen Brieff mit unserm Königlichen Insiegel versiegelt / der geben ist zu Franckfurt an dem Mitwoch nach S. Lucas Tag / da man zalte nach Christus Geburt 1317. im dritten Jahr unsers Reichs.

LXIX.

. Nov. *Traité entre les Députez de* PHILIPPE le Long *Roi de France, &* ROBERT *Comte de Flandre, & les Villes dudit Païs par leurs Députez, fait à Paris, au mois de Novembre* 1317. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 103.]

RANCE FLANDRE.

A TOUS ceux, qui ces presentes Lettres verront, Nous Dreües de la Charité Prevost de Soissons, Hugues de la Cele & Bertrand de Requevegade Chevalliers du Roy de France nostre trés cher Seigneur, Procureurs & Commis à ce de par li devant dis nostre Seigneur le Roy; & nous Philippes de Poule Chevallier & Gualtier de Libake Clerc, Procureurs de Monseigneur le Comte de Flandres; Barthelemy de Staten Conseiller & Jean Balkar Clerc, Procureurs de la Ville de Bruges; Budelbin de Beumarde Eschevin & Henry de Lenberghe Clercs & Procureurs de la Ville de Gand; Georges Lescot Clerc & Waultier Creuselin Eschevin & Procureurs de la Ville d'Yppre, Salut en nostre Seigneur. Sçavoir faisons, que comme sur la Paix traictée & accordée entre les gens du devant dict nostre Seigneur le Roy & du Regent d'une part; le Comte, les bonnes Villes & le Pays de Flandres d'autre, seuretez qui deussent suffire pour tout accomplissement de ladicte Paix se deussent donner d'une part & d'autre; & les gens nostre dict Seigneur le Roy certaines seurtez offrissent, lesquelles & chacunes d'elles devoient suffire, si comme ilz disoient; les Procureurs des dictz Comté, bonnes Villes & Pays de Flandres disans au contraire lesdictes seurtez non estre suffisantes, & requerans qu'autres certaines seurtez ou aucunes d'elles leur fussent faictes, lesquelles ilz disoient raisonables, les gens du devant dict nostre Seigneur le Roy disans au contraire. A la parfin apres plusieurs traictez & debats eus sur ce entre nous Procureurs dessus dictz; nous Procureurs & Commis de par le Roy nostre Seigneur ou nom de luy & pour luy, & nous Procureurs du Comte pour luy & pour son Païs de Flandres; & ou nom d'eux & pour eux avons accordé & ordonné, accordons & ordonnons en la maniere que s'ensuit. ANNO 1317.

§. 2. C'est à sçavoir, que nous Procureurs & Commis dessus dictz, qui sçavons, que li Roy nostre Sire desire; & nous Procureurs du Comte & des bonnes Villes dessus dictes, qui sçavons, que li dis Cuens & bonnes Villes desirent aussy, que bonne fin soit mise ez choses dessus dictes pour le grand bien, le grand * * * & la grand loyauté, qui est en nostre Sainct Pere Monseigneur Jehan par la divine & digne prevoyance de Dieu Pape vingt deuxiesme, avons accordé & accordons pour les dessus dictz nostre Seigneur le Roy, le Comte, les bonnes Villes & les Pays de Flandres, que sur les dictes seurtez, qui debvront suffire soit pris le conseil de nostre Sainct Pere devant dict, non mie comme de Juge. Et jaçoit ce que li dis nostre Sire le Roy, li Cuens, les bonnes Villes & le Pays de Flandres se fient, que li dis nostre Sainct Pere sur ce doit donner son juste & loyal conseil, nous ne voulons, ne n'entendons de rien pour ce à faire nulle submission, obligation ou lien, par quoy li dis nostre Sire le Roy, li Cuens, les bonnes Villes, & le Pays de Flandres soient astraincts ou tenus de suivre & tenir le dict conseil; mais selon ce qu'il sera leur pure & franche volonté. Et envoyerons là leurs Messagers pour ce qui y seront dedans les octaves de ce prochain Noel. Ne n'est mie nostre entente, que cette besoigne doye en rien venir devant son successeur, si par advanture advenoit, (que ja n'advienne) qu'elle ne prist fin devant luy.

§. 3. Item sur ce que le Roy nostre Sire vouloit garnir le Chasteau de Cassel à sa volonté, laquelle chose nous Procureurs & Commis de par luy disions & disons, qu'il se pouvoit faire selon la forme & accord de la Paix; nous Procureurs du dict Comte & des bonnes Villes de Flandres considerans, que en la Paix traictée & accordée dernierement avoit esté accordé, que li Cuens de Flandres feroit abbatre le Chasteau de Courtray, & li Roy nostre Sire adonc Regent feroit abattre le Chasteau de Cassel; Nous Procureurs & Commis dessus dictz, qui sçavons que li Roy nostre Sire desire, que la dicte Paix vienne tost à bon accomplissement; & nous Procureurs du Comte & des bonnes Villes dessus dictes, qui sçavons, que li Cuens & li Pays de Flandres desirent ce mesmes, avons accordé & accordons, que li dis Cuens fasse deja abbattre le dict Chastel de Courtray, & pourra li devant dis nostre Sire le Roy envoyer de ses gens une quantité, pour veoir comment le dict Chastel de Courtray s'abattra, & tenir illec jusques à tant qu'il soit abattu; & li dis nostre Sire le Roy fera aussy desja abattre ledict Chastel de Cassel, & seront de tout en tout abbatus les dictz Chasteaux de Courtray & de Cassel dedans la purification prochaine venant, & ce se fera en bonne foy sans nul delay & sans fraude, main à main continuellement, & les gens que li dis Cuens faisoit tenir devant le dict Chastel de Cassel, pour garder que vivres ou autres garnisons ne se missent au dict Chastel, s'en departiront, avec ce le dict Chastel se commance à abbatre, sauf ce que le dict Cuens pourra avoir en la Ville de ceux ou d'autres de ses gens de cinq jusques à six cens, s'il veut, pour veoir comment le dict Chastel de Cassel se abbatra; & y pourront demeurer jusques à tant, qu'il soit abbatu. Et parmy ces choses dessus dictes nous Procureurs & Commis de par li devant dis nostre Seigneur le Roy en nom de li, & nous Procureurs du Comte pour li & pour son pays de Flandres & en nom d'eux, & nous Procureurs des bonnes Villes pour elles & en leur nom, avons ralloigné & ralloignons les attenances, lesquelles estoient prises jusques à la Toussainctz dernierement passée entre ledict nostre Seigneur le Roy, le Comte, les bonnes Villes & le Pays de Flandres; jusques à ces grandz Pasques prochaines, en la forme & en la maniere qu'elles avoient esté autres fois accordées jusques à la dicte feste de Toussainctz: ainsy par le ralloignement des dictes attenances, ne

ANNO 1317. faict ne ne fera la condition du Comte de Haynault de rien plus clair, ne meilleur, ne piour; auſſy ſur le faict de la mort Monſeigneur Jean Villain, ſur lequel li Cuens & ſes autres gens de Flandres li mettent ſus les attenances & accord avoir enfrainctz, les gens du dict Comte de Haynault, diſant le contraire; ainçois demeurera ledict Cuens de Haynault, quant à ce au meſme poinct, comme il eſtoit de devant la dicte Touſſainctz. Et toutes voyes il eſt accordé entre nous deſſus dictz, & accordons, que le Cuens & ſes gens de Flandres ne mouveront, ne ne feront guerre au dict Comte de Haynault, les dictes attenances durant. Et ainſi li dis noſtre Sire le Roy pourprendra & pourprend deja en main ledict Comte de Haynault & les ſiens, qu'il ne li ſiens ne mouveront, ni feront guerre au Comte, ne à ſes gens de Flandres, le ralloignement des dictes attenances durant. Et nous Procureurs deſſus dictz en teſmoing & à fermeté de toutes les choſes deſſus dictes & chacunes d'icelles avons mis nos ſeaux en ces preſentes Lettres. Ce fut faict & accordé à Paris le Vendredy d'apres la Touſſainctz devant dicte, l'an de grace mil trois cens dix ſept. Et ſont les dictes Lettres cy deſſus transcriptes, ſeellées ſur le reply en double queüe de parchemin de unze petitz ſeaux ou cachetz de cire rouge. Et ſur le dos d'icelles eſt escript ce que s'enſuit. Ce li accord faict à Paris entre les Procureurs li Roy & les Procureurs du Comte & des bonnes Villes de Flandres, pour avoir le conſeil du Pape ſur les ſeuretez, & pour l'abbatement des Chaſteaux de Courtray & de Caſſel.

LXX.

1318. 30. Mars. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ, ad* PHILIPPUM Longum *Regem Franciæ de attemptatis in Aquitania emendandis. Datæ apud Haddele die* 30. *Martii Anno* 1318. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. III. p. 700.]

MAGNIFICO Principi, Domino Philippo, Dei gratiâ, Regi Franciæ & Navarræ illuſtri, Fratri ſuo cariſſimo, Edwardus, ejusdem gratiâ &c. Salutem, & ad vota, ſucceſſus proſperos & fælices.

Quædam nobis, ſuper ſtatu Ducatus noſtri prædicti, præjudicialia & hactenus inaudita, noſtris auribus indies inculcantur, quod licet immediata jurisdictio, de omnibus & ſingulis, Subditos noſtros Ducatus prædicti in eodem Ducatu contingentibus, ad Miniſtros noſtros ejusdem Ducatus, nomine noſtro, exercenda pertineat:

Nec debeant hujusmodi ad Curiam veſtram devolvi, nec in eadem tractari, niſi per viam reſorti; Nichilominus Seneſcallus veſter, ex parte veſtra, in Petragoricinio, & alii Miniſtri, aliquando, ut aſſerunt; ſub colore Officiorum ſuorum, & aliquando auctoritate Literarum veſtrarum, eis directarum, dictum Ducatum noſtrum ingrediuntur, & in eodem Jurisdictionem immediatam, ad nos & Miniſtros noſtros ejusdem Ducatus pertinentem, ſatagunt exercere:

Inſuper Arnaldum Calculi, Seneſcallum noſtrum Xanctoniæ, & Civem noſtrum Burdel (noſtræque & Miniſtrorum Ducatus prædicti Jurisdictioni immediate ſubjectum) de veniendo ad Parliamentum veſtrum Pariſius, ad perſecutionem Eliæ Souziprada, ſuper diverſis responſurum, ut intelleximus, jam citarunt.

Nos igitur, advertentes præmiſſa, ſi ſub conniventia permitterentur tranſire, in noſtri præjudicium & exhæredationem cedere manifeſtè, non valentésque tam Præjudicialia, Injurioſa & Dampnoſa Nobis, & Subditis noſtris dicti Ducatus, æquanimiter tolerare.

Regiam benivolentiam veſtram (de qua plene confidimus) quanto carius & affectuoſius poſſumus, deprecamur, quatinus ad præmiſſa (quæ, præter conſcientiam veſtram, fore credimus improvide attemptata) intuitum debitum convertentes, velitis, pro nobis & præfato Arnaldo, de competenti & feſtino remedio providere; & ab hujusmodi præjudicialibus, dampnoſis, & injurioſis, per præfatum Seneſcallum & alios Miniſtros veſtros, prorſus, ſi placet, deſiſtere; & Proceſſus, ſi qui per ipſos vel eorum aliquem facti fuerint in præmiſſis, facientes totaliter revocari. Dat. apud Haddele, 30. die Martii.

LXXI.

23. Mai. BRABANT ET FLANDRE. *Traité & Concordat entre* JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *de Flandre Seigneur de Tenremonde, touchant leurs droits ſur Tenremonde, Merchten, & la Capelle; fait à Bruxelles, l'an* 1318. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 151.] ANNO 1318

NOUS JEHANS par le grace de Dieu Dux de Lothier, de Brabant & de Limbourg, & nous GUILLAUMES de Flandres Sire de Tenremonde, faiſons ſcavoir à tous chiaux qui ces preſentes Lettres verront, que comme debat, ceſtion & discort aient eſté entre nous & noz gens d'une part & d'autre, aſſavoir eſt de par nous le Duc, de noz franchiſes de Merchtene & le Cappelle & des attinances qui y appartinent & dependent, nous le Segneur de Tenremonde de noſtre franchize de Tenremonde de no terre toutte appartenant anchienement à noſtre terre & Seignorie de Tenremonde, Nous pour bon de pays & de accord, pour les dis debas, ceſtions & discors qui ont eſteit entre nous & noz gens terminer & mette à fin, & pour plus entierne amourz à tous jours entre nous & noz ſucceſſeurs affirmir, uſant du meur conſeil dez noz amis, ſommez ſommierement accordeis, de tenir & maintenir nos gens & noz terres & franchizes deſſus-dictes en la maniere que cy apres s'enſuit. Aſſavoir eſt, s'il avenoit que aucunz de noz gens de Merchtene de la Chappelle ou des appartinances veniſſent en la terre de Tenremonde, & il feiſiſſent aucun grief ou meffait en quelconque maniere que ce fuiſt dont il ſe departiſſent hors de la terre de Tenremonde ſans arreſtz ou ſans calenge, li Sires de Tenremonde ou ſes Juſtices deveroient liverier le vice & le meffait à nous ou à nous juſticez de Merchtene, de la Chappelle ou des appartenances pour prendre & levier les amendes dou meffait: & tout en au telle manier, ſi noz gens de Tenremonde ou des appertenanches forfaiſoient en la franchiſe de Merchtene, de la Chappelle, ou des appartenances, & ſe partiſſent auſſi ſans arreſt ou ſans callenge, li Dux ou ſez Juſtices dez dis lieux deveroient liverier le vice & le meffait à nous ou à noz juſtices de Tenremonde, pour prendre pour nous & levier l'amende dou dict meffait. Item s'il advenoit que noz gens de nosdictes franchiſes de Merchtene, de la Chappelle ou des appartenances aucun vouſiſſent aller demourer ou manoir en la terre de Tenremonde, bien le peut faire ſans calenge & ſans arreſt de par nous ou de par noz Juſtices, & les deveroit-on la maintenir, & traitier à us & as couſtumez des noz dictes franchiſes de Merchtene & de la Chappelle; & tout enſement porriont venir demourer & manoir ez noz dictes franchiſes dez gens de la terre de Tenremonde que il leur plaira, ſans calenge & ſans arreſt de par le Seigneur de Tenremonde, ou dez ſes Juſtices, & les devera ou par nous ou par noz Juſtices maintenir, & traiter as us & as couſtumez de Tenremonde. Et eſt auſſi accordé de par nous & noſtre Conſeil d'une part & de l'autre, que quicunque vourat devenir Bourgois en aucun de noz deſſus dites franchiſes de Merchtene, ou de la Chappelle, ou de Tenremonde, ou en la terre de Tenremonde, & avoir defenſe & warant de ſa borgoſie, que y le convenra manoir tout l'an dedens le franchiſe de la ville ou il ſerat devenus nos Bourgois de Merchtene ou de la Chappelle ou de Tenremonde, fors trois quarantaynez aſſavoir eſt une des quarantaynez en Aouſt, le ſecond quarantayne en le ſemiſez de S. Remy, & le tierce quarantayne en le ſemiſez de Mars, dedans leſquels troys quarantaynez il les convienera dedens le ville ou il ſont Bourgois avoir leur feu ardant, leur Koc chantant, & leur warde en leur maiſon, & s'il eſtoient trouvé hoirs des ſes poins deſſus-dis, no ou noz Juſticez les porremez prendre pour le meffait chascun de nous en ſa franchiſe. Item ſe aucuns qui manſiſt à Tenremonde ou en la terre de Tenremonde, & il feiſiſt aucun forfait, & apres le meffait ſe vouſit traire à warant, en aucune des nos franchiſes ou terre deſſusdites, ce ne li pourroit ne deveroit rienz valoir, que li Sires de Tenremonde ou ſes Bailleux ne prenderoit le meffait au ſien, s'il avoit tant vaillant & laiſſier dou ſien à Tenremonde ou en la Terre de Tenremonde; & tout en au telle maniere nous li Dux & noſtre Juſtice de par nous deveriens & porrions lever & prendre de le meffait de chiaux des franchiſes de noſtre deſſus-dite terre, qui forfait y auroient avant chou qu'il fuſſent trait à Tenremonde ou en le terre de Tenremonde à warand, ainſi comme dict eſt chi avant des gens de Tenremonde ou de la terre de Tenremonde. Item s'il advient que nous li Dux & li Sire de Tenremonde en noz ſusdites franchiſes & terres adviens aſſiſes, tailles & prieres, que quicunque de nos gens d'une part & d'autre, apres che deveroit Borgois, ſe Borgoiſie

ANNO 1318. goiſie ne li poira riens valoir que il ne ſache aſſcis à nous leur Seigneur chascun en ſon lieue, de toux cas ſoit dou prierе ou de taille que avenue ſeroit autant que il deveniſt Bourgois, & de touttes tailles & aſſiſes qui ſeroient faites, & de touts cas qui avenus ſeroient ou pourroient eſtre apres che qu'il ſeroit devenus Bourgois, il en doibt eſtre quittes & frans, & ſe enſi eſtoit que nous li Dux de Brabant ou nos Juſtices & gens vouſſiſſiens prendre pant ou wage de nos Bourgois, qui aroient terre ou biens à Tenremonde ou en le terre de Tenremonde, nous deveriens traire au Seigneur de Tenremonde ou au ſes Juſtices, en requirante qu'il nous fachent avoir le noſtre, & s'il che ne voloient faire, nous & nos Juſtices les porriens deſwagier; & tout en telle maniere doivent les gens le Seigneur de Tenremonde traire à nous ou as nos Juſtices, pour pant au wage avoir de leur Borgois, & ſi nous ou nos Juſtices ne leur faiſiemes avoir, li Sires de Tenremonde ou ſes Juſtices les poiront meismez deſwagier. Et eſt noſtre ſentence d'une part & d'autre que tout al qui Borgois ſont, viegnent manoir chascuns au lieu ou il ſera Borgois, dedens ce Noel que nous attendans premierement avenir, à toute leur maismez ſans nul malengien, & leur famez & leur enfant s'il les ont, & quicunque voura des hoirs en avant Borgois devenir, il le convenera que dou jour qu'il aura iureit Borgoiſi, dedens wit jours apres ſoit manans en la ville ou il ſera Borgois, tout en telle maniere comme uns autres Borgois, chi comme il eſt chi deſſus dit, & chi aucuns Borgois ſe voloit partir de ſa Borgoiſie, partier s'en peut, parmy tel droit paravant, comme li Eſchevin dou lieu diront ſur leur ſerement qu'il doit, ſaves touttes les raiſons deſus dites. Et touttes ces chouſes & convenanches deſous dites diviſes & ordenanches, promettons nous & chascun de nous pour nous & pour nos hoirs bien & loyalement à tenir & wardier en bonne foy à tous jours ſans nul malengien, en tesmoingnage de ces Lettres preſentes ſeelees de nos ſeaulx qui furent faites & données à Bruxelle le Mardi devant le S. Urbain l'an de grace MCCC. XVIII.

LXXII.

16. Juin. *Literæ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* PHILIPPUM Longum *Regem Franciæ, ſuper dilatione Homagii pro Ducatu Aquitaniæ præſtandi. Datæ apud Weſtmonaſterium 16. die Junii Anno* 1318. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. p. 714.]

MAGNIFICO Principi, Domino Philippo, Dei gratiâ Regi Franciæ & Navarræ illuſtri, Fratri ſuo cariſſimo, Edwardus, ejusdem gratiâ, &c. Salutem & ad vota ſucceſſus proſperos ac felices.

Pro quibusdam negotiis, nos tangentibus, venerabilem Patrem A. Herefordenſem Epiſcopum, & dilectos & fideles noſtros, Johannem Abel Militem, & Magiſtrum Richardum de Burton Clericum, ad veſtram præſentiam duximus deſtinandos:

Veſtræ Serenitati affectuoſius ſupplicantes, quatinus præfatos, Epiſcopum, Militem, & Clericum, conjunctim & diviſim, velitis gratioſe admittere, & eis ac duobus eorum, in hiis, quæ vobis ex parte noſtra expoſuerint viva voce, fidem credulam adhibere.

Ad hæc, de eo quòd excuſationem non adventus noſtri nuper ad vos, ſuper exactione Homagii & aliorum vobis faciendorum pro Ducatu prædicto & aliis Terris quas de vobis tenere debemus in partibus transmarinis, vobis ex certis cauſis tunc expoſitis, gratanter admiſistis & dilationem ſuper hiis conceſſiſtis, veſtræ Excellentiæ grates referimus ſpeciales.

Dat. apud Weſtmonaſterium 16. die Junii.

LXXIII.

3. Juil. *Literæ Ducis Oppavienſis* NICOLAI *Promittentis* JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi omnem fidelitatem, devotionem, & obedientiam, pro dato ſibi in feudum Ducatu Oppavienſi, præſtare, eique contrà omnem hominem tanquam fidelis Vaſallus omnibus viribus auxiliari, & cuncta promiſſa inviolabiliter ſervare. Datum Pragæ 5. Nonas Julii.* 1318. [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortſetzung I. Abſatz III. pag. 280.]

ANNO 1318.

NOS Nicolaus Dei gratia Dux Oppaviæ, ad univerſorum tam præſentium quàm futurorum notitiam cupimus pervenire, quod cum *Sereniſſimus Dominus noſter Dominus Joannes Bohemiæ & Poloniæ Rex, ac Lucemburgenſis Comes Illuſtris*, conſideratis fidei & ſervitiorum noſtrorum meritis, quibus nos ſuæ munificæ liberalitatis gratiam meruiſſe cognovit, ac penſatis utilibus & fidelibus per nos ſibi præſtitis & præſtandis ſervitiis, ex ſua munifica liberalitate, nobis & hæredibus noſtris in feudum, & Jure feudi contulerit in perpetuum, Terram ſeu Ducatum ſuum Oppavienſem, cum dignitate & titulo Ducatûs ipſius, nec non cum Civitatibus, Caſtris, Munitionibus, Villis, poſſeſſionibus & univerſis aliis pertinentiis, utilitatibus, proventibus & Juribus terræ, ſeu Ducatûs ipſius, prout in Privilegio ſuo, ſuper ipſis nobis dato hæc omnia plenius & expreſſiùs continentur, nos pro nobis & pro hæredibus noſtris recipientes in feudum à dicto Domino noſtro *Rege* ipſum Ducatum cum omnibus & ſingulis ſupradictis, ſibi recipienti, pro ſe, & ſuis hæredibus, ac ſucceſſoribus Regibus Bohemiæ, tanquam vero feudi prædicti Domino fecimus, & facimus homagium. Promittentes ipſi fidelitatem, devotionem, obedientiam ac reverentiam perpetuam per præſentes, Corporali per nos interpoſito Juramento, ordinando & omnino fieri volendo, ut *hæredes & ſucceſſores* noſtri in ipſo feudo ſeu Ducatu ſuccedentes, de manibus ejusdem Domini noſtri *Regis* & prædictorum ſuorum, iidem, idem feudum ſeu Ducatum recipere Jure feudali, ac eis homagium, fidelitatem, devotionem & obedientiam prædictos, interpoſito etiam Juramento promittere ac ſimiliter facere in perpetuum teneantur, obligando nihilominus nos, hæredes & ſucceſſores noſtros prædictos, ſub præmiſſo Juramento corporaliter præſtito, ſolemni ſtipulatione interpoſitâ, ipſi Domino noſtro *Regi ac hæredibus & ſucceſſoribus* ſuis præfatis promittimus, quod quotiescunque & quandocunque ipſe Dominus noſter Rex juſſerit, & ejus juſſerint ſucceſſores & eos juvabimus & juvari volumus per hæredes & ſucceſſores noſtros, contra omnem hominem fideliter toto poſſe, tanquam ejus fidelis Vaſallus, nec non ad omnia alia, & ſingula in perpetuum, quæ Jura Feudi exigunt & requirunt, ſed etiam quæ quisque fidelis Vaſallus ſuo vero Domino facere poteſt in omnibus, atque debet; hoc autem ſpecialiter expreſſo, quod ſi nos, & quemcunque ex noſtris hæredibus & ſucceſſoribus nobis ſuccedentibus in Ducatu prædicto contingat decedere filiis legitimis non relictis, ex tunc ſtatim Ducatus ipſe, cum omnibus & ſingulis ſupra dictis *ad electum Dominum noſtrum Regem ac hæredes & ſucceſſores* ſuos prædictos & ad Regnum prædictum liberè revertantur. Promiſimus denique & promittimus ſolemni interpoſitâ Stipulatione, ut præmiſſum eſt, pro nobis, hæredibus ac ſucceſſoribus noſtris prædictis, ſub præſtito Juramento prædicta omnia & ſingula prædictorum firmiter perpetuò & inviolabiliter adimplere. Teſtes autem qui præmiſſis interfuerunt ad hoc vocati & rogati ſunt hi; Videlicet *Illuſtres Domini Principes Boleslaus, & Hyncko Duces Sileſiæ; Nobiles Viri: Ulricus Comes de Hanaw, Otto de Bolandia, Petrus de Roſenberg ſummus Camerarius Regni Boemiæ, Ulricus de Mendico Burggravius Pragenſis, Beneſius de Wartenberg Pincerna & Hermannus de Kolditz, Henricus de Lucemburg, Heymannus & frater ſuus Hyncko, Filii Baronis de Fridlandt, Bernhardus de Cyanemburg Enſifer, Plichta de Adlar, Hermannus de Zwirzeticz, Schambergius dictus de Schylerberg, Sbinco de Mendico, Spaczmanus de Beneſſow, Zezema de Himſtain, & Zdenko Kovan.* In quorum teſtimonium præſentes Literas fieri fecimus & ſigilli noſtri appenſione muniri. Datum *Pragæ* Quinto Nonas Julii Anno MCCCXVIII.

LXXIV.

Literæ EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* PHILIPPUM Longum *Regem Franciæ, ſuper Homagio faciendo. Dat. apud Notyngham 12. Auguſti* 1318. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 725.] 12 Août.

MAGNIFICO Principi, Domino Philippo, Dei gratia, Regi Franciæ & Navarræ Illuſtri, Fratri ſuo cariſſimo, Edwardus &c. ſalutem, & ad vota ſucceſſus proſperos & felices.

Venerabilem in Chriſto Patrem A. Herefordienſem Epiſcopum, & dilectos & fideles noſtros, Johannem Abel Militem, & Magiſtrum Richardum de Burton

ANNO 1318. Clericum, nuper ad veſtram præſentiam deſtinavimus, cum ſufficienti poteſtate faciendi & præſtandi, pro nobis & nomine noſtro, vobis debitum fidelitatis Juramentum pro Terris quas de vobis tenemus in partibus transmarinis, cum gratiarum actionibus, quòd excuſationem non adventus noſtri ad vos, ſuper exactione Homagii & aliorum vobis faciendorum pro Terris prædictis, vobis prius expoſitam gratanter admiſiſtis & dilationem ſuper hiis conceſſiſtis:

Et dicti, Miles & Clericus, ad nos redeuntes, nobis expoſuerunt viva voce, quod pro eo, quod Litteras noſtras patentes, dilationem homagii prædicti, juxta tenorem Litterarum veſtrarum, dudum inde factarum, continentes, vobis non portarunt, Fidelitatis Juramentum recipere diſtuliſtis; adjicientes quod hujusmodi Litteras noſtras vobis, citra inſtans Feſtum Nativitatis beatæ Mariæ Virginis, reportarent.

Verùm, quia jam ſumus itinerando verſus partes Boriales, ad malitiam Scotorum, Inimicorum & Rebellium noſtrorum, qui Regnum noſtrum hoſtiliter invaſerunt, cum Dei adjutorio, repellendam; propter quod abſentibus à nobis Jurisperitis in præſenti, de quorum conſilio hujusmodi Litteras, hactenus non conſuetas, indeliberate facere non poſſemus, ſet Parliamentum in tribus ſeptimanis Sancti Michaelis ordinavimus convocare, & tunc ibidem de præmiſſis habere Tractatum pleniorem, ac poſtmodum cum feſtinatione debita veſtræ Serenitati facere quod debemus.

Quapropter Excellentiam veſtram, quam ſemper invenimus gratioſam, affectuoſe requirimus & rogamus, quatinus dilationem hujusmodi velitis acceptare, & nobis reſcribere quid inde facere veſtræ placuerit voluntati.

Teſte Rege apud Notyngham duodecimo die Auguſti.

LXXV.

19 Août. SAVOYE, SALUCES ET MILAN. *Traité de Paix entre* PHILIPPE *de Savoye Prince d'Achaye, le Marquis de* SALUCES, *&* MATTHIEU *Seigneur de Milan, fait à Lombriasque le 19. Août*, 1318. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 107.]

ANNO Domini M. CCC. XVIII. Indict. prima, die Sabati XIX. Auguſti. In Chriſti nomine Amen, & honorem, & laudem ipſius, & totius Curiæ cæleſtis, & honorem, & laudem ſanctiſſimi Domini Joannis XXII. Papæ Sacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ, & ſacri Imperii, & honorem, & laudem Magnificorum Virorum *Domini Philippi de Sabaudia Principis Achayæ*, Domini Marchionis Saluciarum, & Domini Mathei Vicecomitis Dei gratia Civitatis, & diſtrictus Mediolani Domini generalis & omnium Amicorum prædictorum Dominorum, & totius Ligæ Lombardiæ. Cùm infrà ſcripta ſint pacta, & conventiones facta & factæ, conventa & conventæ, inter Magnificum & Potentem Virum Dominum Matheum Vicecomitem Dei gratia, & etiam Civitatis, & diſtrictus Mediolani Dominum Generalem, ſeu Nobiles & diſtrictos Viros Dominum Buschinum Mathegacium Militem, & Dominum Petrum de Modelia Jurisperitum, Procuratores, & Procuratorio nomine dicti Domini Mathei, de quorum Procura conſtat per publicum Inſtrumentum, ut prima facie apparebat ſcriptum manu Mafei de Ferralobus Notarii publici cujus IV. linea incipit *Matheus*, & ultima *Tradidi & ſcripſi*, factum ſub anno Domini M. CCC. XVIII. Indict. I. die VII. Auguſti ex una parte, & *Magnificum & Potentem Virum Dominum Philippum de Sabaudia Principem Achayæ*, ex parte altera, reſervato tamen honore & laude *Illuſtris Viri Domini A. Comitis Sabaudiæ Cariſſimi Domini & Patrui ſui*. In primis prædictus Dominus Princeps & prædicti Domini Buschinus & Petrus, procuratorio nomine & pro ipſo Domino Matheo nomine & vice prædicti Domini Mathei, fecerunt & faciunt ad invicem ligam, fraternitatem, Societatem, Unionem & verum amorem, & jurant inter ſe perpetuo duraturas ſub infra ſcriptis pactis, Conventionibus, Conditionibus atque modis: Videlicet quod prædictus Dominus Matheus ſe non intromittat, nec intromittere debeat per ſe, vel per Filios, vel Nepotes, vel alios deſcendentes, vel per aliam ſubmiſſam perſonam, de aliqua Seignoria, Poteſtalia, Capitaineatu, nec de aliquo alio officio, tenendo vel regendo per ſe vel per alium in Civitate Aſtenſi, nec in diſtrictu, nec in aliquo loco exiſtente in Comitatu, vel diſtrictu de Aſt, & quòd ſit ab Aſt ſuperiùs in aliquo loco qualiscumque ſit locus, Caſtrum vel Villa, excepto quod inferius dicetur; nec de terra Yporrigiæ & Canapicii, nec de terra Cherii & totius diſtrictus Cherii; nec de terris Dominorum Marchionum de Carreto, nec de terris Claraſchi, Montisvici & Saviliani, & diſtrictibus eorundem, & generaliter de aliquo Loco, Civitate, Terra, Caſtro, vel Villa, quæ teneant prædicti Domini Comes & Princeps, ſeu alter eorum, vel quod pertineat, vel pertinere debeat ad ipſos vel ad alterum ipſorum, ex conceſſionibus, titulis vel cauſis factis & emanatis, à Sereniſſimo Imperatore Domino Henrico felicis recordationis, vel anteceſſoribus Domino Henrico felicis recordationis, vel anteceſſoribus ejusdem, imo prædicta omnia & ſingula promittet prædictus Dominus habere, tenere pacificè, & gaudere, & eos juvabit fideliter, & bona fide, ad aquirendum prædicta ſuperius memorata, contrà Regem Robertum, & contrà omnes etiam tenentes partem ipſius. Item promiſerunt prædicti Procuratorio nomine, quo ſupra, dicto Domino Principi pro ſe & ſuis recipienti, quod prædictus Dominus Matheus Dominus Mediolani dabit, concedet & tenebit ſuis expenſis, & ad ejus ſtipendia prædicto Domino Principi, centum homines de Armis, equites bonos & idoneos, qui ſtabunt cum Domino Principe, vel cum gentibus ſuis, ut voluerit, ad faciendum guerram citrà Montes, contrà Regem Robertum & ejus ſequaces; ab Aſt ſcilicet per quinque menſes, ſingulis annis, prout placuerit Domino Principi. Item ſi gentes de armis venient de partibus Regis Roberti, in partes Pedemontis, quòd eo caſu dictus Dominus Mediolani mittat ex forcium ſuum armatorum, ad reſiſtendum dictis gentibus Regis, & ad offendendum eosdem, & ad defendendum Dominum Principem & Terram ſuam, ſecundum neceſſitatem, & quantitatem gentium, quæ venirent ut ſupra; Ex adverſo & altera parte dictus Dominus Princeps promiſit, dictis Procuratoribus, ſuprà dicto nomine recipientibus & ſtipulantibus ſimili modo, & juravit quòd ſe non intromittet de Dominio, Poteſtalia, Seignoria, Capitaneatu alicujus terræ quæ non ſit ab Aſt intrà, nec eſſent terræ, quæ eſſent de diſtrictu Aſt, vel fuiſſent, ſive tenerentur per eosdem, vel eſſent de terris ſuperius nominatis, & prædicta curabit facere, cum effectu per ſe, & per ſuos deſcendentes, & alios ſuos adherentes, attendi & obſervari. Item quod ipſe Dominus Princeps ſe non intromittet de Civitate Albæ, Episcopatu & Jurisdictione Albæ, per ſe, nec per aliquem, eidem Domino Principi adhærentem, exceptis in terris Dominorum Marchionum de Carreto, & de Ceva, & aliorum locorum conceſſorum per aliquos Imperatores, dictis Dominis Comiti & Principi vel prædeceſſoribus eorum in prædictis locis dictorum Marchionum de Carreto. Item quod ipſe Dominus Princeps, ſi neceſſitas immineret, Videlicet quod dictus Rex Robertus, ſive ejus gentes, veniret vel venirent potentes, cauſa offendendi dictum Dominum Mediolani, ſive Terram quam tenet ipſe vel ſui, quod ipſe Dominus Princeps teneatur mittere de ſuis gentibus equeſtribus Armigeris viginti quinque, in ſervitium dicti Domini Mathei, ſi gentes dicti Regis tranſirent ultra Alexandriam, pernoctando ibidem. Item ſi caſus prædictus accideret, quod ipſe Dominus Rex, per ſe, vel per ſuos, veniret, ſive mandaret ad terras illas quæ tenentur per dictum Dominum Mediolani ut ſupra, & major eſſet neceſſitas in illis partibus, quam in partibus dicti Domini Principis, quod idem Dominus Matheus poſſit gentes ſuas advocare. Eo ſalvo, quod per prædicta idem Dominus Mattheus non veniat contra Dominos Canem Grandem de la Scala, Vicarium pro Sacro Imperio Veron. & Vincentien. Raynaldum de Bonacoſiis Vicarium pro eodem Imperio Mantuæ, Dominum Marchionem Montis-ferrati in eo quod tenet & poſſidet, nec contrà Dominum Marchionem Saluciarum, nec contrà aliquem qui ſit in liga prædictorum Dominorum, nec contrà aliquem eorum, nec eos adjuvabit contrà prædictum Principem. Item quod prædictus Dominus Princeps curabit, quod dictus Comes Sabaudiæ, nec filii non ſe intromittent de terris, nec de Dominiis, nec regiminibus, quæ tenentur per dictum Dominum Matheum ut ſuprà, alioquin prædictus Dominus Matheus non teneatur ſibi in aliquo, niſi bona voluntate. Quæ omnia & ſingula ſupradictus Dominus Princeps ex parte una, & prædicti Procuratores nomine ſupradicto, ex parte altera, promiſerunt invicem ſolemnibus ſtipulationibus, & cauſis ſupradictis intervenientibus hinc & indè, firma & rata habere, tenere, attendere & obſervare legaliter, bona fide, qualiter in caſu ſuo, & non contra fertur, vel venire, aliqua cauſa, vel ingenio, de jure vel de facto, ſub damnis & expenſis, ac inter lites & extra reſervatis, & ſub omnium bonorum ipſorum, & maximè dicti Domini Mathei obligationibus, quæ proindè una

pars

ANNO 1318. pars alteri pignus obligavit. Insuper tam dictus Princeps quàm dicti Procuratores nomine supradicto, in animam dicti Domini Mathei juraverunt corporaliter ad Sancta Dei Evangelia tactis Scripturis, prædicta omnia attendere, facere, & complere, & in aliquo non contraire prædicta, prout promiserunt dicto Principi, sub eodem juramento, se facturos, & curaturos quod dictus Dominus Matheus, prædicta omnia promittet, faciet personaliter & jurabit quicquam ex parte dicti Principis fuerit requisitus. Actum fuit in Lombriascho, in Canonica dicti loci, Præsentibus Vullermo de Chignino, Umberto de Montebello Militibus, Domino Vuillelmo Isnardo, Domino Hueto de Plozascho, Dominis Ribaldo de Ripalta, Bonifacio de Lucerna, & Bonifacio de Scalengiis testibus, ad hæc specialiter adhibitis & vocatis.

LXXVI.

2. Sept. *Accord entre* FERRY *Duc de Lorraine & Marchis, &* GAUCHIER DE CHASTILLON *Connétable de France, sur le Droit de la Monnoye dans la Ville de Neuf-Châtel en Lorraine. Du Mecredi avant la Fête de la Nativité de Notre Dame.* 1318. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 155.]

NOus FERRIS Dux de Loherenne & Marchis, & nos Gauchiers de Chastillon, Conestaubles de France & Comtes de Porciens, faisons sçavoir à tous: Que comme descoirs fut entre nos pour raison de la monnoye dou Nœuf-Chastel en Loherenne, que nos Conestaubles disiens que nous la poiens & deviens faire, pour ceu que nos tenons ledit Neuf-Chastel, por raison dou doaire nostre amée fame & Compaigne Dame YZABEL jadis Ducheſſe de Loherenne mere audit Duc. Et noz Ducs disiens, comme heritiers, que lidis Conestaubles n'en y pooit faire ne ne devoit se par nos n'estoit. Sçavoir est, que nos Ducs & Conestauble dessusdis, nos sommes accordei de ladite monnoye faire en la maniere que s'ensuit. C'est à sçavoir, que tant comme nos Conestaubles dessusdis tanrons ledit Nuef-Chasteil pour la cause dou doaire dessusdis, nos y poons & devons faire faire monnoie dautreil pois dautreteil aloy comme li dis Ducs la fairait faire à Nancey ou en sa Duchiei, & devons pourcheſſier à nostre pooir bonnement qu'elle soit coursable ou Realme de France, maix riens ne nos en puet on demander. Et nos Ducs la devons faire courre par nostre terre ensi comme la nostre que nos faisons faire, ou ferons faire en nostre terre. Et de tous les proffis qui ysseront & pourront yssir & venir de ladite monnoye que nos Conestaubles feront faire au Nuef-Chastel dessusdis, tant comme nos la ferons faire, lidis Ducs y panrait la moitié entierement & nos l'autre moitié, sans point daventaige panre l'un contre l'autre, & porrons mettre, s'il plait à nos dous, chescuns une Warde en ladite monnoie, & s'il nos plait nos y en poons une mettre seulement. Et avons promis & promettrons en bonne foy & lealment nos Ducs & Conestaubles dessusdis, que contre cet accort ne vanrons, ne venir ferons, maix le tanrons & ferons tenir à nos pooirs sens aller encontre. En tesmoignage de veritei & pour cen que se soit ferme chose & estauble, avons nos fait mettre nos saiels pandans chacun le sien en ces presentes Lettres, que furent faites l'an de grace nostre Signour mil trois cens & dizeut, le Merquedy apres la Feste de lat Nativitei nostre Dame ou mois de Septembre. Seellées de deux grands seaux de cire verde & sur doubles queües.

LXXVII.

1319. *Déclaration des principaux* SEIGNEURS DE FRANCE; *qu'ils n'assisteront point* PHILIPPE le Long, *contre le Comte de* FLANDRE, *si le Roi viole la Paix; avec le sentiment du Pape* JEAN XXII. *sur ladicte Paix. Fait le 7. de Janvier* 1319. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 105.]

7. Janv. FRANCE ET FLANDRE.

In nomine Domini Amen.

TENORE hujus publici Instrumenti notum sit universis, quod anno Dominicæ Incarnationis millesimo trecentesimo decimo nono, die septima Januarii, Indictione tertia, Pontificatus Sanctissimi Patris & Domini, Domini JOANNIS divinâ providentiâ Papæ vigesimi secundi anno quarto; Excellentissimo Principe & Domino, Domino PHILIPPO Dei gratia Franciæ & Navarræ Rege Illustrissimo Parisiis existente apud Luparam in Regali Camera præsentibus coram eo Illustribus Dominis Carolo Patruo suo Valesii Comite, Philippo & Carolo de Valesio natis dicti Comitis, Ludovico Comite Claromontis, Dominoque de Borbonio, Consanguineo Domini nostri Regis, Comite Sancti Pauli uno de Paribus Franciæ, Domino Comite Valesii; & Dominis Archiepiscopo Rhemensi, Beluacensi, Noviomensi, Catalaunensi Episcopis, Duce Burgundiæ, & Comitissa Atrebatensi, Vir venerabilis & discretus Dominus Petrus de Capis Thesaurarius Laudunensis Cancellarius dicti Domini Regis, de ipsius Domini Regis præcepto, in subscriptorum testium & mei Notarii præsentia, exposuit superius nominatis. ANNO 1319.

§. 2. Qualiter dudum, dum adhuc idem Dominus Rex regeret dicta regna, inter eum ex una parte, & Flandrenses ex altera, super quibusdam articulis Pacis inter claræ memoriæ Dominum Ludovicum Genitorem dicti Domini Regis, dum viveret, dictosque Flandrenses initæ & juramento firmatæ, certis conventionibus habitis, idem Dominus Rex tunc regens, & Flandrenses convenerunt dare & præstare tales securitates invicem, quæ deberent sufficere.

§. 3. Demum quod, quia super illis præstandis inter eos concordare nequiverunt, simul ad dictum summum Pontificem miserunt, ipsius consilium, quæ deberent securitates sufficere, audituri. Exposuit & idem Dominus Cancellarius, qualiter Dominus Sanctissimus Pater, deliberatione plenaria habita super iis consilium dedit & solemniter publicavit, & sub bulla sua posuit in hæc verba.

§. 4. Videlicet: Consuluimus Pacem & consulendo diximus, quod Rex prædictus semel duntaxat per certam personam ad hoc deputandam ab eo, in animam suam juret, quod ipse dictas conventiones inviolabiliter observabit, per se vel per alium non venturus aut facturus aliquid contra eas vel aliquas earumdem, & per observationem hujusmodi Rex ipse obliget omnia bona sua præsentia & futura. Singuli etiam successores ipsius in Regno semel duntaxat juramentum præstare modo simili teneantur. Præstabitur autem juramentum prædictum hujusmodi per Regem & successores prædictos in forma præscripta; cum Comites Flandriæ homagium & fidelitatem recipient, in crastino videlicet, postquam hujusmodi homagium & fidelitatem præstaverint, & conventiones servare juraverint antedictas.

§. 5. Curabit etiam idem Rex & sine fraude aliqua, quantum poterit, quod frater & patrui & consanguinei sui de Valesio, de Borbonio, Comes Sancti Pauli, & Pares Franciæ, conventiones ipsas, quantum in ipsis fuerit & pertinebit ad eos, in fide sua tenaciter observare promittent, & quod eidem Regi, si contra conventiones prædictas vel aliquam ex eis faceret aut veniret per se vel per alium, in hoc assistere aut eum juvare minime teneantur; ubi cum Flandrenses ipsi de facto conventiones ipsas aut ex eis aliquam infringerent, aut contra Regem eumdem guerram fortasse moverent, tunc prænominati omnes & singuli à dictis promissionibus sint liberi & immunes.

§. 6. Sic & diximus & consuluimus, quod dictus Rex omnibus iisce & singulis, ad quæ dicti Flandrenses facienda & præstanda tenentur eidem, à quibus debet eos liberare secundum formam conventionum ipsarum, in stipulationem deductis, eos inde per acceptationem liberet atque quittet.

§. 7. Consuluimus præterea, & consulendo diximus, quod prædicti Flandrenses Regi prædicto præstare securitates hujusmodi teneantur; videlicet: Quod dictus Comes personaliter, & universitates Flandrenses per Procuratores ad hoc specialiter deputatos & constitutos, jurent conventiones prædictas inviolabiliter observare, & per se vel per alios in contrarium non venire, vel facere quoquo modo.

§. 8. Quod siquidem consilium, sicut exposuit idem Dominus Cancellarius, gentes Domini Regis ad Dominum summum Pontificem tunc propterea destinatæ nomine Regis acceptarunt, ipseque Dominus Rex postmodum ipsius consilii tenore diligenter attento, ob reverentiam Summi Pontificis & Sanctæ Matris Romanæ Ecclesiæ, imò ob ferventem affectum, quem habet, ut regnis suis & Subditis quietem præparet, ob summum desiderium, quod gerit, ad passagium terræ Sanctæ, dictam acceptationem gratam & ratam habuerat, & per-

ANNO 1319. manserat ex causis prædictis in eadem voluntate de dandis prædictis securitatibus, quæ in consilio continentur prædicto, quamquam in eo multa videantur extranea, onerosa, & prorsus etiam insolita sibi & suis prædecessoribus, qui cum Imperatoribus & Regibus, aliisque Principibus & Comitibus etiam Flandriæ interdum aliquid agere habuerant, & temporibus variis devenerunt ad Pacem, Tractatus & Concordias, super quibus stabatur, & etiam standum esset Litteris Regis pro omnibus securitatibus & cautelis.

§. 9. Quibus sic expositis, præfatus Dominus Cancellarius, qui tunc exhibuit tenorem Pacis, Concordiæ & Consilii prædictorum nomine Regis ex parte ipsius, & postea idem Dominus Rex prædictus cum instantia tamen rogavit, & efficaciter requisivit, & eis, quantum sibi auctoritate licebat, præcepit, quod ipsi & eorum quilibet secundum prædicti Domini Pontificis consilium promitterent bona fide, ut quantum ad eos pertinebat, conventiones præfatas servare promitterent & tenerent.

§. 10. Prænominati vero superius responderunt, quod non constabat adhuc Comitem & alios Flandrenses ea, ad quæ tenentur secundum memoratum consilium implevisse; quodque durum erat eis & esset taliter, se pro factis alienis astringere. Verum tamen deliberarent super eis hactenus, cum essent ardua, & eis prorsus insolita, ad præsens super præmissis dare responsum aliud securius nequeuntes.

§. 11. Acta fuerunt hæc præsentibus Illustribus Dominis Blesensi, B. Bellimontis, R. Bononiæ, G. Portiani Constabulario Franciæ, Comitibus; Navarritio de Craon, H. de Seyliaco, Milone de Noëriis, A. de Gienvilla, J. de Varenia, Dominis; ac A. Francisco de Seris, Guidone de Baucayo Militibus, Girando Guettæ cum pluribus aliis fide dignis testibus ad præmissa vocatis & rogatis specialiter.

§. 12. Et ego Guido Juliaci de Cluniaco Clericus publicus, auctoritate Apostolica, Notarius qui anno, die & loco, quibus supra, præmissis rogationibus, requisitionibus & præceptis, prædictisque responsionibus præsens interfui, hoc Instrumentum scripsi, feci, subscribens publicavi, & signo meo consueto signavi rogatus.

LXXVIII.

1. Avril. *Conventio inter* HENRICUM *Episcopum Lubicensem atque* CAPITULUM *ibidem ab una*, & CONSULES LUBICENSES *ab altera parte, super distinctionibus Terminorum seu limitum facta. Datum in Capitulo Lubicensi annô* 1319. *in Dominica Palmarum.* [LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung III. pag. 185.]

UNIVERSIS presencia visuris, Heynricus Dei gratia Episcopus, Seghebandus Decanus, totumque Capitulum Ecclesiæ Lubicensis; Prepositura ejusdem Ecclesie nostre vacante; nec non Advocatus, Consules & Commune Civitatis ejusdem, salutem cum notitia veritatis. Ad omnium presencium & futurorum cupimus notitiam pervenire, quod nos, vocatis omnibus vocandis ac presentibus & consentientibus omnibus, qui debuerunt, voluerunt & potuerunt interesse, diligenti deliberacione prehabita, & omni solempnitate juris adhibita super terminorum distinctionibus, tam extra valvam molendinorum, quam extra valvam Holtzatorum concordavimus amicabiliter, Sic quod utrobique contenti, & penitus illesi, dictas distinctiones, ut subsequitur, debeamus perpetuo & irrefragabiliter observare. Distinctio enim terminorum extra valvam molendinorum est talis: Primo a Travena sursum per fossatum quod est inter ortum & pratum situm sub terminis ville Gheninensis usque in finem aggeris sive dammonis molendini Cucukes molen, videlicet in ipsius aggeris finem versum ad villam Ghenin prætactam. Deinde sumatur aqua instagnationis ipsius molendini sursum usque ad rivum dictum Holenbecke & Holenbecke sursum usque ad fossatum, & per fossatum ulterius usque ad finem ejus, attingentem terminos ville Voderrodhe, ubi ista distinctio sumit finem. Quicquid intra omnia ista Loca & Civitatem continetur, cum terra dicta Kruderland, totum libere pertinebit Civitati, absque omni contradictione Ecclesie, pleno jure. Molendinum eciam Cucukes mole pertinebit libere Civitati, cum aggere & cum omni jure instagnandi, piscandi & fundi ipsius aque. Hoc tamen salvo quod Coloni Ecclesie possint versus terminos suos, usque ad medium rivi rubeta succidere, gramina colligere & pecora adaquare, Salva etiam manebit Dominis Episcopo & Prepositó sua decima agraria libere colligenda. Ex alia vero parte hujus distinctionis, versus Ghenin & Vodderrodhe remanebit totum Ecclesie absque Civitatis contradictione qualibet, pleno jure. Distinctio vero extra valvam Holtzatorum est talis: Primo sciendum, quod molendinum, dictum Premescen mole, Civitati pertinebit cum omni proprietate, libertate, & jure instagnandi, piscandi & fundi ipsius aque, sed tamen structura quæ Gruntwerck dicitur, sine sublimacione manebit sicut nunc est. Agger eciam ipsius molendini attinet Civitati, & ab aggere per viam publicam ex utraque parte usque ad primum monticulum conjectum ad siniſtram manum, & ab illo monticulo ultra per ordinem monticulorum ibidem conjectorum versus occidentem, usque ad aquam molendini Premescen prescripti, quicquid intra ista loda continetur, totum pertinebit libere Civitati. Item a primo monticulo pretacto, prope viam conjecto, ultra per eandem viam publicam, directe usque ad monticulum, conjectum ad dextram manum ejusdem vie, & ab illo monticulo per fossatum ulterius usque ad monticulum superioris finis prati, dicti Amelunges Wisch & ab ipso monticulo ulterius per fossatum usque ad monticulum conjectum prope fossatum transversale & ab illo monticulo ultra per ipsum fossatum transversale, usque ad monticulum ultimum & ab eodem monticulo ultra per fossatum, quod ducit per directum in flumen Zwartowe, & ultra per Zwartowe usque in Travenam. Quicquid intra predicta loca omnia & ipsam Travenam continetur, totum absque omni contradictione Ecclesie Civitati libere pertinebit. Salvum tamen manebit communi populo jus piscandi a Travena sursum per flumen Zwartowe usque ad molendinum, prout hactenus fuit solitum & consuetum. Sciendum insuper, quod si aquam Premescen exsiccari contingat, ubicunque termini Domini Episcopi aquam ipsam attingunt, ibi Domin. Episcopus potest uti suis attingentiis arefactis, quæ Anshot appellantur, donec iterum contingat, per instagnacionem vel aliter, crescere dictam aquam. Sciendum eciam, quod omnibus hominibus via publica, quæ nunc est, debet esse communis, per terminos Domini Episcopi usque ad Hudham suam super Travenam. Item sciendum, quod quicunque agri inter Premescen & Amelunges Wisch colentur de his Domino Episcopo debet decima agraria assignari. Item nulla habitacula debent fieri in prenotatis distinctionibus, videlicet, inter Premescen & Zwartowe. Ut autem omnia premissa robur optineant perpetuæ firmitatis, presens Scriptum sigillis nostris videlicet Episcopi, Capituli & Civitatis fecimus communiri. Hujus rei testes sunt Domini Andreas dictus Steneke, beati Nicolai, Tymmo beate Marie Sacerdotes, dicte Civitatis perpetui Vicarii, Milites quoque Conradus de Moyselinghe, Marquardus de Godendorpe, & Johannes dictus Both, & quam plures alii Clerici & Layci, fide digni. Datum in Capitulo nostro Lubycensi. Anno Domini M. CCCXIX. in Dominica Palmarum.

LXXIX.

2. Avr. *Sauf-Conduit du Roi de France* PHILIPPE le Long, *donné à* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, pour l'entrevûe qui se devoit faire entre eux en France. Donné le lendemain de Pâques Fleuries, l'an* 1319. [RYMER Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 825. 826. où cette Pièce est mise entre celles de l'An 1320. quoi qu'elle soit datée de l'An 1319.]

PHILIPPE, par la grace de Dieu, Roys de France & de Navarre, a touz nos Justiciers & Subgiez salut.

Comme nostre Trescheres Freres Edward, Roys d'Engleterre, Dux d'Aquitein, entende a venir vers nous, sicome il nous a fet assavoir, pour certainne chose, qui desirent sa presence; Savoir faisons que nous audit Roy dounons & ottroyons ceste foiz, de certeinne science & de grace especiale, sauf & seur conduit, pour luy, pour ses Gens, pour sa mesnie & pour sa compaigne, pour leur hernoys & leur biens touz; & en alant, venant & demorant parmi nostre Reaume, & en retournant arriere, tant que il serrount en nostre dit Royaume, avons pris, prenons le dit Roy, ses Gens, mesnie & compaignie, leur hernoys & leur biens touz en nostre sauve garde & protection special.

Et

ANNO 1319. Et voulons que, noſtre dit Conduit durant, il ne ſoient, ne peuſſent eſtre pris, chalongie, greve, moleſtie ou empesche en perſonne ou en biens, pour guerre, rebellioun, disobeiſſaunce, ou pour autre meffait, quel que il ſoit, que il aient fait en temps paſſe; ne pour fraude, ne pour guerre, que il, ou aucun de eux, en leur perſonnes, aient vers autruy: ne pour debte, ou obligation, quele qe ele ſoit, pour Seigneur, pour Cours de Vile, ou pour perſonne ſingulere, ſoit de Foire, de Chaump, de Brie, ou d'autre, ou pour autre cauſe, quele qe ele ſoit, aucune desques au jour de huy.

Et ſe il avenoit, que ja n'avienge, que, ceſt Conduit durant, ly Roys, ou ſes Genz deſſusditz, ou aucuns de eux, ou leur chivaux, ou leur biens, feuſſent empeschie par maladie, ou autrement, par quoy il ne peuſſent, lour dites buſoignes faites, retourner en leur pays, & yſſer de noſtre dit Royaume:

Nous voulons que eux, einſi empeschiez, cis Conduit vaille jusques a tant qu'il puiſſent bonnement, ſenz fraude, eſtre en leur lieus; & que luy diz Roys d'Engleterre, ſoit de tous ce creuz par ſa ſimple aſſertion.

Si mandons & commandons eſtroitement a vous & a chescun de vous, que, durant le terme de ceſt Conduit, audit Roy, ſes Genz, mesgnie, & compaignie, hernoys & biens ne faciez, ne ſoeffrez a faire Gries, Injures, moleſtes, ne violences, ancoys les laiſſez paiſiblement, ſaunz areſt & ſenz empeschement, aler, venir, demorer & retourner en leur pais, en la manere deſusdite.

Et lour oſtez touz empeschemenz qui, countre la tenour de ceſt Conduit, leur ſerroient fait, non contrettant autiles Lettres empetrees au contraire.

En tesmoign de quele choſe nous avons fait mettre, en ces preſentes Lettres, noſtre Seel.

Donne apar landemain à Pasques Flories, l'an de grace Mil Trois Cenz dis & Neuf.

LXXX.

2.Sept. HEINRICI *Ducis Sileſiæ Domini de Jaur & Furſtenberg, Reſignatio* JOANNI *Bohemiæ Regi, facta de omnibus juribus, in Marchiis, Provinciis, Terris & Poſſeſſionibus* Luſicenſi, Lubacenſi & Budiſſinenſi, *ſibi competentibus. Dat. in Caſtris propè Olsnitz* 10. *Calendas Octobris* 1319. [CHRIST. GODO. HOFMANNUS in Append. Diplomat. & Document. Hiſtoriam Luſatiæ illuſtrantium Tom. IV. Scriptor. Luſaticor. pag. 186. LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortſetzung I. Abſatz III. pag. 280. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

HENRICUS Dei gratiâ Dux Sileſiæ, Dominus de Jaur & Furſtenberg, omnibus in perpetuum. Ut modus & ordo geſtorum noſtrorum, qui efficaci permanentia perpetuò oportet & debet ſubſiſtere, & ſolidè permanere, in Memorialibus recordantur & redigantur jugiter valituris, vigor æquitatis & ordo poſtulat rationis. Hinc igitur eſt, quod Nos Henricus Dux prædictus ad perpetuam rei memoriam præſentibus recognoscimus, quod matura deliberatione præhabita & omnium & ſingulorum fidelium & conſiliariorum noſtrorum conſilio accedente, & dando reſignamus, & dedimus & reſignavimus, quin imò præſentibus reſignamus, damus, & donamus omnia, & ſingula Jura, quæ, ſive ex origine noſtræ Civitatis & ſanguinis quorumcunque primogenitorum noſtrorum, vel ex ſucceſſione legitima, ſive feudali titulo, *à ſacro Imperio vel Romanorum Rege* vel à quocunque alio dependeant Domino, nobis *hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, in Marchiis, Provinciis, terris & poſſeſſionibus Luſicenſe, Lubacenſe & Budiſſinenſi*, ac etiam in Civitate *Franckwerd*, ſita propè ripam fluminis dicti Odera, vel ad eas, vel ad alteram earum unquam competierunt, competunt, vel in futurum competere poterunt, quocunque titulo ſive modo, cum omnibus & ſingulis *Civitatibus, Oppidis, Caſtris, Caſtellis, Munitionibus, Foris, Villis, Allodiis, Comitibus Libertinis, Baronibus, Miniſterialibus, Vaſallis, inquilinis & accolis ad prædictas Marchias, Provincias, terras & poſſeſſiones & ad Civitatem Franckenwerd* prædictam vel jure vel conſuetudine, quocunque modo vel titulo *ſpectantibus Sereniſſimo Principi Domino Joanni Boemiæ & Poloniæ Regi, Lucemburgenſi Comiti Marchiæque Budiſſinenſis Domino, hæredibus & ſucceſſoribus* poſſidenda, pariter & habenda. Expreſſe nos *præfatus Henricus*, nullum hæredum ſuperſtitem habentes, *hæredum & ſucceſſorum noſtrorum* nomine renunciantes in his Scriptis omni beneficio cujuscunque Juris, quo quis reſignationem, dationem & donationem per ſe factam retractare poterit poſtulare. Teſtes, coram quibus tractatus hujusmodi ſunt habiti ac ordinati, ſunt: *Venerabilis in Chriſto Pater Dominus Witko Misnenſis Episcopus, Illuſtris Princeps Dominus Nicolaus Dux Oppaviæ, Nobiles Viri Domini, Petrus de Roſenberg, Wilhelmus de Pernſteia, Hinco dictus Berka de Dube, Thymo de Koldicz, Fridericus & Hermannus Witko fratres de Schönburg, Beneſſius de Michelsberg, Ulricus de Mendico Fridmannus de Schamm, Otto dictus Haidem de Donin, Albertus de Lisnik, Stephanus de Parkwicz, Siffridus de Borruch, Ludherus de Schreibendorff & Chriſtianus Gersdorff.* In cujus rei teſtimonium præſentes Literas fieri & ſigillo noſtro majori juſſimus muniri. Datum in Caſtris propè *Olsnitz*, 20. Calendas Octobris Anno Domini M. CCCXIX.

ANNO 1319.

LXXXI.

Traité de Paix & Confédération entre JEAN *Duc de Brabant, &* GUILLAUME *Comte de Hollande, au ſujet de la Seigneurie de* Heusden, *fait à Nidegguen, l'an* 1319. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 153.] 25.Sept. BRABANT ET HOLLANDE.

UNIVERSIS præſentes Litteras viſuris & audituris *Gerardus Comes Juliacenſis* ſalutem & cognoscere veritatem. Noveritis, quòd cùm in cauſa & negotio quod vertitur inter Illuſtres viros Dominos noſtros dilectos JOANNEM *Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgis Ducem* ejusque in ea parte conſortes & coadjutores ex una parte, nec non WILHELMUM *Hannoniæ, Hollandiæ & Zelandiæ Comitem Dominum Friſiæ* ex altera, videlicet ſuper Oppido de *Hoesden* & ejus pertinentiis, in nos tanquam in Arbitrum, Arbitratorem & amicabilem Compoſitorem fuit compromiſſum & nos hujusmodi in nos receperimus compromiſſum, eisdem Dominis noſtris & partibus hinc inde in hoc complacentibus; nos quoque æquâ Dominorum noſtrorum dictorum & partium voluntate, dicti compromiſſi termino usque nunc prorogato & adhuc pendente, & eisdem Dominis noſtris & partibus hinc inde in dicto negotio per nos ut Arbitrium ſolum de jure diffinire & pronuntiare cum inſtantia petentibus & omnino volentibus, quantumcumque etiam concordiam & amicabilem Compoſitionem deſideramus in negotio eodem: tandem quia exactis & probatis & deductis coram nobis hinc inde, in primis pro Domino noſtro Comite Hannoniæ non invenimus aliud, niſi quòd nobilis vir quondam *Joannes Dominus de Hoesden* lapſo viginti novem annorum ſpacio vel circiter, Oppidum ſuum de *Hoesden* & libertates Oppidi ejusdem, quibusdam tantummodo exceptis in ſuis Litteris, (in quibus nec dicti Domini noſtri Ducis Brabantiæ ſuorumque progenitorum ut Dominorum principalium, nec alterius cujusque cujus interſit appareret conſenſus adhibitus nec requiſitus) donaverit ſeu ſupportaverit ſimplicis donationis titulo quondam ſpectabili viro *Florentio Comiti Hollandiæ*, & deinde ea recepit nomine feudi ab eodem, produxeratque idem Dominus noſter Comes Hannoniæ ſuper affectione ſua duos teſtes principales, & veriùs ad verum eundo, unum ex cujus tenore depoſitionis apparet intentio Litteræ donationis & ſupportationis antedictæ, nec non alios licet pauco numero duodecim vel circa nihil de vera vel certa ſcientia, ſed ſolum de auditu auditus in ſuffragium prædictorum deponentes; nonque appareant nec producantur Inſtrumenta, vel aliquæ Litteræ authenticæ alicujus ſcientiæ vel conſenſus quo ad prædictam donationem vel ſupportationem, earundem donationis vel ſupportationis tempore vel poſt dicti Domini noſtri Ducis vel ſuorum progenitorum ſeu prædeceſſorum, Comitisve Clivenſis qui eſt vel pro tempore fuerunt, ſeu alterius cujus interſit. Cumque vice verſâ appareat, & coram nobis deducta ſint & exhibita fide dignorum tam Vaſſallorum plurimorum, quàm aliorum virorum bonorum teſtimonia, eum ad finem, quod Caſtrum de *Hoesden* (de quo tamen inter partes non eſt quæſtio) nec non Oppidum, terra & Dominium de *Hoesden* & eorum pertinentia, prout ſita ſunt ultra veterem Moſam verſùs terram de Altena, pertineant principaliter jure directi Dominii ad dictum Dominum noſtrum Ducem, ſicut ad ſuos progenitores ab antiquo,

ANNO 1319. antiquo, & ad *Comitem Clevensem* jure Vassallatus, & infeudationis titulo qui est & qui pro tempore fuerunt veri Vassalli immediati dicti Domini Ducis & suorum progenitorum de bonis eisdem, sicut & impubis nobilis qui nunc est, videlicet *Joannes filius quondam Domini Joannis Domini de Hoesden* & ejus nomine ut mamburnus *Joannes de Elshaute* armiger Vassallatus nomine est infeudatus & investitus de bonis antedictis à nobili viro *Theodorico Comite Clivensi*, ad quem usque nunc dicto nomine, ut ad immediatum Vassallum dicti Dominii & bonorum, quieta possessio est obtenta & producta. Item quòd quotiescumque Domini de *Hoesden*, qui pro tempore fuerunt, oppressiones & guerras passi sunt, nunquam tamen Comites Hollandiæ qui est vel pro tempore fuerunt, præstabant auxilium seu defensionem aliquam eisdem Dominis de Dominio de *Hoesden*, licet Domini ad hoc teneantur suis Vassallis tam de jure quàm æquitate. Item quomodo impossibile sit & à jure & ratione alienum, quòd prædictæ donationis & supportationis titulo, dictus Dominus noster Comes Hollandiæ quærat sibi jus Dominii in dictis Oppido, bonis & Dominio de *Hoesden*, cùm ex alia consequentia contraria, puta proprietatis & directi Dominii titulo, non possit nec debeat hujusmodi vendicare; maximè cùm donans & supportans non habuerit in eisdem bonis directum & verum Dominium, sed potiùs ea dependeant à Domino nostro Duce Brabantiæ, principali talium bonorum Domino, & à Comite Clivensi immediatè, nec alias sufficienter appareat, quòd ullus Dominus de *Hoesden* de jure ut mediatus Vassallus, de dictis bonis aliquam donationem, alienationem, vel distractionem eorundem bonorum & Dominii validas facere valebat; sicque etiam pro jure Virorum nobilium Comitis Clivensis qui est & suorum progenitorum, qui immediati fuerunt Vassalli dictorum bonorum, probatum & ad nos productum est, tam per ipsum Comitem qui nunc est, quàm per sexaginta & plus testes fide dignos tam nobiles in magna parte, quàm ministeriales alios multos & famulos ipsius Comitis Clivensis, omnes & singulos Vassallos & Pares Curiæ, etiam juramentis eorundem tanquam de certa scientia & de vero, quòd Oppidum, terra & Dominium de *Hoesden* ut sita sunt ultra veterem Mosam versùs terram de Altena, sunt de pertinentiis *Comitis Clivensis* qui est & suorum progenitorum qui pro tempore fuerunt, ut Vassalli Domini Ducis Brabantiæ qui est & qui pro tempore fuerunt de bonis eisdem, & quia Dominus Dux est verus & directus Dominus bonorum eorundem, & reperiatur inter cætera deductum & probatum, quòd sæpiùs & frequentiùs Domini de *Hoesdene* qui pro tempore fuerunt, à suis Dominis suæ fidelitatis & Vassallatus nomine sint adjuti, & ejusdem subjectionis nomine idem Domini de *Hoesden* qui pro tempore fuerunt, eisdem Comitibus suis Dominis & in eorum guerris præstiterunt auxilia & quo ad hoc competentia servitia, juxta posse suum ea de causa. Item quoque, quòd vacantibus legitimè & successivè quatuor vicibus à duodecim annis & circa immediatè prædictis Oppido, terra & Dominio de *Hoesden* infra prædictum districtum Dominii de *Heusden*, hæredes qui successivè fuerunt, quisierunt, habuerunt & obtinuerunt, dicta Oppidum, terram, thelonium & Dominium jure feudi, & ejus investituram à Dominis *Comitibus Clivensibus* prout pro tempore fuerunt; in primis videlicet *Joannes* quondam Dominus de *Hoesdene* mortuo Domino *Theodorico* quondam *Comite Clivensi*, à Domino *Ottone* suo successore, dein mortuo ipso Domino *Joanne de Hoesdene*, *Joannes* ejus filius & successor ab eodem Domino *Otthone*, idem *Joannes* à *Theodorico* nunc *Comite Clivensi*, & nunc ultimo mortuo dicto *Joanne Joannes de Elshaute* mamburno nomine pro impubere filio quondam Domini *Joannis* Domini *de Hoesden*, sæpius jam dicto Domino *Comite Hollandiæ* se nunquam nec ejus nomine aliquo altero unquam nisi nunc in aliquo opponente. Verùm quia prædictis omnibus & singulis sæpiùs & cum exacta prout jacent & exactiùs liquent & clarè trahi possunt, ac etiam consideratis in hujusmodi considerandis, coram Juris peritis, sapientibusque aliis quampluribus requisitis, & eorum sufficienter usi consilio, invenimus prædicti Domini nostri *Comitis Hollandiæ* intentionem minimè fundatam, sed potiùs dicti Domini nostri *Ducis Brabantiæ*, dictique *Comitis Clivensis* & eorum consortium intentionem fundatam & sufficienter probatam, prout eos contingit & ex adverso. In Dei nomine jus dicendo, ex vi compromissi in nos hinc inde facti & suscepti, pronuntiamus & definimus, prædictum Oppidum, terram, thelonium & Dominium de *Hoesdene*, prout sita sunt ultra veterem Mosam versùs terram de Althena, de quibus est mota quæstio, ad dictum Dominum nostrum *Ducem Brabantiæ* ut ad principalem Dominum jure directi Dominii pertinere debere, dum tamen præmissis salvis Dominus noster Dux prædictus personaliter, & deinde assumptis secum duobus fide dignis paribus Curiæ suæ Vassallis, prædicta Oppidum, terram & Dominium de *Hoesdene* per juramentum suum declarent & asserant ad ipsum Dominum Ducem tanquam ad principalem Dominum jure directi Dominii pertinere; quo facto, eadem pronuntiatione dicimus, ea ad nobilem Virum *Theodoricum Comitem Clivensem* coadjutorem ejusdem Domini Ducis, jure fidelitatis & Vassallatus Domini Ducis ejusdem, nec non consequenter dependere jure Vassalatus talis ab eodem Comite, quo ad filium impuberem quondam Domini *Joannis Domini de Hoesdene* & ejus mamburno nomine ad *Joannem de Elshaute* supradictum. In cujus pronuntiationis & definitionis testimonium, has Litteras nostro fecimus sigillo communiri. Datum Nideggen feria tertia ante festum B. Michaëlis Archangeli anno M. CCC. XIX. ANNO 1319.

LXXXII.

28. Sep *Lettres de* HENRI *Dauphin élu & confirmé Evêque de Metz, par lesquelles il promet & s'oblige à* FERRY *Duc de Lorraine de l'indemniser pleinement & entierement de tous les Payemens qu'il pourroit faire, & de tous les Dépens, Dommages & Pertes qu'il pourroit soufrir de la part de* HENRI DE FENESTRANGES, *Seigneur de Fauquemont, envers lequel il s'étoit rendu Caution & Pleige pour lui*, &c. *Fait le Vendredi devant la Fête St. Michel, au Mois de Septembre* 1319. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves, pag. 156. *Pièce tirée des Archives de Lorraine.*]

NOUS HENRIS Dalfins par la grace de Dieu Eleut & confirmeis de Metz, faisons sçavoir & connoissant à tous que comme haut & Nobles Princes nostre chiers & ameis Cousins FERRY Dux de Lorraine & Marchis, se soit mins & establis pour nous, pour vrais pleiges, vraies rendeires & pour principal debteires envers Hanry de Fenestranges Signour de Faulquemont, dou dit & dou rapport de Noble homme nostre chier & fiauble Cousin Jehan Comte de Sarbruches & Signour de Commarcey, si comme de ceu qu'il dira & rapportera, que nous serons tenus envers ledit Hanry de Fenestranges, pour les demaiges qu'il & sui aidans ont eut pour nostre Eveschié de Mets & pour la guerre de ladite Eveschié, & pour les minses que li dis Hanrys ait fais & li dis Ducs de Lorraine ai reconnu & promis par ses Lettres, de faire grey audit Hanry de tout ceu qui sera rapportei par ledit Comte de Sarbruche & par sa Lettre seellée de son grand seel pendant, & de tous cous & demaiges que li dis Hanris averoit à porcheffier la satisfaction dudit rapport, tout ensi & en la meniere qu'il est contenu en dites Lettres, & de ceu ai obligiet ledis Ducs audit Hanry tous ses biens presens & à venir, pour panre, vendre & despendre par loudit Hanry & par ses aidans, sauf faire recrance ne coustume de pays, jusques à tant que lidis Hanrys se tanroit à paier entierement de tout cen que rapportei li seroit par ledit Comte de Sarbruche, ainsi comme dessus est dit; tout ensi comme ces choses sont plainement contenues en Lettres que li dis Hanris en ai doudit Duc, à sçavoir est que nous par nous ne par nos gens qui ont pooir de cen faire, avons promis & promettons en bonne foy & lealment que nous garderons ledit Duc nostre Cousin de tous les demaiges & de toutes les coustanges qu'il avira & encoura en quelque maniere que ce soit, pour raison de l'obligation, plegerie & renderie dessusdite, desquels cous & demaiges se aucuns en y avoit lidis Ducs seroit creus par son simple serment sans autre preuve. Et plus grande seurtei à avoir audit Duc, nous l'en avons obligiet & obligons tous nos biens, meubles & heritages presens & à venir, soit de nostre prope heritage, soit de l'Eveschié, lesquels biens meubles & heritages lidis Ducs pourroit panre & faire panre par cui qu'il li plairoit & vendre & despendre à sa volontei, sens faire droit ne coustume de païs, jusques à tant qu'il averoit plaine satisfaction & entiere de tous les cous, demaiges & missions qu'il averoit eus & receus en quelque meniere que ce fut, pour raison de l'obligation, plagerie & renderie dessusdis, desquels cous & demaiges

ANNO 1319. demaiges lidis Ducs ſeroit creus par ſon ſimple ſerment ſans autre preuve, ſi comme deſſus eſt dit. Encor avons nous promis & promettons audit Duc, que dedans un mois apres ſa requeſte faite par ſa Lettre ou par ſon certain meſſaige; nous en eſtablirons pour toutes les choſes deſſusdites en arriers plages envers ledit Duc, haus & Nobles hommes nos ameis freires & ſerourges Monſiour Hugue de Chalon Signour d'Erlay, & Monſiour Hainmar de Poitier le jone, chacun pour le tout, & les en ferons obligier envers ledit Duc par lour Lettres. Et ſe nous ne le faiſiens, nous volons & commandons dés maintenant que le mois paſſei tantoſt, noſtre bien amei & fiauble Meſſire Guys de Groleie, Sires de Necroy Chevaliers & Andreus dis Supz de Grenoble noſtre Conſeilliers, & Artaus de Biaumont Escuyers, lesquels nous avons tramis en noſtre Eveſchié de Mets pour Vicaires & pour Gouverneurs en leu de nous promeſſent à tenir toutes les choſes deſſusdites, & s'en obligeoient en leur perſonnes comme arriers plages & autant ce qu'il ne puiſſent partir de la Cittei de Mets par leur ſairment jusques à tant que lidis Ducs avera bonnes Lettres ſeellées desdits Monſiour Hugue & Monſiour Hainmar, de lours ſeels contenans l'obligation de l'arrier plegerie deſſusdite. Et aviec ceu qu'il ne puiſſent partir de ladite Ville & Cittei de Mets quand il en ſeront requis doudit Duc & de ſon certain commandement, jusques à tant que lidis Ducs ſe tanray à paies de toutes les couſtanges & miſſions qu'il averoit & encourroit pour l'obligation deſſusdis. Et nous Guys de Groleye, Andreus dis Supz & Artaus de Biaumont, de l'ſpeciaul commandement noſtre dit Signour l'Eleut & confirmei de Mets deſſusdis, avons promis & promettons par nos fois données corporellement en leu de ſerment, que ſe lidis Ducs avoit cous ne demaiges en l'obligation deſſusdis faite envers loudit Hanry ſi comme deſſus eſt escrit, Nous comme arriers plages l'en garderiens de tous demaiges, & l'en crerient par ſon ſimple ſerment ſans autre preuve & pour plus grand ſourtei à avoir, Nous en obligeons chacun de nous pour le tout, tous nos biens meubles & heritages pour panre, vendre & despendre en la meniere deſſusdite. Encor avons promis par nosdites fois, que ſi lidis Ducs dedans un mois apres ſa requeſte faite par ſa Lettre ou par ſon certain meſſaige ſi comme deſſus eſt dit, n'avoit les Lettres de Monſiour Huget de Chalons & de Monſiour Hainmar de Poictiers, de l'arriere plegerie deſſusdite, que nous ne parteriens de la Citei de Mets ſe par lou grey dudit Duc n'eſtoit, tant qu'il averoit lesdites Lettres ſeellées ſainnes & entieres telles qu'il panroit à grey, & promettons encor par nosdites fois données corporellement en leu de ſerment, comme drois arriers pleges pour ledit Monſiour l'Eleut, que à la requeſte doudit Duc ou de ſon commandement, nous yrons tenir oſtaiges à Mets en nos propres perſonnes, ne n'en partiriens ſe par lou grey doudit Duc n'eſtoit, tant qu'il ſe tanroit à paíées de tous les demeiges & couſtanges qu'il averoit & encourroit pour raiſon de l'obligation deſſusdite, dont il ſeroit creu par ſon ſimple ſerment, ſans autre preuve, en tesmoignage de veritei & pource que toutes les choſes deſſusdites ſoient fermes & eſtaubles, Nous Hanris Dalfins, Eſleus & confirmeis de Mets, & Nous Guys de Groleye Chevaliers, Andreus dis Supz de Grenoble & Artaus de Beaumont deſſusdis, avons mis nos ſeels pendans, & fait mettre chacun le ſien en ces preſentes Lettres, qui furent faites l'an de grace noſtre Signour mil trois cens & dix-neuf, le Venredy devant Feſte ſaint Michiel ou mois de Septembre, ſeellées d'un ſeel de paſte ſur double queüe.

LXXXIII.

30. Nov. *Regis Bohemiæ* JOANNIS *Privilegium & Promiſſum, Incolis* MARCHIÆ *& Provinciæ* BUDISSINENSIS *datum, Quòd nec per ſe neque per Hæredes aut Succeſſores ſuos* Marchia, *cuique quovis nomine concedenda, vendenda, aut ullo unquam tempore permutanda ſit. Datum Pragæ die 2. Cal. Decembris* 1319. [CHRIST. GODOF. HOFMANUS in Appendice Diplom. atque Documentor. Hiſtor. Luſatiæ illuſtrantium Tom. IV. pag. 186. LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abſatz II. Anhang von der Lauſitz pag. 6. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

JOHANNES Dei gratia Bohemiæ & Poloniæ Rex, Lucemburgenſis Comes, & Marchiæ Budiſſinenſis Dominus, omnibus in perpetuum. Sollicitudo jugis curæ Gubernationis & Adminiſtrationis Reipublicæ, quâ inceſſanter premimur, nos excitat adeo, quod circa Celſitudinem gloriæ Majeſtatis regnorum, Hæredum & Subditorum noſtrorum quieta mente verſantes noctes inſomnes ducimus, ut regnorum noſtrorum integritatem, honorem Hæredum, & Subditorum noſtrorum Prosperitatem profuturis & efficacibus fulcimentis procurare valeamus. ANNO 1319.

Sane Marchiæ & Provinciæ terræ Budiſſinenſis incolis noſtræ Serenitati, juxta puritatis ſuæ fidei debitum ſe benevole recommendantibus & recommittentibus, nobis fidelitatis homagia præſtantes, & Corporali fide eorum Procuratorem interpoſita facientes, ſe & ſua una cum tota Marchia & Provincia Budiſſinenſium noſtræ ditioni *ſpontaneo* ſubmiſerunt jure ſoli æquum, & juxta Celſitudinis noſtræ Regiæ Majeſtatis benignitatem dignum, ac rationi conſentaneum fore cenſemus, dictos Marchiæ & Provinciæ Budiſſinenſis incolas talium *prærogativarum Privilegiis* inſigniri, & ſinceritatem fidei ipſorum condignarum gratiarum viciſſitudinibus recompenſare, ut ipſi de noſtræ Regiæ Majeſtatis Dominio dignè poſſint & merito debeant gratulari. Ut igitur perpetuæ fidei firmitatis fundamentum &c. dictæ Marchiæ & Provinciæ Budiſſinenſis, erga nos Hæredes & Succeſſores noſtros, eo amplius & perfectius per diuturnorum continuationem temporum ſuſcipiat incrementum, qua minus ab immediato regimine noſtro Hæredum & Succeſſorum noſtrorum fuerunt ſequeſtrati, ipſius Budiſſinenſis Marchiæ & Provinciæ incolis promittimus: Quod nec per nos, nec per Hæredes aut Succeſſores noſtros, ipſa Marchia & Provincia Budiſſinenſis, ſed nec præcipue Civitates Budiſſin, Camenz, & Löbau, cuique quovis nomine concedi, conferri aut committi, nec obligari nec vendi aut permutari ullo unquam tempore debeant ſponſione noſtra regia perpetuo valitura adjicientes, quod dictæ Marchiæ & Provinciæ Budiſſinenſis incolæ ad nullas petitiones, Steuras, nobis, Hæredibus aut Succeſſoribus noſtris erunt aliquatenus obligati. Inſuper ut Barones, Nobiles & Vaſalli dictæ Provinciæ & incolæ, ſe noſtro gaudeant ſubeſſe regimini & Dominio lætabundi ipſos & quemlibet ipſorum in eorum Juribus, quibus à divis Regibus Bohemiæ Prædeceſſoribus noſtris felicium recordationum, ſe munitos aſſerunt plenius & gratioſius conſervare promittimus, ipſorum ſiquidem Jus eſſe conſervandum fatemur. Quod infra metas Marchiæ Budiſſinenſis prædictæ & non extra nobis Hæredibus & Succeſſoribus noſtris promptæ fidelitatis obſequium facere tenebuntur. Verum quia Caſtellani Caſtri Budiſſinenſis perpetuati aſſeruntur, & ſpecialium Privilegiorum denotati gaudere, quod nec de Caſtronenſibus feudis dicti Caſtri Budiſſinenſis, nec de aliis poſſeſſionibus quas obtinent, aut in futurum obtinebunt, aliquovis Servitii genere teneantur obnoxii: Huic aſſertioni, juxtà noſtrarum benignitatum pias confidentias, *aures credulas* præbentes, eidem omnia & ſingula Jura & Privilegia ipſorum Caſtellanorum immunitates prædictas, pro ut eis hactenus *rite* uſi ſunt, de noſtræ Celſitudinis gloria & Majeſtate præſentibus confirmamus: Amplius autem ut fida & merito commendenda & extollenda Præconii dilectorum noſtrorum fidelium Burgenſium Civitatis Budiſſinenſis fidelitatis eximietas eo ſpecialius inſigniatur, juxta noſtræ Regiæ munificentiæ liberalitatem, præ cæteris libertatum, beneficiorum & gratiarum muneribus quo ipſos *præ cæteris* ad noſtræ Celſitudinis gloriam ampliandam novimus initiaſſe, & laborioſis conatibus inſudaſſe, & ut etiam ex eo ſpecialis commodi fructum conſequantur & obtineant, quo ſub titulo prædictæ Civitatis Budiſſinenſis tota Marchia prædicto discretivo nomine ſe tanquam a digniori gaudet ipſam Civitatem & ejus Burgenſes in perpetuum de noſtra Regia liberalitatis munificentia, talium libertatum Privilegium inſignimus. Quod omnia Allodialia, infra unius dimidii miliaris ſpacium ab ipſâ Civitate Budiſſin immediate menſurandum, quæ ipſi Cives, aut alter ipſorum jam juſto poſſident titulo, aut in futurum aut quemlibet ipſorum legitimè poſſidere contigerit, Jure Succeſſionis hereditariæ, eis appropriandi duximus & incorporanda, per ipſos aut alterum ipſorum juſto titulo perpetuo poſſidenda; Hoc adjecto, de noſtræ Regiæ munificentiæ gratiâ, fulcimento, quod ipſi Cives, aut alter ipſorum, quando & quoties dicta Allodia infra metas prædictas ſita inter ſe mutuo emerint & vendiderint, Venditores reſignare, Emptores vero debito modo ea recipere, & per manum Judicis Civitatis Budiſſinenſis,

ANNO 1319. diſſinenſis, qui pro tempore fuerint inveſtiti ad eadem perpetuo tenebuntur: In cujus Teſtimonium præſentes Literas fieri, & Sigillo Majeſtatis noſtræ juſſimus communiri. Datæ Pragæ, per manus venerabilis Johannis Wiſegradenſis Præpoſiti, Regni Bohemiæ Cancellarii Principis noſtri dilecti, 2. Cal. Decembr. Anno Domini Milleſimo, trecenteſimo, decimo nono, Regnorum vero noſtrorum Anno nono.

LXXXIV.

1320. 6. Avril. **Friedens-Tractat zwiſchen** LEOPOLD, **Hertzog zu Oeſterreich eines/und der Stadt Speyr andern theils zu Waſſer und Land/ ſolang biß ein theil dem andern den Frieden mit offentlichen Brieffen wieder aufkündet/ aufgeriht. An St. Sixtes Tag.** 1320. [LEHMANNI Chronicon Spirenſe Lib. VII. Cap. XXIII. pag. 668. col. b.]

C'eſt-à-dire,

Traité de Paix entre LEOPOLD *Duc d'Autriche & la Ville de* SPIRE *pour durer par Terre & par Eau jusques à ce que l'une des Parties ait déclaré publiquement à l'autre qu'il y renonce. Fait le Jour Saint Sixte* 1320.

WIr Lupolt von Gottes Gnaden/ Hertzoge zu Oeſterreich/ und zu Spyr/ Herr zu Crayn/ zu der March/ und Portenaw/ Grafe zu Habſpurg unde zu Kyburg/ und Landgrafe in dem obern Elſaß/ thun kund allen den/ die dieſen Brieff geſehent oder gehorent leſen/ daß wir für uns und alle unſere Fründ/ Lüte/ Helffere/ und Dienere/ Herren/ Edellüte unde Stände/ mit den Erbarn Lüten der Statt unde der Burgern von Spire/ und den die zu irre Statt hörent/ einen getruwen und einen ſteten Frieden gemacht unde gelobent hant/ alſe hienach geſchrieben ſtat/ das iſt alſo/ daß der Friede wehren ſol ohne alle Gefehrde uff dem Land und uff dem Rine/ biß Sanct Martinis Tag/ der nu zu nehſt kommet/ mit bedinghten Worten/ unde ohne alles Wiederbieten/ unde danach alſe lange unze das in antwederr Theil widerbüttet einen Monat vor. Unde daß widerbieten ſollen wir thun zu Spire in ihrn Rath mit unſern offen Brieffen. So ſulent aber die Burgere von Spire das wiederbieten thun in den Rathe zu Landaw/ mit ihren offen Brieffen/ ohne Gefehrde/ und damit ſol uns begnügen. Und ſulen wir in dem Frieden wider ſie nit thun/ noch ſie hindern durch niemanne/ in keine Weiß. Und geſchehe in diß Frieden Zilu ein Theil von dem andern ein Schade ohne Gefehrde/ damit ſolle der Fried nit gebrochen ſeyn. Und ſollen von unſern wegen Herr Symundt von Mülnhoven/ ein Ritter/ und Johannes Peter/ ein Burger von Landow/ und von der Statte wegen von Spire/ Engelmann von Gummersheim/ und Gottſchalck Schaff zu der Ecke/ Burgere in dem Rathe von derſelben Statte/ reiten zu Heimbach in das Kloſter/ wenn ſie darumb genahnt werden von dem/ den der Schade geſchehen iſt/ unde den Schaden erfahren und erkennen/ und was ſie alle vier oder der mehre Theil unter ihn erkennent/ und bringent uff den Eyd/ das ſol man beſſern unde uffrichten in dem nechſten Monat darnach. Were aber/ daß ſie gelich enthullent/ alſo daß jedweder Seit zwene eins erkantent und brechtent: So ſulent ſie von Heimbach nimmer kummen unze/ daß ſie eins fünfften Mannes überein kumment/ Welleme Theil der gehillet/ deß Theils bringen ſulle Burgang und Krafft han/ ohne alle Geferde. Were auch/ daß der Viere einer abegienge/ oder vor Unmuſſen oder Siechtagen dabi nit ſyn enmochte/ an deß ſtatt ſol der Theil/ von dem er dazu geſchicket was/ einen andern ſchicken uff den Tag/ der darumb gemacht würd. Es iſt auch beredt alſo/ käme unſer Gut uff dem Land oder uff dem Waſſer by die Stadt zu Spire/ das ſulent die Burgere behüten vor Gewalte/ ſo ſie das wiſſend werden/ ane Geferde/ alſe ferre ſie mögent/ dieweil dieſer Friede wehret. Daſſelb ſollen wir und die unſern irme Gut da oben in dem Lande thun. An die Rittere und die Knechte/ die zu der Landwehe nu geritten warent/ ſulent wir kein Ungenad legen/ ane Geferde/ umb dieſelbe Getat/ dieweile der Fried wehret. Würde auch ein unſer Diener von jemanne geleidiget/ oder geſchädiget/ dem mügen wir wol Helffe thun ohne Schaden der Stätte/ und der die dieſen Frieden halten wollent/ ohne Gefehrde/ und iſt damit der Friede nit gebrochen. Und deß zu einre Urkund/ iſt unſer Ingeſiegel/ und darzu des Ehrwürdigen Herrn Biſchoffs Johannes von Straßburg/ unde Otten von Ochſenſtein/ des Landvogts im Elſaß Ingeſiegeln an dieſen Brieff gehencket. Wir auch Johannes von Gottes Gnaden Biſchoff von Straßburg/ und Otto Herr von Ochſenſtein/ Landvogt im Elſaß/ verjehent/ daß wir bey dieſem vorgeſchrieben Frieden warent/ und daß er beredt wart/ alſe davor geſchrieben iſt. Und das zu eine Urkunde/ ſo ſind auch unſe Ingeſiele an dieſem Brieff gehencket. Der wart geben an Sanct Sixtes Tag/ des Jahrs da man zalte von Gottes Geburte dritzehenhundert und zwentzig Jahr.

LXXXV.

ANNO 1320. 5. Mai. FRANCE ET FLANDRE.

Traité entre PHILIPPE le Long *Roi de France, &* ROBERT *Comte de Flandre, par lequel ce qu'il y avoit de trop rude contre les Flamands dans les Traitez précédens eſt modéré. Fait à Paris, le 5. de Mai,* 1320. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Ch. CXLVI. Feuill. 243.]

PREMIERS, que Louys, fils de feu Louys, Conte de Nevers & de Rethel, prendroit en mariage Madame Marguerite fille dudict Roy PHILIPPE dict de la Marche, ou le Long, & que ſuyvant la moderation de l'an mil trois cents ſeize, nonobſtant le trespas dudict Louys Conte de Nevers ſon Pere, il ſuccederoit apres le deces du Conte ROBERT ſon ayeul, en la Conté de Flandre. Que ceux dudict Flandre, payeroyent au Roy endedens un an immediatement ſuyvant, la ſomme de trente mille livres. Que par ſerment ils promettroyent, que ſy avant que le Conte de Flandre, ou ſes ſucceſſeurs, contrevenissent jamais a ceſte Paix, ils ne les ſecoureront d'argent, de chevaux, de conſeil, d'harnas, de gens, ny autrement. Que la Dame de Couchy, fille du Conte Robert, jurera icelle Paix, mesmes qu'on la feroit ſemblablement jurer a Robert de Caſſel. Ce fut faict a Paris le cinquieſme de May en l'an mil trois cents vingt. Et le Roy donna avec ſa fille en mariage, la ſomme de trente mille livres Pariſis, a prendre ſur les deniers que ceux de Flandre luy devoyent, a cauſe d'autres traictez de Paix precedents. Et ſuyvant que ledict Mariage ne ſortiſt ſon effect, lesdicts de Flandre ne ſeroyent aucunement tenus en ce que deſſus. Et mais pour autant que ce mariage alla avant les ſusdictes conditions eurent lieu, & fut le Conte de Flandre entierement deſſayſy desdictes Villes, de Lille, Douay, & Bethune.

LXXXVI.

Sententia Diffinitiva in Cauſa inter WLADISLAUM *Poloniæ Regem ab una, & Magiſtrum atque Fratres Domûs S.* MARIÆ TEUTONICORUM *à parte altera, de reſtituenda Regi Terra* Pomeraniæ *per Fratres præfatos hucusque injuſtè poſſeſſa; lata per Archiepiscopum* JANISLAUM *Gnesnenſem, nec non* DOMARATUM *Epiſcopum Posnanienſem, &* NICOLAUM *Abbatem de Mogilno, tanquam Commiſſarios Apoſtolicos. Actum in Junivladislavia* IV. *Idus Februarii* 1321. Cum *inſerto Mandato* JOANNIS *Papæ. Datum in Avinione* III. *Idus Septembris anno* 1321. [DLUGOSSI Hiſtoria Polonica Lib. IX. col. 977.] 1321. 10. Fev.

In Nomine Domini Amen.

EXORTA coram nobis Janislao Divina & Apoſtolicæ Sedis providentia, ſanctæ Eccleſiæ Gnesnenſis Archiepiscopo, Domarato Dei gratia Posnanienſi Episcopo, fratre Nicolao Abbate de Mogilno Diœceſis Gnesnenſis Ordinis S. Benedicti, à Sede Apoſtolica delegatis, inter inclytum Principem Wladislaum Poloniæ Regem illuſtrem parte ex una, Religioſos viros Magiſtrum & Fratres Domus S. Mariæ Teutonicorum parte ex altera, ſuper terra Pomeraniæ, materia quæſtionis: Sanctiſſimus Pater Dominus Joannes Sacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ ſummus Pontifex ſuas nobis direxit Literas in hæc verba.

JOANNES Episcopus Servus Servorum Dei. Venerabilibus Fratribus, Archiepiscopo Gnesnenſi & Episcopo Posnanienſi, ac dilecto Filio Abbati Monasterii Sancti Benedicti de Mogilno, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem. Gravem dilecti Filii Nobilis viri Wladislai Ducis Poloniæ querelam accepimus, continentem, quòd Magiſter & Ordo Domus S. Mariæ Teutonicorum, non attendentes, quòd quondam Conradus Dux Poloniæ avus ejusdem Ducis, eosdem Magiſtrum & Fratres, quos veros credebat Catholicæ fidei defenſores, & ad partes illas pro defenſione ipſius fidei primitus advocavit, & nonnulla mobilia & immobilia bona liberaliter conceſſit: eosdem alias dictus Conradus, & ſucceſſores ſui benignè & favorabiliter

ANNO 1321. ter prosequendo. Sed ipsi dicto Duci se reddentes ingratos, & ad bona ipsius rapacitatis manus extendentes, illicitè Ducem ipsum terrâ sua Pomeraniæ Wladislavienſis Diœcesis, quæ de Regno Poloniæ fore dinoscitur, temeritate propria, spoliantes, illam cum hominibus, vasallis, Castris, Villis, possessionibus, & bonis existentibus in eadem, contra justitiam occupârunt & detinuerunt, jam per octo annos & amplius, sicut adhuc detinent violenter, fructus, proventus ac redditus provenientes ex illa percipientes indebitè, & injustè, illam sibi reddere contradicunt, in ipsius Ducis grave dispendium, & Regni prædicti diminutionem enormem, & scandalum manifestum. Quare nobis Dux præfatus humiliter supplicavit, ut provideremus sibi de remedio super hoc opportuno. Nos igitur nolentes eidem Duci in suo jure deesse, in quo sumus omnibus debitores, discretioni vestræ per Apostolica Scripta committimus & mandamus, quatenus vos, vel duo vestrum, vel per alios super præmissis, auctoritate nostra, summariè de plano, sine strepitu & figura judicii procedentes, si rem inveneritis ita esse, Magistrum & Fratres prædictos, ad restituendum dicto Duci terram, homines, vasallos, Castra, Villas, possessiones, & bona prædicta cum fructibus, redditibus, proventibus, medio tempore perceptis, per Censuram Apostolicam, appellatione postposita, compellatis, invocato ad hoc si opus fuerit auxilio brachii secularis. Non obstantibus de duabus dietis editis in Concilio Generali, & felicis recordationis Bonifacii Papæ VIII. Prædecessoris nostri, per quas Judices à Sede deputati prædicta, extra Civitatem & Diœcesim, in quibus deputati fuerint, & alibi quam in Civitatibus & Locis insignibus, procedere, aut vires suas committere, vel aliquos ultra unam dietam, à finibus suæ Diœcesis trahere prohibentur, & aliis contrariis Constitutionibus quibuscumque, dummodò ultra tertiam vel quartam quis extra suam Diœcesim ad judicium non trahatur: seu si dictis Magistro & Fratribus, vel quibusvis aliis communiter vel divisim, à Sede Apostolica sit indultum, quòd interdici, suspendi, vel excommunicari, aut extra vel ultra certa Loca trahi, vel ad judicium evocari non possint Literas Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum, de indulto hujusmodi mentionem: Et quibuslibet Privilegiis, Indultis & Literis Apostolicis generalibus vel specialibus, eisdem Magistro & Fratribus ac Ordini concessis, communiter vel divisim, quorumcumque tenorum existant, per quæ vestræ jurisdictionis explicatio possit hac in parte quomodolibet impediri, & de quibus quorumcunque tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris Literis mentio specialis. Datum in Avinione, tertio Idus Septembris, Pontificatûs nostri anno quarto.

Nos igitur juxta formam Mandati nobis directi, præfatos Magistrum & Fratres, ad nostram præsentiam fecimus evocari. In termino itaque peremptorio, ipsis partibus per nos assignato, discreti viri, Dominus Philippus Cancellarius Regni Poloniæ, & Sbigneus Cancellarius Siradiensis, tunc Vicecancellarius, ac Magister Joannes Rudensis, Procuratores ejusdem Domini Regis, nomine Procuratorio ipsius comparuerunt coram nobis, suum Procuratorium exhibentes, ex parte verò dictorum Magistri & Fratrum, Frater Ziffridus de Papow ejusdem Ordinis, Procurator eorum, similiter cum Procuratorio comparuit. Petitione autem pro parte præfati Regis Poloniæ accepta, & diligenter discussa, considerantes juxta tenorem Literarum Apostolicarum, quòd in causa eadem posset, lite non contestata, procedi, testibus pluribus idoneis pro parte dicti Regis, & eis secretò & sigillatim examinatis, attestationibusque ipsorum apertis & publicatis, ac ipsius causæ meritis plenè discussis, parte dictorum Magistri & Fratrum citata ad audiendum Sententiam diffinitivam, & præsente ipsorum Procuratore prædicto, coram nobis in termino ad hoc præfixo constituto, & præhabita nobiscum deliberatione sufficienti, & communicato sapientum consilio, Procuratoribusque præfati Regis præsentibus & Sententiam proferri cum instantia postulantibus; Dei nomine invocato: Quia iidem Procuratores Domini Regis intentionem suam clarissime comprobaverunt, prædictum Magistrum & Fratres Domus S. Mariæ Teutonicorum, ac dictum Ziffridum Procuratorem ipsorum præsentem, eorum nomine, & Commendatorum de Gdansk, Gniew, & Szwieczie; qui dictam terram Pomeraniæ possident, ad restitutionem ejusdem terræ cum suis pertinentiis, & ad solutionem triginta millium marcarum monetæ & ponderis Regni Poloniæ, ratione fructuum perceptorum, & qui percipi potuerunt ex illa, prout Procuratores de violentia illatâ probata per testes, quantitatem prædictam fructuum per suum juramentum legitimè comprobave-

runt, & ad satisfactionem expensarum in causa factarum, præfato Domino Regi Poloniæ, seu Procuratoribus ejusdem prædictis faciendam, in his scriptis sententialiter condemnavimus. Quas quidem expensas ad centum quinquaginta marcas grossorum Pragensium taxamus, eo quòd Procuratores dicti Regis præfati, se eas dixerunt in hac causa expendisse, prout suis declaraverunt juramentis. Lata est hæc Sententia in Ecclesia Sancti Nicolai in Juniwladislavia Wladislavienſis Diœcesis, post Missam, quarto Idus Februarii, Anno Domini millesimo tricentesimo vigesimo primo. Præsentibus Fratribus nostris Nicolao Decano, Gerlibo Scholastico, Gnesnenſibus. Joanne Archidiacono Posnanienſi. Petro Cantore Wladislavienſi, Michaele Præposito Kruszwicenſi, Venceslao Calisiensi, Potentiano Vuniciovienſis Ecclesiarum Archidiaconis. Vincentio & Alberto Gnesnenſis, Voislao Posnanienſis, Joanne Plocensis, Ecclesiarum Canonicis. Et Religiosis viris Francisco Priore Posnanienſi Ordinis Fratrum Prædicatorum, Wyerzchoslao Custode Provinciali, Michaele Guardiano Wladislavienſi Fratrum Minorum, & aliis quàm plurimis Secularibus & Religiosis. In quorum omnium testimonium, & evidentiam certiorem, prædictam Sententiam per subscriptum publicum nostrum scribi, & in publicam formam redigi fecimus. Et ad majorem cautelam, nostrorum sigillorum appensione muniri. Et ego Boguslaus de Sandomiria, & ego Nicolaus quondam Ludovici de Strigonia, Clerici Posnanienſes.

ANNO 1320.

LXXXVII.

Traité entre AGNES DE FRANCE *Ducheſſe de Bourgogne*, AME' *Comte de Savoye*, & JEAN *Comte d'Auxerre*, *ſur le Mariage de* ROBERT DE BOURGOGNE, *avec* JEANNE DE CHALON. *Fait à Chalon, l'an* 1321. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 149.]

14. Juin. BOURGOGNE, SAVOYE, AUXERRE ET CHALON.

PORPALLES eſt traictié entre tre haut & tre noble Dame Madame AGNES, jaidis Fille Monſieur Sainct Lois Ducheſſe, & Eudes Duc ſon Fils Duc de Bourgogne d'une part, & Haut & Nobles Barons *Monſieur* AME' *Conte de Savoye*, & JEAN Conte d'Auchurre d'autre part en la forme & en la maniere que ſenſeit. C'eſt à ſçavoir que li devans diz Ducheſſe & Dux promettent en bonne foy curier & procurier à tout lors povoirs, que ROBERT DE BOURGOGNE Fils à ladite Ducheſſe & Frere doudit Duc panra à Femme & à Espouſe ſi Sainte Ygliſe ſi accorde, Noble Damoyſale JOHANNE Suer doudit Jehan & File de la Filé doudit Conte de Savoye, à laquelle Juhanne li dis Jeham hay doné & done por partaige & por appaneige ou por lou droit de tous biens de Pere & de Mere & de tous autres droits que ele haí puyt & doit havoir por quenque cauſe que ce ſoit avec ledit Jeham à preſant la Contée de Toneurre, demoigne, fiez & rerefiez, gardes & tous autres droits, especialement la garde de l'Abbaye de Pontigny, anſamble toutes henours, proffits, & emoluments, Baronies, reſſort & ſouvereigneté & tous autres droits quels qu'ils ſoient, enſamble les charges reaulx, & eſt à ſçavoir que ou cas quil haurint en la Contée d'Auchurre aucunes Granges ou autres demoignes appartepans à l'Abbaye de Pontigny en fiez enclavés en la Contée d'Auchurre qui appartinoient à la Contée de Toneurre la garde desdites chouſes & li dis fiez demorroient & portindroient audit Conte d'Auchurre, en exceptant ce en espiciaul de la generaulté des chouſes deſus dites, & exceptié auxi le droit que li dis Cuens & ſadite Seur povoient havoir eſſamblement ou por ſoy en la Ville de Chaabliz laquelle eſt eschoite de Monſieur Beraul de Marcoüil; laquelle Ville demore audit Conte d'Auchurre par la maniere que la tenoit li diz Meſſire B. & por le dom appaneige ou partaige de ſuis-diz ladite Damoyſale doit faire quittance forme por luy & por les ſiens & por ceaulx qui haurient cauſe de ly ou daux de tous biens de Pere & de Mere & de tous autres biens ſoient venus par eschoioite ou por autre maniere jusques au jour de huy ſens rien reclamer au temps à avenir, ſauve ladite Damoyſale & és ſiens l'eschoioite de coſté que porroit avenir de ores en avant laquelle li diz Cuens d'Auchurre veut, outroie & conſent que ele ſoit ſauve à ladite ſa Seur & és ſiens & auxi ſauve l'eschoioite de ladite Damoyſale audit Conte ou cas que elle morroit ſens hoirs de ſon corps ou cas que li dite Damoyſale ne hauroit ordene de ſa vie de ſes biens. Derichief li devants diz Ducheſſe & Dux vuillent oſtroient, & promettent curier ou procurier que de ſix miles deux

ANNO 1321. cent & cinquante livrées de terre à Digeonois, dou li quinze Digeonois, vaillent doze petit tornois dou temps douS. Roy Lois, lesqueles li dit Dux hay donées de l'expres consentement de lor Merc audit Robert por partaige ou por appanaige de tous biens de Pere & de Mere, & por tous autres droits qu'il havoit ou pourroit havoir envers ledit Duc, la dite Damoysale seroit douhée nommement & espiciaulment de trois miles livrées de terre à Digeonois Chasteal ou maison fors sans pris & de ce douhaire elle se tenroit por payé. Et sensint estoit que li dits Roberts moreſt Dux de Bourgogne devant ladite Inhanne, ladite Inhanne hauroit ensamble lez dits trois miles livrées de terre à Digeonois, doux mile livrées de terre à Digeonois, en outre & de tant en cesti cas elle se tiendroit por contante, & doit rendre li diz Cuens ſadite Suer quitte de tous debtes, & de toutes obligations quey elles soient, sauves les charges reaulx si comme dessus est dit; encores est traittiez que apres le Mariage solemnizié li dit Robert doibt faire renouvaller à ladite Damoysale la quittance de laquelle mancions est faite desuis & l'an doit donner autorité d'en faire laquelle quittance li dits Robert doit ratefié & promettre de non venir au contraire por soy ne por autruy ne soffrir & cetera. Et doivent li diz Ducheſſe & Dux porchaſſier à lors povoirs la dispensation envers noſtre Saint Pere le Pape. Ceſtes chouſes furent faites & traittiés à Chalon le Mardy aprés la Feſte de la Trinité, l'an de grace mil trois cent vint & un, en la preſence des deſusdits Madame la Ducheſſe, Monſieur le Duc, *Monſieur le Conte de Savoye*, Monſieur le Conte d'Auchurre, *Monſieur Andouart de Savoie*, *Monſieur Aymé ſon Frere*, Monſieur Guicharz Seigneur de Beaujus, *Monſieur Lois de Savoie Seigneur de Vaux*, liquelx ont juré ſur Saints Evangiles de tenir & garder fermement le traittié, & les convenances deſusdites à lors povoir, & de faire tenir esdits Robert & Inhanne entant commil appartint ou peut appartenir à chacun daux. Et nous Ducheſſe Dux de Bourgogne, *Cuens de Savoye*, Cuens d'Auchurre, *Andeuarz de Savoye*, *Aymés de Savoie*, Guicharz Sire de Beaujus, *Lois de Savoye Sire de Vaux*, havons mis nos ſealx en ces preſentes Lettres en tesmoin de verité. Donné au dit leu lan & le jour deſusdit.

LXXXVIII.

1322. 18. Mars. FLANDRE ET HAINAULT. *Extrait du Traité de Paix entre* LOUIS *dit* de Creſſy, *Comte de Flandre*, & GUILLAUME *Comte de Hainault*, *Hollande & Zelande*, *par la médiation de* CHARLES IV. *Roi de France*, *fait l'an* 1322. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLIX. Feuillet 246.]

PREMIERS, que le Conte de Flandre renoncera a tous hommaiges, que le Conte d'Hainault luy povoit debvoir, a cauſe des yſles de Zelande, quittant tout le droict que luy & ſes ſucceſſeurs Contes de Flandre, pourront pretendre ausdictes yſles, par confiscation pour debvoirs non faicts, ou autrement. Que ledict Conte de Flandre, quictera toutes les debtes & obligations des deniers, que le Conte d'Hainault & d'Hollande luy peut debvoir, remettant au ſurplus toutes paines & amendes fourfaicts, pour faute de payement desdicts deniers. Que d'autre coſté, le Conte Guillaume d'Hainault quictera ſemblablement au Conte de Flandre, tout ce qu'il luy povoit debvoir, il renoncera auſſy, a ce que luy & ſes predeceſſeurs Contes d'Hainault pretendoient es terres d'Aloſt, de Waſt, des quatre meſtiers & de Grantmont, rendant ſur ce, toutes Lettres, Jugementz, Sentences & Confirmation des Empereurs, ou Roys d'Allemagne, & Electeurs caſſez & annichilez. Que ledict Conte d'Hainault, renoncera pareillement au Gavene de Cambreſis, accordant que les Seigneuries de Crevecœur & d'Alloves enſemble la Chaſtelenye de Cambray, demeurent perpetuellement a Meſſire Jean de Flandre, & a ſes ſucceſſeurs. Comme auſſy accorderont lesdictes Parties que circommenaige, & inquiſition ſera faicte ſur le faict des Seigneuries de l'Effines & de Flobecque, par ſix hommes, és mains desquels demoureront lesdictes terres, jusques a ce que par eux ſera decidé du reſſort d'icelles, & que ce pendant, ny l'un ny l'autre, desdicts Seigneurs y pourront exploicter. Que quand aucun debat naiſtra de la en avant entre lesdicts Contes de Flandre & d'Hainault, ils ne pourront plus commencer par guerre, mais ſe ſubmectront audict & ordonnance de ſix preudhommes, lesquels en qualité d'arbitres decideront de leur differents, ſelon qu'en leurs conſciences ils trouveront de raiſon. Que les biens des Hollandois & Zelandois bannis, pour avoir ſouſtenu le party du Conte de Flandre, demoureront confiſquez au prouffit du Conte d'Hollande, & ſy aucune reſtitution y chiet, le Conte de Flandre ſera tenu la faire moyennant la ſomme de trente mille livres, que le Conte d'Hollande ſera tenu delibvrer, pour ledit effect audit de Flandre. Que lesdicts Contes, quicteront l'un a l'autre, tous dommaiges, prinſes, pilleries, & intereſts que pendant la guerre ils ſe ſont faict, & pourchaſſé l'un a l'autre. Moyennant lesquelles choſes la ſusdicte Paix fuſt concluë & confirmée du coſté de Flandre, par les Villes de Gand, Bruges & Ypre, & pour la part d'Hainault, Hollande, & Zelande par les Villes de Valencienes, Mons, Maubeuze, Dordrecht, Ziericzee, Middelbourg, Delf, Leyden & Herlen, dont fusrent données Lettres & paſſées par les Procureurs desdicts deux Contes, a ce ſpeciallement par Lettres de Procuration fondez, au my quaresme de l'an mil trois cents vingt & deux, & depuis confirmées, par Monſieur de Flandre en ſon Conſeil, preſents Meſſire Guy de Flandre, Meſſire Euſtace de Conflans advouë de Theroüaene, Monſieur de Mariasmez, Monſieur de Gavere, Meſſire Jean de Ooſtbach, Meſſire Philippe de le Poella, Meſſire Jean de Baſieres, & Guyot Granault.

ANNO 1322.

LXXXIX.

Pactum inter Ducem & Commune VENETORUM *ab una, atque Commune & Homines Civitatis* TRAGURIENSIS *à parte altera; Quò hocce Commune cum Civitate, Comitatu, & Diſtrictu ſuo, Dominio, Regimini, Obedientiæ, Protectioni & Defenſioni memorati Ducis & Communis ſe in perpetuum ſubjicit, ſalvis Honorificentiis & Juribus D.* REGIS HUNGARIÆ, *quæ haberet vel habere deberet in Civitate præfata; Inſimulque de eligendo ad regendum dictam Civitatem Comite, uti & de forma Regiminis conveniunt. Actum in Ducali Palatio Venetiarum die* 17. *Aprilis anno* 1322. [JOANNES LUCIUS DALMATINUS de Regno Dalmatiæ Libr. IV. pag. 206.] 17. Avr

In Dei nomine Amen.

ANNO Nat. ejusdem MCCCXXII. Indictione V. die XVII. menſis Aprilis in Ducali Palatio Venetiarum, in Camera D. Ducis præſentibus ſapientibus & discretis viris Dominis Nicolao dicto Piſtorino Vice Cancellario Ducatus Venetiarum, Johanne Marchiſini, & Andrea de capite Aggeris Not. & Scribis ejusdem Ducatus, Leonardo Bullatore Bullæ plumbeæ D. Ducis, & aliis pluribus teſtibus ad hæc vocatis, & rogatis.

Ibique cùm Nobiles Cives Civitatis Tragurii, & tota Univerſitas dictæ terræ conſiderarent debilem ſuum ſtatum, & qualiter Civitas ipſa multis periculis ſubjacebat; Ipſius Nobiles, & tota Univerſitas ſupradicta longa jam dudum, & matura deliberatione præhabita, ſtatui ſuo providere ſalubriter cupientes, & conſiderantes juſtitiam, benignitatem, clementiam, & humanitatem, atque ſuave Dominium D. Ducis, & Communis Venet. ſub quorum Dominio, fidelitate, & protectione univerſi ipſorum D. Ducis, & Communis Venet. fideles & ſubditi in ſuis gradibus benignè reguntur, & æqualiter gubernantur, ac de bono, in melius multiplicantur & crescunt, pro eorum ſalute, & ſtatu tranquillo Civitatis jam dictæ, quem indeſinenter quærebant Nob. Viros Danielem Jacobi, Johannem Petri, & Fredericum Mathei ut Syndicos, Procuratores, & Nuntios ſpeciales Dominorum Conſulum, Nobilium, & totius Univerſitatis prædictæ, Venetias transmiſerunt ſpecialiter ad ſubjiciendum, & ſubmittendum ad tempus, vel in perpetuum Univerſitatem dictæ terræ, Civit. & Comitatum ipſius, & bona omnia Civitatis præfatæ, fidelitati, Dominio, Regimini, protectioni, & defenſioni D. Ducis & Communis Ven. humiliter ſupplicando, quod D. Dux, & Commune Ven. dignetur eos ita recipere, tractare, & habere ſicut ſemper de ſuis fidelibus, & devotis gratioſe, & benignè facere conſueverunt, ſalvis honorificentiis, & juribus D. Regis Hungariæ, quæ haberet, vel deberet habere in Civ. prædicta; De cujus Syndicatu conſtat publico Inſtrumento facto ſub Annis Domini 1322. Ind. 5. die 22. Martii, ſcripto manu Andreæ Petri de Ancona Not. Imperiali auctoritate, & ſigillato ſigillo pendenti cereo dictæ Civ. & Communitatis

ANNO 1322. nitatis Trag. cujus tenor de verbo ad verbum inferius est insertus. Qui verò Syndici, postquàm cum supradicta oblatione, & pleno Syndicatu coram præsentia DD. Johannis Superantio Dei gratia Venet. Dalmat. atque Croat. Ducis Inclyti, & Domini quartæ partis & dimidiæ totius Imperii Romaniæ, suique Consilii, se dicto nomine præsentarunt. Post multas collationes, tractatus, & deliberationes plurium Nobilium sapientum ad hoc deputatorum habitis, spontè, liberè, & ex concordia, ac pro bono, & salubri statu Civit. jam dictæ per virtutem, & potestatem sibi traditam à Consulibus, Nobilibus, & universitate tota Trag. ipsam totam universitatem, Civitatem, Comitatum, & Districtum, & eorum bona fidelitati, Dominio, Regimini, Obedientiæ, Protectioni & defensioni memorati Domini Ducis pro se, Consilio, & Communi Ven. ibidem recipientis in perpetuum dederunt, subjecerunt, contulerunt, & submiserunt, salvis honorificentiis, & juribus D. Regis Hungariæ, quæ haberet, vel deberet habere in Civ. prædicta. Quapropter memoratus D. Dux cum suis Consiliis audita & intellecta oblatione facta per Syndicos supradictos, ac ipsam oblationem sua benignitate admittens Dei Nomine invocato ad laudem, & reverentiam Beatissimi Marci Apostoli, & Evangelistæ, ipsam Civitatem Trag. homines, Districtum, & Comitatum, & omnia sua bona sub suo Dominio, fidelitate, defensione & protectione in perpetuum benignè recepit juxta formam suprascriptæ oblationis Syndicorum supradictorum, salvis honorificentiis, & juribus Domini Regis Hung. quæ haberet, vel deberet habere in Civ. prædicta, providendo benigne, & gratiosè, quod homines Trag. & eorum bona de cætero tractentur, & habeantur ubique in Venetiis, & extra, quemadmodum tractantur, & habentur aliqui de partibus Dalmatiæ, qui sint magis liberi, & fideles D. Ducis, & Communis Venetiarum.

Postquam submissionem oblatam, factam, & per ipsum D. Ducem pro se & Communi Ven. acceptam. Item D. Dux cum suo Consilio sua liberalitate infrascripta providit, servari voluit, & mandavit ipsis Syndicis volentibus, consentientibus, & approbantibus.

Primò enim, quod per D. Ducem, & suum Consilium singulis duobus annis mittetur ad regendum dictam Civ. Trag. unus ex Nobilibus de majori Consilio Venet. qui nuncupabitur Comes Trag. qui eligetur in Venet. in majori Consilio per electionem, & vice qualibet per duos annos, cujus Comitis electio fiet, & nunc, & de cætero per quatuor manus in dicto majori Consilio ad unum, ad unum, & ille qui habuerit plures ballottas habendo majorem partem sit firmus, etsi nullus haberet majorem partem Consilii, illi duo qui habuerint plures ballottas vadat unus per medium alterius, & si aliquis esset electus per tres manus, sit firmus sine aliqua probatione.

Item quod Comes iturus Trag. in causis civilibus teneatur regere dictam terram cum quatuor Judicibus de Tragurio, qui eligentur in Trag. secundùm eorum consuetudines, & statuta, vocando ad promulgandum Sententias quatuor Consiliarios, qui similiter eliguntur in Trag. secundùm consuetudines, & statuta dictæ Civ. Trag. in omnibus autem causis criminalibus ipse solus Comes habeat liberum arbitrium, procedendo tamen in ipsis secundùm formam statutorum Communis Trag. & non possit in condemnando excedere formas statutorum Trag. sed pœnas in ipsis statutis contentas, & expressas mitigare valeat, sicut sibi videbitur, habito respectu ad conditiones personarum & excessuum commissorum; Verum in violatione mulierum, incendiis, fraudolentiis, & homicidiis habeat liberum arbitrium solus Comes, sicut suæ discretioni apparebit. Habeat etiam ipse Comes liberum arbitrium in proditionibus Civitatis hoc modo, quod contra accusatos sibi de proditione Civitatis possit inquirere, testes examinare, & accusatos carcerari facere, sicut sibi videbitur, sed in condemnando debeat contra ipsos sic accusatos procedere, secundùm formam statuti Communis Tragurii.

Præterea dictus Comes iturus Trag. habeat, & habere debeat à Communi Trag. pro suo salario quolibet anno libras MCC. ad par. recipiendo solutionem ad rationem de triginta duobus denariis parvis pro quolibet grosso, & nihil aliud habere possit, sed omnes reditus, & introitus Communis Trag. & jurisdictiones, & banna, & condemnationes deveniant in dictum Commune Trag. & debeat dictus Comes ire, & redire ad ipsum regimen omnibus suis expensis, & teneatur dictus Comes habere, & tenere secum in dicto regimine continuè unum socium, & decem servitores omnibus suis expensis, & si staret plus, vel minus duorum annorum recipiat salarium pro rata.

ANNO 1322. Item quod dictus Comes Trag. non possit esse ad aliquod convivium alicujus Civis Trag. in dicta Civitate Trag. nec possit aliquos de Trag. convitare, clamare, seu clamari facere ad comedendum secum in Civ. prædicta, & non possit per se, vel alios ipse, seu aliquis de familia sua ab aliquo Cive, vel habitatore Trag. dona aliqua recipere, vel potentes aliquo modo, vel ingenio, nisi uvas, & fructus recentes, & insuper non possit, nec debeat per se, vel alios facere, vel fieri facere mercationes, neque in mercationibus uti, vel uti facere de suis denariis per se, vel alios aliquo modo vel ingenio, donec fuerit in regimine supradicto in partibus regiminis supradicti.

Item quod homines Trag. possint sine dacio extrahere de Venet. lignamen, lapides coctos, & coppos pro eorum Domibus, & conducere Trag. dummodo illi qui vellent de prædictis rebus conducere præsentent Literas Ducali Curiæ missas à suo Comite, & sigillatas sigillo Communis Trag. quod ipsæ res, quas requirent, sint eis necessariæ pro usibus suis & suarum domorum.

Prædictas autem dationem, & summissionem, ac omnia & singula in præsenti Contractu contenta, discretus vir Baxanus Not. & Scriba Ducatus Venet. Syndicus & Procurator supradicti D. Ducis Consilii, & Communis Ven. ut de Syndicatu constat publico Instrumento facto sub annis 1322. Indict. 5. die tertia decima Aprilis, scripto manu Johannis Vacundeo Not. & bulla plumbea ipsius D. Ducis pendenti munito ad hoc specialiter constitutus, Syndicario, & Procuratorio nomine ipsius D. Ducis, & Communis Ven. ac dicti Daniel Jacobi Johannes Petri & Fredericus Mathei Syndici, & Syndicario nomine Civitatis Communis, & hominum Tragurii attendere, observare, & adimplere, ac ea omnia perpetuò rata, & grata habere, & nullo unquam tempore aliquo modo, vel ingenio contrafacere, vel venire solemni stipulatione sibi invicem promiserunt, sub pœna hinc inde promissa CCIIDD. marcarum argenti, quæ pœna toties committatur, quoties contrafactum fuerit, & pœna soluta, vel non, exacta, vel non, omnia & singula prædicta in sua permaneant firmitate. Pro quibus omnibus attendendis, adimplendis, & inviolabiliter observandis præfatus Baxanus Syndicus D. Ducis, & Communis Ven. Syndicario nomine pro ipso D. Duce, & Communi Ven. bona omnia Communis Venet. & dicti Daniel Jacobi Johannes Petri, & Fredericus Mathei Syndici supradicti bona omnia Communis & hominum Trag. ipsi Syndico D. Ducis Syndicario nomine pro D. Duce, & Communi Venet: recipienti speciali pignore obligarunt, quæ se constituerunt invicem precariò possidere; Ita ut Pars attendens, prædicta Partis non attendentis bona, & personas possit sine alicujus Judicis requisitione sua propria auctoritate sasare, & detinere, & arrestare pro pœna, damnis, & interesse, & expensis, & satisfactione plenaria omnium promissorum. Promittentes dictæ Partes invicem Venet. Trag. & ubique locorum solvere, ac renunciantes exceptioni doli mali, in factum, deceptioni, simulationi, beneficio restitutionis in integrum, Litteris impetratis, & impetrandis, feriis, dilationibus, & generaliter omni auxilio juris, vel facti, quò contra prædicta, vel aliquid prædictorum possent dicere, facere, vel venire; Qui Daniel Johannes, & Fredericus Syndici Trag. ibidem in continenti corporaliter tactis Scripturis in animas suas, & omnium & singulorum hominum dictæ Civ. Trag. juraverunt ad sancta Dei Evangelia, perpetuò præfatos Dominos Ducem, & suos successores, & Com. Venet. & suos Dominos suosque majores quibus subsunt, observare, obedire, & revereri, & quod singulariter singuli de Consilio dictæ Civ. Trag. in ingressu sui primi Comitis, ipsi Comiti pro dicto D. Duce & successoribus suis, & Communi Ven. recipienti corporaliter sic jurabunt, nec non bona fide sine fraude observare & attendere omnia, & singula supradicta.

XC.

Pactum Confœderationis inter PAULUM *Comitem Filium* PAULI *Bani olim Croatorum, ex parte una, atque Commune & Homines Civitatis* TRAGURIENSIS *ex altera, quâ conveniunt, quòd dictus Comes debeat rebellare & facere vivam guerram contra* MLADENUM *Banum Croatorum, & contra omnes Tragurienſium hoſtes; pariaque debeant facere Tragurienſes, ſalva fidelitate Regis* 24. Avr.

ANNO 1322. *gis Ungariæ & salvo Duce Venetorum &c. Dat. Anno* 1322. *Ind. 5. d. 24. Aprilis.* [JOH. LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. IV. pag. 209.]

In Christi nomine Amen.

ANNO Nat. ejusdem 1322. Ind. 5. die 24. Aprilis ad honorem Dei & Beatæ Virginis Matris ejus, & omnium Sanctorum, & Sanctos Curiæ Cœlestis, & ad statum augumentum, & honorem perpetuum infrascriptorum. Hoc est pactum confœderationis promiss. initum & firmatum inter egregium virum D. Paulum Comitem filium bonæ memoriæ D. Pauli Bani Croatorum ex parte una, & Commune, & homines Civit. Trag. ex altera; Inprimis namque simul & ad invicem firmant, & faciunt unionem & societatem, & confœderationem tali modo videlicet. Quod dictus D. Comes Paulus debet, & teneatur rebellare, & facere vivam guerram & manifestam contra D. Mladenum Banum Croatorum & suos sequaces, & contra quoslibet alios inimicos Civitatis Trag. eosque toto suo posse offendere, & nocere, & eis damna & detrimenta solicitè procurare, incipiendo ipsam rebellationem, & guerram hinc ad festum Sancti Petri de mense Junii proximè, vel ante si citius poterit.

Item debet & tenetur idem D. C. Paulus amicos Civitatis Trag. pro amicis, & inimicos pro inimicis ubique reputare, tractare, & habere, nec debeat facere pacem cum dicto Bano, vel aliis qui sunt, vel erunt inimici Civ. Trag. sine voluntate dictæ Civitatis & hominum Trag. & si dictum Commune fecerit cum aliquibus personis pacem, & confœderationem contra dictum Banum, & in damnum & detrimentum ipsius & suorum sequacium debet ponere, & homines Trag. contentantur, & volunt esse in dicta unione & confœderatione contra ipsum Banum; E contra Commune Trag. tenetur, promittit & debet dicto D. Comiti facere sicut superius per omnia est expressum, salva fidelitate D. Regis Ung. & salvo D. Duce Venet. & suis fidelibus, & subjectis. Item promittit dictum Commune Trag. eidem Domino Comiti quod si exercitus de Tragurio exiret foras in Sclavoniam contra dictum Banum, dictus D. Comes erit vocatus Capitaneus exercitus gentis Trag. si ipsi Domino Comiti videbitur, & placebit. Item si dictus D. Comes Paulus, vel sui homines haberent casum, vel necessitatem evidentem intrandi Civit. Trag. homines Trag. promittunt & debent dictum Dominum Comitem, & suos homines recipere in dictam Civitatem, & eos defendere, & juvare sicut se ipsos. Item si dictus Dominus Comes vellet, vel posset se intromittere in Dominium Sclavoniæ debent, & promittunt Trag. dicto Domino Comiti dare auxilium, consilium, & favorem per terram & per mare secundum facultatem, & possibilitatem ipsorum, salva semper fidelitate, & honore Domini Regis Hung. ac D. Ducis Ven. & suorum fidelium, & subjectorum. Et si faciente Deo dictus D. Comes ad Banatum, vel ad Dominium Sclavoniæ pervenerit, debet, & tenetur Civitas & homines Trag. dimittere liberè gaudere suis introitibus, honoribus, & Privilegiis, nec se debeat intromittere, vel aliquid petere, aut requirere à dicta Civ. vel hominibus Trag. ratione alicujus Banatus, Vicariatus, Dominii vel Comitatus, seu alterius præeminentiæ, & si pax fieret inter Banum ex una parte, & dictum Dominum Comitem Paulum, & Trag. ex alia, vel si Banus per alium aliquem modum obiret, promittunt & debent Trag. dicto Domino C. Paulo usque in vitam suam dare omni anno ex bono amore, & propter rebellationem & guerram, quam dictus D. Comes facere debet lib. M. parvorum. Prædicta omnia promisit una pars alteri attendere, & observare, & non contrafacere, sub pœna D. marcarum argenti, & ad majorem cautelam, & evidentiam omnium prædictorum duo Scripta de prædictis omnibus in uno tenore fieri mandaverunt, quorum unum est munitum sigillo Communis Trag. & illud debet remanere penes dictum Dominum C. Paulum, & aliud est munitum sigillo ejusdem D. Comitis & illud debet remanere penes Commune Trag. Sigillum Cereum pendet.

XCI.

24. Apr. Vertrag und Compromiß zwischen der Stadt Straßburg und der abgewichenen Ritterschafft aus der Stadt/ beschlossen durch Vermittelung CONRAD Ertzbischoffen zu Maynz / und BERNHARDT Marggrafen zu Baden; worinn sie gewiße Schiedmänner zu hinterlegung der zwischen ihnen entstandenen feindschafft/ erwählen und benennen/ ferners/ wegen allen/ was währender feindschafft paßiret/ unter ein ander sich zu vergleichen gewisse weiß verordnen. Geben zu Speyr auf S. Georgen-tag anno 1322. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Anhang. Abs. VI. pag. 38.] ANNO 1322.

C'est-à-dire,

Accord & Compromis fait, par la médiation de CONRAD *Archevêque de Mayence, entre la Ville de* STRASBOURG *d'une part, & la* NOBLESSE *qui s'étoit séparée de ladite Ville d'autre part. Ils y conviennent de remettre la Décision finale de leurs Diferents à certains Arbitres, comme aussi de quelques reglemens propres à faciliter cet Accommodement. A Spire le jour & Fête de St. George.* 1322.

WIr Conrad von GOttes Gnaden/ des heiligen Stuhls zu Maynz Ertzbischoff/ des heiligen Römischen Reichs in Dütschen Landen Ertzcantzeler/ und Wir Bernhart von denselben Gnaden GOttes Marggraff zu Baden ꝛc. bekennen mit diesem Brieff/ das wir von solicher Kriege/ Vintschafft und Zweytracht wegen/ die gewesen sind/ und sich hergangen haben/ zwischen den fürsichtigen wisen Meister und Rate zu Straßburg uff ein/ und der Ritterschafft die user Straßburg kommen sint/ uff die ander Syte/ mit beyder Parthyen Wissen und Willen beredt haben/ in aller der Maaß als hernach begriffen ist.

Zum ersten was sich verlauffen hat in Frieden gutlichen bestanden und ane Vindschafft syder der Zyd als die vorgenannte Ritterschafft user Straßburg geritten ist/ ob ein Partheye die andere Ansproche nit herlassen mag/ da sol jeglicher Theile darumb komen für diese nach geschriebenen mit Namen Herrn Eutelman von Rotzenhusen/ Herrn Walther von Andela/ Herrn Heinrichen vom Hohenstein Rittere/ und Hansen von Rotzenhusen von Königsheim/ und von den Stetten/ Johans Clein Contzen/ Jacob Werbern/ Hannman Murenlin Schultheiß zu Colmar/ Claus Hammern von Slekstatt/ und Lowenman von Mittelhusen zu Eren und zu Rechte/ und wie dieselben beyde Parthyen darinn entscheident/ soll von beyden Parthyen gehalten werden.

Und wer es ob under den vorgeschriebenen Namen einer oder eine zu den Sachen nit komen mochte/ Krangheit halb sins Libes/ oder sich der Sachen nit annemen wolte/ were da der Gebreste/ under der Edeln einem/ so sol man einen andern Edeln an seine Statt kiesen und nemen in dem Lande zu Elsaß ungefehrliche/ were aber der Gebreste an der einen in den Stetten/ so sol man einen andern oder andere uß denselben Stetten kiesen/ die Sach dann uß zutragen/ und demnach zugeend in aller Maß als vorgeschrieben stett on alle geverde. Doch ist herin außgenommen die Ansprach die Jacop Dutschmann zu den von Straßburg hat von Zugriffe wegen/ diejene geschehen sollen sin/ daran sol jene sin Ansprach behalten sin one geverde/ und als der von Straßburg Soldener Jacop Dutschman ein Vintschafft geschriben und gesagt habend/ sollich Vintschafft sol von beyden Syten absin one geverde.

Item welche von den so uß der Stat komen sint/widder in die Stat komen/ und ir Burgerrechte empfahen wolten/ das sol man jne gönnen/ und sollen auch sie daz kauffen/ also das sie schwerend sollend Meister und Rate zu Straßburg und allen iren Gebotten gehorsam zu sind/als andere der Stat Straßburg Burgere/ Edel und Unedel/ und das von Alter herkomen ist/ welliche aber nit in die Stat ziehen noch Wonung darinn haben wolten/ die sol die Stat halten und haben als Landlüte ungeverlich.

Item von der Ämte und Gerichte wegen in der Stat Straßburg haben wir beredte/ daz die Amptlüte den die Ämpter zu gehorend/ yglicher sin Ampte besitzen/halten und tun sol/ und auch die Stat sie daby bliben lassen/alles als das von alter herkomen und gehalten ist ungeverlich.

Item von des fryen Gezogs wegen der sol daby bliben on allen Intrag/ nach dem und der vormahls ußgetragen worden ist.

Item ob beyde Partheyen icht zusamen zusprechend gewonnen in kunfftigen Zyten/ treffe das Erbe an/ darum sol ein Teile dem andern nachfaren in die Gerichte/da sollich Erbe gefallen ist/ treff es auch Eygenthum an/ das soll man ußtragen/ als von Alter herkomen ist/ und sol sich ein yglicher mit sollichen Betten genügen lassen/ wer oder wurde auch ein Teile dem andern icht schuldig/ da sol einer den andern bezalen oder aber das herfordern/ als von alter herkomen ist.

Item was Zinse in diesem Krieg gefallen/ und von beyden Parthyen ußgehaben und genomen sint/ das soll ye eine Parthye der andern halb wiedergeben/wer es aber noch nit uf geha-

ANNO 322. gehaben noch genomen ist/das sol ein Parthye der andern/ der man es schuldig ist/ noch geben und volgen lassen.

Item hette dehein Parthye der andern die jren abgehuldet und tun sweren in diesem Krieg/ solliche Eide sollend abe sin und zu beiden Siten herlassen werden ungeverlich.

Item von der Rudolffs wegen von Bulach als der meinet das ime sine Sloß Ranstein angewonnen sy in fürworten/ darum solen sie komen für die vorgeschrieben Mune.

Und findet es sich daß die Stat oder yemand von jren wegen jene fürwort getan haben/ darum sol dan geschehen/ was recht ist nach der Mun oder des merteils herkennen ungeverlich.

Item die Vintschafft zwuschen den von Straßburg und Hansen von Wülnheim sol zu beiden Siten ab und yderman sine Ansprach behalten sin/ und sollent die von Straßburg zu Hansen von Mülnheim/noch Hans wiederum zu yne nit griffen/ ein Teil sage dann das dem andern eine Monad zuwor abe ungeverlich/ doch sol Hans nit komen inn der von Straßburg Burgban und an solliche Ende/da das andern die sich verrechtet hant verbotten ist/an alle geverden/würde aber Hans von Mülnheim in jrem Burgban/ es wer by Tag oder by Nacht/ hergriffen/ so neme er sinen Werde daran.

Item ob die Stat Straßburg oder jr Bürger icht Briefe/ Büchere und Registere inn hettent/ die der Ritterschafft zugehorten/ sollend sie ine widder geben/ deßgleichen ob die Ritterschafft icht Brieffe/ Bücher und Regifter inn hettend die der Stat und jren Burgern zugehorten/ das sollent sie ine auch widder geben und folgen lassen on geverden.

Item was Gerichte sich verlauffen haben in Vintschafft oder diewile sie die Gericht nit verston mochten/ hette da einer dem andern utzit ab herkobert/das sol ab sin. Als das dieselben Gute so er mit Gerichte bekomben hette/ hafft sin sollend dem Cleger in dem Gerichte da die gut vor angeclagt worden sint/ nach desselben Gerichtes Recht und Gewonheit ungeverlich.

Item wer ez ob die von Straßburg zu den die ußer Straßburg komen sint zu jr eine oder me/ oder dieselben wiederum an die von Straßburg icht zusamen zusprechen gewonnen/ das sol ein Teil an den andern gutlich erfordern/mochte dann die Sach gutlich mit wissen abgetragen werden/ so blib daby/ geschee aber das nit/so sollen sie besehen ob sie sich eines glichen billichen Rechten und Utztrags darum geeinen konnen/ mochte das auch nit sin/ so sollend doch dieselben Parthyen nit zu Kriege oder zu Vintschafft noch zu angriffen komen/ ein Teil sag dann dem andern das einen Monad zuwor abe ungeverlich/ und sol sollich Vintschafft die andern under die Ritterschafft nit beruren/ nu die allein die inn den Absagsbrieffen genannt werden/ on alle geverde.

Item ob einer oder me/der da über dry nit sin sollent/under der Ritterschafft in disem Ubertrag und Ahitung mit sin wolten/ daz sol derselbe oder dieselben die von Straßburg hie zwuschent und von morn Fritags über acht Tage unter jre versiegelten Brieffen wissen lassen/ doch daß diser Ubertrag bliben und gehalten werde gein den andern allen die das nit in der vorgeschriebenen Zyd absagten/one alle geverde.

Item es sollent auch alle soliche Sloß so zu beyden Syten ingenomen und gewonnen sint/yeglicher Parthyen die jren widder werden als sie uf disen hütigen Tag gelegen sint ungeverlich/ und ob icht Briefe da in hergriffen und funden werent/die sollend uch widdergegeben werdent/ one alle geverde/ und uff disen vorgeschriben sin und Ubertrag sollen beyde obgeschriben Parthyen und alle jre Helffere/ Helffers-Helffer und die jren und wer von yzliches Teils wegen zu diser Vintschafft gewart und verdacht gewesen ist/ gentzlich gericht und gesonet/ und ein luter ewiger Verzug sin von beyden Siten/ unb alle Sach/ wie sich die in dieser Vintschafft verlauffen und hergangen haben/ nichts ußgenomen/one allerley Intrag und one geverden.

Und diser Rechtung Sun und Ubertrags zu warem Urkunden und besserm Gezeugniß/ so haben Wir Ertz-Bischoff Conrad und Wir Marggraff Bernhart/ unser jeglicher sin Insigel mit reht wissen thun hencken an diesen Brieff/ und Wir Ottman von Mülnheim der Meister und der Rath zu Straßburg/ uff ein/und Wir die verepnigt Ritterschafft die uß Straßburg komen sint uff die andere Site/ bekennen mit diesem Brieff/ wie der Hochwürdig Fürst in GOtt Vater und HErre/Herr Conrat Ertz-Bischoff zu Menz etc. und der Hochgeborn Fürst und Herre/ Herr Bernhart Marggraff zu Baden/ unsere gnädigen und lieben Herren/ diese Rechtung Sun und Ubertrag gemaht und beredt habend/ als das hievor von Wort zu Wort geschriben stot/ das daz alz mit unserm Wissen und Willen durchgangen und geschehen ist/ und globn beder Site by unsern gesworen Eyden die Wir darum gethan haben/ alle vorgeschriebenen Stück und Artickul/ als verre die unser jeglicher Theil beruren und antreffend/ getruwlich ware und stete zuhalten und unverbrechlich zu vollenfüren on allerley Intrag und on geverden/ und daz zu einen sichern und waren Urkunden/ so haben Wir Meister und Rat zu Straßburg/ unser Statt Insigel daselbs und wir diese hernach geschriebenen/Hans Zorn von Enckenrich/ Hans von Rudolff Zorn von Bulach/ Hanß Manß/ Ritter e/ und Jacob Manß unser jeglicher für eigen Insigel für Uns und die andern unsere Gesellen alle/ der wir ouch gantz Macht haben/ mit Recht wissen offentlichen angehenckt an diesen Brieff/ der geben ist zu Spir dez Jars alz man zalt von der Geburt xxiij C und xxij. Jar/uff Sant Gergen Tag dez Heiligen Martelers.

XCII.

ANNO 1322.

Sententia EDUARDI II. *Regis Angliæ contra* THOMAM *Comitem Lancastriæ & ejus Adhærentes, prolata apud Eborum die* 2. *Maii Anno* 1322. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 936.] 2. Mai.

PLACITA Coronæ coram Domino Edwardo Rege, Filio Domini Regis Edwardi, tenta in præsentia ipsius Domini Regis apud Pontem fractum, die Lunæ, proximo ante Festum Annunciationis Beatæ Mariæ Virginis, Anno Regni sui quintodecimo.

Cum Thomas, Comes Lancastriæ, captus pro Proditionibus, Homicidiis, Incendiis, Deprædationibus & aliis diversis Feloniis, ductus esset coram ipso Domino Rege, præsentibus Edmundo Comite Kantii, Johanne Comite Richemundiæ, Adomaro de Valentia Comite Pembrochiæ, Johanne de Warenna Comite Surriæ, Edmundo Comite Arundel, David Comite Atholiæ, Roberto Comite d'Anegos, Baronibus, & aliis Magnatibus Regni, Dominus Rex recordatur, quod idem Thomas, homo Ligius ipsius Domini Regis, venit apud Birton super Trentam,

Simul cum Humfredo de Bohun nuper Comite Herefordiæ, Proditore Regis & Regni, invento cum Vexillis explicatis apud Pontem Burgi, in Bello contra Dominum Regem, & ibidem interfecto, & Rogero Damory, Proditore adjudicato, & quibusdam aliis Proditoribus & Inimicis Regis & Regni,

Cum Vexillis explicatis, ut de Guerra, hostiliter resistebat, & impedivit ipsum Dominum Regem, Homines & Familiares suos, per tres dies continuos, quo minus Pontem dictæ Villæ de Birton transire potuerunt, prout debuerunt; & quosdam homines ipsius Domini Regis ibidem felonicè interfecit:

Ob quod dictus Rex, propter prædictam malitiam & resistentiam prædicti Comitis & aliorum reprimendam, & pro tranquillitate & pace Regni & Populi, & Jure Coronæ suæ Regiæ manutenendo, & ad repellendum & amovendum vim prædictam, seditione taliter congregatam, quæsivit transitum aliunde ultra aquam de Trente, & potenter exinde equitavit versus prædictos Comitem & alios:

Et prædictus Thomas Comes, hoc perpendens, simul cum aliis prædictis Proditoribus, ut Proditor & Inimicus Regis & Regni, posuit ignem in Villa de Birton prædicta, & partem domorum & bonorum ejusdem Villæ felonicè combussit; & ex tunc prædictus Comes, simul cum aliis prædictis Proditoribus, exiit Villam prædictam, usque in Campum ibidem Vexillis explicatis, & Acies suas bellicosas direxit hostiliter ad debellandum ipsum Dominum Regem, contra Homagium, Fidelitatem & Ligeantiam suam, quibus eidem Domino Regi erat astrictus, expectando adventum Domini Regis in eodem Campo:

Et super hoc, cùm dictus Thomas Comes perpendisset ipsum Dominum Regem venire, & ipsis apropinquare cum magna potentia, idem Thomas Comes, simul cum aliis Comproditoribus suis prædictis, confusus posuit se in fugam & fugit:

Et sic fugiendo, Domino Rege ipsos potenter prosequente, fecit diversas deprædationes & roberias, quousque idem Thomas Comes, simul cum prædictis Proditoribus, cum Equis & Armis, ac Vexillis explicatis, venit ad Pontem Burgi; ubi quidam fideles Domini Regis, plenam potestatem à Domino habentes ad resistendum Inimicis & Proditoribus Domini Regis, modis & viis omnibus quibus possent, pro Domino Rege interfuerunt:

Et prædictus Thomas Comes, simul cum aliis Proditoribus, cum equis & armis, & vexillis explicatis, insultum fecit hostiliter in prædictos fideles Domini Regis, ibidem existentes; & quosdam de ipsis fidelibus Domini Regis felonicè interfecit & eos debellavit, quousque idem Thomas Comes, simul cum aliis Proditoribus prædictis, ibidem confusus, captus fuit, & quidam ex illis Proditoribus capti, & quidam interfecti fuerunt, & quidam fugam fecerunt; & sic non remansit in prædicto Thoma Comite, quin ipse, simul cum aliis Proditoribus suis, ipsum Dominum Regem superasset & devicisset:

Quæ quidem proditiones, homicidia, combustiones, deprædationes, debellationes hostiles, cum equis & armis, & vexillis explicatis, manifestæ sunt & notoriæ, & notæ Comitibus, Baronibus & aliis Magnatibus & Populo Regni:

Et ideo consideratum est, quod prædictus Thomas Comes

ANNO 1322. Comes, pro prædicta proditione, trahatur: & pro prædictis homicidiis, deprædationibus, incendiis & roberiis suspendatur, & pro prædicta fuga in hac parte decapitetur:

Et super hoc, licet prædictus Thomas Comes, temporibus retroactis, nequiter & malitiosè, contra Homagium, Fidelitatem & Ligeantiam suam, pluries male se gesserit, & habuerit versus ipsum Dominum Regem, scilicet,

Cùm Dominus Rex habuisset apud Novum Castrum super Tynam victualia, equos & armaturas, jocalia, & alia diversa bona, ad magnam summam & quantitatem; quæ quidem bona prædictus Thomas Comes, cum equis & armis & magna multitudine armatorum, cepit, deprædavit & asportavit: quam quidem deprædationem & transgressionem ejusdem dictus Rex de gratia sua speciali remisit & pardonavit prædicto Thomæ Comiti, & aliis Malefactoribus ejusdem deprædationis, ad attrahendum propositum ipsius Thomæ Comitis in melius:

Ac insuper, prædictus Thomas Comes, colligatis sibi diversis hominibus, vi armata venit ad diversa Parliamenta Domini Regis, & pluries impedivit ipsum Dominum Regem tenere Parliamenta sua, prout ad ipsum & Coronam suam tenere pertinebat; & pluries ad hujusmodi Parliamenta juxta mandata Domini Regis venire non curavit; set inobedienter contempsit, ac etiam diversas Congregationes & Conventiculas illicitas contra Dominum Regem sæpius fecit per loca diversa & contra prohibitionem Domini Regis:

Item, Cùm plures Malefactores & pacis Domini Regis perturbatores, quos dictus Thomas Comes sibi attraxerat & colligaverat, homicidia, deprædationes & alias diversas felonias fecissent, per quod judicium mortis subiisse meruerunt: & idem Thomas Comes pro manutenentia & receptamento eorundem Malefactorum consimile judicium subiisse meruit, secundum Legem & consuetudinem Regni; idem tamen Thomas Comes, postea veniens ad Parliamentum Domini Regis, tentum apud Eborum, cum magna multitudine armatorum, induxit Dominum Regem ad pardonandum Sectam pacis suæ versus ipsum & Malefactores prædictos in præmissis, usque circiter numerum mille personarum, quamvis idem Thomas Comes prius juraverit, de quibusdam Ordinationibus tenendis, ne Dominus Rex Sectam pacis suæ remitteret, in hujusmodi casibus emergentibus, de morte Hominis:

Item, Cùm dictus Rex, pro attrahendo ipsum Comitem in bonum, ut prædicitur, ei toto posse suo contrariantem, diversa Dona magna de Terris, Dominiis & Libertatibus optulisset per plures vices, & quædam Dona, diversas Gratias & Pardonationes, per Cartas suas, eidem Thomæ Comiti fecisset; idem tamen Comes totis viribus contra Dominum Regem rebellis extitit & inobediens, semper in malitia sua facienda perseverans:

Item, Idem Thomas Comes misit quosdam Milites, de familia sua, apud Civitatem Eborum, ad attrahendum Communitatem ejusdem Civitatis & custodiam ejusdem in manus ipsius Comitis; ac etiam idem Thomas Comes Regalem potestatem diversimode sibi usurpavit, & usurpare nitebatur, ad exhæredandum, pro posse suo, ipsum Dominum Regem in hac parte:

Item, Cùm Dominus Rex, nuper existens apud Eborum, mandasset diversis Magnatibus & aliis Regni, cum quibus consilium habuisse voluit, quod venissent apud Eborum, ad tractandum de profectione ipsius Domini Regis ad partes Scotiæ; dictus Thomas Comes, tunc existens in Castro suo apud Pontem fractum, cum magna multitudine armatorum, misit Homines suos ad impediendum transitum juxta Pontem fractum, tam per vias quam per Pontes, quominus Consiliarii Domini Regis, ad dictum Mandatum Domini Regis, venire potuerunt apud Eborum, ad approximandum ipsum Dominum Regem: Et cùm dictus Rex a partibus Eborum se divertisset versus partes Australes, & venisset cum familia sua, transeundo juxta Pontem fractum, dictus Thomas Comes & homines sui exierunt Castrum prædictum, &, ad despiciendum Dominum Regem, acclamaverunt in ipsum Regem vilissime & contemptibiliter cum magno tumultu, in maximum contemptum ipsius Domini Regis, ac si dictus Rex fuisset eorum inimicus, & non Rex, neque eorum Dominus:

Item, Dictus Thomas Comes, simul cum prædictis, Comite Herefordiæ & aliis Comproditoribus suis, nitebatur habuisse & fecisse Confœderationem & Alligationem cum Roberto de Brus, Thoma Randolf, & Jacobo Duglas & aliis Scotis, Inimicis Domini Regis & Regni; & de modo & forma illius Confœderationis & Alligationis, inventa fuit quædam Indentura penes dictum Comitem Herefordiæ, quando occisus fuit, ut prædicitur, in hæc verba:

La creaunce qui Johan de Denum deit dire a Róberd Roi d'Escoce & a Monsieur Thomas Randolf Counte de Morif, Senescal d'Escoce, & a Monsieur James Duglas, ou a quel deorux a plus tost serra troue, de par le Counte de Lancastre & le Counte de Hereford & lour Allictz, c'est asavoir, ANNO 1322

Qe le dit Roi d'Escoce, & les ditz Counte de Morif le Seneschal, & Monsieur James, ove lour poer, vendrent as ditz Countes de Lancastre & de Hereford, & a lour Allietz, quel houre qil seient garniz, au certeyn lieu, ou il puissent entreassembler:

Et damageront a touz ceaux qui les ditz Countes de Lancastre & de Hereford, & lour Allietz voillent aver damages, & sauverent touz ceux de damage, q'il voillent aver sauvetz, a lour poer:

Et, ensement, vendrent as ditz Countes de Lancastre & de Hereford, en touz lieus, ou il voillent queux vignent, en Engleterre, en Gales, & en Irlande, & oveque eux vivre & morir en meintenaunce de lour querele, saunz clamer conqueste ou Seignurie en lesdites terres d'Engleterre, de Gales & d'Irlaund:

Et le dit Roi d'Escoce, & les ditz Countes de Morif le Seneschal, & Monsieur James, pur eux & pur lour poer, voillent ceste chose asceurer & faire; ou, si le dit Roi d'Escoce seit desturbe mesmes par maladie, ou par autre encheson graunde, par qi qil ne puise en propre parsone venir, qui les avantdit, Counte de Morif le Seneschal, & Monsieur James, ove lour poer avant dit, asseurent & facent ceo qui desus est dit:

Les dit Countes de Lancastre & de Hereford & lour Allietz, eient lour querele finie; il mettrent loial peine, qui bone Pees se ferra entre les deux terres d'Engleterre & d'Escoce a lour poer; issi q'il tendrent lour terre d'Escoce auxi peisiblement, come eux la lour en Engleterre.

Et demum cum prædicti Proditores, ipsius Thomæ Comitis Adhærentes, Castrum & Villam Domini Regis Glouceſtriæ, cum exercitu suo, viis & armis, nuper ingressi fuissent; & eadem Castrum & Villam contra voluntatem Domini Regis occupassent; & ibidem, & apud Villam de Brugge North deprædationes, incendia & homicidia, & alia facinora perpetrassent; ac iidem Proditores, timentes apropinquantem adventum Domini Regis super ipsos, dicta Castrum & Villam de Glouceſtria reliquerunt:

Et exinde divertentes se in fugam, ad prædictum Thomam Comitem festinanter, tanquam ad principale Refugium suum & Capitaneum manutentorem, accesserunt; qui quidem Thomas Comes, proditionem suam in hac parte notorie manifestans, ipsos Comproditores suos receptavit, & eis se junxit, ad debellandum contra Dominum Regem & ad Guerram movendam in Regno, ut prædicitur:

Et misit homines suos, unà cum prædictis Comproditoribus suis, ad obsidendum Castrum Domini Regis de Tikhull; & quædam Ingenia, ad proiciendum petras grossas super Castrum prædictum, & Homines, in eodem Castro ex parte Domini Regis existentes; qui quidem Proditores Castrum illud, per tres septimanas continuè insultando & debellando, obsederunt, & quosdam homines Regis ibidem interfecerunt:

Et postmodum prædictus Thomas Comes, præfatis iniquitatibus, sceleribus & criminibus, sicut prædictum est, perpetratis, prædictam fugam fecit, iter arripiendo versus dictos Scotos, Inimicos Domini Regis & Regni, quousque pervenit ad prædictum Pontem Burgi, ubi captus fuit, sicut prædictum est:

Unde Dominus Rex (habito respectu ad tanta dicti Thomæ Comitis facinora & iniquitates, & ejus maximam ingratitudinem) nullam habet causam ad aliquam gratiam eidem Thomæ Comiti, de pœnis prædictis, super ipsum adjudicatis, pardonandis, in præmissis faciendam:

Quia tamen idem Thomas Comes de Parentela excellenti & nobilissima procreatus est, Dominus Rex, ob reverentiam dictæ Parentelæ remittit de gratia sua speciali prædicto Thomæ Comiti Executionem duarum pœnarum adjudicatarum, sicut prædictum est; scilicet,

Quod idem Thomas Comes non trahatur, neque suspendatur, sed quod Executio tantummodo fiat super ipsum Thomam Comitem quod decapitetur:

Item, Cùm Warinus de Insula, Willielmus Tochet, Thomas Manduyt, Henricus de Bradeburn, Willielmus filius Willielmi, & Willielmus Cheyny similiter capti pro proditionibus, homicidiis, incendiis, deprædationibus & aliis diversis feloniis, per Marescallum ducti fuissent coram ipso Domino Rege, (præsentibus Comitibus prædictis, Baronibus & aliis Magnatibus Regni) Dominus Rex recordatur, quod prædictus Warinus

ANNO 1322. rinus & alii prædicti venerunt cum prædicto Thoma, & aliis Proditoribus & Inimicis Regis & Regni, apud Birton ſuper Trentam, cum vexillis explicatis, ut de Guerra & hoſtiliter reſiſtebant; & impediverunt ipſum Dominum Regem, homines & familiares ſuos, per tres dies continuos, quo minus Pontem dictæ Villæ de Birton tranſire potuerunt; & quosdam homines dicti Regis ibidem vulneraverunt & quosdam felonice interfecerunt; & cum vidiſſent ipſum Dominum Regem tranſire, ultra aquam de Trente, verſus eos, cum magna potentia, ipſi Proditores & Inimici Regis & Regni, ignem in prædicta Villa de Birton poſuerunt, & partem domorum & bonorum ibidem felonice combuſſerunt; & in Commitiva prædicti Thomæ & aliorum Proditorum, ad campum ſe traxerunt, & ibidem, cum vexillis explicatis, in aciebus ejuſdem Thomæ & aliorum proditorum & inimicorum Regis & Regni ſe poſuerunt, ad expectandum adventum Domini Regis, ad ipſum hoſtiliter debellandum, contra Homagia, Fidelitates & Ligeantias ſuas; & exinde fugerunt cum prædicto Thoma & aliis Proditoribus & Inimicis Regis & Regni, usque ad Pontem Burgi, Homines ligios Domini Regis & Patriam ante eos felonice deprædando:

Et ad Pontem Burgi prædictum, in Homines Ligeos ipſius Domini Regis, habentes poteſtatem a Domino Rege ad reſiſtendum Proditoribus & Inimicis Regis & Regni, cum equis & armis, vexillis explicatis, hoſtiliter inſultum fecerunt & quosdam vulneraverunt, & quosdam felonice interfecerunt, contra Homagia, Fidelitates & Ligeantias ſuas:

Et ſic non remanſit in prædictis, Warino & aliis, quin ipſi, ſimul cum prædicto Thoma & aliis Comproditoribus ſuis, ipſum Dominum Regem ſuperaſſent & deviciſſent:

Quæ quidem proditiones, homicidia, combuſtiones, deprædationes, debellationes hoſtiles, cum equis & armis, ac vexillis explicatis, manifeſtæ ſunt & notoriæ, & notæ Comitibus, Baronibus & aliis Magnatibus & Populo Regni;

Ideo conſideratum eſt, quod prædicti, Warinus & alii, pro prædictis Proditionibus, homicidiis, deprædationibus & roberiis trahantur & ſuſpendantur.

In cujus &c:

Teſte Rege apud Eborum 2. die Maii.

XCIII.

23. Mai. *Bulla Papæ* JOHANNIS XXII. *qua conceſſit Fratribus* DE HOSPITALI SANCTI JOHANNIS *Jeruſalem in Anglia, Poſſeſſiones* TEMPLARIORUM. *Datæ Avinione* 10. *Kal. Junii* 1322. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. p. 956.]

JOHANNES Epiſcopus, Servus Servorum Dei, cariſſimo in Chriſto filio Edvardo Regi Angliæ Illustri, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem.

Dudum, poſt ſublatum quondam Ordinem Militiæ Templi Jeroſolimitani, in generali Concilio Viennenſi, felicis recordationis, Clemens Papa Quintus, Prædeceſſor noſter (ſicut ad communem omnium notitiam credimus perveniſſe) volens de Bonis ipſius Ordinis ſaluberiter ordinare;

Eodem approbante Concilio, Domum ejusdem Militiæ Templi, cæterasque Domos, Eccleſias, Capellas, Oratoria, Civitates, Caſtra, Villas, Terras, Grangias, Loca, Poſſeſſiones, Jurisdictiones, Redditus atque Jura, omniaque alia Dona, mobilia & immobilia, vel ſe moventia, cum omnibus Membris, Juribus & Pertinentiis ſuis, ultra & citra Mare, ac in univerſis & quibuslibet Mundi partibus conſiſtentia:

Quæ Ordo ipſe, ac Magiſter, & Fratres ejusdem Ordinis Militiæ Templi, tempore quo idem Magiſter, & nonnulli ex eisdem Fratribus communiter capti fuerant, per ſe, vel quoscunque alios habebant, tenebant & poſſidebant, vel ad eosdem, Domum & Ordinem & ad dictos, Magiſtrum & Fratres ipſius Ordinis Militiæ Templi, quomodolibet pertinebant:

Nec non & Actiones ac Jura, quæ dictis, Domui, Ordini vel Perſonis ipſius, quomodolibet competebant, vel competere poterant, contra quoscunque, cujuscunque Dignitatis, ſtatus vel conditionis exiſterent;

Cum omnibus Indulgentiis, Privilegiis, Immunitatibus & Libertatibus, quibus præfatus Magiſter & Fratres dictorum Domus & Ordinis, ac ipſi, Domus & Ordo, per Sedem Apoſtolicam, vel Catholicos Imperatores, Reges ac Principes, & Fideles alios, vel quocunque modo erant legitime communiti; Ordini ejusdem Hospitalis Sancti Johannis Jeroſolimitani, & ipſi Hospitali;

ANNO 1322.

Quibusdam tamen ex dictis Bonis, in certis locis conſiſtentibus, tunc per Prædeceſſorem eundem exceptis, quæ nos poſtmodum, ad apicem ſummi Apoſtolatus aſſumpti, præter quædam ex eis, de quibus aliter duximus ordinandum, eisdem, Magiſtro & Fratribus ac Hospitali Sancti Johannis Jeroſolimitani, de Fratrum noſtrorum Conſilio, modo ſimili duximus concedenda:

Donavit, conceſſit, univit, incorporavit, applicavit & annexuit imperpetuum, de Apoſtolicæ plenitudine poteſtatis.

Qualiter etiam idem Prædeceſſor Occupatores dictorum Bonorum, ac illicitos Detentores, cujuscunque Status, Conditionis, Excellentiæ vel Dignitatis exiſterent; etiam ſi Pontificali vel Regali Dignitate fulgerent, niſi, infra unius Menſis ſpatium, poſtquam per eosdem Magiſtrum & Fratres, vel ipſorum quemlibet, aut Procuratores eorum, ipſorum nomine, requiſiti fuiſſent, dicta Bona plene, libere & expedite dimitterent ipſis, in quibuscunque partibus & pertinentiis conſtitutis, & eorum ſingulis, vel Procuratoribus eorumdem, nomine Hospitalis & Ordinis prædictorum:

Nec non & omnes, qui ſcienter Occupatoribus & Detentoribus prælibatis, in occupatione vel detentione hujusmodi, darent conſilium, auxilium vel favorem, publice vel occulte, Excommunicationis;

Capitula verò, Collegia, ſeu Conventus Eccleſiarum & Monaſteriorum, nec non & Univerſitates Civitatum, Caſtrorum, Villarum, & aliorum Locorum; & ipſa, Civitates, Caſtra, Villas & Loca, quæ in his culpabilia exiſterent; & etiam Civitates, Caſtra & Loca, in quibus Detentores & Occupatores hujusmodi obtinerent Dominium temporale, ſi iidem Domini temporales, in dimittendo Bona prædicta, & reſtituendo illa Magiſtro & Fratribus Ordinis Hospitalis ejusdem, nomine Hospitalis ipſius, obſtaculum exhiberent, & infra dictum Menſem ab hujusmodi præmiſſis non deſiſterent, poſtquam ſuper hoc, ut præmittitur, requiſiti forent, interdicti;

Sententiis ipſo facto ſubjacere decrevit; a quibus abſolvi non poſſent, donec ſuper hiis plenam & debitam ſatisfactionem exhibere curarent.

Et nichilominus Occupatores & Detentores hujusmodi, vel præſtantes eisdem, ut præmittitur, auxilium, conſilium vel favorem, ſive ſingulares Perſonæ, ſive Capitula, Collegia ſeu Conventus Eccleſiarum & Monaſteriorum, ac Univerſitates Civitatum, Caſtrorum, Terrarum vel aliorum Locorum exiſterunt, præter pœnas præſcriptas, omnibus, quæ a Romana vel aliis Eccleſiis quibuscunque tenerent in feudum, eſſe privatos, ſeu privata ipſo facto decrevit; ita quod ad Eccleſias, ad quas illa ſpectabant, reverterentur libere & ſine contradictione quacumque; ipſarumque Eccleſiarum Prælati ſive Rectores, de ipſis, pro ſua voluntate, disponerent, ſicut utilitati ipſarum Eccleſiarum cognoscerent expedire.

Et licet TU, Progenitorum tuorum ſuccedens virtutibus, qui Eccleſiæ Romanæ Ordinationibus & Mandatis ſemper humiliter paruerunt, ad requiſitionem ipſorum, Magiſtri & Fratrum, facta tibi de Conceſſione hujusmodi & aliis præmiſſis fide plenaria; omnia præfata Bona dicti quondam Ordinis Templi, in Regno & Terris tuis conſiſtentia, tanquam devotus Eccleſiæ filius, Magiſtro & Fratribus ac Hospitali prædictis obeditione pura & libera dimiſiſſes, eaque omnia expedita per alios Regni tui dimitti mandaſſes; Nonnulli tamen Comites & Barones, Nobiles, Milites, Univerſitates Civitatum, Caſtrorum, & alii Laici, &, quod graviùs mentem noſtram amaricat, aliæ Perſonæ Eccleſiaſticæ, quæ ſe deberent pro Fratribus ipſis murum defenſionis oponere, præfatas Sententias non verentes, ad dicta Bona, conceſſa, ut prædicitur, pro tam ſalubri negotio, Magiſtro & Fratribus ſupradictis, extendentes rapaciter manus ſuas, ea, ſicut ex ipſorum Magiſtri & Fratrum doloroſis audiveramus relatibus, occuparant haćtenus violenter, & detinebant violentiùs occupata, ſicut adhuc detinere nosciuntur in animarum ſuarum pernitiem, grave dampnum Hospitalis ejusdem, ac Terræ ſanćtæ præcipue (ad cujus ſubſidium deputata, ut prædicitur, fore nosciuntur) non modicum detrimentum; nonnullis Executoribus, eisdem Magiſtro & Fratribus, ſuper eisdem Bonis & Sententiis ſupradictis, per Prædeceſſorem deputatis eundem, &, quod deterius eſt, per eosdem Magiſtrum & Fratres requiſitis frequenter, in ipſorum manifeſtam injuriam, & Apoſtolicæ Sedis contemptum, procedere non curantibus in præmiſſis.

Propter quod, cùm noſtrâ intereſſet, ſicut & intereſt, in prædictis auxiliatrices manus apponere, quibus ſpecialiter ineſt ipſius Terræ ſanctæ cura præcipua (cu-

ANNO 1322. jus oppressiones, Deo teste, nos opprimunt, & ad recuperationem ipsius intentis desideriis aspiramus,) ac de tali, super occupationibus ipsis, volentes remedio subvenire, quod tam salubris negotii, videlicet, Terræ prædictæ subsidii, tolleretur causa præpedii, & concessio dictorum Bonorum, facta per Sedem eandem, debitum sortiretur effectum, & Occupatores hujusmodi a suis illicitis resipiscerent actibus, ipsosque sequeretur pœna condigna,

Venerabilibus Fratribus nostris, Cantuarien. & Eboracen. Archiepiscopis, ipsorumque Suffraganeis, in virtute obedientiæ, & sub pœna Suspensionis (quam eos & quemlibet eorum, postquam hujusmodi Mandatum nostrum pervenisset ad eos, incurrere volumus ipso facto, si Mandatis Apostolicis in hac parte negligerent obedire) per diversas dedimus Litteras in mandatis, ut omnes & singulos, in eorum Civitatibus & Diocesibus constitutos, cujuscumque status vel conditionis existerent, quos invenirent Bona occupasse, vel occupata tenere prædicta, per se vel per alios, publice vel occulte, peremptorie monere curarent, ut, infra unius Mensis spatium, post Monitionem ipsorum, ea omnia & singula, in quibuscunque consisterent, & quocunque nomine censerentur, cum fructibus inde perceptis, & qui medio tempore percipi potuerunt, Magistro & Fratribus ac Hospitali restituerent supradictis; alioquin, si, infra dictum terminum, hujusmodi monitioni humiliter & effectualiter non parerent, occupata per eos, vel ipsorum nomine, cum fructibus inde perceptis, ut prædicitur, non dimittendo libere Magistro & Fratribus antedictis, ipsos omnes & singulos, cujuscunque status, ordinis vel conditionis existerent, quantacunque dignitate fulgerent, extunc auctoritate nostra Excommunicationis;

Capitula verò, Collegia seu Conventus Ecclesiarum & Monasteriorum, necnon & Universitates Civitatum, Castrorum, Villarum & aliorum Locorum; & ipsa, Civitates, Castra, Villas & Loca, quæ in his culpabilia forent, vel in quibus Occupatores hujusmodi obtinerent Dominium temporale, si, infra dictum terminum, post mentionem hujusmodi, Bona non restituerent, ut præmittitur, antedicta, ipso facto decernerent interdicti, Sententiis subjacere.

Et, ad majorem ignominiam eorumdem, dictas Sententias & alias Pœnas, per Prædecessorem eundem, ut prædicitur, promulgatas, denunciarent incurrisse, & facerent ab aliis nunciari, & ab omnibus artiùs evitari, donec restituerent, cum integritate, præmissa, & mererentur Absolutionis beneficium obtinere.

Et licet postmodum dictum Mandatum nostrum Archiepiscopi & Suffraganei memorati diligenter fuerint executi, nonnulli tamen, sicut ex conquestione Magistri & Fratrum prædictorum accepimus, prætextu quarumdam Appellationum ad Sedem interjectarum frivolè supradictam, & Inhibitionum, quas injuste super his fieri procurarunt, præfata Bona injuste & indebite retinebant, illaque dictis, Magistro & Fratribus, quamvis dictæ Ordinationi Celsitudo Regia paruisset, dictisque Magistro & Fratribus Bona dimisisses, eadem reddere non curabant.

Propter quod Archiepiscopi & Suffraganei memorati denunciarunt eosdem, juxta prædicti Mandati nostri tenorem, dictas Pœnas & Sententias incurrisse, quas diu sustinuerunt, sicut & adhuc sustinent animis induratis, in propriæ salutis dispendium & scandalum plurimorum.

Postmodum autem nos, volentes detentorum ipsorum malitiis obviare, Archiepiscopis & Suffraganeis supradictis, sub eisdem Pœnis, per alias diversas nostras dedimus Litteras in mandatis, ut omnes & singulos Domorum & aliorum prædictorum Bonorum Detentores, in eorum Civitatibus & Diocesibus consistentes, quibusvis affectu, favore & timore sepositis, ad restitutionem Domorum & Bonorum ipsorum, per aggravationem Pœnarum & Sententiarum earumdem, Appellationibus & Inhibitionibus memoratis nequaquam obstantibus, compellere procurarent.

Cum igitur, dilectissime Fili, hujusmodi restitutionis nondum fuerit debitus subsecutus effectus, nosque illam pro Terræ sanctæ commodis (ad quæ desideranter aspirare te novimus) intentis desideriis affectemus,

Magnificentiam Regiam Paterno rogamus & hortamur affectu, & per misericordiam ejus, qui Terram ipsam asperssione sui pretiosissimi Sanguinis pro humani salute generis consecravit, instantius obsecramus, quatinus Domos & Bona prædicta præfatis, Magistro & Fratribus, sic plene, sic integre, pro divina & Apostolicæ Sedis, ac nostra reverentia restitui facias cum effectu, Detentores ipsorum Laicos, videlicet, ad restitutionem eorum integram, prout expediens fuerit, compellendo; & super his, Archiepiscopis & Suffraganeis memoratis, favoribus & auxiliis oportunis, necnon & per potentiam Brachii Secularis, si opus fuerit, assistendo, quod dicti Magister & Fratres eorum in hac parte jura plenius assequantur; tibi proinde apud eum, qui pro minimis grandia recompensat, augeatur cumulus meritorum, humanæ laudis crescant præconia, & a nobis condigna proveniat actio gratiarum, nosque, pro restitutione Bonorum hujusmodi, non oporteat amplius laborare. ANNO 1322.

Dat. Avinion. decimo Kal. Junii, Pontificatus nostri anno sexto.

Sigillo avulso.

XCIV.

Arrêt du Parlement qui adjuge à LOUIS *Comte de Nevers, fils de* LOUIS *fils Aîné de* ROBERT *Comte de Flandre, ledit Comté de Flandre, contre* ROBERT *fils puisné dud.* ROBERT, *&* MATHILDE *sa sœur, du 29. Janvier,* 1322. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 106.] 1322. 1323. 29. Janv. FLANDRE.

CAROLUS Dei gracia Franciæ & Navarræ Rex, universis præsentes Litteras inspecturis Salutem. Notum facimus quod cum ROBERTUS de Flandria Miles, filius quondam Roberti, quondam Comitis Flandriæ tanquam proximus & unicus superstes ejus filius ut dicebat, dicens se esse saisitum per consuetudinem patriæ notoriam, qua dicitur, quod mortuus saisit vivum, de Comitatu & Paria Flandriæ, & aliis quæ dictus defunctus tempore, quo ipse vivebat, tenebat in Regno Franciæ, & de quibus ipse decessit saisitus; petens se ad fidem & homagium nostrum recipi de prædictis, offerens os & manus, servitium & deveria alia, quæ dictum feudum requirit ex una parte: Et Mathæus de Lotharingia Miles, nomine & intentione MATHILDIS uxoris suæ Dominæ de Florimis filiæ dicti defuncti Comitis, & ipsa Domina; pro se dicentes dictam Dominam esse proximiorem in successione dicti Comitis; & quia dictus Robertus frater & Joanna Domina de Sancto Urbano foror ipsius renunciaverant per juramenta sua omni juri successionis dicti defuncti Comitis, arresto, confirmatione & decreto Regiis intervenientibus, prout in Litteris Regiis super his confectis plenius continere dicebant, de quibus constare dicebatur per Registra Curiæ, quæ ipsi super his videri petebant; propter quæ ipsi dicebant dictam Dominam esse proximiorem in dicta successione, & sic ipsam esse saisitam ipsa successione per consuetudinem prædictam, qua dicitur, quod mortuus saisit vivum, & ob hoc peterent ipsam Dominam per nos admitti ad fidem & homagium de prædictis, offerentes os & manus & alia deveria, quæ dictum feudum requirit, ex alia parte: nec non & Ludovicus Comes Nivernensis filius primogeniti dicti Domini defuncti Comitis Flandriæ, dicens se jus habere in præmissis, & se esse in possessione de eisdem, & proximiorem in successione prædicta; virtute cujusdam provisionis & ordinationis factæ per dictum Robertum tunc Comitem Flandriæ, de assensu & voluntate Ludovici tunc Comitis Nivernensis primogeniti filii sui & dicti Roberti fratris, & Joannæ Dominæ de Sancto Urbano sororis dicti Domini Ludovici primogeniti; per quas ordinationes & provisiones actum extitit, quod dictus Ludovicus filius suus nunc Comes Nivernensis in Comitatu & Paria prædictis dicto avo suo succederet, & quod in eum casum dictus Robertus & Joanna omni juri successionis dictorum Comitatus & Pariæ & aliorum, quæ habebat in Regno Franciæ, ad opus Ludovici prædicti per sua juramenta renunciaverant, totum jus quod in dicta successione habebant & habere poterant in ipsum Ludovicum transportantes; quæ omnia & singula Chariissimus & Dominus germanus noster Philippus quondam Rex Franciæ & Navarræ ad requisitionem dicti Comitis Flandriæ defuncti & dictarum Partium auctoritate Regia & certa scientia approbaverat & confirmaverat, cum interpositione decreti sui & pronunciatione facta, præmissa sic posse fieri, & valida esse; tollendo consuetudines contrarias, si quæ essent, & supplendo de plenitudine potestatis omnem defectum si quis forsitan esset; pro ut de iis omnibus constare dicebat per Litteras Regias super iis confectas, per quas Litteras easdem in præsenti exhibendo & tradendo Curiæ nostræ, dicebat se facere de præmissis promtam fidem, requirens se per nos admitti ad fidem & homagium de præmissis; offerens

ANNO 1323. ferens os & manus, servitium & alia deveria, quæ dictum feudum requirit; ex alia parte. Plures rationes super hoc allegantes, videlicet quælibet dictarum Partium ad finem, quod dicta requæsta sua fieret, & quod aliarum prædictarum Partium requæstæ non deberent admitti.

§. 2. Domina vero de Sto Urbano filia primogenita dicti Domini Comitis Flandriæ præsens ad hoc in nostra Curia dicens, non velle se in aliquo opponere requæstæ dicti Roberti, nec requestæ dicti Ludovici, quantum ad Comitatum & Pariam Flandriæ, protestata tamen fuit, in casu in quo Requestæ dicti Roberti & Ludovici non admitterentur, nec aliquis eorum, de prosequendo jure suo contra dictos conjuges; petens & requirens in illo casu se recipi ad fidem & homagium de præmissis. Cum ipsa sit, ut dicebat, primogenita dicti Comitis Flandriæ deffuncti, & in dicta succession proximior quam sit dicta Domina de Florimis, & eidem in præmissis præferri debeat per consuetudinem prædictam, per quam dicitur quod mortuus saisit vivum: dictis conjugibus contra ipsam plures rationes afferentibus ex adverso. Petens insuper jam dicta Domina de Sancto Urbano quod in casu in quo requesta dicti Ludovici fieret pro Comitatu & Paria Flandriæ se admitti tamquam filiam & heredem dicti deffuncti Comitis ad fidem & homagium de terra de Voise, cum sit feudum separatum & divisum à Comitatu & Paria Flandriæ, cujus terræ succession ipsa numquam renunciaverat ut dicebat.

§. 3. Auditis igitur super his diligenter prædictis Partibus & visis Litteris antedictis, cum matura deliberatione nostri Consilii, per Arrestum nostræ Curiæ dictum fuit, quod Requesta dictorum Roberti & Mathæi de Lotharingia & Mathildis ejus uxoris, non fient; & quod oppositiones & requæstæ eorum nullatenus impedient nec impedire debent, quo minus requesta dicti Ludovici fiat. Et quia Procurator noster pro nobis protestatus fuerat de jure nostro, quod habere poteramus ex quacumque causa in Comitatu prædicto; Curia nostra jus nostrum super hoc nobis reservabit omnino. Dixit etiam Curia nostra quod assignamentum & provisio dicto Roberto facta, de quibus fit mentio in Litteris prædictis, salva erunt dicto Roberto, & si complementum non fuerit eidem * prout in Litteris continetur eisdem. Reservavit insuper dicta Curia nostra prædictæ Dominæ de Florimis jus, quod ipsa habet seu habere potest suo partagio seu appanamento in succession dicti Comitis Flandriæ. Et quantum ad ea, quæ petebat dicta Domina de Sancto Urbano, ratione terræ de Voyse, Partes super hoc audientur, & fiet eis justitiæ complementum.

§. 4. In cujus rei testimonium præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisiis in Parlamento nostro vigesima nona die Januarii anno Dominicæ Incarnationis 1322 *Et sur le replis des dictes Lettres est escript:* Per arrestum Curiæ Majoris. CHALOP. *& scellées en double queue de parchemin d'un grand sceau de cire jaulne. Et au dos d'icelle est aussy escrit ce que s'ensuit:* Quoddam Arrestum in facto Flandriæ de tempore Caroli tunc Regis Franciæ & Navarræ & Ludovici tunc Comitis Flandriæ 1322.

XCV.

o.Mai. *Forme de Trêves pour treize ans, entre* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, & ROBERT DE BRUS Roi d'Ecosse. Donné à Thorp, près d'Everwyk le 30. Mai l'an* 1323. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 1022.]

LE Roi a touz ceux qui cestes presentes Lettres verront ou orront, saluz.

Sachez qui, come Sire Robert de Brus, nyadgairs, nous eust requis per ses Lettres, & per le Sire de Suly, de Tretiz avoir de finale Pees, sur les guerres mues entre nous & noz suzmis d'une part, & le dit Sir Robert & ses Adherauntz d'autre part:

Et sur ceo nos chers & foials,
Aymer de Valence Counte de Pembrok nostre treschier Cosyn,
Hugh le Despenser le filz,
Meistre Robert de Baldok, Archidiakne de Middlesex,
William de Herle, Chivaler,
William de Ayremynne Chanoigne d'Everwyk, & Geffroi le Scrop, nos Messages:
Et *William Evesque de Seint Andrew,*
Thomas Randolf Counte de Murref,
Johanne de Meneteth,
Robert de Lowedre le Piere, Chivalers, &
Meistre Wauter de Twynham, Clerk,

Messages de dit Sir Robert de Brus;

ANNO 1323. Se assemblasent a nostre Ville de Noef-Chastiel sur Tyne, & illocqes tretasent sur Pees finale, sur les guerres avantdites:

Et, pur plusieurs difficultes, adunques ne puissunt acorder a finale Pees, meismes les messages, eauntz regard, qui si graunt besoigne ne poeit deinz bref temps estre esploite, entrerent en Tretiz de Trewe, a l'entencion qui, deinz cele Trewe, homme puisse treter de Pees finale:

Et, sur ceo, vindrent les ditz Messages le dit Sir Robert de Brus, ensemblement ove noz Messages avantditz, devant nous a Thorp, pres d'Everwyk, & nous requistrent sur la dite bosoigne; & illoeqes debatues les choses, entre nostre Conseil d'une part, & lesditz Messages d'Escoce d'autre part;

Le 30. jour de May, l'An de grace 1323. & de nostre Regne seszisme, par Assent de Erceveseqes, Eveseques, Countes & Barons de nostre Roialme, acorde est,

Entre nous, & pur nous, & pur noz terres d'Engleterre, Gales, Gascoigne, & Irlaund, ove les apurtenances & nos subjetz, adheraunts & aidauntz d'une part, & les ditz Messages d'Escoce, pur le dit Sire Robert de Brus, ses Subjetz, adherantz, & aidauntz, & pur la terre d'Escoce, ove les apurtenances, d'autre part,

Soeffrance de guerre & Triewe, a durer, tanque a douzisme jour de Juin preschein avenir, & de cel jour par tresze aunz preschein suauntz pleinement acompliz, le darrein jour de meisme cels tresze auns enclos deinz les Soeffrance & Trewe,

Pur pleinement, endementiers, treter sur finale Pees, sicome est susdit, sur les condicions, qui s'ensuent, c'est a saver;

Qui les dite Soeffrance & Trewe soient tenuz & gardes, bien & pleinement, entre nous & nos Subjetz, adherantz & aidantz d'une part, & le dit Sire Robert de Brus, ses Subjetz, adherantz & aidauntz d'autre part; &, si Dieu fait sa volunte de nous, dedeinz les ditz tresze auns, jadumeyns durent les dites Soeffrance & Trewe entre les terres d'Engleterre, Gales, Gascoigne & Irlaund, & les poeples de yceles d'une part, & la dite terre d'Escoce, & le poeple de ycele d'autre part, tanque a la fin des ditz tresze aunz pleinement acompliz.

Item, Acorde est qui chescune manere de occupation & des purprises, faites en noz dites terres d'Engleterre, Gales, Gascoigne & Irlaund, ou nul de lour apurtenances, par le dit Sire Robert de Brus, ou par les soens; & aussi en ladite terre d'Escoce, ou nul de ses apurtenances, par nous ou par les noz, soient remues, & de tut oustes deinz le douzisme jour Juyn susescrit.

Item, Si nul point chiete en debat, qui al observance des dites soeffrance & trewe appent, soit esclares, en bone foi & saunz delai, par les Gardeins de celes soeffrance & treive, joyntement d'une part & d'autre; &, si par eaux ne poet estre fait, soit reportez a nous, & audit Sire Robert de Brus, & esclares par nous, & par ly, & par nos Counseals, & par ses Counseals, ou par Gents a ceo deputier d'une part & d'autre; les dites trewe & soeffrance touz jours duraunte en lour vertue.

Item, Qe nule Forturesce soit fait, ne redresce de nouele, d'une part ne d'autre; c'est a saver, deinz les terres, contenues entre Escoce & l'entre de Tyne en la Meer, & ensi solonc l'ewe de Tyne tanque a Suthtyne, ne en la terre de Suthtyndale, ne en le Counte de Cumberland, deinz fraunchises, ne dehors, & devers Escoce en les Viscountes de Berewyk, Rokesburgh, & Dounfres, deins Fraunchises, ne dehors; sauve les Forteresces qui sount faites, ou en sesaunt a ore.

Item, Qui nul de suzmis, d'une part, ne d'autre, entrecommunent, sil ne soit par conge ou condut, forspris les Gardeins de Soeffraunce & trewe avauntdites; qui se purrount entrecommuner sur les Marches, ou q'il vodront, sesauntz lour office, saunz conge ou condut demaunder.

Item, S'il avenist qui les neefs d'Escoce, par tempest de meer, fuissent chacez, ou brissasent deinz nostre poeir; & les neefs, issint brisseez, ne les biens qui serront trouez, ne apparteniissent a nous, ne a autre de nostre poeir, solonc lei de Wrek, adonques les neefs issint chacheez, en brisseez, ensemblement oue touz les biens, soient delivres a les Gents d'Escoce, a qi ils serroient, saunz empeschement mettre en les corps des dites Gentz, ou en les neefs, ou en les biens avantditz; aussint si nule neef, autre qui d'Escoce, en la quele soient Gentz d'Escoce, de queles condicions q'ils soint, ou ascun d'Escoce eit en cele neef

ANNO 1323. biens ou marchaundiſes, ſoit chacee, ou briſſee deinz noſtre poeir, ou priſe ſur Meer par les noz, les Gentz, & les biens, qui reſonablement ſerront troues d'Escoce, ſoient delivres, ſaunz empeschement, ſi les ditz biens ne apartenisſent a nous, ou a autre de noſtre poeir, par lei de Wrek, ſicome deſus eſt dit; & en meisme la manere ſoit fait des Gentz & Marchantz, reſeantz deinz la terre d'Escoce, de quele Nacion q'ils ſoient, & de lour biens; & qui les dits Gentz, Marchiaundz, & autres puiſſent vitailler, & ſauvement demurrer, tanque eaux eient temps covenable de paſſent.

Item, Qui nul Marchand eſtraunge ne ſoit deſtourbe de venir, oue ſes Marchandiſes, en l'une terre, & l'autre, s'il ne ſoit de terre, qui ſoit de guerre a l'une terre, ou a l'autre.

Item, Si nuls ſe ſentent grevez, ou damagez countre la forme des dites ſoeffrance & trewe, q'ils puiſſent, ſaunz conge demaunder, aler as Gardeins de meismes les ſoeffraunce & trewe, de l'une part & de l'autre, & purſuire lour pleintes, ſauvement demurrer & returner, & qui en tieu trespas ſoit fait commune lei, come en temps de Pees.

Item, Qui en choſes qui touchent Lei de Marche, ſoit fait ſicome ſoleit eſtre fait en temps de Pees.

Item, Nous ſoeffroms, ſauns deſtourbaunce ou empeschement, qui les ditz Sire Robert de Brus & les autres d'Escoce, puiſſent purchacer, vers noſtre Saint Piere le Pape, s'il pleſt a ſa Seintete, abſolucion les Sentences & Proces, q'il ad fait contre eux, a durer durantes les dites ſoeffrance & trewe; iſſint qui ceo ne ſoit en damage, prejudice, ne desavantage de nous, ne de noſtre poeple, apres les dites ſoeffrance & trewe finies; mes que adunqes les ditz proces & ſentences eient & tiegnent meisme la force & vigour, q'il ount en preſente, ſi Pees ne ſe face durantes les dites ſoeffrance & trewe; & adunques ſauve ſoit a chescun ſon droit.

Item, Si durantes les dites ſoeffraunce & trewe nule parſone, de quele condicion q'il ſoit, face guerre au dit Sire Robert de Brus, ſes ſuzmis, ou adherauntz, nous ne eidroms en fait, ne counſeil, a cele parſone, lui recettroms, ne nul de ſa partie deinz noſtre poeir, en guerraunt le dit Sire Robert de Brus, ſes ſuzmis ou adherauntz; ſalve l'Alliaunce entre le Roi de Fraunce & nous.

Item, Si le ditz Sire Robert de Brus envoi Meſſages a paſſer parmie noſtre poeir, paſſent par noſtre condut, & en ceo cas grantoms q'eux eient condut ſuffiſant de nous, quant nous en ſerroms requis.

Item, Si le dit Sire Robert de Brus voille envoier Meſſages a nous, qui cels Meſſages viegnent primerement a nous Gardeins des dites ſoeffrance & trewe, & monſtrent a eux q'ils ſoient Meſſages le dit Sire Robert de Brus; & voloms qui des ditz Gardeins condut ſuffiſant lour ſoit faite de venir ſauvement & ſurement a nous.

Item, Nous devoms affigner, pur nous, bons & ſuffiſauntz Gardeins, pur les dites ſoeffraunce & trewe garder en touz pointz devers nous, & a redrescer & faire amender, ſaunz delai, totes les choſes, qui ſerrount purpriſes ou mespriſes countre les dites ſoeffrance & trewe, par noz ſuchietz, ſuzmis, aidantz ou adherdantz; & a tenir, garder & fournir totes les choſes deſus escrites, & chescun de les, ad noſtre dit Coſyn de Pembrok, par noſtre comandement, fait ferrement en noſtre alme a Seintes Ewangeles, & l'avoms ausſint fait jurer par Countes & Barons.

En teſmoignance de queles choſes nous avoms fait fair ceſtes noz Lettres overtes.

Don. a Thorp, pres d'Everwyk, le 30. jour de May, l'An de grace 1323. & de noſtre Regne 16. ſuſescritz.

XCVI.

24. Juin. BRABANT ET CUYCK. *Traité entre* JEAN III. *Duc de Brabant*, & OTHON *Seigneur de Cuyck*, *par lequel ledit Othon reçoit la Ville de Grave en fief dudit Jean Duc de Brabant. Fait à Bruxelles l'an.* 1323. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum Lib. I. Cap. XCII. pag. 203.]

NOS OTHO, Dominus de *Cuyc* & *Heverlè*, notum facimus univerſis, tam præſentibus quàm futuris,

Quòd nos de propria noſtra & libera voluntate Opidum noſtrum de Gravia, cum omnibus juribus, feudo, attinentiis & libertatibus, ad dictum Opidum ſpectantibus, ſeu quocumque modo pertinentibus, quod noſtrum verum erat allodium, in manus illuſtris ac potentis Principis, JOANNIS Dei gratia Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi Ducis, Domini noſtri prælibati, portavimus, dedimus, & ad uſum ipſius ac heredum ſuorum, & omne jus, quod habebamus vel habuimus, exfuſticando renuntiamus in perpetuum; nihil juris in dictis, Opido, fundo, juribus, attinentiis, ac libertatibus, vel etiam allodio, pro nobis vel noſtris ſucceſſoribus retinendo. ANNO 1323.

Promittentes eidem Domino noſtro Duci antedicto pro dictis, Opido, fundo, juribus, attinentiis ac libertatibus, firmam ſemper præſtare guarandiam ratam contra quoscumque. Et ob hoc obligamus nos, heredes noſtros, bona noſtra & heredum noſtrorum ſingula & univerſa, ubicumque ſint, vel poterunt inveniri.

Et omnibus præmiſſis ſic factis, idem Dominus noſter Dux dictum Opidum, cum omnibus juribus, fundo, attinentiis, ac libertatibus, tanquam ſuum verum ac proprium allodium, nobis in rectum feudum, jure Brabantino, ab ipſo ſuisque poſt ipſum heredibus & ſucceſſoribus, ac noſtris ſucceſſoribus & heredibus, hereditariè tenendum, habendum atque poſſidendum conceſſit, atque ſua propria voluntate donavit.

Et nos de dicto Opido, fundo, juribus, attinentiis ac libertatibus ipſi fecimus homagium, & de manibus ſuis recepimus in feudum, cum noſtro juramento ipſi facto de hoc, debito & conſueto.

In cujus rei teſtimonium ſigillum noſtrum præſentibus Litteris duximus apponendum. His verò præmiſſis interfuerunt,

Florentius Bertout, Dominus de Mechlinia,
Joannes Bertout, Dominus de Helmont,
Rogerus de Leſdale, Dominus de Oirſchot & de Parcke,
Nicolaus de Dorne,
Joannes de Raidtshoven,
Henricus de Meldert,
Joannes Meeuwe, Dominus de Wavere,
Joannes de Keſterbeke, Milites, nec non
Rodolphus Pipenpoy, Seneſcallus Brabantiæ, tanquam fideles Domini Ducis, ex parte noſtra, ad hoc ſpecialiter vocati. Quibus nos ſupplicamus, ut ipſi ſua ſigilla, cum ſigillo noſtro, in ſignum veritatis & cauſſam cognitionis, præſentibus Litteris apponant. Et nos

Florentius Bertout, Dominus de Mechlinia,
Joannes Bertout, Dominus de Helmont,
Rogerus de Leſdale, Dominus de Oirſchot & de Parcke,
Nicolaus de Dorne,
Joannes de Raidtshoven,
Henricus de Meldert,
Joannes Meeuwe, Dominus de Wavere,
Joannes de Keſterbeke, &
Rodolphus Pipenpoy, antedicti, ad preces prædicti Othonis, Domini de *Cuyc*, quia omnibus & ſingulis præmiſſis interfuimus, & ſic acta fuiſſe teſtamur, ſigilla noſtra, cum ſigillo ſuo, præſentibus Litteris duximus apponenda.

Datum Bruxellæ in die Nativitatis Joannis Baptiſtæ, anno Domini M. CCCXXIII.

XCVII.

Declaratio EDUARDI II. *Regis Angliæ, de prorogatione Treugæ inter Subditos Regis & Subditos* LUDOVICI *Comitis Flandriæ, facta* 22. *Julii* 1323. *apud Bruſtwyk.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. p. 3.] 22. Juill.

REX omnibus Ballivis & Fidelibus ſuis, ad quos &c. Salutem.

Sciatis quod, cùm nuper, ad requiſitionem Nobilis Viri Lodovici Comitis Flandriæ & Nivernenſis, nobis ſupplicantis ut, ſuper diſſenſionibus inter noſtros & ſuos Subditos exortis, Treugam inire & concedere dignaremur, Treugæ ineundæ annuerimus, & conceſſerimus Treugam illam, usque ad Feſtum Sancti Michaelis proximò futurum duraturam; dum tamen præfatus Comes eandem Treugam in Terra Flandriæ publicari faceret & firmiter obſervari:

Ac nos jam, ad conſimilem requiſitionem præfati Comitis, dictam Treugam, tàm in Terra ſua Flandriæ, quàm in Regno noſtro tunc publicatam, usque ad dictum Feſtum Sancti Michaelis duraturam, ultra idem Feſtum usque ad Feſtum Paſchæ proximò ſequentem duxerimus prorogandam; dum tamen dictus Comes Prorogationem hujusmodi in Terra ſua prædicta publicari faciat & etiam obſervari:

Nos, volentes Prorogationem prædictam in omnibus obſervari, ſuscepimus in ſalvum & ſecurum Conductum nos-

ANNO 1323. noſtrum, omnes & ſingulos Mercatores & alios de dicta Terra Flandriæ, in veniendo in Regnum noſtrum, cum Bonis & Mercandiſis ſuis, in eodem morando & negotiando, ac commodum ſuum faciendo, & exinde ad propria redeundo:

Nolentes quòd pro transgreſſionibus aliorum, vel pro aliquibus Debitis, de quibus principales Debitores ſeu Fidejuſſores non exiſtant, nec occaſione transgreſſionum ante hæc tempora factarum, contra tenorem Cartæ noſtræ de Stapula Lanarum & Pellium lanutarum, Bona ſeu Mercimonia eorum infra Regnum noſtrum areſtentur, dicta Prorogatione ſic durante; dum tamen Mercatoribus noſtris in dicta Terra Flandriæ eadem Immunitas obſervetur:

Conceſſimus etiam, quod Mercatores de dicta Terra Flandriæ, & quicumque alii Mercatores alienigenæ, exnunc cum Bonis & Mercimoniis ſuis a Regno noſtro prædicto (ſolutis inde priùs Cuſtumis debitis & conſuetis) usque ad dictum Feſtum Paſchæ ad partes transmarinas, ubicumque voluerint, absque occaſione vel impedimento noſtri, ſeu Miniſtrorum noſtrorum quorumcumque, valeant ſe transferre;

Et ideo vobis mandamus, quod Hominibus, Mercatoribus & aliis de dicta Terra Flandriæ, in veniendo in Regnum noſtrum, cum Bonis & Mercandiſis ſuis, in eodem morando & negotiando & commodum ſuum faciendo, ac exinde ad propria redeundo, non inferatis, ſeu, quantum in vobis eſt, ab aliis inferri permittatis injuriam, &c. ſeu gravamen:

Et ſi quid eis forisfactum fuerit, id eis, ſine dilatione, facietis emendari; & pro transgreſſionibus aliorum, vel pro aliquibus Debitis, de quibus Principales Debitores, ſeu Fidejuſſores non exiſtant, aut occaſione transgreſſionum ante hæc tempora factarum, contra tenorem Cartæ noſtræ de Stapula prædicta, Bona ſeu Mercimonia eorum infra Regnum noſtrum nullatenus areſtetis, nec ipſos hiis occaſionibus moleſtetis in aliquo ſeu gravetis.

Volumus etiam, & vobis injungimus & mandamus, quòd Mercatores de dicta Terra Flandriæ, & quoscumque alios Mercatores alienigenas, exnunc, cum Bonis & Mercimoniis ſuis, à Regno noſtro prædicto (ſolutis inde priùs Cuſtumis debitis & conſuetis) usque ad dictum Feſtum Paſchæ, ad partes transmarinas, ubicumque voluerint, absque impedimento aliquo, transferre permittatis; dum tamen Mercatoribus noſtris, in dicta Terra Flandriæ, eadem immunitas obſervetur, ſicut prædictum eſt.

In cujus &c. usque ad dictum Feſtum Paſchæ proximò futurum duraturas.

Teſte Rege, apud Bruſtwyk viceſimo ſecundo die Julii.

Per ipſum Regem.

XCVIII.

7. Août *Literæ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* ROBERTUM *Regem Siciliæ, ſuper Portionibus Provinciæ Regi liberandis. Datæ apud Pykering die* 17. *Auguſti* 1323. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 9.]

MAGNIFICO Principi Domino R. Dei gratia, Regi Jeruſalem & Siciliæ illuſtri, Conſanguineo ſuo cariſſimo, Edwardus, ejusdem gratia &c. ſalutem & proſperos ad vota ſucceſſus.

A memoria noſtra non excidit, qualiter ſinceræ dilectionis affectu veſtræ nuper ſcripſimus Celſitudini, & per Nuncios noſtros ſpecialiter mandavimus vos requiri, ut cùm certæ Portiones Comitatuum Provinciæ & Folcacarii nobis jure hæreditario debeantur, ſicut Circumſpectionem veſtram Regiam credimus non latere, quas noscimini detinere, eas nobis amicabiliter reddere curaretis, ne oporteret nos, pro dicto jure noſtro, proſecutionem facere rigoroſe, quam utique vellemus, quantum in nobis eſt, evitare.

Verùm quia de voluntate veſtra in præmiſſis nulla nobis innotuit certitudo, ad præſentiam veſtram dilectum Clericum noſtrum, Magiſtrum Adam Myrymouth, Juris Civilis Profeſſorem & Canonicum Herefordiæ (cui, ſuper hiis & aliis, inſidentibus ardenter cordi noſtro, nos in Romana Curia tangentibus, pleniùs apperuimus velle noſtrum) duximus deſtinandum,

Serenitatem veſtram affectuoſe deprecantes, quatenus dictas Portiones, nos, ut præmittitur, contingentes, penſatâ conſanguinitatis attinentiâ, inter nos tam propinquâ, nobis, juxta formam precum noſtrarum, aliàs vobis inde directarum, reſtituere velitis amicabiliter bona fide: ANNO

Et hiis, quæ idem Clericus noſter vobis dicet ex parte noſtra, adhiberi, ſi libeat, plenam fidem: ac ea, penes Dominum Summum Pontificem (cui ſuper hiis preces effundimus cordiales) ſicut de veſtra ſinceritate confidimus, modis, quibus decere veſtra Circumſpectio Regia proſpexerit, efficaciter promovere; nobisque reſponſum congruum remittere literatorie, per dictum Clericum noſtrum, de eo quod facere volueritis de Portionibus noſtris ſupradictis. 1323.

Dat. apud Pykering decimo ſeptimo die Auguſti.

XCIX.

17 Août. *Literæ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOANNEM XXII. *de Credentia ſuper diverſis negotiis, & inter cætera, contra Electum Wintonienſem, quem* Pſeudo-Nuncium *nuncupat & Adverſarium. Datæ apud Pykering die* 17. *Auguſti* 1323. [RYMER, Fœdera, Convennes &c. Tom. IV. pag. 10.]

PAPÆ Rex devota pedum oscula beatorum.

Dum recordamur Sedis Apoſtolicæ & veſtræ Beatitudinis Clementiam, quæ priscis, noſtrorum Progenitorum, ac modernis noſtris, temporibus aures Paternas, cum exauditionis benignæ gratia, & votivo celeris ac felicis expeditionis effectu, precibus Regiis munifice ac liberaliter dignabatur indefinenter inclinare;

Recenſentes moroſam dilationem negotiorum noſtrorum, pro quibus, diu eſt, miſimus illum *Pſeudo-Nuncium* de Stratford, in quibus usque modo nil ſenſimus actum, quam ſit nobis dispendioſa, hanc ipſius duntaxat Nuncii tepiditati & deſidiæ imputamus non ab re;

Dum ille, non tantum negligenter ſibi commiſſa debitè proſequi non curavit, quinimmò fraudulenter, ambitionis oculos jaciens in ſe ipſum, propria (in quibus non dormivit) anteponens, contrarium voti noſtri, quo ad Eccleſiam Wyntonienſem, ſibi per nos patefacti, & ad proſequendum injuncti, non absque infidelitatis crimine, pro ſe ipſo, in noſtri vituperium, reportavit:

Super quo, non absque grandi cordis amaritudine conquerendo, veſtræ ſcripſimus Sanctitati vicibus iteratis; unde non immeritò conturbati, de alio Nuncio, nobis fido, decrevimus providere.

De fidelitate itaque approbata dilecti Clerici noſtri, Magiſtri Adæ Myrymouth, Juris Civilis Profeſſoris & Canonici Herefordenſis (cujus circumſpectam & expertam induſtriam in veſtræ Sanctitatis Curia credimus notam) plenam in Domino fiduciam reportantes, eidem noſtra negotia commiſimus, apud veſtram manſuetudinem proſequenda, & illa, quæ præfato Nuncio *Maledicto* prius erant commiſſa; videlicet,

Tam ſuper Treugis inter nos & Inimicos noſtros de Scotia initis, ac ſuper Jure noſtro in certis Portionibus Comitatuum Provinciæ & Folcacarii, quàm ſuper amotione, ſeu translatione H. Lincolnienſis & J. Bathonienſis & Wellenſis, Epiſcoporum, a Regno & potestate noſtris; Quorum mora in Regno noſtro, propter notoriam ipſorum contra noſtram Regalem Dignitatem reſiſtentiam, & adhæſionem noſtris & Reipublicæ Inimicis manifeſtam, ac propter alias inhabilitates & maculas, quibus multipliciter involvuntur, tanquam honori Regio detractoria, animabus periculoſa, &, quod veriſimiliter timeri poterit, Scandali & Scismatis ſuscitativa, diu nequit tolerari:

Veſtram igitur Clementiam affectu, quo poſſumus, deprecamur, quatenus præfatum Clericum noſtrum, in noſtrorum, apud veſtræ Sanctitatis præſentiam, proſecutione Negotiorum ſpecialiter recommendatum habere & benigne admittere; ac ipſa noſtra negotia, favoribus & gratiis Apoſtolicis, ſolitâ benignitate paternâ, juxta ſperatam fiduciam, gratioſius dignemini expedire.

Inſuper, omni cordis deſiderio, eidem veſtræ Clementiæ ſupplicantes, ut pro quiete noſtra & animi tranquillitate, contra præfatum *Adverſarium* noſtrum de Stratford (qui nos ſic fefellit) de remedio congruo, & deſiderii noſtri completivo, taliter ordinare, quòd nequaquam (unde pœnam pro commiſſis erga nos gravem promeruit) cum honoris tanti titulo, de noſtrorum Progenitorum & noſtro Patrimonio tam munificè & opulenter dotato, præmium tam excellens in Regno noſtro, in noſtri ſcandalum & vituperium, aſſequatur.

Nos (quippe præfatum Magiſtrum Adam, non per organum aliunde, ſet ore proprio de præmiſſis negotiis omnibus, tanquam intime cordi noſtro inſidentibus,

ANNO 1323. plenè informavimus) ei votum animi noſtri demandavimus, veſtræ manſuetudini clarè referendum; cui petimus, ſi placet, benignum auditum & fidem credulam, in dicendis, adhibere, necnon ingreſſum ad vos jubere concedi, quotiens oportunum fuerit, dignetur veſtra Sanctitas reverenda.

Conſervet &c.

Dat. apud Pykering decimo ſeptimo die Auguſti.

C.

20 Août. *Literæ Papæ* JOHANNIS XXII. *ad* EDUARDUM II. *Regem Angliæ, ſuper Præfectione* JOHANNIS DE STRATFORD *in Episcopum Wyntonienſem. Datæ Avenione die* (1) 20. *Auguſti* 1323. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 12.]

JOHANNES Episcopus, Servus Servorum Dei Cariſſimo in Chriſto Filio Edwardo, Regi Angliæ illuſtri, ſalutem & Apoſtolicam benedictionem.

Præſentatæ nobis Regiæ Celſitudinis Litteræ magnæ nobis admirationis materiam intulerunt, dum earum ſerie plenius intellecta, ex cauſa, contentâ in eis, & referato propoſito & petitis, longe diverſa collegimus & colligere juſte potuimus, quàm, ex præteritis uniuscujusque rectè deliberantis, intentio, juſti cenſuræ judicii præſumptione probabili, colligere potuiſſet:

Sane, Fili cariſſime, Wyntonienſi Eccleſiâ vacante, per obitum, bonæ memoriæ, Rigaldi Epiſcopi Wyntonienſis, apud Sedem Apoſtolicam decedentis, ac per hoc proviſione dictæ Eccleſiæ ad nos & Sedem prædictam, ea vice ſpecialiter pertinente, Nos, ex affectu præcipuæ caritatis, quo ad Magnificentiam tuam afficimur, attendentes, quod Venerabilis Frater noſter, Johannnes de Stretforde, Epiſcopus Wyntonienſis, Celſitudinis tuæ Nuncius, pro arduis & utilibus tuis & Regni tui negotiis, denuo fuerat ad noſtram præſentiam deſtinatus: intuentes inſuper ſolicitudinis magnæ zelum, vigilis diligentiæ ſtudium, ſedulosque labores, quibus fideliter, ſolerter & utiliter penes nos & Fratres noſtros, Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales, Regia negotia promovebat; conſiderantes etiam, quod Vir eſt Litterarum ſcientiâ præditus, in rebus agendis expertus, vitæ laudabilis, & multis gratiarum dotibus inſignitus, & de Regno Angliæ oriundus, & quòd per ejus converſationem placidam & honeſtam, quam in Romana Curia nobiſcum, & cum eisdem Fratribus noſtris habuerat, nobis & eisdem Fratribus plurimùm reddebatur acceptus, in eum direximus aciem mentis noſtræ, firmam concipiendo fiduciam, quòd ejus Promotio ad Eccleſiam memoratam eſſet Deo placida, Eccleſiæ præfatæ perutilis, & Celſitudini tuæ, quæ obſequentes tibi perſonas conſuevit gratioſe proſpicere, grata plurimùm & accepta;

Propter quod, absque aliqua procuratione ipſius, vel aliquorum inſtantium pro eodem, ſolâ id nobis Divinâ, ut credimus, inſpirante Clementiâ, de ipſorum Fratrum unanimi & concordi conſilio, ipſum eidem Eccleſiæ in Epiſcopum præfecimus, & Paſtorem, ac ſubſequenter ſibi fecimus munus Conſecrationis impendi.

Conſideres igitur, Fili cariſſime, ſi virum ſic providum, & à Celſitudine tua pro arduis negotiis Regiis ad Nos repetitis vicibus deſtinatum, tibi fore divinare poteramus, vel debebamus ingratum, cum nulla probabilis conjectura recipiat, non bene meritos vel ingratos, ad gerenda quorumcumque Magnatum negotia, dirigi vel aſſumi, ſed potius perſonas in conſtantia ſolidas & probatas, & fidei claritate pollentes:

Attendas inſuper qualiter, quod de ipſius Promotione revocanda dictarum Litterarum concluſio deposcebat, cum noſtra & ejusdem Sedis honorificentia fieri poteſt, nullâ cauſâ rationabili ſuadente.

Et ideò, Fili cariſſime, præmiſſis in ſcrutinium rectæ conſiderationis adductis (cum ea, quæ legitime & cum tanta deliberatione ſunt habita, non poſſent absque Divinæ Majeſtatis offenſa, ipſiusque Episcopi injuria, & ejusdem Sedis indecentia, retractari) moleſte non feras, ſed æquanimiter patiaris tua in hac parte ad exauditionem precamina non admitti; quin potius Spirituali Patri, de tali propoſito, de tali providentia, benivolentiâ filiali congaudeas, & eundem Johannem Episcopum, ob reverentiam ejusdem Sedis, & noſtram, amplo ſinu Regiæ benignitatis admittas; utpote non alienigenam, non extraneum, ſed tuum Conſiliarium, & de Regno tuo oriundum, ac Secretarium, & fidelem, prout in Litteris tuis, nobis pluries deſtinatis, evidenter vidimus contineri.

ANNO 1323.

Supponimus etiam, quòd ipſe ſe taliter beneplacitis tuis exponet, quòd, ejus exuberantibus meritis, ipſum & Eccleſiam ſuam Serenitas Regia inter præcipuæ dilectionis brachia gratioſe ſuſcipiet, & procedente tempore ſemper in amplius, prærogativâ uberioris gratiæ, proſequetur.

Præterea, Fili cariſſime, ignorare te nolumus, quod primæ Litteræ tuæ, quas, pro Roberto Baldoki promovendo ad dictam Eccleſiam, noſtro Apoſtolatui deſtinâſti, nonâ die Menſis Maji proximò præteriti, fuerunt nobis per dictum Johannem Epiſcopum, tunc Archidiaconum Lincolnienſem, præſentatæ; Super quibus ad exauditionem efficaciter deducendis, idem Johannes, Deo Teſte, tanquam fideliſſimus Regii beneplaciti Proſecutor, penes nos & Fratres noſtros, oportune & importune plurimum laboravit; Sed tunc, propter aliqua de perſona dicti Roberti, nobis & dictis Fratribus quereloſe relata, dicto Johanne id penitus ignorante, quæ ex cauſa præſentibus ſubticemus; Tum etiam, quia ſtatim, poſt ejusdem Rigaldi deceſſum, inſpirante Domino, firmiter deliberaveramus de perſona dicti Johannis præficienda Eccleſiæ memoratæ, honeſte non potuimus in hac parte preces Regias exaudire.

Et ideò Magnitudo tua, de veritate facti plenarie informata, omnem ſiniſtræ relationis vel credulitatis in contrarium habitæ, fortè conceptum, de ſinceritate mentis evellat; ſuper hiis fidem plenam, certam & indubiam veris Apoſtolicis relatibus habiturus.

De cæteris autem tuis negotiis eidem per te injunctis, Regiæ tuæ Celſitudini respondebimus per eundem.

Dat. Avinion. decimo tertio Kalend. Septembris, Pontificatus noſtri anno ſeptimo.

Sub filis canabeis.

(1) Si cette Lettre eſt une Réponſe à la précedente, comme il le ſemble, il faut qu'il y ait erreur dans l'une ou l'autre de ces deux Dates; puis qu'il n'y a que trois jours de différence entre elles, & qu'il n'eſt pas poſſible que le Pape ait pû recevoir celle du Roi, & y repondre en ſi peu de tems.

CI.

22 Août. *Sauf-conduit accordé par* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, aux Deputés de* ROBERT DE BRUS, *Roi d'Ecoſſe, conformément à la Trêve faite entre eux. Donné à Pykering le* 22. *Août* 1323. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 14.]

LE Roi as touz ſes Baillifs & foiaux, as queux ceſtes preſentes Lettres vendrount, Saluz.

Sachez qui, come Sire Robert de Bruys nous eit ſignifie per ſes Lettres, q'il bie d'envier ſes Meſſages par un noſtre poer; & nous eit requis qe nous voilloms grauntier conduyt pur eux, tancque a quaraunte Parſones a cheval, de quele condicion q'il ſoient, ovesque lour gentz, chivaux & herneis, a durer tantque a la touz Seintz, qe vient, en un An, ſelonc les pointz de la Triewe, priſe entre nous & lui,

Et en meisme cele Triewe, de cele buſoigne, ſoient contenues les paroles ſouzescrites: *ITEM, ſi le dit Sire Robert de Bruys envoie Meſſeges a paſſer parmi noſtre poer, paſſent par noſtre conduyt, & en cele cas grantoms qe eux eient conduit ſuffiſaunt de nous, quant nous ent ſerroms requis.*

Nous voillauntz tenir & garder, tantqe en nous eſt, les choſes contenues en la dite Triewe, pernoms en noſtre ſauf & ſeur conduyt les Meſſages le dit Sire Robert, tancque a quaraunte parſones a chival, de quele condicion q'il ſoient, & lour gentz, lour chivaux & lour herneys paſſauntz parmi noſtre poer, dedeinz le temps avantdit:

Et por ceo, mandoms & comandons a vous touz, & a chescun de vous, qui as ditz Meſſages, ne a lour gentz, en lour Parſones, ne en lour chivaux, ne autres biens, en paſſaunt parmi noſtre Roialme, dedeins le dit temps, n'en facez, ne, taunt come en vous eſt, ſoeffrez qui par autre ſoit fait mal, moleſte, damage, empeschement ne deſtourbaunce; einz lour facez aver, a lour couſtages, ſauf & ſeur conduit, quant par aucuns des ditz Meſſages ent ſerrez requis:

Et, ſi rien feuſt trepaſſe, ou forfait a eux, ou a nul de lour gentz, ceo la facez redrescer & amender duement, ſauntz delai:

Et, s'il aveigne qui meismes ceux Meſſages, ou nul de eux, ou de lour deveignent, ou deveigne malads deinz noſtre poair, q'ils peuſſent ſauvement demorer tancque eus

ſeient

ANNO 1323. seient ou soit, garriz; & adoncs sauvement passer, hors de nostre poair, queu part q'ils vodront, ou vodra. En tesmoignance de quele chose nous avoms fait faire cestes nos Lettres overtes, a durrer tancque a toz Seintz, en un An, sicome desuz est dit.

Don. a Pykering le 22. jour d'Augst.

Per ipsum Regem.

CII.

30 Août. *Literæ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* JACOBUM *Regem Aragoniæ, de marcandi Licentia non concedenda. Datæ apud Grenham 30. die Augusti* 1323. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 15.]

MAGNIFICO Principi, Domino Jacobo, Dei gratia, Aragoniæ, Valenciæ, Sardiniæ & Corsicæ Regi illustri, ac Comiti Barchinoniæ, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Vexillario, Ammirato, & Capitaneo Generali, Consanguineo suo cariissimo, Edwardus, eadem gratiâ &c. salutem, & successus ad vota semper prosperos & felices.

Delatas nobis, per Berengarium Lecois, Civem Minoustæ, Celsitudinis vestræ Litteras nuper recepimus, inter alia continentes ipsum Berengarium diversis Bonis & Mercimoniis suis (quæ in partibus Flandriæ emerat, & in duabus Galeis Regni Majoricarum posuerat, ad partes suas proprias transvehenda) per quosdam Malefactores de Regno nostro, supra Mare, inter Calesium & Sandwicum, fuisse nequiter spoliatum; petendo ut eidem Berengario de quadringentis Libris Sterlingorum (ad quas dicta Bona, cum dampnis, sumptibus, & interesse, auctoritate vestræ Curiæ, fuere taxata) restitutionem fieri faceremus.

Super quo Serenitati vestræ duximus intimandum, quòd nos universis & singulis Subditis vestris de aliquibus Subditorum nostrorum conqueri volentibus, parati fumus & semper erimus, cum favore & manstuetudine, plenam & celerem Justitiam in querelis suis exhibere:

Set (quia de nominibus Transgressorum, de quibus præfatus Berengarius conqueritur, aut de ipsa spoliatione nobis aliquatenus non constitit, nec ipse nos inde, secundum Juris exigentiam, voluit informare, non potuimus aliquam condempnationem seu restitutionem facere in certum) optulimus tamen eidem Berengario, quòd, ex Officio nostro, ad inquirendum veritatem præmissorum, quosdam fideles nostros affignare volebamus (quamquam secundum communem Legem Regni nostri, ad prosecutionem partis hoc potius fieri deberet) ac, veritate compertâ, tam quoad punitionem Malefactorum illorum, quam quoad restitutionem Bonorum prædictorum, ei exhibere in omnibus celeris Justitiæ complementum.

Set ipse expectare non curavit, ut præmissa possent executioni debitæ demandari; immo magis voluit ad propria cum hac responsione nostra remeare.

Placeat igitur Magnificentiæ vestræ, præmissis æquanimiter ponderatis, ipsius B. incuriæ imputare, potius quam Justitiæ defectui, quod restitutionem Bonorum suorum prædictorum non extitit assecutus;

Nec est Marcandi licentia, in hac parte, a vobis contra nostros Subditos aliqualiter concedenda; cum defectus aut negligentia nobis non possit aut debeat in exhibenda Justitia, inpingi quoquomodo.

Dat. apud Grenham tricesimo die Augusti.

CIII.

4 Octo. *Epistola* JOHANNIS *Papæ* XX. *ad Capitulum Ecclesiæ Pragensis de Processu contra* LUDOVICUM *Bavarum Regem Romanorum Avinione* VII. *Idus Octobris. Pontificatûs sui anno* 8. Cum EDICTO (1) *ejusdem Papæ inserto, quò præfatum* LUDOVICUM *Bavarum monet, & sub Excommunicationis pœna injungit, ut intra terminum præfixum ab Administratione Imperii abstineat, nec prius resumat, quàm persona sua per Sedem Apostolicam sit approbata. Datum Avinione in Palatio Episcopali* VIII. *Idus Octob. Pontificatus Anno* VIII. [Concilior. Collectio Regia Tom. XXIX. pag. 9. PHIL. LABBEI Concilior. Collect. Tom. XI. Part. II. pag. 1632.]

(1) Cet Edit se trouve aussi dans RAYNALDUS *Contin. Annalium* CÆSARIS BARONII, Tom. XV. Ann. 1323. [DUM.]

ANNO 1323.

JOANNES *Episcopus, Servus Servorum Dei, dilectis Filiis, Capitulo Ecclesiæ Pragensis, Salutem & Apostolicam Benedictionem.*

NUPER contra dilectum Filium, magnificum virum, Ludovicum Ducem Bavariæ, super eo quod electione sua in Regem Romanum, promovendum in Imperatorem per quosdam qui vocem in electione hujusmodi habere dicuntur, in discordia celebrata, per Sedem Apostolicam (ad quam electionis hujusmodi & personæ electæ examinatio, approbatio, admissio, ac etiam reprobatio & repulsio noscitur pertinere) non admissa, nec etiam reprobata, administrationi regiminis Romani Regni seu Imperii se irreverenter ac indebite per se & alios ingerebat, de Fratrum nostrorum Consilio, & Apostolicæ plenitudine potestatis, præsente multitudine copiosa fidelium, videlicet octavo Idus Octobris, processum fecimus continentiæ infra scriptæ.

JOANNES *Episcopus, Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam.* Attendentes, quod dum errori non resistit is ad quem resistere pertinet, præsumitur consentire; quodque plerumque justitiæ opprimitur veritas, si defensionis opportunæ illi beneficium subtrahatur: profectò nec errori damnabili consentire per resistentiæ negligentiam nolumus, neque pati ob defectum optimæ defensionis præsidii justitiam opprimi Sponsæ Christi. Dudum siquidem per obitum claræ memoriæ Henrici Romanorum Imperatoris, Imperio Romano vacante, Principes Ecclesiastici & Sæculares, ad quos (translato ab olim per Sedem Apostolicam prædicto Imperio de Græcis in personam magnifici Caroli in Germanos) futuri Romani Regis, in Imperatorem postmodo promovendi, electio pertinebat, votis eorum in diversa divisis, duos (sicut dicitur) in discordia elegerunt; quibusdam eorum in dilectum Filium magnificum virum Ludovicum Bavariæ, quibusdam vero in dilectum Filium Fridericum Austriæ, Duces, nominando & eligendo ipsos in Romanorum Reges, dirigentibus discorditer vota sua. Verum præfatus Ludovicus, a nobis, ad quem suæ electionis hujusmodi (sicut præmittitur) in discordia celebratæ, ac personæ ipsius examinatio, approbatio & admissio, repulsio quoque & reprobatio noscitur pertinere, electione prædicta nequaquam admissa, nec ejus approbata persona, sicut notoria fama notoriat, & publica facti evidentia manifestat, non quærens (ut deberet) per ostium ad hujusmodi Regni seu Imperii conscendere dignitatis fastigium, sed potius aliunde (nescimus quo ductus, vel verius seductus Consilio) præfati Romani Regni nomen sibi & titulum Regium usurpavit; quamvis priusquam alterutrius eorum per Sedem Apostolicam fuisset approbata & repprobata persona, neutri Electorum ipsorum assumere licuerit nomen & titulum præfatum; cum nec interim Romani Reges existant, sed in Reges electi: nec sint habendi pro Regibus, nec Reges etiam nominandi. Idem etiam Ludovicus eodem præsumpto titulo non contentus administrationi jurium Regni & Imperii prædictorum, in gravem Dei offensam, & contemptum ac manifestam injuriam Romanæ Ecclesiæ matris suæ, ad quam ejusdem vacantis Imperii regimen (sicut & impræsentiarum vacat) pertinere dinoscitur, nec non & plurimorum scandalum, & rei turbationem & læsionem publicæ, ac animæ suæ detrimentum, profilire, seque illi immiscere irreverenter ac indebite præsumpsit hactenus & præsumit, exigendo & recipiendo sub præfato regio titulo fidelitatis in Alemaniæ & nonnullis Italiæ partibus, tam a personis Ecclesiasticis, quam sæcularibus, vassallis Imperii, per se & alios, juramenta, ac de Dignitatibus, Honoribus & Officiis, ad ejusdem Romani Regni seu Imperii dispositionem spectantibus, pro suo libito disponendo; sicut proximis his diebus præteritis de Marchionatu Magdeburgensi quem primogenito suo de facto publice contulit, ordinavit: nec non alia plurima exercendo, quæ ad ejusdem Romani Regni & Imperii regimen non est dubium pertinere. Ejusdem insuper Ecclesiæ Romanæ, sicut Gallatio de Vice-Comitibus, & ejus fratribus, quamvis sint de crimine hæresis a suis competentibus Judicibus, exigente justitia, per definitivam Sententiam condemnati, & nonnullis aliis Ecclesiæ præfatæ rebellibus se exhibere fautorem & defensorem, contra dictam Ecclesiam prosequentem adversus eosdem rebelles jura Imperii & negotium fidei, in gravem divinæ Majestatis injuriam, contemptum ejusdem Ecclesiæ, & animæ suæ perniciem, non est veritus, nec veretur. Nos itaque tam temerariis ausibus, ne mos tam pernicioſus invalescat, in posterum obviare, ac (prout ad Apostolatus nostri

spectat

ANNO 1323. spectat Officium) justitiam Sponsæ Christi in hac parte defendere, dictumque Ludovicum a tam periculoso erroris devio ad Veritatis callem reducere cupientes, ac considerantes, quod ad ejus præsentiam, ad proponendum coram eo præsentialiter, per quæ posset & deberet retrahi a prædictis, nequaquam tutus patet accessus; quodque in præmissis formidatur, quod mora periculum, & dissimulatio damnum forent procul dubio allaturæ; ad providendum super præmissis excessibus, & obviandum eisdem, subscriptum modum de Fratrum nostrorum consilio, ac ex certa scientia, & de Apostolicæ potestatis plenitudine eligentes; præfatum Ludovicum, præsente fidelium multitudine copiosa, præsentium tenore monemus, eidem sub virtute sanctæ obedientiæ ac excommunicationis pœna (quam ipsum, nisi cum effectu hujusmodi monitioni nostræ paruerit, incurrere volumus ipso facto) auctoritate Apostolica nihilominus injungentes, ut intra trium mensium spatium, a datis præsentium computandis, quod ei de eorumdem Fratrum consilio pro peremptorio termino assignamus, ab administratione, fautoria, & defensione prædictis prorsus abstineat ac desistat, administrationem ipsam per se, alium seu alios, non resumpturus ulterius, nisi tunc demum cum electionem suam hujusmodi, quæ de ipso dicitur celebrata, ac personam ejusdem per Sedem Apostolicam approbari contigit, & admitti: quodque gesta per eum, post præsumptum ab eo titulum memoratum, ceteraque præmissa, quatenus præcesserunt de facto, cum de jure non teneant, velut ab ipso, cui jus faciendi non competebat, nec competit, attentata, curet intra prædictum terminum, quantum parietur possibilitas, realiter revocare. Aperte per præsentium seriem intimantes eidem, quod si in præmissis per eum infra præfatum terminum exequendis negligens fuerit vel remissus, nos contra ipsum ad publicationem pœnarum, in quas propter præmissos excessus notorios incidere noscitur, vel incidet in futurum, & alias quantum suadebit justitia, ejus non obstante absentia, procedemus. Universis igitur Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis, & aliis personis Ecclesiasticis quibuscumque, sub pœna suspensionis ab Officio & Beneficio, quam eos incurrere volumus ipso facto, nisi infra prædictum terminum infra scriptæ inhibitioni nostræ efficaciter studuerint obedire, & tam ipsis, quam omnibus & singulis Civitatibus, Communitatibus, & Universitatibus, nec non personis sæcularibus quibuscumque, cujuscumque conditionis aut status existant, & jam si regali aut alia quacumque Dignitate præfulgeant, in virtute sanctæ obedientiæ, ac sub pœna Excommunicationis in personas, & Interdicti in terras eorum, nec non privationis Privilegiorum quorumcumque, Apostolicorum & Imperialium, ac feudorum, quæ ab Ecclesia vel Imperio obtinent, districtius inhibemus, ne prædicto Ludovico in præmissis vel aliis Regni seu Imperii tangentibus regimen, tamquam Regi, seu in Regem Romanorum electo, nisi & quousque dictam electionem, ac personam ipsius per Sedem Apostolicam approbari contigerit, & admitti, in aliquo pareant vel intendant: neve eidem in quibuscumque ad Regnum prælibatum spectantibus præbeant auxilium, consilium, vel favorem. Non obstantibus, si ipsi vel eorum aliqui ad hoc se dicto Ludovico ut Regi, seu in Regem Romanorum electo, adstrinxerint per fidelitatis vel alterius cujuslibet generis juramenta: quæ quidem cum præstita fuerint ei cui minime præstari debuerant, nec servari sine æternæ salutis valeant detrimento, præstantes eadem non adstringunt: quæ nihilo minus ad cautelam auctoritate Apostolica relaxamus, illaque cassa & irrita nuntiantes, decernimus penitus non tenere, nec fore aliquatenus observanda. Seu si præfato Ludovico, vel quibuscumque aliis conjunctim vel divisim per Literas Sedis ejusdem foret sub quacumque verborum forma vel expressione concessum, vel concedetur in posterum, quod excommunicari & suspendi, vel eorum terræ seu loca interdici non possint: quas contra præsentem processum nostrum in nullo eis volumus suffragari, sed ipsas quo ad hoc viribus nolumus omnino carere. Ex præmissis autem nos nequaquam intendimus nec volumus obligari, quin ad publicationem dictarum pœnarum, & aliàs contra dictum Ludovicum possimus pendente hujusmodi dilatione procedere, prout justum fuerit, & nobis visum fuerit expedire. Ut autem hujusmodi processus noster ad ipsius Ludovici, & aliorum quorum interest, communem notitiam deducatur, chartas sive membranas processum continentes eumdem in Ecclesia Avinionensi appendi vel affigi ostiis, seu superliminaribus ejusdem Ecclesiæ faciemus, quæ processum ipsum suo quasi sonoro præconio & patulo judicio publicabunt, ut idem Ludovicus & alii quos processus ipse contingit, nullam possint excusationem prætendere, quod ad eos non pervenerit, vel quod ignoraverint eumdem: Cum non sit verisimile, quò ad ipsos remanere incognitum vel occultum, quod tam patenter omnibus publicatur: Volumus autem, & Apostolica auctoritate decernimus, quod hujusmodi processus eumdem Ludovicum, seu alios prædictos apprehendat & arctet, ac si eidem personaliter publicatus & insinuatus solenniter extitisset: constitutione quacumque per prædecessores nostros Romanos Pontifices in contrarium edita, non obstante. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Monitionis, Mandati, Inhibitionis, Relaxationis & Constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationi omnipotentis Dei & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datæ Avinione, in Palatio Episcopali VIII. Idus Octobris, Pontificatus nostri anno VIII. Quocirca discretioni vestræ per Apostolica Scripta in virtute obedientiæ districte præcipiendo mandamus, quatenus præmissa in prædicto processu contenta, quantum ad vos pertinet, per vos & Clerum Civitatis & Diœcesis Pragensis, & alios Subditos Episcopatus Pragensis, firmiter observetis, & faciatis inviolabiliter observari, ac nihilo minus prædictum processum in dictis Civitate & Diœcesi, ad id Clero & Populo loci cujuslibet, ubi hujusmodi publicatio fiet, convocatis specialiter & etiam congregatis, faciatis solenniter publicari: de publicatione hujusmodi facientes fieri publica Instrumenta, illa nobis, quantocius fieri commode poterit, transmissuri, ac significaturi nobis diem receptionis præsentium, & quæcumque super his duxeritis facienda. Datum Avinione VII. Idus Octobris, Pontificatus nostri anno octavo.

CIV.

*Ordre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre au Vicomte de Kent & à tous les autres Vicomtes & Baillifs d'Angleterre, de poursuivre à teni & à cri* ROGER DE MORTIMER *& ses Adhérens. Donné à Notingham le 14.e jour de Novembre* 1323. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 22] 14. Nov

ANNO 1323.

LE Roi a Viscounte de Kent & a touz ses Bailifs & feals de meisme le Countie, deinz fraunchises, & dehors, as queux cestes Lettres vendrount, Salutz.

Pur ceo, qui nostre Treiter, Enemy & Rebeal, Roger de Mortimer de Wygemor, n'adgairs, ovesque noz autres Enemis & Rebeaux, leva de guerre encountre nous: &, a banere desplie, chevancha en nostre Roialme d'Engleterre, & en nostre Terre de Gales; & prist & occupa, par force de guerre, pluſors Chasteux, Villes, Manoirs, Terres, & Tenementz; & fist multz des homicides, roberies, arsouns, & autres diverses felonis & mauveistez sur noz, & sur nostre Poeple, en blemissement de nostre Pees, & movement & destruction de nostre Poeple:

Le quel Roger, quant il esteit issint restreint & durmeue par nostre poair, qil ne poeit nule part ganudir, se rendi a nous a nostre voluntie, haut & bas, de vie & de membre, & de Terre & de Tenements, & de totes choses: & en tiele fourme lui receumes, & li feismes mettre en garde, en prison, a nostre Tour de Loundres:

Et apres, solom la Ley & l'Ustage de nostre Roialme, pur les felonies & mauveistes, qil avoit issint fait sur nous & sur nostre Poeple, par agard de nostre Court, fust ajuggee d'estre treinee & pendu; mes, de nostre grace especiale, lui pardoneimes le treiner & le pendre, & lui grauntames sa vie, issint qil demoraſt en prison parpetuel:

Et apres, le dit Roger, demorant issint en prison, en nostre dit Tour, ovesqes autres mauveys de sa covyne, treiterousement & fausement compassa de treier & de prendre meisme cele tour, & noz chasteaux de Wyndesore & de Walyngford:

Et cele treisone & fausyne fist fournir graunt a la prise le dit chastel de Walyngford, & le fist prendre par Roger de Wauton, & autres, nos Treyters & Mauveys; lequel Roger de Wauton connuseit la dite felonie, & pur cele fust treine & pendu:

Ensement le dit Roger de Mortimer, fausement & treiterousement, plusurs feez, envoia Lettres & Messages, pur faire venir Aliens en nostre Roialme, a mover guerre contre nous, en destruccion de nostre Roialme, & de nostre Poeple, & procura, fausement & treiterousement,

ANNO 1323. ment, de tuer & murdrir ascuns de nos plus priveez & loiaux Counseilers:

Des queux treisons, mauveisteez & felonies le dit Roger de Mortimer avoms aresnee en nostre presence, devaunt noz Justices, nos Lieus tenauntz, & nos Coronners, co il les conisseit:

Sur quele conissance nous chargeaumes plusors Grauntz & noz Justices & noz autres Sages de la Ley de nostre Roialme, qui eux se avisassent, & nous feissent savoir qel jugement le dit Roger de Mortimer avoit deservi, solom la Ley & l'Usage de nostre Roialme, pur tieles treisons & mauveistes faites & compassez:

A tot nous eussent ils avise & counseiles, qe, par la Ley de la terre, il avoit deservi d'estre treinee & pendu, jadumeyns, de nostre grace especiale, nous nous en soffrunes du jugement, & lui feismes retenir en prison, en ladite Tour; la quele prison il puis, fausement, treiterousement, & felounessement, nutantre debrisa, & hors eschapa, & s'enfuit come nostre Treitur & Felon hors de nostre Roialme:

Par quoi nous maundoms & commandoms a vous touz, & a chescun de vous, sur forfaiture de vie & de membre, de Terre & de Tenements, & de quantque vos poez forfaire devers nous, qui nul de vous au dit Roger de Mortimer, nostre Enemy, Treiter & Rebeal, ne a ses Adherdauntz, Eide, Confort, ne Counseil par Lettre, ne par message, ne en autre manere, priveement ne apartement, ne facez: ne lui, ne ses Adherdauntz recetiez: ne depar lui, ne depar eux Lettre ne message ne recevez: ne en autre manere ovesque eux communez; eintz lui & touz ses Adherdauntz par tut, ou vous les purrez trover, come nos Treitres, Enemis & Rebeaux, pursuez a Hui & Cri & les puez, a tote la force qui vous purrez.

Et vous, avantdit Viscounte, totes les choses desusdites facez, en vestre baillie, deinz fraunchises, & dehors, en touz les lieux, qui vous veez qui face a faire, overtement crier & puplier, & facez auffint pupplier es ditz lieux, qi, si nul commune ovesque le dit Trietur & Enemy, ou oue ses Adherdauntz, en nulle manere, qui nous le tendroms come nostre Treitur & Enemy, & Adherdaunt a eux encontre nous; & pur tiel les pursuiroms & puniroms.

En tesmoignance des queux choses &c.

Don. a Notingham le 14. jour de Novembr.

Per ipsum Regem.

En meisme la manere est escrit a touz Viscontes, & touz Baillifs & feaux de meismes les Counteez par tot Engleterre.

CV.

4.Nov. *Lettres Patentes d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, pour regler l'administration de la Justice en Irlande. Données à Notingham le 24. de Novembre* 1323. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 23.]

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi d'Engleterre, Seigneur d'Irlaund, & Ducs d'Aquitaigne, A toutz ceaus qi cestes presentes Lettres verront ou orront, Salutz.

Sachez qe, a l'amendement du Jugement de nostre terre d'Irlaund, a plus grand pees & tranquillite de nostre poeple en cele terre, a Notingham, as oytaves del Seint Martin, l'an de nostre Regne dis septisme, par assent de nostre Conseil, illoeqes sont les pointz soutz escritz assentuz & accordez, afin qe eux soient tenuz, & fermement gardez en meisme la terre:

PRIMEREMENT, qe la nostre Justice d'Irlaund, ne nul autre nostre Ministre en cele terre, tanc come ils sont en nos Offices illoeqes, ne purchacent terre, ne tenement, dedenz les listes ou boundes de lour baillies, saunz nostre congie especial; &, si nul face le contrair, ceo, q'il avera purchace, seit encurru, & forfait a nous & noz heirs; sauve as chiefs Seignurages de Fee services, dues & acustumez de terres & tenementz, issint encurruz & forfaitz a nous.

ITEM, qe nostre Justice d'Irlaund, ne nul de noz autres Ministres illoeqes, par colour de lour offices, ne preignent vitailles, ne autres choses de nuli, contre son gree, horpris en cas de necessite, pur le commun profit de la terre: & adonqes qe ceo ce face par l'avis & l'assent de plus Grantz de nostre Consail celes parties, & par brief de nostre Chauncellerie d'Irlaund; & en cas qe nous, ou noz heirs, le commanderoms par bref de nostre Chauncellerie d'Engleterre, ou par nos autres Lettres.

ITEM, qe nostre dite Justice, ne nul de noz autres Ministres illoeqes, par colour de lour office, ne arestent Niefs, ne autres biens des Estraunges, ne des Privez; mes qe turz Marchauntz & autres puissent carier bledz, & autres Vitailles & Marchaundises, hors de nostre terre d'Irlaund, iesqes en nostre Roialme d'Engleterre, & en nostre terre de Gales (horpris en les cas susditz) sefauntz les custumes dues & usez. Issint, totes voies, q'il facent covenable seurte, q'il ne irront, ne ne communerent od nos Enemis d'Escoce, ne nos autres Enemis, si nul fuissent: Et, si nul Justice, ou autre Ministre, face le contrair des choses susdites, & de ceo sait atteint, face gre au plentif, de ses damages, a double; & jadumeins seit grevement puni devers nous. ANNO 1323.

ITEM, pur le Seal nostre Justice d'Irlaund, de chescune Bille de grace, quautre Deners: &, pur l'escripturre de chescune Bille, deux Deners; desore seient pris & paiez, & nient plus.

ITEM, de celui, q'est commande a la Prisone par auctorite de nostre Court, quant il sera delivres, quatre Deners seient pris pur le Fee du Mareschal, & nient plus; Et, si par cas nul veigne encontre les choses susdites, & de ceo seit ateint a nostre seute, ou a seute de partie, face gree a la partie, & seit grevement puni devers nous.

ITEM, qe nul pardonn de la sute de nostre pees pur mort de homme, ne pur autre Felonie, ne tuition pur celi qi serra des tiens felonies recte ou endite, ne seit fait grantie desore par nostre Justice d'Irlaund, ne seale de nostre Seal illoeqes, sans especial commandement de nous meismes, desouz ascuns de nos Seals d'Engleterre; savee qe nostre dite Justice, & nostre Chanceller d'Irlaund, ou l'avisement de nostre Conseil d'Irlaund, puissent faire pardon des felonies, faites devant la date de cestes, selom ceo qe, pur nostre honour, & profit, & pees, & tranquillite de nostre people, illoeqes veient qe fait & faire, & solom le mandement q'il en ount de nous; Issint totes voies, qe des felonies, qe sit seront des vie, nul pardon se face, ne tuition seit grauntie saunz especial commandement de nous meismes, sicom desus est dit.

ITEM, qe nul Bref Original, pledable a la commune Lei, ne seit receu par nul de nos Ministres, forsqe Bref seale desoutz nostre grand Seal d'Irlaund: ne nul Proces fait par autre Bref, sauve qe, par nostre Seal de nostre Escheker d'Irlaund, des choses tochantz cele place, soit fait auffsicome deit estre fait de reson, & selom ceo qe cea enarere ad este acustumee.

ITEM, qe nostre Justice de la dite terre, par ses Brefs, ou Lettres, ne large, ne ajorne Affise de nouele disseisine devant lui, forsqe en le Conte, ou il serra present, & tanccome il demorra en meisme le Contee.

En tesmoignaunce de quele chose, nous avoms fait faire cestes noz Lettres overtes.

Don. a Notingham le XXIV. jour de Novembre, l'an de nostre Regne dis septisme.

CVI.

Litteræ Papæ JOHANNIS XXII. *ad* EDUARDUM II. *Regem Angliæ de Colloquio inter Papam ipsum & Comitem de* MUREF *habito, & super Titulo Regis in Literis ad* ROBERTUM DE BRUS *scribendis. Datæ Avenione die* 13. *Januarii* 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. p. 28.] 1324. 13.Janv.

JOHANNES Episcopus, Servus Servorum Dei, Carissimo in Christo Filio Edwardo, Regi Angliæ illustri, Salutem & Apostolicam Benedictionem.

Ne Celsitudo Regia de hiis, quæ Nobilis Vir... Comes Moraviæ, nuper ad Sedem veniens Apostolicam, proposuit & petiit coram nobis, aliter, quàm veritas se habeat, informetur; ecce! quòd illa, nec non & ea, quæ nos sibi respondimus, tibi serioſe duximus, ut sequitur, describenda.

Primo namque petiit dictus Comes quòd, cùm ipse votum de transfretando in Terræ Sanctæ subsidium emisisset, nec illud commode, sine Sedis prædictæ licentia, complere valeret, sibi licentiam hujusmodi, nec non & indulgentiam, quæ per ipsam Sedem dari consuevit in dictæ Terræ subsidium transfretantibus (pro quibus principaliter nostram adierat, ut asseruit, præsentiam) concedere dignaremur:

Ad quod sibi duximus respondendum, quòd cum ex

ANNO 1324. hujusmodi particulari peregrinatione negotium dictæ Terræ non speraremus probabiliter adjuvari, nec ad præsens saluti suæ peregrinationem prædictam censeremus proncere, cùm tam ipse, quàm alii partium Scotiæ Regnicolæ, suis demeritis exigentibus, pœnis & sententiis nostrorum Processuum irretiti, a communione fidelium & merito bonorum operum se reddidissent indignos, non erat per nos Petitioni suæ hujusmodi annuendum;

Sed, cùm super Concordia, inter te ac Scotos eosdem, Actore Domino, reformandâ, nedum utrique parti dissidentium, sed toti Christianitati perutili & Terræ prædictæ negotio non modicum oportunâ, ipsius Comitis præsentiam accommodam multipliciter speraremus, si prædictæ tractandæ concordiæ, pro parte Scotorum ipsorum, labores efficaciter vellet assumere; nos postquam illos ad effectum debitum perduxisset, vel per ipsum, bonâ fide, circa dictam perficiendam Concordiam, datâ operâ efficaci, non staret quo minus finis votivus ejusdem Concordiæ sequeretur (reconciliato eo pri nitùs Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & prætitâ satisfactione condignâ) Petitioni suæ prædictæ exauditionis aditum præberemus.

Eodem verò Comite postmodum subjungente, quòd certi, solemnes Nuncii, pro Reconciliatione Scotorum ipsorum Ecclesiæ procuranda, erant in proximo ad nostram præsentiam destinandi: ac humiliter supplicante quòd eis, in veniendo ad Sedem prædictam, providere de securo Conductu benignius dignaremur:

Nos eidem providimus super hoc respondendum, quòd in Terris Principum & Baronum securum eis Conductum, quantum ad præsens, concedere nolebamus; verumtamen nostras Litteras Apostolicas, requisitorias & monitorias super hoc ad eosdem Principes & Barones, ac alios, juxta formam solitam, parati essemus concedere, pro securo Conductu dictis præstando Nunciis, si, pro dicta Reconciliatione ad Sedem venientes prædictam, transitum facerent per terras & districtus ipsorum.

Præterea, subsequenter, pro parte Nobilis Viri, Roberti de Brus, Avunculi sui, nobis obtulit idem Comes, quòd, cum crederetur, carissimum in Christo Filium nostrum Carolum, Regem Franciæ & Navarræ Illustrem, assumpturum negotium passagii transmarini, dictus Robertus paratus erat cum Rege transfretare prædicto, dictumve Passagium assumere (si dictus Rex Franciæ ab assumptione dicti negotii duceret abstinendum) & illud prosequi personaliter, vel per omitem antedictum:

Cui sic noscimur respondisse, quòd, quousque Pacem tecum haberent, & forent reconciliati Ecclesiæ, non erat decens, nec expediens quòd nos ipsos admitteremus, cum Rege prædicto, vel aliter, ad prosecutionem negotii supradicti.

Verùm Comes prædictus, asserens se Concordiam & Reconciliationem hujusmodi desiderabiliter affectare, nobis obtulit se fideliter & solerter laboraturum pro illis, si nos ad earum tractatum dare velimus operam efficacem; circa quem valde utile, quinimmo necessarium reputabat, quòd in Litteris exhortatoriis, per nos dicto Roberto super hoc dirigendis, sub Titulo Regio scriberemus: tenens indubiè quòd sic dictus Robertus Concordiæ & Reformationi prædictis promtè consentiret; aliàs autem probabiliter verebatur quòd, si, dicto suppresso Titulo, scriberemus, ipse non admittat Litteras nec Tractatum, sed quòd impediretur prædictum penitus negotium, sicut extitit, occasione hujusmodi, hactenus impeditum.

Nos autem, qui Pacem & Reconciliationem prædictas multipliciter, sicut præmisimus, profuturas intensis desideramus affectibus, attendentes quòd Juri & honori tuo nichil decresceret, nec Juri prædicti Roberti accresceret, sicut aliàs tibi scripsisse meminimus, Titulus memoratus scriptionis; quòdque Litteræ nostræ, super prædictis destinandæ, sic ad ipsum Robertum possent liberè pervenire, quæ aliàs nequiverunt, sicut Regia non ignorat prudentia, ratione omissionis prædicti Tituli, præsentari; propter quod tractatus dictæ Concordiæ hactenus extitit dispendiose nimium impeditus;

Providentiam Regiam exhortamur, quatinus, præmissis in scrutinio debitæ considerationis adductis, velit Regia Circumspectio æquanimiter tolerare, quòd nos scribamus eidem Roberto sub Titulo Regiæ Dignitatis.

Quòd autem memoratus Comes quævis alia, tibi, vel Regno tuo præjudicialia, proposuerit coram nobis (quamvis forsan Regiæ Providentiæ contrarium, sicut accepimus, sit suggestum) fulcimento carere, non est dubium, veritatis.

Nos enim illa non audivissemus quomodolibet, negotiorum Regiorum Promotoribus non vocatis; sed nec ea etiam, dilectus Filius, Nobilis Vir, Henricus Dominus de Soliaco, Buticularius Franciæ, honoris & comodi Regii zelator fervidus, qui præsens extitit in omnibus supradictis, aliqualiter admisisset. ANNO 1324.

Dat. Avinion. Id. Januarii, Pontificatus nostri anno octavo.

Sub filis canabeis.

CVII.

Prorogation de la Trêve, entre les Roix de FRANCE *&* ANGLETERRE *jusques à la quinzaine après la Pentecote à Poissy le dernier de Mars* 1324. [Pièce tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliés en rouge.] 31 Mars

A Tous ceux qui ces presentes Letres verront & oront, Jean par la soufrance de Dieu Evesque de Norwick, & Jean par celle meme soufrance Evesque de Wincestre, & Jean de Bretagne Comte de Richemond, Salut. Sçavoir faisons que entre Nobles & sages Conseillers de Excellent Prince Sire Charles, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, Gaucher de Chastillon Comte de Portien, Conneſtable de France, Alphonse d'Espagne, Maistre Jean de Cherchemond Chancelier, Matthi de Trie Marechal de France, Mile Seigneur de Noyers, Hugue de Chalenton, Chancelier de Clermont, en nom dudit Roi de France, & pour li d'une part; Et Nous pour Excellent Prince & notre tres cher Seigneur Sire Edouard par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine pour li, & en son nom d'autre part, par la vertu de son Pouvoir de li donné, avons par ces Letres Patentes, desquelles la teneur est cy dessous contenue, a eté prinse nouvelle Soufrance entre le Roi de France, pour li & pour toutes ses terres & Sougiez, d'une part, & ledit Notre Seigneur Roi d'Angleterre le Duc pour tous ses dit Sougiez d'autre part, sur le fait de Gascongne en la maniere qui s'en suit.

C'est a sçavoir que l'une Partie ne nuise a l'autre, ne fasse l'une contre l'autre aucune Nouvelleté, durant ladite Soufrance, laquelle doit durer de huictaine de Pasques a venir, jusqu'à la quinzaine apres la Pentecoste prochain venant, le jour de cette Quinzaine enclos, & si par ces jours, chose fut faite ou mepriſe contre celle Soufrance, sans commandement de nul desdits Roix, ne se rompe mie la Souffrance, pour celle cause, ains se doit tenir & garder, jusqu'a ladite quinzaine inclusivement, & la chose ainsint faite, ou mepriſe contre ladite Souffrance, soit düement amendée, si comme il appartiendra, & pour ce mandons & commandons de par notre dit Seigneur le Roi d'Angleterre, & Duc a tous Justiciers, Baillifs & autres Ministres & Sougiez du dict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc en la Duchée devant dicte, & allieurs qu'eux, & chacun d'eux tiennent & gardent ladicte Soffrance en la forme avant dicte. La teneur desdictes Lettres de noſtre dict Seigneur le Roy d'Angleterre est telle:

EDWARDUS Dei gratia Rex Angliæ Dominus Hiberniæ & Dux Aquitaniæ, Universis præsentes Litteras inspecturis, salutem. Noverit Universitas vestra quòd nos de fidelitate & circumspectione venerabilium Patrum Joannis Norvicensis, & Joannis Wintonienſis Episcoporum & dilectorum & fidelium noſtrorum Joannis de Britannia Comitis Richemundi, & Henrici de Bellomare Militis, Consanguineorum noſtrorum plenam fiduciam obtinentes, eos facimus, ordinamus & constituimus veros & legitimos Procuratores noſtros, & Nuntios speciales, dantes & concedentes iisdem tribus & duobus eorum, quorum alterum dictorum Episcoporum sit unus, plenam & liberam potestatem, & speciale mandatum pro nobis, & aliis personis quibuscunque, de quibus dictis Procuratoribus noſtris, tribus & duobus eorum, ut est dictum, expedire videbitur, cum Sereniſſimo Principe Carolo Rege Francorum & Navarræ Illuſtri, aut cum Procuratoribus sive Nuntiis ejusdem, specialem ad hoc habentibus potestatem, Treuga seu Sufferentia sub quibuscunque formis aut modis Procuratores noſtri, tres aut duo eorum, ut est dictum, oportunum viderint incundi, & ipsas Treugas seu Sufferentiam vallandi, firmandi, & etiam roborandi, & omnia alia & singula faciendi. quæ in præmiſſis ipsis tribus aut duobus eorum, ut est dictum, necessaria, seu utilia videbuntur, ratum habentes & gratum quidquid per dictos Procuratores noſtros, tres aut duos eorum in

ANNO 1324. in forma prædicta, gestum, actum, factum seu procuratum fuit in præmissis, & hoc omnibus, quorum interest, vel interesse poterit significavimus per has Litteras nostras patentes Sigilli nostri munimine roboratas.

Datum apud Westmonasterium 12. Novembris Anno Domini 1324. Regni verò nostri 18.

En tesmoin de laquelle chose nous avons faict mettre nos Sceaux a ces presentes Lettres. Donné a Poissy le dernier jour de Mars 1324.

CVIII.

1. Avril. *Literæ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *de non scribendo ad* ROBERTUM DE BRUS, *sub titulo Regis; de Episcopo* Herefordensi *læsæ Majestatis reo; Et de Possessionibus* TEMPLARIORUM HOSPITALARIIS *concedendis. Datæ apud Westmonasterium primo die Aprilis Anno* 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 46.]

PAPÆ Rex devota pedum oscula beatorum.

Literas vestræ Mansuetudinis nuper recepimus cum reverentia quâ decebat; per quas, inter alia, nos exhortari curâstis, ut æquanimiter sustinere vellemus, quòd Roberto de Brus, sub Titulo Regiæ dignitatis, scriberetis; innuentes, quòd nihil Juri & honori nostro ex hoc decresceret, nec Juri præfati Roberti accresceret per expressionem Tituli supradicti.

Profectò, Pater Sancte, si sic fieret, Jus nostrum & honor exinde læderentur, ac honestati & decori sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ detraheretur, Scandalumque suscitaretur in Populo, ac honor ejusdem Roberti, ex sua culpa, plurimùm augeretur; præsertim quia, sicut vestra novit Clementia, claræ memoriæ, Genitor noster terram Scotiæ, Coronæ suæ Angliæ annexam, pleno Jure tenuit; Nosque eandem Terram, quæ, post mortem ejusdem, ad Nos Jure consimili descendit, per tempora non modica tenuimus, quousque, ob causas necessarias & urgentes, nos oportuit partes Franciæ & alias remotas personaliter visitare: quo tempore, nobis absentibus, idem Robertus seditiosè & subdole invasit Terram illam, quam adhuc sic detinet occupatam.

Idem etiam Robertus, & sui Complices, & Fautores, propter ipsorum inobedientias & rebelliones, contra Romanam Ecclesiam multipliciter in hac parte contractas, auctoritate Apostolica, Excommunicationis Sententiâ sunt involuti: qua durante non deceret ipsius honorem, in vituperium Ecclesiæ, taliter augmentari: maximè Treugis inter nos & ipsum durantibus, quo tempore nihil debet innovari: & posset verisimiliter, ex hoc, in Populo suspicari Statum suum, ex Nuncupatione hujusmodi, in dignitate Regia confirmari.

Placeat igitur, quæsumus, vestræ Providentiæ, præmissis æqua lance pensatis, in Literis vestris Apostolicis, de ipso mentionem facientibus, Titulum hujusmodi subticere, sicuti ante tempus involutionis Sententiarum, ex inductione Treugarum prædictarum, vestris & Prædecessorum vestrorum temporibus, fieri consuevit.

Ad hæc, Pater Sancte, ne obloquentium temeraria Præsumptio, suis relatibus, aures commoveat vestræ Pietatis contra veritatem rei gestæ, Paternitati vestræ duximus intimandum, quòd nuper, post sedatam Turbationem in Regno nostro (victoriâ nobis de nostris Inimicis & Rebellibus, divinâ providentiâ, attributâ) transitum fecimus per diversas partes dicti Regni, pro reformatione tranquilitatis & quietis Populi nostri, & Malefactorum insolentiis cohibendis.

Et cùm nobis fuisset, fide dignâ relatione, delatum, quòd Adam, Herefordensis Episcopus, adhærens fuerat dictis inimicis, & eis consentiens & auxilians, quòdque ipsos in Maneriis suis receptaverat, & eis, in Rebellione sua contra nos perdurantibus, subsidium fecerat de Hominibus ad arma, Equis & Armaturis (participans eisdem in crimine læsæ Majestatis) quamquam rigorosius contra ipsum potuissemus proceSSisse, ipsum ad Parliamentum nostrum (quod jam apud Westmonasterium tenuimus) mandavimus accersiri, & in præsentia venerabilium Patrum, Cantuariensis, Eborum, & Dublinensis, Archiepiscoporum, & aliorum Episcoporum, & Magnatum, alloqui fecimus super præmissis:

Et, quia nobis inde respondere non curavit, ad inquirendum de veritate criminum prædictorum, secundum Legem & Consuetudinem Regni nostri, duximus procedendum; compertoque, per legitimam inquisitionem, quòd præfatus Episcopus reus erat de omnibus supradictis, Temporalia Episcopatus illius seisiri fecimus in manum nostram, & ipsum Episcopum, tanquam convictum de eisdem, quatenus ad Curiam nostram pertinet, ob reverentiam Episcopalis Ordinis, dimissimus in foro Ecclesiæ judicandum. ANNO 1324.

Cæterum de Possessionibus quondam Templariorum, Ordini Fratrum Hospitalis Sancti Johannis Jerusalem applicandis (cui Comites, Barones, & alii Magnates, de dicto Regno, hactenus nullatenus consentierunt) in dicto Parliamento nostro, ob reverentiam Sedis Apostolicæ, est ita tractatum, quòd Bona dictorum Templariorum Hospitalariis prædictis speramus remanere debere.

Super præmissis autem, & aliquibus diversis & arduis negotiis, Statum Ducatûs nostri Aquitaniæ contingentibus (quæ multum insident nobis cordi) de quibus dilectus Clericus noster, Arnaldus de Gardia, Canonicus Abbiensis, est informatus, per eundem vobis exponendis, ipsum apud vestram Sanctitatem benigne, quæsumus, admitti & ei, in dicendis, fidem indubiam, ad vestram Clementiam, adhiberi.

Conservet &c:

Dat. apud Westmonasterium primo die Aprilis.

CIX.

Literæ Patentes EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* 1. Avril. *Præfectus suos super prorogatione Treugæ inter Subditos Regis & Ludovici Comitis Flandriæ. Datæ apud Westmonasterium die primo Aprilis* 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 47.]

REX omnibus Ballivis & Fidelibus suis, ad quos &c. Salutem.

Sciatis quod, cùm nuper, ad requisitionem Nobilis Viri, Lodovyci Comitis Flandriæ & Niverniæ, Treugam, super Dissensionibus, inter nostros & suos Subditos exortis, initam, usque ad Festum Sancti Michaelis proximò præteritum duraturam, ultra idem Festum, usque ad Festum Paschæ proximò jam futurum, duxissemus prorogandam; dum tamen dictus Comes Prorogationem hujusmodi in Terra sua prædicta publicari faceret & etiam observari:

Ac nos jam, ad consimilem requisitionem, ex parte præfati Comitis, nobis factam, Treugam, super dissensionibus prædictis, ultra dictum Festum Paschæ, per unum annum proximò sequentem plenarie completum, sub conditionibus infra scriptis continuandam duxerimus & etiam prorogandam; dum tamen dictus Comes Prorogationem & Continuationem hujusmodi in Terra sua prædicta publicari faciat & etiam observari:

Nos volentes Treugam illam sic continuatam & prorogatam in omnibus observari, suscepimus in salvum & securum Conductum nostrum *&c. prout supra de Dat. 22. Jul.* 1323. *usque hæc verba; videlicet*,

Dum tamen Mercatoribus nostris, dicta Terra Flandriæ, eadem immunitas observetur; & Mercatores & alii, de Potestate dicti Comitis, contra tenorem prædictæ Cartæ nostræ de Stapula, quicquam non attemptent, set eidem Stapulæ in omnibus obediant & intendant:

Et ideo vobis mandamus, quod Hominibus, Mercatoribus, & aliis de dicta Terra Flandriæ, in veniendo in Regnum nostrum *&c. prout de Data antedicta; tunc sic; viz.*

Dum tamen Mercatoribus nostris in dicta Terra Flandriæ eadem immunitas observetur, & Mercatores & alii de Potestate dicti Comitis, contra tenorem dictæ Cartæ nostræ de Stapula, quicquam non attemptent, set eidem Stapulæ in omnibus obediant & intendant, sicut prædictum est.

In cujus &c. usque ad Festum Paschæ proximò futurum, & ab eodem Festo, per unum annum, proximò sequentem, plenarie completum, duraturas.

Teste Rege apud Westmonasterium primo die Aprilis.

Per ipsum Regem.

CX.

Literæ EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* 8. Mai. JOHANNEM XXII. *de attemptatis Gallicorum & pro Pace cum Rege Franciæ. Datæ apud Westmonasterium octavo die Maii* 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 49.]

ANNO 1324. PAPÆ Rex devota pedum oscula beatorum. Apostolicæ Manſuetudinis, verè Chriſti Vicarii in Terris, exemplo optimo ipſius ſummi Magiſtri & Domini, omnium, univerſaliter, Catholicorum quietis Portum quærentis, & ſpecialiter inter Magnificum Principem, Dominum Karolum, Dei gratiâ, Franciæ & Navarræ Regem, Fratrem noſtrum cariſſimum, & nos, pacis unitatem ſervari, & diſſenſionum diſcrimina vitari ſuadentis, Literas, dignis laudum præconiis attollendas, lætâ mente recepimus, earumque tenorem jocunda deliberatione recenſeri fecimus, & noſtri pectoris armariolo firmiter recondi; pro quibus veſtræ Beatitudini, quæ, quadam prærogativa Paternalis ſolicitudinis, nos & noſtra, hactenus favoribus & auxiliis præcipuis indeſinenter eſt proſecuta: & nunc pro illa (quam ſupra id quod æſtimari poſſit deſideranter appetimus) Pace, ſe exponit laboraturam cum tanta humilitate pollicetur, cum devotione Filiali ad gratiarum, quas valemus, aſſurgimus actiones.

Hanc utique, piiſſime Pater, Progenitores utriusque noſtrûm, poſt varia bellorum diſſidia, poſt ſtragès peſſimas, poſt innumera dampna data, velut quâ nil utilius in Terris, nil deſiderabilius in Cœlis, ſerventi deſiderio anelarunt & quæſiverunt; ac tandem, ſopitis diſſenſionum turbinibus, illam ſe reperiſſe gaudebant; quam, in ſcriptis, ad perpetuam rei memoriam, ſub certis modis & formis, Jura noſtra utriusque limitantibus redactam, obligationibus, juramentis & pœnis multipliciter vallatam, ac ſubſequenter Sacroſanctæ Sedis veſtræ auctoritate roboratam, & poſtremò variis copulis conjugalibus (ex quibus Sanguinis & affinitatis vincula in utraque Domo ſunt ſuborta) colligatam, pro ſe & ſuis poſteris imperpetuum inviolabiliter obſervandam, ſtatuerunt ſæpe & ſæpius vicibus iteratis.

Nos verò, Pater Sanctiſſime, propriis finibus dumtaxat, absque intentione ulla, ullo unquam tempore, aggrediendi aliena, contenti, Pacem (quam exhortamini) cum præfato Fratre noſtro cariſſimo, præ cæteris Principibus mortalibus, præviis ex cauſis, deſideranter appetimus; parati eidem Fratri noſtro, omni tempore, facere, ceſſantibus legittimis impedimentis, in omnibus, quæ debemus;

Et, licet expreſſe deducta, & præmiſſa, in præfatæ Pacis firmitatibus, nobis, ut convenit, non ſolùm nondum ſint completa, ſet, contra eorum tenorem, in noſtri præjudicium & Jurisdictionis noſtræ Ducatûs noſtri prædicti, multa, per Miniſtros Curiæ Franciæ, injuſte, contra nos & Statum noſtrum, uſurpata & attemptata; tamen, ut compleantur & ad ſtatum debitum reducantur, erga præfatum Fratrem noſtrum, amicabiliter Pacis complementa petentes frequenter, inſtitimus frequenter etiam & inſtamus.

Et quamquam nuperrime, in loco Sancti Sacerdotis, ſituato in Terra Agenni, Ducatûs noſtri prædicti (in quo noſtri Progenitores, ſuis temporibus, & nos, noſtris, omne Reſortum, Cavelcatum, omnemque Superioritatem habuerunt & excercuerunt, habuimus & excercuimus, &, Jure noſtro, inconcuſſe fecimus) dicatur fore commiſſum, quòd præfatus Frater noſter in ſui præjudicium aſſerit perpetratum.

Nos hujus facinoris, teſte Deo & Conſcientia, inſcii penitus & ignari, omnemque injuriam & opprobrium, dicto Fratri noſtri irrogata, meritò deteſtantes, ſtatim, rumore ad nos inde perlato, miſimus ad præfatum Fratrem noſtrum Nuncios ſpeciales, pro excuſatione noſtra vera & juſta; offerentes nos, cum omni ſeveritate & rigore vindictæ (prout ad nos attinet ratione loci) perſecuturos tanti celeris Actores, cum ſuis complicibus quibuscumque, absque perſonarum delectu.

Et, cùm Miniſtri noſtri hujusmodi Proceſſum inchoaſſent, Miniſtri præfati Fratris noſtri (Seneſcallus, videlicet, Petragorum & ſui) noſtros impediverunt, nec procedere permiſerunt; ſet tam ipſi, quàm præfatus Frater noſter, ut dicitur (in Meſſem noſtram falcem ſuam indebite mittentes) hujusmodi cognitionem in ſe aſſumpſerunt, noſtram Jurisdictionem uſurpando.

Pro quo, & aliis, contra nos attemptatis, amicabiliter per præfatum Fratrem noſtrum revocandis, & in ſtatum debitum reducendis, ſolemnes Nuncios noſtros, Venerabilem videlicet Patrem, Archiepiſcopum Dubliniæ, & Edmundum Comitem Kantiæ, Fratrem noſtrum dilectiſſimum, miſimus jam de novo, qui apud ipſum inſtant pro prædictis, nec aliam viam quàm Pacis aggredi proponimus ullo modo (ſalvâ duntaxat Exhæredationis injuriâ manifeſtâ) licet dicatur (quod difficiliter credere valemus) Fratrem noſtrum, Regem Franciæ prædictum, ob id grandem Excercitum congregare.

Velit igitur, devotè quæſumus, veſtra Sanctitas conſcientiam ſuam ſic informare de prædictis, ſicque feliciter juvare, ut, veſtro Paterno præſidio, Pacis tranquilitas vigeat, quam per omnes vias & modos, Deo & vobis acceptabiles, & nobis efficaces, deſideramus amplecti, &, quantum in nobis eſt, intendimus proſequi cum effectu. ANNO 1324.

Conſervet &c.

Dat. apud Weſtmonaſterium octavo die Maii.

CXI.

Inveſtiture de la Ville & du Pays de LUCQUES *donnée par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE, *à* (1) CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai*, 1324. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 126.] 29. Mai. L'EMPIRE ET LUCQUES.

LUDOVICUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, magnifico Viro, CASTRUCIO de Antelminellis, Vicario Lucanorum, ſuo & Imperii fideli dilecto gratiam ſuam & omne bonum. Regiæ liberalitatis clementia in ſuis fidelibus gratiarum dona multiplicans, illis præcipuè conſuevit aſſurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles pro exaltatione coronæ ſingulares triumphos & nomen laudabile ſunt ſortiti. Sane cum veraciter ſciamus, te præcipuum in partibus Italiæ pro ſacro Impeſio pugilem extitiſſe, nulli parcendo periculo, oneri, vel labori ac juſtitia tua & animi probitate victor de hoſtibus devotos pro Imperio tenuiſſe, ac devios infideles ad fidem gratioſis meritis invitaſſe: volentes præmiſſorum obtentu extollere nomen tuum, & te prærogativa ſpeciali magnificè honorare, Vicariatum Civitatis Lucanæ, ejusque diſtrictum ſex milliariorum, & ſuburbanorum vel quaſi, & Provinciarum Vallis Nebulæ, Artanæ & Lunæ, cum terris civium Garfagnanæ, terris quæ dicuntur Plancorum, Verrucula, Boſſorum, & ejus Curiæ, Pontremulo, ejus diſtrictu, Lunegiana & omnibus terris ſitis ultra & citra aquam Magræ, in Lunenſi Diœceſi, Maſſe, & Verſilia, & Valletina; auctoritate Regia noſtro & Sacri Imperii vice & nomine usque ad noſtram, vel ſucceſſoris noſtri Romani Imperatoris vel Regis beneplacitum & voluntatem tibi committimus; & in ipſis Civitate, terris & locis aliis ante dictis, pro nobis & ſacro Imperio, te Vicarium conſtituimus & facimus generalem. Concedentes tibi plenariam jurisdictionem in omnibus prædictis, Civitate, terris & locis, ut poſſis inquirere & punire, & jurisdictionem ſanguinis cum mero & mixto Imperio exercere, in genere & in ſpecie, per te vel alium, aut alios, cui vel quibus ipſam jurisdictionem commiſeris exercendam, recepto primitus à te juramento, quod ipſam jurisdictionem fideliter exerceas, nulli parcendo, vel contra juſtitiam offendendo, ſed jus ſuum cuique tribuendo, volentes per hanc conceſſionem noſtram in præmiſſis omnia & ſingula tibi eſſe conceſſa, quorum ſpecialem commiſſionem fieri oporteret, & quæ in generali commiſſione non intelligerentur commiſſa, niſi de ipſis fieret mentio ſpecialis. In cujus rei teſtimonium, præſentes tibi dirigimus, tradimus, appenſione ſigilli Regii communitas. Datum in regali Oppido noſtro Franckfort. IV. Kal. Junii, Anno Domini 1324. Regni verò noſtri X.

CXII.

Pardon accordé par l'Empereur LOUIS DE BAVIERE, *à la Ville de* LUCQUES, *qui s'étoit revoltée contre l'Empereur* HENRI VII. *Fait à Francfort le 29. Mai* 1324. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 127. 29. Mai. L'EMPIRE ET LUCQUES.

NOS Ludovicus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus. Etſi honor Regis judicium diligat, tamen Auguſtalis clementia miſericordiam non reputat, quin nonnunquam per juſtitiam condemnatos reddat per gratiam abſolutos; ſic quippe fideles noſtros & Imperii intime diligimus, quod longè carius parcimus revertentibus, quam pœnam reſiſtentibus infligamus. Sane dudum claræ memoriæ Dominus Hen-

(1) *Caſtruccio* s'étoit rendu Maître de Lucques, & comme il étoit du parti des Gibelins, & par conſéquent ennemi de *Jean* XXII. l'Empereur *Louis*, qui étoit en meſintelligence avec ce Pape, fut bien aiſe de favoriſer *Caſtruccio*. C'eſt le même dont *Machiavel* a écrit la Vie

ANNO 1324. Henricus, quondam Romanus Imperator VII. prædeceſſor noſter, contra Civitatem Lucanam & ejus diſtrictum, & contra Commune & Cives & ſpeciales perſonas ejusdem, quasdam condemnationis ſententias promulgavit, proscriptiones, mulctas, privationes, & pœnas alias infligentes pro eo, quod tunc ipſi à fidelitate receſſerant, & ſacro Imperio rebellabant. Nunc verò quia Civitas, Diſtrictus, Commune, & Cives præfati ad fidelitatem & devotionem reverſi, ſacro ſe Imperio in puritate & integritate fidei reddiderunt, & in hoc propoſito fidei ſe firmos & ſtabiles opere comprobant & effectu: Nos qui eisdem pium & benevolum affectum gerimus, & tanquam filios peramamus, culpam præteritam, quam ipſi ſtudent devotis & fidelibus actibus expiare, remittentes eisdem de gratia ſpeciali omnes Sententias per dictum D. Henricum contra ipſos prolatas, de plenitudine poteſtatis Regiæ relaxamus & revocamus, quicquid ex eis vel ab eis factum vel ſecutum exiſtit: reſtituentes eosdem eadem poteſtate contra ipſas Sententias in integrum, & in ſtatum priſtinum, ac ſi ipſæ Sententiæ non fuiſſent ab initio promulgatæ. Ad quod ſpecialiter nos induxit prædictorum fidelium noſtrorum nova, crescens & firma devotio: & fideliſſima ſtrenui Viri Caſtrucii de Antelminellis, ſui Vicarii, pro ipſis interpellantis ſupplex petitio, & favor multus, quem ipſis gerimus ex affectu. Verum tamen prædictas Sententias non intelligimus relaxatas ad illos de Civibus prædictis, qui in rebellione perſiſtentes nobis & Imperio vel dicto Vicario noſtro nomine non obediunt, nec intendunt; niſi forte ad requiſitionem dicti Caſtrucii, intra terminum, quem præfixerit, ad fidelitatem redierint, & ejus beneplacitis paruerint & mandatis. In cujus noſtræ remiſſionis, relaxationis, revocationis & reſtitutionis teſtimonium præſentes damus Litteras, ſigilli noſtri robore communitas. Datum in Francfort. IV. Kalend. Junii, anno Domini 1324. Regni verò noſtri X.

CXIII.

29. Mai. L'EMPIRE ET PISTOYE. *Inveſtiture de la Ville & du Pays de* PISTOYE *donnée par l'Empereur* LOUIS DE BAVIERE *à* (1) CASTRUCCIO CASTRACANI *de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai*, 1324. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 128.]

LUDOVICUS Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, magnifico Vicario CASTRUCIO de Antelminellis, Vicario Lucanorum, ſuo & Imperii fideli dilecto gratiam ſuam & omne bonum. Regiæ liberalitatis clementia in ſuos fideles gratiarum dona multiplicans, illis præcipuè conſuevit aſſurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles, pro exaltatione Coronæ ſingulares triumphos & nomen laudabile ſunt ſortiti. Sanè cum veraciter ſciamus, te præcipuum in partibus Italiæ pro Sacro Imperio pugilem extitiſſe, nulli parcendo periculo, oneri vel labori, ac juſtitia tua & animi probitate victos de hoſtibus devotos pro Imperio tenuiſſe, ac devios infideles ad fidem gratioſis meritis invitaſſe: volentes præmiſſorum obtentu, extollere nomen tuum & te prærogativa ſpeciali magnificè honorare, Vicariatum Civitatis Piſtorii & totius Comitatus & diſtrictus ejusdem, ac in omnibus aliis terris ſitis infra confinia ſupra dicta, & in Diœceſi Lucana Piſtorienſi & Lunenſi auctoritate Regia, noſtro, & Sacri Imperii vice & nomine usque ad noſtrum vel ſucceſſoris noſtri Romanorum Imperatoris aut Regis beneplacitum & voluntatem, tibi committimus, & in ipſis Civitate & Comitatu ac diſtrictu, terris, locis, ac omnibus antedictis pro nobis ac Sacro Imperio te Vicarium conſtituimus & facimus generalem. Concedentes tibi plenariam jurisdictionem in omnibus prædictis, Civitate, terra & locis, poſtquam eas acquiſieris, & pro nobis & Sacro Imperio tenendas tibi ſubjugaveris, ut poſſis inquirere & punire, & jurisdictionem ſanguinis cum mero & mixto Imperio exercere, in genere & in ſpecie, per te vel alium, aut alios, cui vel quibus ipſam jurisdictionem commiſeris exercendam; recepto primitus à te juramento, quod ipſam jurisdictionem fideliter exerceas, nulli parcendo, vel contra juſtitiam offendendo, ſed jus unicuique tribuendo. Volentes per hanc conceſſionem noſtram omnia & ſingula tibi eſſe conceſſa, quorum ſpecialem Commiſſionem fieri oporteret, & quæ in generali Commiſſione non intelligerentur commiſſa, niſi de ipſis fieret mentio ſpecialis. In cujus rei teſtimonium præſentes tibi dirigimus & tradimus appenſione ſigilli Regii communitas. Datum in Regali Oppido noſtro Francfort. IV. Kal. Junii, Anno Domini 1324. Regni vero noſtri X.

(1) *Caſtruccio* s'étoit auſſi emparé de Piſtoye.

ANNO 1324.

CXIV.

Mandatum EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Præfectum Quinque Portuum, de Subditis Regis Franciæ arreſtandis. Datum apud Porceſtriam viceſimo primo die Julii, Anno* 1324. [RYMER Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 72.] 21. Juill.

REx dilecto & fideli ſuo, Roberto de Kendale, Conſtabulario Caſtri ſui Dovorriæ & Cuſtodi Quinque Portuum ſuorum, Salutem.

Quia Dominus Karolus, Franciæ & Navarræ Rex, Exercitum congregat & congregari facit ad equitandum de Guerra ſuper nos, & Ducatum noſtrum Aquitaniæ:

Et nihilominus omnes Homines & Subditos, de Regno & poteſtate noſtris quoscunque, infra Dominium & poteſtatem ſua venientes, & inventos qualitercumque, unà cum bonis & rebus ſuis areſtari, & ſub areſto cuſtodiri mandavit, & facit, in noſtri & noſtrorum vituperium & dampnum manifeſtum; unde, non immeritò, conturbamur:

Vobis mandamus, firmiter injungentes, quod ſtatim, viſis præſentibus, omni dilatione poſtpoſitâ, omnes Homines de Dominio & poteſtate dicti Regis Franciæ, cujuscunque ſtatûs ſeu conditionis exiſtant, infra Ballivam veſtram inventos, ſeu quos ex nunc venire contigerit, unà cum Navibus, Bonis & rebus ſuis quibuscunque (exceptis Flandrenſibus) arreſtari, & ſalvò & ſecurè, absque diſtractione bonorum & rerum ipſorum, cuſtodiri faciatis, donec aliud inde duxerimus ordinandum.

Et de Nominibus illorum, quos ſic areſtaveritis ac de Navibus, bonis & rebus ſuis & valore eorumdem; nec non de toto facto veſtro, in hac parte, nos, de tempore in tempus, reddatis, ſub Sigillis veſtris, diſtincte & aperte certiores:

Taliter in hac parte vos habentes, ne de negligentia aliqua reprehendi valeatis; per quod ad vos & veſtra graviter capere debeamus.

Teſte Rege apud Porceſtriam, viceſimo primo die Julii.

Per ipſum Regem.

CXV.

Literæ EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *ſuper attemptatis Gallorum in Vasconia & quod Rex nihil intentatum reliquit pro Pace habenda. Datæ apud Durford 28. die Julii* 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 74.] 28. Juill.

PAPÆ Rex devota pedum oscula beatorum.

Præſentatas nobis per discretum Virum, Magiſtrum Hugonem de Ingolismo, veſtrum & Apoſtolicæ Sedis in Anglia Nuncium, viceſimo die menſis Julii in Caſtro noſtro de Porceſtria Literas veſtræ Manſuetudinis de Dat. 6. Non. ejusdem menſis Julii, cum debita recepimus reverentia, inter alia continentes,

Qualiter, percepto dudum quod Pacis Æmulus inter nos & Dominum Regem Franciæ & Navarræ Illuſtrem, occaſione quorumdam exceſſuum in Baſtida Sancti Sacerdotis commiſſorum, & Proceſſuum, ratione eorumdem exceſſuum, contra nonnullos noſtros Officiales & Subditos, per Curiam præfati Regis factorum, zizanniorum jecerat ſemina; quæ, ut ſuo præfocarentur in ortu, nobis ſæpius ſcripſeratis, ut ad ea, quæ Pacis ſunt, animum disponeremus, pro Diſſenſionum discriminibus declinandis:

Et, ſi per Proceſſus prædictos habitos vel habendos, æſtimaremus Juri noſtro in aliquo derogari, inſtaremus illos per modos amicabiles & licitos revocari; ad quod, apud prædictum Regem, cui ſuper hiis ſcripſeratis, vos optuliſtis ſedule inſtituros:

Et qualiter poſtmodum, intellecto quòd ad ipſius Regis præſentiam ſolempnes Nuncios miſeramus, videlicet, venerabilem Patrem, Archiepiſcopum Dublinienſem, & dilectum Fratrem & fidelem noſtrum, Edmundum Comitem Kantiæ, qui cum eodem Rege amicabili-

ANNO 1324. cabiliter ſuper præmiſſis dicebantur conveniſſe, cor veſtrum in Domino exultavit; ſet, ſubſequenter, diſplicenter audivit, quòd præfati noſtri Nuncii nedum recuſabant, quæ promiſerant, adimplere, immo ad reſiſtendum Regi præfato (nolenti Areſta ſua, prolata contra dictos noſtros Officiales & Subditos, exequi) cum armorum potentia ſe parabant:

Quibus in conſideratione deductis, ac dispendiis variis, quæ ex diſſenſione hujusmodi ſequi, nec non & Impedimentis, quæ ex ea transmarino Paſſagio ingeri poſſent, penſatis; Nos per easdem Litteras ſolicite exhortâſtis, quatinus, præmiſſis diligenter attentis, nec non, quantum ſit reputandum indecens & abſurdum, Principes tanta conſanguinitate & affinitate conjunctos, ſic pro minimis ſibi invicem adverſari: quamque ſit in Vaſſallo periculoſum & reprehenſibile judicandum, ſuo Superiori ſic armata manu reſiſtere ſuper hiis, quæ per ipſum Superiorem ſunt judicialiter ordinata: quantumque noſtra gravetur opinio, ſi hiis, quæ talis noſter Nuncius, videlicet Frater noſter, promiſerat, tali modo temptaremus obviare; etiam ſi idem Nuncius a nobis ſuper hoc poteſtatem nullatenus habuiſſet; cum credentia, effuſe per noſtras Literas ei data, contrarium arguere videatur; Viam hujusmodi, tantis onuſtam periculis, vellemus evitare, &, ſi, per Areſta præmiſſa, crederemus noſtris juribus præjudicium generari, non viribus, ſet Juribus, non congreſſibus bellicis, ſet viis pacificis, noſtram juſtitiam proſequi curaremus;

Nos itaque, Pater Sancte, præmiſſis & aliis in eisdem Literis veſtris contentis, recitatis, & ſedula deliberatione intellectis, etſi ea, ex affectione puriſſima, pro noſtri, ac ſubjectarum nobis Nationum tranquilitate & quiete, prodiiſſe nullatenus ignoremus (de quo digna laudum præconia, & gratiarum uberes actiones veſtræ referimus Sanctitati) grandi tamen ex hiis fuimus, nec immeritò, admiratione permoti; præſertim cùm, ſuper præmiſſis, cordis noſtri deſiderium, & intentionis propoſitum, ſimul cum hiis, quæ per præfatum Regem & noſtros Nuncios geſta fuerunt, veſtræ Clementiæ ſcripſerimus ſeriatim vicibus iteratis.

Verùm illud cauſam noſtræ admirationis extenuat, quia firmiter credimus, quòd ad veſtram notitiam hujusmodi noſtræ Literæ nullatenus pervenerunt; conjicientes veriſimiliter, quòd, ſi eas recepiſſetis, nobis in forma prædicta non fuiſſent directa Scripta veſtra.

Et ut nichilominus diligentia quam appoſuimus erga præfatum Regem, pro Pace optinenda, noſtraque Innocentia veſtræ Beatitudini clarius innotescant, dictarum Literarum noſtrarum tenores, ex Regiſtro noſtro aſſumptos, ex habundanti, ſub Sigillo noſtro veſtræ mittimus Sanctitati; humiliter ſupplicantes, ut, eis inſpectis, & rebus geſtis æquo libramine ponderatis, non arbitretur veſtra Benignitas, quòd Guerram cum præfato Rege inire appetimus, quam modis omnibus (ſalvâ exhæredationis injuriâ) quatenus nobis eſt poſſibile, cupimus declinare.

Cæterum, ne quicquam de hiis, quæ poſt hæc geſta ſunt, veſtræ circumſpectioni incognitum relinquatur, ad diem Octabarum Nativitatis Sancti Johannis Baptiſtæ jam præteritum, quem idem Rex nos habere prætendebat Ambiano, ad Homagium ſibi faciendum, quamquam ſuper hoc, prout moris eſt, non fuiſſemus in dicto Ducatu noſtro, ſeu alicubi, legitime præmuniti, nec ad locum illud nobis tutus patebat acceſſus, cum idem Rex tunc Excercitum grandem convocaverat, ad equitandum de Guerra ſuper nos, & Ducatum noſtrum prædictum, certos Procuratores noſtros, cum ſufficienti Poteſtate, ad allegandum impedimenta & excuſationes pro nobis, quoad non Comparitionem noſtram ad diem & locum prædictos, & ea probandum in forma Juris, loco & tempore oportunis, & ad offerendum eidem Regi nos paratos eſſe Jura noſtra, quoad Areſta ſua prædicta & ea contingentia, congruis loco & tempore, cum ad hoc legitime vocati ſeu præmuniti fuerimus, proponere, allegare, oſtendere & docere, prout de Jure aut conſuetudine teneremur, & judicium Curiæ ipſius Regis ſuper hoc ſubeundum, ad præſentiam ipſius Regis deſtinavimus.

Ac ſubſequenter, accedente ad nos nuper Nobili Viro, Henrico Domino de Sulliaco, Buticulario Franciæ, cum veſtris Literis de Credentia, & nobis, quæ ſibi per vos injuncta fuerant, ſolicite exponente, volentes ea cum omni aviditate proſequi in effectu, Venerabilem Patrem, Norwicenſem Epiſcopum & ipſum Henricum, Hominem Ligium ipſius Regis, qui intentionem veſtram & voluntatem noſtram, ſtatumque Regni ipſius Regis, & noſtri, ac Ducatus noſtri prædicti bene novit, unà cum quibusdam aliis fidelibus noſtris, nostros conſtituimus Procuratores & Nuncios, ad tractandum cum eodem Rege de obedientia, honore & reverentia, modis & viis, quibus viderent expedire, faciendis: & ad conveniendum de loco & tempore, quibus ad ipſum Regem accedere poſſemus, facturi quod ei facere deberemus; ANNO 1324.

Et ſuper hoc amicabiliter ſcripſimus ipſi Regi, ſupplicando ut dictis Nunciis noſtris, qui apud Dovorriam ſupra Mare, ſuper hoc ſuum præſtolabantur Responſum, Literas de Conductu concedere, vel ſaltem beneplacitum ſuum, ſuper ipſorum adventu, nobis aut illis ſcribere dignaretur:

Qui responſionem aliquam inde facere non curavit; ſet in Gentes noſtras, quæ ſub confidentia Pacis & mutuæ communionis, ac ſub ſpe amoris intimi, ex conſanguinitatis & affinitatis vinculis, inter ipſum Regem & nos contracti, cum bonis & rebus ſuis infra Regnum ſuum ſe tranſtulerant, ſubitò irruens, ipſos & eorum bona (quod aliàs inauditum eſt inter fideles) capi fecit, nullo dilationis termino, de exeundo Regnum ſuum, eis dato, nullaque diffidatione præmiſſa, ſicut in talibus fieri conſuevit;

Inter quæ decem Naves quorumdam Mercatorum Terræ noſtræ, diverſis mercibus oneratæ, in quodam Portu Normanniæ captæ fuerunt, ac ipſius Regis uſibus applicatæ: Et inſuper Portus Regni ſui cuſtodiri præcepit, ne qui Anglici, ſeu ſui alii Inimici, tranſire permitterentur: Et per Literas ſuas, de data fere unius menſis ante dictas Octabas, Terram noſtram Pontivi ad manum ſuam poni mandavit: Nec prioribus Nunciis audientiam concedere voluit; nec ſecundos ad ipſum accedere permiſit.

Conſiderantes itaque, quia nichil proficimus, Tractatus amicabiles exquirendo, & quòd injuſte non egimus contra ipſum Regem, ſet ipſe potius contra nos injurioſe agit, Guerram nobis taliter indicendo; in ipſo, qui de Cœlo victoriam tribuit, & non in armatorum multitudine, confidentes, ad reſiſtendum ipſius potentiæ, pro defenſione Juſtitiæ nos paramus, non voluntarie, ſet neceſſitate coacti, ne in Exhæredationis periculum incidamus; paratos nos ſemper offerentes Pacis aſſentire Tractatibus, ſi, & quando idem Rex ad hoc, veſtræ interventu Providentiæ, ſuum animum voluerit inclinare.

Quæſumus igitur, pie Pater, ut veſtris obtutibus non judicetur indecens aut abſurdum, ſi tam conjunctæ perſonæ, Patrimonium noſtrum armorum potentiâ invadere ſatagenti, reſiſtentiam faciamus: nec pareamus hiis, quæ per ipſum, nobis inſciis, nec partem facientibus, in noſtri præjudicium, non tam judicialiter, quàm evidenter inique fuerint ordinata.

Nec poſſunt, aut debent, Pater Sancte, minima reputari, quæ præfatus Rex exigit, & a nobis auferre conatur; videlicet, immediatam Jurisdictionem dicti loci Sancti Sacerdotis, qui quaſi in medio Terræ noſtræ Agenni, in dicto Ducatu noſtro, exiſtit: & in quo Reſortum, Cavalcatum & omnem Superioritatem nos & Progenitores noſtri habuimus, & excercuimus totis temporibus retro actis: Caſtrumque de Monte Peſato, quod ei ſimul, cum bonis Domini ejusdem Caſtri, nec non bona quorumdam aliorum Subditorum noſtrorum, in dicto Areſto Curiæ ſuæ contentorum, confiscata prætendit; cùm ad nos hujusmodi Confiſcatio de bonis Subditorum noſtrorum pertineat, in caſu etiam, quo ad Curiam ſuam, propter Appellationem interpoſitam, Judicium pertineret.

Et timendum eſt veriſimiliter quòd, ſi pareretur eidem Regi in præmiſſis, proceſſu temporis, tota in eodem Ducatu noſtra abſorpta erit Jurisdictio, & Patrimonium noſtrum ad ipſius manus deveniret paulatim; præſertim cum idem Rex publice fuerit proteſtatus, ſe velle procedere contra nonnullos Barones & alios Vaſſallos noſtros, prætextu reſiſtentiæ, Miniſtris ſuis factæ, in detentione dicti Caſtri, contra Areſta ſua ſupra dicta, & ſic quos vellet de Subditis noſtris, ea occaſione poſſet ſuis Proceſſibus implicare, & ipſorum Caſtra & bona (quæ ad non modicam partem dicti Ducatus noſtri ſe extendunt) ſuo applicaret Dominio pro libito voluntatis.

Scientes quòd Littera noſtra de Credentia, quæ effuſe, ut prætenditur, data fuerat dicto Fratri noſtro per Indenturam, inde factam, limitata extitit, & poteſtas talia faciendi expreſſe adempta eidem: &, ſicut aliàs vobis ſcripſimus, conſenſit præmiſſis leviter, pro majori periculo evitando; nec poteſt ſano concipi intellectu, quòd, virtute talis Credentiæ, ea, quæ in noſtri Exhæredationem cederent, poſſet aliqualiter affirmare, vel nos quomodolibet obligare.

Adhuc autem, moti ex recitatione veſtrorum affatuum prædictorum, mittimus nunc, de novo, ad ipſum Regem,

ANNO 1324. Regem, præfatum Dominum de Sulliaco, fidelem & ligium ſuum, ad requirendum ipſum, ſi forſan amicabili Tractatui, pro evitandis tantis periculis, voluerit aſſentire;

Veſtræ Manſuetudini totis affectibus ſupplicantes, quatinus eundem Regem ad id, Paterna ſolicitudine, velitis inducere modis & viis, quibus conſultius veſtra Prudentia id fore prospexerit faciendum.

Nos enim parati ſumus, quatenus absque Exhæredationis injuria poterimus, juxta dispoſitionem veſtram, Pacis conſentire Tractatibus, & Guerrarum discrimina declinare.

Conſervet &c.

Dat. apud Durford, viceſimo octavo die Julii.

CXVI.

2. Sept. *Traité de Treve entre le Roi de France* CHARLES le Bel, *&* EDOUARD *Roi d'Angleterre, fait devant la Reolle, le Samedi lendemain de la St. Mathieu* 1324. [Pièce, tirée des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin reliés en rouge.]

NOUS Charles fils du Roy de France, Comte de Vallois, d'Allençon, de Chartres & d'Anjou, Lieutenant de tres excellent Prince noſtre trescher Seigneur, Monſeigneur le Roy de France & de Navarre ez parties de Gascongne & de tout le Languedoc; Et nous Esmes Frere du Roy d'Angleterre, Comte de Kans, Lieutenant de noſtre trescher Seigneur Edouard Roy d'Angleterre, ez parties de Gascongne, & de la Duchée de Guyenne, a tous ceux qui ces preſentes Lettres verront,

Sçachent tous que comme nous Charles deſſusdict par ſpecialle Commiſſion & mandement avons faict par ledict Monſieur le Roy de France, de mettre & prendre en ſa main toute la Duchée de Guyenne, pour defaut de hommage, & pour tout le droict que a luy apartient, ou peut apartenir en ladicte Duchée, & pour ladicte cauſe fuſſions venus en Gascongne, & euſſions mis ladicte Duchée par parolle & de faict, pluſieurs Villes, Citez & Chaſteaux en la main dudict noſtre Seigneur Roy de France, & ledict Mre. Esmes, avec pluſieurs Nobles & autres d'Angleterre & de Gascongne ſe fuſſent mis en la Ville & au Chaſteau de la Reolle & que nous ne peusmes paiſiblement & delivrammment aſſener en ladicte Ville, ne de faict la mettre en ſa main, pourquoy il nous convient mettre ſiege en ladicte Ville, auquel nous avons demeuré un mois & plus & ſur ces choſes eux & ſey pour bien de peez & d'accord, & pour greigneurz, maux escheuer, paroles & traictez entre nos gens d'une partie & d'autre en apres entre nous Comtes & Lieutenants desdicts Rois ſi comme deſſus eſt dict, fut accordé ſus lesdictes choſes & autres, touchant celles en la maniere qui s'enſuit:

Premierement accordé eſt que ledict Meſſire Esmes laiſſera ſaiſir la Ville de la Reolle dedans dimenche prochain dedans tierce, & le Chaſtel & la Chaſtellenie & les apartenances, a Monſieur de Vallois, ſes gens a ſon mandement en nom du Roy de France, pour tel droict comme il luy apartient ou peut apartenir, & pour ce accomplir il donra quattre Chevalliers Anglois oſtages, & jureront les autres Chevalliers d'Angleterre faire tenir & accomplir ces choſes dedans ledict temps ſauf aux hommes de ladicte Ville leurs corps, & leurs biens meubles & ne meubles, & ſix des grands Gentilshommes de Gascongne qui ſont a la Reolle jureront a ſuivre la voye de Monſieur Esmes, & les hommes de ladicte Ville pourront aller & venir durant cette ſoffrance, là ou ils voudront, ſans prendre leurs biens en gardant la ſouffrance.

Item il eſt accordé pour le bien & pour la Paix qui s'en pourra enſuivre entre les Parties, que le Roy de France tiendra paiſiblement les Villes, les Chaſteaux & les juriſdiction qu'il tient en la maniere qu'il les tient ceſt Samedy preſent, aynſi comme les autres terres qu'il tient pour tel droict, comme il luy apartient, ou peut apartenir, & les reſſorts des Barons, & des autres Nobles que avec luy ſont, & de leurs terres, quelque part qu'ils les tiennent.

Item le Roy d'Angleterre ſi aura & tiendra Chaſteaux, Villes, Juriſdictions, & autres pays qu'il tient apreſent, ou autre a luy obeiſſant en la Duché de Guyenne, & aura les reſſors, Juſtices & emolumens ainſy, & comme il les avoit devant, & le Roy de France aura les terres que ledict Roy d'Angleterre tiendra, la Souveraineté & le reſſort paiſiblement auſſy comme devant, & de grace les jours de la Duché, ſeront alongiez juſques a les Octaves a Paques a toute cauſe de guerre, & toute autre malice aperte ceſſant entre tous. ANNO 1324.

Item ſouffrances ſont accordées entre lesdictes Parties, jusques au Octaves de Pasques prochain a venir, que nulle guerre ou nouvelleté ne ſera faicte entre lesdictes Parties, dedans lequel terme le Roy d'Angleterre venra ſi il veut pour eſtre a droict ſur les choſes faictes & ſus faire ſon devoir devant le Roy de France ou devant ſa Cour garnie ſi comme il apartiendra ſelon les cas audict jour des Octaves de Pasques, ſe devant il ne venoit & ne fuſt a droict; & luy eſt octroyé des maintenant a faire ſaufconduit pour luy, & pour ſes gens quelques ils ſoient avec luy.

Item pour ces choſes plus fermement tenir jureront les Gentilshommes de Gascongne qui en la Reolle ſont a preſent, que ſi le Roy d'Angleterre envoyoit dedans le terme des ſouffrances ainſy priſes pour faire guerre ou nouvelleté en ladicte Duchée, qu'ils ne luy ayderoient ne conforteroient en rien, mais empescheroient a leur pouvoir, & promettront en bonne foy, faire faire cet mesme ſeirement as autres Gentilshommes de leur pays & les y enduiront a leur pouvoir, & ceſt ſerment feront devant les gens du Roy de France, ou devant ſon commandement quand ilz en ſeront requis.

Item le Seneschal de Gascongne qui maintenant eſt en ladicte Duchée pour le Roy d'Angleterre, ou qui ſera pendant ledict terme des ſouffrances jurera dedans dix jours devant Monſieur de Vallois ou Deputez de par li, auſſy jurera dedans dix jours puisqu'il aura receu le Gouvernement, devant les gens du Roy a ce deputez, que il nulle nouvelleté ou innovation ne feront en ladicte Duchée en forcalet, ne autre choſe quelle qu'elle ſoit pendant ledict terme; & auſſy mesmes eſt accordé que nulle nouvelleté ne ſera faicte de la part du Roy de France.

Item les Chaſteaux & les Villes de Puymirol & Depens ſi ſans efforcement d'armes elles ſe vouloient rendre, ou ceux qui y ſont, dedans le terme deſſusdict au Roy de France, ledict Roy ou ſes gens les pourront recevoir, & ſi faire ne le vouloient ils ne ſe pourront efforcer de vivre ne d'autres neceſſaires plus qu'ils ne ſont maintenant.

Item proteſtation fut faicte de l'une partie & de l'autre, que pour ceſt preſent accord, nul nouvel droict ne ſoit acquis en la Duché de Guyenne, ou en autre part au Roy de France ſur le Roy d'Angleterre, & que auſſy nul prejudice ſur ledict accord ne puiſſe eſtre faict au Roy de France, en quelque droict qu'il a, ou puiſſe avoir en ladicte Duchée, ou es autres terres du Roy d'Angleterre pour quelque cauſe que ce ſoit.

Item fut accordé que ſi entre icy & ledict terme des Octaves des Pasques entre lesdicts Rois eſtoit faict accord de Paix, que toutes lesdictes choſes ſoient pour nulles.

Item fut accordé que durant lesdictes ſuffrances, toute maniere de gens, marchands & autres puiſſent aller & venir en leurs marchandiſes & autrement en les terres de l'un Roy & de l'autre paiſiblement, ſi comme ils faiſoient devant cet contens meu entre lesdicts Rois, & ſi aucun Official ou autre faiſoit le contraire qu'ils ſoient punis de cen, & que pour ce lesdictes ſufferences ce faiſant ne ſoient pas rompues en rien.

Item il fut accordé entre lesdictes Parties que lesdictes gens du Roy d'Angleterre feroient a leur pouvoir que ledict Roy d'Angleterre confermeroit, accompliroit lesdictes choſes, & lesdictes gens du Roy d'Angleterre promirent a faire aſſavoir cen au Roy de France entre cy & Noel, ſi le Roy d'Angleterre voudra tenir lesdictes convenances.

Item en apres furent baillez en oſtage, ſelon le premier article, quatre Chevalliers, c'eſt aſſavoir Meſſire Jean de Bauchamp, Meſſire Nicole de Grez, Meſſire Jean de Neufville, & Meſſire Jean de Watteville, lesquels jurerent ſelon ledict accord; item Meſſire Jean de Wyshin, Meſſire Robert de Watteville, Meſſire Olivier de Jughien, Meſſire Robert de Celighin, Chevalliers, & Maiſtre Guillaume de Caſes, & Maiſtre Auſtet Jourdain, Clercs dudict Roy d'Angleterre, jurerent ſelon ledict accord; item Meſſire Giraud de Caſtes, Bertrand de Gallard Chevalliers, Guillaume Savade Pomiers, Berard de Lebret, Bernard d'Escosſart, Sire de Logoyran, & Arnaud de Luryon, Escuyers de Gascongne jurerent ſelon ledict accord.

En tesmoin desdictes choſes nous Charles deſſusdict avons faict mettre noſtre ſcel, & nous Esmes deſſusdict.

En tesmoin desdictes choſes ainſy accordées par le Conſeil

ANNO 1324. Conſeil Alexandre Archevesque de Dunelm, Meſſire Guillaume de Wasconne, Conſeillers dudiƈt Monſeigneur Roy d'Angleterre, & Meſſire de Wiſtun, Meſſire Robert de Woateville, Meſſire Olivier de Jughin, & Meſſire Robert de Echingham, Chevalliers dudiƈt Monſieur Roy d'Angleterre, avons faiƈt mettre nos ſcels en ces Lettres.

Ce fut faiƈt & accordé le Samedy lendemain de la Sainƈt Matthieu, l'an de grace Mil trois cents vingt & quatre.

CXVII.

30. Sept. *Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre aux grands Seigneurs, Archevêques, Abbez, Conſuls & Univerſités &c. d'*Aquitaine, *par laquelle il les exhorte à perſeverer dans la fidelité qu'ils lui doivent contre le Roi de France. Donnée à Porceſtre le* 30. *Septembre* 1324. Avec *une* INFORMATION *de ſon Droit.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. p. 87. & 90.]

LE Roi a noſtre chiere & foial, Pieris Pelet Salutz. Nous avoms bien oy & entendu coment vous, par vos grantz bountes & natureſces, queles vous & voz Auncеſtres de toet temps avetz entierement monſtre, & a nous, & a noz Auncеſtres, come noz foialx & loialx & naturelx, eſtes ententifs & peinbles d'eider, mentenir, & defendre nous, noſtre Eſtat, noſtre Honur, noz Droiturs celes parties: & qui a ceo vous vous afforcez, par totes les voies, qui vous poetz, countre les Fraunceis, qi, torteuouſement & ſodeinement, ſont entrez, oue graunt Hoſt, noſtre dite Duchee, & purpernont noz Terres & noz Droitures illeoqes & grevent a nous, & a les noz, par totes les voies q'il poent; dount nous vous ſavoms molt bon gree, & vous mercioms come nous poems.

Et prioms especialment, & chargeoms en la Foi, & en la Ligeance qui vous nous devez (dont nous nous fioms tant) qui vous voillez continuer vous grantz bountez & natureſces, en mientenant noz Droitures, & grevant noz contraires.

Et nous y metteroms, od l'eide Dieu (qi fiet noſtre Droit, & lor tort) tielx eide & Counſeil, oue l'avis de vous & de noz autres bones gentz, qui ce ſerra a la pleiſaunce de Dieu, & al Honour & Profiſt de nous, & de vous, & de toutz noz Subgeitz celes parties;

Qar ne poems, ne devoms, ne, a noſtre poair, ne voloms tiels Desheritеſons, tortz & damages ſeoffrir.

Et vous feſoms ſavoir qe, ſi ne fuſt contraierete de tems, nous euſſoms conforte vous & noz autres Gentz, celes parties, de Gentz d'Armes, & de Deners a grand feoſon; les queux ount eſte au port, en la mere, longement, en atendant vent; mes ore entendoms, od l'eide de Dieu, q'il ſount a Burdealx: Si enveioms, ore derichief, plus Deners, Gentz & Vitailles, & ferroms de temps, ſolonc les novels de dela.

Car certeinement, nous voloms mettre tote noſtre entencion a defendre nous & les noz, contre tieles duretees, & malices, & pur noz Droitures meintenir:

Et pur ceo, qui lesditz Fraunceis ſe colerent, & feignent encheſon de prendre noſtre Duchee (diſauntz, qui ceo eſt par defaute de HOMINE) nous vous enveioms en cloſe, deinz ceſtes, UNE INFORMACION VERITABLE DE NOSTRE DROIT ET LOR TORT, a la fin qui vous ent ſoietz pleinement aviſetz & enformez: & la facez publier & apertir par la ou vous verrez qui ſoit a faire. L'eſtat du Païs & les noveles, par devers vous, nous facez ſavoir de temps en temps, ſi ſovent come vous poez; iſſint qui nous puiſſoms plus aviſement ordeiner ceo, q'eut ſerra a faire;

Confortez vous & ſoiez de bon quer, come nous nous fioms de vous; qar nous vous aideroms enterement.

Done a Porceſtre le 30. jour de Septembre.

La INFORMACIOUN, *dount les Lettres le Roi envoyez as ſusescritz ſount mencioun, s'enſuyt.*

LE Roi de Fraunce ne poet, par reſon, en la Duchee rien chalenger, ceſte foitz, par defaut DE HOMINE, par les reſons ſuthescrites; Primer, pur ceo qui a Homage faire a lui nous ne fuismes unques ſomons ne garniz.

Item, toet euſt le dit Roi de Fraunce, q'ore eſt, en ſon temps, avant ces houres, purpris ſur nous, en noſtre dite Duchee, Terres, Fraunchiſes, Jurisdiƈtions & noz autres Droitz, en moltz des maneres, par volunte & torteuouſement, & auxint, hors de la Duchee, en noſtre Iſle de Olyroun: & nous lui eoms pluſours foitz humblement requis & fait requer ſoeffiſauntment, q'il adresceat, ou fait adrescer duement les dites duretees; proteſtauntz, & offrauntz nous eſtre, tot dis, preſts d'eſter a droit, en ſa Court, des choſes, qui nous touccherient, ou puiſſont toucher, par cauſe de noſtre dite Duchee, ſolonc Lei & Cuſtume; ANNO 1324

Il n'ad volu ce faire; mes, en aggreaunt les duretees, en cea a tort, & ſauntz cauſe, banny ſo Hoſt ſur noſtre dite Duchee, eſpecialment ſur noſtre Chaſtel de Mounpeſat, en la dite Duchee:

Et nous, ce oy, tauntoſt mandasmes a lui par nos Meſſagez, od ſoeffiſaunt poair, humblement requerrantz, q'il vouſiſt retrere & repeller ſon Ban & ſon Hoſt:

Et, s'il euſt nulle queſtion ou querele vers nous, ou les noz, par cauſe de la dite Duchee, ou del Chaſtel avantdit, lui pluſt mettre la, en ſa Court, devant les Piers, à ce appellez, & nous ſerioms preſtz d'eſter a lour agard ſolonc Lei & Cuſtume:

Eſtre ce nous lui offrismes, qui nous eſtioms preſtz de faire a lui quant que faire devrioms, especialment Homage (mes qil retreiſiſt & repellaſt ſon Hoſt & ſon Ban deſusditz) & nos aſſignaſt certeins lieu & jour, covenables & ſeurs, & nous y ſerioms voluntiers a faire noz devers:

Et toet euſſiens donez a noz Meſſages ſoeffiſant poair d'accepter tieltz jour & lieu, il n'ad volu ottreier noz dites requeſtes, n'ascune d'yceles.

Et nous, pur taunt, n'avom leſſe, qui nous ne li eoms ſouent foitz puis, requis, od tote humilite & tote reverence, qui lui pluſt ottreier a nous noz ditz requeſtes, especialment q'il vouſiſt retrere ſon Hoſt & ſon Soeffrir de tielz maneres de grevaunce, & Ban qui les choſes puiſſent eſtre trees peiſiblement par Tretee, ou ſoueax, par les Piers en ſa Court, come il affiert; & ſur ce aſſigner nous jour & lieu, covenable & ſeur, a faire ce qui faire deverioms, come il eſt deſus dit:

Queu choſe il n'ad volu nul temps oyer, ne ottrier, ne ne voleit escouter nos Meſſages; mes ſodeinement, ſanz nul garniſement, fiſt prendre, entour la Feſte de la Nativite de Seint Johan le Baptiſte, darein paſſe, noz Gentz en ſa Terre, & mettre en Priſone, & les detient, & fiſt mettre Garde ſur toutz les entrovez de ſa Terre, & defendre l'entree des Engleys, come de ſes enemies, & fiſt mettre a ſa mayn noſtre Counte de Pontif.

Et puis lui biasmes aver Envoietz ſolempnes Meſſages, Evesques, Countes & autres Grantz de noſtre Terre, pur avoir fait a lui tote l'onur & reverence qui faire puiſſoms, & Tretee de Pees & d'Acord d'entre nous: Si lui priasmes, moult de cuer, q'il nous euſt doner ſoeffiſant Conduyt, pur noz ditz Meſſages, de ſeurement aler & returner; queu choſe il ne voluit ottrier, ne faire.

Et unquore, pur deſir d'avoir Pees, nous entendantz, q'il escutereit & orreit ſon Homme lige, de meisme, ſi enveasmes a lui, par le Sire de Suylli, ſon Homme lige (q'eſtoit dont par devers nous) enſemblement od un des noz; & lui offrismes tant de humilite, tant de ſubjeƈtion, qil ſembleyt a pluſurs, qui turna partie a Disheriteſon de nous, & qui nul homme ne l'euſt refuſez de reſon.

Et outre, lui requiesmes qui, ſi ne lui pluſt tenir Tretee od nous, ne od les noz, gadount vouſiſt aſſentir qui les Debatz fuiſſent mis, par aſſent de parties, devaunt noſtre Seint Piere, le Pape, come privee, ſage & droiture le Parſone, & par lui fuiſſent apeiſees.

Et quant il avoit oi ledit Sire de Suylly, il ne lui voleit rien ottreier ne respoundre; & noſtre Meſſage, qui eſtoit en ſa compaigne, li dit Rois ne voleit voer, n'escuter;

Einz ni eut tant regard a noz offres & requeſtes avantdites, ne a les Alliaunces & affinitees, qui ſont entre nous, pendante ſur les dites choſes tiele parlaunce (de la quele nous fiasmes tant, auxi come nous ſemblat qe nous devioms, nous ne meismes force en noſtre dite Duchee) le dit Roi ad enveez en meisme la Duchee grant efforce, & y ad occupez ſur nous, Citees, Villes, Chaſteux & Terres pluſurs, & de jour en autre, s'afforce a ce faire;

Par quei le dit Roi de Fraunce ne poet ſus mettre a nous defaute, deſi, come touz jours fuismes, ſoumes, & ferroms preſtz a faire a li, quan que faire devroms.

CXVIII.

ANNO 324. 9.Sept.

CXVIII.

Litteræ EDUARDI II. *Regis Angliæ ad* JACOBUM *Regem Arragoniæ, pro Subsidio Hominum ad arma contra Regem Franciæ. Datæ apud Porceſtriam triceſimo die Septembris, Anno* 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 91.]

MAGNIFICO Principi, Domino Jacobo, Dei gratiâ, Aragoniæ, Valentiæ, Sardiniæ & Corſicæ Regi illuſtri: Comitique Barchinoniæ; ac Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Vexillario, Admirato & Capitaneo Generali, Conſanguineo ſuo Cariſſimo, Edwardus, ejusdem gratiâ, &c. Salutem & ſucceſſus ſemper ad vota prosperos & felices.

Quanto, Rex inclite, interni amoris fœdera inter veſtram & noſtram Domos Regias, ex propinqua cognationis neceſſitudine, a longis retro temporibus recolimus viguiſſe; eo de veſtræ Celſitudinis benivolentia pleniori fiducia ſupportamur, quòd, pro conſervando noſtro honore Regio & adverſantium nobis injuriis propulſandis, nobis propenſiùs velitis aſſiſtere & in oportunitatibus fiducialius opem ferre.

Cùm itaque Dominus Karolus, Franciæ & Navarræ Rex, de cujus amicitia, ob multiplicia conſanguinitatis & affinitatis vincula inter nos & ipſum exiſtentia, ac Pacum & diverſarum Alligationum firmitates inter nos & ipſius Regis Progenitores initarum, & variis Juramentis ac aliis ſecuritatibus vallatarum, plenam confidentiam habebamus, nulla diffidatione præmiſſa, ut conſuetum eſt fieri, Ducatum noſtrum prædictum & alias Terras noſtras, miſſo grandi Excercitu, de Guerra ſatagat occupare, nos & noſtros Subditos ibidem proſequendo hoſtiliter & gravando, non cauſam, ſed occaſionem fictam aſſumens ex defectu homagii, quod ſibi ad Quindenam Feſti Nativitatis Sancti Johannis Baptiſtæ præteriti a nobis præſtari, ut aſſerit, debuiſſet;

Quamquam ſuper hoc, in dicto Ducatu, ut Anteceſſorum ſuorum temporibus ſolebat fieri, ſeu alibi, non fuiſſemus, ex parte ſua, aliqualiter debitè præmuniti:

Et nichilominus nobis Acceſſus ad ipſum Regem, ad diem illum, tutus non patuit, eo quòd idem Rex grandem Excercitum, ad equitandum contra nos de Guerra, tunc fecerat congregari, ad nos & Subditos noſtros in Ducatu prædicto expugnandum.

Et licet nos, eo prætextu, ad ipſius Regis præſentiam plures ſolempnes Nuncios deſtinaverimus: requirendo humiliter, ut dictum Excercitum ſuum revocare dignaretur: Offerendo nos paratos eſſe ad ſubeundum judicium Parium Curiæ ſuæ, ſi quam idem Rex, ratione Ducatus prædicti, contra nos haberet quæſtionem: & petendo quòd, revocato dicto Excercitu, nobis certos diem & locum, quibus ad ipſum accedere poſſemus, ad faciendum ei Deveria, quæ ſibi de jure facere deberemus, aſſignaret: & ſuper hoc eisdem noſtris Nunciis plenam & expreſſam, per noſtras Literas, dederimus poteſtatem; alias etiam vias exquiſiverimus concordiæ, quas præſentibus inſerere longum foret; Præfatus tamen Rex non ſolum priores Nuncios noſtros ſuper præmiſſis audire renuit, ſet poſterioribus acceſſum ad ipſum habere non permiſit, nec curavit Pacis aſſentire Tractatibus, ſet Bellorum turbinibus rancorem ſui animi præelegit adimplere.

Propter quod, ipſius Regis duritiam & malivolentiam contemplantes, & quod nos contra ipſum injuſte non egimus, ſet ipſe potius contra nos agit voluntarie, nos & noſtros Subditos impugnando taliter de Guerra & gravando, & quòd nihil proficimus viam concordiæ exquirendo, ad reſiſtendum ipſius potentiæ, cum Dei adjutorio, curavimus nos parare, Amicorum noſtrorum ad hoc ſuffragia ſedule requirentes.

Quamobrem Magnificentiæ veſtræ toto cordis deſiderio ſupplicamus, quatenus ſolerter perpendens, qualiter præfatus R. Nos & noſtros injurioſe perſequitur, & timore Dei poſtpoſito, noſtrum Patrimonium ſuis ſatagit uſibus aggregare, zelo velitis Juſtitiæ & Conſanguinitatis & amoris optentu, de Hominibus ad arma, Equitibus & Peditibus tale nobis auxilium facere & ſuccurſum, quòd, veſtro mediante Præſidio, ipſius Regis refrænetur aviditas, & elatio, Auctore Domino, reprimatur: Et quod nos, ſi vobis caſus conſimilis offeratur, vobis, grata viciſſitudine, ad conſimile Præſidium aſtringi debeamus & meritò temporibus oportunis.

Et quid, noſtri contemplatione, in hac parte veſtra Magnificentia decreverit faciendum, nobis reſcribere velitis per præſentium Portitorem,

Dat. apud Porceſtriam triceſimo die Septembris.

Conſimiles Literæ diriguntur Excellentiſſimo Principi Domino A. Dei gratiâ, Caſtellæ, Legionis, Toleti, Siciliæ, Cordubiæ, Murciæ, Gehennæ atque Algarbiæ Regi illuſtri, &c. ANNO 1324.

CXIX.

Litteræ Patentes EDUARDI II. *Regis Angliæ de Poteſtatibus & de Commiſſariis ad tractandum ſuper Pace cum Rege Franciæ. Datæ apud Weſtmonaſterium decimo quinto die Novembris Anno* 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 106.] 15 Nov.

REX univerſis, præſentes Litteras inſpecturis, Salutem.

Noverit Univerſitas veſtra, quod Nos, de fidelitate & circumſpectione Venerabilium Patrum, Johannis Norwicenſis, & Johannis Wyntonienſis Epiſcoporum: &, dilectorum & fidelium noſtrorum, Johannis de Britannia, Comitis Richemundiæ, & Henrici de Bello Monte, Militis, Conſanguineorum noſtrorum, plenam fiduciam optinentes, Ipſos noſtros facimus, ordinamus & conſtituimus veros & legitimos Procuratores & Nuncios ſpeciales:

Dantes eisdem, tribus, & duobus eorum (quorum alter dictorum Epiſcoporum ſit unus) generalem, plenam & liberam Poteſtatem ac ſpeciale Mandatum tractandi de reformatione Pacis & Concordiæ inter Nos & Excellentiſſimum Principem, Karolum Regem Franciæ & Navarræ illuſtrem, ac de hiis quæ ad Pacem pertinent, & ſuper omnibus & ſingulis discordiis, guerris, litibus, controverſiis, cauſis, quæſtionibus, dampnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & perſonalibus atque mixtis, quæ fuerunt, & ſunt, vel eſſe poſſent inter Nos & ipſum Regem, occaſione quacunque:

Ac Tractatum hujusmodi quacumque firmitate valandi, petendi, ſtipulandi, recipiendi, retinendi, dimittendi, renunciandi, acquietandi, paciscendi, componendi, tranſigendi, concordandi & conveniendi:

Et in certos diem & locum, quibus dictus Rex Franciæ & Nos perſonaliter conveniamus, ſi expedire viderint, conſentiendi; & eosdem diem & locum noſtro nomine acceptandi:

Ac omnia & ſingula faciendi, quæ ſunt Pacis & Concordiæ, & ad plenam Pacem & Concordiam valeant pertinere, & quæ Nos faceremus vel facere poſſemus, ſi præſentes eſſemus; etiam ſi Mandatum exigant ſpeciale:

Volentes omnia & ſingula neceſſaria & utilia ad faciendum & complendum præmiſſa & quodlibet præmiſſorum, pro ſpecialiter expreſſis & enumeratis haberi:

Promittentes inſuper, pro Nobis & Hæredibus noſtris, ratum & firmum habere & habituri, quicquid, per dictos Procuratores & Nuncios noſtros, tres, vel duos eorum, in forma ſuperius expreſſa, geſtum, actum & factum, ſeu etiam procuratum fuerit in præmiſſis & quolibet præmiſſorum; ſuper quibus approbandis, tenendis, ſequendis, faciendis & complendis, Nos & Hæredes noſtros, & Bona noſtra omnia obligamus:

Et hoc omnibus, quorum intereſt, vel intereſſe poteſt aut poterit in futurum, ſignificamus per has noſtras Litteras Patentes, Sigilli noſtri munimine roboratas.

Dat. apud Weſtmonaſterium, decimo quinto die Novembris, Anno Domini Milleſimo, trecenteſimo viceſimo quarto; Regni verò noſtri decimo octavo.

CXX.

Litteræ EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *ſuper Tractatu cum Rege Franciæ & Miſſione Reginæ* ISABELLÆ *ad dictum Regem: ſuper Tractatu cum Scotis, & ſuper Cardinalibus beneficiatis. Datæ apud Turrim Londoniæ* 8. *die Martii* 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 140.] 1325. 8. Mars.

PAPÆ Rex devota pedum oscula beatorum.

Quò teneriùs veſtris affectibus inſidere cognovimus, inter Magnificum Principem, Dominum Karolum, Franciæ & Navarræ Regem, & Nos, Pacis ſtabilire conſilia, & rupta amicitiæ fœdera, exſtirpatis Zizanniorum plantariis, reformari, eò ſolertiùs, quæ ſu-

ANNO 1325. per hiis agi, seu tractari contigerit, in vestræ Clementiæ deferri cupimus noscionem.

Nuper siquidem, Pater desideratissime, accedentibus ad nos Venerabilibus Patribus, Domino Gullielmo, Dei gratia, Viennensi Archiepiscopo, & H. Auritasensi Episcopo, quos tàm ad præfatum Regem, quàm ad nos, cum vestris exhortatoriis Literis, vestra Benignitas destinavit: de quo vestræ Sanctitati ad quantas valemus assurgimus gratiarum actiones: quos etiam læti susscepimus & audivimus reverenter; Et ipsis nobis referentibus ipsum Regem Franciæ Pacis Tractatibus velle assentire,

De ipsorum Nunciorum vestrorum consilio, mox ad ipsius præsentiam solempnes Nuncios, videlicet Venerabiles Patres J. Norwycensem, & J Wyntoniensem, Episcopos; & Nobilem virum & Fidelem nostrum, Johannem de Britanniâ, Comitem Richemundiæ, Consanguineum nostrum cariissimum, cum potestate plenaria transmisimus (sicut aliàs vestræ Mansuetudini pleniùs meminimus nos scripsisse) offerentes per eosdem, nos paratos ad faciendum in omnibus, pro reformatione Concordiæ, quæ declaret Ratio, vel Æquitas suaderet.

Porro iidem nostri Nuncii, ad præfatum Regem accedentes, quæ eis per nos injuncta fuerant ei expostuerunt, ut didicimus, seriatim;

Et, post diutinas expectationes, super ipsius Regis beneplacito, tandem præfati Nuncii (tàm vestri suis, quàm nostri etiam suis Literis) per præfatum Wyntonienssem Episcopum, nobis intimarunt se, tàm a dicto Rege, quàm a suis Consiliariis secretioribus, didicisse, ac firmiter sperare, quòd, si Isabellam, Reginam Angliæ, Consortem nostram cariissimam, mitteremus ad dictum Regem, Fratrem suum, idem Rex firmæ Pacis Tractatibus consentiret, & eadem Regina apud eundem Regem, quod intenderet, optineret, ac cujuslibet dissensionis materia, ob ipsius Reginæ præsentiam, amicabiliter sopiretur; consulentes nobis omnino per dictas suas Literas, quod ob id mitteremus eandem.

Et licet grave videatur & difficile, post tot injurias, dampna, & opprobria, contra Juris Naturæ & Sanguinis debitum, per hostiles aggressus Gentium ipsius Regis (sicut vestra novit Paternitas, & ipsa rei evidentia manifestat) nobis illata, in tantæ turbationis tempore, ipsam Consortem nostram illuc destinare; Verumtamen, ut notum fiat omnibus desiderium quod habemus inter ipsum Regem & nos amicitiæ fœdera stabiliri, Consiliis dictorum Nunciorum vestrorum utentes, & de ipsorum promissionibus confidentiam assumentes, præfatam Consortem nostram ad ipsius Regis præsentiam destinamus, si forsan, ope Dei, quod sic nunciatur & speratur, per eam valeat optineri, & ut nobis non valeat rationabiliter imputari, si, quod absit, non fuerit Concordia reformata.

Quæsumus igitur, pie Pater, ut, diligentiâ nostrâ in hac parte, providâ deliberatione pensatâ, non suspicetur vestra sinceritas nos Guerrarum affectare discrimina, set cum omnibus Christicolis, quantum in nobis est, & præcipue cum præfato Rege (salva Exhæredationis injuriâ) optare desiderabilem Pacis & amicitiæ unionem; Supplicantes attentiùs vestræ Beatitudini, ut ad id, quemadmodum feliciter inchoâstis, dignemini opem & operam impendere salutares.

Ad hæc, Pater Sancte, juxta exhortationem vestram, & ea, quæ Dominus de Sulliaco nobis nuper expostuit, per Credentiam, sibi per Apostolicas Literas attributam, super Reformatione Pacis inter nos & Scotos quosdam, nostros Nuncios ad tractandum cum ipsorum Scotorum Nunciis, apud Eborum misimus, non est diu; Set iidem Scoti in tractatu illo nulla alia optulerunt, seu facere voluerunt, nisi quæ prius in aliis Tractatibus optulerant; quæ, absque Exhæredatione manifesta Regiæ Coronæ nostræ (prout aliàs deliberato consilio fuerit judicatum) concedi aliquatinus non valebant.

Et licet tandem petitum fuisset ab eisdem Scotorum Nunciis, si super hujusmodi Articulis dubiis vellent consentire quod Negotium esset coram vestra Sanctitate propositum, & rationes hinc inde auditæ, pro plena informatione Juris Partis utriusque, ut per hoc via Pacis, vel alius exitus faciliùs posset inveniri; offerentes nos ad hoc paratos existere:

Ipsi tamen hoc penitus recusabant, sicque iidem Nuncii ab invicem discesserunt ea vice.

Nos quidem, Pater Sancte, semper parati erimus cum ipsis tractare de Pace, quotiens eis placuerit, Treuga inter nos & ipsos initâ perdurante.

Cæterum, Reverende Pater, ob zelum affectionis puriſſimæ, quem Sanctitatem vestram, necnon Venerabilem Cœtum Dominorum Cardinalium, in cunctis oportunitatibus erga nos habuisse cognovimus, & habere confidimus in præsenti, Ipsos Cardinales in Regno nostro Beneficiatos, de omnimodis Decimis, Nobis & Progenitoribus nostris, propter urgentes necessitates, vestrâ & Prædecessorum vestrorum liberalitate concessis, quatenus contingunt Beneficia eorumdem in Regno nostro, super quo Venerabiles Patres, Gullielmus Tituli Ciriaci in Termis, & Gaucellinus Tituli Sanctorum Marcellini & Petri, Presbiteri; & Lucas Sanctæ Mariæ in Via Lata, Diaconus Cardinalis, nobis suas Literas destinarunt, liberos esse volumus penitus & quietos; quamquam in Literis Apostolicis, Nobis & Progenitoribus nostris inde concessis, nulla facta fuisset mentio de eisdem; sperantes exinde ipsos invenire in nostris Judiciis, cum omni benignitate promptiores. ANNO 1325.

Conservet &c.

Dat. apud Turrim Londoniæ octavo die Martii.

CXXI.

Bündniß eines Landfriedens zwischen denen Städten am Rheinſtrohm / Mayntz / Straßburg / Worms / Speyr und Oppenheim / zu Sicherheit der Straſſen zu Wasser und Land / und Handhab der Gewerbschafft aufgerichtet auf 1. Jahr. Mittwoch vor St. Marcus-tag des Evangeliſten Anno 1325. Nebſt der Beytrettung Biſſchoff EMICHS zu Speyr. Geſchehen an St. Walpurgistag 1325. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. XXVII. pag. 675. col. a.] 24. Avr

C'est-à-dire,

Confederation communément appellée de la PAIX PUBLIQUE, *concluë entre les Villes de* Mayence, *de* Strasbourg, *de* Worms, *de* Spire *& d'*Oppenheim, *pour la sûreté des Chemins, tant par Terre que par Eau, & pour la conservation du Commerce. Faite le Mecredi avant la St. Marc* 1325. Avec *l'Accession d'*EMICH, *Evêque de Spire, du jour de Sainte Walpurge* 1325.

In Gottes Namen Amen.

WIr die Räthe und die gemein Burger der Städt von Mäyntze / von Straßburg / von Wormbsen / von Spire / und von Oppenheim / thun kund allen den / die diesen Brieff sehent / oder gehörent lesen / daß wir an haben geschen grossen Gebresten / und fruchtberigen Nutz / und ansiehige Nothdurfft der Lüte und des Lands gemeinlichen / und hant einen Land-Frieden gemacht / als hienach beschieden ist / von der Lebera oberhalb Straßburg die Rieche herab biß zu Bingen / uff dem Rine / und jedweder Site des Rins drey Mile uff dem Landt / do inne sollent syn Bingen / und Beckelnheim und Sobernhen / ohne alle Gefehrde. Und do zwischent der vorgenannten Zilen soll man alle unrechte Zöll abe thun / uff Landt und uff Wasser / ohn die Geleithe die der Biſchoff von Spier / und die Marggrafen von Baden / und der Grafe von Nassaw nement auff dem Lande / als es allezit lit / und die alte Zöll sollent verblieben uff dem Rine / als es von Alter herkommen ist / ane alle Gefehrde. Auch ist geredt und überkommen / daß man uff Wasser und uff Lande schirmen und wehren soll in den vorgenannten Zolen allen Raub / allen Brandt / alle Gefängnuß und alle Gewalt / die den widerfahrent wider dem Rechten / die zu diesem Land-Frieden gehörent / und auch allen Koufflüten / und allen guten Lüten / die in diesen Zielen ritent und fahrent umgearquenet an alle Gefehrde. Were auch das / daß jeman in diesen Zielen sesse / er sy wer er sy / ane Vetter-Orden / die zu diesem Frieden nicht helffen wolkent / als die Stätte sie heissent / den sie gesessen sindt / die sollen auch desselben Frieden nicht geniessen. Were auch das / daß jeman in diesen Zielen ein Schade geschehe / als davor geschrieben ist / der / der da geschädiget wird / oder jeman von sinen wegen / soll es der nechsten Stadt eygen und klagen / und soll die Statt den Schaden herfaren / und befindet sie uff den Eydt / daß er geschädigt ist wider dem Rechten / soll sie behendelichen und ane Verzug darzuthun / daß es gerichtet werde uff den Aidt. Und wollen sy / so mögene sy je die nechsten Herren und Stätte / die zu diesem Frieden gehörent / dazu mahnen / daß es gerichtet werde / und sollent auch die behendelichen dazu beholffen sin uff den Eid / ane alle Gefehrde. Es ist auch geredt / daß kein Herr noch diehein Statt / die zu diesem Frieden gehörent / nicht gebunden noch schuldig sindt zu helffen eine Herrn von diesem Frieden / sie endunt es dann gerne / ane Gefehrde. Were auch / daß jeman darüber diente den Herrn / geschehe denne oder den ein Schade / den sol man nicht beholffen seyn von diß Frieden wegen / noch ist jn nicht gebunden / man thue es dann gerne / ane alle Gefehrde. Auch ist geredt und ußgetragen / was bißher geschehen ist / und was Kriege die Herren nu hant oder hernach gewinnent / das nicht in diesem Frieden geschehen ist / noch von des Frieden wegen ist / daß wir dazu nicht sindt schuldig zu helffen. Were aber das / daß jeman / es weren Herren oder Stätte / von des Frieden wegen nu oder hernach

ANNO 1325. hernach geſchädiget worden / dem oder den ſoll man beholffen ſin uff den Eydt / alſo lang untz daß jeme widerthan werde / als vorgeſchrieben ſteht / an alle Gefehrde. Auch iſt geredt / daß ein jegliche Statt der vorgenannten Stätt / ein jeglichen guten Mann / er ſy wer er ſy / Ritter / Knecht / Pfaffe oder Orden / die in dieſen vorgenannten Zielen geſeſſen ſind / empfahen mögent zu dieſem Frieden / mit allen den Gedingen als vor geſchrieben ſteht / als ſie uff ihren Eidt wenendt / daß es dem Frieden nutze oder gut ſy / ane alle Gefehrde / an Herren und Städte / ob die empfahen wil. So mögen die von Straßburg ihr Lands-Herren und Städte empfahen zu dieſem Frieden / die ſy wenent uff ihren Aidt / daß ſie dem Frieden nutz und gut ſindt / ane alle Gefehrde. Und mögen ſie auch den Frieden uff daß und breiter geziehen / das mögent ſie thun / als ſie uff ihren Aidt wenendt / daß es dem Frieden nutz und gut ſy. Wir die niedern Stätt / die andern / Mentz / Worms / Spire und Oppenheim / die ſollent auch ihr Lands-Herren und Stätte empfahen zu dieſem Frieden / die ſie wenent uff ihren Eydt / dem Frieden nutze und gut ſin / und wanne ſie das thun wollent / ſo ſollen ſie es thun mit gemeinem Willen und Verhängnuß ane alle Gefehrde. Auch iſt geredt / were es daß ein Stadt der vorgenanten Städte beſchädige würde / in dieſen vorgenannten Zilen / oder von diß Frieden wegen / und daß der Rath der Städte / oder das merre Theil unter ihn ſprechent uff ihren Eidt / daß ſie geſchädigt ſind / den ſoll man beholffen ſin uff den Eidt / als davor geſchrieben ſteht / an alle Gefehrde. Were auch daß ein Herr / ein Ritter / ein Knecht / oder wer er ſy / einer der vorgenannten Städte vigent were / und ſie beſchädiget hätte / und das Recht verſprochen hette von ihn / und daß der Rath der Städte / oder das merre Theil under ihn ſprechent uff ihren Aidt daß man Recht von ihme verſpreche / wo der Herr / Ritter / Knechte / oder wer er ſy / oder ihre Diener / in der vorgenennten Städte eine komment / und ihn das von genre Stadt verkündet iſt / oder verkündet würdt / den oder die ſollent ſie anegrieffen und halten uff den Aidt / gelicher Wiß / als ihn das unrecht widerfahrent were / ane alle Gefehrde. Es iſt auch geredt / wer dieſen Frieden breche / er ſy wer er ſy / oder Schaden thut den / die zu dieſem Frieden gehörent / wer den hältet / hufet oder hovet / oder jeman thätet oder hilffet mit Worten oder mit Werken / den oder die / wer ſye ſint / ſoll man anegrieffen glicher Wiß als den / der den Schaden gethan hat / und ſoll man dazu beholffen ſin uff den Aidt als vorgeſchrieben ſtat / ane alle Gefehrde. Wer auch der iſt / der dieſen Frieden alſo brichet / dem ſoll nieman dikeinen feilen Kauff geben in dieſen vorgenanten Städten ane alle Gefehrde. Auch iſt gerath / das niemand von dieſen vorgenanten Städten keiner den andern bekümmern noch beklagen ſoll / dann ſinen rechten Schuldener / ane alle Gefehrde. Were auch / daß ein Herr / ſin Amptmann oder ſin Diener / die wir zu dieſem Frieden empfahen / Schaden thete eim der zu dieſem Frieden gehöret / und ihme verbottſchafft worden / daß er widerthäte / widerthäte der nit / man ſol des Herrn Gelts als viel vorhanden / behalten / als er jeme geſchädiget hat / und ſol jen damit richten ane alle Gefehrde. Zu dieſem vorgeſchrieben Frieden ſollen dienen die von Mäyntz mit viertzig geriten Mannen / die von Straßburg mit viertzigen / die von Wormbs mit fünff und zwantzig / die von Spire mit fünff und zwantzigen / und die von Oppenheim mit zehen. Und geſchiehet es Not / daß man me Helffe bedarff / ſo ſoll je die Stadt der vorgenante helffen / als ſie wenent / daß es ihren Ehren wol anſieht. Und daß dieſer Fried ſteet / veſt und bindlich verblibe. So hant wir zu Nutz / zu Frieden / und zu Genach den Lüten und dem Lande / ein gemein Gelept uffgerichtet / und uffgeſetzet. Zu Mentze an dem Hobte da ſol man nemen von dem Fuder Win Elſeſſers / und der obewendig Landaw gewaſſen iſt / zwen und driſſig Schilling Haller / und von dem Fuder Wins / das in Spirergaw nidewendig Landaw gewaſſen iſt / zehen Schillinge Haller / und von dem Fuder Wins / das im Wormſergaw / Mentzergaw und Oppenheimergaw gewaſſen iſt / achte Schilling Haller / und von dem hundert Korns und Weitzen zwey Pfund Haller / und von dem hundert Saltzes / vier Pfund Haller / und darnach von allerley Frucht und Kauffmanſchach ſoll man nehmen nach der Marzal / als davon gebüret / und gelimpfflich und recht iſt. Von dem Karren ſol man nemen je von dem Pferd dry Schillinge Haller / und was Vardeln obin herab kommet in Schiffen / da ſol man je von dem Laſtkarren nemen zehen Schillinge Haller. Dieſen vorgenanten Frieden / und alle die vorgeſchriebene Artickul / die gelobent wir die vorgenante Stätte uff unſer Eyde / die wir geſchworen hant / ſteet zu halten / ane alle Gefehrde. Und ſol dirre Friede anfahen an Sante Walpurg Tage der nechſt kommet / und ſol wehren biß zu Sante Marcus Tag / der darnach allernechſt kommet / und von demſelben S. Marcus-Tag vor were biß über ein gantz Jahr. Und daß diß alles wahr und ſteet verblibe / ſo han wir die vorgenante Stätte unſere Ingeſigele gehencket an dieſen Brieff. Der geben iſt an der Mitterwochen vor S. Marcus Tag des Evangeliſten / da man von Gottes Geburt zalte drißehenhundert Jahr / und darnach in dem 25. Jahr.

WIr Emich von GOttes Gnaden Biſchoff zu Spire / verjehen offentlich und thun kund allen den / die dieſen Brieff werden ſehen oder hören leſen / das wir den Land-Frieden / den die Städte mit einander gemacht / geſchworn und gelobt hant / ouch geloben by unſern Trumen und by unſern Ehre / ohne alle Gefehrde mit ihne zehaltene in alle Wiß / als er bereet und gemacht iſt / und alſe die Brieff ſagend / die darüber gemacht und geſchrieben ſind / unde die mit der vorgenanten Stätte Inſiegeln beſiegelt ſind. Unde deß zu einen wahren Urkunde ſo han wir unſer Inſiegel gehenckt an dieſen Brieff. Der wart geben / da man zalt von Chriſtes Geburt drizehenhundert Jahr / und darnach in dem fünff und zwantzigſten Jahre an S. Walpurg Tage. ANNO 1325.

CXXII.

Venditio Caſtri de Cauderaza *ejusque Territorii, in Vicaria Nicie ſiti, per Domicellum* PAULUM CHABAUDI *de* Nicia, ROBERTO *Jeruſalem & Siciliæ Regi illuſtri facta pretio duorum Millium Librarum Provincialium refforciatorum. Actum Nicie die* 24. *Aprilis* 1325. [DU PUY, Traitez touchant les Droits du Roi T. C. Aux Preuves des Droits ſur le Comté de Nice. p. 51.] 24. Avr.

In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti Amen.

ANno à Nativitate ejusdem milleſimo trecenteſimo vigeſimo quinto, die viceſimo-quarto Aprilis, octave Indictionis, regnante Sereniſſimo Principe Domino noſtro Domino Roberto, Dei gratia illuſtre Rege Jeruſalem & Sicilie, Ducatus Apulie & Principatus Capue, Provincie & Forcalquerii ac Pedemontis Comite, Regnorum ejus anno decimo-ſexto fœliciter. Amen. Notum ſit univerſis preſentibus & futuris preſentis Scripti publici ſeriem inſpecturis, quòd in preſentia teſtium & mei Notarii ſubſcriptorum nobilis Domicellus Paulus Chabaudi de Nicia Dominus Caſtri Caudaraze Vicarie Nicienſis, non vi, nec metu, nec dolo, nec ſuaſione, vel machinatione, aut fraude aliqua ad hoc inductus, ſed ſponte, libere & voluntarie titulo pure perfecte & irrevocabilis venditionis vendidit, tradidit & conceſſit viro magnifico Domino Raynaldo de Scaleta Militi, Comitatuum Provincie & Forcalquerii Senescallo, nec non viro nobili Domino Francisco de Groſſis Militi Procuratori & Advocato Regio in Comitatibus ipſis, preſentibus & ementibus nomine & pro parte dicti Sereniſſimi Domini noſtri Domini Roberti, Dei gratia Jeruſalem & Sicilie Regis illuſtris, dictorum Comitatuum Comitis, ac ipſius Domini noſtri Regis heredum & ſucceſſorum in Regnis & Comitatibus ſupradictis jam natorum & in antea nascendorum, predictum Caſtrum de Cauderaza, ejúsque territorium, ſita in predicta Vicaria Nicie, cum ejus territorio, francum & liberum ab omni ſpecie ſervitutis, cum hominibus & vaſſallis mero & mixto imperio, & alia jurisdictione omnimoda plena & pleniſſima, necnon cum omnibus & ſingulis aliis juribus rationibus & pertinentiis ſuis quibuscumque, quecumque ſint & qualiacumque, ubicumque conſiſtant, in predicto Caſtro Cauderaze, ejus territorio, ut pote vineis, terris cultis & incultis, pascuis, nemoribus, & defenſis cenſibus, & aliis preſtationibus quibuscumque realibus & perſonalibus, ſive mixtis, ordinariis vel extraordinariis, territoriis, molendinis, aquis, aquarum decurſibus, venationibus, & aliis quibuscumque, necnon fructibus ab inde in antea percipiendis in predicto Caſtro & ejus territorio, pertinentibus ad predictum nobilem Paulum Chabaudi quacumque ratione ſeu cauſa: pretio duarum millium librarum Provincialium refforciatorum, computato liliato argenti pro refortiat. quatuordecim cum obolo parvo, & turonen. argenti pro ſexdecim denar. refforciatorum predictorum. Quas quidem duo millia libras idem nobilis Paulus Chabaudi venditor confeſſus eſt ſponte ſe habuiſſe & recepiſſe à predicto Domino Senescallo, & dicto Domino Procuratore Regio, tradentibus & ſolventibus nomine predicti Domini noſtri Regis. Renuncians ſponte & de ejus certa ſcientia exceptioni dictarum duarum millium librarum non habitarum ſeu receptarum, & eidem Paulo non numeratarum, & exceptioni doli & in factum, & preſertim juri dicenti venditionem reſcindi poſſe, ubi deceptio ultra dimidiam juſti pretii intervenire contingit: ſic & taliter quòd ſi contingeret dictum Caſtrum preſentialiter vel in futurum plus valere ultra dimidiam juſti pretii, idem nobilis Paulus ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc totum illud plus quantumcumque ſit donavit pure & abſolute titulo donationis habite inter vivos, predictis Dominis Senescallo & Procuratori Regio preſentibus, & recipientibus nomine dicti Domini noſtri Regis, & mihi infrà ſcripto Notario tanquam publica perſona recipienti, & ſolemniter ſtipulanti nomine predicti Domini noſtri Regis, & heredum ſuorum, & aliorum quorum intereſt vel intereſſe poterit in futurum. Promittens dictus nobilis Paulus à predicta venditione dolum malum abeſſe abſuturúmque eſſe: conſtituens abinde in antea predictum Caſtrum de

ANNO 1325. Caudaraza cum omnibus & ſingulis juribus & pertinentiis ſuis, quecumque & qualiacumque ſint & ubicumque conſiſtant, nomine predicti Domini noſtri Regis & heredum ſuorum precario nomine poſſidere ab ipſo Domino noſtro Rege & heredibus ejus, quousque idem Dominus noſter Rex ſeu alius pro eodem adeptus fuerit corporalem poſſeſſionem predicti Caſtri, vel quaſi omnium jurium predictorum, quam apprehendenti per ſe vel alium ex nunc idem nobilis Paulus Chabaudi, predictis Dominis Senescallo & Procuratori Regio preſentibus & recipientibus nomine jam dicto conceſſit plenam & liberam facultatem. Promittens inſuper dictus Paulus per ſe & heredes ſuos prefatis Dominis Senescallo & Procuratori Regio preſentibus & ſolemniter ſtipulantibus, predictum Caſtrum cum omnibus juribus & pertinentiis ſuis ab omnibus & ſingulis perſonis, Univerſitate & Collegio, in jure & de jure, defendere ſalvare & defenſare tam in proprietate quàm in poſſeſſione; vel quaſi quòd ſi aliquo umquam tempore lis, queſtio aut controverſia per libelli oblationem, citationem, vel denuntiationem, vel alio quoquomodo eidem Domino noſtro Regi ſeu heredibus ſuis de predicto Caſtro de Caudaraza, ſeu aliqua parte ejus fieret per quamcumque perſonam, quòd ipſe Paulus dictam controverſiam, lites & queſtiones quotienscùmque & quandocumque eidem denunciatum fuerit, ſuscipere & in cauſis ipſis comparere, ſive litibus ab ipſarum exordio aſſiſtere ejus propriis ſumptibus & expenſis, necnon & in cauſis appellationum ſi quas evicti detingeret ſiſtere usque in fine: quod niſi faceret dictus Paulus, promiſit per pactum ſolenni ſtipulatione vallatum prefatis Dominis Senescallo & Procuratori Regio preſentibus & ſolenniter ſtipulantibus, duplum dicti pretii duarum millium librarum pœne nomine, qua ſoluta vel non, predicta omnia ſuprà & infrà ſcripta in ſua firmitate perſiſtant. Remittens per pactum ſolemni ſtipulatione vallatum prefatis Dominis Senescallo & Procuratori Regio preſentibus, quòd ſi ſuper evictione predicti Caſtri, ſive partis alicujus ejusdem contra prefatos Dominos Senescallum & Procuratorem Regium nomine predicto per quempiam pronunciari contingeret, quòd dictus Paulus venditor ſeu heredes ejus non poſſint dicere proponere ſeu allegare, quòd predicto Domino Senescallo, ſeu etiam Domino Procuratori Regio nomine jam dicto facta fuerit injuria ſeu injuſtitia; quòd predictum Caſtrum, ſeu aliqua ejus pars culpa ejus ſeu negligentia evictum ſeu evicta fuerint, ſive quia eidem denunciatum non fuerit. Remittens ex pacto & ex certa ſcientia eisdem Dominis Senescallo & Procuratori Regio denunciandi, appellandi & appellationem proſequendi neceſſitatem. Quæ omnia univerſa & ſingula promiſit dictus Paulus per ſe & heredes ſuos prefatis Dominis Senescallo & Procuratori preſentibus, & ſolemniter ſtipulantibus, perpetuò firma, grata & rata habere, tenere, obſervare, & adimplere, & non contrà facere vel venire, per ſe vel per alium, de jure vel de facto, aliqua ratione ſeu cauſa, ſub pœna dupli pretii memorati, que totiens committatur, & exigi poſſit, quotiens per dictum Paulum ſeu heredes ejus contra premiſſa ventum fuerit, ſeu aliquod premiſſorum; qua pena exacta vel non, omnia contenta in hoc Inſtrumento plenam obtineant penitus roboris firmitatem. Promiſit inſuper dictus Paulus predictis Dominis Senescallo & Procuratori recipientibus nomine jam dicto, reſarcire & emendare omnia & ſingula damna, expenſas & intereſſe, que, quas ſeu quod prefatos Dominos Senescallum & Procuratorem, vel alium nomine ejusdem Domini noſtri Regis, & heredum & ſucceſſorum ſuorum ſubire detingeret, in judicio vel extra, pro obſervandis omnibus & ſingulis ſeu aliquo premiſſorum, ſub obligatione & hypotheca omnium bonorum ſuorum preſentium & futurorum. Ceſſit & tranſtulit inſuper in dictos Dominos Senescallum, & Procuratorem Regium, dictus Paulus, ex cauſis predictis omnia jura, omnésque actiones perſonales, reales, civiles, pretorias atque mixtas, directas & utiles, que dicto Paulo competant ſeu competere poſſunt contra quascumque perſonas occaſione Dominii Caſtri predicti, ſeu territorii ejusdem, ſic & taliter quòd idem Domini Senescallus & Procurator Regius nomine jam dicto agere & experiri valeant, ſicut idem Paulus ante venditionem preſentem facere poterat. Conſtituendo prefatos Dominos Senescallum & Procuratorem Regium Procuratores in rem ſuam. Renuncians inſuper dictus Paulus ſpecialiter & expreſſè Juri Canonico & civili, nec non Statutis & Legibus municipalibus, Privilegiis Papalibus atque Regalibus impetratis, & impetrandis, per que premiſſa ſeu aliquod premiſſorum poſſet refringere ſeu revocare, quacumque ratione ſeu cauſa. Que omnia univerſa & ſingula attendere & complere, & non contrà facere, per ſe vel alium, ad ſancta Dei Evangelia corporaliter manu tacta ſponte juravit Paulus prefatus. Fuit tamen actum & conventum inter prefatum Dominum Senescallum & dictum Regium Procuratorem ex parte una, & prefatum Paulum ex altera, quòd quoddam Viridarium dicti Pauli ſitum in Civitate Nicie apud cortivam juxta domum ipſius Pauli, quod tenetur & teneri conſuevit ſub majori Dominio Curie Regie, ad ſervitium ſex denariorum Janvinorum certo die annis ſingulis ſolvendorum, ſic abinde in antea francum & liberum ab omni ſpecie ſervitutis: ſic & taliter quòd idem Paulus dictum Viridarium poſſit tenere & poſſidere francum & liberum per ſe & heredes ſuos, & de ipſo disponere, & ordinare, ut de re franca & libera, ſicut ceteri Cives Civitatis Nicie de rebus francis & liberis ſunt ſoliti ordinare. Cui Paulo dictus Dominus Senescallus nomine jam dicto predictos ſex denarios cenſuales perpetuò ſponte remiſit, predictum Viridarium francum & liberum à predicta ſpecie ſervitutis conſtituendo. De quibus omnibus prefati Domini Senescallus & Procurator Regius petierunt nomine quo ſuprà publicum fieri Inſtrumentum. Actum Nicie, in quadam camera Caſtri Regii, in qua jacebat idem Dominus Senescallus, in preſentia nobilium & discretorum virorum Domini Audeberti de Barracio Nicienſis, Domini Jacobi Ruffi Bajuli Pugeti Thevearum, Domini Petri Carbonelli Bajuli Comitatus Vintimilii Militum, Domini Francisci Cayſii Jurisperiti de Nicia, Domini Danielis Marquesani Civis Nicie, Roberti de Mileto Theſaurarii Provincie, & Joannis de Popero Notarii, ac plurium aliorum teſtium rogatorum. Ego Nicolaus de ſancto Victore familiar. Regius, & Notarius publicus ubique per Regnum Sicilie ac Comitatus Provincie & Forcalquerii ſupradict. Curiéque dicti Domini Senescalli, premiſſis omnibus unà cum prescriptis teſtibus preſens interfui, eáque propria manu fideliter ſcripſi, & in hanc publicam formam redegi, meóque ſolito ſigno ſignavi rogatus.

ANNO 1325.

CXXIII.

Litteræ Patentes EDUARDI II. *Regis Angliæ, quibus Legatis ſuis Poteſtatem dat ad tractandum de Pace cum Rege Galliæ* CAROLO IV. *Datæ apud Wyntoniam 6. die Maii* 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 145.] 6. Mai.

REX Univerſis, præſentes Litteras inſpecturis, Salutem.

Affectantes omnia & ſingula (quæ ad reformationem Pacis & Concordiæ inter Dominum Karolum, Regem Franciæ Illuſtrem & nos firmandæ, pertinent) quatenus absque Exhæredatione noſtra valeant procurari:

Ac, de fidelitate probata & circumſpectione provida dilectorum & fidelium noſtrorum, Venerabilium Patrum, Johannis Norwycenſis, & Johannis Wyntonienſis, Episcoporum, Johannis de Britannia, Comitis Richemundiæ, Conſanguinei noſtri cariſſimi, & Willielmi de Ayremynne, Canonici Eccleſiæ Eborum, plenariè confidentes;

Præſtandi Patientiam præfato Regi Franciæ, quòd ipſe Terras, quas in præſenti tenemus in Ducatu noſtro Aquitaniæ, ad manum ſuam aſſignare poſſit, ſeu ponere, ſub certis conditionibus & modis, quibus dicti Nuncii noſtri, vel duo eorum, cum præfato Rege Franciæ convenire poterunt, eisdem Nunciis noſtris, & duobus eorum plenam poteſtatem & ſpeciale Mandatum committimus per præſentes:

Ratum habituri & firmum id, quod per prædictos Nuncios noſtros vel duos eorum, noſtro nomine, factum fuerit in præmiſſis.

Damus inſuper omnibus & ſingulis Miniſtris & Subditis noſtris, in Ducatu noſtro prædicto, tenore Præſentium, in Mandatis, quòd hiis, quæ per prædictos Nuncios noſtros, vel duos eorum in præmiſſis tractata fuerint, ſive facta, obediant & pareant, & ea exequantur & faciant, prout dicti Nuncii noſtri, vel duo eorum per Litteras ſuas Patentes, harum ſeriem continentes, dictis Miniſtris & Subditis noſtris prædictis, noſtro nomine, duxerint demandandum.

In cujus rei Teſtimonium has Litteras noſtras fieri fecimus Patentes.

Dat. apud Wyntoniam ſexto die Maii, Anno Domini Milleſimo Trescenteſimo viceſimo quinto, Regni verò noſtri decimo octavo.

CXXIV.

ANNO 1325.

CXXIV.

14. Mai. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *de Negotiatione* ISABELLÆ *Reginæ, & succeſſu ſeriatim, & de Tractatu cum Scotis. Datæ apud Porceſtriam* 14. *die Maii* 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 148.]

PAPÆ Rex devota pedum oscula beatorum.

Quæ ſuper reformatione Concordiæ inter magnificum Principem, Dominum Karolum, Franciæ & Navarræ Regem, & nos, agitari contingit, eo ſolertius in veſtra Sanctitatis deferimus notionem, quo veſtram novimus Clementiam teneriùs zelare quæ pacis ſunt, & deſiderare ardentius Zizaniorum plantaria extirpari.

Nuper ſiquidem, Pater ſanctiſſime, qualiter, juxta conſilium venerabilium Patrum, G. Viennenſis Archiepiscopi & H. Auric. Episcopi (quos, tam ad præfatum Regem, quàm ad nos, cum veſtris exhortatoriis Literis, deſtinâſtis) &, ad inſtantem etiam petitionem Nunciorum noſtrorum (quos tunc miſeramus ad ipſum Regem) Iſabellam, Reginam Angliæ, Conſortem noſtram cariſſimam (cujus præſentiâ, tantæ turbationis tempore, carere nobis utique grave fuit) ad ejusdem Regis præſentiam transmiſſimus (ut ex hoc magis Sanctitati veſtræ, & cuntis, innotesceret intenſum deſiderium, quod noſtris inerat & adhuc ineſt præcordiis, inter nos & ipſum Regem, Amicitiæ fœdera ſtabiliri) veſtræ Manſuetudini ſeriòſiùs meminimus nos ſcripſiſſe.

Et licet nobis per eosdem Nuncios certitudinaliter fuiſſet policitum, quod dicta Regina, Conſors noſtra, ſi ad partes illas accederet, à præfato Rege, Fratre ſuo, quæcumque peteret, optineret; non tamen hoc rei probavit eventus; ſet duntaxat quædam Sufferentia, usque ad Quindenam inſtantis Feſti Penteconſtes duraturа, extitit concordata: Et quædam forma Tractatûs, inter dictos veſtros Nuncios & quosdam Conſiliarios ipſius Regis, ſcripta in quadam cedula, per prædictum Auracenſem Episcopum & Nobilem virum, Dominum de Sulliaco (qui ad nos, unà cum quibusdam Nunciis noſtris, in Anglia redierunt) reportata fuit & exhibita coram nobis;

Quæ inter alia continebat, quòd nos quandam Patientiam præſtare deberemus, & hoc etiam facere & cum affectu curare, quòd tota Terra, quam ad præſens tenemus in Ducatu prædicto, ad manum dicti Regis plene, pacifice, & integre poneretur; ita quòd ipſe Jurisdictione omnimoda tunc utatur: Et hoc facto, veniremus perſonaliter ad ipſum Regem pro Homagio noſtro eidem faciendo; qui quidem Rex, recepto hujusmodi Homagio, terram, quæ ſic poneretur ad manum ſuam, nobis reſtituere deberet; ſet alias noſtras Terras, in eodem Ducatu, per ipſius Excercitum occupatas, nihilominus in manu ſua teneret, & nobis petentibus inde juſtitiam faceret:

Et, dato quòd compertum eſſet easdem Terras nobis fore de jure reſtituendas, idem tamen Rex earum retentione uteretur, donec de dampnis & expenſis, quæ, occaſione poſitionis Terrarum illarum ad manum ſuam, ipſum incurriſſe declararentur, omnino ſatisfactum eſſet eidem de fructibus & emolumentis Terrarum earumdem.

Cùm igitur præfati Nuncii, ad reportandum deliberationem noſtram in præmiſſis, a die Paſchæ proximo præterito, unius menſis duntaxat terminum habuiſſent, & ipſius menſis tres ſeptimanæ lapſæ fuiſſent antequam ad noſtram præſentiam acceſſiſſent; Nos non valentes, propter temporis (quod ſupererat) brevitatem, Prælatorum, Comitum & Baronum, & aliorum de Concilio noſtro, abſentium, ſufficientem numerum convocare, quosdam de Concilio noſtro, licet paucos admodum, pro tam arduo negotio discutiendo, ad deliberandum ſuper præmiſſis fecimus accerſiri; qui, deliberato conſilio, responderunt quòd,

Propter pericula Exhæredationis manifeſtæ & Guerrarum, quæ veriſimiliter formidabant, ſi hujusmodi Tractatis, tam gravibus & multipliciter oneroſis, aſſenſum præberemus; & ſimiliter invaſionis imminentis diſpendium, ſi ea forſitan prorſus negata fuiſſent, non audebant, in tam arduo & periculoſo negotio, nobis dare Conſilium, niſi in Parliamento, per aſſenſum omnium Magnatum & Procerum Regni noſtri, eò prætextu generaliter convocando.

Et quamquam ab ipſis Conſiliariis noſtris aſſenſum ſuper hoc minime haberemus: nec poſſet nobis, juſto judicio, defectus ſeu negligentia imputari, quòd præfato Regi Homagium non fecimus (ob quod idem Rex dictum Ducatum noſtrum, aut aliquam ejus partem, ſeu Comitatum noſtrum Pontivi, violenter invadere, ſeu ad manum ſuam ponere deberet) quovis modo; nec eſſemus in aliquo culpabiles de transgreſſionibus ſeu inobedientiis, contra eundem Regem, quibuscumque; ſicut liquide oſtenſum extitit pro parte noſtra, præſentibus Nunciis ſupradictis, & veſtræ ſignificatum ſæpius extitit Sanctitati;

ANNO 1325.

Nihilominus tamen, pro bono Pacis, & ut nil nobis valeat imputari, quin per omnes, per quas poterimus, vias bonas Concordiam quæramus & Pacem, conceſſimus & paratos nos optulimus ad veniendum perſonaliter ad dictum Regem, ad diem & locum competentes, per ſecuritatem ſufficientem, pro Homagio noſtro eidem faciendo.

Et licet Nobis, & Conſiliariis noſtris ſupradictis, viſum fuiſſet quòd, de Jure, & ob cauſas Alligationum & Attinentiarum inter ipſum Regem & Nos exiſtentes, idem Rex (ſalvo honore ſuo) Nobis Terram, quam, ut præmittitur, occupavit, reſtituere deberet, priusquam ſibi Homagium faceremus, aut ſaltem bona fide polliceri, de Terra illa nobis, poſt factum Homagium, pleno jure reddenda; Nos tamen, ut ipſi Regi honorem & reverentiam faciamus, paratos nos optulimus ad faciendum dictum Homagium, die & loco competentibus per ſecuritatem antedictam: Et ſuper hoc Nuncios noſtros, cum Poteſtate plenaria ad ipſum Regem duximus deſtinandos; ſperantes quòd idem Rex, recepto Homagio noſtro, de Terris noſtris, per ipſum taliter occupatis, juſtitiam nobis faciet ſummarie & de plano, niſi in mutua noſtra viſione via amicabilis poterit concordari.

Conſideret igitur, quæſumus, veſtra Paterna Circumſpectio juſtificationem & diligentiam, quas hactenus apoſuimus, ut inter præfatum Regem & Nos amicitiæ fœdera firmarentur, & evitarentur pericula, quæ ex Guerrarum turbinibus ſequi poſſent; de qua vos, variis noſtris Literis & ſedulò, prout res geſtæ fuerant, ſtilo curavimus veridico informare: & clementer dignetur attendere quæ inpræſentiarum offerimus dicto Regi, pro evitandis periculis ſupradictis: & noſtræ tepiditati ſeu injuriæ nullatenus imputetis, ſi præfatus Rex forſitan hujusmodi noſtræ oblationi renuat aſſentire, magisque elegerit congreſſu bellico invadere Nos & noſtra, in illo eventu, cum Dei adjutorio, ad reſiſtendum Nos paremus, pro Exhæredationis periculo evitando.

Fuimus enim, ſumus, & ſemper parati erimus ipſi Regi cum honore & reverentia omnia facere, quæ debemus; & ſi quæ fuiſſent, in ejus præjudicium, per nos aut noſtros attemptata, ſuper hiis Pacis aſſentire Tractatibus, vel Judicium ſubire legitimum, ſecundum exigentiam rationis.

Cæterum, pie Pater, quia datum eſt nobis intelligi, quòd Scotorum Nuncii ad veſtræ Sanctitatis præſentiam divertere ſe feſtinant, & forſan aliqua impetrare nitentur, quæ in præjudicium noſtrum tenderent, & formæ Treugarum inter nos initarum, notoriæ obviarent; quarum formam veſtræ Sanctitati aliàs miſimus, &, ex habundanti, mittimus iteratò:

Sanctitati veſtræ totis affectibus ſupplicamus, quatinus, ad formam dictarum Treugarum, ſi placet, debitam conſiderationem habentes, non ſinat veſtra Benignitas, contra ipſarum Treugarum tenorem, quicquam fieri, vel a Sanctitatis veſtræ Curia aliquid attemptari.

Pro pleniori autem informatione præmiſſorum & aliorum Negotiorum noſtrorum expeditione, mittemus in brevi, ad Sanctitatis veſtræ præſentiam, quosdam de noſtris, unà cum Magiſtro Andrea Sapiti, qui nunc eſt apud nos, quos veſtra, ſi placet, gratioſe ſuſcipiat Clementia conſueta.

Conſervet &c.

Dat. apud Porceſtriam, decimo quarto die Maii.

CXXV.

26. Mai. *Prolongation de la Trêve entre* CHARLES IV. *dit* le Bel, *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre, pour un mois après la Fête de S. Jean Baptiſte, fait à Fontainebleau, le* 26. *Mai*, 1325. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 108.]

FRANCE ET ANGLETERRE.

A TOUS ceux qui ces preſentes Lettres verront ou orront, Jean par la ſouffrance de Dieu Evesque de Warwick, Jean de Bretagne Comte de Richemond, & William de Ayremine Chanoine de Warwick, Salut.

ANNO 1325. lut. Sçavoir vous faiſons, que la ſuffrance nagueres priſe entre nobles & ſages Conſeillers de excellent Prince Sire, Charles par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Gauchier de Chaſtillon Comte de Portien, Conneſtable de France, Alfons d'Espagne, Meſſire Jean Cerchemont Chancelier, Mathieu de Trie Mareschal de France, Mile Seigneur de Noyers & M. Hugues de Chalenton Chantre de Clermont, en nom du dict Roy de France & pour li d'une part; Et nous avant dits Évesque & Comte de Richemont, & Jean par la ſuffrance de Dieu Evesque de Winceſtre, pour excellent Prince & noſtre Sire Edward par la grace de Dieu Roy de Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, pour li & en ſon nom d'autre part; à durer tant que à la quinzaine de cette feſte de la Penteçoſte incluſivement; en eſperance de ferme & perpetuel accord entre les dits Roys affermer; par la vertu du povoir de li donné à nous par ces Lettres patentes, desquelles la teneur eſt cy deſſoubs contenue; avons eſloigniez en nom de noſtre dict Sgr. le Roy d'Angleterre, & pour li tant que un mois apres la feſte de la nativité Sainct Jehan Baptiſte prochain à venir le derrenier jour de cel meſme mois enclos deeinz ſouffrance. Et pour ce mandons & commandons de par noſtre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc, à tous Juſticiers, Baillis & autres Miniſtres & Sougis du dict noſtre Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc en la Duché avant dicte & ailleurs, que eux & chacun d'eux tiegnent & gardent ladite ſouffrance enſuite eſlongnée. La teneur des dictes Lettres de noſtre dict Seigneur eſt telle.

§. 2. Eduardus Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Dux Aquitaniæ, univerſis præſentes Litteras inſpecturis. Noverit univerſitas veſtra, quod nos de fidelitate & circumſpectione venerabilium Patrum, Joannis Norwicenſis, & Joannis Wintonenſis Episcoporum, dilectorum & fidelium noſtrorum, Johannis de Britannia Comitis Richemondi conſanguinei noſtri chariſſimi, & Wilelmi de Ayreminne Canonici Eboracenſis plenam fiduciam obtinentes; ipſos facimus, ordinamus & conſtituimus veros & legitimos Procuratores noſtros ac Nuntios ſpeciales; dantes & accordantes tribus & duobus eorum, quorum alter dictorum Episcoporum ſit unus, plenam & liberam poteſtatem ac ſpeciale mandatum pro nobis & aliis perſonis quibuscumque, de quibus dictis Procuratoribus noſtris tribus & duobus eorum, ut eſt dictum, expedire videbitur; cum Sereniſſimo Principe Karolo Rege Francorum & Navarræ illuſtri, aut cum Procuratoribus ſive Nuntiis ejusdem ſpecialem habentibus poteſtatem, Treugas ſeu ſufferentiam inter nos & prædictum Regem Francorum initas ſeu initam prorogandi, vel alias Treugas ſeu ſufferentiam inter nos & eundem Regem ſub quibuscumque formis vel modis, dicti Procuratores noſtri tres vel duo eorum, ut eſt dictum, opportunum viderint de novo capiendi & ineundi; & ipſas Treugas ſeu ſufferentiam vallandi, firmandi & roborandi, & omnia alia & ſingula faciendi, quæ in præmiſſis, ipſis tribus & duobus eorum, ut eſt dictum, neceſſaria ſeu utilia videbuntur. Ratum habentes & habituri, quicquid per prædictos Procuratores noſtros, tres aut duos eorum in forma prædicta gestum, actum, factum ſeu procuratum fuerit in præmiſſis. Et hæc omnibus, quorum intereſt, vel intereſſe poterit, ſignificamus per has Litteras noſtras patentes ſigilli noſtri munimine roboratas. Datum apud Wintonium, ſexto die Maji, Anno Domini milleſimo trecenteſimo viceſimo quinto, Regni verò noſtri, decimo octavo.

§. 3. En tesmoin de laquelle choſe nous avons fait mettre nos ſeaux à ces preſentes Lettres, donné à Fontainebleau le vingt ſixieme jour de May, l'an de grace, mil trois cens vingt cinq.

CXXVI.

31. Mai. FRANCE ET ANGLETERRE. *Traité de Paix entre* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD II. *ou* V. *Roi d'Angleterre, fait à Paris, le dernier de Mai,* 1325. Avec *les* PLEIN-POUVOIRS *de ces deux Rois.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 109. d'où l'on a tiré cette Piéce; & RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 153. d'où l'on a pris les principales varietés qui ſe trouvent ici en marge.]

A TOUS ceux, qui ces preſentes Lettres verront ou orront, Nous P. Evesque de Viviers, Alfons d'Eſpagne, G. Conneſtable de France, Jean Cerchemont Chancellier, Hugues de Chalençons Chantre de Clermont, & Guillaume Flotte Seigneur de Renel Chevallier, Conſeillers & Procureurs du Roy de France noſtre tres cher (*a*) Seigneur; & nous Jean Evesque de Norwick, Jean de Bretagne Comte de Richemont & Guillaume de Ayreminne Chanoine d'Ewrois, Meſſages & Procureurs du Roy d'Angleterre noſtre tres cher & tres redoubté Seigneur (*b*) ſçavoir faiſons: à ſçavoir que nous Conſeillers & Procureurs du dict Roy de France en ſon nom & pour luy d'une part & nous devant dits Meſſages & Procureurs du dict Roy d'Angleterre en ſon nom & pour luy d'autre part; Avons accordé pour bien de Paix; meenans tres haute & tres noble Dame, Madame Iſabel Royne d'Angleterre Suer du dict Roy de France, & Reverends Peres en Dieu, Monſieur G. Archevesque de Vienne, & Monſieur H. Evesque d'Orange, Meſſages de noſtre tres Sainct Pere le Pape; Nous Conſeillers, Meſſages & Procureurs devant dits ayans plein pooir à ce des (*c*) dicts nos Seigneurs, ſelon ce qu'il eſt contenu es Lettres ouvertes ſeellées de leurs Seaux, deſquelles Lettres la teneur eſt contenue cy deſſous.

§. 2. Premierement, que la terre, que ledict Roy d'Angleterre tient ou Duchié de Guyenne, le Roy de France devant dit prendra & tiendra en ſa main en la maniere, qui s'enſuit, c'eſt à ſçavoir, que le dict Roy de France y eſtablira un Seneschal, bonne perſonne & ſoffiſant, & neant ſoupçonneux au dict Roy d'Angleterre, liquel Seneschal prenra & gouvernera (*d*) la dicte terre au nom du dict Roy de France, & y eſtablira Juges, Baillis, Sergens & autres Officiaux & Miniſtres accouſtumez, & gouvernera la dicte terre ſelon ce qu'elle a eſté accouſtumée eſtre gouvernée; Chaſtelains ou autres gardes de Chaſtiaux, quelque part qu'ilz ſoient, & de maiſons fors hors de Villes deputez par le dit Roy d'Angleterre, demourans en leur garde en convenable nombre, ſelon l'ordonnance du dict Seneschal, laquelle il fera au Conſeil & à l'advis des Chaſtellains & autres gardes les dicts Chaſtiaux & maiſons fors; & pour ce que le dict Seneschal puiſſe mieux & plus en paix gouverner (*e*) le Païx, les gens d'armes qui ſont au Païx de par le dict Roy d'Angleteterre ſe retrairont à Bayonne & entour, au plus loing, & au plutoſt que on porra.

§. 3. Et nous devant dits Meſſages & Procureurs dudict Roy d'Angleterre avons promis & convenantié, que nous procurerons à noſtre pooir envers noſtre Seigneur le dict Roy d'Angleterre, que les dites gens d'armes au pluſtoſt, qu'ils pourront bonnement vuideront le Pays, & auſſy ſe retrairont les gens d'armes du Roy de France, ſauve ce, que les Chaſtiaux quelque part qu'ils ſoient & maiſons fors hors des Villes d'une part & d'autre demourront garnis à l'ordenance dudict Seneschal, au conſeil & à l'advis des Chaſtellains & autres gardes des Chaſtiaux & maiſons fors, ſi comme par deſſus eſt dict; afin qu'ils ne puiſſent eſtre emblez ne tollus.

§. 4. Et jurront ſur Sainctes Evangiles ou dict Seneschal, (*f*) cil qui ſeront Chaſtellains & toutes gardes des dicts Chaſtiaux & maiſons fors, que il ne iſtront ne ſueffriront, que leurs gens iſſent en armes hors des dicts Chaſtiaux & maiſons fors, ſans le congié dudict Seneschal; ne feront ne porteront dommage à nulli pour la Paix mieux garder, & ſe les uns ou les autres, qui demouront aus dits Chaſtiaux & maiſons fors meffaiſoient contre la fourme dudict ſerrement, le dict Seneschal les en pourra corrigier & punir deuement, ſelon leur meffaict. Neantmoins la garde des dicts Chaſteaux & maiſons fors, desquieux le Roy d'Angleterre aura donné la patience cy apres enſuivant, demeurant par devers le dict Roy d'Angleterre; & que és dictes choſes faire, le dict Roy d'Angleterre donra patience en bonne foy, & n'y mettra empeschement par ſoy ne par autre, en apert ou en repoſe; & ſe aucun y vouloit mettre empeschement, il ne li donroit aide, conſeil ne confort, ne ſueffreroit, que de par luy, ne de par ſes Officiaux empeschement y fut mis.

§. 5. Et pour ce que toutes les choſes ſe faſſent en bonne foy, li Seneschal, qui ainſy, comme dit eſt, ſera eſtably, ſera ſerrement au Roy de France, que bien & loyalment gouvernera la dicte terre, especiaument en gardant les poincts de cet accord, & que on ne puiſſe noter, que aucune (*g*) aspreſſée fut faicte pour les choſes paſſées, * Nous, Conſeillers & Procureurs du dict Roy de France, (*h*) que le dict Seneschal ne ſe entremettra des faicts criminels, qui ont eſté faicts ou temps paſſé, ne d'autres cauſes civiles du temps paſſé ne d'autres civiles, ne s'entremettra d'office.

§. 6. Et pour ce que nous devant dicts Conſeillers, Meſſages

ANNO 1325.

(*a*) & tres redoute

(*b*) faiſons aſſavoir que

(*c*) Roys

(*d*) lui

(*e*) le Pais

(*f*) til qu

(*g*) aspret

(*h*) voulons & ottroions pour le dit Roy de France

ANNO 1325. Meſſages & Procureurs des dicts Roys nos Seigneurs avons ferme eſperance, que les ſus dites choſes ſoient faictes & accomplies dedans la prochaine feſte de l'Aſſumption noſtre Dame : avons accordé, que ſi li Roy d'Angleterre vient à Beauvais à la dicte feſte de l'Aſſomption, li Roys de France y ſera ; & ſi li Roys d'Angleterre li offre à faire hommage, li Roys de France le receura, proteſtation faicte de par le Roy de France, que nul prejudice ne ſoit faict pour ce (*i*) audict Roy d'Angleterre au droict, que il ſe dit avoir en la terre, qu'il tient à preſent. Et ſe aucun des dits Roys eſtoit empeschez par maladie ou par autre empeschement notoire, parquoy il ne peut venir ne eſtre à la dicte journée ; celuy qui ainſy ſeroit empeschiez (*k*) fineſieroit à l'autre Roy, le pluſtoſt que il porroit bonnement, avant la dicte journée ; & lors ſeroit accordée autre journée brief & ſouffiſant, pour faire au dict lieu de Bauvais le dict hommage & les autres choſes, qui y appartiennent à faire.

(*i*) au dit Roy de France,

(*k*) le

§. 7. Et nous devant dits Conſeillers & Procureurs dudict Roy de France pour luy & en ſon nom convenançons, que li dict Roy de France pour l'amour & contemplation de ſa dicte Suer la Royne d'Angleterre, li hommage faict, rendra au dict Roy d'Angleterre, ou à ſon commandement la dicte Terre, laquelle li Roys de France aura ainſy eue par la patience du Roy d'Angleterre, avec la Comté de Ponthif, & y mettra li Roys d'Angleterre tiex Officiaux, comme il voudra. Et avec ce accordons ou nom dudict Roy de France, que, faict le dict hommage en la maniere deſſus dicte (*l*) & pour l'amour de ſa dicte Suer, ne demandera riens au Roy d'Angleterre, de la Terre laquelle li Roys de France aura eue par la patience du dict Roy d'Angleterre, ſi comme dit eſt par deſſus, pour cauſe de forfaicture du temps paſſé, ſi aucune en y avoit ; mais la terre, que li Roys de France tient au dict Douché à preſent, le dict Roy de France tenra paiſiblement pour tel droict comme il y a ; (*m*) ſans ce que en la dicte choſe pour raiſon de cette convenance nouvel droict ne ſoit acquis au Roy de France, ne prejudice faict au Roy d'Angleterre, en poſſeſſion ne en proprieté ; & de ce pourront les parties devant dites faire proteſtation en l'offre & en la reception du dict hommage, & à ces proteſtations s'accorderont les dites parties.

(*l*) il, pour

(*m*) ſauve

§. 8. Et ſi li Roys d'Angleterre, ou ſon Procureur pour luy, demande droict au Roy de France ſur la terre, que iceluy Roy de France tient à preſent au dict Duchié, li Roys de France le luy fera bon & haſtif, ſommierement & de plain, & aſſemblement ſera ouys le Procureur du Roy de France, & li ſera faict droict ſur les despens, fraiz & coufts, que li Roys de France aura faict & ſouſtenu pour cauſe de l'empeschéement, que il dit & maintient, que li Roys d'Angleterre, ou (*n*) les gens ont mis au dict Roy de France, ou à ſes gens, à ce qu'il n'ait peu aſſener à ſon fie. Et ou cas, qu'il ſoit regardé & dict par droict par le dict Roy de France, que la dicte Terre ſeroit rendue au dict Roy d'Angleterre, (*o*) & ce que li Roys d'Angleterre ſeroit tenus à rendre & reſtituer au dict Roy de France (*p*) pour les despens, fraiz & couſts deſſus, & la quantité eſclaircie ; le dit Roy d'Angleterre ſera tenu à les rendre & payer dedans le temps d'un an du temps de la declaration au dict Roy de France ou à ſon commandement. Et s'il ne le faiſoit, li Roy de France en fera ſus la Terre, que li Roys d'Angleterre tendra au Royaume de France, execution deue, à laquelle faire, nous deſſus dits Meſſages & Procureurs dudict Roy d'Angleterre promettons à faire & procurer, que li dit Roys d'Angleterre donra patience en bonne foy, ne n'y mettra empeschement, par ſoy ne par autre, en apert ne en repoſt ; ne ſueffrera, que (*q*) de plus y ſoit mis. Et ou cas qu'il ſera regardé & dict par droict, que la dicte Terre, que li Roys de France tient à preſent ou dict Duchié doit demeurer ou dict Roy de France, nous devant dits Conſeillers & Procureurs dudict Roy de France (*r*) * que pour contemplation de ſa dicte Suer li Roys d'Angleterre ne ſoit tenuz à li rendre ne payer les despens, fraiz & couſts deſſus dits.

(*n*) ſes

(*o*) & que

(*p*) les despenz,

(*q*) de par lui y

(*r*) accordons, ou non dudit Roy, que,

§. 9. Item nous deſſus dits Conſeillers, Meſſages & Procureurs avons accordé ou nom de nos devant dis Seigneurs les Roys, & pour eux, que totes gens priſes (*ſ*) d'une part & d'autre pour le mouvement des deux Roys devant dits, ſoient delivrées & rendues à plein, c'eſt à ſçavoir les gens priſes ou arreſtées en Gascongne, tantoſt que la dicte patience ſera donnée & la Paix criées par de là ; & les gens priſes ou arreſtées par deçà en France ou en Angleterre, ſoient auſſy rendues & delivrées au plus toſt qu'il ſera venu à la connoiſſance des dictes parties, que la dicte patience aura eſté donnée, & la dicte Paix criée en Gascongne, ſi comme dit eſt.

(*ſ*) ou arreſtes,

ANNO 1325.

§. 10. Et toutes les choſes deſſus dictes & chacune d'icelles nous devant dits Conſeillers, Meſſages & Procureurs des devant dits Roys de France & d'Angleterre avons promis en bonne foy, ou nom de nos dits Seigneurs & pour eux, à tenir, garder & accomplir de poinct en poinct en bonne foy en toutes choſes, en la maniere, qu'elles ſont par deſſus contenues, & non faire ne venir encontre, ne ſueffrir à venir ; & que parmy * (*t*) eut choſes ſera bon accord & bonne amitié entre les dits Roys, de ceux qui ont eſté aidans, & des ſousmis ou autres d'une partie & d'autre, ſera ordené à l'aſſemblée des deux Roys deſſus dicts. Et avons promis nous devant dits Conſeillers, Meſſages & Procureurs, à faire & procurer en bonne foy envers nos Seigneurs les dits Roys, que chacun de eux donra dedans la prochaine feſte de la nativité Sainct Jean Baptiſte au plus tard ſes Lettres ouvertes ſeellées de ſon ſeel ; par leſquelles ils aggreeront, ratefieront & approuveront toutes les choſes deſſus escrites & chacunes d'icelles. La teneur des Lettres ſur le pooir à nous donné devant dis Conſeillers, Meſſages & Procureurs des dicts Roys noſtre Seigneur eſt telle.

(*t*) ces choſes

§. 11. CAROLUS Dei gratia Franciæ & Navarræ Rex, univerſis præſentes Litteras inſpecturis Salutem. Notum facimus, quod nos de fidelitate & circumſpectione dilectorum & fidelium P. Vivarienſis Epiſcopi, Alfonſi de Ispania conſanguinei noſtri, G. Conſtabularii Franciæ, Magiſtri Johannis Cerchemont Cancellarii, Hugonis de Chalençon Cantoris Claromontenſis, & Guilelmi Flotte Domini de Renello Militis, Conſiliariorum noſtrorum, plenam fiduciam obtinentes, ipſos facimus, ordinamus & conſtituimus veros & legitimos Procuratores noſtros ac Nuncios ſpeciales ; dantes & concedentes eisdem ſex, quinque, quatuor, tribus, & duobus eorum, generalem, plenam & liberam poteſtatem ac ſpeciale mandatum tractandi de reformatione Pacis & Concordiæ, inter nos & Regem Angliæ, ac de iis, quæ ad Pacem pertinent ; etiam ſupra omnibus & ſingulis discordiis, guerris, litibus, controverſiis, cauſis, quæſtionibus, damnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & perſonalibus mixtis, quæ fuerunt, ſunt vel eſſe poſſent occaſione quacumque inter nos & Regem præfatum ; ac tractatum hujusmodi quacumque firmitate vallandi, petendi, ſtipulandi, recipiendi, retinendi, paciscendi, componendi, tranſigendi, concordandi & conveniendi, ac in certos diem & locum, quibus nos & præfatus Rex Angliæ perſonaliter conveniamus, ſi expedire viderint, conſentiendi ac eosdem diem & locum noſtro nomine acceptandi, & Treugas ſeu ſufferentiam vallandi, firmandi ac etiam roborandi ; diem & Treugas ſeu ſufferentiam hujusmodi, ſemel & pluries, quoties expedire videbitur, prorogandi ; ac omnia & ſingula faciendi, quæ ſunt Pacis & Concordiæ, & ad plenam Pacem & concordiam valeant pertinere, & quod faceremus, vel facere poſſemus, ſi præſentes eſſemus, etiam ſi Mandatum exigant ſpeciale. Volentes omnia & ſingula neceſſaria & utilia ad faciendum & complendum præmiſſa, & quodlibet præmiſſorum pro ſpecialiter expreſſis & enunciatis haberi ; ac promittentes pro nobis ſucceſſoribusque noſtris ratum & firmum habere & habituros, quicquid per dictos Conſiliarios & Procuratores noſtros ſex, quinque, quatuor, tres aut duos ex ipſis, ut dictum eſt, in forma ſuperius expreſſa, geſtum, actum, & factum, ſeu etiam procuratum fuit in præmiſſis & quolibet præmiſſorum. Supra quibus approbandis, tenendis, ſervandis, faciendis & complendis, nos & ſucceſſores noſtros, bonaque noſtra omnia obligamus. In quorum teſtimonium ſigillum noſtrum fecimus præſentibus his apponi. Datum & actum apud Fontembliandi, in vigilia feſti Pentecoſtes anno Domini milleſimo trecenteſimo vigeſimo quinto.

§. 12. Item : (1) EDOUARDUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Dux Acquitaniæ, univerſis præſentes Litteras inſpecturis Salutem. Noverit univerſitas veſtra, quod nos de fidelitate & circumſpectione Venerabilium Patrum Johannis Norwicenſis, & Johannis Wintonenſis Epiſcoporum & dilectorum & fidelium noſtrorum Johannis de Britannia Comitis Richemundi conſanguinei noſtri & Guillelmi de Ayremine Canonici Ebroicen. plenam fiduciam obtinentes, ipſos facimus, ordinamus & conſtituimus veros & legitimos Procuratores noſtros & Nuntios ſpeciales

(1) Voyez le même Plein-pouvoir ci-deſſus p. 78. col. 1. §. 2.

ANNO 1325. les ; dantes & concedentes eisdem tribus & duobus eorum, quorum alter dictorum Episcoporum sit unus, generalem, plenam & liberam potestatem & speciale m datum tractandi de reformatione Pacis & Concordiæ inter nos & excellentissimum Principem Carolum Regem Franciæ & Navarræ Illustrem, ac de his quæ ad Pacem pertinent, & supra omnibus & singulis discordiis, litibus, controversiis, guerris, causis, quæstionibus, damnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & personalibus atque mixtis, quæ fuerunt & sunt vel esse possent inter nos & ipsum Regem occasione quacumque; ac tractatum hujusmodi quacumque firmitate vallandi, petendi, stipulandi, recipiendi, retinendi, paciscendi, componendi, transigendi, concordandi & conveniendi & in certos diem & locum, quibus dictus Rex Franciæ & nos personaliter conveniamus, si expedire viderint, consentiendi, ac eosdem diem & locum nostro nomine acceptandi, & Treugas seu sufferentiam inter nos & eundem Regem sub quibuscumque formis vel modis dicti Procuratores nostri tres aut duo eorum, ut prædictum est, opportunum viderint de novo capiendi & ineundi; ac ipsas treugas sive sufferentiam hujusmodi semel & pluries quoties expedire videbitur prorogandi, ac omnia & singula faciendi, quæ sunt pacis & concordiæ, & ad plenam pacem & concordiam valeant pertinere, & quæ nos faceremus vel facere possemus si præsentes essemus, etiam si mandatum exigant speciale. Volentes omnia & singula necessaria & utilia ad faciendum & complendum præmissa & quodlibet præmissorum pro specialiter expressis & enunciatis haberi; promittentes insuper pro nobis & heredibus nostris, ratum & firmum habere & habituros, quicquid per dictos Procuratores & Nuntios nostros tres vel duos eorum, ut est dictum, in forma superius expressa gestum, actum & factum, seu etiam procuratum fuerit in præmissis & quolibet præmissorum. Supra quibus approbandis, tenendis, servandis, faciendis & complendis, nos & hæredes nostros & bona nostra omnia obligamus, & etiam omnibus, quorum interest vel interesse poterit * institutum significamus per has nostras Litteras patentes sigilli nostri munimine roboratas. Datum apud Winton. sexto die Maji, anno Domini, millesimo trecentesimo vicesimo quinto, Regni verò nostri decimo octavo.

§. 13. En tesmoin desquelles choses nous Conseillers, Messages & Procureurs dessus dicts avons mis nos seaux en ces Lettres. Donné à Paris, le derrain jour de May, l'an de grace mil trois cens vingt cinq. Est scellé de neuf seaux.

CXXVII.

4. Sept. *Lettres Patentes du Roi de France* CHARLES IV. *par lesquelles il declare de vouloir bien recevoir l'Hommage, que le Roi d'Angleterre* EDOUARD II. *lui devoit faire en personne, de son Fils aîné, à condition que ledit Roi transporte à celui-ci toutes ses Terres en France, & qu'en outre ce Fils aîné s'oblige à payer au Roi de France la Somme de 60000. Livres Parisis. Donné à Chateau Neuf sur Laire le 4. Septembre* 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 164.]

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, a touz ceaux, qui ces Lettres verront, Salutz.

Nous faisſoms assavoir a touz, que come,

Solonc l'Acort, fait entre noz gentz, pur nous, d'une partie, & les Messages & Procureurs de nostre Chere Frere, le Roy d'Engleterre d'autre partie, conferme par nous & par le dit nostre Frere,

Il dust venir a nous, faire homage, solonc la fourme & la maniere du dit accort:

Et, de nouel, nous, a la requeste de nostre Treschere Soer, la Roigne d'Engleterre, aiens voulu qe, en cas que le dit Roi d'Engleterre transportera en nostre chere neveu, Edward, son aisne fuiz, tout le droit, q'il a es Terres, pur les queles il nous doit faire le dit homage (exceptees, & par especial reservees les terres, que nous tenoms & devoms tenir) & lui en faire droit, solonc la forme du dit accort, nous receuroms le dit nostre Neveu au dit homage, souz les fourmes, manieres. & condiciouns, souz les queles nous devioms receure son Pere, contenues ou dit acort.

Et, en outre, parmi sexante Mille libr. Paris. par cause de la dite receptioun, savoir faisſoms qe,

En cas ou le dit Transport serra fait, & nous auroms receu le dit nostre Neveu en nostre homage, souz les manieres, fourmes, & condiciouns dessusdits, ANNO 1325.

Des quelles nous ne nous entendoms, en riens, a departir, ne deroger, ne fere prejudice aus droitz, a nous appertenaunz par ycells, par les coses contenus en ces presentes Lettres, ne par autres, fors tauntoulement en taunt, quant touche la recepcioun du dit nostre Neveu, en lui de son Piere, au dit homage, sicome dist est,

Il nous pleſt, a la requeste de nostre dite Soer, que, Si le dit nostre Neveu oblige envers nous soi, & tout ceo q'il avera, par cause du dit Transport, de nous paier les dites Sezaunte Mille Liv. a nostre volunte, par tielle manere que l'obligacioun soit valable, ferme, & estable, saunz delay, apres ce que la dite obligacioun serra faite,

L'Ercevesque de Vianne, & l'Evesque d'Orenge, rendent a nostre dit Neveu les Lettres, que nous leur avioms fait baillier en depoos, touchaunz la recepcioun de l'Omage du dit nostre Neveu.

Donne a Chasteau Neuf sur Laire, le quart jour de Septembre, l'an de grace mil, trois centz, vint & cinc.

Per Dominum Regem ad relat. Concilii.
Tho Feir.

CXXVIII.

5. Sept. *Conventio inter Reges Romanorum* LUDOVICUM *Bavarum, &* FRIDERICUM *Austriacum, de possidendo, procurando & administrando Romanum Imperium instmul tanquam una eademque Persona. Actum Monachii die Jovis antè Diem Nativitatis B. Virginis Mariæ Anno* 1325. [LIMNÆI Juris publici Imper. Romano-Germanici Tom. I. Libr. II. Cap. II. num. 5. CUSPINIANUS in Austria pag. 638. GERHARDUS DE ROO Libr. III. Histor. Austr. pag. 96. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil 1. pag. 2. en Allemand.]

NOS Ludovicus & Fridericus Dei gratia Romanorum Reges semper Augusti, notum facimus omnibus has Literas visuris, aut legi audituris, quod in nomine Dei, ad Dei & Sanctorum ejus laudem, Ecclesiæ Rom. honorem, Rom. Imperii utilitatem, & Sanctæ Christianitatis pacem ac defensionem, juxta sapientum & doctorum virorum Clericorum ac Laicorum consilium, & informationem nos invicem reconciliavimus, & confœderavimus in perpetuum, ea lege, ut Rom. Imperium, ad quod ambo electi & concreati sumus, cum omnibus suis dignitatibus atque bonis, & quicquid habet, & ad illud pertinet, in universo mundo pariter, tanquam una persona, unus non melius quam alter, nec plus aut minus possideamus, habeamus, procuremus & administremus: volumus nos etiam invicem adjuvare perpetua fide vendicando, laborando, satagendo, loquendo, agendo, & cum omnibus atque in omnibus, quousque nostrum corpus & bona perdurant, contra quoscunque, ac debet alter alterum non deserere, nec ab eo discedere; si alteri peculiaria negotia fierent secularia aut spiritualia: Sed causa unius esto etiam alterius, in omni loco & in omni necessitate. Debemus insuper bonum & malum, emolumentum & damnum pariter æstimare omnibus in rebus, parem quoque dignitatem habere in viis, in Ecclesiis & in omni loco, & nos ambos Romanos Reges & Augustos scribere & nominare, & nos fratres vocare & scribere invicem atque etiam ceu fratres gerere: Et qui ex nobis alteri scribit, is eum præponat, cum proscribimus ambo simul Privilegia vel Literas, tum præponat se hic hodie, ille cras, ut in hoc prærogativa sit nulla. Cum agit unus nostrum quippiam altero absente, quacunque in re id agat, alterius & suo nomine, illum præferat, ut non animadvertatur, actum ejus esse meliorem qui cum perficit, quam alterius, quandoquidem actiones utriusque nostrum indivisa fieri debent in omnibus rebus. Debemus etiam duo nova Sigilla facere, in quibus ambobus utriusque nostrum nomina scripta sint, & in nostro Regis Ludovici Sigillo debet Regis Friderici nomen præcedere, sicut in nostro Regis Friderici Sigillo debet Regis Ludovici nomen præire, & debent Sigilla ejusdem magnitudinis formæ & literæ esse. Quæ majora feuda, utpote Regna, Principatus, Comitatus, & quæ alias

ANNO 1325. alias majora Feuda sunt, ad Imperium devolvuntur, ea debemus ambo simul conferre non alter absque altero. Alia secularia Feuda & Ecclesiastica, Præposituræ Ecclesiæ, quomodocunque nominentur, si vacent, eas alteruter conferat ex nobis, alter ratum habeto & firmum. Si autem simul conferamus Feudum, qui investituram prius consequitur, is acquiret Feudum. Et in secularibus Feudis, quæ vacant, alteruter ex nobis ea confert, Homagium pro Feudo ita recipiat, ut nobis ambobus juretur, & præponatur in juramento, qui non est præsens. Vasallum item ad alterum dirigat, quamprimum eum adire poterit, ut Feudum ab eo quoque accipiat. Quod si verò Ecclesiasticus, aut Secularis Princeps, Prælatus vel Dominus, qui sua Feuda ab Imperio accipere tenetur, ab altero nostrum acciperet, is Homagium ab eo recipiat, eumque ad alterum dirigat, sicut supra scriptum est. Alter nostrum absque altero, debet nec potest Imperii Civitates, Castra, Munitiones, Dominia, Terras & Homines, & quicquid tam magnum est, alienare nec oppignorare, neque res valde magnas pertractare. Si proficiscatur unus ex nobis in Italiam, huic debet alter mandatum suum eo tradere, & iste huic hic (in Germania) relinquere sponte. Quicquid enim unus nostrum in posterum facit, hoc debet alter ratum habere & confirmare suis Literis. Quicquid autem antea uterque nostrum fecit donando, Feuda conferendo, providendo, oppignorando & quocumque alio modo, sive in Secularibus, sive in Ecclesiasticis rebus, in quibus potestatem habet, id firmum esto omnibus, nisi id communi consilio & voluntate in melius ad Imperii utilitatem mutare possimus; & nominatim, quicquid nos Rex Ludovicus erga nostrum Filium Marchionem Brandeburgensem, & erga nostrum Generum Marchionem Misnensem, Feuda Principatuum aliaque ejus conferendo fecimus, ratum & firmum esto. Si utrinque res aliquas & bonum quodcunque duobus vel pluribus dedimus, in Feudum contulimus, oppignoravimus, quicunque possidet hoc & evicit, penes illum remaneto. Omne quoque quod alteruter nostrum de Imperio possidet, aut deinceps acquirit, terras, homines aut quidvis aliud, id alteri subjiciat, & quicunque uni juravit, vel jurat, is alteri quoque juret, sive sit Princeps Secularis, sive Ecclesiasticus, Comes liber, Vasallus, Civitas, Oppidum, Clericus sive Laïcus, & quisquis unius nostrum amicus est & fautor, alterius quoque amicus & fautor esto: Qui vero hoc denegaverit, contra hunc debemus nos invicem juvare pro viribus, ut ille vel illi cogantur. Debemus quoque nos ambo eundem Judicem Curiæ, & eundem Scribam Curiæ habere, ut nostrum Judicium indivisum sit, & hi debent per dimidium annum vel per quartam anni partem, modo apud unum, modo apud alterum nostrum per vices manere, & quicquid coram uno ex nobis judicabitur, hoc erit coram altero ratum, & quod inchoatur coram uno, hoc potest finiri coram altero, & viciſſim reassumi, quotiescunque termini elabuntur, & quisquis ab uno nostrum bannitur, is potest coram altero absolvi, siquidem unum est Judicium & unus Judex. Quicquid etiam coram nobis judicatum est inter eos, quos pro Regibus habebant, hoc debet ex utraque parte ratum esse, & ad finem perduci. Quicquid autem nos Fridericus, contra illos, qui Regis Ludovici partes sequebantur ad nostram actionem, & nos Rex Ludovicus viciſſim contra Regis Friderici Sectatores supra nostram postulationem judicavimus, hoc est utrinque cassum, & debet quilibet in posterum ab altero jus petere & facere super hæc omnia, in omnibus rebus, dignitatibus, honoribus, in omnibus terris totius Orbis ad omnia jura & dignitates, circa res omnes erga Principes Ecclesiasticos vel Seculares, Comites, Liberos, Civitates, divites & pauperes, nobiles & ignobiles, quibus omnibus vel sumus paris potestatis & dominationis, adeo ut neuter nostrum prior, posterior, superior, & inferior sit, in omnibus quæ Imperium habet, & debemus ambos tanquam unus vir opponere, si contra nos, vel alterum ex nobis in spiritualibus & secularibus negotiis, sive Clerici sive Laici aliquid unquam agere vel facere vellent, aut antehac egissent feciſſentve in nostrum aut Imperii præjudicium quocunque modo: Debemus item nos invicem non deserere per ullam necessitatem, Ecclesiasticam vel secularem, Et quandoquidem nos in Deo, & cum Deo, omne quod scriptum est, unanimiter fecimus, promittimus per juramentum nostrum & fidem, quæ super hæc corporaliter præstitimus & dedimus, sub omni obligatione, qua nos erga Deum, coram Confessariis antea constrinximus, quod nos omnia de verbo ad verbum, sicut scriptum est, usque ad nostrum utriusque obitum inviolabiliter rata ac integra retinere amabiliter & fideliter, & perficere volumus, in omnibus suis partibus: & præcipue, quod nos in hac reconciliatione, Romano Imperio suum honorem, sua bona & dignitatem promovere, tutari, tenere & augere volumus, omni nostra ope ac vi quanta maxima poterimus, in corpore & bonis secundum veram fidem & Christianam vitam. In quorum testimonium damus has Literas, cum dependentibus nostris Sigillis, & promittimus sub omni obligatione supra scripta, quod illis velimus renovare & sigillare nostris novis Sigillis, quamprimum illa scripta fuerint. Omnium supra scriptarum rerum sunt testes, Comes Bertholdus de Hennebergk, Fridericus Burggravius de Nurnberg, Frater Conradus de Gundelfigen Magister Teutonici Ordinis in Alemania, Hermannus à Liechtenberg Cancellarius, Magister Ulricus Wilde supremus Scriba nostri Regis Ludovici, Dietericus de Pillichdorf, Johannes Dapifer de Diessenhoven, Beigandus à Trausnicol, Frater Conradus Prior de Monachio, & Frater Gotfridus Prior Maurbachensis in omnium Sanctorum valle, utriusque nostrûm Confessarii, qui omnes interfuerunt. Hæ Literæ datæ sunt Monachii, die Jovis ante Dominæ nostræ diem, cum nasceretur, anno à Christi nativitate MCCCXXV. undecimo anno nostri Regni.

ANNO 1325.

CXXIX.

10. Sept. *Litteræ Patentes* EDUARDI II. *Regis Angliæ, quibus Ducatum Aquitaniæ Primogenito suo* EDUARDO *donat. Datæ apud Dovorriam. 10. die Septembris anno 1325.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 165.]

UNIVERSIS pateat, per præsentes, quòd Nos, Edwardus, Dei gratiâ, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitaniæ, omni jure & modo, quibus possumus, meliori, & ex certâ scientiâ,

DONAMUS & CONCEDIMUS, pleno jure, Edwardo, Primogenito Filio nostro carissimo, Comiti Cestriæ, Hæredibus, & Successoribus suis, Regibus Angliæ, TOTUM DUCATUM NOSTRUM AQUITANIÆ, & omnes ac singulas Terras, quas habemus & habere debemus, tenemus & tenere debemus, in Regno Franciæ, Libertates, Jurisdictiones, Feoda, Retrofeoda, Civitates, Castra, Villas, Burgos, Redditus, Comitatus, Vicecomitatus, Loca, Homagia, Obedientias, Dominia, Jura, Servitutes, & cætera quæcunque corporalia & incorporalia, & alia quæcumque, ad dictos Ducatum & Terras pertinentia, & pertinere debentia, quocumque nomine censeantur, in quibuscumque locis consistant, cum suis Juribus & Pertinentiis universis,

HABENDA & TENENDA omnia & singula supradicta sibi, Hæredibus, & Successoribus suis, Regibus Angliæ, Jure Hæreditario, IMPERPETUUM ita liberè & quietè, sicut Nos, & Antecessores nostri, ea tenuimus & habuimus, tenere & habere debuimus, seu debemus, secundum formam Pacum, inter illustres Reges Franciæ & Antecessores nostros factarum:

CEDENTES & CONCEDENTES eidem Filio nostro, ac transferentes in eundem, Jure & modo, quibus possumus, meliori, omnia Jura, Deveria, aut aliquarum earundem.

VOLUMUS insuper, & CONCEDIMUS, quòd idem Filius noster Ducatûs, Terrarum, Libertatum, Jurisdictionum, Jurium, & cæterorum omnium & singulorum prædictorum, Possessionem, vel quasi, per se, vel alium apprehendere & nancisci valeat, nullâ aliâ a nobis Licentiâ super hoc, seu auctoritate, expectatâ, petitâ aliqualiter, vel optentâ.

Dantes insuper firmiter in mandatis, tenore nostrarum præsentium Literarum, omnibus & singulis Archiepiscopis, Episcopis, Marchionibus, Comitibus, Vicecomitibus, Baronibus, Communitatibus, Majoribus, Collegiis, Corporibus, Militibus, Vassallis, Feodatariis, & aliis quibuscumque singularibus personis, occasione dicti Ducatûs, & Terrarum prædictarum, necnon ratione præmissorum, vel alicujus eorum, nobis subjectis, vel astrictis, astringi, subici, vel obedire debentibus quoquomodo; quòd, de cætero, dicto Filio nostro, Hæredibus & Successoribus suis, Regibus Angliæ, in omnibus supradictis, & ea qualitercumque tangentibus, pareant, & obediant, & intendant: præstent, faciant, & perfolvant, solita Juramenta, Homagia, Fidelitates, Obedientias, Census, Redditus, & omnia ac singula alia Servitia, tàm in Mutamento Dominii, quàm aliàs, debita vel consueta, & cætera omnia, quocumque nomine censeantur; sicut nobis, & Antecessoribus nostris, parere, obedire, intendere,

ANNO 1325. præstare, facere & solvere consueverunt, vel aliqualiter debuerunt:

Ita tamen quòd, si prædictus Filius noster, nobis viventibus, moriatur, prædicti, Ducatus, Terræ, & cætera omnia & singula supradicta, cum omnibus suis Juribus & Pertinentiis, ad Nos, & Hæredes nostros, Reges Angliæ, sine aliquâ contradictione, liberè revertantur; antiquâ naturâ, qualitate, & Conditione Feudali, occasione prædictorum, vel alicujus eorum, seu aliquâ aliâ ratione, vel causâ, in nullo mutatâ.

In quorum omnium Testimonium has Literas nostras fieri fecimus Patentes, Sigilli nostri munimine roboratas.

Dat. apud Dovorriam decimo die Septembris.

Ista Carta facta fuit secundum Notam missam per Episcopum Wyntonienſem.

CXXX.

18. Oct. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *super petitione Scotorum ab ipso rejecta, & super Negotiationibus cum* CAROLO IV. *Rege Franciæ. Datæ apud Shene die* 18. *Octobris* 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 176.]

PAPÆ Edwardus, eadem gratiâ, Rex Angliæ, & Dominus Hiberniæ, devota Pedum oscula beatorum.

Apostolicæ circumspectionis affluens bonitas, omnium semper salutem sitiens Filiorum, sic ad preces inclinatur humilium, ut eos dirigat in viam Justitiæ, quæ contra Tumores superborum erigitur, ut ipsos percellat rigore Disciplinæ.

Audivimus siquidem. Pater sanctissime, nostrorum Clericorum, in vestrâ sanctâ Curiâ commorantium, relatione fide dignâ, quantâ cum Mansuetudine Scotorum Petitionem,

Per quam adnullari Censuras contra ipsos, ob ipsorum contemptus & Rebelliones, contra sanctam Romanam Ecclesiam multipliciter contractos, ritè Apostolicâ auctoritate prolatas, non absque ipsius dedecore, præsumptione temerariâ postulabant,

Vestra Benignitas justè repulit, & Sinum sanctæ Matris Ecclesiæ eis aperire renuit non correctis:

In quo profectò honorem Universalis Ecclesiæ conservatum perpendimus, & Jus nostrum regium, quoad usurpata in ipsorum Rebellione, manere adhuc, dictarum Censurarum vigore, illibatum;

Undè vestræ Beatitudini grates & gratias referimus quas sufficimus & valemus.

Ad hæc, pie Pater, qualiter, exhortis nuper Discordiarum plantariis, inter Magnificum Principem, Dominum Karolum, Franciæ & Navarræ Regem, & Nos, super diversis Articulis, vestra Benignitas tàm præfatum Regem, quàm nos solicitavit, sæpiùs per Apostolica scripta salubriter exhortando, ut Pacis assentiremus Tractatibus pro Guerrarum incommodis evitandis:

Qualiter etiam, subsequenter venerabiles Patres Archiepiscopum Viennensem, & H. Auriacensem Episcopum, tàm ad præfatum Regem, quàm ad nos, pro Pacis reformatione transmissistis, non excidit à vestræ memoriâ Sanctitatis; & quæ ipsi, circa hoc, agere studuerint, vestræ Mansuetudini, ante hæc tempora, seriatim meminimus nos scripsisse.

Et, quia ipsorum Nunciorum usi consilio,

Qui nobis dederunt intelligi, quòd Isabellæ, Reginæ Angliæ, Consortis nostræ carissimæ, præsentia prædicti Regis, Fratris sui, motiones complacaret,

Et quòd, ejus optentu, deberet omnis Discordiæ materia amputari,

Quódque, per, & propter eam nedùm Justitiam, set & favores & gratias multiplices assequeremur,

Ipsam Consortem nostram transmisimus ad partes illas, quæ ibidem demorata est usque modo, non absque anxietate cordis nostri propter ipsius absentiam & moram diuturnam:

Ac deindè, pro ipsius Regis reverentiâ, per ipsorum Consilium, Patientiam præbuimus, ut idem Rex totum Ducatum Aquitaniæ ad manus suas poneret, quousque sibi factum esset Homagium, quod petebat;

Ac postremò, spe nobis per eosdem attributâ quòd, facto Homagio, plena nobis esset Restitutio facienda, de assensu ipsius Regis, consulentibus dictis Nunciis vestris, eundem Ducatum, & cæteras Terras nostras, in Dominio ipsius Regis existentes, titulo Donationis perpetuæ transtulimus in Edwardum, Filium nostrum Primogenitum, ipsúmque ad præsentiam præfati Regis transmisimus, ad faciendum ipsi Regi Homagium, ut debebat; nec remansit in nobis hactenùs quin, pro Pacis conservatione, & Amoris fœdere nutriendo, faceremus omnia, quæ à nobis fuerant, sine Exhæredationis periculo, postulata. ANNO 1325

Præfatus tamen Rex, recepto Homagio dicti Filii nostri pro prædicto Ducatu, partem ipsius Ducatûs ei verbotenus restituit, set Terram Agennensem, & nonnullas alias Terras dicti Ducatûs, ei hucusque restituere non curavit:

Et intelleximus quòd dicti Nuncii vestri, dicto negotio remanente taliter imperfecto, jam ad propria redierunt; de quo tædio afficimur, nec immeritò conturbamur: & timemus, nisi dicta fiat restitutio, Pericula prioribus graviora verisimiliter poterunt formidari.

Quamobrem Sanctitati vestræ totis desideriis supplicamus, quatinùs præfato Regi scribere, & apud eum efficaciter, solito vestræ Beatitudinis more, insistere dignemini, ut,

Amputatis radicitùs cujuslibet indignationis rancoribus, consideratisque Alligantiarum & Connexitatum multiplicum, inter ipsius Regis & nostras Domus regias, fœderibus, ante hæc tempora contractis, & variis firmitatibus vallatis,

Præfato Filio nostro, Nepoti suo (cujus honorem optare præsumitur Fœdere naturali) Ducatum integraliter restituat memoratum, ut prioris Amicitiæ fœdera inter ipsum Regem & nos illibata permaneant, & iterandi priorum discordiarum discrimina materia nullatenus præbeatur.

Conservet vos &c.

Dat. apud Shene decimo octavo die Octobris.

CXXXI.

*Réponſe d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre au Roi de France* CHARLES IV. *dans laquelle il ſe plaint de ce que la Reine ſon Epouſe & ſon Fils ainé Edouard, ſous des prétextes frivoles, ne vouloient pas encore s'en retourner en Angleterre. Donnée à Weſtmunſter le* 1. *Decembre* 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 180.] 1. Dec

TRESCHER & Tresame Frere, nous avoms resceu, & bien entendu vos Lettres, a nous livereez par l'onourable Piere en Dieu l'Evesque de Wynceſtre, & ce q'il nous ad dit, de bouche, ſur les choſes, contenues en voz dites Lettres.

Et quant a ceo, que vous nous avez mande, Trescher Frere, que nous avez entenduz par Gentz, dignes de foi, que noſtre Compaigne, la Roigne d'Engleterre, ne oſe venir par devers nous pur paril de ſa vie, & doute q'ele ad de Hugh le Despenſer.

Certes, Tresame Frere, il ne covient pas q'ele ſe doute de lui, ne de nul autre homme vivant en noſtre Roialme; quar, par Dieu, il ny ad Hugh, n'autre vivant en noſtre Poair, que mal la vouſiſt, & nous le puiſſoms ſentir, que nous le lui chaſtirians en manere, que autres prenderoient enſample; & ce eſt, & a eſte, & touz jours ſerra noſtre entiere volente, & aſſez ent avoms le Poair la Dieu mercy.

Et, Trescher & Tresame Frere, ſachez certinement que nous, ne purrioms uncques appercevir, en privee, n'en apert, en dit, n'en fait, n'en contenance, qil ne ſe ad porte, en touz pointz, vers noſtre Compaigne, come faire doit a ſa Treschere Dame.

Mes, quant nous remembroms les amiables contenances & paroles d'entre eux, quels nous avoms veu: & les grant amiſtes, q'eles lui tendiſt ſur ſon aler outre mier; & les amiables Lettres, queles ele lui ad ore tart mandee (les queles il nous ad monſtre) nous, en nulle manere, ne pooms creere que noſtre Compaigne, de lui meismes, puiſſe tiele choſe en crendre de lui (quoi que nul lui ad fait entendant par malveiſe envie) ne nous ne le purrioms en nulle manere creere de lui; einz quidoms, de certein, que, apres noſtre corps, c'eſt le homme, de noſtre Roialme, que plus de honour la voudroit, & ce lui ad touz jours monſtre, & ceo vous tesmoignoms en bone verite.

Et vous prioms, Trescher Frere, que vous ne voillez foi donner a ceux, que autre vous font entendant; einz voillez foi doner a noſtre ceſte veritable tesmoignance; qar nous avoms, & devoms par reſon, avoir plus grant coniſſance de ceſte choſe, que autre.

Pa-

ANNO 1325. Par qoi, Trescher & Tresame Frere, uncore vous prioms, ſi especialment, come nous purroms, que, pur honur de vous & de nous, & de noſtre dite Compaigne, vous voilliez tant faire, q'ele reveigne par devers nous a plus en haſte q'ele purra; qar certeinement nous ſumes molt deſeſez par la reſon, que nous avoms tant desporte la compaignie de lui: queu choſe nous ne euſſioms en nulle manere fait, ſi noun par la grant Seurte & Fiaunce que nous avioms, & avoms en vous, & en veſtre bone foi, q'ele revendroit a noſtre volente.

Auxint vous prioms, Trescher & Tresame Frere, que vous voillez graciouſement esploiter & toſt deliverer Edward noſtre Trescher Fitz eisne, veſtre Neveu, & les rendre les terres de la Duchee queles vous tenez, pur amur & affection que vous avez a lui, & qil ne ſoit Desherite, queu choſe nous entendoms pas que vous voudriez.

Et auxint nous vous prioms, Trescher & Tresame Frere, que vous lui ſoeffrez venir par devers nous, ove tote la haſte qil purra, ſi come lui eut mandoms; qar nous avoms grant volunte de lui veer, & parler, & touz jours feut noſtre volente qil revendroit devers nous, tantoſt l'omage fait, & quele heure qne nous lui manderioms.

Et, Trescher & Tresame Frere, come n'aidgaires, au temps que, l'onurable Piere en Dieu, Wautier Evesque d'Exceſtre, feuſt par devers vous, nous eſtoit certeinement fait entendant, que ascuns, de noz Enemys & Banniz, par de la, lui gauterent davoir fait mal de ſon corps, s'ils euſſent veu le temps: &, pur tieuz parils eschure, & pur groſſes buſoignes, que nous avioms a faire de lui, lui mandiſſiens, fermement enjoignantz, ſur la Foi & la Ligeance, q'il nous devoit q'il ſe haſtoit devers nous totes autres choſes leſſee, en la plus ſeure manere, q'il poeit, pur lui meismes ſauver.

Vous prioms en tant, come nous pooms, que de ceo, que ledit Evesque vint ſodenment a nous des dites parties, lui voillez avoir pur eschuſe, & entendre qil ne le fiſt par autre encheſon ſi noun par les cauſes ſusdites.

Don. a Weſtm. le primer jour de Decembr.

CXXXII.

1. Dec. *Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre à la Reine* ISABELLE *ſon Epouſe, dans laquelle il l'exhorte à s'en retourner ſans délai en Angleterre, & d'y renvoyer auſſi au plûtôt ſon Fils aîné* EDOUARD. *Donnée à Weſtmunſter le* 1. *Decembre* 1325. [RYMER Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 181.]

DAME, ſovente foiz, nous vous avoms mandez, auxibien devant l'Omage, come apres, que, pur le grant deſir, que nous avoms que vous feuſſetz pres de nous, & le grant deseeſe de quoer de veſtre ſi longe abſence, entendanz auxi come vous feuſſiiez pur ce en grant meschief, veniſſez par devers nous od tote haſte, totes excuſacions ceſſantes.

Mais, devant l'Omage vous nous eſtees excuſee par cauſe de l'Avancement des buſoignes: & ore nous avez mandee par l'Onurable Piere, l'Evesque de Wyncestre, od voz Lettres de Creaunce, que vous ne vendreez point a ore, pur peril & doute de Hugh le Despenſer; dount nous merveilioms tant come nous pooms; plus deſicome vous eſtes lodis portee vers lui, & il vers vous, en noſtre preſence, ſi amiablement; & meement, a veſtre departir, par ſi especiales promeſſes, contenances, & autres moſtrances de tresfiable amiſte, & puis, par voz tresespeciales Lettres, a lui, de tardive date, envoies; queles il nous ad monſtre.

Et, certes, Dame, nous ſavoms de verite, & enci ſavez vous, qil vous ad touz jours procurez vers nous tout l'onur q'il ad peu; ne a vous unques mal, ne vileny, n'eſtoit fait, puis que vous entraſtes noſtre compaignie, par nulli abet & procurement, ſi noun par aventure que aſcune foiz, par cauſe de vous mesmes, ſi vous voillez bien remembrer, nous vous deiffiers, aſſeer ſecreement, aſcunes paroles de chaſteement, come affiert, ſanz autre durete, & ne deuſſietz, tant pur Dieu & la Lei de ſeinte Egliſe, come pur l'onur de nous & de vous, noz Comandementz pur rien terrien trespaſſer, mie noſtre compaigne desporter.

Et trop nous desplerroit que, de puis que l'Omage eſt faite a noſtre Trescher Frere, le Roi de France, & nous ſumes en ſi bone voie d'amur, que ore vous, que nous envoiasmes pur Pees, fuiſſez encheſon de nulle diſtance entre nous (que Dieu defende) & meement par encheſons faintes & nient veritables. ANNO 1325.

Par qi nous vous mandoms, & chargeoms, en quanque nous pooms, que totes celes encheſons feintes, & autres choſes leſſees, & excuſacions ceſſantes, veignez a nous od tote haſte.

Kar a ceo, que le dit Evesque nous ad reporte, noſtre dit Frere, le Roi de France, vous ad faite dire, en ſa preſence, que, contre la forme de veſtre Conduyt, vous ne ferriez deſtorbee, & pur reen ne targez, que vous veignez, ſi come Vous Nous tenez pur veſtre Seignur, & Nous a eſtre noſtre femme.

Et, quant a voz despenſes, quant vous ſerrez venue, come Femme doit faire a ſon Seignur, nous en ordeneroms enſi que vous n'averez defaute des choſes, que vous appartenent, par quoi Nous, ou Vous puiſſoms en nul point eſtre deshonourez.

Auxint voloms, & vous mandoms, que vous ſoeffrez, & facez, noſtre Trescher Fitz Edward venir par devers nous, a plus en haſte q'il purra, ſolonc ceo que nous lui mandoms; & ceo en nulle manere ne leſſez; qar nous en avoms mult grant deſir de lui veer & parler.

Et come n'adgaires, au temps que, l'Onerable Piere en Dieu, Wauter Evesque d'Exceſtre, feuſt par devers vous, nous eſtoit certeinement fait entendant, que ascuns de noz Enemiz, & Banniz par de la, lui gaiterent d'avoir fait mal de ſon corps, s'ils euſſent veu le temps; &, par tiels parils escure, & pur groſſes buſoignes, que nous avions a faire de lui, lui mandiſſoms, fermement enjoignantz, ſur la Foi & la Ligeance, qu'il nous devoit, qu'il ſe haſtaſt devers nous, totes autres choſes leſſeez, en la plus ſeurs manere, qu'il poeit, pur lui mesmes ſalver, voloms & vous mandoms que de ceo, que le dit Evesque vint ſodeinement a nous des dites parties, lui eiez pur escuſe, & entendez qu'il ne le fiſt par autre encheſeon, ſi noun par les cauſes ſusdites.

Don. a Weſtm. le primer jour de Decembr.

CXXXIII.

*Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre à ſon Fils aîné* EDOUARD, *dans laquelle il lui enjoint de s'en revenir au plûtôt en Angleterre, avec ou ſans ſa Mere. Donnée à Weſtmunſter le* 2. *Decembre* 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 182.] 2. Dec.

TRESCHER Fiutz, tot ſoiez vous joefue, & de tendre age, remembrez bien ceo que nous vous chargeasmes, & comandasmes, a veſtre departir de nous, a Doure, & de ceo que vous nous respondiſtes lors, dount nous vous ſavions molt bon gre, & ne trespaſſez, ne contrevene, en nul poynt, ce que nous vous chargeasmes adounque pur nully.

Et, puis qil eſt enſi, que veſtre Homage eſt resceu, esploitez vous devers noſtre Trescher Frere le Roi de Fraunce veſtre Uncle, & parnez veſtre conge de lui, & venez, par devers nous, en la compaignie, noſtre Treschere Compaigne, la Roine, veſtre Mere, ſi ele veigne tantoſt.

Et, ſi ele ne veigne, venez vous, oue tote haſte, ſanz plus longe demoere; car nous avoms tresgrant deſir de vous veer, & parler; Et ceo ne leſſetz, en nulle manere, ne pur Mere, ne pur autri, ſur noſtre beneizon.

Don. a Weſtm. le ſecond jour de Decembr.

CXXXIV.

*Codicille d'*ISABEAU DE RUMIGNI *Ducheſſe de Lorraine. Fait le Samedi après la Fête de St. Nicolas en hiver, l'an* 1325. [La Veritable Origine des Maiſons d'Alſace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 160. *Tiré des Archives de Lorraine.*] 7. Dec.

A Tous ceux qui ces preſentes Lettres verront & oront, Nous ISABEAUX Ducheſſe de Lorraine & Dame de Rumigny, Salut en noſtre Seigneur. Sçachent tuit, que comme nous ayent fait noſtre Teſtament ou derrienne volenté, ouqueil il eſt contenu pluſieurs choſes ſi comm' il appert & puet apparoir par iceluy Teſtament, aiens volu ordené & accordé qui éles ſoient accomplies de point en point par nos executeurs, encore volons nous & accordons que lidis Teſ-

ANNO 1325. tament tiengne & demeure en ſa force & en ſa vertu, & auſſi l'addition que nous y faiſons & volons faire par ces preſentes Lettres. C'eſt à ſçavoir que nous en noſtre bon ſens & en noſtre bonne memoire par la grace de Dieu eu deliberation & pourveuë ſeur ce, de certaine ſcience & bien enformée de noſtre conſcience, adjouſtons oudit Teſtament ou derrienne volente les choſes qui s'enſuivent. C'eſt à ſçavoir, que nous attendans & conſiderans & regardans les grands biens, civialités & ſervices que noſtre chiers & amés fils HUES de Lorraine nous a fait ou temps paſſé, & pour l'amour & l'affection que nous avons eut envers luy, en recompenſation & en ſatisfaction de toutes les choſes deſſus dittes & pour autres certaines & juſtes cauſes qui a ce faire nous ont meuë & meuvent. A iceluy HUES noſtre fils avons donné & octroyé, donnons & octroions & reconnoiſſons bien & loialment avoir donné & octroié, par donnation faite entre les vifs ſans rappel, pour luy, pour ſes hoirs & pour ſes ſucceſſeurs quelconques perpetuellement, & heriditablement, la quinte partie de tous nos heritages que nous avons, tenons & poſſeſſons & pour avoir tenir & poſſeſſer en quelque partie & en quelque lieu que il ſoient és ballies de Vermendois, de Amiens & de Vitry, excepté la terre de Beure, & voulons & nous contentons expreſſement que tantoſt apres noſtre decés & non devant, la quinte partie deſſus ditte de tous nos heritages eſtans esdites Baillies & esdis Bailliages, les fruis, les revenus & les iſſues d'icelle, les drois & les emolumens quelconques, la Signourie & la Juſtice telle comme li avons & poons avoir, ait, tiengne & poſſeſſe perpetuellement & a touſiours, & en puit joir paiſiblement tant comme de ſa propre choſe & par plain droit, & l'en faiſons & eſtabliſſons par la teneur de ces preſentes Lettres, vray Seigneur, teneur & poſſeſſeur, & l'en mettons & avons mis en poſſeſſion & en ſaiſine, & encor avons nous donné & octroié, donnons & octroions audit HUE noſtre fils pour les cauſes deſſus dittes pour luy, pour ſes hoirs & pour ceux qui auront cauſe de luy, & volons & ordenons que apres noſtre decés il tiengne, ait, & poſſeſſe paiſiblement tous les acqués que nous avons faits ou adiet à faire en la compengnie de noſtre chier & amé Signeur & Compengnon THIEBAUT de bonne memoire jadis Duc de Lorraine, ou depuis fais par nous en noſtre vefuage. Item, encor voulons nous, ordenons & accordons que lidis HUE noſtre fils, noſtre Teſtament en ce qui y eſt contenu premiers accomply de point en point, ait, prengne & lieue à ſon proffit, reçoive & esploite toutes les iſſues, revenus, emolumens & profit qui pourront venir & iſſir, venront & iſſeront de toutes nos terres, revenues & heritages que nous avons & poons avoir és trois Bailliages deſſus dits, excepté la terre de Beure ſi comme deſſus eſt dit en faiſant les usfruis & les profis ſiens par trois années continuës, & enſuivant apres noſtre decés, premiers noſtre Teſtament accomplit, ſi comme deſſus eſt dit: Et toutes les choſes & ſingulieres deſſus dittes, donnons & avons donné audit HUE noſtre fil, franchement & hors part en telle meniere que à nul temps il ne ſoit tenu à remettre & rapporter en part avec nos autres enfans, ou hoirs, ou aucun d'eux pour quelconque cauſe, ou pour quelconque droit ou couſtume que ce ſoit, ſe il ne li plait. Et promettons par noſtre foy donnée corporelle & contre le don, la ceſſion & l'addition devant dite nous ne venrons ne proairrons à venir à nul jour, & volons & ordenons que toutes choſes & ſingulieres contenuës en ces preſentes Lettres, ſoient dou tout en tout fermement tenuës, gardées & aemplites, & que ſi il y avoit aucuns de nos autres enfans ou hoirs quiconques il fut, qui és choſes devant dites ou aucune d'icelles, mettoit empeschement ou faiſoit ou procuroit à mettre ou ſe oppoſoit en aucune maniere parquoy li dis HUES ne joiſt paiſiblement ou ne puiſt joir des choſes que nous li avons cy deſſus données & de chacune d'icelles, que il ſoit privés & exclus de tous nos biens & de toute noſtre ſucceſſion, & les en privons dés maintenant entant comme nous poons de droit & de Couſtume, & ordenons & commendons expreſſement que noſtre executeur nommeit en noſtre Teſtament, tous les troubles & les empeschemens qui és choſes deſſus dites ſeront mis ſoient tenus à pourchaſſier & pourchaſſent à oſter par nos Sire le Roy de France, en la meniere que il eſt contenu en noſtre dit Teſtament, toutesfois & toutesfois que de par ledit HUE il en ſeroit requis. Et pour toutes les choſes & ſingulieres deſſus dites entierement tenir, & aemplir dou tout en tout nous oblijons & avons obligié tous nos biens, noſtre terre, nos revenus & nos poſſeſſions quelconques envers ledit HUE, & prions & requerons à noſtre chier & amé Signeur & marit Monſiour Gauchier de Chaſtillon Comte de Porciens & Conneſtable de France, que il les choſes deſſus dites toutes les & ſingulieres veille loer, confermer & greer, & à nous donner congié & authorité dou faire mettre ſon ſeel à ces preſentes Lettres avec le noſtre, & avec le ſeel de la Prevoſté de Chaſtillon. Et nous Gauchiers de Chaſtillon, Cuens de Porciens & Conneſtable de France, à la priere & à la requeſte de noſtre chiere & amée Compengne deſſus dite, toutes les choſes & ſingulieres deſſus dittes loons, greons & confermons entant comme il nous touche & peut touchier, & l'en donnons & avons donné pooir, congié, licence & auctorité dou faire, fauf & reſervé à nous noſtre droit en toutes choſes. Et en tesmoignage de toutes les choſes & ſingulieres deſſus dites, nous avons mis noſtre ſeel à ces preſentes Lettres, ſauf noſtre droit ſi comme dit eſt, avec les ſceaux de ladite Dame & de ladite Prevoſté. Et nous Hues Beelins Bouriois de Chaſtillon ſur Marne, Garde dou ſeel & dou contre-ſeel de la Prevoſté doudit lieu, faiſons ſçavoir à tous que pardevans nous pour ce en propre perſonne eſtablie ladite Dame le don, l'octroy, la ceſſion, les promeſſes & les obligations & toutes les choſes & ſingulieres cy deſſus escrites, a fait, ordenet, accordet & greet de l'authorité & de la volenté le devantdit Monſiour Gauchier ſon marit à ce preſent & conſentant par devant nous en la maniere devant dite, & les a promiſes ladite Dame à tenir & à non contrevenir par ſa foy donnée corporellement en noſtre main. En tesmoignage de laquelle choſe nous avons mis le ſeel de ladite Prevoſté à ces preſentes Lettres avec les ſeaux de ladite Dame & doudit Monſieur Gauchier ſon marit, ſauf le droit le Roy nos Signour & l'autruy. Ce fut fait & accordé l'an de grace mil trois cens vingt & cinq, le Samedy apres la Feſte ſainct Nicolas en Hyver, ſeellée de trois ſeels de cire verte ſur doubles queües.

ANNO 1325.

CXXXV.

*Lega frà le trè Cantoni d'*URANIA, SCWIT & UNDERVALD *fatta a Biren l'Anno* 1325. *nel primo Martedi doppo Santa Nicola.* [Pièce qu'on donne ſur un MS.] 10. Dec.

AL nome di Dio che coſi ſia. Vedendoſi che la memoria dell huomo è molto debole & preſto paſſà per il che eſto facilmente ſi ſcorda il ſucceſſo de Negotii, il quale lungamente durare doveria, poi che è molto utile & neceſſario che le coſe le quali apportano Pace, quiete, & utile, & honore, in ſcritto, & Iſtrumetto facciamente ſia fatti, onde noi Compatrioti d'Urania, Scwith & Undervald, notificamo, & facciamo ſapere à qualunque leggerà overò ſentirà leggere le preſenti Lettere, che noi, per provedere & remediare alle difficoltà & male qualità de tempi, & per poter molto meglio reſtare in Pace & concordia frà noi, & che ancora poſſiamo più facilmente difendere & mantenere, i noſtri corpi & beni ci ſiamo con fede & giuramento perpetuamente & ſtabilmente l'uno con l'altro aſſicurati & collegati, la qual fede & giuramento di commun conſenſo havemo lodato, & approvato, & prometto di conſigliarci, & ajutarci l'uno l'altro con la perſona & robba a noſtre ſpeſe dentro & fuori del Paeſe contra tutti quelli che ad alcuni di noi faceſſero, ò far voleſſero forza, ò torto tanto alla perſona alla Robba, ſi che nè riſultaſſe danno à qual ſi voglia di noi ò al corpo ò alli beni, queſti tali dovemo ajutar noi meglio che potremo, & far li riſtorare in ogni intereſſe & danno ſia per accordo ò per ragione.

Havemo anco frà noi ordinato queſto in queſta ſteſſa Lega che niun di noſtri Paeſi, ò ſia Cantoni, nè meno alcuno di noi in privato ſi deva inſignorire overo ricevere alcun Signore ſenza la volontà degli altri, ò ſenza illor conſigilio, mà ognuno ò maſchio ò femina ſia ne debiti & honeſti ſervitii obediente al ſuo Signore vero, ò vero alla ſua vera Signora, eccetto à quelli Signori quali col ferro voleſſero pigliare de noſtri Paeſi, & ci voleſſero aſtringere à qualche coſa ingiuſta à quali non ſi debba fare alcun ſervitio mentre ſono in discordia con gli noſtri.

Noi in queſto ancora ſiamo accordati, che niun de Cantoni ne meno degli accordati debba fare alcun Giuramente, ò ſicurezza ad alcun Straniero ò Fuoraſtiero ſenza il conſentimento delli altri Cantoni, & Collegati. Non debba ancora alcun de noſtri Confederati venire à ragionamento alcuno con idetti Stranieri ſenza il conſentimento degli altri, & ſenza lor licenza mentre che i Cantoni non ſono ſoggetti.

Se

ANNO 1325. Se accadeſſe ancora che alcuno tradeſſe alcun de Cantoni, ò lo deſſe in altre mani, overò non oſſervaſſe alcuna delle coſe ſopraſcritte debba eſſer tenuto per traditore, & per huomo ſenza fede, & la perſona ſua debba venir nelle mani de Cantoni, & i beni confiscati.

Oltra di queſto ſiamo convenuti, che niun de noi debba torre ne meno havere à tollerare alcun Giudice, il quale ò con deneri, ò con altri bene compri Offici, ſe egli non è noſtro Compatriota.

Se ancora fra Confederati nasceſſe qualche differenza, ò guerra, all' hora debbamo i migliori & più ſacri andare à levar via tale differenza, diſſordine, & guerra per accordo ò per ragione, & ſe una della parte contradiceſſe, à queſto all' hora gli altri Confederati debbamo ajutare l'altra con accordo, ò con ragione à ſpeſe del detto contraditore.

Se accadeſſe ancora discordia, differenza, ò guerra trà Cantoni, & uno di loro non voleſſe acquetarſi ne per accordo, ne per ragione à ſpeſe & intereſſe del diſſobediente devanti ajutare gli altri.

Se alcuno de Collegati ammazzaſſe l'altro, che quello ancora perda la vita, ſalvo ſe poteſſe provare, eſſendoli pero conceſſo, che egli l'haveſſe fatto per difeſa del corpo ſuo, & ſe quel tale ſene fuggiſſe, all' hora quel tale il quale gli da albergo ò le diffenderà dentro del Paeſe, eſto ſia parimente bandito, & non poſſa ne debba ritornare nel Paeſe fino à tanto che i Cantoni di commune concordia non l'ammetteranno.

Accadendo ancora che alcuno de Collegati abbruggiaſſe ò metteſſe fuoco alle caſi dell' altro, colui mai più poſſa ritornare à repatriare & colui che l'alberga, ò li da ajuto ſia obligato à rifare il danno alla parte dannificata.

Che niuno debba far pignore l'altro ſalvo che per fitti, & per ſicurta, & che non lo poſſa fare ſenza il ſuo Giudice.

Che ognuno debba eſſere obediente al ſuo Giudice; & à colui preſentarſi nel ſuo Paeſe, & avanti quello ſteſſo ſtare à ragione.

Se alcuno per mala ſorte ſi opponeſſe al Giudice, ò foſſe diſſobediente, ò per la ſua diſſobedientia faceſſe danno ad alcuno de Confederati, all' hora quelli della Lega lo debbano conſtringere à rifare il danno al patiente.

Per tanto accio che la preſente Lega & Capitolatione & tutte le coſe ſopra ſcritte in perpetuo ſtabili, & in ſuo vigore, havemo noi Compatrioti d'Urania, Scwit, & Undervald, poſti i noſtri Sigilli nella preſente, la quali fu data à Biren l'anno 1325. nel primo martedi doppo Santa Nicola.

CXXXVI.

2. Dec. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Archiepiscopos, Episcopos & Abbates Regni ſui, ne quis, prætextu Litterarum Papalium, aliqua Juri Coronæ præjudicialia attemptare præſumat. Datæ apud Sanctum Edmundum die* 22. *Decembris* 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 184.]

REX, venerabili in Chriſto Patri, W. eâdem gratiâ, Cantuarienſi Archiepiscopo, totius Angliæ Primati, Salutem.

Volentes conſervationi Jurium Coronæ noſtræ, prout ad hoc vinculo aſtringimur Juramenti, modis & viis, quibus poterimus, providere: & illorum conatibus, qui hujusmodi Jura decurtare, ſeu diminuere moliuntur, reſiſtere, prout decet;

Vobis mandamus, in fide & dilectione, quibus nobis tenemini, firmiter injungentes, quòd, ſi aliquæ Litteræ Papales, ſeu aliæ quæcunque (in quibus aliqua nobis, ſeu Juri Coronæ noſtræ, aut Populo noſtro, præjudicialia ſint contenta) vobis delatæ fuerint, ſeu exnunc deferri contigerit, exequendæ, eas, nobis inconſultis, executioni nullatenus demandetis; nec quicquam, quod in noſtri, & Regiæ dignitatis noſtræ præjudicium, cedere poterit, attemptetis, aut per Officiales, ſeu Miniſtros veſtros, attemptari aliqualiter permittatis.

Taliter, in hac parte, vos habentes, quòd quicquam in diminutionem Jurium Coronæ noſtræ (ad quorum defenſionem, ex debito Fidelitatis & Legeantiæ veſtræ, aſtricti eſtis) non fiat, ſeu aliqualiter attemptetur, per quod ad vos, tanquam ad Violatores eorumdem Jurium, capere, ut convenit, debeamus.

Teſte Rege apud Sanctum Edmundum viceſimo ſecundo die Decembris. ANNO 1325.

Per ipſum Regem.

Eodem modo mandatum eſt ſubſcriptis; videlicet,

Domino W. Eborum Archiepiscopo Angliæ Primati.
Domino L. Dunolm. Episcopo.
Domino J. Karln. Episcopo.
Domino H. Lincoln. Episcopo.
Domino J. Wynton. Episcopo.
J. Ciceſtrenſ. Episcopo.
Th. Wygorn. Episcopo.
R. Sarum. Episcopo.
R. Coventr. & Lich. Episcopo.
J. Bathon. & Wellen. Episcopo.
H. Roffen. Episcopo.
W. Exon. Episcopo.
S. London. Episcopo.
J. Landavenſ. Episcopo.
D. Menevenſ. Episcopo.
J. Elienſ. Episcopo.
A. Bangorenſ. Episcopo.
Aſſavenſ. Episcopo.
Priori Dunolm.
Priori de Bridelyngton.
Priori Sancti Swythini Wynton.
Priori Sancti Johannis Jerlm. in Anglia.
Abbati de Waltham.
Abbati de Abyndon.
Abbati de Bello loco Regis.
Abbati de Leyceſtr.
Abbati Weſtm.
Abbati de Langedon.
Abbati de Burgo Sancti Petri.
Abbati Beatæ Mariæ Eborum.
Abbati de Colceſtr.
Abbati de Ramſeye.
Abbati de Thorneye.
Abbati de Redynges.
Abbati de Thornton.
Abbati de Evesham.
Abbati de Oseneye.
Abbati de Hida juxta Wynton.
Abbati de Cirenceſtr.
Abbati de Wynchecomb.
Abbati de Seleby.
Abbati Sancti Petri Glouc.
Abbati Glaſton.
Abbati de Langeley.
Abbati de Croilond.
Abbati de Waleden.
Abbati Sancti Auguſtini Cantuar.
Abbati de Sancto Albano.
Abbati de Sancto Edmundo.

CXXXVII.

Extrait du Traité & Conditions ſous leſquelles ceux de BRUGES, *d'*YPRES, *& autres leurs Adhérans ſont reçus en grace par* LOUIS *Duc de Brabant leur Souverain contre lequel ils s'étoient revoltez. Fait à Arkes près de S. Omer, l'an* 1326. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLII. Feuill. 255.] 1326. FLANDRE.

PREMIERS, que ceux de BRUGES, YPRE, le Franc, Courtray & leurs adherentz feroient faire & fonder un cloiſtre de Chartroix, au dehors de Courtray, de douze freres, & ce en l'honneur de Dieu, & pour les ames des trespaſſez, & qu'ils employeroient pour le ſusdict effect jusques a la ſomme de quatre mille livres de Flandre. Qu'ils rendroient & reſtitueroient aux Egliſes & Abbayes, les dommaiges & intereſts par eux ſouſtenus, au moyen de la ſusdicte guerre, ſelon l'eſtimation & ordonnance de ſix perſonnes, que ledict Conte denommeroit ausdictes fins. Que trois cents perſonnes de Bruges, & de Courtray, ſeront envoyées en peregrinaige. Si comme les cents vers Sainct Jacques en Galice. Les aultres cent a Sainct Gilles en Provence, & le demeurant vers noſtre Dame de Rochemadeur. Que le Conte ſera reſtitué en ſa Conté de Flandre, & que lesdicts de Bruges, & leurs adherents luy feroient nouvel ſerment, ſaulf la Souveraineté au Roy de France. Qu'ils payeroient au Conte pour ſes frais & despens, cent mille livres Tournois, en deduiſant par ceux de Bruges, ſoixante ſix mille livres Tournois, qu'ils avoient promis payer pour le faict du

ANNO 1326. Conte Jehan de Namur. Qu'ils payeroient & consigneroient es mains du Roy Charles ou de son Commis, la somme de deux cent mille livres Tournois: moyennant laquelle ledict Seigneur Roy prendroit a sa charge, la satisfaction que cheoit a l'endroict de ceux de Gand & d'Audenarde, pour les dommaiges & interests par eux soustenus, durant les susdictes divisions & rebellions. Par cest appoinctement fut semblablement traicté & accordé, que pour nourir & entretenir le païs de Flandre, en bonne paix & union, le Roy de France envoyeroit, de dix ans en dix ans, ses Commissaires audict Flandre, pour de nouveau faire jurer & publier ladicte Paix. Que moyennant ce que dessus, toutes choses seroient pardonnées, & touts prisonniers, tant d'une part, que d'autre, delivrez, ensemble que chascun retourneroit au sien, selon qu'il le trouveroit. Ce fust faict a Arque par les Deputez du Roy, & du Conte d'une part, & par les Deputez des Villes de Bruges, Ypre, du Franc, Dam, Nieusport, Berghes, Cassel, Messines, Warneston, Poperinghes, Bourbourch, Bailleul, Courtray & la Chastelenie, Furnambocht, Burburchanbocht, Audenbourch, & l'Escluse & d'autre.

CXXXVIII.

3. Janv. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *in quibus ipsum rogat, ne Primogenito suo in Galliis degenti Dispensationem ad Matrimonium, inconsulto Rege, concedere velit. Datæ apud Haule die* 3. *Januarii Anno* 1326. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 186.]

PAPÆ Rex devota Pedum oscula beatorum.

Crescente hominum malitiâ, & mole peccaminum exigente, undique mala prosiliunt, pullulat Seges Zizanniæ, ac Scandala oriuntur, vertitur Fides in Perfidiam, &, ex Amoris desiderio, latens odium Arma sumit.

Ecce! enim, Pater reverende, ut vestra benè novit Circumspectio, pro reformatione Pacis & Concordiæ inter Magnificum Principem, Regem Franciæ, Fratrem nostrum, & Nos, vestris optemperantes Monitis, ac Nunciorum vestrorum (quos eâ de causâ ad partes Angliæ & Franciæ destinâstis) Consilia prosequentes, primò Consortem nostram, ac demùm Edwardum, filium nostrum Primogenitum, ad dictas partes Franciæ transmisimus; sperantes, per eorum præsentiam, inter Fratrem nostrum, & Nos (sicut & nobis certitudinaliter promissum fuerat) Pacis & Amicitiæ Fœdera debere integraliter reformari; set, ad quem exitum ipsa negotia sunt deducta, vestræ Mansuetudini scripsimus non est diù.

Verùm quia tàm dicta Consors nostra, quàm dictus Filius noster, exterorum consiliis (quod displicenter referimus) jam reguntur: & Nobiles & Magnates (quos ipsorum Obsequiis & Consiliis deputaveramus) licenciati ab eis, ad Nos in Angliam redierunt; nobisque datur intelligi quòd aliqui dictum Filium nostrum, contra nostrum assensum & voluntatem, maritare proponunt; de quo turbamur, nec immeritò, & movemur;

Vestræ Beatitudini ad quam, velut ad singulare Refugium, semper recurrimus) supplicamus affectione, quâ possumus, ampliori, quatinùs, si pro Dispensatione aliquâ impetrandâ, super Conjunctione matrimoniali ipsius Filii nostri, cum aliquâ de Consanguinitate suâ, per quoscumque, vestræ Sanctitati contigerit supplicari, eam prorsus denegare dignemini, quousque nos hujusmodi Copulationi assensum præbuerimus, & vobis inde miserimus preces nostras; præsertim cùm nec Juri nec Rationi conveniat quòd, absque nostrâ voluntate & assensu, alicui maritetur.

Cæterùm, Pater Sancte, cùm pluries dictæ Consorti nostræ mandaverimus, ut ad Nos rediret in Angliam (prout aliàs vobis meminimus nos scripsisse) nec ipsa hucusque venire curaverit (quamquam Causa non subfuerit, Deus novit, nec Mundus ignorat, quare se à nobis deberet subtrahere, aut nostrum Consortium declinare) placeat quæsumus vestræ Mansuetudini, juxta Officii vestri debitum, tale & tàm salubre Remedium apponere in hac parte, quòd auferatur Exempli pernicies, & Paternâ provisione hinc indè Animarum saluti consulatur.

Conservet &c.

Dat. apud Haule tertio die Januarii.

CXXXIX.

ANNO 1326. 8. Fev *Ordre donné par* EDOUARD II. *Roi d'Angleterre au Vicomte de Northampton & autres Grands & hauts Officiers de son Royaume, pour traiter en Ennemis tous ceux qui accompagneront la Reine* ISABELLE *son Epouse, en cas qu'elle vint avec main forte en Angleterre. Donné à Gaywod le* 8. *Fevrier* 1326. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 188.]

LE Roy au Visconte de Northamptone, Salutz.

Come, n'adgaires, per assent & requeste des Prelates, Contes, & Barons, & altres Grantz de nostre Roialme, eussoms enveez la Reyne as parties de France, pur appaiser asquns debates, lesquelz le Roi de France avoit meu devers nous sur la Duchee de Guyenn, par seur & sauf Conduit du dit Roi de France, de y aler, demorer, & revenir:

Et puis apres, par assent, & par le consail la dite Reyne, les Messages le Pape, & noz Messages es parties de France, & par assent des ditz Prelates, Contes, & Barons, & altres Grauntz avantditz, & auxint par assent du dit Roy de France, eussioms donez a Edward, nostre chere Filz, la dite Duchee, par la ou nous fumes prestz, sur la mere, d'avoir passe pur nostre Homage faire:

Et tut soit ceo que nostre dit Filz eit fait son homage avantdit, & que nous eoms mandes a la dite Reyne, & a lui, de venir devers nous jadumeins, ele n'ad volue venir, ne soeffre nostre dit Filz a venir a nous; mes avoms entenduz, par noz feaux & leaux, que veignent, q'ele, par sole consail, s'est done au consail le Mortimer, nostre Enemi notoire & Rebelle, & des altres, noz Enemis & Rebeaux celes parties, & par eux, & od eux, fait Attret & Alliance des Gentz, de celes parties, & des autres Estraunges, auxibien des noz Enemis & Rebeaux, come des autres, a venir, od nostre dit Filz Edward, afforcement sur nostre terre d'Engleterre, a grever & destruer noz bones Gentz, & nostre Poeple de mesme la terre, & a mettre la terre en daunger & subjection des Aliens, & de noz Rebeaux, a nostre deshonur, prejudice, peril, & desheritance de nous & de nostre Coroune, & grant damage & destruction de nostre Poeple avantdit.

Nous, voillantz tieux Prejudices, Perils, & Desheritances, eschure, vous Commandoms, firmement enjoignantz, q'en toux les lieux, en vostre Baillie, auxibien dedeinz Franchises, come dehors, facez apertement crier, & de part nous commander, sur quantque il purront forfaire devers nous, que ceux, les Countes, Barouns, Chivalers, & altres Gentz d'Armes, Arraiours des Gentz d'Armes, Hobelours, & altres Gentz a Pie, od les gentz issint par eux Arraiez, soient Prestz, & Apparraillez d'aler, a Force & Armes, contre tieux Aliens estraunges, & Enemis de nous, & de Realme, q'ils soient, par eux arester & destruere, a totes les foitz, q'ils orront, ou saveront de lour venue;

Issint que, si la dite Reyne & nostre Filz veignent en noz Niefs, queles nous manderoms pur eux, soulement od lour Meigne, en bone manere, & obeisaunce, selonc nostre volunte & nostre commandement, adonques les receivent honurablement & curtoisement, come appent:

Et, si eux veignent en altres Niefs, od tiel poeir, en desobeisaunte manere contre nostre volente, come est desus dist, adonque (sauvent les corps de nostre dit Filz, & de la Reyne tant soulement) contre les altres Aliens estraunges, que vendrount en lour Compaigne, ou hors de lour Compaignie, en tiel manere facent come des Enemis de nous, & de nostre Realme.

Et ceux, que serront prestez, & mettront peine & diligence a ceo faire, tendroms noz bones gentz, & noz feaux & leaux; & ceux, que se feindront, & ne voillent faire, ou serront negligentz, & laschez en ceste besoigne, tendroms noz Enemis, & Adherdauntz a eux, & pur tieux les puniroms.

Escrit a Gaywod le viij. jour de Feverer.

En mesme la manere est escrit a toux les Viscountz d'Engleterre.

En mesme la manere est escrit a Johan l'Esturmy, Admiral de la Flote des Niefs, del entre de Tammes, vers le North.

En mesme la manere est escrit a Nicole Kyryel, Admiral

ANNO miral de la Flote des Niefs, del entre de Tamiſe, vers le Suth.
1326. *Teſte ut ſupra.*

En mesme la manere eſt escrit a Rauf Baſſet de Drayton, Coneſtable de Dovorr. & Gardeyn de Cinque Portz.

Teſte ut ſupra.

CXL.

18. Fev. *Literæ* BOLKONIS *Ducis Oppolienſis ſuper conceſſis ſibi in feudum à* JOANNE *Bohemiæ Rege terra* Waltenberg, *cum* Glogovia *minore aliisque Feudis. Datum annò* 1326. 12. *Kalend. Martii.* [LUNIG, Teutſchen Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortſetzung I. Abſatz III. pag. 281.]

NOs Bolko Dei Gratia Dux Oppolienſis, & Dominus in Waltenberg recognoscimus, & fatemur tenore præſentium univerſis. Nos eſſe *Principem & Vaſallum Magnifici Domini noſtri Domini Joannis Bohemiæ, & Poloniæ Regis Illuſtris ac Comitis Lucemburgenſis*, & ab eo terram *Waltenberg*, *cum Glogovia* minore & Czulcz nec non Stulicz Oppido cum munitione ibidem, & Parmuſim munitione, etiam cum Villis, hominibus, Vaſallis & Militibus ad ipſas ſpectantibus, ac aliis ſuis pertinentiis univerſis, in quibuscunque titulo habituri, noſtro hæredum & ſucceſſorum nomine Ducum Oppolienſium & Dominorum ibidem in Waltenberg recepiſſe in feudum & ab ipſo tenere ac poſſidere Jure volentes quod hæredes & Succeſſores noſtri Duces Oppolienſes, & Domini in Waltenberg prælibati, juxta Literarum continentiam, quas à *præfato Domino noſtro Rege Bohemiæ* ſuper eo recepimus, & habemus quandocunque prædictam terram noſtram vacare contigerit eam ab ipſo Domino noſtro aut à ſuis hæredibus vel Succeſſoribus ſuis *Bohemiæ Regibus* in feudo recipere ſemper deinceps debeant & tenere, & facto ſibi ſervandæ perpetuo fidelitatis homagio, ſicut & nos nunc ſpontanea & libera voluntate fecimus ei vel eis, tanquam ejus vel eorum Princeps & Vaſallus ſincera fide intendere debeant & parere. In cujus rei teſtimonium præſentes Literas fieri & ſigillo noſtro juſſimus communiri. Anno Domini MCCCXXVI. Duodecimo Calend. Martii.

CXLI.

18 Mars. *Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre, au Roi de France* CHARLES IV. *dans laquelle il ſe plaint de la conduite de ſon Epouſe* ISABELLE, *& prie le Roi de lui renvoyer inceſſamment ſon Fils aîné. Donnée à Lichefeld le* 18. *Mars* 1326. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 194.]

TRESCHER FRERE,

Nous avoms bien conceu & entenduz vos Lettres, par queles nous vous ſignifiez que vous avez parlez, a bone diligence, a veſtre Soer, ſur les reſons & choſes que nous vous avions respond; & que ele vous ad dit q'ele deſire tant d'eſtre ovesque nous, & en nostre compaignie, come bone Femme deut eſtre od ſon Seignur: & que les ſemblaunz d'amiſte, entre lui &, noſtre chere Neveu & foial, H. le Despenſer, n'eſtoient que feyntes, & la perceiveit bien; mes enſi coveneit ſuſtener pur paſſer le temps, & pys escheure.

Certes, Treschere Frere, s'ele nous amaſt, *ele deſiraſt eſtre en* noſtre compaigne, come ele ad diſt: ele, que deut eſtre meenereſſe entre vous & nous de enteriene & pardurable Pees, ne deut pas querre voies de novele Diſſenſion, que ja *ele fait*, ne ele ne euſt partie de nous, come ele fiſt, par colour de Pees & Amur norir entre vous & nous queu choſes nous entendismes en bon foye, & pur ce la maundasmes a vous; & lor *ce* penſa en ſon cuer de ſoi retrerre enſi de nous, par feynte cencheſon, controuee countre verite, ſi come nous vous tesmoignames altrefoitz, coment q'elle vous die le contraire, & ne mye verite, ſauve veſtre reverence, qar unques, tant come ele feuſt devers nous, mal ne vilenye ne resceuſt de nous, ne d'autri, ne ne le' uſſoms ſoeffert pur riens, & ne pas q'ele euſt quiſe encheſon feynte de ſuſtener pur temps paſſer, & Pys eschure, que unques nul mal n'avoit, ne ſemblable choſe eſt qele pur ce le feiſt; qar, puis qu'ele feuſt partie de nous, & feuſt venue par devers vous, ele manda a noſtre chere Neveu & foial *H.* le Despenſer Lettres dauxi grant amiſte & especiale, come ele poeit pluſours foitz de temps en temps; acorde cy la, que au darrain, quant nous la envoiams querre, & adonques au primer monſtra ele la feynte cauſe, que unques; mes n'eſtoit cy ne ſouspezone de nul, ſi par lui, noun par quei, ces choſes conſideres, homme ne doit mye foy porter a tiele feynte controveure, contre verite. ANNO 1326.

Mes verraiement, Trescher Frere, aſſez apareivoms, & auxint le poez vous, & tot homme, q'ele ne nous eyme mye come ele deut faire ſon Seignur, & que la cauſe, q'ele parle de noſtre dit Neveu, eſt feynte, & ne mye certeyne, pur quoi ele ce retret de nous; mes penſoms que ceo ſoit deſordeine volente, quant, ſi apertement, & notoirement, ele ſachaument, countre ſon devoir, & countre l'eſtat de noſtre Coronne, quele ele eſt tenue amer, ad atret a lui, & en ſa compaignie retient, de ſon conſeil, noſtre Treitre & Enemy mortel, prouz, atteint, & juggez, ſolonc les leis & les uſages de nostre Roialme, le Mortimer, & altres tieux de ſa covyne, & a lui ſa compaigne, en hoſtiel, & de hors, totes partz, celuy malveys, qui vous, a noſtre requeſte, aviez altrefoitz banny de veſtre poair, come noſtre Enemy, per vertue des Alliaunces entre noz Auncestres affirmees.

Si deverez bien voler, Trescher Frere, q'elle ſe chaſtiaſt des tieles mespriſions, & ſe porta, come faire deuſt, pur honur de touz ceux, a qi ele attient.

Quant a noſtre Fuitz, Treschere Frere, a qi auxint ſa Mere, veſtre dite Soer, fait a compaigner noſtre dit Tretre e Enemy, & lui counſeiller, & maner en despit de nous ſa demoere, ne nous pleſt mye teles parties ne pur ſa Mere, ne pur autri.

Si vous prioms, Trescher Frere, que deſicome pur vous plere, & par grant affiaunce de veſtre natureſſe & bone foy, ſaunz gayres mettre debat ſur ſon conduyt, luy eoms noſtre Duchee donez, & a vous envoie, & il ſoit de ſi tendre age qil ne poet, ne ne ſciet ſoi mesmes governer, luy nous voillez remaunder od tote haſt, iſſint que nous puiſſoms ordeiner de lui, & de ſes choſes come affiert, & a luy pendre ces terres de la Duchee, qe vous tenez, ſi come bone foi le voet, coment que ascuns voillent entendre les parolis de l'acord, en trop redde manere, a noſtre desheriteſon.

Et de ceo que vous plerra faire, Trescher Frere, de totes ces choſes, ſi vous pleſt, ſolonc Dieu, reſon, bone foy, & fraternele natureſſe, ſaunz avoir regarde a volentrine pleiſaunce de femme, au autre deſir, & des totes autres choſes nous voilez remaunder voz voluntez par Portour de ceſtes.

Don. a Lichefeld le xviij. jour de Marcz.

CXLII.

*Lettre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre à* EDOUARD *ſon Fils aîné, portant défenſe de ſe marier ſans ſon conſentement, & lui ordonnant de s'en retourner ſans delai en Angleterre. Donnée à Lychefeld, le* 18. *Mars* 1326. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 195.] 18 Mars.

EDWARD BEAU FUITZ,

Nous avoms bien entenduz ceo, que vous nous avez responduz par voz Lettres, & de ce que vous nous ſignifiez que bien vous remembre de noz charges, auxi bien de ces que vous vous ne deveriez marier ſaunz nous, come d'autres choſes, & de ceo que vous nous deiſtes, a veſtre departir de nous, a Doure, & que vous ferriez touz jours noz comandementz & pleſirs a *tot* veſtre poair.

Beau Fuitz, ſi enſi le facez, vous ferriez bien ſagement, & veſtre devoir, & averez gre de Dieu, de nous, & de tout homme; &, ſi ce noun, vous ne poez eschure grant des & damage vers Dieu, & tot homme, corouce & grant indignacion de nous; ſi vous chargeoms en taunt, come nous pooms, & ſur quantque vous poer meffaire vers nous, que vous remembrez bien des *dits* choſes; & que en nulle manere ne vous mariez, ne ſoeffrez marier nulle part, ſaunz nous & noſtre aſſent, ne eviz ceo que vous ſoiez venuz par devers nous, ne autre choſe facez que purra damage de nous, en corouce de cuer.

Et quant a ceo qe vous nous maundez, q'il vous ſemble que vous ne poez ſi touſt venir per devers nous, come nous vous avoms maundez, par cauſe *qe veſtre* Mere, q'eſt, a ce que vous dites, a tresgrant meseiſe de cuer, & que vous ne la purriez leſſer taunt come ele eſt en tiel point, pur nature, & faire veſtre dever leſſir longement en tiel meschief.

Beau-

ANNO 1326. Beaufuitz, vous savez coment nous l'avoms amee, & cherie, & verroiement, si ele se eust portee vers nous, come faire *deuſt* vers son Seignur, nous harriens molt saver sa dolour, ou son meschief;

Mes coment que ele se feigne encheſon de se retrere de nous, par cause de nostre chere *Neveu & Foial, H. le Despenſer*, qi touz jours nous ad si bien & loialment servi, vous veez, & tout le Mound peut veer, q'ele appartement, notoirement & sachaument contre son devoir, & countre l'estat *de noſtre* Coroune, quele ele est tenue amer & meintenir, attreet a sei, & en sa compaigne retient, de son conseil, le Mortimer, nostre Treitre & Enemy mortel, provez, *atteint*, & jugez, & a lui se acompaigne en Houstel, & de hors, en despit de nous, & de nostre coronne, & des droitures de nostre roialme, & celui malveys que, nostre Treschier & tresamez Frere, le Roi de France, vestre Uncle, a nostre requeste, avoit autre foitz banny de son poair, come nostre Enemy;

Et unqore fait ele pys, si pys puet estre, quant ele vous ad baille en compaigne nostre dit enemy, & fait vestre Conseiller, & vous fait aherdre & attrere a lui appartement, & notoirement, veaunt tot le mound, si a tresgrant deshonur & vilanye de nous, & de vous, & en prejudice de nostre Coronne, & des leys & usages du Roialme d'Engleterre, as queux vous estes sovereinement tenuz sauver & mentenir.

Par qoi, Beaufuitz, & pluſours autres resons, vestre demoeres celes part, q'est si hountouse, & puet estre a vous trop perilouse, & damageouse en moltz des maners, ne nous pleſt mie, ne a vous ne deit plere, ne pur vestre *Mere*, ne pur autri.

Si vous mandoms & chargeoms en la foi, amiste, & ligeaunce, que vous nous devez, & sur nostre benizon, que tant tost veignez par devers nous, nient contrestantes les excusacions desusdites, ou nulles autres, od tote la haste que vous purrez; car vestre Meere nous ad escrit que, si vous voillez returner, ele ne vous desturbereit pas: & n'entendoms pas que vestre Uncle le Roi vous *retenereit* contre la fourme de vestre conduyt.

Et en nulle manere ne lessez, ne pur vestre Mere, ne pur autre cause, d'aler en la Duchee, de qoi nous bioms ordeiner presthement, a vestre honur, od l'aide de Dieu, ne pur autre cause, ne excusacion, que vous ne veignez hastivement, sur nostre benizon, si come vous volez eschune nostre corouce & indignacion, & sur quant que vous poez meffaire vers nous; issint que nous puiſſoms ordeiner de vous, & de vestre estat, auxi bien de la Duchee, come des autres terres, que vous avez par decea, a commun profit & honur d'entre nous, come affiert.

Et, si Johan de Bretaigne, & Johan de Crombwell, voillent venir en vestre compaignie, ils ferront lour devoir.

Beaufuiz, ne trespaſſez mie noz comandementz, car nous harriens molt, que vous feiſſez choſe que vous ne duſſez.

Don. a Lychefeld le xviij. jour de Marz.

CXLIII.

31 Mars. FRANCE ET ANGLETERRE. *Traité de Paix entre* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, &* EDOUARD III. *où* VI. *Roi d'Angleterre, fait à Paris le dernier jour de Mars* (1) 1326 [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 114. d'où l'on a tiré cette Pièce. RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 279.]

A TOUS ceux, qui verront & oirront ces preſentes Lettres, nous Pierre Evesque de Chartres, Pierre Evesque (*a*) d'Auxerre, Philippe Comte de Valois, (*b*) d'Anjou & du Mayne, Gauchier de Chaſtillon, Conneſtable de France, Milles Sire de Noyers, (*c*) Matthieu de Truye Mareschal de France, Jehan Cerchemont Chancelier de France, & Andrieu de Florence (*d*) Doyen de Furnes, Conſeillers (*e*) de nostre tres cher & redoubté Seigneur CHARLES par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, & nous Johans Evesque de Wincestres & Willaumes Evesque de Norwic, Johan de (*f*) Werint, & Hugues de Dandeluye Meſſages & Procureurs de nostre tres chier & tres redoubté Seigneur EDOUARD Roy d'Angleterre: Sçavoir faiſons, que nous Conſeillers & Procureurs dudiĉt Roy de France (*g*) & pour luy d'une part, & nous avant dits Meſſagers & Procureurs de nostre dict tres chier & tres redoubté Seigneur Edouard Roy d'Angleterre en ſon nom & pour luy d'autre part; ſur debats, diſſenſions & descords meuz entre le diĉt Roy de France & Monſieur Edouard nagueres Roy d'Angleterre en la Duché de Guyenne & ailleurs en mer & en terre és Royaumes de France & d'Angleterre, avons accordé pour le bien de Paix en la forme, qui s'enſuit.

§. 2. Premierement que la terre ſurpriſe ſur le diĉt Roy de France en la diĉte Duché, puis & contre la forme de l'accord, qui dernierement ſe fiſt entre le diĉt Roy de France & le Roy d'Angleterre, (*h*) ſoit ſans delay reſtituée au diĉt Roy de France, ou aux ſiens en ſon nom à tenir ſelon la forme dudiĉt accord; ainſy ce que ledict Roy de France ou ſes gens en ſon nom ont occupé, en la diĉte Duchée, puis & contre la forme dudiĉt accord ſoit ſans delay reſtitué au diĉt Roy d'Angleterre qui ores eſt, ou à ſon mandement.

§. 3. Et avons accordé d'une part & d'autre au nom de nos dits Seigneurs les Roys, que nul homme ne ſujets d'une (*i*) partie, & d'autre, pour cauſe de desobeiſſance & rebellion ou trespas faiĉt en attendant à l'une partie ou à l'autre ne ſoit dommagez, moleſtez ne grevez en perſonne, ne en leurs biens; exceptez les perſonnes (*k*) ſus escriptes. Et que ledict Roy d'Angleterre par cauſe de cette reſtitution (*l*) faite au diĉt Roy de France de (*m*) tenir ſurpriſe ſur luy en la forme ſusdiĉte, ſe nulle y ſoit, ne ſoit achoiſonnez ne chalangez en nulle maniere comme de choſe faite encontre ledict accord; ne que nul prejudice luy aviegne en poſſeſſion ne en proprieté de nulle terre contre la forme d'iceluy accord; & tout auſſy du Roy de France.

§. 4. Item pour toutes manieres de (*n*) couſts, frais & despens, dommages & tous intereſts, que ledict Roy de France ou ſes Subjets ayent ſouſtenus ou encouru par la cauſe des mouvemens avans dis; nous avant dis Meſſages & Procureurs dudiĉt Roy d'Angleterre & (*o*) Duc de France de Guyenne, tout ſoit il (*p*) ſans compte des diĉtes meſpriſes, ſi comme nous maintenons; neantmoins pour le grand deſir, que nous ſçavons, qu'il a d'avoir la grace & bonne veillance dudiĉt Roy de France ſon Seigneur & Oncle, & pour bon amour & dilection affermer & nourrir entre les Royaulmes & les Sujets d'une part & d'autre, & pour eſtancher les dits maux; accordons par auĉtorité & pouvoir, que nous avons de noſtre diĉt Seigneur & li obligeons en cinquante mil Marcs d'Eſterlens au diĉt Roy de France, à prendre à ſa volonté; ainſe que au cas, que il plairoit mieux à noſtre diĉt Seigneur le Roy d'Angleterre ſoy mettre ſimplement des choſes contenues en cet article à la gracieuſe volonté dudiĉt Roy de France, la diĉte obligation de cinquante mil Marcs ſoit nulle (*q*) à chacun des Sujets d'une partie & d'autre; qu'ils (*r*) retournent, puiſſent & doivent retourner à leurs (*s*) heritages, qui ont eſté occupez pour cauſe dudiĉt esmouvement, au point & en l'eſtat, qu'ils (*t*) trouveront; & auſſy le diĉt Roy d'Angleterre ou ſes Subjects ne puiſſent rien demander au Roy de France ne à ſes Subjets, pour dommages, couſts, (*v*) munitez ou malefaçons enſeignes dudiĉt esmouvement.

§. 5. Et nous tous Procureurs Conſeillers, & Meſſages des dits Roys voulons, octroyons & accordons, que toutes malefaçons ſoient & desja ſont remiſes & quittées d'une partie & d'autre, à tous ceux, qui ont eſté coulpables, aidans & conſentans en cauſe & pour cauſe dudiĉt mouvement, exceptées les perſonnes desſous escriptes. Item pour ce que Monſieur Olivier (*x*) d'Inguehen, Monſieur Girard de (*y*) Caſtes, le Seigneur de Caumont, Monſieur Aymeyron du Foſſat, Monſieur Arnault du Fort, qui fut Sire de (*z*) Feſſen, le Bourk de Fois, le Seigneur de Lescu, Bertrand (*a*) Caillou, le (*b*) Sire de Landes, Remond Bernard de Sainĉte Foy, Alexandre de Caumont, qui fut Sire de (*c*) Tournebut, ont eſté cauſe des dits mouvemens, & les ont maintenuz; parquoy ils ont encouru forfaiĉture de corps & de avoirs, ſelon ce que le diĉt Roy de France maintient; nous avant dits Conſeillers & Procureurs dudiĉt Roy de France pour la contemplation de noſtre tres chere Dame, Madame la Royne d'Angleterre ſa Sœur, (*d*) Mere dudiĉt Roy d'Angleterre ſon Nepveu, pour ledict Roy de France & ou nom de luy; accordons, relaiſſons & pardonnons en tout aus diĉtes perſonnes peine de mort & de membres pour choſes faiĉtes puis les dits mouvemens jusques à ores, en muant & changeant les diĉtes poines corporelles en poines de banniſſement du Royau-

(*a*) de Anterre, (*b*) d'Amien, (*c*) Mahien de Trye, (*d*) Et Anen de Fournes, (*e*) & Procureurs, (*f*) Henaud, & Hugh Daudeleye,

(*g*) en ſon noun,

(*h*) qui fut,

(*i*) part, ne

(*k*) ſouthescriptes.

(*l*) faire

(*m*) terre

(*n*) touz fraiz,

(*o*) Duc de Gyenne,

(*p*) s'an coupe

(*q*) Sauvez

(*r*) retourner

(*s*) habitages,

(*t*) les

(*v*) interez, &

(*x*) de Ingham,

(*y*) Taſtes,

(*z*) Feſym,

(*a*) Caillon,

(*b*) Seneſcalle de

(*c*) Tournebeu

(*d*) & dudi

(1) Quoi que cette Pièce ſoit ainſi datée à la fin dans *Leibnitz* & dans *Rymer*; cependant celui-ci l'a miſe entre celles de l'année 1637. En effet cette derniere Date doit être la veritable; puis qu'il n'eſt pas probable que le Roi de France eut voulu traiter avec *Edouard* III. ſur le pie de Roi d'Angleterre, avant que les Etats du Roïaume l'euſſent reconnu pour tel, ou du moins pour Adminiſtrateur; ce qui n'arriva que le 26 Octobre 1636. comme ou le verra dans la ſuite. D'ailleurs on a mis ici en marge les principales varietez qui ſe trouvent dans la Copie de *Rymer*.

ANNO 1326. Royaume de France, mais qu'ils obeiſſent au ban.

§. 6. Et nous Procureurs & Meſſages dudict Roy d'Angleterre accordons & promettons, que noſtre dict Seigneur fera ledict ban garder en toute la terre, que il a ou Royaume de France, & mettra à execution deue à ſon (e) Royal pouvoir, & des Chaſteaux & Forteresſes des perſonnes deſſus nommez, ledict noſtre Seigneur le Roy & Duc fera abatre en ſigne de juſtice & desobeiſſance, au mandement dudict Roy de France, & en preſence de celuy que il voudra deputer en la forme & maniere, que li Roy de France commandera. Et nous dicts Conſeillers & Procureurs dudict Roy de France par auctorité & pouvoir de luy & pour luy donnons & delaiſſons au dict Roy d'Angleterre & Duc tout le droict, que le dict Roy de France a, ou peut avoir pour cauſe des dictes forfaictures en tous biens des perſonnes deſſus dits, meubles & non meubles eſtans en la Seigneurie dudict Duc; reſervé audict Roy de France le droict de Souveraineté.

(e) loial

§. 7. Et nous tous avant dis Conſeillers, Procureurs & Meſſages, moyennans Reverends Peres en Dieu, Guillaume Archevesque de Vienne, Jean de Grandſon Arcediacre de (f) Nothingin en l'Egliſe de (g) Nordewich, Meſſagers & Ambaſſiateurs à ce especiallement envoyez de noſtre St. Pere le Pape, avons traitté & accordé les choſes ſus escriptes en la forme ſus escrite, ſe elles plaiſent au dit Roy d'Angleterre. Et au cas que le dict Roy d'Angleterre n'aura ces choſes agrées ratifiées, approuvées, & la ratification d'icelles notifiées au dict Roy de France dedans le Mardy apres les octaves de Pasques prochain avenir, pour tout le jour, les dites convenances, quittances & remiſſions ſoient nulles, & de nul effect & valeur, auſſy comme ſi elles ne euſſent eſté traittées ne parlées, ledict accord qui derrenement ſe fiſt entre ledict Roy de France & le Roy d'Angleterre, qui fut, (h) demourera en ſa force & vertu (i) enſement. Nous tous Conſeillers, Procureurs & Meſſagers des dicts Roys en nom d'eux & pour eux accordons, que au cas, que les dictes choſes plaiſent au dict Roy d'Angleterre & les confirme, que le Roy de France les confirmera, & (k) dictes confirmations ſeront faictes d'une partie & d'autre, (l) par Lettres bonnes & convenables. Et apres les dictes confirmations ſera & eſt bon accord entre les dits Roys, leurs Royaumes & Duchez de Guyenne & leurs Sujets, & demourreront en bonne Paix. Et ce ſera publié & notifié és dits (m) Royaume & Duché par l'auctorité des dicts Roys. En (n) tesmoin de laquelle choſe nous avons mis nos ſeaux en ces preſentes Lettres, données à Paris le dernier jour de Mars, l'an de grace mil trois cens vingt & ſix. Et ſeellé ſur double queue de douze ſeaux.

(f) Nothingham
(g) Everwyk,

(h) demourant
(i). Enſement nous

(k) de
(l) Lettres

(m) Roiaumes
(n) tesmoignance

CXLIV.

Avril. *Traité d'Alliance entre* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France, & ROBERT Roi d'Ecoſſe, fait au mois d'Avril* 1326. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 116.]

FRANCE ET ECOSSE.

A Tous ceux, qui verront & orront ces preſentes Lettres, nous Thomas Ranulphe Comte de Moret, Seigneur du Val du Aunaude & de Manne, Jacques Beu Archidiacre de Sainct Andrieu Sire de Louis, Adam de Moriefs Doctor de Decrets, Gautiers de Twiſin Chanoine de Glascu, Procureurs de tres Excellent Prince Meſſire ROBERT par la grace de Dieu Roy d'Ecoſſe; faiſons ſçavoir à tous: que noſtre tres cher Seigneur avant dict, conſiderant, qu'entre les autres choſes, parquoy les Roys regnent, Royaumes ſont gouvernez, convenable choſe & neceſſaire eſt, que Princes s'allient enſemble par lien d'amitié & bienveillance, pour les grevances de ceux & qui grever les veulent, plus effortiement refraindre, & la tranquillité d'eux & de leurs ſoubgiez plus paiſiblement pourchaſſier; deſirans que l'amitié & la bienveillance, qui a eſté dés long temps entre les tres Excellens Princes, les Roys de France, qui pour le temps ont eſté, & les Roys d'Ecoſſe, perſevere tousjours, & receue accroiſſement avec tres Excellent Prince Monſeigneur CHARLES Roy de France & de Navarre, encontre le Roy d'Angleterre, les qui predeceſſurs ſovente fois ſe ſont penez de grever les dicts Royaumes de France & d'Ecoſſe en maintes manieres, par vertu du mandement & de la procuration, que nous avons du dict noſtre tres cher Seigneur le Roy d'Ecoſſe devantdict, de laquelle la teneur s'enſuit.

§. 2. Univerſis Litteras præſentes inſpecturis, ROBERTUS Dei gratia Rex Scotorum, Salutem. Noverit univerſitas veſtra, quod nos fecimus, conſtituimus, & per præſentes ordinamus dilectos & fideles noſtros Thomam Ranulphi Comitem Arraniæ, Dominum Vallis Anaudiæ & Manniæ nepotem noſtrum chariſſimum, Robertum de Reeh. Mareschallum Scotiæ, Magiſtrum Jacobum Beu Archidiaconum Sancti Andreæ Legum Profeſſorem, Adam de Moravia Decretorum Doctorem, & Walterum de Twyhame Canonicum Eccleſiæ Glasquenſis, Procuratores noſtros & Nuntios ſpeciales, ad tractandum cum Sereniſſimo Principe, CAROLO Dei gratia Francorum & Navarræ Rege Illuſtri, ſuper quibuscunque confœderationibus inter ipſum, heredes ſuos, proceres & regnicolas regni ſui, ex parte una; & nos & heredes noſtros, proceres & regnicolas Regni noſtri ex altera ineundis: dantes eisdem, & dicto Comiti cum quatuor, tribus, duobus aut uno eorundem, plenam gencralem & liberam poteſtatem, & ſpeciale mandatum, cum eodem Sereniſſimo Principe, ſeu ejus Procuratoribus, cujuscunque ſtatus, conditionis, aut dignitatis exiſtant, tractandi, paciscendi, firmandi, nomine noſtro & Regni quascumque confœderationes, obligationes & pacta, quibus inter eumdem Regem illuſtrem, hæredes ſuos, proceres & regnicolas regni ſui; & nos, hæredes noſtros, proceres & regnicolas regni noſtri, perpetuæ confœderationes & amicitiæ firmitas poterit concordari; ratum & gratum habentes & habituri pro nobis, hæredibus noſtris, proceribus, & regnicolis Regni noſtri, quidquid idem dictus Comes cum quatuor, tribus, duobus, aut uno eorumdem, cum eodem Domino Rege, vel ejus poteſtatem habentibus, faciendum duxerint vel duxerit in præmiſſis. In cujus teſtimonium præſentibus Litteris ſigillum noſtrum præcepimus apponi. Datum apud Dundee, vigeſimo die Aprilis, anno gratiæ, milleſimo trecenteſimo viceſimo quinto, & anno Regni noſtri viceſimo.

ANNO 1326.

§. 3. Avons fait alliance au nom de noſtre dict Seigneur le Roy d'Ecoſſe, & pour li comme les Procureurs en nom procuratoire, en la maniere, qui s'enſuit. C'eſt à ſçavoir, que le dict noſtre tres cher Seigneur le Roy d'Ecoſſe, ſes hoirs, & ſes ſucceſſeurs Rois ſont & ſeront obligez au Roy de France, ſes ſucceſſeurs Rois, & au Royaume de France, pour guerroyer le Roy d'Angleterre à tout leur peril, ſe guerre ſourt entre le dict Roy de France d'une part, & le Roy d'Angleterre d'autre; les treves entre les dicts Rois d'Angleterre & d'Ecoſſe ja priſes & pendans en quelconque maniere, finies. Et encores eſt obligé li Roy d'Ecoſſe, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs Roys d'Ecoſſe, ſon Royaume, ſa communauté, s'il advient, qu'ilz faſſent paix, ou prennent treves avec le Roy d'Angleterre, ou ſes hoirs, que le Roy de France, ſes hoirs ou ſucceſſeurs Roys de France, ſon Royaume, ſa communauté, ſoit hors pris; ſi que celle paix ou treve ſoit nulle, ſe guerre ſourt entre les devant dictz Roys de France & d'Angleterre. Et eſt le dict Roy de France, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs Roys de France, ſon Royaume, ſa communauté obligez, que s'ils faiſoient paix, ou prenoient treve avec le Roy d'Angleterre, que noſtre dict le Roy d'Ecoſſe devant dict, ſes hoirs, ſes Succeſſeurs Roys d'Ecoſſe, ſon Royaume & toute ſa communauté ſeront hors pris; ſe que celle paix ou treve ſoit nulle, ſe guerre ſourt entre le Roy d'Angleterre, & ledict noſtre Seigneur le Roy d'Ecoſſe.

§. 4. Et eſt encor le dict Roy de France, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs, ſon Royaume, & ſa communauté, obligez à nous Procureurs dudict noſtre Seigneur le Roy d'Ecoſſe en nom procuratoire, & pour luy en bonne foy, comme loyaux alliez; que toutes les fois, que le dict Roy d'Ecoſſe noſtre Seigneur, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs, ſon Royaume, & ſa communauté auront à faire d'ayde ou de conſeil en temps de paix ou de guerre encontre le Roy d'Angleterre, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs Rois d'Angleterre, ou ſes ſougiez; qu'ils les aideront & conſeilleront en ce qu'ilz pourront bonnement comme loyaux alliez; & toutes ces choſes, & chacune d'icelles fermement tenir, & loyaument pour fournir, promettons en bonne foy, en nom procuratoire dudict noſtre Seigneur le Roy d'Ecoſſe, & pour li, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs Rois d'Ecoſſe, ſon Royaume, & toute ſa communauté en la maniere deſſus dicte fermement, & obligeat * & pour les dictes choſes & chacune d'icelles fermement garder, & entierement accomplir, tant comme elles ledict noſtre Seigneur le Roy d'Ecoſſe, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs Roys & ſon Royaume touchent.

§. 5. Nous Thomas Ranulphe Comte de Moret devant dict avons juré ſur ſainctes Evangiles, en la preſence du dict Roy de France, par especialle commiſ-

 ſion

ANNO 1326. sion, que nous avions à ce faire; dont la teneur est telle: Universis Christi fidelibus, ad quorum notitiam præsentes Litteræ pervenerint, Robertus Dei gratia Rex Scotorum, salutem in Domino sempiternam. Noveritis nos per præsentes Litteras dedisse plenariam potestatem & speciale mandatum Thomæ Ranulphi Comiti Moraviæ, & Domino vallis Anaudiæ & Manniæ, Nepoti nostro carissimo, ad jurandum in animam nostram super quibuscunque confœderationibus, obligationibus seu pactis, inter Serenissimum Principem Dominum Carolum Dei gratia Regem Franciæ & Navarræ illustrem, hæredes suos, Proceres, & regnicolas Regni sui ex parte una, & nos, hæredes nostros, proceres & Regnicolas Regni nostri ex altera, firmiter ineundis. Et quidquid dictus Comes jurando in animam nostram in dicto negotio firmaverit, nos ratum & firmum perpetuo habituros promittimus bona fide. In cujus rei testimonium præsentibus Litteris sigillum nostrum præcipimus apponi. Datum apud Dundee, vicesima die Aprilis, Anno gratiæ 1325. & anno Regni nostri vicesimo.

§. 6. Et ainsy a juré en l'ame dudict Roy de France en sa presence noble homme & sage Guy Chevrier son Chevallier, & du commandement dudict Roy, pour les choses dessus dictes garder & accomplir, tant comme elles touchent le partie dudict Roy de France, si comme il est devant dict. Et pour ce que cette chose soit ferme & stable au temps à venir, nous avons mis nos seaux à ces presentes Lettres, données à Corbeil, l'an de grace 1326. au mois d'Avril, seellées de quatre seaux, un grand & trois petits, pendans à des cordons de soye verte.

CXLV.

15. Avr. *Litteræ* EDUARDI II. *Regis Angliæ ad Papam* JOHANNEM XXII. *super fictis & falsis rumoribus, Regem, Reginam & Regis filium contingentibus. Datæ apud Kenilworth die 15. Aprilis* 1326. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 200.]

PAPÆ Rex devota Pedum oscula beatorum.

Pater Sanctissime, ob amoris & confidentiæ plenitudinem, quam in vestræ defiximus affluentiâ Bonitatis, cuncta per ordinem, ut aguntur, pro Dissensionum materiis, inter illustrem Regem Franciæ, Fratrem nostrum, & Nos, amputandis, curiosè vestræ Mansuetudini intimamus; optantes vestris Paternis semper Consiliis dirigi, & fulciri suffragiis in agendis.

Nuper siquidem, Pater Sancte, per Litteras, sub secreto Sigillo nostro, quæ egimus, & quæ scripsimus præfato Regi, ut Soror sua, Consors nostra, ac etiam Edwardus, Filius noster, ad Nos, ut Honestas suadet, & Jus jubet, à partibus Franciæ rediissent: & Terræ ipsius Filii nostri, per ipsum Regem detentæ, fuissent plenariè restitutæ, denudavimus vestræ Beatitudini seriatim; & tenores Litterarum, quas ipsi Regi, & etiam dicto Filio nostro, tunc misimus, vobis curavimus destinare.

Verùm quia, venerabiles Patres, Frater Guillielmus Archiepiscopus Viennensis, & Hugo Episcopus Aurisacensis (quos, ex causis præmissis, cum vestris Litteris Exhortatoriis, ad ipsum Regem Franciæ, & nonnullos alios, vestra Providentia destinavit) per suas nobis Litteras, inter alia, significârunt, quòd in Franciâ publicè fertur, quòd Nos dictam Consortem nostram, & præfatum Filium nostrum, deberemus à Regno Angliæ banniviisse; & petierunt quòd, eâ de causâ, ad partes Franciæ certos Nuncios mitteremus, ad tractandum de securitate, eidem Consorti nostræ faciendâ, ut ipsa, sine periculo corporis, ad Nos, ad partes Angliæ, valeat remeare; asserentes eis, per diversos homines, frequenter fuisse expositum, quòd, sine magno periculo, nostram præsentiam adire nequiverunt propter adversa, quæ eis in personis & rebus suis fuerunt in Anglià comminata.

Quæ profectò verba nostrum graviter percellebant auditum, & viscera commoverunt: cùm talia nunquam facta fuerint, nec etiam cogitata; quia, sicut novit vestra Benignitas, institimus hactenùs, quantum potuimus, circa Regressum ad Nos Consortis & Filii nostri prædictorum (quorum præsentia in oculis nostris utique grata foret) & idem Filius noster erga nos non deliquit, nec permittit ætatis teneritudo ut sibi offensa aliqua possit, aut debeat imputari; propter quod inhumanum foret, nec Fœdus permitteret naturale, tantæ crudelitatis fœvitiam contra ipsos excercere. ANNO 1326.

Et ob hoc Excusationes præmissas fictas omnino novimus & mendosas, & præfati Nuncii vestri bene nôrunt, quòd aliàs admissi fuerunt infra Regnum nostrum honorificè, ut decebat, nec est aliquis in eodem Regno, qui de eis finistrum prædicet, aut eis aliqualiter commineatur, nec permitteremus eis, seu aliis Apostolicæ Sedis Nunciis, quicquam injuriosum fieri, seu molestum: super quibus, & aliis, in ipsorum Patrum Litteris contentis, eis per nostras Litteras exposuimus plenariè votum nostrum, quarum Transcriptum, (simul cum transcriptis, aliàs, ut præmittitur, vobis missis, si forsan priùs vestræ Clementiæ non fuerint liberata, quæ præsentibus includi fecimus) pro informatione pleniori, super veritate Rei gestæ, vobis duximus transmittendum:

Totis cordis affectibus supplicantes, ut ea velitis inspicere, &, pro auferendis tot Scandalis & Dissensionum materiis, talem consideriationem habere ad res gestas, taléque remedium apponere in præmissis, quale, pro honore sacrosanctæ Ecclesiæ, & evitandis tot periculorum dispendiis, quæ evenire exindè verisimiliter formidantur, vestra Sanctitudo prospexerit oportunum.

Conservet &c.

Dat. apud Kenilworth decimo quinto die Aprilis.

CXLVI.

15. Aoû WALDEMARI *Regis Daniæ Litteræ Investituræ*, GERHARDO *Holsatiæ & Stormariæ Comiti, de Ducatu* Jutiæ *concessæ. Nyburg in Generali Parlamento in die Assumptionis Mariæ Virginis* 1326. [Des Hochfürstlichen Hauses Sleswig-Holstein-Gottorp in denen Erbtheilungs- und Unions Recessen &c: gegründete Gerechtsame inter Annexa num. 6. Apud LONDORPIUM Actorum publicorum Tom. XII. Libro XIII. pag. 343.]

OMNIBUS præsens scriptum cernentibus Woldemarus Dei gratia, Danorum Slavorumque Rex, quondam Dux Jutiæ, salutem in Domino sempiternam, & hujus rei subscriptæ veritatem. De Jure naturali & Divino requiritur, ut fideles in suo fidelitatis obsequio, aliquo retributionis præmio respiciantur. Hinc est, quod propter innumera beneficia, nobis Regno & Regni personis, impensa, labores, sumptus & expensas, quas Comes Gerhardus, noster Avunculus dilectus diversis temporibus, pro commodo, necessitate & honore dicti Regni nostri fecit, & pertulit, & hodie facere non recusat, bonâ & maturâ deliberatione, motu proprio, non circumventi, nec seducti, cum consilio & consensu venerabilium Patrum, Caroli Scaniæ Lundensis Ecclesiæ Archiepiscopi, Nicolai Burgla, Petri Ottonienſis, Joannis Slesevicensis, Johann. Ripen:, Johann Roschil: Turkoni Wiburgen: & Suenonis Electi Archusien: Ecclesiarum Episcoporum, Nec non Laurentii Dapiferi, Ludovici Marscalli, Canuti Purse, Johann Offes, ac omnium aliorum Consiliariorum nostrorum dimisimus, dedimus, & nihilominus jure feudali contulimus, Nobili Domino Avunculo Nostro Clarissimo Gerhardo Holsatiæ & Stormariæ Comiti, suisque veris & legitimis Hæredibus, totum Ducatum Jutiæ cum omnibus suis metis, terminis, distinctionibus, terris, Insulis, Castris, Civitatibus, Munitionibus, Vasallis, Mari, aquis, portubus, Judiciis, Jurisdictionibus, juribus omnibus, Regalibus, ac aliis cum Dominio utili & directo, ac aliis honoribus, dignitatibus, aliisque proventibus quibuscumque censeantur, nominibus, pacificè & quiete, perpetuis temporibus possidendum, De quo quidem Ducatu Jutiæ, ipsum Comitem Gerhardum infeudavimus more Principum, cum veris illis dictis, Fahnen-Lehen & præsentibus infeudamus. Volentes & debentes, liberos & Hæredes dicti Ducis, nostri Avunculi dilecti, de ipso Ducatu, & omnibus suis pertinentiis infeudare, quando per ipsos requisiti fuerimus, dilationibus frivolis & contradictionibus non quæsitis. Damus etiam eidem Comiti Gerhardo, suisque veris hæredibus, omnes Vasallos residentes in Diœcesi Selesevicensi. Volentes ut ipsi Vasalli nulli obediant, serviant, nisi prædicto Comiti & suis veris hæredibus, prout nobis obedire consueverunt & tenebantur, Mittimus & ducimus ipsum liberos & hæredes suos, in corporalem possessionem Ducatus prædicti, & omnium ad ipsum pertinentium. Volentes, ipsum

ANNO 1326. ipſum & ipſos, ab omnibus violentiis & injuriis tanquam noſtrum nobilem Vaſallum, inductum & inductos defendere fideliter & tueri, transferentes in ipſum Ducem Gerhardum, Avunculum noſtrum prædictum & ſuos veros & legitimos hæredes, eundem Ducatum Jutiæ cum omnibus & ſingulis pertinentiis. Abdicando à Nobis hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, quidquid juris habuimus, vel habere potuimus in præmiſſis omnibus vel in quolibet præmiſſorum, Jure ſuperioris Dominii, vel infeudationis, nobis & noſtris duntaxat reſervato. Renunciavimusque & renunciamus in his ſcriptis, pro Nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, commodo Privilegiorum, Inſtrumentorum, ac aliarum Literarum omnium, ſub quocunque tenore vel forma datarum prædeceſſorum noſtrorum, quibus forſan hujusmodi noſtra infeudatio, donatio vel collatio, de ſæpè dicto Ducatu ſic liberè facta, poſſet infringi, vel aliqualiter impediri, Renuntiamus etiam omnibus exceptionibus doli mali, actioni in factum, beneficio reſtitutionis in integrum, aliisque omnibus & ſingulis exceptionibus, auxiliis & beneficiis utriusque Juris, Canonici & Civilis, quibus præſens Inſtrumentum vel aliquod contentum in ipſo poſſet judicari, in parte vel in toto juri dicenti, hujusmodi renunciationem generalem non valere. Ut igitur hæc noſtra licita & voluntaria infeudatio dudum dicti Ducatus perpetuis temporibus firma permaneat & illæſa, ſcriptum inde confectum Sigillo noſtro duximus roborandum. Teſtes ſunt venerabiles Patres, ſupra ſcripti, ac Illuſtris Princeps Albertus Dux Saxoniæ & Adolphus, Holſatiæ & Stormariæ & Schomburg Comites, Henricus & Nicolaus Comites de Schuerin. Wallerus Comes de Warningeroda, & Burchardus Comes de Schualenberg. Nec non Laurentius Dapifer, Ludovicus Marſalcus, Canutus de Porſe, Jens: Offes Petrus & Andreas Sticki fratres & alii quamplures, tam Clerici, quam Laici fide digni. Datum & Actum Nyburg in generali Parlamento Anno Domini 1326. in die Aſſumptionis Mariæ Virginis.

CXLVII.

27. Sept. *Ordre d'*EDOUARD II. *Roi d'Angleterre à tous ſes Officiers militaires de s'oppoſer à la Reine ſon Epouſe, à ſon Fils aîné, à* ROGER DE MORTIMER, *& à quelques autres de ſes Ennemis, qui étoient entrez en armes dans ſon Royaume pour l'attaquer. Donné à la Tour de Londres le 27. Septembre* 1326. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 231.]

LE Roi as toux Arraiours, & Mesnours des Gentz d'Armes & de Pie, & Countéez de Norff. Suff. Eſſex, Hertford, Cantebr. & Hunt. & a toux noz autres feaux, qui ceſtes Lettres verront, Salutz.

Come, noſtre Treitre notoire, & Enemi Mortiel, & pur tiel, en plein Parlement, atteint & ajugez, ſelonc les Leis & Uſages de noſtre Roialme, Roger de Mortimer, od autres noz Traitres, & Enemis, Bannyz & Futifs, ſoient entrez noſtre Roialme es parties de Suff. en la compaignie noſtre Femme, & noſtre Fiuz Edward;

Queu choſe nous greue & anuyt tresgrandement, quant ceux, qui deuſſent Sovereignement noſtre bien & honur purchacer & meintenir, ſi hountouſement & vilainement ſount la reverſe, en recettant, aidant, & favourant noz Enemys, & noz Contraires:

Et auxint, qui piz eſt, ount menez ovesque eux Gentz desconuz, Aliens, Eſtrangez, auxibien d'armes, come de Pie, a graunt noumbre aforceement.

Pur leur mauveſtiez & faus compaſſement meintenir & acreſtre, queraunt colour, controveurs, prechauntz, & diſauntz fauſementz a noſtre Poeple, q'ils ſount venuz pur bien & honur de nous, & de noſtre Roialme; tut ſoit ceo pur nous meſtrier, & noſtre poer abeſſer, & mettre en autri ſubjection, & ſur nous & noſtre Coroune real meſtre purpendre, & diſheriter taunt come en eux eſt; ſicome tut homme de bien purra bien veer & ſentir;

Queu choſe eſt contre noſtre Pees & l'Eſtat de noſtre Coroune, & poet turner a confuſion & deſtruction des noz Poeples, qui ja ne aviegne:

Nous,

Voillantz noſtre Pees fermement garder, les jugementz des Piers, & Parlement, & autres, par nos Juſtices, donez & faitz, & les Leis & Uſages du Roialme meintenir, & purſuyre, ſicome nous fumes tenuz par ſerement; ANNO

Avoms ordenez, ſicome autrefoitz eſtoit enjoynt & crie parmi tut noſtre Reaume, de purſuire, & faire purſuyvre, oſter, prendre, & deſtruire noz ditz Enemys, & Aliens od eux iſſint entrauntz, par touz noz Feaux & Leaux, qui ſont de noſtre Ligeance & amiſte, oue tut le poer & force q'ils purront, ſur quant qils purront forfaire devers nous, ſicome ils ſont tenuz affaire par lour Ligeaunce & Feaute; 1326.

Forpris noz ditz, Femme, & Fiuz, & noſtre Frere le Counte de Kent (q'eſt auxint en lour compaignie) queux nous voloms qui ſoient ſauvez;

Si avant, come homme poet, & a nous ſeurement menez, ſicome il affiert:

Par qoi nous, fiaunt entierment de la Peinblete & Seu del, noſtre Chere & Foial, Robert de Watevyll, li avoms aſſignez es Conteez avantditz, & donoms plein poer, a leuer, aſſembler, treſtoux les Gentz d'Armes & de Pie, qui ſount de poer d'Armes porter; chescun ſelonc ſa condicioun, auxibien delnz Franchiſes, come dehors: & od eux afforceement les ditz traitres, Enemys, Felouns, Aliens, Desconuz, purſuire, prendre, & deſtruire, par totes les voies & maneres, qui ſe purront faire, come Traitres, Deſtruours, & Desheritours de nous, & de noſtre Reaume, ſaunz esparnir a nuly (forpris noz ditz, Femme, Fiuz, & Frere, queux nous voloms qui ſoient ſauvez) ſi avant, come Homme poet, & a nous menes ſeurement, come deſus eſt dit.

Et pur ce vous, & a checun de vous, mandoms & chargeoms, ſur la Foi & Ligeaunce, qui vous nous deuez, & ſur quantque vous purrez forfaire devers nous, de corps & d'avoir, qui a purſuyre, prendre, & deſtruire les ditz Traitres, Enemis, Felouns, Aliens, Desconuz, & Desheritours de nous & de noſtre Roialme, & chescun de eux, ſoiez entyvement travaillantz de jour & de noet, par totes les voies & maneres, qui vous ſaverez & purrez, totes les foitz qui vous purrez: & auxint ſees entendantz, conſeillantz, & eidauntz au dit Robert, a ce faire, tut les foitz, & ſicome il vous chargera depar nous;

Feſantz ſaver a toux; qui ceux, qui ne le frunt; od tut lour poer & entent, ou qui deshore ſerront Rebeaux, contrariauntz, ou negligentz es dites choſes faire, nous les tendroms pur noz Enemiz, & Parceners, adherdauntz, & aſſentauntz, a noz ditz Enemis, & pur tieux les ferriomes chaſtier, & punyr en manere qi affiert.

Et donoms poer au dit Robert, qui, s'il troeſſe nuls ieux el ditz Counteez; q'il preigne lour corps, & en ſauve Priſon les face garder; ſaunz eſtre delivrez par nuly, ſauntz especial Commandement de nous; enſemblement od ſes Terres, & Chateux, en noſtre mayn: & qui il nous certifie de lour nouns.

Et s'il troeſſe nul debriſant ſon areſt en ce cas, & ne ſe voille juſtiſer a li, en cele forme, voloms, & donoms poer au dit Robert, de li houir & deſtruire, come deſus eſt dit; & qui toux ſeient, a ce faire, a li entendantz en la manere avantdite, ſur quantque q'ils purront forfaire devers nous, de corps & d'avoir:

Et nous avoms maundez a noz Viscontes des ditz Counteez, q'eu ceſtes choſes ſoient entendantz au dit Robert, tut les foitz, qil leur fera garnir de par nous:

Et, par ceſt noſtre Commiſſion, n'eſt mie noſtre entent des riens ouſter, ou abregger del poer, autrefoitz done, par noz Lettres Patentes, as chiefs Mesnours des dits Counteez; mes que toux ſoient eidantz a autre, enſemblement od le dit Robert, pur noz ditz commandementz faire & acomplir.

Don. a noſtre Tour de Loundres, le 27. jour de Septembr.

CXLVIII.

14. Oct. *Venditio duarum partium Conſulatus & Juriſdictionis Caſtri de* Villa Franca, *Domino* RAYNALDO DE SALETA *Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Seneſcallo, per Procuratores Univerſitatis dicti Caſtri ad hoc ſpecialiter conſtitutos, pretio videlicet ducentarum Librarum Provincialium refforciatorum. Actum Nitie die* 14. *Octobris anno* 1366. [DU PUY, Traitez touchant les Droits du Roi T. C. aux Preuves des Droits ſur le Comté de Nice. pag. 52.]

Anno 1326. Anno Domini milleſimo trecenteſimo viceſimo ſexto, die quarta decima menſis Octobris, decimo Indictionis: Noverint univerſi preſentes pariter & futuri tenore hujus preſentis publici Inſtrumenti: Quòd cùm quedam patentes Littere à magnifico & potenti viro Domino Reynaldo de Saleta Milite Comitatuum Provincie & Forcalquerii Senescallo, ſigillate magno & conſueto ſigillo Senescallie Comitatuum predictorum, ac etiam ſigillo parvo & proprio ipſius Domini Senescalli, preſentate fuerunt nobilibus viris Dominis Singuibaldo de Flisco Comiti Lavanie & Vicario Nicie, Bertrando de Ayrolis Judici, Guillermo Taſſili Clavario ibidem, per Guillermum Symonis Procuratorem, & Procuratorio nomine hominum Univerſitatis Ville franche. Quarum quidem Litterarum tenor infrà ſequitur, & eſt talis. Raynaldus de Scaleta Miles Comitatuum Provincie & Forcalquerii Senescallus, Vicario, Judici, & Clavario Curie Regie Civitatis Nicie, & eorum cuilibet ſalutem & amorem ſincerum. Scire vos cupimus quòd ex Informatione nobilis viri Domini Danielis Marqueſani Civis Nicie intelleximus nobis facta homines Caſtri Ville franche Vicarie ipſius, ad quos certa pars Conſulatus dicti Caſtri noscitur pertinere Jurisdictionem dicti Conſulatus ad ipſos ſpectantes Regie Curie venditionis titulo tradere velle, ſcilicet pretio ducentarum librarum reffortiatorum per Regiam Curiam ſolvendarum eisdem: quódque propterea noviſſimè pro parte dictorum hominum duabus perſonis de dicto Caſtro Ville franche, ad dicti Conſulatus venditionem predicte Curie faciendam pretio ſupradicto ad noſtri preſentiam cum plena poteſtate ſpecialiter deſtinatis, & nos quoque per hujusmodi jurium Conſulatus emptionem faciendam conditionem Regie Curie in hac parte meliorem facere attendentes, in futurum predicta jura Conſulatus dicte Curie cum plena deliberatione Conſilii Privilegio emptionis deliberavimus acquirenda pretio memorato: cúmque cum predictis perſonis ad nos propterea deſtinatis absque aliorum de dicto Caſtro ad quos hujusmodi venditio ſpectat, & in his eſſent concordes, quodammodo non poſſemus, ex eo precipue quòd nolunt quòd ipſorum omnium Scindicorum vendentium in contractu hujusmodi venditionis faciendo perſonalis aſſenſus interveniat ſingulorum, deliberatè providimus predictam emptionem jurium dicti Conſulatus, per vos nomine & pro parte Regie Curie ab eisdem hominibus pretio ſupradicto eis per Dominum Danielem, & per te dictum Clavarium, ut infrà ſcribitur pro parte ipſius Curie perſolvendo, cum cautelis opportunis recipiendis exinde fere absque mora qualibet, faciendum videlicet quòd hujusmodi venditionis Conſulatus predicti ſolemni ſtipulatione, ut convenit, celebrata predictis venditoribus ſtatim libras centum reffortiatorum per eundem Dominum Danielem Curie pro hac cauſa mutuande: cui ecce exinde ſpeciales noſtras dirigimus Litteras, opportunas, & per te dictum Clavarium relique libre centum reffortiatorum ſubſcripto modo pro parte ejusdem Curie usque ad inſtans feſtum omnium Sanctorum ad tardius ſolvantur omnino. Quapropter volumus & vobis harum ſerie cum omni expreſſione jubemus, quatenus, immediatè receptis preſentibus eidem Domino Danieli, quem circa hoc pro Curie accommodo novimus obſequioſum fuiſſe, ſpecialem conſcientiam ante omnia facientes, ad predictum Caſtrum Ville-Franche vos perſonaliter cum uno Notario ipſius Curie conferentes, & hujusmodi emptionem de Jurisdictione, & jurium dicti Conſulatus, in quibuscumque conſtant, nomine & pro parte Regie Curie, dicto pretio dictarum librarum ducentarum exinde ſolvendo, ut prescribitur, recipiatis ab eisdem hominibus preſentialiter cum omni cautele ſtudio & diligentia. Et deinde ſubſequenter absque medio predictum Conſulatum ejusque Jurisdictionem, & jura in quibuscumque conſiſtant capiatis ad manus Curie, & de eo ſemper utilitatem fiſci curetis facere in ſuis juribus quam poteritis meliorem, ceterum facturi inde fieri per eundem Notarium de emptione predicta publica ſicut convenit Inſtrumenta dictata ad plenum, cum clauſulis renunciationum opportunis, que Curie Regie ſufficiant ad cautelam: que quidem Inſtrumenta ſtatim per fidum Nuntium nobis curetis deſtinare. Túque predicte Clavarie dictas centum libras reffortiatorum de quacumque fiscali pecunia dicti tui Clavarie Officii exiſtente vel futura per manus tuas predictis venditoribus auctoritate preſentium demum immediate usque ad predictum feſtum omnium Sanctorum pro parte Curie ſolvere & exhibere procures penitus & omnino, ut ſuperiùs eſt expreſſum. Nihilominus quia intelleximus quòd nonnulli ex predictis venditoribus ſuadente condemnationis cauſa, ſunt ipſi Curie in nonnullis quantitatibus pecunie debitores, ſubjungendo declaramus, mandantes expreſſe, ut tu prefate Clavarie de ſumma condemnationum ipſarum repertarum in cartulariis Curie ipſius computum facias diligenter, & dicto computo diligentiùs ut premittitur compenſationem in ſolutione dictarum centum librarum facere procures pro parte Curie cum debitoribus ſupradictis. Et ſi Curia denique eisdem venditoribus facta de condemnationibus ipſis debite deductionis compenſatione debitrix remanebit, id quod debetur eisdem eis ſatisfacias integraliter usque ad ſummam centum librarum predictarum, quódque ſi ipſi debitores adhuc impoſterum Curie debebunt, id in quo remanebunt Curie obligati, exigi ab ipſorum quoquam pro parte fiſci indilatè procures, ſicut tui Officii auctoritas requirit in hac parte, recipiens inſuper de iis que propter ea ſolveris à præfatis venditoribus idoneam apodixam, que tibi ſufficiat ad cautelam. Quam quidem pecuniam compenſandam per te ſeu ſolvendam pro emptione predicta volumus & mandamus harum ſerie per rationalem dictorum Comitatuum in tuis computis absque contradictione qualibet pro parte Curie acceptari, mandato quocumque hujc fortè contrario executioni preſentium non obſtante. Preſentes autem Litteras poſt opportunam inſpectionem earum penes te predictum Clavarium, pro cautela continuo volumus remanere. Datum Sedenæ, per virum nobilem & Dominum Petrum de Ultramarinis de Janua Regium Conſiliarium & familiarem, ac Majorem & ſecundarum Appellationum Judicem Comitatuum predictorum, die quarto Octobris decime Indictionis. Cúmque etiam receptis dictis Litteris per Officiales predictos, cum quanta reverentia decuit, & earum tenore diligenter inſpecto, & ut contenta in ipſis celeriter effectui debito mandarentur, habitóque inter ipſos Dominos Officiales, & Dominum Danielem Marquiſani de Nicia, diligenti conſilio & tractatu ſuper emptione Conſulatus Ville-Franche, & jurium ejusdem facienda pro parte Regie Curie, de qua emptione facienda, cum conſilio dicti Domini Danielis eisdem Officialibus in preſcriptis Litteris datum eſt ſpeciale mandatum. Hinc eſt quòd Johannes de Caſtello, Petrus Mauraudi, Guillermus Symonis, Veranus Raymundi, & Dayneſius Allaſie, homines de Villa-Franca Procuratores, & procuratorio nomine univerſitatis hominum Caſtri de Villa-Franca, & majoris partis ſingularum perſonarum Caſtri ejusdem legitime conſtituti & ordinati in Parlamento publico more ſolito in dicto Caſtro Ville-Franche congregato auctoritate judiciaria, & nemine discrepante, habentes ad infrà ſcripta legitimum poſſe & ſpeciale mandatum. De quibus quidem procuratione, poteſtate & ſpeciali mandato plenè conſtat tenore cujusdam publici Inſtrumenti ſcripti, ut in eo legitur, manu Guillermi Cayſſii Notarii publici. Cujus quidem Inſtrumenti tenor de verbo ad verbum inferiùs pleniùs continetur. Omnes ſimul procuratorio nomine univerſitatis hominum Caſtri prædicti & ſingularum perſonarum ejusdem, & quilibet eorum in ſolidum eorum propriis nominibus volentes & credentes ut aſſerunt conditionem ipſius univerſitatis facere meliorem, pro eorum, & univerſitatis jamdicte, & ſingularum perſonarum ejusdem neceſſitatibus ſupportandis, debitis exſolvendis, non decepti dolo ſeu fraude, nec vi nec metu coacti, nec machinatione aliqua inducti, ſed gratis & ſponte, non errantes in facto nec in jure, ſed ſcientes prudentésque, & inducti, motúque eorum ſpontaneis voluntatibus & voluntate dictæ univerſitatis, & ſingularum perſonarum ejusdem, omni eo jure, modo & forma, quibus meliùs dictari ſeu ordinari poterit, pro utilitate Regie Curie ad ſenſum cujuſlibet ſapientis, vendiderunt titulo perfecte & irrevocabilis venditionis, tradiderunt & conceſſerunt, ſeu quaſi predictis Dominis Vicario, Judici, & Clavario, & cuilibet eorum in ſolidum ſtipulantibus & recipientibus nomine & pro parte Regie Curie duas partes Conſulatus dicti Caſtri de Villa-Franca ad ipſam univerſitatem pertinentes, & quecumque juris, actionis & rationis in predicto Conſulatu dicta univerſitas habet, habere poteſt & debet, & in futurum habere poſſet, quibuscumque juribus, rationibus, occaſionibus ſive cauſis. Et quicunque ad ipſam univerſitatem pertinet & pertinere poteſt, & pertinere debet, & in futurum pertinere poſſet in Conſulatu predicto, & juribus ejusdem, in quibuscumque rebus jura ipſius Conſulatus exiſtant, ſive conſiſtant in jurisdictione, criminum coërtione & punitione, Dominio & Senhoria, condemnationibus latis trezenis, ſeu laudunis, bannis ſive penis, taschis, quartonis ſeu ſerviciis, Ribagiis, talliis ſive queſtis, domibus pratis vineis, terris cultis & incultis, nemoribus, ſilvis, defenſis & paſcuis, terrarum tractibus, paſſa-

Anno 1326.

ANNO 1326. passagiis, pulveragiis, & aliis quibuscumque nominibus nuncupentur, pretio videlicet ducentarum librarum Provincialium reffortiatorum parvorum; quod pretium incontinenti predicti Johannes de Castello, Petrus Mauraudi, Guillermus Simonis, Veranus Raynaudi, & Dayneſius Alaſatie venditores procuratores & procuratorio nomine univerſitatis predicto & ſingularum perſonarum ejusdem, omnes ſimul, & quilibet eorum in ſolidum eorum propriis nominibus confeſſi fuerunt ſolemniter, & revera recognoverunt habuiſſe & recepiſſe integraliter & perfecte, eisdémque numeratum fore in proba bona & legali pecunia: videlicet centum libras monete predicte, à Guillermo Taffili Clavario ſupradicto ſolvente eisdem de pecunia fiscali, & alias centum libras monete predicte à Domino Danieli ſolvente & tradente eisdem nomine & pro parte Theſaurarii Provincie. Renunciantes predicti venditores omnes ſimul, procuratoriis nominibus quibus ſuprà, & quilibet eorum in ſolidum eorum propriis nominibus & per pactum expreſſum ſuper hoc habitum ſolemni & valida ſtipulatione vallatum, exceptioni dicti pretii non habiti & non recepti, eisdémque non numerati, & exceptionibus doli, metus, & in factum & ſpei future receptionis, traditionis & numerationis faciendarum eisdem, & conditionibus ſive cauſa ſeu ex injuſta cauſa, & juri dicenti confectionem factam extra judicium non valere, & demum omni alii Juri Canonico vel Civili ſcripto vel non ſcripto, omníque exceptioni juris vel facti, per quod & per quam contra predicta venire poſſent, infringere ſeu revocare in ſolidum, vel in parte aliqua de predictis. Vendiderunt, inquam, predicti venditores ſuperius nominati, omnes ſimul Procuratores nominibus quibus ſupra, & quilibet eorum in ſolidum propriis eorum nominibus duas partes dicti Conſulatus, cum omnibus juribus, rationibus, & actionibus ad ipſum Conſulatum pertinentibus, ut ſuperius eſt expreſſum, predictis Dominis Vicario, Judici, & Clavario ementibus nomine & pro parte Regie Curie, ſalvis retentis & reſervatis eisdem Procuratoribus, nominibus quibus ſupra, & dicte univerſitati, & ſingularibus perſonis ejusdem, omnibus & ſingulis Privilegiis, Franchiſiis & Immunitatibus, ad ipſum Conſulatum ſpectantibus, eidem univerſitati conceſſis per inclite recordationis Dominum Carolum ſecundum Regem Jeruſalem & Sicilie, & confirmatis per ſacram Regiam Majeſtatem. Quibus Privilegiis, Franchiſiis & Immunitatibus per preſentem venditionem renunciare aliqualiter non intendunt, niſi in tantum in quantum jura ipſius Conſulatus includerentur in eis, & ſi plus nunc valet dicta venditio dicto pretio, vel impoſterum caſu aliquo plus valeret, quod tamen ipſi venditores non credunt, imò confitentur, & aſſerunt habuiſſe juſtum & competens pretium de eadem totum illud plus quantumcumque ſit vel eſſe poterit in futurum, predicti venditores omnes ſimul procuratoriis nominibus quibus ſupra, & quilibet eorum in ſolidum propriis nominibus eorumdem, predictis emptoribus ſtipulantibus & recipientibus nomine, & pro parte Regie Curie donaverunt pura mera & irrevocabili donatione habita inter vivos, que dicitur perpetuò valitura, & illa donatione que meliùs dictari ſeu intelligi poterit per aliquem ſapientem. Renunciantes predicti venditores omnes ſimul procuratoriis nominibus quibus ſuprà, & quilibet eorum in ſolidum eorum propriis nominibus, & per pactum expreſſum ſuper hoc habitum ſolemni & valida ſtipulatione vallatum legi dicenti, quòd ſi venditor in venditione quam facit, deceptus fuerit ultra dimidiam juſti pretii quòd illa venditio reſcindatur, aut juſtum pretium ſuppleatur, & juri dicenti donationem factam propter ingratitudinem revocari poſſe, & juri dicenti, ſi donator vergat ad inopiam rem donatam repetere poſſit, & juri dicenti donationem factam ultra quingentos aureos non valere niſi ſolemniter in actis inſinuata fuerit: facientes dicti venditores omnes ſimul procuratoriis nominibus quibus ſuprà, & quilibet eorum in ſolidum propriis nominibus predictis emptoribus preſentibus recipientibus & ſtipulantibus nomine & pro parte Regie Curie de predictis pluri quantumcumque ſit vel eſſe poterit tot & tantas donationes, verbum dono ſuperius replicando quòd alique ipſarum non aſcendant ſummam predictam à jure prohibitam, & vetitam. Promittentes dicti venditores omnes & ſimul procuratoriis nominibus quibus ſuprà, & quilibet eorum in ſolidum eorum propriis nominibus, & ſub ypotheca & obligatione omnium bonorum ſuorum dicte univerſitatis & ſingularium perſonarum ejusdem preſentium & futurorum eisdem emptoribus, preſentibus ſtipulantibus & recipientibus nomine & pro parte Regie Curie predictam venditionem, & omnia & ſingula jura contenta in ea ſervare, disbrigare ab omni perſona & perſonis defendere & tueri in judicio & extra, eorum ſumptibus & expenſis, & evictionis periculum in ſe nominibus quibus ſuprà ex pacto expreſſo ſponte ſuſcipientes, omnem neceſſitatem juris denunciandi penitus & in ſolidum renunciando eisdem. Promittentes etiam dicti venditores nominibus quibus ſuprà eisdem emptoribus ſtipulantibus & recipientibus nomine & pro parte Regie Curie, ſub ypotheca & obligatione predictis omnia damna omnéque intereſſe & omnes expenſas, que, quod & quas ipſi emptores ſeu quisvis alius nomine Regie Curie quoquomodo faceret vel etiam ſuſtineret pro dicta venditione & dictis juribus contentis in ea ſolvendis & defendendis reſtituere & integraliter reſarcire, & ſuper ipſis damnis intereſſe & expenſis eisdem ſeu cuicunque nomine Regie Curie verbo ſimplici credere ſine juramento & testibus, & alia probatione quacunque, quibus probationibus per pactum renunciaverunt expreſſe. Conſtituentes predicti venditores nominibus quibus ſuprà predictos emptores & quemlibet eorum in ſolidum, ſtipulantes & recipientes nomine & pro parte Regie Curie predicte venditionis & omnium & ſingulorum jurium contentorum in ea veros Dominos actores & Procuratores, ut in rem & ipſius Regie Curie propriam, ita quod amodò eisdem & quibuscunque aliis nomine Regie Curie pro dicta venditione agere & experiri utiliter & directe juribus ipſius Conſulatus uti, jurisdictionem exercere, & demum omnia & ſingula facere dicere & ordinare ad ipſius Curie Regie & Officialium ſuorum qui pro tempore fuerint omnimodam voluntatem. Conſtituentes ſe dicti venditores nominibus quibus ſuprà predictam venditionem & omnia & ſingula jura contenta in ea nomine Regie Curie, ut precario poſſidere ſeu quaſi quo usque ipſi emptores ſeu quisvis alius nomine Regie Curie poſſeſſionem ſeu quaſi adepti fuerint corporalem, quam apprehendendi, ingrediendi & adeptam retinendi auctoritate propria licentiam tribuerunt eisdem. Promittentes dicti venditores omnes ſimul Procuratoriis nominibus quibus ſuprà, & quilibet eorum in ſolidum eorum propriis nominibus & ſub ypoteca & obligatione omnium bonorum ſuorum dicte univerſitatis, ſingularium perſonarum univerſitatis predicte, preſentium & futurorum prædictis emptoribus ſtipulantibus & recipientibus nomine & pro parte Regie Curie, ſe non feciſſe aliquid vel dixiſſe, & quòd in futurum non facient, neque dicent per quod preſens venditio in ſolidum vel in parte poſſit in aliquo revocari, ſed quòd penes Regiam Curiam remanebit perpetuò firma & integra & totaliter inconcuſſa. Proteſtato tamen per dictos venditores nominibus quibus ſuprà preſentibus & audientibus emptoribus antedictis, quòd privilegia, immunitates, & franqueſie que jura Conſulatus non tangunt, olim dicte univerſitati conceſſe per ſacram Regiam Majeſtatem, ejúsque Genitorem Dominum Carolum & recordationis inclyte, eidem univerſitati remaneant integre & illeſe. Quibus privilegiis, franqueſiis & immunitatibus per preſentem venditionem aliqualiter . . . . . non intendunt, ut jam ſuperiùs eſt expreſſum. Et hec univerſa & ſingula ſuprà ſcripta cum omnibus conventionibus & renunciationibus ſuprà ſcriptis predicti venditores omnes ſimul Procuratoriis nominibus quibus ſuprà, & quilibet eorum in ſolidum propriis nominibus eorumdem attendere & complere, firma & illibata tenere perpetuò & inviolabiliter obſervare, & numquam contra facere vel venire verbo vel opere tacitè vel expreſſè, per ſe vel aliquam interpoſitam perſonam promiſerunt ſolemniter, & in eorum animas & ſingularum perſonarum univerſitatis predicte ſuper ſancta Dei Evangelia juraverunt, & manibus propriis corporaliter tacto libro. Et fuit actum ſolemniter & conventum inter partes predictas, quòd hoc preſens Inſtrumentum poſſit dictari, refici, corrigi & meliorari, clauſulas addendo de novo, vel appoſita removendo, producto in judicio vel non producto ſemel & pluries ad ſenſum cujuſlibet ſapientis, facta ſubſtantia non mutata. Tenor verò Inſtrumenti procurationis dictorum hominum, de quo ſuprà fit mentio, talis eſt.

ANNO 1326.

In nomine Domini Jeſu Chriſti Amen. Anno à Nativitate ejusdem 1326. none Indictionis menſis Auguſti die 24. Noverint univerſi & ſinguli preſens Inſtrumentum publicum inſpecturi, quòd congregata univerſitate hominum Caſtri de Villafranca, ſeu majori parte hominum ejusdem exiſtentium in loco ipſo, quorum hominum congregatorum nomina inferiùs denotantur, in quodam patuo ſive carreria ipſius loci ante domum Domini Danielis Marqueſani & Jacobi Simonis, ubi homines ipſius univerſitatis congregari conſueve unt, & de mandato Othonis de Porta Bajuli & Caſtellani de Villafranca, preſente ibidem etiam nobili & ſapienti viro Domino Bertrando de Ayrolis Judice Nicie conſentiente,

ANNO 1326. & auctoritatem habente ad omnia & singula suprà & infrà scripta, homines ipsi infra scripti universitatis ipsius asserentes de hominibus universitatis ejusdem presentialiter in armata Regia septuaginta homines vel circa esse vel existere, suis propriis nominibus, & vice ac nomine ipsorum hominum in dicta armata existentium, & omnium aliorum & singulorum hominum universitatis ejusdem fecerunt, constituerunt, & solemniter ordinaverunt eorum & ipsorum hominum omnium & singulorum & universitatis ipsius certos veros & indubitatos Procuratores & Nuncios speciales, videlicet Joannem de Castello, Petrum Maurandi, Guillermum Simonis, Veranum Raynaudi, & Dayneſium Alasie ejusdem loci de Villafranca, presentes, & mandatum in se sponte suscipientes, & quemlibet eorum in solidum, ita quòd non sit melior conditio occupantis, scilicet negotium & negotia quod & que per unum ipsorum incepta fuerint, per alium seu alios perfici valeant & compleri ad vendendum, tradendum, dandum, alienandum, & concedendum, prout meliùs de jure fieri poterit & debebit, & cum consilio cujuslibet sapientis: Egregio & potenti viro Domino Raynaldo de Saleta Milite, Comitatuum Provincie & Forcalquerii Senescallo, seu quibuscumque aliis Officialibus Curie dicti Domini nostri Regis, nomine ipsius Curie Regie recipientibus & ementibus partem totam eisdem hominibus & dicte universitati pertinentem quoquo modo in Consulatu loci ejusdem de Villafranca, & juribus quibuscumque ejusdem Consulatus, pro eo pretio quo eisdem Procuratoribus vel alteri eorum placuerit & videbitur expedire, & ad ipsum pretium recipiendum & confitendum, & ad tradendum inde tenutam & corporalem possessionem, seu quasi & ad promittendum de defensione legitima ipsius partis Consulatus predicti & jurium ejusdem, & ad eosdem constituentes, & quemlibet eorum ac dictam universitatem & eorum bona, pro predictis & predictorum quolibet obligandum, nec non & ad faciendum, tradendum, & ordinandum cum ipso Domino Senescallo & dictis aliis Regiis Officialibus, & quolibet eorundem omne id & quicquid in honorem Regie Curie predicte eidem universitati & hominibus ipsius universitatis, utile crediderint & eis videbitur expedire. Et demum ad omnia & singula dicendum, faciendum, tractandum, promittendum, & ordinandum, que in predictis, & circa predicta, & quolibet eorundem necessaria fuerint, & etiam opportuna, & que eisdem Procuratoribus, & eorum cuilibet expedire modo aliquo videbuntur, & que ipsi homines, & dicta universitas dicere, facere, & procurare possent si personaliter presentes essent, etiam si mandatum exigerent speciale. Dantes & concedentes homines ipsi constituentes infra scripti nominibus quibus suprà, suis, & dicte universitatis, & hominum omnium predictorum aliorum universitatis ejusdem tam in dicta armata Regia existentium quàm aliorum quorumcunque, dictis Procuratoribus presentibus, & eorum cuilibet in solidum, ita quòd non sit melior conditio occupantis, scilicet quod per unum ipsorum inceptum fuerit, per alium seu alios mediari valeat & finiri, in predictis, & quolibet predictorum plenam & liberam potestatem & generalem administrationem: & promittentes homines ipsi constituentes infrà scripti nominibus quibus suprà, suis, & dicte universitatis, & predictorum omnium hominum aliorum universitatis ejusdem tam in dicta armata Regia existentium, quàm aliorum quorumcunque, mihi Guillermo Cayso Notario infra scripto tanquam persone publice presenti, & legitime stipulanti nomine dicte Regie Curie & dicti Domini Senescalli & aliorum Regiorum Officialium, & omnium aliorum quorum interest intererit seu interesse poterit in futurum, se & dictam universitatem, & alios homines omnes & singulos universitatis ejusdem ratum & firmum perpetuò habituros quicquid per dictos Procuratores, & quemlibet eorumdem in predictis, & circa predicta & predictorum quodlibet actum, dictum, factum fuerit, quomodolibet procuratum, ac si personaliter per ipsos esset dictum, & se nihil remotos ex eis, sub hypotheca, & obligatione omnium bonorum suorum & dicte universitatis & hominum predictorum omnium & singulorum, presentium & futurorum, & sub omni renunciatione & cautela. Nomina verò ipsorum hominum constituentium sunt hec: Petrus Audi, Jacobus Simonis, Antonius Petri, Bertrandus Roberti, Imbertus Garnerii, Joannes Mosternis, Benedictus Ademarius, Joannes Collaruius, Joannes Fauti, Auriginius Mancasola, Raynaudus Adzemarius, Petrus Symernis, Joannes Langerius, Lanfrancus Carlius, Bartholomeus Consta, Raynaudus Bexin, Henricus de Yloncia, Guillermus Martini, Jacobus de Bezanduno, Joannes Palascus, Antonius Veranus, Joannes Consta, Joannes Robandi, Ysuardus Langerius, Joannes Ferandus, Pontius Adzemarius, Joannes Bertrandi, Joannes de Pravo, Guillermus de Ysia, Auguſtinus Consta, Berengarius Guillermus Barvoyni, Guillermus Bert. Petrus Bernardi, Joannes Fulconis, Joannes Buas, Bonifacius Symeonis, Antonius Langerius, Raymundus Jordanus, Joannes Pallastus, Petrus Consta, Guillermus Martini, Martinus Vancurelli, Jacominus Aucelli, Raynaudus Garnerius Clerici, & Joannes Cayſius. De quibus quidem omnibus & singulis suprædictis dicti homines & infra scripti, & quòd possit dictari, corrigi, meliorari & reformari si necesse fuerit consilio unius vel plurium sapientum in publicum, vel productum in judicio, vel non productum, substantia non mutata. Acta, lecta & publicata fuerunt hec omnia in dicto loco de Villa-Franca in dicto Pattuo sive carreria, sito seu sita ante dictas domos dictorum Domini Danielis & Jacobi Simeonis in presentia Domini Joannis Durandi Presbyteri, ipsius loci de Villa-Franca, Guillermi Baudi de Nicea, & Guillermi Cayrati de Pugeto Thenearum Notarii, testium vocatorum ad hec omnia & specialiter rogatorum. Et ego Guillermus Cayſius Civis Nicie Notarius publicus auctoritate Regia constitutus rogatus hanc Cartam scripsi, & signo meo signavi. De quibus omnibus universis & singulis suprædictis predicti emptores nomine & pro parte Regie Curie petierunt eis fieri duo publica consimilia Instrumenta. Actum Nicie in operatorio dicti Domini Danielis, testibus presentibus, Othone de Porta Castellano Ville-Franche, Jacobo Faraudi, Jacobo de Cayraseo de Nicia, Domino Berengario de Rosseto Milite, Raymundo Boneti subvicario Nicie, Francisco ejus filio, Guillermo Raymberti, & pluribus aliis, & me Raymundo Martini de Aquis, Notario dicte Curie, ac in Comitatibus Provincie & Forcalquerii auctoritate Regia constituto, qui requisitus hanc Cartam scripsi, & signo meo solito signavi.

ANNO 1326.

CXLIX.

*Manifeſte d'*ISABELLE, *Reine d'Angleterre, & de ſes deux Fils,* EDOUARD *&* EDMOND, *pour juſtifier leur entrée dans le Roïaume, avec main forte. Donné à Wallingford le* 15. *Octobre* 1326. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 236.]

ISABELLE, par la grace de Dieu, Reyne d'Engleterre, Dame d'Irlande, Conteſſe de Pountiff: & nous Edward, aisne Fiz au Noble Roy d'Engleterre, Duces de Guyenn, Counte de Ceſtre, de Pountyf, & Monſtroyl: & nous Edmund, Fiz au Noble Roy d'Engleterre, Counte de Kent; a toux iceaux, que ceſtes Lettres vendrient, Salutz.

Por ceo, que conue choſe eſt notoirement, que l'eſtat de ſeint Egliſe & del Roialme d'Engleterre eſt en moult des maneres durement blemy, & abesce par mavoys counſail & abet Hugh le Despenſer,

Que, pur orgoil & coveytiſe de ſeigneurier & mestrier ſur toux altres, ad purpris roial poair countre droit & reſon, & ſa ligeaunce, & en tele manere le ad uſe par le mavoys conſail R. de Baldock, & autres adherdans a ly,

Que ſeint Egliſe eſt de lour biens, countre Dieu & Dreiture, despoilez, & en trops des maneres ledenges & dishonurez:

Et le Coronne d'Engleterre deſtrue en divers maneres, en desheritaunce de noſtre Seigneur le Roy, & de ces Heirs:

Les Graunts du Roialme, par envie & mavys crualte de dit Hugh, pluſours faunz coupe, & faunz cauſe, a hountouſe mort liverez; les uns Desheritez, les altres Empriſonez, Banniez, & Exilez:

Veues, Orphanyns de lour droit a tort forjugiez:

Et le Poeple de la Terre, par diverſes Taillages, & noun dues Exactions, trop ſovent reynez, & par divers Oppreſſions, faunz nulle mercy, grevetz;

Par queaux Mespriſes le dit Hugh ſe monſtre apert Tyrant & Enemy de Dieu & de ſeint Egliſe, de noſtre treschier Seigneur le Roy, & de tout le Roialme.

Et nous, & pluſours autres, que ſount ovesque nous e noſtre Compaigne,

Que loungement avoms eſte aloignez de la bone voillaunce noſtre dit Seigneur le Roy, par la fauſe ſuggestion & mavoys procurement des auvaunt dits, Hugh, & Robert, & lour adherdaunts,

Sumes venuz en ceſte Terre, pur lever l'eſtat, de

ſeint

ANNO 1326. seint Eglise, & del Roialme, & le Peoplé de la Terre, del dits Meschiefs & grevous Oppressions, garder & mayntener, a nostre poiar, l'onur & profit de seint Eglise, & nostre dit Seigneur le Roy, & de tout le Roialme, sicome est desurz dit;

Pur quoi nous vos mandoms & prioms, pur commun profit de vous toux & chescun de vous, endroit de sey, nous soietz aidaunt, bien & leaument, toutz les foitz, que vous verretz lieu & temps, & par toutes les voies que vous saveretz & pourretz, a ceo que les choses desurz dites puissent haftivement venir a effect, & a bon fin; car soietz certaynes que nous toux, & toux iceaux que sunt en nostre Compaignie, ne en penssoms a faire chose, que ne serra pur l'onur & le profit de seint Eglise, & de toute le Roialme, sicome la verret & troveretz par temps, si Dieu pleft.

Don. a Wallingford le 15. jour d'Octobre l'An del Regne nostre treschier Seigneur ly Roy vintysme.

CL.

26. Oct. *De recessu Regis* EDUARDI II. *à Regno, & Filio ejus primogenito Custode constituto: ac de reditu Regis, & magno Sigillo eidem Filio & Reginæ commisso.* [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. p. 237.]

MEMORANDUM quòd, vicesimo sexto die Octobris, Anno Regni Regis Edwardi vicesimo,

Ipso Rege a Regno suo Angliæ, cum Hugone le Despenser Juniore, & Magistro Roberto de Baldok, Inimicis Isabellæ Reginæ Angliæ, Consortis ipsius Domini Regis, & Edwardi, Filii ejusdem Domini Regis Primogeniti, & Ducis Aquitaniæ, & aliis eorumdem Dominæ Reginæ, & Ducis, ac Regni Angliæ, notoriè Inimicis recedente, eodem Regno suo sine Regimine dimisso,

Venerabiles Patres, A. Dublinienſis Archiepiscopus,
J. Wyntonienſis,
J. Elienſis,
H. Lincolnienſis,
A. Herefordenſis, &
W. Norwicenſis, Episcopi, ac alii Prælati & Domini:
Thomas Norffolciæ, &
Edmundus Kantiæ, Comites, Fratres ipsius Domini Regis, &
Henricus Comes Lancastriæ & Leicestriæ:
Thomas Wake,
Henricus de Bello Monte,
Willielmus la Zouche de Assheby,
Robertus de Monte Alto,
Robertus de Morle,
Robertus de Watevill,

Et alii Barones & Milites, tunc apud Bristoll existentes, in præsentiâ dictæ Dominæ Reginæ, & dicti Ducis, de assensu totius Communitatis dicti Regni, ibidem existentium, eundem Ducem in Custodem dicti Regni unanimiter elegerunt; sic quod idem Dux & Custos, Nomine & Jure ipsius Domini Regis, Patris sui, ipso Rege sic absente, dictum Regnum regeret & gubernaret:

Et idem Dux, eodem die, Regimen dicti Regni, in formâ prædictâ, ibidem assumpsit; & ea, quæ Juris fuerunt, sub Sigillo suo Privato, in custodiâ Domini Roberti de Wyvill, Clerici sui, existente (eo quòd alium Sigillum pro dicto Regimine adtunc non habuit) exercere incepit.

Postmodùm verò, vicesimo die Novembris proximò sequente, captis Inimicis prædictis, & dicto Domino Rege in dictum Regnum suum revertente, iidem, Domina Regina & Dux, Prælatique & Proceres prædicti, de assensu Communitatis prædictæ, tunc apud Herefordiam existentes, pro eo quòd Potestas ipsius Custodis, per adventum dicti Domini Regis sic infra Regnum suum, cessavit, prædictum Dominum Herefordensem Episcopum ad ipsum Dominum Regem in Nuncium miserunt; supplicando eidem Domino Regi, ut ipse præcipere vellet quòd de Magno Sigillo suo, penes dictum Dominum Regem tunc existente, fierent ea, quæ pro Pace, in eodem Regno conservandâ & Justitiâ exhibendâ, essent facienda.

Idemque Episcopus Herefordensis adivit dictum Dominum Regem, apud Munemuth tunc existentem: &, in præsentiâ dicti Comitis Lancastriæ & Leycestriæ, & Magistri Thomæ Chaundos, Archidiaconi Herefordiæ, ac aliorum plurimorum; omnia; sic sibi injuncta, eidem Domino Regi exposuit per ordinem. ANNO 1326.

Et idem Dominus Rex; auditis sic sibi expositis, habitâ inde aliquali deliberatione penes se, respondebat quòd placuit sibi mittere dictum Magnum Sigillum suum præfatis, Consorti suæ & Filio; & quòd iidem, Consors & Filius, dictum Sigillum, sub Privato Sigillo suo tunc clausum, aperiri facerent, & non solum ea, quæ pro Jure & Pace essent facienda, set etiam quæ gratiæ forent, sub dicto Magno Sigillo fieri facerent: & idem Dominus Rex dictum Magnum Sigillum liberari fecit Domino Willielmo le Blount Militi, deferendum, in Comitivâ dicti Domini Herefordensis Episcopi, ad prædictos, Reginam & Ducem, eis in formâ prædictâ liberandum.

Quæ idem Episcopus, ad Reginam & Ducem prædictos, vicesimo sexto die Novembris, proximò sequente, apud Martleye rediens, exposuit viva voce; & nichilominus eadem in quodam Instrumento publico, indè confecto, continentur.

Dictus verò Willielmus le Blount prædictum Magnum Sigillum, sub dicto Privato Sigillo sic clausum, prædicta die, præfatis, Reginæ & Duci, apud Martley, in præsentiâ dicti Herefordiæ Episcopi, liberavit.

Die verò Dominica proximò sequente, videlicet, in Festo Sancti Andreæ Apostoli, apud Cirencestriam, in Camerâ ipsius Dominæ Reginæ, infra Abbatiam, ibidem iidem Regina & Dux existentes, dictum Magnum Sigillum, sic clausum, in præsentia Domini Rogeri de Mortimer, Johannæ Comitissæ Garennæ, dicti Domini Roberti de Wyvill, Richardi Ellesfeld, & Johannis Giffard, Clericorum, & aliorum plurimorum, tradiderunt, ex parte dicti Domini Regis, præfato Domino Norwicensi Episcopo, & præceperunt sibi quòd illud aperiret, & inde faceret quod ad officium Custodis dicti Magni Sigilli pertineret.

Et idem Episcopus dictum Magnum Sigillum in manibus suis recepit, & eodem die, in Capitulo dictæ Abbatiæ, Sigillum illud aperuit, & inde Brevia consignavit: &, post consignationem, Sigillum illud, sub Sigillo suo privato, inclusit.

Et sic remansit dictum Magnum Sigillum, in custodia dicti Norwicensis Episcopi, ittinerando per vias versus Wodestoke, usque ad diem Jovis proximò sequentem; quo die ipse restituit Sigillum illud, sub Sigillo suo, præfatis, Reginæ & Duci, apud Wodestoke.

Et, occurrentibus negotiis, apertum fuit idem Sigillum pro expeditione eorumdem, &, post consignationem quamlibet, reclusum fuit idem Sigillum, sub Sigillo dicti Episcopi Norwicensis, & restitutum præfatis, Reginæ & Duci, custodiendum.

Die verò Mercurii, ante Festum Sancti Thomæ Apostoli, proximò sequens, Magister Henricus de Clyf, Custos Rotulorum Cancellariæ, qui tunc venerat, Sigillum suum appossuit dicto Magno Sigillo, unà cum Sigillo dicti Norwicensis Episcopi; & iidem, Episcopus & Magister Henricus, post consignationes, Sigillis suis appositis, dictum Sigillum, præfatis, Reginæ & Duci, singulis diebus, restituerunt.

CLI.

Déclaration de JACQUES II. *Roi d'Arragon sur la restitution d'un Navire & de quelques Marchandises, que son Amiral avoit enlevées aux Sujets de* CHARLES IV. *dit* le Bel *Roi de France. Faite le 19. de Novembre*, 1326. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 119.] 19. Nov. FRANCE ET ARRAGON.

EXCELLENTI ac magnifico Principi Carolo Dei gratia Franciæ & Navarræ Regi illustri, charissimo Consanguineo nostro, Jacobus per eandem Rex Arragoniæ, Valentiæ, Sardiniæ, & Corsicæ, Comesque Barchinonæ, ac sanctæ Romanæ Ecclesiæ Vexillarius, Ammiratus, & Capitaneus generalis, salutem & prosperos ad vota successus. Serenitati vestræ præsentibus intimamus, quod nobili Francisco Carroccio olim Ammirato nostro dudum agente in partibus Regni nostri Sardiniæ ad negotium acquisitionis castri Callari adversus Pisanos, & alios existentes in castro ipso, qui nostro Dominio rebellarant, viriliter prosequente; Cum anno præsenti quædam navis seu concha, cujus erat ductor sive patronus Bernardus de Ilario miles Narbonensis, diversis rebus seu mercibus tam Mercatorum Narbonæ & Montispessuli, quam aliorum etiam onerata,

ANNO 1326. ta, ad dicti Regni Sardiniæ maritimam vicinam dicto castro Callari declinassent cum rebus & mercibus supra dictis: Nos dicta retentione percepta, quæ nostris voluntatibus supervenient displicens plurimum & ingrata, cùm nequaquam gentes vestras vellemus per nostras aliquatenus molestari, sed ut proprias pertractari: per nostras Litteras postmodum iteratas, jam dicto Ammirato multum expresse dedimus in mandatis, ut dictam concham absolveret, & res & merces per eum captas integrè resarciret. Accepto namque per responsionem Ammirati præfati, quod ipse ad occupationem processerat supra dictam necessitate maxime perurgente, cum negotium acquisitionis castri prædicti ex defectu pecuniæ esset tunc in casu & periculo deserendi; quodque res & merces jam dictas converterat in bellatorum nostrorum stipendia, & alia quæ impugnatio dicti castri & ipsorum rebellium oppressio exigebant, nec præmissa vel aliqua de eisdem posset restituere quoquo modo; Nostram præsentiam adiverunt Procuratores dictorum Mercatorum Narbonæ & Montispessuli, à nobis humiliter postulantes eis fieri satisfactionem integram de præmissis.

§. 2. Nos verò considerantes dictam occupationem seu retentionem factam fuisse, ut præmittitur, per dictum Ammiratum & Officialem nostrum, per quem etiam res & merces prædictæ in nostris negotiis, utilitatibus & necessitatibus fuerunt positæ & conversæ; ut nobis tam per assertionem dicti Ammirati, quàm per publica documenta per dictos Procuratores ostensa extitit facta fides; & affectantes per nos debitam satisfactionem fieri de eisdem; per tres personas idoneas & fide dignas, præsentibus & consentientibus dictis Procuratoribus, & rationes suas plenè ostendentibus coram eis, averationem seu extimationem omnium mercium & rerum captarum fieri & recipi jussimus, & ea omnia nobis & nostro consilio recenseri.

§. 3. Et tandem cum de voluntate & assensu Procuratorum supra dictorum omnes res & merces prædictæ fuissent per personas prædictas, quibus ea, ut est dictum, commissimus extimatæ, ad quantitatem triginta unius mille trecentarum viginti trium librarum Barchinonensium, pro sumptibus, damnis, & interesse totius præteriti temporis, & etiam pro interesse futuri temporis à dicta conventione in antea subsequentis, donec esset eis integrè satisfactum solveretur eisdem per nos ultra prædicta interesse pro rata quantitatis prædictæ, ad rationem videlicet * duodecim denariorum pro libra quolibet anno, cùm non possemus eis, ut optamus, protinus plenam & integram satisfactionem facere de præmissis, eo quod acquisitio dicti Regni immensam requirens voraginem expensarum, ferè thesaurum Cameræ Regiæ exhausisset: cum Procuratoribus convenimus memoratis, quod dicta quantitas per nos eis infra triennium per tertias solveretur, nosque adjecto juramento promissimus solutiones ipsas præfixis terminis totaliter adimplere: adjecta inter cætera clausula, in obligatione & promissione, quæ inde jam fuerant ordinatæ, quod si forte nos vel nostri in dictis solutionibus, vel earum aliqua deficeremus terminis constitutis, & expectati postmodum per tres menses à quolibet ipsorum terminorum immediatè sequentes, solutionem vel solutiones ipsarum non adimpleremus; ex tunc dicti Mercatores non expectata seu obtenta requisitione aliqua, seu facta à vobis vel vestris Officialibus nobis facienda, aut facita justitia in nobis vel nostris non habenda seu invenienda, nec aliis in clausula ipsa contentis possent adire vestram præsentiam pro marcha vel represalia habenda, vel obtinenda casu prædicto, & vos possetis eam illis in continenti concedere five dare in toto Franciæ Regno, & prætextu ipsius Marchæ Officiales vestri possent pignorare capere seu marchare in mari & in terra ubique bona, res & merces quorumcumque subditorum nostrorum Regnorum & totius terræ nostræ; non obstantibus requisitione super ea nobis non facta seu facienda mora seu facita justitia, in nobis non inventa; aut aliis supra dictis, & pignorata seu marchata vendere, & de eorum pretio eis satisfacere, prout in talibus & similibus Marchis seu represaliis est fieri consuetum.

§. 4. Præmissis autem sic existentibus ordinatis, Consiliarii & probi homines Civitatis Barchinonæ, ad quorum notitiam præmissa devenerant nobis humiliter supplicarunt, ut adjectam in promissione jam dicta (scilicet Marcham, jam dicto casu concessam) clausulam supra dictam faceremus à promissione hujusmodi amoveri, cum asserrent, nostra reverentiâ semper salvâ absque læsione & onere conscientiæ nostræ & peccati mortalis incursu prædictam concessionem observari non posse, nec ad eam nos juramentum in ea appositum astringebat, imò ipsius observantia nobis peccati laqueum præparabat ex causis inferius expressatis.

§. 5. Nos autem volentes præmissa ipsis Mercatoribus omnino servare, quatenus possemus absque reatu perjurii & peccati, & in dubiis præfertim, ubi periculum animæ vertitur, viam eligere tutiorem, præmissa omnia per religiosos viros in Theologica Facultate peritos non modicæ auctoritatis atque scientiæ examinari fecimus & discuti: Mandantes eisdem, ut nobis super his consulerent quid agendum, exprimentes eis nostræ propositum voluntatis, per quod perpendere poterant placere & velle, si licite fieri possent, quod conventio supra dicta effectualiter compleretur. Coram quibus propositis hinc & inde tam facti quam juris rationibus facientibus, pro & contra, cum ex eorum responsione five consilio, matura ac digesta deliberatione præhabitis, nobis dato, invenissemus juramentum per nos appositum in clausula memorata, quod iniquitatis vinculum esse non debet, vergere evidenter contra juramenta licita & honesta, per prædecessores & nos prius diu præstita supra Privilegiis, franchitatibus, & immunitatibus per nos & eos dictæ Civitati Barchinonæ & toti generali Cathaloniæ olim indultis, & pro quibusdam constitutionibus, in generalibus Curiis Cathaloniæ editis, observandis; nec fore obligatorium cum perjurium induceret & peccatum.

ANNO 1326.

§. 6. Reperissemus insuper promissionem ipsam ex natura rei pro parte nostra fore illicitam, cum ex se represaliæ utpote juri, rationi & æquitati contrariæ, utroque jure prohibitæ propter defectum justitiæ in Principe damnificante vel damnificantis Domino adinventum, vendicent sibi locum, & ex parte Principis, & Domini damnificati sint licitæ & permissæ; non tamen sint licitæ ex parte Principis, ob cujus essent culpam vel negligentiam concedendæ, propter quod conventio per nos facta, cum clausula supra dicta inserta, quod possent videlicet ex præmissis nostri Subjecti pignorari, cum mortale peccatum & perjurii reatum includeret, erat penitus revocanda.

§. 7. Nos cum dicti Mercatores super præmissis nobis protestati fuissent, habito dicto consilio, quod latius & plenius in responsis à nobis dictæ protestationi describitur, eis respondimus, quod amota pignorationum clausula supra dicta, cum eam ex causis jam dictis servare non possemus absque dispendio salutis æternæ, parati eramus, & nos paratos obtulimus solutiones facere supra dictas terminis consuetis, & observare cætera contenta & concordata inter nos & eos, & mandare tradi eis libenter & in continenti instrumentum dictæ promissionis, amotis his de quibus repertum est inducere animæ nostræ periculum, ut superius continetur.

§. 8. Igitur ad notitiam vestræ magnificentiæ deducentes præmissa, eamdem cordis affectione rogantes, quatenus attento, quod nos in præmissis fecimus quod potuimus, & pensato de dictis expensis innumerabilibus per nos in acquisitione dicti Regni Sardiniæ factis, quæ nostrum thesaurum, ut prædicitur, exhauserunt, placeat, & velitis Mercatoribus antefatis marchandi seu pignorandi bona Subditorum nostrorum non concedere, sed potius denegare, cum nos intendamus prædictis Mercatoribus damna passis solutiones facere supra dictas terminis ante fixis, cum interesse temporis præteriti & futuri; sed dictos potius inducere Mercatores, ut præmissa per nos & eos, & communiter concordata velint recipere, quia nos adjecta clausula supra dicta parati sumus, quod illis promissimus secundum formam condictam, aut aliis modis seu obligationibus vel securitatibus decentibus adimplere, ipsasque solutiones facere terminis prætaxatis. Consideratis etenim considerandis, utriusque Subditis providebitis, & nos iis vehementer habemus placitum atque gratum, parati prosperis bonis debitis, & intima dilectione quibus conjungimur Magnificentiæ vestræ in multo majoribus respondere. Datum XII. Kal. Decembris, anno Domini 1326.

Regis Franciæ Responsio.

MAGNIFICO Principi Jacobo Dei gratia Arragoniæ & Sardiniæ Regi illustri consanguineo nostro carissimo, Carolus eadem gratia Franciæ & Navarræ Rex salutem & dilectionem sinceram. Cum per vestras nuper Litteras nobis feceritis aperiri, quod super eo, quod Franciscus Carrocii Miles vester Ammiratus in partibus Regni vestri Sardiniæ quandam navim Mercatorum quorumdam Narbonæ & Montispessuli, ac aliorum Regni nostri Franciæ pluribus mercaturis onustam retinuerat, & in usus vestræ guerræ converterat dicti Regni, quæ per alias nostras Litteras prædictis Mercatoribus nostris restitui rogavimus Regiam Majestatem,

ANNO 1326. tatem, vos cum Procuratoribus Mercatorum ipſorum ſuo ad hoc interveniente conſenſu de valore navis & mercium prædictarum, quæ vos extimari feciſtis ſibi per tres annos exſolvendo conveniſtis: Serenitati Regiæ notum fieri volumus, quod conſideratione perſonæ veſtræ, quam nobis chariſſimam reputamus & favore proſequimur ſpeciali, prædicta conventio nobis placet, Regiam amicitiam deprecantes, quatenus ſolutiones ſuper dicto valore per vos ordinatas, taliter ſtatutis ad hoc terminis complere curetis, quod ad nos ob defectum ſolutionis nulla de cætero quæſtio referatur, ita quod circa hoc non oporteat nos aliter providere dictis Mercatoribus de remedio opportuno. Datum Pariſius duodecimo die Januarii, anno Domini 1326.

CLII.

1327. 18.Fevr. *Recognitionis Literæ* CASIMIRI *Ducis Teſchinenſis ſuper poſſeſſione bonorum ſuorum Jure & Titulo feudali à* JOANNE *Bohemiæ & Poloniæ Rege receptorum. Datum Oppaviæ* 12. *Calendas Martii* 1327. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortſetzung I. Abſatz III. pag. 283.]

NOs Caſimirus Dei Gratia Dux Teſchinenſis recognoscimus, & fatemur tenore præſentium univerſis. Nos eſſe *Principem, & Vaſallum Magnifici Domini noſtri Domini Joannis Boëmiæ & Poloniæ Regis illuſtris, ac Comitis Lucemburgenſis.* Et ab eo terram noſtram *Teſchinenſem*, cum ſuis Civitatibus, & Caſtris videlicet Teſchin Civitate, cum Civitate Freyenſtadt, & Belitz Civitatibus, Zehoffchwe, Gemnitz, Oppidis cum munitionibus & Oſtravia Caſtro, cum Villis, hominibus, Vaſallis ac Militibus ad ipſas & ipſa ſpectantibus, & aliis univerſis pertinentiis in quibuscunque conſiſtant, quas nunc habemus, & impoſterum ſumus quocunque titulo habituri, noſtro hæredum & ſucceſſorum ſuorum nomine & Ducum Teſchinenſium, recepiſſe in feudum, & ab ipſo tenere, & poſſidere jure ac titulo feudali, volentes, quod hæredes, & *ſucceſſores noſtri Duces Teſchinenſes* prædicti juxta continentiam Literarum, quas a prædicto *Domino Rege* ſuper eo habemus, quandocunque prædictam terram noſtram vacare contigerit, eam ab ipſo Domino noſtro Rege in feudo deinceps ſemper recipere debeant ac tenere. Et facto ſibi per eos ſervandæ perpetuo fidelitatis Homagio, ſicut & Nos nunc ſpontanea & libera voluntate fecimus, ei vel eis tanquam ejus, vel eorum rei teſtimonium præſentes Literas fieri, & ſigillo noſtro fecimus roborari. Datum in *Oppavia*, Anno Domini MCCCXXVII. 12. Calend. Martii.

CLIII.

9.Fevr. *Recognitio* WLADISLAI *Ducis Coſlenſis, Quòd à* JOANNE *Bohemiæ & Poloniæ Rege ſuas terras cum omnibus Civitatibus & Caſtris jure receperit feudali; easque ſui hæredes ab eodem in feudum recipere debeant. Datum Oppaviæ* 11. *Kalend. Martii* 1327. [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortſetzung I. Abtheil. II. Abſatz III. pag. 282.]

NOs Wladislaus Dux Coslenſis recognoscimus & fatemur tenore præſentium univerſis. Nos eſſe *Principem & Vaſallum Magnifici Domini noſtri Joannis, Boemiæ, & Poloniæ Regis Illuſtris ac Lucemburgenſis Comitis*, & ab eo terram noſtram Coslenſem cum ſuis Civitatibus, videlicet, *Cosla, Peitum, Peynſenchreſchin*, ac Caſtris videlicet *Toſt* & *Slalatyra*, cum eorum *Villis, hominibus, Vaſallis*, & *Militibus* ad ipſas & ipſa ſpectantibus, ac aliis ſuis pertinentiis in quibuscunque conſiſtant, quas & quæ nunc habemus & impoſterum ſumus quocunque titulo habituri, noſtro hæredum & ſucceſſorum noſtrorum Ducum Coslenſium nomine, recepiſſe in feudum, & ab ipſo tenere & poſſidere, Jure ac titulo feudali. Volentes quod hæredes & ſucceſſores noſtri Duces Coslenſes prælibati juxta Literarum continentiam, quas a præfato Domino noſtro *Rege Bohemiæ* ſuper eo recepimus & habemus, quandocunque prædictam terram noſtram Coslenſem vacare contigerit, eam ab ipſo Domino *Rege Bohemiæ aut ſuis hæredibus vel ſucceſſoribus Regibus Bohemiæ* in feudo recipere ſemper

deinceps debeant & tenere. Et facto ſibi per eos ſervandæ perpetuo fidelitatis homagio, ſicut & nos ſpontanea & libera voluntate fecimus, ei vel eis tanquam ejus vel eorum Princeps, & Vaſallus ſincera fide intendere ſemper debeant ac parere. Harum noſtrarum teſtimonio Literarum. Datum in *Oppavia*, Anno Domini M. CCC. * XVII. 11. Kalendas Martii. ANNO 1327.

* Faute d'Impreſſ. pour XXVII.

CLIV.

Litteræ JOANNIS *Ducis Oswicenſis de recepta in feudum Terra* Oswicenſi *cum omnibus Civitatibus & Oppidis, à* JOANNE *Bohemiæ Rege; obligans ſe porrò hæredesque ſuos ad omnem fidelitatem dicto Regi præſtandam. Datum in Boutung* 6. *Kalend. Martii* 1327. [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Forſetzung I. Abſatz III. pag. 282.] 24.Fevr.

NOs Joannes Dei gratia Dux Oswicenſis Scholasticus Cracovienſis. Recognoscimus & fatemur tenore præſentium univerſis. Nos eſſe Principem & Vaſallum Magnifici Domini Noſtri Joannis Bohemiæ & Poloniæ Regis Illuſtris ac Comitis Lucemburgenſis, & ab eo terram noſtram Oswicenſem cum ſuis *Civitatibus & Caſtris*, videlicet *Oſſwem* Civitate cum *Caſtro Jathor*, *Civitate Lant*, *Zipſa*, Wadowitz, & Spikowitz, Oppidis cum Oppidanis, Villis, hominibus, Vaſallis ac Militibus ad ipſas & ipſa ſpectantibus, & aliis pertinentiis univerſis in quibuscunque conſiſtant, quas nunc habemus, & impoſterum ſumus quocunque titulo habituri, noſtro hæredum & ſucceſſorum ſuorum nomine & Ducum Oswicenſium recepiſſe in feudum, & ab ipſo tenere & poſſidere jure & titulo feudali, volentes quod hæredes, & ſucceſſores noſtri Duces Oswicenſes prædicti juxta continentiam Literarum, quas a prædicto *Domino Rege* ſuper eo habemus, quandocunque prædictam terram noſtram vacare contigerit, eam ab ipſo Domino noſtro Rege in feudo deinceps ſemper recipere debeant, ac tenere. Et facto ſibi per eos ſervandæ perpetuo fidelitatis homagio, ſicut & Nos nunc ſpontanea & libera voluntate fecimus, ei vel eis tanquam ejus, vel eorum rei teſtimonium præſentes Literas fieri, & ſigillo noſtro fecimus roborari. Datum in *Boutung* Anno Domini MCCCXXVII. 6. Calend. Martii.

CLV.

Recognitio HENRICI ſenioris, *&* HENRICI *ejus Filii Dominorum de Plawen, de recepto in feudum, à* JOANNE *Bohemiæ Rege, ſuo Domino* Plawen, *cum omnibus Munitionibus & bonis. Datum Pragæ decimo octavo* (1) *Kalendas Aprilis* 1327. [LUNIG, Teutſch. Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheilung VI. Abſatz. XVIII. pag. 204.] 16Mars.

NOs HENRICUS Advocatus de Plawen ſenior, & Henricus ipſius filius ſenior, recognoscimus tenore præſentium & fatemur.

Quod licet olim progenitores noſtri bonæ memoriæ, quondam a Viris ſpecialibus Comitibus de *Eberſtein* Terræ Saxoniæ retroactis temporibus Dominium eorum in *Plawen*, quod nunc tenemus, & quod Nos ex ſucceſſione legitima devolutum in feudo recepiſſe, ac etiam poſſediſſe noscantur, tamen quia dudum cum omnibus ſuis Juribus & pertinentiis in feudo quocunque Dominiorum nobis placuerit nunc recipere, ac tenere licite valeamus. Nos ob ſpecialis Amoris affectum, quem ad Magnifici *Principis Domini Noſtri, Domini Johannis Bohemiæ & Poloniæ Regis illuſtris, ac Comitis Lucemburgenſis* Celſitudinem gerimus, ipſius nos recognoscentes eſſe feudatarios, & Vaſallos prælibatum noſtrum Dominium *Plawen* cum ſuis munitionibus & bonis videlicet, Caſtro *Lubow*, *Johansgrin*, Caſtrum *Sonek* munitione *Blonſvicz*, munitione *Lapide* dicta, munitione dicta *Tribil*, & *Ganondorff*, cum Villis, hominibus, Vaſallis & militibus ad ipſas & ipſa ſpectantibus, ac aliis ſuis pertinentiis univerſis in quibuscunque conſiſtant, quas & quæ nunc habemus, & impoſterum ſumus ad idem Dominium noſtrum quocunque titulo habituri, noſtro, hæredum & ſucceſſorum noſtrorum Dominorum in *Plawen* nomine, recepiſſe in

(1) C'eſt ſans doute une faute pour, *decimo ſeptimo*; puis que, dans le Mois de *Mars*, on ne commençoit que le 16. à compter avant les Kalendes d'*Avril*.

ANNO 1327. feudo, & ab ipso tenere & possidere, jure & titulo feudali, volentes, quod ipsi hæredes, ac successores nostri, quandocunque sæpe dictum Dominium nostrum per mortem alicujus eorum vacare contigerit, ipsum ab eodem *Domino nostro Rege aut a suis hæredibus ac successoribus Regibus Boëmiæ* in feudo recipere semper deinceps debeant, & tenere, & proposito sibi per eos debito servandæ fidelitatis & Homagii Sacramento, sic & nos ipsum sibi nunc spontanea & libera voluntate præstitimus, ei vel eis, tanquam eorum Vasalli cum prædictis bonis omnibus sincera fide semper intendere debeant & parere. Et nos *Tosso de Schoneck*, *Arnoldus de Walchenstein*, *Gaczo* de Menka, *Henricus* de Machwitz, *Conradus* de Sak, *Nicolaus* de Dobeneck, & *Henricus* dictus Reoder Militares, seu armigeri prædictorum Dominorum nostrorum de *Plawen*, quorum sumus homines & Vasalli precibus inclinati, protestamur præmissa omnia prout superius continentur per eosdem Dominos nostros, nobis, successoribus, præsentibus & consentientibus de certa scientia esse facta. In quorum omnium prædictorum robur & testimonium præsentes Literæ factæ sunt sigillorum nostrorum, quæ ipsis appendi fecimus munimine roboratæ. Datum *Pragæ* Anno Domini M. CCCXXVII. decimo octavo Calendas Aprilis.

CLVI.

5. Avril. *Recognitio* BOLESLAI *Ducis Oppoliensis de Civitate* Castro, *Oppidis & Villis sibi à* JOANNE *Bohemiæ ac Poloniæ Rege in Feudum concessis & receptis. Datum Wratislaviæ in die Palmarum annô* 1327. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortsetzung I. Abs. III. pag. 283.]

NOs Boleslaus Dei Gratia Dux Oppoliensis recognoscimus tenore præsentium & fatemur: Nos esse Principem & Vasallum *Magnifici Domini nostri Domini Joannis Bohemiæ, & Poloniæ Regis, ac Lucemburgensis Comitis*, & ab eo terram nostram Oppoliensem cum Civitate Oppoliensi, & Castro ibidem cum Civitate Senberg & Castro Clascow, cum Oppidis, Villis, hominibus, Vasallis ad ipsas & ad ipsa spectantibus cum aliis suis pertinentiis universis, in quibuscunque consistant, quas nunc habemus & in posterum sumus quocunque titulo habituri, nostro hæredum & successorum nomine Ducum Oppoliensium & Dominorum ibidem in Waltenberg recepisse in feudum & ab ipso tenere ac possidere Jure. Volentes quod hæredes & successores nostri Duces Oppolienses, & Domini in Waltenberg prælibati, juxta Literarum continentiam, quas à *præfato Domino nostro Rege Bohemiæ* super eo recepimus, & habemus quandocunque prædictam terram nostram vacare contigerit eam ab ipso Domino nostro aut à suis hæredibus vel successoribus suis *Bohemiæ Regibus* in feudo recipere semper deinceps debeant & tenere, & facto sibi servandæ perpetuo fidelitatis homagio, sicut & nos nunc spontanea & libera voluntate fecimus ei vel eis, tanquam ejus vel eorum Princeps & Vasallus sincera fide intendere debeant & parere. In cujus rei testimonium præsentes Literas fieri & sigillo nostro jussimus communiri. Datum *Wratislaviæ* Anno Domini MCCCXXVII. in die Palmarum.

CLVII.

6. Mai. FRANCE ET ANGLETERRE. *Promesse des Procureurs d'*EDOUARD VI. *Roi d'Angleterre inserée après le Traité de Paris du dernier Mars* 1326. *par laquelle ils obligent leur Roi à cinquante mille Marcs sterling contenus audit Traité, envers* CHARLES IV. *Roi de France. Le* 6. *Mai*, 1327. *Avec le* Vidimus *de* PHILIPPE *Roi de France sur le même Traité. Donné à Paris le* 7. *Septembre* 1330. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 118.]

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, universis præsentes Litteras inspecturis, salutem. Notum facimus nos inscriptas vidisse Litteras, formam, quæ sequitur continentes.

§. 2. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront & orront, Nous Jehan Evesque de Winceſtres & Guillaume Evesque de Norwik, Messages & Procureurs de nostre tres chier & tres redoubté Seigneur EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, sçavoir faisons, que comme nostre dict Seigneur ait ratifié & approuvé par ses Lettres ouvertes seellées de son grand seel, le Traittié faict & accordé de nouvel par honorables Peres en Dieu, Pierre Evesque de Chartres, Pierre Evesque d'Aucuerre, Monseigneur Philippes Comte de Valois, d'Anjou & du Mayne, Gauchier de Chastillon Cuens de Porciens & Connestable de France, Miles Sire de Noyers, Mathieu de Trye Mareschal de France, Messire Jean Cerchemont Chancelier de France & Andrieu de Florence Dean de Furnes, Conseillers & Procureurs de tres excellent Prince Monsieur CHARLES par la grace de Dieu Roy de France & Navarre, par le dit Roy & en son nom d'une part; & nous Jehan de Guillaume Evesques dessus dicts, Monsieur Jehan de Haynaut & Hugues d'Andeluye, Messages & Procureurs nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, pour ledict nostre Seigneur & en son nom d'autre part; duquel Traitté & des Lettres sur ce faites la teneur & la forme s'ensuit.

§. 2. A tous ceux qui verront & orront &c. &c. (*il faut repeter icy toutes les paroles du precedent Traité de Paris n. LV. mis, jusqu'à ces mots du dernier* §. seront faites d'une partie & d'autre, *& par apres le present Traitté continue, comme il suivra icy, bien qu'il paroisse assez, qu'il y a quelque manquement dans l'exemplaire dont on s'est servi*) & ses successeurs Roys d'Angleterre & Ducs de Guyenne ses biens de ses successeurs obligeons; que il les convenances, promesses & obligations sus escriptes en la forme & maniere, que elles sont au dict Traittié expressées tendra, gardera & accomplira en bonne foy sans jamais venir à l'encontre, par li ne par autre, par quelque voye ou maniere que ce soit, sauvées audict nostre Sieur & aux siens, toutes autres choses pour eux accordées & octroyées avant cet heure par le dict Roy de France & en nom de luy & sa bonne grace.

§. 3. Derechief comme au dict Traictié soit contenu entre les autres choses que pour toutes manieres & cousts frais & despens, dommages & tous interests, que le dict Roy de France ou ses Sujets ayent soustenu, ou encouru pour la cause des mouvemens avant dits, nous avant dits Messagers & Procureurs du dict Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, tout soit il sans coulpe des dites mesprises, si comme nous maintenons, neantmoins pour le grand desir, que nous sçavons, qu'il a d'avoir la grace & bonne veillance du dict Roy de France son Seigneur & Oncle, & pour bonne amour & dilection affermer & nourrir entre les Royaumes & les Sujets d'une part & d'autre, & pour estanchier les dits maux, accordons par auctorité & pouvoir, que nous avons de nostre dict Seigneur & li obligeons en cinquante mille marcs d'Esterlains au Roy de France à prendre à sa volenté; ainsi, que au cas, que il plairoit mieux à nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre soy mettre simplement des choses contenues en cet article à la gracieuse volenté du dict Roy de France, la dicte obligation de cinquante mille marcs soit nulle.

§. 4. Nous Jehans & Guillaume Procureurs & Messagers nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne dessus dit, promettons en nom de nostre dit Seigneur & pour li, que dedans trois mois prochains apres ce, que la paix contenue ou dit Traittié soit publiée ou Royaume de France & especiaument es marchez devers le Royaume d'Angleterre & devers le dict Duché, le dit nostre Seigneur eslira, lequel li plair mieux soy mettre simplement des choses contenues au dict article, à la gracieuse volonté du dict Roy de France, ou de payer à li la somme de cinquante mil marcs d'Esterleins dessus dits; & ou cas qu'il li plaira mieux payer au dict Roy de France la somme de cinquante mil marcs, que soy mettre simplement à sa volenté, comme dessus est dit; il plaira à payer au dict Roy de France ou à son Procureur ayant à ce suffisant mandement dedans trois ans prochains apres la fin des dicts trois mois, la somme devant dicte par esgaux portions; c'est à sçavoir: à la fin de chacun an, la tierce partie de la dicte somme; & à ce faire & accomplir en bonne foy nous obligeons le dict nostre Seigneur & ses successeurs & leurs biens. En tesmoingnage de laquelle chose nous avons mis nos seaux en ces presentes Lettres. Donné à Paris le sixiesme jour de May, l'an de grace mil trois cens vingt sept.

§. 5. In cujus visionis testimonium præsentibus Litteris, nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisius die septima Septembris, Anno Domini millesimo trecen-

ANNO 1327. trecentesimo tricesimo. *Est sellé sur le reply en double queue d'un grand sean de cire jaulne pendant.*

CLVIII.

1. Oct. ARRAGON ET MAIORQUE. *Accord entre* JAQUES II. *Roi d'Arragon, & de* JAQUES *Roi de Majorque, fait à Barcelonne, le* 1. *Octobre*, 1327. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 122.]

In nomine Domini, Amen.

PATEAT universis præsentis Instrumenti publici seriem inspecturis, quod nos JACOBUS Dei gratia Rex Arragonum, Valentiæ, Sardiniæ & Corsicæ, ac Comes Barchinoniæ; & nos Jacobus per eamdem Rex Majoricarum, Comes Rossilionis & Ceritaniæ, ac Dominus Montispessulani, præsente, volente, auctorisante, ac suum expressum consensum præstante honorabili Domino Philippo de Majoricis patruo ac tutore nostri dicti Majoric. Regis, quod nos Philippus, qui præsentes sumus, sic esse asserimus & fatemur; scientes jam dudum compositionem seu transactionem fore factam inter illustrem Dominum Petrum bonæ memoriæ Regem Arragonum, patrem nostri Jacobi Regis Arragonum prædicti ex una parte, & illustrem Dominum Jacobum recolendæ memoriæ Regem Majoricarum avum paternum nostri Jacobi Regis Majoricarum prædicti ex altera, super Regno Majoricarum cum insulis eidem adjacentibus & super Comitatibus & terris Rossilionis, Ceritaniæ, Confluentis & Vallispirio & Caucolibero, & super Montepessulano, cum Castris & Villis dominationis Montispessulani, prout in quodam publico Instrumento inde facto in claustro domus Fratrum Prædicatorum Perpiniani tertio decimo Kalendas Februarii anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo octavo, scriptoque per Arnaldum Mironi scriptorem publicum Perpiniani latius continetur.

§. 2. Scientes etiam subsequenter dictam compositionem seu transactionem fore renovatam, laudatam & approbatam inter nos Jacobum Regem Aragonensem prædictum ex una parte; & dictum Jacobum quondam Regem Majoricarum ex altera, prout in alio publico Instrumento inde facto in Castris propè Argilers Elnensis Diœcesis in festo Apostolorum beatorum Petri & Pauli, videlicet tertio Kalendas Julii, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, scriptoque per Michaelem Rotlandi Notarium publicum Perpiniani, plenius continetur; considerantesque eamdem compositionem & transactionem postmodum fuisse renovatam, laudatam & approbatam inter nos præfatum Jacobum Regem Arragonum ex una parte; & illustrem bonæ recordationis Dominum, Sancium Regem Majoricarum filium & heredem dicti Domini Jacobi Majoricarum Regis, patruumque nostri dicti Jacobi nunc Majoricarum Regis ex altera; prout in alio publico Instrumento inde confecto in Civitate Barchinoniæ in Regio palatio die Dominica, qua computabatur septimo Idus Julii anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo, clausoque per Bernardum de Aversone Notarium nostri prædicti Aragonum Regis, ac publicum etiam auctoritate nostra per totam terram & dominationem nostram, seriosius continetur. Nos prædicti Jacobus Rex Aragonum, & nos Jacobus Rex Majoricarum, confitentes nos excessisse ætatem duodecim annorum, ac plenè intelligere quæ aguntur, præsente & auctorizante, ut supra, dicto Domino Philippo patruo & tutore nostro, per nos & successores nostros, volentes omnia & singula in prædictis tribus Instrumentis contenta perpetui habere roboris firmitatem, ea omnia & singula denuò cum hoc publico Instrumento per nos & successores nostros laudamus & approbamus expressè: idcircoque nos Jacobus Rex Majoricarum prædictus, præsente & auctorizante, ut supra, ante fato honorabili Domino Philippo patruo & tutore nostro, nomine ipso tutorio, juxta formam in singulis dictorum trium Instrumentorum contentam, per nos & omnes successores nostros recognoscimus & fatemur vobis dicto Domino Jacobo Regi Aragonum, carissimo patruo nostro, tenere à vobis & successoribus vestris Regibus Aragoniæ in feudum honoratum sine omni servitio, sub forma tamen infra scripta, totum prædictum Regnum Majoric. cum Insulis Minoricis & Evigæ, & aliis Insulis adjacentibus eidem Regno, & omnes prædictos Comitatus & terras Rossilionis, Ceritaniæ & Confluentis, Vallispirii & Cauchiliberi.

§. 3. Item sine præjudicio juris alieni recognoscimus & fatemur vobis dicto Domino Jacobo Regi Aragoniæ,

tenere in feudum à vobis & vestris secundum modum superius & inferius comprehensum Vicecomitatum Omeladesii, & Vicecomitatum de Carladesio, cum omnibus Villis & Castris eorumdem Vicecomitatuum, & omnia etiam Castra, Villas & loca quæcumque habemus in terris Montispessulani, & dominatione & terminis ejusdem, & generaliter omnia alia, quæcumque habemus seu habere debemus ubicumque sint, cum Militibus scilicet, hominibus, feudis, jurisdictionibus ac dominationibus universis, sive illa teneamus ad manum nostram, sive alii teneant pro nobis in feudum. Exceptis feudis, quæ consueverunt teneri ab Episcopo & Ecclesia Magalonensi, de quibus aliqua tenentur adhuc ab ipsis Episcopo & Ecclesia, & aliqua ab illustri Rege Francorum habente in eisdem locum ab Episcopo & Ecclesia supra dictis, pro quibus omnibus & singulis locis & terris, ac juribus eorumdem recognoscimus nos de præsenti feudatarium vestrum secundum formam superius comprehensam. ANNO 1327.

§. 4. Excipimus tamen à prædicta recognitione feudi, nos Jacobus Rex Majoricarum prædictus emptiones Castrorum, Villarum & locorum, quas dictus Dominus Jacobus Rex Majoricarum avus paternus noster post dictam renovationem, & dictus Sancius Majoricarum Rex ejus filius patruus noster fecerunt, & nos fecimus de rebus alodialibus, quæ pto ipsis vel nobis non tenebantur in feudum. Nos tamen dictus Jacobus Rex Majoricarum per nos & nostros auctorisante dicto tutore nostro, ut superius, recognoscimus tenere à vobis dicto Domino Rege Aragoniæ & vestris in feudum omnes regalias & jura universa, quæ & quos dictus Dominus Jacobus, & dictus Dominus Sancius patruus nostri habebant ante emptiones prædictas, & habebamus & habemus nos in emptionibus supra dictis. Sanè volumus & concedimus, quod sicut nos facimus vobis homagium, ut inferius continetur, sic heredes & successores nostri faciant & teneantur facere homagium, vobis & successoribus vestris Regibus Aragoniæ in perpetuum, pro supra dictis & infra scriptis juxta contenta in hoc præsenti Instrumento & formam ejusdem.

§. 5. Promittimus etiam per nos & successores nostros vobis dicto Domino Regi & successoribus vestris in perpetuum, quod nos & successores nostri dabimus vobis & successoribus vestris potestatem de Civitate Majoricarum, nomine & vice totius Regni Majoricarum, & insularum Minoricarum & Evigæ, & de Villa Podii Ceritani nomine & vice Ceritaniæ & Confluentis, & de Villa Perpiniani nomine Comitatus Rossilionis, & terrarum Wallisperii & Castri Cauchiliberi, & de Castro de Omelacio, nomine Vicecomitatus de Omeladesio. Quas potestates nos heredes & successores nostri teneamus dare vobis & successoribus vestris, quandocumque & quotiescumque requisiti fuerimus per vos & successores vestros, irati & pacati, ratione tamen recognitionis feudi & faticæ juris. Nec prædictas potestates possitis vos vel successores vestri retinere ratione Valentiæ.

§. 6. Promittimus etiam per nos, heredes & successores nostros vobis & successoribus vestris in perpetuum, quod nos & ipsi successores nostri firmabimus jus vobis & vestris in posse vestro & vestrorum, & semel quolibet anno cum fuerimus requisiti ibimus ad Curiam vestram & vestrorum in Catalonia, nisi tunc quando fuerimus requisiti, fuerimus nos & dicti successores nostri in Regno Majoricarum. Promittimus tamen per nos & nostros & ad hoc de præsenti nos & successores nostros obligamus, quòd juvemus, valeamus & defendamus vos & successores vestros cum toto posse nostro contra cunctos homines de mundo.

§. 7. Item promittimus per nos & nostros servari facere in terris Rossilionis Ceritaniæ & Confluentis & Wallisperii & Caucholiberi usaticos, consuetudines & constitutiones Barchinonenses factos & factas, & etiam faciendos & faciendas per vos & vestros cum consilio majoris partis Baronum Cataloniæ, sicut moris est fieri, salvis specialibus consuetudinibus locorum prædictarum terrarum. Et quod in prædictis terris Rossilionis, Ceritaniæ, Confluentis, Vallispirii & de Caucolibero currat moneta Barchinonensis & non alia. Retinemus tamen nobis & successoribus nostris, quod possimus cudere vel cudi facere absque contradictione & impedimento vestro & vestrorum in Regno Majoricarum & Insulis eidem adjacentibus, monetam & monetas de novo.

§. 8. Item retinemus nobis & successoribus nostris, quod in nullo casu possit à nobis vel Officialibus nostris vel successorum nostrorum appellari, nec etiam per

ANNO 1327. alium modum recurri ad vos dictum Dominum Regem Aragoniæ vel ſucceſſores veſtros. Salvo quod propter hoc non detrahatur in aliquo iis quæ ſuperius & inferius continentur.

§. 9. Item quod nos & ſucceſſores noſtri poſſimus abſque contradictione & impedimento veſtro & veſtrorum facere & ponere pedagium, & novam lezdam in Regno Majoricarum & aliis Inſulis eidem adjacentibus, ſalvis libertatibus per prædeceſſores noſtros conceſſis hominibus veſtris, niſi prædictæ libertates vel Privilegia ſint de jure per contrarium uſum vel alio modo abrogata. Quæ tamen omnia, quæ nobis retinemus, volumus & concedimus eſſe de feudo ſeu feudis prædictis, exceptis emptionibus ſupradictis ſub forma ſuperius comprehenſa.

§. 10. Item cum dictus Dominus Rex Majoricarum avus paternus noſter in prædictis Inſtrumentis, de quibus in principio hujus Inſtrumenti habetur mentio, retinuiſſet ſibi & ſucceſſoribus ſuis bovaticum in prædictis terris: ita quod dictum bovaticum eſſet de dicto feudo, ut alia ſupra dicta quæ ſibi retinuit, exceptis emptionibus prædictis, & ſubſequenter præfatus Dominus Rex Majoricarum avus paternus, & poſtmodum præfatus Dominus Sancius Rex, patruus noſter, remiſerint bovaticum ipſum gentibus noſtris dictarum terrarum, quæ ad præſtationem dicti bovatici tenebantur; ea conditione, quod loco dicti bovatici præfatæ gentes noſtræ tenentur dicto Domino Regi Sancio ſolvere viginti millia libr. Barchinonenſium, de quibus ementur mille libræ Barchinonenſes rendales in alodio, quas haberent & reciperent ipſe & ſui propoſito loco bovatici ſupra dicti. * Recognoscimus tamen, quod vos dictus Dominus Jacobus Rex Aragoniæ generoſe conſenſiſtis remiſſioni dicti bovatici, & quod non teneatur dictus Dominus Rex Sancius emere dictas mille libras loco bovatici ſupra dicti. Inhibitiones verò ſeu banna per vos vel ſucceſſores veſtros factas vel faciendas non teneamur nos vel ſucceſſores noſtri ſervare, niſi factæ fuerint de conſilio & aſſenſu noſtro vel noſtrorum.

§. 11. Et pro prædictis omnibus complendis ac firmiter attendendis, obligamus vobis dicto Domino Regi Aragoniæ & veſtris noſtros & nos & omnia bona noſtra, & juramus per Deum & ejus Sancta quatuor Evangelia nos Jacobus Majoricarum Rex ſuperius nominatus, & præſente, volente & auctoriſante ac ſuum expreſſum conſenſum præſtante dicto tutore noſtro, facimus vobis homagium ore & manibus in præſenti, & ſub dicto juramento confitemur nos exceſſiſſe ætatem duodecim annorum prædictam.

§. 12. Ad hæc nos Jacobus Dei gratia Rex Aragoniæ prædictus, tenentes nos pro contentis & pacatis cum prædictis à vobis Illuſtri Jacobo per eamdem gratiam Rege Majoricarum * beatiſſimo nepote noſtro, nobis recognitis & conceſſis, præſente volente, auctoriſante, ac ſuum expreſſum aſſenſum præſtante dicto honorabili Philippo tutore veſtro, nomine tutorio prædicto, per nos ſucceſſoresque noſtros laudamus & approbamus vobis & veſtris ſucceſſoribus perpetuo, prædictum Regnum Majoricarum, Inſulas, Comitatus & Terras, quæ à nobis in feudum tenetis ſub pactis & conventionibus ſupra dictis. Et promittimus per nos & noſtros vobis & veſtris juvare, valere & defendere vos & veſtros, & Regnum, Terras & Comitatus prædictos & jurisdictiones veſtras, & dictarum Terrarum, quæ à nobis tenetis in feudum toto poſſe noſtro contra cunctos homines. Et pro prædictis omnibus complendis & firmiter attendendis vice verſa obligamus nos & noſtros & omnia bona noſtra vobis & veſtris, & juramus per Deum & ejus Sancta quatuor Evangelia, & facimus vobis homagium ore & manibus * in præſenti convenimus & retinemus nos dicti Jacobus Aragoniæ Rex, & nos Jacobus Rex Majoricarum, præſente, volente, auctoriſante, ac ſuum expreſſum aſſenſum præſtante dicto honorabili Philippo tutori, qui ſupra. Quod nos dictus Philippus ſic verum eſſe aſſerimus & fatemur, quod ſubſtitutiones factæ in chartis hereditamenti inter nos & noſtros per Dominum Regem Jacobum eximiæ recordationis avum noſtri dicti Jacobi Aragoniæ Regis, & per avum noſtri dicti Regis Majoricarum, & in Teſtamento ejusdem, ſint ſalvæ & in ſua remaneant firmitate, ſalvis hiis, quæ in hoc Inſtrumento continentur.

§. 13. In quorum Teſtimonium nos Rex Aragoniæ & Rex Majoricarum prædicti, ac Philippus de Majoricis tutor, qui ſupra, duo conſimilia publica Inſtrumenta inde fieri juſſimus, & ſigillorum noſtrorum appenſionibus communiri, & in quibus etiam nos dictus tutor manu propria ſubſcripſimus. Quæ ſunt acta in Civitate Barchinonenſi, in Palatio Domini Regis Aragoniæ prædicti, Kalendis Octobris, anno Domini milleſimo trecenteſimo viceſimo ſeptimo. *Viſa per Cancellarium.* Signum Jacobi Dei gratia Regis Majoricarum, Comitis Roſſilionis & Ceritaniæ, ac Domini Montispeſſulani prædicti, qui hoc laudamus, firmamus & juramus. Nos Philippus de Majoricis tutor prædictus præmiſſa laudamus, concedimus & firmamus, & manu propria ſubſcribimus. Signum Jacobi Dei gratia Regis Aragoniæ, Valentiæ, Sardiniæ & Corſicæ, ac Comitis Barchinonenſis prædicti, qui hæc laudamus, firmamus & juramus.

ANNO 1327.

§. 14. Teſtes hujus rei ſunt qui præſentes fuerunt inclytus Dominus Infans Petrus Rippacratiæ & Impuriarum Comes, Inclytus Dominus Infans Raimundus Berengarii Comes Montanarum; de prædictis antefati Domini Regis Aragoniæ filii; Gaſto Oscenſis Epiſcopus Cancellarius ipſius Domini Regis Aragoniæ, Berengarius Elnenſis Epiſcopus, Frater Sancius de Aragonia locum tenens Magiſtri Hospitalis in Caſtellania Empoſte, F. Raymundus de Impuriis de Ordine Hospitalium, F. Raymundus de Cavilione Commendator Alcaronis, F. Petrus Abbas Monaſterii ſanctarum Crucum Capellanus major dicti Domini Regis Aragoniæ. Petrus de Viridario Archiepiſcopus Majoricarum, & Canonicus Narbonenſis, Cancellarius dicti Domini Regis Majoricarum, Guillelmus de Madrona Canonicus Tiraſonenſis, Antonius de Galiana Legum Doctor Canonicus Majoricarum. F. Petrus de Portello de Ordine Prædicatorum Confeſſor dicti Domini Regis Aragoniæ, Nobilis Otho de Montecathero, Bernardinus de Campana, Galdous de Angellaria, Berengarius de Vilariacuto, Aldemarius de Moſſeto, Pontius de Ceramay. Et Milites Raymundus de Melanno, Eximinius de Tovia, Ferrarius de Villafranca, Alquazirius dicti Domini Regis Aragoniæ, Guillelmus de Sancta Columba, Petrus de Pulcrocaſtro, Ferrarius de Canneto, Jacobus de Muredine, Berengarius de Podio, Guillelmus de Jaffero Vicecancellarius, Petrus Marii Theſaurarius; Petrus Despens, Guillelmus de Mora Jurisperiti de Conſilio Domini Regis Aragoniæ, Jacobus Scuderii Notarius dicti Domini Regis Majoricarum, Ferrarius de Lilleto Bajulus Cataloniæ generalis. Et quam plures alii. Signum Bernardi de Podio dicti Domini Regis Aragoniæ Scriptoris & Notarii etiam publici, auctoritate ſua per totam terram & dominationem ipſius, qui prædictis interfuit & hæc ſcribi fecit cum litteris raſis & emendatis in linea decima quarta, ubi dicitur, Patruus noſter fecerunt & nos fecimus: & in linea vigeſima octava, ubi ſcribitur: Nos Jacobus Majoricarum Rex ſuperius nominatus. Et clauſimus die & anno, quo ſupra.

CLIX.

Bündniß zwiſchen denen Herren von Elſterberg und denen Herren von Plauen/ zu reciprocirlicher aſſiſtentz wider jedermänniglich / ſo dieſelbe beeinträchtigen wolte/ beſchloſſen zu Ronberg an St. Juſtinä abend anno 1327. [LUNIG, Teutſch Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheilung VI. Abſatz XVIII. pag. 206.] 6. Oct.

C'eſt-à-dire,

Alliance entre les Seigneurs de ELSTERBERG *& les Seigneurs de* PLAVEN *pour une aſſiſtance reciproque, contre qui que ce ſoit qui voudra uſer d'hoſtilité contre eux. A Ronberg la Vigile de Ste. Juſtine* 1327.

In Nomine Domini Amen.

WIr Buſſo von Elſterberg der Elter / und Buſſo Unſer Sun / Heinrich der Elter Voyt von Plauen / und Heinrich Unſer Sun der Elter / Heinrich Voyt von Plauen / genant der Ruße/und Heinrich Unſer Sun/Heinrich der Elter und Heinrich der Jünger Voyte von Wida/Heinrich der Elter und Heinrich der Jünger / Voyte von Gera / bekennen offenlich an diſem Brieve / und tun kunt allen den / die diſen Brief ſen und horen leſen / daz wir habim geworen zu den Heiligen ein rechtem eyt an arge liſt ein ander zu raten und zu helfen getreulich / mit aller unſer macht wieder allermenniglich die uns zu unrecht wolden verterben / an uf daz Riche und unſern Herrn Margreuen Fridrichen von Miſne / und gein weme und zu welcher eiet wir Hulfe durfen undur ein ander. Welche denne Hulfe not iſt undur uns / der ſchol dem andu daz kundegen vor ein Manden und unte Hulfe. Mochte wir demſelben rechtis oder minne gehelfen / daz

ANNO 1327. daz schol er nemen und ein vriede halden dieweyle mit dem der sein widursache ist/ ab mans an in gehabun mag daz im minneodeur recht widervert/ wolde aber der Widursache kein vride halten/ so schulle wir im zeu Hant beholfen sein an Wiederrede und an allun auffschub getreulich alz hienach geschriben stet. Wir Bußo von Elsterberg und unser Sun mit vier Mannen gewapunt/ Heinrich der elter Boyd von Plawen/ vouze genannt/ mit zeen Mannen gewapunt/ Heinrich der Elder Voyt zee Wida/ unde Heinrich der Jünger mit zeen Manne gewapunt/ Heinrich der Elder und Heinrich der Jünger Voyte von Gera mit zeen Mannen gewapunt/ wer aber/ daz wir stercker solden sein/ so sal iederman sich stercker machen/ nach der Manzeal/ alz hi vor geschriben stet/ und wi wir dez eintrechtlichen zu ratun werden. Und wer daz wir uns zweiten unne die starckunge/ waz denne di meiste menege und uns spreche und hize/ alzo sal man sich stercken/ unde iderman sal daz tun uff sein selbiz Kost unde schaden. Unde daz selbe gewapunen Volck unt die Loute schol man legen unde schikke in di Vesten die den feyden allerbeste gelegen ist. Gesche daz/ daz wir krigen musten/ daz uns Got hulfe/ daz wir mit einander frunnen nemen in dem Crige/ den schal man teylen nach der Manzeal gewapunder Loute/ wer auch daz wir selbur undur einandur zweybruche wurden/ wie viel unser der were/ so sullen die auch/ jr sey wenet odur vil/ di mit dem erige nicht zeu schaffen habun/ dez erigus und zweybruche gewaldut sein/ waz sie heizzen nach minne oder nach rechte/ des schullen die gevolgut sein di den erig gen einander hetten/ unde die scheidunge scholde geschen bei einen manden/ darnach si dez erigus geinrut werden an argelist. Und gene sullen diweile kein erig habun alzo lange biz sie entscheiden werden/ und welcher der minne oder dez rechten ouzgen wolde daz er geheizen wurde von den andern/ uf denselben schullen die andu alle beholfen sein alzo lange wenze er recht getu alz sie im ertenlen. Wer aber/ daz sich die zweyten/ die den erig scheiden solden/ was die meiste menege under den spreche odur hize/ daz sol vorgant habun/ ouch sol unser keiner kein urseige mit niman haben/ noch kein erieg an der andern rat eintrechteklichen/ ouch haben wir gelobut und gesworen/ waz unser einen schadun odir leidutz geschiet hunne vortiner als der Brif gegeben ist/ daz schal den andern allen getreuleich alzo leit sein sam der Schade ideme man sunderlich geschen werde/ und waz geschen ist/ her uf dise ceit/ ez sei reub odur welcherleie schade der clab ist/ daz sol man clagen deme under deme di gezezzen sein/ di man beschulgut/ und dem man schult giy/ der sal da vor richten abersleuken tarselbe dritte sein genozzen di sich recht und wol gehaltun habu zeu den heiligum. Wer aber daz er bekente/ so schal er den raub oder die schult an der statt vorgewizzen mit guten burgen/ und schal bei vir Wochen darnach diselbe Schult geldun mit der zwigulde/ unde sal selbe dritte biders loute behalten zeu den Heiligen daz im nimmer worden sein/ wo abr hinne fort mer alz dir Brif gegeben ist voubut odur schedeliche dine tut/ der sal in unsur allur achte sein/ unde wur denselben hauset oder hofet oder keine furder gnuge tut/ der sal in derselben schult bestanden sein/ alz der achtere. Und in welche unsere gegende man dez roubers gewar wurde/ d' sal den rauber hindu unde mit im gebarn alzo recht ist/ gleicher weiz alz im der Schade selbe wer geschehn/ ouch wen man von dem sal der helfen under dem er sizzet bei virzzen tagen/ darnach aber er sal zeu hant sprechen/ ab er von im geholfen muge in den virzzen tagen/ mag er nicht von im gehelfen/ so schol er in jagen alz en geachten mann/ duch sal man helfen dem cleger von dez achters gut/ und von der leibe und gut di in keine furderunge tun/ ouch sal nimant hinne vort mer als der Brif gegebun ist kein achter ouz der achte lazen nach keine berichtunge von im nemen/ noch in keine seine gewalt geleiten/ ez sei denne unser allur willn eintrechteklichen/ ouch en sol man keins vorsprochen Mannus gut niemanne lien zeu erbe nach Zeusatzunge/ ouch sal unser keinur nach unser Manne kenur keine reite Raub ouz unsern gegenden tun an unser Wort eintrechteklichen. Wer daz uburtrete der wer in der acht. Ouch sal nimant keine vesten lazen bouen an unsur Wort eintrechteklichen. Wir schullen alle unsur man be rechte lazen/ und wir schullen auch bei rechte bleiben/ wer aber daz daz unser keiner seine Manne unrecht tun wolde/ waz di andern denselben zu minne odur zeu rechte gegen seine Manne hizzen tun/ dez schol er gevolgut sein/ unde der man gegen sein Herren widur. allur dirrer rede unde dir gesezze die hir vorgeschriben sten/ der habe wir unz mit bedachtum Mute eintrechteklich vorwillekurt/ unde haben si lazzen schriben an disen Brif/ unde gelopen unde schworen zeu den Heiligen/ daz wir die stete und gantz halden schullen an arge list/ unde wer der gesetzte keines di vorgeschriben sein ouzget under uns/ der scholl meineide sein/ unde die andern schullen uff den beholffen sein eintrechteklichen/ mit allur macht/ also lange baz er daz widur tut wie siz ertenlun. Zeu einne urkunne allur dir dinge daz di stete unde gantz bleiben/ habe wir gegeben disen Brif/ unde unsur Insiegele daran gehangen/ der gegeben unde sriben ist zeu Nonberg/ da man zhalte nach Gotus Geburt droutzenhunder Jar darnach in dem Siben-und Zwentzugustin Jare an sende Jutzstein Abunt der Heiligen Jungvrauen/ und dez seint gezeut di erbern ridere Gotze vom Ende und Thime von Hermansgrüne und Conrad von Milen/ und die Erbarn Mann Friderich von Kokoritz/ Burgelt von Koßebode/ Heinrich der Lange/ Heinrich von Triptes/ Heintz unde Gerhart von Loine/ unde ander Biderloute gene di daz sachen unde horten.

CLX.

ANNO 1327. 16. Oct.

Bulla Papæ JOHANNIS XXII. *contra Hæreticos docentes Suprematum esse in Cæsare, non verò in Papa. Et de eadem Bulla per Angliam publicanda. Dat. Avenione 17. Kalend. Novembr.* 1327. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 315.]

JOHANNES Episcopus, Servus servorum Dei, Venerabili Fratri

Episcopo Wigornienſi, Salutem & Apoſtolicam Benedictionem.

Certum Proceſſum, per quem nonnullos peſſimos Errores & Hæreſes, quos dampnati Hæretici, Marſilius de Padua, & Johannes de Janduno, dogmitizare ac prædicare publicè, tàm in Bavaria, quàm aliis locis pluribus & diverſis, præſumpſerant, necnon & ipſos Hæreticos, reprobavimus & ſententialiter duximus condemnandos, priàem de Fratrum noſtrorum conſilio, præſente multitudine copioſâ fidelium, habuimus; cujus tenor ſequitur, in hunc modum:

JOHANNES Episcopus, Servus servorum Dei, ad perpetuam rei Memoriam.

Licet, juxta Doctrinam Apoſtoli, *ob id eſſe Hæreſes neceſſe, ut fiant, qui probati ſunt, aptiùs manifeſti*; quia tamen, juxta doctrinam ejusdem Apoſtoli, Hæreticorum primò, ut Cancer, ſerpere, id eſt a parvo ad majus, paulatim tendere conſuevit, neceſſe eſt ut talibus eorumque perverſis Dogmatibus ſic celeriter occurratur, quòd tàm pernicioſus morbus neglectus inter initia, vires ſumere nequeat, ſed potius ſuo præſocentur in ortu.

Sanè dudùm ad noſtram audientiam, relatione, tàm verbali, quàm litterali, plurium ſublimium ac fidelium perſonarum, necnon famâ publicâ notoriante, perductâ quòd duo viri nequam, Perditionis Filii, & Maledictionis Alumpni (quorum unus Marſilium de Padua, & alter Johannem de Janduno, ſe faciunt nominari) quendam Librum compoſuerunt, multa Falſa, Erronea, & Hæretica, continentem:

Quòdque ipſos Errores & Hæreſes in Ducatu & Terris Bavariæ,

Ludovico de Bavaria excommunicato, Dei, & Eccleſiæ, Fidei que Catholicæ Perſecutore manifeſto, & Hoſte crudeli, ſuisque horrendis Exceſſibus & gravibus Culpis exigentibus, Jure, ſi quod ei ex electione diſcordi, quæ de ipſo celebrata dicebatur, ad Regnum Romanum vel Imperium competebat, juſto privato judicio, eisdem, Marſilio & Johanni, favente ſuper hiis, ac etiam adhærente,

Dogmitizare publicè præſumebant.

Quibus licet nonnulli viri Catholici, ſe pro defenſione fidei opponentes, oſtendiſſent apertè quòd illa Doctrina erat Erronea & Hæretica, velut contraria Evangelicæ & Apoſtolicæ veritati, & ut a tali Doctrinâ deſiſterent ſuaſiſſent eisdem; ipſique eorum nollent acquiescere Monitis, ſed in publicandis ſuis Erroribus perdurarent:

Tandem tàm præfati, quàm plures Prælati, necnon alii Viri Catholici, tàm pernitioſas Hæreſes inter Catholicos dogmitizare publicè indecens & periculoſum nimiùm reputantes, nobis certos Articulos, excerptos de libro prædicto; curaverint nonnulli mittere, ac per ſe ipſos aliqui præſentare, ſupplicantes attentiùs ut, ſuper præmiſſis, curaremus Sanctæ Dei Eccleſiæ, de oportuno Remedio, providere; de quibus Articulis ſubſcriptos duximus præſentibus annotandos.

Et licet tàm cum Fratribus noſtris, Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalibus, quàm cum multis Archiepiſcopis, & Epiſcopis, aliisque Eccleſiarum Prælatis, necnon & cum pluribus Sacræ Theologiæ Magiſtris, ac utriusque Juris Profeſſoribus, deliberationem ſuper ipſis Articulis præhabuerimus diligentem,

Ex quorum Deliberatione apertè convicitur, quòd Errores Articulorum ipſorum ſunt adeo manifeſti, quòd quicquid ad eorum manifeſtationem addicitur, fruſtra adici videatur, & quaſi Sol Facibus adjuvari,

Ut tamen minus periti promptius illos percipere valeant & vitare, quædam, ad ipſos declarandos Errores, perfunctoriè ſatis, de Fratrum eorumdem conſilio, præſentibus duximus inſerenda.

IN PRIMIS itaque iſti Viri Reprobi dogmitizare præſumunt, quòd illud, quod de Chriſto legitur in Evangelio beati Mathæi, quòd ipſe ſolvit Tributum

ANNO 1327. Cæsari, quando staterem, sumptum ex ore Piscis, illis, qui petebant Didragma, jussit dari, hoc fecit non condescensivè & liberalitate suæ pietatis, sed necessitate coactus; quod utique Doctrinæ contradicit Evangelicæ, nostrique sententiæ Salvatoris.

Cùm enim, sicut in eodem Evangelio legitur, Christus interrogâsset Petrum *a quibus Reges Terræ accipiunt Tributum*, vel *Censum? A Filiis suis? an ab Alienis?* Et Petrus respondisset quòd *ab Alienis*; ex hoc concludens Christus Filios Regum esse liberos, dixit *ergo liberi sunt Filii*. Constat autem Christum, secundum carnem, fuisse David Filium, juxta testimonium Angeli, sic dicentis, *dabit ei Dominus Sedem David Patris ejus* &c. &, per consequens, quòd ipse à solutione Tributi vel Censûs prorsus erat immunis.

Hoc etiam ex hoc patet quòd statim subjunxit, *ut non scandalizemus eos, vade & da staterem pro Me & pro Te eis*; ubi evidenter patet quòd non, ut astrictus, sed ut evitaret scandalum, Staterem Tributi Exactoribus jussit solvi.

Et prædicto autem Dicto suo nituntur concludere præfati Viri reprobi, quod omnia Temporalia Ecclesiæ subsunt Imperatori, & ea potest accipere, velut sua; videntur enim supponere quòd ex hoc, quòd Christus Tributum solvit ex Debito, Res Temporales ejus Imperatori subessent, & per consequens, quòd Res Ecclesiæ Temporales sint Imperatori subjectæ, & eas possit recipere, velut suas.

Quæ quidem Conclusio nullatenus ex præmissis sequitur, nec sequi potest, etiam apparet; Cùm enim liqueat ex prædictis Christum fuisse a solutione Tributi vel Censûs liberum & immunem, & Staterem non solvisse ex Debito, sed ut aliorum scandalum evitaret, nullo modo potest concludi quòd Res Christi, quales sunt Res Ecclesiæ, subsint Imperatori.

Præterea etiam, si Christus Staterem solvisset ex Debito, impertinenter concluderetur ex eo, quòd Res Christi, quales sunt Res Ecclesiæ, subessent Imperatori; cùm Christus non pro Rebus, sed pro Personâ, Staterem solverit antedictum; quod patet ex eo, quòd illum jussit solvi pro Se & Petro modo prædicto, non pro Rebus suis & Bonis; undè non sequitur quòd ex eo, quòd Persona est Tributaria, Tributaria sint & Bona; immo qui pro Personâ Tributum tenetur solvere, habere Bona libera & æqua.

Et, quia hæc patent falsa esse per Jura Imperalia manifestè, superfedimus super hoc plenius allegare.

SECUNDO, isti Filii Belial dogmitizare præsumunt, quòd beatus Petrus Apostolus non plus Auctoritatis habuit, quàm alii Apostoli habuerunt, nec aliorum Apostolorum fuit Caput.

ITEM, quòd Christus nullum Caput dimisit Ecclesiæ, nec aliquem Vicarium suum fecit; quod est totum contrarium Evangelicæ & Apostolicæ veritati.

Quòd enim Christus Vicarium suum beatum Petrum constituerit patet; Constat enim quod Christus Officium Pastoris gessit in Terris; hinc est quòd, in Jo. se vocat Pastorem, dicens *ego sum Pastor bonus* &c.

Liquet etiam quòd curam Gregis sui ante Ascensionem, beato Petro generalem commisit, quando sibi illud Johannis dixit, *Symon Johannis pasce Oves meas, pasce Agnos meos*; undè, cùm Pastor Gregis Dominici, scilicet Christus, curam ejusdem Gregis beato Petro commisit, quin eum, quoad curam Gregis, suum Vicarium fecerit, nullus debet in dubium revocare.

Hoc ille Imperator Christianissimus, scilicet Constantinus, testatus est, dicens, beatus Petrus videtur in Terris Vicarius Dei Filii constitutus; Ex hoc etenim sequiturum evidenter, quòd Petrus Caput Universalis Ecclesiæ potest dici, juxta morem illum sacræ Scripturæ, quo Rector alicujus Multitudinis dicitur esse Caput; unde legitur in Joele. *Congregabuntur Filii Judæi & Filii Israel, & ponent sibi Caput unum*, id est Rectorem.

Constat autem quòd beatum Petrum, eo ipso, quòd Christus sibi commisit curam Gregis Dominici, ipsum ejusdem Gregis videtur constituisse Rectorem, &, per consequens, Caput.

Fatemur tamen, cum Apostolo, quòd Christus Ecclesiæ est verum Caput & Principale, sub quo tamen Petrus Caput dicitur, secundum modum prædictum; secundum quem modum, sub Christo Capite & Petro multa Capita particularia possunt dici, sicut Patriarcha fidelium Patriarchatûs sui, & Archiepiscopus Archiepiscopatûs, & Episcopus Episcopatûs sui; sic videmus quòd, licet Christus sit Ecclesiæ principale & primum Fundamentum, juxta illud Apostoli: *Fundamentum autem nemo potest ponere præter illud, quod positum est, quod est Christus Jhesus:* & alibi, loquens Gentilibus conversis, dixit *vos estis Cives Sanctorum*, & *Domestici Dei superhædificati super Fundamentum Apostolorum & Prophetarum, ipso Summo Lapide Angulari Christo Jhesu*, id est, quòd *Fundamentum est* Christus Jhesus; tamen etiam Apostoli dicuntur Fundamentum, juxta illud Psalmistæ, *Fundamenta ejus*, i. e. Ecclesiæ, *in Montibus sanctis*. ANNO 1327.

Et, secundum hunc modum, Christus videtur Petrum prædixisse futurum Ecclesiæ Fundamentum, cùm dixit *tu es Petrus, & super hanc Petram ædificabo Ecclesiam meam*.

Undè, sicut Christus dicitur Sanctus Sanctorum, Rex Regum, Dominus Dominantium, sic, similitudinariè, Pastor Pastorum, & Caput Capitum, & Fundamentum Fundamentorum Ecclesiæ potest dici.

Sic igitur, ex prædictis, patet quòd Petrus, secundum prædictum modum, Caput est Ecclesiæ & vocatur.

Et hoc videtur Christus, in impositione nominis, designâsse, dixit enim sibi, sicut legitur in Jo. *tu vocaberis Cephas*: Cephas autem Græcè interpretatur Caput Latinè; undè Constantinus Imperator, de Romanâ Ecclesiâ loquens, dicit, quòd Principatus Sacerdotum, & Christianæ Religionis Caput, ab Imperatore cœlesti constitutus est Romæ.

Justinianus quoque, in quâdam Epistolâ, Johanni Papæ missâ, testatur hæc, dicens, Non patimur quicquam, quod ad Ecclesiam pertineat, quamvis manifestum & indubitatum sit, quòd innovetur, ut non hoc S. V. quæ Caput est Ecclesiarum omnium, innotescat; etiam alibi sic dicit, Summi Pontificatûs apicem apud Romanam Ecclesiam esse, iplámque fore Sacerdotii Fontem, nemo est qui dubitet, id est, qui debet dubitare.

Ludovicus autem Imperator beatum Petrum Apostolorum Principem vocat.

Quòd autem Beatus Petrus plus, quam alii Apostoli, habuit Auctoritatis, ex prædictis etiam concluditur evidenter.

Certum est enim quòd major est auctoritas Pastoris, quàm Gregis: Petrus autem totius Gregis dominici generalis constitutus est Pastor, ut probatum est superius, quod de nullo alio Apostolo potest dici.

Præterea, constat quòd major est non limitata Auctoritas limitatâ: omnes autem alii Apostoli receperunt limitatam Potestatem; sive supra verum corpus Christi conficiendum, sumendum, & aliis ministrandum; quæ quidem Auctoritas, seu Potestas, fuit, in cœnâ Domini, omnibus Apostolicis attributa; & etiam illa, quam, post Resurrectionem, Dominus supra corpus misticum dedit illis, dicens, *Quorum remiseritis peccata remissa sunt, & quorum retinueritis retenta sunt*, sive in Ascensione, quando dixit eis, *Euntes ergo docete omnes Gentes, baptizantes in nomine Patris* &c. Petro autem, sine limitatione aliquâ, commisit curam Dominici Gregis, cùm sibi dixit, *Pasce Oves meas, pasce Agnos meos*; Item, sibi soli, ità quòd nulli alii singulariter dixit, *Tibi dabo Claves Regni Cœlorum, & quodcumque ligaveris super Terram erit ligatum & in Cœlis, & quodcumque solveris super Terram erit solutum & in Cœlis*.

Hæc autem in Sancto Lucæ Evangelio, Jhesus videtur satis congrue designâsse, ubi, loquens Petro & aliis, dixit *Duc in altum, & relaxate Retia in capturam*; soli enim Petro dixit, & nulli alii, *duc in altum*, significans quòd ad ipsum solum pertineret in altum i. e. in profundum disputationum Fidei dubia diffinire: Sibi autem & aliis, quod sequitur, dixit, *Laxate Retia in capturam*, quia omnes Apostolos constituit hujusmodi Piscatores, juxta illud, quod in Sancto Evangelio Marchi dixisse legitur Christus, *Venite post me, & faciam vos Hominum Piscatores*.

Hoc quoque, scilicet, quòd Petrus plus cæteris Apostolis receperit auctoritatis, apparet ex multis quæ Jhesus sibi, & de ipso, aliis dixit, necnon & ex multis, quæ ipsum, post Ascensionem Domini, dixisse, & fecisse, Scriptura sacra testatur.

Ex prædictis itaque patet, quòd Petrus a Christo fuit Vicarius constitutus, quando sibi totius Gregis Dominici curam commisit, &, per consequens, Rector & Caput ipsius Gregis institutus est & vocatus; ex quibus sequitur, quòd sibi a Christo amplior, quàm aliis Apostolis, attributa fuit Auctoritas & Potestas; hinc est quòd Clemens, ejusdem Petri Successor & Discipulus, dixit, Nec inter ipsos Apostolos par fuit Institutio, set omnibus præfuit unus, scilicet, Petrus.

TERTIO, isti Filii Belial, asserere non verentur, quòd ad Imperatorem spectat Papam instituere, & destituere, ac punire; quæ utique omni Juri obviant & repugnant.

De primo quidem, post Christum, Novi Testamenti, Summo

ANNO 1327. Summo Pontifice, scilicet, Petro patet, quòd non ab Imperatore Temporali, seu Terreno, constitutus Papa fuerit, sed a Christo, dicente sibi soli illud Johannis, *Pasce Oves meas, pasce Agnos meos*: per quæ verba ipsum suum Vicarium generalem constituit, ut patet ex prædictis.

Adhuc de illis Summis Pontificibus, qui fuerunt ante Constantinum Magnum Imperatorem, quòd ipsorum Institutio ad Imperatores non pertinuerit, satis liquet volenti acquiescere veritati; cùm enim ferè omnes Imperatores illius temporis fuerint Ydololatræ, ac Fidei Catholicæ, & Orthodoxorum Pontificum, Persecutores attrocissimi, adeò quòd omnes ferè, a beato Petro, inclusivè usque ad bonum Silvestrum, effecerunt Martires, quòd ad eos Papæ Institutio potuerit pertinere nullo modo utique credi debet; nec de ipso Constantino, usque ad suam Conversionem ad Fidem Catholicam, quòd ad eum Papæ Institutio pertinuerit dici potest, nec per Conversionem ad fidem hoc assequi potuit, cùm per eam Papæ Filius & Discipulus effectus fuerit & subjectus.

Præterea, cùm Imperator ipse, post susceptum Baptismum, inconveniens reputaverit & injustum, quòd, ubi Principatus Sacerdotum, & Christianæ Religionis Caput, ab Imperatore Cœlesti institutum fuerat, videlicet, Romæ, illic Imperator Terrenus Potestatem haberet: Ideòque Sedem Imperialem Silvestro Papæ cesserit, & ad partes Orientales Imperii & Regni transtulerit Potestatem; multo fortius injustum & inconveniens est censendum, quòd ad ipsum Imperatorem Papæ potuerit Institutio pertinere; & idem patet dicendum esse de Græcis Imperatoribus, qui sibi in Imperio successerunt.

Quòd autem, ad Imperatores Latinos non pertinuerit, nec pertineat, Institutio supradicta, patet;

Imperium enim per Papam a Græcis translatum est in Latinos; nec plus juris in ipsos, quàm apud Græcos existeret, Papam, ipsum transferentem, legimus transtulisse: Græcis autem Imperatoribus, ut ex prædictis patet, talis non pertinebat Institutio; quare nec pertinere poterit ad Latinos.

Et, si dicatur quod Papæ Institutio ad Latinos Imperatores pertinet ex concessione, posteà ipsis factâ per Summum Pontificem, vel Summos Pontifices, est dicendum quòd nulla Concessio, facta per Papam aliquem Imperatori seu Imperatoribus, debet intelligi quòd ipsi Imperatores Papam possent instituere seu eligere; set quòd possent Electioni Summi Pontificis interesse: & quòd sic Concessiones illæ intelligi debeant, satis ex eo, quod in quodam Capitulo legitur, ubi sic dicitur, patet Verum, quia Imperatores quandóque, modum suum ignorantes, non in numero consequentium, set potius distribuentium, immo exterminantium esse voluerunt &c.

Item, Querimonia Nunciorum Ludovici Imperatoris, quibus in Urbe præsentibus, Electio de Papa Adriano secundo, ipsis non vocatis, extitit celebrata, hoc similiter probat: conquerebantur enim, dicentes, quòd, cum præsentes essent, non fuerant invitati, nec obtatæ meruerunt Electioni futuri Præsulis interesse.

Adhuc, quia nonnulli Imperatores illo Privilegio abusi fuerant, & frequenter, in Hæreticorum prolapsi perfidiam, Catholicæ Matris Ecclesiæ unitatem fuerunt impugnare conati, Statuta Sanctorum Patrum contra eos, Sanctæ ut se Electioni Papæ non ingererent, prodierunt; ac, ut Anathematis innodarent vinculo, quisquis eorum Suffragio Ecclesiam obtineret: nonnulli quoque Imperatores, ducti religiosæ mentis affectu, ex habundanti, supradicto renunciaverunt Privilegio, ut patet ex tenore Canonum, super hoc conditorum, per quos, & non alios, probatur Concessio antedicta.

Præterea, legant Homines isti pestiferi Ystorias approbatas, quis unquam Papa Catholicus ab Imperatore institutus fuerit? profectò credimus quòd nullum poterunt reperire: nec dubium, si ad eos talis pertinuisset Institutio, quin potestate fuissent (*a*) nisi hujusmodi, & quum in Ystoriis de Institutione tali mentio haberetur.

Dicere autem Papæ (*b*) Institutio, seu Punitio, ad Imperatorem pertineat, est erroneum & insanum: quomodo enim ad Imperatorem pertinebat Papæ Destitutio? cùm ejus Institutio ad eum non pertineat, ut ex prædictis patet; indè enim etiam, secundum Jura Imperialia, Privatio debet procedere, undè Datio noscitur processisse.

Præterea, quomodo Imperator Principem Clericorum destituere poterit, vel punire? cùm etiam, secundum Imperiales Leges, id in simplici Clerico nequeat exercere.

Audiant isti homines perfidi quid circa hoc nonnulli Principes Catholici senserint, & quid duxerint sanciendum; Theodosius quidem & Arcadius, Imperatores Catholici, expressè sanxerunt quòd nullus Episcoporum, sive eorum, qui Ecclesiæ necessitatibus serviunt, ad Ordinariorum, sive Extraordinariorum, judicium pertrahantur; habent enim illi Judices suos, nec quicquam eis cum Legibus est commune.

Item, Imperator Constantinus, cùm querelam Clericorum quorundam, coram se deferendam, conspiceret, dixit vos à nemine Laicorum judicari potestis, qui Dei solius estis judicio reservati; &, si dicatur, si solius Dei judicio reservantur, ergo nec a Judicibus Ecclesiasticis poterunt judicari, dicendum quòd immo ipsi quidem Pontifices Vicarii, licet differenter, sint Christi: quia Papa universalis, velut vocatis in Potestatis Plenitudinem; alii verò particulares, velut illi qui in partem solicitudinis sunt vocati; undè a Deo videntur judicari, quia ab eo judicantur, potius quàm ab ipsis, cùm ille hujus auctoritate sic facere videatur; & propter hoc, Imperator prædictus signanter dixit, A nemine Laicorum.

Item, Theodosius Imperator, cùm Romæ Concilium convocâsset, ut sanctum Concilium judicaret de hiis, quæ Papæ Symaco ab Adversariis dicebantur impingi, certi Episcopi, qui convenerant, Imperatori dixerunt quòd ad illum, qui impetebatur, scilicet Papam, pertinebat Concilium convocare, quia ejus Sedi primùm Petri Apostoli meritum, deindè secutâ jussione Domini Conciliorum venerandorum auctoritas singularem in Ecclesiis tradidit potestatem; nec ante Minoris subjacuisse judicio Antistitem dictæ Sedis: quo audito Imperator prædictus, Deo inspirante, respondit, Synodalis esse arbitrii in tanto negotio sequenda præscribere, ac ad se nichil, præter Reverentiam, de Ecclesiasticis negotiis, asseruit pertinere; Episcopis etenim Principes Christianos solitum est Capita subdere, non de eorum Capitibus judicare.

Hinc est quòd Innocentius Papa Archadium Imperatorem excommunicavit, quia consensit ut à suâ sede Sanctus Johannes Crisostomus pelleretur; plures quoque Summos Pontifices legimus, Imperatores, pro suis Excessibus, Imperiali dignitate privâsse.

Beatus quoque Ambrosius, licet Ecclesiæ universalis non esset Pontifex, Theodosium magnum Imperatorem excommunicans, eidem ingressum Ecclesiæ interdixit.

Ad hujusmodi autem erroris sui fulcimentum, scilicet, quòd ad Imperatorem pertineat Papam destituere, & punire illud, quod, in Sanctis Evangeliis legitur, de Pilato, scilicet, quòd Christum crucifixerit, præsumunt inducere; asserentes ipsum Pilatum, tanquam Christi Ordinarium, crucifixisse ipsum, tanquam sibi subjectum.

Quod habet duplicem intellectum; aut enim intelligunt Pilatum Christum crucifixisse de Jure, aut de Facto:

Si de Jure, hoc obviat veritati: de jure enim de crimine quis puniri non potest, nisi qui deliquerit verè, vel (*c*) interpretivè, vel qui convictus fuerit deliquisse; Christus autem secundum veritatem non deliquit, quia innocens fuit manibus, & mundo corde, qui peccatum non fecit, nec inventus est dolus in ore ejus; & hoc ipse Pilatus fuit expressè testatus: cùm enim ipsum Judæis tradidit crucifigendum, dixit, *Mundus sum a sanguine Justi hujusmodi*; Item, nec fuit deliquisse convictus, quod idem pluries testatus: cùm enim Judæi instarent quòd crucifigeret eum, in uno loco dixit, *Quid enim mali fecit?* quasi dicat, nichil invenio eum fecisse mali: & alibi pluries eisdem Judæis, instantibus quòd crucifigeret illum, dixit, *Ego nullam in eo invenio causam mortis*; quare ipsum de jure non potuit punire.

Si autem intelligunt quòd de Facto & injustè punivit cum innocentem, sicut & veritas se habet; tunc ex hoc non possunt concludere aliud, nisi quod Imperator Papam de facto potest interficere & injustè; quod utique non solum de Imperatore concedimus, sed etiam de Privato, sicut & plures Imperatores à privatis personis, & Summos Pontifices à non suis Judicibus (sicut omnes Martires legimus) interemptos.

Quarto, dicunt isti vaniloqui, immo falsiloqui, quòd omnes Sacerdotes, sive sit Papa, sive Archiepiscopus, sive Sacerdos simplex, sunt, ex institutione Christi, Auctoritatis & Jurisdictionis æqualis: quòd autem unus plus alio habeat, hoc est secundum quod Imperator concedit uni vel alii plus & minus: &, sicut concessit alicui, sic potest illud etiam revocare; quæ utique doctrinæ sacræ obviant, & Hæreticam sapiunt pravitatem.

Quòd enim Sacerdotum, simplicium, & non simplicium, ex ipsa Institutione Christi, non existat æqualis

(*a*) *Ou plûtôt*, usi.

(*b*) *Faute pour* Destitutio.

(*c*) *Faute pour*, interpretativè.

ANNO 1327. lis Potestas, patet tàm in hiis qui fuerunt in Testamento Veteri, quàm in hiis qui fuerunt in Novo.

In Veteri siquidem Testamento per Moysen, ex præcepto Domini, Aaron in Summum Pontificem, filii vero ejus uncti fuerunt in simplices Sacerdotes: quorum potestas, ut patet, inæqualis extitit, quia ex simplicibus Sacerdotibus, velut ad superioris Auctoritatis & Potestatis honorem, ad Pontificium sunt assumpti: tuncque licebant quædam Pontifici, utpote in Sancta Sanctorum ingredi, quæ non licebant simplici Sacerdoti.

In novo verò Testamento Pontificum, & simplicum Sacerdotum, ab ipso Christo, ex eo assumpsisse videtur exordium, quòd duodecim Apostolos (quorum typum gerunt Pontifices) ac lxxii. Discipulos instituit, quorum typum gerunt simplices Sacerdotes.

Constat autem ex multis, quæ de ipsis in sanctis leguntur Evangeliis, quòd Apostolorum & Discipulorum Auctoritas dispar fuit.

Adhuc, quòd Potestas aliorum quorumcumque Sacerdotum potestati Papæ par non sit, nec æqualis, patet evidentiùs ex prædictis.

Quòd, aliorum Episcoporum, scilicet, Patriarcharum, Archiepiscoporum, & Episcoporum, par potestas nec sit, nec fuerit, patet; inferior siquidem potestas superiori non est par potestati.

Constat autem Patriarchas esse superiores respectu Archiepiscoporum, & Archiepiscopos respectu Episcoporum, & Episcopos respectu simplicium Sacerdotum.

Et, si dicant isti Homines reprobi quòd istorum Episcoporum distinctio ab Imperatore processit, non à Christo, dicimus quòd immò processit ab ipso.

Ille enim, cujus auctoritate fit aliquid, illud feciisse videtur: beatus autem Petrus, Christi Vicarius, & Gregis Dominici Caput, attendens quòd, aucto Grege, sine ipsius augmentatione custodiæ, Gregi non poterat salubriter provideri, auctum Gregem, post Ascensionem Domini, considerans, & auctorum ampliùs providens in futurum, gradus prædictarum Potestatum instituit & distinxit; Quare, cùm auctoritate Christi prædicta distinctio facta fuerit, Christo debet ascribi.

Hanc autem potestatem daturam Ecclesiæ Potestas (1) diu ante prædixerat, dicens, *Pro Patribus nati sunt tibi Filii, constitues eos Principes super omnes Terras*; ubi Patres Ecclesiæ vocat Apostolos, & filios Ecclesiæ fideles per Apostolos ipsos conversos; ubi satis apertè, Ecclesiæ, i. e. ejus Pastori, attributa potestas, intelligerit, instituendi diversos gradus Principum, cùm expedire perciperet Ecclesiæ sanctæ Dei.

Audiant insuper isti perversi Homines quid Justinianus, Imperator Catholicus, super hoc dixit; Cùm enim, circa gradus prædictos Episcoporum, eorumque Superioritatem & Subjectionem, constituisset aliqua, subjunxit, dicens, Nos hæc secundum Sacrarum Regularum explanationem Apostolicamque Traditionem constituimus: ex quibus colligitur evidenter, non ab Imperatore distinctionem & auctoritatem Pontificum, originaliter & principaliter, sed ab Auctoritate Apostolicâ processisse; Imperatorémque, ut illa servarentur meliùs, juxta Statuta Apostolica, eadem statuisse.

Considerent etiam quæ, & quanta, ex hiis, si vera essent, inconvenientia sequerentur;

Sequeretur utique, quòd, usque ad tempus Constantini, nulla Potestas esse potuerit in Ecclesiâ sanctâ Dei, cùm illo tempore Imperatores, ferè omnes, Gentiles fuerunt, Persecutores Ecclesiæ, ac Prælatorum ejusdem; de quibus dici non potest, quòd Prælatis Ecclesiæ potestatem concesserint aliquam, ut ex prædictis patet.

Ex prædictis insuper sequeretur, quòd Universalis Ecclesia, quæ Spiritu Sancto regitur, erret, & erraverit, ipsos honorando pro Sanctis: quod est utique contra illud, quod Christus Discipulis, in Ascensione suâ, ut in sancto Evangelio Mathæi legitur, promisit, dicens, *Ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi*; secundum enim istos Diaboli Filios, pro illo tempore, vera Christi Promissio non fuisset, nec aliquis illorum Pontificum, qui à Paganis fuerunt eo tempore interfecti, Sancti fuerunt, nec pro Sanctis honorari deberent: hoc quoque est expressè contra illum Articulum, UNAM, SANCTAM, CATHOLICAM, ET APOSTOLICAM, ECCLESIAM, quia, secundum eos, nec sancta fuit, pro illo tempore, nec potuit dici sancta.

Utrum autem in omnibus Apostolicis, ac in simplicibus, & non simplicibus, Sacerdotibus fuerit Ordinis potestas æqualis,

(1) Il semble qu'il manque ici un mot après *Potestas*, & qu'il faudroit ajouter *Divina*, soit que le Copiste ou l'Imprimeur l'ait oublié, ou qu'on le forme de *dia*, qui suit; à moins que, par la faute de l'un ou de l'autre, *Potestas* n'ait été mis au lieu de *Psalmista*. En effet, le passage allegué ici est tiré du Ps. XLV. 16.

ANNO 1327. Dicimus quòd, quantum ad Ordinis dignitatem, pares sunt, & fuerunt: æquè enim Sacerdos quilibet sacerdotalem Caracterem recepit, rite, & secundum formam Ecclesiæ, Ordinatus:

Potestas autem ipsius Ordinis par, quoad Sacramentum Altaris, omnino non existit, nec extitit, simplicis, & non simplicis, Sacerdotis, quod patet, quia, Potestas ligabilis & suspensibilis illi, quæ ligari vel suspendi nequit, nequaquam par potest dici:

Constat autem quod Papa ligare potuit aliorum Sacerdotum, & suspendere potestatem, sic quòd licitè uti dictâ Potestate non poterunt, licet effectus subsequatur, si usi fuerunt, & ipsi sunt ex hoc meritò puniendi; nullus autem aliorum Sacerdotum potestatem Papæ ligare vel suspendere potest, quod etiam de aliis Superioribus & Inferioribus patet; ex quo sequitur evidenter, quod potestas esset Ordinis, superiorum & inferiorum Sacerdotum, omnino par judicari non potest.

Concedimus tamen quod, si fine probatione aliquâ, Minores usi fuerint hujusmodi Ordinis potestate, puta Hostiam consecrando, par sequitur effectus; æquè enim, prolatis verbis illis, *Hoc est corpus meum* &c. à simplici Sacedorte, sit Transubstantiatio panis in corpus Christi, sicut si ea Superior protulisset; quod ex eo contingere noscitur, quia unus & idem est Sacerdos interior, videlicet Christus, qui, prolatis verbis prædictis à Sacerdote quolibet, animo consecrandi, Transubstantiationem hujusmodi facit; & ideo non est mirum si par effectus sequi debeat verbis prædictis à quocumque Sacerdote prolatis, cùm unus & idem Actor hujusmodi esse noscatur effectûs.

Adhuc isti Blasfemi dicunt, quòd tota Ecclesia, simul juncta, nullum hominem punire possit punitione coactivâ, nisi concedat hoc Imperator; quod utique Doctrinæ Evangelicæ noscitur obviare.

Constat enim quod, à Christo, Petro, &, in personâ Petri, Ecclesiæ, Potestas Coactiva concessa, vel saltem promissa extitit; quæ quidem Promissio fuit posteà adimpleta cùm sibi Christus dixit, *Quodcumque ligaveris super Terram* &c. ligantur enim non solùm voluntarii, sed inviti.

Adhuc constat, sicut ibi legitur in Mathæo, quod si aliquis dampnum alii indebitè dederit, illúdque ad mandatum Ecclesiæ noluerit emendare, quod Ecclesia per potestatem, a Christo sibi concessam, ipsum ad hoc per Excommunicationis Sententiam compellere potest; quæ quidem Promissio fuit utique Coactiva.

Circa quod est advertendum, quòd cùm Excommunicatio major nedum excommunicatum à perceptione Sacramentorum removeat, sed etiam à Communione Fidelium ipsum Excommunicatum excludit, quòd corporalis etiam à Christo Coactio Ecclesiæ est permissa, cùm etiam, secundum Imperiales Leges, gravius reputetur inter Homines conversari, ipsorumque privari Suffragio, quàm ab Hominibus seperari; ex quo sequitur potestatem Coactivam, non ab Imperatore Terreno, sed ab ipso Christo, fuisse originaliter Ecclesiam consecutam.

Prætereà beatus Petrus, post Ascensionem Domini, in personam Ananiæ, & Safiræ, Uxoris suæ, sine Imperiali concessione aliquâ, hac usus est potestate; in quos, quia de pretio agri, Deo oblati, fraudaverant, mortis Sententiam promulgavit, quæ quidem Sententia non processit de ipsorum Conjugum voluntate.

Item, beatus Paulus, Elimas, Magum, Sergium Paulum a Fide quærentem avertere, ad tempus luce corporale privavit; illum quoque Fornicatorem Corinthium in carnis interitum tradidit Sathanæ, ut ejus spiritus salvus esset.

Item, Corinthiis scribens, dixit idem Apostolus, *Quid vultis? in virgâ ad vos veniam? an in caritate & in spiritu mansuetudinis?* in quo satis expresse Coactivam potestatem suppposuit se habere.

Item, scribens eisdem, alibi dixit, *arma militiæ nostræ non sunt carnalia, sed potentia Deo*, i. e. à Deo concessa, *ad destructionem Munitionum, Consilia destruentes & omnem altitudinem, excellentem se adversus Sententiam Dei*, & sequitur, *in promptu habentes ulcisci omnem inobedientiam.*

Ex quibus patet Paulum non ab Imperatore, sed a Deo habuisse Potestatem etiam Coactivam, cujus contrarium Blasfemi præsumunt dicere suprædicti.

Rursus advertant isti Nequam Homines, quo modo audent dicere quòd ab Imperatore terreno Ecclesiarum Prælati Coactivam, vel aliam, receperint, originaliter, Potestatem; cùm, ut supra dictum est, Imperatores usque ad Constantinum magnum, ferè omnes, Pagani fuerant & Idololatræ, & Persecutores, immo

Exter-

ANNO 1327.

Exterminatores; quantum fuit in eis, Ecclesiæ sanctæ Dei.

Quomodo ergo illi talibus Coactivam, vel aliam Potestatem, concederent, utique nullus sapiens hoc credere debet.

Et quia, nè tantorum Actores & Doctores Errorum plures in ipsorum errorem pertraherent devium, ipsique, propter impunitatis audaciam, nequaquam fierent nequitiores, licet nos, cùm eorum Excessus adeò forent notorii, quod nullâ poterant tergiversatione celari, tunc possemus procedere ad Sententiam contra eos, de benignitate tamen Apostolicâ, quæ conversionem desiderat Perversorum,

Nos ipsos, Marsilium & Johannem, & quemlibet ipsorum, de Fratrum eorumdem consilio, V. Id Aprilis proximò præteriti, die, videlicet, Dominicæ cœnæ, per Edictum citavimus publicum, præsente fidelium multitudine copiosâ, ut; infra Quatuor Mensium, tunc proximò subsequentium, spatium, quos eis, & eorum cuilibet, de eorum Fratrum consilio, pro peremptorio termino præfiximus, & assignavimus, Apostolico conspectui se personaliter præsentarent, super prædictis Excessibus & Delictis, ut præfertur, notoriis, justam, dante Domino, Sententiam audituri, ac responsuri, & facturi quod justitia suaderet eisdem.

Apertiùs prædicentes quòd, sive, infra prædictum Terminum, coram nobis, sive non, compărerent, nos ad prædicta, absque Monitione & Citatione, procederemus aliàs, prout videremus expediens, eorum absentiâ non obstante.

Volentes tunc nichilominus, & etiam dicentes, Citationem prædictam, etiamsi termini prædicti præfixio in tempore forsitan caderet feriato, perindè valere, suúmque effectum sortiri debere, ac si tempus feriatum non existeret, quacumque Constitutione, super hoc in contrarium editâ, non obstante.

Et, ut ad ipsorum & aliorum, quos tangebant, notitiam communem deducerentur, prædictas Cartas sive Membranas, Processum continentes eundem in majoris Ecclesiæ Avinionen. appendi vel affigi Hostiis fecimus, quæ Processum ipsum suo quasi sonoro præconio & patulo indicio publicarent, ut ipsi & alii, quos Processus ipse tangebat, nullam possent excusationem prætendere, quòd ad eos non perveniisset, vel quòd ignorâssent eundem, cùm non esset verisimile quoad ipsos remanere incognitum vel occultum, quod publicabatur omnibus tàm patenter.

Voluimus etiam, Auctoritate Apostolicâ decernentes, quod idem Processus per dictos Citatos apprehendetur & artaret, quia ad eos, moram trahentes cum dicto Ludovico, tutus non patebat Accessus, ac si eis insinuatus personaliter & publicatus solemniter extitisset: Constitutione quâcumque, per Romanos Pontifices, Prædecessores nostros, in contrarium editâ, non obstante.

Cùm autem præfati, Marsilius & Johannes, citati, ut prædicitur, in proximo præfixo sibi termino comparere non curaverint, nec aliquis pro eisdem, nos ipsos, & eorum quemlibet, de Fratrum prædictorum consilio, reputavimus & decrevimus meritò Contumaces.

Et licet tunc, eorum contumaciâ exigente, potuissem, cùm eorum essent Excessus, ut præfertur, adeò notorii, quòd non poterant aliquâ tergiversatione celari, ad Sententiam & alia rationabiliter contra ipsos procedere, & quemlibet eorum; de Benignitate tamen Apostolicâ, quæ Conversionem Peccatorum desiderat, ipsos decrevimus usque ad nostrum beneplacitum expectandos; quocirca contra ipsos procedere, usquè ad diem præsentem, de eorumdem Fratrum consilio, duximus differendum.

Sanè, considerantes attentè quòd præmissi, Marsilius & Johannes, ad redeundum ad sinum Ecclesiæ se non præparârunt, set potiùs, ut in sui erroris devium alios pertrahant, elaborant:

Necnon ad memoriam reducentes quòd dudùm, cùm Hostis humani generis, ad impugnandum sinceritatem Fidei, Hæreticorum fallaciam subinduceret fraudulentam, sancti Patres, Prædecessores nostri, contra ipsos viriliter insurgentes, eorum prava Dogmata, cum suis Auctoribus, condempnârunt, sicut patet de Arrio & Manicheo, Nestorio & Dyaschoro, ejúsque complicibus, & pluribus aliis, quos, cum suis Hæresibus, justissimâ Sententiâ condempnarunt; ac volentes eorumdem Patrum vestigiis inhærere:

Et insuper, attendentes probabiliter formidari quòd, in præmissis, mora periculum, & dampnum dissimulatio, forent proculdubio allatura, non intendentes eos ulteriùs expectare, set reputantes ac decernentes potiùs Contumaces, ad laudem & gloriam sanctæ & individuæ Trinitatis, consolationémque Fidelium, & Fidei Catholicæ firmamentum, de Fratrum nostrorum consilio, Dei nomine invocato, Articulos prædictos, videlicet,

ANNO 1327.

Quòd illud, quod de Christo legitur in Evangelio beati Mathæi, quòd ipse solvit Tributum Cæsari, quando Staterem, sumptum ex ore piscis, illis, qui petebant Didragma, jussit dari, hoc fecit non condescensive & liberalitate suæ pietatis, set necessitate coactus:

Item, quòd beatus Petrus Apostolus non fuit plus Caput Ecclesiæ, quàm quilibet aliorum Apostolorum, nec habuit plus Auctoritatis, quàm habuerunt alii Apostoli, & quod Christus nullum Caput dimisit Ecclesiæ, nec aliquem fecit Vicarium suum:

Rursus, quòd ad Imperatorem spectat Papam corrigere, punire, & instituere, & destituere:

Adhuc, quòd omnes Sacerdotes, sive sit Papa, sive Archiepiscopus, sive Sacerdos simplex quicumque, sunt æqualis Auctoritatis & Jurisdictionis, ex Institutione Christi; set, quòd unus habeat plus alio; hoc est, secundum quod Imperator concessit plus vel minus, &, sicut concessit, revocare potest;

Ultimò quòd Papa, vel tota Ecclesia, simul sumpta, nullum Hominem, quantumcumque sceleratum, potest punire Punitione Cohactivâ, nisi Imperator daret eis Auctoritatem;

Velut sacræ Scripturæ contrarios, & Fidei Catholicæ Inimicos, Hæreticos, seu Hæreticales & Erroneos:

Necnon & prædictos, Marsilium & Johannem, Hæreticos, immo Hæresiarchas, fore manifestos & notorios, sententialiter declaramus:

Articulosque ac Librum prædictos, necnon & quamcumque aliam Scripturam, continentem eosdem; prædictos quoque Marsilium & Johannem, ut Hæreticos, manifestos & notorios, immo ut Hæresiarchas potius, reprobamus & sententialiter condempnamus.

Si quis autem Doctrinam prædictam defendere vel approbare præsumpserit, cujuscumque sit Dignitatis, Ordinis, Conditionis, aut Statûs, tanquam Hæreticus, ab omnibus confutetur.

Præterea universis & singulis Christi fidelibus districtiùs inhibemus, ne prædictos, Marsilium & Johannem, Hæreticos, & de Hæresi, ut præmittitur, sententaliter condempnatos, aut eorum alterum, receptare, defendere, fovere, aut eis quomodolibet adhærere, seu præstare, per se, vel per alium, seu alios, publicè vel occultè, directè vel indirectè, auxilium, consilium, vel favorem præsumant; sed eos evitent potiùs, ut Hæreticos manifestos, ipsosque, quos Fidelibus capiendos exponimus, zelo persequantur Fidei, & capiant ubicunque ipsos reperire poterunt, ac Ecclesiæ captos assignent, & restituant animadversione debitâ puniendos.

Nos adversùs quoscumque dictorum Hæreticorum Receptatores, Defensores, Fautores, Credentes, Adhærentes, aut eis præstantes quomodolibet Auxilium, Consilium, vel Favorem, processuros, prout rationis fuerit, & expedire videbimus, apertius prædicentes.

Ut autem Sententia & Processus hujusmodi ad eorumdem, Marsilii & Johannis, & aliorum omnium, quorum interest, communem notitiam deducantur, cartas, seu membranas, Sententiam & Processum continentes eosdem, in majoris Ecclesiæ Avinionen. appendi & affigi Hostiis, seu super Liminibus, faciemus, quæ ipsos Processum & Sententiam, suo quasi sonoro præconio & patulo indicio, publicabunt; ita quòd ipsi & alii, quos contingere dinoscuntur, nullam possent excusationem prætendere, quod ad eos non pervenerint, vel quod ignorârint eosdem, cùm non sit verisimile quoad ipsos remanere incognitum vel occultum quod tam patenter omnibus publicatur.

Dat. Avinion. x. Kal. Novembris Pontificatûs nostri Anno xii.

Volentes itaque Processum ipsum in eis partibus, ut notitiæ Fidelium innotescat clariùs, solemniter publicare, Fraternitati tuæ per Apostolica Scripta mandamus, quatinùs per te, vel alium, seu alios, Religiosos & Seculares Exemptos & non Exemptos (de quibus tibi videbitur) dictum Processum & contenta in eo, in tuis Civitate & Diocesi, solemniter publicans, etiam, ut intelligantur meliùs ab omnibus, in vulgare singulis diebus, Dominicis & Festivis, in Ecclesiis tuarum Civitatis & Diocesis, & alibi (ubi videris expedire) prædictos, Marsilium & Johannem, Excommunicatos & Hæreticos, præsentibus Fidelibus populis, dùm convenerint ad Divina, facias publicè nunciari: Populosque ipsos, ut eosdem vitent Hæreticos, nec eisdem quomodolibet adhæreant, aut præstent auxilium, consilium, vel favorem, solerter & fideliter, etiam in Sermonibus publicis, inducendo.

Super Publicatione autem prædictâ fieri volumus publica

ANNO 1327. blica Instrumenta, principium & finem præsentium continentia, nobis postmodùm transmittenda.

Dat. Avinion. vii. kal. Novembr. Pontificatûs nostri anno xii.

Sub Filis Sericis.

CLXI.

3. Dec. *Fragmentum Fœderis inter Civitates* Spalatensem, Sibenicensem, *& Tragurien*sem *procurantibus Provisoribus Ducis & Communis* Venetorum *inti, quò dictæ Civitates invicem Amicos pro Amicis, & Inimicos pro Inimicis habere, sibique satisfactionem illatorum damnorum procurare promittunt. Datum in Sala Palatii Communis Tragurii die* 3. *Decembris* 1327. [JOH. LUCIUS de Regno Dalmatiæ Lib. IV. pag. 210.]

GRADONICO Hon. Comite Tragurii & discretis, & sapientibus Viris Dominis Theodosio Albertinis, Perino Camcini, & Dobroljo Pervoslavi omnibus de Spaleto, & . . . . Johannis, Marino Bercii, & Cypriano q. Cresnuse omnibus de Sibenico, Georgio Salinguerræ, Casoto Nicole, & Friderico Mathei Lucii, omnibus de Tragurio testibus ad hæc vocatis specialiter & rogatis, & aliis. Ibique Nobbi & Sap. Viri Domini Laur. Andreæ proc. & Syndicus Communis & Civ. Spalet. habens ad infra scripta liberam potestatem ut apparet . . . . pub. Instrumento manu Alex. Johannis Albertini de firmo Notarii Communis Spal. rogati in 1327. Ind. ii. die 26. Novembris . . . . . Jacobus Proc. & Syndicus Communis & Civ. Trag. habens similiter ad infrascripta liberam potestatem, ut apparet Instrumento pub. scripto manu Conradi q. Domini Antonii de . . . . . Imperiali auctoritate Notarii & Judicis ordinarii, ac Communis Trag. jurati Cancell. in 1327. Ind. ii. die Dominico penultimo Novembris, & Bogdanus Defini & Radoslavus q. Michete Procuratores, & Syn. Communis & Civ. Sibenici habentes sibi ad infrascripta liberam potestatem, ut apparet publico Instrumento scripto manu Angeli Amici de Ytalis de Erthulo Imp. auct. Not. & Jud. ord. & Communis Siben. jur. in 1327. Ind. ii. men. Nov. die 26. à me Notario infrascripto diligenter visis & lectis convenientes in unum in præsentia egregiorum Dominorum D. Marci Victuri & D. Frederici Danduli Honor. Provisoris Inclyti Domini Domini Ducis & Communis Ven. in partibus Sclavoniæ destinatorum considerantes condit. & Status suarum Civitatum, quarum sunt Syndici, & Procuratores, damna, injurias, & oppressiones, quas quandoque à circumstantibus suis vicinis recipiebant in eorum ministrum non modicum, & jacturam, cogitantesque hoc periculum tam maximum posse evitari, & statum suum cujuslibet Civitatis prædictæ de bono in melius posse feliciter augumentari, si fraternitas, amicitia, conjunctio, & unio fierent inter eos, moti persuasionibus & monitis prædictorum Dominorum Provisorum, ac eorum consilio, utpote justo, inhærentes vice & nomine Communium & Civ. ac specialium personarum, & prædictorum locorum quorum Synd. & Procur. sunt, ut superius est notatum; Amicitiam, fraternitatem, conjunct. & unionem insimul promiserunt, juraverunt, & fecerunt contra quascunque personas, Civitates, Communia, Loca, & Universitates damnificare, & inimicare volentes . . . . . nicent Domino suo D. Duci & Communi Ven. & ipsius D. Ducis, & Communis Ven. fidelibus universis, ita quod quælibet prædictarum Civitatum suos amicos & aliarum quarum pro amicis, & è converso inimicos pro manifestis inimicis, tractantes amicos pro amicis, & inimicos pro inimicis in omni casu, & eventu pro sua, suorumque Civium uniuscujusque conservatione,& augumento hoc pacto conventum est. Quod si casu aliquo aliqua prædictarum Civitatum, vel Civis, & singularis persona earum damnum aliquod paterentur à quacunque persona, ut Commune, & damnificati ad sui satisfactionem, & loci pervenire possint juratus Communis terræ damnificatæ seu persona . . . . . auctoritate requirere debeat per suas Litteras damnificatorem, vel superiorem & caput ut damnum satisfaciat, & si habita responsione non satisfecerit, tunc ipse Comes solus auctoritate prædicta ipsum damnum libeat videre, & examinare, & facta examinatione, taxare, qua facta taxator iterum propria auctoritate requirere debeat ipsum damnum sic taxatum, sicut sibi videbitur ut satisfaciat infra terminum, quem ipse Comes voluerit assignare, infra quem si satisfecerit bene quidem, alioquin ipse Comes sua propria auctoritate procedat contra ipsum damnificatorem, & . . suam ac bona eorum sicut sibi videbitur esse justum, considerata qualitate, & quantitate damni recepti, quod processum notificare teneatur & debet aliis duabus Civitatibus sibi unitis, quæ ipsum processum debeant, & teneatur integraliter observare & facere observari contra ipsum damnificatorem, & . . . . suam ac eorum bona: si verò aliqui sui Cives & Mercatores essent in partibus ipsius damnificatoris cum suis mercantiis, vel sine . . . . . citare, ut inde recedant quo velocius esse potest infra terminum, qui videbitur suo Comiti, assignandus, qui terminus non transeat unum mensem; quod si aliquis dam . . . . . prædictarum trium Civitatum, vel Comites ipsarum, & cum prædicta & . . . . reducentur ad alias Civitates Comes illius Civitatis ad . . . se reduxerit ipsum malefactorem, vel ipsos . . . . in hauere & personis, & facta restitutione damnificatorum procedi debeat contra malefactorem, vel malefactores sicut contra proditores, & specialissimos inimicos, & si facta denuntiatione . . . . . prædictarum Civitatum emeret ipsam prædam, Comes suus teneatur ipsam restitui facere damnificato absque satisfactione aliqua facienda ipsi emptori . . post satisfactionem prædictam, & nihilominus possit procedere contra ipsum sicut sibi videbitur ipse Comes & si emerit . . . Nationem prædictam nihilominus Comes faciat rest . . . damnificato sed remaneat in arbitrio Comitis sui de faciendo sibi restitui pretium emptionis, vel non, sicut sibi videbitur inquisitio facienda vid. si emerit ante denuntiationem.

ANNO 1327.

CLXII.

Acte, par lequel l'Empereur LOUIS DE BAVIERE *érige en Duché le Païs de* LUCQUES, *& én établit premier Duc* CASTRUCCIO CASTRACANI. *A Rome, le* 15. *Février* 1328. [G. G. LEIENITZ, Codicis Diplomatici pag. 130.]

1328. 15. Fevr. L'EMPEREUR LUCQUES.

LUDOVICUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, Illustri CASTRUCCIO de Antelminellis Duci LUCANO, Comiti Sacri Lateranensis Palatii, & Vexillifero Imperii, suo & Imperii fideli dilecto, gratiam suam & omne bonum. Principalis liberalitatis clementia in suis fidelibus dona multiplicans, illis præcipue consuevit assurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles pro exaltatione Coronæ singulares triumphos & nomen laudabile sunt fortiti. Sanè cum veraciter sciamus, experientia nobis existente Magistra, te præcipuum & strenuum in partibus Italiæ pro Sacro Imperio pugilem extitisse, nulli parcendo oneri, periculo vel labori, ac justitia tua & animi probitate victos de hostibus devotos pro Imperio tenuisse, & devios infideles ad fidem gratiosis meritis invitasse; tantoque magis Imperiale sceptrum extollitur tanto curâ regiminis à sollicitudinibus & laboribus relevatur, quanto fideles in circuitu Imperii circumspicit digniores. Et de fulgore throni Cæsarei, velut ex Sole radii, sic cæteræ prodeunt dignitates, ut prima lucis integritas minorati luminis non sentiat detrimentum.

§. 2. Hac igitur consideratione commoti, qui cœlesti providentia Romani Imperii moderamur habenas, ac solii nostri decus tam veterum dignitatum ornatibus confovemus, quàm novis honoribus ampliamus: Volentes præmissorum obtentu extollere nomen tuum & te prærogativa speciali magnificè honorare, de plenitudine potestatis, & de certa scientia, & de Consilio Principum & Baronum, Civitates Lucæ, Pistorii, Volaterrarum & Lunæ cum omnibus & singulis Castris, Villis, & locis sitis in Diœcesibus ipsarum, & cum omnibus earum & cujuscumque earum pertinentiis, territoriis & jurisdictionibus quibuscumque, ad jus, honorem & nomen Ducatus pertinentibus, transferentes & volentes sub uno dignitatis vocabulo continere Ducatus Lucani; te pro te & successoribus tuis ex te per lineam masculinam natis & nascituris in perpetuum ipsius Ducatus Ducem & Vexilliferum nostrum & sacri Romani Imperii ubilibet, de præmissa nostræ potestatis plenitudine & principali munificentia promovemus; eisdem libertatibus, immunitatibus & juribus prædictum Ducatum tuum præsentium auctoritate donantes, quæ Ducalem decent Dignitatem; præfatasque Civitates & quamlibet earum, & omnes terras, castra, territoria atque loca, quæ in Diœcesibus seu Episcopatibus & territoriis dictarum Civitatum & pertinentiarum ipsarum Civitatum

seu

ANNO 1328. seu cujuslibet earum, seu intra confines Diœcesium Episcopatuum, pertinentiarum & territoriorum prædictarum Civitatum, & cujuslibet earum sitæ sunt seu sita, in perpetuum tibi & legitimis successoribus tuis ex te descendentibus natis & nascituris per lineam masculinam ex certa scientia damus, concedimus & donamus, cum omnibus & singulis Villis, Castris, terris, fortalitiis, casalibus, vassallis, hominibus, possessionibus, honoribus, usibus, derittis, domaniis, feudis, homagiis, patronatibus vacantium & non vacantium Ecclesiarum & locorum, ad nos & Sacrum Romanum Imperium spectantibus seu pertinentibus, & cum terris cultis, & incultis, sylvis, pascuis, nemoribus, salinis, balneis, stagnis, lacubus, atque quibuscumque aquis & aquarum decursibus, molendinis, piscariis, piscationibus, venationibus, montibus, planis, vallibus, & omnibus & singulis locis, juribus & pertinentiis tam maris quam terræ prædictarum Civitatum, terrarum & locorum, & cujuscumque ipsarum & ipsorum, existentium infra prædictas Diœceses confines & loca, quæ in hujusmodi nostra concessione & donatione sub speciali aut generali vocabulo possint intelligi seu comprehendi, & quæ ad nos & Romanum Imperium spectare noscuntur. Et sic te & successores tuos prædictos in Ducem & Duces prædicti Ducatus, cum dignitate illustri eligimus, constituimus, præficimus & creamus, dantes & concedentes tibi & successoribus tuis prædictis in præmisso Ducatu plenissimam jurisdictionem & liberam auctoritatem & potestatem juris dicendi per te & per alios, & etiam merum & mixtum Imperium, ut exercere valeas & valeant gladii potestatem ad animadvertendum in facinorosos & malos.

§. 2. Et ut ipsius Ducatus dignitate te, & præfatos tuos successores cognoscas amplius & favorabilius ab Imperiali eminentia sublimari, tibi & successoribus tuis prædictis ex ipsa dignitate Ducatus perpetuò decrevit competere nostra Serenitas auctoritatem & potestatem creandi & ordinandi perpetuò & ad tempus (prout vobis placuerit) in singulis Civitatibus, Castris, Oppidis, Villis, Terris dicti Ducatus Vicarios, Capitaneos, Potestates, Judices seu Rectores, & quoslibet ordinarios Magistratus, vel etiam Delegatos, & quoscumque honores & dignitates, atque honorum & dignitatum Officia cum auctoritate & potestate Juris dicendi & mero & mixto Imperio, Statuta municipalia condendi, Juri divino & naturali non contraria, prout utilitati & pacifico statui expedire videritis Subjectorum. Ad hæc quoque in prædicto tuo Ducatu flumina navigabilia, & ex quibus navigabiles fuerint Portus, Plagas, (sicut nunc dignosceris possidere) ripas & ripatica, nec non vectigalia, telonia, auri & argenti, & metallorum omnium quæstum, nunc nobis & Imperio pertinentes, tibi tuisque successoribus memoratis concedimus & donamus; ac Monetæ tam auri quàm argenti & æris condendæ, justi & recti ponderis, in ipso tuo Ducatu, tibi prædictisque tuis successoribus præsenti Privilegio facultatem liberam indulgemus; & Feuda antiqua & nova, & recta & regalia conferendi, & infeudandi Vassallos Imperii de Feudis, quæ manu, vel ore, aut quocumque alio modo fuerint conferenda, & recipiendi à Vassallis Imperii fidelitatem & homagii sacramenta, & mulctarum seu pœnarum compendia & confiscationes bonorum, & cæterorum, quæ dicuntur regalia, in ipso Ducatu, ad tuum & prædictorum tuorum successorum compendium volumus pertinere; Milites quoque in dicto Ducatu & extra constituendi, & militari cingulo decorandi, & Judices ordinarios & Notarios publicos creandi, & ordinandi, ac conficiendi; filios & filias naturales tàm spurios quàm vulgò quæsitos ex damnabili coitu natos legitimandi & cum ipsis super natalium defectu, & alio quolibet dispensandi, tibi & ipsis auctoritatem & potestatem plenariam indulgemus. Ut tamen pro honore, quem tibi libenter adjicimus, nullum jus subtrahatur obedientibus vel obedituris nobis & Imperio, in eorum bonis & feudis, jura tamen Imperii remaneant Ducatui supra dicto. Volumus insuper, quod in præmissis Ducatu seu Vexilliferatu semper major natu seu senior ex generatione tua ex te, & successoribus tuis legitimè descendentibus, exclusis aliis filiis seu heredibus minoribus, solus & in totum succedat.

§. 3. Et propter præmissa omnia te pro te ipso & prædictis successoribus tuis nobis pro nobis ipsis successoribusque nostris homagium & debitæ fidelitatis juramentum præstantem de præmissis Ducatu & Vexilliferatu per scriptum (*melius* : *sceptrum*) quod in manu tenemus, præsentialiter investimus & infeudamus. Porro omnia & singula supra dicta valere & tenere volumus & firmamus, non obstante aliqua lege, consuetudine aut jure, quibus contrarium caveretur; quibus omnibus & singulis specialiter & expressè, tanquam nominatim de illis in præsenti Privilegio fieret mentio, intendimus, ut esse debeat derogatum, & potissime juri & consuetudini, quo & qua cavetur, seu cautum diceretur, quod heres in Ducatu, Comitatu vel Marchia nullo modo succedat, nisi ab Imperatore acquisierit per investituram, quantum ad casum præsentem; in aliis vero casibus in suo robore semper durent. Volumus tamen, quod tu & successores tui à nobis & successoribus nostris & Sacro Romano Imperio requisitus & requisiti perpetuò teneris & teneantur, plenam & liberam obedientiam facere, & in omnibus nostris mandatis successorumque nostrorum & Sacri Romani Imperii liberè intendere & parere, & omnia mandata nostra observare & efficaciter adimplere juxta posse, & executioni mandare.

ANNO 1328.

§. 4. Meminit quoque nostra Serenitas de prædictis ante nostræ Coronationis solemnia tibi & prædictis tuis successoribus Privilegium simile indulsisse. Quæ & omnia in ipso contenta ex certa scientia, & de potestatis plenitudine, ac de consilio & assensu Procerum & Baronum, Imperiali auctoritate ratificamus, approbamus & confirmamus; statuimus etiam & mandamus, quatenus nulla Civitas, nulla Communitas & generaliter nulla persona cujuscumque conditionis seu status & præeminentiæ existat, huic nostræ paginæ audeat in aliquo contra facere vel venire, seu te aut prædictos tuos successores in aliquo molestare, de his quæ supra tibi & eis à nostra clementia liberaliter sunt concessa. Si quis autem temerario ausu præsumpserit contravenire, mille Marcharum auri pœnam incurrat, pro dimidia Cameræ nostræ persolvendam, & pro alia dimidia Cameræ dicti Ducatus & Vexilliferatus; in quorum præjudicio aliquando extiterit attentatum. Quibus omnibus & singulis supra dictis testes fuerunt infra scripti, videlicet; Rudolphus Dux Bavariæ Princeps & Patruus noster charissimus, Venerabilis Jacobus Episcopus Castellanus, venerabilis Frater Bonifacius Episcopus Chirenensis, Hermannus de Lithelberg Cancellarius noster, Henricus Dux Brunsvicensis, Ludovicus Dux de Tech, Albertus de Lithelberg Marescallus noster, Henricus Lantgravius Alsatiæ, Fridericus de Nuremberg, Merchardus (al. Menchardus) Comes de Hortemburg, Otho Comes de Truhendinguen, Joannes Comes dictus de Claromonte; nec non nobiles viri Jacobus Sciarra de Columnis, (al. Sclara de Columna,) Jacobus de Sabellis, Senatores Urbis, Manfredus de Vito, Almæ Urbis Præfectus, Theobaldus de Sancto Constacchio, (forte : Eustacchio.) Et ad prædictorum omnium Testimonium & corroborationem præsentes conscribi & sigilli Majestatis nostræ robore jussimus communiri. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, 15. die mensis Februarii, Indictione undecima, anno Dominicæ Incarnationis, millesimo trecentesimo vigesimo octavo, Regni nostri anno decimo quarto, Imperii verò primo.

CLXIII.

Litteræ patentes EDUARDI III. *Regis Angliæ, quibus Superioritati Scotiæ renunciat, & ROBERTUM Scotiæ Regem ab omni subjectione liberum declarat. Datæ apud Eborum die* 1. *Mensis Martii* 1328. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 337.] 1. Mars.

UNIVERSIS præsentes Litteras inspecturis, Edwardus, Dei gratiâ, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitaniæ, Salutem in Domino sempiternam.

Cùm Nos, nonnullique Prædecessores nostri, Reges Angliæ, jura reginiinis Dominii seu Superioritatis Regni Scotiæ conati fuerimus obtinere, ob hocque motarum dira Guerrarum discrimina Angliæ & Scotiæ Regna diutiùs afflixissent:

Nos,

Attendentes cædes, occisiones, scelera, Ecclesiarum destructiones & mala innumerabilia, quæ hujusmodi occasione guerrarum Regnicolis utriusque Regni multipliciter contingebant; Bonáque quibus Regnum utrumque mutuis compendiis abundaret perpetuæ Pacis stabilitate connexum, ac per hoc, contra conatus noxios rebellare vel impugnare volentium, interiùs vel exteriùs, majori firmitate securum,

Volumus, & concedimus per præsentes, pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris quibuscumque, de communi consensu & assensu Prælatorum & Procerum, Comitum & Baronum, & Communitatum, Regni nostri, in Parliamento nostro,

ANNO 1328. Quòd Regnum Scotiæ, per ſuas rectas Marchias, prout temporibus, bonæ memoriæ, Alexandri Regis Scotiæ, ultimò defuncti, fuerunt habitæ & ſervatæ, Magnifico Principi, Domino Roberto, Dei gratiâ, Regi Scotorum Illuſtri, Confœderato noſtro & Amico cariſſimo, ſuisque Hæredibus & Succeſſoribus, diviſum a Regno Angliæ, integrum, liberum & quittum remaneat in perpetuum, absque qualicúmque Subjectione, Servitute, Clamore, vel Demandâ.

Et ſi quod Jus Nos, vel Anteceſſores noſtri, in Regno Scotiæ, retroactis temporibus, petierimus, vel petierunt quoquomodo, præfato Regi Scotiæ, Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis, renunciamus & dimittimus per præſentes.

Omnes autem Obligationes, Conventiones, & Pacta, initas & inita qualitercumque cum noſtris Prædeceſſoribus, quibuscunque temporibus, ſuper ſubjectione Regni Scotiæ, vel Incolarum ejusdem, per quoscumque Reges vel Incolas, Clericos vel Laicos, ipſius Regni Scotiæ, pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris, remittimus penitùs & omninò.

Et, ſi quæ Litteræ, Chartæ, Munimenta, vel Inſtrumenta, reperiantur de cætero ubicumque, ſuper hujusmodi Obligationibus, Conventionibus, & Pactis, confectæ vel confecta, pro caſſis, irritis, inanibus, & vacuis habeantur, nulliúsque volumus eſſe valoris, vel momenti.

Et ad præmiſſa, omnia & ſingula, plenè, pacificè, & fideliter, perpetuis temporibus obſervanda, dilectis & fidelibus noſtris, Henrico de Perſiaco, Conſanguineo noſtro, & Willielmo de Souche, ac eorum alteri, ad Sacramentum in Animam noſtram indè præſtandum, per Literas noſtras Patentes, plenam dedimus Poteſtatem ac Mandatum ſpeciale.

Dat. apud Eborum primo die Menſis Martii, anno gratiæ 1328.

CLXIV.

14. Mars L'EMPEREUR ET LUCQUES. *Acte par lequel* LOUIS DE BAVIERE *Empereur fait* CASTRUCCIO CASTRACANI *Duc de Lucques Comte du Palais de Latran, & lui accorde d'aſſiſter au Couronnement de l'Empereur & d'y exercer certaines fonctions. Donné à Rome, le* 14. *Mars*, 1328. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 128.]

LUDOVICUS Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, illuſtri CASTRUCIO Duci Lucano, ſacri Lateranenſis Palatii Comiti, & Romani Imperii Vexillifero, ſuo & Imperii fideli dilecto, gratiam & omne bonum. Dignum & Majeſtati Imperiali proprium eſt, ut ſicut quotidie fidelium augetur ſubſtantia & devotio, ita eis Imperiale culmen augeat Dignitatis privilegia & honores. Sanè experientia docente novit Imperialis Majeſtas maximam fidem, devotionem, & conſtantiam tuam, & ante & poſt à nobis tibi collatos honores, ultra cæteros fideles Imperii de bono in melius quotidie profeciſſe.

§. 2. Ut igitur præmiſſorum contemplatione ad ampliores Dignitatum apices per Imperiale culmen tua devotio attollatur, de conſilio & aſſenſu Procerum noſtræ Imperialis Aulæ, tibi & ſucceſſoribus tuis ex te natis & nascituris per lineam masculinam in perpetuum, Comitatum ſacri Lateranenſis Palatii (quem ad fiscum noſtrum & ſacrum Romanum Imperium juſtis & legitimis cauſis devolutum & applicatum pronuntiamus & declaramus, & ad omnem dubietatem tollendam devolvimus & applicamus) damus, concedimus, & donamus, & ex certa ſcientia & plenitudine poteſtatis, & te & prædictos ſucceſſores tuos in perpetuum eligimus, conſtituimus, præficimus & creamus Comitem & Comites ipſius ſacri Palatii Lateranenſis, vosque de Comitatu prædicto inveſtimus & infeudamus, tanquam veros & fideles Imperii Vaſallos: dantes & concedentes, & tribuentes tibi & eis, omnes & ſingulos honores, & omnia & ſingula privilegia & emolumenta, quos & quæ Comites prædicti ſacri Palatii habent & habuerunt quoquo tempore, de tempore, de conſuetudine vel de jure.

§. 3. Declarantes & nunc per hoc noſtræ Serenitatis indultum, tibi & prædictis ſucceſſoribus tuis, ex prædicta Comitatus dignitate competere jus aſſiſtendo perpetuò benedictioni, ſacræ unctioni, & Coronationi ſucceſſorum noſtrorum Principum Romanorum, & omnibus & ſingulis ipſius Coronationis ſolemnitatibus: & præcipuè ſociandi & deducendi ipſos Romanos Principes, tempore Coronationis fiendæ de eis, ad ſacram unctionem de ipſis faciendam, & eosdem Romanos Imperatores ſucceſſores noſtros tenendi & juvandi in ipſa ſacra unctione & actu ipſius, & eadem unctione perfecta, eos reducendi & ſociandi ad altare, & thalamum, prout & quoties Principes expediunt redire. Item jus levandi & tenendi Imperiale diadema, de noſtro & ſucceſſorum noſtrorum Romanorum Principum capite, tempore, quo Imperialis Coronationis ſolennia celebrantur, & etiam quocumque alio tempore, quoties publicè ipſum diadema expedierit elevare de capite noſtro, & ſucceſſorum noſtrorum Romanorum Principum * reponi. ANNO 1328.

§. 4. Quæ omnia & ſingula ſcripta valere & tenere volumus, & jubemus ex certa ſcientia, de plenitudine poteſtatis, jure aliquo non obſtante. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc noſtram paginam in aliquo violare, vel ei auſu temerario contraire. Si quis verò hoc attentare præſumſerit, gravem indignationem noſtram ſe noverit incurriſſe. In cujus rei teſtimonium præſentes conſcribi, & ſigilli Majeſtatis noſtræ robore, cum annotatione teſtium ſubſcriptorum juſſimus communiri: Rudolphi Ducis Bavariæ Principis ac patrui noſtri chariſſimi, Henrici Ducis Brunsvicenſis, Ludovici Ducis de Teck, Hermanni de Linthelberg Cancellarii noſtri, Alberti dicti Symiel de Linthelberg Mareſchalli noſtri, Meinhardi Comitis de Ortenberg, Ottonis Comitis de Orlamende, Johannis Comitis de Claramonte, Conradi Comitis de Truchendinguen, Conradi de (1) Zoluſelberg: nec non Nobilium Virorum Jacobi de Columna Sciaræ, & Jacobi de Sabellis, Senatorum Urbis. Datum Romæ 14. menſis Martii, Indictione 11. Anno Domini 1328. Regni noſtri Anno 14. Imperii verò primo.

(1) *G. G. Leibnitz* croit que c'eſt *Conrad de Schlüſſelberg*, ſur quoi il renvoye à *Alb. Arg.* ſur l'année 1323.

CLXV.

*Plein-pouvoir d'*EDOUARD III. *Roi d'Angleterre donné aux Evêques de Worceſter & de Cheſter, pour recevoir, en ſon nom, la poſſeſſion du Royaume de France, qu'il prétendoit lui être échû. Donné à Northampton le* 16. *Mai* 1328. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 354.] 16. Mai

LÆ Roy a toux ceux, qui ceſtes preſentes Lettres verront ou orront, Salutz, & conniſſance de verite.

Nous feſoms ſavoir a toux, que nous avoms fait & eſtabli, faiſoms & eſtabliſoms, pur nous, & en noſtre lieu, noz Procuratours generaux & especiaux, Reverens Piers en Dieu, noz Ameez & foialx, Adam Evesque de Wyrceſtre, & Roger Evesque de Ceſtre, & checun de eux pur le tut,

Pur monſtrer, demander, requerer, & receivre, pur nous, & en noun de nous, tut le Droit, Actions, & Poſſeſſions, du Roialme de France, que cheeu nous eſt, & a nous pertinent, ou purra apertenir, & doit eſtre, come a droit Heir du dit Roialme:

A totes, & de totes maneres, des Gentz, que le occuperoient, ou occuper vorroient, de purpoſer, & de faire requeſtes & demandes, pur le droit du dit Roialme;

De prendre, & de accepter journe od toux ceaux, que debatre, & contredire, nous verroient le dit Roialme de France:

Et generalment & especialment de faire qauntque eſt neceſſarie ou profitable en totes les choſes de ſubdites, & en chescun de eles.

Et avoms nous done, & donoms plein poer, & especial maundement, a noz desavantditz Procuratours, & a chescun de eux pur le tut, de totes les choſes devandites, & chescun de eles, faire, procurer, & requerer, & receivre.

Et promettoms a tenir ferme & eſtable tut ceo, que par noz avanditz Procuratours, ou l'un de eux, ſerra fait, procuretz, & acordeez, en les choſes avantdites.

Et, pur ceo que totes choſes devandites ſoient fermes & eſtables, nous avoms ceſtes preſentes Lettres ſealees de noſtre Seal.

Don. a Norhampton le 16. jour de May.

CLXVI.

ANNO 1329.

CLXVI.

28. Janv. JOANNIS *Papæ* XX. *ad Episcopum Pragensem de Processu contra* LUDOVICUM Bavarum *Regem Romanorum Epistola; Avinione data* 3. *Kal. Februarii Pontificatus sui anno* 14. Cum EDICTO *præfati* JOANNIS *inserto, quo, præmissa Excommunicatione, inhibetur & expresse mandatur eidem* LUDOVICO, *nè ulterius administrationi Regni Romani vel Imperii se quomodolibet intromittat, nec se Regem vel Imperatorem nominet, &c. Dat. Avinione* 5. *Kal. Februarii Pontificatus sui anno* 14. [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXIX. pag. 21. PHIL. LABBEI Concil. Collectio Regia. Tom. XI. Part. II. pag. 1639.]

JOANNES *Episcopus, Servus Servorum Dei, Venerabili Fratri Episcopo Pragensi, Salutem & Apostolicam benedictionem.*

AD obviandum damnandis Ludovici olim Bavariæ Ducis, excommunicati Hæretici & Schismatici ausibus, & fidelium partium Alemanniæ periculis imminentibus occurrendum, pridem certum processum, de Fratrum nostrorum consilio, præsente multitudine copiosa fidelium, habuimus; cujus tenor sequitur in hæc verba. *Joannes Episcopus, Servus Servorum Dei, ad certitudinem præsentium, & memoriam futurorum.* Dudum perversis & damnandis Ludovici olim Bavariæ Ducis, & discorditer in Regem Romanorum (sicut dicebatur) electi, conatibus, quem adeo ambitio cæca succenderat, quod ejus electione per Sanctam Romanam Ecclesiam (ad quam cujuscunque in Regem Romanum electi, & electionis de ipso factæ approbatio & admissio, vel reprobatio vel repulsio pertinere dinoscitur) non admissa, nec ejus approbata persona, nomen & titulum regium usurpare præsumpsit temere, seque immiscere administrationi Regni & Imperii, ac hæreticis & rebellibus favorem, auxilium & consilium contra Sanctam Ecclesiam impertiri, volentes remediis salubribus obviare, eumdem Ludovicum per nostrum Edictum publicum, cum ad ipsum tutus nequaquam pateret accessus, sub virtute obedientiæ, ac excommunicationis pœna, de Fratrum nostrorum consilio, monuimus, ut a præmissis intra certum sibi tunc præfixum terminum omnino desisteret, administrationem eamdem, quousque per Ecclesiam ipsam approbatus & admissus existeret, nullatenus resumpturus, sed revocaturus penitus (prout esset sibi possibile) cum effectu, quæcumque de facto fuerant per ipsum in contrarium attentata: Universis Prælatis, & aliis quibuscumque personis Ecclesiasticis & Sæcularibus, nec non Communitatibus & Universitatibus, sub magnis pœnis spiritualibus & temporalibus, districtius nihilominus injungendo, ut eidem Ludovico nullatenus circa præmissa parerent vel intenderent quoquo modo, nec eidem præstarent auxilium, consilium super his, vel favorem: Non obstantibus fidelitatibus, aut aliis quibusvis juramentis eidem præstitis, aut obligationibus, colligationibus, confœderationibus, societatibus, & pactionibus, sub quacumque forma, vel expressione verborum cum ipso initis, etiamsi essent juramentis vel adjectione pœnarum vallatæ: quæ omnia nulla, cassa & irrita esse, de Fratrum eorumdem consilio, declaravimus; quatenus de facto processerant, nulla, cassa & irrita duximus declaranda. Et quia prædictus Ludovicus hujusmodi & aliis diversis monitionibus, mandatis, & præceptis nostris parere contempsit, damnabiliter deteriora (tamquam datus in sensum reprobum) jugiter committendo, primo Excommunicationis sententia innodatus extitit, ac subsequenter culpis ipsius excrescentibus, & contumaciis ejus adauctis, jure privatus, si quod sibi ex electione prædicta fuerat ad Regnum vel Imperium quomodolibet acquisitum. Deinde vero eo excessus excessibus cumulante, Ducatu Bavariæ, ac omnibus Privilegiis, tam Apostolicis, quam Imperialibus, ac bonis & feudis omnibus, quæ ab eadem Romana vel quibusvis aliis Ecclesiis, aut Imperio obtinebat, per diversos processus nostros diversis temporibus habitos, de Fratrum eorumdem consilio, justo judicio nudatus extitit & privatus. Et demum, quia Pharaonis imitatus duritiam, & contemnens omnem Sanctæ Matris Ecclesiæ disciplinam, nulla correctionis ostendit indicia, sed potius hæreticis & hæreticalibus intendens dogmatibus, ac Hæreticos quos in suum admisit consortium, eorumque hæreses & errores defendendo, se ostendit hæreticum manifeste, debitis servatis solennitatibus, primo, fautor hæreticorum declaratus, & subsequenter de crimine hæresis fuit sententialiter & publice per nos, de ipsorum Fratrum consilio, condemnatus. Postmodum vero idem Ludovicus præmissis excessibus & criminibus detestabilibus non contentus, sed tamquam obstinatus in malum, & velut demersus in desperationis laqueum, continue conatus suos dirigens ad pejora, Imperialis solium Dignitatis de facto, non sine magna infamia & temeritate damnabili, usurpare præsumpsit, se ad illud per illos quibus non competebat, faciens, ac si jus sibi competeret, coronari, & ad offendendum Ecclesiam Sanctam Dei, ejusque fideles & devotos, in Italiæ partibus, (in quibus ausu nefando contra prohibitionem remansit Ecclesiæ) nihilominus se (a) attingens, nonnullas Civitates & loca partium prædictarum, quæ sibi non adhæserant, devastavit horribiliter & immaniter, ac nonnulla ex ipsis ad tantam inopiæ & paupertatis egestatem deduxit, quod etiam per tractum longissimi temporis adjicere non potuerunt ut resurgant. Jura insuper & bona Imperii dilacerando continue, devotos & fideles Ecclesiæ persequendo crudeliter, & quantum in eo fuit, de illis partibus effugando; & demum nequitiæ suæ virus conceptum evomens, ad subvertendum prorsus fidem Catholicam, & scindendum Dominicam inconsutilem tunicam, in divinæ Majestatis opprobrium, totiusque cœtus fidelium scandalum, periculum & contemptum, execrandis factionibus velut membrum Satanæ se disponens, associatis sibi quibusdam suis nequam complicibus, Petrum de Corvaria, virum utique scandalosum & perfidum (qui olim dimissa uxore sua legitima, cui pluribus annis tam in lecto, quam in mensa cohabitaverat, Fratrum Minorum assumens, præter uxoris ejusdem consensum, habitum, & pro Fratre Minore se gerens; quique Ministro suo Provinciali Romano inobediens, per ipsum fuit pronuntiatus in Excommunicationis incidisse sententiam, mancipandus carceri) in Antipapam assumpsit, procurans quod idem Petrus sic delusorie & damnabiliter in Antipapam assumptus, pseudo-Cardinales & Notarios ac Officiales alios, juxta morem quem servat Romana Curia, constitueret, aliaque nonnulla præsumeret cunctis Catholicis detestanda; Synagogam autem hujusmodi diebus congregatam aliquibus, virtutum Dominus misericorditer subito dissipavit. Nos qui omnia per eosdem Ludovicum & Petrum attentata circa præmissa, vel præmissorum occasionem, vel eorumdem aliqua, de Fratrum eorumdem consilio, nulla, cassa, & irrita merito duximus declaranda; præfatum Ludovicum tam ex prædictis, quam aliis diversis capitulis, multis respersum hæresibus, tamquam hæreticum & schismaticum manifestum, de hæresi & schismate, de Fratrum ipsorum consilio, nihilo minus condemnantes, adversus eum pœnas infligendo varias, & etiam declarando ipsum incurrisse inflictas & comminata, sicut in diversis processibus nostris supradictis, de prædictorum Fratrum consilio, solenniter habitis, plenius continetur. Sane quod fide digna multorum relatio ad nostrum noviter deduxit auditum, quod idem Ludovicus, nondum in eo igne avaritiæ & ambitionis extincto, sed potius flatu diabolico inflamatus, ad Civitatem contulit Tridentinam, ubi suis complicibus convocatis, satagit ordinare, quod sicut in partibus Italiæ supradictis jura usurpavit Imperii, fideles turbavit, eorumque devoravit substantias, & consumpsit; sic & in Alemanniæ partibus damnandum fuum in hac parte desiderium valeat adimplere, ac varios Officiales vel Ministros ad easdem partes Alemanniæ dispositi propter hoc destinare: Nos tantis malis & periculis justis obviare remediis cupientes, præfatum Ludovicum per hoc Edictum nostrum publicum, cum ad eum pro faciendis sibi monitionibus & inhibitionibus hujusmodi non sit tutus accessus, moraque pericula varia comminetur, præsente hac multitudine copiosa fidelium monemus, & eidem, sub Excommunicationis pœna, nec non sub pœnis aliis, tam spiritualibus, quam temporalibus, in eumdem inflictis hactenus (quas pro repetitis haberi volumus, quibusque ipsum subjacere decrevimus, si contrarium fecerit, ipso facto) inhibemus & mandamus expresse, ne ulterius de administratione Regni Romani vel Imperii se quomodolibet intromittat, nec se Regem vel Imperatorem nominet, nec ab aliis faciat, quantum in eo fuerit, nominari; nec sub nomine hujusmodi vel alio quocumque, pro dictorum Regni & Imperii negotiis, ad Alemanniæ vel aliquas partes alias, aliquem vel alios destinare præsumat; nec Vica-

(a) *Peut-être accingens.*

ANNO 1329. riatus, vel alia quæcumque Officia, quibusvis nominibus nuncupentur, concedat, seu committat alicui vel aliquibus, nec etiam in illis partibus vel aliis jura vel bona Regni vel Imperii quomodolibet occupet vel pertractet, fidelesque non turbet Ecclesiæ & Imperii, aut molestet. Universis nihilo minus & singulis Prælatis & personis Ecclesiasticis, Sæcularibus & Regularibus, cujuscumque præeminentiæ, dignitatis, ordinis, status vel conditionis existant, etiamsi Patriarchali, Pontificali, aut majori seu inferiori præfulgeant dignitate, nec non Regibus, Ducibus, Principibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Potestatibus, Capitaneis, Rectoribus, & aliis Dominis temporalibus, aliisque personis singularibus quibuscumque, ac Communitatibus, Universitatibus, Civitatibus, Castris, Opidis, Villis & Locis, sub Excommunicationis in personas singulares, & Interdicti in Terras, Civitates, Castra, Opida, & Loca ipsorum, ac Universitates, Communitates & Collegia, nec non privationis Dignitatum, Personatuum, Officiorum & Beneficiorum Ecclesiasticorum dictorum Prælatorum & personarum Ecclesiasticarum, ac tam illorum, quam aliquorum quorumcumque Privilegiorum, Apostolicorum & Imperialium, Feudorum, Bonorum, Honorum, Officiorum, quæ a Romanis vel Ecclesiis aliis, seu Imperio obtinet, ac Libertatum & Immunitatum quarumlibet pœnis, inhibemus districtius, & mandamus, ne Vicariatus, vel quodcumque aliud Officium, vel administrationem hujusmodi, quocumque nomine nuncupetur, recipiant ab eodem, vel alio, seu aliis, ejus auctoritate vel nomine, vel mandato; & si forsan Officium vel administrationem hujusmodi receperunt, statim illud vel illam, postquam præsens processus ad eorum notitiam pervenerit, vel per eos steterit, quo minus pervenire potuerit, dimittere non postponant, illud vel illam nullatenus ulterius resumpturi: neve præfato Ludovico aut Complicibus, Fautoribus, Vicariis, Ministris vel Officialibus ejusdem, quomodocumque nuncupentur, pareant in aliquo, vel intendant, nec eos, vel aliquem ipsorum recipiant vel admittant, aut de juribus & proventibus quibuscumque, ad Regnum Romanum vel Imperium spectantibus respondere, vel alias eis impendere auxilium, consilium vel favorem, directe vel indirecte, publice vel occulte, præsumant. Alioquin personas singulares quascumque Ecclesiasticas & Sæculares, cujuscumque sint præeminentiæ, conditionis & status, Ecclesiastici vel mundani, Excommunicationis; Terras vero, Civitates, Castra, Opida, & Loca, nec non Universitates, Communitates & Collegia, quæ contra inhibitionem & mandatum nostrum hujusmodi aliquid facere vel attentare temere præsumpserunt, Interdicti Sententias, quas ex nunc proferimus; nec non personas Ecclesiasticas, (præter Patriarchas, Archiepiscopos & Episcopos) privationis omnium Dignitatum, Personatuum, & aliorum Beneficiorum suorum Ecclesiasticorum, cum cura vel sine cura, & inhabilitationis pœnam ad ea & similia in posterum obtinenda, incurrere volumus ipso facto: ad privationem Dignitatum & Prælaturarum dictorum Patriarcharum, Archiepiscoporum & Episcoporum, ac inhibitionem ad ea & similia obtinenda, nec non [nec] Privilegiorum quorumcumque Apostolicorum & Imperialium, ac Feudorum, Bonorum, Honorum, Libertatum, quæ ipsi & quicumque alii, Clerici vel Laici, a Romana, vel quibusvis aliis Ecclesiis, seu Imperio quomodolibet obtinent, ac Libertatum & Immunitatum, tam contra ipsas, quam alias quascumque personas, Ecclesiasticas & Sæculares, cujuscumque status vel conditionis existant, & alias spirituales & temporales pœnas & sententias, de quibus nobis videbitur, infligendas seu inflictas, declarandas juxta delictum, contumaciam & excessum cujuslibet, si quando, & quotiens opportunum cognoverimus, communiter vel divisim, absque monitione & citatione alia nos processuros apertius prædicentes; non obstantibus fidelitatis, & quibusvis aliis juramentis, per quæ ipsi, vel eorum aliqui, dicto Ludovico sese quomodolibet astrinxissent, ac confœderationibus, societatibus, & ligis cum eodem, seu alio vel aliis, nomine suo, vel mandato per quascumque personas singulares, Ecclesiasticas vel sæculares, aut Communitates seu Universitates, Collegia, contractis seu initis sub quacumque forma seu expressione verborum; etiamsi pœnarum adjectionibus, aut juramentorum præstationibus, vel quacumque alia firmitate vallatæ fuissent; utpote in Dei contumeliam, contra bonum pacis, ac in derogationem honoris & status Sanctæ Matris Ecclesiæ, & in præjudicium Reipublicæ, animarumque periculum, cum Hæretico excommunicato præsumptas temere: quæ omnia per processus nostros alias nulla, cassa & irrita declaravimus, & adhuc etiam declaramus, & quatenus de facto processerunt, cassavimus, annullavimus & irritavimus, & nunc ex superabundanti cassamus, annullamus & irritamus; etiamsi post dictos processus aliqua talia fuerint attentata, juramenta dissolventes hujusmodi, & pœnas omnes & singulas super prædictis vel ea tangentibus adjectas quomodolibet relaxantes de plenitudine potestatis. Volumus autem, & auctoritate Apostolica nihilo minus decernentes, quod processus noster hujusmodi præfatum Ludovicum, & alios quos tangere dinoscitur, apprehendat & artet, ac si eisdem personaliter & singulariter publicatus & intimatus solenniter extitisset, constitutione quacumque contraria per prædecessores nostros Romanos Pontifices edita non obstante. Ut autem processus noster hujusmodi, & omnia in eodem contenta ad ejusdem Ludovici & aliorum quorum interest, communem notitiam deducantur, chartas sive membranas processum continentes eumdem, in eodem, Avinione appendi vel affigi ostiis seu superliminaribus faciemus, quæ processum ipsum suo quasi sonoro præconio & patulo judicio publicabunt; ut idem Ludovicus, & alii quos processus ipse contingit, nullam possint excusationem prætendere, quod ad eos non pervenerit, vel quod ignorarint eumdem: cum non sit verisimile, remanere quo ad ipsos incognitum vel occultum, quod tam patenter omnibus publicatur. Datum Avinione quinto Kalendas Februarii, Pontificatus nostri anno 14. Volentes itaque dictum processum & contenta in eo, ut plenius innotescant partium earumdem fidelibus; ac ipsi, ne per eumdem Ludovicum, suosque sequaces, Complices & Ministros inficiantur, decipiantur, aut opprimantur, seu pœnis & sententiis per processum ipsum inflictis & comminatis involvantur, sibi providere valeant cautius, & ne prætendere super his valeant ignorantiam, in eisdem partibus solenniter publicari; Fraternitati tuæ per Apostolica Scripta in virtute obedientiæ districtius injungendo mandamus, quatenus per te vel alium, seu alios Religiosos & Sæculares, de quibus tibi videbitur, processum eumdem, & omnia, & singula quæ continentur in eo, in locis & Ecclesiis tuarum Civitatis & Diœceseos, de quibus expedire videris, eis expositis in vulgari, nihilo minus ut clarius inteligantur, publicare solenniter, ipsumque Ludovicum excommunicatum, Hæreticum & Schismaticum, singulis diebus festivis & Dominicis publice studeas nuntiare: Nos de publicatione hujusmodi per Instrumenta publica, principium & finem præsentium continentia, redditurus quantocius poteris nihilo minus certiores. Datum Avinione tertio Kalendas Februarii, Pontificatus nostri anno XIV.

ANNO 1329.

CLXVII.

Donatio inter vivos JOANNIS *Bohemiæ & Poloniæ Regis, atque* ELISABETHÆ *ejus conjugalis, facta* VERNERO DE ORSZELA *Magistro & Ordini* TEUTONICORUM, *de universa Terra* Pomeraniæ. *Actum in Thorun Dominicâ* Invocavit, *annô* 1329. [JOANNIS DLUGOSSI Historia Polonica Lib. IX. col. 996.] 12 Mars.

NOs Joannes Dei gratia Bohemiæ & Poloniæ Rex ac Lucemburgensis Comes, ac Elisabeth per eandem gratiam eorundem Regnorum Regina ac Comitissa Lucemburgensis contoralis sua: Ad universorum notitiam tam præsentium quàm futurorum, tenore præsentium in perpetuum volumus pervenire. Quod cum inter singula pietatis opera, quibus ad æterni Regis pervenitur solium, illud maximè animarum saluti prodesse credamus, cum religiosis locis, aut Deo dicatis hominibus, qui Domino quotidie famulantur, aliquid, de quo proficientes in melius, augumentum accipiant, datur liberaliter & confertur. Sanè quia Religiosi viri, Frater videlicet Vernherus de Orszela Fratrum Ordinis Hospitalis S. Mariæ Domûs Teutonicorum Hierosolymitanæ Magister generalis, ipsi quoque Fratres Pruſſiæ, quorum conditio laudabilis, vitæque & Religionis sacræ gestant exercitium memorabile, nos allicit, graves & intolerabiles pro dilatatione fidei Orthodoxæ, ob cujus defensionem contra Lithuanos, & ipsorum secutores quoslibet hostes Christi pestiferos, prout ipsi vidimus, murum inexpugnabilem se exponunt, angustiati, secti, cæsi, & irremediabiliter sæpius sunt afflicti, Nos, ut Magister & Fratres prædicti, labores & expensas, ac curas hujusmodi, in se & suis adjutoribus & subditis, ferre, ipsisque intendere, ut antea, & resistere Fidei Christianæ Oppressoribus possint uberiùs, participationem bono-

ANNO 1326. bonorum, quæ per eos fiunt ubilibet, operum affectantes, ut de bonis hujus mundi cœlestia nancisci, & Regum Domino congregare æternaliter mæreamur, pro prædecessorum, primogenitorum, ac hæredum nostrorum, nostraque animarum salute, nec non peccaminum nostrorum remedio, ipsis Magistro & Fratribus, ac toti Ordini, communicatâ manu, pari consensu ac unanimi voluntate, nulla fraude inducti, seu dolo aliquo circumventi, purè, liberè, & irrevocabiliter inter vivos, nomine simplicis puræque eleemosynæ propter Deum, & venerationem gloriosæ Virginis Mariæ, de liberalitate & munificentia Regia, consensu nostrorum fidelium accedente, damus, donamus, & conferimus terram Pomeraniæ, & quicquid ad eam, vel in ea, in toto, vel in ejus parte nobis, hæredibus & successoribus nostris Bohemiæ, & Poloniæ Regibus aut Reginis, juris, proprietatis, dominii, aut actionis competit hactenus, aut competere poterit, quomodolibet in futurum, ad habendam, tenendam, & regendam, uti fruendam & possidendam, per eosdem Magistrum & Fratres, successoresque eorum, ac totum Ordinem, Jure proprietatis perpetuo, pacificè, & quietè, quicquid eis, aut suis successoribus deinceps placuerit, in perpetuo faciendum, cum omnibus & singulis, quæ infra prædictam Terram, seu intra aut supra, vel etiam subtus Terram eandem, cum accessibus & regressibus suis continentur, cum omnibus videlicet suis juribus, appendiis, pertinentiis, Civitatibus, Oppidis, Castris, Villis, allodiis, campis, agris cultis & incultis, pratis, hortis, montibus, Vallis, planis, rubetis, deserto, viis & inviis, fluminibus, ripis, rivis, stagnis, aquis, aquarum decursibus, molendinis in aqua vel ad ventum expositis, venationibus, occupationibus, piscationibus, piscinis, Jurisdictionibus, monetis seu theloneis, Jurispatronatibus Ecclesiarum, feudis, vasallatibus, militiis, clientibus, censitis, agricolis, servitoribus, omagio quocumque seu alio quovis titulo, censibus, redditibus, proventibus & fructibus: & universaliter cum omnibus & singulis utilitatibus, quæ habentur supra, infra, vel intra Terram prædictam, vel etiam sub Terra eadem mineris, vel metallis, auri, argenti, cupri, stanni, plumbi, ferri, vel generis alterius cujuscumque, ut puta, lapidibus, sale, vel aliis obventionibus quibuscumque, & in quibuscumque rebus consistant, in integrum cum omni usu, seu requisitione nobis, aut alteri nostrum successoribus, aut hæredibus nostris ex eis, vel pro eis rebus, aut aliqua earum modo quolibet pertinente. Nihil in eadem terra aut suis pertinentiis, nobis, hæredibus, vel successoribus nostris, proprietatis, Juris, actionis, vel Dominii penitus reservantes. Ut autem hæc præsens Donatio nostra, purè & simpliciter propter Deum, sicut providè & rationabiliter, ac justæ donationis titulo celebrata & consumata, robur perpetuæ obtineat firmitatis, promittimus nostro, hæredum, ac successorum nostrorum nomine, contra eam nullo unquam tempore facto aut jure facere, vel venire per nos vel alios, publicè aut occultè, in toto vel in parte, nec eam revocare in vita vel in morte, occasione ingratitudinis cujuscumque, seu tam præsentium quàm supervenientium liberorum. Volentes ad majorem certitudinem seu etiam cautelam, ex nunc inclytus Carolus primogenitus noster, fide præstitâ, corporalis loco juramenti, spondeat & promittat dictis Magistro & Fratribus, pro se suisque successoribus stipulantibus, quod dictam Terram, seu aliquam ejus partem, per se vel alios, nullo unquam tempore impetet, de jure vel de facto, modo aliquo, seu inquirat: sed ipse cum omnibus suis conterminis, donationem hujusmodi ratam, gratam habeat firmiter in futurum. Renunciantes sponte & expresse, pro nobis, nostrisque successoribus & hæredibus universis, exceptioni, doli mali, in factum actioni, beneficio restitutionis in integrum, constitutioni, & consuetudini cujuslibet contrariæ, Literis & Indulgentiis Apostolicis, Imperialibus, seu à Romanis Regibus impetratis, vel etiam impetrandis, omnique Juris Canonici vel Civilis auxilio, per quod nobis, hæredibus, aut successoribus nostris sæpefatis, posset aliquo modo suffragium, Magistro verò aut Fratribus seu ipsi etiam Ordini præjudicium quomodolibet generari: Imò etsi ipsa Terra, seu aliqua ejus pars Pomeraniæ, per inclytam Dominam Elisabeth Bohemiæ & Poloniæ quondam Reginam relictam quondam recolendæ memoriæ Venceslai olim Bohemiæ & Poloniæ Regis, soceris & prædecessoris nostri, vel hæredes ejus, fuerit impedita, ipsam Terram & quamlibet ejus partem, ab impetentibus & quolibet impetente, disbigare & liberare nostris promittimus laboribus & expensis. In quorum omnium testimonium & cautelam, præsentia scripta fieri, & sigillis nostris jussimus communiri. Actum & Datum in Thorun Dominica *Invocavit*. Annô Domini millesimo tricentesimo vigesimo nono. Præsentibus Spectabilibus & Nobilibus viris fidelibus nostris, Jofrido Comite de Lunigi, Henrico Comite de Wilnow, Ulrico Domino de Hanow, Petro de Hezeburg, Henrico de Lippa Juveni, Vilhelmo de Lankstein, Cunone de Kolurz, Othone de Bergaw, Bernardo de Sumeburg, & aliis plurimis fide dignis, quos in omnium supradictorum testes duximus requirendos. ANNO 1329.

CLXVIII.

Contract de Mariage entre JEAN DE SAVOYE *fils de Louïs de Savoye, &* MARGUERITE DE CHALON, *fille du Comte d'Auxerre, fait au Château de Treffort, le* 14. *Mars*, 1329. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 639.] 14 Mars. SAVOYE & AUXERRE.

C'EST li traitiez faiz par Monsieur de Savoye & par Madame de sainct Julien de faire Mariage entre Monsieur JEAN DE SAVOYE, Fils de Monsieur Loys de Savoye Seigneur de Vuaut & Damoiselle MARGARITE DE CHALON Fille de Monsieur d'Auxerre.

Premierement li diz Monsieur Loys promet & jure donner en leal Espoux ledit Monsieur Jean son Fil à ladite Damoyselle Marguerite se sainte Yglise si accorde, & li diz Monsieur d'Auxerre promet & jure donner en leal Espouse & Femme ladite Damoyselle Margarite audit Monsieur Jean de Savoye se sainte Yglise si accorde.

Item li diz Monsieur d'Auxerre donne & establet en Mariage pour ladite sa Fille audit Monsieur Loys six cens livrées de terre à petit tornois, le gros tornois d'argent au prix de douze deniers petit tornois assigner & asseoir en la terre de Champagne & de Poisoye à l'affize dou Pays & s'il y deffailloit aucune chose, il le deoit asseoir autre part en sa terre de France au plus pres de ladite terre de Champagne & à celle mesme assise, ensemble mere & mixte empere & Jurisdiction toute aute & basse tele comme il y a li diz Monsieur d'Auxerre.

Item li establet li diz Monsieur d'Auxerre en Mariage dis mile livres de bons estevenans, le gros tornois à quinze deniers, pour lesqueles payer audit Monsieur Loys li diz Monsieur d'Auxerre li assigne les yssues & les emoluments de toute sa partie qu'il ha de son heritage en la Saunerie de Salins, laquelle il ha & part avec le Seigneur de sainct Laurent de la Roche, ensemble la cohertion & les droits de ladite partie & charges desdites dix mille livres desduites chacun an deux mille livres de ladite monnoye, pour payer les charges des assignats sus ladite partie de Monsieur d'Auxerre en tel maniere que li dix Monsieur Loys y mettra receveur pour luy, li quez promettra & jurera audit Monsieur d'Auxerre payer ausditz assignés, lesdites deux mil livres par mois & par semaines selon la coustume de la Saunerie, & ces choses doit Monsieur d'Auxerre faire loer & ratifier au Seigneur d'ou fié & doit rendre li diz receües chescun an devant les gens doudit Monsieur d'Auxerre des yssues, des emolumens & des charges, & ce qui en viendra audit Monsieur Loys desduites lesdites charges, doit estre audit Monsieur Loys en payement & en descharge de la somme dudit Mariage.

Item li diz Monsieur Loys pour lesdits dix mille livres de Mariage estre sauves à ladite Damoiselle Margarite en cas de restitution de Mariage & à li rendre en c'est cas li oblige & assigne les chasteaux, les chastelenies, les mandemens, rantes, yssues, fiez, vassaux & hommes de Chastelnuef en Verromeys de Rochefort, ensemble meres & mixtes emperées & toutes Jurisdictions autes & basses, & tout ce qu'il ha esdits chasteaux & chastellenies en telle maniere que li fruict ne soient compté en sort.

Item establet li diz Monsieur Loys en doaire à ladite Damoiselle Margarite les chasteaux, les chastellenies & les mandements, appartenances, rentes, yssues, fiez, vassaux & hommes de Virieu, de Pierre Chastel & de Cordon, ensemble meres & mixtes emperées & toutes Jurisdictions autes & basses, & tout ce qu'il ha esdits chasteaux & chastellenies, en telle maniere que s'il advenoit cas que li diz Monsieur Jean deffaillist devant li diz Monsieur Loys, que li dite Margarite heust tant seulement ledit chastel & chastellenie de Virieu à la vie

doudit

ANNO 1329. doudit Monſieur Loys, & apres le decés doudit Monſieur Loys lesdites terres, chaſteaux & chaſtellenies à la vie de ladite Margarite ainſin comme deſſus eſt dit.

Item li diz Monſieur Loys promet tous lesdits chaſteaux & chaſtellenies obligés & aſſignés pour Mariage & pour doaire deschargier & délivrer de toutes obligations & de tous creanciers.

Item promet li diz Monſieur Loys faire obliger tous les gens, hommes & vaſſaux desdits chaſteaux & chaſtellenies de obeir à ladite Margarite es cas deſſusdits & de li garder & ſauver ſon Mariage & ſon doaire esdits chaſteaux & chaſtellenies, payé ledit Mariage ou pour tant comme il en ſeroit payé.

Item Monſieur de Savoye dou cui fié ſont ledit chaſtel & chaſtellenies doit ratifier, confirmer & approuver toutes ces choſes & eſtre pleges à ladite Margarite de li ſauver, garder & maintenir ladite aſſignation faite pour ſon Mariage & pour ſon doaire.

Item promet li diz Monſieur d'Auxerre, maintenir, ſauver & garder audit Monſieur Loys ladite aſſignation faite des yſſues de ſadite partie de la Saunerie & celle deschargier de toute obligation, ſauf lesdites charges des aſſignez jusques à lesdites deux mille livres & non outre & dudit Monſieur Loys eſtre tenus de eviction.

Item li diz Monſieur Loys promet maintenir, ſauver & garder à ladite Margarite les chaſteaux & les chaſtellenies à li aſſignés pour ſon Mariage & pour ſon doaire & à li eſtre tenus de eviction.

Item pour contemplation doudit Mariage doudit Monſieur Jean & de ladite Margarite, Meſſires de Savoye donne esdits Meſſires Jean & Margarite dix livres de gros tornois par an en tel maniere que il le tiennent dou fié doudit Monſieur de Savoye, & ſe cas advenoit que li diz Monſieur Jean deffaillit devant ladite Margarite, que lesdites dix livres viegnent à ladite Margarite & ſemblablement ſe ladite Margarite deffaillit devant ledit Monſieur Jean, lesdites dix livres viegnent audit Monſieur Jean & apres le decés de eus és Enfans qui ſeront doudit Mariage & ſe ils deffailloient ſans Enfans de eus, elles retorneſſent à Monſieur de Savoye, ou à ſon hoir Comte de Savoye & lesdites dix livres doit & promet li dis Meſſieurs de Savoye aſſeoir ſoffiſement.

Et toutes ces choſes ſe doivent deerier à dire des ſages en la meillour maniere con porra & ſe doivent ſeller les Lettres des ſeaux Monſieur de Savoye, Monſieur d'Auxerre & Monſieur Loys & l'Official de Lyon. Fait au Chaſteau de Treffort le XIV. Mars M. CCC. XXIX. Preſens Edouard Seigneur de Beaujeu, Philippe de Vienne Seigneur de Piemont, Beraud de Coligny Seigneur d'Andelot, Galois de la Baume, Jean Seigneur de Corgenon, Philippe de Buſſy, Girard Seigneur de Varey dit la Guespe, Lancelot de Chandée, &c.

CLXIX.

29. Mars *Litteræ* WENCESLAI *Mazoviæ Ducis; Quibus terram ſuam* Mazovienſem *cum pertinentiis,* JOANNI *Bohemiæ Regi reſignat, & rursùs ea à dicto Rege in Feudum recipit; Promittens eum contrà omnes homines adjuvare. Datum Plock quarta feria poſt Dominicam* Oculi, *annò* 1329. Cum TRANSSUMPTO *dictarum Litterarum per* SIGISMUNDUM *Romanorum Imperatorem atque* ALBERTUM *Auſtriæ Ducem facto Viennæ die* 20. *Martii anno* 1426. [LUNIG, Teutſch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortſetzung I. Abſatz III. pag. 325.]

NOS Sigismundus DEI Gratiâ Romanorum Rex, & Albertus eâdem Gratiâ Dux Auſtriæ, Styriæ, Carinthiæ &c. &c. Marchio Moraviæ, notum facimus tenore præſentium univerſis. Quod nos nuper vidimus & auſcultari, ac legi fecimus quandam Literam Illuſtris *Wenceslai Ducis Mazoviæ & Domini Plocenſis*, non abraſam, ſeu cancellatam, ſed integram & ſanam, & omni vitio ac ſuſpectione carentem, ſigillisque veris & non fictis firmiùs communitam, quam ad præſentes noſtras Literas atque ſcripto inſeri & transcribi fecimus, ut ei à quocunque homine adhibeatur fides infallibilis atque firma. Cujus quidem Literæ tenor ſequitur & eſt talis:

Nos Wenceslaus DEI Gratiâ Dux Mazoviæ & Dominus Plocenſis, conſtare volumus, tenore præſentium univerſis: Quod nos poſt habitos inter *Magnificum Principem Dominum Joannem Bohemiæ & Poloniæ Regem ac Lucemburgenſem Comitem Dominum & affinem noſtrum chariſſimum*, ex una, & nos parte ex altera, varios anfractus & diſcordias, ſtatûs & honoris noſtri commodum attendentes de conſilio & favore amicorum & fidelium noſtrorum nomine concordavimus in hunc modum: quòd videlicet, nos, hæredes, & ſucceſſores noſtri prædicti, Terram noſtram Mazovienſem hæreditariam, & ex Gentilium manibus ereptam, ſicut ad nos deducta eſt penitùs liberam, & à nullo unquam Imperatore, aut etiam Rege in feudum priùs receptam, cum caſtris noſtris Plozick, ſcilicet Wiſchehrado & Cosnik, Civitatibus & Villis locatis meis, aut circa ea locandis, Nobilibus, Baronibus, Militibus, Vaſallis & hominibus aliis ac cæteris omnibus & ſingulis pertinentiis ſuis & appendiis, in quibuscunque conſiſtant, aut quocunque cenſeantur nomine, ac bonis aliis quæ nunc poſſidemus vel impoſterum poſſidebimus, titulo ſub quocunque, eis, Regi, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis, ſponte & liberè ex cauſa ſubſcripta reſignare, ac eam, ſeu ea, *ab ipſis Rege, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis Boëmiæ Regibus & Poloniæ*, in feudum perpetuis à data præſentium in antea temporibus, præſtito per nos hæredes & ſucceſſores noſtros fidelitatis debitæ homagio, & corporali nihilominus Juramento recipere & habere, dictisque Regi hæredibus & ſucceſſoribus ſuis, ad requiſitionem eorundem de bonis ſupradictis parere & intendere, tanquam veris noſtris Dominis, ipſisque ſerviendo juvare, contra quemlibet mundi Principem vel hominem fideliter, pro totis noſtris viribus teneamur. Promittentes omnia & ſingula ſupradicta, bonâ fide, dolo & fraude quibuslibet excluſis, firmiter & inviolabiliter conſervare, nec contra ea, vel eorum aliqua Jure vel facto, ullo unquam caſu, vel tempore facere vel venire. Renunciantes expreſſè in omnibus his exceptioni, doli mali, in factum actioni, beneficio reſtitutionis in integrum, conſtitutioni & conſuetudini, quibuslibet omnibus Literis Apoſtolicis, & aliis quibuscunque nobis conceſſis vel concedendis, omnique Juris tam Canonici, quàm Civilis auxilio, quo vel quibus contra præmiſſa, vel eorum aliquod nobis hæredibus & ſucceſſoribus noſtris præfatis quocunque tempore vel modo poſſet in aliquo ſuffragium generari. Imò & ſi fortaſſe (quod Deus avertat) nos ipſi, hæredes, & ſucceſſores noſtri prædicti contra dicta, vel eorum aliquod, modo aliquo & tempore exceſſerimus; volumus ex tunc prout ex nunc, omnia & ſingula bona noſtra quæcunque habuimus, ut prædicitur, ipſo facto fore perdita, & ad ipſos Reges, hæredes & ſucceſſores ſuos legitimè & rationabiliter devoluta. Teſtes ſunt *Illuſtris Princeps Dominus Bolko Dux Falckenbergenſis, Venerabilis in Chriſto Pater Dominus Florianus Epiſcopus, Andreas Subcamerarius, & Joannes Dapifer Plocenſis*, quorum ſigilla unà cum noſtro præſentibus ſunt appenſa. Et quia plura inter fideles noſtros ſigilla non invenimus, ſpectabiles & nobiles viros Joffridum de Linigl, & *Henricum de Wilnow, Comites, Ulricum Dominum in Hanow, Petrum de Roſemberg, & Henricum de Lippa, Juvenem*, teſtes ad præmiſſa invocavimus, qui etiam ad preces noſtras ſigilla ſua appendi fecerunt, in teſtimonium & cautelam omnium præmiſſorum. Datum in *Plock* Anno Domini M. CCCXXIX. Quarta feria poſt Dominicam: *Oculi mei ſemper.*

In cujus rei teſtimonium atque robur præſentes noſtras Literas & inſertiones, ſigillorum noſtrorum appenſione fecimus firmiùs roborari. Datum Viennæ, Anno Domini M.CCCC.XXVI. 20. die Martii Regnorum noſtrorum Anno Hungariæ &c. 39. Romanorum 16. Bohemiæ verò 6.

CLXX.

Literæ JOANNIS *Sileſiæ Ducis, quòd reſignatas* JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi Civitates & Caſtra ſua cum appertinentiis in perpetuum Feudum ab eodem receperit; promittens dicto Regi & hæredibus ejus tanquam veris Dominis omnem obedientiam & fidem ſe exhibiturum. Datæ Wratislaviæ* 3. *Kalend. Maji anno* 1329. [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortſetzung I. Abſatz. III. pag. 284.]

NOS Joannes Dei gratiâ Dux Sileſiæ, & Dominus Stinaviæ ad univerſorum notitiam, tenore præſentium volumus pervenire.

Quod nos deliberatione maturâ & conſiliô diligenti præhabitô, favore quoque & conſenſu fidelium & amicorum

ANNO 1329.

ANNO 1329. corum noſtrorum expreſſis, principaliter hominum, Civitatum & Terrarum noſtrarum ſubſcriptarum attendentes profectum in antea, & commodum, ipſas Terras, Civitates noſtras, & Caſtra, *Stinaviam* videlicet, *Liebin*, *Goram* Civitates, cum Caſtris eis adjacentibus, & bona noſtra, quæcunque poſſidemus, in præſenti vel poſſeſſuri, ſeu habituri ſumus disponente Domino in futuro, cum omnibus ſuis juribus, libertatibus & Dominio, quibus à noſtris ad nos pervenerunt, prædeceſſoribus, ex eo, quod *Magnificum Principem Dominum noſtrum chariſſimum Dominum Joannem Boëmiæ & Poloniæ Regem, ac Comitem Lucemburgenſem*, poſt aſſumptum ſibi Ducatûs, & terræ *Wratislavienſis Dominium* inferendo damna ipſius *Ducatui & Territorio*, diſtrictui, ac hominibus dignoscimur perturbaſſe, in manus Regis ipſius ſponte & liberè noſtrorum hæredum & ſucceſſorum noſtrorum nomine reſignantes, ut nullum contra nos & in anteâ de exceſſibus retroactis, per Regem ipſum, aut alium ſuo nomine inſtauretur judicium, aut ut proferatur ſententia à Rege prædicto, ſuo hæredum ac ſucceſſorum ſuorum nomine in feudum perpetuum recepimus. Promittentes noſtro hæredum & ſucceſſorum noſtrorum præfatorum nomine, ſibi hæredibus & ſucceſſoribus ſuis Bohemiæ Regibus anteà dictis, de cætero Terris, Civitatibus, Caſtris & bonis noſtris ſæpè dictis, tanquam veris noſtris Dominis intendere fideliter & parere, obedientiam & fidem ipſis debitas exhibendo. In quorum teſtimonium præſentes Literas fieri, & ſigillo noſtro majori juſſimus communiri. Datum *Wratislaviæ*, Anno Domini M. CCCXXIX. 3. Cal. Maji.

CLXXI

3. Mai. HENRICI *Ducis Sileſiæ, Domini de Furſtenberg & in Jauer Venditio & Commutatio* JOHANNI *Regi Bohemiæ & ſuis Hæredibus & Succeſſoribus Bohemiæ Regibus, de Civitate* Gorlicenſi; *facta Wratislaviæ in die Inventionis Sanctæ Crucis Anno* 1329. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Appendice Diplomat. atque Documentorum Hiſtoriam Luſatiæ Illuſtrantium Tom. IV. Scriptor. Luſaticor. pag. 188. LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortſetzung I. Abſatz III. von Schleſien pag. 284. d'où l'on a tiré cette Pièce. BALBINUS inter Literas Publicas de Bohemiæ Miſcellaneis Hiſtoricis ejusdem Regni adjectas Vol. I. Part. V. Epiſt. VII. pag. 270.]

In Nomine Domini Amen.

NOS *Henricus Dei Gratiâ Dux Sileſiæ*, Dominus de Furſtenberg & in Jawor, recognoscimus, quod deliberatione maturâ, & conſilio diligenti nobiscum amicis quoque & fidelibus noſtris præhabitis, eorum favore & conſenſu expreſſis, accedentibus, Civitatem noſtram & terram *Görlitz*, quam ab Imperatoribus, aut Rom. Regibus nos, & prædeceſſores noſtri recipere conſuevimus, cum omnibus ſuis juribus & pertinentiis quocunque vocentur nomine, aut quibuscunque conſiſtant exceptis: *Lubano* Civitate & Territorio ejusdem Civitatis, *Resna* Oppido *Forenſi*, *Caychow & Sweta* Caſtris cum ſuis appendiis, nominatim, exceptis etiam *Jaurow* Civitate, *Trybul & Prybus* Caſtris & Oppidis, cum omnibus ſuis Juribus, Dominiis & pertinentiis omnibus, feudis & feudalibus, quæ in terra *Luſatiæ* habere dignoscimur, expreſſis & non expreſſis, *Principi Magnifico, Domino Joanni Bohemiæ & Poloniæ Regi ac Lucembergenſi Comiti ſororio noſtro chariſſimo* vendidimus, & in alia bona vitæ noſtræ duntaxat poſſidenda temporibus mutavimus, nobis de medio ſublatis, relictis per nos, hæredibus & expreſſis vel non expreſſis, & actione quibuslibet remotis ad *Regnum Boëmiæ* liberè reverſura, etiamſi Caſtrum aliquod in bonis eisdem noſtris inſtauraverimus laboribus ac expenſis. *Trautenaw* videlicet, & Curiam cum omnibus ſuis appendiis, bonis feudalibus & hominibus, ſalvis omnibus eorum quibus ad nos pervenerunt Juribus in tantum etiam quod nec collectam nec Steuram generalem quæ *Berna* vulgariter dicitur de eisdem, niſi per Regem ipſum aut ſuos Officiales impoſita fuerit *Regno Boëmiæ*, & tunc taxationem illam, quæ colligitur in Bohemia recipere debeamus, ſecum commutavimus, ſibi hæredibus & ſucceſſoribus ſuis *Boëmiæ Regibus* jure hæreditario præſentibus teſtibus ſubnotatis reſignavimus, noſtro hæredum & ſucceſſorum nomine noſtrorum prædictorum. Exceptioni doli mali, in factum actioni, beneficio reſtitutionis in integrum, omni Juris auxilio, tàm Canonici, quàm Civilis, Literis quoque à Papa, Imperatoribus aut Romanorum Regibus impetratis, vel etiam impetrandis, ac alteri quovis adminiculo, quod vel per ſucceſſionem hæreditariam, aut infeudationem Imperialem, vel alium quemcunque modum, nobis, hæredibus vel ſucceſſoribus noſtris antedictis competeret vel competere fortaſſe poſſet, per quod nobis ſuffragium ferri, *Regi verò, hæredibus aut ſucceſſoribus ſuis* ſæpè dictis, dispendium vel impendium aliquod poſſet generari renuntiantes. Promittentes omnia & ſingula noſtra ſcripta ſuprà, firmiter obſervare, & contra ea, vel eorum alterum, in toto vel in parte, nullo unquam tempore ſive caſu, dolo, fraude, vel ingenio aliquo de Jure vel facto, per nos ipſos alium aut per alios facere, aut venire. ANNO 1329.

In quorum omnium teſtimonium & cautelam præſentes fieri fecimus Literas ſigilli noſtri munimine roboratas. Teſtes ſunt Venerabilis Pater Dominus Witko Episcopus Misnenſis, Illuſtres Principes & Domini, *Rudolphus* ſcilicet Saxoniæ, *Henricus* Wratislavienſis, *Boleslaus* Lignicenſis, *Bolko* Falkenbergenſis, *Bolko* Oppolienſis; *Henricus & Conradus* fratres Glogovienſes Duces, per nos rogati, ſigilla ſua præſentibus appendere, in teſtimonium præmiſſorum. Et nos *Witko* D. G. Misnenſis Episcopus, *Rudolphus* Saxoniæ, *Henricus* Wratislavienſis, *Boleslaus* Legnicenſis, *Bolko* Falkenbergenſis, *Bolko* Oppolienſis, *Henricus Conradus* fratres Glogovienſes Duces, & teſtes ſuprafcripti, venditioni, emptioni, & commutationi, prædictis præſentialiter adfuimus, & ſigilla noſtra rogati, & juſſi per Principem noſtrum Dominum Dominum ſupradictum, ſororium & conſanguineum noſtrum chariſſimum duximus in teſtimonium & robur firmiùs appendenda. Datum & Actum *Wratislaviæ* in die Inventionis ſanctæ Crucis Anno Domini M. CCC. XXIX.

CLXXII.

Litteræ HENRICI *Sileſiæ & Glogoviæ Ducis*; 7. Mai. *Quibus profitetur ſe* JOANNI *Bohemiæ ac Poloniæ Regi ſubjeciſſe, omnesque ſuas Civitates & Caſtra dicto Regi reſignaſſe, atque ea rurſus in feudum recepiſſe. Datum Wratislaviæ die tertia poſt Dominicam* Miſericordiæ *anno* 1329. [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortſetzung. I. Abſatz III. pag. 285.]

NOVERINT univerſi tàm præſentes quàm poſteri notitiam præſentium ac copiam habituri. Quod *nos Henricus Dei gratiâ Dux Sileſiæ & Glogovienſis, ac Dominus Saganenſis*, ob ſpecialis amoris affectum, quem erga *Magnifici Principis, Domini Joannis Boëmiæ & Poloniæ Regis ac Lucemburgenſis Comitis, Domini noſtri chariſſimi*, gerimus Celſitudinem, habito nobiscum, amicis quoque ac fidelibus noſtris conſilio diligenti, ac deliberatione maturâ, accedentibus etiam favore & conſenſu eorundem expreſſis ad ſcripta, bonum in hoc noſtrum principaliter, conſequenter *autem fidelium, Terrarum, Civitatum, hominum & bonorum noſtrorum omnium infra ſcriptorum commodum*, ſtatumque in antea pacificum perpendentes *Princeps & Vaſallus ſuus, hæredum ſucceſſorum ſuorum Boëmiæ Regum, ac ipſius Regni Bohemiæ* in perpetuum fieri & fore decrevimus, omnia & ſingula bona noſtra ſub eisdem libertatibus & Juris, quibus à *Prædeceſſoribus noſtris*, ad nos perveniſſe noscuntur, omnes terras noſtras, quas ad præſens poſſidemus vel poſſidebimus, quocunque titulo in futurum tàm circa quàm ultra fluvium, qui Odera dicitur, cum Civitatibus, ac Caſtris eis adjacentibus, ac aliis Sagano, videlicet Vreniſtat, Sprotaw, Grunumberg, Krozzen, Nuemburg, Wartemberg, Malnitz, Puſa, Pobursberg, Czulchouw, Swicozin, Lubnaw, Brutnicz, Bentſchicz, Kopanicz, Standendorff, Netka, Babinmoſt, Premund, Prſchbrow, Trebechow, cum cæteris fortalitiis & munitionibus noſtris, omnibus appendiis, Dominiis, Osgridis, Villis, Allodiis, feudis, feudalibus, Nobilibus & plebejis, Juribus, redditibus, proventibus & utilitatibus earundem quocunque vocentur nomine, vel in quibuscunque conſiſtant, noſtro, hæredum & ſucceſſorum noſtrorum Sileſiæ, & Glogoviæ, Ducum ac Dominorum Saganenſium nomine in Regis ipſius manibus ſponte & liberè reſignantes ab eo in feudum recepimus perpetuum,

ANNO 1329. factoque sibi per nos fidelitatis debitæ homagio præstito corporali nihilominus Juramento, ipsi Regi, hæredibus & successoribus suis prædictis tanquam veris Dominis nostris, velut Princeps & Vasallus eorum, Regnique Bohemiæ antedicti parere deinceps promisimus & intendere in eosdem & contra quemlibet Principem & hominem ipsos pro viribus fideliter adjuvare. Reservata nobis ædificandi ac restaurandi munitiones novas in terris nostris & bonis præmissis & destruendi veteres ubicunque, & quocunque nobis videbitur pro nostro terrarum prædictarum, & hominum nostrorum commodo expedire, libera facultate volentes & firmiter statuentes, ut si forte nos hæredes aut successores nostri sublati de medio fuerimus, hæredibus legitimis & præcipue masculis non relictis, extunc bona nostra, *Terræ*, *Civitates & Oppida*, cum omnibus pertinentiis suis, ut prædicitur, *ad fratres nostros Principes, Illustres Dominum Conradum videlicet Ducem Sileſiæ & Glogoviæ, Dominum Olsnenſem, Dominum Joannem Ducem Sileſiæ & Glogoviæ, ac Dominum Stynaviæ, hæredesque masculinos* duntaxat si quos reliquerint, *ad Regnum Bohemiæ* prædictum liberè & hæreditariè debeant pertinere, hoc tamen adjiciendum duximus nominatim, quòd si nos ipsi hæredes vel successores nostri præfati, cum *Clericis, Civibus, Ruſticis & Judæis* nostris, aliquid causæ quæstionis vel Judicii instauraverimus, de his & hujusmodi, Rex hæredes & successores sui prædicti, nobis, hæredibus vel successoribus nostris superstitibus intromittere se non debeant quovis modo; Si verò Nobiles vel fideles terrarum nostrarum supra scriptarum, debitam per nos, hæredes & successores nostros de suis quæstionibus, aut causis nobis motis de quibus juxta Literarum Regalium datarum nobis continentiam secundum fidelium nostrorum sententiam, & dictamen subire tenemur & facere Judicium, assequi non possint Justitiam, Regem hæredes & successores suos prædictos adire poterunt, liberè querelas ipsorum proponere & defectus. Nosque hæredes & successores nostri prædicti citati ibidem coram Rege videlicet, hæredibus & successoribus suis, Boëmiæ Regibus, ubicunque *Boemiæ* fuerint aut *Poloniæ*, cum altero verò Principe per eos ad hæc Juridice deputatos, sisti tenebimur in terra Wratislavienſi duntaxat, Judicio facere & subire de nobis, hæredibus vel successoribus nostris conquerentibus quibuslibet justitiæ complementum, illud insuper specificè decrevimus exprimendum: Quod si fortasse, *nos, hæredes & successores nostros gravatos* inopiâ, debitis aut aliâ causâ rationabili aliquâ, territorii & Dominii aliquantum de nostris vendere aut obligare contingeret, munitionem, Principi nobis æquali, aut etiam territorium nostrum habentem seu Dominium alteri ipsi *Regno Boemiæ* competendi munitionem eandem sive Dominium habeat & territorium, sive non, vendendam & obligandam ipsis, *Regi, hæredibus & successoribus suis* exhibere præ cæteris debeamus, qui se ipsam emere vel in pignore recipere voluerit, Princeps ipse munitionem prædictam, territorium videlicet habentem emens, aut pignore tenens, in feudum ipsam recipere tenebitur, ab eisdem ipsisque tanquam suis veris Dominis parere, servire, intendere de eadem. Alter verò non Princeps emens vel pignore tenens munitionem nostram, ut prædicitur, territorium aut Dominium non habentem, à nobis hæredibus & successoribus nostris eam in feudum suscipere tenebitur hoc adjecto: quòd *Rex, hæredes aut successores sui* antedicti munitiones supradictas pro summa eadem, in qua obligatæ fuerint vel venditæ, redimere valeant, quomodo velint. Illud etiam nollemus præterire, quod si Rex, hæredes vel successores sui prædicti, nos hæredes vel successores nostros prò præstando ipsis per nos adjutorio ad partes extra Bohemiam & Poloniam evocaverint alienas, convenientiam nobis debitam, ne servitiis nimiis & importabilibus prægravemur, teneatur facere. In quorum omnium testimonium præsentes fieri jussimus Literas sigilli nostri robore communitas. Datum & Actum *Wratislaviæ* feriâ tertiâ post Dominicam Misericord. Anno Domini ejusdem M. CCCXXIX.

CLXXIII.

10. Mai. *Litteræ* CONRADI *Sileſiæ & Glogoviæ Ducis; Quibus se suaque bona omnia in perpetuum* JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi subjicit. Datum Wratislaviæ* 1329. *6. Idus Maji.* [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortſetzung I. Abſatz III. p. 285.]

NOverint universi, tam præsentes quam posteri notitiam præsentium ac copiam habituri. Quod quia nos *Conradus Dei gratia Dux Sileſiæ & Glogoviæ, ac Dominus in Olſna*, ob specialis Amoris Affectum, quem erga *magnifici Principis, Domini Joannis Boëmiæ & Poloniæ Regis ac Comitis Lucemburgenſis Domini nostri chariſſimi*, gerimus Celsitudinem, habito nobiscum, amicis quoque ac fidelibus nostris consilio diligenti, ac deliberatione matura, accedentibus etiam favore & consensu eorundem expressis, ad subscripta, bonum in hoc nostrorum principaliter consequendum, ac *fidelium, Terrarum, Civitatum, honorum & bonorum nostrorum omnium infra ſcripturum commodum*, statumque in antea pacificum perpendentes, *Princeps & Vaſallus suus hæredum ſuccesſorum ſuorum Boëmiæ Regum, ac ipſius Regni Bohemiæ* in perpetuum fieri & fore decrevimus, omnia & singula bona nostra sub eisdem libertatibus & juribus, quibus *prædeceſſoribus nostris*, ad nos perveniſſe noscuntur, omnes terras nostras, quas ad præsens possidemus, vel possidebimus, quocunque titulo in futurum tam citra quam ultra fluvium, qui Odera dicitur, cum *Civitatibus Wartemberg, Myllez, Trebnitz, Trachenberg, Walow, Lubeſt, Winchra, Herrenſtadt*, cum omnibus suis appendiis, Dominiis, Oppidis, Villis, Allodiis, feudis, feudalibus, Nobilibus & plebeiis &c. ut in superioribus Principum Sileſiæ Literis.

ANNO 1329.

In quorum omnium testimonium præsentes Literas fieri & sigilli nostri munimine jussimus communiri. Datum & Actum *Wratislaviæ* Anno Domini M. CCC. XXIX. sexto Idus Maii.

CLXXIV.

6. Juin. ANGLETERRE & FRANCE. *Hommage prêté par* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE VI. *Roi de France, pour le Duché de Guyenne, & la Pairie de France. Fait à Amiens, le 6. Juin*, 1329. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 389. d'où l'on a tiré cette Pièce. G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 132.]

Au nom de Dieu, Amen.

SCACHENT tous, par la teneure de ce public Instrument, que, presens nous Notaires & Tabellions publics, & les Temoins cy dessous nommés, vint en la presence de Tres Haut, Tres Excellent Prince, nostre Tres Cher Sire, Philippes, par la grace de Dieu, Roy de France, & comparut, en sa Perſonne, Haut & Noble Prince, Monseigneur Edovard, Roy d'Angleterre (&, avec lui, Reverend Pere, l'Evesque de Lincolne, & grande foison de ses autres Gens & Conſellers) pour faire son Hommage, de la Duché de Guyenne, & de la Pairrie de France, au dit Roy de France.

Et lors, Noble Homme, Monseigneur Mille de Noyers, qui estoit de costé le dit Roy de France, dit, de par le Roy de France, au dit Roy d'Angleterre en cette maniere;

SIRE, le Roy ne vous entend point a recevoir ainſi, comme il a esté dit á vestre Conſiel, des Choſes qu'il tient, & doit tenir, en Gascogne, & en Agenois; les quelles tenoit, & devoit tenir, le Roy Charles, & de quoy le dit Roy Charles fit Proteſtation, qu'il ne vous entendoit á recevoir a son Hommage.

Et le dit Evesque de Lincolne dit, & Proteſta pour le dit Roy d'Angleterre, que, pour choſe, que le Roy d'Angleterre, ou autre pour luy, diſt ou fiſt, il n'entendoit á Renouncer á nul Droit qu'il euſt, ou deuſt avoir, en la Duché de Guyenne, & és appartenances; & que aucuns Droits nouveaux y fuſſent, pour ce, acquis au dit Roy de France.

Et, ainſi Proteſtè, le dit Evesque bailla á Noble Homme, le Vicomte de Melun, Chambellan de France, un Cedule, ſur le dit Hommage, dont la teneur eſt cy deſſous escrite.

Et lors dit le dit Chambellan au Roy d'Angleterre ainſi, SIRE, vous devenez Homme du Roy de France, Mon Seigneur, de la Duché de Guyenne, & de ſes appartenances, que vous recognoiſſez à tenir de luy, comme Duc de Guyenne, & Pair de France, ſelon la forme des Paix, faites entre ſes Devanciers, Rois de France, & les veſtres, ſelon ce que vous, & voz Anceſtres, Rois d'Angleterre, & Ducs de Guyenne, avez faits par la meſme Duché a ſes Devanciers, Roys de France;

Et

ANNO 1329.

Et lors le Roy d'Angleterre dit, (1) VOIRE.

Et le dit Chambellan dit apres ainſi ; & le Roy de France, noſtre Sire, vous recoit, ſauvez ſes Proteſtations, & les Retenues deſſus dites ;

Et le Roy de France dit, VOIRE.

Et lors (les Mains dudit Roy d'Angleterre, miſes entre les Mains dudit Roy de France) baiſa en la bouche le dit Roy d'Angleterre.

La teneur de la Cedule, que bailla le dit Evesque pour le Roy d'Angleterre, s'enſuit ;

Je deviens voſtre Homme de la Duche de Guyenne, & de ſes appartenances, que je Clame tenir de vous, comme Duc de Guyenne, & Pair de France, ſelon la forme de Paix, faites entre vos devanciers & les noſtres, ſelon ce que Nous & noz Anceſtres, Roys d'Angleterre, & Ducs de Guyenne, avons fait, pour la meſme Duchee, à voz Devanciers Roys de France.

Ce fut fait à Amiens, Choeur de la grande Egliſe, l'An de Grace M.CCC.XXIX. le VI. jour de Juin, Indiction XII. XIII. du Regime de noſtre Tres St. Pere le Pape Jean XXII. preſens, & à ce appellez Temoins,

Reverends Peres en Dieu, les Evesques
De Beauvais,
De Laon,
Et de Senlis :
Et, Hault Prince, Monſeigneur Charles, Comte d'Alenzon,
Monſeigneur Eudes, Duc de Burgogne,
Monſeigneur Lovis, Duc de Burbon,
Monſeigneur Lovis, Comte de Flanders,
Monſeigneur Robert de Artois, Comte de Beaumont,
Et le Comte d'Armagnac :
Les Abbes,
De Cluguy,
Et de Corbie :
Le Seigneur de Beajeu, & Bernard Sieur d'Albret :
Math. de Trye, & Robert Bertrand, Marchaux de France :
Item,
Reverend Per' l'Evesque St. Dam,
Henry Seigneur de Percy,
Robert Uffort,
Robert de Waſtevill,
Robert de Mesville,
Guillaume de Montague,
Gilbert Talbot,
Jean Maltravers, Seneschal du Roy d'Angleterre,
Geoffroy de Stropt :
Et pluſieurs autres Temoins, à ce appellez & requis.

(1) *Mezerai* dit qu'*Edouard* ne rendit cet hommage que de bouche, & en paroles generales ; voulant auparavant prendre conſeil de ſes Barons : & qu'étant de retour en Angleterre, il envoya au Roi *Philippe* des Lettres ſeellées de ſon grand ſeau, par leſquelles il declaroit que cet hommage étoit lige. Cependant celui-ci paroit aſſez expres & poſitif. [Voyez dans la ſuite une Piece tirée de *Rymer*, du 30. Mars 1331]

CLXXV.

1. Sept. ECCLESIASTIQUES DE FRANCE.

Aſſemblée des PRELATS *& des* BARONS *du Royaume de France, en préſence du Roi* PHILIPPE VI. *touchant la juriſdiction temporelle des Eccléſiaſtiques, faite le* 1. *de Septembre*, 1329. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 133.]

(2) ANno Domini M. CCC. XXIX. die prima menſis Septembris Dominus Philippus de gratia Dei Francorum Rex Chriſtianiſſimus, filius quondam claræ memoriæ Domini Caroli Comitis Valeſii, mandavit Prælatos & Barones Regni Franciæ ad diem octavarum feſti B. Andreæ proximo ſubſequentis convenire per Litteras ſuas infra ceram incluſas. Quarum quidem Litterarum, Prælatis videlicet directarum, tenor ſequitur & eſt talis.

§ 2. Philippus Dei gratia Francorum Rex, dilecto & fideli noſtro Epiſcopo Eduenſi, ſalutem. Quanto magis ſcientia divina, divinarumque Scripturarum notitia, ac cæterarum virtutum magiſtra rerum experientia, vigent in vobis : tanto plenius noſtris, quantum & qualiter omnes & ſinguli Clerici & Laici regni, tanquam membra ſimul in uno corpore viventia, ſibi ad invicem tenentur compati, mutuumque præſtare conſilium & auxilium, ſpiritualiter & temporaliter, ad defenſionem & cuſtodiam unitatis & pacis optatæ cunctis mortalibus & veræ unionis ; & contraria, ſuis quique contenti juribus, pro viribus propulſanda. Cum igitur ad noſtram ductum fuerit notitiam, quod vos gentesque & Officiales veſtri aſſeritis, per Baillivos & alios Officiarios noſtros, & per Barones aliquos regni noſtri, vobis ac Subditis veſtris ; dictique Baillivi & Officiales noſtri ac Barones prædicti, aſſerunt etiam per vos & Officiales veſtros, ac per Curiarum veſtrarum Satellites & Curſores, nobis & ipſis, noſtrisque & eorum Subditis quam plura fuiſſe retroactis temporibus illata, & in præſenti adhuc inferri hinc inde gravamina, inſolitasque & indebitas novitates, propter quas illius veræ unitatis connexio, quæ inter vos & ipſos vigere debet, ut eſt dictum, ſuæ quodammodo indiſſolubilitatis integritatem amiſit. Quod ſi nobis, qui Subditorum noſtrorum, tam Clericorum quam Laicorum, concordiam & unitatem diligimus, displicet, non eſt mirum. Et idcirco, volentes ſuper his de ſalubri remedio, quantum cum Dei adjutorio poſſimus, providere, requirimus vos, nihilominus tenore præſentium mandantes, quatenus ad diem octavarum feſti Sancti Andreæ proximè venturum, Pariſius perſonaliter interſitis, adviſi ſuper gravaminibus & novitatibus, quæ & quas per prædictos aſſeritis vobis fuiſſe illata & illatas. Nos autem prædictis Baillivis & Officialibus noſtris atque Baronibus damus per noſtras alias Litteras in mandatis, ut dicta die Pariſius ſimiliter interſint perſonaliter, adviſi ſuper gravaminibus & novitatibus, quas ſibi & Subditis ſuis per vos & Officiales veſtros aſſerant fuiſſe illatas : ut ſuper omnibus & ſingulis hinc inde illatis gravaminibus, per nos & Conſilium noſtrum, de tam ſalubri poſſit remedio provideri, quod inter vos & ipſos amoris vinculum incorruptibile & ſinceræ caritatis affectio indiſſolubilis futuris temporibus debeant obſervari. Datum Pariſ. prima die Septembris, anno prædicto, die Veneris.

§. 3. Die verò ſuperius in dictis Litteris contenta Prælati Pariſius convenerunt die Veneris, XV. menſis Decembris in Palatio Regali, & comparuerunt coram Rege ibidem Prælati ad invicem, videlicet Domini, Bituricenſis, Auxitanus, Turonenſis, Rotomagenſis, Senonenſis Archi-Epiſcopi, Belvacenſis, Catalaunenſis, Laudunenſis, Pariſienſis, Noviomenſis, Carnotenſis, Conſtantienſis, Andegavenſis, Pictavenſis, Meldenſis, Cameracenſis, Sancti Flori, Briocenſis, Cabilonenſis & Eduenſis Epiſcopi. Qua die ipſo Rege ſedente, & Conſiliariis ſuis, nec non aliquibus Baronibus ibidem aſſiſtentibus, & facta Dignitati Regiæ reverentia per Prælatos, nobilis & discretus Vir Dominus Petrus de Cugneriis Miles & Conſiliarius dicti Domini Regis, in præſentia omnium & in publico locutus eſt pro Rege, facto themate ſuo : *Reddite quæ ſunt Cæſaris, Cæſari, & quæ ſunt Dei, Deo.* Et proſecutus eſt juxta illud thema, materiam ſuam, concludendo ad duo. Primo, quod Regi debebatur reverentia & ſubjectio : ſecundò, quod debebat eſſe ſpiritualium & temporalium diviſio, ut ſpiritualia ad Prælatos, & temporalia ad Regem & Barones pertinerent : & hoc probavit per multas rationes Facti & Juris. Et finaliter concluſit, quod Prælati eſſent contenti ſpiritualibus, & in eis defenderet eos Rex.

§. 4. Sequuntur articuli, in quibus uſurpatam ab Eccleſiaſticis juriſdictionem temporalem ajebat. His auditis dixerunt Prælati, quod ſuper his volebant deliberare : & fuit aſſignata dies Veneris ſequens : qua die reſpondit pro Prælatis dictus Dom. electus Senon. & propoſuit infra ſcripta apud Vincennas, ubi Rex tenuit dictam diem, dicens ſic : Quia Dominus Petrus de Cugneriis pridie proponens contra Eccleſiam Gallicanam, cepit thema ſuum, quod ſcribitur Matth. 22. *Reddite quæ ſunt Cæſaris, Cæſari, & quæ ſunt Dei, Deo* &c. Et paulo poſt : Ut ergo reſpondeam præmiſſis ſecundum concordantiam vocalem & realem : accipio quod dictum eſt 1. Petri 2. proteſtatione præmiſſa, quod quidquid dicturus ſum, volo dicere non ad finem ſubeundi quodcumque judicium, ſed ſolum ad Domini Regis & ei aſſiſtentium conſcientiam informandam. Tum prolixam Orationem inſtituit, qua primum de reverentia Regibus debita, eorumque poteſtate ſumma differit ; deinde probat contra Petrum de Cugneriis, poſſe perſonæ Eccleſiaſticæ convenire juriſdictionem temporalem ſimul cum Eccleſiaſtica.

§. 5. Altera autem die Veneris immediate ſubſequente, videlicet die 24. Decembris, in Palatio Regali Pariſius convenerunt Prælati, & Rege ibidem more ſolito ſeden-

(2) Cette Aſſemblée ſe tint ſur la plainte des Juges Royaux, à l'égard des uſurpations des Eccléſiaſtiques. Mais, depuis ce tems les choſes ont tellement changé, que ceux-ci croyent avoir autant de ſujet de ſe plaindre, que les Juges Royaux en avoient alors. Sur quoi on peut voir le *Teſtament Politique du Cardinal de Richelieu.*

ANNO 1329. sedente, assistentibus sibi Consiliariis suis & Baronibus, reverendus Pater Dominus Petrus Bertrandi, divina providentia Eduensis Episcopus, locutus est in publico coram Rege, facto pro themate suo, Genes. 18. *Ne indigneris, Domine, si loquar.*

§. 6. Quod thema applicuit ad hoc, quod propter Regis magnificentiam, Consilii sui prudentiam, & loquentis insufficientiam (cum magnum negotium esset) loqui formidabat. Sed regia benignitate confisus, audaciam assumebat: & quia fuerat sibi à Dominis Prælatis injunctum. Deinde fecit thema suum tale: Psalm. 89. *Domine, refugium factus es nobis.*

§. 7. Et persecutus est thema, Regis magnificentiam commendando: deinde vocationem suam ad Regnum Franciæ, quasi mirabilem declarando: tertio, quomodo debet esse pugil Ecclesiæ, ostendendo. Et ista probavit satis breviter per auctoritates & rationes multas. Postmodum respondit ad ea, quæ proposita fuerunt per dictum Dominum Petrum de Cugneriis, in modum infra scriptum, ad informandam conscientiam Domini Regis, & ad præstandum consilium super prædictis dumtaxat, & non ad finem ordinandi judicii, seu responsionis faciendæ, per quam sententia, ordinatio, vel statutum, aut quivis alius processus sequi possent, vel jus aliud personæ cuicumque acquiri. Tum multis refellit sexaginta sex argumenta Petri de Cugneriis.

§. 8. Quibus rationibus sic factis per dictum Episcopum, fuit petitum ex persona Domini Regis, quod præfatæ responsiones, prout dictæ fuerant & propositæ, verbotenus in scriptis redigerentur & traderentur. Super quibus petitis, Prælati ad invicem diligenter habuerunt deliberationem: & tandem deliberaverunt inter se tradere, loco responsionum prædictarum, Domino Regi cedulam infra scriptam in Gallico, licet sit in Latino translata, cujus tenor sequitur in hæc verba.

§. 9. Supplicant Regiæ Majestati Prælati præsentes (tamen se aliquo judicio minime submittendo) quod si ei placeat jura, libertates, privilegia canonica, consuetudines & saisinas, quæ & quas Ecclesiæ Gallicanæ habent & habuerunt temporibus retroactis, eis defendere & servare, specialiter super cognitione actionum personalium, realium & mixtarum, nec non & introductarum, maximè inter Laicos. Item super cognitione contractuum initorum coram Judice seculari. Item quod non impediantur super Inventariis faciendis de bonis defunctorum, quorum de jure vel consuetudine, vel compositione executores existunt. Item quod non impediantur super cognitione hypothecarum, quam habent de jure vel consuetudine. Item quod non impediantur super cognitione viduarum & pupillorum, & super bonis intestatorum, quantum ad eos pertinet de consuetudine vel de jure. Item quod non impediantur in quacumque parte Diœcesis suæ quin possint habere suos Officiales, & suos Clericos capere, & ab ipsis Clericis nec non à Laicis emendas pecuniarias exigere debitas de consuetudine vel de jure. Item quod non impediantur super cognitione rerum futurarum à personis Ecclesiasticis. Item quod tam super captione, quam super cognitione Clericorum non conjugatorum & conjugatorum, eorum jura & consuetudines observentur & confirmentur eisdem: quia vobis manifestè ostenderunt, quod hæc debent fieri de jure divino & humano. Item significant Regiæ Majestati, quod super abusibus quos aliqui conquerentes imponunt Officialibus & gentibus suis, dicendo, quod ipsi abutantur, eis imponendo crimina, ut redimant, & emendas ac expensas ab innocentibus exigendo, proferendoque sententias excommunicationis, una sola citatione non peremtoria præcedente, ac super eo quod propositum fuerat contra ipsos Prælatos, quod ipsi conferebant tonsuras indignis; & dicti eorum Officiales imponunt malitiosè Laicis pro extorsione pecuniarum inde ab eis exigendarum, quod ipsi sunt circa fidem suspecti, quodque Clericos super maleficiis accusatos, & eis redditos per Judicem sæcularem, dimittunt impunitos. Item quod labores & expensas multis irrationabiliter conferunt, prætextu participationum cum excommunicatis. Item quod Laïcis malitiosè usuras imponunt, ut redimant se, & conjugatis tam viris, quam mulieribus quod adulteria commiserunt. Item super abusibus, quos facere dicuntur Procuratores eorum, & super abusibus, quos Religiosi faciunt in multis Civitatibus. Item super injuriis & gravaminibus, quæ aliqui, ut dicitur, faciunt ratione privilegiorum eis indultorum. Item super eo, quod dicitur, quod litigantes in Curia Ecclesiastica contra officium, non reperiunt Advocatos: nec non super omnibus aliis, in quibus eorum Officiales invenirentur negligentes, abusi fuisse vel convicti, tam in prædictis quàm aliis, quæ si scirent, non permitterent ullo modo ipsi, & sunt parati corrigere, & facere corrigi & emendari, & pro futuris temporibus, tam per Statuta Synodalia & Provincialia, quam per alia, quæ poterunt bona remedia salubriter providere. Super aliis verò articulis supplicant dicti Prælati, quatenus jura Ecclesiæ, sive de jure, aut per privilegium, seu compositionem vel consuetudinem acquisita, placeat Domino Regi servare & defendere, ac etiam confirmare; ubi autem in dictis Capitulis essent aliqua contra jus, privilegium, consuetudinem vel compositionem, ipsi Prælati nollent ea aliqualiter sustinere. Supplicant iidem Domino Regi, ut pro Dei honore, in statu, in quo sui boni prædecessores tenuerunt Ecclesiam, ipse eam teneat & defendat, nec ei faciat aliquam novitatem, & placeat ei proclamationes & inhibitiones factas (scilicet quod nullus Laïcus trahat alium Laïcum coram Judice Ecclesiastico) revocare, quia hoc esset omnia Ecclesiarum jura tollere. Et licet in aliquibus locis pro toleranda eorum malitia in talibus proclamationibus seu inhibitionibus verba quæ sequuntur apponant: videlicet quod Laïcus non trahat alium Laïcum coram Ecclesia super casibus pertinentibus ad Judices sæculares (hoc est propter jura Ecclesiæ usurpanda) quia multa pervenirent ad forum Laïcorum, quæ nihilominus pertinent ad Ecclesiasticum, si jus & consuetudo tolleretur, per quæ in electione Laïci est, quod possit alios Laïcos in foro Ecclesiæ convenire. Item quia tales proclamationes seu inhibitiones factæ, licet etiam essent benè generales, dant occasionem omnimodo Jurisdictionem Ecclesiasticam perturbandi. Unde Reges Franciæ quondam semper prohibuerunt tales proclamationes seu inhibitiones fieri & factas penitus faciebant revocari, & ad nihilum reduci.

§. 10. Post hæc die Veneris sequenti apud Vincennas venerunt Prælati coram Domino Rege ad audiendam rationem suam: ubi Dominus Petrus dictus de Cugneriis proposuit pro Domino Rege sic dicendo: *Pax vobis, ego sum, nolite timere:* & prosecutus est, qualiter Prælati non essent turbati, de aliquibus, quæ essent dicta, quia intentio Domini Regis erat servare jura Ecclesiæ & Prælatorum, quæ habebant tam de jure, quam de consuetudine bona & rationabili. Et interseruit inter primam conclusionem & ultimam, & probare voluit, quod causarum civilium cognitio non poterat ad Ecclesiam pertinere: quia temporalia debent pertinere ad temporales, & spiritualia ad spirituales. Subjiciuntur ejus rationes.

§. 11. Quæ responsio audita cum non videretur sufficere Prælatis: statim dictus Episcopus Eduensis respondit pro Prælatis in modum qui insequitur. Primo commendans &c. Et infra: Quare concluit dictus Episcopus, quod placeret Domino Regi, magis claram, & magis consolativam dare responsionem Prælatis: ne ab ipsius præsentia recederent contristati; & ne daretur Laïcis materia, jura eorum & consuetudines Ecclesiæ impugnare; quia de ipsius Domini Regis bona conscientia nullatenus dubitabant. Et tunc fuit responsum ex parte Domini Regis, quod non erat intentionis suæ, consuetudines Ecclesiæ, de quibus sibi constaret, impugnare.

§. 12. Postmodum die Dominica sequenti, iterato venerunt Prælati ad Dominum Regem Vicenas, & proposuit Dominus Senonensis ultimam supplicationem factam per Prælatos, & ultimam responsionem factam pro parte Domini Regis. Ad quod cum Dominus Biturcensis significasset Prælatis, Dominum Regem dixisse, ut non timerent Prælati, quia nihil suo tempore perderent, & quod defenderet eos in suis juribus & consuetudinibus, quia nolebat tempore suo exemplum dare aliis Ecclesiam impugnandi: quæ verba asseruit ibidem se dixisse: de his verbis idem Dominus Senonensis nomine Prælatorum regratiatus est Domino Regi. Secundo dixit idem Dominus Senonensis, quod quædam præconizationes factæ erant in præjudicium Jurisdictionis Ecclesiasticæ: quas supplicabant revocari. Tunc Dominus Rex respondit ore proprio, quod non erant factæ de suo mandato, nec aliquid sciebat, nec eas ratas habebat. Tertio dixit, quod de aliquibus abusibus, de quibus temporales erant conquesti taliter ordinaverant Prælati, quod Dominus Rex & cæteri meritò deberent contentari. Quarto supplicavit Regi, quod vellet eos consolari de benigna sua responsione clariori. Tunc respondit dictus Dominus Petrus pro Domino Rege, quod placebat Regi, si Prælati emendarent ea, quæ essent emendanda & corrigenda, expectare usque ad festum Nativitatis Domini proximè venturum: infra quem terminum nihil innovaret. Et si infra dictum terminum Prælati non emendassent emendanda, vel correxissent corrigenda, Dominus Rex apponeret

ANNO 1329.

ANNO 1329. neret tale remedium, quod esset gratum Deo & populo. Et sic Prælati receperunt licentiam à Domino Rege & recesserunt.

Huc referri videntur Capitula de Interpretationibus Clericorum adversus Domini Regis jurisdictionem.

PRimum Capitulum est, quod Clerici trahunt causam feodorum in Curiam Christianitatis, propter hoc dicunt, quod fiduciæ vel juramentum fiunt inter eos in quos causa vertitur. Et propter hanc occasionem perdunt Domini justitiam feodorum suorum. Responsio: In hoc concordati sunt Rex & Barones, quod benè volunt, quod ipsi cognoscant de feodo, & si convictus fuerit de perjurio vel de transgressione fidei, injungant eis pœnitentiam. Sed propter hoc non amittat Dominus feodi justitiam fidei, nec propter hoc se capiant ad feodum. Præterea volunt Rex & Barones, quod vidua possit conqueri Regi vel Ecclesiæ, si voluerit de dotalitio suo, si non moveat de feodo: & si conquesta fuerit Ecclesiæ & ille à quo petit dotalitium dicat, quod respondebit coram Domino de quo feodum movet, Ecclesia potest ipsum cogere ad respondendum, & decidere causam inter eos de jure.

§. 2. Secundum Capitulum. Quando Clericus capitur pro aliquo forisfacto, unde aliquis debet vitam aut membrum perdere, & traditur Clerico ad degradandum, Clerici volunt illum degradatum omninò liberare. Ad quod respondetur, quod Clerici non debent eum degradatum reddere Curiæ. Sed non debent eum liberare, neque ponere in tali loco, ubi capi non possit, sed Justiciarii possunt illum capere extra Ecclesiam vel cœmeterium, & facere justitiam de eo, nec inde possunt trahi in causam.

§. 3. Tertium Capitulum. De decimis ita statutum, quod decimæ redduntur, sicut hactenus redditæ fuerunt, & sicut debent reddi.

§. 4. Quartum Capitulum est, quod nullus Burgensis vel Villanus potest filio suo Clerico medietatem terræ suæ, vel plusquam medietatem donare, si habuerit filium vel filios; & si dederit ei partem terræ citra medietatem, Clericus debet tale servitium & auxilium, quale terra debebat Dominis quibus debebatur, sic poterit taillari, si fuerit usurarius vel mercator; & post decessum suum terra redibit ad proximos parentes; & nullus Clericus potest emere terram, quin reddat Domino tale servitium, quale terra debet.

§. 5. Quintum Capitulum est, quod Episcopi vel Archiepiscopi non debent requirere à Burgensibus, vel ab aliis, quod nunquam præstaverint ad usuram nec præstabunt. Si Clericus deprehensus fuerit in raptu, tradetur Ecclesiæ ad degradandum, & post degradationem poterit eum capere Rex vel Justitiarius extra Ecclesiam vel atrium, & facere justitiam de eo, nec poterit inde causari.

§. 6. Si Clericus aliquem, qui non sit Clericus traxerit in causam super aliqua possessione, de qua nunquam fuit tenens, non debet eum trahere in Curiam Christianitatis, sed in Curia Domini, ad quem spectat justitia, nisi ratione fundi terræ ad Christianitatem spectet justitia.

§. 7. Item Clerici non debent excommunicare eos, qui vendunt blada, vel alias merces diebus Dominicis, vel eos qui vendunt Judæis, vel emunt ab illis, vel qui opera illorum faciunt; sed benè volunt, quod mittentes Judæorum excommunicent.

§. 8. Item super eo quod quando aliquis de voluntate sua mittit se in carcerem Regis, vel alterius, ubi Rex vel alius habet * capitale sive vitam vel membrum perdere, ut redimatur: vel quando Rex vel aliquis capit aliquem pro redimendo, sive vitam vel membrum perdere, & evadat de carcere, & fugit ad Ecclesiam, & Ecclesia vult eum liberare, & auferre Domino redemtionem. Respondent quod ex quo aliquis de voluntate sua mittit se in carcerem alicujus ut redimatur, vel quando aliquis capitur pro catallo sive vitam & membrum perdere, Ecclesia non debet Domino auferre catallum vel redemptionem suam, neque illum liberare, si fugerit ad Ecclesiam, sed potest custodiri extra Ecclesiam, & extra atrium, nec custodes possunt causari.

§. 9. Item Clerici non possunt de jure excommunicare aliquem propter forisfactum servientis sui, neque interdicere terram ejus, priusquam Dominus fuerit super hoc requisitus, vel Domini Baillivus, si Dominus fuerit *forspaises*.

§. 10. Item si aliquis scienter vel ignoranter forisfecerit Ecclesiæ, non debet excommunicari, vel ejus terra interdici, donec super hoc fuerit requisitus, vel Baillivus ejus si Dominus fuerit extra patriam. ANNO 1329.

§. 11. Item quando aliquis citatur coram Ecclesiastico Judice, & Judices compellunt eum in prima citatione, jurabit quod stabit juri, quamvis de jure non deberet, vel quamvis non sit excommunicatus. Respondetur quod hoc non debet fieri.

§. 12. Item super hoc, quod quando Clerici aliquem trahunt in causam de servitute, & ille dicit se esse servum alterius, volunt quod ille respondeat in Curia eorum, quamvis dicat se non esse servum eorum, & cogunt ipsum ad respondendum coram ipsis per excommunicationem, vel ipsos excommunicant, qui ipsum manutenent. Ad quod respondemus, quod ille debet respondere in Curia illius, cujus se esse servum profitetur.

CLXXVI.

Protestatio EDUARDI III. *Regis Angliæ contra Citationem* PHILIPPI Valesii *Regis Franciæ, ad audiendam declarationem Homagii nuper Ambianis præstiti. Data die 5. Febr.* 1330. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 413.] 1330. 5. Fevr.

UNiversis Christi fidelibus, ad quorum notitiam præsentes pervenerint, Edwardus &c. Salutem in Domino sempiternam.

Relatione quorumdam intelligi datur Nobis quòd Dominus P. Rex Franciæ Illustris, Verba, per quæ Homagium, occasione Ducatûs nostri Aquitaniæ, sibi fecimus, declarare intendens, seu facere declarari, ad audiendum seu videndum hujusmodi Declarationem Nos mandavit vocari, seu moneri, licet verbis, satis claris & apertis, quibus Progenitores nostri, Reges Angliæ, & Duces Aquitaniæ, hujusmodi Homagium præstare consueverant & debebant, dictum Homagium eidem Domino Regi fecerimus loco & tempore oportunis.

Nè igitur nobis præjudicium in hâc parte aliqualiter generetur, ad allegandum, ducendum, & proponendum, coram quibuscumque, quibus videbitur expedire, quascumque Excusationes, seu Defensiones, nostras, contra hujusmodi Mandatum, Vocationem, seu Monitionem (si quod, vel quæ sint) vim, formam, & effectum eorumdem, quicquid rationabiliter contra ea, vel eorum aliquid proponi poterit, dici, vel etiam allegari:

Ac ad declinandum, & recusandum, Jurisdictionem & Cognitionem quorumcumque Judicum, Cognitorum, seu Auditorum, non competentium, in hac parte proponenda, dicenda, & alleganda coram eo, vel eis, coram quibus faciendum fuerit, si opus fuerit, probandum, necnon ad provocandum & appellandum, Provocationum & Appellationum Causas prosequendum, ac quodlibet genus liciti Sacramenti in Animam nostram præstandum, omniaque & singula faciendum & expediendum, quæ in præmissis, & circa ea, eis necessaria visa fuerint, vel etiam oportuna.

Dilectos & Fideles nostros, A. Wygornienſem, & W. Norwycenſem, Episcopos, Henricum Comitem Lancastriæ, Consanguineum nostrum carissimum, Willielmum de Ros Dominum de Hamelak, Magistrum Johannem Walewayn Canonicum Herefordiæ, & Magistrum Johannem de Shordich Juris Civilis Professorem, omnes, quinque, quatuor, & tres eorum (quorum alter prædictorum Episcoporum, vel præfatus Comes sit unus) Procuratores, negotiorum Gestores, Attornatos, & Nuncios nostros speciales, deputamus & constituimus per præsentes:

Adimentes eis & eorum cuilibet quamcumque Potestatem, Jurisdictionem, seu Cognitionem cujusque Judicis, Cognitoris, vel Auditoris, prorogandi tacitè vel expressè, pro quibus & eorum quolibet, rem ratam haberi & judicatum solvi in præmissis, sub Ypothecâ rerum nostrarum, omnibus, quorum interest, promittimus & exponimus Cautiones.

In cujus testimonium præsentibus Sigillum nostrum duximus apponendum.

Dat. apud Eltham quinto die Februarii.

ANNO 1330.

CLXXVII.

9. Mars. *Traité de Paix entre* PHILIPPES *de Valois Roi de France, & EDOUARD Roi d'Angleterre, avec la Formule de l'Hommage qu'*EDOUARD *devoit rendre à* PHILIPPES *pour le Duché de Guienne, à Paris le 9. Mars* 1330. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge.]

A Tous ceux qui ces Letres voiront ou orront. Nous Pierre Evesque d'Ostun; André par la grace de Dieu Evesque d'Arras; Jean par celle meme grace eleu de Tournai; Pierre par la souffrance de Dieu humble Abbé de Cluny, Guilliam de Saincte More Chancelier; Guy Baudet, & Raymond Sacquet, Clers; Mile Seigneur de Noyers, Guilliam Flotte Seigneur de Revel, & Pierre Cuignieres Seigneur, Tracteours & Procurours especiaument establis de par nostre Seigneur le Roi de France, Traicté & accord qui s'ensuit;

Et nous Adam par la souffrance de Dieu Evesque de Wincestre, William par cette mesme souffrance Evesque de Norwik, William Comte de Haniau, Henry de Percy, Huste de Andelay, & Jean de Sordich, Messages & Procureurs du Roy d'Angleterre Duc de Guyenne nostre trescher & redouté Seigneur, envoyez de par li a nostre Seigneur le Roy de France dessusdict, pour faire Traictié, accord amiable sur les choses cy dessous escrittes, Salut en nostre Seigneur.

Sçavoir faisons que nous Conseillers, Tracteours, & Procurours dessus nommez, de par nostre Seigneur le Roy de France dessusdict pour li, & en son nom d'une part; & nous Messages & Procurours de nostre trescher Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc, pour li en son nom d'autre part, ayans a ce plain poair & mandement especial desdicts Rois nos Seigneurs par leur Lettres ouvertes scellées de leur grand Sceaux, desquelles la tenuë est cy dessous escritte desirants que par la grace & l'octroye de nostre Seigneur le Roy des Roys bon accord & bonne paix par Traictié amiable puisse estre a touiours entre lesdicts Roys Nos Seigneurs, parquoy leur Seigneurie & sousmis puissent demeurer en paix & tranquillité dessous eux & leur bon gouvernement, avons traictié & accordé sur les choses qui sont dessous escrittes en la maniere qui s'ensuit.

Et premierement supplioient au Roy de France nostre Seigneur les Messages & Procurours du Roy d'Angleterre, Duc de Guyenne, au nom dudict Roy Duc & pour luy qu'il luy plaise r'appeller le ban de vingt & une personnes qui furent jadis bannies du Royaume de France, par un accord faict entre Princes de bonne memoire, Monsieur Charles Roy de France & de Navarre, & le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne qui ores est, lequel rappel lidict Roy Charles promit a faire par ses Lettres ouvertes qui sont en la garde de l'Archevesque de Tholoze, quand nostre Sainct Pere le Pape, & lidict Roy d'Angleterre & Madame sa Mere, ou deux de eux l'en prieroient, & disoient lidis Messages que lidict Roy d'Angleterre & Madame sa Mere en avoient prié lidict Roy Charles quand il vivoit, & apres son deceds le Roy de France qui ores est.

Sur ce est il ainsy accordé que le Roy de France nostre Seigneur donra plain rappel desdicts bannis selon la forme desdictes Lettres, & gardera la teneur d'icelles, & que jaçoit que les Messages & Procureurs dudict Roy & Duc ne monstrent les Lettres originalles, faisans mention dudict rappel. Car elles sont par devers ledict Archevesque, tote voye le Roy de France nostre Seigneur ad la copie par devers li, & de grace il adioustera foy a ladicte copie, & gardera la teneur d'icelle.

La seconde Requeste estoit que comme autrefois ayt esté accordé entre les gens desdicts Roys ayans poair sur ce, c'est assavoir P. Archevesque adonc de Sens, Jean Evesque de Bauvais, Jean Esleu adonc d'Avrenches, & nous Andry adonc Esleu d'Arras, P. Abbé de Cluny, Guilliam de Saincte Maure Chancelier, Mile Seigneur de Noyers, & Martin des Essards, Conseillers du Roy de France pour luy & en son nom, d'une part, Et nous Adam par la souffrance de Dieu Evesque de Wincestre, William par celle mesme souffrance Evesque de Norwick, William Comte de Hainau, Henry de Percy, Huste de Andelay, & Jean de Sordich, Messages & Procureurs du Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, pour li, & en son nom d'autre part, par certaine forme contenuë audict accord, que les bannis du Royaume de France ne fussent receptez ne retenus en la Duché de Guyenne, & certains Commissaires du Roy de France nostre Seigneur eussent faict commendement, Requestes & inhibitions audict Roy & Duc en la personne de son Seneschal en la Duchée de Guyenne, & audict Seneschal pour leur Roy & Duc, que eux ne receptassent, ne retinsent lesdicts unze bannis du Royaume de France, sur peine de perdre le fié que ledict Roy & Duc tenoit & tient dudict Roi de France & sur cela mesme punis, lors eussent demandé & requis contre la fourme dudict accord, si comme les gens dudict Roy & Duc disoient, qu'ils rendissent as gens dudict Roy de France certains bannis, lesquels l'on disoit estre en leur pouvoir; laquelle chose les gens du Roy & Duc ne cognoissent mie, supplient lesdicts Messages que ce qui est faict & attenté contre ledict accord soit mis en estat deu, & que li adjournements qui en sont faicts en Parlement soient ostez, les gens du Roy de France nostre Seigneur disans & proposans au contraire que bien & deuement avoient procedé les Commissaires, & rien n'avoient faict contre ledict accord, & que les adjournements estoient faicts sur ce a bonne cause, pour ce que ledict Roy & Duc, son Seneschal ne Sergeant n'avoient pas bien gardé ledict accord quant asdicts bannis, si comme ils disoient. Sur ce est ainsy accordé amiablement, pour bien de paix & d'accord, que ledict Roy & Duc, ses Successeurs & Ducs de Guyenne garderont, & feront garder de faict & effectuellement ledict accord faict sur les bannis selon la forme d'iceli, ou il est ainsy contenu.

Accordé est que ceux qui sont ja bannis, ou seront pour trepas ou mesfaicts a venir par la Cour du Roi de France, ou par son Parlement, ou par les Seneschaux, ou autres Officiaux dudict Roy, en cas que eux feissent bannir aucuns de leurs Seigneuries ou autres pour trespas ou mesfaicts faicts en leurs jurisdictions, des ores ne soient receptez ne retenus en la Duché, mais n'est mie l'intention des Messagers li Roy d'Angleterre & Duc pour nulle desobeissance, que pour cet accord lesdicts Seneschaux ayent poair de bannir les Seneschaux, ne autres Officiers & Ministres ledict Roy d'Angleterre & Duc, pour nulle desobeissance, mesfaict, ou trespas faicts par eux en leur Office, ne nul autre des Seigneurs dudict Roy d'Angleterre & Duc pour meffaict ou trespas faict en la Duchée, combien que le Roi ou sa Cour le puissent faire en cas de Souveraineté, & n'est pas aussy l'intention des tracteours deputez de par le Roy de France que par cet accord prejudice soit faict au Roy d'Angleterre ou ses Officiaux sur ces choses ou autres droicts, si ascuns li apartenoient tant de droict, comme de coustume avant le tems de cet present accord, & parmy cet accord le Roy de France de sa grace ostera ladicte peine, ledict adjournemeut, & ce qui s'en est ensuivy. Et est accordé que sans prejudice de l'une Partie ne de l'autre, il soit ensi, quant asdicts commandements, requestes, inhibitions, impositions de peines & adjournements, & ce qui s'en est ensuy, comme si oncques n'eussent esté faicts.

La tierce Requeste estoit tiele, que comme le Roy nostre Seigneur eust faict adjourner ledict Roy & Duc sur ce qu'il li demande soixante mil livres Parisis d'une part & cinquante mil marcs d'Esterlins d'autre, pour certaines causes contenues ez Lettres sur ce faictes, & en l'accord dessusdit, faict entre les gens desdicts Rois, soit accordé qu'en cas que l'on trouveroit par anciennes paix, ou autres obligations que li Roy de France soit tenu au Roy d'Angleterre en ascunes sommes de deniers, celle somme seroit rabbatuë par voye de compensation de deniers devantdicts par ledict Roy de France audict Roy & Duc, & de ce qui demoroit d'une part ou d'autre, seroit faict grée en deux manieres; & ils ayent, si comme ilz disent, Lettres & autres monuments convenables, par lesquels ils veulent monstrer les debtes, par lesquelles ladicte compensation doit estre faicte, desdicts deniers, requeroient que bon compte soit entre les gens desdicts Rois, & de ce qui demora, soit faict grée d'une part & d'autre selon la fourme dudict accord.

Sur cette Requeste est ainsy accordé que les gens dudict Roy & Duc monstreront toutes les Lettres & muniments par lesquels voelent faire ladicte compensation, & que d'autre part monstreront tantost les gens du Roi de France, payemens, quitances, & satisfactions, s'ils les ont, & sera faict bon compte de part & d'autre, & de ce qui demeurera soit faict gré selon les accords, & parmy cet accord ostera le Roy de France de sa grace l'adjournement qui estoit faict sur ce, & tuit ce qui s'en est ensuivy.

La quatriesme Requeste estoit tiele que comme le Roy

ANNO 1330. Roy de France euſt faict adjourner par devant li ledict Roy & Duc ſur aſcunes declarations touchant la maniere & fourme par leſquelles li homage que li Roy d'Angleterre faict & doit faire au Roy de France doit eſtre faict, requeroient que ledict Roy de France vouſiſt ceſſer de cet adjournement & oſter le defaut, ſi point en y avoit, & tut c'en que dudict adjournement eſtoit enſuy, diſant que ledict Roy & Duc eſtoit appareillé tant a faire ladicte declaration hors de jugement, qu'il devoit ſuffire au Roy de France. Les gens du Roy de France propoſoient que ledict adjournement eſtoit faict par bonne cauſe & juſte. Car quand ledict Roy & Duc entra en l'hommage du Roy de France a Amiens, il ne voulut mie declarer, ne recognoiſtre expreſſement que l'hommage qu'il faiſoit au Roy de France fuſt lige, ne qu'il tint les terres qu'il tenoit de luy en hommage lige, & ne le volt lors promettre foy & loyauté porter, mais toutevoye il entra en l'hommage du Roy de France, en diſant qu'il y entroit par ainſy comme & ſes predeceſſeurs Ducs de Guyenne eſtoient entrez en l'hommage des Roys de France qui avoient eſté par le temps, & lors fut dict au Roy & Duc que li Roy de France le pourſuivroit par voye de raiſon affin qu'il fuſt declaré & connu ledict homage eſtre & devoir eſtre lige & qu'il devoit promettre porter foy & loyauté au Roy de France, & que ainſy le devoient cognoiſtre & declarer le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, toutesfois qu'ils faiſoient hommage au Roy de France.

Sur cette Requeſte eſt ainſy accordé. Il plaiſt au Roy d'Angleterre & Duc qu'il recognoiſtra par ſes Lettres que l'hommage qu'il fit a Amiens au Roy de France, combien que il le fiſt par parolles generalles, fut, eſt, & doit eſtre entendu lige, & qu'il ly doit foy & loyauté porter comme Duc d'Aquitaine, & Pair de France, & li promettra eſdictes Lettres des lors en avant foy & loyauté porter. Et pour ce qu'en temps a venir de ce ne ſoit jamais contens ne diſcord a faire leſdicts hommages, il promettra eſdictes Lettres en bonne foy pour li & ſes ſucceſſeurs, Ducs de Guyenne qui ſeront pour le temps, que toutesfois que ledict Roy & Duc, & ſes ſucceſſeurs Ducs de Guyenne entreront en l'hommage le Roy de France, ou ſes ſouccеſſours qui ſeront pour le temps, l'homage ſe fera en cette maniere:

Li Rois d'Angleterre & Ducs de Guyenne tendra ſes mains entre les mains du Roy de France, & cil qui parlera pour le Roy de France, addreſſera ſes parolles au Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, & dira ainſy:

Vous devenez homme lige du Roy, Monſieur, qui y eſt comme Duc de Guyenne & Pair de France, & li promettez foy & homage porter, dittes voire.

Et li dis Rois & Duc, & ſes ſucceſſeurs Ducs de Guyenne diront, *voire.*

Et lors li Roy de France recevra ledict Roy d'Angleterre & Duc audict homage lige a la foy & a la bouche, ſauf ſon droict, & l'autruy.

Derechief quand ledict Roy & Duc entrera en l'homage pour la Comté de Pontifs & de Monſtroillet, il mettra les mains entre les mains du Roy de France, & cil qui parlera pour le Roy de France addreſſera ſes parolles audict Roy & Duc, & dira ainſy:

Vous devenez homme lige du Roy de France, Monſieur, qui cy eſt, comme Comte de Pontifs & de Monſtroille, & li promettez foy & lauyauté porter, dittes voire.

Et ledict Roy & Duc Comte de Pontif & de Monſtroille dira *voire.* Et lors le Roy de France recevra ledict Roy & Comte audict homage lige, a la foy & a la bouche, ſauf ſon droict & l'autruy.

Et ainſy ſera faict, & renouvellé toutes les fois que l'homage ſe fera, & de ce bailleront li Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, & ſes ſucceſſeurs Ducs de Guyenne ſur ledict homage Lettres patentes ſcellées de leur grand ſceau ſe le Roy de France le requiert. Et avec ce promettra lidict Roy & Duc eſdictes Lettres en bonne foy tenir & garder effectuellement les Paix & accords faicts entre les Rois de France, & les Roys d'Angleterre Ducs de Guyenne, & leurs predeceſſours Roys d'Angleterre Ducs de Guyenne, & ainſy li Roy de France qui ores eſt, tantoſt qu'il aura leſdictes Lettres dudict Roy & Duc qui ores eſt, baillera ſes Lettres ouvertes ſcellées de ſon grand ſceau audict Duc & Roy, eſquelles ſera contenu que par les recognoiſſances & declarations deſſusdictes, li Roy d'Angleterre Duc de Guyenne & ſui ſucceſſours Duc de Guyenne, ſui Sujets, ne leurs terres ne ſoient plus obligées ne chargées envers le Roy de France, ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs Rois de France, qu'il, & ſes predeceſſeurs Ducs de Guyenne qui avoient faict homage au Roy de France, leurs Sugiez & leurs terres eſtoient, & devoient eſtre par raiſon obligez & chargez devant leſdictes recognoiſſances & declarations. Et avec ce promettra ledict Roy de France eſdictes Lettres tenir & garder effectuellement les Paix & accords faicts entre les Rois de France, & les Rois d'Angleterre, & Ducs de Guyenne, & leurs predeceſſeurs Roys de France & d'Angleterre & Ducs de Guyenne. Et en cette meſme maniere ſera faict, & ſeront renouvellées leſdictes Lettres d'une partie & d'autre, toutes les fois que les Rois d'Angleterre Ducs de Guyenne & leurs Succeſſeurs & Ducs de Guyenne entreront en l'homage du Roy de France qui ſera pour le temps.

ANNO 1330.

Et parmy cet accord l'adjournement faict ſur l'esclairciſſement dudict homage, & de faute, ſi point en y a & tut ce que s'en eſt enſuy, ſeront du tut oſtez, auxy comme ſi oncques n'euſſent eſté faictes.

Item ſur les terres & biens immeubles ſurpris par le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, ſes gens, ſes Sugiez & obeiſſans depuis qu'ils feront obeiſſance au Roy de France, & a Monſieur Charles Comte de Vallois, que Dieu abſolue, ou aux autres en nom du Roy de France; & auſſy les terres & biens immeubles, ſurpris par le Roy de France, ſes gens, ſes Sugiez & obeiſſans ſur le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, ſes gens, ſes Sugez, & obeiſſans, depuis & contre les Treves & ſouffrances priſes jadis devant la Reolle entre ledict Mr. de Vallois, & Mr. Emont Comte de.... juſque au temps que la Paix enſuy entre le Roy Charles & le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne Pere de celuy qui ores eſt, & ainſi accordé que quatre perſonnes feront priſes & esleues deux d'une partie & deux de l'autre liquieux quatre ou deux d'eux, un d'une partie & un de l'autre, s'informeront ſommairement & de plain par toutes les voyes qu'ils pourront, appellez les Procurours desdicts Roys, & ceux qui leſdictes priſes, occupations, & detentions touchent, eux preſens s'ils y voelent venir, desdictes terres, priſes, occupées & detenues d'une partie & d'autre, ſi comme dict eſt, & qui les poſſedoit & detenoit au temps de ladicte obeiſſance, & au temps de ladicte treve ou ſouffrance, & quand elles furent priſes, occupées, detenues, & par qui, & des circonſtances du faict, & de tout ce qu'ils trouveront qui ſera occupé par le Roy de France, ſes hommez, ſugiez, & obeiſſans, nobles & autres apres ladicte obeiſſance, ſoit devant ladicte Treve, ou ſouffrance, ou apres, juſques au temps que la Paix fut apres faicte, entre le Roy Charles, & le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, Pere de ceſtuy qui ores eſt, leſdicts quatre, ou deux mettront les fruicts & les iſſuës en lors noms por l'une partie, & por l'autre, & les tendront en leur main commune, ou ils les bailleront as certaines perſonnes a tenir pour leſdictes parties, & auxy de ce qu'ils trouveront qui ſera occupé ſera lidict Roy Duc ſes hommes, ſujets & obeiſſans, nobles & autres apres ladite Treve ou ſouffrance encontre icelle juſques au temps que la Paix fut apres faicte entre le Roy Charles & le Roy & Duc Pere de celluy qui ores eſt, leſdicts quatre ou l'un dict mettront les fruicts & les iſſues en leur main pour l'une partie, ou pour l'autre, & les tiendront en leur main commune, ou les bailleront a certaines perſonnes a tenir pour leſdictes parties. Et tout ce qu'ils trouveront qui ſera a rendre ou a reſtituer audict Roy de France, ſes hommes, ſujets & obeiſſans, nobles ou autres, ou a remettre en leur eſtat qu'ils avoient au temps de ladicte obeiſſance, ils leurs rendront & reſtitueront, & remettront en leur eſtat, ſi juſte cauſe n'eſtoit propoſée & monſtrée a l'encontre, par leſquelles leſdictes choſes ne leur devoient eſtre reſtituées, ne eux remis en leur eſtat, & tut ce qu'ils trouveront qui ſera a rendre ou reſtituer audict Roy d'Angleterre & Duc, ſes hommes, ſugez, & obeiſſans, ou remettre en leur eſtat qu'ils avoient au temps de ladicte Trieve ou ſouffrance des choſes apres & contre icelle, ils les rendront & reſtitueront, & les mettront en leur eſtat, ſi juſte cauſe n'eſtoit propoſée & monſtrée a l'encontre, par laquelle leſdictes choſes ne leur doivent eſtre reſtituées, ne eux remis en leur eſtat, & ſi aſcuns doute ou diſcord y avoient eſdictes choſes, ou aſcunes d'icelles par quelque cauſe que ce fuſt, ou poet eſtre ils reporteront, ou reſerveront, & envoyeront enclos ſous leurs ſcels avec tout ce qui touchera la dicte doute ou descord au Roy de France noſtre Seigneur as jours de la Duchée de Guyenne du prochain Parlement qui ſera apres ladicte doute ou deſcord, & arriveront les parties ſur ces dicts jours du Parlement toutes les fois que doutes & discords y ſeroient & neantmoins ils procederont & iront toujours avant, ou ſurplus ſur ce qu'ils pourront delivrer & proceder, ſi comme dict eſt, & le Roy de France fera droict ſur leſdicts doutes & diſcords en ſon Parlement, ſa Cour garnie (*a*) du meins de ſix Piers, & Pairs.

(*a*) *C'eſt-à-dire* au moins de 6.

ANNO 1330. & jureront lesdicts quatre sur saincles Evangilles touchées qu'ils feront les choses dessusdictes & chacune d'icelles bien & loyaument, sans fraude, & sans barat pour l'une partie, & pour l'autre, le plustost qu'ils pourront. Et si aucuns desdicts quatre mouroient, ou estoient autrement empeschez par juste cause devant la perfection de toute cette besongne, autre seroit mis & subrogé au lieu de celuy ou de ceux qui seront trespassez ou empeschez par celi ou ceux qui les auront mis devant, & nientmeins lidis qui demourront l'un d'une part, & l'autre de l'autre, iront tousjours avant en ce qui commencé aura esté, & sur toutes les autres choses touchantes ladicte besongne.

Et est aussy accordé que par cet accord nul préjudice ne soit faict audict Roy & Duc en droict de proprieté & possession, & quelque autre droict que ce soit qu'il dict li avoir ez terres que li Roy de France tient en Agenois, en Gascongne & en la Duchée de Guyenne, & à icelles, & qu'il ne les puisse demander selon la Paix ou accord faict entre le Roy Charles, d'une part, & le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, Pere de cettuy qui ores est, d'autre, & que tout le droict qui li poet apartenir par cause de ladicte Paix & dudict accord li demorent sauf, & aussy ne soit faict préjudice audict Roy & Duc ses gens & ses sougiez, qu'ils ne puissent conjoinctement & divisement demander si lor plaist les terres & biens que le Roy de France, ses gens, ses sujets ou obeissans a li emporteront par cet present accord, tant par les quatre que par les deux, ou par la Cour le Roy de France, garnie, si comme dict est, quand il lor plaira, & auxi ne fasse préjudice audict Roy & Duc en Droict de Possession de proprieté, ou autre quel qu'il soit, qu'il dit li avoir as fiefz, homages & obeissances des Archevesques, Evesques, Prelats, Comtes, Barons, & autres nobles & non nobles de la Duchée de Guyenne, que li Rois de France tient en ladicte Duchée, en Agenois, & en Gascongne.

Et aussy est accordé que nul préjudice soit faict par cet accord au Roy de France, ses sujets & obeissants quant audict accord faict entre le Roy Charles d'une part, & le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, piere de cesty qui ores est, d'autre, & qu'ilsl ne puissent proposer toutes lors deffenses & lor droict quel qu'il soit en cas dessusdict, & en chacun de eux en lieu & en temps.

Derechief est accordé que toutes les choses qui sont a parfaire d'une part & d'autre de ce qui fut accordé par les gens desdicts Rois dessus nommez contenus audict accord soient accomplies, especiaument ce que dict est, estoit abattu de certains Chasteuls, c'est asçavoir Saincte Croix, Madilham, Puipivert, & du Burdil, soit abbatu selon la forme baillée du Mareschal Bertrand.

Item est accordé que en tut ce qui n'est pas dessus determiné & declaré, le droict de chacune partie demeurera sauf.

Item requierent lesdicts Messages pour ledict Roy & Duc, que le Roy de France nostre Seigneur fist lever & oster le siege & les gensdarmes qui sont devant le Chastel & Bourg de Xaintes, en disant & proposant plusieurs raisons par lesquelles ils attendoient que le Roy de France, le deust faire, les gens du Roy de France nostre Seigneur proposans plusieurs raisons au contraire.

Sur ce est ainsy accordé que ceux dudict Chastel & Bourg que les gens du Roy de France qui sont par de la diront en bonne foy, & en lor loyauté qu'ils croyent estre coupables des excez & mesfaicts qu'on dict estre commis par ceux desdicts Bourg & Chastel en la terre du Roy de France, & contre ses gens & ses sujets, seront rendus as gens du Roy de France, c'est assavoir a ceux que le Roy de France deputera par ses Lettres, & il en fera sa volonté, & eux issint rendus les autres demoreront au Chastel & au Bourg pourront aller & venir, & demorer, & avoir lours vivres au jour la journée paisiblement & sans peril, sans ce que les gens du Roy d'Angleterre puissent le Chastel & Bourg garnir autrement qu'il est a present, & a ce sera pourveu par le Seneschal en la maniere qu'il le faisoit devant le darrenier esmouvement.

Et quand les articles dessusdicts, especiaument l'article de l'homage, & les autres choses dessus accordées seront agrées, approuvées & confirmées par le Roy d'Angleterre & Duc, & de ce aura envoyé ses Lettres sous son grand Scel au Roy de France tutes manieres de defaire, & forcer, seront ostées dudict Chastel & Bourg, & pourront les gens dudict Roy d'Angleterre, & Duc faire leur volonté franchement desdicts Chastel & Bourg, si comme ils faisoient devant la deffense dudict Seneschal. Et quant a tutes les choses dessusdictes ainsy traictées & accordées par nous Conseillers, Tracteours, Messages & Procureurs de nos chers Seigneurs les Rois dessusdicts, soient tenues, gardées & fermement accomplies, nous Conseillers & Tracteours deputez de par nostredict cher Seigneur le Roy de France sur les choses dessusdictes procurerons en bonne foy que deslors que les dessusdicts Messagers Procureurs dudict Roy d'Angleterre & Duc rapporteront & renvoyeront cet present Traicté & accord ratifié, approuvé & confirmé de certaine science dudict Roy d'Angleterre & Duc par ses Lettres pendans scellées de son grand Scel, contenantes tute la teneur de cet accord, ledict nostre cher Seigneur le Roy de France les confirmera & ratifiera de certaine science par ses Lettres pendans scellées de son grand Scel, contenantes toute la teneur de cet accord. Et nous Messages & Procureurs de nostre cher Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc ratifiera, approuvera & confirmera expressement de certaine science ce present Traicté & accord, & specialement l'article faisant mention de l'hommage en quel est reservé son plaisir par ses Lettres pendans scellées de son grand Scel, contenantes toute la teneur de cet accord, & que icelles Lettres il envoyera au dessusdict Roy de France a la feste de l'Ascension prochaine avenir. Les tenures des Procurations sont telles.

ANNO 1330.

Philippus Dei Gratia Francorum Rex, universis præsentes Litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus quod nos de fidelitate probata & circumspectione provida dilectorum & fidelium, Petri Eduensis Episcopi, & Petri Abbatis Cluniacensis, Consiliariorum nostrorum plenam fiduciam reportantes, *& cætera ut supra.*

En tesmoin desquelles choses ainsy traictées & accordées, comme dessus est dict, nous Traicteours a ce deputez dessus nommez avons mis nos sceaulx a ce present Traicté & accord.

Donné a Paris le 9. de ce mois de Mars l'an de grace Mil trois centz trente.

CLXXVIII.

*Contract de Mariage d'*AYMON *Comte de Savoye, & d'*YOLANDE DE MONFERRAT. *Fait le* 1. *Mai* 1330. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 177.]

1. Mai. SAVOYE & MONTFERRAT.

IN nomine Domini Amen. Anno à Nativitate Domini M. CCC. XXX. Indictione XIII. die I. mensis Maii, per hoc præsens publicum Instrumentum, cunctis appareat evidenter; Quòd Viris *Illustribus, & Magnificis Domino* AYMONE *Comite Sabaudiæ* ex una parte, & *Domino Theodoro Excellentissimi Imperatoris Græcorum Filio Porfirogenito Marchione* MONTISFERRATI ex alia, constitutis in præsentia mei, & aliorum Notariorum, & testium infra scriptorum propter ea specialiter quæ sequuntur. Item Dominus Comes promittit dicto Domino Marchioni præsenti, & recipienti per juramentum suum ad S. Dei Evangelia corporaliter præstitum, quòd ipse ducet, & accipiet in Uxorem Dominam Violandam Filiam dicti Domini Marchionis, & eam in facie Ecclesiæ desponsabit, & viceversa dictus Dominus Marchio promittit dicto Domino Comiti præsenti, & recipienti per juramentum suum ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, se daturum in Uxorem dicto Domino Comiti dictam Dominam Violandam Filiam suam, & se facturum, & curaturum cum effectu quod dicta Filia sua in Virum accipiet dictum Dominum Comitem, & in ipsum consentiet tanquam in ejus Maritum per verba de præsenti: Cujus Matrimonii contemplatione prædictus Dominus Marchio constituit in dotem dicto Dominæ Violandæ dat, tendit, cedit, & concedit omnia jura sua, & rationes sibi competentes & competentia, competituras & competitura in Castris, Villis Lancei, Cyriaci, & Casellarum, & eorum mandamentis, & in terris, pratis, vineis, nemoribus, alpibus, aquarum decursibus, domibus, servitiis fictis, & omnibus Minis cujuscumque metalli existant, taillis, homagiis, fidelitatibus, feudis, emphiteotis, laudibus, venditionibus, jurisdictione, meris, & mixtis Imperiis, & rebus aliis universis cum eorum pertinentiis quæcunque sint, & quocumque nomine censeantur, pacto, & conventione expressim talibus appositis, quod si dictus Dominus Comes (quod Deus avertat) præmoriretur dicta Domina Violanda superstite, quod ipsa D. Violanda unà cum dote sua, & dotalicio

ANNO 1330. licio liberè redeat ad Dominum Marchionem, vel ejus hæredes juxta beneplacitum, & voluntatem dicti D. Marchionis, vel ejus hæredum seu successorum, & dictæ Dominæ Violandæ. Si vero dicta Domina Violanda præmoriretur dicto D. Comite superstite sine Liberis, quòd dicta data in dotem absque dotalicio sine donatione propter nuptias dicti D. Comitis redeant liberè ad dictum Dominum Marchionem vel hæredes, & successores ipsius; salvis semper rationibus dotalibus *Illustris Dominæ Margaretæ de Sabaudia dudum Marchionissæ Montisferrati*, cæteri casus dotis restituendæ juri communi; ita tamen quod in prædictis omnibus casibus, seu in aliquo alio casu dotis restituendæ, non possit impediri restitutio dictæ dotis per aliqua jura acquisita per ipsum D. Comitem, vel ejus prædecessores, vel per dictam Dominam Margaretam ex alia causa quam ex ea dotis ipsius Dominæ Margaretæ: Et si contingeret dictam Dominam Violandam decedere superstitibus ex ipsa Liberis masculis ex dicto D. Comite procreatis, quod jura quæ habet, vel haberet dictus D. Comes ultra dicta data in dotem per dictum D. Marchionem dictæ Dominæ Violandæ, sive dicto D. Comiti in castris prædictis perveniant ad dictos Liberos, si jus commune postulat, & requirit. Et versa vice prædictus D. Comes dat, cedit, & concedit atque constituit dictæ D. Violandæ seu dicto D. Marchioni Patri ipsius stipulanti, & recipienti nomine, & ad opus dictæ D. Violandæ Filiæ suæ in donationem propter nuptias seu dotalicium, videlicet triginta mille florenos auri, tali pacto, & conventione appositis, quod si dicto D. Comite superstite dictam Dominam Violandam prædecedere contingeret, quod in ipso casu dicta donatio sit irrita, & omni virtute cassata, & è converso si superstite dicta Domina Violanda dictus D. Comes prædecederet, ipsa D. Violanda habeat, & percipiat vigore donationis prædictæ prædicta triginta mille florenos, hoc etiam pacto appositio, quòd si contingeret dictam Dominam Margaretam prædicta jura sua donare, vel relinquere dicto Domino Marchioni, vel dictæ Dominæ Violandæ vel aliis Filiis dicti Domini Marchionis, quod in hoc casu dicta donatio triginta mille florenorum rata, & firma permaneat, prout est superius declaratum: Si vero dicta Domina Margareta dicta jura sua transferret in prædictum Dominum Comitem, vel alias quascumque personas, vel personam, Collegium, vel Universitatem, Ecclesiasticas vel Seculares, quovis titulo, ratione vel causa, in eo casu idem Dominus Comes teneatur, & debeat dicta loca Lancei, Cyriaci, & Cassellarum cum pertinentiis suis pro juribus dictæ Dominæ Margaretæ recuperare, & tradere dictæ Dominæ Violandæ pro dicto dotalicio, & loco dictæ donationis propter nuptias, & tunc dicta donatio, seu dotalicium triginta mille florenorum sit cassa, & irrita, & ad solutionem dictorum triginta mille florenorum dictus Dominus Comes, vel ejus hæredes ex tunc minime teneantur, & dicta Domina Violanda plenè habeat, & teneat dicta jura cum aliis rebus datis in dotem ut supra in casibus supradictis dotis restituendæ, & repetendæ, salvis semper juribus dictæ Dominæ Margaretæ in vita sua, si tamen dicta Domina Violanda prædecederet superstite dicto Domino Comite, ut supra etiam in eo casu dictus Dominus Comes recuperare debeat, & habeat dicta jura, dictæ Dominæ Margaretæ, & ad ipsum pertineant pleno jure: & pro prædictis omnibus, & singulis firmiter attendendis, & observandis per dictum Dominum Comitem dictæ Dominæ Violandæ, idem Dominus Comes obligat, & hypothecat, atque assignat specialiter, & expressim dictæ Dominæ Violandæ, ministerio dicti Domini Marchionis totam terram suam, & Castellaniam Mauriannæ cum omnibus suis juribus, pertinentiis, mero, & mixto Imperio, & omnimoda jurisdictione, & eidem Dominæ Violandæ obligat omnia bona sua. Item convenit, & promittit dictus Dominus Marchio prædicto Domino Comiti, quod si contingeret dictum Dominum Marchionem, vel ejus liberos masculos ex legitimo matrimonio procreatos decedere quoquo tempore absque liberis masculis ex suis corporibus & legitimis matrimoniis procreatis, quod in illo casu Marchiones Montisferrati cum ipsius honoribus, vassallis, jurisdictionibus, meris, & mixtis Imperiis, & universaliter cum ipsius juribus sint, & esse debeant pleno jure dictæ Dominæ Violandæ, & successorum suorum in augmentum, & ex causa dotis dictæ Dominæ Violandæ, expressim hoc pacto appositio, quod si aliquæ Filiæ remanerent, & extarent ex dicto Domino Marchione, & Filiis suis legitimis, & legitimis matrimoniis procreatis, quod eis provideatur secundum dignitatem Marchionatus per dictam Dominam Violandam, hæredes, & successores ejus de congrua, & sufficienti dote pro matrimoniis copulandis, vel per aliam viam castitatis, seu religionis, si ipsam magis eligerent. Item dictus Dominus Comes contemplatione dicti matrimonii quittat, cedit, & remittit, atque donat dicto Domino Marchioni præsenti, & recipienti omnia, & singula jura, obligationes, privilegia, seu investituras acquisitas hinc retro Clavasio, Virolengio, Montebello, seu in aliqua alia parte Marchionatus Montisferrati per inclytæ recordationis Dominos Amedeum, & Eduardum Comites Sabaudiæ, vel per ipsum Dominum Aymonem nunc Comitem, vel per prædictam Dominam Margaritam, salvis & exceptatis juribus acquisitis hactenus per dictos Dominos Comites, & dictam Dominam Margaritam, vel per alterum ipsorum in dictis castris Lancey, Cyriaci, & Cassellarum; Quæ quidem omnia jura acquisita in dictis castris Lancei, Ciriaci, & Cassellarum in prædicta renunciatione seu quittatione non intelligantur inclusa, salvo semper, & reservato Capitulo seu clausula quod, & quæ incipit: Ita tamen quod in prædictis omnibus casibus, seu in aliquo alio casu dotis restituendæ, &c. Quæ jura mortua dicta Domina Violanda relictis Filiis masculis ex ipso, & dicto Domino Comite perveniant in ipsos Filios tantum, & non in alios Filios alterius matrimonii dictæ Dominæ Violandæ; in aliis vero casibus dotis restituendæ jura acquisita per dictos Dominos Comites, & dictam Dominam Margaritam impedire non possint restitutionem dictæ dotis, si casus contingeret dotis restituendæ, juribus dotis, & dotalicii dictæ Dominæ Margaritæ in eorum robore nihilominus duraturis: Constituens idem Dominus Marchio se tenere, possidere, & quasi, prædicta in dotem assignatam, & data vice, nomine, & ad opus dicti Domini Comitis præsentis ibidem donec de ipsis, & singulis eorum corporalem possessionem, & quasi apprehenderit, quam apprehendendi, & apprehensam tenendi per se vel per alium dat, & concedit idem Dominus Marchio dicto Domino Comiti præsenti, & recipienti authoritatem, licentiam, & mandatum quod suæ fuerit voluntatis, nullius alterius personæ licentia requisita, ipsumque Dominum Comitem in prædictis rebus dotalibus Procuratorem, & Dominum constituit in rem suam, tam in rebus dotalibus ut supra: Mandans, & præcipiens omnibus, & singulis Vassallis, & Subditis dictorum locorum Lancei, Cyriaci, & Casellarum præsentibus, & futuris, ut de omnibus, & singulis juribus, feudis, fidelitatibus, vassallatibus, & homagiis fictis, servitiis, & aliis juribus, ut usagiis, quibuscumque, costumis, & subjectione quacumque respondeant, pareant, & obediant dicto Domino Comiti, & se subjiciant sicut dicto Domino Marchioni, & suis prædecessoribus tenebantur. Promittentes etiam dicti DD. Comes, & Marchio sibi ad invicem; & michi, & aliis Notariis infra scriptis stipulantibus, & recipientibus nomine, & ad opus dictæ Dominæ Violandæ, & omnium quorum interest, vel poterit interesse bona fide, & per solemnes, & validas stipulationes, & per juramenta sua super sancta Evangelia corporaliter præstita, & sub hypothecis, & obligationibus omnium bonorum suorum præsentium, & futurorum omnia, & singula supradicta rata, grata, & firma habere perpetuò, & tenere, & ea facere attendere, & inviolabiliter observare. Renunciantes etiam dicti Domini Comes, & Marchio ex certis eorum scientiis, & per jurameuta eorum prædicta exceptioni prædictorum non ita actorum, vel minùs legitimè, vel sine causa vel ex injusta causa actorum, & exceptioni doli mali, metus, & in factum, & ne possint objicere plus actum, & minus scriptum, vel è contra, & cuilibet exceptioni fraudis, deceptionis, & immensæ seu inofficiosæ donationis, vel dotis, & omni juri Canonico, & Civili per quod possent contra prædicta facere, vel venire. Promittentes etiam, & jurantes ut supra, se nichil facere vel fecisse quominus omnia, & singula supra dicta plenum fortiantur effectum, Promittens etiam dictus Dominus Comes prædicto Domino Marchioni se facturum, & curaturum cum effectu quòd Vassalli dicti Domini Comitis in Castellania Maurienne quos nominaverit dictus Dominus Marchio, jurabunt, & promittent se servaturos obligationem factam de dicta terra, & Castellania Mauriannæ obligatis pro dotalitio dictæ Dominæ Violandæ, & fuit actum inter dictos duos Dominos Comitem, & Marchionem, quod de prædictis fiant unum, duo vel plura publica Instrumenta pro dictis Dominis Comite, & Marchione, & Domina Violanda, & omnibus quorum poterit interesse. Actum apud Cassellas præsentibus R. in Christo Patre Domino Rodulpho Abbate Sancti Michaelis de Clusa, Illustri Viro Domino Amedeo Comite Gebenn. Dominis Ebalo de Chalant, Petro Marescalci, Guillermo, & Martino ex Comitibus Coconati. *Signé* REYNAUDI, & de ROCHO BONO.

ANNO 1330.

ANNO 1330.

CLXXIX.

8. Mai. *Traité, conclu entre les Commissaires du Roi de France* PHILIPPE *de* Valois *& ceux du Roi d'Angleterre* EDOUARD III. *pour ajuster leurs prétentions mutuelles. Donné au Bois de Vincennes le* 8. *Mai* 1330. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 437. Cette Pièce se trouve aussi dans le LV. Vol. des MSS. de la Bibliotheque Royale de Berlin, reliez en rouge; mais elle y est datée de l'an 1331 & ne paroit pas à beaucoup près si exacte que la Copie de RYMER, que l'on suit ici.]

A Tous ceux, qi ces Lettres verront ou orront, nous,
Pierres, par la grace de Dieu, Arcevesque de Senz,
Jehan, par cele mesme Grace, Evesque de Beauvez,
Jehan, par la Permission Divine, Esleu d'Aurenches,
Audri, par cele mesme Permission, Esleu Darraz,
Pierres, par la grace de Dieu, humble Abbe de Clugny,
Guillem de Seint Maure Chanceller,
Mile Seigneur de Noiers,
Et Martin de Essars,

Conseillers du Roi de France nostre Treschere & Tresredoubte Seigneur, Traiteours especialment establez de par li sur le Traitie qui ensuit,
Et Nous,

Adam, par la grace de Dieu, Evesque de Wircestre,
William, par cele mesme grace, Evesque de Norwicz,
Et Johan de Shordich,

Messages & Procurours du Roy d'Engleterre, Duc de Guyenne, nostre Treschere & Tresredoubte Seigneur, envoiez, de par li, a nostre Seigneur le Roy de France dessusdit, pur faire Traitie & Accort amiable sur les Articles, demandes, & requestes, ci desouz escriptz,
Salut en nostre Seigneur.
Savoir faisons que nous, Conseillers & Traiteours dessus nomez, Deputez de par nostre Seigneur le Roy de France dessus dit, pour li, & en son noun d'une part:
Et nous, Messages & Procurours de nostre dit chere Seigneur le Roy d'Engleterre, & Duc de Guyenne, pur li, & en son noun, d'autre part,
Aianz a ce plein pooir & mandement especial des ditz Roys nos Seigneurs, par lour Lettres ouvertes, seeles de lours Grantz Seauz, des queles la tenour est cy dessouz escript,
Desiranz que (par la grace & ottroi de NOSTRE SEIGNEUR LE ROI DES ROIS) bon Accort & bon Paiz, par Traitie amiable, peussent estre, a touz jours, entre les ditz Roys noz Seigneurs, par quoi lour sougiez & souzmis puissent demourer en paiz & en tranquillitie desouz eux, par lour bon Gouvernement,
Avons traitie & accorde sur les Articles, Demandes, & Requestes, ci desouz escriptz, en la manere qi ensuit:
Primerement, dient les Gentz le Roy de France que, par la daraine Pais, ou Accort, qi fut fait ou temps du Roi d'Engleterre, qi ores est, il fut dit & accorde que toutes les choses & Terres, surprises par une Commotion, qui fut faite par les Gentz le Roi d'Engleterre, Piere du Roi qi ores est, feroient rendues au Roi, & remises a estat deu:
Et auxi, si les Gentz du Roi avoient pris sur les Gentz du Roi d'Engleterre, que tout serroit rendu & mis a estat:
Ore dient, les Gentz le Roi d'Engleterre n'ount pas accompli la dite Restitution, ainz demourent aucunes Terres devers eux;
Si requerent les Gentz du Roi de France que de ce soit fait plein Restitution:
Et, si les Gentz du Roy d'Engleterre dient que de par les Gentz le Roy soit a faire aucune Restitution, il la ferroit faire duement, &, si mester est, l'en declarcira les choses par especial.
Item, dient les Gentz le Roi de France que, par la Traitie de cele même Paiz, ou Accort, le Roi d'Engleterre est tenuz, envers le Roi de France, en la somme de Cynquante Mils Mars d'Esterlins, pour certein ANNO 1330. cause comprise en la fourme de la Paiz.
Item, par unes autres Lettres, pour cause de Transport, fait en li du Duchee de Guyenne, en la somme de Soissante mil Livres de Paris; des queles sommes les Termes des Paiements sont ja passez en tout, ou en la plus grant partie; si requerent que Satisfaction due en soit faite au Roi.
Item, come les Gentz d'Agenais se doullent d'aucunes Nouuelletez, que lour sont faitz à Burdeaux & aillors, d'aucunes Imposition, faites en la Terre, que tient le Roi d'Engleterre en la Duchee de Guyenne, contre lour Custumes, Libertees, & Franchises anciannes, en la forme de la Paiz, par la quele il dovient demourer en lour premier estat; requerent que les dites Noveletez soient ostez, & qil soient tenuz & gardez en lour Libertees & Franchises, & solon la forme de la Paiz.
Item, dient les Gentz le Roi de France, que la Monnoie, le Roi, n'a mie son cours en la Terre, que le Roi d'Engleterre tient en la Duchee de Guyenne.
Item, que plusours, Baniz du Royalme de France, sont receptez en la dite Terre de la Duchee.
Item, les Gents le Roi de France dient, que les Chasteaus des douze Nobles, que furent Baniz par vertue du darraine Accort, n'ont pas este abatuz en la manere q'il fut acorde; si requerent q'il soient abatuz en la manere q'il fut acorde sans fraude: & que autres Forterrettes ne soient faites es ditz Chasteaus; & celes qi sont faites soient ostez.

Ce sont les Requestes faites par le Roi d'Engleterre & Duc de Guyenne.

PRimerement, au Roy de France supplie le Roy d'Engleterre & Duc de Guyenne, que l'en li rende les Lieus de Sales avec les appurtenances, que tient le Counte de Foiz occupe: & le Lieu de Sarrafront, le quele tient le Counte Darminack; les queux lieus sont a restablir par vertue de la darraine Paiz; & auxi est il promis & jure par le Mareschal de France; Monseignur Pierre de Galart, & Monseigneur Beraut de Solegnac, Seneschal de Tholouse, Chevaliers, Commissaires, deputez par les Predecessours du Roy de France, sur l'accomplissement de la dite Paiz, avec le Fruiz & Issues, qi en ont este levez depuis la dite Paiz.
Item, que le lieu de Dantirac soit restablee a Amanee de la Mote; lequel tient le Viscounte Daunay, par li occupe en la darreiner Commotion.
Item, que les appertenances du Chastel & Chastelleinie de Puy Guille, o tout lour Jurisdiction, soient renduz a Bastle de Gout Seigneur de Puy Guille, selonc ce que restabli en doit estre par vertue de la darraine Paiz: & aussi li furent il restabliz par Monseigneur Alfons d'Espaigne, ou temps q'il estoit devant le dit Chastel: &, par vertue de la dite Paiz furent restablies, & au Roi de France fut restabli, en la Seneschaucie d'Agien, par cele mesme cause; les queles appurtenances furent occupez par les Francois saunz cause.
Item, que Commissaires soient deputez, d'une part & d'autre, sur l'accomplissement du Paiz darreinement faites, & sur la Reparation & Reformation des choses qi ont este faites contre la teneur d'icelles, pur restabler, de par le dit Roy de France, au dit Roy d'Engleterre & Duc, a ses Gentz & Souzmis, come elles eient este faites contre la tenure & la forme des dites Paiz, sicome l'en monstrera particularment devant les Commissaires, qi a ce serront deputez.

Sur les queles Demandes & Requestes dessus escriptz,
Faites par les Gentz du Roy de France, nostre Seigneur, au dit Roi d'Engleterre & Duc,
Et de par li au dit nostre Seigneur le Roy de France, en Traitie amiable,
O grant diligence, entre nous,
Conseillers, Tracteours, Messages, & Procurours, des ditz Roiz noz Seigneurs,
O grant deliberation, finablement est accorde en la manere, qi ensuit.
Primerement, sur la primer demande, faite par les Gentz de nostre chere Seigneur, le Roy de France, faisant mention des plusours choses & Terres surprises,
Est ACORDE que l'acompliissement de la Restitution se fera presentement, & sanz delai (selon la tenure de l'Accort autre foitz fait sur ce) des Terres, surprises & occupez, sur le dit Roy de France, par les Gentz

ANNO 1330. Gentz du dit Roy d'Engleterre & Duc; & auxi ſerra fait de ce que le Roi de France, ou ſes Gentz, ont ſurpris & occupe ſur le dit Roi d'Engleterre & Duc.

Item, ſur la ſecond & la tierce demande, faiſant mention des Deniers dues au Roy de France,

ACORDE eſt que, on cas que l'en trouvera, par les ancianes Paiz, ou autres Obligations, que le Roy de France ſoit tenuz au Roy d'Engleterre en aucune ſome des Deniers, celle ſome ſerra rebatue, par voie de Compenſation des Deniers demandes par le Roy de France du dit Roy d'Engleterre & Duc; & de ce que demoura d'une part & d'autre ſerra fait gree en due manere.

Item, ſur la quart Article, par le quel les Gentz Agenaiz ſe complaignent des pluſours nouvell &c.

ESt ACORDE q'il ſoient tenuz & gardées en lour Libertees & Franchiſes, ſelon la forme de la Paiz, toutes novelletez oſtez.

Item, ſur la quint Article, on quele dient les Gentz du Roi que la monoie n'a pas ſon cours,

ACORDE eſt que la monoie du Roy de France ait ſon cours, a ſa value, en la Duchie de Guyenne, & que elle ſoit ainſy crie, au maundement du Roi, par les Miniſtres du Roi d'Engleterre & Duc en dit Duchee.

Item, ſur le ſiſte Article, faiſant mention des Baniz,

ACORDE eſt que ceux, qi ſont la Banniz, ou ſerront, pur Trespas, ou Meffaitz, avenir, par la Court le Roy de France, ou par ſon Pallement, ou par les Seneschaux, ou autres Officers du dit Roi, en cas que eux facent Baniz aucun de lour ſouzmis, ou autres, pur Trespas, ou Meffaitz, faitz en leur Juriſdictions, desore ne ſoient receptez, ne retenuz en la Duchee: mais n'eſt mie l'entention des Meſſages le Roi d'Engleterre & Duc, que, par ceſt Acort, les ditz Seneschaus aient pooir de banir les Seneschaus, ne autres Officers, ne Miniſtres, le dit Roi d'Engleterre & Duc, pur nulle Disobeiſſance, Meffait, ou Trespas, fait en la Duche, combien que le Roy, ou ſa Court, le puiſſe faire en cas de Soveraignete: & n'eſt pas auſi l'entention des Traiteours, deputez de par le dit Roy de France, que, par ceſt Acort, prejudice ſoit fait au Roy de France, ne a ſes Officiaus, ſur ces choſes, ou autres Droitz, ſi aucunes li appertenoient, tant de Droit, come de Cuſtume, avant le temps de ceſt preſcent Acort.

Item, ſur le ſeptiſme Article des Chaſteaus non abatuz,

ACORDE eſt que, desditz Chaſteaus, le Roy d'Engleterre, & Duc fera abatre, ſans delai, ce que faut a abatre ſelon la fourme du dit Acort.

Sur les Requeſtes faites de par le dit Roy d'Engleterre & Duc deſus eſcriptes eſt acort.

PRrimerement, ſur la primere Requeſte, que l'en li rende le Lieu de Sales &c.

ESt ACORDE que les ditz lieus li ſoient renduz, ſolon la fourme de l'Acort.

Item, ſur la ſecond, que le Lieu Dantirac ſoit rendu a Amanee de la Mote &c.

ESt ACCORDE que, par communs Commiſſaires, a deputer, ſoit fait Execution ſelon la fourme du derreiner Acort.

Item, ſur la tierce Requeſte, que les Apertenances du Chaſtel & Chaſtellanie de Puy Guille &c.

ESt ACORDE que, par communs Commiſſairs, la verite ſoit enquiſe, & Execution fait ſelon la forme du derin Acort.

Item, ſur la quart que Commiſſairs ſoient deputez d'une part & d'autre,

ESt ACORDE que les deux Paiz, faites en temps du Roi Charles, Predeceſſour du Roi qi ore eſt, d'une part, & le Piere du Roi d'Engleterre qi ores eſt, & le Roi mesmes d'Engleterre qi ores eſt, d'autre, ſoient acompliz, de point en point, d'une part & d'autre, ſelon la fourme & la tenure d'iceles, & ſelon la form des Acortiz, faiz ſur ce entre les Gentz des ditz Roys.

Et quant as totes les choſes deſusdites, ainſi traitees & acordees par nous, Conſeillers, Traiteours, Meſages, & Procureours de nos cheres Seigneurs, les Roys deſſuſditz, ſoient tenues, gardees, & fermement acomplies,

Nous, Conſeillours & Traiteours, deputez de par noſtre dit chere Seigneur le Roi de France, ſur les choſes deſſuſdites procureroms, en bone foi, que,

Deſlors que les deſſus ditz Meſſages & Procureurs du dit Roy d'Engleterre & Duc raporterent, & renuoierent ceſte preſent Traitie ou Acort ratifie, affirme, approue, & confirme du dit Roi d'Engleterre & Duc, par ſes Lettres pendantes, ſeeles de ſon Grant Seel, ANNO 1330.

Le dit noſtre chere Seigneur le Roi de France le confermera & ratifiera par ſes Lettres pendantes, ſeeles de ſon Grant Seel, en la meſme manere que le Roy d'Engleterre l'ara fait.

Et nous, Meſſages & Procurours de noſtre dit chere Seigneur le Roy d'Engleterre & Duc, deſus nomez, procureroms, en bone foi, que le dit noſtre chere Seigneur le Roy d'Engleterre & Duc ratifiera, approvera, & confermera ceſte preſent Traitie & Acort par ſes Letres pendantz, ſeeles de ſon Grant Seel; & que iceles Lettres nous envoſerons au deſſus dit Roy de France, a la Feſt de la Magdalene prochein avenir.

Les tenours des Procurations ſont teles.

PHilippus, Dei gratiâ, Franciæ Rex Univerſis, præſentes Literas inſpecturis, Salutem.

Ad continuandum amicabilem Tractatum,

Inter certos Conciliarios noſtros, ad hoc ſpecialiter deputatos, ex parte unâ, & Gentes Cariſſimi & Fidelis Conſanguinei noſtri, Edwardi, Dei gratiâ, Regis Angliæ Illuſtris, & Ducis Acquitaniæ, ex alterâ, ſuper quibusdam requeſtis, ex parte noſtrâ dicto Conſanguineo noſtro, & Nobis per dictum Conſanguineum noſtrum, nuper Ambiani hinc indè traditis, inchoatum,

Necnon ad pleniùs amicabiliter tractandum ſuper eiſdem Requeſtis & aliis inter Nos & dictum Conſanguineum noſtrum cariſſimum reformandis,

Dilectos & Fideles, Archiepiſcopum Senonenſem, Johannem Epiſcopum Beluacenſem, necnon Johannem Abrincenſem, & Andream Attrabacenſem, Electos, Petrum Abbatem Cluniacenſem, Guillielmum de Sancta Maura Cancellarium, Milonem Dominum de Noeriis, & Martinum de Eſſartis, Conciliarios noſtros (de quorum Fidelitate providâ & circumſpectâ providentiâ plenam fiduciam reportamus) ipſos, Septem, Sex, Quinque, Quatuor, vel Tres eorum, noſtros Procuratores & Nuncios ordinamus, facimus, & conſtituimus, ſpeciales:

Dantes eisdem Conciliariis noſtris, Septem, Sex, Quinque, Quatuor, vel Tribus eorum, ſicut prædictum eſt, plenam Poteſtatem omnia & ſingula nomine noſtro faciendi & firmandi, quæ circa hujuſmodi Tractatum neceſſaria fuerint & etiam oportuna,

Ratum & gratum habentes & habituri quicquid per prædictos, Conciliarios noſtros, Septem, Sex, Quinque, Quatuor, vel Tres eorum, ut eſt dictum, amicabiliter nomine noſtro tractatum, factum, ſeu firmatum fuerit in præmiſſis, & quolibet præmiſſorum.

In cujus rei Teſtimonium præſentibus Literis Sigillum noſtrum duximus apponendum.

Dat. apud Nemus Vicenn. primâ die Maii, Anno Domini M. CCC. XXX.

De Tractatu, ſuper Requeſtis Ambiani factis, continuando.

UNiverſis, præſentes Litteras inſpecturis, Edwardus &c. Salutem.

Ad continuandum amicabilem Tractatum,

Inter Gentes Excellentiſſimi Principis, Domini Philippi, Dei gratiâ, Regis Franciæ Illuſtris, Conſanguinei noſtri cariſſimi, ex parte unâ, & certos Nuncios noſtros, ad hoc ſpecialiter deputatos, ex alterâ, ſuper quibusdam Requeſtis, Nobis per dictum Dominum Regem, & aliis ſibi per nos, nuper Ambiani hinc indè traditis, inchoatam,

Necnon ad pleniùs amicabiliter tractandum ſuper Requeſtis prædictis, & aliis inter prædictum Dominum Regem & Nos reformandis,

Dilectos & fideles noſtros, Venerabiles Patres, A. Wygornienſem, & W. Norwicenſem, Epiſcopos, Magiſtrum Johannem Walewayn, Canonicum Herefordiæ, & Magiſtrum Johannem de Sordich, Juris Civilis Profeſſorem (de quorum fidelitate probatâ & circumſpectâ providentiâ plenam fiduciam reportamus) ipſos, Tres & Duos eorum (quorum alter Epiſcoporum prædictorum ſit unus) noſtros Procuratores & Nuncios ordinamus, facimus, & conſtituimus ſpeciales:

Dantes eiſdem, Epiſcopis, Clericis, Tribus & Duobus

ANNO 1330. bus eorum, ſicut prædictum eſt, plenam Poteſtatem omnia & ſingula, nomine noſtro, faciendi, & firmandi, quæ circa hujusmodi Tractatum neceſſaria fuerint & etiam oportuna; ratum & gratum habentes, & habituri, quicquid, per prædictos, Epiſcopos & Clericos, Tres vel Duos eorum, ut eſt dictum, amicabiliter nomine noſtro tractatum, factum, ſeu firmatum fuerit in præmiſſis, & quolibet præmiſſorum.

In cujus rei Teſtimonium præſentibus Sigillum noſtrum duximus apponendum.

Dat. apud Wodeſtok decimo die Aprilis.

En Tesmoign des queles choſes, ainſi traities & acordes, come deſus eſt dit, Nous, Conſeillers & Traiteours, a ce deputez de par le Roi de France, noſtre très chere Seigneur,

Et Nous, Meſſages & Procureours de noſtre chere Seigneur le Roi d'Engleterre & Duc deſus nomez, avons mis noz Seals a ceſte preſente Traitie & Acord.

Don. au Bois de Vincenn. le hutiesme jour de May, l'an de grace Mil. CCC. & Trente.

CLXXX.

9. Juin. SAVOYE. *Teſtament de* PHILIPPE DE SAVOYE, *Prince d'Achaye. Fait à Pignerol, le 9. Juin*, 1330 [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 109.]

IN nomine Domini, Amen. Anno ejusdem milleſimo tercenteſimo trigeſimo, Indictione tredecima, die nona Junii, in Sacriſtia Fratrum Minorum de Pinerolio. Quoniam mors, & vita in manu Dei ſunt, & ſtatutum eſt omnibus hominibus ſemel mori, licet dies mortis omnibus habeatur incognitus, propter quòd multi etiam prudentes, periculum animarum incurrunt, & etiam inter poſteros relinquunt materiam ſcandalorum. Idcirco *Vir Illuſtris Dominus Philippus de Sabaudia, primogenitus inclytæ recordationis Domini Thomæ de Sabaudia, Dominus in partibus Pedemontii*, volens dictum periculum, & inter ſucceſſores, & poſteros ſcandalorum materias evitare, rerum, bonorum, Dominiorum, ac jurium omnium ſuorum diſpoſitionem, per præſens nuncupativum Teſtamentum, ſive in ſcriptis, in hunc modum facere procuravit. In Primis quidem Dei nomine invocato caſſavit, irritavit, & caſſa, ac irrita eſſe voluit, omnia alia teſtamenta, donationes cauſa mortis, & ultimas voluntates ſeu diſpoſitiones, quocumque nomine nuncupentur hactenus. Item inſtituit ſibi hæredem Dominam *Margaretam ejus Filiam* in dotibus ſuis, & ultrà in viginti quinque marchis argenti, & pro prædictis, eam voluit eſſe tacitam, & contentam. Item inſtituit ſibi hæredem *Dominam Alaxiam ejus Filiam* in dotibus ſuis, & ultra in viginti quinque marchis boni auri, pro quibus ipſam voluit eſſe contentam. Item inſtituit ſibi hæredem *Elinoriam Filiam ſuam* in dotibus ſuis, & ultra in viginti quinque marchis argenti, pro quibus ipſam voluit eſſe contentam. Item inſtituit ſibi hæredem *Joannam ejus Filiam* in dotibus ſuis, & ultrà in viginti quinque marchis argenti, pro quibus ipſam eſſe voluit contentam. Item *Beatriſiam, & Iſabellam Filias ſuas*, & quamlibet ipſarum, ſibi hæredes inſtituit in viginti quinque marchis argenti, & in his quæ habebunt ab ipſo teſtatore, ſeu ab hærede ſuo univerſali ipſum reſtatorem quomodolibet cauſa, ſeu titulo pertinentibus, præſentibus, & futuris *Jacobum ejus Filium primogenitum*, ſibi hæredem univerſalem inſtituit, & ſi contigerit dictum Jacobum mori infrà quartum decimum annum ætatis ſuæ, vel poſtea quandocumque, ſine filiis maſculis legitimis, & naturalibus ex ipſo deſcendentibus, ſubſtituit eidem vulgariter, pupillariter, & per fideicommiſſum Amedeum prædictum Filium ſuum, ſi tunc ſupervivat idem Amedeus, & ſi tunc non ſuperviveret, illum ex filiis ipſius teſtatoris legitimis, & naturalibus, tam natis, quam naſcituris, qui tunc eſſet majoris ætatis. Si verò contingat dictum Amedeum ſuccedentem in dicta hæreditate mori ſine filiis legitimis, & naturalibus ex eodem maſculis, ante quatuordecimum annum ætatis ſuæ, vel poſtea quandocumque, ſubſtituit eidem pupillariter, vulgariter, & per fideicommiſſum, ex dictis filiis tam natis quam naſcituris maſculis, qui tunc eſſet majoris ætatis. Item conſtituit, & ordinavit dicto Jacobo, & aliis filiis poſthumis ſuis præſentibus, & futuris prædictis, & cuilibet ipſorum Tutricem, & Curatricem *Dominam Catharinam eorum Matrem*, liberans, & abſolvens eandem à confectione Inventarii, & à ratione reddenda, volens, & jubens ipſam Dominam Catharinam gerere, & adminiſtrare dictam tutelam, & curam cum conſilio. Item inhibuit dictus Teſtator expreſſè quod prædicti hæredes, ſeu Tutrix, & Conſiliarii per ſe, vel alias ſubmiſſas perſonas directè, vel indirectè poſſint vendere, donare in feudum de novo, vel in Emphiteoſim perpetuam, vel ad tempus concedere, obligare, vel ſub quovis alio vocabulo alienationis, in aliquam perſonam transferre aliquam rem, ſeu res immobiles, jura, Dominia, ſive actiones ad ipſum Teſtatorem, ſeu Hæredem ſuum, ut ſupra pertinentia quomodocumque, nec etiam aliquam remiſſionem, quittationem, ceſſionem, ſeu alienationem, ſeu alium contractum facere de prædictis, vel aliquid prædictorum, nec immunitatem ſeu privilegium concedere, niſi ad quinque annos tantùm, & durantibus ipſis quinque annis, non poſſit de ipſa re alius contractus ſive conceſſio celebrari, niſi ſi, & quando ſucceſſor in dicta hæreditate fuerit ætatis triginta annorum, vel ultrà, & hoc ideò facit, & inhibet dictus Teſtator, ne ipſi hæredes, vel ſucceſſores, propter importunitatem petentium, vel dolo contrahentium, vel alias ſuggeſtiones inutiles, periculum, ſeu detrimentum incurrant, & quod dictum Dominium, Baronia, ſeu hæreditas ſua integraliter conſervetur hæredibus ſuis, volens, & jubens, omnes contractus, donationes, infeudationes, conceſſiones, remiſſiones, quittationes, ceſſiones, alienationes qui, & quæ fierent, & celebrarentur contra inhibitionem præſentem, eſſe caſſas, irritas, & nullius valoris, & hanc voluit, & juſſit eſſe ultimam voluntatem ſuam, & valere, & tenere perpetuò, jure Teſtamenti nuncupativi, ſive ſcriptis, jure codicillorum, jure donationis, cauſa mortis ultimæ voluntatis, & omni alio jure, ordinatione, ac modo, & forma quibus melius, & firmius valere poterit, & tenere. *Signé* NASSAPORIS.

CLXXXI.

12. Juin. *Paix faite entre* JEAN *Roi de Boheme & Comte de Luxembourg d'une part, &* EDOUARD *Comte de Bar d'autre part, touchant la Fortification de* Dampvillers *le* 12. *jour de Juin l'an* 1330. [LEIBNITII Mantiſſa Cod. Juris Gent. Diplom. Part. II. pag. 196.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront ſalut. Comme pluſieurs descors feuſſent meus entre noſtre aymé & feal Couſin Jehan par la grace de Dieu Roy de Boheme d'une part, noſtre ayme & feal frere Eduard Comte de Bar d'aultre, nous pour eschiver les perilles & dommageuſes deſcendes, qui en peuſſent naittre, vous-ſismes que icelles Parties ſe ſoubmeiſſent de tout en tout à ce que nous en voudrions ordener, faire ou dire & par ce icelles Parties à noſtre requeſte & pour du tout obeir à noſtre volonte, ont voulus & promis, par leurs foys & Lettres ſeelées de leurs ſeaulx & données d'une partie à l'autre; tenir, guarder fermement ſans venir encontre noſtre dite ordonnance faite ſur ledit decret.

2. Par la vertu de la quelle ſoubmiſſion nous avons dits & diſons, ordonné & ordonnons, que les dites Parties, touttes haines & rancunnes que une Partie a eu vers l'autre ou temps paſſé pour quelque cauſe ou occaſion que ce ſoit, pardonniſſent l'une à l'autre doresnavant, coment que ce ſoit pour cauſe dudit decret.

3. Item que chascune d'icelles rappellera & contremandera toſt & hativement, ſe fait n'eſt, tous les mandements faits à leur amys pour aller l'un contre l'autre, ſoit tant pour eux comme pour toutes autres, & que tous les priſoniers qui ſont pris tant d'une partie comme de l'autre, ſeront dés maintenant delivrez tout franchement & à plein.

4. Item nous par la vertu de la dite ſoubmiſſion avons ordonné & ordonnons que nous envoyeront Commiſſaires, ſages & notables perſonnes, qui s'enformeront ſur les exces, injures, violences & quelques manieres de mal façon qui ont eſté faites tant d'une parte com-

ANNO 1330. comme de l'autre, & rapporteront ce que trouvé en auront, lequel rapport veu ou oy, nous en ordonnerons & ferons ce que raiſon ſera, ou ce qu'il nous plaira avec ce que les Parties ou une de celles doient ou puiſſent venir encontre par quelque cauſe ou raiſon que ce ſoit.

5. Item ſur ce que le dit Roy de Boheme avoit commencé à edifier en la ville de Damviller, laquelle choſe ledit Comte de Bar li debattoit; nous avons ordonné & ordonnons dés maintenant, que ledit Roy de Boheme pourra & li loira [luy ſera loiſible] ouvrer ou faire ouvrer en ladite Ville ou aillieurs en quelque autre lieu, eſtant en ſa terre domaigne; & ce pour ce tell edifice, fortreſſe ou autre œuvre comme il li plaira ſans empeschement ou debat, que ledit Comte y doive ou puiſſe mettre, & auſſy fera icil Comte en ſa terre domaigne, ou ſignorie tell edifice ou œuvre, comme il li plaira ſans empeschement ou debat que le dit Roy y doive ou puiſſe mettre.

6. Et ce pour ce que cette ordonnance ainſy par nous faite ſoit tenue & gardée fermement tant de l'une partie que de l'autre encore par vertu de la ditte ſoubmiſſion, avons ordonné & ordonnons que ſe l'une d'icelles Parties venoit en quelque maniere que ce fuſt contre cette preſenté ordonnance en tout ou en partie, celle qui y voudroit ou feroit encontre, n'auroit Conſeil, ayde ou ſecours de nos Sujets; ains defenderions à tous nos Sujets que en quelque maniere que ce ſoit, ne donnaſſent Conſeil, ayde ou faiſſent ſecours à la Partie venante encontre; ains ſouffrirons qu'ils conſeillent, confortent & aydent la Partie obeyſſante à tenir & garder cette preſente ordonnance par laquelle encor ne voullons nous ne n'eſt noſtre entente que aucun prejudice ne ſoit fait au paix que autre fois ont eſtéz faittes & accordées entre les dites Parties: mais voullons que elles tiennent, ſoient gardées & demeurent en leur fermeté & vertu, en temoign de ce nous avons fait ſeeler ces preſentes Lettres de noſtre ſeel, donné à Roiſſy le douzieme jour de Juin l'an de grace mil trois-cent & trente, ainsy eſtoit eſcrit ſur l'exploit *par le Roy en ſon Conſeil*, à la relation Meſſire Guillaume Bertrand & ſigné, Solung.

CLXXXII.

8. Juil. *Ratification du Traité conclu entre* PHILIPPE de Valois *Roi de France & EDOUARD III. Roi d'Angleterre au Bois de Vincennes le 8. Mai 1330. Donnée par le dit Roi d'Angleterre, à Wodeſtok le 8. Juillet 1330.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 443.]

EDward, par la grace de Dieu, Roy d'Engleterre, Seignur d'Irland, & Ducs d'Aquitain, a touz ceux, qi ceſtes Lettres verront, ou orront, Salutz.

Sachez nous aver veu, & regarde, les Lettres Patentes des Conſeillers & Tracteours de noſtre treſcher Coſin, le Roy de France, & de noz Meſſages & Procurours ſouzeſcriptz, en la forme ſoutheſcripte:

A touz ceus *&c. ut prius de Dat. 8. Maii.*

Nous totes les dites choſes agreoms, ratifioms, & approvoms, tant come en nous eſt, ſauves toute foitz les Droitz de nous, & de nos ſouzmis, de noſtre dite Duchee de Guyenne, & les Fors & Cuſtumes que lour ſont jurez en noſtre noun.

En Teſmoignance de queu choſe nous avoms fait faire ceſtes noz Lettres overtes.

Don. a Wodeſtok le 8. jour de Juyl.

Et memorandum quòd Literæ prædictæ erant duplicatæ de verbo ad verbum, ſet in unâ Litterarum earumdem omiſſum fuit illud verbum, de Nous, *in ratificatione Regis.*

Et poſtmodum dictæ Litteræ innovatæ fuerunt, de verbo ad verbum, ſet omiſſum fuit dictum verbum, de Nous, *ſicut prædictum eſt.*

Et eædem Litteræ erant duplicatæ, de verbo ad verbum, ſet omiſſa fuit illa clauſula, ſauvez tut foitz les Droits de noz ſouzmis *&c.*

ANNO 1331.

CLXXXIII.

13. Avr. *Tranſcrit des Lettres de* PHILIPPE de Valois, *Roi de France, à* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre, touchant l'Hommage fait à Amiens, & dans quelle forme cela ſe doit faire à l'avenir. Donné à Saint Chriſtophle en Halate le 23. Avril* 1331. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 481.]

A *Tous ceus, qui ces Lettres verront, Jehan de Milan, Garde de la Prevoſte de Paris, Salut.*

Savoir faiſons que nous, l'An de Grace, 1331. *le Lundi deux jours en Septembre, veiſmes unes Lettres ſaines & entieres, ſeellees en laz de ſoie, & en cire vert, du Grant Seel noſtre Seigneur le Roy, contenanz, mot a mot, la fourme qui s'enſuit;*

PHelip, par la grace de Dieu, Rois de France, a touz ceuls, qui ces preſentes Lettres verront & orront, Salut.

Savoir faiſons que,

Come noſtre Ame & Feal Couſin, Edouart Rois d'Engleterre, Duc de Guyenne, nous onſt fait Homage a Amiens,

Et lors n'euſt eſte dit & requis de par nous, qu'il nous recogneuſt le dit Homage eſtre Lige, & nous promeiſt expreſſement Foy & Loyaute porter,

La quele choſe il ne fiſt pas lors, pour ce qu'il n'eſtoit pas enformez, ne acertenez que ainſi le deuſt faire, ſi come il nous fiſt dire,

Et toutevois il nous fiſt Homage par paroles generals, en diſant qu'il entroit en noſtre Hommage ainſſi COME IL ET SES PREDECESSEURS DUX DE GUYENNE ESTOIENT jadis entrez en l'Omage des Rois de France, qui avoient eſte pour le temps.

Et depuis en enca il ait eſte bien enformez & acertenez de la verite, & ait recognu par ſes Lettres ouvertes, ſeelles de ſon grant Seel, que le dit Hommage, qu'il nous fiſt a Amiens, combien quil le feiſt per paroles generals, fu, eſt, & doit eſtre entendu Lige, & quil nous doit Foy & Loyaute porter comme Duc de Guyenne & Per de France, & comme Conte de Pontiu & de Monſtereul, & es dites Lettres nous ait promis Foy & Loyaute porter,

Et pour ce que ou temps a avenir, de ce ne ſoit james contens ne deſcort, a faire le dit Hommage, nous ait promis en bone foy pour luí, & pur ſes Succeſſeurs Dux de Guyenne, qui ſeront pour le temps, que toutes foiz que il & ſes Succeſſeurs Dux de Guyenne entreront en noſtre Homage, & des nos Suceſſeurs qui ſeront pour le temps, l'Omage ſe fera en ceſte manere,

LE ROY D'ENGLETERRE, DUC DE GUYENNE, TENDRA SES MAINS ENTRE LES MAINS DU ROY DE FRANCE, & cil qui parlera pour le Roy de France adrecera ſes paroles au Roy d'Engleterre Duc de Guyenne & dira ainſi,

Vous devenez Homme Lige du Roy de France, Monſieur, qui ci eſt, comme Duc de Guyenne, & Per de France & le promettez Foy & Loyaute porter, dites VOIRE?

Et le dit Roy & Duc, & ſes Succeſſeurs Dux de Guyenne, diront VOIRE:

Et lors le Roy de France receura le dit Roy d'Engleterre & Duc, au dit Hommage Lige, a la Foy, & a la Bouche, ſauf ſon Droit & l'autrui.

Derrechiefe quant le dit Roy d'Engleterre & Duc entrera en l'Omage du Roy de France, & de ſes Succeſſeurs Rois de France, pour la Conte de Pontiu & de Monſtereul, li mettra ſes mains entre les mains du Roy de France, & cil qui parlera pour le Roy de France adrecera ſes paroles au dit Roy & Duc, & dira ainſi,

Vous devenez Homme Lige du Roy de France, Monſieur, qui ci eſt, come Conte de Pontiu & de Monſtereul, & li promettez Foy & Loyaute porter, dites VOIRE?

Et le dit Roy & Duc, Conte de Pontiu & de Monſtereul, dira, VOIRE.

Et lors li Rois de France receura le dit Roy & Conte au dit Homage Lige, a la Foy, & a la Bouche, ſauf ſon droit & l'autrui.

Et ainſi ſera fait & renouvele, toutes les foiz, qi l'Omage ſe fera.

Et de ce baillera le dit Roy & Duc, & ſes Succeſſeurs Dux de Guyenne, faiz les diz Homages, Lettres

ANNO 1331. ouvertees, ſeelles de leurs Granz Seels, a nous & a nos Succeſſeurs Roys de France, ſe nous, & nos diz Succeſſeurs, le requerons, ou requierent.

Et, avecques ce, nous ait promis le dit Roy & Duc, es dites Lettres, tenir & garder effectuelment les Paiz & Acorz, faiz entre les Rois de France & les Rois d'Engleterre, Dux de Guyenne, & leur Predeceſſeurs Rois de France & Dux de Guyenne.

Et que en ceſte manere ſera fait, & ſeront renouvelees les dites Lettres per les diz Rois & Dux, & leurs Succeſſeurs Dux de Guyenne, & Contes de Pontiu & de Monſtereul, toutes les foiz que le Roy d'Engleterre & Duc, & ſes Succeſſeurs, Dux de Guyenne, Contes de Pontiu & de Monſtereul, qui ſeront pour le temps, entreront en l'Omage le Roy de France, & de ſes Succeſſeurs Rois de France.

Nous voulons & octroions pour Nous, & nos Succeſſeurs Rois de France, qui ſeront pour le temps, que, per les Recognoiſſances & Declarations deſſus dites, le Roy d'Engleterre, Duc de Guyenne, Conte de Pontiu & de Monſtereul, & ſes Succeſſeurs, Dux de Guyenne, & Contes de Pontiu & de Monſtereul, ſes Subgiez, ne leur Terres, ne ſoient plus obligiez, ne chargez envers Nous, nos Hoirs, & nos Succeſſeurs Rois de France, q'il & ſes Predeceſſeurs, Dux de Guyenne, & Contes de Pontiu & de Monſtereul, qui avoient fait Homage aus Rois de France, leur Subgiez, & leurs Terres eſtoient, povoient, & devoient eſtre, per raiſon obligiez, & charges, devant les dites Recognoiſſances & Declarations.

Et, avecques ce, promettons au dit Roy & Duc, tenir & garder effectuelment les Paiz & Acorz, faiz entre les Rois de France & les Rois d'Engleterre, Dux de Guyenne, & leurs Predeceſſeurs, Rois de France, & Dux de Guyenne, & en ceſt maner ſera fait, & ſeront renouvelees les dites Lettres d'une partie & d'autre, toutes les foiz que le Roy d'Engleterre, Duc de Guyenne, & ſes Succeſſeurs, Dux de Guyenne, Contes de Pontiu & de Monſtereul, qui ſeront pour le temps, entreront en noſtre Homage, & de nos Succeſſeurs, Rois de France, qui ſeront pour le temps.

En Teſmoing des quelles choſes, en ces nos Lettres ouvertes avons fait mettre noſtre Grant Seel.

Don. a Saint Chriſtofle en Halate le 13. jour d'Avril, l'An de Grace 1331.

Et nous en ceſt preſent Tranſcript avons mis le Seel de la Provoſte de Paris, l'An & le Lundy deſſus diz.

J. ROLLANT.
Collation faite par Trouſſel.

CLXXXIV.

3. Mai. **Kayſers LUDOVICI Bavari Brief/ wodurch er ſich vorbehält/ daß der mit Hertzog Otten zu Oeſterreich/ wegen des an dieſen überlaſſenen Reichs-Vicariats und andern Stücken/ eingegangene Vergleich denen vorigen zwiſchen ihnen beyden getroffenen Bünden unſchädlich ſeyn ſolle. Geben München an des Heil. Creutzes-tag da es erfunden ward 1331.** [Pièce, tirée des Archives Imperiales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'eſt-à-dire,

Lettres de l'Empereur LOUIS de Baviere *pour la Reſervation de ſes Droits, portant que le Traité qu'il a fait avec* OTTON *Duc d'Autriche, & par lequel il lui a cedé le Vicariat de l'Empire, ne pourra d'ailleurs préjudicier aux anciens Traités faits entr'eux. A Munich le jour de l'Invention de la Ste. Croix* 1331.

WIr Ludowig von Gotes genaden Romiſcher Cheiſſer/ ze allen zeiten Mer des Richs/ verjehen offenlichen an diſen Brief/ Swaz wir nu zu diſen Zeiten mit unſerm lieben Oheim und Fürſten/ Otten Hertzogen ze Oſterich und ze Styer/ umb die Vicari die wir Im empfolhen haben dez heiligen Romiſchen Riches/ und umb ander ſtuche/ die wir mit an ander jeſſo getädinget haben/ daz uns das unſern tädingen und Bünden/ die wir vor mitanander getan und gemachet haben/ unſchedelichen ſol ſin und dheinen Bruch bringen. Und darüber ze urchunde geben wir diſen Brief verſiegelt mit unſerm Cheiſerlichen Inſiegel/ der geben iſt ze München/ an des heiligen Crutes tag/ als es funden wart/ do man zalt von Chriſtes geburt driozehen hundert Jar/ darnach in dem einem und drizigiſſen Jar/ in dem ſiebenzehenden Jar unſers Richs/ und in dem vierden des Cheiſertums. ANNO 1331.

CLXXXV.

5. Mai. LUDOVICI Bavari *Imperatoris Litteræ Inveſtituræ, quibus* OTTONI *Duci Auſtriæ, ejusque Fratri* ALBERTO *abſenti, Ducatum* Auſtriæ, *Dominium* Carniolæ, Marchiæ *ac* Portûs Naonis, *omniaque alia Feuda, quæ ipſi Duces, & Progenitores eorum in Suevia, Alſatia & alibi à ſacro Rom. Imperio tenuerunt, concedit. Datum Monachii Dominico die poſt Inventionem S. Crucis* 1331. [Pièce tirée des Archives Imperiales du Petit Treſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

LUDOWICUS Dei gracia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus. Univerſis ſacri Romani Imperii fidelibus preſentes Litteras inſpecturis graciam ſuam, & omne bonum. Dum ſacri Imperii Principum, per quos idem Imperium tamquam Baſes egregias ſuſtentatur in hiis, que pertinent, ad Imperatoriam Majeſtatem, Peticiones & vota pii favoris applauſu complectimur, Imperialis Excellencie decus attollimus & eosdem Principes, ad devocionem Imperii ferveucius excitamus. Noverint igitur preſentis etatis homines, & future, quod nos pure fidei ac preclara devocionis inſignia, quibus Illuſtris Otto, Dux Auſtrie & Styrie Princeps & Avunculus noſter dilectus, nos & Romanum Imperium veneratur, ac obſequia fructuoſa que nobis & Imperio exhibere, & impendere poterit clare noſtre mentis intuitu limpidius intuentes, Ipſi ſuo & fratris ſui Alberti Avunculi noſtri abſentis nomine; de conſenſu Principum Jus in Romani Regni eleccione habencium, Ducatus Auſtrie & Styrie ac Dominia Carniole, Marchie ac Portus naonis, necnon Comitatus ac Dominia & omnia Jura, & bona feodalia quocunque cenſeantur nomine, quos vel que dicti Duces ac Progenitores ipſorum hactenus ab Imperio tenuerunt, & poſſiderunt in Suevia in Allſacia & alibi, contulimus & conferimus in feodum, cum omnibus Juribus, Libertatibus, Conſuetudinibus, ſicut tempore divorum Anteceſſorum noſtrorum Imperatorum vel Regum eadem Feoda tenuerunt & poſſederunt; ac eundem Ottonem ſuo, & fratris ſui Alberti abſentis nomine ſceptro noſtro Imperiali inveſtivimus & inveſtimus de Feodis ſupraſcriptis, adhibitis ſollempnitatibus debitis & conſuetis. In cuius rei teſtimonium preſentes conſcribi, & Sigillo Majeſtatis noſtre juſſimus communiri. Datum Monachii Dominico die poſt Invencionem ſancte Crucis. Anno Domini Milleſimo Tricenteſimo Triceſimo primo. Regni noſtri Anno ſeptimo decimo. Imperii vero quarto.

CLXXXVI.

29. Juin. **Landfried in Schwaben durch und zwiſchen den Städten Eßlingen/ Reuttlingen/ Rotweil/ Hailbronn/ Halle/ Gmundten/ Weyl und Winſperg/ mit gunſt/ gebott und willen Kayſers Ludwig/ auf deſſen Lebens-Zeit zu gemeinſchaftlicher Einigkeit und Sicherheit aufgericht. Geben den nächeſten Sameſtage nach St. Johannes tage** 1331. [JOH. PHIL. DATT. Volumen Rerum Germanicarum novum. Libr. I. Cap. V. p. 30. §. 31. & p. 26. num. 31. où il inſinue que c'eſt à lui qu'on doit la premiere édition de ce Traité. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. IV. von Reichs-Städten Abtheil. VIII. pag. 11.]

C'eſt-à-dire,

Paix Publique, conclue par le commandement & la volonté de LOUIS de Baviere *Empereur pour tout le tems de ſa vie, entre les Villes d'*Eſlingen, Reutlingen, Rottweil, Heilbron, Gmundten, Weyl, & Winsperg, *pour leur commune ſûreté; le Samedi après la St. Jean* 1331.

WIr die Burgermeiſter die Schultheiſſen und die Stette gemeinlichen und die Gemeinde überal der Stedte ze Eßelingen/

ANNO 1331.

lingen/ ze Rutlingen / ze Rotwil/ ze Hailpronen/ze Halle/ze Gmunden / ze Wile / und ze Winsperg verjehen offenlichen/ an diesem Briefe vnd tun kund allen den die in ansehent/ lesent oder horrent lesen : daz wir mit einander und mit den die mit uns swernde werdent gesworen haben zu den Heiligen ein rechten Lantfride / und haben daz geton mit Gunst/ mit Gebott/ und mit Willen unsers Herrn/ Herrn Ludewiges von Gottes Gnaden deß Romischen Kaysers / eines Merers allewegen deß Riches. Wir sullen und wollen den Landfride / als hernach geschriben stat halten. Ware daz dir heiner der vorgenanten Stedte / oder den die mit uns swernde werdent / diehein Uffauff von iemant geschehe ; Swenne danne die andern Stedte und die zuß vns horrent/ darumb gemanet werdent/ die sullent / derselben Stett und den die danne den Uslauff lident beholfen sin mit Libe vnd mit Gute ungeverlichen. Swie die heiszent vnd ußtragent uf die man daz hat gesezet/ vnd sullent auch dieselben / swelche die sint/ und werdent darüber Eyde swern zu den Heiligen/ daz sie daz ußtragen noch gemeinen Dingen: alßo daz der einen Stadt vnd den die zuß in swerent/ geschehe/ alß der andern/ noch dem/ so jegelichen und jegelicher danne nach iren Staten getin mugent und sullent / und die Gelegenheit sich danne dahin anget. Darnach so ist geret / ob einder uns den Stedten vnd den der zuß vns gehaft werdent/ jemand besseßen/ so sol dieselbe Statt der danne die Klag ist/ es si von in oder von denne/ die sie haupten / die Kosse die mann danne da von Buwes wegen (wie die genent si) muste liden darlihen und uf sich gewinnen / biß daz Gesesste zerget. Vnd swenne man heim vert von dem Gesesste/so sullent die andern Stedte in dem nehsten Monede darnach die Kosse gelichlichen gelten/swie sie die heissent die daruber von den Stedten sind gesezet. Hernach ist geret/ wer daz diehein uslauf under den Stedten oder den die zuß in gehaft sint/ werde / daz Gott wende / daz sullent die ußrichten uf die man den Landfriden hat gesezet/ so sie beste kömen / ungeverlichen. Und swie es die ußrichten / sie gar / oder merre Tail vnder in / daz sullent die Städte lan uf ir Ayde/die dann der Stoz ist angangen. Wir die vorgenanten Stett alle sullen auch von jegelicher Stadt einen erbern Mann dargehen uß dem Rat/uf die man den Landfriden seze/und sullent die Eyde swern zu den Heiligen mit gelerten Worten/ daz sie daz beste darzu thun unnb alle Ding/ die den Landfriden anhorent / so sie beste kennen / und mugent. Wär aber daz dehein Statt einen andern dargebe / der soll auch swern und haft sin den Landfride zu fürdern / in der vorgeschriben Wise. Darnoch ist geret/ daz der Stedte deheiner einen in den Landfriden empfahen soll/ wann den/ den die heissent empfahen/ uf die der Landfrid ist gesezzet. Dirre Landfrid sull auch wern alle die Wile / daz unser Herr der Kaiser Ludewig lebet / und nach seinem Todt ein Jahr das nehste. Ez ist auch geret / wer daz der Stedte deheine / die in dem Landfrid sint/ und die die mit in darinn haft sint/ deheim Arbeit darnach/ so der Landfrid uß ist/ angienge/ vnd sie jeman von den Sachen/ die in dem Landfride geschehen sint/ wolte müwen oder bekummern/den sullent die andern Stedte vnd die zuz in haft sind / dowider beholffen sin ungeverlichen. Uber dise Ding allesamt heben wir zu den Heiligen Eyd geswornn/ sie state zu halten als sie davor mit Worten sint erlichtet. Dez zu Urkund vnd zu Sicherheit haben wir die Burger von Winsberg unsere Stedte Insigel an disen Brief gehencket : der wort geben/ da man zolt von Gottes Geburte drewzehen hundert Jar/ vnd dornach in dem einen und drizigisten Jar an der heiligen zwelff Boten Tage Sant Peters vnd Sant Pauls Tage/ der waz an den nehsten Samestage nach Sant Jehannes Tag zu Sunwinde.

CLXXXVII.

Juill. *Declaration d'*EDOUARD III. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE de Valois *Roi de France, touchant la satisfaction qui se devoit faire pour les dommages causez au Château & à la Ville de Xaintes par le Duc d'*ALENÇON *frere dudit Roi de France. Donné à Nicole le* 4. *Juillet* 1331. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 492. Cette Pièce se trouve aussi dans les MSS. de la Bibliotheque Royale de Berlin reliez en rouge ; mais la Copie de RYMER paroit plus exacte & plus ancienne.]

LE Roi a touz iceux, as queux cestes Lettres vendront, Salutz.

Savoir faisoms que,

Come, entre nostre bien Ame Seigneur & Cosyn, Phelip, par la grace de Dieu, Roi de France, d'une part, & Nos d'autre part, fust nee, ou esperat a nestre, matiere de Discorde & de Questiun sur ce,

Que nous disions & affirmions que le dit nostre Seigneur & Cosyn, le Roi de France, estoit tenuz a nous refaire, ou refaire faire nostre Chastel & Bourc de Xanctes, li quel estoient de nouvel abatuz, ars, & gastes indeuement, & sanz cause raisonnable, sicomme manteinoms, par le Conte Dalenchon, Frere de nostre Seigneur & Cousin, le Roi de France dessus dit, & ses Gentz & Sougiez,

ANNO 1331.

Et que aussi estoit tenuz rendre & restituer, ou faire rendre & restituer, a nous, & a noz Genz lez ditz Chastel & Bourc, touz les Meubles que estoient dedens, quant le Gentz dudit Conte Dalenchon entrerent dedens les ditz Chastel & Bourc, & qui fierent pris, aucuns gastez, & aucuns emportez de ditz Chastel & Bourc, par les ditz Gentz du dite Counte,

Et avec ce touz les damages & interest, que Nous, & noz Gentz & Sougiez, avions, & avoient, sustenu & encoru es dites Chastiel & Bourc, & appurtenances & appendances d'icculs, par le prise, occupacion, detencion, abatement, & gaistement de iceuls, tant en biens meubles, quant en noun meubles, & en toutes autres choses, grantz & petites, en quelques maniere, & queles que eles feussent, & peussent estre dites, jusques au jour de hui.

Et a ceste fui proposions plusieures raisons, par les queles nous entendiems, & mainteinems, le dite nostre Seigneur & Cousin, ses dites Genz & Sougiez, qui ces choses avoient faites, estre tenuz a ce faire, les Genz de nostre dit Seigneur & Cousin disanz & proposanz au contraire,

Que pour certeins & justes causes les dites Chastiel & Bourc avoient este abatuz deuement, & que ce qui avoit este fait es ditz Chastiel & Bourc, par le dite Conte Dalenchon, ses Genz & ses Sougiez, & les Genz & Sougiez de nostre dit Seigneur & Cousin, avoit este fait bien & deuement, & par voie de Justice, & pur pleusurs grantz & enormes malefachons notoires, que cil qui estoient es ditz Chastiel & Bourc avoient face en la Terre du Roy de Fraunce, & contre ses Genz & Sougiez, sicomme les Genz de nostre dit Seignur & Cosyn, le Roi de France, disoient & manteinoient.

Et a ceste fui proposient plusieurs raisons, & especialment en disant que ja soit ceo que ceo, dont nous dolions, eut este fait a juste cause, sicomme il disoient, toutesvois il avoit mout desplu au dit nostre Seigneur & Cosyn, de ce que fait avoit este es ditz Chastiel & Bourc.

Et en disant que tantost que il oioi le mouvement, qui estoit en Païs de Xanctonge, il avoit mande par ces Lettres a son Frere, le Conte Dalenchon, qui estoit lors es parties de Xanctonge, que il ne fect reins de nouvel contre ceux des ditz Chastel & Bourc, mez il & ses Genz rechurent les dittes Lettres si tart, que il avoient ja fet es ditz Chastiel & Bourc ce que fait y a este,

Et que tantost, comme le dit Conte on recen les dites Lettres, il cessa de plus faire, si comme il disoient, & sur ceo plusieurs raisons proposées d'une part & d'autre,

Finablement, pour nourer & garder bonne Pais, bone Acort, & Amistie, entre nous, avions amiablement, & de commune consentement, acorde en la fourme & maniere qui s'ensuient, c'est assavoir,

Que le dit nostre Seigneur & Cousin, le Roi de France, voulu, que les ditz Chastel & Bourc nous soient renduz & delivrers ou point ou il sont a present,

Et pur tout le Droit Raison & Action,

Que Nous, noz Genz, & noz Sougiez, avoier pourons, ou devions avoir, pur les causes dessus dites & chascun de icelles, envers le dit nostre Seigneur & Cousin, le Roi de Fraunce, le dit Conte Dalenchon, leur Genz & leur Subgiez, si aucun Droit Raison & Action y avions, la quelle chose il ne connossoient pas,

Et pur bien de Païs, de Transaction & de Concorde, il nous donrra & paiera Trente Mille Livres Tourn. par une foiz, au Terme de Pasques prochien venanz,

Et pur ce nous, de nostre bonne volunte, & de nostre certein science, saunz aucun erreure de Droit, ou de Fait, quittoms, & quiete clamons, a tous jours,

Le dit nostre Seigneur & Cousin, le Roy de France, le dit Conte Dalenchon, son Frere, leures Genz & leurs Sougiez, & tous ceus, qui ont, & avont, cause de eulx, & leurs Heires & Successeures, perpetuelment de toutes les choses & faiz dessus ditz, & de tout ce qui s'en est ensui, & les en delivrons perpetuelment, & leurs en faisons Covenances, reeles & perpetueles, de jamais non demandere, & non reclamere riens sur ce,

Et avons pur ce Nous, pur nous, noz Heirs, & nos Successeures, promis, & promettons a nostre dit Seigneur & Cousin, pur lui, ses Heires, & ses Successeurs, du bonne foi, & par Stipulacion solempne, & ferme, les choses dessus dittes, & chascune de icelles,

tenir

ANNO 1331. tenir & gardir fermement, & a touz jours saunz corumpre, & non alier encountre, taisiblement ne expressement, en jugement, ne dehors, ne consentir que autre viengue encoutre.

En tesmoignance des queux choses nous avons fait faire ceste nos Lettres Patentes, seales de nostre Seal. Don. a Nicole le quart jour de Jul.

CLXXXVIII.

1. Oct. *Venditio Civitatis* Glogoviæ *cum omnibus pertinentiis, per* JOANNEM *Sileſiæ Ducem & Dominum in Stinavia,* JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi pretiò duorum millium Marcarum Polonici pagamenti. Datum Glogoviæ die beati Remigii Anno* 1331. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag. 288.]

NOs Joannes Dei gratia Dux Sileſiæ & Dominus in Stinavia. Notum facimus univerſis præſentibus quam futuris præſentes Literas inſpecturis. Quod nos animo deliberato, maturoque conſilio, ſana mente & corpore totum Jus proprietatis, ac Dominii, devolutionis ac ſucceſſionis hæreditariæ, quod ex parte *Domini quondam genitoris noſtri Domini Henrici, aut ex parte Domini Primkonis bonæ memoriæ fratris noſtri Ducum Glogoviæ, in ipſa Civitate Glokov, territorio, Juribus, redditibus, Cenſibus, proventibus, Juisque appendiis & pertinentiis*, aut in præſenti competit, vel competere poterit in futuro, *Magnifico Principi, Domino noſtro Domino Joanni Bohemiæ & Poloniæ Regi ac Comiti Lucemburgenſi, & hæredibus ſuis pro duobus millibus marcarum Polonici Pagamenti, quadraginta octo groſſos Pragenſes Denarii pro marca* qualibet computando, quas ab ipſo Domino *Rege* recepiſſe paratas præſentibus nos fatemur, vendidimus, ceſſimus, & reſignavimus liberè, in præſentia *Illuſtrium Principum & Dominorum Boleslai* videlicet, *Ducis Sileſiæ, Domini Lignicenſis Domini Conradi fratris noſtri chariſſimi Ducis Glogoviæ, & Domini Stinaviæ, Domini Witikonis Epiſcopi Miſnenſis, & aliorum magnorum Nobiliumque multorum virorum* convocatis & evocatis ad hoc *Civibus Glogovienſibus* univerſis. Quos omnes, tam divites, quam pauperes, Juvenes atque ſenes, ſexus etiam utriusque, in loco publico ante hoſpitium dicti Dn. *Regis*, hoc eſt, ante domum Henrici filii quondam Ekhardi Civis Glogovienſis à præſtito nobis homagii & fidelitatis debito Juramento, & liga qualibet, quibus nobis tenebantur hactenus & astringebantur, abſolvimus & abſolutos à nobis & hæredibus noſtris, ſi quod adhuc nos habere contigerit, omnes fore publice pronunciavimus, dirigentes & demonstrantes ſeu transferentes eos, ad ipſos, Regem & hæredes ſuos, tanquam homines ligios & fideles ad veros, legitimos & hæreditarios de cætero ſuos Dominos, doli, fraudis, & malitiæ fomento quolibet procul moto. Renunciantes ſponte, in his ſcriptis, & expreſſè noſtro & hæredum noſtrorum nomine, omni Juri, proprietati & Dominio, quæ nobis, in prædictis Civitate Glogow, territorio ipſius, & cæteris annotatis ſuperius, hucusque competierunt, competunt præſentialiter, aut competere in futuro poterunt, quoquo modo: Exceptioni nihilominus, doli mali, in factum actioni, beneficio reſtitutionis in integrum, Literis quoque à *Papa, Romanorum Imperatoribus aut Imperatore, ſive Regibus* vel *Rege* impetrandis ac etiam impetratis, omnique Juris auxilio tam Canonici quam Civilis, quibus præſenti noſtræ venditioni, ceſſioni & reſignationi ſpontaneæ modo poſſet aliquo derogari aut etiam obviari. Et promittentes bona fide, noſtro & hæredum noſtrorum nomine præfatorum, Contractum noſtrum præſentem venditionis, ſeu ceſſionis, ac reſignationis noſtræ voluntariæ, præfatorum omnium ſuperius expreſſorum, inviolabiliter perpetuis inantea temporibus obſervare, & contra præmiſſa, vel præmiſſorum aliquid de Jure ſive facto, per nos ipſos, alium vel alios, nullo unquam tempore, facere aut venire vel aliqualiter contraire. In quorum omnium teſtimonium, memoriam & cautelam præſentes fratris, & ſigillorum noſtri videlicet, ac *Venerabilis Patris in Chriſto Domini Witigonis Miſnenſis Epiſcopi*, nec non *Civium ſeu Civitatis Glogovienſis* à nobis rogatorum appenſionibus fecimus roborari. Et nos *Witigo Dei gratia Miſn. Epiſcopus, Judex, Scabini & Cives Glogovienſes* antedicti, ad preces *Domini Joannis Ducis* ſupradicti, ſigilla noſtra præſentibus in teſtimonium enarratorum ſuperius omnium & ſingulorum duximus appendenda. Datum & Actum Glogoviæ in die B. Remigii. Anno M. CCC. XXXI.

CLXXXIX.

ANNO 1331.

Pacta Matrimonii initi inter REYNALDUM, 20. Oct. *Comitem Geldriæ & Zutphaniæ,* ELEONORAM *Sororem* EDUARDI III. *Regis Angliæ, Weſtmonaſterii die* 20. *Octobris, Anno* 1331. *unà cum Ratificatione dicti Regis Weſtmonaſterii* 25. *Martii* 1332. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 512.]

REx Univerſis, ad quos &c. Salutem.

Inſpeximus Litteras Patentes Venerabilium Patrum & Dilectorum & Fidelium noſtrorum,

J. Wyntonienſis Epiſcopi, Cancellarii,
Et W. Norwicenſis Epiſcopi, Theſaurarii, noſtrorum, Galfridi le Scrop,
Et Willielmi de Herle, Militum, Conſiliariorum noſtrorum,

Necnon diſcretorum virorum, Dominorum,

Ottonis Domini de Kuye,
Ricoldi Præpoſiti & Archidiaconi Eccleſiæ Sancti Petri Trajectenſis,
Et Jacobi de Mierlaer, Militis, Nunciorum, Nobilis viri Reynaldi, Comitis Ghelrenſis & Zutphanienſis,

In hæc verba,

UNiverſis Chriſti Fidelibus, ad quos præſentes Literæ pervenerint,

Johannes, permiſſione Divinâ, Wyntonienſis Epiſcopus, Illuſtris Domini Regis Angliæ Cancellarius, Willielmus, eâdem permiſſione, Norwicenſis Epiſcopus, dicti Domini Regis Theſaurarius, Galfridus le Scrop, & Willielmus de Herle, Milites, Conſiliarii & Deputati per præfatum Dominum Regem;

Ac Otto Dominus de Kuye, Ricoldus Præpoſitus & Archidiaconus Eccleſiæ Sancti Petri Trajectenſis, & Jacobus de Myerlaer Miles, Conſiliarii, Secretarii, Nuncii, & Ambaſſatores Nobilis & Potentis viri, Domini Reynaldi, Comitis Ghelrenſis & Zutphanienſis,

Salutem in Domino.

Noverit Univerſitas veſtra quòd,

Super Tractatu Matrimonii, inter prædictum Dominum Comitem & Nobilem Domicellam Alianoram Sororem prædicti Domini Regis contrahendi,

Inter Nos prædictos, Episcopos, Galfridum, & Willielmum, pro præfatis Domino Rege & Alianorâ Sorore ſuâ, & ipſorum nomine, ex parte unâ,

Et nos prædictos, Ottonem, Ricoldum, & Jacobum, pro præfato Domino noſtro Comite, & ejus nomine, ex alterâ,

tractatum & concordatum eſt in formâ infraſcriptâ:

IN PRIMIS, videlicet, nos præfati, Otto, Ricoldus, & Jacobus, nomine præfati Domini noſtri Comitis, & virtute Poteſtatis ſpecialis, per ipſum Dominum noſtrum nobis in hâc parte traditæ, damus, concedimus, & aſſignamus præfatæ Dominæ Alianoræ, nomine Donationis, propter Nuptias, Sexdecim Milia Libratarum parvorum Turonenſium annuatim, de Terris & Bonis dicti Domini noſtri Comitis, ad totam vitam dictæ Dominæ Alianoræ, tàm in vitâ præfati Domini Comitis, quàm poſt mortem ejusdem, ſi Ipſa Ipſum ſupervixerit, HABENDA ET POSSIDENDA:

Et pro eisdem Sexdecim Milibus Libratarum Terræ & Bonorum, nomine prædicti Domini noſtri Comitis, & virtute Poteſtatis ſpecialis, nobis in hâc parte traditæ, ut prædictum eſt, damus, concedimus, & aſſignamus, dictæ Dominæ Alianoræ,

Inſulam dictam Velna cum Civitatibus, Burgis, Villis, Caſtris, Maneriis, Terris, Aquis, Foreſtis, Libertatibus, Regalitatibus, mero & mixto Imperio, Feodis, & Retrofeodis, ac omnibus & ſingulis, ad dictum Dominum noſtrum Comitem, in dictâ Inſulâ, & ratione vel occaſione ejusdem, qualitercumque, & ubicumque, pertinentibus, in valorem Quatuordecim Milium Libratarum Terræ parvorum Turonenſium per Annum,

Et Redditus omnes & ſingulos, cum Molendinis, Terris, Pascuis, Pratis, & aliis rebus quibuscumque, in Villis infraſcriptis, videlicet, in Elſt, in Ghent & in Angheren, extra Inſulam prædictam, cum omnibus & ſingulis Libertatibus & proficuis ſupra nominatis, & aliis quibuscumque, ad prædictum Dominum noſtrum Comitem, in Villis prædictis, & ratione vel occaſione earum-

ANNO 1331. earumdem, ubicumque, & qualitercumque, pertinentibus in valorem duorum Milium Libratarum Terræ per Annum,

HABENDA ET PERCIPIENDA dictæ Dominæ Alianoræ totâ vitâ suâ, sicut prædictum est:

Et, discretum virum, Magistrum Johannem de Shordich, Juris Civilis Professorem, Procuratorem ipsius Dominæ Alianoræ, ad hoc specialiter constitutum, nomine ipsius, de præmissis, vice & nomine dicti Domini nostri Comitis, investimus: & ea, infra spatium duorum mensium a tempore Matrimonii, inter dictum Dominum nostrum Comitem & prædictam Dominam Alianoram solempnizati, eidem Dominæ Alianoræ, vel ipsius in hâc parte Procuratori, per prædictum Dominum nostrum Comitem procurabimus dari, & concedi effectualiter, & actualiter affignari, HABENDA ET PERCIPIENDA dictæ Dominæ Alianoræ ad totam vitam suam, sicut prædictum est.

Et si fortè prædictæ, Insula & Villæ, cum pertinentiis suis, ad valorem annuum sexdecim Milium Librarum Turonensium parvorum non attingant, tunc id quod indè defuerit, dictus Dominus noster Comes in aliis Terris, præfatis Insulæ & Villis vicinioribus, cum Libertatibus & pertinentiis suis quibuscumque, infra spatium dictorum duorum mensium præfatæ Dominæ Alianoræ, vel ejus in hac parte Procuratori, affignari, liberari, & tradi faciet cum effectu.

Et quòd dictus Dominus noster Comes Prolem, de præfatâ Dominâ Alianorâ, cum Dei gratiâ, suscitandam, sive Masculina fuerit, sive Fœminina, de omnibus Terris & Bonis, quæ Hæreditariè tenet in præsenti, hæreditabit; & suis sumptibus & laboribus procurabit, ordinabit, & faciet, erga Dominos suos quoscumque Superiores, ut Proles, sic de præfatâ Dominâ Alianorâ suscitanda, sibi in dictis Bonis hæreditariè succedat; exceptis Decem Milibus Librarum Terræ parvorum Turonensium, per Annum, de quibus Filiabus suis, de Uxore suâ primâ procreatis, sibi liceat providere, in hujusmodi tamen Provisione Consuetudine Patriæ servatâ.

Et nos, supra nominati Episcopi, Galfridus & Willielmus, vice & nomine dicti Domini nostri Regis, & prædictæ Dominæ Alianoræ, ac virtute Potestatis specialis, nobis per eundem Dominum nostrum Regem in hâc parte traditæ, nomine Dotis ipsius Alianoræ per prædictum Dominum nostrum Regem, dare & solvere promittimus præfato Domino Comiti DECEM MILIA LIBRARUM STERLINGORUM, videlicet,

In Octabis Festi beatorum Apostolorum, Philippi & Jacobi, proximò futuri, apud Lescluses in Flandriâ, Quinque Milia Librarum Sterlingorum,

Et residua Quinque Milia Librarum Sterlingorum, apud Bruges in Flandriâ, in Festo Nativitatis Sancti Johannis Baptistæ, Anno Domini Millesimo, Trescentesimo, Tricesimo Tertio:

Ad quæ quidem Decem Milia Librarum Sterlingorum, terminis & locis prænominatis solvenda, dictum Dominum nostrum Regem, virtute Potestatis suprædictæ, tenore præsentium obligamus; &, ex habundanti, procurabimus quòd dictus Dominus noster Rex faciet, quòd Mercatores de Societate Bardorum de Florentiâ, vel alii Mercatores sufficientes, se, pro dicto Domino nostro Rege, obligabunt de dictis ultimis Quinque Milibus Librarum Sterlingorum, apud Bruges in Flandriâ, in dicto Festo Nativitatis Sancti Johannis Baptistæ, præfato Domino Comiti, vel ejus in hâc parte Attornato, solvendis.

Et, præter hæc, dictus Dominus noster Rex præfatam Dominam Alianoram, pro Corpore & Camerâ suâ, suis sumptibus, parare faciet competenter. Prætereà,

Per nos, supra nominatos Episcopos, Galfridum & Willielmum, pro præfato Domino nostre Rege,

Et per nos supradictos, Ottonem, Ricoldum, & Jacobum, pro dicto Domino nostro Comite,

Est tractatum & concordatum quòd dicta Domina Alianora, parata, sicut prædictum est, sumptibus dicti Domini Regis, mittetur usque dictam Villam de Lescluses in Flandriâ, simul cum primis Quinque Milibus Librarum Sterlingorum prædictarum, ita quòd sint ibi, in Octabis dicti Festi Apostolorum Philippi & Jacobi, præfato Domino Comiti, vel ejus Gentibus, liberanda:

Et ex tunc eadem Domina Alianora, ad sumptus dicti Domini Comitis, in omnibus remanebit.

Quæ omnia & singula suprascripta nos, præfati Episcopi, Galfridus & Willielmus, per prædictum Dominum nostrum Regem, quatenùs ad ipsum pertinent; & nos prædicti, Otto, Ricoldus, & Jacobus, per prædictum nostrum Comitem, quantùm ad ipsum pertinent, teneri, servari, & compleri procurabimus bonâ fide; ipsosque Dominos nostros, virtute Potestatum, nobis in hâc parte traditarum, ad præmissa omnia & singula tenenda, servanda & complenda, in formâ suprascriptâ, tenore præsentium, obligamus. ANNO 1331.

Et quòd præfatus Dominus Comes omnia & singula suprascripta, quatenùs ipsum concernunt, effectualiter faciet, servabit, & complebit, Ego, prædictus Ricoldus, virtute Potestatis specialis, per ipsum Dominum meum Comitem michi in hâc parte traditæ, in Animam ejusdem Domini mei, ad Sancta Dei Evangelia, corporale præstiti Juramentum.

Ad hæc, nos præfati, Otto, Ricoldus, & Jacobus, procurabimus, bonâ fide, quòd dictus Dominus noster Comes omnia & singula suprascripta, per Literas suas Patentes, magno Sigillo suo signatas, approbabit, ratificabit, & pro se, & Hæredibus, & Assignatis suis, confirmabit;

Et Litteras illas, simul cum Litteris Patentibus omnium Dominorum Superiorum, de hæreditando Prolem, quam dictus Dominus Comes, dante Domino, de præfatâ Alianorâ suscitabit, sive Masculina, sive Feminina, fuerit, de omnibus Bonis suis (exceptis Decem Milibus Libratarum Terræ parvorum Turonensium per Annum, sicut prædictum est) dicto Domino Regi, citra primum diem mensis Aprilis, proximò futurum in Angliâ destinabit.

Et nos præfati, Episcopi, Galfridus & Willielmus, promittimus, bonâ fide, quòd, quamcitò dictus Dominus noster Rex prædictas Litteras receperit, ipse, per Litteras suas Patentes, sub Magno Sigillo suo, omnia & singula præmissa, quatenùs ipsum concernunt, pro se, & Hæredibus suis, approbabit, ratificabit, & confirmabit.

In cujus rei Testimonium præsentibus Sigilla nostra apposuimus.

Dat. apud Westmonasterium vicesimo die mensis Octobris, Anno Domini Millesimo, Trescentesimo, Tricesimo primo.

Tenores Procuratoriorum, prædictorum Consiliariorum, Deputatorum, ac Nunciorum & Ambassatorum, subscribuntur.

EDwardus, Dei gratiâ, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitaniæ, omnibus, ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem.

Sciatis quòd nos, de Circumspectione providâ & Fidelitate probatâ Venerabilium Patrum, J. Wyntonienfis, Cancellarii nostri, & W. Norwicensis, Thesaurarii nostri, Episcoporum & Dilectorum & Fidelium nostrorum, Galfridi le Scrop & Willielmi de Herle Militum, plenam fiduciam reportantes,

Ad tractandum cum Nunciis & Procuratoribus, Nobilis Viri, Domini Comitis de Gerle, super Matrimonio, contrahendo inter ipsum Comitem, & Alianoram Sororem nostram carissimam,

Et ad conveniendum, promittendum, & concordandum de Dote, seu Dotalitio, Donationéve, propter Nuptias, eidem Alianoræ assignandis,

Et ad alia, quæ circa hæc necessaria fuerint, faciendum,

Et ea quacúmque firmitate vallandum,

Plenam eisdem, Episcopis & Militibus, ac Tribus eorum, tenore præsentium, damus & committimus Potestatem; Promittentes Nos ratum & stabile habituros quicquid per ipsos, Episcopos & Milites, vel Tres eorum, tractatum, concordatum, promissum, & firmatum, fuerit in præmissis, & quolibet præmissorum.

In cujus, &c.

Teste Rege apud Wyndesore vicesimo die Octobris.

UNiversis, præsentes Litteras inspecturis, nos Reynaldus, Comes Ghelrensis & Zutphaniensis, facimus manifestum, quòd,

Nobiles ac discretos viros, Dominos Ottonem Dominum de Kuye, Ricoldum Præpositum & Archidiaconum Ecclesiæ Sancti Petri Trajectensis, & Jacobum de Miarlaer Militem, Consiliarios & Secretarios nostros dilectos,

Fecimus, & ordinavimus, facimus, constituimus, & ordinamus, nostros, veros & legitimos, Procuratores, negoriorum Gestores, & Nuncios speciales, & quemlibet eorum in solidum (ita quòd non sit melior conditio occupantis, set quod per unum eorum inceptum fuerit, per alium prosequi valeat & finiri) ad contrahendum, pro nobis & nomine nostro, cum Alianorâ Sorore Domini Regis Angliæ, Sponsalia & Matrimonium,

Eidémque Alianoræ Duariam, Dotem, seu Dotalitium, sive Usumfructum, faciendum & assignandum,

Donationémque, propter Nuptias, recipiendum,

Nósque pœnâ, Juramento, & multâ quibuscumque obligandum,

Et præstandum in Animam nostram calumpniæ, & cujuslibet generis, Sacramentum super hujusmodi Matrimonio, pro nobis & nostro nomine contrahendo,

Ac omnia alia & singula faciendum & excercendum, quæ in dicto Matrimonii negotio necessaria fuerint, vel quo-

ANNO 1331. modolibet oportuna, etiam si Mandatum exigant speciale, Ratum, gratum, & firmum, habentes, & perpetuò habituri quicquid per dictos nostros Procuratores, vel eorum aliquem, actum fuerit in præmissis, vel aliquo præmissorum:

Quod omnibus, quorum interest, vel interesse poterit, sub Sigillo nostro Majore, præsentibus appenso, significamus.

Dat. Feria tertia post Festum Beati Remigii, Anno Domini Millesimo, Trescentesimo Tricesimo primo.

NOs autem, Tractatus, Promissiones, Obligationes, ac omnia & singula in eisdem Litteris contenta, & quicquid per præfatos Consiliarios nostros actum existit, ratum, gratum, & firmum, habentes, & perpetuò habituri,

Ea omnia & singula, quatenus nos concernunt, & tangunt, effectualiter servabimus & complebimus, eaque omnia approbamus, ratificamus, & pro nobis, Hæredibus, & Assignatis nostris, omni modo & formâ, sicut gesta, acta, seu contracta existunt, & ut in præfatis Litteris continetur, ex certâ nostrâ scientiâ, tenore Præsentium, confirmamus; Promittentes ipsa omnia, bonâ fide, effectualiter adimplere, ac, omni dolo & fraude penitùs excluso, inviolabiliter observare.

In cujus &c.

Teste Rege apud Westmonasterium vicesimo quinto die Martii.

20. Nov. CXC.

Accession Ludewigs Marggraffens zu Brandenburg und Pfallenzgrafen bey Ryn / wie auch Stephans und Ludwigs Pfallenzgrafen bey Ryn Gebrüdere / zu der Bündnisse zwischen Herrn und Städt zu Ulm in eben der zeit geschlossen. Geben zu Ulm an der Mittwochen vor Sand Catherinen tag Anno 1331. [Joh. Philipp. Datt, Volumen Rerum Germanicar. novum Libr. I. C. V. pag. 31. §. 32. Acte publié pour la premiere fois, par cet Auteur.]

C'est-à-dire,

Accession de Louïs, *Marckgrave de Brandebourg, comme aussi des deux Freres,* Etienne & Louïs, *Comtes Palatins du Rhyn, au Traité d'Alliance conclu en ce tems-là à Ulme entre divers Seigneurs & Villes de l'Empire. A Ulme le Mecredi avant la Sainte Catherine* 1331.

WIr Ludewig von Gottes Genaden / Margraf ze Brandeburg / Pfallenzgraf bey Ryn / und Herzog in Beyern / Oberster Cammerer deß Heiligen Römischen Richs. Und wir Stephan und Lodewig sin Bruder von denselben Gnaden Pfallenzgrafen bey Ryn / und Herzogen in Bayern / verjehen offenbar an diesem Brief / daß wir mit Willen und nach unsers Rats Rat / swern und zu den Heiligen gelert Aide gesworen haben u die Büntnuze / alß sich Herrn und Stet jezo ze Ulme zu uns / und wir zu in zu einander mit Eyden verbunden haben / stät ze halten / und ze vollfüren an Gevorde / in aller der Weiß und in allen dem Rechten / alß die Büntnuze-Brief sagent von Wort ze Wort / die darumb unser lieber gnädiger Herre und Vatter Kayser Ludowig von Rom mit sinem Kheyserlichen Innsigel geben hat. Und sullen und wellen uns deren nicht sündern / noch scheiden / mit dheinen Sachen. Und deß ze Urkunde geben wir Margraf Ludewig von Brandeburg und wir Herzog Stephan unser beider Innsigel an disen Brief: darumber wir Herzog Ludowig ir beider Brüderlin uns verbünden mit unsern guten Trüwen stet zehalten swaz hievor geschriben stat / der Brief ist geben ze Ulme an der Mittwochin vor Sand Katharinen Tag da man zalt von Christus Geburt dreuzehenhundert Jare / dornach in dem ein und dreißigisten Jare.

CXCI.

1332. *Privilegium* Ludovici Bavari *Imperatoris, Civitati* Tremonienſi *concessum, de non molestanda dicta Urbe per Impignorationem, Permutationem, aut quascunque alias Invasiones illicitas. Norimbergæ Anno* 1332. [Dortmundisches Memorial den 27. Februarii 8. Martii anno 1688. zu Regenspurg dictirt / das Churbrandenburgisch Satisfactions-begehren betreffend / inter Annexa Lit. A. apud Londorpium Actorum publicorum Tom. XIII. Buch XIV. pag. 462. d'où l'on a tiré cette Piéce. Datt, Volumen Rerum Germanicarum Novum Libr. II. pag. 733.] ANNO 1332.

LUdowicus Quartus Dei gratia Romanorum Imperator, semper Augustus, prudentibus viris & discretis Magistris Consulum, Consulibus & universitati Civitatis Tremonienſis suis & Imperii fidelibus dilectis, gratiam suam & omne bonum. Ob id Cœlorum Dominus Romani Sacri nos Imperii defensorem sive Gubernatorem constituit, ac etiam ex suæ pietatis clementiâ Rectorem, licet immeritum, ejusdem esse voluit, ut universorum Imperii fidelium, & maximè horum, qui multiplicibus ob amorem Sacri Imperii sunt anxietatibus hactenus anxiati, commodis intendamus, sicque ipsorum nostris viribus & virtute insudemus utilitatibus & honoribus, quod primævorum Cruciatuum immemores anxietatumque perpessarum uberiores gratias sentiant à nostræ Majestatis Clementia juxta vota. *Sanè cum vos progenitoresque vestros jamdudum à retroactis temporibus senserimus non solum rerum, verum etiam corporum ob indemnitatem Civitatis vestræ prædictæ nobis & Sacro Romano Imperio pertinentis conservandam, tanquam Viros strenuos variis & multimodis intrepidè se submisisse Castigationibus*, dignum fore credimus, vos munificentiis, gratiis & concessionibus singularibus, *tanquam benè meritos* per nostram Clementiam decorari. Oblatæ siquidem petitiones vestræ Majestati nostræ plenius in suâ serie continebant, quatenus vobis ex Imperatoriæ Majestatis nostræ consuetâ clementiâ, Privilegia vestra in iisque contenta, emunitates, libertates, concessiones sub quacunque forma seu concessione, per Divos Romanorum Imperatores & Reges Prædecessores nostros datas ceu concessas approbare, ratificare, confirmare, ac etiam de novo gratias concedere dignaremur. Volentes igitur, ob *singularis favoris & amoris quem vobis meritorum vestrorum considerationi gerimus affectum*, in præmissis annuere votis vestris statuimus quidem & ordinamus, ut nullus, cujuscunque status vel conditionis existat, vobis aut vestrum cuilibet divisim vel pariter pro quacunque causa Civili & Criminali coram alieno judicio, vel coram ullo alio præterquam ipsius Civitatis, qui tunc pro tempore fuerit, Judice moveat actionem, aut vos queat vel valeat alibi quomodolibet convenire; Nullique liceat etiam vos bonaque vestra ubicunque locorum sive in terris vel in aquis per quæcunque loca, districtus, terminos & territoria ubi telonia dari consueverant, consueta sunt aut ex novo dari potuerunt, proficisci contingat super telonii, pedagii aut cujuscunque alterius pensionis datione quomodolibet impetere, aut telonium, pedagium aut aliam pensionis cujusvis dationem à vobis vestrisque bonis exigere quovis modo. Indulgemus etiam vobis Successoribusque vestris universis, exoneramusque vos & relevamus ab omni sive qualibet impetitione duelli sic quod nulli liceat vos pro quacunque causa sive quocunque modo, in quibuscunque locis, terminis aut districtibus sive territoriis, quomodolibet impetere per Duellum. Etiam ut vos Successoresque vestri nati & nascituri curata vel simplicia Ecclesiastica Beneficia, quæ antiquitus contulistis, intra muros Civitatis vestræ sita, conferre more & modo solito possitis, quodque fermentum, quod vulgariter dicitur *Grüt*, braxare, facere seu condere secundum modum & antiquatam vestram consuetudinem liberè valeatis, largimur & concedimus omnimodam facultatem. Nihilominusque vobis super suis & præmissorum quolibet, quæ in vestris Literis, tam Romanorum Imperatorum, quam etiam Regum, felicis recordationis prædecessorum nostrorum Bulla aurea bullatis, sigillisque cereis sigillatis certificè novimus, præsentibus indulgemus. „*Præterea cùm vos tanquam Imperii fideles multiplices*
„*hactenus importunas sustinueritis anxietates per im-*
„*pignorationum illicitarumque invasionum attentationes*
„*& gravamina tot & tanta subieritis pericula, quod vos*
„*ab his illæsos in antea pro nostris viribus conservare vo-*
„*lumus, & nostram delectat clementiam Augustalem.*
„*Volumus nihilominusque singulis & universis cujuscun-*
„*que conditionis existant, strictissimè præsentibus inhibe-*
„*mus, ne quis vos divisim vel pariter Successoresque*
„*vestros pro quacunque causa pro Nobis aut Sacro Ro-*
„*mano Imperio per Impignorationes aut alias invasiones*
„*illicitas quascunque præsumat invadere, vel ausu teme-*
„*rario vos audeat quomodolibet molestare. Annuimus*
„*etiam quod vos nulli gubernatori sive defensori per nos*
„*contra voluntatem vestram vobis dato sive deputato pa-*
„*reatis*

ANNO 1332. „reatis, nec etiam ullatenus intendatis, permutationi„que aut concambio si quam vel quod nos aut Succeſſo„res noſtri facere decerneremus & decernerent, occaſio„ne quorum à Sacro Romano diſtrahi vel alienari poſſitis „Imperio, nullatenus conſentiatis, nec ad hoc per quem„cunque vos arctari volumus aut compelli. Etiamque „quod vos hæredesque veſtri poſſitis & poſſint donec ad „noſtri Succeſſorumque noſtrorum revocationem & bene„placitum ad duorum vel trium annorum ſpatium com„petentem vobis Civitatique veſtræ defenſorem eligere ex „indultu noſtro permittimus & annuimus gratiæ ſpecia„lis. Volumus propterea quod nullus poſſidere poſſit aut „poſſideat Comitatum ſive Comitiam Civitatis veſtræ præ„dictæ præterquam verus ipſius hæres, quodque nulli in „toto vel in ſui parte vendi poſſit, niſi cum conſenſu & „bona veſtri voluntate & ſpecialiter uni filio Civis, qui „natus ſit in ipſa Civitate & Reſidentiam faciat in ea„dem. Et quod vos ipſam Comitiam ſive Comitatum & „in toto vel in parte comparare totam vel totum tenere „valeatis præſentibus indulgemus tenendum & poſſiden„dum à Nobis & Sacro Romano Imperio, eo pleno jure, „ſicut pendere dignoſcitur ab eodem. Etiam ut nullum „Archi-Epiſcopum, Epiſcopum, Comitem, Baronem vel „aliquem forenſem ad dictam Civitatem ſive Comitatum „quomodolibet admittatis. Etiam ut nullus liberorum Comitum ſecretum judicium, quod vulgariter dicitur Vereyding / intra muros Civitatis veſtræ permittatis ullatenus exercere vel erigere vel ipſi judicio quomodolibet præſidere & quod etiam vos perſonam quamcunque nomine Civis ſub forma & conſuetudine Civitatis veſtræ prædictæ receptam, vobisque ſine qualibet impetitione per annum integrum & diem ſecundum veſtram antiquatam conſuetudinem continuò commorantem in antea tanquam alium & verum Civitatis Civem tueri tenere noſtra ſuffulti gratiâ, ſive defenſione liberè valeatis. Statuimus etiam & ſtrictiſſimè præſentibus ſingulis & univerſis antè dictæ Civitatis incolis inhibemus, ne quis quocunque modo vel ratione ſub obtentu favoris & gratiæ noſtræ perſonis Eccleſiaſticis quibuscunque tam ſecularibus quam etiam religioſis, Monaſteriorum, Eccleſiarum, Capellarumque Rectoribus Civitatis veſtræ vendat, vendere vel in agone legare præſumat aliqualiter aliquas poſſeſſiones, domos, proventus, vel reditus perpetuò tenendos nec aliis modis poſſidendos, quam ab antiquis temporibus hujusmodi bona ſic ipſis vendita vel legata, poſſidere conſueverant, & habere venditiones ſive legationes ſi quidem aliis modis quam ut præſcribitur factas vel fiendas caſſamus, irritamus, caſſas & irritas nulliusque ipſas decernimus roboris & momenti.

Liceat etiam nulli, nec ulli licere volumus, poſſeſſiones, domos, proventus, reditus vel alia bona immobilia quæcunque intra muros vel in campis Civitatis prædictæ comparare vel emere, niſi uni civium qui conſuetudines teneat & juribus ipſius intendat & pareat Civitatis. Inhibemus etiam quod nullus, cujuscunque conditionis exiſtat, in veſtris & veſtræ Civitatis libertatibus & jurisdictione caſtra, munitiones aut aliquas novas ſtructuras nobis, ſucceſſoribus noſtris, & etiam vobis præjudicantes, damna ſive nocumenta inferentes, aut inferre potentes contra veſtræ voluntatis aut admiſſionis beneplacitum ædificare ſive conſtituere quomodolibet audeat vel præſumat. Ædificata verò vel ædificatas, caſſa & caſſas, irrita & irritas dicimus, omnibusque viribus & virtutibus deſtituimus, privamus & roboribus omnimodè denudamus. Admittimus etiam & propter terræ commune bonum & commodum annuimus, ut vos ſucceſſoresque veſtri dummodo ſuper eo cum tribus aut quatuor Civitatibus potioribus vos circumjacentibus ſuper nummis ſive denariis cudendis uſualibus, æqualiter æquique valoris & ponderis, concordaveritis, nummos uſuales ſive dativos denarios cum ipſis Civitatibus, ut præmittitur, cudere valeatis. Permittimus etiam ut vos omnium diſſenſionum & controverſiarum quarumcunque cauſas & origines inter vos mutuò ſubortas & oriendas concorditer & amicè complanare poſſitis, caſibus tamen & cauſis pœnam corporis aut mutilationem membrorum tangentibus judicio & judici reſervatis. Quicunque verò huic veſtræ ordinationi ſic amicè faciendæ ſtatutisque & ordinationibus licitis per vos uniformiter propter utilitatem, conſervationem & honorem Imperii & ipſius Civitatis ſtatutis & ordinatis, parere vel intendere contradixerit & temerè recuſaverit, ab eo pœnam per vos ſtaturam, ſub virtute præſtiti ſacramenti ſine remiſſione qualibet recipiatis integraliter, earumque pœnarum qualitatem in emendationem, ſtructuram & ipſius Civitatis ædificia ubi magis neceſſe fuerit, convertatis. Volumus præterea ut omnium emptionum ſive venditionum tractatus ſuper poſſeſſionibus, domibus, reditibus, & aliis bonis immobilibus quibuscunque intra vel extra muros Civitatis veſtræ prædictæ ſitis, reſignationesque prædictorum, venditionis aut emptionis tempore fiant, in præſentia veſtrorum Conſulum in ſede ſedentium & coram ipſis omnimodè pertractentur, pertractata verò libro Civitatis inſerantur, ipſique libro inſignita temporibus ſe offerentibus in hujusmodi caſibus pro judicato per vos in antea teneantur. *Mandamus etiam ut nullus quacunque de cauſa vos in rebus aut perſonis, ſine jure & contra juſtitiæ debitum gravet, turbet aut moleſtet. Invaſores vero & turbatores rerum & perſonarum veſtrarum qui fuerint & ſe infrà menſem monitione tamen præmiſſa, ſuper damnis aut injuriis illatis vobiscum ſe non compoſuerint, unà cum ipſorum maleficorum receptoribus, hoſpitatoribus & collectoribus à gratiâ noſtræ Majeſtatis excludimus & prorſus ipſos haberi volumus ubilibet locorum à quibuslibet pro excluſis.* Ordinamus etiam & ſtatuimus, quod quicunque puellam honeſtam vel virginem commendabili vitæ & morum converſatione redimitam, legitimam vel viduam alicujus infamiæ notâ vel maculâ ipſarum honorem maculante, denigraverit vel diffamaverit, quique de hac palam trium idoneorum & discretorum virorum teſtimonio convictus fuerit, in ſui reatus pœnam, pœnâ Civitatis antiqua & ſolita puniatur. Præterea volumus, nihilominus ſtrictiſſimè vobis injungimus & mandamus, quatenus ſtatutum, ordinatum & immutabile Conſilium de decem & octo Conſulibus Scabinis exiſtentibus & non pluribus, de parentelis melioribus, antiquioribus, discretioribus, uxoratis, melius hæreditatis & legitimè natis. Sic tamen quod in ipſo Conſilio ſimul nunquam neque ſucceſſivè Pater cum filio, frater cum fratre reſideat, habeatis, quosque quidem quoad vixerint, niſi unus vel plures quodammodò vitio criminoſo defamati, criminoſique ſuis exceſſibus demeruerint, aut inceſſantis aut continuæ ægritudinis labem inciderint, aut in tantæ egeſtatis aut inopiæ defectum proruperint, quod honorificè ſeu commod. Civitati præſidere, Conſilioque intereſſe non valeant, irrevocabiliter & impermutabiliter ſic tamen quod unus poſt alterius deceſſum aut deſtitutionem per vitam & ſecundum ſtatutis temporibus electionem faciendam, defuncto vel deſtituto, ſine interruptione more cujuslibet ad regendam ſive regulandam prædictam veſtram Civitatem ſuccedat, debebunt perpetuis temporibus permanere; *Quorum etiam quilibet in ſui receptione dum ad Conſilium recipitur, primo Nobis & Sacro Romano Imperio ſuper homagii & fidelitatis debito præſtandis, deinde ſuper obſervationibus Jurium & Conſuetudinum Civitatis veſtræ, tactis Sacroſanctis manuale præſtabit & præſtare debebit Sacramentum ſine doli cujuslibet ſuggeſtione fideliter obſervandum.* Permittimus etiam quod duo Conſules ſuper ſingulis cauſis, per ipſos viſis vel auditis & ſpecialiter ſuper teſtamentis & debitis, caſibus duntaxat pœnam corporis tangentibus exceptis, quos ſecundum antiquam veſtræ Civitatis conſuetudinem teneri volumus & ſervari ſine contradictione qualibet teſtificari potuerunt etiam cœterorum idoneorum Civium quilibet ad eam ſummam pecuniæque quantitatem, ad quam bona ſua propria & immobilia potuerunt extendere, poterit in cauſis & caſibus pecunialibus teſtificari, veritatique teſtimonium perhibere. Statuimus præterea, quod Conſulum quicunque ſuper quacunque cauſa coram Conſulibus jure vel juſtitia contentari, recuſaverit, ad examen Judicis Civitatis omnimodè remittatur. *Singula quidem & univerſa Jura, Privilegia, Emunitates, Libertates, Conceſſiones, gratias laudabiles bonasque Conſuetudines à retroactis temporibus habitas tam per Nos, quam etiam per Prædeceſſores noſtros Romanorum Imperatores & Reges & ſpecialiter per* CAROLUM REGEM FUNDATOREM VESTRUM *data, conceſſa & confirmata, datas, conceſſas & confirmatas ex nunc ex ſolitâ Majeſtatis noſtræ Clementia, ratificamus, approbamus & præſentis Scripti patrocinio ex certa noſtra ſcientia confirmamus.* Nulli ergò omninò hominum liceat hanc noſtræ Ratificationis, Approbationis & Confirmationis gratiam infringere, vel ei auſu temerario quomodolibet contraire. *Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem noſtram gravem, pœnamque centum librarum auri, quarum* medietatem Fiſco noſtro, reliquam verò paſſis injuriam, volumus applicari, *ſe noverit incurſurum,* in ejus rei teſtimonium & evidentiam præſentes conſcribi, Majeſtatisque noſtræ Bulla aurea in robur præmiſſorum omnium juſſimus communiri. Datum Nurenberg Anno Domini Milleſimo trecenteſimo tercesimo ſecundo in craſtino beati Bartho-

ANNO 1332.

ANNO 1332. Bartholomæi, Regni noſtri anno decimo octavo, Imperii verò quinto.

Signum invictiſſimi Domini, Domini LUDOWICI *Quarti Dei gratia Romanorum Imperatoris ſemper Auguſti.*

(Locus appendentis Aureæ Bullæ Majeſtatis Imperatoriæ.)

CXCII.

15. Fevr. *Fœdus inter* NELIPTIUM *Comitem Fininii & Cetinæ ex parte una, & Tria Communia atque Civitates* Spalatenſem, Tragurienſem, & Sibenicenſem *ex altera; Quo dictus Comes has Civitates defendere & guarentare, ipſarumque hoſtes pro ſuis habere promittit: Civitates viciſſim in auxilium Comitis* 400. *pedites contrà ipſius inimicos, exceptis Rege Hungariæ & Dominio Ducali Veneto, mittere pollicentur. Datum in Valle Stolponæ* 15. *Februarii. Indict.* XV. 1332. [JOH. LUCIUS, de Regno Dalmatiæ & Croatiæ, Libr. IV. pag. 212.]

IN Chriſti nomine Amen. Anno Nat. Dominicæ 1332. 15. Februarii Indict. 15. in Valle Stolponæ. Congregatis in colloquio M. & potenti viro D. Neliptio de Tininio Comite ex parte una, & egregiis, & potentibus viris D. Nicolao de Molin Spalat. Johanne Gradonico Trag. Pantaleone Juſtiniano Sibenicen. Comitibus, & Nob. & ſap. viris Prevoslavo Franciſci, Petrarcha Petri, Johanne Stephani Syndico, & Nicolao Theodoſii Civibus Spalat. Daniele Jacobi Syndico Deſſa Baſtiani, Gregorio Salinguerræ, Zoro Amblaſii, Michoie Stepi, Nicola Simonis, Mengatio Doſce, Petracca Stepi Civibus Trag. & Radoslavo Michete Syndico, Marino Bercii, Mihovile Dragoy, Francisco Bradinis, Radulfo Georgii . . . . & Petro Magiſtri Bogdani Civibus Siben. pro ſe ipſis & eorum Civibus & Communibus, quibus ab eorum conſiliis faciendis auctoritas eſt conceſſa ex altera parte ad tale pactum, concordiam, & ſocietatem ad invicem devenerunt vid. Quod dictus D. Comes Neliptius debet defendere & guarentare dictas Civitates, & eorum diſtrictus, & quamlibet ipſarum, homines, res, & bona ipſorum, & cujuslibet eorum, & quamlibet perſonam toto ſuo poſſe ubique locorum, ita, & taliter quod inimicos ipſarum dictarum Civitatum, & cujuslibet earum ipſe D. Comes Neliptius tenebit, & tractabit pro ſuis inimicis tam in diſtrictibus dictarum Civitatum, quam extra toto ſuo poſſe, bona fide ſine fraude. Dictæ verò tres Civitates debent dare inter omnes tres Civitates prædictas dicto D. Comiti Neliptio in ipſius D. Comitis Neliptii auxilium 400. homines pedites contra ſuos inimicos bona fide ſine fraude: & inimicos dicti D. Comitis Neliptii habere pro eorum inimicis, exceptis D. Regem Hung. & ſubjectos Dominio Ducali Veneto, & ipſos 400. homines ſibi dandos eidem D. Com. Nelip. poſſit conducere contra ſuos inimicos, ſi damnum ſibi, vel genti ſuæ dare contingeret, in Sclavonia tantum, & hoc intelligatur quod prædictæ tres Civitates teneantur dare dictos 400. homines ſolummodò, quando d. D. Com. Nelip. perſonaliter iret contra dictos ſuos inimicos, & aliter non, & ſi contingeret per ipſum D. Com. Nelip. vel gentem ſuam moveri guerram, ſeu derobationes facere alicui perſonæ absque voluntate, vel requiſitione ipſarum trium Civitatum, & eorum Comitum, quarum ſunt Comites, quod prædicti Comites, ſeu Civitates prædictæ ad prædictos 400. homines ſibi dandos minimè teneantur. Nec contra Dominum Regem Hung. & Subditos D. Ducis ad præſtandum eidem D. Comiti Neliptio auxilium ſupradictum nullatenus teneantur. Et prædicta omnia, & ſingula ſup. & infraſcripta ab hodierna die in antea initium aſſumptura ſint & debeant perdurare, donec de Ducalis Dominii proceſſerit beneplacito voluntatis, pro quibus omnibus, & ſingulis obſervandis, & firmiter attendendis. Idem D. Comes Nelip. per ſe & nomine gentis ſuæ ex una parte, & Joannes Stephani Synd. & Procur. Communis & hominum de Spalato, Daniel Jacobi Syndicus, & Procurator Communis & hominum de Trag. Rodoslavus Michite Synd. & P. Communis & hominum de Sibinico in eorum & ipſoforum quorum ſunt Syndici, & Procuratores animas juraverunt corporaliter ad Sancta Dei Evangelia, tactis ſacroſanctis Scripturis, prædicta omnia & ſingula ſupraſcripta & infraſcripta bona fide ſine fraude attendere, & obſervare, & contra in aliquo non facere, vel venire aliqua ratione, vel cauſa. Quibus omnibus ſic peractis ſupraſcripti Domini Comites & Nob. Civitatum prædictarum volentes inter ſe taxare, & dividere ipſos 400. homines eidem D. Comiti Neliptio dandos. Primò, & principaliter D. Nicolaus de Molino Comes Spalati de conſenſu & voluntate dictorum Nob. de Spalato C. homines de dicta ſumma 400. hominum prædictorum pro Communi & hominibus de Spalato obtulit ſe daturum, & D. Joannes Gradonicus Comes Trag. cum conſenſu & voluntate dictorum Nob. de Trag. de ſupta. ſumma pro dicto Communi & hominibus de Trag. 140. homines obtulit ſe daturum, & D. Pantaleo Juſtinianus Comes Siben. de aſſenſu, & voluntate dictorum Nob. de Siben. 160. homines de ſupta. ſumma prædicto Communi, & hominibus dictæ Civ. Sibenici obtulit ſe daturum, & ſic unusquisque dictorum Comitum nomine dictarum Civitatum quarum ſunt Comites, & ipſi Nobiles Syndici, & Procur. Civitatum prædictarum unà cum eis ex auctoritate eis attributa, & conceſſa à Conſiliis Civitatum eorum, & cujusque ipſorum promiſerunt dare cauſis ſupraſcriptis unusquisque quantitatem hominum per eos ſuperius protaxatam & ordinatam, convenientes & promittentes partes ſuptæ. per ſe quod de dicta conventione, & ſocietate quatuor conficiantur Inſtrumenta, unius ejusdemque tenoris, ſigillis pendentibus eorum, & cujusque ipſorum Civitatis, & Communis, & D. Comitis Nelip. in ſupraſcriptorum omnium teſtimonium munimine roborata. Acta fuerunt prædicta, & firmata in Valle Stelpone præſentibus Magiſtro Alex. de Firmo Notario & Cancell. Communis Trag. Mag. Meneghello de Cluigia, & plurimis aliis teſtibus ad hæc vocatis & rogatis. Ego Petrus filius q. X Alex. de Piſtorio Impe. auct. Not. & Communis Siben. Cancell. & juratus publicus prædictis omnibus interfui, & à prædictis partibus rogatus ſcripſi, & fideliter publicavi, ſignoque meo conſucto ſignavi.

CXCIII.

11. Mai. Privilegium von Kayſer LUDWIG denen geſamten Bürgern zu Muhlhauſen ertheilet/ daß dero Stadt auf keinerley weiſe ſolle vom Reich abalienirt werden. Bibrach des Montags nach dem achten tage des heil. Creutzes tag 1332. [LONDORPII Acta publica Tom. XIII. libr. XIV. Cap. XXXV. 444. Ce Privilege fut renouvellé à Cologne le jour de St. Laurent 1349. par l'Empereur CHARLES IV. On le trouve dans le même endroit de LONDORPIUS pag. 445. lit. G.]

C'eſt-à-dire,

Privilege de l'Empereur LOUIS de Baviere *en faveur des Citoyens & Bourgeois de* MULHAUSEN, *portant que leur Ville ne pourra en aucune maniere être alienée de l'Empire. A Biberac le Lundi après l'Octave de la Fête de Ste. Croix* 1332.

WIr Ludwig von Gottes Gnaden/ Römiſcher Käyſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ verjehen offentlichen mit dieſem Brieffe und thun kund allen denen/ die ihn anſehend oder hörend leſen/ daß wir angeſehen haben die einfältige Flehunge/ und die groſſe Treue/ die uns und dem Reiche gethan haben die Burger gemeiniglich zu Mühlhauſen/ und befunden/ daß ſie dem Reiche/ mit gantzen Treuen beyzubleiben/ und ſich von dem Reiche mit ihren Treuen niemanden geſcheiden mag; Und haben ihn von beſondern Gnaden verheiſſen/ und verheiſſen ihn es auch mit dieſem unſern gegenwärtigen Brieffe/ vor uns/ unſere Nachkommen an dem Reiche/ daß wir die Stadt zu Mühlhauſen mit Gerichten/ Dörffern und allen dem/ was zu der Stadt gehöret/ und das des Reichs iſt/ um keinerley Sache noch Nothdurfft des Reichs/ und beſondern um kein Zugeld/ Morgengabe/ Heimſteuere noch Wiederlegunge/ unſer und unſer Nachkommen Kindern nimmer zu keiner Zeit von dem Reiche bey nichte vorweiſen/ vorſetzen noch verändern ſüllen/ in keinen Weg; Und wäre daß wir oder unſer Nachkommen/ unwiſſend dieſer Brieffe/ ſie von dem Reich vorſetzten oder vorweiſeten/ das ſoll nicht Krafft noch Macht haben. Und darüber zu Urkunde geben wir ihn dieſen Brieff/ verſiegelt mit unſerm Käyſerlichen Inſiegel/ der gegeben iſt zu Bibrach/ deß Montags nach dem achten Tage des heil. Creutzes Tage/ als erfunden ward/ da man zehlte von Chriſtus Geburth dreyzehen-

ANNO 1332. zehenhundert Jahr / darnach in dem zwey und dreyßigſten Jahr / in dem achtzehenden Jahr unſers Reichs / und in dem fünfften des Käyſerthums.

(L. S.)

(A)

Daß dieſe Copey mit dem wahren unverſehrten Originali facta Collatione allenthalben gleichſtimmig befunden worden / ſolches thue ich

JACOBUS ARNOLDI,

S. Imper. auth. Not. Publ. requiſitus in fidem atteſtiren.

(L. S.)

CXCIV.

20. Juin. FRANCE, EU, COLOGNE, LUXEMBOURG, GUELDRE, JULIERS, NAMUR, ET BRABANT.

Compromis de RAOUL, *Comte d'Eu & Connêtable de France, pour ſoi & au nom de l'Archevêque de* COLOGNE, *de l'Evêque de* LIEGE, *des Comtes de* LUXEMBOURG, *de* GUELDRES, *de* JUILLIERS *&* NAMUR *d'une part; & de* JEAN *Duc de Brabant d'autre, en la perſonne du Roi de France* PHILIPPE de Valois, *de tous les differens qu'ils avoient enſemble, le* 20. *Juin* 1332. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 139.]

NOus RAOUL Cuens de Eu, de Gynes, Conneſtable de France, ſçavoir faiſons à tous, que ſus & de toutes les guerres, descordz, debatz, querelles & controverſes, que Reverend Pere en Dieu Monſieur Wallerant Archevesque de COLOGNE, Monſieur Adaulf Evesque de LIEGE; & tres haultz & nobles Princes, Monſieur Jean Roy de Boheme & de Pologne & Comte de LUXEMBOURG, Monſieur Regnault Comte de GUELDRES, Monſieur Guillaume Comte de JUILLIERS, Monſieur Loys Comte de Los & Chigny, Monſieur Jean Comte de NAMUR, Monſieur Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Monſieur Guy de Namur Chevallier; & nous conjoinctement & diviſement avons & pouvons avoir envers tres hault & noble Prince, Monſieur Jean Duc de Lothier, de Brabant & de Lembourg, desquelz les deſſus dictz ſe ſont compromis ſur certaine forme & maniere contenues en leurs Lettres ſur ce faites & ſcellées de leurs ſeaux en tres hault & tres puiſſant Prince noſtre tres cher Sieur Monſieur PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France * obligez & obligeons audict Duc de Brabant & au dict Monſieur le Roy de France & à tous ceux à qu'il appartient, peut ou pourra appartenir, ſur les peines en la forme & en la maniere de poinct en poinct, que les deſſus dictz Monſieur le Roy de Boheme & de Pologne & Comte de Luxembourg, Monſieur Renault Comte de Gueldres, Monſieur Guillaume Comte de Juilliers, Monſieur Loys Comte de Los & de Chigny, Monſieur Jean Comte de Namur, Monſieur Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Monſieur Guy de Namur Chevallier ſe ſont obligez. En tesmoing & à plus grande fermeté des choſes ſus dictes & de chacune d'icelles, nous avons mis noſtre ſeel en ces preſentes Lettres. Donné à Royal lieu prés de Compiegne, le vingtiesme jour du mois de Juin, l'an de grace mil trois cens trente deux.

CXCV.

20. Juin. FRANCE, COLOGNE, LIEGE, BRABANT, &c.

Lettre par laquelle PHILIPPE de Valois, *Roi de France, accepte le Compromis d'entre l'Evêque de* COLOGNE, *de* LIEGE, *& autres & le Duc de* BRABANT. *Fait le* 20. *Juin*, 1332. [G.G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 139.

PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France, faiſons ſçavoir à tous, que nous regardans & conſiderans les grandes guerres, haines & discordz, qui eſtoient & pouvoient plus grandes naiſtre entre nos chers & bien amez Walerant Archevesque de COLOGNE, Adaulf Evesque de LIEGE, & noſtre cher & amé Couſin Jean Roy de Boheme & de Pologne & Comte de Luxembourg, Regnault Comte de Gueldres, Guillaume Comte de Juilliers, noſtre cher & amé nepveu Loys Comte de Los & de Chigny, Jean Comte de Namur, Jean Sire de Beaumont, & Guy de Namur Chevallier, & chacun d'eulx conjoinctement & diviſement pour eux, & pour leurs alliez & leurs aydans d'une part; & noſtre tres cher & amé Couſin Jean Duc de Lothier, de Brabant, & de Luxembourg pour luy & pour ſes alliez & aydans d'autre part. Desquelles guerres, haines & discordz moult de peril, maux & eſclandres pourroient venir & enſuivre. ANNO 1332.

§. 2. Nous deſirans de tout noſtre cœur mettre à noſtre pouvoir bonne paix & accord entre tous bons Chreſtiens, & ſpecialement entre les deſſus dictz; nous ſommes entremis de faire & pourchaſſer bonne paix & bon accord entre eux & chacun d'eux. Et pour ce les dictes Parties & chacunes d'icelles pour eux, leurs alliez & leurs aydants deſſus ditz, eſtablis perſonnellement en noſtre preſence de leur bon gré & de leur volonté, ſe ſont compromis en nous comme en arbitre, arbitrateur ou amiable compoſiteur, ſus & de toutes les guerres & diſcordz, debats, querelles & controverſes, que chacune Partie & Parties a, & peut avoir, ont & peuvent avoir à preſent à faire les uns vers les autres, conjoinctement & diviſement. Et nous ont donné tous enſemble & chacun par ſoy plein pouvoir & franche puiſſance de faire & mettre paix entre eux & chacun d'eux des guerres, qu'ils ont; & que des discordz, debatz, querelles & controverſes deſſus dictes, nous les Parties ouyes amiablement, en leurs demandes, defenſes & en leurs raiſons, par devant nous ou ceux que nous y deputerons, ſommairement & de plein, ſans autre figure de procez, gardé, ou non gardé ordre de droict, & baillez en eſcript par maniere de memoire par devers nous, ou ceux, qui à ce ſeront deputez de par nous, les faictz & raiſons, desquelz les Parties & chacunes d'elles ſe voudront ayder les uns contre les autres; ſçachions & faiſions ſçavoir par maniere d'information, & comme bon nous ſemblera la verité par bonnes gens & dignes de foy, en quelques lieux & païs, qu'il nous plaira, & que nous les voudrons envoyer; & de tout ce que par les deputez de par nous, nous tenterons pour informer des faitz, discordz, debatz, querelles & controverſes & raiſons deſſus dictes, nous puiſſions à une fois ou à pluſieurs & toutes fois, comme à nous plaira, prononcer, declarer & terminer & en ordonner, en escript & ſans escript, de haut & de bas, ſelon & que bon & convenable nous ſemblera, & à noſtre pure & franche volonté, ſans en recourir à dict arbitrage ou ordonnance de juge ne de bon homme; & pourrons prononcer, declarer, determiner & ordonner des dictz discordz, debatz, querelles & controverſes toutes enſemble ou particulierement, une fois & pluſieurs, toutes fois & quantes comme à nous plaira, durant le terme de ce Compromis & la prorogation d'iceluy, s'il eſtoit prorogué, & durera noſtre pouvoir à ce faire jusques à la feſte ſainct Jean Baptiſte, qui ſera l'an mil trois cens trente trois. Ce adjouſté, que s'il nous plaiſt, nous pourrons allonger & proroguer le dict terme & le dict Compromis, jusques à la nativité de notre Seigneur enſuivant en celuy an meſme, qui ſera l'an mil trois cens trente trois.

§. 3. Lesquelles choſes toutes & chacunes d'icelles, ainſy comme elles ſont diviſées les dicts Roy de Boheme, Comtes de Gueldres, de Juilliers, de Los, & de Chigny, & de Namur, & Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Guy de Namur & chacun d'eux, pour tant comme à eux & chacun d'eux peut toucher, conjoinctement & diviſement d'une part; & le dict Duc de BRABANT d'autre part; ont promis, pour eux, pour leurs alliez & leurs aydans tant d'une part comme d'autre, & l'une Partie à l'autre deſſus dictes & à nous meſmes & à tous ceux qu'il appartient, peut & pourra appartenir, par leurs ſermens donnez ſur ſainctes Evangiles touchées corporellement, & ſur l'obligation de leurs hoirs & ſucceſſeurs & de tous leurs biens meubles & non meubles, preſens & à venir; tenir & garder fermement & loyaument en bonne foy, ſans corrompre, ſans fraude & ſans tout mauvais engin, & ſur la peine de cent mil marcs d'argent fin; de laquelle peine la Partie qui ſeroit desobeiſſante à nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances, toutes fois & quantes fois, que ils ou aucuns d'eux, leurs alliez, ou leurs aydans feroient par eux ou par autre encontre icelles ou aucunes d'icelles, ou contre la teneur de ces Lettres, ſera tenu payer & rendre ſans contredict par ſa foy & par ſon ſerment, & ſur l'obligation deſſus dicte, la moitié à chacune Partie & Parties,

ANNO 1332. qui obeiront à nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances, & à la teneur de ces presentes Lettres: & l'autre moitié de la dicte peine payer & rendre à telles personnes, ou à telz usages & dedans tels temps, comme en voudrons ordonner tant durant le dict temps du dict Compromis, & la prorogation d'iceluy, comme après en quelque temps que ce soit; laquelle peine commise ou non commise, nos dictes prononciations, declarations, determinations & ordonnances demeureront tousjours en pleine force & vertu.

§. 4. Et en tant comme le present Compromis & les choses sus dictes touchent & peuvent toucher les dictz Archevesque de Cologne & Evesque de Liege & chacun d'eux, conjoinctement & divisement d'une part, & le Duc de Brabant d'autre part; les dictz Archevesque, Evesque & Duc ont promis pour eux & pour tous leurs Alliez & leurs aydans tant d'une partie comme d'autre, & l'une Partie à l'autre, & autres des dessus dictz & à nous mesmes, & à tous ceux, à qui il appartient, peut & pourra appartenir en bonne foy, & en bonne loyauté, les prelatz la main au pectus en la presence des saincties Evangiles sans iceux toucher, selon que à leur honneste estat appartient, & li dis Duc par son serment, tenir & garder fermement & loyaulment, exactement & entierement en bonne foy, sans corrompre, sans fraude, & sans tout mauvais engin, nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances; en tant comme les dictz discordz, debatz, querelles & controverses touchent & peuvent toucher les guerres, injures, villainies, malesfaçons, dommages, despens, coustz, frais & actions personnelz: mais en tant comme ilz toucheroient heritages tant d'une Partie comme d'autre, ilz tiendront nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances ou la teneur de ces Lettres, quant aus dictz heritages; & s'ils ou aucuns d'eux, leurs Alliez ou leurs aydans faisoient par eux ou par autres encontre icelles ou aucunes d'icelles ou contre la teneur de ces Lettres, la Partie desobeissante sera tenu payer & rendre sans tout contredict la moitié de la dicte peine aux Parties, qui y obeiront, & l'autre dicte moitié de la dicte peine à telles personnes, ou à tels usages & dedans tel temps comme nous en voudrons ordonner, tant durant le temps du dict Compromis & de la prorogation d'iceluy, comme après en quelconque temps ce soit.

§. 5. Et à faire & accomplir entierement, si comme dit est, ont obligez les dictz Archevesque, Evesque & Duc, tant comme à chacun peut toucher eux, leurs biens, meubles presens & à venir par leur foy & leurs dictz sermens & en leur loyauté l'une Partie & l'autre & autres des dessus dictz, & à nous mesmes & à tous ceux, à qui il appartient & peut appartenir. Et ont voulu toutes les dessus dictes Parties & chacunes d'icelles en leur bonne foy, par leurs dictz sermens que si es choses dessus dictes, ou aucunes d'icelles a doubte ou obscurité aucune, nous icelle puissions declarer & terminer, selon que bon nous semblera, lequel Compromis & arbitrage & les promesses & obligations à nous faictes si comme dict est, nous pour bien de paix, avons receu & recevons en nous. En tesmoing de ce & plus grande seureté & fermeté des choses dessus dictes, nous avons faict mettre nostre seel en ces Lettres. Donné à Royal lieu pres de Compiegne, le vingtiesme jour du dict mois de Juin, l'an de grace mil trois cens trente deux. *Sic signatum*, Par le Roy en son grand Conseil, BARRE.

CXCVI.

22. Juill. Landfriede von LUDWIG, Römischen Kayser / mit Rath des Ertzbischoffs Balduini, zu Trier / Pflegers der Stifften Maintz und Speyr für sich und seine / Stifftes / und mit namen / für Gerlach, Bischoffen zu Worms / Rudolph und Ruprecht, Paltzgrafen beym Rhein / und der Städte Strasburg, Worms, Speyr und Oppenheim, von oberhalb Straßburg eine halbe Meyle herab bis gen Bingen / auf beim Rhein und jedweder Seite des Rheins auf dem Lande 3. Meilen / zu Sicherheit der Strassen zu Waßer und Land / als auch Handhab der gewerbschafft auf 2. Jahr aufgerichtet / mit der Städte genehmhaltung. Geben am nächsten Mittwochen vor Sancti Jacobi 1332. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. XXX. pag. 679. col. 2.]

ANNO 1332.

C'est-à dire,

Paix publique, établie & ordonnée par l'Empereur LOUIS de Baviere, *de concert avec* BAUDOUIN *Archevêque de Treves, Administrateur de Mayence, & Evêque de Spire, tant pour lui & ses Evêchés, qu'au Nom & pour* GERLACH *Evêque de Worms,* RODOLPHE & RUPRECHT *Comtes Palatins du Rhyn, & les Villes de* STRATSBOURG, MAYENCE, WORMS, SPIRE & OPPENHEIM, *pour la conservation du Commerce, & la sûreté des Chemins, par Terre & par eau, le long du Rhyn, jusqu'à l'étendue de trois Milles de l'un & de l'autre côté, comme aussi dans tout le Territoire de* Stratsbourg, *& un demi-Mille plus haut jusqu'à* Bingen, *pour deux Ans. Ann* 1332. Avec *les* RATIFICATIONS *desdites Villes, du Mecredi avant la St. Jaques* 1332.

WIr die Räthe und die Burgere der Stätte Mentz / Straßburg / Wormisse / Spire und Oppenheim / thun kund allen den / die diesen Brieff sehent / oder hörent lesen / daß wir den Landfriden / den der ussirüchte Herr / unser Herr Kayser Ludwig gemacht und gesetzt hat / mit Rath des Ehrwürdigen in Gote / Vatter und Herrn / Herrn Baldwines Ertzbischoffes zu Trier / und Pflegers der Stiffte zu Mentz und zu Spire / und der Hochgebohrnen Fürsten / Herrn Rudolphs und Herren Ruprechtes Pfallentzgreven bime Ryne / und Hertzogen in Beyern / und unser / als an sinen Brieffen stat / die hirnach von Wort zu Wort geschrieben sint / veste und steete halten wollen mit guten Truwen / und by dem Eide den wir hierüber han getan / ane alle Gefehrde / und stehen die Brieff des Landfrieden also:

Wir Ludowig von Gottes Gnaden Röm. Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des heyligen Riches / thun kund allen / die diesen Briefe sehent oder hörent lesen / daß wir durch Ansichte / Notorfft / und fruchtberige kundliche Nutze / des Landes und der Lüte gemeinlichen / mit gutem Rath unser lieben Fürsten Baldwines Ertzbischoffen zu Trier / Pfleger der Stiffte zu Mentz und Spire / für sich und die sinen der vorgenanten Stiffter / Pfaffen und Leygen / Münche und Nunnen / und mit Namen für Gerlachen Bischoffen zu Wormisse / für sein Stifft und Pfaffheit / die er verentwurten will / Rudolffes und Ruprechtes unsers Bruders seligen Sune / Pfallentzgrave bime Ryne / und Hertzogen in Bayern / und der Wisen Lüte / der Räthe und der Burger gemeinliche der Städte zu Mentze / Straßburg / Wormisse / Spire und Oppenheim uffgesetzet / gemacht und geboten hant / ein rechten Land-Frieden / von oberhalb Straßburg ein halbe Mihl die richte herab biß gen Bingen uff dem Ryne / und jedweders Syte des Rynes uff dem Lande dri Milen / und sollen auch in demselben Frieden sin Bingen / Beckelnheim und Sobirnheim / und sullent auch zuschen desselben Land-Frieden Zilen alle unrechte Zölle abe sin uff dem Lande und uff den Wassern / ane die Geleite / die der Bischoff von Spire / die Marggrafen von Baden / und der Grafe von Nassaw nement uff dem Lande / als es bißher gewonlich ist gewesen. Und sollen auch die alten Zölle verbliben / uff dem Ryne / als es von Alters herkommen ist / ane alle Gefehrde. Wir setzen auch und gebieten / daß man uff Wasser und uff Lande schirmen und wehren sol / in des vorgenanten Land-Frides Zilen / allen Raub / allen Brand / Gefängnusse und alle Gewalt die den widerfahrent / die zu diesem Land-Frieden hörent / und auch allen Koufflüden / und allen guten Lüden / die in des Landfrides Zilen ritent oder fahrent / gehent oder wandelent / an alle Geferde. Und were auch / daß jeman in des Landfriden Zielen sesse / er sy wer er sy / der zu diesem Friede nit helffen wolt / als wir die Herren und die Stätte / die zu dem Landfrieden gehörent / sie heissent / die sollent auch desselben Landfriedes nit geniessen. Geschehe auch / daß jeman geschadiget würde in des Landfrieden Zilen / der oder die / oder jeman von ihren wegen mögent das ougen und klagen den nechsten Herren oder ihren Amptlüden / oder den nechsten Städten / bey den der Schade geschehen ist. Und sollent die / die alsus gemahnet werden / zustund und unverzoglich erfahren uff den Eyde umb den Schaden. Und bevindent sie danne / daß er geschadiget ist wider Recht / und der Landfried an ihme gebrochen ist / so sullent sie fürderlichen und ohne Verzog dazu thun und beholffen syn / daß der Schade gericht werde / uff ihren Eyd / und erkennen sie bi ihrm Eyd / daß sie sie nit allein bezwingen mögent / so mögent sie je die nechsten Herrn und Stätte zu enmanen / und sollent ihn auch die unverzoglich beholffen sin offe den Eyd / biß der Schade gerichtet wird / an alle Geferde. Auch setzen wir und gebieten / daß kein Herr noch kein Stadt die zu diesem Landfrieden horent / nit gebunden noch schuldig seyn zu helffene / noch zu dienen jeman / der zu diesem Frieden nit enhört es syn Herren oder Städte / sie entun es dann gerne. Dienet aber jeman darüber kein Herrn oder Städten / die zu dem Landfrieden nit enhörent / was der Schadens lidet / das en ist man ihme nit schuldig zu helffene / von des Landfrieden wegen / man thu es dann gerne. Were es aber / daß jeman / es

ANNO 1332. sien Herren oder Städte / die zu dißme Landfrieden gehörent / in des Landfrieden Zilen / oder von des Landfriedes wegen / geschädiget würden / nu oder hernach / dem oder den soll man beholffen syn uff den Eyd / so lang biß ihm wiederthan werde / und sein Schade außgerichtet / an alle Geferde. Auch ist unser guter Wille daß ein jeglich Herr oder Stadt / die zu dem Landfrieden gehört / ein jeglichen guten Mann / er sy wer er sye / Ritter oder Knecht / Pfaffe oder Orden / die in des vorgenanten Frieden Zilen gesessen sint / und den Frieden zu beschirmene beholffen wollent syn / empfahen mögent zu diesem Frieden / mit aller Gedingen und Fürworten / als hievor und hernach geschrieben steht / als sie uff ihren Aidt trurwent / daß es dem Frieden und dem Land nutz und gut sy / ane alle Gefehrte. An Herren un Städte / ob man die empfahen würde / so mögent die von Straßburg ihr Lands-Herrn und Städte empfahen zu dißme Frieden / die sie trurwent uff ihren Aidt / die dem Friede nutz und gut sy / ane alle Gefehrde. Und mögent sie auch den Frieden uff baß und breiter ziehen / das mögent sie thun / ob sie uff ihren Eyd erkennet / daß es dem Frieden nutz und gut sye. Aber die Herren und die niderne Städte / Mentze / Wormisse / Spire und Oppenheim / die sollent auch ihr Landes Herren und Städte empfahen zu dißme Frieden / die sie wenent uff ihren Eydt / die dem Fried nutz und gut seyn. Und wanne sie das thun wollent / so sollent sie es thun mit gemeinem Willen und Verhängnuß / an alle Geferde. Wir han auch gesetzet und gemachet / Were es / daß ein Herrn / der zu dißme Landfriden gehöret / icht geschehe / in des Landfrieden Zilen / der sol und mag dry Erbar Manne schicken zu der nechsten Stadt da es bey geschehen ist / die sollen es ougen und kunden dem Rathe / so soll der Rathe hendelingen / und ane Verzog dri usser ihrme Rathe zu des Herrn drien geben / dem der Schade geschehen ist / und soll Hartmuth von Cronenberg Borggreve zu Starckenwerg der Siebende syn / und sollen dieselben Siebene / oder das Mehrertheil unter ihn überkommen uff ihr Eydt / ob man ihme soll beholffen seyn / und erkennent sie sich mit Eyden / daß man ihme sol beholffen syn / so soll dieselbe Stadt / Herren un andere Städt / die in dem Landfrieden sind / dazu hurdiglichen beholffen syn / als hernach und hievor geschrieben stat. Geschehe auch / daß ein Stiffte oder ein Pfaffe geschädiget würde / in des Landfrieden Zilen wider Recht / das sollent sie ougen und kunten Baldwinen Ertzbischoffen zu Trier / oder sin Amptlüten / und sol er oder sin Amptlüte das der nechsten State ougen und fürbringen / als von den Herren davor geschrieben steht. Und erkennen die Siebene als davor geschrieben stat / daß der Landfriede an ihn gebrochen ist / oder geschädiget sin wider Recht / so sol man ihn beholffen syn uff den Eydt / also daß der Ertzbischoff oder sine Amptlüte die Ersten uff dem Velde syn und darzu thun / er die Stätte zu ihn zogegene / one alle Gefehrde. Es sollent auch die Herren und die Städte / die zum Land-Frieden hörent / den vorgenanten Städten und Burgern / und den die bey den Städten in des Landfriedes Zilen geschadiget werden / die zu dißme Landfriden gehörent / beholffen und verbunden syn / uff den Eyd / als hievor und hiernach geschrieben stet. Wann der Rathe oder mehrertheil des Rathes der Städte / an der oder bey der Schade geschehen ist / oder der Landfrid gebrochen ist / sich erkennen uff ihren Eyd / daß ihn unrecht geschehen sye / oder daß man Recht von ihr versproche / das soll man ihn geloubeu / und soll ihn darzu beholffen syn / an alle Gefehrde. Were auch / daß ein Herr / ein Ritter / ein Knecht oder ein ander / wer er sye / der vorgenanten Herren oder Städten die zu dem Landfrieden gehörent / vient werden / und sie beschadiget hetten / und das Recht von ihn versprochen hetten / also daß der Herr / oder der Rath der Städte die da geschadiget sind / oder das Mehrertheil desselben Rathes sich erkennent uff ihren Eydt / daß sie weder Recht geschadiget sind / und man Recht von ihn versprochen habe / wo der Herr / Ritter oder Knecht / oder wer er sy oder ihr Diener / in der vorgenanten Herren und Städte / die zu dem Landfrieden hörent / Vesten Städte / Schloß oder Gewalt komment / und ihn das von dem Herrn oder der Städt die geschädiget sint verkündet ist oder verkündet würd / den oder die sollent sie angriffen und halten uff den Eydt / gelicher Wise als ob ihn das Unrecht selber von ihn widerfahren were / an alle Geferde. Wer auch diesen Frieden breche / er sye wer er sye / oder Schaden thut den die zu dißme Frieden hörent / wer den heltet / huset oder hovet / oder ihn redet oder hülffet mit Worten oder mit Werken / den oder die / wer die synt / sol man angriessen gelicher Wise / als den der den Schaden selber gethan hat / und sol man darzu beholffen seyn / uff den Eide / als hievor und hernach geschrieben steht / an alles Geferde. Wer auch der ist / der diesen Frieden also brichet / dem sol auch niemand kein feilen Kauff geben / in den fürgenanten Stätten an alle Geferde. Es soll auch niemand / der zu dißme Frieden gehört / es seyn Herren oder Stätte / keiner den andern bekümmern oder beklagen / dann sinen rechten Schuldigern. Auch wer es daß ein Herr / sein Amptman oder sine Diener / oder die vorgenanten Stätte / die zu dißme Landfrieden gehörent / sumig wurden / also daß sie nach der Mannunge den Landfrieden zu schirmen nit behendiglichen und ane Verzug beholffent werent / als hievor geschrieben ist / oder were es / daß ein Herr / sein Amptman oder sein Diener / oder ettelich der vorgenanten Stätte die zu dißme Landfriden gehörent / Schaden thete jeman / der auch in diesen Landfrieden höret / und der / der den Schaden gethan hat / verbottschesste würde / daß er widerthete und den Schaden uffrichte / thete er deß nit / man solte desselben Herrn oder der Stette / die den Schaden gethan hant / Geltes / als viel an dem Geleite vorhanden / behalten als er ihn geschadet hat / und sol doch diesen Land-Frieden schuldig und gebunden syn zu schirmen / und beholffen syn behendelichen / und trumplichen / uff den Aid / an alle Geferde. Auch ist geredt und überkommen / wer es daß die Herren / die zu dem Landfrieden hörent / unter einander in des Landfrieden Ziten zwiegent würden / oder Krieg mit einander gewinneten / da sollent die Stätte / die auch zu dem Landfrieden hörent / nit schuldig syn zu helffen. Und sollent auch die Herren denselben ihren Krieg zihen und haben ußwendig des Landfriedes Zilen / und sollent in dißme Landfrieden gegen einander kein Schade thun. Zu diesem vorgeschrieben Frieden sollent dienen die vorgenanten Herren / unser liebe Fürsten / Baldwin Ertzbischoffe zu Trier mit hundert geredten Mannen für sich / sin Stifft und für den Bischoffe von Wormbs und sein Stifft und Pfaffen / Rudolph und Ruprecht unsers Bruders seligen Sune / mit 50. geredten Mannen / die von Mentze mit 40. geritten Mannen / die von Straßburg mit viertzigen / die von Wormisse mit fünff und zwantzigen / die von Spire mit fünff und zwantzigen / und die von Oppenheim mit zehene / und geschehe es Noth / daß man mehr Helffe bedörffe / so sol jeder Herr oder die Statt der vorgenanten helffen / als sie wenent / daß es ihren Ehren wol anstehe / nach den Dingen darzu sie gemahnet werdent. Wir wollen auch unser Baner zu diesem Landfrieden senden / wanne oder wo man sin bedarff / also daß wir getrawen daß wirs Ehr und Geführ haben. Wir gebieten auch allen unsern und des heiligen Riches Unterhanen vestiglichen zu halten bey unsern Hulden / daß nieman den andern in des Landfrieden Zilen an rechte Gericht angreiffe an sin Libe oder an sime Gute / es enwere dann / daß er ihm sein Pfand anzugreiffen mit seinen offen besiegelten Briefen erloubet hette / und wer das widerhete / er sy Herr / Ritter oder Knecht / oder anders wer er sy / der sol disen Landfrieden gebrochen han / und in unsern und des heiligen Richs Ungnaden syn. Und sollent die Herren / und die Stätte / die zu diesem Landfrieden gehörent / uff den Aid behendiglichen darzu thun und beholffen syn / daß es ußgericht werde. Geschehe es auch / daß / die Herren und die Stätte / die zu dißme Landfrieden gehörent / ußzögten uff die / die den Landfrieden gebrochen hätten / und etliche Veste besessen / was sie dann zu dem Besesse Kosten bedörfften / zu Antwercken / bliden / oder zu grabene / die Kosten sullent sie vor abnemen von dem gemeinen Geleites-Gelt / das man uffhebet an den Zolle / ane Widerrede. Die von Straßborg hant auch ußgenommen ihren Herrn den Bischoff von Straßborg / daß sie wider den nicht beholffen sollen syn / von diß Landfriedes wegen. Sie hant auch ußgenommen / die Stätt von Basel / und von Friburg / in alle die Wise / als ihr Bindnusse staat / die sie mit einander hant. Geschehe auch / daß sie gemahnet würden von der vorgenanten Stätt einer oder beyden uff einen Ußzog / und darnach gemahnet würden auch uff einen Ußzog von diß Landfrides wegen / so mögen sie die erste Mahnung vollenführen / doch sullent sie ihr Banir mit sothanen Lüden senden / als sie wenent / daß es ihren Ehren zu dißme Landfrieden wol anstehe / und ensoll ihn das nit schaden. Wanne sie aber wieder heimkomment / so sollen sie zu dißme Landfrieden beholffen sin mit ihrme Ußzog / als sie darzu verbunden sint. Were es aber / daß sie eh gemahnt würden umb ein Ußzog von diese Landfrieden wegen / dann von den vorgenanten obristen Städten ihren Eidgenossen sie gemant worden / so sollen sie zu dißme Landfrieden eh beholffen seyn. Auch hant die von Spire ihren Bischoff von Spire ußgenommen / daß sie wider den nit helffen sollent von deß Landfrieden wegen. Wir wollen und gebieten auch / bey unsern und des H. Reichs Hulden / daß die von Straßborg nieman anspreche noch anwertigen sol / mit Gerichte oder ane Gerichte / an keinen Städten von des Behelmisses wegen der Wine / und allerhand Kouffmanschesste / die sie bey ihn behalten hant biß uff diesen hütigen Tage / oder von keines Schadens wegen / den jeman von desselben Entheltnusses wegen hat oder haben mag. Wer darwider thet / der sol in unser und des Heil. Reichs Ungnaden sin / und sol dirre Landfrid uff ihn geholffen seyn / als hievor geschrieben ist. Auch mögent die von Straßborg in den obristen Land-Frieden zu Elsassen kommen / und ihr Verbündnusse / die sie habent mit den von Basel und den von Friburg / erlengen / ob es ihn füget / mit Behelmusse diß Landfriedes. Und daß dirre Fried steet / vest / bindtlich belibe / so han wir zu Nutz / zu Frieden / und zu Gemache den Lüten und dem Land / ein gemein Geleit auffgerichtet und uffgesetzet zu Oppenheim / da sol man nemen von jeden Fuder Wines Elsassers / und der owendig Landaw gewassen ist / 32. Schilling Heller / und von dem Fuder Wines / der in dem Spirgow nidwendig Landaw gewassen ist / 10. Schilling Hellere / und von dem Fuder Wines / der in Wormissergow / Mentzergaw / und in Oppenheimergaw gewassen ist / 8. Schilling Heller / und von dem hundert Kornes und Weissen zwey Pfund Heller / und von dem hundert Saltzes vier Pfund Heller / und darnach von allerhand Frucht und Kauffmanschaffte / soll man nehmen nach der Marzal / als darumb gebürth / und gekumplich und recht ist. Von den Karren soll man nehmen von jedem Pferd drie Schelling Heller / und was Bardeln obin herabe komment in Schiffen / da soll man je von den Lastkarren nehmen zehen Schilling Heller. Und soll auch dirre vorgeschrieben Land-Frieden anfahen uff die Mittewochen nach Sante Jacobes Tage des heilegen Apostelu allernechst / und sol wehren von demselben Tage zwey gantzer Jahr. Und zu Urkund und zu mehren Vesteninge aller dirren vorgeschrieben Dinge / so heben wir diesen Brieff besegelt mit

ANNO 1332.

ANNO 1332. mit unſern Käyſerlichen Inſiegele. Dirre Brieff wart geben / ꝛc. Und deß zu einn Urkunde / daß wir die vorgenanten Städte dieſen Land-Frieden vollführen als hiebevor geſchrieben ſteht; So han Wir unſer Städte Ingeſigele an dieſen Brieff gehencket / der da wart geben als man zalt von Gottes Geburte dritzehenhundert Jahr / darnach in dem zwey und drißigſten Jahr / an der nechſten Mittewochen vor Sant Jacobes Tag des heiligen Apoſteln.

CXCVII.

7. Nov. LUCERNE, URI, SCHWITZ ET UNDERWALDEN. *Alliance des quatre Cantons* LUCERNE, URI SCHWITZ & UNDERWALDEN, *à Lucerne le Samedi avant la St. Martin.* 1332. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 141.]

AU nom de Dieu, Amen. Eſtant la memoire & l'entendement de l'homme debile & tranſitoire, ſi que facilement on oublie les choſes, que longuement doivent durer; Au moyen de quoy eſt neceſſaire que l'on face apparoiſtre & manifeſter par escrit les choſes qui ſont impoſées aux hommes, pour leur bien, bonheur & proffict; pour leſquelles raiſons nous l'Advoyers, les Conſeillers & generalement les Bourgeois de la ville de LUCERNE, les payſans d'URY, SCHWITZ, & d'UNDERWALDEN faiſons ſçavoir & notifions à tous ceux qui liront ou oiront lire ces preſentes: Que nous deſirans prevenir aux occurrences, que par ſucceſſion des temps peuvent arriver, & affin que puiſſions mieux perſiſter en paix & tranquillité, & mieux aſſeurer & deffendre nos perſonnes & nos biens; Nous nous ſommes enſemble conjoincts & aſſeurez perpetuellement & irrevocablement, de maniere que par nos bonne foy & ſerment avons promis & juré de nous aſſiſter, favoriſer & ayder les uns les autres de nos corps & de nos biens, en tous endroicts & tout ainſi comme y apres eſt escrit.

§. 1. Premierement Nous les dicts de Lucerne, d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden nous avons reſervé noſtre tres honoré Sieur l'Empereur, le Saint Empire Romain, & les droictures que nous leur ſommes tenus, ainſi que du paſſé nous avons bonne couſtume. Auſſi nous les dictz de Lucerne avons reſervé noſtre Ville & tous les droicts & bonnes couſtumes de nos Conſeillers envers les Bourgeois & Eſtrangers comme du paſſé avons accouſtumé. Et nous les deſſus dicts d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden, nous ſommes auſſi reſervez à un chascun pays ſingulierement en ſes limites leurs droicts & bonnes couſtumes, ainſi que de tout temps avons accouſtumé. Nous leſdicts Bourgeois de Lucerne devons nous contenter desdictes droictures & couſtumes comme cy devant eſt eſcrit, tous dolz exceptez envers les dicts payſans; & nous les dicts paiſans d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden en ſemblable envers les dicts Bourgeois de Lucerne.

§. 2. Le cas advenant (ce que Dieu ne veuille) qu'aucune de nous les dictes Parties feuſt invahie, moleſtée, aſſaillie dedans ou dehors le pays, ceux auxquels le dommage auroit eſté faict, declareront par leur ſerment, ſi on leur fait tort; En ce cas ils admoneſteront les autres, à ſçavoir la ville de Lucerne, les dicts pays & un chascun d'eux particulierement. Ladicte Ville & Bourgeois de Lucerne à lors ſeront tenus nous ayder & aſſiſter les uns les autres contre tous Sieurs & autres, de nos corps & de nos biens; Nous les dicts Bourgeois de Lucerne aux dicts payſans à nos propres depens; & nous les dicts payſans aux dicts de Lucerne auſſi à nos propres despens le tout à la bonne foy tous dols exceptez.

§. 3. S'il ſurvenoit queſtions ou guerres entre nous les dicts Alliez, en ce cas les plus ſages & les plus capables ſeront choiſis parmy nous, les quels appaiſeront & accorderont telles guerres ou queſtions amiablement & par la juſtice, au dommage & intereſt de la partie desobeiſſante.

§. 4. Le cas advenant qu'il ſurvint differend entre les dicts trois pays & que les deux feuſſent d'opinion conforme, en ce cas nous les dicts Bourgeois de Lucerne nous joindrons avec eux & induirons le troiſieme pays à ſe joindre avec les deux; Si non * que par nous les dicts Bourgeois de Lucerne fuſſent trouvez parmy tel differend quelques choſes, que les dicts deux pays eſtimeroient eſtre ſelon l'Equité.

§. 5. Nous avons ſemblablement adviſé, que nous les dicts Bourgeois pour les dicts payſans d'Ury. Schwitz & d'Underwalden, ny auſſi nous les dicts payſans pour les dicts Bourgeois de Lucerne ne pouvons eſtre gaigez ou mis pour gaiges. ANNO 1332.

§. 6. Nul de nous les dicts Alliez ne pourra particulierement ou par ſerment ou par promeſſe particuliere ſe joindre ou aller avec perſonne dedans ou dehors le pays ſans le ſceu & conſentement des autres Alliez generalement.

§. 7. Nul de nous les dicts Alliez ne gaigera un autre, ſi ce n'eſt pour cas de fiancement ou plegoir, & ſi ne le fera que par ſentence de Juſtice.

§. 8. Celuy de nous les dicts Alliez qui reſiſtera à la juſtice, ou qui ſera desobeiſſant, & que à cauſe de telle obeiſſance aucun de nous lesdicts Alliez fuſt intereſſé, en ce cas nous les dicts Alliez le contraindrons à ſupporter tel intereſt.

§. 9. Si aucun de nous les dicts Alliez avoit merité la mort moyennant que pour tel il fuſt descrié de ſon Juge, & que cela fuſt ſignifié aux autres Juſticiers par Lettres patentes du pays ou de la ville de Lucerne; Iceluy en tel Lieu & Juſtices ſera pareillement descrié, comme il l'eſtoit par ſon dict Juge. Et celuy qui puis apres ouvertement le logera, nourrira & entretiendra, il ſera mis en ſon lieu & en ſa coulpe, toutes fois ne ſera apprehendé en ſa perſonne, tous dolz exceptez.

§. 13. En outre nous ſommes unanimement reſolus, que ſi aucuns de nous lesdicts Alliez n'obſervoient inviolablement tout ce que deſſus, ſpecialement & generalement ez escripts & declarations, & qui le transgreſſaſt en aucun poinct, celuy la ſera tenu pour parjure & desloyal.

§. 11. Et enfin que tout ce que deſſus par nous tous generalement ſoit fermement & irrevocablement tenu & obſervé, nous les deſſus dicts Advoyers, Conſeillers & Bourgeois de Lucerne le ſceau de noſtre Communauté; & nous leſdicts pays chascun ſon ſceau avons faict pendre à ces preſentes Lettres pour vraye corroboration des choſes cy deſſus; qui furent faittes à Lucerne le Samedy devant le jour Sainct Martin, l'an après de la nativité de noſtre Seigneur courrant treize cens trente deux.

CXCVIII.

*Declaration d'*EDOUARD *Roi d'Ecoſſe touchant les Donations, Ceſſions, & Hommages qui ſe devoient faire à* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre. Donnée à Rokesbourg le 23. Novembre* 1332. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 536.] 23. No

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi d'Escoce, a touz ceux, as queux ces preſentes Lettres vendront, Salutz.

Sachez qe,

Come noſtre Roiaume d'Escoce, & les Iſles appurtenances a icel, ſoient & devient, & tut temps paſſe ſoloient eſtre tenuz des Rois d'Engleterre par Homage Lige & Feaute,

Et jadis, apres la mort Aliſaundre, Roi d'Escoce, & ſes Heirs engendrez de ſon Corps, nos Devantiers, Debat fuſt mu entre, de bone memoire, Johan de Baillol noſtre Piere, & Sire Robert de Brus, & autres, ſur la ſucceſſion des ditz Roialme d'Escoce & Iſles,

Le quel Debat feuſt trie & termine devaunt, clere memoire, Sire Edward, adonqe Roi d'Engleterre, com devant Soverein Seigneur des ditz Roialme d'Escoce, & Iſles pur noſtre dit Piere,

Si qi, par agard de la Court du dit Roi d'Engleterre, Soverein Seigneur des ditz Roialme d'Escoce, & Iſles, noſtre dit Piere demora Roi de mesmes les Roialme d'Escoce, & Iſles, & les tenoit & poſſedeit, & en feuſt Roi coroune, & auſſint euſt fiſt Homage Lige & Feaute au dit Roy d'Engleterre,

Et puis, pour aſcuns exces, qui le dit Roi d'Engleterre ſurmiſt a noſtre dit Piere, les ditz Roialme, & Iſles devyndrent en la main, & la poſſeſſion de mesme le Roi d'Engleterre,

Des queux Demaine, & Poſſeſſion, & auxint de la Sovereine Seignurie des ditz Roialme d'Escoce, & Iſles, il feuſt empeſche par les Heirs le dit Robert de Brus, qui eut forjuge par le dit agard, & nul Droit y avoit,

Et ja,

Par la ſuffraunce de Treſexcellent Prince, & noſtre Treschier Seigneur & Couſin, Sire Edward, Roi d'Engleterre, Seigneur d'Irlande, & Ducs d'Aquitain, &,

par

ANNO 1332. par aides de partie de ſes bones gentz, de ſon Roiaume & poiar, qi furent & devoient eſtre enheritez des grantz terres es ditz Roiame d'Escoce, & Iſles, & en furent deforce par les ditz Heirs Sire Robert de Brus,

Nous ſoioms venuz en noſtre dit Roialme d'Escoce, come en noſtre Heritage, & y ſoioms Roi coroune de mesme le Roialme, & des dites Iſles,

Nous,

Conisantz auncien Droit, par quel les ditz Roiaume d'Escoce, & Iſles, appertenances a y cele, ſont, & eſtoient tenuz des Rois d'Engleterre, come de Sovereigne Seigneur, par Homage Lige & Feaute, ſi come deſus eſt dit,

Sumes entre en le Homage Lige & Feaute du dit Roi d'Engleterre, notre Treschier Seigneur & Couſin, par les paroles qui s'enſuient, le dit Roi tenant noz mainz entre les ſues,

JE EDWARD, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI D'ESCOCE, ET DES ISLES APPURTENANCES, DEUENT VESTRE HOMME LIGE, LES DITZ ROIAUME ET ISLES, CONTRE TOTES GENTZ QI PURROIT VIVRE ET MORIR:

Et le dit Roi d'Engleterre, come Soverein Seigneur des ditz Roiaume d'Escoce & Iſles, receut noſtre Homage en la forme ſusdite,

Et puiz apres entrasmes en la foi du dit Roi d'Engleterre, Soverein Seigneur des ditz Roialme d'Escoce & Iſles, touchez les Seintz Ewangeiles, par les paroles qui s'enſuient,

NOUS SEROMS FEAL ET LEAL, ET FOI ET LOIAUTE PORTEROMS A VOUS, NOSTRE TRESCHIER SEIGNEUR, ROI D'ENGLETERRE, ET A VOZ HEIRS, COME A SOVEREINS SEIGNEURS DES DITZ ROIALME D'ESCOCE ET ISLES, CONTRE TOTES GENTZ QI PURRONT VIVRE ET MORIR.

Et voloms, grauntoms, & obligeoms Nouz, & nos Heirs, a faire au dit noſtre Seigneur le Roi d'Engleterre, & à ces Heirs, Homage Lige & Feaute, en les formes ſusescrites, a chescun chaungement de Seignurie, ou muement de une part, ou d'autre.

Et,

Pur les grauntz Honeurs & Profitz, qui nous avoms ſentu & trouez en la ſuffraunce noſtre dit Seigneur le Roi, & Couſin, & la grant & bone Aide de ſes dites bones Gentz, de ſon Roialme & poair, ſi come deſus eſt dit,

Voloms & grauntoms pour nous, & pour nos Heirs de affigner, doner, & faire liverer au dit Roi d'Engleterre deux Mille Liverees de terre par An, reſonable eſtente, de ce afaire par Prodes Hommes, a ce a deputer d'une part & d'autre, es lieus covenables ſur la Marche de noſtre Roialme d'Escoce, joignantz au Roiaume d'Engleterre:

Et. en partie de celle deux Mille Liverees de terre, donoms, grauntoms, & aſſignoms por nous, & pour nos Heirs, au dit Roi d'Engleterre le Chaſtel, & la Ville, & la Counte de Berewyk, & quanque nous avoms, ou avoir devoms en fie, ou en deviene en tiele value, come ſerra troue qils valent par eſtente, eut a faire en la forme ſusdite;

Et ce qui faudra des dites deux Mille Liverees de terre, ferroms aſſigner & liverer au dit Roi d'Engleterre en autres lieux covenables, & agreables au dit Roi d'Engleterre, ſour la Marche d'Escoce, joignantz au Roialme d'Engleterre,

A avoir & tenir les ditz Chaſtel, Ville, Countee & Terre, od fiez de Chevalier, Avoeſons des Egliſes, Fraunchiſes Reals, Eawes, Ryveres, & autre Subjection du Pople, & des Gentz, & totes autres choſes qi y appurtenent, ou porront appertenir, ſanz nul retenement, au dit Roi d'Engleterre, & a ces Heires, come annex a ſa Real Dignite, & a ſon Roiaume d'Engleterre, & ſeveree de noſtre Real Dignite, & de noſtre Coroune d'Escoce a touz jours;

As quex Chaſtel, Ville, Conte & Terre aſſigner, bailler, & faire liverer au dit Roi d'Engleterre, en les formes ſusescrites, avaunt la Seint Michel procheinement avenir, ou plus toſt ſi covenablement ſe purra faire, obligeoms Nous & nos Heirs.

Et, outre ceſte choſe, par les cauſes ſusescrites, obligeoms Nous, nos Heirs, & nos Succeſſours, au dit Roi d'Engleterre, noſtre Seigneur, & a ces Heirs, de faire a lui, & a ces Heirs (hors du Roialme d'Engleterre, & des Terre de Gales, & d'Irlande) com en Gascoigne, & aillours, ou le Roi d'Engleterre, & ces Heirs auront Terres, ou claimeront Droit, ou autres lur voudrent empescher par force ſur leur Terres, ou ſur Poſſeſſion, ou Droit qils clameront, totes les foiz qils garniront Nous, nos Heirs, ou nos Succeſſours, le Service ſusescrift, c'eſt a ſavoir; ANNO 1332.

Nous, pour tote noſtre vie, par le garniſſement de ſis mois, de deux Centz Hommes d'Armes, par un An, a nos cuſtages & deſpenſes: & nos Heirs, & Succeſſours, par autiel garniſſement, de Cent Hommes d'Armes a leur cuſtages & despenſes par un An.

Et, ſi le dit Roi d'Engleterre, ou ſes Heirs, voudrent avoir les dites Gentz d'Armes en noſtre temps, ou en temps de nos Heirs, & Succeſſours, outre un An, ils y demurront en lur ſervice a lur volonte; mais, apres l'An acompli, demurront ils a les gages ascuſtumes du dit Roi d'Engleterre, & de ſes Heirs.

Et, come n'adagaires Mariage feuſt perparle entre David de Brus, & Johane la Soer du dit Roi d'Engleterre, & Eſpoſailes faitz, en cas que le Matrimoigne ne ſe face, ne ſe toigne, & la dite Johane ſe voudra aſſentir d'eſtre marie a nous, nous la espouſeroms, & encrescoms le Dower, qe n'adgaires lui feuſt aſſignes en dit Roiaume, per cauſe du dit David, de cynk Centz Liverees de terre par An, es lieuz covenables, dedeinz meme noſtre Roiaume, dedeinz l'espace de trois Mois apres les Espouſailles faitez.

Et, ſi par cas nous ne la preignoms mie a Femme, nous obligeoms Nous, nos Heirs, & nos Succeſſours, au dit Roi d'Engleterre en dis Mille Livres d'Eſterlings, a paier a lui, & a ſes Heirs, deinz un An, a deux termes covenables du temps qi nous ſerroms requis par le dit Roi d'Engleterre, en aide de marier la dite Johane aillours, ou de eut ordiner autrement por ſon eſtat.

Et nientmeins obligeoms nous, nos Heirs, & nos Succeſſours, a pourveer por l'eſtat de dit David ſolonc l'Ordinance, & l'Avis le dit Roi d'Engleterre, & de ſon conſiel; ſauvant tote foiz qe tel Avis, & Ordinance ne ſoit en defeſance de noſtre eſtat.

Et por ſeurte le dit Roi d'Engleterre, & de ſes Heirs, du dit ſervice des Gentz d'Armes, de Nous, nos Heirs, & de nos Succeſſours, en la forme ſusescrite obligeoms, par ces preſentes Letres, Nous, nos Heirs, & nos Succeſſours au dit Roi d'Engleterre, & a ſes Heirs, en deux Mille Livres d'Eſterlings, a paier a la volunte du dit Roi d'Engleterre, & de ſes Heires.

Et voloms, & grantoms por Nous, nos Heirs, & pour nos Succeſſours, qe, ſi le dit Roi d'Engleterre, ou ſes Heirs, voudront avoir le dit ſerviee des Gentz d'Armes de Nous, ou de nos Heirs, ou de nos Succeſſours: & garniſſement en feuſt fait a Nous, ou nos Heirs, ou nos Succeſſours, ſicome deſſus eſt dit; & Nous, ou nos Succeſſours, ou nos Heires fauſiſſons de faire, & parfaire le dit ſervice des Gentz d'Armes en la forme ſusdite, & de paier les dites deux Mille Livres au dit Roi d'Engleterre, & a ſes Heirs apres l'espace de trois Mois a totes les foiz, & apres ce qe Nous, ou nos Heirs, ou nos Succeſſours, ſeroms requis per le dit Roi d'Engleterre, ou ſes Heirs;

Q'il, & ſes Heirs puiſſent fraunchement, & ſaunz contredit de Nous, de nos Heirs, ou de nos Succeſſours, entrer noſtre dit Roiaume d'Escoce, & totes nos Citeez, Villes, Chaſtelx, Manours, Terres, & Tenementz, & tenir, & governir par lur Gentz peiſibleſment; & totes manieres des Iſſues, & Profitz en ſurdantz lever, coiller, & tenir al oeps le dit Roi d'Engleterre, & de ſes Heirs, tanque ils ſoient paiez des dites deux Mille Livres pleinement.

Et voloms, & grauntoms de renoveller ceſtes nos Lettres patentes, a noſtre prochein Parlement, & par aſſent du dit Parlement.

Et a totes les choſes ſusescrites, & chescune de elles faire tenir, garder, & acomplir, loiaument, & ſanz fraude, tant come a nous attient, ou purra appertenir, a noſtre Chere & Feal Monſieur Aliſaundre de Moubray, par noſtre especial Commaundement, fait Serment Corporel en noſtre alme ſur Seintes Evangeiles.

En Teſmoignance de queux choſes, nous avoms fait faire ceſte nos Lettres patentes.

Don. a Rokesburg le XXIII. jour de Nov. l'An de la Incarnacion noſtre Seigneur Jeſu Criſt, ſolom le cours de Egliſe de Rome, Mille & treis Centz, Trentisme ſecund, & de noſtre Regne Primer.

ANNO 1332.

CXCIX.

23. Nov. *Lettres patentes* d'EDOUARD *Roi d'Ecoſſe, où il s'oblige de venir en perſonne, avec toutes ſes forces & à ſes dépens, au ſecours du Roi d'Angleterre,* EDOUARD III. *toutes les fois qu'il en ſera requis. Données à Rokesbourg le* 23. *Novembre* 1332. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 539.]

EDward, par la grace de Dieu, Roi d'Escoce, a touz ceux, as queuz ces preſentes Lettres vendront, Saluz.

Sachez qe,

Come Treſexcellent Prince, & noſtre Treschere Seigneur & Couſin, Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Engleterre, Seigneur d'Irlande, & Ducs d'Aquitan, eit grauntez, & obligez lui, & ſes Heirs de aider, & meintenir, a ces cuſtages & despenſes, Nous, & nos Heirs, en noſtre Roialme d'Escoce contre touz ceux qi Nous, ou nos Heirs, vodront guerrier, ou le Droit de même noſtre Roiaume par force empescher ou oſter, totes les foiz qil, ou ſes Heirs ſerroient requis par nous, ou par nos Heirs,

Nous, par celle cauſe, & por les grauntz Biens, Aides, & Honeurs qi le dit noſtre Treschere Seigneur & Couſin nous ad fait avaunt ces heures, grauntons & obligeoms Nous, & nos Heirs, au dit Roi d'Engleterre, & a ces Heirs, de venir en Perſon od tut noſtre poiar, & a nos cuſtages & despenſes, od le corps noſtre dit Seigneur le Roi d'Engleterre, & od les corps de ſes Heirs, en Roiaume d'Engleterre, & a terres de Gales, & d'Irlande, en aide de lui, & de ſes Heirs, contre touz ceux qi voudront guerrier noſtre dit Seigneur le Roi d'Engleterre, & a ces Heirs, ou par force lur Droitz empescher es ditz Roialme & Terres, totes les foiz qe nous, ou nos Heirs, ſerroms requis par le dit Roi d'Engleterre, & ſes Heirs, du garniſſement de ſis Moys;

Et voloms, & grantoms de renoveller ceſtes nos Lettres patentes, a noſtre prochein Parlement, & par aſſent du dit Parlement.

En Tesmoignance de queu choſe, nous avoms fait faire ceſtes nos Lettres patentes.

Don. a Rokesburgh le XXIII. jour de Novemb. l'An de Incarnacion noſtre Seigneur Jeſu Criſt, ſolonc le cours de l'Egliſe de Rome, Mille, Treiscentz, Trentisme Second, & de noſtre Regne Primer.

CC.

1333. BRABANT ET JULIERS contre MALINES. *Déclaration de* LOUIS *Comte de Flandre, qu'il reparera toutes les pertes, que pourroient faire* RENAULD *Comte de Gueldre, &* GUILLAUME *Comte de Juliers dans le ſecours qu'ils promettent de lui fournir contre la Ville de* MALINES. *Fait à Valenciennes, l'an* 1333. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 165.]

NOS LUDUICUS *Comes Flandrenſis, Nivernenſis. Regiſtenſis ac Dominus* MECHLINIENSIS recognoſcimus & notum eſſe volumus univerſis, quòd ſpectabiles Domini REYNALDUS *Gelrenſis ac* WILHELMUS *Juliacenſes Comites* tanquam dilecti noſtri conſanguinei & amici, ſe nobis contra Oppidum Mechlinienſe & Oppidanos ejusdem, ac univerſos eorundem auxiliares, complices & fautores habitos & habendos, ſingularibus confœderationibus alligarint, perditioni ſuorum bonorum intra diſtrictus & limites Ducatus Brabantiæ & in confinio dicti Ducatus ab iſta parte Moſæ exſtantium non parcendo. Nos ſemper volentes in quantum decet ratione amicitiæ quam in ipſis invenimus, ipſorum incommoda præcavere, conſtituimus ordinamus ac voluntate ſpontanea conſentimus, quòd ſi contingat dictos Comites conjunctim vel diviſim, *Margaretam* natam dicti Comitis Gelrenſis, Dominam *Eliſabetham Comitiſſam Juliacenſem* dicti Comitis Juliacenſis genitricem, in aliquibus eorum vel earum alterius bonis, rebus, hominibus ſive juribus intra dicti Ducatus limites ſeu in dicto confinio, nunc vel tunc exſtantibus, occaſione guerræ noſtræ Mechlinienſis, ſeu dictæ alligationis nobiscum factæ aliqua damna pati, nos damna hujusmodi qui ea ſuſtinuerunt vel hæredibus eorum reſtituemus, reſtaurabimus & refundemus omnino, ſecundùm ordinationem, decretum & arbitrium Nobilium virorum conſanguineorum noſtrorum dilectorum Dominorum Joannis de Hannonia Domini de Bellemonte, ac Henrici de Flandria Comitis Lodenſis, &c. Datum in Valencenis anno Domini M. CCC. XXXIII.

ANNO 1333

CCI.

Extrait du Traité de Paix entre LOUIS *Comte de Flandre, &* GUILLAUME *Comte de Hainault, fait à Cambrai, l'an* 1333. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLV. Feuill. 260.] FLANDRE ET HAINAULT.

PRemiers, que le Conte GUILLAUME d'Hainault, aurá pour luy, ſes hoirs, & ſucceſſeurs, perpetuellement les terres de l'Eſſines & de Flobecque, ausquelles le Conte LOUYS de Flandre renonçá lors pour luy, & ſes heritiers Contes de Flandre : ſaulf toutesfois, que ledict d'Hainault tiendroit en fief & hommaige du Conte de Flandre, tout ce que ſeroit trouvé és Chaſtellenyes desdicts l'Eſſines & Flobecque, eſtre mouvant dudict Flandre, & d'Aloſt. Reſervé auſſy, que ſy Meſſiere Guillaume de Mortaigne, entend pretendre aucun droict esdictes Chaſtelenyes, il le debvra faire en la Court de Flandre, dont ledict d'Hainault fuſt content, lequel outre ce promiſt de jamais faire autres Forteresſes esdicts lieux, de l'Eſſines & Flobecque, que celles quy y eſtiont pour lors, ne fuſt a l'adveu & par expres conſentement du Conte de Flandre, & de ſes ſucceſſeurs; d'avantaige fut par la mesme Paix ſemblablement deviſé & accordé, que ledict Conte de Flandre deviendroit homme dudict d'Hainault, moyennant la ſomme de mille livres de terre qu'il luy aſſigneroit, ſur Blaton & Fignies, pour les tenir en fief perpetuel des Contes de Hainault. Promettants chascun deux respectivement & jurants, de jamais ne renoncer a l'hommaige l'un de l'autre, mesmes ils cognurent des lors qu'ils eſtoyent desjá hommes, & entrez en foy & hommaige l'un de l'autre, a raiſon des ſusdicts fiefs, dont ils s'entredonnérent Lettres, dátées a Cambray en la Court de l'Evesque audict an trente trois.

CCII.

Mai. *Répit donné par* RAOUL, *Duc de Lorraine, à* HENRI *Comte de Vaudemont, & à Madame* ISABELLE *de Lorraine, d'employer en Aquêts certaine ſomme de deniers que le Duc* FERRY *ſon Pere leur avoit donnée en faveur de Mariage. Au mois de Mai*, 1333. [La véritable Origine des Maiſons d'Alſace, de Lorraine, d'Autriche &c. Aux Preuves. pag. 154.]

NOus RAOULS Duc de Loherenne & Marchis, faiſons ſçavoir à tous, que cum haults Princes, Nobles & puiſſans mes tres-chiers Sires & Peres, Meſſignours FERRIS Duc de Loherenne & Marchis, dont d'eux ait l'ame, ou temps qu'il vivoit, eus fait aucun accord à Noble homme noſtre bien amei & feauble Oncle HENRY Comte de Vaudemont, & noſtre tres-chiere & bien amée tante ISABEL de Loherenne, Comteſſe de cét moisme leu ſa femme, de pluſieurs descors mehus entr'eux pour le mariage noſtre devant dite tante, & parmy l'accort fait entr'eux noſtre devant dit Oncle & tante Comte & Comteſſe de Vaudemont, aient eu & receu de noſtre devant dit Signour & Pere, une certaine ſomme d'argent, laquelle il devoient & doient mettre en acquests dedans certain temp & certaines années, & celuy acqueſt qu'il en feroit tenir en fié & en hommage des Duchez de Loherenne, einſi comm'il eſt contenu auz Lettres qui ſur lesdites convenances ſont faites. A ſçavoir eſt, que nous pour les boins & agreables ſervices, que noſtre devant dit Oncles & Tantes Comte & Comteſſe de Vaudemont nous ont fait ou temp paſſeit, font tous les jours & pueent encore faire ou temps à venir, Nous pour nous & pour nos hoirs, los avons donei & octroiei, donnons & octrions par la tenour de ces preſentes Lettres, ſept ans de respit & d'eſpace de mettre ladite ſomme d'argent qui recevront en acqueſt apres le temp & les années que faire le

ANNO 1333. le devoient & doient einſis comm'il eſt contenu en Lettres qui ſur les convenances doudis accort ſont faittes, & volons, conſentons & ottroions, qu'il aient toute teil liberté, pooir & franchiſes par le terme de ſept années, que nous données lors avons de respit d'acquester Terre de la ſomme d'argent qu'il ont euë & receuë, comm'il ont & ont eu ou temps contenu eusdites Lettres; par einſis que ſe dedans les ſept années il ou lor hoir n'avoient fait l'acqueſt de la dite ſomme d'argent en la maniere que faire le doient, toutes Lettres que nous avons d'eux & de lors pleiges ſeroient & demeureroient, ſont & demeureront en lor force & en lor vertus, pour mettre à execution deheuë ſelon la teneur d'une chacune d'icelles. En tesmoignage de veritei pour ceu que ce ſoit ferme choſe & eſtauble, nous avons fait ſeeller ces preſentes Lettres de noſtre grand ſeels pendant: Que furent faites l'an de grace noſtre Seignour, mil trois cens trente trois ou mois de May, ſeellées d'un ſeel de cire verde ſur double queüe.

CCIII.

2. Octob. FLANDRE ET LIEGE. *Vente de la Ville de* MALINES, *faite à* LOUIS *Comte de Flandre, par* ADOLPHE *Evêque de Liége : fait dans le Chapitre dudit Liege, le 2. Octobre* 1333. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 164.]

ADOLPHUS Epiſcopus Leodienſis vendidit LUDUICO Comiti Flandriæ Oppidum MECHLINIENSE cum omnibus pertinentiis & attinentiis ſuis, pro centum millibus regalibus aureis bonis & legalibus, moneta Regis Franciæ, eâ conditione quòd Comes & ſui ſucceſſores prædictum Oppidum Mechlinienſe cum ſuis attinentiis, à prædicto Epiſcopo & ſuis ſucceſſoribus in feudum tenerent, nec illud alienarent nec ſepararent quovis modo à ſuo Comitatu Flandriæ quæ Imperio paret, ſalvo & retento prædicto Epiſcopo & ſuis ſucceſſoribus jure conferendi, providendi & disponendi de Præpoſitura ſive Abbatia ſeculari Eccleſiæ B. Rumoldi Mechlinienſis. Expreſſe etiam conventum eſt, quòd Comes Flandriæ debet tenere in feudum à prædicto Domino Epiſcopo Leodienſi Villam ſeu Oppidum Geraldimontem, nec non Caſtrum de Bornhem quæ ſunt antiqua feuda Eccleſiæ Leodienſis. Acta ſunt hæc in Capitulo Leodienſi anno Domini M. CCC. XXXIII. ſecunda die Octobris, præſentibus ibi potentibus & nobilibus viris *Henrico de Flandria, Guidone de Flandria, Waltero de Haerlebeke, Gerardo de Marka Domino de Radechem, Engelberto de Marcha, Philippo Domino de Axel, Giſleberto de Leeuwergem, Guillelmo dicto Bloc de Steeland, Simone de Mirabelli dicto de Haelen Domino de Perwes, Theodorico dicto Notaſch* Militibus, & aliis pluribus Canonicis & teſtibus.

CCIV.

18. Nov. BRABANT ET NAMUR. *Traité de Paix entre* JEAN *Duc de Brabant, &* JEAN *Comte de Namur; fait à Namur, l'an* 1333. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 163.]

NOus JEHANS par la grace de Dieu *Duc de Lothier, de Brabant & de Lembourg*, & JEHANS *Cuens de Namur*, faiſons ſavoir à tous ceus qui ces preſentes Lettres verront & oiront, que nous ou ſour ce diligent traiteit par les gens de nos ſecrets Conſeil, & pour bien de pais & de concorde faire, & plus grand amour nourir entre nous & nos pays, avons fait & faiſons entre nous convenances & concordes, enſi & telles que chi apres s'enſuit: Aſſavoir ſont, que premierement accordons & ordonnons entre nous, que tous debats, controverſes, demandes, querelles & actions, que ſont & eſté ont entre nous l'un contre l'autre, ſoit de la terre d'Ayſal, coment que nous li Dux maintenons que nous en avons Lettres ou tesmoignages, & de tous autres debas queils que il ſoient ou puiſſent eſtre, que le un de nous contre l'autre eu peut avoir du temps paſſé, juſques aujourdhuy & à tous jours mais, &c. que ſi de part ou d'autre eſt trouvé, que quelque choſe l'une partie tient de l'autre, enqueſte ſur ce faicte ce luy ſerat rendu, & ſi quelques points ne ſont clers ils eſſiront chascun deux perſonnes de leurs Conſeils reſpectivement l'un de l'autre, qui declareront leſdicts points, & iront prendre à Gemblours information des tesmoins & perſonnes que le Duc voudra produire, & apres iront huict jours à Gouleſines, ou ils oiront les perſonnes que le Comte advancera au tesmoignage, & apres auront temps pour deliberer un mois, pendent lequel ils demeureront auxdicts lieux, & s'ils ne ſe peuvent accorder, ils eſliront un cinquieſme. Item que le Wariſcal qui giſſent alles pres de la Mayſon de Monſieur *Wauthier de Jupplu* Chevalier, que lon diſt le *Biſaurde à Nouille ſur Mehaigne*, le Duc & ſes gens de *Rauvillers* & autres le doivent rendre au Comte, & le Comte le doit prendre du Duc en fief. Item encor doit le Comte relever du Duc deux cents livres de terre, que le Pere du Comte tenoit du Duc, & parmy ce doit le Duc affigner leſdicts deux cents livres au Comte en certain lieu ſuffiſament. Item doit le Comte rapporter en mains du Duc ſon Chaſtel de *Sanſon* comme ſon franc alleur, & le Duc ly le doit rendre pour le tenir en fief, & pourra le Duc y mettre ſes gens, ſauf qu'on ne mesface à ceux qui tiennent dudict Comte, & le tout à telle condition, que le Chaſtel demeurerat touſiours au Comte la guerre finie, & ne feront en nul cas obliges les gens du Comte iſſir dudit Chaſtel, ains y demeureront avec les gens du Duc, & ſi au Comte advint quelque dommage ou à ſes gens par ladicte admiſſion du Duc audit Chaſtel, le Duc ne poura traicter paix, ſans comprendre & rendre ſans dommage ledit Comte & les ſiens. Item le Comte porte tel droict qu'il at en la Maiſon de *Hollogne* en mains du Duc, ſi avant que *Godefroy de Harduemont* le tient de luy, & le doit tenir le Comte du Duc, à telle condition que le Duc en ferat joüir audit Comte. Item doit le Comte rapporter en mains du Duc tous les alleux, qu'il at à *Boneffe*, leſquels le Comte doit prendre en fief du Duc; & pour les bienfaicts des hommages ſusdits, & pour tout autre choſe que le Comte pouroit demander aujourdhuy, le Duc luy doit donner cincq cents cinquante livres viefs gros tourn. aſſignes en terre en Brabant, leſquelles terres le Comte releverat auſſi du Duc que le Duc pourat aquiter un denier pour dix deniers, que le Comte ſerat obligé emploier en Brabant en terres qu'il releverat auſſi du Duc, &c. Tesmoins de la part du Duc *Otto Sire de Kuyck, Jean de Raucourt de Les, Jean de Hellebeke Sire de Loenhout & d'Ophain, Leon de Craynhem & Herman de Oſs*, Chevaliers; de la part du Comte *Godefroy Abbé de Floreſſe, Monſieur Werry Sire de Walcourt noſtre Couſin, Wernier Sire Daules, Godefroy Sire de Duys, Thibaut Daules, Wouthier de Jupplu, Lambert de Mons Receveur de Namur Prevoſt de Saint Albain.* Faict à Namur M. CCC. XXXIII. Jeudy octave du jour S. Martin en hiver.

CCV.

15. Dec. JULIERS ET GUELDRE. *Traité de Mariage entre* GERARD *Fils de* GUILLAUME *Comte de Juilliers &* MARGUERITE *Fille de* RENE' *Comte de Gueldre; dans lequel il eſt dit que* LOUIS *Comte de Flandre a aquis l'Avoüerie de Malines &c. de ladite* MARGUERITE. *Fait à Oſchen dans le Condros, le* 15. *Décembre* 1333. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 165.]

LUis *Comte de Flandres, de Nevers & de Rethel* comparut pardevant Adolf de la Marche Evesque de Liege d'une part, & Monſieur *Renaud Comte de Gueldres & de Zutphen*, & Damoiſelle MARGARETE ſa fille avec noble & puiſſant homme Monſieur, *Guillaume Comte de Juliers*, Pere à noble Damoyſel GERARD *de Juliers* tuteurs & curateurs de ladicte Damoiſelle Margarete & dudict Gerard, entre lequel Gerard & ladicte Damoiſelle Margarete certaines convenances de Mariage & d'espouſailles ſont pourparlés & faict d'autre part, & at eſté dict & ſignifié que ledict Luis Comte de Flandres, pour luy & ſes hoirs & ſucceſſeurs Comtes de Flandres, avoit bien & loiaument acquis & achapté *l'Advoüerie de Malines* à toutes ſes appendances, envers ladicte Damoiſelle Margarete & ledict Gerard, avec les Villes de *Hevere, Muſſines, Hombeke, Leeſt, Heffene, Nuwelande, Neckerſpoel*, les Mayſons que ladicte Damoiſelle avoit esdites Villes & lieux avec tous les droicts & actions, cens, revenus, rentes, terres, pres, eauwes & emoluments quelconques, appartenants à ladicte Advoüerie & Vil-

ANNO 1333. le, en quelconques choſes ou lieux elles ſoient, ſoient en fiefs, anrierefiefs, ou domaines, ou autres quelconques, en tant que lesdits appartenances ou appendences mouvent & doivent mouvoir, ſont & doivent eſtre tenus de l'Egliſe de Liege; de l'authorité, conſent & conſeil desdicts Comtes de Gueldres & Juliers, en tant comme il touche & peut toucher à chascun d'eux. Et le deſaiſiſſement de ladicte Advoüerie ſe fit lors par ladicte Damoiſelle, eagee de treiſe ans, aſistee de Meſſire *Gerard de la Marche Sire de Radichem* Chevalier Oncle audict Evesque au proufict dudict Comte de Flandres en preſence des hommes de fief dudict Evesque & de l'Egliſe de Liege Meſſire *Jean de Haynaut Sire de Beaumont*, *Monſieur Gerard de Grandpré Segneur de Houſaliſe Couſin dudict Evesque*, *Conrard de la Marche Segneur de Huerde ſon Frere*, *Jean de Balleul Sire de Moriames & de Condé*, *Robert ſon Frere*, *Baudewin Segneur de Praet*, *Jean Segneur de Giſtelle*, *Guillaume dict Blocx de Steelant*, *Gui de Flandres Frere au Comte*, *Jean de . . . Godefroy de . . .* Chevaliers, avec venerables hommes *Engueran de Fieffes*, *Levold de Northoff*, *Jean Gillard*, *Jean Vaſtile de Caſſel Chanoines de Liege*, *Renier de Gore Chanoine de Cologne*, *Vaſtre de Walcourt . . . de l'Egliſe de noſtre Dame de Trecht*, *Gille le Clocquier*, *Jacomin le Hourier*, *Henry le Floris*, *Gerard Lile*, *Huart Arduin*, *Colard du Parroy*, &c. Faict à Oſſchen en Condrois Dioceſe de Liege l'an M. CCC. XXXIII. le XV. de Decembre.

CCVI.

1334. 28 Avril. *Litteræ Epiſcopi Virodunenſis* HENRICI, *quibus aſſerit Comitem* VELDENTIÆ *teneri ad præſtandam ſibi & Succeſſoribus Epiſcopis Virodunenſibus fidelitatem, inſimulque omnia deſignat, quæ dictus Comes ab Eccleſia Virodunenſi in Feuda ligia teneat. Datum Anno* 1334. *Feria quinta poſt Feſtum Marci Evangeliſtæ.* [**In Beylagen der Königl. Schwediſchen Beſchwerden über der Franzöſiſchen Gerichts-Cammern zu Metz und Breyſach Proceduren** contra **Zweybrücken** ſub num. 4. in Append. Diar. Europ. Contin. 43. pag. 291.]

NOs Heinricus Dei Gratia Episcopus Virodunenſis omnibus volumus eſſe notum, quod, ſicut ad plenum informati ſumus per antiquiores Perſonas de Familia & caſa Eccleſiæ noſtræ Virodunenſis, per tenorem Privilegiorum noſtrorum & per legitimam Poſſeſſionem, Comes Veldentiæ tenetur ad præſtandam Fidelitatem nobis & ſucceſſoribus noſtris Epiſcopis Virodunenſibus, & debet eſſe Homo Ligius, ante omnes Dominos. Feudum autem ejus tale eſt, videlicet *Caſtrum Veldentiæ* reddibile Epiſcopo Virodunenſi, Ita quod Epiſcopus Virodunenſis poteſt intrare Aulam ſuam Epiſcopalem, quam habet in dicto Caſtro Veldentiæ ſive in Guerra, ſive extra Guerram pro velle ſuo, Ibidemque ſuos & ſua, quæcunque voluerit, collocabit. Verum quandocunque Epiſcopum Virodunenſem Guerram contingit habere, vel eidem neceſſe fuit, Dominus Comes Caſtrum Veldentiæ & omnem munitionem ejusdem Caſtri integraliter reddet Epiſcopo Virodunenſi ad beneplacitum faciendum pro juvamine ſuo contra omnes inimicos ſuos, eumque contra omnes homines ſæpe dictus Comes Veldentiæ, ſicut Homo ſuus Ligius, juvare tenetur pro poſſe ſuo. Jurare debent omnes pertinentes ad Caſtellaniam Veldentiæ, quod ſi Comes contra prædicta aliquid attentaret, nullum ei ſuccurſum vel juvamen impendere, donec Epiſcopo Virodunenſi foret ab eo plenarie ſatisfactum, excepto quod Caſtrum Veldentiæ fideliter cuſtodirent. Bannum etiam & Advocatiam de Veldenz, Advocatiam Curiæ de Moulins cum ſuis Appenditiis, Advocatiam Curiæ de Bemoldia cum ſuis Appenditiis, Advocatiam Curiæ de Wolffueweiler cum ſuis Pertinentiis, Curiam de Trefenaco & Advocatiam cum ſuis Pertinentiis, Advocatiam de S. Wendelino cum ſuis Pertinentiis, Advocatiam de Toile cum ſuis Appenditiis & Advocatiam de Nunkirk. Hæc omnia Dominus Comes tenet in Feudum Ligium de nobis ratione Epiſcopatus noſtri Virodunenſis ſecundum modum & formam ſupra præſcriptos, ſalvis reditibus & Juribus ad Nos & Eccleſiam noſtram pertinentibus. In cujus rei teſtimonium ſigillum noſtrum præſentibus eſt appenſum.

Datum Anno Domini Milleſimo Trecenteſimo tricesimo quarto, Feria quinta poſt Feſtum B. Marci Evangeliſtæ. ANNO 1334.

CCVII.

Traité & Accord entre GUILLAUME *Comte de Hainault, &* JEAN *Duc de Brabant, fait l'an* 1334. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 174.] 22. Ma HAYNAUT ET BRABANT.

NOus GUILLAUMES *Cuens de Haynaut de Hollande & Sire de Friſes* ſaiſons ſçavoir à tous que comme ſour aucuns debas qui de piecha avoient eſteit & eſtoient entre nos cher Couſin le *Duc de Brabant* d'une part & nous d'autre, tant ſour les fins, emez, metes & diviſions des marches de la Ducheit de Brabant, & de noſtre Conteit de Haynaut en tour les biens de *Halle* en pluſieurs lieux, & entre les biens de *Halle & Watir de Brayne* contre le juſtice & hereditaige Monſieur *Thiri de Walecourt*, & auſſi ſour aucun entre priſeures qui devoient eſtre faite en pluſieurs lieux par nos gens en ladite Duché ſituee, li dis Dux & ſes gens maintenoient certaynes perſonnes par l'acord dou dit Duc & de nous fuiſſent preſens, ceſt aſcavoir *Meſſire Jehan de Hellebeke Sires de Loenhout & de Ophein*, *& Meſſire Gilles de Quaderebbe* de part ledit Duc, & *Meſſire Wallerams de Luccembourg Sire de Ligni nos Couſins*, *& le Sire de Potes* de part nous, le quel allerent priſant dou dict Duc & de nous au lieux doncq debas eſtoit, & ſour ce tant par les quatres ſusdits comme par autres quatre qu'il allerent de commun accord, ceſt aſſavoir *Daneel de Staden* à doncq Baillieu dou Romant pays, & *Jehan de Grant-Bays* Chaſtelain de Genappe eſlieux de part le dit Duc, & *Guillaume de Coutereel* nos Baillieu de Halle, & *Jehan le Couſtere* no Chaſtelain de rayne pris & iſlieux de part nous, ont eſteit en toux les lieux contenſieux tout avant loyale apriſe faite par pluſieurs ainichiens dignes dou foy jureis & ſermenteis d'une part & d'autre, fait notoire cerquimeynage deſſervure & l'unage preſens grans plaintés de gent, tant deſoyables dou dit Duc & de nous comme des autres vieilles & joisnes à ce & pour che venus & appelleis, leſquelz cerquemeynage, deſoures & bonnages & ſi comme il apparent eſtre fait par yaux joure de la date de ces preſentes Lettres nous ratefions, & avons en ce leur fait pour bon & aggreable, & avons enconvent & permettons à ce perpetuellement à tenir & faire tenir par nous & par nos hoirs ſans enfraindre ne venir encontre en aucun manier. Et appres comme nous fieſſiemes deplainte dou dict Duc & de ces gens de ce que ſes dites gens avoient de coppeit un jubet que *Oſtes de Traſeignies* avoit fait faire de par la Damoiſelle de *Brayne le Chaſtel* à cui li dis Oſtes eſtoit à donc, aſſeis preis de *l'Abbie de Wautier Brayne* le qu'el nous diſions eſtre fait dedens noſtre Conté de Haynaut, & de che auſſi que Henrics Cambriaux & Symons de Marchipont avoient pris brays & autres chauſes en une maſons de lers le porte de Woutre Brayne, nous recogniſſions & tesmongnons par ces preſentes Lettres les dictes deplaintes eſtre faictes de par nous ſans raiſon, ſelon chou qu'il at eſteit trouvet par loyal cerquemeynage diviſion & bonnage fais ſour che par les deſſus nommeez, & que ledit lieu ou li grief fu faies & ou li brays & les autres chouſes furent paſſes, eſtoient, ſont & doevent eſtre dedens les termes & les metes de la Ducee de Brabant, leſquels auſſi circummenages, diviſions & bonnages fais par yaux ſour chou nous ratifions, approuvons & confirmons & les tenons, & avons enconvent à tenir pour bons as tous jours pour nous & pour noz hoirs, ſans enfraindre en aucune maniere ni de riens aleir à l'encontre par le tesmoing de ces Lettres ſeelles de ne ſaulx donné l'an M.CCC.XXXIV. le jour de la Trinité.

CCVIII.

Litteræ EDUARDI *Regis Scotiæ, quibus ceſſionem facit Urbium, Caſtrorum & Comitatuum quorundam* EDUARDO III. *Regi Angliæ. Datæ apud Novum Caſtrum ſuper Tynam die* 12. *Junii* 1334. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 614.] 12. Juin

EDWARDUS, Dei gratiâ, Rex Scotorum, Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Prioribus, Comitibus,

ANNO 1334. bus, Baronibus, Justiciariis, Vicecomitibus, Præpositis, Ministris, & omnibus Ballivis & Fidelibus suis, ac aliis quibuscunque, Salutem.

Sciatis quòd,

Cùm nos nuper,

Considerantes affectionis & benevolentiæ puritatem, quam, Excellentissimum Principem, & carissimum Dominum, & Consanguineum nostrum, Dominum Edwardum, Regem Angliæ Illustrem erga personam nostram habuisse cognovimus, & magnam subventionem, quam, non absque magnis & infinitis sumptibus, & laboribus periculosis, nobis nuper fecit de ipso, & Gentibus suis, circa recuperationem Hæreditatis nostræ, ac desiderantes, præmissorum intuitu, ipsum Regem Angliæ prospicere, quatenus facultas nobis tunc temporis suppetebat,

Voluissemus, & concessissemus pro Nobis, & Hæredibus nostris, dare, assignare, ac liberari facere præfato Regi Angliæ Duo Milia Libratarum Terræ per Annum, in locis competentibus, super Marchiam Regni nostri Scotiæ, Regno Angliæ adjacentibus, & prætato Regi Angliæ placentibus,

Et, in partem valoris dictorum Duorum Milium Libratarum Terræ, dedissemus, concessissemus, & assignassemus præfato Regi Angliæ Castrum, Villam, ac Comitatum Berewici super Twedam, & promisissemus quòd hoc, quod de dictis duobus Milibus Libratarum Terræ per Annum defecisset, faceremus assignari & liberari præfato Regi Angliæ in aliis locis competentibus, ut est dictum, HABENDA & TENENDA eidem Regi Angliæ & Hæredibus suis, unà cum Feodis Militum, & Advocationibus Ecclesiarum, ac aliis pertinentiis suis quibuscunque, separata à Regali Dignitate & Coronâ Scotiæ imperpetuum, & Regali Dignitati, & Coronæ, ac Regno Angliæ, perpetuis temporibus annexa.

Et nos postmodum, duodecimo die Februarii, proximo præterito, de assensu Prælatorum, Comitum, Baronum, Militum & aliorum, de Regno nostro, in Parliamento nostro, apud Edenburgh tunc convocato, existentium, Concessionem & Promissionem nostras prædictas acceptantes, eas, ac statum & possessionem, quos idem Rex Angliæ in dictis, Castro, Villâ, & Comitatu de Berewico, virtute Donationis, Concessionis, & Assignationis, nostrarum prædictarum, habuit, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris ratificaverimus, approbaverimus, & confirmaverimus, promittentes quòd, de Residuo dictorum duorum Milium Libratarum Terræ, eidem Regi Angliæ in aliis locis prædictis satisfaceremus juxta Concessionem & Promissionem supradictas, prout in diversis Literis nostris Patentibus, indè confectis, plenius continetur,

Nos, Concessionem & Promissionem nostras prædictas, sic factas, & de dicto Assensu, in eodem Parliamento, ut præmittitur, acceptatas, volentes adimplere, damus, concedimus, reddimus, assignamus, & hâc Cartâ nostrâ confirmamus pro Nobis, & Hæredibus, & Successoribus nostris, præfato Regi Angliæ, Villam, Castrum, & Comitatum de Rokesburgh; Villam, Castrum, & Forestam de Jedeworth; Villam & Comitatum de Selkirk, & Forestas de Selkirk & Etryk; Villam, Castrum, & Comitatum de Edenburgh, cum Constabulariis de Hadyngton & Lynliscou; Villam, & Castrum, & Comitatum de Pebles: & Villam & Castrum, & Comitatum de Dumfres; cum pertinentiis, & quicquid in eisdem Comitatibus, tàm in Dominico, & in Feodo, quàm in Servitio habemus, vel habere deberemus, HABENDA & TENENDA eidem Domino Regi Angliæ, & Hæredibus suis, simul cum Feodis Militum, Advocationibus Ecclesiarum, Capellarum, Domorum Religiosarum, & Hospitalium, & cum Custodiis, & aliis Proficuis quibuscumque, quæ ad Nos, Hæredes, & Successores nostros pertinere poterunt ratione Vacationum Episcopatuum Regni Scotiæ, de Terris, Tenementis, Bonis & Catallis, infra Comitatus & loca prædicta existentibus, & ad eosdem Episcopatus spectantibus, ac cum Hundredis, Mercatis, Feriis, Foreftis, Chaceis, Parcis, Boscis, Warennis & Piscariis, necnon cum Dominicis, Dominiis, Escaetis, Forisfacturis, & Reversionibus quibuscunque, Regalitatibus, Libertatibus regalibus, liberis Consuetudinibus, Portubus tàm Maris, quàm Aquarum dulcium, simul cum Custumis, & Maletoltis omnibus, tàm in Villâ, & Portu dictæ Villæ Berewici, quàm in locis, & Portubus aliis prænominatis, ac cum subjectione & regimine Populi & Gentium in prædictis locis, & omnibus aliis ad eadem, Villas, Castra, Comitatus, Forestas, & Constabularias, qualitercúmque & ubicúmque spectantibus, seu pertinentibus, tàm non nominatis, quàm nominatis, sine ullo Retinemento, separata à regali Dignitate, & Coronâ Scotiæ imperpetuum, & regali Dignitati, & Coronæ, ac Regno Angliæ perpetuis temporibus annexa, unita, & incorporata, unà cum Castro, Villâ, & Comitatu Berewici, supradictis, in plenam satisfactionem Duorum Milium Libratarum Terræ prædictorum. ANNO 1334.

Quare volumus, & firmiter præcipimus, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, quòd idem Rex Angliæ habeat, & teneat sibi, & Hæredibus suis, prædicta, Villam, Castrum, & Comitatum de Rokesburgh: Villam, Castrum, & Forestam de Jedeworth: Villam & Comitatum de Selkirk, & Forestas de Selkirk, & Etryk: Villam, Castrum, & Comitatum de Edenburgh, cum Constabulariis de Hadyngton & Lynliscou: Villam & Comitatum de Pebles: & Villam, & Castrum, & Comitatum de Dumfres; cum pertinentiis, & quicquid in eisdem Comitatibus, tàm in Dominico & Feodo, quàm in Servitio, habemus, vel habere deberemus, simul cum Feodis Militum, Advocationibus Ecclesiarum, Capellarum, Domorum Religiosarum, & Hospitalium, & cum Custodiis, & aliis Proficuis quibuscunque, quæ ad Nos, Hæredes, & Successores nostros pertinere poterunt, ratione Vacationum Episcopatuum Regni Scotiæ, de Terris, Tenementis, Bonis & Catallis, infra Comitatus, & loca prædicta, existentibus, & ad eosdem Episcopatus spectantibus, ac cum Hundredis, Mercatis, Feriis, Foreftis, Chaceis, Parcis, Boscis, Warennis, Piscariis, necnon cum Dominicis, Dominiis, Escaetis, Forisfacturis, & Reversionibus quibuscunque, Regalitatibus, Libertatibus regalibus, liberis Consuetudinibus, Portubus, tàm Maris, quàm Aquarum dulcium, simul cum Custumis & Maletoltis omnibus, tàm in Villâ, & Portu dictæ Villæ Berewici, quàm in Locis, & Portubus aliis prænominatis, ac cum subjectione, & regimine Populi & Gentium prædictis locis, & omnibus aliis ad eadem, Villas, Castra, Comitatus, Foreftas & Constabularias, qualitercumque & ubicunque spectantibus, seu pertinentibus, tàm non-nominatis, quàm nominatis, sine ullo Retinemento separata à regali Dignitate, & Coronâ Scotiæ imperpetuum, & regali Dignitati, & Coronæ, ac Regno Angliæ, perpetuis temporibus annexa, unita, & incorporata, unà cum Castro, Villâ, & Comitatu Berewici, supradictis, in plenam satisfactionem dictorum Duorum Milium Libratarum Terræ, sicut prædictum est.

In cujus rei Testimonium, huic Cartæ Magnum Sigillum nostrum apponi fecimus,

Hiis Testibus, Venerabilibus Patribus,

Willielmo Archiepiscopo Eboracensi Angliæ Primate,
Richardo Dunelmensi,
Et Johanne Karliolensi, Episcopis,
Johanne de Warennâ Comite Surriæ & de Strathern,
Henrico de Bello Monte Comite de Boghan,
David de Strabolgi Comite Athol,
Patricio de Dumbar Comite March,
Thomâ Wake Domino de Lydell,
Ricardo Talbot Domino de Mar,
Willielmo de Monte acuto Domino de Man,
Henrico de Percy,
Radulpho de Nevyll,
Alexandro de Moubray,
Galfrido de Moubray,
Roberto de Lowedre,
Et aliis.

Dat. per manum nostram, apud Novum Castrum super Tynam, duodecimo die Junii, Anno Regni nostri Secundo.

Sub Magno Sigillo Scotiæ, viridis coloris, pendente à filis sericis, flavi rubeique coloris.

CCIX.

Versatz-Brieff Käysers LUDWIG, wodurch derselbe die Vogtey von Lindau über das Frauen-Closter zu Lindau/ mit allen Rechten/ Ehren/ nutzen und gewohnheiten/Herrn HUGEN, Grafen zu Bregentz/ und seinen Erben/ für 200 Mark Silbers versetzet/ in so lang/ bis er/ oder seine Nachkommen Käyser und Könige/ von ihm oder seinen Erben selbige um das besagte geld wieder erledigen und erlösen. Geben vor Mersburg den Donnerstag nach Jacobi/ Anno 28. Juill.

ANNO 1334. 1334. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheil. I. Abſ. I. pag. 23.]

C'eſt-à-dire,

Lettres de l'Empereur LOUIS de Baviere, *par lesquelles il engage à* HUGUES *Comte de Bregents, l'Avocatie de* Lindau, *qui eſt un Monaſtere de Filles, avec tous ſes Droits & Appartenances, pour la ſomme de deux cens Marcs d'Argent; avec permiſſion d'en jouïr, juſques à ce que ladite ſomme lui ſoit rembourſée. Donné devant Merſpurg le Jeudi après la Fête de St. Jaques* 1334.

WIr Ludowig von Gotes genaden Romiſcher Cheiſſer/ zu allen zeiten Mehrer des Richs ꝛc. Thun kund allen denen die dieſen Brief ſehen oder horen leſen/ daß wir dem Edlen Mann/ Hugen Grafen zu Bregenz/ und ſeinen Erben/ die Vogtey von Lindaw über das Frawen-Cloſter zu Lindaw/ verſetzt haben/ und verſetzen auch mit dieſem Brief/ für zweyhundert Marck Silbers/ alſo/ daß Er und ſeine Erben die innen haben ſollen und mögen/ mit allen Rechten/ Ehren/ Nutzen und Gewohnheiten/ die darzu gehörend und davon gefallen mügend/ und ſind die Höfe zu Neitnack/ zu Schonach/ zu Aeſchach/ den Hof zu Nichtenbach/ und mit Nahmen Sant Beylagen Lüte/ als lang/ untz wir oder Unſere Nachkommen/ an dem Reiche Könige oder Kaiſer/ die vorgenannte Vogtey und Satz/ durch Recht darzu gehöret/ von ihm oder von ſeinen Erben um die zweyhundert Marck Silbers gäntzlich wieder erledigen und erlosen.

Darüber zu Urkund/ geben wir Ihm dieſen Brief/ verſiegelt mit Unſerm Kaiſerlichen Inſiegel/ der geben iſt vor Merſpurg an dem Donnerſtag nach Jacobi/ da man zahlt von Chriſti Geburt dreyzehenhundert Jahr/ darnach in dem vierdten und dreiſigſten Jahr/ in dem zweinzigiſten Jahr Unſers Reichs/ und in dem ſiebenden des Kayſerthumbs.

CCX.

2. Août. *Litteræ* EDUARDI III. *Regis Angliæ, quibus poteſtatem confert Legatis ſuis recipiendi Homagium & fidelitatem Comitis* SABAUDIÆ *pro Terris, Caſtris & Dominiis quibusdam, quæ ab ipſo tenebat. Datæ apud Wyndeſore die* 2. *Auguſti. Anno* 1334. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 620.]

UNiverſis, præſentes Literas inſpecturis, Edwardus &c. Salutem.

De circumſpectione providâ, Dilectorum & Fidelium noſtrorum, Willielmi Truſſel, & Magiſtri Richardi de Bynteworth, Juris Civilis Profeſſoris, plenariè confidentes,

Ad recipiendum, hac vice, nomine noſtro, Homagium & Fidelitatem Nobilis Viri Comitis Sabaudiæ, Conſanguinei noſtri cariſſimi, pro Terris, Caſtris, & Dominiis, quibuscúmque, quæ dictus Comes de Nobis tenet in partibus Sabaudiæ, & aliis quibuscúmque, pro quibus Homagium & Fidelitatem nobis facere tenetur,

Ac alia omnia & ſingula, nobis in hac parte debita, necnon ad liberandum eidem Poſſeſſionem vacuam, & Seiſinam Terrarum, Caſtrorum, & Dominiorum hujusmodi, cum ſuis Juribus & pertinentiis univerſis,

Et omnia alia & ſingula faciendum & excercendum in præmiſſis, quæ Nos facere deberemus, ſi perſonaliter præſentes eſſemus,

Prædictis, Willielmo & Magiſtro Richardo, & eorum alteri, plenam tenore præſentium committimus & concedimus Poteſtatem;

Promittentes Nos ratum & firmum habituros quícquid per præfatos, Willielmum & Magiſtrum Richardum, vel eorum alterum, receptum, liberatum, actum, & geſtum fuerit in præmiſſis.

In cujus &c.

Dat. apud Wyndeſore ſecundo die Auguſti.

CCXI.

ANNO 1334. 27 Août. BOHEME, COLOGNE, LIEGE, FLANDRE, HAYNAUT, GUELDRE, JULIERS, SOISSONS, LOS, ZELANDE, NAMUR, ET BRABANT.

Traité de Paix fait, par l'entremiſe de PHILIPPE de Valois *Roi de France, entre* JEAN *Roi de Bohême,* WALERAN *Archevêque de Cologne,* ADOLPHE *Evêque de Liége,* LOUIS *Comte de Flandre,* GUILLAUME *Comte de Haynaut,* RENAUD *Comte de Gueldre,* GUILLAUME *Comte de Juliers,* JEAN DE HAYNAUT *Comte de Soiſſons,* LOUIS *Comte de Los,* GUILLAUME DE HAYNAUT *Comte de Zélande,* JEAN *Comte de Namur,* GUI DE NAMUR *Frére dudit Comte & leurs Adhérans, d'une part, &* JEAN *Duc de Brabant d'autre. Fait à Amiens, le* 27. *d'Août* 1334. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 160.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France nommé & eſleu juge, traicteur & amiable compoſiteur, entre hauts hommes nos chiers & bien ames amis & feaux Couſins JEAN *Roy de Boeme,* WALLERAN *Archevesque de Cologne du Saint Empire par Italie Archicancellier,* ADOLF *Evesque de Liege,* LUIS *Comte de Flandres, Nevers & Reteſt,* GUILLAUME *Comte de Haynaut & d'Hollande,* RENAUD *Comte de Gueldres & de Sutphen,* GUILLAUME *Comte de Juliers,* JEAN DE HAYNAUT *Comte de Soiſſons & Sire de Beaumont,* LUIS *Comte de Los & de Chiney,* GUILLAUME DE HAYNAUT *Comte de Selande,* JEAN *Comte de Namur,* GUI DE NAMUR *Frere dudit Comte de Namur,* leurs Allies & aydans d'une part, & JEAN *Duc de Lotharing, de Brabant & de Limbourg* ſes Allies Adherents & aydants d'autre part, ſur touts les debats & diſcors meus entre lesdictes Parties, par tout le temps paſſé jusques à jourd'huy, comme plus amplement eſt contenu au Compromis ſur ce faict, & oſter toute matiere & cauſe de debat pour le temps avenir, pour le bien de pais l'amour & l'affection que nous avons à icelles Parties, & enſemblement pour oſter tous empeschemens par lesquels le ſaint voiage d'outremer que nous avons emprins pouroit eſtre retargé ou empesché, lequel Compromis nous avons receu & recevons en nous, & nous enchargons par vertu d'iceluy Compromis & pouvoir a nous octroie & donné comme dict eſt. Du conſentement & volonté deſſusdites Parties ordonnons, prononchons & determinons en tant comme il peut toucher à chascune Partie desdits Alliés contre ledict Duc, & touts enſemble entant comme ils ſont confederés contre luy, & ſemblablement comme il peut toucher ledit Duc contre chascune Partie & tout enſemble en la forme & la maniere que s'enſuit. Premierement quant à ce que peut toucher les alliances d'entre les ſusdits Alliés, adherents & aydants d'une partie & ledit Duc d'autre, nous voulons, ordonnons & prononchons par noſtre Sentence difinitive, que lesdites alliances ſoient annullées & pour nulles les prononchons & voulons & enjoignons ausdits Confederés contre ledit Duc, ſoubs la peine deſſoubs eſcripte, que desormais ne uſent de ladite Alliance contre le dict Duc en nulle maniere que ce ſoit, contre les gens de ſa terre, ou ceux qui ſont ou ont eſté de l'aide dudit Duc, & ſemblablement voulons & ordonnons que ledit Duc pour cauſe desdites alliances ne puiſſe pourſuivre lesdits Alliés ou aucun d'iceux ou leurs Adherents, & par ainſi voulons, que toutes lesdites alliances ſoient tenues pour nulles & comme ſi onques mais riens n'en euſt eſté faict ny parlé. Item voulons & inioignons ausdits Confederés & Alliés contre ledit Duc, & ſemblablement audit Duc, que d'oresenavant ils ayent bon amour l'un vers l'autre, comme charité, bonne affection & affinité le requiert. Item nous voulons & ordonnons, que tous priſonniers prins tant d'une part que d'autre, ſoient rendus quittement & franschement ſans nulle ranchon, en quel lieu qu'ils ſoient ou aient eſté transportés, paiant toutesfois tels despens raiſonnables comme ils aront faict en la priſon, ſans plus les demander. Item ſi aucun desdits priſonniers tant d'une part que d'autre avoient promis & accordés aucunes ſommes ou quantites d'argent pour leur ranchon, lesquelles ſommes ou partie d'icelles ne fuſſent encor point paies du tout, de ce qui en eſt à paier nous les abſolvons & quittons, & voulons qu'ils en ſoient tenus quits & abſouls pour le temps avenir, ſans ce que nul leur en puiſſe faire demande, & ſemblablement abſolvons

ANNO 1334. vons, quittons & delivrons leurs pleiges ou gages ſi aucuns en avoient obligés pour ladite cauſe; enjoignons ausdis Confederés & Alliés contre ledit Duc, & ſemblablement audit Duc, que toutes lesdites perſonnes & pleiges quelconque part ils ſoient deſſous leur pouvoir ou allieurs, en quelconque lieu ou lieux transportés par eux ou aucun d'eux ou par leurs Subgets ou aucun de leurs Subgets, ils delivrent, quittent & facent delivrer & quitter, eux & leurs pleiges ou leurs gages en la maniere que nous les avons delivré comme deſſusdit. Item nous voulons & ordonnons, que touts ceux qui pour cauſe de ladite guerre, commotion & alliances deſſusdites ont rendu & quitté leurs hommages à leur Segneur ou Segneurs de qui ils tenoient, pour aider l'adverſe Partie tant d'une part que d'autre, puiſſent retourner au leur & à touts leurs biens giſants ſoubs leur dit Segneur ou Segneurs, & puiſſent uſer & joüir en la maniere qu'ils faiſoyent avant ladite guerre; par telle maniere qu'ils refacent nouveaux hommages à leurs Segneurs ainſi comme devant. Item ſi aucuns biens desdits priſonniers ou aultres qui ne ſeroient ou ſeroient eſté priſonniers tant d'une part comme d'autre, auroient eſté vendus du Segneur ou Segneurs qui prins & vendus auroient, desquels biens les termes ne ſeroient encor au jour de la date de ceſte preſente ordonnance; nous voulons, ordonnons & determinons qu'iceux ſoient rendus, quittés & delivrés ausdits priſonniers ou autres, nonobſtant vente, alienation ou obligations faictes au contraire comme dit eſt; & pour oſter toute doute, voulons & declarons que bles, ſoiel & autres fruicts cueillez & levés, mis en granges ou en ſauveté, ſoient & demeurent à ceux qui les auront faict cueiller, lever, & mettre à ſauveté. Item nous voulons & ordonnons & par noſtre ſentence determinons, que toutes les ranchons de Villes tant d'une part que d'autre, lesquels ne ſont pas encor paies ſoient quites & mis à neant, les pleiges ou gages pour ce donnés & obligés ſoient quites & delivrés, jaçoit ce que aucun desdits ranchons encores à paier comme dict eſt euſt eſté transporté ou cedé en perſonne d'autruy. Item nous voulons & ordonnons, que toutes les choſes qui ont eſté faites, ordonnés & traictés par nos Meſſagiers ou Commiſſaires envoiés à Cambray de par nous, ceſt aſſavoir *l'Evesque de Therouane*, *l'Abbé de S. Nicaiſe à Reyms*, *l'Archidiacre de Tournay*, Anſel Segneur *de Joinville*, *Mathieu de Trie noſtre Mareschal*, *Henry de Piquigny*, Guy Turpin & *Michiel de Recourt* nos ames & feaux Conſeilliers entre lesdits Alliés d'une part, & ledit Duc & ſes gens, en la maniere qu'il appert par Lettres ſellées des ſeaux desdites & de nos Meſſagiers & Commiſſaires deſſusdits, ſoient gardés & tenus entierement desdites Parties & chascune d'icelles, ſans venir encontre par nulles voies quelles ſoient, ſoubs peine cy deſſoubs escripte, desquelles ordonnances traictes à Cambray le teneur s'enſuit de mot à mot.

Accordé eſt entre le *Duc de Brabant* d'une part, le *Comte de Gelre* d'autre part, que le Comte de Gelre, ſe fille & leurs hoirs devent joüir de leurs biens & heritages en Brabant ſans empeschement du Duc de Brabant ou des ſiens, auſſi franchement comme les Segneurs de Malines les ſouloient joüir anchienement. Item la Bourgoiſie de la Chappelle eſt, ſerat & demeurerat heritablement annullée, entant comme il touche au Duc & au Comte, ſe fille & leurs hoirs. Item les ancienes Bourgeoiſies des bonnes franches Villes de Brabant demeureront en leur vertu, par ainſi que les Bourgeois demeurants & habitans desdites bonnes Villes aient à joüir de leurs Bourgeoiſies; leurs heritages giſants deſſous ledict Comte, ſe fille ou de leurs hoirs demeureront ſoubs la ſubjection du Segneur, ſelon couſtume, droict & uſage du Lieu ou les biens ſont ou ſeront, & ſi le Bourgeois des franches Villes viennent dedans la Juſtice ou Segneurie dudit Comte, de ſe fille ou de leurs hoirs & meſſiſſent en faict determiné & eſtoient prins preſentement, on doit faire illecques d'iceux Bourgeois droict & juſtice, ſelon le droict & ſentence du Lieu. Item de l'Advoüerie de *Herkenches de Meerwede*, on fera avoir au Comte un homme auſſi ſouffiſant comme celuy fut qui vendit au Duc ladite Advoüerie, & auſſi en ſouffiſt au Comte ſe il eſt trouvé qu'il ſoit du fief du Comte par enqueſte de deux de par le Duc & deux de par le Comte, qui ſeront de la beſogne de Tyle & de Heusden. Item de la Ville d'*Eecheden* jureront pour le Comte Segneur *Gauthier de Boſichem* & Sire *Evert d'Ulf* Chevaliers du Conſeil du Comte, que de meilleur droit on doit tenir ladite Ville du Comte que du Duc, & ainſi on tiendra la Ville du Comte, & ſi les deux Chevaliers ou aucun d'eux pour loial enſoigne ny puiſſent entendre dans les Touſſaints, le Comte pourá de preſent en ordonner autres ſuffiſants de ſon Conſeil ſans mal engien des ſix à ce denommés, & ce doivent ils faire à la Greve par devant bons tesmoins dignes de foy, & par ainſi on at vers le Comte faict ſon debvoir, ſe il ſoit ainſi que le Duc ne voulliſt envoier ſes gens pour oüir faire les ſerments de ces Chevaliers à certain jour dedans le terme deſſusdit. Item du quart point eſt ordonné & accordé, que le Duc ferat apporter à la journe d'Amiens les Lettres originaux dont il voudrá remonſtrer que le Comte doit eſtre en ſon hommage des Seigneuries de *Herpen*, *de Megem*, *de Meerbant*, *de Gerdoren* & de la Juſtice que le Segneur de *Bochſtel* tient du Comte & de tous autres Juſtices qu'on tient du Comte, ou il y fera apporter les copies des originaux ſoubs ſeel authentique, & ſe les originaux ne ſont apportés, le Duc ferá apporter & monſtrer à la Greve lesdits originaux dedans les trois ſemaines prochains audit Comte ou à ſon Conſeil à ce ordonné apres le departement d'Amiens, & entant comme il apparra par lesdites Lettres originaux que ledit Comte en devra hommage au Duc, le Comte luy fera, par ainſi que le Duc doit avoir illecques telle ſouverainité, comme il at aux autres fiefs que le Comte tient du Duc ſe aucuns en tient, & ſi ledit Comte ne tient nul autre fief du Duc, ſe aura le Duc telle ſouverainité ausdits fiefs, comme les aultres Segneurs du Comte ont es fiefs qu'il tient d'eux, & demoura le Comte en paiſible poſſeſſion desdits biens, jusques à tant que lesdits originaux ſoient monſtrés comme dict eſt, & ſe le Duc ne monſtre ou faict monſtrer lesdits originaux dedans les trois ſepmaines que dit eſt apres le departement d'Amiens, ſi demeureront les Segneuries deſſusdites & leurs appartenances audit Comte, & ne devra hommage au Duc pour lesdits biens. Item de la Ville de *Houlten* ſeront maintenant nommés deux hommes de par le Duc, & deux hommes de par le Comte, qui s'informeront & diront par leurs ſerments dedans les Tous-ſaincts ſi ladicte Ville appartient de droict audit Duc ou audit Comte, & ſi elle appartient au Duc elle demeurera au Duc ſans eſtimation, & ſi elle appartient au Comte elle ſera eſtimee en deniers pour le Comte avec l'autre terre & Segneurie de *Heusden* que le Comte y tient, & ſe les quatre ne peuvent accorder, le Duc & le Comte ordonneront un bon Souverain moien qui dira par ſon ſerment auquel de ces deux ſerat ladite Ville appartenante de droit, & ne durera le pouvoir des quatre que jusques à la Touſſaints, & le pouvoir du Souverain que jusques à Noel, & ledit Souverain ſera nommé à Amiens, & en celle meſme maniere auront, les quatre & le Souverain, pouvoir d'ordonner ſelon droit les departements & des jonctions des Segneuries d'entre le Duc & le Comte, & jurera le Souverain de donner & mettre la choſe à fin dedans Noel, & s'il mouroit on prendra un aultre qui aura ſemblable pouvoir, qui ſeront nommés à Amiens. Item de la Ville de *Bardewijck*, ſi le Segneur de *Craenendonck*, Segneur *Jean de Roucourt*, Segneur *Jean de Helbec* & Segneur *Thiery de Walcourt* Chevaliers jurent pour le Duc, que ladite Ville ſoit de meilleur droit au Duc que au Comte, elle demoura au Duc franchement ſans eſtimation comme dit eſt de Hulten, & ce doivent-ils faire dedans Touſſains prochain, & s'ils ne jurent elle ſerat eſtimee pour le Comte comme dit eſt de Hulten, & quand ils devront jurer ils le feront ſavoir audit Comte, ou à ceux qui ſeront de par luy au pais huict jours devant, & ce doit eſtre faict à la Greve, & ſi le Comte ny envoie ſes amis pour ouir le ſerment, donc pouront ils jurer en la preſence de bons tesmoins dignes de foy, & s'il y avoit aucun des quatre qui euſt loial enſoigne de maladie, ou de priſon, le Comte de Gelre deſia ou à Amiens eſt nommera quatre, desquels quatre le Duc envoiera un ou deux ſelon l'enſoigne que les premiers quatre auront. Item du tiers de vingt mil roïaux d'or paiés par le Comte au Duc pour le Segneur de *Fauquemont*, tesmoigneront le Segneur de *Kuck* & le Prevoſt de Waſſemberge à Amiens devant le Roy ce qu'ils en ſcavent, & la reſtitution qui en ſera faicte, ſera faicte dedans Noel. Item le Duc devantdit doit à Amiens devant le Roy noſtre Segneur heriter par voie deschange ledit Comte & ſes hoirs des Villes de *Thielt*, *Santwijck* & *Herwerden* & de toutes leurs appartenances, & ledit Comte doit adheriter ledit Duc & ſes hoirs auſſi par voie deschange devant le Roy de la terre & Segneurie de *Heusden*, que luy eſt eſchëüe de la mort de *Jean de Heusden* & des appartenances, par telle condition que deux hommes de par le Duc & deux hommes de par le Comte leſquels s'enformeront & regarderont par leurs ſermens

ANNO 1334.

ANNO 1334. mens la valeur des biens d'une part & d'autre, & celuy des deux Segneurs qui aura eu les meilleurs biens ferat recompenſation & amendement à l'autre en deniers ſelon l'ordonnance des quatre qui ſeront nommés, à payer au terme qu'ils diront, & ſe les quatre ne ſe peuvent accorder, le Duc & le Comte prendront Souverain en ce cas, & l'ordonnance du Souverain ſera tenue d'une part & d'autre, & tous ſeront nommés à Amiens, & le pouvoir des quatre doit durer jusques Touſſain, & du Souverain jusques à Chandeler prochain, & nullement ne ſe poura le Souverain excuſer qu'il ne die ſon dit dedans ledit Chandeler prochain, & celuy qui paſerat la recompenſation en deniers par le dict du Souverain, le doit paier ces prochaines Pasques ſans contredit, & en fera bonne ſeurté ſouffiſante. Item tous les Lettres que le Duc at des anteceſſeurs du Comte faiſans mention d'alliances ou de ſervices, ſeront portés à Amiens en la main du Roy de France noſtre Sire, du Roy de Boeme & du Comte de Haynaut, & l'ordonnance qu'ils feront ſerat tenue d'une part & d'autre. Item le Duc donra ſa fille maisnee au fils dudit Comte pour femme & eſpouſe, & donra le Duc avec ſa fille au fils dudit Comte pour cauſe de mariage & deſpouſailles, entre la ſomme de quatre vingt mil & ſoixante mil livres, le gros tournois viels compté ou à compter pour ſeiſe deniers, telle ſomme comme le Roy de France noſtre Segneur, le Roy de Boeme & le Comte de Haynaut voudront adviſer & ordonner à Amiens, & d'icelle ſomme que les ſusdits Roys, appellé avec eux le Comte de Haynault, aviſeront ou ordonneront, le Duc payera à l'ordonnance du Roy en deniers comptans la moitie, & l'autre moitie quand le mariage ſerat faict & conſommé, & ſi ledit mariage ſe deffait par la mort de l'un des enfants (lequel mariage ne ſe peut ne ſe doit defaire nullement fors que par la mort de l'un des enfans) ledit Comte doit rendre audit Duc ou à ſes hoirs la moitie des deniers qu'il avoit eu pour cauſe dudit mariage en deux ans, & quand ledit mariage ſera parfaict, ledit Comte ferat certain aſſignement en ſon heritage pour tous les deniers pour les deux enfants & leurs hoirs, à compter à des lors & à aſſigner pour dix deniers un denier heritablement, & ledit Comte donnera le manoir de Sutphen avec ſa cloſture ſans priſer à ſon fils, & toute la Comté de *Sutphene* par de la l'Iſele, ainſi comme icelle depart ladite Comté, de la *Veluwe*, horsmis le tollieu de *Lobbede*, pour douſe mil livres de terre par an dudit paiement, & ſi ladite Comté ne vaut tant par an, ledit Comte le doit bien parfaire tout en autres bonnes rentes ſans mal engin, & ſe le Comte devantdit failloit avant que ſon dit fils, ſon fils demeurerá Comte de Gelre & de Sutphen, ſauf à la Comteſſe que maintenant eſt ſon douwaire; mais ſi ledit fils dudit Comte avoit ou euſt autres freres ou ſeurs un ou pluſieurs de pere & de mere de luy, il devra faire parchon raiſonnable de ſon heritage, ſelon le conſeil de ſes amis & l'uſage du pais, mais ſi ledit fil mouroit avant ledit Comte & euſt enfans maſles, ceux enfans maſles auront ladite Comté de Sutphene par de la l'Iſele & la perfection de douſe mil livres de terre deſſusdits, & avec ce le tollieu de Lobbede heritablement, & tout ce tiendroit en foy & hommage & à tousjours des Comtes de Geldres qui ſeront pour le temps, mais ſi ledit fils avoit enfans non maſles, ces enfans non maſles auroient tant ſeulement les rentes & revenus de ladite Comté de Sutphen par dela l'Iſele, ſauf au Comte de Geldres pour le temps & à ſes hoirs ledit tollieu de Lobbede & la Segneurie & la Juſtice de ladicte Comté de Sutphen, leſquels rentes & revenus les hoirs non maſles tiendroient auſſi en fief & hommage des Comtes de Geldres qui ſeront pour le temps; & la fille dudit Duc aura pour ſon doüaire huit mil livres de terre dudit paiement, bien aſſignés aux us & aux couſtumes du païs, & pour l'amour des Segneurs le Roy noſtre Sire ferat avoir de noſtre ſainct Pere le Pape telle dispenſation pour les enfans qu'il appartiendra. Item du *Segneur de Heinsberge* eſt accordé, que le Duc luy payera toutes les debtes que ledit Segneur de Heinsberge pourrá monſtrer dedans noſtre Dame prochain, & ſon paiement luy ſerat fait dedans le S. Remy, car les termes ſont longuement paſſés du paiement, ſi le Duc ne peut monſtrer paiement par confeſſion de Parties, par Lettres ou par Tesmoins. Item de l'article du Segneur de Heinsberge eſt accordé, que par le commun aſſentement du Ducq & du Segneur de Heinsberge ſe prendra huict hommes, qui ſeront hommes desdites parties au plus pres de Rode, & ordonneront des terres de *Rode* & *Heinsberge*, & s'enformeront de combien ſa Juſtice & Segneurie lui eſt retrainte & appetichie, & de tant comme ils trouveront ſerat rendu au Segneur de Heinsberg le ſien, & en ceſte mesme maniere ſerat il fait pour le Duc, & tout ce ſe fera dedans le ſaint Remy, & à la monition du Segneur de Heinsberge envoiera le Duc aucun de par luy pour veoir les preuves, & s'il y avoit aucuns des huict qui ny peuſſent entendre, l'on en prendra d'autres voiſins dignes de foy & de bonne nation en lieu de celuy ou de ceux qui ſeront empeschés, & s'enformeront en la meilleure maniere que faire ſe pourra, & tiendront les Parties ce que les huict ou la gragneur partie d'iceux rapporteront eſtre droit par leurs ſerments. Item Monſieur *Jean de Fauquemont* doit r'avoir *Herpen* & la Segneurie de Herpen & la terre, avec toutes leurs appartenances entierement & ſi paiſiblement comme il la ſouloit tenir avant que guerre fut. Item accordé eſt que le Comte de Gueldres ſa fille & leurs hoirs leurs hommes & leurs aydans d'une part & d'autre, tant du Duc comme du Comte, ſeront remis en paiſible poſſeſſion de leurs biens, & que des maintenant en avant nulle des Parties empirera, changera ou grevera les biens de l'autre Partie du jour à des l'eschange de Thielt, Sandwijck & Herwerden & de la terre de Heusden & des appartenances des Lieux deſſusdits, ainſi comme mention eſt faict pardevant en ſa force & vertu ſans mal engin. Item eſt aſſavoir, que toutes les choſes deſſusdites plaiſent au Comte, entant que touts les autres alliés s'accordent, par ainſi que bonne ſeurté ſuffiſante luy ſoit faicte, que tout luy ſerat bien & ſans defaute tenu, parfait & accompli, & que ce mesme ſoit faict pour le Duc. En tesmoing de la quelle choſe nous Duc & Comte deſſusdits avons mis nos ſeaux à ces preſentes Lettres, avec les ſeaux des Meſſagiers du Roy de France noſtre Sire. Ce fut faict & donné à Cambray en la preſence desdits Meſſagiers le ſecond jour d'Aouſt l'an de grace M. CCC. XXXIV.

Item nous Roy de France deſſusdit voulons, ordonnons & prononchons, une Lettre de date d'environ paſſé fix vingt & onſe ans & toutes autres Lettres s'aucuns en y at contenantes alliances ou ſervices, de quoy le Duc peut & voulſiſt pourſuivir ou faire demande audit Comte, donnees du temps des predeceſſeurs des ſusdits Duc & Comte, ſoyent de nulle valeur, & de certaine ſcience les caſſons & annullons, & caſſes & annulles eſtre voulons & de nul pouvoir pour tous jours, & voulons & ordonnons, que pour le temps paſſé par vertu d'icelles alliances ledit Duc ny ſes hoirs ne puiſſent faire demande audit Comte ou à ſes hoirs, & ſemblablement ledit Comte ou ſes hoirs audit Duc ou à ſes hoirs, & que ſi comme dit eſt pour le temps avenir lesdites Lettres & alliances ſoient nulles, ſans ce que aucuns des Parties en puiſſent faire demande l'un à l'autre par nulle voie quelle qu'elle ſoit, & jaçoit que lesdites alliances ayons du tout annullées, neantmoins nous voulons, ordonnons & prononchons, que ledit Comte recognoiſſe tous les fiefs qu'il tient & doit tenir dudit Duc, ſi comme il poura monſtrer ſouffiſament audit Comte, à tenir de luy & faire les hommages ſi avant comme lesdits fiefs & heritages requierent, ſelon les uſances & couſtumes de Lieux ou les biens giſſent: ſemblablement voulons & ordonnons, que le Comte par ſon ſerment & loiauté declare touts les fiefs qu'il tient dudit Duc comme il ſe recorde, & ce feront lesdites Parties dedans ceſt Noel prochain. Item voulons & ordonnons, que tous les Marchants & autres bonnes gens tant de Brabant comme de la Comté de Geldres puiſſent aller & venir de l'un païs en l'autre, uſer de leurs marchandiſes, paſſer & beſogner paiſiblement, aux uſages & aux couſtumes des païs deſſusdits Duc & Comte. Item quant à ce que touche le debat de vingt mil roiaux d'or ou pour chascun roial quinſe viels gros par deſſus la ſomme de ſoixante mil roiaux d'or que le Duc a promis au Comte en faiſant le mariage de leurs enfants, voulons & ordonnons avec le conſeil de nos chers & bien ames couſins & freres le Roy de Boeme & le Comte de Haynaut, que ledit Duc des vingt mil royaux paiera dix mil, avec la ſomme de ſoixante mil roiaux audict Comte & aux hommes qui s'enſuivent; premierement ledit Duc delívrera ledit Comte envers *Simon de Haele* & ſes compagnons de douze mil roiaux dedans la feſte de S. Michiel prochain à venir, ou ferat tant que ledit Simon ſe tiendrat pour content & bien paié, en telle maniere que les joiaux dudit Comte obligés audit Simon pour lesdits deniers, ſoient rendus audit Comte quittement & franchement devant ladite feſte de S. Michiel, & ſi toute ladite ſomme n'eſtoit deüe audit Simon ne à ſes compagnons, nous voulons & ordonnons, que tout ce que demeurera pardeſſus le paiement fait & accompli, ſoit

ANNO 1334.

ANNO 1334. soit paié audit Comte en deux termes ensuivants, onse mil & cincq cens roiaux à Pasques prochain ensuivant apres ladicte feste de saint Michiel, & onse mil cincq cents roiaux au Noel prochain ensuivant apres ledit Pasques, & l'autre moitié de toute ladite somme ledit Duc paiera audit Comte ou à son dit fils, quand le mariage de leurs dits enfants serat consommé dedans l'année, puis que le mariage sera accompli, & voulons & ordonnons, que lesdits enfants soient mis ensemble par mariage quant ils auront eage que droict requiert, si voulons & ordonnons, que s'il advenoit, que Dieu ne veuille, que lesdits enfants ou l'un d'iceux trespassast avant que ledit mariage fut consommé, que ledit Comte soit tenu à rendre toute ladite moitie ou ce qu'il aura receu d'icelle comme dit est audit Duc ou à ses hoirs aux termes qui s'ensuivent; cest assavoir la moitie d'icelle somme qu'il aura receu dedans l'an apres la mort desdits enfants ou de l'un d'iceux, & l'autre partie de ladite somme dedans le second an prochain ensuivant, & se il advenoit qu'apres le mariage consommé lesdessusdits fils du Comte & fille du Duc mourussent sans laisser hoirs de leurs corps, toute la somme qui sera donnee avec la fille dudit Duc par mariage au fils dudit Comte, sera rendue audit Duc ou à ses hoirs par le susdit Comte ou ses hoirs, assavoir la moitie dedans la premiere annee apres leur mort, & l'autre moitie dedans la seconde annee ensuivante, & se puis le mariage consommé la fille dudit Duc mourut sans hoirs comme dit est, toute la somme donnee par mariage avec luy demeurera au fils dudit Comte tant qu'il vivra, & apres son deces sera rendue ladite somme audit Duc ou à ses hoirs ausdits termes si comme dit est, mais si le fils dudit Comte mouroit puis ledit mariage consommé sans avoir hoir de ladite fille dudit Duc, elle auroit touts les biens donnes avec luy par mariage tant en deniers comme terres, & avec lesdits biens son doüaire de huict mil roiaux d'or par an expresse en la Court de Cambray, & de ce faire & accomplir donnera pleiges ledit Comte le Roy de France & le Comte de Haynaut & avec ce obligera cincq ou six de ses bonnes Villes, & semblablement ledit Duc doit assigner & asseurer ledit Comte & son fils dudit mariage & des conventions & conditions d'iceluy, & de tenir & de parfaire ce loiaument en la maniere que pardevant nous & en nostre presence entre iceux *Raynaud* aisné fils dudit Comte & *Marie* fille dudit Duc ledit mariage ou traicté est accordé, especialement par une Lettre ouverte pendant seellée du grand seel dudit Duc, de laquelle le teneur s'ensuit.

JEAN par la grace de Dieu Duc de Lothier, de Brabant & de Lymbourg à tous ceux qui ces presentes Lettres verront salut & cognoissance de verité. Comme entre nous, nous aydans & allies d'une part, & nostre aymé cousin le Comte de Gueldres, ses aydants & allies d'autre part, guerre ou controverses ou rancours d'inimitie ayent esté du temps passé, & comme le tres-Excellent Prince le Roy de France nostre Sire, pour oster tous discors d'entre nous d'une part & d'autre, & pour Pais, accord & bon amour nourir & accroistre entre nous, nos Pays, nos gens & Subgets d'une part, & nostre dessusdit cousin le Comte, son Pais, les gens & Subgets d'autre, ait par lui & par son Conseil du consentement de nous & de nostre dit cousin le Comte, parmy l'accord & le conseil de nos consaulx & amis d'une part & d'autre traité, ordonné & accordé certain mariage à faire entre *Renaud* aisné fils dudit Comte & nostre maisnee fille *Marie*, nous par vertu du traicté, ordonnance & accordance dudit mes Sire le Roy & de son Conseil, de nostre certaine science leur consentons, aggreons & confirmons le mariage dessusdit pour nous & nostre dite fille, en toute la forme & condition qu'il en ont esté traités, accordés & ordonnés à Cambray, & par ce que nous voulons & il appert que toutes les convenances dudit mariage soient bien & loiaument tenues de nous & nostre dite fille au Comte dessusdits & à son fils, nous pour asseurance & en lieu de seurté avons obligé & obligeons de nostre gré & de nostre bonne volonté, nous & tous nostre biens meubles & non meubles presents & avenir, & avec ce comme souverain Segneur par vertu de la puissance de nostre souveraineté, nous avons obligé & obligeons tous nos Pays, tous nos Terres, toutes nos bonnes Villes & autres quelles qu'elles soient, & tous nos gens & tous nos Subgets de quelconque estat ou condition qu'ils soient ou puissent estre, en tous leurs biens meubles & non meubles, presens & avenir, par ainsi, que si nous ou nos Successeurs Ducs de Brabant fuissions ou fussent en defaut de parfaire ou d'accomplir le mariage dessusdit, & les conditions d'icelluy en tout

en tout ou en partie, que ja nadveigne, que nostre dit cousin le Comte par luy ou les siens puisse & doive, pourra & devra ou pourront & devront arrester, prendre & tenir les biens de nous, & les corps & biens de touts nos pays & de toutes nos bonnes Villes & des autres, & de tous nos gens, & de tous nos Subgets de quelconque condition qu'ils soient ou seront, jusque à plaine satisfaction tant du principal que des dommages & interests que ledit Comte en auroit, desquels ses hoirs ayants cause de luy sera ou seront creux par leur simple parolle sans autre promis faire en bonne foy & loiauté sans malengin, & ce pourra ou pourront faire ledit Comte ou ses hoirs ayants cause de luy tant en France qu'en touts autres pays & lieux ou franchises, sans avoir encourir l'offence ou malevolence de nous ou des nostres, non obstant graces, privileges, libertés ou franchises de quelconque condition qu'ils soient, de nous ou nos anteceseurs ou aucuns autres Segneurs donnés ou à donner à nos Subgets, bonnes Villes & autres, ou aucun d'iceux ou d'icelles; & encor pour plus grande seurté nous avons de certaine science & de nostre bonne volonté en la presence dudit Roy nostre Sire voulu, octroié & accordé, voulons, octroions & accordons, qu'en cas que nous ou nos Successeurs fussiens en defaute de tout ou en partie de parfaire, de tenir & accomplir le dessusdit mariage & toutes les convenances d'iceluy de point en point ainsi que ces presentes Lettres le contienent, que ledit nostre Sire à la monition & supplication dudit Comte ou ses hoirs & Successeurs, puisse & doive & soit tenu de faire execution de nos biens, & des corps & des biens de nos gens & Subgets, tant de nos bonnes Villes comme d'autres, & faire paiement audit Comte ou à ses hoirs dudit mariage, & des conditions d'icelui, & de tous cousts, frais, mises, dommages & interests, que ledit Comte ou ses hoirs auroit ou auroient soufferts ou sustenus en aucune maniere, par la defaute de nous ou de nostre paiement, desquels cousts, frais, mises & interests, ils seroient ou seront creux par leur simple parolle comme dessus dict est, & s'il avenoit, que ja n'adveigne, qu'entre nous & nostre dit cousin le Comte de Guelldres guerre se meust au temps avenir ou autres debats, ce ne doit pas porter de prejudice ou empeschement au dessusdit mariage ne aux convenances & payement d'iceluy, mais avons voulu & accordé, voulons & accordons, que nonobstant ladite guerre ou tout autre debat ledit mariage & toutes les convenances dessusdits soient parfaites & accomplies, ainsi comme se lesdites guerres ou debats n'eussent esté. Item voulons & accordons, que le Comte dessusdit & ses hoirs puissent donner sur nous, nos gens, nos Subgets, nos bonnes Villes, nos terres, nos pais à quelquonque Seigneur qu'il leur plaira, le cinquiesme denier de toute la somme dessusdite sans amendrir le principal, pour contraindre nous & les nostres de tenir, parfaire & accomplir toutes les convenances dudit mariage entierement sans deffaute, & pour rendre & paier audit Comte & à ses hoirs touts cousts, fraix & dommages qu'il par la faute de de nous ou nostre paiement auroit ou auroient eus ou sustenus en la maniere comme dit est pardevant, & quant à toutes les choses dessusdites & à chascune d'icelles tenir & accomplir & non contrevenir en tout ou en partie, nous soubmettons nous, nos biens, nos bonnes Villes, nos gens, tous nos Subgets, & les biens d'iceux à l'execution & jurisdiction dudit Roy de France & de sa Court, & prorogons sa jurisdiction & la jurisdiction de sa Court quant à ce, de certaine science & bien informés & instruits de nostre droit, sans nul erreur, inconvention & contrarieté, & voulons & expressement consentons, que ledit nostre Sire le Roy, sa Court ou ceux à qui il voudrá commettre, puissent contraindre nous & nos Subgets par la prinse de nos biens, & des biens & personnes de nos gens & Subgets, tant des bonnes Villes que d'autres, par voie de marke ou de represaille, ou par tout autre voye ou maniere de laquelle il sera requis dudit Comte de Guelldres & de ses Successeurs, ou autre ayant mandement sur ce, se tost comme nous fussions defaillans de faire & accomplir les choses dessusdites ou aucunes d'icelles, sans ce qu'il en convienne faire nouvelle requeste ne semonce audit Duc, & sans garder ordre de droit par escrit canonique ou civil, ne stile de Parlement, ne costume de Pays, ne nulle autre solemnité, & non contrestant tous privileges, franchises, libertés donnees ou octroiees dudit nostre Sire le Roy ou ses predeceseurs, ou à donner de luy & de ses Successeurs à nous & à nos bonnes Villes ou à nos autres gens & Subgets, especialement à iceluy privilege par lequel nos bonnes Villes & Subgets ont quarante jours de wyda-

ANNO 1334. ge ou environ apres toute marcke ou deffence ou arreſt donné contre eux ou pour eux au Roiaume de France, ausquelles privileges tous & à chacun d'iceux, nous pour nous & pour nos bonnes Villes & Subgets renonchons de noſtre bon gré & volonté, bien certifiés & informés de noſtre droit, & promettons, que jamais de ces privileges ne aucun d'iceux nous ne nos bonnes Villes, gens ou Subgets nous aiderons ou uſerons contre les choſes ſusdites ou aucunes d'icelles, & ſe prions & requerons noſtre dit Sire le Roy, que toutes les privileges deſſusdites, toutes couſtumes & ſtiles par lesquels nous pourrions venir encontre à les choſes deſſusdites ou aucunes d'icelles pourroit eſtre empesché, il veüille oſter de tout quant à ce, de certaine ſcience & de ſon bon plaiſir & pouvoir roial. Et toutes les choſes deſſusdites & chascune d'icelles garder, tenir & accomplir & n'en contrevenir en tout ou en partie, nous promettons par la foy de nos corps & par noſtre ſerment touchant aux ſaintes Evangiles de Dieu: en tesmoignage des quelles choſes nous Duc deſſusdit avons mis noſtre grand ſeel à ces preſentes Lettres faictes & données à Amiens le XXV. d'Aouſt l'an MCCC. XXXIV.

Lesquels Accord & Traité aians aggreables & eſtables, & iceux & toutes les choſes contenues en iceux Traictés & Accords & chascunes d'icelles ratifions & approuvons de certaine ſcience & de noſtre plain pouvoir roial, promettons pour nous & pour nos Succeſſeurs, qu'au cas que ledit Duc ou ſes Succeſſeurs, feront defaillans de faire & accomplir les choſes deſſusdites ou aucunes d'icelles, nous icelluy Duc, ſes Succeſſeurs, ſes bonnes Villes, gens & Subjects, à la requeſte dudit Comte & ſes Succeſſeurs ou d'autre aiant mandement ſur ce, par voie d'execution & ſans plait contraindrons par tout noſtre Roiaume à accomplir & parfaire toutes les choſes deſſusdites & chascune d'icelles de point en point, en la maniere qu'il eſt contenu audit Accord & Traicté & Lettres ſur ce faictes, & rappellons & mettons à neant de certaine ſcience & de noſtre pouvoir roial touts privileges, franchiſes & libertés donnees ou à donner de nous ou de nos predeceſſeurs audict Duc, ſes predeceſſeurs, ſes bonnes Villes, gens & Subgets, & promettons pour nous & nos Succeſſeurs, que d'oresenavant nous ne donnerons nuls privileges, franchiſes ou libertés par lesquelles les choſes deſſusdites ou aucunes d'icelles puiſſent eſtre empeschés, deſtourbés ou retardés, & caſſons & mettons à neant quant en ce cas, toute coſtume de Pays & ſtiles de Parlement privileges de Foires de Champagne & de Brie & de tous autres lieux de noſtre Royaume, & mandons & commandons par la teneur de ces preſentes Lettres à nos amés & feaux gens qui tiendront noſtre Parlement, Maiſtres de noſtre Chambre de Comptes à Paris, & à nos amés Maiſtres de nos Foires de Champagne & de Brie, & à tous nos Senechaux, Baillis, Vicomtes, Prevoſts, & à tous nos autres Juſticiers, qui ſur ce ſeront requis de par ledict Comte ou de ſes Succeſſeurs ou autres ayants mandement ſur ce, que ledit Duc, ſes Succeſſeurs, ſes bonnes Villes & Subgets contraindent, laiſſent & aydent à contraindre en la maniere qu'audict Accord eſt traicté & contenu, ſans attendre aultre mandement de nous ou de noſtre Court, & que pour nulle cauſe quelle elle ſoit ou eſtre pouroit, l'argent que ledit Comte ou ſes Succeſſeurs ou que nous ou nos gens luy auroient faict delivrer pour la cauſe ſusdite n'arreſtent ne empeschent, ne laiſſent empescher ou arreſter, ains les aydent à conduire hors de noſtre Roiaume en ſaufconduit & lieu ſeur, & porter audit Comte ou à ſes Succeſſeurs ou à leurs gens, toute ayde pour le traire de noſtre Roiaume franchement & quittement ſans nul empeschement. Item voulons & ordonnons, que ledict mariage traicté comme dit eſt ne puiſſe eſtre departi en nulle maniere, fors que tant ſeulement pour cauſe & avanture de mort comme dict eſt en l'escript de Cambray. Item du tiers de vingt mil roiaux d'or paies par ledict Comte pour le *Seigneur de Fauquemont*, voulons & ordonnons en la maniere que deſſus eſt contenu. Item voulons & ordonnons, que ledict Duc & ſes hoirs ferat ou feront audict Comte touts les paiements des ſusdites ſommes de deniers en la Ville de Boiſleduc, & d'icelle Ville ferat conduire ledict Duc ſi ſouvent que il ferat les paiements oultre la Riviere de la Meuſe ſauvement avec les gens dudict Comte portants lesdicts deniers jusques à la terre de la Comté de Gueldres à coſté devers la Ville de Nimmegen pour ledict Comte & ſes hoirs. Item voulons & ordonnons, que ledit Duc adherite ledit Comte de Gueldres perpetuellement pour luy, ſes hoirs, ſes ſucceſſeurs ou ayants cauſe de luy, de la Ville de Thiele, de Santwijck & de Herwerde & des appartenances d'icelles, & que il cede & transporte desmaintenant audit Comte tout le droict qu'il a ou poura avoir esdites Villes & appartenances d'icelles, & luy rendre tous les Lettres qu'il at touchant le droict & poſſeſſion desdites Villes ou de leurs appartenances; & ſemblablement voulons & ordonnons, que ledict Comte de Gueldres herite & mette en poſſeſſion pour luy & pour ſes hoirs ou autres ayants cauſe de luy le Duc de la terre de Heusden & des appartenances d'icelles, & des maintenant cede & transporte audict Duc pour luy & pour ſes hoirs tout le droit qu'il at ou peut avoir en ladite terre & appartenances d'icelle, & toutes Lettres qu'il a touchants lesdits heritages tant qu'en droit qu'en poſſeſſion, & ſeront faictes lesdites heritances, ceſſions & tranſlations par telles manieres comme il eſt contenu en l'accord qui furent faicts entre lesdites Parties à Cambray, de quoy ceſte preſente Lettre faict mention, ſi comme il appert par les escriptures ſur ce faictes ſoubs les ſeaux de nos Meſſagers envoyes à Cambray, & ſoubs les ſeaux desdites Parties: & avec ce voulons & ordonnons, que les deſſusdits Duc & Comte garantiſſent & defendent l'un à l'autre toutes les Villes & heritages deſſus nommés baillés & transportés de l'un à l'autre, jusques à un an & jour prochain enſuivant depuis le transport faict, par telle maniere que chascun desdits Duc & Comte aura la cognoiſſance de la cauſe & des parties ou partie qui ſeroient ou ſeront demandes de l'heritage qu'il auroit baillé & transporté comme dict eſt & ſera droict, & s'il apperſoit par la fin du proces & Sentence ſur ce donnee que la Partie demandante euſt droict en l'heritage, celluy des deſſusdicts Duc & Comte qui par ladicte Sentence ſera tenu de rendre au demandeur ce qu'il aura baillé pour cauſe de transport comme dict eſt, adonques rendra & baillera autant vaillant à celuy à qui il auroit baillé, & auqu'el il apparoiſtra par la Sentence qu'il ne luy peut ou poura garantir, & l'engardera de tous couſts & dommages. Item quant à ce qui touche le *Seigneur de Heinsberge* ordonnons & prononchons, & par noſtre Sentence declarons en la maniere que s'enſuit, ceſt aſſavoir, que ledict Seigneur de Heinsberch doit avoir & tenir tout le temps de ſa vie la Ville, la Terre & la Seigneurie de *Waſſemberge* avec les hommes feaux, les hommes appellés Bourgmans, & les hommes nommés Dinſtmannen, & avec les rentes, revenues & Juſtices hautes & baſſes & toutes les appartenances de ladicte Ville, Terre & Seigneurie deſſusdicte riens excepté, franchement & ſans empeschement dudict Duc de Brabant qui maintenant eſt & de ſes Succeſſeurs les Ducs de Brabant qui ſeront vivant ledict Seigneur de Heinsberch, & apres la mort dudict Seigneur de Heinsberch, poura ledict Duc ou ſes hoirs r'achapter les deſſusdites Villes, Terre & Segneurie & toutes ſesdictes appartenances, parmy la ſomme payant contenue es Lettres d'obligation faictes des biens deſſusdicts, & doit lesdicts hommes mener par loy & par droict. Item du tiers de vingt mil roiaux que ledict Comte de Gueldres avoit payé audict Duc pour le *Seigneur de Fauquemont* qui fu darainement, parmy ſa rente baillant audict Duc que il avoit & tenoit en la Ville de Trecht ſur la Meuſe ou environ, ordonnons, voulons & prononchons, que lesdites rentes contournent & revengnent audict Comte & à ſes Succeſſeurs heritablement, ainſi comme ledict Comte les ſoloit tenir avant qu'il les obligea au Duc pourtant du tiers de vingt mil roiaulx d'or deſſusdicte, ſans y demeurer nul droict pour le Duc de tout, & y remettons ledict Comte pour luy & ſes Succeſſeurs, & voulons que les Lettres que ledict Comte en a donné audict Duc, luy ſoient rendues ſans dilay. Item prononchons & declarons, que combien qu'il ſoit escript & contenu en la vingt & troiſieſme ligne en contant de ce en deſſus, que nous caſſons & mettons à neant en ce cas les privileges, franchiſes, libertés & couſtumes de nos Foires de Champagne & de Brie, que ce a eſté par erreur de l'Escrivain, & qu'il n'eſt mie noſtre intente que lesdits privileges, franchiſes, libertés & couſtumes ſoient par ce oſtees & rappellees pour cauſe de ladicte escripture, ainchois voulons & declarons, qu'elles ſoient gardees & tenues tout ainſi comme s'il n'euſt eſté escript ou que mention n'en fu faicte, & ne voulons que lesdites parolles escriptes ſur ledict oſtement des privileges & couſtumes desdictes Foires ayant lieu ou valeur, là ou nous parlons en nos Lettres pardeſſus les Lettres dudict Duc néantmoins demeurent en leur force & vertu. Toutes ces choſes & chascune d'icelles nous de l'authorité & en vertu du Compromis faict en nous desdites Parties, prononchons, diſons, ſententions, & enjoignons ausdites

ANNO 1334.

ANNO 1334. dites Parties tenir & accomplir fermement & entierement, ſans jamais venir encontre, ſur la peine de leur foy & de leurs ſermens, de laquelle peine s'ils eſchient ils pouront eſtre pourſuivis en toutes Cours d'Egliſe & ſeculiers, & que ce ſoit ferme choſe eſtable à tous jamais, nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes données à Amiens le XXVII. jour d'Aouſt l'an de grace M. CCC. XXXIV.

CCXII.

Octob. FRANCE ET BOHEME.

Lettres de JEAN *Roi de Bohême & de Pologne, Comte de Luxembourg, par leſquelles, tant en ſon nom que comme Adminiſtrateur de ſon Fils* CHARLES *Marquis de Moravie, il fait ceſſion & transport à* PHILIPPE de Valois *Roi de France & à ſes Hoirs & Succeſſeurs, de la Ville & du Comté de* LUQUES. *Fait au Bois de Vincennes, au mois d'Octobre* 1334. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 144. DU PUY, Traitez des Droits du Roi T. C. aux Preuves des Droits ſur le Comté de Lucques, pag. 69.]

IN nomine Domini Amen. Noverint univerſi præſens publicum Inſtrumentum inſpecturi, quod hoc eſt tranſcriptum ſeu tranſumptum quarumdam patentium Litterarum inclitæ recordationis Domini JOANNIS Dei gratia Bohemiæ & Poloniæ Regis ac Comitis Lucemburgenſis ejus ſigillo in cera alba cum filis de ſerico rubei & viridis coloris ſigillatarum, ſanarum & integrarum ac omni prorſus vitio & ſuſpicione carentium, ut prima facie apparebat nobis Notariis publicis ſubſcriptis ex parte Illuſtriſſimi Principis Caroli Francorum Regis ad tranſcribendum traditarum, quarum tenor de verbo ad verbum ſequitur, & eſt talis.

§. 2. JEHANS par la grace de Dieu Roys de Boeme & de Polongne, Comtes de Luxembourg pour nous & tant comme ayans (*a*) l'adminiſtration de CHARLES Marquis de Moravie, noſtre tres cher filz aiſné, ſçavoir faiſons à tous preſens & à venir, que nous de noſtre bon gré & volenté pourveus & certifiez de noſtre droict, ſans tout erreur de droict & de faict, & ſans toute decevance; avons pour nous, nos hoirs & nos ſucceſſeurs transporté & cedé par juſte tiltre, à tres noble & tres excellent & puiſſant Prince noſtre tres cher Seigneur & Couſin Monſieur PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France preſent & recevant pour luy ſes hoirs & ſucceſſeurs, & pour celuy ou ceux, qui de luy ont & auront cauſe; toute la Seigneurie de la Cité & du Comté de LUCQUES, & toutes les appartenances, appendances, territoires & mandemens d'iceux & de chacun d'iceux, avec tous honneurs, mere & mixte Impere, juriſdiction diſtricte & coertion, fiefz, (*b*) riereſiefs, hommages, cenſives, rentes, revenus, profitz, esmolumens ordinaires & extraordinaires, (*b*) indictions ſuſindictes, Juſtices hautes, moyennes & baſſes, Seigneuries directes & profitables & (*c*) merthes, chaſteaux, forteresſes, portz, maiſons, champs, prez, terres, aigue, decours d'aigues, peaiges, (*d*) moulins, conduictz, Regales & patronages, & tous autres droictz, raiſons & actions reelles & perſonnelles & mixtes; & generalement toutes les choſes corporelles & incorporelles, univerſes, publiques & privées, que nous avons, pouvons & debvons avoir eſdictes Cité & Comté, appartenances, appendances & territoires d'iceux & en toutes & en chacune des dictes choſes transportées & à icelles, de quelconque eſtat & condition; que eux & elles ſoient & puiſſent eſtre dictes, & en quelconque forme & maniere que ce ſoit, jaçoit ce que elles ſoient ou fuſſent de plus grande dignité, honneur & eſtat, que les choſes deſſus expreſſées.

§. 3. Et deſdictes choſes, droictz, actions & reclamations, que nous pouvions & debvions avoir és dictes choſes, & à icelles, ou pour cauſes d'icelles. Nous avons faict & faiſons au dict Roy de France pure, vraye & perpetuelle, non revocable ceſſion & transport pour luy, ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs & ceux, qui de luy auront cauſe, desquelles choſes, droictz & actions transportez & cedez, comme dict eſt, nous pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs nous ſommes deveſtis & deveſtons: & ledit Roy de France preſent & recevant pour luy ſes hoirs & ſucceſſeurs, & ceux qui de luy ont & auront cauſe, en avons reveſty & reveſtons preſentement, ſans y rien tenir de droict de Seigneurie directe ne profitable, de poſſeſſion, proprieté, ne autres droictz ou reclamation, quelques ilz ſoient; & avons

(*a*) Chez M. du Puy, *Loyaux Adminiſtrateurs.*

(*b*) Chez le même, *indirect, ſuſindirect.* (*c*) *Meithes.* (*d*) Au lieu de *Moulins*, autrement *toulens, gui aigu.*

cogneu & cognoiſſons nous tenir & poſſeder dès maintenant les dictes choſes au nom du dict Roy de France & pour luy, juſques à ce qu'il aye priſe de faict la ſaiſine & poſſeſſion, ou auſſy nous voulons dès maintenant, que il puiſſe prendre, occuper, retenir & recouvrer de ſa propre, pure & franche autorité ſans toute peine icelle ſaiſine & poſſeſſion corporelle, ou auſſy tout en la forme & maniere, que nous les tenons & poſſedons par nous & par autres, le promettons nous bailler & delivrer, & faire bailler & delivrer de faict entierement & parfaitement à ſes Meſſagers & Procureurs, que il envoyera là pour ce, toute moroſe dilation & contradiction ceſſans. ANNO 1334.

§. 4. Et avons promis & promettons au dict Roy de France preſent & recevant, en bonne foy & pour noſtre ſerment donné corporellement ſus la hypotheque & obligations de tous nos biens meubles, non meubles, preſens & à venir, leſquelz nous obligeons à ce garder & tenir effectuellement, en bonne foy, ſans mal engin toutes les choſes deſſus dictes & chacunes d'icelles, & toute la teneur des dictes Lettres ſans aller encontre par voye directe taiſiblement ne expreſſement, en jugement ne dehors, ne conſentir, que tous autres y viegnent; & rendre tous couſtz, despens, dommages & intereſtz, que lidis Roys, ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs, & ceux, qui de luy ont & auront cauſe, feroient, ſouſtiendroient & encourroient pour le deffeault des dictes choſes, & de la teneur de ces preſentes Lettres non tenues & non gardées entierement en la maniere deſſus dicte de nos hoirs & de nos ſucceſſeurs; & de iceux croire celuy qui faict, ſouſtenu ou encouru les auroit par ſa ſimple parole dicte en jugement ou dehors, ſans libelle, demande, litis conteſtation, & ſans tout plaict, & ſans avoir recours de & ſur iceux à dict ne à arbitre de Juge ou preud homme; renonçans de noſtre certaine ſcience, & par noſtre dict ſerment derechef faict & donné ſur ſainctz Evangiles à la action & exception ſans cauſe & ſans juſtice, & à toute erreur de droict & de faict, & à toute decevance & leſion, & à la loy qui dict, que ceux, qui ſont deceus outre la moitié de juſte prix peuvent eſtre retablis, au benefice de quatre mois donnez ou condamnez *, & à tout droict eſcrit & non eſcrit, couſtume generale ou ſpeciale, uſage de lieu & de païs, par leſquelz les choſes deſſus dictes pourroient eſtre empechées ou annullées en tout ou en partie; & au droict, qui reprouve la generale renonciation, mesmement ſe la ſpeciale ne va devant: vueillans eſtre contraintz à tenir, garder & accomplir les choſes deſſus dictes par les Cours de noſtre dict Seigneur, & par la Cour de noſtre Sainct Pere le Pape, qui eſt ou ſera pour le temps, & de l'Auditeur ou Viceauditeur de ſa Chambre, & par toutes les autres Cours Eccleſiaſtiques ou Seculiers par pure execution, toute contradiction de nous, nos hoirs & ſucceſſeurs ceſſant, & tout ainſy, comme il plaira au Roy de France, qui eſt, & à celuy, qui pour le temps ſera, à la jurisdiction desquelles Cours nous ſousmettons nous, nos biens, meubles & non meubles, preſens & à venir, & nos hoirs & ſucceſſeurs, ſans decliner icelles ou aucunes d'icelles par quelconque voye ou cauſe, que ce ſoit. En tesmoing desquelles choſes & à plus grande ſeureté d'icelles nous avons faict mettre noſtre ſeel à ces preſentes Lettres. Faict au Bois de Vicennes prés de Paris l'an de grace, mil trois cens trente quatre au mois d'Octobre.

§. 5. De quibus quidem originalibus Litteris ſuprascriptis facta fuit per nos Notarios infra ſcriptos legitima collatio ad præſens tranſcriptum ex eisdem Litteris originaliter ſumptum, anno Domini milleſimo trecenteſimo nonageſimo ſeptimo, ſecundum morem Gallicorum, Indictione ſexta, menſis Martii die ſecunda, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri, Domini Benedicti divina Providentia Papæ decimi tertii anno quarto, videlicet in domo venerabilis & circumſpecti Viri Magiſtri Guillelmi Perdrielli Theſaurarii Franciæ ſita Pariſiis prope portam Barbette, præſentibus & auſcultantibus diſcretis Magiſtris Nicolao de Molendino & Michaele Barz Magiſtris in Artibus, Joanne Rode alterius Auditorum Curiæ Pariſienſis Scriba, & Joanne Lesbeth Clericis Pariſiis commorantibus, Leonenſis, Trecorenſis, Cameracenſis & Venetenſis Diœceſium, teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter ac rogatis. Et ego Joannes Juvenis alias de Villamenden Clericus Leonenſis Diœceſis publicus, Apoſtolica & Imperiali auctoritate, Notarius, quia facta per me cum Notario publico ſupra ſcripto diligenti collatione de præſcriptis originalibus Litteris ad præſens tranſcriptum invicem concordare inveni, nil addito vel remoto: Ideo huic publico Inſtrumento alia manu ſcripto, me aliis occu-

ANNO 1334. pato, ſignum meum ſolitum unà cum ſigno & ſubſcriptione dicti Notarii & ſigillo Curiæ Pariſienſis hic mea manu propria appoſui requiſitus. Et ego Joannes de Novavilla alias Ployardi Clericus Laudunenſis Diœceſis, Magiſter in Artibus, publicus Apoſtolica & Imperiali auctoritate Notarius, quia de prædictis Litteris originalibus ad præſens tranſcriptum ſeu tranſumptum ex eisdem originaliter ſumptum cum Notario publico ſupra ſcripto diligenter collationem feci, & ipſum inſimùl concordare inveni nil addito vel remoto, quod ipſius ſubſtantiam mutet, aut intellectum variet : Ideo huic præſenti tranſcripto ſeu tranſumpto alia manu ſcripto, hic me manu propria ſubscribens ſignum meum ſolitum unà cum ſigno & ſubſcriptione Notarii publici ſupra ſcripti, ac ſigillo Curiæ Pariſienſis appoſui requiſitus. Et nos Officialis Pariſienſis ad majorem certitudinem præmiſſorum, ad relationem prædictorum Notariorum publicorum, ſigillum Curiæ Pariſienſis præſenti publico Inſtrumento ſeu tranſumpto duximus apponendum. Datum & actum ut ſupra. *Et ſeellé en lacqs de ſoye verte d'un ſeel de cire jaune.*

CCXIII.

Octob. *Vendition de la Cité & Comté de* Lucques *par* JEAN *Roi de Boheme & Comte de Luxembourg à* PHILIPPE de Valois *Roi de France pour le prix & ſomme de cent-quatre-vingt mille petits Florins de Florence, &c. Fait au Bois de Vincennes près de Paris au mois d'Octobre* 1334. [DU PUY, Traitez touchant les Droits du Roi T.C. ſur pluſieurs Etats & Seigneuries; aux Preuves des Droits ſur Lucques, pag. 70.]

NOus Jehans par la grace de Dieu Rois de Boëme, faiſons ſçavoir à tous preſens & avenir, que nous de noſtre bon gré & voulenté pourveus & bien certefiez de noſtre droit, ſans toute erreur de droit & de fait, & ſans toute decevance avons pour nous, nos hoirs & nos ſucceſſeurs vendu & par titre de pure & parfaite, & perpetuelle vendition non rappellable baillé, delivré, vendons, baillons & delivrons à tres-noble, tres excellent, & puiſſant Prince, noſtre tres-cher Seigneur & Couſin, Monſieur Philippe de par la grace de Dieu Roy de France, preſent & recevant pour luy, ſes hoirs & ſucceſſeurs, & pour celuy ou ceux qui de luy ont & auront cauſe, pour le prix de nuef vingts mil petits fleurins de Fleurence de bon & loyal pois, desquels nous avons eu & receu dudit Roy de France ſoixante mil Florins en bonne pecune bien, & loyalement nombrée, & de laquelle nous nous tenons & cognoiſſons nous tenir pour bien loyaument payez, & en quittons luy, ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs, & ceux qui de li auront cauſe, & leur en faiſons pactions & convenances reelles & perpetuelles de jamais rien non en demander; & le ſurplus, c'eſt à ſçavoir ſix vingt mil Florins que nous li devions pour la dot vulgaument appellé mariage, de Bonne noſtre fille Ducheſſe de Normendie, Comteſſe d'Anjou & du Maine, femme de Monſieur Jean de France Duc de Normendie & Comte d'Anjou & du Maine, nous a compté & rabatu dudit prix, desquiels ſix vingts mil florins li dis Rois de France nous a quittez, & s'en eſt tenus bien apayez pour cette cauſe : toute la Seigneurie de la Cité & du Comtée de Lucque, & toutes les appartenances & appendances, territoires & mandemens d'iceux, & de chacun d'iceux, avec tous honneurs, mere & mixte impere, juriſdiction diſtricte & cohertion, fiefs, riere-fiefs, hommages, cenſives, rentes, revenus, profis, emolumens ordinaires, extraordinaires, indirect ſubindirect, Juſtices hautes moyennes & baſſes, Seigneuries directes & profitables, & meithes, chaſteaux, forteresſes, ports, maiſons, champs, prez, terres, aigues, decours d'aigues, peaiges, toulens, guiaiges, conduis, regalie & patronnages, & à tous autres droits, raiſons & actions reelles, perſonnelles & mixtes : & generalement toutes les choſes corporelles & incorporelles, univerſes, publiques & privées, que nous avons, pouvons & devons avoir esdites Cité & Comtée, appartenances, appendances & territoires d'iceux, & en toutes & chacunes desdites choſes venduës, & à icelles de quelconque eſtat & condition que eulx & elles ſoient & puiſſent eſtre dites, & en quelconque forme, & maniere que ce ſoit, jaçoit ce que elles ſoient ou fuſſent de plus grande dignité, honneur & eſtat que les choſes deſſus expreſſées; & desdites choſes, droits, actions, & reclamations, que nous avions, pouvions & devions, poons, devons avoir esdites choſes, & à ycelles ou pour cauſe d'icelles : Nous avons fait & faiſons audit Roy de France pure, vray & perpetuel non revocable, ceſſion, transport pour luy, ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs, & ceuz qui de luy auront cauſe : desquelles choſes droits & actions vendus ſi comme dit eſt, nous pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs, nous ſommes deveſtis & deveſtons, & ledit Roy de France preſent & recevant pour luy, ſes hoirs & ſes ſucceſſeurs, & ceux qui de li ont & auront cauſe, en avons reveſti & reveſtons preſentement ſans y rien retenir de droit de Seigneurie directe ne profitable, de poſſeſſion, proprieté, ne autre droit ou reclamation quelques il ſoyent, & avons conneu & connoiſſons nous tenir & poſſeder dés maintenant lesdites choſes ou nom dudit Roy de France, & pour luy juſques à ce qu'il ait priſe de fait la ſaiſine & poſſeſſion corporelle ou auſſi de icelles. Laquelle ſaiſine & poſſeſſion ou auſſi nous voulons dés maintenant, que il puiſſe prendre, occuper, retenir & recouvrer de ſa propre, pure & franche autorité, ſans toute peine, & icelle ſaiſine & poſſeſſion corporelle ou auſſi tout en la forme & maniere que nous les tenons & poſſedons par nous & par autres, li promettons nous bailler & delivrer, faire bailler & delivrer de fait entierement & parfaitement à ſes Meſſaiges & Procureurs que il envoye là pour ce, toute moroſe dilation & contradictions ceſſans : & avons promis & promettons audit Roy de France, preſent & recevant en bonne foy, & par noſtre ſerment donné corporellement ſur ſains Evangiles touchez, & par ſtipulation ſolemnelle pour nous, nos hoirs & ſucceſſeurs, & ſur la ypoteque & obligation de tous nos biens muebles & non muebles preſens & avenir : Lesquels nous obligeons à ce garder & tenir effectuellement en bonne foy ſans malengin toutes ces choſes deſſusdites, & chacune d'icelles, & toute la teneur desdites Lettres, ſans aller encontre par voye directe, ou indirecte, taiſiblement, ne expreſſement, en jugement ne dehors, ne conſentir que autre y vienne, & rendre tous couſts, deſpens, dommages, & intereſts que le dis Rois, ſes hoirs & ſucceſſeurs, & ceux qui de li ont ou auront cauſe feroient, ſouſtendroient ou encourroient pour le defaut desdites choſes, & de la teneur de ces preſentes Lettres non tenues & non gardées entierement en la maniere deſſusdite, de nous, nos hoirs & nos ſucceſſeurs, & de iceux croire celuy qui fait ſouſtenu ou encouru les auroit par ſa ſimple parole dite en jugement ou dehors, ſans libelle, demande, litisconteſtation & ſans tout plait, & ſans avoir recours de & ſur iceux à dit ne à arbitre de Juge ou proudomme, renonçans, de noſtre certaine ſcience, & par noſtredit ſerment derechief fait, & donné ſur ſains Evangiles, à la action & exception de mal barat de paour & en fait, à la condition ſans cauſe, & ſans juſte cauſe, à tout erreur de droict & de fait, & à toute decevance, & leſion, à l'exception de ladite pecune non payée, & non nombrée, & non trouvée en noſtre profit, & à reſtitution en entier par clauſe general & eſpecial, au benefice de quatre mois donnez aux condamnez, & à tout droit eſcrit & non eſcrit, couſtume general ou eſpecial, uſage de lieu, & de païs par lesquels les choſes deſſusdites pourroient eſtre empeschées ou annullées en tout ou en aucune partie, & au droit qui reprouve la generale renonciation, mesmement ſe l'eſpecial ne va devant, voeillans eſtre contraints à tenir, garder & accomplir les choſes deſſusdites par les Cours de noſtre dit Seigneur, & par la Cour de noſtre Saint Pere le Pape qui eſt & ſera pour le temps; & de l'Auditeur de ſa Chambre, & à toutes autres Cours Eccleſiaſtiques ou Seculieres par pure execution, toute contradiction de nous, nos hoirs, & nos ſucceſſeurs ceſſant, & tout ainſi comme il plaira au Roy de France qui eſt, & à celui qui pour le temps ſera, à la juriſdiction desquiels Cours nous nous ſousmettons nous nos biens muebles & non muebles preſens & avenir, & nos hoirs & ſucceſſeurs, ſans decliner icelles ou aucunes d'icelles, par quelconque voye ou cauſe que ce ſoit. En testmoin desquelles choſes, & a plus grant ſeurté d'icelles nous avons fait mettre noſtre ſeel à ces preſentes Lettres; Fait au Bois de Vincennes prés de Paris, l'an de grace mil trois cens-trente-quatre, au mois d'Octobre.

CCXIV.

Erneuerung und Erklärung deß anno 1332. von Kayſer LUDWIG mit Rath verſchiedener Fürſten und Städten des Reichs/ von oberhalb Straßburg eine halbe 30. Nov

ANNO 1334.

halbe Meil herab bis gen Bingen auf dem Rhein und jedweder Seite des Rheins auf dem Lande 3 Meile / zu Sicherheit der Straßen und der gewerbschafft aufgericheten / und anietzo auf 2 Jahr durch obbenannte Kayserl. Mayl. verlängerten Landfriedens. Geben zu München am tag des Heil. Andreae 1334. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. XXX. pag. 682. col. 2.]

C'est-à-dire,

Renouvellement, Eclaircissement, & Amplification de la Paix publique ordonnée en (1) *1332. par l'Empereur* LOUIS *de Baviere, avec divers Princes & Villes de l'Empire, pour la sûreté du Commerce, & des Chemins par Terre & par Eau, le long du Rhyn, à trois Milles loin, & dans tout le Territoire de* Strasbourg, *jusqu'à* Bingen, *& maintenant prolongée pour deux ans par le même Empereur. A Munich le Jour de St. André* 1334.

WIr Ludowig von Gottes Gnaden Röm. Käyser / zu allen Zeiten Mehrer des heyligen Riches / thun kund allen / die diesen Briefe sehent oder horent lesen / daß wir durch Ansichte / Nottorfft / und fruchtberige kundliche Nutze / des Landes und der Lüte gemeinlichen / mit gutem Rath unser lieben Fürsten Baldewines Ertzbischoffen zu Trier / Pfleger der Stiffte zu Mentz und Spire / für sich und die sinen der vorgenanten Stiffen / Pfaffen und Leygen / Münche und Nunnen / und mit Namen für Gerlachen Bischoffen zu Wormisse / für sein Stifft und Pfaffheit / die er verentwurten will / Rudolffes und Ruprechtes unsers Bruders seligen Sune / Pfallentzgrave bime Ryne / und Hertzogen in Bäyern / und der Wisen Lüte / der Räthe und der Burger gemeinliche der Städte zu Mentze / Straßborg / Wormisse / Spire und Oppenheim uffgesetzet / gemacht und geboten hant / ein rechten Land-Frieden / von oberhalb Straßborg ein halbe Mihl die richte herab biß gen Bingen uff dem Ryne / und jedweders Syte des Rynes uff dem Lande dri Milen / und sollen auch in demselben Frieden sin Bingen / Beckelnheim und Sobirnheim / und sullent auch zuschen desselben Land-Frieden Zilen alle unrechte Zölle abe sin uff dem Lande und uff den Wassern / ane die Geleite / die der Bischoff von Spire / die Marggrafen von Baden / und der Grafe von Nassaw nement uff dem Lande / als es bißher gewonlich ist gewesen. Und sollen auch die alten Zölle verbliben / uff dem Ryne / als es von Alters herkommen ist / ane alle Gefehrde. Wir setzen auch und gebieten / daß man uff Wasser und uff Lande schirmen und wehren sol / in des vorgenanten Land-Frides Zilen / allen Raub / allen Brand / Gefängnusse und alle Gewalt die den widerfahrent / die zu disem Land-Frieden hörent / und auch allen Louffluden / und allen guten Lüden / sie sin wer sie sin / Pfaffen oder Leyen / Geistlich oder Weltlich / Cristen oder Juden / die in diß Landfriden Ziln rittent oder varnt / gehnt oder wandelnt / ane alle Geverde / wer auch in diß Land-Fride Zilen gesessen ist / er si Herre / Ritter oder Knecht / der sol zwischent hie und den Sunnendage / so man singet Lætare in der Mittelwasten der zu nehester kummet / diesen Land-Friden schweren / die Herren und ire gewisse Amptlüten vor den Sieben / die Ritter und die Knechte vor den vorgedachten Herren oder Sätten oder iren gewissen Amptlüten / wer auch den Eid alsus empfehet / der soll es mit Kuntschaffte heitzen anschriben und zeichen / daß man wisse / daß er zu dem Land-Friden höre / und man jm beholffen solle syn / wer auch den Land-Friden alsus nit enswure / der ensol auch desselben Land-Frieden nit geniessen / und sol man jme unbeholffen syn von diß Land-Friden wegen / was jn Arbeite oder Kummers angienge / und sol auch der Land-Friede wider jn beholffen sin / in allen den Stücken / da si diesen Friden übervarnt. Es ist auch mit Rate und mit Willen der vorgeschrieben Unsere lieben Fürsten und der Stätte die zu dem Land-Frieden gehörent / usgetragen und überkummen / daß wir für Uns und von Unsermwegen erwelt und erkorn hant / einen achtbaren frumen Man und der vorgedachte Unser lieber Fürste Baldewin / Ertzbischoff zu Triere / auch einen für sich und sine die vorgedachte Pfaffheit / der Herre und Pfleger er ist / und die vorgedachte Rudolff und Ruprecht / unsers Bruders seligen Süne auch einen / von jrnwegen unde die drie Städte Mäntze / Wormesse und Spire von der Städte allerwegen gemeinlichen / die zu dem Land-Friden gehörent / auch drie erwelt und erkorn hant / usser denselben drien Städten / und sol der notfeste strenge Ritter Schencke Cunrat von Erpach ein gemein sibende Man sin / und sollent diselben sibene uf ir Eyde / die si darüber liplich gesworen hant ungeverlich allen den die in disem Land-Friden geschedigt werdent / dem Armen glich alsó dem Richen / gemein Urtel sprechen / und sich erkennen / ob der oder die / von den die Klage geschehen ist / oder geschihet / diesen Land-Frieden übervarn und gebrochen hant / oder nit / und sollent das auch nit lassen durch Forchte / oder durch Liebe / oder durch Gunst / oder Fürdernüsse der Hrn. der Städte / oder Kläger / oder jemanes anders / und was auch dieselben 7. oder das Mehrertheil unter jn überkomment und erkennent uf jre Eide / alse davor bescheiden ist / gegen jemane / der diesen Landfrieden überfahrn oder gebroche hette / do sollent die Herren und die Städte und alle die zu dem Landfrieden gehörent / nu oder hernach uf jre Eyd getreulich und ane Fürzog zu behelffen sin / daß dem Kläger sin Schade ußgerichtet werde / und sollent auch und mögent die Hn. oder die Städte den oder by den der Schade geschehen ist / die andern Herrn und die Städte / die zu dem Landfrieden gehörent / dazu mahnen / und sol man jn auch uf den Eyd fürderl. dazu beholfe sin / alse die Siebene oder der Mehrertheil unter jn sich erkennent und wissent / nachdeme / alse dirre Briefe geschrieben stet / alse lange biß dz der Schade ußgerichtet werde / die vorgenante Siebene sollen auch alle Jahr / dieweile dirre Landfriede weret / uf den nechsten Sunnendage nach igliche Frone-fasten zu Wormesse in die Stadt by einander kumen und verhören der Klage die zu diesem Landfriden gehörent / und in diesem Landfrieden geschädigt sin / und sollent jhn uf jre Eyd fürderlich und ane Fürzog / und ane alle Gefehrde Recht und Urtheil sprechen / und jn helfe ertheilen obe sie in dem Landfrieden geschädigt sint / were auch / das man der vorgedachten 7. Dicker by einander bedorfte deme zu den 4. Ziln / welcher Herre denn oder Stadt den oder by den der Schad geschehen ist / und der Landfriede gebrochen / sie deß ermahnent / so sollent sie zu Wormesse by einander ritten onverzogenclichen / und dem verbotten / von dem geklaget ist / daß er sich verentwurte / und dem Kleger unverzogenlich / der / von dem geklaget ist / kume / oder nit / ußrichte geben ane alle gefehrde / were auch daß der vorged. Sechser / die von den Hn. und den Städten zu deme Landfrieden gesetzet sint etslicher abeginge / das gott verbiethe / welch Herre dem er oder Stadt der ire abgegangen ist / der oder die sollent einen andern unverzogentlich setzen an des verfahrnen stat / und geschehe auch daß der 7te Mann abeginge / so sollent die Hn. und die Städte miteinander einen 7ten Mann kiesen unverzogentlich und ane alle Gefehrde / und welcher also gekoren wird / der sol auch schweren und sich verbinden alles des / das der / an stat des er gekoren ist / geschworen hette / geschehe auch daß der Siebente ersticher im Lande nit enwere / oder sich were / daß er zu Dagen nit kommen möchte / der sol einen andern an seine statt zu dermale / zu den andern senden / und sol auch der sweren; Wanne auch er wieder zu Lande kumet / oder gesunt wirt / so sol er selber zu tage ritten und Recht sprechen also davor bescheiden ist / geschehe auch daß jeman geschädiget würde in dieses Landfrieden Zile / wer der were / der oder die / oder jeman von jren wegen mögent das augen und klagen den nechsten Herren oder ihen Amtleuten / oder den nechsten Städten by den der Schade alsus geschehen ist / und sollent auch die / den die Klage und der Schade also vorbracht ist / obe sie es allein gerechtfertigen mögent / hendelichen und ane Furzog uf ihre Eyde darzu tun / und dem beschädigten beholffen sin daß der Schade ihm usgerichtet werde ane alle Gefehrde / mögent sie es aber alleine nicht gerechtfertigen / so sollent sie die vorgedachte 7. dazu mahnen / daß sie unverzogenlich helffe heißen darzu tun / daß der Schade usgerichtet werde und wider ton / und sol man auch den folgen. Ouch setzen wir und gebietent / daß kein Herre noch keine Stadt nit gebunden sint zu helfende noch zu dinende jemanne der zu diesem Frieden nit enhöret / sie entue es denne gerne / dienet aber jeman darüber keine Hn. oder Städte / die zu dem Landfrieden nit enhörent / was der Schaden leidet / da enist man jme nit schuldig zu helfene / man tue es denne gerne / were es aber daß jeman in diß Landfrieden Ziln geschädigt würden / nu oder hernach / oder in dem 1. Landfrieden / der nu nehestens gegangen ist / geschädigt were / dem oder den sol man beholffen sin uf den Eyd / alse lange / biß ihm widertan würde. Hette auch jeman vor diesen selben zween Landfrieden jemanne / der zu deme Landfrieden gehöret / Schaden getan / das mag dirre Landfriede auch wol gerechtfertigen / ob es die Hn. und die Städte gemeinlich zu Rade werdent. Ouch ist es unser gut Wille / daß ein jeglich Herre oder eine Stat / einen jeglichen guten Mann / er sye Herre / Ritter oder Knecht / Pfaffe oder Orden / die in des vorgedachten Landfrieden Ziel gesessen sint / zwischent hie und dem vorgedachten Sunnedage Lætare, empfahen mögent zu diesem Frieden / sie und jre gewaltigen Ametlüte mit allen den gedingenden und Fürworten / als dirre Landfriede geschrieben stet / und also sie trument uf jren Eyd / daß es dem Friede nutze sy / aber nach dem vorgedachten Sunnendage / so soll weder Herre noch Stadt / niemandes zu diesem Landfrieden empfahen / sie endern es dann alle gemeinlich mit einander / ane die von Straßburg / die mogent empfahen wen sie wollent / den sie trument uf jre Eyd / der dem Friede nutz und gut sy / sie mögent auch den Landfrieden uf basser und breiter strecken und erlengern / obe sie erkennent uf jre Eyd / wer auch in diesen Landfrieden alsus empfangen wird / der sol sweren diesen Frieden stet und vesten zu halten. Wir han auch gesetzet / were es daß ein Herre / ein Ritter / ein Knecht / oder ein anderer / wer er sy / die vorged. Hn. oder Städte vient wurden / und sie geschadigt hetten / und das Recht von ihn versprochen hetten / alsus daß die vorged. 7. das erkennent uf ihr Eyd / daß sie den Landfrieden gebrochen hetten / wo der Herre / Ritter / Knecht oder wer der sy / in der vorged. Hn. oder Städte Vesten / Stadte / Sloß oder Gewalt kument und ihn des von den vorgedachten 6. oder von der Stadt / die geschädigt sint / verkundigt wird / den oder die sollent sie angreiffen und halten uf den Eyd glicher Wise / als ob ihn das Unrecht

(1) Voyez le Traité ci-dessus pag. 134. sous le 22. Juillet 1332.

ANNO 1334. selber von ihn widerfaren were. Wir gebieten auch allen Unsern und deß H. Riches Ametlüten und den Städten und auch der Hn. Ametluten / die in dis Landfriden Ziln / gesessen sint / daß sie schweren in dem geb. Zile / diesen Landfrieden zu halten / als er gemacht ist / wer auch diesen Frieden breche / wer den heltet / husset / oder hoffet / oder jme redet / oder hilffet / den oder die sol man angreiffe glicher Wise alse den / der den Schaden selber getan hat / und sol man dazu beholffen sin / uf den Eyd als hievor und hernach geschrieben stet; wer auch der ist / der diesen Landfrieden also bridet / dem sol auch nieman kemen feilen Kauf geben / der zu dem Landfrieden gehöret / ane alle Gefehrde. Es sol auch nieman der zu diesem Frieden göret / keiner den ander bekümern oder beklagen / dere sinen rechten Schuldner / auch were es / das einige sennig würden / also daß sie nach der Manung den Landfrieden zu schirmen / nit behendlichen und ane Fürzug beholffen weren / oder were es daß einer Schaden tete jeman / der auch in diesen Landfrieden höret / und der / der den Schaden getan hat / verbotschafftet würde / daß er widertete und den Schaden uſrichte / dete er das nicht / man solle denselben Herrn oder der Stadte die den Schaden getan ham / Geltes / alse viel von dem Gelelte vorhanden / behalten / als er in geschadet hat / und sol in damite richten / und sol doch diesen Landfrieden schuldig sin zu schirmen. Geschehe auch daß kein Pfaffe oder kein Stifft geschedigt würde wider Recht das sollent sie ungent und kunden Baldewin Erßbischoff zu Trier oder sinen Ametleuten / oder den Siebenen / und erkennent die Siebene / daß der Landfried an in gebrochen ist / so sol man in beholffen sin uff den Eyd / also daß der Erßbischoff oder sine Ametlüte die ersten uff dem Felde sin unde darzuthun / ehe die Städte zu ihn zogeten / ane alle Gefehrde: Ouch ist überkumen / were es daß die Herrn untereinander in des Landfrieden Ziten und Ziln zweiende würden / da sollent die Städte nit schuldig sin zu helffene / und sollent auch die Herrn denselben jrm Krieg ziehen und haben uſwendig des Landfrieden Zieln / und sollent in diesen Landfrieden gen einander kemen Schaden tun; Zu diesem vorgeschrieben Landfrieden sollent dienen die vorgenante Hn. unser lieben Fürsten Baldewin Erßbischoff zu Triere mit 75. geritten Manne für sich sine Stiffte und Pfaffheit / der Herre und Pfleger er ist / der Stifft zu Wormesse mit zehen / Rudolf und Ruprecht / unsers Bruders selgen Süne / mit fünffzig geritten Mannen / die von Meintze mit 40. die von Straßburg mit 40. die von Wormesse mit 25. die von Spire mit 25. und die von Oppenheim mit 10. Und geschehe es nit daß man me helfe bedorffte / so sol jeder Herre unde die Stadt der vorgedachten helffen als sie wenent / daß es iren Eren wol anste / nach den Dingen darzu sie gemahnt werden. Wir wollen auch unser Banir zu diesem Landfrieden senden / wenne oder wo man sie bedarff / also daß wir truwen / daß wir es Ehre und Gefäre haben / wir wollen auch und gebieten daß nieman in des Landfrieden Zieln / kein Armbrust / Kesselhut / Spies oder Gleenen füre / ane die Herrn die zu diesem Landfrieden horen / jr Amptlüte und jr Ingesinde / und der Städte Soldenere / und wer dawider tete / den sol man angriffen und usheben für einen unwertigen Mann / und sol jn behalten uff der Siebene sprechen / das man mit jme thue alse sie wisent / doch sollent die von Straßburg diß stückes nun sie anzugriffene / ungebunden sin / sie erkennen sich den / daß ein schedelich Mann were. Wir gebieten auch allen unsern und des heiligen Riches Unterthanen vestiglichen zu halten bey unsern Hulden / daß nieman den andern in des Landfrieden Zilen an rechte Gericht angreiffe an sin Libe oder an sine Gute / es enwere dann / daß er ihm sein Pfand anzugreiffen mit seinen offen besiegelten Briefen erloubet hette / und wer darwider ihete / er sy Herr / Ritter oder Knecht / oder anders wer er sy / der sol disen Landfrieden gebrochen han / und in unsern und des heiligen Richs Ungnaden syn. Und sollent die Herren / und die Stätte / die zu diesem Landfrieden gehörent / uff den Ayd behendiglichen darzu thun und beholffen syn / daß es uſgericht werde. Geschehe es auch / daß die Herren und die Stätte / die zu dißme Landfrieden gehörent / uſzögten uff die / die den Landfrieden gebrochen hätten / und etliche Veste besessen / was sie dann zu dem Besesse Kosten bedörfften / zu Antwercken / bliden / oder zu grabene / die Kosten sullent sie vor abnemen von dem gemeinen Gelcites-Gelt / das man uſhebet an den Zolle / ane Widerrede. Unde sol nn dasselbe Gelt anlegen vor der Bessin mit Rate der Herrn und der Städte oder jre Amptlüte / die vor dem Sesse sint / und sol man auch die selbe Werg gehalten nun mit jrme Rate bis daß der Lanfriede jr aber ine bedarff. Die von Straßborg hant auch uſgenommen ihren Herrn den Bischoff von Straßborg / daß sie wider den nicht beholffen sollen syn / von diß Landfriedes wegen. Sie hant auch uſgenommen / die Stätt von Basel / und von Friburg / in alle die Wise / als ihr Bindnusse staat / die sie mit einander hant. Geschehe auch / daß sie gemahnet würden von der vorgenanten Stätt einer oder beyden uff einen Uſzog / und darnach gemahnet würden auch uff einen Uſzog von diß Landfriedes wegen / so mögen sie die erste Mahnung vollenführen / doch sullent sie ihr Banir mit sothanen Lüden senden / als sie wenent / daß es ihren Eren zu dißme Landfrieden wol anstelt / und ensoll ihn das nit schaden. Wanne sie aber wieder heimkommen / so sollen sie zu dißme Landfrieden beholffen sin mit ihrme Uſzog / als sie darzu verbunden sint. Were es aber / daß sie eh gemahnt würden unb ein Uſzog von diese Landfrieden wegen / dann von den vorgenanten obristen Städten ihren Eidgenossen sie gemant worden / so sollen sie zu dißme Landfrieden eh beholffen seyn. Were auch daß den von Straßburg it geschehe / und daß sie sich deß in jrme Rate mit dem Mehrerntheil erkennten uff jre Eyd / daß jn unrecht geschehen were / und daß der Landfriede an jn gebrochen were / so sol man jn geleuben / und sol jn beholffen sin von diß Landfrieden wegen / es soll auch nieman / der in dis Landfrieden Zieln gesessen ist keinen jme Kriegen weg / oder usser der Hant geben jemanne der uſwendig diß Landfrieden ist / davon die die in deme Landfrieden sint geschadigt mogent werden. Auch hant die von Spire ihren Bischoff von Spire uſgenommen / daß sie wider den nit helffen sollent von deß Landfrieden wegen. Wir wollen und gebieten auch / bey unsern und des H. Reichs Hulden / daß die von Straßborg nieman anspreche noch anwertigen sol / mit Gerichte oder ane Gerichte / an keinen Städten von des Beheltnisses wegen der Wine / und allerhand Kouffmanscheffte / die sie bey ihn behalten hant biß uff diesen hütigen Tage / oder von keines Schadens wegen / den jeman von desselben Entheltnusses wegen hat oder haben mag. Wer darwider thet / der sol in unser und des Heil. Reichs Ungnaden sin / und sol dirre Landfried uff ihn geholffen seyn / als hievor geschrieben ist. Auch mogent die von Straßborg in den obristen Land-Frieden zu Elsassen kommen / und ihr Verbündnusse / die sie habent mit den von Basel und den von Friburg / erlengen / ob es ihn füget / mit Beheltnusse diß Landfriedes. Und daß dirre Fried steet / vest / bindelich belibe / so han wir zu Nutz / zu Frieden / und zu Gemache den Lüten und dem Land / ein gemein Geleit auffgerichtet und uſfgesetzet zu Oppenheim / da sol man nemen von jeden Fuder Wines Elsassers / und der owendig Landaw gewassen ist / 32. Schilling Heller / und von dem Fuder Wines / der in dem Spirgow nidwendig Landaw gewassen ist / 10. Schilling Hellere / und von dem Fuder Wines / der in Wormissergow / Mentzergaw / und in Oppenheimergaw gewassen ist / 8. Schilling Heller / und von dem hundert Kornes und Weissen zwey Pfund Heller / und von dem hundert Saltzes vier Pfund Heller / und darnach von allerhand Frucht und Kauffmanschaffte / soll man nehmen nach der Marzal / als darumb gebürth / und gekumplich und recht ist / ane von breme Hoz / Koln / Heu / Stroh und Vische / von den Karren sol man nehmen von jedem Pferde 3. Schelling Heller / und was vordeln obenher komment in Schiffen / da sol man je von dem Last-Karren nehmen 10. Schilling Heller / und solle auch dirre vorgeschrieben Landfrieden weren biß uff den Simmentage Lætare, der zu neheste kumet / und von dannen über zwey gantzer Jahr. Were auch / daß jeman die vorgeschrieben Sieben oder eßliche unter jn oder ihre Frünt oder Mage / nu oder hernach leidigen wolte / umbe daß sie helffe uff jn oder jeman anders ertheilt han / der soll in unsere und deß Heil. Riches Ungnade sin / un sollent wir die Herrn und die Städte / die zu dem Landfrieden hören / uff den der sie geleidigt hat / beholffen sin / daß es ihme abgeleit werde ane alle Gefehrde. Geben zu München uff Sant Andreas Tag des H. Zwölffbotten im Jare 1334.

CCXV.

Conventio inter JOANNEM *Regem Bohemiæ ejusque primogenitum* CAROLUM *Marchionem Moraviæ ab una, &* CASIMIRUM *Regem Poloniæ ab altera parte inita; Quâ supradictus Rex ejusque primogenitus omni proprietati, Dominio, & titulo Regni Poloniæ, sibi in eo competenti, renunciant, nonnullis tamen Terris ad limites dicti Regni exceptis. Præfatus autem Rex Poloniæ vicissim omni actioni, exceptioni & oppositioni juris, quæ ei in prædictis Terris competere possent, renunciat. Datum in Tricinio 24. Augusti anno 1335.* [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abſ. I. p. 16.] 1335 24 Aoû

In nomine Domini Amen. Anno 1335 in Festo beatissimi Bartholomæi Apostoli.

NOs Sbitko Castellanus, Sbignetus Præpositus, Cracovienses, Petrus Castellanus Sandomarienſis, Thomas de Zoiantzkaw, Nimissa Mandrosta, Procuratores à Magnifico Principe Domino nostro *Casimiro*, Regne Poloniæ, constituti ad infra scripta specialiter, atque dati ad universorum notitiam tenore præsentium volumus publicè devenire.

Quod sereniſſimus Princeps, Dominus Johannes Bohemiæ Rex, & illustris Dominus Carolus, Primogenitus ejus, Marchio Moraviæ, pro se & suis Hæredibus, (prætendentes commodum & tranquillitatem Regnorum Bohemiæ & Poloniæ, ac Regnigenarum & Incolarum ipsorum, nec non contemplatione & intuitu Sereniſſimorum Principum, Dominorum Caroli Hungariæ Regis & dicti Casimiri, Poloniæ Regis: Cupientesque ipsis Regnis & Hominibus hinc inde salubri providere remedio, quatenus poinde animarum & corporum periculis salubrius obvietur) sponte ac libere renun-

ANNO 1335. renunciaverint omni juris actioni, exceptioni, proprietati, dominio & titulo Regni Poloniæ, eis in eo competentibus, sub pœna excommunicationis, promittentes pro se & Hæredibus suis contra hujusmodi renunciationem, & cessionem non contravenire aliquâ occasione, ingenio, facto pariter & sermone, prout in aliis eorum Literis planius continetur. Exceperunt tamen excipiuntque Generosos Principes, Dominos Duces, infra scriptos, Vasallos eorum, cum eorum Ducatibus, Terris, bonis, Dominiis & pertinentiis quibuscunque quæ tempore præstiti Homagii possiderunt: & omni modo & formâ, quibus dicti Domini Duces, ipsis Dominis, Regi Bohemiæ, & Marchioni Moraviæ, & eorum hæredibus, sive ipsorum ditioni sese subjecerunt, ipsos Dominos Duces & Ducatus eorum ac Dominia cum appendiis quibuslibet, suo & Hæredum Dominio totaliter reservantes.

Exceperunt etiam Terras Vratislaviæ & Glogoviæ, cum omnibus pertinentiis, districtibus & Dominio ad ipsas spectantibus quoquo modo, Domini autem Duces & Ducatus prædicti hi sunt: Domini, Boleslaus Lignicensis & Bregen. Henricus Saganensis & Crosnens. Conradus Olsnens. Johannes Steinavien. Silesiæ Duces, Bolko Opolens. Bolko de Falkenbergk. Albertus de Strelitz. Vradislaus Cozlensis & Bitunien. Principes Masovienses. Dominus in Pletzk, Gelzko de Ratibor, Joannes Osnentienses & Vladislaus de Teschin.

Nos itaque volentes favorem & indissolubilem dilectionis amicitiam in præfatos Dominos, Regem Bohemiæ & Marchionem Moraviæ & Poloniæ Regem, hinc inde benevolè amplecti, promittimus pro ipso Domino, Rege nostro Poloniæ: quod idem Dominus Rex Poloniæ eisdem Dominis Regi Bohemiæ & Marchioni Moraviæ optimè favet de omni jure, dominio & proprietate, quam habent ut se habere adserunt in Dominiis, Ducibus & Ducatibus prædictis, ipsosque nullo unquam tempore impediet super ipsis, nec Duces aut Ducatus ipsos vendicabit, impetet vel assumet, in præjudicium Dominorum prædictorum Regis & Marchionis, & Hæredum suorum; ipsosque super eisdem in nullo penitus, per se vel Hæredes suos aliqualiter molestabit, pœnam & sententiam excommunicationis, si contraiverit, ipso facto incursurus.

Renunciamus insuper pro ipso Domino Rege Poloniæ & suis Hæredibus, omni actioni, exceptioni, præscriptioni & oppositioni juris, consuetudinis aut etiam facti, si quæ aut aliquod eorum ipsis, Domino Regi Poloniæ, aut hæredibus suis in suprædictis Dominiis Ducibus aut Ducatibus eorum possent aliqualiter suffragari aut competere non obstantibus aliquibus munimentis, literis, scripturis, pactis, pactionibus, statutis, reformationibus aut aliis quibuslibet ordinationibus, sub quacunque verborum formâ conceptis, etiamsi talia forent, de quibus de verbo ad verbum specialem & expressam oporteret fieri mentionem.

Quibus omnibus & singulis & cuilibet eorum, ex certa nostra scientia esse & intelligi volumus penitùs derogatum, promittentes sub fidei præstito juramento: Quòd sæpè fatus Dominus, Rex Poloniæ, promissa omnia & singula hinc infra festum B. Galli proximè ratificabit: ac suis patentibus Literis grata, rata, firma per omnia observabit. In quorum omnium testimonium atque robur præsentes conscribi & nostrorum sigillorum patrociniis fecimus communiri. Datum & actum in Tricinio, An. & die supra dictis.

CCXVI.

5. Nov. *Sententia Arbitralis in Causa, inter* CASIMIRUM *Poloniæ Regem ab una, atque Magistrum, & Fratres* ORDINIS TEUTONICI *parte ab altera, de Terris* Culmensi, Dobrzinensi, Cujaviæ, Pomeraniæ, *& Thorunensi, vertente, per* CAROLUM *&* JOANNEM *Hungariæ Bohemiæque Reges lata. Datum Vischegrad in Hungaria, Dominicâ post Festum S. Elizabethæ anno* 1335. [JOANNIS DLUGOSSI Historia Polonica Lib. IX. col. 1033.]

IN Nomine Domini, Amen. Nos Carolus & Joannes, Dei gratia Hungariæ & Bohemiæ Reges, perpetuæ memoriæ tenore præsentium notum facimus, quibus expedit, universis &c. Cum Magnificus Princeps Casimirus eadem gratia Rex Poloniæ ex una, & Religiosi viri Magistri generales, Præceptores, & Fratres universi Ordinis Cruciferorum, de domo Teutonica, parte ab altera, super terris, provinciis, seu districtibus, Culmensi, Dobrzinensi, Cujaviæ, Pomeraniæ, & Thorunensi, super quibus a multo retroactis temporibus, adhuc inter Excelsum Principem Dominum Wladislaum quondam ejusdem Poloniæ Regem, & tandem ipso feliciter migrante ad Dominum, inter ipsum Dominum Casimirum Regem, & dictos Cruciferos, materia dissensionis & quæstionis suborta, dinoscebatur in nos Reges Hungariæ & Bohemiæ, tanquam communiter arbitratores, & amicabiles compositores, per eosdem jam dudum & nunc, mediantibus legitimis Instrumentis, & Literis compromissariis efficacibus, electos, pacis alumni & amici fore invicem cupientes, se sponte & liberaliter commisissent, & purè compromisissent: Nos inter cætera, hujus rei causâ circa festum Omnium Sanctorum anno Domini millesimo tricentesimo trigesimo quinto, in alto Castro Vischegrad in Hungaria simul in unum convenissemus, tractaturi de præmissis, & prædicto Domino Casimiro Rege personali præsentia, & pro memoratis Magistro generali, Præceptoribus, & universitate Fratrum Crucifcrorum dictæ Domus Teutonicæ, Fratre Henrico Rutheno Provinciali ejusdem Ordinis de terra Culmensi, & Marquardo de Spaneberg Thorunensi, & Conrado de Bruneistein Szwecensi, dicti Ordinis Commendatoribus & Confratribus, cum plenis & legitimis, & ad infrascripta cum plenè sufficientibus Procuratoriis Literis, comparentibus, assumptis nobiscum Prælatis, & Baronibus nostris, quos communiter voluimus, quibusdam diebus continuatis, utriusque Partis, jura etiam infrascripta, quæ habere dinoscebantur, diligenti & fideli perscrutatione examinassemus. Tandem favente Domino, aciem mentium nostrarum æquo libramine dirigentes, taliter arbitrandum duximus, & pronunciando diffinimus inter Partes. Quòd Dominus Casimirus Rex Poloniæ, Terras Cujaviæ & Dobrzinensem, cum Provinciis ac districtibus, ac quibusvis utilitatibus & pertinentiis universis ab antiquo adspectantibus, juxta limites ac metas suas antiquas, cum plenitudine juris & titulo pleni Dominii, prout ad progenitores & prædecessores suos, & per consequens ad ipsum, justo & vero ac hæreditario titulo, ab olim pertinuisse & pariter pertinere cognovimus, & specialiter in eadem Terra Cujavensi, cum portione Ducis Casimiri quæ ipsum contingit, cum pertinentiis in eadem, debeat possidere, tenere pacificè, quietè, perpetuò, & habere in filios filiorum, & Successorum Hæredes, salvo, quòd omnia bona & possessiones, quæ & quas in Terris Cujaviæ, Dobrzinensique, ante motam guerram, pacificè & quietè Cruciferi possiderint, ita & nunc, prout antea, eas, & ea cum omnibus juribus, jurisdictionibus, & pertinentiis quibuslibet, possideant, habeant, & teneant, sub veris & terminis antiquitus observatis. Magister vero generalis, & Fratres Cruciferi domûs Teutonicæ prænominati, Terram Pomeraniæ, cum suo districtu juxta antiquos limites suos, cum pertinentiis similiter & utilitatibus ejusdem universis, quam eisdem Fratribus, & idem Dominus Casimirus Rex Poloniæ, causa divinæ retributionis, & ob remedium animarum prædecessorum suorum & progenitorum, ac suæ salutis, in perpetuam eleemosynam, nec non propter perpetuæ Pacis bonum, coram nobis, renunciando omni juri, actioni, impetitioni & repetitioni, quod vel quæ eidem Domino Regi Poloniæ in eadem Terra Pomeraniæ ab antiquo competebat, vel competere posset, etiam ipse promisit, juxta ipsam nostram arbitrariam pronunciationem vel diffinitionem, eodem jure & modo, quo Terræ Culmensis & Thorunensis, eisdem Fratribus per progenitores & prædecessores suos fuerunt legatæ & donatæ, eandem legationem & donationem, eo jure & modo, quo fuerat tunc facta, ratam habendo, quietè, pacificè, & perpetuò tenere debeant, habere pariter & possidere. Ordinavimus ad ultimum diffiniendo, arbitrando, quòd omnia damna, injuriæ, & quæcumque molestiæ, quocumque modo hinc inde illatæ, vel Regi Poloniæ, vel ejus Subditis, sive Cruciferis vel eorum Subditis, compescantur & tollantur in totum: sic quòd de cætero inter ipsos, super eisdem nulla petitio & quæstio oriatur. Ne autem quicunque Feudales, vel Regis Poloniæ, seu Fratrum Cruciferorum, qui, guerris pendentibus inter ipsos, a bonis suis facti sunt profugi, sive de Cujaviæ seu Dobrzinensi, vel de Culmensi Pomeraniæque, a nostra diffinitione videantur excluſi: ordinavimus & diffinimus, quod hujusmodi omnes profugi, bonis suis omnibus & gratiis Dominorum suorum sint præsentibus reformati: sic quòd vel ad bona sua liberè revertantur, si velint, aut eisdem liberè venditis, se transferant quo placebit. In quorum omnium testimonium atque robur, sigilla nostra præsentibus sunt appensa. Actum

&

ANNO 1335. & datum in Viſchegrad in Hungaria. Præſentibus R. R. in Chriſto Patribus, ac Magnificis & Nobilibus viris infraſcriptis : videlicet Chanadino Strigonienſis, Loci ejusdem Comite perpetuo, & Fratre Ladiſlao Colocenſis, & Aulæ Regis ejusdem Regni Hungariæ Cancellario, Eccleſiarum Archiepiscopis, Villerino Drugenſi Palatino Regni Hungariæ, Demetrio Magiſtro Tavernicorum, Thoma Vojevoda Tranſylvano Comite de Sunnen, Mimethbano totius Slavoniæ, Comite Paulo Judice Curiæ Regis Hungariæ. Nec non Vithgone Miſsnenſis, & Joanne Olomucenſis, Eccleſiarum Epiſcopis, Rudolpho Duce Saxoniæ, Carolo Marchione Moraviæ, Boleſlao Sileſiæ & Domino Legnicenſi, Thymone de Coldich, Henrico de Lippa : Et quàm plurimis aliis fide dignis ad præmiſſa rogatis ſpecialiter & vocatis. Annô Domini milleſimo tricenteſimo trigeſimo quinto, Dominica proxima poſt feſtum ſanctæ Elizabeth.

CCXVII.

1336. 29. Janv. JOANNIS *Ducis Stinaviæ Donatio & libera Reſignatio Ducatus ſui Stinavienſis cum pertinentiis univerſis* JOANNI *Regi Bohemiæ, & ſuis Hæredibus ac Succeſſoribus Bohemiæ Regibus. Data Anno* 1336. *feria ſecunda proxima ante feſtum Purificationis B. Mariæ Virginis.* [BALBINI Miſcelleaneor. Hiſtoricor. Regni Bohemiæ Decad. I. Libr. VIII. Epiſtolar. Part. III. Epiſt. 49. pag. 235. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Fortſetzung I. Abſatz III. pag. 289. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOS JOANNES Dei Gratiâ Dux Sileſiæ & Dominus Stinaviæ memoriæ commendantes ad univerſorum notitiam, tàm præſentis quàm futuræ ætatis cupimus tenore præſentium pervenire. Quod provida & maturâ deliberatione, & conſilio noſtro, & fidelium noſtrorum prælabitis, ac liberâ & bonâ voluntate, non coactì, non compulſi, nullâ fraude inducti, ſeu dolo aliquo circumventi, purè, liberè, ſpontè & irrevocabiliter inter Nos commoditatem ſeu utilitatem noſtram, non modicam conſiderantes & ſingularis & ingentis favoris & dilectionis affectum, quem erga *Magnificum & Excellentiſſimum Principem Dominum Joannem Dei gratiâ Bohemiæ Regem, ac Comitem Lucemburgenſem, Dominum noſtrum chariſſimum*, ſemper geſſimus & geremus, & potiſſimè ex eo, quòd idem *Dominus noſter, Rex Bohemiæ Civitatem & terram ſuam Glogoviæ*, cum omnibus & ſingulis Juribus, honoribus, dominio, pertinentiis & appendiis, utilitatibus & fructibus & obventionibus quibuscunque, ad eam pertinentibus ad tempora vitæ noſtræ per nos habendam, poſſidendam, utifruendam, tanquam *Domino Gubernatori* & locum ipſius tenenti traditit & commiſit, *Præfato Domino Joanni Bohemiæ Regi, Hæredibus & Succeſſoribus* offerimus, donamus, cedimus & liberè reſignamus in perpetuum hæreditariè *Ducatum noſtrum ſeu terram Stinavienſem*, videlicet, cum *Civitatibus, Stinavia, Gora, Lubin & Fravenſtadt*, cum Caſtris ſeu Fortaliciis ipſis adjacentibus, & omni, quod Nobis in eo jure proprietatis, Dominii, aut actionis competit, competiit hactenus, aut competere poterit quomodolibet in futurum, habendam, regendam, tenendam, utifruendam & poſſidendam, per ipſum *Dominum Regem Bohemiæ, Hæredes & Succeſſores ſuos*, jure proprietatis, perpetuò, pacificè & quietè, quicquam quod ipſi *Regi, vel Succeſſoribus ſuis aut Hæredibus* deinceps, placuerit faciendum, cum omnibus & ſingulis, quo prædictam terram, vel intrà vel ſuprà, vel *Subditis, Villis, Allodiis, Campis, Agris, cultis vel incultis, pratis, montibus, vallibus, planis, ſylvis, Rubetis, deſerto, viis, inviis, fluviis, Ripis, rivis, Stagnis, aquis, aquarumque decurſibus* (1) *in aqua*, vel ad ventum expoſitis, *venationibus, aucupationibus, piscationibus, piscinis, jurisdictionibus, monetis, teloniis, Juribus Patronatus Eccleſiarum, Feudalibus, Vaſallatibus, Militibus, Clientibus, Servitoribus, Ceſatis, Agricolis, Judæis*, homagio quocunque, ſeu quovis alio titulo, cenſibus, proventibus & fructibus cum Acceſſoribus & Egreſſoribus, terræ ipſius limitibus, metis vel finibus ſuis continentur, cum omnibus ſuis Juribus, appendiis, pertinentiis, aliisque *Civitatibus, Caſtris, Oppidis*, & generaliter cum omnibus & ſingulis utilitatibus, quæ habentur, aut haberi poterunt ſupra terram, vel infra vel ſubtus terram vel terras prædictas, **muneris, metalli, auri, argenti, cupri, ſtanni, plumbi, ferri*, vel generis alterius, puta lapidibus ſalis vel aliis obventionibus quibuscunque, in quibuscunque rebus conſiſtant, integrum, cum omni uſu ſeu requiſitione, nobis & eis, vel pro eis rebus ex aliqua earum modo aliquo pertinente, neque in eodem Ducatu, ſeu terris, ſeu pertinentiis ipſarum, nobis & quibuscunque Hæredibus & Succeſſoribus noſtris proprietatis, jurisdictionis, vel dominii nihil penitùs reſervantes ſub eisdem Ducatu & terris, cum pertinentiis ipſarum, cedentes, abdicantes & in totum renunciantes. Ut autem hæc noſtra ceſſio, donatio & reſignatio providè & rationabiliter conſummata & celebrata robur firmitatis perpetuæ obtineat; Promittimus bonâ fide corporaliter præſtito juramento, contra eam nunquam ullo tempore, facto vel Jure, facere, vel venire per nos, alium vel alios, palàm vel occultè, in toto vel parte, nec eam revocare, in vita vel in morte, occaſione, vel causâ quacunque, renunciantes ſpontè & expreſsè pro nobis, noſtris Hæredibus vel Succeſſoribus univerſis, exceptioni, doli mali, in factum actionem, beneficio reſtitutionis in integrum, conſtitutioni & conſuetudini cuilibet, Literis, Privilegiis, ſeu Indulgentiis Apoſtolicis, Imperialibus ſeu à Romanis Regibus impetratis, ſeu etiam impetrandis, omnique Juris Canonici vel Civilis auxilio, per quod nobis Hæredibus & Succeſſoribus noſtris poſſet aliquomodo ſuffragium, ipſi verò *Regi Boëmiæ* Hæredibus & Succeſſoribus ſuis poſſet præjudicium generari. Mandantes firmiter & præcipientes univerſis *Feudalibus, Vaſallis, Militibus, Clientibus, Servitoribus, Civibus, Oppidanis, Villanis cæterisque Incolis & hominibus* in dicto *Ducatu Stinaviæ* & aliis terris noſtris reſidentibus, cujuscunque ſtatûs, conditionis vel præeminentiæ exiſtant, quatenus dicto Domino *Regi Bohemiæ*, ſuis in perpetuum Hæredibus vel Succeſſoribus tanquam veris & naturalibus Dominis obediant. Nam à fide, devotione & obedientia; nec non fidelitatis & homagii Juramento, quibus nobis eſſent aſtricti, abſolvimus, & abſolutos ac liberos dicimus, facimus & commodè nunciamus taliter, quod à modo ad nos & Hæredes vel Succeſſores noſtros, tanquam ad Dominos ſuos nullum reſpectum habere debeant, aut aliquo Juramento, homagio, ſeu fidelitate nobis de cætero in æternum aſtringantur; in quorum teſtimonium & evidentiam pleniorem præſentes fieri & noſtri ſigilli munimine fecimus communiri. Actum & datum Pragæ ſub teſtimonio, præſentibus *Venerabili in Chriſto Patre Domino Witkone Epiſcopo Misnenſi, ac Excellenti Principe Domino Rudolpho Duce Saxoniæ, Tymone de Koldicz, & Henrico de Lippa, Ulrico Phlugone, Ottone de Ruſsburo, Conrado de Berſnitz, nec non Gyscone de Reſte, Joanne de Lubeck, Conrado de Ullenhorck, Civibus Wratislavienſibus aliisque pluribus teſtibus* fide dignis. Anno Domini M. CCC. XXXVI. feriâ ſecundâ proximâ ante feſtum Purificationis Beatiſſimæ Mariæ Virginis.

(1) Il ſemble qu'il manque ici un mot, & qu'il faudroit peut-être ajouter, *Molendinis*.

ANNO 1336.

* Peut-être, *mineralis*.

CCXVIII.

Kayſer LUDWIGS, Lehen-Brief / wodurch er Hertzog ALBRECHTEN, und OTTEN von Oeſterreich mit den Städten Padau und Tervis belehnet. Wien den Freytag vor den Obreſten 1336. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'eſt-à-dire,

Lettres d'Inveſtiture, par leſquelles l'Empereur LOUIS de Baviere *donne & confere aux Ducs d'Autriche,* ALBERT & OTTON, *les Villes de* Padouë, *& de* Treviſe *en Fief de l'Empire. A Vienne le Vendredi avant* (1) *l'*Obreſten 1336.

WIr Ludowig von Gotes genaden Romiſcher Keyſer / ze allen zeiten Merer des Richs / verjehen und tun chunt allen den / die dieſen Brief anſehent / hörnt oder leſent / das wir den Durchleuchtigen Albrecht und Otten / Hertzogen ze Oſterreich / ze Steyre und ze Kärenden / unſern liben Oheimen und Fürſten und ihren

(1) Ce mot *Obreſten* eſt peut-être mis au lieu d'*Oſtern*, qui veut dire *Pâque*; & alors la Pièce ſeroit datée du *Vendredi Saint*, ou du 27. Mars. Mais en cas que le mot *Obreſten* fût le veritable, il faudroit entendre par-là *le Vendredi Saint*, puiſque *Obreſt* veut dire *le plus grand*; & ainſi la Pièce ſeroit datée du 19. Mars, ou du Vendredi avant le Vendredi Saint.

ANNO 1336. ihren Erben / um die genämen dienst / die si uns und dem Riche getan habent / und noch fürbas tun sullent / unser und des Riches Stet / Padaw und Tervis / mit allen ihren Zugehörnden / von unserm Keiserlichen gewalt / ze rechtem Lehen verlihen haben / und verleichen doch mit disem gegenwürtigen Brief / mit der bescheidenheit / daß sie uns und unserm Nachkomen an dem Riche von den vorgeschriben Steten und ihren Zugehörnten warten und die Dienst tun sullen / die si von denselben Steten erzigen mügen / und die man Römischen Kunigen und Keisern dovon ze recht und billich tun sol. Und darüber ze einem Urchund und ze einer stäcigkeit geben wir In disen Brief / versiegelt mit unserm Kaiserlichen Insigel. Der geben ist ze Wienn des Fritags vor dem Obresten / do man zalt von Christus Geburt driezehen hundert Jar / darnach in dem sechsten und dreissigsten Jar. In dem zwei und zwentzigsten jar unsers Richs / und in dem achten des Keisertums.

CCXIX.

31 Mars. *Extrait du Traité entre* LOUIS *Comte de Flandre, & JEAN Duc de Brabant sur la possession de la Ville de* Malines; *fait à Tenremonde, le 31. Mars* 1336. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLV. Feuill. 261.]

FLANDRE ET BRABANT.

(a) C'est-à-dire, le Comte de Flandre & le Duc de Brabant.

SCavoir que (a) eux deux tiendroyent ladicte Ville de Malines par indivis, & de la mesme maniere que le souloyent tenir l'Evesque de Liege, & Madame Marguerite de Gheldres. Que ledict Conte de Flandre tiendroit la moictie en fief, de l'Evesque de Liege, & du Duc de Brabant, & que ledict Duc reciprocquement tiendroit l'autre moictie, du Conte de Flandre. Que lesdicts Duc de Brabant, & Conte de Flandre, partiroyent entre eux les faicts & emolumentz en toute égalité. Qu'ils commettroyent tous Officiers tant l'Escoutette que le Recheveur & autres, de commune main, sans les changer d'an en an. Que tous ceulx quy demeurent soubs le Neckerspoele, seroyent soubs le Duc de Brabant, & tous ceux quy demeurent soubs Blidenberghe seroyent soubs le Conte de Flandre, & que nul d'eux, pourroit faire Fortereſſe, sans le consentement l'un de l'autre. Faict en Tenremonde, le dernier de Mars l'an mil trois cents trente six.

CCXX.

29 Août. *Litteræ* BOLKONIS *Ducis Sileſiæ; Quibus se suaque omnia bona, Ditioni* JOANNIS *Bohemiæ Regis liberè supponit, eáque à prædicto Rege in Feudum recipit, & decernit, quòd, poſt ſuam mortem, dicta ſua bona ad ipſum Regnum Bohemiæ devolvi debeant, ſi Hæredes maſculi ſibi non exiſtant. Actum Strabingæ in die Decollationis S. Joannis.* 1336. [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abſ. III. p. 290.]

In Nomine Domini, Amen!

ANtiqua Patrum veterum pia ſanxêre Decreta, ſeſe Jurisdictiones Procerum & poteſtas Orbis Principum mutua coadunari Baylia, viciſſimque unaquæque alterius debere bajulare onera & labores, ut tanto magis Subditorum crescant commoda quanto major inter Principes dilectionis & unionis concordia generatur. Hinc eſt quod nos *Bolko Dei gratia Sileſiæ Dux, Dominus in Munſterberg* gratia, ac dilectione uniri cupientes perpetua cum *Sereniſſimo Principe Domino noſtro Domino Joanne* eadem gratia *Bohemiæ Rege Illuſtri Luxemburgenſi Comite, Ducatumque noſtrum Regno Boëmiæ* ſubalternari volentes, ſeſe, & noſtra ipſius Domini Regis ſubpoſuerimus ditioni, animo hilari & ſincero, Conſiliariorum, Vaſallorum & Civitatum Conſulum infrà ſcriptorum noſtrorum prævio conſilio, ſponte & libere, non compulſi, aut coacti, verum zelo dilectionis & amoris veri incenſi flamine, adſtantibus nonnullis Proceribus & Magnatibus in præſentia, & teſtimonio Dominorum & Teſtium infra ſcriptorum, hodie Ducatum noſtrum præfatum, cum terris & pertinentiis ſuis, *Civitatibus Munſterberg, Reichenbach, Franckenſtein, Strelin, Kant, Sobotka, Oppidum Sobotko, & Caſtrum Paczkow*, Caſtris, Fortalitiis, Munitionibus, Villis, Dominiis, Libertatibus, Jurisdictione, Baylia, Feudis, Feudalibus, Vaſallagiis, cenſitis, & ad glebam aſtrictis, & cum omnibus & ſingulis Juribus quibuscunque, qualiacunque ſint, & in quibuscunque rebus conſiſtant, *ipſi Domino Regi, & ſuis Succeſſoribus Boëmiæ Regibus, ab eoque Domino Rege* per osculum inter nos hinc inde prælibatum & reasſumptione Bireti, ipſum Ducatum noſtrum, cum terris, & pertinentiis ipſius in Feudum honorabile recipimus pariter & habemus, decernentes, quod ſi nos ab hac luce migrare contingat, legitimis liberis videlicet Maſculinis non relictis, ipſe Ducatus noſter cum terris & pertinentiis ſuis univerſis, omni eo Jure, & forma quibus nos habemus, ad *ipſum Regnum Boëmiæ & Coronam* ipſius perpetuo protinus debeat devolvi. Si liberos legitimos relinquere contingat, hi feudales *Regni Bohemiæ* perpetuis eſſe temporibus cenſebuntur. Quibus legitimam ætatem non habentibus præfatus Dominus *Rex Bohemiæ* eorum Tutor erit legitimus, & Curator. Renunciamus in promiſſis, & quovis promiſſorum tactis corporaliter ſacroſanctis Evangeliis pro nobis & prædictis Vaſallis & Civitatibus noſtris, omni actioni, exceptioni, objectioni, replicationi, & impetitioni, doli mali, aut alii quovis ſuffragio, tam Canonici, Imperialis, quam Civilis, municipalis reformationis aut Statuti localis, ſeu Conſuetudini optimæ Legum interpreti, ſub quacunque forma, & conceptione verborum conceptis, etiamſi talia forent de quibus de verbo ad verbum in genere, aut etiam in ſpecie mentionem oporteret fieri ſpecialem. Quibus omnibus & ſingulis, & cuilibet eorum ex certa noſtra ſcientia eſſe, & intelligi volumus per omnia præſentibus derogatum. Promittimus bona fide & ſincero ſpiritu contra prædicta & eorum quodlibet, & quavis occaſione de Jure, aut cauſa, aut facto, ullo unquam tempore non venire, ad majorem autem cautelam & evidentiam firmiorem exploravimus voluntatem, & conſenſum prædictorum Vaſallorum & Civitatum noſtrarum Conſulum, qui omnes & ſinguli ſuum in prædictis & in quolibet eorum adhibuere conſilium, voluntatem, aſſenſum, pariter & conſenſum nemine penitus diſcrepante. Nos verò *præfati Domini Ducis Vaſalli*, puta *Henricus de Huguicz, Hermannus de Peterswaldt, Henricus de Stherecz, Rhinherus de Piſſowhein, Joannes de Budow, & Joannes de Buſſone, ac Civitatum Conſules, Puta Münſterberg, Reichenbach, Franckenſtein, Stralin & Kaſit* ad requiſitionem dicti *Domini noſtri Ducis Illuſtris* promittimus, & volumus pro nobis & Civitatibus noſtris omnia, & ſingula præmiſſa, & quodlibet præmiſſorum per ipſum *Dominum noſtrum Bolkonem facta* grata, rata, firma, & incommutabilia attendere, & obſervare, & irrefragabiliter cuſtodire. Promittentes etiam bona fide, & manu tactis Evangeliis Dei, prædictis, aut eorum alicui ex quavis cauſa, occaſione, aut caſu, de Jure aut de facto, nullo unquam tempore contraire. Renunciantes inſuper pro nobis & Succeſſoribus noſtris in præmiſſis omnibus & ſingulis, omni actioni, cavillationi, exceptioni, objectioni, replicationi, & impetitioni, doli mali, aut alii quantovis ſuffragio, tam Canonici, Imperialis, quàm Civilis municipalis reformationis, vel Statuti localis, ſeu Conſuetudinis ſub quacunque forma, & conceptione verborum conceptis, etiam ſi talia forent de quibus de verbo ad verbum in genere aut etiam in ſpecie mentionem oporteret fieri ſpecialem, quibus omnibus & ſingulis, & cuilibet eorum ex certa noſtra ſcientia eſſe & intelligi volumus per omnia præſentibus derogatum. Promittentes bona fide, & ſincero Spiritu contra prædicta & eorum quodlibet ex quavis occaſione & cauſa, de Jure aut de facto, ullo unquam tempore non venire. In quorum omnium teſtimonium atque robur perpetuo valiturum præſentes conſcribi, & ſigilli noſtri Munimine una cum Vaſallorum, & Civitatum noſtrarum prædictarum, ac teſtium inferius notatorum ſigillis fecimus roborari. Actum & datum Strabingæ in præſentia, & ſub teſtimonio Dominorum ad hoc ſpecialiter derogatorum, ſc. Boleslai Ducis Sileſiæ, & Domini Legnicenſis, Hinconis Bercæ de Duba, Conradi de Sleida, Timonis de Koldicz, & Ottonis de Bergow, & aliorum nonnullorum fide dignorum in feſto Decollationis Joannis Baptiſtæ Anno Domini M. CCC. XXXVI.

CCXXI.

ANNO 1336.

Kauf und Ubergabs-Brieff Graf CONRAD von Schlüſſelburg / an Graf ULRICH von Würtemberg / wegen Grüningen Burg und Stadt. Geben am nächſten Sunnentag vor Sannt Michelstage. 1336. Mit Kayſer LUDWIGS Confirmation, geben bey Freyſing auf dem Feld am Suntag vor Michaelis 1336. Wie auch Graf CONRADS von Schlüſſelburg Anweiſungs-Brief / als Er die von Gruningen von ſich ab / und an die Herrſchaff zu Würtemberg weiſt. Geben am nechſten Dinstag nach Sanct Michelstag 1336. [In Beylagen der Würtembergiſchen Deduction daß dem Haus Würtemberg des Reichs Pannier-amt zuſtehe. Lit. l. pag. 18. LUNIG, Teutſches

22. Sept.

ANNO 1336. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. IV. Abſatz VII. pag. 678.]

C'eſt-à dire,

Traité ou Contract, par lequel CONRAD *Comte de Schluſſelbourg vend & céde à* ULRICK *Comte de Wirtemberg le Château & la Ville de* Gruningue. *Fait le Dimanche avant la St. Michel* 1336. Avec *la Confirmation de l'Empereur* LOUIS de Baviere, *Donnée au Camp près de Freiſſing le Dimanche avant la St. Michel* 1336. Comme auſſi *les Lettres de* CONRAD *Comte de Schluſſelbourg, par leſquelles il remet à veux de* Gruningue *la Fidelité & l'Obéiſſance qu'ils lui devoient, les renvoyant & délaiſſant au Comte de Wirtemberg. Du Mardi après la St. Michel* 1336.

ICh Cunrad von Schlußelberg/ vergihe für mich und min Erben/ und thue kunt allen den/ die diſem Brieff anneſehennt oder hörennt leſen/ daß Ich mit geſundem Libe/ mit gurer Betrachtunge/ und mit Gunſt und Willen des Durchluchtigenn/ mines gnedigen Herren Kaiſer Ludwigs von Rome/ und mit miner Fründe Rat/ recht/ und redlich verkauffet han/ und ze kouffen han geben/ als ein Kouffe billich Krafft und Macht hat/ und haben ſoll/ für mich und min Erben dem Edlen Herren minen lieben Oheime/ Grafe Ulrich von Wirtemberg und allen ſinen Erben/ und Nachkommen/ Gruningen/ Burg und Stadt/ denn Kirchenſatze/ in derſelben Statt ze Gruningen/ und allen andern Lehen/ wie die genannt ſint/ Leut und Gut/ an Holtze/ an Felde/ an Eckern/ an Wiſen/ an Waſſer/ an Waide bi Wege bi Stege/ bi Waſen und bi Zwie/ geſucht und ungeſucht/ mit allen Rechten/ Nutzen und Gewohnheiten/ ſo darzu gehört/ und auch allin min Recht/ ſo ich darzu het/ von wem/ oder wannen mir die komen weren/ umb Sechs Tuſent Phunt guter und geber Heller/ der ich von Jn gar und gentzlich gewert bin/ und in minen Nutze komen ſint/ und han den vorgeſcriben Grave Ulrichen von Wirtenberg/ und ſin Erben geſetzet/ in nutzlich und liplich gewere/ und ſetze ſi auch in nutzlich und liplich gewere an diſem Brieff/ der vorgeſchriben Burg und Statt/ Leut/ und Gut ewiclich ze han und ze niezen/ ze beſetzen un ze entſezen/ nach Jrem Willen/ one all min und miner Erben Anſprache/ geiſtliches oder weltliches Gerichts. Ich han auch gelobet/ für mich und min Erben/ daß wir den vorgenannten Grave Ulrichen/ von Würtemberg/ noch ſin Erben/ umbe die vorgeſchriben Burg und Statt/ Leut/ und Gut nimer nicht angeraichen/ noch angeſprechen ſullen/ an geiſtlichem/ noch an weltlichem Gerichte in kainem Wege/ one alle verde. Ich han mich auch verzigen/ und verzihe mich auch an diſem Brieff gen dem egenannten Grave Ulrichen von Würtemberg/ und ſinen Erben/ aller der Recht/ Vorderunge und Anſprache/ ſo ich oder min Erben/ zu der vorgeſchrieben Burg/ und Stat ze Gruningen/ Leuten und Guten/ ſo darzu gehört hetten/ gethan oder gewinnen mechten/ an gaiſtlichem oder an weltlichem Gerichte/ nu/ und hernach und ze allen künfftigen Ziten/ alles das hievor geſchrieben ſtat/ han ich geſchworn zu den Hayligen/ für mich und min Erben/ ſtet ze lan/ und ze halten/ und dawider nicht thun/ noch ſchaffen gethane/ in keinen Wege/ one alle Geverde/ Des zu Urkunden und zu ainer ewigen Gezeugnuße gibe Jch für mich und min Erben dem vorgenannten Grave Ulrichen von Würtemberg und ſinen Erben/ diſen Brif verſigelt mit einem Jnſigel das daran hanget/ der geben iſt an dem nechſten Sunnentag vor Sannt Michels-Tage. Do man zalt von Criſtes Geburt driuzehenhundert Jare/ und in dem Sechs und drizzigſten Jare.

(L. S.)

Kayſers Ludwigs des V. Confirmation über vorherſtehenden Kauf- und Ubergabs-Brieff.

WJr Ludowig von GOttes Genaden/ Römiſcher Keiſer/ ze allen Zeiten Merer des Reiches/ verjehen und bechennen offentlich mit diſem Brieff/ wan der Edel Mann Graff Ulrich von Wirtemberg Unſer lieber Oheim und Landt-Voge/ Grüningen/ Burg und Stadt/ und was darzu gehöret/ von dem Edlen Mann Chunrad von Sluzzelberg gechauffet hat/ ſo haben wir ſtatt denſelben Chauff/ und beſtätigen in auch von Unſerm Kaiſerlichem Gewalt/ mit diſem Brieff in aller der Wort als der Chauf zwiſchen jn geſchehen iſt/ und als die Brieff ſagent/ di ſi baiderſeitt darüber geben habent/ wann derſelb Chauff mit unſerm Willen und Wort/ und auch mit Unſer Hant geſchehen iſt/ darüber ze Urchund geben wir dieſen Brieff verſiegelten mit Unſerm Kayſerlichen Jnſigel/ der geben iſt bey Freyſing auf dem Beld/ am Suntag vor Michaelis/ nach Kriſtus Geburt driuzehenhundert Jahr/ darnach in dem Sechſten und Dreizigiſten Jar/ in dem Zwey und Zwanzigiſten Jar Unſers Reichs/ und in dem Neundten des Kayſerthumbs.

(L. S.)

Graf Conrads von Schlüſſelburg Anweiſungs-Brief.

WJr Conrat von Schluſſelberg/ enbieten den Erbern wiſen Lutten/ Unſern lieben Getrewen/ Conrat dem Schulthaiſen/ den Richtern und der Gemeinde ze Gruningen/ Unſer Hulde und allez Gut. Wißennt daz wir haben geben ze koffen und verkoffet/ recht und redlich/ Unſerm lieben Oheime/ dem Edlen/ Grave Ulrichen von Würtemperg/ und allen ſinen Erben Gruningen Burg und Stadt/ Leut und Gut/ aigen und Lehen/ was darzu gehöret/ geſucht und ungeſucht/ mit dem Kirchſatze da ſelben zu Gruningen. Darumb bitten wir euch und haiſſen und gebieten euch/ das Jr huldent/ und gehorſam ſient/ und ſwerent/ ewiclichen/ dem vorgenanten Unſerm lieben Ohaime dem Edeln Grave Ulrich von Würtemperg/ und ſinen Erben/ und lazzen euch ledig ewer Aide/ und ewerer Gelupte/ und der Bindnüße/ die ir Uns/ und Unſern Erben hant getan/ und dez ze Urkunde ſenden wir euch diſen Unſern offen Brieff/ mit Unſerm Jnſigel beſigelt/ daz daran hanget/ der geben iſt/ do man zalt von Chriſtes Geburt Drüzehendert Jare/ und in dem Sechs und dreißigiſten Jare/ an dem nechſten Dinſtag nach Sannt Michels Tag.

(L. S.)

ANNO 1336.

CCXXII.

Traité d'Alliance entre LOUIS de Baviere *Empereur, &* PHILIPPE de Valois *Roi de France, fait à Louvres près Paris, le* 23. *Décembre,* 1336. *& confirmé par l'Empereur à Nuremberg, le* 1. *Février,* 1337. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 147.] 23. Dec. EMPIRE ET FRANCE.

UNiverſis præſentes Litteras inſpecturis, nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, notum facimus, quod ex parte illuſtris Willelmi Marchionis Juliacenſis Principis & affinis noſtri dilecti, quem ad illuſtrem Principem Philippum Regem Franciæ præclarum pro tractandis, contrahendis, iniendis, faciendis & tenendis Confœderationibus, Alligationibus, Unionibus, Amicitiis, atque Ligis, inter nos, Alligatos & Subditos noſtros ex parte una; & dictum Franciæ Regem præclarum ex altera, ducimus deſtinandum; ad noſtram pervenit notitiam, quod idem Guillelmus Marchio Juliacenſis prædictus promiſit, ac etiam juravit ad Sancta Dei Evangelia per eum corporaliter tacta noſtro nomine & pro nobis: quod nos per nos ſeu quoscumque alios nobis Alligatos aut Subditos noſtros quoscumque, dicto Franciæ Regi præclaro, nec ſibi Alligatis & Subditis quibuscumque, aliquod impedimentum, nocumentum aut damnum minimè faciemus vel præſtabimus, nec permittemus fieri ſeu præſtari; nec ejusdem Franciæ Regis præclari ac ſuorum Alligatorum ac Subditorum ſuorum quorumcumque inimicis impendemus conſilium, auxilium & juvamen, nec permittemus impendi, pendente Tractatu ſuper dictis Confœderationibus, Alligationibus & Unionibus tractandis, iniendis, ac etiam faciendis, prout in infra ſcriptis dicti Marchionis Juliacenſis Litteris plenius continetur, quarum tenor ſequitur in hæc verba.

§. 2. Univerſis præſentes Litteras inſpecturis, nos Guillelmus Dei gratia Marchio Juliacenſis, notum facimus: quod nos ad excellentiſſimi Principis Domini noſtri Franciæ Regis illuſtris præſentiam acceſſimus pro tractandis, contrahendis, iniendis, faciendis & tenendis Confœderationibus, Alligationibus, Unionibus, Amicitiis atque Ligis inter magnificum Principem Dominum Ludovicum Dei gratia Imperatorem Romanorum ſemper Auguſtum, & ejus Alligatos & Subditos ex una parte; & dictum Dominum noſtrum Franciæ Regem ejusque Alligatos & Subditos ex altera; ad hoc poteſtatem habentes, per quasdam Litteras dicti Domini Ludovici, quarum tenor ſequitur in hæc verba:

§. 3. Nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus tenore præſentium profitemur & conſtare volumus univerſis: quod illuſtri Guillelmo Marchioni Juliacenſi, Principi & affini noſtro dilecto, plenam dedimus & damus, tradidimus & tradimus præſentibus poteſtatem cum illuſtri Philippo Rege Franciæ præclaro loquendi de omnibus negotiis ſive cauſis nos & ſacrum tangentibus Imperium, ſecum de his tractandi & faciendi Amicitiam, Ligas & Uniones & Fœdera contrahendi, & omnia alia & ſingula faciendi, quæ circa præmiſſa fuerint neceſſaria, vel etiam opportuna. Promittentes ſub rerum noſtrarum & Imperii hypotheca, nos ratum & gratum habituros, quicquid per præfatum Marchionem Juliacenſem actum, tractatum, ordinatum ſeu finitum fuerit in præmiſſis ſeu aliquo præmiſſorum. In cujus rei teſtimonium præſentes Litteras conſcribi & ſigillo noſtræ Majeſtatis juſſimus communiri. Datum Friſingen viceſima quarta die Septembris, Anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo ſexto, Regni noſtri viceſimo ſecundo, Imperii vero nono.

§. 4. Quarum Litterarum virtute nos Willelmus Dei gratia Marchio Juliacenſis prædictus promiſimus, & etiam promittimus, & juramus ad Sancta Dei Evangelia per nos corporaliter tacta nomine dicti Domini Ludovici & pro ipſo, quod idem Dominus Ludovicus per ſe ſeu quoscunque alios ſibi Alligatos aut ejus Subditos

quos-

ANNO 1336. quoscunque, dicto Domino noſtro Regi Franciæ, nec ſibi Alligatis aut Subditis quibuscumque aliquod impedimentum, nocumentum aut damnum minime faciet aut præſtabit, nec permittet fieri ſeu præſtari, nec ejusdem Domini noſtri Regis Franciæ ac ſuorum Alligatorum & Subditorum quorumcumque inimicis auxilium, conſilium & juvamen impendet, nec impendi permittet, pendente Tractatu ſupra dictis Confœderationibus, Alligationibus & Unionibus tractandis, iniendis & etiam faciendis. In quorum teſtimonium nos Willelmus Marchio Juliacenſis prædictus ſigillum noſtrum præſentibus Litteris duximus apponendum. Actum & datum apud Luparam prope Pariſios, die viceſima tertia Decembris, anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo ſexto.

§. 5. Nos autem Ludovicus prædictus ex noſtra certa * præviſas noſtrisque ſuper præmiſſis in ſupra ſcriptis Marchionis Juliacenſis Litteris contentis & eorum ſingulis, aviſamento & deliberatione diligenti prahabitis; eadem ac ſpecialiter & expreſſe juramentum per dictum Marchionem Juliacenſem noſtro nomine & pro nobis præſtitum, ut præfertur, & omnia alia & ſingula in eisdem Litteris contenta, ratificamus & etiam tenore præſentium approbamus. In quarum ratificationis & approbationis teſtimonium præſentes Litteras ſigilli noſtri impreſſione fecimus muniri. Datum in Oppido noſtro Nurenberg, prima die menſis Februarii, anno Domini milleſimo trecenteſimo triceſimo ſeptimo, Regni noſtri anno viceſimo tertio, Imperii vero decimo.

CCXXIII.

1337. 4. Janv. HENRICI *Ducis Sileſiæ Donatio Civitatis* Gorlicenſis *cum pertinentiis univerſis* JOHANNI *Regi Bohemiæ. Dat. Wratiſlaviæ in Octava Innocentium* 1337. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Appendice Diplomat. atque Document. Hiſtoriam Luſatiæ illuſtrant. Tom. IV. Scriptor. Luſaticor. pag. 192. LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Abſatz III. von Schleſien pag. 294. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOs Henricus Dei gratiâ Dux Sileſiæ, Dominus de Fürſtenberg & Jawor, ad univerſorum notitiam tenore præſentium volumus pervenire. Quod cum *Magnificus Princeps Dominus Joannes Boemiæ Rex, ac Lucemburgenſis Comes Sororius noſter Chariſſimus, Civitatem ſuam Glogoviam, cum diſtrictibus & territoriis ſuis* & univerſis pertinentiis earundem nobis dederit ad tempora vitæ noſtræ. Nos viceverſa in ſpecialis indicium Amicitiæ *Civitatem Görlicenſem* cum diſtrictu & territorio ſuis Dominiis, Jurisdictione, Jure, honore, Fortalitiis, Theloneis, Caſtris, Oppidis, Villis, Vaſallis, & eorum Incolis Judæis, Sylvis, Nemoribus, Jure Patronatûs Eccleſiarum, & univerſis ſuis pertinentiis, damus ſibi, & Hæredibus ſuis, & liberè & ſpontè, & bonâ voluntate, noſtro Hæredum noſtrorum habendorum ſeu aliorum propinquorum noſtrorum quocunque nomine, condeſcendimus & cedimus de eisdem. Renuntiantes pro nobis, Hæredibus habendis, ſeu propinquis noſtris quibuscunque, omni Juri, & actioni, tàm Canonici quàm Civilis, ſi quæ nobis vel Hæredibus noſtris habendis ſeu propinquis, ut præmittitur, competunt vel competere poſſent quomodolibet in futurum, & ſi quas Literas, *vel Privilegia à Rege Romano vel Imperatore, Principibus, Civibus*, vel aliis quibuscumque habemus forſitan, per quos, vel quæ ſecuturo tempore ipſi *Domino Regi, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis Bohemiæ Regibus, per nos aut Hæredes noſtros habendos*, aut propinquos, actio vel quæſtio de Civitate, territorio vel diſtrictu prædictis poſſet aliqualiter ſuboriri de Jure vel de facto, caſſas, vacuas eſſe volumus & inanes, nec alicujus habere roboris firmitatem, promittentes ſincerè & bonâ noſtrâ fide præſtito Juramento, contra promiſſa omnia & ſingula per nos, Hæredes noſtros, aut propinquos noſtros habendos, vel habere, vel venire, nec etiam modo aliquo attentare, de Jure vel facto, nec quovis ingenio, ad impediendum, quæ promiſſa ſunt, opem aut operam ad hoc dare; in cujus rei teſtimonium præſentes Literas fieri & noſtro ſigillo juſſimus muniri. Datum *Wratiſlaviæ*, Anno Domini M. CCC. XXXVII. in Octava Innocentium.

CCXXIV.

ANNO 1337. HENRICI *Ducis Sileſiæ Domini de Furſtenberg & in Jawor Reſignatio* JOHANNI *Regi Bohemiæ ac ſuis Hæredibus & Succeſſoribus Bohemiæ Regibus, Civitatis* Lubau *cum Oppido* Fridberg, Zaraw & Tribul. *Dat. Wratiſlaviæ Anno* 1337. *in Octava Innocentium.* [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Appendice Diplomat. atque Documentorum Hiſtoriam Luſatiæ illuſtrantium, Tom. IV. Scriptor. Luſaticor. pag. 191. LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Abſatz III. von Schleſien pag. 295. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 4. Janv.

NOs Henricus Dei Gratiâ Dux Sileſiæ Dominus de Furſtenberg, & in Jaurow ad univerſorum notitiam tenore præſentium volumus pervenire. Quòd cùm *Sereniſſimus Dominus Joannes Boëmiæ Rex, ac Lucemburgenſis Comes ſororius noſter chariſſimus Civitatem Glogoviam* & diſtrictum ad vitæ noſtræ tempora nobis dederit, Nos viceversâ pro noſtro poſſe, pro nobis his impenſis beneficiis recompenſam non immeritò ubi poterimus facere cupientes, Civitatem noſtram *Lubam* cum Oppido noſtro *Fridberg, Zaraw & Tribul*, cum Caſtris & Vaſallatibus, Juribus videlicet: & *Senſlmberg, Zachow & Zimet* cum earundem omnium poſſeſſionibus, redditibus, & Dominio & rebus aliis, in quibuscunque ſitis, ad *prædictum Dominium* pertinentibus omni eo jure, quo hucusque tenuiſſe & ad nos dignoscitur pertinere, *dicto Domino Regi, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis Boemiæ Regibus* præſentibus aſſignamus, & Nobilibus Viris *Hinconi Berca* de Dube, *Henrico de Lippa, Thimoni de Kolditz*, & *Ulrico* Pflugoni ſeu aliis, quos ad hoc ipſe Dominus Rex deputavit, ipſius *Hæredum & Succeſſorum ſuorum* nomine per antedictos homines in prædictis Civitate *Lubau, Fridberg, Zaraw & Zwet*, Caſtris & Dominio reſidentes fidelitatis homagium facere ſtatim tenebimur, & procurare, ſi (quod abſit) ſine Hærede maſculo nobis decedentibus, ut ex tunc prædicta omnia ad ſupradictum Regem, *Hæredes & Succeſſores ſuos ad Regnum Bohemiæ* liberè devolvantur, habitis vero legitimis Hæredibus maſculinis & poſt nos relictis, tunc omnia prænotata nobis, & eisdem remanebunt. In cujus rei teſtimonium præſentes Literas ſcribi & ſigillo noſtro majori communiri juſſimus. Datum *Wratiſlaviæ* Anno Domini M. CCC. XXXVII In octava Innocentium.

CCXXV.

Litteræ BOLKONIS *Ducis Sileſiæ, & Domini in Munſterberg, quibus recognoſcit* JOANNEM *Bohemiæ Regem, ſuam Civitatem* Frankenſtein, *cum omnibus Diſtrictibus & Juribus, pro duobus millibus Marcarum groſſorum denariorum Pragenſium, Polonicalis pagamenti poſſidere, & in exſolutionem uſque dictæ ſummæ à ſe vel Hæredibus ſuis faciendam poſſidere debere. Actum Wratiſlaviæ 6. Januarii* 1337. [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Forſetz. I. Abſatz III. pag. 291.] 6. Janv.

NOs Bolko Dei gratia Dux Sileſiæ, & Dominus in Fürſtenberg, & in Munſterberg, Recognoſcimus *Magnifico & Excellenti Principi Domino Joanni Boëmiæ Regi Illuſtri ac Comiti Lucemburgenſi Domino noſtro chariſſimo in duobus millibus marcarum Groſſorum Denariorum Pragenſium Polonicalis Pagamenti* ponderis quadraginta octo groſſos pro marcha qualibet computandos. De qua ſumma Pecuniæ idem Dominus noſter Rex nos expedivit, adeò quod contentamus rationabiliter nos teneri. De qua quemadmodum pecunia ipſum *Dominum noſtrum Regem, Hæredes & Succeſſores ſuos ſecuros*, & certos prout expedit reddere cupientes, Civitatem noſtram Franckenſtein cum diſtrictu ad illam pertinente, Fortalitiis, Judicio Curiæ, aliisque pertinentiis, obventionibus, gratiis, immunitatibus, *Juribus, Dominiis, Libertatibus, honoribus, exactionibus, pecunialibus, annonalibus, pecuniis*, monetalibus, Cenſibus, redditibus, feudis feudalibus, emphiteuticis, & ad glebam aſtric-

ANNO 1337. astrictis, Jure patronatus Ecclesiarum, & collationibus omnium Beneficiorum, cum cura vel sine cura, & præsentationibus earundem, nec non agris cultis, & incultis, montibus, planis, Sylvis, Rubetis, pratis, pascuis, aquis, aquarumve decursibus, molendinis, piscinis, piscationibus, aucupationibus, venationibus, commodis, emolumentis, utilitatibus, & sine exceptione qualibet, bonis omnibus in quibuscunque rebus consistant, & prout sunt distincta ab antiquo, & ad Civitatem prædictam spectare noscuntur. In eo casu, si nos, & Hæredes nostri masculini, habitis Hæredibus masculinis legitimis post nos relictis, decesserimus, quod Civitas ipsa Franckenstein cum omnibus & singulis pertinentiis suis supradictis, ipsis esse debebunt, titulo pignoris obligata, tenenda, regenda, utifruenda & etiam possidenda per eos absque fructuum defalcatione pacificè & quietè tamdiu quousque Civitas prædicta cum universis suis appendiis prænotatis, per nos, *Hæredes, ipsi Domino Regi, Hæredibus & Successoribus Bohemiæ Regibus fuerit in prædictis duobus millibus marcarum grossorum præfatorum* exoluta. Et tunc dicta Civitas Franckenstein cum prænotatis suis appendiis universis, vel aliæ Civitates terræ & bona omnia nostra ad ipsos *Dominum Regem, Hæredes & Successores suos Reges Boëmiæ*, tanquam *ad nostros veros legitimosque Successores* debebunt esse ipso facto absque quolibet impedimento devoluta. In cujus rei testimonium præsentes Literas fieri, & sigillo nostro majori fecimus communiri. Datum *Wratislaviæ* in crastino *Epiphaniæ* Domini Anno à nativitate ejusdem M. CCC. XXXVII.

CCXXVI.

8. Janv. *Concessio* BOLKONIS *Silesiæ Ducis* JOANNI *Bohemiæ atque Poloniæ Regi de redimendo à suis Patruis Civitatem & Castrum* Richmbach *cum omnibus ejus Territoriis, facta; Qua simul eidem Regi dicta bona in casu, quò sine Hæredibus masculis decederet, pleno jure & dominio possidenda relinquit. Actum Wratislaviæ* 1337. *feria* 4. *post Festum Epiphaniæ.* [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abs. III. p. 292.]

NOs *Bolko Dei gratia Dux Silesiæ & Dominus de Furstenberg, & de Munsterberg*, damus & concedimus *Magnifico & Excellenti Principi Domino nostro charissimo Domino Joanni Regi Bohemiæ, Comiti Lucemburgensi Castrum* nostrum & Civitatem *Richmbach* cum districtu, & aliis omnibus & singulis dominiis, libertatibus, pertinentiis suis, & Juribus à *Serenissimis Principibus patruis nostris Bolkone & Henrico Ducibus Swidnicensibus*, quibus obligata pignoris titulo existunt, pro duobus millibus marcharum grossorum Denariorum Pragensium Polonicalis ponderis & numeri exsolvendi & redimendi plenam & omnimodam potestatem. Volentes ut idem *Dominus Rex*, cum suis Successoribus *Boëmiæ Regibus*, Castrum & Civitatem Richmbach cum suis prædictis omnibus appendiis, si nos & Hæredes nostros, legitimis Hæredibus non relictis, de hac luce (quod absit) migrare contigerit, pleno Jure & Dominio possideant, & habeant perpetuis temporibus, sed promissis nullo modo obstantibus quandocunque dicta, Castrum & Civitatem cum aliis ipsorum appendiis à dicto *Domino Rege* in dicta pecunia nos vel Hæredes nostri exsolverimus, ex tunc ipse *Dominus Rex*, *& suus Capitaneus* quem ibidem præfecerit, statim nobis vel nostris *Hæredibus de dicto Castro & Civitate* ac aliis omnibus prædictis & singulis suis pertinentiis sine dolo & absque difficultate, & contradictione qualibet cedere, & condescendere tenebuntur. Harum quas sigillo nostro muniri fecimus Literarum testimonio. Actum *Wratislaviæ* Anno Domini M. CCCXXXVII. Feria quarta post Festum *Epiphaniæ* Domini proxima.

CCXXVII.

26. Mars. *Recognitionis Litteræ* JOANNIS *Ducis Silesiæ; Quod Terram suam* Goram, *cum Civitate, Castro, Territorio, Juribus & omnibus appertinentiis* JOANNI *Bohemiæ Regi pro mille Marchis grossorum denariorum Pragensium vendiderit, & rursus dictam Terram cum omnibus pertinentiis unà cum Civitate* Frauenstad *in Feudum perpetuum acceperit. Datum Wratislaviæ in Domo Regali* 5. *die ante Dominicam* Lætare. 1337. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abs. III. p. 292.] ANNO 1337.

In Nomine Domini Amen.

NOs Joannes Dei gratiâ Dux Silesiæ, Dominus Stinaviæ, ad universorum notitiam tàm præsentium quàm futurorum volumus publice pervenire. Quod nos bonâ & nostrâ libera voluntate, sanâ mente & corpore, maturo & deliberato nostro nostrorumque publico Consiliariorum consilio, spontè & liberè, non compulsi, non coacti, nec aliqua suggestione pravitatis illecti, Terram nostram Goram, cum Civitate & Castro Gora, Territorio & omnibus & singulis limitibus, Dominio, honore, Jurisdictione, Bayllia, meri & mixti *Imperii, Juribus, Patrociniis*, & præsentationibus Ecclesiasticorum Beneficiorum, nec non Vasallis, Feudalibus, Vasallagis, feudis, emphyteutis & ad glebam adscriptis, hominibus ac universis Juribus, Censibus, Fructibus, Usibus, Usufructibus, proventibus & obventionibus suis universis, quæ & qualescunque sint & in quibuscunque rebus consistant, vel consistere poterunt in futurum, & cum omnibus libertatibus & utilitatibus, agris cultis & incultis, planis, vallis, montibus, campis, pratis pascuis, venationibus, aucupationibus, piscinis, molendinis, piscationibus, aquis aquarumque decursibus, sylvis, rubetis, nemoribus & aliis singulis pertinentiis & appendiis suis *Serenissimo Principi Domino nostro Domino Joanni*, eadem gratiâ, *Boëmiæ Regi, Comiti Lucemburgensi*, & nomine suo, suis Hæredibus seu *Successoribus Bohemiæ Regibus*, justè, ritè, legitimè & rationabiliter exhibitis solennitatibus & ceremoniis, venditionis & emtionis, quæ in hujusmodi contractibus adhiberi consueverunt, vendidimus, vendimusque vero titulo, & nomine venditionis tradimus, stipulatione mutuâ inter nos hinc inde celebratâ, pro mille Marchis grossorum denariorum Pragensium Polonicalis numeri pecuniæ paratæ, quam pecuniam nos profitemur percepisse & habere ipsum Dominum Regem & Successores ejus de ipsa pecunia solutos, nosque quietos publicè cognoscentes. Ipse autem Dominus Rex ipsam Terram Goram, cum Civitate Castroque Gora & Territorio suo nec non Vasallis & Utilitatibus suis, unà cum Civitate Frauenstadt, expedita & exsoluta, penes Dominum *Conradum Olsnicensem Ducem fratrem nostrum* nobis in feudum honorabile & perpetuum dedit, cum aliis Terris nostris & Civitatibus, possidenda, fruenda, utenda & utifruenda & habenda usquè ad tempora vitæ nostræ pacificè & quietè. Tunc demum post mortem nostram, ad ipsum *Dominum Regem, & Successores suos Bohemiæ Reges* protinus liberè devolvenda. Ipsa autem Terra *Gorensis cum Civitate Fravenstatt*, & ipsarum Vasalli, & homines nobis interim in vita nostra intendere, parere, obedire & subesse debent, subesseque promittere absque omni præstito fidelitatis homagio, aut etiam juramento. Verùm tamen ipsa Terra præfata, Fravenstat, ac Vasalli & homines eorum, statim præfato Domino Regi nomine suo, suisque *Successoribus Boëmiæ Regibus* præstare tenentur fidelitatis debitæ homagium, & fidei juramentum, ipsumque solum & Successores suos, verum, legitimum, supremum & immediatum Dominum recognoscere debebunt. Nos autem volumus, promittimus, & tenemur præfatos, Terram Gorensem cum Civitate Fravenstatt, ac earum Vasallos, feudales & homines præfatos, penes antiqua Jura, libertates, immunitates & gratias eorum nostris inviolabiliter conservare temporibus nullamque eis inferre, seu inferre quempiam permittere molestiam, injuriam, aut offensam pro totis nostris viribus & pro posse. Idem etiam *Dominus Rex* promisit, promittit, & tenetur nos, *Vasallos, Terras, Civitates, & earum homines penes Jura, libertates, privilegia*, & immunitates omnes & singulos nostros, manu tenere, servare & custodire, prout alii *Principes Poloniæ Vasallos* suos habent, eisque quomodolibet potiuntur, nos quoque non molestare, impedire vel etiam amovere debet, ab ipsa possessione pacifica Terrarum, Civitatum, Castrorum & possessionum omnium totis vitæ nostræ temporibus, prout in ipsius Domini Regis Literis nobis super eo datis evidentius apparet, renunciantes itaque expressè pro nobis, Vasallis, Civitatibus & hominibus nostris universis & singulis præsentibus & futuris, in præmissis omnibus, & eorum quolibet, omni actioni, exceptioni, explicationi, præscriptioni, interjectioni doli vel mali, non numeratæ pecuniæ, non soluti, non ponderati & non electi, auri vel argenti & cuilibet exceptioni alii Juris, tam Canonici

ANNO 1337. nonici quàm Civilis, seu municipalis, reformationis, constitutionis, consuetudinis, Privilegii, indulgentiæ aut statui & Literarum Apostolicarum, aut in Imperatorum vel aliorum quarumcunque forma, vel conceptione verborum, interpretatorum, seu interpretandorum, quæ privilegia, statuta, indulgentias, reformationes, constitutiones & Literas ex nunc prout ex tunc esse intelligi volumus, cassa & irrita & inania, nulliusque fore efficaciæ penitùs aut momenti, ita quod prorsus assumatur, quod nobis aut Vasallis, vel in Civitatibus nostris contra præmissa, aut præmissorum aliqua, in toto vel in parte posset de Jure, aut in de facto competere in futurum, vel quocunque alio modo forma seu quæsito quovis colore alio valeat aliqualiter suffragari. Promittentes corporali præstito juramento tactis corporaliter Dei Evangeliis, contra præmissa, vel eorum aliquod, verbo aut facto, directè & indirectè, publicè vel, occultè, ullo unquam tempore, non venire, in quorum omnium testimonium atque robur, perpetuò valiturum præsentes conscribi & nostri sigilli munimine fecimus communiri. Datum & actum *Wratislaviæ* in Domo Regali, sub testimonio & in præsentia *Virorum Dominorum Ottonis de Globus, Petri de Drossen, Wolframi de Pannowitz, Ottonis de Maticem, Lutholi de Lottin, & Nicolai Advocati de Stinavia*, ac aliorum nonnullorum fide dignorum ad hoc vocatorum & rogatorum. Anno Domini M. CCC. XXXVII. Feriâ quintâ ante Dominicam, in qua cantamus *Lætare*.

CCXXVIII.

28 Mars. *Litteræ* HENRICI *Silesiæ Ducis; Quibus recognoscit, quod Castrum & Oppidum* Kant, *& Allodium* Kammerdorf, *cum omnibus fructibus & pertinentiis, post mortem suam, ad* JOANNEM *Regem Bohemiæ devolvi debeant, eò quòd sibi dicta bona à præfato Rege, quoad usumfructum data sint. Actum Wratislaviæ Feria sexta antè Dominicam* Lætare. *Annò* 1337. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abs. III. p. 294.]

NOs Henricus Dei gratiâ Silesiæ Dux, Dominus in Jauer ad universorum notitiam tenore præsentium volumus pervenire. Quod nos Castrum cum *Oppido Kant & Allodium Kammerdorff* cum fructibus & pertinentiis suis universis, distrigatis & distrigandis ejusdem, imposterum prout Frater & Pater noster possederunt, & habuerunt assignata & donata nobis, quoad usumfructum per Dominum Regem inclytum, & usque ad tempora vitæ nostræ utifruenda per nos & possidenda &c. Post mortem autem nostram præfata Castrum & Oppidum *Kant cum Kammerdorff*, & utilitatibus ac pertinentiis suis universis per nos possessis & habitis, ad ipsum Dominum Regem & Successores suos *Boëmiæ Reges*, debent protinus devolvi. Harum nostrarum testimonio Literarum. Datum *Wratislaviæ*, Anno Domini M. CCCXXXVII. Feriâ sextâ proximâ ante Dominicam *Lætare*.

CCXXIX.

30 Mars. HENRICI *Ducis Silesiæ Litteræ, de concessione per* JOHANNEM *Bohemiæ Regem sibi facta, exigendi scilicet à Civitate & Bonis Civium* Sittavienſium, *de qualibet Marca unum Lothonem grossorum. Datum Wratislaviæ 7. die Dominica* (1) *quâ canitur*, Lætare, *Anno* 1337. [CHRIST. GOD. HOFMANNUS in Append. Diplomat. atque Document. Histor. Lusatiæ illustrantium, Tom. IV. Scriptor. Lusat. pag. 191. BALBINUS inter Litteras publicas de Bohemia Miscellaneis Histor. adjectas, Vol. I. Par. III. §. 3. Epist. 58. pag. 243. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Cont. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag 294. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

(1) Le Dimanche *Lætare* fut en 1337. le 30. de Mars, & l'on range la Pièce sous cette Date, sans s'arrêter au Nombre 7. qui la précede, & qui n'y convient en aucune maniere. Il y a de l'apparence qu'il s'y est glissé par l'inadvertence du Copiste ou de l'Imprimeur. [DUM.]

NOs Henricus Dei gratiâ Silesiæ Dux Dominus in Jaur, & Fürstenberg. Universis præsentes Literas inspecturis, volumus esse notum. Quod cùm Magnificus Princeps Dominus Joannes *Bocmiæ Rex* nobis indulserit, & à Civitate, & bonis civium & hominum Sittavienſium de Marca qualibet unum Lothonem grossorum nomine exactionis exigeremus; Promittimus firmiter, & tenemur, quòd nos medietatem totius pecuniæ illius exactæ nomine dicti Domini Regis, & pro eo in summa duorum millium Marcharum, in quo certa bona & possessiones ad Castrum Kant spectantia & districtum ibidem, sunt obligata pignori, pro exsolutione eorum defalcare debemus in ipsa Summa partem mediam, ipsum Dominum Regem contingente totaliter deducendam. Harum serie Literarum. Datum *Wratislaviæ*, Anno Domini M. CCC. XXXVII. 7. die Dominica, quâ canitur *Lætare*. ANNO 1337.

CCXXX.

Fœdus inter EDUARDUM III. *Angliæ Regem &* ROUPERTUM *Comitem Palatinum Rheni atque Bavariæ Ducem initum apud Frankenfordiam die ultima Junii Anno* 1337. [LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheilung IV. Absatz I. pag. 131.] 30. Juin.

UNiversis præsentes Litteras visuris vel audituris, Nos Henricus &c. volumus esse notum, quod, Cum Nobilis Princeps, Roupertus, Comes Palatinus Rheni, & Dux Bavariæ, promiserit se legaliter servaturum ipsi Domino nostro Regi Angliæ, cum centum & quinquaginta Hominibus Galeatis, eundemque Dominum nostrum Regem, pro recuperatione, manutentione & defensione, Jurium, Hæreditatum, & Dominiorum suorum fideliter adjuturum contra quascunque personas, (Sereniſſimo Patruo suo, Domino Ludowico, nec non sacro Imperio dumtaxat exceptis,) prout in ejusdem Domini Ducis Litteris, inde confectis, plenius continetur.

Nos, Procuratores & Nuncii præfati, & quilibet nostrum in solidum, dicto Domino Duci promisimus, & promittimus, bona fide, nomine dicti Domini nostri Regis, & pro eo, quod idem Dominus noster Rex dabit, & solvi faciet in Durdraco, præfato Domino Duci Rouperto pro se, aut certum mandatum ab eo habenti, quindecim milia Florenorum de Florentia, boni Auri, & justi ponderis, vel æquivalenter in Sterlings usualibus, in Festo Sancti Michaelis proximo a data præsentium affuturo.

Et pro uno quoque Galeatorum suorum prædictorum, per duos Menses primos, quibus in servitio dicti Domini Regis nostri fuerit, quindecim Florenos de Florentia pro quolibet Mense.

Quorum duorum Mensium stipendia seu Vadia, eidem Duci prædabuntur, & ante solvi debent.

Suumque habebunt initium a tempore, quo ipse Dominus Dux, una cum suis prædictis Galeatis, pro servitio dicti Domini nostri Regis, a partibus suis se movebit: Pro cæteris autem Mensibus, quibus una cum suis in servitio ipsius Domini nostri Regis fuerit, idem Dominus noster Rex præfatus tantum proportionabiliter dabit, quantum Dominus Ludowicus præfatus pro suis dabit, faciet & exsolvi. Est etiam adjectum, quod, si idem Dominus Dux aut sui aliqua (quod absit,) dampna in Equis ad Arma in ipso servitio Domini nostri Regis incurrerint, Mareschallus dicti Domini nostri Regis, & Mareschallus ipsius Domini Ducis, qui pro tempore fuerint, eadem sub juramento eorum appreciabuntur & taxabunt; Quorum apprecationi idem Dominus noster Rex stabit, & inde ipsi Domino Duci, infra Tres Menses, post Taxationem continue sequentes, solutionem plenariam faciet absque dolo.

Quod, si dicti Mareschalli concordare non poterint, quicquid illustris Dominus Willielmus, Marchio Juliacensis, & Nos, Comes Salesbyrienſis præfatus, super dictis dampnis ordinaverimus, idem Dominus noster Rex ratum habebit atque gratum.

Et, si (quod absit) aliquis ipsorum Dominorum, Marchionis & Comitis, prædictorum decesserit, alius in locum defuncti assumetur, qui, consimilem per omnia, taxandi & ordinandi habeat in præmissis potestatem.

Et ut benivolentius & sincerius idem Dominus ad servitium ipsius Domini nostri Regis inclinetur, idem

ANNO 1337. Dominus noſter ipſum Ducem in ſuum fidelem recipiet, & faciet juxta Donationem & Ordinationem Domini Marchionis Juliacenſis, ac noſtrum, Epiſcopi & Comitis Salesbyrienſis, præfatorum.

In quorum omnium teſtimonium Sigilla noſtra præſentibus duximus apponenda apud Frankenfordiam, ultima die Menſis Junii, Anno Domini Milleſimo, CCC. triceſimo ſeptimo.

CCXXXI.

30. Juin. *Aliud Fœdus inter* EDUARDUM III. *Angliæ Regem &* ROUPERTUM *Comitem Palatinum atque Bavariæ Ducem initum Anno Domini* 1337. *die ultima Junii.* Cum *Ejusdem* EDUARDI *Regis Ratificatione data apud Andwerp die* 27. *Aprilis* 1339. [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuatio II. Abſ. I. pag. 133.]

Rex omnibus, ad quos &c. Salutem.

INſpeximus Litteras Venerabilis Patris Henrici, Lincolnienſis Epiſcopi, ac Dilectorum & Fidelium noſtrorum Willielmi de Monte Acuto, Sarum, & Willielmi de Clynton, Huntyndoniæ, Comitum, Procuratorum & Nunciorum noſtrorum conſtitutorum ſpecialiter ad ſubſcripta, in hæc verba:

Univerſis præſentes Litteras viſuris, ſeu audituris, Nos Henricus, permiſſione divina, Epiſcopus Lincolnienſis, Willielmus de Monte Acuto, Comes Salesberienſis, & Willielmus de Clynton, Comes Huntyngdoniæ, Procuratores generales & Nuncii ſpeciales, Illuſtris Domini noſtri, Domini Edwardi, Dei gratia, Regis Angliæ præclari.

Notum facimus, præſentibus recognoſcentes, quod nos, virtute Poteſtatis, ab ipſo Domino noſtro Rege nobis traditæ, ob mutuum Amorem & ſinceritatem, inter Dominum noſtrum Regem Angliæ prædictum, & Dominum Roupertum, Comitem Palatinum Reni & Ducem Bavariæ Illuſtrem, nutriendos & faciendos, nec non Gratitudines, quas idem Dominus Dux ipſi Domino noſtro Regi acceptius exhibere poterit in futurum, eidem Domino Duci, aut ab eo ſuper hoc certum Mandatum habenti, ultra & præter ſtipendia ſeu Vadia, quæ, ratione Servitiorum, cum Centum & quinquaginta Hominibus Galeatis, ipſi Domino noſtro Regi faciendorum, ab eodem Domino noſtro recipiet, (de quibus in Litteris ſuper eo confectis, plenius claret,) nomine ipſius Domini noſtri Regis, & pro eo dare & ſolvere promiſimus, bona fide, Dordraco Sexdecim Millia Florenorum de Florentia, boni Auri, & juſti Ponderis, vel valorem in Sterlingis uſualibus, in Feſto Beati Michaelis proximo, Datæ præſentium affuturo, integraliter absque dolo.

In cujus rei Teſtimonium nos Procuratores præfati Sigilla noſtra præſentibus duximus apponenda.

Dat. Frankefourd ultima die Menſis Junii, Anno Domini Milleſimo, Trecenteſimo, Triceſimo ſeptimo.

Nos vero præmiſſa omnia & ſingula, per præfatos Procuratores & Nuncios noſtros facta, ut præmittitur, & conceſſa, acceptamus, ratificamus, & quatenus ad Nos attinet, tenore præſentium, confirmamus.

In cujus rei Teſtimonium has Literas noſtras Sigillo noſtro fecimus conſignari.

Dat. apud Andwerp viceſimo ſeptimo die Aprilis.

Per ipſum Regem.

CCXXXII.

5. Juill. SAVOYE ET BEAUJEU. *Traité entre* AYMON *Comte de Savoye, &* EDOUARD *Seigneur de Beaujeu, par lequel* AYMON *quitte à* EDOUARD *les Villes, Châteaux & Seigneuries de* Toyſſey, Lent, Buene, *&* Coligny, *à la charge de l'Hommage, &* EDOUARD *de ſon côté ſe départ du droit qu'il avoit ſur les Châteaux du Bourg* S. Chriſtophle, *& de* Beauregard *ſur Saone, & ſur le fief de* Villars. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 162.]

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejusdem milleſimo trecenteſimo trigeſimo ſeptimo, Indictione quinta, die quinta menſis Julii, per hoc præſens publicum Inſtrumentum, tam ætati modernæ, quam poſteris, & futuris, fiat perpetuò manifeſtum. Quòd *Illuſtris, & Magnificus Princeps Dominus Aymo Sabaudiæ Comes, Chablaſii, & Auguſtæ Dux, & in Italia Marchio* ex una parte, & Vir Illuſtris Dominus Eduardus Dominus Bellijoci ex alia, conſtituti propter ea ſpecialiter quæ inferius continentur in præſentia teſtium, & mei Notarii ſubſcriptorum, Attendentes quod inter inclytarum recordationum *Dominum Eduardum Comitem Sabaudiæ quondam Fratrem & Prædeceſſorem præfati Domini Aymonis Comitis* ex una parte, & Dominum Guich. Dominum Bellijoci quondam Genitorem, & Prædeceſſorem dicti Domini Eduardi, nunc Domini Bellijoci ex altera, licet eſſent conjuncti cognatione propinqua, vinculum tamen, & cauſa cognationis per naturalem deceſſum gradatim diſſolvi poterat, fidelitatis tamen, & homagii nexus, ſemper cum majori fœdere ſuis viribus indiſſolubiliter perſeverat, volentes itaque dicti Domini vera promiſſione, dilectionis zelo inſeparabiliter perpetuò communiri, Tractatus foret habitus, & conceſſus, quod idem Dominus Bell. quondam ſuique Succeſſores Domini Bellijoci ad homagium, & fidelitatem dicto Domino Comiti, ſuisque Succeſſoribus Sabaudiæ Comitibus perpetuò tenerentur, ſalvis homagiis infraſcriptis, & Caſtro ſuo, & Villas de Lentz, & de Toſſiaco, cum eorum mandamentis, territoriis, juribus, pertinentiis, mero, mixto Imperio, & omnimoda jurisdictione, rationibus, & actionibus quibuscumque, quoquomodo pertinentibus dictis Caſtris, & eorum cuilibet, & ratione, & occaſione ipſorum, & cujuslibet eorundem. Item Dominus Bell. & Succeſſores ſui haberent & tenerent à dicto Domino Comite, & ſuis Succeſſoribus Sabaudiæ Comitib. in feudum, & augmentum feudi Caſtra ſua de Buenco, & de Coloniaco, cum villis, mandamentis, & territoriis, mero, mixto Imper. & omnimoda jurisdict. pertinentiis, appendentiis, juribus, & rationibus quibuscumque eorundem daret, & concederet, ac etiam in recompenſationem fidelitatis prædictæ faciendæ per ipſum Dominum Bell. & ſuos dicto Domino Comiti, & ſuis, ut ſupra, & aſſumptionis, & recognitionis in feudum prædictorum Caſtrorum de Lentz, & de Toyſſiaco; nec non, & in ſatisfactionem omnium quorumcumque gravaminum, & damnorum, quæ Dominus Bell. vel gentes ſuæ ratione guerræ dicti Domini Comitis, vel alias pro dicto Domino Comite ſuſtinuerant, vel dici poterant incurriſſe, quadraginta mille libras Viennenſes, quorum viginti denarii valent unum denarium groſſum Turon. argenti, dicto Domino Bell. dictus Dominus Comes quondam dare, & ſolvere teneretur, prout hæc omnia ſupradicta prædictus Dominus Comes Aymo, & Dominus Eduardus Dominus Bell. confeſſi fuerint penitus eſſe vera. Prænominati ſiquidem Dominus *Aymo Sabaudiæ Comes*, & Dominus Eduardus Dominus Bell. volentes Tractatum ſic conceſſum omnimodè conſummare, nonnullamque perfectionis uberiorem cauſam ſupplere, tramite, & modo quo poſſit inter ipſos Succeſſores eorum, quod igitur validius fieri perquirentes, conventiones, pacta, confœderationes, & alia fecerunt & inierunt ex eorum certis ſcientiis, & voluntatibus ſpontaneis, quæ, & prout inferius continentur. In primis igitur dictus Dominus Bell. cauſis ex prædictis, & infra ſcriptis, maximè ut dicta duo Caſtra de Lentz, & de Toyſſiaco, poſſint ſecundum juris formam donata rectè conſtrui, & eſſe feudalia dicti Domini Comitis, & Succeſſorum ſuorum, donavit, ceſſit, & conceſſit pro ſe, ſuisque Succeſſoribus dicto Domino Comiti recipienti pro ſe, & ſuis donatione mera, pura, ſimplici, & irrevocabili, quæ dicitur inter vivos, & eo modo, & forma quibus melius ad utilitatem dicti Domini Comitis poteſt, & debet intelligi, prædicta Caſtra Domini Bell. villas, loca, & mandamenta, territoria, & diſtrictus de Toyſſey, & de Lentz, cum omnibus, & ſingulis hominibus, Vaſſallis, fidelitatibus, & homagiis, tam nobilium quam ignobilium, feudis, retrofeudis, feudatariis, & emphiteotis, furnis, molendinis, redditibus, ſervitiis, ſervitutibus, aquis, aquarum decurſibus, mero, mixto Imper. & omnimoda jurisdict. juribus, actionibus univerſis ipſorum Caſtrorum, Villar. & Locorum, & cum omnibus pertinentiis, & appendentiis eorundem, ac univerſis, & ſingulis eidem Domino Bell. ex cauſa, & occaſione prædictorum Caſtror. Villarum, Locorum, & mandamentorum eorundem pertinentibus, & pertinere debentibus quoquomodo, ad habendum, tenendum, & poſſidendum, & quidquid eidem

ANNO 1337.

ANNO 1337. dem Domino Comiti placuerit faciendum; asserens idem Dominus Bellijoci, & confitens in Contractu Donationis præsentis, prædicta Castra, Villas, Loca, & alia supra donata esse allodialia, & ab antiquo fuisse, & Prædecessores suos habuisse, & hactenus possedisse Castra, & Loca prædicta cum prædictis omnibus ut supra donatis, per ipsum tanquam allodialia, & libera ab omni onere servitutis, mandans, cedens, transferens, & attendens dictus Dominus Bellijoci pro se, & suis dicto Domino Comiti pro se, & suis recipienti, ac in ipsum transferens omnes, & singulas actiones, reales, personales, utiles, & directas, ac alias quascumque ipsi Domino Bellijoci pertinentes, in Castris, Villis, territoriis, mandamentis, & aliis supradictis donatis ut supra. Devestiens se dictus Dominus Bellijoci, & dictum Dominum Comitem prædictis nominibus investiens de Castris, Villis, & Locis supradictis supra donatis ut supra, constituens ipse Dominus Bellijoci dictum Dominum Comitem prædictis nominibus, in Castris, Villis, Locis, territoriis, mandamentis, & aliis supradictis donatis ut supra, verum, & purum Dominum in rem suam; Renuncians idem Dominus Bellijoci ex sua certa scientia in hoc facto exceptioni dictæ Donationis non factæ, cum aliis supra dictis, exceptioni doli mali, metus, & in factum, actioni, conditioni sine causa, vel ex injusta causa, juri dicenti donationem propter ingratitudinem donatarii revocare posse, ac juri dicenti quingentorum aureorum summam excedentem factam sine insinuatione Judicis non valere tot, & tantas Donationes, & tanta temporum intervalla, faciens dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti prædictis nominibus de prædictis donatis ut suprà, quod neutra ipsarum summarum quingentos aureos excedat, nec insinuatione aliqua debeat indigere. Consequenter autem dictus *Dominus Aymo Sabaudiæ Comes*, ex sua certa scientia perpetuò ex Tractatu super hoc præhabito pro se, suisque Hæredibus, & Successoribus Sabaudiæ Comitibus, & prædictis, & infra scriptis causis, tam dicta duo Castra de Lent, & de Toyssey sibi per dictum Dominum Bellijoci ut supra donata, quàm etiam Castra sua de Buenco, & de Coloniaco, cum ipsorum quatuor Castrorum de Lent, de Toyssey, de Buenco, & de Coloniaco, Villis, Locis, territoriis, districtibus, mandamentis, redditibus, servitiis, servitutibus, usagiis, furnis, molendinis, hominibus tam nobilibus, quam ignobilibus, fidelitatibus, & homagiis, feudis, retrofeudis, feudatariis, emphiteotis, aquis, aquarum decursibus, piscaturis, venationibus, terris cultis, & incultis, stagnis, vineis, & nemoribus, taillis, ac omnibus juribus, pertinentiis, appenditiis, rationibus, & actionibus dictorum Castrorum, Villarum, & Locorum, mandamentorum, & districtuum prædictorum, & omnibus pariter tam prædictis quàm aliis ad ipsum Dominum Comitem, quomodolibet pertinentibus, occasione, & ex causa dictorum Castrorum eorundem prædicto Domino Bellijoci præsenti, stipulanti, & solemniter recipienti pro se, & suis Hæredibus, & Successoribus Dominis Bellijoci, donavit, & concessit in feudum ligium, & nobile, ita quod ad naturam feudi nobilis, & tanquam feudum nobile perpetuò habeatur, & sub homagio infra scripto. Quæ quidem Castra de Buenco, & de Coloniaco cum eorum mandamentis, territoriis, districtibus, pertinentiis, & aliis juribus, actionibus, & rationibus eorundem donatis ut supra, nec non quadraginta mille libras Viennenses prædictorum, quorum viginti denarii valent unum denarium grossum Turonensem argenti ad litteram O rotundam legitimi ponderis, & valoris, dictus Dominus Comes donavit dicto Domino Bellijoci, tam pro fidelitate, & homagio, per ipsum Dominum, & alios Successores ejus Dominos Bellijoci, Domino Comiti, suisque Successoribus Sabaudiæ Comitibus faciendum, quam in recompensationem Donationis prædictæ nuper factæ per dictum Dominum Bellijoci dicto Domino Comiti, prædictis nominibus de dictis Castris de Lent, & de Toyssey, cum eorum Villis, territoriis, & aliis donatis ut supra, quam etiam in satisfactionem, & restitutionem expensarum factarum, damnorum, & gravaminum sustentatorum per dictum Dominum Bellijoci, quondam, ac etiam per dictum Dominum Eduard. nunc Bellijoci Dominum, seu gentem suam ratione guerrarum dicti Domini Comitis, aut aliter pro dicto Domino Comite, dici possunt quomodolibet incurrisse, maxime ratione carceris ejusdem Domini Bellijoci quondam capti per Delph. Vienn. & redditionis Castrorum suorum Meximiaci, & Burgi S. Christophori, quæ duo Castra primò dicta dictus Dominus Bellijoci prædicto Dalphino Viennensi tradidit, & expedivit pro redemptione carceris ejusdem, de quibus quidem Castris quatuor supradictis, de Lent, de Toyssey, de Coloniaco, & Buenco; & aliis prædictis donatis ut supra, dictus Dominus Comes præfatum Dominum Bellijoci, prædictis nominibus, realiter investivit ad habendum, & tenendum per dictum Dominum Bellijoci, & Successores ejus à dicto Domino Comite, Successoribúsque suis in feudum ligium, & nobile, & sub homagio infrascripto. Renuncians idem Dominus Comes ex sua certa scientia in hoc facto, exceptioni prædictæ Donationis ut supra, per eum non factæ, exceptioni doli, metus, & in factum actioni, conditioni sine causa, vel ex injusta causa, juri dicenti Donationem propter ingratitudinem Donatarii revocari posse, & juri dicenti Donationem summam quingentorum aureorum excedentem factam sine insinuatione Judicis non valere, & omni alio Juri Canonico, & Civili, tot, & tantas Donationes, & per tanta temporum intervalla, faciens dictus Dominus Comes dicto Domino Bellijoci prædictis nominibus de prædictis donatis ut suprà, quod neutra ipsarum summam quingentorum excedat, nec insinuatione alia debeat indigere. Quibus peractis, dictus Dominus Eduardus Bellijoci Dominus confitens, & in veritate, tanquam in judicio publico, recognoscens se cum prædictis Castris, Villis, Locis, Territoriis, Districtibus, mandamentis, & eorum pertinentiis ut supra donatis, dictas quadraginta mille libras Viennenses prædictorum à præfato Domino Comite Sabaudiæ prædictis causis, & rationibus habuisse, & realiter recepisse, & sibi numeratas fuisse, ac de ipsis fuit tacitus, & contentus, pactum reale faciens de ulterius quicquam non petendo pro prædictis omnibus sibi donatis ut supra pro se, suis Hæredibus, & Successoribus, videlicet omnibus quibuscumque Dominus Bellijoci liberè, & sponte præfato Domino Aymoni Comiti Sabaudiæ stipulanti, & solemniter recipienti pro se, suisque Successoribus Sabaudiæ Comitibus, tantum homagium, & fidelitatem realiter fecit, & præstitit immissis dicti Domini Bellijoci manibus infra manus dicti Domini Comitis osculo fœderis interveniente, cum expressione verborum fidelitatis, & Homagii, nec non aliis solemnitatibus in talibus consuetis. Promittens idem Dominus Bellijoci prædictis nominibus dicto Domino Comiti stipulanti, & solemniter recipienti ut supra, per juramentum suum super sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, se bonum, & fidelem existere dicto Domino Comiti, & suis Successoribus Comitibus Sabaudiæ, & eidem servire contra quascumque personas in omnibus, & per omnia, & facere erga ipsos quidquid, & prout fidelis Vassallus Domino suo facere tenetur, specialiter omnia, & singula quæ in forma fidelitatis tam novæ quam veteris continentur, salvis, & exceptis fidelitatibus in quibus idem Dominus Bellijoci tenetur Dominis Francor. Regi, Duci Burgundiæ, Duci Borbonensium, Archiepiscopo Lugduni, & Cluniacensi, ac Insulæ Barbaræ Abbatibus, confitens, & asserens dictus Dominus Bellijoci pro se, suisque Successoribus Dominis Bellijoci se tenere, tenere velle, & tenere debere à dicto Domino Comite, suisque Successoribus Sabaudiæ Comitibus, Castra quatuor supra dicta de Lent, de Toyssey, de Buenco, & de Coloniaco, cum eorum territoriis, districtibus, mandamentis, juribus, pertinentiis, rationibus, & actionibus universis, & omnibus pariter eidem Domino Bellijoci per dictum Dominum Comitem donatis ut supra in feudum ligium, nobile, & antiquum, de feudo, & directo Dominio dicti Domini Sabaudiæ Comitis, & suorum Successorum ut suprà, & sub homagio supradicto. Et vice versa prædictus Dominus Comes ex sua certa scientia pro se, & suis Successoribus Sabaudiæ Comitibus promisit, & convenit per pactum expressum appunctuatum dicto Domino Bellijoci stipulanti, & solemniter recipienti ut suprà, ubi, & quandocumque contigerit ipsum Dominum Bellijoci, Vassallos ejusdem Domini Comitis habere guerram pro facto Domini Comitis, aut etiam pro facto proprio ipsorum prædictos Dominos Bellijoci, sicut Dominus Vassallum proprium adjuvare, & non alias facere, ad quæ fienda tenentur Domini Vassallis de jure, & de consuetudine, & specialiter secundum Constitutiones feudales. Pro prædictis autem quadraginta millibus Viennensium prædictorum sic prædictis actionibus habitis, & receptis ut supra per dictum Dominum Bellijoci à Domino Comite supradicto, præfatus Dominus Bellijoci pro se, suisque Successoribus, & Hæredibus quibuscumque, & omnibus habentibus, & qui possent inposterum causam super hiis quocumque modo habere, solvit, quittavit, & liberavit omnino specialiter, & expresse dictum Dominum Comitem pro se, suisque Successoribus recipientem, de, & ab omnibus, & singulis juribus, rationibus, & actionibus quibuscumque, quæ, quas-

ANNO 1337.

ANNO 1337. quasve ratione gravaminum, damnorum, vel expensarum sustentatarum vel factarum per dictum Dominum Bellijoci quondam vel nunc dictum Bellijoci Dominum, seu gentem eorundem posset habere, & sibi alitercumque competere contra dictum Dominum Comitem Eduardum quondam, ac etiam de omnibus universis, & singulis emendis, dispendiis, & debitis quæ potuissent ab eodem Comite Eduardo quondam, vel nunc posset à dicto Domino Aymone nunc Sabaudiæ Comite postulare. Item dictus Dominus Bellijoci pro se & quibus supra dedit, cessit, & concessit prædicto Domino Comiti stipulanti, & solemniter recipienti pro se, & suis transferendo totaliter in eundem omnia jura quæcumque cum omnibus pariter actionibus quibuscumque quæ dicto Domino Bellijoci competunt, & competere possunt, vel possent in Castris prædictis Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, mandamentis, territoriis, districtibus, mero & mixto Imperio, jurisdictione omnimoda, & omnibus pertinentiis, & appenditiis ipsorum Castrorum, & Locorum, occasione ipsorum, & cujuslibet eorundem; & fuit actum inter dictos Dominos Comitem Sabaudiæ, & Dominum Bellijoci in limine Contractus præsentis, quod ad requisitionem dicti Domini Comitis, vel Successorum suorum Comitum Sabaudiæ, præfatus Dominus Bellijoci, vel ejus Successores Domini Bellijoci quittant, & quittare teneantur Domino Dalphino Viennensi Castra prædicta Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, & Feudum de Villariis, quod ad Dominum Bellijoci pertinere solebat. Item fuit actum inter dictos Dominum Comitem, & dictum Dominum Bellijoci, quod quia dictus Dominus Comes ex causa Contractus præsentis, & ex causis prædictis in recompensationem ipsorum Castrorum Meximiaci, & Burgi sancti Christophori Domino Dalphino Viennensi per dictum Dominum Bellijoci quondam pro redemptione, & liberatione sui carceris traditorum, & quæ Castra cum suis juribus nunc habet, tenet occasione prædicta Dalphinus prædictus, dictus Dominus Comes Castra sua prædicta de Buenco, & de Coloniaco cum suis mandamentis, districtibus, territoriis, & aliis ut supra donatis, prædicto Domino Bellijoci donaverit, & concesserit in feudum. Ipse siquidem Dominus Bellijoci, suique Successores prædicti teneantur, & debeant ex pacto super hoc præhabito dicto Domino Comiti, suisque Successoribus Sabaudiæ Comitibus, reddere, restituere, & expedire dicta duo Castra de Buenco, & de Coloniaco, cum territoriis, mandamentis, juribus, & pertinentiis eorundem, & aliis donatis ut supra, quæ quidem Dominus Comes prædictus, vel ejus Successores dicta duo Castra Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, cum eorum territoriis, & mandamentis, juribus & pertinentiis eorundem dicto Domino Comiti, suisque Successoribus in loco dictorum Castrorum de Buenco, & de Coloniaco expediant realiter, atque tradant. Quæ tamen Castra Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, cum eorum districtibus, juribus, mero, mixto Imperio, & aliis pertinentiis eorundem, sunt sicut duo dicta Castra de Buenco, & de Coloniaco, idem Dominus Comes possit feudalia expedire. Item fuit actum, & in pactum deductum inter dictos Dominum Comitem, & Dominum Bellijoci, quod si contingeret dictum Dominum Bellijoci decedere sine liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis, Successoresque prædicti Domini Bellijoci qui succederent, & pervenirent ad Baroniam, Statum, & Seignoriam Bellijoci, fidelitatem prædictam, & homagium prædictum facere, ac recognitionem debitam, seu investituram petere infra tempus debitum deficerent, aut aliter recusarent, prædictus Dominus Eduardus Bellijoci Dominus ex nunc, prout ex tunc, dicto Domino Comiti præsenti, stipulanti, & solemniter recipienti pro se, & suis donavit, & concessit dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti prædictis nominibus, omne jus sibi competens in Castris prædictis Buenci, & Coloniaci, territoriis, mandamentis, districtibus, & pertinentiis eorundem, seque prædictis nominibus dicta duo Castra Buenci, & Coloniaci precario nomine dicti Domini Comitis, & suorum, eo casu possidere constituit, & apprehendendi possessionem eorum licentiam, & authoritatem annuit, & concessit, inde bona sua quæcumque specialiter, & expresse obligans, licentiam quidem, & authoritatem consimiliter concedens idem Dominus Bellijoci dicto Domino prædictis nominibus stipulanti, & recipienti, ingrediendi bona prædicta obligato ex inde ut supra ubicumque forent, & reperirentur tenenda, & habenda per ipsum, Successoresque suos, fructusque, & exitus ipsorum bonorum percipiendo, ipsis fructibus, & exitus in sortem minimè computandis, donec de dictis quadraginta millibus florenis, esset dicto Domino Comiti, vel suis Successoribus, integriter & plenariè satisfactum, ipsa etiam bona dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti concedens, sive in totum, sive in partem, prout idem Dominus Comes sibi prospexerit expedire de pace videnda, si dicti Successores Domini Bellijoci, dicto Domino Comiti vel ejus Successoribus, dictos quadraginta mille florenos auri requisiti per ipsum Dominum Comitem, vel alium pro ipso, per unius mensis successivè futuri spatium, post requisitionem ipsam solvere recusarent, seu ducerent recusandum, aliis duobus Castris de Lent, & de Toysley, cum eorum mandamentis, districtibus, & pertinentiis supradictis de feudo dicti Domini Comitis, & Successorum suorum ut supra semper remanentibus sub homagio supradicto. Item actum fuit inter prædictos Dominos, nominibus quibus supra, quod dictus Dominus Bellijoci, Successoresque sui prædicta Feuda habeant, & teneant, habere debeant, & tenere in perpetuum, in tanta, & consimili nobilitate, quanta qualique *Illustres Viri Dominus Ludovicus de Sabaudia Dominus Vaudi, & Jacobus de Sabaudia Dominus Pedemontium* tenent, & tenere debent à dicto Domino Comite Terras, & Feuda quæ sibi obvenerunt, & quæ tenent, & habent de partagio Sabaudiæ Comitatus, & eo modo quo Dominus Gebennarum Comes habet, & tenet in feudum, & ea quæ tenet in feudum, & de feudo à Domino Comite Sabaudiæ supradicto. Item actum fuit, & in pactum expresse deductum, & conventum inter Dominos prædictos, quod prædicta Feuda, & Homagia non possint, nec debeant separare perpetuò à Domino Comite Sabaudiæ, nec à Domino Bellijoci, nec eorum Successoribus Sabaudiæ Comitibus, & Dominis Bellijoci, sed propriè Dominus Bellijoci, & non alius Domino Comiti Sabaudiæ, & alii ad dicta feuda, & homagia perpetuò teneantur. Item fuit actum & conventum inter Dominos antedictos, quod Dominus Bellijoci plures habens Filios, uni, vel duobus ex ipsis, unum vel duo de Castris prædictis, cum eorum territoriis, districtibus, mandamentis, pertinentiis, & aliis supradictis, cum ipsorum juribus feudalibus relinquere volens, hoc facere possit; dum tamen Dominus Bellijoci, semper homo Domini Comitis Sabaudiæ remaneret, & quidquid, & quæcumque de dicto Feudo sibi retineret, dividendo, vel aliter se ab homagio liberare, vel eximere non valeret, nec sui etiam Successores, & nihilominus dicti Filii, quibus dicta duo Castra, vel unum ex ipsis forent relicta, facerent homagia dicto Domino Comiti Sabaudiæ debita, & omnia quæ Vassalli Dominis suis facere de jure, consuetudineque tenentur. Item cum dictus Dominus Bellijoci quondam in suo Testamento reliquerit dicto Domino Eduardo, nunc Domino Bellijoci Filio suo, omnia emolumenta quæ posset habere à dicto Domino Comite, ratione damnorum, expensarum, & gravaminum per eundem Dominum Bellijoci quondam, & gentes suas, ratione, & occasione Guerrarum dicti Domini Comitis factarum, & sustentatarum, seu etiam ratione Tractatus supradicti inter dictos Dominum nunc Sabaudiæ Comitem, & Dominum Bellijoci quondam habiti, & concessi, ut supra dictum est specialiter, & expresse inter dictos Dominos Comitem, & Dominum nunc Bellijoci, quod ipse Dominus Bellijoci dictum Testamentum originale tradat, & tradere debeat dicto Domino Comiti, ad ipsius securitatem majorem, infra festum proximum B. Michaëlis. Item, ut idem Dominus Bellijoci non videatur sub prætextu Contractus præsentis, vel pro aliquibus superiùs contentis, quittasse Feudum quod habet, & habere debet apud Gordans, ipse Dominus Bellijoci pro se, & suis dictum feudum, & jus feudi quod habet, & habere debet apud Gordans, & in loco de Gordans sibi, & suis Successoribus præsenti Tractatu, contentisque in eo nonobstantibus reservavit, & reservata esse vult per pactum adhibitum super hoc specialiter, & expresse; feudum vero, & homagium, & jus feudi, & directi Dominii quod habet, & habere debet quoquomodo titulo sine causa apud Bellum-Reguardum supra Sagonam Lugdunensis Diocesis, tam in Castro, Villa, Loco, mandamento, districtu, mero, mixto Imperio, & jurisdictione omnimoda, pertinentiis, & appenditiis ipsius Castri, & Loci, quàm occasione ipsius. Idem Dominus Bellijoci pro se, & suis Successoribus dicto Domino Comiti pro se, & suis stipulanti dedit, donavit, & concessit, unà cum omni jure, actione, & ratione dicto Domino Comiti competentibus, & competere debentibus, in Castro, Villa, Loco, & territorio, & mandamento præ-

ANNO 1337.

ANNO 1337. prædictis, & occasione ejusdem, ipsum Dominum Comitem verum Dominum, & Procuratorem constituens idem Dominus Bellijoci in prædictis, ut in rem suam propriam, quæ omnia, & singula supra scripta promiserunt, & convenerunt dicti Dominus Comes, & Dominus Bellijoci alter alteri pro se, Successoribusque suis, videlicet dictus Dominus Comes dicto Domino Bellijoci bona fide sub obligatione omnium bonorum suorum, & dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti pro se, & suis stipulanti, per juramentum ab ipso Domino Bellijoci, super sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, nec non ambo mihi Notario infrascripto more publicæ personæ stipulanti, & solemniter recipienti vice, nomine, & ad opus dictorum Domini Comitis, & Domini Bellijoci, & Successorum suorum, & omnium quorum interest, & in futurum intererit, & interesse poterit quoquomodo rata, grata, & firma tenere, habere, attendere cum effectu, & inviolabiliter observare, & nunquam contra facere facto, vel verbo, nec contra venire volenti in aliquo consentire, nec impedimentum aliquod apponere, vel apponi facere, seu quod apponatur à quocumque quomodolibet consentire, & pro prædictis omnibus, & singulis promissis, & conventis per dictum Dominum Bellijoci, attendendis, complendis, & firmius observandis, dictus Dominus Bellijoci se, & suos Successores prædictos, & bona quæcumque pariter eorundem Curiis, & coërcitioni, & compulsioni Curiarum, districtui, & mero examini Sedis Apostolicæ, Cameræque Domini Papæ, Dominique Francorum Regis, & parvi Sigilli Montispessulani, Castelleti, & Reverendorum Patrum in Christo Dominorum Lugdunensis, Viennensis, & Tarentasiensis Archiepiscoporum, ac Dominorum Matisconensis, Maurianensis, & Bellicensis Episcoporum specialiter, & expresse supponit, & submittit; ita quod per ipsas Curias, & earum quamlibet ad observationem præmissorum coërceri valeat, & compelli. Renunciantes dicti Dominus Comes, & Dominus Bellijoci, quilibet ipsorum in quantum sua interest ex eorum certis scientiis, & voluntatibus spontaneis in hoc facto, exceptioni omnium prædictorum per eos non factorum, seu ritè, & legitimè non factorum, ut supra dictarum Conventionum, dictorumque Pactorum non sic factorum, & non factorum ut supra, doli mali, metus, erroris, & in factum actioni, condictioni sine causa, vel ex injusta causa, restitutionibus in integrum, beneficio juris dicentis decepti in Contractibus subveniendum fore, & non possint objicere quod dolus dederit causam Contractui, vel inciderit in Contractum, & omni alii Juri Canonico, & Civili, per quod possent contra prædicta, vel aliqua de prædictis facere, vel venire, & juri dicenti generalem renuntiationem non valere, nisi præcesserit specialis. Et fuit actum inter Dominos supradictos, quod prædicta omnia dictari, corrigi, & emendari possint, & debeant semel vel pluries, quotiens necesse fuerit ad consilium peritorum, facti tamen substantia in aliquo non mutanda, & quod de prædictis fiant duo, vel plura pro dictis Domino Comite, & Domino Bellijoci, & omnibus quorum interest, & in futurum interesse contigerit sub eodem tenore publica Instrumenta. Acta fuerunt hæc apud Ambroniacum, in Abbatia videlicet infra Domum Domini Abbatis Ambroniaci, præsentibus Reverendo in Christo Patre Domino Jacobo Dei gratia Bellicensi Episcopo, Illustri Viro Domino Amedeo Comite Gebennesii, Venerabilibus in Christo Patribus Dominis Ambroniaci, & sancti Sulpitii Abbatibus, Viris nobilibus Domino Joanne Domino Corgenonis, Domino Joanne Domino de Fromentes, & Domino Hugonino Domino Grandis-montis, Domino Anthonio de Claromonte, Domino Bastidæ in Albanesio, Dominis Hugone de Amanziaco, Philippo de Chasaeyardo, Jacobo Richarmi, Petro de Compesio, & Terrico de Septino Militibus, &c.

CCXXXIII.

12. Juill. *Convention entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* GUILLAUME le Bon, *Comte de Hollande, par laquelle celui-ci s'engage à assister le Roi, dans son expedition en Allemagne, avec mille Cuirassiers, pour lesquels le Roi lui promet de payer* 200000. *Florins de Florence. Donné à Estaunford le* 12. *Juillet* 1337. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 783.]

TOM. I. PART. II.

ANNO 1337. EDWARD, par la grace de Dieu, Roys d'Engleterre Sires d'Irlande, & Dux d'Aquitaigne, a tous chiaus, qui ces presentes Lettres verront, Salutz.

Savoir faisons a tous qui,

Pour tant qui, haus homs & poissans, nos Cheres & Ames Freres, Mesir Guilles, Contes de Haynun, de Hollandi, & de Zelandi, & Sires de Frize, nous a promis, & en convent ke,

En cas ke, Treshaus Princes & Poissans, li Empereres des Romains, voisist entreprendre, come Principals Chievetains, par lui, ou par son Vicaire, ou par son Lieutenant, pur les Droitures del Empire retenir, defendre, purchacier & recouvrer,

Ou ke nous fussiens Roys d'Allemaigne, ou Vicaires de l'Empereur, ou du Roy, ou ses Liutenans,

Ou autres, de no consentement, fuist Liutenant don dit Empereur, qui est ore, ou de son Successour, Roy d'Allemaigne, ou Empereur,

Aians plein pooir de somonre les Princes, les Barons, & les Hommes, don Royaume d'Allemaigne, par leurs Fois, & leurs Sieremens, de aider, awarder, retenir, purchacher, & recouvrer les Droitures desseuredites, tels qe on ne le peust oster, ne repieller, sans no voluntet & attroi.

Lui devantdits Cuens de Haynun aidera & servira pour les dites Droitures, Seignouries & Heritaiges, don dit Empire, & de nous Roy d'Engleterre, retenir, maintenir, deffendre, pourchacher, & recouvrer, contre tous chiaus qui mis y ont, ou mettre voroient, aucun empechement, ou destourber, a Mille Armures de Fier, par de la Mer, ensi q'il est plus plainement contenut es Lettres, sour chou donnees, saielles de son saiel,

Nous,

Par bone deliberacion & deu consentement de nos Barons, Foyaules, & Consillers de nostre Royaume,

Avons promis & en convent,

En bone foy, & par Sairement, fait & prestet en nostre Aume, touchies Saintes Evangilles, en la presence de nous, par no Procureur especialment sour chou estáblie,

Au dit Conte, ke nous lui ferons deliverer, par de la le Mer, en Liu seur & certain, Cent Mille Florins de Florence, ou Quinze Mille Libres d'Esterelings, pour le Somme des Florins dessusditz, dedens le jour Saint Pere, entrant Aoust, procheinement venant.

Et, encore, outre chou, autres Cent Mille Florins de Florence, ou Quinze Mille Libres d'Esterlins, pour le Somme des Florins devantenomes, dedens le jour don Quaremme prendant prochainement ensuivant, ou dedens les Octaves don dit jour, sans mal enghien,

Encore, avons nous promis, & promettoms, en la manere deseuditte, ke nous, & nos Gens d'Armes, & autres, ke nous vorrons menir avoet nous, serrons en le Marche de le Basse Allemaigne, droitement al yssue dou Mois d'Aoust, prochainement venant.

Et, encore, lui avons nous promis, & promettons, ke, le jour Saint Lambert, prochainement venant, nous, & nos Gens d'Armes, serons avoeckes le dit Conte, ou son Liutenant, entre Cambray & le Castiel en Cambresis; & la li ferons nous paier & delivrer entierement, les Gaiges de deus Moys pour ses Gens d'Armes; c'est a savoir, pour Mille Armures de Fer (les queles li dis Cuens, ou ses Liutenans, doit avoir avoec nous) pour cascune Armure de Fer quinze Florins de Florence le Moys: li quel Mois & Gaige auront leur commenchement, & entree, a cheli jour quant lui dit Cuens de Haynun, ou ses Liutenans, aroit son Assemble des dictes Mille Armures de Fer, & qil se menneroient de son Pays; parensi encore que, s'il avenoit, ke le dis Cuens retenist aucuns Soudouers estrangues, pour nostre pourfit, pour chou ke il ne nous allaissent ou contraire, parmy les Waiges deseure dis, nous leu aquiterons & delivrerons bonement, au terme ke nous avons en convent de faire, le Paiment des deus Mois desusnomes.

Et, encore, avons nous promis au dit Conte, ke,

S'il li semble ke bon soit pour l'Empire, pour nous, & pour lui, qil puist prendre & avoir tantost, comme il li plaira, Mille Armures de Fer a nos Gaiges deseuredis, de tels Gens comme il vorra (sauf che ke li Doi Cent, ou CCC. soient de nos Gens, se nous voloms) pur aider, soustenir, & garder les Frontieres del Empire, & pour contrester as Enemis del Empire, & des nostres, & des Seignouries dessus dictes.

Et en cas ou nous n'en vouissions les Deux Centz, ou Trois Centz Armures de fier, de nos Gentz,

Si pora lui dis Cuens, ou ses Liutenans, perfaire le

ANNO 1337. nombre, dusques a Mil Hommes d'Armes, de tels Gens comme il lui plaira, parmi nos Gaiges deseuredis:

Les quels Mil Hommes d'Armes nous devoms, a nos dis Gaiges, soustenir, par l'espace de un An, es Frontieres de l'Empire, si bon samble au dit Conte.

Et, si le Roy de France, ou autres pour lui, venoit, ou envoioit, si poissaument sour le dit Conte, pour quoi il eust bosoigne de plus des Gens d'Armes, en l'occoison de ces Alloiances, ou Traities (de quoi nous devoms le dit Conte croire par son sairement) il se porroit encore purveoir de autres Mill Hommes d'Armes, a nos Gaiges deseuredis, par ensi ke, se de meins se poirt passer, il le doit faire en bone foit pour lui deffendre & ses aidans:

Li quel secont Mille Armures de Fer devient demorer ou Service dou dit Conte a nos Gages devantdis, dusques a nostre venue, ou a no contremant.

Encore, avoms nous promis au dit Countei ke a ses Ennemis, contre les quels il aroit Wiere avoec nous, & en nostre ayde, ou en l'occoison de nous, Nous, ne autres de par nous, ne ferons, prenderons, ne arons Traities, Amistes, Pays, Triuwes, Souffrances, ne Respit, en quelconqes manere ke che soit, sans le plaine volentet & parfait consentement dou dit Counte, ou de son Liutenant;

Et, se Pays se faisoit, encore demorront ses presentes Promesses & Alloiances en leur force, & en leur viertut, tant come nous & li dis Contes viuperons.

Encore, avoms nous promis, & promettons, au dit Conte,

Ke se il, ou aucun de ses Gentz, fuissent pris en nostre Ayde ou Service, ou en l'occoison de no Wiere,

Ke nous l'en acquiterons & delivrerons frankement sanz leur damage, par autres Prisonniers rendre pour yaus, ou par Deners, ou par autre voie, le plus covegnable, qe adonc on porroit aviser; parmi chou ke le dis Cuens nous doit rendre & delivrer tous les Prisons, ke il, ou ses Gens, prenderont en nostre Service & Ayde.

Encore avons nous promis au dit Conte,

Ke, se il avenoit ke il, ou ses Gentz, eussent de leurs Chevaus mors, ou afolés, en nostre Service & Aide (c'est asaveir, de tous Chevaus des Gens d'Armes, horsmis Chevaus de Kariage) ke li Marescaus dou dit Conte en doit raporter le pris de le valeur, par se foit, & par son sairement, & cel restor, qe nos Freres li Contes de Ghelre, & nos Foiables, li Contes de Hontingdon, en ordeneront, nous serons tenut de paier sans mal enghien.

Et, sil avenoit (ke ja ne avegne) ke li dit Conte de Ghelre & de Hontingdon, ou li uns d'yaus, venissent de vie, & mort, Nous, & li dis Cuens de Haynun, deverons prendre & ellire un autre, ou deus, se bosoigne est, pur chelui, ou pour chiaus, qui seroit, ou serroient, trespassest, dedens Deus Mois apres cheu, qui trespasses, ou trespassest, seroit, ou seroient,

Par le Tiesmoigne de ces Lettres, sailles de no Saiel.

Et pour caucion & fermetet de toutes les choses deseure dictes, & de cascunes d'elles biene & fermement tenir, parfaire, & accomplir entierement, nous avons obligez, & obligeons, envers le dit Conte, no Frere, tous nos Bons, Meubles, & Non meubles, presens & avenir.

En tesmoignance de que chose, nous avons fait faire cestes nos Lettres overtes, enseales de nostre Grant Seal.

Don. a Estaunford le xii. jour de Juyl, An de Grace Mil, Trois centz, Trente & sept, & de nostre Regne Unzisme.

CCXXXIV.

4. Nov. *Tabulæ Compositionis inter Capitulum & Ecclesiam* Hamburgensem *ex una, atque Consules & Commune Civitatis ejusdem Nominis ex altera parte, de iis rebus, quæ Jura Ecclesiasticorum, Clerique Immunitatem concernunt, per mediationem* BURCHARDI *Archiepiscopi Bremensis facta in Palatio Bremensi modo dicti Archiepiscopi Anno* 1337. 2. *Nonas Novembris.* Cum *Litteris Senatus Hamburgensis ad Archiepiscopum Bremensem* BURCHARDUM *datis pro confirmatione prædictæ Compositionis. Hamborg in Consistorio Anno* 1337 *in crastino beati Martini Episcopi & Confessoris.*

[PETRI LAMBECII Rer. Hamburg. Libr. II. pag. 81. d'où la derniere Pièce est tirée. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. Absatz XXIII. pag. 933. d'où l'on a tiré la premiere de ces deux Pièces.] ANNO 1337.

IN Christi nomine, amen. Universis præsentes Literas inspecturis seu etiam audituris. Nos Consules & Commune Civitatis Hamburgensis cupimus fore notum, quod cujuslibet dissensionis materia, quæ nuper inter honorabiles viros Dominos Præpositum, Decanum & Capitulum Ecclesiæ Hamburgensis ex una & altera parte super inscriptis articulis suscitata extitit in totum diligenti tractatu & matura deliberatione præhabitis taliter est sopita. Inprimis videlicet dictorum Dominorum Præpositi, Decani & Canonicorum Hamburgensis Ecclesiæ quælibet Curiæ seu habitationes, quæ sunt undecim numero, cum suis attinentiis, sunt & permanere debebant in perpetuum a quibuslibet talliis & omnibus exactionibus secularibus liberæ penitus & immunes, nec non tanquam dotes Ecclesiæ permanebunt. Item nec per easdem habitationes sive Curias, vel retro easdem, præsertim juxta murum & vallum Civitatis Hamburgensis prædictæ situatas, vias eundi habere seu vendicare debemus quoquo modo, excepta via a porta Molendini usque ad Pendulam, quæ vulgariter *Kame* dicitur, quam nos, sicut usque ad hæc tempora, liberam obtinebimus, nisi, quod Deus avertat, Civitati obsidionis vel expugnationis periculum contigerit imminere. Et si tunc aliqua ædificia Canonicorum vel Vicariorum infringi contigerit, ea, hujusmodi necessitate cessante, ad valorem pristinum nostris sumtibus quantocyus tenebimur reparare. Et licet dicti Domini Canonici & Vicarii commoditatem valli consuetam possint habere, tamen in eo juxta murum fodiendo, seu cloacas aut alia ædificia construendo nihil debebunt in nostræ Civitatis præjudicium attentare. Simili quoque modo Curiæ seu habitationes Vicariorum consueta libertate gaudebunt: hoc sane represso, quod census, qui hactenus de Curiis Vicariorum & hortis & possessionibus Clericorum solvi consuevit, deinceps more solito persolvatur. Item si tempore nocturno aliquem Clericum in maleficio deprehendi contigerit, ipsum usque ad horam tertiam diei immediate sequentis in decenti loco sine læsione custodiri faciemus, & talem ex tunc, si tonsuram & habitum clericalem gestaverit, mox Ecclesiastico Judici, sine difficultate & requisitione qualibet decenter tenebimur præsentare. Si vero clara die deprehensus fuerit, quantocyus fieri poterit, Ecclesiastico Judici præsentabitur, per ipsum secundum Juris formam, postquam de crimine legitime convictus fuerit, puniendus. Item interdicti seu cassationis a divinis tempore in Hamborch, non faciemus in Ecclesiis seu cœmiteriis defunctorum corpora sepeliri, nec campanas in Parochialibus Ecclesiis, nisi tantum unam, pro distinctione horarum, pulsari quomodolibet permittemus. Item permittimus sine difficultate Clericos bona sua hereditaria in Hamborch sita vendere, obligare seu distrahere, prout sibi placuerit in eo casu, in quo laici Cives nostri bona hereditatia vendere seu distrahere permittuntur. Item permittimus, Clericos domus seu possessiones in Civitate constitutas comparare, sub eisdem oneribus & conditionibus, quibus nostris Civibus permittitur, dummodo alicui nostratum Civium ad manus ipsorum Clericorum ascribantur, per quem debita & solita onera supportentur. Item, si aliqua bona in jure Civitatis sita, in Testamentis ad pias causas Ecclesiis seu Ecclesiasticis personis relinquantur, benevole permittemus, quod illa bona vendantur, & pecunia inde redacta detur Ecclesiis sive Ecclesiasticis personis, quibus fuerint talia bona relicta, dummodo talia sunt, quorum dispositionem testator secundum jus nostræ Civitatis dinoscatur habere. Item de conductu excommunicatorum & expulsione eorum de Ecclesiis nullum arbitrium faciemus: verum tamen juxta nostram possibilitatem volumus libenter in his Deo & Canonicis complacere. Item si aliquis in hoc genus sacrilegii prorupit, quod in Ecclesia Sacerdotibus seu Ministris Ecclesiarum aliquam injuriam irrogaverit, hoc secundum jus nostræ Civitatis, & prout justum fuerit, etiamsi accusator non appareat, puniemus. Item, quia domum Dei decet sanctitudo, non permittemus, quod institores & alii negotiatores suas negotiationes in Ecclesiis seu Capella S. Annæ majoris Ecclesiæ exerceant, vel quod ibidem stent aut sedeant cum suis mercimoniis, nisi repentine propter pluvias vel nives inopinatas intrent Ecclesias seu Capellam sanctæ Annæ prædictam, cum

ANNO 1337. cum ſuis mercimoniis ad ea tantummodo conſervandum. Item infra annum & diem a dato præſentium computandum, concordabimus cum prædictis Dominis Præpoſito, Decano & Capitulo ſuper purgatione cloacæ Eccleſiæ facienda. Et ſi in hoc cum ipſis concordare nequimus, ex tunc ſuper fluxu aquæ provenientis de Alſtria, quem dicti Domini prætendunt tranſire debere per eandem cloacam, in judicio contra nos agere poterunt, vel Scholares, Scholas frequentantes, a commodo ejusdem cloacæ excludere poterunt, tranſitum de Scholis cum muro penitus deſtruendo, & alterum eorum ſine noſtra displicentia eorum relinquimus optioni. Item annonam Canonicis de Molendinis debitam, talem ipſis dabimus, cum qua quilibet poterit ſatisfacere pro viro. Item pecuniarum ſummas ad fundandas Vicarias perpetuas & pios uſus alias deputatas, de illis faciemus ſecundum defunctorum ultimas voluntates. Et ſi ipſis Canonicis habere Teſtamenta defunctorum ad probandum eorum voluntates oportunum fuerit: Nos hujusmodi Teſtamenta tenebimur ipſis exhibere & fidem facere de eisdem. Item non prohibemus, quin Teſtes ſynodales accuſent exceſſus notorios, qui ſecundum jurisdictionem Domini Præpoſiti Hamburgenſis & ſecundum conſuetudinem hactenus rationabiliter obſervatam, in Synodis fuerunt accuſandi. Si vero aliquis extra tempus Synodi in delictum notorium inciderit, quod nulla tergiverſatione poteſt celari, quod ad jurisdictionem Domini Præpoſiti ſpectat, hujusmodi delictum & delinquentem, nobis faciet per ſuos Nuncios publicari, & nos talem delinquentem informabimus noſtris monitis bona fide, quod Domino Præpoſito ſatisfaciat, aut ſe cum eo componat in gratia vel favore. Quod ſi facere contemſerit, Dominus Præpoſitus contra eum procedat, prout de jure fuerit procedendum. Item ad inſtantiam noſtrorum Civium non faciemus bona Clericorum Præpoſituræ Hamburgenſis, vel aliorum Clericorum Hamborch venientium arreſtari & tandem ſub noſtra arreſtatione manere, donec, quod hujusmodi bona ad Clericum ſeu Clericos pertineant, legitime oſtendatur. Item prohibemus, ne Cives noſtri morantes juxta cœmiterium beatæ Mariæ Virginis & oſtia aperta verſus cœmiterium habentes, aliquid ejiciant vel effundant, per quod poſſit idem cœmiterium maculari. Item Scholares ſub jugo Magiſtri exiſtentes, ſecundum antiquam conſuetudinem non diſtringemus nec condemnabimus, ſed eorum correctionem, ſi deliquerunt, Judicibus Eccleſiaſticis relinquemus. Item nos debemus noſtros & Canonici ſuos compeſcere, ne inter ſe discordent. Et ſi, quod abſit, inter Clericos discordia vel offenſa fuerit ſuſcitata, non ſtatim debent procedere in Jure, ſed duo de Canonicis & duo de Conſulibus convenient, libenter tentaturi, ſi ipſos poſſunt ad pacem & concordiam revocare. Quod ſi facere non poſſunt, quivis gaudeat ſuo jure. Si vero injuriam faciens excommunicationem ex hoc facto inciderit, talis vitandus & denuntiandus exiſtit. Item nec Canonici aut quivis alius cœmiteriis, vel intra Civitatem cementum comburent, ſed extra Civitatem in palude idem poſſunt licite cremare. Item Canonici ſtatuent in Eccleſiis Parochialibus Rectores & Capellanos literatos & idoneos, qui Populo præeſſe poſſint moribus, doctrinis & exemplis. Similiter Scholaſticus providebit Scholis de Rectoribus literatis & idoneis, qui in ſuo ſalario vetera ſtipendia non augeant, nec nova in antea non imponant. Sane per præmiſſam Ordinationem Literis prioribus, nobis per Capitulum ſæpedictæ Eccleſiæ Hamburgenſis ſigillatis & e converſo Literis ipſi Capitulo ab Anteceſſoribus noſtris, Conſulibus Hamburgenſibus datis, in quantum hinc inde de Jure ſervandæ ſunt, & præmiſſæ Ordinationi minime adverſantur, & juribus hinc inde nobis competentibus, nequaquam intendimus derogare. Et nos Burchardus Dei gratia Sanctæ Bremenſis Eccleſiæ Archiepiſcopus, quia honorabiles viri Domini Johannes, Decanus & Magiſter, Wernerus, Miles, Canonicus Hamburgenſis, pro parte Capituli & Eccleſiæ Hamburgenſis ex una, & honeſti viri Nicolaus Franſoſer, Johannes Witte & Johannes de Harborch, Proconſules Hamborgenſes ex altera parte in prædictam Compoſitionem ſive Ordinationem, nobis mediantibus, irrevocabiliter conſenſerunt, ipſam ad inſtantiam eorundem ſigilli noſtri munimine duximus roborandam. Acta & publicata ſunt hæc in Palatio noſtro Bremenſi, præſentibus nobili Viro, Domino Johanne, Comite de Delmenhorſt, ac honorabilibus viris, Domino Ottone, Decano, Erpore, Cantore, Theodorico, Scholaſtico, & pluribus aliis Canonicis noſtræ Bremenſis Eccleſiæ, nec non Vokone Grellen, Advocato in Vorden, Segebado, Notario Civitatis Hamburgenſis, ac Magiſtro, Ludolpho de Woenninghuſen & pluribus aliis teſtibus fide dignis, anno Domini milleſimo trecenteſimo tricesimo ſeptimo, II. Nonas Novembr. Et quia nos Otto, Decanus, & Capitulum ſanctæ Bremenſis Eccleſiæ ſupra dictæ approbationi & publicationi hujusmodi Ordinationis & Compoſitionis interfuimus, ipſam ſigillo noſtræ Eccleſiæ ſimiliter communiri fecimus in teſtimonium veritatis. ANNO 1337.

Litteræ Senatus Hamburgenſis confirmationem præcedentis Compoſitionis continentes. Datæ in craſtino B. Martini 1337.

REVERENDO in Chriſto Patri ac Domino Burchardo Sanctæ Bremenſis Eccleſiæ Archiepiscopo, Proconſules Civitatis Hamburgenſis, cum omni reverentia ſervitium & honorem. Sinceritatem & discretionem veſtram, & omnium, quorum intereſt ſeu intereſſe poterit, notitiam cupimus habere, quod discretum virum Johannem de Hoedenſtede laicum ordinavimus & conſtituimus noſtrum verum & legitimum Procuratorem & Nuncium ſpecialem ad petendum & requirendum a vobis Ordinationem, Compoſitionem & Transactionem ordinatam per vos ſuper controverſiis, litibus & cauſis, quas honorabiles viri Præpoſitus, Decanus & Capitulum Hamburgenſe nobis moverunt coram diſcretis viris Nicolao Præpoſito S. Georgii Stadenſis & Mainardo Decano S. Ansgarii Bremenſis, Magiſtro Gerhardo de Lochem pro Decano Lubecenſi ſe gerente, Heinrico Cantore Lubecenſi, Eccleſiarum Judicibus & Conſervatoribus, ut dicitur, a Johanne Gumelhôt pro Decano Magdeburgenſis Eccleſiæ, dum ageret, in humanis ſe gerente, a Sede Apoſtolica, ut aſſerunt, deputato, ſubdelegatis ſub veſtro ſigillo, in forma per vos cum conſilio discretorum ordinata & deliberatione præhabita diligenti, ſigillari & ſigillatam ſibi ad uſus noſtros tradi, & ad recipiendum eandem Ordinationem Literalem ſigillatam. Dantes eidem Procuratori noſtro plenum & ſpeciale mandatum approbandi Ordinationem prædictam, quam & nos acceptamus & approbamus, ratam & gratam habemus in his ſcriptis, prout per nos facta & ordinata eſt cum conſilio & conſenſu discretorum virorum Nicolai Franſoyſer, Joannis Witten & Joannis Harborch Proconſulum & Civium noſtrorum & hoc petendum a parte adverſa, ſeu ejus Procuratore mandatum renunciationis ſuper beneficio reſtitutionis in integrum gratum & ratum habituri, quod per dictum Procuratorem noſtrum tam in petendo, conſentiendo & recipiendo, ut præmittitur, fuerit ordinatum. In cujus rei teſtimonium Secretum noſtræ Civitatis præſentibus eſt appenſum. Actum & conſtitutum Hamborg in Conſiſtorio noſtro Anno Domini 1337. in craſtino beati Martini Episcopi & Confeſſoris. 12. Nov.

CCXXXV.

Trêves concluës entre PHILIPPE *Roi de France, &* EDOUARD *Roi d'Angleterre, pour eux, leurs Amis & Alliez, par l'entremiſe de* JEAN *Roi de Boheme, d'*ADOLFE *Evêque de Liege, de* ROYNELS *Duc de Lorraine, de* ANNIS *Comte de Savoye, & de* JEAN *Comte de Ermignant; pour durer juſques à la St. Jean Baptiſte de l'année ſuivante.* [HENRIC. DE KNYGTON de Eventibus Angliæ Lib. IV. inter Hiſtoriæ Anglicanæ Scriptores X. col. 2578.] 1338.

A Touz ceux que ceſtez preſentiez Lettres verront oue oieront John par la grace de Dieu Roy de Beawme, & Conte de Lexenburgh, Adulf Eveske de Leges, Roynels Duc de Loreine, Annis Conte de Sauveie, John Conte de Ermingnant Saluz. Savoire facoms a tous que lez Trewez ſont donez, & outroyez entre lez halx Princes & Puiſſances lez Roys de France, & de Engleterre pur eous, & lour Amis totez par aſſent dez lez haltez Hommes, & Puiſſancez le Duc de Brabane, le Duc de Gelure, le Marchis de Julier, e my Sire Johan de Henande, Sir de Beawmont dune parte, & nous, & cescune deſuz dys daltre parte par pouare a nous, & a eoux de ſouth nomez done par lez dys Roys, iſſint que nous attroiames affiantasmes par noz fors de maine, & de par lez deux Roys lour Amis, & le lour Allies queux qu'ils ſoient chescune de ſa partie de jour de huye dekes la nativite Seint Johan

ANNO 1338. la Baptiſtre procheine envenant, & le jour tote lendemaine jeskes a Soleil levant en ceſte manere, ceſt aſſavoire.

Primerment que durant la dite Trewe nule mauveolte ne mespreſſure ſe face dun parte ne de aultre en prejudice de dit Trewe & reſpite.

Enſy lez ditz Seigniours lours Aherdancz Coadjutours & lours Alliez queux quils ſoient demouront en tiele poſſeſſion, & ſeiſine quils ſoient al dit jour de huye dez touz lez bienz, terres & poſſeſſiones qils teignent, & ount conquis en quecunque manere que ſe ſoit lez Trewes durantz.

Enſy accorde eſt que les Trewez duranz lez ditz Seigniours lours Coadjutours & Alliez purront aller ſauſement de lun pays en lautre, & tous marchantz ove touz lour marchandes, & tote manere de lours gents ove lours biens & purviancez tant par terre come par mere & par ewe franchement come ils ſoleint venir a temps dez anauntiers de diz Roys en payant le paſſage de viage au Couſtames auncienement horpris lez banys qe ſount banys dez diz Realmes oue ascune de eux pur altre cauſe que pur la guerre de diz Roy. Mes lez le Barons de Gascoine de la Duche de Gyenne, & altrez parſonez de Gascoine, & de la dite Duchee que ſont bannys ou altres ſoient compris en lez diz Trewez, & purront aler & venir de lune Pays en lautre durantz lez dites Trewez.

Enſy accorde eſt qe lez deux Rois ne procuront ne ferront procurer ne par eux ne par altrez qe nul novealte ne grevance ſe facent par lEglyſe de Rome oue par altres de Seint Esglyſe queux quil ſoient ſur ascunez dez diz Roys, Coadjutours oue Aliez, ne ſour lour terrez oue de lours ſuggetez pur laccacion de la dit guerre oue par altre cauſe, ne pur ſervicez que lez ditz Alliez oue Coadjutours eient faitez al ditz Roys oue a ascune de yceux; & ſi noſtre Seint Piere la Pape oue altre le voet faire, lez deux Roys lours destourbront a lour pouare ſanz engyne, lez ditz Trewez en durantz.

Enſy maintenant ſoient criez en lez deux Citees touz que lez ſavoire purront oue oyront ſeront tenuz de lez tenir & garder.

Enſy accorde eſt qe dedeinz lez vynt jours, de a comencer le jour de huy, chescune dez Roys lez fra crier en Gascoine, en la Duche dAcquitaigne en la terre qils tiegnent, & iſſi ſoient ſceux & conuz.

Enſi accorde eſt qe ſi par ascune dez Roys, par lours gentz, oue lours Alliez, oue Coadjutours ascunes ſoient miſez en Gaſcoine en la Duche dAcquitaine oue en altres yles de mier, en Gerneſeye & en Geneſeye oue aillours, lez ſegez ſe leveront ſi toſt come lez Trewez vendront a lour coniſance. Et quatrusze perſones, ceſt aſſavoire ſeept par chescune de ditz Viles entront en Viles, Chaſteles oue Forcelettes oue lez Sieges ſerront, & verront lez Garniſourz tanz dez Gentz come dez vitailles qe deenz ſerront al fyn qe le jour de ceo Trewes faite, iſſi qe ditz Viles, Chaſteaux oue Forcelettes qe ſerront aſſigneez demorent, & ſoient myſes en tiele nombre, & quantite dez vivers e dez perſonnes come ils ſerront trovez par lez ditez quatrusze perſonez.

Enſi eſt accorde qe lez bannyz, & futifs del pais du Flandrez qe ont eſte de la partye le Roye de France deinz le realme, & ſon piere en affray de luy ſerront forfetz touz cez biens qil avera en Flandrez.

Enſi accorde eſt qe durantz lez ditez Trewez touz les priſones pris en ceſt guerre ſerront releſſez de lour priſons a revenire en yceoles four lours foith, & ſermencz ſi enſi ne fuiſt qils fuſent rechatez devant la date dez ceſtez preſentez Trewez. Sauve enſi qe lez ditez priſones renent pur lours foitz recreancer de revenir en lour priſone, lez ditez Trewez failance, & ſil avynt qe aſcunz dez priſonez fuiſt rebell de venir in lour priſone, le Sir de Dentſtole luy conſtrenderont de venir al priſone. Enſi qe lez leves qels qils ſoient faitz devant lez ditez Trewez en temps de guerre tut ſoient ils dez benez eſpirituels oue altrement demourent ſanz faire reſtitucion, la Trewe durant.

Enſi accorde eſt qe une Trewe ſe pregne meintenant entre les Engleyz & lez Escozes lours aerdauncz, & Alliez tanque a la Feſte Seint Johan ſusdite. Et qe certeines perſones ſoient deputeez par lez ditz parties deſtre al certeine jour ſour lez marches dEngleterre, & dez Scozſe, pur les Trewes affermer, iſſint qe durant la Trewe ils ne ſerront enforcez en nule manere par lez Franceys.

Enſi accorde eſt qe ceſtez Trewes ſerront notifies en Engleterre, & en Escoce deinz lez XXVI. jours apres la date des ceſtez Lettres.

Enſi accorde eſt qe ceſtez Trewes ſoient compris ly Eſpagnol, ly Chaſteleyne, le Genevoyſe, le Provincial, lEsveke du Chapitre de Cannbreye, luy Chaſtels en Cannbreſine, & auxi ly Sire de la Brette, le Visconte de Fronſake, Gascon le Lyle, & le Seignior de Triculeonn, Johan de Vernyll, le Seignior de Rye. ANNO 1338.

CCXXXVI.

Imperatoris LUDOVICI Bavari *Diploma, quò* 4. Janv. *Duces Auſtriæ* ALBERTUM *&* OTTONEM *Vicarios perpetuos & Generales Civitatum* Paduæ *&* Terviſiæ *conſtituit, ipſasque modò dictas Civitates cum appertinentiis Vicariorum Nomine in Feudum confert. Dat. Monaci quarta die Januarii* 1338. [Pièce, tirée des Archives Imperiales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

LUDOWICUS Quartus Dei gracia Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus. Licet ad quorumlibet noſtrorum ac Romani Imperii fidelium, munifice proſequenda ſervicia liberalitatis, noſtra manus quadam generalitate ſit habilis, illis tamen quadam ſpecialitate ſit debitrix, per quos idem Imperium tanquam baſes egregias principalius ſuſtentatur, in quibus nichilominus ſanguinis ydemptitatem recognoſcimus, & fidei pure conſtanciam invenimus, quorumque devocio non ſolum preſtitis placere cupit obſequiis, ſed ſperatur inantea potius, placitura preſtandis, Eapropter, ad univerſorum noticiam, tam preſentium quam fututorum, quorum intereſſe fuerit, preſentibus cupimus pervenire, quod nos ſincere fidei, ac preclare devocionis inſignia, quibus Magnifici Principes Albertus, & Otto Auſtriæ, Styriæ & Karinthiæ, Duces, avunculi noſtri dilecti nos & Romanum Imperium venerantur, ac obſequia fructuoſa, que nobis & Imperio exhibere poterunt in futurum clare noſtre mentis intuitu, limpidius intuentes. Ipſos Albertum & Ottonem, Duces predictos, eorumque filios & Heredes, Civitatum Padue & Terviſie, generales & perpetuos Vicarios, duximus incommutabiliter ſtatuendos, ipſasque Civitates predictas, videlicet Paduam & Terviſiam, cum omnibus ſuis Dominiis, Oppidis, Caſtris, Caſtellis, Munitionibus, Foris, & Villis, hominibus, poſſeſſionibus, honoribus, uſibus, Juribus Patronatus Eccleſiarum, Terris, cultis & incultis, aquis & aquarum decurſibus, Silvis, venationibus, montibus, planis & vallibus, earumque Juribus, Libertatibus, & Conſuetudinibus, necnon omnibus ac ſingulis ſuis pertinentiis, quocunque nomine cenſeantur, predictis Alberto, & Ottoni Ducibus eorumque filiis, & Heredibus, contulimus & conferimus, in Feodum Vicariorum nomine, ut prescribitur, cum univerſis pertinentiis memoratis, gubernandis ac regendis, tenendis, utifruendis, necnon invariabiliter, & perpetuò poſſidendis, ſic etiam, ut exinde nobis & Imperio exhibere debeant ſervicia oportuna. In cujus rei teſtimonium preſentes conſcribi, noſtreque Majeſtatis Sigillo juſſimus communiri. Datum Monaci quarta die Menſis Januarii, Anno Domini Milleſimo Trecenteſimo Triceſimo octavo, Regni noſtri Anno Viceſimo quarto, Imperii vero decimo.

CCXXXVII.

CAROLI *Regis Hungariæ Inſtrumentum Ligæ &* 1. Ma *reciprocæ Promiſſionis inter ſeſe &* CAROLUM *Marchionem Moraviæ factæ, quod ſi Rex Poloniæ* CASIMIRUS *abſque Hæredibus masculis decederet, Regi Hungariæ dictus Marchio ad obtinendum Regnum Poloniæ auxilium præſtabit, viciſſim Rex Hungariæ Regi Poloniæ nullum dabit auxilium contra præfatum Marchionem &c. Dat. in Wiſſegrad Dominica* Invocavit *Anno* 1338. [BALBINI Miſcellaneor. Hiſtoric. Regni Bohemiæ Decadis I. Libr. VIII. Epiſt. Part. I. Epiſt. XXXI. pag. 32. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abth. I. Abſatz II. von Mähren pag. 247. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOs Carolus Dei gratia Rex Hungariæ, tenore præſentium, quibus expedit, ſignificamus univerſis,

ANNO 1338. fis, memoriæ commendamus. Quod cum nos ex novæ parentelæ contractu inter excellentem Principem Dominum Carolum, inclyti Principis, Domini Joannis, Boëmiæ Regis primogenitum, Marchionem Moraviæ, Heredes suos ab una, & nos nostrosque filios parte ex altera, pro Domino Ludovico nostro primogenito, & in ejus persona nunc inito & firmato, exaltationem & augmentum honoris ipsius Domini Caroli Marchionis, Heredumque suorum, ut nostrum commodum proprium i. e. è converso ipse nostrum, & Heredum nostrorum similiter ut suum proprium, meritò reputemus, quia nobis nostrisque Heredibus bona & sincera fide promisit, sub virtute ad sancta Dei Evangelia per eum præstiti juramenti, quod si quandoque magnificum Principem Dominum Casimirum Regem Poloniæ absque Heredibus masculis decedere contingeret ab hac vita, quod tunc pro suis viribus omnibus & posse nobis Regi Hungariæ nostrisque Heredibus suum exhibebit & præstabit auxilium, & juvamen, ut nos nostrique Heredes ipsum Regnum Poloniæ, ex eo nobis debitum seu debendum suò adjuti subsidio assequamur, ut nostram deveniat in potestatem, ac pleno juri nostro, vel Heredum nostrorum Regnum sit subjectum. Et quia etiam sub eodem præstito juramento nobis promisit, quod si deceſſionem prædicti Domini Casimiri absque Herede, ante consummationem matrimonii inter Dominum Ludovicum, nostrum primogenitum præfatum, & præcellentem Virginem Dominam Margaritam filiam suam de novo firmati fieri contingat, non minus ad præmissa obtinenda suum posse exponet, quibus jam ipsum matrimonium esset consummatum.

Nos e converso pro nobis nostrisque filiis & Heredibus memoratis, sub virtute per nos sibi præstiti juramenti, similiter promittimus, & sincera fide assumimus: quod si præfatus Dominus Casimirus, Rex Poloniæ, Heredes aut Successores sui, Duces in Polonia residentes, Principes & Vasallos, Civitates, Castra, homines seu quæcunque jura suo genitori & sibi, ac Inclyto Principi Domino Joanni Duci Carinthiæ, ac fratri ejusdem Marchionis, in ipso Regno Poloniæ, quoad ipsos Duces, Principes, & Vasallos, competentia, quibuscunque censeantur nominibus sibi vindicare & attrahere conarentur, ipsos forsitan Duces & Vasallos Regis Bohemiæ & Ducis Marchionis, ac fratris sui prædicti seu homines hostiliter invadendo. Et si ab his conatibus ad diligentem requisitionem nostram, quam cum diligentia nos interponere promittimus, desistere non curarent, ex tunc nos præfato Domino Casimiro, Regi Poloniæ, Heredibus & Successoribus ipsius, adversum Duces, Vasallos, & homines prædictos nullum debemus dare auxilium & juvamen. Præterea nos pro nobis & nostris Heredibus ipsi Domino Marchioni, suisque Hæredibus sub eodem fidei juramento sincerè promittimus, quod si processu temporis Regnum Poloniæ, ut præmittitur, in nostram aut Successorum nostrorum devenerit potestatem, quod tunc nos vel nostri Heredes dictos Duces præfato Domino Joanni Regi Boëmiæ, genitori ejusdem Marchionis, sibi & suo fratri Subjectos, Civitatesque, Castra, homines, & Vasallos, seu alia jura quæcunque, ipsis Ducibus, Principibus & Vasallis, competentia in dicto Regno Poloniæ, quibuscunque distinguantur nominibus, nobis vel nostris Heredibus vindicare, usurpare & attrahere non debeamus per nos vel alios quòvis ingenio, publicè vel occultè: Imò si sæpe dicti Duces, Principes & Vasalli, Civitates, Castra & homines, memorati Regis Boëmiæ, Marchionis & fratris ejusdem prædicti, se nobis aut nostris Heredibus Regnum Poloniæ tunc habentibus, subjicere vellent & appeterent eorum propria voluntate, hos in Vasallos & homines nostros acceptare & recipere non debebimus, nec quicquam cum eisdem disponendo quoquo modo in eorundem Regis Boëmiæ, ipsius Marchionis ac fratris sui præjudicium & gravamen; hoc specialiter adjecto, quod nos nostrique Heredes, nulli penitus Principum seu hominum cujuscunque conditionis existant, nostrum impendemus seu exhibebimus auxilium, qui prædictos Duces, Principes & Vasallos, Patronos ipsius Marchionis & fratris sui, ab ipsis & eorum potestate alienare quomodolibet attentarent: imo ipsos Dominum Regem Boëmiæ, Marchionem, & suum fratrem in Juribus in dictis Ducibus, Principibus & Vasallis, ipsis competentibus favorabiliter prosequemur. Hæc igitur omnia & singula, & quodlibet præmissum, prout de verbo ad verbum præsentibus sunt inserta, sub virtute prius præstiti juramenti ad sancta Dei Evangelia attendere & custodire promittimus, & firmiter ac inviolabiliter observare. In cujus rei gestæ memoriam nostrum sigillum præsentibus duximus apponendum. Datum ut suprà in Wisegrad, Dominica *Invocavit*, Anno Domini 1338.

CCXXXVIII.

ANNO 1338.

Litteræ EDUARDI III. *Regis Angliæ ad* LUDOVICUM Bavarum *Imperatorem, quibus ipsum rogat, ut* IMBERTO *Delphino de Vienna Nomen & Titulum* Regis *concedere velit. Datæ apud Weſtmonaſterium die* 3. *Martii* 1338. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 10.] 3. Mars.

SEreniſſimo Principi, Domino Lodowico, Dei gratiâ, Romanorum Imperatori, ſemper Auguſto, Fratri ſuo cariſſimo, Edwardus &c. Salutem, & imperare feliciter, ac magnificè triumphare.

Firmam de Cæſareâ Munificentiâ, nobis ab experto benivolâ, fiduciam reportamus, quòd hiis, quæ Nos, & partem noſtram, contra nobis adverſantes roborare poterunt & firmare (præſertim ſi Sceptrum Imperiale non diminuant, ſet extollant) veſtra cupit Sublimitas condeſcendere gratioſè.

Sanè, cùm Adhærentia Viri potentis & ſpectabilis, Domini Imberti Delfini de Vienna, nobis eſſet admodùm oportuna, &, ut accepimus, ſi placeret veſtræ Celſitudini ſibi Nomen & Titulum Regis impendere, libenter in hoc annueret votis noſtris,

Majeſtatem veſtram Imperatoriam votivis precibus imploramus, quatinus, attento quòd eo relucet clariùs veſtræ Præcellentia Dignitatis, quo plures ſibi ſubſunt Principes nominis celſioris, velitis, ad exaltationem honoris Sacri Imperii, Delfinatum Vienenſem, cum Terminis & Pertinentiis, quos hactenus habuit, Regnum conſtituere,

Et præfato Imberto Nomen Regis dicti Regni, de Cæſareæ Poteſtatis plenitudine, concedere cum Inſigniis & Juribus, quæ Regiam efferunt Dignitatem;

Per quod nichil Honori veſtri Diadematis ſubtrahetur, quin, ſicut hactenus tanquam Delfinus extiterat, ſic, per vos Regio decoratus Honore, fiat vobis devotior ex devoto, & ex hoc ipſum habebimus ad noſtra beneplacita promptiorem; quod dignetur, ſi placet, Imperialis veſtra Magnificentia ponderare.

Veſtrum Imperiale Solium firmet & roboret bonitas increata!

Dat. apud Weſtmonaſterium tertio die Martii.

CCXXXIX.

Conceſſio JOANNIS *Bohemiæ Regis ut, poſt mortem* CONRADI *Ducis Olsnicenſis, non relictis masculis Hæredibus, ejus Filia* HEDWIGIS *in Principatu, atque bonis, tam præſentibus quàm futuris, ſuccedere poſſit. Datum in Altenburg* 25. *Martii* 1338. [LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortſetz. I. Abſatz III. pag. 295.] 25 Mars.

JOannes Dei gratia Bohemiæ Rex, ac Lucemburgenſis Comes. Notum eſſe volumus tenore præſentium univerſis. Quod nos *Illuſtris Principis Domini Sileſiæ, & Olsnicenſis Principis Conradi, Domini noſtri dilecti*, ingentem ardoris affectum, & jugem ſolicitudinem, quam erga Regale culmen ſemper gerit, & aſſidue geſſit, interna mentis conſideratione animadvertentes, ipſumque ad proſequendum commodum & favorem noſtrum frequentius aliquarum retributionum repenſa, & ſpecialium gratiarum prærogativa, allicere cupientes, hanc ſibi duximus gratiam faciendam, quod ſi (quod abſit) præfatum Ducem ex hac luce migrando absque Hæredibus vel prohæredibus masculinis decedere contingeret, quod ex tunc filia ſua dicta *Hedwigis*, quam habet in præſenti, vel legitimi ſui Hæredes, de ipſius corpore descendentes, omnes ſuas terras, Dominia & Poſſeſſiones, quas ipſe Dux habet in præſenti, vel habiturus eſſet impoſterum pleno Juris titulo apprehendere hæreditarie & poſſidere pacifice poſſit, debeat, ut eisdem omni eo jure, modo & forma ſuccedere hæreditarie poſſit & debeat, tanquam Proles valeret masculina. Quas quidem terras prædicta filia ſua ac ejusdem filiæ Hæredes legitimi, de corpore ipſius descendentes a nobis & Hæredibus noſtris in feudum ſemper habebunt & recipient, & de ipſa, tanquam noſtra fidelis & Princeps more aliorum Principum noſtrorum, debita obſequia fidelitatis tenebitur exhibere, non obſtantibus quibuscunque Conſtitutionibus, Juribus, Statutis, Conſuetudinibus, ac aliis etiam, ſi talia eſſent, de quibus in genere vel ſpecie expreſſam oporteret fieri

ANNO 1338. mentionem, quibus omnibus, in quantum hujusmodi noſtræ gratiæ conceſſioni obviare poſſent, eſſe volumus, & intelligimus totaliter derogatum. In cujus rei teſtimonium præſentibus noſtrum ſigillum duximus appendendum. Datum in *Altenburg* in die Beatæ Annunciationis Sanctæ Mariæ Virginis Anno Domini M. CCC. XXXVIII.

CCXL.

4. Avril. **Verpfändungs-Handlung Graf OTTENS von Orlamünde mit Burggraf JOHANNES von Nürnberg/ worinnen jener dieſem Culmbach, Trebgaſt, Berneck mit den appertinentien verſetzt / auch im fall er ohne männliche Erben mit todt abgienge / ihme ſolche gantz vermachet. Geſchehen am Palm-abend Anno 1338.** [CHRIST. GASTELIUS, de Statu Publ. Europæ Noviſſ. Cap. XXIV. pag. 783. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. IV. Abſatz III. pag. 230.]

C'eſt-à-dire,

Traité entre OTTON *Comte d'Orlamunde &* JEAN *Burgrave de Nuremberg, par lequel ledit* OTTON *engage & hypotheque à* JEAN *les Villes & Terres de* Culmbach, Trebgaſt *&* Berneck, *avec leurs Dépendances, ſous cette condition de les pouvoir garder en cas que lui* OTTON *vienne à deceder ſans Hoirs mâles. Fait la Veille du Dimanche des Rameaux* 1338.

WIr Otto von GOttes Genaden / Graff von Orlamünde/ Herr zu Plaſſenberg / verjahen und thun kund öffentlichen an dieſem Brieff / allen die ihn ſehen oder hörend leſen daß Wir mit geſamter Hand der Edlen Frauen Kunigunden / Unſerer lieben Wirthin / und mit Unſers Rahtes Raht / Uns lieblich und freundlich vereint und beſammet haben / mit dem Edlen Manne/ Johannſen Burggraffen zu Nürnberg / Unſern lieben Oheim / alſo / daß Er Uns geliehen hat 4000. Pfund guter Heller / die Wir von Ihm empfangen haben / auf Unſer Stadt Kulmnach/ auf das Dorff Gravendabrach / auf das Vorwerg Praſtorff / auf die Acker Kuppeln genannt / und auf alle die Gut Gülte und Nutze / die in dem Zolle zu Kulmnach / als unter der Gerichte gelegen ſind / der Zoll gehet von Kulmnach / bis an der Kuntzenbach / und an dem Bach der Kulmna genannt iſt / an den Lauerburgerbach / und an den fallenden Brunnen / mit allem dem und zu der vorgenanten Stadt Kulmnach und Gegend in dem Zolle / als weit vorgeſchrieben ſteht / gehört mit Dörffern / Mühlen / Vorwerchen / Gerichten / Rechten / guten Nutzen / Zinſen / Steuren / Fiſchwaſſer / Höltzer / Wieſen / Aeckern / Holtzhab / gülte in der Stadt und davor / Waſſern / Weyden / Eren und Gewonheiten / beſucht und unbeſucht / wie dann genannt iſt / mit dem Gedinge / daß Er und Seine Erben / die vorgenannten Stadt Kulmnach / Gute und Gülte / mit allen Rechten / als vorgeſchrieben ſtehet / inne haben und nutzen ſollen / als lange uns wir oder unſere Erben / dieſelbe Stadt und Gut von ihn erledigen und erlöſen / um die vorgeſchrieben 4000. Pfund Heller / auch haben Wir mit geſamter Hand / der Edlen Frauen Kunigunden / der ehegenannten Unſerer lieben Wirthin / und mit wolbedachtem Muth alle Unſere Herrſchafft und Gut / die Wir haben / gewunnen und laſſen / mit ſamt den Veſten Plaſſenberg / Kulmnach und Drebgoſt / Land / Leuten und Gütern / wie die genannt ſind / oder wo ſie gelegen ſind / und alle die Worte und Recht / die Wir haben zu der Veſten Berneck / und was darzu gehöret / beſucht und unbeſucht / verſchaffet und vermachet / und verſchaffen und vermachen mit dieſen gegenwärtigen Brieff / dem ehegenannten Burggraffen Johannſſen und ſeinen Erben / mit dem Gedinge / ob Wir ohn ehelich Sun verführen / ſo ſoll die vorgenannte Herrſchafft Plaſſenberg / mit Lande / Veſten / Städten / Mannſchafften / Geleiten / Kirch-Setzen / Leuten / Dörffern / Rechten / Nutzen / Guten und Gewohnheiten / wie die genannt ſind / oder wo die gelegen ſind / und auch die vorgenannte Worte und Recht zu Berneck als vorgeſchrieben ſteht / dem vorgenannten Burggraffen Johannſſen und ſeinen Erben verfallen ſeyn durchſchlechtlichen. Auch haben Wir mit Namen außgenommen / daß Wir von denen vorgenannten Guten allen / als vorgeſchrieben ſteht / wol verſchaffen mögen / 2000. Pfund Heller durch Unſer Seelheil willen / oder wem Wir wollen / nach Unſerm Todte: Wär auch / daß Wir Ehelich Töchter gewinnen / der ſolle ſich der ehegenannt Burggraff Johannes oder ſeine Erben unterwinden / und ſollen die beſtatten / nach ihren Ehren und Treuen / und als wir ſelbes Kinder: Auch iſt geredt worden / ob Wir vor ehehaffter Noht nicht verſparen möchten / Wir müſſen Unſere Gelten Gut ein Theil verſetzen oder verkauffen an die vorbenannte Bürge und Städt / dieſelben Gut ſollen Wir anbieten / dem ehegenannten Burggraffen Johannes oder ſein Erben / und ſollen in die nach vier Manne Raht / der Unſer jedweder zween nehmen ſoll / geben zu kauffen oder verſetzen / und das ſollen dieſelben vier Mann ungefehrlichen darnach enden in einem Monat. Wär aber / daß dieſelben Gut dem vorgenannten Burggraffen Johannſſen oder ſeinen Erben nicht fügſam wären zu kauffen / oder darauf zu leihen / ſo ſoll Er und ſeine Erben uns behoffen ſeyn / jehe denen / den Wir die Gut verſetzen oder verkauffen / ohn alles Gefehrde. Mit Namen iſt auch gedeydinget / ob der ehegenannte Burggraff Johannes / Er ſtürbe ehe dann Wir / und daß Wir Ehelich Sun hätten: So ſollen Uns und Unſern Söhnen / des vorbenannten Burggraffen Johannſſen Erben geben 3000. Pfund Heller / darum daß ſie daſſelbe Recht zu Unſern Söhnen haben / daß der ehegenannte Burggraff Johannes und ſeine Erben / zu Uns / Unſerer Herrſchafft / Lande / Veſte / Leuten und Gütern beſuchten und unbeſuchten gehabt hat / mit allen Puncten / Artickeln und Rechten / als vorgeſchrieben ſteht. Iſt auch / daß Wir ehliche Söhne laſſen / und daß dieſelben Söhn andere ehliche Söhne gewinnen / ſo ſollen Unſere Söhne den Anfall der vorgeſchrieben Herrſchafft Plaſſenberg / mit allen dem was darzu gehöret / als vorgeſchrieben ſteht / und wieder kauffen / von des ehegenannten Burggraffen Johannſſen Erben / um 3000. Pfund Heller / und ſollen die vorgenannten Stadt Kulmnach / mit allem dem / das darzu verſetzet iſt / als vorgeſchrieben ſteht / auch unterkauffen um 4000. Pfund Heller / die ſie Uns und Unſern Erben vormals geben haben. Auch ſoll der vorgenannte Burggraff Johannes oder ſeine Erben / Uns und Unſern Erben / Leib / Lande / Diener / Leut und Gut beſchirmen / verſprechen und behoffen ſeyn gen allermänniglichen: als ſich ſelber / und als ſein eigentlich Gut / ohn Gefehrde.

Auch ſollen Wir / alle Unſere Ambtleut / Diener und Hinderſetzen / Minne und Rechtes allermänniglichen / vor dem vorgenannten Burggraffen Johannſſen / oder ſeinen Erben gehorſam ſeyn. Wär auch / daß zwiſchen Unſern und des ehegenannten Burggraffen Johannſſen oder ſeinen Erben / Dienern deheim Auflauff oder Krieg geſchehe / von welcher hande Sache das wär / da ſoll Uns / der vorgenannt Burggraff Johannes oder ſeine Erben / aus Recht unverzogenlichen Tag beſcheidn / und ein gehliger Richter ſeyn / alſo / daß Wir jedweder Seit zween Erbergen Mann aufrecht nehmen ſollen.

Und wär / daß Unſer Diener klagten / ſo ſollen Wir jedem fünfften Mann einen Erbergen Mann von des ehegenannten Burggraffen Johannes oder ſeiner Erben Diener nehmen. Wär aber / daß des Burggraffen Johannſſen oder ſeiner Erben Diener klagten hinß Unſern Dienern / ſo ſoll er oder ſein Erben den fünfften einen Erbergen Mann aus Unſern Dienern nehmen / und was die mehrern Meinung daß ertheilet / der ſollen ſie beederſeits gehorſam ſeyn. Auch ſollen alle Unſere Ambtleut / die Unſerer Veſten gewaltig ſeynd / und alle Unſere Diener / die darzu gehörend / oder die jetzund Unſere Diener ſind / oder noch Unſere Diener werden / zu den Heiligen ſchwören / dem ehgenannten Burggraffen Johannſſen und ſeinen Erben mit den Veſten zu gewarten / als lange in allem dem Rechten Puncten und Artickeln / als an dieſem Brieff geſchrieben ſteht / und des ſollen auch die Ambtleut dem vorgenannten Burggraffen Johannſſen und ſeinen Erben / auf die Eyde / die Sie geſchworen haben / ihr offen Brieff geben / wär auch / daß Wir derſelben Ambtmann einen oder mehr abſetzen wolten / ſo ſollen Wir vor ungefehrlichen einen andern / als guten darſetzen / und derſelbe ſoll auch zu den Heiligen geſchworen / und daß dem ehgenannten Burggraffen Johannſen und ſeinen Erben / ſeinen offen Brieff geben / mit den Veſten gewarten / in allem dem Rechten / als vorgeſchrieben ſteht. Auch ſollen Wir unſere Erben und alle unſere Ambtleut und Diener dem vorbenanten Burggraffen Johannſen und ſeinen Erben dienen und behoffen ſeyn / gen allermänniglich / ſo Wir beſte mögen ohngefehrde. Wir haben Uns auch mit Namen verbunden und verſprochen / gen den vorgenannten Burggraffen Johannſen und ſeinen Erben / daß Wir mit der vorgenannten Herrſchafft Plaſſenberg mit allem dem / das darzu gehöret / als vorgeſchrieben ſteht / daß Wir haben gewunnen und laßen / fürbaß gen niemand verſprochen / ſolle das in zu der obgeſchriebenen Geſchäffte und Theydinge kein Schad ſeyn / daß Wir gen dem ehgenannten Burggraffen Johannſſen gethan haben / und gen ſeine Erben. Auch iſt geredt worden / daß der vorgenannten Burggraffe Johannes und ſeine Erben an dieſen vorgenannten Theydinig und Gemächt / weder Graffen Heinrichen von Hennberg noch anders niemand meinen ſolle / denn ſich ſelber / und ſeine Erben: Es ſoll auch der ehgenant Burggraff Johannes noch ſeine Erben keinen Ambtmann zu Kulmnach ſetzen / denn nach Unſern Raht / wär auch / daß Wir / unſer oder ſeine Erben / Uns darumn entſchlügen / ſo ſollen Wir einen fordern aus ſeinen Dienern / der uns beederſeits fügſam ſey / den ſoll er dann zu Ambt ſetzen. Wir haben auch beſonderlichen außgedinget / daß der ehgenannt Burggraff Johannes und ſeine Erben alle Edelleut / die zu der Herrſchafft gehören / oder die Ihr Diener / oder noch ihr Diener fürbaß werden ſollen / bleiben in allen den Rechten / als ſie von Alter herkommen ſind. Auch haben Wir außgedinget das Landgeleut / das Wir in der Stadt Kulmnach nehmen ſollen / zu Unſerer Veſte Plaſſenberg / ohne Hindernüſſe des ehegenannten Burggraffen Johannſſen und ſeiner Erben / und daß alle Theydings-Puncten und Artickel / als ſie von Wort zu Wort hingeſchrieben ſtehnt / gantz ſtätt und unzerbrochen bleiben / des haben Wir Unſe-

ANNO 1338.

ANNO 1338. Unsere Treue gegeben / und zu den Heiligen geschworen / dieselben treue zu behalten. Mit Urkunde dieses Brieffs / der besiegelt ist mit Unsern und Unserer vorgenanten Frauen Kunigunden lieben Wirthin Insiegeln / und mit der Edlen Mannen Ludwigs und Friederichs Gebrüdere der Graffen zu Oettingen / und mit Lutzen von Hohenloh Insiegeln / die Unser lieber Oheim / durch Unser beede Willen / jener Gedächtnüssen / zu Unser und Unser lieben Wirthin Insiegeln an diesen Brieffen gehängt haben / der Brieff ist geben am Palm-Abend / da man zehlt von Christi Geburt 1300. Jahr / und in dem 38. Jahr.
(L.S) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.).

CCXLI.

15. Juin. *Sentence Arbitrale de* PHILIPPE *Roi de France, par laquelle la Paix est rétablie entre* RAOUL *Duc de Lorraine & Marchis d'une part, &* HENRI *Comte de Bar d'autre part, comme si jamais il n'y eut eu Guerre entr'eux. A Poissy le 15. Juin* 1338. Avec *les Lettres de* HENRI *Comte de Bar, par lesquelles, en conformité de ladite Sentence, il nomme deux Chevaliers, pour terminer, avec deux autres que nommera le Duc, les differens restans entr'eux. Du Lundi devant la Magdelaine* 1338. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche &c. aux Preuves pag. 163.]

A TOUS ceux qui verront & orront ces presentes Lettres Hanris, Cuens de Bar, Salut. Comme depuis que haut Princes & nobles Jehans par la grace de Dieu Rois de Boëme & Cuens de Lucembourch, pour haut Prince RAOUL Duc de Loherenne & Marchis, & nostre amés & feals Ancels Sires de Joinville & Seneschal de Champaigne, pour nous eussent mis en la voluntei & ordonnance de nostre treschier & redoubtei Signour Roy de France, toute la cause & besongne de la guerre & descort meus & estans entre ledit Duc & nous, pour en accorder & ordonner si comm'il li plairoit & sembleroit bon, il ait voulut & ordeney que bonne Paix soit & est entre nous dés maintenant, ainsi comme n'eussiens oncques eu guerre, & que chacun de nous se oblige par ses Lettres par devers li, de tenir & garder bien & fermement ladite Paix, & de rendre & delivreir en la main toutes prises & dommaiges qui ont esteis fais d'une partie & d'autre en temps & pour cause de sadite guerre & descort pour en faire ce qu'il li plairait, si comme ces choses avec autres sont plus plennement contenuës és Lettres de nostredit Signour sur ce faites, dont li teneur est tels. PHILIPPES par la grace de Dieu Rois de France, sçavoir faisons que sur ce que nostre amé cousin le Roy de Boheme por le Duc de Loheraine, & nostre amé Consillier le Signour de Joinville pour le Comte de Bar, nos amés & feals neveus qui de ce sont entremis & fait fors, ayent mis en nostre voluntei & ordonnance toute la cause & besongne de la guerre & descort meuë, & estant entre nosdits neveus pour en accorder & ordener si comme il nous plairoit & sembleroit bon, nous eu sur ce nostre Conseil & deliberation en avons ordeneit & ordenons & rapportons en la maniere qui s'ensuit. Premierement, volons & ordenons que dés maintenant bonne paix est entre eux entierement & fermement, ainsi comm'il n'eussent oncques eu guerre. Item, voulons & ordenons que lesdits Duc & Comte se obligent pardevers nous par leurs Lettres bonnes & officiales par obligation de tous les fiés qu'ils tiennent de nous & de tous leurs autres biens que ils tenront & garderont bien & fermement ladite Paix, & que ils rendront, deliverront en nostre main toutes prises & dommages qui ont esteis fais d'une partie & d'autre en temps & pour cause de ladite guerre & descort pour en faire & ordener si comme il nous plaira : lesquelles Lettres obligatoires lesdis Duc & Comte rendront & deliverront au Bailly de Vitry pour nous dedans l'uictaine de la Feste sainct Jean Baptiste prochiennement venant, & avec ce dedans iceluy terme, il auront ordené & estabi chacun pour sa partie & par leurs Lettres deux Chevaliers pour accorder & terminer tous autres debats & descors estans entre eux, pour quelque cause que ce soit. Ausquels quatre Chevaliers nous donnons dés maintenant par la teneur de ces presentes Lettres plain pooir & autorité de ce faire de par nous, & lesdites Lettres obligatoires renduës & delivrées audit Bailly, & lesdits quatre Chevaliers esleus & estabiis en la maniere & dedans le terme que dit est, ledit Comte dedans la quinzaine apres ladite Octue de la Nativitei S. Jean Baptiste ferait audit Duc l'hommage qu'il li est tenus à faire, au lieu où li Comte Eddouart son peire le fit, ou en autre lieu convenable en la terre doudit Duc. Et ledit hommage fait, les quatre Chevaliers desdits dessusdits iront avant, & mettant a fin le fait auquel ils seront ordonnés & estabiis comme dit est, le plus hastivement qu'ils pourront bonnement, & les choses dont ils ne pourront cheoir en accord entre eux il rapporteront par devers nous & nous les terminerons & mettrons a fin d'heuë. En tesmoignage de ceu nous avons fait mettre nostre seel en ces presentes Lettres données à Poissy le quinziesme jour de Juin l'an de grace mil trois cens trente & ouict. Et comme par la teneur des Lettres & l'Ordonnance de nostre tres-chier Signour le Roy dessus transcriptes, nous soient tenus de ordonneir & estabiir pour nous Henry Comte de Bar dessusdit, deux Chevaliers pour accorder & terminer avec deux Chevaliers de par ledit Duc pour ledit Duc, tous desbats & descors estans entre nous pour quelque cause que ce soit. Nous avons ordonnei & estably nos amés & feals cousins Monsignour Wallerant de Lucembourch Signeur de Liney, & Monsignour Jehan d'Aspremont Signeur de Forpal, ausquels nous avons donnei & donnons par ces presentes Lettres plain pooir & auctorité de faire & ordonneir en la forme & en la maniere qu'il est contenu és Lettres du Roy no Signeur dont li teneur est dessus escrite. Et ont & auront li dits quatre Chevaliers, de faire les choses dessus dites dedans la Feste de tous Saints venans, & le jour toute jour, pooir & auctoritei, & jureront sur saincles Evangiles lidit quatre Chevaliers que bien & loyalment tant pour l'une partie comme pour l'autre il iront avant sur lesdits descors en bonne foy & sans nul mauvais engin, & les determineront se il puent dedans le jour dessusdit : Et se aucuns desdits quatre Chevaliers avient empeschement ou essonne de corps qu'il ne peussent entendre es choses dessusdites ou en aucune d'icelles, chacun de nous toutesfois & quantes que besoin seroit il pourroit mettre & deveroit un ou deux Chevaliers pour celuy qui empeschié seroit ou seroient, liqueils ou liqueil feroit ou feroient serement sur saintes Evangiles en la forme dessusdite, & iroient avant en la besongne, ou point & en l'estat ou cils ou cils qui empeschiés seroient, l'averoit ou averoient laissié & toutesfois & cantesfois comme li empeschement cesseroit, & cils ou cil des premiers esleus iroient avant & averoient pooir si comme dessus est dit & irient avant ou point & en l'estat que cils ou cil qui averoient estei en leu d'auls l'averient laissiet. Et se lidit quatre Chevaliers n'avient determinei desdits descors dedans la Toussaint dessusdite, li descors & debas cherrient de ladite Toussains en avant en la main & ordenance doudit Roy de France nostre Signeur, & doyent li dit quatre Chevaliers & seront tenus par leursdits sermens dans le jour de ladite Toussains passei en jusques au jour de Noël ensuivant, au plustost qu'il pourront, bonnement & loyalment les descors & debas dont il n'averient ordonnei envoyer en la main doudit Roy de France no Signeur, liqueils en ordonneroit en la maniere dessusdite. Et se lidit quatre Chevaliers n'avient envoyé en la main doudit Roy no Signeur lesdits debas & descors dedans ledit jour de Noël, lidis Roy no Signeur en ordonneroit à la requeste de la Partie qui le requerroit ainsi comm'il li sembleroit bon. Et est à sçavoir que nous avons promis & promettons à tenir & gardeir bien, loyalment & fermement ladite Paix, & à rendre, faire rendre & delivrer en la main de nostredit Signeur le Roy de France à sa volontei, toutes les prises & dommaiges que par nous & par nos gens ont esteis fais sus ledit Duc & ses gens, ou temps & pour cause de ladite guerre descort, & jusques au jour & ordenance que li Roy no Signeur en a faite ; & pour ce faire obligons & soubmettons à nostredit Signour le Roy tous les fiez que nous tenons de luy & tous nos autres biens par lesquels nous voulons estre contrains par luy à tenir & emplir ce que dessus est dit, & est à sçavoir que nous pourprenons nos aidans & nos Subges en ladite Paix qui a esté faite & ordenée par le Roy de France no Signour des descors dont il estoit & est chargié, si comme il appert par son rapport qu'il en a fait, & par ses Lettres cy dessus transcriptes. En tesmoignage de veritei, & pource que ferme chose soit & estable nous avons fait seeller ces presentes Lettres de nostre grand seel que furent l'an de grace mil trois cens trente & œuct, le Lundy devant la Magdeleine : seellées d'un grand seel de cire verde sur double queuë.

ANNO 1338.

CCXLII.

16. Juill. *Unio Electoralis* (1) *inter* HENRICUM *Archiepiscopum Moguntinensem*, WALRAMUM *Colonien sem*, BALDUINUM *Trevirensem*, RUDOLPHUM & RUPERTUM *Fratres*, STEPHANUM & RUPERTUM *Juniorem Comites Palatinos Rheni*, & *Duces Bavariæ*, RUDOLPHUM *Ducem Saxoniæ*, & LUDOVICUM *Marchionem Brandenburgensem*; *quâ unanimiter conveniunt*, & *sese invicem sub vinculo Sacramenti nunquam à quocunque relaxando obstringunt*, *ad tuitionem & manutentionem Jurium omnium & Privilegiorum Imperii*, *his temporibus vehementer à Pontificibus Romanis impetitorum*, *præsertim in puncto Electionis Imperatorum*. *Actum in Rense die Jovis post Margaritæ* 1338. [MULLERI Reichs Tags Theatrum Vorstellung I. Cap. XXIV. pag. 283. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Abtheilung II. pag. 218. d'où l'on a tiré cette Pièce. FRANC. FRID. AB ANDLERN Jurisprudentia qua publica qua privata, Lib. I. Tit. V. Part. VIII. pag. 257.]

NOs Dei gratia, Heinricus Archiepiscopus Moguntinensis, Walramus Archiepiscopus Colonien sis, Balduinus Archiepiscopus Treverensis, Rudolphus, Ruppertus, fratres, Stephanus, Ruppertus junior, Comites Palatini Reni & Duces Bavariæ, Rudolphus Dux Saxoniæ & Ludovicus Marchio Brandenburgensis. Notum facimus cunctis hominibus, qui has Literas vident, aut legi audiunt, quod simul consideravimus & perspeximus, sacrum Romanum Imperium in suis honoribus, Juribus, & bonis atque etiam nos in nostris honoribus, Juribus, Consuetudinibus & Privilegiis, quæ à prædicto Imperio habemus, vehementer his temporibus, atque etiam antehac impetiti, infirmati, & gravati fuimus ac sumus, & propter communem ac manifestam utilitatem totius Christianitatis, atque ad prædicti Imperii nostrumque honorem, jura, Privilegia, & Consuetudines tutandas, defendendas & manutenendas, unanimiter convenimus, & nos confœderavimus, quod prædictum Imperium, & nostrum principalem honorem, quem ab eo obtinemus, videlicet in electione Imperii, in illius ac nostris Juribus, privilegiis, & consuetudinibus, sicut ab antiquo ad nos & ad Imperii Electores pervenerunt, & devoluta sunt, manutenere, tueri, ac defendere volumus pro omnibus nostris viribus ac opibus, sine fraude, contra quoscunque nemine excepto: siquidem hoc nostrum honorem & juramentum attingit; nec volumus id intermittere propter ullum mandatum, à quocunque, vel quomodocunque datum, per quod Imperium & nos Electores in præscriptis rebus ullo modo infirmari possemus. Volumus etiam omnes Dominos & amicos, qui ad nos pertinent, vel non pertinent, sive sint Ecclesiastici, sive Seculares, nostros quoque Vasallos, Ministeriales, Castellanos, Officiales & Cives, ad idem faciendum rogare, & inducere, in quantum possumus; & ad hoc efficiendum debet quilibet ex nobis Electoribus alteri auxilium præstare sine fraude; ut illi nobis in his rebus auxilium & opem ferant, idque nullius respectu intermittant, & ob nulla mandata, à quocunque illa dari possent. Quod si contingeret, ullam dissensionem aut dubium super his rebus inter nos Electores oriri: quicquid nos tunc omnes aut major pars ex nobis super hoc diffiniemus & statuemus, id debet vim habere atque à nobis observari sine dolo. Omnia hæc præscripta capita, & unum quodlibet horum singulatim spopondimus bona fide, & spondemus his præsentibus Literis per nostrum principalem honorem, nec non juravimus hoc ipsum ad sanctos pro nobis & nostris Successoribus perpetuo firmiterque tenere, neque contravenire, nec ab hoc desistere ullo modo, sicut in præmissis continetur, & scriptum est. Non debemus, non volumus quoque nec possumus nos, nec quisquam alius qui nobiscum in hanc Confœderationem veniet, (qui jurare quoque hoc ipsum debet, & vovere, sicut in præmissis & sequentibus scriptum est) si ita depravaremur, quod Deus avertat, ut contra faceremus, aut facere vellemus; non debemus, inquam, nec volumus nec possumus contra juvari ulla dispensatione, absolutione, relaxatione, abolitione, in integrum restitutione, neque ullo beneficio, quocunque nomine illud appellaretur, undecunque aut quomodocunque fieret, sive per nostras aut aliorum hominum preces, sive quod Latinè dicitur, *ex officio*; neque ulla potestate ejus, qui hæc curare vellet: apud Deum & homines futuri ac dicendi infames, infideles, & perjuri, ubicunque vel quocunque modo contra faceremus aut veniremus, quovis pacto, omni fraude ac dolo à præscriptis capitibus & singulis eorum exclusis. Ad notitiam horum damus has Literas obsignatas nostris signis, quæ datæ sunt in Rense, die Jovis post Margritæ. A Nativitate Christi M. CCC. XXXIIX.

(1) Cet Instrument vient de *Hervartus* qui l'avoit traduit en Latin de l'Original Allemand, & inseré en sa Défense de *Louis de Baviere* contre *Bzovius* ad ann. Chr. 1338. n. 34. [DUM.]

ANNO 1338.

CCXLIII.

16. Juill. Beytritt Hertzog STEPHANS in Beyern als Churfürsts zu Pfaltz zu der-zwischen den andern Mit-Churfürsten und Fürsten des Reichs aufgerichten Ainung. Geben zu Rense/ Donnerstags nach Margarethæ 1338. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 218.]

C'est à-dire,

*Accession d'*ETIENNE *Electeur Palatin*, *& Duc de Baviere à l'Union des Electeurs*, *& Princes pour le maintien des Droits de l'Empire. A Rense le Jeudi après le jour de Ste. Marguerite* 1338.

WIr Stephan von Gottes Gnaden / Pfaltz-Graf bey Rhein / und Hertzog in Bayern / thun kund allen Leuten / die diesen Brief sehend oder hörend lesen / daß wir mit den andern des heil. Röm. Reichs Churfürsten bedacht und angesehen haben / daß dasselbe Röm. Reich an seinen Ehren / Rechten und Guten / und auch wir und die andern Churfürsten an unsern Ehren / Rechten / Gewohnheit und Freyheit / die wir von den vor genannten Rych han / ser ze diesen Zeiten / und auch vor angriessen / betrenckt und beschweret seyn / und werden / und seyn um gemein und kündtlichen Nutz der gemeinen Christenheit / und um daß ehgenandten Riches / und unser und der andern Churfürsten Ehre / Recht / Freyheit / und Gewohnheit zu beschüren / zu beschützen und ze handt haben einmüthiglichen überkommen / und han uns deß veraint / daß wir daß ehgenandte Riche / und unser Fürstliche Ehre / die wir von ihm han / nehmlich an der Chur des Richeß / an seinen und unsern der Churfürsten / Rechten / Freyheiten und Gewohnheiten / als von Alter an / uns als deß Richeß Churfürsten herkommen und bracht ist / handthaben / beschüren / und schirmen wollen / nach aller unserer Macht und Krafft an Geverdt wieder aller menchleich / nieman * auszgenommen / wann eß unser Ehr / und Aydt angeht / und wollen daß nit laßen üm keinerley Geboth / † wenn oder wie eß käm / damit daß Rich / wir und die andere Churfürsten an diesen vorgeschrieben Sachen / in dehein weiß bechreichet möchte werden. Auch wollen wir alle Herren und Freundt die uns zugehörent / oder nicht / sie sin geistlich oder werthleich / unser Mann / Dienstmann / Purchmann / Ambt-Leut und Burger darzu bitten und halten / als verr wir vermügen / und darzu soll unser ieglicher der Churfürsten den andern beholffen sin an Geverd / daß sie uns ze diesen Sachen beholffen und beständig sin / und daß durch niemann laßen / um dcheinerley Geboth / von wem die chomen mochten. Geschach auch daß dchainerley Zweyrung oder Zweiffel an diesen Sachen unter uns und den andern Churfürsten auffstündt / waß wir dann gemeiniglich / oder der mehrer Theil unter uns darüber sprechen / und machen / daß full macht haben / und sullen auch daß halten an argen list. Alle dieß vorgeschrieben Stück / und ihr iegliches besonder han wir gelobt in guten Treuen / und geloben an diesen gegenwährtigen Brief / bi unsern Fürstlichen Ehren / und han eß auch geschworen / ze den heyligen für uns und unser Nachkommen stet und fest ze behalten / und darwieder nicht zekommen / noch davon zelaßen / in dhein Weiß / als hievor begriessen und beschrieben ist. Und ensullen / mügen noch emmögen wir oder iemand anders / der mit uns in diß Verbündniß käm / der auch daßelb zehalten sweren und geloben sull / als vor und nach geschrieben sieht / ob wir oder der dheiner / deß Gott nicht entgeb / als franck weren / daß wir oder ihr dheiner / darwieder thäten oder thun wolten / uns darwieder nit beholffen / mit dheiner Dispensation, Absolution, Relaxation, Abolition, in integrum restitution, dheinerley Beneficio, wie daß genant sey / eß komme von wanne / oder wie eß käm / eß geschäh üm unser oder anderer Leuthe Beth / oder daß man nennet zu Latein / ex Officio, oder von keiner Gewalt / der sich deß annehmen wolte / und solten GOtt und der Welt Ehrlotz / Treulotz und meynaidig sin und heitzen / wo oder wie wir darwieder thäten oder können / in dheinerhand weitz / allerley Arglist und Geverd / an diesen vorgeschriebenen Stücken / und ihr ieglicherz ausgeschieden / darüber zu einen wahren

* Wede den Pabst noch den Konig.
† Vom Pabst.

ANNO 1338. wahren Urkund der vorgeschriebenen Saachen geben wir diesen Brief mit unsern Jnsiegel versiegelten/ der geben ist zu Remis auf dem Feld/ an den Donnerstag nach Sanct Margarethen Tag/ nach Christus Geburth dreyzehen hundert Jahr darnach in den achten und dreyßigsten Jahr.

CCXLIV.

8. Août. EMPIRE. *Conſtitution de l'Empereur* LOUIS de Baviere *& des Etats de l'Empire, par laquelle il déclare que l'Empire ne reléve que de Dieu ſeul, & qu'il ne dépend point du Pape. Faite à Francfort, le 8. d'Août*, 1338. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 148. d'où l'on tire cette Piece. LEHMANNI Chronicon Spirenſe, Lib. VII. Cap. XVII. pag. 659. ex MUTIO Lib. XXIV. Rerum Germ. GOLDAST, Conſtit. Imper. Tom. III. pag. 409.]

(1) LIcet jura utriusque Teſtamenti manifeſtè declarent, Imperialem dignitatem & poteſtatem immediatè in filio Dei ab antiquo proceſſiſſe, & Deum per Imperatorem & Reges mundi jura humano generi apertè tribuiſſe: & quod Imperator ex ſola electione eorum ad quos pertinet, verus efficitur Imperator, nec alicujus alterius eget confirmatione ſeu approbatione: quoniam in terris quoad temporalia non habet ſuperiorem, ſed eidem Gentes ſubſunt & Nationes: & ipſe Dominus noſter Jeſus Chriſtus mandavit, quæ ſunt Dei Deo, & quæ ſunt Cæſaris Cæſari reddenda. Quia tamen nonnulli avaritiæ & ambitionis cæcitate ducti, & nullius Scripturæ intelligentiam habentes, ſed divertentes à tramite recti ſenſus in quædam iniqua, & prava commenta, & in aſſertiones deteſtabiles prorumpunt, contra poteſtatem & auctoritatem Imperialem, & jura Imperatorum, Electorum, & aliorum Principum & Imperii fidelium committunt fallaciter aſſerentes: Quod Imperialis dignitas & poteſtas eſt à Papa, & quod electus in Imperatorem non eſt verus Imperator nec Rex, niſi prius per Papam ſive Sedem Apoſtolicam confirmetur, approbetur & coronetur: & per hujusmodi pravas aſſertiones & peſtifera dogmata hoſtis antiquus movet lites, jurgia ſuſcitat, contentiones parit, & ſeditiones procurat. Ideò ad tantum malum evitandum de conſilio & conſenſu Electorum & aliorum Principum Imperii declaramus, quod Imperialis dignitas & poteſtas eſt immediatè à ſolo Deo: & quod de jure & Imperii conſuetudine antiquitus approbata, poſtquam aliquis eligitur in Imperatorem ſive Regem ab Electoribus Imperii concorditer, vel majori parte eorundem, ſtatim ex ſola electione eſt Rex verus & Imperator Romanorum cenſendus & nominandus, & eidem debet ab omnibus Imperio ſubjectis obediri; & adminiſtrandi jura Imperii & cætera faciendi, quæ ad Imperatorem verum pertinent, plenariam habet poteſtatem, nec Papæ ſive Sedis Apoſtolicæ aut alicujus alterius approbatione, confirmatione, auctoritate indiget vel conſenſu. Et ea propter hâc hæc in perpetuum valitura lege decernimus, ut electus in Imperatorem concorditer vel à majori parte Electorum ex ſolâ electione cenſeatur & habeatur ab omnibus pro vero & legitimo Imperatore, & eidem ab omnibus ſubjectis Imperio debeat obediri, & adminiſtrationem & Jurisdictionem Imperialem & Imperialis poteſtatis plenitudinem habeat, & habere ac obtinere ab omnibus cenſeatur & firmiter aſſeratur. Quicunque autem contra hæc declarata, decreta vel definita, aut aliquid eorum aſſerere ſeu dicere, aut aſſerentibus ſeu dicentibus conſentire, vel eorum mandatis, vel Litteris, vel præceptis obedire præſumſerint, eos omnibus feudis, quæ ab Imperio detinent, & omnibus gratiis, jurisdictionibus, privilegiis & immunitatibus à nobis vel prædeceſſoribus noſtris eis conceſſis ex nunc privamus, & ipſo jure & facto decernimus eſſe privatos. Inſuper eos Crimen Læſæ Majeſtatis decernimus incurriſſe, & pœnis omnibus impoſitis Crimen Læſæ Majeſtatis committentibus ſubjacere. Datum in oppido noſtro de Franckenfurt, die 8. menſis Auguſti, anno Domini 1338.

(1) Cette Piece eſt très-célebre, & très-importante, fondant l'independance de l'Empire, contre les prétentions des Papes.

CCXLV.

7. Sept. Schutz-brief LUDWIGS Römiſchen Käyſers/ Herrn RUDOLFF Pfaltzgrafen beym Rhein und Hertzogen in Beyern/ über alle ſeine Länder/ Leuth und Güter ertheilet. Geben zu Franckfurt am Donnerſtag vor St. Matthæus-tag/ Anno 1338. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. I. pag. 132.]

C'eſt-à-dire, ANNO

Protection accordée par l'Empereur LOUIS de Baviere, *à* RODOLPHE *Comte Palatin du Rhyn & Duc de Baviere pour tous ſes Biens, Terres, Seigneuries & Sujets. A Francfort le Jeudi avant la Fête de St. Mathieu* 1338. 1338.

WIr Ludewick/ von GOttes Gnaden Röm. Kayſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ Wann wir unſern lieben Vettern und Fürſten Rudolphen Pfaltzgrafen die Rin und Hertzog in Beyern mit ſinem Wibe und ouch mit allen ſinen Landen/ Lüten und Gutten/ wo die gelegen oder wo die genannt ſint/ in unſer beſunder Pflege und Schirm genommen haben. Wellen wir und gebieten veſtiglichen bye unſern Hulden allen unſern und des Richs Furſten/ Grafen/ Friehen/ Dienſtmannen/ gemeinlich den Steten und allen andern unſern Getrüwen/ wie die genannt ſint/ daß ſie dem vorgenannt unſerm Vettern ſin Land/ Lüt und Gut nicht angriffen/ beklagen noch anſprechen umb dechaynerley Sache/ ſie ſetzen zu danne deß erſten vor uns zu Rede/ umb die Gebreſtent/ die ſie haben/ und tun uns die kunt/ ſo wollen wir ſie dene der entrichten und einen redelichen Uſdracht geben/ als wir billich ſullen/ wer ouch dieß unſer Bot nicht enhilt und überfür/ der tede ſchwerlich wider unſer Hulde/ und mochten mit gelaſſen/ wir müſten in ſchwerlich dorumb ſtraffen/ zu Urkund gebin wir dieſen Brieff verſiegelten mit unſerm Kayſerlichen Jngeſiegel/ der gebin iſt zu Franckfurt am Dunrestag vor S. Mathäus Tag nach Chriſtus Geburt 1300. Jar/ darnach in dem 38. Jare.

CCXLVI.

12. Nov. LUDOVICI *Romanorum Imperatoris Privilegium,* GERHARDO *Epiſcopo Spirenſi collatum, quòd ipſi & Succeſſoribus ejus liceat, Pagum* Udenhemium *in Oppidi formam redigere, & mœnibus ac foſſis cingere, nec non Forum & Nundinas in eo inſtituere. Datum Monachii proxima die Jovis poſt Martinalia annò* 1338. [Julii Belli Laurea Auſtriaca. Libr. II. pag. 81.]

NOs Ludovicus Dei gratia Rom. Imperator, ſemper Auguſtus, notum facimus, & teſtamur his Litteris, nos Reverendo Gerhardo, electo, & confirmato Epiſcopo Spirenſi, dilecto noſtro Principi, ex ſingulari gratia, & propter officia, quæ nobis, & Imperio præſtitit, ac deinceps præſtare debet, immunitatem pro Pago Udenhemio, qui ad ipſum, & Epiſcopatum Spirenſem pertinet, ex Cæſ. poteſtate conceſſiſſe, atque his præſentibus concedere: adeo, ut ipſi & Succeſſoribus liceat eum in Oppidi formam redigere, & mœnibus, ac foſſis cingere, & munire: nec non Forum, & Nundinas in eo inſtituere, prout ipſi commodum videbitur. Ad hæc Pago illi omnia jura, & privilegia largimur, quibus noſtra, & Imperii Urbs Landavium gaudet, quæque uſu, ac conſuetudine antiqua hactenus tenuit. In cujus rei fidem has Sigillo noſtro Imperiali conſignavimus. Dat. Monachii proxima die Jovis poſt Martinalia, anno à Chriſto nato Milleſimo trecenteſimo trigeſimo octavo, Regni noſtri vigeſimo quarto, & Imperii undecimo.

CCXLVII.

13. Nov. *Litteræ Papæ* BENEDICTI XII. *ad* EDUARDUM III. *Regem Angliæ ſuper exceſſibus Imperatoris* LUDOVICI Bavari *& contra Titulum Vicarii, Regi ab ipſo datum: Item de Decimis Regi Franciæ non contra Regem Angliæ, ſed contra Invaſores Franciæ conceſſis. Datæ Avenione Idibus Novembris Anno* 1338. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 88.]

BEnedictus Epiſcopus, Servus Servorum Dei, cariſſimo in Chriſto Filio Edwardo, Regi Angliæ Illuſtri, Salutem & Apoſtolicam Benedictionem.

Dudùm te, Fili cariſſime, clara imitari veſtigia Progenitorum tuorum Regum Angliæ, qui erga Deum & Sacroſanctam Romanam Eccleſiam, velut peculiares ejus Alumpni & devoti Filii, plenitudine Devotionis & Fidei claruerunt, tuæque ſplendorem Proſapiæ a quavis obfuscatione nebuloſi contagii præſervari, eáque in Te prælucere clariùs cupientes, & ex paternæ charitatis & dilectionis affectu, quo Te Statumque tuum proſequimur, noſtras tuæ Celſitudini Litteras direxiſſe meminimus:

Inter cætera recenſentes qualiter Exceſſus per Nobilem Virum, Ludowycum de Bavaria, olim, ut aſſerebatur, discorditer in Regem Romanum electum, adverſus

ANNO 1338. versus Deum & eandem Romanam Ecclesiam, ac, felicis recordationis, Johannem Papam vicesimum secundum, Prædecessorem nostrum, per coacervationem multiplicium & atrocium offensarum, nequiter perpetrati, tuum præterisse nequibant auditum; quos, velut toti Mundo notorios, non omnes, cùm longa & prolixa nimis eorum narratio extitisset, set ex eis aliquos in eisdem Litteris providimus, ut sequitur, recitandos.

Idem namque Ludowycus, contra Processus Prædecessoris ejusdem & Inhibitiones ipsius, de Consilio Fratrum suorum, ejusdem Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, factos & habitos, diversas spirituales & temporales Pœnas & Sententias continentes, intravit Italiam, & nonnullos Hæreticos, de Hæresi publicè & notoriè condempnatos, in consortium publicæ participationis admisit, tenens & asserens Hæreses manifestas, ac fovendo, secumque tenendo Hæreticos, publicè dogmatizantes prædictarum Hæresium detestabiles & horrendos horrores, hæretica quoque Dogmata scienter, immò potiùs dementer, approbans, &, in evidentiam approbationis hujusmodi; ea per Litteras diversas, Sigillo suo noto munitas, deduxit in aliorum publicam notionem.

Sibi etiam nomen Imperiale postmodùm usurpare, & administrare Jura Imperii in eâdem Italiâ & Almaniâ, contra Processus & Prohibitiones prædictos, detestabili temeritate præsumpsit, ex hiis præter Pœnas alias, Excommunicationis & Anathematis Sententias incurrendo, & tandem ausus ausibus, & excessus accumulando excessibus, se conferre non expavit ad Urbem, ubi in illam nequitiæ prorupit insaniam, ut, meditatus Urbi & Orbi universali Schismatis suscitare dispendium, quendam Ypocritam, diabolicæ præsumptionis Virum, nomine Petrum de Corbariâ, velut abhominationis horrendæ simulacrum, in Apostolicâ Sede pro Romano Pontifice statuere moliretur, idque quantum in eo fuit produxit in actum, & eum fuit veneratus ut Papam, Consecrationemque, immò veriùs Execrationem, ac Diadema Imperiale de facto recepit ibidem, ut de multis aliis insanis processibus, quinimmo detestandis excessibus, per eosdem, Lodovicum & Petrum, præsumptione perpetratis hæreticâ, taceretur.

Propter quæ dictus Prædecessor præfatum Ludowicum fore a Domino denunciavit omni Honore & Dignitate privatum, & in eum, tantarum Hæresium & & Scismatum maculis irretitum, exercens Gladium Apostolicæ Potestatis, Eum, cum omnibus qui adhærerent eidem, vel præstarent auxilium, consilium, vel favorem, seu pro Romano Rege aut Imperatore scienter haberent, tenerent, vel nominarent eundem, non solum Excommunicationis & Anathematis, set etiam alias Pœnas & Sententias, tanquam in Fautores, Auxiliatores, & Valitores, Hæretici & Scismatici promulgavit, & a jure declaravit prolatas; sicut in diversis Processibus, per præfatum Prædecessorem habitis, seriosiùs continetur.

Super quibus quidem Pœnis, quantumcumque per ipsum Ludovicum promeritis, & in eum justo Ecclesiæ judicio promulgatis, si verè pœnitens se humiliasset, ad gratiam benignam reperisset eandem Ecclesiam, quæ ipsum, tanquam Filium prodigum, de longinquo, redemptione ad suum gremium apertis brachiis recepisset, immolatura pro eo, in ubertate divinæ laudis, vitulum saginatum.

Rursus adjecimus in Litteris supradictis quòd, quamquam tàm prædictorum excessuum, quàm eorundem processuum, per dictum Prædecessorem, contra dictum Ludovicum, exigente Justitiâ, postmodùm habitorum, notitiam habuissemus, & etiam habeamus; ut tamen ipsum, à peccatorum nexibus liberatum, de faucibus sempiternæ mortis possemus eripere, postquam fuimus ad Apicem Summi Apostolatûs assumpti, diversos Nuncios ejus, diversis vicibus & temporibus ad nos missos, receperamus benignè, ac pro reconciliatione ipsius, per fructum veræ penitentiæ promerenda, prolocutiones varias habueramus cum eis, & tunc pendebat etiam ad proloquendum ulteriùs terminus affignatus, in quo, proculdubio, per nos non stetit quo minus ulteriùs fuerit super negotio Reconciliationis ejusdem processum.

Quare, Fili Dilectissime, Serenitatem tuam requirendam tunc duximus per easdem Litteras & rogandam, ut prudenter advertens, & in scrutinium internæ considerationis adducens, gravitatem pœnarum, in quas inciderent, Sententiarum, quas incurrerent, quantisque periculis se & discriminibus implicarent, qui præfato Ludovico, sic publicè & notoriè de pravitatibus Hæresis, & sic odiosi toti Christianitati Scismatis, condempnato, antequam Reconciliationis gratiam ejusdem Ecclesiæ meruisset, participare præsumerent, sibique impenderent consilium, auxilium, & favorem, vel sibi, tanquam Imperatori, aut Regi Romano, reverentiæ cultum, seu titulum Regalis vel Imperialis nominis affignarent scienter, à cujuslibet participationis fœdere contrahendo cum ipso, & exhibitione reverentiæ & honoris sibi, tanquam Regi vel Imperatori, quousque dictus Ludovicus Reconciliationis ejusdem Ecclesiæ meruisset gratiam optinere, penitus te retrahere & totaliter abstinere curares, ut tibi famæ integritas & illibata tui generis claritas servarentur. ANNO 1338.

Cùm autem rumor implacidus & admodum infestus ad Nos perduxerit, hiis diebus, quòd tu, Fili, requisitionibus & rogationibus nostris hujusmodi, utique salutaribus, & de fonte procedentibus Caritatis, non sine detrimento Salutis tuæ & Famæ (quod dolentes referimus) obauditis, non solùm cum prædicto Ludovico, nondum eidem reconciliato Ecclesiæ, nec à Pœnis & Sententiis, quibus propter præmissa, & alia multa & gravia commissa per ipsum, implicatus esse noscitur, liberato, nec etiam Processibus sæpefati Prædecessoris, per quos, ut præmittitur, adversus omnes & singulos, cujuscumque Præeminentiæ, Dignitatis, Conditionis, vel Statûs, etiam si Pontificali, Regali, vel quâcumque aliâ, Ecclesiasticâ seu Mundanâ Dignitate fulgerent, præfato Ludovico adhærentes, seu præstantes directè vel indirectè, publicè vel occultè, consilium, vel auxilium, vel favorem, vel sibi, tanquam Imperatori, aut Regi Romanorum, reverentiam exhibentes, seu titulum Regalis vel Imperialis nominis affignantes seu ascribentes, graves, spirituales & temporales, Pœnas ac Sententias infliguntur, nequaquam relaxatis, immo in sui roboris efficaciâ perdurantibus, participationis Confœderationes inire, sibique adhærere ac præstare favorem, auxilium, & consilium, præsumpsisti, immo, quod pernitiosius, pro dolor! & dampnabilius noscitur existere, si veritas relatibus sufffragetur, VICARIATUS Officium, per totam Alemanniam & Jermaniam, ac universas & singulas eorum Provincias sive partes, ab eodem Ludovico, sub Imperialis nominis titulo, ut asseritur, susceptisti de facto, cum ipse Ludovicus nec Rex nec Imperator sit, ut præfertur.

Cujus prætextu nonnullis Prælatis Ecclesiarum, & Personis Ecclesiasticis, in terris Imperii constitutis, ac in nostrâ & Ecclesiæ memoratæ devotione & fidelitate debitis persistentibus, sub Pœnis gravibus, per tuas eis Litteras comminatis, mandâsse diceris, & districtiùs injunxisse, ut ad te, tanquam ejusdem Ludovici in Alemanniâ & Jermanniâ, & partibus supradictis, VICARIUM, aduituri Sententiarum & Judiciorum ipsius Ludovici tuorúmque Mandatorum recitationem, ac præstituri eidem Ludovico, vel tibi ejus nomine, Recognitiones & Homagia de Terris, Bonis, & Juribus, quæ tenent ab Imperio, convenirent.

De te igitur, Fili, ubi sit tua tuorúmque Consiliariorum prudentia, ab eo præsertim, non sufficimus admirari, quòd, cùm tu, sicut audivimus, pro illorum repetitione Jurium, quæ ad te asseris pertinere, non sine grandium Personarum periculis, ac expensarum & sumptuum profluviis, peregrinari ad partes Alemanniæ curaveris, & multos super hoc feceris apparatus, tunc spretis ejusdem Prædecessoris Processibus, & deductis dampnabiliter in contemptum Pœnis & Sententiis supradictis, quibus te manifestè, si quæ nobis referuntur vera sint, non absque horrendâ notâ, quæ non parùm obfuscat tui claritatem Generis, proculdubiò implicâsti.

Et nichilominus,

Quamvis Nos & Ecclesia ipsa te nunquam offenderimus, nec contra te aliquid fecerimus, quamquam, ut intelleximus, falsò & mendaciter suggestum tibi per eos, qui te, salutem, & honorem tuum, minimè diligunt, fuerit quòd nos, carissimo in Christo Filio nostro, Philippo Regi Franciæ Illustri, in auxilium Guerræ suæ, ingentem pecuniæ quantitatem de nostrâ Camerâ dederamus, quódque Institutionem personarum Ecclesiasticarum concesseramus eidem in omnibus Ecclesiis Regni sui, quæ omnimodâ carere veritate noscuntur; talia namque nuncquam postulata fuerunt à nobis, nec ea concessissemus quomodolibet Eidem, quantacumque instantiâ petita fuissent, nec Decimas, contra te, Regi præfato Franciæ concessimus, set adversus Theothonicos, Ludovico adhærentes prædicto, ipsiusque Ecclesiæ Romanæ Inimicos, QUI AD INVASIONEM REGNI FRANCIÆ se, ut habebat rumor publicus & notorius, disponebant, sicut in Con-

ANNO 1338. Conceſſione Decimarum ipſarum continetur expreſſè:

Non fuit nempe intentionis noſtræ adverſus te fomentum miniſtrare Discordiæ, vel eam alicujus Subſidii adminiſtratione fulcire; quinimò ſtatum Regni tui, & etiam Regni Franciæ, Pacis & Concordiæ proſperitate, & unanimitate, potiri ſummis deſideriis affectantes, ad hoc Serenitati tuæ & dicto Regi Franciæ per nos ſæpe directis Litteris; & etiam Nunciis, videlicet, Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalibus, ad partes illas de Latere noſtro, votis ardentibus laboramus, & laborare non ceſſamus, nec ceſſabimus, ut inter te & Regem eundem, & utriusque Regna, Pacis & utilitatis ſerenitas illucescat;

Tu tamen, Fili cariſſime, fide, ut videtur, adhibitâ prædictis falſis ſuggeſtionibus & mendoſis, te noſtrum & ejusdem Romanæ Eccleſiæ Matris tuæ conſtituendo Perſecutorem & Hoſtem, invadere ac occupare Honores, & Jura noſtra, & ejusdem Eccleſiæ (ad quos Regimen & Adminiſtratio Imperii Romanorum, eo vacante, ſicut nunc vacare noſcitur, pertinent pleno jure) moliris, moleſtando Prælatos & Perſonas Eccleſiaſticas in noſtrâ & ipſius Eccleſiæ devotione ac fidelitate debitis, ut præmittitur, perſiſtentes, ipſósque ad obedientiam dicti Ludovici, de diverſis, ut præmittitur, Hæreſibus & Scismatibus, aliisque Criminibus ſententialiter condempnati, ac Jure Regio & Imperii, ſi quod ad eum forſan competierat, vel etiam competebat, juſto Dei & Eccleſiæ Judicio, privati, ac præſtationem hujusmodi Recognitionis & Homagii ſibi, vel tibi, ejus nomine, faciendam attrahere ac inducere coactivis impulſibus & Commonitionibus ſatagendo.

Utinam, Fili, antequam te hiis tàm periculoſis & deteſtandis involvas amplius, attentè conſideres, & maturâ deliberatione prævià, conſtituas ante oculos mentis tuæ circuitus periculoſos & nodoſos laqueos, quibus te, ſubtilibus ingeniis & fraudibus exquiſitis, alii qui, de ſuis potiùs, quàm de tuis ſoliciti negotiis & commodis, præmiſſis involvere, tibique onus, quod à ſe quodammodo reicere cupiunt, non minus leve, ſi diligenter circumſtantias attenderis, imponere moliti fuerint, & non ſine periculo tui præcipitii, moliuntur.

Nec te latere volumus quòd præfatus Prædeceſſor olim, per quandam Conſtitutionem ab ipſo, de dictorum Fratrum ſuorum editam conſilio, in omnes & ſingulos, cujuscumque ſtatûs, dignitatis, vel conditionis exiſterint, etiamſi Patriarchali vel quavis aliâ ſuperiori, vel Pontificali, vel Regali, Dignitate fulgerent, qui, abſque Sedis Apoſtolicæ Licentiâ ſpeciali, VICARII, ſeu cujusque alterius Officii, nomen in prædicti terris Imperii, eo vacante, ſicut tunc vacabat, & nunc etiam vacat, ut præmiſſum eſt, aſſumere, vel aſſumptum ultra terminî duorum Menſium ſpatium præſumerent retinere, ſeu dimiſſum reaſſumere quoquomodo, ut inobedientes, ac non parentes & intendentes eisdem, Excommunicationis & alias graves Sententias promulgavit.

Nos itaque (qui erga te, Fili, claudere viſcera paternæ dilectionis nequimus, & cordis dolore tangimur intrinſecus) cùm talia percipimus ad tuum, tuique Honoris, Statûs, Salutis & Famæ, dispendium machinari, tuam rogamus Magnificentiam, requirimus, & in Domino attentiùs exhortamur, ſano paternoque tibi nichilominus conſilio ſuadentes, quatenus ea, quæ præmiſimus, & alia, quæ circa illa tibi poſſunt occurrere, deducens in rectæ deliberationis & diſcuſſionis examen,

Ac inſuper tenens certiùs, & attendens quòd dictus Ludovicus, ut præmiſimus, nec Rex, nec Imperator eſt, nec aliqua, quæ ipſe fecerit vel faciet, quamvis fuit, & erit, dictis Proceſſibus ac Pœnis, & Sententiis irretitus, quicquam valuerunt, vel valent, nec ſunt, aut fuerunt, alicujus auctoritatis, roboris, vel momenti,

Quodque tibi periculoſum eſt, ac multipliciter formidandum, te Bellorum ſubicere discriminibus, maximè ſi eſſes ſupradictis Proceſſibus, Pœnis, & Sententiis (a quibus liberari non poſſes, niſi dumtaxat per Sedem Apoſtolicam, quæ Abſolutionem earum ſibi expreſſè retinuit) involutus, ac Deo & ejusdem Romanæ Eccleſiæ Perſecutor & Hoſtis effectus, à quibus te Miſericordiarum Dominus protegat & defendat,

Conſideránsque diligenter quòd, licet Humanum ſit peccare, in peccatis tamen perſeverantia diabolica eſt cenſenda,

Te à præmiſſis & ſingulis, ſic horrendis deviis, ſi ad illa forſan declinaveris ſerpentina deceptione ſeductus, antequam invaleſcant pernitioſius, ſeu in conſpectu Dei & Hominum fœteant deterius & putrescant, reſilire penitus pedesque tuos ad viam rectam, Deo placidam, ac tuis, Statui, Saluti, & Honori, congruam, dirigere quantociùs

ANNO 1338.

Non poſtponas; eorundem Cardinalium, qui te, Statúmque tuum, ſincerè diligunt, ſuper reformatione Pacis inter te dictúmque Regem mutuæ, placibili Deo, & Hominibus amabili, operâ acquieſcens.

Videtur equidem quòd, etiamſi prædicti à vero & Catholico Imperatore (ſi eſſet) alicui VICARIATUS valeret Officium affignari, adhuc tamen tuum (qui tàm magnus tantúsque Rex & Princeps exiſtis, tantóque nomine ac Titulo Regio exiſtere noſceris inſignitus in Orbe) non deceret Honorem, quòd nominareris VICARIUS alicujus Domini Temporalis; quanto minus ergo tuam decuit, vel decet, Excellentiam, illius VICARIUM appellari, qui Auctoritate nullâ, ſicut expeditum eſt ſuperius, præminet, ſet pro dolor! tantorum exiſtit reſperſus labe criminum, támque gravibus Pœnis & Sententiis, cum omnibus ſibi adhærentibus, implicatus? ſciturus, Fili amantiſſime, quòd, ſi Monitis noſtris hujusmodi ſalutaribus adquieveris cum effectu, tibi, ſic impulſo ut caderes, manum benignam porrigemus, quantum cum Deo poterimus, ſublevantem; aliàs autem non poterimus deſiſtere, cùm id a nobis exigat Officium Apoſtolicæ ſeveritatis, quo minus, ſuper prædictis, providere de oportunis Remediis (procedendo contra te, quod moleſtum & grave nobis erit admodum, ſi neceſſitate, quod abſit, fuerit, prout, exigente juſtitiâ, debebit & poterit fieri) procuremus.

Dat. Avinon. Idus Novembris Pontificatus noſtri Anno quarto.

CCXLVIII.

Lettre des ELECTEURS DE L'EMPIRE, *au Pape* BENOIT XII. *touchant* LOUIS de Baviere *Empereur, par laquelle ils l'informent de ce qu'ils ont réſolu à la Diéte touchant les droits de l'Empire, qu'ils lui déclarent vouloir maintenir. Sans date.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 119.] L'EMPIRE ET ROME.

SAnctiſſimo in Chriſto Patri ac Domino, Domino BENEDICTO Papæ: Veſtri devoti filii, Henricus Dei & Apoſtolicæ Sedis gratia Archiepiscopus Moguntinus, Electorum Principum Decanus, nec non per Germaniam Sacri Imperii Archicancellarius: Balduinus Archiepiscopus Trevirenſis, Cancellarius Galliæ: Walramus Archiepiscopus Colonienſis, Cancellarius Italiæ: Waldemarus Marchio Brandeburgenſis, Camerarius: Rudolphus Palatinus, Dapifer: Rudolphus Dux Saxoniæ, portitor enſis; Romanorum Regis, & coronandi Imperatoris legirimi Electores. Gravamur non modicè, & turbamur ex intimis, cum reverendam Sacroſanctam Romanam Eccleſiam, Matrem noſtram, & ipſius ſummos Pontifices, quibus reverentiam & honorem exhibere volumus promptis & devotis animis (a) omni vice; ac Sacroſanctum Imperium & Imperatores ſeu Reges ipſius, quorum defenſio ad nos ac omnes alios Coelectores noſtros præ cæteris Mundi Principibus ſpecialiter pertinere dinoscitur; ſicut temporibus præſentibus, videmus ad invicem discordare. Nam ex hoc non potuerunt ſibi & populo Chriſtiano proficere & prodeſſe, & prout eſt divinitus inſtitutum, ſibi mutuò ſuffragari. Propter quæ in diverſis Mundi Partibus, Provinciis & Terris, ipſis regendas, gubernandas commiſſis, innumera execrabilia pericula animarum, perſonarum & rerum, & diverſa ſcandala in Dei Eccleſia, (quod dolenter referimus) ſunt ſuborta; & majora præſumuntur futuris temporibus, quæ ad planum dici nequeunt vel conſcribi, certitudinaliter ſuboriri: quæ ſubmoveri non poſſunt, niſi utraque Poteſtas contenta ſit ſuis Juribus & conſuetudinibus hactenus obſervatis, & reformentur, quæ una contra aliam attemptavit.

(a) *Leibnitz croit qu'il faut lire omnip. en abregé, pour Omnipotentis.*

§. 2. Sanctitati veſtræ cum omni devotione, & in modum, quem poſſumus, meliorem & humiliorem referimus bono zelo, quod ſuper præmiſſis & ad conſulendum & providendum Sacroſancto Romano Imperio, cujus jura, honores, bona, libertates & conſuetudines proſtrata jacent, & à diverſis perſonis Eccleſiaſticis & ſæcularibus ſunt & fuerunt hactenus in grave præjudicium dicti Imperii invaſa, occupata, & multipliciter conculcata; xv. die menſis Julii anni XXXVIII. in Reinſe ſuper alveo Reni (ubi Principes Electores ſuper negotiis Imperii tractandis convenire conſueverunt ab antiquo) cum aliis Principibus Electoribus Imperii in unum

ANNO 1338. unum fuimus congregati; & diverſis deliberationibus & conſiliis præmiſſis, ſicut divinæ gratiæ placuit, omnes unanimes fuimus & nullo penitus discrepante pro defenſione & recuperatione jurium, honorum, bonorum, libertatum, conſuetudinum Sacri Romani Imperii ac totius Chriſtianitatis, ad cujus Regimen & defenſionem idem Imperium principaliter ordinatum dinoscitur; diſpoſuimus & ordinavimus, pro nobis & Succeſſoribus noſtris, & firmavimus jurejurando, per ſacramenta corporaliter à nobis & omnibus Coelectoribus noſtris præſtita; quod jura, honores, bona, libertates & conſuetudines dicti Imperii & noſtra, nobis in Electione Imperii competentia ex conſuetudine vel de Jure manuteneamus, defendamus & illibata conſervemus toto poſſe, & viribus noſtris, contra omnes homines cujuscunque præeminentiæ, dignitatis, ſeu ſtatus exiſtant, & quod hoc non obmittamus propter aliqua pericula rerum & perſonarum, aut præcepta, mandata & proceſſus, per quemcunque modum & formam prolati ſint, vel in antea proferantur contra Imperium & nos, vel Coelectores noſtros; per quæ dicto Imperio, ac nobis & Coelectoribus noſtris in prædictis Juribus, bonis, hominibus, libertatibus & conſuetudinibus præjudicatum ſit, vel in futurum poſſet præjudicium generari.

§. 3 Et tandem ſuper præmiſſo lamentabili deſiderio, & cauſis originalibus, ex quibus ortum dinoscitur, quod inter Sanctam Romanam Eccleſiam, ac Sacrum Romanum Imperium & Dominum noſtrum LUDOVICUM Romanorum Imperatorem, jam longis temporibus diligenti & ſollicita deliberatione præhabita, nos & alii Coelectores noſtri cognovimus, & nobis conſtitit evidenter ex Proceſſibus quondam Domini Johannis Papæ XXII. Prædeceſſoris veſtri, quod ipſe primo & poſtea Sententias Excommunicationis & Interdicti (ſi ſic dici merentur) ac alias diverſas Sententias & Proceſſus de facto contra Deum & Juſtitiam, & Juris ordinem fulminavit, contra prædictum Dominum noſtrum, Dominum Ludovicum Rom. Imperatorem, ac fautores & adhærentes ſibi: qui à majori parte Principum Electorum fuit ritè & rationabiliter in Regem Rom. electus, in Imperatorem poſtea conſervandus: quod ſe de adminiſtratione Imperii intromiſit, non approbata per prædictum Prædeceſſorem veſtrum ipſius electione, quam in discordia aſſeruit celebratam.

§. 4. Per quas Sententias & Proceſſus, cum juri & conſuetudini Imperii præfato Domino noſtro Ludovico, nobis & aliis Electoribus Imperii permaximè derogetur; cum jure caveatur & conſuetudine, cujus contrarium in memoria hominum non exiſtit, ſit rationabiliter introductum, & ſine cujusvis contradictione legitimè obſervatum, ſicut etiam in prædicto Parlamento per nos & alios Coelectores noſtros, præhabita diligenti deliberatione & discuſſione, ac conſilio multorum Principum, Comitum, Baronum & Nobilium eſt concorditer declaratum, & ſententialiter definitum: Quod vacante Romano Imperio is, qui eligitur concorditer, vel à majori parte Principum Electorum, pro Rege Romanorum ab omnibus eſt habendus: Et quod nec nominatione, approbatione, confirmatione, conſenſu, vel auctoritate Sedis Apoſtolicæ ſuper amminiſtratione bonorum & Jurium Imperii indiget, ſive titulo Regio aſſumendo: quodque Jura & bona Imperii amminiſtrare & gubernare poterit, & de Jure & conſuetudine, nulla Sedis Apoſtolicæ ſuper hoc licentia habita vel obtenta.

§. 5. Quare cum Sanctitas veſtra teneatur præ omnibus Regnis Mundi defendere jura Imperii, quod ad defenſionem Sedis Apoſtolicæ & totius fidei Chriſtianæ eſt cœlitus ordinatum, & ſine cujus ſalubri gubernatione & defenſione non poteſt in opulentia pacis perſiſtere Chriſtianus populus, nec benè colere pacis auctorem: Clementiæ Sanctitatis veſtræ ſupplicamus, cum omni humilitate & reverentia, qua poſſumus & valemus, quatenus Sententias & Proceſſus prænotatos, & quidquid exinde ob nos ſecutum eſt totaliter & penitus revocetis, tanquam in præjudicium Imperii & jurium ipſius prolatos. Quæ jura illibata pro poſſe ſervare tenemur ratione à nobis præſtiti juramenti, ut obinde in omni obedientia & devotione Eccleſiæ Romanæ & Sanctitatis veſtræ debeamus devotioribus animis perpetuo permanere. Et ne, ſi ſecus fieret, nos & alii Coelectores noſtri, cum aliis Principibus Eccleſiaſticis & Secularibus Alamaniæ cogeremur invenire & quærere contra eosdem Proceſſus & Sententias, quamvis inviti, remedia opportuna. Super præmiſſis ad Sanctitatem veſtram tales transmittimus, quibus in dicendis & petendis noſtro nomine fidem, veſtram clementiam petimus adhibere.

CCXLIX.

ANNO 1339.

Conventio inter EDUARDUM III. *Regem Angliæ & ALBERTUM & OTTONEM Duces Auſtriæ de præſtando mutuo auxilio 200. Galeatorum, & de invadendis Terris Ducis Burgundiæ. Data apud Antwerpiam die 16. Februarii 1339.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 99.] 16. Fev.

REx Omnibus, ad quos &c. Salutem.

Veſtræ volumus patere notitiæ quòd,

Cùm Illuſtres, Albertus & Otto, Duces Auſtriæ, Stiriæ, & Karinthiæ, quasdam Ligas & Pacta, de præſtando inter Nos Auxilio mutuo, nobiscum iniérint, & firmiter ac fideliter promiſerint ſe nobis, pro noſtris neceſſitatibus, quandocúmque ipſos noſtris certis Legationibus & Litteris habuerimus requiſitos, contra noſtros Adverſarios quoſlibet (Romano Imperio excepto) Ducentos Viros Galeatos, in Civitatem Franchenfurtiæ juxta Renum, ſuis ſub expenſis in noſtrum Auxilium transmiſſuros,

Eosque ibi in noſtris manibus aſſignandos, ac ab indè noſtris expenſis, & pro noſtris uſibus traducendos,

Et, in ipſorum reditu, ad dictum locum Franchenfurtiæ, ſub ſecuro tranſitu, reducendos,

Nos, vice verſâ, præfatis Ducibus promittimus firmiter & ſpondemus, ut quandocumque, pro ſuis neceſſitatibus, nos ſuis certis Legationibus & Litteris duxerint requirendos, contra ſuos Adverſarios quoſlibet, Ducentos Viros Galeatos, in Civitatem Franchenfurtiæ antedictam, expenſis noſtris transmittere tenebimur, & ipſos ibidem dictorum Ducum manibus aſſignare,

Quos abinde, pro ſuis uſibus, ſuis traducent expenſis,

Et ipſos, ad propria reverſuros, uſque ad dictam Civitatem de Franchenfurtiâ, ſub expenſis Ducalibus, ſecuro conductu, reducent.

Intervenit etiam, inter nos, & dictos Duces, Pactio ſpecialis, quam, quatenus ad nos attinet, plenè promittimus obſervare:

Ut, videlicet, pro Lite præſenti, quam contra Dominum Philippum de Valeſio (pro Rege Franciæ ſe gerentem) præ manibus habere dinoſcimur, dicti Duces, loco Ducentorum Galeatorum, quos nobis pro dictâ Lite deberent traducere, poſſint, ſi id eis convenientius apparebit, Terram & Gentem Illuſtris Ducis Burgundiæ, decenti comitivâ invadere, ipſamque Terram validè & hoſtiliter occupare; de quo habemus eſſe contenti, & dictos Duces Auſtriæ, de dictis Ducentis Galeatis, pro iſtâ vice, penitùs ſupportare.

Et quòd Nos, cum præfato Domino Philippo ac Duce Burgundiæ, nullam Compoſitionem ſeu Concordiæ unionem, ſine dictis Ducibus, nec ipſi ſine nobis, iniemus, nec inient, nec recipiemus, nec recipient, niſi nobis & ipſis utrimque in dictis Compoſitione & Concordia intercluſis.

In cujus rei Teſtimonium has Litteras noſtras Sigillo noſtro fecimus conſignari.

Dat. apud Andewerp decimo ſexto die Februarii.

CCL.

Conventio inter EDUARDUM III. *Regem Angliæ & BALDEWINUM Archiepiſcopum Trevirenſem ſuper oppignorata eidem pro quibusdam pecuniæ ſummis Corona Angliæ hæreditaria. Data die 27. Februarii 1339.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 101.] 27. Fev

NOS,

Henricus, permiſſione divinâ, Epiſcopus Lincolnienſis,
Reynaldus Comes Gelriæ & Zutph.
Willielmus de Monte Acuto Comes Sarum,
Henricus de Ferrariis Camerarius,
Johannes Darcy, Seneſcallus Hoſpitii, Sereniſſimi Domini noſtri Domini Edwardi Regis Angliæ,
Willielmus de la Pole,
Et Paulus de Monte Florum,

ſpeciale & ſufficiens ad infraſcripta ab eodem Domino noſtro Edwardo, Anglorum Rege, mandatum habentes,

Re-

ANNO 1339. Recognoſcimus, tàm dicti Regis Angliæ, quàm noſtro nomine, publicè per præſentes quòd,

Licet,

Ex parte dicti Domini Regis, cum Reverendo in Chriſto Patre ac Domino, Domino Baldewino Archiepiſcopo Trevirenſi, ſuper Auxilio & Aſſiſtentiâ, Sacro Romano Imperio & dicto Regi per ipſum Dominum Archiepiſcopum faciendis, ac ſuper certis Pecuniarum ſummis, eidem Archiepiſcopo ob hæc dandis,

Nonnullæ ORDINATIONES & CONVENTIONES factæ & habitæ dinoſcantur, Promiſſionibus & Litteris ab utralibet Partium mutuò indè datis,

Nos tamen, juxta illas, præfato Domino Archiepiſcopo, pro prætactis Auxilio & Aſſiſtentiâ, nomine quo ſupra, efficaciter promiſimus, & promittimus nos procuraturos & facturos quòd Vinelmus Rufus, Judæus de Argentinâ, nomine dicti Domini noſtri Regis, Quinquaginta Milia Florenorum aureorum de Florentiâ, bonorum & legalium (de quibus in Litteris dicti Regis, aliàs memorato Domino Archiepiſcopo datis, continetur) & etiam undecim Mille Florenorum prætactorum,

Quæ quidem undecim Mille Nos, Comes Gelrenſis prædictus, juxta poteſtatem nobis ſuper hoc per dictum Dominum Regem in prætactis Litteris ſuis datam, tàm ratione Stipendiorum, quàm pro Hoſpitio ipſius Domini Archiepiſcopi, pro primo Menſe ab eo tempore, quo ipſe Dominus Archiepiſcopus à Treven. pro dictis Auxilio & Aſſiſtentiâ progredi incipiet, computando, rationabiliter moderati ſumus & præſentibus arbitramur,

Dabit & ſolvet integraliter, ante Feſtum Palmarum proximùm, Domino Archiepiſcopo memorato,

Quod, ſi hæc non fecerit, extunc nos omnes & ſinguli prædicti, nomine quo ſupra, ante Dominicam QUASI MODO proximam, ipſi Domino Archiepiſcopo, de prætactis ſexaginta uno Milibus Florenorum prædictorum, ſatisfacere debebimus integraliter cum effectu.

INSUPER promiſimus, & promittimus, ut ſupra, ultra prætactas Summas, pro prætactis Auxilio & Aſſistentiâ, eidem Domino Archiepiſcopo alia Quinquaginta Mille Florenorum prædictorum (de quibus etiam in Litteris dicti Regis fit mentio) ante Feſtum Nativitatis Sancti Johannis Baptiſtæ proximum; Item, eidem Domino Archiepiſcopo, ratione Stipendiorum & ſui Hoſpitii prætactorum, poſt lapſum primi Menſis prædicti, quamdiu dictus Dominus Archiepiſcopus, vel ejus Exercitus, in expeditione, ratione Auxilii & Aſſiſtentiæ prædictorum, fuerint, in principio cujuſlibet Menſis, undecim Mille Florenorum prætactorum per nos, vel alios, ex parte dicti Regis, integrè nos daturos.

Cæterùm, ſi dictum Dominum Archiepiſcopum, aut ſuos, occaſione Aſſiſtentiæ vel Auxilii prædictorum, dampna aliqua, in Hominum ſuorum Captivationibus, in Equorum perditionibus, aut aliàs qualitercúmque, ſuſtinere contigerit, hujusmodi dampna dictus Dominus Rex, & nos, dicto Archiepiſcopo refundere tenebimur & plenariè reſarcire.

Et, ut prædicto Domino Archiepiſcopo, ſuper prædictis, plus ydoneè caveatur, ſibi Coronam dicti Domini Regis ac Regni Angliæ Hæreditariam & præcellentiorem, ritè & legitimè, quo ſupra nomine, pro Quinquaginta Millibus Florenorum prætactis, in Feſto prædicto ſolvendis, titulo Pignoris tradidimus & obligavimus, & hiis Litteris obligamus;

Promittentes, quo ſupra nomine, quòd prætacta Corona, per ſolutionem & numerationem eorumdem Quinquaginta Milium Florenorum, & etiam Quinque Milium Florenorum (Quæ quidem Quinque Mille dicto Archiepiſcopo, pro ſuis Sumptibus, jam pro dicto Domino noſtro Rege factis, in omnem eventum ſolvenda promiſimus, & promittimus ante Feſtum Sancti Johannis Baptiſtæ prætactum) per nos, vel alios, nomine dicti Domini Regis, redimi & liberari debebit.

Quod, ſi factum non fuerit, extunc præfatus Dominus Archiepiſcopus dictam Coronam liberè poterit, alii, vel aliis (ut ſibi placuerit) ulteriùs obligare, usque ad ſummam prætactorum Quinquaginta & Quinque Milium Florenorum, necnon pro dampnis & intereſſe, ſi quæ ipſum Dominum Archiepiſcopum ex retardatâ ſolutione dictorum Quinquaginta & Quinque Milium Florenorum, ipſi Archiepiſcopo faciendâ, quocúnque modo contigerit ſuſtinere; ſuper quibus dicti Domini Archiepiſcopi verbis, ſecundum ſui conſcientiam prolatis, ſtabimus & credemus; hoc tanto excepto, nè ipſa Corona, tranſlatione Dominii, ante lapſum Anni, inchoandi in dicto beati Johannis Feſto, quomodolibet diſtrahatur;

Poſt Annum verò hujusmodi effluxum, nec prædictus Dominus Archiepiſcopus, nec quivis alius, ſuper prædictâ Coronâ, prædictum Dominum Regem, nos, aut aliquem ſuperiorem, in aliquo requirere tenebitur quovis modo, ANNO 1339.

Nec dictus Dominus Rex, nec aliquis noſtrûm, ſeu quivis alter, ſuo, vel noſtro nomine, dictum Dominum Archiepiſcopum, aut quemvis alium, ſuper Corona prætactâ, contra voluntatem ipſius Domini Archiepiſcopi, impetere poterit vel debebit.

Et, ſi per hujusmodi Coronæ Obligationem dicto Domino Archiepiſcopo, de prætactis Quinquaginta Quinque Millibus Florenorum, & dampnis & intereſſe prædictis, ad plenum ſatisfactum non fuerit, extunc quicquid ipſi de præmiſſis defuerit, de hoc dictus Dominus Rex, ac nos, noſtrique Succeſſores, & Hæredes, integrè ſibi ſatisfacere debebimus & tenemur.

Eſt INSUPER condictum & adjectum quòd, ſi Sexaginta unum Milia Florenorum, ſuperiùs primò tacta, ante Dominicam QUASI MODO prædictam, dicto Domino Archiepiſcopo ſolvendorum, ante jam dictam Dominicam realiter & integrè tradita & ſoluta non fuerint, ut ſuperiùs eſt præmiſſum, tunc dictus Dominus Archiepiſcopus ad Auxilium & Aſſiſtentiam prædictas minimè tenebitur, nec dicto Regi, nobis, vel alicui, aut aliquibus, ſuo nomine, in aliquo penitùs ſit aſtrictus;

Et nichilominùs prætacta Corona memorato Domino Archiepiſcopo, pro ſuis, & ſuorum, laboribus, ſumptibus, & apparatibus, occaſione Auxilii & Aſſiſtentiæ præmiſſorum, per ipſum Archiepiſcopum & ſuos jam factis, pro Viginti & Quinque Millibus Florenorum prætactorum, remanere & eſſe debebit tàm diu cum efficaciâ obligata, quousque ſibi de Viginti Quinque Millibus jam dictis, ac dampnis & intereſſe, ſi quæ ipſum Archiepiſcopum, ex morâ ſolutionis prædictorum Viginti Quinque Millium Florenorum, ſuſtinere contigerit, per dictum Dominum Regem, nos, vel alios ex parte ipſius Domini Regis, fuerit plenariè & realiter ſatisfactum.

Quam quidem Coronam poterit memoratus Archiepiſcopus, poſt dictum Feſtum Sancti Johannis, pro prædictis Viginti Quinque Millibus Florenorum, & dampnis & intereſſe prædictis, alii, vel aliis Creditoribus, quos ydoneos reputaverit, obligare, ac de eâ disponere ſub modis, & conditionibus, ac obſervationibus, prout in caſu prætacto, quo ſervire teneretur, de Obligatione hujusmodi Coronæ, pro majori Summâ faciendâ, ſuperiùs eſt expreſſum.

Et, ſi præfato Archiepiſcopo, per hujusmodi Coronam, ſeu ejus Obligationem, de prætactis Viginti Quinque Millibus Florenorum, ac dampnis & intereſſe prædictis ſatisfieri non potuerit, tunc quicquid ſibi de eâdem Summâ, ac dampnis & intereſſe prætactis, defuerit, & id quo minus habuerit, tenebitur memoratus Dominus Rex, ac nos tenebimur, eidem Archiepiſcopo plenariè reſarcire.

Nec, ultra jam tacta Viginti Quinque Millia, ac dampna & intereſſe prætacta, prædictus Dominus Rex, aut nos, eidem Archiepiſcopo, in aliquibus aliis Pecuniarum Summis, eſſe debemus obligati.

Et cùm de dictis Viginti Quinque Millibus Florenorum, cum dampnis & intereſſe prædictis, fuerit, infra annum, à Feſto beati Johannis prætacto vel citiùs, prædicto Archiepiſcopo ſatisfactum, tenebitur dictus Dominus Archiepiſcopus prædictam Coronam præfato Domino Regi, ſuóve Procuratori, ad id ſufficiens mandatum exhibenti, ſub Sigilli Teſtimonio liberare.

Cæterùm in omnibus & ſingulis ſupra & infra ſcriptis, in quibus præfatus Dominus noſter Rex, aut nos, prædicto Domino Archiepiſcopo obligati ſumus, ſeu aſtricti, in hiis etiam aſtricti & obligati illi vel illis, qui Cauſam, vel Cauſas, aut præſentes Litteras ab ipſo Archiepiſcopo habuerint, juxta Declarationem & Determinationem prædictas, eſſe volumus & debemus: volentes etiam ut ipſi, circa Obligationem prædictæ Coronæ, & circa alia, eadem facere poſſint quæ poteſt Archiepiſcopus memoratus.

Et, pro præmiſſis & ſequentibus omnibus & ſingulis inviolabiliter obſervandis, conſtituimus nos, & quemlibet noſtrûm in ſolidum, pro dicto Domino Rege fidejuſſores & principales Debitores;

Volentes & eligentes ſpontè, ſi ea plenè non fuerint obſervata, quòd ipſe Dominus Archiepiſcopus per ſe, & alios ultra hoc, quod dictum Dominum Regem, & nos, vel aliquem de noſtris, præmiſſis non obſervatis, notare & inculpare valeat, dictum Dominum Regem, Noſipſos, Bona, & Res, ipſius & noſtras, ac Subditorum dicti Domini Regis, ac noſtrorum, quibuscumque

ANNO 1339. cumque nominibus nuncupentur, sine cujusquam Judicis aut Superioris requisitione, auctoritate, licentiâ, injuriâ, vel offensâ, invadere, occupare, detinere, ac se de eis intromittere; ipsâsque, res, & Bona, obligare & distrahere possit, donec sibi de omnibus & singulis, quæ sibi de præmissis defuerint, seu quorum minus habuerit, plenariè satisfiat.

ITEM, neque dictus Dominus Rex, neque nos, nec aliquis nostrûm, ad Regnum Angliæ umquam, absque liberâ & expressâ licentiâ dicti Domini Archiepiscopi, transfretare, vel venire debebimus, seu debebit, nisi prius satisfactum existat præfato Domino Archiepiscopo, secundum Determinationes prætactas, de omnibus & singulis supratactis.

Est insuper condictum specialiter & adjectum, quòd nos, apud præfatum Dominum nostrum Regem Angliæ, faciemus & procurabimus, quòd Rex ipse suis Patentibus Litteris, Majori suo Sigillo pendente sigillatis, præfato Domino Archiepiscopo, infra hinc & Dominicam QUASI MODO sæpedictam tradendis, omnia & singula supra & infra scripta, de suo Mandato speciali, gesta fore recognoscat; & quòd ea approbet, gratificet, ac ratificet: Eáque firma & inconcussa servare pro se, & suis Hæredibus, ac Successoribus, per fidem suam promittat.

Et, postquam hoc factum fuerit, extunc Litteræ dicti Domini Regis, aliàs conscriptæ & sigillatæ, ipsique Domino Archiepiscopo occasione prætactâ traditæ, quoad quascumque Summas Florenorum, ex parte dicti Domini Regis ipsi Archiepiscopo quibuscumque terminis persolvendas: Necnon quoad dampna & interesse, quæ eâ occasione, eidem Domino Archiepiscopo resarcienda vel refundenda esse debebunt; viribus vacuare &, quantum ad hoc, pro infectis penitùs habeantur; eisdem tamen prioribus Litteris Regiis, quoad alia in ipsis contenta, in suo robore duraturis.

Ea omnia & singula supra & infrascripta promisimus, & promittimus per fides nostras, per nos præstitas corporaliter, loco & vice Juramenti, dictum Dominum Regem, ac Nosipsos, rata, & grata, ac firma, inviolabiliter servaturos & adimpleturos; & quòd contra ea, per Nos, vel alios, occultè vel publicè, directè vel indirectè, quovis exquisito ingenio, colore, vel arte, non faciemus, nec veniemus, nec a quoquam, quantum in nobis est, fieri permittemus;

Nec etiam præfatum Dominum Archiepiscopum, in detentione prælibatæ Coronæ, vel ejus Obligatione juxta conscripta superiùs, impediemus, seu obstaculum aliquod interponemus, aut quomodolibet impetemus:

Renunciantes, pro dicto Domino Rege, Nobis, ac nostris Hæredibus, & Successoribus omnibus & singulis, omni Juris beneficio Canonici & Civilis, necnon Consuetudinibus, Privilegiis, Gratiis, Libertatibus, & Litteris quibuscumque, Defensionibus quoque & Exceptionibus, quæ dicto Domino Regi, Nobis, vel nostris Hæredibus, aut Successoribus, contra præmissa, vel ipsorum aliquod, possent aliqualiter suffragari, dolo, fraude, & violentiâ, in omnibus & singulis prætactis, semotis penitùs & exclusis.

Acta sunt hæc nobis, Episcopo & Comite Gelriæ, supradictis, præsente & cooperante Domino Bartholomæo de Burghassh Milite pro parte dicti Domini Regis:

Sed ex parte Domini Archiepiscopi sæpedicti, Nobilibus Viris Dominis, Johanne de Brunshorn, Paulo de Caych, Militibus: Tylmanno de Rodemeratur Armigero: Magistro Coquine; & Magistris, Wytclo de Birgele, Rudulpho dicto Lasse, & Teod. dicto Hacke, Clericis Domini Archiepiscopi Trevirensis supradicti, præmissa tractantibus & præsentibus in eisdem.

In quorum omnium evidentiam ac robur sigilla nostra præsentibus sunt appensa.

Ego quoque Bartholomæus supradictus recognoscens me omnibus & singulis præmissis interfuisse, eaque tractâsse, & quia, ex voto speciali, cum prædicto Domino Episcopo Lincolnienſi, Fratre meo, nec principalis Debitor, nec Fidejussor esse possum, Sigillum meum, in præmissorum evidens Testimonium, appendi etiam ad præsentes.

Dat. Anno Domini Millesimo, Trecentesimo, Tricesimo Octavo, secundum Stilum & Consuetudinem Ecclesiæ Anglicanæ & Provinciæ Treverensis, die penultimâ Mensis Februarii.

CCLI.

19 Mars. *Lettres par lesquelles l'Empereur* LOUIS IV. de Baviere *crée Duc* RAINAULD *Comte de Gueldre. Fait à Francfort, le 19. Mars* 1339. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 151.]

ANNO 1339. EMPIRE ET GUELDRE

LUDOVICUS IV. ** omnibus has Literas visuris salutem. Quandoquidem REINOLDUS Comes Gelriæ, regio genere ortus, multa servitia * Imperio præstiterit, & adhuc præstare poterit, Henrico Moguntino & Balduino Trevirensi, Archiepiscopis, Joanne Rege Bohemiæ, Rudolpho Comite Palatino Rheni & Duce Bavariæ, Rudolpho Duce Saxoniæ, Ludovico Marchione Brandenburgensi filio nostro primogenito, præsentibus, dictum Reinoldum ex Comite Ducem Gelriæ creamus, ut & posteros ejus legitimos: cum hoc Privilegio, quando nos aut Successores nostri publicabunt Parlamenta, vel quando novi aliqui Principes creabuntur, vel similes actus publici celebrabuntur, quod tunc ipse vestibus Cæsareis nos induet.

§. 2. Item quando Successores nostri Romanorum Reges, Aquisgrani, Mediolani & Romæ coronabuntur, quod tunc ipse aut ejus Heredes Coronam Regiam dictis Regibus super caput imponent, deponent, portabunt, & in manibus gestabunt.

§. 3. Insuper ad majorem dicti Ducatus & Principatus splendorem, assignamus ipsi, juxta morem Imperii, quatuor Officiarios infra nominandos, & eorum Heredes, videlicet, Jacobum van Myrlaer Oeconomum, Everardum van Wylp Marescalcum, Theodericum van Lienden Buticularium seu Pocillatorem, & Guilelmum van Brouchuysen Camerarium.

§. 4. Item concedemus ipsi jus cudendi monetam auream, juxta valorem monetæ Archiepiscopi Coloniensis, Ducis Brabantiæ, & Comitum Hannoniæ atque Hollandiæ. In testimonium veritatis has Litteras scribi, & sigillo nostro firmari jussimus. Datum Francofurti, die 19. Martii, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo nono.

CCLII.

1 Avril. JOANNIS *Episcopi Olomucensis, &* RUDOLPHI II *Saxoniæ Ducis*, Vidimus *Donationis de Marchia* Budessinensi *& Civitate* Camentz, *per Imperatorem* LUDOVICUM Bavarum, JOANNI *Bohemiæ & Poloniæ Regi de anno* 1320. *factæ. Datum Pragæ Sabbatho ante Dominicam qua cantatur* Misericordias Domini *Annô* 1339. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Appendice Diplomatum atque Document. Historiam Lusatiæ illustrant. Tom. IV. Scriptor. Lusaticorum pag. 192. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Absatz II. in Anhang von der Laufitz. pag. 8. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOs Joannes Dei Gratiâ Olomucensis Episcopus, & per eandem Gratiam Rudolphus Dux Saxoniæ. Recognoscimus Domini *Ludovici* Romanorum Regis Literas suæ Majestatis sigillo roboratas, non cancellatas, non vitiatas, non abrasas, sed in prima & integra sua figura existentes, quarum tenor per omnia est talis, nos vidisse.

Nos Ludovicus Dei gratiâ Romanorum Rex semper Augustus, ad universorum notitiam præsentibus volumus pervenire. Quod nos *Illustris Joannis Bohemiæ & Poloniæ Regis ac Lucemburgensis Comitis, Principis & affinis nostri charissimi* affectum & jugem sollicitudinem, quem circa nos & Imperium gerit assiduè advertentes, ipsumque *Joannem* ad prosequendum commodum, & honorem Imperii aliquarum retributionum repensa allicere cupientes, *sibi Hæredibus & Successoribus suis Bohemiæ Regibus Marchiam, & terram Budessinensem & Civitatem Camentz ac universum Dominium* earundem, quæ ad Imperium ex eo, quòd quondam *Woldemarus Marchio Brandenburgensis* sine Hærede decessit, fuerant devoluta, damus, concedimus & donamus ex certa nostra scientia in feudum, & jus feudi tenendum & possidendum perenniter cum *Civitatibus, Censibus, Castris, Munitionibus, Oppidis, Vallis, Molendinis, Sylvis, venationibus, rubetis, pratis, pascuis, aquis, aquarum decursibus*, & universaliter cum omnibus & singulis Juribus, quocunque nomine censeantur, & in quibuscunque rebus consistant, quæ ad ipsam terram *Budessinensem & Civitatem Camentz* pertinere dignoscuntur. Volentes, ut ipse *Joannes, Hæredes & Successores sui Reges*

ANNO 1339. *Reges Bohemiæ*, terram & Civitatem prædictas, cum universis pertinentiis & Juribus suis prænotatis habere, Jure Dominii tenere & possidere perpetuis temporibus debeant, nobisque & Imperio debita fidelitatis obsequia, ut Jus Feudorum exigit de terra & Civitatibus prædictis præstare teneantur. In cujus rei testimonium præsentes Literas fieri & sigillis Majestatis nostræ jussimus communiri. Datum in Castris propè Villam *Haslach*, Idibus Septembris Anno Domini M. CCC. XX. Regni vero nostri Anno 6. In cujus evidentiam sigilla nostra præsentibus duximus appendenda. Datum Pragæ Anno Domini M. CCC. XXXIX. Sabbatho ante Dominicam, quâ cantatur: *Misericordias Domini.*

CCLIII.

27 Avril. EDUARDI III. *Angliæ Regis Ratificatio Fœderis anno* 1337. *inter se &* RUPERTUM *Comitem Palatinum atque Bavariæ Ducem initi. Datum apud Andwerp* 27. *Aprilis* 1339. [Voyez-la ci-devant pag. 158. sous le 30. Juin 1337.]

CCLIV.

15. Sept. *Sententia Diffinitiva in Causa, inter* CASIMIRUM *Poloniæ Regem ab una, & Magistrum atque Fratres Ordinis B.* MARIÆ TEUTONICORUM *parte ab altera, de Terris & Dominiis* Pomeraniæ, Culmensis, Michalovien sis, Cujaviæ, *atque* Dobrzinensis, *vertente, per Commissarios Apostolicos, scilicet* GALHARDUM DE CARCERIBUS, *Præpositum Titulensem, &* PETRUM GERVASII *Canonicum Avicien sem, contrà dictum Ordinem lata. Varschoviæ die* 15. *Septembris* 1339. Cum *inserto Mandato Papæ* BENEDICTI. *Datum Avinionæ* IV. *Nonas Maji annò ut suprà.* [DLUGOSSI Historia Polonica Lib. IX. col. 1045.]

In Nomine Domini, Amen.

NOverint universi, quòd nos Galhardus de Carceribus Præpositus Titulensis Colocensis Diœcesis, & Petrus Gervasii Canonicus Avicien sis Ecclesiarum, Apostolicæ Sedis Nuncii & Executores, & Judices in Causa, quæ vertitur inter Magnificum Principem Casimirum Dei gratiâ Regem Poloniæ Illustrem ex una parte, & Venerabiles ac Religiosos viros Magistrum & Fratres Ordinis B. Mariæ Teutonicorum, in partibus Prussiæ, parte ab altera, ab eadem Sede Apostolica, specialiter deputati, pridem Literas Apostolicas veras & integras, ac omni suspicione carentes, bullâ plumbeâ Sanctissimi Patris & Domini nostri, Domini Benedicti Divinâ providentia Papæ duodecimi, in filo canapi, more Romanæ Curiæ bullatas, ut prima facie apparebant, cum ea qua decuit reverentia accepimus, de verbo ad verbum tenorem, qui sequitur continentes. Benedictus Episcopus servus servorum Dei. Dilectis Filiis Magistro Galhardo de Carceribus Præposito Titulensi Colocensis Diœcesis, & Petro Gervasii Canonico Avicien sis, Ecclesiarum, Apostolicæ Sedis Nunciis, salutem & Apostolicam benedictionem. Querelam gravem pro parte charissimi in Christo Filii nostri Casimiri Regis Poloniæ illustris, in Consistorio coram nobis & Fratribus nostris propositam, audivimus, continentem. Quòd olim Magister & Fratres Domûs B. Mariæ Teutonicorum, qui tunc erant in Prussiæ partibus commorantes, nonnullas terras & Dominia infra Regnum suum Poloniæ consistentes, videlicet Culmensem & Pomeraniæ dudum, nec non à paucis citra temporibus, Magister, qui tunc erat, & Fratres dictæ Domûs, Wladislavien sem, Brzestensem, Dobrzinensem, & Michalovien sem, terras, ad Regem & Progenitores ejus de Jure spectantes, infra Regnum ipsum consistentes, non sine magna strage Christi fidelium, & concrematione Ecclesiarum vel citra, hostiliter invaserunt, & per violentiam occupaverunt, & adhuc de facto detinent occupatas, in animarum ipsorum perniciem, ipsius Regis (ad quem, ratione dicti Regni sui, dictæ terræ, ut præmittitur, spectare noscuntur, sicut etiam per Sententiam latam supra dicta terrâ Pomeraniæ per certos Judices, delegatos per felicis recordationis Joannem Papam vigesimum secundum Prædecessorem nostrum, dum adhuc ageret in humanis, ad instantiam claræ memoriæ Wladislai Regis Poloniæ tunc viventis, Genitoris Casimiri Regis prædicti, deputatos, ab olim dicitur liquide apparere, ac dicti Regni, quod est Romanæ Ecclesiæ censuale, quodque, post Deum, nullum, præter ipsam Ecclesiam, recognoscit superiorem in Terris, nec non & ejusdem Ecclesiæ Romanæ, quæ propterea censu, qui denarius B. Petri dicitur, eidem Ecclesiæ, in ipso Regno debito, multipliciter extitit defraudata,) in grave præjudicium atque damnum. Supplicatum igitur nobis est pro parte dicti Regis ut providere super his de opportuno remedio curaremus. Nos apud Sedem Apostolicam informari volentes, an Magister & Fratres prædicti super præmissis laborarent infamia, dilecto Filio nostro Petro, tituli sanctæ Praxedis Presbytero, & bonæ memoriæ Joanni S. Theodori Diacono, tunc viventi, Cardinalibus, commisimus oraculo vivæ vocis, ut super hoc apud Sedem ipsam plenius se informarent, nobisque referrent, quæ per informationem hujusmodi reperirent. Ac deinde per eos super hujusmodi infamia informatione recepta, dictoque Joanne postmodum, sicut Domino placuit, de hac luce subtracto, ipsoque Petro, Cardinalibus, se de speciali mandato nostro, de Romana Curia, pro certis arduis negotiis absentante. Demum Venerabilis Frater noster, Joannes Episcopus Portuensis, de speciali mandato sibi facto, de informatione hujusmodi, per dictos Cardinales, ut præfertur, recepta, cujus Acta sibi fecimus assignari, fecit in Consistorio coram nobis, ac dictis Fratribus nostris relationem plenariam & fidelem. Et quia per relationem hujusmodi nobis constat, quòd Magister & Fratres prædicti super præmissis noscuntur infamia laborare; Nos nolentes nec valentes illa, si vera sint, salva conscientia, conniventibus oculis pertransire, contra invasores, occupatores hujusmodi, prout prædictorum excessuum enormitates exposcunt, ne ipsorum impunitas, aliis in exemplum transeat, debitè procedentes, discretioni vestræ, & dictorum Fratrum nostrorum Consilio per Apostolica Scripta committimus & mandamus, quatenus vos & alter vestrum, per vos seu alium vel alios, incendiarios Ecclesiarum prædictarum, cujuscunque status, ordinis, & conditionis existant, auctoritate nostra in Ecclesiis, & locis aliis, ubi expedire videbitur, generaliter excommunicatos publice nuncietis, & faciatis per alios nunciare. Quorum absolutionem Sedi Apostolicæ duximus specialiter reservandam. Ac deinde de prædictis invasionibus, occupationibus, & incendiis, sive damnis simpliciter & de plano, sine strepitu & figura judicii vocatis, qui fuerint vocandi, informari curetis. Et si vobis constiterit legitimè de invasionibus, occupationibus, damnis & incendiis supradictis, ac personis quæ talia perpetrarunt, eosdem incendiarios nominatim excommunicatos, publicè nuncietis, diebus Dominicis & festivis, & per alios in locis ubi expedire videritis, nunciare faciatis, & ab omnibus arctiùs evitari, & tam eos quàm alios invasores, occupatores, nec non damnorum hujusmodi illatores, & ad reædificationem Ecclesiarum vel occasione ipsorum, ut præmittitur, destructarum, & satisfactionem, & emendationem aliorum bonorum mobilium, nec non ad restitutionem plenariam dictarum terrarum, cum fructibus inde perceptis, & rerum mobilium exinde ablatarum, seu amissarum solutionem, æstimationem ipsarum rerum mobilium seu emendationem, damnorum super dictis bonis mobilibus illatorum, taxatione prius per vos facta, de dictis bonis mobilibus, pro personarum & negotii qualitate, ac valore seu æstimatione ipsorum ablatorum mobilium, seu incensorum, & disperditorum, ubi ipsorum mobilium valor seu æstimatio aliter probari non poterit, juramento ejusdem Regis, & aliorum qui pertulerunt damna hujusmodi, declaranda, eidem Regi & aliis damna passis, integraliter faciendam, nullo super hoc eisdem invasoribus, occupatoribus, incendiariis, raptoribus, & damnorum hujusmodi illatoribus, appellationis suffragante remedio, condemnetis, hujusmodi Sententiam, quam super præmissis proferri contigerit, executioni debitæ demandandum. Contradictores quoslibet & rebelles, cujuscumque status, dignitatis, & ordinis vel conditionis extiterint, per excommunicationes & suspensiones in personas, ac interdictum in terras seu Ecclesias earundem terrarum, ac Universitates seu Communitates earundem terrarum, & alia Juris remedia, prout expedire videritis, compescendo. Invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis. Non obstante felicis recordationis Bonifacii Papæ octavi, Prædecessoris nostri, Constitutione: qua cavetur, ne aliquis

ANNO 1339.

extra

ANNO 1339. extra ſuam Civitatem & Diœceſim, niſi in certis exceptis caſibus, & in illis ultra unam dietam, à fine ſuæ Diœceſis, ad judicium evocetur: ſeu ne Judices à Sede deputati prædicta extra Civitatem & Diœceſim, in quibus deputati fuerint, contra quoscumque procedere, ſive alii vel alias vices ſuas committere, vel, aliquos ultra unam dietam, à fine Diœceſis eorum trahere præſumant. Ac de duabus dietis in Concilio generali, ac aliis quibuscumque Conſtitutionibus, à Prædeceſſoribus noſtris Romanis Pontificibus, tam de Judicibus delegatis, quam de perſonis ultra certum numerum ad judicium non vocandis, aut aliis editis, quæ veſtræ poſſent in hac parte Jurisdictioni aut poteſtati, ejusque libero exercitio, quomodolibet obviare. Seu ſi eisdem Magiſtro & Fratribus, vel quibusvis aliis, communiter vel diviſim, ab eadem Sede ſit indultum, quòd excommunicari, ſuspendi, vel eorum Eccleſiæ, Civitates, Caſtra, & quælibet Loca, Eccleſiaſtico ſubjici Interdicto, ſeu quod ultra vel extra Loca ad Judicium evocari non poſſint, per Literas Apoſtolicas, non facientes plenam & expreſſam, ac de verbo ad verbum, de Indulto hujusmodi, eorumque locis, perſonis, ordinibus, & nominibus propriis, mentionem. Ac quibusvis aliis Privilegiis, Indulgentiis & Literis Apoſtolicis generalibus vel ſpecialibus, quorumcumque tenorum exiſtant, per quæ præſentibus non expreſſa, vel totaliter non inſerta veſtræ Jurisdictionis explicatio in hac parte quomodolibet valeat impediri, & de quibus quorumque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda ſit in noſtris Literis mentio ſpecialis. Cæterum volumus, & auctoritate Apoſtolica decernimus, quod quilibet veſtrum proſequi valeat articulum, etiam per alium inchoatum, quamvis ille inchoans nullo fuerit impedimento Canonico præpeditus. Quodque vobis & utrique veſtrum à data præſentium, ſit in præmiſſis omnibus, & eorum ſingulis, perpetua poteſtas & Jurisdictio attributa, ut eo vigore, eaque firmitate poſſitis, in præmiſſis omnibus & ſingulis & pro prædictis procedere, ac ſi prædicta omnia & ſingula coram nobis cœpta fuiſſent, & Jurisdictio veſtra ſuper præmiſſis omnibus, & ſingulis eorum, per citationem, vel modum alium legitimum perpetuata extitiſſet, quacumque Conſtitutione contraria non obſtante. Quòd ſi præfati Magiſter & Fratres in hac parte proceſſibus veſtris efficaciter parere non curaverint, ac etiam obedire, eos ex parte noſtra peremptorie citetis, & intra ſemeſtris temporis ſpatium, poſt citationem veſtram hujusmodi, cum omnibus, & eorum, & dictæ Domus exemptionum Privilegiis, ſi quæ habent, idem videlicet Magiſter & Fratres, quos per informationem hujusmodi principales, & præcipuos repereritis prædictorum exceſſuum patratores, perſonaliter, alii verò per Procuratorem vel Procuratores idoneos, plenum & ſufficiens mandatum, ac plenam & liberam poteſtatem habentem ſeu habentes, ad obedientiam, & ad parendum eorum nomine, & pro parte ſua ſuper præmiſſis judicio, vel concordia injungenda & ſtatuenda duxerimus, plenarie pariturі, & alia facturi & recepturi, quod de Sedis ejusdem proceſſerit beneplacito voluntatis. Alioquin niſi comparuerint, & dicta Privilegia portaverint, illa dictæ Sedi Apoſtolicæ oſtenſuri, ex tunc Privilegia ipſa ſuspendimus, & ipſos interim ſuis Ordinariis volumus eſſe ſubjectos. Ac nihilominus contra eos, ut juſtum fuerit & expedire viderimus, procedemus, eorum abſentia non obſtante. Cæterum ſi forte præfatos Magiſtrum & Fratres, per vos vel alium, ſeu alios, auſi non fueritis in domibus ſeu domiciliis eorundem citare, vel ipſi impedimentum præſtiterint ne citari valeant, in eisdem volumus & decernimus, vobis & cuilibet veſtrum præſentium auctoritate, licere ipſos diebus aliquibus Dominicis & feſtis, cum populus convenerit ad Divina, ut ſic facta Citatio ad eos pervenire veriſimiliter præſumatur, citare vel citari facere publicè in Eccleſiis Civitatum, vel Locorum inſignium magis vicinorum, in quibus poſſitis tute morari, & deinde procedere contra illos, ſive citati taliter, ſtatuto ipſis peremptorio termino competenti, coram vobis compareant, ſive comparere contemnent, juxta formam præſentium, ac ſi citati legitime extitiſſent. Quem quidem Citationis modum vobis ſit licitum obſervare, etiam in aliis Citationibus faciendis, de illis, ſeu contra eos, & ut coram vobis debeant, ut præmittitur, comparere. Quas quidem Citationes ita volumus & decernimus eosdem arctare citatos, ac ſi eos perſonaliter comprehendiſſent, & in eorum præſentia factæ eſſent, quacumque Conſtitutione contraria non obſtante. Diem verò Citationis, per quam prædicti Magiſter & Fratres citati fuerint, ut coram nobis debeant, ut præmittitur, comparere, ac formam, & quicquid ſuper præmiſſis duxeritis faciendum, nobis per veſtras Literas, aut Inſtrumentum publicum, harum ſeriem continentem, intimare curetis. Datum Avinione, quarto Nonas Maii, Pontificatus noſtri anno quarto. Quarum quidem Literarum Apoſtolicarum auctoritate, ad inſtantiam dicti Regis, ſeu Procuratoris ejusdem prædictos Magiſtrum, & Fratres dicti Ordinis, ac ſpecialiter & nominatim Advocatos, & Commendatores ejusdem Ordinis, videlicet Commendatorem generalem, Advocatum Culmenſem, ac Commendatores de Thorun ac Grudzancz, Lipanienſem, Radienſem, Ehilpelgenſem, Golubenſem, Strosbergenſem, Papovienſem, Wyeczslavienſem, ac de antiquo Caſtro Thorun; & in terra Cujavienſi, Nieſchovienſem, Orlovienſem, Murinenſem, Brzeſtenſem, Kowalienſem, Radziliovienſem: & in terra Pomeraniæ, Suecenſem, Gdanenſem, Derſchovienſem, & Camenſem: in terra autem Pruſſiæ, Marieburgenſem, Stumenſem, Laszinenſem, Elbigenſem, de Lesk, & Rigenſem: ac quoscumque dictarum terrarum Advocatos, atque Commendatores, coram nobis in judicium, juxta Mandatum Apoſtolicum, ad certum locum & terminum fecimus evocari. Comparente igitur in judicio coram nobis, loco & termino peremptorio ſupradictis, Magiſtro Bartholdo de Rathibor, Jurisperito Procuratore dicti Domini Regis Poloniæ, nomine Procuratorio ipſius, qui de mandato ſuo ſeu Procuratorio, fidem fecit per publicum Inſtrumentum ſcriptum, & ſignatum per manum publici Notarii, & Sigilli dicti Domini Regis appenſione munitum. Dicto igitur Procuratorio producto, idem Procurator libellum ſive petitionem ſuam obtulit in ſcriptis, petens contra Magiſtrum & Fratres, ac Commendatores prædictos, vel perſonam aliam pro ipſis legitimè intervenientem, procedi per nos juxta tenorem petitionis ipſius, ac Literarum Apoſtolicarum continentiam prædictarum. Quibus propoſitis & oblatis, comparuit etiam discretus vir Dominus Jacobus de Arnoldi Villa Plebanus, Culmenſis Diœceſis, Procurator, & nomine Procuratorio Magiſtri & Fratrum prædictorum, qui de Procuratione ſua fidem fecit, per publicum Inſtrumentum, ſignatum & ſcriptum per manum publici Notarii, & dicti Magiſtri ſigilli appenſione munitum. Prædicto etiam producto Procuratorio, dictus Procurator proteſtatione præmiſſa, quod non intendebat in nos conſentire, tanquam in Judices ſuos, ſeu Dominorum ſuorum, nec comparere alias coram nobis ex cauſis frivolis & minus rationabilibus, à nobis ad Sedem Apoſtolicam appellans, à præſentia noſtra confeſtim illicentiatus receſſit. Nos vero attendentes, quod in dicta cauſa prædictorum Magiſtri & Fratrum, ac Commendatorum, ſeu Procuratorum, eorum abſentia non obſtante, de jure & vigore Apoſtolici Reſcripti procedere poteramus, inſtante Procuratore dicti Domini Regis, per nos quoque procedi in cauſa prædicta petente, petitionem oblatam ipſius pro parte dicti Domini Regis recepimus. Qua recepta, præſtitoque juramento de calumnia & veritate dicenda, litem animo conſtanter conteſtandi, per dictum Procuratorem dicti Domini Regis, in contumaciam Partis adverſæ, datis etiam articulis & teſtibus, prædictis, productis & examinatis, ipſisque & eorum atteſtationibus publicatis, productis etiam Inſtrumentis, quibus uti voluit idem Procurator: tandem in cauſa prædicta, pro parte dicti Domini Regis Poloniæ, per dictum Procuratorem ipſius, renunciatum extitit & concluſum, & nos in Partis alterius contumaciam habuimus pro concluſo. Nos igitur, viſis & auditis informationibus ac probationibus, ac aliis in dicta cauſa productis & acticatis, juribusque cauſæ ipſius, & meritis juſtitiæ lance diſcuſſis, & diligenter examinatis, deliberatione prahabita diligenti nobiscum, ac etiam cum peritis, dictisque Magiſtro & Fratribus, ac Commendatoribus citatis, ad audiendum noſtram diffinitivam Sententiam ad diem præſentem, dictoque Magiſtro Bartholdo Procuratore dicti Regis Poloniæ, ad hoc in noſtra præſentia conſtituto & præſente, & proferri per nos diffinitivam Sententiam poſtulante, præfatis Magiſtro & Fratribus, ac Commendatoribus contumaciter abſentibus, quorum abſentiam Dei præſentia repleat. Sacroſanctis Dei Evangeliis poſitis coram nobis, ut noſtrum de vultu Dei prodeat judicium, & oculi noſtri videant æquitatem: ſedentes pro tribunali, in loco Partibus ad hoc aſſignato, Dei nomine invocato, qui præcepit juſte filios hominum judicare, in nomine Patris, & Filii, & Spiritus ſancti. Amen. Quia conſtat nobis, informatione prahabitâ plenaria & diligenti, ex productis & probatis, ac acticatis coram nobis legitimè pro parte dicti Domini Caſimiri Regis Poloniæ Illuſtris, & Procuratoribus ipſius, in prædicta cauſa, quòd Frater Theo-

ANNO 1339.

ANNO 1339. Theodoricus de Aldemburg, nunc Magiſter Ordinis domûs Hospitalis B. Mariæ Teutonicorum, tunc Marschalcus Fratris Lutheri de Brunszwik tunc Magiſtri Ordinis ſupradicti, ac Commendatores & Advocati, Culmenſis, de Thorun, de Grudzancz, Lipanenſis, Radinenſis, Egilpergenſis, alias dictus de Brodnicza, Papovienſis, Venceſlavienſis, ac de antiquo Caſtro Thorun; atque de terra Cujaviæ, Nieſchovienſis, Ottovienſis, Murinenſis, Brzeſtenſis, Kowalienſis, Radzieiovienſis, & Mosburgenſis, alias dictus de Przedecz; ac de terra Pomeraniæ Swecenſis, Gdanenſis, Derschovienſis, Camenſis; nec non de terra Pruſſiæ, Marieburgenſis, Stumenſis, Laszinenſis, Elbingenſis, de Lesk, ac Rigenſis, nec non Fratres dicti Ordinis, prædictorum ac aliorum Locorum, partium prædictarum, qui tunc erant cum valido & hoſtili exercitu, & vexillis erectis, timore Dei poſtpoſito, & Diabolo ſuadente, Regnum Poloniæ devaſtando, Eccleſias videlicet de Nakiel, de Wartha, de Schadek, de Baldrzichow, de Konin, de Stup, de Pobiedziska, de Kaczewo, nec non Fratrum Minorum & S. Crucis in Pizdri, igne incenderunt, & ablatis per eos inde primitus libris, calicibus, theſauris, & aliis depoſitis dictarum Eccleſiarum, eas cum Sanctuariis, & Sanctorum Reliquiis & Imaginibus, penitus combuſſerunt, & quorum occaſione incenſæ & combuſtæ fuerunt, & Auctoritate Apoſtolicâ nobis in hac parte commiſſa denunciamus his Scriptis excommunicatos, ac per Epiſcopos & Prælatos, & Eccleſiarum Rectores, Civitatum & Diœceſum, Gnesnenſis, Posnanienſis, Wladislavienſis, Ptocenſis, Cracovienſis, Lubucenſis, Wratislavienſis, & Culmenſis, ſub pœnâ ſuſpenſionis ab eorum Officiis, in Eccleſiis ſuis, diebus Dominicis & feſtis, dum Populus ad Divina convenerit, mandamus publice nunciari. Abſolutione ipſorum, Fratris Theodorici de Aldemburg, Magiſtri, & Commendatorum, ac Fratrum prædictorum aliorumque dictarum Eccleſiarum Incendiariorum, Sedi Apoſtolicæ tantummodò reſervata. Prædictosque Magiſtrum, Commendatores, & Fratres locorum & partium prædictarum dicti Ordinis, Domus B. Mariæ Teutonicorum de Pruſſia, ad reædificationem prædictarum Eccleſiarum, per eos vel occaſione eorum deſtructarum & combuſtarum, ad reſtitutionem & emendationem aliorum bonorum immobilium his Scriptis ſententialiter condemnamus. Præterea quia conſtat nobis, præhabitâ informatione plenaria & diligenti, prædicta, ex productis & probatis legitimè acticatis, coram nobis ex parte dicti Domini Regis Poloniæ, in Cauſa prædicta, per Procuratorem ipſius Domini Regis, quod terræ Culmenſis, Pomeraniæ, Wladiſlavienſis, Brzeſtenſis, Dobrzinenſis, & Michalovienſis, cum ſuis Civitatibus, Caſtris, Oppidis, & Villis, ac ſuis Juribus pertinentiisque univerſis, ſitæ ſunt infra metas Poloniæ, & infra Regnum ipſum, & tanquam de Regno, & ad ipſum Regnum pertinentium, & Reges ac Principes Regni Poloniæ, progenitores dicti Domini Regis Caſimiri Poloniæ Illuſtris, qui pro tempore fuerunt, eas poſſiderunt, & tenuerunt: conſtatque nobis etiam ex prædicta informatione, productisque ac probatis, & acticatis coram nobis, quòd prædicti Magiſter, Commendatores, & Fratres qui pro tempore fuerunt Domûs ſæpedictæ Ordinis B. Mariæ Teutonicorum de Pruſſia, ſæpe dictas terras, Pomeraniæ, Brzeſtenſem, Wladiſlavienſem, cum ſuis Caſtris, Villis, ſpectantes & pertinentes ad dictum Dominum Regem, & Progenitorem ipſius, conſiſtentes infra Regnum Poloniæ, cum magna ſtrage fidelium in Dei offenſam, ac ipſius Domini Caſimiri, ac claræ memoriæ Domini Wladiſlai patris ipſius Regis Poloniæ, in jacturam gravem & læſionem, hoſtiliter invaſerunt & occupârunt; & adhuc dictus Magiſter qui nunc eſt, & Commendatores Fratresque prædicti Ordinis, violenter terras Culmenſem & Michalovienſem, cum ſuis Civitatibus, Caſtris, & Villis, ac juribus & pertinentiis univerſis, infra dictum Regnum Poloniæ conſiſtentes, & ad Regem ipſum pertinentes, injuſtè & indebitè detinent occupatas. Conſtat nobis etiam, quòd idem Magiſter, Commendatores, & Fratres dicti Ordinis, terram majoris Poloniæ, ad ipſum Dominum Regem ſpectantem, cum valido exercitu hoſtiliter & vexillis erectis intrantes, & invadentes, terram ipſam, Caſtra, Villas, Civitates, & Oppida, igne penitus combuſſerunt, vaſtaverunt, & deſolaverunt, videlicet Gnesnenſem Civitatem Metropolitanam dicti Regis Poloniæ, Znenam, Nakiel, Lanciciam, Unieiow cum Caſtro, Siradiam cum Caſtro, ibidemque Wartham, Schadek, Baldrzichow, Charlupia omnes Villas in territorio ſeu diſtrictu Caliſſienſi, Pizdri cum Caſtro & Clauſtro ſeu Monaſterio Fratrum Minorum, ibidem Konin, Stup, Klecżow, Pobiedziska cum Caſtro, ibidem & Koſczien, Civitates ſeu Oppida munita, cum omnibus Villis ſibi adjacentibus, & eorum diſtrictibus & Territoriis conſtitutis, ipſis primitus ſpoliatis omnibus bonis mobilibus & ſe moventibus, & multis hominibus interfectis & pluribus ex dicta terra in captivitatem deductis, denudatisque mulieribus & oppreſſis, igne penitus combuſſerunt, vaſtaverunt, & deſolaverunt, & alia damna dicto Domino Regi, & Regno ſuo, ſuisque Subditis, plurima intulerunt. Eapropter ad reſtitutionem dictarum terrarum, Pomeraniæ, Wladiſlavienſis, Brzeſtenſis, Dobrzinenſis, Culmenſis, & Michalovienſis, plenariam & integram faciendam, dicto Domino Regi Poloniæ, ac fructuum, redituum, & proventuum inde perceptorum, & bonorum ablatorum, incenſorum, & deperditorum: Nec non emendationem damnorum ſuper bonis immobilibus & mobilibus illatorum, ſeu veram æſtimationem, valorem omnium, tam fructuum perceptorum, quàm bonorum mobilium ablatorum, perditorum, & incenſorum, & damnorum ſuper bonis mobilibus illatorum, quæ omnia taxamus ad centum nongenta quatuor millia, & quinquentas marcas Polonici ponderis, & monetæ, prout etiam dictus Dominus Rex, in noſtris manibus proprium juramentum, ſacroſanctis Dei tactis Evangeliis, ipſa damna, in præfata ſumma declaravit, præſtando. Inſuper & ad reſtitutionem expenſarum factarum in dicta lite, & occaſione ipſius, per dictum Dominum Caſimirum Poloniæ Regem, ſeu Procuratorem ipſius, faciendam dicto Domino Regi, quas in mille ſexingentis marcis prædictorum ponderis & monetæ taxamus, prout dictus Procurator in noſtris manibus, tactis prædictis ſacroſanctis Evangeliis, aſſeruit dictum Dominum Regem feciſſe, & expendiſſe. Et etiam declaramus prædictos, Magiſtrum generalem, Commendatores & Fratres domûs Ordinis B. Mariæ Teutonicorum, prædictarum terrarum illicitos detentores, & occupatores, dictorum damnorum illatores & exceſſuum patratores, dicto Procuratore ipſius Domini Regis Poloniæ, nomine Procuratorio ejusdem, his eisdem Scriptis, per hanc eandem noſtram Sententiam diffinitivam ſententialiter condemnamus. In quorum omnium teſtimonium, evidentiam, & certitudinem pleniorem, præſentem Sententiam diffinitivam, unâ cum inſertione Reſcripti Apoſtolici, ac duorum Procuratorum ſupra inſertorum, & conſcriptorum ſcribi, & in hanc formam publicam redigi mandavimus, per Notarios publicos, Scribasque noſtros infraſcriptos, & ſigillorum noſtrorum appenſione muniri. Et ut fides plenaria & indubitata transcripto Reſcripti Apoſtolici, ac Procuratorum prædictorum ſuperius transcriptorum, adhibeatur ubicumque, & coram quibuscumque, in judicio vel extra, ac ſi originalia apparerent: Ac omnibus aliis, & ſingulis ſupradictis, ſcriptis, & narratis, noſtram auctoritatem judiciariam interponimus & decretum. Acta fuerunt hæc Varſchoviæ Posnanienſis Diœceſis, intra Eccleſiam S. Joannis Baptiſtæ, dicti Loci, Anno à Nativitate Domini milleſimo tricenteſimo trigeſimo nono, Indictione ſeptima, Pontificatus Sanctiſſimi Patris & Domini noſtri, Domini Benedicti Divinâ providentia Papæ duodecimi, anno quinto, & die quindecima Septembris, circa horam Veſperarum. Præſentibus Reverendiſſimis in Chriſto Patribus & Dominis, D. Janiſlao Archiepiſcopo Gnesnenſi, D. Clemente Ptocenſi, D. Joanne Posnanienſi, & D. Stephano Lubucenſi, Epiſcopis ac Venerabilibus Patribus, Fratre Guillino de Sulkow, Fratre Joanne de Mogila, Abbatibus; & D. Nicolao Agrienſi, Gregorio Czeſznenſi, Zagobrenſis Diœceſis, & Petro Lancicienſi, Præpoſitis; & pluribus aliis tam Clericis quàm Laicis, in magna multitudine, teſtibus fide dignis, ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis. Et ego Petrus de Montilio Clericus Avicienſis, auctoritate Apoſtolica & Imperiali Notarius publicus, prolationi hujusmodi præſentis Sententiæ diffinitivæ, dum ad ſupradictum Dominum Galhardum de Carceribus, de voluntate & expreſſo conſenſu præfati Domini Petri Gervaſii Collegæ ſui, recitabatur & legebatur, perſonaliter interfui, unà cum Notario publico ſubſcripto, & teſtibus ſupraſcriptis, & de mandato eorum prædictas Commiſſionis Literas Apoſtolicas vidi & tenui, cum vera bullâ plumbea in filo canapi pendente, non cancellatas, non vitiatas, nec abolitas in aliqua ſui parte, ac Procuratoria libellumque, & earum tenorem de verbo ad verbum in hac Sententia diffinitiva appoſui & transcripſi, nil addens vel minuens, quo rei veritas immutetur, & diligenter etiam auſcultavi, unà cum Notario publico ſubſcripto. Et quia diligenti facta auſcultatione cum Originali-

ANNO 1339.

ANNO 1339. ginalibus, & præsenti publico Instrumento ea concordare inveni, hic me subscripsi, & signum meum apposui requisitus consuetum, & præfati Domini Judices, ad ipsius præsentis Sententiæ diffinitivæ, & omnium & singulorum supradictorum & scriptorum confirmationem & robur, eorum auctoritatem judiciariam interposuerunt, & decretum, & eorum sigillis mandaverunt appensione muniri, ad evidentiam & certitudinem omnium præmissorum. Et ego Albertus Cristini Clericus, Cracovienſis Diœcesis, publicus Apostolicâ & Imperiali auctoritate Notarius, prolationi præsentis Sententiæ diffinitivæ, dum ad supradictum Dominum Galhardum de Carceribus, de voluntate & expresso consensu præfati Domini Petri Collegæ sui recitabatur & legebatur, unâ cum Notario publico & testibus suprascriptis præsens interfui, & de mandato eorum prædictas Commissionis Literas Apostolicas vidi & tenui, cum verâ bullâ plumbeâ, in filo canapi pendente, non cancellatas, non vitiatas, nec abolitas, aut in aliqua parte sui suspectas, & ea omnia cum Notario unâ publico suprascripto diligenter auscultavi. Et quia facta diligenti auscultatione cum Originalibus, & præsenti publico Instrumento, ea concordare inveni, hîc me subscripsi, & signum meum consuetum apposui requisitus.

CCLV.

12. Oct. *Litteræ Papæ* BENEDICTI XII. *ad* EDUARDUM III. *Regem Angliæ, quibus ipsum à Fœdere cum Imperatore* LUDOVICO Bavaro *absterret, & ad abstinendum Vicariatu sub Anathematis comminatione compellit. Datæ Avenione quarto Idus Octobris* 1339. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c: Tom. V. pag. 128.]

BEnedictus Episcopus, Servus Servorum Dei, Magnifico Principi Edwardo, Regi Angliæ Illustri, Spiritum consilii sanioris.

Recentem habemus memoriam, & etiam tuæ credimus memoriæ inhærere, qualiter dudum, non longè diebus præteritis, Excellentiam tuam puram & sinceram a quavis obfuscatione tenebrosi contagii præservari, tuæque splendorem Prosapiæ in te lucere clariùs cupientes, ex intimæ dilectionis affectu, quo te Statumque tuum semper fuimus prosecuti, nostras tibi direximus Litteras,

Inter cætera recensentes quòd Ludovicus de Bavaria, contra Processus, fœlicis recordationis, Johannis Papæ XXII. Prædecessoris nostri, & Inhibitiones ipsius, de consilio Fratrum suorum, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, factos & habitos, diversas, Spirituales & Temporales, Pœnas & Sententias continentes, ingressus Italiam, nonnullos Hæreticos, & de Hæresi publicè condempnatos, in consortium publicæ familiaritatis & participationis admisit; Hæretica quoque Dogmata, scienter, immo potiùs dementer, approbans, ea per diversas suas Litteras, ejus noto Sigillo munitas, deduxit in aliorum publicam notionem:

Ex hiis & pluribus aliis horrendis Excessibus, quos, utpote toti Mundo notorios, subticemus, se ostendendo Hæreticæ pravitatis labe respersum, ac Excommunicationis & Anathematis Sententias incurrendo.

Et tandem, ausus ausibus & excessus superaddens excessibus, ad Urbem accessit, ubi in tantam prorupit insaniam, ut meditatus Urbi & Orbi universalis Scismatis suscitare dispendium, quendam Ypocritam, nomine Petrum de Corbaria, velut abhominationis detestandæ Simulacrum, quantum in eo fuit, pro Romano Pontifice statuere & habere per se & alios moliretur, ipsumque fuit veneratus ut Papam, Consecrationem, immò veriùs Execrationem, ac Diadema Imperiale, de facto recepit ibidem, ut de multis aliis reprobis ejus Processibus & detestandis Excessibus, præsumptione perpetratis Hæreticâ, taceatur.

Propter quæ idem Prædecessor dictum Ludovicum denunciavit a Domino omni Dignitate & Honore fore privarum, & ipse in eum, tantarum Hæresum & Scismatum maculis irretitum, exercens Gladium Apostolicæ Potestatis, eum, cum omnibus qui adhærerent eidem, vel sibi præstarent auxilium, consilium, vel favorem, seu pro Romanorum Rege vel Imperatore scienter haberent, tenerent, vel nominarent, eundem, non solum Excommunicationis & Anathematis, set etiam alias Pœnas & Sententias, tanquam in Fautores, Auxiliatores, & Valitores Hæretici & Scismatici, promulgavit, & declaravit a jure prolatas, sicut in diversis Processibus, per dictum Prædecessorem super hoc habitis, seriosiùs continetur, ANNO 1339.

Quibus, per dictas Litteras nostras, prolixiore narrationis serie, ad notitiam tuam deductis, Magnificentiam tuam per easdem Litteras requirendam duximus & rogandam, ut tu, prudenter advertens, & in scrutinium internæ considerationis adducens, gravitatem Pœnarum & Sententiarum, quas incurrerent, quantisque se periculis & discriminibus implicarent, qui præfato Ludovico sic publicè & notoriè de pravitatibus Hæresis sic odiosi Scismatis condempnato, priusquam reconciliationis gratiam ejusdem Ecclesiæ meruisset, participare præsumerent, vel sibi impendrent auxilium, consilium, vel favorem, vel, tanquam Imperatori vel Regi Romanorum, Reverentiæ cultum, seu Titulum Regalis vel Imperialis nominis, assignarent scienter, a cujuslibet participationis Fœdere contrahendo cum eo, & quâlibet exhibitione Reverentiæ & Honoris Sibi, tanquam Regi vel Imperatori, donec ipse Reconciliationis gratiam dictæ Ecclesiæ meruisset, penitùs te retrahere & totaliter abstinere arctares, ut tibi Famæ integritas & illibata tui Generis claritas servarentur.

Postque rumore imposito & infesto ad aures nostras deducto, quòd tu Requisitionibus & Precibus nostris hujusmodi, de fonte prodeuntibus Caritatis, non sine detrimento tuæ Salutis & Famæ, quod dolentes referimus, obauditis, eisdem Processibus Prædecessoris ejusdem, per quos adversus omnes & singulos, cujuscumque præminentiæ, conditionis, vel statûs, etiam si Pontificali, vel Regali, vel quâcumque aliâ, Ecclesiasticâ seu Mundanâ, Dignitate fulgerent, præfato Ludovico adhærentes, seu præstantes directè vel indirectè, publicè vel occultè, consilium, vel auxilium, vel favorem, vel sibi, tanquam Imperatori vel Regi Romanorum, Reverentiam exhibentes, seu Titulum Regalis vel Imperialis nominis assignantes, seu ascribentes, graves spirituales & temporales Pœnæ & Sententiæ infliguntur in suâ perdurantibus firmitate, præsumpseras Confœderationes inire cum eo, sibique adhærere ac præstare consilium, auxilium, & favorem,

Et, quod est gravius, in Serenitatis tuæ Gloriâ notabilem ponere maculam non formidans, per totam Alemanniam & Germaniam, ac universas & singulas earum Provincias, VICARIATUS nominis Officium, sub Imperialis nominis Titulo, ab eodem susceperas de facto (cùm idem Ludowicus nec Rex, nec Imperator existit) tali prætextu Ecclesiarum Prælatis & Personis Ecclesiasticis, in terris Imperii constitutis, ac in nostrâ & ejusdem Ecclesiæ devotione & fidelitate consistentibus, sub Pœnis gravibus, per tuas Litteras injungendo, ut ad te, tanquam ejusdem Ludowici in partibus illis VICARIUM, super diversis, contentis in eisdem tuis Litteris, convenirent, prout in dictis Litteris, quas Sigillo tuo munitas, præsentatas nobis, oculatâ fide perspeximus, plenius continetur, contempnens dampnabiliter Pœnas & Sententias supradictas, illis te manifestè, non absque horrendâ tui statûs maculâ atque notâ proculdubio, implicando.

Nos, considerantes quòd hujusmodi VICARIATUS Officium, & alia præmissa per te præsumpta, ad tui Honoris, & Statûs, ac Salutis, & Famæ, dispendium redundabant, te per dictas Litteras nostras requisivimus, & hortati fuimus, paterno tibi consilio suadentes, ut præmissa & alia, quæ circa illa tibi possent occurrere, deducens in rectæ discussionis & deliberationis Examen,

Ac insuper tenens certiùs & attendens quòd idem Ludowicus, ut præfertur, nec Rex, nec Imperator existit, nec aliqua, quæ fecerit, vel faciat, sub Imperiali vel Regali nomine, sint alicujus roboris vel momenti,

Quodque tibi periculosum erat, ac multipliciter formidandum, Bellorum subire discrimina, si fores dictis Processibus, Pœnis, & Sententiis, involutus, ac per hæc Dei & ejusdem Ecclesiæ Persecutor & Hostis effectus, a quibus semper desideravimus reddere te immunem, ab hujusmodi Præsumptionibus penitùs resilires, gressusque tuos in viam rectam ac Deo placitam, tuisque Statui, Saluti, & Honori, congruam dirigere, quantocius non differres.

Sperabamus enim quòd, oculis tuis apertis ad bonum, & declinantibus non in Erroris devium, set in callem rectitudinis & semitam Veritatis salutiferæ, monita devotè susciperes & efficaciter adimpleres, nec Dominum, ac Nos, & eandem Ecclesiam, ulteriùs, per graviores excessus ac oppressiones Ecclesiarum & Personarum Ecclesiasticarum, contra te ad iracundiam provocares.

Set,

ANNO 1339. Set, ſicut noviter ex conqueſtione Venerabilis Fratris noſtri, Guillermi Epiſcopi Cameracenſis, non ſine admiratione & animi turbatione, percepimus, & referimus cum dolore, tu, prædictis monitis, requiſitionibus, hortationibus, & precibus Apoſtolicis deductis penitùs in contemptum, adverſùs præfatum Epiſcopum & Eccleſiam Cameracenſem, ac Comitatum & Terras ipſorum, quosdam voluntarios & odioſos proceſſus, non abſque divinæ Majeſtatis & Apoſtolicæ Sedis offenſâ, & derogatione Eccleſiaſticæ Libertatis, de facto, prætextu VICARIATUS hujusmodi, habere cepiſti, & graviores facere comminaris; ac contra Civitatem Cameracenſem, quæ ad Epiſcopum & Eccleſiam prædictos pleno jure noſcitur pertinere, Equitum & Peditum armatorum Exercitum congregâſti, ipſamque, in dictorum Epiſcopi & Eccleſiæ dampnum non modicum & præjudicium, obſedisti, eamque detinere præſumis obſeſſam.

Cùm itaque proceſſus, vel verius exceſſus, hujusmodi non poſſumus ſalvâ Conſcientiâ, nec etiam debeamus, contuentibus (*a*) oculis pertranſire, quin ad tuitionem & defenſionem ejusdem Cameracenſis, & aliarum Eccleſiarum, in quarum oppreſſione Jura noſtra & Romanæ Eccleſiæ opprimi dubium non exiſtat, apponamus manum Apoſtolicæ Poteſtatis,

(*a*) Peut-être, *contuentibus.*

Excellentiam tuam iteratò requirimus & rogamus attentè, per Apoſtolica Scripta tibi diſtrictiùs injungentes, quatinus attendens conſultiùs, & reſolvens prudentiùs, in ſcrutinio mentis tuæ, quàm periculoſum tibi tuisque Hæredibus, impoſterùm reddi poſſet, quod adverſus ejusdem Prædeceſſoris proceſſus, notoriè habitos, & per univerſa ferè Orbis Climata publicatos, te procaciter erigas, & publicè venias contra eos,

Quantaque notâ infamiæ & ignominiæ, ex præſumptione tàm dampnabili, respergâris; conſiderantibus etiam cogitans quale tibi, tuisque Hæredibus, impoſterum poſſit parturiri diſpendium ſi puplicus fautor Hæretici & Scismatici, de Hæreſi & Scismate condempnati, per ſolempnes proceſſus ejusdem Sedis Apoſtolicæ denoteris, conſulto & proviſo conſilio, per emendationem debitam, hujusmodi ſtudeas præcavere pericula & dispendia evitare, prædictum Exercitum ab Obſidione prædictâ quamtociùs revocando, & a ſimilibus impoſterùm abſtinendo, dictoque VICARIATUS Officio, per quod Fama tua læditur, & ſtatus Dignitatis Regiæ non mediocriter minoratur, ulteriùs non utendo.

Alioquin, cum non ſit differendum (*b*) Homini contra Deum, nec Eccleſiarum oppreſſiones poſſumus ſalvâ conſcientiâ æquinimiter ſuſtinere, contra te, licet invitè, ad publicationem dictarum Sententiarum & pœnarum, in dictis ejusdem Prædeceſſoris proceſſibus, conſtitutarum, contentarum, & etiam prolatarum (quas te propter prædicta non eſt dubium incurriſſe) infallibiliter procedemus, & procedi faciemus per alios, prout viderimus expedire.

(*b*) Peut-être, *diſſerendum.*

Dat. Avinon. quarto Idùs Octobris, Pontificatûs noſtri Anno Quinto.

CCLVI.

28. Oct. *Pactum inter Pontificem* BENEDICTUM XII. *& Fratres* JOHANNEM *Epiſcopum Novarienſem*, *&* LUCHINUM DE VICECOMITIBUS *in Civitate, Comitatu & Diſtrictu Mediolanenſi, contra* LUDOVICUM Bavarum *Imperatorem*, *quo dicti Fratres inter alia plura profitentur, quod non ſpectet ad Imperatorem Papam deponere vel Papam facere*, *atque ſub variis aliis ſtipulationibus conſtituuntur Vicarii Romanæ Eccleſiæ*, *& tanquam tales promittunt fidelitatem & obedientiam. Actum Mediolani die* 28. *Octobr. Indict.* VIII. *Anno* 1339. *Ratificatum à Papa Avenionis Idus Martii, Pontificatus ſui Anno* 7. *confirmatum, rogatumque Mediolani die Lunæ* VI. *Menſis Auguſti Anno* 1341. *Indictione* IX. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. IV. Tit. *Mediolanenſes Archiepiscopi* col. 300. A. prior. Edit. *Rom.* & col. 211. B. ult. *Venet.* Anno 1719.]

In Nomine Domini, Amen.

NOs Dei & Apoſtolicæ Sedis gratia, Joannes Epiſcopus Novarienſis, & Luchinus fratres de Vicecomitibus in Civitate, Comitatu, & Diſtrictu Mediolanenſi pro Domino noſtro Domino Summo Pontifice, & Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Vicarii viris, ſenis, intellectis ſingulariter, & diſtincte omnibus & ſingulis dictis, factis, proteſtatis, promiſſis, & juratis per Guidolum de Calice Civem Mediolanenſem Procuratorem & Syndicum noſtrum, & nomine noſtro coram Sanctiſſimo Patre, & Domino Benedicto digna Dei Providentia Papa XII. & ſacro Collegio Reverendorum Patrum Dominorum Cardinalium, ac eisdem Sanctiſſimo Patri, Reverendis Patribus Dominis Cardinalibus, & eorum ſacro Collegio nec non per ipſum Dominum Papam factis, conceſſis, datis, & impenſis gratioſe, juſte, benigne, miſericorditer, & clementer nobis & dicto Procuratori & syndico noſtro pro nobis juxta formam omnium & ſingulorum quæ continentur.

BENEDICTUS *Epiſcopus ſervus ſervorum Dei* Venerabili Fratri Joanni Epiſcopo Novarienſi, & dilecto Filio Luchino de Vicecomitibus de Mediolano Militi Vicariis noſtris, & S. R. E. in Civitate, Comitatu, & Diſtrictu Mediolani, ſalutem, &c. Romana Eccleſia de cunctorum fidelium ſtatu proſpero velut ſollicita mater ſedulo ac vigilanter ſtudet, & libenter fidelibus ipſis omnibus viis, & modis, de quibus expedire cognoſcit, pacis, & tranquillitatis commoda maternæ affectionis diligentia procurare, quæ tunc rectè proveniant, cum fideles ipſi ſub æquitatis libra degentes providorum & utilium Rectorum munimine fulciantur. Sane dilecti filii Leo de Dugnano, Manfredus de Sazonibus Juris periti Ambaſciatores veſtri & Nuntii, ac Guidolus de Calice natus quondam Benedicti, Cives Mediolanenſes, Procurator per vos ad infraſcripta ſpecialiter ordinatus, prout conſtat quodam publico Inſtrumento manu Tabellionis publici confecto, cujus tenor de verbo ad verbum præſentibus annotari fecimus, pro infraſcriptis ad Sedem Apoſtolicam ſpecialiter deſtinati in noſtra, & Fratrum noſtrorum ejusdem Romanæ Eccleſiæ Cardinalium præſentia conſtituti nobis reverenter expoſuerunt ſinceræ devotionis fervorem, & reverentiam filialem, ac fidelitatis zelum, quos ad nos & Sedem Apoſtolicam habere noſcimini, & conſtanter diſponitis gerere in futurum; quodque vos in omnibus diſpoſuiſtis, & diſponitis totaliter noſtris, & ejusdem Sedis mandatis, & beneplacitis conformare, ac Civitates, Terras, & Loca de præſenti ſub regimine ſeu Jurisdictione veſtris exiſtentia in unitate, & tranquillitate, & pace gubernatis, & regitis, & perſonas diſcordes ipſorum ad concordiam reduxiſtis, & eas gubernare, & regere in juſtitia & æquitate ad honorem noſtrum, & ejusdem Romanæ Eccleſiæ, ac Romani Imperii diſponitis in futurum, & ad majorem evidentiam devotionis, & filiationis hujusmodi erga nos ad dictam Romanam Eccleſiam per effectum operis oſtendendam idem Procurator veſter Procuratorio nomine veſtro, ſolemniter bona fide promiſit prout ex tradita ſibi per vos poteſtate, quod vos dacia, gabellas, & collectas, pedagia, vel alia onera per vos, vel aliam, ſeu alios, non imponetis, nec imponi facietis Eccleſiis vel Eccleſiaſticis perſonis Civitatis, Comitatus, & Diſtrictus Mediolani, aliarumque Civitatum, Caſtrorum, & Locorum, Comitatuum ac Diſtrictuum eorundem ſub veſtro regimine exiſtencium, nec eadem pedagia, gabellas, collectas, & alia onera ab Eccleſiis, & Perſonis Eccleſiaſticis hujusmodi, vel bonis earum exigetis, vel exigi facietis, aut permittetis directe vel indirecte, publice vel occulte, nec ipſa imponentibus, ſive exigentibus auxilium, conſilium, vel favorem præſtabitis; quinimo ipſas Eccleſias, & Eccleſiaſticas perſonas in ſuis bonis, juribus, & libertatibus conſervabitis; quodque, ſi contrarium fieret, teneamini Eccleſiis, & Eccleſiaſticis perſonis, conquerentibus de ipſis impoſitionibus ſive exactionibus hujus nodi dacionum, gabellarum, pedagiorum, ſive onerum reſtituere, ſeu reſtitui recepta, ac impoſitiones revocare, ſeu revocari facere celeriter, ſummarie, ſine ſtrepitu, & figura judicii, alioquin pœnas incurratis tantum ſuper his a ſacris Canonibus promulgatas; & quod Judices Eccleſiaſticos non impedietis, nec impedire procurabitis, aut facietis, quo minus contra imponentes, & exigentes hujusmodi procedant, & procedere valeant ad publicationem dictarum pœnarum, & alias juxta Canonica Inſtituta, & nihilominus dictus Procurator in animas veſtras, prout a vobis ad hoc ſufficiens, & ſpeciale mandatum habebat, promiſit juramento præſtito corporali, quod vos eritis & permanebitis devoti & obedientes, & fideles nobis, & Succeſſoribus noſtris canonice intrantibus, tanquam Chriſti Vicariis, & Romanæ Eccleſiæ, ſicut veri, & Catholici Chriſtiani: & nihilominus idem Procurator, & Syndicus prædicto nomine confeſſus fuit, quod vos pro certo creditis, & firmiter tenetis, quod non ſpec-

ANNO 1339. tat ad Imperatorem Papam deponere, vel Papam facere, ac Hæreticum reputatis aliter credere, & docere, ac Hæresim damnatam per Ecclesiam, quam & ipse Syndicus vestro nomine, quantum ad eum spectat, anathematizavit, & damnavit. Promisit etiam præfatus Procurator vestro nomine, ac juravit in animas vestras, quod vos de Civitate, Comitatu & Districtu prædictis, ac universis aliis Civitatibus, Castris, Villis & Locis eorumque Comitatibus, & Districtibus vestro regimini, seu jurisdictioni subjectis, & subjiciendis in posterum universos Hæreticos ab Ecclesia de Hæresi denotatos, vel denotandos, ac Schismaticos manifestos pro viribus bona fide expellere, ac exterminare curabitis, quousque ad Ecclesiæ redierint unitatem: protestans dictus Procurator, quod ad illos, qui de fautoria, vel Hæresi se injuste, vel inique condemnatos conqueruntur, se hujusmodi articulus non extendat, donec secundum ordinationem, quam super hoc facimus de his, quæ proponuntur contra damnationes ipsas cognitum fuerit, & etiam definitum. Promisit insuper dictus Procurator vestro nomine, ac juravit, quod vos Ludovico de Bavaria damnato per Ecclesiam vel alicui Antipapæ, aut Schismatico, seu eorum sequacibus, vel complicibus, aut quibusvis aliis de Hæresi, vel fautoria ipsius per Ecclesiam denotatis prædictis, qui de injusta condemnatione conqueruntur, exceptis, ac denotandis etiam posterum scienter non adhærebitis, nec eis scienter dabitis auxilium, consilium, vel favorem, directe vel indirecte, publice vel occulte, nec eos scienter receptabitis in terris vestro regimini, vel jurisdictioni subjectis, vel subjiciendis, quousque ad ejusdem Ecclesiæ redierint unitatem, & gratiam, & quod aliquem, qui accederet ad partes Italiæ sub nomine Imperatoris, aut Regis Romanorum, sive administratoris jurium Imperii, vel Regni Romani, aut quemvis alium quovis titulo, vel nomine pro eodem, non receptabitis in terris prædictis, nec ei ut tali adhærebitis, vel favebitis, nisi prius fuerit per Sedem Apostolicam approbatus, quodque vos Nuncios, & gentes nostras, ac Successorem nostrum ejusdem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ per terras hujusmodi transeuntes vobis scientibus curialiter recipietis, & tractabitis, ipsosque defendetis, & protegetis bona fide. Rursus præfatus Procurator quo supra nomine, & sub ejusdem juramenti debito promisit, quod si quæ Ecclesiæ, & Ecclesiasticæ personæ sint, vel detineantur spoliatæ in Civitatibus, Comitatibus, vel Districtibus præfatis per vos, vel aliquos vestros Subditos bonis, juribus, vel rebus immobilibus eorum, ipsas Ecclesias, & personas Ecclesiasticas restituetis, & restitui facietis ipsorum bonorum, rerum & jurium pacifica possessione gaudere, quatenus ad vos tanquam nostros Vicarios spectabit, & spectabat, & nihilominus si aliqua Ecclesia, & Ecclesiasticæ personæ bonis mobilibus conquerantur se fore spoliatos per vos, vel Subditos vestros, a tempore cessationis guerræ inter gentes dictæ Romanæ Ecclesiæ, & homines Civitatis Mediolani prædictæ, seu a tempore reconciliationis factæ de quondam Azone de Vicecomitibus nepote vestro, cum Ecclesia Romana prædicta, per felicis recordationis Joannem Papam XXII. Prædecessorem nostrum, vos & Subditi vestri prædicti super his coram nobis, aut Successoribus nostris, vel aliis, quibus nos, vel Successores nostri duximus committendum vel juri parebit, vel amicabiliter concordabitis cum Ecclesiis & personis taliter spoliatis. Ad hæc præfatus Guidolus Procurator vester promisit vestro nomine sub debito præfati præstiti juramenti, quod vos omni fraude, malitia, & dolo cessantibus Ecclesias, & Ecclesiasticas personas universas, Seculares & Regulares, Civitatum, Castrorum, Comitatuum, & Districtuum prædictorum gaudere permittetis, nec impedietis, quominus ipsæ gaudere possint omnibus suis bonis, & redditibus, proventibus, obventionibus, juribus, & libertatibus universis, in ipsis Civitatibus, Castris, Comitatibus, & Districtibus quantum in vobis erit, nec impedientibus dabitis auxilium, consilium, vel favorem, per vos vel alium, seu alios, directe vel indirecte, publice vel occulte, nisi vestri inimici notorii, vel rebelles Civitatum, Castrorum, Comitatuum & Districtuum prædictorum existerent, quos in eis recipere, & defendere non promittitis nisi prius vobiscum, & cum Civitatibus, Castris, Comitatibus & Districtibus præfatis ad pacem, & concordiam devenirent. Promisit etiam dictus Procurator vestro nomine, ac juravit in animas vestras, sicut ex prædicta tradita potestate poterat, quod vos Bononiensem & Ferrariensem Civitates, & earum Districtus, & Comitatus, & Marchiam Anconitanam, Romandiolam, Ducatum Spoleti, aut alias quascumque Provincias, Civitates, Castra, Terras, & Loca, nec non jura, jurisdictiones, homines, & bona quæcunque ad ipsam Romanam Ecclesiam spectantia, seu quæ per vos, & Ecclesiam prædictam, aut ipsius Ecclesiæ Romanæ nomine reguntur, aut a nobis, & Ecclesia prædicta tenentur, vel in quibus nos, & Romana Ecclesia jus habemus, qualiacunque sint, & in quibuscunque consistant, aut personas Ecclesiasticas, vel Seculares eorundem, vel alicujus ipsorum per vos, vel alium, seu alios, directe vel indirecte, publice vel occulte, non afficietis injuriis, nec offendetis, aut illa subtrahetis, nec auferetis, nec invadetis, capietis, vel occupabitis, aut usurpabitis, seu impedietis in aliquo, vel prædamini in toto vel in parte, nec talia facientibus, seu facere volentibus dabitis seu præstabitis succursum, auxilium, consilium vel favorem, sine nostra, vel Successorum nostrorum, & Sedis Apostolicæ licentia, salvo tamen, & adjecto, quod si Commune alicujus de Provinciis, Civitatibus, Castris, Villis, Terris, & Locis prædictis, quæ tenentur, seu reguntur nomine Ecclesiæ Romanæ, Clerum, Commune, seu Populum, Civitatis, Castrorum, Terrarum, & Locorum sub vestro regimine consistentium, vel eorum aliquod, seu personam singularis, personam singularem, vel etiam e converso aggrederentur primo, vel offenderent, seu hostes, & æmulos vestros, vel suos ad eos offendendos receptarent, liceat Communi, seu singulari personæ sic offensæ, vel invasæ, tam judicialiter, quam vim vi repellendo, cum moderamine inculpatæ tutelæ, prout tempus, & facti qualitas exegerit, se, ac bona sua defendere, & tueri, sic tamen, quod in Provinciis, Civitatibus, Terris, & Locis prædictis, quæ, ut præmittitur, tenerentur, seu regerentur nomine Romanæ Ecclesiæ antedictæ, jus ejusdem Romanæ Ecclesiæ, ac Civitatum, Terrarum, & Locorum ipsorum, si quod eisdem in illis, vel eorum aliquo, aut hominibus eorundem, vel alicujus ipsorum competit, quibus Ecclesiæ, ac Civitatibus, Castris, Locis & Terris hujusmodi ejusdem Romanæ Ecclesiæ, vel sub ejus regimine, aut gubernatione manentibus per præmissa vel aliquod præmissorum non præjudicetur in aliquo, salvum semper ipsis Ecclesiæ, ac Civitatibus, & Castris remaneat, & illæsum, nec per præmissa, vel aliquod præmissorum quomodolibet, & cuiquam concessa, intelligat licentia ad offensiones, invasiones, seu congressus aliquos illicitos procedendi, sed si vobis, Civitatibus, Castris, vel Locis vobis subjectis, vel subjiciendis in Civitatibus, Castris vel Locis, aut Villis præfatis, quæ, ut præfertur, tenentur, seu reguntur nomine Romanæ Ecclesiæ memoratæ, vel ipsorum aliquo, aut eorum hominibus, vel alicujus eorundem jus aliquod competat, illud si velitis possitis per Procuratorem, vel Syndicum apud Apostolicam Sedem per viam justitiæ prosequi, ubi vobis & Civitatibus ipsis ministrabitur justitiæ complementum, nec per hoc eidem juri intelligatur in aliquo derogatum. Nos igitur de hujusmodi vestræ devotionis, ac fidelitatis affectu patris benevoli more gaudentes, ac bonum statum, & prosperum statum Civitatis, Comitatus & Districtus Mediolanensis, ac Civium, & Incolarum ipsorum propter devotionem sinceram, quam Cives, & Incolæ prædicti ad eandem Romanam Ecclesiam retroactis temporibus habuerunt, & eos habere debere speramus de bono in melius in futurum paternis studiis intendentes, considerantes quoque, quod Imperio prædicto vacante, & regimen, dispositio, administratio & gubernatio ejusdem Imperii ad nos, & Sedem Apostolicam pertinere noscuntur, & propterea tam Civitati, Comitatui, & Districtui Mediolanensi prædictis, & Rectoribus utilibus prævidere, quod vos in devotione, ac fidelitate hujusmodi non solum confirmare, sed augere volentes, vos & quemlibet vestrum insolidum in Civitate, Comitatu, & Districtu Mediolanensi prædictis, cum mero & mixto imperio, & omnimoda Jurisdictione temporali pro tranquillitate, pace, & bono statu ipsorum, Vicarios vestros, & ejusdem Romanæ Ecclesiæ quamdiu vixeritis, Imperio prædicto vacante, de dictorum Fratrum nostrorum consilio, & assensu, libere, & absolute, sine præstatione alicujus census, vel servitii nobis, seu eidem Romanæ Ecclesiæ propterea faciendi auctoritate Apostolica constituimus, & etiam ordinamus ad gerendum in eis, nostro, & ipsius Ecclesiæ Romanæ nomine, Vicariatus Officium per vos, & quemlibet vestrum quoad vixeritis, dicta Imperii vacatione durante, pro Civium, & Incolarum eorundem statu, tranquillitate, & pace, & secundum justitiam exercendum, ita tamen, quod vos juxta formam inferius annotatam nobis, nostro, & Successorum nostrorum, & Romanæ Ecclesiæ, ac Imperii prædictorum nomine, fidelitatis præstare teneamini juramentum, & illud etiam, quod præstare, & observare teneamini Imp. Rom. legitimo, seu Romano Imperio pro prædictis, nos enim vobis, & cuilibet vestrum, ipsa Im-

ANNO 1339.

ANNO 1339. Imperii vacatione durante, disponendi, ordinandi, statuendi, faciendi, corrigendi, puniendi, diffiniendi, exequendi, & hujusmodi merum & mixtum imperium, & Jurisdictionem temporalem omnimodam ratione prævia per vos, vel alium, vel alios quibus id committendum duxeritis in Civitate, Comitatu & Districtu Mediolanensi prædictis exercendi, & faciendi, quidquid ad Romanæ Ecclesiæ, ac Imperii prætatorum honorem statumque prosperum Civium, & Incolarum prædictorum noveritis pertinere: contradictores quoque, & rebelles quoties expederit districtione temporali, qua convenit, compescendi auctoritate præsentium concedimus plenariam potestatem, ita tamen, quod tu, Frater Episcope, de his quæ pœnam sanguinis concernere, seu contingere dignoscuntur, per te ipsum, sicut nec etiam tibi de jure competit, te nullatenus intromittas, & quia intentio nostra est, ut unicuique sua jura serventur, per præmissa, vel eorum aliquod eidem Romanæ Ecclesiæ, ac nobis, & Successoribus nostris Imperatori legitimo, & Imperio prædictis, & juribus eorundem, ac vobis in Civitate, Comitatu, & Districtu Mediolanensi prædictis, nec non libertatibus, & immunitatibus, ac juribus quibuscunque ipsi Civitati, Comitatui, Districtui, & hominibus eorundem, ac quibusvis aliis quomodolibet competentibus nolumus derogari, sed ea volumus in pleno robore permanere, quibus prædictum Procuratorem, prout a vobis specialiter in mandatis habebat, vestro nomine cum gratiarum actionibus acceptatis, confestim idem Procurator prædicto vestro nomine, prout ex speciali per vos sibi tradita poterat potestate, confessus fuit, & recognovit, vos vigore concessionis, & commissionis hujusmodi Civitatem, Comitatum, & Districtum prædictos tenere, Imperio Romano vacante, a nobis, & Sede Apostolica supradicta, vosque, & quemlibet vestrum, quoad vixeritis, illos nostro, & Ecclesiæ Romanæ, ac Imperii prædictorum nomine, ipsa Imperii vacatione durante, velle tenere, regere, ac etiam gubernare, & nihilominus idem Procurator vestro nomine, prout hoc a vobis specialiter in mandatis habebat, nobis, & Romanæ Ecclesiæ prædictæ pro præmissis illud fidelitatis in nostra, ac Fratrum prædictorum præsentia ad sancta Dei Evangelia manu tacta præstitit corporaliter juramentum ad quod pro nobis tenemini Imperatori Romano legitimo, & Imperio supradictis, ac promisit vestro nomine, & juravit in animas vestras, prout ex dicta potestate per vos sibi tradita poterat, quod vos, & quilibet vestrum præmissa omnia, & singula per ipsum Procuratorem nomine vestro promissa, conventa, obligata, recognita, & jurata infra duorum mensium spatium a data præsentium computandum acceptabitis, ratificabitis, approbabitis, confirmabitis, & innovabitis, ac jurabitis ad sancta Dei Evangelia, per vos corporaliter manu tacta, ea omnia, & singula firmiter attendere, & inviolabiliter observare, ac facere observari, & non contrafacere in aliquo, vel venire, & nihilominus quilibet vestrum juramentum fidelitatis præstabit juxta dictam formam præsentibus annotatam inferius confectis de his omnibus uno, vel pluribus Instrumentis publicis præsentium seriem continentibus, per vos, nobis, & Sedi prædictæ postmodum infra aliorum duorum mensium spatium prædictos duos immediate sequentium transmittendis, & realiter assignandis, quod si forsan præmissa omnia, & singula per dictum vestrum Procuratorem recognita, promissa, conventa, obligata, & jurata, ratificare, approbare, confirmare, & innovare, ac jurare omiseritis, nec non Instrumentum, seu Instrumenta publica super his confectum seu confecta, ut præmittitur, nobis, & Sedi præfatæ infra prædictum terminum non destinaveritis, & realiter assignaveritis, volumus, quod constitutio, & ordinatio per vos factæ vobis de Vicariatu hujusmodi in Civitate, Comitatu, & Districtu Mediolanensi, in præfatis habeantur penitus pro non factis, quodque si post ratificationem, approbationem, confirmationem, & innovationem hujusmodi per vos faciendas, vos contra præmissa, & jurata per eundem Procuratorem vestrum vestro nomine de non favendo Ludovico de Bavaria, & sequacibus suis, & de non admittendo, vel receptando aliquem, qui veniret ad partes Italiæ, sub nomine Imperatoris, vel Regis Romanorum, aut Administratoris jurium Imperii, vel Regni Romanorum, aut quemvis alium quovis titulo, seu nomine pro eodem in Civitatibus, Castris, Villis, Terris, & Locis, ac Comitatibus, & Districtibus prædictis, & de non favendo eisdem, ac de hæreticis, & eorum fautoribus, & exterminandis, illis, qui se de hæresi, vel fautoria ejus se injuste, vel inique, ut præmittitur, asserunt condemnatos, exceptis, ac de terris, bonis, & juribus ejusdem Romanæ Ecclesiæ non invadendis, nec etiam occupandis quoquo modo facere-

ANNO 1339. tis, vel veniretis, vel vos, & quemlibet vestrum alias præmissa omnia, & singula per eundem Procuratorem vestro nomine recognita, promissa, conventa, obligata, & jurata non observaveritis cum effectu, aut contra ea vel ipsorum aliquid feceritis, seu veneritis quoquo modo, vos, seu illum ex vobis, qui in præmissis culpabilis fuerit Excommunicationis sententiam incurrere volumus ipso facto, & nihilominus aliis pœnis, & sententiis propter favorem Hæreticorum, & fautorum suorum, si in hoc deliqueritis subjaceatis, quæ contra fautores Hæreticorum, & taliter delinquentes a sacris Canonibus inflictæ sunt, & prolatæ, quodque nos, & Successores nostri propterea contra vos, & quemlibet vestrum alias possimus procedere, prout nobis, & ipsis nostris Successoribus placuerit, & videbitur expedire. Vos igitur Civitatem, Comitatum, & Districtum Mediolanensem prædictos, & personas ipsorum vestro, ut præfertur, commissos regimini, sic fideliter & prudenter regere, & gubernare in suavitate, ac observatione justitiæ studeatis: quod præconcepta per nos de vobis in hac parte fiducia per laudabilium operum effectum clareat, & propter hæc apud Deum, & homines commendari, nostramque, & ipsius Sedis gratiam, benedictionis & favoris augmentum valeatis exinde uberius promereri: forma vero juramenti fidelitatis prædicti, quod quilibet vestrum præstabit talis est:

Ego Joannes de Vicecomitibus Dei gratia Episcopus Novariensis pro Domino meo D. Benedicto Papa XII. & Sancta Romana Ecclesia, vacante Romano Imperio, sicut vacare dignoscitur, in Civitate Mediolani, Castris, Villis, Terris & Locis Comitatus, Districtus & Territorii ejusdem Vicarius ab hac hora in antea fidelis, & obediens ero B. Petro, & eidem Domino meo D. Benedicto Papæ XII. suisque Successoribus canonice intrantibus, Sanctæque Apostolicæ Romanæ Ecclesiæ, non ero in consilio, aut consensu, vel facto, ut vitam perdant, aut membrum, aut capiantur mala captione: consilium, quod mihi crediturі sunt per se, aut per Nuncios, sive per Literas ad eorum damnum me sciente nemini pandam, & si scivero fieri, vel procurari, seu tractari aliquid quod sit in ipsorum damnum, illud pro posse impediam, & si impedire non possem, illud eis significare conabor: contra Papatum Romanum, & regalia S. Petri tam in Civitate, Castris, Villis, Terris, Comitatibus, Districtibus & Territoriis prædictis, quam alibi existentia adinstar eis ero ad retinendum, defendendum, recuperandum, & recuperata manu tenendum contra omnem Hominem; universas & singulas promissiones, conventiones; obligationes per meum, & Luchini fratris mei Procuratorem factas, & juratas, & conditiones per eundem Dominum Summum Pontificem contentas in præsentibus Literis confectis super constitutione Vicariatus prædicti, & concessione ipsius mihi, & eidem fratri meo Luchino factas, appositas, & omnia, & singula, quæ continentur in eisdem Literis plenarie adimplebo, & inviolabiliter observabo, nec ullo unquam tempore, durante Vicariatu prædicto, veniam contra illa, sic me Deus adjuvet, & hæc sancta Dei Evangelia, tuque, fili Luchine, præstabis simile per omnia juramentum; item tenor dicti Instrumenti super ipsa Procuratione confecti talis est. Acta fuerunt hæc Mediolani in domo habitationis dictorum Dominorum, in Parochia S. Joannis ad fontes, præsentibus venerabilibus, & sapientibus viris Dominis Leffredo de Castana Præposito Ecclesiæ de Bollate Mediolanensis Diœcesis, Fulchino de Schitiis de Cremona Vicario dicti Domini Joannis, & Leone de Bugnano Jurisperitis testibus ad prædicta omnia, & singula vocatis, & rogatis Anno Domini MCCCXXXVIIII. Indictione VIII. die Jovis XXVIII. mensis Octobris. Ego Petrinus filius quondam Domini Donjoannis de Faxolis authoritate Imperiali Notarius publicus, Cancellarius dictorum Dominorum Joannis, & Luchini ipsorum mandato hoc Instumentum tradidi, scripsi & me subscripsi. Nulli ergo &c. Si quis autem &c. Dat. Avenione Idibus Martii Pontificatus nostri Anno VII. prædicta omnia & singula promissa, conventa, recognita, protestata, confessa, & jurata, acta & quomodolibet actitata, prout in prædictis Apostolicis Literis seriosius continetur generaliter, & singulariter, specifice, & expresse, cum gratiarum actione acceptamus, ratificamus, approbamus, confirmamus, & innovamus ac juramus ad Sancta Dei Evangelia per nos corporaliter manu tacta, ea omnia & singula firmiter attendere, & inviolabiliter observare, ac facere observari, & non contra facere, vel venire; & insuper Ego Joannes de Vicecomitibus Dei Gratia Episcopus Novariensis pro Domino &c. ut supra usque Sancta Dei Evangelia. Et ego prædictus Luchinus de Vicecomitibus simile in omnibus, & per omnia præsto juramentum:

ANNO 1339. mentum : videlicet ego Luchinus de Vicecomitibus pro Domino Benedicto Papa &c. ut supra. In quorum omnium & singulorum testimonium unum & plura publica Instrumenta fieri mandavimus per infrascriptum Notarium publicum, ac jussimus, & fecimus ad majorem roboris firmitatem sigillorum nostrorum appositione muniri.

Datum, & actum Mediolani in Cappella nova dictorum Dominorum præsentibus venerabilibus, & religiosis viris Dominis fratre Lanfranco de Sethara Ordinis Eremitarum Conventus Mediolanensis Magistro sacræ paginæ, fratre Antonio Vicecomite, Abbate Monasterii S. Ambrosii Mediolanensis, Roberto Vicecomite Archipresbytero, Martino de Sexto Ordinario Mediolanensi, & Lanfranco Moseta Præposito Ecclesiæ S. Ambrosii Mediolanensis, ac nobilibus, & sapientibus viris Dominis Jacobo Defluctis Legum Doctore de Placentia dictorum Dominorum Vicario ; Boschino de Montegaciis, & Bronzino de Carmis Mediolanensibus Militibus : Folchino de Schiziis de Cremona ipsius Domini Joannis Vicario : Leone de Dugnano, Manfredo de Serazonibus, Joannino de Sormano, Guillelmo de Lasera, & Cabrino de Vicomercato Mediolanen. Jurisperitis : Guidotto de Mandello, Ottarino Burro, & Cabriolo de Puteobonello, ac Guidolo de Calice Civibus Mediolanensibus, & præsente plurium aliorum religiosorum, & secularium Clericorum, & nobilium popularium copiosa multitudine, testibus ad præmissa vocatis specialiter, & rogatis : sub anno Domini MCCCXLI. Indictione IX. die Lunæ VI. mensis Augusti. ANNO 1339.

Ego Dionysius de Vicomercato Clericus Mediolanensis publicus Imperiali authoritate Notarius præmissorum exhibitioni, acceptationi, ratificationi, confirmationi ac juramentorum præstationi aliisque omnibus & singulis lectis, & narratis una cum testibus præsens fui, & rogatus hoc Instrumentum publicum inde confeci, tradidi, scripsi & subscripsi signoque meo signavi in præmissorum testimonium.

CCLVII.

3. Dec. BRABANT ET FLANDRE.

Tractaet van een nieuwe Verbinteniſſe, Unie, ende Confederatie tuſſchen JAN *Hertoghe van Lotherijck, Brabant en Limborch, ter eenre, ende* LODEWIJCK *Graeve van Vlaenderen en Nevers ter andere zyde, gemaekt met kenniſſe en conſente van haere reſpective Steden, om de Commercie te bevorderen, in en tuſſchen de twee beyde Landen, de gemeene ruſte, eendrachtigheit, en vryheid te beveſtigen, en alle materie van geſchillen, of onpeyſe te prevenieren. Te Ghendt op den derden dach van der Maent December* 1339. [Placards, Edits, & Ordonnances de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. II. pag. 546.]

IN den Name des Vaders, des Soons, des Heylichs Gheests, ende ter eere der reyner Maghet Marie de Moeder Godts. Allen den ghenen die dese tegenwoordighe Letteren sullen sien oft hooren leſen.

Wy JAN by der gratien ons Heeren, Hertoghe van Loterijck, van Brabandt, van Limborch, ende Maregrave des Heylichs Rijcks: LODEWIJCK Grave van Vlaenderen, van Nevers, ende van Rethels, Communghemeyns, Schepenen, Raedt, ende al t'commun van de Steden van Brabant, Leuven, Bruſſel, Antwerpen, s'Hertoghenbosch, Nyvele, Thienen ende Leeuwe, Borghmesters, Vooghst, Prooſt, Schepenen ende Raedt, ende al t'commun van de Steden van Vlaenderen, Ghendt, Brugghe, Ypre, Cortrijck, Oudenaerde, Aelst ende Gheraertsberghe, Saluyt in onsen Heere. Met kenniſſe der waerheden : weten alle, dat wy Jan ende Lodewijck Hertoghe ende Grave vooren ghenoemt, met onse voorghenoemde Steden met ons, by ghemeenen conſente ende raede, ſiende ende merckende dat de goede Lieden van beyde den Landen ghebueren zijn ſonder middel, den welcken ſalichlijck ende profijtelijck is, in jonſten, in minuen, ende in eendrachticheden te gadere te weſen, ende elck aen ander te cleven, met volmaekten wille, ende ghetrouwe herten: Ende dat de voorſchreven twee Landen vervult zijn van grooter menichte van volcke, t'welcke niet geſuſtineert weſen en mach ſonder Coopmanſchappe, ende ſonder Neeringhe: Siende oock, ende merckende dat Coopmanſchepe ende neeringhe niet ghevoet en ſoude moghen weſen, ſonder in Landen van Peyſe, ruſte, eendrachticheden, Vryheden, Coopmanſchepe ende neeringhe elck met anderen, ende te ſchouwen voortaen tuſſchen ons ende onſe nacomers, alle saecken ende materien van gheſchille, van onpeyſe, ende van bloetſtortinghe, ende in beſchermeniſſe, ende behoudeniſſe van onſen lijve, goede, ende Landen, ende onſe nacomers: By goede deliberatie ende rijpen raede, om de openbare nutſchepe, profijt, ende orboor van de voorſchreven twee Landen. Hebben wy Hertoghe, ende Grave voorſchreven, ons ende onſe naecomende de Edele van onſe twee Landen, Ridderen, Knapen, Mannen, ende over haer nacomers, metten goeden lieden vanden Steden van beyde onſe Landen voren

CCLVII.

Traité d'une étroite Alliance, Union, & Confederation, entre JEAN Duc de Lorraine, de Brabant, & de Limbourg, d'une part, & LOUIS Comte de Flandre & de Nevers d'autre part, fait avec connoiſſance & conſentement de leurs Villes, pour l'avancement du Commerce dans & entre les deux Païs, comme auſſi pour y affermir le Repos, la Concorde, & la Liberté, & pour prévenir entr'eux toute occaſion de diviſion & de trouble. A Gand le troiſiéme jour de Decembre 1339. 3. Dec. BRABANT ET FLANDRE.

AU nom du Pére, du Fils, du Saint Eſprit, & en l'honneur de la Sainte Vierge Marie Mere de Dieu, à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront ou entendront lire.

Nous JEAN *par la grace de nôtre Seigneur, Duc de Lorraine, de Brabant, de Limbourg, & Marquis du Saint Empire ;* LOUIS *Comte de Flandres, de Nevers, & de Rethel, Communautez, Eſchevins, Conſeil & tous les habitans des Villes de Brabant, Louvain, Bruxelles, Anvers, Boisleduc, Nivele, Thillemont & Louvain, Bourgemaîtres, Gouverneurs, Baillifs, Prevoſts, Eſchevins & Conſeil, & tous les habitans des Villes de Flandres, Gand, Bruges, Ypres, Courtray, Oudenarde, Aloſt & Gheraerſtbergh, Salut en nôtre Seigneur. Avec connoiſſance de la verité ; ſachent tous, que nous Jean & Louis Duc & Comtes ci-deſſus nommez & les Villes ſusmentionnées avec nous par conſentement & avis unanime, conſiderant & remarquant que les habitans des deux Païs ſont immédiatement voiſins l'un de l'autre, & qu'il eſt de leur ſureté & de leur avantage de s'entretenir en amitié & concorde, & d'être attachez les uns aux autres par une parfaite volonté & un cœur ſincere, & que lesdits deux Païs ſont grandement peuplez, & ne peuvent ſubſiſter ſans Trafic & ſans Négoce : Conſiderant auſſi & remarquant que le Trafic & le Négoce ne ſauroit ſe faire, ſans que les Païs joüiſſent de la Paix, tranquilité, Concorde & Liberté de Commerce les uns avec les autres ; & pour éviter à l'avenir entre nous & nos Succeſſeurs toutes affaires & matiéres de dispute, de diſcorde & d'effuſion de ſang, & pour la conſervation, & défenſe des vies, biens & Païs de nous & de nos Succeſſeurs, par mûre déliberation & bon Conſeil, & pour l'utilité, profit & avantage de nos ſusdits deux Païs ; nous Ducs & Comtes ſusnommez, tant pour nous que pour nos Nobles, tant préſens*

ANNO 1339. voren ghenoemt, ende wy Communghemeyns, Schepenen, Raet, ende t'Commun van de voorſchreven Steden van Brabandt, Borghemeeſters, Vooght, Prooſt, Schepenen, Raet, ende al t'Commun van de voornoemde Steden van Vlaenderen, over ons, ende onſe naecomers, met onſe voorſchreven Princen, ende in den name van allen den anderen Steden, Meyers, Landen, ende Caſſelrijen vanden gheheelen Lande van Brabant ende van Vlaenderen gheordonneert, gheaccordeert, over een ghedragen ende verbonden, inder manieren naevolgende.

I. In 't eerſte dat van deſen daghe voort, ende eeuwelijck ghenuerende, ſoo wie die eenich van ons Hertoghe ende Grave voornoemt, van onſe naecomers, ofte van onſen Lande van Brabant ofte Vlaenderen, ſteken, dringhen, beſluyten, veronrechten, oft deiren wilde, met Oorloghe oft anders, in wat maniere dat ware, in ſiele, lijve, oft in goede, dat wy elckanderen, in goede trouwe ende ſonder ergheliſt, beſchudden, beſchermen, helpen, verwaren ende ontcommeren ſouden, met lijve ende goede, welcke tijden, ende alſoo menichwerven, dat wijſe oft eenich van onslieden ſullen verſocht weſen, op ons ſelfs koſt, ende ghelijck ons ſelfs Landen. Behouden die, dat de ghene die den anderen, in hulpe, beſchudde ende ſecours comen, ſoude moghen nemen redelijcke ende tamelijcke (in des anders Landt) fourage te haren Peerden.

II. Item, dat wy Hertoghe ende Grave voornoemt, onſe nacomers, oft eenige van onſe lieden van onſen Landen van Brabant ende van Vlaenderen, oft eenich vanden twee Landen, nimmermeer oorloghe beghinnen oft voren aengrijpen moghen op yemanden, ſonder den Raet, wille, ende conſent van de twee Landen voorſeyt, Oft het ne ware dat op ons Hertoghe ende Grave voornoemt, op onſe nacomers, ofte op eenich van onslieden, ofte op eenich van onſe nacomers, op onſe voornoemde twee Landen, oft eenich van dien Landen, oorloghe, quetſinghe, oft deire, voren beghonnen ware by eenigen Prince oft andere perſoonen, dat wy ons voornoemde twee Landen, elck de ſijne, ſonder conſent ende raedt van den anderen, verhoeden, beſchudden, beſchermen, ende bewaren mochte in dit ſtuck, ende dan ware elck anderen ſchuldich te ſijne behulpich, inder manieren dat verclaert is in 't eerſte poinct van deſen verbonde.

III. Item, waert ſoo dat wy eenighe oorloghe te gadere beghonnen oft ghemeyne waren aenghegaen op yemant, oft wancoſt doen om des anderen ſake bejaecht oft ghecreghen hebben, dat d'een Heere ende ſijn Landen, ſonder conſent van den anderen Heere ende Lande nimmermeer vrede, beſtant, Peys, noch Accoort maken ſouden.

IV. Item, hebben wy ghelooft, ende ghelooven elckanderen, dat wy, om de voornoemde twee Landen te houden in goeden peyſe, Coopmanſchappe ende neeringhe, ſullen helpen beraden, trooſten d'een den anderen met alle onſe macht, en in allen ſaken, ende hebben ghenomen ende nemen als nu elck van onslieden binnen ſijnder macht ende Heerſchappije, beede by watere ende te Lande, de Lieden ende alle de Inwoonende vanden anderen Lande, ende elck ſonderlinghe, in onſe beſchermenijſſe ende ſeker behoet. Ende in 't gelijcke alle Cooplieden van ſoo wat Lande ſy zijn, haer goet, haer Coopmanſchepe, ende haer meyſnieden, commende, weſende, ende keerende binnen den palen van de voorſz. twee Landen, betalende haren rechten Tol, coſtumen, ende ſchulden, ende van haren misdaden haren amenden, naer Wetten, ende uſaghen vanden Lande: Ende in ons ghemeene conſent ende begheerte, dat de Cooplieden vanden voornoemde twee Landen hem peyſivelijck onderlinghe gheneren, ende dat elck coopen mach in des anders Landt, alle maniere van Coopmanſchepe, ende die voeren oft doen voeren, binnen ſijnen Landen, te ſijnen profijte, ſonder belet ofte verlet van yemande, betalende dat ſy ſchuldich zijn te betalene, alſoo voorſchreven is.

V. Item, hebben wy gheordonneert, omme die Coopmanſchepe ende neeringhe te houden binnen de voorſz. twee Landen, datmen ordonneren ende ſlaen ſal eene ghemeene Munte, goet ende weerdich, die haren loop hebben ſal in beyde de Landen voorſz. De welcke ſal blijven ſtaende in een poinct ſonder verwandelen t'eeuwelijcken daghe, ofte het ne ware by ghemeene conſente ende overeendraghen van beede de Prin-

ſents qu'avenir de nos deux Païs, Chevaliers, Serviteurs & pour leurs Succeſſeurs, enſemble les habitans de nos ſusdits deux Païs, & nous Communautez, Eſchevins, Conſeils, & Bourgeois de nos ſusdites Villes de Brabant, Bourguemaîtres, Baillifs, Prevoſts, Eschevins, Conſeils, & tous les Bourgeois de nos ſusdites Villes de Flandres, tant pour nous, que pour nos Succeſſeurs, descendans, avons, avec nos ſusdits Princes & au nom de toutes les autres Villes, Mayeries, Païs & Châtellenies de tous les Païs de Brabant & de Flandres, ordonné, accordé, convenu & nous ſommes obligez comme s'enſuit. ANNO 1339.

I. En premier lieu que dès ce jourd'hui & pour toûjours, quiconque voudra forcer, arrêter, faire tort, ou endommager quelqu'un de nos Duc & Comte ſusdits, de nos Succeſſeurs ou de nos Païs de Brabant ou de Flandres, par guerre ou autrement en quelque maniére que ce ſoit, ſoit en leur ame, vie ou biens, nous nous protegerons, ſoûtiendrons, deffendrons & ſecourrons l'un l'autre de nos vies & de nos biens, toutesfois & quantes que nous en ſerons requis, à nos propres dépens, & comme nos propres Païs, excepté que ceux qui viendront au ſecours des autres pourront prendre dans le Païs qu'ils viendront deffendre du fourage pour leurs Chevaux ſuivant qu'il ſera convenable & de raiſon.

II. Item, que nous Duc & Comte ci-deſſus nommez, nos Succeſſeurs, ou quelqu'un de nos Païs de Brabant & de Flandres, ne commenceront ou continueront jamais de guerre, contre quelqu'un ſans le conſeil, volonté, & conſentement desdits deux Païs, & que s'il y avoit quelque guerre, injure, ou dommage commencé contre nos Ducs & Comtes ſusnommez, ou nos descendans, ou contre quelques-uns de nous, ou de nos descendans, contre nosdits deux Païs, ou contre quelques-uns d'eux par quelque Prince ou autre perſonne, que nous ne pourrons deffendre & proteger nosdits deux Païs, ou chacun le ſien ſans le conſentement & conſeil des autres, mais que en ce cas les uns ſeront obligez de deffendre les autres en la maniere portée par le premier article de ce Traité.

III. Item, que s'il arrivoit que nous euſſions conjointement commencé ou ſoutenu quelque guerre contre quelcun, ou fait de faux frais pour deffendre la querelle l'un de l'autre, le Souverain & ſes Païs, ſans le conſentement de l'autre Seigneur & de ſes Païs, ne pourra faire aucune Paix, Trêve ni Accord.

IV. Item, nous nous ſommes promis, & promettons réciproquement que, pour entretenir lesdits deux Païs en bonne paix, Commerce & Négoce, nous nous conſeillerons & conforterons l'un l'autre de tout nôtre pouvoir & en toute occaſion; & pour cet effet avons pris & prenons chacun de nous en nôtre pouvoir & Seigneurie, ſoit par terre ſoit par mer, & les gens & habitans des autres Païs & chacun d'eux en nôtre protection & Sauvegarde, & ſemblablement tous les Marchands de quelque Païs qu'ils ſoient, comme auſſi leurs biens, Marchandiſes, & leur famille venans & étant dans les limites de nos ſusdits deux Païs, en payant les juſtes droits de la Doüane, dettes, & amende qui pourroient être encourûes ſelon les Loix & uſages du Païs; & c'eſt nôtre commun conſentement & déſir que les Marchands des ſusdits deux Païs ſe comportent paiſiblement, & que chacun puiſſe acheter dans le Païs de l'autre toute ſorte de Marchandiſe, & les voiturer ou faire voiturer dans ſon Païs à ſon profit, ſans trouble ou empêchement d'aucun, en payant ce qu'ils ſeront tenus de payer, comme dit eſt.

V. Item, nous avons ordonné, pour entretenir le dit Commerce & Négoce dans les ſusdits deux Païs, que l'on ordonnera & frapera une Monnoye commune bonne & loyale, qui aura ſon cours dans les deux Païs ſusdits; laquelle demeurera en un même point ſans qu'il y ſoit jamais fait aucun changement, ſi ce n'eſt du conſentement unanime des deux Princes & Païs ſus-

ANNO 1339.

Princen, ende van beede de gheheele Landen boven ghefeyt. Ende daer toe falmen nemen ende kiefen twee perfoonen van elcks Heeren weghe voorfeyt, ende eenen perfoon uyt elck vande drye goede Steden van Brabandt voornoemt, dats te wetene Leuvene, Bruffel ende Antwerpen. Ende van Vlaenderen, dats te weten, Ghendt, Brugghe ende Ypre, die Waerdeyne daer af wefen fullen, dat te wetene die Waerdeyne uyt Brabandt ghecoren, die Vlaemfche Munte te waerderene, ende die Waerdeyne uyt Vlaenderen ghecoren, die Brabantfche Munte te waerderene, de welcke Waerdeyne uyt Brabant commen fullen inde Stede van Ghendt, ende die Waerdeyne uyt Vlaenderen fullen commen inde Stede van Leuvene, t'elcken drye maenden oft corter, by alfoo dat hen orboor ende profijt dunct, t'eewelijcke daghe gheduerende. Ende fullen haer affaye doen loyalijck ende in goeder trauwe, ende op den eedt die fy daer af doen fullen, t'allen tijden dat menfe vermaken ofte vernieuwen fal. Daer by is te wetene, dat alle andere Munte, fonder defe, die loop hebben fullen binnen de voorfz. twee Landen gheprijft, ende ghewaerdeert fullen wefen naer haer rechte weerde ende prijfe vander ghemeener Munte voornoemt.

VI. Item, waert dat wy, oft eenich van onslieden ofte onfe naercommers, ofte eenighe van hemlieden, t'eenighen daghe d'een van den anderen ons van onrechte te beclaghen hadden, oft te dolerene, in wat manieren, ofte in wat faken, ofte hoe menichwerven dat wefen mochte, waer van faken den Princen, Landen, den Steden, den Caffelrien, ofte fingulière perfoonen toucherende, dat die gene die hem te beclaghene hadden, die fake van hare clachte ontbieden fouden by boden, oft by gefchrifte, den Heeren, den goeden Steden, van den anderen Lande, ofte den ghenen wiens lieden ende fubjecten men de misdaet aenlegghen foude, ende verfoecken daer af recht, ende beteringhe naer de misdaet. Ende foo waere die Heere, fijne Steden, oft die ghene die aldus verfocht, ende ghefommeert wefen foude, dat onrecht ende die misdaet, fchuldich te beteren, ofte te doen beteren, ende te doen berechtene den ghenen wie het toucheren mach, ende aengaen foude, binnen acht daghen navolghende der tijdt dat s'ijs eerft verfocht wefen fouden. Ende in ftic dat defe faken niet afgheleyt noch ghebetert en worden binnen die acht daghen, alfoo voornoemt is, om te verhoedene dat nemmermeer t'eenighen daghe rijfen noch fpruyten en mochten, oorloghe, gefchille ofte difcordie, tuffchen ons Hertoghe ende Grave voornoemt, tuffchen onfe naercomeren, tuffchen onfe voornaemde twee Landen, noch tuffchen eenighe Steden, Caffelrien, ofte fingulier perfoonen van de voornoemde twee Landen, hebben wy gheaccordeert, ende verbonden al nu, dat elck van ons Hertoghe ende Grave voorfchreven, ofte van onfe naercommers, eewelijck gheduerende, ende t'allen tijden dat te doene wefen fal, nemen fal twee goede lieden van fijnen Rade, ende elck vande drie goede Steden van Brabant, eenen Schepene, ende elck vande drie goede Steden van Vlaenderen voornoemt eenen Schepenen, de welcke thien perfoonen vergaderen fullen in dat lant, daer de ghene toebehooren die hem beclaghende zijn, ende in een vande vier goede Steden van dien Lande die naeft is der Steden daer dat onrecht ghedaen oft ghefpruyt is, binnen achte daghen na dat fijs vermaent fullen zijn, fonder fraude, ende fullen doen openbaerlijc haren eedt, als fy vergadert wefen fullen in preſentie elck van andere, op die Heylighe Evangelie, loyalijck te onderwindene ende inquirerene, dat rechte, ende waere van die clachten, ende gefchillen, ende difcordien, ende die te termineren, ende fentencieren, ende te accorderen, nae recht, ende redene, fonder eenighe partie daerinne te draghene. Ende fullen beletten ende verhoeden alle faecken, ende materien van difcordie. Ende en fullen uyt dier Steden nimmermeer fcheyden, oft het ne ware, dat fy oft eenich van henlieden by Sonnefchijne daer uyt voeren, ende binnen dien felven daghe by Sonnefchijne weder daer inne quamen totter tijdt dat fy al die faecken, daer fy om vergadert wefen fouden, ghetermineert, vereffent, ghepaeyt ende gheaccordeert fullen hebben. De welcke thien perfoonen die aldaer ghecoren ende ghedeputeert wefen fullen, ende alfoo menichwerff alft te doene wefen fal, wy, ende elck van onslieden over ons ende onfe naercomers gheven als nu, volle macht, authoriteyt, ende fpeciael bevel, die faecken daer fy toe ghecoren ende ghedeputeert wefen fullen te inquirerene, te terminerene, ende te fententierene, te vereffene, ende te accorderene, inder manieren dat voorfeyt is: ende ghelo-

ANNO 1339.

fusmentionnez. Pour quoi ſeront choiſies deux perſonnes de la part de chacun desdits Seigneurs, & une perſonne de chacune de trois Villes de Brabant, ſavoir, de Louvain, Bruxelles & Anvers. Et de Flandres, ſavoir, Gand, Bruges & Ypre, qui en ſeront les Eſtimateurs, ſavoir eſt que les Eſtimateurs choiſis de Brabant mettront le prix à la Monnoye de Flandres, & les Eſtimateurs choiſis de Flandre mettront le prix à la Monnoye de Brabant, lesquels Eſtimateurs de Brabant viendront dans la Ville de Gand, & les Eſtimateurs de Flandres dans la Ville de Louvain, chaque trois mois tout au moins, en ſorte que l'avantage en demeure eternellement, & ils feront leur eſſay loyalement & de bonne foi, & ſur le ſerment qu'ils en prêteront, chaque fois qu'on la refera ou renouvellera : bien entendu que toute l'autre Monnoye, & ſpecialement celle qui aura cours dans les ſusdits deux Païs ſera appreciée & evaluée ſelon ſon juſte prix & valeur par les communs Eſtimateurs ſusdits.

VI. Item, que s'il arrivoit ci-après en quelque tems que ce fût que nous, ou quelqu'un de nous, nos descendans, ou quelqu'un d'eux vinſſent à former quelque plainte l'un contre l'autre pour quelque tort en quelque maniere, ou quelque choſe & ſi ſouvent que ce ſoit, ſoit pour choſe qui regarderoit les Princes, les Païs, les Villes, Châtelenies, ou quelque perſonne particuliére, que celui qui auroit à ſe plaindre denoncera ſa plainte par un meſſager, ou par écrit, aux Seigneurs, aux bonnes Villes de l'autre Païs, ou à ceux contre les gens ou ſujets desquels on auroit action, & leur demandera juſtice & reparation, ſelon le delict. Et ſera le Seigneur, la Ville, ou celui qui ſera ainſi requis & ſommé de faire droit ſur le tort ou delict, obligé, à la requête du demandeur, de le faire dans huit jours, à compter de celui que ladite demande ou ſommation aura été faite. Et qu'en cas que l'affaire ne pût pas être terminée dans lesdits huit jours, comme dit eſt, pour empêcher qu'aucune guerre, different ou discorde n'arrive entre nous Ducs & Comtes, nos descendans, nos ſusdits deux Païs, ni entre quelques Villes, Chatellenies, ou perſonne particuliére desdits deux Païs, nous avons accordé & traité dès à preſent, que chacun de nos Ducs & Comtés ſusdits, ou de leurs descendans à jamais, & en quelque tems que le cas arrive, prendra deux honnêtes gens de ſon Conſeil, & chacune des trois Villes de Brabant un Echevin, & chacune des trois Villes de Flandres ſusdites un Echevin, lesquelles dix perſonnes s'aſſembleront dans le Païs du demandeur ou plaignant, & dans une des quatre bonnes Villes de ce Païs, & qui ſera la plus proche des Villes, où le tort ou dommage en queſtion aura été commis, dans huit jours de la ſommation qui leur en aura été faite, & ce ſans fraude; & feront publiquement leur ſerment en préſence l'un de l'autre, ſur les Saints Evangiles, lors qu'ils ſeront aſſemblez, & s'informeront & s'inſtruiront loyalement du droit, & de la verité de la plainte, demande, different & discorde, pour les terminer, ſententier & accorder ſelon droit & raiſon; ſans favoriſer une partie plus que l'autre, & empêcheront & deffendront toute affaire & matiere de discorde. Et ne ſortiront point lesdites dix perſonnes de ladite Ville; ou, s'il arrivoit qu'elles en ſortiſſent, que ce ſera de jour, pour y rentrer le même jour avant Soleil couchant, juſques à ce que toutes les affaires, pour leſquelles elles ſe ſeront aſſemblées, ſoient plaidées, terminées & accordées. Auxquelles dix perſonnes qui ſeront là choiſies & deputées, & toutes fois & quantes beſoin ſera, nous, & chacun de nous & de nos descendans, donnons dès à preſent plein pouvoir, authorité, & mandement ſpecial, de l'inſtruire des affaires, pour leſquelles elles auront été choiſies & députées, & de les terminer, accommoder, ſententier & accorder, en la maniere que deſſus; & don-

ANNO 1339. gheloven alle, ende elck van onslieden by hem, over ons, onſe naercommers te houdene, ende te volcomene, wel, ende ghestadelijck al 't ghunt dat by die thien perſoonen ghedeputeerde, gheinquireert, ghetermineert, ghewijſt, vereffent, ende gheaccordeert weſen ſal, in alle die ſaecken, ende elcke ſonderlinghe, ſonder nimmermeer iet te doene oft te attenteren, in contrarie: Ghevielt oock dat eenich van de voornoemde thien perſoonen, quame van lijve ter doot, binnen den termijne dat ſy vergadert waren om te tracterene, eer dat ſy haer laſt ghetermineert ſouden hebben, ſoo is ons conſent ende wille hoe menichwerf het ghevielle, dat de ghene by wien die perſoon ghecoren ende ghedeputeert was, eenen anderen vanden ſelven Rade, Schependomme kieſe, ende ſtelle in ſijne Stede binnen den derden daghe naer dien datmen verſocht ſal zijn, ſonder fraude: Den welcken wy, ende elck van ons lieden over ons, ende over onſe naercomers gheven aldus volle macht, authoriteyt, ende bevel in alle ſaecken, alſoo d'andere hadden eer hy quam van lijve ter doodt. Ende ſullen deſe gedeputeerde, ende elck van henlieden bedwonghen ende gheconſtringeert zijn de voornoemde commiſſie, ende laſtinge te aengaene, ende te doene, in der voorſchreven maniere, by den ghenen dieſe kieſen ende deputeren ſullen, by alſoo dat daer af eenich onbehoorich weſen wilt, oft in ghebreke ware: Oock ſoo dat de voorſchreven thien perſoonen, ofte eenich van henlieden, op eenich ſtuck daer ſy mede gelaſt weſen ſouden, begheerden den raet van den ghenen daer hy by ghecoren ware, dat ſy hem beraden mochten aen den ghenen die vanden ſelven Rade oft Schependomme weſen ſoude, midts dien dat ſy uyt die Stede, daer de Commiſſariſen vergadert weſen ſullien, niet ſcheeden ſoude, inder manieren dat voorſeyt is.

VII. Item, hebben wy belooft, ende beloven elck andere in goede trouwe, dat om ſaecken die geſchien oft mach gevallen tuſſchen ons, oft tuſſchen eenich van onslieden, oft tuſſchen onſe naercommers, oft tuſſchen eenich van henlieden, wy, noch onſe naercommers en ſullen doen, oft nemen, ander wrake, noch oorloge porren, noch pandighen doen doen, d'een op den anderen, ſonder de clachten doende, oft daer af recht heyſſchende aen de ghene die daer toe ghedeputeert weſen ſullen, inder maniere dat is voorſchreven: Ende ne ſullen eenighe ſaecken doen, oft ghedoogen te doene, daer Coopmanſchappen by belet weſen mach, vrijelycke te gane ende te keerene, vanden eenen Lande in d'andere, haer recht betalende, alſoo boven voorſeyt is.

VIII. Item, hebben wy gheaccordeert ende verbonden, om alle de puncten die hier inne geſchreven ſtaen, ende elck punct ſonderlinghe ghestadelijck te doen houden, t'eeuwelijcken daghe ſonder breken: Dat waer't ſoo, dat wy Hertoghe ende Grave voornoemt, ofte eenich van onſlieden, ofte onſe naercommers, ofte eenich van henlieden t'eeuwighen daghe tegen deſe Verbonde, ofte enich punct dat in deſe Lettere geſchreven ſtaet, ſtaken of ginghen, in ſoo wat maniere dat ware, by ons ofte andere perſoonen, dat daer by deſe Ordonnantie ende Accorde van minder weerde, oft min geſtade niet weſen ſoude, nemaer dat die ander Heeren, ende beyde de gheheele Landen voornoemt, die Heeren, die eenich poinct van deſe ſake breken wilde, conſtringeren ende bedwingen ſouden, met al haer vermoghen te doen houdene de Ordinancien ende elck poinct ſonderlinghe, inder manieren dat ſy hier gheordonnert ende geſchreven zijn. Ende en ſullen ghedoogen de voornoemde twee Landen, elck van ſijnen Heere ende Prince, die hier af rebel oft contrarie weſen wilde, dat hy nemmermeer by hem, oft by ander perſoonen, eenich profijt, bate, amende, ofte ander voordeel heffenne ſal, noch ontfaen, ofte inſijn orboor in eeniger maniere laten commen, totter tijdt dat ſy alle deſe Verbonden, Voorwaerde, ende Accord, ende elck poinct ſonderlinge, wel, ende ghetrouwelijck houden ende volcommen ſullen. Waert oock ſoo, dat eenich vande voornoemde Landen Brabant oft Vlaenderen, eenighe ſinguliere Steden, Caſſelrie, Meyerie, ofte ſinguliere perſoonen, ſo wie ſy waren, vanden eenen voorſchreven Lande, oft van beede, teghens deſe Verbonde ofte teghen eenich poinct datter in gheſchreven is, ſtaken, oft ginghen, in ſoo wat maniere dat weſen mochte. Dat daeromme deſe Ordinantie ende Accord niet min blyven en ſouden, goet, vaſt, ende gheſtade: Nemaer dat beede die Heeren ende Princen, mitſgaders de Steden, Caſſelrien, Meyerien commene, die deſe Verbonde wel

donnons, tous & chacun de nous & de nos descendans credit, & parfaite autorité & pour toûjours à tout ce que lesdites dix perſonnes députées auront terminé, accommodé, & prononcé & en toutes choſes & à chacune en particulier ſans jamais rien faire ni attenter à l'encontre, & que s'il arrivoit que quelqu'une desdites dix perſonnes allât de vie à trépas pendant le tems qu'elles ſeront aſſemblées pour traiter, & avant que leur commiſſion fût finie, nôtre conſentement & volonté eſt qu'autant de fois que cela arrivera, ceux par lesquels cette perſonne aura été choiſie & députée, en éliront une autre du même Conſeil, ou corps d'Echevins & la mettront en ſa place dans trois jours, après qu'ils en auront été requis, & ce ſans fraude. A laquelle perſonne nous & chacun de nous, & de nos Succeſſeurs donnons auſſi plein pouvoir, autorité, & mandement en toutes choſes, comme l'avoit l'autre en la place de laquelle elle viendra, avant qu'elle allât de vie à trepas. Et ſeront lesdits Députez & chacun d'eux contraints, & obligez d'accepter ladite charge & commiſſion, par ceux qui les auront choiſis & députez au cas que quelqu'un d'eux y voulût contrevenir, ou demeurer en deffaut. Et auſſi que ſi les ſusdites dix perſonnes, ou quelques unes d'elles deſiroient de prendre conſeil, ſur quelque point de l'affaire, dont elles ſeroient chargées, de ceux de qui elles auront été éluës, elles pourront conſulter ceux du Conſeil même ou corps des Eſchevins, à condition qu'elles ne ſortiront pas de la Ville, où elles ſeront aſſemblées, comme il a été ci-devant dit.

VII. Item, avons promis & promettons chacun en bonne foi, que pour les affaires qui ſurviennent ou pourroient ſurvenir entre nous ou entre quelques-uns de nous; ou entre nos descendans ou quelques-uns d'eux, nous ni nos descendans ne nous vengerons ni porterons la guerre l'un contre l'autre, ni ferons uſer de repreſailles l'un ſur l'autre, ſans former auparavant des plaintes & ſans demander juſtice à ceux qui à ce ſeront députez en la maniere ſusdite, & ne feront ou ſouffriront faire aucune choſe qui puiſſe empêcher le Commerce, & d'aller & venir librement d'un Païs dans l'autre en payant les droits, comme dit eſt ci-deſſus.

VIII. Item, avons traité & convenu que pour faire obſerver les points ci-deſſus, & chacun d'eux en particulier, ſans en jamais enfraindre aucun. Que s'il arrivoit que nous Ducs & Comtes ſusnommez ou quelqu'un de nous, nos descendans, ou quelqu'un d'eux venoit jamais à contrevenir à cette Alliance, ou à aucun point des Articles qui ſont contenus dans ces préſentes, en quelque maniere que ce ſoit par nous-mêmes, ou par autres perſonnes, que les Ordonnances & Accords n'en ſeront pas pour cela de moindre valeur ou ſolidité, mais que les autres Seigneurs & les deux Païs entiers ſusnommez obligeront de tout leur pouvoir les Seigneurs qui voudroient enfraindre quelques uns de ces points à obſerver ces Ordonnances, & chaque point d'icelles en particulier de la maniere qu'elles ſont ici ordonnées & écrites. Et ne ſouffriront les ſusdits deux Païs, qu'aucun de ſes Seigneurs & Princes, qui voudroient être rebelles & contraires à ce que deſſus, puiſſent jamais tirer ni recevoir d'eux ou d'autres perſonnes, aucun profit, amande ou autre avantage, ni leur en laiſſer revenir en quelque maniere que ce ſoit, jusques a ce qu'ils ayent bien & fidelement obſervé de point en point lesdites Alliances, Conditions, & Accord. Et que s'il arrivoit auſſi que quelqu'un des ſusdits Païs de Brabant & de Flandres, quelque Ville particuliére, Châtelenie, Mayrie, ou perſonnes particulieres, quelles qu'elles ſoient de l'un ou de l'autre Païs, ou de tous les deux, allaſſent à l'encontre de ladite Alliance, ou de quelques points y contenus en quelque maniére que ce ſoit, que pour cela ladite Ordonnance & Accord ne laiſſera pas de demeurer dans ſa force & vertu; mais que les deux Sei-

ANNO 1339.

ANNO 1339. wel houden ſouden, die andere rebelle ende onverhoorighe conſtringeren ende bedwinghen ſullen, ſonder eenich dilay, met al harer macht, ende met alle manieren van conſtrainte, die ſy op heurlieden, ende op haer goet doen ſullen moghen, totter tijdt dat ſy alle deſe Verbonde, Voorwaerde, ende Accorde, ende elck poinct by hem wel ende ghestadelijck houden ende volcommen ſullen.

IX. Item, om dat alle daghe nieuwe ſaecken, ende materien ſpruyten, rijſen, ende voor ooghen commen, daer den voorſchreven Landen af commen mochte commer ende onprofijt. Soo zijn wy gheaccordeert, elck met anderen, dat de voorſchreven twee Heeren, ende haer naercommers, ende die ſes goede Steden vande voornoemde twee Landen, elck jaer eenwelijck ghedurende, ten drye termijnen van haren lieden ſenden, ende vergaderen ſullen. Dats te wetene op den veerthienſten dach naer Lichtmiſſe onſer Vrouwen binnen der Steden van Ghendt, ende op den veerthienſten dach naer S. Jans midtſomer, inde Steden van Bruſſel, ende op den veerthienſten dach naer Alle Heilighen dach, inde die Stede van Aelſt: in welcke Steden, ende vegaderinghen, men ordonneren, ende overeen draghen ſal, alle manieren van ſaken, ende goede poincten, die met deſen Accorde, ende Verbonde gaen moghen, ende die de voorſchreven twee Landen bringhen moghen in nutſchap, orboor, ende profijt.

X. Ende om dat wy, ende elck van onſlieden, willen, ende begheeren, dat deſen Peyſe, ende Accorde, Voorwaerde, ende Verbonde die in deſe Lettere gheſchreven ſtaen, zijn, ende blijven, wel ghetrouwelijck, ende vaſte ghehouden, ende volcommen, t'eeuwelijcken dage, ſonder in eenich poinct, oft articule daer teghen te gane oft te doene in eenigher maniere: Hebben wy Hertoghe, ende Grave, over ons, over onſe naercommers ende over de Edele vande voornoemde twee Landen, Ridders, Cnapen, Mannen, ende hare naercommers, ende over alle d'ander Steden, Caſſelrien, Meyerien, ende Communie van onſe voorſchreven twee Landen, die hier ſpecialijck niet gheſchreven zijn, ende over haer naercommers, met onſe Steden voren ghenoemt, ende ſy met ons, over hen, haer naercommers, ende ſy inde name vande twee gheheele Landen voornoemt, alle deſe ſaken, accorden ende voorwaerden, ende elck poinct ſonderlinge, gelooft, ende verbonden, d'een den anderen by onſen Ridderſchap, by onſe trouwe ſekerhede, ende by onſen eede, openbaerlijck ghedaen, ende geleyt onſe handen op de Heylige Evangelie, te houdene, ende doen houden, t'eeuwelijcken dage ſonder breken.

XI. Ende mitsgaders deſe, hebben wy ghelooft, ende ghelooven elcandere, dat wy nemmermeer ſoecken ne ſullen, ne ghedoogen te ſoecken, diſpenſacie, ofte verlaet van Pauſen, van Coninghen, van eenighe Souverainen oft van eenich ander Prelaet, oft Princen, noch abſolutie van onſen ghelooven, oft van onſen eede die wy hier ghedaen hebben. Ende ne ſullen laten om verbot ofte bevelen van eenighe Overheere, wy en ſullen houden alle de ſaecken die hier inne gheſchreven zijn, ende elck punct by hen wel, ende ghestadelijck, ende wy ne ſullen niet ons daer af ſtellen in eenighe blijfvene oft Lantſchepe, noch ne ſullen quijte ſchellen d'een den anderen van eenighe ſaecken hier voornoemt, noch ne ſullen laten om eenighe ſaecken die herte ghepeyſen mach, oft die gheſchien mach, wy ne ſullen houden d'een d'ander, alle de voorwaerde puncten, ende articulen, ende elck ſonderlinge die in deſe Letteren gheſchreven ſtaen: Ende al noch hebben wy belooft d'een den anderen, ende ghelooven over ons ende onſe naercommers, om in alle deſe ſaecken bet te verſekere, die achter t'lijf van ons Hertoghen ende Graven voorſeyt, de ghene die onſe Landen, ende Heerſchappije, als oirs, ende naercomers, beſitten ſullen, voor den tijt dat ſy ontſaen weſen ſullen ter Heerſcheppe als Hertoghen oft Graven, elck van henlieden voren ſal doen alſulcken Eedt, obligatien ende gheloften, als wy ghedaen hebben, ende boven gheſchreven zijn: Ende ne ſullen ghedooghen van deſer tijdt voortaen, noch onſe naercomers in haren tijt, dat eenich perſoon gheroepen zy ten Rade van ons, oft van onſe naercomers, hy ne ſal doen voren Eedt by ſijnder trouwen, ende op de Heylighe Evangelien, te helpen, ende te raden, die Peys, Accort, Verbont, ende alle die ſaecken, die in deſe Letteren gheſchreven ſtaen, te houden met alle ſijn macht ghelijck ende volcomentlijck, ſonder nimmermeer eenighe ſaecken te ſegghen, te doene, noch te raden, in contrarie;

gneurs & Princes, enſemble les Villes, Châtelenies, Mayries, qui s'en tiendront à cette Alliance contraindront & forceront les autres rebelles, & contrevenans ſans delay & de tout leur pouvoir, & par toute voye de contrainte tant ſur eux que ſur leurs biens, jusques à ce qu'ils ayent obſervé parfaitement, & de point en point lesdites Alliance, Conditions & Accord. ANNO 1339.

IX. Item, & parce que tous les jours, il arrive de nouvelles affaires & matiére, qui peuvent être au dommage & deſavantage des ſusdits Païs, nous ſommes convenus par enſemble que les ſusdits deux Seigneurs, & leurs descendans & les ſix Villes des ſusdits deux Païs, chaque année & ſans jamais discontinuer, ils envoyeront tous les quatre mois leurs gens pour s'aſſembler, ſavoir le quatorſiéme jour d'aprés la nôtre Dame de la Chandeleur dans la Ville de Gand, & le quatorſiéme jour d'aprés la Saint Jean mi-Eté, dans la Ville de Bruxelles, & au quatorſiéme jour d'aprés la Touſſaint dans la Ville d'Aloſt. Dans leſquelles Villes & Aſſemblées, on ordonnera & propoſera toute ſorte d'affaire, & les meilleurs points qui pourront convenir au preſent Accord & Alliance, & qui pourront tourner à l'utilité & à l'avantage des ſusdits deux Païs.

X. Et parce que nous & chacun de nous voulons, & deſirons que cette Paix, Accord, Conditions, & Alliance, qui ſont contenuës dans ces preſentes Lettres, ſoient & demeurent obſervées fidélement, fermement & parfaitement à toûjours, ſans y contrevenir & faire à l'encontre en aucuns points, & articles en quelque maniere que ce ſoit, nous Ducs & Comtes, pour nous, nos Succeſſeurs & pour les Nobles des ſusdits deux Païs, Chevaliers, Serviteurs, Vaſſaux & leurs descendans, & pour toutes les autres Villes, Châtelenies, Mayries, & Communautez de nos ſusdits deux Païs, qui ne ſont pas ici ſpecifiez, & pour leurs Succeſſeurs, enſemble nos Villes ci-devant nommées, & elles avec nous pour elles & leurs Succeſſeurs, & icelles au nom des deux Païs entiers, avons publiquement promis par nôtre ſerment, fait publiquement, & les mains poſées ſur les Saints Evangiles, de bien, & fidélement entretenir & obſerver à toûjours toutes ces affaires, accords, & conditions, & chaque article en particulier, ſans jamais les enfraindre.

XI. Et par ces preſentes nous avons promis, & promettons conjointement de ne requerir jamais, ni permettre être requis diſpenſe ni abſolution de Papes, Rois, d'aucun Souverain, ou d'aucun autre Prelat ou Prince, de nôtre promeſſe ni de nôtre ſerment que nous avons fait ici. Et ne laiſſerons pas pour toute deffenſe, ou commandement d'aucune Puiſſance d'obſerver les choſes, qui ſont ci-dedans contenuës ni aucun article d'icelles; & nous ne nous retirerons pas dans quelque demeure ou Païs, ni ne nous quitterons & diſpenſerons l'un l'autre d'aucune choſe ci-deſſus mentionnée & ne nous en départirons pas, quelque penſée qui nous vienne dans l'eſprit ni quelque choſe qui puiſſe arriver; mais obſerverons les uns & les autres toutes les conditions, points & articles, & chacun en particulier, qui ſont écrites dans ces preſentes Lettres. Et derechef avons promis l'un l'autre, & promettons pour nous & nos Succeſſeurs, pour plus grande ſureté de toutes ces choſes, que ceux qui aprés la mort de nos Ducs & Comtes, poſſéderont nos Païs & Dominations, comme nos Succeſſeurs & descendans, devant que d'être reçû au Gouvernement comme Ducs & Comtes, s'obligeront, promettront, & feront le même ſerment que nous avons fait & comme il eſt écrit ci-deſſus. Et ne permettrons d'ici en avant ni nos Succeſſeurs en leur tems, qu'aucune perſonne ſoit appellée dans nôtre Conſeil, ou dans celui de nos Succeſſeurs qu'il n'ait prêté ſerment ſur ſa foi, & les Saints Evangiles de convenir, & conſeiller que cette Paix, Accord, Alliance & toutes les choſes qui ſont ſpecifiées en ces preſentes, ſoient obſervées de tout leur pouvoir, unanimé-

ANNO 1339. trarie ; Ende in alſulcker manieren , ſullen beloven ende ſweeren die Schepenen , Baillieus , d'andere Rechters , ende Officiers van onſe Steden ende Landen voornoemt , ten beginſele van haren officie , ende Staten , ende alle dierghelijcke alle Mannen , ter tijdt dat ſy haer Leen ontfaen ſullen van ons Hertoghen ende Graven voornoemt , ende van onſe naercomers.

XII. Ende het is te weten, dat alle de voornoemde Ordonnantien , Voorwaerden ende Verbonden , ende elck punct ſonderlinghe , ghemaeckt , gheloft , verbonden , ghefekert ende ghefworen zijn , behouden in alle andere ſaecken die hier niet ghefchreven zijn die Vrijheden, die Wetten, Coſtumen ende Uſagien van elcker Stede, Caſſelrije , Meyerije van de twee Landen voorſchreven : In oorcontſchepe van deſe dinghen , hebben wy Hertogen ende Graven voorſchreven, over ons ende onſe nacommers , mitsgaders onſe Steden , dats te wetene , van Brabant, Leuvene , Brueſſel , Antwerpen , s'Hertoghenbosch , Thienen ende Leeuwe : Ende wy Arnout byder gratie Godts Abt van Gemblours der Ordene van S. Benedictus vanden Biſſchopdomme van Ludicke , ter bede van Schepene, ende van al den Commune vander Stadt van Nivele , over hemlieden ende haere nacommers , byde redene dat ſy ne ghemeenen ſeghel en hebben : Ende van Vlaenderen, Ghendt , Brugghe , Ypre , Cortrijcke , Oudenaerde , Aelſt ende Gheraertsberghe. Ende onſe voornoemde Steden , met ons , over hen ende haren naercommers, ende inden name vande twee gheheele Landen boven ghefeyt , deſe Letteren ghefeghelt met onſe ſeghel uythanghende : Ende om meer verſekerheden van alle de ſaken, voor waerden ende verbonden voorſchreven te houdene , ende te doen houdene , wel ende loyalijck. Hebben wy ghebeden ende verſocht aen die Edele van onſe twee Landen, dat is te wetene : wy Hertoghe voornoemt , aen onſe getrouwe Willem Heere van Hoorne ende van Gaesbeke, Thomas van Dieſt, Heere Seelem , Willem Heere van Weſemalle Maerſchalk van Brabant , Willem van Duvevoorde Heere van Ooſterhout , Jan Heere van Rotſelare, Droſſate van Brabant , Jan van Loen Heere van Cogmont, ende Willem Henrick Berthout , Heere van Duffele , Jan van Levedale Heere van Botſtele , Jan Heere van Sombreffen , Jan van Kuick Heere van Hoochſtrate , Lodewijck Heere van Diepenbeke , Diederick van Walicourt Heere van Ha ende Maerſchalk van Henegouwe , Henrick van Walicourt Heere van Fanerchines, Lodewijck van Beerlaer Heere van Herlemont , Gillis van Quaderebbe Heere van Berghene , Aernoudt van Aelbeke, Jan Pilſier , Jan van Berſte , Herman van Os , Loys vanden Burcht Rentmeeſter van Brabant , Jan van Meldoer , Jan Pulleman Droſſate van Brabant , Jan van Wijnigen, Daniel van Bouchout , Hendrick Boterſem , Hendrick van Witem , Rachen de Grance Heere van Lintere, Gooſſen Heere van Godſenhove , Aernoudt vanden Wiere , Willem vanden Boſſche , Gheeraert van Borſſelare Borchgrave van Gheldenake, Nicolaes van Vilvoorde , Hutenhove , Jan Staienen , Jan van Schoonhove , Kaerle van Revieren , ende Wouter , Heere van Melijn , Ridderen. Ende wy Grave voorſeyt ende onſe ghetrouwe Hendrick van Vlaendren Heere van Nivenene , Philips Heere van Arele, Simon van Mirabele Heere van Perwijs , Gheeraert Heere van Raſſeghem ende van Lens , Rachen van Gavere Heere van Heremers , Aernoudt van Gavere Heere van Schoriſſe , Jan van Gruythuyſe Heere van Ha , Rogier Bnſeterſten Heere van Bouxem , Jan van Axele , Olivier Heere van Poncke, Willem van Nevele , Wolfaert van Ghiſtele , Gheeraert van Raſeghem Heere van Raſeghem , Mer Gheeraert van Outre Borckgrave van Ypre , Jan van Belle , Euſtaes Pachans , Rogier Heere van Lichtervelde , Segher van Dronghene Heere van Melle , Gheeraert van Ghiſtele , Daniel van Rooſebeke , Simon van Maelſtede, Rogier van Vaernewick, Gheeraert van Moerſtede , Willem van Straten , Jan van Poelvoorde , Jan van Maſſeme , Rachen van Herpe , Ridderen, Ghiſelbrecht van Leeuwerghem , Gheeraert van Masſeme, Daniel van Dronghene , Jan van Herzele, Jan vander Moer , Aernout Bernaghen , Jan van Uytkercke , Loys van Moerkercke , Hughes van Steelandt , ende Janne van Lokerne , Knapen. Dat zy, ende elck van henlieden de voornoemde Ordinantie, Accorden , overeen dragen, Voorwaerden ende Verbonden inder voorſchreven manieren willen gheloven

nimément & parfaitement , ſans jamais dire , faire, ni conſeiller aucune choſe au contraire ; & de la même maniere promettront & jureront , les Echevins, Baillifs & autres Juges & Officiers de nos Villes & Païs ſusdits , au commencement de leurs Charges & Etat , & tous autres Vaſſaux dans le tems qu'ils feront leur foi & hommage à nos Ducs & Comtes, & à leurs Succeſſeurs. ANNO 1339.

XII. Et toutes les ſusdites Ordonnances , Conditions , & Alliance , & chaque article en particulier ſont faits , promis , traitez , aſſurez & jurez ; ſauf en toutes les autres choſes qui ne ſont point ici ſpecifiées, les Libertez , Loix , Coûtumes & Uſage de chaque Ville , Châtelenies & Mayries , des deux Païs ſusmentionnez. En témoin dequoi nous Ducs & Comtes ſusdits , pour nous & nos Succeſſeurs , enſemble nos Villes , ſavoir , de Brabant , Louvain , Bruxelles, Anvers , Boiſleduc , Thillemont & Louvain. Et nous Arnoult par la grace de Dieu Abbé de Gemblours de l'Ordre des Benedictins de l'Evêché de Liége , à la requiſition des Echevins , & de toute la Communauté de la Ville de Nivelle , pour eux & leurs ſucceſſeurs , par la raiſon qu'ils n'ont pas un ſeau commun. Et de Flandre , Gand , Brughes , Ypres , Courtray , Oudenarde , Aloſt & Geraetsberg. Et nos ſusdites Villes avec nous pour elles & leurs Succeſſeurs , & au nom des deux Païs entiers ci-deſſus , ont ſcellé ces preſentes , y appoſant leur ſceau avec le nôtre , & pour plus grande ſureté de toutes ces choſes , & pour l'obſervation des conditions & alliance ci-deſſus , & les faire obſerver bien & fidélement , nous avons prié & requis les Nobles de nos deux Païs , ſavoir , nous Ducs ſusdits nôtre fidéle Guillaume Seigneur de Horne & Gaesbek ; Thomas de Dieſt , Seigneur de Seelem , Guillaume Sieur de Weſemale , Maréchal de Brabant ; Guillaume de Duvevoorde , Seigneur d'Oſterhout ; Jean Sieur de Rotſelare , Droſſard de Brabant ; Jean van Loen , Seigneur de Cogmont ; & Guillaume Henrick Berthout , Seigneur de Duffele ; Jean van Levendale , Seigneur de Boſtele ; Jean Sieur de Sombreff ; Jean van Kuick , Seigneur de Hoochſtraate ; Louis Sieur de Diepenbeke ; Diederick van Walicourt , Seigneur de Ha , & Maréchal de Hainaut ; Henri van Walicourt , Seigneur de Fanerchines ; Louis van Beerlaer , Seigneur de Herlemont ; Gillis van Quaderebbe , Seigneur de Berghene ; Arnould van Aelbeke ; Jean Pilſier ; Jean van Berſte ; Herman van Os ; Louis vanden Burcht , Receveur de Brabant ; Jean van Meldoer ; Jean Pulleman , Droſſart de Brabant ; Jean van Wijnigen ; Daniel van Bouchout ; Henrick Boterſem ; Henrick van Witem ; Rachen de Grance , Seigneur de Lintere ; Goſſen Sieur de Godſenhove ; Aernould vanden Viere ; Willem vanden Boſſche ; Gerard van Borſſelare , Borchgrave van Gheldenake ; Nicolas van Vilvoorde ; Hutenhove ; Jean Staienen ; Jean van Schoonhove ; Charles van Revieren , & Wouter Seigneur de Melijn , Chevaliers : Et nous Comte ſusdit & nos fideles Henrick van Flandres , Seigneur de Nivenene ; Philippe Sieur d'Arele ; Simon van Mirabele , Seigneur de Perwijs ; Gheraert Sieur de Raſſeghem & de Lens ; Rachen van Gavere , Seigneur de Schoriſſe ; Jean van Gruythuyſe , Seigneur de Ha ; Roger Buſeterſten , Seigneur de Bouxem ; Jean van Axele ; Olivier Seigneur de Poncke ; Guillaume van Navele ; Wolfaert van Ghiſtele ; Gerard van Raſeghem , Seigneur de Raſeghem ; Mer Gheraert van Outre , Borckgrave d'Ypre ; Jean van Belle ; Euſtaes Pachans ; Roger Sieur de Lichtervelde ; Segher van Dronghene , Seigneur de Melle ; Geraerd van Ghiſtele ; Daniel van Roſebeke ; Simon van Maelſtede ; Roger van Vaernewick ; Gerard van Moerſtede , Guillaume van Straten ; Jean van Poulvoorde ; Jean van Maſſeme ; Rachen van Herpe , Chevaliers ; Ghiſelbrecht van Leeuwerghem ; Gheraert van Mas-

ANNO 1339. ende sweeren te houdene, ende te doen houdene, met allen haren loyalen vermoghen, ende dat sy haer seghel hanghen willen aen dese presente Letteren metten onsen, der Steden, ende des Abts boven ghesеyt, in oorconschepe van haren wille ende consent. Ende waert soo dat gheviele in eenighe tijden, dat wy, ons hoors oft onse naercomers ghinghen oft wilden gaen teghen dese Verbonde in eenigher maniere, dat niet ghevallen sal, oft Godt wille, dat die Edele boven ghesеyt, oft eenich van henlieden, niet ghehouden soude wesen ons te behoedene, in eenigher maniere in dit stuck, nemaer dat sy houden de voorschreve Accorde ende Verbonde, t'eeuwelijcken daghe, ende elck poinct by hem (also voorseyt is.) Ende in't stuck daer sy of eenich van henlieden, doen sullen dat wy hem ghebeden ende versocht hebben, wy, noch onse naercommers, hem sullen nimmermeer wanjonst draghen, noch sullen hem daeromme grief of schade doen, noch ghedooghen te doene, nemaer in dat doende, sullen wyse behoeden, beschermen loyalijck teghen alle lieden: Ende waert soo dat eenich van onse Rechters, Officiers ofte Segijten, ghinghen ofte daden in eenich poinct, in contrarien vande voorschreven saken, ende wy Hertoghe ende Grave boven ghenoemt, oft onse naercomers waren in ghebreke de ghene die dat doen sullen te corrigierene. Wy willen ende versoecken aen die Edele van onsen Lande, dat sy, ende elck van henlieden, met onse voornoemde Steden, helpen met alle haere macht, dat die ghene die dit ghedaen sullen hebben, worden ghecorrigeert naer den misgrijpe: Ende wy de Edele boven ghesеyt, ter bede en versoecke van onse lieve ende geminde Heere voornoemt, hebben ghelooft, ghesekert, ende ghesworen by onsen Eede, openbaerlijck ghedaen, over ons ende onse naercomers, te houdene ende te volcommene ghestadelijck, sonder breken, alle die saken die in dese Letteren ghescreven staen. Ende in kennisse ende oorkonschepe der waerheydt hebben wy aen dese presente Letteren ghehanghen onsen Seghele, metten Seghele van onse lieve ende voornoemde Heeren ende haere Steden, ende des Abts boven ghesеyt.

XIII. Ende waert dat gheviele, dat eenich Seghele die voornoemt is, een ofte meer ghebrack oft achterbleve te hanghen aen dese teghenwoordighe Letteren, daer by ne willen wy niet dat dese saecken ende Verbonden, zijn van minder weerde. Maer dat sy zijn, ende sullen blijven alsoo ghestaede, ende van alsulcker macht als sy wesen souden, oft alle die Seghelen daer aen volcomelijck ghehanghen worden.

XIV. Ende als noch, hebben wy Hertoghen ende Graven voornoemt, over ons, ende onse naercomers, met onse voornoemde Steden met ons, over hem ende haren nacommers, ende inden name vande twee gheheele Landen voren ghesеyt, belooft ende beloven elckandere, in eenighe tijden waren ghevioleert, gheerghert ofte gecorrumpeert, het ware van parckemente, van die Schriftueren, ofte van Seghelen, dat wy weder gheven, ende versеghelen souden, den ghenen van ons, die des ghebreck hebben souden, alsulcke Letteren, ende alsoo suffisant als dese zijn, alsoo varinghe als wy dies versocht wesen souden, sonder fraude. Dit was ghedaen ende gheaccordeert, te Ghendt, op den derden dach vander Maent van December: In't jaer ons Heeren derthien hondert ende neghen-en dertich.

Masseme; Daniel van Dronghene; Jean van Herzele; Jean vander Moer; Aernout Bernaghen; Jean van Uytkercke; Loüis van Moerkercke; Hughes van Steelandt, & Jean van Lokerne, Ecuyers. Qu'eux & un chacun d'eux promettent, & iurent d'observer & faire observer de tout leur fidele pouvoir les Ordonnances, Accords, Conventions, Conditions & Alliance ci-dessus. Et qu'ils veulent à ces presentes attacher avec les nôtres les Sceaux de leurs Villes & Abbayes susdites, en témoignage de leur volonté & consentement. Et posé le cas qu'il arrivât que nous, nos hoirs & successeurs allâssent, ou vouluſſent aller à l'encontre en quelque maniére & en quelque tems que ce soit, ce qu'à Dieu ne plaise, que les Nobles ci-dessus mentionnez ni aucuns d'eux, ne feront pas obligez de nous maintenir à cet égard, mais qu'ils garderont les susdits Accords & Alliances à jamais, comme il est dit ci-dessus; & qu'à l'égard de ce qu'eux ou quelques-uns d'eux feront ce dont nous les avons requis; ils n'en recevront jamais de deplaisir ni de nous, ni de nos descendans, ni ne leur ferons souffrir, ni ne souffrirons leur être fait aucun dommage, mais les maintiendrons & defendrons loyalement contre qui que ce soit. Et s'il arrivoit que quelcun de nos Juges ou Officiers contrevinssent aux choses susdites & fussions, nous Ducs & Comtes ou nos Successeurs en demeure de les corriger, nous voulons & prions tous les Nobles de nos Païs, ensemble nos susdites Villes de concourir de tout leur pouvoir à ce que ceux qui l'auront fait soient corrigez selon leur demerite. Et nous les Nobles ci-dessus mentionnez à la priere & requisition de nos chers & amez Seigneurs susnommez, avons promis, assuré, & juré par nôtre ſerment publiquement fait, pour nous & nos Successeurs, d'observer & d'accomplir constamment sans les enfraindre toutes les choses, qui sont contenuës dans ces présentes Lettres, & en témoin & reconnoissance de la verité avons à ces présentes Lettres attaché nos Sceaux, avec ceux de nos chers Seigneurs susdits & ceux des Villes, & Abbayes ci-dessus.

XIII. Et s'il arrivoit que quelques Sceaux de ceux susnommez un ou plus, demeurassent sans être attachez à ces présentes Lettres, nous ne voulons point pour cela que ces choses & Alliances soient de moindre valeur. Mais qu'elles seront & demeureront constantes, & d'un tel pouvoir qu'elles seroient, si tous les Sceaux y étoient parfaitement attachez.

XIV. Et de plus, nous Ducs & Comtes susdits, pour nous & nos Successeurs, ensemble nos susdites Villes avec nous, pour elles & leurs Successeurs, & au nom de tous les deux Païs ci-devant mentionnez, avons promis & promettons l'un l'autre qu'en quelque tems que ce soit, que le parchemin, écriture ou Sceaux, vinssent à être empirez, gâtez, ou corrompus, nous donnerons & scéellerons à ceux qui besoin en auront, d'autres semblables Lettres & de pareille suffisance, & valeur que celle-ci & sans fraude. Ce fut fait & accordé à Gand, le troisiéme du mois de Decembre, de l'an de nôtre Seigneur 1339.

ANNO 1340.

CCLVIII.

Litteræ patentes EDUARDI III. *Regis Angliæ, quibus Jus ſuum in Franciæ Regnum, & cauſas Belli contra* PHILIPPUM Valeſium *exponit.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 160.]

UNiverſis Rex.

Dùm in debitæ reducîmus conſiderationis examine, qualiter Terra Sancta, Redemptoris noſtri ſanguine dedicata, quam in Hæreditatem ſuam ipſe Dei Filius prælegit, occupatur ab Infidelibus, & ſubicitur miſerabiliter Saracenis, in Chriſti contumeliam, & obprobrium omnium Communionem habentium Fidei Chriſtianæ, nimirùm Ignis in noſtris Meditationibus exardeſcit, & ad ſuccurendum eidem totus noſter aſpirat affectus, & ſemper a Juventutis noſtræ primordiis aspiravit;

Set per intolerabiles injurias, nobis graviter jam illatas, &, in noſtri ſubverſionem, graviores comminatas, adhuc dictum complere propoſitum non valemus;

Quas, ut cunctis liquere valeat Cauſæ noſtræ juſtitia, & machinata contra nos malitia patulò detegatur, ſub ſtilo Veritatis & ſuccinctæ narrationis, in publicam deducimus notitionem.

Pridem etenim, celebris memoriæ, Karolo Rege Franciæ, Avunculo noſtro, a præſentis vitæ laboribus ad Requiem (ſicut piè creditur) evocato, cùm inclitum Regnum Franciæ ad Nos, ut proximum Hæredem Masculum, eſſet Jure Succeſſorio legitimè devolutum, Vir Magnificus, Dominus Philippus de Valeſio (cujus Cupiditas nullis Finibus eſt concluſa) ſibi dictum Regnum indebitè per Potentiam uſurpavit; & quia conſtituti Juris peritiam, & Legis dicti Regni notitiam, ac agendorum experientiam, non habentes, præſertim propter fervorem minacem ejusdem, ſecura via non patuit Jus noſtrum congruè proſequendi.

Præfatus verò Philippus, præmiſſis Injuriis non contentus, nonnullas Terras noſtras Ducatûs Aquitaniæ occupavit injuſtè, quas hactenus nobis reſtituere non curavit, licet pluries ſuper hoc fuiſſet ex parte noſtrâ per ſolempnes Nuncios inſtantiſſimè requiſitus; ſet, ſemper innitens ad noſtri depreſſionem, ut dictam Hæreditatem noſtram poſſet liberiùs retinere, Nos diu protraxit per Tractatus varios ſub incerto, &, nihil nobis faciens in effectu, cumulavit interim continuè mala malis, Homines, Jurisdictiones, & Jura noſtra Ducatûs prædicti, ſibi pro viribus attrahendo, in noſtri & noſtrorum inæſtimabile detrimentum.

Et, licet hæc meritò Nos turbarent, Sancti tamen Paſſagii Transmarini fervore ſuccenſi, & gratâ conſideratione Conſanguinitatis & Affinitatis, quibus invicem attinemus, allecti, ut eidem noſtra pateret Humilitas, ſibi, per ſimplicitatem ætatis & Juris ignorantiam, vias optulimus infraſcriptas, ſub conditione ut nobis fieri faceret Reſtitutionem Terrarum & Jurium, ſuper nos in Ducatu prædicto indebitè ſupprifſorum;

PRIMO, Maritagium Filii noſtri Primogeniti Comitis Ceſtriæ pro Filiâ ſuâ, ſine Dote, ſeu Donatione quâlibet, matrimonialiter copulandâ.

SECUNDO, Maritagium Sororis noſtræ cariſſimæ pro Filio ſuo, cum non modicâ Summâ Pecuniæ, Dotis nomine conferendâ.

TERTIO, Maritagium Germani noſtri cariſſimi Johannis Comitis Cornubiæ, tunc viventis, pro aliquâ nobili Domicellâ de Parentelâ ſuâ.

QUARTO, volentes Vexationem redimere, ſibi Pecuniam optulimus, juxta ſuum arbitrium, nos donaturos.

Et, quia prætendebat ſe velle in Terræ Sanctæ ſubſidium transfretare, Nos, nolentes quòd ex nobis prodiret occaſio, per quam dictum Paſſagium poſſet aliqualiter retardari, ad rogatum ſuum, paratos nos optulimus ad transfretandum illuc, conflatis viribus cum eodem; ita tamen quòd citra Paſſagium fideliter promitteret quòd, poſt reditum noſtrum de dictâ Terrâ Sancta, Reſtitutionem nobis fieri faceret antedictam.

Et demùm, nè quicquam nobis poſſet impingi de impedimento dicti Paſſagii, hoc idem conceſſimus, ſcilicet, quòd, poſt dictum Paſſagium, ſuper hiis nobis faceret Juſtitiæ complementum.

Set ipſe, tantas oblationes, plusquam rationabiles, non acceptans, ut pateret voluntas ejus ad odium contra Nos, in partem ſiniſtri lateris ſe convertit, &, machinans ſubdolè ſic nos occupare circa Guerram Scotiæ, quòd recuperationi Jurium noſtrorum in Franciam nobis intendere non vacavit, David de Bruys, ſe Regem Scotiæ prætendentem, & omnes de Scotiâ, ſibi Adhærentes, Rebelles & Inimicos noſtros;

ANNO 1340.

Qui contra Nos, &, Vaſſallum & Conſanguineum noſtrum cariſſimum, Edwardum Regem Scotiæ, de Guerrâ proditionaliter ſurrexerunt, & Terras noſtras, tàm in Angliâ, quàm in Scotiâ, invaſerunt,

In ſuâ pertinaciâ defendere nititur ſub cujusdam Confœderationis velamine, inter quondam Franciæ & Scotiæ Reges dudùm initæ; virtute cujus, ſi teneret, haberet prædicto Vaſſallo noſtro (cum fuerat cum Domino J. de Balliolo, Patre dicti Vaſſalli noſtri, pro ipſo & Hæredibus ſuis facta) & non ipſi David, prout liquet, notoriè ſubvenire.

Immò, ſuppoſitâ, ſine præjudicio, Confœderatione per præfatum Philippum prætenſâ, numquid dicta Confœderatio eſſe debeat iniquitatis vinculum? Ut propter eam eidem David, nullum Jus ad dictum Regnum optinenti, contra Deum & Juſtitiam, ſuccurrere teneatur, conſtat quòd per eam ad illicita non artatur.

De Jure verò dicti Vaſſalli noſtri, & dicti David Injuriâ, ſatis innoteſcere confidimus toti Mundo;

Nam, ortâ dudum, inter dictum J. de Balliolo, & Robertum de Bruys, Patrem dicti David, & alios Competitores, ſuper Jure Regni Scotiæ, coram, celebris memoriæ, Domino E. Rege Angliæ Avo noſtro, Superiore Domino Scotiæ, Materiâ Quæſtionis, dicta Quæſtio tàm in Romanâ Curiâ, quàm in Univerſitatibus, & Studiis Generalibus, ac variis Locis aliis, a Juris Peritis ſolempniter extitit disputata.

Et demùm, juxta Deciſiones eorundem, dictum Regnum per dictum Avum noſtrum, Judicem ratione Superioritatis ſuæ in hac parte competentem (CUM SEMPER REGES ANGLIÆ FUERINT SUPERIORES DOMINI SCOTIÆ, ET REGES SCOTIÆ IPSIS FIDELITATEM ET HOMAGIUM PRÆSTITERUNT) per Centum Virale Judicium, judicatum fuit præfato Johanni, ſibi & Succeſſoribus ſuis optinendum, & abjudicatum ſententialiter præfato Roberto, & Competitoribus memoratis.

Qui quidem Johannes dictum Regnum diù pacificè tenuit & quietè, donec præfatus Robertus de Bruys, Tyrannus Sacrilegus & Perjurus, in dictum Regnum violenter & proditionaliter ſe intruſit; Quod ſic, dùm vixit, tenuit vitioſè.

Per quod liquet dictum David, volentem ſibi ſuccedere, Jus aliquod non habere, cum dictum Poſſeſſionis vitium ſit reale, & ſic obeſſe debeat Succeſſori.

Et cùm, in Expeditione Guerræ noſtræ contra dictos Scotos, in Scotiæ partibus ageremus, idem Philippus, intelligens in extremâ neceſſitate poſitos, ſolempnes Nuncios nobis transmiſit in Angliam, ut, ſub colore dicti Sancti Paſſagii, & pro ſubducendis impedimentis hujus, nos a dictis partibus revocaret.

Nos autem, nè dicti discribi poſſemus Impeditores Paſſagii, properavimus in Angliam, dictis Nunciis occurſuri; qui nobis pro certo promiſerant, quòd præfatus Philippus dictos Scotos contra nos non foveret, ſi vellemus viæ Pacis rationabilis conſentire.

Propter quod, & ſub ſpe Pacis, per Mediationem dictorum Nunciorum faciendæ, a proceſſu dictæ Guerræ, non ſine detrimento graviſſimo, deſtitimus; Treugas & Guerræ Sufferentiam concedendo.

Quibus durantibus dicti Scoti, qui doloſè ſemper egerunt, bonæ memoriæ, Comitem Athol iæ, & alios Nobiles & Fideles noſtros quamplures, interfecerunt & proditionaliter captivârunt, ac Caſtra noſtra & noſtrorum, contra formam Treugarum, obſiderunt & ceperunt, ac dampna nobis irreparabilia intulerunt.

Set, cùm eſſemus ad reprimendam dictorum Scotorum malitiam in Scotiam reverſuri, adhuc, per inſtantem rogatum dictorum Nunciorum deviêti, conceſſimus dictis Scotis Treugas breves, ita quòd interim, ſub ſpe Pacis, tractaretur de Treugis diffuſioribus, ſub certis Conditionibus ineundis; videlicet, de liberandis Hominibus, Caſtris, & Terris, contra formam dictarum Treugarum captis & detentis:

Sub quibus Conditionibus optulimus ipſis, propter accelerationem Sancti Paſſagii, Treugas Quadriennales ſeu Quinquennales, ut interim dictum Paſſagium poſſet feliciter prosperari.

Set Scoti, qui promiſerant ad dictos Nuncios transmittere Viros, aptos ad tractandum & conſentiendum

ANNO 1340. Treugis hujusmodi, sub dictis Conditionibus ineundis, miserunt quosdam Viros, simplices & indoctos, qui deinde responderunt se nolle Treugis aliquibus consentire.

Dicti verò Nuncii, nostras Justitiam & Oblationem rationabiles, ac Scotorum Proterviam perpendentes, cum instantiâ nos rogârunt, ut placeret nobis alicui viæ consentire, per quam Nos & præfatus Philippus possemus, super hiis & aliis, personaliter in Regno Franciæ convenire; Quibus gratanter fecimus responderi, quòd, si placeret præfato Philippo perpetuò, vel saltem ad tempus, donec Nos & Ipse possemus mutuo nos videre, a Fautoria dictorum Scotorum abstinere, libenter in Franciam veniremus, secum de præmissis personaliter tractaturi.

Factâ verò præfato Philippo Relatione plenariâ præmissorum, ipse, præmissis omnibus obauditis, voleus occasiones contra nos quærere, per alios suos Nuncios Nos rogavit pro Treugis puris, sub prædictis Conditionibus, concedendis, ita quòd nulla fieret nobis Restitutio suppriforum durantibus primis Treugis, & quòd ad ipsum in Franciam veniremus, ad tractandum de Pace, inter Nos & Scotos finaliter reformandâ, & quòd, si hoc facere minimè curaremus, dictis Scotis pro viribus subveniret.

Et quia tàm injustæ Petitioni non fuerat annuendum, prævidentes tamen impedimentum dicti Passagii, ac alia mala gravia, quæ possent ex susciatione Guerræ inter Nos & Ipsum veresimiliter provenire, misimus ad eum, ex continuatâ simplicitate minoris Ætatis, solempnes Nuncios, cum Potestate sufficienti ad tractandum & concordandum tàm de dicto Passagio, quàm de Brigis & Debatis inter nos, occasione suppriforum in Ducatu prædicto pendentibus, & etiam de Loco, quo possemus personaliter convenire, necnon ad loquendum cum dicto David de Bruys, super rationabili viâ Pacis.

Set præfatus Philippus cum dictis Nunciis, super dictis Passagio vel Debatis, aut Adventu nostro in Franciam, tractare noluit vel loqui; quin immò, habito superficiali Tractatu de facto Scotiæ, dixit finaliter se velle dictum David & suos defendere juxta vires, & sic, omnem Tractatum dissolvens, dictos Nuncios abire præcepit.

Et licet postmodùm, ipsis repetitis, promiserat ad nos super hiis suos Nuncios destinare, hoc tamen facere non curavit; set, latens virus præconceptum non valens ulterius occultare, Gladium, quem ad expugnationem Inimicorum Fidei se vibrare, sub sanctitatis ypocrisi, simulavit, contra Nos, & nostros, verè Catholicos, evaginat ex insatiabili desiderio dominandi; sicut ostendunt apertæ conductiones Stipendiariorum Armatorum, Classes Navium, & aliæ providentiæ Victualium & Armorum, quas ad expugnandum Nos & nostros facit sumptuosè præparari; mandans suis Subditis, quampluribus & aliis, puris suis Conductitiis, Edicta feralia, nullâ nobis Diffidatione præmissâ, de nostris Fidelibus & eorum Navibus destruendis, & Bonis deprædandis, ita quòd sibi pro medietate respondeant de Rapinâ.

Qui, juxta scelerata Mandata sua, super hoc sibi facta, cum Navibus & Galeis armatis, insidiantes nostris Fidelibus super Mare, nonnullas Naves Regni nostri, onustas Mercibus, ceperunt & deprædârunt, ac Homines existentes in eis, nullius mali conscios, nequiter occiderunt, &, Insulam nostram de Gernesey invadentes hostiliter, Ecclesias, & Ædificia singula redigerunt in miserabilem cibum Ignis, interficientes quos illuc invenerant, Ætati, Sexui, vel Ordini non parcendo, & alia mala Nobis & nostris intulerunt, quæ longum foret per singula referare.

Set, ut non taceatur de unâ inauditâ sævitiâ (quam fecerunt ipsi) quosdam Piscatores simplices Anglicos, qui nichil omninò deliquerant, super Mare ceperunt, &, in eorum facies (quæ, cùm sint ad similitudinem cœlestis pulchritudinis formatæ, non deberent, etiam si fuissent flagitiosi pessimi, maculari) inhumaniter sævientes, Nasos & Aures absciderunt, & (quod est horrendum auditu & relatu verecundum) amputata sibi Membra Pudoris (quæ quisque haberet pro Humanitate velare) posuerant in ore singulorum; sicque, ducentes eos nudos per Villam de C in spectaculum & contumeliam Anglicæ Nationis, fecerunt ipsos crudeliter decollari.

Nos autem, jàm primò, per Dei gratiam, ad Majorem Ætatem provecti, videntes repensas nobis, contra Nobilitatis debitum, pro Bonitate Malitiam & Verecundiam pro Honore, necnon de Jure ad dictum Regnum Franciæ nobis competenti plenius informati, omnia & singula, quæ prius per simplicitatem Minoris Ætatis, & Juris ignorantiam, ac propter impressionem & metum præfati Philippi, fecimus contraria vel adversantia prosecuticni Juris nostri in hac parte, reprobamus, &, quatenus de facto processerunt, in irritum revocamus; ANNO 1340.

Ac dictum Regnum, ut Hæreditatem nostram legitimam, quam nunquam repudiavimus, nec Juri nostro prædicto renunciavimus, quantum de Jure possumus, agnoscimus, & ipsam Hæreditatem nostram adire, & nos eidem immiscere, ac de Summi Regis (qui resistit Superbis, & Humilibus dat gratiam) auxilio confidentes, contra dictum Occupatorem injustum, Juri, Humilitati, & Rationi non cedentem, set ad nostri & nostrorum exterminium totis viribus innitentem, Jus nostrum prosequi viis licitis, & citius quo poterimus, volumus & disponimus cum effectu;

De quo, pro conservatione Juris nostri, quantum licet & possumus, protestamur instanter, palam, & publicè, & hoc omnibus (quorum interest) innotescimus per præsentes.

Vos igitur, Dilectissimi, qui Justitiam diligitis, & subvenire desideratis miseriis Terræ Sanctæ, ac, vindicando Crucis obprobrium, Fidem Catholicam dilatare velitis, petimus præmissa debitè ponderare; excusatos nos habentes, si, cùm urgens necessitas id exposcat, Nos & nostra, contra paratas nobis insidias, & intentata discrimina, pro viribus defendamus, & Jura nostra prædicta efficaciter, ut convenit, prosequamur; in quo, tàm obtentu Justitiæ, quàm pro acelerando dicto Sancto Passagio (quod, novit Altissimus, nobis insidet summè cordi) contra conjecturationes iniquas & molimina præfati Philippi (qui non Dei contemplatione, set pro subjugandis & conterendis Regnis & Mundi Principibus, ac congerendis Thesauris iniquitatis, studiis & laboribus sollicitis implicatur) dignemini, si placet, in opportunitatibus, pronis nos prosequi favoribus, & efficacibus auxiliis prævenire.

Scientes & tenentes indubiè, quòd sic actus nostros (Duce Domino) dirigemus, quòd nichil reperietur in eisdem quod Justitiam non redoleat, & exactam non sapiat Gravitatem.

Et, si supernæ Gratiæ Distributor, per cooperationem Fidelium, in præmissis nobis prosperare concesserit, pro succursu Hæreditatis Dominicæ & exaltatione Fidei Catholicæ protendere proponimus residuum vitæ nostræ.

Dat. &c.

CCLIX.

*Lettre patente d'*EDOUARD III. *Roi d'Angleterre aux Etats du Royaume de France, par laquelle il les exhorte à le reconnoître pour leur légitime Souverain & à se mettre sous sa protection. Donnée à Gand le* 8. *Fevrier* 1340. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 163.] 8. Fevr.

EDWARD, par la grace de Dieu, Roy de France & d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Ducs d'Aquitaine, as touz Fiers, Prelatz, Ducs, Countes, Barons, Nobles, & Communes, du Roialme du France, de quel estat ou condicion qu'ils soient, conissance de verite.

Por ceo, que notoire chose est, Monsieur Charles, de bone memoire, n'adgaires Roi de France, morust seisi heritablement du Roialme de France,

Et que nous sumes Fitz a la Soer germeyne le dit Sire Charles, apres qi Mort le dit Roialme de France nous est notoirement pur droit Heritage escheu,

Et que Sire Philip de Valoys, Fitz al Uncle le dit Sire Charles, & ensi en plus loingtisme Degree que nous ne sumes, s'est abatuz, contre Dieu & Droiture, en dit Roialme par poair, tant come nous estoiems de meindre age, & le detient ensi torteuousement.

Si, avoms, par bone & grande deliberacion, en affiance de Dieu, & des bones Gentz, empris le Noun & le Governement du dit Roialme, come nous devoms,

Et si sumes en ferum purpos de faire gratiousement & debonairement od ceux, que voillent faire devers nous lour Devoir,

Et n'est mye nostre entencion de vous tollir non duement voz Droitures,

Mes

ANNO 1340. Mes penſons de faire droit a touz, & de reprendre les bones Leis & les Cuſtumes, que fureit au temps noſtre Auncestre Progenitour Saint Lowys Roi de France,

Et auxi n'eſt mye noſtre volentee de quere noſtre gaigne, en veſtre damage, par eſchanges de Monois, ou par Exactions ou Malcstoltes nient dues, car (la Dieu merciz) aſſetz en avoms por noſtre Eſtat & noſtre honour maintener,

Einz voloms nos Subgitz, tant come nous purrons, eefer, & les Libertes & Privilegs de touz, & eſpecialment de Sainte Egliſe, defendre eſpecialment & meintenir a noſtre poair,

Et ſi voloms tote foiz, es buſoignes du Roialme, avoir & ſuir le bon Conſeil des Piers, Prelatz, Nobles, & autres Sages, nos Foialx du dit Roialme, ſanz rien ſodeinement ou volunteinement faire, ou commencer,

Et vous dioms adetteres, que nous deſiroms ſovereinement que Dieux, par travail de nous, & de bones Gentz, meiſtra Pees & Amour entre Criſtiens, & nomement entre vous, iſſint que les Armes des Criſtiens ſe purroit faire en haſte devers la Terre Sainte, pur la deliverer des mainz des Mescreantz, a quele choſe, od l'eide de Dieu, nous aspiroms.

Et voilletz entendre que nous avons ſovent tenduz au dit Sire Philip pluſures reſonables voies de Pees, mais il n'ad volue aſſentir a nulle tiele voie, ne rien faire a nous; einz nous ad Guerre en noz autres Terres, & ſa Force de nous de faire outreement a ſon poair,

Et enſi ſumes chacez, par neceſſite, de nous defendre & noz Droitures pourchacer; mais vrayement nous ne queroms mye mortalite, ne enpoveriſſement du Poeple, einz deſirons que eux & lour biens feuſſent ſauvez.

Par quoi Voloms & Grantoms, de noſtre grace & debonairete, que touz Gentz du dit Roialme, de quel eſtat ou condicion q'ils ſoient, que ſe voillent adrescer a nous en manere, come, nous Chiers & Foialx, les bones Gentz du Pais de Flandres ont fait, en regard de Dieu & de noſtre droit, & nous reconnoiſtre lour droit Roi, & faire a nous lour devoir, entre cy & la Feſte de Pasque prochein avenir, ſoient rescevez a noſtre Pees, & en noſtre eſpeciale Protection & Defenſe, & q'ils eient pleinement lour Poſſeſſions & lour Bienz moebles & nient moebles, ſanz rien pardre, ou eſtre greve, pur choſe faite encontre nous en temps paſſe.

Et pur ceo que les choſes ſusdites ne poont mye de legier eſtre a chescun de vous eſpecialement notifiez, ſi les avons fait publier overtement, & ficher es Uſſes des Egliſes, & es autres Lieus publiks, q'els peuſſent iſſint venir en notice de touz, a confort de nos Foialx, & terrour de noz Rebeaux, que nul deſoremes par ignorance des dites choſes ſe peuſſe escuſer.

Don. a Gant le viii. jour de Feverer l'An ut ſupra.

CCLX.

19 Mars. ANGOYE. *Teſtament de* LOUIS de Savoye *Seigneur de Vaud, de Bugey & de Valromay, par lequel il établit ſon Héritier le Comte de Savoye, en cas que* CATHERINE de Savoye *ſa fille meure ſans enfans.* [S. Guichenon, Hiſtoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 641.]

IN nomine Domini Amen. Anno à Nativitate ejusdem milleſimo trecenteſimo quadrageſimo, Indictione octavâ, die vigeſimâ nonâ mentis Martii. Nos Ludovicus de Sabaudia Dominus Vaudi, attendentes quod nihil eſt quod magis debeatur hominibus, quam quod ſupremæ voluntatis liber ſit ſtylus; & quod nichil eſt certius morte, & nichil incertius horâ mortis, volentes mortis inſidias prævenire, & potius teſtatus vivere, quam ſub ſpe longioris vitæ decedere inteſtatus; Quia præſentis vitæ conditio ſtatum habet inſtabilem & ea quæ viſibilem habent eſſentiam, tendunt viſibiliter ad non eſſe. Idcirco Teſtamentum noſtrum nuncupativum diſponimus & ordinamus ut ſequitur. In primis animam noſtram recommendamus Altiſſimo Creatori & Beatæ Mariæ Matri ejus Virgini Glorioſæ & toti Curiæ Supernorum, Volentes quod corpus noſtrum, cùm ab ipſo anima fuerit ſeparata, tradatur Eccleſiaſticæ ſepulturæ honorificè, prout decet ſtatum noſtrum, ad expenſas Hæredis noſtri infra ſcripti, in Monaſterio Altæ-Combæ Ciſtercienſis Ordinis, Dioceſis Gebennenſis, Volentes etiam quod ubicumque nos de hac vita migrare contigerit, venerabilis Pater Abbas & Conventus dicti Monaſterii, funus noſtrum deportari faciant, ad expenſas Hæredis noſtri infra ſcripti, ad dictum Monaſterium & ipſum funus, ſicut ſupra dictum eſt, in ſuo Monaſterio honorificè ſepeliri. Item prædictis Abbati & Conventui Altæ-Combæ, decem libras groſſorum Turonenſium, ſemel, vel decem libras Viennenſes annui redditus, illud videlicet, quod magis placuerit Hæredi noſtro infra ſcripto, pro faciendis duobus anniverſariis ſingulis annis in dicto Monaſterio, pro remedio animæ noſtræ, & Parentum noſtrorum, unum videliset die obitus noſtri, & aliud die quam elegerint ſeu ordinaverint dicti Abbas & Conventus, damus & legamus. Item volumus, & ordinamus quod in dicto Monaſterio, videlicet in altari dictæ Eccleſiæ, magis propinquo illius loci, in quo funus noſtrum contingerit ſepeliri; celebretur perpetuò, per unum de Monachis dicti Monaſterii, ſemel in die una Miſſa de officio defunctorum, pro remedio animæ noſtræ & parentum, & pro dicta Miſſa celebranda perpetuò ut ſupra, eidem Monaſterio quindecim libras groſſorum Turonenſium ſemel, ſeu quindecim librarum Viennenſium annui redditus damus, & legamus. Item Religioſis Viris, Priori & Capitulo Eccleſiæ Bellicenſis; centum ſolidos groſſorum Turonenſium, pro acquirendo centum ſolidos Viennenſes annui redditus pro faciendo uno Anniverſario in eadem Eccleſia Bellicenſi, die obitus noſtri annis ſingulis, pro remedio animæ noſtræ & Parentum noſtrorum ſemel damus & legamus. Item Monaſterio Sancti Sulpicii dicti Ciſtercienſis Ordinis, Bellicenſis Dioceſis quadraginta ſolidos Viennenſes annui redditus, pro uno Anniverſario in dicto Monaſterio, die obitus noſtri annis ſingulis faciendo, pro remedio animæ noſtræ & parentum noſtrorum, in Monaſterio prælibato. Item Monialibus de Bons, Ordinis Ciſtercienſis dicti, Bellicenſis Dioceſis, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Prioratibus Alveriæ & de Eytone, Ciſtercienſis Ordinis, Gebennenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Prioratuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Conventui Prædicatorum Civitatis Gebennenſis & Conventui Fratrum Minorum ejusdem Civitatis, cuilibet ipſorum Conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Conventui Prædicatorum Lauſanenſis Civitatis, & Conventui Fratrum Minorum ejusdem Civitatis, cuilibet ipſorum Conventuum viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſteriis de Gela, de Alba-Rippa & de Alta-Criſta Ciſtercienſis Ordinis, Lauſanenſis Dioceſis cuilibet ipſorum Monaſteriorum, quadraginta ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſterio Monialium de Bella-valle, de Eſtavayé, de Rotondomonte, & de Friburgo Lauſannenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Monaſteriorum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Prioratibus de Charmey, de Parte Dei & de Lancea Ciſtercienſis Ordinis, Lauſannenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Prioratuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſteriis de Lacu Jurenſi de Marſeus & de Fontana-Andreæ, Ordinis Præmonſtratenſis, Lauſannenſis Dioceſis, cuilibet ipſorum Monaſteriorum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item cuilibet Hospitali in Caſtris, & Villis noſtris franchis conſtructo, decem ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus, & legamus. Item Fratribus Minoribus de Chamberiaco, & Sororibus Minoritis ejusdem Loci, cuilibet ipſorum Conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonen. ſemel damus & legamus. Item Fratribus Prædicatoribus de Montemeliano, Gratianopolitanæ Dioceſis, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Hospitali Civitatis Bellicenſis, decem ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſterio de Monte Sanctæ Mariæ, Ciſtercienſis Ordinis, quadraginta ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monaſterio Romani Monaſt. Cluniacen. Ordinis, Lauſann. Dioceſis, centum ſolidos groſſorum Turonen. pro uno anniverſario faciendo in dicto Monaſt. die obitus noſtri, annis ſingulis, pro remedio animæ noſtræ & Parentum noſtrorum ſemel damus & legamus. Item operi Pontis Petræcastri, decem ſolidos groſſorum Turonen. ſemel damus

&

ANNO 1340. & legamus. Item ſingulis Eccl. Parroch. terrarum noſtrarum Vaudi, Gebenn., Bugeſii, Verromeſii, pro caudela in elevatione corporis Chriſti, duodecim denarios monetæ currentis in cenſibus, in ſingulis terris, annui redditus, damus & legamus. Item Fratribus Minoribus de Frib. & Fratribus de Ordine Beati Auguſtini ejusdem Loci, nec non Fratribus de Pontallie ejusdem Ordinis Beati Auguſt. Biſuntin. & Lauſan. Dioceſis, cuilibet ipſorum Conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonen. ſemel damus & legamus. Item volumus & ordinamus, quod Hæres noſter infra ſcriptus domos & ædificia Conventus Fratrum Minorum de Nividuno, & alia legata, donationes & ordinationes olim factas & facta eisdem Fratribus per inclytæ recordationis D. Ludov. de Sab. dudum D. Vaudi cariſſimum genitorem noſtrum teneatur perficere, & etiam omnia alia quæ proceſſu temporis ordinare voluerimus; de facto dictorum Fratrum, vel ipſis donare, ſeu legare, ſi morte præoccupati prædicta nequiverimus adimplere. Item cariſſimæ Conſorti noſtræ D. Iſabellæ de Cabilone; omnes donationes ex quacumque cauſa, & omnes aſſignationes ſeu aſſetamenta dotis, & dotalicii ipſius, per nos olim ſibi factas & facta confirmamus & plenum robur habere volumus firmitatis, adjicientes quod ſi impoſterum caſu aliquo pedagium noſtrum Caſtri noſtri de Cletis ceſſaret ſicut alias evenit, & Mercatores qui per dictum Caſtrum noſtrum transeuntes nobis ſunt dictum pedagium ſolvere conſueti, tranſirent alibi per terram noſtram Bicugeſii, vel Verromeſii, ſeu Vaudi, vel Geben. vel per quemcumque Locum alium terræ noſtræ, dicta Conſors noſtra poſſit per Nuncium, ſeu Miniſtros ſuos ſpeciales, ſine impedimento quocumque ſola & in ſolidum levare & exigere dictum pedagium à dictis Mercatoribus, per dictam terram noſtram transeuntibus & per modum per quem eſt apud Cletas levari dictum pedagium conſuetum. Item prædictæ cariſſimæ Conſorti noſtræ, Ducentas & quinquaginta libras parvorum Turon. annui redditus, quas habemus in Ducatu Burgundiæ, & quas tenemus in feudum, à D. Duce Burg. ad vitam ipſius Conſortis noſtræ percipiendas, & non ultra; damus & legamus. Item volumus quod dicta Conſors noſtra optionem habeat, cui magis ſibi placuerit homagium & fidelitatem facere, videlicet Hæredi noſtro, vel Ill. & magnifico D. Comiti de Sab. de bonis noſtris ſibi aſſignatis pro dote & dotalitio ſuis, & pro aliis donationibus olim per nos ſibi factis, vel etiam pro medietate reddituum, fructuum, & bonorum noſtrorum, in caſu in quo ipſos perlegerit habere, prout ſuperius eſt expreſſum. Item volumus & mandamus per Hæredem noſtrum infra ſcriptum, omnes clamores noſtros ſedari, pacificari & emendari, & malè ablata reſtitui breviter, & de plano, abſque Judiciorum ſtrepitu & figura, debitaque noſtra, legata & eleemoſynas perſolvi, & attendi plenariè & perfectè. Item volumus & præcipimus Teſtamentum cariſſimi progenitoris noſtri inclytæ recordationis D. Lud. de Sabaudia dudum D. Vaudi attendi, & compleri, eleemoſynasque & legata in eodem Teſtamento per dictum progenitorem noſtrum factas & facta, ſolvi integraliter per Hæredem noſtrum infraſcriptum. In omnibus autem aliis bonis noſtris mobilibus, & immobilibus, juribus, actionibus præſentibus & futuris, Caſtris, Villis, Territoriis, Jurisdictionibus, Feudis, Retrofeudis, Hominibus, Vaſſallis & rebus, & bonis quibuscumque, corporalibus & incorporalibus, quæcumque ſint & ubicumque fuerint, & quocumque nomine cenſeantur & quæ ad nos pertinent, vel pertinere poſſunt, ſeu debent, aut pertinere poterunt impoſterum, ex quacumque cauſa, Catharinam de Sabaudia cariſſimam Filiam noſtram, nobis inſtituimus Hæredem univerſalem. Si vero ipſam Cathar. Filiam & Hæredem noſtram decedere contigerit quandocumque ſine Liberis naturalibus & legitimis de proprio corpore & legitimo matrimonio procreatis, Magnificum & Egregium Virum D. Aymon. Comitem Sab. cariſſimum agnatum, & Dominum noſtrum, ſeu illum qui pro tempore fuerit Comes Sabaudiæ, in caſu in quo dictus D. Comes, qui nunc eſt, decederet ante dictam Catharinam, dum tamen ille, qui tempore obitus dictæ Catharinæ Comes erit Sabaudiæ, traxerit originem per paternam lineam à ſtirpe Sabaudiæ, eidem Filiæ noſtræ Hæredem ſubſtituimus vulgariter, & per fideicommiſſum; In caſu vero in quo ille qui Comes eſſet Sabaudiæ, non eſſet de ſtirpe generis noſtri Sabaudiæ per lineam Paternam descendens; prædicta conditione extante, volumus quod Hæreditas noſtra ad proximiores agnatos, & conſanguineos ſecundum ordinationem Juris, vel Patriæ conſuetudinem devolvatur. Item in caſu, in quo Hæreditas noſtra ad dictum D. Comitem Sabaudiæ devenerit; prædictâ conditione ſubſtitutionis extante, cariſſimis Nepotibus noſtris D. Guidoni Comiti Foreſii, & Domino Reynaudo ejus fratri, mille libras Lauſanenſes ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu D. Joanni de Sarabruchi & duabus Sororibus ſuis, cariſſimis Nepotibus noſtris, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu D. Ludovico de Novo-Caſtro, & duabus Sororibus ſuis cariſſimis Nepotibus noſtris, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu Dominæ Joannæ de Sabaudia Dominæ de Jaiz cariſſimæ Sorori noſtræ, ſi ſupervixerit, aut ejus Liberis Nepotibus noſtris cariſſimis, ſi eam ante nos mori contigerit, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu Dominæ Beatrici de Sabaudia, Dominæ de Claromonte cariſſimæ ſorori noſtræ ſi ſupervixerit, aut ejus Liberis Nepotibus noſtris cariſſimis, ſi eam ante nos mori contigerit, mille libras dictæ monetæ ſemel damus & legamus. Item in eodem caſu Domino Otthoni de Grandiſſono, Domino de Peymes, Guillermo ejus Fratri & eorundem Sororibus cariſſimis Nepotibus noſtris, mille libras ejusdem monetæ ſemel damus & legamus. Executores autem noſtros hujus Teſtamenti conſtituimus, & ordinamus Egregium & Magnificum Virum Dominum Aymonem Comitem Sabaudiæ cariſſimum Dominum & agnatum noſtrum, & prædictam D. Iſabellam Conſortem noſtram R. in Chriſto Patres, Dominos Lauſannenſem, Gebennenſem & Bellicenſem Episcopos, Venerabilem Patrem, Dominum Abbatem prædicti Monaſterii Altæ-Combæ, Illuſt. Virum D. Amedeum, Comitem Gebennenſem Nepotem noſtrum cariſſimum, D. Gerardum de Orons Decanum Valeriæ & D. Franciſcum Præpoſiti de Viriaco Decanum Aprenſem. Hanc autem præſentem noſtram ultimam voluntatem, ſeu nuncupativum Teſtamentum valere volumus jure Teſtamenti nuncupativi; & ſi eo jure non valeret, volumus eum valere jure Codicillorum; & ſi ſic non valet, volumus quod valeat jure quo licitum eſt cuilibet Patri-familias, de bonis ſuis inter liberos ordinare in ultima voluntate; & ſi non valet ſecundum Leges, valeat ſecundum Canonicas Sanctiones; Præterea ſi aliquod Teſtamentum, vel ultimam voluntatem olim fecerimus, illud & illam revocamus & annullamus, & pœnitet nos feciſſe & contenta in præſenti Teſtamento volumus dumtaxat valere, & habere perpetuam roboris firmitatem. Acta ſunt hæc apud Yverdunum, in Caſtro noſtro die, menſe, anno & Indictione prædictis, Teſtibus per dictum Teſtatorem ad hoc ſpecialiter vocatis & rogatis, coram quibus audientibus & intelligentibus, prædicta omnia per eundem Teſtatorem nuncupata fuerunt, & lecta clarè & diſtinctè, videlicet venerabili Patre Domino Guillermo de Riveria, Abbate Monaſterii Telæ-Ciſtercienſis Ordinis, D. Joanne Beguinar ejusdem Monaſterii Monacho, Fratre Michaele de Tonons, & Fratre Bono Joanne de Gebennis Ordinis Fratrum Minorum, Domino Jacobo Richarini Milite, Aymoneto de Jolens, Joanne d'Illens, Henrico Brettonis, & Perrino de Inſula Domicellis. *Signé* DE FONS.

ANNO 1340.

CCLXI.

Inſtrumentum Conventionis inter REMPUBLICAM JANUENSEM, *&* GEORGIUM MANUELEM, *&* D. ALARAMUM DE CARRETO *Marchionem Finarii, in cauſa Salis, & aliarum differentiarum. Die* 8. *Maii* 1340. [Pièce tirée d'une Information de Droit, publiée par ordre du Roi d'Eſpagne en 1633. ſous le Titre de, *Diſcuſſio Quæſtionis Salariæ Finarienſis.*] 8. Mai

In Nomine Domini, Amen.

CUm lites, & quæſtiones verterentur, & verti dubitarentur, ſeu verti poſſent inter Commune Januæ ex una parte, & Nobiles Viros Dominos Georgium Marchionem de Carreto, filium bonæ memoriæ D. Antonii de Carreto quondam, & Manuelem, & Alaramum filios bonæ memoriæ D. Enriceti quondam Marchionis de Carreto Fratris ipſius Domini Georgii

ex

ANNO 1340. ex alterâ, ratione, seu occasione quarundam Conventionum, Contractuum, seu Obligationum initarum, & seu initorum in Finario per tunc extrinsecos Januæ, vice, & nomine ipsorum extrinsecorum, seu per legitimam personam pro ipsis extrinsecis ex una parte, & Magnificum Virum D. Enricetum Marchionem de Carreto quondam prædictum suo nomine ex altera, prout apparet publicis Instrumentis scriptis manu Ogerii Brocii Notarii, & Nicolai de Pomario Notarii 1320. die 24. Septembris. Et etiam ratione, seu occasione Salis venditi à tempore dictorum Contractuum citra in posse, & districtu D D. Marchionum. Et ratione, seu occasione Lignorum, & Galearum, quæ navigaverunt de Portu, seu districtu Finarii seu dictorum D D. Marchionum, vel alicujus eorum, seu quæ vel quas ab hinc in antea navigare contingeret ad diversas Mundi Partes, & aliis rationibus pluribus, & diversis. Tandem Nobilis Vir Oliverius Squarciaficus Syndicus, & Procurator Magnif. Viri D. Simonis Bucanigræ Dei gratiâ Ducis Januensis, & Defensoris Populi, & Communis, & Populi Januæ, habens ad infrascripta plenum, & generale Mandatum, ut de Syndicatu apparet per publicum Instrumentum scriptum manu Lanfranchi de Valle Notarii, hoc Anno, die 7. Maii, & cujus tenor inferiùs continetur, vice & nomine dicti D. Ducis, Communis, & Populi Januæ ex una parte, & Magnif. Vir D. Georgius de Carreto Marchio prædictus suo proprio nomine & Curator, & curatorio nomine dictorum D D. Manuelis, & Alerami, ut de dictâ Curâ dicti Manuelis apparet publico Instrumento scripto manu Nicolai Sbarrati Notarii 1338. die 20. Aprilis, & de Cura ipsius Alarami apparet publico Instrumento scripto manu Secundini Ferrarii Notarii 1338. die ultimâ Augusti, & quarum Curarum tenor inferiùs continetur; Et cui Curatori remissa fuit confectio Inventarii per dictum quondam D. Enricetum Patrem ipsorum Manuelis, & Alerami in Testamento dicti quondam D. Enriceti scripto manu Nicolai Sbarrati Notarii publici 1336. die 19. Decembris, & pro quibus ad cautelam ipse D. Georgius promisit, & de rato facere, & curare, quòd ipsi præsentem Contractum ratificabunt, & approbabunt infra Mensem unum proximè venturum. Et Ogerius de Saliceto Procurator, & Procuratorio nomine dictorum D D. Manuelis, & Alerami, ut de Procura apparet per publicum Instrumentum scriptum manu dicti Nicolini hoc Anno die 22. Februarii, & cujus Procuræ tenor inferius continetur, dicto Procuratorio nomine ex alterâ, ad infrascriptam Transactionem, Compositionem, & Pacta pervenerunt, & pervenisse confitentur nominibus supradictis. Renunciantes exceptioni Transactionis, Conventionis, & Pactorum non initorum, & initarum, rei ut suprà, & infrà non gestæ, & se habentis, doli, conditionis in factum, conditionis sine causâ, & omni juri, & exceptioni, per quam, seu quod contra supradicta, vel infrascripta, vel aliquod ipsorum dicere, vel venire possent dictis nominibus, seu aliquarum dictarum Partium, seu aliqua de alterâ dictarum Partium dicere, vel venire, possent de jure, vel de facto.

Videlicet, quia dictus Syndicus, & Procurator, nomine, & vice dicti D. Ducis, & Communis, & Populi Januæ, voluit, & consensit, quòd dicti Marchiones habeant, & percipiant de qualibet Minâ Salis, quæ vendetur, vel aliter alienabitur in Gabella Finarii Soldos tres Januorum ultra illos Soldos duos, qui percipi consueverunt, & per D. de Mari de qualibet Minâ Salis, quæ vendebatur in dictâ Gabellâ, & qui Soldi tres pertineant, & pertinere debeant ad ipsos Marchiones. Et hoc pro eo, maximè quod ex vigore dictorum Contractuum, & Conventionum, initorum, & initarum in Finario ut supra, dictus quondam D. Enricetus tenere, & gaudere debeat dictam Gabellam Finarii, & introitus ipsius percipere, quousque eidem satisfactum fuisse de Libris viginti millibus Januorum, ad quas solvendas dicti Extrinseci, seu legitima persona pro ipsis se obligaverant ipsi D. Enriceto, & pro eo, quod eidem D. Georgio dare debebat ex forma dictorum Tractatuum, & Conventionum, ut in dictis Contractibus, & Conventionibus pleniùs continetur. Et de quibus Libris viginti Millibus Januorum nulla solutio facta reperitur, & in compensatione dictarum Librarum viginti Millium, & aliorum damnorum, & Interesse dictorum Marchionum.

Et fuit actum inter ipsas Partes dictis Nominibus, quòd Commune Januæ teneatur habere, & tenere in dicta Gabella Finarii tantum Sal illius conditionis, & bonitatis, quod erit Sal, quod vendetur in Gabella Communis Januæ, quod sufficiat dictæ Gabellæ, & venditionibus fiendis de Sale in dictâ Gabellâ.

Et ultra Minas mille ejusdem Salis, quæ non tangantur, seu vendantur, nisi ut infrà dicetur, & quòd si aliquo casu accideret, quòd deficeret Sal in dicta Gabella, seu quòd Commune Januæ non haberet in dictâ Gabellâ aliud Sal, quàm dictas Minas mille, tunc sit licitum vendi facere per Gabellotum Communis Januæ ex dicto Sale Minarum mille, & eo casu sit licitum ipsis Marchionibus per se, & alios deferri facere ad dictam Gabellam Finarii Sal undecunque voluerint, dummodo sit tale Sal, quale venditur in Gabella Saonæ, vel Albinganæ in arbitrio ipsorum Marchionum. Et quòd Sal vendatur per dictum Gabellotum Communis, & pretio, quo vendetur in una dictarum duarum Gabellarum, si Commune ipsum ibi tenere voluerit Gabellotum suum; & si dictum Commune Gabellotum suum tenere nolet, possint dicti Marchiones vendi facere dictum Sal per Gabellotum, quem ibi constituere voluerint. Ita tamen quòd per prædicta Jus Communis in proprietate, vel possessione dictæ Gabellæ non lædatur, sed salvum remaneat ipsi Communi, quando ibi Gabellotum suum ponere voluerit, & in dicto casu deferentes dictum Sal ad dictam Gabellam non possint gravari, vel molestari occasione dictæ delationis.

Verumtamen si contingeret, quòd ipsi D D. Marchiones dicto casu adveniente deferri faciant Sal ad dictam Gabellam, sit licitum Communi, & Officialibus ipsius Communis, tale Sal delatum, ut supra, sibi habere, dando, & solvendo ipsis Marchionibus, seu illis, qui dictum Sal detulissent, pretium, quod dicti Marchiones solvissent, & de quo convenissent cum deferentibus dictum Sal, & expensas pro ipso factas.

Fuit etiam actum inter ipsas Partes dictis nominibus, quòd in dictâ Gabellâ Finarii per Gabellotum Communis vendi debeat Sal illo pretio, & non majori quo vendetur in dictis Gabellis Saonæ, & Albinganæ, seu etiam in Gabellâ Nauli, & ad eandem mensuram; Et si contingeret, quòd in aliqua dictarum Gabellarum venderetur minori pretio, tunc, & eo casu Gabellotus Finarii etiam vendere teneatur eo pretio, quo minori venderetur in aliqua ex supradictis Gabellis.

Fuit præterea actum inter dictas Partes dictis nominibus, quòd Gabellotus, qui erit pro Communi Januæ in Finario, teneatur, & debeat quolibet mense facere solutionem dictis Marchionibus in Finario, ad eorum voluntatem, de eo, quod eos contingeret habere debere ad dictam rationem de Sale vendito in dicta Gabella, ad quam solutionem fieri faciendam Commune Januæ teneatur, & si non fecerit, teneatur de suo solvere, omni exceptione remotâ.

Insuper dictus Syndicus dicto nomine voluit, & consensit, quòd ipsi Marchiones possint habere ad eorum voluntatem unum Scribam, qui videat, & scribát Sal, quod in dictâ Gabellâ vendetur, vel alienabitur, seu ad ipsam deferretur; ità tamen quòd per talem Scribam nulla intelligatur aquisita possessio dictis Marchionibus in dicta Gabella, qui Scriba stare debeat expensis dictorum Marchionum.

Fuit etiam actum inter dictas Partes dictis nominibus, quòd ipsis Marchionibus sit licitum vendere, seu vendi facere illud Sal album, quod nunc habent in dicta Gabella Finarii, quod est circa Minas mille, & pretium sibi habere, & hoc usque ad Cal. Junii proximè venturi, ità quod abinde in antea nullum Sal vendi possit in dicta Gabella, nisi per Commune, & Gabellotum dicti Communis, salvo quod dictum est supra, quando Commune Sal ibi non haberet.

Insuper ad cautelam ipsorum D D. Marchionum, & Gentium suarum, dictus Syndicus, nomine, & vice Communis Januæ absolvit, & liberavit ipsos D D. Marchiones, & me Notarium infrascriptum, tamquam personam publicam stipulantem, & recipientem officio publico, nomine, & vice omnium, & singulorum, qui adduxissent, extraxissent, exportassent, vel alienassent Sal Finarium, vel ad aliquem Locum dictorum D D. Marchionum, seu in ipsis Locis, vel de ipsis Locis, vel aliquo ipsorum contra Conventiones, seu Pacta, initas, seu inita super facto Salis, seu contra formam Tractatuum, seu Statutorum vel Ordinamentorum Communis Januæ ab omnibus pœnis, in quibus propterea incurrissent, seu aliquis ipsorum incurrisset, vel incidisset, faciens de prædictis dicto nomine eisdem Marchionibus, & mihi jam dicto Notario stipulanti, & recipienti ut supra, nominibus dictorum D D. Marchionum, & omnium, & singulorum, de quibus facta est mentio, finem, & remissionem, liberationem, & pactum de ulteriùs non petendo.

Et ipsi D. Georgius dictis nominibus, & dictus Procurator Procuratorio, promiserunt dicto Syndico dicto nomine stipulanti, & recipienti, vice, & nomine Communis Januæ non vendere, nec vendi facere, seu vendi

ANNO 1340. permittere in dicta Gabella Finarii, seu alibi in eorum Territorio citra jugum, viz. Finario, & districtu, & intelligatur districtus Finarii à finibus Territorii Nauli versus Finarium, usque ad fines Territorii Petræ deversus Finarium aliquod Sal, nisi Sal dicti Communis, & per Gabellotum dicti Communis, nec per Mare, nec per Terram ipsorum de citrà jugum, viz. Finarium, & districtum ut supra deferre, vel deferri facere, seu deferri permittere, & facere, & curare, quod non vendetur, vel alienabitur, seu deferetur aliquod Sal, nisi de Sale dicti Communis, salvis supradictis.

Et cùm ex forma Conventionum aliàs initarum inter Commune Januæ, seu legitimam personam pro ipso Communi ex una parte, & Mag. D. Antonium de Carreto quondam Patrem ipsius D. Georgii, traditus sit certus modus, & certa forma quo, & quâ Homines de Finario navigare debeant, ut in ipsâ Conventione pleniùs continetur, dictus Syndicus dicto Syndicario nomine ex causa dictorum Pactorum, & Transactionis, conceſſit ipsis DD. Marchionibus, & mihi jam dicto Notario stipulanti, & recipienti ut supra, vice & nomine ipsorum DD. Marchionum, & cujuslibet eorum, & Hominum de Finario natorum, & nascendorum, quòd Homines Finarii, & districtûs, non obstantibus aliquibus Conventionibus hinc retrò initis inter dictum Commune, & Marchiones prædictos, seu aliquem ipsorum, seu Prædeceſſores eorum, licitè, & absque pœnâ, navigare poſſint cum eorum Lignis, & Galeis, & cum eorum Mercibus de Finario ad Pelagus, & de Pelago redire Finarium, & Variorum, solvendo in Finario expedimenta, & alia, quæ solvere debentur, & tenentur Collectoribus dictorum Introituum viz. dictum Maris, sicuti cæteri Januenſes, & pro introitu Gabellæ Carnium, & Caſei, & Graſſiæ denarios duodecim pro quolibet Cantario, & denarios duos pro qualibet Mina Grani, Ordei, & Leguminum, & etiam alibi navigare poſſint, & redire, solvendo ſicut cæteri Januenſes, dummodo non ſint oriundi de Janua, vel districtu, salvis illis Hominibus Januenſibus, qui hodie ſunt habitatores Finarii, & Homines ipsorum DD. Marchionum, vel alicujus eorum.

Salvo, quòd cum Galeis, vel Lignis armatis exire non poſſint de Finario, vel Terris ipsorum DD. Marchionum navigandi causâ ad Pelagus, ſed cum ipsis venire teneantur Januam ad ſe expediendum, ſicut ſe expedient cæteri Januenſes; poſſint tamen cum dictis Galeis, & Lignis armatis redire de Pelago Finarium, vel in poſſe Finarii solvendo ut supra, & etiam alibi in Terris, quæ non eſſent Inimicorum Communis Januæ, solvendo ſicut solvunt cæteri Januenſes, absque eo quòd Januam veniant. Et intelligantur Galeæ, & Ligna armata, quæ ducunt ultra unum hominem pro banco ad vogandum, exceptis Officialibus, & Baliſtrariis, ut de hoc tempore Pacis; tempore verò Guerræ intelligantur Galeæ armatæ, quæ vogabunt, seu habebunt ultra Vogerios centum viginti, de quo ſcilicet ante ſit tempus Guerræ, vel Pacis, ſtari debeat, & ſtetur dicto D. Ducis, seu ejus Conſilii.

Acto, quòd venientes cum dictis Galeis, seu Lignis armatis Januam non poſſint moleſtari, nec gravari ad aliquam fidejuſſionem præſtandam per Officium Gazariæ, vel aliquod aliud Officium, dum tamen dederint, seu præſtiterint in Finario ipsis DD. Marchionibus, vel alicui ipsorum, vel Officiales ipsorum idoneas fidejuſſiones de non offendendo aliquos, qui non ſint Inimici Communis Januæ ad arbitrium ipsorum DD. Marchionum, dummodo dictum Arbitrium non poſſit eſſe minoris quantitatis, quàm pro qualibet Galeâ armatâ librarum quingentarum Januenſium, quæ cautiones præſtandæ ut ſupra, intelligantur, & habeantur pro legitimis, & legitimè præſtitis, ac ſi præſtitæ eſſent Officio Gazariæ. Salvo, quòd ſi Commune Januæ, seu Officiales Robariæ, vel Gazariæ haberet, seu haberent ſuſpectum, vel ſuſpectos aliquem, vel aliquos, Patronum, vel Patronos alicujus Galeæ ſubtilis armatæ, seu Ligni ſubtilis armati, quòd dicto caſu ſit licitum Communi Januæ, & ejus Officialibus dictam Galeam, seu Lignum, ac Patronos detinere, seu detineri facere, quousque præſtiterint in Janua idoneas cautiones de non offendendo, ſecundùm quod præſtari debent, seu debebuntur per alias Galeas, seu Patronos Galearum, Ligni, seu Lignorum, armatarum, seu armatorum, seu armandarum, seu armandorum, in arbitrio Officii Gazariæ, dummodo non excedant cautiones, quæ præſtari debebuntur per alios Januenſes.

Inſuper dicti D. Georgius, & Ogerius, dictis nominibus, promiſerunt dicto Syndico, & mihi jam dicto Notario ſtipulanti, & recipienti nomine & vice Communis Januæ non vendere, nec alienare, & facere, & curare, quòd per aliquos Homines de Finario non vendetur, nec alienabitur aliqua Galea, vel Lignum de Terris alicui, vel aliquibus, Inimico, vel Inimicis, publico, vel publicis Communis Januæ, vel Rebellibus ipsius Communis Januæ aliquo modo ſub pœna Librarum mille pro qualibet Galea, & Librarum quingentarum pro quolibet Ligno de terris. ANNO 1340.

Præterea dictus D. Georgius, & Procurator prædictus dictis nominibus voluerunt, & conſenſerunt, quòd Commune Januæ, & Emptores introitûs Communis Januæ poſſit & poſſint habere, & tenere in Finario, & Varigoto Collectores introituum dicti Communis, illorum videlicet introituum, qui ſolvi debent in Finario per Homines ipsorum Marchionum, & quòd dicti Collectores colligant, & colligere poſſint dictos introitus tam ab ipsis de Finario pro eo, quod ſolvere deberent, quàm ab aliis quibuscunque, & à Patronis, & Dominis Galearum, & Lignorum, ſicut colligunt in Janua, & ſub illis cautelis, & clauſulis, cum quibus colliguntur in Janua; quibus Collectoribus ipsi DD. Marchiones, & eorum Officiales dare teneantur ad colligendum, & jus ſuum conſequendum auxilium, & favorem, bonâ fide, & ſine fraude.

Item fuit actum, quòd ſi contingeret aliquo caſu, quòd aliqua Galea, seu Lignum Hominum de Finario ducerentur ad Portum Januæ, vel detinerentur in ipso Portu par aliquas Galeas Januenſes, vel aliter contra voluntatem ipsorum Finarienſium, quòd tali caſu ipsi Finarienſes non teneantur ſolvere aliquod dictum in Janua, niſi prout ſolverent in Finario, & in dicto caſu poſſint vendere, & alienare carnes, caſeum, & graſſum liberè, & franchè, ſicut ſi ſolviſſent totam Gabellam, quæ ſolvi debet in Janua.

Et ne prætextu introituum Communis Januæ, qui colligi debuerint ante creationem D. Ducis, aliqua quæſtio poſſit oriri inter Emptores, seu Collectores introituum Communis Januæ, & homines de Finario, seu districtûs, dictus Syndicus dicto Syndicario nomine voluit, & conſenſit, quòd occaſione dictorum introituum, vel alterius eorum, non poſſit, vel debeat aliquis de Finario, vel poſſe aggravari, vel moleſtari per aliquem Magiſtratum Januæ hinc ad annum unum proximè venturum; & quòd elapſo dicto termino, ſi per dictos Emptores, vel Collectores aliquid ab ipsis de Finario, vel aliquo ipsorum peteretur, quòd cognitio, & definitio ipsorum pertineat ad D. Poteſtatem Januæ, vel ejus Vicarium, & non ad alium Magiſtratum.

Et volens dictus Syndicus dicto nomine gratificari ipsis DD. Marchionibus, abſolvit, & liberavit Franciscum Vacham, Antonium Vacham, & Ilarium Vacham de Finario, & omnes, & ſingulos de Finario, & poſſe ipsius, & me Notarium infraſcriptum ſtipulantem, & recipientem vice, & nomine dictorum Francisci, Antonii, Hilarii, & omnium aliorum Hominum de Finario, & cujuslibet ipsorum ab omnibus condemnationibus, multis, pœnis, & foreſtationibus, in quibus ipsi, vel aliquis ipsorum incurriſſent, ratione, seu occaſione duarum Galearum, seu alterius earum armatarum in Finario M. CCCVII., quæ iverunt, seu iviſſe dicuntur ad partes Romaniæ, seu eorum, quæ per ipsas Galeas, vel aliquam ipsarum, seu per Homines exiſtentes in eis, vel aliquâ ipsarum facta, vel omiſſa fuiſſent, vel fuiſſe dicerentur. Reſtituens dicto nomine dictos Franciscum, Antonium, & Hilarium, & alios Homines de Finario, & me Notarium, recipientem ut supra, in integrum ab omnibus, & ſingulis ſupradictis quo ad ſtatum, & quo ad omnia.

Super habitaculo autem & exercitu dictorum DD. Marchionum, de quibus fit mentio in Conventionibus initis inter Commune Januæ, & Prædeceſſores ipsorum Marchionum, voluit, & conſenſit dictus Syndicus dicto Syndicario nomine ex causa dictæ Transactionis, & Pactorum, quòd ipsi Marchiones habitaculum in Janua facere non teneantur juxta formam dictarum Conventionum tempore Pacis, niſi per dies quindecim in Anno, & tempore Guerræ per Menſes duos in Anno ut supra.

Videlicet, quòd quamdiu ipsi Marchiones habuerint communem eorum terram de citra Jugum, viz. Finarium, & ejus districtum, quòd ſufficiat, quòd unus ipsorum, quem elegerit Commune, dictum habitaculum faciat; factâ autem diviſione dictæ Terræ ex quolibet ſtipite ipsorum Marchionum, unus, quem Commune elegerit teneatur ad habitaculum prædictum faciendum; ità tamen, quòd quando contingeret ipsos Marchiones, vel aliquem ipsorum venire ad requiſitionem Communis ad habitandum in Janua non poſſit, seu poſſint conveniri coram aliquo Magiſtratu Communis

ANNO 1340. munis Januæ per aliquem extraneum conventionatum, vel non, nec etiam per aliquem Civem Januenſem, ratione, ſeu occaſione jurium quæſitorum per ipſum aliquo extraneo, nec eſt per aliquem, qui efficeretur Civis Januæ abhinc in antea.

Et quòd ſi contingerit ipſos Marchiones, vel aliquem ipſorum requiri per Commune, ſeu Mandato Communis ad Hoſtem, ſeu Expeditionem faciendam, ſeu faciendum, quòd ipſi Marchiones ad ipſum, vel ipſam venire teneantur cum Comitivâ, & expenſis, de quibus in dictis Conventionibus fit mentio, ſalvo quòd ſufficiat unum ipſorum Marchionum, quem Commune Januæ elegerit ad dictum Hoſtem, ſeu Expeditionem cum Comitiva, de qua fit mentio in Conventionibus prædictis; ſi inde ipſi Marchiones fuerint concordes; quòd ſi inde non eſſent concordes, quilibet ipſorum teneatur venire cum Comitivâ ſibi contingente, & illis Militibus, de quibus fit mentio in dictis Conventionibus, expenſis Communis decentibus. Quo caſu cùm ad dictum Hoſtem, ſeu Expeditionem venerit, ſeu venerint, nec ipſi Marchiones, nec eorum Comitiva, nec aliquis de ipſa poſſint inquietari, conveniri, vel moleſtari per aliquem Magiſtratum, etiam ad requiſitionem alicujus perſonæ, ratione, ſeu occaſione alicujus facti tunc præteriti.

Inſuper dictus D. Georgius dictis nominibus, & dictus Ogerius Procuratorio nomine ex cauſis prædictis, & quia aliter prædictus Syndicus non feciſſet prædicta, vel infraſcripta, promiſerunt dicto Syndico, dicto Syndicario nomine ſtipulanti, & recipienti, ut ſupra, vice, & nomine Communis Januæ prædicti, & mihi jam dicto Notario ſtipulanti, & recipienti, ut ſupra, vice, & nomine dicti Communis, non receptare, nec receptari facere, nec receptari permittere in Finario, vel aliqua parte Territorii Finarii, ſeu Variotti, aliquos Januenſes foreſtatos, ſeu bannitos, ratione, ſeu occaſione rebellionis, & partialitatis, vel robariæ de quibus fuerit facta denunciatio ipſis Marchionibus, vel alicui ipſorum, ſeu eorum Officialibus de Finario per Litteras Communis Januæ, ſeu ejus Nuncium, ſed ipſos inde expellere infra dies decem poſt denunciationem prædictam, nec dare, nec dari facere, ſeu dari permittere Inimicis publicis, vel Rebellibus Communis Januæ, auxilium, vel ſuccurſum, vel refrescamentum, arma, vel lignamina, nec etiam Curſalibus dare, vel dari permittere ſuis Hominibus refrescamentum, ſeu permittere armare in dictis eorum terris Inimicos, vel Rebelles, ſeu Curſales; Et ſi contrafactum fuerit per aliquos Homines eorum contrafacientes punire ſecundùm qualitatem delicti.

Et non intelligatur, quòd per prædicta, quòd ipſi Marchiones teneantur expellere de dictis eorum Terris, ſeu in ipſis receptare non poſſe Bannitos, ſeu Foreſtatos pro furto, debito, homicidio, vulneribus, & aliis delictis, exceptis ſolummodo Rebellione partialitatis, vel robariæ, ut ſupra.

Et ad majoris gratitudinis ſpeciem, dictus Syndicus dicto Syndicario nomine recipit ipſos D. Marchiones, & Gentes ſuas, ad gratiam, & bonam voluntatem D. Ducis, & Communis Januæ. Promittens dicto Syndicario nomine eisdem D. Georgio, & Ogerio vice & nomine ſtipulantibus, & recipientibus ut ſupra, ipſos, & gentem ſuam defendere, tractare, & habere pro Januenſibus, & ſicut Januenſes, & Cives Januæ, & eisdem facere rationem, & Juſtitiæ complementum, ſicut cæteris Januenſibus, & Civibus Januæ, & eis ſervare, & manutenere Terras, Jura, & Jurisdictiones ipſorum, ſalvis prædictis, & his, ad quæ tenentur vigore Conventionum initarum inter Commune Januæ, & Prædeceſſores ipſorum Marchionum, & ſalvâ Conventione præſenti.

Quæ omnia, & ſingula dictæ Partes dictis nominibus promiſerunt, & convenerunt, ſibi ad invicem attendere, & obſervare, & facere, & curare, quòd attendentur, & obſervabuntur per eos, in quos habent, & habebunt poteſtatem imperandi, ſcilicet dictus Syndicus per diſtrictuales Communis Januæ, & dicti D. Georgius, & Ogerius per ipſos Marchiones, & Homines de Finario, & diſtrictu, ſub pœna mille Florenorum auri, in quam pœnam Pars non obſervans incidat Parti obſervanti; & quæ pœna toties exigatur, & committatur, quoties fuerit contrafactum in aliquo ex ſupradictis; quâ pœnâ commiſſâ, vel non exactâ, rata, & firmata remaneant omnia, & ſingula ſupradicta, & infraſcripta.

Acto etiam in qualibet parte præſentis Contractûs, quòd Conventiones prædictæ olim initæ inter Commune Januæ, ſeu legitimam Perſonam pro ipſo, & Prædeceſſores ipſorum Marchionum, ſalvis his, quæ in præſenti Conventione continentur, firma, & rata remaneant, & in nullo innovata, vel diminuta.

Et acto in qualibet parte præſentis Contractûs, quòd facta Ratificatione per prædictos D. Manuelem, & Alaramum, & facta Diviſione Terræ Finarii, & Diſtrictûs, & Hominum ipſius Terræ inter ipſos Marchiones, quòd ipſe D. Georgius pro facto ipſorum, vel alicujus ipſorum, ſeu ipſi D. Manuel & Aleramus, vel alter ipſorum pro facto ipſius D. Georgii, vel Hominum ſuorum non ſint, ſeu fit, obligati, ſeu obligatus, vel ad aliquod teneantur, vel teneatur. ANNO 1340.

Et acto, quòd dicti D D. Marchiones pro D. Antonio Marchione de Carreto Nepote ipſius D. Georgii de prædictis, vel pro prædictis, in aliquo non teneantur, nec etiam pro Hominibus ſuis, poſtquam contingeret dictum D. Antonium pervenire cum ipſis ad diviſionem Hominum prædictorum Finarii, & diſtrictûs; Et in dicto caſu, niſi dictus D. Antonius ſe obligaverit ad omnia, & ſingula ſupradicta, ipſe, ſeu Homines ipſius, non gaudeat, ſeu gaudeant beneficio præſentis Conventionis in aliquo, nec ipſi Marchiones rapiant, nec rapere poſſint ex pretio Salis, quod vendetur, & alienabitur in Gabella Finarii ex illis Soldis tribus, qui eis conceduntur pro qualibet Minâ Salis ut ſupra, niſi ſolùm Soldos duos.

Et ultra, quòd ipſi Marchiones, & quilibet ipſorum teneantur non dare, vel præſtare per ſe, vel gentem ſuam aliquod auxilium dicto D. Antonio, vel Hominibus ſuis.

Acto in prædictis, & qualibet parte prædictorum, quòd prædictæ Conventiones, Transactiones, & Pacta, durent, & durare debeant usque ad Annos tres præciſè, & etiam in perpetuum, ſi dictus D. Georgius, & dicti D D. Manuel, & Alaramus, vel eorum Hæredes, vel Perſona legitima pro eis quantumcunque infra Annum proximè venturum declaraverint, ſe velle dictas Transactiones, & Pacta durare in perpetuum, & id per Inſtrumentum publicum inde conficiendum fecerint ad notitiam dicti D. Ducis, vel Communis Januæ pervenire, vel per dictos D D. Marchiones non remanſerit, quo minùs ad dicti D. Ducis, vel Communis Januæ notitiam perveniat. Et ſi dicti D D. Marchiones infra dictum annum dixerint, & ad notitiam dicti D. Ducis, ſeu Communis Januæ pervenire fecerint per publicum Inſtrumentum, ſe nolle dictas Conventiones eſſe perpetuas, quòd transacto dicto tempore dictorum annorum trium omnia, & ſingula ſupradicta ſint, & eſſe intelligantur in eo ſtatu, in quo erant ante Conventionem præſentem; Et per ea, ſeu aliqua, quæ in præſenti Conventione acta ſunt, nullum præjudicium fiat, ſeu generetur alicui Partium prædictarum.

Quæ omnia facta ſunt in præſentia, voluntate, & auctoritate dicti D. Ducis, & ejus Conſilii, & Conſiliariorum ipſius Conſilii, quorum nomina inferiùs continentur.

Qui D. Dux in præſentia, voluntate, & conſenſu dictorum Conſiliariorum ſuorum, & ipſi Conſiliarii auctoritate, & Decreto ipſius D. Ducis, nomine, & vice Communis Januæ, voluerunt, & promiſerunt in omnibus, & per omnia ipſis Dominis Georgio, & Ogerio dictis nominibus ſtipulantibus, & recipientibus ut ſupra, facere, attendere, & obſervare ut ſupra, laudantes, ſtatuentes, & decernentes prædicta omnia, & ſingula obtinere debere perpetuam roboris firmitatem aliquo Capitulo non obſtante.

Inſuper dictæ Partes dictis nominibus videlicet dictus D. Georgius in anima ſua, & dictus Ogerius in animabus dictorum Manuelis, & Alarami, & dictus Oliverius Syndicus, & Procurator in animabus dicti D. Ducis, & Conſiliariorum ejus & omnium, & ſingulorum Hominum dicti Communis ad cautelam juraverunt corporaliter, tactis Scripturis, prædicta omnia, & ſingula attendere, & obſervare & attendi, & obſervari facere eorum poſſe, bonâ fide, & omni fraude remotâ. De quibus omnibus dictæ Partes dictis nominibus præceperunt fieri duo publica Inſtrumenta ejusdem tenoris per me Nicolinum Sbarratum Notarium, & per Obertum de Credentia Notarium. Nomina Conſiliariorum ſunt hæc. Jacobus Picus Prior, Obertus de Benenſia, Damianus Cazanus, Antonius Cucarellus, Luchinus Palamides, Raffus Vincentius, Leo de Vezzano Ferrarius, Almerius de Monte rubeo Tab: Anſiconus de Paglucio Lani: Raffus de Bavaroa Pancogolus, Petrus de Canellis Macellarius, Nicolaus Batizatus Peligarius, Franciscus Gatega de Vulturo, Jacobus de Goalco de Pulcifera, Petrus de Guido de Biſanne. Actum Januæ in Palatio Communis Januæ in Terratia, ubi regitur Conſilium dicti D. Ducis. Anno Dominicæ Nativitatis milleſimo trecenteſimo quadrageſimo, Indictione ſeptimâ ſecundum curſum Januæ, die 8. Maii, horâ Completorii, præſentibus Teſtibus D. Angelo Imperiale

ANNO 1340. periale Jurisperito, Lanfranco de Valle, Joanne de Pessina, Nicolao de Fontanegro Notario, & Cancellario Communis Januæ, Pasquale de Furneto, Francisco Maruffo, Francisco Vacha, Thoma de Battifolo, Vezano Berrutto, & Odinello de Linguilia.

CCLXII.

Diploma EDUARDI III. *Angliæ Regis, Quô* ANTONIO BACHE *Mercatori, in satisfactionem pro mutuo datis sibi pecuniis, ad redimendam Coronam Angliæ Archi-Episcopo* Trevirensi *oppignoratam, omnes Denarios de Subsidio Agnorum, Vellerum, & Garbarum provenientes concedit, & assignat. Datum apud Westmonasterium* (1) 17. *Maii.* [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung III. Absatz II. pag. 55.]

REx Omnibus, ad quos &c. Salutém. Sciatis quod, Cum teneamur, dilecto nobis, Antonio Bache, Mercatori, in Triginta & quatuor Milibus Florenorum de Florentia, quos idem Antonius pro Vadiis diversorum Hominum, in servitio nostro in Partibus transmarinis nuper existentium, Nobis ad rogatum nostrum mutuo liberavit,

Et in viginti & quinque Milibus Florenorum de Florentia, quos prædictus Antonius, Venerabili Patri, Archiepiscopo Trevirensi, pro magna Corona nostra Aurea sibi invadiata,

Et in quinque Milibus & quingentis Florenis de Scuto, quos pro Corona Philippæ Reginæ Angliæ, Consortis nostræ cariſſimæ, apud Coloniam invadiata,

Nec non in quatuor Milibus, Ducentis, quinquaginta & sex Florenis de Scuto, quos pro quadam parva Corona similiter invadiata,

Ac in Tribus Milibus Florenorum de Scuto in quibus Domino de Kuyc ex certis causis tenemur, & quos coram nobis & Concilio nostro pro nobis solvere, vel satisfactionem facere, assumpsit,

Qui quidem Floreni ad Undecim Milia, septingentas & viginti Libras, & duos solidos Sterlingorum se extendunt,

Nos, volentes eidem Antonio de prædictis pecuniarum summis satisfieri prout decet,

Concessimus ei & assignavimus omnes Denarios,

De subsidio Agnorum Vellerum & Garbarum, nobis per Prælatos, Comites, Barones & Communitates, Comitatuum Bercks, Bucks & Rotelandiæ,

Ac, de Nona per Cives & Burgenses,

Quintadecimaque per Mercatores, in Civitatibus & Burgis non commorantes, & alios in Locis solicitudinum manentes, cæterosque qui de Stauro Ovium vel Agricultura non vivunt,

In eisdem Comitatibus concessis, provenientes habendos & percipiendos per manus Receptorum nostrorum (quos ad prædictos Denarios, cum illos levari contigerit, in Comitatibus prædictis recipiendos duxerimus deputandos) per Indenturas, inde inter ipsum Antonium, vel ejus in hac parte Attornatum, & prædictos Receptores, modo debito conficiendas;

Ita quod, si dictum Subsidium Agnorum Vellerum & Garbarum, ac nona & quinta Decima prædictæ, dictam summam Undecim Milium septingentarum & viginti Librarum & Duorum solidorum Sterlingorum excedant, tunc de eo, quod superfuerit, nobis, prout decet, respondeatur.

Et si forte ad summam illam non attingant, tunc de eo, quod inde defuerit, eidem Antonio, vel ejus Attornato prædicto, solutionem, seu alias assignationem, fieri faciemus competentem.

In cujus rei Testimonium has Litteras nostras Sigillo nostro fecimus consignari.

Teste Rege apud Westmonasterium decimo septimo die Maji.

Per ipsum Regem & Concilium.

(1) La Date de l'année, qui manque à cette Pièce, est prise du Titre qu'on y voit dans les *Reichs-Archiven* de Mr. *Lunig*. [DUM.]

CCLXIII.

26. Juil. *Lettre d'*EDOUARD III. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE de Valois *Roi de France, par laquelle il le défie à se battre en Duel contre lui. Donnée à Chyn le 26. Juillet* 1340. Avec *la Réponse dudit Roi de France, donnée au Camp près de Saint André le 30. Juillet* 1340. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 198.] ANNO 1340.

PHILIP DE VALEYS,

Par lonc temps avoms pursui par devers vous, par Messages & toutes autres voyes, que nous savisioms resonables, au fyn que vous nous vousissez avoir rendu nostre DROIT HERITAGE DE FRAUNCE, le quel vous nous avez lonc temps detenu, & a graunt tort ocupee.

Et, pur ce que nous veoms bien, que vous estes en entent de perseverer en vostre injuriouse detenue, sanz nous fayre rayson de nostre DEMAUNDE,

Sumus nous entrez en la Terre de Flandres, come Seigneur Sovereyn de ycele, & passe parmy le Pays,

Et vous signifioms que,

Pris ovesque nous le Eyde de nostre Seigneur Jehu Crist, & nostre Droit, ovesque le poer du dit Pays, & ovesque noz Gentz & Alliez, regardauns le Droit, que nous avoms al Heritage que vous nous detenez a vostre tort,

Nous nous treoms vers vous, pur mettre bref fyn sur nostre DROITUR CHALAUNGE, si vous voillez approcher.

Et pur ce, que si graunt poer des Gentz assemblez, que viegnent de nostre part, & que bien quidoms que vous avierrez de vostre part, ne se purrount mie longement tenir ensemble, sanz faire gref destruction au Poeple & au Pays, la quele chose chascuns bons Cristiens doit eschuer, & especialment Prince, & autre que se tignent Governeurs des Gentz, si desiroms mout,

Que brief Point se prist, & pur eschuer Mortalite des Cristiens, ensi come la Querelle est apparaunt a Nous & a Vous,

Que la DESCUSSION DE NOSTRE CHALAUNGE se fesist entre noz deux Corps, a la quele chose nous nous offroms par les causes dessusdites, coment que nous pensoms bien le graunt Nobelesse de vostre Corps, de votre sens, auxi & avisement.

Et, en cas que vous ne vourriez cele voy le, que adounqe fu mis nostre CHALAUNGE pur affiner y celle par Bataille de Corps de Cent Persyones, de plus suffisauntz de vostre part, & nous autre tauns de noz Gentz Liges.

Et, si vous ne voillez l'une voye ne l'autre, que vous nous assignez certeyne journe, devant la Citee de Tourney, pur coumbatre poer countre poer, dedens ces 10. jours proscheins apres la date de ces Lettres.

Et noz oeffres dessusdites voloms par tout le Mount estre connues, ja que ce est nostre desir nemye par orgul, ne sursquidaunce, mes que par les causes dessusdites, au fin que, la volunte nostre Seigneur Jehu Crist monstre entre nous, repos puisse estre de plus en plus entre Cristiens, & que par ceo les Enemys Dieu fussent resistez & Cristiente ensausie.

Et la voye, sur ce que eslire voilles des oeffres dessusdites, nous voillez signefier par le Portour de ces dites Lettres, & par les vostres, en luy fesaunt hastive deliveraunce.

Donee desouz nostre Privee Seel a Chyn, sur les Champs de Lees Tourney le 26. jour du Moys de Juille, l'An de nostre Regne de Fraunce primer, & d'Engleterre 14.

Réponse du Roi PHILIPPE de Valois *au Défi précedent du Roi d'Angleterre.*

PHILIP, par la grace de Dieux, Roy de Fraunce, a Edward Roy d'Angleterre.

Nous avomps veu voz Lettres apportez a nostre Court, de part vous, a Phelip de Valeis; en queles Lettres estoient contenutz ascunes Requestes que vous feistes al dit Phelip de Valeis,

Et,

Pur ceo que les ditz Lettres ne venoient pas a nous, & que les ditz Requestes ne estoient pas faitez a nous, come apeirt cleirment par le tenor des Lettres,

Noz ne voz feisoms nul Response, nient mye pur ceo que noz avomps entenduz par les ditz Lettres, & autrement, que voz estez entrez en nostre Roialme, & a nostre People, mes de volente sauntz nul reson,

&

ANNO 1340.

& noun regardant ceo que Homme Lige doit garder a ſon Seigneur.

Car vous eſtez entrez, encontre veſtre Homage lige, en noz reconniſſant, ſicom reſon eſt, Roi de Fraunce, & promis obeiſaunce tiel come lon dit promettre a ſon Seigneur Lige, ſi com appeirt pluis clerement par vos Lettres Patentz, ſeales de voſtre graunt Seale; les queles noz avomps de par devers noz, & de queles vous devetz voir ataunt devers vous.

Noſtre entent ſi eſt, quant bon nous ſemblera, de voz getter hors de noſtre Roialme, al Honure de nous, & de noſtre Roialme, & en profit de noſtre People, & a ceo faire avoms ferme eſperaunce in Jheſu Chriſt, dount tout puiſſance nous vient.

Quar par voſtre Entrepriſe, qu'eſte de volente, & noun reſonable, d'eſte empeschez la Saint Voiage d'outre Meer, & graunt quantite des Gentz Chriſtiens mis a mort, le Service divine apetiſez, & Seint Egliſe en meindre reverence.

Et du ceo qu'escript avoiez, que vous entendez avoir l'oſt de Flemyngz, nous quidoms eſtre certeins que les bones Gentz, & les Comunes du Pais, ſe porteront, par tiel manere, par devers noſtre Coſin le Counte de Flaundres lor Seigneur ſauntz meine, & nos lor Seigneur Soveraign, qu'ils garderont lor Honure & lor Loialte.

Et que ceo, qu'ils ount mespris juſques a cy ceo, a ad eſt par malvais conſail des Gentz, que ne regardant pas au Profit comune, ne al'honure de Pais, meas au Profit de eaux taunt ſoulment.

Done ſoutz les Campes, pres de la Priorie Saint Andreu, ſoutz le Seal de noſtre Secret, en l'abſence du Graunt, le 30. jour de Juyl, l'An du grace 1340.

CCLXIV.

ANNO 1340.

Aſſecuration Kayſer LUDWIGS V. dem Grafen von Würtemberg und der Stadt Eſſlingen beſchehen/ daß der allgemeine/ von Ihm in Schwaben angerichtete Landfriede dieſer letzt benannten Briefen und Tedungen nichts præjudiciren ſolle. Geben zu Ulm am Sambſtag nach Jacobi. 1340. [JOH. PHIL. DATT, Volumen Rerum Germanicar. novum Libr. I. Cap. V. pag. 31. §. 35. 29. Juill.

C'eſt-à-dire,

Lettre d'aſſûrance donnée par l'Empereur LOUIS de Baviere *au Comte de* WIRTEMBERG *& à la Ville d'*ESLINGEN, *portant que la Paix publique ordonnée par lui en Suabe ne pourra préjudicier aux Recès conclus auparavant avec eux. A Ulme le ſamedi après la St. Jaques* 1340.

WIr Ludowig von Gotes Genaden Romiſcher Kayſer ze allen Ziten Merer deß Richs / verjehen und kunden offenlichen / an diſem Brief: daß wir nicht wellen / daz der Landfrid und die Puntniße / die wir überal in Swaben zeumd under Herrn und Stedten gemachet haben / dem von Würtemberg und den Burgern gemainlichen ze Eßelingen noch ihren Briefen und Tedungen / die Sie vormals undereinander gegeben und gemachet haben / dheinen Schaden bring noch bringen mug / Sunder wellin wir daz ſie beleibe in irr Krefft / alß ſie der miteinander überain chomen ſint. Urchundes diz Briefs / geben ze Ulm an Samztag nach Jacobi / nach Chriſtes Geburt druizehenhunder Jar: dornach in dem vierzigoſten Jar. In dem Sechs und Zwanzigeſten unſers Richs / und in dem Dreyzehenden des Kayſertumes.

CCLXV.

4. Août. LOUVAIN ET BRUXELLES.

Verdrag tuſſchen de Steden LEUVE *en* BRUSSEL *ten opſichte van de Rang, welke haere Krygsvolk by den Hertog van Brabant ſouden hebben, gemaekt door het gezag van* JOHANNES *Hertog van Brabant, en gegeven te Lienigie den* 4. *van de Maant Auguſtus* 1340. [DYNTER, Chroniques de Brabant, Livr. V. Feuill. 117.]

JAN by der gratien ons Heere Hertoge van Lotherijck, van Brabant ende van Limborch, ende Merckgrave des H. Rijcks, doen condt ende kennelijcken allen lieden, ende eenen yegelijcken, want diſſentie ende twiſt heeft geweeſt tuſſchen beyde onſe goede Steden van Leuve ende van Bruſſele, van die, dat elcke Stadt van onſen beyde Steden proponeerde en ſeggen woude, ſoo wanneer dat wy uytwagen met gemeynen Heere, dat ſy liggen ſoude naeſt ons ende t'onſer rechter zijde, van welcken twiſtende diſſentie by de onſe voorſz. Steden conswaert bleven ſijn, ende hebbende ons overgegeven alle de ſchoone redenen ende toonen die elck eenen daer toe ſeggen woude ende allegeren in geſchrifte, wy met goeder deliberatien aenſien ende geexamineert hebbende, ende hebben ons beſproken met onſen Edelen lieden van Wapenen, met Ridderen ende Knapen, den welcken dunckt naer een recht van Wapenen ende eendrachtelijck, dat niemant ſchuldich en is mede te vallene, noch plaetſe te nemene in onſe Heere Landt gegeven, die wy ons comen ende in onſen dienſt weſen ſijn, edel oft onedel, groot oft cleyn, en werde hem gelevert by onſen Maerſchalcke, want wy ſelver neder vallen ende plaetſe nemen daer hyſe ons levert ende nergens elders; maer om dat wy ruſte ende peyſe begeren, tuſſchen onſen voorſz. Steden, ende wy alderhande twiſt ende discoort tuſſchen hem ſcheyden willen, anſiende de meeninge ſchoone dienſten die ſy ons ende onſe voorouders gedaen hebben, ſoo willen wy elcken houwen in hunnen rechte, ende ſeggen ons t'ſeggen dier formen die hier naer volcht. Dats te weten, alſoo dick ende alſoo menichwerven als onſe voorſz. Steden met ons

CCLXV.

4. Août. LOUVAIN ET BRUXELLES.

Traité & Convention entre les Villes de LOUVAIN & de BRUXELLES, touchant l'ordre qu'elles doivent garder lors qu'elles envoyent leurs Gens avec le Duc de Brabant, fait par l'Autorité de JEAN Duc de Brabant. Fait à Lienigie le 4. d'Août 1340.

JEAN *par la grace de nôtre Seigneur Duc de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, & Marquis du Saint Empire, ſavoir faiſons à tous & un chacun que diſſention, & différent étant ſurvenus entre nos deux bonnes Villes de Louvain & de Bruxelles, ſur ce que chacune de nosdites deux Villes prétendoient que toutes les fois, que nous ſortions avec les Seigneurs des deux Communautez, ils devoient être placez près de nous & à nôtre main droite, leſquelles diſſentions & discordes ſont venuës à nôtre connoiſſance. Et nous ayant dit les meilleures raiſons qu'ils ont pû de part & d'autre, & même nous les ayant données par écrit; nous, ayant par meure deliberation examiné l'affaire, & en ayant conféré avec nôtre Nobleſſe, Officiers de Guerre, Chevaliers & Ecuyers, leſquels ont dit unanimement que, ſuivant le droit des armes, perſonne de ceux qui ſont à nôtre ſervice ne peut prendre place dans nos Païs, ſoit noble ou roturier, grand ou petit, qui ne lui ſoit donnée par nôtre Maréchal, puiſque nous mêmes ne prenons de place, que celle qu'il nous aſſigne & non pas autrement; mais parce que nous deſirons la paix & la tranquilité entre nosdites Villes, & voulons aſſoupir toutes disputes & discordes entr'elles, en conſidération de pluſieurs bons ſervices, qu'elles ont rendus à nos ancêtres, ſi eſt-ce que nous les voulons conſerver chacunes dans leur droit, & diſons que la choſe doit être comme s'enſuit, ſavoir que toutes les fois*

ANNO 1340. ons uyttrecken ſullen, ende ons dienen in onſe Oorloge, ende wy waren te Vlaenderen oft in Henegouwe, Weſt oft Zuyden, als die van Leuven vooren uyttrecken, datſe onſe Maerſchalke voort me leggen ſal t'eewigen dagen, naeſt ons ende naer onſen geſinde toehooren, onſen lienen ende herberge, ende t'onſer rechter ſijden waer ſy willen; voort ſo ſeggen wy ende verclaeren, ſoo wanneer onſen voorſz. Steden uyttrecken ſullen, ende ons dienen in onſe Oorloge als voorſz. is, ende wy trecken te Bisdomme waert van Luydicke oft ter Maſen waert, Ooſt oft Noort-Ooſten, ende die van Bruſſele vooren uyttrecken eer die van Leuvene, dat dan onſe Maerſchalck van nu tot eewelijcken dage die van Bruſſel naeſt leggen ſal, naeſt ons ende tot onſer rechter ſijden, in dier manieren als voorſz. is, van die van Leuve waer ſy willen. Voort ſeggen wy, ordineren ende verclaeren om alderhanden twiſt te bekennen tuſſchen onſe voorſz. Steden, gevielt dat ſy uyttrecken in onſen dienſt alſoo voorſz. is, ende wy voeren te waterlande waert, dats te wetene, Noort te Mechelen oft t'Antwerpen waert, ſoo ſoude ons Maerſchalck naer die gelijcken van den wege die van Leuven liggen ter rechter ſijde van ons, ende onſe geſinde toebehoorende onſen lieven ende onſe Hertoge alſoo voorſz. is, ende die van Bruſſel ten ſlincker ſijden, ende om dat wy willen dat alle deſe pointen vaſt ende geſtade blijven gehouwen, om die redenen dat wijſe geſect, geordineert ende verclaert hebben, als over een recht ſeggen. Soo bevelen wy onſe Maerſchalck, die nu is ende naermaels ſijn ſal, ende by de onſe voorſz. Steden, dat ſy deſen voorſz. pointen ende Ordinantien houwen, van nu voort aen t'eewelijcken dagen, duren, ende behouwen altoos alle ſaken, pointen ende articulen, van twiſt, van donckerniſſe oft van discorde, die deſen ſaken toebehooren, ſpruyten oft comen mochten, in tijden toe te comen t'onſer verclaereniſſe. Sy kenniſſe ende getuygeniſſe van der waerheden, hebben wy deſe Lettren beſegelt, met onſen Segele, die gegeven ende gemaeckt waeren te Lienigie, vier dagen in de Ouſtmaendt, in 't jaer ons Heeren doen men ſchrieft 1340.

que les habitans de nos ſusdites Villes, ſortiront avec nous & nous ſerviront dans la Guerre, & que nous ſerons en Flandres ou en Hainaut; ſoit du coté du Sud ou du côté de l'Oueſt, ſi ceux de Louvain ſortent les premiers, nôtre Maréchal les placera toûjours près de nous & de ceux qui ſont de nôtre Maiſon & à nôtre droite, où ils voudront. De plus nous diſons & declarons, que quand les habitans de nos ſusdites Villes ſortiront, & nous ſerviront en nos Guerres, comme dit eſt, & que nous irons du côté de l'Evêché de Liege ou vers la Meuſe, du côté d'Orient ou du Nord-Eſt, & que ceux de Bruxelles ſeront ſortis avant ceux de Louvain, nôtre Maréchal fera toûjours camper près de nous, & à nôtre droite lesdits de Bruxelles, en la maniere qu'il eſt dit à l'égard de ceux de Louvain, où ils voudront. En outre, nous diſons, ordonnons & déclarons, pour ôter toute dispute & discorde entre nosdites Villes, que s'ils ſortent par eau à nôtre ſervice, comme dit eſt, & que nous allions par eau, ſavoir du côté du Nord vers Malines ou Anvers, nôtre Maréchal mettra de la même maniere ceux de Louvain à nôtre droite, & à celle de ceux qui compoſent nôtre Maiſon comme dit eſt, & ceux de Bruxelles à nôtre gauche. Et parce que nous voulons que tous ces points ſoient, & demeurent fermes par la raiſon que nous avons dit, ordonnez & déclarez comme une choſe juſte; nous ordonnons à nôtre Maréchal, qui eſt à préſent ou qui ſera ci-après en charge, & à nos ſusdites deux Villes, qu'ils ayent à obſerver les ſusdits points & ordonnances dès maintenant & à toûjours, & qu'ils préſervent toûjours tous ces points & articles de toute discorde, & brouillerie qui pourroient naître de cette affaire à l'avenir, & pour témoignage & connoiſſance de la verité, nous avons ſéellé ces preſentes Lettres de nôtre Sceau, fait & donné à Lienigie. Le 4. du mois d'Août l'an de nôtre Seigneur 1340. ANNO 1340.

CCLXVI.

20. Sept. *Traité de Trêve pour un an entre* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre, &* PHILIPPE de Valois *Roi de France, faite le* 20. *Septembre*, 1340. [Hiſtoire Générale des Rois de France, par BERNARD DE GIRARD, Seigneur de HAILLAN. Tom. I. pag. 647. d'où l'on a tiré cette Pièce. RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 205. où cette Pièce ſe trouve en Latin & en François, avec quelques différences, outre qu'elle y eſt datée du 25. Septembre.]

ANGLETERRE ET FRANCE.

A Tous ceux qui les preſentes verront Salut, & cognoiſſance de la verité par nous Jean par la grace de Dieu Roy de Boheme & Comte de Luxembourg, Arnoult Evesque du Liege, Raoul Duc de Lorraine, Amé Comte de Savoye, & Jean Comte d'Armaignac, ſçavoir faiſons que pour donner, octroyer, & eſtablir Trefves entre tres-hauts & tres-puiſſans Princes les deux Roys de France & d'Angleterre, pour eux, leurs Amis & Confederez, ſoient Princes, Prelats, Barons, ou autres de quelque eſtat ou condition que ce ſoit; ou Eccleſiaſtiques ou Seculiers, & leſquelles Trefves nous avons jurées, confirmees & promiſes, mettans les mains ſur le Sainct Evangile pour, & en tesmoignage de la Ratification d'icelles pour le Roy de France, comme ont fait pour le Roy d'Angleterre hauts & puiſſans Seigneurs, les Ducs de Brabant, de Gueldres & de Julliers, les Seigneurs de Hainaut & de Beaumont, chacun jurant pour ſon Roy, ſes Amis & Confederez, de tenir ferme & inviolable le preſent Accord de ce jour jusqu'au lendemain au point du jour. Or fut-il traicté, acordé & promis & affermé, par ſerment & par le conſeil & conſentement des deux Roys & de nous en la forme & maniere qui s'enſuivent. Et premierement que rien ne ſera innové ny entrepris pour s'entredommager l'un l'autre au préjudice de la Foy juree esdites Trefves. Eſt Accordé que lesdits Seigneurs Roys leurs Alliez & conducteurs demoureront en ſaiſine & poſſeſſion des Places, terres & poſſeſſions qu'à preſent ils tiennent, ſans que rien y ſoit deſſus querellé durant lesdites Trefves, leſquelles ſeront marchandes d'une part & d'autre, & les Alliez de toutes parts pourront aller librement par les terres des deux Seigneurs Roys, les Marchans auront libre accez, & par Mer, & par Terre, pour exercer leur Commerce & Trafic de Marchandiſe, comme auſſi toutes perſonnes iront librement tout ainſi qu'ils faiſoient ains que la guerre fut commencee, payans neanmoins les peages, roüages, ports, & paſſages accouſtumez de tout temps, ſauf que de ce Privilege ne joüyront les bannis pour les deux Roys, eſtans chaſſez pour autre fait que pour ceſte guerre. Neanmoins les Barons de Gascogne & autres terres de Guyenne, & autres perſonnes des ſusdits Pays eſtant bannis, ſeront compris en l'Accord de ces Trefves, durant leſquelles ils pourront aller & venir ſeurement de l'un à l'autre Royaume. Ne pourront les Roys procurer par ſoy ny par perſonne interpoſee que rien ſoit innové en Cour de Rome, ny és autres Cours Eccleſiaſtiques ſur le ſecours quelque que ce ſoit de l'un ny de l'autre des deux Roys, ny de leurs Amis & Confederez, ny pour detourner aucunes terres ſoubs ceſte occaſion de tel ſervice, ou pourſuivre par cenſures aucuns de ceux qui leur auront fait ſervice, ou à leurs Amis, Subjets & Confederez. Que ſi le S. Pere, ou autre vouloit uſer de ce deportement, que les deux Roys ſeront tenus ſans dol ny malice aucune, d'y donner empeschement de toute leur puiſſance, durant le temps prefix à ces Trefves, & faut ſçavoir que lesdites Trefves ont eſté criees & publiees à ſon de trompe és camps des deux Roys, & ſont obligez tous tant abſens que preſens qui le ſçauront & le devront faire de les garder & obſerver inviolablement. A eſté accordé que dans vingt jours contant du jourd'huy chacun des Roys ſera tenu de

ANNO 1340. de faire publier le preſent Traité en Gascogne & Duché de Guyenne és terres qu'à preſent chacun d'iceux y poſſede, afin qu'elles y ſoient ſceuës & qu'aucun n'en pretende ignorance. A eſté accordé que s'il y a aucunes Places aſſiegees en Gascogne, Guyenne ou autre part, par les gens de quel que ce ſoit des deux Roys, les ſieges ſeront levez en advertiſſant ceux qui aſſiegent, entrant ſept hommes pour chacun Roy esdites Places aſſiegees, lesquels verront le nombre d'hommes & quantité de Vivres esdites Places, pour les rendre en la mesme forme apres Trefves. Davantage a eſté accordé que les bannis & fugitifs de Flandres qui ſont & ont eſté ſuivant le Party du Roy de France ne pourront entrer ny venir en Flandres durant lesdites Trefves. Que ſi aucuns eſtoient trouvez venans au contraire de ceſt Accord, juſtice en ſera faite quelque part que trouvez ſeront, & leurs biens confiſquez s'ils ſont en la Terre & Seigneurie de Flandres. A eſté arreſté que les debtes & ſommes deuës à Arras ne ſeront redemandees ny pourſuivies par execution durant le temps de ces Trefves. Et que les priſonniers pris en ceſte guerre ſeront delivrez ſur leur foy & parole, jurans neantmoins que la Trefve expiree ils reviendront à ceux desquels ils ſont captifs, ſi ce n'eſt qu'avant ceſt Accord ils euſſent tranſigé de leur rançon, car ainſi ils ne ſeront tenus à l'effet de ceſt article, ſauf que ne payant le prix accordé ils ſont obligez de venir ſe rendre priſonniers ſuivant leur foy & convention, s'ils n'avoient la ſomme promiſe. Et advenant qu'aucun des priſonniers refuſaſt de revenir ſe purger de ſa foy, & ſe mettre és mains de ſon maiſtre, les Seigneurs és terres desquels ſera ledit priſonnier, le contraindront ſans aucun delay de ce faire. Et ordonné que tout ce qui a eſté pillé, enlevé & ravy, ſoit des Egliſes ou d'ailleurs durant ceſte guerre, ne ſera point repeté, ains demeurera és mains de quiconque en eſt le detenteur, ſans qu'aucun ſoit obligé ni forcé de le rendre durant les Trefves. En outre a eſté accordé qu'il y aura ſouffrance de guerre, & ceſſeront les combats qui ſont entre les Roys d'Ecoſſe & d'Angleterre, entre leurs amis, ſecoureurs & Confederez, jusques à la Feſte de S. Jean Baptiſte prochaine; & que l'on deputera certaines perſonnes de la part des 2. Roys pour s'aſſembler à certain jour & lieu deputé entre les Pays & limites des deux Royaumes d'Ecoſſe & d'Angleterre, pour la confirmation des Trefves ſusdites ſous telle condition & ainſi qu'on a de couſtume audit Pays: mais tellement que les François ny leur Seigneur Roy ne pourront durant ledit temps les fortifier ny fournir ou d'armes ou de gens pour s'en prevaloir la Trefve eſtant expiree. Et advenant que les Ecoſſois & leur Roy ne vouluſſent entendre à ceſte ceſſation & ſurſeance d'armes, ou qu'ils taſchaſſent de rompre la Trefve, le Roy de France ou ſes Subjets ne pourront leur donner ſecours ny faveur quelconque. Et eſt dit que cependant les preſentes Lettres d'accord ſeront envoyees en Angleterre & Escoſſe 25. jours apres la Ratification d'icelles entre les deux Princes & leurs Deputez. Esquelles Trefves ſont compris les Espagnols, Caſtillains, Genevois & Provençaux, l'Evesque & Chapitre de Cambray, & Chaſteau de Cambray, avec tous les Bourgeois & Habitans de ladite Ville, le Seigneur d'Albret, le Vicomte de Fronſac, Gaſton de l'Iſle, les Seigneurs de Vervin & de Roye. En tesmoignage dequoy nous avons ſeellé de nos Sceaux les preſentes faites & accordées en l'Egliſe d'Espechin, le Lundy 20. jour de Septembre 1340.

CCLXVII.

Oct. **Bündniß zwiſchen den Städten Frankfurth, Friedberg, Wetzlar und Gelnhauſen, wider alle die ihnen unrecht thun und zuwider ſeyn/ ausgenommen Kayſer Ludowigen, zu Handhabung des allgemeinen Land-friedens/ bis auf die nächſten Oſtern/ und darnach noch auf 2 Jahr nachkommen de geſchloſſen an dem nächſten Donnerſtag vor St. Gallen-tag** 1340. [JOH. PHIL. DATT, Volumen Rerum Germanicar. novum Libr. I. Cap. XI. pag. 78. §. 33. d'où l'on a tiré cette Piéce. LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. IV. Abtheilung VIII. **von Reichs-Städten in gemein** pag. 13.]

C'eſt à-dire,

Traité d'Alliance entre les Villes Imperiales de FRANCFORT, *de* FRIDBERG, *de* WETZLAER, *& de* GELNHAUSEN *pour leur défenſe commune, & pour la conſervation de la Paix Publique, contre tous & envers tous, excepté l'Empereur; jusques à la prochaine Fête de Pâques, & deux ans après. Fait le Jeudi avant la Fête de St. Gall.* 1340.

ANNO 1340.

WIr die Schultheizſen/ die Scheffen/ Richtere/ Rate und Gemeinde der Burger/ der Stedte Franckinford/ Fridberg/ Werſlar und Geilnhuſen/ bekennen uffenlichen an dyſem brieffe/ allen den die in ſehen oder horin leſen/ daß wir ums zu hauffe han geſtrickit widdir alle die/ die uns unrechte tun und widdir uns ſin/ ane unſirn Herrn den Romſchen Keyſer Ludowigen/ den nemen wir uz und han eyne Ordnunge und eyne glübede undir uns gemacht/ feſte und ſtede zu haldene undir einandir/ als wir in truwen han globit und zu den heiligin geſworn von nu ane biß uf den Oſtertage/ der nu neyſt komt/ und von dem tag über zwey Jar neyſt nach einandir volgindе. Und iſt die Saßunge und die Ordenunge/ als hernach ſteet geſchrebin. Der erſte Artikel iſt/ das wir uns durch keiner hand ſache bynnen dyſen vorgenanten zyten nicht von einandir ſullen ſcheiden/ ez kome/ wy ez kome/ und das wir uns undir einandir trumeliche ſullen werin/ widdir alle die/ die widdir uns tun. Me wollen wir/ werz/ das jemand dyſen vyer Stedten unrecht tede/ odir ubirlaſt/ odir beſwerert je eyne/ williche ez were/ alſe das den andirn Steden verkund wirt/ ſo ſullen die Stede der Stad beholffen ſin/ glicher wiz/ alß werz jn ſelbir geſchehen: alſo williche Stad not angeit undir dyſen vyer Steden/ das die in irme Rade ubirkomren uf den Eyd/ und ſie des dunckit/ das die andern dry Stedte billiche helfen ſullen/ ſo ſal die Stad ir vrond uz irme Rade/ odir ihren geſchworin boten zu den andirn drein Steden ſenden/ und die ſache beſchrebin irez beſwernißis/ ſo ſal je die Stad/ zu hand iren Rad ſamenen/ und ſol die Sache virhoren der Stede der unrecht iſt geſchehen/ und ſal beſehen und zu rade werden in irme Rade uff den aid/ ob die dry Stede der Stad/ der beſwernize iſt geſchehen/ umb die ſache/ billiche ſullen helfen/ odir nicht/ und ſullen dann die Stede alle vyre unverzoginliche tage beſcheidin an eyne Stad/ da ez in allen fügit/ binnen den neyſten vyrzehen tagen/ und ſullen ein ende gebin/ der Stad/ der ubirlaſt geſchehen iſt/ ane alle geverde/ binnen den neyſten achte tagen; darnach als die virzehen tage ſint virgangen/ die vorſtent geſchrebin/ und wurden die andirn dry Stede zweyende umb die helfe der vyrden Stad zu tune/ wo dann zwo Stede hene fallent/ das ſal macht haben/ wanne daz uz wirt getragen/ das man helfen ſal der Stad/ der ubirlaſt iſt geſchehen/ ſo ſal je die Stad zu hand nit ſagen/ und ſullen allir der vyende ſin/ die ſie huſeten/ odir hobten/ hegeten odir füten mit worten/ odir mit wercken. Und werz das die helfe zu lang wurde der Stad/ der ubirlaſt were geſchehen/ ſo ſullen die andirn Stede es dorzu grifen/ und der Stede nod beſehen und beſtellen/ das ir is geholfen werde/ als vorſteet geſchrebin/ ane geverde. Wer auch kein burger in dyſen vyer Steden/ der den vyenden/ odir iren helfern kein hülfe tete mit keuffe/ odir mit andirn dingen/ wo man des gewar wirt kuntliche in dem Rade/ da ſal ſich auch der Rat uf den eid um urfarn undir jn in dem Rade/ der daz tede/ der ſal jeder Stad zehen Marg Penninge gebin/ ob he ſi hat/ und ſal darzu ein Jar uz der Stad ſin/ und auch uz den andirn Steden/ Jn hat he abir nicht zu geben/ ſo ſal he mit ſynem Wybe uz der Stad faren ewecliche/ und auch uz den andirn Stedin ſin virdrebin/ alſo lange bis das he das geld gegibit. Wer auch das uffleüffe und zweyunge wurden in dyſen vyer Steden undir iren Burgern/ das ſullen die zwo Stede nemen undir hende/ und ſullen ez richten/ und ſullen in einem Maande ein ende geben/ ane geverde. Wurde auch um Archafft gud ein zweyunge undir iren Burgern/ und enkunden die zwo Stede nicht eindrechtig werden/ ſo ſullen ez die andirn zwo Stede undir hende nemen/ und ſullen je von der Stede zweene nemen uz irme Rade/ und urfarn ſich an der ſtad/ da das gud gelegin iſt/ und andirſtwo/ alſo das ſie irme Eyde recht tun/ und ſullen ſie ſcheiden und richten mit einandir nach ires Rades Wyſunge/ ob ſie eindrechtig werden: iſt des nicht/ wo dan zwo Stede hene fallent/ das ſal macht haben/ und ſullen jn auch in eyme Maande ein ende gebin/ ane geverde. Werz auch das beſwichte in eynir diſer vyer Stede boshejd begingen an brand/ hubede/ horde/ adir an andirn boſen dingen/ die derglichen werin/ wo der oder die beſchehen wurden/ ob ſie uz einer Stad in die andirn fluhen/ wanne die Stad da eynen der bruche hette geton/ fordirte/ ſo ſal man in antwurten/ ir ſie wenig/ adir viele. Wer auch das man dyſe vir Stete anegryfe/ he were/ wer he were/ mit Roube/ adir mit Brande/ odir mit willichen Sachen he ſie ubirgryffe/ wo das die Stad/ die he übirgriffen hat/ den andirn Steden kundiget/ mit iren bryfen/ wer der/ adir die ſein/ die Ste geſchediget han/ ſo ſullen die Stede nach deme adir nach den ſtein/ glichir wis/ als ob jn der ſchade ſelbir were geſchehen. Wanne ez uz wirt getragin als in den andirn Artickeln dyſer bryf ſtet geſchrebin. Me ſezen wir und wollen/ wo ein Ritter/ adir ein Knecht/ die

man

ANNO 1340. man edel Lude heiſſit / ir ſie weinig adir vele / in dyſen vyer Steden einer Burger iſt / und gienge die Stad nod ane / das man von ihme / adir von jn helfe mute / und der adir die dan ir Burgerſchaft uffgebin / durch das / das ſie der Stad nicht dorften helfen / da ſie Burger inne werin; und dann / wann ez geſonit wurde / und gerichtit / abir Burger woldin werden in der Stad / adir in den andirn Steden eynir / den adir die enſal man in der keiner dyſe vyer Stede zu Burger widdir empfahen / adir nemen / he engebe dan zehen Marg Phennige / die zehen Marg ſal man geben der Stad / da he vare ſine Burgerſchaft ufgap. Wer auch ob wir Keynen Burger hetten / he wer Ritter / adir Knecht / die man edel Lude heiſſit / das were / wer he were / und wir jn maneten umb helfe / und he uns dan nicht en wolde helfen und wir ſin dann ouch nimme zu burgere in wulden haben / unde wulde he dan in den andirn dryen Steden einer burger werden / den en ſal man nicht zu burger empfahen / he engebe dan die zehen Marg / glicher wis / als ob he die burgerſchaff ſelbir uf hette gegebin. Wer auch das unſer herre der Keyſir die keyne dyſer vyer Stede hoher Schazunge adir heerfart zumute / adir zu andirn dingen andirz / dann unſe vrihcid iſt / und donn wir zu rechte ſulden / ſo ſal die Stad / der he zuſpricht / einen berad bimen / und ſal dan gerygelingen dieandirn Stede beſenden / und en ſal kenir Stad antwurten / ſie in dedins mit einandir / ob ſie ez übergi mogen ſin : mogen ſie ez abir nicht übergi ſin / und will der Keyſer ze eine antwurte haben von der Stad / der he zuſpricht / ſo mag die Stad antwurten ane geverde / das ez ſie an irme ayde nicht ſal lezen. Auch wollen wir dyſe vorgenanten vyer Stede / werz das wir uns in diſyr zit / do dyſe ſtrickunge uzgoit / icht beſſir funden / das nuzlich were / das mogen wir wale andirn / mynren adir meren durch des beſten willen. Wanne auch daz zil dyſer Stryckunge uz iſt / ſo ſal die ſtrickunge darnach als lange ſtem / bis das ſie dyſe vyer Stede widdirruffen : und wanne ſie ein Stad widdirruffit / ſo ſal ſie nach der widerruffunge einen Maynt ſtein. Auch ſal je die Stad by ihrer vryheit bliben. Auch globen wir dyſe vorgenante vyer Stedte dyſe vorgeſchribin Strickunge ſtede / und veſte zu haldene / ane alle arge liſt und geverde : und han die verbürgit in die Stad mit iren vronden / die hernach ſteint geſchrebin by einer peene zwey hundirt Marg Silbirz / alſo beſcheidinliche : an willichir Stede dyſe ſtrickunge gebrochn wurde / in dieſelbin Stad ſallen die burger faren / wanne ſie gemanit werden / und ſullen darinne leyſten / alß gude burgen / als lange / biß das der Stad der bruch ufgerichtit wirt / ane geverde. Und williche bürgen ſelbir dar nicht komen mochten vor ehhafren nod / ane geverde / der ſal eynen Knecht und ein Pherd für ſich an ſin Stad ſendin / alß dicke / alz ez nod dut / ane geverde. Und ſint die burgen der ſtad zu Franckinford / Herrman von Ovenbach / genant Clabelauch ; Hanmemann von Holzhuſen : Erntwin Schrencke / Kulman von Lympurg / Culman Zan / Hartang Becker / Hermann Lolle und Gerhard Rokenbuſchs. Die bürgen der Stad zu Frideberg / Heinkel Engel / Fridabrecht Junge / Johann Ride / Hanrich Maßenheimer / Conrad vdn Franckinford / Gyple Becker / Wygand Iſenhud und Heinze Slich. Die Bürgen der Stad zu Wetflar / Ebirhard Rode / Hermann Reyge / der Junge Marckele von Nuſen Conrad von Kazinford / Gerbrecht von Dredyrff / Ebyrdard Snanhard / Herrman von Holzheim und Wille von Cleberg. Die Burgen der Stad Geilnhuſen : Herman Fuſchen : Ebirhard vorn Gudenſon / Wertwin von Spickelin / Anßhelm von Crieqnifeld / Frize Hoppener / Bechtold Spickelin / Berchtold ane Smalz / und Berchtold in dem Steynen Hus. Zu Urkunde und veſtir Stetekeit diſir vorſchrebin dinge han wir dyſe vorgenante vyer Stede unſir Inſigele an dyſem Brvf gehangen. Gegebin nach Gots geburt drutzehen hundert Jar in dem virtzegiſten Jare / an dem neyſten Dinerſtage vor ſant Gallen tage.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

CCLXVIII.

11. Nov. **Verſicht-Brief** WALRABI, **Grafen zu Zweybrücken / auf alle die Schuld / ſo ihme** RUPRECHT **Pfaltzgraf by Rhein und Hertzog in Bayern ausſtändig war. Worinn er zugleich bekennet daß er ſamt ſeinen Erben ein Lehenmann derſelben worden / und darumben ihme beſagter Pfaltzgraf an ſeinem Zolle zu Kube eintauſend Pfund Heller zu erheben eingeſetzt. geben am St. Martinstag anno** 1340. [LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſ. I. pag. 133.]

C'eſt-à-dire,

Lettres de WALRABE *Comte de Deux-Ponts, portant Renonciation à tout ce qui lui étoit dû par* RUPERT *Comte Palatin du Rhyn & Duc de Baviere ; & Déclaration qu'il eſt devenu Vaſſal dudit* RUPERT *pour une ſomme de Mille Livres à prendre ſur le Péage de Kube. Fait le jour de St. Martin* 1340. ANNO 1340.

WIr Walrave / Grafe zu Zweinbrücken / verjehen offenbahr an dieſem Briefe / daß wir mit unſerm gnädigen Herrn / dem Hochgeb. Fürſten H. Ruprechten Pfaltzgraf an dem Rin und Hertzog in Bayern lieplich und gütlich überinkommen ſin und haben verzigen und verzechen auch mit dieſem Priefe für uns unſer Erben uf jn und H. Ruprechts Hertzog Adolphs / ſelige Sun ſins Bruders und ihren Erben / uff alle die Schult / die ſie uns ſchuldig ſint geweſen biß uf dieſen hütigen Tag. Und ſint wir und unſer Erbin / oder wer unſer Herrſchafft beſitzet / deß vorgem. unſers Herrn Hertzogen Ruprechts und ſinen Erbin / oder wer ein Herre der Pfallentz iſt / Man worden ewiglichen / und ſullen wir und unſer Erben / oder wer unſer Herſchafft beſitzet / nit Macht haben / die Mannſchafft upzugebende / um die keinerley Sache / die Uns oder unſer Erbin / oder wer unſer Herrſchafft beſitzet / anegan mochte / ſie wer ſie wolte / und darum hat unſer vorgenandter Herr Hertzog Ruprecht uns gelobte zu geben M. Pfund Heller / und umb dieſelben M. Pfund Heller hat er uns geſetzet in einen Tornos an ſinen Zolle zu Kube / daß wir oder unſir Erbin dorinne als lange ſitzen ſullen und uffheben biß daß wir oder unſer Erbin die vorgen. 1000. Pfund Heller gar und gantz uffgeheben und gewert werden. Und daß wir oder unſer Erbin / oder wer unſir Herrſchafft beſitzet / alles das ſtete halten / das davor geſchrieben ſtat / ſo haben wir unſern vorgen. Herrn und ſinen Erbin / oder wer die Herrſchafft beſitzet / dieſen Brieff gegebin verſiegelt / zu urkund aller der Dinge die do vorgeſchrieben ſtant mit unſerm Ingeſiegel. Der gebin iſt des Jars / do man zalte nach Chriſtus Geburte MCCC. Jar und darnach in dem XL. Jare an S. Martins-Tage.

CCLIX.

19. Dec. *Teſtament d'*ISABELLE *d'*Autriche, *Veuve de* FERRY IV. *Duc de Lorraine, avec le conſentement de* RAOUL *ſon Fils, auſſi Duc de Lorraine, le 19 Decembre* 1340. *Tiré des Archives de Lorraine.* [La Véritable Origine des Maiſons d'Alſace, de Lorraine, d'Autriche, &c. aux Preuves, pag. 157, ainſi numerotée par erreur, mais qui doit être 159.]

En nom dou Peire, dou Fil, & dou Sainct Eſperit, Amen.

NOus Isabeils d'Oſtriche Ducheſſe de Lorraine & Marchiſe, en noſtre bon ſens & en noſtre bonne memoire, ſaine de corps & de membres lai Deu mercy, attendans & conſiderans que li voie que moinne lai perſonne humaine à lai vie perdurable eſt à querir & recevoir, voulans auſſi aus avantures de fortune que chacun jour veons avenir en humanitei de perſonnes contre eſter, en paiant à l'humain lignage ſon debite, & non voulans partir de cét ſiecle qui eſt incertain ſens faire Teſtament, lai grace divine ſor ceu premierement appellée, faiſons & ordonnons noſtre Teſtament & derniere voluntei des biens temporels que Deus nous ait preſteis en cét monde, en lai forme & en lai maniere que cy apres s'enſuit. Premierement, nous recommandons noſtre ame à Deu le Tout-Puiſſant noſtre Createur, & à la benoite Vierge Marie ſay meire, à Monſeignour ſainct George & à tous les Sains & ai toutes les Saintes de Paradis, apres ceu nous volons que toutes nos debtes ſoient paiés & nos reſtitutions faites ſe nous eſtiens tenuë à aucunes perſonnes, en apres nous eſliſons noſtre ſepulture en l'Egliſe Monſeignour Saint George de Nancei en tel leu com il plairoit à nos Executours deſoubs nommeis à laiquelle Egliſe nous donnons pour en aulmone & en remiſſion de nos pechies & pour le ſalut de noſtre ame quarante eſcus d'or, & les recevront li Prevoſt & li Chapitres en ladite Egliſe de Saint George de Nancei, pour acquetter terre pour ladite Egliſe pour faire le ſervice de noſtre anniverſaire chacun an en ladite Egliſe, à tel jour com nous trespaſſerons de cét monde. Encore donnons ausdits Prevoſt & Chapitre pour Deu en aulmone pour despartir entre aus & ceaux qui ſeront preſent & aux Chapellains & Vicaires le jour de noſtre obit, pourtant qu'il ſoient tenu de faire le ſervice pour nous plus devotement, un meul de ſaul & dous petits florins d'or en ſemblant maniere le jour ſeptieſme apres noſtre obit, donnons nous pour faire le ſervice à ceaux qui ſeront preſents au faire, un meus de ſaul & dous petits florins d'or. Encor pour lai maniere devant dite pour departir en ladite Egliſe, à ceux qui ſeront preſent au faire le ſervice pour nous le trentiéme jour de noſtre ſepulture, donnons-nous au Prevoſt & Chapitre de l'Egliſe de Saint George des-

ANNO 1340. deſſusdis, un meul de ſaul & dous petits florins d'or. Item, donnons pour Deu en aulmosne pour l'ame de nous à lai Confrerie Monſignour ſainct Georges de Nancei deſſusdits trente ſols de petis fors, à panre & à recevoir chacun an ſur toutes les iſſuës de lai terre de Junille à rachapt de quinze livres de ladite menoie. Item, donnons pour Deu en aulmosne pour faire ſervice pour prier pour l'ame de nous au Curei de l'Egliſe Monſignour ſaint Eure de Nancei vingt ſols de fors, & au Chappellain de ladite Egliſe cinq ſols de fors, & au marlier d'icelle meime Egliſe cinq ſols de fors. Item, donnons pour Deu en aulmosne au Convent des Prachereſſes de Nancey vingt reſauls de froment pour faire ſervices & autres oriſons pour l'ame de nous. Item, donnons pour pitié & miſericorde pour l'ame de nous à l'Hospital de Monſignour Saint Julien dedans la Ville de Nancey pour la ſubſtantation des paures gens qui leans ſont habergié dous petits florins d'or. Item, nous donnons pour Deu en aumosne pour faire les ſervices pour nous le jour de noſtre obit & le ſeptiéme & le trentiéme jour de noſtre decés au Convent de l'Abbaye de Bel-Prei pour pitance, vingt petits florins d'or pour tant que noſtre ame & li ame de noſtre tres-chier & amei Signour & Compaignon Monſiour FERRY jaidit Duc de Loherenne & Marchi noſtre marit, lor ſoient recommandées en lors oriſons & prieres. Item, donnons pour Deu en aulmosne au Convent de l'Abbaye de Clerc leu pour faire le ſervice devin pour nous un meul pour de ſaul. Item, donnons par ſemblant maniere au Convent de l'Abbaye de Luneville un meul de ſaul. Item, pour la meniere deſſusdits, i nous donnons au Priour de la Priourei de noſtre Dame de Nancei un meul de ſaul. Item, au Priour de Priourei de ſaint Nicolas du Port trois petits florins d'or, pour faire le ſervice pour nous le jour de noſtre obit. Item, donnons pour Deu & en aulmosne & pour le remeide de l'ame de nous au Couvent des Cordeliers de Toul pour faire le ſervice & autres prieres pour nous quatre petits florins d'or. Item, pour ſemblent meniere au Convent des Pracheours de Toul quatre petits florins d'or. Item, donnons par lai maniere deſſusdits au Convent des Cordeliers de Mets quatre petits florins, & au Convent des Pracheours dudit leu quatre petits florins d'or. Item, aux Carmelites de Mets trois petits florins d'or, & aux Auguſtins d'iceluy leu trois petis florins d'or. Item, donnons par ſemblant maniere au Convent des Cordeliers dou Nœuf-Chaſtel quatre petis florins, & aux Cordelieres d'iceluy leu quatre petis florins & vingt reſaulz de blef pour la maniere devant dite. Item, donnons pour prier Deu pour l'ame de nous & de nos predeceſſeurs au Convent des Auguſtins de Waudrevenges trois petis florins d'or, au Convent de l'Abbaye de Broch de les Cierques, trois petis florins. Item, donnons par lai maniere deſſus escrite pour l'ame de nous & de noſtre tres chier peire Monſignour le Roy Aubert au Convent des Cordeliers de Broch où li corps de noſtredit peire giſt, & pour faire noſtre anniverſaire vingt petits florins d'or. Item, donnons pour Deu & en aumosne à frere Jean dou Convent des Cordeliers de Mets noſtre Confeſſour cinq petits florins d'or. Item, donnons & volons que on donne le jour de noſtredit obit de noſtre ſeptiéme & de noſtre trentiéme, ſeit à ſçavoir à Nancey les jours que on ferait les ſervices en l'Egliſe Monſiour Saint Georges, enſis com deſſus eſt deviſeis à chacun pauvre qui ſerait preſent un pain, & prenront le ble d'Ainnille. Apres ceu nous recommandons tant ſpecialement comme nous poons plus, toutes nos Demiſelles & Magnies à noſtre tres chier fil RAOUL Duc de Loherenne & Marchis. Et de cét noſtre preſent Teſtament & darrienne voluntei, avons nous eſlit & eſliſons & eſtabliſſons nos executours pour cét noſtre devant dit Teſtament & darrienne voluntei aſſevir & accomplir en lai maniere & en lai forme que deſſus l'avons deviſei & ordonnei, noſtre tres-chier fils Monſiour RAOUL Duc de Loherenne & Marchis deſſus dis, noſtre tres-chier Couſin Monſiour Jean de Bayon Chevalier & Religiouſes perſonnes Monſiour l'Abbei de Bel-Prei & Frere Jean noſtre Confeſſour tous enſemble & un chacun pour luy, ausquels & à un chacun d'aus nous donnons plain pooir d'aſſevir & d'accomplir entierement cét noſtre preſent Teſtament & darrienne voluntei enſis com nous feriens ſe nous viviens & eſtiens preſent. Et volons que cét preſent noſtre Teſtament & darrienne voluntei ſoit de valour & vaille à touſiours par maniere de Teſtament, & s'il ne poit valoir par maniere de Teſtament, nous volons qu'il vaille par maniere de Codicille, ou par autre maniere & forme qu'il pourrait mieux valoir, jusques à ceu qu'il nous plairoit d'adjouſter ou de faire autre nouvel, en rappellant & annullant tous autres Teſtaments que nous avons ou pouvons avoir fait ou temps paſſei escripts ou non eſcrits. En temoignage de veritei, & pour ceu que ceu ſoit ferme choſe & eſtauble, avons nous mis noſtre ſeel en cét noſtre preſent Teſtament & darrienne voluntei, & avons priei & requis à noſtre tres-chier fil Monſiour RAOUL Duc de Loherenne & Marchis que ſon ſaiel y veuille mettre avec le noſtre, & que ce veulle agreer & conſentir aus choſes deſſusdites, & les veulle promettre à tenir & accomplir, en lai main Signour Dreues de Biecour Preſtre, Notaire & Tabellion publique deſſous eſcrit, tant comme perſonne publique, lequel nous avons prié & requis que cét noſtre preſent Teſtament & darrienne voluntei publiſſe & eſcriſſe de ſai main en Inſtrument publique, & y veulle mettre ſon ſegnaul.

ANNO 1340.

Et nous RAOUL Duc de Loherenne & Marchis, à la priere & requeſte de noſtre tres-chiere & amée meire deſſusdite, nous avons agreei & conſenti au ſien preſent Teſtament & darrienne voluntei, & toutes les choſes deſſus eſcrites avons nous promis & promettons par noſtre foy donnée corporellement en lai main dou Notaire publiq deſſus & deſſous nommei, de tenir & avoir fermes, & de l'aſſevir & accomplir entierement, & avons mis noſtre ſeel en cét preſent Teſtament & publique Inſtrument avec le ſien & avecque le ſeugnaul doudit Notaire publique, & en tesmoignage des choſes deſſusdites faites furent, deviſées, ordenées & promiſes les choſes deſſus eſcrites toutes & chacunes d'elles pardevant moy Druet publique Notaire deſſus & deſſous nommeis de Nancey en l'oſteil Monſignour le Duc deſſusdits, l'an de l'Incarnation noſtre Signour mil trois cens & quarante en l'Indiction neufiéme, dix-neufiéme jour dou mois de Decembre, dou Pontificat noſtre Saint Peire & Seignour, noſtre Seignour Benoit Pape l'an ſixiéme, preſens honnorables perſonnes ſaiges & discrettes Signours Jean de Nancey Chancelier de Remiremont, Maheu Prevoit de l'Egliſe Saint George de Nancey, Jean de Mirecourt, Girart d'Einville & Guillaume de Catheu Chanoisnes de Nancey Preſtres, Girart de Mirecourt & Albert de Dulley Chevaliers, avec pluſours autres tesmoignages à toutes les choſes deſſusdites, & eſcrites appellés especialement & deproiez. Et je Drues fils Jean de Biecourt, Preſtre de l'Evechié de Toul de l'Imperiaul & de l'Evesque de Toul autheritei publique Notaires & Tabellions audit Teſtament & darrienne voluntei, & à toutes les choſes deſſusdites, & à chacunes d'icelles quand enſis furent faites, deviſées & ordenées & creantées avec les tesmoignages deſſus nommeis, fui preſens, & toutes icelles choſes priés & requis de mes tres-chiers & redoubteis Dame & Signour Ducheſſe & Duc deſſusdits de ma propre main ay eſcrites & publiées & miſes en cette publique forme, & mon ſigné y ay-je mis ecouſtumei avec les ſaiels deſſusdits. En tesmoignage de toutes les choſes deſſus eſcrites ſeellées de deux ſeels de cire verde ſur doubles queües.

CCLXX.

Promeſſe de l'Empereur LOUIS de Baviere, *faite à* PHILIPPE de Valois *Roi de France, de le tenir pour ſon Allié, de procurer ſon avantage & de ne lui nuire en aucune maniére. Fait à Wilshofen dans la Baviére, le 24. Janvier* 1341. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 153. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abſ. I. pag. 29.]

1341. 24. Janv.

L'EMPIRE ET LA FRANCE.

In Dei nomine, Amen.

HOc eſt tranſumptum quarundam Litterarum patentium ſigillatarum in cera alba & albis filis ſericis, ſigillo formæ rotundæ, in cujus medio inſculpta ſeu impreſſa quædam imago ſedens in ſolio, habens in capite quaſi mitram, ac tenens in manu dextera ſceptrum, & in ſiniſtra pomum, & juxta ſolium à parte dextera erat aquila una, & à ſiniſtra alia, & ſub pedibus ipſius imaginis erant duo leones inſculpti; in circonferentia verò ſigilli erant inſculptæ hæ ſcripturæ ſic dicentes: † LUDOVICUS *Quartus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus*; & ex alia parte erat impreſſio contra-ſigilli formæ rotundæ, in cujus medio erat impreſſa quædam aquila, & in cujus circumferentia legebatur: † *Juſtè judicate filii homi-*

ANNO 1341. *num* : quarum quidem Litterarum tenor est talis.

§. 2. Nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, profitemur publicè, & constare volumus universis, quod nos ad honorem Dei, exaltationem fidei Catholicæ, & propter bonum pacis & tranquillitatis sacri Imperii & Regni Franciæ, ac totius Christianitatis, in oppido nostro Vilshofen Ducatus Bavariæ, constituti, sub anno nativitatis Domini millesimo trecentesimo quadragesimo primo, vicesima quarta die mensis Januarii præsentibus nobilibus viris Alberto Comite in Hohemberg Imperialis Aulæ nostræ Cancellario, Ludovico Duce de Tegg, Bertholdo Comite in Graispach; sapiente viro Magistro Ulrico de Augusta, Aulæ nostræ Prothonotario; Secretariis nostris Jeremia Milite, J. de Mantizejo, & Ludovico de Notemberg Clerico nobis dilectis; juraverimus ad Sancta Dei Evangelia manu nostra tacta: quod præclari PHILIPPI Regis Francorum Illustris nepotis & affinis nostri carissimi, sumus ex nunc, & esse debeamus & velimus in perpetuum pro toto tempore vitæ nostræ, bonus, fidelis, & perfectus amicus, alligatus & confœderatus; & quod omnia & singula ipsius negotia, quæ facere habet & habebit in futurum ubicumque & cum quibuscumque promoveamus, & procuremus & promovere teneamur pro posse nostro, bona fide, & absque fictione quacumque, per meliores vias, quas possimus directè cogitare, vel invenire ad ipsius & sui Regni ac status honorem, utilitatem & profectum, & quod damna ejus quælibet impediamus & evitemus pro posse, nec contra promissa sic jurata, vel eorum aliquod veniamus, vel ea observare obmittamus, nec nos tueamur vel deffendamus velut propter aliquod auxilium vel defensionem juris vel facti, dispensationis Sedis Apostolicæ, aut cujuslibet alterius, qui super hoc posset dispensare, vel nos in parte vel toto ab hujusmodi absolvere juramento; sive per se, vel propter aliquod beneficium restitutionis in integrum, aut privilegiis vel indulgentiis per nos aut nostro nomine impetratis, vel impetranda Canonum vel Legum auxilia, aut aliqua jura scripta vel non scripta; quæ nobis quominus ad observationem omnium & singulorum per nos juratorum teneremur possent aliquatenus suffragari; quibus auxiliis & defensionibus omnibus & singulis nominatim, & ex certa nostra scientia renuntiamus expressè. In quorum omnium testimonium & evidentiam præsentes conscribi, nostroque Majestatis sigillo jussimus communiri. Datum loco, die & anno Nativitatis Domini supra scriptis, Regni nostri vicesimo septimo, Imperii vero quarto decimo.

§. 3. Et ego Joannes Rufi de Cruce Clericus Lausann. Diocef. Apostolica autoritate publicus Notarius, præsens transumptum cum dictis Litteris originalibus diligenter & fideliter auscultavi, & quia utrumque concordare inveni, manu meâ propria hic subscripsi, & signum meum appposui consuetum rogatus.

CCLXXI.

28 Mars. *Decretum* THEODORICI *Burggravii de Oldenburg, atque Magistri Generalis Ordinis Teutonici, super Controversiis inter Civitates* Elbingam, *& Dantiscum de pecunia vulgò* Phalgeld *nuncupata, vertentibus, emissum Dantisci quarta feria antè Dominicam Palmarum anno* 1341. [SCHUTZENS, Historia rerum Prussicarum pag. 94.]

NOS Frater Theodoricus Burggrabius de Aldenborg Ordinis Domus Teutonicæ Hospitalis Sanctæ Mariæ in Hierusalem generalis Magister; Universis jurium notitiam habituris fore notum cupimus & publicè profitemur, quòd dissensio seu discordia, quæ inter sedulos vestros, honorabiles & discretos Viros Cives in Elbingo ex una, ac Cives in Dantsig parte ex altera, ex parte pecuniæ, quæ *Pfalgeld* in vulgari dicitur, vertebatur, in præsentia nostri & Fratrum nostrorum hoc modo est complanata & sopita, videlicet, quòd præscripta pecunia, *Pfalgeld* vulgariter nominata, provenieus de bonis, quæ in Balgam pervenierint, Civibus in Elbingo, & pecunia, etiam *Pfalgeld* vulgariter nominata, proveniens de bonis quæ supra Vislam pervenierint, Civibus in Dantzig debet perpetuo cedere ac derivari. In cujus rei evidentiam & memoriam perpetuam Sigillum nostrum præsentibus est appensum. Datum & actum in Dantzig, Annô Domini Millesimo trecentesimo quadragesimo primo, quarta feria ante Dominicam Palmarum. Hujus rei testes sunt Honorabiles & Religiosi Viri Fratres nostri in Deo dilecti Ludolphus Konig Magnus Commendator, Henricus de Kniperode Commendator in Dantzig, Christianus Vice-Commendator ibidem, Fridericus de Spangenberg, Eberardus Grisse, Joannes Langenberk, Dominus Henricus Sambiensis Ecclesiæ Canonicus Capellanus noster, & alii quàm plures fide digni. ANNO 1341.

CCLXXII.

Obligatio & Promissio Regis Poloniæ CASIMIRI, *de nullo Matrimonio sine Marchionis Moraviæ* CAROLI *voluntate, consilio & consensu, contrahendo. Data Pragæ Anno Domini* 1341. [BALBINI Miscellaneor. Historicor. Regni Bohemiæ Decad. I. Lib. VIII. Epistol. Part. I. Epist. XXXIII. pag. 35. LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Absatz II. von Mahren pag. 248. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

In nomine Domini, Amen.

LAudabile fore probatur permaxime honestumque, ubi vota Principum ad Concordiæ flectuntur unionem, per quam pax nutritur & commodis providetur Subditorum providè. Nos Casimirus Dei gratia Rex Poloniæ, indissolubile vinculum inter Nos & Serenissimum Principem Dominum Carolum, Marchionem Moraviæ Illustrem, Fratrem & Sororium nostrum carissimum, perpetuis permanere temporibus, & ipsum in visceribus gerentes caritatis, ac nostro toto conamine prosequi in omnibus cupientes: non obstante, quod ejusdem Domini Marchionis Soror, Domina Margaretha Comitissa Palatinatus Rheni, Ducissa Bavariæ, &c. quæ nobis matrimonialiter debuit copulari, sit universæ carnis viam ingressa: & ne propter hoc Liga dilectionis & amicabilis conjunctio, & fidei puritas videatur disjungi inter Nos & dissolvi, sibi animo ingenti ac desiderabili, perpetuæque unionis fic factæ, promittimus bona fide, tanquam Fratri uterino, in omnibus consiliis, auxiliis, placitationibus & tractatibus adhærere, & maxime in contrahendis amicitiis matrimonialibus; quas Deus nobis concedet, faciendum, de nostra propria persona & puerorum nostrorum ipsum prosequi, & fine ejusdem voluntate nihil facere & attentare quoquo modo, nisi prius ipsius consilio, auxilio, consensu, ac speciali super hoc requisita voluntate: quæ omnia promittimus & singula in his scriptis inviolabiliter observare. Actum Pragæ Anno Domini 1341.

CCLXXIII.

BALDEWINI de Luxemburgo, *Archiepiscopi Treverensis, Litteræ de sua cum* PHILIPPO VI. *Francorum Rege facta Confœderatione. Dat. Treveris die* 17. *Septembr.* 1341. [STEPH. BALUZII Miscellaneor. Lib. II. pag. 271.] 17. Sept.

BALDEWINUS Dei gratia Sanctæ Treverensis Ecclesiæ Archiepiscopus, Sacri Imperii per Galliam Archicancellarius. Cum iis quos Divina gratia Solio Majestatis & Status sui magnitudine benigne extollit ligam specialis amicitiæ libenter contrahimus, per quos nobis ou nostræ Ecclesiæ promotiones, utilitates & commoda provenire speramus. Notum igitur facimus universis quod nos Serenissimo & præclaro Principi Domino Philippo Francorum Regi, cujus salutis & honoris continuum incrementum ex justis & rationabilibus causis Nos moventibus & intimis affectamus, tenore præsentium promittimus bona fide quod ipsius ex nunc simus & esse debeamus & velimus in perpetuum, quamdiu vixerimus, bonus, fidelis, & confœderatus amicus, ita ut omnia & singula ipsius negotia præsentia & futura, cum quibuscunque promoveamus & procuremus & eisdem intendamus, quatenus commode poterimus, Apostolicæ Sedis & nostro honore salvo; per meliores vias quas possumus invenire seu cogitare ad ejusdem Domini Regis utilitatem & profectum, & quod damna ejus evitemus & impediamus absque fictione, omni ingenio malo cessante. In cujus rei testimonium Sigillum nostrum præsentibus est appensum. Datum Treveris die decima septima mensis Septembris anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo primo.

CCLXXIV.

ANNO 1341.

CCLXXIV.

17. Sept. *Reversales* BOLESLAI *Silesiæ Ducis, de non obligando aliter Munitiones & Bona sua, quàm sibi à* JOANNE *Bohemiæ & Poloniæ Rege indultum fuit; scilicet, reservando sibi suisque Hæredibus aut præfato Regi potestatem eadem redimendi. Datum Pragæ feria secunda post Exaltationem S. Crucis* 1341. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special Continuat. I. Fortsetz. I. Absatz III. pag. 298.]

NOs Boleslaus Dei gratia Dux Silesiæ & Dominus Lignicensis & Bregensis recognoscimus tenore præsentium universis.

Quod cum *Magnificus Princeps & Dominus ac Sororius noster charissimus, Dominus Joannes Bohemiæ Rex, ac Lucemburgensis Comes*, nobis benevole concesserit & indulserit, ut aliqua vel aliquas Munitionum nostrarum, quamcunque vel quascunque *Regi Poloniæ* pro quatuor millibus, aut *Domino Bolkoni Duci Silesiæ & Domino Swidnicensi* pro duobus Marcharum Polonici pagamenti, prout in aliis Literis dicti Domini *Regis* nobis datis continetur, possimus pignore obligare. Volentes igitur præfato *Domino Regi Boemiæ* ac nobis, nostrisque Hæredibus præcipue in hoc præcavere, promittimus bona fide & sincere, præfatas Munitiones seu Munitionem præfatis Dominis Regiæ Poloniæ aut Duci Swidnicensi non aliter titulo pignoris obligare nisi semper reservata nobis aut nostris Hæredibus, aut præfato Domino Regi aut suis Hæredibus, libera aut plenaria potestate easdem Munitiones seu Munitionem exsolvendi, redimendi & in ea summa pecuniæ pro qua fuerint obligatæ. Et si (quod absit) nos aut prædicti nostri Hæredes & Filii prædictas Munitiones, vel Munitionem eximere vel redimere, non possemus, extunc præfatus Dominus Rex, aut sui Hæredes, & nullus alius hominum dictas Munitiones, vel Munitionem redimere & liberare poterunt, & debebunt in summa pecuniæ, pro qua fuerint obligatæ, quandocunque eis videbitur opportunum, & melius expedire; & eas, vel eam tam diu habeant in pignore, quousque Nos, & Hæredes nostri Filii & Hæredes præfati, eas redimere poterimus, secundum modum, quo ipsas vel ipsam præfatus *Rex Poloniæ aut Dux Swidnicensis* prius tenuerunt nomine pignoris, ut prius est expressum. Promittimus etiam & tenebimur ab illo, cui præfatas Munitiones vel Munitionem obligaverimus *dicto Domino nostro Regi aut suis Hæredibus* Literas ordinare patentes, quod ipsas vel ipsam præfato Domino *Regi Bohemiæ* aut suis Hæredibus & nulli alteri restituat & det, sine contradictione qualibet ad redimendum, quodcunque videbitur eis utilius expedire. Harum, quibus nostrum & infra scriptorum sigilla appensa sunt, testimonio Literarum.

Et Nos Rudolphus Dei gratia Dux Saxoniæ Archi-Marescballus Sacri Imperii ac Stephanus de Parckwicz per dictum *Dominum Ducem* rogati pro testibus, in præmissorum evidentiam, nostra sigilla unà cum sigillo ipsius, præsentibus duximus appendenda. Datum *Pragæ* feria secunda proxima post festum exaltationis Sanctæ Crucis Anno MCCCXLI.

CCLXXV.

8. Dec. *Charta Pacis & Concordiæ inter* RODULPHUM *Ducem Lotharingiæ, &* JOANNEM *Militem Juniorem Dominum de Alta Rapoltzstein per Laudum Domini de* ALBOMONTE *factæ, super negotio Abbatis Mediani Monasterii Ordinis S. Benedicti Fullensis Diœcesis a dicto* JOANNE *Juniore in captivitatem abducti. Data Anno* 1341. *Sabbatho post Festum B. Nicolai Hiemalis.* [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche &c. pag. 164.]

NOs RODULPHUS Dux Lotharingiæ & Marchio Notum facimus præsentium inspectoribus Universis, quod cum Joannes Miles junior Dominus de Alta Rapoltzstein, Religiosum virum fratrem Bencelinum, bonæ memoriæ Abbatem Mediani Monasterii Ordinis Sancti Benedicti Tullensis Diœcesis nuperrimè nostris insistendo servitiis, cœperit, idem Abbas, ipsum mancipatum deducendo ad fortalitium ipsius Joannis, prout Domino placuit diem clauserit extremum, postmodumque vir nobilis, Dominus Joannes Miles Dominus de Rapoltzstein, Pater prædicti Joannis, citius quàm commodè potuit ad nos personaliter accesserit, de hujusmodi forisfacto in omnibus & per omnia quæ super hæc de eodem dici possent ac impingi, videlicet scitu, assensu, consensu, seu nutu, aut alio quovis quæsito colore, coram nobis à pluribus aliis religiosis, nobilibus, & ignobilibus, se reddidit innocentem, à suo proprio Juramento corporaliter præstito, legitime excusatum. Quam quidem excusationem Nos bonorum & peritorum freti consilio pro justa & legitima reputavimus & tenore præsentium reputamus, pariter & habemus, ipsâque & excusatione sic facta & per nos, ut præmittitur, admissa, & pro legitima reputata. Idem, Dominus Joannes Pater nobis supplicavit humiliter & devotè, ut Nos divina gratia præcedente & nostri misericordia subsequente, prænominatum filium suum, ad lamenta pœnitentiæ cordis contritione recurrentem & suum reatum confitentem, ad pacem & pacis tranquillitatem, injuncta sibi per nos pro modo culpæ quantum in nobis est pœnitentia salutari, recipere dignaremur. Nos igitur ipsius Domini Joannis Patris supplicationi tanquam rationi consonæ favorabiliter annuentes, ac plurium Magnatum devicti instantia, ex causis rationabilibus nobis expositis præsentibus non insertis, paci & pacis tranquillitati præmissorum acquievimus, & super hujusmodi forisfacti correctione & emenda facienda, tam Nos, quam idem Dominus Joannes Pater, suo & dicti filii sui nomine & pro ipso, condescendimus & compromisimus in Nobilem virum Dominum Henricum Militem Dominum de Albomonte, cujus arbitrio, ordinationi & prolationi stare promisimus & promittimus bona fide. Dictus verò Dominus Joannes Pater suo & dicti filii sui nomine ac pro ipso arbitrio, ordinationi & prolationi dicti Domini de Albomonte etiam stare promisit, per fidem suam super hoc corporaliter præstitam. Nec non sub pœna mille Marcharum argenti nobis applicandarum & solvendarum, si, quod absit, præfatus Joannes junior arbitrio, ordinationi seu prolationi prædicti Domini de Albomonte minimè pareret, seu parere quoquo modo recusaret. Qui quidem Dominus de Albomonte pietate motus onus hujusmodi compromissi in se suscipiens, informatus de præmissis fretúsque super his, bonorum & peritorum consilio, pacem firmam & concordiam integram & perfectam existere inter nos pro nobis nostrisque Successoribus, ac inter Dominum Joannem juniorem, pro ipso ac suis Hæredibus, amicis, complicibus ac fautoribus quibuscumque matura deliberatione prohabita, reportavit perpetuis temporibus valituras in modo & forma inferius annotatis. Videlicet quod idem Joannes junior debet & tenetur affignare Abbati & Conventui Mediani Monasterii prædicti decem solidatas Terræ ad parvos Turonenses solvendos anno quolibet in perpetuum, pro anniversario prædicti Fratris Bencelini in dicto Monasterio annuatim faciendo. Debet etiam dictus Joannes junior, & tenetur cunctis diebus vitæ suæ, Abbatem & Conventum Monasterii de Mediano Monasterio prædicti, tam in communi quam divisim, & personas ejusdem tam in capite quam in membris ubicumque pro viribus promovere, ipsorumque promotionem confovere ac eisdem sub sui fidelitate juramenti præstare consilium, auxilium & favorem ac bona & jura ipsius Monasterii & personarum ejusdem protegere, defendere, & tueri juxta posse. Insuper præfatus Joannes junior debet & tenetur apud nos condescendere personaliter, videlicet in proximo Festo Nativitatis Domini ad faciendam Processionem quam sibi intimabimus indutus simplici tunica sine zona, capitéque nudo in suis manibus cereum tenens ardentem; quod si dictus Joannes junior legitimo occupatus impedimento in dicto termino commodè comparere non posset, cognito à nobis de hujusmodi impedimento ipse idem ad alium terminum sibi per nos præfigendum, super hujusmodi Processione facienda tenebitur; & tenetur coram nobis comparere, & nostris super hoc parere mandatis. Postremò sæpe dictus Joannes junior facta Processione, ut prædicitur, immediate seu ad alium terminum ex causa sibi per nos præfigendum, iter debet arripere, & cum baculo eundi causa, peregrinationis faciendæ & se transferendi ad Basilicam Sancti Thomæ Cantuarienfis ultra Mare Anglicanum, citra dictum Mare nullatenus reversurus, donec nos eundem super hoc duxerimus revocandum. Et ut præmissa omnia & singula firmiùs per prædictum Joannem juniorem observentur, Domini Joannes de Hurbache, Albertus de Aquilina & Renaldus

ANNO 1341. naldus de Nanceio Milites se erga Nos super summa mille Marcharum argenti prædicta constituerunt fidejussores, & nobis de dicta summa redditores si prædictus Joannes junior contra præmissa venerit vel fecerit in toto vel in parte. In quorum omnium & singulorum præmissorum Testimonium sigillum nostrum unà cum sigillis Henrici Domini de Albomonte & totius Conventus Mediani Monasterii prædicti de nostri voluntate, consensu, laude & assensu Litteris præsentibus duximus appendendum. Et ego Henricus Miles Dominus de Albomonte prædictus qui excusationi præfati Domini Joannis Domini de Rapolstein, præstationi, supplicationi, compromisso, fidejussioni ac omnibus aliis præmissis & præmissorum singulis, dum sic fierent & agerentur, præsens unà cum testibus subscriptis interfui, & præmissa in modo & forma quibus supra tamquam arbiter, ut præmittitur, reportavi, sigillum meum unà cum sigillis Illustris Principis Domini mei Ducis prædicti totiusque Conventus Mediani Monasterii antedicti ad ipsorum dicti Domini mei Ducis, Dominique Joannis Domini de Rapolzstein totiusque Conventus Monasterii prædicti, & fidejussorum prædictorum voluntatem & requestam Litteris præsentibus duxi apponendum. Nos verò Conventus Monasterii prædicti, pacem & concordiam hujusmodi quàm plurimum affectantes promisimus & sub voto nostræ Religionis promittimus pro nobis nostrisque Successoribus in futurum, easdem pacem & concordiam per nos seu nostros Successores in futurum nullatenus revocare. Nec præfatum Dominum Joannem juniorem, Hæredes suos, amicos, complices seu fautores quoscumque per nos seu per alios nostrum nostrique Monasterii nomine vel palam in Judicio quocumque, vel ex prædicto forisfacto vel ejus occasione, de quo nos emendam condignam recepisse confitemur in aliquo inquietare vel vexari quoquomodo promisimus. In quorum fidem sigillum nostri Conventus unà cum Sigillis Domini nostri Domini Ducis prædicti, necnon Domini Henrici Domini de Albomonte prædicti Litteris præsentibus duximus apponendum. Datum & actum anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo primo, Sabbato post Festum beati Nicolai Hiemalis, præsentibus Religiosis viris Fratre Bencelino divina permissione Abbate Monasterii Senonensis, Fratre Renaldo Elemosinario ejusdem Monasterii, Dominis Huardo de Serieres & Godino de Prineyo Militibus & quàm pluribus aliis fide dignis testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

CCLXXVI.

1342. 1. Juill. *Episcopi Wratislavienſis* PRECZLAI *Inſtrumentum de Ducum Sileſiæ Reſignatione ſuorum Ducatuum & Dominiorum in manus* JOANNIS *Regis Bohemiæ, & eorundem in perpetuum Feudum Regium ab eodem Rege & Corona Bohemiæ receptione; item de Civitatis* Wratislavienſis *Homagii exhibitione dicto Regi & Coronæ facta; Et denique de ſua cum Rege eodem, &* CAROLO *Marchione Moraviæ inita Concordiæ Unione. Actum in domo Habitationis Cruciferorum Ordinis Sancti Joannis Hieroſolymitani propè Wratislaviam in Octava B. Joannis Baptiſtæ* 1342. [BALBINI Miscellaneor. Historicor. Regni Bohemiæ Decad. I. Libr. VIII. Epist. Part. III. Epist. VI. pag. 185. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheilung I. Absatz III. von Schlesien pag. 298. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

In Nomine Domini, Amen.

NOs Preczlaus Dei & Apostolicæ Sedis providentiâ Episcopus Wratislavienſis, omnibus præsentes Literas intuentibus, publicè profitemur.

Quod Magnifici Principes Domini *Boleslaus Bregenſis; Bolko, Falkenbergenſis; & Bolko, Oppolienſis; Wratislaus, Kozlenſis; Caſimirus Teſchinenſis; Nicolaus Oppæwienſis & Ratiſborenſis, Semovitus Glivicenſis, Duces noſtræ Wratislavienſis Diœceſis*, in nostra præsentia constituti, sponte recognoverunt, & publice sunt confessi, se munitiones suas & terras ipsis subjectas, singuli suas terras & munitiones in manus *Sereniſſimi Principis Ducis Domini Joannis Regis Boemiæ* resignasse, dictasque munitiones & terras taliter resignatas ab eodem *Domino Joanne* Rege suo & Hæredum suorum nomine *Regni Boemiæ* in perpetuum feudum recepisse, ANNO 1342. juramentum quoque fidelitatis & homagium ipsi *Regi Bohemiæ ſuis Hæredibus ſeu Succeſſoribus ſuis legitimis*, pro se & eorum Hæredibus præstitisse. Similiter etiam Nobiles terræ *& Conſules Civitatis Wratislavienſis ſuo & Civitatis* ac Universitatis ejusdem Civitatis nomine in nostra præsentia constituti sponte recognoverunt & publice sunt confessi, piæ memoriæ *Henricum ſextum* & ultimum olim Ducem *Wratislavienſem* ipsius Ducatûs *Wratislavienſis Dominum* hæreditarium, *Civitatemque Wratislavienſem, & Ducatum* ipsius cum suo honore, Jurisdictione & districtu eidem *Domino Regi* donâsse, tradidisse & cessisse, sponte & libere de eisdem per Regem prædictum, & Hæredes ipsorum, non dividendo ea, à *Rege Boëmiæ*, seu *Corona Regni* ejusdem, perpetuò possidenda, seque universitates, & singulares personas Civitatis & aliorum Oppidorum & Locorum dicti *Wratislavienſis* Ducatus eidem Domino *Joanni Regi Boëmiæ* & suis Hæredibus verum & fidele homagium præstitisse, promittentes firmiter, quòd *Regibus & Coronæ Regni Boëmiæ* homagium, fidem & juramenta fidelitatis per ipsos præstita eidem *Domino Regi ac ſuis Hæredibus* perpetuò fideliter observabunt. Quare excellens *Princeps Dominus Carolus Marchio Moraviæ Primogenitus* dicti Regis, qui prædictis recognitioni & confessioni affuit coram nobis, à nobis instanter postulans, ut sibi super eisdem recognitionibus & confessionibus nostras daremus testimoniales Literas & nihilominus si aliquem vel aliquos de prædictis venire contra religionem juramenti præstiti contingeret in futurum, ipsos ad observationem hujusmodi Juramenti per censuram Ecclesiasticam cogeremus. Nos igitur personas tàm *Regis*, quàm *primogeniti* prædictorum specialibus favoribus prosequentes, dicto Domino *Carolo Marchioni præſenti & Domino genitori ſuo* absenti, de consilio nostri Capituli promittimus, & spondemus pro nobis & Successoribus suis, quòd si quis Ducum prædictorum Hæredum & Successorum suorum, quod non credimus, fieret in futurum transgressor prædicti Juramenti, nos ipsum, vel ipsos ad conservationem fidei & Juramenti per censuram Ecclesiasticam per requisitionem dictorum Dominorum *Regis & Marchionis*, postquam nobis de transgressione hujusmodi constiterit legitimè compellemus. Insuper cum dicto *Domino Marchione*, vice Regiâ & suâ talem inivimus concordiæ unionem, quòd nos nulli *Regi vel Principi* ipsos impugnare volenti contra ipsos Dominos, *Regem & Marchionem* hæredesque ipsorum, præstabimus auxilium, consilium & favorem, imò syncerè dilectionis affectu desiderantes dicti *Domini Johannis Regis, Hæredum & Succeſſorum ſuorum Regis Boëmiæ* Rempubl. salubriter prosperare sibi tanquam *Patrono Principali in Ducatu Wratislavienſi* sicut memoratus Dux *Henricus ſextus* & ultimus Patronus fuisse dignoscitur ab antiquo, cui immediatè succesſit Dominus Rex præfatus, munitiones nostras Ecclesiæ & terræ *Niſſenſis*, quarum plenum Dominium & liberum nos habemus, contra quoscunque Reges & Duces, extra tamen nostram *Wratislavienſem Diœceſin* consistentes, dictum *Dominum Regem* forsitan invadentes aperiemus, & faciemus pro defensione Patriæ, absque tamen nostro *& Eccleſiæ Wratislavienſis* ac Subditorum nostrorum damno vel præjudicio aperiri. Nobis verò & Capitulo recipientibus nomine Ecclesiæ nostræ promisit, vice Regis & *ſuo nomine Dominus Marchio* supradictus, quod ipsi nos Ecclesiam nostram & terras ipsius ab omnibus *Regum, Principum, Potentum & Tyrannorum* maxime Boëmiæ & Moraviæ & quorumlibet aliorum invasionibus, impugnationibus & injuriis pro Juribus protegent ac etiam defensabunt. Per promissa tamen Privilegiis, Donationibus & Libertatibus datis & concessis, per quondam *Principes Sileſiæ* eidem nostræ Ecclesiæ non intendimus aliquot præjudicium generare. In quorum testimonium sigillum nostrum præsentibus est appensum. Actum & Datum in domo habitationis Cruciferorum Ordinis *S. Joannis* Hierosolymitani prope Wratislaviam in Octava B. Joannis Baptistæ. Anno Domini M. CCC. XLII.

CCLXXVII.

*Teſtament d'*YOLANDE DE MONFERRAT, *Comteſſe de Savoye, fait le* 14. *de Decembre* 1342. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 179.] 14. Dec. SAVOYE.

IN nomine Domini. Amen. Anno à Nativitate ejusdem M. CCC. XLII. Indictione decima, die decima

ANNO 1342. ma quarta menſis Decembris, quoniam dum in mente viget ratio, ſuprema hominum judicia melius disponuntur, animæque ſaluti, ac Patrimonii curæ temporalis ſanius providetur; Id circo *Illuſtris Domina* YOLANDA DE MONTEFERRATO *Comitiſſa Sabaudiæ, Conjuxque Principis Illuſtris & magnifici Domini Aymonis Comitis Sabaudiæ*, mente ſanâ, licet infirma corpore, in ipſius Viri ſui præſentia, & de ejusdem bene placito, mandato, & conſenſu Teſtamentum ſuum nuncupativum, & ſine ſcriptis dictum, in ſcriptis tamen redactum in modum qui ſequitur uno contextu fecit, & ſolemniter complevit. In primis animam ſuam nunc, & cum de corpore exierit, Domino noſtro Jeſu Chriſto, Beatæ Mariæ Virgini, totique Curiæ ſupernorum recommendavit, ſuoque corpori ab anima ſeparato elegit ſepulturam in Capella quam conſtrui fecit Dominus, & Vir ſuus prædictus in Eccleſia Altæ-Combæ, ubi in luminaribus, congregationibus Prælatorum, Religioſorum, Sacerdotum, Clericorum, & aliorum Deo famulantium fiat ſufficiens ſepultura, & ſolemnitas exequiarum, ad arbitrium & voluntatem ſui Viri, & Domini ſupra dicti, convenientibusque, & pauperibus eleemoſinæ tribuantur ad arbitrium ſupra dictum. Item voluit, & ordinavit, ac præcepit ſufficienter dotari per Hæredem ſuum univerſalem infra ſcriptum Capellam quam honore Beatæ Catharinæ fundavit in domo, vel Eccleſia Sororum Minoritarum Camberiaci, in qua unus perpetuò Capellanus inſtituatur, & ponatur, qui dictæ Capellæ ſerviat, & diebus ſingulis ibidem per ſe, vel alium celebrare Miſſarum ſolemnia teneatur. Item voluit, ordinavit, atque juſſit per Hæredem ſuum univerſum infra ſcriptum tres Capellas, unam videlicet ad honorem Beati Joannis Evangeliſtæ, aliam ad honorem Beati Nicolai, aliam ad honorem Beatæ Margaritæ fieri, fundari, & ſufficienter dotari, ita quod in qualibet unus ponatur, & ordinetur Capellanus, qui diebus ſingulis videlicet, quibus in ea qua fuerit inſtitutus, & ordinatus, per ſe, vel per alium, per ipſius Teſtatricis, ſuorumque, & Dominorum Sabaudiæ Comitum, Prædeceſſorum, & Succeſſorum animarum remedio debeat Miſſarum ſolemnia celebrare. Item voluit, ordinavit atque juſſit eleemoſynas fieri piis locis pro remedio animarum ipſius, prædeceſſorumque, & ſucceſſorum ſuorum ad arbitrium, & ordinationem Domini, Virique ſui prædicti per dictum ſuum Hæredem univerſalem ſolvendas. Item omnibus, & ſingulis qui ſibi ſervierint, remunerari voluit, ordinavit, & juſſit, prout ipſi Domino Comiti Viro ſuo videbitur faciendum. Item quia ſeptem puellas, ut aſſerit, diſpoſuerat maritare, quarum jam quatuor maritavit, voluit, ordinavit, & juſſit quod loco reliquarum trium filiæ Petri de Angulo dicti Picard ſutoris ipſius Teſtatricis dentur ſemel, & ſolvantur in ſubſidium ipſius maritandæ viginti ſolidi Turonenſium Groſſorum, uni ex filiabus Gulielmi Flamenci quondam, alii viginti ſolidi Turonenſium Groſſorum ſemel pro eodem, & alicui alteri filiæ quam dictus Dominus Comes eligendam duxerit, alii viginti ſolidi Groſſorum Turonenſium ſemel. Item *Joannem Cariſſimum Filium ſuum*, pro omni jure, portione, & dreytura, ſibi in bonis, & hæreditate dictæ Teſtatricis quomodolibet competente in quatuor millibus florenorum auri ſemel ſibi dandorum, & ſolvendorum per ſuum Hæredem univerſalem infraſcriptum, ſibi Hæredem inſtituit, & pro tanto dictum Joannem omnibus ſuis bonis, & hæreditate quibuscumque tacitum eſſe voluit, & contentum, ita quod nihil aliud in ipſis, vel eorum altero petere, vel exigere valeat modo quovis ſalvis ſubſtitutionibus infra ſcriptis. Item *Blancam Filiam ſuam* dilectam pro omni jure, portione, & dreytura ſibi modo quovis competentibus, in omnibus, & ſingulis bonis, rebus, & hæreditate ſuis, in tribus millibus florenorum auri ſemel dandis, & ſolvendis per Hæredem ſuum univerſalem infra ſcriptum ſibi Hæredem inſtituit, & pro tanto dictam Blancam, omnibus ſuis bonis, rebus, & hæreditate tacitam, contentam eſſe voluit, & excluſam, ita quod nihil aliud petere, vel exigere valeat quomodolibet in ipſis ſalvis ſubſtitutionibus infra ſcriptis prout faciunt pro eadem. Item Filium ſuum poſthumum, ſi nascatur ex ea, ſibi Hæredem inſtituit in tribus millibus florenorum auri ſemel dandis, & ſolvendis eidem per dictum ſuum univerſalem Hæredem, & pro tanto voluit ipſum omnibus ſuis bonis, rebus & hæreditate tacitum eſſe, contentum penitus, & excluſum, ita quod nihil aliud petere, vel exigere valeat quomodolibet in eisdem, & quolibet ipſorum, præter quam in caſibus ſubſtitutionum ſubſcriptis prout ipſum tangunt: Si vero ex ea nascatur Filia, in duobus millibus florenorum auri ſemel dandis, & ſolvendis per dictum ſuum univerſalem Hæredem, ſibi Hæredem inſtituit eandem, pro quibus ipſam voluit omnibus ſuis bonis, & rebus eſſe tacitam, & excluſam, ita quod nihil ultra petere, vel exigere valeat modo quovis in eisdem vel altero ipſorum, infra ſcriptis ſubſtitutionibus, prout pro ipſa faciunt ſibi ſalvis: In omnibus autem aliis, & ſingulis bonis ſuis mobilibus, immobilibus, Juribus, actionibus, Caſtris, Villis, Territoriis, Jurisdictionibus omnimodis, meris, mixtis Imperiis, feudis, retrofeudis, Vaſſallis, hominibus, homagiis, fidelitatibus, Baroniis, Reſſortis, diſtrictibus, redditibus, ſervitiis, uſagiis, ſylvis, nemoribus, vænationibus, piscariis, aquis, aquarum decurſibus, & omnibus aliis bonis, Juribus, actionibus ſibi competentibus, atque competituris in futurum aliqua occaſione, titulo ſeu cauſa, *Amedeum Cariſſimum Filium ſuum primogenitum*, ſibi univerſalem inſtituit Hæredem, per quem voluit, juſſit, & ordinavit debita ſua ſolvi, clamores emendari, & ſedari rationabiliter, breviter, & de plano ſine judicii ſtrepitu, & figura: & ipſum Amedeum, & ejus Hæredes masculos à ſuo proprio corpore, legitimoque Matrimonio procreatos, dictis Joanni, Blancæ Filio, & Filiæ nascituris, & cuilibet ipſorum, in caſu quo ipſos, & eorum quemlibet ſine Hæredibus uno vel pluribus legitimis, & naturalibus masculis à ſuo proprio corpore, legitimoque matrimonio procreatis mori contingeret (quod abſit) in pupillari ætate, vel poſtea quandocumque, vulgariter, pupillariter, & per fideicommiſſum, & aliter prout melius poteſt, & firmius ſubſtituit: Et ſi dictum Amedeum, quod abſit, in pupillari ætate, vel poſtea quandocumque mori contingeret ſine uno vel pluribus Liberis masculis ex legitimo matrimonio, & ſuo proprio corpore procreatis, dictum Joannem ſecundo genitum ſi viveret, & ſi ante deceſſiſſet, Joannis ejusdem Liberos masculos ex legitimo Matrimonio, proprioque ſuo corpore procreatos tunc ſuperſtites, & ſi idem Joannes, & descendentes ex eo masculi legitimi ex proprio corpore legitimoque matrimonio procreati, ipſius Amedei mortis tempore ſine masculis descendentes ut ſupra, non eſſent ſuperſtites, poſthumum masculum nasciturum ex ea, & ejus Hæredes masculos ex proprio ſuo corpore, legitimoque matrimonio procreatos ipſis Johanne, Liberis ſuis masculis, & poſthumo non extantibus quo ſupra modo, & ſi in caſu prædicto ipſius Amedei mortis tempore, non ſupereſſent dicti Joannes, poſthumus, aut Hæredes masculi eorum, vel alterius eorundem procreati prout ſupra; Blancam Filiam ſuam prædictam, ſi tunc viveret, & ſi non ſupereſſet, ejus hæredes ex legitimo Matrimonio, & proprio ſuo corpore procreatos, tunc ſuperſtites, & in omni prædictorum, quod abſit, defectu in caſu prædicto poſthumam ex eo nasciturum, ſi ipſius caſus tempore viveret, & ſi non viveret ejus Hæredes ex legitimo Matrimonio, ſuoque proprio corpore procreatos, dicto Amedeo ſubſtituit vulgariter, pupillariter, & per fidei commiſſum, & eis modo, & forma quibus melius, & firmius poteſt, in caſu verò quo ſubſtitutio ſupra facta de dictis Joanne, Blanca, poſthumo, & poſthuma nascituris ex ea Teſtatrice ex tempore quolibet in ipſum Amedeum locum non haberent in eundem Amedeum, vel ipſius Hæredes ut ſupra dictos, Joannem, Blancam, poſthumum, & poſthumam nascituros ad invicem æquis portionibus ſubſtituit, in portionibus videlicet ſibi relictis ut ſupra vulgariter, pupillariter, & per fidei commiſſum. Hanc autem ſuam eſſe voluit ultimam voluntatem & ultimum Teſtamentum, quod & quam valere voluit jure Teſtamenti nuncupativi, & ſi non valeat eo jure, valeat jure Codicillorum, Epiſtolæ, vel Donationis, cauſa mortis, & ordinationis inter Liberos, vel eo jure, & juribus quibus melius valere poterit, & debebit, aſſerens ſe nunquam aliud feciſſe Teſtamentum, & ſi quod fecerit, illud eſſe vult nullius valoris, & momenti, ipſum revocans, & quæ continentur in ipſo per præſens, penitus, & annullans. Actum in Caſtro Camberiaci in camera dictorum Domini Comitis, & Dominæ Comitiſſæ, præſentibus illuſtri Viro Domino Amedeo Comite Gebennenſi, Reverendo in Chriſto Patre Domino Guichardo Electo confirmato Sedunenſi, Fratre Petro de Coiſia Ordinis Minorum Conventus Camberiaci, Georgio de Solerio de Yporegia, Joanne Miſtralis Canonico Gebennenſi Jurisperitis, Magiſtro Palmerio de filis de Placentia Phyſico dicti Domini Comitis, & Domino Petro Galiardi ejusdem Domini Comitis Capellano, teſtibus ad præmiſſa per prædictam Teſtatricem vocatis, & rogatis uno eodem contextu.

ANNO 1342.

ANNO 1343.

CCLXXVIII.

CARINTHIE ET BOHE'ME.

Lettres de Divorce accordées à MARGUERITE *Ducheſſe de Carinthie, d'avec* JEAN *Fils du Roi de Bohéme, pour fait d'impuiſſance; par l'Empereur* LOUÏS de Baviére. *Sans date.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 154. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui ſe trouve auſſi dans GOLDAST Conſtit. Imper. Tom. II. pag. 87. où elle eſt miſe ſous l'année 1343.]

NOs (1) Ludovicus Quartus Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus univerſis Chriſti fidelibus, quorum intereſt vel intereſſe poterit in futurum, Manifeſtum eſſe volumus & facimus per præſentes; quod in judicio coram nobis per ſe ſeu per certos Nuntios ſuos ſeu Procuratores expoſuit Illuſtris MARGARETHA Duciſſa Karinthiæ & Tyrolis Comitiſſa, quod vir nobilis JOHANNES Regis Bohemiæ filius jam dudum ſibi matrimonio copulatus, & poſtmodum in ætate debita conſtitutus, ac per tanta temporum ſpatia ſecum habitans, quanta ſufficiant ac ſufficere debent, ſecundum ſtatuta tam divinæ quam humanæ Legis, ad debitum carnalis copulæ per virum ſive maritum ſuæ uxori reddendum; eadem Margaretha in ætate ſufficienti ſimiliter conſtituta, & ſe ipſam, ut conveniens fuerat, præbente & exhibente ad præfatam copulam carnalem explendam, non potuit dictus Johannes neque valuit, ſicuti neque valet aut poteſt, nec unquam poſſe creditur in futurum, eandem carnaliter cognoscere ſibi conjugem Margaretham: quemadmodum multis & quaſi omnibus poſſibilibus modis hoc tentans, eundem Johannem impotentem & omnino inhabilem ad opus præfatum ſe dicit expertam: ac adverſus eundem Johannem, ſibique præfatum defectum inexiſtere, coram nobis in judicio ſe reddidit per experimenta ſufficientia & teſtimonia quælibet ad hæc neceſſaria probaturam. Quare ſuper hoc habito maturo & deliberato conſilio ſuorum Procerum & Conſiliariorum omnium, noſtram clementiam atque juſtitiam unà cum præfatis imploravit & requiſivit inſtanter, ut eidem ſuper hoc providere de convenienti remedio dignaremur: & taliter etiam, quod per jus ſive ſententiam noſtram licitè poſſit à ſupra dicto Johanne jam vocato marito ſive conjuge ſuo, de matrimonio ſeparari, propter caſum ſive impedimentum prædictum, & ab eodem Johanne totaliter ſic abſolvi, ut eidem de cætero ad nullum matrimonii debitum teneretur, ſed poſſet de ſeipſa, & ſuis omnibus ordinare, ſecundum quod ſibi expediens videretur.

§. 2. Nos vero, cujus debitum eſt omnibus ac ſingulis reddere juſtum, ex officio & auctoritate, qua fungimur, præfatam Margaretham cum præfatis ſuis omnibus juſtitiam inſtantiſſime requirentibus & ſupplicantibus, nobis dignum duximus exaudire: & nihilominus absque offenſa Juris præfati Johannis jam vocati conjugis ſui, ſi jus aliquod in contrarium habuiſſet, ad expeditionem ſeu terminationem litis præmiſſæ inter vocatos conjuges præfatos proceſſimus, in hac forma, videlicet: quod vocatos conjuges præfatos citari fecimus atque vocavimus in judicio coram nobis, aſſignantes eisdem ſecundum formam Juris debitum atque tutum locum, & temporis ſpatium, infra quod poſſent & deberent in judicio coram comparere, ad agendum & defenſandum, & cætera faciendum, quæ neceſſaria forent, pro inquirenda veritate ſuper lite præfata. Verum Margaretha jam dicta per ſe ſeu per ſuos certos Nuntios ſive Procuratores ſufficienter comparuit in judicio coram nobis per omnes terminos ſibi aſſignatos, & cum omnibus probationibus & teſtimoniis ſufficientibus, ad convincendum ſæpe dictum Joannem impotentem eſſe atque privatum naturali potentia ipſam carnaliter cognoscendi, aut quamvis aliam mulierem: ſe ipſam quoque virginem & usque in tempus & diem dati preſentis reſcripti per ſufficientia teſtimonia demonſtravit. Supra dictus verò Johannes in præfatum judicium coram nobis, impoſiti ſibi defectus per Margaretham veriſimiliter conſcius, nec per ſe nec per aliquem legitimum Nuntium ſive Procuratorem, comparuit tempore debito ſive ſtatuto: nec quicquam in contrarium impoſiti ſibi defectus per præfatam Margaretham per ſe vel per alium allegavit: ſed contumax ex natura ſe convictum reddidit atque confeſſum de his omnibus, quæ ſibi per prædictam Margaretham fuerant tam impoſita, quam probata, ſufficientia quidem ad matrimonii divortium inter ipſam & præfatum Johannem per ſententiam conſummandum. Nec poteſt, nec unquam cum veritate poterit ſæpe dictus Johannes, aut quivis alter pro ipſo, judicem vel locum comparendi per nos ſibi aſſignatum allegare ſuſpectum. Nam hactenus retroactis temporibus tam Johanni Regi Bohemiæ patri ſuo, quam etiam Carolo de Bohemia fratri ſuo, pluries & locis pluribus noſtræ coactivæ poteſtati ſubjectis, fidum ac tutum placitandi nobiscum aſſignavimus locum, in quo perſonaliter affuerunt, & cum omni tranquillitate manſerunt, ac inde absque moleſtia qualibet ſecundum ipſorum beneplacitum receſſerunt. Quod & antedicto Johanni benignè offerri fecimus, & acceptare contemſit, ut ſupra jam diximus.

§. 3. Per auctoritatem ergo nobis rite debitam & conceſſam, & Legi divinæ conformiter, ſicuti certum eſt, & aſſerunt ſacræ Scripturæ ſive Leges divinæ atque civiles Sententiæ ſufficientes, ac comprobati Doctores, ad divortium ſive ſeparationem matrimonii faciendam inter vocatos conjuges Johannem & Margaretam prædictos procedere volentes atque debentes, infra ſcriptam Sententiam tulimus in hæc verba.

§. 4. Nos Ludovicus Quartus Dei gratia Romanorum Imperator Auguſtus, pro tribunali Judices ſedentes, in cauſa ſive lite divortii ſeu ſeparationis matrimonii, quæ vertebatur inter illuſtres perſonas Johannem Regis Bohemiæ filium, requiſitum parte ex una, & Margarethan Duciſſam Karinthiæ & Tyrolis Comitiſſam, ex altera parte, tanquam actricem, ac requirentem à dicto Johanne jam vocato conjuge ſuo de matrimonio ſeparari: Viſis & intellectis tam per nos quam præfatos Doctores Juribus, rationibus, probationibus & teſtimoniis Margaretæ præfatæ, nec non contumacia jam dicti Johannis; dicimus, diffinimus, & determinamus, præfatam Margaretam ſeparari debere ſeu poſſe de matrimonio à ſæpe dicto Joanne, eque converſo, cùm iisdem vel ipſorum alteri id videbitur expedire; ipſam quoque Margaretham hoc requirentem inſtanter, ut ſupra, ſeparamus, abſolvimus & ſeparatam eſſe judicamus in matrimonio à jam dicto Johanne per hanc noſtram Sententiam diffinitivam. Simili quoque modo ſupra dictum Joannem à præfata Margareta in matrimonio per auctoritatem & hanc noſtram Sententiam diffinitivam ſeparantes: ita videlicet quod de cætero præfatus Joannes ſupra dictæ Margaretæ in nullo matrimonii debito teneatur: neque ſimiliter præfata Margareta ſupra dicto Joanni. Sed liberum ſit utrique de corpore proprio ſive perſona, & omnibus bonis propriis, juribus ac rebus tam mobilibus quam immobilibus facere vel disponere, & quodlibet ordinare pro ſuæ propriæ libito voluntatis. . . . . .

. . . . . .

(1) L'Empereur accorda ces Lettres en vertu de la Conſtitution cidefſus No. CCXLIV. pag. 169 de ce Volume qui déclare l'Empire indépendant. La Piece eſt conſidérable, pour plus d'une raiſon.

ANNO 1343.

CCLXXIX.

BRANDEBOURG ET CARINTHIE.

Dispenſe accordée par l'Empereur LOUÏS de Baviére, *à* LOUIS *Marquis de Brandebourg & à* MARGUERITE *Ducheſſe de Carinthie, pour leur Mariage, nonobſtant qu'ils ſoient parens, & pour la légitimation de leurs enfans. Sans date.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 156. GOLDAST, Conſtit. Imper. Tom. II. pag. 88. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui s'y trouve ſous l'année 1343.]

NOs (1) Ludovicus Quartus Dei gratia Rom. Imperator Auguſtus, univerſis Chriſti fidelibus, quorum intereſt aut poterit intereſſe, notum eſſe volumus & facimus per ſeriem infra ſcriptam. Quod in noſtra præſentia perſonaliter conſtituti Illuſtres LUDEVICUS Marchio Brandenburgenſis, & MARGARETA Duciſſa Karinthiæ ac Tyrolis Comitiſſa, poſt habitum ipſorum maturum ac deliberatum conſilium, animum atque actualem voluntatem habentes ſe invicem in matrimonio legitimè copulandi: dubitante tamen præfato Ludevico & Margareta, ne gradu aliquo affinitatis ſanguinis tale conjugium ſive matrimonium humanarum Legum aut Romanorum Principum ſtatuto, decre-

(1) Cette Piéce eſt encore une ſuite de la même Conſtitution, & de la mésintelligence qui regnoit entre l'Empereur & la Cour de Rome.

ANNO 1343. decreto, vel ordinatione alia, quomodolibet appellata, impedimentum aliquod pateretur : supplicarunt ac petiverunt instanter, tale impedimentum consanguinitatis, si quod inter ipsos affuerit vel adesset, per dispensationem nostram relaxari, ac per nostram auctoritatem atque sententiam totaliter amoveri.

§. 2. Nos verò propter communem & evidentem Reip. utilitatem manifestè visam sequi, ad conjugium supra dictum, præfatum impedimentum affinitatis sanguinis, * si quod inter ipsos adesset, judicamus esse tollendum, & simpliciter amovendum. Cum gradus affinitatis sanguinis, præsertim infra sorores & fratres, matrimonium non impediat Divinæ seu Christianæ Legis statuto aliquo vel præcepto, quemadmodum certitudinaliter novimus tam per nos, quam per supra dictæ Legis Divinæ idoneos ac probatos Doctores. Idque etiam asserente beato Augustino lib. xv. de Civit. Dei, cap. xvi. dum de talibus affinitatis sanguinis gradibus tractans inquit : *Quod hoc videlicet matrimonium licitum fieri inter affines consanguineos, nec Lex divina prohibuit, & nondum prohibuerat Lex humana.* Quibus siquidem verbis duas sententias expressit Augustinus, unam videlicet supra dictam, quod Lege Divina legitimum matrimonium fieri non est prohibitum inter personas sanguinis affinitate conjunctas. Secundam verò sententiam scire fecit : videlicet, quod talis prohibitio matrimonii inter consanguineos fieri habeat auctoritate Legislatoris humani aut ejus principantis supremi Principis Romanorum. Idem quoque concedere atque fateri convenit Romanum Episcopum, Papam vocatum, cum suorum Clericorum Cœtu, quos Cardinales appellant, veritate cogente. Nam præfatus Papa Romanus super impedimento affinitatis sanguinis per dispensationem tollendo à sanguinis affinitate conjunctis, invicemque matrimonium contrahentibus ad suam auctoritatem asserit pertinere : ac in talibus matrimoniis pluries dispensaverunt de facto præteriti quidam Pontifices Romanorum. Quod si talis gradus affinitatis sanguinis matrimonium legitimum impediret Legis Divinæ seu Christianæ præceptio, non posset aliquis hominum, quinimò neque Angelus de Cœlo dictum impedimentum per dispensationem aliquo modo amovere : Hoc Christo testante : (*a*) *Facilius est Cœlum & Terram transire, quàm unum apicem à Lege cadere.* Rursusque idem Dominus dixit : (*b*) *Cœlum & Terra transibunt, verba autem mea permanebunt in æternum.* Ex quibus quidem manifestè apparet, ac fateri cogitur Romanus Episcopus, & per factum confirmatur ipsius, quod gradus affinitatis sanguinis non impediat matrimonium fieri Legis Divinæ seu Christianæ præcepto : & quod si gradus affinitatis sanguinis, quamquam licitum matrimonium impediat fieri, hoc totum factum esse præcepto sive statuto Legis Humanæ : De cujus siquidem Legis præceptis sive statutis dispensare solummodo pertinet ad auctoritatem Imperatoris seu Principis Romanorum. Nec obstat dicere, præfata matrimonia esse probita Lege Divina, eò quòd mali moris sunt, & propterea etiam peccata mortalia fore prohibita, ac proinde obligantia contrahentes ad damnationem æternam : & contrariam dispensationem in his ad Ministrum solummodo Ecclesiasticum, Episcopum sive Presbyterum pertinere. Hic enim sermo Rhetoricus sive apparens sophisticus est : falsum namque recipit : quoniam præfata matrimonia non sunt mali moris, præsertim in aliquo casu. Nam & ipsa tanquam in casu licita fieri concedit Romanus Episcopus. Nec etiam rursus mali moris sunt absolutè loquendo : quoniam non sunt cum malitia convoluta confestim, veluti furtum & crimina reliqua : & propterea nec sunt Lege Divina prohibita, quemadmodum dixit beatus Augustinus. Non syllogisatur autem neque concluditur propterea, dispensationem de talibus ad Episcopum quendam sive Presbyterum pertinere. Esto quod sint absolutè prohibita Lege Divina, & sub pœna damnationis æternæ, quoniam de sic prohibitis nullus hominum, quinimo nec Angelus de Cœlo dispensare posset vel ordinare, sive concedere quod licitè fierent ut deductum est supra. Unde etiam juxta prædicta de præceptis sacræ Scripturæ sive mandatis loquens Apostolus inquit : *Etsi Angelus de Cœlo evangelisaret vobis aliud præter id*, id est, contra id, *quod evangelisatum est à nobis, anathema sit.* Nec propter aliud, nisi quod evangelisata erant per Apostolum divina prohibita vel præcepta. Rursus quoniam præfata matrimonia non fuerunt mali moris, neque prohibita secundum veterem Legem, quamvis aliquando peccata fiant sive fuerunt in antiqua Lege, non quod sunt absolute sive confestim cum malitia convoluta, neque mali moris ; sed solummodo, quod Lege prohibita fuerant, veluti carnes porcinas, & bestias non ruminantes comedere, quod ideo peccatum effectum est, quia prohibitum fuerat in Lege Mosaica ; non tamen propter malum aut mali moris ex se, quemadmodum furtum, homicidium, falsum testimonium & hujusmodi aliqua, quæ prohibita sunt Legibus divinis & humanis, eo quòd ex se mala sunt, & mali moris, confestim cum malitia convoluta.

§. 3. Ex his igitur omnibus jam prædictis manifestè apparet cuilibet, non corrupto ignorantia vel malitia, vel utraque, auctoritatem dispensandi atque tollendi à matrimonio impedimentum inter personas & à personis sanguinis affinitate conjunctis, ad Romanum Principem pertinere. Propter quod nos Ludovicus Quartus, Romanorum Imperator Augustus, præfatum affinitatis sanguinis impedimentum, si quod esset inter præfatos Ludovicum & Margaretam, quominus possent aut prohiberentur per humanæ Legis aut Romanorum Principum Statuta, sive Decreta vel alias Ordinationes quomodolibet appellatas in matrimonio copulari, tollimus ; & per nostram auctoritatem atque Sententiam tenore præsentium totaliter amovemus. Concedentes eisdem ac cuilibet ipsorum, ut absque offensa cujuslibet Juris humani, Statuti vel Ordinationis alterius quomodolibet nominatæ licitè se possint ac valeant in matrimonio copulare. Absolventes etiam eosdem, ipsorumque legitimos filios & filias, ac hæredes, nunc & in perpetuum à pœna qualibet reali, personali & infamiæ, & alia quavis quomodolibet nominata, si qua foret imposita contrahentibus matrimonium infra consanguinitatis gradus aliquos nominatos, per quemquam Principem, Romanum etiam, vel per Leges aut Communitatem aliquam, Collegium, vel singularem personam, cujuscunque auctoritatis vel dignitatis existant. Quibus omnibus & singulis, & à quibus excipimus casum prædictum, de præfatis videlicet personis, Ludovicum & Margaretam jam dictos, & in quantum huic nostro Rescripto sive dispositioni, Concessioni nostræ contradicunt, totaliter aut in parte, per hoc ipsum præsens nostrum Rescriptum derogamus & volumus derogari, eodem nihilominus semper in fuo robore duraturo.....

* Eorum Avi erant germani ; ipsi inter se Sobrini.

(*a*) *Matth.* V.

(*b*) *Matth.* XXIV. *Marc.* XIII. *Luc.* XXI. *Act.* I.

CCLXXX.

Testament de ROBERT, *dit* le Sage & le Bon, *Roi de Naples, de Jerusalem, & de Sicile, Comte de Provence, &c. par lequel il constitue Héritiéres* JEANNE & MARIE *ses Petites-Filles, & ordonne que, vû leur minorité, elles ne pourront contracter, donner, ni aliéner, & jusqu'à ce qu'elles ayent accompli l'âge de 25. ans, sans le consentement de la Reine* SANCE *sa Femme, & des trois Régens, qu'il leur donne : veut aussi, que le Comté de Provence soit uni avec le Royaume de Sicile, afin que ses Etats se puissent plus fortement maintenir, sans déclarer ni le Royaume, ni le Comté inaliénables. Fait le* (1) 16. *Janvier*, 1343. [NOEL GAILHARD, *dans les* Remontrances de la Noblesse de Provence au Roi. pag. 59.] 16. Janv.

NAPLES, JERUSALEM, SICILE ET PROVENCE.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo tricentesimo quadragesimo tertio, Indictione undecima, die vicesimo septimo mensis Januarii, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini Domini Clementis divina providentia Papæ sexti anno primo, Neapoli in Castro novo. Noverint universi præsentis Instrumenti seu transsumpti publici tenorem inspecturi, præsentes pariter & futuri, quòd constitutis Nobis Notario & testibus infrascriptis, in præsentia Sereniffimæ Dominæ nostræ Dominæ Sanciæ Dei gratia Hyerusalem & Siciliæ Reginæ, ipsa Domina Regina præsentari & exhiberi fecit ac legi quoddam Instrumentum publicum Testamenti seu ultimæ voluntatis claræ memoriæ Sereniffimi Principis & Domini nostri Domini Roberti Dei gratia Hyerusalem & Siciliæ Regis illustris viri sui, ejus vera & nostra Bulla aurea in filis fericis suæ Regiæ Majestatis impressa Typario, per Notarium Mapillum Ruffullum de Neapoli Notarium publicum confectum, & Magistri Nicolai de Alisia ad Contractus per totum Regnum Siciliæ Regia authoritate Judicis, & subscriptorum aliorum testium subscriptionibus roboratum, cujus

(1) *Robert* mourut 12. jours après, savoir le 28. du même mois.

ANNO 1343. jus Inſtrumenti tenor nihil in eo mutato, detracto vel addito per omnia de verbo ad verbum dignoscitur eſſe talis. In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, anno Nativitatis ejusdem milleſimo tricenteſimo quadrageſimo tertio, Regnante Sereniſſimo Principe & Domino noſtro Domino Roberto inclyto Dei gratia Rege Hieruſalem & Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis Comite, Regnorum verò ejus anno triceſimo quarto, fœliciter. Amen. Die ſexto decimo menſis Januarii undecimæ Indictionis, Neapoli in Regio Caſtro-novo, in Camera ejusdem Domini Regis, Nos Nicolaus de Aliſia per totum Regnum Siciliæ ad Contractus Regia authoritate Judex Mapillus Ruffullus de Neapoli publicus ubilibet per totum præfatum Regnum Siciliæ eadem Regia authoritate Notarii, & ſubſcripti teſtes literati, ad hoc ſpecialiter vocati & rogati: videlicet venerabilis Pater Dominus Frater Guillelmus Epiſcopus Salon, Dominæ Reginæ Confeſſor, Venerabilis & Religioſus Vir Frater Joannes de Bortholco, Illuſtris Dominæ Duciſſæ Calabriæ Confeſſor, Ordinis Minorum, Dominus Joannes Grilli Vice-Protonotarius Regni Siciliæ, Frater Robertus de Miloto, Dominus Petrus Beaudeti, Magiſter Capellæ & Eleemoſinarius Regius, Dominus Egidius de Bevanco magnæ Regiæ Curiæ Magiſter Rationalis, ac Dominus Guigue de Caviſſione, & Dominus Hugo de Figueria Milites, Magiſter Joannes de Ariano, & Magiſter Bartholomæus de Giscuto, Phiſicus, Secretarii Reginales, Raymundus de Roca, & Audibertus de Roca filius, ejus Regii Cambellanii ac familiares, præſenti Scripto publico declaramus, notum facimus & teſtamur, quòd acceſſitis Nobis ad præſentiam ejusdem Domini Regis exiſtentis in Camera ſua dicti Caſtri-novi, idem Dominus Rex attentione ſalubris proviſionis advertens quòd primi parentes à Paradiſo declinantes per culpam in carne transgreſſionis abjectio in totam futuram ſobolem ad mortis pœnam propagata fragilitate transfuſa miſere incertudinaliter dormivit, quod in hac lachrymarum valle mortales vitam in ipſius ſæculi tenebris, quæ nihil aliud videre ſinunt crucioſa noſtra diſſolutione, & ſic omnibus poſteris indicta lex mortis ejusdem facta eſt æqualis & unica, quod inter Reges & Principes non discernens ſeu edacitatis in fine morſu communiter & æquè pariter cuncta mordet: ideoque pia conſideratione revolvens ſuum incolatum prolongatum per dies in ejus curſu dubitati certi termini omninò inſcium, & vocatione peremptoria rationabiliter plus verendum, ut ejus animæ ad conſitendum nomen Domini de carcere fœliciter educendæ ſibi talenti diſpenſatione provida conſulat, & illum diem præveniendo noviſſimum ejus Domini conſulta ordinatione diſponat hora ſua tranſiturus, ſub ſpe divinæ clementiæ ad habitandum cum beatam habitantibus manſionem; ipſe Dominus Rex licet ægrotans corpore, ſanæ tamen mentis exiſtens, rectè loquens, & ordinatè diſpoſitus, de ac Regno Siciliæ ultra citraque Farum Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii ac Pedemontis, nec non omnibus aliis Terris, ſuis Dominiis, Jurisdictionibus, bonis & rebus ſuis quibuſlibet ſtabilibus & mobilibus ubicumque ſiſtentibus ſibi quoquomodo competentibus & competituris, coram Nobis Judice, Notario, teſtibusque prædictis, diſpoſuit prout infrà describitur, & tale ſuum ultimum condidit Teſtamentum. In primis quia Teſtamenti cujuſlibet inſtitutio principium eſſe dignoscitur ſive caput, inſtituit ſibi Hæredem univerſalem Joannam Duciſſam Calabriæ neptem ejus primogenitam claræ memoriæ inclyti Domini Caroli Ducis Calabriæ ejusdem Domini Regis primogeniti in Regno Siciliæ ultra citraque Farum, nec non Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii & Pedemontis ac omnibus aliis Terris, Locis, Dominiis, Jurisdictionibus, Locis & rebus ſuis ſtabilibus & mobilibus ubicumque ſiſtentibus ſibi competentibus, & quomodolibet competituris. Item ſpectabilem Dominam Mariam ſimiliter neptem ſuam, & ejusdem quondam Domini Ducis Calabriæ ſecundo genitam Hæredem dumtaxat inſtituit in Comitatu Albæ nec non Justiciaratu Vallis Gratis, & Terræ Jordanæ, cum Terris, Caſtris, hominibus vaſſallis, planis, montibus, nemoribus, aquis aquarumque decurſibus, fructuariis jurib. & pertinentiis, ſuis omnib. quibuscumque, ac in unciis triginta millib. in pecunia tempore ſui maritagii per competentes terminos exhibendis, de quib. eam contentam eſſe voluit, ita quod ultra vel ampliùs de dicta ejus hæreditate petere non poſſit vel debeat ullo unquàm tempore quocumque jure, ratione ſeu cauſa, ſeu alio quovis modo; quos quidem Comitatum & Juſticiariatum præfata Domina Maria tenere debeat in feudum immediatè & in capite ab eadem Domina Duciſſa & ſuis Hæredibus ſeu Regia Curia, ſub debito ſervitio ac etiam confecto, hac tamen conditione, quòd ubi præfata Domina Duciſſa dabit & aſſignabit ſeu dari & aſſignari faciat eidem Dominæ Mariæ ſorori ſuæ vel alii pro ea in pecunia ſimili per terminos competentes unciarum decem millia in compenſatione dicti Juſticiaratus Vallis Gratis & Terræ Jordanæ ultra dicta triginta millia unciarum, & dictum Comitatum dicti Juſticiaratus remaneat Dominæ Duciſſæ pro ſe & Hæredibus ſuis, & revertatur ad manus ipſius & ſuorum Hæredum præd. dicto tamen Comitatu modò remanente Dominæ Mariæ cum unciarum triginta millibus ſupradictis, & in præmiſſis caſibus alter alteri beneplacito & aſſenſu Domini Regis præſentis renunciavit voluntariè & expreſſè in bonis hæreditariis Regiis ſuprad. & aliis quibuſc. præterquàm in caſu ſubſtitutionis infraſcriptæ. Item voluit & mandavit Dominus Rex quod in caſu, quod abſit, quod præfatam Dominam Joannam Duciſſam decedere contigerit quandocumque Liberis ex ſuo corpore legitimis non relictis, vel illis ſuperſtitibus ſine legitimis Hæredib. descendentib. ſuccedat ſibi præfata Domina Maria ſoror ejus vel Hæredes ſui, Hæredum ſuorum in Regno Siciliæ ultra citraque Farum, ac Comitatib. & omnib. aliis ſupradictis, & vice verſa quandocumque, quod abſit, contingeret, præfatam Dominam Mariam decedere Liberis ex ſuo corpore non ſuperſtitibus decedentib. ſuccedat ſibi Domina Joanna nunc Duciſſa ſoror ejus primogenita, vel Hæredes ſui ſeu Hæredes Hæredum ſuorum, in omnib. & ſingulis ſupradictis, & in ſubstitutione præmiſſa, altera ſimiliter alteri ſponte & liberè ipſius Regis interveniente beneplacito & aſſenſu conſentiit, & voluerunt expreſſè illam exiſtere inviolabilis efficaciæ & vigoris; & pro majori robore firmitatis & pleniori cautela unam alteri ſubſtituit in caſib. ſuprad. ac per fideicommiſſum, rogavit easdem & voluit ſubſtitutiones ipſas valere omni via & modo quibus de jure meliùs valere poſſunt & debent; ita tamen quòd quarta Trebellianica, Falcidia, vel quæcumque alia, nullum in diſpoſitione præſenti & ſubſtitutione prædicta vendicet quomodolibet ſibi locum. Item ſtatuit & voluit quòd in caſu quo dictam Dominam Joannam Duciſſam decedere, quod abſit, contingere legitimis liberis ex ſuo corpore non relictis, Illuſtris Dominus Andreas Dux Calabriæ vir ejus habeat & habere debeat Principatum Salerni cum titulo Principatus & fructibus, redditib. jurib. & pertinentiis omnib. quibuſc. ſibique ſuppleri dicto Principatu computato usque ad quantitatem integram cum redditu unciarum auri duorum millium, juxta tenorem privilegii, proinde ſicut dicitur ſibi facti tenendum per eum immediatè & in capite à Domino Rege vel Regina Siciliæ, qui vel quæ pro tempore fuerit ſub debito & conſueto ſervitio, ſecundum uſum & conſuetudinem dicti Regni. Item voluit & ordinavit corpus ſuum ſepeliri in Eccleſia Monaſterii ſui Reginalis Sancti Corporis Chriſti de Neapoli, ubi provideatur de certa ſpeciali eleemoſina, ſicut Sereniſſimæ Dominæ Reginæ Sanchiæ, conſorti ſuo & aliis executoribus infraſcriptis ſui Teſtamenti hujusmodi viſum fuerit. Item ſtatuit & mandavit quòd præfata Domina Regina principaliter nec non Venerabilis Pater Dominus Philippus Epiſc. Cavallic. Regni Siciliæ Vice-Cancellarius, ac Magnifici Viri Dominus Philippus de Sanguineto Comes Alti-Fulminis, Senescallus Provinciæ, Dominus Gaufridus de Marſan Comes Squallacii Admiratus dicti Regni, & Carolus Artus, ſint & eſſe debeant Gubernatores, Dispenſatores, Rectores & Adminiſtratores, vel quocumque alio modo & nomine meliùs cenſeri poſſunt de jure dicti Illuſtris Domini Andreæ Regis Ducis Calabriæ ac præfatarum Dominarum Dominæ Duciſſæ & Dominæ Mariæ ſororum, & Regni Comitatuum, & aliorum omnium prædictorum, quousque præfati Domini Dux & Duciſſa ac Domina Maria compleverint viceſimum quintum annum, ſic equidem quòd præfati Domini Dux & Duciſſa & Maria nihil debeant vel poſſint agere in judicio vel extra judicium, contrahendo, dando vel alienando, ſeu aliàs quomodocumque & qualiterc. ſive expreſſè conſcientia & aſſenſu principaliter ipſius Dominæ Reginæ & aliorum Adminiſtratorum, Rectorum, Dispenſatorum, & Gubernatorum prædictorum: quod ſi interim usque poſt lapſum dicti viceſimi quinti anni ſecùs fortè fecerint, quod ipſe Dominus Rex non credit neque intendit, ipſo jure ſit nullum, ac prorſus vacuum & inane. Item voluit & ordinavit quod Domina Maria præfata debeat matrimonialiter contrahere cum inclyto Principe Domino Ludovico præſente Rege Hungariæ, propter certas conditiones ſecretas quo ipſum Dominum Regem movit, ſicut expreſſit; quod

ANNO 1343.

ANNO 1343. quod si dictum matrimonium aliquod impedimentum reciperet propter matrimonium quod ponitur juratum & firmatum inter ipsum Dominum Regem Hungariæ & Regem Boëmiæ, vel ejus filiam, nubere debeant cum primogenito Excellentis Domini Domini Joannis Ducis Normandiæ primogeniti Illustris Domini Philippi præsentis Regis Francorum, vel in ejus defectu cum secundo genito Regis Franciæ supradicti. Item statuit & mandavit quod omnes & singuli Officiales & familiares sui cujuscumque conditionis & status remanere debeant & esse secundum gradum cujuslibet in servitio præfatorum Dominorum Domini Ducis & Dominæ Duciſſæ, ac Dominæ Mariæ; eo modo & sicut fuerant in servitio ejusdem Domini Regis, & ipsi omnibus & quibuscumque aliis prædicti debeant & præferri: & mandat expresse eidem Dominæ Reginæ principaliter nec non dictis Gubernatoribus, Dispensatoribus, Rectoribus, Administratoribus, quod hoc procurent & faciant fieri ac effectualiter executioni mandari & tenaciter observari. Item voluit & ordinavit, quod in omnibus & singulis Archiepiscopatibus, & notabilibus Episcopatibus prædictorum Regni & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii deputetur unus Sacerdos in quolibet qui continuè celebret pro anima dicti Regis, Prædecessorum & Successorum suorum, quibus provideatur de alimentis & aliis necessariis secundum arbitrium principaliter dictæ Dominæ Reginæ, ac aliorum Gubernatorum, Dispensatorum, & Administratorum præfatorum. Item statuit & ordinavit, & mandavit quod post obitum ipsius Domini Regis fiant eleemosinæ in omnibus & singulis Civitatibus notabilibus Regiis & Provinciæ pauperibus ad illas solentibus convenire. Item voluit & ordinavit quod in omnibus & singulis Universitatibus Regni & Provinciæ qualibet die in Missis & Vesperis ordinetur fieri commemoratio pro anima sua ac dictorum Prædecessorum & Successorum suorum, & propter ea certa eleemosina deputetur secundum arbitrium principaliter ipsius Dominæ Reginæ, & aliorum Gubernatorum jam dictorum. Item statuit & mandavit quod pecunia thesauri quæ est in eodem Castro novo servetur & servari debeat sicut fuit & est intentionis suæ pro acquisitione Siciliæ & defensione Regni in casibus oportunis. Item renunciavit cum omni reverentia, humanitate, & devotione sanctissimo & clementissimo Domino nostro summo Pontifici, & Reverendis Patribus Dominis Cardinalibus sacri Collegii præfatam Dominam Reginam, nec non Dominos Ducem & Duciſſam, & Sorores ejus prædictos, ac Regnum, Comitatus eosdem, & quæcumque alia bona, terras & loca, & sperat præfatus Dominus Dominus Rex, quod jam dicta Domina Regina, Dominus Dux, Duciſſa & Soror ejus, Regnum, Comitatus & alia supradicta favore & assistentia præfatorum Domini nostri & Dominorum Cardinalium manu teneantur, defensentur, & à noxiis præserventur, attenta præsertim filiali reverentia & devotione ipsius Domini Regis & Prædecessorum ejus erga ipsos semper ad Successores propaganda sicut hûc usque extitit propagata. Item voluit & ordinavit quod semper & perpetuo Comitatus Provinciæ & Forcalquerii supradicti sint uniti cum Regno sub uno Domino inseparabili Dominio, & nunquam possit vel debeat aliqua separatio fieri etiam si plures filii & filiæ essent, seu quacumque alia ratione vel causa, cùm hoc maximè respiciat præsidium mutuum, & prosperum statum Regni & Comitatuum prædictorum. Item statuit & mandavit quod de Insula Siciliæ, quod per dictam ejus hæredem & Successores alios quocumque tempore in perpetuum nulla pactio, conventio seu transactio, vel aliter quoquomodo fieri valeant ut separetur & mutiletur à reliqua notabiliori & majori parte Regni quin expresse & penitùs fit & esse debeat conjuncta & unita ipsi, reliquæ parti prædicti Regni sicut pars à reliqua mutilata, ut sub uno Pastore unum sit & fiat ovile, nam scriptum est, *omne Regnum in seipsum divisum desolabitur*. Item de certa scientia & expresse confirmat præfatæ Dominæ Reginæ omnes Terras, Loca, & Jura quæ nunc habet & habere debet quacumque ratione vel causa; & quod tàm in excambio terrarum domanii quas habet ad præsens in assecutione provisionis suæ omnibus præferatur, & singularitate præcipua, quia dignum est & rationabile quod omni modo permittatur intelligibili hoc sano & simplici intellectu & sensu ad interpretationem aliam quibusvis juris & facti subtilitatibus & adinventionibus nullatenùs retorquendo, non obstantibus quibuscumque privilegiis in contrarium concessis, vel in posterum concedendis sub quacumque serie & expressione verborum quæ in hac parte ex nunc prout ex tunc de ipsa certa scientia omni efficacia censuit vacua, & nullius existere firmitatis. Item voluit & mandavit ex nunc, de certa sua scientia quitavit, & pro quita haberi voluit prædictam Dominam Reginam de omni administratione gesta per eam tam in Regno quàm in Terris præfatarum Dominarum Duciſſæ & Mariæ sororum: & si fortè aliquo tempore reperiretur vel appareret seu repereri vel apparere contingeret in aliquo debitrix ratione administrationis prædictæ illud tibi reliquum remisit atque legavit, ac hujusmodi quitacioni, remissioni & legato præfatæ Dominæ Duciſſæ & Mariæ sorores in quantum tanguntur vel tangi possent libere & voluntariè consenserint. Item statuit & voluit quod construi, compleri & dotari debeat Hospitale Sanctæ Elizabeth in loco sicut ipse Dominus Rex illud fieri disposuit & providit, ita quod ibi possint semper recipi centum ex familiaribus suis & suorum, ut ibi commodè valeant substentari, & super hoc incumbit specialiter & principaliter præfatæ Dominæ Reginæ, & aliis executoribus infrascriptis. Item voluit, statuit & mandavit expresse quod revocentur ac revocata & irrita intelligantur quælibet & quæcumque gravamina, statuta & ordinationes, si qua fortè tàm in Regno quàm dictis Comitatibus contra Justitiam indebitè præcesserunt, cùm nunquàm fuerit intentionis suæ aliquid statuere vel ordinare quod ipsi Justitiæ repugnaret, ipseque Dominus Rex ex nunc de certa sua scientia expresse prædicta gravamina, statuta & ordinationes revocat, cassat, irritat & annullat ipso jure, ac pro irritis, cassatis & annullatis habuit, decrevit & censuit specialiter & expresse, clausulis quibuscumque hujusmodi suæ ordinationi contrariis & derogatoriis quoquomodo nonobstantibus, quas de dicta certa scientia revocat, ac vacuas esse voluit & inanes. Item voluit & mandavit quod omnia residua generalium subventionum, collectarum & donorum, & compositiones de residuis ipsis factæ, & huc usque non solutæ sint & omissæ & remissæ omnibus & singulis terris & locis dicti Regni, pro præteritis temporibus debita usque ad diem obitus sui, & nullo unquam tempore exigantur, vel ipsæ Terræ & Loca ipsorumque Cives & Incolæ propterea pœnaliter vel personaliter impetantur, & quod de cætero imponatur & exigatur tantummodo una collecta in anno: sperat tamen præfatus Dominus Rex quod fideles regnicolæ subveniant dictæ Hæredi suæ & Successoribus gratiosè in casibus opportunis. Item voluit & mandavit quod restituantur & restitui debeant omnia malè ablata, sicut meliùs & salubriùs fieri poterit, pro salute animæ suæ, de quo incumbit principaliter eidem Dominæ Reginæ, & aliis sui hujusmodi Testamenti Executoribus infrascriptis. Item mandavit & statuit quod die ejus obitus omnes carcerati ob remissionem suorum peccatorum debeant liberari, exceptis maladrinis & aliis publicis diffamatis, nec non aliis singulis quibuscumque hostibus, & illi sine juris præjudicio alicui. Item, statuit & ordinavit quod prædicta Domina Regina ac Domini Ph. Cavalic. Archiepisc. Phil. de Sanguineto Amiratus Regni, & Artus, supradicti sint Executores hujusmodi suæ ultimæ voluntatis, quam valere voluit jure Testamenti; & si non valet vel valebit jure Testamenti, valere debeat jure Codicillorum, ac Donationis causa mortis, vel cujuslibet alterius ultimæ voluntatis, ac omni alio jure & modo quibus meliùs valere potest & debet. Item voluit & mandavit quod ex prædictis Gubernatoribus, Rectoribus, Dispensatoribus, Administratoribus, & Executoribus, cum præfata Domina Regina ipsa vivente, & interesse valente vel volente, sive post mortem ipsius, duo tantùm aliis mortuis, vel modo aliquo nequentibus interesse prædictas gubernationem, regimen, dispensationem, administrationem, & executionem, ac omnia præmissa & singula, prout superiùs exprimuntur, exercere exequi habeant, juxta votum Testatoris jam dicti: Concedens præfatus Dominus Rex dictis suis Executoribus, vel duobus ex eis, sicut prædicitur, facultatem liberam & omnimodam potestatem authoritate propria capiendi bona ejus omnia mobilia ubicumque & in quibuscumque consistentia, ac etiam fructus, redditus & proventus, & jura Regni & Comitatuum prædictorum, præmissis suprà expressis dumtaxat exceptis, & illa ac illos vendendi, distrahendi, alienandi, & faciendi sicut meliùs pro executione integra dicti Testamenti viderint expedire. Item præfati Dominus Dux ac Domina Duciſſa & Maria soror ejus puberes se affirmantes, & sic ex eorum aspectu apparebat, in præsentia dicti Domini Regis nostrique Judicis, Notarii, & testium suprascriptorum, promiserunt & juraverunt ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta, præmissa omnia & singula tenaciter & inviolabiliter observare, & nullo unquàm tempore per se vel per alium quovis modo contrà facere vel venire, recipientes sibi ad invicem ipsam promissionem, & sacra-

ANNO 1343.

ANNO 1343. mentum prædictum, meque Notario tanquàm persona publica etiam recipiente promissionem eandem & sacramentum ipsum à prædictis Domino Duce ac Dominabus Ducissa & Maria sorore ejus, & legitimè stipulantibus pro parte omnium & singulorum quorum interest & poterit interesse quoquomodo, in præmissis autem omnibus & singulis, nonobstantibus quibuscumque Legibus, Constitutionibus, Juribus, Consuetudinibus, Ritibus, & quibuscumque aliis præmissæ Regiæ Dispositioni seu ultimæ voluntati repugnantibus vel refragantibus quoquomodo sub quacumque serie & expressione verborum, etiamsi de illis vel aliquo seu aliquo illorum vel illarum esset hic specialis & expressa mentio facienda, quæ & quas in præsentia nostrum qui suprà, Judicis & Notarii & testium præfatus Dominus Rex, velut solutus Legibus, de certa sua scientia, & Regiæ Potestatis plenitudine, quoad præmissa omnia & singula nullius esse voluit & censuit roboris, efficaciæ vel vigoris, & habere pro specificatis appositis & expressis, omnemque supplet defectum, ita & taliter, quod in omnem eventum hujusmodi sua dispositio, seu ultima voluntas vicem Legis obtinens, præscripto modo, in omnibus & singulis effectum suum realiter & infallibiliter consequatur. In cujus rei testimonium prædictorum Domini Ducis, & Dominæ Ducissæ, & Dominæ Mariæ sororis, ac omnium aliorum & singulorum quorum interest & poterit interesse, certitudinem & cautelam de præmissis, facta sunt ex eodem quatuor publica consimilia Instrumenta per manus mei Notarii suprà dicti Signo meo solito signata subscriptione mei qui suprà Judicis, & nostrum subscriptorum testium subscriptionibus roborata; quæ scripsi ego qui suprà Mapillus Rufullus de Neapoli publicus ubilibet per totum præfatum Regnum Siciliæ eadem Regia authoritate Notarius, qui præmissis omnibus unà cum testibus subscriptis interfui, eaque rogatus scripsi, Signoque meo consueto signavi; præfatus enim Dominus Rex per hanc suam ultimam voluntatem de certa sua scientia expresse cassavit, irritavit, annullavit, ac viribus & efficacia vacuavit Testamentum vel Testamenta, Codicillum vel Codicillos, seu quamcumque aliam ultimam voluntatem, vel donationem vel donationes causa mortis si qua vel quas feciset, & in futurum reperiri contingeret, vel quomodolibet apererit; ac voluit, decrevit & mandavit præsens suum Testamentum seu ultimam voluntatem existere finalem, & obtinere in omnibus & singulis, sicut suprà exprimitur, omnimodo roboris firmitatem; & insuper ad majorem omnium & singulorum certitudinem robur & cautelam præfatus Dominus Rex mandavit & voluit dicta quatuor consimilia Instrumenta aurea sua Bulla Regia impressa Typario communiri. Ego qui suprà Nicolaus de Alisia per totum prædictum Regnum Siciliæ ad Contractus Regia authoritate subscripsi. Ego qui suprà Frater Guillelmus Episcopus Scallen. sub. Ego Frater Joannes de Bertolio qui supra sub. Ego qui suprà Joannes Gulli de Sallucio prædictis interfui, & me subsignavi. Ego qui suprà Frater Robertus de Mileto subscripsi. Ego Petrus Baudeti Magister Capellæ & Eleemosinarius Regius subsignatus. Ego Ægidius de Bujana Miles, magnæ Regiæ Curiæ Magister Rationalis qui suprà sub. Ego Guigo Guigonis de Cavellione qui suprà sub. Signum Crucis propriæ manus Hugonis de Figueria Militis scribere nescientis. Ego qui suprà Bartholomæus de Biscuto Medicinalis Scientiæ Professor & Phisicus Rationalis subsc. Ego qui suprà Joannes de Arriano Regiналis Secretarius, testis, prædictis interfui & subsc. Ego qui suprà Raymundus de Roca me subscripsi. Quo quidem Instrumento seu ultima voluntate claræ memoriæ præfati Domini Regis Roberti prædicta sua aurea & Regia Bulla & subscriptionibus præfatorum Judicis & testium roborato, viso diligenter, & lecto, non cancellato, non vitiato, non abolito, nec in aliqua sui parte sciso, Nobis Notario & testibus, requisitioni præfatæ Dominæ nostræ Dominæ Sanchiæ Dei gratia Jerusalem & Siciliæ Reginæ, asserentis sibi opus esse transsumptum seu Instrumentum publicum faciendum & sumendum ex prædicto Instrumento dicti Testamenti Regii originale mittendum sicut expedit ad partes alias pro cautela ipso originali Instrumento Bullato apud eam alium remanere in evidens præmissorum testimonium omnium quorum interest & interesse poterit, cautelam & certitudinem pleniorem, tenorem suprascripti Instrumenti dicti Testamenti Regii nos Notarius & testes authentiquamus. Ego qui etiam prædictus Notarius de verbo ad verbum per omnia ab ipso originali Instrumento sumpsi & duxi in hanc formam publicam redigendum, & ad majorem cautelam & robur omnium prædictorum, de mandato præfatæ Dominæ Reginæ, Sigillis dictæ Dominæ Reginæ, ac Regni Siciliæ Curiæ Vicariæ, præsens Instrumentum publicum extitit communitum. Acta fuerunt suprædicta omnia & singula Neapoli in dicto Castro-Novo, in Camera præfatæ Dominæ Reginæ, præsentibus Magnificis & Nobilibus Viris dicto Domino Amirato Regni Siciliæ, Domino Petro de Cadeneto, & Domino Roberto de Pontiaco Juris Civilis Professore, Militibus, Regentibus dictæ Curiæ Vicariæ, Domino Joanne de Lando de Capua Juris Civilis Professore, & prædicto Domino Egidio de Bujana, Militibus, Magnæ Regiæ Curiæ Magistris Rationalibus ac Magistris, Bartholomæo de Bastivo, & Joanne de Arriano, prædictis pluribus aliis testibus ad præmissa, Anno, Indictione, die vicesimo septimo Januarii, Pontificatus subscr. Et ego Mathæus de Sancto Georgio Diœcesis Casmen. publicus Apostolica authoritate & Reginalis Cameræ Notarius suprædictus, præmissis exhibitioni, præsentationi & lectioni subscriptis, Instrumenti Testamenti præfati Domini Regis Bulla dicta aurea ipsius roborati subscriptionibus suprædictis, ac omnibus & singulis suprædictis, præfatis & habitis, unà cum prænominatis testibus præsens fui, præsensque Instrumentum seu transsumptum publicum, ad requisitionem præfatæ Excellentiæ Reginalis mihi factam ex eadem, sicut prædicitur, de verbo ad verbum ab ipso originali Instrumento sumpsi, nihil exinde mutato, sicut prædicitur, addito vel detracto, propria manu scripsi, & in hanc publicam formam redegi, meoque Signo unà cum appensione præfatorum Sigillorum consueto signato. Anno, Indict. die, mense, loco & Pontificatu suprad. in evidens omnium præmissorum.

ANNO 1343.

Extrait des Regiſtres, *Copiæ Teſtamentorum Regum Siciliæ & Comitum Provinciæ, fol* 78. conſervé aux Archifs du Roy en Provence. Collationné par moy ſon Conſ. Aud. Secr. & Arch. audit Pays.

DE BEAUMONT.

CCLXXXI.

Traité, Accord & Pacte de Succeſſion, entre PHILIPPE de Valois *Roi de France &* HUMBERT *Dauphin de Viennois, par lequel ledit* HUMBERT *voulant prévenir les Guerres, & les Diviſions qui pourroient ſurvenir après ſa mort, s'il venoit à déceder ſans Hoirs mâles; céde & transporte à* PHILIPPE, *ſecond Fils dudit Roi de France, en poſſeſſion & proprieté, par Donation entre vifs ſans nul rappel, tout ſon* Dauphiné *avec le Duché de* Champſour, *la Principauté de* Briançonnois, *le Marquiſat de* Ceſane, *la Comté de* Vienne *& autres grandes Terres & Seigneuries à lui apartenantes; & au cas que, pour cauſe de mort ou autrement, cette Donation ne ſe pût accomplir en la perſonne dudit* PHILIPPE, *elle paſſera, & aura ſon effet en celle de l'un des Fils de* JEAN *Duc de Normandie Fils aîné du Roi, ſavoir celui que ledit Roi, & ledit Duc voudront élire; le tout ſous certaines Conditions ſtipulées dans le Traité, dont les principales ſont que le* Dauphin *ſera tenu de ſe faire appeller* Dauphin de Viennois, *qu'il en portera les Armes écartelées avec celles de France, & que le Dauphiné ne pourra jamais être uni au Royaume de France, fors entant, & comme l'Empire y ſeroit uni. Fait au Bois de Vincennes le* 23. *d'Avril* 1343. Avec *un* REVERS *dudit Roi pour la ſûreté des Reſervations & Conditions ſtipulées au Traité par le Dauphin* HUMBERT. *Donné à Sainte Colombe au mois de Juillet* 1343. Comme auſſi *les* COMMISSIONS *&* POUVOIRS *du même Roi pour l'execution du Traité. A Ville...* 1343. Et *un* INSTRUMENT *public des Ratifications, Aprobations, & Confirmations ſolemnelles dudit Traité, avec ſerment, tant de la part dudit Roi, que du Dauphin, des Archevêques de Lyon & de Vienne, de l'Evêque de Grenoble, & des principaux Seigneurs du Païs, en Latin. A Vienne en Dauphiné*

23. Avr. FRANCE ET DAUPHINÉ.

ANNO 1343. *phiné le 31. Juillet* 1343. [LEIBNITZ, Codex Juris Gentium Diplomat. Part. I. pag. 158.]

(1) IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Noverint univerſi, quod anno ejusdem milleſimo trecenteſimo quadrageſimo tertio, Indictione undecima, die ultima menſis Julii, in præſentia noſtrorum teſtium infra ſcriptorum exiſtentibus, illuſtri Principe Domino HUMBERTO Delphino Viennenſi: & cum eo Reverendis in Chriſto Patribus, Dominis Bertrando de Capella Viennenſi, Henrico de Villariis Lugdunenſi Archiepiscopis, Joanne de Chiſſiaco Episcopo Gratianopolitano; & magnificis & potentibus Viris, Dominis Ludovico de Pictavia, Valentienſi & Dienſi Comite, Eymaro Domino Roſſilionis, Joanne de Villariis: Hugone Domino de Gey, Hugone Domino Virmille, Girardo Domino de Anione, Henrico Domino Caſenatici, Aynardo Domino Vignaici, Odoberto Domino Caſtri novi, Joanne Pagani Domino de Memy, Joffredo Domino Caſt, Arthaudo Domino Claveſonis, Aynardo Domino Salerie, & Montis Britonis, Humberto de Chulay Domino Linlini, Amblardo Domino Bellimontis, Amedæo de Roſſilione Domino Buscagii, Francisco de Toyſio Domino Torradie, Rudulpho de Comeriis Domino Nanſi, Girardo Condomino de Torniaco, & Guillelmo de Compeyſio Domino de Thorent, & pluribus aliis Baronibus, & aliis fidelibus Nobilibus, & Vaſallibus dicti Domini Delphini infra ſcriptis, ibidem congregatis & convocatis per eum ex una parte; & Reverendo in Chriſto Patre Petro Episcopo Claremontis, Magiſtris, Domino Guillelmo Flotte, Domino de Renello Cancellario Franciæ; ac nobilibus & discretis viris Dominis Petro de Enigmis Milite, Joanne Priore de Crespeio, Berengario de Montealto Archidiacono Lugdunenſi & Alnedæo de Altavilla Canonico Lugdunenſi, Conſiliariis Sereniſſimi Principis Domini Philippi Dei gratia Francorum Regis, & Procuratoribus per Litteras Regias, quarum tenor infra ſequitur, deputatis, ac Joanne Richerii Militis Conſiliario, Reginaldo de Molinis Secretariis Regiis ex altera: ipſe Dominus Delphinus, & prænominati Conſiliarii & Procurarores Regii voluerunt & præceperunt legi publicè & alta voce per me Humbertum Pilati, publicum Notarium infra ſcriptum, Pactiones & Conventiones initas inter dictos Dominum noſtrum Regem & Delphinum, ſuper ſucceſſione Delphinatus, & certarum terrarum dicti Domini noſtri Delphini, ſub certis modis, formis & conditionibus perventura ad illuſtrem Dominum PHILIPPUM ſecundogenitum dicti Domini noſtri Regis, ſeu alterum ex liberis illuſtris Domini Joannis Ducis Normandiæ primogeniti Domini dicti Regis; eo caſu quo Dominum noſtrum Delphinum decedere contingeret ſine liberis masculis vel femellis ex ſuo corpore, & legitimo matrimonio procreatis; contentas in Litteris patentibus Gallice ſcriptis dictorum Dominorum noſtri Regis, & noſtri Delphini, magnis ſigillatis ſigillis, nec non quasdam Declarationes ſequentes, contentas in Litteris Regiis in cera viridi ſigillatis; quas quidem Conventiones, & Litteras legi ego prænominatus Humbertus, alta voce publicè in Gallico de verbo ad verbum, præſentibus ſupra & infra ſcriptis Prælatis, Baronibus, Nobilibus, & coram infra ſcriptis teſtibus: quarum Conventionum, Declarationum & Literarum tenores ſequuntur, & tales ſunt.

§. 2. PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, & Humbert Dauphin de Viennois, à tous ceux qui ces Lettres verront, ſalut. Sçavoir faiſons, que comme à la divine grace, à laquelle humaine (*a*) nature ne peut, (*b*) n'y doit conteſter d'icelle, n'ait pleu pourvoir à nous Dauphin ſusdict de fecondité de lignée deſcendant de noſtre corps, par laquelle l'unité & tranquillité de nos Terres & Sujetz ſe puiſſent apres nous conſerver & garder: pour ce nous, doutans que ſi par le temps à venir de nous n'eſtoit pourveu, nos dictes Terres & Subjectz puſſent venir en grande diviſion & discord; deſirans de tout noſtre pouvoir obvier aux grands domages, adverſitez & perils, qui en pourroient advenir, & voulans pourvoir, comme l'unité & paiſible & ſeur gouvernement de nos dictes Terres & Subjectz, puiſſe apres nous demeurer; & nous confiant qu'à l'ayde de Dieu, ſous la protection & faveur de noſtre tres cher Seigneur & Couſin le Roy de France deſſus dict, & ſes Enfans, & leurs Succeſſeurs, nos dictz Sujets & Terres, pourront eſtre ſouſtenues & gardées de telles adverſitez & perils, maintenuës & gouvernées en bonne paix, ſeureté & tranquillité; & eue conſideration & regard à la grande conjonction & proximité de lignage, qui eſt entre le Roy noſtre dict Seigneur & ſes dicts Enfans d'une part; & noſtre tres chere Dame & Mere, & nous, & noſtre tres chere compagne la Dauphine d'autre.

§. 3. Et pour ce certains Traictez euſſent eſté pourparlez & accordez en la preſence de noſtre tres Sainct Pere le Pape Clement Sixiesme, qui à preſent eſt, par certains Conſeillers du Roy noſtre dit Seigneur d'une part; & par nous Dauphin en noſtre propre perſonne, du conſeil, deliberation, & conſentement de pluſieurs Prelats, Nobles, Barons & autres Sages, nos feaux & Sujets d'autre part: Par leſquels nous Dauphin ſus dict avions promis, convenancié, & accordé à donner, ceder, & transporter à Monſieur Philippes, filz du Roy noſtre dit Seigneur, ou à un des Enfans de noſtre tres cher Seigneur & Couſin Monſieur Jean Duc de Normandie ſon filz aiſné, noſtre Dauphiné de Viennois, avec certaines autres nos Terres, & ſous certaines convenances, pactions, conditions & manieres cy apres eſcriptes.

§. 4. Pour ce eſt il, que nous Dauphin deſſus dict, eue ſur tout grande & meure deliberation, avec pluſieurs Prelats, Barons, Nobles, & autres nos feaux Conſeillers & Sujets, & pour l'evident & commun proffit de nos dicts Sujets & Terres de noſtre certaine ſcience, & de propos bien adviſé, & de noſtre pure & franche volenté, ſans contrainte & malengin, ſous les convenances, pactions & conditions, formes & manieres cy deſſous eſcrittes; avons donné, cedé & transporté, donnons cedons & transportons par ces preſentes, dés maintenant à tousjours, en poſſeſſion, comme en proprieté, à Monſieur Philippes filz du Roy noſtre dict Seigneur; & au cas, que en iceluy ne ſe puiſſe accomplir la dicte donation pour cas de mort, dont Dieu le gard, ou pour autre legitime empeſchement, à un filz de noſtre tres cher Seigneur & Couſin, le Duc de Normandie deſſus dict ou de leurs Succeſſeurs Roys de France, que le Roy noſtre dict Seigneur, ou noſtre dict Couſin le Duc de Normandie, ou leurs Succeſſeurs Roys de France voudront eſlire; par donation entre vifz, ſans nul rapel, noſtre dict Dauphiné, & noſtre Duché de Champſour, la Principauté de Briançonnois, le Marquiſat de (*a*) Ceſanne, la Comté de Vienne, la Comté de Albon, la Comté de Graiſinoudan, la Comté d'Ambrunois, la Comté de Gappenſois, la Baronnie de la Tour, la Baronnie de Valbone, la Baronnie de (*b*) Fucuir, la Baronnie de Meullon, la Baronnie de Montalban, & generallement & ſpeciallement toutes nos autres Terres, Comtez & Baronnies que nous tenons à preſent ou autres pour nous, ou devons tenir, ou à nous peuvent ou doivent apartenir, en quelque maniere que ce ſoit, avec tous droicts, Juſtices & Seigneuries, Fiefs nobles, honneurs, & dignitez, preeminences, prerogatives, mere & mixte empire, & toutes les appartenances & dependances; ſi & au cas, que nous faudrions de ce ſiecle, ſans hoirs maſles ou femelles deſcendans de noſtre corps, nays en loyal mariage.

§. 5. Excepté nos terres de Puille & d'Auvergne, & deux mil livres de rentes, que nous prenons au treſor de noſtre dit Seigneur à Paris; & ſauf & reſervé à nous, & excepté auſſy dix mil livres de rente annuelle & perpetuelle, que nous retenons audict Dauphiné à prendre ſur les Chaſteaux & Villes de Quirieu, de Cremieu, de Sablonnieres, de la Balme, & de tout ce qui eſt dans l'Iſle de Charnis, & les Chaſteaux & Villes de Sainct Donnat & de Bellegarde en Viennois, de Montfort, de (*c*) Montbunond, de Montflury, (*d*) de Vizille (*e*) de la Maure, de Corp, & de Beaulmont en Graiſioudan, & de Valpute en Briançonnois, & de Chaſteillon, & de Salanche en la terre de Fauſſigny, avec toute Juſtice, mere & mixte Empire; pour en faire & ordonner à toute noſtre volonté, ſoit en Egliſes ou autre part; les Fiefs & la Souveraineté demeurant tousjours à celuy, qui ſera Dauphin; leſquels Chasteaux & Villes ne ſont, ne doivent eſtre en marche, ni en frontiere, & n'y eſt mis, ne doit eſtre Nobleſſe de Comté ne de Baronie, mais en autre choſe & lieux,

(*a*) ou *créature.*
(*b*) ou *ne ſoy déſeſperer d'icelle.*

(*a*) *G. G. Leibnitz* dit qu'on lit auſſi *Teſaine*, mais je crois que *Ceſanne* eſt le veritable mot.
(*b*) ou *Fuſſigni.*

(*c*) ou *Montbrimon.*
(*d*) *G. G. Leibnitz* dit qu'on lit auſſi *Orſelle* mais *Vizille* ou *Vigille* eſt le veritable nom. C'eſt un village près de Grenoble.
(*e*) Le même dit qu'on lit auſſi *de Mur*, *la Mure* eſt le veritable nom; c'eſt un Bourg, qui n'eſt pas non plus fort éloigné de Grenoble.

(1) *Meyerai* nous aprend, qu'avant qu'*Humbert* prit l'habit Monacal, il paſſa un ſecond Contract le 30. Mars 1349. par lequel il donnoit à *Philippe* tout le Dauphiné ſans reſerve, quoi qu'il eût des héritiers capables de ſucceder. Et que de plus, du propre mouvement du Roi, il fut arrêté que cette Seigneurie ſeroit réunie à la Couronne, & que le Fils aîné de France porteroit ſeul le nom de Dauphin. Le Pape, ajoute le même Auteur, lia *Humbert* par les Ordres ſacrez, de peur qu'il ne s'allât dedire. Il les reçut tous le jour de Noël; il celebra la Meſſe le même jour, & 8. jours après il fut promu à l'Epiſcopat & honoré du titre de Patriarche d'Alexandrie.

ANNO 1343. lieux, qui ſont priſés à moins de dommage pour le Dauphiné.

§. 6. Et par telle condition & maniere auſſy que le dict Monſieur Philippe, ou celuy qui ſera Dauphin, & ſes Hoirs & ſes Succeſſeurs au Dauphiné s'appelleront, & ſeront tenus ſoy faire appeller Dauphin de Viennois, & porteront les armes dudict Dauphiné eſcartelées avec les armes de France, & ne laiſſeront, & ne puiſſent laiſſer le nom de Dauphiné ni les dictes armes, & ne ſera ni puiſſe eſtre uny ni adjouſté le dict Dauphiné au Royaume de France, fors entant comme l'Empire y ſeroit uny; & faſſent & ſoient tenus de faire aux Egliſes de Vienne, de Lyon, & de Grenoble, & au Roy de Sicile, & à tous autres, à qui nous ſommes tenus, les hommages, recognoiſſances, & autres choſes, qui à eux appartiennent & doivent eſtre faictes.

§. 7. Et avec ce tiendra & gardera, & ſoit tenu de garder & tenir le dict Monſieur Philippes, & ceux qui ſeront Dauphins à tousjours & jamais perpetuellement, toutes les libertez, franchiſes, privileges, bons us, & bonnes couſtumes du Dauphiné, des Comtez, Dignitez, Baronnies & terres deſſus dictes, des Prelatz, Clergié, Barons, Chaſtelains & autres Sujets nobles & non nobles d'icelles, des Citez, Chaſteaux, Egliſes, Villes, & francs fiefs, rierefiefs, & autres proprietez, Communes & autres Lieux & Villes des dicts Dauphiné, Comtés, Dignitez, Baronnies, & autres Terres contenues en cette preſente Donation & compriſes, & des Subjects & ſingulieres perſonnes d'iceluy; tant de ſucceſſions, comme d'autres choſes quelles qu'elles ſoient, & ſpecialement, que les plus prochains du lignage masles ou femelles en montant ou descendant & en ligne collaterale auſſy, nobles & non nobles, ſuccedent ſans Teſtament ou par Teſtament; eux ou autres, ſelon la diſpoſition du Teſtateur, tant en fiefs & rierefiefs nobles ou autres, comme en autres choſes: & les leur tiendra & confirmera le dict Monſieur Philippe, ou celuy qui ſera Dauphin & ratifiera, & ſera tenu de tenir, confirmer & ratifier en la maniere que deſſus, ſi-toſt qu'il viendra au dict Dauphiné.

§. 8. Et avec ce payera & ſera tenu payer ledict Monſieur Philippe, ou celuy qui ſera Dauphin & ſes Hoirs & Succeſſeurs au Dauphiné toutes nos debtes, & amendera, & ſoit tenu d'amender les torts faicts de nous & de nos Predeceſſeurs, ainſy que le filz eſt tenu pour le Pere, de tout temps paſſé, jusques au vingt troiſiéme de Fevrier dernierement paſſé; celles toutes voyes, qui deues ſeront du dict temps paſſé jusques au jour de noſtre trepas; & quant à celles, qui par nous ſeront accreues ou faictes dez le dict jour, & par le temps à venir, le dict Monſieur Philippes, ou cil qui ſera Dauphin n'y ſera tenu, que jusques à la valeur de vingt cinq mil florins de Florence, à une fois tant ſeulement.

§. 9. Et avec ces choſes retenons & reſervons à nous tout ce que dores en avant nous (*a*) acquerrons au dict Dauphiné. Et ſi és dicts acqueſts il y avoit aucune choſe, qui ne fuſt en noble fief, & n'euſt juſtice, comme prez, moulins, vignes, & choſes de ſemblable condition, nous y pourrions donner ban jusques à ſoixante ſols, ou deſſous, & les amortir & donner à l'Egliſe & lieux pitoyables ou ordonner autrement, ſi comme à nous plairoit. Avons auſſy reſervé & reſervons, que ſi l'eſchanges de Romans, qui pourparle eſt, ſe faiſoit, nous puiſſions bailler au lieu d'iceluy pour le dit eschange (*b*) Auſan, Nions & Mirabel, & Fiefs de Vinſobre, Puyhugon, de ſainct Marcellin, de ſainct Maurice, de Rocheaque: la dicte Ville de Romans demeurant au dict cas au dict Dauphiné; parfaiſant toutes fois à nous, ou à celuy qui aura cauſe de nous par celuy, qui Dauphin ſera, recompenſation de la dicte Ville de Romans, en accompliſſant la ſomme de deux mil livres de rente deſſus dicte: & au cas, que ledict eschange ne ſe feroit, nous retenons le dict Chaſteau d'Auſan, Nions & Mirabel, & les Fiefs deſſus dicts, pour tant comme ils valent de rente, en raportant icelle valeur des dictes mil livres de rente deſſus retenues, ſans ce que le Dauphin, qui ſera pour le temps, y puiſſe reclamer aucun droict de fief.

§. 10. Et reſervé auſſy à noſtre tres chere Dame & Mere la Dauphine ſon Douaire, tant comme elle vivra, & reſervé auſſy à noſtre dicte chere Compagne la Dauphine ſon Douaire de (dix) mil livres, que nous luy avons donné & aſſigné le cours de ſa vie tant ſeulement; & ſi és dicts Douaires, ou aucuns d'iceux eſtoit aſſigné aucun des Chaſteaux deſſus nommez, que nous avons tenus & reſervez pour les dictes (dix) mille livres de rente perpetuelle, comme deſſus, & nous vivants, les dictes Dames, ou aucune d'icelles à qui ils ſeroient aſſignez, donnions ou autrement ordonnions à autres perſonnes les dicts Chaſteaux, ou aucuns d'iceux aſſignez és dicts Douaires; le dict Monſieur Philippe, ou celuy qui ſera Dauphin, comme deſſus, ſoient tenus à faire & bailler recompenſation convenable pour iceux Chaſteaux, & rentes plaines à celuy, à qui nous ordonnerons, ou donnerons les dicts Chaſteaux jusques au deceds des dictes Dames ou d'icelle en qui à Douaire les dicts Chaſteaux ſeront aſſis.

ANNO 1343.

§. 11. Et pour ce que tel preſent don, ceſſion & transport & autres choſes deſſus dictes ayent & puiſſent avoir plus grande fermeté, & pour la ſeureté du Roy noſtre dict Seigneur & dudict Monſieur Philippe ſon filz, ou de ceux qui viendront au Dauphiné par ce preſent don, comme dict eſt, nous voulons, mandons, & commandons dés maintenant que les Baillifs, Chaſtellains, & autres Officiers preſents & à venir des dictes Terres contenues en ce preſent Don, promettent & promettront, jurent & jureront ſur les Saincts Evangiles corporellement touchez és mains de ceux, que le Roy noſtre dict Seigneur y voudra deputer, au nom & au proffit de Monſieur Philippe ſon dict filz, & celuy & ceux autres qui ſeront Dauphins comme deſſus, qu'au cas, que nous defaudrions de ce ſiecle ſans hoirs de noſtre corps, nez en loyal mariage, ils mettront toutes les Forteresſes & Chaſteaux des dictes Terres ez mains d'iceluy ou de ceux, que le Roy noſtre dict Seigneur ou ſon dict fils, ou celuy qui ſera Dauphin, comme dict eſt, ordonnera & deputera; & s'ils y failloient deſlors qu'ils ſeroient le contraire, ils ſeroient tenus & reputez parjures, & convaincus de trahiſon, & jugez pour traiſtres & faux promettеurs.

§. 12. Pourra le Roy noſtre dict Seigneur dés maintenant eſlire des Gentils hommes ſuffiſants & convenables, qui ſoient nos hommes tant ſeulement, ou de luy & de nous enſemble, és mains desquels nous mettions desja, au nom & au proffit de nous, & au nom & au proffit du Roy noſtre dict Seigneur & de ſon dict filz, & de celuy ou ceux, qu'ilz voudront envoyer au Dauphiné, comme deſſus eſt dict, à plus grande ſeureté d'accomplir les choſes deſſus dictes, des Chaſteaux & Villes des meilleures & plus notables des dits Dauphiné & Terre; & ne pourront eſtre oſtez les dicts Chaſteaux & Villes des mains des dicts Nobles, ni baillées à autres, ſi ce n'eſtoit de la volonté du Roy, & que ceux, qui les prendroient, ne fiſſent tout avant ſemblable ſerment, & les promeſſes, & ſur les peines contenues en l'article precedent; & toutes voyes, ſi nous les voulons changer, faire le puiſſions, ſans requerre la volonté du Roy, & ſans contredict: mais que ce ſoit en gens de pareille condition, & que faſſent tout avant le pareil ſerment en la main du * Riguier, du Chaſtellain de Sainct Colombe, ou de l'un d'eux, ou des deputez d'eux qui ſont ou ſeront par le temps.

§. 13. Et par ſpecial avec ces choſes, agreant ſeurté de noſtre dict Seigneur ou ſon dict filz, ou de celuy ou ceux qui ſeront Dauphins, comme deſſus eſt dict, mettions en la main, & maniere des Terres deſſus dictes, ez mains des Nobles que le Roy ou ſes gens eſliront de nos hommes, par la maniere que deſſus eſt dict, noſtre dicte Terre de Fuſſigny, & tous les Chaſteaux & Villes, apartenances d'icelles & les Chaſteaux d'Albon & de Moras, & des autres à l'advis des gens du Roy noſtre dict Seigneur en la maniere deſſus dicte, en baillant & preſtant aux Deputés deſſus nommés les promeſſes & ſerments deſſus dicts, & ſur les peines deſſus dictes: auſſy baillons & mettons dés maintenant és mains de noſtre feal Monſieur Humbert de Chaulay Chevallier & à preſent Baillif de Mascon pour le Roy noſtre dict Seigneur les Chaſteaux de Montluel, (*c*) Perroges, Semans, (*d*) Moiſinieu, Satonnay & Vaux, qui eſt de coſté Lyon, pour les tenir & gouverner au nom de nous, & à la ſeureté de noſtre dict Seigneur & de ſon dict filz qui ſera Dauphin: & il fera les ſerments & promeſſes deſſus dictes, & en la maniere deſſus dicte, & ſous les manieres, reſervations, conditions, promiſſions, pactions, & convenances contenues en ces Lettres.

§. 14. Pour les cauſes deſſus dictes & pluſieurs autres, qui à ce nous mouvoient & pouvoient mouvoir; & parmy dix mil livres de rente que le Roy noſtre dict Seigneur nous a promis & données à prendre en certains lieux & convenables le cours de noſtre vie tant ſeulement, ſans que nous ou nos Succeſſeurs ſoient tenus à faire reſtitution des fruicts, que nous en aurons perceu en noſtre vivant; & parmy deux mil livres de rente

(*a*) à donner ou ordonner à noſtre volonté ſoit en Egliſes ou autrement, reſervez toutes fois les Fiefs & Souveraineteż audict Dauphine.

(*b*) ou *Auiſoin*. Ne faudroit-il point lire *Viſan*?

* Peut-être *Viguier*.

(*c*) ou *Reroger*.

(*d*) ou *Moiſiniac*.

ANNO 1343. te à heritage, que nous prenions à ſon treſor à part, & auſſy parmy ſix vingt mil florins d'or de Florence, ou la valeur qu'il nous a donné ou promis payer à trois ans, chacun an quarante mil florins nous ſoient ou doivent eſtre payés dans les octaves de la nativité Sainct Jean Baptiſte prochain venant; & la nativité de Sainct Jean Baptiſte prochainement enſuivant les autres quarante mil florins; & l'autre nativité Sainct Jean Baptiſte deſlors prochaine enſuivant les autres quarante mil florins; & nous ſeront & doivent eſtre aſſignez les dicts quatre vingts mil florins en certains lieux & convenables, à prendre par noſtre main aux termes deſſus nommez; en telle maniere & condition, que au payement d'iceux, nous ne puiſſons eſtre en rien empeschez par voye de compenſation, ou quelconques demandes, que le Roy ou ſes gens, ou autres perſonnes nous puiſſent faire pour cauſe de marque du petit ſcel de Montpellier, ou par quelconques autres cauſes que ce ſoit.

§. 15. Et ſi toute la dicte ſomme ne nous eſtoit payée en noſtre vivant, ce qu'il en faudroit, ſoit à nos enfans, ou à ceux que nous y voudrions ordonner, tant comme le Roy noſtre dict Seigneur ou à ſes Succeſſeurs Roys de France voudroient attendre pour leurs dicts enfans, ou leurs Succeſſeurs deſcendans d'eux, la ſucceſſion du dict Dauphiné en la maniere deſſus dicte; & parmy ce que le Roy nous a donné & octroyé que nous & nos Succeſſeurs ayons les premieres appellations, & juges d'apeaux & executions d'icelles en toutes les proprietez, fiefs, arrierefiefs, que nous avons & aurons au Ou plûtôt Royaume de France; & avec * & que noſtre monnoye & de nos Succeſſeurs du Dauphiné y concoure, & y ait ſon cours en nos dictes terres, proprieté, fiefs & arrierefiefs du Royaume, ſi comme il eſt accouſtumé d'ancienneté; & que nous & nos Succeſſeurs nous puiſſions ayder en temps de guerre, & autre temps convenable & neceſſaire, de nos gens & Subjects de nos terres du Royaume, & les traire hors du Royaume pour les dictes cauſes, non obſtant deffenſes contraires, ſi le Roy n'en avoit affaire pour guerre ou autre cauſe raiſonnable: & que marque quelle que ce ſoit du petit ſeel de Montpellier, ou de quelque autre ſcel de foires ou ſtatuts du Royaume, ou pour quelconque cauſe & obligation, ne ſe peut donner contre nous, nos Succeſſeurs, ne contre nos Hommes & Sujets du dit Dauphiné, jusques à tant que nous, ou nos Lieutenants ou Juges competans deuement requis ſerions en deffaut d'en faire raiſon & juſtice: & que nuls Hommes ou Sujets du dict Dauphiné pour choſes qui ſoient aſſiſes hors du dict Royaume, ou contraint ou meſfaict hors du dict Royaume faict, ne puiſſent eſtre traicts en aucune Cour du Royaume, ſi ce n'eſtoit en cas ou remiſſion, qui s'en devroit faire par raiſon tant ſeulement.

§. 16. Et parmy ce que le Roy noſtre dict Seigneur nous a promis pour luy & ſes hoirs & Succeſſeurs en bonne foy à garder & conſerver, & deffendre nous, nos hoirs & Succeſſeurs d'icelles noſtres du dict Dauphiné, Comtez, Dignitez, Baronnies & Terres deſſus dictes, fiefs & arrierefiefs, & toutes autres choſes contenuës en cette Donation, toutesfois que par nous, ou nos hoirs & Succeſſeurs en ſeront requis, perpetuellement à tousjours: & ce mesmes nous a faict promettre & jurer par noſtre dict Seigneur & Couſin le Duc de Normandie ſon filz, & par ſon frere noſtre tres cher Couſin le Comte d'Alençon, & avec ce promis qu'il fera & curera, & ſoit tenu de curer & faire, que nos chers Couſins le Duc de Bourgogne & le Comte de Bouloigne & d'Auvergne ſon filz nous feront celle meſme promeſſe de deffendre nous, nos hoirs & Succeſſeurs, & nos du dict Dauphiné, Comtez, Diguitez, Baronies & Terres deſſus dictes, fiefs & rierefiefs d'icelles, & les autres choſes; tout à la maniere que le Roy noſtre dict Seigneur nous a promis perpetuellement à tousjours. Et nous auſſy par ſemblable maniere, pour nous & nos Succeſſeurs l'avons juré & promis, jurons & promettons au Roy noſtre dict Seigr. & à tous les deſſus nommez pour eux & leurs Succeſſeurs, garder, conſerver & deffendre eux & leurs hoirs & Succeſſeurs à ledict Royaume, leurs Duchez, Com- Peut-être perpetuellement. tez, Dignitez, Baronnies & Terres, * particulierement à tousjours.

§. 17. Et au cas que nous aurions hoirs de noſtre corps deſcendans par loyal mariage, un ou pluſieurs maſles ou femelles, & iceux mourroient ſans hoirs de leurs corps, nais en loyal mariage; nous voulons & ordonnons, que au dit cas le dit Monſieur Philippes, ou celuy des dits Enfans comme deſſus, leur ſuccedant au dict Dauphiné & Terres, tout en la forme & maniere, qu'il a eſté deviſé par deſſus, qu'ils y viendroient apres nous, ſi nous defaillons de ce ſiecle ſans hoirs, comme dict eſt. Et au cas, que nous aurions filles, une ou pluſieurs deſcendans de noſtre chair naiz en loyal mariage, le dict Monſieur Philippes, ou celuy des dicts Enfans, comme deſſus prendroit en mariage l'aiſnée des dictes filles, ſi elle n'avoit deformité, ou autrement n'eſtoit inhabille, & avec celle auroit en mariage les dicts Dauphiné & Terres; & au cas ou celle ne ſeroit convenable, le dict Monſieur Philippe, ou celuy des dicts Enfans, comme deſſus, prendroit l'autre enſuivant par mariage avec les dicts Dauphiné & Terres, & les autres filles ſeroient mariées ſuffiſamment ſuivant l'ordonnance du Roy noſtre dict Seigneur, ou du Duc de Normandie ſon filz ou de leur Succeſſeur Roy de France. Et au cas ou le dict Monſieur Philippes ſeroit paſſé de ce ſiecle, ou ſeroit ja marié, ou de tel aage qu'il ne fuſt convenable de tant attendre à luy marier, ou euſt quelque empeschement legitime, pourquoy il ne peut prendre en mariage la dicte fille, l'un des filz du dict Duc de Normandie, lequel le Roy, qui par le temps ſeroit, eſliroit, ou ledict Monſieur le Duc, prendroit la dicte fille en mariage avec le dict Dauphiné & Terres; & au cas & par les manieres, convenances, reſervations, & autres promeſſes deſſus dictes & deviſées, ſuccederont, & doivent ſucceder nos filz & nos filles l'une à l'autre, & toute leur poſterité deſcendant de leur corps par loyal mariage, de degré en degré, au Dauphiné & Terres deſſus dictes.

§. 18. Et eſt à entendre, que au cas ou nous avons Hoirs masles ou femelles, & s'il plaiſt au Roy noſtre Seigneur, ou à Monſeigneur le Duc, ou à leurs Succeſſeurs Roys de France, ilz pourront recouvrer de nos dicts Hoirs les ſix vingts mil florins deſſus dicts apres noſtre decedz, & non mie en noſtre vivant, ne apres noſtre decedz, jusques à tant que noſtre dict Hoir, comme deſſus, euſt quatorze ans accomplis & non avant; & lors ſeroit tenu à payer douze mil & cinq cents florins chacun an au Roy ou à ſes Hoirs, ou à ceux, qui de luy auront cauſe, jusques à tant que le Roy euſt recouvré tout ce que nous aurions receu de la dicte ſomme. Et pour ce ſera tenu celuy de nos dicts Hoirs, qui lors tiendra le Dauphiné à bailler en la main du Roy, ou de ſes Hoirs, ou qui de luy auront cauſe, choſes & terres, ou le Roy peuſt prendre franchement chacun an les dicts douze mil & cinq cents florins, en rabattant de la dicte ſomme de ſix vingts mil florins deſſus dicts, jusques à tant, que la dicte ſomme ſoit payée comme dict eſt.

§. 19. Et s'il leur plaiſt attendre le cas du deceds de nos dicts Hoirs maſles & femelles deſcendans de noſtre corps, en cas qu'ils defaudroient tous & leur dicte poſterité deſcendant d'eux, comme deſſus, ſans Hoirs de leurs corps, nays en loyal mariage en quelque degré, que ce fuſt des dictes deſcendans de nous, ou de nos dicts Enfans deſcendans de noſtre corps; & ſoy ſouffrir & ceſſer de lever les ſix vingt mil florins deſſus dicts: nous voulons & ordonnons, que en iceluy cas, la dicte Donation ait ſon effect à celuy de leurs enfans, que le Roy noſtre dict Seigneur, qui eſt à preſent, ou le dict Monſieur le Duc s'ilz eſtoient deffaillis de ce ſiecle, ou leurs Succeſſeurs Roys de France voudroient eſlire, avec les charges, promeſſes & convenances deſſus dictes, leſquelles nous voulons eſtre tenues & gardées par celuy de leurs dicts Enfans qui au dict Dauphiné tiendroient par quelque des voyes ou manieres deſſus dictes y contenues, leſquelles au dict cas voulons eſtre tenues & receptées.

§. 20. Toutes leſquelles choſes nous Dauphin deſſus dict promettons en bonne foy tenir & accomplir, & à non venir encontre en aucun temps par quelque voye que ce ſoit, & à ce obligeons nous, nos Hoirs & Succeſſeurs preſents & à venir; renoncceants à cet effect par noſtre ſerment à toute exception de mal de fraude, de barat, de leſion & circonvention & de deception, & à ce que nous puiſſions dire autre choſe avoir eſté faicte & accordée que eſcritte, ou eſcritte que faicte & accordée, au benefice de reſtitution & convention de lieu & de juges: & à toutes graces, Lettres, & Privileges ſur quelconque forme de parolles que ce ſoit, à tout Droict escrit & non escrit, Canon & Civil; & à toutes autres deceptions, barres & cavillations par leſquelles on pourroit venir contre ces Lettres, ou aucunes des choſes contenues en icelles; & jurons à Sainctes Evangiles, que oncques ne fismes, ni ne feronſ choſes pourquoy les dictes choſes ou aucunes d'icelles puiſſent eſtre enfraindtes, retractées ou empeschées en aucune maniere; & à ce tenir & garder & encontre non venir, voulons eſtre contraincts & ſoubmettons nous

ANNO 1343. & nos biens, & les biens de nos Hoirs & Succeſſeurs à la cohertion & contrainɛte du petit ſeel de Montpellier & de la Chambre de noſtre ſainɛt Pere le Pape.

§. 21. Et nous Roy de France deſſus dict en approuvant le bon propos & bonne volonté dudiɛt Dauphin noſtre tres cher & feal Couſin, & en recognoiſſant l'amour qu'il a à nous & à nos Enfans, & acceptant & approuvant ce preſent Don, & les choſes deſſus dictes & chacune d'icelles, & ayant intention & volonté, ſi comme il appartient de faire & accomplir toutes les choſes pourparlées & accordées par nos diɛts Conſeillers pour nous d'une part, & par le diɛt noſtre Couſin en ſa perſonne d'autre: en preſence de noſtre ſainɛt Pere deſſus diɛt, & par ſi grand conſeil & deliberation comme diɛt eſt, en accompliſſant icelles; avons donné & donnons dés maintenant au diɛt Dauphin dix mil livres de rente à prendre le cours de ſa vie, en lieux certains & convenables, ſans priſer en icelles maiſons ne Chaſteaux, ſans que luy ou ſes Succeſſeurs ſoient tenus à faire aucune reſtitution des fruiɛts perceus en ſon vivant; & deux mil livres de rente annuelle & perpetuelle en lieux certains & convenables, au lieu, & pour cauſe de deux mil livres de rente, que noſtre diɛt Couſin prenoit à noſtre diɛt treſor à Paris.

§. 22. Et avons voulu & octroyé, voulons & octroyons, que le diɛt Dauphin & ſes Hoirs & Succeſſeurs ayent & doivent avoir les premieres appellations & juges d'apeaux, & les exactions d'icelles en toutes les proprietez, fiefz & riereſiefz, qu'il a & en auroit à noſtre diɛt Royaume; & avec ce voulons & octroyons, que ſa monnoye & de ſes Succeſſeurs au Dauphiné coure & aye ſon cours en ſes diɛtes terres, fiefs & riereſiefs de noſtre Royaume, ſi comme il eſt accouſtumé d'ancienneté; & le diɛt Dauphin & ſes Succeſſeurs ſe puiſſent ayder en temps de guerre, & autre temps convenable & neceſſaire de ſes gens, qui ſont & qui ſeront en ſes terres, fiefz & riereſiefz de noſtre diɛt Royaume pour les diɛtes cauſes, non obſtant deffenſes contraires, ſi nous en avions affaire pour guerre, ou pour autre cauſe raiſonnable.

§. 23. Et avec ce avons donné & donnons à noſtre diɛt Couſin, ſix vingts mil florins de Florence, ou la valeur, les quels nous luy promettons à payer, ou ſes Enfans, ou ceux qu'il voudra ordonner, tout en la maniere, & ſur les conditions & termes, que par le diɛt Dauphin noſtre diɛt Couſin a eſté diɛt & eſclaircy par deſſus. Et pour les diɛts payemens, les aſſignerons, & promettons les aſſigner en certains & convenables lieux, & à les y prendre par ſa main, & ne voulons que en payements & perceptions d'iceux ſoient, ou puiſſent eſtre en rien empeſchées par voye de recompenſation, ou quelque demande, que nous ou nos gents, ou autres perſonnes leur puiſſent faire, pour cauſe de marque du petit ſeel de Montpellier, & par quelque autre obligation ou cauſe que ce ſoit.

§. 24. Et promettons en bonne foy à garder, tenir, & faire garder & tenir à noſtre tres chere Couſine Beatrix de Hongrie, mere du diɛt Dauphin ſon Douaire le cours de ſa vie, & par celle meſme maniere à noſtre tres chere Couſine la Dauphine ſa femme le Douaire de dix mil livres de rente, que le diɛt Dauphin luy a données & aſſignées le cours de ſa vie tant ſeulement. Et avec ces choſes avons voulu, voulons & octroyons à noſtre diɛt Couſin, que marque quelle qu'elle ſoit du petit ſeel de Montpellier, ou autre des foires ou ſtatuts de noſtre Royaume, ou par quelconque cauſe ou obligation, que ce ſoit ne ſe peut donner contre le diɛt Dauphin, ni contre les hommes, ou Sujets du diɛt Dauphiné, & Terres deſſus diɛtes, jusques à tant, que les Dauphins ou ſes Lieutenants ou Juges competents deuement requis ſeroient en deffaut d'en faire raiſon & juſtice, & que nuls hommes & Sujets du diɛt Dauphiné & Terres deſſus diɛtes, pour choſe que ce ſoit aſſiſe hors de noſtre Royaume, ſi ce n'eſtoit en cas, ou remiſſion contrainɛt pour mesfaiɛt hors d'iceluy Royaume faiɛt, ne puiſſent eſtre traiɛts, ni convenus en aucune Cour de noſtre Royaume, qui devoit faire par raiſon tant ſeulement.

§. 25. Et avons voulu, voulons & octroyons & promettons à faire tenir & garder à tout jamais & perpetuellement par noſtre diɛt filz le Duc, & leurs Hoirs & Succeſſeurs, qui le Dauphiné auront, toutes les Libertez, Franchiſes, Privileges, bons us, & bonnes couſtumes des Prelats, Barons, Chaſtellains & autres Sujets nobles & non nobles & ſingulieres perſonnes, Egliſes & de tout le Clergé, Communes, Citez, Chaſteaux & Villes franches, des fiefz & riereſiefz du diɛt Dauphiné, & des autres Terres deſſus diɛtes, tant de ſucceſſion comme d'autres choſes; & que tant en fiefz & riereſiefz, comme en autres choſes ſuccedent les plus prochains du lingnage, maſles ou femelles, en montant ou descendant, en collateral auſſy, tant nobles, comme non nobles, ſans Teſtament ou par Teſtament, eux ou autres, ſelon la diſpoſition du Teſtateur, tant en fiefs & arriereſiefz nobles & autres, comme en autres choſes, & qu'iceux Privileges, Franchiſes & Libertez leur ſoient confirmez & ratifiez par celuy de nos diɛts enfans, comme diɛt eſt, qui ſera Dauphin; ſans les rappeller ou enfraindre au temps à venir, par aucune maniere que ce ſoit. ANNO 1343.

§. 26. Et avec ce avons promis & promettons pour nous & nos Succeſſeurs Roys de France au diɛt Dauphin & à ſes Hoirs ou Succeſſeurs Dauphins du Viennois à luy garder & aider, & conſerver, & deffendre ſoy, ſes Hoirs & Succeſſeurs, & ſon Dauphiné & ſes Comtez, Baronnies, Dignitez & Terres, fiefs & riereſiefs d'icelles, & toutes autres choſes contenues au diɛt Don, toutes fois, que par luy ou ſes Hoirs ou Succeſſeurs en ſeront requis perpetuellement à tousjours. Et cette promeſſe luy avons faiɛt faire & jurer en noſtre preſence par noſtre tres cher filz le Duc de Normandie, & noſtre tres cher frere le Comte d'Alençon, & promettons à jurer & faire, que noſtre tres cher & feal frere le Duc de Bourgogne, & noſtre tres cher Neveu Philippe ſon filz Comte de Boulongne & d'Auvergne feront la ſemblable promeſſe.

§. 27. Et conſentons en la retenue faiɛte par le diɛt Dauphin noſtre Couſin des Chaſteaux de Quirieu, de Cremieu, de Sablonnieres, de la Balme, & de tout ce qui eſt dedans l'Iſle de Charny, & des Chaſteaux & Villes de Sainɛt Donat, Bellegarde, de Montfort, de Montbrimon, de Montfiori, de Vizille, de la Mure, de Corp, de Belmont, de la Valpute, de Chaſtillon, & de (a) Challanche deſſus nommez pour les dix mil Livres de rente perpetuelle par luy retenue comme deſſus; ſi ainſy eſt, que les diɛts Chaſteaux ne ſoient en marche ni Frontiere, & ne ſoient en nobleſſe de Comté ou de Baronnie; & ſi aucun en avoit en marche ou Frontiere, ou qui fuſſent en nobleſſe de Comté ou de Baronnie, comme deſſus eſt diɛt, y demeureront & doivent demeurer en Dauphiné, en baillant au diɛt Dauphin noſtre Couſin, ou ceux, qui de luy auront cauſe, autres Chaſteaux hors marche, Frontiere & Nobleſſe, comme deſſus, en parfaiſant les diɛtes dix mil livres de rente perpetuelle, nous voulons & conſentons qu'elles luy ſoient accomplies bien & convenablement en lieux de ſemblable condition, comme doit eſtre la retenuë des diɛtes dix mil livres, comme deſſus eſt diɛt.

(a) ou S. Lembre.

§. 28. Et promettons en bonne foy pour nous & nos Succeſſeurs à faire tenir & garder perpetuellement & accomplir toutes les choſes deſſus diɛtes & deviſées, tant par nous, comme par le diɛt Dauphin noſtre Couſin & chacune d'icelles, tant comme elles touchent ou pourront toucher nos dits enfans & nos Succeſſeurs & les leurs, à non venir encontre: & à ce obligeons nous & ceux, nos Hoirs & Succeſſeurs, & les leurs, tous nos biens & les leurs preſents & à venir, renonceant en ce fait, en bonne foy à toute exception de mal, de fraude & de barat & de leſion, de circonvention, & de deception, & à ce que nous puiſſions dire autre choſe avoir eſté faiɛte & accordée que escritte, ou escritte que faiɛte ou accordée, au benefice de reſtitution & convention de lieu & de Juges, & à toutes graces, Lettres & Privileges, ſur quelconque forme de parole, que ce ſoit, à tout Droiɛt escrit & non escrit, Canon & Civil, & à toutes autres deceptions, barats & cavillations, par leſquels l'on pourroit venir contre ces Lettres, ou aucunes des choſes contenuës en icelles: & n'eſt pas l'entente de nous Roy de France, ni Dauphin, ni d'aucun de nous pour choſe que deſſus ſoit faiɛte ou diɛte, ni qui s'enſuive, qu'aucun prejudice ſoit faiɛt aux droiɛts de l'Empire.

§. 29. Et nous Roy de France & Dauphin deſſus diɛts, toutes les choſes deſſus diɛtes & chacune d'icelles acceptons & approuvons, & promettons en bonne foy pour nous & nos Succeſſeurs, à les tenir, accomplir & garder, & à non venir encontre; & à aggreigneur perfection, fermeté & ſeureté des diɛtes choſes; ſupplions à noſtre Sainɛt Pere le Pape deſſus diɛt, que les donations, ceſſions & transports deſſus diɛts, & toutes les autres choſes deſſus escrittes & compriſes, il veuille louer, approuver & ratifier & confirmer, & ſuppleer

ANNO 1343. pleer les defauts, ſi aucun en y a, & y pourvoir de toutes les voyes & remedes, par lesquelles les choſes deſſus dictes & chacune d'icelles ayent & prenent, puiſſent prendre & avoir pleine vigueur & effect en toutes les meilleures manieres, que faire ſe pourra; tout ainſy, que ſi expreſſément, & par ſpecial fuſſent par nous expreſſées, ſpecifiées, convenancées, & accordées en ces preſentes Lettres, & ainſy comme par luy pourra mieux eſtre faict; ſans ce toutes fois, qu'il porte aucun prejudice aux droictes & honneurs du Royaume; toutes voyes, toutes les choſes deſſus dictes & chacune d'icelles demeurant en leur fermeté & premiere vertu. Donné au Bois de Vincennes, l'an de grace mil trois cens quarante trois, au mois d'Avril, le vingt troiſieſme du dict mois d'Avril. Par le Roy en ſon grand Conſeil, R. de Moulins. Humbert P. par Monſieur le Dauphin à la relation, & de la volonté & commandement exprés de Monſieur Humbert Seigneur de Thoyre & de Villars; Humbert de Choulay Seigneur de Linlins, Amblart Seigneur de Beaumont, Guiſques de Morges Seigneur de l'Eſpine Chevalliers, Jacques Brumier Chevalier du Dauphiné, Frere Jacques Riviere Commandeur de Marſeille, & Jacquemet de Die dit Lappo, Conſeillers Procureurs & Meſſagers à ce deputez par Monſeigneur le Dauphin. H. P.

Forma Litterarum declaratoriarum ſequitur, & talis eſt.

§. 30. PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France; Sçavoir faiſons à tous preſents & à venir, que comme noſtre cher & feal Couſin HUMBERT Dauphin de Viennois nous ait requis par aucuns articles contenus en l'accord faict entre nous d'une part & luy de l'autre, ſur la Succeſſion de ſon DAUPHINE' & de certaine de ſes autres Terres pour Philippes noſtre fils, ou pour l'un des Enfans du Duc de Normandie noſtre fils aisné, au cas, que noſtre dict Couſin trespaſſeroit de ce ſiecle ſans hoirs maſles ou femelles deſcendans de ſa chair par loyal mariage; nous voulſiſſions pour tous doubtes & debats oſter, & esclaircir & mieux declarer: C'eſt à ſçavoir, l'article, qui parle que ſa monnoye & de ſes Succeſſeurs Dauphins de Viennois coure & aye ſon cours en ſes proprietez, fiefs & arrierefiefs, qu'il a, ou qu'il auroit en noſtre Royaume, ainſy qu'il eſt accouſtumé d'ancienneté.

§. 31. Item l'article qui parle, que marque du petit ſeel de Montpellier, ni d'autres petites foires, ou Statuts de noſtre Royaume, ou pour quelconque cauſe ou obligation que ce ſoit, ne puiſſent eſtre données contre luy, ſes Hoirs & Succeſſeurs, ni ſes hommes & Sujets des dicts Dauphiné & Terres, s'il ou ſon Lieutenant ou Juges competans n'eſtoient en default d'en faire raiſon ou juſtice ſuffiſamment requis.

§. 32. Item l'article qui parle, que les dix mil livres de rente, que il retient au Dauphiné à l'heritage pour faire ſa volonté, les fiefs demeurants à celuy qui ſera Dauphin, il aye l'Iſle de Cremieu, & autres certaines Terres & Chaſteaux nommez & ſpecifiez au dict article, s'il n'eſtoit en marche, ou frontiere.

§. 13. Et nous qui tousjours voulons & voudrions faire plaiſir à noſtre dict Couſin pour les dicts doutes oſter, enclinez à ſa dicte Requeſte, declarons & esclairciſſons par ces Lettres, & voulons, que la monnoye du ſusdict Dauphin, & de ſes Succeſſeurs Dauphins de Viennois coure & aye ſon cours des terres, fiefs & arrierefiefs, qu'il a au Royaume pour raiſon du Dauphiné, & en toutes les autres lieux, Villes, fiefs & arrierefiefs, qu'il acquerroit ou acqueroient dedans, environ icelles, au proffict du dict Dauphiné.

§. 34. Item ſur l'article qui parle de marque du petit ſeel de Montpellier &c. noſtre entente eſt, & declarons, voulons, & commandons, que nulle marque ne ſoit donnée à noſtre dict Couſin, ſes Hoirs ou Succeſſeurs, ni contre ſes hommes & Sujets du dict Dauphiné & terres, & s'il ou ſon Lieutenant principal ou ſon Juge ordinaire de la Jugerie, à laquelle ſeroit jugé celuy contre qui la Requeſte ſe devroit faire, n'eſtoit en deffaut de faire raiſon & juſtice ſuffiſamment requis tout avant, & que de la requeſte, & de la reſponce de noſtre dict Couſin ou de ſon Lieutenant ou Juge deſſus dict il apparut par Inſtrument public ou tesmoings dignes de foy.

§. 35. Et quant eſt de l'article, qui parle de la retenue, que noſtre dict Couſin a faict de l'Iſle de Cremieu, & d'autres certaines Terres & Chaſteaux nommés en l'article de ladicte retenue pour les dix mil livres de rentes deſſus dictes. Nous declarons la dicte Iſle, & les autres Terres, Villes & Chaſteaux nommez & ſpecifiez au dict article, c'eſt à ſçavoir les Chaſteaux Quirieu, de Cremieu, de Sablonnieres & de la Balme & de tout ce qui eſt en l'Iſle de Charnis, & les Chaſteaux & Villes de Sainct Donat, de Bellegarde, de Montfret, & de Montbonoud, de Montfleury, de Vizille, de la Valpute, de Chaſtillon, & Salenche, eſtre hors marche & frontiere; & n'y a choſes pourquoy la dicte retenue deuſt ou peut eſtre empeschée au temps advenir. ANNO 1343.

§. 36. Laquelle declaration nous promettons à faire, & procurer que Philippe noſtre filz ou celuy des Enfans du Duc de Normandie noſtre filz aisné, qui viendroit au Dauphiné par l'accord deſſus aggréera, ratifiera, approuvera & promettra par ſes Lettres à tenir, ſans aller encontre, leſquelles declarations, nous voulons, mandons & commandons eſtroictement eſtre tenuës, gardées & entretenuës de point en poinct, les autres choſes contenues és Lettres du dict accord, demeurants en leur pleine force & vertu.

§. 37. Et pour ce que les Sujets de noſtre dict Couſin & ſes hommes de proprietez, fiefs, & arrierefiefs, qu'il a en noſtre Royaume, ne ſoient opprimez de multitude de nos Sergeants, nous luy octroyons par ces Lettres de noſtre grace ſpecialle, pour luy & pour ſes Hoirs & Succeſſeurs, qu'en ſes terres fiefs & arrierefiefs, qu'il a & auront pour cauſe du Dauphiné en la Seneſchauſſée de Beaucaire ez Villages de Vivarez de Bonceu & de Vellay, quatre de nos Sergeants de la dicte Seneschauſſée, qui ſeront nommez & eſleus par le Seneschal de Beaucaire preſent & advenir, puiſſent & non autre de la dicte Seneschauſſée dorenavant ſergenter, & faire office de Sergeant, és cas de reſſort & ſouveraineté, & en autre cas à nous apartenant, toutes fois que meſtier en ſera; & en ſes terres, fiefs, & arrierefiefs qu'il a, & auroit au baillage d'Auvergne deux Sergens ſeulement, & par celle maniere, & quatre autres au baillage de Mascon; tous autres Sergens de la dicte Seneschauſſée & Baillages forclos & deſtituez quant à faire office de Sergeant, ſur & és terres & proprierez, fiefs & arrierefiefs, que noſtre dict Couſin & ſes Succeſſeurs Dauphins de Viennois auront és dictes Seneschauſſées & Baillages.

§. 38. Et avec ce avons octroyé & octroyons, que noſtre dict Couſin le Dauphin, ou ſes gens pour luy, pour quelconque obligation ou marque faicte ou donnée de tout le temps paſſé, jusques à ores ne puiſſent eſtre empeschez en aucunes manieres ez Terres, Lieux, Villes, biens, fruicts & perception d'iceux, que nous luy avons donné, & luy devons faire aſſeoir, à preſent en noſtre Royaume, tant comme il vivra. Et pour ce que toutes ces choſes ſoient fermes & ſtables à tousjours, nous avons faict mettre noſtre ſeel, en ces preſentes, ſauf en autre choſe noſtre droict en toutes l'autruy, donnée à Ste. Colombe l'an de grace (a) mil quatre cens quarente trois, au mois de Juillet. *Par le Roy* de ſon commandement à moy, faict en voſtre preſence R. DE MOULINS, veue & ordonnée par le Conſeil. (a) *Liſez* 1343.

Forma Litterarum Regiarum pro Procuratione ſupra dicta ſequitur, quæ talis eſt.

§. 39. PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux, qui verront ces Lettres, Salut. Comme par certain accord faict entre nous pour Philippe noſtre filz, ou pour l'un des Enfans du Duc de Normandie noſtre filz aisné d'une part, & noſtre tres cher & feal Couſin, le DAUPHIN de Viennois d'autre part, ſur la ſucceſſion de ſon DAUPHINE', & d'autres ſiennes Terres contenues és Lettres du dict accord, les Baillifs & Chaſtellains du dict Dauphiné & Terres nous doivent faire certains ſerments, & auſſy nous puiſſions nommer & eſlire des Gentils hommes, qui ſoient hommes de noſtre dict Couſin ſeulement, ou hommes de nous enſemblement, és mains desquels doivent eſtre mis certains Chaſteaux & Villes des plus notables du dict Dauphiné & Terres, au regard de nous, & des gens, que nous y deputerons, & nous doivent eſtre faictes certaines autres choſes à la ſeureté & pour les dicts accords entretenir, accomplir, ſi comme és dictes Lettres eſt dict plus à plain contenu.

§. 40. Sçavoir faiſons, qu'à nommer & eſlire les dits

ANNO 1343. dits Gentils hommes & Chaſtellains, & recevoir les diſts ſerments, & toutes autres choſes, qui parmi le diſt accord, & pour la ſeureté de tenir & accomplir les choſes deſſus diſtes, nous doivent & devront eſtre faiſtes, nous avons faiſt & eſtably, faiſons & eſtabliſſons nos Procureurs generaux, & Meſſagers ſpeciaux nos amez & feaux, P. Evesque de Clermont, Guillaume Flotte Seigneur de Renel noſtre Chancelier, Pierre de Cugnieres, Jean Prieur de Crespy & Maiſtre Berengier de Montlault Archidiacre de Lodeve, & Aymard d'Auteville, nos Conſeillers, & chacun par luy: & leur donnons pouvoir & mandement ſpecial, & à chacun pour le tout; de faire en cette partie, & en toutes choſes qui à ce peuvent apartenir, tout ce que nous ferions & pourrions faire, ſi nous y eſtions preſent, promettant avoir ferme & agreable à tout ce, que par eux, & par chacun d'eux y ſera faiſt & procuré. En tesmoin de ce nous avons faiſt mettre noſtre ſeel à ces preſentes. Donné à Ville ** le ſeptieſme jour de Juillet, l'an de grace (a) mil quatre cents quarante trois. *Par le Roy.* R. DE MOULINS.

(a) *Liſ.* 1343.

§. 41. Quibus lectis Literis & publicatis, ut ſupra, dictus Dominus Delphinus ibidem & in continenti, ex certa ſcientia & ſpontanea voluntate, nulla fraude, vel machinatione ſeductus, ut dicebat, omnia & ſingula contenta in prædictis Literis, & ſingulis earum clauſulis & capitibus, quatenus eum tangunt & concernunt, tangere & concernere poſſunt & poterunt in futurum acceptavit, gratificavit, approbavit, ratificavit & omologavit expreſſe & promiſit & juravit, tactis per eum Evangeliis Sacroſanctis; dictis Dominis Procuratoribus & Conſiliariis Regis, nobisque Notariis Publicis infraſcriptis, tamquam perſonis publicis præſentibus, ſtipulantibus & recipientibus nomine & ad opus dicti Domini Regis & filiorum ſuorum, ac ſucceſſorum ſuorum, quos tangunt & tangere poſſunt conventiones & omnia ſingula in eis contenta & comprehenſa; quatenus eum tangunt & concernunt, tangere & concernere poſſunt & poterunt, ut ſupra attendere, complere & obſervare inviolabiliter, attendi, compleri, & obſervari, inviolabiliterque obſervari facere, & nullo tempore ea vel eorum aliqua infringere, ſeu contra ea facere quomodolibet vel venire.

§. 42. Domini verò dicti P. Episcopus Claromonten. Guillelmus Flotte Cancellarius, Petrus de Cugnieres, Joannes Prior de Crespejo, Berengarius Archidiaconus Lodovenſis, & Aymarus Canonicus Lugdunenſis, Conſiliarii & Procuratores Regii, Procuratorio nomine dicti Domini Regis, ac dicti Domini Joannes Richerii & Reginaldus de Molinis promiſerunt; videlicet dictus Dominus Claromontis Episcopus, ponendo manum ad pectus propoſitisque Sacroſanctis Evangeliis, & cæteri juraverunt tactis ipſis Evangeliis Sacroſanctis, per eorum quemlibet, tactis in animam dicti Domini Regis, prædicto Domino Delphino præſenti, ſtipulanti & recipienti, nobisque Notariis infraſcriptis præſentibus, ſtipulantibus & recipientibus, nomine omnium & ſingulorum, quorum intereſt, interſit & intereſſe poterit in futurum: quod ipſe Dominus Rex prædictus omnes & ſingulas pactiones & conventiones & omnia & ſingula in eisdem & ſingulis earum clauſulis & capitibus contenta, quatenus ipſum Dominum Regem, & ejus filios ac ejus Succeſſores tangunt & concernunt, tangere & concernere poſſunt & poterunt quomodolibet in futurum; attendet, complebit, & firmiter obſervabit, attendi & compleri faciet, & inviolabiliter obſervari; & quod ipſe Dominus Rex faciet, curabit, & procurabit cum effectu, quod dictus Dominus Philippus, & ille de filiis dicti Domini Ducis, & quicumque alius, qui ſecundum pacta & conventiones prædictas veniet ad ſucceſſionem dicti Delphinatus, & aliarum Terrarum in ea contentarum, ipſas pactiones & conventiones cum omnibus clauſulis, modis, formis, conditionibus, & aliis in eisdem contentis, attendent, complebunt, & perpetuò inviolabiliter obſervabunt, & nullo tempore per ſe, vel per alium contra facient, vel venient quoquo modo.

§. 43. Poſt quæ ibidem & in continenti dictus Dominus Delphinus rogavit & requiſivit dictos Dominos Reverendos Patres Lugdunenſem & Viennenſem Archiepiscopos, & Gratianopolitanenſem Episcopum; & prænominatis, aliisque ſingulis omnibus infraſcriptis Baronibus & Nobilibus injunxit expreſſe, & præcepit oretenus ſub fidelitate & homagio, quibus eidem Domino Delphino tenentur, & ſub indignationis ſuæ pœna: quod promittant & jurent eorum quilibet, prout ad eum pertinet, & pertinebit, dictas pactiones & conventiones, & omnia in eis contenta attendere, & inviolabiliter obſervare, nulloque tempore contra facere vel venire.

§. 44. Quibus præceptionibus & injunctionibus per dictum Dominum Delphinum factis, dictus Dominus Lugdunenſis Archiepiscopus manu ducta ad pectus, Sacroſanctis Evangeliis appoſitis coram eo, ut moris eſt Prælatorum, in quantum eum tangit, ſalvo jure Eccleſiæ ſuæ, promiſit & juravit contenta in patentibus & conventionibus tenere & inviolabiliter obſervare, & contra non facere vel venire; & dictus Dominus Archiepiscopus Viennenſis eodem modo manu poſita ad pectus, ſalvo jure ſuo, Domini noſtri ſummi Pontificis & univerſalis Eccleſiæ, ac Villæ de Romanis, promiſit & juravit, in quantum eum tangit, easdem attendere & inviolabiliter obſervare, & contra non facere vel venire; & eodem modo Dominus Gratianopolitanus Episcopus prædictus, ſalvo jure ſuo, Eccleſiæ & Sanctæ Sedis Romanæ, & ſalvis pactis & conventionibus initis inter ipſum ex una parte, & dictum Dominum Delphinum ex altera, promiſit & juravit in quantum eum tangit dictas pactiones & conventiones ac declarationes attendere, & inviolabiliter obſervare perpetuò & non contra facere vel venire; nec contra venire volenti aliqualiter conſentire. ANNO 1343.

§. 45. Et etiam magnificus Vir Dominus Ludovicus de Pictavia Comes Valentienſis & Dienſis prædictus, de mandato expreſſo dicti Domini Delphini, promiſit & juravit Sacroſanctis Dei Evangeliis ab ipſo corporaliter tactis, prædictas pactiones, conventiones, & declarationes, & omnia contenta in eis, quantum in eo eſt, toto poſſe ſuo tenere & attendere perpetuò inviolabiliter obſervare, & contra ea, vel eorum aliquod nullo tempore facere vel venire vel alicui contravenienti, ſeu contravenire volenti aliqualiter conſentire. Item magnifici, potentes & nobiles Viri Domini Aymarus Dominus Roffilionis, Joannes de Villariis, Hugo Dominus de Gey, Hugo Dominus Virmille, Girardus Dominus de Anione, Henricus Dominus Caſſenatici, Eynardus Dominus Vigniaci, Odobertus Dominus Caſtri novi, Joannes Pagani Dominus de Memi, Joffredus Dominus Caſte, Arthaudus Dominus Claveſonis, Humbertus de Choulay, Dominus Lullini, Amblardus Dominus Bellimontis, Amedæus de Roffilione Condominus Boscagii, Franciscus de Teyffio Dominus Torave, Girardus Dominus de Terniaco, Guillelmus de Compeyſio, Dominus de Thorento, Bepardus de Leniaco Dominus Yſeronis, Joannes Birengarii Dominus de Morgiis, Reynaudus Alamandi, Dominus Sancti Georgii, Arthaudus de Bellemonte Dominus Fraite, Guillelmus de Royno Senior, Amblardus de Briordo Dominus Serrate, Joffredus de Reynaudis, Fallanelli, Guiotus, Ferlais; Joannes Baſtardus Domini Guionis Delphini bonæ memoriæ, Franciscus de Renello, Nicodus de Fernay, Guido de Palainſo, Ægidius Darco, Jacobus de Compeyſio, Petrus de Loyes, Guillelmus de Senriaco, Milites; Amardus de Roffilione Dominus Salerie & Montis Britonis, Guichardus Dominus de Grolea, Petrus de Analone, Hugo de Analone Dominus Baſtidæ, Joannes Buener, Petrus de Serveus, Anſelmus de Monteforti, Aymonet de Chiſiaco, Joffredus Balonis, Joannes Thiobardi, Roſſetus de Arbrella, Perretus de Chiſiaco, Aynardus de Bellacomba, Aymonetus de Sellanova, Petrus Vimani, Humbertus de Chaponay Dominus Ponſſenat, Aymaronus Allemandi de Belleviſu, Joannes de Saxo, Petrus Verdeti, Petrus Baſtardus de Lucingio, Guillelmus Richardi, Joannes de Clara, Domicelli, & Dominus Franciscus de Cagnio Jurisperitus, Montis leonis Dominus; promiſerunt & juraverunt de mandato expreſſo dicti Domini Delphini, tactis per eos & eorum quemlibet Evangeliis Sacroſanctis, prædictas pactiones, conventiones & declarationes, & omnia & ſingula in eisdem contenta, quilibet eorum, quantum in eo eſt & erit, toto poſſe ſuo tenere, attendere, perpetuo & inviolabiliter obſervare, & contra ea vel eorum aliqua nullo tempore vel facere vel venire, vel alicui contravenire volenti aliqualiter conſentire.

§. 46. De quibus omnibus & ſingulis prædicti Domini Delphinus, Episcopus Claromontenſis & Cancellarius, aliique Procuratores & Conſiliarii Regii, pro ipſis Domino Delphino, Domino Rege & filiis ipſius Domini Regis, nec non & nominati Prælati, Barones & Nobiles quilibet pro ſe voluerunt & petierunt per nos Guillelmum de Saugniaco, Petrum Pellicerii, Humbertum Pilati, & Guigonem Frumenti & Joannem Amandrini Publicos Notarios, & quemlibet noſtrum, fieri tot, quot habere voluerunt publica Inſtrumenta. Acta fuerunt hæc apud Viennam in refectorio Monaſterii Sancti Petri foris portam; præſentibus Reverendo in Chriſto Patre, Domino Hugone Archiepiſcopo

ANNO 1343. copo Vesontino, venerabilibus & nobilibus Viris Dominis, Petro de Hoeriis Camerario Sancti Petri, Joanne de Noses, & Domino Guillelmo qui non ridet, Curato Ecclesiæ Benevillæ Gebenensis Dioecesis, Hugone de Chapelle Milite, Petro de Ambianis, Petro de Besliaco, & Joanne & Odonis de Virmilla Domicellis, vocatis & rogatis testibus ad præmissa.

CCLXXXII.

11. Juin. SAVOYE. *Testament d'*AYMON *Comte de Savoye, par lequel il établit son Héritier* AMEDE'E *son Fils aîné. Fait l'*11. *Juin* 1343. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 170.]

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejusdem M. CCC. XLIII. Indictione duodecima, die Mercurii undecima mensis Junii. Quia nihil est quod magis hominibus debeatur, quam ut supremæ voluntatis liber sit stylus, & licitum quod iterum non redit arbitrium: Id circo *Illustris*, & *Magnificus Princeps Dominus* AYMO *Comes Sabaudiæ*, *Dux Chablasii*, & *Augustæ*, *in Italia Marchio*, & *Baroniarum Baugiaci*, & *Coloniaci Dominus ac Filius claræ memoriæ Domini* AMEDEI *Comitis Sabaudiæ*, suæ volens animæ providere, & ne inter posteros suos de Baroniis, bonis, & hæreditate suis quæstio oriatur, sed recta ipsius dispositione, ejus anima refrigerium consequatur, & ipsius posteritas, & Baroniæ, Deo propitio, tranquillitate quiescant, in mentis bona discretione persistens quanquam corporea infirmitate detentus, Testamentum suum nuncupativum, & sine scriptis uno contextu fecit, & prout infra sequitur solemniter ordinavit. In primis animam suam, cum eam de corpore exire contigerit, maxime, semper, & ubique Omnipotenti Deo Patri, & Filio, & Spiritui Sancto, B. Mariæ Virgini Matri Misericordiæ; totique Supernorum Curiæ recommendavit, & suo corpori ab anima separato, sepulturam elegit apud Ecclesiam B. Mariæ de Alta-Comba in Capella, & monimento quæ ædificari fecit ibidem, in qua sepultura congrua potius ad utilitatem suæ animæ, & abolitionem suorum peccatorum, quàm inanem mundi gloriam in luminaribus Prælatorum congregationibus, Religiosorum Sacerdotum, Clericorum, & aliorum Deo famulantium, ad arbitrium, & evidentiam infrascriptorum Tutorum liberorum suorum, & Executorum præsentis Testamenti, qui tunc præsentes existent, fieri jussit, voluit, & mandavit, ac disposuit. Item omnibus, & singulis veris, & justis creditoribus suis, suorumque Prædecessorum Sabaudiæ Comitum solvi voluit, suosque, & prædictorum Prædecessorum clamores emendari, ac quæcumque habita illicitè vel extorta, per eundem, & Prædecessores ejus prædictos quocumque modo illicito, causa, vel colore à quocumque, seu quibuscumque personis, eisdem emendari integrè, & perfectè, & restitutionem fieri de allatis, & illatis injuriis ad arbitrium, & evidentiam infrascriptorum Executorum præsentis Testamenti, vel deputandorum ab ipsis breviter, & de plano, sine strepitu, & figura judicii ad hæc integraliter facienda, & perficienda, ac complenda bona sua omnia obnoxia, & obligata; relinquens in dictorum Executorum manibus prout melius potest, & validius. Item jussit, & præcepit sumptibus, & expensis Hæredis sui universalis infrascripti, domificari Hospitale & ædificari inchoatum apud Sanctum Genisium, eo modo, & forma quibus ipsum fieri, construi, & ædificari ordinavit, & jam inchoatum est, quod Hospitale ad honorem Dei Omnipotentis, B. Mariæ Virginis, & omnium Supernorum dotavit, dotatumque esse voluit, de centum libris Vienn. annualibus, quorum viginti denarii valent unum grossum Turon. ad unicum O rotundum: in quo quidem Hospitali ad ipsius servitium, & Deo perpetuò famulando, quatuor ponantur seu præsententur per suum Hæredem universalem, & Comitem Sabaudiæ infrascript. & alios Sabaudiæ Comites in perpetuum succedivè, Capellani, quorum unus specialiter nominandus curam habeat, rectoriam, & administrationem bonorum, & jurium Hospitalis prædicti; qui quatuor Capellani diebus singulis ibidem in Capella construenda, Officia divina celebrent, & Missas, cum poterunt, & facultatem habebunt, unam specialiter ad notam diebus singulis, in quibus Missis specialem commemorationem de ipsius anima Testatoris, *Dominæ Yolandæ de Monteferrato olim suæ dilectæ Conjugis*, & aliorum Prædecessorum suorum facere teneantur; de quibus quidem centum libris, primi quatuor Capellani præsentandi, & instituendi ibidem annis singulis capiant, levent, & habeant, dum vivent, quatuor viginti libras Viennensium prædictorum, videlicet quilibet viginti; Successorum autem ipsorum, usque in infinitum sexaginta libras dictæ monetæ, videlicet quilibet Capellanus quindecim libras, & quod superetur, in usus pauperum convenientium in Hospitali prædicto committatur, quas centum libras annuales prædictas assignavit, & assetavit, assignatasque, & assetatas esse voluit super leyda, & leydæ exitibus Sancti Genesii, de quibus exitibus dictæ centum libræ annis singulis persolvantur, residuum, si quod erit, ejus Hæredi integrè reservato. Quod si casu aliquo, sive causa dictam leydam minus aliquo tempore dictis centum libris valere contigerit, defectum Hæres prædictus universalis supplere, & ejus Hæredes in perpetuum teneantur, ita quod integras habeant Capellani, & Hospitale prædicti, centum libras annis singulis & non minus, ipsi autem Hospitali dari voluit, & legavit, cum domificium perfectum fuerit, ut superius ordinatur, triginta lectos sufficientes frunitos, & munitos competenter, volens, præcipiens, atque jubens quod semper, & quandocumque Comes Sabaudiæ, ejus Hæres universalis inferius nominatus, & ipsius in Comitatu inposterum Successorum erunt apud Sanctum Genesium, relevatum de mensa, Hospitio ejusdem sit pauperum Hospitalis prædicti, & in ipsorum usum, & sustentationem propriam committantur; Rogans idem Testator tenore præsentis Instrumenti Dominos Episcopum Bellicensem, Priorem, & Curatum Sancti Genesii quod prædictis consentire dignentur, volens etiam quod Altaribus, & Capellæ prædictis sufficienter provideatur de paramentis, & libris necessariis, & deficientibus competenter & similiter omnibus aliis Capellis inferiùs ordinandis, quibus non est sufficienter provisum. Item voluit, jussit, & ordinavit quod in quolibet Castro, seu Castellania qualibet (quod & quam habet in tota terra, & Baroniis suis) valente annis singulis eidem communiter de redditu ducentas libras Viennenses prædictorum ad opus sui fiat, si ibi constructa, seu ædificata non sit in Castro, seu domo propria, seu Castellania Testatoris prædicti una Capella & ædificetur congrua expensis sui Hæredis universalis: Quibus Capellis constructis, & ædificatis, ac ædificandis, ut supra, singuli institutantur, & ponantur Capellani perpetui, qui in ipsis Capellis Deo famulando Divina celebrent, & Missarum solemnia cum poterunt, in quibus Missis commemorationem specialem singuli facere teneantur pro anima Testatoris prædicti, ejus conjugis, & aliorum de genere, præteritorum, præsentium, & futurorum. Pro quarum singularum Capellaniarum non dotatarum dotibus, & instituendorum in ipsis Capellanorum sustentatione legavit singulis ipsis Capellis decem libras Viennenses prædictorum annuales, & in ipsis eas dotavit singulas assetandas in locis singulis supradictis prout Executoribus descriptis inferius videbitur faciendum, & Hæredi suo universali prædicto, & suis Hæredibus in perpetuum jure patronatus, in ipsis retento, ac etiam reservato singulis jam dictis Capellis, rogans idem Testator tenore præsentis Testamenti, universos, & singulos Episcopos, Prælatos, Curatos, & Clericos quorum in præmissis vel aliquo præmissorum, seu alterius eorundem consensus debet intervenire de jure, quod pro opere prædicto consensum præbeant, & assensum. In locis vero, & Castellaniis in quibus vigore præsentis ordinationis debebit ædificari Capella, in quibus idem Dominus Comes Castrum non habet, seu propriam mansionem Capellæ ædificentur, & dotentur ut supra loco quem dicti Executores duxerint eligendum. Item jussit, voluit, & ordinavit fieri, & compleri Capellam fieri inchoatam per *bonæ memoriæ Comitem Amedeum Genitorem ipsius Domini Comitis* Testatoris apud Camberiacum prope Castrum, & aquam Abanæ ipsamque Capellam perfici ipsius Hæredis universalis expensis, & dotari, prout per ipsum bonæ memoriæ Comitem Amedeum in ipsius Testamento seu Scripto alio, vel aliter dicitur ordinatum. Item voluit, jussit, & ordinavit quod Conventibus Prædicatorum Montismeliani, & Ripolarum semper, & quandocumque continget, Hæredem suum universalem infrascriptum, vel ipsius Hæredes in perpetuum in Comitatu Sabaudiæ, esse in aliquo ex locis prædictis, vel manere per diem, vel dies aliquos, quod singulis diebus quibus idem Comes erit in altero dictorum locorum illi Conventui ex prædictis cujus loco erit provideatur per ipsum Comitem, & ejus expensis de pane & vino necessariis pro sustentatione Fratrum, & Conventus eorundem. Item jussit, mandavit, voluit, & ordinavit, annis perpetuo singulis in festo Assump-

ANNO 1343.

ANNO 1343. tion. B. Mariæ Virginis in Eccleſia, & Conventu Minorum Camberiaci, unam Miſſam Conventualem *pro defunctis* celebrari ad notam, & per Sacerdotem ipſam Miſſam celebrantem, & ſingulos ipſa die celebrantes, ſeu celebratos ibidem pro ipſius, & ejus conjugis, & aliorum de ſuo genere animabus commemorationem fieri ſpacialem, qua die voce præconis, vel aliter pro ut videbitur faciendum usque ad quatuor millia pauperum, ad ipſam ibidem convocentur Miſſam. Poſt quam Miſſam factaque proceſſione congrua *pro defunctis*, fiat per aliquem ex Fratribus dicti Conventus Sermo congruus pauperibus, & aliis convenientibus ibidem, & ſpecialis commemoratio, præcesque Deo, & Beatæ Mariæ Virgini effundantur, ſpecialiter pro animabus ipſius Teſtatoris, ejus Conjugis, & ipſius defuncti genere conjunctorum, ac morientium in futurum, & hortentur ſinguli adſtantes pro ipſius Teſtatoris anima, *Ave Maria* dicere orationem, quo quidem Sermone finito ſingulis pauperibus usque ad complementum numeri quatuor millium prædictorum, ſi tot conveniant ipſa die donentur quatuor denariis Viennenſibus prædictorum, vel in alia moneta ipſos quatuor denarios valente, & prædicta diſtributio fiat per Gardianum, qui pro tempore fuerit, aſſeteturque eleemoſyna ſupradicta ſuper pedagio Camberiaci & ipſa die dentur Fratribus Minoribus decem libræ prædictorum Viennenſium pro una pidancia quæ aſſetentur ut ſupra, & ſi defectus eſſet aliquo tempore quo pedagium prædicta non valeret, Hæres defectum ſupplere teneatur. Item juſſit, mandavit, voluit, & ordinavit annis ſingulis perpetuò in feſto Aſſumptionis Beatæ Mariæ Virginis in Eccleſia Sanctæ Mariæ de Burgo in Breſſa unam Miſſam annualem ad notam celebrari *pro defunctis*, & per Sacerdotem ipſam Miſſam celebrantem, nec non omnes alios, & ſingulos Sacerdotes tunc congregatos, & celebrantes ibidem pro ipſius, & ejus Conjugis, & aliorum Prædeceſſorum ſuorum animabus commemorationem fieri ſpecialem, qua die voce præconis vel aliter prout videbitur faciendum, usque ad quatuor millia pauperum ad ipſam ibidem tunc convocentur Miſſam, qua Miſſa celebrata, & facta proceſſione *pro defunctis* congrua ſicut decet, fiat Sermo per aliquam dignam ad hoc, & idoneam perſonam, dictis pauperibus, & aliis perſonis convenientibus ibidem, & commemoratio ſpecialis, præcesque Deo, & Beatæ Mariæ Virgini effundantur pro ipſius Teſtatoris, ejus Conjugis, & aliorum de ipſius genere defunctorum animabus, conjunctorum, ac morientium in futurum, & hortantur ſinguli adſtantes ibidem pro ipſius anima Teſtatoris dicere orationem *Ave Maria* de præſenti: quo quidem finito Sermone, ſingulis pauperibus, usque ad complementum quatuor millium prædictorum, ſi tot conveniant ipſa die, donentur quatuor denarii Vienn. prædictorum, vel in alia moneta usque ad valorem ipſorum, quæ diſtributio fiat per Priorem, & Curatum dicti loci, qui curam habeant prædictorum, & congregent viginti Sacerdotes ipſis, & aliis ejusdem Eccleſiæ Sacerdotibus in viginti Sacerdotibus computatis, quibus viginti Sacerdotibus legavit decem libras Vienn. annuales inter ipſos diſtribuendas æqualiter per Priorem, & Curatum, ita quod quilibet dictorum Prioris, & Curati duplicem habeat portionem; quæ decem libræ cum denariis dandis pauperibus per Hæredem ſuum univerſalem & ejus Succeſſores ſolvi voluit atque juſſit. Item voluit, juſſit, & ordinavit unam Capellam fieri, ſeu factam in Eccleſia Prioratus Conziaci, dotavit de libris viginti annualibus Viennenſibus prædictorum aſſetandis congruè per Executores infraſcriptos, in qua Capella inſtituatur perpetuus Capellanus ad præſentationem Comitis Sabaudiæ, qui pro tempore fuerit; jus præſentandi & patronatus in dicta Capella ſuis Hæredibus perpetuò retinendo; Idem vero Capellanus in Miſſis ſingulis pro ipſius Teſtatoris, & ſuorum animabus ut ſupra, commemorationem facere teneatur. Item pro uno anniverſario ipſius Teſtatoris, & ſuorum Prædeceſſorum animabus in Prioratu prædicto annis ſingulis faciendo, legavit ipſi Prioratui vineam ſuam de Pinea, ſitam in Parrochia de Chaſey prope Bellicium, in mandamento, & Caſtellania Roſſilionis, in territorio videlicet dicto de Pinea, juxta vineam Hæredum Petri Ruffi de Bellicio quondam ex una parte, & terram eorundem ex altera, & vineam Hæredum Hugonis de Camera quondam ex alia, & vineam Domini Joannis de Camera ex alia, & nemus illorum de Billieu ex alia, & viam publicam qua itur de Bellicio apud Billiacum, aliis confrontationibus ſemper ſalvis, cum juribus, & partim vineæ ſupradictæ. Item pro reficienda Eccleſia Yennæ, eidem legavit Eccleſiæ libras centum Viennenſes prædictorum ſemel ſolvendas. Item in ipſa Eccleſia Yennæ, ANNO ſi in ea altare aliquod dotatum non ſit, vel ſi omnia 1343. dotata ſint, unum fieri voluit, & mandavit, quod dotari voluit de viginti libris annualibus monetæ prædictæ aſſetandis ut ſupra, per Executores ſubſcriptos, & ad ſerviendum eidem perpetuo, Capellanum inſtitui ad præſentationem Comitis, ſuis Succeſſoribus, jus Patronatus perpetuò reſervando; Capellanus autem inſtituendus commemorationem pro animabus ut ſupra facere teneatur. Item pro reficienda Eccleſia Taluſſiaci, legavit eidem Eccleſiæ centum libras Viennenſes prædictorum ſemel ſolvendas. Item in ipſa Eccleſia unum altare ſeu Capellam ut ſupra fieri voluit, & de libris viginti annualibus dotari, jus Patronatus ſibi, & ſuis Hæredibus retinens, & commemorationem pro ſuæ animæ, & ſuorum remedio, prout ſupra dictum eſt, fieri in Eccleſia Yennæ, & in ipſa Capella præſentari, & inſtitui perpetuum Capellanum. Item cum ipſe diu eſt, ordinavit in Eccleſia Beatæ Mariæ de Burgo in Breſſia, unam groſſam candelam, ſeu torchiam ceræ ardentis continuè ad honorem Beatæ Mariæ Virginis vult, jubet, & mandat ipſam ibidem candelam ſeu torchiam ardere perpetuò, aſſetarique per Executores ſufficienter annuales redditus ad prædicta. Item jubet, & mandat ad arbitrium dictorum Executorum univerſis, & ſingulis Eccleſiis Cathedralibus, Abbatiis, Monaſteriis, Prioratibus, & Parrochialibus Eccleſiis, & aliis locis piis totius Comitatus Sabaudiæ, Eleemoſynam fieri pro ipſius, & ſuorum animabus, per Hæredemque ſuum perſolvi. Item legavit Fratri Petro de Coyſia viginti libras Viennenſes per Hæredem ſuum ſibi annis ſingulis, dum vixerit, perſolvendas. Item Fratri Joanni de Duyffia ejus ſocio Ordinis Minorum prædicti libras decem Viennenſes prædictorum ad vitam annualiter ut ſupra. Item Fratri Guillelmo de Coignino Ordinis Prædicatorum Confeſſori ſuo legavit viginti libras Viennenſes prædictorum, per Hæredemque ſuum ſibi ſolvi juſſit annis ſingulis, dum vixerit. Item Fratri Petro ſocio ipſius dicti Ordinis Prædicatorum legavit decem libras prædictorum Viennenſes ad vitam ipſius annis ſingulis perſolvendas. Item juſſit, voluit, & mandavit quod totum argentum quod habebit jure Seignoriæ, per Hæredem ſuum infraſcriptum quousque compleverit quartum decimum annum de argenteriis totius Comitatus Sabaudiæ, ad manus prædictorum Executorum perveniat, qui de ipſis Calices fieri faciant, quos donent Eccleſiis frunitis, & munitis Calicibus, primo Capellis in præſenti Teſtamento ordinatis, prout eis videbitur faciendum. Item legavit Baſtardo Bellijoci, qui nunc dicto Teſtatori ſervit, Miſtraliam Villæ-Novæ & Inſulæ de Ciers, ſine alicujus Cenſæ, ſeu firmæ, ſolutione, cum juribus, & pertinentiis ſuis, & domum quam habet ſupra Chauſſiatam Stagni Sancti Diderii de Inſula & Molendinum ibidem exiſtens quæ Miſtraliam, Molendinum, & Domum, idem Baſtardus teneat in feudum ligium à Comite Sabaudiæ infraſcripto, & ſuis Succeſſoribus in perpetuum, ipſe Baſtardus, & ſui, & de ipſis homagium ligium eidem Comiti, & ſuis Succeſſoribus facere teneatur; & ſervitium ut ligius contra omnes, & Domus ſit reddibilis Comiti Sabaudiæ, qui pro tempore fuerit. Item legavit *Naturalibus ſuis Ogerio, & Amedeo*, ultra illud bonum quod Amedeus Filius ipſius Teſtatoris eis faciet, centum libras Viennenſes prædictorum annui redditus, pro quolibet tempore aſſetandas ſufficienter eisdem per Tutores infraſcriptos, ad Conſilium infraſcriptorum Conſiliariorum, & Executorum; qui naturales pro prædictis dicto Comiti, & Succeſſoribus ſuis ad homagium ligium teneantur, & eidem ad ſervitium ligium contra omnes. Item legavit *Joanni Filio ſuo naturali Cantori Gebennenſi* centum libras Viennenſes prædictorum annui redditus aſſetandas per Tutores, & Executores ſupradictos, quas percipiat dum vivet, & poſt ejus deceſſum ad Hæredem univerſalem ipſius Teſtatoris infraſcriptum totaliter revertantur. Item *legavit Donatæ ſuæ Moniali de Bons*, quandiu vivet annis ſingulis, quadraginta libras Viennenſes prædictorum aſſetandas eidem per Tutores, & Hæredem infraſcriptos. Item voluit, & juſſit quod ſingulis familiaribus, & ſervitoribus ſuis fiat ſatisfactio, & remuneratio unicuique ſecundum qualitatem ſui ſervitii, & attentis tempore quo ſervivit, & ſtatu, & conditione perſonæ ad arbitrium infraſcriptorum Tutorum, Executorum, & Conſiliariorum, & prout eis videbitur faciendum. Item voluit, & ordinavit quod *Dominæ Joannæ ejus Nepti Filiæ quondam Comitis Eduardi Duciſſæ Britanniæ*, fiat ſatisfactio, & attendatur pro jure quod ipſa poſſet habere contra ipſum, vel in Comitatu Sabaudiæ; juxta Tractatum cum eadem factum dudum, & ſigillatum ſigillo Domini Regis Franciæ, vel plus

vel

ANNO 1343. vel minus, ſecundum quod videbitur eſſe juſtum, & concordari poterit cum ipſa ad evidentiam, & arbitrium infraſcriptorum Tutorum, Executorum, & Conſiliariorum, æquitate, & juſtitia penſata, ita tamen quod concordato cum ipſa, & in ſatisfaciendo pacto teneatur quittare quidquid in eis poſſet habere, vel petere, contra ipſum Dominum Comitem, ejus Hæredes, & in Comitatu Sabaudiæ, cum pactis, conditionibus & aliis quæ fieri videbuntur. Item, vult & ordinat quod Magiſter Palmerius Phiſicus ſuus, dum in humanis erit, ſit Phiſicus, & familiaris Comitis infraſcripti ſui Hæredis univerſalis, ſub ſalario, & penſione ſufficienti ad arbitrium infraſcriptorum Tutorum, Executorum, & Conſiliariorum, ſcilicet centum ſolidorum Groſſorum Turonenſium. Item voluit, juſſit, & mandavit idem Teſtator de fide, legalitate, & induſtria Domini Georgerii de Solerio de Yporegia nunc Cancellarii ſui confidens ad plenum, & ut idem de impenſis, & impendendis ſervitiis fiat remuneratio quod ipſe Dominus Georgius dum vitam naturalem duxerit in humanis, ſit Cancellarius ejus Hæredis univerſalis infraſcripti, & ipſius in poſterum Succeſſorum, officiumque Cancellariæ ad plenum teneat, & exerceat, ſitque Cancellarius, & familiaris commenſalis Comitis ſupradicti, & Succeſſorum ejusdem, & computare de ſigilli exitibus teneatur, cui tamen fiat remuneratio de labore per ejus Hæredem infraſcriptum vel ejus Succeſſores ipſi Domino Georgio, ſecundum quod æquum fuerit atque juſtum annis ſingulis quoad vivet. Item *dilectam Filiam ſuam Blanchiam*, in triginta millibus libris Viennenſibus prædictorum, ſive triginta millibus florenis auri ſolvendis, cum maritabitur, terminis ſufficientibus, ad ordinationem infraſcriptorum Tutorum, & Executorum, ſibi Hæredem inſtituit, & pro ipſis eam voluit eſſe tacitam, & contentam, ita quod nihil amplius in ipſius Teſtatoris hæreditate poſſit petere occaſione ſucceſſionis Paternæ: Cui Blanchiæ, ſi ipſam quandocumque mori contigerit, quod abſit, ſine liberis uno vel pluribus ex ipſius corpore, & legitimo matrimonio procreatis, vulgariter, pupillariter, & per fideicommiſſum, & alio modo quo melius poteſt, ſubſtituit Amedeum ejus primogenitum, ſi viveret tempore mortis ipſius Blanchiæ, & ſi non viveret, ipſius Amedei Hæredem masculum ſuccedentem in Comitatu Sabaudiæ, quod ſi nullis relictis masculis deceſſerit, *Joannem ejus Filium ſecundo genitum*, ſi viveret, vel ejus Hæredem masculum in Comitatu ſuccedentem prædicto, in viginti ſex millibus librarum Viennenſium prædictorum, quatuor vero millia reſidua poſſit ipſa Blanchia legare, & de ipſis diſponere prout ſuæ fuerit voluntatis. Item *Joannem dilectum ſuum Filium ſecundo genitum*, ſibi Hæredem inſtituit in quinque millibus librarum Viennenſium prædictarum annui redditus aſſetandis, & aſſignandis per Hæredem ſuum infraſcriptum, ad conſilium infraſcriptorum Tutorum, Executorum, & Conſiliariorum in locis, ubi, & prout eis videbitur pro meliori Comitatus Sabaudiæ, in Caſtris, & jurisdictione, æſtimando tamen jurisdictionem in aſſignatione, & redditu ſupradictis, cui Joanni, ſi ipſum, quod abſit, mori contigerit quandocumque ſine hæredibus maſculis uno vel pluribus ex ipſius proprio corpore, legitimoque matrimonio procreatis, ſubſtituit vulgariter, pupillariter, & per fideicommiſſ. Amedeum Filium ipſius Teſtatoris infraſcriptum ſuum univerſalem Hæredem, & ejus Hæredes Comites Sabaudiæ, quæ quidem aſſetatio, & aſſignatio non fiat, nec fieri peti poſſit per dictum Joannem, nec etiam prædicta in quibus eſt inſtitutus ut ſupra, usque quod pervenerit ad ætatem perfectam viginti quinque annorum, interim tamen Hæres univerſalis prædictus teneatur ipſi Joanni neceſſaria miniſtrare ſecundum decentiam ſui ſtatus, & pro prædictis idem Teſtator dictum Joannem Filium ſuum eſſe voluit tacitum, & contentum. Ita quod in bonis Paternis nihil amplius poſſit petere, exigere, vel habere quoquomodo, niſi in caſu ſubſtitutionis infraſcriptæ: prædicta ſiquidem idem Joannes, & ſui Hæredes in feudum, & homagium ligium teneant, & tenere debeant, ac ſe tenere fateantur, & effectualiter recognoscant ab Hærede univerſali ipſius Teſtatoris infraſcripto, & ſuis Succeſſoribus in Comitatu Sabaudiæ; & pro prædictis homagium ligium facere teneantur ipſis Amedeo, & Succeſſoribus Comitibus Sabaudiæ, eisque ligie ſervire de feudo prædicto, & perſona, nec alicui alteri poſſit homagium ligium facere dictus Joannes vel ſui Hæredes, ſeu non ligium quoquomodo, niſi Comiti Sabaudiæ qui pro tempore fuerit, & ad hoc ſacramento, & obligatione ſolemni, idem Joannes ſe adſtringere teneatur cum faciet primum homagium, quod facere teneatur cum ſibi expedientur redditus, & terra prædicta, & ſic ejus Hæredes ſucceſſive usque in infinitum cum fidelitates renovabunt, & facient debitum ſacramentum, & reveſtituram poſtulabunt, niſi de conſenſu, authoritate, & voluntate ejusdem Amedei vel Comitum qui pro tempore fuerint, quam reveſtituram facere, & recipere fidelitatis ſacramentum Comes qui pro tempore fuerit, non teneatur, niſi fiat obligatio, ſacramentum, & promiſſio quæ, & prout ſuperius declarantur. Quod ſi eundem Joannem mori contigerit ſine hæredibus masculis ex ipſo, & legitimo matrimonio procreatis, & ei ſuccedere vigore ſubſtitutionis prædictæ, dictum Amedeum, vel ejus deſcendentes Hæredes ex ipſo ut ſupra relictis Filia, vel Filiabus una vel pluribus ex ipſius corpore, & de legitimo matrimonio procreatis, prima ei ſuccedat in decem millibus libris ſemel Viennenſibus prædictorum, ſecunda vero & deinceps quælibet in quinque millibus libris Viennenſibus prædictorum ſemel, quas dictus Amedeus ſeu ejus Hæredes masculi ſuccedentes eidem Joanni terminis ſufficientibus ſolvere teneantur eisdem, & pro prædictis ipſam, & ipſas eſſe voluit tacitas, & contentas, Tutores autem, & Curatores Amedei infraſcripti ſui univerſalis Hæredis Joannis, & Blanchiæ liberorum ſuorum eſſe voluit, diſpoſuit, & ordinavit *Dominos Ludovicum de Sabaudia Dominum Vuaudi Conſanguineum ſuum* cariſſimum, & *Amedeum Comitem Gebennenſem Nepotem ſuum* dilectum, dum vivent in humanis, & ſi, quod abſit, durante tempore dictæ tutelæ, vel curæ, alter ipſorum moreretur, vel de ipſis ſe nollet immiscere, ſuperſtiti, volentique adminiſtrare remaneat tota Tutela, cura, & adminiſtratio, ita tamen quod iidem Tutores dum vivent, & acceptabunt, ambo ſimul adminiſtrent, & gerant cum conſilio in ſingulis Marchiis infraſcriptorum Conſiliariorum, & Executorum, vel majoris partis ipſorum, qui Tutores, durante tempore tutelæ dicti Amedei univerſalis Hæredis, non teneantur ad confectionem Inventarii, nec ad redditionem rationis adminiſtrationis prædictæ, poſt pubertatem autem dicti Amedei tempore videlicet dictæ curæ ad Inventarium faciendum, & rationem reddendam adminiſtrationis hujusmodi teneantur de adminiſtrandis tempore curæ, Conſiliarii vero in Marchia Sabaudiæ ſunt hii, Dominus Gulielmus Dominus Intermontium, Dominus Petrus Dominus de Veteriis, Dominus Petrus Marescalci, & Dominus Petrus de Montegelaco Milites; In Viennefio Dominus Hugo, Dominus Malibecci, Dominus Amedeus Miribelli, Dominus Petrus de Montebello Caſtellanus Scalarum, Dominus Gulielmus de Miribello Caſtellanus de Faramans, Dominus Amedeus de Bellovidere, Dominus Godomarus de Failo, & Dominus Guinus de ſancto Simphoriano Milites; In Breſſia Dominus Petrus de Palude, Dominus Varembonis, Dominus Joannes Dominus S. Amoris, Dominus Joannes Dominus de Fromentes, Dominus Galeſius de Balma, Dominus Valufini, & Dominus Joannes, Dominus Corgenonis Milites: in Chablaſio Dominus Guichardus tunc Epiſcopus Sedunenſis, Dominus Rodulphus de Blonnay, & Dominus Petrus de Saillione Milites: in Valle Auguſtæ, Dominus Nicolaus Epiſcopus Auguſtenſis, & Dominus Petrus de Chalant Condominus Montis-joveti: in Valle Secuſiæ, Dominus Rodulphus Abbas Sancti Michaëlis de Cluſa, & Dominus Gulielmus Condominus de Ripa alta. Item Liberos ſuos, & ſpecialiter infraſcriptum univerſalem Hæredem ſuum & totum Comitatum Sabaudiæ recommendat humiliter, & devotè ſummo Pontifici Domino noſtro, ſacro Reverendorum Patrum Dominorum Eccleſiæ Romanæ ſanctæ Cardinalium Collegio, Dominis ſuis cariſſimis Regibus Francorum, & Navarræ, Duci Normandiæ, Comiti de Alencono, Burgundiæ, & Borbonii Ducibus ac Nepotibus, & Fratri ſuis cariſſimis, Dalphino Viennenſi Marchioni Montisferrati, Comiti Altiſſiodorenſi, Domino Bellijoci, Principi Achayæ, Dominis Mediolani, & univerſis ſingulis ſuis Dominis, amicis, fidelibus omnibus, & Vaſſallis qui nunc ſunt, & pro tempore fuerint. *In omnibus autem aliis bonis ſuis, Principatu, Comitatu Sabaudiæ, Ducatu Chablaſii, & Auguſtæ, Machionatu in Italia, Dominio Baroniarum Baugiaci, & Coloniaci*, Civitatibus, Caſtris, Villis, Feudis, retrofeudis, Vaſſallis, hominibus, juribus, jurisdictionibus, meris, mixtis Imperiis, honorantiis, actionibus, rationibus, & dreyturis, præſentibus & futuris, ad ipſum quoquo titulo, cauſa, occaſione, vel jure ſpectantibus præſentialiter, & in futurum in Comitatu Sabaudiæ, Regno Franciæ vel alibi, ubicumque ſibi Hæredem univerſalem inſtituit *Amedeum Filium ſuum primogenitum* prædilectum: Et ſi prædictum Amedeum, & ejus Liberos masculo in infinitum agnatos ex legitimo matri-

ANNO 1343.

ANNO 1343. monio descendentes, si quos habebit, mori contigerit in ætate pupillari, vel postea quandocumque sine Liberis masculis ex eo, legitimoque matrimonio procreatis, Joannem ipsius Testatoris Filium secundo genitum, si tunc esset superstes, alias ejus Liberos masculos legitimos, & naturales in infinitum, videlicet ex his primogenitum eidem substituit, & si dictos Amedeum, & Joannem, & eorum agnatos Liberos in infinitum masculos ex legitimo matrimonio procreatos, si quos haberent, mori contingeret sine Liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis, Dominum Ludovicum de Sabaudia consanguineum suum carissimum si viveret, alias ejus Liberos in infinitum masculos agnatos ex legitimo matrimonio procreatos, videlicet primogenitum eisdem substituit, excepta Baronia Terræ Baugiaci prædictæ, cum Castris, Juribus, & pertinentiis, quam eo casu vult ad Blanchiam Filiam suam prædictam pervenire, ut tamen ipsa in feudum, & homagium ligium à Comite Sabaudiæ qui tunc erit, & ejus Successoribus Comitibus Sabaudiæ teneat plenariè, pertinere, & de ipsis servire ligie contra omnes teneatur. Quod si dicta Blanchia tunc non esset superstes, vult idem Testator eandem Baroniam, & terram ad carissimum Nepotem suum Dominum Amedeum Comitem Gebennensem devenire, qui teneat ipsam in feudum ligium, & sub homagio ligio pro se, & suis Hæredibus, seque tenere à Comite Sabaudiæ recognoscere teneatur qui tunc erit, & Successores ejus, & pro ipsa sibi servire ligie contra omnes. Si verò dictos Amedeum, Joannem, & Dominum Ludovicum, & masculos eorum Liberos in infinitum agnatos, procreatos, ut supra si quos haberent contigerit, quod absit, sine Liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis obire, tunc eundem Comitem Gebennensem ipsis Hæredem universalem substituit in toto Sabaudiæ Comitatu, cæterisque bonis suis ubicunque sint, exceptâ Baroniâ terræ Baugiaci supradicta, videlicet eo casu quo substitutio locum haberet in eadem terra quoad Blanchiam Filiam suam supradictam, in casibus autem in quibus locum proximè haberent substitutiones prædictæ, si qua vel quæ Filiæ dictorum Amedei, & Joannis Filiorum suorum extarent maritandæ, vult primogenitæ nomine dotis trigiata millia florenorum per tunc Comitem Sabaudiæ dari, cæteris verò Filiabus si quæ forent, cuilibet viginti millia florenorum auri. Executores autem hujus suæ ultimæ voluntatis esse vult, & disponit Dominos Archiepiscopum Tharentasiensem, Episcopos Sedunensem, Marianensem, & Bellicensem, Abbatem Sancti Michaelis de Clusa, Dominos Gulielmum de Montebello Dominum Intermontium, Dominum Petrum Dominum de Viteriis, Petrum Marescalci, Petrum de Montegelato Milites, Georgium de Solerio, Gulielmum Boni; & Fratres Petrum de Coysia Ordinis Minorum, & Gulielmum de Coignino Ordinis Prædicatorum, quibus seu majori parti ipsorum idem Dominus Comes Testator concedit, & committit plenum executionis arbitrium, & plenariam potestatem quæ aliquo vel aliquibus ex ipsis morientibus ad alios cum integritate remaneat super tota omnia supra dicta. Hanc autem suam ultimam voluntatem, & ordinationem, ac dispositionem validam asseruit esse velle, quam valere voluit, jussit, & disposuit idem Testator jure Testamenti nuncupativi, seu alterius ultimæ voluntatis, seu jure Donationis, factæ inter vivos, vel Donationis causa mortis, aut jure Codicillorum, & si fortè non valeret jure civili, vult & jubet quòd valeat secundum canonicas sanctiones vel eo jure, modo & forma, privilegio, usu, & consuetudine quibus melius valere poterit, & tenere, & hanc ordinationem suam, & dispositionem vult, & jubet esse suum ultimum Testamentum, & validum sine scriptis, quamvis in scriptis redactum, & suam ultimam voluntatem, & si quod aliud Testamentum, seu alia Testamenta, Codicillos, seu ultimas voluntates alias fecit vel condidit, aut aliqualiter disposuit, illud, & omnia alia, & singula, præter præsens Testamentum, revocat penitus, & annullat, non obstantibus aliquibus verbis derogatoriis appositis in eisdem aliis Testamentis, Codicillis, seu aliis ultimis voluntatibus, volens, & jubens expressè omnia, & singula alia Testamenta, & alias quascunque ultimas voluntates, & dispositiones ante præsens Testamentum factas, & facta fore cassa, nulla, irrita, & inania, & nullius esse valoris, & momenti, præsenti Testamento dumtaxat in suo firmitatis pleno robore permanente, & perpetuò valituro, ac si dicta verba derogatoria essent in præsenti Testamento declarata specialiter, & expressa. Pœnitens itaque omnium aliorum Testamentorum, ac dispositionum factarum ac factorum ante præsens Testamentum, & de ipsis inhibens Instrumenta fieri, vel levari, tenore præsentis Instrumenti, volens atque jubens quod nos Notarii infrascripti, & quilibet nostrum prædicta omnia in publicam formam redigamus ad dictamen, & consilium peritorum, & inde fieri & levari unum, & plura publica Instrumenta de omnibus, & singulis supradictis, & de quolibet legato, & de qualibet clausula pro Hæredibus, & Legatariis, & aliis omnibus, & singulis quorum interest, & interesse poterit, dictanda & reficienda semel, & pluries ad dictamen, & consilium sapientium, Rogans omnes Testes infrascriptos quod huic Testamento suo, & ultimæ voluntati qui ad hoc fuerint specialiter convocati Testes esse velint, & de omnibus supradictis quæ continentur in ipso. Actum in Domo forti Domini Petri Marescalci Militis, apud Crestum Castellaniæ Montismeliani Diocesis Gratianopolitani in Camera à latere deversus Prioratum de Albino, Anno, Indictione, & die quibus supra, Præsentibus D. Joanne Domino Corgenonis Milite, D. Petro Marescalci Milite, D. Georgio de Solerio, Fratre Gulielmo de Cognino, & Fratre Petro Bordonis Ordinis Prædicatorum, Gulielmo Boni Burgensi Camberiaci, Magistro Bonifacio Boncastalis Phisico Camberiaci commorante, Francisco Maillolii de Ast, & Joanne Boccacosa de Janua Apothecariis, Camberiaci residentibus, Jacometo de Villareto Domicello, Joanne Barberio dicti D. Comitis, & Quirio de Crostis de Ripolis familiaribus dicti D. Comitis, & Gulielmo de May de Sancto Juliano Testibus vocatis, & rogatis per dictum Testatorem ad omnia supra dicta. ANNO 1343.

CCLXXXIII.

Litteræ JOANNIS *Silesiæ Ducis, Quibus recognoscit, Quod Civitatem & Castrum* Gor, *cum omni Territorio & appertinentiis* CAROLO *Marchioni Moraviæ, pro octo millibus Marcharum grossorum Pragensium Denariorum pignoris nomine obligaverit; Civitatem verò prædictam de concessu memorati Marchionis tempore vitæ suæ tenendam acceperit, post mortem tamen suam ad prædictum Marchionem devolvi debere. Actum Wratislaviæ feria septima infra Octavam Corporis Christi annò* 1343. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat I. Abs. III. p. 302.] 19. Juin.

NOS Joannes Dei gratia Dux Silesiæ & Dominus Stinaviæ recognoscimus, & ad universorum præsentium & futurorum volumus notitiam pervenire. Quod bona deliberatione, & maturo consilio cum fidelibus nostris præhabitis nostram perspicientes conditionem fieri meliorem, *Excellenti & Magnifico Principi Domino nostro charissimo Carolo, Serenissimi Regis Bohemiæ veri nostri primogenito Marchioni Moraviæ Hæredibus & Successoribus suis, Castrum Gor & Civitatem cum Territorio*, nec non Villis, possessionibus, granitiis, limitibus, metis, terminis, agris, cultis & incultis, pratis, pascuis, sylvis, rubetis, nemoribus, venationibus, aucupationibus, aquis, aquarumque decursibus, piscationibus, molendinis ad aquam vel ad ventum expositis, montibus, vallibus, planis, habitis & habendis, Vasallis & hominibus, honoribus, Jurisdictionibus, plenoque Dominio, nullo diminuto penitus vel excepto, ac aliis Juribus, fructibus, utilitatibus & pertinentiis universis, quibuscunque nominibus censeantur, prout ad nos à nostris progenitoribus pervenerunt, & sicut eadem hucusque dignoscimur possedisse, pro octo millibus Marcharum grossorum Denariorum Pragensium Polonici Pagamenti, ritè & rationabiliter nomine pignoris obligavimus, & de certa scientia præsentibus obligamus. Taliter: quod de Castro *Gor* prædicto duntaxat ad præsens sibi cessimus, & id suæ tradidimus & agnoscimus & assignamus suæ potestati; Civitatem vero *Gor*, cum Territorio, & omnibus suis antedictis pertinentiis, fructibus & utilitatibus quibuscunque pro vitæ nostræ tempore de præfati Domini Marchionis Moraviæ benevolentia & concessu sine impedimento quolibet possidere debebimus & tenere, sed post mortem nostram eadem Civitas & Territorium in prædictis omnibus suis pertinentiis & appendiis ad prædictum Carolum Marchionem Moraviæ Hæredes & Successores suos sine difficultate qualibet & absque resistentia, seu reni-

ANNO 1343. renitentia cujuscunque pro prædictis octo millibus Marcharum liberè nomine pignoris devolvetur, habenda, tenenda, utifruenda & pacificè possidenda. Promittimus bona fide *vice & nomine Juramenti, præfato Domino Marchioni, Hæredibus & Successoribus suis*, cum prædictæ *Civitatis Gor*, nec non *Civitatis Stinaviæ*, ac omnium aliarum nostrarum Munitionum seu Fortalitiorum apertione, ac omni, quâ valemus potentiâ, contra quemlibet Dominum cujuscunque præeminentiæ aut statûs existant, etiam si nobis consanguinitate & affinitate, quomodolibet sit astrictus, assistere & fideliter adhærere, quantociusque & quotiescunque per ipsos, aut suos Capitaneos vel Officiales quoscunque fuerimus requisiti. In quorum omnium testimonium præsentes fieri, & sigilli nostri appensione fecimus communiri. Actum & Datum *Wratislaviæ*, feriâ septimâ infra octavas Corporis Christi Anno Domini M.CCC.XLIII.

CCLXXXIV.

4. Octo. *Tractatus Pacis & Amicitiæ, inter* ANDREAM DANDULO *Ducem & Dominium* VENETORUM *ab una, &* NELIPTIUM *Tinienſem Comitem, hujusque Nepotem Comitem* CONSTANTINUM *à parte altera; Quâ dicti Comites nullam imposterum violentiam Civitati* Sibenici, *aliisque dicti Ducalis Dominii Civitatibus, Terris & Locis in Sclavonia sitis inferre, sed liberum meatum & remeatum, securumque mercaturæ Commercium concedere, illatum porrò damnum resarcire Castellumque in Sibenicensi Territorio exstructum demolire promittunt: Viciſſim Dominium* VENETORUM *omnia Comitum sequestrata bona, statim ac damnum fuerit reparatum, relaxare, ipsumque* NELIPTIUM *& ejus Filium in Cives Venetos recipere pollicetur. Actum in Loco vocato Slap in flumine Kercha, die 4. Octobris* 1343. [JOANNES LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. IV. pag. 213.]

IN Christi &c. 1343. Ind. 12. die 4. men. Octob. Cum inter alias virtutes & humanas operationes pax obtineat principatum, quam pacem tanquam munus præcipuum Deus noster Omnipotens in sui nativitate præ cæteris in terris per suos Angelos voluit nuntiari, & nuper instigante humani generis inimico qui zizaniam ubi libet satagit seminare pro damnis, violentiis, & injuriis illatis hactenus & commissis Communi & hominibus Sibenici fidelibus Domini Ducis, & Communis Ven. per Comitem Neliptium Tinienſem, & ejus nepotem Comitem Constantinum, & gentes, & sequaces eorum guerra, & dissensio foret orta inter præfatum Illustrem, & Magnificum DD. Andream Dandulo D. G. Venet. Dalmat. atque Croatiæ Inclitum Ducem Dominum quartæ partis & dimidiæ totius Imperii Romani, & ipsum Commune Venet. & fideles ejus prædictos ex parte una, & præfatum egregium & potentem virum D. Neliptium Tinienſem Comitem ex altera. Recogitans idem D. Nelip. Comes quot bona ex Pace proveniunt, & per consequens quot mala per guerram generantur, & pericula in quibus tota contracta Sclavoniæ propterea subjacebat, Deum habens præ oculis, & ipsius vestigia cupiens imitari cum egregiis & Nob. Viris Dominis Nicolao de Priolis, & Nicolao de Pisanis Civibus Honor. Venet. & de mandto. ejusdem D. Ducis & Communis Ven. & fidelium suorum prædictorum, & aliarum partium Sclavoniæ Proviſoribus destinatis recipientibus nomine & vice dicti D. Ducis & Communis Ven. nec non sibi adhærentium habentibus libertatem ab ipso Domino Duce, & Commune Ven. pacem cum prædicto D. Comite Tinien. Neliptio, & ejus nepote Comite Constantino, & gentibus eorundem concordiam &c. firmandi de qua libertate constat Litera quadam aperta, & sua Bulla plumbea solita communita tenoris infrascripti visa & lecta, ad Pacem & Concordiam in hunc modum venire curavit. Primo quidem promisit idem D. Nelip. Comes pro se, & ejus nepote Comite Constantino, & omnibus eorum gentibus, & sequacibus præfatis Dominis Nicolao de Priolis, & Nicolao Pisani Proviſoribus recipientibus nominibus quibus supra, quod habebit, tenebit, observabit bonam, puram, & integram Pacem cum Communi, & hominibus Sibenici fidelibus dicti Ducalis Dominii, & cum omnibus aliis Civitatibus, terris & locis & earum civibus, & fidelibus Sclavoniæ subjectis dicto Ducali Dominio, & quod dicto Communi & singularibus hominibus Sibenici, nec aliis terris, & fidelibus suprascriptis, vel eorum, seu earum alicui non faciet, nec fieri permittet, nec etiam attentabit per se vel nepotem Comitem Constantinum vel gentes, & sequaces eorum, vel alicujus eorum seu alios nomine suo, seu cujuscunque eorum injuriam, damnum, violentiam seu molestiam aliquam sub pœna infrascriptæ plezariæ modo aliquo vel ingenio. Item quod omnes homines, & mercatores Sibenici, & aliarum terrarum Sclavoniæ prædictarum fideles ejusdem D. Ducis & Communis Venet. possit ire, stare, vel redire liberè, securè, & expeditè cum suis mercationibus, rebus, & bonis per Castrum Tinini, & per alia Castra, loca, districtus, & territoria dicti D. Comitis Neliptii, & ejus nepotis Comitis Const. & suorum sequacium sine solutione alicujus datii tergovine, telonei, seu male ablati, seu quocunque alio nomine nuncuparetur directè vel indirectè, nisi secundum quod solvebantur per tempora præterita ante præsentem Guerram. Item si tempore aliquo damna, molestiæ, injuriæ, seu offensæ fierent Communi, & hominibus Siben. vel aliquibus aliis fidelibus, & Civibus aliarum Civitatum, terrarum, & Locorum prædictorum fidelibus dicti D. Ducis & Communis Ven. vel etiam attentarentur per dictum D. Comitem Nelip. & ejus nep. C. Const. vel eorum aliquem, seu per gentes, & sequaces eorum, vel alios nomine suo, vel alicujus eorum, de quibus querela fieret Comiti terræ illius, sub cujus ditione dicta damna vel offensæ forent commissæ vel commissa, quod idem Comes Terræ prædictæ dicta damna & offensas dicto Domino C. Nelip. notificare teneatur; Qui D. C. Nelip. teneatur facta notificatione prædicta comparere personaliter per se vel ejus Nuntium, seu Procuratorem sufficientem coram Comite prælibato ad faciendum suam excusationem de dicto facto infra unum mensem, & si per dictum D. Nelip. C. vel ejus Procuratorem talis excusatio fieret, quæ dicto Comiti Terræ prædictæ rationabilis & justa appareret, quod idem Comes terræ illius libertatem habeat dictum D. Comitem Nelip. à petitione prædicta liberè reddere absolutum; & si finaliter sententiaretur præfatum D. C. Nelip. ad refectionem dicti damni existere debitorem, quod tunc dictus D. C. Nelip. damnum ipsum infra mensem unum satisfeciſſe, seu persolviſſe integrè teneatur, & si non solveret, cadat de tertio, verum si de dicta sententia C. prædi. teneretur se gravatum ad dictum Ducale Dominium possit habere recursum, & si per dictum Ducale Dominium diffiniretur, quod malè per dictum Comitem sententiatum fuisset, non solum prædictus D. C. Nel. à petitione damni prædicti absolvatur; sed etiam expensæ quas supportasset reficiantur, & sibi per partem ejus adversam per quam querela facta fuisset integrè persolvantur. Et è contrario si in contrarium à Com. diffiniretur, quod non solum dictum damnum, sed etiam expensas factas in dicto facto infra prædictum mensem solviſſe teneatur. Item quod egregius & potens vir D. Paulus C. Ostrovize, & egreg. & potens vir Mladinus Cliffi, & Scardonæ Comes, qui dicto D. Duci & Communi Ven. in Guerra ista adhæserunt se, & egregius, & pot. vir D. Greg. Comes Corbaviæ, & quilibet ipsorum cum omnibus gentibus, Castris, terris, & locis suis & cuique ipsorum sint, & esse debeant in dicta Pace, & eis, & eorum cuilibet, & gentibus suis Castris, terris, & locis servari debeat per prædictos C. Nel. & ejus Nep. C. Const. & gentem, & suos sequaces, & eorum quemlibet Pax suprascripta in omnibus & per omnia, & sub illis pœnis, promiſſionibus, obligationibus & cautelis supra appositis, & pro terris & fidelibus dicti D. Ducis & Communis Ven. inferius ponerentur; Dantibus ipsis nihilominus & eorum quolibet talem fidejussionem, seu pignus de non offendendo dictum D. Nel. C. & nepotem & gentem & sequaces eorum, quales seu qualis dabitur per D. C. Nelip. antedictum, & si dare recusaverint sint extra pactum. Item cum damna data Sibenicen. per dictum D. C. Nel. & nepotem suum C. Const. & gentes suas taxata fuerint per egregium & Nob. virum D. Martinum Cornario Comitem Sib. in lib. 15. millibus parvorum, cujus pecuniæ quantitatem per formam Pacis nuper tractatæ, & firmatæ cum aliis Proviſoribus solvere promiſerat, & contentus extiterat, quod de dictis damnis taxatis in præd. lib. 15. mil. teneatur dictus D. C. Nel. solvere solum lib. 13. mil. in auro, & si animalia dare vellet, dare teneatur tot magna, & parva, quæ valeant

ANNO 1343. quantitatem prædictam 13. mil. lib. quæ verò animalia æstimari debeant per tres æstimatores per ipsos Dominos Provisores eligendos, incipiendo dare de dictis animalibus usque ad dies decem men. Sept. & complesse usque ad festum S. Lucæ de mens. Octob. præsent. & si animalia quæ consignaret non æstimata forent ascendere quantitatem prædictam quod residuum in pecunia usque ad integram & perfectam solutionem lib. præd. 13. mil. ad terminum supradictum supplere debeat, & complere, & insuper damna data post Pacem prædictam firmatam sibi remittantur; pro quarum MM. lib. & aliorum damnorum datorum post Pacem prædictam remissione teneatur dictus D. Nelip. C. Castrum dicti sui nepotis C. Constantini in totum usque funditus hinc usque ad Kal. men. Martii nuper venturi facere ruinare, & quod tempore ullo non possit per dictum D. C. Nel. vel ejus nepotem C. Const. seu gentes suas vel alios nomine suo reædificare seu reædificari facere Castrum prædictum, vel aliud de novo constituere in dicto loco, vel alio, de quo, & per quod Communi & hominibus Sibenici posset inferri damnum aliquod, vel jactura, sine licentia & assensu dicti Ducalis Dominii, & de hac, fidejussionem seu pignus de lib. X. mil. dare teneatur, quod dictum Castrum in totum erit usque ad dictum terminum funditus ruinatum sub pœna prædicta, salvo si de dicti Castri ruinatione per dictum Ducale Dominium sibi non foret terminus elongatus, possendo dare pro dicta fidejussione, & Communa terrarum Trag. & Spalati, & speciales personas de quibus contentari habeant Domini Provisores prædicti sicut sibi videbitur. Item quod dictus D. C. Nel. depositum quoddam in Ven. de lib. 20. mill. facere teneatur, quos denarios dictum Duc. Dominium recipi faciet & deponi ad Cameram suam frumenti cum lucro & conditionibus dictæ Cameræ consuetis, dando de dicto depositio usque ad diem quartum dicti men. Sept. Duc. M. & residuum quam citò poterit in aliqua terrarum Trag. & Spalati depositisse. Item pro prædictorum omnium observantia teneatur idem D. C. Nelip. in possessionibus, vel pecunia, vel aliis sufficientibus securitatibus, de quibus contentare habeant Domini Provisores præfati plezariam præstare de lib. X. mil. in Civ. Trag. Sib. vel Spal. cum adjectione quod si non observarentur omnia supradicta per ipsum D. C. Nelip. & ejus nepotem C. Const. vel aliquem eorum seu per gentes, & suos sequaces in omnibus & singulis Capitulis suprascriptis, quod licitum sit dicto Communi Ven. excutere seu excuti facere de possessionibus prædictis, vel pecunia seu ab illis qui constituissent, & se constituerent fidejussores omne id in quo foret propterea contrafactum, & non observatum. Præfati verò Eg. & N. viri Domini Nicolaus de Priolis, & Nicolaus Pisani, Cives Ven. & Provisores prædicti pro se & nominibus quibus supra promiserunt D. Nelip. C. supto. quod facta solutione de damnis prædictis, & facto depositio & datis plezariis, ut suprascriptum est, quod omnia bona dicti C. Nel. sui nepotis, vel suæ gentis ubicunque forent sequestrata de mandato dicti Duci Dominii occasione processum liberè relaxabuntur, & quod ipse, & omnes ejus gentes possint ire & intrare Civitates, & de eis exire cum suis personis, rebus, & bonis, ut ibant & exibant ante dictos processus, & si aliqui occasione istarum novitatum tam per unam partem, quam per aliam forent propterea positi in banno aliquo de ipso liberè extrahantur. Item promiserunt nominibus quibus supra quod idem D. C. Nelip. & ejus filius in Cives recipientur Venet. Item ut omnia cum claritate fiant, & pax prædicta sit perpetuò inviolabiliter duratura, contenti fuerunt Domini Provisores præd. & sic idem D. C. Nel. pro dicto suo nepote C. Const. se obligaverit in omnibus capitulis suprascriptis, quod si tempore aliquo reperiretur ipsum C. Const. recessisse in totum à C. Nel. supto. & nihil teneret, vel possideret ab eo, dictus ejus nepos Const. vel aliquid cum eo agere non haberet, quod idem D. C. Nelip. in nullo pro dicto suo nepote sit, nec esse debeat obligatus. Quæ omnia, & singula suprascripta promiserunt prædictæ Partes pro se & cujusque ipsorum, Hæredes, & gentem, ac nominibus quibus supra ad invicem, & vicissim solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus attendere, & observare, & in nullo contrafacere, vel venire aliqua ratione, occasione, vel causa sub pœna lib. M. den. Ven. par. damnorum interesse & expen. litis, & extra stipul. promissa in singulis Capitulis suprascriptis solvenda per Partem contrafacientem Parti fidem servanti, ita tamen quod dicta pœna soluta, vel non, nihilominus omnia & singula suprascripta plenam obtineant roboris firmitatem: Et insuper ad majorem cautelam, & firmitatem perpetuam præsentis Pacis & Concordiæ & omnium supradictorum prædicti Domini Provisores in animabus dictorum Domini Ducis & Communis Ven. & fidelium suorum prædictorum ex parte una, & præd. D. Nel. C. pro se ipso, & gente sua ex altera juraverunt ad Sancta Dei Evangelia tactis sacrosanctis Scripturis, in loco infrascripto, in præsentia plurium virorum Nobb. mei Not. & testium infrascriptorum prædictam Pacem & Concordiam, & omnia suprascripta & singula in præsenti Contractu contenta & inserta pro se, & eorum, & cujusque ipsorum Hæredes contenti. Firma & rata perpetuo habere, & tenere, non contrafacere aliquo modo, casu, vel ingenio, seu aliquo quæsito colore, & omnia supta. & singula in præsenti Contractu contenta & inserta bona fide, & sine fraude, dolo, vel malitia aliqua attendere & observare. Obligantes una Pars alteri ad invicem, & vicissim pro prædictis omnibus & singulis per se ipsos, & nominibus quibus supra, & eorum, & cujusque ipsorum Hæredes bona mobilia, & immobilia, præsentia & futura. Actum in loco vocato Slap in flumine Kercha, ubi sunt Molendina in districtu, sive à latere Scardonæ Jura & Molendina Communis Sib. præsentibus Rev. in Christo Pat. Domino Fratre Nicolao Dei & Apostolicæ Sedis gra. Episcopo Tinien̄se, Egregiis & Nob. viris Dominis Budislavo q. C. Ugrinich de Breberio Duyminoe q. Martini Ludovich. Sap. Viro Angelo Amici de Ytalis de Asculo Canc. Communis Sib. Nob. Dominis Caxoto q. Nicole Caxoti de Trag. & Joanne q. Egidii de Spalato, Providisque viris Franco. Alberto de Padua. Milantano q. Johannis de Parma, Vitale Nigro filio Marini Nigro de Ven. & Rodulfo Betini de Bononia, & aliis testibus ad prædicta vocatis specialiter, & rogatis. Tenor Literarum à parte de qua supra fit mentio. Nos Andreas Dandulo D. G. Ven. & &c. Dux Notum facimus . . . . . Datum in nostro Ducl. Pal. die 9. men. Sep. intrante Ind. 12.

Ego Guido Ciuran Imperiali auctoritate Not. & Duc. Ven. Scriba prædictis omnibus interfui & rogatus scripsi.

CCLXXXV.

ANNO 1343. 18. Nov

Tractatus perpetuæ Pacis & finalis Concordiæ inter Regem Sueciæ MAGNUM III. *& Regem Daniæ* WOLDEMARUM III, *quo conveniunt de modo emersura inter duo Regna arduæ negotia componendi, Justitiam conquerentibus faciendi, Commercium liberum per Mare fervandi, Placitationes autem circa* Scaniam, Hallandiam, *&c. factæ firmantur, ac uterque Regum nullum Fœdus in damnum alterius vergens inire nec alterius Hostes sublevare promittit. Dat. in Castro Wardberg in Octavis B. Martini Episcopi.* 1343. [Expositio Causarum, quibus S. M. R. Sueciæ Bellum etiam post Pacem Roschildiæ initam continuare coacta fuit. Inter Documenta sub litt. D. D.]

UNiversis præsentes Literas visuris vel audituris, Magnus, Dei gratia, Rex Sueciæ, Norwegiæ & Scaniæ, Salutem in Domino sempiternam. Quantis est plena periculis æmula Pacis discordia, jam non solum ex prisca dudum colligimus serie, verum etiam brevi manu ad id attigimus, quam in se perplexa sit, præterquam quod onusta dispendiis crebra Guerrarum adjecta, quæ gravi concussionis pondere luctuosa cumulant incommoda Subditorum. Procul igitur eliminanda est Guerrarum occasio, & alumna Bellorum fæva dissensio radicitus extirpanda, ut quæ ad Pacem fuerint bene ordinata effectu non careant, cum cognoscantur habere profectum salutarem. Hinc est quod tenore præsentium notum facimus universis, quorum interest vel interesse poterit in futurum, quod Nos Anno Domini 1343. in Octavis beati Martini Episcopi cum magnifico Principe Domino Woldemaro, Danorum Sclavorumque Rege illustri, & Duce Estoniæ, Consanguineo nostro charissimo, in Castro nostro Vardberg, præsentibus & Consiliariis & Potioribus Regni nostri Sueciæ, placitavimus & concordavimus in hunc modum: Primo quod inter eundem Dominum Woldemarum, Regnum suum, Terras & Dominia, Hominesque & Subditos suos quoscunque, parte ex una, & Nos, Regna nostra, Terras & Dominia, Homines & Subditos nostros quoscumque, parte ex altera, firmæ Pacis sinceritas & indis-

ANNO 1343. indiſſolubilis Concordiæ ſtabilitas perpetuis temporibus inviolabiliter obſerventur, ſedatis totaliter omnibus & ſingulis controverſiis, discordiis, rumoribus & Guerrarum diſturbiis, hinc inde, hucusque qualitercunque & quibuscunque cauſis motis & ſubortis. Item ſi ardua nimis & difficultate plena inter eundem Dominum Woldemarum Regem & Nos, ac utriusque noſtrorum Succeſſores vel Hæredes, etnerſerint negotia ſtatum Regnorum noſtrorum, aut Succeſſorum vel Hæredum noſtrorum honorem ſeu commodum ſummè tangentia, crimen, ut puta, læſæ Majeſtatis, Caſtrorum aut Terrarum proditionem, vel eorum conſimilia, ex tunc tres aſſumantur Episcopi & totidem Milites & Militares prudentiores ex quolibet Regno Sueciæ & Daciæ, qui infra duodecim ſeptimanas à tempore quo Principi vel ejus locum tenenti, ſeu tenentibus, per duos Conſiliarios Partis adverſæ, querimoniæ fuerint intimatæ Helſingborg convenientes, prædictas cauſas & ardua negotia Regum & Regnorum diligenter examinent, fideliter tractent, & finaliter terminent; & ſi inter ſe concordare nequiverint, tunc duos discretiores ex ſe ipſis vel aliis, unum videlicet Suecum, alterum Dacum, ſuper juramento & conſcientia eorum eligant, qui quidem duo ſic electi, omni amore & odio prorſus ſemoto, hujusmodi negotia ibidem terminent, & definiant, ſuo poſtmodum ſuper hoc ad Sancta præſtito juramento, quorum definitioni & terminationi absque quavis displicentia & contradictione, utraque Pars debet contentari, Pace nihilominus & hac finali Concordia in ſuo pleno vigore & robore in perpetuum duraturis. Item ſi caſus aliquos minus graves ſuperius poſitos, inter Regna noſtra utriusque noſtrorum Succeſſorum, vel Hæredum, ſeu Subditos evenire contingat adeo graves quod noſtri, noſtrorum Succeſſorum, aut Hæredum Advocati, ſeu Jurisdictiones vel Judicia exercentes tales caſus terminare, vel ad concordiam reducere nequiverunt, tunc Princeps coram quo delata eſt querimonia, duos de Conſiliariis ſuis ad hoc ſpecialiter deputabit, qui hujusmodi negotia ardua Helſingborg intra duos menſes à tempore delatæ querimoniæ coram Principe terminabunt & fideliter concordabunt, Pace nihilominus & hac finali Concordia perdurante. Item ſi Subditos utriusque noſtrorum Succeſſorum, vel Hæredum noſtrorum, unius vel alterius, in aliquo Regnorum noſtrorum ſeu Dominio contingat delinquere, adhuc flagrante crimine, ſecundum Leges Patriæ, in qua quis eorum delinquit, pro delicti qualitate punietur, Pace, ut præmittitur, nihilominus valitura. Item ſi Subditi unius vel alterius noſtrorum, noſtrorum Succeſſorum, vel Hæredum, in Advocatos, Officiales, aliosve honores alterius noſtrorum ſuper rebus vel perſonarum injuriis conquerantur, teneatur Dominus Rex vel ejus Advocatus, ubi delinquens eſſe dignoscitur, infra certum tempus, ex quo querimonia coram eo delata eſt, Juſtitiam facere conquerenti, ſecundùm Leges Patriæ & Conſuetudines approbatas; Nec Advocati ſeu Officiales prædicti cauſas ſive caſus coram eis delatos à ſe aliqualiter removere poſſunt, Juſtitiam petenti denegando, vel eos ad ſuperiores Judices remittendo, niſi adeo graves fuerint, quod eorum Jurisdictionem non attingant, prout ſuperius annotatur, Pace nihilominus duratura. Item neuter noſtrûm ſive Succeſſorum, ſive Hæredum noſtrorum aliquis alterius inimicos vel adverſarios publicos colligat, defendat, ſeu quovis modo foveat, vel in ſuis Regnis, Terris, vel Dominiis recipiat, aut ſuſtineat intra ſua Dominia aut Territoria commorari, in præjudicium, gravamen aut damnum alterius, noſtrorum Succeſſorum vel Hæredum noſtrorum, ſeu etiam Subditorum. Nec noſtrûm alter, Hæredes noſtri, vel Succeſſores amicitiæ fœdus ineant, ſeu colligationes faciant, cum alterius, noſtrorum Succeſſorum, vel Hæredum inimicis, vel adverſariis, publicè vel occultè, ex quibus damnum & jactura in rebus vel perſonis alicui noſtrûm, Hæredibus noſtris, vel Succeſſoribus ſeu Subditis poterit evenire. Item uterque noſtrum, Succeſſores noſtri & Hæredes ad hoc efficaciter cooperabuntur, quod prædones & piratæ ex Regnis noſtris & Dominiis procul eliminentur, ut mercatores & alii navigantes in bonis libera pace perfruantur, nec ipſos prædones vel piratas aliquis noſtrum, Hæredes noſtri, vel Succeſſores colligant, ſuſtineant, vel quovis modo foveant, contra Regnorum noſtrorum vel noſtrum commodum ſeu profectum Subditorum. Item in aliquo Regnorum noſtrorum ſeu Dominiis paſſi naufragia res amiſſas liberè absque impetitione quorumlibet recolligant, & recuperent, quamdiu pro derelicto non habuerint res præmiſſas. Item circa exules & expulſos vel timore ex uno in aliud Regnorum noſtrorum ſeu Dominiorum fugientes antiquæ Conſuetudines in Regnis ipſis & Dominiis obſerventur, dummodo nihil moleſtiæ, aut gravaminis intulerint Regno, vel Regnicolis unde exularunt. Item omnes & ſinguli, cujuscunque conditionis aut ſtatus exiſtant, bona in utroque Regno habentes, liberè gaudebunt iisdem & ſervient de iſtis bonis, ſicut in eisdem Regnis Juris ac Conſuetudinis fuerit antiquæ. Item volumus firmiter ac ſtatuimus, ut omnes & ſingulæ Placitationes & Literæ, per dictum Dominum Regem, & quoscunque alios, nobis datæ aut nobiscum habitæ, ſuper terris Scaniæ, Hallandiâ, Bleckingia, Lyſter & Inſula Huæn, in ſuo pleno vigore & robore, per hanc noſtram Placitationem & finalem Concordiam, in nullo penitus diminutæ vel debilitatæ ſed potius redintegratæ & de novo roboratæ ac firmæ ſint, ac in perpetuum ſtare debeant & durare. Cæterum quod præmiſſa omnia & ſingula, quæ à Nobis acta ſunt perſonaliter, illibata ſervari ac teneri & non contraveniri per Nos vel alium, aliqua occaſione vel cauſa, de Jure vel facto, debeant, promittimus bona fide, & ſub honore noſtro. Et ut majorem habeant roboris firmitatem, volumus & expreſſe conſentimus, noſtro, Succeſſorum & Hæredum noſtrorum nomine, quod ſi contra ea, vel eorum aliquod, (quod Deus avertat) Nos, Succeſſores, vel Hæredes noſtros venire aliquo modo contingat, Fidejuſſores & Compromiſſores noſtri infraſcripti, Hæredes & Succeſſores eorum eo ipſo, absque displicentiæ & ingratitudinis noſtræ, Succeſſorum & Hæredum noſtrûm nota, ſe bonis, Succeſſoribus & Hæredibus noſtris poſſint & debeant hoſtiliter opponere, & præfato Domino Regi Woldemaro, Succeſſoribus & Hæredibus ſuis, contra nos, Succeſſores noſtros & Hæredes, efficaci juvamine firmiter & fideliter cum omnibus amicis ſuis aliisque amore eorum quicquam facere aut omittere volentibus adhærere, donec eidem Domino Regi Woldemaro, vel Succeſſoribus & Hæredibus ſuis per Nos vel Succeſſores noſtros & Hæredes, propterea plenariè fuerit ſatisfactum ſecundum juſtitiam & amorem. In quorum omnium evidentiam firmiorem Sigillum noſtrum præſentibus eſt appenſum. Nos inſuper, Petrus Lundenſis Archiepiscopus, Sueciæ Primas, Siggo Scarenſis, & Frenderus Stengenenſis, Dei gratia, Episcopi, Henricus Abbas de Saba, Villæ Scheminghen, Ivarus Ingemundſon, Laurentius Ulffſon, Gotſtanus Tuneſſon, Canutus Folckſſon, Carolus Tygeſſon, Carolus Naskoningſon, Ulfo Albiornſon, Ulfo Gudmarſſon, Amundus Sture, Amundus Sveniſſon, Tucho Gliſſing, Laurentius Carlſon, Magnus Knudſon, Siggo Magnusſon, Iſraël Bygeſſon, Goſtanus Arvidſon, Byrgerus Magnuſſon & Laurentius Magnuſſon, Milites, ac Johannes Chriſtenſon, Armigeri, Fidejuſſores & Compromiſſores Domini noſtri Regis Magni prædicti, pro præmiſſis omnibus & ſingulis firmiter & inviolabiliter obſervandis, unà cum Domino noſtro Rege ſupradicto promittimus, bona fide & ſub honore noſtro, Succeſſorum noſtrorum & Hæredum: Quod ſi præfatus Dominus noſter Rex Magnus Hæredes ſui vel Succeſſores ad Coronam & Regnum Sueciæ qualitercunque venientes, prætextu Juris Coronæ Regni Sueciæ, aut propriæ temeritatis audacia, contra præmiſſa, vel aliqua præmiſſorum venerint vel venire attentaverint, ſtatim Nos, Succeſſores noſtri & Hæredes cum amicis omnibus noſtris aliisque amore noſtri quicquam facere vel omittere volentibus, ſæpe dictum Dominum Woldemarum Regem Daniæ, Succeſſores ſuos & Hæredes ſub præmiſſa fidei ſponſione, efficaciter & fideliter juvabimus, contra Dominum noſtrum Regem Magnum prædictum, Succeſſores ſuos, & Hæredes in præmiſſorum evidentiam & teſtimonium, ſigilla noſtra cum ſigillo Domini noſtri Magni Regis prædicti, præſentibus apponentes: Quamvis autem per viginti quatuor Compromiſſores, & unum inſuper Arbitrum pro utraque parte, per Nos utrumque Regem ad hoc eis plena authoritate data, ſpecialiter aſſumptos & electos hujus finalis Concordiæ Tractatus Helſingborg initium haberet, & proceſſum aliqualem, verum tamen propter quædam incidentia utilius & magis expediens videbatur, ut eadem omnia & ſingula, quæ perpetuæ Pacis & finalis Concordiæ ſodalitatem reſpiciunt, utraque Parte præſente, ſcilicet Domino Rege præfato, ac nobis & utriusque noſtrorum Conſiliariis & Potentioribus plenius & perfectius discuterentur, ad finem debitum ordinanda, unde ejusdem Compromiſſi forma non attenta, per viam & modum amicabilis Compoſitionis, per omnia hujus perpetuæ Pacis & finalis Concordiæ placitatione, loco & termino prænotatis, hoc eſt Warbergæ in Octavis beati Martini, ut præmittitur, duximus terminanda. Actum & Datum Anno, die & loco ſupra dictis.

ANNO 1343.

ANNO 1343.

CCLXXXVI.

18. Nov. *Obligatio Prælatorum & Procerum Scaniæ, de tenenda Unione inter Regnum* SUECIÆ *& Terram* SCANIÆ *facta, de assistentia Regi Sueciæ pro dicto Regno & Terra præbenda, repositis & constitutis insimul ejusdem Regni terminis in Freto Orasund; de eligendo post eventuram Regis Sueciæ* MAGNI III. *mortem Filio suo* ERICO, *& impedtendo denique, nè in eo casu vel Rex Norwegiæ* HAQUINUS *ad Regnum Sueciæ, vel Rex Sueciæ in Regnum Norwegiæ se intrudat. Datum Warbergis in Octava B. Martini Episcopi* 1343. [Ex Archivo Upsaliensis Ecclesiæ apud JOANNEM MAGNUM in Historia Gothorum Sueonumque, Libr. XXI Cap. II. pag. 663. Expositio causarum, quibus S. M. R. Sueciæ bellum etiam post Pacem Roschildiæ initam continuare coacta fuit. Inter Documenta sub lit. E. E. pag. 121.]

UNiversis præsentes Literas inspecturis Petrus Londensis, & Hemmingus Upsalensis divina miseratione Ecclesiarum Archiepiscopi; Petrus Lincopensis, Siggo Scarensis, Frenderus Strengenensis, Odgyslus Arosiensis, Henningius Aboensis & Boëtius Vexionensis Ecclesiarum eadem miseratione Episcopi, Johannes Monasterii Sanctorum omnium in Lundis, Regnaldus in Alvastro, Sueno in Hergede, Vinmarus de Varnhem, Andreas de Sintli, Folcho de Nova Valle, Michael de Biackaskog, Henricus de Saba, N. de Thomatorp & Andreas de Asylo Abbates, Petrus Dalbiensis, & Godefredus de Eskilstuna Priores, nec non Capitula Ecclesiarum Cathedralium & Conventus Monasteriorum prædictorum, Salutem in Domino sempiternam. Cum Regnum Sueciæ & Terra Scaniæ ita legaliter & indissolubiliter unita sint & conjuncta, quod unum de cætero Regnum censeri debent perpetuis temporibus, ac unius Regis præsidio gubernari, sicut patentes Literæ & manifesta Instrumenta super hoc edita lucidius edocent & declarant: Nos unionem memoratam prompto & benevolo amplexantes affectu firmiter promittimus quod magnifico Principi Domino nostro clarissimo Domino Magno Sueciæ, Norwegiæ ac Scaniæ Regi illustri, suisque Successoribus & Hæredibus, pro dicto Regno Sueciæ & Scaniæ in unione præfata retinendo, nec non pro eodem cum suis Juribus, & justitia contra omnem hominem defendendo, adstabimus fideliter verbis, factis, consiliis & auxiliis, quantum possumus, jure Ecclesiæ, ordine & officio nostro salvis, habituri deinceps limites dicti Regni Sueciæ, qui ante citra Scaniam tenebantur, in ipso passagio Orasund, eosdemque usque illuc unà cum aliis confiniis & limitibus ejusdem Regni Sueciæ & Scaniæ, ubicunque illud hostiliter invadi contingat, cum omni fidelitate & toto posse nostro viriliter & unanimiter cum Dei adjutorio defensuri. Cæterum revolventes sedulo in intimis cordis nostri, quam plena sit periculis, & onusta dispendiis intestina dissensio, ea potissimum, quæ solet multoties ex vacillatione regiminis provenire; & tantis malis, quantum Deus permiserit, prospicere circa Regni regimen cupientes, firmiter promittimus quod inclytum Domicellum Ericum, filium dicti Domini nostri Regis seniorem, juxta consilium & voluntatem ejusdem Domini nostri in Regem & Dominum nostrum supra dictum Regnum Sueciæ & Scaniæ Terras, Provincias & Insulas tributarias ad idem Regnum pertinentes, omni quo decet honore, secundum debitam formam, & consuetudinem ab antiquo jure in Regno Sueciæ approbatam, in loco pro electione Regis deputato, unanimiter & concorditer eligemus, obligantes nos, & nostrum quemlibet ex tunc ad servandum sibi cum omni obedientia, fidelitate, servitiis & homagiis favoreque prout ex debito veri Subditi tenentur Domino suo facere, & vero Regi, salvo per omnia eidem Domino nostro Regi Magno Patri ejus jure regendi ut prius, præcipiendi, ordinandi & statuendi toto tempore suo, quo superstes fuerit circa nos Subditos suos, & Regni res, ac negotia quæ pro commodo & utilitate ipsius Regni viderit expedire. Item promittimus firmiter, ut prius, quod si præfatum Dominum nostrum Regem Magnum (quod Deus avertat) nobis viventibus migrare contigerit ab hac luce, inclytæ Dominæ nostræ Blancæ & dicto Domino nostro Regi Erico ad honorem & servitium in omnibus fideles erimus, eisque in suis juribus in Suecia & Scania fideliter astabimus juxta posse: & si idem Ericus Rex noster pro tunc minotennis fuerit, sibi & Regno suo Sueciæ & Scaniæ Tutor indigena deputetur, & Castra omnia & Regni Munitiones cum eorundem Consilio & provisione per indigenas gubernentur, donec eum ad legitimam ætatem Deus dederit pervenire. Si vero dictum Dominum nostrum Regem sine liberis existentibus contingat decedere, tunc alium de filiis Domini nostri Regis prædicti Magni superviventibus, qui convenientior & aptior habeatur in Regem & Dominum nostrum super ante dictum Regnum Sueciæ ac Scaniæ, Terrasque, Provincias & Insulas memoratas, & nullum alium rite & rationabiliter, ut convenit, eligemus. Item si ipso Domino nostro Erico Rege supradicto superstite, vel ejus liberis existentibus, contingat Dominum Haquinum fratrem ejus, quem idem Pater ipsorum Dominus noster Rex Magnus Regno suo Norwegiæ præficiendum duxerat, Principatum seu Regnum Sueciæ & Scaniæ contra istud Patris sui & Matris factum velle usurpare, tunc eidem Domicello Haquino totis viribus resistemus: quod etiam Proceres & Domini in Regno Norwegiæ promiserunt, quod eidem Domicello Haquino in nullo penitus consilium, auxilium, vel favorem ministrabunt, quorum prætextu contra hanc Constitutionem veniat, vel contravenire attentet in futurum. Similiter si contingat Dominum nostrum Regem Ericum supradictum ad Regnum Norwegiæ velle se intrudere, Domicello Haquino, & ejus liberis existentibus pari modo promittimus, quod in hoc facto ipsi Domino nostro Regi Erico memorato nullatenus coadjutores erimus aut fautores. Et si contingat quod uterque dictorum Fratrum, vel eorum alter contra præmissa Patris eorundem, & nostra facta venire voluerit, & alienigenarum seu extraneorum ad hoc auxilium adduxerit, & per hoc Regnorum prædictorum aliquod hostiliter invaserit, seu subintrare attentaverit, ex tunc Regnum utrumque sc. Norwegiæ, Sueciæ & Scaniæ unanimiter & insimul totis viribus & posse, huic eorum voluntati efficaciter resistere laborabit, quodcunque Regnorum prædictorum prius, vel pluries circa talia fuerit necessitatum, ad hoc finaliter & intente, ut eorum paterna tam provida Pacis simul & Concordiæ Præordinatio in suis viribus, & pleno robore irrefragabiliter perseveret. Et si memoratum Dominum nostrum Regem Magnum plures contingat habere liberos, pro tunc promittimus, ut superius, quod ipsorum quemlibet utriusque sexus in suo honore juvabimus, prout ipsis, & eorum statui, conditioni, simul & sexui congruerit, secundum Leges & Statuta Regnorum prædictorum tam Sueciæ & Scaniæ, quam Norwegiæ, & juxta Consuetudines in iisdem Regnis approbatas. Verum si quis cujuscunque conditionis aut status contra præmissa, vel eorum aliquod in parte vel in toto se opponere, aut ea annihilare vel infringere quomodolibet nostris temporibus attentaverit, promittimus firmiter, sicut supra, quod eidem quo minus id efficiat, totis viribus & posse nostro viriliter & unanimiter resistemus, consiliis & auxiliis, quantum possumus, jure Ecclesiæ, ordine & officio nostro salvis. Quamvis autem libera & spontanea voluntate, ac affectanti animo hujusmodi negotium pro bono Pacis fecisse dignoscimur, per hoc tamen Juribus & Consuetudinibus in Regno Sueciæ & Scaniæ ab antiquo tempore de Regiâ electione observatis, in nullo penitus volumus derogari, quin ad nos & Successores nostros Regum electio cum juribus suis omnibus, post mortem dicti Domini nostri Regis Erici, vel alterius Domini nostri Domini Magni filii, quem ipso Domino nostro Erico Rege prædicto, sine liberis (quod absit) mortuo, in Regem (ut præfertur) eligemus, libere revertatur. Ut autem præmissa omnia, & eorum quodlibet majoris habeant roboris firmitatem, Sigilla nostra præsentibus duximus apponenda. Datum Warbergis, Anno Domini M. CCC. XLIII. in Octava beati Martini Episcopi.

ANNO 1343.

CCLXXXVII.

Venditio totius Scaniæ, Hallandiæ, Bleckingiæ, Listriæ, *& Insulæ* Huethen *pretio* XLIX. *millium Marcarum puri argenti ponderis Colonienf. per* WOLDEMARUM *Regem Daniæ, facta Regi Sueciæ* MAGNO. *In Castro Warberg* 1343. [Expositio causarum quibus S. M. R. Sueciæ CAROLUS GUSTAVUS bellum etiam post Pacem Roschildiæ initam continuare coacta fuit;

ANNO 1343. fuit ; inter Documenta ſub Lit. CC. pag. 113.]

UNiverſis præſentes Literas viſuris & audituris, Waldemarus, Dei gratia, Danorum Sclavorumque Rex, & Dux Eſtoniæ, ſalutem in Domino ſempiternam. Ad perpetuam rei memoriam, tenore præſentium recognoscimus evidenter, Nos Magnifico Principi Domino Magno, Sueciæ Regi illuſtri, conſanguineo noſtro chariſſimo, Terras videlicet totam Scaniam, totam Hallandiam, Bleckingiam, Liſtriam, & Inſulam Huethen, cum Caſtris, & Munitionibus in eisdem Terris ſituatis, cum omni jure Regio, Nobis, Hæredibus noſtris & Succeſſoribus, & Coronæ Regni Daciæ in prædictis Terris, & qualibet earum, quolibet competenti, in Civitatibus, Villis forenſibus & nundinis, cum earum Juribus, in nullis penitus diminutis, ſed potius reintegratis, prout ab antiquo tempore hucusque plenius & liberius habita fuiſſe dignoscuntur, nullis exceptis, quocunque nomine cenſeantur, pro XLIX. millibus marcarum puri argenti, ponder. Colonien. veraciter vendidiſſe : cujus argenti ſummam ad Nos & uſus noſtros veniſſe agnoscimus, pro omnibus Terris antedictis, & earundem Juribus, pertinentiis quibuscunque, in pretium per hunc modum :

Primo namque Dominus Magnus Rex præfatus debita Patris noſtri chariſſimi, Domini Chriſtophori, bonæ memoriæ, quondam Regis Danorum, quæ nos de jure ſolvere tenebamur, illuſtri Principe Domino Johanne Comite Holſatiæ & Stormariæ, patruo noſtro dilecto, Terras Scaniæ, Blechingiæ & Liſtriæ, & Inſulæ Huethen per prædictum patrem noſtrum impignoratas tenente, pro XXXIV. millibus marcarum puri argenti pond. Colon. plenè, & integraliter perſolvit, redimendo populum Terrarum earundem ab oppreſſionibus & injuriis, extraneorumque gravaminibus eripiens, quarum Terrarum incolæ omnes & ſinguli, eundem Dominum Regem Magnum unanimi conſenſu & concordi animo ſuum in verum Regem rite elegerunt. Quam quidem electionem juſtam fore dicimus noſtro, Hæredum ac Succeſſorum noſtrorum, & Coronæ Regni Daciæ nomine, confirmando approbamus & affirmando confirmamus. Præterea memoratus Dominus Rex Magnus in pretium Terrarum prædictarum, octo millia marcarum pur argenti pond. Colon. perſonaliter nobis ipſis perſolvit & integraliter aſſignavit ; Et cum hoc Caſtrum Copmanna Hampe mutuæ dilectionis inter nos ampliandæ interventu gratanter Nobis dimiſit per ſe pro 7. millibus marcarum puri argenti ponderis Colonienſis acquiſitum ; Quam etiam argenti ſummam, ex affectione qua erga eum movemur, vice verſa, in pretium Terrarum prædictarum nos recognoscimus accepiſſe.

Igitur cum eidem Domino Regi Magno prædictis ſummis argenti principalibus & minus pro damnis & intereſſe incomprehenſibilibus, quæ ipſi Domino Magno Regi, & Regnis ſuis dictæ occaſione ſolutionis argenti memorati, & crebræ defenſionis Terrarum prædictarum graviter & multipliciter obvenerunt, ſatisfacere ullo modo non ſufficeremus, quæ videlicet damna & intereſſe ipſi Domino Magno Regi prædicto, Succeſſoribus & Hæredibus ſuis omnimodè refundere tenebamur, prout in noſtris & aliorum Literis ſuper hoc confectis plenius & clarius continetur, præfato conſanguineo noſtro Domino Regi Magno, ejus Succeſſoribus & Hæredibus ac Coronæ Regni Sueciæ tam pro dicti argenti ſumma, quam damnis & intereſſe cum aſſenſu, & conſilio unanimi Conſiliariorum noſtrorum, & Procerum Regni noſtri Daciæ, Clericorum & Laicorum, tam Prælatorum, quam Militum, & Militarium, ac totius Populi ac Communitatis Regni ejusdem, à Nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris ac Corona Regni Daciæ, libera ac ſpontanea voluntate, non compulſi, non coacti, non dolo, nec aliqua circumventione inducti, prædictas Terras omnes, & earum quamlibet, cum Munitionibus & Caſtris, in eisdem Terris & earum qualibet ſituatis, omni jure Regio & pertinentiis quibuscunque ſuperius tactis & inferius exprimendis, titulo veræ venditionis & perpetuæ alienationis dimiſimus, & dimittimus per præſentes.

Et ut prædictarum Terrarum per Nos taliter facta mera venditio, in ſe verior, & magis valida cenſeatur, in ſignum traditionis, veræ poſſeſſionis, tam naturalis, quam civilis, & ad uſus alienationis perfectæ evidens argumentum, nos eidem Domino Regi Magno, Hæredibus ac Succeſſoribus ſuis & Coronæ Regni Sueciæ perpetuo poſſidendas, tenendas & habendas, ſcotavimus modo debito, & conſueto, ac à Nobis, Succeſſoribus, ac Hæredibus noſtris, ac Corona Regni Daciæ prorſus alienavimus & omnino abdicavimus Terras Scaniæ, Hallandiæ, Bleckingæ, Liſtriæ & Inſulæ Huethen, monetam & nundinas, cum earum juribus, ut præmittitur, Caſtris, Munitionibus, Prædiis ruſticis & urbanis, ad Regem, & jus Regium pertinentibus Civitatibus & Villis forenſibus, una cum Jure Patronatus in Eccleſiis & Monaſteriis, & Capellis quibuscunque Regi competenti, omni Jure, quo Terræ, Caſtra, Provinciæ & quævis alia bona mobilia & immobilia ſcotari, alienari, reſignari, renunciari, & abdicari ſolent, & debent, de Jure & de facto aſſignantes ipſi Domino Regi Magno, Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis ac Coronæ Regni Sueciæ, & ſubjectione & obedientia Nobis, Succeſſoribus, ac Hæredibus noſtris, ac Coronæ Regni Daciæ, ſi qua ratione Terrarum prædictarum, ſeu in Terris antedictis quolibet unquam debito, dimittentes liberum & ſolutum Reverendum in Chriſto Patrem Dominum Petrum Ludenſem Archiepiscopum, Sueciæ Primatem, qui nunc eſt, & eum qui pro tempore fuerit Archiepiscopus ibidem, cum Capitulo Ludenſis Eccleſiæ ac univerſo Clero ejusdem Diœceſis, cujuscunque ſtatus aut conditionis exiſtat. ANNO 1343.

Item dimiſimus à Nobis, Succeſſoribus & Hæredibus noſtris, & à Corona Daciæ liberos & ſolutos omnes Milites, Militares, Civitatenſes, Villarios omnes, etiam ruſticos, & inquilinos, & omnium prædictorum Succeſſores, & Hæredes in Terris ſupradictis, ab omnibus ſervitiis, homagiis, obedientia, & obſequiis quibuscunque, ad quæ jam dudum Nobis Regi ac Coronæ Regni Daciæ tenebantur ; & ipſi Regi Magno prædicto, Succeſſoribus & Hæredibus, ac Coronæ Regni Sueciæ effectualiter aſſignavimus, ad perpetui ſervitii homagium, obedientiæ debitum, prout quilibet eorum ex ſtatu ſuo & conditione ſervire, & obedire ſuo vero Regi obligatur, & tenetur de Jure & Patriæ Statutis, ſeu de conſuetudine laudabili approbata & ſervata.

Tradimus inſuper Domino Regi Magno prædicto, Succeſſoribus & Hæredibus ſuis ac Coronæ Regni Sueciæ prædictas Terras, Munitiones earum & Caſtra, ac pertinentias ac Jura quævis in eisdem, & ab omni poſſeſſione recedimus earundem, verum Dominium Terrarum ipſarum in eundem Dominum Regem Magnum, Succeſſores & Hæredes ſuos ac Coronam Regni Sueciæ plenariè transferentes ut Nos, Succeſſores noſtri, vel Hæredes nunquam poſſe habeamus, aut potentiam ex Jure vel ex facto, præfatum Dominum Regem Magnum, Succeſſores ſuos vel Hæredes, ſeu Regna ſua, Terras aut Dominia, quovis modo moleſtare, aut aliqualiter aggravare, aut impetere, ſeu conqueri ſuper præmiſſis, vel aliquo præmiſſorum, renunciantes ſponte & expreſſe pro nobis, Succeſſoribus noſtris, Hæredibus noſtris ac Corona Regni Daciæ omnis Juris auxilio Canonici vel Civilis, Conſuetudinibus, Legibus ac Statutis Patriæ, beneficio reſtitutionis in integrum, cum omnibus exceptionibus doli mali, vel quæ metus cauſa, & cuilibet alterius exceptioni Juris & facti, præmiſſa omnia, vel eorum aliquod infringenti, vel infringere volenti, & ſpecialiter Juribus dicentibus generalem renunciationem non valere, & Regem alienationes factas in præjudicium Regni ſui & Coronæ poſſe revocare, promiſſione in contrarium facta non obſtante. Item confirmamus, approbamus & ratificamus omnes & ſingulas Placitationes & Literas Domino Magno Regi præfato, & Coronæ Regni Sueciæ, tam per Nos, quam Scanienſes ac quascunque alias ab antea in hunc diem initas atque datas, nec non præſentes Literas & Placitationes, ſuper omnibus & ſingulis memoratis. Quas quidem Placitationes & Literas in ſuo pleno vigore & robore, in perpetuum volumus perdurare, ac per hanc noſtram Placitationem & finalem Concordiam in nullo diminutas vel debilitatas, ſed potius de novo roboratas.

Cæterum ſi continget, Nos, Succeſſores noſtros, vel Hæredes impedire velle, ſeu moleſtare ultra dimidium paſſagii Oraſund Dominum Regem Magnum Sueciæ prædictum, Succeſſores vel Hæredes ejus ac Coronam Regni Sueciæ, ſuper Terris Scaniæ, Hallandiæ, Bleckingiæ, Liſtriæ, & Inſula Huethen, juſtè ad Coronam Regni Sueciæ applicatis, ſeu ſuper Terris vel Dominiis aliis quibuscunque ipſi præfato Domino Regi Magno, Succeſſoribus ſuis, & Hæredibus attinentibus, per publicum hoſtiliter invadendo, ſeu per viam litigii, vel contentionis, aliove modo, dicendo Nos jus habere, cum non habeamus, Pacem, Placitationes & hanc finalem Concordiam infringere, ne Regnum, Succeſſores & Corona pacifice teneat, & quietè poſſideat Terras ſupradictas, ex tunc ſex Episcopi, Milites & Militares totidem, Regnorum ſcilicet Sueciæ & Daciæ ad hoc per utrumque noſtrum Regnum, Succeſſores noſtros

ANNO 1343. vel Hæredes ſpecialiter aſſumendi, in Helſingaborgh infra duodecim Septimanas, à tempore delatæ querimoniæ convenient, & diſcuſſione diligenti præhabita, Nos, Succeſſores noſtros & Hæredes tam ad damna, intereſſe, quæ ipſe Dominus Magnus Rex prædictus, Succeſſores ſui vel Hæredes ob tales impeditiones ſeu moleſtias rationabiliter incurrerint, quam ad pœnam XXX. millium marcarum puri argenti ponderis Colonienſis ſolvendarum, in Terris & locis ſatis tutis, ipſi Domino Regi Magno, vel Succeſſoribus & Hæredibus ſuis, ſeu eorum Nunciis, per prædictos duodecim ſtatuendis, omnimode compellant, & aſtringant: Quæ videlicet damna & intereſſe, unà cum pœna prædicta, ſi ſolvere noluerimus, vel contumaciter aut malitioſe à prædictorum ſolutione Nos ſubtraxerimus, terris vel locis Nobis præfixis, tunc præfati ſex Episcopi, quorum in hoc jurisdictioni Nos voluntarie & expreſſe ſubjicimus, ſi concordaverint aliàs, tres ex eisdem Episcopis de Regno Sueciæ, Sententiam Excommunicationis, quoties opus fuerit, absque displicentiæ noſtræ nota, noſtrorumque Succeſſorum, vel Hæredum, in Nos, Succeſſores noſtros, vel Hæredes promulgabunt minime relaxandam, donec ipſi Domino Regi Magno, vel Succeſſoribus & Hæredibus ſuis, pro dictis damnis, intereſſe, ac pœna, pro ſuæ voluntatis libito, per Nos, vel Succeſſores noſtros & Hæredes, plenariè fuerit ſatisfactum, Pace & hac finali Concordia inter Regem prædictum Dominum Magnum, Succeſſores & Hæredes ſuos, ac Regna & Dominia eorundem, ac Nos, Succeſſores noſtros, ac Regnum & Dominia Daciæ in perpetuum duraturis.

Verum ut præmiſſa omnia & ſingula, quæ Nos perſonaliter illibata ſervare & tenere, & non contravenire per nos vel alium, aliqua occaſione, ſive cauſa, de jure vel facto, promittimus bona fide, & ſub honore noſtro, majorem habeant roboris firmitatem, volumus & expreſſe conſentimus, noſtro, Succeſſorum & Hæredum noſtrorum nomine, quod ſi contra ea, vel eorum aliquod, quod Deus avertat, Nos, Succeſſores noſtros vel Hæredes venire aliquo modo contingat, Fidejuſſores & Compromiſſores noſtri infra ſcripti, Hæredes & Succeſſores eorundem, eo ipſo, absque diſplicentiæ & ingratitudinis noſtræ, Succeſſorum noſtrorum & Hæredum nota, ſe Nobis, Succeſſoribus, & Hæredibus noſtris poſſint & debeant hoſtiliter opponere, & præfato Domino Magno, Succeſſoribus & Hæredibus ſuis, contra Nos, Succeſſores noſtros & Hæredes efficaci juvamine firmiter & fideliter, cum omnibus amicis ſuis, aliisque amore eorum quicquam facere vel omittere volentibus, unanimiter adhærere, donec eidem Domino Magno Regi præfato, Succeſſoribus, vel Hæredibus ſuis, per Nos vel Succeſſores noſtros Hæredes, propter ea integraliter fuerit ſatisfactum ſecundum juſtitiam vel amorem. In quorum omnium evidentiam firmiorem, Sigillum noſtrum eſt appenſum.

Nos inſuper Sveno Aroſienſis, Jacobus Ripenſis Eccleſiarum Episcopi, Johannes de Esrom, & Henricus, & cæteri multi, &c. Fidejuſſores & Compromiſſores Domini noſtri Regis Waldemari ſupradicti recognoscimus nos omnes inſimul, & per noſtrum quemlibet, cum Communitate totius Regni Daciæ libera voluntate & affectanti animo veraciter conſenſiſſe, non compulſos, non coactos, nec aliqualiter circumventos, omnibus Placitationibus factis ſuper præmiſſis articulis & eorum quolibet, per Magnificum Principem Dominum noſtrum Regem Waldemarum prædictum & huic finali Concordiæ verum conſilium noſtrum & aſſenſum tribuiſſe, obligantes Nos omnes, & noſtrum quemlibet, Hæredes noſtros, & Succeſſores eorundem, ut nullum in Regem Daciæ eligamus, vel in Principem aſſumamus, aut in Regem & Principem aliquo colore ſeu commento callido quæſito eligi vel aſſumi procuremus, niſi prius juret & promittat, quod ſtatim ac in Regem electus, aut in Principem aſſumptus, confirmet, ſervet & teneat omnia & ſingula, Placitationes & Literas, omnes & ſingulas, ſuper Terris omnibus nominatis ſuperius & earum qualibet factas, & hanc Placitationem & finalem Concordiam concernunt, cum omnibus & ſingulis earum Clauſulis & Articulis, quæ in Literis dictarum Placitationum & hujus finalis Concordiæ ubicunque confectis, plenius continentur.

Promittimus etiam ſub fide noſtra & honore & Succeſſorum noſtrorum & Hæredum, quod ſi præfatus Dominus noſter Rex Waldemarus, ejus Hæredes vel Succeſſores ad Coronam vel Regnum Daciæ qualitercunque venientes, prætextu juris Coronæ Regni Daciæ, ad propriæ temeritatis audaciam inſurgentes, ſeu eligentes, contra præmiſſa, vel eorum aliquod venerint vel venire attentaverint, ſtatim Nos, Hæredes noſtri & Succeſſores eorundem, cum amicis noſtris omnibus, aliisque amore noſtri facere quicquam vel omittere volentibus, ſæpe dictum Dominum Magnum Regem Sueciæ, Succeſſores ſuos, & Hæredes, ſub præmiſſæ fidei noſtræ ſponſione, efficaciter & fideliter juvabimus contra ipſum Dominum noſtrum Regem Waldemarum, Succeſſores ſuos & Hæredes. In præmiſſorum evidentiam & Teſtimonium, Sigilla noſtra, unà cum Sigillo Domini noſtri Waldemari præſentibus apponentes. Actum & Datum in Caſtro Wardbergh, Anno Domini M. CCC. XLIII. ANNO 1343.

CCLXXXVIII.

Inſtrumentum Submiſſionis Imperatoris LUDOVICI Bavari, CLEMENTI *Papæ* VI. *per* HUMBERTUM *Delphinum Viennenſem, & alios Ambaſſiatores factæ, quâ Perſonam, Statum, res & cuncta bona ſua, nihil ſibi proprii arbitrii retinendo, in manus præfati Papæ deponit. Romæ in Conſiſtorio publico die 16. Januarii* 1344. *Indict.* XII. [STEPH. BALUZII Miscellaneor. Lib. II. pag. 272.] 1344. 16. Janv.

IN nomine Domini Amen. Anno a Nativitate ejusdem MCCCXLIIII. Indictione XII. die XVI. menſis Januarii, Pontificatus Sanctiſſimi Patris & Domini noſtri Domini Clementis divina providente Clementia Papæ Sexti anno ſecundo, in Conſiſtorio publico, in quo fuere præſentes Reverendi Patres Domini miſeratione divina, Petrus Peneſtrinus, Bertrandus Oſtienſis, Gaucelinus Albanenſis, Johannes Portuenſis, Annibaldus Tusculanus, Petrus Sabinenſis Episcopi, Imbertus Tituli Baſilicæ XII. Apoſtolorum, Talayrandus Tituli Sancti Petri ad vincula, Petrus Tituli Sancti Clementis, Gotius Tituli Sanctæ Priscæ, Bertrandus Tituli Sancti Marci, Bernardus Tituli Sancti Cyriaci in Thermis, Guillelmus Sanctorum quatuor coronatorum, Guillelmus Tituli Sancti Stephani in Cœlio monte, Helias Tituli Sancti Vitalis, Guido Tituli Sanctæ Cæciliæ, Stephanus Tituli Sanctorum Joannis & Pauli, Hugo Tituli Sancti Laurentii in Damaſo, Ademarus Tituli Sanctæ Anaſtaſiæ Presbyteri, ac Raymundus Sanctæ Mariæ Novæ, Galhardus Sanctæ Luciæ, Johannes Sancti Angeli, Bertrandus Sancti Euſtachii, & Guillelmus Sanctæ Mariæ in Cosmedin Diaconi Cardinales, præſentibus etiam venerabilibus Patribus Fratre Petro Jeroſolymitanenſi & Fratre Geraldo Antiochenſi Patriarchis, ac Dominis Gasberto Narbonenſi, Orchelyo Salzeburgenſi Archiepiscopis, Joanne Belvacenſi, Petro Claromontenſi, Stephano Caſſinenſi, Guillelmo Forojulienſi, Raymundo Morinenſi, Beltramino Bononienſi, Angelo Groſſetano, Bernardo Oſtenſi, Guidone Tutellenſi, Fratre Petro Graſſenſi Episcopis, Gaffredo Lauſanenſi, Nicolao Lemonicenſi, Agapito Lunenſi Electis, Bernardo Stephani, Raymundo de Valle, Guidone de Calma, & Francisco de Urſinis Domini Papæ Notariis, & discretis viris Dominis Guillelmo de Norwico, Joanne de Blandiaco, Amanero de Mota, Bernardo de Novodompno, Petro Alamandi, Bernardo Hugonis de Cardalhaco Auditoribus ſacri Palatii Apoſtolici, Guillelmo de Poſterela, Petro Villaris, Fratre Petro Baſterii, Hugone de Arpajone, Jacobo de Placentia, Galhardo Nigri Domini Papæ Capellanis, Carlino de Madalbertis de Cremona, Blaſio de Senis, Francisco de Lanceo, Henrico de Ast, Francisco de Aquila, Jacobo de Mediolano in Romana Curia Advocatis, ac Guillelmo de Bas, Joanne de Amelio, Michaële Ricomanni, & Bertrando de Chiannaco Clericis Cameræ dicti Domini noſtri Papæ & Notariis publicis infraſcriptis, & alia Prælatorum & Perſonarum Eccleſiaſticarum & Secularium multitudine copioſa, perſonaliter conſtituti magnificus & potens vir Dominus Humbertus Dalphinus Viennenſis, ac venerabiles viri Domini Marquardus de Randegg Juris Canonici Profeſſor, Electus & Præpoſitus Bambergenſis, Eberhardus de Tuminaroe Præpoſitus Auguſtenſis Eccleſiarum, & Ulricus de Auguſta Protonotarius, Ambaſſiatores, Nuncii, & Procuratores magnifici viri Domini Ludowici de Bavaria qui ſe Regem Romanum nominat, facta per dictum Dominum Marquardum quadam propoſitione verbali in qua multa mala & exceſſus, crimina & delicta quæ commiſerat idem Ludowicus contra ſanctam Romanam Eccleſiam tempore ſanctæ memoriæ Domini Joannis Papæ XXII. in perſona ipſius Domi-

ANNO 1344. Domini Johannis, & contra unitatem & libertatem Ecclesiæ sacrosanctæ, & quasi omnia contenta in quodam Procuratorio, de quo infra fit mentio, verbo narravit, vice & nomine ipsius Domini Ludowici de Bavaria exhibuerunt & produxerunt quandam Litteram, quam dicebant esse Procuratorium dicti Ludowici, scriptam & signatam, ut prima facie videbatur, manu & signo Ottonis Ameldorf de Vinezman Clerici Bambergensis Diocesis, & Romarii Hormelin Clerici Constantiensis Diocesis publicorum auctoritate Sedis Apostolicæ Notariorum, & sigillatam impendenti quodam Sigillo rotundo in cera crocea in quo in medio sculpta erat quædam imago hominis habentis insulam in capite suo, sedentis inter duas aquilas, habentis sub pedibus ejus duos Leones, & tenentis in manu dextra quoddam Sceptrum, & in manu sinistra quoddam pomum rotundum in cujus circumferentia hæ literæ legebantur : *Ludovicus quartus Dei Gratia Romanorum Imperator semper Augustus.* Et à tergo dicti Sigilli erat quædam impressio alterius parvi Sigilli, in qua erat sculpta quædam aquila, & in circumferentia ipsius eæ literæ legebantur : *Juste judicate, filii hominum.* Quæ quidem Litera de ipsius Domini nostri Papæ mandato ibidem publicè lecta fuit ; ipsaque ex integro lecta supranominati Ambassiatores, Nuncii & Procuratores habentes, ut dixerunt, inter cetera a dicto Domino Ludovico de Bavaria plenam & liberam potestatem & speciale mandatum, prout ex forma dicti Procuratorii, cujus tenor describetur inferius, constare dixerunt, ponendi & submittendi dictum Dominum Ludowicum de Bavaria res, Statum, velle & nolle, nihil sibi proprii arbitrii retinendo, absolute & liberaliter, in manibus dicti Domini nostri Papæ, ejusque dispositioni & ordinationi ipsius Domini Ludowici de Bavaria personam, res, Statum, velle & nolle, nihil sibi proprii arbitrii retinendo, pro malis & excessibus, delictis, & criminibus contra dictum Dominum Johannem, Ecclesiam Romanam & etiam universalem commissis, & contra unitatem & libertatem ejusdem Ecclesiæ sacrosanctæ. Et pro Emenda & Satisfactione omnium præmissorum facienda eidem Ecclesiæ sacrosanctæ, prout habent, ut præfertur, a dicto Domino Ludowico in mandatis, ex deliberato proposito & spontanea voluntate, licet per dictum Dominum nostrum Papam, facta prius aliquali collatione juxta exigentiam agendorum, semel & pluries dicti Ambassiatores, Nuncii, & Procuratores exhortati fuissent, quod in tanto negotio, priusquam facerent, viderent & deliberarent quid circa præmissa essent acturi, & quod nollent fictive aliquid agere & verbis solum dicere & non realiter, & facto quæ dicebant attendere, quia Deus, cujus vices tenet in Terris Ecclesia, irrideri non potest, & quod non crederent quod ipse indiscretam remissionem faceret, licet misericordiam non negaret, plena deliberatione iterum habita inter eos absolute & liberaliter ipsum Dominum Ludowicum, scilicet personam, Statum, res, & bona ipsius, posuerunt in manibus præfati Domini nostri Papæ, ipsumque & alia supradicta & ejus ordinationi & dispositioni pro omnibus supradictis excessibus & emenda & satisfactione fiendis pro eis & omnibus in Litera Procuratoria infrascripta contentis totaliter submiserunt. Et ad prædictorum majoris roboris firmitatem supranominati Ambassiatores, Nuncii, & Procuratores, & ipsorum quilibet, juraverunt, tactis sacro-sanctis Evangeliis, in animam ipsius Domini Ludowici prædicta omnia & singula posita, ut præfertur, & submissa attendere & complere & effectualiter observare quicquid dictus Dominus noster super prædictis duxerit ordinandum & non contra facere vel venire per se vel alium seu alios, directè vel indirectè, publice vel occulte, aliqua ratione seu causa. Et ibidem dictus Dominus noster Papa, audita dictorum Ambassiatorum, Nunciorum & Procuratorum propositione & submissione & aliis per ipsos dictis, factis, & juratis, humilique petitione & supplicatione ipsorum tam super expressis superius quam aliis in dicto Procuratorio contentis, multarum animarum periculis, quæ propter dictum Dominum Ludowicum & perpetrata per eum sunt diversis pœnis & sententiis, involutæ, affectu paterno compatiens hujusmodi positionem, submissionem personæ ipsius Domini Ludowici de Bavaria, rerum, Status, abdicationem proprii arbitrii ipsius in se misericorditer & gratiose recipiens, dixit & protestatus fuit, quod licet quantum ad relaxationem processuum contra ipsum Dominum Ludowicum factorum, & pœnarum quas propter præmissa incurrerat, intenderet misericorditer agere cum eodem, quantum sibi cum honore Ecclesiæ videretur, indiscretam tamen remissionem facere nullatenus intendebat. De quibus omnibus & singulis dictus Dominus noster mandavit, & ipsi Ambassiatores, Nuncii, & Procuratores requisiverunt, per Notarios infrascriptos & nostrum quemlibet fieri unum, duo, & plura publica Instrumenta. Actum &c. ANNO 1344.

CCLXXXIX.

Juin. FRANCE ET CHALON.

Extrait des Lettres Patentes accordées à (1) BEATRIX DE VIENNE *Dame de Harlay, par* JEAN *Fils de* PHILIPPE de Valois, *& depuis Roi de France, par lesquelles ledit* JEAN *accorde à ladite Dame trois mille livres de rente en Dauphiné, pour la consoler de ce qu'*HUMBERT, *Dauphin de Viennois, avoit donné ses Etats au Roi de France, au préjudice de ladite* BEATRIX *sa plus proche Parente & Héritiére naturelle. Données au mois de Juin* 1344. [JOSEPH DE LA PISE, Tableau de l'Histoire des Princes & Principauté d'Orange. pag. 98.]

QUe comme certain accord & convenences fussent esté faictes entre le Roy Philippes son Pere pour ses Enfans d'une part ; & son Cousin Humbert Dauphin de Viennois, sur la Succession de son Dauphiné & de ses autres Terres : & depuis ledit Dauphin l'eut supplié que à sa Belle tante BEATRIX DE VIENNE Dame d'Harlay, en consideration de ce qu'elle estoit prochaine de son lignage, & qu'elle s'estoit tousjours bien portée pour le profit & honneur du Dauphiné, & affin qu'elle ne fit, ne peut faire au temps à venir aucune demande à cause de Succession ; au cas que ledit Dauphiné & les autres Terres viendroient à l'un des enfans dudit Sieur Roy ou des siens, luy voulut faire aucune grace : par quoy ledit Sieur Fils & Lieutenant de Roy, en contemplation dudict Dauphin, & pour consideration desdites choses, donne à ladicte Beatrix pour elle & ses Successeurs, mille livres de Terre à tournois, qui seront assignées desiors en bons lieux convenables au Royaume de France, & ce mil livres de Terre a vie, & assigner en autres lieux, tant qu'elle vivra & en cas que la Succession dudict Dauphiné & des autres Terres, par le decés dudict Dauphin ou autres occasions auroit lieu pour l'un desdits enfans, ladite Dame auroit outre ce mille livres de Terre à heritage, & ainsi à donc auroit deux mille à heritage, que lors luy seront assignées au Dauphiné, au plus prés de la Terre qu'elle y avoit à toute Jurisdiction & les autres mille livres à vie & asseurer au Royaume ou au Dauphiné, & parmi ce ladicte Dame pour elle & ses Successeurs, quittera le Roy, ses enfans, ou celuy qui sera Dauphin, de tout le droict, action, ou demande, ou reclamation, qu'elle peut ou pourroit avoir, demander, ou reclamer au Dauphiné, & en toutes les autres Terres dudict Dauphin, tant de par Pere, comme de par Mere, ou pour quelconque autre chouse que ce soit, pour le temps passé ou pour le temps à venir, cedera & transportera tout le droict, action, ou reclamation, qu'elle peut ou pourroit avoir audict Dauphiné & Terres, par quelconque maniere que ce soit, par telle maniere qu'elle ne puisse rien demander d'ors en avant audict Dauphiné, ni es dites Terres à celuy qui Dauphin sera, & promettra & jurera aux Saincts Evangiles tenir & garder audict cas, toutes les convenences faictes entre ledict Roy, pour ses enfans ou ceux dudict Jean & luy d'une part, & ledict Dauphin d'autre : selon que plus à plain estoit contenu es dites Lettres desdites convenences, seellées de son seel & celuy dudict Dauphin : & qu'elle ne consentira, ne dorra ayde ne conseil à aucun autre, qui vueille faire ne venir au contraire ; & qu'elle n'a faict ne faira cause pourquoy ceste presente remission & quitance ne puisse & doive avoir son plenier effect. Et ou cas ou ledict Dauphin n'auroit des enfans engendrés de son propre corps en loyal mariage, pourquoy ladite Succession du Dauphiné & des autres Terres ne vint a l'un desdits enfans, promet à ladicte Beatrix de luy rendre toutes les

(1) Cette *Béatrix* avoit épousé *Hugues* de Châlon dit *le Grand*, de qui elle eut quatre fils, *Jean*, *Huguenin*, *Jaques*, & *Jean*. C'étoit à ces Enfans & principalement à l'Aîné, qui fut Héritier de *Béatrix*, que venoit de droit le Dauphiné ; si *Humbert*, dernier Dauphin, eût plus aimé ses parens, que le Roi de France ; ou si, comme le disent quelques Historiens, il n'eût eu dessein de se venger du Comte de Savoye qui l'avoit insulté plusieurs fois, en lui donnant un plus redoutable Voisin, que n'eussent été les Comtes de Châlon.

ANNO 1344. les Lettres & Chartres qu'elle luy avoit ottroiées sur lesdites choſes, & l'en quitteroit & recouvreroit lesdites Terres, & rentes accordées, tant à heritage, que a vie, sans toutefois demander & recouvrer les fruicts, que entre deux elle aura levés.

CCXC.

1345. 18. Mai. *Pax, Concordia, & Compoſitio inter Commune* JANUÆ *ex una, &* GEORGIUM, ANTONIUM, MANUELEM *&* ALERAME *Marchiones de* CARRETO *ex altera, ſuper quibuscunque Injuriis, & Damnis a tempore creationis Ducatus* SIMONIS BUCANIGRÆ *ſibi invicem illatis. Actum Januæ in Palatio Ducis die* 18. *Maii anno Dominicæ nativitatis* 1345. Cum MANDATIS *dictorum Dominorum Marchionum.* [Pièce tirée d'une Information de Droit publiée à Milan, par ordre du Roi d'Espagne en 1633. ſous le Titre de *Diſcuſſio Quæſtionis Salariæ Finarienſis.*]

In Nomine Domini Amen.

CUM propter Novitates, quæ fuerunt in Janua à tempore creationis Ducatûs D. Simonis Bucanigræ, olim Ducis Januenſis, citrà ortæ ſint aliquæ rixæ, diſſenſiones, & discordiæ inter Commune Januæ, ſive Regentem Civitatem Januæ ex una parte, & Egregios Viros D. Georgium, Antonium, Manuelem, & Alaramum Marchiones de Carreto ex altera, propter quæ, ſeu quorum occaſione facti fuerunt Proceſſus, tam per Commune Januæ, ſeu Regentem Civitatem contra dictos DD. Marchiones, & Diſtrictuales ipſorum, & Vaſſallos, quam etiam per dictos DD. Marchiones, & Diſtrictuales, ſeu Vaſſallos, contra Commune Januæ, ſeu Diſtrictuale Communis Januæ, ſeu etiam Confœderatos, ſeu Conventionatos Communis Januæ; Idcircò discretus Vir Henricus Vegius Notarius, & Cancellarius, Communis Januæ Syndicus, Actor, & Procurator Magnifici Viri D. Joannis de Murta, Dei gratiâ, Ducis Januenſis, & Populi Defenſoris, Conſilii quindecim Sapientum, & dicti Communis Januæ nomine, & vice Communis Januæ ex una parte, habens ad hoc ſpeciale Mandatum, ut conſtat publico Inſtrumento ſcripto manu mei Conradi de Credentia Notarii, & Cancellarii Communis Januæ hoc anno die 13. Maii, & discreti Viri Franciscus Vacha, & Ogerius de Saliceto, & Gabriel de Brubthis Ambaxatores, Syndici, & Procuratores dictorum DD. Georgii, & Antonii, ut conſtat publico Inſtrumento ſcripto manu Nicolai Sbarrati de Finario Notarii 1345. die 23. Aprilis, & dicti Franciscus, & Ogerius Procuratores, & Procuratorio nomine dictorum DD. Manuelis, & Alerame Marchionum de Carreto, ut de Procuratione ipſorum conſtat publicis duobus Inſtrumentis, ſcriptis manu dicti Nicolai Sbarrati Notarii de Finario 1345. diebus 8. & 9. Maii, & quorum Inſtrumentorum Syndicatuum, & Procurationum tenor inferiùs eſt ſcriptus, nominibus dictorum DD. Marchionum, ac etiam nomine, & vice Diſtrictualium, & Vaſſallorum ipſorum, & cujuslibet ipſorum, Volentes ſuper quibuscunque rixis, discordiis, diſcenſionibus, injuriis, & damnis ortis inter Commune Januæ, ſeu Diſtrictuales Communis Januæ ex una parte, & dictos DD. Marchiones, ſeu ipſorum aliquem, ſeu aliquos ex altera, à dicto tempore Creationis Ducatûs dicti D. olim Ducis citrà pervenire ad veram, & bonam, atque tranquillam Pacem & Concordiam, pervenerunt ad infraſcriptam Pacem, & Concordiam, Conventionem, & Compoſitionem, ſolemni ſtipulatione inter dictas Partes vallatam; Renunciantes dictæ Partes dictis nominibus ſponte, & ex certâ ſcientiâ, exceptioni dictæ Pacis, & Concordiæ, Compoſitionis, & Conventionis non factarum, rei ſic non geſtæ, doli mali, metûs, in factum, ſine cauſa, & omni Juri, videlicet, quia dictæ Partes dictis nominibus ex cauſis prædictis, de omnibus, & quibuscunque damnis, injuriis, & offenſionibus factis, ſeu illatis à dicto tempore citrà per Commune, ſeu Diſtrictuales dicti Communis Januæ contra dictos DD. Marchiones, vel ipſorum aliquem, ſeu aliquos Homines, & Vaſſallos eorum, ſeu per ipſos DD. Marchiones ſeu eorum aliquem, vel aliquos, ſeu Diſtrictuales, ſeu Vaſſallos eorum, ſeu alicujus eorum contra Commune Januæ, ſeu Regentes Civitatem Januæ à dicto tempore citrà, ſeu Diſtrictuales Januæ, fecerunt bonam, & legalem Pacem, & Concordiam, finem, & remiſſionem, reducens ipſe Syndicus nomine, & vice Communis Januæ dictos DD. Marchiones, & Diſtrictuales, & Vaſſallos ipſorum, ſeu dictos Procuratores recipientes nominibus, quibus ſupra, ad gratiam, & bonam voluntatem dicti D. Ducis, & Communis Januæ, nec non ex cauſâ prædictâ, dictæ Partes dictis nominibus fecerunt ſibi ad invicem finem, remiſſionem, Liberationem, & Pactum de ulterius non petendo de omnibus, & ſingulis ſupradictis, & quolibet prædictorum, & de quibuscunque damnis, ſeu guaſtis, inter dictas Partes dictis nominibus, ſeu per viam dictarum Partium contra aliam factis, ſeu datis à dicto tempore citrà, de quibus omnibus, & ſingulis dictæ Partes dictis nominibus, & quolibet dictorum nominum ſeſe ad invicem liberaverunt, & abſolverunt, per Acceptilationem, & Aquilianam ſtipulationem, verbis ſolemniter introductam. Et quia occaſione dictarum diſſenſionum, & discordiarum ortarum ut ſupra, inter dictas Partes dictis nominibus nonnulli Vaſſalli, ſeu Diſtrictuales ipſorum DD. Marchionum, ſeu aliquorum ex eis fuerunt in favorem, ſeu auxilium Communis Januæ, ſeu tunc Regentium Commune Januæ contra ipſos DD. Marchiones, ſeu aliquos ex eis, ſeu contra Diſtrictuales eorum, ſeu aliquorum ex eis, ex certâ ſcientiâ, & pacto adhibito in præſenti Pace, & Conventione, dicti Procuratores dictorum DD. Marchionum dicto Syndico recipienti nomine ipſorum, qui fuerint Coadjutores dicti Communis Januæ à dicto tempore citrà contra dictos DD. Marchiones, ſeu aliquem ipſorum, & ad cautelam mihi Notario ſubſcripto Officio publico ſtipulanti nomine, & vice dictorum Coadjutorum Communis Januæ, tam Subditorum, ſeu Vaſſallorum dictorum DD. Marchionum, ſeu alicujus eorum, quàm etiam aliorum quorumcunque, qui fuerunt Coadjutores, ſeu qui præſtiterunt auxilium, conſilium, & favorem ipſi Communi Januæ contra ipſos DD. Marchiones, ſeu aliquem ex eis, ſeu Vaſſallos eorum, & cujuslibet eorum, finem, remiſſionem, ipſos, & quemlibet reducentes ad ipſorum DD. Marchionum, & cujuslibet eorum benevolentiam, & gratiam, eisdem, & cuilibet eorum, remittentes dicti Syndici, & Procuratores dictis nominibus, dicto Syndico Syndicario nomine, & mihi jam dicto Notario recipientibus ut ſupra, quæcunque odia, & rancores, quæ, & quos ipſi DD. Marchiones occaſionibus prædictis haberent, ſeu in præteritum habuiſſent contra prædictos eorum Subditos, ſeu Vaſſallos, ac etiam quoscunque alios Coadjutores Communis Januæ ut ſupra. Promittentes dicti Procuratores dictis nominibus, & quolibet ipſorum, dicto Syndico, & mihi jam dicto Notario ſtipulantibus, nominibus quibus ſupra, dictos Subditos, ſeu Vaſſallos dictorum Dominorum Marchionum, & quemlibet ipſorum reducere, ſeu reduci facere in poſſeſſionem, & tenutam Jurium, & Bonorum ſuorum, & jam reductos manutenere; ità quòd occaſionibus, ſeu dependentibus, vel emergentibus à prædictis, ipſi DD. Marchiones, ſeu aliqui ipſorum, directè vel indirectè, ſeu per obliquum, non procedent, ſeu procedi permittent contra ipſos, ſeu Bona ipſorum, ſeu inquietabunt, vel moleſtabunt quovis modo, aliquo colore quæſito. Et ex cauſâ prædictâ, quia per Nobilem Virum Centurionum Cattaneum Civem Januæ tempore Novitatum, quæ erant in Janua in Feſtis Nativitatis Dominicæ proximè præteritis, dictus D. Georgius, qui Januæ erat detentus in carceribus Malapagæ, fuit extractus de ipſo carcere, & reductus in ſuam propriam libertatem, ipſe Syndicus, nominibus quibus ſupra, remiſit, & liberavit dictos Syndicos, & Procuratores recipientes nomine dicti Centurioni, & ad cautelam me jam dictum Notarium, nomine, & vice dicti Centurioni recipientem, & quorumcunque Fidejuſſorum, quos occaſione prædictâ dediſſet dicto tempore, vel poſtea Communi Januæ, vel Officialibus dicti Communis à dicto exceſſu, & à quibuscunque Promiſſionibus & obligationibus interpoſitis per ipſum Centurionum, vel alium nomine ipſius dictâ occaſione, ſeu aliquos Fidejuſſores ipſius occaſione prædictâ. Promittens ipſe Syndicus, nominibus quibus ſupra, dictis Procuratoribus, & mihi jam dicto Notario, ſtipulantibus, & recipientibus nomine dicti Centurioni, & Fidejuſſorum ipſorum, quòd occaſione dicti exceſſûs, ſeu aliquarum Promiſſionum, ſeu cautionum interpoſitarum per ipſum Centurionum, ſeu alium pro eo, ſeu Fidejuſſores ipſius dictâ occaſione contra ipſos, ſeu ipſorum aliquem, ſeu Bona ipſorum, ſeu alterius eorum per Commune Januæ, vel Officiales ipſius Communis, ſeu dicti D. Ducis, & Conſilii, non procedetur criminaliter, ſeu civiliter, ſeu

ANNO 1345.

ANNO 1345. seu quovis alio modo, nec occasione prædicta molestabuntur, nec inquietabuntur. Item dictæ Partes dictis nominibus ex certâ scientiâ, & habentes notitiam de quadam Conventione factâ, seu firmata inter Nobilem Virum Oliverium Squarciaficum Civem Januæ Syndicum, Actorem, & Procuratorem, & Syndicario nomine Communis, nomine, & vice ipsius Communis Januæ ex una parte, & dictum D. Georgium suo proprio, & Curatorem, & Curatorio nomine dictorum DD. Manuelis, & Alerame, ex altera, nec non Ogerium de Saliceto tamquam Procuratorem, & Procuratorio nomine dictorum DD. Manuelis, & Alerame, de qua est publicum Instrumentum scriptum, & testatum per Obertum de Credentia, & Nicolaum Sbarratum Notarios 1340. die 8. Maii, ipsam Conventionem, & omnia, & singula contenta in ipsâ approbaverunt, ratificaverunt, & confirmaverunt, & ad cautelam dicti D. Antonini, qui tempore dictæ Compositionis fuit in illâ certis occasionibus nominatus, dictus Gabriel de Bruschis Procurator, & Procuratorio nomine dicti D. Antonini, & cujus nomine non fuit facta dicta Conventio, dictam Conventionem factam per dictum Oliverium, nomine quo supra, ratificavit, approbavit, & confirmavit, obligans se dictus Gabriel tanquam Procurator, & Procuratorio nomine dicti D. Antonini, & cujus nomine non fuit facta dicta Conventio, dictam Conventionem factam per dictum Oliverium nomine quo supra ratificavit, approbavit, & confirmavit, obligans se dictus Gabriel tanquam Procurator, & Procuratorio nomine dicti D. Antonini dicto Henrico Vegio Syndicario nomine prædicto ad observantiam omnium, & singulorum contentorum in dicta Conventione, & promissorum per dictos D. Georgium, & Ogerium dictis nominibus, tanquam si ipse D. Antonius fuisset præsens. Salvis semper, quæ supra dicta sunt, & quæ infra dicentur, per quæ Conventioni prædictæ dictæ Partes dictis nominibus voluerunt esse specialiter derogatum, & ex causâ prædictâ, & ad requisitionem supradictorum Procuratorum dictorum DD. Georgii, Manuelis, & Alerame voluerunt dictæ Partes dictis nominibus, quod ex ipsis tribus solidis minæ Salis, quos habere debent ipsi DD. Marchiones secundùm formam dictæ Conventionis ipse D. Antonius habeat, & habere debeat, & percipiat solidum unum. Item dictus Henricus dicto Syndicario nomine volens ex gratiâ complacere dictis DD. Marchionibus super infrascriptis de voluntate, & consensu dictorum D. Ducis, & sui Consilii, præsentium, & consentientium, suspendit dictis Procuratoribus, recipientibus nomine, & vice dicti D. Georgii, Habitaculum Civitatis Januæ, quod facere tenetur vigore dictæ Conventionis, usque ad annos quinque proximè venturos tantùm, infrà quos, ipse D. Georgius non teneatur ad dictum Habitaculum Januæ faciendum; finitis verò dictis quinque annis ipse D. Georgius teneatur ad dictum Habitaculum faciendum iuxtà formam Conventionis prædictæ; & etiam dictis Procuratoribus recipientibus nomine, & vice dictorum DD. Manuelis, & Alerame, suspendit dictum Habitaculum Januæ usque ad annum unum proximè venturum tantùm, intra quem terminum prædicti DD. Manuel, & Alerame, seu aliquis ipsorum non teneantur ad dictum Habitaculum Januæ faciendum; Finito verò dicto tempore dicti Anni, dicti DD. Manuel, & Alerame, & quilibet ipsorum teneatur, & teneantur ad dictum Habitaculum Januæ faciendum juxtà formam Conventionis prædictæ. Item ex causa dictæ Pacis, Compositionis, & Concordiæ dicti Procuratores, dictis nominibus, & quolibet dictorum nominum, promiserunt dicto Syndico Syndicario nomine, quo supra, & etiam dicto D. Duci, & suo Consilio, recipientibus nomine & vice Communis Januæ, se dictis nominibus non impedire, seu intromittere verbo, vel opera, quin Commune Januæ, seu Deputati, vel deputandi pro Commune Januæ liberè, & pacificè, & sine contradictione alicujus Personæ teneant, & possideant illam partem, quam Antonius de Auria, seu aliqui DD. de Albergo de Auria, visus est, seu visi sunt habere, seu tenere in Castro, Burgo, Hominibus, & Fortalitio, ac Jurisdictione, & pertinentiis, Molendinis, Nemoribus, pascuis, & quibuscunque Juribus, Castri, & Burgi Cervi, scilicet potius dimittent, & permittent ipsi Marchiones, & quilibet eorum, quòd Commune Januæ liberè, & pacificè teneat, & possideat dictam partem dicti Castri, Burgi, & Hominum, & Jurisdictionis ut supra, quam ipse Antonius, seu aliqui de dicto Albergo habet, seu habent, seu habere solitus est, seu soliti sunt, vel visus est, vel visi sunt habere. Et versa vice dictus Syndicus dicto Syndicario nomine non impediet, nec molestabit dictos DD. Marchiones, quin teneant, & possideant illam partem dicti Castri, Juris, & Jurisdictionis spectantem ad dictos DD. Marchiones, quàm visi sunt habere in ipsis Castro, Burgo, Hominibus, & Fortalitio, ac Jurisdictione dicti Loci Cervi; scilicet potius dimittet, & permittet dictum Commune, quòd dicti DD. Marchiones dictam partem dicti Castri, Burgi, Hominum, & Jurisdictionis ut supra, quam ipsi DD. Marchiones habent, seu habere soliti sunt, vel visi sunt habere, liberè, & pacificè teneant, & possideant. Quæ omnia, & singula supradicta dictæ Partes sibi ad invicem promiserunt, & convenerunt attendere, complere, & observare & contra non facere, vel venire in aliquo de jure, vel de facto, sub hypothecâ, & pœnâ Mille Marcharum argenti, in quam pœnam incidat Pars non observans Parti observanti, & toties exigi possit, quoties fuerit contrafactum: ratis semper manentibus omnibus, & singulis supradictis. Et proinde, & ad sic observandum dictus Syndicus Communis Januæ dicto Syndicario nomine omnia Bona dicti Communis Januæ, quæ per Capitula obligari non prohibentur, solemniter supradictus Syndicus obligavit. Et dicti Procuratores dictorum DD. Marchionum omnia Bona ipsorum, & cujuslibet eorum similiter obligaverunt.

ANNO 1345.

Acto, & sanè intellecto, quòd dictus Syndicus dicti Communis Januæ suo proprio nomine in aliquo non teneatur. Qui Gabriel de Bruschis tanquam Procurator D. Antonini in præsenti Conventione, & qualibet parte ipsius, præsentibus dictis Procuratoribus dictorum DD. Georgii, Manuelis, & Alerame fuit protestatus, quòd per prædicta, vel aliquod prædictorum ipse Procurator dicti D. Antonini non intelligatur consensisse, seu concessisse seu confessionem fecisse, quòd dicti DD. Georgius, Manuel, & Alerame sint consortes, vel participes in Finario, Territorio, seu Jurisdictione Finarii, scilicet Jura ipsorum DD. Georgii, Antonini, Manuelis, & Alerame, sint, & remaneant, & esse, & remansisse intelligantur quoad quemlibet eorum in eo statu, & jure, in quo erant ante præsentem Conventionem, & proinde, quantum inter se, ac si prædicta facta non fuissent; Cui Protestationi dicti Franciscus Vacha, & Ogerius de Saliceto Procuratores dictorum DD. Georgii, Manuelis, & Alerame non consenserunt, sed contradixerunt expressè. Et de prædictis omnibus dictæ Partes mandaverunt in præsentia dictorum D. Ducis, & Consilii supradicti, fieri duo publica Instrumenta, unum videlicet manu mei Conradi de Credentia Notarii subscripti, aliud verò manu Nicolai Sbarrati Notarii de Finario. Nomina Consiliariorum Consilii, qui interfuerunt, sunt hæc. Franciscus Novellus Prior. Joannes de Scaffa. Franciscus Maruffus, Enricus Bonvinum Battifolium. Raphus de Camulio Speciarius. Thomas de Prate de Bisamne. Joannes Simonis Lanerius. Andriolus Batizatus de Vulturo. Nicolaus Cazanus. Antonius Vivianus Draperius. Nicolaus de Mornezo. Stephanus de Cambaxo de Pulcifera. Actum Januæ in Palatio Domini Ducis in Terratia, ubi regitur Consilium, Anno Dominicæ Nativitatis 1345. Indictione duodecimâ secundùm cursum Januæ, die Mercurii 18. Maii in tertiam, & nonam. Testes D. Nicolinus de Flisco dictus Cardinalis. D. Leo de Gavio. D. Cælesterius de Nigro Jurisperiti, & Obertus Mazurrus Not. & Cancell. Communis Januæ.

Ego Conradus de Credentia Notarius Sacri Imperii, & Cancellarius, rogatus scripsi.

Mandatum EMANUELIS *in Personas* Francisci Vachæ, *&* Ogerii de Saliceto, *ad conveniendum, transigendum & ratificandum cum Republica Genuensi. Die* 8 *Maii* 1345.

In Nomine Domini Amen.

MAgnificus, & Egregius vir D. Manuel de Carreto Marchio Saone, & Clavexanæ nomine suo proprio, & nomine, & vice omnium, & singulorum suorum Districtualium, & Vasallorum, ad quos tangere potest infrascriptum negotium, fecit, constituit, & ordinavit suos Nuncios, Sindicos & Procuratores, prout de Jure melius esse possunt, Discretos viros Franciscum Vacham, & Ogerium de Saliceto ambos de Finario absentes tamquam præsentes ad conveniendum, & se concordandum, & bonam Pacem firmandum, & ad faciendum quæcunque Pacta, & Transactiones, & ad se obligandum, & quamcumque obligationem faciendum cum D. Duce Januen. ejusque Consilio, & Commune Januæ. Et quacumque alia persona legitima, nomine ipsius Communis, super quibuscumque discordiis, litigiis, damnis, injuriis,

ANNO 1345. & offensis ortis per tempora retroacta inter Commune Januæ, seu olim D. Ducem, ejusque Consilium pro una parte, & ipsum D. Marchionem, ipsiusque Homines, & Districtuales, atque Vassallos ex altera super prædictis, & causa dictarum discordiarum; ità quod possint dicti Sindici, & Procuratores facere, & contrahere quascumque Conventiones, Obligationes, Pacta, & promissiones nomine ipsius D. Marchionis, prout eis melius videbitur, & placuerit, ac etiam possint confirmare omnes Conventiones olim initas inter Commune Januæ, seu tunc Regentes ipsum Commune ex una parte, & D. Marchiones Finarii, & eorum Prædecessores ex altera, ac etiam ipsos constituit Sindicos, & Procuratores ad firmandum cum dicto D. Duce, & Commune Januæ, seu quacumque persona ad hoc legitimè constituta pro dicto Commune quæcumque Pacta, & Conventiones, & ipsa faciendum ut supra, ac etiam ad remittendum nomine ipsius D. Marchionis dicto Communi, seu cuicumque personæ ad hoc legitimè constitutæ nomine dicti Communis recipienti omnes injurias, damna, & offensiones factas, & illatas temporibus retroactis dicto D. Marchioni, seu ejus Districtualibus, & Vassallis per Commune Januæ, seu Regentes ipsum Commune, & per quascumque personas pro dicto Communi, & in servitium dicti Communis quocumque nomine censeantur; & ad liberandum, & remittendum dicto Communi seu personæ ad hoc constitutæ pro dicto Commune omnes personas, quæ in servitium Communis Januæ intulissent injurias, damna, & offensiones in ære, & persona, seu insultus contra dictum Dominum Marchionem, vel ejus Districtuales, seu Vassallos quovis nomine censeantur. Dans dictus D. Marchio dictis suis Sindicis, & Procuratoribus liberam & generalem, & omnimodam Bailiam ad omnia suprascripta, & quodlibet ipsorum, & dependentia ab ipsis. Et ad obligandum ipsum Dominum . . . . . Marchionem, & bona ipsius cum renunciationibus, & pœnis, sicut ipsis Procuratoribus placuerit, & melius videbitur expedire, & sicut ipse Dominus Marchio facere posset si præsens esset; Promittens dictus D. Marchio mihi Nicolao Sbarrato Notario infrascripto tamquam publicæ personæ stipulanti, & recipienti Officio publico nomine, & vice dicti Communis, & omnium, quorum interest, intererit, seu interesse posset habere, & tenere perpetuo ratum, & firmum, observare, & adimplere quicquid per dictos ejus Procuratores actum, factum, gestum fuerit, seu etiam procuratum; sub obligatione omnium bonorum suorum. Actum in Burgo Plebis Vallis Arociæ sub porticu domorum Domini Enrici Baldeli Jurisperiti.

Præsentibus dicto D. Errico Bardello, Oddone Bardello, & Raphaele de Clavexana Testibus ad hæc vocatis, & rogatis. Anno Domini 1345. Indictione decima tertia, die octava Madii.

Et ego Nicolinus Sbarratus de Finario Imperiali auctoritate Notarius, his omnibus interfui rogatus, & scripsi &c.

Mandatum ALERAMI *Marchionis in eosdem, & in finem eundem. Die 9 Madii* 1345.

In Nomine Domini Amen.

MAgnificus, & Egregius vir D. Alerame de Carreto Marchio Saone, & Clarexanæ nomine suo proprio, & nomine & vice omnium suorum Districtualium, & Vassallorum ad quos tangere potest infrascriptum negotium, fecit, constituit & ordinavit suos Nuncios, Sindicos, & Procuratores, prout de Jure melius esse possunt, discretos viros Franciscum Vacham, & Ogerium de Saliceto ambos de Finario absentes tanquam præsentes, ad conveniendum, & se concordandum, & bonam Pacem firmandam, & ad faciendum quæcumque Pacta, & Transactiones, & ad se obligandum, & quamcumque Obligationem faciendum cum D. Duce Januensium, ejusque Consilio, & Commune Januæ, & quacumque alia persona legitima nomine ipsius Communis super quibuscumque discordiis, litigiis, damnis, injuriis, & offensionibus ortis per tempora retroacta inter Commune Januæ, seu olim D. Ducem, ejusque Consilium pro una parte, & dictum D. Marchionem, & ipsius homines, & Districtuales, atque Vassallos ipsius ex altera, super prædictis, & causa dictarum discordiarum. Ita quod possint dicti Sindici, & Procuratores facere & contrahere quascumque Conventiones, Obligationes, Pacta, & Promissiones nomine ipsius D. Marchionis, prout eis melius videbitur, & placuerit, ac etiam possint confirmare omnes Conventiones olim initas inter Commune Januæ, seu inter Regentes ipsum Commune ex una parte, & D. Marchiones Finarii, & eorum Prædecessores ex altera, ac etiam ipsos constituit Sindicos, & Procuratores ad firmandum cum dicto D. . . . Duce & Commune Januæ, seu quacumque persona ad hoc legitime constituta pro dicto Commune quæcumque Pacta, & Conventiones, & ipsa faciendum ut supra, ac etiam ad remittendum nomine ipsius D. Marchionis dicto Communi, seu cuicumque personæ ad hoc legitime constitutæ nomine dicti Communis recipienti omnes injurias, damna, & offensiones factas & illatas temporibus retroactis dicto D. . . . Marchioni seu ipsius Districtualibus & Vassallis per Communes Januæ, seu Regentes ipsum Commune, & per quascumque personas pro dicto Commune, & in servitium dicti Communis quocumque nomine censeantur, & ad liberandum, & remittendum dicto Communi, seu personæ ad hoc constitutæ pro dicto Commune omnes personas, quæ in servitium Communis Januæ intulissent injurias, damna & offensiones in ære, & persona, seu insultus contra ipsum D. . . . . Marchionem, vel ejus Districtuales, seu Vassallos quovis nomine censeantur. Dans dictus D. . . . . Marchio dictis suis Sindicis, & Procuratoribus liberam, & generalem, & omnimodam Bailiam ad omnia suprascripta, & quodlibet ipsorum, & dependentia ab ipsis, & ad obligandum causis prædictis ipsum D. . . . . Marchionem & bona ipsius cum renuntiatione, & pœnis, sicut ipsis Procuratoribus videbitur, & melius placuerit, & sicut ipse D. . . . . Marchio facere posset si præsens esset. Promittens dictus D. Marchio mihi Nicolino Sbarrato Notario infrascripto tanquam publicæ personæ stipulanti, & recipienti Officio publico, nomine & vice dicti Communis Januæ, & quorum interest, interest, seu interesse posset, habere, & tenere perpetuo ratum, & firmum, observare & adimplere quidquid per dictos ejus Sindicos & Procuratores actum, factum, gestum fuerit, seu etiam procuratum, sub obligatione omnium bonorum suorum. Actum in districtu, & posse Garrexii extra portam Burgi dicti loci Garrexii in via publica ibi posita. Præsentibus Conradini de Pledio, Nicolosio de Pietro, & Francisco Percivalis de Orto, omnibus de Finario Testibus ad hæc vocatis, & rogatis, Anno Domini 1345. Indictione decima tertia, die nona Madii.

Et ego Nicolinus Sbarratus de Finario Imperiali auctoritate Notarius, his omnibus interfui, rogatus, & scripsi &c.

Mandatum GEORGII *&* ANTONII *Marchionum, in eosdem, & ad eundem effectum. Dat. die* 24 *Aprilis* 1345.

In Nomine Domini Amen.

MAgnifici & Egregii Viri Domini Georgius, & Antonius Marchiones Saone, fecerunt, constituerunt, & ordinaverunt nominibus suis propriis, & nomine & vice omnium suorum Districtualium, & Vassallorum, ad quos tangere potest infrascriptum negotium, eorum Sindicos, Nuncios & Procuratores, prout de jure melius esse possunt, discretos viros Franciscum Vacham, Ogerium de Saliceto, & Gabrielem de Bruschis omnes de Finario absentes tanquam præsentes, ad conveniendum & se concordandum, & bonam Pacem firmandum, & ad faciendum quæcumque Pacta & Conventiones, & ad se obligandum, & quamcumque obligationem faciendam cum D. . . . . Duce Januensium, ejusque Consilio, & Commune Januæ, & quacumque alia persona legitima nomine ipsius Communis super quibuscumque discordiis, litigiis, damnis, injuriis, & offensionibus ortis per tempora retroacta inter Commune Januæ, seu olim D. . . . . Ducem, ejusque Consilium pro una parte, & dictos D. . . . . Marchiones, & ipsorum Homines, & Districtuales, atque Vassallos ipsorum ex altera, super prædictis, & causa dictarum discordiarum. Ita, quod possint dicti Sindici, & Procuratores facere, contrahere quascumque Conventiones, Obligationes, & Pacta, & Promissiones nomine dictorum DD. Marchionum & cujuslibet ipsorum, prout eis melius videbitur, & placuerit, ac etiam possint confirmare omnes Conventiones olim initas inter Commune Januæ, seu tunc Regentes ipsum Commune ex una parte, & dictos D. Marchiones, & eorum Prædecessores ex altera; ac etiam ipsos constituerunt Sindicos, & Procuratores ad confirmandum cum dicto D. Duce, & Commune Januæ seu quacumque persona legitimè ad hoc constituta pro dicto Commune,

quæ-

ANNO 1345.

quæcumque Pacta, & Conventiones, & ipsa faciendum ut supra, ac etiam ad remittendum ut supra nomine ipsorum D D. Marchionum dicto Communi, seu cuicumque personæ ad hoc legitime constitutæ nomine dicti Communis recipienti, omnes injurias, damna, & offensas factas, & illatas temporibus retroactis dictis D. Marchionibus, vel alicui ipsorum, seu eorum Districtualibus, & Vassallis per Commune Januæ, seu Regentes ipsum Commune, & per quascumque personas de dicto Communi, & in servitium dicti Communis, quocumque nomine censeantur, & ad liberandum, & remittendum dicto Communi, seu personæ ad hoc constitutæ pro dicto Commune omnes personas, quæ in servitium Communis Januæ intulissent injurias, damna & offensas in ære, & persona, seu insultus contra dictos D. Marchiones, vel eorum Districtuales, seu Vassallos quovis nomine censeantur. Dantes dicti Domini Marchiones dictis suis Sindicis, & Procuratoribus liberam, & generalem, & omnimodam Bailiam ad omnia suprascripta, & quolibet ipsorum, & dependentia ab ipsis, & ad obligandum causis prædictis ipsos D. Marchiones, & bona ipsorum, cum renunciationibus, & pœnis, sicut ipsis Procuratoribus videbitur, & melius placuerit, & sicut ipsi D. Marchiones facere possent si præsentes essent. Promittentes prædicti D. Marchiones mihi Nicolino Sbarrato Notario infrascripto tanquam publicæ personæ stipulanti, & recipienti Officio publico, nomine, & vice dicti Communis Januæ, & omnium, quorum interest, intererit, seu interesse posset, habere & tenere perpetuo ratum & firmum, observare, & adimplere quicquid per dictos eorum Sindicos, & Procuratores actum, factum, gestum fuerit, seu etiam procuratum, sub obligatione omnium bonorum suorum, & cujuslibet eorum. Actum in Burgo Finarii sub porticu domus hæredum Antonii Collorii. Præsentibus Galuagno Vacha, & Georgio Morando testibus ad hæc vocatis, & rogatis, anno Domini 1345. Indictione decima tertia, die 24. Aprilis.

Et ego Nicolinus Sbarratus de Finario Imperiali auctoritate Notarius his omnibus interfui rogatus, & scripsi.

Ego Antonius de Credentia qu. Conradi, Imperiali auctoritate Not. ac Cancell. & Custos Privilegiorum Communis Januæ suprascripta tria Procurationum Instrumenta tradita, & rogata manu dicti Nicolini Sbarati Notarii extraxi, & exemplum de manuali dictæ Conventionis, in quo scripta, & regiſtrata erant manu dicti qu. Conradi patris mei, prout in eis vidi, & legi, nihil addito, vel diminuto, quod mutet sensum, vel variet intellectum, nisi forte littera, syllaba, titulo, seu puncto abreviationis, vel extensionis causa, substantia tamen in aliquo non mutata, habens ad hoc auctoritatem, bailiam, & facultatem mihi per Capitula, & Statuta Communis Januæ attributam, &c.

Ego Joannes Baptista Pavesius Cancell. & Secretarius Sereniſſ. Reipublicæ Genuensis, & illius Archivii hoc anno Custos, præscriptum Conventionis Documentum, & omnia, & singula in eo inserta de verbo ad verbum, fideliterque, licet aliena manu, ex Libro secundo Jurium dictæ Reipublicæ in dicto Archivio publico existente extraxi, & in testimonium veritatis subscripsi die ultima Augusti 1619.

Dux, & Gubernatores Reipublicæ Genuensis.

UNiversis, & singulis has nostras visuris, & inspecturis fidem facimus, quod suprascriptus Joannes Baptista Pavesius, qui præscriptum Conventionis Documentum ex Archivio nostro publico extraxit, manuque sua propria subscripsit, tempore prædicto, antea, & post, & de præsenti fuit, erat, & est Notarius publicus Collegii hujus Civitatis, nec non & unus ex Cancellariis, & Secretariis nostris, & prædicti Archivii hoc anno curam habens, scripturisque publicis per eum confectis, & subscriptis in judicio, & extra plena fides adhibetur. In quorum fidem &c. Datas Genuæ in nostro Ducali Palatio die ultima Augusti 1619.

(L. S.)

AUGUSTINUS GRITA,
Cancell. & Secretarius.

CCXCI.

ANNO 1345.

1. Juill. FRANCE ET CASTILLE.

Traité entre PHILIPPE de Valois *Roi de France, & ALPHONSE Roi de Castille & de Leon, par lequel les anciens Traitez, portant qu'ils se secourront l'un l'autre, sont renouvellez, les Donations faites aux Enfans du Roi de Castille, & à leur Mère* ELEONOR *sont confirmées, & il est fait mention du Mariage de* PIERRE *Prince de Castille, avec* BLANCHE de Navarre. *Fait dans la Ville de Leon, le 1. Juillet 1345. Juré à Madrid le 23. Decembre de ladite année, & ratifié par le Roi de Castille, le 2. Janvier suivant 1345.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 180.]

ALPHONSUS Dei gratia Castellæ, Legionis, Toleti, Galliciæ, Sibiliæ, Cordubæ, Murciæ, & Jahenni, Algarbii & Algesiræ Rex, & Comitatus Molinæ Dominus. Notum facimus præsentibus & futuris, nos Litteras Patentes infrascriptis sigillis nostrorum & Sereniſſimi Principis Regis Francorum Illustris, consanguinei nostri cariſſimi Procuratorum & Nuntiorum specialium, in ipsis Litteris denominatorum specialiter deputatorum ad contenta in eisdem, munitas, & nominum suorum subscriptionibus roboratas; tenorem qui sequitur expositum continentes.

§. 2. In nomine Domini Amen. Noverint universi, quod cum inter Tractatores & Nuntios Sereniſſimorum Principum & Dominorum, Dominorum Franciæ & Castellæ Regum fuerit nuper certus Tractatus habitus super confirmatione, approbatione, laudatione & corroboratione antiquarum Confœderationum jam dudum inter eos initarum, eisdem etiam antiquis Confœderationibus aliqua addendo & augmentando, tenorem qui sequitur continentes.

§. 3. Procuratores, Nuntii & Tractatores Sereniſſimorum Principum & Dominorum, Regum Franciæ & Castellæ, scilicet Joannes de Viana Archiepiscopus Rhemensis, Joannes de Timaro Abbas Beatæ Mariæ de Columbis, Savarinus de Vivona Dominus de Tortio, & Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemensis Procuratores & Nuntii Domini Regis Franciæ, & Gondisalvus Episcopus Segontinus, & Ferrandus Sancii de Valleoleti, Miles, major Notarius in Castella Tractatores nomine Regis Castellæ: non recedendo in aliquo à Confœderationibus, Pactionibus & amicitiarum ligaminibus factis & initis inter dictos Dominos Reges, Hæredes & Succeſſores eorum in toto vel in parte, sed eisdem firmiter inhærendo, easdem laudando, approbando, confirmando, fortificando, addendo & augmentando, absque eo quod in aliqua sui parte prædictæ Confœderationes per eam quæ sequitur aliquo modo infringantur: faciunt & promittunt Pactiones, Confœderationes & Amicitiarum ligamina perpetuis temporibus duratura inter ipsos Dominos Reges, Hæredes & Succeſſores suos Reges Franciæ & Castellæ præstito corporaliter juramento.

§. 4. Videlicet quod dictus Rex Castellæ, qui nunc est, Hæredes & Succeſſores Regni sui Castellæ, Regna sua & Dominia, Terræ & Subjecti, juvabunt & confortabunt perpetuis futuris temporibus Dominum Philippum Regem Franciæ, qui nunc est, Hæredes & Succeſſores suos Reges Franciæ, & Regnum Franciæ, contra omnem hominem viventem & victurum, ad defensionem & tuitionem dicti Domini Regis Franciæ, Hæredum & Succeſſorum suorum, honores & status sui Regni & Coronæ Franciæ.

§. 5. Et modo simili Dominus Rex Franciæ, Hæredes & Succeſſores sui Reges Franciæ, Regnum, Terræ, Dominia & Subjecti sui juvabunt & confortabunt perpetuis futuris temporibus Dominum Alphonsum Regem Castellæ & Legionis, qui nunc est, Hæredes & Succeſſores suos Reges Castellæ & Legionis, & Regna sua contra omnem hominem viventem & victurum; ad defensionem & tuitionem dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, Hæredum & Succeſſorum suorum, honoris & status sui & Regnorum suorum, Coronæ, Dominii sui; prout in ultimo articulo priorum Confœderationum & Amicitiarum, Ligationum inter dictos Reges, Hæredes & Succeſſores dudum initarum plenius continetur; cujus quidem articuli tenor sequitur in hæc verba.

§. 6. Sanè si unus dictorum Regum & Principum habeat Guerram, sive sit verisimiliter habiturus eandem, requi-

ANNO 1345. requirat alterum de gentibus armorum per mare seu per terram, & de Navigiis, Navibus & Galeis suis, seu Subditorum suorum; & ille, qui sic requireretur non habeat Guerram tunc, vel si habeat, sit talis vel adeo modica, quod non obstante impedimento Guerræ quam haberet, posset sufficere ad Guerram sustinendam hujusmodi, & ad faciendum id, quod requireretur, volet & promittet quod requirens prædictus possit habere de gentibus armorum dicti requisiti & Subditorum suorum per mare seu per terram, & de Navigiis, Navibus & Galeis, de voluntate & consensu dicti Regis sic requisiti, & dictarum gentium armorum, & dictorum Navigiorum, Navium & Galearum hujusmodi, cum missionibus & expensis dicti requirentis, proviso tamen statui, tuitioni & defensioni Regni seu Regnorum Regis, qui sic fuerit requisitus.

§. 7. Et insuper jurant & promittunt prædicti Nuntii & Procuratores & Tractatores utriusque Regum, quod uterque Rex, Hæredes & Successores sui, Reges Franciæ & Castellæ & Legionis prohibebunt expresse, videlicet quilibet Rex Subditis suis, quoties opus fuerit & alter ab altero fuerit requisitus; quod non dant nec sint in auxilium aut juvamen cujuscunque personæ viventis, clam vel palam, directè vel indirectè, volentis & attemptantis damnum vel læsionem inferre in Regno, Terris & Dominiis alterius duorum dictorum Regum per mare vel per terram. Etsi aliquis Subditorum alterius Regum, Heredum & Successorum suorum, quod absit, faciat contrarium, Dominus facientis seu facientium contrarium, taliter illum vel illos puniret in corpore & in bonis, quod alteri Regi clarè patebit, quod alter Rex nec gratum nec ratum habuit, quod contra præsentes Pactiones, Confœderationes & Amicitiarum ligamina per suum Subditum fuerit factum.

§. 8. Et nihilominus si aliquis Subditorum duorum Regum vel ipsorum alterius, quod absit, faceret contrarium in aliquo præmissorum: hoc non obstante prædictæ præsentes Confœderationes, promissiones & amicitiarum ligamina & aliæ jam dudum initæ ratæ & integræ in sui omnimoda parte stabunt, & habebunt perpetuam roboris firmitatem. Puniet tamen quilibet dictorum duorum Regum Subditum suum contrarium facientem, prout superius est expressum.

§. 9. Item si contigerit, quod Rex Castellæ, qui nunc est, Hæredes & Successores sui Reges Castellæ & Legionis, qui pro tempore fuerint, haberent Guerram cum quocunque Regum, vel quibuscunque Regibus Christianis vel eorum Regnis, non poterit inire Treugam, sufferentiam vel abstinentiam Guerræ facere, quin in Treugis, sufferentia & abstinentia contineatur & nominetur expressè Rex Franciæ, qui nunc est, Hæredes & Successores sui Reges Franciæ.

§. 10. Et si contingeret Regem Franciæ, qui nunc est, Hæredes & Successores suos Reges Franciæ Guerram habere cum Rege Angliæ, Hæredibus & Successoribus suis, Angliæ Regibus vel Anglicis, vel cum aliis quibuscunque Regibus Christianis, & cum eis inire Treugas, sufferentiam & abstinentiam Guerræ, Rex Castellæ & Legionis, qui nunc est, Hæredes Successores sui Reges Castellæ & Legionis qui pro tempore fuerint, continebuntur & nominabuntur in Treugis, sufferentia & abstinentia Guerræ cum Regnis & eorum Dominiis; nec aliter possint tales Treugæ, sufferentiæ vel abstinentiæ Guerræ quovis modo fieri.

§. 11. Item si aliquis prædictorum Dominorum Regum iniret amicitiam cum aliquo Rege Christiano, quod teneatur iniens tractare & inire ipsam pro alio Rege tanquam pro se ipso & aliter non possit.

§. 12. Item quod observentur omnes donationes, quas Rex Castellæ fecit filiis suis & Dominæ Eleonoræ Matri eorundem. Et si aliquis dictorum Regum Heredes sui & Successores, vel aliquis eorundem, veniret contra istud aliquo tempore in toto vel in parte, * quod requisitus ex parte dictæ Dominæ Heleonoris vel filiorum suorum vel alterius ipsorum, de illo ex eisdem Regibus, Hæredibus vel Successoribus ipsorum, qui in contrarium faceret vel veniret, & in ipsius defectum altero ipsorum Regum, Hæredum & Successorum ipsius, & non cessante ab impedimento, vel non amovente illud & non satisfaciente, quod propter hoc fracta sint ista Pacta supra dicta, sicut essent pro quolibet alio supradictorum non observatorum.

§. 13. Item omnia & singula præmissa jurabunt Procuratores, Nuntii & Tractatores nominibus Procuratoriis, quilibet in animam Domini sui, fideliter & inviolabiliter observare, & juramenta Procuratorum, Nuntiorum & Tractatorum ratificabunt Domini Reges prædicti & quilibet ipsorum.

§. 14. Item Archiepiscopi & Episcopi exemti, decem Barones de majoribus habentes ætatem legitimam, & Communitates decem Civitatum de majoribus utriusque Regni, omnia & singula præmissa, & in quolibet articulorum præmissorum contenta jurabunt tenere, observare, & de puncto in punctum inviolabiliter adimplere. Idem fiet in Contractu matrimonii filiæ Dominæ Reginæ Navarræ, de Regno & Subditis Navarræ per Dominam Reginam Navarræ. Et est sciendum quod de præmissis Litteræ factæ fuerunt duplicatæ ejusdem tenoris, quarum alias Procuratores & Nuntii prædicti Domini Regis Franciæ portarunt, & aliæ præfatis Tractatoribus dicti Domini Castellæ & Legionis Regis remanserunt. ANNO 1345.

§. 15. In quorum præmissorum omnium & singulorum fidem & testimonium nos supradicti Archiepiscopus, Abbas & Thesaurarius, & nihilominus nos Archiepiscopus, vice prænominati Domini de Tors litteras ignorantis ad ejus instantiam, Nuntii Domini nostri Regis Franciæ & Procuratores; Et nos Gondisalvus Segontinus Episcopus, Legionis major Notarius, & Ferrandus Sancii de Valleoleti Miles, Notarius major Castellæ, Tractatores pro dicto Domino Rege Castellæ, ad prædicta specialiter deputati, nomina nostra; nec non nos dictus Archiepiscopus nomine dicti Domini de Tors præsentibus subscripsimus Litteris, & nihilominus omnes infimul & nostrum quilibet etiam nos dictus Savarinus, nominibus quibus supra, sigilla nostra duximus eisdem Litteris apponenda. Actum in Civitate Legionensi, & datum die prima Julii, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto, & secundum modum Hispanicum æra mil. trecent. octuagesima tertia. Joannes de Viana Archiepiscopus Rhemensis, Gondisalvus Episcopus Segontinus, Joannes de Timaro Abbas de Columbis, Savarinus de Vivona Miles, Ferrandus Sancii Miles, Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemensis.

§. 16. Nos Joannes Archiepiscopus Rhemensis & Reginaldus Thesaurarius Rhemensis dicti Archiepiscopi Frater, Procuratores & Nuncii dicti Domini Regis Franciæ ad hoc specialiter deputati, prout ex ejusdem Procuratoriis apparet, cujus tenor dignoscitur esse talis.

§. 17. PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex universis præsentes Litteras inspecturis, salutem; Omnibus quippe Regnis desiderabilis debet esse tranquillitas, qua & Populi proficiunt & utilitas Reipublicæ conservatur; hæc autem decora mater universitatum regulatæ Politicæ dictante Thalamo mortalium genus lætè multiplicans sedet cruentæ tyrannidis jacula perhorrescens, tanto fervidius vigere prohibetur, quanto solidius Regnorum Principes affinitatis seu consanguinitatis Fœderibus & Pactis uniuntur, & indissolubili unitatis vinculo connectuntur.

§. 18. Sanè nos hanc hujusmodi tranquillitatem perseverare posse cupientes, Terris videlicet & Regionibus, quibus Sereniſſimus Rex Castellæ & Legionis, carissimus consanguineus noster, nosque Dei gratia Illustres pariter præsidemus: Notum facimus, quod præmeditatis accommodis & honorabilibus subventionibus mutuis & eventibus, qui & quæ tam modernis quam futuris temporibus, hospitiis, Regnis & Subditis Franciæ & Castellæ poterunt favente Domino verisimiliter evenire; ex Tractatibus tam super iteratione & confirmatione Confœderationum & Amicitiarum ligaminum inter dictum consanguineum nostrum, & nos pro nobis & ipso, ac ipsius & nostris Hæredibus & Successoribus, dudum invicem initarum & contractarum, augmentatione, perpetuaque roboratione earundem; atque ex matrimonio inter dilectum nostrum Petrum primogenitum & Hæredem dicti consanguinei nostri, & dilectam proneptem Blancham, carissimorum nostrorum consanguinei & neptis Philippi quondam Regis & Joannæ ejus relictæ Reginæ Navarræ filiam, invicem auctore Domino contrahendo; contentarum in tribus paribus Litterarum sub dato primæ diei mensis Julii Anno Domini quo infra confectarum, sigillis dilectorum Consiliariorum & Procuratorum nostrorum inferius nominatorum, atque venerabilis Patris in Christo Gondisalvi Episcopi Segontini, & Ferrandi Sancii de Valleoleti Militis, majoris Notarii Castellæ, Consiliariorum dicti consanguinei nostri, & per eum in hac parte deputatorum, sigillatarum, oblatarum & expositarum nobis.

§. 19. Igitur cum ipsa tractata & concordata velut honesta & accommoda de ipsius Castellæ Regis atque nostro speciali mandato processerint & assenserint, hinc est quod tenoribus & formis Litterarum hujusmodi contractus continentium, prædictis attentis & intellectis, volentes quod omnia & singula in ipsis Litteris contenta debitum & concordatum sortiantur effectum, & quæ

Anno 1345. quæ circa illa agenda ſunt tractatos & accordatos fines & effectus in prædictis Litteris declaratos conſequantur, & compleantur bona fide; ex noſtra certa ſcientia facimus, conſtituimus & ordinamus noſtros veros & certos Procuratores ſpeciales & generales præfatos Conſiliarios noſtros: videlicet venerabilem Patrem Joannem Archiepiſcopum Rhemenſem, Joannem de Timaro Abbatem Beatæ Mariæ de Columbis, Reginaldum de Viana fratrem dicti Archiepiſcopi Theſaurarium Eccleſiæ Rhemenſis, nobilem Savarinum de Vivona Militem, Dominum de Tors, & duos ipſorum in ſolidum, ita ut occupantis aut occupantium melior conditio non exiſtat.

§. 23. Dantes ipſis Procuratoribus noſtris & ipſorum duobus in ſolidum in & ſuper præmiſſis omnibus & ſingulis & ea tangentibus plenariam poteſtatem & ſpeciale mandatum, illa ex contentis in prædictis Litteris Tractatuum, quæ illis declaranda, ſupplenda & complenda videbantur, reſumendi, declarandi, ſupplendi & complendi, & cætera omnia præmiſſa tangentia & ex eis dependentia agendi, quæ & prout eis, ſeu duobus ipſorum pro nobis viſum fuerit faciendum; Etiam novos, ſi opus fuerit, Tractatus ineundi, perficiendi & complendi, cum Procuratoribus ſeu Tractatoribus prædicti Regis Caſtellæ & Legionis & dicti primogeniti, ſeu pro ipſis & ſuis, & omnia & ſingula præmiſſa, tractata & concordata & quæcumque alia præmiſſa tangentia, quæ ipſis Procuratoribus & Nuntiis noſtris & duobus ipſorum pro nobis, videbuntur, in animam noſtram & pro nobis, quantum in nobis eſt, & ad nos & Hæredes & Succeſſores noſtros pertinet & pertinere poterit in futurum, promittendi & etiam jurandi tenere, obſervare, facere & complere ſine infractione quacunque; nosque & noſtros atque omnia bona noſtra & noſtrorum obligandi; aliaque univerſa omnia & ſingula, quæ in præmiſſis & circa ea neceſſaria ſunt, opportuna fuerint, & quæ & prout ipſis Nuntiis & Procuratoribus noſtris & duobus ipſorum in ſolidum videbuntur expedire, noſtro nomine Procuratorio, & pro nobis faciendi, procurandi, concordandi, promittendi & jurandi; etiam illa, quæ exigunt mandatum ſpeciale, & quæ nos faceremus & facere poſſemus, ſi præſentes ad illa agenda adeſſemus.

§. 21. Vices noſtras eisdem Procuratoribus & duobus ipſorum in & ſuper præmiſſis & ea tangentibus inſuper committentes, rata habentes & grata perpetuo habituri omnia & ſingula quæ in & ſuper præmiſſis & ea tangentibus per prædictos Procuratores noſtros & Nuntios & duos ipſorum acta, tractata, concordata, promiſſa, jurata & formata fuerint, aut alio modo quolibet procurata; ipſos Procuratores & Nuntios noſtros in & ſuper præmiſſis omnibus & ſingulis & ipſa tangentibus expreſſè relevantes ab omni onere ſatisdandi. Et hæc omnia præmiſſa ſignificamus omnibus & ſingulis, quorum intereſt & intererit, per præſentes Litteras ſigilli noſtri munimine in præmiſſorum fidem & teſtimonium roboratas. Datum apud Royam undecima die menſis Septembris, Anno Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo quinto. *Per Regem.*

§. 22. Et nos Ægidius Archiepiſcopus Toletanus, Hiſpaniæ Primas, & Regni Caſtellæ Cancellarius & Alfonſus Ferrandus Coronel Miles, ac Ferrandus Sancii de Valleoleti, major Notarius in Regno Caſtellæ, Procuratores & Nuntii ſpeciales dicti Domini Regis Caſtellæ ad hoc ſpecialiter conſtituti, ſicut ſupra Procuratorio nomine apparet, cujus tenor de verbo ad verbum talis eſt.

§. 23. Alphonsus Dei gratia Caſtellæ, Legionis, Toleti, Gallicíæ, Murciæ, Sibiliæ, Cordubæ, Jahenni, Algarbii & Algezíræ Rex, ac Comitatus Molinæ Dominus. Univerſis has preſentes Litteras inſpecturis ſalutem in Domino. Ut cœleſtis altitudo potentiæ ſuper cuncta tenens imperium exaltetur noſtræ poſſibilitatis manum apponimus ac operam, quam opportunam in terris non minus ſperamus fore placitam in excelſis cœleſtibus. Namque providentia Terrarum orbem diſpoſuit ſub diſtinctione Regnorum, quæ ſalubri regimine voluit gubernari: ne humanæ creaturæ ſtatum quælibet tempeſtuoſæ fluctuationes Mundi confunderent, ſed tam proximitatis & conſanguinitatis, quam matrimoniorum fœdere in ſolita caritatis & unitatis fraternæ ſoliditate perſiſtentes, unionem individuam ſortiretur.

§. 24. Nos itaque hujusmodi fraternam unionem in Terris & Regionibus, quibus Sereniſſimus Rex Francorum cariſſimus conſanguineus noſter, & nos Dei gratia illuſtres pariter præfidemus, roborari cupientes; Notum facimus &c. ut ſupra in mandato Regis Franciæ, uſque *onere ſatisdandi.* Et hæc omnia præmiſſa ſignificamus omnibus & ſingulis, quorum intereſt & intererit per præſentes Litteras ſigilli noſtri plumbei munimine in præmiſſorum fidem & teſtimonium roboratas. Datum apud Majoritum die decima Decembris, Anno Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo quinto. Anno 1345.

§. 25. Omnes ſimul utriusque Partis ſupra nominati Procuratores & ſpeciales Nuntii congregati, volentes nobis commiſſa perducere ad effectum, ſupra dictum Tractatum in toto & in qualibet ſui parte, vigore poteſtatum nobis pro dicta Procuratoria traditarum, nominibus quibus ſupra, & unusquisque nomine Domini ſui & Dominorum ſuorum, laudamus, approbamus, ratificamus, corroboramus ac etiam confirmamus, & in animas dictorum Dominorum noſtrorum, unusquisque videlicet in animam Domini ſui, juramus ad ſancta Dei Evangelia manibus noſtris tacta, quod prædicti Domini noſtri & eorum quilibet Hæredes & Succeſſores ſui omnia & ſingula tractata, approbata & confirmata prout ſuperius ſunt expreſſa firmiter cuſtodient, & in perpetuum inviolabiliter obſervabunt. In quorum omnium teſtimonium atque fidem, nos Procuratores & Nuntii ſupra nominati, præſentibus Litteris ſubſcripſimus, unusquisque ſcilicet nomen ſuum, & easdem fecimus ſigillis noſtris appendiciis communiri. Datum apud Majoritum die vigeſima tertia Decembris, Anno Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo quinto. Joannes de Viana Rhemenſis Archiepiſcopus, Reginaldus de Viana Theſaurarius Rhemenſis, Ægidius Archiepiſcopus Toletanus, Alfonſus Ferrandi Coronel, Ferrandus Sancii Miles.

§. 26. Nos autem præmiſſa omnia & ſingula in præſcriptis Litteris contenta per dictos Procuratores & Nuntios noſtros, vice, nomine & auctoritate noſtra pro nobis & noſtris tractata & concordata, procurata, acta & compoſita, atque approbata, laudata & confirmata in vim juramenti per ipſos Procuratores & Nuntios noſtros in animam noſtram præſtiti, ut ſuperius eſt expoſitum, rata habentes & grata; ea omnia & ſingula per nos plenè intellecta, præhabita ſuper hoc deliberatione conſilii noſtri, concedimus per præſentes, volumusque, laudamus, approbamus, ratificamus, & auctoritate noſtra Regia ex certa ſcientia confirmamus, & ad eorundem omnium & ſingulorum perpetuam obſervantiam, nos Hæredes & Succeſſores atque Regna omnia & Subditos noſtros præſentes & futuros obligamus ſpecialiter & expreſſè, promittimus & juramus ad ſancta Dei Evangelia corporaliter tacta pro nobis, nostris Hæredibus, Succeſſoribus, Subditis, Regnis & Dominiis univerſis, quod prædicta omnia & ſingula tenebimus, faciemus, obſervabimus & complebimus, fierique teneri obſervari & compleri faciemus inviolabiliter, bonâ fide. Quæ ut firma & ſtabilia maneant perpetuo in futurum, præſentes Litteras ſigilli noſtri plumbei appenſione fecimus communiri. Actum & datum apud Majoritum, die ſecunda menſis Januarii, Anno Domini (1) milleſimo trecenteſimo quadrageſimo quinto. Ego Matthæus Ferrandi Notarius Sereniſſimi Principis Domini Regis Caſtellæ & Legionis feci iſta ſcribi de ejus mandato in Conſilio ſuo. *Et ſont les dictes Lettres ſcellées en lacqs de ſoye de couleur bleue, jaune & rouge d'un ſcel de plomb.*

(1) Cette Copie eſt venue de France. On le voit par la petite addition Françoiſe qui eſt à la fin. La Date en eſt auſſi ajuſtée au ſtile François, qui certainement n'a jamais été pratiqué en Eſpagne. Ainſi, au lieu de 1345, il faut lire 1346. [Dum.]

CCXCII.

Articles ſecrets du Traité de Leon, portant que les deux Rois *ſe ſecourront mutuellement contre le Roi d'Angleterre, & le Roi de* (2) Bellimarin, *fait le 23. Decembre* 1345. [G. G. Leibnitz, Codicis Diplomatici. pag. 186.] 23. Dec. France et Caſtille.

NOverint univerſi, quod cum inter Sereniſſimos Principes Dominos Franciæ & Caſtellæ Reges per Nuntios & Tractatores ex parte utriusque dictorum Dominorum Regum & Principum ad hoc ſpecialiter deputatos, certus Tractatus Confœderationum, Amicitiæ, Ligaminum & Pactorum initus nuper fuerit, ſecundum

(2) Je n'entends point ce mot de Portiginal *Bellimarini.* Je n'en ai pû découvrir la ſignification, quelque recherche que j'aye faite. *G. G. Leibnitz.* n'en dit rien. Je ne ſai ſi ce ne ſeroit point quelque nom ſuppoſé de la ſignification duquel les deux Rois fuſſent convenus. [B.]

ANNO 1345. cundum formam quarundam Litterarum patentium super hoc confectarum, quarum tenor talis est.

§. 2. Procuratores, Nuntii & Tractatores Sereniſſimorum Principum Dominorum Regum Franciæ & Caſtellæ, ſcilicet Joannes de Viana Archiepiſcopus Rhemenſis, Joannes de Timaro Abbas Beatæ Mariæ de Columbis, Savarinus de Vivona Dominus de Tors, & Reginaldus de Viana Theſaurarius Rhemenſis, Procuratores & Nuntii Domini Regis Franciæ, & Gondiſalvus Epiſcopus Seguntinus, ac Ferdinandus Sancii de Valleoleti Miles, Major Notarius in Caſtella, Tractatores nomine Domini Regis Caſtellæ, faciunt, conveniunt & juramento una pars alteri viciſſim, nominibus quibus ſupra promittunt Pactiones, Conventiones & amicitiarum Alligationes inter dictos Dominos Reges pro ſe & ſuis valituras, quæ ſequuntur.

§. 3. Videlicet quod ſi contingat Regem (1) Bellimarini cum ſua poteſtate vel ejus poteſtatem affretare vel tranſire ad invadendum Regna vel Dominium Caſtellæ dicto Rege Franciæ per Regem Caſtellæ vel ejus certum Nuntium vel Litteras ſuas requiſito Rex Franciæ faciet ſibi ſuccurſum ad expenſas dicti Regis Caſtellæ, proviſo ſtatui Regni ſui & Guerræ ſuæ, ſi tunc guerram habet, vel veriſimiliter habiturus eſſet: tamen prima vice dictus Rex Franciæ propter ſervitium Dei & augmentationem Chriſtianitatis, nec non contemplatione dicti Regis Caſtellæ & intuitu, & in relevationem expenſarum ab ipſo in Guerris Sarracenorum hucusque factarum * quod videbit ipſi Regi Caſtellæ de tali ſuccurſu ad ejusdem Regis Franciæ expenſam, quod dictus Rex Caſtellæ debebit merito contentari.

§. 4. Et ſi Rex Angliæ cum ſua poteſtate, aut ejus poteſtas affretaret vel tranſiret citra mare ad invadendum Regnum Franciæ, dicto Rege Caſtellæ per Regem Franciæ vel ejus certum Nuntium, vel per ſuas Litteras requiſito, dictus Rex Caſtellæ faciet præfato Regi Franciæ ſuccurſum ad expenſas Regis Franciæ, taliter quod debebit meritò contentari proviſo ſtatui Regni ſui & Guerræ ſuæ, ſi tunc Guerram habet, vel veriſimiliter habiturus eſſet.

§. 5. Hoc vero Pacto duraturo ſic duntaxat inter perſonas Domini Alphonſi Regis Caſtellæ, qui nunc eſt, & perſonam Domini Philippi Regis Franciæ nunc regnantis. Et eſt actum expreſſè, quod non obſtante iſto articulo perſonalitatem Dominorum Regum Franciæ & Caſtellæ ſolùm tangente, omnes Confœderationes, Pax & Amicitiarum ligamina facta & inita de novo & jam pridem, inter dictos Dominos Reges, pro ſe Hæredibus & Succeſſoribus eorum, prout continetur in quolibet articulo earundem, & ſpecialiter in articulo, qui incipit: *Sanè*, durabunt perpetuò inter dictos Dominos Reges & Hæredes & Succeſſores eorum, & contra omnem hominem viventem vel victurum, habebunt perpetuam roboris firmitatem, prout in certis aliis Confœderationibus & Amicitiarum ligaminibus de novo, & in aliis jam pridem inter dictos Dominos Reges pro ſe & Hæredibus & Succeſſoribus ſuis factis & initis, latius continetur.

§. 6. Prætereà ſi aliquis vel aliqui de Regno Franciæ vellent venire in ſervitio Dei ad Guerram Sarracenorum in Auxilium Domini Regis Caſtellæ, Rege Franciæ tunc non habente Guerram publicam ſeu apertam vel veriſimiliter habituro, placebit ei, quod ipſi veniant, & eos non impediet, nec præcipiet, vel mandabit eorum impedire adventum: & etiam ſi haberet Guerram, proviſo ſtatui ipſius Guerræ & Regni ſui, volentes ad dictum ſervitium venire, non impediet, nec mandabit impedire venire.

§. 7. Similique modò Rege Caſtellæ Guerram publicam vel apertam non habente, illos de Regno vel Regnis ſuis, qui accedere voluerint in Regno Franciæ ad ſervitium Regis Franciæ in Guerris ſuis, non impediet vel mandabit aut faciet impedire, ſed placebit ei, quod accedant ad dicti Regis Franciæ ſervitium, & etiamſi Guerram haberet, proviſo ſtatui Guerræ ſuæ & Regni ſui, prout ſupra.

§. 8. Et eſt ſciendum (2) &c.

§. 9. Omnes prænominati Nuntii & Procuratores dictorum Dominorum Regum & Principum inſimul convenientes, intellecto plenè Tractatu ſupra ſcripto, & ſuper ipſo conſideratione habita diligenti, diſcuſſoque inter eos, quibus ſupra nominibus tenore verborum compoſitorum, in ultimo articulo dicti Tractatus incipiente, *Præterea*, conſiderantes quod in ipſius ſerie & tenore eſt inter dictos Reges æqualitas ſeu paritas obſervanda, quia patenter repertum fuit in ſecundo ipſius articuli capite, cum legitur; ſimilique modo, per errorem ſcribæ, obmiſſa fuiſſe, hæc verba, *vel veriſimiliter habituro*, quæ immediate poſt dictionem, *habente*, ſcribi debuiſſent, prout ſuperius in eodem articulo & pacto ſimili ſcripta ſunt, pro parte dicti Domini Franciæ Regis. Igitur nos Procuratores & Nuntii prænominati dicta verba ſupplentes, errorem corrigendo prædictum, ipſas tres dictiones ſubaudiendas, intelligendas, & in quocunque hujus eventu ſumendas eſſe, & debere pro parte dicti Domini Caſtellæ & Legionis, ita prout pro parte dicti Domini Regis Franciæ in eodem articulo ſcriptæ ſunt. Concedimus concorditer, & etiam declaramus cæterum, auctoritate nobis & noſtrum cuilibet, per Procuratoria prædicta attributa, Pacta, Conventiones, Promiſſiones, Alligantias, Fœdera, & omnia alia & ſingula in ſupra ſcriptis Litteris Tractatus contenta, unà cum correctione, ſupplemento & declaratione prædicta, vice, auctoritate & nominibus dictorum Dominorum Regum & Principum; rata habentes & grata omnia & ſingula, volumus, & una pars alteri, ut eam tangit viciſſim concedimus, laudamus, approbamus & etiam confirmamus, nihilominusque juramus in animas dictorum Dominorum noſtrorum, & ipſorum cujuſlibet, ad ſancta Dei Evangelia corporaliter tacta: quod dicti Domini Reges & Principes tenebunt & obſervabunt, facient & complebunt omnia & ſingula univerſa, de quibus inter ipſos acta & ſuperius ſunt expreſſa. ANNO 1345.

§. 10. In quorum præmiſſorum omnium & ſingulorum teſtimonium & fidem nos prænominati Nuntii & Procuratores dictorum Dominorum Regum has præſentes, & aliis iſtis conſimiles Literas fieri fecimus, noſtrorum nominum ſubſcriptionibus, noſtrorumque ſigillorum appendicii munimine roboratas. Datum apud Majoritum, vigeſima tertia die Decembris, anno Domini milleſimo, trecenteſimo quadrageſimo quinto.

Et ſont les dictes Lettres ſcellées de cinq ſceaux ou ſachets de cire rouge en lacs ou cordons de fil blanc, bleu & rouge, & ſur le reply au deſſus des ſceaux eſt eſcrit, ſçavoir ſur le premier, Joannes de Viana Rhemenſis Archiepiſcopus; *ſur le ſecond*, Reginaldus de Viana Theſaurarius Rhemenſis; *ſur le troiſieſme*, Ægidius Archiepiſcopus Toleti; *ſur le quatrieſme*, Alphonſus Ferrandi Coronel, & *ſur le cinquieſme*, Ferdinandus Sancii Miles.

CCXCIII.

Litteræ CONRADI *Sileſiæ Ducis, Quibus* JOANNI *Bohemiæ Regi mediam partem Civitatis* Gor, *atque Terræ* Gorenſis, *nec non Oppidorum* Stinaviæ & Corben, *atque Civitatem* Fravenſtad *ſe vendidiſſe profitetur. Actum Wratiſlaviæ 9. Auguſti annò* 1345. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat I. Abſ. III. p. 305.] 9. Août.

NOS Conradus Dei gratia Dux Sileſiæ & Dominus Olsnicenſis, recognoscimus pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris, & ad univerſorum notitiam tenore præſentium volumus pervenire. Quos nos ob meram, & evidentem noſtram neceſſitatem, in quam ratione Dominiorum incurrimus, ex eventu captivitatis, & perditione equorum noſtrorum hujusmodi, a damnis dictis, & captivos ab eorum captivitate abſolvendis, *Sereniſſimo Domino & Principi noſtro, Domino Johanni Regi Bohemiæ, & Comiti Lucemburgenſi, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis*, mediam partem Civitatis noſtræ *Gor*, & Terræ *Gorenſis*, & mediam partem Oppidorum noſtrorum *Stinaviæ* & *Corben*, ac Civitatem Fravenſtatt, ex nunc integram videlicet poſt mortem *Illuſtris Domini Johannis Ducis Sileſiæ*, & *Domini Gorenſis Fratris noſtri*, tunc mediam; ita quod alia medietas ad *Illuſtrem Dominum Henricum Ducem Sileſiæ*, & *Dominum Sagenenſem patruum noſtrum* devolvatur, quam etiam idem *Dominus noſter Rex, Hæredes & Succeſſores* ſui, ſibi ex novo reſtituere, & reddere tenebuntur libere, & absque omni pecuniarum tradi-

(1) Il eſt parlé de ce Roi dans SURITA, *Indic. Rerum ab Aragoniæ Regib. geſtarum Lib. III. ſub anno* 1337. où l'Auteur s'exprime en ces termes: ALBUHACENIUS *Bellamarinus Mauruſiorum & Tremecenſis Rex, qui in Mauritaniis ad barbararum Gentium imperium pervaſerat, nec Affricano Regno contentus Hiſpaniæ Regnis, anguſto freto diremptæ, imminet, cujus tàm latè Terra Marique præpotentis imperium patet, ut ad univerſas Affricæ Nationes Babyloniæ Soldano præferretur, ingentes copias fretum transmiſſurus comparat.* RODERICUS SANTIUS en parle auſſi *Hiſtor. Hiſpanica, Part. IV. Cap.* 10. & 12. où il l'appelle ALMOHAZEN MOCHOMETUS *Rex Marrochitanus & Bellamarini.* Ce que fait auſſi FRANCISCUS TARAPHA, *in* ALFONSO XI. *anno* 1308. [DUM.]

(2) Ce qui ſuit avec les Procurations des Contractans jusques à la fin du Mandement du Roi de Caſtille eſt déja mot-à-mot au Traité précedent.

ANNO 1345. traditione, pro *quinque millibus Marcarum, Polonicalis Pagamenti & numeri.* Cumque pecuniæ, ſi quidem ſummam prædictus *Dominus Rex*, hominibus noſtris prædictis apud nos ut promittitur receptis, damnis ipſorum, damna pro parte noſtri, & pro nobis ſolvere eſt aſtrictus, & quæ pro nobis ſolvit, & jam in parte expedit, & ulterius usque ad conſummationem ſummæ prædictæ, tenebitur expedire cum omnibus dictarum Civitatum, & Oppidorum Civitatum prædictorum, Dominiis, Honoribus, Jure Patronatus Eccleſiarum Curatarum, & non Curatarum, Vaſallatibus, agris, cultis & incultis, Nemoribus, Sylvis, rubetis, Pratis, pascuis, aquis, rivis, aquarumque decurſibus, Venationibus, aucupationibus, piscationibus, Judiciis cum Bayliis & poteſtate Judicandi, ac aliis omnibus & ſingulis earum, & eorundem Juribus, & pertinentiis in quibuscunque rebus conſiſtant, ſeu nominibus appellentur juſto emptionis titulo vendidimus & vendimus per præſentes, per eum, Hæredes & Succeſſores ſuos, habenda, tenenda, & perpetuis temporibus poſſidenda, ac utifruenda, & de ipſis pro ipſorum voluntate disponendi liberam & omnimodam tradimus poteſtatem. Acta ſunt hæc præſentibus *Illuſtribus Principibus Dominis Vladislao & Nicolao Oppaviæ & Ratisboriæ Ducibus* per nos ad præmiſſa omnia & ſingula pro teſtibus vocatis ſpecialiter & rogatis. Quorum ſigilla imo cum ſigillo noſtro in evidens Teſtimonium præmiſſorum, præſentibus ſunt appenſa. Nos vero *Nicolaus & Wladislaus Dei gratia* ſupra dicti Duces recognoscimus nos emptioni & venditioni interfuiſſe ſupradictis, & noſtra ſigilla, unà cum prædicti Domini *Conradi* Ducis ſigillo ad ipſius rogatum, in teſtimonium omnium præmiſſorum duximus appendenda. Datum *Wratislaviæ* feria ſexta ante feſtum Aſſumptionis Beatiſſimæ Virginis Anno Domini M CCC XLV.

CCXCIV.

14 Août. **Entſcheidung LUDWIGS Römiſchen Kayſers zwiſchen HEINRICH Ertz-Biſchoffen zu Maynz/ dann beeden RUPRECHTEN Pfaltzgrafen bey Rhein und Hertzogen in Bayern/ wegen Löſung der Stadt und Burg Weinheim / wie auch der Urtheile ſo dem Ertz-Biſchoff zu Franckfurth gebühren. Beſchehen zu Nürmberg an unſer Frauen abend der Scheidung anno 1345.** [LUNIG, Teutſch. Reichs-Arch. Part. Spec. Continuat. II. Abſ. I. pag. 134.]

C'eſt-à-dire,

Sentence arbitrale renduë par l'Empereur LOUIS de Baviere *entre* HENRI *Archevêque de Mayence, & les deux* RUPERTS *Comtes Palatins du Rhyn Ducs de Baviere, concernant le Rachat de la Ville de* Weinheim *par lesdits Ducs, & les Jugemens qui apartiennent audit Archevêque dans la Ville de* Francfort. *A Nuremberg la Vigile de l'Aſſomption de la Ste. Vierge.* 1345.

WIr Ludewick / von GOttes Gnaden Römiſcher Kayſer / zu allen Zeiten Mehrer des Richs / bekennen offenlich mit dieſem Brieffe / daß wir von des Anlaßes wegen / als der Erwirdige Heinrich / Ertz-Biſchoffe zu Mentze / unſer lieber Fürſte / und die Hochgebohrn Ruprecht der Eltere und Ruprecht der jüngere / Pfallenßgraf die Rin und Hertzoge in Bayrn / unſer lieben Vettern und Fürſten an Uns laßßen und gegangen ſind / umb die Loſunge der Burg und Stat zu Winheim / und um die Urteil / die demſelben Ertz-Biſchoff zu Franckenfurth geſprochen und irteilt wart / alſo ſprechen und ſcheiden / von erſt ſprechen wir : Daß alle Urteil / die dem Ertz-Biſchoff zu Franckenfurth gebin und irteilt war / gentzlich und gar abſin ſulle / und ſwas Briefe von unſers Gerichtes wegen darüber geben ſint / die ſullent weder Krafft noch Macht haben / und den vorgen. Unſern Vettern und jre Herſchafft dehein Schade ſin. Darnach ſprechen wir und ſcheiden / daß unſer egen. Vettern die Burg und Stadt zu Winnheim von hin we biß uff den Oberſten Tag / der ſchirſt kumet / ledigen und loſen ſullent um 5000. Pf. Heller / oder umb ſo getan Werung / als dann der gemeine Wechſil zu Mentz iſt / und ſoll in auch der Ertz-Biſchoff die Loſung mit nicht verzehen noch verzihen. Wer ouch / daß Sie die obgeſchriebene Burg und Stadt Winnheim in der Friſt mit loſten / ſo ſullen fürbaß alle Jar 200. Pf. Heller doruff gen / und ſwen ſie die loſen wellen / deß ſie alle Jar / zu welcher Zit ſi wellent / vollen Macht habent / ſo ſullen ſie die ledigen und loſin umb die 5000. Pf. Heller / und um die 200. Pf. die ieſliches Jahrs doruf gangen ſint / oder mit ſo getaner Werung / als vorgeſchrieben iſt. Und darüber zu Urkunde gebin wir mit unſerm Kayſerl. Inſiegel verſiegelten dieſem Prieff / der gebin zu Nürnberg am unſer Frawen Abend der Schidunge nach Chriſtes Geburt 1300. Jahr / darnach in dem 45. Jare in dem XXXI. Jare unſers Richs / und in dem XVIII. unſers Kayſerthums.

ANNO 1345.

CCXCV.

Lettre & Promeſſe de LOUIS *Roi de Sicile à* JAQUES de Savoye *Prince de la Morée, de lui rendre la Principauté d'*ACHAIE, *datée d'Imnyſſegrad, le* 18. *de Mars*, 1346. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 112.]

1346. 18. Mars.

SICILE ET MORE'E.

LUDOVICUS Dei gratia, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Ramæ, Cerviæ, Galliciæ, Lodomeriæ, Comariæ, Bulgariæque Rex, Princeps Salernitanus, & Honoris, & Montis Sancti Angeli Dominus. Strenuo & Magnifico Viro *Domino* JACOBO DE SABAUDIA, *Principi Achayæ*, ſuo devoto & fideli ſalutem. & Regii favoris affectum. Cum omni bono, veſtræ ſtrenuæ Nobilitatis fidelitas noverit Legationes veſtras, cum Credentialibus Literis, per Jacometum de Rivoſico Nuntium veſtrum ad nos transmiſſum, nobis relatas benignè exaudiviſſe, & plene intellexiſſe; inter quas à nobis petebatis, ut cum, Deo favente, regimen Regni Siciliæ, & pertinenciarum ejus, ad manus noſtras devenerit, ex tunc Principatum Achayæ, & ea quæ à vobis alienata ſunt, vobis reddere dignaremur, vos exinde, per nunc Literis noſtris autenticis aſſecurantes, ſuper quo veſtræ fidelitatis magnificentiæ, hoc modo proinde reſpondemus, quod ecce cum omnibus proximis noſtris amicis & vicinis, cum tota potentia noſtra, illuc proficisci & tranſire parati ſumus, & dum favente Salvatoris clementiâ, dictum Regnum Siciliæ & pertinentias ejus, veſtro, amicorum & proximorum veſtrorum, adjutorio mediante, obtinebimus, & ad noſtras manus Regias devenerit, vos firmiter aſſecurando promittimus per præſentes, quod *Principatum Achayæ*, & ea quæ veſtra ſunt vobis, ſicut ad jus veſtrum pertinent, reſtituemus jure veſtro conſervanda; Petentes ex inde ſtrenuæ nobilitatis veſtræ fidelitatem, ut fidelitate in eadem nobis per dictum Nuntium veſtrum promiſſa, cum veſtris proximis cognatis, & amicis conſtantius & perſeverantius perſiſtendo, nos ad obtinendum & acquirendum regimen dicti Regni Siciliæ & omnium pertinentiarum ſuarum coadjuvare velitis. Præſentes autem ad certiorem cautelam & memoriam promiſſionis noſtræ miſimus vobis, ſigillo noſtro duplici communientes roborando. Datum Imnyſſegrad quindecimo Calend. menſis Aprilis, anno Domini M. CCC. XLVI.

CCXCVI.

Mariage de PHILIPPE de Savoye *Fils de* JAQUES *de Savoye & Prince d'Achaïe, & de* MARIE *Fille d'*AMEDE'E *Comte de Genevois. Fait à Pignerol le* 4. *d'Août* 1346. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Sayoye. Preuves. pag. 123.]

4. Août.

SAVOYE ET GENEVOIS.

IN nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen. Anno à Nativitate ejusdem milleſimo tercenteſimo quadrageſimo ſexto, Indictione quatuordecima, die quarta menſis Auguſti, per præſens publicum Inſtrumentum cunctis appareat evidenter, quod cùm diu tractatum extiterit inter *Illuſtres*, & *Magnificos Principes Dominos Jacobum de Sabaudia, Principem Achayæ*, ex una parte, & *Amedeum Comitem Gebennenſi* ex altera, de Matrimonio contrahendo inter PHILIPPUM DE SABAUDIA, *Filium dicti Domini Principis*, & MARIAM *ipſius Domini Comitis Filiam*, hinc eſt quod prædicti Domini Princeps, & Comes volentes prædictum Tractatum, juvante Domino, quantum eis poſſibile eſt, ad effectum perducere, & dictum Matrimonium inter dictos Philippum, & Mariam, cùm tempus ſuppeterit, debitè compleri. Dictus ſiquidem Dominus Princeps prædicto Domino Comiti præſenti, & michi infra ſcripto Notario ſtipulanti, & recipienti more publicæ perſonæ, vice & nomine, & ad opus dictæ Dominæ Mariæ ſolemni ſtipulatione promiſit, & ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juravit ſe facturum, & curaturum cum effectu, quòd prædictus Philippus ejus Filius prædictam Mariam ejusdem Domini Comitis Filiam

ANNO 1346. liam accipiet, habebit, & tenebit, cùm ad ætatem contrahendi pervenerit, in Uxorem suam legitimam, Sancta Matre Ecclesiâ concedente, nec fecit, faciet vel facere procurabit per quod dictum Matrimonium non fortiatur effectum, & versa vice, prædictus Dominus Comes prædicto Domino Principi præsenti, & michi jam dicto Notario modo simili stipulanti, solemni stipulatione, vice, nomine, & ad opus dicti Philippi solemni stipulatione promisit, & ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juravit se facturum, & curaturum cum effectu, quòd dicta Maria cum Philippo nubet cùm ad ætatem nubendi pervenerit, & ipsum accipiet, habebit & tenebit in Maritum suum, Sanctâ Ecclesiâ concedente, legitimum, nec fecit vel faciet, aut fieri procurabit propter quod dictum Matrimonium debitè non consumatur, vel aliqualiter impediatur quin debitum sortiatur effectum; pro cujus Mariæ dote, & nomine dotis idem Dominus Comes prædicto Domino Principi, & michi præfato Notario ut supra stipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus dicti Philippi, & omnium, & singulorum quorum interest vel interesse poterit in futurum, destinavit, constituit quindecim mille florenos boni auri, & justi ponderis, quos quidem quindecim mille florenos ex causa dotis, qua supra, prædictus Dominus Comes prædicto Domino Principi, & michi præfato Notario ut supra stipulantibus, & recipientibus stipulatione solemni, & per juramentum quo supra, & sub obligatione omnium bonorum suorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum, solvere promisit per terminos, & modum infra scriptos. Primo videlicet quando dicta Maria per dictum Philippum desponsata fuerit in facie Sanctæ Ecclesiæ, vel saltem quando ducta fuerit in Domum dicti Domini Principis, septem mille florenos, quam in eam duci ordinatum est, & conventum per dictos Dominos, in festo omnium Sanctorum proximè venturo, qui septem mille floreni ex solemnibus conventionibus inter dictos Dominos Principem & Comitem factis & initis, ad manus dicti Domini Principis debent pervenire & sibi solvi, & ex tunc in duobus annis, videlicet revoluto ex tunc biennio eodem termino, duo mille florenos, & inde anno revoluto anno quolibet eodem termino duo mille florenos, & sic subsequenter anno quolibet eodem termino duo mille florenos usque ad integram & perfectam solutionem dictorum quindecim mille florenorum. Acto tamen, & in pactis solemni stipulatione vallatis deducto inter Dominos Principem & Comitem, quod dicti octo mille floreni, in dictis quatuor ultimis solutionibus solvendi ponantur, & solvantur in manu cujusdam medii per dictos Dominos Principem, & Comitem eligendi, qui medius dictam florenorum quantitatem recuperet, exigat, recuperareque, & exigere possit, & debeat, habeatque exigendi potestatem plenariam præsenti Instrumento per dictos Dominos sibi concessam, sine alio mandato singulis terminis supradictis prout in singulis sunt solvendi, & nihilominus dictus Dominus Princeps ex solemni stipulatione, & promissione, circa hæc sibi facta, dictam quantitatem octo millium florenorum destinatam pro dote prædicta in terminis suprà dictis petere possit, & requirere poni, & solvi in manibus Depositarii supradicti, vel alterius ex infrascriptis per modum qui sequitur, & compellere dictum Dominum Comitem Gebennesii, & Fidejussores infra scriptos ad ipsam quantitatem florenorum solvendo, ut in præsenti Instrumento contra etiam Depositarii, vel personæ pecuniam ipsam recipere debentes in ipsius pecuniæ exactione cessarent, & eos custodiat idem Depositarius, & conservet quousque prædicti Philippus, & Maria ad ætatem pervenerint Matrimonium contrahendi; quo Matrimonio inter dictos Philippum, & Mariam completo idem Medius prædictos octo mille florenos dicto Domino Principi expediat, & deliberet, atque expedire, & deliberare teneatur, vel dicto Philippo, seu illi ad quem tunc dicta pecunia pertinebit; quia sic inter dictos Dominos solemniter actum extitit, & conventum; acto etiam inter eos ut supra, quod dicti Domini eligant dictum Medium cum primum dicta Maria ducta fuerit in Domum dicti Domini Principis, & si tunc non eligerent quod duo mille florenos primæ solutionis pecuniæ in dotem destinatæ ponantur, & solvantur per dictum Dominum Comitem in manibus Reverendi Viri Domini Rodulphi de Montebello Abbatis Sancti Michaelis, si tunc esset in loco, & haberi posset, si verò tunc non esset in loco vel haberi non posset, solvantur, & ponantur in manibus Domini Guillermi de Ripalta, vel Nicolai ejus Fratris; si vero prædictum Matrimonium inter ipsum Philippum, & Mariam aliquo casu vel causa, sine tamen alterius dictarum Partium culpa prout infra, non compleretur, quod ex tunc id est ex quo constaret dictum Matrimonium non compleri, lapso ex tunc uno anno, dictus Dominus Princeps prædictos septem mille florenos per eum habitos, & sibi solutos restituat, & restituere teneatur prædicto Domino Comiti incontinenti revoluto anno, ex quo constaret dictum Matrimonium per culpam, ut præmittitur, non compleri, & dictus Medius dictos octo mille florenos videlicet quantitatem solutam, & per ipsum Medium receptam dicto Domino Comiti restituat, & restituere teneatur incontinenti, ex quo constaret dictum Matrimonium non compleri, quia sic inter dictos Dominos actum extitit, & conventum prout supra; sin autem dictum Matrimonium propter culpam evidentem dictæ Mariæ, vel dicti Domini Comitis, vel alterius de parte sua, non compleretur, tunc in illo casu prædictus Dominus Comes donat donatione pura, mera, simplici, & irrevocabili inter vivos, prædicto Philippo, & prædicto Domino Principi, & michi memorato Notario recipienti, & solemniter stipulanti vice, nomine, & ad opus dicti Philippi, prædictos septem mille florenos prædicto Domino Principi in solutione prima solvendos faciens de prædictis dicto Philippo, & dicto Domino Principi, & michi jam dicto Notario, ut supra recipienti, tot singulares, particulares donationes quod nulla ipsarum insinuatione non indigeat, nec summam quingentorum excedat aureorum, solvens, & quittans ex causa donationis qua supra prædicto Philippo, & prædicto Domino Principi, & michi prædicto Notario recipienti ut supra, ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, dictos septem mille florenos in casu in quo propter ipsius evidentem culpam, vel dictæ Filiæ suæ vel alterius de parte sua, prout supra dictum, Matrimonium non compleretur, pactum non faciens expressum dicto Domino Principi de ipsis in illo casu ulterius non petendis, promisitque ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta & juravit, sub obligatione omnium bonorum suorum, prædicto Domino Principi in illo casu contra prædictam Donationem non facere vel venire per se vel per alterum, publicè vel occultè, & versa vice modo simili prædictus Dominus Princeps, si dictum Matrimonium non compleretur inter prædictos Philippum & Mariam, propter evidentem culpam ipsius Domini Principis, vel dicti Philippi seu alterius de parte sua, in illo casu, donat donatione pura, mera, simplici, & irrevocabili inter vivos, ex nunc prout ex tunc, dictæ Mariæ, & prædicto Domino Comiti, septem mille florenos boni auri, & justi ponderis de ipsis faciens dictæ Mariæ, & dicto Domino Comiti tot singulares, & particulares donationes quod nulla ipsarum insinuatione indigeat, ne summam quingentorum aureorum excedat: promisitque dicto Domino Comiti, & michi jam dicto Notario ut supra solemniter stipulanti, & recipienti, vice, nomine, & ad opus dictæ Mariæ stipulatione solemni, & per juramentum suum super Sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, & sub obligatione omnium bonorum suorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum, prædictos septem mille florenos ex causa donationis qua supra solvere dictæ Mariæ vel mandato suo in illo casu, in quo dictum Matrimonium non compleretur propter culpam evidentem ipsius, vel dicti Philippi, vel alterius de parte sua prout superius, in pace, & sine lite, controversia, vel quæstione qualibet, omnibus exceptionibus, & defensionibus juris, & facti postpositis penitus, & remotis, & contra prædictam Donationem nunquam facere vel venire per se vel alterum, publicè vel occultè, nec contra facienti vel venienti in aliquo consentire; sed ipsam Donationem perpetuo firmam, & ratam, habere, & tenere, & inviolabiliter observare, restituereque dicto Domino Comiti vel mandato suo, seu ad quem restitutio dotis, seu pecuniæ, pro promissa dote destinatæ pertinebit, dictos septem mille florenos in prima solutione pro dote sibi solutos, quos quidem quindecim mille florenos dotales prout soluti, & numerati fuerunt, prædictus Dominus Princeps, conventionibus tamen prædictis semper salvis, prædicto Domino Comiti restituere promisit per terminos quibus ipse receperit similes, obligans insuper specialiter & expressè prædictæ Mariæ Castra sua infrascripta, cum Villis, territoriis, mandamentis, redditibus, mero & mixto Imperio, & universis pertinentiis, videlicet Villam-Francham, & Moretam, & in casu in quo Moreta non esset in manu dicti Domini Principis, vel dicti Filii sui, Carignanum, promisitque dictus Dominus Princeps quod faciet cum effectu, quòd Communitates dictorum Castrorum, & Villarum solemniter jurabunt quòd dicta Castra, & Villas custodient, & servabunt dictæ Mariæ, & eidem homagium facient, atque respondebunt, & obedient durante obligatione prædicta;

ANNO 1346.

Acto

ANNO 1346. Acto etiam inter dictos Dominos, prout supra, quod dicta Maria, dum dicta Castra tenebit in feudum, & sub homagio à dicto Domino Principe, & ejus Hæredibus tenere teneatur, & quod dictus Dominus Comes satisdet dicto Domino Principi per Fidejussores infra scriptos de dicta dote solvenda terminis supradictis, qui se, & sua obligent, Fidejussores vero dandi hinc, & inde sunt hii: Primo, *Dominus Comes Sabaudiæ*, *Dominus Ludovicus de Sabaudia*, Dominus Bellijoci, Domini Cameræ, Myolani, Inter-Montium, Urteriarum, Antelmus ejus Frater, Anthonius de Claromonte, Dominus Cheuronis, Dominus Miribelli, Dominus Faramanci, Aymonetus de Ponte-Vitreo, Domini Petrus, & Guillelmus de Compesio, Dominus Aulæ novæ, Domini Joannes Mistralis, & Guillelmus de Castellione, & pro prædictis omnibus plenius attendendis, idem Dominus Comes Gebenn. submisit, & bona sua Jurisdictioni Illustris Principis Domini Comitis Sabaudiæ, & ejus Curiæ. Actum Pinarolii in Castro dicti loci in Logia prope Turrem, præsentibus R. in Christo Patre Domino R. Abbate Clusino, Dominis Guillelmo de Montebello Domino Alpiniani, Ludovico Rivoriæ, Petro de Compesio Militibus, Martineto ex Comitibus Sancti Martini, Amedeo de Compesio, Joanne de Monteforti, &c. *Signé* MAHONER.

CCXCVII.

25 Août. *Testament de* RAOUL *Duc de Lorraine & Marchis. Fait au Camp devant Abeville en Pontis, le Vendredi lendemain de la Fête St. Barthelemi* 1346. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 166.]

EN nom du Peire, dou Fil, & dou Saint Esprit. Je RAOULS Dus de Loherenne & Marchis fais & ordonne mon Testament & ma derrienne voluntei en mon boin sens & en ma bonne memoire en la maniere que cy apres est escrit. Premierement je donne mon ame à Dieu mon Creatour, & à la benoite Vierge Marie, qui l'a m'ont prestée, & veil que mi hoirs payent mes debtes, & que mi tors fais soient amendeis, tous ceaux qu'on pourroit monstrer bonnement au rebbart de ma tres chiere & amée femme Marie de Blois & de mon Conseil. Item, je essi ma sepulture devant l'Autel Monsieur saint George en ma Chappelle de Nancey. Item, je veil que le jour de mon enterrement qui n'ait que treize cierges ardens & teignent treize pauvres vestus de blanc, & que chacun des pauvres ayent chacun cinq sols de fors. Item, je veil que le jour de mondit enterrement on offrait trois chevaux, l'un appareillié pour jouster, l'autre pour tournoyer, & l'autre à armer, & que lidit trois chevaux soient vendus pour achepteir terre à madite Chappelle de saint George, & parmi ceu, je pri & requier as Chanoines de madite Chappelle de Nancey, que je aie à tousjour mais chacun jour une Messe de Requiem pour l'ame de mi. Item, je veil que tuit li Prebtres qui seront à mon enterrement aient chacun un petit florin, & parmei ceu il seront tenus de dire chacun trois Messes pour l'ame de mi, une dou saint Esperit, une de nostre Dame & une de Requiem, & veil aussi que tuit li Clerc qui seront à mondit enterrement aient chacun cinq sols de fors. Item, je veil & commande que dous provendes de Chanoines soient faites & fondées bien & hastivement en madite Chappelle de saint George de Nancey, lesquelles je donne l'une au Signour Thomas mon Chappellain, & l'autre à Jean de Luneville mon Clerc, en recompensations des boins & aggreables services qu'jls m'ont fait, & veil qu'elles soient assises sus mes bois, au plus pres des bois desdits Chanoines de Nancey com pourroit; & veil que lesdites prevendes soient de tel valour & de tel condition com les autres sont sans rien excepteir, & qu'elles revieignent au nombre des autres. Item, je veil qu'aprés mon decés ma tres-chiere & amée fame devant dite ait la main bournie dou tout de JEAN nostre fil & de mon pais, jusques à ceu qu'il soit aagée pour gouverner la Duchié, & s'ensi estoit qu'elle se mariat, ou qu'elle se mourut, ceu que Deu ne veille, je veil con en ordonnait selon la forme & la maniere qu'il est contenu en unes Lettres saellées de mon grand seel que de ceu sont faites. Item, je veil & ordonne que toutes Lettres que madite femme ait de mi soient valables de quelque datte qu'elles soient, lesquelles je ratifie & conferme. Item, je veil & commande que ma tres chiere & amée suer MARGUERITE de Loherenne, ait son devis en la maniere qu'il est fais selont ce qu'il est contenus en unes Lettres saellées de mon grand seel, qu'il sur ce sont faites, & veil que tuit sui juels qui sont en Uvage à Mets, li soient rachepteis & delivres. C'est à sçavoir, une couronne d'oir, un fermail d'oir. Item, je donne as Chanoines de saint Diey cent livres de fors, & veil qu'elles soient mises en acqueſt, por faire chacun an à toujours mais mon obit dous fois en l'an. Item, je donne as Dames de Remiremont en semblant maniere. Items je donne au fil Dame Bietrix dou Neuf-Chastel pour plusieurs dommages qu'il ait eu pour mi, cent petits florins d'or. Item, je donne à Aubert le Bastard mon frere, cent livres de terre à rachept de mille livres de fors, des dou cens livrées de terre que je ay chascun au sus la saline de Moiemvy. Item, je veil que li petis AUBERS mes fils ait tous les ans soixante livres de fors desdits dou cens livres que je ay sus ladite saline de Moiemvy, jusques ad ceu qu'il soit affignei d'un Benefice de sainte Eglise que vaillent les sexante livres ou plus. Item, je veil que li ouvrages de saint George se face en la maniere qu'il est ordonneis. Item, je mas tout le remenant de mon Testament en la bonne voluntei & dispositon de ma tres-chiere & amée fame devant dite, c'est à sçavoir pour donner à povres Religions Cordeliers, Jaccopins & as pauvres Seculiers, & pour guerredonner à mes povres maigniés lour services, selon ceu qui li sembleroit bon, & qu'il averont desservy. Et pour faire toutes autres choses selon ceu queil appartenrait, & pour toutes ces choses faire & accomplir, je ay esleu & essi mes executours ma tres-chiere & amée fame MARIE de Blois dessusdite, ma tres-chiere & amée tante Dame MARGUERITE de Loherenne Comtesse de Chiney, mes bien ameis l'Abbei de saint Eure & l'Abbei de Bel-prey, ausquels je donne plain pooir & authorité de faire & accomplir mondit Testament en la maniere que cy-dessus est escrit. Et pour tout ce faire & assevir je lour a mis & met en mains tous mes biens meubles & heritages, & veil que se aucuns des dessusdits n'y pooient entendre à mettre à execution cet present Testament, que li dui ou li trois des quatre dessus nommeis le puissent parfaire & assevir. En signe de veritei, & pour ceu que les choses dessusdites soient fermes & estaubles ai je fait mettre mon grand seel pendant en ce present Testament, qui fut fais & escris au Camps devant Aubeville, en Pontis le Venredy lendemain de la Feste saint Barthelemeu ou mois d'Aoust, l'an de grace mil trois cens quarante seis; seellées d'un grand seel cire verte sur double queuë.

ANNO 1346.

CCXCVIII.

21. Dec. **Richtung zwischen CUNO von Falckenstein/ ULRICH Herrn zu Hanau/ PHILIPP von Falckenstein/ Herrn zu Müntzenberg/ und GOTTFRIED von Eppstein an einer/ dann den Städten FRANKFORT, FRIDBERG und GELLNHAUSEN andern theils/ wodurch die Pfalburger abgeschaffet werden/ und beschlossen wird/ daß die so in diesen Städten das Burger-Recht suchen/ mit Weib und Kindern bey ihnen sitzen und wohnen sollen; zugleich kommen sie überein/ drey Männer zu erwehlen/ welche über die eine oder andern theil beschehende übergriffe richten und schlichten sollen.** Datum in die beati Thomæ Apostoli anno 1346. [Diplomata ad ÆNEÆ SILVII Historiam FRIDERICI III. Imper. illustrandam addita pag. 233. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheilung II. Fortsetzung II. pag. 16. d'où l'on a tiré cette Pièce. DATT, Volumen Rerum Germanicar. Novum Col. 2. §. 63. pag. 106.]

C'est-à-dire,

Convention entre CUNON *Seigneur de Falkenstein*, ULRICH *Seigneur de Hanau*, PHILIPPE *de Falkenstein*, *&* GODEFROI *de Eppenstein d'une part*, *&* *les Villes de* FRANCFORT, *de* FRIDBERG *&* *de* GELNHAUSEN *d'autre part*; *portant que les uns & les autres n'admetront plus de* Pfalburgers, *&* *que ceux qui voudront*

ANNO 1346.

dront être reçus dans leurs Villes au nombre des Bourgeois, devront y avoir une demeure fixe, & y habiter avec leurs Femmes & leurs Enfans. Ils y conviennent auſſi de choiſir trois Hommes, au jugement desquels ils remettront la Déciſion des Différents qui pourroient ſurvenir entr'eux. Fait le jour de St. Thomas Apôtre 1346.

WIr Cune von Falkinſtein und Ulrich Herre zu Hanowe/ Mumbar unſers Bruder und unſir Swester Kinde von Falkinſtein/ unſers Konin Brudir/ und Wir Ulrich Herre zu Hanowe vorgenannt/ für uns und unſere Herrſchafft: Philipps von Falkinſtein/ Herre zu Myntzenberg/ und Godefrid von Eppinſtein/ uff eyner Syten: Die Burgermeiſter/ die Scheffen und die Stede Franckenfort/ Friedeberg und Geylnhuſen/ uff die andirn Syten: Irkennen uns uffumliche mit dyſem Bryfe/ daß unſer Herre Romeſcher Keyſer Ludowig zwuſchen uns von beiden Syten verfazſit/ und gered hat mit unſir beidir Syten Wizen/ un ſoliche Irrung und Zweyunge/ alße wir mit einandir han gehabit von der Phalburger wegen/ und darum von beidin Syten wale eßliche Gebdd gemacht und geton hatten/ das die Gebod darumb von beidin Syten abeſint/ und ſullint abeſin aller Dinge/ und umb die Pholburger iſt gered/ das die Pholburger allir Dinge abe ſullin ſin gein uns den vorgenannten Herren/ alſe lange alſe dyſe Richtunge werit. Denn wer by uns den Steden blyben wyl/ und by uns den Steden Burger ſin/ adir werden wyl/ der ſal mit Wyber und mit Kindern by uns ſitzen und wonen. Und willich unſer Lude von uns den Herrn alſo zu den Steden wulden farin/ und Burger alſe da ſin adir werdin wulden/ daran ſullen wir die Herren/ adir eymand von unſirn wegin Sie nicht hindern/ dringen noch beſwerin/ weddir an irme Lybe/ noch an irme Gute/ noch in Burgeſchafft/ Gelübede/ adir keinerlei Furwurte zumuten/ nach ſie darzu dringen in dheine Wiz ane alle Geverde. Auch iſt gered umb die Pholburger/ die ihund in den Steden Burger ſint/ das die eynen Berad ſullen haben zuſchen hy unſir Frawen Tage lichtmeße/ nu neiſt komet/ williche alſo in den Steden geſeßin Burger wollint blyben/ das ſich die hybynne in die Stede ſollint ſetzen und Burger darinne ſin/ alſe vorſtet geſchrebin. Me iſt gered/ wers Sache/ das dheine Name adir Ubirgryff von uns adir von unſer Fremden geſchehe/ von wyllicher Syten das were/ darubir han wir von beydin Syten geſorn/ wir die Herren eynen/ und wir die Stede eynen/ und darzu ſo ſullen wir die Herren dry benemen/ und wir die Stede dry/ und ſullen dan von beidin Syten darum mit Wurfuln ſpelin/ und wylliche Syte gewúmet/ die Syte ſal andir den dreyn van der andirn Syten eynen drytten Man kyſen/ der ſal das erſte Jar mit den zwein ein dritte Man ſin/ und wanne das Jar umme kommet/ ſo ſal dann die andir Syte herwiddir undir den andirn dreyn von der andirn Syten eynen dritten Mann kyſen/ der ſal das andir Jar mit den zwein ein dritte Man ſin/ die dry ſullint die Name und den Ubirgryff beſchen in den neyſten achte Tagen/ und ſullent es heißen keren und wederrichten der Syten/ der der Schade geſchehen iſt/ darnach in den neyſten achte Tagen/ und wo der meres Teyl uff den Eyd hene vellit/ das ſal Macht haben/ ob ſie es nicht gúcliche mit unſir beidir Syten Wißen mogen gerichten/ geſchehe das nicht in der Zit/ ſo mochte die Syte/ der Schade adir Ubirgryff geſchehen iſt/ den Herren adir die Stad/ die den Schaden geton hatten/ widdir alſe vele phendin/ alſe In geſchadet iſt/ ane alle Geverde/ ane allen unſirn Zorn von beidin Sytn/ und ſullent die Phand achte Tage widdir uffburgen/ uffgebin/ ob mann es an ſie geſynnet/ burget mann es abir nicht uff/ ſo mogen ſie die Phand verkeuffen/ adir virſetzen für alſe vele/ als der Schade iſt/ ane Geverde/ und geſchehe icht Ubirgriffet in den zwein Jaren und das nicht gerichtit wirde/ und dyſe Virfazſunge da bynne uffgeſagit wurde/ das ſullent die dry doch richten/ glicher Wis alſe ob die Virfazſunge noch nicht uffgeſagit were. Gyngen auch der zweier eyner in dyſir Zeit abe/ von todis wegen/ adir mochte baby nicht geſin/ von willicher Syten das were/ die Syte ſol eynen andirn an des ſtadt kyſen byn den neyſten achte Tagen/ ob he abegangen were/ adir eynen andirn darby ſchicken/ ob der darby nicht geſin mochte/ und ſullen von beidin Syten das tun alſe dicke alße es nod tut. Gynge auch der dritte Mann hy bynne abe von todis wegen/ adir mochte daby nicht geſin/ ſo ſulte die Syte/ die das erſte Jar gekorn hette/ ob der Bruch an dem dritten Mann in dem erſten Jare geſchehe/ einen andirn dritten Mann kyſen. Gynge aber der dritte Mann in dem andirn Jare abe/ adir mochte daby nicht geſin/ ſo ſulte die andir Syte/ die die kure das andir Jar an dem dritten Manne hette gehabit/ einen andirn dritten Mann kyſen/ und ſullen das von beidin Syten tun alſe dicke alſe es nod dut. Auch ſullen wir die Herren by unſer Fryheyd blyben. Und ſullen auch wir die Stede by unſir Fryheid blyben. Auch ſind ußgenommen die von Soltzbach und die von Durkilwil/ die Stenden von Franckenford zu verantwurtene/ alſe ſie bißhere vrantwurtet han. Es enwere dann/ daß fúrbas me andir Lude in dee zwei Dorffere furen/ die uns die Herren anhorten/ die enſullent ſie nicht vrantwurten. Dyſe Artikel und Virfazſunge han wir von beidin Syten gelobit zu holdene ane Geferde. Und ſullen wir In von nuff an biß uff unſer Frawen tagliche Meſſe nu neyſt komet/ und van derſelben unſir Frawentage zwey Jar neyſt nocheinandir vollginde/ und darnach alſe lange/ bis das es uns von beidin Siten adir eyner Siten nicht lenger fuget/ und willich Site es dann nicht lenger halten wulde/ die ſulde es der andirn Siten mit iren uffen Bryfen ufffagen/ und wanne es alſo uffgeſagit würde/ ſo ſulde es darnach eynen Manid ſten. Zu Urkunde diſir vorſchrebin Dinge han wir Kone von Falckinſtein/ Ulrich Herre zue Hanowe/ Johann von Falckenſtein/ wand es mit unſirn Wizen und Willen iſt geſchehen/ Philipps von Falckinſtein/ und Gotfrid von Eppinſtein/ vorgenannte Herren/ unſir Ingeſigele/ und wir die Stede Franckenford/ Friedeberg und Geylnhuſen vorgenant/ unſir Stede Ingeſigele an dieſem Brief gehangen. Datum Anno Domini M. CCC. XLVI. in Die beati Thomæ Apoſtoli. ANNO 1346.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

CCXCIX.

Traité d'amitié & de ſecours mutuel entre CHARLES IV. *Empereur, &* JEAN *Duc de Normandie, & depuis Roi de France, & ſes Fréres. Fait à Trente, le 7. Mai* 1347. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 189. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Abſatz I. pag. 30.] 1347. 7. Mai. L'EMPIRE ET LA FRANCE.

CAROLUS Dei gratia Rex Romanorum ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex. Univerſis Præſentes inſpecturis gratiam ſuam cum plenitudine omnis boni. Notum facimus, quod nos conſideratis & diligenter attentis amicitia, affinitate & conſanguinitate inter nos & Cariſſimum Fratrem noſtrum Dominum JOHANNEM Ducem Normaniæ primogenitum Regis Francorum Illuſtris, & etiam inter nos & Cariſſimos nepotes noſtros Carolum videlicet, Ludovicum, Johannem & Philippum dicti Ducis filios exiſtentibus, volentes quod perpetuus & verus amor ſit inter nos: promittimus bona fide & juramus ſupra Sancta Dei Evangelia: quod honorem, utilitatem & commodum Fratris noſtri & filiorum ſuorum prædictorum, quamdiu vixerimus, & ad quemcunque ſtatum nos pervenire contigerit, procurabimus, & nemini, qui eis vel eorum inimicus ſeu Hoſtis publicus ſit vel fuerit ſeu veriſimiliter debeat eſſe ſuſpectus, dabimus quoquomodo conſilium, auxilium vel favorem contra eos vel aliquem eorum publicè vel occultè. Et ſi acciderit, quod Deus avertat, quod dictus frater noſter velalter ipſorum nepotum noſtrorum in ſucceſſione Regni Franciæ, velut avi, quovis modo in perſonis aut rebus ipſorum impedirentur; Nos modis omnibus, quibus poterimus, ipſos juvabimus toto poſſe prædictos impedientes, quando in corpore & in bonis. In quorum omnium teſtimonium & ad certitudinem pleniorem præſentes fieri juſſimus & ſigilli noſtræ Regiæ Majeſtatis appenſione muniri. Datum Tridenti anno Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo ſeptimo nonas Maii, Regnorum noſtrorum anno primo, ſic ſignatum per Dominum Regem ad veram relationem, Domino Joanne de Piſtoire præſente.

CCC.

Convention paſſée entre JEAN III. *Duc de Brabant, &* LOUIS de Nevers *Comte de Flandre; par laquelle* LOUIS *transporte à* HENRI *Fils de* JEAN, *tout le droit qu'il peut avoir en la Ville de* Malines, *fait par l'entremiſe de* PHILIPPE de Valois *Roi de France. A. S. Quentin en Vermandois, au mois de Juin* 1347. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 181.] Juin. BRABANT ET FLANDRE.

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France ſavoir faiſons à tous, que pour oſter & mettre à nient les grans debas & diſſentions que du temps paſſeyt ont eſté entre nos chers & ames Couſins le Duc de Brabant & le Comte de Flandre predeceſſeur de noſtre cher amé feal Couſin le Comte de Flandres qui ores eſt à l'occaſion de le Ville de *Malines* ſeant en Brabant, & encore poiroient eſtre & avenir & pour nourir pais, amour & tranquillité entre le dit Duc & Conte à touz jours leurs Subges & leur pais, nous avons promis & promettons loyalment & en bonne foy à noſtre dit Couſin le Duc, que par touttes les meilleurs voyes & maniere que nous pourons, nous ferons tant & pourchache-

ANNO 1347. chacherons per devers noſtre dit Couſin le Conte, que il pour cauſe de certaine recompenſation juſte & loyale que nous li avons faite ſur chou, de la quelle il ſe tient bien à content, transportera ſi comme il appertiendera en la perſonne de noſtre chier & amé Couſin HENRY *de Brabant* aisné fil dou dit Duc, tout le droit, action, poſſeſſion, proprieté, fief, hommaige & quelconques choſes & drotures que ledit Conte a ou peut avoir en la Ville de *Malines* & es appertenances d'icelle franquement & quitement, tout par tout ou beſoing ſera & en la forme & maniere qu'il appertiendra, tant de droit comme de couſtume, pour tenir, jouyr & poſſeſſer paiſſiblement à toux jours heritablement, pour au ſes Hoirs & Succeſſeurs Dux de Brabant; ſans ce que le dit Duc & *Henry* ou autre quelconque perſonne ſoient tenu à en payer ou rendre à dit Conte quatre-vingt mil & cinc cens Royaulx d'or ne d'autrez deniers quelconques, & auſſi ſans ce que ledit *Henry* ſoit tenu de faire foy & hommage à dit Conte ne az autres perſonnes quelconques, fors à l'Evesque de Liege en nom de l'Egliſe de Liege, au qu'el il en devra & ſera tenu à faire hommage en la fourme & maniere que li Seigneur de Malines, qui pour temps ont eſté l'en on fait anchienement, & garderons & defenderons le dit Duc & *Henry*, ſes Hoirs & Succeſſeurs Dux de Brabant de toux coſts intereſt & dommages qu'il poiroient encourre en quelconque maniere que ce fuiſt pour cauſe de la dite tranſlation & pourſuite quiets & paiſibles contre tous. Et pource que ce ſoit choſe ferme & eſtable à toux jours, nous avons fais mettre noſtre ſaiel à ces Lettres, donné à S. Quintin en Vermandoys l'an de grace M. CCC. XLVII. au mois de Jung.

Lettres Patentes du Comte de Flandre ſur ce ſujet.

A Toux ceaulx qui ces preſentes Lettres verront ou orront LOWIS *Conte de Flandre de Nyvers & de Reteſt* ſalut & cognoiſſance de vereteit, ſavoir faiſſons à toux que nous tant pour contemplation de tres-excellent & puiſſant Prince Mon-ſigneur *Philippe* par la grace de Dieu Roy de France noſtre treſcher & amé Signeur pour cauſe de la recompenſation que ledit noſtre Signeur le Roy nous a faicte ſur ce, de la quele nous tenons pour bien contentez, nous avons promis & promettons à noſtre treſcher & bien amé Couſin le Duc de Brabant loyalement & en bonne foy, que nous transporterons franchement & quitement en la perſonne de noſtre cher & amé Couſin HENRY aisné fil dou dit Duc tout le droit, action, poſſeſſion, proprieté, fief & hommage, & quelconques autres choſes & droitures, que nous avons ou avoir puvons en la Ville de *Malines* & es appertenances d'icelle franquement & quitement, tout par tout ou beſoing ſera & en la forme & maniere qu'il appertiendra, tant de droit comme de couſtume, pour tenir, jouïr & poſſeſſer paiſivlement à toux jours heritablement pour lui ſes Hoirs & Succeſſeurs Dux de Brabant, ſans ce que li dit Duc & *Henry* ou autre quelcunque perſonnes en ſoient tenu à payer ou à rendre à nous quatre-vingt mil cinc cens roiaulx d'or ne autre deniers quelcunques que li dit Duc poit devoir à noſtre treſcher & amé Signeur & Pere dont Dieux ait l'ame ou à nous pour cauſe de l'achat de la moitie des dite Ville & appertenances de *Malines*, & auſi ſans ce que li dit *Henry* en ſoit tenu à faire foy ne hommage à nous ne autre perſonnes quelcunques, fors à l'Eveſque de Liege au nom de ſe Eggliſe, au quel il en devra & ſera tenu à faire hommage en la forme & maniere que li Seigneur de *Malines* qui pour le temps ont eſté l'en on fait anchienement. Et à fin que les choſes deſſusdites ſoient plus fermes & eſtables, nous Conte deſſusdit avons renoncheit & renonchions à toutes Lettres & forces que nous avons, euſſions ou avoir puvons à cauſe des dites Ville & appertenances de *Malines* quant à dit *Henry*, ſes dis Hoirs & Succeſſeurs Dux de Brabant; icelles Lettres & forces en toux autres cas demorans, en tel vigeur comme elles avoient au jour de la Date de ces preſentes Lettres, en tesmoing de chou nous avons fait mettre noſtre ſaiel à ces Lettres donné à S. Quintin en Vermandois le VI. jour de Jung l'an de grace M. CCC. quarante & ſept.

CCCI.

ANNO 1347.

Traité & Confédération entre PHILIPPE de Valois *Roi de France, & JEAN III. Duc de Brabant. Fait à S. Quentin, au mois de Juin,* 1347. [DYNTER, Chroniq. de Brabant. Liv. V. pag. 122.] Juin. FRANCE ET BRABANT.

PHILIPPUS Dei gratia Rex Francorum per ſuas certi tenoris Litteras, & ob cauſas & rationes in eisdem declaratas, notum facit univerſis quod pro ſe ſuis Hæredibus & Succeſſoribus Regibus Franciæ cum Joanne Duce Brabantiæ ejusque Hæredibus & Succeſſoribus Ducis Brab: iniit certam Concordiam ſive Confœderationem perpetuo duraturam & prior promiſit quod convenit dictus nec quodammodo non nocebit eidem Duci neque ſuis Subditis, quoquomodo quoque non ſuſtinebit neque confortabit inimicos ipſius Ducis auxilio vel conſilio in hominibus armorum vel victualibus & non permittet quod iidem inimici tranſibunt per Regnum neque per Terras ſuas ad inferendum ſibi vel dictis ſuis Subditis damnum vel gravamen. Item ipſe Rex pro ſe ſuis Heredibus & Succeſſoribus Francorum Regibus recepit dictum Ducem ejusque Succeſſores & Subditos predictos in ſua Savegardia & ſecum conductu & omnia ipſorum bona eundo, veniendo, manendo, & remittendo per totum ſuum Regnum, Terras & Dominia pacifice & quiete ſolvendo ſua debita antiquitus conſueta absque fraude & malo ingenio, & quod Succeſſores ſui Francorum Reges poſt ſuum obitum infra tres menſes debent innovare dicto Duci & Heredibus Brab: Confœderationem predictam, qua non obſtante dictus Dux libere poterit ſervire vero Regi Allemaniæ vel vero Imperatori Romanorum ſicut vero ſuo Domino pro defenſione Regni Allemaniæ & Imperii Romani ſervire tenetur, prout hæc & quædam alia in ipſius Regis Litteris de ſuper confectis plenius continetur quæ fuerunt datæ anno 1347. in menſe Junio apud Sanctum Quintinum.

CCCII.

*Traité du Mariage d'*AME' VI. *du nom Comte de Savoye, & de* JEANNE de Bourgogne, *fait à Châlon ſur Saône, le 6. Juin.* 1347. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 220.] 6. Juin. SAVOYE ET BOURGOGNE.

EN nom de noſtre Seigneur Amen, l'an de Grace M. CCC. XLVII. en la Indicion XIV. le Mercredy apres la feſte Dieu, ſeſeyme jour du mois de Juing. Sachient tuit cil qui c'eſt preſent public Inſtrument verrunt & orrunt, Que comme Traittié ait eſté entre tres-haus, & puiſſans Prince & Dame, Monſieur Eude Duc de Bourgoigne, Comte d'Artois & de Bourgoigne, Palatin, & Seigneur de Salins; & Madame Johanne de France ſa femme, Ducheſſe & Comteſſe des Duchié, & Comtées deſſusdites, d'une part: Et *tres-noble, & puiſſant Prince Amey Comte de Savoye, Duc de Chablais & d'Aouſte, & Marquis en Italie*, d'autre part: De faire mariage de Madamiſſelle Johanne Fille fu Monſieur Philippe de Bourgoigne, cui Dieus abſoille, & dudit Comte de Savoye: ſinſuit eſt, que eſtablies perſonelement lesdites parties en la preſence de *tres-haute & puiſſante Madame Blanche de Bourgoigne Comteſſe de Savoye*, des tesmoins & des Notaires deſſos escripts pour le Traittié de ladite Madame de Savoye, fut accordé entre lesdites parties, & les gens de lours conſens, cy-deſſois nommés en la maniere & fourme qui s'enſuyt. Premierement, que ledit Comte de Savoye prendra à femme per Mariage Madite Damiſelle Johanne Fille dudit Monſieur Philippe, quant elle ſera aagié. Item ledit Comte ha déja promis, que quant ledit Mariage ſe fera, il douëra ladite Fille, & ly doura tout entierement le Douaire que tient à preſent ladite Comteſſe, pour cauſe de *Monſieur Edouard* jadis Comte de Savoye ſon mary, cuy Dieus abſoille, & en ultres ce, tous les autres Chaſteau, Villes, Terres & poſſeſſions, que ladite Comteſſe tient de l'heritage le Comte de Savoye, & qu'elle ha acquis par quelque tiltre ou maniere que ce ſoit; Exceptés tant ſeulement les Chaſteaux de Marboz & de Colognié, enſemble les appertenances, desquelx ladite fille ne ſera mie douée, & vandu c'eſt Douaire ou cas

ou

ANNO 1347. ou ledit Comte ſurvivroit ladite Madame Blanche Comteſſe de Savoye. Item ou cas ou ladite Comteſſe ſurvivroit ledit Comte, & auſſi ne pourroit tantouſt avoir ſon effait, ledit Douaire en honour & valour comme tout ce vaut, que tient à preſent ladite Comteſſe tant par titre de Douaire, comme par autre maniere, & ce fera le preſent aſſignaul de Douaire és Chaſteaux, Villes, Terres, & Juſtices qui ſunt dudit Comté en Viennois, ou en Savoye, à la election de ladite Fille. Item pource que *Aymieux de Savoye Pere dudit Comte*, doit avoir & tenir pour ſon partage en la terre de Breyſſe, que tient à preſent ladite Comteſſe, ledit Comte aſſignera des-ja par maniere deschange ou de compenſation, à ladite Fille à cauſe de ſondit Douaire, entretant en emolument & valour, en Chaſteaux, terres & juſtices, comme peut valoir la portion que ledit Jehan doit prendre au Douaire de ladicte Comteſſe, & és autres lieux aquis par elle: & ſe fera ledit aſſignaul en Viennois, ou en Savoye, election du Conſeil de ladite Fille. Item ou cas que le Douaire de ladite Fille aura ſon effait, elle en fera hommage à l'heritier qui ſera Comtes de Savoye, & tiendra toute ſa vie naturelle ſondit Douaire dudit Comte, par la maniere & les conditions & fourmes, que tient à preſent ſon Douaire ladite Comteſſe. Item eſt accordé entre les Parties deſſusdites, que apres le decés des dits Duc & Ducheſſe, en tant comme il peut touchier ou regarder un chascun d'eux, ladite Fille heritera & ſuccedera esdits Duc & Ducheſſe, & à chascun d'eux, ſe comme premier l'un ira de vie à mort en la Duchié de Bourgoigne & Comtés d'Artois & de Bourgoigne, & en la Terre de Champagne, & en toutes autres terres qui appartiendront esdits Duc & Ducheſſe, & à chascun d'eux au temps de leur decés, pour telle portion comme il appartiendra de raiſon en les couſtumes desdis gardées; & de ce ſera content ledit Comte pour cauſe dudit Mariage durant les vies desdis Duc & Ducheſſe, & apres lours decés, & que lesdis Meſſieurs l'y Duc, & Madame la Ducheſſe ne ferunt, procurerunt ne conſeillerunt chouſe pourquoy ladite Succeſſion ne viegne à ladite Fille, einſſint comme deſſus. Item ou cas ou ladite Fille ſurvivroit Philippe de Bourgoigne ſon Frere, elle ſuccederoit és dis Pays & Terres, ſelon raiſon & les couſtumes des dis Pays. Item ces preſentes convenances de Mariage quant elle ſera aagié, & toutes les choſes deſſus escriptes, ont eſté lehues en la preſence des dis Duc & Ducheſſe & Comte de Savoye, & par eux bien entenduës; lesquels Duc & Ducheſſe & Comte de Savoye, qui eſt ja prochain de puberté comme eſtans ou quatorziéme an de ſon aage, ont promis & juré ſur ſains Evangiles, & ſur l'obligation de tous leurs biens l'une Partie à l'autre, de faire garder & accomplir ledit Mariage, & toutes lesdites convenances de point en point, & ſe ſunt ſubmiſes pour parfaire iceles plus parfaitement à la Juriſdiction & compulſion de la Court de Noſtre Tres ſaint Pere le Pape, de ſes Auditours, Viceauditours, Delegas, Commiſſaires & de toutes autres Cours Eccleſiaſtiques & Seculieres. Et renuncent lesdites Parties & chacune d'icelles, aviſéement & de certain propos, par lours ſayrement exprés, à toute exception d'angin, de Barat, de decevement, & à tous droits, autres couſtumes introduites ou à introduire, ſtatuts fais ou à faire, exceptions, cavillations qui pourroient eſtre propoſées à fin de troubler, de deſloyer ou empeschier, du tout ou en partie, les chouſes deſſusdites, conjointement ou diviſeement. Ces chouſes furent faites à Chalon en Bourgoigne, en la grant Egliſe dudit lieu, en la preſence de R. P. Monſieur Jean Evesque de Chalon, de venerable homme M. Jaques de Dulencourt Docteur és Loys Chancelier de Bourgoigne; de nobles & puiſſans Monſieur Jehan Seignour de Chaſteauvillain, Monſieur Jean Seignour du Til, Monſieur Guillaume de Antigny Seignour de ſainte Croix, Monſieur Jean de Froloys Seignour de Moulivet, Monſieur Philippe de Vienne Seignour de Pymont, Monſieur Guillaume Seignour de Sombernon, Monſieur Philippe de Vienne Seignour de Pagnié, Monſieur Hugue de Vienne Seignour de ſainct George, Monſieur Jaques de Vienne, Monſieur Jean Seignour de Luzy, Monſieur Henry Seignour de Montagu, Monſieur Jean Seignour de Loyſey, Monſieur Girard de Thoire. Du Conſeil des dis Monſieur le Duc & Madame la Ducheſſe; de R. P. Monſieur Jean Archevesque de Tarentaiſe, Monſieur Anterme Evesque de Morianne; de Nobles hommes Frere Pierre de Montbel Chaſtellain des Eschelles de l'Ordre de l'Hospital de ſainct Jean de Jeruſalem, Monſieur Hugues Seignour de Malbec, Monſieur Guillaume Seignour d'Antremonts, Monſieur le Galois de la Baume Seignour de Valefin, Monſieur Jean Seignour de ſainct Amour, Monſieur Hugue Seignour de Grantmont, Monſieur Amey Seignour de Miribel, Monſieur Jean Seignour de Fromentes, Monſieur Pierre Seignour d'Urtieres, Monſieur Humbert le bastard de Savoye Seigneur d'Avillars & d'Escloſe, Monſieur Jaques de Clermont Seignour de ſainte Helene du Lac, Monſieur Eſtienne de Corent, Monſieur Amey de la Balme, Monſieur Renaut de ſainct Surpris, Monſieur Eſtienne de Fromentes, Monſieur Verruquier de la Balme, Monſieur Humbert de Corgenon, Monſieur Humbert de Langes, Chevaliers, Monſieur Eſtienne de Compeys le joyne Chanoyne de Geneve, & Monſieur George du Folier Chancelier dudit Monſieur le Comte de Savoye, tous du Conſeil dudit Comte à ce preſens, & appellés par tesmoins. *Signé* CORNEVIN, & BECZON. ANNO 1347.

CCCIII.

Conventiones inter EDUARDUM III. *Regem Angliæ & Januenses pro componendis mutuis offenſionibus concluſæ. Dat. Januæ die 5. Julii* 1347. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 569.] 5. Juill.

In Dei nomine Amen.

NOverint Univerſi, præſentes Literas inſpecturi, quòd dudùm,

Cùm inter Excellentiſſimum Principem & Dominum Dominum Edwardum, Dei gratiâ, Franciæ & Angliæ Regem illuſtrem, ſuos Subditos & Fideles, Terras & Dominia, ex parte unâ, & quondam Magnificum & Potentem Virum, Johannem de Murta, tunc Ducem, ac Communitatem, & Diſtrictuales, totúmque Populum Civitatis, Territorii, & Diſtrictûs Januenſium, pro eis & eorum Diſtrictualibus ex alterâ, conſideratis dampnis & offenſionibus, realibus & perſonalibus, prædis, homicidiis, roberiis, incendiis & rapinis, ac aliis injuriis, offenſionibus, violentiis, & dampnis diverſis, tàm in Terrâ, quàm in Mare, per Armatas Navium & Galearum, Perſonis, Rebus, & Bonis, ac aliter hinc indè fæpiùs perpetratis, undè Guerrarum turbines violenti exoriri perampliùs timebantur,

Affectantes dictæ Partes hujusmodi Guerrarum & Offenſionum patentibus periculis obviare, certa, Confœderationes, Amicitias, Conventiones, Remiſſiones, Pacta, & Pacem perpetuam, communiter & concorditer inierunt & fecerunt, prout in quodam Inſtrumento Publico, manu Oberti Mazurri, Imperiali auctoritate Notarii, die quintâ Menſis Julii, anno Domini milleſimo, trecenteſimo, quadrageſimo ſeptimo, confecto, plenius continetur; cujus tenor Inſtrumenti ſequitur ſub hiis verbis,

IN NOMINE SANCTÆ ET INDIVIDUÆ TRINITATIS, BEATÆ MARIÆ GLORIOSÆ VIRGINIS, ET TOTIUS CÆLESTIS CURIÆ.

Nobilis Viri, Anthonius Uſus Maris, & Anthonius de Fliſco (dictus Cardinalis) Cives Januæ, Procuratores, Sindici, & Actores, ac Nuncii ſpecialiter conſtituti, Sereniſſimi Principis & Domini, Domini Edwardi, Dei gratiâ, Francorum & Anglorum Regis illuſtris,

De quorum Sindicatu, Actoriâ, & Procuratione, apparet plenius per Patentes Litteras Regias Domini Regis prædicti, & Sigilli Magni ipſius (ut primâ facie apparebat) cerâ croceâ, ſive jalnâ, appenſione munitas, & ſcriptas in Pargameno,

In quo Sigillo ab unâ parte erat ſculptus idem Dominus Rex ſedens in Solio Majeſtatis ipſius, tenens in manu dextrâ Sceptrum, & in ſiniſtrâ Pomum, ut videbatur, & ad pedes ipſius erant duo Animalia, in circuitu cujus Sigilli erant ſcriptæ litteræ, dicentes, poſt crucem, ✠ EDWARDUS, DEI GRATIA, REX FRANCIÆ ET ANGLIÆ, ET DOMINUS HIBERNIÆ.

Ab alterâ verò parte dicti Sigilli ſculptus erat idem Dominus Rex ſtans ad equum, tenens in dextrâ manu enſem evaginatum, & in ſiniſtrâ Clipeum, & in capite Elmum cum Cimeria, in cujus circuitu erant literæ, dicentes, EDWARDUS, DEI GRATIA, REX FRANCIÆ ET ANGLIÆ, ET DOMINUS HIBERNIÆ.

In

ANNO 1347.

In quibus Litteris Patentibus etiam erat impreſſum quoddam Sigillum parvum cerâ vermiliâ exterius, in cujus circuitu erant ſculptæ litteræ (prout melius legi potuerunt, quia hujusmodi Sigillum erat aliquantulum læſum) ſic dicentes, SECRETUM EDWARDI, DEI GRATIA, REGIS FRANCIÆ ET ANGLIÆ SIGILLUM;

Et quarum Litterarum Patentium tenor talis eſt,

REX Univerſis, præſentes Literas inſpecturis, Salutem. Sciatis quòd Nos,

De fidelitate & circumſpectione providâ dilectorum & fidelium noſtrorum Antonii Uſusmaris, Willielmi de Flisco Canonici Eborum, & Antonii de Flisco Germani ejusdem Willielmi, plenius confidentes,

Ipſos, & quemlibet eorum, noſtros conſtituimus Procuratores, & Nuncios ſpeciales,

Ad firmandum pro Nobis, & noſtro Nomine, duodecim Galeas, Viris, Armis, & omni Apparatu neceſſario, ſufficienter armatas, ad noſtrum fidele ſervitium ſive opus, quo rectiùs & citiùs poterunt, verſus Partes Flandriæ acceſſuras,

Et ad conveniendum, nomine noſtro, cum dictarum Patronis & Ductoribus Galearum, de ipſorum Patronorum, Nautarum, & Galearum, ut præmittitur, armatarum, Stipendiis & Mercede,

Et ad conveniendum cum Duce & Concilio Januæ, nomine noſtro, de faciendâ Satisfactione & Emendâ Januenſibus dampnificatis per Anglicos, per modum & formam quibus convenerint & concordaverint Procuratores prædicti,

Necnon ad conveniendum cum præfato Duce & Concilio, quòd Januenſes & Diſtrictuales Communitatis Januæ in Regno noſtro Angliæ, & Locis aliis nobis ſubditis, ac Anglici, & alii Subditi noſtri, Januæ, & in Locis dicto Duci & Communitati Januæ ſubditis, poſſint morari, negotiari, atque mercari liberè & ſecurè, Cuſtumas conſuetas ſeu debitas ſubeundo,

Quibus noſtris Procuratoribus & Nuncii, & cuilibet eorum in ſolidum, in præmiſſis, & eorum quolibet, plenam, auctoritate præſentium, concedimus Facultatem;

Promittentes Nos, & noſtros Hæredes, gratum, ratum, & firmum perpetuò habituros quicquid per dictos Procuratores & Nuncios, & eorum quemlibet, in prædictis actum fuerit, ſive geſtum, ſub ypotecâ & obligatione Bonorum noſtrorum.

In cujus &c.

Dat. juxta Caleſium decimo tertio die Aprilis.

Per ipſum Regem.

Sindicario, Actorio, & Procuratorio Nomine ipſius Domini Regis illuſtris, & pro ipſo ex unâ parte,

Et, magnificus & potens Dominus, Dominus Johannes de Murta, Dei gratiâ, Januenſium Dux & Populi Defenſor, in præſentiâ, voluntate, & cum conſilio ſui Concilii Quindecim, in quo Concilio fuit Conſiliariorum ipſius Concilii ſufficiens numerus, quorum Conſiliariorum præſentium Nomina ſunt hæc, videlicet,

Lanfrancius de Oddinc, Prior,
Leonellus Maruffus,
Henricus de Guasco,
Guirardus de Carascho,
Saladus Bronchaleo,
Lauzorotus de Caſtro,
Anthonius Marcari,
Jacobus de Caſtelleto,
Audarus Quarteyamus,
Et Johannes de Piſano,

Necnon ipſum Concilium, auctoritate & decreto ipſius Domini Ducis, pro ſeipſis, & nomine & vice Communis Januæ, & nomine & vice omnium & ſingulorum Civium & Diſtrictualium Januæ, & ipſius Domini Ducis, ex parte alterâ,

Attendentes gravia & grandia dampna, data & illata per nonnullos Januenſes, diverſis temporibus retroactis, in Mari, & in Terrâ, ipſi Domino Regi, Gentibus, & Terræ Regni ſui, ac Offenſiones, reales & perſonales, Prædas, Roberias, Incendia, & alia diverſa Dampna, Terris, Gentibus, & Navigiis, ipſius Domini Regis per quamplures Januenſes factas & datas, & facta & data & illata,

Ac etiam grandia & gravia dampna, data & illata per Armatas Navium, & alias Gentes dicti Domini Regis & Regni ſui, in multos & quamplures Januenſes, & Diſtrictuales & Subditos Communis Januæ, in Mari, & Terrâ, & quòd multæ Roberiæ, Deprædationes, & Dampna illata & data fuerunt, perſonalia & realia, per Armatas & Gentes ipſius Domini Regis, in quamplures & multos Januenſes, ANNO 1347.

Et quòd etiam multa Homicidia, Cædes, & perſonales Offenſiones, inter Gentes utriuſque dictarum Partium, retroactis temporibus, incurrerunt,

Ex quibus orta videbatur, & oriri poſſe dubitabatur, Guerra periculoſa, ad ſcandalum ac periculum immenſum, inter ipſum Dominum Regem & Gentem ſuam ex parte unâ, & dictum Dominum Ducem, Commune Januæ, & Diſtrictuales ipſius Communis, ex alterâ, ex quo periculum, reale & perſonale, non modicum, ſet grande, utrique Parti imminere poſſe videbatur,

Volentes (Auctore Illo qui, dùm in Mundo ſtetit, Pacem prædicavit & docuit, & cùm ad Patrem tranſiturus erat, ſuum Teſtamentum fundavit in pace) dictis discriminibus obviare, & materias Guerrarum & Discriminum tollere, ac Pacis, Benivolentiæ, Devotionis, & Gratiæ inducere lenitatem, pervenerunt, & perveniſſe confeſſi fuerunt, ad veram Pacem, Domino annuente, perpetuò duraturam, Finem, Remiſſionem, Tranſactionem, & Concordiam, de omnibus & ſingulis ſupradictis præteritis, usque in diem præſentem, ſolempnibus Stipulationibus hinc indè vallatas, prout inferiùs per ordinem legitur & denotatur,

Renunciantes dictæ Partes, dictis nominibus, Exceptioni ad dictam Pacem, Tranſactionem, Compoſitionem, & Concordiam, ut ſupra & infra, non perveniſſe, rei non ſic, ut ſupra & infra, geſtæ & ſe non habentis, Doli in factum Conditioni ſine cauſa, & omni Juri, videlicet,

Quòd dicti, Anthonius & Anthonius, Sindicario, Actorio, & Procuratorio nomine dicti Domini Regis, & pro ipſo, dictum Dominum Ducem, & ejus Concilium, Commune totum, & univerſos & ſingulos Januenſes receperunt & reduxerunt ad Gratiam, Benivolentiam, & veram Pacem & Concordiam ipſius Domini Regis, & ad Pacem & Amorem Subditorum ipſius Domini Regis: & de Regno ſuo, & pro ipſo Domino Rege, & ſibi ſubditis & ſubmiſſis, quos habet, & Deo auctore, acquiret in futurum, fecerunt ipſi Domino Duci, dictóque Concilio & Communi Januæ, & cum eis, ac ſingularibus perſonis ipſius Communis, veram Pacem & Concordiam, de omnibus & ſingulis ſupradictis, ac etiam, ad cautelam, de omnibus & ſingulis prædictis Roberiis, Extorſionibus, Incendiis, Injuriis, & Offenſionibus quibuscúmque, in Mari, ſeu Terrâ, datis ſeu illatis, in Terris propriis Regni ipſius Domini Regis, vel extra ipſum Regnum, realiter & perſonaliter, ipſi Domino Regi, ſeu ſibi ſubditis, vel ſubmiſſis, quocúmque & qualitercúmque, Re, Facto, Opere, vel Tractatu, usque in diem præſentem: & de eis omnibus & ſingulis, eisdem Domino Duci & Concilio, pro ſe ipſis, & nomine & vice Communis Januæ, & omnium & ſingulorum de Janua, & de Diſtrictu, fecerunt, ipſi Procuratores, Sindici & Actores Regii, ex cauſâ Tranſactionis & Pacis, Finem, Remiſſionem omnimodam, & Pactum de ulterius non petendo: & de eis omnibus & ſingulis eisdem, Domino Duci & Concilio, nominibus antedictis, per Acceptilationem, & Aquilianam Stipulationem, verbis ſolemnibus introductam, liberationem fecerunt; promittentes, ipſis Domino Duci & Concilio ſtipulantibus, nominibus antedictis, quòd dictis occaſionibus, vel aliquâ de prædictis, in generali, vel ſingulari, per ipſum Dominum Regem, Curiam, vel Officiales, vel Gentem, ſeu aliquem, vel aliquos de Gente ipſius Domini Regis, nulla imperpetuùm fiet, vel fieri procurabitur, Offenſio, vel Injuria realis vel perſonalis, Petitio, vel Requiſitio, Detentio, vel Areſtatio perſonalis vel realis, contra Commune Januæ, vel aliquem ſeu aliquos de dictâ Communitate.

Et, verſâ vice, idem Dominus Dux, & dictum Concilium, pro ſeipſis, & nomine & vice Communis Januæ, & tanquam Commune Januæ, ac nomine & vice omnium & ſingulorum de Janua, & Diſtrictu, attendentes prædicta per dictos Sindicos, Actores, Procuratores, & Nuncios Regios facta & promiſſa eisdem Sindicis, Actoribus, Procuratoribus, & Nunciis Regiis recipientibus nomine & vice ipſius Domini Regis, Regni ſui, & omnium & ſingulorum de ipſo Regno, fecerunt de prædictis omnibus & ſingulis veram Pacem, Concordiam, Finem, Remiſſionem, Tranſactionem, & Pactum de ulterius non petendo, ac etiam, ad cautelam, de omnibus Roberiis, Prædis, Rapinis, Incendiis, Dampnis, & Offenſionibus quibuscúmque, realibus & perſonalibus, quocumque modo illatis, factis vel datis, re, verbo, opere, vel Tractatu, per dictum

ANNO 1347. tum Dominum Regem, vel aliquam Armatam ſuam, in Mari, vel Terrâ, vel per aliquem, ſeu aliquos, de Gente ſeu Regno ipſius Domini Regis, quocumque, & qualitercúmque, usque in diem præſentem (ſalvis ſemper infraſcriptis) liberantes ipſe Dominus Dux & dictum Concilium, Nominibus antedictis, & quolibet dictorum Nominum, de prædictis omnibus & ſingulis, dictos Sindicos, Actores, Procuratores, & Nuncios Regios (ſalvis ſemper infraſcriptis) per Acceptilationem & Aquilianam Stipulationem, verbis ſolempnibus introductam; ac etiam promittentes, ipſis Sindicis, Actoribus, & Procuratoribus ſolempniter ſtipulantibus, quòd dictis occaſionibus, vel aliquâ de prædictis, in generali, vel ſpeciali, contra ipſum Dominum Regem, Curiam, ſeu Gentem ſuam, vel aliquam ſingularem perſonam de Regno ſuo, nullam imperpetuùm facere, vel procurare quod fiat, vel inferatur Injuria, vel Offenſa realis vel perſonalis, Petitio, vel Requiſitio, Retentio, vel Areſtatio perſonalis vel realis.

Et, ad majorem ipſius Regiæ Majeſtatis Gratitudinem, & ut Devotio in Januenſibus amplietur ad ipſam Regiam Mageſtatem, dicti Sindici, Actores, & Procuratores, ex cauſis prædictis, & pro prædictis, promiſerunt, Sindicario, Actorio, & Procuratorio nomine prædicto, ſolempniter dicto Domino Duci & dicto ſuo Concilio ſtipulantibus & recipientibus, nomine ac vice Galuani Embroni, Barnabonis de Negrono, Lanfranici Drizaconiæ, Caſani de Mai, Lombardini de Mari, Johannis Tarigni, Leonelli Marruffi, Oberti de Benenfia, Raffi de Gentilibus, & Petri Specie, ex Patronis & Mercatoribus ſex Galearum groſſarum, quæ onuſtæ Mercationibus & rebus, navigando de partibus Januæ ad partes Flandriæ, de anno currente milleſimo, trescenteſimo, quadrageſimo, de Menſe Septembris, captæ, combuſtæ, & derobatæ fuerunt in partibus Britanniæ, in loco qui dicitur Breſte, per quandam Armatam Navium Regni Domini Regis prædicti, pro ſeipſis & nomine aliorum Patronorum & Mercatorum, qui deprædati fuerunt in Capturâ & derobatione prædictis, & Hæredibus eorum, vel Succeſſoribus, dare & ſolvere, & quòd dictus Dominus Rex dabit & ſolvet pro integrâ ſolutione & ſatisfactione dampnorum prædictorum, ſupradictis ſuperiùs nominatis, pro ſeipſis, & aliis Patronis & Mercatoribus, & aliis dampnificatis in Captione & dampnificatione prædictis, in modum qui ſequitur, decem milia Librarum Sterlingorum bonorum de Angliâ, ſive quindecim milia Marcarum Sterlingorum Argenti, ad commune Marchum Angliæ, in unâ parte,

Ac etiam, eisdem Domino Duci & Concilio ſtipulantibus, nomine & vice Juani Luciani, olim Patroni cujusdam Cochæ ſive Navis, quæ de anno currente milleſimo, trescenteſimo, viceſimo primo, de menſe Octobris, capta fuit in partibus Angliæ, in Portu qui dicitur Sandwych, per Armatam Navium ipſius Domini Regis, & nomine & vice Mercatorum Januenſium, qui, tempore Captionis, in ipſâ Cochâ Mercationes habebant, & qui in capturâ dictæ Cochæ dampnificati fuerunt, pro integra ſolutione & ſatisfactione dictorum dampnorum Cochæ prædictæ, dare & ſolvere, & quòd dictus Dominus Rex dabit & ſolvet, in modum qui ſequitur, Marcarum Sterlingorum argenti, ad Marchum Angliæ, octo milia pro integra ſatisfactione totius dampni Cochæ prædictæ & Mercationum in ipſa captarum,

Quarum quantitatum, & cujuſlibet earum ſolutio fieri debeat in modum hunc (videlicet) quòd ipſi dampnificati & recipere debentes, de quibus ſupradictum eſt, dictarum ſex Galearum, & dictæ Cochæ, & eorum Hæredes, vel Succeſſores, pro dictâ ſolutione habeant & percipiant Cuſtumas, & omnes Præſtationes, quæ per Januenſes ipſos dampnificatos, ſeu eorum Hæredes, ſeu aliquem, vel aliquos ex eis, ſeu alium, vel alios pro eis, vel aliquo, vel aliquibus ex eis, intrantes in Inſulam & Regnum Angliæ, & totum Poſſe ſuum quod nunc poſſidet, ſeu pro tempore poſſidebit, præſtari debebunt pro eorum Rebus & Mercibus illuc delatis, & quæ per ipſos, vel aliquem, ſeu aliquos ex eis, vel pro eis, vel aliquo, ſeu aliquibus ex eis, exeundo & extrahendo de ipſo Regno ſolvi debebunt & præſtari (ita quòd pro Rebus, vel occaſione Rerum, aliorum, non poſſint, intrando vel exeundo, aliquid computare, vel compenſare, vel retinere, in ſolutione prædictâ) & hoc quousque dampnificatis prædictis de ipſis quantitatibus fuerit integrè ſatisfactum in modum ſupradictum; quas Præſtationes, intrando & exeundo, Januenſes prædicti dampnificati, poſſint retinere & compenſare infra ſolutionem ſupradictarum Quantitatum, & quousque de eis fuerit integra ſolutio facta.

Ac etiam promiſerunt Sindici, Actores, Procuratores, & Nuncii prædicti, dictis Domino Duce & Concilio ſtipulantibus, nominibus quibus ſupra, quòd dictus Dominus Rex, & Hæredes, & Succeſſores ipſius, quousque dicta integra ſolutio facta fuerit de ſupradictis, non imponet, nec imponi faciet, vel permittet, in Regno ſuo prædicto Angliæ, vel aliquâ parte ipſius, vel in eo quod de cætero acquireret, Januenſibus, ſeu ſuper Rebus Januenſium, dampnificatorum prædictorum, vel Hæredum ſuorum, intrando, ſtando, vel exeundo, ultra quam communiter aliis Extraneis, non Regnicolis, imponetur pro Cuſtumâ, vel alio Onere, eorum Mercaturarum, intrando, ſtando, ſeu exeundo; ſet in Cuſtumis, & aliis Oneribus, impoſitis & imponendis Rebus Extraneorum, intrando, ſtando & exeundo, æqualiter Januenſes tractabuntur per ipſum Dominum Regem, & Curiam, & Officiales ipſius. ANNO 1347.

Et ut dampnificati prædicti, & alii Januenſes, poſſint ſecurè ad dictum Regnum Angliæ accedere, ipſi Sindici, Actores, Procuratores, & Nuncii Regii, ex cauſis prædictis, & pro prædictis, dederunt & conceſſerunt, & dant & concedunt, ipſi Domino Duci & Concilio, nomine Communis Januæ recipientibus, ac nomine & vice omnium & ſingulorum Januenſium & Diſtrictualium Januæ, liberam Securitatem & Fiduciam in Perſonis & Rebus eundi ad Regnum prædictum Angliæ, & ad Terras ipſius Regni acquiſitas, & acquirendas de cætero per ipſum Dominum Regem, ibique moram trahere, ſtare, & negotiari, & merciari, & indè recedere cum Rebus liberè & ſecurè, pro libito voluntatis, abſque aliquo impedimento reali vel perſonali.

Inſuper etiam dictus Dominus Rex, Dux & dictum ejus Concilium, pro prædictis & pro infraſcriptis, ex cauſis ſupradictis, promiſerunt & convenerunt dictis Sindicis, Actoribus, Procuratoribus, & Nunciis Regiis abſtinere, & quòd Commune Januæ abſtinebit, ab offenſionibus Domini Regis prædicti & Gentis ſuæ, ac ſtatuere & ordinare quòd Commune Januæ & perſonæ ſubditæ ipſi Communi abſtinebunt ab ipſius Domini Regis & Gentis ſuæ offenſâ, & ſe cum Inimico vel Inimicis, quem & quos habet, vel in futurum haberet, ipſius Domini Regis non ligare, vel confœderare, in ipſius Domini Regis, Regni, vel Gentis ſuæ injuriam, offenſam, ſive dampnum: & etiam facere & curare quòd aliquis Diſtrictualis ipſius Communis, per Mare vel per Terram, cum Soldo, vel ſine, non erit ad ipſius Domini Regis vel Regni ejus, injuriam vel offenſam, ſub Pœnis arduis, per Commune Januæ imponendis, & a contrafacientibus, a quibus poterit, exigendis: Ac etiam quòd contra Perſonas & Bona contrafacientium efficaciter procederetur juxta Ordinationes & pœnarum Impoſitiones prædictas; non tamen propterea Commune teneatur vel obligatum ſit, vel in Pœnam aliquam committat, propter factum vel commiſſum aliquarum ſingularum perſonarum; ſet ſufficiat quòd Commune ipſum in contrafacientes procedat juxta Ordinationes prædictas fiendas, & prout Jus ſuadebit.

Et, verſâ vice, dictus Dominus Rex non confœderabit ſe cum aliquo Inimico Communis Januæ, ſet prohibebit Subditos ſuos venire contra Commune Januæ, eo modo quo Commune tenetur prohibere & punire ſuos, ut ſupradictum eſt.

Acto etiam ex pacto, quòd non obſtantibus Remiſſionibus & Liberationibus antedictis & prædictis, vel aliquo prædictorum, quòd in gratiâ & proviſione dicti Domini Regis remaneat, de ſui benignitate & gratiâ, providere (ſi dignabitur, & ſi placuerit) ſatisfactioni totali, particulari, vel aliquali, tàm aliorum Januenſium, per ipſum Dominum Regem, in Mari, vel in Terrâ, vel per Armatam & Gentem ſuam, Dampnificatorum, quàm de dictis Galeis & Cochâ.

Et acto etiam, per pactum expreſſè in prædictis, & qualibet parte prædictorum, inter Partes prædictas adhibitum, quòd ſupradictæ Remiſſiones, Liberationes, & Quitationes, factæ per dictum Dominum Ducem & dictum ejus Concilium, non trahantur, nec locum habeant, ad aliquam ſpontaneam & voluntariam Obligationem, nec in aliquâ voluntariâ Obligatione, factâ per ipſum Dominum Regem alicui Civi vel Diſtrictuali Januenſium, ſeu per Commune Januæ vel aliquem Diſtrictualem Communis Januæ ipſi Domino Regi, vel alicui ejus Subdito.

Et acto etiam, quòd ſi per dictum Dominum Regem, Curiam, vel Gentem ſuam, ſtaret quominus dampnificati prædicti ſupradictas ſolutiones & ſatisfactiones in modum ſupradictum poſſent conſequi & habere, quòd Jura ipſorum Dampnificatorum, dictarum

ſex

ANNO 1347. sex Galearum & Cochæ, ac quorumlibet aliorum dampnificatorum Januensium, per ipsum Dominum Regem, Armatam, seu Gentem suam, sint & remaneant, & esse & remansisse intelligantur, contra ipsum Dominum Regem, & Gentem suam; salva, integra, & illæsa, & non quitata, non innovata, nec remissa (prædictis vel aliquo præmissorum non obstantibus) quantum pro eâ parte satisfaciendum remaneret.

Et, versâ vice, si per Commune Januæ non observarentur prædicta, Jura ipsi Domino Regi, & Subditis ipsius Domini Regis, per Commune Januæ seu Officiales ipsius sint, remaneant, & remansisse intelligantur, contra Commune Januæ & Districtuales ipsius salva, integra, & illæsa, & non quitata, non innovata, nec remissa, prædictis vel aliquo prædictorum non obstantibus.

Quæ omnia & singula supradicta dicti Sindici, Nuncii, & Procuratores Regii, dicto Nomine, ex unâ parte, & dictus Dominus Dux & dictum Concilium, nomine dicti Communis Januæ, & illorum, quorum nomine promiserunt ut supra, ex alterâ parte, promiserunt sibi adinvicem attendere, complere, & observare ut supra, & in aliquo non contrafacere vel venire aliquâ ratione vel causâ, sub pœnâ Florenorum quadraginta milium, boni Auri & justi ponderis; in quam pœnam incidat Pars non observans Parti observanti, & per observantem a non observante possit exigi cum effectu totiens quotiens fuerit contrafactum, cum restitutione dampnorum & expensarum, quæ propterea fierent vel sustinerent; ratis nichilominus semper manentibus omnibus & singulis supradictis.

Et proinde & ad sic observandum dicti Sindici, Nuncii, & Procuratores Regii, dicto Nomine, omnia Bona dicti Domini Regis, & illorum, quorum nomine promiserunt, ut supra, & dictus Dominus Dux & dictum Concilium omnia Bona Communis Januæ, quæ per Capitula dicti Communis obligari non prohibentur, & aliorum, quorum nomine promiserunt ut supra, habita & habenda sibi invicem pignori, obligaverunt.

Acta fuerunt prædicta Januæ, in Ducali Palatio Populi & Communis Januæ (videlicet) in Capellâ ipsius Domini Ducis, anno Dominicæ Nativitatis millesimo, trescentesimo, quadragesimo, septimo, Indictione quartâ decimâ, secundum cursum Januæ, die quinto Mensis Julii circa tertiam, in Festo beatæ Margaretæ.

Præsentibus Testibus ad hæc vocatis,

Antonio Mana,
Janoto Astaguerra,
Civibus Januæ,
Et Johanne Porcho de Pelio,
Et pluribus aliis.

Ego Obertus Mazurrus, Sacri Imperii Notarius, & Cancellarius præfati Domini Ducis dictique sui Concilii & Communis Januæ, prædictis omnibus interfui, & rogatus a Partibus scripsi & publicavi, & hanc in publicam formam redegi ad instantiam dicti Antonii Usus Maris, prout in dicto Instrumento vidimus pleniùs contineri.

CCCIV.

1. Sept. *Diploma* LUDOVICI IV. *Imperatoris, quo* JOHANNI *Comiti Clivensi Civitatem* Duisburgensem *ipsi olim pro* 10000. *Marcarum argenti oppignoratam, pro alta summa* 10000. *Marcarum puri argenti pignori ulteriori tradit. Dat. Monaci, die* 1. *Septembris* 1347. [DITHMARI Codex Diplomat. TESCHENMACHERI Annalibus Cliviæ, Juliæ &c. additus pag. 6. N°. XV.]

NOs Ludovicus IV. Romanorum Imperator semper Augustus ad universorum nostrorum & Imperii fidelium notitiam volumus pervenire, quod nos spectabili Viro Joanni Comiti Clivensi fideli nostro dilecto ob remunerationem fuorum servitiorum, nobis ut in antea præstandorum dare promisimus decem millia Marcarum puri argenti & pro eisdem decem millibus Marcis sibi & Hæredibus suis obligavimus & præsentibus obligamus nomine pignoris Oppidum nostrum Duisburgh super summam, pro qua idem Oppidum sibi prius fuerat obligatum, ita quod ipse & Hæredes sui dictum Oppidum cum omnibus honoribus, juribus, jurisdictionibus, redditibus, proventibus, obventionibus & universis pertinentiis frui debeant & tenere, donec ab eis per nos vel nostros Successores Rom. Impp. seu Reges pro dictis decem millibus Marcarum, & pecuniæ pro qua prius obligatum omnino solutum fuerit & redemptum, Theloneum etiam situm sub nemore Duisburg, quod sui Progenitores a Romanis Impp. tenuerunt, omni jure, quo ipsis concessum est, sibi concedimus ipsumque infeudavimus & præsentibus investimus, de eodem volentes tamen, quod per prædicti obligationem & Thelonei infeudationem jure Comitis Adolphi & Collatoralis suæ, quoad vitam ipsorum minime derogetur nec præjudicium aliquod generetur, in cujus rei testimonium præsentes Literas nostras conscribi, & Majestatis nostræ Sigillo jussimus consignari. Dat. Monaci prima die mensis Septembris Anno millesimo, trecentesimo, quadragesimo septimo, Regni nostri anno tricesimo tertio, Imperii vero vicesimo. ANNO 1347.

CCCV.

28. Sept. *Trêve de quelques Mois, conclue entre* PHILIPPE de Valois *Roi de France &* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre, par la médiation de deux Cardinaux Nonces du Pape. Donné aux Champs de Calais le* 28. *Septembre* 1347. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 588.]

UNiversis, præsentes Literas inspecturis, Nos miseratione divinâ, Anibaldus Episcopus Tusculanus, & Stephanus tituli Sanctorum Johannis & Pauli Presbyter Cardinales, Apostolicæ Sedis Nuncii,

NOTUM FACIMUS per præsentes,

Quòd jamdudum a Sanctissimo Patre, & Domino nostro, Domino Clemente, divinâ providentiâ, Papâ Sexto, ad Franciæ & Angliæ Regna, pro reformandâ Pace & Concordiâ, seu Treugis iniendis, inter Serenissimos Principes Dominos Franciæ & Angliæ Reges illustres,

Qui, procurante Pacis Æmulo, Zizanniæ Satore, periculosè quamplurimùm ad invicem diffidebant,

Ac Alligatos & Confœderatos eorum specialiter destinati, ad dictum Regnum Franciæ personaliter accedentes, Tractatum Pacis inter ipsos Reges diù fuimus prosequti, & super præmissis cum quolibet dictorum Regum, necnon cum Tractatoribus, per eosdem deputatis, super ipso Pacis Tractatu multos & diversos Tractatus habuimus,

Nos tamen, considerantes quòd Negotia ipsa adeò magna & ardua existebant, quòd nequaquam ad præsens poterant optatum sortiri effectum, & quòd per nullum, æquè benè, sicut per dictum Dominum nostrum Papam, Pax plena atque perfecta inter Reges præfatos poterat reformari,

Pro quâ (actore Domino) faciliùs reformandâ concordaverunt Tractatores, inferiùs nominati, quòd, pro parte Regis utriusque, mittentur ad præsentiam præfati Domini nostri Papæ aliqui, ab ipsis Regibus plenam Protestatem habentes, qui coram eodem Domino nostro, infra instans Festum Purificationis beatæ Mariæ, personaliter se præsentent,

Ea propter, nobis mediantibus & instantibus, Tractatores infrascripti, viz.

Nobiles Viri, Domini,
Doffemonte,
Et de Marolio, Marescallus Franciæ,
Gaufridus de Charniaco,
Et Robertus de Lorris,
Milites,
Pro parte Franciæ Regis præfati,

Et, pro parte Regis Angliæ prædicti, Magnifici Viri,
Lancastriæ & Huntindoniæ Comites,
Ac,
Nobiles Viri, Domini,
Radulphus Baro de Stafford,
Galterius de Manny,
Reginaldus de Cobeham,
Johannes de Arsiaco,
Ac Robertus de Burgocaro,
Milites,
Et Magister Symon de Islep, Custos Sigilli Regii Secreti,

In nostrâ præsentiâ personaliter constituti, habentes a præfatis Regibus Plenam potestatem & speciale Mandatum ad infrascripta, Treugas validas atque firmas, nomine ipsorum Regum, ac Subditorum, Alligatorum, seu Confœderatorum suorum, & eis Adhærentium quorumcúmque, cujuscúmque statûs, seu conditionis existant, a Datâ præsentium, usque ad quindenam instan-

ANNO 1347. tis Festi Nativitatis beati Johannis Baptistæ, & per totam diem ipsam usque in crastinum in ortu Solis, duraturas, tractaverunt, concordaverunt, & dictas Treugas, ac ipsarum Articulos & Capitula, prænominati (videlicet)

Domini,
Doffemonte,
Et de Marolio,
Gaufridus de Charniaco,
Robertus de Lorris,
Radulphus & Reginaldus,
Johannes de Arsiaco, *ac Robertus de Burgocaro*,
Milites,

Tactis Sacrosanctis Evangeliis, in Animas ipsorum Regum, in nostris manibus, corporaliter juraverunt;

Articuli autem & Capitula sunt hæc,

PREMIEREMENT, que les Triues soient prises par les deux Seigneurs Roys de France & d'Engleterre, & touz leurs Soubgiez, Alliez, Coadjuteurs, & Haerdans, & par touz les Pais d'euls, & leurs Soubgiez, Alliez, Coadjuteurs, & Haerdans & chascun d'eulz empraigne pour li, & pour touz ceulz de sa Partie; & nient meins, touz les Capitaines de la Guerre, de chascune Partie, soient lies & jurent especialement les Triues tenir & garder;

Et soient mis & compris especialement en les Triues le Pais de Flandres, avecque la Terre de la Lues:

Et auffi la Ville de Calais:

La Seignerie de Merli & de Oye, avecques leurs Territores, ce que euls y tenent par teles Bondes, que seront declarees par nous Cardinaulz dessusdis:

Et auffi foit compris tout ce que les dis Rois, lours Soubgiez, Coadjuteurs, & Haerdanz tiennent or en droit en Gascoigne, Perregort, Limosin, Caourcin, Agennoys, Poitou, Xantonge, & toute la Duche de Guienne, & auffi en Bourgoigne, Bretainne, & toutes Parties ailleurs, & toutes les Terres, Villes, Chasteaux, & Biens, de quoi il font ore en possession:

Et auffi soient compris es dites Triues ceuls qui s'ensuient (c'est assavoir) pour la Partie du Roy de France, les Rois de Castelle, & d'Arragon, & de Boheme: les Escos, & tout le Pais d'Escoce: le Duc de Brabant: le Comte de Guelrre, appelle par la Partie Duc de Guelrre: l'Evesque du Liege: la Duchesse de Lothrenne, & ses Enfans: la Contesse de Bar, & ses Enfans: Messire Jehan de Haynau, les Gens & tout le Pais de Haynau: le Conte de Namur: Messire Loys de Namur: les Gennenois; & touz les autres Subgiez, Alliez, & Haerdans du dit Roi de France, de quelcunque condition, & quelcunques Pais, ou Estat qu'ils soient.

Et, pour la Partie du Roy d'Engleterre, auffi soient compris, le Roi de Castelle: le Duc de Brabant: le Conte de Guelrre, appelle par la Partie Duc de Guelrre: le Conte de Jullers, appelle par la Partie Marques de Jullers: Messire Jehan de Chalon, le Conte de Noef Chastel: le Sire de Noef Chastel: le Sire de Faucogny: le Viconte de Visuc: Messire Jehan de Appremont: Messire Robert de Namur: Messire Henri de Flandres, les Genz & tout le Pais de Flandres & de la Luee: les Genz & tout le Pays de Haynau: le Sire de Lebret: les Heirs de feu Messire Jehan de Bretaigne, n'agures Conte de Montfort, qui se disoit Duc de Bretaigne: la Dame de Clicon: Messire Raoul de Caours: & les Gennenoiz; & touz les autres Soubgies, Alliez, Coadjuteurs, & Hardans du dit Roy d'Engleterre, de quelcunques Pais, Condicon, ou Estat qu'ils soient.

ITEM, que les Escos & le Pais d'Escoce soient compris es Trives comme dit est; mais se euls ne les voulient tenir les enfraignoient, ou autrement ne vouloient estre compris en ycelles, en cil cas euls ne y seroient pas compris: & pour ce les dites Trives ne seront pas rompues entre les dis Rois de France & d'Engleterre, & leurs autres Alliez; & que les dites Trives soient affermees es Marches d'Engleterre & d'Escoce, selon les condicons & manieres que autre foiz a este fait du dit Pais.

ITEM, le Conte de Flandres soit liez, en especial par serement de tenir les Trives, & touz les Poins d'icelles, & qu'il ne fera guerre ne grevance par li, ne par ses Alliez, ne autre de par li au Pais de Flandres, ne aus Flamens, durans les Trives.

ITEM, fu accorde, pour bien de Pais, que nous, Cardinauls devant dis, ferons cesser, durans les Trives, les Publications & Denunciations, que se font par les Ordinaires & par les Cures des Eglises, des Dioceses de Chambray, de Tournay, Therouane & Arraz, contres les Genz du Pais de Flandres, pour cause de la Publication, que nous feismes, ceste annee, entour la Feste de Penthecouste, derrein passee, du mandement de nostre Tressaint Pere, le Pape; & nientmoins nous supplierons, a bonne foi, a nostre dit saint Pere, a fin qu'il veuille fere que les dis Proces n'aient nul effeit, les quiex ont este publiez encontre les dis Flamens, ainsi come dessus est dit. ANNO 1347.

ITEM, soient jurez de tenir les dites Trives les plus grans Capitaines de la Guerre de Bretainne, d'une part & d'autre.

ITEM, durant les Trives, nul des dis Rois ne doit personelment entrer le Povoir de l'autre, & auffi le Conte de Flandres ne doit entrer le Pais de Flandres, ne autres pour li durans les Trives.

ITEM, le Roi de France, ne nul autre de par li, tendra Traictie, ou Parlement, en prive, n'en appert, avecques les Flamens, ne avec nulle Personne de yceuls, durans les Trives, a fin d'euls atraire a sa Partie, ne pour rien faire ou procurer au contraire de la Alliance, fait entre le Roi d'Engleterre & euls, ne auffi avec nul autre qui soit de la Partie du Roi d'Engleterre; ne auffi le dit Rois d'Engleterre, ne autre de par li avec ceuls, qui soit de la Partie du Roi de France.

ITEM, que les Bannis & Fugitiz du Pais de Flandres & de la Luee, qui ont este de la Partie des Francois, ne pourront, les Trives durans, entrer ne venir en Flandres, ne en la dite Terre de la Luee; & se aucuns d'euls y aloient contre les dites Trives, que dedens le Roialme de France soit faite Justice d'euls; & seront forfais tous leurs biens, qu'il aront en Flandres, & en la dite terre de la Luee.

ITEM, que, durant les Trives, nulle Nouvelete, ne Mesprise, ne soit faite, de l'une Partie envers l'autre, en prejudice des Trives.

ITEM, que, durans les Trives, nul qui ore est de la obeissance de l'une Partie, ne puet venir a l'obeissance de l'autre, a qui il ne fust obeissant ou temps de Trives prises.

ITEM, que rien ne soit donne, ne promis, a nully par nulle des dites Parties, en prive, ou en appert, pour mouvoir Guerre a l'autre Partie par aucune voie, directement ou indirectement; ains constraindra, & sera tenus de constraindre, chascun des dis Rois ses Soubgiez, qu'il ne meuvent, ne facent, Guerre a l'autre Partie, par quelcunque cause durans les Trives.

ITEM, que les Genz, Soubgiez, Coadjuteurs, & Alliez des dis Rois, si bien les Flamens, come autres, quelque euls soient, pourront aler & venir sauvement de l'un Pais en l'autre; & touz les Marcheans, avecques toutes leurs Marchandises, toute maniere de Genz, toutes Provisions & biens, tant par Terre, come par Mer, & par yaues, auffi franchement come il souloient aler & venir, au temps des Devanciers des dis Rois, en temps de Paiz; en paiant les Peages & Winages auncienement accoustumez, sans aucunes nouveles Impositions leuer, fors celle que paieront les autres Soubgiez du Pais meismes; exceptez les Bannis, qui sont bannis des dis Roialmes, ou aucun d'euls, par autre cause que pour la Guerre de dis Rois:

Mais les Barons de Gascoigne, & de la dite Duche de Guienne, & les autres Personnes de Gascoigne, & de la dite Duchie (soient Bannis, ou autres) seront compris es dites Triues; & pourront aler & venir de l'un Pais en l'autre, durant les dites Triues.

Et toutefoiz, est l'entention que les Genz de Flandres puissent seurement aler & demourer ou Roialme de France, sans empechement ou moleste du Conte de Flandres, ou de nul autre.

Et que cest article, touchans les Marcheans & les Marchandises, soit publies a Paris, & ailleurs, es autres bones Villes de France.

ITEM, que nully des dis Seignuries ne procurera, ne ne fera procurer par li, ne par autre, que nulles Nouveletez, ou Grief se facent par l'Eglise de Rome, ou par autres de sainte Eglise (que qu'il soient) sur aucuns des dis Rois, leurs Coadjuteurs, ou Alliez (quel que euls soient) ne sur leur Terres, ne de leurs Soubgiez, pour occasion de la Guerre, ou par autre cause, ne pour service que les dis Coadjuteurs, ou Alliez, aient fait aus dis Rois, ou aucun d'euls; Et, se nostre saint Pere, ou autres, le vouloient faire, les deux Rois le destourberoient, a leur povoir, sans mal engien, les dites Trives durans.

ITEM, se par aucuns des dis Seigneuries, leurs Genz, Coadjuteurs, ou Alliez, aucuns Sieges estoient mis en Gascoigne, en la Duche de Guienne, en Bretainne,

ANNO 1347. tainne, en Poitou, ou es Iles de Mer, ou ailleurs, les Sieges ſe leveront ſi toſt que les Trives ſeront publiees.

Et ſe aucune Ville, Chaſteau, Fortereſce, Terre, Gens, ou aucuns Biens ſoient prins, ou outre choſe faite, par nulle des dites Parties, leurs Soubgiez, ou Hardans, au contraire des Trives, apres le jour de la Date de ces preſentes, que elles furent accordees & affirmees (ſoit devant la Publication d'icelles, ou apres) que toutes celles choſes entierement, & ſanz delay, ſoient reſtituees & miſes au point, que elles eſtoient au jour des Trives accordees ou affermees.

ITEM, que les Debtes, deues as Arras, as Crespinoys, ou as autres du Roialme de France, ne ſoient demandees & exequtees durans les Trives.

ITEM, que droit ſoit fait, d'une Partie & d'autre, a touz ceuls, qui ſe voudront plaindre des Priſoniers, qui ont briſie leurs fois:

Et auſſi des Pais qui ont grante certaines ſommes de Deniers pour avoir pati, ou ſouffrance de Guerre, & n'en ont mie paie les Deniers:

Et que ſur ce ſoient deputez certains Juges, d'une Partie & d'autre, pour faire droit:

Et touz ceuls, qui voudront demander Conduit pour aler, ou pour envoier querre leurs Priſoniers, il aient ſauf Conduit, a fin qu'il les puiſſent ſemondre de tenir leurs fois, ou de venir reſpondre devant les Juges deſſus dis; & en meiſmes la maniere ſoit fait des Pais qui n'ont mie paie les Deniers, grantez pour pati, ou ſouffrance, comme dit eſt.

ITEM, ſoient tenues les Trives tant par Mer, comme par Terre.

ITEM, ſoient les Trives affermees par Serement d'une Partie & d'autre.

ITEM, ſoient publiees les Trives en divers Pais a certains jours; c'eſt aſſavoir,

En France & en Engleterre dedens dix jours:

En Gascoigne & en Bretaigne dedens vint ſix jours;

Et en Escoce dedens trente jours, a compter de la Date de ces preſentes.

Et, toute fois, ſoient tenues & gardees les dites Trieves, en toutes Terres, & en tout Pais, du jour que elles ſeront affermees & jurees.

ITEM, ſoient deputez certains Juges & Gardiens des Trives, d'une Partie & d'autre; C'eſt aſſavoir,

Pour la Partie des Francois, es Parties de Flandres & de Picardie, le Seigneur de Moreul Marescal de France, le Seigneur de Secheles Gouverneur d'Artois, & le Baillif d'Amiens:

Es Parties de la Languedoc, & de Poitou, & de Xanctonge, le Seigneur de Caumont, & les Seigneurs du Pais;

En Bretaigne le Sire de Craon.

Et pour la Partie des Englois, en Gascoigne, le Seigneur de Lebret, & les Seigneurs du Pais:

En Poitou, le Capitaine de Saint Jehan, Meſſire Bertrant de Montferrant Capitaine de Leſignan, Meſſire Raoul de Caours:

Et, en Bretaigne, les Capitaines du Pais, & Meſſire Raoul de Caours;

En Flandres & en Picardie le Capitaine de Calais, & le Reward de Flandres.

ITEM, en cas que ceuls, qui doivent faire, & adreſier, & ramettre les choſes, faites contre les Trives, a eſtat deu, comme deſſus eſt dit, ne facent la choſe, ou ne les pourroient fere deuement, adonc ſeront Juges en ycele partie,

Pour les Francois, le Duc d'Athenes, le Conneſtable, & le Mareschal de France, & Meſſire Gieffroy de Charny:

Et pour les Englois le Conte de Lencaſtre, le Conneſtable, & le Mareschal d'Engleterre, Meſſire Berthemy de Bourwach,

Tant conjointement, comme diviſeement, a faire Droiture, & adrecier les meſpriſes, a touz ceuls qui ſe voudront plaindre d'une Partie & d'autre.

In quorum omnium Teſtimonium præſentes Literas fieri fecimus, & Sigillorum noſtrorum appenſione muniri.

Acta verò, concordata, firmata, & jurata fuerunt hæc, per Nobiles ſuperiùs nominatos, in Campis propè Caleſium, Morinenſi Diœceſe, die Veneris, viceſimo octavo Menſis Septembris, poſt veſperas, ante Solis occaſum,

Anno a Nativitate Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo ſeptimo, ANNO
Indictionis decimo quinto, 1347.
Pontificatûs præfati Domini noſtri Papæ Anno ſexto,
Præſentibus, Venerabilibus in Chriſto Patribus, Dominis,

Angelo, Dei gratiâ, Groſſetanenſi,
Et Francisco, Tibertadenſi,
Episcopis,
Ac,
Venerandis Viris,
Dominis,
Reginaldo Malbernardo, Canonico Landunenſi,
Et Bertrando Beſandini, Decano Sancti Sequani,
Lingonenſis Diœceſis,

Et aliis pluribus, fide dignis, Teſtibus ad præmiſſa vocatis ſpecialiter & rogatis.

CCCVI.

CAROLI IV. *Romanorum Regis Confirmatio Inveſtituræ de omnibus Feudis per mortem Ducis* WRATISLAVIENSIS *Imperio vacantibus, à Romanorum Rege* RUDOLPHO I. *anno* 1290. WENCESLAO *Bohemiæ Regi conceſſæ. Datum Pragæ anno* 1348. [Voyez-la ci-deſſus I. Partie de ce Tome page 270. ſous le 27. Juillet 1290.] 1348.

CCCVII.

CAROLI IV. *Imperatoris Confirmatio Privilegii* FRIDERICI I. *de Immunitate, Exemptione, & Electione Regum* BOHEMIÆ, *in caſu ſcilicet quod nullus Masculus vel Femella ſuperſtes de Genealogia ſeu progenie vel ſemine Regali fuerit oriundus. Dat. Pragæ 7. Idus Aprilis ann.* 1348. [GOLDAST, in Append. Comment. de Juribus ac Privilegiis Regni Bohem. fol. 44. BALBINI Miscellanea Hiſtor. Regni Bohem. Decad. I. Lib. VIII. Epiſt. Vol. I. pag. 38. d'où l'on a tiré cette Piéce. LONDORPII Acta publica Tom. I. Lib. IV. Cap. CXV. en Allemand.] 7. Avril.

CAROLUS D. G. Romanorum Rex, ſemper Auguſtus, & Bohemiæ Rex. Ad perpetuam rei memoriam. Innata cordi noſtro benignitas, circa fidelium & devotorum noſtrorum honores & commoda continuis intenta vigiliis, votis ipſorum anuere jugiter nos inducit, quoties poſcentium vox eſt juſta: In hoc enim Liberalitatis noſtræ non errat intentio, ſed Regalis Sceptri faſtigium extollere falubriter arbitratur. Sanè ad noſtræ Celſitudinis Venerabilis Archiepiscopus *Pragenſis*, *Olomucenſis*, *Wratislavienſis*, *Litomiſchlenſis Episcopi*, nec non illuſtres Joannes *Carinthiæ*, Comesque Tyrolis & Goriciæ, Germanus noſter Chariſſimus, ac Nicolaus *Oppaviæ & Ratiboriæ* Duces, cæterique Prælati, Duces, Principes, Barones, Proceres, & Nobiles *Regni noſtri Boëmiæ*, & pertinentiarum ejusdem præſentiam accedentes, nobis humiliter ſupplicarunt: ut quasdam Literas *Friderici Divi Romanorum Imperatoris Electi* Prædeceſſoris noſtri nobis per ipſos exhibitas, quarum tenor & ſeries ſequitur in hæc verba:

FRIDERICUS *Divinâ favente Clementiâ Romanorum Imperator ſemper Auguſtus Rex Siciliæ, Ducatûs Apuliæ, & Principatûs Capuæ.*

CUm decor & poteſtas Imperii noſtrum præceſſerit ſtatum, ut non ſolùm cæterorum Principum Dignitates, verùm etiam Sceptra Regalia à noſtra conferantur Majeſtate &c.

Noſtrâ confirmare auctoritate Regiâ diguaremur: Nos itaque præfatorum Prælatorum, Ducum, Principum, Baronum, & Nobilium, quos honoris & felicis ſtatûs *Romani Regni & S. Imperii* fideles & ſolicitos præ cæteris novimus zelatores, ipſumque *Regnum Bo-*

ANNO 1348. *hemiæ, Romani Regni membrum fore nobilius*, supplicationibus benignius inclinati, præfatas Literas, ac omnia & singula contenta in eisdem, laudamus, ratificamus, approbamus, confirmamus, & de novo, ex certa scientia, de nostræ Romanæ Regiæ plenitudine potestatis, præfatis Regni Prælatis, Ducibus, Principibus, Baronibus, & Nobilibus, ac *Universitati Regni* ipsius & pertinentiarum ejusdem, ad usum & opus *Regum Bohemiæ* in perpetuum damus, tenore præsentium conferimus, donamus: Omnem diminutionem, & defectum, si quis in præmissis fuerit, *de uberiori dono Majestatis Romanæ Regiæ* & plenitudine potestatis, reparantes omnimodè & supplentes. Verumtamen si circa contenta in præfatis Literis nonnulli calumniari, aut ea interpretari sinistrè, seu in sensum reprobum declarare, imò verius obscurare forsitan niterentur: ad tollendum de medio omne dubium vel obscurum, quibus dictarum series aspergitur Literarum: ut *Regni Bohemiæ* præfati, ipsiusque incolarum status, in sincera Imperii dilectionis perseveret concordia, & unitatem in vinculo Pacis servet, ac *Incolæ* dicti Regni, quæ dissidentiæ materia possint esse temporibus futuris, & animarum ac corporum indè nascituris periculis, rerumque dispendiis proventuris, solerti præventione, antequam oriantur, tam prudenter quàm salubriter præcisis, tanquam mansueti terram hereditent, & in Pacis multitudine delectentur, *Electionem Regis Bohemiæ* in casu duntaxat & eventu, quibus de Genealogia, progenie, vel semine aut *Prosapia Regali Bohemiæ* masculus vel femella superstes legitimus (quod Deus avertat) nullus fuerit oriundus, vel per quemcunque alium modum vacare contigerit *dictum Regnum*, *ad Prælatos*, *Duces*, *Principes*, *Barones*, *Nobiles*, & *Communitatem Regni præfati & pertinentiarum ejusdem*, habitâ cum nonnullis *Regis Romani* futuri *Imperatoris* Coëlectoribus, ac aliis *Principibus*, qui tunc temporis nostræ Celsitudinis præsentiæ assistebant, deliberatione maturâ, ipsorumque sano digesti consilio, volumus, decernimus, pronùnciamus, interpretamur, & præsentis Scripti patrocinio declaramus: ritè, justè & legitimè in perpetuum pertinere; Ipsiusque *Regis Bohemiæ Electionem*, in casu & eventu prædictis, & non aliis, præfatis Prælatis, Ducibus, Principibus, Baronibus, Nobilibus, & Communitati dicti Regni & pertinentiarum ejusdem de nostræ *Regiæ Romanæ* plenitudine potestatis, ac ex certa scientia damus, concedimus, conferimus, & donamus, dictamque *Electionem* meliori, salubriori, & saniori, quo potest modo fieri, confirmamus, & transferimus in eosdem: volentes etiam, ut quicunque in *Regem Bohemiæ* electus fuerit, ad Nos & Successores nostros *Romanorum Reges & Imperatores* accedat, sua à Nobis & Successoribus nostris, modo debito & solito regalia recepturus; non obstantibus Legibus, Consuetudinibus, Usibus, Observantiis, Juribus, municipalibus, vel communibus Statutis, seu Edictis factis & editis in contrarium quibuscunque, quas & quæ quantum ad hæc, ac si forent nominatim & de verbo ad verbum scripta & præsentibus inserta, revocamus, cassamus, irritamus, annullamus, & de dicta *Romanæ Regiæ* plenitudine potestatis decernimus, firmitatis fore nullius penitùs vel momenti. Insuper ad universorum & singulorum cupimus notitiam pervenire, Quòd prædictæ Literæ bullâ aureâ typario Majestatis præfatæ Friderici Rom. Imp. electi impressâ, quâ ipse *Rex Siciliæ*, *Ducatus Apuliæ*, & *Principatus Capuæ ante* Coronationis Regis Romani solennia utebatur, prout nobis constat, & sumus plenariè informati, & sicuti gloriosæ memoriæ *Henricus* avus noster, quondam *Romanorum Imperator*, Sigillo Comitatûs Lucemburgensis, & cæterorum titulorum, *Nosque* etiam *Marchionatus Moraviæ* Sigillo, ante ipsorum & nostræ Coronationis solennitatem usi fuimus. In cujus Bullæ aureæ circumferentia à parte Majestatis scripta sunt verba ista: *Fridericus D. G. Siciliæ Rex*, *Ducatus Austriæ*, *Principatus Capuæ:* & ab alia parte, ubi est impressio cujusdam Castri; *Christus vincit*, *Christus regnat*, *Christus imperat:* existunt sanæ & integræ, nullo vitio comminutæ.

Nulli ergo hominum liceat, hanc Nostræ laudationis, ratificationis, approbationis, confirmationis, donationis, reparationis, suppletionis, interpretationis, declarationis, revocationis, cassationis, irritationis, & annullationis paginam infringere, vel ei ausu temerario in aliquo contraire. Contrarium verò facientes, si qui fuerint (quod absit) ultra indignationem nostræ *Celsitudinis Romanæ*, quam ob hoc se noverint graviter incursuros, mille marchas auri puri nostro, & *Romani Regis* fisco componant; ipsam videlicet medietatem nostræ, & Successorum nostrorum *Romanorum Regum & Imperatorum Curiæ seu Cameræ*, & reliquam passis injuriam irremissibiliter applicandam. In quorum omnium testimonium, & ad certitudinem pleniorem præsentes fieri jussimus, & bullâ aureâ typario nostræ Majestatis impressâ præcepimus communiri. Hujus rei testes sunt, *Gerlacus* Archiepiscopus, Moguntinensis, S. Imperii per Germaniam Archicancellarius, *Rudolphus senior Dux Saxoniæ*, S. Imperii Mareschalcus: *Rudolphus junior* Saxoniæ & *Fridericus* de Teck Duces: *Joannes* Burggravius Nurembergensis: *Ulricus* Landgravius de Leichtenberg: *Fridericus* de Orlemund, *Ulricus* de *Hersi* & Rudolphus de Wertheim, Comites: *Petrus* de Hewy, *Crafto* de Hohenloch: *Gotfridus* de Prunek: *Eberhardus* de Waltse: *Fridericus* de Waltse: *Eglof* de Friberg, & *Burchardus* de Elibach, Romani Regni præfati Principes & Barones. Datum *Pragæ*, Anno Domini Millesimo, Trecentesimo, Quadragesimo octavo, Indictione primâ, VII. Idus Aprilis Regnorum nostrorum Anno secundo.

ANNO 1348.

CCCVIII.

Imperatoris CAROLI IV. *Confirmatio Privilegii sive Attestationis de Jure Pincernatus, Electoratusque in Romano Imperio, Regibus* BOHEMIÆ *competenti. Datum Pragæ septimo Idus Aprilis* 1348. [Voyez-la ci-devant sous le 26. Septembre 1250. dans la I. Part. de ce Tome pag. 271.] 7. Avril.

CCCIX.

Extrait du Traité de Paix entre EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre & Louis Comte de Flandres, fait à Bruges le* 13. *de Mai*, 1348. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXIV. Feuill. 276.] 13. Mai. ANGLETERRE ET FLANDRE.

QUe le Roy d'Angleterre feroit fonder en Casant un Cloistre de Chartroux de treize Religieux, lesquels il pourvoyroit de rentes selon le dict, & jugement des trois Villes, Bruges, Ypre, & Gand. Que semblablement, il fonderoit dans le Païs de Flandre un Hospital de sept Femmes, & une Prieuse, dont le Conte de Flandre auroit la disposition & collation, & que moyennant ce seroit bonne & ferme Paix entre eux: Faict a Bruges le treiziesme de May en l'an mil trois cents quarante huict. Par lequel Traicté, ledict Conte LOUYS s'oblegea semblablement de jamais porter armes contre le Roy d'Angleterre, durant le debat & different en question d'entre les deux Couronnes. Consentant au reste, que les Alliances que lesdicts de Flandre avoyent autrefois faicte & contractée avec les Anglois, touchant le faict de la Marchandise, tiendroyent & demoureroient en vigueur. Et outre ce il reçoit lesdicts de Gand, & d'Ypre en sa grace, promectant de faire de la en-avant droict & justice, selon les Loix, & Coustumes de Flandre, ensemble qu'il les entretiendroict en leurs Privileges, Franchises, & Libertez. Par ses Lettres dudict mois de May audict an quarante huict.

CCCX.

Diploma CAROLI IV. Römischen Königs/ Hertzog ALBRECHTEN zu Oesterreich und seinen Söhnen RUDOLPHEN und FRIDRICHEN ertheilet/ wodurch Er Ihnen alle ihre von Römischen Kayseren und Königen erlangte Privilegia confirmiret. Geben zu Brünn den nächsten Montag nach St. Urbanstag 1348. [Pièce, tirée des Archives Imperiales du petit Trefor de la Regence & de la Chambre à Vienne.] 26. Mai.

C'est-

ANNO 1348.

C'eſt-à-dire,

Diplome, par lequel CHARLES IV. *Roi des Romains confirme au Duc d'Autriche* ALBERT, *& à ſes deux Fils*, RODOLPHE *&* FREDERIC, *tous les anciens Privileges accordez aux Ducs d'Autriche par les précedents Empereurs & Rois des Romains, à Brun, le Lundi après la St. Urbain* 1348.

WIr Karl von Gots Gnaden Römiſcher Kunig/ ze allen zeiten Mer' des Reichs und Kunig ze Beheim/ tun kunt offenlich mit diſem Brif/ daß wir dem Hochgeborn Albrecht/ Hertzogen ze Oeſterrich/ ze Steirn und ze Kernden/ unſerm lieben Oheim und Fürſten und ſemen Sunen/ Hertzog Rudolff und Hertzog Fridrich und irn Erben/ durch der dinſt willen/ di ſie uns und dem Römiſchen Reiche wol getun mügen und ſullen/ beſtettigt haben/ und beſtetten von Kunigklichem gewalt/ alle di Rechte/ Gnad und Freyheit/ und auch gut gewohnheit/ die ir Stete und gerichte habent/ oder haben ſullen/ in aller der weiſe/ als dieſelben Stete und gerichte von Keiſern und von Römiſchen Kunigen untz uff den tag und wir erwelt wurden/ an ſi komen ſint. Darzu ſullen auch die Juden/ die in Jrn Steten oder Veſten geſeſſen ſint/ oder darin ziehent/ bei den Rechten und gewonheiten beleiben/ als ſi untzher von alter untz an unß komen ſind. Mit Urkund ditz Brifs/ der verſigelt iſt mit unſerm Kunigklichem Inſigel/ der geben iſt ze Brünne/ do man zalt nach Chriſtus Geburt drwzehenhundert Jar/ und in dem achten und vierzigſten Jar/ an dem nechſten Montag nach Sant Urbanstag. In dem andern Jar unſerer Reiche.

Et ego NICOLAUS, *Decanus Olomucenſis Aule Regie Cancellarius, vice & nomine Reverendi in Chriſto Patris, Domini* GERLACI *Archiepiſcopi Maguntini, Sacri Imperii per Germaniam Archi-Cancellarii recognovi.*

CCCXI.

7. Juin. *Regis Romanorum* CAROLI IV. *Diploma; quô Duci Auſtriæ* ALBERTO *ac Natis ſuis*, RUDOLFO *&* FRIDERICO, *Ducatus* Auſtriæ, Styriæ *&* Carinthiæ, *nec non Dominia* Carniolæ, Marchiæ *&* Portus Naonis *cum appertinentiis; omnia quoque Feoda, quæ dictus* ALBERTUS *& Progenitores ejus in* Suevia, Alſacia, *& alibi ab Imperio tenuere; item quæ ipſe* ALBERTUS, *uti &* OTTO *quondam Dux Auſtriæ*, ALBERTI *Frater, ab Imperatore* LUDOVICO Bavaro *tenuêre & poſſedêre, de novo confert & inveſtit, ſub hac conditione, ut ab ipſo Rege in Feudum accipiant. Datum Seveld Nonas Junii* 1348. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

KAROLUS Dei gratia Romanorum Rex, ſemper Auguſtus, & Boëmie Rex, ſignificamus univerſis noſtris, & Sacri Imperii fidelibus, qui ſunt, vel pro tempore fuerint, preſentes Litteras inſpecturis imperpetuum. Quod pure fidei & preclare devocionis inſignia, quibus Illuſtris Albertus Dux Auſtrie, Styrie & Carinthie, Avunculus & Princeps noſter dilectus, Nos, & ſacrum Romanum Imperium ſincerius veneratur, & obſequia fructuoſa, que nobis & eidem Imperio exhibuit, & que idem Albertus Dux, nec non Illuſtres Rudolfus, & Fridericus, Duces, ejus filii, & ipſorum Heredes, in futurum impendere poterunt & debebunt, clare noſtre mentis intuitu, limpidius intuentes, ipſi Alberto Duci Auſtrie, Styrie & Karinthie, ac Natis ſuis, Rudolfo & Friderico, Ducibus predictis, ceterisque eorum Heredibus preſentibus & futuris, Ducatus Auſtrie, Styrie, & Karinthie, cum omnibus & ſingulis Comitatibus, Advocaciis, ac Dominiis, nec non Judiciis, Mutis, Theloneis, Monetis, Nemoribus & Sylvis & omnibus Juribus ac bonis feodalibus, ad eosdem Ducatus Auſtrie, Styrie & Karinthie pertinentibus, quocunque nomine cenſeantur, nec non Dominia Carniole, Marchie & Portus Naonis & omnes Comitatus, & Dominia, cum omnibus eorum Juribus & bonis feodalibus, omniaque Feuda, Jura & Libertates, quas vel que dictus Dux Albertus habuit, vel adhuc habet, ac ſingula, que a Romanorum Imperatoribus ſeu Regibus hactenus tenuit & poſſedit, univerſa quoque Dominia, Comitatus & Civitates, cum omnibus ſuis Juribus & pertinenciis, ſuper quibus à Divis Imperatoribus, ſeu Regibus Romanorum Dux Albertus predictus, habet teſtimonium litterale. Omnia quoque & ſingula Feuda, que jam dictus Albertus Dux, ſuique Progenitores in Swevia, Alſacia, & alibi, ab Imperio hactenus tenuerunt & poſſederunt, velut Romanorum Rex nomine & vice Sacri Romani Imperii, contulimus & conferimus, cum omnibus Juribus predictis, libertatibus, conſuetudinibus; ac pertinenciis univerſis, prout ab antiquis temporibus & modernis, huc usque devolutum fore dinoscitur; & deductum, nec non univerſa Feuda, que Dux Albertus prefatus, & felicis recordacionis Illuſtris Otto, quondam Dux, Frater ipſius, ab olim Ludovico de Bavaria, qui ſe Imperatorem nominavit, tenuerunt & poſſederunt per omnia juxta ſuarum tenorem & continentiam Litterarum, cum ejusdem Ludovici Infeudaciones, & Litteræ ſint & fuerint invalide, & nullius vigoris penitus vel momenti predictis, Alberto Duci, nec non Rudolfo & Friderico, Natis ipſius, ac ipſorum Heredibus, de novo contulimus & conferimus de liberalitate Regia & gracia ſpeciali, ac eundem Albertum Ducem, ſuo & predictorum Rudolfi & Friderici filiorum ac aliorum Heredum, ipſius nomine, atque vice Sceptro noſtro Regali inveſtivimus & inveſtimus, de Feudis ſupradictis, adhibitis ſollempnitatibus debitis & conſuetis, condicione tali, quod Illuſtres Rudolfus & Fridericus, Duces, Nati Alberti Ducis prescripti, ceterique ipſius Heredes, Ducatus, Principatus, Dominia, & Terras predictas, cum omnibus ſuis pertinenciis, prout ſuperius ſunt expreſſa, a nobis in Feudum debebunt accipere modo debito & conſueto, quando ad ipſos fuerint hereditarie devoluta, nosque promittimus & ſpondemus, quod in caſu predicto Ducatus, Principatus, Dominia & Terras easdem, cum omnibus ſuis pertinenciis predictis, Rudolfo & Friderico, Ducibus, & eorum Heredibus, conferre volumus & tenemur, quolibet recuſacionis ſeu dilacionis diffugio pretermiſſo, quamprimum ad ipſos vel eorum aliquem, ut premittitur, Jure hereditario fuerint devoluta. In cujus rei teſtimonium preſentes conſcribi, & Majeſtatis noſtre Sigillo juſſimus communiri. Datum Seveld, Anno Domini, Milleſimo trecenteſimo, quadrageſimo octavo. Indiccione prima, Nonas Junii, Regnorum noſtrorum Anno ſecundo.

Et ego NICOLAUS, *Decanus Olomucenſis Aule Regie Cancellarius, vice & nomine Reverendi in Chriſto Patris Domini* GERLACI *Archiepiſcopi Maguntini, Sacri Imperii per Germaniam Archicancellarii, recognovi.*

CCCXII.

Nouvelle Trêve entre PHILIPPE de Valois, *Roi de France, &* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre, conclue aux champs entre Guynes & Calais le* 18. (13) *Novembre l'an* 1348. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 649.] 18. (13) Novemb.

A Tous ceux, qi ceſtes preſentes Letres verront, Guilleſm Evesqes de Norwiz, Henri Conte de Lancaſtre, Robert Counte de Suffolk, & Gautiers Sires de Manny,

Et nous, Hugues Evesqes de Laon, Johans de Neelle Sires Doffemont, Gieffrey de Charny, & Robert Dotetout Meſtres des Arbleſtiers,

Aienx plein poair, pur nos Seignurs les Rois de Fraunce & d'Engleterre, de parfaire les choſes ſi deſouch escrites, Salutz.

Por ceo que chescun, bon Criſtien, doit, de tot ſon poair, deſirer bone Pees, la quele ſovereinement eſt, ſur totes choſes, plaiſens a Dieu & au Monde, especialment pur escheuer les grantz Malx, Perils, & Damages, que viennent du fait de la Guerre,

Nous,

Conſiderantz les grantz Biens & Profitz, que de la Pees purroint avenir as Roialmes de Fraunce & d'Engleterre, & a tote la Criſtiente, a la quelle homme purroit mie venir ſenz prendre aucuns Trewes, pendens le quelles, a l'eide de noſtre Seignur, l'oy tantaſt de bon Pees & de bon Acord.

Avons trete & acorde, en noun de nos ditz Seignurs Rois deſſus ditz, les choſes que s'enſievent, & nous en fumnes fait, & feiſons fort, come d'ieux Poair de ceo faire,

PRI-

ANNO 1348. PRIMEREMENT, nous avons pris & acorde Trewes, pur noz Seignurs les Rois dessus ditz, a durer, de l'jour de la Date de ses presentes, jusqes au Primer jour de Septembre ensuant, a hure de Soleil levant, sur les Formes, Maneres, & Condicions, que s'ensuent,

PRIMEREMENT QUE, le dymeigne de la My Caresme, les Messages solempnes, de la Partie d'Engleterre, serroient a Caleys, & ceux de la Partie de France serront a Guynes (se Vent, on autre cause raisonable, ne les empesche) pur traiter & parfaire (se il pleist a nostre Seignur) bon Pees, a touz joursmes, entre les ditz Rois; & doit durer le dit Traitie jusqes a Sys Semaignes apres le dit jour: &, en cas q'ils n'averoient parfait le dit Traitie, durantes les dites Sis Simaignes, q'ils se puissent esloigner a Quinze jours apres: &, en cas que les ditz Traiteurs ne purroient acorder de bon Pees, durentz les ditz Sept Symaignes, q'ils s'en puissent departir la ou il lour plerra; mais pur ceo ne serront rompues les dites Trewes.

ITEM, que les Trewes soient prises, pur les deux Seignurs Rois de France & d'Engleterre, & touz lour Subgitz, Alliez, Coadjutours, & Haerdantz, & pur touz les Pais de eux, de lour Subgitz, Coadjutuers, & Haerdantz, & chescun d'eux empreigne pur lui, & pur touz ceux de sa Partie; &, neantmeins, toutes Capitainnes de la Guerre, d'une Partie & d'autre, soient lie & jurent especialment les Trewes tenir & garder:

Et aussi soit compris tant ceo que les ditz Rois, lour Subgitz, Coadjuteurs, & Aherdantz, tiegnent oires en droit en Gascoigne, Pieiregort, Limosin, Caorsin, Agenois, Poitou, Xanctange, & toute la Duche de Guyenne:

Et aussi en Bourgoygnne, Bretaigne, & toutes Parties aillours, & toutes les Terres, Villes, Chasteux, & Lieus, de quoi ils sont oires en possession:

Et aussi soient compris en dites Trewes ceux qi s'ensievent; c'estassaver,

Pur la Partie d'Engleterre,

Le Roi de Castelle,
Le Duc de Brabant,
Le Duc de Gelre,
Le Markis de Juliers,
Messieurs Johan de Chalon, le Counte de Neef-Chastel,
Le Sire de Neef-Chastel,
Le Sire de Faucoigny,
Le Visconte de Visut,
Monsieur Jehan de Apremont,
Monsieur Robert de Namur,
Monsieur Henri de Flandres,
Les Gentz, & tote le Pais de Flandres, & de la Lieu,
Les Gentz & toute le Pais de Henaü,
Le Sire de Lebretz,
Les Heires de feu Messeur Johan de Bretaigne, n'adger Counte de Mountfort, qi se disoit Duc de Bretaigne,
La Dame de Clisson,
Messieur Raoux de Caours,
Et les Genevois,
Et touz les autres Subgitz, Aliez, Coadjutours, & Adherdantz de la Partie d'Engleterre, de quecumque Pais, Condicion, ou Estat q'ils soient:

Et aussi, de la Partie de France, soient compris touz les Subgitz, especialment,

Le Counte de Flandres, le Pais & Gentz de Flandres, obeissantz, au dit Counte, come au Seignur sans moyen; excepte ceux qi tiennent le Roi d'Engleterre pur lour Seignur Soverein,
Les Rois, de Castel,
D'Aragoun,
De Boheme,
Les Escotz & toute le Pais d'Escoce; forspris ceux que sont de la Partie & Obeissantz du Roi d'Engleterre,
Le Duc de Braban,
Le Duc de Gelre,
L'Evesque de Liege,
La Duchesse de Lorhenne, & ses Enfantz,
La Contesse de Bar, & ses Enfantz,
Messieur Johan de Hanau,
Le Conte de Namur,
Messieur Loys de Namur,
Les Genevoiz,
Et touz les Subgitz, Aliez, & Aherdantz a la partie de Fraunce, de queconque Condicion, Pais, ou Estat q'ils soient. ANNO 1348.

ITEM, que les Escotz & le Pais d'Escotz, en la maneré dessusdite, soient compris es Trewes, come dit est; mais se euls ne les voillent tenir, einz les enfreignoient, ou autrement ne voillent estre compris en ycelles, en cil cas euls n'y soient pas compris, & pur ceo les dites Trewes ne serront pas rompues entre les ditz Rois de France & d'Engleterre, & lours autres Alliez; & que les dites Trewes soient affermees es Marches d'Engleterre & d'Escoce, solonc les Condicions, & Maneres, que autrefoitz ad este faite en dite Pais.

ITEM, soient jureez de tenir les dites Trewes les plus grantz Capitains de la guerre, d'une part & d'autre.

ITEM, durantes les Trewes, nuls des ditz Rois ne doit entrer personelment le poair de l'autre.

ITEM, que nul, de la Partie de Fraunce, ne tendra Tretee ou Parlement, en prive, n'en apert, avesque les Flamens, ne avesque nulle Parsone d'iceuls, durantes les dites Trewes, a fin d'eulx attraire a sa Partie, ne pour riens faire, ou procurer, au contrair de la Licence faite entre le Roi d'Engleterre & eux; & aussi avesque nul autre qi soit de la Partie d'Engleterre: ne aussi nuls, de la Partie d'Engleterre, avesque ceux que sont de la Partie de France.

ITEM, que, durantes les Trewes, nulle novellete ne mesprise soit faite de l'une Partie envers l'autre, en prejudice des Trewes.

ITEM, que, durantes les Trewes, nul, qi ore est de l'obeissance de l'une Partie, ne poit venir a l'obeissance de l'autre, a qi ne feut obeissant en temps de Trewes prises.

Item, que riens ne soit donez, ne promys, a nulli par nul des dites Parties, en prive, n'en apert, pur mouver Guerre a l'autre Partie, par aucune voie, directement ou indirectement; ainz contrandra, & serra tenuz de contrandre, chescun des ditz Rois ses Subgitz, qu'ils ne moevent, ne facent Guerre a l'autre Partie, pur quecunque cause, durantes les Trewes.

ITEM, que les Gentz, Subgitz, Coadjuteurs, ou Aliez des ditz Rois, si-bien les Flamens, come autres, qi q'ils eux soient, purront aler & venir sauvement de l'une Pais en l'autre: Et touz les Marchantz, avesque toutes lour Marchandises, toutes maneres des Gentz, toutes Provisions & Biens, tant par Terre come par Meer, & par Eawes, aussi fraunchement, come ils soloient aler & venir, en temps des Devantres des ditz Rois, en temps de Peez, en paiant les Peages & Wynages, auncienement acustumez, sanz aucunes novelles Impositions lever, fors Tolles que paierent les autres Subgitz du Pais mesmes: exceptez les Banniz, qi sont banniz des ditz Roialmes, ou aucun d'euls par autre cause, que pur la Guerre des ditz Rois: mais les Barons de Gascoigne, & de la dite Duche de Guyenne, & les autres Parsones de Gascoigne, de la dite Duche, soient Banniz ou autres, serront compris es dites Trewes, & purront aler & venir de l'une Pais en l'autre, durantes les dites Trewes; & toutefoiz est l'entencion que les Gentz de Flandres puissent seurement aler & demurer en Roialme de Fraunce, sanz empeschement ou moleste du Counte de Flandres, ou de nul autre; & que ceste Article, touchant les Marchantz & les Marchandises, soit publiez a Paris, & aillours es autres bones Villes de Fraunce.

ITEM, que nulli, des ditz Seignurs, ne ne procurera, ne ne ferra procurer par lui, ne par autre, que nulles Novelletes ou Gref se facent par l'Eglise de Rome ou par autres de seinte Eglise, quel q'ils soient, sur aucun des ditz Rois, lour Coadjuteurs, ou Aliez, quel qi eux soient, ne sur lour Terres, ne de lour Subgitz, pur occasion de la Guerre, ou par autre cause, ne pur service que les ditz Coadjuteurs ou Aliez aient fait as ditz Rois, ou aucun de eux; & se nostre seinte Piere, ou autres le voillent faire, le deux Rois le destourberont, a lour poair, sanz mal engyn, les dites Trewes durantes.

ITEM, se par aucun des ditz Seignurs, lour Gentz, Coadjuteurs, ou Aliez, aucunes Sieges estoient mys en Gascoigne, en la Duchee de Guyenne, en Bretaigne, ou Poitou, ou en Isles de Meer, ou aillours, les Sieges se leveront si tost que les Trewes serront publiez: &, se aucune Ville, Chastel, Forterece, Terre, Gentz, ou autres Biens, soient pris, ou autre chose faite, par nul des dites Parties, lour Subgitz, ou Adherdantz, au contraire des Trewes, apres le jour de la Date de ces presentes, que elles feurent acordez & afer-

ANNO 1348. & affermeez, ſoit devant la publication d'icelles, ou apres, que toutes celles choſes, entierement & ſaunz delai, ſoient reſtituez & miſes au point qu'elles eſtoient au jour des Trewes accordes & affermeez.

ITEM, que Droit ſoit fait, d'une part & d'autre, a touz ceux, que ſe voudrent pleindre des Priſons, qi ont briſe lour Foiz: & auſſi des Pais, qi ount grantez certeines Sommes de Deners, pur avoir pati, ou ſuffrance de Guerre, & ne n'ont mye paie les Deners: & que ſur ceo ſoient deputez certeins Juges, d'une part & d'autre, pur faire Droit; tous ceux, que voudrent demander Conduyt pur aler, ou pur envoier querre lour Priſons, ils eient Sauf Conduyt pur aler a Eaux, a fin q'ils les puiſſent ſomonder de tenir lour Fois, ou de venir respondre devant les Juges deſſus ditz: &, en mesme la manere, ſoit fait des Pais que n'ount mye paie les Deniers, grantez pur pati, ou ſufferance, come dit eſt.

ITEM, ſoient tenues les Trewes tant par Meer, come Terre.

ITEM, ſoient les Trewes affermez par Serement d'une part & d'autre.

ITEM, ſoient publiez les Trewes en divers Pais, as certeins jours (c'eſte aſſavoir) en Fraunce & en Engleterre dedeinz dis jours: en Gascoigne & en Bretaigne dedeinz XXVI. jours: & en Escotz dedeinz XXX. jours; a conter de la Date de ces preſentes: & toutefoitz, ſoient tenuz & gardees les dites Trewes en totes Terres, & en totes Pais, du jour que elles ſerront fermeez & jureez.

ITEM, ſoient deputez certeins Juges & Gardeins des Trewes, d'une part & d'autre, c'eſtaſſaver,

Par la partie de Fraunce, es Partz de Flandres & de Picardie, le Seignur de Moreul Mareschal de Fraunce, le Seignur de Sechelez Governour d'Artoys, le Bailli d'Amiens: es Parties de la Langedoc, & de Poitou, & de Zaintange le Seigneur de Caumont, & les Seneschales du Pais de Bretaigne, le Seignur de Craon:

Et, pur la partie des Aunglois, en Gascoigne le Seignur de Lebretz, & les Seneschals du Pais, en Poitu le Capitain de Seint Johan, Meſſieur Bertrant de Montferraut, Capitain de Leſignan: & en Bretaigne les Capitains du Pais, & Meſſieur Raoul de Caourx, en Flandres & en Picardie le Capitain de Calais, & le Rewardour de Flandres.

ITEM, en cas que ceux, que devient faire, & adrecer, & ramettre les choſes, faites contre les Trewes, a eſtat du come deſſus eſt dit, ne facent la choſe, ou ne les purroient faire duement; adonque ſerront Juges, en y' celle partie, pur les Fraunceys,

Le Duc d'Athenes, le Coneſtable, & le Mareschal de Fraunce, & Meſſieur Geffrey de Charny,

Et, pur les Anglois, le Counte de Lancaſtre, le Coneſtable, & le Mareschal d'Engleterre, Meſſieurs Berthelmu de Burghersh,

Tant conjunctement, come diviſement,

A faire droiture & adrecier les Mespriſes as touz ceux, qi ſe voudrent plendre d'une part & d'autre.

Les quelles Trewes Nous,
Guillames Evesqes de Norwitz,
Henri Counte de Lancaſtre,
Robert Counte de Suffolc,
Et Gautiers Sires de Manny,
Pur la partie d'Engleterre:

Et Nous,
Hugues Evesqes de Laon,
Johan de Neelle Sires d'Offemont,
Geffrey de Charny,
Et Robert Dotetout, Meiſtres des Arbeleſtres,
Pur la partie de France,

Avons, en bone foy, ſanz mal engin, creancees & jurrees en l'Aume de nos Seigneurs les Rois deſſus ditz, come aienz pleine poair de par euls a ceo faire.

En Tesmoignance de ceo nous avons ſeallees ces Lettres de noz Seals.

Donez, en nos Tentes, entre Guynes & Calays le Joedy apres la Feſte Seint Martin; c'eſtaſſavoir le (XVIII.) XIII. jour de Novembre, l'An de Grace Mil, trois centz, quarant, & oyt.

CCCXIII.

ANNO 1348. 10. Dec.

Conventions entre EDOUARD III. *Roi d'Angleterre & LOUIS Comte de Flandres, pour ſe remettre en bonne intelligence enſemble. Données à la Tour de Londres le* 10. *Decembre* 1348. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 652.]

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Engleterre, & Seignur d'Irlande, & Nous, Loys Contes de Flandres, de Nevers, & de Reth, a tous ceux, qi ceſtes preſentes Lettres verront & orront, Saluz.

Savoir faiſons a tous que,

Come par nos amez & foialx Conſeillers (aſſavoir eſt) de Reverent Piere en Dieu, Guillame Evesque de Norwicz, Henry Conte de Lancaſtre, Robert de Ufford Conte de Suffolc, Wauter Seignur de Manny, & Meſtre Jehan de Carleton Doctour en Leys, Commiz & Deputes de par nous Roi deſſus nomme,

Et Henry de Flandres Seignur de Mevene, Sohier Signur Dainghien, nos chiers Couſins, & Jaqueme de Metteneye Burgois de Bruges, Commiz & Deputez depar nous Conte deſſusdit,

Eſtant del eage de dyswiit Anz & plus, aiantz franke, generale, & liberale poair, dispoſicion, & adminiſtracion de noſtre Perſone, de noz Biens, Moebles, & Nonmuobles, Seignories, Juridictions, & de toutes maneres de Drois & avoirs, a nous appartenantz, ſans aucun Curateur, nient conſtrains, ne oppreſſez par force ne violence, ne par doute de null Homme, ne de null rienz du Monde, mais de noſtre pure fraunke & certaine volente, ne decheu par tendreche de eage, ne par erreur, ne par nulle autre manere, mais euwe bone & longue deliberacion de nous, & de noſtre noble ſage & ſain Conſeil, & de entier & plain aſſent & accord de tout noſtre dit ſage Conſeil (c'eſt aſſaver) des pluſurs & de plus ſages de noſtre Linage, & des pluſurs & plus ſages Doctours en Loys, & autres Clercs & Lais de nos Terres & Seignories, de certeine ſcience de nous, & de noſtre dit ſage Conſeill, & pour perpetuel profit de nous, de noz Heirs, de nos Succeſſours, & de noſtre dit Paiis de Flandres,

Aient eſte accordez & aſſentuz certeins Poins & Articles, pour bone de Pais & Amiſte nourrir, accroiſtre, & pardurrer a touz joursmais, entre Nous, nos Paiis, & nos Subgitz,

Nous, aiantz ycheux pur fermes & aggreables, en tant come a cascun de nous touche, les ratiffions, & confermons, en la fourme & manere, qui s'enſient,

PRIMEREMENT, que, d'une part & d'autre, toutes rancunes, haynnes, & malivoillances ſont pardonnez entre Nous, Roi d'Engleterre & Conte de Flandres deſſusdit, ſanz jamais, a nul jour, porter maltalent, ne prendre vengeance, li unes ſur l'autre, par fait, ne par pourchaz, ne par manere aucune, en temps avenir.

ITEM, que Nous, Rois d'Engleterre deſſusdit, tendrons & accomplirons, ferons tenir & accomplir par nos Subgiitz, toutes les Grantes, Promeſſes, & Convences, a cascune, apre li que nous feſimes & promeſimes, au dit Pais de Flandres, en temps que les Alliances entre Nous & le dit Pais de Flandres furent faitz & accordez.

ITEM, que Nous, Contes deſſusditz, pardonnons a ceux de Gand & d'Yppre tout ce que ils ont meffait a nous, & a nos Predeceſſeurs, de temps paſſe, jusques au jourdehuy, ſans ent faire Loy & Juſtice; Et, ſe aucun d'eux, en aucun temps a venir, forfaiſiſt aucune choſe, que de ceo ne ſerroit plus punnys, que la Loy & Fraunchiſe d'icelle Ville contient & requiert.

ITEM, que les mesmes Villes, Gand & Yppre, demorront en leurs Franciſes & Libertez auſſi franchement, comme elles onques furent devant, en aucun temps paſſe.

ITEM, que le Chivalier, Escuier, & autre dou Pays de Flandres, qui ont eſte Fugitifz, & hors don dit Pays, avoeques nous Conte de Flandres, & qui ores ſont r'entriez, ſoient auſſi bone tenuz & obligiez a nous Roi d'Engleterre deſſusdit, & as noſtrez, & par le meisme manere & ſerementz, que les autres qui ſont dou dit Pays de Flandres.

ITEM, que nous, Contes de Flandres deſſusditz,

ANNO 1348. des hors Bannitz de la Ville de Bruges par Loy, & par Jugement,

En la darraine franke & generale verite, jusques a nombre de treze Parſonnes, a la Election dou dit Roi d'Engleterre, & pour l'onour de luy, donrons leurz Amneſte en jusques a la Banline de la Ville de Bruges, & auront leurz bons, & venront a leur Villes auſſi avant, que la Loy de la Ville le puet ſoffrir; Et, ſe aucuns autres ſont bannis, ou fors iſſu, pour oquiſon don dit Roi d'Engleterre, ſans autre cauſe raiſonnable, auront la meisme grace.

ITEM, ſe aucun Debat ſoit, ou ait eſte, entre aucuns des Villes de Gand & d'Yppre, ou aucune rancune, veille ou noveille, que Nous, Contes deſſusditz, ferons criier nos Trieuwes dedens nos Villes deſſus dittes, jusques au Terme de le Saint Michiel, & dedens le Terme d'icelles Trieuwes, pour appaiſier les Parties en la Ville de Gand, Nous, Contes deſſusditz, eſlirrons quatre Parſonnes de noſtre Conſeil: & cil de Gande auſſi quatre Parſonnes autres, & pour la Ville d'Yppre quatre Parſonnes de noſtre Conſeil, & quatre Parſonnes de noſtre Ville d'Yppre, par la Election de nous & de nos Gentz d'Yppre en la manere deſſusditte; les quelles wyt Parſonnes ſe poueront en aucune Ville loyaument, & en bonne foy, a faire bonne Pais & Acord entre les Parties, ſans aucune Partie porter outre Raiſonn & Droiture; ſauve tous jours la Loy de Partie, ou cas que Pais & Acors ne fuſſent faitz entre eux, ſicomme dit eſt.

ITEM, que cil de Gand & d'Yppre demorront quite & paisvile, des orez en avant, de toutes Levees que il, ou aucun de aux, ont faites en temps de Guerres, ſur les Enemis, ou des Bons des Fugitiifs & Banniz de Flandres, & que de ce, que il, ou aucun de eux, ont pris & tollu de leurs voiſins (Amis de nous Roi deſſusdit) ſoit acorde & appaiſie entre les Parties, par les wyt Parſonnes en cascun Ville, comme dit eſt; Et, ou cas que Acordz & Pais ne fuſſent faitz dedens le temps des dittes Trewes par eaux, que drois en fuſt fais a Partie, ſelonc Loy & Coſtume d'ycelle Ville.

ITEM, des Privileges, que cil d'Yppre ont delniement acquiſes ſur cheux de Poperinghes, Nous, Contes deſſusditz, leur aiderons volentres, que il leur ſoient ſauvez & gardez, auſſi avant que Droitz, Loys, & raiſons le demandent.

ITEM, que tout cil, que ſont fuy es dittes Villes de Gand & d'Yppre, en aide de aus, ſoient de la meisme condicion que cil des dittes Villes, ſoient Chevalier, Esquier, ou autre; exceptez les Bannitz par Loy & par Jugement.

ITEM, chil de Gande & d'Yppre, qui ſont banny & fors yſſu des dittes Villes, pour oquiſon de nos Conte deſſusdit, ou pour oquiſon de no treschere Seignur & Pere (dont Dieux ait l'ame) venront a leurs biens, enſi que il les troveront, & a leur Villes auſſi avant que la Loy de la Ville peut ſoffrir, & ferront les meismes Serementz a nous Roi d'Engleterre deſſus dit, comme ont fait li autri.

ITEM, que cil de Gand & d'Yppre venront a verraye obeiſſance de nous Conte de Flandres deſſusdit, comme a leur droit Seignur naturel ſans moyen, & feront envers nous & nos Heirs tout ce que bons Subgiitz doivent & ſont tenuz de faire; &, ſe aucuns don Paiis de Flandres, en temps avenir, fuſt rebelles ou deſſobeiſſantz a nous Conte deſſusdit, que nous Rois d'Engleterre deſſusditz les aiderons a conſtraindre, ou cas que le ditz Contes de nous requerroit, & que aveques ce cheux de Gande & d'Yppre demorront en le Alloyance de nous Roys d'Engleterre deſſusdit, ſi comme devant ont fait.

ITEM, que, en toutes les choſes deſſusdittes, ſoient ſauves toutes les Alliances, faites entre nous Roi d'Engleterre & les Gentz & Paiis de Flandres; & enſement ſoient ſauves les Alliances que noſtre treschere Sires & Peres de nous Conte de Flandres deſſusdit (qui Diez abſoille) & noſtre Paiis de Flandres ont au Duc de Brabant & a ſon Pais de Brabant; les quelles Alliances feurent faites devant les Alliances faites entre le dit Roi & noſtre dit Paiis de Flandres, & les quelles Alliances nous Contes deſſusditz avons promiſes & confermees.

En Tesmoign des choſes deſſus dittes nous, Rois & Conte deſſus nomme, avons ches Lettres faites ſeeller de nos Grantz Seaux.

Don. a la Tour de Londres, le disme jour de Decembre, l'An de Grace Mil, trois chentz, quarante, wyt.

ANNO 1349.

CCCXIV.

1. Mars. *Diploma* CAROLI IV. *Imperatoris, quo* JOHANNI *Comiti Clivenſi Civitatem* Duisburgenſem, *ipſi pro* 20000 *Marcarum argenti oppignoratam, pro aliis* 10000 *Marcis argenti ulterius oppignorat. Dat. Coloniæ die* 1. *Martii* 1349. [DITHMARI Codex Diplomat. TESCHENMACHERI Annalibus Cliviæ, Juliæ &c: additus pag. 7. No. XVI.]

CAROLUS Dei gratia Romanorum Rex, ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex, Notum facimus univerſis, quod cum pridem a Dominis Impp. & Regibus Prædeceſſoribus noſtris ſpectabili Johanni, Comiti Clivenſi fideli noſtro dilecto Hæredibus & Succeſſoribus ſuis Oppidum Duisburgenſe cum ſuis pertinentiis pro viginti millibus Marcarum puri argenti certis & rationalibus cauſis illud rite poſcentibus, extiterit obligatum. Nos attendentes multiplicia merita probitatis & indefeſſæ fidei conſtantiam, quibus idem Comes noſtrum & Sacri Romani Imperii honorem debita fidelitate proſequitur, ſibi Hæredibus & Succeſſoribus ſuis decem millia Marcarum puri argenti *conſtituunt, cum omnibus cenſibus, redditibus, honoribus ſuperaddidimus* de noſtræ Celſitudinis gratia ſpeciali. Eidem Johanni Hæredibus & Succeſſoribus ſuis prædictum Oppidum Duisburgenſe pro ante dictis pecuniarum ſummis, quæ in unam ſummam redactæ triginta millia Marcarum puri argenti conſtituunt, cum omnibus cenſibus, redditibus, honoribus, proventibus, obventionibus, Juribus, Judiciis, Jurisdictionibus & univerſis & ſingulis pertinentiis ſuis, prout ad Sacrum Roman. Imperium pertinere dinoscitur, nomine veri & juſti pignoris de certa noſtra ſcientia tenore præſentium obligantes, Decernimus etiam, quod prædictus Comes oppidum ſupra dictum cum ſuis pertinentiis ut præfertur habere, tenere & poſſidere debeat pacifice & quiete fructibus & percipiendis ſeu perceptis hactenus in ſorte dictarum triginta millia Marcarum puri argenti non defalcendis, nec decutiendis donec nos aut noſtri Succeſſores Romani duntaxat Impp. ſeu Reges ſibi aut eo non exiſtente Hæredibus & Succeſſoribus ſuis prædictam ſummam triginta millium Marcarum argenti cum parata pecunia vel argento absque omni diminutione ſolverimus & dederimus integraliter, & ex toto præſentium ſub noſtræ Majeſtatis Sigillo teſtimonio Literarum. Dat. Coloniæ Anno Domini 1349. Indict. II. Calend. Martii, Regnorum noſtrorum Anno 3.

CCCXV.

3. Mars. Heurath-Verſchreibung und Verbündniß zwiſchen dem Römiſchen König CARL IV. dann RUDOLPH Pfaltz-Grafen am Rhein/ bey Vermählung deſſelben mit des letzten Tochter ANNA beſchehen/ worinn dieſer jenem zur Morgengabe 6000 ſchwere Mark löthiges Silbers Pfand-weiſe auf einige Guter anweiſet/ und im fall beſagte Anna vor ihren Gemahl abgehen ſolte/ ſolle derſelbe obbenannter Morgengabe dieweil er lebet genieſſen; Dargegen jener dieſer 1008 Mark löthiges Silbers zum Leibgeding verſchreibet/und dann einander ewiglich beyzuſtehn ſich verbinden. Geben zu Bacherach den Mittwoch nach dem Sonntag Invocavit 1349. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſatz I. pag. 8.]

C'eſt-à-dire,

Pacte de Mariage & d'Alliance conclu entre CHARLES IV. *Roi des Romains &* RODOLPHE *Comte Palatin du Rhyn, par lequel* RODOLPHE *promet* ANNE *ſa Fille au Roi pour Femme avec une Dot de ſix mille Marcs d'Argent qui ſeront aſſignés ſur certains Biens; conſentant même qu'il les garde ſa vie durant, en cas qu'il ſurvive ſa future Epouſe. Le Roi de ſon côté lui aſſûre une ſomme de mille & huit Marcs pour Douaire, & tous deux ſe promettent une reciproque aſſis-*

ANNO 1349.

assistance. Fait à Bacharach le Mecredi après le Dimanche Invocavit 1349.

WIr Rudolph von GOttes Gnaden Pfaltzgraff bey Rhein/ Hertzog in Beyern / des heyl. Römischen Reichs Obrister Truchses ꝛc. Bekennen und thun kund offentlich mit diesem Brieff / allen denen / die ihn sehen und horen lesen / daß es zwischen dem Allerdurchleuchtigsten Fürsten / Unserm gnädigen Herren und lieben Sohn / Herrn Carln von Gottes Gnaden / Röm. König zu aller Zeit Mehrer des Reichs / und Königen zu Böheim an einem / und Uns am andern theil / umb die Freundschafft / die Uns beyderseits begriffen und vollführet ist / daß er die Hochgeborne Annen Unsere liebe Tochter zu einer ehelichen Königin und Würtin genommen hat / also gethydiget und übereinkommen ist / daß Uns der vorgenannt Unser gnädiger Herr / und lieber Sohn / ob wir des zu Rath würden / daß wir eine eheliche Würtin nemen wolten / darzu rathen und helffen solle / mit gantzen Treuen ohne gefehr / und were / daß sie gewünnen / so solten Unser Land und Leute / Stätte und Veste / demselben unserm Sohn verbleiben / und auff ihre Erben / als bescheidentlich / daß Unserm vorgenannten Herrn folge sein Zugelt und Morgengaabe / die in derselben Freundschafft benennet ist / deren Summa ist Sechstausend schwer Marck löthiges Silbers / die wir ihme beweisen sollen / und beweisen auff Pfandschafft / die hernach geschrieben stehen / auff Hartenstein / Auerbach / Velden / Plech / und auff den Reydenstain / und was darzu gehöret / besuchet und unbesuchet / ober der Erden / und unter der Erden / und vor der Erden / auff Wälden / Wassern / und Weyden / mit allen Rechten und Herrschafften / die darzu gehören / were aber daß die Durchleuchtige Anna Unser liebe Tochter / seine Eheliche Würtin vergienge / ehe dann Unser vorgenannter Herr und Sohn / so solle dieselbe Morgengaabe ihme verbleiben / dieweil er lebet / und nach seinem Todt / werden Unsere Erben / ob wir die lassen / darinn succediren / ob aber der mehrgenannte unser Herr und Sohn mit Unsern andern Töchtern emerley Gelt / sie zu berathen / ausgegeben hette / daß soll seinen Erben und nachkommenden Königen zu Beheim von derselben Morgengaab und Zugelt zuvor bezahlt werden / und ob auch er was übriges ausgeben hette / mit den vorgenannten Unsern Tochtern / dasselbig sollen Unsere Nachkommen gäntzlich richten / und zahlen. Were aber / daß die Morgengaab besser were / dann das Gelt / das unser Herr und lieber Sohn ausgeben hette / als vorgeschrieben stehet / so soll das übrige alles folgen unsern Erben. Were aber / daß vorgenannter Herr und Sohn / ehe dann die vorgenannte Durchleuchtige Frau vergienge / sie hetten Erben oder nicht / so soll all ihr Morgengaab und Leibgedingen / deren Summa ist Tausent acht Marck lotiges Silbers / das er Unser Tochter verschrieben und bescheiden hat / auff Dachau und auff Prunberg den Bürgern / und auff Dachau der Statt-Richtern und Knechten / Burgern / Edlen und Unedlen / und auff Walden / Wassern / und Weyden / besucht und unbesucht / ob der Erden und unter der Erden / mit allen Rechten und Herrschafften / und mit allem dem / das darzu gehöret / daß er sie gewehr als Fürsten-Leibsgeding Recht ist / setzen soll / so es schierst mag / ohngefehr hie zwischen und S. Johann Paptistä Tag / der schier komt / ihr verfolgen / dieweil sie lebet / und nach ihrem Todt wieder zu kommen / zu Unsers lieben Herrn und Sohnes Nachkommen. Were aber / daß wir nach unserm Todt verliessen Töchter und nicht Söhne / so soll Unser Land / Unser vorgenannten Tochter / Frauen Annen allzumahl ohn alle Verhinderniß verfallen und wartend seyn mit allen Fürstenthumben / Herrschafften und Würdigkeiten / und Ehren / die darzu gehören / und mit aller Zugehörung / und soll unser vorgenannter Herr und Sohn alle andere Unsere Töchter / ob wir die liessen / zu solchem Fürstlichen Adel / als ihnen ziembt / und gleicher weiß als er seinen eigenen Töchtern und Kindern thun solt / ohn alles Gefehrde. Auch ist geredt / daß alle unsere Burggraffen und Ampteute / Manne / Ritter und Knechte / Burger / Edel und Unedel / und Gemeinschafft der Städte / und Märckte / in allen unsern Fürstenthumben und Herrschafften / unser vorgenannte Tochter / seiner ehelichen Würtin / und ihme zu ihrer Hand geloben / holden und schweren sollen / daß sie ihme und ihrer beyden Erben nach unserm Tode / ob wir nicht weren / und nicht Söhne liessen / alß vorgeschrieben stehet / mit allen Vesten / Stätten und Land werden gehorsam und unterthänig seyn ewiglich / als ihren rechten erblichen Herrschafften mit guter Treue / ohn alles Gefehrde. Und bey Namen ist geredt / daß wir keinen Amptmann und Burggraffen entsetzen sollen / wir haben dann bestellet / daß der ander oder die andere / ob ihr mehr dann einer were / Unser vorgenannten Tochter zu ihrer beyder Erben Hand schweren und geloben / zu gewarten / und gehorsam zu seyn / als ihrer Herrschafft nach unserm Tod / als vorgeschrieben stehet / ungefehrlich. Were auch / daß wir die Burggrafen oder Amtleute / die wir setzen und geloben / in der Geschicht / als vorgeschrieben stehet / und ihme dieselben Burggraffen oder Ampteut / die wir gesetzt hetten / nicht gefielen / so sollen wir / wann er uns dessen ermahnet / alle dieselbige Burggraffen und Ampteute wandeln / und andere an ihre statt setzen / nach seinem und unserm Willen und Rathe ungefehrlich ꝛc. Were auch / daß unser gnädiger Herr und Sohn / und auch die Durchleuchtige Fr. Anna / unser liebe Tochter / sein ehelich Gemahl / beyde ohn Leibs-Erben abgiengen / da GOtt vor sey / so sollen die vorgenannte Güter beyderseits wiederfallen / davon sie herkommen seyn / auch sollen wir beyde sampt ewiglich gegen einander mit Leib und Gut / mit Landen / Vesten / und mit Leuten beholffen / gerathen und verbunden seyn / wieder aller männiglich / niemand ausgenommen / also fern wir das zu beyderseits mit Ehren thun mogen / ohn alles Gefehrde. Und alle diese vorgenannte Theidigung / Verbündnüß / Sachen und Stücke globen wir dem vorgenannten unserm Herrn und lieben Sohn / und er uns wieder / gantz stäte / fest und unverbrüchen zu halten / und haben mit guten Treuen und mit geschwornem Eyde / den wir zu den Heyligen beyderseits mit gutem Willen und rechten bewüssen / darüber und auff diesen Brieff leibhafftig geschworen haben / und der vorgenannten Theidungen / freundlichen Berichtung / Ereignung und Verbündniß / die zwischen uns beyderseits geschehen / seynd Gezeuge / die Edlen Herren / die hernach geschrieben stehen: Herr Burckhardt der älter von Erlbach / Simon von dem Walde / Ritter / Jacob von Flerschheim ein Edelknecht / unser Voigt / Herr Samicko von Hasenburgk / Herr Buschko von Willhertitz / Herr Bernhardt von Emburgk / Ritter / Peter Probst zu Preßlau / Meister Henrich von Wesel / Wolfart der Wohlerstainer unser Schreiber / und Johannes Pfarrherr zu Neumarck ꝛc. zu Urkund dieses Briefs versiegelt mit unserm grossen Insiegel / der geben ist zu Bacharach / nach Christi Geburth 1349 Jahre / an dem nechsten Mittwochen nach dem Sonntag Invocavit.

ANNO 1349.

CCCXVI.

Privilegium CAROLI IV. *Romanorum Regis, Civitati* SPIRENSI *concessum, nè quis intrà tertium dictæ Urbis lapidem, ullo unquam tempore, Castella absque venia præfatæ Urbis exstruat & erigat. Datum Spiræ die Veneris antè Festum Palmarum annó* 1349. [JULII BELLI Laurea Austriaca Libr. II. pag. 87. LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. XLIV. pag. 703. en Allemand.] 2. Avril.

NOs CAROLUS, Dei gratia, Rex Romanorum, semper Augustus, & Boemiæ Rex, his Literis testamur, & omnibus, qui eas legent, aut legi audient notum facimus, nos consideratis injurils & damnis, quæ ex Newenhofiana, & Affelderlochiana Arcibus crebro illata sunt, in commune Urbium & Regionis commodum Arces illas destruxisse, & fanciviſſe, ne deinceps ullo unquam tempore Castella & Munimenta illic exstruantur. Et quia nobis constat, Urbem & Cives Spirenses, nostros & Imperii dilectos ac fidos Subditos, multa & gravia incommoda à Castellis, quæ præter fas in vicinia ipsorum condita fuerunt, passos esse, nos habita ratione fidelium officiorum, quæ Cives illi nobis & Imperio multoties non sine magnis sumptibus præstiterunt, & deinceps quoque præstare possunt ac debent, ex potestate Regia, tam nostro quam Successorum nomine edicimus, ne quis intra tertium ab Urbe Spirensi lapidem, ullo unquam tempore aut modo, Castellum absque venia, consensu & permissu Urbis & Civium Spirensium extruat, ædificet aut erigat: & quæ jam intra præscriptum terminum condita sunt, si deinceps diruantur & evertantur, ne postea in æternum sine venia, consensu & permissu modo dictæ Urbis & Civium Spirensium instaurentur: cui Edicto nemo obstrepet aut obstrigillabit. Si quis contra fecerit, quicunque ille sit, & aliquod Castellum intra tertium ab Urbe lapidem moliatur, illud Urbs & Cives Spirenses cum Sociis, qui hac in re ipsis auxilium commodare volent, pro arbitrio destruent, & in nihilum redigent: nec propterea de vi tenebuntur: nam hujus rei copiam his Litteris, ex potestate Regia, nostro & Successorum nostrorum nomine, ipsis fecimus, ac volumus, ut unusquisque Præses territorii Spirensis, si ab Urbe & Civibus Spirensibus rogetur, bona fide & absque mora aut dolo ipsis opem ferat. In cujus rei fidem has ipsis Litteras tradimus, Sigillo nostro Regio obsignatas, quæ datæ sunt Spiræ anno à Nativitate Domini M. CCC. XLIX. proxima die Veneris ante Festum Palmarum, tertio anno nostrorum Regnorum.

CCCXVII.

(1) *Traité entre* JEAN DE FRANCE, *Fils de Philippe de Valois, &* JEAN DE CHALON *Fils de Beatrix, qui regle toutes les prétentions, que ledit Jean de Châlon pouvoit avoir en Dauphiné.* 10. Juill. FRANCE ET CHALON.

(1) L'Auteur duquel nous empruntons ce Traité remarque que *Jean de France* ne se crut pas assez assuré dans la possession du Dauphiné, s'il n'obligeoit *Jean de Châlon* à confirmer, par cet Acte, tous les precedens, qui avoient été faits sur ce sujet.

ANNO 1349. *phiné. Fait à Lyon, le 10. de Juillet 1349.* [JOSEPH DE LA PISE, Tableau de l'Histoire des Princes & Principautez d'Orange. pag. 100.]

JEANS aisné fils dou Roy de France, Duc de Normandie & de Guienne, Comte de Poictou, d'Anjou & dou Maine, & Humbert Dauphin de Viennois faisons ſçavoir à tous preſens & à venir, que comme noſtre trescher cousin Jean de Chalon Sires d'Harlay & de Cuyſel, nous eut faict pluſieurs requeſtes & demandes à cauſe de la ſucceſſion de noſtre tres chere couſine feu Beatrix de Viennois Dame d'Harlay, ſa Mere que Dieu abſolve & Tante de nous Dauphin deſſusdict.

Et premierement, que deux mille Livres de Terre ly fuſſent aſſiſes au Dauphiné, ſelon ce que faire ſe debvoit par les convenences faites au cas que le Dauphiné vint à nous Duc ou à aucun de nos enfans.

Item, que on payat audict Seigneur d'Harlay, douze mil florins promis par nousdit Dauphin, à noſtredite Tante.

Item, que le Chaſteau de Chaſtillon, & la Ville de Cluſes & les Chaſteaux de Luillins & de Mont-Forchier en la Baronnie de Fouſſigni, que données eſtoient à ladicte Dame d'Harlay, ſur certaines convenences contenues es Inſtruments faictes ſur ce: c'eſt a ſçavoir que ſe il advenoit, que ladite Dame mouruſt, & nous dit Dauphin ſurvivant ou nos enfans descendus de loyal mariage, ledict Chaſtel debvoit retourner a nous ou nos Hoirs, eſtions tenus de paier aux Hoirs de lad'te Dame jusques à la ſomme de ſix mille ſix cents florins d'or, & au cas que nousdit Dauphin mouruſſions ſans Hoirs de noſtre propre corps aprés ladicte Dame, lors lesdits Chaſteaux & Ville debvoient retourner aux Hoirs & Succeſſeurs de nousdit Dauphin, puiſſions ravoir ladicte Ville de Cluſes en donnant autre Ville en la Terre de Fouſſigni de la valeur de trois cents florins, par telle maniere que parmi ce aucune innovation ne fut mye faicte des dits douze mille florins ne es aſſignations deubes comme dit eſt.

Item que pour les Chaſteaux de Luillins & de Mont-Forchier, que ne peuſſions garantir à ladite Dame & pour huict mille trois cents florins que nousdit Dauphin avons donné en fié à ladite Dame, & en hommage lige le Chaſtel de Salanches avec le mandement & mere & mixte Impere ſur teles convenences & conditions que ſe ladite Dame ſurvivant nous Dauphin deſſusdict ou nos enfans comme dit eſt, ledict Chaſtel devoit retourner à nous ou à nosdits enfans, auquel cas nous ou nos Hoirs devions payer les debtes & Legats de ladite Dame jusques à la ſomme de huict mille trois cens florins d'or, & aprés nous dict Dauphin trepaſſé de ce ſiecle ſans Hoirs de noſtre propre corps, ledict Chaſtel avec les choſes deſſusdites devoient retourner aux Hoirs de ladite Dame, & en icelluy cas les Chaſtellains dudict lieu devoient jurer, que aprés le decés de nous Dauphin deſſusdict, ils randroient lesdits Chaſteaux de Chaſtillon & de Sallanches, aux Hoirs de ladite Dame, & audit cas ladite Dame avoit quitté & renoncé à la donation à ly faicte des Chaſteaux de Lullins & de Mont-Forchier.

Item que pour ce que ledict Seigneur d'Harlay quittat tout le droit qu'il avoit en Dauphiné, nous Dauphin deſſusdit ly euſſions promis mil florins d'or de rente à perpetuité & que il le fit gratieuſement pour lesdirs mille florins, nous ottroyames qu'il eut mil livres de bons Viennois de annuelle & perpetuelle valeur, & aſſigner là où il ſe pourroit plus pres faire dou Chaſtel d'Orpierre & de Tresclus, au cas toutesfois que aviendroit que nous defaillifions de ce ſiecle, ſans Hoirs engendrés de noſtre propre corps. Si comme ces choſes ſont plus plainement contenues en certaines Lettres desquelles il nous a faict foy.

Item que nous Dauphin deſſusdit ly eſtions tenus pour noſtre hoſt fait devant Mirabel, pour les gages de ſes gendarmes ſans rien conter pour l'eſtat de ſa perſonne, deux mille cinquante deux livres douze ſols quatre deniers, Compté le florin pour vingt ſols & pour chevaux perdus audit hoſt ſept cens ſoixante dix neuf florins quatre Gros tournois.

Accordé eſt entre nous Duc, Dauphin, & Seigneur d'Harlay, deſſusdit ſus, & pour les choſes deſſusdites en la maniere que ſenſuit.

Premierement que pour cauſe desdites deux milles livres de Terre que nous Duc deſſusdit devions bailler comme dit eſt; nous Duc & Dauphin deſſusdit baillons & delivrons audict Seigneur d'Harlay des maintenant, le Chaſtel, Ville & appartenences d'Auberrive, enſemble mere mixte Impere & Jurisdiction, & luy promettons à parfaire au plus prés dudict Chaſtel au moins de dommage pour ledict Dauphin que on pourra, jusques à la valeur de deux mille livres de Terre, à telle monnoye & telle valeur comme les deux mille livres de Terre deſſusdites, en la maniere & forme qu'il eſt contenu es dites Lettres ſur ce faites, & au cas où ces deux mil livres de Terre ne pourroint eſtre aſſizes audict lieu d'Auberrive, nous voulons & prometons que aſſizes luy ſoient au plus pres dudict lieu, jusques à la valeur desdites deux mille livres de Terre que on debvoit aſſoir par la maniere que deſſus eſt dit. ANNO 1349.

Item que nous Dauphin deſſusdict devons bailler audit Seigneur d'Harlay, en & pour eschange dou Chaſtel d'Orpierre & de Tresclus & de la Terre appartenant ausdits Chaſteaux & avec ce pour les Forteresſes d'iceux Chaſteaux & de la Baronnie, jusques à la vallue desdits Chaſteaux & Baronnie, autre Terre du Royaume de France au plus pres de l'Iſle ſoubs Mont-Real, au moings de dommage que faire ſe pourra pour le Roy, de la Terre de quatre mille florins d'or de rente que nous devons avoir au Royaume pour cauſe des convenences faites entre nous Duc & Dauphin deſſusdit.

Item que les autres mil livres de Terre à Viennois, que doibvent eſtre aſſizes audit Seigneur d'Harlay aprés le decés de nous Dauphin deſſusdit; ly ſoient aſſizes ſelon la forme & maniere contenue es Lettres faites ſur ce: & pour cauſe des Terres deſſusdites, ledit Seigneur d'Harlay eſt tenu de faire fie & hommage lige à Charles fils de nous Duc deſſusdit qui Dauphin ſera, & luy ayder & ſes Hoirs & Succeſſeurs qui ſeront Dauphins, & auſſi lesdicts Dauphins ſes Hoirs & ſes Succeſſeurs ou dit Dauphiné ayder ledit Seigneur d'Harlay ſes Hoirs & Succeſſeurs ſelon les convenences & hommage jadis fait entre nous Dauphin & Seigneur d'Harlay deſſusdit.

Item eſt accordé que ſus & de la ſomme deue audit Seigneur d'Harlay pour les cauſes deſſusdites, qui montent environ vingt neuf mille ſept cents trente & un florins unze gros & demy, ſatisfaction ſera faite en la maniere que ſenſuit. Premierement que des-maintenant ly ſeront payés dix mil florins de bon or & de bon poids & le demeurant de ladite ſomme ly ſera payé à trois termes: c'eſt à ſçavoir de la S. Michel en un an que courira mil trois cents cinquante ſept florins; & les autres ſept mille florins à la Sainct Michel prochain enſuivant l'an revolu, & le remanant de ladite ſomme a l'autre S. Michel aprés. Lesquels payements ſe fairont par la main des Executeurs de nous Dauphin deſſusdit en la maniere deſſusdite: toutesfois eſt il despuis accordé expreſſement entre nous Dauphin & Seigneur d'Harlay deſſusdits, que pour ce que nousdit Dauphin eſtions obligé de payer les debtes, legs & clamours de ladite Dame jusques a la ſomme de ſix mille ſix cents florins d'une part, & jusqu'à la ſomme de huict mille trois cents florins d'autre part: les ſommes doibvent eſtre converties en debtes, legs, & clamours deſſusdits, & ſe dedans ladite Feſte de la S. Michel courant l'an mil trois cents cinquante, ou dedans les autres termes des payements, aucuns Creanciers Legataires ou autres à qui en fut tenus à cauſe des clamours lais des Legats de ladicte Dame ou Dauphiné, venoient pardevant lesdits Executeurs de nous Dauphin deſſusdit, iceux Executeurs ranvoyeront lesdits demandeurs pardevant ledict Seigneur d'Harlay, requis ſuffiſamment & ſommés n'avoit dedans ladicte Feſte de la S. Michel, ou dedans les autres termes desdits payements payé ou accordé avec eux comme dict eſt, ou montré cauſe raiſonnable pourquoy il ne fut tenu, lesdits Executeurs a eux premierement faits foy desdits debtes pour lesdits Creanciers ou Legataires; leur payeront ce que deub leur ſera, lesquelles debtes ainſi payées ſeront rebatues desdites ſommes.

Item eſt accordé & par ce convenences expreſſes, que toutesfois que ce nous Duc ou a noſtredit fil Dauphin de Vienne ou ſes Hoirs & Succeſſeurs ou Dauphiné plairoit; nous puiſſons ravoir ledict Chaſtel d'Auberrive en aſſignant ſuffiſamment audit Seigneur d'Harlay ou Succeſſeurs, Chaſtel & les deux mille livres de Terre autre part ou Dauphiné ou au Royaume, ſelon la teneur de ſes Lettres faites ſur les convenences.

Et nous Duc en nom de nous & de noſtre fils, & nous Dauphin deſſusdit pour nous nos Hoirs & Succeſſeurs, promettons en bonne foy a tenir & garder fermement les choſes deſſusdites & non faire ne venir ou conſentir au contraire, & que nous fairons & ſignerons à tout effect que noſtre dict fils Charles pour luy & ſes

ANNO 1349. & ſes Hoirs & Succeſſeurs ou Dauphiné prometra & jurera lesdites convenences tenir & garder audict Seigneur d'Harlay pour luy ſes Hoirs & Succeſſeurs.

Et nous Seigneur d'Harlay pour nous nos Hoirs & Succeſſeurs parmi les choſes deſſusdites, nous tenons pour contens, de tout le droit & action que nous pouvons demander avoir & reclamer ou Dauphiné, a cauſe de ladite ſucceſſion de noſtredite Dame & mere, ou pour nous, par quelconque autre cauſe; & quittons Monſieur le Duc, Monſieur le Dauphin, & Charles Monſieur Dauphin de Viennois deſſusdict, & leurs Hoirs, & Succeſſeurs, ou temps avenir, cedons & delaiſſons, & promettons & jurons aux Evangilles touchées corporellement non venir, ne faire venir ou conſentir au contraire. Et pour ce que ce ſoit choſe ferme & ſtable perpetuellement a touſiours nous Duc, & Dauphin, & nous Sires d'Harlay deſſusdits, avons faict mettre nos ſeaux en ces preſentes Lettres *Données* a Lyon ſur le Rhosne l'an de grace mil trois cents quarante neuf, au mois de Juillet dixieſme jour dudit mois.

Par Monſeigneur le Duc en ſon Conſeil, preſent le Comte d'Armagnac, le Seigneur de Revel, vous & pluſieurs autres. *Signé* SAVIGNI.

Et pour Monſieur le Dauphin, preſens Meſſieurs l'Archevesque de Lyon, l'Evesque de Grenoble, le Chancelier, Francois de Revel, & Gigon Coſtan Chevalier. *Signé* H. P.

Et pour Monſieur de Chalon, preſens Monſieur Thibaut de Crys, Monſieur Ponicart de Touraiſe Chevalliers; & Maiſtre Jean du Bois & pluſieurs autres. *Signé* DANISY.

CCCXVIII.

30 Août. **Bündniß der Städte** FRANCKFURT, FRIEDBERG, **und** GELNHAUSEN, **wodurch ſie einen vor dieſem unter ſich geſchloſſenen Bund verneüern / ſich einer gewiſſen Volck-hülffe wider allen überlaſt vergleichen / und daß ſolches von dato an der Bündniß bis auf Martini / und von Martini bis über ein Jahr / und darnach ſo lange bis es eine von dieſen dreyen Städten auffſaget / und nach der auffage noch ein Jahr währen ſolle / ſetzen. Geſchehen am nächſten Montag nach Johannis Enthauptung / anno 1349.** [Diplomata ad ÆNEÆ SILVII Hiſtoriam FRIDERICI IV. Imper. illuſtrandam addita pag. 248. LUNIG, Teutſches Reichs-Archives Part. Special. Cont. IV. Abtheil. VIII. in addendis **von Reichs-Städten insgemein** pag. 1434. d'où cette Pièce eſt tirée.]

C'eſt-à-dire,

Traité d'Alliance conclu entre les Villes de FRANCFORT, *de* FRIDBERG *& de* GELNHAUSEN, *par lequel l'ancienne Confedération eſt renouvellée pour durer du jour de la Date jusqu'à la St. Martin, & un an au delà, comme auſſi par après, auſſi long-tems que l'une des trois Villes n'y aura pas formellement renoncé; & même une autre année entiere après ſa Renonciation. On y convient, entr'autres choſes, du nombre de Troupes que lesdites Villes ſe devront envoyer l'une à l'autre pour ſecours en cas de néceſſité. Fait le Lundi après la Fête de la Decollation de St. Jean* 1349.

WIr die Burgermeiſter / Scheffen / Rate vnd die Burgere gemenliche der Stede zu Franckenford / zu Fridеberg vnd zu Geilnhuſen erkennen vnd virjehen vns uffinliche mit dyſem Bryfe / allen den die jn anſehend oder hörend leſen / alſe wir vnd die Scheffen / Rat vnd die Burgere gemenliche der Stad zu Wetflar eyne Strickunge vndir einandir hatten / die uff was geſagit / daß wir die von Franckenford / von Fridеberg / vnd die von Geilnhuſen uns widder zu einandir han virſtricket vnd virbunden / in aller der Maſſe / alſe die Strickunge des Tagis was / do ſie vff ward geſagit / auch han wir dieſelben Strickunge gebeſſirt mit den Artickeln / alſe hernach ſtent geſchrebin / vnd behalden vns auch fürbas die Mugede / daß wir ſie abir / wanne vnd wy dicke es vns fuget / mogen beſſirn / adir mynren / adir meren / wy es uns fuget und zu Rade werden / ane Geverde. Wir dyſe dry Stede ſullen halden / wir die von Franckenford dryzehen Gewapnit / und wir die von Fridеberg zehen Gewapnit / und wir die von Gelnhuſen ſybene Gewapnit / vnd ſulle jedie Stadt eynen Houbetman haben / deme ſullen ſie gehorſam ſin / was he ſie heizſet / vnd willichen vndir den dren Houbitmannen die Sexſe adir der merer Teyl eynen Houbitman machen zu eyme Ridde / deme ſullen ſie den Nod alle gehorſam ſin / alſe dicke / alſe es Nod geſchibet / vnd ſullen auch zu den Heilegin ſchwerin / gliche Lude zu ſine dyſer dren Steden / vnd das ſie virſchwigen vnd nicht enmelden noch erwarnen / ane alle Geverde. Auch ſullen jedie Stadt vyere kyſen / die ſullen alle vyere ſchwerin dyſen dren Steden / gliche Lude zu ſine / ane Geverde / der ſullen zwene die erſte Virteil Jaris riden zu der Stede Noden / vnd were / daß der zweier eyner vor chaffften Noden nicht riden mochte / ſo ſul zu der Zit der andirn zweien eyner für jn riden / vnd ſol auch ſine Mogede vnd Macht haben / vnd wanne das Virteil Jaris vzkomt / ſo ſullen dann die andirn zwene das andir Virteil Jaris ryden / vnd wanne auch der eyner vor chaffren Noden ane Geverde nicht geriden mochte / ſo ſal dann auch der andirn zweier eyner widdir für jn riden / vnd ſal auch zu der Zit ſine Mugede und Macht haben. Und ſullen ſich auch bey demſelben Eyde je eynegin / daß ir je zwene riden / daß das ich geſomet werde / vnd was auch die Sexſe adir der merer Teil übirkomen / um tegeliches Kryg / vnd was ſie adir der merer Teil den Houbitman heizſen / das ſal he tun von dyſer drier Stede wegin / und duchte die Sexſe adir den merer Teil / daß man zu eyme Ridde adir ine / wanne es Nod tede / me Volckis bedorffte / ſo ſullen wir dyſe dry Stede me Volckis zuſchizſen vnd zuſchicken / wy die Sexſe adir der merer Teil vberkomen / vnd ſe dunket / daß zu der Zit nod iſt. Auch williche Stad vbergryffen wurde / die Stadt ſulde es bringen an die Sexſe / die Sexſe ſulden auch die Stede an den Erin bewarin / vnd den ſchriben / die den Ubergryff getan hetten / daß ſe widdirkeren / und Recht von der Stad nemen; buſchin ſie des nicht / ſo muſten ſie der Stad beholfen ſin / und ſulden jn auch helffen. Wers auch / daß eyner Stad Übirlaſt geſchehe / vnd nicht widderkard wurde / vnd die Stad eynen Beſez yſche / der Beſez ſal ſten an den Zwelfen adir an dem merer Teile / wes die darum vbirkomen / darzu ſal je die Stad beholffen ſin / vnd ſullen auch die Sexſe / die zu der Zit ſint / je mit einandir vor dem Beſezſe blyben / vnd ſollen da beſchen / vnd zu Rade werden vm Sone / vm Uffbrechen / vm Lygen / was das Beſte ſy / vnd was ſie adir der merer Teil darum vberkomen / des ſullen die Stede volgen / vnd auch der oder die / den der Schade geſchehen were. Auch um die Hülfe / alſe in dem alden Bryfe der Strickunge ſtet / die Hülfe han wir gebeſſirt vnd geandirt / alſe in dyſen Artickeln ſtet / vnd alſe an die Sexſe geſtalt iſt / vnd ſal man ſich mit der Hülfe darnach halden / alſe wir nu in dyſen Artickeln han irennert. Auch wers / daß eyne vndir dyſen dryn Steden berant wurde / vnd man ſie vor irer Stad herſchin wulde / daß dan die andirn zwo Stede / alſe ſchire ez jr virkunt wirt / der Stad zu Helffe komen ſullen mit aller ir Macht / ſie zu entſchuldene. Wers auch / daß der Byerer eyner abeginge / von willicher Stad der were / die Stad ſal eynen andirn byn den neyſten achte Tagen an des Virſorin Stad kyſen alſe dicke / als es Nod dut. Und ſal dis Virbuntniße werin von nu an / bis uff Mertins-Tag / und von demſelbin ſant Mertins-Tage vbir ein Jar / vnd darnach alſo lange / bis daß es dyſer dryer Stede eine uffſagit / und wanne es ein Stad uffſagit / ſo ſal es darnacher nach der Uffſagunge ein Jar ſten. Die Virbuntniße han wir dyſe dry Stede von nuwens widder virburger / jedie Stad mit iren Fremden / vnd ſullen die Burgen von dyſis Virbuntniſis wegin mit der Burgſchafft behafft vnd verbundin ſin / vnd darzu tun vnd leyſten / obe ez zu Schuldin komit / in allir der Maſſe vnd Wyſe / alſe die Burgen in dem aldin Bryfe der Strickunge behafft ſint / vnd alſe in dem aldin Bryfe der Strickunge ſtet geſchrebin / vnd ſint dis die Burgen der Stad zu Franckenford / Hanneman von Holtzhuſen / Jacob Clabelouch / Erentwin Schrencke / Gerlach von Hohenzus / Culman Zan / Hartung Beckern / Hemmekin von Ordruch / vnd Gerhard Roſinbuſch's. Und ſint dis die Burgen der Stad zu Fridеberg / Junge Johann Rule / Heinrich Mazſinheimer / Engel Heinrich Engelnſon / Conrad von Franckenford / Gypele / Becker / Wygand Iſernhut vnd Berchtold Flac. Und ſint das die Burgen der Stad zu Geilnhuſen / Conrad von Breidinbach / Junge von Breidinbach / Hartman an der Ecken / Volmar von Creygenfeld / Berchtold ane Smaltz / Berchtold in dem ſteynen Hus / Fritze Heppener / vnd Herman Menger. Alle dyſe vorgeſchrebin Strickunge ſtete vnd veſte zu haldene / ane alle Argeliſt vnd Geverde. Vnd han des zu Virkunde vnd veſtir Stedekeid vnſer Ingeſigele an dyſen Bryff gehangen. Gebin nach Gotis Geburte druſchenhundirt Jar / vnd nun vnd virtzig Jar / an dem neyſten Mayntage nach ſant Johannes-Tage / alſe he enthoubet wart.

(L.S.) (L.S.) (L.S.)

CCCXIX.

Venditio Comitatûs Schwalenbergenſis *pretiô* 40. *Marcarum Legalium Denariorum Paderbornenſium, per* MECHTILDEM HENRICI *piè defuncti Comitis de Schwalenberg Conjugem, & tanquam Tutricem Filiæ ſuæ* JUTTÆ BALDEWINO 1350.

ANNO 1350. wino *Episcopo, Capituloque Paderbornenſi. Actum annô* 1350. [LUNIG, Teutſch Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortſetzung III. Abſatz XVII. pag. 253.]

NOs MECHTILDIS HENRICI quondam Comitis de Schwalenberg, cui Deus ſit propitius, uxor legitima fatemur, & publice proteſtamur præſentium tenore, quod nos tanquam legitima tutrix filiæ noſtræ Juttæ, ejusque nomine cum conſilio & conſenſu fratrum noſtrorum D. Conradi Comitis de Retbergh & D. Ottonis Canonici Cathedralis Eccleſiæ Paderbornenſis integrum Comitatum Schwalenbergenſem, ejusque Caſtra, terras & jurisdictiones cum omnibus attinentibus, ſicut hæc omnia Henricus quondam Comes prædictæ filiæ ſuæ Juttæ hæreditarie reliquit, vendiderimus Reverendo Patri & Domino Baldewino Epiſcopo Paderbornenſi, Præpoſito Decano totique Capitulo Eccleſiæ Paderbornenſis pro quadringentis Marcis legalium Denariorum Paderbornenſium, ad hæc renunciavimus prædictæ Dynaſtiæ Schwalenbergenſi, manuque & ore filiæ noſtræ Juttæ nomine iisdem legitime reſignavimus.

Nos etiam Conradus Comes & Otto Canonicus prædicti promittimus fideliter & unanimiter præfatis Reverend. Dominis, quod ſoror noſtra Mechtildis nomine filiæ ſuæ Juttæ hanc renunciationem & reſignationem reiterabit coram Dominis, a quibus Dynaſtia Schwalenbergenſis titulo feudi dependet, quandocunque Epiſcopus, ejusve Succeſſores aut Capitulum Paderbornenſe hoc ipſum poſtularint. Præterea quando Jutta Sororis noſtræ prædicta filia ad maturam ætatem pervenerit, obſtricta erit ſupradictam reſignationem ac renunciationem facere coram Dominis, a quibus Comitatus prædictus feudi nomine descendit, idque ore & manu, in favorem Reverendorum Dominorum & Capituli Paderbornenſis, quando Jutta prædicta ad hæc ab iis requiſita fuerit. In prædictorum omnium fidem ac teſtimonium Nos Domina Mechtildis, Conradus Comes, & Canonicus Otto prædicti ſigilla noſtra his Literis appendi fecimus, quæ ſcriptæ ſunt anno ab Incarnatione Domini M. CCCL.

CCCXX.

5. Janv. JOANNIS *Marchionis Moraviæ Literæ, quibus* CAROLO IV. *Romanorum Imperatori & Bohemiæ Regi, ad recuperanda Regni & Coronæ Bohemiæ jura, adverſùs quoscunque Homines, ſe auxiliaturum pollicetur. Datum Pragæ primâ Nonas Januarii Annô* 1350. [BALBINI Miscellaneor. Hiſtor. Regni Bohemiæ Decad. I. Libr. VIII. Epiſt. Part. II. Epiſt. VIII. pag. 176. LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortſetz. I. Abſatz II. von Mähren. pag. 250. d'où l'on a tiré cette Piéce.]

NOs JOHANNES Dei gratia Marchio Moraviæ. Notum facimus univerſis, quod nos attendentes & in animo revolventes Sereniſſimi ac invictiſſimi Principis & Domini ac Fratris noſtri gratioſi Domini *Caroli Romani Imperatoris ſemper Auguſti & Bohemiæ Regis* ſynceritatis affectum & piam gratiam, quibus ad inclinationem noſtræ conditionis, ſicut in operationis affectu patenter apparuit, ſtuduit intendere, gratioſe promittimus bonâ noſtrâ fide, ſine dolo, dicto Domino noſtro adverſus omnes *Principes, Nobiles, Barones, Vaſallos*, & alios quoscunque homines, cujuscunque præeminentiæ, gradus ſive dignitatis exiſtant, nullo penitus excepto, in omni ſive caſu, quoties neceſſitas incubuerit, & nominatim & expreſſè, ad recuperationem jurium, utilitatum & pertinentiarum, quæ de corpore Regni & Coronæ Bohemiæ quâvis occaſione ſeu causâ alienata ſive diſtracta noscuntur, adverſus Principes, Barones, Vaſallos ac cæteros homines dicti Regni & Coronæ fideles ipſius & Subditos, qui occaſione præfatâ non contenti fortaſſis, quod hujusmodi utilitates, Jura & Proventus *Regni & Coronæ Bohemiæ* repetantur ab eis, aut aliâ intentione quacunque contra prædictum Dominum & Fratrem noſtrum, calcaneum rebellionis erexerint, quoties & quando per ipſum aut ſuo nomine requiſiti fuerimus, auxiliari, cooperari & aſſiſtere fideliter, ſicut decet, remediis & conſiliis opportunis, promittimus etiam & ſincere ſpondemus nos de Principibus, Baronibus, *Vaſallis & Subditis dicti Domini & Fratris noſtri*, verbo, facto, perſuaſione aut conſilio non intromittere imò quoties aliquis ex eisdem quacunque temeritate contra præfatum Dominum inſurrexerit, nos inſurgentis ſeu rebellantis ipſius contumaciam unà cum præfato Domino noſtro compescere & refrenare tenebimur & debemus. Præſentium ſub nostro Sigillo Teſtimonio Literarum. Datum Pragæ Anno M. CCCL. Indictione ſecunda primâ nonas Januarii, Regnorum noſtrorum Anno quarto. ANNO 1350.

CCCXXI.

Venditio omnis juris in Dynaſtia Schwalenberg & Stoppelberga, AGNETI *Comitiſſæ de Schwalenberg competentis, facta* BALDEWINO *Epiſcopo Paderbornenſi per dictam Comitiſſam pro mille ſexcentis Marcis. Actum in Vigilia Paſchatis annô* 1350. [LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortſetzung III. Abſatz XVII. pag. 253.] 27 Mars.

EGo AGNES Vidua Borchardi quondam Comitis de Schwalenberg profiteor & hisce Literis publice atteſtor, quod Reverendo Patri ac D. Baldewino Epiſcopo Paderbornenſi legitime vendiderim & vi harum Literarum transcripſerim omne jus, quod mihi competit in Dynaſtia Schwalenbergenſi, quodque mihi obvenit ex parte prædicti Mariti mei Borchardi quondam Comitis in Schwalenberg videlicet mille ſexcentas Marcas, pro quibus Dominus de Lippia oppignoravit partem ſuam Caſtri & Oppidi Schwalenbergenſis. Item Stoppelbergam cum omnibus ad eam ſpectantibus, quemadmodum illam Maritus quondam meus a Gunthero Comite comparatam poſſedit: hujus venditionis evictionem emptori præſtabo, ubicunque neceſſe fuerit in præmiſſorum teſtimonium ſigillum meum Litteris hisce appendi; atque inſuper rogavi Nobilem Virum Domicellum de Büren Cognatum meum, ut ſuum quoque ſigillum hisce appenderet. Et Ego Joannes de Büren profiteor, quod rogatu prædictæ Agnetis Viduæ Borchardi quondam Comitis de Schwalenberg cognatæ meæ appenderim hisce Literis ſcriptis Anno 1350. in Vigilia Paſchatis.

CCCXXII.

Traité de Trêves entre PHILIPPE de Valois *Roi de France, &* EDOUARD *Roi d'Angleterre, au Camp près de Calais* 13. *Juin* 1350. [Pièce tirée du LVI. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin pag. 9.] 13. Juin.

UNiverſis præſentes Litteras inſpecturis, nos permiſſione Divina, Guillelmus Bracharenſis, & Frater Joannes Brundismi, Archiepiscopi, Apoſtolicæ Sedis Nuntii: Notum facimus per præſentes, quod nuper à Sanctiſſimo Patre & Domino noſtro, Domino Clemente, Divina providentia Papa VI. ad Franciæ ad Angliæ Regna, pro reformanda Pace, & Concordia procuranda, ſeu Treugis inter Sereniſſimos Principes, Dominum Philippum Dei gratia Francorum, & Dominum Eduardum eadem Dei gratia Angliæ Reges illuſtres, qui Zizaniæ ſatore, pacis æmulo procurante periculoſè ad invicem plurimum diffidebant, ſpecialiter deſtinati, & ad dictum Regnum Francorum accedentes, ac conferentibus nobiscum propter reverentiam Sedis Apoſtolicæ, & ad noſtram inſtantiam in loco ſito inter Guinas & Caleſium ad parlamentandum ſuper his conſueto Reverendis in Chriſto Patribus, Dominis Hugone Epiſcopo Laudunenſi, & Egidio Abbate Sancti Dionyſii in Francia. Ac Magnificis viris Dominis, Joanne de Bolonia, Domino de Montgascon, & Joanne de Landaz, Militibus. Ac Magiſtris, Stephano de Paris, Canonico Pariſienſi, Philippo de Galleriis, Decano de Tarro, & Roberto Galz, Præpoſito Sueſſionenſi, ab ipſo Rege Francorum. Nec non Reverendo in Chriſto Patre Domino Guillelmo Norvicenſi Episcopo, & Magnifico Viro Domino Roberto Comite Sulfridi; Ac Nobilibus Viris Dominis Thoma Colz &c. Roberto de Herbe Militibus ab ipſo Domino Rege Angliæ. Et ſuper Pace & Treuga inter eosdem Dominos Reges & tractandis & iniendis cum plena poteſtate ſpecialiter deputatis, prout nobis apparuit legitime & plenarie nobis conſtat per Litteras eorundem Domi-

ANNO 1350. Dominorum Regum figillis figillatas, plures varios Tractatus fuimus prolocuti ac etiam profecuti. Demum vero inſpirante Pacis auctore prædicti Tractatores, nobis mediantibus & inſtantibus, nomine dictorum Dominorum Regum & pro ipſis, & eorum Subditis, & Alligatis, ſeu Confœderatis & Adhærentibus eisdem, cujuscunque ſtatus ſeu conditionis exiſtant, firmarunt, inierunt, & amicabiliter concordaverunt in modum qui ſequitur & in formam.

Accordé eſt en la forme de Trefves & en eſperence de bonne paix entre les Meſſagers & Deputez deſſus ditts pour & au nom desditts Roys en la maniere qui s'enſuit.

1. Premierement bonnes Trieves & foyalx ſont promiſes par Mer, & par Terre par les deſſusditts Meſſagers & Deputez, entre les deſſus ditts Seigneurs Roys de France & d'Angleterre pour tous leurs Subjets, Coadjutteurs & Adherans, & pour tous leurs Pays, Gascongne, Limoſin, Perigore, Caourſin, Agennois, Poictou, Xaintonge, Angoulmois, & en toute la Duché de Guyenne, & en tout le Languedoc, & auſſi en Bourgongne, Bretagne, Picardie, Flandres, Artois, Normandie. Et generalement en tous les Royaumes de France, d'Eſcoſſe & d'Angleterre, & en toutes les Iſles de Mer, obeiſſans a l'un & a l'autre desditts Roys, leſquelles Treves dureront jusques au premier jour d'Aouſt prochain venant en un an, & landemain Soleil levant, laquelle Trieve prend ſon plain effect en tous les Pays, Iſles & Royaumes deſſusdicts de la datte des ces preſentes Lettres, jaſoit que publication n'en ſoit encore faitte, laquelle publication ſe fera en France & en Angleterre, en Gascongne, en Bretagne, & là ou il apartiendra dedans le landemain de la Feſte de la Magdaleine prochainemant venant, & en Marches d'Eſcoſſe dedans la quinſaine prochaine en ſuivant dedans la Feſte de la Magdaleine, ſi devant n'estoit faict.

2. Item conſiderez l'Eſtat & la Hauteſſe desdits Roys, & la grandeur de cette beſongne, laquelle ne ſe peut prendre ſi brief, ni ſi convenable fin par bonne & ferme Paix, comme par le moyen & les traictements de noſtre Sainct Pere le Pape, accordé eſt que les Roys deſſusdicts envoyeront le plustoſt qu'ils pourront grands & ſolemnels Meſſagers, ayans plaine & franche puiſſance de traicter, pacifier, & accorder, de Treves prolonger, & tous attemptats faicts tant d'une part, que d'autre, requerre & conſentir la reparation d'iceux, & faire en tout & par tout, au nom & pour lesdits Roys autant comme ils feroient ou faire pourroient ſi preſents eſtoient, & ſeront entre ledits Meſſagers de chacune Partie un Duc ou Comte, ou autre noble perſonne du Sang & du lignage des dicts Roys, leſquelles Meſſagers ſeront & compareront perſonnellement devant nôtre Sainct Pere le Pape le jour de la Touſſainct prouchain venant, ou dedans huit jours enſuivants au plus tard.

3. Item eſt accordé que aux Meſſagers de la part du Roy d'Angleterre, qui ſeront envoyez par devers noſtre St. Pere le Pape, allans & venans pour la profecution de ladicte beſongne par le Royaume de France ſans fraude, & ſans malvaiſes actions, ſeront baillés Lettres de ſauf conduicts, & bons & honnourables Conducteurs pour aller & pour retourner, eux, leurs gens, leurs chevaux, & tous leurs biens; c'eſt à ſçavoir, Monſieur Jean de Boulongne, Seigneur de Montgascon, le Sieur de Beaujeu & le Mareschal de Neelle; & deux d'iceux au cas que le Comte de Lancaſtre ou le Comte de Norante ne viendroient Meſſagers; & au cas que les autres Meſſagers viendroient l'un desdicts trois Conducteurs les doivent conduire.

4. Item eſt accordé que chacun des deux Roys entreprenne ladicte Trieve pour luy, & pour tous ceux de ſa part, & neantmoins tous leurs plus principaux Capitaines de chacune part jureront de tenir & garder cette preſente Trieve, & autre de chacune part douze Barons & notables perſonnes leſquels jureront en noſtres mains, ou de nos Deputez en la preſence d'aucuns de la partie, & au plustoſt que ſe pourra bonnement.

5. Item eſt accordé qu'en cette preſente Trieve eſt compris tout ce que lesdicts Roys, leurs Subjects, Coadjuteurs, ou Adherans tiennent quelque part que ce ſoit, & ſont compris pour la partie du Roy de France tous ces Subjects, par especial, le Comte de Flandres le Pays & gens de Flandres, & de la Leue obeiſſant au Comte, comme a Seigneur ſans moyen, forspris ceux qui tiennent le Roy d'Angleterre pour leur Seigneur Souverain; les Roys de Boheme, de Caſtille, de Portugal, & d'Arragon, les Escoſſois, & tout le Pays d'Escoſſe, forspris ceux qui ſont a la partie du Roy d'Angleterre; le Duc de Brabant, le Duc de Gueldres, l'Evesque de Liege, la Ducheſſe de Lorraine & ſes Enfans, Meſſire Jean de Haynault, les gens & tout le pays de Haynault; le Comte de Namur, Meſſire Louis de Namur, les Genevois, Meſſire Jean de Chalon, le Sire de Lescun, Meſſire Jean de Gueslard, Meſſire Raoul de Caours, & tous les Subjects & Adherants & Alliez de la partie de France de quelconque condition, pays & eſtat qu'ils ſoient.

ANNO 1350.

6. Item qu'en la partie d'Angleterre auſſi ſoient compris les Roys de Caſtille, de Portugal & d'Arragon, le Duc de Brabant, le Duc de Gueldres, le Marquis de Fuilliers, Meſſire Jean de Chalon, le Comte de Neufchâtel, le Comte de Viſſac, Meſſire Jean d'Apremont, Meſſire Robert de Namur, Meſſire Henry de Flandres, les gens & tout le pays de Flandres & de la Leue; les gens & tout le pays de Haynaut; le Sire d'Alebret, les Hoirs Monſieur Jean de Bretagne, nagueres Comte de Montfort, qui ſe diſoit Duc de Bretagne, Meſſire Jean de Gaſſard; Meſſire Almanieu de Foix, la Dame de Cliſſon & les Enfans de Cliſſon, Meſſire Raould de Caours, Meſſire Anian de Pavie, Meſſire Dominic de Pavie, les Genevois & tous les autres Allies, Subjetts, & Coadjuteurs, & Adherants de la part d'Angleterre, & de quelque pays, condition, & eſtat qu'ils ſoient.

7. Item de la part de chacun desdits Roys ſeront, & ſont compris en ladicte Trieſve tous ceux que eux, ou leurs gens voudront nommer aux Gardiens des choſes de la Trieſve, ou a chacun d'eux dedans le temps de la publication.

8. Item que les Escoſſois, & le pays d'Escoſſe en la maniere deſſusdits ſoient comprins ez Trieves, comme dit eſt, mais ſe eux ne les vouloient, ains les enfraignoient, ou autrement ne vouloient être comprins en icelles, en ce cas eux n'y ſeront pas comprins, & pour ce lesdictes Treves ne ſeront pas rompues entre lesditts Roys de France & d'Angleterre, & leurs autres Alliez que le dictes Treves ſoient affermies ez Marches d'Angleterre, & d'Escoſſe ſelon les conditions & manieres que autres fois a eſté faict ausdicts Pays.

9. Item durant les Trieves nul desditts Roys ne doit perſonnellement entreprendre ſur le pouvoir de l'autre.

10. Item que nuls de la part de France ne tendra traicté, ou plainement en privé ne apert avec les Flamends, ne avec perſonnes d'iceux durant les Trieves, affin d'eux attraire a ſa part, ne pour aucune choſe faire ou procurer au contraire de la liauté faitte entre le Roy d'Angleterre & eux, ne auſſy avec nul autre qui ſoit de la part d'Angleterre, avec aucuns de la part de France.

11. Item que durant les Trieves nulles nouvelletez, & entrepriſes ne ſoient faictes de l'une part envers l'autre, au prejudice des Trieves.

12. Item que nul qui ores eſt de l'obeiſſance de l'une part ne puiſſe venir à l'obeiſſance de l'autre, à qui il ne fut obeiſſant au temps des Treves priſes.

13. Item que rien ne ſoit donné ou promis à nulli par nul des dittes Parties, en privé, ou en appert pour mouvoir guerres a l'autre part par aucunes voyes directement ou indirectement, ains contraindra, & fera tenu de contraindre chacun desdicts Roys ſes Subjectz, qu'ils ne menent ou faſſent guerre à l'autre part, pour quelconque cauſe, durant les Treves.

14. Item que les gens, Subjects, Coadjuteurs, & Alliez desditts Roys, auſſy bien les Flamends, comme autres quelconques ils ſoient, pourront aller & venir ſainement de l'un Pays à l'autre, & tous les Marchands avec toutes leurs Marchandiſes, toutes manieres des gens, toutes proviſions & biens, tant par terre & par mer, comme par eauë douce, auſſy franchement comme ils ſouloient aller & venir au temps des devanciers desditts Roys en temps de paix, en payant les peages & droicts anciennement accouſtumez, ſans aucune nouvelleté & impoſition lever, fors celle que payeront les autres Subjects du Pays même excepté les Bannis qui ſont bannis desditts Royaumes ſans autre cauſe que pour la guerre desditts Roys. Mais les Barons de Gascongne, & de laditte Duché de Guyenne, & les autres perſonnes de Gascongne, & de Languedoc, & de la dite Duché, ſoient bannis, ou autres, ſeront comprins esdittes Trieves, & pourront aller & venir d'un Pays à l'autre durant lesdittes Trieves, & toutesfois eſt à l'entention que les gens de Flandres puiſſent ſeurement aller & venir au Royaume de France, ſans empeschement ou moleſte, du Comté de Flandres, & d'aucun autre, & que cet article touchant les Marchands & Marchandiſes ſoit publié à Paris & allieurs,

ANNO 1350. allieurs, & autres bonnes Villes de Flandres, & auſſy à Londres, & en autres bonnes Villes d'Angleterre & d'Eſcoſſe.

15. Item que nul desditts Seigneurs ne procurera, ne fera procurer par luy ne par autres, que aucunes nouvelletez ou griefz ſe faſſent par l'Egliſe de Rome, ou par autres de St. Egliſe quels qu'ils ſoient ſur aucun des dits Roys, leurs Coadjuteurs & Alliez quels qu'ils ſoient, ne ſur leur Terre, ne leurs Subjects pour occaſion quelconque de la Guerre ou pour autre cauſe, ne pour ſervice que lesdicts Coadjuteurs ou Alliez ayent faicts ausditts Roys ou aucun d'yceux, & ſe nostre ditt Sainct Pere, ou autres le vouloient faire, lesditts deux Roys le destourneront a leur povoir ſans mal engin lesdittes Trieves durant.

16. Item ſe par aucun desditts Seigneurs, leurs gens, Coadjuteurs ou Alliez, aucuns Sieges étoient mis en Gascongne, en la Duché de Guyenne, en Bretagne, en Poittou, ou en Iſles de Mer, ou allieurs, les Sieges ſe leveront ſitoſt comme les Trieves ſeront publiées, & ſi aucunes Villes, Chaſteaux, Forteresſes, Terres, biens, & autres gens eſtoient prins, ou autrement choſe faicte par aucuns des dittes Parties, leurs Subjects, ou Adherants, au contraire des dites Treves apres le jour de la Datte de ces preſentes qu'elles furent affermées & accordées, ſoit devant la Publication d'ycelles ou apres, que toutes telles choſes preſentement, & ſans delay ſoient reſtituées, & miſes au poinct qu'elles estoient au jour des Treves accordees & affermées.

17. Item que les debtes à Arras, Trespinois, ou autre du Royaume de France, ne ſoient demandées ne executées pendant les Treves.

18. Item que droict ſoit faict d'une part & d'autre a tous ceux qui ſe voudront plaindre des perſonnes qui ont briſé leur foy, & auſſy des perſonnes & pays qui ont creancé certaines ſommes de deniers pour avoir paty aux ſouffrances des guerres, & n'ont mie payé les deniers; & que ſur ce ſoient deputés certains Juges d'une part & d'autre, pour faire droict a tous ceux qui voudroient demander conduict pour aller ou envoyer querre leurs priſonniers, ils ayent Sauf-conduict pour aller à ceux, affin qu'ils les puiſſent ſemondre de tenir leur foy, & de venir respondre devant les Juges deſſusdicts, en cette maniere ſoit faict de payer qui n'ont mie payé les deniers creances pour avoir paty aux ſouffrance comme dict eſt.

19. Item ſoient les Treves affermées d'une part & d'autre par ſerment, & toutes fois ſoient tenuës & gardées lesdittes Treves en toutes Terres, & en tout Pays du jour qu'elles ſont jurées & fermées.

20. Item ſoient deputez Gardiens de cette preſente Trieve, ayants pouvoir de contraindre, & de punir tous ceux qui l'enfraindront ou qui s'efforceront de l'enfraindre, & de reparer tous attentats qui faicts ſeront durant cette Treve les perſonnes qui s'enſuivent a chacun d'eux. C'eſt à ſçavoir, pour la part du Roy de France ez parts de Flandres & de Picardie, Meſſire Guy de Neelle Mareschal de France, Meſſire Jean de Laudaiz Bailly de la Comté de Sainct Paul.

Ez parts de Languedoc, de Poictou, de Xaintonge, d'Angoulmois, & de toute la Duché de Guyenne, les Comtes de Perigort & de Vantadour, Meſſire Fouques de Mathatz, & les Seneschaux du Pays, & le Maiſtre des Arbaleſtriers; en Bretagne le Sire de Craon. Et pour la part du Roy d'Angleterre, pour les Pays de Caleſis, Picardie & Flandres, Meſſire Robert de Herbé Capitaine de Calais, & Meſſire Thomas de Rinquescone, Caſtellain de Calais. Pour le Pays de Bretagne, Meſſire Tanneguy du Chaſtel, & pour le Pays de Gascongne, & tout le Languedoc, Poictou, Xaintonge, & toute la Duché de Guyenne, le Conneſtable de Bourdeaux, le Sire de Pommieres, Meſſire Bretrand de Montferrand, & les autres Seneschaux des Pays deſſusditts & le Chaſtellain de Lazignan.

21. Item que les Gardiens de cette Trieve deſſusditts, & tout ce qui pendant cette Trieve ſera attemté d'une part & d'autre, tantoſt ſans delay que requis en ſeront, ſera faite plaine reſtitution, & entiere reparation, & au plus tart dedans deux mois; ne ſera reputée Treve pour rompue, pour attemptats qui ſe faſſent d'une part ou d'autre, ſe n'eſtoit fait commendement des Roys ou Lieutenants desdicts Rois, mais ſe fera reſtitution & reparation, comme dit eſt, la Treve toujours demeurant en ſa vertu.

22. Item affin que les dittes Trieves ſoient tenuës & gardées entierement, & ſans enfraindre, les Capitaines de St. Omer & de Boulongne, de Guynes, & de la Montoire, d'une part, & de ceux de Calais, de Mere, & d'Oye, & leurs Lieutenans jureront en nos mains, ou de nos Commis en lieu accouſtumé amplement entre Guynes & Calais dedans un mois apres la Datte de ces preſentes Lettres aux Saincts Evangilles de Dieu, touché le livre, qu'ils tendront & garderont, & feront garder & tenir loyalment lesdittes Trieves par eux, & tous leurs Subjects de poinct en poinct, ſans mal engin, & ſans fraude, & que tous ceux qui les dittes Treves enfraindront, ou enfraindre voudroient en aucune maniere, ils ne recevront ne tendront en leur pouvoir & destroit, & que toutes les expoſitions qui durant les Treves ſeront faites contre la forme d'ycelles, ils feront adrecier deuement & plainement, & feront reſtituer toutes les pertes & domages à tout leur pouvoir, ſans faute, ou deport d'aucun. ANNO 1350.

23. Item ſi entre les Capitaines de St. Omer, de Boulongne & de Guynes & de la Montoire d'une part, & ceux de Calais, de Mere, & d'Oye, d'autre part, étoit debat ou descord pour cauſe de malfaçons faictes au prejudice des Treves ou forme d'icelles, ceux, ou celuy des ditts Capitaines qui lesdit debat ou descord touchera, ſoient tenus par leurs ſerments d'aſſembler avec les Capitaines ou Capitaine de l'autre part à qui la choſe touchera au lieu accouſtumé à parlementer entre Guynes & Calais quand ils ſeront requis l'un par l'autre, pour faire adrecements & amendes ſur le ditt debat & discord, & tout ce que raiſon & bonne foy demandent.

24. Item que les deſſusditts Gardiens de cette Treve Deputez ez parties de Languedoc, de Poictou, Xaintonge, & d'Angoulomois pour les deux Roys, & chacun d'eux jureront en nos mains, ou de nos Deputez dedans quinze jours apres la Publication de cette Treve faicte, comme dit eſt, de tenir & garder, faire tenir & garder cette preſente Trieve en tous Poincts.

25. Item au cas que ceux qui doivent faire adrecier & reparer les attemptats qui ſeront faits contre cette Trieve, ne le pourront ou voudront faire deuement, adonc ſeront Juges pour les Francois, le Duc d'Athenes, le Comte de Foix, le Comte d'Armagnac, le Comte d'Harcourt, le Sire de Beaugeu, Meſſire Jean de Boulongne, Seigneur de Montgascon, le Vicomte de Thouars, le Vicomte de Laval, tant communement, que diviſement.

Et de la part des Anglois, le Comte de Lenclaſtre, le Conneſtable d'Angleterre, le Mareschal d'Angleterre, le Comte de Huytmotone, Meſſire Barthelemy de Boutwuach, le Seneschal de Gascongne, le Sire d'Alebert, Meſſire Thomas d'Aquebourchz, tant communement que diviſement pour faire droicture & pour adrecier les meſpriſes à tous qui ſe voudront plaindre d'une part & d'autre.

26. Item qu'en la main de nos Archevesques pour & au nom de noſtre St. Pere en garde & en commende ſoit retenuë, ſi elle eſt encor par devers nous, & ſe elle n'y eſt, ſera mis loyallement & de fait tantoſt apres la Publication de cette Treve faicte, comme dict eſt, la Ville de Florence & de Chaſtel appellé Ponilhac, & leurs apartenences, pour être mis en mains de noſtre ditt St. Pere cette Treve durant, laquelle ditte Ville & Chaſteau ne aucunes autres gens ſiſans des ditts Ville & Chaſteau ne mesferont à l'une part, ou à l'autre; & cette Treve faillie, noſtre St. Pere ſera tenu de la rendre aux gens du Roy d'Angleterre, auſſy bien garnie, & en auſſy bon eſtat comme elle aura été baillée à nos Archevesques, ſi entr'eux n'en eſt autrement par paix, par accord, ou par raiſonnable ordonnance de noſtre St. Pere obligez par nos Lettres ſous nos ſceaux, lesquelles ils ont par devers eux.

27. Item que pendant la ditte Treve nuls empeschements ne ſont mis à nous par la partie des Francois, leurs Officiers, & gens pourquoy reſtitution ſoit empeschée eſtre faicte aux Anglois, comme dit eſt, ſe nul y eſtoit, ils le feront oſter ſans fraude, & aucune mal engin.

28. Item cependant cette preſente Treve aucunes empeschements nous eſtoient faicts par les Anglois, leurs aydans, Officiers, ou gens, ou aucune occupation faitte, pourquoy nous n'ayons la detention & poſſeſſion corporelle paiſiblement durant la Treve des dittes Villes & Castell, ils le nous oſteront & feront ôter ſans delay & auſſy feront les Francois.

Quas Treugas cum præſcriptis omnibus & ſingulis Articulis ſeu Capitulis earundem firmiter & inviolabiliter obſervandas, prænominati Tractatores & Deputati, Episcopi videlicet & Abbas, more Prælatorum præſentibus; cæteri vero corporaliter contactis Sacroſanctis Evangeliis, nominibus, & in animas dictorum Dominorum

ANNO 1350. norum Regum, & in noſtris manibus juraverunt, & appenſione Sigillorum ſuorum munierunt. Et nos Archiepiscopi præfati in teſtimonium omnium & ſingulorum præmiſſorum, nobis mediantibus & teſtibus infraſcriptis præſentibus, actorum, concordatorum, firmatorum, &, ut præmittitur, juratorum, Sigilla noſtra, unà cum Sigillis dictorum Tractatorum, duximus præſentibus Litteris apponenda, & ipſas Litteras voluntate dictorum Tractatorum ſub pari munimine ad cautelam multiplicari fecimus, & ex cauſa acta, & concordata, firmata, & curata, & ſigillata fuerunt hæc per prædictos Tractatores & Commiſſarios dictorum Dominorum Regum ſuperius nominatos, & noſtris Sigillis ſigillatis. In Campis juxta Caleſium Morinenſis Dioceſis die Dominica 13. die Menſis Junii, 1350. Præſentibus nobilibus & discretis viris Dominis,

Joanne le Vicomte de Regno Chipriæ, Guillelmo le Breton, Militibus. Olivario Gardelli, Baccalario in Legibus, Archipresbytero Tailliburgi Xantonenſis Diœceſis.

Bernardo Chapulli, Joanne Geſtardi } Presbyteris.

Bartholomæo del Caſſaulz, Domini Papæ Scriptore.

Excepto Domino Roberto Comite Suffolciæ, qui in præſentia dictorum Teſtium, non in prædictis campis, ſed in Caleſio prædicta egit, concordavit, firmavit, & juravit, infirmitate detentus, & fuerunt prædicti Teſtes ad præmiſſa vocati ſpecialiter & rogati.

CCCXXIII.

10. Sept. MILAN ET SAVOYE. *Mariage de* GALEAS *Vicomte Seigneur de Milan, & de* BLANCHE de Savoye. *Fait au Château du Bourget, le* 10. *de Septembre*, 1350. [S. GUICHENON, Hiſtoire Genealogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 181.]

In Nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti Amen.

ANno Nativitatis ejusdem milleſimo tercenteſimo quinquageſimo, Indictione tertia, juxta mores Sabaudiæ, die Sabbati decimo menſis Septembris. *Illustris Princeps, ac Magnificus, Potens & Excelſus Dominus Amedeus Sabaudiæ Comes* ex una parte, & Nobiles ac discreti Miles & Viri Domini Umbertus Curtus & Huguetus de Juvenco Ambaſſiatores Reverendiſſimi in Chriſto Patris & Domini Magnifici Domini Joannis Vicecomitis Dei & Apoſtolicæ Sedis gratia Sanctæ Mediolanenſis Eccleſiæ Archiepiscopus, ac Civitatis Mediolani, &c. perpetui & generalis Domini, nec non Magnifici, Potentis & nobilis Militis Domini Galeacii Vicecomitis de Mediolano, ut illius Domini Galeaci Procuratorio, de cujus prius eſt inſcriptum, traditum, & ſubſcriptum nomine illius Domini Galeaci ex parte alia, faciunt infra ſcriptas conventiones ad invicem, videlicet.

In Primis quòd de præſenti *Nobilis, Egregia, & Excelſa Domina Blanchia Domicella Sabaudiæ ac Soror Domini Comitis* memorati jurabit in ejus anima contrahere Sponſalia, & Matrimonium per verba de præſenti in Eccleſia de Rippolis, concedendo Domino Galeacio, dicta Matre Eccleſia concedente, & quod ipſa Domicella Blanchia non fecit nec faciet actum, propter quem Matrimonium valeat impediri & debitum ſortiatur effectum.

Item quòd ante deſponſationem fiendam per ipſum Dominum Galeacium in perſona & de perſona dictæ Domicellæ Blanchiæ, ille Dominus Galeas det illi Domicellæ omnia jocalia auri, & argenti, & quævis alia quæ occaſione illius deſponſationis eidem Domicellæ dare convenit per ipſum Dominum Galeacium: & ſi pro tunc ad plenum non darentur eo quod non eſſent ibi parata, quòd poſtmodum quàm citò commoditas adeſſe poterit, dentur per ipſum Dominum Galeacium eidem Domicellæ ſecundum ſtatum utriusque eorum, quæ Jocalia ſint illius Domicellæ etiam à quocumque donentur & quoquo tempore.

Item quòd de præſenti poſt ipſum juramentum illius Domicellæ deponantur florenos quadraginta mille auri penes Abbatem, Monachos & Conventum Monaſterii de Altacomba in quadam archa, promittentibus & ſe & bona ſua obligantibus Domino Comiti Sabaudiæ ſupradicto principaliter & ſecundariò & fidejuſſoris nominibus Domino Comite Gebennenſi Domino de Chevrone, Domino Amedeo de Bellovidere, Domino Villænovæ, Domino Guillermo de Balma, Domino de Montagniaco, Domino Petro de Montegelato, Domino Georgio de Solerio, Domino Petro de Compeyſio, Domino Joanne Ravaſii, Aymaro de Seyſſello; cum renunciationibus tamen opportunis etiam & ſub fide Sacramenti eorum, & cuilibet eorum quòd ipſos è loco depoſitionis denarios ſalvos facient, & quòd de eis denarium nullum removebunt, nec removeri permittent aliquo modo vel cauſa, & ſuo periculo denarios prædictos conſervabunt, donec dictus Dominus Comes Sabaudiæ dederit, & aſſignaverit de bonis, & redditibus ſuis prædicto Domino Galeacio, & ipſi Domicellæ ſecundum modum, & formam aliàs in Inſtrumento Mediolani confecto, Rogato per Jacobum Nibregenum Notarium Mediolani, & per Guidonem Bambeli de Aviliana Dioceſis Taurinenſis Notarium die Mercurii XXVI. menſis Martii proximè præteriti comprehenſam: & ſi infrà tempus biennii prædictus Dominus Comes non dederit, & non aſſignaverit de bonis, & redditibus ſuis, eidem Domino Galeacio & ipſi Domicellæ ut ſuprà, ex tunc liceat Domino Galeacio, & dictæ Domicellæ & eorum Nuntiis ipſos denarios removere, & de eis denariis emere ab aliis perſonis in Comitatu Sabaudiæ bona ad ipſam quantitatem, & prout in illo Inſtrumento Mediolani confecto in aliis ſequentibus Conventionibus plenius continetur; ita tamen quòd dicta pecunia non poſſit capi nec deferri ultra Montes, nec extra Comitatum Sabaudiæ.

Item quòd de præſenti pro quantitate decem millium florenorum auri, quos debet dictus Dominus Comes Sabaudiæ prædicto Domino Galeacio, fiat per ipſum Dominum Comitem ejusdem Domini Galeaci Nuntio nomine illius Domini Galeaci, & prædictæ Domicellæ recipienti venditio cum tranſlatione Dominii, & poſſeſſionis, & cum aliis clauſulis neceſſariis, & oportunis de Caſtellania, Terra, Villa, & Territorio de Yenna Comitatus Sabaudiæ, & de Jurisdictione, honore, & diſtrictu, mero & mixto imperio, cum omnimoda Jurisdictione dictarum Caſtellaniæ, Terræ, & Territorii de Yenna & de redditibus correspondentibus prædicto Domino Galeacio, & dictæ Domicellæ ad quantitatem 500. florenorum auri annuatim, exceptatis tamen homagiis, feudis, & fidelitate Nobilium dictarum Caſtellaniæ, Villæ, Terræ, & Territorii Yennæ: & ſi illi redditus non corresponderent ad quantitatem florenorum 500. auri annuatim, quòd tunc in locis ibi coadjacentibus ad dictum Dominum Comitem pertinentibus in laudem quatuor virorum eligendorum, & in aliis Pactis, de quibus ſupra fit mentio, continetur, per ipſum Dominum Comitem ſuppleatur.

Item quòd ante deſponſationem fiendam per ipſum Dominum Galeacium in perſona dictæ Domicellæ, ille Dominus Galeacius recognoscat à prædicto Domino Comite, quòd dictam Caſtellaniam, Villam, Terram, & Territorium de Yenna & ut aliàs ſuprà ſupplendam in feudum & ſub homagio, præſtetque Sacramentum fidelitatis eidem Domino Comiti contra omnes, excepto contra præfatum Dominum Joannem Archiepiscopum Mediolani, & Dominos Matheum & Barnabonem fratres illius Domini Galeaci, & eorum descendentes legitimos.

Item quòd prædicta omnia ante deſponſationem prædictam per ipſum Dominum Galeacium fieri incumbentia ratificentur, & quæ erunt fieri poſſibilia pro tunc compleantur.

Item quòd dictus Dominus Comes, & ſui hæredes poſſint perpetuò reemere prædicta pretio ſimili quando volet, dum tamen reemat prædicta integrè & non particulariter, & non aliter poſſit reemere.

Quæ omnia, & ſingula dictæ Partes ſuis & modis & nominibus ſupradictis promiſerunt, & convenerunt viciſſim ſolemni obligatione bonorum eorum Dominorum Comitis Sabaudiæ & Galeaci, ac etiam jurarunt ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis, attendere & obſervare, & nullo tempore contra facere, nec venire modo aliquo. Actum anno, Indictione, & die prædictis, in Caſtro Burgeti de Sabaudia, in Camera cubicularia ipſius Domini Comitis, præſentibus teſtibus Domino Guidone Cathenæ Milite, Joanne Raynaldi, & Antonio Beſſonis Secretariis dicti Domini Comitis, Forrerio de Turnone, & Aymerico de Montefalcone, omnibus teſtibus ad præmiſſa vocatis, & ſpecialiter rogatis.

ANNO 1350.

ANNO 1351.

CCCXXIV.

15. Mai. SUISSES. *Alliance & Confédération perpetuelle entre les Cantons de* ZURICH, *de* LUCERNE, *d'*URY, *de* SCHUITZ, *& d'*UNDERWALDEN, *par laquelle ils se promettent, sous la foi d'un ferment publiquement fait à Dieu & à ses Saints, de s'entr'aider & favoriser les uns les autres, tant que leurs Corps & Biens se pourront étendre, contre ceux qui voudroient les ataquer & molester, sans jamais pouvoir s'en excuser. Fait à Zurich le jour de St. Waldpurg à* (1) *l'entremy du mois de May, l'an après la nativité de Notre Seigneur courant* 1351. [LEIBNITZ, Codex Juris Gentium Diplomat. Part. I. pag. 189.]

Au nom de Dieu Amen.

NOUS les Bourguemaistres, Conseillers & les Bourgeois generallement de la Ville de ZURICH; l'Advoyer, Conseil & Bourgeois generallement des Païs de LUCERNE, d'URY, SCHUITZ & d'UNDERWALDEN; faisons sçavoir à tous ceux, qui verront & orront lire ces presentes, que nous par bon advis saine & meure deliberation, par bonne paix, deffense & protection de nos personnes, de nos biens & de nos gens, & pour le bien & utilité de nos Pays avons accordé une perpetuelle alliance & amitié, laquelle pour nous & nos perpetuels successeurs, qu'en ce enjoignons & voulons estre perpetuellement comprins avec nous, avons promis corporellement & publiquement juré & faict serment à Dieu & aux Saincts, la garder & entretenir perpetuellement & fidellement à jamais & irrevocablement: & d'autant que les choses transitoires se mettent en oubly, le cours de ce monde s'en va & se consomme, & que par le long temps des années toutes choses se changent; pour ces causes nous des dictes Villes & Pays nous baillons les uns les autres de cette amiable association & perpetuelle alliance un tesmoignage publicq & manifeste par Lettres & escritures nommement, que serons tenus nous aider & favoriser les uns les autres tant que nos corps & biens se pourront estendre (tous dolz exceptez) contre tous ceux qui par force & contre raison nous, nos personnes & nos biens, nos honneurs & libertez voudroient fascher, molester ou assaillir, tant nous, que tous ceux qui sont compris en cette Confederation presentement ou par cy aprés dedans les limites & circuitz y aprés specifiés.

§. 2. Premierement depuis le lieu de la source de la riviere nommée Ara au lieu dict Grunsten, & tirant bas en le long de la dicte riviere par (*a*) *Basle* par Berne & tousjours le long de la dicte riviere d'Ara en bas, jusques au lieu où elle entre dedans le Rhin, & de là contremont du Rhin jusques au lieu, où une autre riviere nommée le Thur entre dedans le Rhin & de là tousjours le contremont de la dicte riviere du Thur, jusques au lieu de sa source, & de cette source tirant droict jusques au lieu, & par le Païs des Grisons le contremont jusques au fort de Riveremberg, & du dict Riveremberg tout outre de là le mont Sainct Goudart jusques à la Montaigne de la Platmer, & de là jusques dessus le Mont de Thoysel, & du dict Thoysel jusques au dessus nommé Granslen le lieu de la source de la dicte riviere d'Ara: & si dedans les dictes limites & circuits aucuns de ceux, qui sont comprins en cette alliance fust contre droict & equité assailly ou endommagé de quelqu'un en sa personne ou en son bien; en ce cas le Conseil & la Communauté de la Ville ou Païs, où tel dommage auroit esté faict, jugera par son serment & connoistra de tel dommage qui auroit esté faict, & ce que le dict Conseil ou la Communauté, ou la plus grand part de la Ville ou du Pays, qui auroit esté endommagé par son serment cognoistra ou jugera, soit pour assister, ou assaillir actuellement selon la necessité; tel Conseil ou Communauté de la dicte Ville ou Païs, qui seroit, comme dit est, endommagé, debvra & pourra admonester les autres Villes & Païs, qui sont en cette Alliance, & se fera telle admonition par Messagers seurs, ou par Lettres du Conseil ou Communauté de la dicte Ville ou Pays, à sçavoir au Conseil des Villes, aux Ammandes, aux Communautés, aux Eglises des dictes trois Pays. A lors telles Villes & Païs, qui auront esté admonestez, seront tenus par leurs sermens, ayder, favoriser & assister sans delay en toute diligence, & en toutes choses, que la necessité requerra à ceux, qui les auront requis & admonesté de secours.

ANNO 1351.

§. 3. Nul de nous des dictes Villes & Païs ne pourra & debvra par paroles, ny par effect reculer, se retirer, ou excuser envers les autres de cette Alliance, admonition & ayde en maniere que ce soit, ny rechercher ny procurer aucuns moyens, au moyen desquels telle ayde, qui auroit esté demandé fust refusé, ains chascune Ville & un chascun Païs sera tenu faire tel ayde à ses propres despens.

§. 4. Le cas advenant, que nous ou aucuns de ceux, qui sont en cette Confederation, fussent si soudainement invahis & endommagez, qu'il fust necessaire d'un prompt & subit secours, en ce cas debvrons de toutes parties sans attendre de secours l'admonition ains promptement & sans delay envoyer & tellement y donner ordre, que telz dommages soient vengez, & qu'il y soit obvié sans aucun retardement. Et si le faict estoit tel & de si grande importance, qu'il fust necessaire de marcher ou assieger, en ce cas estans l'une de nos dictes Villes ou Païs d'entre nous par aucuns autres des comprins en cette Alliance par Messagers ou par Lettres admonestez, nous serons tenus envoyer sans nulle dilation à l'Abbaye des (*b*) Hermites, & illec tenir journée, adviser & consulter, ce qui sera le plus utile & le plus expedient, tellement que celuy ou ceux, qui auront demandé secours le cas advenant, que l'un vint assieger quelqu'un, alors la Ville ou le Pays à qui le faict touche, & qui auroit admonesté, supportera seul le fraix, qui à l'occasion du siege auroient esté encourus (*c*) ouvriers tous dolz exceptez.

§. 5. Si aucun quel qui pourroit estre vouluſt faire dommage, ou assaillir personne de ceux, qui sont comprins en cette Alliance, & qu'il fust resident de hors les dictes limites & circuits tel cas advenant, & que tel ou telz, qui auroient faict le dommage se trouvassent riere la Souveraineté de nous des dictes Ligues, celuy ou ceux la, ensemble tous leurs adherens & serviteurs, seront arrestez, apprehendez & induicts à restituer tel dommage sans delay, tous dolz exceptez.

§. 6. Le cas advenant, que nous de Zurich eussions differends ou questions generalement avec nos dicts Alliez de Lucerne, Ury, Schwiz & Underwalden, ou avec aucun d'eux particulierement (ce que Dieu ne veuille) nous par tel effect envoierons aux journées à la dicte Abbaye des Hermites & debvra à la dicte Ville de Lucerne ou les trois Païs tous en general ou aucuns d'eux particulierement, qui auroient differends avec nous de Zurich eslire deux hommes de bien, & nous aussi deux autres; lesquels seront tenus de jurer aux Saincts Evangiles, & incontinent sans delay vuider le different par voye amiable ou par la justice, & ainsi que les quatre ou la plus part d'entre eux recognoistront, nous les deux Parties le debvrons tenir inviolablement (tous dols exceptez.) Et s'il advenoit, que les quatre ne fussent d'accord, ains partis en leurs opinions; en ce cas par le ferment qu'ils ont juré, seront tenus de choisir dedans nostre Pays des Ligues un superarbitre, qu'ils cognoistront estre propre & capable pour tel effect, & celuy qu'ainsi ils ordonneront sera induict & prié par la Ville où Pais ou il est resident, de entreprendre la cause avec les dicts quatre, & par son ferment contrainct d'incontinent & sans delay vuider la cause; le tout sans tromperie.

§. 7. Nul de ceux qui sont en cette presente Alliance ne feront convenir par devant les Justices spirituelles pour debtes d'argent, car un chacun se doit contenter de la Justice du Lieu, ou le deffenseur faict sa residence, là où elle se doit faire aussi promptement par le ferment sans delay. Et si justice luy estoit refusée & que cela fust manifesté, alors, il pourra chercher son bon droict ailleurs, ainsi que la necessité le requerra.

§. 8. Nul de ceux qui sont comprins en cette presente

(*a*) Il faut qu'il y ait une faute. Le mot de *Bâle* ne convient point là. Bâle n'est ni sur l'Aare, ni au dessus de cette Riviere par rapport à Berne.

(*b*) Einsidel.

(*c*) Il y a là quelque faute, le mot d'*ouvriers* ne signifie rien.

(1) On croit que *l'entremy du mois de May*, se doit entendre du 15; mais, dans le Martyrologe Romain, on ne trouve point de Saint *Waldpurg*, dont la Fête doive tomber sur ce jour-là. On y trouve seulement Sainte *Walburge*, Vierge, & Fille de *Richard* Roi d'Angleterre, dont la Commémoration se fait le 1. & non le 15. Il se peut que ce Saint *Waldpurg* ait été particulierement honoré à Zurich, & qu'il soit moins connu ailleurs. [DUM] On peut conjecturer de cette Remarque, que *St. Waldpurg* a été mis, par une faute du Copiste, pour *Ste. Walburge*, puis que la différence de ces deux Noms est très-petite, que les Allemans confondent d'ordinaire le *b* & le *p*, & que l'equivoque est facile de *Se.* à *St.* Il y a d'ailleurs grande apparence que *l'entremy* a été mis pour, *l'entrée de May*, ou simplement pour *l'entree*, comme il paroit de la Copie Italienne de ce même Traité qui suit.

ANNO 1351. ſente Alliance ne debvront & ne pourront ſe dire arreſter les uns les autres, que pour les vrays debteurs pleiges, qui luy en auroient faict promeſſe.

§. 9. Nous avons auſſi unanimement conclud & arreſté, que nul de nous les dicts Alliez comprins en cette Confederation pour quelque cauſe ce ſoit, ne ſe pourra engaiger pour gaige pour un autre.

§. 10. Le cas advenant que aucun des comprins en cette Alliance auroit merité la mort, & que par la Juſtice du Lieu ou il feroit ſa reſidence, il fuſt pour tel descrié; les autres Juſtices ausquelles tel cas ſera manifeſté par Lettres patentes & ſcellées du ſceau de la Ville ou du Païs, la descrieroient ſemblablement, comme il avoit eſté descrié par ſon Juge; & celuy qui puis apres le logera, retirera, nourrira & entretiendra, iceluy ſera mis en ſa coulpe (ſa vie toutes fois ſaufve) tous dols exceptez.

§. 11. En outre avons tous en general reſervé, adviſé & conclud, que par cy apres nous generalement, ou aucune Ville o uPaïs particulierement d'entre nous, ſi aurions deſliberé s'aſſeurer ou ſe allier avec Sieurs ou Villes; que nous le pourrons bien faire, par telle condition toutes fois que cette preſente Alliance & Confederation avant toutes autres, que par cy apres nous pourrions accepter, debvrions perpetuellement, fermement & irrevocablement en toutes les choſes y contenues & escrites garder & obſerver les uns envers les autres, tous dolz exceptez.

§. 12. Il a eſté auſſi expreſſement adviſé, s'il advenoit, que par aucun le Sieur Rudolf Brun Chevalier à preſent Bourguemeſtre de Zurich, ou ceux que par cy apres parviendroient en l'office de Bourguemeſtre, les Conſeillers, Compagnies & les Bourgeois generalement de la dicte Ville fuſſent fachez ou moleſtez, en leurs Juſtices, Compagnies, & en leurs Droits & Statuts, qu'ilz ont faicts & dreſſez, & qui ſont comprins en cette Alliance; en eſtans nous les dicts de Lucerne, Ury, Schwiz & d'Underwalden, admoneſtez ou advertis par le Bourguemeſtre ſeulement ou par le Conſeil de Zurich, par Lettres ſcellées de Bourguemeſtres ou au Conſeil dudict Zurich, nous ſerons par le ſerment tenus leur incontinent aſſiſter & ayder à ce que le Bourguemeſtre, le Conſeil & les Compagnies demeurent en leur auctorité, Juſtices, Droicts & Statuts; ainſi que comprins ſont en cette preſente Confederation, (tous dols exceptez.)

§. 13. Il eſt auſſy tout notoire, que nous avons expreſſement arreſté & conclud envers tous ceux, qui ſont comprins en cette Alliance, que une chascune Ville, Païs & Village de quelque reſſort qu'ils ſoient comprins en cette Alliance, doivent demeurer au contenu de leurs juſtices, preeminences, droicts, ſtatuts & de leurs bonnes couſtumes, ainſi que du paſſé ils ont tousjours eſté jusques à preſent; tellement qu'ils ne pourront, & ne debvront les uns les autres ſe donner ou faire empeschement à l'occaſion de ce, tous dolz exceptez.

§. 14. Il a auſſi eſté ſingulierement adviſé, affin que tant les vieils, que les jeunes ſoient tant mieux informez de cette Alliance, & tous ceux, à qui elle touche; que de dix ans en dix ans & tousjours au commancement du mois de May ou environ, ainſi que par nous des dictes Villes & Pays ſera ordonné, ou que chascun de nous le requerra des autres, par nos ſermens, elle ſoit renouvellée & reconfermée par paroles, eſcritures, par ſerment & autres choſes, qui ſeront requiſes & neceſſaires, les hommes & enfans masles, qui en ce temps outrepaſſeront l'aage de ſeize ans jureront auſſy de perpetuellement & fermement tenir & obſerver cette Confederation, tous ſes poincts & articles comme contenu eſt en ces preſentes Lettres. Et ſi tel renouvellement ne ſe faiſoit aux deſſus dicts termes, & qu'il ne fuſt retardé ou empeché par faicts actuels, cela toutes fois ne prejudiciera en rien à cette preſente Confederation. Car elle doit perpetuellement demeurer ferme & ſtable en tous ſes poincts & articles cy deſſus ſpecifiez en escrits.

§. 15. Nous avons auſſi tous d'une voix & par bonne deliberation reſervé, que ſi par cy apres pour noſtre bien & proffict publicq nous fuſſions d'advis de diminuer ou augmenter quelque choſe en cette preſente Confederation; que nous tous enſemble le pourrons & aurons bien pouvoir de ce faire, quant nous tous, qui ſommes comprins en cette Alliance en ſerons d'un meſme accord & conſentement, de ce que eſtimerons & cognoiſtrons nous eſtre utile & neceſſaire, tous dolz exceptez.

§. 17. Et pour confirmation & corroboration publicque, affin que toutes choſes y deſſus escriptes preſentement, & par cy apres demeurent fermes & ſtables à perpetuité par nous & par nos Succeſſeurs; nous les deſſus dictes Villes & Païs de Zurich, Lucerne, Ury, Schwiz & d'Underwalden avons publiquement fait pendre nos ſceaux à ces preſentes Lettres, qui furent faictes à Zurich, le jour Sainct Waldpurg, à l'entremy du mois de May l'an aprés la nativité de notre Seigneur courant 1351. ANNO 1351.

La même Confédération en Italien, ſur un Manuscrit, que l'on inſere ici d'autant plus volontiers, que cette Copie peut ſervir à corriger divers endroits de la précedente.

In nome di Dio coſi ſia.

NOi Borgomaſtri, Conſiglieri & communi Cittadini della Città d'Urania, Schuuitz, Onderuald, facciamo ſapere à tutti quelli i quali vederanno, leggeranno, & udiranno leggere le preſenti Lettere, che Noi con buon conſiglio & matura diliberatione per cauſa & conto di buona pace & difenſione delle perſone & de beni noſtri, & di tutte Città, Paeſi & Genti ad utilità & ben commune del Paeſe di una perpetua Lega ſi ſiamo radunati & habbiamo approvato, & apertamente giurato à Dio, & à Santi per noi & per tutti i noſtri Succeſſori i quali vogliamo che in queſta Lega ſiano perpetuamente allegati & compreſi, maſſime in havere & allegare una perpetua Confederatione, la quale nell' auvenire ſarà immaculata; la quale ancora con buona fede ſtabile, ferma, valida & perpetua ſara; & perche le coſe inſtabili ſono ad oblivione ſottopoſte, & il corſo di queſto mondo gira, & paſſa, molte coſe ſi mutano; però ci diamo noi predetti Città & Communi l'uno all' altro queſta fede perpetua & chiara teſtimonianza con Lettere & Scritti, di maniera, & modo che dobiamo eſſer pronti ad aiutar l'un l'altro ſenza contradittione alcuna per quanto ſi dittenderanno le perſone & la robba contra ognuno il quale ci voleſſe offendere nella perſona robba & honore, con forze & ſenza ragione, fare inſidie & ſenza cauſa voleſſe pigliare à moleſtare alcuno di noi privilegiati in la libertà noſtra che in queſta Lega ſono compreſi nel preſente & nell' auvenire dentro i termini & confini come qui ſotto è ſcritto ciò è: Prima dove l'Aro la nasce, che ſi dice nel Grialel, & di la in giù, & quelle di Berna dove l'Arola entra nel Reno & di la fin nel lato dove nasce, & da quel fronte per li Grigioni fino alla Forteſſa nominata Reinghemburgh fin di la da San Gottardo fin ſul monte di Piatecio, & di la fin al Torſel, & un altra volta fino à Grineſel dove l'Arola nasce.

Ma ſe in queſti confini foſſe alcuno in queſta Lega compreſo il quale in alcun modo foſſe dannegiato, ſi nella robba come nella perſona, all'hora deve il Conſiglio & Communità di queſta Città & Paeſe, che ſi ritrova dannegiato, ſopraſtare, & ſopra la fede ſua riconoscere il danno, & in quel modo il Conſiglio & Communità, ò la maggior parte del Paeſe, ò Città che hà riceuto il danno ſopra la fede ſua havera da giudicare che aiuto gli faria di beſogno in prendere, & manegiar tal negotio; all' hora puo & deve il Conſiglio & Communità di quella Città che è danneggiata auviſarlo all' altra Città & Paeſe che in queſta Lega è compreſſo, & quando queſta ammonitione & auviſo è fatto con un Corriero ò Lettere del Conſiglio ò della Communità di quella Città ò Paeſe alli Conſigli delli trè Cantoni, eſſi ſenſa interpoſitione alcuna, auviſino di queſto le altre Città le quali ſendo auviſate ſopra la fede ſua di nuovo devono con ogni pronteſſa eſſer preparate ſubitamente con tutte quelle coſe che fanno biſogno per aiutar quelli che hanno riceuto il danno. Et niuno di noi dette predette Città & Cantoni in niun modo, & via debba trattare con alcuno della preſente Lega ne meno debba in parole ne in fatti ardire di cercar coſa alcuna, per la quale queſto tale aiuto del quale ſiamo aiutati foſſe impedito, ritardato ò rimoſto.

Ancora debba ogni Città ò ſia Paeſe preſtar quello aiuto à ſue ſpeſe ſenza dubbio alcuno.

Se foſſe ancora à noi ò vero ad alcuno in queſta Lega compreſo accaduto qualchi danni di maniera che foſſe biſogno di ſubito & preſto aiuto, all' hora dovemo noi da tutte le bande ſenza eſſere auvitati ſubitamente ſoccorrere, preſtare, ò mandare aiuto, di maniera che tal danno ſia ò reſtorato, ò vendicato ſenza tardanza alcuna.

Ma ſe la coſa foſſe tanto grande & importante che foſſe biſogno d'intimare alcuna Dieta, & che accadeſſe in quell' eſtaate che alcuna delle Città ò Paeſe

ANNO 1351. in questa compreso, ò con Corriero ò anco con Lettere fosse all' hora auvisato dobbiamo noi subitamente & senza dimora andare alla Dieta alla casa di Dio, dell' Abadia di Santa Maria, & ivi consigliar di quello che sarà più utile, di maniera che colui ò coloro, che si haveranno auvisati, presto siano aiutati senza dubio alcuno.

Se ancora alcuno fosse assediato à quella Città ò Paesi che saranno assediati se gli debba mandare la spesa & pagar quelli che gli aiutano, ò che essi hanno ricevuto in aiuto, quali spese si facciano per conto di levar l'assedio.

Se anco fosse alcuno sia chi si voglia, il quale senza ragione prendesse ò facesse danno ad alcuno in questa Lega compreso, ò che tal persona habitasse fuori di predetti termini & confini, quando tal cosa venisse à lamentatione di colui, ò di quei tali che facessero tal ripresaglia, ò danno, & venessero nelle mani di noi predetti Confederati; all' hora si debba pigliare & sequestrare colui, & quei loro aiutanti & servienti, & le loro persone & robbe, & fare con ogni diligenza, che quanto più presto si debbe ristorare tal danno di tal ripresaglia, *ut supra.*

Se occorresse ancora che noi i predetti di Zurich pigliassimo ò havessimo qualche discordia communemente coli predetti nostri Confederati, di Lucerna, Urania, Schuuitz, & Onderuald, ò vero con alcuno di essi particulari, che Dio nol voglia, dovemo per cio venire à Dieta nella predetta Casa di Dio, & debba la Città di Lucerna, li trè Cantoni tutti communemente, ò verò uno di loro particulare che havera tali discordie con noi di Zurich, eleggere dui huomini savii, & noi ancora dui altri & quelli quattro debbano giurare à Dio, & à Santi suoi d'impedir subito tali negotii & differenze, ò d'accordo, ò per ragione, come essi quattro ò la maggior parte d'essi concluderà, & noi ambe dui Parti stabilmente osservarlo senza intermissione alcuna.

Ma se occorresse, che essi quattro quali à tal cosa eletti furono si partissero & dividissero ugualmente, ò che trà essi nascesse discordia, all' hora debbano sopra la fede loro qual giuramento eleggere & pigliare un huomo dentro la nostra Lega, il quale all' hora sia stimato che à tai cose sia commune, & che non tenghi più da una banda che dall' altra. Et à colui il quale volontariamente essi hanno eletto quelli di quelle Città ò Paese dove esso habita debbano dire, & commandare che accetti tal negotio con essi quattro & sopra la fede sua si sforzi di spedire tal cosa subito & presto senza fallo niuno ancora che sia in questa Lega compreso, debba citar l'altro à spiritual giuditio à ragione ò giurisdittione per conto di debito di danari. Imperò che ognuno debba torre dall' altro & stare à ragione in quella Città & in quei Governi dove il reo habita, & appartiene; & ivi ancora sopra la fede loro si debba giudicare & spedire tal negotio subito senza dimora alcuna.

Ni si uno ancora che sia in questa Lega compreso debba pignorare, ò sequestrare mente dell' altro, eccetto se il debitore & la sicurtà quale hà accettato non è approvata havendo etiamdio convenuto in questo, che niuno Confederato il quale sia in questa Lega, per alcuna cosa debba esser pignorato per l'altro.

Se fosse ancora alcuna persona compresa in questa Lega, la quale commettesse dilitto, per il quale fosse bandito della sua giuriditione & che questo bando con manifesti, & sigilli penderici del suo Paese fosse fatto, sapera all' altra giuriditione debba essere bandito in modo, & in maniera che sù bandito nell' altra giuriditione.

All' hora colui che l'alberga, gli da aiuto da mangiare & da bere, & che si sappia esto, tale incorra nella pena di colui, salvo che per modo alcuno non incorra nella pena della vita.

Noi ancora habbiamo da noi stessi riservato insieme che se alcuna della nostre Città ò Paesi particulari che per l'auvenire si volessero megli assicurare ò collocare con qualche Signore ò Cittadino che non solo non possano ben fare, ma sopra ogni cosa, che questa Lega dell' uno verso l'altro sia perpetua, stabile, & ferma, & conservar dobiamo tutte le cose nella presente Scrittura dichiarate. Si è ancora chiaramente concluso & dichiarato che se alcuno cercasse di voler molestare il Signor Ridolfo Bruuren Cavallere, il quale al presente è Borgomastro, i Consiglieri, i Tribu, i Cittadini, i Communi di quella Città, ne i suoi Giuditii & Leggi quali hanno fatto; & sono compresi in questa Lega quando i predetti di Lucerna, Urania, Schuuitz & Onderuald saremo auvisati solo da un Borgomastro overo da un Consigliero di Zurich all' hora sopra la fede nostra dobiamo essere presto ad aiutarli, si che il Borgomastro, Consiglieri & Tribu, restino con la possanza, giuditio, & Leggi loro in modo che essi sin qui l'hano portato in questa Lega. ANNO 1351.

Noi predetti di Zurich, Lucerna, Urania, Onderuald, ci habbiamo noi stessi reservati in questa Lega il nostro Signore & il Rè & il sacro Romano Imperio & ciò che ad essi siamo obligati come noi anticamente in buona usanza siamo tenuti & di più noi di Zurich ci habbiamo riservato la nostra Confederatione, Leghe, & approvatione, quali noi avanti questa Lega fatti habbiamo.

Noi predetti di Lucerna, Urania, Schuuitz & Onderuald havemo riservato le Leghe & Unioni, quali havemo insieme, & che quelle ancora habbiamo à precedere à queste.

Appresso di questo si deve singolarmente sapere che noi chiaramente habbiamo conchiuso verso tutti quelli che sono in questa Lega che interamente restino presto la loro libertà, ragione, & loro buone usanze, come essi fino al presente hanno usato, & fatto; di modo pero che nisuno debba molestare nè ritardar l'altro.

Si è ancora particolarmente concluso acciò che tal Lega sia sempre più certa, che de qui à diece anni circa del mese di Maggio avanti & doppo senza dubio, come anco le trè predette Città, & Paese hanno ordinato, overo se alcuno ricercasse dall' altro sopra la fede nostra dobbiamo fare che questa Unione & Lega sia clarificata con parole, scritture & giuramento che sopra ciò si faccino tutte le cose necessarie che faranno bisogno. All' hora tutti quelli che passaranno li sedieci anni habbino à giurare di osservar perfettamente, & tener tal Lega con tutti i punti che in questa Lettera sono scritti senza contradittione.

Ma se occorresse che tali confirmationi non si facessero appunto in tal termine & che per conto di qualche cosa ò negotio si prolongasse, che per questo non hebba importar nulla ne manco far danno alcuno, ò pregiudicare à questa Lega, poi che chiaramente si è conchiuso che debba restare perpetua & ferma con tutti i punti & articoli presenti.

Noi ancora con una buona & matura consideratione ci habbiamo riservato, che se noi per il nostro bene, come è bisogno, facessimo d'accordo l'un con l'altro ò sia adesso ò per l'auvenire, & che ci consigliassimo di fare ò dire altrimente che come adesso in questa Lega si è detro ò scritto come si hanno à ministrare che noi l'uno con l'altro tutto questo lo possiamo fare, quando che siamo compressi in questa Lega, unitamente ci consigliamo, & accordiamo di quello ci parrà esser più utile & commodo senza dubio alcuno.

Et accio che in chiara fede che tutto quello che è scritto adesso & nell' auvenire di noi & di tutti i nostri successori, resti in perpetuo vero, & stabile, habbiamo noi predette Città & Paesi di Zurich, Lucerna, Urania, & Schuuitz & Onderuald fatto appendere i nostri Sigilli à quella Lettera che fù data à Zurich nel giorno del Sto. Valborgo, nell' entrata di Maggi del anno 1351.

CCCXXV.

Landfrieden von Kayser CAROLO IV. mit Rath RUDOLPHI und RUPRECHTS, Pfaltzgrafen am Rhein/ und der Städte MAYNTZ, STRASBURG, WORMBS und SPEYR von oberhalb Straßburg eine halbe meil biß zu Bingen/ auf dem Rhein und jedweder Seite des Rheins auf dem Lande drey Meilen/ zu Sicherheit der öffentlichen Strassen und Handhab der Gewerbschafft aufgericht/ 9. Land-Richter verordnet und das Landgericht gen Speyr gelegt worden. Am Sonntag Jubilate 1351. Mit obbesagter Städte Ratification dieses Landfriedens. Speyr am Montag nach dem Sonntag Jubilate 1351. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. XLVII. pag. 706. col. 1. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat I. Abtheil. I. Abs. I. p. 30.] 8. Mai.

C'est-

ANNO 1351.

C'est-à-dire,

Paix publique établie & ordonnée par l'Empereur CHARLES IV. *de concert avec* RODOLPHE & ROBERT, *Comtes Palatins du Rhyn, & les Villes de* MAYENCE, *de* STRASBOURG, *de* WORMS *&* SPIRE, *pour la conservation du Commerce, & la sûreté des chemins par terre & par eau, dans le Territoire de* Strasbourg, *& un demi-mille au-dessus droit à* Bingen, *comme aussi le long du Rhyn, jusqu'à l'étenduë de trois milles de l'un & de l'autre côté; avec institution de neuf Juges qui devront s'assembler à Spire pour l'execution de ladite Paix. Fait le Dimanche* Jubilate 1351. Avec *la Ratification des susdites Villes. A Spire le Lundi après le Dimanche* Jubilate 1351.

WIr die Räth und die Burgere gemeinlichen/ der Städte zu Straßburg/ zu Worms/ und zu Speyr/ verjehen offentlichen und thun kundt allen denen/ die diesen Brieff immer sehent oder hören lesen/ oder wer den Landfrieden/ den der Allerdurchleuchtigste Fürst und Herr/ Herr Carle Röm. König/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ König zu Böhem/ unser gnädiger Herr durch ansichtige Nothdurfft/ und fruchtbarlichen kundlichen Nutzen des Landes/ und der Leute gemeinlichen/ mit Rath der Hochgebohrnen Fürsten/ Herrn Rudolphs und Herrn Ruprechts des Eltern Gebrüder/ Pfaltzgrafen zu Rhein/ und Hertzogen in Beyern/ und auch anderer Hochwürdigen Fürsten/ Herren und Städte auffgerichtet und gemacht hat/ mit denselben Fürsten/ Herren und Städten gelobet haben zu haltene/ in alle die Weise/ mit allen Verbündnussen und Articulen/ als der Brieff besaget/ der darüber geben ist/ als der hienach geschrieben von Worten zu Worten also geschrieben stehet.

Wir Carle von Gottes Gnaden Röm. König zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ und König zu Böhem/ thun kundt allen denen die diesen Brieff immer sehent oder hören lesen/ daß wir durch ansichtige Nothdurfft und fruchtbarlichen kundlichen Nutz des Landes und der Leute gemeinlichen/ mit gutem Rath unserer lieben Fürsten Rudolphs Pfaltzgrafen bey Rhein/ und Hertzogen in Beyrn/ unsern lieben Schwähern/ unser und des Heiligen Reichs Vicarie zu Elsasse und an dem Rheine/ und Ruprechts des Eltern/ seines Brudern Pfaltzgrafe zu Rheine und Hertzogen in Beyrn/ unsern lieben Fürsten/ für sich und die ihren und andere unsere Fürsten/ die diesen hienach geschriebenen Landfrieden gelobet/ und mit ihren Insiegelen besiegelt haben/ und der Ehrsamen Lüte/ der Räthe und der Burgere gemeinlichen/ der Stätte zu Maynтze/ zu Straßburg/ zu Worms und zu Speyre/ auffgesetzet/ gemacht und gebotten haben einen rechten Landfrieden von obernhalb Straßburg/ eine halbe Meil/ biß zu Bingen/ uff dem Rhein/ und jeweder Seite des Rheins uff dem Landte 3. Meilen/ und sollen auch in demselben Landfrieden seyn/ Bingen/ Beckelnheim/ und Sobernheim/ in aller dermassen als hienach ist geschrieben. Und sollen auch zwischen des Landfrieden Zielen/ alle Zölle abe seyn/ uff dem Lande und uff dem Wasser/ ohne die Geleite die der Bischoff zu Speyr/ die Marggrafen von Baden/ und der Graf von Nassau/ nehmend uff dem Land/ als bißhero gewohnlich ist gewesen. Und sollen auch die alte Zölle bleiben uff dem Rhein/ als es von Alters herkommen ist/ ohne alle Gefehrde/ sie wurden danne mit der Herren Wille/ der die Zölle sind/ gemindert/ ohne alle Geferde. Wir setzen auch und gebieten/ daß man uff dem Wasser und uff dem Lande schirmen/ und wehren soll/ in des Landfrieden Ziln/ allen Raub/ und allen Brand/ Name und Gefängnusse/ und allen Gewalt die den widerfahrent/ die zu diesem Landfrieden gehörent/ und auch allen Kauffleuten/ und allen guten Leuten/ sie sind wer sie seynd/ Pfaffen oder Leyen/ Geistliche oder Weltliche/ die in diß Landfrieden Ziln ritent/ gehent/ varend oder wandlen/ ohne alle Geferde. Wer ouch in diß Landfrieden Ziln gesessen ist/ es sey Herr/ Ritter oder Knecht/ der soll zwischen hie und Jacobs Tage/ der nun nechst kommet/ diesen Landfrieden schweren/ die Herren/ oder ihr Amptleut von ihren wegen/ vor den Neunen/ die Ritter und die Knechte vor den vorgemeldten Herren/ oder vor den Stätten/ oder vor den gewissen Amptleuten. Wer auch den Nidt also empfähet/ der soll es zu stund uff den nechsten Landtage darnach vor den Neunen helffen anzeigen und schreiben/ daß man wisse daß er zu dem Landfrieden gehöre/ und daß man ihme beholffen solle seyn. Es ist auch überkommen/ were es daß jemand nach dem vorgemeldten Ziel S. Jacobs Tage zu diesem Landfrieden kommen/ und ihn suchen wolt/ den sollen und mögen die Neune/ die über den Landfrieden gesetzet seynd/ darzu empfahen/ ob sie oder das mehrer Theil unter ihn sich erkennen/ daß es dem Landfrieden nutz und gut ist. Wer auch den Landfrieden also bald nicht schweret/ der soll auch desselben Landfrieden nicht geniessen/ und soll man ihme unbeholffen seyn von des Landfrieden wegen/ wann ihn Arbeite oder Kumber angienge/ und soll auch der Landfriede wider ihn beholffen seyn in allen Stücken/ da er diesen Landfrieden überführe. Es ist auch mit Rathe und mit Willen der vorgemelten unser lieben Fürsten/ und der Stätte zu dem Landfrieden gehörigen überkommen und uffgetragen/ daß wir für uns und unserwegen erkohren und erwählet haben einen Achtbaren frummen Mann/ und die lieben unser vorgemeldte Schwäher und Schwager/ auch einen erbaren frummen Mann/ Kuhne von Falckenstein/ auch einen erbaren frummen Mann von des Stiffts wegen von Mentze/ und unser lieben Fürsten Gerlach Erßbischoff zu Maintze/ und Gerhart Bischoff zu Spire/ von ihr beyder wegen/ auch einen erbaren Biderman/ und die 4. Stätte/ Maintze/ Straßburg/ Worms und Speyr jegliche einen erbaren Biderman von ihrer Stätte wegen erkohren und genommen hant/ und soll der Notveste strenge Ritter Conrad Schenck von Erbach der Elter ein gemein neundt Mann seyn/ und sollen auch dieselben Neune uff ihr Aide/ die sie darüber leiblich geschworen hant/ unverzogenlich allen denen die in diesem Landfrieden geschädiget worden/ als hievor und hienach geschrieben stehet/ dem Armen und dem Reichen/ gemeine Urtheil sprechen/ und sich erkennen ob der oder die/ von den die Klage geschehen ist oder geschicht/ diesen Landfrieden überfahren oder gebrochen haben oder nicht/ und sollent auch das nicht lassen/ durch Forcht/ durch Liebe/ durch Leid/ durch Miete/ durch Mietewort/ durch Fürdernus der Herren/ oder Städte/ oder der jemand anders/ auch mit solchen Fürworten/ wer unter den Armen und den Reichen vor erklaget und erfolgt hat/ daß dem der Landfriede auch zum ersten richte und beholffen solle seyn/ wo sich die Nüne erkennen uff ihr Aidt/ daß man zum ersten geholffen möge ohne alle Geferde. Die vorgeschrieben Nüne sollen auch alle Jahr/ diewile der Landfried wehret/ uff den nechsten Sonnentag nach jeglichem Fronfasten/ zu Speyr beyeinandir kummen/ unde verhören deren Klagen/ die in diesem Landfrieden geschädiget sind/ und sollen ihnen uff ihre Aide fürderlichen und ane Verzug Recht und Urtheil sprechen/ und ihnen Hülffe ertheilen/ ob sie in dem Landfrieden geschädiget sind. Wer es auch/ daß man der vorgemeldten Nüne dicker beyeinandir bedörffte dann zu den 4. Zilen/ als da vorgeschrieben ist/ welcher Herr dann oder Statt die zu dem Landfrieden gehörent/ den/ oder bey deme der Schad geschehen ist/ und der Landfried gebrochen/ sie denn ermahnt werden/ so sollent si zu Spire bi einander riten unverzogenlichen/ und den verpotten von dem geklaget ist/ daß er sich verantworte vor den Klägern unverzogenlichen/ der/ von dem da geklaget ist/ komme oder nicht/ uffrichten ohne alle Geferde/ und ane Fürzog. Wer es auch/ daß der vorgemeldten Nüne/ die von den Herren und den Stätten zu dem Landfrieden gesetzet sind/ einer abgienge/ das GOtt verbiete/ in dieses Landfrieden Zeiten/ welch Herr dan oder Statt der ihre abegangen ist/ der oder die sollent einen andern unverzugentlich setzen/ an des verordneten statt/ der also abegangen ist/ der soll auch schwören und sich verbinden/ alles des/ das der/ an des statt er erkoren ist/ geschworen hatte/ und verbunden was. Geschehe auch daß der Nüne etlicher im Lande nit weren oder siech wehren/ daß er zu Tage nicht kommen möchte/ der soll einen andern an seine statt/ zu dem male/ zu den andern senden/ und soll auch der schworen zu den Heiligen/ daß er auff die Zeit Recht und Urtheil spreche/ dem Armen und dem Reichen/ und in aller der Weiß/ als die andern geschworen haben. Wann er auch wieder zu Land kommet und gesund wird/ so soll er selber zu Tage ritten und Recht sprechen als zuvor geschrieben ist. Geschehe auch daß jemand geschädigt würde in dieses Landfrieden Zeln/ mit Raube/ mit Brande/ oder mit Bhangnissen/ wer der were oder die/ oder jemand von ihren wegen/ mögen das ougen und klagen dem nechsten Herren/ oder ihren Amptleuten/ oder den nechsten Stätten/ bey den der Schade geschehen ist. Und sollent auch die/ es seynd die Herren oder die Amptleute/ oder die Stätte/ den der Schad/ und die Klagen also fürbracht ist/ ob es sie alleine gerechtfertigen mögent/ behendiglich und ohne Verzug uff ihr Aide darzu thun/ und dem Beschädigten beholffen seyn/ daß der Schade ihnen uffgerichtet werde one alle Geferde. Mögen sie es aber allein nicht gerechtfertigen/ so sollen sie dieselbe Nüne darzu mahnen/ daß sie unverzogenliche Hülffe heissent darzu thun/ daß der Schade uffgerichtet werde und wiederthan/ und soll man den folgen/ als da vorbeschrieben stehet. Auch setzen wir und gebietent/ daß dehein Herre noch dehein Stätte die zu diesen Landfrieden hörent/ nit gebunden noch schuldig sin zu helffen/ noch zu dienen jemand der zu diesem Landfrieden nicht höret/ es sey Herr oder Stätte/ sie thun es dann gerne. Dienet aber jemand darüber eine Herrn oder Stätte/ die zu dem Landfrieden nicht hörent/ was der Schaden leidet/ do ist man ihme nicht schuldig zu helffen von des Landfrieden wegen/ man thue es dan gerne. Wir haben auch gesetzt und gemacht/ were es daß ein Herr/ ein Ritter/ ein Knecht/ oder ein ander/ wer der sey/ der vorgemeldten Herren oder Stätten/ die zu dem Landfrieden hörent/ vient wurdent/ und sie geschadiget hätten/ als vorbeschrieben ist/ und das Recht von ihn verfprochen hätten/ also daß die vorgemelte Nüne oder das mehrer Theil unter ihnen erkant hätten uff ihre Aide als vorbeschreiben ist/ daß sie den Landfrieden überfahren und gebrochen hätten/ wo die Herren/ Ritter oder Knechte/ oder wer der sey/ oder ihr Diener/ in der vorgemeldten Herren oder Stätten/ die zu dem Landfrieden hörent/ Vesten/ Stärte/ Schloß oder Gewalt kommen/ und ihnen das von vorgemelten Nünen/ oder von dem Herrn oder Statt die geschädigt sind/ verkundet ist/ oder verkundet wird/ den/ oder die sollen sie angreiffen und halten glicher Wiese/ als ihnen das Unrecht selber widerfahren were/ thäten sie das nicht/ so soll man dem Herren oder der Statt greiffen an solch Gelt/ als ihnen fallend ist/ an dem

ANNO 1351.

Geleite / und davon dem Geschädigten richten / und ihme wiederkehren / ohne alle Geferde. Wer auch diesen Landfrieden breche / er sey wer er sey / oder Schaden thuet / den / die zu diesem Frieden horent / oder den halter / huset oder hovet / oder ihme rettet oder hülffet / mit Worten oder mit Wercken / den oder die / wer sie sind / soll man angreiffen / zu gliicher Wise / als den / der den Schaden selber gethan hat / und soll man dazu beholffen seyn uff den Aidt / als hwor und hienach geschrieben stehet / ohne alle Geferde. Es en sol auch niemand der zu diesem Landfrieden gehöret / es sin Herren oder Stätte / keiner den andern bekhümbern oder beklagen / dann seinen rechten Schuldner. Wer es auch / daß ein Herr / sein Amptman oder sein Diener / oder etliche der vorgemeldten Stätte / die zu diesem Landfrieden hörent / Schaden thäten jemand der auch in diesen Landfrieden höret / und daß dem / der den Schaden gethan hätte / verbottschafft würde / daß er widerthäte und den Schaden uffrichte / thäte er das nicht / man soll denselben Herrn oder der Stätte / die den Schaden gethan hat / Geldes als viel an dem Geleite vorhanden / behalten / als er ihnen geschädiget hat / und ihnen damit richten. Were aber daß man mit dem / das ihm gebührte / das nicht gerichten möchte / und daß der Schade zu groß were / so soll der Landfried wider ihn helffen / daß dem Kläger widerthan würd / und soll dodh diesen Landfrieden schuldig und gebunden seyn zu schirmen und beholffen seyn behendiglich und getreulich / uff den Aidt / ohn alle Geferde. Auch ist geredt und überkommen / were es daß die Herren / die zu diesem Landfrieden hörent / unter einander in diß Landfrieden Ziten und Zielen zweyent wurden / oder Krieg mit einander gewündent / da sollent die Stätte / die auch zu dem Landfrieden hörent / nicht schuldig seyn zehelffen / und sollent auch die Herren denselben ihren Krieg ziehen und haben uffwendig des Landfriedens Zieln / und sollent in diesem Landfrieden keinen Schaden thun. Zu diesem vorgemeldten Landfrieden sollen dienen die vorgemeldte unsere liebe Fürsten mit solcher Hülffe / als in Briessen ist beschrieben / und die Statt zu Maynz mit 40. Helmen / die Statt von Straßburg mit 40. Helmen / und die Stadt von Worms mit 25. Helmen / und die von Speyr mit 25. Helmen / die alle wol geriten sin sollent / und geschehe es Noth / daß man mehr Helffe bedörffe / so soll jeder Herr und die Stadt der vorgemelten Hülffen also mehr thunt / als sie wenent / daß es ihren Ehren wol ansteht / nach den Dingen darzu sie gemahnt werden / und sollen auch wir unser Banier darzu senden / wann oder wo man sie darzu bedarff / als wir trawent / daß wir es Ehre und Gefehr haben. Wir gebieten auch unsern und des H. Reichs Unterthanen vestiglich zu halten bey unsern Hulden / daß niemand den andern in des Landfrieden Zieln angreiffe / ohne rechte Gerichte / an sein Hab / noch an seine Gute / es were dann / daß er ihme sein Pfand anzugreiffen / mit seinem offen besiegelten Briessen erlaubet hätte / und wer darüber griffe / oder jemand schädigte an seinem Leibe / oder an seinem Gute / der ihme nicht Briefe über sich geben hätte anzugreiffen / der / wer der ist / er sey Herr / Ritter oder Knechte / oder anders / wer der ist / der soll diesen Landfrieden gebrochen han / und in unser und des H. Reichs Ungnaden seyn / und sollen die Herren / und die Städte / die zu dem Landfrieden hörent / uff den Aidt behendiglichen darzu thun / und beholffen seyn / daß es uffgerichtet werde. Geschehe es auch / daß die Herren und die Städte / die zu dem Landfrieden horent / uffzogentent uff die die den Landfrieden gebrochen hättent / und etliche Vesten besessent / was sie danne in dem sesse Kost zu antwercken bedörffen / zubliden / zu graben / oder die Vesten zubrechen / die Kost sollen sie vor abnehmen von dem gemeinen Geleites Gelte / das man uffhebet an dem Zolle / ohne Widerrede / und soll man dasselbe Gelt anlegen vor der Vesten / mit Rath der Herren / der Stätte / oder ihrer Amptleute / die vor dem Sesse sind / und soll man auch dieselben Weg gehalten thun / mit ihrem Rathe biß daß der Landfried ihr aber mehr bedarff. Welche Vesten auch der Landfried also brichet / die soll niemand darnach anders machen oder bawen / in deheine Wise ohne alle Geferde. Were es auch / daß jemand die vorgeschrieben Nüne / oder etliche unter ihnen / oder ihre Freund / oder ihre Mage / nu oder hernach leidigen wolten / und daß sie Helffe uff ihn / oder jemand anders ertheilet hätten / der soll in unser und des H. Reichs Ungnaden seyn / und sollen wir die Herren und die Stätte / die zu dem Landfrieden hörent / uff den / der sie geleidiget hat / beholffen seyn / daß er ihn abgelegt werde / es sey in des Landfrieden Zeiten oder darnach. Wanne auch und wie dicke die Nüne einen Land-Tag habent oder machent / das Landgerichte zu besitzen / wer dann der Nüne einer oder mehr dar nicht kement / als der Landfriede stehet / so möchten der Nüne der mehrer Theil / die da weren / richten und Rechte sprechen allermänniglichen / und was sie für Recht sprechen / und gebietent / des soll man alles halten in allem dem Rechten / als sie alle Nüne gemeiniglichen da weren / nach der Sage des Landfrieden Briesses. Wem auch die Nüne gebieten / daß er den / der von ihme klaget hat / unklagehafft macht / deß soll man ihme gebieten biß uff dessen nechste Landgerichte / daß die Nüne damit besitzent werdent / oder daß er sich uff demselben Tage darumbe verantwort vor den Nünen / verantwortet sich der nicht / so soll man ihme gebieten / daß er darnach in den nechsten 14. Tagen den Kläger richte / thät er das nit / so soll er erfolget seyn / und soll man auch dem Kläger fürbaß richten / und beholssen seyn / daß ihme widerthan werde / als die Nüne dann wissent / daß ein Recht sey / und als dirre Landfriede Brieff stehet.

Wir wollen und gebieten auch by unsern und des Reichs Hulden / daß der Fürsten / der Herren / der Stätte / die zu dem Landfrieden gehörent / Vogte / Amptleute / und alle die Diener / die Vesten habent / oder Theil oder gemeint daran habent / dieses Landfrieden fürter zu halten und darzu beholffen sollen seyn / in den Zilen und Ziten / als da vorgeschrieben stieht / welcher das nit thut / dem soll man nicht beholffen seyn von des Landfrieden wegen / und was er auch wider den Landfrieden thut / darumbe soll man wider ihn beholffen seyn / und soll auch ihn darwider dehein sein Herr / noch niemand anders schirmen / halten / weder hausen noch hoven / und soll man ihme in deheine Weiß beholffen seyn uff den Aidt / ohne Geferde. Und wer in des Landfriede Zieln sitzet / er sey Fürst / Herr / Ritter oder Knecht / oder anders wer der ist / wil der Klagen vor dem Landfrieden und des gemessen / dem soll man nicht richten noch beholffen seyn / er schwere dann dem Landfrieden vor / als davor geschrieben steht / obe er vor nit geschworen hat. Wer auch daß die Nüne jemand rechtfertigen wolten / der diesen Landfrieden überfahren und gebrochen here / und were danne / daß sie darzu mehr Hülff bedörfften zuthunt / danne die Fürsten / Herren und Stätte / die zu dem Landfrieden gehörent schuldig unde gebunden seyn / do sollent die Fürsten / Herren unde Stätte / die zu dem Landfrieden gehörent / gehorsam seyn / mit derselben mindern Zahl / Helffe zuthunt unverzuglichen ohne alle Geferde als die Nüne heissent. Wer auch / daß uff jemand erklaget wurde / vor dem Landfrieden / es weren Fürsten / Herren oder Stätte / die Theil an dem Gelte hetten / das in der Kisten ist / die zu dem Geleite höret / wo das die Nüne erkennet / die haben Gewalt die Küssen uffzuthun / und darzu gelten von des Theile / der schuldig worden ist / und soll das geschehen ohne alle Geferde / und ohne allen Zorn allermänniglicheS / und des sollen auch die Diener / die der Küssen pflegent / den Nünen gehorsam seyn / bey dem Aidt den sie hinter die Nüne gethan hant. Were auch / daß die Nüne alle darum nit vorkommen möchten / so mögen sie einen oder mehr unter ihnen darstellen / mit ihren offenen Briessen / besiegelt mit des Landfrieden Insiegel / die sollent denselben Gewalt haben / als die Nüne alle da wehren / und soll man ihn auch gehorsam seyn / bey dem Aidt / als die Diener an dem Geleite hinder sich gethan han / als da vorgeschrieben stehet / ohne alle Gefehrde. Wir wollen auch und gebieten / bey unsern und des Reichs Hulden vestiglich zu halten / were es daß der Fürsten / der Herren / oder der Stätte Diener / die in diesen Landfrieden gehörent / uff jemand ritten wollen / der diesen Landfrieden gebrochen und überfahren hätte / und sie darum rechtfertigen wolten / wo sie dann kommen / in der Fürsten / der Herren / der Stätt / und auch der Diener stätte / die in den Landfriede gehörent / die soll man darinne mit einander in lassen husen / und halten / ohne deren Schaden / der die Stätte sind / und soll ihnen da redelichen veilen Kauf umb ihr Pfenninge geben / ohne alle Geferde und Widerrede eines jeglichen. Wer auch von der Nüne wegen und ihrem Urtheil verzahlt würd / anne das / daß er den Landfrieden überfahren und gebrochen hat / den soll kein Herr oder Statt / die zu diesem Landfrieden gehören / oder ihr Amptleute hausen / oder halten / noch ihn deheinen veilen Kauff geben / oder inlassen bey Tag oder bey Nacht ohn alle Geferde. Wir wollen auch vor allen Dingen / so der Landfriede uffzoget / daß Klöster / Kirchen / Mühlen und Pflüge / sonderlichen Frieden haben / und daß die nieman angreiffe / leidige noch schädige / wer darwider thäte / der soll den Landfrieden überfahren und gebrochen han / und soll auch der Landfried darzu beholffen seyn / daß das uffgericht und widerthan werde gar und genuglichen / ohne alle Geferde. Were auch daß mit der Nüne Urtheil und mit Volge des Landfrieden jemand geschädiget worden / mit welchem Rechten das were / es were an Vesten zu gewinnen / zubrechen oder anderer Sachen / wer das rechen wolte oder darwider thun / dieselben soll niemand hausen noch hoven / noch dahein Hülff thun / sondern daß die Fürsten / Herren / Stätte und Diener uff die beholffen sollent sin / es sche in des Landfrieden Zeiten oder darnach / ohn alle Geferde. Auch ist beredt und uffkommen in diesem vorgeschriebenen Landfrieden / daß jeder Fürst und Herr / und auch die Stätte / die zu diesem Landfriden gehörent / in ihren Freyheiten / ihren Rechten / Gerichten und Gewohnheiten verbleiben sollent / als sie bißhero kommen sind / ohne alle Geferde. Die von Mentze / von Straßburg / von Wurms und von Speyere / hant auch uffgenommen ihre Herren / jegliche den ihren Bischoff / daß sie wider die nicht beholffen sin von des Landfrieden wegen / sie thun es dann mit Güte. Die von Straßburg han auch uffgenommen den obern Landfrieden im Elsaß / und die Verbindnisse die sie haben mit dem Hertzogen von Oesterreich / und mit denen von Basel / den von Freyburg / und den von Brisach / als die Briefe besagent / die darüber geben und besiegelt sind / und auch ob der vorgemelt ober Landfriede / oder ihre Verbündnisse uffgienge / daß sie die strecken und längern mögent. Geschehe auch daß die von Straßburg gemahnt wurden von den vorgemelten obern Landfrieden / dem von Oesterreich / den von Basel / von Freiburg / oder von Brisach / umb einen Uffzug / so mögent sie die erste Mahnunge vollesühren / doch sollen sie ihre Banier mit so gethan Leuten senden zu diesem Landfrieden / als sie wenent / daß es ihren Ehren wol anstehe / wann sie aber wieder herkummen / so sollen sie zu diesem Landfrieden beholffen sin mit ihrem Uffzuge / als sie darzu gebunden sin; Wer aber daß sie gemahnt würden von diß Landen wegen / ehe dann von dem obern vorgemeldten Landfrieden / dem von Oesterreich / den von Basel / von Frieburg / oder von Brisach / so sollent sie zu diesem Landfrieden beholffen seyn. Die von Mentze / von Wurms / und von Speyr han auch uffgenommen solche Verbündnisse als sie miteinander haben / als die

Brieffe

ANNO 1351. Brieffe besagent die darüber geben und besegelt sin. Und han auch anderwarte die von Worms ußgenommen solche Verbündnusse/ als sie mit den von Oppenheim habent. Wann auch der Landfried ußzogen wird/ uff jemand der diesen Landfrieden überfahren hat/ so mag man wol Häw/ Stro/ und Fuder nehmen/ also daß es nieman mit Wagen oder mit Kärrichen von dannen führe/ ohn alle Geferde. Und daß der Landfried stete/ veste und bindlichen bleibe/ so han wir zu Nutz/ zu Frieden und zu Gemache den Leuten und dem Land/ ein gemein Geleyte auffgericht und gesetzet zu Maintze/ deß soll man nehmen von jedem Fuder Weins Elsässers/ und der obenwendig Landaw gewachsen ist/ 2. Pfund Heller/ und von eine Fuder Weins/ das in dem Speyrgaw inwendig Landaw gewachsen ist/ 10. Schilling Heller/ und von einem Fuder Weins/ das im Meintzergaw/ Wormsergaw/ und Oppenheimergaw gewachsen ist 8. Schilling Heller/ und von einem Hundert Kornes und Weitzen 2. Pfund Heller/ und von eine Hundert Saltzes 4. Pfund Hellers/ und darnach von allerhand Früchte und Kauffmannschaffte/ soll man nehmen nach Marzal/ was darum gebühret/ und glimpfflich und recht ist/ ohne von Brennholtze/ Kohlen/ Häwe/ Stro und Visch/ von den soll man nichts nit nehmen. Und von den Karren sol man nehmen von jedem Pferde 3. Schillinge Heller/ und was Bardeln oben herabe komment in Schiffen/ da soll man je von dem Last Karren nehmen 10. Schilling Heller. Und soll auch der vorschriebene Landfriede angehen an dem Sonnentage/ so man singet Cantate, der zunechst kummet/ und der da ist 4. Wochen nach dem Ostertage/ und soll wehren biß zu den Ostern/ die darnach allernechst kommet/ und von denselben Ostern über ein gantz Jahr/ ohn alle Geferde. Auch ist beredt/ daß die Burger von Maintze/ dieweil dieser Landfriede wehrt/ nach den zweyen Messen/ die jährlichen sind zu Franckfurt/ mit Namen nach jeglicher der vorgemeldten Messen acht Tage/ alle ihr Gut von Franckfurt gen Maintz/ ohne Zoll abführen sollent.

Darüber zu Urkund geben wir diesen Brieff versiegelt/ mit unserm Königl. Insiegel/ der geben ist an dem Sonnentage/ da man sang Jubilate, da man zahlt von Gottes Geburt/ dreitzehen hundert Jahr/ und ein und funfzig Jahr/ in dem fünfften Jahr unserer Reiche.

Wir auch die vorgemeldte Räthe und die Burger gemeinlichen der vorgemelden Stätte von Straßburg von Worms/ und von Speyere/ bekennent uns auch offentlich an diesem gegenwärtigen Brieffe/ daß in diesem vorgemelden Landfrieden auch sonderlichen ußgenommen ist/ daß der Ehrw. Herr/ Herr Gerlach der Ertzbischoff zu Maintz/ Herr Gerlach/ und Herr Johan sin Sun Grafen zu Nassaw/ alle ihre Helffer und Diener Geistl. oder Weltl. uff eine Seite/ und Herr Henrich von Verrenburg/ der etwan Bischoff was zu Mentz/ und Herr Khune von Valckenstein/ Pfleger des Stiffts zu Maintz/ und alle ihre Helffer und Diener/ Geistliche oder Weltliche/ wie die genannt sind/ uff die andir Site ihr jeglichere/ welche Zeit ihr Frieden die sie jetzunder mitenander hant/ oder fürbaß machen ußgehent/ in der Zit deß Landfrieden/ den andern seine Helffer oder Diener Geistliche oder Weltliche schädigen und angreiffen mag/ inwendig diß Landfrieden Zeln/ und daran sollent sich die Herren und Stätte/ die in diesem Landfrieden sind/ oder hernach darin kumment/ nicht kehren noch darmit zu thunte han/ in keine Wise/ noch auch ihr keinen daran irren ohne eine Meil Wegs von Maintze umb und umbe uff der Seiten/ da Maintz gelegen ist/ und die Meilweges soll gehen und wenden als der Ritter Schenck Cunrad von Erbach/ und ein Mann/ den die vorgenante Herr Henrich von Verrenburg/ und Herr Kuhne von Valckenstein/ und auch ein Mann/ den der Rath zu Maintz darzu geben/ sprechent/ und wie die drey Manne/ oder das ander Theil under in die Meil messent daß sie gehen soll/ also soll sie bleiben/ und inwendig derselben Meilen/ sollen die vorgemelter Herr Henrich/ der Ertzbischoffe zu Maintz/ Herr Kuhn von Valckenstein/ Herr Gerlach der Ertzbischoff zu Maintz/ Herr Gerlach und Herr Johann sein Sohn/ Grafen zu Nassaw ihr Helffer und Diener/ Geistliche und Weltliche/ wir die genennt sind/ auff beyde Seite/ ihr Leib und Gut/ guten Frieden han/ und inwendig der Meilen soll sie der Landfriede auff beyde Parthey/ ihr Leib und ihr Gut schirmen/ ohne alle Gefehrde. Auch hant die vorgenannte/ der Rath und die Burger zu Speyre in diesem vorgenannten Landfrieden solche Ansprache und Sache/ als sie an den vorgenannten Hertzogen Ruprechten hant oder haben mögen/ von der Juden wegen zu Speyere/ und darzu hant sie auch ußgenommen den Edlen Herrn/ Graf Emichen von Leiningen/ ihren Helffer.

Und zu Ende der wahren Urkunde aller der vorgeschriebenen Dinge/ so han wir unserer Stätte Insiegele zu Straßburg/ zu Worms/ und zu Speyere gehencket an diesen Brieff/ der ward geben/ da man zahlt von Gottes Geburt/ dreitzehen hundert Jahr/ und ein und funffzig Jahr/ an dem Montag nach dem Sunnentage/ da man singet Jubilate.

ANNO 1351.

CCCXXVI.

23. Mai. BAVIERE ET CABELIAU, contre les HOECKSCHE.

VERBOND, gemaeckt by Hertoge WILLEM van Beyeren, *met den synen van der* CABELJAUSCHE *parthye, tegens die van de* HOECKSCHE, *in date den* 23. *Mey* 1351. [Groot Placaet-Boeck van de H. M. Heeren Staaten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 2.]

WILLEM Hertoge van Beyeren, Grave van Hollandt, van Zeelandt, ende Heere van Vrieslant, maken kondt alle Luyden, want wy onse lieven ende getrouwe Jan Heere van Arckel, Jan Heere van Egmonde, Jan Heere van Waterlant, Gerrit van Eemskerck, Jan vander Wateringen, Jan die Moilnaer, Gerrit van Egmonde, Jan van Blommensteyne, Willem vander Wateringen, Ridderen; Jan van Arckel, Jan Heere van Culenburgh, Jan vander Noordeloos, Henrick van Eemskerck Henrickſz, ende Daniel van Coloyſen, Knapen; en onse lieve en getrouwe Steden als Dordrecht, Delff, Leyden, Haerlem, Amsterdam, Alckmaer, Medenblick, Oudewater, Sint Geerdenberge, Schiedam, Rotterdam, ons wel ende trouwelijck met hoeren Vrienden en Magen ende Hulperen bygestaen hebben en dagelijcks bystaen, om ons Grave ende Heere in onsen Graefschappen van Hollandt ende Zeelandt ende Heerlijckheyt van Vrieslandt te helpen houden, ende onse Vyanden helpen keren en wederstaen, die ons dit Graefschap ende Heerlijckheyt verdryven willen, ende desgelijcken ons ende onse Vrienden voorschreve met alre ondaet pynen ons Lijf ende Goets te verdryven ende te roven, alse Heer Willem van Duyvenvoorde, Heer Jan van Polanen, ende sijne Broederen, Heer Willem van Brederode, Heer Arent van Duvenvoorde, Heer Jacob ende Herbaren vander Binckhorst, Heer Herbaren van Riede, Heer Floris van

(1) Il étoit fils de l'Empereur *Louis de Baviere*, & de *Marguerite* Comtesse de Hainaut, de Hollande, &c. à laquelle il fit la guerre, & qu'il chassa de Hollande, cette même année 1351. Etant tombé depuis en phrénésie, on le nomma le *Comte Enragé*. Il arriva même qu'ayant tué un Seigneur sans le moindre prétexte, on le mit en prison au Quesnoy, où il mourut l'an 1377. *Albert de Bavière* son frere fut Comte de Hollande après lui.

CCCXXVI.

23. Mai. BAVIERE ET CABELIAU, contre les HOECKSCHE.

Alliance entre le Duc (1) GUILLAUME V. *de Baviere* Comte de Hollande & les CABELIAUX, qui étoient de son parti, contre les HOECKSCHE, qui lui étoient opposez. Fait le 23. Mai 1351. [*Dans le Grand Recueil des Placards.* Tom. III. pag. 2.]

GUILLAUME *Duc de Baviere, Comte de Hollande, de Zelande, & Seigneur de Frise, savoir faisons à tous, que nous & nos chers & fidéles, Jean Seigneur d'Arckel; Jean Seigneur d'Egmond; Jean Seigneur de Waterland; Gerrit de Eemskerck; Jean de Wateringue; Jean de Moilnaer; Gerrit d'Egmond; Jean de Blommensteyne; Guillaume de Wateringen, Chevaliers; Jean d'Arckel; Jean Seigneur de Culenbourg; Jean de Noordeloos; Henri d'Eemskerck; fils d'Henri & Daniel de Coloysen, Ecuyers; & nos chéres & fidéles Villes, savoir Dordrecht, Delff, Leyden, Haerlem, Amsterdam, Alckmaer, Medenblick, Oudewater, Saint Geertruidenberge, Schiedam, Rotterdam, nous ont assisté fidélement avec leurs Amis & leurs forces & nous assistent journellement, pour nous Comte & Seigneur conserver en nôtre Comté de Hollande & Zélande & Seigneurie de Frise, & nous aider à résister & repousser nos ennemis, qui nous veulent chasser de nosdites Comtez & Seigneuries, & semblablement chasser, piller & tourmenter dans nos corps & biens nous & nos Amis susdits, lesquels Ennemis sont les Seigneurs Guillaume de Duyvenvoorde; le Sieur Jean*

ANNO 1351. van Bouchorſt, Heer Gerrit van Heemſtede, Heer Jan van Meerenſteyne Aelbertſz, Heer Willem van Oushoerne, Heer Dirck van Raephorſt, en Heer Gerrit van Poelgeeſt, Ridderen; Heer Matthijs vander Burgh Prieſter, Jan van Noertick, Jan vander Made, Reynier Dever, Heer Gerritſz, Gerrit Die, Ever Janſz, Floris van Raephorſt, Kerſtant, Wouter, ende anders, hoer Broeders van Raephorſt Gerrits Kinderen, Arent van Groenevelt, Jan vanden Burgh, Jan Simonſz vanden Burgh, Knapen; ende al haer geſinde ende mede-hulperen die deſe onſe Vyanden voorſchreve ghehulpen ende geſturet hebben, jegens ons ende onſe mede-hulperen voornoemt. Soo nemen wy op ons alle ſaecken die ons lieve ende getrouwe hulperen ende Vrienden, ende alle hoir Magen, Vrienden ende Hulperen ghedaen hebben, of doen ſullen, in welcken wijs dat het geſchiet is, of geſchien ſal, om onſe Vyanden ende hore hulpen voorſz te deren, ende wy gelovenſe daer of t'ontheffen ende hem te volſtaen, ende geloven onſen lieven ende getrouwen Vrienden ende Hulperen voorſz, voor ons ende onſe naekomelingen dat wy deſe voorgenoemde Luyden Vyanden ende Hulperen als voorſz is, ende hare Kinderen uyt onſen Graeffſchappen ende Landen voorſz houden ſullen, ende nimmermeer met te laten ſoenen, noch in onſen Lande te laten komen, noch op alſulcke Goeden als haer plagen te weſen eer ſy tegen ons verbeurden, ten ſoude weſen by volkomen goetduncken ende rade onſer liever ende ghetrouwer Ridderen, Knapen, ende Steden voornoemt.

Voort ſoo gelooven wy onſen lieven ende ghetrouwen Hulperen ende Vrienden voorſz dat wy trouwelijck ende wel by hem blyven ſullen, als een goet Heere by ſynen lieven ende ghetrouwen Ridderen, Knapen ende Steden billick blyven ſal. En wy en ſullen onſer Graeffſchap ende Heerlijckheden voorſz, noch der opkominge van Henegouwe nimmermeer vertyen, of gaen, quijtſchelden, verkoopen, verſetten, beleenen, verpachten, noch heel noch deel daer of uyt onſen handen brengen, ten ſy by rade ende goetduncken onſer Ridderen, Knapen, ende Stede voornoemt.

Voort bekennen wy, waert dat onſer gebrake ſonder wittachtige geboort van ons te laten, des Godt verbieden moet, dat Hertoge Aelbrecht onſe Broeder dan recht oir ende Landts-Heere is van onſen Graeffſchappen ende Heerlijckheden voorſz. Ende en waer ſijnre dan niet, dat Godt verbiede, ſoo is recht oir ende Lants-Heer der Graeffſchappen en Heerlijckheden onſe Broeder, die dan naeſt hem outſte waer nederwaerts, in alre manieren als onſe Vrouwe en Moeder die Keyſerinne van Romen by hant ons liefs Heeren ende Vaders des Keyſers van Romen, dien Godt genadigh zy, ende by hant Hertoge Lodewijck ons ouder Broeders ons an deſen Graeffſchappen ende Heerlijckheden voorſz gegoet hebben, ende te komen op onſen Broederen, in ſulcker manieren als voorſz is. Ende hier omme bidden wy ende gebieden met uytterlicke begeerten ende willen, ende oock om dat recht is, onſe lieven Ridderen, Knapen, Steden, ende anders, al onſe gemeenen Luyden, Edel ende onedel, Poorteren ende Dorpen, ghenoemt ende ongenoemt, want wy willen of onſer gebrake als voorſz is, dat ſy ruſtelick ende ſonder discoort horen rechten Heer weten mogen, dat ſyne dan ontfangen ende houden voor horen rechten Landts-Heere Hertoge Aelbrecht onſen Broeder, of onſen oudſten Broeder naeſt ons nederwaert die dan ware, waert dat Hertoge Aelbrecht na ons niet en levede als voorſz is, of dat ſyne gebrake na ons ſonder wettelicke geboorte, in manieren, dat Hertoge Aelbrecht voorſz of onſe outſte Broeder naeſt hem voorſz ware dat Hertoge Aelbrecht niet binnen onſen Landen en Steden en quame ſonder heerkracht ende ſonder yemant met hem te brengen van onſen Vyanden voorſz, noch die van horen partye waren, en hy onſen goeden Luyden gemene Ridderen ende Knapen, Steden ende Gemeenten, ſwoor ende zegelde al haer Recht ende Hantveſten te houden, en die Graeffſchappen ende Heerlijckheden heel ende alinge hem nimmermeer af te gaen, noch te verthyen, noch onſe Vyanden voorſz nimmermeer in den Landen

Jean de Polanen, & ſes Fréres; le Sieur Guillaume de Brederode, le Sieur Arent de Duyvenvoorde; le Sieur Jacob & Herbaren vander Binckhorſt; le Sieur Herbaren de Riede; le Sieur Floris de Bouckhorſt; le Sieur Gerrit d'Heemſtede; le Sieur Jean de Meerenſteyne, fils d'Albert; le Sieur Guillaume de Oushoerne; le Sieur Dirck de Raephorſt; & le Sieur Gerrit de Poelgeeſt, Chevaliers; le Sieur Matthieu vander Burgh Prêtre; Jean de Noertick; Jean vander Made; Reynier Dever; le Sieur Gerritſz; Gerrit Die; Ever Janſz; Floris de Raephorſt; Kerſtant; Wouter; & autres; leurs Freres de Raephorſt Enfans de Gerrit; Arent de Groenevelt; Jean vanden Burgh; Jean Simonſz vanden Burgh, Ecuyers, & toute leur famille & adhérens qui ont aidé & deffendu nos ſusdits Ennemis contre nous & nos adhérens; nous prenons ſur nous toutes les choſes que nos chers & fidéles Amis & Aſſiſtans & leurs Amis & leurs Aſſiſtans ont fait ou feront, en quelque maniére que ce ſoit ou ſeroit, pour nuire à nos ennemis & à leurs adhérens, & nous leur promettons de les deffendre, & promettons en outre nous & nos descendans à nos Amis & Aſſiſtans, d'agir contre lesdits nos Ennemis & leurs Enfans pour les chaſſer de nos Comtez & Païs ſusdits, & de ne jamais les recevoir en nôtre grace, ni les ſouffrir entrer en nos Païs, ni dans les biens qu'ils poſſedoient avant qu'ils ſe fuſſent alienez de nous, à moins que ce ne fût de l'avis de nos chers & fidéles Chevaliers, Ecuyers & Villes ſusdites.

En outre nous promettons à nos chers & fidéles Aſſiſtans & Amis ſusdits que nous demeurerons fortement attachez à eux, comme un bon Seigneur le doit à ſes fidéles Chevaliers, Ecuyers & Villes, & ne vendrons, cederons, transporterons, prêterons, échangerons, donnerons jamais à ferme, en tout ni en partie, nos Comtez & Seigneuries ſusdites, ni le revenu (accroiſſement) de Hainaut, ni les laiſſerons ſortir de nos mains, ſans le conſeil & conſentement de nos Chevaliers, Ecuyers & Villes ſusnommées.

De plus nous declarons, que s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que nous decedaſſions ſans Enfans légitimes, le Duc Albrecht nôtre Frere ſera l'héritier & le Seigneur Souverain de nos Comtez & Seigneuries ſusdites. Et s'il n'y ſuccedoit pas, (ce auſſi qu'à Dieu ne plaiſe,) le véritable héritier & Souverain desdites Comtez & Seigneuries ſera nôtre Frére, qui ſera l'aîné après lui, & ce en la même maniére que nôtre Dame & Mére l'Imperatrice les avoit reçus des mains de nôtre cher Seigneur & Pére l'Empereur & des mains du Duc Louïs nôtre Frére aîné, & tout ainſi qu'ils les avoient poſſedez, & venir à nos Freres en la maniere ſusdite. C'eſt pourquoi nous prions & ordonnons avec beaucoup d'inſtance, & par ce que c'eſt la juſtice, aux Chevaliers, Ecuyers, Villes & autres, & tous nos Sujets Nobles ou roturiers, Bourgeois, Villages, nommez & non nommez, que s'il venoit faute de nous, comme il eſt dit ci-deſſus, ils ayent paiſiblement & ſans discorde à recevoir, & tenir pour leur Souverain le Duc Albrecht nôtre Frere, ou nôtre Frere aîné après nous, ſi le dit Duc Albrecht ne nous ſurvivoit pas, comme dit eſt, ou qu'à faute de luy ſans héritier légitime, en la maniere que le Duc Albrecht ſusdit ou nôtre Frere aîné après lui; pourvû que ledit Albrecht ne vienne point dans nos Païs & Villes à force ouverte & en amenant avec lui aucun de nos ennemis ſusdits, ni de leurs Adhérans, mais qu'il jure & ſcéelle à nos Chevaliers & Ecuyers, à nos Villes & Sujets de garder, & obſerver leurs Droits & Chartres, & de n'abandonner jamais lesdites Comtez & Seigneuries, & de ne laiſſer jamais entrer nos ennemis dans le Païs,

ANNO 1351. den te laten komen, na alder manieren die voorſz zyn. Ende om dat wy willen dat onſe lieve ende getrouwe Ridderen, Knapen, ende Steden voorſz in allen punten wel bewaert zijn, ende eendrachtig blyven, ende onſe Broederen en geen, noch geene anderen Heere ontfangen dan onſer Broederen een, inder manieren als voorſz is. Soo hebben wy hem gebeden, geheten ende gheboden, bidden, hieten ende ghebieden, dat ſy hem des verbinden eendrachtig te blyven, ende nimmermeer anders te doen dan voorſz is. In oirkonden des Briefs open bezegelt met onſen Zegele.

Gegeven des Sondaghs die men hiet beloocken Pinxſter, dat is op den drie en twintighſten dag in Meye, in't Jaer ons Heeren duyſent drie hondert een ende vijftigh. Onder ſtaet geſchreve *Juſſu Comitis per conſenſum prenominatorum Dominorum & Villarum.* Ende is onderteeckent *J. van Heerman.* Noch ſtaet onder geſchreven *S. Excapli.*

Païs, comme il eſt dit ci-deſſus. Et parce que nous voulons que nos fideles Chevaliers, Ecuyers & Villes ſuſdites ſoient maintenus, & demeurent en concorde en tous points, & qu'ils n'ayent à recevoir d'autres Seigneurs que nos Frères comme ci-deſſus eſt mentionné, nous les avons prié & leur avons ordonné, les prions & leur ordonnons qu'ils demeurent bien unis enſemble, & ne faſſent jamais autrement qu'il eſt ci-deſſus dit. En témoin dequoi nous avons ſeellé ces préſentes de nôtre Sceau. ANNO 1351.

Donné le Dimanche de la Pentecôte, le 23. jour de Mai, l'an de nôtre Seigneur 1351. *Deſſous étoit écrit*, Juſſu Comitis per conſenſum prænominatorum Dominorum & Villarum; *& ſigné* J. de Heerman, *& plus bas* S. Excapli.

CCCXXVII.

1. Août. *Alliance concluë entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre & CHARLES Roi de Navarre, par laquelle ils ſe promettent aſſiſtance mutuelle pour ſe rendre maîtres du Royaume de France, & le partager entr'eux. Faite le* 1. *Août* 1351. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 716.]

A Ce que bonne Amour & Alliance ſoyent & puiſſent eſtre, a tous jours, entre Tresnobles & Tresexcellens Princes, le Roi d'Engleterre d'une part, & le Re de Navarre d'autre, ont eſte touchees & parlees par,

Nobles Homes,

Meſſire Eſtienne de Cuiſantone,
Meſſire Gilebert de Chaſtellay,
Et Meſſire Jehan de Studcignay,
Chivalers du dit Roi d'Engleterre,
Et Meſſire Martin Henriquiz,
Meſſire Jehan de Pinguiguy,
Meſſire Pierres de Saquemville,
Meſſire Jehan de Fucooups,
Meſſire Robert de Pinguigny,
Et Meſſire Jehan Renuriz Darellano,
Chivalers du dit Roy de Navarre,

Les voies & moiens qui enſuient,

PRIMEREMENT, eſt agarde, parentre les deſſus dit Chivalers, que le dit Roy de Navarre aura tout le Conte de Champaigne ac de B e entierment, aveques toutes les appartenances, a tenir en la manere, & par autels nobleſces, que le Roy Thibaut de Navarre les tent, toute la Duchee d'Amiens & ſes apartenances;

Et quant eſt de la Duchee de Normandie, dont il a eſte parole & debata parentre les deſſus ditz Chivalers, ſur ce que che ſoit & doie demurer ſemblablement au dit Roy de Navarre, & entierment, les diz deux Seigneurs ordeneront quant il ſe reveuont, & auſſi de toutes autres choſes que pouent toucher Madame la Royne Blanche, le bien de l'Acourt d'entreuls, & le profit des choſes deſſus dites.

ITEM, du Conte de Chartus, & du Bailliage Amiens, dont les Chivalers du dit Roy de Navarre ont fait mention, tendant a fin que le dit Roy de Navarre les doie avoir ſemblablement avecques les choſes deſſus dictes, demeure a parler autrefoiz: quar les Chivalers du dit Roy d'Engleterre ne ſy ſonte mye preſentment arreſtu.

ITEM, eſt parle que la Coronne, & le ſeurplus du Royaume de France, & les autres Terres & Seignuries, que celles qui ci deſus ſont declares, ſeront ou demouront au dit Roy d'Engleterre.

ITEM, a ce ques les deux Seigneurs aient la poſſeſſion des choſes deſſusdites, & que a chascun ſoit delivre ce que eſt touche cy deſſus, eſt parle que il ayderont l'un l'autre de leurs Corps, Genz, Amis, & Aliez, contre touz; ou cas que les choſes vendront a fin de l'ou Traictie, & par enſi, dismaintenante, le dit Roy de Navarre, & ſes Genz, & les ditz Genz du dit Roy d'Engleterre, qui ſont & vendront par deca la Meer, ſeront enſemble countre toutes Perſonnes, & feront lour fait au profit des diz deux Seigneurs come en Conqueſt de Pays, come autrement: Et ce qui ſera gaingnie & prins de Pays, Forteresces, ou Lieux, es Chivanches qui ſeront faites par euls, ſera du dit Roy d'Engleterre; Excepté que ce qui ſera prins & gaingnie es Pays deſſus declarez pur le dit Roy de Navarre, ſera ſien, & le tendra a ſon prouſit; Et ceuls qui a preſent tienent Places es parties de Normandie & d'alleurs, les tendront & garderont jusques a tant, que les deux Seigneurs aient ordene & acorde; Except les Pons & Places de Poiſſy & de Saint Clou, & de toutes autres Forteresces & Places qui ont eſte prinſes & occupees, depuis que le dit Roy de Navarre manda les genz d'Engleterre derreiner avenir devers lui, queles ſeront laiſſees, rendues, & delivres a plain, de tout le pouoir des diz Chivalers du Roy, en bonne foie, ſans aucune fraude ou mal engyn.

ITEM, pendanz ces choſes, toutes les Genz, Villes, & Pays, Subgiz, Amis & Alliez du dit Roy de Navarre ſerront & demourront paiſibles envers les Anglois de toutes Oppreſſions & Dommages: Et auſſi ſeront les Villes, Gents & Homes du dit Roy de Navarre frans & quiete de toutes Raencons a impoſer de novel: Et ſemblablement demouront paiſibles les Genz & Lieux, obeiſſans au dit Roy d'Engleterre, envers le dit Roy de Navarre & ſes Genz.

En Tesmoign de les choſes les Chivalers deſſus nomez ont mis enterchangeablement lours Seaulx a ceſte preſente Cedule Endente, que s'en fait le premier jour d'Aouſt, l'An de grace Mil CCC. Cynquante & l'une.

CCCXXVIII.

1. Août. *Traité conclu pour vingt ans, entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre & les Députés des Villes maritimes du Royaume de CASTILLE & du Comté de BISCAYE, pour le bien du Commerce reciproque, Donné à Londres le* 1. *Août* 1351. [RYMER, Foedera, Conventiones &c. Tom. V. pag. 717.]

SAchent touz, que come Debatz & Diſſenſions fuiſſent meuz entre les Engleys d'une part, & les Gentz de les Villes de la Marisme, de la Seignurie du Roi de Caſtell, & del Countee de Viſcaye, d'autre part, par cauſe de Mals & Damages, faitz d'une part & d'autre, les Gentz des Villes ſuſdites envoierent devers le Tresdoute Prince, le Roi d'Engleterre & de France, lour Meſſages (c'eſt a dire) Johan Loupes de Salſedo, & Diago Sanches de Lupard, & Martyn Perys bde Golyndano, od pleyn poair pur traiter ſur les Deatz & Diſſenſions avantdites,

Et pur demander, prendre & faire emendes de les Mals & Damags ſuisditz,

Et pur requere & prendre Treues & Soeffrances de Guerre, a un certein temps, en espoir de final Pais, que ſe purra tailler durantes les Treus avantdites.

Et depuis, aſſemblez en la Citee de Loundres, les Deputez del' dit Tresdoute Prince le Roi d'Engleterre & de France d'une part, & les ditz Meſſages d'autre part, les ditz Meſſages demanderont,

ANNO 1351. PRIMEREMENT, Emendes & Satisfaction de les mals & damages, queux ils ount pris & receux, en la Meer, par les Engleis, del temps du Roi Don Petro ore Roi de Caſtell,

Et les Deputez, de par le Roi d'Engleterre avantdit, ount demande de les Deputeez, de les Villes ſusdites, Emendes & Satisfaction de touz les mals & damages, faitz as Gentz d'Engleterre, de Gaſcoigne & as autres Subgitz le dit Roi d'Engleterre & de France, par les Gentz le dit Roi de Caſtell & del Countee de Viſcaye, par le dit temps,

Et puis, les dites choſes debatues, ſauve le Droit & la Demaunde de cheſcune Part, en espoir de bon Pays & pour bon amour norir entre le Roi d'Engleterre & de Fraunce & ſes Subgitz d'un part, & les Gentz & Subgitz le Roi de Caſtell & del Countee de Viſcaye d'autre part, les ditz Deputez, le dit Roi d'Engleterre, ount fait tiel relacion a lour dit Seignur le Roy d'Engleterre & de France, que le dit Roi, a la requeſte des ditz Meſſages de Caſtell & de Viſcaye, ad octroie Treues & Soeffrance en la fourme que s'enſuyt,

PRIMEREMENT, accorde eſt que bons & loiales Treues ſoient priſes, affermes, & tenuz, par Meer & par Terre, entre touz les Gentz & Subgitz le Roi d'Engleterre & de France,

Exceptez les Gentz de Baion & de Beariz, que ſont exceptez par cauſe q'ils ont pris une Treue od ceux d'Eſpaigne; par quatre Annz, la quele Treue le Roi ad conferme d'une part & les Gentz & les Subgitz de la Seignurie le Roi de Caſtell & del Counte de Viſcaie d'autre part,

Les queles Treues dureront, del jour de la feſance de ceſtes, tanque a vynt Annz acomplis,

Et prendront les dites Treues pleyn effect & force, en Meer & en Terre, del jour de la Date de ceſtes preſentes Lettres, ja ce ſoit que Publicacion & Proclamacion des dites Treues ne ſoit faite,

La quele Publicacion & Proclamacion ſe ferra en Engleterre, deinz une Moys apres la Date de ceſtes,

Et a Burdeux deinz deux Mois apres la Date de ceſtes,

Et, en les Villes de la Marisme de Caſtell & Viſcaye avantdites, dedeinz trois Mois apres la Date de ceſtes preſentes Lettres,

Et enprendront les ditz Deputez de la Marisme ſuisdite que touz les autres Portz de la Marisme del Seignurie du dit Roi de Caſtell, qi ne ont my donez poair a les ditz Deputez, tendront la dite Treue loialment.

ITEM, acorde eſt que pendantz les dites Treues, nuls des Gentz, Subgitz, del dit Roi d'Engleterre & de France, ferra male ne damage en Perſones, ne en Niefs, Marchandiſes, ne en autres biens, as Gentz, ne as Subgitz, de la Seignurie du Roi de Caſtell, ne del Countee de Viſcay,

Ne les Gentz, ne Subgitz, de la dite Seignurie del Roi de Caſtell, & del Countee de Viſcay, ne feront mal, ne damage, en Perſones, n'en Marchaundiſes, n'en autres biens, as Gentz d'Engleterre, de Gaſcoum, d'Irlande, de Guales, ne a nul des Subgitz du dit Roi d'Engleterre & de France.

ITEM, acorde eſt que, durantes les dites Treues, nuls des Gentz, ne Subgitz, del' une Part, encontre, ou en prejudice del' autre Partie, ne ferront Alliaunce, ne durront eide, ne ſocours, en ascune manere, as Enemys, Contrarires, ou Adverſaires, del' autre Part.

ITEM, que les Gentz, Subgitz, Meſtres, Mariners & Merchauntz, del' une part & del' autre, de quel condicion q'ils ſoient, peuſſent ſeurement, franchement, & ſauvement aler & paſſer, par Terre, & par Meer, as touz les Marismes, Portz, Citees, & Villes del'une Part & del' autre, & as touz autres Roialmes & parties ou lour plerra, od lour Niefs, grantz & petitz, & od toutes Marchaundiſes que ſerront chargez en les dites Neefs, des queux Pais & Gentz les dites Marchandiſes ſoient.

ITEM, ſoient certeines Perſones Deputez Gardeyns de ceſtes preſentes Treues, eantz pleyn poair de constrendre & de punyr touz ceux qi enfreindront les dites Treues, ou qi s'afforcerent de les enfreindre, & de redrescer & de reparer touz Attemptatz, que ſerront fait, del' une Partie & del' autre, pendantes les dites Treues,

Et que les ditz Gardeyns feront redreſſement & reparacion plenerement de touz les Attemptaz, faitz durantes les dites Treues, dedeinz deux Moys apres que les ditz Attemptatz ſerront provez devant eux, & de ceo ſoient requis,

Et que la perſone, q'avera resceu les damages, eit ſes despenſes, queux il ferra en la purſuyte de la perſone, qi ferra la mal, & de ſes biens, ANNO 1351.

Et, en cas q'il n'eit ny bienz ſuffiſantz de faire les Amendes, que ſon Corps ſoit pris, & que les Gardeyns de la Terre facent Juſtice de la Perſone, a la purſuyte celui, qu'ad pris le damage.

ITEM, acorde eſt que, s'il aviegne que, pendante la dite Treue, nul mal, ou damage, ſoit fait par Gentz ou Subgitz de l'une Partie al autre, que pur ce ne ſerra mye la Treue rumpue, einz ſerra faite redresce & reparacion par les Deputez ſusditz, en la manere come deſſus eſt dit.

ITEM, acorde que les ditz Deputez de la Marisme ſuisdite ferront aſſavoir a les Bannitz de la dite Seignurie, del Roi de Caſtelle, & del Counte de Viscay, qe ſont hors de lour Pays, s'ils voillent eſtre compris en ceſte Treue ou ne mye,

Et, en cas q'ils voillent eſtre compris en la dite Treue, q'ils ſoient resceux & compris ſi plenerement come les autres,

Et adonqes les Deputez avanditz manderont, en Brugges, en Flandres, au Mair del Eſtaple des leynes d'Engleterre, ou a ſon Lieutenant, les Nouns des ditz Bannys,

Et, en cas q'ils ne voillent eſtre compris en la dite Treue, q'ils demurgent hors de la Treue, & que le Roi d'Engleterre & de France & ſes Gentz facentz de eux, come de lour Enemys,

Et que les bones Gentz, de la Marisme ſuisdite, ne ſoient blamez, ne damagez pur nul mal que les ditz Bannitz ferront,

Et que les ditz Deputez ferront mander, a Brugges, au dit Mair del' Eſtaple, ou a ſon Lieutenant, dedeinz ſys moys apres la Date de ceſtes preſentes Lettres, les Nouns de les Capitayns des ditz Bannitz, que ne voillent eſtre compris en la dite Treue, & de lour Compaignons, des queux ils purront ſaver les Nouns,

Et, en ce cas, les Gentz de la Marisme de Caſtelle & del Countee de Viscay, ne feront eide, comfort, ne ſocour as ditz Banniz, ne les receiveront entre eux.

ITEM, q'en cas que le Roi d'Engleterre & de France, ou ſes Gentz, preigne ou gaigne de ſon Adverſaire, qi q'il ſoit, Vill, Chaſtell, ou Port, en quel Ville, Chaſtel, ou Port, ſoient trovez Bienz de les Gentz de la Seignurie de Caſtell, ou del Counte de Viscay, ou Nefs, en les quels Marchandiſes, ou autres biens de la Seignurie ou del Counte avanditz ſoient trovez,

Que le dit Roy d'Engleterre & de France, ou celui que ſerra Capitayn pur lui, ferra ſercher lour biens, en qi meyns q'ils ſoient, & ferra ſon loial poair, ſur l'aſſourance de la dite Treue, de faire rendre les dites Niefs, Marchandiſes, & biens a les Gentz du Roialme de Caſtelle & de Counte de Visca, de qi ils ſerront, ſur lour ſerrment, parenſi q'ils ne ſoient armez od les Enemys le dit Roi d'Engleterre & de France, ne ne facent a eux eide, ſocour, ne comfort,

Et ſi nul de eux ſoit trovez armez, ou facez eide, ſocour, ou comfort as ditz Enemys le dit Roi d'Engleterre & de France, q'il perde ſes biens & le Corps, & que nul des autres, qi tendront loialment la Treue, ſoient damagez pur eux,

Et enſi, ſi les Gentz le dit Roi d'Engleterre & de France preignent, en la Meer, ou en Port, nuls Niefs de ſes Adverſairs, ou Enemys, & en les dites Niefs ſoient trouez Marchandiſes, ou autres biens, de ceux de la Seignurie del Roi de Caſtelle, ou del Counte de Viscay, q'ils ſoient renduz a les Marchauntz de Caſtelle, ou de Viscay, de qi ils ſont, a lour loial Serement,

Et, en cas que nul Marchant de Caſtell, ou de Viscay, ſoit troue en la Nief, que adonqes les dites biens ſoient amenez en Engleterre, & ſauvement gardez tanque les ditz Marchantz eient provez que les dites biens ſoient leurs,

Et autiel ferront, en ſemblable cas, ceux de la Seignurie del Roi de Caſtelle, & del Counte de Viscay, & les Gentz & Subgitz de la Seignurie le dit Roi d'Engleterre & de France.

ITEM, que Peſſoners de la Seignurie del Roi de Caſtelle, & del Counte de Viscay, peuſſent venir & pescher, frauncheſment & ſauvement, en les Portz d'Engleterre & de Bretaigne, & en touz autres lieux & Portz ou ils vorront, paiantz les Droitz & les Cuſtumes a les Seignurs du Pais.

En Tesmoignance des queles choſes le dit Roi d'Engleterre & de France, al' une Partie de ceſtes preſentes Lettres Endentes, demoraunte devers les Villes de la Marism

ANNO 1351. Marisme de Castelle & de Viscaie susdite, ad mys son Seal.

Et les ditz,
Johan Loupes de Salsedo,
Diago Sanches de Lupard,
Et Martyn Perys de Golyndano,
Messages & Procuratours de les Villes de la dite Marisme,
A l'autre Partie de ceste presentes Lettres Endentes, demorante devers le dit Roi d'Engleterre & de France, ount mys lour Sealx.

Don. a Loundres le primer jour del Mois de Auguſt, l'An de grace Mil, Treseentz, Cynquant Primer.

CCCXXIX.

27. Oct. FRANCE ET SAVOYE. *Traité entre* JEAN *Roi de France, au nom du* DAUPHIN *ſon Fils, &* AME' VI. *du nom, Comte de Savoye, ſurnommé* le Verd, *par lequel le Traité entre* AYMON *Comte de Savoye, &* HUMBERT *Dauphin eſt confirmé, & il eſt porté que le Roi de France ni le Dauphin, ni leurs Succeſſeurs ne pourront aquerir aucunes Terres en Savoye, ni le Comte en Dauphiné. Fait à Ville-neuve d'Avignon, le 27. d'Octobre,* 1351. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves. pag. 184.]

In Nomine Domini Amen.

PEr hoc publicum Inſtrumentum cunctis appareat evidenter, quod anno ejusdem M. CCC. LI. Indictione quarta menſis Octobris, Jovis die viceſima ſeptima, Pontificatus ſanctiſſimi Patris, & Domini Domini Clementis Divina providentia Papæ ſexti, anno decimo, tractantibus & mediantibus Reverendiſſimis Patribus, & Dominis Dominis Guidone Portuenſi, & ſanctæ Ruffinæ Epiſcopo, Stephano ſanctorum Joannis & Pauli, & Egidio ſanctæ Praxedis tituli Presbyteris, ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalibus, ac in ipſorum Dominorum Cardinalium, nec non, & noſtrûm Notariorum, & teſtium infraſcriptorum præſentia perſonaliter conſtituti, Magiſter Petrus de Caritate Conſiliarius, & Joannes de Veireria Secretarius, Sereniſſimi Principis Domini Joannis Francorum Regis Illuſtris Procuratores, & procuratorio nomine ejusdem Domini Regis ex una parte: & Reverendus in Chriſto Pater Dominus Joannes Tharentaſienſis Archiepiscopus, Domini Joannes, Dominus Cameræ Vicecomes Maurianæ; Jacobus de Claromonte, Dominus ſanctæ Helenæ de Lacu, ac Georgius de Solerio Procuratores, & procuratorio nomine magnifici Viri *Amedei Comitis Sabaudiæ*, ex altera, ſuper agendis inter ipſum Dominum Regem, tam ſuo quàm magnificorum & potentum Virorum Dominorum Caroli primogeniti dicti Domini Regis Dalphini Viennenſis, & Philippi Ducis Burgundiæ, nec non Domicellæ Joannæ de Burgundia eorumque Succeſſoribus ex una parte, ac præfatum magnificum Virum Amedeum Comitem Sabaudiæ, pro ſe ejusque Succeſſoribus ex altera; pro dilectionis fœdere inter ipſorum progenitores ab antiquo conſueto inter prædictos perpetuo conſervando, ac etiam augmentando, & omnis diſſentionis materia inter ipſos evitanda, & ut etiam dictus Comes ad dicti Domini Regis & ſuorum obſequia propenſius inducatur & etiam animetur pro prædictis Rege, Dalphino, Duce, Domicella Joanna & Comite, & ipſorum quolibet, eorumque Hæredibus & Succeſſoribus quatenus quemlibet tangit & tangere poteſt ſeu poterit in futurum, tractaverunt, compoſuerunt, conveniunt ad invicem Pactiones, Conventiones, Infeudationes, Alligantias, Confederationes & alia fecerunt & inierunt, tractant, componunt, conveniunt, faciunt & ineunt quanto melius virtute dictorum Procuratorum nomine Dominorum ſuorum poſſunt prout inferius continetur. Primo quod Pax facta noviſſime inter Comitem *Aymonem bonæ memoriæ*, & Dalphinum Humbertum, & ante inter olim *Comitem Amedeum* & Dalphinum Joannem, cum omnibus declarationibus, additionibus, prævisionibus, & cautelis poſt utramque ſecutis debitè obſerventur & fiant realiter cum effectu & impleantur. Et ſi quæ per alteram Partium in contrarium facta ſunt ad ſtatum debitum ſecundum prædictorum ſeriem reducantur, & eligantur per dictos Procuratores ex nunc Commiſſarii, videlicet pro Dalphino Dominus de Turnone, & Dominus Guillelmus Arthaudi Milites; pro Comite vero Dominus de Camera, & Dominus Faramantii Milites cum Conſervatoribus Pacis deputatis per Partes ipſas, ita tamen quod duo ex ipſis, quorum unus ſit de una Parte & alius de alia, viſa Pace utraque & prædictis poſt ſecutis non declarata declarent, & non completa compleri faciant & ordinent, occupata reſtitui, & alia fieri nondum facta, habeantque ſuper hiis ex nunc à Partibus ſupradictis plenariam poteſtatem: Commiſſarii vero prædicti jam dictis diligentius intendendo ea compleant toto poſſe, infra feſtum Pentec. proximum: quibus declarationibus factis ſi quæ obſcura remaneant vel longiorem indaginem requirentia, tam ſuper limitationibus faciendis quam ſuper aliis discordiis quibuscumque, dicti Reverendi Patres Domini Cardinales ſint ſuperiores & medii: Qui aut duo ex ipſis, quorum unus ſit Dominus Guido Cardinalis prædictus, vocatis ſecum Dominis Henrico Archiepiscopo Lugdunenſi electo pro parte Dalphini, aut alium per dictum Dalphinum nominando; & Amedeo Comite Gebennenſi electo pro parte Comitis Sabaudiæ, aut alio per ipſum Comitem Sabaudiæ nominando. Qui quidem Archiepiscopus aut alius per ipſum Dalphinum nominandus intererit, ſi & quando dictus Dalphinus ipſum Archiepiscopum aut alium per ipſum Dalphinum nominandum voluerit intereſſe, controverſias & quæſtiones, ſi quæ ortæ ſint inter Partes vel forſitan oriantur, quæ per dictos Conſervatores aut Commiſſarios non poſſent commodè expediri, habeant amicabiliter terminare: Super quibus habeant Domini Cardinales prædicti cum Archiepiſcopo & Comite Gebennenſi, ſeu aliis nominandis, modo prædicto, ex nunc plenariam & liberam ac pleniſſimam poteſtatem, usque ad annum poſt Feſtum Pentecoſtes ſupradictum: Et niſi Archiepiscopus & Comes aut alii ut ſupra nominandi veniant ad dies ſtatuendos per Cardinales prædictos, ex tunc dicti Archiepiscopus & Comes, aut alii ut ſupra nominandi pro non adjectis habeantur quoad iſta, illa vice. Item convenerunt & componunt dicti Procuratores prædictis nominibus, quod Rex idem vel Succeſſores ſui, Regesque alii qui erunt Franciæ pro temporibus in futurum per ſe vel alium tacitè vel expreſſè, directè vel indirectè, quovis colore quæſito, non poſſint nec ſibi liceat perpetuò quicquid acquirere de novo in Comitatu Sabaudiæ, Terris, Baroniis, Juribus, Feudis, Retrofeudis dicti Comitis, Succeſſorum, Vaſſall. Hominum, vel Subditorum ejusdem qui nunc ſunt de Imp. & inter limites Comitatus, Terrarum & Baroniarum eorundem per gardas, feuda, retrofeuda, homagia, conventiones, tractatus alios ſive cauſas: Et ſi contrarium (quod abſit) fieret in futurum, acquiſita non teneant ipſo facto in commodum acquirentis, eaque ſtatim & omnino acquirens dimittere teneatur; & ex nunc prout ex tunc contractus invalidus cenſeatur & ſit: Et hoc potiſſimè, quia ex talibus acquiſitionibus per potentiores Dominos in minus potentum Terris inter ipſos ſuſcitantur diſcordiæ ſæpius & diſſentiones non parvæ, quas inter Reges & Comites prædictos evitare cupiunt, & inter eos nutriri perpetuum amoris & fidei vinculum, cooperante gratia Salvatoris. Inſuper dictus Comes aut ſui perpetuò Succeſſores, per ſe vel alium, tacitè vel expreſſè, quovis colore quæſito, non poſſint nec ſibi liceat perpetuò quicquam acquirere in Dalphinatu Viennenſio, Terris, Baroniis, Juribus, Feudis, Retrofeudis dicti Dalphini, Succeſſorum, Vaſſallorum, Hominum vel Subditorum ejusdem, quæ nunc ſunt & pro tempore fuerint; nec inter limites Dalphinatus, Terrarum, Baroniarum & Poteſtatum eorundem per gardas, feuda, retrofeuda, homagia, pactiones, contractus alios ſine cauſa: Et ſi contrarium (quod abſit) fieret in futurum, acquiſita non teneant ipſo facto in commodum acquirentis, eaque ſtatim & omnino acquirens dimittere teneatur, & ex nunc prout ex tunc contractus invalidus cenſeatur & ſit. Et viceverſa dictus Dalphinus vel Succeſſores ejusdem perpetuò per ſe vel alium, tacitè vel expreſſè, quovis colore quæſito, non poſſint nec ſibi liceat perpetuò quicquam acquirere in Comitatu Sabaudiæ, Terris, Baroniis, Feudis, Retrofeudis dicti Comitis, Succeſſorum, Vaſſallorum, Hominum, vel Subditorum ejusdem qui nunc ſunt & pro tempore fuerint; nec inter limites Comitatus Terrarum, Baroniarum & Poteſtatum eorundem per feuda, retrofeuda, conventiones, contractus alios ſine cauſa: Et ſi contrarium (quod abſit) fieret in futurum, acquiſita non teneant ipſo facto in commodum acquirentis, eaque ſtatim & omnino dimittere teneatur aequirens, & ex nunc

ANNO 1351.

ANNO 1351. nunc prout ex tunc contractus invalidus censeatur & sit, ipsique renunciatum sit, & intelligatur ipsum nullius esse efficaciæ & momenti. Item quod Rex dicto Comiti teneatur scambiare terram suam de Maloleporario quam de præsenti tenet dictus Comes, & assidere in Ballivia Senonensi vel Trecensi cum omni nobilitate, alta & bassa Justitia; prout continetur in certis Literis Regiis sigillo viridi sigillatis, mentionem facientibus de dono facto Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, Avo paterno Comitis qui nunc est. Item consentiunt & promittunt Procuratores Domini Regis, quod Rex ipse tradet cum effectu in augmentum Feudi supradicti Domum Paris. quæ fuit Illustr. Principis Domini Regis Bohemiæ versus Portam S. Honorati, cum ipsius juribus & pertinentiis universis tenendam & possidendam per eundem Comitem ejusque Successores in perpetuum, sub eodem homagio, modo & forma quibus supra, & fiet realis traditio dictæ domus infra festum Purificat. proximum. Item quod dicti Procuratores Comitis, ejus nomine confœderationes pro ipso Comite & ejus Successoribus Sabaud. Comitibus validas faciant Regis Procuratoribus prædictis, nomine quo supra ipsius, & Successorum suorum Regum Franciæ nominibus recipientibus contra Regem Angliæ & ejus Successores, & omnes Anglicos ac secum confœderatos & ei adhærentes, & quoscumque alios; exceptis Imp. Romano, Dominis Archiep. Mediolanensi, Manfredo Barnabone & Galeatio ipsius Nepotibus, & aliis Vicecomitibus Mediolani, Marchione Montisferrati. Item quod Comes ipse ad requisitionem Regis vel Reginæ vel certi mandati alterius, eorundem Domicellam Joann. de Burgundia Filiam dictæ Reginæ eisdem aut alteri ipsorum certo mandato reddere tenebitur, videlicet in Matiscon. liberam cui voluerint maritandam, præterquam Dalph. qui nunc est, ipso existente Dalph. & qui pro tempore fuerit, Conventionibus præsentibus firmatis. Item quod dictus Comes cum aliqua Filiarum Regis Angliæ quæ nunc est vel fuerit, vel alia Anglica sine ipsius Regis Franciæ expresso consensu se maritare non poterit. Item promittunt dicti Procuratores Regii, nominibus quibus supra, Procuratoribus Comitis memoratis stipulantibus & recipientibus nomine Domini sui, quod Rex idem solvat dicto Comiti Sabaudiæ vel ejus certo mandato, pro servitiis factis per Comitem & Prædecessores ejusdem Regi & Prædecessoribus suis & aliis etiam causis, sexaginta millia florenorum boni auri & legitimi ponderis Florentini persolvenda. Item consentiunt & promittunt dicti Procuratores Regii memoratis Procuratorib. dicti Comitis, ipsius nomine recipientibus & stipulantibus, ipsi Comiti ac ejus Successoribus pro prædictis & ex causa compositionis & Tractatus præsentis, dare & solvere ipsi Comiti Sabaudiæ supradicto quinquaginta millia florenorum boni auri & legitimi ponderis Florentini apud S. Laurentium propè Matisconem in Terra Baugiaci: seu tradere Castra Cusiriaci & Sagiaci cum Villis franchis & non franchis, hominibus nobilibus & ignobilibus, homagiis, feudis, retrofeudis, Jurisdictionibus, meris & mixtis imperiis, aquis, aquarum decursibus, nemoribus, pascuis, & aliis Juribus universis ad præmissa spectantibus & pertinentibus quoquo modo. Adhuc autem actum est inter Procuratores prædictos, quod infra festum Paschæ proximum, Castrum de Romanayo cum homagiis, feudis, retrofeudis, & aliis suis pertinentiis universis, quod est Episcopi & Ecclesiæ Matisconensis, tradetur per dictum Regem seu ejus certum mandatum, realiter & de facto Comiti memorato seu ejus certo mandato per ipsum ac ejus Comitis hæredes, perpetuò tenendum, & possidendum tanquam suum: Si ad hoc facta primitus & ante omnia per Dominum Regem recompensatione debita Ecclesiæ Matiscon. præfatus Episcop. Capitulum suum & illi quos tangit negotium curaverint seu voluerint consentire; dicti autem consensus opportunè procurabuntur bona fide expensis Domini Regis. Si verò ex aliqua causa dictum Castrum cum suis pertinentiis universis non traderetur, ut præmittitur, Comiti memorato, aut ejus certo mandato infra Paschæ terminum supradictum: Actum est inter Procuratores prædictos nominibus quibus supra, quod dictus Dominus Rex teneatur solvere realiter, infra dictum Festum Paschæ proximum, Comiti memorato vel ejus certo mandato, viginti quinque millia florenorum apud dictum locum S. Laurentii juxtà Matisconem. Item quod Rex procurabit pro posse suo bona fide, quòd Alligationes dudum factæ & initæ inter Duces & Duchissas Burgundiæ quondam, & Comites Sabaudiæ, renovabuntur & confirmabuntur per Ducem Burgundiæ qui nunc est, dum fuerit ætatis legitimæ secundum tenorem cartæ: & quòd Tutores ejus nomine Minoris eas confirment, si quos haberet, quantùm commodè fieri poterit. Item quòd præmissa per Regem Philippum progenitorem dicti Regis qui nunc est, super concordia habita inter hæredes Duchissæ Britanniæ cum Comite qui nunc est compleri in quantum ipsum tangit faciet infra Festum Nativitatis S. Joannis Baptistæ: De certis autem damnis illatis, quæ occasione illius Accordii petebat dictus Comes sibi fieri restitutionem à Rege, dictus Rex remanebit quittus, & de quibuscumque aliis quæ petere posset Comes ipse tam nomine suo quàm prædecessorum suorum occasione quacumque à præfato Domino Rege: & versa vice dicti Procuratores Regii nomine quo supra, quittant dictum Comitem de quibuscumque quæ dictus Rex petere posset ab ipso; reservatis tamen Partibus ambabus quæ in Tractatu vel Accordio præsentibus continentur. Acta fuerunt hæc apud Villamnovam S. Andreæ Avinionensis Diocesis in hospitio Reverendi Patris Domini Hugonis Cardinalis Tutellensis, quod fuit olim bonæ memoriæ Cardinalis Neapolconensis in camerâ Paramenti: Præsentibus venerabilibus, discretis, & nobili Patre, & Viris Dominis Francisco de Sancto Maximo Apostolicæ Sedis Notario, Guichardo Sedunensi Episcopo, Roberto Galli Laudunensi electo, Andevino Abbate ..... Guillelmo Fornerii Decano Sedunensi.

ANNO 1351.

CCCXXX.

26. Sept. DORDRECHT, DELFT, HARLEM, &c.

Alliancie tusschen DORT, DELFT, HAERLEM, LEYDEN, ST. GERTRUYDENBERGH, AMSTERDAM, ALCKMAER, OUDEWATER, SCHIEDAM, ROTTERDAM, MEDENBLICK *ende* VLAERDINGEN *Anno* 1351. [Groot Placaat-Boek van de H. M. Heeren Staaten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 3.]

ALlen den genen die desen Brief sullen sien of hooren lesen, maken wy condt, Schout, Schepenen, Burgemeesters, Raidt, ende die gemeene Steden van DORDRECHT, van DELFT, van HAERLEM, van LEYDEN, van SINTE GEERDENBERGE, van AMSTELREDAM, van ALCKMAER, van OUDEWATER, van SCHIEDAM, van ROTTERDAM, van MEDENBLICK, en van VLAERDINGEN. Want wy ons onderwonden hebben onsen lieven ende geminden Heere Hertoge Willem van Beyeren, Grave van Hollandt, van Zeeland, ende Heere van Vriesiandt, Heere te maicken en magtigh sijns Lants ende Ondersaten, hebben groten schout, die hy schuldigh is,

CCCXXX.

26. Sept. DORDRECHT, DELFT HARLEM, &c.

Alliance entre les Villes de DORDRECHT, DELFT, HARLEM, LEYDEN, ST. GERTRUYDENBERG, AMSTERDAM, ALCMAER, OUDEWATER, SCHIEDAM, ROTTERDAM, MEDENBLICK, & VLAERDINGEN, en l'année 1351. [*Dans le Grand Recueil des Placards.* Tom. III. pag. 3.]

A Tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou orront, savoir faisons, nous Baillif, Echevins, Bourguemaîtres, Conseil, & Communautez des Villes de DORDRECHT, *de* DELFT, *de* HARLEM, *de* LEYDEN, *de* ST. GERTRUYDENBERG, *d'*AMSTERDAM, *d'*ALCKMAR, *d'*OUDEWATER, *de* SCHIEDAM, *de* ROTTERDAM, *de* MEDENBLICK, *&de* VLAERDINGEN. *Qu'ayant entrepris de rendre nôtre cher & bien amé Seigneur, le Duc Guillaume de Baviére, Comte de Hollande, de Zélande, & Seigneur de Frise,*

ANNO 1351. is, daer wy hem, wilt Godt, of ontredden ſullen, ende om dat wy te doen moeten hebben jegens menichaerhande Luyden ende dadingen van ſijnre wegen, daer ons ſien ſtaet ſwaren wangonſte ende viantſchap in te verkrygen, ende om dat wy alle alleene alle ſyne ſaken niet en mogen bewaren ende bedryven, ſoo hebben wy alle Steden voorſz te ſamen gelooft en geſeekert by onſer ſekerheyt, ende by onſer trouwen. Waer dat ſake dat yemant mit deſen Steden voorſz in wangonſt of in viantſchap quame tegens yemande ofte eenigerhande ſaken, die hy hantierden hadden van onſen Heeren Graven weegen voorſz, of daer of roeren mochte, of onder Steden regt eenige voorſz, of om eenich mans uytte voorſz Steden, dat wy dat gemeenelicken ende ongeſcheyden wederſtaen ſullen, ende dregen tot allen dagen, ende malcander hulpers daer in te blyven met lyve ende met goede. Voort waert dat ſaken dat yemant van deſen Steden voorſz eenige twiſt hadden, die eene regens den anderen, des ſouden die ander Steden machtich weſen dien twiſt te ſoenen, ende te verlijken, ende alle ſaken voorſz, behouden onſen lieven Heere den Graven, ende ſyne Naecomelingen, al te doene dat wy ſchuldich ſijn te doene, ende ſonder argeliſt. Ende waer dat ſake, dat ons Heeren gebrake ſonder oir van ſijnen lyve, dat Godt verhoede, ſoo hebben wy gemeenelick gelooft genen Heer t'ontfaen, wy en ſullen gemeenlick ontfaen, nae ſulcke Brieve als onſe lieve geminde Heere dicke voorſz beſcheiden heeft met ſyne Brieven, dat onſe lieve Heere de Keyſer ſijn Vader, daer Godt de ſiele of hebbe, met recht ende met vonniſſe van ſynen hoigen mannen, het Graefſchap van Henegouwen, van Hollant, van Zeelant, ende Heerlickheyt van Vrieſſant ſchikte ende beſcheyde te erven. Ende waer dat ſake dat an deſen Brieven gebrake een ſegel of twee, daeromme en ſoude deſen Brief voorſz niet vermindert weſen van eeniger macht. Ende om dat wy Steden voorſz alle beloften en overeendragen voorſz vaſt ende ongeſcheyden houden willen tot eeuwigen dagen, ſoo hebben wy deſen jegenwoordigen Brief in kenniſſe der waerheyt beſegelt mit onſen ſegelen, in 't Jaer ons Heeren 1351. des Maendags na St. Mauritius dagh.

Friſe, Souverain & puiſſant dans ſes Païs & ſur ſes Sujets, ayant de grandes dettes, ausquelles il eſt obligé, & dont le dechargerons, (s'il plaît à Dieu;) & parce que nous avons affaire à diverſes ſortes de gens & des choſes à demêler à cauſe de lui, pourquoi nous prevoyons que nous pourons encourir disgrace & inimitié, & parce que nous ne pourions tous en particulier ſoûtenir & deffendre ſa cauſe, nous lui avons, nous, toutes les Villes ſusdites, promis & juré conjointement aſſurance & fidélité. Et s'il arrivoit que quelcun vînt en inimitié avec ces Villes ſusdites, au ſujet de quelcun ou de quelques choſes qui concerneroient nôtre Seigneur Comte ſusdit, ou quelque droit desdites Villes, ou quelque perſonne d'icelles, que nous nous joindrons inſéparablement à une deffence commune & à toûjours nous ſoûtiendrons, de corps & de biens. Que s'il arrivoit que quelqu'une de ces Villes eût quelque différent avec une autre des mêmes Villes, que les autres ſeront autoriſées pour les reconcilier & les accorder, & de faire en toutes choſes ſusdites, tout ce que nous ſommes obligez de faire pour maintenir nôtre cher Seigneur le Comte & ſes Descendans, ſans diſſimulation. Et s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que nôtre Souverain vînt à déceder ſans enfans, nous avons promis conjointement de ne recevoir point de Souverain, que celui que nôtre dit Seigneur aura nommé par ſes Lettres, comme nôtre cher Seigneur Empereur ſon Pére, dont Dieu veuille avoir l'ame, a avec juſtice & avis de ſon Conſeil donné à ſon fils les Comtés de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & la Seigneurie de Friſe, à condition de les reheriter de lui, faute d'enfans. Et arrivât-il qu'à ces preſentes Lettres, il y manquât un ſceau ou deux, lesdites Lettres n'en auront pas pour cela moins de force & de vertu. Et parce que nous Villes ſusdites voulons que ces promeſſes & accords ſusdits ſoient gardez inviolablement à toûjours, nous les avons en témoignage de la verité ſcellées de nos ſceaux, l'an de nôtre Seigneur 1351. *le Landi d'aprés la S. Maurice.* ANNO 1351.

CCCXXXI.

7. Nov. *Venditio Civitatis* Frankenſtein *cum Diſtrictu Monaſterii* Camentz, *pro ſex Millibus Marcarum groſſorum Pragenſium, per* NICOLAUM *Ducem Sileſiæ,* CAROLO IV. *Romanorum Imperatori & Bohemiæ Regi facta. Wratislaviæ 7. Novembris* 1351. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Abſatz III. pag. 306.]

NOs NICOLAUS Dei Gratia Dux Sileſiæ Dominus Munſterbergenſis. Notum facimus univerſis tenore præſentium in perpetuum. Quod animo deliberato, & fidelium noſtrorum maturo accedente conſilio, conſiderantes in hoc utilitatem noſtram, & prospicientes exindè noſtram conditionem fieri meliorem, Sereniſſimo ac *Invictiſſimo Principi & Domino Carolo Romanorum ſemper Auguſto, & Boemiæ Regi Domino noſtro gratioſo*, pro ſe & ſuis Hæredibus, ac ſuis Succeſſoribus *Regibus Bohemiæ, & ejusdem Regni Coronæ*, ementi, & recipienti Civitatem noſtram *Franckenſtein* cum diſtrictu *Monaſterii Kamentz*, talia à noſtro Ducatu ſeparantes, & omnimodo disjungentes, Vaſallis, Vaſallagiis, Feudis, Feudatariis, Militibus, Clientibus, Scultetis, Civibus, Ruſticis, Emphiteutis, & ad glebam aſtrictis, Agricolis & Cenſitis, ſupremis & inferioribus, Judiciis, judicialibus, redditibus, Cenſibus, proventibus, obventionibus, emolumentis, Jure patronatus Eccleſiarum quod extra venditionis contractum cum univerſitate tranſire decernimus, Montibus, Planis, Sylvis, Rubetis, Virgultis, Venationibus, Aucupationibus, Aquis, & aquarum decurſibus, Molendinis, Lacubus, Piscinis, Stagnis, Paludibus, Piſcaturis, cum omnibus Juribus, Juriſdictionibus, Dominiis, Libertatibus, honoribus, honorationibus, utilitatibus & obventionibus, quæ in ſub & ſuper Terram hactenus habita, & inventa ſunt, haberi ſeu inveniri poterunt in futurum quoquomodo, quibus etiam ſpecialibus nominibus & vocabulis valeant deſignari juſto venditionis titulo vendidimus, dedimus, & reſignavimus, & præſentibus reſignamus, pro ſex millibus marcarum groſſorum Pragenſium Polonici numeri, quadraginta octo groſſos pro marca qualibet computando, quas nobis, ſolutas, datas & numeratas proteſtamur, & dicimus, & in uſus noſtros utiles & beneplacitos applicatas. Univerſos & ſingulos Milites, Clientes, Scultetos, Cives, & quosque Inhabitatores Civitatis, Diſtrictus & Territorii Franckenſtein ab omnibus homagiis, Juramentis, promiſſis, fœderibus & aliis quibuscunque reſpectibus, quos & quæ ad nos velut *Principem & Dominum ſuum* hactenus habuiſſe noscuntur, & habere debebant, de bona voluntate, & certa noſtra ſcientia, pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris prædictis, abſolventes ipſos & eorum quemlibet; *Hæredes & Succeſſores* eorum ad præfatos *Dominum noſtrum Regem*; Hæredes & Succeſſores ipſius *Reges Boemiæ*; & ejusdem *Regni Coronam* in perpetuum remittentes.

Ita videlicet, quod ad præfatum *Dominum noſtrum Regem*, Hæredes & Succeſſores ipſius *Reges Boemiæ* & ad ipſius *Regni Coronam* in perpetuum tanquam ad verum, ordinarium & naturalem Dominum, veros, ordinarios ſeu naturales Dominos reſpectum habere debeant ipſisque in omnibus fideliter obedire. Renunciantes fideliter pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris prædictis, omni Juri, Juriſactioni, titulo, impetitioni, repetitioni, exceptioni doli mali, & in factum actioni, legi: ſi convenerit, & exceptioni non ſolutæ, non numeratæ, ſed datæ pecuniæ non bonæ, ſeu legalis argenti, & aliis omnibus Canonum & Legum auxi-

ANNO 1351. liis sub quacunque forma verborum expressæ sint, etiam si de his vel eorum altero Jure, vel consuetudine deberet in præsentibus fieri mentio specialis. In cujus rei testimonium & robur perpetuo valiturum præsentes fieri, & nostri sigilli munimine roborari voluimus, & pro firmioris cautelæ præsidio, ut videlicet præfato *Domino Regi, Hæredibus & Successoribus suis, Regibus & Coronæ Regni* præfati abundantius caveatur, *Illustres & magnificos Principes ac Dominos Bolkonem Swidnicensem, Conradum Olsnicensem, Ladislaum Teschinensem, Duces, Patruos, & consanguineos nostros*, nec non spectabilem *Dominum Matthiam Comitem de Trensch* fratrem nostrum dilectum attentè rogavimus, ut testes sint, & velint existere omnium præmissorum, sicut etiam ipsi ad nostræ supplicationis instantiam testimonium perhibent de præmissis. Datum *Wratislaviæ* Anno Domini M. CCC. LI. feria quarta ante Festum B. Martini Episcopi.

CCCXXXII.

26. Nov. BRABANT ET NIVELLES. *Rescript de l'Empereur* CHARLES IV. *pour terminer les Différens survenus entre* JEAN *Duc de Brabant & le Chapitre de l'Eglise de* NIVELLES, *en date du 26. de Novembre* 1351. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 187.]

KAROLUS Dei gratiâ Romanorum Rex semper Augustus & Bohemiæ Rex Dilectis nobis in Christo *Mathildi* Abbatissæ, Præposito, totique Capitulo secularis Ecclesiæ NIVELLENSIS Leodiensis Diocesis gratiam Regiam & omne bonum. More boni Principis jugiter optamus cunctis Imperii nostri fidelibus prosperam pacem & tranquillitatem; cùm igitur quorundam relatione ad nostrum pervenit auditum inter vos ex parte una, ac dilectum consanguineum & fidelem nostrum JOANNEM *Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgiæ Ducem Sacrique Imperii Marchionem* ex altera, dissentionis & controversiæ materiam occasione diversorum privilegiorum tibi Abbatissæ & Capitulo memoratis sicut asseritis de non recipiendis Regalibus ab alio quàm Imperatore vel Rege Romanorum, &c. fore subortam, quæ tam celeriter ut res exigit per nos commodè nequit ex toto sopiri: nos damnis, dispendiis ac detrimentis quæ exinde tibi Abbatissæ & Capitulo sæpedictis possent verosimiliter evenire, volentes tibi Abbatissæ prælibatæ tenore præsentium providere, concedimus & nihilominus præcipiendo mandamus, quatenus hac vice à Duce prænominato hujusmodi tua Regalia recipere possis & recipias, Juribus nostris & Imperii tuisque & Ecclesiæ sæpedictæ ac Ducis memorati in hoc manentibus illæsis; per hoc enim non intendimus nec volumus vobis aut alteri vestrum seu Imperio aliquod præjudicium generari vel in aliquo derogari, sed ea illibata & illæsa remanere, vobisque Præposito & Capitulo prælibatis præcipiendo mandamus, quatenus cùm vobis constiterit ipsam Mathildem dicta sua Regalia à præfato Duce, ut præmittitur, relevasse & recepisse, ipsi tanquam Abbatissæ vestræ ac Dominæ obedientiam & reverentiam debitam exhibentes, sibi in omnibus quæ ad Abbatissam Nivellensem pertinent pareatis, respondeatis & ad plenum intendatis, præsentium sub nostræ Majestatis Sigilli testimonio Litterarum. Datum & Actum Wratislaviæ anno Domini M. CCC. LI. die XXVI. mensis Novembris, Regnorum nostrorum anno sexto.

CCCXXXIII.

6. Dec. CLEMENTIS VI. *Papæ Constitutio de modo & forma tenendis super victualibus Cardinalium in Conclavi existentium. Datum Avinioni* VIII. *Idus Decemb. Pontificatus sui Anno* X. [VON DER HARDT, Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium. Tom. IV. col. 1463. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans l'*Histoire du Concile de Constance*, par M. LENFANT, aux Pièces ajoutées, pag. 735. dans la *Collectio Regia Conciliorum*. Tom. XXIX. pag. 591. avec quelque différence, & dans le *Magnum Bullarium Romanum*. Tom. I. pag. 279.]

CLEMENS Episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Licet in Constitutione, à felicis recordationis Gregorio, Papa X. prædecessore nostro, super electione Romani Pontificis edita in Concilio Ludunensi, quæ incipit, *Ubi majus periculum*, inter cetera caveatur expresse, quod, si eundem Pontificem in Civitate, in qua cum sua Curia residebit, diem claudere contingat extremum, Cardinales in Palatio, in quo idem Pontifex habitabat, omnes convenient, & in eo singuli singulis tantummodo, nisi illi, quibus ex patenti necessitate duo permittuntur haberi, contenti servientibus, Clericis vel Laicis, prout elegerunt unum Conclave, nullo intermedio pariete, vel alio velamine, inhabitent in communi: Et quod diebus certis, non facta provisione de pastore, decursis, panis, vinum & aqua tantummodo eisdem Cardinalibus, donec subsequatur provisio, ministretur. Quia tamen, sicut frequenti multorum assertione, & in Cardinalatu constituti percepimus, nonnulli ex Cardinalibus ipsis in observatione Constitutionis ipsius gravati alias nimium extiterunt, multique ex ipsis duos in dicto Conclavi habuerunt servientes, non absque scrupulo conscientiæ, propter ambiguitatem dictorum verborum, videlicet, *Quibus ex patenti necessitate duo permittantur haberi*, in dicta Constitutione, ut præmittitur, contentorum: Nos providere super his cupientes, ex his & aliis causis rationabilibus, quæ nostrum ad id animum induxerunt, Rigorem Constitutionis ipsius, & etiam ad fratrum nostrorum supplicationem in his providimus temperandum, auctoritate Apostolica statuentes, quod Cardinales, posquam Conclave hujusmodi, seu clausuram pro dicta celebranda electione intraverint, singuli duos servientes tantùm, Clericos vel Laicos, prout duxerint eligendos: Ac insuper singulis diebus, præter panem, vinum & aquam, in prandio unum, in cœna unum duntaxat ferculum carnium unius speciei tantummodo, aut piscium, seu ovorum, cum uno potagio de carnibus vel piscibus, principaliter non confectis, & decentibus salsamentis, habere valeant ultra carnes salitas, vel herbas crudas, ac caseum, fructus sive electuaria. Ex quibus tamen nullum specialiter ferculum conficiatur, nisi ad condimentum fieret, vel saporem. Nullus verò eorum de alterius ferculo vesci possit. Liceat etiam eis ex decentia honestatis habere in clausula hujusmodi, cum in lectis causa quiescendi vel dormiendi esse voluerint, duntaxat intermedia seu velamina simplicium solummodo cortinarum prædicta; Et felicis recordationis Clementis, Papæ V. Prædecessoris nostri, & aliis Constitutionibus Apostolicis contrariis, quibus per hoc in aliis derogari nolumus, non obstantibus quibuscunque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumserit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli, Apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum *Avinioni*, VIII. Idus Decemb. Pontificatus nostri anno X.

ANNO 1351.

CCCXXXIV.

Traité de Paix entre AMEDE'E VI. *Comte de Savoye dit* (1) le Comte Verd, *& le* (2) DAUPHIN DE VIENNOIS; *fait à Voiron, le 6. d'Octobre* 1352. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 187.]

1352. 6. Oct. SAVOYE ET DAUPHINE'.

ANno Domini M. CCC. LII. die VI. Mensis Octobris apud Voyronum. Existentibus viris Nobilibus Domino de Grandimonte, Dominis Aymaro de Bellovidere, Raynaudo de Sancto Sulpicio Militibus & Consiliariis pro parte *Domini Sabaudiæ Comitis*: Dominis Amedeo de Rossillone Domino Boschagii, Joanne de Grolea Domino Neyriaci, & Ludovico de Loras Militibus & Consiliariis pro parte Domini Dalphini Viennensis: In præsentia Illustris Domini Comitis Gebennensis, dicti Consiliarii ad Tractatum dicti Domini Comitis, super damnis & offensis datis, factis & illatis per illos de Ambronay illis de Varey, & per illos de Varey illis de Ambronay, dependentibus & emergentibus ex eisdem quibuscumque seu quæ commiserunt ex ipsis à duobus annis circà, ordinaverunt & arrestaverunt ut infrà. In

(1) Ce nom lui avoit été donné, parce qu'il porta dans un Tournois des armes vertes, & monta sur un cheval caparaçonné de verd. Ce fut un des plus grands Princes de son Siécle.

(2) Ce Dauphin n'est pas nommé dans le Traité, mais on juge par l'Histoire, que c'étoit *Charles*, qui fut depuis Roi de France, cinquiéme du nom.

ANNO 1352. In primis ordinaverunt, quòd Pax noviſſimè facta inter Illuſtres Principes Dominos Aymonem Sabaudiæ Comitem, & Humbertum Dalphinum Viennenſem, unà cum reformationibus & proviſionibus inde ſequutis, per utramque Partium inviolabiliter ſervabitur in ſingulis ſuis Capitulis ut ibidem continentur; & quòd omnia mala, novitates & offenſæ ceſſent hinc inde penitus, & quòd nullus offendat quovis colore quæſito, prætextu aliquarum novitatum præteritarum, ſeu dependentium vel emergentium ex eisdem, nec aliter quoquo modo; & quòd præconizetur in terris & locis dictorum Dominorum, quòd nullus offendat alium quovis modo ſub pœna corporis.

Item ordinaverunt ut ſuprà, quòd omnia capta mobilia hinc & inde reſtituantur realiter, & ſine difficultate quacumque; videlicet extantia, & de præſenti extantibus, unà cum damnis datis hinc inde fiant inquiſitiones per Joannem de Croſo Notarium pro Principe Sabaudiæ, & Petrum Banaſterii, vel Hugonem de Saletis pro parte Dalphinali, qui die Jovis proximâ de manè ſimul conveniant apud Remens, & ſuper damnis & offenſis prædictis diligentiùs inquirant, & ad prædicta vacent cum continuatione dierum ſequentium ſine intermiſſione, usque ad plenarium complementum omnium prædictorum.

Item quòd dictus Dominus Grandimontis unà cum quodam alio Milite eligendo per eundem pro parte Sabaudiæ, & dictus Dominus Amedeus de Roſſillon unà cum quodam alio Milite eligendo per eundem pro parte Dalphinali, XXI. præſentis menſis Octobris inquiri faciant per Commiſſarios de damnis inſimul factis & illatis videlicet inter Prioratum Sancti Benedicti de Sayſſirieu, & Marchias de Cordone inſimul: qui Commiſſarii prædicti inquiſitiones per ipſos invicem faciendas dictis Dominis Militibus apportent, qui Domini Milites dictas inquiſitiones aperiant, & juxta formam dictarum inquiſitionum dicta damna & emendam taxent ſine partialitate qualicumque, & qui Milites etiam promittant bona fide, & jurent dictas taxationes facere benè & legaliter ſine cavillatione quacumque, & non discedere à loco, donec dictas taxationes fecerint integraliter & perfectè, ſi commodè fieri poterit; aliàs niſi commodè fieri poſſit, quàm breviùs poterint ipſas taxationes facient ut ſuprà, prout legalitati eorundem videbitur faciendum; & quòd alter dictorum Militum ab altero non discedat ſine licentia alterius, donec taxationes prædictæ plenariè factæ fuerint per eosdem.

Item quòd factis dictis taxationibus per dictos Milites, dictæ emendæ fiant realiter juxta taxam prædictam, infra ſex ſeptimanas ſequentes immediatè incipiendas à die dictæ taxationis faciendæ per Milites ante dictos: & niſi dictæ emendæ realiter fierent, ut ſub termino ſuperiùs limitato juxta dictam taxationem tenerentur ad emendam, transactis dictis ſex ſeptimanis, mittat incontinenti duos milites infra Caſtrum ſeu Villam d'Arbiz in Terra Domini Gebennenſis, qui milites ibidem hoſtagia teneant, non diſceſſuros per juramenta ſua à dicto loco, donec emendæ prædictæ realiter ſolutæ fuerint juxta taxationem ſuperiùs limitatam.

Item quia Dominus Hugo de Gebennis aſſerit Caſtra de Hauvet & de Varey eſſe de feudo ſuo, dicto Domino Comite dicente dicta Caſtra ad eum juſtis de cauſis pertinere debere, quæ Caſtra dictus Dominus Comes ad manum ſuam poſuit; Ordinaverunt Domini Grandimontis & Amedeus prædicti, quòd infrà Feſtum omnium Sanctorum proximum dicta Caſtra in manus Dominorum Amedei de Bellovidere, & Joannis de Grolea Militum ponantur realiter & de facto; qui duo Milites ipſa Caſtra benè & legaliter cuſtodire teneantur; & quæ Domini Grandimontis pro parte dicti Domini Comitis, & Amedeus de Roſſillon pro parte dicti Domini Hugonis, hinc ad proximum Feſtum Beati Joannis Baptiſtæ cognoscant & cognoscere debeant; & ſibi liceat de feudo prædicto Domino Comiti ipſa Caſtra ad manum ſuam de jure tenere, prout ſibi licuerit; & ipſi Domini Comes & Hugo cognitionem per ipſos Milites faciendam obſervari integrè teneantur: Et ſi fortè infra dictum terminum ipſi Milites non cognoverint de prædictis, dicti Domini Amedeus & Joannes ipſa Caſtra liberè & impunè dicto Domino Comiti & gentibus ſuis, lapſo dicto Feſto Beati Joannis prædicto, reddere & reſtituere ſub juramentorum ſuorum vinculis, in ſtatu in quo nunc ſunt absque novitate, mutatione vel alia innovatione & difficultate quacumque de facto teneantur: Et quòd interim dicti Domini Comes & Hugo nichil novi in dictis Caſtris & eorum Juribus faciant, fieri procurent vel attentent quoquo modo; qui præfati Domini Comes & Hugo dictis Dominis de Grandimonte & Amedeo, ſuper prædictis per ſuas Patentes Literas Commiſſionem ſpecialem & plenariam poteſtatem dare & concedere teneantur. ANNO

Quæ omnia & ſingula prædicta Reverendi Patres in Chriſto Domini H. de Villariis Archiepiscopus & Comes Lugdunenſis Locumtenens Domini Dalphini Viennenſis, ut dicitur, & Guichardus Dei gratia Episcopus & Comes Sedunenſis Locumtenens Domini Sabaudiæ Comitis, prout fertur, nominibus prædictis per juramenta ſua bona fide præſtita, manibus poſitis ad pectus more Prælatorum, attendere & attendi facere, complere & obſervare promiſerunt. 1352.

Subſequenter dicti Domini Grandimontis & Amedeus promiſerunt per juramenta ſua, ad Sancta Dei Evangelia manibus tacta, taxationes prædictas damnorum, injuriarum & offenſarum bene & legaliter facere per modum ſuperiùs declaratum.

Dicti vero Domini Amedeus de Bellovidere, & Joannes de Grolea ſimili modo per juramenta ſua promiſerunt bona fide, dicta Caſtra bene & fideliter cuſtodire, & ea dicto Domino Comiti reſtituere ſecundum formam in ipſo articulo lucidiùs limitatam.

De quibus dicti Milites pro Partibus electi per me Notarium infra ſcriptum, unum vel plura de ſingulis prædictis articulis ſibi fieri petierunt publica Inſtrumenta. Actum & datum ut ſupra; Præſentibus teſtibus Dominis Ludovico de Villars Archidiacono Lugdunenſi, Guichardo Domino de Groleo, Guichardo de Chiſſié, Petro de Capello Cornuto, Artaudo Labre, Guidone Coperii Militibus, Dominis Antonio Domino Chandiaci, Amedeo Domino Miribelli, Guillelmo Domino de Faramanz, Petro de Compeſio Domino de Vulpillieres, Petro de Loyes, & Berlione de Foraz Militibus, & pluribus aliis ad præmiſſa vocatis pariter & rogatis.

CCCXXXV.

Pacta Conventionis & Pacis inter JOANNEM *Vicecomitem & Mediolanenſem Archiepiscopum atque ejus Adhærentes ex parte una, & Communia* FLORENTIÆ, PERUSII, SENARUM, ARETII, PISTORII, *& Civitatis* CASTELLI *& eorum Sequaces, Complices ex altera parte, quibus damna ſibi invicem illata, atque injurias remittunt, Pars altera ſuos proscriptos ſub certis limitationibus in gratiam & Civitatem recipere atque ab omnibus Bannis relaxare;* JOANNES *verò Vicecomes ablata reſtituere promittit. Actum Mediolani die* 10. *Januar. Indict.* VI. *Anno* 1353. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. IV. Tit. *Mediolanenſes Archiepiscopi* pag. 317. prior. Edit. *Rom.* & col. 222. ult. *Venet.* Anno 1719. que l'on ſuit ici.] 1353. 10. Janv.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

SUB cujus reverentia & recognitione dignum eſt ad actus quoſlibet humani generis progredi, & ſine cujus minimo fervore nullum rite fundatur exordium nec eſt poſſibile finem laudabilem promereri. Quoniam discordiæ plurimæ, & ſcandala de præſenti vigebant, & majora discrimina ſperabantur neceſſario eventura inter Reverendiſſimum in Chriſto Patrem & excelſum D. D. Joannem Vicecomitem, Dei gratia Mediolanenſem Archiepiscopum, ac Civitatum Mediolani, Brixiæ, Placentiæ, Parmæ, Bergami, Cremonæ, Cumarum, Vercellarum, Aſti, Novaræ, Albæ, Laudæ, Tortonæ, Alexandriæ, &c. Dominum Generalem, nec non Civitatis Bononiæ, & Diſtrictus pro S. Romana Eccleſia Vicarium Generalem, & ejus complices, ſequaces, & adhærentes ex parte una, & Communia Florentiæ, Perufii, Senarum, Aretii, Piſtorii, & Civitatis Caſtelli, & eorum ſequaces, complices, & adhærentes ex parte altera, quæ conſiderantes præfatæ Partes, & cognoscentes non ſolum parva, ſed etiam maxima guerrarum asperitate in ruinam committi & Pacis vinculo minima magnificari in ſtatum, & majora ſuis meritis, & laboribus gaudere, & in ſtatum alias volubilem fundari, ac etiam exiſtimantes quod ſuadente charitatis virtute, ut carnem redimeret carnis Creator, carnem aſſumpſit, & lege ſolutus, ſub lege carnis ſe poſuit, & homo factus condidit Teſtamentum, in quo amatores Pacis ſui Regni hæredes inſtituit exhæredando, ut male meritos, qui ſcandala & ſchismata ſeminabunt, ut inimici humani generis, ſecutores doctrinam, & veſtigia ejusdem Domini noſtri Jeſu Chriſti amplectentes ad pacem, & con-

ANNO 1353. concordiam cum cunctis modis, pactis & conventionibus devenerunt, honorabili viro Francisco de Gambacurtis, quondam Coscii de Gambacurtæ de Pisis Mediatore, & communi amico dictarum Partium existente ad laudem, & statum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & in honorem, & exaltationem invictissimi, & semper Augusti Imperii Romanorum.

Egregii Milites Domini Guglielmus Marchio Pallavicinus, & Protasius de Caynis Syndici, & Actores, Factores, & Procuratores, & Nuntii spirituales suprascripti Domini Archiepiscopi Mediolani ab ipso Archiepiscopo legitime constituti, & ordinati ad cuncta, & alia faciendi, ut de Sindicatu, & Procuratoriatu, constat publicum Instrumentum rogatum per Gabrielem de Ottobellis de Placentia Notarium publicum, & ipsius Domini Archiepiscopi Cancellarium sub anno a Nativitate Domini nostri Jesu Christi 1353. Indictione 6. die Jovis 10. mensis Januarii actum Mediolan. cujus quidem Instrum. Procur. series inferius pro expedienti cautela adnotatur Procur. ac Sindic. nomine pro ipso Domino Archiepiscopo, ac etiam gestorio nomine pro omnibus, & singulis aliis de domo, & progenie sua, omnibus, & singulis infradictis ejusdem Domini Archiepiscopi cohærentibus, sequacibus vel subditis.

Magnifico D. D. . . Idebrandino Dei gratia Marchione Estensi, & fratribus suis.

Rev. in Christo, Patre Domino Buoso Dei gratia Episcopo Aret. & omnibus de Domo Ubertinorum, & sequacibus eorum.

Bartolomæo de Casalibus Domino Cortonæ, fratribus, & sequacibus ejus, & Communi Cortonæ.

Noffo Comite Montisferetri, fratribus, & sequacibus suis.

Domino Petro Saccone de Petramala, & aliis de domo, & progenie sua, & sequacibus ejus.

Nerio de Fagivola & sequacibus suis.

Comitibus Ricciardo & Galeotto de Mutiliana, & omnibus de domo eorum, & sequacibus.

Domino Manfredo de Pazzis Vallisarni & omnibus de domo sua, & sequacibus eorum.

Ghino Marchione de Petriolo, filio, & sequacibus suis.

Guidaccio Domino Brandalliæ de Antio, & omnibus de domo sua, & sequ. suis.

Communi, & hominibus Burgi S. Sepulchri, & ejus districtu.

Contuccio de Zunciolis de Perusio, & sequacibus suis.

Domino Nicolao, Domino Bartoli alios dicto Dominæ Matteldæ de Perusio.

Communi Eugubii, & Joanne Cantrucii cum eorum sequacibus.

Omnibus Clarevallensibus de Tuderto, & eorum sequacibus.

Omnibus extrinsecis Castillionis Aretini

Spina & Simone } Comitibus de Romena

Dominis Federico, & Azzone Marchionibus Malespinæ de Villafranca cum Fratribus & sequacibus eorum.

Communi Fabriani Domino Alberghetto de Chiavellis de Fabriano.

Gentile de Maliano, & filiis suis.

D. Lomo de Sancta Maria.

Lapo de Ricasolis, Fratribus & sequ. suis.

Omnibus illis de Ubaldinis generaliter, & fidelibus, & sequacibus suis.

Domino Francisco Castracane Comite Coreliæ.

Jacobo Laini de Pulcis de Florentia.

Comite Tano de Montecarello, & omnibus consortibus, & fidelibus, & sequacibus suis.

Comite Joanne de Bruscolo, & ejus consortibus, & sequacibus.

Comite Neapoleone, & Fratribus de Castilione de Sattis cum consortibus, fidelibus & sequacibus.

Jacobo de Guazzalotris de Prato consortibus, & sequacibus suis.

Domino Carlino de Tediciis de Pistorio, & sequacibus, & amicis suis.

D. Francisco de Vergellensibus de Pistorio, & sequacibus, & amicis suis.

D. Luchino del Verme Milite Cive Veronen.

Gabriele, sive Gabriotto de Octobellis de Placentia.

Aldobrando, & Fratribus suis de Goli, consortibus & sequacibus suis,

Jacobo Pagani, Joanne Tottini, Jacobo Totti, Perotto Simonis, & Morellino, } de Gualfreducciis de Pistorio, & sequacibus suis.

Pantaleone Ruffini de Pistorio

Jacobo, & Joanne } Cambis de Pistorio.

Joanne Junetæ & Joanne Brieci. } de Pistorio

Francisco, Albizzino } Franchi de Panciatichis de Pistorio.

Piccenello della Moscalia, & aliis de domo sua.

Omnibus illis de S. Boveglio.

Nicolao Spaglie de Podio Manentis de Perusio.

Niccoluccio ejus filio.

Baldino eorum famulo.

Et eorum, & quolibet eorum, & cujuscumque ipsorum adhærentibus, subditis, & sequ. promiserunt & convenerunt infradictis Carolo D. Betto Legerio, & Bectolo Sindicis infradictis, ac etiam nobis Notariis Publicis infradictis, & cuilibet nostrum in solidum recipientibus, & stipulantibus pro Communibus Florentiæ, Perusii, Senarum, & Aretii, Pistorii, & Civitatis Castelli, & quolibet eorum, & cujuscunque ipsorum adhærentibus, subditis, & sequacibus de rato, & ratihabitione, & se facturum, & curaturum, ita & taliter omni, & qualibet exceptione Juris, & facti remota, quod prædicti sequaces, adhærentes, & subditi dicti Domini Archiepiscopi ipsi & quilibet eorum tangunt, vel tangere possunt, ratificabunt, & approbabunt per publicum Instrumentum, seu Instrumenta vallata, omnibus, & singulis substantialitatibus, & cautelis, & omnibus aliis quibuscunque tam de jure, quam de facto usque ad tres menses proxime venturos, & si dicti adhærentes, sequaces & subditi dictam ratificationem infra dictum tempus non facerent, intelligantur exclusi in præsenti Pace, & agentes pro eis ad nihilum teneantur modis, & nominibus, quibus sup. ex parte una.

Et providus vir Carolus Strozzæ de Strozziis Civis Hon. Florentinus Sindicus & Procurator Communis, & Populi Florentini, ut de ejus Sindicatu, & Procuratoriatu constat publicum Instrumentum rogatum, & publicatum per quondam F. Andreæ, Civem & Notar. Flor. sub anno 1353. Indictione 6. 20 Febr. & prudentes, & discreti viri

D. Bectus Andreuccii Nini Jurisperitus.

Logerius Nicoluccii Andreotti, &

Bectolus Peri de Pelacanibus.

Cives Hon. Perusii, & Procur. Perusii, ut de eorum Syndic. & Procur. constat Instrumentum rogatum per F. Martinum Ciccoli Civem Perusii de anno 1352. Indictione 5. 29. mensis Decembris, & gestorio nomine Terrarum & Locorum, quas tenent, & possident dicta Communia, ac pro eorum adhærentibus, & sequacibus, dictus Carolus pro Communi, & Civitate Florentiæ, & pro Terris, & Locis, quæ tenet, & possidet dictum Commune Florentiæ, & pro

Castro S. Geminiani.

Castro Miniatis al Tedesco.

Castro Collis Valliselsæ.

Castro Bargæ.

Castro Verniæ.

Castro, sive Comitatu Putei.

Civitate Pistorii.

Castro Prati.

Civitate Aretii.

Civitate Vulterræ.

Castris Vallis Nebulæ, & Vallis Adrianæ.

Comitibus Guidone, Roberto, & Piero Comitibus de prato veteri cum omnibus eorum, & cujuscunque eorum Communitatibus, districtu, pertinentiis, & hominibus, & omnibus adhærentibus, & sequacibus Communis Florentiæ.

Et dicti Dominus Legerius Bectus, & Bectolus pro Civitate, & Communi Perusii, & pro Terris, & Locis, quæ tenet, & possidet dictum Commune Perusii & pro

Civitate Spoleti.

Civitate Fulginei.

Civitate Assisii.

Civitate Nucerii.

Terra Gualdi Nucerii.

Terra Camariæ.

Terra Saffiferrati, &

D. Ungaro, &

D. Alovigio, & eorum consortibus de dicta Terra.

Terra Spelli.

Terra Trevi.

Terra Montisfalconis.

Terra Menavii.

Districtualibus Bictonii

Terra Cerreti.

Civitate Castelli.

D. Epis-

ANNO 1353. D. Episcopo Tudertino, & Civitate, & Communi Tuderti.
Civitate Elusii.
Terra Castri plebis S. Gervasii.
Bainerio Comite de Santeano, & Terra Sarteani.
Castro Porcariæ.
Terra Rocchæ Contratæ.
Terra Foivini.
Terra Lucignani.
Terra Montis S. Savini.
Terra Castilionis olim Aretini.
Castro Monticuli Vespionum.
Marchionibus de Monte S. Mariæ cum suis Terris.
Comite Ildebrandino, & Fratribus, & Filiis quondam Comitis Guidonis de Joanna de Filiis Ursi, & eorum Terris.
Castro Durantis.
Castro S. Angeli in vado.
Castro Saffi Corbai, &
Castro Turris Abbate.
Terra S. Gemini.

Et cujuslibet dictarum Terrarum, & Locorum, & dictorum Dominorum supranominatorum Comitatus, & Districtus, & pro omnibus, & aliis singulis Terris, quæ Commune Perusii habet sub sua protectione, & in Provincia Massæ Trebariæ, & in Comitatu olim Orbini, & pro omnibus, & singulis infra in Capitulis præsentis Pacis nominatis, & expressis, Dominis Guelfis de Marchia Anconitana, & eorum Civitate, & Terris, & omnibus adhærentibus, & sequacibus Communis Perusii, pro quibus omnibus promiserunt prædictis D. D. Gulielmo & Protasio, & unicuique eorum, & nobis Notariis recipiendo, & stipulando pro dicto Archiepiscopo, & omnibus de ejus domo, & progenie de rato, & ratihabitione, & quod intra tres menses ratificabunt, & approbabunt præsentem Pacem, alias sint excluſi, & non comprehensi, & agentes pro eis in nihilo teneantur.

Et pro Communi Senarum, quod ipsam Pacem ratificabit, alias agentes pro eo ad nihil teneantur nec obligentur.

Insuper dicti Procuratores & Syndici nominibus quibus supra invicem, & vicissim inter se remiserunt omnia damna, incendia, rapinas, roberias, cavallatas, devastationes, deprædationes, castrametationes, tractatus, injurias facta, & illata ab aliquibus unius Partis alteri Parti, seu alicui, vel aliquibus alterius Partis, & e contrario tempore guerræ, ita quod nullus Rector vel Officialis possit, vel debeat occasione alicujus Tractatus &c.

Occasione, aut prætextu præsentis Guerræ ab initio incœptæ Guerræ citra cognoscere, procedere, aut punire, & nullam habeat vel habere possit jurisdictionem, aut cognitionem de prædictis, & sint ipso jure nulla, & non teneant in qua Pace apposuerunt Capitula infra dicta.

In primis quod omnes de domo Ubaldinorum de Alpibus eximantur, & cancellentur ab omnibus bannis, & condemnationibus, & processibus criminalibus illatis, seu factis alicui eorum in Civitate Florentiæ, Perusii, Senarum, Aretii, Pistorii, Civitate Castelli, & in aliis Locis sequacibus, & adhærentibus sine aliqua solutione, & idem intelligatur de aliis, qui cum dictis Ubaldinis condemnati essent, & in eadem condemnatione, & processibus comprehensi essent, & etiam eorum adhærentes, & sequaces eximantur, & liberentur ab omnibus condemnationibus, & processibus factis, & latis in dictis Civitatibus, & Locis, sine aliqua solutione, vel onere.

Item quod omnes, & singuli de Ubaldinis, qui beneficio præsentis Pacis uti possunt restituantur ad omnia bona, quæ possidebant tempore eorum expulsionis, vel quando contra eos processum est, quæ bona eorum Communi Florentiæ per se, vel alium possidet. Quæ bona per Commune Florentiæ alienata, vel in alium translata, vel ab aliquo eorum Officiali ab anno Domini 1340. retro restitutio præsentis non vendicet sibi locum, si vero ab anno 1340. citra tunc restitutio locum habeat & plenum obtineat effectum.

Item quod Gentilis, & Ugolinus Fratres, & filius Simonis de Soldaneriis de Florentia, & Ricoverus de Circulis de Florentia, uti possint beneficio præsentis Pacis tanquam adhærentes, & sequaces prædictorum de Ubaldinis, & quantum ad exemptionem bannorum, & restitutionem bonorum fiat, sicut de aliis adhærentibus Ubaldinorum supra dictum est.

Item quod Andreas, & Guido quondam Attaviani de Ubaldinis, detenti in carceribus Communis Florentiæ libere sine aliqua solutione pecuniæ ab ipsis carceribus relaxentur, & eximantur.

ANNO 1353. Item quod omnia ordinamenta, & provisiones facta per dicta Communia specialiter & nominatim contra prædictos de Ubaldinis, vel aliquem eorum, seu contra eorum sequaces de capiendo, vel occidendo cum pecunia, vel sine, sint cassa, & annullata, & nullius valoris, efficaciæ, vel momenti.

Item quod repræsaliæ concessæ alicui, vel aliquibus per dicta Communia contra prædictos de Ubaldinis, sive contra Subditos & fideles sint nullæ, & cassæ, & nullius valoris, salvo jure crediti, & idem fiat si a dictis de Ubaldinis concessæ fuissent contra dicta Communia.

Item quod Castrum Lozzoli positum in partibus Alpium libere relaxetur per Commune Florentiæ dictis de Ubaldinis.

Item quod in prædictis & infradictis Privilegia tam Imperialia, quam Papalia non veniant, & de ipsis nihil sit approbatum vel reprobatum.

Item quod Ermellinæ fil. q. Joannazzii de Scholaribus Uxori Azzonis Vannis de Susinana, & Joannæ matri dictæ D. Ermellinæ Uxori q. dicti Joannazzii fiat jus summarium, & de plano sine figura & strepitu judicii.

Item quod Maghinardo Joannis de Ubaldinis fiat jus summarium, & de plano, sine figura judicii in omni jure quod prætenderet vigore Dotium Dominæ Bartholomeæ uxoris dicti Maghinardi.

Item quod omnes condemnationes, banna, processus facta contra infradictos sint cassa & nullius valoris. Nomina vero de quibus fit mentio & quæ cancellari debent sunt hæc.

Dominus Luchinus de Verme Civis & Miles Veronensis.

Aldobrandinus, Lanfrancus, Ser Curradus, Nicolaus & Agnolus } Fratres & fil. q. Bartoli de Soli.
Jacobus, Bartholomæus & Petrus } Fratres & fil. Franc. de Cignano.
Joannes q. Duccii, qui dicitur Capo.
Presbyter Laurentius Joannis Crucii de Scarperia.
Daniellus Ruggerii de Soli.
Zuccherinus Ursi, sive Bancbellus.
Bartholomæus q. Bonaventuræ, sive Turrini.

Item quod omnia Statuta, Ordinamenta seu Provisiones contra supradictos facta de capiendo seu occidendo cum pecunia, vel sine, sint cassa & annullata, & nullius valoris, & efficaciæ.

Item quod dictus Aldobrandinus, & alii supranominati restituantur ad omnia bona quæ possidebant tempore eorum expulsionis & rebellionis, quæ bona Commune Florentiæ tenet, vel possidet, si alienata, vel aliis assignata non essent per dictum Commune, vel ejus Officiales ante annum 1340. sine aliquo onere, vel præsentia pecuniarum; si vero ante ann. 1340 alienata fuissent, præsens restitutio non vendicet sibi locum; si vero ab anno 1340. citra, tunc ipsa restitutio locum habeat, & plenum obtineat effectum. Si vero possiderentur per aliquam singularem personam non prætendentem causam a dicto Communi Florentiæ, fiat restitutio contra detentores & possessores dictorum bonorum jus summarium, & de plano sine strepitu, & figura Judicii.

Item quod supradicti Aldobrandinus, & alii supra nominati possint libere stare, & habitare in Civitate Florentiæ, Comitatu, & Districtu sicut alii Cives.

Item quod Hæredes Rolandi de Florentia condemnati ad mortem per D. Andream de Pasano Potestatem Florentiæ cancellentur a bannis, & condemnatio, & processus, & sententiæ latæ contra eos sint nullæ & cassæ.

Item quod supradicti restituantur ad omnia eorum bona, quæ fuerunt olim Orlandi, & quæ possidebant tempore eorum expulsionis, vel rebellionis, si tamen ea bona per Commune possessa, vel in alium translata fuerint ante annum 1340. restitutio non habeat locum; si vero dicta bona fuerint translata anno Domini 1340. citra restitutio habeat locum & suum sortiatur effectum, & si teneantur à non habentibus causam à Communi Florentiæ, fiat eis restitutio, & jus summarium contra detentores sine strepitu, & figura judicii.

Item idem fiat in bannis, condemnationibus & aliis processibus criminalibus factis contra Philippum de Ammanatis de Pistorio ut supra de dicto Orlando.

Item quod Plebanus Gherardus de Agolantibus filius quondam Ugonis, & omnes, & singuli de dicta domo, & progenie rebanniantur a die initii Guerræ existentis inter dictum Archiepiscopum & ejus adhærentes, & sequaces ex parte una, & Commune Florentiæ, & alia Communia ex parte altera, quod initium Guerræ debet intelligi esse in anno 1350.

ANNO 1353. Item quod dicto Plebano Gherardo per Commune ſeu ejus Official. fiat jus ſummarium ſecundum Ordinamenta, & Statuta dicti Communis, & quod poſſit morari in Diœceſi Civitatis Florentiæ pacifice, & ſine ulla contradictione & moleſtia, & bona, & res ipſius plebis habere, & recipere.

Item quod dictus Gherardus, & omnes de domo de Agolantibus reſtituantur ad omnia, & ſingula eorum bona, quæ ab eis poſſidebantur in anno 1350. & abinde citra.

Item quod D. Carlinus Miles de domo Tediciorum, & D. Franciscus Miles de Vergellenſibus de Piſtorio, & omnes conſortes eorum eximantur ab omnibus, & ſingulis bannis, condemnation. & proceſſibus criminalibus contra eos factis, quocumque tempore vel cauſa in Civitate Florentiæ, Peruſii, Aretii, Senarum, Piſtorii, Civitatis Caſtelli, absque aliqua ſolutione pecuniæ vel onere.

Item quod dicta banna, condemnat. & proceſſus intelligantur eſſe caſſa, & cancellata, dummodo non ſint per cauſam alicujus enormis delicti, ſed beneficio hujus præſentis Pacis intelligantur ea, quæ data ſunt cauſa partialitatis, & non poſſint accedere, & intrare in Civitatem Piſtorii, quod ſi aliter fecerint, procedatur ſecundum diſpoſitionem Statutorum Civitatis Piſtorii.

Item quod dictus Carlinus, & Franciscus reſtituantur ad omnia eorum bona modis, & formis, ut de aliis ſupradictum eſt, ſalvo quod de bonis dicti Carlini fiat & procedatur ſecundum diſpoſitionem Francisci de Gambacurtis de Piſis.

Item quod dicti Tanus Joannes Antonius, & Albertus Napoleone, Ludovicus Guidarellus, Bernardinus Comit. & quilibet eorum intelligantur liberati ab omnibus bannis, condemnationibus & proceſſibus datis, & latis per Commune Florentiæ, & alia Communia quocumque tempore, & quacumque de cauſa in Civitate Florentiæ, Peruſii &c.

Item quod omnes & ſinguli fideles eorum, & ſequaces abſolvantur ab omnibus bannis, condemnation. & proceſſibus latis contra eos occaſione præſentis Guerræ, & cuicumque eorum fiat jus ſummarium de plano ſine ſtrepitu, & figura judicii.

Item quod prædicti Comites Guillelmus, & Tancredi de S. Bonello ſint liberi, & cancellati ab omnibus bannis, & condemnationibus incurſis quocumque tempore, & quacumque de cauſa in Civitate Florentiæ &c. ſine aliqua ſolutione & onere.

Item quod reſtituantur ad omnia eorum bona eis occupata poſt incœptam Guerram, quæ fuit de anno 1350.

Item quod Pizzinellus della Moscaja, & ejus conſortes intelligantur cancellati ab omnibus bannis &c. ut ſupra.

Item quod dictus Pizzinellus reſtituatur ad omnia bona quæ ab eo poſſidebantur tempore expulſionis, & rebellionis ut ſupra de aliis dictum eſt, & quod dictus Pizzinellus non poſſit intrare Civitatem Piſtorii, Castrum Seravallis, quod ſi aliter fecerit, procedatur, ut de Carlino dictum eſt.

Item quod prædicti Comites Galeottus & eorum conſortes & fideles rebanniantur, & ſint liberi ab omnibus bannis, condemnationibus, & proceſſibus, quocumque tempore, & quacumque de cauſa per Civitatem Florentiæ, & alia Communia, & quod repræſaliæ contra eos conceſſæ ſint nullæ, & caſſæ, exceptis quibusdam conceſſis de Spinis viginti annis retro, & e contrario; de quibus fiat eis jus ſummarium, & ſine ſtrepitu, & figura judicii.

Item quod dictus Comes Galeottus reſtituatur ad omnia bona poſita in partibus Caſtri S. Nic. Caſtri de Guardatoriæ, Caſtri S. Angeli, Caſtri de Carlino, Caſtri de Ozzoni, ſalvis & exceptis quod non extendantur, nec vendicent ſibi locum in quantum ad Caſtra, Fortalitias, & Juriſdictiones, & Vaſſallos & Fideles, & hoc ei ſervetur ſi ratificaverint præſentem Pacem, qua non ratificata, intelligatur ei omne jus ſublatum in prædictis, & non poſſit uti beneficio præſentis Pacis.

Item hoc etiam excepto quod dictus Comes Galeottus, filii, vel aliquis eorum non poſſit ingredi Civitatem Florentiæ, & ad dicta Loca, & ſi contra fecerit, procedatur, ut de aliis ſupra dictum eſt.

Item quod Comiti Galeotto, & Ricciardo fiat jus ſummarium coram Jud. competente de omni eo, quod ei ab aliquo deberetur.

Item quod Ser Jacobus Pagni de Piſtorio intelligatur eſſe, & ſit in eo ſtatu, in quo erat ante præſentem Guerram, & ſit liberatus ab omnibus bannis &c. factis tempore præſentis Guerræ quacumque cauſa.

Item quod Simoni, & Spinæ Fratribus, & filiis quondam egregii viri D. Bandini Comitis Comitatus Romenæ, & Hæredibus, & fil. q. D. Aghinolfi Comitis Romenæ fiat jus ſummarium, ſine ſtrepitu, & figura judicii ſuper eo, quod dicunt de quarta parte totius Putei, vel Pozzii Comitis Romenæ cum omni dominio, proprietate, talia ſpectant ad dictam quartam partem Putei vel Pozzii ſpectantem pleno jure ad dictum D. Aghinolfum. ANNO 1353.

Item quod Lapus, Ugo, & Nicolaus Bindus, & Arrigus Fratres, & filii olim Arrighi Ricaſolis D. Bindi de Ricaſolis diſtrict. Florentiæ & infradicti ſequaces, & amici eorum intelligantur liberi, & exempti ab omnibus bannis, & condemnation. beneficio præſentis Pacis factis contra ſupradictos ab anno 1350. quacumque de cauſa & quocumque tempore, & quod intelligantur reſtituti ad omnia eorum bona, quæ tenebantur ab eis tempore expulſionis, & rebellionis, & prædic. non vendicent ſibi locum in Caſtris, Fortalitiis, & Juriſdictionibus.

Nomina vero ſequacium, & complicium dictorum Lapi, Ughi, Nicolai, Bindi & Arrighi ſunt hæc.

Bernardus Ser Chelli, Fede Simonis, Joannes Nerii. } de Populo S. Juſti in Salice.
Michele Benucii, Martinacius Pierii } de Trebbio.
Carolus Perucii, Peruccius Cioli } de Monte Gonzi.
Baghinus Gozzii, Ramaccius Bencivennus. } de Ricaſolis
Orſellus & Ser Arrigus } de Radda.
Briccius Cenni voc. Zacchi de Caſtellina.
Guccius Minuccius voc. Ser de Monte Varchi.
Feus Salii vocatus Zacchea, Ciolus Cenni } de Brolio.
Tinus Vannis vocatus Pecchia de Ginari.
Matthæus, & Panza } Tribaldi.
Ser Bartolus Presbyter, Ser Stefanus ejus Frater, Martinus Lucii } de Vertine.
Vinuccius Cioli, Philippus ejus fil. } de Moncione.
Agnolus de Caſtagnolo.
Minuccius Perulli de Stiella.
Jacobus Guidonis de S. Petro Avanano.
Gratia de Portignano
Minuccius Damiani, Joannes voc. Scopone } de S. Cosme.
Mazzonchinus de Campoſolice.
Nuccius de Monte Caſtelli.

Item quod omnia banna, condemnationes, & proceſſus facti prædictis Jacobo Tocti, Pierozzo Simonis, Gualterio vocatus Morello quondam Ghinuccii de domo Gualfreducciorum de Piſtorio, Francisco & Albizo fratribus, & filii quondam Franchi de Piſtorio, ſint cancellata, & caſſa, & nullius valoris, ſine aliqua ſolutione pecuniæ & onere.

Item quod ſequaces, & adhærentes eorum ſint liberi ab omnibus bannis &c. quacumque de cauſa, & quocumque tempore dummodo non ſint contra eos, vel aliquos eorum exiſtentes ad obedientiam eorum occaſione alicujus ſingularis, & enormis delicti.

Item quod prædicti de Gualfreduccis, & de Panciatichis intelligantur reſtituti ad omnia eorum bona.

Item ad honores ſecundum ſtatuta dictæ Civitatis Piſtorii, ſalvo, & excepto quod dictus Gualterius vocatus Morellinus, & Jacobus Tocti non ingrediantur Civitatem & Comit. Piſtorii, & ſi acciderit, obſervetur ut ſupra de aliis.

Item quod Civitas Aretina eisdem modis, & Officialibus gubernetur, & regatur, quibus ad præſens, & quod Ghibellini dictæ Civitatis Aretii adhærentes, & ſequaces dictorum de Ubertinis poſſint libere, licite & impune ad dictam Civitatem redire: & in ea ſecure ſtare, & habitare, & eorum bonis gaudere, ſicut & alii Cives Aretii. Exceptis infradictis, qui non poſſint intrare in ipſam Civitatem, nec prope ipſam venire ad duo milliaria.

Omnes de domo Ubertinorum.
Omnes de domo illorum de Pazzis.
Omnes descendentes D. Brandulliæ.
Nobiles de Tallia.
Nobiles de Monte aguto de Barbolanis.
Comites de Palazzuolo.
Nerius de Fagivola, & omnes de domo ſua.

Item d. Bartholomæus Dominus Cortonenſis, & Sac. Frater & infradicti ſequaces eorum.
Lippus D. Rainerii de Cortonio.

Ser

ANNO 1353. Ser Gregorius Donectus, & Nicolaus } D. Angeli Corbizi de Aretio.
Ser Joannes Bandinus Federigus } de dicto Loco.
Franciscus Benuccii alias voc. Malacarne de Cortonico.
Franciscus Benastri de Aretio.
Ser Joannes de plebe quarti dicti Loci.
Angelus Docti dicti Loci.
Angelus Azzolini.
Ser Joannes Serzagliæ, &
Angelus ejus frater.
Donatinus D. Segnæ.
Nutus Accursii de Camajanis.
Cicchus Manni.
Meus della mano.
Ceccharellus Angeli.
Chilippus Monis de Sambuco.
Angelus Vannis Giobbis.
Ciuccius dictus Bructaglia.
Isacchi Ser Sini.
Lazzarus de Vicione piccolo.
Nerius Dinuccii de Prato antico.
Nicolaus Nelli de Monte alcino.
Michael Naldi de Galognano.
Piccius de Prato antico.
Andreas famulus Joannis Bartolini.
Franciscus Pallaivolus.
Joannes del frate Magister lignaminum.
Rosadus Ser Artini.
Brodacca Franciscus, & Accursiccius } de Bevagna.
Arrigus, & Jacobus } Ser Sichi de Paganellis.

Item quod prædicti restituantur ad omnia eorum bona, quæ per eos tenebantur tempore eorum expulsionis, & rebellionis, quæ tenebantur per Commune Florentiæ vel Aretii ante 1340 sine aliquo onere, vel solutione pecuniæ.

Item quod Castra, & Terræ quælibet Rev. D. Buosi de Ubertinis Episcopi Aretini, & suorum consortium sint exemptæ, & liberæ, & eam exemptionem, & immunitatem habeant in Communi Florentiæ, & Aretii, quæ eidem Episcopo, & consortibus permissa fuit tempore Pacis contractæ inter Commune Florentiæ, & ipsos Ubertinos.

Item quod omnia Castra, & Loca dicti Episcopatus de præsenti detenta, & possessa per ipsum D. Episcopum absoluta, & libera, & exempta remaneant ab omni Persona, Collegio, & Universitate, & quod omnis Jurisdictio civilis & criminalis ad ipsum Episcopum, seu Episcopatum spectan. & quæ ab ipso non teneantur ad præsens, & maxime in Castris Civitellæ, Cenninæ, Sanleonini, & Cacciani positis in valle Ambræ, & in Castris Giogatorii, & Ortignani positis in partibus Cæsentini, & in Castro Raffinæ omnes utilitates, & proventus recipiant. à Communi Florent. id est in illis Locis, quæ per Commune tenentur, & per Commune Aretii, quæ tenentur ad ipsum perveniunt.

Item quod Nicolao quondam Guidonis de Ubertinis, & ejus uxoris vendere volentibus Castrum Civitellæ ficcæ Commune Florentiæ vel alius voluntate emere teneantur cum omnibus suis juribus, & pertinentiis, justo pretio inter Partes convento, & si esset discordia de pretio arbitrio Francisci Gambecurtæ stetetur, alias si non stetetur, per Partes eligantur amici duo, qui si non conveniant, adjiciatur supradictus Franciscus de Gambacurta, qui quod cum altero amico dixerit, & statuerit, stetetur, & hæc venditio intelligatur cum idonea satisdatione, & pactis, & clausulis in talibus consuetis.

Item quod prædicti de Ubertinis restituantur ad omnia, & singula eorum bona quæ ab eis tenebantur tempore expulsionis, & rebellionis ante annum 1340.

Item quod Blaxius Comes de Palazzuolo possit quiete, & pacifice tenere, & possidere Castrum de Palazzuolo, & Locum Rapallis, & omnes jurisdictiones, & pedagia quæ tenebat tempore motæ Guerræ, vel ante, ex quibus expoliatus esset, & quod omnia banna, & condemnationes, contra dictum Comitem cancellentur, & aboleantur in dicta Civitate Aretii, Florentiæ &c. & quod sit liber ab omnibus impositis retroactis.

Item quod præfatus Comes de Palazzuolo, & alii omnes Fratres, & filii, & prædicti de Obertinis cancellentur de omnibus bannis, condemnationibus &c. contra eos quacumque ratione vel causa factis per Commune Aretii, Florentiæ &c. & idem intelligatur de sequacibus &c. partialitatis causa, & ratione alicujus enormis & singularis delicti, & restituantur ad omnia bona per eos possessa, ante prædictam condemnationem, & sint exempti a certis impositis, ipsis Comitibus factis, usque ad præsentem diem. ANNO 1353.

Item quod dicti Comites de Palazzuolo, & eorum sequaces possint quascumque Terras quas tenent libere, & sine aliqua contradictione, & metu tenere, & possidere.

Item quod Castrum, mœnia, muri, & turres, & cæteræ fortalitiæ Castri Tigli, quod possidetur, & est in virtute D. Francisci Castracanis, debeat destrui per dictum D. Franciscum, & teneatur relaxare dictum Castrum Communi Florentiæ, & ipsum Castrum aliquo unquam tempore non possit fortificari per dictum Commune, vel D. Franciscum, & quod ipse D. Franciscus non se intromittat per se vel per alium in dicto Castro.

Item quod Loca Castrorum Seggii, Mologni & Pedone remaneant Communi Florentiæ cum omnibus viribus suis, & quod dictum Commune non possit ullo tempore molestari.

Item quod Commune, & Castrum, & homines Terræ de Sovrano exbanniti, & condemnati, rebanniantur, & cancellentur ab omni condemnatione, & sint liberi ab oneribus, & impositionibus realibus & personalibus absque aliqua solutione vel pretio.

Item quod dictum Castrum Sovrani, quod jam sunt octo menses fuit obtentum per Ser Franciscum Ser Michaëlis de dicto Castro sub banderia, & subsidio dicti D. Archiepiscopi Mediolanen. remaneat ad dictum Ser. Franciscum, & alios terrigenas, libere, & pacifice cum mero, & mixto imperio sine aliqua contradictione, & à dicto Communi Florentiæ sint liberi, & exempti cum hoc quod terrigenæ non possint subjicere, & submittere dictum Castrum dominio, & imperio dicti D. Archiep. nec suis sequacibus & ipse Archiep. & ejus sequaces non possint recipere, & è contrario.

Item quod dic. D. Franc. & Hæredes cum Castro & Terra Corelliæ cum omnibus Terris, Castris, & Villis veniant, & esse intelligantur comprehensi in præsenti Pace.

Item quod suprascripta, & infradicta non intelligantur disposita in favorem exitiorum, & Ghibellinorum de Piscia, Vallis Nebulæ, & Seravallæ.

Item quod dictus D. Manfredus Paffiere de Pazzis, & omnes de domo de Pazzis Vallisarni rebanniantur, & esse intelligantur liberi, & exempti ab omnibus bannis, & condemnationibus, & processibus contra eos latis per Commune Florent. Aretii &c. & beneficio præsentis Pacis cancellentur absque aliquo onere, vel solutione pecuniæ.

Item quod prædicti de Pazzis restituantur ad bona, quæ possidebant tempore eorum expulsionis, & rebellionis, quæ Communia Florentiæ, & Aretii tenent ante 1340. ut de aliis supra.

Item quod dictus Manfredus, & consortes pro tutela & defensione suorum bonorum possint ædificare Castra, & ædificia sicut eis placuerit sine aliqua contrad.

Item quod Guido de Talia, & Bertus filii & consortes ipsorum sint cancellati ab omnibus damnis, & condemnationibus, & processibus factis quacunque causa, & ratione sine expensis, & solutione pecuniæ, & similiter illi de Castro Taliæ, de Bagnona, & Castro de Campovecchio, & Castro de Biciano rebanniantur si in præsenti Guerra fuerint sequaces, & adhærentes dictorum Guidonis & Berti.

Item quod Jacobus de Guazzalotris de Prato, & ejus consortes rebanniantur, & liberentur ab omnibus condemnationibus, & processibus factis per Commune Flor. &c.

Item quod omnia banna, condemnationes, & Processus, facta contra Ser Franciscum Beccucci, Nicolaum Albizi, & Ser Nicolaum D. Angeli à duobus annis citra intelligantur cassa, & cancellata absque aliqua solutione & onere.

Item quod omnia banna, & condemnationes contra sequaces dicti Jacobi à duobus annis citra sint cassa, vigore præsentis Pacis, & ejus beneficio.

Item quod omnes & singuli de Guazzalotris, & omnes adhærentes, qui beneficio præsentis Pacis uti possunt, & filii, & hæredes Ser Francisci Leucii, Nicolai Albizzi & Ser Nicolaum D. Angeli restituantur ad omnia bona, quæ possidebant tempore rebellionis.

Item quod dictus Jacobus de Guazzalotris, & omnes alii ejus consortes restituantur per omnia in eorum pristinum statum, quoad personas, bona, dignitates, & honores, qui beneficio præsentis Pacis uti possunt, except. quod & reservatur quod dictus Jacobus dictam terram

ANNO 1353. terram Prati non poſſit ingredi, nec aliquod officium participare, & idem intelligatur de aliis condemnationibus cum eo.

Item quod dictus Jacobus nec aliquis de ejus conſortibus, qui de præſenti non eſt ad mandata Communis Florentiæ, non poſſit intrare Civitatem Florentiæ, Piſtorii, nec terram Prati, per milliaria decem & ipſis in aliquo transgredientibus poſſint ſic transgredientes offendi in habere, & in perſona ſi caperentur, & in fortia ducerentur, & banna, & condemnationes executioni mandari ac ſi beneficio præſentis Pacis cancellati non eſſent, inſuper liceat eis bona ſua ubique exiſtentia vendere, obligare, donare, tenere, & poſſidere, & eis uti, & frui quolibet modo.

Item quòd omnia ſtatuta, proviſiones, capitula facta contra dictum Jacobum, & conſortes, & de domo de Guazzalotris ſint caſſæ, & nullius valoris, & efficaciæ.

Item quod D. Petrus Sacionis, & conſortes legitimi, & non legitimi non poſſint reverti ad Civitatem Aretii, nec venire ad ipſam prope ad tria milliaria, bene tamen ad Petram malam ſibi poſſunt ſtare, & venire indiſtincte, & ſi accedant, obſervetur, ut ſupra de aliis, & ſint liberi ab omnibus bannis, &c. quocunque tempore, & cauſa, ſine aliquo onere & ſolutione.

Item quod ſequaces & adhærentes ipſius dicti Petri, & conſortium, Aretini, qui ſunt foras pro eis reſtituantur, & cancellentur ab omnibus bannis, &c. in Civitate Florentiæ, Peruſii, &c. ſine aliqua ſolutione pecuniæ, &c. & è contrario intelligatur de Terris dicti Domini Petri, & bona eis reſtituantur modis ut ſupra.

Item quod dictus Petrus, & ſequaces Caſtra & Terræ habeant eandem exemptionem, quam habebant antequam intrarent brigam dicti Domini Archiepiſcopi per ſpatium decem annorum ſicut antequam intrarent brigam.

Item quod Nicolaus de Monteacuto, de Barbolanis, & homines de Monteacuto gaudeant exemptione usque ad tres annos proxime venturos ut prius gaudebant, quo tempore facta fuit Pax Florentiæ cum illis de Petra mala, & quæ vigebat ante 1350. ante initium præſentis Guerræ, & ipſi Nicolao, & Guidoni de Monte acuto reſtituant bona mobilia & immobilia.

Item quod omnes Terræ acquiſitæ per dictum D. Petrum, & ſuos Conſortes in præſenti Guerra ipſi remaneant ad tempus decem annorum, excep. Loco, & Fortalitia Suorivallis, Dicchio diſtrictus Caſtiglionis Aretini, cujus cuſtodia remaneat iis, qui ante præſentem Guerram tenebant, & quod Pax fiat inter conſortes dicti Loci, & Commune Caſtiglionis infra unum menſem.

Item quod dictus Dominus Petrus ſolvat Communi Peruſii & Florentiæ.. 4000. ſecundum illum modum declarare per dictum Franciscum Gambacurta, quos Petrus ſupradictus recepit à Communi Peruſii pro parte Vallis de Capreſe, & Turris, ſeu Fortalitiæ Teraciani & ſi non ſolverit, ut ſupra relaxet dictam Terram Teraciani Communi Peruſii.

Item quod Commune Eugubii, & Joannes Contuccii de dicta Civitate tanquam adhærentes dicti D. Archiepiſcopi comprehendantur in præſenti Pace cum ipſo Communi Peruſii cum illis Capitulis, & modis Pacis contractæ de menſe Aug. proximo præterito die 20 inter ipſum Commune Eugubii, & Joannem prædictum ex una, & Commune Peruſii ex alia, & hoc locum habeat quantum ad Commune Peruſii, & Commune Eugubii, & ipſum Joannem Contuccii.

Item quod omnia bona immobilia quæ ablata fuiſſent Communi Eugubii a tempore dictæ Pacis contractæ citra ipſi Communi reſtituantur.

Item quod omnes de Gabriellibus de Eugubio qui occaſione præſentis Guerræ ſunt carcerati, & detenti debeant libere relaxari.

Item vigore præſentis Pacis convenerunt quod inter D. Epiſcopum Tudertinum, & Commune Tuderti, & intrinſecos Tudertinos ex una parte, & Claravallenſes, & exitios Tudertinos ex altera debeat fieri ſecura, & bona Pax in hunc modum videlicet quod dictus D. Epiſcopus & alii ex una, & præfati Claravallenſes, & alii ex alia ſe debeant compromittere in Commune Peruſii tanquam in arbitros, & arbitratores de eorum ſecura & bona Pace tractanda ut ipſi Communi, & Prioribus Peruſii videbitur intra quatuor menſes quod poſſit per Partes prorogari ſemel, & pluries.

Item quod ſi aliqua ex dictis Partibus recuſaret dictum compromiſſum facere in Commune Peruſii, tunc ipſum Commune teneatur auxilium ferre contra Partem nolentem, & recuſantem ſaltem de L. equitibus combarbutis, & nullus poſſit ſe intromittere in ſupra narratis, & infra narrandis.

Item firmatæ Pacis Commune Peruſii ſit Fideijuſſor, & ut poſſit dictam Civitatem in ſecura pace, & concordia ſervare habeat dominium ſupradictæ Civitatis Comitatus, & Diſtrictus, merum & mixtum imperium, & jurisdictionem & cuſtodiam, & nullus alius præter Capitaneos, & Conſervatores per Commune Peruſii deſtinandos, qui ſint Cives Peruſiani, poſſit regere, & gubernare dictam Civitatem. ANNO 1353.

Item quod dicti Claravallenſes, & eorum ſequaces rebanniantur, & cancellentur de omnib. bannis & condemnation. factis a Communi Peruſii ab anno 1350. citra ſine aliquo onere, & ſolutione pecuniæ, non obſtante &c.

Item quod Nerius de Faggiuola, ſequaces, & adhærentes & cunctæ Terræ ſi & inquantum ab ipſo infradictæ Terræ poſſidentur, comprehendantur in præſenti Pace. Terræ, aut Loca ſunt iſta; videlicet,

Caſtrum de Fagiuola.
Caſtrum Ilicis.
Caſtrum de Sernatello. Caſtrum Pratei.
Caſtrum Schicuci. Caſtrum de Fraſſinete.
Caſtrum de S. Sofia.
Caſtrum de Monte rotondo.
Caſtrum Fragheti.
Caſtrum de Monte Juſti.
Caſtrum de Corneto. Caſtrum Petrellæ.
Caſtrum Paggivoli.
Caſtrum, & Rocca } Maivoli.
Caſtrum Salamellæ. Caſtrum S. Agathæ.
Caſtrum Pertel. Rocca de Prateſi.
Mons Benedictus. Caſtrum de Libiano.
Caſtrum Nivium Maræ.
Caſtrum Montis Fortini.
Caſtrum Montis Labitunchi.
Caſtrum Noncilii.
Caſtrum S. Donati de Maſſa.
Caſtrum Luccimborghi.
Caſtrum Valenziani. Terra Mercatelli.
Caſtrum Moetale. Caſtrum de Banco.
Caſtrum Carponeti. Caſtrum Caſalecchii.
Caſtrum Torricellæ. Caſtrum Sartiano.
Caſtrum Perticariæ. Caſtrum Majani.
Caſtrum S. Donati. Caſtrum Dugagni.
Rocca Prioris, Caſtrum Cinoctoli.
Caſtrum S. Angeli, Mons Cornarius.
Caſtrum Civitellæ.
Caſtrum Vallis Vignonis.
Caſtrum Calanaciæ. Caſtrum Bulciani.
Caſtrum Bulcianellæ. Caſtrum Sciatiliali.
Caſtrum Sciantacappæ.
Caſtrum Cocciolalti.
Caſtrum Montis Brectolini.
Caſtrum Reſtellæ. Caſtrum Sempiani.
Caſtrum de Moltis. Caſtrum Guinzæ.
Caſtrum Fabrorum. Caſtrum Praticulæ.
Mons Deleciis. Caſtrum Belfortis.
Caſtrum Velliani. Caſtrum Triolæ.
Mons Ramolus. Caſtrum Modii alti.
Caſtrum de Podio. Caſtrum Carbanæ.
Civitas Sarſinæ. Caſtrum Finocchii.
Caſtri Muſellæ. Caſtrum Tezii.
Caſtrum Corſogogli. Caſtrum Sancti Pignani.

Item quod præfatus Nerius, filii, & conſortes rebanniantur, & cancellentur ab omnibus bannis, & condemnationibus factis de aliquo eorum in Civitate Florentiæ, Peruſii, &c. quocumque tempore, & quacumque cauſa ſine aliquo onere &c. exceptione ſi datæ eſſent in illis locis exiſtentibus in Pace, & ſtatu pacifico.

Item quod Commune Peruſii teneatur pro poſſe quod D. Brancaleone de Caſtro Durantis reſtituet, & libere relaxabit ipſi Nerio Caſtrum Plebis, & Caſtrum S. Martini, quæ Caſtra dicit Nerius fore ſibi arrepta & occupata, quod ſi dictus Brancaleo recuſaret, non veniat in præſenti Pace, nec intelligatur pro adhærente Communi Peruſii.

Item quod infradictæ Terræ Abbatiæ de Trebio videlicet, Fratellæ, Civitella, Valſamignone, Calancia, Bolciano, & Balcianello. Item Terræ de Sintigliano, de Schiantacappa, & figulæ poſitæ in Comitatu Aretii cum omnibus hominibus, & habitatoribus ſunt exemptæ, & liberæ ab omni onere reali & perſonali, & mixto eis impoſito, vel imponendo per Commune Aretii per duos annos.

Item quod Paulettus Dacobuccii de Spoleto eximatur, & cancelletur de libris Communis Peruſii, & de omnibus bannis, condemnationibus, & proceſſibus latis,

ANNO 1353. tis, & datis per Commune Perufii contra dictum Paulettum occafione occupationis Caftri Buttonii fine folutione pecuniæ, & quod D. D. Priores Artium Perufii præcipiant cuicunque Poteftati ipfius Civitatis Spoleti, nullam executionem faciat contra dictum Paulettum occafione condemnationis, nec debeat intrare dictam Civitatem Spoleti fub bannis ut fupra.

Item quod D. Bartholomæus q. Rainerii de Cafalibus veniat in præfenti Pace cum omnibus adhærentibus, & feq. cum omnibus Capitulis, & Pactis Pacis contractæ inter Commune Cortonii ex una, & Commune Perufii ex altera parte, quæ in præfenti Pace D. Archiepiscopi intelligantur repetita, & fi ipfa Pax non appareret facta debeat fieri, & tractari per Ambasciatores cum fufficeret merito in eo loco ubi ftatuerit D. Franciscus de Gambacurtis.

Item quod Ser Joannes, & Ser Angelus, Ser Zagliæ D. Orlandini de Laterena cancellentur ex omnibus bannis, pœnis, & condemnationibus, & proceffibus factis in Civitate Florentiæ, Aretii, Perufii, &c. nifi eflent occafione alicujus enormis delicti, & effe intelligantur, quantum ad proceffus civiles in eo ftatu in quo erant an. 1350. vigore præfentis Pacis, & liberentur ab impofitis factis, & pofitis a dicto anno 1350. citra & reftituantur ad omnia bona.

Item quod omnia banna, & proceffus criminales lati, & facti contra D. Joannem Contis de Medicis, Thadæum de Antilla, Uguccionem Pieri de Sacchettis de Florentia, & Matthæum de Ozzole, & Tirli, & Ghinum, & Joannem D. Bonæ, Vanne Duccii de Paragazzi, & Juiduccium Vannis de Stagna, & contra omnes Florentinos, Perufinos, Senenfes, Aretinos, Piftorienfes de Civitate Caftelli Caporales, & qui fuiffent in præfenti Guerra Poteftates, Capitanei, Comeftabiles, vel aliquod officium exercuiffent in præfenti Guerra, fint caffa, & nullius valoris, & fine aliquo onere, vel folutione pecuniæ, & reftituantur ad omnia eorum bona.

Item quod omnia banna, & condemnationes, proceffus criminales facti, & lati contra Florentinos, Perufinos &c. fequaces, & adhærentes D. Archiepiscopi fint nulla, & caffa, & e contra omnia banna lata, & facta contra Subditos D. Archiepiscopi fequaces, & adhærentes Communi Florentiæ, Perufii, &c. intelligantur caffa, & nulla, & reftituantur ad omnia bona fine aliquo gravamine, occafione præfentis Guerræ.

Item quod Contuccius Sighi de Venciolis de Perufio teneatur vendere legitime, & folemniter omnia bona immobilia, quæ habebat ante tempus, & in tempore fuæ condemnationis Communi Perufii fcilicet, quæ habet in Civitate, Comitatu, & Diftrictu Perufii pro condecenti pretio, cujus æftimatio fiat per duos ab ipfis electis infra unum menfem cum dimidio publicatæ Pacis, & fi non convenirent, D. Franciscus de Gambacurtis ftatuat pretium.

Item quod Commune Perufii reftituet Filiis, & hæredibus q. Cecchini, & Ludovici D. Vincioli, & Philippi Filii d. Cecchini omnia bona, quæ dictum Commune tenet, & poffidet, quæ non eflent alienata pro fatisfacientibus creditoribus dicti Cecchini, & Ludovici, vel æftimationem ipforum per duos bonos viros declarantes falvis juribus creditorum fuper ipfis bonis.

Item Sindicus & Procurator Communis Florentiæ promifit, quod dictus Contucius rebanniatur in Civitate Perufii & proceffus, & banna cancellentur infra fex menfes, & fi non rebanniatur, promifit dare illam quantitatem pecuniæ, quam dicet D. Franciscus Gambacurta, & fi rebanniatur non poffit accedere ad Civitatem & Comitatum Perufii fub pœnis, ut de Jacobo Zarini de Guazzalotris.

Item quod Civitas Caftelli regatur & gubernetur ficut nunc præfentialiter.

Item quod omnes Ubaldini de Caftello, & de domo dictorum Ubaldinorum, & Ghinus Marchio de Civitella, & omnes adhærentes, & fequaces banniti, condemnati, & expulfi de dicta Civitate cancellentur ab omnibus bannis ab anno 1351. inclufive fine aliquo gravamine.

Item quod omnes fupradicti de Ubaldinis, & Ghinus, & qui beneficio præfentis Pacis uti poffunt, reftituantur ad omnia bona immobilia in eo ftatu, quo nunc funt.

Item quod omnes fententiæ, & proceffus contra eos lati, qui beneficio præfentis Pacis uti poffunt per Commune Caftelli, & ejus Officiales fint caffæ, nullæ, & nullius valoris.

Item quod omnes, qui beneficio præfentis Pacis uti poffunt, fint liberi ab omnibus datiis, præftantiis & collectis, & aliis quibuscunque oneribus, realibus & perfonalibus, impofitis usque hodie per dictum Commune Caftelli. ANNO 1353.

Item quod omnes, & finguli, qui præfentis Pacis beneficio uti poffunt, poffint reintrare dictam Terram Caftelli, & reftitui ad honores, & officia, quæ habere poterant in dicta Civitate Caftelli ante tempus eorum expulfionis, exceptis dictis Ubaldinis, & de domo Ubaldinorum, Ghino Marchione, & filiis, qui prope ipfam Civitatem ftare, & venire poffint ad tria milliaria, & in Terris morari, nec prope ipfas ad unum milliare.

Nomina vero aliorum, qui reintroduci debent funt infradicta, videlicet:

Caccia Dini D. Cacciæ.
Franciscus Lucæ Guidorelli.
Ludovicus ejus Frater.
Nerius Ser Petri Barefuzzii.
Franciscus Naldi de Silice.
Gerius Cionis.
Guido Domini Lucæ Mati.
Orlandus D. Muciatti.
Nicolaus Ser Lucæ Magiftri Gualteronis.
Laurentius Poltronis de Valla Brafezza.
Fucciarellus Betti radæ.
Joannes Magiftri Vitalis.
Ragno Ser Vannis.
Jacobus Mundi D. Joannis.

Quod fi accederet ad dicta loca prohibita, obfervetur in eis ut fupra de Jacobo Zarini de Guazzalotris.

Item quod Dominæ Lippæ q. Bernardini de Marfiano & ipfius hæredi uxori Tanucrii de Ubaldinis reftituantur per Commune Perufii, omnia bona, quæ funt in Comitatu Perufii, quæ reftitutio fiat, de plano, & fine ftrepitu, & figura judicii.

Item quod Joannes Filius q. Comitis Bernardini de Marfiano, & Matthæus Vannis Nerii de Burgo S. Sepulchri cancellentur ab omnibus bannis, condemnationibus, & proceffibus criminalibus Civitatis Caftelli, Perufii, & Aretii hoc excepto, quod Joannes non poffit morari in Caftro Marfiani, & fi accedat, obfervetur quod de Jacobo Zarini de Guazzalotris.

Item quod omnia pacta, temporibus anteactis inita inter Commune Perufii, & ipfos de Ubaldinis rata, & firma perdurent.

Item quod Caftrum Citernæ remaneat cuftodiendum hominibus originariis dicti Caftri usque ad annos decem proxime venturos, incipiendi hoc præfenti die, quibus transactis fubeffe debeat Civitati Caftelli.

Item quod omnes Fortalitiæ, & Caftra, Terræ, Villæ, quæ occafione præfentis Guerræ occupatæ funt per Ubaldinos in Comitatu Civitatis Caftelli remaneant fub protectione illorum de Ubaldinis, & fint liberæ ab omnibus expenfis, & oneribus, realibus & perfonalibus impofitis, per dictum Commune Caftelli.

Item quod dictus Ghinus Marchio de Civitellis, five de Petrivolo veniant in præfenti Pace tamquam adhærentes, & fequaces dicti Archiepiscopi, & pacta contracta inter Commune Perufii, & Aretii ex una, & D. Ghinum Marchionem ex altera fint rata & firma.

Item quod prædictus Ghinus Marchio, Uguccio ejus filius cum omnibus fequacibus, & adhærentibus eximantur, & cancellentur ab omnibus pœnis, bannis, condemnationibus, & proceffibus criminalibus factis in Civitate Florentiæ, Perufii, Aretii, Senarum, Piftorii &c. nifi fint proceffus ratione alicujus enormis, & fingularis maleficii.

Nomina vero familiarium dicti Ghini funt hæc, videlicet:

Muccione Lucii de Auximo.
Joannes Magiftri Vitalis de Caftello.
Ceccus Maldare de Aretio.
Andreas ejus filius.
Maffeus Nerii, Marcus, & Benincafa, Petrus } de Boffano.
Nicolaus Soffani della Coffa.
Blafius Bazi.
Piccius Guidonis della Coffa.
Lucas Muzzii de Pino.
Orlandus D. Mucciatti de Triftina.
Gualterius Ormanni.
Bartolus Puccivoli de Sogna,
Ventura, & Bartolus } Cecchi de Cortona.
Ghellus Chriftophani della Coffa.

Adhærentes dicti Ghini funt infradicti videlicet:

ANNO 1353. Omnes homines Caſtri, & Curiæ Caſtri Civitellæ Marchioni.
Omnes homines Caſtri, & Curiæ Cuſpignani.
Omnes homines de Caſtro Curiæ Collis Marchioni.
Omnes homines de Varnia Comitatu Caſtelli.
Omnes homines de Caſtro, & Curiæ Petrivoli.
Omnes homines de Monte Albano Comitatu Caſtelli.

Item omnis proceſſus, Sententia, condemnatio, criminalis facta in Civitate Florentiæ, Perufii &c. contra Dominos Alberghettum Joannem, & Crescentium fil. D. Thomæ de Claravallis de Fabriano, Gentilem de Mogliano, D. Lorinum S. Mariæ de Exio, D. Bertum ejus fratrem, Curradum, & Guidonem de Terra Mattelicæ, & etiam alium aliquem de eorum domibus, & descendentes cancellentur, & caſſentur ſine aliquo onere, vel ſolutione pecuniæ.

Item quod omnis proceſſus, Sententia, & condemnatio facta in dictis Civitatibus Florentiæ, Perufii &c. contra aliquem de Civitate Firmana, de Fabriano, de Terra S. Quirici, de Mattelica tollantur, & cancellentur, dummodo iſti proceſſus non fint factitempore pacifico, ſed intelligantur de factis tempore, & occaſione præſentis Guerræ.

Item quod omnes repreſaliæ conceſſæ alicui de Florentia Perufii contra aliquos de Fabriano, de Firmo, de Terra Mattelicæ, ſeu de Terra S. Quirici, ac omnes repreſaliæ conceſſæ alicui de dictis Terris Fabriani, Firmi, Terræ Mattelicæ, ſeu de Terra S. Quirici contra Florentinos, ſeu Perufinos fint caſſæ, & nullæ, & nullius valoris.

Item quod locus Nidaſtoris in præſenti Pace intelligatur, & veniat ut de locis adhærentibus dicto Archiepiſcopo.

Item quod ſi quis Florentinus, vel Perufinus eſſet obligatus quacumque de cauſa dictis Comitibus, vel alicui eorum, vel de eorum familia fiat eis jus ſummarium, & e converſo ſi quis de familia dictorum Comitum, vel ipſi Comites eſſent obligati alicui Florentino, vel Perufino.

Item quod Civitas Calliæ, S. S. Angeli Papalis det quolibet anno Communi Perufii pallium in ea forma, & eo tempore, quo ſolita erat.

Item quod omnes exitii Civitatis Calliæ exbanniti partialitatis cauſa, rebanniantur, & abſolvantur a quibuscunque pœnis, & proceſſibus criminalibus, & reſtituantur ad bona, quæ poſſidebant tempore eorum expulſionis, & poſſint venire, & ſtare in dicta Civitate, exceptis illis, qui pro ſuſpectis dabuntur.

Item quod D. Archiepiſcopus reſtituat omnes exitios Burgi S. Sepulchri ad eorum ſtatum, & honores, & bona, & caſſet omnes pœnas, proceſſus, & condemnationes ſine aliqua ſolutione, & onere, & introduci faciat in dicta Terra, exceptis illis, qui prohibiti eſſent ſtare in illa Terra per Legem & Statutum antequam D. Archiepiſcopus Dominium illius loci habuiſſet, & ante novitatem factam in dicta Terra de anno 1351. & reſtituantur ad omnia eorum bona.

Item quod dictus D. Archiepiſcopus renuntiet omni juri, quod habet in dicta Terra Burgi, & in homines, & de ea revocabit omnes ejus Officiales, & gentes, & ipſam Terram, & homines relinquet in propria libertate, & ſtatu, & hæc omnia erunt adimplenda intra tempus trium menſium prox. vent. incipien. à die celebrati Contractus præſentis Pacis.

Item quod dictus D. Archiepiſcopus, ſequaces & adhærentes non ſe intromittant de Dominio, & Jurisdictione dictæ terræ, & idem obſervabit, & faciet Commune Perufii, hoc ſalvo, quod dictus D. Archiepiſcopus poſſit ſe intromittere de Dominio, & Jurisdictione de licentia Communis Perufii, & Commune Perufii de expreſſa licentia dicti D. Archiepiſcopi poſſit ſe intromittere.

Item quod dictus D. Archiepiſcopus curabit quod Commune, & homines Terræ Burgi per ſuum legitimum Syndicum promittet quod non receptabit ſuſpectos, & inimicam gentem dicti D. Archiepiſcopi, & Communis Perufii.

Item quod Caſtrum Anglare libere, & abſolute remaneat ſub poteſtate, & omnimoda Jurisdictione D. Maſii de Petramala, quondam D. Uberti, & homines, & habitatores dicti loci debeant respondere in omnibus d. Maſio, & ſint liberi ab omni obedientia & Jurisdictione, & veniant & comprehendantur in præſenti Pace ut adhærentes præfati D. Archiepiſcopi, niſi dictus D. Maſius ſponte, & libere ſe ſubjiceret, & ſupponeret Communi Perufii.

Item quod dictus D. Archiepiſcopus reſtituat libere Communi Piſtorii Caſtrum Pitecci, & Caſtrum Turris, & Valli Treppi, Foſſati, Monticelli, & Montis Metezzani, ſitque Comitatu Piſtorii. ANNO

Item quod Caſtrum Sambucæ, & Sambuconis, poſitum in Comitatu Piſtorii ponatur per dictum D. Archiepiſcopum ad evitanda ſcandala, & discordias de conſenſu Episcopi Piſtorien. ſub bona fide, cuſtodia, & poteſtate Communis Piſarum hinc ad duos menſes, ſalvo omni jure Episcopi Piſtoriæ ſub bona fide, & cuſtodia pro ipſo Archiepiſopo. 1353.

Item quod Comes Nolfus de Orbino Comes Montisfeltri debeat relaxare & relaxari facere libere, & in priſtinum ſtatum Cionem Falconis Civem Floren. in partibus Calli, ſeu alibi per eos captum ſtatum & detentum ſine aliqua ſolutione.

Item quod fortalitia, muri, turres, & omnia alia munimenta exiſtentia in Caſtro Montis Gemmoli per Commune Florentiæ, & ejus Offic. deſtruantur, ita quod nulla fortalitia remaneant, & de cætero per nullum dictarum Partium poſſit ibi reædificari, & poni aliquod Caſtrum, vel Fortalitia, & dictus locus Montis Gemmoli remaneat libere, & devolvatur illis de Ubaldinis, ad quos de jure ſpectat.

Item quod Palatium delle Gualchiere, & Palatium de Fibiana, & Palatium de Caſale poſita in Comitatu Aretii per illos de Petramala reſtituatur, & relaxetur, primum Canonicæ Aretinæ, ſecundum Joanni Dolfi de Aretio, tertium Marchetto Monaldi de Aretio, & ipſa Palatia libere intrare poſſint.

Item quod omnes, & ſinguli homines de Civitate Bononiæ, vel de aliqua alia Terra, vel Loco, qui ut adhærentes dicti D. Archiepiſcopi in præſenti Pace veniunt detenti, vel capti ratione partialitatis pro facien. ipſos redimi in Civitate Florentiæ, Perufii &c. & e converſo relaxentur, & relaxari debeant.

Item quod prohibitio facta in aliquibus locis, ſeu terris ſuppoſitis Archiepiſcopo de non conducendis pannis Florentinis, & permutan. & venden. in dictis Terris & Civit. ſit caſſa, & nulla, & e contrario prohibitio facta in Civitate Florentiæ pro pannis terrarum ſuppoſitarum dicto D. Archiepiſcopo ſit caſſa, ſalvis Juribus in datiis, & gabellis, &c.

Item quod ſequaces D. Bartholomæi de Caſalibus de Cortonio Domini Generalis dictæ Terræ banniti, & condemnati per Commune Florentiæ, Perufii &c. cancellentur ab ipſis bannis, condemnationibus, & proceſſibus ſine aliqua ſolutione, & onere, & hoc tamen intelligatur de bannis occaſione præſentis Guerræ, & non occaſione alicujus enormis delicti.

Item quod prædicti omnes qui beneficio præſentis Pacis uti poſſunt, de quibus in ſupradicto Capitulo, reſtituantur ad omnia bona, ſalvis illis, qui expreſſe prohibentur intrare dictas Civitates.

Item quod omnes, & ſinguli, tam Cortonenſes, quam Aretini exbanniti, & condemnati occaſione itineris, vel acceſſus facti per dictum D. Cortonenſem ad Civitatem Aretii de Menſe Octobris currentis anni 1351., & abinde citra, quacunque ratione vel cauſa rebanniantur & reſtituantur ad omnia bona, & condemnationes ſint nullæ, & caſſæ, & quod omnes impoſitiones, reales vel perſonales in Civitate Aretii usque in hodiernum diem poſitas tollantur & cancellentur.

Nomina vero dictorum exbannitorum, & condemnatorum ſunt infradicta videlicet:

Bartholomæus, & Jacobus } D. Rainerii de Cortonio.
Lippus D. Rainerii de Cortonio.
Guerruccius, Guidaccius & Martinus } D. Branzalliæ.
Sylveſter, Brandallia, Boſſus & Jacobus } Guidaccii D. Branzalliæ.
Joannes Guerruccii D. Branzalliæ.
Angelus, Torinus, Vectura, Teghiarius } Cecchi de Branzalliæ.
Ser Gregorius, Donatus, & Nicolaus } D. Angeli.
Ser Joannes, Vandinus & Federigus } D. Gerii.
Franciſchinus Benuccii, alias dictus Malacarne.
Ser Lippus Baldacchini de Cortona.
Franciſcus Bonaſtri.
Ser Joannes de Plebe quarti.

Ser

ANNO 1353.

Ser Joannes, & Angelus } Sezagliæ.
Vannuccius Gori D. Federighi.
Angelus Pocci.
Angelus Azzolini.
Donatinus D. Segnæ.
Nicolaus Cantis de Mavauria.
Ser Joannes Vannis de Graffis.
Nuccius Accurſii de Camajanis.
Ceccus Manni.
Meus della mano.
Ceccherellus Angeli.
Nannes Piſtorii.
Philippus Monis.
Juncta Cecchi Ser Junctæ.
Angelus Vannis Giobbi.
Feus Gori Cimator.
Brigante.
Civetta.
Ciuccius dictus Bruſigallia.
Petrus dictus Bugina.
Landinus Bichi.
Mone Petri Pettinari.
Forzone de colle.
Caſſa Carta.
Cennuccius de Monteguarchi.
Facchi Ser Gini.
Dominicus Agutarius.
Lazzarus de Vicione Piccolo.
Nerius Dinuncii de Prato antico.
Sancti de Sancto Polo.
Fredi de Mercatello.
Joannes Guelfi.
Nerius dictus Manzena, & filii.
Pierus de Prato antico.
Cecchus Ghitæ.
Ser Braccius Gargiani.
Andreas famulus Joannis Bartolini.
Joannes del frate magiſter lignaminum.
Dinus Ugolini farſettarii.
Blaſius de Senis.
Bertinus Ricepti D. Branzalliæ.
Pierus Blondus.
Simon, Agabitus, Philippus, & Matthæus } Cecchi D. Brandalliæ.
Nicolaus Nelli de Mont' Alcino.
Dinuccius Ser Ghezzi de Bucino.
Michaël Naldi de Golognano.
Juſtus Verdis.
Joannes dictus Speſia de S. Paolo.
Franciscus Pollajuolus.
Roſaldus Ser Artini.
D. Gregorius Piſara.
Gregorius, & Stephanus } Segnæ D. Branzalliæ.
Cremonenſe.

Item quod Guidaccius Fratres, & nepotes D. Brandalliæ vigore præſentis Pacis habeant communitatem de omnibus bonis patrimonialibus, quousque reintroducentur, & reintegrabuntur ad eorum ſtatum, & honorem Civitatis Aretii pro duobus annis proxime futuris tantum, quibus transactis debeant respondere dicto Communi Aretii.

Item quod Caſtrum Caſtilionis Aretini regatur, & gubernetur, prout nunc regitur, & gubernatur.

Item quod omnes rebelles, exbanniti de dicto Caſtro Caſtilionis occaſione præſentis Guerræ, & tempore præſentis Guerræ cancellentur ab omnibus bannis, &c. dicti Caſtri, & Civitatis Aretii, Perufii, & Civitatis Caſtelli, cum omnibus ſequacibus, & adhærentibus, reſtituantur ad omnia bona ſine aliqua ſolutione, & onere, quæ tenebantur ante initium præſentis Guerræ, nomina quorum exbannitorum ſunt hæc, videlicet:

Vichus Broccardini. Andruccius Ubertini.
Nicolaus Ser Marchi Ser Miniatus.
Ser Petri, Simon Magiſtri Philippi.
Ser Paulus, Ser Gori. Pierus Giuliani.
Nicolaus Cicchi Juſtoli.
Corbellus Valentini.
Manettus Guiduccii.
Giulius Vannis.

Item quod omnia bona exiſtentia in dicto Caſtro pertinentia ad Dominos de Petramala ſequaces, & adhærentes dicti Domini Archiepiscopi tenta per eos tempore præſentis Guerræ reſtituantur eis, & eis uti, & gaudere poſſint, ſalvo ſi aliqua de dictis bonis incluſa eſſent in Caſtro dicti Caſtri, quæ ſolvi debent per tenentes ea juſto pretio, & hoc ſine aliquo onere, & ſolutione.

ANNO 1353.

Item quod omnia banna, &c. facta a duobus annis citra contra d. Nicolaum, D. Bartoli, alias contra Nicolaum Dominæ Mateldæ Conte de Colcello, & Antonium Tivoli de Perufio caſſentur, & reſtituantur ad omnia eorum bona, ſalvo quod non poſſint ingredi Civitatem Perufii, vel ejus Comitatum; quod ſi ingrederentur, poſſint libere, & impune offendi, capi, & detineri; quod ſi bona dicti Antonii eſſent alienata per Commune Perufii dare tantum æſtimatur dictorum bonorum declarantur per duos homines, quod ſi infra menſem non eſſent concordes, eligatur tertius cujus arbitrio ſtetur.

Item promiſit Carolus Syndicus Communis Florentiæ, quod dictum Commune hinc ad octo menſes curabit, quod Commune Perufii concedet licentiam dictis D. D. Nicolao, & Antonio quod poſſint morari, & ſtare prope dictam Civitatem pro 10. milliaria, & dictus Comes in Territorio Cluſii, quod ſi Commune Florentiæ non procurabit, tunc poſſit ſibi providere de ſufficiente proviſione declaranda per Dominum Franciscum Gambacurtam.

Item quod dictus D. Archiepiscopus non ſe intromittet quoquo modo, auxiliando, vel favorem præſtando, in acquirenda Jurisdictione in Tuscia, in Ducatu Spoleti, excepto patrimonio B. Petri poſito in Tuscia requiſiti a Pontifice Romano, quod debent per ſcripturam conſtare, & excepto, quod beneficia Eccleſiaſtica in dictis locis, & partibus poſſint dictus Archiepiscopus, & alii acceptare, & ſi contra fiat, intelligatur Pax rupta.

Item quod dictus D. Archiepiscopus, & alii non ſe intromittent auxiliando, vel favorem præſtando, ita ut acquirant aliquam Jurisdictionem in Civitatibus, Terris, Fortalitiis, quæ tenentur per Commune Florentiæ, Perufii, Senarum, &c. alias Pax intelligatur rupta, & in Tuscia intelligantur eſſe, & in Comitatu, & Diſtrictu dictarum Civitatum.

Item quod Communia Tusciæ non ſe intromittent in Civitate Bononiæ, Comitatu, & Diſtrictu, nec in Provincia Lombardiæ, & aliis Locis dicti Archiepisc. alias Pax intelligatur rupta, & in Tuscia intelligantur eſſe etiam in Comitatu, Diſtrictu dictarum Civitatum.

Item quod Communia Tusciæ non ſe intromittent in Civitate Bononiæ, Comitatu, & Diſtrictu, nec in Provincia Lombardiæ, & aliis locis dicti Archiepiscopi, alias pax intelligatur rupta.

Item ſi dictus D. Archiepiscopus, ſeu aliquis de domo ſua offenderet Commune Piſarum vel Lucæ, intelligatur Pax præſens rupta inter dictum Archiepiscopum, & Communia Florentiæ, Perufii, & Senarum, & ipſis Communibus liceat auxiliari Communibus Piſarum, & Lucæ contra dictum Archiepiscopum, & ſequaces, ſit licitum ei auxilium præſtare.

Item ſi Communia Piſarum, & Lucæ offenderentur a Communibus Florentiæ, Perufii &c. poſſit dictus Archiepiscopus in hoc auxilium præſtare.

Item ſi Communia Piſarum, & Lucæ offenderent adhærentes, & ſequ. D. Archiepisc. liceat ipſi coram offendere, & adhærentes adjuvare contra dicta Communia.

Item ſi contingeret dicta Communia Piſarum, & Lucæ offendi a Communibus Florentiæ, & Piſarum, & Perufii, &c. liceat dicto D. Archiepiscopo eos juvare.

Modi quibus Commune Piſarum, & Lucæ intelligi debent offendere dictum Archiepiscopum intelligantur, ſi dicta Communia Piſarum, & Lucæ occuparent Locum, Caſtra, vel Fortalitias dicti Archiepiscopi, & ſi equitarent cum gente groſſa, & hoſtili in dictis Territoriis, & Locis, & ejus ſequacibus adhærentibus, & ſubjectis damnum inferrent.

Modi quibus dictus Archiepiscopus intelligitur offendere Communia Piſarum, & Lucæ ſunt, ſi dictus D. Archiepiscopus offenderet ut ſupra in ſupra dicto modo.

Item ſi quod aliud Commune non incluſum in præſenti Pace offenderet dictum D. Archiepiscopum, liceat ipſi Archiepiscopo tale Commune offendere, & e contrario, ſi aliquis de Lombardia non incluſus in præſenti Pace, &c. & hoc non extendatur ad Commune Piſarum, & Lucæ.

Item quod præſens Pax intelligatur rupta quando unus occuparet Loca alterius, id eſt D. Archiepiscopus Loca Civitatis Florentiæ, Perufii, &c. & Communia dicta Loca dicti D. Archiepiscopi.

Item qnod omnes Terræ, Loca, Caſtra, & Fortalitiæ, quæ tenentur per ſuprad. Communia apud eos remaneant pacifice, præſenti Pace durante, qua rupta, liceat unicuique uti jure ſuo, idem fiat per dictum D. Archiepiscopum.

Item

ANNO 1353. Item quod omnes, & singulæ repreſaliæ conceſſæ aliquibus de Locis dicti Domini Archiepiscopi, ſeu ſequacibus, & adhærentibus contra Commune Florentiæ, Perusii, &c. repreſaliæ conceſſæ per Commune Florentiæ, & contra dictum Archiepiscopum, & ſequaces, & adhærentes ſint nullæ, & nullius valoris.

Item quod omnes exitii de Fabriano Civitate Firmanæ, & Terræ Matteliçæ, quæ tenentur per Dominum Alberghettum, & Fratres Gentilem, & Guidonem, & Corradum cancellentur ab omnibus bannis, & condemnationibus, & reſtituantur ad omnia eorum bona per eos poſſeſſa tempore eorum expulſionis, & rebellionis, & reintroducantur in dictis Terris, & Caſtris, & Civitatibus exceptis ſuſpectis nomin. per ipſum D. Alberghettum, vel ejus Fratres, Gentilem de Magliano, Conradum, & Guidonem de Mattelica, qui ſtare debent extra dictas Civitates, & eorum Diſtrictus, & Comitatus, & idem intelligatur, & ſit de bannis, & condemnationibus omnium, & ſingulorum exitiorum Civitatum, & Terrarum, & Locorum infradictorum, videlicet:

Civitatis Camerini.
Terræ S. Geneſii.
Terræ Tolentini.
Terræ Montis Milonis.
Terræ Monticuli.
Terræ Stafali.
Civitatis Maceratæ.
Terræ Montis Sancti.
Terræ S. Severini.
Terræ S. Anatoliæ.
Terræ Serræ Comitatus.
Terræ Curinalti.
Terræ Montis Novi.
Terræ Rocchæ Contratæ.

Et omnium aliarum Terrarum, Civitatum, Caſtrorum, & aliorum Locorum, quæ tenentur per infraſcriptos videlicet:

D. Gentilem de Camerini.
D. Rodulphum, & alios ejus nepotes.
Guidaccium de S. Severino.
Filios, & conſortes ejus.
Frede de Macerata, & ejus conſortes.
Puccium de Monte Sancto.
D. Bartholomæum. D. Pagnoni de Cingulo, & ejus conſortes.
Filippuccium Tani de Exio, & ejus conſortes.
Filios D. Rainaldi de Staffulo.

Omnes, & ſinguli exitii Civitatis Firmanæ Terræ Fabriani, & Terræ Mattelicæ.

Adhærentes, ſequaces, & complices Marchiæ Anconitanæ pro parte excelſi D. D.

Archiepiscopi, & D. Mediolani.
D. Alberghettus.
Joannes, & Crescentius
de Clavellis, de Fabriano, & eorum descendentes, & conſortes, Caſtri & Villæ quæ per eos poſſidentur, vel detinentur præſentialiter, homines eorumdem.

Gentilis de Magliano, & ejus descendentes, & conſortes Civitatis Terræ, Caſtra, & Villæ quæ per eum poſſidentur, vel detinentur præſentialiter, & ſingulares homines earundem.

D. Lomo S. Mariæ de Exio.
D. Borre ejus Frater.

Cum eorum filiis filiorum & Terræ, & Caſtra, & Villæ, quæ præſentialiter tenentur, poſſident & detinent ſingulares homines earundem.

Omnes & ſinguli exitii, & exbanniti infradictarum Civitatum, Terrarum, & Caſtrorum, & Villarum, & Locorum, & omnium aliorum quæ poſſidentur per ſupradictos adhærentes pro parte Communis Perusii.

Civitas Camerini.
Terra S. Geneſii.
Terræ Tollentino.
Terræ Montis Milonis.
Terræ Monticuli.
Terræ Staffuli.
Civitas Maceratæ.
Terræ S. Anatoliæ.
Terræ Serræ Comitatus.
Terræ Currinaldi.
Terræ Montis Novi.
Terræ Rocchæ Contratæ.
Terræ Montis Sancti.
Terræ S. Severini.

Item quod omnes & ſingulæ cancellationes, & abolitiones bannorum, condemnationum, & proceſſuum criminalium, quæ fieri debent vigore præſentis quandocunque occurrerint faciendæ in Civitate Florentiæ, fiant per Ser Franciscum Ser Roſſi de Florentia not.

ANNO 1353. In Civitate Perusii per Ser Martinum Ceccoli de Perusio.

In Civitate Piſtorii per Ser Philippum D. Marchi de Tebaldis.

In Civitate Aretii per Ser Naldum Naldi de Caſtro Focognano de Aretio.

In Civitate Caſtelli per Ser Colam de Gettatis de Civitate Caſtelli.

Qui omnes vigore præſentis Pacis ſint Notarii ad faciendas cancellationes in Civitate, in qua dictæ cancellationes fieri de quibuscunque libris, in quibus reperirentur ſcriptæ absque eorum, vel alicujus eorum gravamine, & onere, & quod quilibet ad cujus cuſtodiam eſſent libri, ubi ſcriptæ ſunt dictæ condemnationes, & banna teneatur oſtendere, & videre, & pati dictas cancellationes fieri.

Item quod omnes, & ſinguli exitii, & exbanniti dictarum Civitatum, Terrarum, & Locorum, cancellentur, & eximantur, & reſtituantur ad eorum bona vigore præſentis Pacis.

Item quod omnibus Perusinis fiat reſtitutio bonorum poſitorum, & exiſtentium in Locis illorum de Petramala, & aliorum adhærentium dicti Domini Archiepiscopi, & uti, & frui poſſint, ante tempus præſentis Guerræ, & e contrario fiat adhærentibus dicti D. Archiepiscopi.

Item quod cum Angelus filius Legerii Andrecii de Perusio ante invaſionem, & occupationem Terræ Burgi S. Sepulchri in Civitate Perusii legitime, & juridice extractus fuerit de facculo in poteſtatem dictæ Terræ, & ad dictam Terram accedere intendens ſe præparaſſet, & pro famulis, & periculis omnes expenſas feciſſet, & ipſa Terra ſe dediſſet Archiepiscopo, & ejus genti dictus Angelus ad dictam accedere non potuit, & per eum non ſtetit, & propterea dicatur dictum Angelum habuiſſe in Civitate Perusii repreſalias pro ſuo ſalario, quæ in præſenti Pace ſublatæ ſunt, quod per Commune Burgi ex una, & dictum Angelum ex altera parte fiat compromiſſum in nobilem virum D. Bartholomæum de Caſalibus Dominum Cortonenſem de jure, & facto de dicto ſalario dicti Angeli, & dicta Terra Burgi relaxatur per dictum D. Archiepiscopum, & quod Commune Burgi ſecundum laudum ſolvat dicto Angelo, quod laudatum fuerit, quibus Burgenſibus non ſolventur, liceat ei in Civitate Perusii, & aliis Terris ſibi colligatis Burgenſes, & eorum bona prendere, & reſtare ſine licentia alicujus Officialis impune usque ad integram ſatisfactionem.

Item quod in præſentibus reſtitutionibus faciendis non veniant emendæ aliorum damnorum hinc retro datorum occaſione præſentis Guerræ, nec peti poſſint coram aliquo Officiali immobilia reſtituantur, ut ſuperius dictum eſt, mobilia vero ipſis ad quos ſpectant reſtituantur.

Item quod omnia onera realia, & perſonalia impoſita occaſione præſentis Guerræ adhærentibus dicti D. Archiepiscopi ſint caſſa, & quibus tallia impoſita fuiſſet intelligantur abſoluti, & e contrario in omnibus, & per omnia in hominibus dictorum Communium.

Item ne aliqua poſſit dubitatio, qui ſint adhærentes, & ſequaces dictarum Partium ſtetur de eis dicto D. Francisci de Gambacurta, & caporales, & adhærentes nominare infra quatuor menſes a die publicationis præſentis Pacis.

Item declararunt criminaliter proceſſus ubi venit pœna applicandi Fisco in totum vel partem.

Item declaraverunt quod infra unum menſem, a die quo Terra, Fortalitiæ Sambucæ, & Sambuconis traditæ fuerint in manu dicti communis amici debeant dirui Caſtra Montis Gemmolis, & Tigli per eos de quibus eſt in capitulis diſpoſitum.

Item ſi forte de cætero dubitaretur, quibus actibus præſens Pax rupta intelligatur declaraverunt his modis, & actibus ruptam intelligi.

Primo ſi dictus Dominus Archiepiscopus, vel ejus ſequaces invaſerint, occupaverint, vel obſederint Civitatem, vel Locum Civitatis Florentiæ, Perusii, &c. & e contrario ſi aliqua dictarum Civitatum occupaverit aliquem Locum, quem de præſenti teneat dictus Dominus Archiepiscopus.

Item ſi dictus Archiepiscopus tractaret ſublevare, ſubvertere, & movere ſtatum dictorum Communium, quem præſentialiter tenent, & e converſo.

Item ſi dictus Archiepiscopus cum aliqua Civitatis Provincia, Principe, vel Barone præberet auxilia & ſubſidia, quibus veriſimiliter poſſet turbari præſens ſtatus dictorum Communium & e contrario.

Item ſi aliquis ex adhærentibus dicti Archiepiscopi vel dictorum Communium aliquid committeret, per quod diceretur feciſſe contra formam præſentis Pacis.

Item

ANNO 1353. Item quia non eſt conveniens pro quolibet minimo contento, ſeu intellecto in Inſtrumento præſentis Pacis non ſervato, poſſit dici Pacem eſſe ruptam, & ut tollatur omnis materia discordiæ, & querelæ, ſi quando per aliquem dictarum Partium diceretur Pacem eſſe ruptam ſtetetur declarationi, & deciſioni loci, vel per dictum Loetum.

Item declaraverunt enorme maleficium intelligi debere ſecundum formam ſtatus loci commiſſi delicti, ubi ponitur pœna mortis, vel abſciſſionis membri, & pœna & publicatio bonorum, & omne aliud de quo dictus Franciscus declaraverit infra unum menſem proxime futurum.

Item quod Martinus quondam Battaglieri della Spina Comit. Florentiæ vel de Mugello plebis S. Laurentii Parochiæ S. Martini de Planzano reſtituatur ad omnia bona vigore præſentis Pacis, quæ fuerunt dicti Battaglieri, non obſtante aliqua condemnatione, ſine aliquo gravamine, vel ſolutione, excepto quod ſi mutatum fuiſſet a Communi Florentiæ quia tunc dictus Martinus teneatur ſolvere ipſam quantitatem vel illi, qui ſuper eis mutuavit.

Item quod Jacobus Laini de Pulcis tanquam adhærens dicti D. Archiepiscopi vigore præſentis Pacis, rebanniatur ab omnibus, & ſingulis pœnis, condemnationibus &c. & reſtituatur ad omnia bona, quæ tenebat, & poſſidebat tempore ſuæ rebellionis, & expulſionis.

Item quod idem modus, & forma ſervetur in Civitate Bonon. in exactione Gabellarum, & datiorum de rebus & mercantiis Civium, & Comitatinorum Civitatis Florentiæ quæ ſolita erat ſervari in anno 1348. & e contrario ſervetur in Civitate Florentiæ de mercantiis Civium Civitatis Bononiæ.

Item ſi in prædictis oriretur aliqua dubitatio circa contenta in præſenti Inſtrumento corrigantur, & emendentur per duos eligendos a Partibus, unum ex parte D. Archiepiscopi & alium pro parte ſuprad. Communium, quibus non concordantibus ſtetur deciſioni Francisci de Gambacurtis.

Item quod in Terra Caſtillionis Aretini per Poteſtatem cancellentur Inſtrument. pub. promiſſ. factæ per Ser Monceptum Ser Campi de dicta Terra florenorum centum penes quoscumque terrigenas dictæ Terræ factæ de anno 1351. de menſe Octobris, & quoddam Inſtrumentum conſervationis indemnitatis factæ eidem Ser Moncepto per Petrum Junctæ de Cortonio, cum dicta inſtrumenta ſint ſimulata, & facta pro relevatione & captura de dicto Petro tempore acceſſionis Domini Cortonen. ad Civitatem Aretii, & de eis non fiat aliqua executio, & ſi fuerit facta, cancelletur.

Item quod quidam nobiles de Spoleto, & Marchia Anconitana dati per dictum D. Archiepiscopum pro adhærentibus, ut honor Sacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ ſervetur proteſtantur ſupradicti Syndici eſſe adhærentes in quantum non redundet in præjudicium & contemptum Sacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ.

Item quod infradicti adhærentes Contuccii Filii de Venciolis condemnati, & banniti vigore præſentis Pacis rebanniantur, & cancellentur absque aliqua ſolutione, & onere, quorum nomina ſunt hæc:

Vannes Bonus de Coppolis.
Petrinus Felicionis.
Ser Antonius.
Joannes Ceccoli
Vannes dictus Margaglianè
Joannes Graſſus
Megliolus
Dominicus, &
Santuccius.

Item quod dictus D. Archiepiscopus teneatur hinc ad tres menſes ratificare præſentem Pacem per publicum Inſtrumentum qua facta cenſeatur eſſe facta per quaslibet Civitates, Communia & Loca, de quibus ſuper fit mentio, & idem fiat per ſupradicta Communia, & hujusmodi ratificationes debeat dictus D. Archiepiscopus, & teneatur infra tres menſes transmittere Florentiæ, & præſentare coram Dominis Prioribus, & aliarum Civitatum. Hoc tamen pacto, quod ſi ſupradictæ Partes infra terminum ſupradictum non ratificabunt præſentem Pacem, & adhærentes & ſequaces eorum non (1) includantur incluſi præſenti Pace.

Quam Pacem & omnia ſingula in ea contenta prædicti Sindici promiſerunt rata habere, & obſervare, & adimplere ſub pœna 100. florenorum auri ſolven. Parti non contrafacienti.

Item juraverunt in forma 1353. die 6. Aprilis hæc ſunt Inſtrumenta ratificata Pacis factæ inter Commune Florentiæ ex una parte, & Archiepiscopum Mediolani ex parte altera. ANNO 1353.

Comes Robertus quondam D. Comitis Simonis de Battifolle Dei gratia Comes Palatinus in Tuscia, & vice, & nomine Caroli, & Francisci fratrum ratificavit Pacem factam inter Rev. D. Archiepiscopum Mediolan. ex una, & Commune Florentiæ, Perufii &c. ex alia. Actum in Caſtro Prati veteris. 1353.

1353. Die 12. Aprilis. Comes Guido quondam Comitis Ugonis de Battifolle ratificavit dictam Pacem ut ſupra &c. Actum in Caſtro Prati veteris.

1353. Die 26. Maii. Commune Vernii ratificavit dictam Pacem. Actum in Caſtro Vernii, ubi recenſentur homines dicti Communis.

1353. Die 12. Junii Commune S. Miniatis ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 6. Maii. Commune Piſtorii ratificavit dictam Pacem tempore D. Maſſarii de Raffacanibus Civis Florentinus Communis, & populi Civitatis Piſtorii hon. Capitanei.

1353. Die 15. Junii. Actum Florentiæ in populo S. Luciæ de Magnolis. Andreas quondam Philippozzi. Et Bindus quondam Andreæ q. D. Gualterotti de Bardis vice, & nomine Totti quondam dicti Philippozzi ratificaverunt dictam Pacem.

1353. Die 6. Junii Commune S. Seminiani tempore nobilis viri Guidonis de Macchiavellis de Florentia hon. Capituli populi, & cuſtodiæ dictæ Terræ ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 20. Junii Commune Vulterrarum ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 18. Junii. Actum Florentiæ in Palatio Populi, & Communis Florentiæ.
Ven. Vir Dominus Melottus q. Giraldi de Caſi Plebanus S. Petri de Vezano Comit. Bonon. ratificavit, & approbavit dictam Pacem.

1353. Die 17. Junii. Actum in Caſtro Sagnæ in Eccleſia dicti loci. Dominus Bandinus q. Nerii D. Bargii Præpoſitus Civitatis Aretii, D. Biordus q. Franceſchini, Buſtaccius q. Biordi, Nicolaus, & Boſus Fratres, & filii quondam Guidonis Bargii, Nicolaus, & Ubertinus Fratres, & fil. q. Nerii D. Bargii, D. Ubertinus Philippus, & Guido Fratres, & filii q. Francisci Guidonis omnes de domo Ubertinorum de Sogna Comitatus Aretii, Pierus Guglielmi, Georgius Gualterii, & Gregorius Bandini ſuo nomine, & ut Procurator Joannis quondam Bettini Groſſi ratificaverunt dictam Pacem.

1353. Die 28. Junii. Actum in Caſtro Aſciani Diœc. Aret. Comit. Senen. Boſus de Ubertinis Episc. Aretinus ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 23. Maii. Actum in Civitate Urbini.
D. Nolfus, Henricus, & Feltranus Comites Montisferetri ratificaverunt dictam Pacem.

1353. Die 8. Aprilis Reverendiſſimus Dominus Joannes Archiepiscopus Mediolanen. & dictæ Civitatis Dominus generalis ratificavit dictam Pacem.

1353. Actum in Civitate Eugubii.
Nobiles viri Chiaravelle Piulelli, & Ninus Guerreſti de Claravallenſ. de Tuderto ſuo, & ſequacium, & adhærentium nomine ratificant dictam Pacem.

1353. Die 18. Maii. Actum in Caſtro Burgi S. Sepulchri. Miniatus Notarius olim Ser Petri gratiæ de Caſtellione Aretino ratificat dictam Pacem.

1353. Die 16. Maii.
Nobiles viri Guglielmus, & Rigozzus Fratres, & fil. D. Rodolfi de Petramala ratificant dictam Pacem.

1353. Die 15. Maii. Actum in Civitate Cortonii.
Andreuccius q. Ubertini, Vicus quondam Broccardini, Nicolaus Ser Marchi, Monettus Guiduccii, Corbellus Valentini, Gilius Vannis, Angelus Ciacchii, Jacobus Ciacii, Fantinus Brocardini, Joannes Naldi, & Valentinus Jannis omnes de Caſtellione Aretino nomine ſuo, ſequacium & adhærentium ratificant dictam Pacem.

1353. Die 7. Maii.
Nobilis vir Ghinus q. Mutii D. Rigonis de Civitella, ſive de Petriolo, & Uguccione ejus filius de conſenſu, & voluntate dicti ſui patris ratificant dictam Pacem.
Actum in Caſtro Civitellæ.
Nobilis & honorabilis vir Franciscus de Gambacurtis mediator & amicus inter Reverendiſſ. D. Archiepiscopum Mediolanen. & ſuos ſequaces, & adhærentes ex una, & Communia Florentiæ, Perufii, Senarum &c. ex alia, ob Guerras, quæ retroactis temporibus inter dictas Partes vigeſunt, in Pace celebrata apud Serzanam, in qua inter

(1) *Includantur* extat in *Ughello*, ſed forſan debet eſſe *intelligantur*.

ANNO

inter alia continetur dictum Capitulum, quod sic incipit.

1353. Item quod dictus Carlinus, & dictus Franciscus, & uterque eorum & utriusque eorum consortes, & cujuslibet eorum adhærentes, & sequaces, de quibus supra in proximo præcedenti Capitulo fit mentio, restituantur, & restituti sint, & esse intelligantur ad omnia, & singula eorum bona, &c. & sic finit, salvo quod de bonis dicti D. Carlini remaneat in dispositione discreti viri Francisci de Gambacurtis de Pisis, & secundum ipsius Francisci dispositionem, & procedatur in restitutione bonorum ipsius D. Carlini, volens suum observare, ut quæ in dicta Pace vicissim promissa fierent per ejus observantiam concupitum sortiantur effectum, declaravit omnia bona dicti Carlini, & quæ ad ipsum pertinebant tempore expulsionis ipsius citra aliquo tempore, vigore dictæ, & pactorum in ea comprehensorum libere ipsi restituantur. Actum Pisis in domo ipsius D. Francisci infrascripta sunt Instrumenta ratificationis Pacis factæ inter Commune Florentiæ, & ejus amicos, complices, & sequaces ex una, & D. Archiepiscopum Mediolanen. ejus Amicos, sequaces, & adhærentes ex alia.

1353. Die 8. Maii. Actum in Burgo Balnei. Mag. & potentes viri D. Comites Galeottus, & Riccardus Fratres, fil. quondam D. Guillelmi de Mutiliana Comites Palatini in Tuscia ratificant dictam Pacem.

1353 Die 14. Maii. Actum Florentiæ in populo S Jacobi Ultrarni. D. Filippa f. q Lamberti de Frescobaldis, & uxor olim Lippi Ammanati de Pistorio ut tutrix Antonii pupilli filii sui approbavit, & ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 26. Maii. Actum Florentiæ in populo S. Laurentii.
Daniellus Ruggerii de Soli ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 3. Junii. Actum in Mucello in populo S. Savini ad Cornocelicum, Bartholomæus olim Turrini populi S. Gavini ad Cornacchium ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 28. Maii. Actum in Civitate Imolæ.
Laurentius olim Joannis Zucii della Scarperia Comit. Florent. ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 22. Maii. Actum Bononiæ.
Aldovandrus Lanfrancus Agnolus Fratres, & fil. q. Bartoli Rugerii de Soli Cives Florentini ratificant dictam Pacem.

1353. Die 23 Junii. Actum Cortonæ.
Guidaccius q. d. Brandagliæ de Civitate Aretii pro se, & vice, & nomine Guernuccii, & Martini Fratrum suorum, & aliorum ratificat dictam Pacem.

1353. Die 21. Junii. Actum Cortonii.
Magnificus, & egregius D. Bartholomæus q. Rainerii de Casalibus Generalis Dominus Cortonen. pro se ipso, & vice, & nomine Communis Cortonii ratificat dictam Pacem.

1353. Die 17. Junii. Actum Cortonii.
Magnificus, & egregius D. Bartholomæus, q. D. Rainerii de Casalibus Dominus Generalis pro se ipso, & jure sibi competenti, & vice, & nomine Communis Civitatis Cortonii, Jacobus q. Rainerii de Casalibus suo, & nomine Communis Cortonii ratificat dictam Pacem.

1353. Die 18. Junii. Actum in Comitatu infra dictorum Comitum in Villa Castellionis, Comites Neapoleone, Ludovicus, & Guidirellus, & Bernardinus Fratres, & fil. q. Comitis Alberti de Comitibus, Albertorum ratificant dictam Pacem.

1353. Die 10. Junii. Actum in Castro Castri Bruscoli.
Comes Joannes de Bruscolo de Comitibus Albertorum de Mangona Antonius, & Albertus ejus filii ratificant dictam Pacem.

1353. Die 17. Junii. Actum Pisis.
Jacobus Totti, & Gualterius vocatus Morellus, sive Morellinus de Guaferducciis de Pistorio ratificant dictam Pacem.

1353. Die 14. Junii. Actum in Montecarello.
Guillelmus q. Comitis Tancredi de S. Bonello Comes de Mutiliana adhærens Reverendissimi Archiepiscopi confirmat & ratificat dictam Pacem.

1353. Die 14 Junii. Actum in Montecarello.
Tanus q. Comitis Azzolini de Montecarello Comes de Mangona adhærens, & sequax Reverendissimi D. Archiepiscopi ratificat dictam Pacem.

1353. Die 13. Maii. Actum Bononiæ.
Gerardus q. Ugonis de Agolantibus de Florentia ratificat dictam Pacem.

1353. Die 11. Maii. Actum in populo plebis de Septimo, Jacobus q. Gaini de Pulcis populi Sancti Petri Scheradii de Florentia ratificat dictam Pacem.

ANNO 1353.

1353. Die 13. Maii. Actum in Platea Communis Bon.
Jacobus q. Zarini Franciscus q. Maghinardi, Andreas q. Maghinardi, Matthæus dicti Francisci, Simon q. Leuccii omnes de Guazzalotris de Prato ut sequaces Archiepiscopi ratificant dictam Pacem.

1353. Die 25. Junii. Actum Florentiæ in Ecclesia S. Mariæ Novellæ. Joannes q. Locchii de Foghino Comitatu Florentiæ ratificat dictam Pacem.

1353. Die 27. Junii. Actum in Turre Fraffini. Giojetta q. Cunigii de Ubaldinis pro se, & vice, & nomine Antonii pro quo de rato. Drudettus Ludovicus vocatus Lancia, Nicolaus, & Jacobus Fratres, & fil. q. Nini de Ubaldinis Nannes q. Gerini de Ubaldinis ratificant dictam Pacem.

1353. Die 11. Aprilis. Actum Senis.
Bindus q. Arrighi de Ricasolis ratificat dictam Pacem.

1353. 12. Aprilis. Actum in Castro Montis Castelli
Nobiles viri Lapus, Ugo, Nicolaccius, & Arrigus Fratres, & fil. q. Arrighi de Ricasolis ratificant dictam Pacem.

1353. Die 29 Junii. Actum in Civitate Aretii
Ser Arrigus, Ser Lapi de Prato tanquam adhærens Jacobi Zanini de Guazzalotris de Prato ratificat dictam Pacem.

1353. Die 29. Junii. Actum Florentiæ in palatio Dominorum Priorum, & Vexilliferi. Joannes q. Philippi de Guazzalotris de Prato ratificat dictam Pacem.

1353. Die 30. Junii. Actum in populo Sancti Donati de Montecchio.
Nobilis vir Franciscus Zucchiæ, & Franciscus Joannis Ghini de Ubaldinis ratificat dictam Pacem.

1353. Die 30. Maii. Actum Florentiæ in palatio populi Florentinorum. Gregorius q. D. Angeli de Prato ratificat dictam Pacem.

1353. Die 27. Maii. Actum Florentiæ in populo S. Stephani.
D. Lapa q. Lapi de Sacchettis de Florentia, & uxor q. Leucii de Guazzalotris de Prato tutrix, & mater Gemmæ, & Andreæ Fratrum & filiorum dicti Leucii confirmat dictam Pacem.

1353. Die 28. Junii. Actum Florentiæ in populo S. Stephani. D. Lapa q. Lapi de Sacchettis de Florentia, & uxor q Leucii de Guazzalotris de Prato tutrix, & mater Gemmæ, & Andreæ Fratrum, & fil. dicti Leucii Andreæ de Guazzalotris de Prato, & hæres Francisci, & Bartholomæi Buosi de Guazzalotris confirmat dictam Pacem.

1353. Die 18. Junii. Actum in Burgo Viggiani.
Nobilis Vir Vannes de Sufinana fil. q Tani de Castello fil q. Azzonis de Ubaldinis suo proprio nomine, & vice & nomine Scarpettæ Domini Petri Azzonis, Guaspartæ & Thadæi suorum filiorum pro quo de rato, & nomine egregiorum virorum, Gerii, Ghiselli, & Maghinardi fil. q. Ugolini Tani prædicti de Ubaldinis ratificant dictam Pacem.

1353. Die 20. Junii. Actum in Castro Sufinanæ.
Scarpetta D. Pierus Azzo, Guasparre, & Thadæus fil. supradicti Vannis ratificant dictam Pacem.

1353. Die 25. Junii. Actum Pisis.
Jacobus Cambini de Pistorio adhærens, & sequ. Rev. D. Archiepiscopi Mediolani ratificat dictam Pacem.

1353. Die 21. Junii. Actum Mediolani in Curia D. Archiepiscopi.
Nobilis Caccernellus q. Ubaldini, & Andreas q. Ottaviani de Ubaldinis, vice, & nomine aliorum de Ubaldinis ratificant dictam Pacem.

1353. Die 18. Junii. Actum in Terra Vixani.
Gentile, & Ugolinus de Goldaneriis de Florentia Fratres, & fil. olim Simonis ratificant dictam Pacem.
Nobilis vir Pialla fil. Francisci D. Ugolini de Ubaldinis ratificat dictam Pacem.

1353. Die 19. Junii. Actum Florentiæ in populo S. Laurentii.
Daniellus fil. Roggerii q. Curradi de Soli ratificat dictam Pacem.
Sindicatus sive Procura Dominorum Guillelmi, & Protasii.

1353. Die Jovis mensis Januarii. Mediolani.
Rev. D. Archiepiscopus Mediolani constituit, & ordinavit suos Sindicos, Actores, & Factores egregios Milites D. Guillelmum Marchionem Pallavicinum, & Protasium de Caynis ad faciendam Pacem perpetuo duraturam cum Communi Florentiæ, &c. 1353. Die

ANNO 1353.

1353. Die 20. Februar. Actum Florentiæ in Palatio populi Communis Florentiæ.

In Consilio Domini Potestatis de mandato nobilis, & potentis Militis D. Pauli de Bajanis de Urbe Civitatis, & Communis Florentiæ honorabilis Potestas constituitur Sindicus, & Procurator providus vir Carolus Strozzæ de Strozzis ad tractandam nomine ipsius populi Pacem cum D. Archiepiscopo Mediolan.

1353. Die 29. Decembris. Actum Perusii in Palatio Communis.

In Consilio majori constituitur Sindicus & Procurator dicti Communis Perusii ad firmandam Pacem cum D. Archiepiscopo Mediolani D. Bectus Andreucii Ninii Jurisperitus, Legerium Nicoluccii Andreocti, & Bectolum Pori de Pelacanibus.

Actum Serezanæ Lucensis Diœcesis in Ecclesia majori S. Mariæ dictæ Terræ anno Domini 1353. die 31. Martii secundum morem Civitatis Florentiæ.

CCCXXXVI.

6. Mai. *Alliance & Amitié perpetuelle de la Ville & Canton de* BERNE *avec les trois Cantons d'*URI, SCHWIZ *&* UNDERWALDEN, *à Lucerne du 6. Mai* 1353. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 196.]

BERNE, URY, SCHWITZ ET UNDERWALDEN.

(*a*) C'est le Chef de la Republique. Cette charge est à vie. Mais il y en a deux, qui gouvernent tour à tour chacun un an.

AU nom de Dieu Amen. Nous (*a*) l'Advoyer & les deux Cens & les Bourgeois de la Ville de BERNE en desert, & les Amans & Payſans d'URI, de SCHWIZ & d'UNDERWALDEN; Sçavoir faisons à tous ceux, qui verront & oyront lire ces presentes Lettres, que nous par le bon advis & ferme deliberation pour bonne Paix, protection & deffence de nos personnes, de nos biens, de nos gens, Villes & Païs, & pour le commun bien & proffict d'iceluy avons accordé & conclud une Alliance & Amitié perpetuelle entre nous; laquelle avons jurée & promis observer & garder fidellement à jamais corporellement & publicquement, par ferment à Dieu & aux Saincts, pour nous & nos Successeurs, lesquels expressement voulons estre icy comprins & conjoincts perpetuellement: & demeurera cette Alliance presentement & par cy aprés fermement & irrevocablement, & à perpetuité, sans aucune mutation. Et d'autant, que les choses de ce monde facillement s'oublient & par longueur du temps se changent; nous les dicts Villes & Païs pour ces causes voulons asseurer une Amitié mutuelle & perpetuelle Alliance entre nous, que voulons publicquement tesmoingner par Lettres & Escriptures, qui est telle: que voulons ayder, assister & favoriser les uns les autres autant, & si longuement, que nos personnes & nos biens se pourront estendre, tous dolz exceptez, contre tous ceux qui entreprendront & voudront entreprendre sur nous, nos personnes & nos honneurs & franchises par force, & sans raison nous molester, fascher ou invahir, (*b*) tant nous que d'autres, qui presentement ou par cy apres seront comprins en cette presente alliance fussent en aucune maniere contre droict & raison dommagez ou assaillis par aucuns, en leurs personnes ou en leurs biens; en ce cas le Conseil ou la Communauté de la Ville ou du Païs, qui auroit esté endommagé jugera par son ferment du dict dommage: & ce que par eux ou la plus part d'eux sera ainsi cogneu, soit pour le secourir ou pour assaillir actuellement, selon l'exigence des cas; tel Conseil ou Communauté des dictes Villes ou Pays, qui comme dict est, auront esté endommagé, pourra admoneſter les Villes & Pays comprins en cette Alliance, & incontinent estant faicte telle admonition, tous ceux qui sont comprins en cette Alliance envoyront promtement leurs Ambassades aux journées au lieu dict, pour consulter, par quel moien par le ferment l'on pourra promtement secourir & assister à ceux qui auroient demandé le secours, en toute diligence & en toutes choses necessaires, à ce que le dommage, qui leur auroit esté faict, pour lequel ils auroient admoneſté, soit vengé ou restitué, tous dolz exceptez.

(*b*) Il manque ici quelque chose, & dans la suite où l'on verra une étoile.

§. 2. Nous les dessus dicts de Berne avons aussi pouvoir & puissance d'admoneſter les dessus dictes quatre Villes des Bois nos Alliez contre & sur tous ceux, qui voudroient dommager & assaillir d'eux mesmes & au nom d'autres, nous & tous nos Bourgeois, Vassaulx & Subjects; contre lesquels seront tenus nous secourir en la forme & maniere comme cy dessus est escrit, tous dolz exceptez.

§. 3. Aussi quand nous les dictes Villes des Bois toutes trois ou aucunes de nous particulierement seront ainsi requis de secours par les dicts de Berne, & que nous leur envoyerons l'ayde outre la montagne de Brung, ainsi que la journée de * ou nos Ambassadeurs auroient esté admis, nous serons tenus faire telle ayde à nos despens jusques à Underseran; & passé la premiere nuict par de là Underseran, les dicts de Berne seront tenus bailler à un chascun des nostres, qui seroient arrivez, que leur aurions envoyé, tous les jours tant & si longuement, qu'ils les entretiendroient en leurs services, un gros tournois pour leur despence: dequoy aussi nous debvrons nous contenter d'eux; & seront aussi les nostres souldoyez par eux, jusques à ce qu'ils soient de retour hors de leur service, jusques au dict Underseran & non plus outre, tous dolz exceptez. En semblable si nous les dicts de Berne envoyons secours ou ayde auxdictes Villes des Bois, ou l'une d'elles particulierement, apres l'admonition & consultation des dessus dicts; seront tenus leur faire pareillement telle ayde à nos despens jusques à Underseran, & outre la premiere nuit de delà Underseran, les dictes Villes des Bois bailleront à un chascun des nostres, que leur aurions envoyez, tous les jours, tandis qu'ilz seront en leurs services, un gros tournois pour leurs despens, dequoy aussi nous debvons nous contenter d'eux. Et seront les nostres souldoyez jusques qu'ils soient de retour hors de leur service au dict Underseran & non plus outre, tous dolz exceptez.

§. 4. Le cas advenant que dommage ou inconvenient survinst à nous des dictes Ligues, ou que unanimement fussions resolus de marcher ou assieger; nous les dicts de Berne, & nous les dictes Villes des Bois ferons la sortie ou le siege à nos propres despens.

§. 5. Advenant aussi une Guerre generale, qui nous touchast tous en general; & que nous les dicts de Berne & des dictes Villes des Bois fussions contraincts aller contre les ennemis & les dommager, en quels lieux que ce fust; nul des comprins en cette Alliance ne debvront supporter les fraiz des uns des autres.

§. 6. Au cas, que nous les dictes de Berne venions à assaillir & dommager les ennemis en hault en nos environs, & que viendrons à admoneſter les dictes Villes des Bois; iceux là bas & en leurs environs assailleront & endommageront aussi les ennemis promptement, tant que possible leur sera; & pour tels assauts ne pourront & ne debvront leur en compter ou imposer ny eux à nous aucune despence.

§. 7. Et en semblable si nous des dictes Villes des Bois ça bas ou pres de nous venons à assaillir & dommager les ennemis, & que venions à admoneſter les dicts de Berne nos Alliez, iceux là haut en leur endroict debvront aussi promtement assaillir & dommager les ennemis de tout leur pouvoir, & pour tel cas, nous pour eux ny eux pour nous ne supporterons aucuns fraiz, ny despens, tous dolz exceptez.

§. 8. Nul de nous, des comprins en cette Alliance ne supportera ne restituera à l'autre aucune despence, pour aller en Ergow, y fust il envoyé ou non.

§. 9. Le cas advenant, que l'on vinst assieger aucuns de la Ville ou du Païs, auquel le faict toucheroit; & que pour lors auroit esté admoneſté (cette Ville ou Païs) portera les fraiz seul, qui a cause des ouvrages & ouvriers auront esté concourus à cause du siege, tous dolz exceptez.

§. 10. Nous dicts de Berne avons singulierement advisé, s'il advenoit, que ceux de Zurich ou de Lucerne, qui presentement sont alliez avec les dictes Villes des Bois, fussent molestez ou assaillis par quelques uns, au moyen dequoy ils viendroient à admoneſter les dictes quatre Villes des Bois leurs Alliez, & qu'ilz les vouluſſent secourir; En ce cas, si les dictes Villes des Bois leurs Alliez nous admoneſtent, nous envoyerons pareillement nostre secours promtement avec nos dicts Alliez; & marcheront avec eux par tout où ils voudront marcher, leur ayder & assaillir & endommager les ennemis, en tous lieux & places avec nos dicts Alliez ou ailleurs, où nous les pouvons faire, fidellement & sans nulle trompetie: lequel secours nous debvrons toujours faire à nos propres coustz. Et si nous dicts de Berne fussions assaillis ou molestez par aucuns, & que les dictes Villes des Bois nos Alliez par nous fussent admoneſtez, & que aussi par elles ceux de Zurich ou de Lucerne leurs Alliez ensemblement ou separement fussent admoneſtez, & qu'ils marchassent avec eux & leur aydassent à endommager nos Ennemis: Alors illec ou autre part nous les dicts de Zurich ne supporterons aucuns frais. Mais devant toutes choses a esté advisé, la ou quand, ou en quel temps nous les dicts de Berne des dictes Villes des Bois ici alliez de tou-

ANNO 1353. tous en general, ou par aucun d'eux particulierement, ſerons admoneſtez; & qu'ils voudront marcher contre leurs ennemis : nous ſerons tenus d'aller avec eux, & leur ayder à endommager les ennemis.

§. 11. Nous les dicts de Berne & des dictes Villes des Bois Alliez deſſus dicts ne debvons nous deſiſter ne demettre de cette Alliance, admonition & ſecours, ne de ce que eſt contenu & escrit en ces preſentes cy deſſus & cy apres, en façon que ce ſoit, de faict ny de paroles; ne pour ce faire, chercher ou procurer aucuns moyens publicquement ou occultement, par lesquels le ſecours qui auroit eſté demandé ſeroit refuſé ou empeſché, tous dolz exceptez.

§. 12. Il a auſſy eſté adviſé en cette preſente Alliance, que ſi aucuns comprins en icelle auroient action ou demande contre un autre, pour tel faict, l'on debvra envoyer aux journées en la dicte Abbaye des Hermites, & ſi ceux de Berne faiſoient la demande ou querelle, celuy qui la feroit choiſira incontinent par ſon ſerment un Arbitre ausdictes Villes des Bois, d'entre ſeize bons payſans, que luy nommera l'Aman du pays, ou les payſans, en cas qu'il n'y euſt point d'Aman. Cela faict, tel Païs induira le dict arbitre à entreprendre la cauſe; & ordonneront les deux Parties, chascune deux hommes, avec les dicts cinq; & ce que par les dicts cinq ſera jugé & cogneu amiablement par le vouloir & conſentement des Parties, ou par la juſtice par leur ſerment, au cas qu'ils ne puiſſent accorder amiablement, ſera par les dictes deux Parties fermement & entierement obſervé, tous dolz exceptez. Les dicts cinq ſeront tenus vuider la cauſe incontinent & promptement par leur ſerment comme dict eſt. Et ſi nous des dictes Villes des Bois ou aucuns de nous avoient demande ou querelle allencontre des dicts de Berne nos Alliez ou aucuns d'eux, en ce cas choiſira le demandeur un Superarbitre au Conſeil de Berne, & celuy qui par luy ainſi ſera choiſi ſera par la Ville & Conſeil dudict Berne induict à entreprendre la cauſe par le ſerment incontinent, auquel ſeront des deux Parties de chascune adjouſtez deux Juges, & ce que les cinq jugeront & congnoiſtront, ou la plus part d'eux amiablement ou par la juſtice par leur ſerment, ſera par les dictes deux Parties fermement obſervé, lequel fidellement ſans barat, comme deſſus eſt escrit.

§. 13. Nul de ceux des comprins en cette Alliance ne feront convenir les uns les autres par devant les Juſtices Spirituelles, que pour mariage ou uſure publicque, celuy qui juſtement eſt obligé pour debtes d'argent à un autre, ou qui a juſte querelle contre luy, il cherchera le droict au lieu & ez Juſtices ou le deffendeur fait ſa reſidence, la ou le Juge de tel lieu luy debvra adminiſtrer bonne & briefve juſtice. Mais ſi elle luy eſtoit refuſée, & que cela fuſt notoire & apparent, il la pourra chercher ailleurs ou beſoing luy ſera, tous dolz exceptez.

§. 14. Nous des comprins en cette Alliance ne pourrons faire arreſter ou gaiger les uns les autres, que les vrais debteurs ne francs, qui * luy auroient faict promeſſes toutes fois, il ne le pourra faire que par juſtice.

§. 15. Nous avons auſſi unanimement arreſté & conclud, que nul de nous les Alliez, qui ſommes comprins en cette Confederation pour quelque cauſe, que ce ſoit, ne pourrons nous engaiger pour un autre.

§. 16. Tous ceux qui ſont en paiſible poſſeſſion n'en ſeront dejectez, que par droict, ains en leurs poſſeſſions ſeront maintenus & protegez.

§. 17. Il eſt auſſi à un chascun notoire & manifeſte, que nous les dicts Alliez de Berne, & auſſi des dictes quatre Villes des Bois nous ſommes pour nous mesmes, reſervé le Sainct Empire, les droictures, que d'ancienneté nous avons de bonne couſtume; nous dicts de Berne avons particulierement reſervé les Alliances, que devant cette cy avions avec qui que ce ſoit tandis qu'elles dureront; & nous les dictes Villes des Bois, d'Ury, de Schwiz & de Underwalden avons auſſy reſervé celles que devant cette cy avec aucuns avions, lesquelles ſeront tousjours preferées à cette cy. Nous avons auſſi tous en general reſervé, ſi nous tous enſemble ou aucuns de nos Villes & Pays particulierement voulons plus amplement nous joindre ou allier avec aucuns Sieurs, Villes ou Pays, nous le pourront bien faire; toutes fois, que devant toutes celles, que par cy apres nous pourrions faire ou accepter, celle-cy ſoit par nous fidellement & inviolablement & à jamais en tous ſes poincts & articles obſervée.

§. 18. Et affin, que chascun tant petits que grands, & tous ceux ausquels cette preſente Confederation touche, en ſoient tousjours tant mieux informez, a eſté expreſſement adviſé, que de cinq en cinq ans au commencement de May devant ou aprés ou environ, ainſi que par nous les dicts Alliez ſera requis & demandé par l'une des Villes ou Païs à l'autre par le ſerment; ſera confirmée & renouvellée par paroles, par eſcriptures, par ſerment & par tous temoins, qui en ſeront requis. Tous ceux auſſi, qui en ce temps-là excederont l'aage de ſeize ans, à ſçavoir enfans maſles promettront & jureront auſſi de garder & fermement tenir cette Alliance en tout ſon contenu, comme cy devant eſt dict. Et ſi le dict renouvellement ne ſe faiſoit audict terme, ains pour cauſes actuelles & legitimes il fuſt retardé, ne portera cela toutes fois en cette Alliance aucun prejudice, par ce que nommement elle doibt demeurer ferme & ſtable perpetuellement en tous ſes poincts & articles, comme cy deſſus eſt escript. ANNO 1353.

§. 19. Nous avons auſſi par bonne & meure deliberation reſervé & reſervons, ſi pour noſtre proffict publicq & neceſſité nous eſtions par cy apres d'un commun conſentement & advis de muer (augmenter) ou diminuer quelque choſe en cette preſente Confederation; que nous avons & pourrons bien avoir le pouvoir tous en general de le faire, pourveu que donnions tous comme dict eſt noſtre voix & commun conſentement pour le bien & advancement de tous. Et pour perpetuelle & ſtable corroboration de ce que deſſus nous les deſſus dicts de Berne, Ury, Schwiz & Underwalden avons faict pendre les ſeaux de noſtre Ville & Païs à ces preſentes Lettres, qui furent faictes à Lucerne le 6. May, 1353.

CCCXXXVII.

Ceſſio Oppidorum Beuten *&* Creucenberg *cum Vaſſallis & Diſtrictibus, per Regem Hungariæ* LUDOVICUM, *ſuo & Fratris ſui* CASIMIRI *Poloniæ Regis nomine,* CAROLO IV. *Romanorum & Bohemiæ Regi, facta in compenſationem donati ſibi ab eodem Romanorum Rege Ducatûs* Plotzen *&* Mazoviæ. *Datum Budæ* VI. *Kalend. Junii* 1353. Cum CASIMIRI *Poloniæ Regis Ceſſione ejusdem tenoris. Pragæ in die B. Philippi & Jacobi annô* 1356. [BALBINI Miscellan. Hiſtorica Regni Bohemiæ Decad. I. Libr. VIII. Epiſtol. Part. I. Epiſt. XLII. pag. 45. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortſetz. I. pag. 30. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 27. Mai.

NOs Ludovicus Dei Gratia Hungariæ, &c. Rex &c. Notum facimus univerſis : quia Sereniſſimus ac Invictiſſimus Princeps & Dominus, Dominus *Carolus Romanorum ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex*, occaſione ſinceræ dilectionis & favoroſi affectus, quo perſonam noſtram, nec non Magnifici Principis Domini *Caſimiri Regis Poloniæ*, illuſtris, Fratris noſtri dilecti, pia benignitate proſequitur, nobis ambobus, Heredibus & Succeſſoribus noſtris *Hungariæ & Poloniæ Regibus Ducatum Plocenſem* cum appendiciis, Dominiis & pertinentiis ſuis, nec non omnia jura, quæ ſibi in prædicto *Plocenſi* Ducatu, & aliis Principatibus *Maſoviæ* competunt, ritè donavit, ſicut in Literis factis deſuper lucidius continetur; Nos tanto favori volentes rependere vicem, & benignis ac fraternis exhibitionibus ipſius relativæ dilectionis ſtudio respondere, ſibi, Heredibus & Succeſſoribus ſuis, *Regibus Bohemiæ*, & ejusdem Regni Coronæ, Oppida *Beuten & Creucenberg*, cum Vaſſallis, diſtrictibus, metis, Dominiis & circumferentiis ſuis, deliberatione prævia, & ſano fidelium noſtrorum accedente conſilio, auctoritate procuratoria, qua in hoc & in omnibus infra inſertis, & eorum quolibet, nomine & vice dicti *Regis Poloniæ*, *Noſtri Fratris*, plene potimur, reddimus & reſtituimus univerſos, & ſingulos Vaſallos, cives, homines, & inhabitatores Oppidorum & pertinentiarum hujusmodi noſtri & dicti *Regis* Poloniæ nomine ab omni fidelitatis & ſubjectionis homagio, juramentis & promiſſionibus nobis utrobique præſtitis virtute præſentium abſolventes, ipſumque *Regem Rom. & Boemiæ* nec non Illuſtrem Principem Dominum *Bolkonem Ducem* Swidnicenſem, conſanguineum noſtrum fidejuſſores & Compromiſſores ipſorum ab omnibus debitis, in quibus præfato *Regi Poloniæ* per Litteras ſeu alio quovis modo obligati noscuntur, nomine & vice, quibus ſupra, liberos & quitos dimittimus, & penitus abſolutos; nominatim & expreſſe *Cives Swidnicen-*

ANNO 1353. *censes* seu alios quoscunque homines Ducatus ejusdem, ab omnibus promissis, quæ occasione talium debitorum pro parte *Ducis* præfati *Regi* prædicto *Poloniæ* fecerunt voce vel scripto, præsentibus absolventes. Insuper promittimus, nos efficaciter obligantes, prædicto Fratri nostro *Rom. & Bohemiæ Regi*, *omnino* facere & actualiter procurare, quod præfatus Frater noster *Poloniæ Rex*, infra spatium quatuor mensium à dato præsentium computandum hanc ordinationem, compositionem, donationem, cessionem, & omnia alia & singula per nos ordinata, & facta, & donata, sive cessa, cum dicto Fratre nostro *Rom. & Boëmiæ Rege*, nostro proprio & ejusdem Fratris nostri *Regis Poloniæ* nomine & vice ratificabit, acceptabit, & approbabit, & in nullo penitus contradicet vel faciet, seu etiam deviabit: Imo prædictis omnibus & singulis se conformando suum consensum & assensum expresse adhibebit, ac super præmissis eidem Fratri nostro *Rom. & Bohemiæ Regi* Literas suas dabit, & exhibebit qualibet occasione revelata. In quorum omnium testimonium & evidentem firmitatem præsentes fieri fecimus Literas, sigillique nostri & authentici appensione muniri. Datum *Budæ*, Anno Domini 1353. 6. Calend. Jun. Regni autem nostri 12.

CASIMIRI *Regis Poloniæ Cessio de Oppidis* Beuten *&* Creucenberg, CAROLO IV. *Romanorum Imperatori facta. Pragæ in die B. Philippi & Jacobi Apostolorum* 1356. [BALBINI Miscellaneorum Regni Bohemiæ Decad. I. Lib. VIII. Epistol. Part. I. Epist. VI. pag. 68.]

CASIMIRUS Dei Gratia Rex Poloniæ &c. Russiæ, nec non Cracoviæ, Sandomiriæ, Syradiæ, Lancitiæ, & Pomeraniæ, Terrarum & Ducatuum Dominus & Hæres.

Notum facimus universis, quia Sereniss: ac Invictiss: Princeps & Dominus Carolus Rom: Imper: semper Augustus & Boëmiæ Rex, occasione sinceræ dilectionis, & favorosi affectûs, quo personam nostram, nec non Magnifici Principis Domini Ludovici Regis Hungariæ illustris, Fratris nostri dilecti piâ benignitate prosequitur, nobis ambobus, Heredibus & Successoribus nostris Poloniæ & Hungariæ Regibus, Ducatum Plocensem cum appenditiis, Dominiis & pertinentiis suis, nec non omnia jura, quæ sibi in prædicto Ducatu Plozensi & aliis Principatibus Masoviæ competunt, ritè donavit, sicut in Literis factis desuper lucidius continetur. Nos tanto favori volentes vicem rependere, & benignis & fraternis exhibitionibus ipsius relativæ dilectionis studio respondere, sibi, Heredibus & Successoribus suis Regibus Bohemiæ, & eorundem, Regni Coronæ, Oppido Bythen & Crucenburg, cum vasallis & districtibus, metis, Dominiis & circumferentiis suis, deliberatione prævia, & sano fidelium nostrorum consilio accedente, reddimus & restituimus universos, & singulos Vasallos, Cives, homines & inhabitatores Oppidorum, & pertinentiarum hujusmodi, ab omni fidelitatis & subjectionis homagio, juramentis & promissionibus nobis præstitis, virtute præsentium absolventes, ipsúmque Imper. Roman. & Regem Boëmiæ, nec non illustrem Principem Dominum Bolkonem Ducem Swidnicensem, Consanguineum nostrum, Fidejussores & Compromissores ipsorum, ab omnibus debitis, in quibus nobis per Literas seu alio quovis modo obligati noscuntur, liberos & quitos dimittimus, ac penitûs absolutos, nominatim & expresse Cives Swidnicenses seu alios quoscunque homines Ducatûs ejusdem, ab omnibus promissis, quæ occasione talium debitorum pro parte Ducis præfati nobis fecerunt, voce vel scripto, præsentibus absolventes. Promittimus etiam prædicta omnia rata & accepta tenere, & in nullo penitûs contradicere, vel facere, seu etiam quomodolibet deviare, præsentium sub nostræ Majestatis sigilli testimonio Literarum. Actum & Datum Pragæ, Anno Domini CCCLVI. in die Beatorum Philippi & Jacobi Apostolorum.

CCCXXXVIII.

21. Sept. Verbündniß zwischen Churfürst RUPRECHT Pfaltzgrafen beym Rhein eines / und den Städten WORMBS und SPEYR andern theils / zu gemeinschafftlicher Sicherheit und Beschützung vor unrechter gewalt und Krieg aufgericht an St. Matthes-tag 1353.

[LEHMANNI Cronicon Spirense Lib. VII. Cap. XLIX pag. 712. Col. b.] ANNO 1353.

C'est-à-dire,

Alliance entre ROBERT *Electeur Palatin d'une part, & les Villes de* WORMS *&* SPIRE *d'autre part, pour leur commune défense & sureté contre toute hostilité & injuste violence. Fait le jour de S. Mathieu* 1353.

WIr Ruprecht der Aeltere / Pfalzgraf by dem Ryne und Hertzoge in Bayern / und wir die Burgemeistere / die Räthe und die Burgere gemeinlichen der Städte zu Wormesse und zu Spire / verjehent offentlichen an diesem gegenwartigen Brieff / und thun kund allen den / die ihn immer sehent oder hörent lesen / daß wir mit wol vorbedachtem Muth / durch kundlichen Bresten und Unfriede / der jetzund in dem Lande ist / auff daß wir uns / und die unsern Lib und Gut vor unrechter Gewalt und Kriege die baß beschirmen mögent / darumbe so han wir uns zusammen verbunden / und verbinden in diesem Brieff / und hant gelobet eine gemeine Helffe zu tunte unser jeglich dem andern / unrechte Kriege und Gewalt zu wehren / als hernach geschrieben steht / und soll die Helffe und Verbündnus jetzund angehen / von dem Tag / als dirre Brief geben ist / und soll wehren von nu S. Martins Tag / der nächest kommet / über ein gantzes Jahr. Zum erstenmahl ist geredt / daß wir einander getrewliche und vestiglichen beholffen sollent sin / ohne allerley Hindernuß und Verzog / sunder allen argen list / wie dick das Noth geschicht / wider aller männiglichen der uns schädiget / leydiget oder letzet an Leib oder an Gut / mit Raub / mit Brand / mit Gefängnuß / mit Nahme / oder wie die Sach sey oder das geschehen mag. Doch han wir auff beyde Parthe außgenommen und nehmen uß das Rich und den Römischen Künig. Auch han wir uf beyde Parthe außgenommen semeliche Mißhellen / Gespan und Zweyunge / als da ist zwischent dem alten und dem neuen Bischoffen deß Stiffts zu Mentze / und auch dieselben Bischoffe / und Herrn Cunen von Falckenstein. Und sonderlichen han wir die Städte vorgenannt / jegliche ihren Stifft und Bischoff / und darzu den Edlen Herrn Graf Walramen von Spanheim außgenommen / also daß wir der Hertzog den Städten / oder wir die Städte dem Hertzogen wider dieselben vorgenannten Personen / die außgenommen sint / oder wir der Hertzoge denselben außgenommenen Personen nicht helffen sollent wider die Städte / oder wir die Städte denselben außgenommenen Personen nit helffen sollent wider den Hertzogen in keine Weiß / von dirre vorgeschrieben Helffe und Verbindnuß wegen / weder mit Helffe noch mit Entheltnuß. Und auch mit Namen / obe wir die vorgenanten zwo Städt dem Römischen König Carle beholffen werent / daß wir daran wider diß Bündnuß nicht sollen gethan han. Auch han wir der vorgenannte Hertzog Ruprecht außgenommen den Durchleuchtigsten Fürsten / unsern lieben Brubern Hertzog Rudolph. Und auch wäre es / daß wir der vorgenannt Hertzog Ruprecht dem ehegenannten unserm Herrn dem Römischen König Carlen beholffen werent / daß wir daran wider diß Bündnuß nicht wollent gethan han. Auch han wir die vorgenanten zwo Städt Wormesse und Spire sonderlichen außgenommen solche Verbündnuß / als wir und die von Mentze unser Eydgenossen jedweder Site einander verbunden sint / also daß dis Verbündnuß die selben unser Verbündnussen in keine Weiß irren oder krencken soll. Auch ist geredt in dirre Helffe und Verbindnusse / wäre es daß unsere deß vorgenanten Hertzogen Ruprechts Diener ichzit zuschaffende oder zusprechende hettent oder gewinnent an die vorgenante Städte samet oder sonder / oder an ihre Bürgere oder Diener / darumbe sollent sie riten an die Stadt / an die sie also zu schaffent oder zu sprechende hant / unde sollent darumbe nehmen was der Rath in der Stadt nach Ansprach und nach Widerentwurt sprechent uf den Eyd das recht si / doch also / Obe dieselben unsere Diener / die wir jetzund hant / oder hernach gewinnent / die vorgenannten Städte / ihre Burgere oder Diener angrieffent / ohne Gericht / daß sie dasselb sollent widerkehren / ehe danne man nach Ansprach und Entwurte Gerichte darumb verhore / als vorgeschrieben steht / und sollen das thun in vierzehen Tagen: wanne sie auch also widerthan hant / wer es daß sie danne ichzit zusprechende hetent / an die vorgenannten Städte / beyde oder eine / so soll man ihn Recht sprechen nach Ansprach und Widerrede / in vierzehen Tagen one Verzug / und wer es daß unsere Diener nicht wider thetent / als vorgeschrieben steht / so sollen wir den Städten wider die beholffen sin / wann sie uns darumbe ermahnent / ohne allen Verzug und Gefehrde. Wäre auch daß wir die vorgenannten Städte / unsere Burger oder Diener / die zusprechende hettent oder gewinnent an den ehegenannten Fürsten Hertzog Ruprechten sine Unterthan oder Diener / darumb sollen wir nach Ansprach und Widerrede nehmen / was Fünffe uß desselben Hertzogen Ruprechtes Rathe / die wir danne nennen sollent / uff den Eid wisend / was recht darumbe si / und dieselben Fünffe die wir danne nennent / die soll derselbe Hertzog Ruprecht sollich halten / daß sie uns recht sprechen ohne Fürzog / doch also / obe unsere Diener oder Burgere angriffent / one Gericht den vorgenannten Hertzogen oder sine Dienere / das sollent sie widerkehrent in vierzehen Tagen / jedem Manne nach Ansprach und Widerrede / ehe man Gerichte

ANNO 1353. richte darüber verhöre / als vorgeschrieben steht / wanne auch widerkehrt wirdt / als vorgeschrieben steht / so soll man ihn dann recht sprechen in vierzehen Tagen one allen Fürzog. Were auch daß unsere Burgere und Dienere nit wider thetent / als vorgeschrieben steht / so sollent wir wider sie beholffen sin / wanne uns Hertzog Ruprecht darumb ermahnt / one Fürzog und Geferde. Auch ist beredt / daß wir Hertzoge Ruprecht vorgenannt sollent helffent zu dirre vorgenannten Helffe / den vorgenanten Städten / beden oder ihr einre / mit Fünffzig Helmen uff unser Verlust / Kosten und Schaden / und hant auch gelobet und geloben an diesem Brieff / daß wir den vorgenanten Städten / beyden oder ihr einre unser 50. Helm sollent senden zu ihren Nothen / one Fürzog / wanne und wie dick sie das an uns fordernt / und uns oder unsere Amptlüte einen / welcher der ist / zu Heidelberg oder anderswo / deß acht Tag vor ermahnen / sonder arge List und Geferde. Auch sollen wir die vorgenannten zwo Städt / dem ehegenanten Fürste Hertzog Ruprechten dienen und helffen zu dirre Helffe und Verbündnusse / unser jeglicher mit dreissig Helmen / uff unser Kost / Schaden und Verlust / one Fürzog / wanne und wie dicke uns Hertzog Ruprecht vorgenant oder sine Obriste Amptlüte ermahnent / und acht Tag vor entbietent / one argen List und Geferde. Auch han wir Hertzog Ruprecht vorgenant gelobet / und geloben an diesem Brieff bi guten Trüwen / daß wir mit unsern Amptlüten / die wir jetzund hant / oder hernach gewinnen / bestellen sollent / daß sie mit unsern Besten / die wir hant liegent umbe den Rine / jedweder site fünff Milen Wegs / und oben herab von Bretheim den Rine abe biß zu Fürstenberg / den vorgenanten Städten / ihren Helffern und Dienern gehorsam sollent sin / und ihn unsere Besten offen / sich darus zu behelffen / glich uns selbst / zu allen ihren Kriegen / und in demselben Zile jedweder site fünff Milen von dem Rine / sollen wir die vorgenanten Städte dem Hertzogen dienen mit unser vorgenanten Helffe und nicht fürbas / wir thäten es dann gerne. Auch han wir die vorgenanten zwo Städte gelobet / und geloben an diesem Brieff / mit guten Trüwen / daß wir dem vorgenanten Hertzogen Ruprechten und sinen Dienern und Helffern sollen offen unser zwo Städte ungefehrlichen / sich damnen uß zu behelffende zu allen sinen Kriegen die ihne selbe angant / sonder alle argen List und Geferde. Auch han wir der vorgenant Hertzog Ruprecht / und auch wir die vorgenanten zwo Städte Wormesse und Spire / uns in diesem vorgeschrieben Verbündnusse behalten / vollen Gewalt und gantze Macht / daß wir die Stadt und die Burgere von Mentz in diß Verbündnuß zu uns nehmen mögent / wenne wir wollent / und sie das fordern / ohne alle Geferde. Urde zu eine wahren Urkunde aller der vorgeschrieben Dinge / so han wir Hertzog Ruprecht vorgenant unser Ingesiegel und wir die vorgenanten Räthe von Wormesse und von Spire / derselben zweyer Städt Ingesiegel gehenget an diesen Brieff / der war geben da man zalt von Gottes Geburt / drizehenhundert Jahr und funffzig Jahr an S. Matthes Tage deß heiligen Zwelffbotten und Evangelisten.

CCCXXXIX.

20. Oct. *Traité de Commerce conclu pour cinquante ans entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre & les Députés des Villes Maritimes du Royaume de* PORTUGAL. *Donné à Londres le 20. Octobre* 1353. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 763.]

SAchent touz que,

Come les bones Gentz, Marchauntz, Mariners, & les Comunaltes de la Marisme, des Citees & Villes, de Ulixbon, & de Port du Portugal, du Roialme & de Seignurie de Roi de Portugale & de Algarbe, eient envoye Alfonse Martyn, dit Alho, lour Message & Procuratour devers le Tresexcellent Prince Monseur Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Engleterre & de Fraunce,

De treter des Amistes, & fermes Alliances, entre le dit Roi d'Engleterre & de Fraunce, pur lui, & pur ses Subgitz, & les Gentz, Marchauntz, Mariners, & Comunaltes de la Marisme, des Citees & Villes, de Ulixbon, & du Port de Portugal, avauntdites, pur eux & chescun de eux perpetuement, ou au certein temps, solonc ce q'il plerra au dit Roi d'Engleterre & de Fraunce, a durer,

Sur quoi, pur bone Alliance & Amiste faire, & Amour norir entre le dit Roi d'Engleterre & de Fraunce, pur lui, & pur ses Subgitz, & les ditz Gentz, Marchauntz, Mariners, & Comunaltes, & pur commun profit d'une part & d'autre, si est accorde en la manere que s'ensuyt,

PRIMEREMENT, que bone Accort & Alliance soient tenuz & affermez, par Terre, & par Meer, entre les Parties susdites, a durer, del jour de la sesaunce de cestes, tanque a cinquant Annz acomplys.

ITEM, que nulles des Gentz, Subgitz de dit Roi d'Engleterre & Fraunce, ferra mal, ne damage, en Persones, n'en Niefs, Marchandises, n'en autres Biens, as Gentz, Marchauntz, Mariners, ne Comunaltes des dites Marismes & Citeez, de Ulixbon, & de Port de Portugal: ANNO 1353.

Ne que nul des Gentz, Marchauntz, Mariners, & Comunaltes des Marisme, & Citees avantditz, ne ferra mal, ne damage, en Persones, n'en Niefs, Marchaundies, n'en autres Biens, as Gentz d'Engleterre, de Gascoign, d'Irlaund, de Gales, ne a nul autre des Subgitz du dit Roialme d'Engleterre & de Fraunce;

Ne que nul des Gentz, ne Subgitz, de l'une Part, encountre, n'en prejudice de l'autre Partie, ne ferront Alliaunce, ne durront aide ne succours, en aucune manere, as Enemys, Contrairs, ou Adversairs de l'autre Partie.

ITEM, Accorde est que les Gentz, Subgitz, Maistres, Mariners, de l'une Partie & del autre, de quele condicion q'ils soient, puissent seurement, fraunchement, & sauvement aler & passer, par Terre & par Meer, a touz les Marismes, Portz, Citees, & Villes de l'une part & del autre, & as touz autres Roialmes & Parties, on lour plerra, oue lours Niefs, grauntz & Petitz, & od totes Marchandises que serront charges en les dites Niefs, de queux Pays & Gentz les dites Marchandises soient:

Et que totes maneres de Debatz, Dissensions, & Descortz, meuez, & damage donez, de l'une partie & de l'autre, de toute temps passe, tanque a la sesaunce de cestes (si nulles y soient) cessent, & soient anientiz saunz enter action, ou recoverir avoir a touz jours;

Et, si nul mal ou damage soient faitz, desore en avant, par l'une Partie a l'autre, soient les mals & damages avauntditz, covenablement & duement, redressez par les Seignurs, ou Grauntz, d'une part & d'autre;

Et est la Partie, que avera resceu le damage, ses despenses, queux il ferra en la pursuyte de la Persone, qe ferra le mal, & de ses Biens;

Et, en cas, q'il n'eyt mye Biens suffisantz de faire les Amendes, que son Corps soit pris, & Justice faite de la Persone, a la pursuyte de celui, q'avera pris le damage.

ITEM, Accorde est que, s'il avegne que, durante cest Acord, nul mal, ou damage, soit fait par Gentz ou Subgitz de l'une partie al' autre, que pur ceo ne serra mye l'Accort rumpue; einz serra fait redresce & reparacion par les Seignurs, & Grauntz, d'une part & d'autre, come dessus est dit.

ITEM, q'en cas que le Roi d'Engleterre & de Fraunce, ou ses Gentz, preigne ou gaigne de son Adversaire (qi qil soit) Ville, Chastel, ou Port, en quele Ville, Chastel, ou Port, soient trovez biens de les Gentz, Marchauntz, Mariners, ou Comunalte de la Marisme, & Citees avantdites, ou Niefs, en queles Marchaundises ou autres Biens, des Gentz, Marchauntz, Mariners, ou Comunalte avantdites, soient trovez,

Que le dit Roi d'Engleterre & de Fraunce, ou celui que serra Capitayn pur lui, serra sercher leur Biens, en qi mains q'il soient, & serra son loial poair, sur l'assurance de ceste Accort, de faire rendre les dites Niefs, Marchaundises, & Biens, a les Gentz, Marchauntz, Mariners, ou autres de Comunalte de la Marisme, & Citees avantdites, des queux ils serront, sur lour Serement,

Par ensi q'ils ne soient armez ou les Enemys le dit Roy d'Engleterre & de Fraunce, nene facent a eux aide, succour, ne confort;

Et, si nul de eux soit trove armez, ou face eide, succour, ou confort, as ditz Enemis le dit Roi d'Engleterre & de Fraunce, q'il parde ses Biens & le Corps, & que nul des autres, que tiendront loialment ceste Accort, soit damage pur eux:

Et ensi, si les Gentz le dit Roi d'Engleterre & de Fraunce preignent, en la Meer, ou en Port, nules Niefs de ses Adversairs, ou Enemys, & en les dites Niefs soient trovez Marchandises, ou autres Biens, de ceux de la Marisme, & Cites avantdites, soient les ditz Biens & Marchandises amesnez en Engleterre, & sauvement gardes tanque les Marchantz, des queux mesmes les Biens & Marchandises serront, eient provez que les biens soient lours,

Et autiel ferront, en semblable cas, ceux de la Marisme & Citees avantdites, as Gentz & Subgitz de la Seignurie le dit Roi d'Engleterre & de Fraunce.

ITEM, que Pessoners de la Marisme, & Citees avantdites, puissent venir & pescher, fraunchement & sauvement en les Portz d'Engleterre & de Bretaigne, &

en

ANNO 1353. en touz les autres Lieux & Portz, ou ils vorront, paiantz les Droits & les Custumes, a les Seignurs du Pays.

En Tesmoignance de queles choses le dit Roi d'Engleterre a l'une de cestes presentes Lettres Endentes, demurante devers les Citees & Marisme avantdites, ad mys son Seal.

Et le dit Alfonse Martyn, dit Alho, Message & Procuratour des Citees & Marisme susdite, a l'autre partie de cestes presentes Lettre Endentee, demurante devers le dit Roi d'Engleterre & de Fraunce, ad mys son Seal.

Don. a Loundres le vintisme jour del Moys d'Octobre, l'An de grace Mill, Trescentz, Cinquant & Tiercz.

CCCXL.

29. Oct. *Tractatus Pacis inter Incolas* BAYONENSES *& Incolas Locorum maritimorum Regni* CASTELLÆ, *conclusus in Ecclesia Fontis Reindi die 29. Octobris 1353. & confirmatus per* EDUARDUM III. *Regem Angliæ, Westmonasterii 9. Julii 1354.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 766. ainsi numerotée par erreur, au lieu de 767.]

IN DEI NOMINE AMEN.

NOTUM SIT CUNTIS quòd,

Cùm Discordia, Rixa, & Malivolentia, seu Guerra, fuerit temporibus præteritis, & pro temporibus futuris de eisdem dubitabatur (nisi Deus & Gentes bonæ manus adjutrices imponerent) inter Gentes Navigantes, & alios de Villis, & Locis de la Marisme Regni Castellæ, computando de Loco Fontis Reindi usque ad Locum Baionæ de Myer ex unâ parte, & Gentes Navigantes, & alios de Civitate Baionæ & Loci de Verry ex alterâ, ex ratione & per rationem aliquorum dampnorum, ex Homicidiis Hominum, & Captionis Navium, Vasorum, & aliarum Mercaturarum, & bonorum aliorum, datorum, factorum, receptorum, commissorum, & perpetratorum, ut dicebatur, inter Gentes prædictas Navigantes ex unâ parte & aliâ.

Et, licet temporibus præteritis, per rationem dictorum dampnorum, certæ Treugæ fuerint factæ & captæ inter Gentes seu Partes prædictas, cum certis dilationibus & continuationibus Treugarum prædictarum, ut, de prædictis dilationibus & continuationibus, per publica Instrumenta, plenius constare poterit intuenti, tàm ex unâ parte, quàm aliâ, confessatis & concessis,

Et, cùm quælibet dictarum Partium graviter querelata est quòd, tempore dictarum dilationum pendente & prolongatione earumdem, diversa maleficia & dampna fuerint facta, seu commissa, per Gentes Partium prædictarum, dubitandum quòd majora incommoda & scandala possent contingere in futurum,

Et sciendum quòd, die Datæ istius Instrumenti seu Cartæ, ad evitandum & repellendum eadem, seu obviandum querelis supradictis & complantis, rancoribus, periculis, homicidiis, & dampnis, quæ evenire seu contigere poterunt in futurum, & ad ponendum dictis Partibus remedium oportunum,

Quilibet dictarum Partium constituit personaliter, in Ecclesiâ beatæ Mariæ Fontis Reindi (videlicet) discretos Viros,

Dominum Petrum de Puteo,
Guillielmum Arnaldi de Villario,
Petrum Reymundi Dardir,
Et Reymundum Durandi de Villa,
Burgenses Civitatis Baionæ,
Procuratores suos, & tanquam Procuratores Abbatis Secularis, & Gentium Loci de Verrys ex unâ parte,

Et Dominum Johannem Lupi de Salzeto,
Procuratorem, & nomine Procuratorio, Villæ de Castro Durdialis,

Et Johannem Gomytz, & Martinum Gillelmi de Perkye,
Procuratores, & tanquam Procuratores, Villæ Sancti Sebastiani,

Et Petrum Darangary, & Martinum Stephani de Golindano,
Procuratores, & tanquam Procuratores, Villæ seu Loci Degatari, ANNO 1353.

Et Stephanum Sancciæ de Gardage, Præpositum Fontis Reindi, & Michaelem de la Sancciene,
Procuratores, & nomine Procuratorio, dictæ Villæ Fontis Reindi,

Johannem Petri Monsaro,
Procuratorem, & nomine Procuratorio, Villæ de Martrico,

Et Martinum Martini Belal,
Procuratorem, & Procuratorio nomine, Villæ de Laredo,

Habens quilibet eorumdem Mandatum sufficiens a Dominis, seu Clientulis, eorumdem faciendi & perficiendi Causas infrascriptas, & subsequenter declaratas, ut, de eorum Procuratoriis & Potestatibus, ibidem plena extitit facta fides, per Procuratores prædictos & superiùs nominatos,

Exhibentes etiam illi de Baionâ, de Berych, & de la Rede, quasdam Patentes Literas, in pendenti, sigillatas Sigillis Majorum Villarum prædictarum, & alia Procuratoria, sigillata, in dorsis, Sigillis Villarum prædictarum,

Videntes & cogitantes Procuratores prædicti, quòd licet Treugæ & Sufferentiæ prædictæ sint introitus Pacis, Amoris, & Concordiæ, tamen quòd dicta Pax est determinatio & causa finalis prædictarum Treugæ & Sufferentiæ, simul in Ecclesiâ prædictâ Fontis Reindi assistentes Procuratores prædicti, in præsentiâ nostrorum Notariorum & Testium infrascriptorum, antedicti Procuratores, & quilibet eorumdem pro se, convocatâ Gratiâ Dei & Sancti Spiritûs, cum quâ Pax, Amor, Concordia, & Tranquillitas debent regnare & habitare, & ad evitandum odia, dissensiones, discordias, & malivolentias inter Partes prædictas,

Et cogitantes dicti Procuratores maxima commoda, utilitates, & amores, quæ ratione prædictarum Pacis, Amoris, & Concordiæ possent contingere, & ad evitandum dampna & pericula prædicta, & quæ per eadem possent in futurum evenire;

PRIMO ET IN PRIMIS, Sancti Spiritûs gratiâ inter eosdem convocatâ, dicti Procuratores, Nominibus quibus supra, se adinvicem dederunt & concesserunt, dant & concedunt, per istius Cartæ seu Instrumenti tenorem, pro nunc & futuris temporibus imperpetuùm, bonam & firmam Pacem duraturam, Amorem, Concordiam, & Dilectionem inter omnes & singulos Gentes Navigantes, & alias dictarum Villarum & Locorum de la Marisme Castellæ prædictæ, & omnes & singulas Gentes & Navigantes Civitatis Baionæ & Loci de Berych, sub tali formâ & conditione, quòd, de cætero, omnes malivolentiæ, rancores, & discordiæ cessent, & quòd omnis amor, dilectio, & concordia, sint inter Gentes & Partes prædictas, & inter eorum Successores,

Et quòd dicta Pax sit inter Partes prædictas magis firma, & validè ac securiter observata, & quòd nullus ipsorum, nec eorum Successores, nequeant dictam Pacem seu Concordiam infringere quovis modo, seu eisdem contravenire, dicti verò Procuratores, nominibus eorum quibus supra, ex potestate eisdem & eorum cuilibet concessâ, affirmârunt & concesserunt, affirmant etiam & concedunt, Obligationes & Causas inferiùs descriptas;

IN PRIMIS, quòd si forsitan aliqui prænominatarum Partium contraveniant, vel faciant (quod absit) contra Pacem superiùs & inferiùs annotatam, vel eandem quovis modo infringant, Homines occidendo, deprædando, vel vi capiendo Bona, seu alias quomodolibet contraveniendo, quòd de illis Delinquentibus, quamcitò contra eosdem seu aliquem eorumdem probari poterit quòd dicta Pax sit fracta vel circumventa, extunc fiat Punitio in Corporibus seu Corpore, Bonis etiam & Causis, tanquam de Proditoribus cognitis, in quibuscumque Locis poterint inveniri; dumtamen contradicere non poterit, qui super hujusmodi Delicto fuerit accusatus; nec juvare se debeat ratione alicujus Privilegii, Fori, seu Consuetudinis, dati vel concessi pro nunc, seu aliquo tempore in futurum, & quòd omnia ejus Bona pro tunc sint confiscata (videlicet) medietas Bonorum ejusdem ei qui dictam exigerit executionem, & alia medietas Parti dampnum in hac parte recipienti, vel Hæredibus Partis prædictæ.

Et

ANNO 1353. Et plus concordârunt dicti Procuratores, nominibus quibus supra, quòd si aliqui, vel aliquis, scienter dictum Delinquentem receptaverint, vel receptaverit, in Hospitiis eorum, vel Hospitio alicujus eorumdem, vel etiam in Navibus & Vasis, noctanter vel de die, occultè vel manifestè, postquam hujusmodi Receptator de tali Delinquente fuerit informatus, quòd extunc idem Receptator in Corpore & Bonis puniatur, prout Delinquens prædictus puniri debuit, ut præfertur.

Et etiam prædicti Procuratores ordinârunt, propter Pacis prædictæ observantiam, & quòd Punitio & Correctio fiant contra hujusmodi Delinquentes, & quòd Domini Judices, Officiales etiam alii, dictarum Villarum & Locorum magis fint diligentes ad exequendum, contra hujusmodi Malefactores & Pacis Perturbatores, ut præfertur, tàm in Corporibus eorumdem, quàm in Bonis & Causis, ut præmittitur, enarratis, etsi forsitan (quod absit) prædicti Judices, Officiales, seu aliquis eorum, negligentes fuerint in præmissis, certificati tamen de Pace prædictâ perturbatâ, & omittentes executionem facere contra hujusmodi Delinquentes, quòd extunc talis Judex primò sic negligens vel omittens probetur, &, factâ probatione, puniatur in Corpore & Bonis, prout ipse Delinquens puniretur, ut præfertur.

Etiam plus ordinârunt dicti Procuratores, quòd si aliqui vel aliquis Partium prædictarum, per vim seu potestatem Parentum vel Amicorum, seu aliàs quomodolibet, impediant vel contradicant Judicem, qui dictam executionem facere voluerit seu fecerit, quòd in illis Perturbatoribus & Impedientibus fiat Punitio, tàm in Corporibus, quàm Bonis, saltim cum convicti fuerint, prout dictam Pacem circumvenientes seu perturbantes eandem.

ITEM, plus fuit ordinatum per Procuratores prædictos, quòd nullus prædictarum Partium det consilium, auxilium, vel favorem, consensum, nec adjutorium alicui dictarum Partium, nec aliquibus de Convicinis Subditisve suis, ut aliquid faciat, det, perpetret malum nec dampnum in Mari nec in Terrâ (videlicet) unus contra alium, sub pœnâ & incursione pœnarum prædictarum.

ITEM, fuit ordinatum, per Procuratores prædictos, ut meliùs dicta Pax de cætero custodiretur & servetur, quòd Major & Jurati Civitatis prædictæ Baionæ, & Abbas Secularis dicti Loci de Berych, & Præpositi, Jurati, Consiliarii etiam ad Causas dictorum Locorum & Villarum del Marisme, jurent & jurare teneantur (videlicet) quilibet anmuatim, in introitu Officii sui, quòd faciant dictos Subditos suos Pacem prædictam firmiter tenere & observare, &, si necesse fuerit, Rebelles corrigere & punire, prout superiùs est expressatum.

ITEM, fuit plus ordinatum per Procuratores supradictos, quòd si aliquis ipsorum, de Partibus prædictis, emeret, caperet, vel reciperet Naves, Mercaturas, Vasa, vel alias res quascúmque, surreptas vel deprædatas ab aliquibus prædictarum Partium, scienter seu dolosè, contra Pacem prædictam, quòd extunc, cùm probatum fuerit, Dominus, vel Domini, Locorum, per Partem seu Dominos dictarum Navium, Mercaturarum, Vasorum, seu aliarum rerum quarumcúmque deprædatorum, sufficienter requisiti, faciant sine dilatione petentibus seu legitimè vendicantibus prædictas Naves, Mercaturas, Vasa, & res exactas restitui cum effectu, sine quibuscumque expensis (videlicet) hiis qui deprædati fuerint, seu Hæredibus eorumdem; Et, si Domini Locorum prædicti, per Partem deprædatorum legitimè requisiti, in executione restitutionis fuerint negligentes, cùm hoc probatum fuerit, Bona & Causæ talium Dominorum delinquentium Regi ejusdem Terræ, in quo sic deliquit per negligentiam, & cui Subditus immediatè fuerit, pro perpetuo confiscantur.

ITEM, fuit ordinatum per Procuratores prædictos, non recedendo de causis superiùs expressatis & ordinatis, quòd si quis dictarum Partium, propter ebrietatem vel rixam, vel alio casu consimili, & non animo circumveniendi Pacem prædictam, occiderit alium, quòd pœnam Mortis subeat, si capiatur in Loco ubi sic deliquit, &, in quo Loco alio capi poterit, pœnam Mortis subire compellatur; &, si quis dictarum Partium talem Homicidam receptaverit, postquam semel requisitus fuerit, quòd solvat, nomine pœnæ, Centum Libras bonorum Turonensium parvorum (videlicet) medietatem Domino cujus Subditus fuerit, & aliam medietatem Hæredibus dicti defuncti, vel defunctorum; non obstante quòd ipse Homicida Mortem semper subeat pro Homicidio ab eo commisso; nec per talem solutionem, factam per Receptatorem, quæ est pœna tantummodo Receptatoris, aliàs Homicida a Mortis pœna per hoc excusetur seu liberetur, ubicúmque inveniatur. ANNO 1353.

ITEM, &, si quis dictarum Partium alicujus Partis adversæ membrum mutilaverit, quòd membrum pro membro teneatur amittere in Loco quo membrum sic fuerit mutilatum, vel in Locis aliis quibuscumque ubi poterit capi seu arestari; Et, si quis dictarum Partium receptaverit talem, vel tales Malefactores, quòd teneatur solvere quinquaginta Libras dictæ Monetæ, a tempore requisitionis eidem legitimè factæ seu nunciatæ (videlicet) medietatem Domino qui dictam exsecutionem fecerit, & aliam medietatem Parti dampnificatæ, vel Hæredi ejusdem; nec, propter dictam solutionem, a pœnâ prædictâ dictus Mutilator aliquo modo excusetur; Et, si prædicti Receptatores dictam Summam solvere non poterunt, seu solvere noluerint, consimile membrum, nomine pœnæ, amittant indilatè.

ITEM, plus est ordinatum, quòd si quis Partium prædictarum vulneraverit aliquem Partis adversæ cum gladio, vel ense, seu alio modo quocumque, quòd percutiens teneatur solvere triginta Libras Monetæ prædictæ (videlicet) medietatem Domino exsecutionem facienti, & aliam medietatem dampnificato, seu Hæredibus ejusdem; Et, si quis dictarum Partium tales Malefactores receptaverit, postquam requisitus fuerit, quòd teneatur solvere triginta Libras Turonensium, quas volunt dividi modo superiùs annotato; &, propter istam solutionem, iste Vulnerator nullo modo a dictâ solutione excusetur.

ITEM, est ordinatum, quòd si quis dictarum Partium aliquem Partis adversæ cum manu percuterit, vel cum palmâ, seu cum baculo, dumtamen vulnus ex tali percussione non generetur, quòd talis Percussor decem Libras dictæ Monetæ, sub formâ prædictâ dividendas, solvat, nomine pœnæ, indilatè; Et, si forsitan dictas decem Libras solvere non poterit, vel noluerit, quòd nullus Partium prædictarum talem Percussorem in Navi suâ, vel Domo, seu Vase, vel Locis aliquibus recipiat, nec sibi consilium, auxilium, vel favorem impertiatur, set de omnibus Locis prædictis ac Civitatibus sit ipso facto bannitus; Et, si quis dictarum Partium talem Malefactorem, contra formam prænotatam, receptaverit, nomine pœnæ decem Libras prædictæ Monetæ solvere teneatur, dividendo easdem, Domino, ut præmittitur, & aliam partem dampnificato, seu Hæredibus ejusdem, a tempore (videlicet) requisitionis sibi legitimè intimatæ.

ITEM, fuit ordinatum per Procuratores prædictos, nominibus quibus supra, quòd quælibet Pars, isti Paci, sic contractæ, consentiens, & Partem se faciens, impetret & teneatur habere Confirmationem & Literam ejusdem Confirmationis a Domino Loci, sub quo est Subjectus (videlicet) illi de Baionâ a Domino Rege Angliæ, & illi de la Marisme, a Domino Rege Castellæ (scilicet) quòd per Literas suas Confirmatorias prædictam Pacem & Concordiam laudent, ratificent, & approbent imperpetuùm, pro se, & Successoribus quibuscúmque; & hoc infra Festum proximum beatæ Mariæ, jam sequens, de Augusto; & ibidem Procuratores dictarum Partium, & quilibet pro se, acceptare fidelitatem & legalitatem Domini sui naturalis; &, si forsitan (quod absit) aliquis dictorum Dominorum, Regis Angliæ seu Castellæ, quibus Partes prædictæ sunt subjectæ, contra Pacem prædictam attemptare voluerit, quòd Pars, quæ primò super hoc a Domino suo fuerit certificata, alteri Parti teneatur notificare (videlicet) ut, per talem notificationem Pars alia certificata, possit securè facere, & sine dampno in Mari, & extra in Terrâ etiam existere sine dampno, & Bonorum suorum amissione, & de Terrâ alterius Domini cum Corporibus, Navibus, Vasis, & Mercaturis suis, pro bono tempore, exire sine impedimento, & hoc, a die Notificationis factæ eidem Parti, usque ad dies quadraginta, immediatè sequentes, plenariè completos.

ITEM, plus est ordinatum per Procuratores prædictos, quòd cùm aliqui Loci de la Marisme, quantum ad præsens ibidem Procuratores non habeant, quòd Procuratores prædicti de la Marisme, qui ibidem exiterant, se obligârunt ad habendum de dictis Locis Ratificationem dictæ Pacis, & eam mittere ad Civitatem Baionæ, sigillatam Sigillis dictorum Locorum, & hoc infra Festum beatæ Mariæ, in Mense Februarii proximò venturum.

ITEM, ibidem fuit ordinatum, quòd duo Nuncii dictarum Partium accedant cum certis Mandatis apud Burdegaliam, & apud Angliam, & in Poytau, & in Britanniâ, & in Normandiâ, & in omnibus aliis Locis, qui sunt usque ad Terram Flandriæ, ut possint Homines

ANNO 1353. nes ibidem certificari de Pace prædictâ, Naves etiam & Gentes Partium prædictarum, cum ſpeciali Mandato, quòd teneant Pacem prædictam & cuſtodiant ſub Pœnis prædictis, & quòd Nuncii prædicti ad Sancta Dei Ewangelia jurent, ante receſſum eorumdem de partibus prædictis, quòd ipſi, & quilibet ipſorum, faciant poſſe ſuum ad certificandum & notificandum Gentibus Partium prædictarum de Pace prædictâ & Concordiâ; ita quòd nullus ipſorum per ignorantiam ſe poſſet excuſare.

ITEM, fuit ordinatum & concordatum, quòd ſi quis dictarum Partium ſit Rebellis, & contra dictam Pacem attemptare voluerit, quod ambæ Partes contra dictum Rebellem ſurgere teneantur, & ipſum punire, prout in dictâ Pace continetur.

ITEM, fuit ordinatum quòd Procuratores Partium prædictarum, vel alii cum ſufficienti Mandato, ſuper aliquibus Cauſis, per eosdem ordinatis & ordinandis, intereſſe ſimul debent in Loco Fontis Reindi, in Feſto beatæ Mariæ, de Auguſto proximò venturo, vel per dies octo per ante vel poſt; hoc addito quòd, ſi aliquis dictorum Procuratorum Partium prædictarum, pendente dicto termino, aliquid videric, ultra Cauſas ſuperiùs expreſſatas, quod poſſet cum Pace prædictâ concordare, ſeu melius eandem corroborare, quòd, ex uno conſenſu, per Procuratores, tunc ſimul exiſtentes, prædictos Punctos vel Caſus cum Pace præfatâ poſſet conjungi.

ITEM, plus eſt ordinatum per Procuratores ſupradictos, quòd quælibet Pars faciat Pacem prænotatam in ſuis partibus, & in loco Fontis Reindi, palàm & publicè denunciari, publicari, & notificari, etiam, a tempore quo dicti Procuratores in Locis ſuis exiſtant, infra quatuor dies prædictam Pacem publicare faciant & notificare.

ITEM, fuit plus ordinatum quòd Procuratores, qui ibi exiſterent, jurent, Cruce & Sanctis Ewangeliis præpoſitis, pro ſe, & in Animabus dictorum Conſtituentium, quòd ipſi tenebunt & obſervabunt, teneri & obſervari facient, præſentem Pacem & Concordiam benè & legitimè, cum omnibus Ordinationibus ſupradictis, juxta poſſe ſuum.

Et, poſtquam dicti Procuratores in Locis ſuis extiterint, debent Majorem, Juratos, etiam Alcaldos, Conſiliarios, Officiales, & Magiſtros Navium & Vaſorum; pro dictâ Pace obſervandâ, jurare compellere, & quilibet Magiſter compelli debet promittere ut Miniſtri & Subjecti ſui ad eandem Pacem obſervandam, cum omnibus ſuis connexis, corporaliter jurent ex poſt facto.

Quæ omnia & ſingula, ſuperiùs expreſſata, dicti Procuratores, & quilibet ipſorum, per Poteſtatem ſibi attributam, ſub Mandatis ſuis, promiſerunt & promiſit quilibet eorumdem tenere & obſervare, ac facere teneri & obſervari, dictam Pacem & Concordiam, pro futuris temporibus imperpetuùm duraturam.

Obligârunt etiam, & quilibet eorum obligavit, pro ſic faciendo, omnia Bona, mobilia & inmobilia, præſentia & futura, dictarum Civitatis, Villarum, & Locorum.

Et, ad majorem ſecuritatem ſuper præmiſſis omnibus & ſingulis faciendum, dicti Procuratores, & quilibet ipſorum, per eosdem Sacroſanctis Evangeliis inſpectis, Cruce etiam per eosdem manu propriâ tactâ, corporale præſtiterunt, tàm in Animabus propriis, quàm Conſtituentium, Juramentum;

Super quibus omnibus & ſingulis, ſuperiùs expreſſatis, conceſſis, factis, & habitis, prædicti Procuratores, & quilibet ipſorum, nos Notarios infraſcriptos requiſiérunt, quòd tot & tanta Inſtrumenta, ſuper omnibus & ſingulis ſuperiùs declaratis, quot vel quæ in hiis Caſibus neceſſaria fuerint vel oportuna, conficeremus.

ACTA fuerunt hæc in Eccleſiâ Fontis Reindi, die Martis viceſimâ nonâ Menſis Octobris, ſub Anno Domini Milleſimo Trescenteſimo Quinquageſimo Tertio, Æra verò Annorum Milleſimâ Trescenteſimâ Nonageſimâ Primâ,

Præſentibus, Venerabilibus & Discretis Viris, Dominis,

Dominico de la Meſony Officiali Majore Loci Sancti Sebaſtiani,
Semero de Roſtye Capellano Majore de Fonte Reindi,
Domyago Tybad,
Johanne de Neoux, Capellano Sancti Sebaſtiani,
Petro de Loneyres,
Arnaldo de Sayne,
Johanne de Viane, Capellano de Fonte Reindi,
Johanne de Gardagir,
Magiſtro Scholaſtico Eccleſiæ Obetenſis,
Magiſtro Monald de Kareſcè, Clerico Baionæ,
Et Me Arnaldo Gillelmy du Seignur, Notario, auctoritate Imperialis Civitatis Baionæ, Publico,

ANNO 1353.

Qui inſimul præſens fui cum Magiſtro Petro Vitali de Veneſſ. Notario Publico Jurato Villæ Fontis Reindi, ac aliis Teſtibus, ſuperiùs deſcriptis, ad hæc ſpecialiter vocatis & rogatis, & præſentem Cartam in tribus peciis, de Pergameno ſignatis, Signo meo Imperiali, in qualibet junctură dicti Pergameni, ſcripſi, & idem Signum, quo utor, præſenti Auctoritate Imperiali prædictæ Cartæ appoſui, ad majoris roboris firmitatem, ad requiſitiones perſonales dictorum Procuratorum Civitatis Baionæ & Loci de Berych,

Et Me Petro Vitali de Veneſ. Notario Publico prædicto Loci prædicti Fontis Reindi,

Qui inſimul, cum prænominatis Teſtibus, præſens interfui, &, ad requiſitionem dictorum Procuratorum, Civitatis Baionæ & Loci de Berych, præſenti publico Inſtrumento Signum meum appoſui.

Et nos, Major & Jurati Civitatis Baionæ, in teſtimonium veritatis, cum præſenti Scripturâ, Copiâ illius Pacis, Sigillum noſtrum Majoriæ Baionæ in pendenti duximus apponendum.

Nos autem Pacem & Concordiam prædictas, & omnia & ſingula in eis contenta, prout ſuperiùs exprimuntur, quantum ad nos attinet, pro Nobis & Hæredibus noſtris acceptamus, ratificamus, & confirmamus; ita tamen quòd, ſi Guerra inter Partes prædictas (quod abſit) impoſterùm ſuscitetur, tunc iidem Major, Centum Pares, & Comunitates Parti noſtræ aſſiſtant, & Nos & Subditos noſtros contra dictos Homines de Terrâ Maritimâ prædictâ, ſic contra Nos de Guerrâ exiſtentes, juvare teneantur, prædictâ Pace & Concordiâ non obſtantibus.

In cujus rei Teſtimonium has Literas fieri fecimus Patentes in Palatio noſtro Weſtm. nono die Julii.

Per ipſum Regem & Concilium.

CCCXLI.

Tabulæ Comitis Palatini RUPERTI, *quibus* CAROLO IV. *Romanorum Imperatori & Regi Bohemiæ & Succeſſoribus Regni Bohemiæ quasdam Munitiones, Civitates, Oppida & pertinentias in Palatinatu ſita vendit, iisque renuntiat. Datum Hagenoviæ anno* 1353. *feria tertia poſt Feſtum omnium Sanctorum.* [BALBINI Miscellaneor. Regni Bohemiæ Decad. I. Libr. VIII. Epiſtolar. Part. I. Epiſt. XLIII. pag. 46. LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abſ. I. pag. 10. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 5. Nov.

NOS Rupertus Dei gratia Comes Palatinus Rheni &c. Notum facimus tenore præſentium univerſis, quod nos animo deliberato amicorum noſtrorum conſilio, & de certa noſtra ſcientia Sereniſſimo Principi & Domino, Domino Carolo Romanorum ſemper Auguſto, & Bohemiæ Regi Domino noſtro gratioſo *Heredibus & Succeſſoribus ſuis Regibus Boëmiæ*, & ejus Regni Coronæ *hereditario & perpetuo*, pro 12000. marcarum puri argenti, quibus ipſe illuſtrem Principem Dominum Rupertum juniorem filium noſtri fratris à captivitate ſua de partibus Saxoniæ liberavit, infra ſcriptas Munitiones Neunſtat, Sternſtein, Hirſchaw & Lichtenſtein, & demum pro 20. millibus marcarum puri argenti, quas in uſus congruos felicis memoriæ illuſtris Principis Domini Rudolphi, olim Comitis Palatini Rheni & Ducis Bavariæ patris noſtri dilecti, de certa noſtra ſcientia impendiſſe, & mutuaſſe dignoscitur infra ſcriptas Munitiones, Neunſtat, Sternſtein, Sultzbach, Roſenberg, Hertenſtein, Neidſtam, Thurndorff, Hilpoldſtein, Hohenſtein, Lichtenek, Frackenberg, Lauffen, Eſchenbach, Hersburck, Averbach, Velden, Regnitur & Belth, & quicquid prædictus frater noſter in Bavaria tenuit, & poſſedit cum omnibus, Vil-

ANNO 1353. Villis, hominibus, Dominio, bonis, judiciis, banis, Feloniis, conductibus, Foreſtariis, inhibitionibus, ferma, reditibus, cenſibus, utilitatibus, pœnis, ſylvis, rubetis, venationibus, aucupationibus, pratis, piscinis, aquis, molendinis, aquarumve decurſibus, piſcaturis, montibus, vallibus, planis, metis, circumferentiis, diſtrictibus, & omnibus utilitatibus ſuper & ſub Terra, quibus etiam nominibus exprimantur, militibus, Clientibus, Vaſallis, vaſalligiis, feudis, feudatariis, bonis feudalibus, juribus patronatus Eccleſiarum, collationibus beneficiorum, ſervitoribus, proprietariis, pignoribus ab Imperio, ſeu quocunque alio modo, nec non omnibus pertinentiis, hereditates & proprietates ſuo jure pignora, & obligationes ſub omnibus conditionibus & modis, ſicut eadem prædictus Frater noſter poſſedit, & tenuit, & ſicut ad nos per mortem ipſius fuerunt hereditarie devoluta, renunciantes expreſſe pro nobis & Succeſſoribus ac Heredibus noſtris, in perpetuum arreſtationibus, ſi qua nobis ad prædictas Munitiones, Civitates, Oppida, & pertinentias, ſicut exprimuntur ſuperius, competierunt, hactenus competunt, ſeu poſſent competere quomodolibet in futurum; renunciantes omni Canonum, & Legum auxilio, legibus, conſtitutionibus, ſanctionibus, decretis, & decretalibus Imperatorum vel Apoſtolicorum conſuetudinibus, ritibus & obſervantiis quarumlibet Provinciarum ſive Terrarum, quibus præſenti contractui in toto vel in aliqua ſui parte poteſt aliquo modo derogari. Quibus etiam omnibus pro nobis, Heredibus & Succeſſoribus noſtris, nunquam alio tempore, uti proponimus ſeu debemus, jure vel facto, verbis, operibus, ſeu modis aliis quibuscunque. Promittimus etiam bona fide, ſine dolo, pro nobis, Heredibus & Succeſſoribus noſtris, præfato Domino noſtro Regi Bohemiæ, *Heredibus & Succeſſoribus ſuis Bohemiæ Regibus*, quòd ipſis & Coronæ Regni præfati, omnes prædictas Munitiones, Civitates, Oppida, & pertinentias, ſicut exprimuntur ſuperius, auctoritate guarentire, & tueri volumus & tenemur nominatim & expreſſe ab impetitione patruorum noſtrorum filiorum divæ memoriæ Imperatoris Ludovici, Ducis Ruperti junioris filii noſtri fratris ab omni arreſtatione univerſitatis & perſonarum quarumlibet, quibus etiam appellentur nominibus, ſicut in Terris ſive Provinciis juris eſt, & conſuetudinis generalis. Et ad ampliorís cautelæ præſidium, Reverendos Principes & Dominos, Dominum Gerlacum Archiepiscopum Moguntinum, Dominum Albertum Herbipolenſ. Dominum Gerardum Spirenſ. Episcopum: Et Illuſtres Principes Dominum Rudolphum, Ducem Auſtriæ, Dominum Albertum Comitem Palatinum Rheni & Ducem Bavariæ, patruum noſtrum; Nec non viros nobiles, Johan. de Catzenelnbogen, Ludovicum & Fridericum de Ottingen, Comites & Luzonem de Hohenlohe attente rogavimus, quod ad perpetuam rei memoriam & in teſtimonium Contractus hujus ſigilla ſua unà cum noſtro vellent præſentibus applicare. Et nos Gerlacus Dei gratia Archiepiscopus Moguntinus Sacri Imperii per Germaniam Archicancellarius, Albertus Herbipolenſ. Gerardus Spirenſ. Episcopus, Rudolphus Auſtriæ Dux, Albertus, Comes Palatinus Rheni, & Dux Bavariæ Dei gratia, ſupra dicta Johan. de Catzenelnbogen, Ludovicus & Friedericus, de Ottingen, Comites, & Luzo de Hohenlohe expreſſe recognoscimus, quod ad illuſtris Principis Domini Ludovici Senioris Comitis Palatini Rheni, & Ducis Bavariæ, Sacri Romani Imperii Archidapiferi &c. prædicti ſpecialis petitionem, inſtantiam ſigilla noſtra præſentibus decreta ſcientia appendenda duximus ad perpetuam rei memoriam, & in evidens teſtimonium præmiſſorum præſentium, ſub noſtris ſigillis teſtimonio Literarum. Datum Hagenoviæ, Anno Domini MCCCLIII. feria tertia proxima ante feſtum omnium Sanctorum.

CCCXLII.

18. Nov. *Compromiſſum inter utrumque* RUPERTUM *Comites Palatinos Rheni*, & LEOPOLDUM *Episcopum Bambergenſem factum in Archiepiscopos Moguntinum & Colonienſem tanquam Arbitros, ad diffiniendam Cauſam inter eos de Caſtris* Hartenſtein & Neidenſtein *vertentem, ad quorum partem aliquam dictus Episcopus titulum Feudi ſe habere contendebat. Datum Spiræ* 18. *Novembris, Indict.* VI. *Annò* 1353. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat II. Abſ. I. pag. 9.]

NOs Rupertus Senior, Dei gratia Comes Palatinus Rheni, & Dux Bavariæ, Sacri Imperii Archidapifer: Notum facimus univerſis, quod animo deliberato, & ſacro noſtrorum fidelium accedente conſilio, in cauſa, quæ pendebat ſeu vertebatur inter nos & illuſtrem Principem Dominum Rupertum juniorem, Comitem Palatinum Rheni, & Ducem Bavariæ, patruum noſtrum chariſſimum ab una, & Reverendum in Christo Patrem, & Dominum Leupoldum Bambergenſem Episcopum, & ejus Eccleſiam, Dominum noſtrum dilectum parte ab alia, ſuper Caſtrum Hartenſtein & Neidenſtein, & eorum pertinentiis, quæ & quas nos, & patruus noſter prædictus cum aliis quibusdam Munitionibus, Caſtris, Villis & Prædiis in Bavaria ſituatis, Sereniſſimo ac invictiſſimo Principi ac Domino, Domino CAROLO Romanorum Imperatori ſemper Auguſto & Bohemiæ Regi &c. Domino noſtro gratioſo *Hæredibus & Succeſſoribus ſuis Regibus Bohemiæ* & ejusdem Regni Coronæ pro certa ſumma pecuniæ, juſto hæreditatis & proprietatis titulo vendidiſſe dignoscitur, ad quorum ſeu quarum aliquam Partem dictus Dominus Episcopus ſuo & Eccleſiæ Bambergenſis nomine titulum & Jurisdictionem feudi contendebat habere, in Reverendiſſimos in Chriſto Patres, Dominos, Gerlacum Moguntinum & Colonienſem Archiepiscopos, noſtros conſanguineos & Dominos, tamquam in arbitros, arbitratores ſeu amicabiles compoſitores compromiſimus, & compromittimus de certa noſtra ſcientia & libera voluntate: dantes & concedentes eisdem auctoritatem plenam & liberam poteſtatem in cauſa prædicta, & in omnibus ab eadem dependentibus & connexis arbitrandi, pronunciandi, diffiniendi, ſententiandi, & amicabiliter componendi, nec non de alto & baſſo omnia & ſingula faciendi, quæ circa præmiſſa neceſſaria fuerint, ſeu quomodo libet opportuna, etiamſi jure, vel conſuetudine mandatum exigatur ſpeciale, etſi de his in præſentibus deberet nominatim & expreſſe fieri mentio ſpecialis, & ſpecialiter eis facultatem & poteſtatem tribuimus, quod ipſi arbitrium, compoſitionem, ſententiam, ſeu diffinitionem, prædictas pronunciare, dicere & publicare poſſint & valeant, die feriato, vel non feriato, ſtando vel ſedendo, in ſcriptis vel ſine ſcriptis ſimpliciter & plene juris ordine ſervato, vel etiam non ſervato, ſicut eorum discretione videbitur expedire, promittentes & ſpondentes noſtro, Heredum & Succeſſorum noſtrorum nomine atque vice, bona noſtra fide, ſine omni dolo gratum & ratum habentes tenere & obſervare & efficaciter adimplere, quicquid per antedictos Dominos noſtros Moguntinum, & Colonienſem Archiepiscopos in cauſa prædicta, arbitratum, pronuntiatum, diffinitum, ſententiatum, vel compoſitum fuerit, quovis modo ſub pœna mille marcarum auri puri, quam à noſtris Hæredibus & Succeſſoribus noſtris, Ducibus Bavariæ in eventum, ubi contravenerimus, irremiſſibiliter exigi volumus & Cameræ præfati Domini noſtri Regis, *Heredum & Succeſſorum ſuorum Regum Bohemiæ*, & ejusdem Regni Coronæ absque diminutione qualibet integraliter applicari præſentium ſub noſtro ſigillo teſtimonio Literarum. Datum Spiræ Anno Domini M. CCC. LIII. Indictione VI. XVIII. die Novembr.

ANNO 1353.

CCCXLIII.

19. Nov. *Sententia Arbitralis in Cauſa inter* LEOPOLDUM *Episcopum Bambergenſem ab una*, & RUPERTUM *ſeniorem atque juniorem Comites Palatinos Rheni ab altera parte, de Caſtris* Hartenſtein & Neidenſtein, *aliisque Munitionibus & Villis, vertente, per* GERLACUM *Archi-Episcopum Moguntinum*, & WILHELMUM *Colonienſem in favorem dictorum Comitum lata. Quâ dictæ Munitiones Comitibus præfatis tanquam juſtò Hæreditatis jure earum Poſſeſſoribus adjudicantur, & præfato Episcopo Jurisdictio Feudi in illis denegatur. Actum Spiræ die S. Eliſabethæ annò* 1353. *Indict.* VI. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortſetzung III. Abtheilung III. Abſatz V. pag. 132.]

NOs Gerlacus Dei gratia, Sanctæ Moguntinæ Eccleſiæ Archi-Episcopus, Sacri R. Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius, unà cum Reverendiſſimo

in

ANNO 1353. in Christo Patre, Domino Wilhelmo Colonienſi Archi-Episcopo Arbiter, Arbitrator, & amicabilis Compoſitor de communi infra ſcriptarum Partium voluntate electus concorditer in cauſa, quæ pendebat ſeu vertebatur hactenus inter Reverendum in Christo Patrem, Dominum Leopoldum Bambergenſem Episcopum, & Eccleſiam ſuam ab una; nec non illuſtres Principes Dominum *Rupertum* ſeniorem & *Rupertum* juniorem Comites Palatinos Rheni & Duces Bavariæ, conſanguineos noſtros parte ab altera ſuper Caſtris Hartenſtein & Neidenſtein & eorum pertinentiis, quæ & quas prædicti Comites ac Duces cum quibusdam aliis Munitionibus & Caſtris, Villis & Prædiis in Bavaria ſituatis, Sereniſſimo & Invictiſſimo Principi ac Domino noſtro CAROLO Romanorum Imperatori ſemper Auguſto, & Bohemiæ Regi, Domino noſtro gratioſo & *Heredibus ac Succeſſoribus ſuis Regibus Bohemiæ*, & ejusdem Regni Coronæ pro certa ſumma pecuniæ, *juſto Hæreditatis & Proprietatis titulo*, evendidiſſe noſcuntur, & ad quorum ſeu aliquam partem dictus Episcopus Bambergenſis & Eccleſiæ ſuæ prædictæ nomine, titulum & jurisdictionem feudi contendebat habere, & ſuper quibus in nos & ante dictum Dominum Colonienſem Archi-Episcopum, velut Arbitros & amicabiles Compoſitores, dictæ Partes compromiſerunt, ſicut in Literis Compromiſſi plenius eſt expreſſum, informatione ſufficienti recepta & de ſano conſilio peritorum & fide dignorum, qui talis negotii ab experientia plenam & familiarem habebant notitiam, cauſæ ipſius meritis diligenter inſpectis, & in examen providæ discuſſionis adductis, Dei nomine invocato, dicti etiam Coarbitri pleno & libero accedente conſenſu, arbitramur, pronunciamus, dicimus, & ſententialiter diffinimus, imprimis ſiquidem antedicto Episcopo Bambergenſi, & Eccleſiæ ſuæ in prædictis Caſtris Hartenſtein & Neidenſtein, & eorum pertinentiis nihil juris competiiſſe, ſeu etiam competere: Imo quod Illuſtres Duces Bavariæ a tempore cujus memoria non exiſtit, eadem duo Caſtra ad inſtar Caſtrorum & Munitionum Schulerbach, Roſenberg, Hilpackſtein, Lichtenek, Franckenberg, & aliorum, juſtitiæ, proprietatis, & hereditatis titulo tenuerunt, & poſſederunt pacifice & quiete: pronunciantes & definientes etiam ad abundantis cautelæ præſidium, quod prædictus Episcopus Bambergenſis ſuo & Eccleſiæ ſuæ Bambergenſis nomine ex nunc renunciabit & renunciare debebit perpetuis temporibus affuturis, omni juri, jurisdictioni, impetitioni, titulo, proprietati, quæſtioni, ſi quid, vel ſi quæ ſibi & Eccleſiæ prædictæ Bambergenſi in prædictis Caſtris Hartenſtein & Neidenſtein, ac eorum pertinentiis, ſeu aliqua parte ipſorum competebant, ſeu poſſent competere oppido Feldenſi, & tertia parte Vordi apud antedictum Bambergenſem Episcopum, & ejus Eccleſiam remanebunt, promittet etiam pro ſe, Succeſſoribus ſuis & Eccleſia Bambergenſi in perpetuum nunquam contra facere, jure vel facto, ullave aliqua ratione, vel cauſa quibuslibet ingenio ſeu colore quæſitis in judicio vel extra, directe vel indirecte, per ſe vel per alium, publice vel occulte.

Renunciabit etiam pro ſe, Succeſſoribus ſuis, & Eccleſia ſua prædicta, omni Canonum vel Legum auxilio, Conſtitutionibus, Conſuetudinibus, municipalibus, publicis vel privatis, beneficio in integrum reſtitutionis, doli mali, vel cauſa metus exceptioni, & omnibus juris beneficiis, ſcriptis vel non ſcriptis, privilegiis, indultis, donationibus ſeu conceſſionibus ſub quacunque forma verborum conceſſa, expreſſa, ſeu exprimenda noſcantur, etiam ſi de his ſeriatim & diſtincta deberet fieri mentio ſpecialis, & omnibus ſimpliciter munimentis, obviationibus, cautelis & occaſionibus, quibus Contractui venditionis inter præfatos Comites ſive Duces vendentes ab una & ante dictum Dominum noſtrum Regem ementem parte ab alia, ad manus *Hæredum, & Succeſſorum ſuorum Regum Bohemiæ*, & ejusdem Regni Coronæ ſuper antedictis Caſtris, Munitionibus, præſidiis, poſſeſſionibus & pertinentiis celebratæ poſſet in aliquo derogari, ſub pœna mille marcarum puri auri, quam a Parte contrafaciente ſeu contravenlente irremiſſibiliter exigi volumus, & Cameræ præfati Domini noſtri Regis *Heredum & Succeſſorum ſuorum Regum Bohemiæ* & ejusdem Regni Coronæ absque diminutione qualibet applicari, præſentium ſub noſtro Sigillo teſtimonio Literarum. Datum Spiræ Anno Domini M. CCC. LIII. Indictione VI. in die S. Eliſabethæ.

CCCXLIV.

ANNO 1353.

LEOPOLDI *Episcopi Bambergenſis Confirmatio & Approbatio, ſuper lata Sententia arbitrali per Archi-Episcopos* Moguntinum *& Colonienſem, in Cauſa inter eum, &* RUPERTOS *Comites Palatinos Rheni vertente. Datum Spiræ annô 1353. Indict. VI. in die Beatæ Ceciliæ Virginis.* [LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortſetzung III. pag. 133.] 22. Nov.

LEOPOLDUS Dei & Apoſtolicæ Sedis gratia Bambergenſis Episcopus. Notum facimus univerſis, quod ſicut pridem in cauſa quæ vertebatur inter nos, Eccleſiam noſtram ex una; & illuſtres Principes noſtros Dominos, Rupertum Seniorem & Rupertum Juniorem, Comites Palatinos Rheni & Duces Bavariæ, parte ab altera: ſuper Caſtris Hartenſtein & Neidenſtein, & eorum pertinentiis, quæ & quas prædicti Comites ac Duces cum quibusdam aliis Caſtris, Villis & Prædiis in Bavaria ſituatis, Sereniſſimo ac Invictiſſimo Principi Domino, Domino CAROLO Romanorum Imperarori ſemper Auguſto, & Bohemiæ Regi, Domino noſtro gratioſo, *Heredibus & Succeſſoribus ſuis Bohemiæ Regibus*, & ejusdem Regni Coronæ pro certa ſumma pecuniæ *juſto hæreditatis & proprietatis titulo* vendidiſſe noſcuntur, & ad quorum ſeu quarum æquam partem noſtro & Eccleſiæ noſtræ Bambergenſis nomine titulum & jurisdictionem feudi contendebamus habere in Reverendos in Christo Patres & Dominos Gerlacum Moguntin. & Wilhelmum Colonienſ. Archi-Episcopos, tanquam in Arbitros ſeu Arbitratores, & amicabiles Compoſitores compromiſimus de certa noſtra ſcientia & libera voluntate ſicut in Literis Compromiſſi plenius eſt expreſſum. Et ſicut prædicti Domini Moguntinenſis & Colonienſis Archi-Episcopi, informatione recepta, & de ſano conſilio peritorum & fide dignorum qui talis negotii ad experientiam plenam & familiarem habebant notitiam, cauſæ meritis diligenter inſpectis, & in examen providæ discuſſionis adductis, rationabiliter arbitrati ſunt, dixerunt, pronunciarunt, & finaliter diffinierunt, nobis & Eccleſiæ noſtræ Bambergenſ. in prædictis Caſtris *Hartenſtein & Neidenſtein*, & omnibus eorum pertinentiis nihil juris competiiſſe, ſeu etiam competere: imo quod etiam illuſtres Duces Bavariæ a tempore cujus memoria non exiſtit, eadem duo Caſtra ad inſtar Caſtrorum & Munitionum Sultzbach, Roſenberg, Hilpoldſtein, Lichtenek, Franckenberg, & aliorum juſto proprietatis & hereditatis titulo tenuerunt & poſſederunt, pacifice & quiete, ſic & nos, noſtro & Eccleſiæ prædictæ Bambergenſis nomine, animo deliberato, & de certa ſcientia publice profitemur, nobis in eisdem Caſtris Hartenſtein & Neidenſtein & eorum pertinentiis nihil juris competiiſſe ſeu competere, ſed quod ad præfatos Dominum Regem, Heredes & Succeſſores ſuos Reges Bohemiæ, & ejusdem Regni Coronam juſto proprietatis & Hereditatis jure pertinent, ſicut eadem Caſtra Præfatus Dominus Rex cum aliis prædictis Caſtris & Munitionibus legitimo proprietatis & hereditatis titulo a prædictis Comitibus Palatin. & Ducibus Bavariæ comparavit, & ob hoc, pronunciationem, arbitrium, diffinitionem, & ſententiam ipſorum, in omnibus ſuis punctis, ſententiis, clauſulis, & verborum expreſſionibus, & de verbo ad verbum ſicut in Litteris deſuper editis inveniturexpreſſum, emologamus, laudamus, approbamus, & de certa noſtra ſcientia & libera voluntate & ad abundantioris cautelæ præſidium renunciamus expreſſe, pro nobis, Succeſſoribus noſtris & Eccleſia noſtra prædicta, animo deliberato, non vi, nec ullo metu compulſi, non per errorem aut improvide, ſed de certa ſcientia, ut præfertur, omni juri, jurisdictioni, impetitioni, titulo, proprietati, ſeu quæſtioni, ſi qui vel quæ nobis, Succeſſoribus noſtris, & Eccleſiæ noſtræ Bambergenſi prædictæ in præfatis Caſtris *Hartenſtein & Neidenſtein*, & eorum pertinentiis, ſeu aliqua parte ipſorum competebant, ſeu poſſent competere quovis modo, Oppido Feldenſi & tertia parte Foreſtaten Felden. duntaxat exceptis, ſuper quibus titulus & jurisdictio feudi apud nos, Succeſſores noſtros, & ante dictam Eccleſiam remanebit, promittentes etiam bona noſtra fide, ſine omni dolo, pro nobis & Succeſſoribus noſtris, & Eccleſia Bamberg. in perpetuum dictas pronunciationem. diffinitionem, ſententiam ratas & gratas habere, & nunquam contra facere vel venire aliqua

ANNO 1353. qua ratione, vel causa seu jure quibuslibet ingenio seu colore quæsitis in judicio vel extra, directe vel indirecte, per nos vel alium, publice vel occulte. Renunciamus etiam pro nobis & Successoribus nostris & Ecclesia Bambergens. prædictis omni Canonum & Legum auxilio, Constitutionibus, Consuetudinibus, Pactis, Reformationibus & Statutis, communibus, municipalibus, publicis vel privatis, beneficio in integrum restitutionis, doli mali, vel causæ metus exceptioni, & omnibus juribus, beneficiis, scriptis vel non scriptis, privilegiis, indultis, libertatibus, donationibus seu concessionibus sub quacunque forma verborum expressa, seu expresse noscuntur, etiamsi de his jure vel consuetudine, seriatim & districtim, de verbo ad verbum deberet in præsentibus fieri mentio specialis & omnibus simul munimentis, obviationibus, cautelis & occasionibus, quibus contractui venditionis per præfatos Comites sive Duces vendentes ab una : & antedictum Dominum nostrum Regem ementem parte ab alia ad manus *Heredum & Successorum suorum Regum Bohemiæ* & ejusdem Regni Coronæ, super antedictis Castris Hartenstein & Neidenstein & aliis Munitionibus, Prædiis, possessionibus & pertinentiis celebrato posset in aliquo penitus derogari, sub pœna mille marcarum auri puri, quam a nobis & Ecclesia nostra Bamberg. prædicta, in eventum, ubi contraveniremus irremissibiliter exigi volumus, & Cameræ præfati Domini nostri Regis, *Heredum & Successorum suorum Regum Bohemiæ* & ejusdem Regni Coronæ, absque diminutione qualibet integraliter applicari, præsentium sub nostro sigillo testimonio Literarum. Datum Spiræ, Anno Domini M. CCC. LIII. Indictione VI. in die beatæ Ceciliæ Virginis & Martyris.

CCCXLV.

1354. 28 Août. Diploma Kayſers CAROLI IV. wodurch Er denen Städten des Untern Elſaſſes ſich mit einander zu verbinden gebeut. Geben zu Regensburg nach Chriſti geburt 1354. des nächſten Dornſtags nach St. Bartholomæus. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rerum Germanicar. Novum Libr. I. Cap. XI. pag. 77. §. 27. d'où l'on a tiré cette Piéce. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. IV. Abtheil. VIII. pag. 17. von Reichs-Stedten in gemein.]

C'eſt-à-dire,

Diplome de l'Empereur CHARLES IV. *par lequel il eſt ordonné aux Villes de la* BASSE ALSACE *de ſe confederer enſemble contre les Perturbateurs de la Paix publique. Donné à Ratisbonne le Jeudi après la St. Barthelemi* 1354.

WIr Carl von Gottes Gnaden Römiſcher König / zu allen Zeiten Mehrer deß Reichs und König zu Böheim. ꝛc. Bekennen und thun kund allen leüthen / die dieſen brieff ſehen / hören oder leſen. Wann wir kundlich angeſehen haben ſolche gebreſten / mißhelle und auffläuffe / die biß auff dieſe zeit in dem Lannd / in den Stätten / und under den leüthen / die uns und dem heiligen Reich zugehören / in Elſaß geweſen ſind : So haben wir von unſern Königlichen Gnaden / durch nothurfft und offenbaren nutzen der ehgenanten unſer und deß Reichs Stätte land und leüthe gebotten und geheißen / heißen und gebieten mit dieſem brieff / bey unſern und deß Riches hulden / unſern Schultheißen / Burgermeiſter Räthen / Burger und gemeinde der Stätten Hagenow / Collmar / Schlettſtatt / Wißenburg / Ehenheim / Roßheim / Mülhauſen / Kaiſersperg / Münſter und Durckheimb : daß ſie ſich zuſamen verbinden mögen / gegen männiglichen / doch außgenommen unß / das Reich / unſere Land-Vögt / und andere unſere amptleüth / die wir haben zu zeiten / einander getrülich zu rathen und zu helffen ꝛc. ꝛc. Mit Urkund diß briefs verſiegelt mit unſerm Königl. Jnnſigel. Geben zu Regenſpurg nach Criſti geburt drewzehen hundert und dornach in dem vier und fünffzigſten Jahre deß nagſten Dornſtags nach Sant Bartholomäus deß H. zwölff botten / in dem neünten Jahr unſerer Riche. ANNO 1354.

CCCXLVI.

Brieff Pfaltzgraf RUPRECHTS des ältern bey Rhein; wodurch er bekennet / daß er mit wiſſen Jhro Majeſtät CARLS, Römiſchen Königs die Reichs-Lehen Hohenſtein / Hirsburg und Aurbach dem Königreich und Cron Böheimb zu rechtem Mann- und Erb-Lehen verkaufft habe. Geben zu Hagenau den Freytag nach S. Simonis & Judæ 1354. [LUNIG, Teutſch. Reichs-Arch. Part. Spec. Abtheil. IV. Continuat. II. Abſ. I. pag. 11.] 31. Oct.

C'eſt-à-dire,

Lettres de ROBERT *l'aîné Comte Palatin du Rhin, par lesquelles il déclare que, du conſentement de* CHARLES IV. *Roi des Romains, il a vendu à la Couronne de* BOHEME *les Fiefs Imperiaux de* Hohenſtein, Hirsbourg, *& Aurbach pour les poſſeder hereditairement en ligne masculine. A Haguenau le Vendredi après la Fête de St. Simon & Jude* 1354.

WIr Ruprecht der älter von Gottes Gnaden / Pfaltzgraff bey Rheyn / des heyligen Römiſchen Reichs Oberſter Truchſes / und Hertzog in Bäyern ꝛc. Bekennen und thun kund offentlich mit dieſem Brieff / allen denen / die ihn ſehen oder hören leſen / daß wir mit wohlbedachtem Muth / mit Rath Unſerer Freunde / und auch mit rechtem Wiſſen des Allerdurchlauchtigſten Fürſten und Herrn / Herrn Carln / Römiſchen Königs / zu allen Zeiten Mehrern des Reichs und Königs zu Böheim / Unſerm lieben gnädigen Herrn / die nachgeſchriebenen Veſten Hohenſtein / Hirtzburg und Aurbach / die von dem heiligen Reich Lehen ſind / mit allen Rechten / Herrſchafften / Nutzen und Zugehörungen / wie man die benennen mag / dem Königreich und der Crone zu Böheim zu rechtem Mann- und Erblehen recht und redlich verkaufft haben / in aller der Maſſe / als die obgenannten Veſten / Märckte / und Zugehörungen / nach Tode ſeeliger Gedächtnüß des hochgebohrenen Fürſten Herrn Rudolffs etwan Pfaltzgraffens bey Rheyn / und Hertzogen in Bäyern / Unſers lieben Bruders / auf Uns verfället worden / und als in Brieffen / die wir darüber gegeben haben / iſt vollkommlich begriffen. Davon bitten wir den obgenannten Unſern Herrn den Römiſchen König / daß er mit Römiſch. Königl. Macht denſelben Kauff gerühe zu beſtettigen / und dieſelben Veſten der Cron und dem Königreich zu Böheim zu rechtem Erbe und Erblehen machen und verleyhen wolte. Mit Urkund dieſes Brieffs verſiegelt mit unſerm Jnſiegel / der geben iſt zu Hagenau / nach Chriſti Geburt 1354. Jahre / des Freytags nach S. Simonis & Judæ.

CCCXLVII.

7. Dec. BAVIERE ET HAINAUT. *Articulen van Pays tuſſchen Hertoge* WILLEM *en ſyne Moeder, in date den ſeventen December* 1354. [Groot Placaat Boeck van de H. M. Heeren Staaten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 4.]

HErtoge WILLEM van Beyeren, Grave van Hollandt, ende van Zeelandt, lieve ende getrouwe, weet dat wy, Godt dank, in goede puncte zijn van lijve en te gemacke, ende dat onſe Oom Heer Jan van Henegouwe, Heere van Beaumont, ende onſe lieve Neve, Heer Walraven van Lutſenborch, Heere van Liny, hoer ſeggen geſeyt hebben tuſſchen onſer liever Vrouwen ende Moeder, ende ons in ſulker manieren als

CCCXLVII.

Traité de Paix entre GUILLAUME Duc de Baviére, Comte de Hollande, & ſa Mere MARGUERITE Comteſſe de Hainaut, de Hollande &c. fait le 7. Décembre 1354. [*Le Grand Recueil des Placards. Tom.* III. *pag.* 4.] 7. Dec. BAVIERE ET HAINAUT.

LE Duc GUILLAUME *de Baviére Comte de Hollande & de Zélande. Chers & fideles, ſachant que, Dieu merci, nous nous portons bien, & que nôtre Oncle le Seigneur Jean de Hainaut Seigneur de Beaumont, & nôtre cher Neveu le Sr. Walrave de Luxembourg Seigneur de Liny, ont décidé comme*

ANNO 1354. gy ſien mocht, in die Cedulle die wy u ſenden in deſe Brief geſloten, ende onſe lieve Vrouwe ende Moeder heeft die Graeffchap van Hollant en van Zeelant, ende die Heerljickheyt van Vrieſlant, vrylick quite geſchouden ende ons overghegeven mit alle hoeren toebehoren, ende ontbieden u ende begeren uyterlycke, dat gy onſe Stede in payſe en in goeden ruſten hout, als wy op u wel betrouwen, ende dat ghy anders geen mare en ghelooft, oock wat men u aenbrenget, ten ware dat wy't u ſelve overſchreven, ende wy ſijn noch ter tijt gebleven in Henegouwen, ende ryden van Stede te Stede, om ſaken daer onſe eer ende oorbaer an leyt, ende wy menen ons ende onſen Vrienden in allen ſaken wel te bewaren, ende ſullen, wilt Godt, te lande komen als wy eerſt mogen, ende onſe ſaken aldaer alſoo beſcheydelick voortſetten, dat wy ende onſe landt wel bewaert ſellen weſen, Godt zy met u. Gegeven te Valenchene des Sonnedages na St. Luciendach.

De inbeſloten Cedulle.

Inden namen des Vaders, des Soons, ende des Heyligen Geeſts, amen. Wy Jan van Henegouwe Heere van Beaumont, ende Heer Walraven van Lutſenburch, Heere van Liny, gecoren ende geſeth van onſer liever Vrouwen wegen van Henegouwe, ende liefs Heeren wegen Hertoge Willems haers Soons, onder haer beyden open-brieven van machte te ſeggene. Soo ſeggen wy in den name der Heylige Triniteyt, ende op virtuyt van de Brieve voorſz om pays ende accort te maecken, by verſien ende goeden rade, verklaren wy, determineren, ordineren en pronunchieren by deſe ſchrifte, op alle ſchade en twiſt die voor deſe tijt tuſſchen hen beyden geſchiet is.

In't eerſt voor al ander dinck dat myn Heer Hertoge Willem haer Son, mijnre Vrouwen ſijnre Moeder ootmoedelicken ſal bidden om vergiffeniſſe, als een Kint der Moeder, van dat hyſe getorent heef, oft hebben mach, welke ſaecke ſy vriendelicke doen ſal alſe Moeder.

Voort in den name des Heeren verclaren wy, determineren, ordonneren, ende pronunchieren een goede, vrome en gelijcke pays tot allen dage, tuſſchen onſe Vrouwe en onſen Heer haren Soon van allen twiſt ende onruſt diere tuſſchen geweeſt heeft.

Voort dat allen vangenen van beyden zyden vrylick quite ſullen zijn, ende weder comen op hoir goet, dat ſy hadden, doen deſe twiſt begonde, alſo als ſy dat goet vinden.

Voort ſeggen wy dat onſe Vrouwe voorſz, by der ordinantien dat ſy an ons ghebleven is, quite ſchelden ſal ende geven althans haren Soone onſe Heere Hertoge Willem voorſz die Graeffchappen van Hollant, van Zeelant ende Heerſchappye van Vrieſlant, mit allen toebehoren, of dat toebehoren mach, hun ende ſijn oire tot eeuwelicken dagen te blyven vrijelicke ende ruſtelicke, overmits een Jaer penſie die onſe Vrouwe voorſz daer uyt hebben ſal, ende oock een ſumme van gelde, als wy noch naemaels ſeggen ſullen ende verclaren, want wy ons hier of beraden mogen mit hoge Edelen luyden den Hertoge van Bourbon, ende den Conneſtabele van Vranckrijke ſynen Broeder, alſo verre als ons goet dunct.

Voort immer wel verſtaen dat onſe Heere die Hertoge Willem geen recht eyſſchen en ſal, noch anſpreecken aen die Graefchap van Henegouwe alſo lange als onſe Vrouwe ſijn Moeder levet, oock en ſal hy geen berecht van den Lande van Henegouwe noch van onſer Vrouwen voorſz hem onderwinden ten ſy by horen goeden willen ende by horen verſoek, dit wort geſeget, ge-ent, geordonnert, ende gepronunchieert by ons ſeggen over beyden zyden, genomen in jegenwoordigheyt onſer liever Vrouwen ende ons Heeren haers Soons voorſz en elck by hoer beyder rade ende den onſe ende ander luyden, op dat overſte van den Berch te Bergen in Henegouwe, op den 7. van December in't Jaer ons Heeren M. CCC. LIV.

me Arbitres entre nôtre chére Dame & Mere & nous en la maniére que vous pouvez voir dans la Cedule que nous vous envoyons dans cette Lettre cachetée. Et nôtre chére Dame & Mére nous a cedé & transporté les Comtez de Hollande & de Zélande, & la Seigneurie de Friſe libremẽt & quittement avec toutes leurs appartenances, & nous vous recommandons & déſirons inſtamment que vous mainteniez la paix dans nos Villes, comme nous nous confions en vous, & que vous n'ajoutiez foy à autre choſe, quoi qu'on vous diſe, à moins que nous ne vous écrivions nous-mêmes. Nous ſommes encore pour le préſent en Hainaut, & allons de Ville en Ville, pour les choſes qui concernent nôtre honneur & profit; & nous eſpérons que les choſes ſe maintiendront bien pour nous & nos amis; & nous viendrons au Païs, s'il plait à Dieu, le plûtôt qu'il nous ſera poſſible, & donnerons tel ordre à nos affaires que nous & nôtre Païs ſeront bien gardez. Dieu ſoit avec vous. Donné à Valencienne, le Dimanche d'après la fête de Ste. Lucie.

La Cedule incluſe.

Au nom du Pere, du Fils & du Saint Eſprit, Amen. Nous Jean de Hainaut, Seigneur de Beaumont, & Walrave de Luxembourg Seigneur de Lini, choiſis & établis de la part de nôtre chere Dame de Hainaut, & de celle de ſon cher fils le Duc Guillaume & en vertu de leurs Lettres Patentes. Au nom de la Sainte Trinité & pour faire paix & accord, étant pourvus de bon Conſeil, nous diſons, déclarons, déterminons, ordonnons, & prononçons par ces préſentes ſur les differens qui ont été ci-devant entre les deux Parties.

Que premierement & avant toutes choſes, Monſeigneur le Duc Guillaume ſon fils, demandera tres humblement pardon à Madame ſa mere, comme un fils y eſt obligé, de ce qu'il l'a ou peut avoir offenſée, lequel pardon elle lui accordera comme étant ſa mere.

De plus nous déclarons au nom du Seigneur, déterminons, ordonnons, & prononçons qu'il y aura une bonne paix à toujours entre nôtre dite Dame & ſon dit fils ceſſant tous les differens & troubles qui ont été entr'eux.

Item que tous les priſonniers de part & d'autre ſeront relâchez & rentreront dans les biens, qu'ils poſſedoient avant ledit différent, & en l'état qu'ils les trouveront.

En outre nous diſons que nôtredite Dame, par l'ordre qu'elle nous en a laiſſé, délaiſſera & donnera à ſon fils nôtre Seigneur Duc Guillaume les Comtez de Hollande & de Zélande, & la Seigneurie de Friſe avec leurs appartenances ou qui peuvent leur appartenir pour par luy & ſes héritiers à toujours en jouïr librement & paiſiblement, moyenant une penſion annuelle que nôtre dite Dame en tirera, & auſſi une ſomme d'argent, comme nous le déclarerons cy aprés, ſur l'avis que nous en pourrons prendre des nobles perſonages le Duc de Bourbon & le Conêtable de France ſon Frere, ainſi que nous trouverons bon être.

Bien entendu toutefois que nôtre Seigneur & Duc Guillaume ne demandera aucun droit ni ne pretendra rien au Comté de Hainaut, tant que nôtredite Dame ſa mere vivra & qu'il n'entreprendra d'avoir aucune direction ſur ledit Païs de Hainaut, que par la bonne volonté d'icelle, & à ſa priére. Ce fut fait, terminé, ordonné & prononcé par nôtre Sentence, donnée en préſence de nôtredite chére Dame, & de nôtredit Seigneur ſon fils & par l'avis de leurs Conſeils de part & d'autre, comme des nôtres. Donné à Mons en Hainaut le 7. Décembre l'an 1354.

ANNO 1354.

ANNO 1354.

CCCXLVIII.

14. Dec. *Venia ætatis à* JOHANNE *Francorum Rege*, JOANNI *Duci Lotharingiæ conceſſa. Lexoviæ* 14. *Decembris* 1354. [La Véritable Origine des Maiſons d'Alſace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 167.]

JOHANNES Dei gratia Francorum Rex. Notum facimus univerſis præſentibus & futuris. Quod cùm dilectus & fidelis conſanguineus noſter JOHANNES Dux Lotharingiæ ætatem legitimam non attingat, propter quod ſub Baillo, tutela vel cura juxta conſuetudinem Patriæ, usque ad perfectam ætatem regi deberet & regeretur, (niſi ætatis hujuscemodi deffectus de noſtra gratia ſuppleretur.) Ex quo Terræ ſuæ & Caſtra ſua in Marchia Regni noſtri conſiſtentia, multis periculis & dispendiis ſubjacerent, & ei multa poſſent discrimina imminere. Nos attenta utilitate publica, & cupientes ſuis dispendiis obviare, habita ſuper hoc deliberatione in Conſilio noſtro, eidem Duci de ſpeciali gratia, de recta ſcientia, & de plenitudine Regiæ poteſtatis, veniam ætatis plenè concedimus, ipſum habilitamus, habilémque facimus & reddimus ad univerſale regimen Terræ ſuæ, ac bonorum ſuorum mobilium & immobilium quorumcumque, præſentium & futurorum, ita quod agere & defendere poſſit judiciis & extra, contractus facere & inire habituros tam pro ſe quam contra ſe perpetui roboris firmitatem. Et omnia & ſingula facere, ac ſi perfectam ætatem naturaliter attigiſſet; dictúmque ætatis deffectum ſupplemus, & dispenſamus ſuper hoc cum eodem, de gratia, authoritate & poteſtate prædictis, nonobſtante ipſo deffectu, & jure ſeu conſuetudine contrariis, quæque ad hoc caſſamus, irritamus, & viribus vacuamus. Mandantes & præcipientes districte, *&c.* Quod ut firmum & ſtabile perpetuò perſeveret præſentibus Litteris ſigillum Caſtelletti noſtri Pariſius, in abſentia magni duximus apponendum, noſtro & alieno jure ſalvo. Actum Lexoviæ anno Domini MCCCLIV. die 14. Menſis Decembris.

CCCXLIX.

1355. Mai. JOHANNIS *Franciæ Regis Inſtrumentum Fœderis inter ſe &* CAROLUM IV. *Romanorum Imperatorem tanquam Regem Bohemiæ initi; quò ille huic perfectam amicitiam & omne poſſibile auxilium contra quoscunque hoſtes promittit. Dat. Pariſiis Anno* 1355. *Menſe Maii.* [BALBINI Miscellaneor. Hiſtoricor. Regni Bohemiæ Decad. I. Libr. VIII. Epiſtolar. Part. I. Epiſtola XLVIII. pag. 53. qui deſumſit ex M.S. Cod. Privileg. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Abſatz I. von Böhmen pag. 35. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

JOannes Dei Gratia Francorum Rex. Notum facimus univerſis tam præſentibus, quam futuris. Quod ſicut pridem animo deliberato, adhuc eſſemus in minoribus conſtituti, *cum Sereniſſimo Principe Carolo IV. divinaa favente clementia Romanorum Imperatore ſemper Auguſto, & Bohemiæ Rege Illuſtri Fratre noſtro præcariſſimo*, ſub Anno Domini milleſimo trecenteſimo quadrageſimo ſeptimo, dum adhuc ipſe in minoribus conſtitutus foret pro nobis, nec non filiis & liberis noſtris videlicet *Carolo Primogenito noſtro Duce Normandiæ, & Delphino Viennenſi & Philippo ultimo genito noſtro*, tum ratione Genealogiæ, tum ratione ſinceriſſimæ dilectionis qua perſonam ipſius ex affectu ſincero proſequimur, fœdera circa colligationes, promiſſiones, & uniones inivimus, prout Literæ utrinque datæ deſuper clarius atteſtantur, ſic & nunc eadem promiſſa & colligantias ad inſtar promiſſorum fœderum *in Dei Salvatoris noſtri nomine, pro conſolatione Regnorum* & grata ſalute ſubjectorum nobis ex utraque parte fidelium, ſicut ex præcedentibus pactis ritè quidem teneri dignoſcuntur innovamus, firmamus & corroboramus ſub tenoribus infra ſcriptis. Inprimis *ſiquidem promittentes bona noſtra fide, ſine omni dolo & virtute juramenti, quod deſuper ad Evangelia ſancta juravimus* pro nobis nec non dictis filiis, & liberis *noſtris Heredibus & Succeſſoribus noſtris Regibus Franciæ*, ſeu quorumcunque aliorum titulorum extiterint præfato *Sereniſſimo Principi Carolo Romanorum Imperatori & Regi Bohemiæ, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis Bohemiæ Regibus*, quodamodo in antea, ac etiam in perpetuum, ipſorum & cujuslibet ex eis Regales & boni atque perfecti amici erimus & honorem uberem, ſtatum commodum, & profectum eorum ſemper promovebimus, omnibus modis adjutoriis & ingeniis, ſicut unquam melius poterimus ac univerſum damnum ipſorum quod eis in perſonis, honore vel rebus irrogari poſſet, dum ad noſtri notitiam pervenerit, fideliter avertemus ipſosque & eorum quemlibet ad reſiſtendum omnibus eorum adverſariis & hoſtibus, qui talia damna contra eos, ſeu eorum alterum in præjudicium honoris, ſtatus & conditionis eorum quomodolibet molirentur, *ipſosque prædictos Imperatorem & Regem Bohemiæ adjuvabimus & fortificabimus tota noſtra potentia, conſilio*, auxilio & alio modo, quo poterimus meliori, & realiter & effectivè adverſabimur, & opponemus *nos omnibus Regibus, Principibus* & aliis, cujuscunque ſtatus, eminentiæ, aut dignitatis exiſtant, qui ipſorum dispendium, jacturam, ſeu verecundiam procurarent; & honorem, profectum, & ſtatum eorum cuſtodiemus regaliter juxta poſſe. Et ne poſt amicabilis hujusmodi unionis & amicitiæ gratam concordiam aliquæ dubietates inter nos utrobique quacunque ratione conſurgant, & ut futuris ſcandalis via ſeu materia præcludatur, deliberatione matura rite promiſimus, videlicet, *quod nos ac dicti noſtri filii & Hæredes ſupra dictum Imperatorem* in poſſeſſione omnium & ſingulorum, *Civitatum, Terrarum, Caſtrorum, Juriſdictionum, Dominiorum*, pertinentium & jurium *ad Imperium Romanum* quomodolibet ſpectantium, ubicunque talia fuerint conſtituta, non impediemus aut invademus, ſeu de talibus prædictis Juribus & poſſeſſionibus ſicut exprimuntur ſuperius, non intromittemus, vel invadi, moleſtari aut ſe de his intromitti conſtituemus, patiemur & ſuſtinebimus verbo, facto, vel ſuggeſtu imo verius eum ſub fide & juramento, quibus ſupra ad manutenendum prædicta, & eorum quodlibet tota noſtra potentia tenebimur fideliter promovere, ſicut idem *Imperator Romanorum & Bohemiæ Rex nobis ac dictis filiis & liberis noſtris* vice verſa promiſit fide & juramento, quibus ſupra, *Nos & dilectos filios, & liberos noſtros, in omnibus Civitatibus, Caſtris, Terris, Juriſdictionibus, Dominiis, pertinentiis & quibuslibet Juribus ad Regnum Franciæ* ſeu quævis ipſorum Dominia ſpectantibus promovere fideliter, & in eorum ſeu earum poſſeſſione non impedire, aut moleſtare ſeu invadere, vel nos moleſtari, aut invadi conſtituere, imo verius promiſit fide & juramento, quibus ſupra, nobis ad manutenendum, poſſidendum & conſervandum prædicta, auxilio, favore & conſilio modis expreſſatis ſuperius fideliter ſubvenire, ac ſupradictas uniones, confœderationes & colligantias ſub omnibus conditionibus expreſſatis ſuperius, inviolabiliter obſervare. Quod ut firmum & ſtabile permaneat in futurum, ſigillum noſtrum præſentibus duximus apponendum. Datum Pariſiis, Anno Domini M. CCCLV. Menſe Maii. Per Dominum Regem, ad relationem Domini Ducis.

ANNO 1355.

CCCL.

15. Mai. *Diploma Romanorum Imperatoris* CAROLI IV. *Quò* ALERAMO *de* CARRETO *Marchioni Savonæ, pro ſe ejusque Fratre* MANUELE, *atque* GEORGIO *ejus Patruo, Inveſtituram in Civitate & Marchia* Savonæ, *ac in toto præfatæ Civitatis Diſtrictu, antehac ejus Prædeceſſoribus per Romanorum Imperatores* FRIDERICUM I. & II. *conceſſam, confirmat, renovat, & de novo concedit; Nec non præfatum Ducem* GEORGIUM *de tertia parte Caſtri* Burgi, & *Hominum* Finarii, *aliisque bonis*, MANUELEM *verò &* ALERAMUM *de tertia parte ejusdem Diſtrictûs* Finarii, *nec non Caſtro, & Villa* Calizani *aliisque Feudis inveſtit. Datum Piſis Idus Maii, Indict.* VIII. *annò* 1355. Cum *Inſertis dictorum Imperatorum* INVESTITURIS, *Datis de annis* 1162. & 1226. [Pièce Authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

In Nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis. Feliciter Amen.

CAROLUS Quartus Divina favente Clementia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, & Boemiæ Rex

ANNO 1355. Rex. Ad perpetuam rei memoriam, Et ſi Imperialis Dignitatis circumſpecta benignitas, univerſos, & ſingulos Subditos, & fideles, quod Sacrum Romanum amoit Imperium ex innata Clementia pio favore proſequitur, ad illos tamen ulterioris gratiæ incrementa ſpeciali quadam prerogativa protendit, qui circa Sacri Imperii honores, & commoda cura pervigili, & obſequiorum continuatione ſolicita, fidei quoque, & legalitatis induſtria conſtantibus animis claruerunt; ſanè ad noſtræ Majeſtatis accedens præſentiam Nobilis Aleramus de Carreto Marchio Saonæ, & Cravenzanæ pro ſe, & Georgio Patruo, & Manuele fratre ſuis obtulit nobis quædam Privilegia, ſeu Litteras Sereniſſimorum Romanorum Imperatorum Friderici ſcilicet Primi & Friderici Secundi Jeruſalem, & Siciliæ Regis Prædeceſſorum noſtrorum divæ memoriæ, petens cum inſtantia ut eadem Privilegia, & Litteras ſibi nec non Patruo, & Fratri ſuis prædictis, eorumque heredibus de verbo ad verbum approbare, ratificare ac de novo concedere, ac etiam confirmare de noſtra auctoritate Imperiali, & benignitate ſolita dignaremur, quorum quidem Privilegiorum ſeu Litterarum tenor ſequitur in hæc verba:

In nomine Sanctæ, & individuæ Trinitatis.

FRIDERICUS Secundus divina favente Clementia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus Jeruſalem, & Siciliæ Rex: Decet Imperialis Excelentiæ Dignitatem vota ſuorum Fidelium clementer admittere, & ea ſic effectu proſequente complere quod ex Principis exhibita gratia, & Subditorum fervens devotio præſentibus ſit ad gaudium, & poſteris ad exemplum; Inde eſt, quod univerſis Fidelibus Imperii, præſentibus & futuris, fieri volumus manifeſtum, quod cum Henricus Marchio Saonæ Fidelis noſter, Filius quondam Henrici Marchionis, Privilegium quoddam, quod inclitæ recordationis Dominus Imperator Fridericus conceſſit prædicto Marchioni Guercio Patri ſuo, intuendum noſtræ Celſitudini preſentaſſet, ſupplicans humiliter, & devotè, ut illud ſibi, ac ſuis hæredibus renovare, & confirmare de noſtra gratia dignaremur, Nos attendentes fidem, & devotionem ſinceram, nec non & grata ſervitia, quæ prefatus Henricus Pater ſuus prædicto D. Imperatori Friderico Avo & Domino Imperatori Patri noſtro divæ memoriæ, ac ipſe Henricus filius ſuus ſpecialiter noſtræ Celſitudini in ſuæ fidei puritate conſtanter exhibuit & nunc exhibet inceſſanter; Supplicationes ſuas benigno proſequentes aſſenſu, Privilegium ipſum præſenti Ducali pagina tranſcribi de verbo ad verbum juſſimus, illud ſibi, & ſuis hæredibus in perpetuum confirmantes cujus tenor talis eſt:

In nomine Sanctæ, & individuæ Trinitatis.

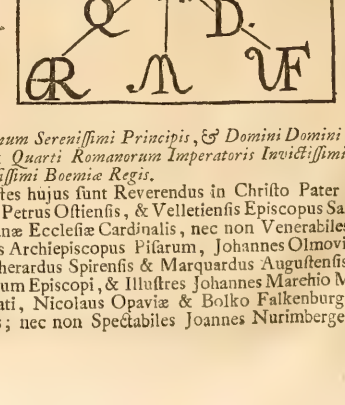
FRIDERICUS Divina favente clementia Romanorum Imperator Auguſtus. Apud noſtram Majeſtatem fides & devotio ſemper locum habent, & noſtri Fideles ſuo non poſſent deſiderio fraudari, illi præcipue qui in perſonarum periculo, usque ad ſanguinis effuſionem & in rerum dispendio pro Imperii honore fideliter decertaverunt. Ea propter cognoscant univerſi Fideles Imperii, tam futuri, quam præſentes, quod nos dilectum, & fidelem noſtrum Henricum Marchionem de Savona pro ſua fidelitate quam circa Imperium ſemper habuit, & ſervavit, & pro ſuis præclaris ſervitiis, quæ nobis frequenter impendit per rectum Feudum inveſtimus de hoc toto quod Marchio Bonifacius Pater ejus habuit in Civitate Saonæ, & in Marchia, & in Episcopatu, & in toto Diſtrictu prædictæ Civitatis, & Marchiæ, ſive in Caſtro, & Civitate, in Mari, & in aqua, & in Communi, & in Argentariis, in Boſchis, & Pasquuis, in fodris, in bannis, & offenſis, plactis, diſtrictis, Albergariis, Condictionibus, uſibus, operibus, fictis, Cenſibus, redditibus, angariis, aquis, aquarumque decurſibus, molendinis, piscationibus, montibus, planitiebus, Captiis Volucrum & Belluarum, cultis & incultis, diviſis vel indiviſis, Rippis, paludibus, Rippinis, & in omnibus Caſtris, quæ nunc ſunt, & adhuc erunt, prædicto quoque Marchioni Henrico plenarie concedimus poteſtatem ædificandi ſuæ utilitati, & ſuis hæredibus, & deſtruendi Caſtrum, & Turrim, quæ contra ſuam voluntatem fuerint in omni Marchia ipſius Civitatis Saonæ, & in Caſtro Quillani. Segnii, Nolii, & Perticæ, & Piæ, & Orchæ, & in omnibus Caſtrorum Curiis, quas poſſedit ipſe Marchio, vel aliquis pro eo, vel ab hodie in antea adquiſiverit, & in omnibus aliis poſſeſſionibus ejus, quas idem Henricus Marchio Saonæ tenet, vel ei pervenerint, quæ de poſſeſſione prædicti Marchionis Bonifacii dinoscuntur fuiſſe; Concedimus etiam per juſtum Feudum eidem Marchioni Henrico totum illud honoris, & regalium, quod nobis pertinet, vel quod habere debemus in ipſa prædicta Civitate, & in Marchia, & in unoquoque prædictorum Caſtrorum; & inſuper illud, quod prædicto Henrico Marchioni pertinet, vel per ſuum Genitorem ei provenit, ſtatuentes itaque firmiter præcipimus, quod nulla perſona, magna vel parva, habeat poteſtatem petendi vel faciendi in prædicta Marchia & in Civitate, & in Episcopatu, & in omnibus Marchionis poſſeſſionibus, quæ ei pertinent vel pertinuerunt ex parte Patris ſui, vel aliundè quocunque modo dici, vel nominari poſſint, niſi ſolus Marchio Henricus, & ſui hæredes, etiam omnes illos pedagios, & bonos uſus quos ipſi Cives miſerint, vel quos Marchio ad honorem Imperii poſuerit, concedimus, & confirmamus prædicto Marchioni, ſalvis omnibus ſervitiis, quæ prædictus Marchio Henricus Imperio debet: Hujus autem Conceſſionis, & Confirmationis teſtes ſunt Reynaldus Colonienſis electus, Henricus Leodienſis Epiſcopus, Ordicus Baſilienſis Epiſcopus, Hermanus Conſtantienſis Epiſcopus, Odo Nurembergenſis Epiſcopus, Hermanus Sardienſis Epiſcopus, Hermanus Ildeneshannenſis Epiſcopus, Garſendanus Mantuanus Epiſcopus, Udalius Augenſis Abbas, Hermanus Hersfeldenſis Abbas, Henricus Protonotarius, Anſelmus Aſtenſis Epiſcopus, Aycardus Parmenſis Epiſcopus, Syrus Papienſis Epiſcopus, Aquenſis Epiſcopus, Terdonenſis Epiſcopus, Cunradus Palatinus Comes Rheni Frater Domini Imperatoris, Henricus Dux Auſtriæ Patruus D. Imperatoris, Otto Palatinus Comes de Witemelsbach, Theodoricus Marchio Comes Theto; Comes Albertus de Saxonia, Comes Ridolfus de Phullendorf, Comes Ulricus de Leuheburc, Comes Emicho Burkardus Caſtellanus de Megdeburc, Wielmus Marchio Montisferrati, Marchio Opizo Malaspina, Comes Guido de Blandrato, Geneardus de Luggemberg, & Marquardus Fratres ejus, Henricus Marescalcus, Wido de Sancto Nazario, Ginlius de Bonaria, & alii quamplures: Acta ſunt hæc anno Dominicæ Incarnationis milesimo, centeſimo ſexageſimo ſecundo, Indictione decima, regnante Domino Friderico Romanorum Imperatore glorioſiſſimo anno Regni ejus decimo, Imperii verò ſeptimo. Signum Friderici Romanorum Imperatoris Invictiſſimi. Ego Wdalricus Cancellarius vice Colonienſis Electi, & Archi-Cancellarii recognovi. Datum Papiæ apud Sanctum Salvatorem poſt deſtructionem Mediolani quarto Idus Junii feliciter Amen. De abundantiori quoque noſtræ benignitatis gratia, qua conſuevimus nostros fideles, & benemeritos prevenire, de certa ſcientia noſtra adiciendo concedimus, & in perpetuum confirmamus, ut de prefata Conceſſione Inveſtitura Feudi tàm Marchio memoratus, quàm hæredes ſui legitimi masculi, & feminæ ab eo descendentes, uno alterius ſuccedente gaudent univerſi. Et ſi hæredes masculos contingerit non eſſe ſuperſtites, filia ſua, quæ eſt uxor Gratapaliæ fidelis noſtri in Feudo ipſo ſuccedat, nec non & ejus hæredes masculi, vel feminæ legitimi ex ea, & ejus Viro Gratapalia descendentes, uno alteri ſuccedente, Lege aliqua, vel Feudorum Conſuetudine, nec non & Privilegio contra hanc noſtram Conceſſionem, vel additionem impetrato aliquatenus non obſtante. Ad hujus autem Innovationis, Confirmationis, & dictæ Clauſulæ additionis memoriam, & volens perpetuò valiturum, præſens Privilegium inde fieri & bulla aurea Typario noſtræ Majeſtatis impreſſa juſſimus communiri; Mandantes, & Imperiali Edicto firmiter ſtatuentes, ut nulla perſona, parva, vel humilis, non Comes, non Marchio, non Poteſtas, vel Communitas, aut alia quælibet perſona contra noſtræ Confirmationis ac Innovationis, ac præſentis additionis tenorem auſu temerario venire præſumat, quia pariter indignationem noſtram, pænam centum Librarum auri puri procul dubio ſuſtinebit quicunque in prædictis, vel aliquo prædictorum temerarius attemptaverit contraire; quarum Librarum medietas fisco noſtro, reliqua verò prædicto Marchioni, & ſuis liberè perſolvetur. Hujus autem rei Teſtes ſunt hii, Gerardus Patriarcha Jeruſalem, Albertus Magdeburgenſis Archiepiscopus, Henricus Mediolanenſis, Landus Regius Archiepiscopi, H. Warmacienſis, Eugenius Huixemberg. Conradus Iliresimonenſ., E. Merſeburgenſis, H. Baſilienſis, J. Januenſis, Hug. Vercellenſis, J. Aſtenſis, A. Brixienſis, Grapia Parmenſis Episcopi, Thomaſius Comes Sabaudiæ totius Italiæ Legatus, & Marchio ejusdem, Rainaldus Dux Spoleti, Ricardus Marescalcus, Marchiones de Scena, Domini de Gorzano, & alii quamplures. Signum Domini Friderici ſecundi Dei gratia Romanorum Imperatoris Invictiſſimi, Jeruſalem, & Siciliæ Regis. Acta ſunt hæc apud Burgum Sancti Donini, Imperante Domino noſtro Friderico Dei gratia Romanorum Imperatore ſemper Auguſto, Siciliæ, & Jeruſalem Rege glorioſiſſimo, anno Imperii ejus ſexto, Regni Jeruſalem primo, Regni verò Siciliæ vi-

geſimo

ANNO 1355.

ANNO 1355. gesimo nono feliciter amen. Datum apud Burgum memoratum anno Dominicæ Incarnationis millesimo, ducentesimo vigesimo sexto mense Julii quartæ decimæ Indictionis. Nos itaque attendentes puræ fidei constantiam ac præclaræ devotionis insignia, quæ progenitores prædictorum Georgii, Manuelis, & Alerami ad Sacrum Romanum Imperium semper à retroactis temporibus gessisse, & etiam ipsi ad nos, & Imperium gerere dinoscuntur, fructuosa quoque obsequia, quibus Georgius, Manuel, & Aleramus prefati Majestati nostræ prompta sedulitate se gratos, & placidos reddiderunt, & se poterunt continuato fidelitatis studio reddere gratiores, mentis nostræ oculis limpidius intuentes, ipsiusque Alerami petitionibus benignius annuentes prædictorum Friderici primi, & Friderici secundi Imperatorum Prædecessorum nostrorum Privilegia, & Litteras, prout de verbo ad verbum præsentibus sunt inserta, seu insertæ, & universa & singula in eisdem contenta rata habentes, & grata, sicut dignè possumus, & salvis nostris, & Imperii servitiis, & fidelitatibus eidem Aleramo, nomine & vice Georgii, & Manuelis prædictorum petenti, & recipienti, & Hæredibus, & Successoribus eorundem approbamus, ratificamus, & de novo concedimus, ac etiam de nostra certa scientia, auctoritate Imperiali præsentis Scripti patrocinio confirmamus; & quia Georgius de Carreto Marchio Saonæ, Manuel, & Aleramus de Carreto Marchiones Savonæ, & Cranexanæ prædicti nonnulla Castra, bona, Feuda, & Jura in Marchionatibus Saonæ, & Cranexanæ, & alibi obtinere noscuntur, quæ ipsis donari, & concedi in Feudum & se de eis instantibus precibus petierunt, per nostræ Imperialis Majestatis Celsitudinem investiri: Nos ipsorum dignis, & devotis supplicationibus favorabiliter inclinati prædicto Georgio, & suis Hæredibus, & Successoribus, tertiam partem Castri Burgi, Villarum, & Hominum Finarii, & districtus ejusdem, nec non Castrum, & Villam Stallanelli cum tertia parte Podii Botarii, Castrum & Castellaniam Aquilæ, & Czezii cum tribus partibus Gattenolæ, Castrum & Villam Zucharelli, & Castrum vetus, Castrum, & Villam Bardoneti, & medietatem Castri & Villæ Preriolæ, cum eorum Juribus, Jurisdictionibus, mero & mixto Imperio; Item medietatem Feudorum Rivernalis, Zenexi, & Alnaschi; & Feudum totum Brunorum de Zucharello, cum Juribus dictorum Feudorum: Manueli verò, & Aleramo de Carreto, Marchionibus Saonæ, & Cranexanæ prædictis, & eorum Hæredibus & Successoribus, primò tertiam partem Castri Burgi, Villarum, hominum & districtus Finarii, nec non Castrum & Villam Calizani, Castrum & Villam Maximini, medietatem Castri & Villæ Preriolæ, duas partes tertiæ partis Castri & Villæ Crucis ferreæ, Burgi Milesimi, & partem quam habent in Carcharis; Item quartam partem Castri Zhetii, & Burgi Plebis Zhetii cum pertinentiis, & Villis eorundem, & cum Jurisdictione ponendi Consules in tota dicta Castellania; quartam partem Castri & Villæ Carteni, Burgi Vesalici, Villarum, & pertinentiarum eorundem, medietatem Castri Rorhæ Rantii cum quarta parte Rantii, Bacalagæ, & aliarum Villarum pertinentium ad dictam Castellaniam, & quartam Feudorum, & Vassalorum infrascriptorum, scilicet Castrorum, & Villarum Caxii, Peornaxii, Montiscalvi, Velligi, Maremi, Cassanovæ, Wzi, Curenæ, Monexii, Alti, Clavannæ, Castri blanchi cum pertinentiis eorundem; medietatem Feudorum Castri & Villæ Rivernalis, Zeucxii, Alnaschi, cum eorum Juribus, & pertinentiis, & omnia, & singula Castra, Civitates, Oppida, possessiones, & bona, & Jura Vassallorum, & Feudorum Jurisdictiones, merum & mixtum Imperium, cum Juribus, & suis pertinentiis universis quæ ad ipsos, & eorum quemlibet, vel ex eis alterum pervenerunt ex titulo emptionis, donationis, hæreditatis, vel alio quovis titulo, & quæ nunc ipsi, & quilibet eorum, vel ipsorum alter possident, & possederunt, & etiam Castra, Civitates, Villas, & Jura quælibet, cum pertinentiis, Juribus, & Jurisdictionibus eorundem, quibus spoliati fuerunt, & sunt ipsi, vel eorum Prædecessores ubicunque sint, committimus ex certa nostra scientia in perpetuum concedimus, & de novo donamus; omniaque dicta Castra, Oppida, Villas, Communitates quascumque superius nominatas eisdem concedimus, cum omnibus Vassallis, Valvassoribus, seu fidelibus quibuscumque in dictis Territoriis, habitantibus, & habitaturis, quod sint eorum subjecti, & esse intelligantur cum Vallibus, Montibus, Planitiebus, Collibus, silvis, pascuis, molendinis, aquis, acquarumque decursibus, fluminibus, stagnis, laciis, Piscationibus, venationibus, cujuscunque generis, & quarumcumque terrarum, Pedagiis, Theloneis, Mercatis, Mercatorumque datiis, impositionibus cujuscunque generis, cum extadantiis Vassallorum, & Fidelium quorumcunque habitantium in dictis Locis, impositionibus pænarum & bannorum, angariarum, perangariarum, onerum, realium, personalium, atque mixtorum de gratia speciali, recepto quoque à prædicto Aleramo, suo & prædictorum Georgii, & Manuelis, ac Hæredum suorum nomine, in manibus nostris, homagii, fidelitatis, obedientiæ, & subjectionis debitæ solito juramento, ipsum Aleramum petentem, & recipientem, vice & nomine, quo supra, de præmissis omnibus præsentibus investimus de Imperialis plenitudine potestatis, nostris, & Imperii sacri servitiis, fidelitatibusque semper salvis. Dantes, & concedentes eisdem de plenitudine potestatis nostri culminis auctoritatem, & licentiam fabricandi Castra, Oppida, & Fortalicia cujuscunque generis in Locis prædictis, & jam facta conservandi, destruendi, mutandi ad eorum liberum libitum voluntatis, & quod possint prædicti, & valeant Loca in prædictis Territoriis sistentia, quæ fuerunt alias habitata, & nunc sunt inhabitata facere, habitare, & quæ nunquam habitata fuerunt, facere habitari de novo, in quibus eisdem Privilegiis gaudeant, de quibus gaudent in aliis superius expressatis. Concedimus etiam eisdem, quæ Civitates, Castra, Oppida, & Loca in Territoriis superiùs nominatis per quascunque personas detenta, cujuscunque status, qualitatis, seu condictionis existant, seu per quascunque Communitates, vel Civitates occupata detinentur, possint auctoritate propria recuperare, & invadere, & offendere causa recuperationis ipsorum, res, personas, & bona ipsorum detinentium, nisi dictas Civitates, & dicta Castra, Oppida, & Loca restituant, cum omnibus Juribus, & Jurisdictionibus eorundem; Inhibentes igitur universis, & singulis Principibus tam Ecclesiasticis, quam mundanis, nec non Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Civitatibus, Communitatibus, cæterisque hominibus, & personis, parvis vel magnis, cujuscunque status, dignitatis, vel condictionis existant, firmiter, & districtè, ne jus aliquod in prædictis tam conceſſis antiquis per Prædecessores nostros & per nos confirmatis, quam per nos de novo concessis, & indultis sibi audeant vendicare, vel ipsos in eis quomodolibet impedire, non obstantibus aliquibus privilegiis, seu gratiis conceſſis alicui personæ singulari cujuscunque status, qualitatis, vel condictionis existat, seu cuicunque Coleggio, Civitati seu Communitati quocunque vocabulo censeatur, vel impostorum concedendis; quæ, & quas ex nunc tollimus, & etiam annullamus, eaque, & eas de certa nostra scientia, in quantum præsentibus obviare & derogare videntur, decernimus nullius esse in antea roboris, vel momenti, etiamsi de eis expressam opporteret fieri mentionem, quæ pro expressa ex nunc haberi volumus, & censeri. Si quis verò secùs attemptare præsumserit Indignationem nostram Imperialem & pænam centum Marcharum auri puri componendarum, quarum medietatem Fisco seu Errario Cameræ nostræ Imperialis, aliam verò mediam partem passorum injuriam usibus aplicari volumus, se noverit irremissibiliter incursurum.

ANNO 1355.



Signum Serenissimi Principis, & Domini Domini KAROLI *Quarti Romanorum Imperatoris Invictissimi, & glorioſissimi Boemiæ Regis.*

Testes hujus sunt Reverendus in Christo Pater Dominus Petrus Ostiensis, & Velletiensis Episcopus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis, nec non Venerabiles Johannes Archiepiscopus Pisarum, Johannes Olmovicensis, Gherardus Spirensis & Marquardus Augustensis Ecclesiarum Episcopi, & Illustres Johannes Marchio Montisferrati, Nicolaus Opaviæ & Bolko Falkenburgensis Duces; nec non Spectabiles Joannes Nurimbergensis, &

ANNO 1355. & Burcardus Merdburgenſis Burgravii, Johannes de Reez, & Albertus de Anhalt Comites, ac etiam nobiles Sbinco dictus Lepus de Haſemburch, Hasco de Sixerzeticz, & Busko de Wilharticz Magiſtri Cameræ, Tesco de Wilharetiz Marescalcus Imperialis Curiæ, & alii plures fide digni præſentium ſub noſtræ Imperialis Majeſtatis Sigillo teſtimonio Literarum; Datum Piſis anno Domini milleſimo trecenteſimo quinquageſimo quinto Indictione octava Idus Maii Regnorum noſtrorum anno nono, Imperii verò primo.

Ego Johannes Dei gratia Luthomuschlenſis Episcopus Sacræ Imperialis Aulæ Cancellarius loco Reverendi in Chriſto Patris Guilielmi Colonienſis Archiepiscopi, Sacri Imperii per Italiam Archi-Cancellarii recognovi, ſupradicto Domino Imperatore meo KAROLO feliciter imperante.

Extracta fuit præſens Copia ab Originali ſcripto in Carta pergaminea cum Sigillo in Cera rubea, & cum cordulis aureis, & ſericeis exiſtente in Regio Archivio Caſtri Portæ Jovis Mediolani. Datum Mediolani die trigeſima menſis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS, *Regii Archivii Officialis.*

CCCLI.

5. Août. *Tabulæ Compoſitionis inter Capitulum & Eccleſiam* HAMBURGENSEM, *atque Senatum & Civitatem ejusdem Urbis de Juribus & Immunitatibus Clericorum & Eccleſiaſticorum, factæ Hamburgi Anno Domini* 1355. 5 *menſis Auguſti.* Cum *duplici ejusdem Argumenti Appendice eodem anno promulgata.* [PETRI LAMBECII Rer. Hamburg. Libr. II. pag. 85. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. IV. Abtheil. VIII. Abſatz XXIII. pag. 935. d'où l'on a tiré cette Piéce.]

In nomine Domini Amen.

UNIVERSIS præſentes Literas inſpecturis ſeu audituris. Nos Præpoſitus, Decanus, Canonici & Capitulum Eccleſiæ Hamburgenſis: nec non Conſules & Commune ejusdem Civitatis Hamburgenſis, Bremenſis Diœceſis, cupimus fore notum, quod cujuslibet diſſenſionis materia, quæ jam dudum inter nos hinc inde ſuper infra ſcriptis Articulis extitit ſuscitata, diligenti tractatu & matura deliberatione præhabitis, taliter eſt ſopita. Inprimis videlicet nos Conſules a curiis ſeu habitationibus dictorum Dominorum Canonicorum, quæ ſunt undecim numero, cum ſuis terminis, prout ſitæ ſunt, in perpetuum non exigemus neque poſtulabimus *Schot* & *Schulde*, & ab omnibus talliis, exactionibus & oneribus ſecularibus erunt liberæ & perfruentur conſueta & debita libertate. Nec per easdem curias vel retro easdem quomodolibet vendicabimus nobis vias, excepta via a porta molendini usque ad pendulam, quæ vulgariter *Rame* dicitur, quam nos Conſules liberam obtinebimus, ſicut prius. Item nos Conſules locum retro curias Canonicorum, dictum *Haſenmohr*, ab utraque parte non implebimus, nec occupabimus & fluxum ſeu meatum ipſius loci ad Alſtriam per canalia conſueta, perpetuis temporibus duratura, reduci & renovari favorabiliter promittemus. Et licet dicti Domini Canonici & Vicarii commoditatem valli juxta curias ipſorum conſuetum debent habere: tamen in eodem vallo frangendo, fodiendo vel cloacas aut alia ædificia conſtruendo, in damnum Civitatis nihil attentare debebunt. Item de omnibus bonis Clericorum in jure Civitatis ſitis nos Conſules recipiemus *Schot* & *Schulde*, exceptis undecim curiis prædictis & reditibus, quos Dominus Adolphus, quondam Comes Holſatiæ, felicis recordationis, ad lumen Eccleſiæ beatæ Mariæ in perpetuum erogavit, & exceptis redditibus, quos Canonici & Vicarii in molendinis & teloneo dignoscuntur habere. Quædam vero curiæ & Domus Vicariorum perſolvent *Schot* vel Denarios, quos hactenus perſolvere conſueverunt. Item ſi tempore nocturno ſive diurno Clericorum aliquem in maleficio deprehendi contigerit, ſtatim cum conſtiterit, eum eſſe Clericum, Judicibus Eccleſiaſticis, ſine requiſitione & difficultate qualibet, præſentabitur, poſtquam de crimine legitime convictus fuerit, canonice puniendus. Item nos Conſules Cives noſtros & alios Laicos, inſultum in Clericos ſeu Miniſtros Eccleſiæ verbis vel factis tacientes in Eccleſia vel Altari, vel intra Jurisdictionem noſtram, compescemus & judicabimus, in quantum ad nos pertinet, cum effectu. Si vero Clericus in Laicum inſultum fecerit in Eccleſia vel Jurisdictione noſtra, nos Canonici tamen Clericum ſimiliter, in quantum ad nos pertinet, compescemus & judicabimus cum effectu. Item nos Conſules non permittemus ad inſtantiam noſtrorum Civium vel aliorum Laicorum, quibus præcipere poſſumus, redditus & proventus de molendinis & teloneo & alia bona ad Eccleſias Hamburgenſes & Theſaurariam ejusdem pertinentes, arreſtari vel quomodolibet occupari, ſed Laicos de Dominis Præpoſito, Decano, Canonicis & Capitulo & aliis Clericis conquerentes pro conſequenda juſtitia ad Judices Eccleſiaſticos remittemus. Et nos Præpoſitus, Decanus & Capitulum hujusmodi Laicis conquerentibus faciemus plenam juſtitiam realiter exhiberi. Si vero Clericus ſuper civilibus vel pecuniariis cauſis convenire voluerit, pro conſequenda juſtitia, ad ſeculares Judices, nos Canonici talem Clericum, quantum ad nos pertinet, remittemus. Et nos Conſules tali Clerico conquerenti procurabimus exhiberi injuſtitiæ complementum. Item nos Conſules non faciemus bona Clericorum quorumcunque Hamborch venientium, indubitanter ad nos ſpectantia per quoscunque Laicos, quibus præcipere poſſemus, arreſtari. Item Scholares ſub jugo Magiſtri exiſtentes nos Conſules non diſtringemus nec condemnabimus, ſed eorum correctionem & punitionem, ſi deliquerint, Judicibus Eccleſiaſticis remittemus. Item nos Conſules Eccleſiam Hamburgenſem & Eccleſiaſticas perſonas quibuslibet Libertatibus, Privilegiis & Juribus ſuis libere uti permittemus, ipſos in eisdem ſincere & efficaciter conſovendo, Juribus, Libertatibus & Privilegiis noſtræ Civitatis in omnibus ſemper ſalvis. Id ipſum nos Præpoſitus, Decanus, Canonici & Capitulum, Conſulibus & Civibus Hamburgenſibus ex ſinceritate cordis facere debemus & volumus vice verſa. Item nos Conſules debemus noſtros & Canonici ſuos compescere, ne inter ſe discordent; Et ſi, quod abſit, inter Clericos & Laicos discordia vel offenſa fuerit ſuscitata, non ſtatim procedere debent in Jure, ſed duo de Canonicis & duo de Conſulibus convenient, fideliter tentaturi, ſi ipſos ad pacem & concordiam poſſint revocare. Quod ſi facere non poſſunt, quivis gaudeat ſuo jure. Item nos Canonici ſtatuemus in Eccleſiis Parochialibus Rectores & Capellanos literatos & idoneos, qui populo præeſſe poſſint doctrinis, moribus & exemplis. Similiter Scholaſticus providebit Scholis de Rectoribus literatis & idoneis, qui in ſuo ſalario contenti vetera ſtipendia non augeant & nova in antea non imponant. Sane præter præmiſſam compoſitionem & ordinationem, nos Canonici & Capitulum Sententiis, Proceſſibus & Literis quibuscunque tam in Romana Curia, quam extra, tempore litis contra Conſules & Cives Hamburgenſes obtentis, qualitercunque & quomodocunque in futurum non utemur, nec per ipſos eosdem Conſules & Cives quovis modo vexabimus in perpetuum. Omnes etiam Tractatus & Placita tempore litis habiti & habita, irriti & caſſi, irrita & caſſa penitus remanebunt & eis renunciavimus expreſſe, præmiſſis omnibus & ſingulis articulis in ſuo robore perpetuo duraturis; ſed iidem Conſules & Cives quibuslibet Libertatibus, Privilegiis & Juribus ſuis plene gaudebunt. Et nos Conſules & Cives e converſo Eccleſiam Hamburgenſem & Clerum in Libertatibus & Privilegiis & Juribus ſuis non debemus perturbare. Et omnis diſſenſionum, ſuspicionis & discordiæ materia, inter quascunque perſonas, cujuscunque conditionis exiſtunt, ſuborta vel mota ratione præmiſſorum, debet eſſe ſedata penitus & ſopita & in malo non debet amplius in memoriam revocari. In cujus rei teſtimonium Sigilla noſtra, videlicet Capituli & Civitatis prædictorum præſentibus ſunt appenſa. Datum & actum Hamburg, anno Domini 1355. quinta die menſis Auguſti, præſentibus honorabilibus & discretis Viris, Dominis Paulo Haken, Canonico Bremenſi, Lubecenſi & Swerinenſi Eccleſiarum, & Nicolao Vos, perpetuo Vicario Eccleſiæ Hamburgenſis prædictæ.

ANNO 1355.

Prima Appendix COMPOSITIONIS *eodem anno 1355. promulgatæ.* [LAMBECIUS loco cit. pag. 87. LUNIG loco cit. pag. 937.] 10 Août.

PRIMO, ſuper Statutis dicitur hoc modo: Nulla Statuta fecimus contra Eccleſiaſticam Libertatem & faciemus. Si quis bona ſua in uſus Eccleſiaſticos dare volue-

ANNO 1355. voluerit, ſicut ante triginta annos & ultra in Civitate illa rite obſervatum eſt. Item de pecunia fabricæ ſervabitur, ſicut in Literis ſuper hoc confectis tenetur. Item de ſepultura a tempore interdicti tenebitur, ſicut de jure oportebit fieri, obſervari. Item Clericus vendat hæreditatem ſuam, ſub ea conditione, ſicut Laicus, & in hoc non impediatur. Item Inſtitores non permittentur ſtare in Eccleſiis & Capella Sanctæ Annæ in diebus Proceſſionis; in ambitu non ſtabunt, & Bancos deportabunt. Et infra decem annos Conſules de apto loco cogitabunt. Item de Cloaca Eccleſiæ fiet, ſicut Capitulo & Conſulibus videbitur expedire. Item talis annona dabitur de molendinis, cum qua quilibet poteſt ſatisfacere bono viro. Item Teſtes ſynodales nulla fraude retrahentur ab excuſando illos, qui de jure fuerint excuſandi, ſicut ſecundum conſuetudinem antiquitus in Civitate illa eſt rite obſervatum. Item Clerici & Laici debent prohiberi, ne immunditias ad cœmiteria effundant. Item ad ſtructuram Beatæ Mariæ poterit cremari cœmentum in cœmiterio ejusdem Eccleſiæ, ſi in aliis cœmiteriis fuerit crematum. Item nullus inducetur nec * prohibetur ad offerendum *Verlinges*; ſed quilibet ſecundum voluntatem ſuam & gratiam ſibi a Deo datam offerat, quod ſibi placet. Item oblationes & aliæ donationes fidelium, in Vigiliis defunctorum & Divinis Officiis, ſicut a triginta annis eſt obſervatum. Item ab ancilla Eccleſiæ non exigetur nec recipietur *Schott*, pro redditibus, quos Eccleſia ſibi tribuit annuatim, ſed tantummodo pro bonis, ſi quæ habet, in jure Civitatis. Item confugientes ad Eccleſiam ſervabuntur, ſicut Jura Canonica & Civilia mandant teneri. Item de hospitalitatibus domorum Sti. Spiritus & Sti. Georgii tenebitur, ſicut in Privilegiis Civitatis & Capituli continetur, & ſicut antiquitus eſt obſervatum. Item larvati non current in Eccleſiis tempore divinorum. Item pecuniæ pertinentes ad Vicarias in uſus earum convertentur, & quæ præceptæ ſunt per Teſtatores fundari, quantocyus fundabuntur, ſi ſecundum jus Civitatis de talibus bonis teſtari potuit. Item Campanarii in Eccleſiis Parochialibus ſtatuentur, accedente ad hoc conſenſu Plebanorum. Nos Paulus Hacke, Canonicus Bremenſis, Lubicenſis & Suerinenſis Eccleſiarum, ac Nicolaus Vos, perpetuus Vicarius Eccleſiæ Hamburgenſis, præſentibus proteſtamur, quod honeſti Viri Nicolaus Franzoyſer & Tidemannus up dem Perde, Proconſules Hamburgenſes, ſuper Articulis contentis in ſcedula exciſa, cui præſens Litera ſub noſtris Literis eſt transfixa, concordaverunt cum Reverendis Viris Dominis Wernero, Præpoſito, Johanne, Decano, Henrico, Scholaſtico, & Ludolpho, Cantore Eccleſiæ Hamburgenſis, nomine ipſius Eccleſiæ perpetuo obſervandis. Item præſentibus proteſtamur, quod prædicti duo Conſules, nomine Conſulum & Civitatis Hamburgenſis, bona fide promiſerunt, quod ipſi & Conſules Hamburgenſes cum prædictis Dominis Præpoſito, Decano & Capitulo Hamburgenſi ſuper redditibus & bonis Eccleſiaſticis, qui non debent dare & ſolvere *Schott*, debent infra hinc & Feſtum omnium Sanctorum nunc proximum concordare cum effectu, & ſuper illis, in quibus concordarunt, Literas patentes debent dare & ſigillare Sigillo Civitatis Capitulo Hamburgenſi. In cujus rei teſtimonium Sigilla noſtra præſentibus ſunt appenſa. Datum Hamborch, anno Domini milleſimo tricenteſimo quinquageſimo quinto, die decima menſis Auguſti.

* Forte *prohibebitur.*

3. Sept. *Secunda Appendix ejusdem* COMPOSITIONIS. [LAMBECIUS loc. cit. pag. 87. LUNIG, loc. cit. pag. 937.]

NOVERINT univerſi, quod nos Theodoricus up dem Perde & Henricus Hop, Proconſules Civitatis Hamburgenſis, nomine Conſulum dictæ Civitatis, cum honorabilibus Viris Dominis Henrico Witten, Scholaſtico, & Hartwico de Salina, Canonico Eccleſiæ Hamburgenſis, Bremenſis Dioœceſis, ſuper infra ſcriptis Articulis concordavimus in hunc modum: Primo domus Johannis Holtenſtede prope Scholetor: item domus Domini Henrici Witten: item curia, quam habet Dominus Johannes Buckenhagen retro refectorium dictæ Eccleſiæ ad partem Occidentalem: Item domus Campanarii Eccleſiæ in platea fabrorum: Item domus, in qua morabatur Dominus Hermannus Glazewerder ad partem Eccleſiæ Meridionalem, in futurum *Schott* non ſolvent. Item omnia & ſingula bona in Jure Civitatis conſtituta, ad Theſaurariam dictæ Eccleſiæ Hamburgenſis ſpectantia, *Schott* non perſolvent. Item de omnibus & ſingulis bonis & reditibus in Jure Civitatis conſtitutis, quæ & quos dicta Eccleſia & ejus perſonæ infra triginta annos poſſederunt, & poſſident in hodiernum diem, ſive ſunt ad memorias ſive ad vicarias, *Schott* non recipiemus, ſed in favore & gratia, in qua hactenus permanſerunt, *Schott* Civitati non perſolvendo, in eadem gratia & favore dictam Eccleſiam & perſonas volumus favorabiliter permanere, niſi nos rationabiliter oſtendere poſſemus, quod Eccleſia & dictæ perſonæ infra dictos triginta annos, usque in hodiernum diem de aliquibus bonis *Schott* Civitati ſolviſſent, tum de illis bonis, de quibus ſolverunt, ut dictum eſt, *Schott* Civitati noſtræ perſolvent in futurum. In cujus rei teſtimonium ſigillum noſtrum præſentibus eſt appoſitum. Datum & actum Hamborg anno 1355. in profeſto Barbaræ Virginis. ANNO 1355.

CCCLII.

10. Sept. *Traité entre* CHARLES *Roi de Navarre &* JEAN *Roi de France, fait à Valorgne le* 10. *Septembre* 1355. [Theſaurus novus Anecdotorum. Tom. I. col. 1401. *Ex MS. Domini* Bulteau.]

NOus CHARLES par la grace de Dieu Roy de Navarre, & Comte d'Evreux, pour nous & noſtre nom d'une part: & nous JACQUES de Bourbon Comte de Ponthieu, & Coneſtable de France; & nous GAUTIER Duc d'Athenes, Comte de Brene & de Liche Meſſagers du Roy noſtre Sire, & ayant plein pouvoir de luy quant aux choſes qui euſſent fere, traittier, paſſer & accorder, par vertu des Lettres de nostredit Sire ſur ce faites, dont la teneur eſt cy-deſſous encorporée, pour & ou nom du Roy noſtre Sire d'autre part; faiſons ſavoir à tous que ſur les diſcors entre Monſeigneur le Roy deſſusdit & nous Roy de Navarre; & ſur les demandes qu'il nous faiſoit, & nous à luy, tant à cauſe de luy & de nous, comme de nos Predeceſſeurs, avons traittié & accordé nous Roy de Navarre pour nous & en noſtre nom; & nous Meſſagers deſſusdis pour & ou nom du Roy noſtre Sire en la maniere qui enſuit.

I. Premierement quand à ce que Monſeigneur le Roy s'eſtoit tenus pour malcontent de nous Roy de Navarre deſſusdit pour aucunes desobéïſſances que nos gens eſtant de par nous en nos Villes & Châteaulx d'Evreux, de Ponteaudemer, de Cherebourg, de Gauray, Mortaing, Avranches, & Carentan, avoient faites à Monſeigneur le Roy deſſusdit, ou à ſes gens, ou outrement, eſt accordé que nous en faiſant obéïſſance de nosdites Villes & Châteaulx à Monſeigneur le Roy, mettrons dès maintenant, Royalement, & de fait en la main de noſtre Couſin le Coneſtable deſſusdit, ou de celluy ou ceux que noſtredit Couſin vouldra à ce deputer, comme en la main de Monſeigneur le Roy nos Villes & Châteaulx deſſusdit. Et pourra mettre noſtre dit Couſin en chacune desdites Villes & Châteaulx un Châtelain tel comme il luy plaira, luy tiers, outre les gens qui y ſont ou ſeront de par nous Roy de Navarre, & y demoureront, ainſi comme dit eſt, lesdits Châtelains & autres gens mis en iceulx Villes & Chasteaulx par noſtredit Couſin jusqu'à tant que nous en noſtre perſonne aurons fait à Monſeigneur le Roy l'obéïſſance cy-deſſus escripte.

II. Item, eſt accordé que quand nous Roy de Navarre ſerons devers Monſeigneur le Roy deſſusdit, nous parlerons à luy publiquement avec toutte obéïſſance, reverence, & honneur, ſur les choſes qui toucheront noſtre honneur, & le desblâme de nous & de nos gens, & de nos amis, en gardant tout l'honneur de Monſeigneur le Roy, & luy ſupplierons qu'il veuille pardonner à nous, à nos freres, & gens tout ce dont il s'eſt tenus pour mal content de nous & d'eulx, & lever ſa main de nos Terres, Villes & Châteaulx, qui ſont en icelle, & les nous mettre en pleine delivrance, & auſſi celle de nosdites gens.

III. Item, eſt accordé que tantoſt comme nous Roy de Navarre deſſusdit aurons ainſi publiquement parlé à Monſeigneur le Roy, il devant nous pardonnera incontinent à nos Freres, & toutes les gens, Conſeilliers, Fameilliers, Officiers de nous, ou de nosdits Freres, aidans, adherans, conſeillans, & confortans, de quelconques eſtat & ou que il ſoient, & à nos Subgets, & de chacun de nous & autres quelconques leſquels ſont preſentement ci nommez, & autres que nous nommerons & baillerons en bonne foy par eſcript ſous noſtre Seel dedant la Feſte de Chandeleur prochain venant au Chancelier de France, toutes ires, rencunes, indignations, mepriſures, offenſes, meffaits, mesdits & mautalens quelconques qu'il a eu, ou conceus, ou

ANNO 1355. où pourroit avoir ou concevoir contre nous Roy de Navarre, nosdits Freres, les Conseilliers, Familiers, Officiers, & Subgets de nous, de nosdits Freres, nos aidans, adherans, & conseillans, & confortans, & autres quelconques nommez & à nommer, comme dit est, pour quelconque cause & occasion que ce soit de tout le temps passé jusques au jourd'huy, & fera à nous Roy de Navarre, à nosdits Freres, & aux dessusdits nommez & à nommer, comme dit est, & à chacun plaine & parfaite remission, pardon & quittance de tous excés, crimes, dilits, meffaits, mesdits, desobéissances, rebellions, & autres choses quelconques, dont il s'est, ou peut estre tenus, ou pourroit tenir malcontens de nous, de nosdits Freres, ou des autres cy nommez & à nommer, comme dessus est dit, de tout temps passé jusques au jourd'huy pour quelconques causes ou occasion que ce soit, fust pour nostre fait, ou pour autres quelconques cause. Supposé que l'en peust, ou voulsit dire, que nous, nosdits Freres, ou aucun de ceulx cy nommez & à nommer, comme dit est, eussions ou eussent commis & perpetré Crime de Leze-Majesté, ou aultres quelconques, fust contre la personne de Monseigneur le Roy, le bien public, ou autrement, un ou plusieurs, & toutes peines civilles, corporelles, criminelles, amandes, & confiscations, que nous, nosdits Freres ou aucun de ceux cy nommez & à nommer, comme dit est, povons ou peuvent avoir encouru de tout le temps passé jusques aujourd'huy envers la personne de Monseigneur le Roy, ou la Couronne de France, sens ce que Monseigneur le Roy ou ses Successeurs ou autres de par eulx par voye de fait ou de droit, soubs couleur de justice ou autrement, en puisse jamais rien demander à nous, nosdits Freres, ne aucuns d'autres cy nommez & à nommer, comme dit est, ne aux Hoirs ou Successeurs de nous, ou d'eulx, ou d'aucun d'eulx, en corps, ne en bien, ne pour ce faire on souffrira à faire aucune poursuite, vengence, ou punicion, par quelque voye que ce soit contre nous, ou eulx, ou aucun d'eulx; & que ladite quittance, pardon, & remission vauldront autant à tous ceulx à qui elles pevent ou pourroient toucher qui ci sont & seront nommez, comme dit est, qui aidier s'en vouldront, comme se tous les cas qui de necessité y deussiens estre declairez, y fussent tous exprimez, & fussent autres & plus grans que ceulx qui cy-dessus sont contenus. Et dès maintenant nous Roy de Navarre presens & consentans, nous Messager dessusdit nommons & declarons ceulx dont à present nous sommes avisez, qui joïront de cette remission, pardon, & quittance de toutes les seuretez à nous octroyées en nostre personne de chacune d'icelle & leur vauldront ainsi comme à nous mêmes, desquels les noms s'ensuivent. Le Comte de Namur, Monseigneur JEHAN & Monseigneur GODEFROY de Bouloigne, Monseigneur GODEFROY de Harecourt, Monseigneur PIERRE de Saqueauville, Monseigneur GEORGE Sire de Claire, Monseigneur GAUCHER de Lor Sire de Hamburc, le Sire de Guerarville, Monseigneur MARTIN de Hennequis, le Sire de Eux, le Sire d'Aigremont, le jeune Monseigneur JEHAN Remeus Darelhano, le Sire de Hanope, le Sire de Belesmiée, Monseigneur ROBERT de Brancourt, le Sire Danneel, Monseigneur JEHAN de Fascamps, Monseigneur PHILIPPE Sire de la Cheise, Monseigneur JEHAN de Versailles, Monseigneur ANCEAU de Villers, Maubue, de Maure, Mares, Monseigneur REGNAUD de Braquemont, & Monseigneur ROBERT de Coillarville Chevaliers, Maistre THOMAS de Ladit, ROBERT Porte, & Adam de Franconville, Monseigneur PIERRE Gobert, Monseigneur PIERRE de la Tannerie, Monseigneur JEHAN de Ladit, PIERRE du Tertre, SIMON Rose, Monseigneur GUILLAUME Froier Clers, JEHAN de Bancalu, COLIN Doublet, GUILLAUME Mallet, JEHAN de Lors, GUILLAUME de Flegnies, HENRY de Mucy, GEOFROY de Marcon, JEHAN de Bucy, le boiteux des Mureel, ROBERT de Chartres, GUILLAUME de Pons, PIERRE de Friscamps, PHOT. de Mousties, COLIN Avenel, JEHAN de Gamoa: RAOULIN de Mamemares, BERNEQUIN de Viersy, BERTRAN de Geneves Escuyers, JOSSERAN de Mascon, GUILLEMOT Porte, JEHAN Clanel, GUILLAUME de la Chapelle de Crecy, JEHANNOT le Chat de Lor, THEVENIN de Bausigny, JEHAN le Men de Lor, HENNEQUIN de Tournay, JEHAN Godin de Maisieres sur Meuse, HUMBELET de Liege, JEHANNOT de Donchery, & tous ceulx qui furent de par le Roy nostre Sire au Traittié de Mante: c'est à sçavoir le Cardinal de Bouloigne, le Duc de Bourbon, l'Evesque de Laon, Messire GEOFROY de Charny, & Monseigneur ROBERT de Loris; & de ce seront faites Lettres soubs le seel du Roy en las de soye & cire vert pour tous les noms nommez & à nommer, comme dit est, & pour chacun d'iceulx sens coustement. ANNO 1355.

IV. Item, est accordé que tantost incontinent l'obéissance faite par nous Roy de Navarre à Monseigneur le Roy en la maniere que dit est, il levera sa main de nos Terres, Villes, Chasteaulx, & de celle de nos Freres & gens, & les mettra du tout à plaine delivrance avec tous les autres biens & Garnisons quelconques estans ésdites Villes & Chasteaulx.

V. Item, est accordé que ce jour mesme, ou lendemain, lequel que mieulx plaira à Monseigneur le Roy, nous Roy de Navarre presens, nos Dames les Roynes JEHANNE & BLANCHE de France, nos Freres le Dalphin, le Conte d'Anjou, le Duc d'Orleans, nos Cousins le Duc de Bourbon, le Conestable, le Duc d'Athenes, & nostre Frere le Conte de Fois, & aussi y seront le Chancelier de France, & aultres tels comme Monsieur le Roy vouldra nommer, jureront sur Sains Evangiles par nous touchez corporellement, que nous aimerons, servirons de bon cuer, & obéirons à Monseigneur le Roy contre toutes personnes qui peuvent vivre & morir, & garderons, & pourchacerons à nostre loyal povoir, le bien, honneur, & bon estat de sa personne, & de son Royaume, & de ses Successeurs Rois de France, comme bon Fils, Vassal, & Subget; & que se aucune chose notable par quoy l'amour & Paix d'entre Monseigneur le Roy & nous peust estre troublée, ou empeschée, ou qui fust contre l'honneur, bien, & estat de Monseigneur le Roy, ou du Royaume, nous estoit ditte ou rapportée, nous la luy ferons sçavoir au plustost que nous pourrons.

VI. Item, est accordé que nous Roy de Navarre remettrons, quitterons, pardonnerons bonnement & entierement toutes offenses, courroux, mautalens, indignations, meffais, mesdits, & mépriſures, faites contre nous, nos Freres, ou contre aucuns de nos Officiers, Gens, Soudoyers, ou Subgiest à tous les Conseillers, Officiers & Serviteurs du Roy, & aux Subgets de ses Officiers, & à chacun d'eulx, & que nous ne pourchacerons, ne souffrerons estre fait, ne pourchacié en appert ne en repost, par voie directe ne oblique, soubs couleur de justice, ou autrement, aucune villenie, ou dommaige, poursuite, deshonneur, punicion, ou vengence contre aucun desdits Conseilliers, Officiers, ou Serviteurs, ou les Subgets d'iceulx Officiers, pour quelconque chose qui ait esté faite, advenuë, ou dite contre nous ou nos gens de tout le temps passé jusques aujourd'huy, excepté en tout tous les parens & amis charnels de feu Monsieur CHARLES d'Espaigne, & aussi tous les amis, serviteurs & familiers dudit Monsieur CHARLES; lesquels amis, serviteurs & familiers, ne vouldront jurer cette presente seurté, s'il en sont requis de par nous Roy de Navarre.

VII. Item, Que nous Roy de Navarre jurerons & promettrons comme dessus, que nous ferons nosdits Freres, pour lesquels quant à ce nous nous faisons fort, & douze, ou plusieurs de nos gens, ou Conseillers du Royaume de France, tels comme Monseigneur le Roy vouldra permettre, & jurer en la maniere que dit est toutes les choses dessusdites, & chacune d'icelle tenir & garder, enteriner, faire & accomplir, & non venir encontre par quelque voye que ce soit, & nos autres gens, ou Conseillers de dehors du Royaume jureront de nostre commandement la seurté des gens & Officiers de Monseigneur le Roi se ils le requierent.

VIII. Item, est accordé que par semblance & maniere promettront & jureront nosdits Freres & Conseillers, que il ne nous conseilleront appertement, ne en repost, par voie directe ne oblique, par eulx ne par autres, que nous facions ou pourchacions estre faites contre les choses dessusdites promises, ne encontre aucune d'icelles; & que se aucune chose en povoient appercevoir, ils l'empêcheroient à leur povoir; & se empêcher ne le povoit, ils en aviseroient Monseigneur le Roy, ses Enfans, ou ceulx de son Lignage, de son Conseil, ou aultres à qui les choses pourroient touchier par telle maniere que il veudra à la cognoissance de Monseigneur le Roy, avant que nul mal, peril, ne eschaude en puisse venir.

IX. Item, est accordé que aprés que nous Roy de Navarre aurons promis & juré les choses dessusdites en la maniere que dit est, Monseigneur le Roy jurera & promettra tantost. & à telle heure sur les Saints Evangiles par luy touchez corporellement, en la presence des personnes dessus nommées, & autre qui presens

ANNO 1355. auront eſté au ſerement, de nous tenir, garder & accomplir à tousjours perpetuellement à nous, nosdits Freres, à toutes les Gens, Conſeillers, Familliers, Officiers de nous & de nosdits Freres, nos Aidans, Adherans, Conſeillans & Confortans de quelconque eſtat, ou condition qu'ils ſoient, & à nos Subgets, & à chacun de nous, & autres quelconques nommez & à nommer, comme dit eſt deſſus, la remiſſion, quittance, pardon, feurté, paix, & aucour, dont mention eſt cy-deſſus, & ſera aprés faite pour le temps paſſé, preſent, & à venir, ſens les enfreindre en aucune maniere, ne faire, ou venir encontre par ſoy, ne par autre, en appert, ne en repoſt, par voie directe ne oblique, ſous couleur de juſtice, ne autrement, par quelque voie que ce ſoit, de fait ou de droit, & qui pour action des choſes deſſusdites, ou d'aucunes d'icelles, ou de leur despendance, il ne fera, ne pourchacera, ne ſouffrira eſtre faite, ne pourchacié contre nous, nosdits Freres, ne aucuns de nos Gens, ne des Gens de nos Freres, Conſeillers, Familiers, Officiers, nos Aidans, Adherans, Conſeillans & Confortans, de quelque eſtat ou condition qu'ils ſoient, ne contre les Subjets de nous, & de chacun de nous, ou autres quelconques nommez, ou à nommer, comme dit eſt, aucun mal, dommage, ennuy; & que il ne fera, ne ſoufrera eſtre fait par luy, ne par autre aucune vengence ou punition contre nous, nos Freres, ne aucun des autres nommez &, à nommer, comme dit eſt, en corps ne en bien, par quelque voie que ce ſoit, pour occaſion des choſes deſſusdites, ou d'aucunes d'icelles pour tout le temps paſſé jusques aujourd'huy; & que ſe il venoit, ou vient à ſa connoiſſance, qu'aucun voulſiſt faire le contraire, il l'empeschera, & fera empescher de tout ſon povoir, & l'en punira ſi comme il appartendra: & que ſe aucune choſe notable par quoi l'amour & paix d'entre Monſeigneur le Roy & nous peuſt eſtre empeschée ou troublée, luy eſtoit dite ou rapportée contre nous, nosdits Freres, il le fera ſçavoir à nous & à nosdits Freres, & que pour cauſe de ce il ne ſe mouvra contre nous ou nosdits Freres ſans oir nous & eulx premierement; & que aide ou confort aucun il ne donra, ne fera donner par ſoy ne par autre, en appert ou en repoſt, aux amis de Monſeigneur CHARLES d'Eſpaigne ou Royaume de France, ne dehors contre nous, nosdits Freres, ne aucuns des Gens de nous, ou de nosdits Freres; & que s'il ſavoit, ou ſentoit par quelque voie, que aucuns dommages, meffaits, ou ennuy, deuſt pour ce eſtre fait à nous, nosdits Freres, ne à aucuns des Gens de nous, & de nosdits Freres; il le deſtourbera à ſon povoir, & le fera ſavoir à nous, nosdits Freres, & Gens à qui il touchera au pluſtoſt que il pourra bonnement, ançois que aucun mal, peril, ou dommage s'en puiſſe enſuir contre nous & nosdits Freres & Gens.

X. Item, eſt accordé que par ſemblable maniere le promettront & jureront Meſſeigneurs le Dauphin, le Conte d'Anjou, & autres Enfans du Roy, quand il ſeroit agiez, le Duc d'Orleans, le Duc de Bourbon, le Conneſtable, les Enfans d'Alençon, le Conte d'Eſtampes, & ſon Frere le Conte d'Eu, & ſon Frere le Duc de Bretaigne, le Conte de Flandre, le Duc d'Athenes, les Contes de Foix, d'Armignac, & de Savoye, & tous les autres Seigneurs du Sanc de France, qui ſont d'aage, c'eſt à ſçavoir ſi-toſt comme nous Roy de Navarre aurons fait l'obéiſſance & ſerement deſſusdits, ceulx des deſſusdits qui preſent y ſeront, & les autres abſens, le pluſtoſt que l'en pourra bonnement.

XI. Item, eſt accordé que du commandement du Roy, quarante de ſes Officiers & Conſeillers, tels comme nous Roy de Navarre vouldront nommer, jureront aux Saints Evangiles de Dieu, qu'ils ne feront, ou conſentiront par eulx, ne par autres, en repoſt ou en appert, par quelconque voie, ne pour quelconque cauſe que ce ſoit, aucune choſe contre les choſes deſſusdites, ne aucunes d'icelles, ne conſeilleront le Roy, en couvert ne en appert, à fere, ou venir contre les choſes deſſusdites, ne aucunes d'icelles, jamais à nul jour, ne ou temps à venir.

XII. Item, eſt accordé que les Seigneurs deſſusdits, & les Conſeillers, ou Officiers du Roy devantdit, jureront en faiſant lesdits ſeremens que ſe eux, ou aucun d'eulx pevent ſçavoir ou appercevoir aucune choſe qui fuſt, ſoit, ou peuſt eſtre, ou à venir contre les choſes deſſusdites, ou aucunes d'icelles, eulx & chacun d'eulx ſur le ſerement deſſusdit l'empescheront & deſtourberont à leur pouvoir; & ſe empescher ne le povoient, ils le reveleront, & en aviſeront nous Roy de Navarre & nosdits Freres, & ceulx à qui il pourra touſcher au pluſtoſt que ils pourront, & avant que nul mal eſtande, ne peril leur en puiſſe venir en corps ne en biens, & de ce fere leur fera le Roy exprés commandement. ANNO 1355.

XIII. Item, eſt accordé qu'en toutes choſes qui toucheront la perſonne de nous Roy de Navarre & noſtre heritage, Monſeigneur le Roy nous traittera comme les anciens Pers de France ont eſté anciennement, & ſont, & doivent eſtre traittiez, & nous gardera nos Droits, Nobleſſes, & autres Libertez appartenant à Pers de France; & traittera Monſeigneur le Roy nosdits Freres amiablement, ainſi comme les autres Seigneurs des fleurs de lis.

XIV. Item, eſt accordé que l'obéïſſance faite à Monſeigneur le Roy par nous Roy de Navarre en la maniere que deſſus eſt ditte, Monſeigneur le Roy octroira, & dira à nosdites Dames & à nous Roy de Navarre deſſusdit, que il aidera bonnement à la delivrance de Monſieur PHILIPPE de Navarre, & de ſes Gens pris avec luy.

XV. Item, ſur ce que nous Roy demanderons à Monſeigneur le Roy la ſomme de ſix vins mille escus d'or, ausquels nous eſtions reſtrains, pour cauſe des levées de noſtre Terre, des aſſignations qui nous auroient eſté faites à cauſe de noſtre mariage, & autrement de certaine ſomme d'escus que nous avions fait bailler à aucuns Bourgeois de Paris touchant nos joyaux, & lesquels escus furent pris par les Gens de Monſeigneur le Roy, de pluſieurs dommages & intereſts encourus par nous Roy de Navarre, & des impoſitions, ſubſides, miſes en la Terre de nous Roy de Navarre, & de huit vins gros Tonneaux de Vin, qui avoient eſté pris par les Gens de Monſeigneur le Roy, & de pluſieurs autres choſes touchant meubles, èsquels nous Roy de Navarre deſſusdits diſions tant à cauſe de nous, comme de nos Predeceſſeurs, Monſeigneur le Roy nous eſtoit tenus: & nous Meſſages du Roy noſtre Sire maintenions le contraire, en diſant que nous Roy de Navarre eſtions tenus à Monſeigneur le Roy en plus grant ſomme de deniers, tant pour cauſe des levées & vente de la Terre Nigre Pelicet, comme pour cauſe de certaine ſomme de deniers reçus par le mol de nous Roy de Navarre pour certains voyages qu'il fiſt en Flandres au temps qu'il vivoit, & auſſi de grieve ſomme, ou ſommes reçuës du Roy noſtre Sire, par nous Roy de Navarre pour les voyages que nous avons faits pour luy, tant en Gascogne, comme à Hedin, dont aucun conte n'a eſté fait, & pour cauſe des Artilleries & Garniſons eſtans és Chaſteaulx baillez à nous Roy de Navarre pour le Traitté de Mante, & pour pluſieurs autres cauſes, tant pour le fait de nous, comme de nos Predeceſſeurs, & en offrant que juſte compte fuſt fait. Et ſur ce que nous Roy de Navarre demandions l'aroy de noſtre Compaigne ainsnée fille du Roy, eſt accordé que pour oſter toute matiere de debat & longueur de compte, & afin que toute pourſuite & demande ceſſe entre le Roy & nous Roy de Navarre à cauſe de tout ce que luy & nous Roy de Navarre, ou nos Predeceſſeurs, pour nous avoir eu à fere enſemble ou temps paſſé pour toutes debtes & meubles, & pour bien d'amour & de paix, que le Roy noſtre Sire payera à nous Roy de Navarre deſſusdit cent mille escus une fois en la maniere que s'enſuit. C'eſt à ſçavoir, que le Roy fera payer & deslivrer la ſomme d'escus pour lesquels les joyaux de nous Roy de Navarre ſont engaigez, laquelle ſomme a eſté priſe par les Gens du Roy, comme dit eſt, avec les dommaiges & uſures qui en ſont ou ſeront deus jusques au jour que nous Roy de Navarre aurons fait l'obéïſſance cy-deſſus eſcripte, jusques à la ſomme que nous & nos Gens declareront au Gens de Monſeigneur le Roy; laquelle ſomme, dommaige, & uſure ſeront deduites & rabbatus de la ſomme de cens mille escus deſſusdite; & fera le Roy delivrer lesdits joyaux à nous Roy de Navarre dedans Pasques prochain venant; & ſe aucun dommages ou uſure en eſtoient deus du jour de ladite obéïſſance faite en avant, le Roy les payera du ſiens, ſens rien en rabatre pour ce de laditte ſomme; & le contenant ou ſi plus de laditte ſomme de cens mille escus le Roy payera à nous Roy de Navarre aux termes qui enſuivent; c'eſt à ſçavoir lendemain que nous Roy de Navarre aurons fait à Monſeigneur le Roy l'obéïſſance, dont mention eſt faite cy-deſſus, dix mil escus, & dedans la fin de chacun mois aprés en ſe cinq mil escus jusques à plain payement de la ſomme de cent mil escus deſſusdite, & des vint mil escus demourant de laditte ſomme de ſix vint mil escus, que nous Roy de Navarre demandions, comme dit eſt, & auſſi l'arroy de noſtreditte Compaigne, nous Roy de Navarre

nous

ANNO 1355. nous mettons du tout à la bonne voulenté & ordonnance de Monſeigneur le Roy, & ſerons contens de ce qu'il luy en plaira ordonner, ſens ce que nous en puiſſions jamais fere pourſuite ou demande. Et parmy ce le Roy & ſes Succeſſeurs ſont & demeureront quittes envers nous Roy de Navarre, & les noſtre envers Monſeigneurs le Roy & les ſiens à tousjours de toutes les choſes deſſusdittes, & de chacune d'icelles, & de toutes autres choſes touchant meubles & debtes en quelconque maniere que ce ſoit de tout le temps paſſé jusques aujourduy.

XVI. Item, eſt acordé que tous les Chevaux que les Gens du Roy ont pris & arreſtés de nous Roy de Navarre, & de nos Gens en venant de Navarre, nous ſeront rendus & delivrez à plain, & baillez à nos gens, que nous y envoyerons pour les amener à Evreux, ſi que nous Roy de Navarre les y truiſſions; quand nous iront devant Monſeigneur le Roy.

XVII. Item, eſt accordé que la Terre qui fu baillée à nous Roy de Navarre par le Traittié de Mante pour trente-ſept mille livres de Terre ou environ, leſquelles nous Roy de Navarre diſions que Monſeigneur le Roy nous devoit aſſeoir, tant à cauſe de noſtre heritage, comme de douze mille livres de rente, qui eſtoient deuës à cauſe de noſtre Compaigne la Royne de Navarre, à qui Monſeigneur le Roy les donna en mariage paiſiblement & perpetuellement à nous Roy de Navarre & à nos Hoirs, ſens jamais fere aucunes priſes par telle maniere que les douze mille livres qui ſont de l'heritage de noſtredite Compaigne, luy ont eſté, ſont & demoureront aſſignées ou clous de Conſtantin & en ſes appartenances; & ſe les revenus dudit clous de Conſtantin ne ſuffiſoient à parfaire à noſtredite Compaigne leſdites douze mille livres de rente, nous Roy de Navarre les luy parferons ſur la Terre qui nous a eſté baillée par le Traittié de Mante, ſelon la fourme du Traittié. Et parmy ce demourera Monſeigneur le Roy quitte envers nous Roy de toute affiette d'eritage, éſquelles il eſtoit tenus à nous Roy de Navarre ſur ſon threſor, ou ailleurs par quelconque cauſe que ce ſoit, tant de ſon temps, comme de ſes Predeceſſeurs. Et ſemblablement nous Roy de Navarre, & nos Succeſſeurs demourrons & ſerons quitte envers Monſeigneur le Roy & Succeſſeurs de toutes demandes, tant à cauſe de nous, comme de nos Predeceſſeurs.

XVIII. Item, ſur la connoiſſance des briefs & pronages de layſie & d'aumosne, laquelle nous Roy de Navarre diſions à nous appartenir ſelon le Traittié de Mante; & nous Meſſages deſſusdits diſions que la connoiſſance en appartenoit, & devoit appartenir au Roy par certaines paroles accordées à part par nous Roy de Navarre, en la preſence du Cardinal de Bouloigne & de l'Evesque de Laon, du Duc de Bourbon, Monſieur GEUFFROY de Charny, & Monſieur ROBERT de Lorris, ſi, comme l'en dit, eſt accordé que par les cinq devant nommez dedans Noël prochain venant pour tous delais ſeront ſceuës les paroles que on dit que nous Roy de Navarre leur deusmes dire: c'eſt à ſçavoir quant au Cardinal de Bouloigne, parmy ce qu'il en rescrira pas ſes Lettres de ſon ſeel, pource que fort choſe ſeroit qu'on peuſt avoir ſa preſence, & quant aux autres quatre parmy la depoſition que il en feront, preſent Monſeigneur le Roy & nous Roy de Navarre; & ſe par leſdittes rescripſions & depoſitions eſt trouvé que nous Roy de Navarre deuſſions au devantdit choſe, qui ſouffire doie à l'intention de Monſeigneur le Roy, quant à ce que dit eſt ce vauldra & tendra; & il en eſt douté, pource que nous Meſſages diſions, que ſuppoſé que ledit Traittié demouraſt en la maniere qu'il eſt escript, li appartenoit laditte cognoiſſance, pource que ée ſont droits Royaux, & qui ſeparer ne ſe pevent du Roy de France, eſtant Duc de Normandie; & pour pluſieurs autres raiſons nous Roy de Navarre diſions le contraire, eſt oultre accordé que douze bons & ſages Couſtumiers de Normandie ſeront pris & esleus pour l'une Partie & pour l'autre: c'eſt à ſçavoir ſix pour le Roy tels comme il vouldra, & ſix pour nous Roy de Navarre tels que nous vouldrons: lesquels verront ledit Traittié, rescription & depoſition, & orront ce que lesdites Parties vouldront dire ſur ce, & parmy ce ſens faveur par leur ſerement fait aux Sains Evangiles ordonneront & declareront, à qui laditte cognoiſſance devoit appartenir, laquelle ordonnance & declaration vauldra & ſera tenus par lesdittes Parties à tousjours ſans enfraindre, & ſera fait ce que faire s'en pourra par lesdits douze Couſtumiers dedant Pasque prochain: & pendant ledit temps & depuis ou cas que dedans icelle ceſte queſtion ne ſeroit declarée, le plus prochain Baillif de Monſeigneur le Roy des lieux où le cas escherra, & le Baillif de nous Roy de Navarre du lieu contentieux, jusques à tant que elle ſoit declairée & miſe à fin en la maniere que deſſus eſt dit, connoiſtront enſemble desdits briefs, & par accord de Partie, ſens ce que il tourne à prejudice à aucune d'icelles, & demourra la compulcion & contrainte des Prelats & Gens d'Egliſe audit Baillif de Monſeigneur le Roy ſeul & pour le tout. ANNO 1355.

XIX. Item, eſt accordé que nous Roy de Navarre, tant pour nous & nos cauſes, comme pour toutes autres qui ſont & ſeront demenées, & noſtre Eschiquier, reſſortiront en Parlement, & toutevoie noſtre entention n'eſt pas que par ce nous facions aucun prejudice aux Subgets de nous Roy de Navarre, ne à leurs Privileges & Libertez; & ſauf ainſi le droit de Souveraineté du Roy.

XX. Item, eſt accordé que toutes les choſes & chacunes d'icelles accordée par le Traittié qui fuſt fait à Mante, qui ne ſont point parfaites ne accomplies, ſeront parfaites & accomplies en la maniere que audit Traittié eſt contenu & declaré, tant en publique comme en apert, dont il apperra ſouffigné.

XXI. Item, pour toutes les choſes deſſusdites & chacunes d'icelles tenir plus fermement eſt accordé que Monſeigneur le Roy & nous Roy de Navarre renonceront en faiſant les ſeremens deſſusdits à toutes dispenſations euës & à avoir ſur ce, & ſe octroyées estoient, que Monſeigneur le Roy, ne nous Roy de Navarre, n'en uſerons, ne aucuns des autres qui feront les ſeremens deſſusdits.

XXII. Item, eſt accordé que toutes Lettres qui ſeront à faire & à rendre d'une partie & d'autre, tant ſur le Traittié qui fut fait à Mante, comme ſur ce preſent Traittié, ſeront faites & rendues ſens couſtement dedant deux mois aprés l'obéiſſance faite par le Roy de Navarre. Et promettra le Chancelier de nous Roy de Navarre, que à ce mettra toute diligence qu'il pourra bonnement, tant comme il toute la partie de Monſeigneur le Roy & auſſi de nous, promettront ceulx que Monſeigneur le Roy deputera à ce aprés ladite obéiſſance faite. Et ſemblablement & tantoſt nous Roy de Navarre ferons rendre celles qui ſeront à faire de noſtre partie.

XXIII. Item, nous Roy de Navarre, pour nous & en noſtre nom, & nous Meſſages deſſusdits, pour & ou nom du Roy noſtre Sire, & en l'ame de luy par vertu du povoir à nous donné, comme deſſus eſt dit, avons juré, promis, & accordé chacune Partie pourtant comme luy touche à tenir & accomplir de point en point toutes les choſes contenuës en ce preſent Traittié, & chacune d'icelles perpetuellement, & ſans rappel, & à non venir, fere, ne ſouffrir à venir contre, pour quelconque conſequence que ce ſoit; & à ce nous Roy de Navarre obligons nos biens & les biens de nos Hoirs & Succeſſeurs. Et nous Meſſages deſſusdits par vertu du pouvoir à nous donné, comme dit eſt, y obligons les biens du Roy noſtre Sire, & les biens de ſes Hoirs & Succeſſeurs. Duquel povoir, quant à toutes les choſes desſusdittes, fere, traittier, paſſer, & accorder, la teneur s'enſuit.

„ JEHAN par la grace de Dieu Roy de France, à „ tous ceulx qui ces Lettres verront, ſalut. Sçavoir „ faiſons que comme noſtre cher Fils le Roy de Navarre nous euſt naguerres escript & requis par ſes „ Lettres, que pour certaines choſes, qu'il nous vouloit faire à ſçavoir, nous vouliſſions envoyer par devers luy de nos Gens, en qui nous euſſions plaine „ fiance, pour nous rapporter ce que il leur diroit: & „ veuës les Lettres de noſtredit Fils, nous euſſions envoyé pardevers luy nos amez & feaulx le Duc d'Athenes noſtre Couſin, GEFFROY de Charny, & „ ROBERT de Lorris, nos Chevaliers & Conſeillers, „ lesquels s'en ſont arrieres retournez pardevers nous: „ & auſſi y ſont venus de par noſtredit Fils GAUCHER „ Delor, & ROBERT Coillarville Chevalliers, qui „ nous ont fait certaines requeſtes, tant ſur aucune „ ſeurtez que noſtredit Fils demande avoir pour venir „ devers nous ſur affiette de Terres, & delivrance de „ deniers luy fere, comme ſur pluſieurs autres choſes: „ lesquelles requeſtes nous avons fait lire en la preſence de nosdits Couſins & Conſeillers, & de nos autres Gens de noſtre Conſeil: nous confiant à plaint „ des ſens, loyautez, & diligences de nos chiers & „ amez Couſins le Conte de Pontieu Conneſtable de „ France, & le Duc d'Athenes deſſusdit, iceulx en„ voyons preſentement pardevers noſtredit Fils; & à „ eux deux enſemble, & chacun par ſoy, avons don„ né & donnons par ces preſentes Lettres plain povoir, „ auctorité, & mandement especial de traittier, & ac-

ANNO 1355. „ corder ou nom de nous, & pour nous avec noſtre-
„ dit Fils ſur les ſeurtez & autres Requeſtes deſ-
„ ſusdittes, tant ſur affiette de Terre, & de de-
„ livrance de deniers, & ſur toutes debtes, & autres
„ choſes que nous pourrions demander, ou luy à nous,
„ tant à cauſe de nos Predeceſſeurs, comme autre-
„ ment, & ſur tous debats, descors & diſſentions qui
„ pourroient avoir eſté entre luy & nous de tout le
„ temps paſſé jusques aujourdhuy, de faire declaration
„ ſur les Articles du Traittié qui fut fait à Mante en-
„ tre nos Gens & noſtredit Fils, & ſur les autres que
„ noſtredit Fils nous a à preſent envoyez, ainſi com-
„ me nosdits Couſins, & chacun d'eulx verront que
„ bon ſera, & de promettre & jurer en l'ame de nous,
„ que nous tendrons & accomplirons tout ce qu'ils
„ auront traittié & accordé, octroyé & promis ou
„ nom de nous & de nos obligiez, ſe meſtier eſt, & de
„ faire en toutes autres choſes touchant & appartenant
„ à ceſte matiere, tout ce que nous-mesmes ferions,
„ ſe preſens y eſtions en perſonne. Et nous promet-
„ trons en bonne foy avoir ferme, eſtable, & agreable
„ tout ce que nosdits Couſins, ou l'un d'eux auront
„ traittié, accordé, octroyé, & promis és choſes
„ deſſusdites, & les confermerons par nos Lettres.
„ En tesmoing de ce, nous avons fait mettre noſtre
„ Seel à ces Lettres.

„ Donné au Louvre lez Paris, le penultiéme jour
„ d'Aouſt, l'an de grace MCCCLV. Et ſont les Lettres de
„ povoir deſſusdittes ſeellés du grand Seel du Roy nos-
„ tre Sire. *Ainſi ſigné par le Roy en ſon Conſeil*, YVO".
Et nous Roy de Navarre pour nous & en noſtre nom,
& nous Meſſages deſſusdit pour le Roy noſtre Sire, &
en ſon nom par vertu du povoir deſſusdit. En tesmoing
de toutes les choſes & chacune deſſusdittes traittiées,
promiſes, accordées, jurées en la maniere que deſſus
eſt dit à perpetuel fermeté, avons fait mettre nos
Seaulx à ces preſentes Lettres doublées.

Donné à Valorgnes, le x. jour de Septembre, l'an de grace MCCCLV.

CCCLIII.

9. Oct. *Imperatoris* CAROLI IV. *Conſtitutio de Incorporatione Ducatuum* Poloniæ & Sileſiæ, *necnon Marchionatûs* Luſatiæ, *uti & Terræ* Glacenſis, *in perpetuum Regno Bohemiæ facta, Pragæ ſeptimo Idus Octobris, Indict.* VIII. *annô* 1355. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Appendice Diplomat. atque Documentor. Hiſtoriam Luſatiæ illuſtrant. Tom. IV. Scriptor. Luſaticor. pag. 195. MANLII Commentar. Rerum Luſaticar. Libr. VI. Cap. XVI. §. IV. apud eundem CHRIST. GODOF. HOFMANNUM in Collect. Scriptor. Luſaticor. Tom I. Part. I. pag. 308. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Abſatz I. von Königreich Böheim. pag. 37. d'où l'on a tiré cette Piéce. BALBINUS inter Literas Publicas de Bohemia, Miscellaneis Hiſtoricis ejusd. Regni adjectas. Vol. I. Part. I. pag. 55. GOLDAST. Conſtitutiones Imperiales. Tom. I. pag. 345. LIMNÆUS enucleatus. In Additionibus Additionum. Cap. XXIX. pag. 131.]

In Nomine Domini ſanctæ & individuæ Trinitatis.

CAROLUS Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, &c. Ad perpetuam rei memoriam. Inſignes laudabilis famæ titulos moderni temporis meretur glorioſa poſteritas ſi quod Prædeceſſorum Illustrium circumſpecta pridem inſtauravit proviſio, vigilanti cura proſequitur, & gratæ ſolicitudinis munit officio, ut fructuoſi laboris ſolertia perenni Succeſſorum commendentur memoriæ, & ex perfectione bonorum operum, quaſi ex relucenti ſpeculo vetuſtatis ſurgat de felicibus mortuis felix memoria rediviva. Sane licet pridem recolendæ memoriæ *Divus Fridericus Romanorum Imperator Auguſtus*, *Prædeceſſor noſter*, de ſingulari ſuæ benignitatis munere, claræ recordationis *Illuſtri Uladislao* quondam *Bohemiæ Duci*, qui *Regnum Bohemiæ* ante *Coronationem* ſuam regebat, & ſuis *Hæredibus Bohemiæ Regibus cenſum de Terra Poloniæ*, quem *Anteceſſores* ejus *Duces Bohemiæ à Polonia* multis temporibus accipere conſueverant, quemque *Poloniæ & Sileſiæ Duces Sacro Imperio* ſolvere tenebantur, prout *in Litteris Imperatoris* præfati evidenter exprimitur, liberaliter duxerit erogandum. Ipſi quoque *Duces Poloniæ & Sileſiæ* eundem cenſum *Illuſtribus progenitoribus & prædictis noſtris Bohemiæ Regibus* in ſignum ſubjectionis debitæ, & in recognitionem *ſui ſuperioris* Dominii rite perſolverint multis temporibus retroactis: tamen ad abundantioris cautelæ præſidium tractu temporis dicti *Duces* ſuorum *Hæredum & Succeſſorum* nomine atque vice *Principatus*, *Terras ac Dominia* ſua à claræ memoriæ *Illuſtri Joanne quondam Bohemiæ Rege*, *Genitore noſtro cariſſimo* defuncto & *à Corona Regni Bohemiæ* præſtiterunt ſolemnitatis, obedientiæ, homagii, ſubjectionis, & fidelitatis debitæ juramenta corporalia.

ANNO 1355.

Et licet inſignis *Ducatus Uratislavienſis & Sileſiæ* cum ſuis omnibus pertinentiis, ad utilem & immediatum *Dominum Illuſtrem*, quondam *Bohemiæ Regem*, *Progenitorem noſtrum*, & *Coronam Regni Bohemiæ* ſpectaverit ab antiquo, ſicut hoc Literæ recolendæ memoriæ *Domini Rudolphi Romanorum Regis*, *Prædeceſſoris noſtri*, oſtendunt. In quarum prima quandam ordinationem inter *Illuſtrem Ottocarum*, quondam *Bohemiæ Regem*, proavum *noſtrum cariſſimum* ex una, & *Henricum Ducem Uratislavienſem* parte ex altera: videlicet quod dictus *Ottocarus Rex* eidem *Henrico Duci* jam ſublato de medio, prædictum Regem *Ottocarum* Heredes & Succeſſores ſuos, *Reges Bohemiæ*, *de Ducatu Uratislavienſi & Sileſiæ*, Terris & Dominiis præfatis, tanquam actu vacantibus, propter multa grata ſervitia, quæ *Illuſtres Bohemiæ Reges Sacro Romano Imperio* fecerant, ſolenniter inveſtivit, lucidius atteſtantur: tamen illuſtris quondam *Joannes Bohemiæ Rex*, *Genitor noſter* præfatus cum *Henrico Septimo* & ultimo *Uratislaviæ & Sileſiæ Duce*, ſororio noſtro, dum uterque ipſorum vitam ageret in humanis, quandam ordinationem iniit & tractavit: videlicet quod dictus *Dux Henricus* Terram & *Diſtrictum Glacenſem* cum Vaſallagiis, Feudis, Dominiis & aliis omnibus pertinentiis ſuis, de conſenſu dicti *Genitoris noſtri*, ad vitæ duntaxat tempora habere deberet, ut tamen, eo moriente, *Ducatus ſui*, puta *Uratislavienſis & Sileſiæ* ac prædictum *Glacenſe Dominium*, ad uſum, & poſſeſſionem *Genitoris noſtri*, *Hæredum & Succeſſorum* ipſius *Regum*, & *Coronæ Regni Bohemiæ*, ſine difficultate qualibet revenirent. Sic hoc proceſſu dierum ad finem pervenit intentum. Eoque dictus *Genitor* noſter dum viveret, moriente Duce præfato, *Ducatum Uratislavienſem & Terram Glacenſem* præfatam tenuit & poſſedit, & nos utrumque de præſenti, velut *Bohemiæ Rex*, in poſſeſſione tenentes, utrobilibet dominamur. Et quamvis Marchia *Budiſinenſis* & *Gœrlicenſis*, quæ cum cæteris Civitatibus, Oppidis & pertinentiis ſuis ad Regnum & *Coronam Bohemiæ* ab antiquo pertinuerunt, per *Illuſtrem Ottocarum* quondam *Bohemiæ Regem proavum noſtrum*, in perſonas quondam Illuſtrium *Brandeburgenſium Marchionum* ex certis cauſis & rationibus alienata fuerit: aliquando tamen *Marchionibus* prædictis, absque ſexus maſculini Hæredibus, decedentibus ex hac vita, *Nobiles*, *Milites*, *Clientes*, *Cives*, univerſique Incolæ *Marchiæ Budiſinenſis & Gœrlicenſis* præfatæ, animadverſione debita cognoscentes, qualiter ad *Coronam & Regnum Bohemiæ*, tanquam ad immediatum & naturalem Dominum, dudum pertinuerant, ad ſubjectionem & obedientiam illuſtris *Johannis quondam Bohemiæ Regis*, *Genitoris noſtri*, tanquam ad ordinarium, legitimum, & naturalem Dominum ſuum, & ad *Coronam Regni Bohemiæ*, de cujus gremio jam dudum conſtiterant, ut præfertur, deliberatione non improvida redierunt.

Nos igitur indefeſſam ſollicitudinis operam, & diligentiam exquiſitam quam ſæpedicti, *Proavus*, *Pater*, ac Progenitores noſtri chariſſimi *Boëmiæ quondam Reges* ad obtinendum ſubjectionis Vaſallagium, & obœdientiam *Illuſtrium Sileſiæ & Poloniæ Ducum*, videlicet *Lignicenſis*, *Brigenſis*, *Munſterbergenſis*, *Olsnenſis*, *Glogovienſis*, *Saganenſis*, *Opolienſis*, *Falckenbergenſis*, *Strelicenſis*, *Teſchinenſis*, *Olsnenſis*, *Buthunienſis*, *Stenavienſis*, *Osnetienſis*; *Principatus Maſoviæ & Ducatus in Plozka Principum & fidelium noſtrorum: Principatus ſeu Ducatus Uratislavienſis & Sileſiæ: nec non Civitatis videlicet Uratislaviæ*, *Novum Forum*, *Franckenſtein*, *Stinaviam*, *Gravo*, & *mediam partem Glogowiæ* & pertinentiarum ipſius, & etiam *Budiſinenſem & Gorlicenſem Marchiam*, ut præfertur, non absque magnis impenſis & infinitis laboribus habuerunt, *in noſtræ Majeſtatis* acie continuo revolventes, ut virtutum ipſorum frequentia & ſolicitudo laborum præteriti * ſub felici noſtro regimine ſolidetur, ſicut dudum de plenitudine

* Forte *præteritorum*.

ANNO 1355. dine *Romanæ Regiæ poteſtatis* ſtatuendum duximus, ita & nunc ex certa ſcientia ſtatuimus de *noſtræ Imperialis* plenitudine poteſtatis, quod omnes ſupradictæ Sententiæ, & *Clementiæ Imperialis*, & *Regalium Literarum*, quas ad probationem dictarum intentionum adduximus, ſemper & ubique in judicio & extra, & in ſingulis actibus publicis & privatis, quoties tenorem præſentium legi & publicari contigerit, ejusdem efficaciæ, vigoris & auctoritatis exiſtant, ac ſi in ſignis propriis originalia viderentur; & præcipuè cum eadem originalia per nos ac nonnullos *Sacr. Imper. Principes*, *Barones*, *Proceres*, auscultata & examinata fuerint diligenter, & demum communicato ſuper omnibus præmiſſis nonnullorum *Sac. Imper. Principum*, *Baronum* & *Nobilium Conſilio* ſpeciali prædictis omnibus de verbo ad verbum, prout ſuperius exprimitur intellectis, & in examine deliberatè & providè discuſſis adductis, ne ex interpretatione ſiniſtra quorumlibet, *noſtris Hæredibus*, & *Succeſſorum noſtrorum Regum Bohemiæ*, & *Coronæ Regni* ejusdem, Juribus, hominibus & ſtatui valeat in poſterum derogari: auctoritate Imperiali dictos *Sileſiæ*, *Poloniæ*, & cæteros prædictos, *Duces*, noſtros *Principes* & *Vaſallos*, cum Principatibus, Feudis & Vaſallagiis ipſorum, præſertim cum à *Corona Regni* præfati immediatè dependeant: dictum quoque *Ducatum Uratislavienſem*, *cum Civitate Uratislavia*, *Noviforenſi*, *Franckenſtein*, *Stinavienſi*, *Gorenſi*, *Glogovienſi* & cæteris Oppidis ibidem: nec non *Marchiam Budiſſinenſem* & *Gorlicenſem*, *cum Vaſallis*, *Vaſallagiis*, *Feudis*, *Feudatariis*, *Utilitatibus*, *fructibus*, *obventionibus*, *Jurisdictionibus*, *Judiciis*, *Honoribus*, *Juribus*, *Conſuetudinibus*, & omnibus dictorum *Ducatuum* & *Marchiæ* pertinentiis, velut utile & *immediatum Dominium noſtrum*, & *Regni Boemiæ* præfati, eidem Regno & ejus *felici Coronæ* in perpetuum adjungimus, incorporamus, inviſceramus, adſcribimus, appropriamus, & indiviſibiliter conjungimus, counimus.

Speciali etiam ex nomine interpretamur, pronuntiamus, definimus, proteſtamur & dicimus; ac de certa noſtra ſcientia declaramus, quod præfati *Duces Sileſiæ* & *Poloniæ*, *Hæredes* & *Succeſſores* ipſorum, in perpetuum, quoties *Ducatus* eosdem aut alterum ex eis vacare contigerit, ipſos vel ipſum nobis, *Hæredibus* & *Succeſſoribus noſtris Bohemiæ Regibus*, & *Coronæ ejusdem Regni*, homagii, obedientiæ, fidelitatis, ſubjectionisque debitæ teneantur ac debeant præſtare & facere corporalia juramenta, ſupplentes omnem defectum, ſi quis in Literis, vel Privilegiis dictorum *Imperatorum* & *Regum Romanorum* memoriæ recolendæ, aut etiam in ordinatione ſeu Tractatu dicti *Genitoris noſtri*, quem cum præfato *Henrico* ſeptimo & ultimo *Uratislavienſi* & *Sileſiæ* Duce habuiſſe dignoscitur, ſeu in reditu *Nobilium*, *Militum*, *Clientum*, *Civium*, & *Incolarum Budiſſinenſis*, & *Gorlicenſis Marchiæ*, *qui ad Regnum Bohemiæ*, ut præmittitur, ex cauſſis legitimis redierunt, vel in præſentibus noſtris Literis verborum defectu, interpretatione dubia, ſententiarum obscuritate vel alia quavis occaſione, compertus fuerit, de certa noſtra ſcientia, ac de prædicta Imperialis plenitudine poteſtatis, non obſtantibus Legibus, Conſuetudinibus, Uſibus, Obſervantiis, Juribus municipalibus, vel communibus, Statutis ſeu Edictis, publicis, vel privatis, factis & editis in contrarium quibuscunque, quas & quæ, quantum adhæc, ac ſi nominatim de verbo ad verbum præſentibus inſcripta & inſerta conſifterent, etiamſi de his Jure vel Conſuetudine deberet fieri mentio ſpecialis, revocamus, caſſamus, irritamus, annihilamus: & de prædictæ Imperialis poteſtatis plenitudine decrevimus firmitatis fore nullius penitus & momenti.

Nulli ergo hominum liceat hanc noſtræ adjunctionis, appropriationis, conjunctionis, incorporationis, inviſceationis, adſcriptionis, interpretationis, pronunciationis, definitionis, proteſtationis, declarationis, decreti, defectus ſuppletionis, revocationis, caſſationis, irritationis & annihilationis paginam infringere. Contrarium vero facientes, ſi qui fuerint, quod abſit, ultra indignationem noſtræ *Celſitudinis*, quam ob hoc ſe noverint incurſuros, *mille marcas auri puri* noſtro & *Romani Regni* fiſco componant: ipſarum videlicet medietatem noſtræ ſeu Succeſſorum noſtrorum Curiæ ſeu Cameræ, reliquam paſſis injuriam irremiſſibiliter applicandam. *Signum Sereniſſimi Principis ac Domini*, *Domini Caroli IV. Romanorum Imperatoris ſemper Auguſti.*

Teſtes hujus ſunt venerabilis *Arneſtus Pragenſis Archi-Epiſcopus*: *Illuſtris Rudolphus Senior Dux Saxoniæ*, *Sacri Imperii Archimarſchallus*, *avunculus noſter*, *ac venerabilis Pretzlaus Uratislavienſis Cancellarius Aulæ noſtræ*, *Joannes Olmicenſis*, *Joannes Luthomiſſlenſis*, *Theodoricus Mindenſis*, *Henricus Lubecenſis Epiſcopi*: *Illuſtres Rudolphus Junior Saxoniæ*, & *Joannes Opaviæ Duces*: *Spectabilis Burghardus Magiſter Curiæ noſtræ Burggravius Magdeburgenſis* & *Albertus de Anhalt Comites*; & *Nobiles*, *Joannes de Roſenberg*, *Joannes de Sternberg*, *Zbincko de Haſenburg*, *Gunſlaus de Schwanberg*, *Buzko de Cunſtat*, *Dionyſius de Lomnitz*, & *Ulricus de Uſta*: Et alii quam plures noſtri fideles, præſertim ſub *Bulla aurea*. Datum *Pragæ*, Anno Domini M. CCCLV. Indictione 8. ſeptimo Idus Octobris. Regnorum noſtrorum Anno X. Imperii verò primo.

ANNO 1355.

CCCLIV.

GERLACI *Archiepiſcopi Moguntini tanquam Electoris Conſenſus & Approbatio ſuper Incorporatione per Imperatorem* CAROLUM IV. *de Ducatibus* Poloniæ, Sileſiæ, & *Marchionatûs* Luſatiæ *nec non Terræ* Glacenſis, *facta Regno Bohemiæ. Datum in Nurnberg in die B. Luciæ Anno* 1355. [CHRIST. GODOF. HOFFMANNUS in Appendice Diplomat. atque Documentor. Hiſtoriam Luſatiæ Illuſtrantium Tom. IV. Scriptor. Luſaticor. pag. 197. BALBINUS inter Literas Publicas de Bohemia Miscellaneis Hiſtoricis ejusdem Regni adjectas. Vol. I. Part. I. pag. 60. Epiſt. LII. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Abſatz I. von Königreich Boheimb. pag. 39. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 13. Dec.

NOs GERLACUS Dei gratia ſanctæ Moguntinenſis Sedis Archiepiſcopus, & Sacri Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius, ad perpetuam rei memoriam. Sereniſſimus ac invicliſſimus Princeps & Dominus, Dominus Carolus Divina favente Clementia *Romanorum Imperator ſemper Auguſtus*, & *Boëmiæ Rex*, Dominus noſter gratioſus, provida ſua circumſpectione advertens, qualiter inſignes & laudabiles famæ titulos moderni temporis meretur glorioſa poſteritas, quod Prædeceſſorum Illuſtrium circumſpecta pridem inſtauravit proviſio, vigilanti cura proſequitur, ac gratæ ſolicitudinis munit officio, ut fructuoſi laboris ſolertia, perenni Succeſſorum commendetur memoriæ, & ex conſequentia bonorum operum, quaſi ex relucenti ſpeculo vetuſtatis refurgat de felicibus mortuis felix memoria rediviva.

Licet pridem recolendæ memoriæ *Sereniſſimus Princeps*, *Dominus Fridericus*, *Romanorum Imperator ſemper Auguſtus*, *Prædeceſſor* præfati Domini *Noſtri Imperatoris*, de ſingulari benignitate claræ recordationis, *Illuſtri Principi Domino Wenceslao*, quondam *Boëmiæ Duci*, qui *Regnum Bohemiæ* ante coronationem ſuam regebat, & ſuis hæredibus *Regibus Boëmiæ*, cenſum *de terra Poloniæ*, quem Anteceſſores ejus *Duces Boëmiæ à Polonia* multis temporibus accipere conſueverunt, quemque *Poloniæ* & *Sileſiæ Duces Sacro Imperio* ſolvere tenebantur, prout in Literis Domini *Friderici Imperatoris* præfati evidenter exprimitur, liberaliter duxerit erogandum. Ipſi quoque *Duces Poloniæ* & *Sileſiæ* eundem cenſum *Illuſtribus Progenitoribus* & *Prædeceſſoribus prædicti Domini noſtri Imperatoris in Regno Boëmiæ*, *ejusdem Regni Bohemiæ Regibus* in ſignum ſubjectionis & in recognitionem ſui ſuperioris Dominii rite perſolverint multis temporibus retroactis: tamen ad abundantius cautelæ præſidium, tractu temporis dicti *Duces*, ſuo Hæredum ac Succeſſorum ſuorum nomine ac vice, Principatus, Terras ac Dominia à claræ memoriæ Illuſtri *Principe*, *Domino Joanne* quondam *Boëmiæ Rege*, *Genitore prædicti Domini noſtri Imperatoris*, dum viveret, & demum ab eodem *Domino noſtro Imperatore Carolo tanquam Bohemiæ Rege*, præfato ipſius *Genitore defuncto*, & *à Corona Regni Boëmiæ* in feudum cum ſolennitate debita ſusceperunt, dictoque *Domino Imperatori*, ac ipſius Genitori, dum viveret, *tanquam Boëmiæ Regibus* & *Corona Regni Boëmiæ*, præſtiterunt ſolemniter obedientiæ, homagii, ſubjectionis & fidelitatis debitæ corporalia juramenta.

Et licet inſignis *Ducatus Uratislaviæ* & *Sileſiæ*, cum ſuis omnibus pertinentiis, ad utile & immediatum *Dominium Illuſtrium quondam Boëmiæ Regum Progenitorum*, & *Prædeceſſorum antedicti Domini Noſtri Imperatoris* & *Coronam Regni Boëmiæ ſpectaverit* ab antiquo, ſicut hoc Literæ recolendæ memoriæ *Sereniſſimi Prin-*

ANNO 1355. *Principis Domini Rudolphi*, quondam *Romanorum Regis*, *Prædeceſſoris dicti Domini Noſtri Imperatoris*, in quarum prima quandam ordinationem inter *Illuſtrem Principem Dominum Ottocarum* quondam *Bohemiæ Regem*, proavum ipſius Domini noſtri *Imperatoris* ex una, & Dominum *Henricum Ducem Uratislavienſem* parte ex altera; videlicet quod dictus Rex *Ottocarus* eidem Domino *Henrico Uratislavienſi & Sileſiæ Duci*, in caſu ſi *Ducem* præmori contingeret, in præmiſſo *Ducatu Uratislavienſi & Sileſiæ* Terris, & omnibus Dominiis ſuis, ſuccedere, pro ſe factam adſerit. Et in ſecunda ipſarum dicto *Domino Henrico Duce* jam ſublato de medio, prædictum *Regem Ottocarum*, Hæredes & Succeſſores ipſius *Bohemiæ Reges*, *de Ducatu Uratislavienſi & Sileſiæ* Terris & Dominiis præfatis, tanquam actu vacantibus, propter multa grata officia, quæ *Illuſtres Bohemiæ Reges Sacro Romano Imperio fecerant*, ſolenniter inveſtivit, lucidius atteſtantur. Cum *Illuſtris quondam Joannes Boëmiæ Rex Genitor* dicti *Domini noſtri Imperatoris* præfatus, cum *Illuſtri Domino Henrico Septimo & ultimo Uratislavienſi & Sileſiæ Duce*, ſororio ipſius *Domini noſtri Imperatoris*, dum uterque ipſorum vitam ageret in humanis, quandam ordinationem iniit & tractavit, videlicet quod dictus *Dux Henricus* Terram & diſtrictum *Glaczenſem*, cum Vaſallagiis, Feudis, Dominiis & omnibus pertinentiis ſuis, de conſenſu *Genitoris dicti Domini noſtri Imperatoris*, ad vitæ ſuæ duntaxat tempora habere deberet, ut tamen eo moriente Ducatus ſui, *Uratislavienſis & Sileſiæ*, ac prædictum *Dominium Glacenſe* ad uſum & poſſeſſionem dicti *Genitoris Domini noſtri Imperatoris*, Hæredum & Succeſſorum ipſius, *Regum Boëmiæ*, & *Corona Regni* ejusdem ſine difficultate qualibet revenirent, ſicut hoc proceſſu dierum ad finem pervenit intentum: eò quod prædictus *Rex Joannes*, præfati *Domini Noſtri Imperatoris Genitor*, dum viveret, moriente Duce præfato, & Ducatum Uratislavienſem, & *Terram Glacenſem* præfatam tenuit & poſſedit, & ipſe *Dominus Imperator* de præſenti, velut *Bohemiæ Rex*, poſſeſſionem tenens utr-bilibet dominatur. Et quamvis *Marchia Budiſſinenſis & Gorlicenſis*, quæ cum cæteris Civitatibus, Oppidis, & pertinentiis ſuis ad *Regnum & Coronam Bohemiæ* ab antiquo pertinuerunt, *per Illuſtrem Dominum Ottocarum quondam Boëmiæ Regem*, proavum dicti *Domini* noſtri, in perſonas *Illuſtrium Principum & Dominorum quondam Brandenburgenſium Marchionum*, ex certis & rationabilibus cauſis alienatæ fuerant; aliquando tamen *Dominis Marchionibus* prædictis, absque heredibus ſexûs Masculini decedentibus ab hac vita, Nobiles, Milites, Clientes, Cives, & univerſi Incolæ, *Marchiæ Budiſſinenſis & & Gorlicenſis* præfatæ, animadverſione debita cognoscentes, qualiter ad *Regnum & Coronam Bohemiæ*, tanquam ad immediatum & naturale Dominium dudum pertinuerant, ad ſubjectionem, & obedientiam dicti *Illuſtris Domini Joannis* quondam *Boëmiæ Regis*, *Genitoris antedicti Domini Noſtri Imperatoris* tanquam ad ordinarium, legitimum & naturalem Dominum ſuum, & ad *Coronam Regni Bohemiæ*, de cujus gremio dudum conſtiterant, ut præſcribitur deliberatione non improvida redierunt.

Supradictus itaque *Dominus noſter Carolus Imperator* exquiſitam diligentiam & ſolicitudinem, quam ſæpe dicti proavus, pater & progenitores ſui quondam *Boëmiæ Reges*, ad obtinendam ſubjectionem, Vaſallagium, & obedientiam *Illuſtrium Principum Dominorum Sileſiæ & Poloniæ Ducum*, videlicet *Lignicenſis*, *Brigenſis*, *Munſterbergenſis*, *Olsnenſis*, *Glogovienſis*, *Saganenſis*, *Oppolienſis*, *Falckenbergenſis*, *Strelicenſis*, *Teſſinenſis*, *Gozlenſis*, *Budinenſis*, *Stizavienſis & Oswicenſis*; *Principatus Maſoviæ & Ducatus in Plozk*, *Principum & fidelium ejusdem Domini Imperatoris*, tanquam *Regis Bohemiæ: Principatus ſeu Ducatus Uratislavienſem & Sileſiæ:* nec non *Civitates*, *videlicet Uratislaviam*, *Novum forum*, *Franckenſtein*, *Stinaviam*, *Sorow*, *Glogowiam*, *Nambslawiam*, & pertinentiarum ipſarum, & etiam *Budiſſinenſem & Gorlicenſem Marchiam*, ut præfertur, non absque magnis impenſis, & infinitis laboribus habuerunt, in ſua mentis acie, intima meditatione revolventes, ut virtutis ipſorum frequentia, & ſicut dudum cum plenitudine *Romanæ Regiæ poteſtatis* ſtatuendum duxerat, ita & nunc ex certa ſcientia ſtatuit, & de ſuæ Imperialis plenitudine poteſtatis, quod omnes ſupradictæ ſententiæ, & clauſulæ Imperialium & Regalium Literarum, quas ad probationem dictarum intentionum adduxit, ſemper & ubique, in judicio & extra, & in ſingulis actibus publicis & privatis, quoties tenorem præſentium legi ſive publicari contigerit, ejusdem efficaciæ, vigoris & auctoritatis exiſtant, ac ſi in figuris propriis originalia viderentur: eo præcipuè, cum eadem originalia per eundem Dominum *Imperatorem*, *Nos* ac nonnullos *Sacri Romani Imperii Dominos*, *Principes*, *Barones*, *Proceresque* auſcultata & examinata fuerint diligenter, ac demum communicato per eundem dictum *Dominum noſtrum Imperatorem* ſuper omnibus præmiſſis, noſtro & nonnullorum *Sacri Imperii Principum*, *Baronum* & *Nobilium* conſilio ſpeciali prædicti omnibus de verbo ad verbum, prout ſuperius exprimuntur, & in examen deliberatæ & providæ discuſſionis adductis, ne ex interpretatione ſiniſtra quorumlibet prædicti *Domini noſtri Imperatoris*, tanquam *Regis Bohemiæ*, *Hæredum & Succeſſorum ſuorum*, *Regum Boëmiæ & Coronæ Regni* ejusdem Juribus, honoribus & ſtatui valeat in poſterum derogari, ipſe *Dominus Imperator* auctoritate Imperiali dictos Sileſiæ & Poloniæ & cæteros prædictos *Duces*, ipſius tanquam *Regis Boëmiæ Principes & Vaſallos*, cum Principatibus, Feudis & Vaſallagiis ipſorum, præſertim cum à *Corona Regni* immediatè dependeant: dictum quoque *Ducatum Uratislavienſem*, *Glogovienſem* & cætera Oppida ibidem: nec non *Marchiam Budiſſinenſem & Gorlicenſem*, cum Vaſallis, Vaſallagiis, Feudis, Feudatariis, utilitatibus, fructibus, obventionibus, jurisdictionibus, judiciis, honoribus, Juribus, Conſuetudinibus, & omnibus dictorum *Ducatuum & Marchiæ* pertinentiis, velut utile & immediatum Dominium ſuum & *Regni Boëmiæ* præfati, eidem *Regno & ejus felici Coronæ*, in perpetuum noſtro & aliorum Dominorum Principum Electorum accedente conſenſu, adjunxit, incorporavit, inviſceravit, adſcripſit, appropriavit, indiviſibiliter & inſeparabiliter connivit.

Specialiter etiam & ex nomine prædictus Dominus noſter *Imperator* interpretatus eſt, definivit, pronunciavit, proteſtatus eſt, & dixit, ac de certa ſcientia ſua declaravit, quod *præfati Duces Sileſiæ & Poloniæ*, *Hæredes & Succeſſores* eorum in perpetuum quoties Ducatus eosdem, aut alterum ex eis vacare contigerit, ipſos vel ipſum à præfato *Domino noſtro Imperatore*, tanquam *à Rege Bohemiæ*, *ac Hæredibus & Succeſſoribus ſuis Bohemiæ duntaxat Regibus & à Corona Regni Boëmiæ* præfati, absque renitentia ſeu difficultate in Feudum teneantur ſuscipere, dicto Domino Imperatori, tanquam *Regi Boëmiæ*, *Hæredibus & Succeſſoribus ſuis Bohemiæ Regibus*, & *Coronæ Regni* ejusdem homagii, obedientiæ, fidelitatis & ſubjectionis debitæ teneantur & debeant præſtare & facere corporalia juramenta. Supplevit etiam præfatus *Dominus Imperator* omnem defectum, ſi quis in Litteris & Privilegiis, aut etiam ordinatione ſeu Tractatu dicti Genitoris, quem cum præfato Domino *Henrico VII.* & ultimo *Uratislavienſi & Sileſiæ Duce* habuiſſe dignoscitur; ſeu in reditu Nobilium, Militum, Clientum, Civium, Incolarum *Budiſſinenſis & Gorlicenſis Marchiæ*, qui ad Coronam *Regni Boëmiæ*, ut præmittitur, ex cauſis legitimis redierunt; vel in conſiliis, tenore, Litteris ſuis, verborum defectu, interpretatione dubia, ſententiarum obscuritate, vel alia quavis occaſione compertus fuerit, de certa ſua ſcientia, ac de prædictæ Imperialis plenitudine poteſtatis, non obſtantibus Legibus, Conſuetudinibus, Uſibus, Obſervantiis, Juribus municipalibus vel privatis, factis & editis in contrarium quibuscunque, quas & quæ, quantum ad hæc, ac ſi nominatim de verbo ad verbum ſuis Literis ſcripta & inſerta conſisterent, etiamſi de his jure vel conſuetudine deberet fieri mentio ſpecialis, revocavit, caſſavit, irritavit, annihilavit, & de dictæ Imperatoriæ poteſtatis plenitudine decrevit firmiter, fore nullius penitus momenti.

Inhibuit etiam præfatus *Dominus Imperator noſter Carolus*, quod nulli hominum liceat ſui *Imperialis* Indulti ſuper præmiſſa editi paginam infringere, ſeu ei quovis auſu temerario contraire. Et voluit auctoritate ſua contrafacientes quoslibet pœnam *mille marcarum puri auri* incurrere, & earum medietatem *fiſco Romani Imperii*, reſiduam vero *Regni Boëmiæ & Succeſſorum ſuorum Cameris* irremiſſibiliter applicari, ſicut in originalibus Literis dicti *Domini noſtri Imperatoris*, quas ſub *Bulla aurea*, typario ſuæ Majeſtatis deſuper erogaſſe dignoscitur; plenius & diſtinctius eſt expreſſum.

Nos igitur, qui ſupra, *Gerlacus Sedis Moguntinenſis Archiepiſcopus*, ex iisdem rationabilibus & evidentibus cauſis, quibus antedictus *Sereniſſimus Princeps*, *Dominus noſter Imperator Carolus*, circumſpecta ſua providentia motus dignoscitur, & ex omnibus prædictis, tanquam ex motivis legitimis, *Sacri Romani Imperii* ſtatum & augmentum prospicientibus, propenſius animati, ſupradictis adjunctioni, incorporationi, inviſcerationi, adſcriptioni, appropriationi, communioni, interpretationi, pronunciationi, definitioni, proteſtationi, declarationi, decreto, defectuum ſuppletioni, revocationi,

ANNO 1355.

ANNO 1355. tioni, cassationi, irritationi, annihilationi, pœnarum adjectioni, & omnibus aliis, quæ expressantur, aut sunt expressa superius, velut *Archiepiscopus Moguntinensis, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius, & Princeps Elector*, animo deliberato, & sano præcedente consilio, nostrum benevolum consensum & assensum præsentibus adhibemus; ac supra dicta omnia, & eorum quodlibet, singulaque in omnibus suis tenoribus, sententiis, punctis & clausulis, de verbo ad verbum, prout supra evidenter expressa, ex officii nostri debito laudamus, approbamus, & de certa nostra scientia confirmamus plenissime perpetuis temporibus valitura, præsentium sub nostro Sigillo Testimonio Literarum. Datum in Nurnberg, Anno Domini M. CCCLV. in die Beatæ Luciæ Virginis.

CCCLV.

27. Dec. *Literæ Recognitionis* SEMOVITI *Masoviæ Ducis, de receptis in Feudum omnibus Terris suis à* CASIMIRO *Poloniæ Rege. Datæ in Calisch die Sti. Joannis Evangelistæ annò* 1355. [DLUGOSSI Historia Polonica Lib. IX. col. 1100.]

NOs Semovitus Dei gratia Dux Masoviæ, & Dominus Czirnensis, universis tenore præsentium significamus, & publicè protestamur; ab Excellentissimo Principe Casimiro Dei gratia Illustri Rege Poloniæ patruo nostro dilecto, omnes Terras, Villas, seu Munitiones, quas vel quæ olim Dux Casimirus piæ memoriæ Frater noster habuit, & quæ ex ipsius morte ratione Feudi, quòd ipsi Domino Regi præstiterat, jure obvenerunt, similiter in Feudum recepimus, videlicet Varschoviam, Sochaczow, Wiskitki, Ciechanow, Nowigrod quod jacet super fluvium Pisz, & Nowidwor; cum eorum districtibus & Dominiis, secundum quod sunt in eorum limitibus situata pro nobis & nostris genitis habendas & possidendas, eo jure, quo Feudales similia Dominia, sponsione homagii Domino præstita, tenere consueverunt. Innovamus insuper Feudum per nos olim Domino Regi factum, cum nostris Terris seu Castris, videlicet Czirsko, Rava, Liw, & Gostinin, quæ Castra sive Terras, ab ipso Domino in Feudum recepimus, & homagium sibi debitæ fidelitatis præstamus. Promittentes pura fide, & absque dolo cujuslibet fraudis, cum potentia nostræ Gentis, tam in illa gente, quam in antea habuimus, tam cum ea modò ex Feudo lucrata, pro nostro posse ipsum Dominum Regem nostrum Poloniæ in omnibus Guerris, expeditionibus, & controversiis, habitis & habendis, cum omnibus Gentibus, Paganis, vel Christianis, & contra quaslibet personas, Reges, vel Principes cujuslibet statûs vel conditionis existant, fideliter adjuvare, & ipsum non deserere in adversis. Spondemus insuper, quòd nullam Concordiam aut Contractum cum aliquibus hominibus, & præcipue cum Lithuanis inire volumus, præter præfati Domini Regis scientiam & bonam voluntatem. Et quia Castrum Ploczko, nobis nec non Fratri nostro bonæ memoriæ Duci Casimiro præmortuo, per eundem dictum Dominum Regem in duobus millibus marcarum Polonici ponderis extitit obligatum, ipsum ex nunc à solutione præfatæ peccuniæ solutum purè facimus & quietum, idem Castrum Ploczko ad possessionem ipsius Domini Regis restituendum, tantum tempore vitæ suæ tenendum, habendum. Post exitum verò animæ suæ, etiam prole sua masculina existente, nihilominus ad nos, & ad nostros filios seu successores, prælibatum Plocense Castrum, cum tota terra similiter in Feudum, à suis tantum liberis, si quos habebit, tenebimus, sicut & alias Terras, à præfato Domino Rege, obtinemus. Præterea volumus, quòd illa bona, quæ tenet Sereniissima Princeps Domina, relicta Vankonis, possessiones & hæreditates sitas in districtibus Sochaczovien. & Gostinen. post decursum vitæ suæ ad nos in totum pertinebunt. Illa autem quæ sunt ex illa parte fluminis Vislæ, ad ipsum Dominum Regem, post mortem ipsius, ad Ploczko volumus pertinere. Volumus etiam, quòd si quam donationem Dominus Rex fecerit in Terra Plocensi, tam in Villis quàm Molendinis, ratam observare. In cujus rei testimonium præsentibus sigillum nostrum duximus appendendum. Actum & datum in Calisch die S. Joannis Evangelistæ. Anno Domini M. CCCLV.

CCCLVI.

ANNO 1356.

(1) *Aurea Bulla* CAROLI IV. *Imperatoris, quâ Regimen, & Forma Juris publici totius Romano-Germanici Imperii, Solemnitates quoque & Ceremoniæ in Electione Romanorum Imperatorum adhibendæ ordinantur, & constituuntur; Sancita Norimbergæ & Metis anno* 1356. [HENR. GUNTHERI THULEMARII Tractatio de Bulla aurea, argentea, & plumbea, & cerea in genere, nec non in specie de Aurea Bulla CAROLI IV. Imperat. *Ex Autographo famigeratissimo quod in Reip. Mœno-Francofurtensis Archivo sanctè adservatur.* GOLDASTI Constitut. Imperiales Tom. I. pag. 352.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

KAROLUS QUARTUS divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus & Boemiæ Rex ad perpetuam rei memoriam. Omne Regnum in se divisum desolabitur: Nam Principes ejus facti sunt socii furum. Ob quod Dominus miscuit in medio eorum spiritum vertiginis, ut palpent in meridie, sicut in tenebris, & candelabra eorum movit de loco suo, ut ceci sint & duces cecorum. Et qui ambulant in tenebris, offendunt; & ceci mente scelera perpetrant, quæ in divisione contingunt. Dic Superbia, quomodo in Lucifero regnasses, si divisionem auxiliatricem non habuisses? Dic Sathan invide, quomodo Adam de Paradiso ejecisses, nisi eum ab obedientia divisisses? Dic Luxuria, quomodo Trojam destruxisses; nisi Helenam à viro suo divisisses? Dic Ira, quomodo Romanam Rempublicam destruxisses, nisi in divisione Pompejum & Julium sevientibus gladiis ad intestina prelia concitasses? Tu quidem Invidia Christianum Imperium, à Deo ad instar Sanctæ & individuæ Trinitatis, fide, spe & caritate, virtutibus Theologicis, roboratum, cujus fundamentum super Christianissimo Regno feliciter stabilitur, antiquo veneno, velut serpens in palmites Imperiales, & membra ejus propinquiora, impio scelere vomuisti, ut concussis columpnis totum edificium ruine subjiceres, divisionem inter septem Electores Sacri Imperii, per quos velut septem candelabra lucentia in unitate Spiritus septiformis, Sacrum illuminari debet Imperium, multotiens posuisti. Sane cum ex officio, quo Cesarea dignitate potimur, futuris divisionum periculis, inter Electores ipsos, de quorum numero ut Rex Boemie esse dinoscimur, ratione duplici, tam ex Imperio, quam Electionis jure, quo fungimur, occurrere teneamur: Infra scriptas Leges, ad unitatem inter Electores fovendam, electionem unanimem inducendam, ac detestande divisioni predicte, variisque periculis ex ea sequentibus, aditum precludendum. In solempni Curia nostra Nurembergen assedentibus nobis omnibus Principibus Electoribus, ecclesiasticis & secularibus, ac aliorum Principum, Comitum, Baronum, Procerum, Nobilium, & Civitatum multitudine numerosa, in solio Majestatis Cesaree Imperialibus Insulis, insigniis, & diademate decorati, matura deliberatione previa, de Imperialis potestatis plenitudine edidimus, statuimus, & duximus sanciendas, sub Anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo sexto, Indiccione nona, quarto Idus Januar. Regnorum nostrorum anno decimo, Imperii vero primo.

(1) De toutes les Copies imprimées que l'on a de la Bulle d'or, celle de GOLDAST, *Collect. Constit. Imper. Tom. I.* a été longtems la plus estimée & la plus suivie. Il l'avoit tirée de l'Original Palatin, & conferée avec deux autres Originaux, celui de Boheme & celui de Francfort. Cependant il s'y est trouvé dans la suite des differences assez notables, & même une espece de contradiction dans les Chapitres XXII. & XXVII. qui ont été corrigées dans l'Edition de 1673. La Copie de Mr. *Thulemar* est sans contredit preferable à toutes les autres, ayant été tirée, mot à mot & lettre par lettre, de l'Original de Francfort, avec la permission du Senat de la Ville. Les Descriptions & les Remarques de l'Auteur sur ce sujet ne permettent pas de douter de la verité de son raport, ni de l'exactitude de sa Copie. Il en donne en même tems une autre qu'on garde dans la Bibliotheque de l'Empereur à Vienne, & qui est très-considerable par la beauté de ses Mignatures, & son ancienneté; puis qu'elle a été faite en 1400, par ordre exprès de l'Empereur *Wenceslas*. Deux Versions Allemandes y sont jointes, toutes deux très-anciennes & fort curieuses. [DUM.]

ANNO 1356.

Qualis esse debeat Conductus Electorum, & à quibus. Cap. I.

DEcernimus, & presenti Edicto Imperiali perpetuo valituro sancimus, ex certa scientia, & de Imperialis potestatis plenitudine, ut quotienscunque & quandocunque futuris temporibus necessitas sive casus Electionis Regis Romañ in Imperatorem promovendi emerserit, & Principes Electores ad Electionem hujus, juxta antiquam laudabilem consuetudinem, habuerunt proficisci, unusquisque Princeps Elector, si & quando super hoc fuit requisitus, quoslibet Principes coëlectores suos, vel ipsorum Nuncios, quos ad Electionem ipsam transmiserint, per terras, territoria & loca sua & etiam ultra, sicut longius poterit, conducere teneatur, & eis absque dolo prestare conductum, versus Civitatem, in qua talis Electio fuerit celebranda, & ab illa etiam redeundo, sub pena perjurii, ac perdicionis, pro illa dumtaxat vice, sue vocis, quam in Electione hujusmodi fuerat habiturus. Quas quidem penas eos, vel eum, qui in prestando memorato conductu rebelles, seu rebellem, negligentes vel negligentem se prebuerint, eo ipso decernimus incidisse.

Statuimus insuper & mandamus universis aliis Principibus, Feuda a Sacro Imperio Romano tenentibus, quocunque nomine censeantur, nec non Comitibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, Nobilibus & Ignobilibus, Civibus & Communitatibus Castrorum, Civitatum & Locorum Sacri Imperii universis, ut eodem tempore, dum videlicet Regis Romañ in Imperatorem promovendi Electio celebranda occurrerit, unumquemque Principem Electorem, ac ipsis vel eorum aliquo conductum hujusmodi postulantem, vel ejusdem Nuncios, quos ad Electionem ipsam direxerit, ut prefertur, per territoria sua & alias, quanto possint remocius, absque dolo, modo predicto conducant.

Si qui vero huic nostre Constitutioni contraire presumpserint, subscriptas ipso facto penas incurrant. Omnes quidem Principes & Comites, Barones, Nobiles, Milites, & Clientes & universi Nobiles contrarium facientes, reatum perjurii & privationem omnium feudorum, que a Sacro Rom. Imp. & a quibuscunque aliis obtinent, & etiam omnium possessionum suarum a quocumque habitarum, incurrant. Omnes quoque Cives & Communitates, contra premissa facere presumentes, similiter sint perjuri, & nihilominus universis suis Juribus, Libertatibus, Privilegiis, gratiis, a Sacro obtentis Imperio, sint omnino privati, & cum personis ac bonis suis omnibus bannum & proscriptionem Imperialem incurrant. Et eosdem quos ipso facto ex nunc, prout ex tunc, omni jure privamus, deinceps cuilibet hominum authoritate propria, & sine judicio seu invocacione Magistratus cujuslibet impune licebit invadere, nullamque penam propter hoc invadens ipsos debebit ab Imperio, aut quovis alio formidare, presertim, cum contra Rempublicam & Sacri Statutum ac dignitatem Imperii ac etiam contra honorem proprium & salutem, tante rei temerarii neglectores, tanquam rebelles, inobedientes & perfidi, infideliter & perverse agere convincantur.

Decernentes insuper & mandantes, ut omnium Civitatum Cives & Communia, jam dictis Principibus Electoribus & eorum cuilibet hoc poscenti, eorumque Nunciis, victualia in communi precio atque cursu, pro suis, seu Nunciorum predictorum hominumque suorum necessitatibus, dum ad predictam Civitatem causa celebrande Electionis predicte accesserint, ac etiam dum discesserint ab eadem, vendere seu vendi facere teneantur, nullam in premissis fraudem quomodolibet adhibendo. Alioquin contrarium facientes penas illas volumus ipso facto incurrere, quas in precedentibus contra Cives & Communitates duximus promulgandas. Quisquis insuper ex Principibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, Civibus, seu Communitatibus Civitatum, Principi Electori ad electionem de Rege Romañ celebrandam eunti, vel ab ipsa denuo redeunti, hostiles custodias tendere seu insidias parare presumpserit, aut ipsos, vel eorum aliquem, in sua, vel suorum personis aut rebus invadere vel turbare, seu ipsorum, vel alicujus eorum Nuncios antedictos sive conductum pecierint sive etiam non duxerint exigendum, hunc una cum universis malitie sue complicibus, ipso facto supradictas penas decernimus incurrisse, ita videlicet, quod quevis Persona penam incidat, sive penas, quas juxta premissa, pro qualitate personarum, duximus infligendas.

Si vero aliquis Princeps Elector cum aliquo suo Coëlectore inimicitias gereret, & inter eos quecunque contencio, controversia seu dissensio verteretur, hys nequaquam obstantibus, alter alterum, vel alterius Nuncios, ad Electionem hujusmodi destinandos premisso modo conducere sit astrictus sub pena perjurii ac perdicionis, ea vice dumtaxat, sue vocis in electione, ut superius est expressum. ANNO 1356.

Si qui vero alii Principes, Comites, Barones, Milites, Clientes, Nobiles vel Ignobiles, Cives, vel Communia Civitatum, cum aliquo Principe Electore, vel pluribus ex eisdem, adversam gererent voluntatem, seu quevis discordia inter ipsos adinvicem, vel guerra sive dissensio verteretur, nihilominus omni contradictione & dolo cessantibus, Principi Electori, vel Principibus, seu ejus vel ipsorum Nunciis ad Electionem hujusmodi destinandis, & redeuntibus ab eadem, talem debeant prestare conductum, prout singuli penas jam dictas, per nos videlicet in se latas, voluerint evitare: quas eos, qui secus fecerint, incurrisse decernimus eo ipso. Ad premissorum autem omnium firmitatem & certitudinem ampliorem jubemus & volumus, ut universi Principes Electores, & ceteri Principes nec non Comites, Barones, Nobiles, Civitates, premissa omnia Literis & juramentis suis firmare & ad ea bona fide ac sine dolo implenda efficaciter se debeant obligare. Quicunque vero Literas hujusmodi dare renuerit, penas illas ipso facto incidat, quas pro personarum condicione, per premissa, singulis duximus infligendas.

Si quis autem Princeps Elector, aliusve Princeps, cujuscunque conditionis aut status, feudum vel feuda à Sacro tenens Imperio, aut Comes, Baro, vel Nobilis, seu successores talium, vel heredes, supra & infra scriptas Imperiales nostras Constitutiones & Leges adimplere noluerit, aut eis contraire presumpserit, siquidem talis Princeps Elector extiterit, ex tunc ceteri sui Coëlectores a suo ipsum deinceps excludant consortio, ipseque voce Electionis & aliorum Principum Electorum loco, dignitate careat atque jure, nec investiatur de feudis, que a Sacro Imperio nisus fuerit obtinere. Alius vero Princeps, aut vir nobilis, ut prefertur, in has nostras Leges committens, similiter non investiatur de Feudis que a Sacro Imperio, vel alias obtinet a quocunque, & nihilominus omnes penas premissas, suam concernentes personam, incidat eo ipso.

Quamvis autem universos Principes, Comites, Barones, Nobiles, Milites, Clientes, Civitates quoque & Communitates illarum ad prestandum cuilibet Principi Electori vel ejus Nunciis prefatum conductum, ut predicitur, indistincte velimus & decreverimus obligari: Nihilominus eorum cuilibet singulares conductus & conductores, pro Regionum & Locorum adjacentia cuilibet magis aptos, duximus designandos, ut statim per sequentia plenius apparebit.

Primo namque Regem Boemie, Sacri Imperii Archipincernam, conducent Archiepiscopus Maguntinensis, Bambergensis & Herbipolensis Episcopi: Burggravii Nurembergeñ: Item illi de Hohenloeh, de Wertheim, de Brunecke & de Hanow. Item Civitates Nurembergeñ, Rotemburg & Windesheim.

Deinde Archiepiscopum Colonienſem Sacri Imperii per Italiam Archicancellarium conducent & conducere tenebuntur Maguntinensis & Treverensis Archiepiscopi: Comes Palatinus Reni, Lantgravius Hassie: Item de Katzenellebogen, de Nassaw, de Dietz, Comites; Item de Isemburg, de Westirburg, de Runkel, de Limburg & Falkenstein: Item Civitates Wetflaria, Geylnhusen & Frideberg.

Item Archiepiscopum Treverenſem, Sacri Imperii per Galliam & Regnum Arelatense Archi-Cancell. conducent Archiepiscopus Maguntinensis, Comes Palatinus Reni: Item de Spanheim, de Veldentz Comites: Item Ruhgraffen, Wildegraffen, de Nassow, de Ysenburg, de Westirburg, de Runckel, de Limburg, de Dietz, de Katzenelbogen, de Eppenstein, de Falkenstein, item Civitas Maguntinensis.

Deinde Comitem Palatinum Reni, Sacri Imperii Archidaphiferum, conducere debebit Archiepiscopus Maguntinensis.

Ducem vero Saxonie, Archimarescallum Sacri Imperii, tenebitur conducere Rex Boemie, Maguntinensis & Magdeburgensis Archiepiscopi: Item Bambergensis & Herbipolensis Episcopi, Marchio Misnensis, Lantgravius Hassie; Item Fuldensis & Hersfeldensis Abbates; Burggravii Nurembergeñ. Item illi de Hohenloeh, de Wertheim, de Branecke, de Hanow, de Falckenstein. Item Civitates Erfordia, Molhusen, Nuremberg, Rotemburg & Windesheim: Et hy omnes proxime nominati Marchionem Brandenburgensem, Sacri Imperii Archicamerarium, similiter conducere tenebuntur.

Volu-

ANNO 1356. Volumus autem & expreſſe ſtatuimus, ut unusquisque Princeps Elector, qui talem voluerit habere conductum, hys à quibus ipſum poſtulare decreverit, hoc ipſum adeo tempeſtivè, viamque, qua fuerit tranſiturus, inſinuet, & talem conductum exposcat, ut illi qui ad conductum hujusmodi impendendum deputati, & taliter fuerint requiſiti, ad hoc oportune ſe valeant & comode preparare.

Premiſſas vero Conſtitutiones, circa materiam conductus editas, ita ſane debere declaramus intelligi, ut unusquisque ſuperius nominatus, vel forſitan non expreſſus, a quo in caſu premiſſo conductum requiri contigerit, ad preſtandum ipſum, per ſuas dumtaxat terras & territoria, ac etiam ultra, quanto poteſt remotius, absque dolo, ſub penis contentis ſuperius, ſit aſtrictus.

Preterea ſtatuimus & etiam ordinamus, ut Archiepiscopus Maguntinenſis, qui fuerit pro tempore, ſingulis Principibus Coëlectoribus ſuis, Eccleſiaſticis & Secularibus, electionem eandem per ſuos Nuncios patentibus debeat Literis intimare. In quibus quidem Literis talis dies & terminus exprimatur, infra quem eedem Litere ad ſingulos eosdem Principes veriſimiliter poſſint pervenire. Hujusmodi vero Litere continebunt, ut a die in Literis ipſis expreſſa, inter tres menſes continuos omnes & ſinguli Principes Electores Frankenfordie ſuper Mogan eſſe debeant conſtituti, vel ſuos Legales ad eundem terminum atque locum Nuncios deſtinare, cum plena & omnimoda poteſtate ſiveque patentibus Literis, majori cujuslibet eorum Sigillo ſignatis, ad eligendum Romanorum Regem in Ceſarem promovendum.

Qualiter autem & ſub qua forma tales Litere confici debeant, & que in eis ſolempnitas debeat immutabiliter obſervari, & in qua forma & modo Principes Electores, Nuncios ſuos ad Electionem hujusmodi deſtinandos, ac poteſtatem, mandatum ſeu procuratoria ordinare debuerint, ad finem preſentis libri conſcriptum invenitur clarius & expreſſum. Et eandem formam illic traditam mandamus, & de Imperialis poteſtatis plenitudine usquequaque decernimus obſervari.

Cum autem ad hoc perventum fuerit, quod de Imperatoris vel Regis Romanorum obitu in Dioceſi Maguntinenſ. conſtiterit, ex tunc infra unum menſem, a die notitie obitus hujus continue numerandum, ſingulis Principibus Electoribus obitum ipſum, & intimationem, de quibus premittitur, per Archiepiscopum Maguntinenſem jubemus & decernimus ſuis Patentibus Litteris declarari. Quod ſi idem Archiepiscopus in executione & intimatione hujusmodi negligens aut remiſſus fortaſſis exiſteret: Ex tunc iidem Principes motu proprio, etiam non vocati, pro fidei ſue virtute, qua Sacrum proſequi tenentur Imperium, poſt hoc infra tres menſes, ſicut in Conſtitutione ſupra proxime poſita continetur, in Civitate Frankenford ſepe dicta conveniant, electuri Regem Romanorum in Ceſarem promovendum.

Debet autem unusquisque Princeps Elector, vel ſui Nuncii, predictam Civitatem Frankenford cum ducentis equitaturis tantummodo prefate Electionis tempore introire, in quorum numero quinquaginta tantum armatos, vel pauciores, introducere ſecum poterit, ſed non plures.

Princeps vero Elector ad electionem hujusmodi vocatus & requiſitus, & ad ipſam non veniens vel legales Nuncios cum Litteris Patentibus Sigillo ſuo majori figiliatis plenamque & liberam ac omnimodam poteſtatem continentibus, ad eligendum Romanorum Regem futurum Imperatorem non dirigens aut veniens, aut hujusmodi Nuncios forte transmittens, ſi poſtea Princeps ipſe aut predicti Nuncii, a predicto electionis loco recederent, Rege Romanorum futuro Ceſare non electo, nec ad premiſſa Procuratore legittimo ſubſtituto ſolempniter & relicto, electionis voce ſeu jure, quod in eadem Electione habuit, & tali modo deſeruit, careat ea vice.

Injungimus autem Civibus de Frankenford, & mandamus, ut ipſi univerſos Principes Electores in genere, & quemlibet eorum, ab invaſione alterius, ſi quid inter eos adverſitatis emergeret, & etiam ab omni homine cum omnibus eorum hominibus, quos ipſi & eorum quilibet in prefato ducentorum equorum ſuorum numero ad prefatam duxerint Civitatem, in virtute juramenti, quod ſuper hoc ipſos ad Sancta preſtare ſtatuimus, fideli ſtudio & ſolerti diligentia protegant ac defendant. Alioquin perjurii reatum incurrant, & nichilominus omnia Jura ſua, Libertates, Privilegia, Gratias & Indulta, que a Sacro obtinere noscuntur Imperio, omino amittant bannumque Imperiale cum perſonis & bonis ſuis omnibus incidant eo ipſo: Et liceat ANNO 1356. ex tunc omni homini authoritate propria, ac ſine judicio Cives eosdem, quos eo caſu ex nunc, prout ex tunc, omni Jure privamus, tanquam proditores, infideles & rebelles Imperii, impune invadere: Ita quod invadentes hujusmodi, penam quamcunque a Sacro Imperio, vel quovis alio, nequaquam debeant formidare.

Cives inſuper antedicti de Franckenford, per omne tempus illud, quod ſuper electione ſepe dicta tractari ac agi contigerit, neminem in prefatam Civitatem, cujuscunque dignitatis, conditionis vel ſtatus extiterit, intromittant, vel intrare quovis modo permittant: Principibus Electoribus & eorum Nunciis & Procuratoribus antedictis duntaxat exceptis, quorum quilibet cum ducentis equis debebit, ut predicitur, intromitti. Si vero poſt ipſorum Principum Electorum introitum, ſeu in ipſorum preſentia, in prefata Civitate aliquem reperiri contigerit, illius exitum Cives ipſi debebunt absque mora & cum effectu protinus ordinare, ſub omnibus penis contra ipſos ſuperius promulgatis, ac etiam in virtute Juramenti, quod Cives ipſi de Frankenford ſuper eo, virtute preſentis Conſtitutionis, preſtare debebunt ad ſancta, ut in precedentibus eſt expreſſum.

De electione Romanorum Regis. Cap. II.

POſtquam autem ſepe dicti Electores ſeu Nuncii Civitatem Frankenfordenſem ingreſſi fuerint, ſtatim ſequenti die diluculo, in Eccleſia Sancti Bartholomei Apoſtoli ibidem, in omnium ipſorum preſentia, Miſſam de Sancto Spiritu faciant decantari ad finem, ut ipſe Sanctus Spiritus corda ipſorum illuſtret & eorum ſenſibus lumen ſue virtutis infundat, quatenus ipſi ſuo fulti preſidio hominem juſtum, bonum & utilem eligere valeant, in Regem Romanorum futurumque Ceſarem, ac pro ſalute populi Chriſtiani. Peracta quoque Miſſa hujusmodi, omnes illi Electores ſeu Nuncii accedant ad Altare, in quo Miſſa eadem extitit celebrata, ubi Principes Electores Eccleſiaſtici coram Evangelio beati Johannis *In principio erat Verbum*, quod illic ante ipſos poni debebit, manus ſuas pectori cum reverentia ſuperponant. Seculares vero Principes Electores dictum Evangelium corporaliter manibus ſuis tangant, qui omnes cum tota ſua familia tunc ibi debebunt inermes aſſiſtere. Et Archiepiscopus Maguntinenſis formam juramenti eis dabit, & una cum ipſis, & ipſi, vel abſentium Nuncii una cum eo Juramentum preſtabunt vulgariter in hunc modum.

Ego N. Archiepiscopus Maguntinenſis, Sacri Imperii per Germaniam Archicancellarius ac Princeps Elector, juro ad ſancta Dei Evangelia, hic preſentialiter coram me poſita, quod ego per fidem, qua Deo & Sacro Romano Imperio ſum aſtrictus, eligam ſecundum omnem discretionem & intellectum meum, cum Dei adjutorio eligere volo temporale Caput Populo Chriſtiano, id eſt, Regem Romanorum in Ceſarem promovendum, qui ad hoc exiſtat ydoneus, in quantum diſcretio & ſenſus mei me dirigunt, & ſecundum fidem predictam vocemque meam & votum, ſeu Electionem prefatam, dabo absque omni pacto, ſtipendio, precio vel promiſſo, ſeu quocunque modo talia valeant appellari, ſic me Deus adjuvet & omnes Sancti.

Preſtito denique per Electores, ſeu Nuncios, in forma & modo predictis, hujusmodi Juramento, ad Electionem procedant, nec ammodo de jam dicta Civitate Frankenford ſeparentur, niſi prius major pars ipſorum temporale caput mundo elegerit, ſeu Populo Chriſtiano, Regem videlicet Romanorum, in Ceſarem promovendum. Quod ſi facere diſtulerint infra triginta dies a die preſtiti Juramenti prefati continuo numerandos: Ex tunc transactis eisdem triginta diebus, amodo panem manducent, & aquam bibant, & nullatenus Civitatem exeant antedictam, niſi prius per ipſos, vel majorem partem ipſorum, Rector ſeu temporale Caput fidelium electum fuerit ut prefertur.

Poſtquam autem in eodem loco ipſi vel pars eorum major numero elegerit, talis Electio perinde haberi & reputari debebit, ac ſi foret ab ipſis omnibus, nemine discrepante, concorditer celebrata. Sique per tempus aliquod morari, abeſſe & tardare contingeret aliquem de Electoribus ſeu Nunciis antedictis, dum tamen veniret, antequam predicta eſſet Electio celebrata, hunc ad Electionem ipſam in eo ſtatu admitti debere decernimus, in quo ipſa adventus ſui tempore conſiſtebat.

Et quia de antiqua, approbata & laudabili conſuetudine inconvulſe, quod ſubſcribitur, ſemper extitit hactenus obſervatum: Ideoque & Nos conſtituimus, & de

ANNO 1356. Imperialis decernimus plenitudine poteſtatis, quod is, qui modo premiſſo in Regem fuerit Romanorum electus, peracta ſtatim electione hujusmodi, priusquam in aliquibus cauſis aliis ſive negotiis virtute Sacri Imperii adminiſtret, univerſis & ſingulis Princip. Electorib. Eccleſiaſticis & Secularibus, qui propinquiora Sacri Imperii Membra eſſe noscuntur, omnia ipſorum Privilegia, Literas, Jura, Liberrates, Conceſſiones, antiquas Conſuetudines & etiam Dignitates, & quicquid ipſi ab Imperio usque in diem Electionis ſue obtinuerunt & poſſederunt, absque dilacione & contradictione confirmare, & approbare debeat, per ſuas Literas & Sigilla, ipſisque premiſſa omnia innovare poſtquam Imperialibus fuerit Infulis coronatus. Confirmationem autem hujusmodi electus ipſe cuilibet Principi Electori in ſpecie primo ſuo nomine Regali faciet, & deinde ſub Imperiali titulo innovabit, & in hys ipſos Principes omnes in genere, & quemlibet eorum in ſpecie, nullatenus impedire, ſed potius absque dolo gratioſe tenebitur promovere.

In caſu denique quo tres Principes Electores preſentes, ſeu abſentium Nuncii, quartum ex ſe ſeu ipſorum conſorcio, videlicet Principem Electorem preſentem vel abſentem in Regem Romanorum eligerent, vocem illius electi, ſi preſens affuerit, aut Nunciorum ipſius, ſi eum abeſſe contingeret, plenum vigorem habere & eligentium augere numerum partemque majorem decernimus conſtituere, ad inſtar ceterorum Principum Electorum.

De Seſſione Treverenſis, Colonienſis & Maguntinenſis Archiepiscoporum. Cap. III.

In nomine Sancte & individue Trinitatis feliciter, Amen.

KAROLUS QUARTUS divina favente clementia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus & Boemie Rex ad perpetuam rei memoriam. Decor & gloria Sacroſancti Romani Imperii & honor Ceſareus & Reipublice grata compendia venerabilium & illuſtrium Principum Electorum concordi voluntate foventur, qui velut columpne proceres ſacrum edificium circumſpecte prudentie ſolerti pietate ſuſtentant, quorum preſidio dextra Imperialis potentie roboratur. Et quanto mutui favoris ampliori benignitate ſtringuntur tanto uberiori pacis & tranquillitatis comoda feliciter profluunt Populo Chriſtiano. Ut igitur inter venerabiles Maguntinenſem, Colonienſem, nec non Treverenſem, Archiepiscopos Sacri Imperii Principes Electores, omnium litium & ſuſpectuum mala, que & qui de prioritate ſeu dignitate Seſſionum ſuarum in Curiis Imperialibus & Regalibus ſuboriri valerent impoſterum perpetuis in antea temporibus amputentur & ipſi in cordis & animorum quieta conditione manentes de opportunitatibus Sacri Imperii concordi favore & virtuoſe dilectionis ſtudio convenientius meditari valeant pro conſolatione Populi Chriſtiani, habita deliberatione cum omnibus Principibus Electoribus, tam Eccleſiaſticis quam Secularibus, & de ipſorum conſilio, decernimus & de Imperatorie poteſtatis plenitudine hac edictali Lege perpetuo valitura ſanccimus, quod ſupradicti venerabiles Archiepiscopi Treverenſis videlicet ex oppoſito & liniari directione verſus Imperatoris faciem: Moguntinenſis vero in ſuis Dieceſi & Provincia & extra Provinciam ſuam in toto Archicancellariatu ſuo Germanico, Provincia Colonienſi duntaxat excepta: & demum Colonienſis in ſuis Dieceſi & Provincia, & extra Provinciam ſuam in tota Italia & Gallia in dextro latere Rom. Ceſaris ſedere poſſint, valeant & debeant in omnibus publicis Actibus Imperialibus, puta Judiciis, Collationibus feudorum & in refectionibus Menſarum ac etiam in Conſiliis & omnibus aliis agendis propter quæ contingit ſeu contiget eosdem pro honore ſeu utilitate Imperiali tractandis mutuo convenire. Et hunc modum Seſſionis ſub omni eo ordine ſicut expreſſatur ſuperius, ad predictorum Colonienſis, Treverenſis & Maguntinenſis Archiepiscoporum ſucceſſores perpetuo extendi volumus, ut nullo unquam tempore ſuper hys quevis dubietas orietur.

De Principibus Electoribus in communi. Cap. IV.

STatuimus inſuper ut quotienscunque Imperialem Curiam ex nunc in antea celebrari contigerit, in qualibet Seſſione, videlicet tam in Conſilio quam in Menſa, & locis aliis quibuscunque ubi Imperatorem vel Regem Romanorum cum Principibus Electoribus ſedere contigerit, a dextro latere Imperatoris vel Regis Romanorum immediate poſt Archiepiscopum Maguntinenſem vel Colonienſem, illum videlicet quem tunc temporis pro qualitate locorum & varietate Provinciarum juxta Privilegii ſui tenorem dicto lateri dextro Imperatoris aſſidere contigerit, Rex Boemie, cum ſit Princeps coronatus & unctus, primum, & poſt eum continuo Comes Palatinus Reni ſecundum, ſedendi loca debeant obtinere. Ad ſiniſtram vero partem immediate poſt illum, quem ex predictis Archiepiscopis in latere ſiniſtro ſedere contiget, primum locum Dux Saxonie & poſt eum Marchio Brandenburgenſis alterum obtinebit.

ANNO 1356.

Ceterum quotiens & quando deinceps ſacrum vacare continget Imperium, ex tunc Maguntinenſis Archiepiscopus poteſtatem habebit, ſicut poteſtatem habuiſſe dinoscitur ab antiquo, ceteros Principes antedictos, ſuos in dicta Electione conſortes literatorie convocandi. Quibus omnibus, ſeu hys qui poterunt & noluerunt intereſſe in Electionis termino invicem congregatis, dictus Archiepiscopus Maguntinenſis, & non alter, eorundem Coëlectorum ſuorum vota ſingulariter habebit inquirere ordine ſubſequenti. Primo quidem interrogabit a Treverenſi Archiepiscopo, cui primam vocem competere declaramus, ſicut invenimus hactenus competiſſe. Secundo a Colonienſi Archiepiscopo, cui competit dignitas nec non officium Romanorum Regi primum Diadema Regium imponendi. Tertio a Rege Boemie, qui inter Electores laicos ex Regie dignitatis faſtigio jure & merito obtinet primaciam. Quarto a Comite Palatino Reni. Quinto a Duce Saxonie. Sexto a Marchione Brandenburgenſi. Horum omnium vota premiſſo jam ordine dictus Archiepiscopus Maguntinenſis perquiret. Quo facto dicti Principes ſui conſortes ipſum vice verſa requirent ut & ipſis aperiat votum ſuum. Preterea in celebratione Imperialis Curie Marchio Brandemb. aquam lavandis Imperatoris vel Regis Romanorum manibus miniſtrabit. Primum vero potum Rex Boemie, quem tamen ſub Corona Regali, juxta Privilegiorum ſuorum continentiam, niſi libera voluntate voluerit, non tenebitur miniſtrare. Comes etiam Palatinus cibum afferre tenebitur: Et Dux Saxonie Marescallatus officium exercebit ut ſolitum eſt fieri ab antiquo.

De Jure Comitis Palatini & Saxonie Ducis. Cap. V.

QUotiens inſuper, ut premittitur, ſacrum vacare continget Imperium, illuſtris Comes Palatinus Reni Sacri Imperii Archidapifer ad manus futuri Regis Romanorum in partibus Reni & Suevie & in Jure Franconico, ratione Principatus ſeu Comitatus Palatini Privilegii eſſe debet proviſor ipſius Imperii cum poteſtate judicia exercendi, ad beneficia Eccleſiaſtica preſentandi, recolligendi redditus & proventus, & inveſtiendi de Feudis, juramenta fidelitatis vice & nomine Sacri Imperii recipiendi, que tamen per Regem Romanorum poſtea electum ſuo tempore omnia innovari & de novo ſibi juramenta ipſa preſtari debebunt, Feudis Principum duntaxat exceptis & illis que Vanlehen vulgariter appellantur, quorum inveſtituram & collationem ſoli Imperatori vel Regi Romanorum ſpecialiter reſervamus. Ipſe tamen Comes Palatinus omne genus alienacionis ſeu obligacionis rerum Imperialium hujusmodi proviſionis tempore expreſſe ſibi noverit interdictum.

Et eodem jure proviſionis illuſtrem Ducem Saxonie Sacri Imperii Archimarescallum frui volumus in hys locis ubi Saxonica jura ſervantur ſub omnibus modis & conditionibus ſicut ſuperius eſt expreſſum.

Et quamvis Imperator ſive Rex Romanorum ſuper cauſis, pro quibus impetitus fuerit, habeat, ſicut ex conſuetudine introductum dicitur, coram Comite Palatino Reni Sacri Imperii Archidapifero Electore Principe respondere: illud tamen judicium Comes Palatinus ipſe non alibi preterquam in Imperiali Curia, ubi Imperator ſeu Romanorum Rex preſens extiterit, poterit exercere.

De comparacione Principum Electorum ad alios Principes communes. Cap. VI.

DEcernimus ut in celebratione Imperialis Curie, quotienscunque illam deinceps celebrari contigerit, antedicti Principes Electores Eccleſiaſtici & Secu-

ANNO 1356. Seculares, juxta prescriptum ordinem atque modum a dextris & a finiſtris, immutabiliter teneant loca ſua, eisque vel eorum alicui in quibuscunque Actibus ad Curiam ipſam ſpectantibus eundo, ſedendo vel ſtando, nullus Princeps alius, cujuscunque ſtatus, dignitatis, preeminentie, vel condicionis exiſtat, nullatenus preferatur. Eo ſignanter expreſſo, quod nominatim Rex Boemie in celebratione Curiarum hujusmodi, in omnibus & ſingulis locis & actibus antedictis, quemcunque Regem alium, quacunque etiam ſingulari dignitatis prerogativa fulgentem, quem quovis caſu ſeu cauſa venire vel adeſſe forte contigerit, immutabiliter antecedat.

De Succeſſione Principum. Cap. VII.

INter ſolicitudines illas innumeras quibus pro felici ſtatu Sacri Imperii, cui auctore Domino feliciter preſidemus cor noſtrum cottidie fatigatur, ad hec precipue meditatio noſtra dirigitur, qualiter deſiderata & ſalubris ſemper unio inter Sacri Imperii Principes Electores jugiter vigeat & eorum corda in ſincere caritatis concordia conſerventur quorum providentia ſuo tempore orbi fluctuanti tanto celerius tantoque facilius ſubvenitur, quanto inter eos nullus error ſurrepſerit & purior fuit charitas cuſtodita, obſcuritate ſucciſa & jure cujuslibet dilucide declarato. Sane generaliter longe lateque eſt publicum, & quaſi per totum orbem notorie manifeſtum, illuſtres Regem Boemie, Comitem Palatinum Reni, Ducem Saxonie & March. Brandenb. virtute Regni & Principatuum ſuorum in Electione Regis Romanorum in Ceſarem promovendi cum ceteris Principib. Eccleſiaſticis ſuis Coëlectorib. jus, vocem & locum habere, & una cum ipſis cenſeri & eſſe veros & legitimos Sacri Imperii Principes Electores. Ne inter eorundem Principum Secularium Electorum filios ſuper jure, voce & poteſtate prefata futuris temporibus ſcandalorum & diſſenſionum poſſit materia ſuscitari & ſic bonum commune periculoſis dilationibus impediri, futuris, auctore Domino, cupientes periculis ſalubriter obviare: Statuimus & Imperiali auctoritate preſenti lege perpetuis temporibus valitura decernimus, ut poſtquam iidem Principes Electores Seculares & eorum quilibet eſſe deſierit, jus, vox & poteſtas Electionis hujusmodi ad filium ſuum primogenitum, legitimum, laicum; illo autem non extante, ad ejusdem primogeniti primogenitum ſimiliter laicum libere & ſine contradictione cujuspiam devolvatur. Si vero primogenitus hujusmodi absque heredibus masculis legitimis laicis ab hac luce migraret, virtute preſentis Imperialis edicti, jus, vox & poteſtas Electionis predicte ad ſeniorem fratrem laicum per veram paternalem lineam deſcendentem, & deinceps ad illius primogenitum laicum devolvatur. Et talis ſucceſſio in primogenitis & heredibus Principum eorundem in jure, voce & poteſtate premiſſis, perpetuis temporibus obſervetur: ea tamen condicione & modo, ut ſi Principem Electorem ſeu ejus primogenitum aut filium ſeniorem laicum mori, & heredes masculos legittimos, laicos, defectum etatis patientes relinquere contingeret, tunc Frater ſenior ejusdem primogeniti, Tutor eorum & adminiſtrator exiſtat, donec ſenior ex eis legitimam etatem attigerit, quam in Principe Electore decem & octo annos completos cenſeri volumus & ſtatuimus perpetuo & haberi: quam dum exegerit, jus, vocem & poteſtatem & omnia ab ipſis dependencia Tutor ipſe ſibi totaliter cum officio teneatur protinus aſſignare.

Si vero aliquem ex hujusmodi Principatibus ipſorum Imperio ſacro vacare contingeret, tunc Imperator ſeu Rex Romanorum, qui pro tempore fuerit, de ipſo providere debebit & poterit, tanquam de re ad ſe & Imperium legittime devoluta, ſalvis ſemper Privilegiis, Juribus & Conſuetudinibus Regni noſtri Boemie, ſuper electione Regis in caſu vacationis per Regnicolas, qui jus habent eligendi Regem Boemie, facienda juxta continenciam eorundem Privilegiorum & obſervatam Conſuetudinem diuturnam a divis Romanorum Imperatoribus ſive Regibus obtentorum, quibus ex hujusmodi ſanccione Imperiali in nullo prejudicari volumus. Imo ipſa decernimus nunc & perpetuis futuris temporibus in omni ſuo tenore, & forma, indubiam tenere roboris firmitatem.

De Regis Boemie & Regnicolarum ejus immunitate. Cap. VIII.

CUm per divos Romanorum Imperatores & Reges predeceſſores noſtros illuſtribus Boemie Regibus, Progenitoribus & Predeceſſoribus noſtris, nec non Regno Boemie, ejusdemque Regni Corone olim conceſſum fuerit gracioſius & indultum, ſitque in Regno eodem a tempore, cujus contrarii hodie non exiſtit memoria, conſuetudine laudabili inconvulſe ſervata, diuturnitate temporum & prescripta moribus utentium ſine contradictionis aut interruptionis obſtaculo introductum, quod nullus Princeps, Baro, Nobilis, Miles, Cliens, Burgenſis, Civis, nulla denique perſona ejusdem Regni & pertinenciarum ejus ubicunque conſiſtentium, cujuscunque ſtatus, dignitatis, preeminentie vel condicionis exiſtat, ad cujuscunque actoris inſtantiam extra Regnum ipſum ad quodcunque Tribunal ſeu alterius preterquam Regis Boemie & Judicum Regalis Curie ſue judicium citari potuerit ſive trahi nec vocari debeat perpetuis inantea temporibus ſive poſſit. Ideoque Privilegium, Conſuetudinem & Indultum hujusmodi auctoritate Imperiali & de Imperialis poteſtatis plenitudine ex certa ſcientia innovantes & etiam confirmantes ac preſenti noſtra Conſtitutione Imperiali perpetuis temporibus valitura ſtatuimus, ut ſi contra Privilegium, Conſuetudinem vel Indultum prefatum, quispiam predictorum, puta Princeps, Baro, Nobilis, Miles, Cliens, Civis, Burgenſis ſeu Ruſticus, aut alia quecunque perſona premiſſa, ad cujuscunque Tribunal extra Regnum predictum Boemie, in quacunque cauſa criminali, civili vel mixta, ſeu ſuper quocunque negocio citatus fuerit, quocunque tempore vel citata comparere, vel in judicio respondere minime teneatur. Quod ſi adverſus hujusmodi non comparentes, vel non comparentem, a quocunque Judice, cujuscunque auctoritatis exiſtat, extra Regnum ipſum Boemie conſtituto, judicialiter procedi, proceſſus fieri, ſeu ſententias interlocutorias vel diffinitivas, unam vel plures, in quibuscunque prenominatis cauſis ſive negotiis, quovis modo ferri & promulgari continget, auctoritate premiſſa, de plenitudine inſuper antedicte Imperatorie poteſtatis, citationes, precepta, proceſſus & ſententias hujusmodi, nec non executiones, & omnia que ex eis, vel aliquo eorum quomodolibet ſequi, attemptari poſſint vel fieri, irritamus penitus & caſſamus. Adjicientes expreſſe, & edicto Imperiali perpetuo valituro eadem auctoritate & de premiſſe poteſtatis plenitudine decernentes ut quemadmodum in predicto Regno Boemie, a tempore, cujus contrarii non habetur memoria, jugiter obſervatum exiſtit: Ita nulli prorſus Principi, Baroni, Nobili, Militi, Clienti, Civi, Burgenſi ſeu Ruſtico, nulli demum perſone ſeu incole Regni Boemie ſepe dicti, cujuscunque ſtatus, preeminencie, dignitatis vel condicionis exiſtant vel exiſtat, a quibuscunque proceſſibus, ſentenciis interlocutoriis vel diffinitivis, ſive preceptis Regis Boemie, aut quorumcunque ſuorum Judicum, nec non executionibus eorundem contra ſe in regali Judicio ſeu coram Regis Regni ſeu predictorum Judicum Tribunalibus, factis aut latis, habitis vel ferendis in antea ſeu fiendis, ad quodcumque aliud Judicium appellare: provocationes quoque ſeu appellaciones hujusmodi, ſi quas contra hoc interponi contigerit, eo ipſo viribus non ſubſiſtant, & appellantes ipſi penam perdicionis cauſarum ipſo facto ſe noverint incurriſſe.

ANNO 1356.

De auri, argenti & aliarum ſpecierum mineris. Cap. IX.

PReſenti Conſtitucione in perpetuum valitura ſtatuimus ac de certa ſcientia declaramus, quod Succeſſores noſtri Boemie Reges nec non univerſi & ſinguli Principes Electores, Eccleſiaſtici & Seculares, qui perpetuo fuerint, univerſas auri & argenti fodinas atque mineras ſtanni, cupri, plumbi, ferri & alterius cujuscunque generis metalli, ac eciam ſalis, tam inventas, quam inveniendas impoſterum quibuscumque temporibus, in Regno predicto, aut terris & pertinenciis eidem Regno ſubjectis, nec non ſupradicti Principes in Principatibus, Terris, Dominiis & pertinenciis ſuis, tenere juſte poſſint & legittime poſſidere, cum omnibus juribus, nullo prorſus excepto, prout poſſunt ſeu conſueverunt talia poſſideri. Nec non Judeos habere, theolonia in preterito ſtatuta & indicta percipere. Quodque Progenitores noſtri Reges Boemie felicis memorie, ipſique Principes Electores ac Progenitores & Predeceſſores eorum legittime potuerint usque in preſens, ſicut hoc antiqua, laudabili & approbata conſuetudine diuturnique ac longiſſimi temporis curſu prescripta noſcitur obſervatum.

ANNO 1356.

De Monetis. Cap. X.

STatuimus preterea, ut Regi Boemie Succeſſori noſtro, qui fuerit pro tempore, ſicut conſtat ab antiquo illuſtris memorie Boemie Regibus noſtris Predeceſſoribus licuiſſe, & in poſſeſſione pacifica continua ipſos fuiſſe juris ſubſequentis, videlicet monetas auri & argenti, in omni loco & parte Regni ſui & ſubditarum ei terrarum, & pertinenciarum omnium, ubi Rex ipſe decreverit, ſibique placuerit, cudi facere & mandare ſub omni modo & forma atque in Regno ipſo Boemie, in hys ad hec usque tempora obſervatis. Quodque futuris perpetuo Boemie Regibus hac noſtra Imperiali Conſtitutione & gratia perpetuo valituris, a quibuscunque Principibus, Magnatibus, Comitibus, ac perſonis aliis, quascunque Terras, Caſtra, poſſeſſiones ſive bona liceat emere, comparare, ſeu in donum vel in donacionem ex quacunque cauſa, aut in obligationem recipere, ſub talium Terrarum, Caſtrorum, poſſeſſionum, prediorum ſeu bonorum condicione conſueta, ut videlicet propria recipiantur vel comparentur ut propria, libera velut libera, ea que dependent in Feudum, ſimiliter emantur in Feudum, ſeu comparata taliter teneantur: Ita tamen quod ipſi Reges Boemie de hys, que hoc modo comparaverint vel receperint & Regno Boemie duxerint applicanda, ad priſtina ac conſueta Jura de talibus ſacro explenda & reddenda Imperio ſint adſtricti. Preſentem nichilominus Conſtitutionem & gratiam virtute preſentis Legis noſtre Imperialis ad univerſos Principes Electores tam Eccleſiaſticos, quam Seculares, ſucceſſores & legittimos heredes ipſorum plene extendi volumus, ſub omnibus modis & condicionibus ut prefertur.

De Immunitate Principum Electorum. Cap. XI.

STatuimus etiam ut nulli Comites, Barones, Nobiles, Feudales, Vaſalli, Caſtrenſes, Milites, Clientes, Cives, Burgenſes, nulle quoque perſone Colonienſi, Maguntinenſi & Treverenſi Eccleſiis ſubjecti vel ſubjecte, cujuscunque ſtatus, condicionis vel dignitatis exiſtant, ad cujuscunque actoris inſtantiam, extra territorium & terminos ac limites earundem Eccleſiarum & pertinenciarum ſuarum ad quodcunque aliud Tribunal, ſeu cujusvis alterius, preterquam Archiepiscoporum Maguntinenſis, Treverenſis & Colonienſis & Judicum ſuorum Judicium citari potuerint temporibus retroactis, vel trahi ſeu vocari debeant perpetuis inantea temporibus ſive poſſint, ſicut preteritis invenimus temporibus obſervatum. Quod ſi contra preſens Edictum noſtrum predictos Eccleſiarum Treverenſis, Maguntinenſis ſeu Colonienſis Subditos, vel eorum aliquem ſeu aliquos, ad cujuscunque inſtanciam, ſeu ad cujuscumque Tribunal, pro quacumque cauſa criminali, civili vel mixta, ſeu quocumque negocio, extra territorium, limites, ſeu terminos dictarum Eccleſiarum, vel alicujus earum, citari contingeret, comparere vel reſpondere minime teneantur, & Citacio, ac Proceſſus & Sententie interlocutorie vel diffinitive contra non venientes a talibus Judicibus extraneis late vel facte, fiende vel ferende, nec non precepta & premiſſorum executiones, & omnia que ex eis vel aliquo eorum quomodolibet ſequi, attemptari poſſent vel fieri, irrita decernimus eo ipſo. Adjicientes expreſſe, quod nulli Comiti, Baroni, Nobili, Feudali, Vaſallo, Caſtrenſi, Militi, Clienti, Civi, Ruſtico, nulli demum perſone Eccleſiis hujusmodi ſubjecte ſeu ejus incole, cujuscunque ſtatus, dignitatis vel condicionis exiſtant, a Proceſſibus, Sententiis interlocutoriis & diffinitivis ſive preceptis Archiepiscoporum & Eccleſiarum hujusmodi, vel ſuorum Officiatorum temporalium aut executoribus eorundem contra ſe in Archiepiscopali ſeu Officiatorum predictorum Judicio factis aut latis, habitis vel ferendis inantea, ſeu fiendis, ad quodcunque Tribunal aliud liceat appellare, quamdiu in Archiepiscoporum predictorum & ſuorum judicio querulantibus, non fuerit juſticia denegata. Appellationes contra hoc factas non recipi ſtatuimus caſſasque & irritas nunciamus. In defectu vero juſticie predictis omnibus ad Imperialem dumtaxat Curiam & Tribunal ſeu Judicis immediate in Imperiali Curia pro tempore preſidentis audienciam: & etiam eo caſu non ad quemvis alium Judicem ſive etiam delegatum, hys quibus denegata fuerit juſticia, liceat appellare. Quidquid vero contra premiſſa factum fuerit, ſit irritum eo ipſo.

Eandem Conſtitucionem virtute preſentis Legis noſtre Imperialis ad Illuſtres Comitem Palatinum Reni, Ducem Saxonie, Marchionem Brandemburgenſem Principes Electores ſeculares ſive laicos, heredes, ſucceſſores & ſubditos eorum plene extendi volumus, ſub omnibus modis & condicionibus, ut prefertur.

ANNO 1356.

De Congregatione Principum. Cap. XII.

INter illas multiplices Reipublice curas, quibus aſſidue mens noſtra diſtrahitur, multa conſideracione neceſſarium fore perſpexit noſtra Sublimitas, ut Sacri Imperii Principes Electores, ad tractandum de ipſius Imperii, Orbisque ſalute frequentius ſolito congregentur: qui ſolide baſes Imperii & columpne immobiles, quemadmodum per longinquas ad invicem terrarum conſiſtunt diſtancias, ita de incumbentibus Regionum ſibi cognitarum defectibus referre ſimul & conferre noverunt, ſanisque providencie ſue conſiliis non ignorant ac commodis talium Reformacionibus ſalubriter opem dare. Hinc eſt quod in ſolempni Curia noſtra Nuremberg cum venerabilibus Eccleſiaſticis & Illuſtribus Secularibus Principibus Electoribus & multis aliis Principibus & Proceribus per noſtram Celſitudinem celebrata, habita cum eisdem Principibus Electoribus deliberacione & de ipſorum conſilio, pro bono & ſalute communi cum dictis Principibus Electoribus tam Eccleſiaſticis, quam Secularibus duximus ordinandum, quod iidem Principes Electores de cetero per ſingulos annos ſemel, transactis a Feſto Paſche reſurrectionis Dominice quatuor ſeptimanis continue numerandis, in aliqua Civitatum Sacri Imperii perſonaliter congregentur, & ad idem tempus proxime affuturum, ſeu anno preſenti, colloquium ſeu Curia & Congregatio hujusmodi in Civitate noſtra Imperiali Metenſi, per nos & eosdem Principes celebretur, ac tunc & deinceps die quolibet Congregationis hujusmodi locus per Nos, quo ſequenti anno conveniant, ipſorum conſilio ſtatuatur: hac noſtra ordinacione ad noſtrum ac ipſorum dumtaxat beneplacitum duratura. Qua durante ipſos ſub noſtro Imperiali conductu recepimus ad dictam Curiam accedendo, ſtando & etiam recedendo. Preterea ne tractatus communis ſalutis & pacis per tractum & moram ſolacii ſeu exceſſivam frequentacionem convivii retardetur, ut aliquando fieri eſt conſuetum, concordi voluntate duximus ordinandum, ut deinceps Curia ſeu Congregatione prefata durante generales omnium Principum celebrare alicui non liceat invitatas: particulares vero, que agendorum expedicionem non impediant, cum moderamine ſint permiſſe.

De Revocatione Privilegiorum. Cap. XIII.

PReterea ſtatuimus & hoc Imperiali ſanccimus Edicto, quod univerſa Privilegia & Littere, quibuscumque perſonis, cujuscunque ſtatus, preeminentie vel dignitatis exiſtant, ſeu Civitatum & Opidorum & quorumlibet locorum univerſitatibus, ſuper quibuscunque juribus, graciis, immunitatibus, conſuetudinibus ſeu rebus aliis etiam proprio motu, ſeu alias a nobis vel recolende memorie divis Romanorum Imperatoribus & Regibus Predeceſſoribus noſtris, ſub quibuscunque verborum tenoribus conceſſa & conceſſe, ſeu a Nobis vel Succeſſoribus noſtris Romanorum Imperatoribus & Regibus inantea concedenda ſeu concedende, non debeant aut poſſint libertatibus, jurisdictionibus, juribus, honoribus ſeu Dominiis Principum Electorum Sacri Imperii, Eccleſiaſticorum & Secularium, aut alicujus ipſorum, in aliquo penitus derogare, etiamſi in talibus Privilegiis & Litteris quarumlibet perſonarum cujuscunque preeminentie, dignitatis vel ſtatus exiterint, ut prefertur, ſeu univerſitatum hujusmodi, expreſſe cautum ſit vel fuerit in futurum, quod revocabilia ſeu revocabiles eſſe non debeant niſi de ipſis & toto in eis comprehenſo tenore in tali revocatione fieret de verbo ad verbum ſeriatim mencio ſpecialis. Hujusmodi namque Privilegia & Litteras, ſi & in quantum libertatibus, jurisdictionibus, juribus, honoribus, ſeu Dominiis dictorum Principum Electorum, aut alicujus ipſorum, derogare cenſentur in aliquo, quo ad hoc revocamus ex certa ſcientia & caſſamus, revocataque & revocatas intelligi & haberi decernimus de plenitudine Imperatorie poteſtatis.

De Hys quibus ut indignis auferuntur bona feudalia. Cap. XIV.

IN plerisque partibus Vaſalli & Feudatarii, Dominorum feuda ſeu beneficia que a Dominis ipſis obtinent, intempeſtive, verbaliter & in fraude renunciant, ſeu reſignant eadem; Et facta renunciacione hujusmodi Dominos ipſos malicioſe diffidant, ſuasque inimi-

ANNO 1356. inimicicias eis denunciant, dampna ipſis ſubſequenter gravia inferendo, & Beneficia ſeu Feuda ſic relicta, pretextu guerre ſeu inimicicie, iterum invadunt, & occupant ac detinent occupata. Eapropter preſenti Conſtitucione in perpetuum valitura ſanccimus, quod talis reſignacio ſeu renunciacio haberi debeat pro non facta, niſi libere & realiter facta fuerit per eosdem, ita quod poſſeſſio Beneficiorum & Feudorum hujusmodi Dominis ipſis corporaliter & realiter aſſignetur, in tantum quod nullo unquam tempore diffidantes ipſi in bonis, Feudis, ſeu Beneficiis reſignatis, Dominos ipſos perturbent per ſe, vel alios, aut moleſtent, nec ad hoc conſilium preſtent auxilium vel favorem. Contrarium faciens, ſeu Dominos ſuos in Beneficiis & Feudis reſignatis vel non reſignatis, invadens, quomodolibet vel perturbans, vel dampna in ipſis inferens, ſeu conſilium auxilium preſtans talia facientibus vel favorem, Feuda & Beneficia hujusmodi eo ipſo amittat, infamis exiſtat, & banno Imperiali ſubjaceat, & nullus ad Feuda vel Beneficia hujusmodi pareat ei de cetero quocunque tempore aditus vel regreſſus, nec de novo concedi ſibi valeant ullo modo, & facta eis contra hoc illorum conceſſio ſeu inveſtitura ſecuta viribus non ſubſiſtat. Postremo omnes penas predictas illos vel illum qui predicta reſignacione facta, contra Dominos ſuos fraudulenter agentes vel agens, ſcienter eos invaſerint, vel invaſerit, diffidacione quacunque previa, vel obmiſſa, vigore preſentis Sanctionis incurrere decernimus ipſo facto.

De Conſpiratoribus. Cap. XV.

DEteſtandas preterea, & ſacris Legibus reprobatas Conſpiraciones & Conventicula ſeu Colligaciones illicitas, in Civitatibus & extra, & inter Civitatem & Civitatem, inter perſonam & perſonam, ſive inter perſonam & Civitatem, pretextu parentele ſeu receptionis in Cives, vel alterius cujuscunque coloris Conjurationes, inſuper & Confederationes & Pacta, nec non & Conſuetudinem circa hujusmodi introductam, quam cenſemus potius corruptelam, reprobamus, dampnamus & certa ſcientia irritamus, quas Civitates ſeu Perſone, cujuscunque dignitatis, condicionis, aut ſtatus, ſive inter ſe, ſive cum aliis, absque autoritate Dominorum, quorum Subditi vel Miniſteriales, ſeu in quorum diſtrictu conſiſtunt, eisdem Dominis nominatim non exceptis, fecerunt hactenus, & facere preſumpſerint in futuro, ſicut eas per ſacras divorum Auguſtorum predeceſſorum noſtrorum Leges prohibitas non ambigitur & caſſatas. Illis Confederationibus & Ligis dumtaxat exceptis, quas Principes & Civitates ac alii ſuper generali Pace Provinciarum atque Terrarum inter ſe firmaſſe noscuntur. Illas enim noſtre declaracioni ſpecialiter reſervantes in ſuo decernimus vigore manere, donec de hys aliud duxerimus ordinandum. Perſonam ſingularem, que de cetero contra tenorem preſentis Conſtitutionis noſtre ac Legis antique ſuper hoc edite, Confederaciones, Colligaciones, Conſpiraciones & Pacta hujusmodi inire preſumpſerit, ultra penam Legis ejusdem, notam infamie & penam decem librarum auri; Civitatem vero, vel Univerſitatem in hanc Legem noſtram ſimiliter committentem centum librarum auri, nec non amiſſionis & privacionis Libertatum & Privilegiorum Imperialium penas incurrere decernimus eo ipſo, medietate pene hujusmodi pecuniarie fisco Imperiali, reliqua vero Domino diſtrictus, in cujus prejudicium facta fuerint, applicanda.

De Pfalburgeriis. Cap. XVI.

CEterum, quia nonnulli Cives & Subditi Principum, Baronum & aliorum hominum, ſicuti frequens ad nos querela perduxit, jugum ordinarie ſubjectionis querentes abjicere, ymmo auſu temerario contempnentes, in aliarum Civitatum Cives recipi ſe procurant, & frequentius in preterito procurarunt; Et nihilominus in priorum Dominorum, quos tali fraude preſumpſerunt vel preſumunt deſerere, Terris, Civitatibus, Oppidis & Villis, corporaliter reſidentes, Civitatum, ad quas hoc modo ſe transferunt, libertatibus gaudere & ab eis defenſari contendunt, qui in partibus Alamanie *Pfalburgerii* conſueverunt vulgariter appellari. Quoniam igitur patrocinari non debeant alicui fraus & dolus, de Imperatorie poteſtatis plenitudine, omnium Principum Electorum Eccleſiaſticorum & Secularium ſano accedente conſilio, ex certa ſcientia ſtatuimus & preſenti Lege perpetuo valitura ſanccimus, quod predicti Cives & Subditi, eis quibus ſubſunt, taliter illudentes, in omnibus Terris, Locis & Provinciis Sacri Imperii, a preſenti die impoſterum, Civitatum in quarum Cives tali fraude recipi ſe procurant vel hactenus procurarunt, juribus & libertatibus in nullo potiantur; Niſi ad hujusmodi Civitates corporaliter & realiter tranſeuntes ibique larem foventes, continue & vere ac non ficte reſidentiam facientes, debita onera & municipalia ſubeant munera in eisdem. Si qui vero contra preſentis noſtre Legis tenorem recepti ſunt vel fuerint in futurum, illorum receptio omni careat firmitate, & recepti, cujuscumque condicionis, dignitatis aut ſtatus exiſtant, in nullo caſu penitus ſive cauſa, Civitatum, ad quas recipi ſe procurant, juribus & libertatibus gaudeant, quomodolibet vel fruantur: non obſtantibus quibuscumque Juribus, Privilegiis vel Conſuetudinibus obſervatis, quantocunque tempore & obtentis. Quas & que, in quantum preſenti noſtre Legi obviant, preſentibus ex certa ſciencia revocamus & de predicte Imperialis plenitudine poteſtatis, omnique carere decernimus robore firmitatis. Circa premiſſa omnia Principum, Dominorum & aliorum hominum, quos taliter deſeri contigit vel continget impoſterum, juribus circa perſonas & bona Subditorum quorumcunque, ipſos ſæpe dicto modo deſerentium, ſemper ſalvis: Hos nichilominus qui ſepe dictos Cives & Subditos alienos recipere, contra preſentis noſtre Legis diſpoſitionem preſumpſerint; ſi eos omnino non dimiſerint infra menſem, poſt intimacionem preſentium eis factam, centum marcas auri puri pro transgreſſione hujusmodi, toties quoties deinceps factum fuerit, incurrere decernentes, quarum medietas Imperiali fisco noſtro, reliqua vero Dominis illorum, qui recepti fuerint, irremiſſibiliter applicetur.

De Diffidacionibus. Cap. XVII.

EOs, qui de cetero adverſus aliquos juſtos diffidacionis cauſam ſe habere fingentes, ipſos in locis, ubi domicilia non obtinent, aut ea communiter non inhabitant, intempeſtive diffidant, declaramus dampna quecunque per incendia, ſpolia vel rapinas, diffidatis ipſis, cum honore ſuo inferre non poſſe. Et quia patrocinari non debent alicui fraus & dolus, preſenti Conſtitucione in perpetuum valitura ſanccimus, (*a*) diffidantes hujusmodi, quibuscunque Dominis aut perſonis, cum quibus (*b*) aliqui fuerint in ſocietate, familiaritate, aut honeſta quavis amicitia conſati, ſic factas vel fiendas impoſterum non valere, nec licere pretextu diffidacionis cujuslibet quempiam invadi, per incendia, ſpolia vel rapinas, niſi diffidacio per tres dies naturales ipſi diffidando perſonaliter, vel in loco quo habitare conſuevit, publice fuerit intimata, poſſitque de intimacione hujusmodi per teſtes ydoneos fieri plena fides. Quisquis ſecus quempiam diffidare & invadere modo premiſſo preſumpſerit, infamiam eo ipſo incurrat, ac ſi nulla diffidacio facta eſſet; quem etiam, tanquam proditorem, per quoscunque Judices penis legalibus ſtatuimus caſtigari.

(*a*) Ou plutôt *diffidacionis*.

(*b*) Lisez *aliosqui*.

Prohibemus etiam & dampnamus univerſas & ſingulas guerras & lites injuſtas, cuncta quoque incendia injuſta, ſpolia & rapinas, indebita & inconſueta thelonea, & conductus, & exactiones pro ipſis conductibus extorqueri conſuetas, ſub penis; quibus ſacre Leges premiſſa & eorum quodlibet ſancciunt punienda.

Litera Intimacionis. Cap. XVIII.

VObis Illuſtri & Magnifico Principi, Domino Marchioni Brandemburgenſi Sacri Imperii Archicamerario, Coëlectori & amico noſtro cariſſimo, Electionem Romanorum Regis, que ex cauſis racionabilibus imminet, facienda preſentibus intimamus, vosque ex officii noſtri debito ad Electionem prefatam rite vocamus, quatenus à die tali &c. intra tres menſes continuo computandos, per vos ſeu Nuncios aut Procuratores veſtros, unum vel plures, ſufficiens mandatum habentes, ad locum debitum, juxta formam ſacrarum Legum ſuper hoc editarum, venire curetis, deliberaturi, tractaturi & concordaturi cum aliis Conprincipibus & Coëlectoribus veſtris & noſtris de Electione futuri Regis Romanorum, in Imperatorem poſtmodum favente Domino promovendi, in eodem manſuri usque ad plenam conſummacionem electionis hujusmodi, & alias facturi & proceſſuri, prout in ſacris Legibus ſuper hoc deliberate editis invenitur expreſſum. Alias non obſtante veſtra ſeu veſtrorum abſentia, in premiſſis una cum aliis Conprincipibus & Electoribus noſtris, prout Legum ipſarum ſanccivit auctoritas, finaliter procedemus.

ANNO 1356.

Forma Procuratorii, mittendi per eum Principem Electorem, qui Nuncios suos ad Electionem faciendam duxerit destinandum. Cap. XIX.

NOs talis Dei gratia, &c. Sacri Imperii, &c. Notum facimus tenore presentium universis, quod cum electio Romanorum Regis ex rationabilibus causis imminet facienda, nos de honore & statu Sacri Imperii solicitudine debita intendere cupientes, ne tam gravibus dispendiis periculose subjaceat, de fide & circumspectionis industria dilectorum nobis, N. & N. fidelium nostrorum obtinentes utique presumptionis indubie fiduciam singularem, ipsos & quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod per unum inceptum fuerit, per alium finiri & licite terminari, omni jure, modo & forma, quibus melius & efficacius possumus seu valemus, nostros veros & legittimos Procuratores & Nuncios speciales facimus, constituimus & ordinamus ad tractandum ubilibet una cum aliis Conprincipibus & Coëlectoribus nostris, tam Ecclesiasticis quam Secularibus, & cum ipsis concordandum, conveniendum & concludendum de Persona quacunque habili & idonea in Regem Romanorum eligenda, & ipsis tractatibus super Electione talis Persone habendis, pro nobis loco & nomine nostris interessendum, tractandum & deliberandum, nec non vice & nomine nostris eandem personam nominandum & in ipsam consentiendum, ac etiam in Regem Romanorum promovendum, ad Sacrum Imperium eligendum, ac in animam nostram prestandum quodcunque Juramentum necessarium debitum, seu consuetum fuerit, circa premissa & quodlibet premissorum, alium vel alios Procu-
(a) Sans doute, *nec non.* ratores in solidum substituendum & revocandum, (a) & non omnia & singula faciendum, que in premissis, & circa premissa, etiam usque ad consummacionem Tractatuum, Nominacionis, deliberationis & Electionis hujusmodi, de presenti faciende necessaria aut utilia fuerint, seu etiam quomodolibet opportuna: etiamsi premissa, vel eorum quodlibet mandatum exigant speciale, etiamsi majora, vel magis singularia fuerint supradictis, & que nosmet ipsi facere possemus, si hujusmodi Tractatui deliberacionis, Nominacionis & Electionis future Negotiis presentes & personaliter adesse-mus. Gratum & ratum habentes & habere volentes & nos perpetuo habituros firmiter promittentes, quicquid per ante dictos Procuratores seu Nuncios nostros, nec non Substitutos aut substituendos ab ipsis, seu eorum
(b) Lisez, *quolibet.* altero, in premissis seu premissorum (b) quomodolibet, actum, gestum, seu factum fuerit, aut quomodolibet ordinatum.

De unione Principatuum Electorum, & jurium eis connexorum. Cap. XX.

CUm universi & singuli Principatus, quorum virtute Seculares Principes Electores jus & vocem in electione Regis Romanorum, in Cesarem promovendi, obtinere noscuntur, cum jure hujusmodi, nec non officiis, dignitatibus & juribus aliis, eis & cuilibet eorum annexis & dependentibus ab eisdem adeo conjuncti & inseparabiliter sint uniti, quod jus, vox, officium & dignitas, alia quoque jura ad quemlibet Principatuum eorundem spectantia, cadere non possint in alium, preter illum qui Principatum ipsum cum terra, vasallagiis, feudis & dominio, ac ejus pertinentiis universis, dinoscitur possidere: Presenti Edicto Imperiali perpetuo valituro sanccimus, unumquemque Principatuum predictorum, cum jure & voce Electionis, ac officio, ceterisque omnibus dignitatibus, juribus & pertinenciis ad ipsum spectantibus, ita perseverare & esse debere unitum perpetuis temporibus indivisibiliter & conjunctum, quod possessor Principatus cujuslibet, etiam juris, vocis, officii, dignitatis & pertinenciarum omnium ad illum spectantium, quieta debeat ac libera possessione gaudere, ac Princeps Elector ab omnibus reputari, ipseque & nemo alius per ceteros Principes Electores ad Electionem & omnes actus alios, pro Sacri Imperii honore vel oportunitate gerendos, omni tempore assumi sine contradictione qualibet & admitti, nec aliquid premissorum ab altero, cum sint & esse debeant inseparabilia, dividi, vel ullo tempore debeat separari, aut in judicio, vel extra, divisim repeti valeant, aut evinci, vel eciam per sentenciam separari, nec aliquis unum sine alio impetens audiatur. Quod si per errorem vel alias auditus quis fuerit, aut processus, judicium, sentencia, vel aliquid hujuscemodi, contra presentem dispositionem nostram emanaverit, seu quomodolibet attemptari contigerit, hoc totum, & omnia ex hys & quolibet eorum sequentia eo ipso viribus non subsistant. ANNO 1355.

De ordine processionis inter Archiepiscopos. Cap. XXI.

QUoniam autem superius in principio Constitutionum nostrarum presentium, circa ordinem sessionis Ecclesiasticorum Principum Electorum in Consilio & in mensa, & alias quociens Imperialem Curiam celebrari, seu Principes Electores deinceps cum Imperatore vel Rege Romanorum congregari contigerit, sufficienter duximus providendum, super qua priscis audivimus temporibus pluries discrepatum: Expedire credimus eciam processionis & deambulationis inter eos ordinem diffinire. Quapropter hoc perpetuo Imperiali Edicto decernimus, ut quotienscunque in congregatione Imperatoris vel Regis Romanorum, & Principum predictorum, Imperatore vel Rege ipso deambulante, insignia ante faciem suam portari contigerit, Archiepiscopus Treverensis in directa diametrali linea ante Imperatorem vel Regem transeat, illique soli medii inter eos ambulent, quos Imperialia vel Regalia continget Insignia deportare. Dum autem Imperator vel Rex absque Insigniis eisdem incesserit; Ex tunc idem Archiepiscopus Imperatorem vel Regem prefato modo precedat, ita quod nemo penitus inter eos medius habeatur, aliis duobus Archiepiscopis Electoribus loca sua juxta distinctionem Provinciarum suarum, circa sessionem superius declaratam, eciam circa processionem perpetuo servaturis.

De ordine processionis Principum Electorum, & per quos Insignia deportentur. Cap. XXII.

AD declarandum autem in Imperatoris vel Regis Romanorum deambulantis presencia, processionis ordinem Principum Electorum, de quo supra fecimus mentionem, statuimus, ut quotienscunque in celebracione Imperialis Curie, Principes Electores cum Imperatore vel Rege Romanorum in quibuscunque Actibus vel Solempnitatibus, processionaliter ambulare contigerit, & Imperialia vel Regalia debuerint insignia deportari, Dux Saxonie Imperialem seu Regalem Ensem deferens Imperatorem seu Regem immediate precedat, & inter illum & Archiepiscopum Treverensem medius habeatur: Comes vero Palatinus Pomum Imperiale portans a latere dextro: & Marchio Brandemburgensis Sceptrum deferens a sinistro latere ipsius Ducis Saxonie linealiter gradiantur. Rex autem Boemie Imperatorem seu Regem ipsum immediate, nullo interveniente, sequatur.

De benedictionibus Archiepiscoporum in presentia Imperatoris. Cap. XXIII.

QUociens insuper in Imperatoris vel Regis Romanorum presencia Missarum solempnia celebrari, ac Maguntinensem, Treverensem, & Colonien-sem Archiepiscopos, vel duos ex eis adesse contigerit, in confessione, que ante Missam dici consuevit, ac in porrectione Evangelii osculandi & Pace post *Agnus Dei* portanda, nec non in benediccionibus post finita Missarum solempnia ac eciam ante mensam faciendis, & in graciis post cibum acceptum agendis, is inter eos ordo servetur, prout de ipsorum consilio duximus ordinandum, quod prima die hec omnia & singula a primo, secunda die a secundo, tertia vero a tertio peragantur. Primum autem vel secundum, seu tertium, hoc casu, secundum quod prius vel posterius quilibet eorum consecratus exiitit, debere intelligi declaramus. Et ut se invicem honore condigno & decenti preveniant & exemplum aliis prebeant invicem honorandi: Is, quem circa premissa ordo tetigerit, ad hec alterum connivencia & caritativa inclinacione invitet, & tunc demum ad premissa procedat seu quodlibet premissorum.

Infra scripte Leges promulgate sunt in Curia Metensi per Dominum KAROLUM IV. *Imperatorem Rom. & Boemie Regem Augustum, Anno Domini M. CCC. LVI. Assistentibus sibi omnibus Sac. Rom. Imperii Electoribus, Principibus & presentibus Dominis, Venerabili in Christo Patre*

ANNO 1356. *tre, Domino Theodorico Epiſcopo Albanenſi, Sancte Romane Eccleſie Cardinali, ac Carolo Regis Francie primogenito, Normandie Duce illuſtri ac Delfino Wienenſi, in die Nativitatis Chriſti.*

SI quis cum Principibus, Militibus vel privatis, ſeu quibuscumque perſonis, plebeis etiam, ſceleſtam factionem aut factionis ipſius inierit ſacramentum, vel dederit, de nece Venerabilium & Illuſtrium noſtrorum & Sacri Romani Imperii, tam Eccleſiaſticorum quam Secularium Principum Electorum, ſeu alterius eorundem: Nam & ipſi pars corporis noſtri ſunt. Eadem enim ſeveritate voluntatem ſceleris, qua effectum puniri jura voluerunt: Ipſe quidem, utpote Majeſtatis reus gladio feriatur, bonis ejus omnibus Fiſco noſtro addictis. Filii vero ejus, quibus vitam Imperiali ſpecialiter lenitate concedimus, paterno enim deberent perire ſupplicio, in quibus paterni, hoc eſt hereditarii criminis, metiuntur exempla, a materna vel avita, omni eciam proximorum hereditate & ſucceſſione, habeantur alieni: Teſtamentis aliorum nihil capiant, ſint perpetuo egentes & pauperes: Infamia eos paterna ſemper comitetur, ad nullum unquam honorem, nulla prorſus Sacramenta, perveniant: Sint poſtremo tales, ut hys perpetua egeſtate ſordentibus ſit & mors ſolacium & vita ſupplicium. Denique jubemus, eos eſſe notabiles ſine venia, qui pro talibus unquam apud nos intervenire attemptaverint. Ad filias ſane eorum, quolibet numero fuerint, Falcidiam tantum ex bonis matris, ſive teſtata ſive inteſtata defecerit, volumus pervenire, ut habeant mediocrem potius filie alimoniam quam integrum emolumentum, aut nomen heredis conſequantur. Mitior enim circa eas debet eſſe ſentencia, quas pro infirmitate ſexus minus auſuras eſſe confidimus. Emancipaciones quoque, que a predictis, ſive in filios, poſt legem duntaxat latam, ſive in filias fuerit collata, non valeat. Dotes, donationes quorumlibet, poſtremo item alienationes, quas ex eo tempore, qualibet fraude vel jure factas eſſe conſtiterit, quo primum memorati de ineunda factione ac ſocietate cogitaverint, nullius ſtatuimus eſſe momenti. Uxores ſane predictorum, recuperata dote, ſi in ea conditione fuerint, ut que a viris titulo donacionis acceperunt, filiis debeant reſervare, tempore quo uſusfructus abſumitur, omnia ea Fiſco noſtro ſe relicturas eſſe cognoſcant, que juxta legem filiis debebantur: Falcidia eciam, ex hys rebus filiabus tantum, non eciam filiis deputetur. Item quod de predictis eorumque filiis cavimus, eciam de ſatellitibus, conſciis ac miniſtris filiisque eorum ſimili ſeveritate cenſemus. Sane ſi quis ex hys in exordio inite factionis, ſtudio vere laudis accenſus, ipſe prodiderit factionem, & primo a Nobis & honore donabitur. Is vero qui uſus fuerit factione, ſi vel ſero, tamen incognita adhuc conſiliorum arcana patefecerit, abſolucione tamen ac venia dignus habebitur. Statuimus inſuper, ut ſi quid contra predictos Principes Electores, Eccleſiaſticos vel Seculares, commiſſum dicatur, eciam poſt mortem rei id crimen inſtaurari poſſe. In hoc item crimine, quod ad leſam in Principibus Electoribus ſuis Majeſtatem pertinet, eciam in caput Domini ſervi torquentur.

Volumus inſuper ac preſenti Imperiali ſanccimus Edicto, ut eciam poſt mortem nocentium hoc crimen inchoari poſſit, aut convicto mortuo memoria ejus dampnetur, & bona ejus ſucceſſoribus ejus eripiantur. Nam ex quo ſceleratiſſimum quis ceperit conſilium, exinde quodammodo ſua mente punitus eſt. Porro ex quo quis tale crimen contraxit, neque alienare neque manumittere eum poſſe, nec ei ſolvere jure debitorem decernimus. In hac cauſa in caput Domini ſervos torqueri ſtatuimus, id eſt, propter cauſam factionis dampnande contra Principes Electores Eccleſiaſticos & Seculares, ut premittitur. Et ſi deceſſerit quis propter inſertam perſonam Succeſſoris bona ſerventur, ſi in cauſa hujuſmodi fuiſſe mortuus arguatur.

Si ceteros Principatus congruit in ſua integritate ſervari, ut corroboretur juſticia & ſubjecti fideles pace gaudeant & quiete: Multo magis magnifici Principatus, Dominia, Honores & Jura Electorum Principum debent illeſa ſervari. Nam ubi majus incumbit periculum, majus debebit remedium adhiberi, ne columpnis ruentibus baſis totius edificii collidatur. Decernimus igitur & hoc perpetuis temporibus valituro ſanccimus Edicto, quod ex nunc in antea perpetuis futuris temporibus inſignes & magnifici Principatus, videlicet Regnum Boemie, Comitatus Palatinus Reni, Ducatus Saxonie & Marchionatus Brandemburgenſis, terre, districtus, homagia, vaſallagia & alia quevis ad ipſa ſpectantia, ſcindi, dividi, ſeu quavis condicione dimembrari non debeant, ſed ut potius in ſua perfecta integritate perpetuo maneant. Primogenitus filius ſuccedat in eis, ſibique ſoli jus & dominium competat, niſi forſitan mente captus, fatuus ſeu alterius famoſi & notabilis defectus exiſteret, propter quem non deberet ſeu poſſet hominibus principari. In quo caſu inhibita ſibi Succeſſione ſecundo genitum, ſi fuerit in ea progenie, ſeu alium ſeniorem Fratrem, vel Conſanguineum laicum, qui paterno ſtipiti in deſcendenti recta linea proximior fuerit, volumus ſucceſſurum. Qui tamen apud alios fratres & ſorores ſe clementem & pium exhibebit continuo, juxta datam ſibi a Deo gratiam & juxta ſuum beneplacitum & ipſius patrimonii facultates, diviſione, ſciſſione ſeu dimembracione Principatus & pertinenciarum ejus ſibi modis omnibus interdicta.

ANNO 1356.

Die qua ſolempnis Curia Imperialis vel Regia fuerit celebranda, veniant circa horam primam Principes Electores Eccleſiaſtici & Seculares ad domum habitationis Imperialis, ſive Regalis, & ibi Imperator vel Rex ipſe, omnibus Inſigniis Imperialibus induetur, & aſcenſis equis omnes vadant cum Imperatore, vel Rege ad Locum Seſſionis aptate, & ibit quilibet eorum in ordine, & modo, ſupra in lege de ordine proceſſionis ipſorum Principum Electorum plenius diffinito. Portabit eciam Archicancellarius, in cujus Archicancellariatu hec fuerint, ſuper Baculo argenteo, omnia Sigilla & Typaria Imperialia ſive Regalia. Seculares vero Principes Electores Sceptrum, Pomum, Enſem, ſecundum quod ſuperius exprimitur, deportabunt. Portabuntur eciam immediate ante Archiepiſcopum Trevirenſem, ſuo loco tranſeuntem, primo Aquiſgranenſis, ſecundo Mediolanenſis corona: & hoc ante Imperatorem duntaxat, qui jam Imperialibus eſt Inſulis decoratus, quas geſtabunt aliqui Principes inferiores, ad hoc per Imperatorem juxta placitum deputandi.

Imperatrix eciam vel Regina Romanorum ſuis augustalibus amicta inſigniis, poſt Regem vel Imperatorem Romanorum, & eciam poſt Regem Boemie, qui Imperatorem immediate ſubſequitur, competentis ſpacii intervallo, ſuis aſſociata Proceribus ſuisque comitata Virginibus, ad Locum Seſſionis procedat.

De officiis Principum Electorum in ſolempnibus Curiis Imperatorum vel Regum Romanorum.

STatuimus, ut quandocumque Imperator vel Rex Romanorum ſolempnes Curias ſuas celebraverit, in quibus Principes Electores ſua deſervire ſeu exercere debent officia, ſubſcriptus in hys ordo ſervetur. Primo enim, Imperatore vel Rege ipſo in ſede Regia ſive Solio Imperiali ſedente, Dux Saxonie officium ſuum agat hoc modo. Portetur enim ante edificium ſeſſionis Imperialis vel Regie, acervus avene tante altitudinis, quod pertingat uſque ad pectus, vel antelam equi, ſuper quo ſedebit ipſe Dux, & habebit in manu baculum argenteum, & menſuram argenteam, que ſimul faciant in pondere duodecim marcas argenti, & ſedens ſuper equo, primo menſuram eandem de avena plenam accipiet & famulo primitus venienti miniſtrabit eandem. Quo facto, figendo baculum in avenam recedet, & Vicemareſcallus ejus, puta de Pappenheim, accedat, vel eo abſente Mareſcallus Curie ulterius avenam ipſam diſtribuet.

Ingreſſo vero Imperatore vel Rege, ad menſam, Principes Electores Eccleſiaſtici, videlicet Archiepiſcopi, ſtantes ante menſam cum ceteris Prelatis, benedicent eandem, ſecundum ordinem, qui circa hec eis in ſuperioribus eſt preſcriptus, & benedictione completa, iidem Archiepiſcopi omnes, ſi adſunt, alioquin duo, vel unus, Sigilla & Typaria Imperialia ſive Regalia a Cancellario Curie recipient, eoque, in cujus Archicancellariatu Curiam ipſam celebrari continget, in medio procedente, & aliis duobus ex alterutro latere ſibi junctis, Sigilla & Typaria ipſa, omnes quidem baculum, in quo ſuſpenſa fuerint, manibus contingentes, ea portabunt, & ante Imperatorem vel Regem reverenter ponant in menſa. Imperator vero, ſive Rex, eadem ipſis ſtatim reſtituet, & in cujus Archicancellariatu hoc fuerit, ut prefertur, is majus Sigillum collo appenſum uſque ad finem menſe geſtabit, & deinceps donec ad hoſpitium ſuum perveniat ab Imperiali, ſive Regali Curia equitando. Baculus vero, de quo premittitur, eſſe debebit argenteus, duodecim marcas argenti habens in pondere: cujus tam argenti quam pretii partem tertiam unusquisque Archiepiscoporum ipſorum perſolvet. Et baculus ipſe protinus una cum Sigillis & Typariis debet Cancellario Imperialis Curie affignari ut

ANNO 1356. usus suos beneplacitos convertendos. Postquam autem is, quem ordo tetigerit, portando Sigillum majus ab Imperiali Curia ad hospitium suum redierit, ut prefertur, statim Sigillum ipsum, per aliquem de suis familiaribus, predicto Imperialis Curie Cancellario remittet super equo, quem juxta proprie dignitatis decenciam & amorem, quem ad Cancellarium Curie gesserit, ipsi Cancellario tenebitur elargiri.

Deinde Marchio Brandemburgensis Archicamerarius, accedat super equo, habens argenteas pelves cum aqua in manibus, ponderis duodecim marcarum argenti, & pulcrum manutergium, & descendens ab equo dabit aquam Domino Imperatori vel Regi Romanorum manibus abluendis.

Comes Palatinus Reni intrabit similiter super equo, habens in manibus quatuor scutellas argenteas, cibis impletas, quarum quelibet tres marcas habeat in statera, & descendens ab equo portabit & ponet ante Imperatorem vel Regem in mensa.

Post hoc Rex Boemie, Archipincerna, veniat similiter super equo, portans in manibus Cuppam seu Cifum argenteum, ponderis duodecim marcarum, coopertum, vino & aqua permixtum impletum, & descendens de equo, cifum ipsum Imperatori vel Regi Romanorum porriget ad bibendum.

Sicut autem hactenus observatum fuisse comperimus, ita statuimus, ut peractis per Principes Electores Seculares predictis eorum officiis, ille de Falkenstein Subcamerarius equum & pelves Marchionis Brandemburgensis pro se recipiat. Magister Coquine de Nortemberg equum & scutellas Comitis Palatini: Vicepincerna de Limburg, equum & cifum Regis Boemie: Vicemarescallus de Pappenheim equum, baculum & mensuram predictam Ducis Saxonie. Si tamen ipsi in Curia Imperiali seu Regali tali presentes existant, & eorum quilibet in officio suo ministret. Si vero ipsi, vel eorum aliqui a prefata Curia se duxerint absentandos: ex tunc Imperialis & Regalis Curie cottidiani ministri, vice absentium, puta quilibet in loco ejus absentis, cui in vocabulo, seu officio communicat, sicut geret officium, sic tollat in premissis & fructum.

Imperialis insuper mensa vel Regia sic debet aptari, ut ultra alias aule tabulas sive mensas in altitudine sex pedum sit altius elevata, in qua preter Imperatorem Romanorum duntaxat, vel Regem, die solempnis Curie nemo penitus collocetur. Sedes vero & mensa Imperatricis sive Regine parabitur in aula, ita quod ipsa mensa tribus pedibus Imperiali sive Regali mensa sit bassior, & totidem pedibus eminencior supra sedes Principum Electorum, qui Principes suas inter se in una eademque altitudine sedes habebunt & mensas. Infra Sessionem Imperialem mense pro septem Principibus Electoribus Ecclesiasticis & Secularibus preparentur, tres videlicet a dextris, & tres alie a sinistris, & septima directe versus faciem Imperatoris vel Regis, sicut superius in Capitulo de sessionibus & ordine Principum Electorum per nos est clarius diffinitum; ita eciam quod nullus alius, cujuscumque dignitatis vel status existat, sedeat inter ipsos, vel ad mensas eorum. Non liceat autem alicui predictorum secularium Principum Electorum, peracto officii sui debito, se locare ad mensam sibi paratam, donec alicui suorum Conprincipum Electorum ejus officium restat agendum. Sed cum aliquis eorum vel aliqui ministerium suum expleverint, ad preparatas sibi mensas transeant, & juxta illas stando expectent, donec ceteri ministeria sua expleverint supradicta, & tunc demum omnes & singuli pariter ad mensas sibi paratas se locabunt.

Invenimus eciam ex clarissimis relatibus & traditionibus antiquorum, illud a tempore, cujus contrarii jam non habetur memoria, per eos, qui nos precesserunt feliciter, esse jugiter observatum, ut Regis Roman. futuri Imperatoris in Civitate Frankenfordie celebraretur Electio, & prima Coronacio Aquisgrani, & in Oppido Nurnberg prima sua Regalis Curia haberetur. Quapropter certis ex causis eciam futuris premissa servari debere temporibus declaramus, nisi premissis omnibus, seu eorum alicui, impedimentum legittimum obviaret.

Quandocunque insuper aliquis Princeps Elector Ecclesiasticus vel eciam Secularis justo impedimento detentus, ad Imperialem Curiam vocatus venire non valens, Nuncium vel Procuratorem, cujuscunque dignitatis vel status transmiserit, missus ipse, licet loco mittentis juxta datum sibi ab eo mandatum admitti debeat, in mensa tamen vel sede, que illi qui ipsum transmittit deputata fuit, non sedebit.

Preterea consummatis his que in Imperiali qualibet Curia sive Regali fuerint pro tempore disponenda, recipiet Magister Curie pro se totum edificium, seu lignum apparatum Imperialis sive Regie sessionis ubi sederit Imperator vel Rex Romanorum cum Principibus Electoribus ad celebrandas solempnes Curias & Feuda, sicut permittitur, Principibus conferenda. ANNO 1356.

Decernimus hoc Imperiali Edicto, ut Principes Electores Ecclesiastici & Seculares, dum Feuda sua sive Regalia ab Imperatore vel Rege recipiunt, ad dandum vel solvendum aliquid nulli penitus sint astricti. Nam pecunia, que tali pretextu persolvitur, Officiatis debetur. Cum ergo ipsi Principes Electores cunctis Imperialis Curie presint Officiis, suos eciam habentes in Officiis hujusmodi substitutos, datos ad hoc a Romanis Principibus & dotatos, videretur absurdum, quod substituti Officiales a suis Superioribus quocunque quesito colore exenia postularent: nisi forte ipsi Principes Electores sponte & liberaliter hys aliquid largirentur. Porro ceteri Principes Imperii Ecclesiastici vel Seculares, dum predicto modo eorum aliquis Feuda sua ab Imperatore Roman. suscipit vel a Rege, dabit Officialibus Imperialis sive Regalis Curie sexaginta tres marcas argenti cum uno fertone, nisi eorum aliquis privilegio seu indulto Imperiali vel Regali tueri se posset, & probare, se solutum vel exemptum a talibus aut eciam aliis quibuscumque, que solvi in suscepcione Feudorum hujusmodi consuevissent. Predictarum insuper sexaginta trium marcarum & fertonis divisionem faciet Magister Curie Imperialis sive Regalis, hoc modo: Primo enim decem marcas pro semetipso reservans dabit Cancellario Imperialis sive Regalis Curie decem marcas: Magistris, Notariis, Dictatoribus, tres marcas, & Sigillatori pro cera & pergameno unum fertonem, ita videlicet: quod Cancellarius & Notarii, Principi recipienti Feudum, non ad aliud quam ad dandum sibi testimonialem receptionem Feudi, seu simplicis Investiture Litteram, sint astricti. Item dabit Magister Curie Pincerne de Limburg de prefata pecunia decem marcas, Magistro Coquine de Nortemberg decem marcas, Vicemarescallo de Pappenheim decem marcas, & Camerario de Falkenstein decem marcas: Tali tamen condicione, si ipsi & eorum quilibet in hujusmodi Curiis solempnibus presentialiter assunt in suis officiis ministrando. Si vero ipsi, vel aliqui eorum absentes fuerint, ex tunc Officiales Imperialis sive Regalis Curie, qui talibus presunt officiis, eorum, quorum supplent absenciam, singuli singulorum, sicut vicem, nomenque & laborem sufferunt, sic lucrum & commoda reportabunt.

Dum autem Princeps aliquis equo vel alteri bestie insidens Feuda sua ab Imperatore recipit, vel Rege, equus ille seu bestia, cujuscumque speciei fit, debetur superiori Marescallo, id est Duci Saxonie, si presens affuerit. Alioquin illi de Pappenheim, ejus Vice-Marescallo, aut illo absente Imperialis sive Regalis Curie Marescallo.

Cum Sacri Romani Celsitudo Imperii, diversarum Nacionum moribus, vita & ydiomate distinctarum leges habeat, & gubernacula moderari, dignum est & cunctorum sapientium judicio censetur expediens, quod Electores Principes, ipsius Imperii columpne & latera, diversorum ydiomatum & Linguarum differenciis instruantur, ut plures intelligant & intelligantur a pluribus, qui plurimorum necessitatibus relevandis Cesaree Sublimitati assistunt, in partem solicitudinis constituti. Quapropter statuimus, ut illustrium Principum, puta Regis Boemie, Comitis Palatini Reni, Ducis Saxonie, & Marchionis Brandemburgensis, Electorum filii, vel heredes, & successores, cum verisimiliter Teutunicum ydioma sibi naturaliter inditum scire presumantur, & ab infancia didicisse, incipiendo a septimo etatis sue anno, in Grammatica, Italica & Slavica Linguis instruantur; Ita quod infra 14 etatis annum existant in talibus juxta datam sibi a Deo graciam eruditi; cum illud non solum utile, imo ex causis premissis summe necessarium habeatur, eo quod ille Lingue ut plurimum ad usum & utilitatem Sacri Imperii frequentari sint solite, & in hys plus ardua ipsius Imperii negocia ventilentur. Hunc autem proficiendi modum in premissis posuimus observandum, ut relinquatur optioni parentum in filios suos, si quos habuerint, seu proximos, quos in Principatibus sibi credunt verisimiliter successuros, ad loca sua dirigant, in quibus de hujusmodi Linguagiis possint edoceri, vel in propriis domibus pedagogos, instructores & pueros consocios in hys peritos eis adjungant, quorum conversacione pariter & doctrina in Linguis ipsis valeant eruditi.

Ex-

ANNO 1356.

CCCLVII.

L'EMPEREUR ET BRABANT.

Extrait du Traité & de l'Alliance entre CHARLES IV. *Empereur*, & WENCELIN *ou* WENCESLAS *Duc de Brabant. Fait à Bruxelles en* 1356. [PIERRE d'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXV. Feuill. 278.

ET fut par l'appoinctement qu'ils fisrent ensemble, du consentement de Madame Jehenne de Brabant, femme dudict WENCELIN, dict & accordé que ledict WENCELIN auroit le Gouvernement de Lotrice, Brabant, & Lembourch, & la disposition de tous Offices, non pas en qualité de Mambour de sadicte femme, mais comme Proprietaire, reservé seullement qu'il ne pouroyt riens vendre ny aliener desdictes Duchez, sans le preallable consentement d'icelle. Et s'il advenoit qu'il moruſt devant elle, sans hoir de son corps, elle retiendroit l'adminiſtration desdictes Duchez sa vie durant seullement, n'estoit qu'elle se remariast, & eust enfans, auquel cas l'enfant luy succederoit. Mais sy le Duc de Wencelin, & elle moruſſent sans hoir de leur corps, lesdictes trois Duchez succederoyent audict Empereur CHARLES & Successeurs du costé de Luxembourch. Fuſt encores dict que lesdicts Wencelin & sa femme ne pourroyent faire Paix avec le Conte de Flandre, sans l'expres consentement l'un de l'autre. Ce fut pourjecté a Maestricht, & apres conclu a Bruxelles du consentement des Estats de Brabant en l'an mil trois cents cinquante six.

CCCLVIII.

3. Janv. *Atteſtatio Gubernatorum* Communis Pacis Lotharingicæ, *quod de Conſenſu Imperatoris* CAROLI IV. *Civitas* TREVIRENSIS *in Communem eandem Pacem recepta ſit. Datum* 3. *Januarii* 1356. [JOH. PHILIP. DATT, Volumen Rerum Germanicarum novum Libr. I. Cap. XI. pag. 80. §. 42. Ex KYRIANDRI Annalibus Trevirenſibus. Part. 17. fol. 250.]

NOS Gubernatores COMMUNIS PACIS LOTHARINGICÆ notum omnibus facimus, quod de conſenſu & voluntate Illuſtriſſimi Domini noſtri CAROLI IV. Dei Gratia Romanorum Imperatoris ſemper Auguſti, Regisque Bohemiæ & aliorum Prælatorum, Principum, Dominorum, Dominarum, Civitatum & Urbium publicæ Pacis Lotharingicæ recepimus in eandem noſtram Communem Pacem Magiſtrum Scabinorum, Scabinos, totamque Communitatem Civitatis Trevirenſis, eadem omnino conditione, qua ſunt in illa cæteri: Simulque nomine Populi Trevirenſis ad gubernacula ejusdem PUBLICÆ PACIS adſcivimus Dominum Johannem, dictum Wolff, Magiſtrum Scabinorum Trevirenſium, ad judicandum, faciendum, regendumque nobiscum in hac Pace, perinde atque nos poſſumus & debemus. Teſtimonioque Veritatis nos Gubernatores prædicti Sigillum noſtrum his Literis appendimus, datis confectisque Anno Domini MCCCLVI. 3. Jan.

CCCLIX.

5. Janv. (1) *Traitez & Echanges faits entre* JEAN *Roi de France*, CHARLES *ſon fils Aîné Dauphin de Viennois*, & AMÉ VI. *Comte de Savoye*, *dit* le Comte Verd. *Par lequel*, *entr'autres*, *le Roi* JEAN *donne au Comte l'Hôtel de Bohême ſitué à Paris*, *moyenant certaine ſomme*; & *le Comte promet au Roi de lui remettre* JEANNE *fille de* PHILIPPE *Duc de Bourgogne*, *libre de vœu*, *de mariage*, & *de réligion*, *pour être mariée*, *pourvû que ce ne ſoit point au Dauphin &c. Fait à Paris*, *le* 5. *Janvier*, 1355. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves pag. 188.] ANNO 1355. 1356.

FRANCE, DAUPHINÉ ET SAVOYE.

JOANNES Dei gratia Francorum Rex, & Nos Carolus ipſius Domini Regis primogenitus Dalphinusque Viennenſis, cum authoritate & aſſenſu dicti Domini Genitoris noſtri, expreſſè nobis præſtitis ad omnia & ſingula infrà ſcripta: Et nos *Amedeus Comes Sabaudiæ*, ad certitudinem præſentium & memoriam futurorum: Notum facimus univerſis, quòd nos attendentes qualiter per discordias rancores crescunt & odia, debiles & potentes dispendia patiuntur, ſcandala ſuscitantur, & ſubjiciuntur omnia vaſtitati; & conſiderantes attentiùs, quòd per concordiam & confœderationem unanimes verſantes, poterimus auxiliis hinc inde juvari, mutuis foveri præſidiis, & majori potentia fulciri: Præterea poſt Tractatus multiplices ſuper infrà ſcriptis, & aliis alternatim habitis, tandem ſuper univerſis & ſingulis diſſentionibus & discordiis, ex quibuscumque cauſis exortis, ſeu quæ poterant exoriri inter nos Regem, & Dalphinum Viennenſem tam conjunctim, ex una parte; & nos *Amedeum Comitem Sabaudiæ* ex altera; ad finalem concordiam devenimus, ſedatis quibuscumque diſſentionum materiis penitus & extinctis, mediantibus homagiis, permutationibus ſeu excambiis, confœderationibus, alligationibus, articulis & vinculis, Deo præſtante in perpetuum duraturis; tractantibus pro nobis Rege & Dalphino ex una parte, & pro nobis Comite, ex altera, certis perſonis ad hæc deputandis.

In primis nos Rex prædictus Hoſpitium verſus portam ſancti Honorati Pariſiis ſituatum, quod olim fuit claræ memoriæ Regis Bohemiæ, donamus cum ſuis pertinentiis univerſis dicto Comiti, pro ſe, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis in perpetuum, donatione pura & ſimplici inter vivos, in augmentum Vicecomitatus Maileporarii, quod cum ſua Nobilitate, & omnimoda Juſtitia, alta, media & baſſa, plures Prædeceſſorum ipſius Comitis, de dono Regio ſub Homagio in Feudum ligium, à noſtris Prædeceſſoribus Regibus tenuerunt & receperunt. Promittimus Nos Rex prædictus pro nobis & Succeſſoribus noſtris, dictum Comitem & Hæredes ac Succeſſores ejus Comites, ad hujusmodi Feudum ligium in noſtrum Hominem & Vaſſallum, pro Vicecomitatu & Hoſpitio prædicto, conjunctim cum omnibus pertinentiis eorundem, absque diminutione qualibet vel augmento.

Et nihilominus nos Rex Franciæ pro nobis & Succeſſoribus noſtris, eidem pro ſe & Hæredibus & Succeſſoribus ejus, promittimus quod ipſum, Hæredes & Succeſſores ejus, & Homagium hujusmodi nullo unquam tempore ſeparabimus, alienabimus vel transferemus à nobis & Succeſſoribus noſtris Regibus, & à Corona Franciæ quacumque ratione, occaſione vel modo.

Et nos Comes prædictus pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris, prædictum Homagium facere promittimus & præſtare dicto Domino Regi, & ejus Succeſſoribus Regibus in perpetuum; & illud nullo unquam tempore quittare, renuntiare, dimittere, aut in alium à nobis & Succeſſoribus noſtris Comitibus transferre, quacumque intentione, colore, occaſione vel cauſa.

Et quia nos Comes dicebamus, dictum Dominum Regem nobis teneri & debere ſupplere & tradere certam reditus annui quantitatem, deficientem in dicto Vicecomitatu de ſumma annua in Litteris Regiis doni contenta; & nihilominus per certos Tractatus poſt dictum donum habitos, debeat idem Dominus Rex augere vel ſupplere nobis Comiti Vicecomitatum prædictum de certa ſumma annui reditus, ipſumque Vicecomitatum cum dicto augmento vel ſupplemento excambiare nobis Comiti, & pro eo nobis tradere excambium in Baillivia Trecenſi vel in Baillivia Senonenſi, retinendo ſibi Comitatum.

Nos Comes prædictus benevolentiam ipſius Domini Regis, quam nobis exhibuit & exhibet, advertentes, eundem Dominum Regem & ejus Succeſſores, de omnibus & ſingulis ſupplementis, tractatibus, obligationibus & promiſſis, in quibus ratione dicti Vicecomitatus, & augmentorum ſeu ſupplementorum & excambiorum ipſe tenebatur nobis Comiti, & teneri poterat quovis modo; de certa ſcientia, plenariè & perfectè quittamus, ſolvimus, & totaliter liberamus, & Litteras quascumque ſuper hoc factas caſſas & irritas quoad hæc volumus, & nullius firmitatis; renunciantes pro nobis,

(1) L'Aſſemblée qui ſe tint à Paris pour conclure ce célèbre Traité fut convoquée le dernier de Juillet 1354. Le Roi JEAN y preſida en habit Royal, en préſence d'un grand nombre de Seigneurs. On diſputa fort long-temps, le Dauphin, & le Comte ſe plaignant l'un de l'autre de divers griefs reçus, & le Traité ne put être conclu, qu'au mois de Janvier ſuivant. Le Comte de Savoye commença dès lors à s'apercevoir de l'effet de la menace d'HUMBERT Dauphin, qui avoit dit, comme on l'a cité ci-deſſus, qu'il lui donneroit un voiſin duquel il ne ſe moqueroit pas.

ANNO 1355. 1356. Hæredibus, & Succeſſoribus noſtris eisdem Litteris : dictis tamen Vicecomitatu & Hoſpitio, nobis Comiti & noſtris Hæredibus & Succeſſoribus remanſis, cum ſuis pertinentiis ſupradictis.

Item nos Comes prædictus tenemur & promittimus tradere & liberare, apud ſanctum Laurentium prope Matiſconem, in craſtino Brandinorum proxime futurorum, ad mandatum Domini Regis, Joannam filiam Philippi primogeniti defuncti noviſſime Ducis Burgundiæ, liberam penitus ab omni detentione & vinculo voti, matrimonii, religionis, & alio quocumque impedimento maritandi, ubi nos Rex prædictus voluerimus, præterquam nobis Dalphino prædicto, mediantibus quadraginta millibus florenis de Florentia, quos nos Rex Franciæ prædictus promittimus & tenemur dicto Comiti, vel ejus certo mandato tradere & ſolvere ſine fraude, die & loco quibus dicta Filia liberabitur, ut præfertur.

Item nos Rex, Dalphinus, & Comes Sabaudiæ, prædicti, commoda Pacis conſiderantes, & de ſcientia digna cogitantes, tam pro nobis quam Succeſſoribus noſtris, quam pro Subditis utrisque; poſt Tractatus multiplices ad ſedandas præteritas & præſentes inter nos ad invicem ortas diſcordias, & evitandum futuras; tandem convenimus in unum, deliberatione longa, & conſiliis providis præhabitis hinc & inde, ad Pacem & Concordiam revenimus, cum authoritate & conſenſu nobis Dalphino prædicto à dicto Domino & Genitore noſtro prius præſtitis, ut præfertur prout ſequitur: Carolo Dalphino Primogenito noſtro, nos Rex prædictus authoritatem, licentiam & aſſenſum præbuimus & præbemus, quod omnia & ſingula ſupra & infraſcripta, prout melius poterat, & poteſt fieri & præberi.

Et primo, nos Comes Sabaudiæ prædictus, pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris, in perpetuam permutationem & excambium, & nomine & cauſa permutationis & excambii perpetuo duraturi, tradimus, cedimus & liberamus dicto Dalphino, pro ſe & Hæredibus & Succeſſoribus ſuis in futurum, Caſtra, Villas, Loca & alia quæ ſequuntur.

Videlicet, Caſtra Tulnonis, & Voyron, una cum univerſis Mandamentis, antiquis Appenditiis & Pertinentiis eorundem, & cum omnibus aliis Caſtris, Baſtidis, Domibus, Fortibus, Homagiis, Feudis, Retrofeudis, Jurisdictionibus altis, mediis & baſſis, mero & mixto Imperio, & aliis quibuscumque Juribus, Actionibus & Pertinentiis, quæ & quas nos prædictus Comes habemus, habebamus & habere poteramus & poſſumus, citra flumen de Guyer à parte Viennenſi, & Yſaræ usque ad ſanctum Geneſium, & à ſancto Geneſio usque ad locum quo dictum flumen de Guyer intrat in Rhodanum; & una cum prædictis nos Comes tradimus, cedimus & liberamus dicto Dalphino Caſtrum, Villam & Mandamentum de Aveneriis, & Inſulam de Cier, Feuda, Retrofeuda, Homagia, Proprietates, & quidquid Juris cum Proprietatibus & Poſſeſſionibus ad nos Comitem pertinebat in Caſtro, Villa, & Mandamento, & Inſula ſupradictis.

Et quia nos Dalphinus & Comes, volumus debatum tollere, quod erat vel eſſe poterat ſuper limitationem infra ſcriptam; & limitationem fieri & decerni inter Terras utriusque, prout melius fieri poterit ad bonum commune, pro quiete & pace inter nos & Subditos noſtros hinc inde ſervanda: Nos Dalphinus deputamus ex parte noſtra Dominum Montiſchanuti, & Dominum Amblardum de Bellomonte, & duos alios idoneos deputabimus.

Et nos Comes prædictus ex parte noſtra deputamus Dominum Grandimontis, & Dominum Petrum de Montegelato, aut duos alios ſufficientes deputabimus: quibus quatuor nos Dalphinus & Comes, damus & dabimus ad concordandum poteſtatem ordinandi & diſcernendi Limitationes hujusmodi, ſive per Eſchalonum ſancti Apri, & per Ripariam de Bienco; ſive per flumen de Guyer, prout eis melius videbitur faciendum pro bono perpetuæ Pacis, & Subditorum utriusque quiete, non habendo reſpectum vel electionem alterius nominis vel commodi; & ea quæ Deputati hujusmodi fecerint, & ordinaverint, faciemus hinc inde firmiter obſervari.

Item nos Comes prædictus pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus, ex cauſa permutationis ſeu excambii tradimus, cedimus & liberamus præfato Domino Carolo Dalphino pro ſe, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis, omnem Terram noſtram Viennenſii, videlicet Caſtra, Villas, & Loca Chabeveri, Bozozelli, Coſtæ S. Andreæ, Aziaci, Lalanerii, Verpillieræ, Dolomiaci, Baſtidæ de Abretio, Loci dicti Joanagiacum, ſancti Georgii Deſperenchia Viennenſii, & ſancti Symphoriani de Auzone, cum omnimoda proprietate dictorum Locorum, & alia Loca, Villas, Caſtra, Proprietates noſtras, & & noſtra Feuda, & Homagia; & omnia quæcumque Jura, & Nobilitates, quæ & quas nos habemus & habere poteramus & poſſumus in dictis Feudis, Homagiis, Caſtris & Caſtellaniis de Ornaceis, de Saranaliaci, de Boſozello, de Excloſa, de ſancto Joanne de Bournayo, Malobecco, de Eſpris, de ſancto Albano, de Chiſanova, de Chatonay, de Sarpeſia, de Fortemonte, de Villanova, de Marcis, de Chandiaco, de Abriaco, de parte Maſiaci, de Fabricis, & de Palude; & omnia alia Loca, Feuda & Retrofeuda, Homagia, merum & mixtum Imperium, Jurisdictiones medias, altas, & baſſas, & quæcumque alia Jura, Actiones, & Pertinentias ad nos Comitem ſpectantes, & quæ habebamus & habemus & habere poteramus & poſſumus, à dictis limitationibus de Guyer ſeu de Eſchalone ſancti Apri & Bienco; ſicut limitabitur per dictos Deputatos ſupradictos; & inter fluvium ſeu aquas Rhodani ſeu Iſaræ, nihil nobis Comiti vel Succeſſoribus noſtris in præmiſſis, aut coram aliquo retinentibus.

ANNO 1355. 1356.

Et nos Dalphinus prædictus tenemur & promittimus ſolvere Domino Humberto Achardi tria millia ſcuta auri vel circa, videlicet, id quod ei debetur ſupra dictam ſummam ſuper Caſtro de Joannages ex cauſa reacheti ipſius; & Domino Aymaro de Belloviſu quatuor millia florenorum auri, ex cauſa reacheti vel retractu Caſtri de Aveneriis.

Nos vero Carolus Dalphinus prædictus, ex cauſa permutationis & excambii ſupra dicti, pro nobis & Succeſſoribus noſtris tradimus, liberamus & cedimus dicto Comiti Sabaudiæ pro ſe, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis, totam Terram noſtram de Foucigniaco, videlicet Caſtra, Villas, Mandamenta, Territoria, Feuda, Retrofeuda, merum & mixtum Imperium, Jurisdictiones altas, medias, & baſſas, Homagia, & alia Jura ad nos Dalphinum pertinentia, & quæ pertinere ad nos quoquo modo poterant & debeant ante præſentem Contractum, in tota dicta terra Foucigniaci, & in omnibus ejus Pertinentiis & Appenditiis, ſine retentione aliqua nobis facta in eis vel in aliquo eorundem.

Item Feuda quæ Comes Gebennenſis tenebat & tenere poterat & debebat, ſeu tenet à nobis Dalphino prædicto, ex cauſa prædicta, debet aut debeat ſeu debere poterat in Gebennenſio, cum Homagio quod dictus Comes Gebennenſis nobis debebat, & omnia Jura quæ nos dictus Dalphinus habebamus & habere poteramus in dictis Feudis & Homagiis, & ſuper ipſo Comite Gebennenſi ex cauſa Feudorum & Homagiorum prædictorum in Gebennenſio.

Item Caſtrum, Villas, & terram de Gex, Feuda & Retrofeuda, Territoria & Mandamenta, Jurisdictiones altas, medias & baſſas, cum Juribus & Pertinentiis ſuis univerſis, in quantum ad nos Dalphinum, & ad Dominum Hugonem de Gebenna, & ad Aymonem Filium ſuum, & ad Uxorem ejus pertinere poterat & debebat, & ad quemlibet eorundem.

Item Caſtra, Villas, Mandamenta, Territoria, merum & mixtum Imperium, Jurisdictiones altas, medias & baſſas, Feuda, Homagia, & omnes & omnia pertinentia Jura Miribelli, Montislupelli, ſancti Chriſtophori, Perogianum, Meximiaci, Gordani, Varey, Satoney, ſancti Mauritii, & Antonis, cum plena donatione omnium bonorum prædictorum, & Feuda Domini de Villariis, Domini Caſtellionis de Palude, de Charney, de Varey, & d'Arbent, unà cum Homagiis debitis nobis Dalphino prædicto pro ipſis Feudis, & omnes alias Proprietates, Feuda, Retrofeuda, Jurisdictiones, Actiones, Jura, Pertinentias, & quæ pertinere poterant & debebant ad nos Dalphinum ultra riparias Indis & Arbaronæ, à parte Breſſiæ, & à parte Bugeſii & Ambroniaci; exceptis Feudis & Homagiis quæ Dominus Joannes de Cabilone Dominus de Arlay, & Comes Altiſſiodorenſis, Dominus Henricus de Vienna, & quicumque alii de Terris ipſorum, & de Comitatu, & Ducatu Burgundiæ tenent à nobis Dalphino prædicto, & debent nobis in & pro rebus quæ non ſunt infrà Territorium & diſtrictum Caſtrorum, Locorum, & Terrarum, quas & quæ tradimus dicto Comiti Sabaudiæ per præſens excambium & accordium.

Item nos Carolus Viennenſis Dalphinus prædictus, ultra præſcripta per nos prædicto Comiti Sabaudiæ ex cauſa permutationis & excambii prædicta tradita, liberata & ceſſa, donamus, cedimus & liberamus in Feudum ligium & Homagium, pro nobis & Succeſſoribus noſtris, dicto Comiti pro ſe, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis Comitibus Sabaudiæ, in perpetuum, Caſtra, Villas, Mandata, Territoria, merum & mixtum Imperium, Jurisdictiones, Feuda, Retrofeuda, & Homagia Sancti Saturnini de Cucheto, Sancti Andreæ de Briordo, de Luys, de Lagniaco, & omnia alia & ſingula

ANNO 1355. 1356. gula Fortalitia, Loca, Feuda, Proprietates, Res, Jura quæ habemus, habere poteramus aut debebamus, inter flumina Rhodani, Indis, & Arbaronæ: quæ omnia, & singula tam in excambium tradita, quàm donata in Feudum per prædictum Dalphinum nobis Comiti præfato, ut præfertur; Nos Comes, Hæredes & Successores nostri Comites Sabaudiæ tenebimus, & tenere pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris Comitibus promittimus, in perpetuum, in Feudum ligium & Homagium, cum Superioritate, & absque ressorto, à dicto Domino Carolo tanquam Primogenito Domini Regis, Dalphino Viennensi, & successivè à Primogenitis Regum Franciæ Dalphinis, seu aliis in Regno pro tempore Successoribus Dalphinis: In casu verò quo Primogenitus non extaret, si tamen aliquo casu fortè contingeret quòd Dalphinatus ad Regem Franciæ deveniret; tunc debebitur, fiet & præstabitur Regi à Comite seu Comitibus pro tempore Homagium suprà dictum, quod siquidem Homagium nos Comes prædictus pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris Comitibus in perpetuum promittimus, tenemur & tenebimur facere & præstare, modo & forma prædictis, ac etiam ipsi Regi in casu præmisso; nec non fidelitatem integram illis servare, ac eis, & eorum cuilibet tanquam pro Feudo ligio; sicut bonus & fidelis Vassallus servare tenetur & debet Domino suo ligio, contra omnes obsequi & servire, ac præstare & dare consilium, auxilium videlicet de persona nostra contra omnes qui vivere & mori possunt; exceptis Romanis Regibus, & Imperatoribus, & Regibus Franciæ dumtaxat: De prædictis verò omnibus & singulis Proprietatibus, Feudis, Retrofeudis, tam in excambium quàm in Feudum, ut præmittitur, nobis Comiti datis; ipsum Dominum Dalphinum & Successores suos prædictos Primogenitos, aut alios Successores Regno juvare & sequi de placito & de guerra debemus & debebimus, tenemur & tenebimur nos Comes & Hæredes ac Successores nostri Comites Sabaudiæ successivè, contrà omnes personas nascituras & morituras, nullo excepto, secundùm quæ fidelitatis articuli comprehendunt: Et nihilominus nos Comes prædictus pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris Comitibus Sabaudiæ, transferre quacumque ratione, colore, occasione, vel causa dictum Homagium non poterimus: Si verò contingeret aliquo casu quòd Dalphinatus Viennensis prædictus ad alium deveniret, qui non esset Rex Franciæ, vel qui non esset in Regno Franciæ successurus, tunc Comes Sabaudiæ qui fuerit pro tempore, eidem tali Dalphino qui non sit Rex Franciæ, aut Regis Franciæ Primogenitus, aut in Regno Franciæ successurus, dictum Homagium facere nullatenus teneatur.

Item actum & concordatum, quòd nos Dalphinus prædictus ex parte nostra, & nos Comes prædictus ex parte nostra, traditis hinc inde & liberatis ad invicem dictis Castris cum effectu quæ tradi debent, vel majori parte eorundem; omnes captivi, tam Nobiles quàm alii qui detinentur ab utraque parte, quieti erunt, & liberi permittentur abire, restituti & plenariè liberati.

Item quòd de tota pecunia quam nos Comes petere possemus aut possumus à dicto Dalphino pro Castro de Montous, ex causa Pacis pridem factæ inter Comitem Altissiodorensem, & Dalphinum Humbertum, & ex causis aliis quibuscumque; & similiter de tota pecunia quam nos Dalphinus petere poteramus aut possumus à prædicto Comite Sabaudiæ ex qualicumque causa usque ad diem datæ præsentium, quittamus nos ad invicem, & quitti remanebimus, & remanemus penitus hinc inde.

Item actum & concordatum est, quòd si nos Dalphinus, & Comes, aut alter nostrûm habeamus vel habeat Castrum vel Castra, Locum, Montes, Riparia, vel alia inter nos & Subditos nostros, impedientia vel adversantia observationem Pacis seu tranquillitatis, seu causantes discordias; dicti Deputati ad Limitationes prædictas faciendas, habeant potestatem ordinandi de illis, & tractandi hinc & inde, sicut eis videbitur ad perpetuam Pacis observantiam mediante decentia; & quidquid per Deputatos hujusmodi factum & ordinatum erit, faciemus hinc inde firmiter observari.

Item actum & concordatum est, quòd Dominus Valbonesii sit & erit quittus de omnibus obligationibus atque pœnis, in quibus ipse teneri poterat & potest occasione vel causa Castri de Montous, tam erga nos Dalphinum, quàm erga nos Comitem suprà dictos, reddito nobis primò dicto Castro.

Item quòd tam de Nobilibus quàm aliis, Res, Possessiones & Bona habentibus in Terris utriusque nostrûm Dalphini, & Comitis prædictorum; & de Homagiis quæ pro illis Rebus, Possessionibus & Bonis debentur, dicti Deputati ad limitationes, valeant ex potestate quam eis damus, prout eis videbitur ordinare. ANNO 1355. 1356.

Item quòd Castra, Villas, Loca, Territoria, Feuda, Res & Bona cum pertinentiis suis, quæ nos Dalphinus & Comes tradimus alter alteri ut præfertur, hinc & inde tradantur libera de cunctis obligationibus pecuniariis: & si quæ essent vendita vel alienata aliis, alter alteri dat, cedit omnia Jura, & omnes Actiones, quas & quæ habet in illis pro retrahendo vel redimendo eadem: & quòd alter nostrûm liberabit & tradet Instrumenta, Litteras, & Informationes facientes pro Terris, Castris, Feudis, Locis, Rebus & Juribus quæ alter alteri liberavit, tradidit & cessit tam in excambium quàm ex dono in Feudum, ut præfertur.

Item nos Dalphinus ex parte nostra, & nos Comes ex parte nostra, quittamus alter alterum ad invicem ab Homagiis, Feudis & fidelitatibus olim mutuò factis & recognitis inter Dalphinum Humbertum nunc Patriarcham Alexandriæ ex una parte, & *Aymonem Comitem tunc Sabaudiæ*, Genitorem nostri Comitis, & alterum in Pace inter eos habitis, seu Declarationibus & Conventionibus inde sequutis; & ab omnibus & singulis obligationibus & vinculis, quibus ad ipsa vel consimilia præstanda virtute dictæ Pacis & declarationis alter alteri fuimus vel reperiri possemus astricti: & sic quitti & liberati de illis erga alterum remanemus & remanebimus deinceps totaliter; & immunes Homagio tamen fidelitatis & Feudo, ac aliis ad quæ nos Comes, Hæredes ac Successores nostri dicto primogenito Dalphino, & Successoribus suis prædictis, aut Successoribus in Regno ut prædictum est: Præterea præsentis Accordii tenemur & tenebimur in suo robore & sua firmitate perpetuo duraturi, ac etiam cæteris omnibus & singulis contentis in Pace & Declaratione ipsius, in quantum concernunt statum pacificum; & quantumvis per contenta in præsentibus Litteris non est distractum vel derogatum eisdem in sua firmitate mansuris.

Item nos præfatus Comes Sabaudiæ pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, quittamus expressè dictum Dominum Regem Franciæ & Successores ejus, de quibuscumque summis pecuniæ in quibus nobis Comiti tenebatur seu teneri poterat, quibuscumque rationibus seu causis: & inter alia de nonaginta quinque millibus florenis de Florentia, in quibus per Contractum Avenione factum noviſſimè teneri poterat seu tenebatur nobis, ultra dicta quadraginta millia florenorum tam ratione Prædecessorum suorum, seu etiam nostrorum, quàm aliorum quovis modo; salvis tamen dictis quadraginta millibus florenis, nobis Comiti Sabaudiæ solvendis, ut superius est expressum.

Item nos Comes prædictus per præsens Accordium tenemur & promittimus reddere, & restituere omnibus & singulis Nobilibus qui erant de Castro seu Mandamento sancti Germani, seque retraxerunt ad dictum Dalphinum quando dictum Castrum obsessum fuit, & captum per Comitem Amedeum Avum nostrum; vel Hæredibus aut Successoribus ipsorum Nobilium, dictas Terras, redditus & omnes possessiones eorum, quæ fuerunt cum dicto Castro per dictum Amedeum occupatæ, ubicumque consistant, sive in dicto Castro sive alibi, in potestate nostra, sicut in articulo Pacis continetur.

Item nos Rex prædictus habens & tenens Bailliviam Ducis Burgundiæ, pupilli ejus intentione ad nos mobilia & credita dicti Ducis pertinent, quittamus & liberamus dictum Comitem Sabaudiæ & ejus Successores, de omnibus & singulis debitis & petitionibus, quæ peti possent & fieri per dictum Ducem Burgundiæ ab ipso Comite; servitiis in Comitem Sabaudiæ factis; ac pro restitutione damnorum & equorum & aliis rebus, occasione Guerrarum inter Comitem & Dalphinum; & pro aliis quibuscumque: Et è contra simili modo nos prædictus Comes quittamus dictum Dominum Regem Bailliviam habentem dicti Ducis, & dictum Dominum Ducem, de omnibus debitis occasione Guerrarum quarumcumque seu damnorum, habitis in eis in quibus tenetur seu teneri potest nobis Comiti dictus Dux Burgundiæ: & Litteræ si quæ inveniantur, seu etiam Instrumenta, & specialiter Litteræ quæ quondam datæ dicuntur per Eduardum tunc Comitem Sabaudiæ, Domino Odoni tunc Duci Burgundiæ super emenda & restitutione damnorum quæ ipse Dux, aut alius suo nomine passus fuisse dicebatur occasione Guerrarum dicti Comitatus & Dalphinatus, reddentur & restituentur utrique Parti; videlicet, Duci in quibus obligatus esse dicitur ipse Dux, & viceversa Comiti in quibus omnibus ipse Comes obligatus esse dicitur ratione præmissorum; & ista procurabimus nos Rex cum effectu per dictum Ducem ratificari, dum ad ætatem legitimam pervenerit.

ANNO 1355. 1356.

Item nos Rex Franciæ prædictus, concordata & conventa per dictum Dominum Genitorem noſtrum chariſſimum, quondam cum dicto Comite Sabaudiæ vel ejus Deputatis ejus nomine, ſuper Succeſſione Duciſſæ Britanniæ Filiæ dicti Comitis Eduardi quondam, quæcumque promiſſa per dictum Genitorem noſtrum ſuper illis dicto Comiti; in quantum nos tangit, & tangere poteſt, obſervabimus & implebimus juxta formam obligationis dicti Domini Genitoris noſtri & noſtræ; & faciemus ſervare.

De cæteris autem damnis illatis, quæ occaſione illius Accordii nos dictus Comes petebamus reſtitutionem à dicto Domino Rege fieri, dictus Dominus Rex remanebit quittus; & de quibuscumque aliis quæ tam nomine noſtro quàm Prædeceſſorum noſtrorum petere poſſemus à prædicto Domino Rege occaſione quacumque: & viceverſa dictus Comes remanebit quittus de quibuscumque quæ ab ipſo petere poſſemus nos Rex prædictus; ſalvis tamen & reſervatis nobis ambobus, quæ in Contractu vel Accordio præſentibus continentur.

Item nos dictus Francorum Rex pro nobis & noſtris Succeſſoribus Franciæ Regibus, & nos dictus Dalphinus pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris, promittimus quòd non acquiremus, nec accrescemus nos aliqualiter in perpetuum ſine expreſſa voluntate & conſenſu Comitis Sabaudiæ qui pro tempore fuerit in Comitatu prædicto Sabaudiæ, in Terris, Baroniis, Juribus, Feudis, Retrofeudis, aut rebus, Territoriis, & Juribus quibuscumque dicti Comitis & Succeſſorum, Vaſſallorum, Hominum & Subditorum ſuorum, aut cujuscumque eorundem, per occupationes, gardas, Feuda, Retrofeuda, Homagia, Transactiones, Conventiones, Pactiones, Contractus, vel alios ſine cauſa: & ſi forſan fieri contigerit, non valcat, ſed ſit irritum ipſo facto, nec proficiat acquirenti, & ex nunc prout ex tunc illud revocamus, & totaliter irritamus.

Nos autem dictus Comes Sabaudiæ pro nobis & Succeſſoribus noſtris, juxta Conventa prædicta tenemur & promittimus dicto Domino Regi & Domino Dalphino, eorum cuilibet pro ſe & Succeſſoribus ejus; quod non acquiremus nec accrescemus nos aliqualiter in perpetuum, ſine expreſſa voluntate & conſenſu Dalphini Viennenſis qui pro tempore fuerit in Dalphinatu prædicto Viennenſi, & in Terris, Baroniis, Jurisdictionibus, Juribus, Feudis, Retrofeudis aut rebus, Territoriis & Juribus quibuscumque dicti Domini Dalphini & Succeſſorum, Vaſſallorum, Hominum, & Subditorum, aut cujuslibet eorundem: per occupationes, gardas, Feuda, Retrofeuda, Homagia, Transactiones, Conventiones, Pactiones, Contractus, vel alias cauſas.

Et ſi forſan fieri contra contigerit non valeat, ſed ſit irritum ipſo facto, nec proficiat acquirenti, & ex nunc prout ex tunc illud revocamus, & totaliter annullamus.

Item Nos Rex, & Comes Sabaudiæ, pro nobis, Hæredibus, & Succeſſoribus noſtris Regibus Franciæ, & Comitibus Sabaudiæ; pro ſecuritate & corroboratione Regni, & Comitatus prædictorum, & Subditorum utriusque; Fœdera, Pactiones, Alligationes, Conventa, & ligamina prout inferiùs continentur, facimus & juramus ac firmamus, perpetuis futuris temporibus præſtante Domino duraturis; videlicet, quod nos Rex & Comes, ac Hæredes noſtri in Regno ac Comitatu prædictis, ad invicem ex nunc ſumus & erimus boni, veri, fideles amici, & puro & ſincero corde nos mutuo diligemus & diligimus.

Item quòd ad invicem unus alteri dabit bonum & legale conſilium per ſe vel per alium petendum, ſicut in propriis negotiis & agendis faceret, juxta poſſe ſuum, & propriam conſcientiam ſuam; præterquam à nobis Rege & Succeſſoribus noſtris, contra Dalphinos pro tempore.

Item quòd unus noſtrûm non erit directè vel indirectè, publicè vel occultè contra alium, quocunque tempore, modo vel forma ad invadendum Regnum, ſeu Comitatum Sabaudiæ, vel Subditorum eorundem.

Item non confortabit nec juvabit ſcienter inimicum ſeu inimicos, adverſarium ſeu adverſarios alterius aliquo ſeu aliquibus quæ tangere poterunt alium quocumque tempore, modo, ſeu forma.

Item Comes prædictus, Hæredes & Succeſſores noſtri, juvabimus & juvabunt de nobis & agentibus & Subditis noſtris, dictum Dominum Regem Franciæ, Hæredes & Succeſſores ipſius, contra Regem Angliæ modernum, & contra omnes Reges Angliæ futuros, & contra quoscumque Anglicos, fautores, & valitores ipſorum; ſalvis ſtipendiis conſuetis pro nobis & gentibus & Subditis noſtris.

Item contra omnes alios qui poſſunt vivere & mori, ad defenſionem & conſervationem & tuitionem Regni ſui & Subditorum ſuorum; excepto Imperatore Romano pro tempore, quoad ea quæ jura & honores Imperii concernunt; in quo caſu non erimus pro parte dicti Domini Regis Franciæ contra Imperatorem prædictum: Et nos Rex prædictus & Succeſſores noſtri, adjuvabimus dictum Comitem & Succeſſores ſuos, ad tuitionem, defenſionem & conſervationem Comitatus ſui & Subditorum ſuorum; præterquam contra Dalphinum prædictum pro tempore, tam præſentibus quàm futuris Succeſſoribus in Regno: mandantes, cedentes & concedentes nos præfati Dalphinus & Comes, pro nobis, & Succeſſoribus noſtris, & alter alteri pro ſe & Succeſſoribus ſuis, omnes & ſingulas actiones ſuas, reales, perſonales, mixtas, hypotecarias, prætorias, civiles, & tam utiles quàm directas, & alias quascumque, & omnia ſua jura & ſingula, in prædictis omnibus & ſingulis viciſſim permutatis, & in excambium traditis, hinc & inde in Feudum datis per nos Dalphinum prædictum Comiti prælibato, ut ipſe actiones & jura alter in alterum transferentes permutationis & Pacis præſentis; retentis tamen nobis Dalphino Feudo & Homagio & Superioritate duntaxat ſuprà dictis; alterque in alterum in præmiſſis & eorum ſingulis, Procuratoribus conſtitutis in eam rem ſuam conſtituentes: Nos ex nunc in antea alter pro altero, & ejus nomine & è contra pariter poſſidentes ea omnia & ſingula, donec nos utrobique corporalem poſſeſſionem vel quaſi, viciſſim apprehendamus de promiſſis & quolibet promiſſorum; quam apprehendentes ut ſibi retineri cum effectu quando & quoties placuerit, alterius licentia vel authoritate ſupra hoc requiſita, tribuimus alter alteri plenam, liberam poteſtatem, nobis invicem ſolemniter ſtipulandi: Promittentes quod omnia & ſingula ſupra ſcripta ex cauſa permutationis, & in feudum dationis prædictæ per nos Dalphinum Comiti prædicto, & per nos dictum Comitem ex cauſa permutationis dicto Domino Dalphino liberata, tradita, ceſſa atque data realiter, & cum pleno effectu dabimus & trademus alter alteri unà cum reſtitutionibus & reſervationibus omnium & ſingulorum damnorum, expenſarum, gravaminum & intereſſe, quæ pro defectu noſtrûm cujuslibet in prædictis dandis & tradendis ut ſuprà fieri vel incurri contingeret per alterum quemlibet, aut ſuſtineri; nec non & nos videlicet alter alterum in plenam, liberam & vacuam poſſeſſionem mittemus de omnibus illis & ſingulis eorundem; ea quoque omnia & ſingula alter alteri è contra omnes tam in judicio quàm extra judicium manutenebimus, tuebimur, defendemus & liberabimus ab omnibus aliis detentoribus, noſtris propriis ſumptibus & expenſis; & de omni evictione univerſali & particulari tenebimur præſtabimúsque; & faciemus alter alteri omnia & ſingula ea, quæ in caſu evictionis debent fieri & præſtari: Mandantes ex nunc prout ex tunc, & præcipientes tenore præſentium, omnibus & ſingulis Baillivis & Caſtellanis, Officiariis, Vaſſallis, fidelibus & Subditis noſtris, & noſtrûm cujuslibet Baroniarum, Terrarum, Caſtrorum, Villarum, Locorum, Mandamentorum, & Territoriorum ſuprà ſcriptorum & ſuprà ſcriptarum, & omnibus & ſingulis aliis noſtris detentoribus eorundem & earundem; quatenus de dictis Baroniis, Terris, Caſtris, Villis, Locis, Mandamentis, Territoriis, mero, mixto Imperio, Jurisdictionibus, rebus, bonis, & Juribus, Feudis, Homagiis, fidelitatibus, cum omnibus & ſingulis pertinentiis & appendentiis, quæ, quatenus & prout per nos dictum Dalphinum prædicto Comiti data in Feudum, vel permutando tradita ſunt ut ſupra eidem Comiti & Succeſſoribus ſuis in perpetuum; & quæ & quatenus & prout per nos ad dictum Comitem pertinebant, & dicto Domino Dalphino permutando [illegible] nos dictum Comitem liberata, tradita & ceſſa ſun[illegible] eidem Domino Dalphino & Succeſſoribus ſuis in perpetuum respondeant, ſatisfaciant, pareant & intendant, eaque tradant, expediant & præſtent, prout nobis & ſingulis noſtrûm antea tenebantur. Renuntiamus etiam tam conjunctim quàm diviſim nos ipſe Dalphinus, & Comes invicem ſtipulando, omni auxilio ſeu beneficio minoris ætatis, reſtitutionis in integrum, Senatusconſulti Macedoniani, omni actioni, & exceptioni doli mali, metus & in factum erroris, deceptionis & fraudis, ne dolus cauſam dicatur diſſe contractui vel intulerit in contractum, condictioni ſine vel ex injuſta cauſa, omnibus & ſingulis Statutis, Conſtitutionibus & Privilegiis tam impetratis quam impetrandis, nec non omni Juri Canonico & Civili, quibus mediantibus contra prædicta vel earum aliqua poſſemus dicere, facere vel venire aliena cauſa vel ingenio, de jure vel de facto: Quæ omnia & ſingu-

ANNO 1355. 1356.

là ſupra ſcripta nos dictus Rex Franciæ, nosque dicti Dalphinus & Comes, nobis viciſſim & mutuò ſtipulantes promittimus alter alteri, ſub noſtrorum omnium bonorum obligatione, rata, grata & firma habentes, perpetuò tenere, attendere, firmiter implere, præſtare, facere, & inviolabiliter obſervare; & nunquam perpetuò per nos vel per alium ſeu alios contrà facere vel venire; ſuper quibus omnibus & ſingulis, nos prædictus Francorum Rex bonæ fidei noſtræ obligatione & promiſſione, nos verò dicti Dalphinus & Comes, aſſerentes nos, & noſtrûm quemlibet fuiſſe & eſſe puberes, & corporaliter tactis ſanctis Evangeliis juramenta præſtitimus, & promittimus alter alteri per omnia bonam fidem.

Item mediante contractu dictorum tractatorum, nos Comes prædictus cupiens inter Dominum Regem & nos nexum dilectionis & fœderis effici fortiorem, promittimus eidem Domino Regi, quòd ſi Domicella Bonna de Borbonio conſanguinea ipſius Domini Regis nobis placuerit, nos cum conſenſu ipſius Domini Regis accipiemus eam in uxorem; & quòd in illo caſu nos erimus, & nunc ſumus contenti de tribus millibus libris Turonenſibus annui redditus, dando ab ipſo Domino Rege dictæ Bonnæ, pro univerſis quæ ex quibuscumque cauſis tam pro dote ſeu dotalitio, quàm aliàs quovis modo nos & ipſa Bonna petere poſſemus ab ipſo Domino Rege; quòdque conſummato matrimonio hujusmodi, curabimus & faciemus cum effectu quòd ipſa Bonna cum authoritate & aſſenſu noſtris erit dictâ ſummâ redditus ſimiliter contenta, renunciabitque omnibus & ſingulis quæ ultrà dictam ſummam redditus à Domino Rege petere poſſit ex cauſis prædictis, & aliis quibuscumque ex cauſa ipſius Bonnæ; & faciemus plenam quittantiam ſuper prædictis dicto Domino Regi, ſalvo redditu ſuprà dicto: Et in caſu quo dictam Bonnam non accipiemus in Uxorem, promittimus bona fide aliam de genere ipſius Domini Regis, de ipſius conſilio & conſenſu ducere in Uxorem, & cum ea contentari, & curare & facere cum effectu quod ipſa, ſicut de dicta Bonna prædictum eſt, contentabitur, renuntiabit & quittabit pro tribus millibus libris Turonenſibus redditûs, de omnibus & ſingulis quæ pro dote, dotalitio & aliàs quocumque modo, tam nos Comes quàm ipſa Uxor tunc noſtra, poſſemus petere à prædicto Domino Rege, occaſione vel cauſa uxoris prædictæ. Quæ ut firma & ſtabilia perpetuò perſeverent & inviolabiliter debeant obſervari; nos Rex Franciæ Sigillum Caſtelleti Pariſiis, abſente noſtro magno Sigillo; & nos Dalphinus & Comes prædicti, Sigilla noſtra præſentibus Litteris duximus apponenda. Actum Pariſiis, anno Domini M. CCC. LV. die V. menſis Januarii: præſentibus pro parte Regia & Delphinali, Reverendo in Chriſto Patre Domino Reginaldo Dei gratia Epiſcopo Catalaunenſi, magnifico viro Domino Aymaro Canonico Valentiæ, Dominis Aymone Domino de Garancieres, Gulielmo Flotte Domino de Revel, Simone de Bucy, Conſiliariis Regis, & Domino Henrico Domino Montagniaci Lugdunenſis Dioceſis. Et pro parte dicti Domini Comitis, præſentibus Dominis Gulielmo de Balma, Grandismontis, ſancti Amoris, Joanne Ravaſii, & Joanne Miſtralis.

tini Rheni fundata eſt, ſicut hoc nobis & omnibus Principibus præfatis & cuilibet liquidum eſt & notum, ſine hæſitatione quacunque; quòd merito dictus Rupertus admittendus eſt, & nos ipſum de jure admiſimus, & admittere volumus & debemus, ad quaslibet cauſas & ad omnia facta, quæ nos & antefati noſtri Coëlectores tractabimus vel faciemus pro honore & utilitate Sacri Romani Imperii, & ejus fidelium Subditorum, omnimodè ſicut de jure & de honeſta laudabili conſuetudine Comes Palatinus Rheni, Archidapifer Sacri Imperii, & Princeps Elector, meritò admitti debet.

2. Etiam invenimus & pronunciamus tanquam jus & pro jure, ſi ita contingeret, quod aliquis antedictum Ducem Rupertum pro eisdem electione & voce electionis Romani Regis futuri Imperatoris impetere vellet, quòd hujusmodi impetitionem facere non poſſet nec deberet, niſi priùs impeteret Principatum & terras prænarrati Palatinatus, Archidapiferiam ſeu officium Dapiferiæ, Vaſallagia, & quidquid ad hujusmodi Palatinatum pertinet, & eam obtineat, ſicut juris eſt. Quia nos cum jure & per ſententiam invenimus, quòd electio & vox ſuper Principatum, & ſuper Archidapiferiam taliter fundatæ ſunt, quòd unum ſine alio perſiſtere non poteſt: ſed oportet ea ſimul in omni impetitione tàm in damno, quàm in lucro inſeparabiliter permanere. Harum teſtimonio Literarum, noſtro Imperiali Sigillo ſigillatarum. Datum Nurembergiæ, anno Domini M. CCC. LVI. quinta feria poſt Epiphanias Domini; Regnorum noſtrorum anno decimo, Imperii verò primo.

Simili per omnia tenore Literas ſuas ediderunt Electores.

NOS GERLACUS D. g. Archiepiſcopus Moguntinus.
BEYMUNDUS D. g. Archiepiſcopus Trevirenſis.
WILHELMUS D. g. Archiepiſcopus Colonienſis.
RUDOLPHUS D. g. Dux Saxoniæ Junior, &c.
LUDOVICUS, qui nuncupatur Romanus, Marchio Brandenburgenſis.

ANNO 1355. 1356.

CCCLX.

7. Janv. L'EMPIRE ET LA MAISON PALATINE.

Decret de l'Empereur CHARLES IV. *pour le droit d'Electorat de la Maiſon* PALATINE, *donné à Nuremberg, l'an* 1356. [GOLDAST, Tom. I. pag. 351.]

NOS KAROLUS Dei gratia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus & Bohemiæ Rex, recognoſcimus publicè per præſentes, & notificamus cunctis ipſam intuentibus ſeu legi audientibus, quòd nos cum omnibus Principibus Electoribus, Eccleſiaſticis & Saecularibus, & ipſi nobiscum, voluntate communi & unanimiter, in Imperiali noſtra Curia Nurembergæ deliberavimus & concordavimus, & cum jure & ſententia invenimus, declaramus & pronunciamus pro jure, tanquam Rex Bohemiæ, Sacri Imperii Romani Archipincerna & Coëlector præfatorum Principum; Ex quo magnificus Rupertus ſenior Comes Palatinus Rheni, ſacri Romani Imperii Archidapifer, Dux Bavariæ, eſt in poſſeſſione vocis & electionis, in electione Romanorum Regis futuri Imperatoris, & etiam in poſſeſſione Dominio ſeu uſu habet Principatum Palatinatus, Archidapiferiam, Terras, Vaſallagia, cum omnibus pertinentiis, ſuper quibus electio & vox Comitatus Pala-

CCCLXI.

20. Janv.

Traité conclu entre EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* EDOUARD DE BALLIOL *Roi d'Ecoſſe, par lequel le dernier céde à l'autre le Royaume d'*Ecoſſe, *pour une Penſion viagere de* 2000 *Livres Sterling par an. Donné à Brumburgh le* 20. *Janvier* 1355. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. V. pag. 836.]

CESTE ENDENTURE,

Faite entre Treſexcellentz & Puiſſantz Princes, Monſieur Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Engleterre & de France, d'une part, & Monſieur Edward de Balliol, Roi d'Escoce d'autre part,

TESMOIGNE, que le dit Roi d'Escoce,

Conſiderant le cler Droit q'il ad en Roialme d'Escoce par Succeſſion de Heritage, apres la mort Monſieur Jehan de Baillioł, n'adgaires Roi d'Escoce ſon Pere, qi Dieux aſſoile, ſur la poſſeſſion de queu Roialme il ad eſte empesche, & uncore eſt, par continuelle & torteuouſe Rebellion des plufiers Gentz du dit Roialme, ſes Enemis & Rebealx, qi, contre leur Foi & Ligeance, ſont levez & rebellez contre lui, &, por cauſe de ſon grant age & feblesce du corps, il ne poet, ne ne voet desore continuer les grantz travailx, qu'il ad ſuſtenu devant ces heures, en celles Parties, por ſon Droit acquere, & ſes ditz Rebealx juſticier,

Et ſur ce penſant la grande & entiere affection & amour, q'il ad en tout temps, & ad encore, envers le dit Roi d'Engleterre & de France ſon Seigneur, & pur cauſe q'il eſt conjunct a lui par procheinetee de Coſinage,

Ad FAIT & CONSTITUT le dit Roi d'Engleterre & de France ſon HEIR UNIVERSEL du dit ROIALME, & de la CORONE D'ESCOCE, & de toutes les ISLES appendantes, & de tourz les REGALITEZ, SEIGNURIES, HOMAGES, & autres choſes qeconques appurtenantes, as ditz Roialme & Corone en qeconque maniere, & de toutes les autres Iſles, dont les Rois d'Escoce ont eſte ſeiſiz devant ces heures, & auſſint de toutes les Terres, Seigneuries, Libertees, & autres Droitures qeconqes appertenantz au dit Roi d'Escoce par Descent de Heritage, ou en qeconqe autre manere, ſi bien Roialme d'Engleterre,

ANNO 1355. 1356.

terre, come en Galway, & aillours en Roialme d'Escoce.

Et, outre ce, por plus avant monſtrer ſa dite affection, & por plus grand ſeurtee du dit Roi d'Engleterre & de France, en celle partie, le dit Roi d'Escoce, de ſon bon gree, & franche volonte, par bone & meure Deliberacion, ad DONE & GRANTE, por lui, & por ſes Heires, au dit Roi d'Engleterre, & de France les avantditz ROIALME & CORONE D'ESCOCE; & les ISLES, oue toutes maneres de REGALITEES, & autres choſes qi y appurtienent, ou poent appertenir, ſi avant, & ſi pleinement, come nul de ſes Progenitors, Rois d'Escoce, les avoient en temps paſſee, & auſſint toutes les autres Terres, Seigneuries, Droitures & Heritages ſusditz, ſi bien en Engleterre, come en Galweye, & aillours en Roialme d'Escoce, a AVOIR DE CE JOUR EN AVANT au dit Roi d'Angleterre & de France, & a ſes Heires, & Aſſignez PERPETUELEMENT, ſanz ce qe le dit Roi d'Escoce, ou nul de ſes Heirs, y puiſſe mettre cleyme, ou chalenge, envers le dit Roi d'Engleterre & de France, ſes Heirs, ou Aſſignez en nul temps a venir.

Et por les avantditz Doun & Graunt, enſi faitz par le dit Roi d'Escoce, & por le grant amour, affection, & natureſſe, queux il ad monſtre ore, & pluſures autres foiz devant ces heures, au dit Roi d'Engleterre & de France,

LE DIT ROI D'ENGLETERRE ET DE FRANCE ad DONE & GRANTE por lui, & por ſes Heirs, au dit Roi d'Escoce, pur ſa Suſtenance, & por ſon Eſtat maintenir, DEUX MILL LIVRES D'ESTERLINGS DE RENTE, a prendre, du jour de la feſance de ceſtes, CHESCUN AN, A TERME DE SA VIE, a quatre Termes, ceſtaſſavoir,

A la Pasque,
La Nativite ſeint Johan le Baptiſtre,
La Seint Michel,
Et de Noel,

Par oweles Porcions, de Iſſues de la Cuſtume & Subſidie des Leynes, Quirs, & Peaux lainitz, es Portz de Kyngeſton ſur Hull, & Seint Botulph, ou aillours par aviſement de Treſorer, & du Conſeil, ou il puna preſtement & ſanz defaute eſtre ſervy,

Et, en cas q'il defaille de ſon Paiement, en partie, ou en tout, a nul des Termes ſusditz, durante la vie du dit Roi d'Escoce, & qe le dit Roi d'Engleterre & de France, & ſes Heirs, a plutoſt q'ils en ſoient requis par le dit Roi d'Escoce, ſoient tenuz de lui faire paier, ſanz nulle delay, quant que lui faudra de meſme ſon Paiement:

Et auſſint ad graunte & promiſe LE DIT ROI D'ENGLETERRE ET DE FRANCE de DONER, & FAIRE PAIER PRESTEMENT, au dit ROI D'ESCOCE CYNKS MYLL MARCS D'ESTERLINGS a la Quinzeine de Pasqe prochein a venir, ſanz nul defaute, por ent faire ce qe lui plerra.

ITEM, le dit ROI D'ENGLETERRE & DE FRANCE ad grante & promis DE FAIRE PAIER au dit ROI D'ESCOCE toutes LES DETTES, queux il purra reſonablement monſtrer qe lui ſont clerement dues, de Pees & de Guerre, par le dit Roi d'Engleterre & de France; & ſur ce comandera a ſon Treſorer q'il aconte ovesque lui des dites Dettes, ſi en haſte come il bonement purra, pur ſavoir en certein ce qi la Some amont; feſant a lui due Allowance, ſolonc reſon & bone foi; & ſur ce, par avis du Treſorer, le Roi ordenera qi Paiment lui ent ſoit fait dedeinz certein temps covenable.

ITEM, LE DIT ROI D'ENGLETERRE & DE FRANCE ad grante & promis, pur lui, & pur ſes Heirs, loialment & en bone foi, DE EIDER, MAINTENIR, ET DEFENDRE, en Reſon & Droite, LE DIT ROI D'ESCOCE, ET LES SEONS, durante toute ſa vie.

ITEM, eſt accorde entre les Rois ſusditz, qe les dites choſes faites & performes, LE DIT ROI D'ESCOCE SOIT DISCHARGE DE SON HOMAGE, n'adgaires fait au dit Roi d'Engleterre & de France, pur le Roialme d'Escoce & les Iſles appurtenances; &, outre ce, qi chescun des ditz Rois, leur Heirs, & Succeſſours ſoient descharges devers autres des toutes COVENANCES, CONTRACTZ, ET PROMESSES faites entre eux devant ces heures; & qe le dit Roi d'Escoce ſoit quit & frank de lui meismes, a demorer & repairer ou qe lui plerra, ſanz empeschement de lui, ou de riens qi a lui appent; iſſint toutefois q'il ne face choſe prejudiciele au dit Roy d'Engleterre & de France ne a ſes Heirs.

ET SUR CE EST ACCORDE & ASSENTU entre les ditz Rois, QE SUR LES CHOSES SUSDITES SOIENT FAITES MEINTENANT Chartres & Lettres tieles come leur Conſealx, queux ils ont en preſent, & les ſaveront meulz deviſer; & nientmains, por plus grande ſeurtee, ſibien de l'une partie, come de l'autre, & qu'ils puiſſent en temps a venir par plus meure Deliberacion & Aviſement chaunger, amender & corriger mesmes les Chartres & Lettres, ſous leur Grantz Sealx, tant des foiz, & en tiele forme, come leur plerra; iſſint qe chescun des ditz Rois ſoit tenuz de faire a l'autre tiele ſeurtee, come il vorra demander ou deviſer, ſolonc reſon & bone foi, par avis de leur Conſeux, entre cy & la fin d'un An prochein a venir, pur plein acompliſement & affermance perpetuele de toutes les choſes ſusdites;

ANNO 1355. 1356.

Et ferront toutes ceſtes choſes tenues, gardees, affermes, & acomplies, loialment & en bone foi, ſanz fraude, ou mal engyn.

En Teſmoinance de quele choſe les deux Rois avantditz, en abſence de leur Grands Sealx, ont fait mettre, entrechangeablement, leur Privie Sealz a ceſte Endentures.

Don. a Baumburgh le XX. jour de Januar. l'An de Grace Mill, trois centz, cynquante quint.

Sub Privato Sigillo Cereo, pendente a Caudâ Pergamenæ.

CCCLXII.

Literæ Patentes EDUARDI DE BALLIOL *Regis Scotiæ, quibus pro ſe & Hæredibus ſuis omni juri in Regnum* Scotiæ EDUARDO III. *Regi Angliæ in perpetuum renunciat. Datæ apud Rokesburgh die 25. Januarii* 1355. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 839.] 25. Janv.

UNIVERSIS PATEAT per præſentes, quòd Nos, Edwardus, Dei gratiâ, Rex Scotorum, Attendentes qualiter, ſuper Poſſeſſione Regni & Coronæ Scotiæ,

Quæ, poſt mortem, claræ memoriæ, Domini Johannis de Balliolo, nuper Regis Scotiæ, Patris noſtri, ſunt ad nos jure hæreditario legitimè devoluta, & de quorum Poſſeſſione, ac etiam de Homagiis & Servitiis, tàm Prælatorum & Procerum, quàm aliorum ipſius Regni, fuimus per nonnullum tempus, tanquam de Hæreditate noſtrâ legitimâ inveſtiti,

Per induratam malitiam, & continuatam Rebellionem quorundam Inimicorum, & Rebellium noſtrorum dicti Regni,

Qui, contra Fidei & Ligeantiæ ſuæ debitum, contra nos hoſtiliter & proditoriè ſurrexerunt,

A diù fuimus, & adhuc ſumus, contra Deum & Juſtitiam, nequiſſimè impetiti,

Pro quorum Recuperatione magnos & graves labores hucusque ſuſtinuimus, nec ad continuationem laborum hujusmodi, attentâ debilitate noſtri Corporis, jam vergentis in ſenium, ſufficimus, nec volumus propterea circa hoc ulteriùs perſonaliter occupari, ac nolentes Jus noſtrum hujusmodi deperire, nec malitiam ipſorum Rebellium tranſire impunitam, quod abſit,

Penſantésque multiplices Benivolentias, Gratias & Honores, quibus, Sereniſſimus Princeps & Dominus noſter cariſſimus, Dominus Edwardus, Dei gratiâ, Rex Angliæ & Franciæ, multotiens & liberaliter nos prævenit, ac etiam propinquæ Conſanguinitatis vinculum, quo ipſe & nos noscimur adinvicem conjuncti, necnon ob ſpecialem affectionem, & ſinceram dilectionem, quas erga Perſonam ſuam, ſuper omnes alios de ſanguine noſtro, meritò gerimus & habemus, ac pro eo quòd ipſe, qui alios Principes in ſtrenuitate præcellit, meliùs quàm aliquis alius poterit malitiam dictorum Rebellium, per Dei gratiam, refrænare,

FECIMUS & CONSTITUIMUS ipſum Dominum Edwardum HÆREDEM noſtrum UNIVERSALEM TOTIUS REGNI ac CORONÆ SCOTIÆ, necnon INSULARUM MARIS, & omnimodorum, Regalitatum, Dominiorum, Terrarum, Poſſeſſionum, & Jurium ad dicta Regnum & Coronam ſpectantium quoquo modo, ac etiam omnium aliarum Inſularum adjacentium, de quibus aliqui dictorum Progenitorum noſtrorum aliquo tempore præterito ſeiſiti fuerunt, necnon quorumcunque Caſtrorum, Dominiorum, Terrarum, Tenementorum, ac aliorum Poſſeſſionum & Jurium ad nos, tàm infra Regnum Angliæ, quàm in Galwidiâ, & alibi

ANNO 1355. 1356. alibi infra dictum Regnum Scotiæ pertinentium Jure Hæreditario, vel alio modo quocunque,

Omne insuper, Jus & Clamium, quæ in Regno & Coronâ prædictis, unà cum Dignitate Regali, & aliis eorum Pertinentiis quibuscunque, nec non in Insulis, & aliis Castris, Dominiis, Terris, Tenementis, Possessionibus, & Juribus suprascriptis nobis competunt, vel qualitercunque competere poterunt, in Personam dicti Domini Edwardi, pro nobis & Hæredibus nostris, ex nunc integrè & plenariè TRANSFERENTES, sibi, Hæredibus, & Assignatis suis, perpetuis temporibus, remansura.

Præterea, pro majori firmitate præmissorum, & pro affectione nostrâ sincerâ, erga ipsum Dominum & Consanguineum nostrum plenius declarandâ, mero motu, ac nostrâ purâ & spontaneâ voluntate, diligenti & maturâ deliberatione præhabitâ in hac parte, DEDIMUS, CONCESSIMUS, & præsenti Cartâ nostrâ CONFIRMAVIMUS, pro Nobis, & Hæredibus nostris, præfato Domino Edwardo REGNUM & CORONAM SCOTIÆ suprædictâ, unà cum Dignitate Regali, ac Insulis, Regalitatibus, Juribus, Dominiis, Homagiis, & Servitiis, tàm Prælatorum & Procerum, quàm aliorum, Feodis, Advocationibus Episcopatuum, Abbatiarum, Prioratuum, Ecclesiarum, ac omnibus aliis & singulis, quæ ad dicta Regnum & Coronam Scotiæ ubicunque pertinent, seu pertinere poterunt quovis modo, ita plenè & integrè sicut aliqui Progenitorum nostrorum, quondam Regum Scotiæ, ea retroactis temporibus tenuerunt,

Ac etiam omnes alias Insulas suprædictas, nec non omnia Castra, Dominia, Terras, Tenementa, Possessiones & Jura, quæ ad nos, ut præmittitur, tàm infra dictum Regnum Angliæ, quàm in Galwidiâ, & alibi infra præfatum Regnum Scotiæ competunt, vel competere poterunt Jure hæreditario, vel alio quocunque colore, Titulo, sive Jure,

HABENDA & TENENDA, a die confectionis præsentium, præfato Domino Edwardo, Hæredibus, & Assignatis suis, IMPERPETUUM, absque eo quod Nos, vel aliquis Hæredum nostrorum, aliquid Juris vel Clamei in dictis REGNO & CORONA Scotiæ, vel aliquâ parte eorumdem, seu in aliquibus pertinentibus ad eadem, aut etiam in Insulis, vel in aliis Dominiis, Terris, Tenementis, Possessionibus, & Juribus suprædictis, vel eorum aliquo, seu ad ea, erga præfatum Dominum Edwardum, Hæredes, aut Assignatos suos exigere, vendicare, seu habere poterimus, vel poterit in futurum;

Sed omne Jus & Clameum hujusmodi, quæ ad Nos, vel Hæredes nostros, in hac parte competunt, vel competere poterunt quovis modo, eidem Domino Edwardo, Hæredibus, & Assignatis suis, tenore præsentium, REMITTIMUS, RELAXAMUS, & omninò QUIETUM CLAMAMUS pro Nobis, & Hæredibus nostris, IMPERPETUUM.

HIIS TESTIBUS,

Venerabili Patre,
Domino Thomâ Dunolmensi Episcopo:
Dominis,
Leonello,
Et Johanne,
Ultoniæ,
Et Richmundiæ,
Comitibus:
Henrico Duce Lancastriæ,
Willielmo de Bohun, Northamptoniæ,
Rogero de Mortuo Mari, Marchiæ;
Radulpho, Staffordiæ,
Et Gilberto de Anegos,
Comitibus:
Abbatibus,
De Melros,
De Kelthon,
De Jeddeworth,
Et de Driburgh:
Henrico Domino de Percy,
Johanne Domino de Moubray,
Radulpho, Domino de Nevill,
Waltero, Domino de Manny,
Johanne de Cherleton, Domino de Powys.
Johanne de Grey, Domino de Retherfeld,
Galfrido Domino de Say,
Willielmo, Domino de Latymer,
Johanne de Stryvelyn,
Thomâ de Rokeby,
Roberto de Herle,

Willielmo de Warennâ,
Willielmo de Aldeburgh,
Militibus;
Et aliis.

ANNO 1356.

Dat. apud Rokesburgh vicesimo quinto die Januarii, Anno Domini Millesimo trescentesimo quinquagesimo quinto.

Sub privato Sigillo rubei coloris, pendente a caudâ Pergamenæ.

CCCLXIII.

Contract passé par JEANNE *Ducheſſe de Luxembourg, Brabant, &c. en faveur de* WENCELIN *Duc de Brabant, ſon Mari, & au préjudice de ſes autres* (a) *Héritiers. Le 7. Mars,* 1356. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 190.] 7. Mars. BRABANT.

(a) Savoir la Comteſſe de Flandre & autres.

NOs JOANNA *Dei gratia Lucemburgensis, Brabantiæ, Lotharingiæ & Limburgis Ducissa, Sacrique Imperii Marchionissa* notum facimus tenore præsentium universis, quòd Serenissimus & Invictissimus Princeps & Dominus Carolus quartus Divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex Dominus noster gratiosus, momentabiles hujus vitæ vanitates, mutationes temporum, eventus ambiguos mundanarum rerum, statum instabilem quibus omnis homo subjicitur perpensò, deliberato mentis consilio ritè considerans, & futuris altercationum amfractibus & pernitiosis dissentionum dispendiis desiderans salubriter obviare, cum Illustri Principe Domino WENCESLAO *de Bohemia, Lucemburgensis, Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgis Duce, Sacrique Imperii Marchione* Consorte nostro charissimo & nobiscum super dispositione, conditione, statu, successione, seu successiva devolutione Principatuum, Ducatuum, Terrarum & Dominiorum Brabantiæ & Limburgis habito cum eodem Consorte nostro & nobiscum, nec non cum Principibus, Proceribus suis Imperialibus, ac nostris fidelibus super hoc diligenti tractatu & maturo consilio, concordavit & de his accedente ad hoc benevolo, spontaneo & expresso dicti nostri Consortis & nostro consensu, modum & ordinem statuit infrascriptum. In primis quidem tota Brabantia & Limburgensis Patria, videlicet Oppida, Burgenses, Opidani, Vassalli, Feudales, Incolæ, & Habitatores ipsius Patriæ dicto Domino Duci Consorti nostro & nobis ad nostras & Hæredum nostrorum manus, præstiterunt ad Sancta velut legitimis & naturalibus Principibus & Dominis suis solitum consuetum corporale Subjectionis, Fidelitatis, Obedientiæ & Homagii Juramentum, ipse quoque Dominus Consors noster statim ex nunc sive à data præsentium in præfatis Principatibus, Ducatibus, Terris & Dominiis, ac ipsorum pertinentiis universis debebit absque contradictione qualibet, potenter & actualiter, liberè & realiter tanquam verus & legitimus & naturalis Princeps & Dominus dominari, regere, præcipere & expressa Feuda seu Feudalia Jura & bona tradere & conferre, Officiatos quocumque titulo censeantur instituere, aut etiam ad libitum removere, & generaliter ac liberè administrare in omnibus & per omnia, sicut veri Principes & Hæreditarii, ac naturales & legitimi Domini administrare, imperare, regere, & disponere consueverunt. Verumtamen hæc omnia de nostris scientia & consilio administrabit, faciet & disponet, sed si ipsius administrationi seu dispositioni contradiceremus, nec vellemus in præmissis seu aliis ex his emergentibus necessariis oborturis seu dependentibus consentire, nihilominus ipse Consors præmissa universa & singula disponendi & faciendi authoritatem habebit, ac omnimodam potestatem, & quidquid in his faciendum, disponendum duxerit & agendum, ratum, solidum & firmum usquequaque perseverare debebit: Eo tamen signanter expresso quòd quamdiu vixerimus jam dictus Dominus noster Dux Consors noster sine nostris voluntate & consensu quocunque modo de Principatibus, Ducatibus, Terris & Dominiis Brabantiæ & Limburgis prædictis, Fundo & proprietate ipsorum obligare, permutare, alienare aut vendere non debeat neque possit: siquè nos non relictis Hæredibus jam dicto nostro Consorte superstite moriremur, ex tunc ipse Consors noster in Principatibus, Ducatibus, Terris & Dominiis antedictis non obstante cujuscumque contradictione succedet; & ad ipsum Principatus, Ducatus, Terræ & Dominia hujusmodi libere devolventur: si verò prædicto Domino Duce Consorte

ANNO 1356. nostro fortasse præmortuo supervixerimus, nec tamen habuerimus ex corpore ipsius nostri Consortis Hæredes, hoc nequaquam obstante, nos prædictæ Patriæ Ducissa, Princeps & Domina remanebimus ad tempora vitæ nostræ; si autem ex alio marito proprii corporis Hæredes habuerimus, illi nos habebunt succedere in Principibus, Ducatibus, Terris & Dominiis antedictis; quòd si memoratum Consortem nostrum & nos nullis relictis Hæredibus ambos mori contigerit, eo casu Principatus, Ducatus, Terræ & Dominia fæpedicta ad proximorum domus seu prosapiæ Lucemburgensis Hæredem qui pro tempore fuerit liberè devolventur. Illud insuper non duximus obmittendum, quod in præmissis Tractatibus specialiter extitit ordinatum, quòd memoratus Dominus Dux Consors noster & nos, nec non tota Brabantiæ & Limburgis Patria præter expressum ipsius Domini nostri Imperatoris consensum, cum adversariis & hostibus nostris Pacem aliquam seu Treugas aut Concordiam inire, facere vel contrahere non debebimus nec debebunt, nec etiam Dominus noster Dominus Imperator cum eisdem adversariis aliquid horum, puta Pacem, Treugas aut Concordiam inire debebit, absque fæpedicti Consortis nostri nostraque & ejusdem Patriæ voluntate. Quia igitur hæc omnia & singula de libero & expresso consensu & nostræ voluntatis arbitrio ac ex certa nostra scientia processerunt, ideoque ea firmiter attendere & perpetuo rata tenere, & inviolabiliter bonâ fide & sine omni dolo promittimus adimplere. In cujus testimonium præsentes Litteras fieri, & Sigilli nostri fecimus appensione muniri. Datum Bruxellæ annò Domini MCCC. LVI. secundùm stilum & modum scribendi Diocesis Cameracensis, feria secunda proxima ante Dominicam *Invocabit*.

CCCLXIV.

1. Août. JOANNIS *Marchionis Moraviæ Literæ, Quòd, si per successionem in Regem Boëmiæ eum coronari contigerit, nihil penitùs à Regno alienaturus sit. Datum Pragæ die ad Vincula Sancti Petri Apostoli Anno* 1356. [BALBINI Miscellaneorum Historicor. Regni Bohemiæ Decad. I. Libr. VIII. Epistolar. Part. II. Epist. V. pag. 172. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Absatz II. von Mähren pag. 255. d'où l'on a tiré cette Piéce.]

NOS JOANNES Dei gratia Marchio Moraviæ, notum facimus tenore præsentium universis, quod attendentes labores multiplices, & multæ circumspectionis solertiam, quibus *Serenissimus ac Invictissimus Princeps & Dominus Dominus Carolus IV. Romanorum Imperator semper Augustus & Boemiæ Rex, Dominus noster gratiosus Boemiæ Regnum* & felicem ipsius Coronam, feliciter exaltavit, ut hujusmodi providi laboris gratum exercitium effectu non careat; sed quod per eum felici principio ortum suscepisse dignoscitur, solicitudine succedentium sibi *Regum Boemiæ* pro Regni gloria felici semper incremento proficiat, & beatæ sortis favore dilatetur, promittimus bona fide, sine dolo, & sub Juramento, quod super eo ad sanctæ DEI Evangelia corporaliter præstitisse dignoscimur, pro nobis, *Hæredibus & Successoribus nostris*, quod in eventum ubi juxta declarationes alias, quas prædicti Domini nostri disposuit laudanda provisio, nos, seu Hæredes nostros in *Regno Boemiæ* contingat voluntate divina succedere, quod tunc in eodem instanti prius & antequam nos, aut dicti Hæredes nostri ad præfati Regni (*a*) vestigia coronemur, & antequam de manibus *Pragensis Archiepiscopi* nos, seu dictos Hæredes nostros eandem Coronam continget suscipere, in præsentia *Principum, Baronum, Procerum & Nobilium*, ac etiam Civitatum dicti *Regni Boemiæ*, quos & quas tunc interesse continget, seu qui commode poterunt & voluerint interesse, adhibitis Ceremoniis & Solennitatibus consuetis debitis, publice jurabimus super sanctis DEI Evangeliis, tacto ligno Crucis sanctæ, quod nunquam aliquo tempore, *Principatus, Dominia, Vasallagia, Vasallatus* & partem *Boemiæ* alienabimus, aliquo etiam alienationis titulo, quibuscunque valeat specialibus vocabulis designari, imo verius prædictum *Regnum*, Principatus, Dominia, Vasallatus & Pertinentias ipsius, in sua plena & perfecta integritate, & plene absque diminutione servabimus, & ad incrementum talium Principatuum, Dominiorum, Vasallatuum & Pertinentiarum *Regni* & *Coronæ Boemiæ* intendemus continuo, ferventibus desideriis, bona fide & juxta nostrarum virium facultatem. Præsentium sub nostro Sigillo testimonio Literarum. Datum *Pragæ* Anno Domini M. CCC. LVI. die ad Vincula S. Petri Apostoli glorioſi. ANNO 1356.

(*a*) Sans doute, *fastigia*.

CCCLXV.

Convention entre EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* PHILIPPE *de Navarre, par laquelle celui-ci rend Homage au premier comme Roi de France, pour quelques Terres qu'il avoit en Normandie, & le Roi s'oblige de son côté à diverses choses en faveur de l'autre. Donné à Claryndon le* 4. *Septembre* 1356. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 867.] 4. Sept.

CESTE ENDENTURE, fait parentre le tresexcellent & trespuissant Prince, Monsieur Edward, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Engleterre, d'une part, &, Haute Home & Nobles, Monsieur Phelip de Navarre, son Cousyn, d'autre part, TESMOIGNE, que le dit Monsieur Phelip ad fait Homage lige au dit Roi, come au Roi de France & Duc de Normandie, en la fourme & par les parols qu'ensuent.

Jeo devienk vestre Home lige des Terres, que vous m'avez done a conquere en Normandie, jusques a la value de sessante mille Escutz de Rente par An:

Et vous en facez Homage lige, come a Roy de France & Duc de Normandie:

Et vous promet a vous servir, a cause de ce, contre touz Homez que poent vivre & morir, except Roi de Navarre, come Roi de Navarre, en chose touchante le Roialme de Navarre.

Et le dit Roi Edward ad ottroie & promis, a la requeste du dit Monsieur Phelip, son Cousyn, que, en cas que il purroit avoir Victoire finale contre son Adversaire, qi se dit Roi de France, ou deliverer par forte mayn le Roy de Navarre, qi son dit Adversaire tient pris, il serra permy ce frank & delivers de tout.

Et, en cas que le dit Roy Edward serra Pees, Trieves, Abstinences, ou aucune autre Acort ovesque son dit Adversaire, le dit Monsieur Phelip, & toutes ses Gentz & Eidantz, en la querele du dit Roy Edward & de lui, y seeront touz jours & en tout compris.

Et aussint ne purra le dit Monsieur Phelip faire Pees, Trieves, Abstinences, ne aucune autre Acort ovesque le dit Adversaire, sanz le consentement du dit Roi Edward.

Et, si mesme le Roi Edward sesoit Pees ovesque son dit Adversaire, parmi se serra fait pleine restitution & deliverance au dit Monsieur Phelip de toutes ses Terres, Villes, Chasteux, & autres Possessions, esteantz en Roialme de France, des queux il ad este en seisine en temps passe, tant a cause de lui, come de Madame sa Feme, & aussi de celles que lui purront escheoir par Succession, quant & coment que ce soit; &, par semblable manere, serra faite restitution a ses Gentz, Eidantz, & Confortantz devantditz.

Et outre, si le dit Roi Edward, au plesir de Dieu, viegne a la Conqueste de la Corone & du Roialme de France, semblablement serra fait restitution & deliverance au dit Monsieur Phelip, & a ses Gentz, Eidantz, & Confortantz, de toutes lour Terres, Villes, Chasteux, & autres Possessions, esteantz en Roialme de France, come desus est dit.

Et le dit Roi Edward ottroie & donne au dit Monsieur Phelip toutes les Terres, Rentes, Villes, & Chasteux, q'il purra conquere en Normandie, jusqes a la value de sessante mille Escutz de Rente par an, au pris ancien, a counter l'Escu pur qarante deniers Esterlinges, a tenir par le dit Monsieur Phelip a Heritage du dit Roy Edward, & de ses Successours Rois de France & Ducs de Normandie, par Homage & par les Services ent dues & accustumes; except que, si, en fesant la dite Conqueste, le dit Monsieur Phelip prenoit ou conqueroit aucunes Villes, Chasteux, Terres, ou Lieux, que soient du Demesne du Duc de Normandie, & que a la Duchie appertenoient au temps du Roi Phelip la Bel, ou depuis, il serra tenuz de les rendre au dit Roi Edward sanz contredit, quant il en serra requis.

Et est assavoir que, outre & ovesque la dite Conqueste de sessante mill Escutz, demuront, a touz jours, au dit Monsieur Phelip toutes les Terres, Rentes, Villes, Chasteux, & Lieux, q'il tient a present, coment que ce soit, & q'il tenoit en Roialme de France au jour de la prise du Roi de Navarre: & tout aussint lui demouront toutes les Rentes, Terres, Lieux, Villes & Chasteux,

ANNO 1356. Chaſteux, que le dit Roy de Navarre tenoit coment que ce feuſt au jour de ſa dite priſe; les queux, par ſon deces, eſcherroient au dit Monſieur Phelip s'il lui ſurvivoit; non obſtant que, depuis le temps du dit Roy Phelip, ou devant, les dites Terres, Rentes, Lieux, Villes, & Chaſteux, ou aucun d'icelles, eient eſte mis hors du Demesne de la dite Duche, & baillies as ditz Roy de Navarre, & Monſieur Phelip, ou a lour Predeceſſours.

Et n'eſt l'entention du dit Monſieur Phelip de chalanger aucun Droit en la Terre du Mariage de Ma Dame la Roine de Navarre.

Et, toutes voies, s'il avenoit que le dit Monſieur Phelip conqueſt en dite Pays aucun Chaſtell ou Forteresce, que feuſt d'acun Grant Seignur, par qi la Guerre du dit Roi Edward puiſſe grantment eſtre avanciet, & vouſiſt eſtre en ſa obeiſance, le dit Roi Edward, le purra avoir du dit Monſieur Phelip, qi le lui rendra, pur le rendre a y cellui, fait & baillie au dit Monſieur Phelip due Recompenſation.

Et ſi le dit Roy Edward, ou aucun des Gentz de ſa partie, prenoient ou recoveroient aucuns des Chaſtelx, Villes, Lieux, ou autres Terres, que le dit Monſieur Phelip tenoit au temps de la priſe du dit Roi de Navarre, il les lui rendront tantoſt franches & delivres.

Et s'ils prenoient aucuns des Chaſtelx, Villes, Lieux, ou autres Terres, que le Roi de Navarre teniſt au jour de ſa dite priſe, & il trespaſſoit devant le dit Monſieur Phelip ſaunz Heir de ſon corps, tantoſt, apres le deces du dit Roi de Navarre, ils ſerront renduz au dit Monſieur Phelip franches & quites, come appurtenantz a lui.

Et toutes les choſes ſusdites & chescune des ycelles le dit Monſieur Phelip ad promys & jurez, par ſa Foie pleine, en la main du dit Roi Edward, de tenir, garder, & accompler en touz pointz, tant come a lui touche, ſaunz fraude ou mal engyn, & ſanz james faire ou venir a l'encontre, par queconque voie, en temps a venir.

Et auſſint le dit Roi Edward ad promys, en bone foy, de mesmes les choſes tenir, garder, & accompler tant come a lui touche, ſanz fraude ou mal engyn, & ſanz james faire ou venir a l'encountre, par queconque voie, en temps a venir, en cas que le dit Monſieur Phelip les tiegne de ſa part, come deſus eſt dit.

En teſmoignance de queu choſe les ditz, Roi Edward & Monſieur Phelip, a ceſtes Lettres endentees, enterchangeablement, ont fait mettre lour Sealx.

Don. a Claryndon le quart jour de Septembre, l'An de grace M.CCCLVI.

CCCLXVI.

7. Nov. **Landfried durch eine Bündnus zwiſchen denen Schwäbiſchen im Document benennten Reichs-Städten auf Heiſſen und Will Kayſer CARL des vierdten / um Friedes und Gemaches willen der Stett und des Lands auf 1. Jahr aufgericht. Geſchehen den nächſten Montag vor Sant Mertins Tag. 1356.** [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rerum Germanicarum novum Libr. I. Cap. V. pag. 31. §. 38. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui le trouve auſſi dans LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. IV. Abtheil. VIII. von Reichs-Städten insgemein. pag. 19.]

C'eſt-à-dire,

Confederation faite & conclue, par la volonté & le commandement de l'Empereur CHARLES IV. *pour le tems d'une année entre les Villes de* SUABE *y denommées, pour la ſûreté & tranquilité desdites Villes & de leurs Territoires. Le Lundi avant la St. Martin* 1356.

WIr dez Richs Stett Augſpurch / Ulme / Memmingen / Kemptun / Kauffbüren / Werde / Nördlingen / Dinckelſpühel / Bophungen / Bibrach / Ravenſpurch / Lindow / Buchorn / Uberlingen / Phullendorff / Coſtenz / Sant-Gallen / Schouffuſen / Liutkirch / Wangen / Ezelingen / Rütlingen / Gemünd / Halle / Haylbrunnen / Rotwil / Wyle / Wynſphen und Winſperch / verjehen offenlich und ammütlich und tuen kunt allermenglich mit diſem Brief. Wann der Landfrid / den unſer gnediger Herre Kayſer Carol von Rome / nun nehſt ze Ulme gebot und fazt / nun uf den negſten Sant Martins Tag uß-

gat und ſich hat ergangen / und uns nun derſelb unſer gnediger Herre Kayſer Carl die Genad erzaigt und getan hat / ſunderbar durch Fridos und Gemachs willen der Stett und deß Lamdts / daß wir uns zeſamen verbinden und verſprechen ſullen und mügen aller rechter und redlicher Sache amander hilflich und geſtendig ze ſin / und wie wir uns ze fridlichen und ze rechten Sachen zeſamen verbinden und überain kommen / daz daz ſin Kayſerlich Hatzzen und Wille hatzt und iſt / uns an ſin Kaiſerlich Abſagen und Widerruefen; darumb ſien wir alle gemenlich mitemander überain kommen / daß wir den Frid / den der obgenannt unſer gnediger Herre Kaiſer Karl nun jüngſt gemacht hat / mit allen Stucken / Bunden und Artickeln nun für ſich hu ungevorlich war und ſtet halten und han wellen / alz derſelb Frid vormalz iſt gemacht uns uf den nehſten Sant Georyen Tag der ſchierſt kempt / und da nach daz nächſt ganz Jar. Und haben uns denſelben Frid zuſamen verſprochen und verbunden ze haltent / alſo daz wir uns jetzo in dry Geſellſchafft getailt und geordnet haben / und doch alle mit emander die ainen Pünteniz und den ainen Landfrid halten ſollen und wollen; deß erſten haben wir zuſamen geordnet diz Stett / Augſpurg / Ulme / Memmingen / Kemptun / Kaufbüren / Werde / Nördlingen / Dinckelſpühel und Bophungen. Und da nach haben wir zeſamen geordnet diß Stett / Bibrach / Ravenſpurg / Lindow / Buchorn / Uberlingen / Pfullendorf / Coſtenz / Sant-Galln / Schauffuſen / Ewkirch und Wangen / und da nach haben wir diz Stett zeſamen geordnet Ezelingen Rütlingen / Gemünd / Halle / Hailprunnen / Rotwile / Wile / Wimphen und Winſperg. Und haben den Lantfrid alle gemainlich zeſamen verſprochen und verhaizzen ze haltent / alſo wer der wer / der in den Zeln als dirr Lantfryd raicht an Lib oder an Gut widerehtz berobt / gevangen / gemört / verbrent oder geſchadget wurd / oder dem widerehtz würd widerſeit / So ſol die nehſt Statt bi der das geſchech / ob die friſcher Taut erumert wird / oder alsbald die friſcher Tat wird gemant / ob ſich dieſelb Statt in ir Rat uff ir Ayd erkennt / daz ez ſolich Sache ſi / daz zu friſcher Laut ſi zetund / alle ir Vermügen dazu tun / mit allen Sachen daz ſolich geſchicht wider tan werde. Ducht aber dieſelben Statt uf ir Aid / daz ſi ſolich Sache allein nit geboren möchten / ſo mag ſi der nechſten Stett uzzer ir Geſellſchafft als viel zu ir manen / daz ſie die Geſchicht geobern mügent / wer aber eine Sache ſo hefftig und ſo groß / daz dieſelben Statt bi der daß allernägſt geſchehen wär / in ir Rat uf ir Aid duht / daz darumb ze manend wäre / ſo ſoll dieſelb Statt / oder die / den der Schad widervarn wer / die Stett die in ir Geſellſchafft ſint / uf ainen genanten Tag in ir Räten manen in ir Statt am / die in aller gelegenlicheſt iſt / und ſoll da dieſelb Geſellſchafft ir jeglich Stat ir erber Botſchafft uß ir Rat dahin ſenden / und wez ſich alſo die / die von den Stetten dazu geſent werdent / alle gemainlich / oder ir der merertail uf ir Ait erkennent / daz zu der Getat / darumb ſi danne gemant ſint / zetund ſi / daß ſullen dieſelben Statt / die in derſelben Geſellſchafft ſint / unverzogenlich vollenden / und tun an alle Widerrede. Duht duch dieſelben / die von den Stetten alſo ze einer Geſchicht geſent wurden / uf ir Aid / daz dieſelb Geſellſchafft by der dieſe Geſchicht wer beſchehen / allein mit ußbringen mehten / ſo ſullent und mügent ſi uzzer den andern Geſellſcheffren der nechſten Stett / alz vil manen / alß ſie uf ir Ayd dunckt / daß ſie dazu bedürffent / daß ſie die Sache uzbringen / und geobern mügent / und ſulent in dieſelben Stett ane alle Widerrede / unverzogenlich darzu beholffen ſin. Welch Statt auch under uns vorbenennten Stetten / welche dw wer / ain Sache ſelb antref / und angieng / ſo ſol dieſelb Statt zu friſcher Taut nichtz thun ane ir Eydgnozzen / die in ir Geſellſchafft ſint / Rat und hatzzen / Es wer denne / daß ſich dieſelb Statt mit dem merern Tail irs Ratz uf ir Ayd erkanten / daß ez ſolich Sache wer / daß ſy billich zu friſcher Laut tun ſoltent / ſo mügent ſie dazu wol tun und zu in manen / als vorbeſchaiden iſt: Und wez ſich auch die / die von ainer Geſellſchafft zu ainer Geſchicht gemant / und geſent wurden / gemainlich oder ir der merertail umb ein jeglich Sache / darumb ſie genant wurden / uf ihr Aid erkennent / und ze Rath werdent / daz ſullen dieſelben Stett / die in ir Geſellſchafft ſint / und die die Sache anget / gevolgig und gehorſam ſin / ane alle Widerrede. Wenne es auch dazu kene / daß man Geſezz oder Ußzogs bedörfft / ſo ſullent die / die von den Steten dazu geſent werdent alz vor beſcheiden iſt / uf ir Ayd ze Rat werden / welch Stett in ir Geſellſchafft Werckzwg und gelt / dez man dazu bedorf / dazu bringen und dorlihen / und was das alſo koſtet / daß ſol dieſelb Geſellſchafft uſrichten und gelten / ir jeglich Statt / als viel ir an ir gewonlichen fhur angebürt ze gebend / ane alle Widerrede. Und wer daz ſie uzzer andern Geſellſcheffen Stett zu jn manen werdent / als vor iſt geſeit / dieſelben Stett ſint an den Wercken und an dem Gelt und in der Koſt die doruf gieng / nitz gebunden ze gebend. Sunderbar haben wir auch verſprochen / wer der wer / der dheinen Herrn oder einen andern uf den die Stett zugen / oder ziehen weltent / als vor beſchaiden iſt / dienen / oder ze helff kumen welt / ſo ſulnt die nechſten Herrn und Stet / die dieſem Lantfrid geſworn hant / uf dieſelben / die alſo wider uns Stetten dienen und helffen weltent / mit aller ir Vermügen ziehen und die beſchädigen an Lib und an Gut / und den Dienſt wenden und niderlegen unverzogenlich / und duht dieſelben nehſten Herrn und Stett / als vil zu jn manen / als ſie dunckt / daß ſie ſolich Sache geobern und ußbringen mugent. Und welch Statt under uns vorgenant Stätten / Es wer aine oder me / an dieſen vorbenennten und nachgeſchriben Stucken und Artickeln ſwung / bruchig oder ſwerrig wer / und die Geſellſchafft / dazu dieſelben Stett gehorrin / oder ir deri merrern Teil uf ir Ayd duchs und ſich erkantin / daß dw-

ſelb

ANNO 1356. felb Stat/ ir wer aine/ oder me/ brúchig weren/ und uberfarn hetten/ ſo ſol dieſelb Statt uß dieſem Fryd ſin und darinn nummermer kommen/ die wyle dirre Fryd weret/ und ſoll man auch derſelben Stat nichtz gebunden ſin ze helffent/ und dazu ſol auch dívſelb Stat unrecht und wider ir Eren hon getan. Were ouch/ daß dhem Sache in diſen Fryd und die wile der Fryd weret/ geſchehe/ weme denn dieſer Landfryd ußkombt/ welt den iemand den Herrn und den Stetten/ die dieſen Frid geſworen hant/ darumb ankomen/ oder zuſprechen/ ſo ſuln wir demnoch alle gemainlich einander darumb zulegen und beholffen ſin/ nach diſem Frid als raſt und als volleeglich als ob diſer Frid dennoch weroti/ als vor beſcheiden iſt/ untz dieſelb Statt oder wer in dirr Puntnuzz wer/ die darumb ankomen weren/ ir wer ainer oder me/ der Sachn genzlich entladen werdent. Wer auch/ daß Bruche/ uſlof oder ſtoß wuchſen/ oder uffſtánden/ zwiſchen einer Stat und der andern/ oder zwiſchen Burgern in Steten die in der Puntnuzze ſint/ ſo ſullent und múgent dieſelben ſtózzigen ze bederſit/ oder ir ain Tayl/ wedre wil/ die Stett/ die in ir Geſellſchafft ſint/ uf ainen genanten Tag manen/ als vorbeſchaiden iſt: und ſullent dieſelben Stett beyden Tailen Tag fúr ſi benennen und geben/ und bedertayl Red und Sach gar aygentlich verhören und innemen/ und ſie ir Stozze oder ir Sache uzrichten/ mit minne/ oder nach einem freúndlichem Rechten; und ſullent bayd Tayl den Stetten dez gevolgig und gehorſam ſin/ ane alle Widerrede. Und wedre Tayl den Stetten alſo nit gevolgig wolt ſin/ ſo ſullnt die Stett/ die in derſelben Geſellſchafft ſind/ und auch die andren Stett alle/ als vil man dazu bedarf/ dem gehorſamen Tayl zulegen und beholffen ſin/ daz im ſein Nothurfft von dem ungehorſamen Tayl widervore. Wár ouch/ daß Herrn/ Ritter oder Knechte/ zu uns in diſen Landfryd komen werdent/ an welch Geſellſchafft under uns daz bracht wird/ dunckt denne dieſelben Geſellſchafft oder ir der merrer Tayl daz derſelb Herre/ Ritter/ oder Knecht/ den Stetten/ und dem Frid nuz und gut ſy/ ſo mugent ſi in wol zu uns in diſen Landfryden nemen/ alſo daß derſelb/ er ſi Herr/ Ritter und Knecht zu den Hailigen ſweren ſol/ und verſchryben diſen Landfryden/ war und ſtet ze haltend und ze vollfúhren/ als vor ſtat geſchriben. Wir ſin ouch alle gemainlich úberaintkommen/ daß wir aller Jerlich ze zwain maln alle gemainlich ungemant uf die Nyd gen Vlme zeſamen kommen ſullen/ das iſt je uf Sant Walpurg Tag und je uf Sant Gallen Tag mit ainander da ze redent/ wes wir alle gemainlich oder unſer jeglich Statt beſundere nothdurfftig ſint. Wer ouch daß es dazu keme/ daß man die Stett alle gemainlich manen wurd/ und dere by ainander bedorffe/ ſo ſoll man die Stett gen Vlm an die Statt manen/ und ſullent ouch die Stett alle/ die dar gemant werdent/ gen Vlme kommen/ uff ir Nyd/ als wir alle gemainlich zeſamen geſworn haben. Und alſo haben wir alle gemainlichen/ und ainmúticlich und ouch unſer jeglich Statt/ mit allen iren Burgern beſunder/ ze den Hailgen/ gelart Ayt geſworn/ mit uffgebottenen Finger/ diſen Landfryd und ouch alle vorgeſchriben Sache war und ſtet ze halten/ und ze habend/ untz uf den nehſten Sant Gerien Tag der ſchierſt kompt und darnach das nehſt ganz Jar ungevarlich/ Es were denne/ daß unſer gnediger Herr Kayſer Karl von Rome diſen Frid und diz Sache vor abneme und widerruffti/ ſo ſoll diſer Fryd und diz Sache och abſin. Vnd dez alles ze ein wahren Vrkund/ haben wir diß Stette Eßlingen/ Rútlingen/ Gemund/ Halle/ Hailpronnen/ Rotwyle/ Wyle/ Wimphen und Winſperg unſer jeglich Stat ir gemeines Jinſigel gehencket an dieſen Brief. Der geben wart den negſten Montags vor Sant Mertins Tag/ da warn von Gots Geburt druzehenhundert Jar und in dem Sechs und fúnfzigiſten Jare.

CCCLXVII.

Dec. I. *Fœdus inter Imperatorem* CAROLUM IV. *ut Bohemiæ Regem &* CAROLUM *primogenitum* JOANNIS *Francorum Regis, quo hic perpetuam amicitiam & auxilium contra quoscunque Regni Bohemiæ hoſtes pollicetur. Dat. Metis Anno* 1356. *menſe Decembri.* [BALBINI Miscell. Hiſtor. Regni Bohemiæ. Decad. I. Lib. VIII. Epiſt. Part. I. Epiſt. LIX. pag. 72. LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Abſatz I. von Bohmen pag. 45. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

CAROLUS, *Primogenitus Regis Francorum Dux Normandiæ & Delphinus Viennenſis.*

Notum facimus tenore præſentium univerſis. Quod ſicut pridem *Sereniſſimus Princeps Dominus & Genitor noſter Joannes Rex Franciæ* dum eſſet in minoribus conſtitutus, animo deliberato cum *Sereniſſimo Principe Domino Carolo IV. Romanorum Imperatore ſemper Auguſto, & Bohemiæ Rege illuſtri Domino, & avunculo noſtro cariſſimo* ſub Anno Domini 1337. dum ipſe adhuc in minoribus conſtitutus foret, *pro ſe, Hæredibus & cæteris Fratribus noſtris*, videlicet *Ludovico Andegavenſi, Joanne Putamenſi Comitibus & Philippo* juniore Fratre noſtro, tum ratione genealogiæ, tum ANNO ratione ſinceriſſimæ dilectionis, qua perſonam ipſius proſequebatur, & affectu ſincero proſequitur, fœdera 1356. circa colligationes, promiſſiones, & uniones inivit, prout Litteræ utrinque datæ deſuper clarius atteſtantur; ſic & nunc nos, qui ſupra *Normandiæ Dux in Perſona noſtra* eadem promiſſa, & colligantias ad inſtar promiſſorum veterum dicti *Genitoris noſtri, in Dei Salvatoris noſtri Nomine, pro conſolatione Regnorum*, & grata ſalute ſubjectorum nobis ex utraque parte fidelium, ſicut ex præcedentibus pactis rite quidem teneri dignoſcuntur, innovamus firmamus & corroboramus ſub tenoribus infra ſcriptis. In primis ſiquidem promittentes bona fide, ſine omni dolo & *in virtute juramenti*, quod deſuper ad Evangelia ſancta juramus, *pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris*, in quocunque ſtatu fuerimus, ſeu fuerint conſtituti, præfato *Domino Imperatori & Regi Bohemiæ, Hæredibus & Succeſſoribus ſuis Bohemiæ Regibus*, quod a modo in antea, ac etiam in perpetuum ipſorum, & cujuslibet ex eis Regales, boni, atque perfecti amici erimus, & honorem uberem, ſtatum commodum, & profectum eorum ſemper procurabimus, omnibus modis & adjutoriis, & ingeniis, ſicut unquam melius poterimus, ac univerſum dampnum ipſorum, quod eis in perſonis, honore, vel rebus irrogari poſſet, dum ad noſtri notitiam pervenerit, fideliter avertemus, ipſosque, & eorum quemlibet ad reſiſtendum omnibus eorum adverſariis & hoſtibus, qui talia damna contra eos, ſeu eorum alterum in præjudicium honoris, ſtatus, & conditionis eorum quomodolibet molirentur, & ipſos prædictos *Imperatorem, & Regem Bohemiæ adjuvabimus, & fortificabimus tota noſtra potentia, conſilio & auxilio, & alio modo, quo poterimus meliori, & realiter & effective adverſabimur, & opponemus & omnibus Regibus, Principibus*, & aliis cujuscunque ſtatus, eminentiæ aut dignitatis exiſtant, qui ipſorum dispendium, ſeu verecundiam procurarent & honorem, profectum, & ſtatum eorum *cuſtodiemus Regaliter juxta poſſe.* Et ne poſt amicabilis hujusmodi unionis, & amicitiæ gratam concordiam aliquæ dubietates inter nos utrobique quacunque ratione conſurgant, & ut futuris ſcandalis via, ſeu materia præcludatur; promittimus, & ſpondemus fide, & juramento quibus ſupra, pro nobis, Hæredibus & Succeſſoribus noſtris, in quocunque ſtatu fuerimus, ſeu fuerint conſtituti, quod ſupra dictum *Dominum Imperatorem cariſſimum avunculum noſtrum*, in poſſeſſione omnium, & ſingularum Civitatum, Terrarum, Caſtrorum, Jurisdictionum, Dominiorum, Pertinentium, & Jurium ad Imperium Romanum quomodolibet ſpectantium, ubicunque talia fuerint conſtituta, non impediemus, aut invademus, ſeu de talibus prædictis Juribus, & poſſeſſionibus, ſicut exprimuntur ſuperius, nos intromittemus, vel invadi, moleſtari, aut de ſe his intromitti conſtituemus, patiemur, aut ſuſtinebimus verbo, facto, vel ſuggeſtu, imo verius eum ad manutenendum prædicta, & eorum quodlibet tota noſtra potentia tenebimur fideliter promovere, ſicut idem *Dominus Imperator Romanorum, & Bohemiæ Rex*, nobis vice verſa promiſit fide, & juramento, quibus ſupra, *Nos, Hæredes & Succeſſores noſtros* in quocunque ſtatu fuerimus, ſeu fuerint, in omnibus Civitatibus, Caſtris, Terris, Jurisdictionibus, Dominiis, Pertinentiis, & quibuslibet Juribus ad nos, ſeu noſtra Dominia ſpectantibus, promovere fideliter, & in eorum, ſeu earum poſſeſſione non impedire, aut moleſtare ſeu invadere, vel nos moleſtari, aut invadi conſtituere; imo verius promiſit fide, & juramento, quibus ſupra, nobis ad manutenendum, & conſervandum prædicta, auxilio, favore, & conſilio, modis expreſſatis ſuperius, fideliter ſubvenire, ac ſupradictas uniones, confœderationes, & colligantias ſub omnibus conditionibus expreſſatis ſuperius, inviolabiliter obſervare. Quod ut firmum, & ſtabile permaneat in futurum, præſentibus Literis nos fecimus apponi ſigillum. Datum *Metis* Anno Domini M. CCCLVI. Menſe Decembri, per Dominum Ducem, præſente Domino Cancellario Franciæ.

CCCLXVIII.

Atteſtatio RUPERTI *Comitis & Electoris Palatini, aliorumque Electorum & Principum Imperii, de Jure & Voce in electione Romanorum Regis, Bohemiæ Regibus competenti. Data Metis Dominica proxima ante Feſtum B. Luciæ* 1356. [Voyez-la ci-devant Part. I. pag. 272. col. 1. ſous le 26. Septembre 1290.] 11. Dec.

CCCLXIX.

ANNO 1356.

CCCLXIX.

24. Dec. Pfand-Verschreibung Käysers CARL des Vierdten; Worinn Er der freyen Stadt Maynz / wegen ihme vorgeleichenen / zu sein und des Reichs Nottursft / drey und dreyßig Tausend Gulden von Florentz / die Vesten Oppenheim / Odernheim / Burg und Stadt Swabisburg / Nirstein / Ingelheim / und Winterheim sambt andern Dörffern versetzet / verspricht anbey solches niemand andern lösen zu lassen. Geben zu Maynz am Heiligen Christ-abend. anno 1356. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 35.]

C'est-à-dire,

Lettres de l'Empereur CHARLES IV. *par lesquelles il engage les Châteaux d'*Oppenheim *&* d'Odernheim, *avec les Villes de* Swabisberg, Nirstein, Ingelsheim, *&* Winterheim *& quelques autres, à la Ville libre & Impériale de* MAYENCE, *pour la somme de trente-trois mille Florins, avec promesse de n'accorder à nul autre le Droit de les retirer ou racheter. Fait à Mayence la Vigile de la Nativité de notre Seigneur* 1356.

WIr Carl von GOttes Gnaden / Römischer Kayser zu allen Ziten Mehrer des Riches / und König zu Bohem / verjehen und bekennen Uns offentlich mit diesem gegenwärtigen Brieff / daß Uns die Erbarn wisen Lüte / der Burgermeister / der Rath und die Burgere gemenlich der freyen Stadt zu Mentz / Unser und des Reichs lieben getreuen / geliehen haben / drey und drißig tusend kleiner gewogener Gulden von Florentz / als sie zu Mentz geng und gebe sind / der wir doch gütlich von ihn gewehrt und berichtet sind / und wir dasselbe Gelt in Unsern und des Heil. Riches Nutz und Nothdurfft gekart und gewandt haben / und haben En vor die vorgenannte Summa Geltz versatzt / und versetzen in diesem gegenwärtigen Brieff vor Uns und alle Unsere Nachkommen an dem Heil. Riche / Unser Besten Oppenheim / Odernheim / Burg und Städte Schwabisberg / Nirstein / Ingelnheim / und Winternheim / und andere Dorffer die darzu gehörent als sie der Stifft von Mentz vormahls inne hat / mit allen Nutzen / Fällen / die darzu gehörent / glich halb / und darzu die 16. grosse halb / die wir zu Oppenheim uf dem Rynte in Zolls-wise nehmen / die wir doch nit hohen sollen / da wir die vorgenannte freye Stadt zu Mentz inne schirmen und schüren sollent und wollen / ohne Geferde. In solcher Bescheidenheit / daß die ehegenannte freye Stadt zu Mentz vier Grosse / die Uns ietzund ledig sin / haben und niessen sol / und darnach die andere vier Grosse / wann sie loß werden von den Lüten / den sie vermachet sin. Auch sollen wir daruf niemand mehr bescheiden / oder vermachen uns an die Zyt / daß En die vier Grosse ledig werden. Auch versprechen wir Uns an diesem Brieff / daß wir solch verpfandt Gut / als wir der vorgenannten freyen Stadt zu Mentz versatzt haben / als vorgeschrieben steht / niemand von ihr ensullen lassen lösen / wenne wir oder Unser Nachkommende an dem Heil. Riche mügen es lösen / mit unserm eigen Gut vor die Summe Geldes / als vorgeschrieben steht / ohne Gefehrde / und was sie davon Nutzes oder Velle ufgehaben hant / darum ensullen wir oder Unser Nachkommen an dem Riche jn an der vorgenannten Summen Geldes nicht abschlahen / und ihn darum nimmer zu gesprechen / ohne Gefehrde. Und wann der vorgenannten freyen Stadt zu Mentz Meynung ist / daß niemand anders darbey komme / dann das Riche / were es auch / daß wir das ander unser halb Theil der vorgenannten unser Städte / Burg / Dörffer und Zoll jemanden versetzen wolten / das sollen wir gönnen der vorgenannten freyen Stadt zu Mentz / vor dasselbe Gelbt / das Uns ein ander darauf lihen wolt / vor aller männiglich. Auch behalten wir Uns und dem Reich / als lang als wir das ander halbe theil Städte / Burg und Dörffer / und was darzu gehörent / inne habent / und nit verpfandt ist / und wir es dann Noth gewinnen / so sollen Uns dieselben Städte / Burg und Dörffer allzumahl beholffen syn / glicher wise als es allzumahl in Unser Hand stünde / und wir es nie versetzet hätten / ußgenommen wider die vorgenannte freye Stadt zu Mentz / dasselbe wollen wir auch / daß die vorgenannte Städte / Burge / und Dörffer / und was darzu gehöret / beholffen sollen syn der ehgenannten freyen Stadt zu Mentz / glicher wise / als ob es ihn zumahl Pfandes stünde / ußgenommen / Uns und dem Riche / darwider sie die vorgenante freye Stadt zu Mentz nit beholffen sollen seyn ohne alle Geferde. Auch ist Unser Meynung und Willen / wiewohl es si / daß wir das vorgenant halb Theil der vorgenannten Städte / Burg und Dörffer / Zoll und was darzu gehöret / der ehgenannten freyen Stadt zu Mentz von sonderlichen Käyserlichen Gnaden / si das Sach / daß die zwo frien Städte / Worms und Spire mit ihn auf die ehgenante Pfandschafft tretten wollen / und in glicher Gesellschafft mit ihnen beliben / daß dann dieselbe zwo freyen Städte alles Recht / Gewehr und auch Nutz der Pfandschafft haben sollen / glicher wiß der freyen Stadt zu Mentz / nach lut und Meynung des gegenwärtigen Briefs / in der Bescheidenheit / ob es zu solchen Schulden komt / daß dann die ehgenanten zwo frie Städt uns ihre Brief geben sollen glicher Wiß / als der von Mentz Brief luten / und ob das geschicht / alß davor beschrieben steht / dannoch so sol doch die freye Stadt Mentz ein Stamm sin / also daß wir und Unser Nachkommen an dem Riche / dasselbe Pfandtgut von en lösen mögen / vor die Summe Geldes alß vorgeschrieben steht / ohne Gefehrde / mit Namen / daß die andere vorgenannte zwo Städte kein Amptleute / Thurnknecht / oder Wechter nicht darsetzen sollent / nur allein nach dem als wir und die Stadt Mentz zu Rath werden / durch des willen / daß wir oder Unser Nachkommen an dem Riche / das vorgenannte Pfandtgut vinden mögen an der Stadt Mentz / ob wir oder Unser Nachkommen an dem Riche vor die Summe Gelds es lösen wolten. Wer es auch / daß jemand das vorgenant unser halb Theil der Städte / Burge / Dörffer und Zolles angriffen / oder uf uns pfänden wolte / das sol die vorgenannt Stadt zu Mentz / und mit ihr die andern zwo Städte Wormbs und Spire / ob sie zu der Pfandschafft kommen / helffen ehehren alß ferre alß sie immer mögent / mit Unsern Amptmann zu Oppenheim / dem wir doch darzu Unser Banier befehlen. Wer es auch / daß die vorgenannten Städte / Burge und Dörffer angegriffen oder gepfant würden / vor die ehgenannten freyen Stadt zu Mentz / oder die andern zwo / ob sie darinn quemen / so sol der Amptmann / der zu Ziten zu Oppenheim ist / mit Unsern Banier den dreyen vorgenannten Städten das helffen wehren / alß ferre alß er immer mage / mit allem dem Lande / das darzu gehöret. Und den Amptmann setzen und machen wir mit Krafft dis Briefs / Henrich zum Jungen / Burger zu Mentz / der zu diesem mahl unser Amptmann und Schultheiß zu Oppenheim ist / und ob an ihme icht geschehe / sine Sone / und ob er also stürbe / daß er Erben nicht liesse / sin Bruder und ihr Erben / und wem er / sine Erben / oder sines Bruder Erben das empfelen / und das sol weren / alß lange die obgenannte Pfandschafft nicht gelöset wird. Und ob der obgenant Henrich / sine Erben / sine Brudere oder ihr Erben / obe es zu solchen Schulden queme das nit gethun mochten oder en wolten / so sollen sie oder ihr einer / wem das gebühret / einen darzu setzen der sie uf ihr Eyd darzu gut duncket / ohne alle Gefehrde / und das by Namen derselbe / den sie setzen werden / ein gebohrner geseßner Burger zu Mentz sey / und sol der dieselbe Rhente und Nutze haben / die er jetzund von uns hat / und von Alter herkommen ist / also lang alß wir oder Unser Nachkommen an dem Riche dasselb verpfandt Gut wieder an uns lösen / alß vorgeschrieben steht / ohne alle Gefehrde. Und soll der Amptmann / der jetzund gesatzt wird von uns / oder den derselbe hernach setzet / schwören / uns und dem Reich / und auch der ehgenannten freyen Stadt zu Mentz / und auch den andern zweyen freyen Städten Wormbs und Spire / ob sie zu der Pfandschafft kommen / alß davor begriffen ist / Recht zu thun in aller der Wise alß vorgeschrieben steht / ohne Gefehrde. Auch sol derselbe Amptmann gantz Macht haben / Zollner und ander Amptleute zu setzen und zu entsetzen / ohne Widersprechen / und ohne alle Hindernüsse. Mit Urkund dis Briefs versiegelt mit Unserer Käyserl. Majestät Insiegel der geben ist zu Mentze nach Christus Geburte driezehen hundert Jahr / darnach in dem sechs und funffzigsten Jahr / an dem heiligen Christ-Abend / Unserer Riche in dem eilfften / und des Käysersthumbs in dem andern Jahre.

ANNO 1356.

CCCLXX.

Declaration de l'Empereur CHARLES IV. *pour régler le différent survenu entre* RODOLPHE *Duc de Saxe, &* WENCESLAS *Duc de Luxembourg, Lorraine &c. Marquis du Saint Empire Romain, pour le droit de porter l'Epée devant l'Empereur. Donné à Mets, le 5. Janvier* 1357. [CHRISTOPHRE BUTKENS. dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 191. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve en Allemand dans MULLERI Reichs-Tags Theatrum, pag. 85.] 1357. 5. Janv. SAXE ET BRABANT.

CAROLUS QUARTUS divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex notum faciimus tenore præsentium universis, quòd cùm in solemni Curia nostra Imperiali quam in Civitate Metensi sacratissimo die Nativitatis Dominicæ cum universis Principibus Electoribus Ecclesiasticis & Secularibus, præsentibus etiam aliis Principibus, Proceribus, & Nobilibus in multitudine nu-

ANNO 1357. merosissima celebravimus, inter Illustres RODULPHUM *Ducem Saxoniæ* Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallum Avunculum nostrum ex una, & WENCESLAUM *Lucemburgi, Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi Ducem Sacrique Imperii Marchionem* Fratrem nostrum ex altera parte, suborta fuisset materia quæstionis, uter videlicet eorum Ensem nostrum Imperialem in prædicta & aliis solemnibus Curiis Imperialibus ante faciem Majestatis Cesareæ præcedendo gestare, seu Imperatore vel Rege Romano in mensa vel pro tribunali sedente coram eo tenere deberet, utroque ipsorum hoc sibi competere contendente: Nos volentes contentionem hujusmodi sopire, & scandalis quæ exinde nasci possent aditum præcludere per semitam æquitatis, habito cum Electoribus & aliis Principibus antedictis super hoc maturo consilio: considerantes quòd prædictus Frater noster *Ducatum Brabantiæ & Marchionatum* prædictos (quorum virtute Ensem ipsum ad gestandum, ut præmittitur, & tenendum sibi dari petebat) à nostra Celsitudine nondum suscepit in Feudum, nec de Feudis Ducatus & Marchionatus eorundem per nos exstitit investitus: Declaravimus & tenore præsentium auctoritate Imperiali declaramus expresse, eidem Fratri Lucemburgi, Lotharingiæ, Brabantiæ & Limburgi Duci & Marchioni Imperii in Juribus, Privilegiis sibi & dictis Ducatui & Marchionatui præsertim circa portationem & tentionem Ensis Imperialis competentibus, nullum per hoc præjudicium generari, vel in posterum illud sibi posse vel debere quovis modo nocere, quòd præfatus Dux Saxoniæ in hac Curia nostra Ensem ipsum ante faciem nostram gestavit, & etiam circa mensam Imperialem tenuit coram nobis, præsentium sub Imperialis Majestatis nostræ Sigillo testimonio Litterarum. Datum Metis anno Domini M. CCC. LVII. Indictione X. Nonis Januarii, stilo Gallico, Regnorum nostrorum anno XI. Imperii verò II. S. Boemundi Archi-Episcopi Treverensis S. Gerlaci Archi-Episcopi Moguntinensis, S. Wilhelmi Archi-Episcopi Colonensis, S. Roberti Comitis Palatini Rheni, S. Luduici Marchionis Brandeburgensis.

CCCLXXI.

26. Janv. (1) *Reversales* WILHELMI *Ducis Juliacensis ergà* RUPERTUM *Comitem Palatinum Rheni, quòd, licet Imperator* CAROLUS IV. *ipsum in Ducem Juliacensem creaverit, & Dominatum de* Falckenberg *in Comitatum evexerit, intentio tamen sua non est nec fuit per hanc sublimationem præfati Comitis Palatini Feudis, quæ ab eodem tenet, præjudicium aliquod generare. Datum Trajecti super Mosa die 26. Januarii Anno* 1357. [MARQUARDI FREHERI Origines Palatinæ. Part. II. pag. 31.]

ILLUSTRI Principi & Domino Ruperto seniori, Comiti Palatino Rheni, S. Imperii Archidapifero & Duci Bavariæ, Wilhelmus Dei gratia Juliacensis Dux, & Falkenburgensis Comes, obsequiosam & paratam in beneplacitis voluntatem. Magnifice Princeps & Domine. Licet Serenissimus Princeps & Dominus noster, Dominus Karolus Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex, nos tunc Marchionem Juliacensem ad altioris Principatus gradum, videlicet in Ducem & Principem Juliacensem provexerit gratiosè, ac Dominatum in Falckenberg in verum Comitatum de novo ex speciali innatæ Cesareæ benignitatis clementia converterit, & eundem Comitatum nobis contulerit, prout hæc & alia in Litteris Imperialibus super eo nobis traditis plenius sunt expressa: intentionis tamen nostræ non fuit, nec est, quod per hujusmodi nostram sublimationem vestris & heredum vestrorum juribus, & specialiter in Feudis & bonis feudalibus quæ à vobis tenemus, præjudicium aliquod debeat generari. Nam universa Feuda & bona feudalia, quæ prius ante dictam nostram Sublimationem à vobis in Feudum tenuimus, eadem Feuda & bona feudalia à vobis & Heredibus vestris etiam in antea affuturis temporibus per omnia sicut prius, & prout ex debito tenemur, nos & heredes nostri tenere recognoscere & suscipere volumus & debemus, Sublimatione nostra prædicta non obstante quomodolibet in hac parte. In cujus rei testimonium Sigillum nostrum præsentibus est appensum. Datum Trajecti super Mosa, Anno Domini M. CCCLVII. die XXVI. Januarii. ANNO 1357.

(1) On trouve aussi cette Pièce dans LUNIG, *Teutsches Reichs-Archiv.* Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 136. mais sous le 16 de Janvier, & avec quelque défaut dans les dernieres lignes. [DUM.]

CCCLXXII.

Extrait du Traité entre WENCESLAS *Duc de Brabant, & GUILLAUME Comte de Namur, au sujet de diverses prétensions réciproques, fait à Maestricht le 6. de Février* 1357. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 192.] 6. Fevr. BRABANT ET NAMUR.

ITem une Lettre de GUILLAUME Comte de Namur par laquelle il cognoit que par le Conseil de Charles Empereur des Romains & Roy de Boeme il s'estoit convenu avec WENCESLAUS Duc de Lucembourg, Brabant, &c. & Dame Jenne sa femme Ducheſſe desdits Pays, premierement que le Duc pour luy & ſes Hoirs Ducs de Lucembourg a renoncé au droit que luy pouvoit competer au Chasteau de Poillevache & ſes appendances, & auſſi à l'hommage de Chasteau Thiery ſur la Meuſe, & aux autres hommages appartenants audit Chasteau de Poillevache, mais que le Comte de Namur devoit avoir ledict Chasteau avec ſes appandences, tout ainſi que Jean Roy de Boeme & Comte de Lucembourg at ledit Chasteau vendu à Dame Marie d'Arthois Mere dudit Comte de Namur: comme la Lettre de la vendition declaire auſſi plus à plain, à laquelle ceſte Lettre eſt referée. Et ledict Comte de Namur renonce auſſi pour luy & ſes Hoirs, à tel droict de Succeſſion que luy peut competer ou en futur pouroit competer es Chasteaux & biens de Longeant, Mirowaert, Villanche, Orchimont avec ſes Prevoſtés & autres appandences, lesquels biens ont eſté donnés à tiltre de Dot à Robert viel Comte Palatin du Rhin & Duc de Bavieres & à Dame Eliſabeth ſa Compagne Seur dudit Comte de Namur, conſentant que le Duc de Lucembourg puiſſe lesdits biens dudit Comte Palatin Duc de Bavieres rachapter au meilleur marché qu'il luy ſeroit poſſible. Et ſont auſſi ledit Duc Wenceslaus Duc de Lucembourg & le Comte de Namur convenus en ſemble de tenir pour bon ce que l'Empereur determinerat de l'hommage d'Ayſeau, aſſavoir à qui ledit hommage devrat appartenir: comme la Lettre contient plus à plein donnée à Trecht ſur la Meuſe l'an M. CCC. LVII. le VI. jour de Febvrier, ſignée au dos XXVII.

CCCLXXIII.

Traité de Paix entre ADEMAR, *Evêque de Metz,* IOLANDE *Comteſſe de Bar, d'une part, & MARIE de Blois, & le Duc* JEAN *ſon fils, d'autre, fait le 27. de Fevrier* 1357. [BALEICOURT, Traité Hiſtor. & Critiq. ſur l'Orig. & la Genéal. de la Maiſon de Lorraine, &c. Aux Preuves, pag. CXXXII.] 27. Fevr.

NOus Addemardz par la grace de Deu, & dou ſaint Siege de Rome, Evêque de Metz, & nous Iolens de Flandres, Comteſſe de Bar, & Dame de Caſſel, Nous Edouvard li fils Cuens de Bar, & Nous li Maires, Eſchevins li treize, & toute la Communauteï de la Cité de Mes d'une part, & Nous Marie de Blois, Ducheſſe de Loherenne & Marchiſe, Mainbour & Gouvernereſſe de ladite Duchié, & de Jean Duc de Loherrene notre fils, Walerant Comte des Deux-Ponts, Jehans Comte de Sarrebruche, Jehans Comte de Salmes, Jehans, Broucqart & Olris freres, Seignours de Fenestranges, & Jehans de Fourpach Chevalier d'autre part. Faiſons ſçavoir & connoiſſance à tous, que don diſcort & de la Werre que nous lesdites Parties, nos Homes, nos Subgis, nos Allież & nos Aidans avons au l'une partie contre l'autre, bon Accord & bonne Paix en eſt faite entre nous d'une part & d'autre, pour nous, nos Alloiez & Aidans, & pour nos Subgis & nos Wardes à toujoursmaix en telle meniere que s'enſuit; ſçavoir que ceux qui ont eteï prins en ladite Werre, & pour cauſe de ladite Werre, & des choſes qui ſens dépendent, & auſſi Meſſire Philippes de Wourſepach Chevaliers que je Broucqart de Fenestranges desſusdits . . . . devant ladite Werre pour cauſe de Ferry de Feneſtranges mon Nevoul, & li dit Ferry auſſi promet la ſeureté qu'il doit donner lour foi à l'un & à l'autre,

ANNO 1357. l'autre, & doient être tuit quittes, & tuit délivrés en bonne foi, sans maulengin d'une part & d'autre. Item tuit les dommaiges qui ont été fais en temps de la Werre, soit de Chasteaux, de Forteresses & Villes, arsés & abatues, deproiés, prises, & de tuits autres domaiges quelconques, il soient, doint être & sunt quittez d'une part & d'autre. . . . . chacune Partie, ses Alloiez, ses Homes, ses Subgis, ses Aidans & ses Wards, des domaiges que an lour auroit fait en temps de la Werre . . . . compromis, desquels Compromis li uns & fait sur certaine forme entre nous les Parties d'une part & d'autre, & li autre entre nous Ducheſſe de Loherrene d'une part, & li Comteſſe & Comte de Bar dessus dicts, d'autre part, ensi come il appert plus plainement par les Lettres que dessoubs sont faites & scellées. Et sauf les raports que par la vertui que lesdits . . . . ont faits. Lesquels Compromis en la forme qu'il sont faits, & les raports que sur les cas contenus en dis Compromis ou aucun d'icelles Wardes, la forme . . . . faits, nous volons être de valour à toujoursmaix, & sauf auſſi que nous Addemardz Evêque dessusdit ne pourprenons nul nos hommes que ceux qui service nous ont fait de cette Werre. Item la Fortereſſe de Warge que li sept de la commune Paix de Loherrene ou leur commendement avoient saisi & tenoient en leur mains . . . . en main de ceulz ad quels ladite Fortereſſe appartient en bonne foy, sens maulengin. Item de tout ce que li sept allens sor le gouvernement d . . . . . si plus grant partie diceulx on lour commandement & lour Aidans. C'eſt assavoir nous Evêque de Mets, Marie, Ducheſſe de Loherene, Iolens Comteſſe, & nous Edouvart & li Citins & Communautez de Mets dessusdits, li Evêques de Toul, li Evêques de Verdun, & li Citin de Toul, nos Homes, nos Aidans & nos Subgis, ont & avont fait . . . . . & on nom de la commune Paix soit de Forteresses abatuës, de seus boutez, de justice faite par lesdits sept, ou par la plus grant partie diceulx, ou par lour commandement & Aidans, & autres domaiges quelconques il soient, bonne Paix & bon Accort en eſt, & ne pucent & ne doient jamais nul que il quil soient nous sour ce chaffier ne demander . . . . . aidans ne à nous dessusdits, à nous Aidans, nos Homes & nos Subgis, & en devons les uns aidier & lautre, en tant comme nous y sommes tenus, sauf . . . . & Compromis, desquelz mention eſt faite cy-devant, & les raports que par la vertui desdits Compromis ſerint fais; & quant à ses choſes avons nous Marie Ducheſſe, li Comteſſe, dune part, li Conte de Sarrebruche, & li Conte de Salmes, Jehan, Broucquart & Olris de Feneſtranges, & Jehan de Fourpach, pourpris & pourprenons Thiedric . . . . Androuvin, & Simonin Dattienville Escuiers. Item toutes Wardes, commandiſes & bourgeſies que pour nous les Parties dessusdites on pour aculns de nous prises les uns sor les autres on sor aculns de nous Alloiez, Aidans & Subgis, sens lon grei & consentement des Signors on Dames auqueilles les Villes, personnes apartenoient on temps de laditte Werre & on temps des Traitez, sunt, & doient être doutant amantiez, quitte & de nulle valour, & doient tuit cilz qui Lettres ont desdites Wardes . . . . rendre lesdites Lettres, lesquelles Lettres nous amantiſſons & quaſſons dez maintenant. Item li Citins & li Clergei de Mes, lours juſtiſaublé, lours Subgis . . . . . à lours Terres, à lours Villes, à lours Heritaiges, à lours Fiez, à lours Wagers, à lours biens par tuit, on quil les aient, & à lours debtes . . . . & leverunt lours biens, lours Chaſteils & lours debtes, tout ensi comme il faiſoient & povoient faire devant ladite Werre, sauf ce que il . . . . . nous la Ducheſſe, les Comtes, les trois Freres de Feneſtranges, & Jehan de Fourpach dessusdits, nos Hommes, nos Subgis ne nos Aidans de Biens ne de Chaſteils quel quil soient que prix lour auroient eſtei en tens de ladite Werre, se dont navoient eſtei prix . . . . . qui ont eſtei donnez entre nous lesdites Parties; desqueils biens . . . . on doit faire selon la forme don Compromix que de ce eſt fait entre nous lesdites Parties dessusdites, don queil Compromis mention eſt faite cy-devant en cette Paix & Accort, & tuites les choſes dessusdites, & une chascune d'icelles, avons nous lesdites Parties & une chascune de nous, pour nous, pour nos Homes, nos Aidans, Alloiez & Subgis, promis & jurez ad saintes Evangiles, & sur toute la foi & la créance que nous tenons de Deu, à tenir & warder fermement & entierement à toujoursmais tuit en la meniere qu'il eſt cy-dessour deviſei, sens venir ne faire venir en l'encontre par nous ne par aultre en nulle meniere, & encor sor lobligation de tous nos biens . . . . par tuit on qu'il soient presens & advenir, en témoignage desquels choſes, & pour ce que fermes soient & eſtables à toujoursmaix, avons nous Addemardz, Evêque de Mes, Iolens Conteſſe de Bar, Eddouvart Cuens de Bar, li Citins & li Communaultei de Mes, Marie Ducheſſe de Loheraine, Walerant Conte des Dous-Ponts, Jehan Comte de Sarbruche, Jehan Comte de Salm, Jean, Broucqart, & Olris de Feneſtranges, & Jehan de Fourpach dessusdits, fait mettre nos ſeelles en ces preſentes Lettres, lesquelles furent faites & données l'an de grace notre Signour mil trois cens cinquante & sept, le Lundy après les bures li vingt-ſeptieme jour don mois de Febvrier.

ANNO 1357.

CCCLXXIV.

20. Mars 1357. BRABANT ET FLANDRE.

Brieven van LODEWYCK *Grave van Vlaanderen, Hertoghe van Brabandt &c. als mede van* MARGUERITE *van Brabandt syne Vrouw, waerby* JOHANNE *Hertoginne van Lutcemborch, van Lothryck & c. neffens hare Man* WENCELAUS *als wettige Erfgenamen, aan* MARGERITE *cederen de Stadt* Antwerpen *met haren toebehoren. Gedaen te Mecheline den* 20. *Meerte* 1357. [CHRIST. BUTKENS, Trophées de Brabant. Aux Preuves. pag. 192.]

WY LODEWYCK by der gratien van Gode Greve van Vlaenderen, Hertoghe van Brabandt, Greve van Nevers, van Retheſt, ende Heer van Mechline, ende Marguerite van Brabandt by der selver gratien Gravinne, Hertoginne ende Vrouwe van den Landen ende Stede voorſchreven, doen kondt allen luden, dat want ons onse lieve ende gheminde Suſter JOHANNE Hertoginne van Lutcemborch, van Lothrijck, van Brabant ende van Lymborch, ende Marck-grevinne des Heylichs Rijcks als gherechte erf-ghename, ende Heer WENCELAUS Hertoghe vanden ſelven Landen van Lutcemborch, van Lothrijck, van Brabandt ende van Lymborch, Marck-greve des Heylichs Rijcks alſe onſer voorſchreven Suſter wettich Mombour, ons Grevinne voorſz. als erf-ghename, en ons Greve als haeren wettighen Mombour ontfaen ende verleent hebben van der Stadt van Antwerpen mit haeren toebehooren, bynnen der Vryheydt der voorſchreven Stadt, ende

CCCLXXIV.

20. Mars 1357. BRABANT ET FLANDRE.

Traité & Accord entre WENCESLAS & JEANNE Duc & Ducheſſe de Brabant, & LOUIS Comte de Flandre touchant *Anvers* & ſes dépendances. Fait à Malines le 20. Mars 1357. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 192.]

NOus LOUIS *par la grace de Dieu Comte de Flandres, Duc de Brabant, Comte de Nevers, de Rethel, & Seigneur de Malines, & Marguerite de Brabant par la même grace Comteſſe, Ducheſſe & Dame des Païs & Villes ſusdites, ſavoir faiſons à tous, Que nôtre chére & bien aimée Sœur* JEANNE *Ducheſſe de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, Marc-grave du St. Empire comme Héritiere légitime, & le Seigneur* WENCESLAS *Duc des ſusdits Païs de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, comme légitime Epoux &* (1) *Adminiſtrateur de nôtre dite Sœur nous ont octroyé & transporté, ladite Comteſſe en la qualité ſusdite d'heritiere, & ledit Com-*

(a) Le mot Flamand, qui eſt celui de *Mombour*, ſignifie un Tuteur.

ANNO 1357. de van den Vryheden ende Dorpen hier nae ghenompt, om vulle bewilinghe te doen vanden thien duyſent guldenen t's jaers na den begrijpe vanden peyſe ons neven van Henegouwe; dats te wetene in die Vryheyden ende Dorpen van Oeſterweele, Wilmardonck, Orderen met Ordam ende Kuſtelle, Lilloe, Staeckbroeck, Berentdrecht, Zand-vliet, Borchvliet, Wilrijck, Berchem, Doirne, Winegem, Schille, Bochout ende Hove, ende in diverſſen Renten, Lande, Chijnſe ende andere parchelen, gelijk haer Brieve die zy ons daer af beſegelt hebben volcomelick in hebben ende begrijpen, dewelke hier na volgen, ende aldus ſpreken van worde te worde.

Wencelaus van Behem by der gratien Gods Hertoghe, ende Johanne by der ſelver gratien Hertoginne van Lucembourg, van Lotrijke, van Brabant, van Lymborch, Marck-greve des Heylichs Rijcks, doen kont en kenlijk allen luden, dat want wy, na den begrijp des ſeggens ons neven Hertoge Willems Greve van Henegouwe ende van Hollandt, onſer liever ende gheminden zuſter Vrouwe Margrieten van Brabandt, Grevinne van Vlaenderen, van Nevers ende van Rethets alſe erf-ghenamen, ende Heeren Loedewijck Greve van Vlaenderen ende Heer der ſelver Lande als haren Mombour verleendt hadden ende ghegoet in der Stad van Andwerpen, in de Renten ende toebehoirten daer af bynnen der Vryheydt ghelegen, mit hoghen gherichte ende mit leeghe in zuſterliker deylinghen, voir een ſomme van thien duſent Florinen t's jaers, gelijck die Brieve in hebben die daer af gheheven ſijn in beyden zijden; ende nu onſe voirſchreven broeder ende zuſter van Vlaenderen hen becronende zijn na die tenuer des ſelfs ſegghens, dat die Stad van Andwerpen, Renten, Revenuen, Gerichten ende Heerlickheyden niet alſo goet en ſijn als thien duyſent Florinen t's jaers, daeromme ſijn wy in beyden zijden om ruſte, minne, accord ende vrientſchap te voerdenne tuſſchen ons beyden onſer beyder lude ende Lande van Brabandt ende van Vlaenderen overeen-ghedraghen, dat wy ghecoren hebben aen onſe zijde vier perſoinne dien wy volcomen macht ghegheven hebben, dats te wetene Heeren Aernde Heer van Rummen ende van Quatbeke onſen Droſſete van Brabandt, Heeren Janne Heer van Wittham, Heeren Janne 's Her-claes Deken onſer Kercken Sente Gudelen van Brueſſel, ende Heeren Alaerde van Os Prooſt van Loeven, ende onſe voirſchreven zuſter van Vlaenderen ende onſe brender die Greve van Vlaenderen als hair Mombour Heeren Philipſe Heere van Maldegem, Heeren Rogier Boteline, Heeren Godevaerde vander Delft, ende Heeren Janne vander Delft Ontfanger van Vlaenderen aen haer zijde, om rechte priſie te doen vander Stad van Andwerpen voirſchreven mit haeren voirſz. toebehoerten; ſoe dat deſe acht perſoenen voirſchreven overſien hebben die weerde der Stad van Andwerpen voirſchreven, der Renten, Heerlickheden ende Fourfaiten inder manieren hier na beſchreven, ende hebben vonden bynnen der Stad van Andwerpen voirſchreven in ouden Chijnſen, daermen de partitulen af overgheven ſal neghen-ende-twintich pondt Lovenſche, *Valent* drie pondt vier ſchellinghe vijf penninghen grooten eenen ſterlinck. Item van den Vleeſchhuyſe van Andwerpen twintich ſchellinghe groot. Item vander gruyten binnen Andwerpen vive-en-twintich ſchell. grooten. Item de Coren-mate tot Andwerpen vijf pont groote. Item die Weede-mate twelf pen. grooten. Item vanden Laken-huyſe van Andwerpen acht pont grooten. Item vanden Cous-huyſe twelf penninghen grooten. Item den kleynen Tol zeſſe pont groote. Item de Wage viertich ſchel. groote. Item van eenen Op-ſtalle dat Hughe Calf hout thien ſchel. paiements twee hoenre, gheprijſt op drie penningen grooten. Item van eenen Huyſe in de Zierick-ſtrate acht penninghen grooten. Item van twee Cameren aen de Borch-poorte drie ſchellinge grooten. Item den Kelder onder der Schepen-huys van Andwerpen viventwintich ſchellinge grooten. Item enigerhande bancke op de Viſch-maert thien ſchellinge grooten. Somme acht-en-twintich pont thien ſchellinge viere penninge groote een ſterlinck. Item den Tol van Andwerpen met allen ſijnen toebehoerten ghelijck hy verpacht es ende gecouſtumeert heeft gheweeſt te verpachtene, hondert ſeſtich pont groote, uytghenomen den Fourfaiten, Heerlickheiden vanden voorſz. Tolle. Item die Aſſiſe vanden jaer-gelde vander Stad van Andwerpen gheprijſt over vier-en-viertich pondt, acht ſchellinge, thien penninge groote, twee ſterlinck. Somme twee-

Comte en qualité de ſon Adminiſtrateur legitime (comme dit eſt) la Ville d'Anvers avec ſes dépendances, & tout ce qui eſt compris dans ſa Banlieue; & les Villages ci aprés denommez, & ce pour aſſignation des dix mille Livres annuelles contenues dans la Paix faite avec nôtre Couſin de Hainault. Les Villages & Banlieues cedées ſont celles d'Oſterweele, Wilmardonck, Orderen, avec Ordam, & Kuſtelle, Lillo, Stadbrouck, Berendrecht, Zant-Vliet, Borch-Vliet, Wilrijck, Berchem, Doirne, Wineghem, Schille, Bochout, & Hove, avec diverſes rentes, impots, & autres parties, lesquelles ils ont compris dans les Lettres ſéellées, qu'ils nous en ont données, dont la teneur s'enſuit, & eſt telle de mot à mot. ANNO 1355.

Wenceſlas de Bohême par la Grace de Dieu Duc, & Jeanne par la même grace Ducheſſe de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant, & de Limbourg, Marc-graves du Saint Empire, ſavoir faiſons à tous ceux qu'il apartiendra, que nous, ſelon le raport de nôtre Couſin le Duc Guillaume Comte de Hainaut & de Hollande, & de nôtre chére & bien aimée Sœur Dame Marguerite de Brabant Comteſſe de Flandre, de Nevers & de Rethel, comme Héritiers, & le Seigneur Louis Comte de Flandre, & Seigneur desdits Pays, comme ſon Adminiſtrateur, leur avions accordé & cedé dans la Ville d'Anvers, en rentes & dépendances ſituées dans ſon territoire, avec haute & baſſe Juſtice, pour le partage de ſa Sœur, la ſomme de dix mille florins de revenu par an, comme il eſt porté par les Lettres qui ont été accordées de part & d'autre; & maintenant nosdits Frere & Sœur de Flandre, ne s'en voulant tenir à ce qui a été fait, diſent, que ladite Ville d'Anvers, ſes rentes, revenus, droits & Seigneuries ne valent pas la ſomme de dix mille florins de rente par an; c'eſt pourquoi nous de part & d'autre, pour maintenir le repos, bonne intelligence, accord, & amitié entre nous & nos Pays de Brabant & de Flandre, ſommes convenus, & avons choiſi, de nôtre part, quatre perſonnes à qui nous avons donné plein pouvoir, ſavoir Arnoud Sire de Rumme & de Quatbeke Droſſart de Brabant, Jean Sire de Withem, Jean Her-Clas Doyen de nôtre Egliſe de Sainte Gudule de Bruxelles, & Alard van Os Prévôt de Louvain; & nôtre ſusdite Sœur Comteſſe de Flandre, & nôtre Frére le Comte de Flandre comme ſon Adminiſtrateur, Sire Philippe Seigneur de Maldeghem, Sire Roger Boteline, Sire Godewaerde de Delft, & Sire Jean de Delft Receveur de Flandre de leur part; afin de faire la juſte appréciation de la ſusdite Ville d'Anvers, avec ſes ſusdites dépendances: en ſorte que les huit perſonnes ſusdites ont examiné la valeur de la ſusdite Ville d'Anvers, de ſes rentes, Seigneuries, & forfaitures, en la maniére ſuivante; ils ont donc trouvé dans la ſusdite Ville d'Anvers, en vieilles cenſes, dont on donnera le détail, 29. livres de Louvain, valans trois livres, quatre ſchelings, cinq deniers de gros, & un ſterling. Item de la boucherie d'Anvers vint ſchelings de gros. Item du moulin à monder l'orge & autres grains, vint-cinq ſchelings de gros. Item de la meſure du blé d'Anvers cinq livres de gros. Item de la meſure dite Weedemate *douze deniers de gros. Item de la Draperie d'Anvers huit livres de gros. Item de la hale aux bas douze deniers de gros. Item du petit impôt ſix livres de gros. Item le droit du poids quarante ſchelings de gros. Item pour un banc à la boucherie, que Hugues Calf tient, dix ſchelings en argent, & deux gelines appréciées à trois deniers de gros. Item de deux Chambres à la porte du Bourg d'Anvers trois ſchelings de gros. Item de la cave ſous la Maiſon de Ville d'Anvers vint-cinq ſchelings de gros. Item de quelques bancs à la poiſſonnerie dix ſchelings de gros; faiſant toutes lesdites ſommes vint-huit livres dix ſchelings, quatre deniers de gros & un ſterling. Item l'impôt d'Anvers avec toutes ſes dépendances, comme il a été affermé,*

&

ANNO 1357. twee-hondert vier pondt acht ſchellinge, thien penninge groote, twee ſterlinck. Somme van beyden ſommen CC. XXXII. pondt, XIX. ſchellinghen, dry penninghen groote, al out gheldt, den Florin voer XXII. Deniers, den Royal voer XV. Deniers gerekent, die waerde daer af makende vier-duyſent ſeſſe hondert negen-en-vijftich guldenen ende een quartier: ende mits deſen pryſien ſullen wy ſuveren den voirſchreven Tol ende alle manieren van den voirſchreven Renten, eeſt in erve oft in lijf-penſien, van allen commeren diere vutgheet in wat maniere dat zy. Voert zijn geprijſt die Heerlickheyden, Fourfaiten, vervolghen ende manſchap van den voirſchreven Tolle ende hoecheydt, macht, Edelheydt vander goeder Stad van Antwerpen ende vanden Stroeme; ende den dienſt die ſoe vermach mit haeren vryheyt, dats te wetene t'Schoutet-Ambacht, Ammanſchap, Steen-wachterſchap, die Heerlickheyt van Manſchappen, Lombaerden, Joden, ende die Schouth vanden Borchg-rechte van Andwerpen, ende alle andere Heerlickheyt mit den profijten, dienſten, forfaiten ende allen anderen Rechten dierre af vallen, gelijckſe ons voorſchreven zuſter die Grevinne als erf-ghename, ende onſe brueder die Greve van Vlaenderen als haer Mombour houden van ons in Leen ende in Manſchappen, voir drie duyſent drie hondert viertich guldenen ende drie quartier t's jaers, na goeder loyalre priſien: ſo dat onſe zuſter van Vlaenderen voirſchreven, ende onſe brueder die Greve van Vlaenderen haer Mombour bliven na rechter rekeninge in ghebreke van twee duyſent Florinen 's jaers, die wy hen bewiſen inde Dorpen, Heerlickheyden, Manſchappen, Renten ende Revenuen hier na beſchreven, by Ordonnancie ende priſien der voirſchreven acht perſoenen. Inden yerſten tot Stackbroeck neghen pont-groot. Item in kleynen Cheinſen int Waterlandt, tot Orderen ende Wilmardonck achthien deniers-groote vijf miten. Item int Waterlandt dry-en-t'ſeſtich ghemeten Lants of daer omtrent, elck ghemet achthien groote valent, vier pont, vierthien ſchellingen, ſeſſe penningen grooten. Item vanden Veer tot Ordam twee-en-dertich groot. Item vanden Pollanſcher-dijcke achthien groot. Item vander Zantvoort twintich groot. Item Claes Maes van twee Hoof-ſteden acht groot. Item 't Hof van Doirne met ſijne toebehoirten drie pont groot. Item van eene weghe-ghelde inde Luuthage twee Schellinghe groot. Item tot Borch-vliedt dry ſchellinghen vijf Capuynen valent, ter ſommen drie ſchellinghen vijf penninghen groot. Item tot Lilloe in Cheinſen mitten negentich Capuynen vier-en-vijftich ſchellinghen groot. Item noch aldaer hondert ghemeten Lants die Heer Godevaert vander Delft hout tot ſijnen live, daer af die erflickheyt is drie pondt, ſeſſe ſchellinghen, acht deniers groot. Somme dry-en-twintich pont acht ſchellinghen, ſeven penninghen groot. Item tot Brouchem ende tot Oeleghem acht-en-dertich pont, twelve ſchellinghen Lovens. Item noch aldaer vierthien ſchellinghen, ſeſſe penningen Lovens. Item tot Bouchout acht-en-viertich pont, vierthien ſchellinghen, elf penninghen Lovens. Item noch aldaer negen pont, negenthien ſchellingen, dry penningen Lovens. Item tot Doirne, Winegem, Scille ſeven-en-twintich pont, vier ſchellingen, negen penninghen Lovens. Item tot Doirne, Winegem, Boursbeke, Hove, Mortſel, Brouchem, Bouchout, Buyſegem, Oelegem, van plouch-penninghen vijf pont, vierthien ſchellingen, vier penninghen Lovens. Item in die ſelve Dorpen van nyewen Cheynſe twelve ſchellinghen Lovens. Somme hondert een-en-dertigh pondt, elf ſchellingen, neghen penningen Lovens, valent vierthien pont, twelve ſchellingen, vijf penningen grooten, een ſterlinck. Item Doirne viertich ziſter evenen, elck ziſter

& a accoutumé de s'affermer, cent ſoixante livres de gros, ſans y comprendre les forfaictures & Seigneuries dudit impôt. Item l'impôt de l'argent qu'on doit payer annuellement dans la Ville d'Anvers aprécié à quarante quatre livres, huit ſchelings, dix deniers de gros, deux ſterlings. Somme totale des deux ſommes précédentes deux cens trente deux livres, 19. ſchelings, trois deniers de gros, le tout d'ancienne monnoye, le florin valant douze deniers, le Royal quinze deniers; faiſant quatre mille ſix cens cinquante neuf florins & un quart. En outre nous déchargeons ledit impôt & toutes les autres ſusdites rentes tant viagéres qu'autres, de toutes ſortes de charges, dettes, empêchemens, & autres choſes de même nature. (1) *Item les Seigneuries, forfaits & hommages du ſusdit Impôt, la hauteur, le pouvoir & Nobleſſe de nôtre bonne Ville d'Anvers, le Cours de la riviére, & le ſervice qu'elle peut avec ſes franchiſes, ſavoir, les Offices d'Escoutette, d'Amman, & de Geolier, les hommages, les* Lombards, *ou Maiſons où l'on prête ſur gages, les Juifs, & l'*Escoutetcrie *du droit du Château ou Bourg d'Anvers; avec toutes leurs Seigneuries, profits, ſervices, forfaits, & tous autres droits en dépendans; tels que les tiennent de nous en fief & hommage, nôtre ſusdite Sœur la Comteſſe comme héritiére, & nôtre Frére le Comte de Flandre ſon Adminiſtrateur, le tout pour trois mille trois cens, quarante florins & trois quarts par an; ſelon la juſte & fidéle eſtimation qui en a été faite. En ſorte que nôtre Sœur ſusdite la Comteſſe de Flandre, & nôtre Frére le Comte de Flandre ſon Adminiſtrateur, demeurent en arriére, après le juſte compte qui en a été fait, de la ſomme de deux mille florins par an, que nous leur aſſignons, ſur les Vilages, Seigneuries, biens, rentes, & revenus ci-après ſpécifiez, ſelon l'ordonnance & eſtimation des ſusdites huit perſonnes. En rentes à Stackbroek, neuf livres de gros. En petits impôts ſur le Waterland, à Orderen & à Wilmardonck huit deniers de gros & cinq pites. Item dans le Waterland environ 63.* (2) *Arpens de terre, l'Arpent à 18. deniers, montant quatre livres, quatorze ſchelings, ſix deniers de gros. Item du péage ſur la riviére à Ordam, trente deux deniers. Item de la digue de Pollant dix huit deniers. Item de Sandvoort vint deniers. Item Nicolas Maes huit deniers pour deux maiſons qu'il poſſéde. Item le Château de Doirne & ſes dépendances, trois livres de gros. Item du droit de paſſage à Luythagen deux ſchelings. Item à Borch-Vliedt, trois ſchelings, & cinq chapons valant trois ſchelings cinq ſols de gros. Item à Lilloe en cenſes avec dix neuf chapons cinquante quatre ſchelings de gros. Item au même lieu encore cent Arpents de terre, tenus à vie par Sire Godevaert de Delft, & eſtimez en héritage trois livres huit ſols ſept deniers de gros. Somme totale, vint-trois livres, huit ſchelings, ſept deniers de gros. Item à Brouchem & à Oeleghem trente huit livres, douze ſchelings de Louvain. Item au même lieu quarante ſchelings ſix deniers de Louvain. Item à Bouchout quarante huit livres, quatorze ſchelings, onze deniers de Louvain. Item au même lieu, neuf livres, dix neuf ſchelings, trois deniers de Louvain. Item à Doirne, Winegem & Scille, vint ſept livres, quatre ſchelings, neuf deniers de Louvain. Item à Doirne, Winegem, Boursbeke, Hove, Mortſel, Brouchem, Bouchout, Buyſegem, & Oelegem, des droits de charuë, cinq livres, quatorze ſchelings, quatre deniers de Louvain. Item dans les mêmes Vilages, des nouveaux impôts douze ſchelings de Louvain. Somme cent trente une livres, onze ſchelings, neuf deniers de Louvain, valant quatorze livres, douze ſchelings, cinq deniers de gros, & un ſterling. Item à Doirne, quaran-*

(1) Ce ſont les termes dont ſe ſert Butkens, en donnant le précis de ce Traité, & l'on n'en ſauroit trouver de plus propres pour expliquer le Flamand, qui eſt aſſez obſcur.

(2) Le mot Flamand eſt *Meten* qui n'eſt pas, peut-être, préciſément un Arpent.

ANNO 1357. ziſter ſeſthien penningen, valent dry-en-vijftich ſchellinghen, vier penningen groot. Item die ſelve Dorpe hondert dry-en-t'ſeventich hoenre, elck een halven grooten, valent ſeven ſchellingen, twee penninghen een half groote. Item tot Oelegem van pachte twee ziſter rogx geprijſt vier ſchellinghen groote. Somme drie pont, vier ſchellinghen, ſeſſe penningen ende een halven groote. Somme vanden leſten drie ſommen boven ghenoempt een-en-viertich pont, vijf ſchellingen, ſeven penningen groot, die loopen den Florin ten twelf deniers grote, ende den Royal te vijfthiene deniers gerekent, op acht hondert vijf-en-twintich guldenen, ſeven grooten; Ende deſe voirſchreven Renten ſuelen wy oeck zuveren van allen commer. Voirt ſijn gheprijſt by den voirſchreven perſoenen die Heerlickheyden, Manſchappen, mit hoegen gerichte ende mit nederen, ende die Forfaiten der Dorpen van Oeſterwele, Wilmardonck, Orderen mit Ordam ende Kuſtelle, Lilloe, Stadbroeck, Berendrecht, Santvliet, Borchvliet, Wilrijck, Berchem, Doirne, Winegem, Scille, Bouchout, ende Hove, alſoe verre als zy ons toebehoeren voir elf-hondert vier-en-t'ſeventich guldenen ende vijf grooten, die welcke twee leſte ſommen loopen op twee duſent Florinen 's jaers: ſoe dat die Stad van Andwerpen mit haeren Forfaiten, Heerlickheiden, met Tollen, Manſchappen, ende alle anderen Rechte voir verkleert, ende die Dorpen voirſchreven mit haeren Renten, Forfaiten, Heerlickheyden ende Manſchappen gelijck ſy gheſchreven ſtaen ende van ons in Leen rueren, ghetaxeert ende gheprijſt ſijn te gaeder voir thien duyſent Florinen 's jaers na den tenuer des ſegghens voorſchreven Daerom eeſt dat wy Hertoginne voirſchreven als erf-ghename by conſente ende autoriteyt ons liefs Heeren des Hertoghen voirſchreven als ons wettighen Mombours, begherende onſe voirſchreven zuſter van Vlaenderen te voldoen gelijck deſe acht voirſchreven perſoenen des overdragen ſijn inder manieren als voirſchreven is, bekennen ende verleenen in Manſchappen ende in eenen rechten Leen tot Brabanſchen rechte, in rechter zuſterlicker ſcheydingen ende deylingen onſe voirſchreven zuſter Vrouwen Margrieten Grevinnen van Vlaenderen haren wettigen oer ende nakomelinck, ende onſen brueder den Greve van Vlaenderen alſe haeren Mombour die Stad van Andwerpen, Dorpen, Renten, Revenuen, Forfaiten, hoege Gerichte ende neder, mit alle Manſchappen, ende andere Rechten gelijck voirſchreven is, van ons, van onſen oir ende na-komelingen Hertogen in Brabant te houden ende t'ontfane in rechten Leene, behouden altoes ons, onſen oir ende na-komers inder voirſchreven Stad van Andwerpen ende inden Dorpen ende Heerlickheyden voirſchreven der overſter Heerſchap, ende alſulcs dienſts als jonxſte broeder oft zuſter den oudſten broeder oft zuſter daer hy zuſterlicke oft bruederlicke deylinghe ende goedinghe af heeft ſchuldich es te doen, na rechte, coſtume, uſaige ende heybringhen 's Landts van Brabandt: ende hebben onſe voirſchreven zuſter van Vlaenderen ontfaen vanden voirſchreven goeden inder manieren voirſchreven in onſe Hulde ende Manſchappe, ende onſe brueder die Greve van Vlaenderen heeft ons daer af voer huer eedt ghedaen, ende al dat een wettich Mombour ſchuldich es te doen; en de gheven onſe voirſchreven zuſter haeren oer ende onſen brueder den Greve alſe haeren Mombour volkomen macht, inden voorſchreven Dorpen daer haer Renten geleghen ſijn ende wyſe haer bewijſt hebben daer ſy die Heerlickheyt noch gherichten niet af en heeft, dats te weten tot Brouchem, Oeleghem, Boursbeke, Mortſele, Buſegem eenen Richter oft Meyer te ſetten, die volkomen macht hebben ſal haere huere-renten vut te panden t'allen terminen alſe verſchinen ende vervallen ſelen, eeſt dat onſe Richter oft Rentmeeſter ale ten tijde weſende, tot haers Rentmeeſters verſucke haer niet en doet betalen noch vutreycken haere voirſz. Renten tot den terminen dat ſy vervallen ſelen: Ontbieden ende bevelen onſe Scouteten, Scepenen ende Raedemannen ende allen onderſeten Edelen ende on-edelen gheſeten binnen der Stad van Andwerpen, der Vryheit ende der Dorpen voirſz., dats te wetene Oeſterweele, Wilmardonck, Orderen met Oordam ende Kuſtelle (1) *meſures d'avoine, chaque meſure à ſeize deniers valant cinquante trois ſchelings, quatre deniers de gros. Item les mêmes Vilages cent ſoixante & treize geli-nes, du prix d'un demi gros piéce, valant ſept ſchelings, deux deniers & demi de gros. Somme trois livres, quatre ſchelings, ſix deniers & demi de gros. Somme des trois dernières ſommes ſusdites, quarante une livres, cinq ſchelings, ſept deniers de gros, le florin aprécié à douze deniers de gros, & le Royal à quinze deniers: le tout huit cens vint cinq livres ſept gros; & nous afranchirons toutes les ſusdites rentes de toutes ſortes de charges. Item les ſusdites perſonnes ont fait l'eſti-mation des Seigneuries, hommages, Juſtices moyennes & baſſes & les forfaits des Vilages d'Oſterwele, Wil-mardonck, Orderen, avec Ordam de Kuſtelle, Lilloe, Stadbroeck, Berendrecht, Santvliet, Borchvliet, Wil-rijck, Berchem, Doirne, Winegem, Scille, Bouchout & Hove, pour autant que lesdits Vilages nous apar-tiennent, pour onze cens ſoixante & quatorze livres, cinq gros; lesquelles deux dernières ſommes font la to-tale de deux mille florins par an. En ſorte que ladite Ville d'Anvers avec ſes forfaits, Seigneuries, impôts, hommages, & tous les autres droits, comme ils ſont ci-deſſus ſpécifiez, & les Vilages ſusdits avec leurs rentes, forfaits, Seigneuries, & hommages, tels qu'ils ſont ſpé-cifiez, & entant que ce ſont des fiefs dépendans de nous, comme ils ſont taxez & eſtimez, montent préciſément à la ſomme de dix mille florins de rente par an, ſelon la teneur de ce qui a été ſpécifié ci-deſſus. C'eſt pour-quoi nous Ducheſſe ſusdite comme héritiére, & par le conſentement & de l'autorité de nôtre cher Seigneur le Duc ſusdit, comme nôtre légitime Epoux & Admini-ſtrateur, déſirant contenter nôtre ſusdite ſœur la Com-teſſe de Flandre, comme il a été déclaré par ces huit perſonnes ſusdites en la maniére ſusdite, confeſſons d'a-voir accordé, & accordons en hommage & fief légi-time ſelon le droit de Brabant, & comme le partage qu'une ſœur doit faire à l'autre, à nôtre ſusdite ſœur Dame Marguerite Comteſſe de Flandre, à ſes légiti-mes héritiers & Succeſſeurs, & à nôtre Frére le Com-te de Flandre, comme ſon Epoux & Adminiſtrateur, ladite Ville d'Anvers, les Vilages, rentes, revenus, forfaits, haute & baſſe juſtice, avec tous leurs hom-mages & autres droits, comme il a été dit ci-deſſus, pour les recevoir de nous, de nos Hoirs, & Succeſſeurs les Ducs de Brabant, les tenir & garder en fief légiti-me, nous reſervant ſeulement, à nous, nos Hoirs, & Succeſſeurs le droit de Souveraineté ſur ladite Ville d'Anvers, & dans les Vilages & Seigneuries ſusdites; & le devoir & ſervice tel qu'un Frére ou une Sœur cadéte ſont obligez de rendre à un Frére ou à une Sœur aînée, des biens partagez entr'eux, ſelon le droit, coutume, & uſage de Brabant. Et nous avons reçu nôtre dite Sœur la Comteſſe de Flandre, pour les ſusdits biens en la maniére ſusdite à nôtre foi & hom-mage, & nôtre Frére le Comte de Flandre nous a prêté le ſerment pour nôtre dite Sœur, & comme un légitime Epoux & Adminiſtrateur eſt obligé de faire; ſi donnons tout pouvoir à nôtre ſusdite Sœur & à ſes Hoirs, & à nôtre dit Frére le Comte ſon Epoux & Adminiſtrateur, dans les ſusdits Vilages dans leſquels leurs ſusdites rentes ſont établies & ſituées: & leur avons de plus accordé, que quoi qu'ils n'ayent ni droit, ni Seigneurie, à Brouchem, Oeleghem, Boursbeke, Mortſele & Buſegem, ils y pourront néanmoins éta-blir un Juge ou Maire, qui aura tout pouvoir de fai-re payer leurs rentes, lorſqu'elles ſeront échuës, ſi nôtre Juge ou Rentier, qui ſera pour lors, à la re-quiſition de leurs rentiers, ne leur fait point payer leurs ſusdites rentes dans les termes échus. Ordon-nons & commandons à nos Baillifs, Echevins, & Conſeillers, Sujets & habitans, tant nobles que rotu-riers, de nôtre Ville d'Anvers, des Seigneuries & Vilages ſusdits, ſavoir, Oeſterweele, Wilmardonck, Orde-*

(1) C'eſt une meſure nommée *Ziſter*.

ANNO 1357. Kuſtelle, Lilloe, Staeckbrouck, Berendrecht, Zantvliet, Borchvliet, Wilrijcke, Berchem, Doirne, Wineghem, Schille, Bouchout ende Hove, dat ſy zonder eenich wederſegghen oft andere ghebodt van ons te hebbene, onſe voirſz. zuſter van Vlaenderen ontfaen alſe gerechte Vrouwe, ende den Greve van Vlaenderen als haeren Monbour, ende hen doen hulde, trouwe, eed, manſchap, ende dat goede liede doen ſelen haeren Vrouwe ende Heere, ende tot haer ende tot hoere Ampt-luden die ſy daer ſetten ſoelen, in allen zaken ernſtelijck verſtaen ende onderdanich zijn, gelijck ſy ons ende onſen Ampt-luden tot nu gedaen hebben, ende onſen vorders Hertogen in Brabant; want wyſe mits deſen voirſz. zaken van alſulken eede van trouwen, van manſchappen als zy ons gedaen hebben in voerleden tijden quijte ende los ſchelden met deſen Brieve; Emmer behouden ons ende onſen na-komelinghen Hertogen ende Hertoginnen in Brabant den overſten Heerſchap vander Stad van Andwerpen mitter Vryheit, ende vanden Dorpen voerghenoempt, na alle Rechte, Coſtume ende Uſaige ons Lants van Brabant inder manieren voirſz., ende alſulker Manſchappen als ons nichte der Gravinne van Cleve ons ghedaen heeft van hoeren Rechten ende Heerlickheden die ſy heeft in ſomme vanden voirghenomde Dorpen, dat die ons bliven ſal. Ende overmids deſen voirſz. ſaken, en ſoelen ons onſe voirſz. zuſter van Vlaenderen noch onſe brueder die Greve noch haer oer noch na-komelinghen niet meer heyſſchen als vanden thien duiſent Florinen t's jaers in eenigen manieren in tijden toe te komene, allen argeliſt vut geſcheyden: Ende hebben in veſticheiden des, onſe zegelen aen deſen Brief doen hangen, ende gebeden den Commoinge-meeſteren, Scepenen ende Raet onſen Steden van Loeven ende van Bruſſel die van haeren Raide by deſen ſaken te termineren ende te ſliten geſendt hadden, dat zy in die meerer kenniſſe der voirſz. dinck, hoere Stede ſegele hangen willen aen deſen Brief; en wy Commoinge-meeſteren, Scepenen ende Raide der Stad van Loeven ende van Bruſſel, hebben om bede ons liefs Heeren des Hertogen ende onſer liever Vrouwen wille der Hertoginnen voirſz., want wy by deſen ſaken voirſz. te termineren ende te ſliten onſer Stede Raet geſeyndt hadden, onſer Stede zegele inder meere kenniſſen der voirſz. dingen aen deſen Letteren mit haeren zegelen doen hangen, die gemaickt wairen tot Mechelen XVIII. dage in Meerte, int Jaer ons Heeren M. CCC. LVII.

Ende wy Lodewijck Greve voirghenoempt als wettich Mombour der voirſz. Grevinnen onſer wettiger geſellinnen, eedt ende hulde gedaen hebben onſe voirſz. zuſter als rechte erf-gename, ende den Hertoge voirgenoempt als hoeren Mombour vander voirſchreven Stad van Andwerpen mit haeren toebehoirten, ende van allen den Dorpen, Vryheiden, Renten ende Parchelen boven in haeren Brieven verclairt: Soe beloven wy Grave ende Grevinne voirſz. by onſer trouwen, zekerheiden ende eede onſe voirſz. zuſter der Hertoginnen ende den Hertoghe als haer Mombour te dienen, ende te doene in allen zaken als een ghetrouwe man ende Mombour jonger broeder of zuſter zijnen oudſten broeder of oudſter zuſter daer hy bruderlike of ſuſterlike goedinge af heeft, ſchuldich es te doen na Recht, Coſtume ende Uſaige des Lants van Brabandt: bekennen ende verlijen hier boven onſer zuſter der Hertoginnen voirgenoemt, ende den Hertoghe als hoeren Mombour, die overſte Heerlickheyt vander voorſz. Stad van Andwerpen mit haeren toebehoirten, ende vanden Dorpen, Vryheiden, Renten ende Perchelen boven ghenoempt, in allen manieren dat die voirſz. Brieve die ſy ons daer af gheghéven hebben volcomelick inhouden ende begrijpen, ſonder eenigerhande argeliſt. Ende kennen ende houden wy Grevinne voirſz. als erf-gename over ons ende onſe nacom-

Orderen, avec Oordam & Kuſtelle, Lilloe, Staeckbrouck, Berendrecht, Zantvliet, Borchvliet, Wilrijcke, Berchem, Doirne, Wineghem, Schille, Bouchout, & Hove, qu'ils ayent, ſans aucune oppoſition, & ſans attendre d'autre commandement de nôtre part, à recevoir nôtre ſusdite Sœur la Comteſſe de Flandre, comme leur légitime Dame, & le Comte de Flandre, ſon Epoux & Adminiſtrateur, & qu'ils leur faſſent les hommages, fidelité, ſermens, & honneurs requis & accoutumez, comme de bons Sujets ſont obligez de faire à leurs Seigneur & Dame, qu'ils ayent à obéïr exactement & fidélement à eux & à leurs Officiers, comme ils ont fait par le paſſé à nous & à nos Officiers, comme auſſi à nos Ancêtres les Ducs de Brabant, les quittant & abſolvant quant à ce par ces préſentes de tous ſermens de fidélité & obéïſſance, qu'ils nous ont fait ci-devant; nous reſervans néanmoins, & à nos Succeſſeurs les Ducs & Ducheſſes de Brabant la Souveraineté de ladite Ville d'Anvers, de ſes dépendances, & des Vilages ci-deſſus nommez, ſelon tous les droits, us, & coutumes de nôtre Pays de Brabant en la maniére ſusdite; & tels hommages que nôtre Couſine la Comteſſe de Cléves nous a faits, des droits & Seigneuries, qu'elle a dans quelques-uns desdits Vilages, lesquels nous doivent demeurer. Et moyenant les choſes ci-deſſus ſpécifiées, nôtre ſusdite Sœur la Comteſſe de Flandre, & nôtre Frére le Comte de Flandre, ni leurs Hoirs & Succeſſeurs, ne pourront rien nous demander au delà des ſusdites dix mille livres de rente par an, en quelque maniére ou tems avenir que ce ſoit, tous dols exceptez. Et nous avons pour la confirmation des choſes ſusdites appoſé nôtre ſeau aux préſentes, & ordonné aux Maires, Echevins, & Conſeils de nos Villes de Louvain & de Bruxelles, qui de leur part ont contribué à éteindre les différens & à terminer cette affaire, que pour plus grande connoiſſance & ſûreté des ſusdites choſes, ils ayent auſſi à appoſer leurs ſeaux à ces préſentes. Et nous Maires, Echevins & Conſeils des Villes de Louvain & de Bruxelles, avons, pour obéïr à nôtre Souverain le Duc, & à nôtre Souveraine la Ducheſſe de Brabant, d'autant que nous avons employé le Conſeil de nosdites Villes, pour appaiſer les différens & terminer cette affaire, appoſé a ces préſentes Lettres pour plus grande connoiſſance & confirmation des ſusdites choſes les ſeaux de nosdites Villes. Fait à Malines, le 18. jour de Mars, de l'an 1357.

ANNO 1357.

ET nous Louis Comte ſusdit comme Mari & Adminiſtrateur de la ſusdite Comteſſe nôtre légitime Compagne, avons prêté ſerment & rendu hommage, à nôtre ſusdite Sœur, comme légitime héritiére, & au Duc ſusnommé comme à ſon Mari & Adminiſtrateur, de la ſusdite Ville d'Anvers & de ſes dépendances, & de tous les Vilages, Priviléges, Rentes & parties ſpécifiées en leurs Lettres ci-deſſus; & nous promettons nous Comte & Comteſſe ſusdit, ſur nôtre foi, aſſurance, & ſerment, de ſervir nôtre ſusdite Sœur la Ducheſſe, & le Duc ſon Mari & Adminiſtrateur, & de faire en toutes choſes, comme un fidele homme, & mari & Adminiſtrateur Frére puisné, ou Sœur puisnée ſont tenus de faire envers un Frére ainé ou une Sœur ainée ſelon les droits, us, & coutumes du Païs de Brabant. Reconnoiſſons & confeſſons en outre, que la Souveraineté de la ſusdite Ville d'Anvers, avec ſes dépendances, & des Vilages, Franchiſes, Rentes, & parties ci-deſſus ſpécifiées apartiennent à nôtre Sœur la Ducheſſe ſusdite, & au Duc comme ſon Epoux & Adminiſtrateur, de la même maniére que cela eſt porté par les ſusdites Lettres, qu'ils nous ont expédiées, pleinement & parfaitement, ſans aucune fraude. Et nous Comteſſe ſusdite, comme héritiére, pour nous & nos Descendans,

ANNO 1357. commers, ende wy Greve als hair wettich Mombour mits der voirſz. bewiſinge ons wel verneught ende gepayt van onſer goedingen vanden voirſz. thien duyſent guldenen t's jaers, die ons onſe voirſz. neve van Henegouwe by den voirſz. peyſe aenwijsde; ende ſchelden daer af quijte ende al quite onſe brueder ende zuſter voirſz., voir ons ende onſe na-commers t'eweliken dagen. In orconſcepen van welke dingen wy hebben onſen zegele gedaen hanghen aen deſe preſente Letteren, ende om dat onſe goede Steden, dats te weten Gend, Brugge, Yppre, Machline ende Andwerpen, mitsgaders onſen Raide over alle die dinghen voirſz. geſyn hebben; ſoe begheren wy ende verſueken aen hen dat ſy in meere kenniſſen der zaken voirſz., haere zegelen hangen willen aen deſe preſente Letteren mitsgaders den onſen, ende om dat wy Borge-meeſter, Vooght, Commoingi-meeſter, Scepenen ende Raid vanden goeden Steden van Gend, Brugge, Yppre, Mechline ende Andwerpen daer over van onſer Stede Raide ghehad hebben daer die voirſz. dinghen aldus gheſchiet zijn, ſo hebben wy overmids begheeren ende verſueke ons liefs ende gheduchts Heeren ende Vrouwen voirſz. in meerer kenniſſen der zaeken voirſz. de zegele van onſen Stede boven-ghenoemt gehanghen aen deſen preſente Letteren mitsgaders haere. Dit was ghedaen te Mechline den twintichſten dach van Meerte, int jaer ons Heeren M. CCC. LVII.

dans, & nous Comte comme ſon légitime Epoux & Adminiſtrateur, confeſſons & nous tenons pour contens, payez, & ſatisfaits de la manière ci-deſſus ſpécifiée, desdites dix mille livres de rente par an, que nôtre Couſin le Comte de Hainault nous avoit aſſignées par ſon arbitrage; & par cette aſſignation ainſi faite, nous tenons quitte & quittons nôtre Frére & Sœur ſusdits; pour nous & nos héritiers & deſcendans a toujours. Pour la confirmation desquelles choſes nous avons appoſé nos ſeaux à ces préſentes Lettres; & parce que nos bonnes Villes de Gand, Bruges, Ypres, Malines & Anvers, de même que tous nos Conſeils, ſont intéreſſez dans toutes les ſusdites choſes; nous deſirons & requerons que pour plus grande connoiſſance & aſſurance des choſes ſusdites; ils appoſent leurs ſeaux aux préſentes Lettres conjointement avec le nôtre; & parce que nous Bourguemaîtres, Baillifs, Conſuls, Echevins, & Conſeils des bonnes Villes de Gand, Bruges, Ypres, Malines, & Anvers, avons eu avis de nos Conſeillers, que les choſes ſont arrivées comme elles ſont mentionnées ci-deſſus, c'eſt pour cela que nous avons deſiré & requis de nos bien-aimez, & vertueux Seigneur & Dame ſusdits, que pour plus grande connoiſſance des affaires ſusdites, nous appoſaſſions les ſeaux de nos ſusdites Villes à ces préſentes Lettres, conjointement avec les leurs. Fait à Malines, le 20. de Mars, l'an de nôtre Seigneur 1357. ANNO 1357.

CCCLXXV.

BRABANT ET FLANDRE.

Tractaet van Vrede tuſſchen WENCELYN VAN BEHEM, *Hertogh, en* JOHANNA *Hertoginne van Lucemborch, van Lothrijck, van Brabant, &c. op d'een zyde, en* LODEWYCKE *Grave van Vlaenderen, &c. op d'ander zyde.* Anno 1357. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 191.]

WY WENCELIJN VAN BEHEM by der gratien Godts Hertoghe, ende JEHANNE by der ſelver gratien Hertoginne van Lucembourg, van Lothrijck, van Brabandt, van Lymborch, Marck-grave ende Marck-gravinne des Heilichs Rijcks doen kondt allen luden, dat wy onſen lieven Neve Hertoge Willem van Beyeren Greve van Henegou en van Hollandt, gheloift hebben ende mechtich gemaeckt eenen ſoyne ende peys te dedingen ende te maecken, tuſſchen Heeren LODEWIJKE Graeve van Vlaenderen, ſinen luden, Landen ende Steden op d'een zijde, ende ons, onſen Landen ende Steden op d'ander zijde, ende wes hy daer af ſegt, ordonneert of maeckt op ſine beſcheydentheydt, dat ſelen wy ſtede ende vaſt houden, ghelijck oft wy 't ſelve daden, voor ons, onſe lude, Lande ende Stede ende na-kommelingen, by onſer trouwen ſekerheyt, ende by onſe ere. In oirkonden deſen Brieve beſegelt mit onſen ſeghelen, ende om de meere ſekerheydt ende veſtenneſſe ſoo hebben wy ghebeden ende bidden, bevolen ende bevelen onſen lieven getrouwen, Baenrodſen, Ridderen ende Steden, als Heeren Henricke Berthout Heere van Duffle ende van Gele, Heere Henricke van Bouterſſem Heer van Bergen opten Soom, Heer Jan van Polanen Heer vander Lecke ende van Breda, Heer Geeraerd vander Heyden Heer van Bouterſſem, Heeren Geeraert Heer van Voſſelaer, Heer Bernaerd van Borgneval, Baenrodſen ende Ridderen, Loven, Bruſſel, Antwerpen, 's Hertoghenboſſche, &c. Gegeven des Donderdachs naer (1) Sinxen, int jaer ons Heeren M. CCC. LVII.

(1) On n'eſt pas trop certain de la ſignification de ce mot *Sinxen*; mais il y a grande apparence que le Traducteur l'a confondu mal à propos avec *Pinkſter*, qui veut dire la *Pentecôte*; puis qu'en l'Année 1357. la Pâque tomba ſur le 19. d'Avril, & qu'ainſi la Pentecôte fut le 8. de Juin. Cependant la Sentence Arbitrale, en vertu de laquelle ſe fit cet Accord, eſt datée du 3. de Juillet; de ſorte qu'il eſt impoſſible que ce Traité de Paix ſoit du Mois de Juin. Ne pourroit-on pas conjecturer que *Sinxen* a été mis, pour *S. Alexis*, dont on celebre la Fête le 17. de Juillet?

CCCLXXV.

Traité de Paix entre WENCESLAS DE BOHEME Duc, & JEANNE Ducheſſe de Luxembourg, Lorraine & Brabant d'une part, & LOUIS Comte de Flandre d'autre. Fait l'an 1357. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 191.] BRABANT ET FLANDRE.

NOus (2) WENCESLAS DE BOHE'ME, *par la grace de Dieu Duc,* & JEANNE *par la même grace Ducheſſe de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant, de Limbourg, Marcgraves du Saint Empire, faiſons ſavoir à un chacun, que nous avons promis & aſſuré à nôtre cher Couſin, Guillaume de Baviére, Comte de Hainaut & de Hollande, que nous ferons & accorderons une reconciliation & Paix, entre* LOUIS *Comte de Flandre, ſes Sujets, Païs, & Villes d'une part, & nous, nos Païs, & Villes d'autre; c'eſt pourquoi nous diſons, déclarons, & ordonnons à ſa réquiſition, que nous la tiendrons, & obſerverons, comme nous faiſons par ces préſentes, pour nous, les nôtres, nos Païs & Villes, ſur nôtre foi, aſſurance, & honneur. C'eſt pourquoi nous avons fait ſéeller ces préſentes de nôtre ſeau; & pour plus grande ſureté & aſſurance, nous avons prié & prions, ordonné & ordonnons à nos chers & fidéles Barons, Chevaliers, & Villes, ſavoir les Seigneurs Henri Berthout Seigneur de Duffle & de Gale, Henri de Bouterſſen, Seigneur de Berg-op-Som, Jean de Polan Seigneur de Lecke, & de Breda, Gerard de Heiden Seigneur de Bouterſſem, Gerard Seigneur de Voſſelaer, Bernard de Borgneval, Barons & Chevaliers, & les Villes de Louvain, Bruxelles, Anvers, Bolduc, &c. Donné le Jeudi après la Pentecôte, l'an de nôtre Seigneur* 1357.

CCCLXXVI.

(2) Ou Wencelin. Ces deux mots ſont les mêmes. Butkens nomme toûjours ce Prince Wencelin.

ANNO 1357.

CCCLXXVI.

3. Juill. *Extrait de la Sentence Arbitrale ſur les Différens entre* WENCELIN *Duc de Brabant &* LOUIS *Comte de Flandres, prononcée par le Comte de Hainault, le 3. Juillet,* 1357. [PIERRE d'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXV. Feuill. 278.]

BRABANT ET FLANDRE.

SCavoir, que les Villes de Bruxelles, Louvain, Nivelle, & Thielmont, ſerviront le Conte LOUYS de Flandre chascune ville ſix ſepmaines, par an a leurs despens, & ce a bannieres desployées, armoyées de leurs armes, & ſoubs chascune banniere vingt & cinc hommes d'armes, dont les deux, pour le moins ſeront bannieres, & deux autres chevaliers, & feront ledict ſervice contre tous, reſervez les Duc & Ducheſſe de Brabant. Que moyennant ce, ledict Conte Loys quittera ausdictes Villes, enſemble a tout le Païs le ſerement qu'ils luy ont fait. Que le Conte Louys pourra tant qu'il vivra porter le Tiltre de Duc de Brabant. Qu'il aura la Ville de Malines pour luy & ſes Succeſſeurs perpetuellement, tant en vertu de l'achapt que ſon Pere en fit a l'Evesque de Liege, que pour les despens & intereſtz qu'il a ſouſtenus par faute, que la paix de Aſſche n'avoit eſté entretenuë. Que ledict Conte Louys aura pour le dot de la Conteſſe ſa femme dix mille florins de Florence par an ſur la Ville & Marchionné d'Anvers, dont neantmoins il ne ſe pourra eſcripre ny attituler Marquis, ains demeurera ledict Tiltre ausdicts Duc & Ducheſſe. Que le Duc ny la Ducheſſe pourront changer, ny aliener la Duché de Brabant, pour quelques affaires que leurs puiſſent ſurvenir. Faict en Hainault, le troiſieſme de Juillet, l'an mil trois cents cincquante ſept.

CCCLXXVII.

3. Oct. *Convention faite entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre & les Etats d'Ecoſſe, pour mettre en liberté* DAVID DE BRUYS *Roi d'Ecoſſe, moyennant une ſomme de* 100000. *Marcs Sterlings, payables en dix années. Donnée à Berwyk ſur la Twede le* 3. *Octobre* 1357. *Avec la* RATIFICATION *dudit Accord du* 5. *Octobre.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, Litteræ &c. Tom. VI. pag. 46.]

CEste EndentURE, faite a Berwyk ſur Twede le tierce jour d'Octobre, l'An de grace Mill trescentz, cincquant ſept, per entre,

Les Honnerables Peres en Dieu,
Johan Archevesque de Evyrwyk, Primat d'Engleterre,
Thomas Evesqe de Durhame,
Gilbert Evesque de Kardole,

Et,
Nobles Hommes,
Sires Henry de Percy,
Rauf de Nevyle,
Henri le Scrope,
Et Thomas de Musgrave,
Meſſageres & Deputes de par le Noble Prince Edward, Roi d'Engleterre & de France d'une part,

Et,
Honnerables Peres en Dieu,
William Evesque de Seint Andreu,
Thomas Evesqe de Catneſs,
Patrik Evesqe de Brechin, Chanceler d'Eſcoce,

Et,
Nobles Hommes,
Patrik Count de la Marche,
Robert de Irskyn,
Et William Levyngſton, Chevalers,
Meſſagiers & Deputes, de par Monſieur Robert Seneſchall, Gardein d'Escoce, Prelatz, Seigneurs, & les Communes d'Escoce, d'autre part.

TESMOIGNE qe trete & acorde eſt par entre les ditz Parties, que, le Noble Prince, Sire David Roy d'Eſcoce ſoit franchement deliveres hors du Priſonne, & ranconnes pour une certein ſomme d'argent, ſur les Condiciones, & en manere qe s'enſuit; ceſte aſſavoir, ANNO 1357.

Pour cent mill Marcz d'Eſterlinges, a paier dedenz dis annes procheinement ſuantz la feſannce de ceſtes par oveles porcions; ceſt aſſavoir,

Le diz M. Marcz, de primer Paiement, a le Feſte de la Nativite Seint Johan le Baptiſt, prochein avenir,

Et autres diz M. Marz a la Feſte de la Nativite Seint Johan le Baptiſt, adoncqes procheinement enſuant,

Et iſſint de an en an, diz M. Marz, a meisme le Feſte de la Nativite Saint Johan, tanqe la dite Somme de centz mill Marz ſoit pleinement paie.

Et eſt acorde qe les Paiementz ſe ferount a celuy que ſerra aſſigne de par le Roy d'Engleterre par Letres ſoutz ſon grant Seal; ceſt aſſavoir,

A Berwyk ſur Twede (ſi Berwyk ſoit en la mayn du Roi d'Engleterre) & ſi nonn, a Norham; ou, en cas qil pleſe au Roy d'Engleterre, qe les Paiementz ſe facent a Banburgh, adoncqes ils ſerront faitz illosqes,

Et en ceo cas le Roy d'Engleterre ſera Conduit as ceux d'Eſcoce, qe vendront pour le dite Paiement faire, de la Marche d'Engleterre, tanqe meisme le lieu de Baneburgh, pour ſes Subgitz & Enherdantz, & pour touz autres les Eſcoces eſteront a leur peril,

Et, en cas qe les Escoces voillent faire aſcunes de Paiementz a Londres, illosqes ſerra accepte, & ſerront les Paiementz faitez en Eſterling, ou en autre Monay du Roy d'Engleterre, ou en autre Monay d'or, ou d'argent, a la value comme ele vaut en Engleterre.

Item, qe Trewes ſoient affirmez & tenuz par ſuffiſant ſeurte des Letres & Serementz par entre le Roy d'Angleterre & touz ſes Gentz, ſi bien en Engleterre & en Escoce, comme en l'Yle de Manne, & le Roy d'Escoce, & touz les autres Gentz d'Eſcoce, & leur Enherdantz, par Terre & par Mere, & touz Lieus & Places ſaunz fraude, ou mal engyne, tanqe la dite Somme ſoit pleinement paie;

Et qe Monſieur Edward de Baillol, & Johan des Yles, & touz autres Alliez & Enherdantz du Roy d'Engleterre ſoient compris en les dits Trewes.

Item, qe, durantz les ditz Trewes, touz ceaux, d'une part, & d'autre, puiſſent entrecommuner par Terre & par Mere, forpris Chaſtels, & Villes, cloſes & fermez.

Et, en cas qe nul Nef, d'une part ou d'autre, par tempeſte, ou par autre neceſſite, ſoit chace de ariver en nules des Portz d'Engleterre, ou d'Escoce, q'ils y puiſſent peiſſiblement arriver, demouter, & leur repoſe prendre, & les vitailler pour un temps covenable, ſi meſtier ſoit, & franchement hors de le dit Port oue leurs Biens & Gentz retournir, ſanz nule manere d'Areſte, ou empechement.

Et qe ſi, durantz les ditz Trewes, nul Païs, Ville, Burghe, Terre, Poſſeſſion, Chaſtell, ou Perſonne ſoit pris ou reſceu del une Foy ou Pees a l'autre, qe plein Reſtitucion ſoit faite ſaunz delaie, contredit, ou male engyne, quel heure q'il ſoit demaunde, & ceo dedenz les tres ſameynes apres le temps qe la Requeſte ent ſoit faite.

Item qe nul d'une part, ne d'autre, demourant al une foy ou l'autre, ne ranſonnera, ne nul manere de ranſonne prendra de nul home, Ville, ou Pays, s'ils ne ſoient de ſa foy, enconntre leur franche volunte, par nul manace, ne dureſſe, a eux monſtrer, ou faire.

Item, pour le Paiement de la dite ſomme d'argent faire ſicome deſſus eſt dit, le Roy d'Escoce mettera vynt Hoſtages; ceſt aſſavoir,

Johan Seneſchal, Fitz & Heir Monſieur Robert Seneſchal d'Eſcoce.
William, Fitz & Heir le Count de Roſſe,
Johan, Fitz & Heir le Count de Sotherlande,
Thomas Fleming, Heir au Count de Wygton,
Reynaud, Fitz & Heir Monſieur William More,
Patrik, Fitz & Heir Monſieur David de Graham,
Robert, Fitz Monſieur William de Caningham,
William, Fitz Monſieur Thomas Byſet,
Robert, Fitz & Heir Monſieur Johan Stiward de Derneley,
Patrik, Fitz Monſieur William de Levyngſton,
Thomas, Fitz Monſieur Robert d'Irskyn,
William, Fitz & Heir Monſieur Thomas de Somervyle,
Robert, Fitz & Heir Monſieur Johan de Danielſton,
David, Fitz & Heir Monſieur David de Wemys,
Johan, Fitz & Heir Monſieur Andreu de Valens,

ANNO 1357.

Umfrei, Fitz & Heir Roger de Kyrkpatrik,
Johan, Fitz & Heir Johan Kenedy,
Thomas, Fitz & Heir William de Hay de Lochermward,
Johan, Fitz Johan de Berklay,
Johan, Fitz & Heir Johan de Gray.

Item, eſt accorde, pour la febleſſe de ditz Hoſtages, qe en afforcement de eux, ſur la deliverance du dit Roy d'Eſcoce, qe trois de Seygneurs deſoutz eſcripts (ceſt aſſavoir)

Le Seneſchall d'Escoce,
Les Countes,
De la Marche,
De Marre,
De Roſſe,
De Angus,
Et de Sotherlande,
Le Seygneure de Douglas,
Et Thomas de Marreve,

Entreront pour luy en Hoſtage,

Et demourerent les trois des Seygneurs ſusditz en Hoſtage en Engleterre, la ou il plerra au Roi, tanqe autres trois des meismes les Seygneurs viegnent en Engleterre, pour faire eſchange, a demourer Hoſtages en leur lieu; iſſint toutes fois qe trois de ditz Seygneurs ſoient en Engleterre, en le manere avandite, en afforcement des ditz Hoſtages, tanqe la dite ſomme de cent M. Marz ſoit entierement payee.

Et, jademeins, le dite Roy d'Escoce, a ſa deliverance, & les autres Prelatz, & Grantz, c'eſt aſſavoir,

William Evesqe de Seint Andreu,
Thomas Evesqe de Catneſs,
Patrik Evesqe de Brechin,
Monſieur Patrik Count de la Marche,
Thomas Count de Angus,
Monſieur William Count de Sothirlana,
Thomas de Murreve,
Monſieur Jamys de Lyndeſey,
Monſieur David de Grahame,
Monſieur Robert de Irskyn,
Monſieur William de Levyngſton,
Monſieur David de Wemys,
Roger de Kirk-Patrik,
Monſieur Thomas Byſet,
Monſieur William de Vaus,
Et Monſieur William de Rameſey,

Preſentez a ſa dite deliverance, ount jurez, & ſe ſont obliges pur leurs Lettres & Serementz, q'ilz mettront, ſanz fraude, ou mal engine, les meillours Hoſtages, Fitz & Heirs des Seygneurs apparantz, de plus ſuffiſantz q'ilz purront trover en la Terre d'Escoce, de temps en temps, en eschange des ceux qe ſont de meindre value.

Et qe les autres Hoſtages ſusditz puiſſint eſtre chaungez, d'avoir lour desport & eſe, pour autres auxi ſuffiſantz; iſſint toutes fois qe les Hoſtages, qe demourent, ſoient auxi ſuffiſantz, comme ceux qe ſerront delivers en une parſonne, ou en pleuſours.

Et, en cas qe nul des Hoſtages ſe eſloigne, par quele voie ou colour qe ce ſoit, countre la volunte de ſon Gardein, qe le dit Roy d'Escoce, & les autres Seygneurs d'Escoce ſoient tenuz, par leurs ditz Serementz, de lui reentrer ſaunz fraude, ou mal engyne, & ſaunz nule delaie faire, & eco dedens les trois ſamaines prochein ſuant.

Item, eſt acorde en cas qe defaut ſe face de Paiement, a ascun des ditz Termes, qe le dit Roy d'Escoce, ſaunz autre requeſte ou delaie faire, vendra en Engleterre, & ſe rendra a la Priſon le Roi d'Engleterre, dedenz le Chaſtell de Noef Chaſtell ſur Tyne, dedenz les trois ſameynes procheinement ſuantz le dit Terme failli, pour demourer Priſonner tanqe le Paiement des Arrerages ſoit parfait, demourantz toutes jours les Hoſtages, comme devant, ovesqes les afforcementz des Seygneurs come deſſus eſt dit.

Et, en cas qe le Roy d'Escoce ne poet meismes venir pour lui rendre a la Priſonne, comme deſſus eſt dit, pour ascune reſonable deſtourber, en cas de tiel failler des Paiementz, adonqes il envoiera, en ſon lieu, dedenz le dit temps de trois ſemeynes, deux Countes d'Aunceſtrie, ou deux de trois Seygneurs d'Escoce; ceſt aſſavoir,

Le Seneſchall d'Escoce,
Le Seygneur de Douglas,
Thomas de Murreve,

ANNO 1357.

Q'adonqes ne ſoient mie en Engleterre en afforcement avantdite, pour demourer en Engleterre ovesqes les autres Hoſtages & afforcementz ſusditz, tanqe plein Paiement ſoit fait des touz les arrerages.

Ou qe, ceſſant ledit deſtourber, le dit Roy d'Escoce ſoit perſonelment retournez a la dite Priſone; quele choſe il eſt tenuz affaire per ſon Serement maintenent, ceſſent le dit deſtourber, & iſſint ſerra fait de temps en temps, a quel heure q'ascun defaut ſoit de nul des Paiements,

Et, le Paiement fait pleinement de ditz Arrerages, ſi pourra le Roi d'Escoce, ou les autres Seygnurs, qe ſerront iſſint venuz en ſon lieu pour la dit defaut, franchement retourner en lour Pays ſaunz Arreſte, ou nul autre enpechement avoir pour autre cauſe; demourants touz jours les Hoſtages, & les autres afforcements come devant eſt dit.

Et nul des Hoſtages, ne des afforcementz, ne ſerra detenuz pour nule manere de cauſe, ne Contraict fait, mez ſoulement pour le Paiement de la Somme ſusdit, ou pour les Coſtages qe ſerront acordez & aſſentuz par entre ceux q' mettront lours Hoſtages & lours Gardeins, ou pour Felonie, Roberie, ou raviſſement de Femme contre ſon gree, ou pour treſpaſſes par eux fait, ou pour Contract par eux fait touchant lours deſpens, pur quoie il lour covendra reſpondre ſolonc la Ley d'Engleterre, Ou autrement.

En cas q'nul Chaſtell, ou Ville ferme, q'ſoit de la Seygnourie, ou Obeiſance le Roy d'Engleterre, ſoit pris par ceaux d'Escoce, & ne ſoit reſtitut pleinement dedenz une Moys apres ceo q' les Gardeins de la Marche d'Escoce (as queux il apartendra) en ſoient duement requis, ovesqe les biens la i eus trovez, & auxi oue reſtitucion des damages, que yceux, qi l'averont pris, averont fait en lour demourer illosqes, ſoloc ceo q'purra reſonablement eſtre provez (a quel choſe faire ils ſerront tenuz, & la partie d'Escoce ſerra tenu, par vertu de ceſte Acorde) q'adonqes les avantditz Hoſtages, oue les afforcementz, devient demourer en Hoſtage, comme deſſus eſt dit, tanqe le dit Chaſtell ou Ville, iſſint pris, ſoit pleinement reſtitutz oue les biens & damages deſusditz.

Item, eſt acorde q', en cas q', durantz les ditz Trewes, nul Chaſtel ou Ville ferme, q'ſoit de la Seygnurie ou obeiſance de ceaux d'Escoce, ſoit pris par les Subgits & obeiſance au Roy d'Engleterre, q'reſtitucion en ſoit pleinement faite dedenz le Moys apris ceo q' les Gardeines de la Marche d'Engleterre (as queux il appartendra) ſoient duemet requis de faire la reſtitucion.

Et, ſi apris le dit Moys, iſſint encurru, la reſtitucion du dit Chaſtel ou Ville ferme ne ſoit faite, par quoy le defaut poet reſonablement eſtre aſſigne en la partie d'Engleterre, adonqes, de cele heure en avant, ſoit le Roy d'Engleterre tenuz a la partie d'Escoce en Quarant Livers d'Eſterlingz, pour chescun jour q' la reſtitucion demoert nient faite, en la defaut de la partie d'Engleterre; la quele Somme, iſſint encurru, ſerra allove a la dite partie d'Escoce, en tiel cas, come en partie de lour Payement de la dit Raunceon; &, faite la reſtitucion de meisme le Chaſtel ou Ville, doit maintenant ceſſer meisme l'Allovance de quarant livers le jour; & auxi ſerra faite pleine reſtirucion, en tiel cas, de biens trovez en le dit Chaſtel ou Ville, iſſint pris, ou de la value, & auxi de Damages queux yceaux, qe ſont dedenz, averont faite a la Partie d'Eſcoce en le meme temps, ſolonc ceo q' purra reſonablement eſtre prove.

Et ſerront les ditz Hoſtages & Seygneurs d'Eſcoce tretez curtoiſement en Engleterre pour le temps de lour demoere, & as covenables & reſonables despenſes.

Item, en cas q'ascunes des ditz Hoſtages, ou des afforcementz, ou de ceaux, qe, pour defaute d'ascun Paiement, vendront en lieu de dit Roy d'Escoce, come deſus eſt dit, ſoient mortz, q'autres auxi ſuffiſantz ſoient mis de temps en temps, en lieu des mortz, ſi q' le noumbre, ſibien des Hoſtages, come des afforcementz, & autres ſusditz, ſoit tous jours plene.

Et, en cas q' nul de trois Seygnurs, demourant iſſint en afforcement de dits Hoſtages, devie, qe les autres vivantz demoergent tanqe au terme de prochein Paiement, a quel temps ſoient les Escoces tenuz de entrer trois des Seygneurs ſus nomez, pour demurrer en afforcement, come deſus eſt dit.

Et eſt acorde en droit Johan, eisne Fitz & Heir aparant du Seneſchal d'Escoce, une des Hoſtages deſusditz,

ANNO 1357. ditz, q'il demoerge en la compaignie du Seigneur de Percy, ou de Nevyl, tanqe le primer Paiement de diz mille Marz ſoit pleinement fait ; a quel heure vendra ſon Frer puisne prochein, en lieu de lui, pour demorer en Hoſtage en meisme la manere ; & adonqes ſerra le dit Johan delivers.

Et avera le dit Seneſchal Lettres du grant Seal le Roy d'Engleterre, & de le Prince ſon Fitz, q'le dit Johan ne ſoit detenuz du temps q' les ditz diz mille Marz du primer Paiement ſoient paiez, pour nul cauſe, ſi noun pour les cauſes de Felonie, & les autres nomez en la Clauſe avantdite,

Et q' ſon Gardein eyt eſpiciale mandement du dit Roy d'Engleterre, pour lui deliverer, quant la dite Somme de diz mille Marz ſoit pleinement paie, & ſon dit Frer ſoit venu en ſon lieu.

Et q' chescun des Fitz du dit Seneſchal, q' vendra en Hoſtage, ſoit de meisme la condicion, ſi q' nul demourge forsqe pour un Paiement en manere come avant eſt dit.

Item, eſt acorde q', en cas q' le dit Roy d'Escoce, ou les Seygneurs, ou Marchandes d'Escoce faillent des Paiementz, ou des Covenances ſusdiz, ou d'aſcun d'eux, q' les Prelatz d'Escoce, ſaunz fraude ou mal engyne, ferront maintenant, ſaunz autre Requeſte, due execution de Cenſures contenuz en leurs Obligaciones ſur ceo faites.

Et, a ceo faire, ils ſe ount oblige a la Chambre du Pape & a ſon Auditour, & Lieu tenantz quecunqes en la Somme totale pour applier al oeps le Roy d'Engleterre, & outre ceo en diz mille Florins a la dite Chambre, & ount conſtituex Procurours certeines, en la dite Obligacion nomez, por faire due execucion.

Et auxi ount jurez q' jammes ne repelleront les ditz Procurours, come apiert plus pleinement en la Obligacion avantdite.

Et, outre ceo, Prelatz, Chapitres, Seygneurs, & Marchandes d'Escoce ſe ſont reconuz, & chescun de eux eſt devenu principal Dettour de la Somme entiere, a paier as Termes & Leus ſusditz.

Item, eſt acorde, pour plus grant ſeurte faire en cele partie, q' la partie du dit Roi d'Escoce, purchaſe & impetre Lettres de Licence du Pape, qe touz les Prelatz, & leurs Succeſſours, & leurs Egliſes, & Chapitres d'Escoce puiſſent obliger eux & leurs Egliſes en la manere avantdite, & q' les Obligacions, Seremẽtz, Submiſſions, & autres ſeurtez quecunqes, en cele partie faites, il ratifiera, approvera, & confirmera.

Item, acorde eſt, q' ceux d'Escoce ne impetreront jammes par eux, ne par autre, ne ne procureront d'eſtre impetres, nules Privileges, Bulles, ne Lettres du Pape encontrair de nul point des ditz Covenantz, &, en cas q', ſaunz procurement de eux, par mere mote du Pape, ou quecunqe autre manere, aſcunes Privileges fuiſſent grantez ou pourchaſes en deſtourber ou enpechement des ditz Obligacions, Seremẽtz, Contractes, ou Covenantz, ou de aſcun de eux, ils ne les uſeront, ne accepteront par nul voie.

Item, acorde eſt q' en cas q' les Prelatz d'Escoce fuiſſent negligentz ou n'oſeront faire, ou autrement ſoient deſtourbez de faire execucion des les cenſures, adonqes le Pape ent ferra due execucion ſaunz contredit de nuli.

Et meismes les Prelatz ount promys & jurez q'ils impetreront ſur ceo ſuffiſantz Bulles du Pape doubles ; dount le Roy d'Engleterre avera une devers lui.

Item, acorde eſt q', en cas q' le Roy d'Escoce ſoit Privileges, iſſint q'il, ne ces Chapeles, ou ces Miniſtres, ne purront eſtre ſuſpenſes, entreditz, ou excomenges, ſaunz eſpecial commandement du Pape ou autrement, q' le Roy d'Escoce renouncie expreſſement as touz tiels Privileges a lui grantez, & q' purront eſtre grantez en ceo cas ; & ſur ceo ceaux d'Escoce impetreront Bulles de proceder a la execution de Sentences, nient contreeſteantz les ditz Privileges, ovesqes les autres Bulles avantdites, devant le dit Terme de primer Paiement.

Item, eſt acorde qe, toute ſoit il iſſint, qe le dit Roy d'Escoce devie en le mene temps (c'eſt aſſavoir) avant le plein Paiement de la dite Somme de cent mille Marz, qe, jademeins, les ditz Obligacions, oue les Hoſtages & afforcementz, eſtoiſent en lour nature & force auxi entierment. come il fuiſt en plein vie, tanqe la Somme totale ſoit parpaie.

Item, en cas q' aſcunes Rebelles d'Escoce ſoient contre le dit Roi d'Escoce, q'ils ne ſoient recettez, maintenuz, ne ſupponaillez par nul des Gentz qe ſont a la foi du Roi d'Engleterre ; ne qe nul, qe ſoit a la foy le Roy d'Engleterre, & vodra lever ou eſtre rebelle countre le dit K[illegible] ne ſoit recettez, ne ſ[illegible] d'Engleterre, ou ſes Miniſtres, dit Roi d'Escoce, ne ſ[illegible]tenuz, ne ſupponailles par le

ANNO 1357.

Item, ſi defaut de nul a ſa foi, ou obeiſſaunce. Termes deſusditz, ou aſcuns ditz Paiementz ſoit as d'Engleterre, ou autre eant a eux, par quoie le Roi ſes Lettres Patentz, face arreſteire de lui povair par channdes, ou autres Perſonnes d'Abienns des Mar-Flanndres, ou aillours par dela la Nre qecunqes, en lever a le oeps le dit Roi, adonqes ſoit[illegible] les Deners recevera les Deners en nome du Roy, te[illegible] qe iſſint endenture, par entre lui & la Perſonne, de [illegible]e faire ra les Deners reſceu (ceſt aſſavoir) de la Son ave-ſceue & du jour de le receit ; par my quel eit la [illegible] d'Escoce, en les Arrerages des Paiementz, ſi [illegible] ſoient adonqes, où autrement, en le prochein Paiement, alovance de meisme la Somme.

Item, eſt acorde qe coment qe Johan des Yles ſoit compris, come Alie du dit Roy d'Engleterre, ſicome deſus eſt dit, qe par taunt nul prejudice ne ſoit fait a la partie d'Escoce en la levere de la dit Raunceon, ou qe par taunt ſes Terres, dedenz le Roialme d'Escoce, en ſoient pour lour afferant descharges ; iſſint toutes fois qe, les ditz Trewes durantz, nul enpechement ne damage ſoit faite a ſa Perſone.

Et, en cas qe le dit Johan des Yles ne voille eſtre compris en la dit Trewe, come Alie du dit Roy d'Engleterre, & ſur ceo de ſa franche volunte certifie le Roy d'Engleterre, adonqes il ferrá frank de luy meismes pour eſtre devers la partie ou meux lui plerra.

Et, pour plus grant aſſeurance des les choſes deſſusditz, ſi ont les avantditz Seygneurs de Percy, & de Nevill, eyant a ceo plein povair, jurez en les Almes de l'avantdit Roy d'Engleterre & de France, & de puiſſant Prince de Gales, Duc de Cornewaill, & Count de Ceſtre, ſon eisne Fitz,

Et l'avantdit Roi d'Escoce, en ſa propre Perſone,

Jurez ſur Seint Ewangeles, qe touz les Pointz avantditz, & chescun de eux, loialment, & ſaunz fraude, ou mal engyne, ferront tenuz, gardez, & acompliz en quanqe touche les ditz, Roy, Prince, & le dit Roy d'Escoce, & q'ils les ferront tenir, garder, & accomplir en droit lour Subgitz a lour poiar,

Et les avantditz Prelatz & Seygneurz d'Escoce ount jures ſur Seint Ewangeles, q'ils tendront loialment toutes les ditz choſes, & les ferront tenir en quanqe en eux eſt.

Et eſt auſſint acorde qe les avantditz Roi d'Engleterre & Prince de lour Partie, & le dit Roy d'Escoce de ſa Partie, l'avantdite Endenture, & toutes les choſes contenuz en y cele, par Lettres Patentz, ſous lour Grant Seals, ratifieront, confirmeront, & approveront, & les ditz Lettres ſeales envoieront, d'une part & d'autre, au Gardein de Berwyk ſur Twede, a la Feſt de Seint Martin prochein avenir, ou dedenz les ouyt jours proſcheinement enſuantz a plus tard, pour liverer a l'une part, & à l'autre.

En tesmoigne de queu choſe,

A la Partie de la dite Endenture, demourant vers la Partie d'Engleterre, les avantditz Evesques,

De Seint Andreu,
Brechin,
Et Catneſſe,
Le Count de la Marche,
Robert de Tyrkyn,
Et William de Levyngſton:

Et a l'autre Partie de meisme l'Endenture, demourant devers la Partie d'Escoce, les ditz

Ercevesqe,
Evesqes,
Sires Henry de Percy,
Raiſ de Nevill,
Henri le Scrop,
Et Thomas de Musgrave,

Ount mys lours Seals le Jour, l'Ane & Lieu deſſus ditz.

Et ego Adam de Hilton, Clericus, Lichefeldenſis Diœceſis, Publicus Apoſtolicâ & Imperiali Auctoritate Notarius, præmiſſis Tractatibus & Concordiis, Obſidumque Admiſſioni & Receptioni, nec non Promiſſionibus,

ANNO 1357. nibus, Obligationibus, Terminorum assignationibus, Juramentorum præstationibus, Sigillorum appositionibus, omnibusque aliis & singulis suprascriptis, dùm sic, ut præmittitur, agerentur & fierent (sub Anno Domini Millesimo, Trecentesimo, Quinquagesimo septimo: Indictione undecimâ: die viz. tertio Mensis Octobris: Pontificatûs Domini Innocentii, Divinâ providentiâ, Papæ Sexti, Anno quinto) unà cum Magistris, Willielmo & Johanne, Notariis publicis subscriptis, & Testibus prænominatis, præsens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, per alium scribi feci, publicavi, & in hanc publicam Formam redegi, Signoque meo solito signavi rogatus, in testimonium præmissorum.

Et ego Willielmus de Ragenhill Clericus, Eborum Diocœsis, publicus auctoritate Apostolicâ Notarius, præmissis omnibus & singulis dùm sic, ut præmittitur, (sub Anno, Indictione, Pontificatu, Mense & Loco superius annotatis) agerentur & fierent, unà cum prænominatis Testibus, præsens interfui, eâque sic fieri vidi & audivi, publicavi, Signoque meo & nomine consuetis signavi rogatus in majorem fidem & testimonium præscriptorum.

Et ego Johannes Clerenans Clericus, Eborum Diœcesis, Publicus auctoritate Apostolicâ Notarius, præmissis omnibus & singulis, dùm sic agerentur & fierent, unà cum Magistris Adam & Willielmo Notariis Publicis, & Testibus suprascriptis (sub Anno, Indictione, Die, Mense, Pontificatûs, & Loco prædictis) præsens interfui, ea sic fieri vidi & audivi, ac Signo meo consueto signavi in fidem & testimonium præmissorum.

Sub quinque Sigillis, viz. Episcopi Sancti Andreæ, Episcopi Catenensis, Patricii Comitis Marchiæ, Roberti de Irskyn, & Willielmi de Levyngston, pendentibus a filis sericis ex variis coloribus.
Deest nempe Sigill. Episcopi Brechinensis.

Ratificatio & amplificatio superioris Conventionis inter EDUARDUM III. *Regem Angliæ, & Status Regni Scotiæ factæ, per* DAVIDEM DE BRUYS *Regem Scotiæ in Anglia captivum. Dat. apud Berewykum super Twedam die 5. Octobris* 1357. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Litteræ, &c. Tom. VI. pag. 52.]

DAvid, Dei gratiâ, Rex Scotorum. Omnibus, præsentes Litteras, seu præsens publicum Instrumentum, inspecturis, visuris, vel audituris, Salutem in Domino.

Sciatis quòd,

Cum nuper, de consensu, & voluntate, Excellentissimi Principis, Domini Edwardi, Regis Angliæ, ad nostrum, & quorundam Prælatorum, Nobilium, & aliorum de Regno nostro Scotiæ requisitionem specialem, inter,

Venerabiles in Christo Patres & Dominos,

Johannem Archiepiscopum Eboram, Angliæ Primatem,
Thomam Dunolmensem,
Et Gilbertum Karliolensem,
Episcopos:
Ac,
Nobiles Viros,
Henricum de Percy,
Radulphum de Nevill,
Henricum le Scrop,
Et Thomam de Musgrave,
Pro parte dicti Domini Regis Angliæ,

Ac,
Reverendos in Christo Patres,
Willielmum Sancti Andreæ Episcopum,
Thomam Episcopum Catenensem,
Et Patricium Episcopum Brichinensem, Cancellarium Scotiæ,
Ac,
Dilectos & Fideles nostros,
Patricium Comitem Marchiæ,
Robertum de Erskyn,
Et Willielmum de Lyvingiston,
Milites,
Pro parte nostra,

ANNO 1357.

Plenam ad hoc habentes potestatem, apud Berewycum super Twedam, quinto die mensis Octobris, Anno Domini Millesimo, trecentesimo, Quinquagesimo septimo, super deliberatione nostrâ tractatum extiterat, & finaliter concordatum, prout in quâdam Indenturâ, indè confectâ, plenius continetur, cujus Tenor talis est,

CESTE ENDENTURE *&c. prout supra de Dat. tertio die instantis Octobris.*

Nos,

Habitâ super Tractatu hujusmodi, cum Prælatis, Magnatibus, & Sapientibus dicti Regni Scotiæ deliberatione maturâ,

De ipsorum consilio, & assensu, dictum Tractatum, & singulos Punctos in eodem admittimus, & approbamus.

Ulteriùsque concedimus, & promittimus, bonâ fide, & super Militiam nostram, per legitimam Stipulationem interpositam, omni exceptione juris vel facti remotâ, tibi Notario subscripto, tanquam Personæ publicæ, stipulanti, & recipienti, vice & nomine omnium, quorum interest, prædicto Regi Angliæ, vel suis certis Procuratoribus, aut Attornatis, dictam Summam Pecuniæ, viz. Centum Millia Marcarum Sterlingorum, vel valorem, de quibus superiùs fit mentio, Locis & Terminis solvere supradictis, ac omnia alia & singula, in dictâ Indenturâ contenta, sine dolo, arte, fraude, vel ingenio fideliter observare, & nullatenus in aliquo contravenire.

Et, si contingat prædictum Dominum Regem Angliæ, vel suos, circa præmissa, vel aliquod præmissorum, sumptus, aut expensas facere, dampna, vel Interesse quovismodo sustinere in Judicio vel extra Judicium, petendo vel exigendo dictam Summam pecuniæ, vel aliquam partem ejusdem, omnes illos sumptus, expensas, ac dampna, & Interesse, ultra sortem prædictam solvere, reddere, & restituere, ut prædictum est, promittimus bonâ fide.

Pro quibus etiam omnibus & singulis supradictis, sic solvendis, tenendis, complendis, & firmiter observandis, obligamus Nos, Hæredes, & Successores nostros, Regnum nostrum Scotiæ prædictum, ac omnia Bona nostra, Mobilia & Immobilia, præsentia & futura, præfato Domino Regi Angliæ, Hæredibus, & Successoribus suis, usque ad integram solutionem omnium præmissorum.

Volumus etiam, & consentimus expressè, quòd ad solutionem dictæ Summæ, & cujuslibet ejus partis, & observationem omnium præmissorum & infrascriptorum possimus & valeamus cogi & compelli, &, per Majoris Excommunicationis, ac Interdicti Sententias, in Personam nostram ferendas, per Episcopos Scotiæ infrascriptos, viz.

Sancti Andreæ,
Glasconensem,
Brichinensem,
Catenensem,
Dunkeldensem,
Moraviensem,
Abdonensem,
Rossensem,
Ergadiensem,
Et Candidæ Casæ,

Et volumus, ac concedimus, quòd dicti Episcopi possint, & debeant in Personam nostram, seu Procuratoris nostri, tanquam in Personam nostram Sententias majoris Excommunicationis, ac Interdicti, & quascunque alias Censuras Ecclesiasticas ferre, promulgare, & fulminare, exnunc prout extunc, pro plenariâ solutione dictæ Summæ, & cujuslibet ejus partis, & fideli observatione omnium præmissorum, in casu quo defecerimus de solutione dictæ Summæ, in Locis & Terminis supradictis, vel non remiserimus, aut Magnates, in dictâ Indenturâ nominati pro nobis, ut ibidem expressum est, non intraverint in Carcerem Regis Angliæ supradicti, in eo mansuri usque ad completionem præmissorum.

Item, volumus, concedimus, & præcipimus quòd simili modo præfati Episcopi, & Prælati faciant, & pronuncient easdem Sententias, & Interdicti Processus & Censuras contra Comites, Barones, Proceres, Civitates,

ANNO 1357.

tates, Capitula, & Collegia Mercatorum, & Communitates alias dicti Regni Scotiæ in casu quo Nos in aliquo præmissorum defecerimus, ipsi, & eorum quilibet quantum in eo est, ea non compleverint, aut non fecerint plenè in omnibus observari.

Item, volumus, & tenore præsentium consentimus, quòd, si in præmissorum observatione, aut alicujus eorundem defecerimus, seu ea non compleverimus, ut præfertur, ac dicti Episcopi Regni nostri in prædictarum Sententiarum executione, publicationéque ipsarum negligentes fuerint, aut remissi, aut eas noluerint, seu non potuerint, aut ivé non fuerint eas exequi, ut præfertur, quòd Dominus Papa, ad simplicem & nudam denunciationem Regis Angliæ, seu delationem sibi per suas Litteras super hoc faciendas, eas publicet, & promulget vobis, tàm in Romanâ Curiâ, quàm in Regno nostro, & ipsius Ecclesiis, ac locis aliis faciet solempniter publicari.

Insuper, ad majoris roboris firmitatem omnium & singulorum supra & infra scriptorum, juramus ad hæc Sancta Dei Ewangelia per nos corporaliter tacta, suprædicta & infrascripta tenere, solvere, complere & observare, & contra ipsa per nos, vel per alium de Jure vel de Facto, directè vel per obliquum, non venire vel facere quovismodo, & in eventum quo præmissa, vel eorum aliqua non adimpleverimus, quod absit, vel per nos steterit quominus adimpleantur, quòd extunc omni vice, quâ in aliquo præmissorum defecerimus, ut Prisonarius & Captivus dicti Domini Regis Angliæ, Carcerem suum in Castro Novi Castri super Tynam, infra tres septimanas proximò tunc sequturas, personaliter & fideliter reintrabimus, & in eo remanebimus, seu si nos impediri tunc contigerit, ut præfertur, quo minus dictum Carcerem possimus personaliter reintrare, præfati Magnates, in Indenturâ nominati, nomine nostro dictum Carcerem intrabunt, & remanebunt in eo quousque de Summâ Pecuniæ, a retro existente, unà cum dampnis pariter & expensis, ac aliis præmissis, fuerit dicto Domino Regi Angliæ plenariè & integrè satisfactum:

Sub cujus Juramenti, per nos præstiti, virtute promittimus, quòd nullum impedimentum in hac parte penitùs confingemus, dolo, fraude, arte, vel ingenio quibuscúnque, set impedimento cessante, si quod in hiis contigerit, dictum Carcerem reintrabimus, ut præfertur;

Et, sub eodem Juramento, renunciamus expressè omni Exceptioni, Cavillationi, Forique Privilegio, Juri, dicenti generalem Renunciationem de loco ad locum fieri non debere, ac omni tempori Feriato & Quadrumestri, & omni Provocationis & Appellationis remedio, & omni Consuetudini, & Statuto, ac Petitioni, & Damnationi Libelli, & omni ordinario Judicio, & omni strepitu, & figuræ Judicii, ac omni beneficio nullatenus Processuum & Sententiarum, omnibusque Litteris Apostolicis, sive Privilegiis impetratis, seu impetrandis;

Et in fidelitate nostrâ, & sub Juramento nostro prædicto, promittimus, quòd nec per nos, nec per alios, seu alium impetrabimus, nec procurabimus, seu permittemus aliqua Rescripta, Privilegia, Revocationes, seu Indulgentias impetrari, directè vel indirectè, publicè vel occultè, per quæ, vel quas, Juramentum nostrum prædictum, Processus, Interdicti, Sententiæ & Censuræ, in Nos, seu Comites, Barones, Proceres, Civitates, Capitula, & Collegia, Mercatores, & Communitates prædicta, vel contra Nos, seu loca nostra ferendæ vel promulgandæ, differri, relaxari, annullari, revocari, seu impediri poterunt quovismodo.

Et in casu quo aliqua Rescripta, Privilegia, Revocationes, seu Indulgentiæ, per quæ nos, Capellæ, Loca aut Familiares nostra, suspendi, excommunicari, vel interdici nullatenus possent, proprio motu Domini Papæ, seu ad Procurationem alterius cujuscunque, concessa fuerint, seu impetrata, aut inposterùm concedi, vel impetrari contigerint, quòd ipsis, seu eorum aliquo uti nolimus, set eisdem renunciamus exnunc ex certâ scientiâ, & in hiis scriptis.

Item, volumus, & expressè consentimus per præsentes, quòd, si contingat nos, in solutione Summæ prædictæ, vel aliquâ ejus parte, Locis & Terminis expressatis, seu Termino aliquo eorundem deficere, aut Corpus nostrum, seu Corpora Magnatum prædictorum, in Carcerem dicti Domini Regis Angliæ, non intrare, secundum formam Indenturæ prædictæ, quòd extunc simus, teneamur, & reputemur Perjuri & Infideles, Infames, & Fidementiti, ac Dignitate, Honore, & Militia quibuscúmque destituti simus, & totaliter privati:

Et nihilominùs volumus & præcipimus, & ex certâ scientiâ consentimus, quòd Episcopi, Capitula, Comites, Barones, Proceres, Communitates dicti Regni Scotiæ, Mercatores, & alii, ac Communitates dicti Regni Scotiæ, exnunc possint, & debeant cum vel nostri Scotiæ, exnunc possint, Nos ad præmissa omnia & singula festinatione quâ poterint, ut præfertur, ac obtemperare, & cohibere, Ligeantiæque obligata observanda compellere, & cohibere, Ligeantiæque obligata observanda compel-Juramento quibuscúmque, Homagio, Fidelitate, & Ligeantiâ, Homagio, Fidelitate, & Juramento quibuscúmque, sunt astricti, non obstantibus quæ nobis aliqualiter sunt astricti, non obstantibus quæ nobis aliqualiter Ligeantiâ, Homagio, Fidelitate, quomodo, a quibus cumque generatos dimittimus, & absolutos. copi, Capitula, Comites, Barones, Clerico, Episcatores, & Communitates Regni nostri, Proceres, Mercatores, & Communitates Regni nostri, Proceres, Mercdicti, in eventu quo contra præmissa, vel aliqua suprævenire nos contigerit, exnunc prout extunc aliqua tos dimittimus, & absolutos.

Volumus insuper, & concedimus, ac sub Juramento nostro prædicto promittimus, quòd, priusquam Domino Regi Angliæ, de totali Summâ suprædictâ plenariè fuerit satisfactum, arma contra eundem Dominum Regem, vel sibi quovis modo Adhærentes, non portabimus, nec per nos vel alios, palam seu occultè, directè vel indirectè, movebimus, seu moveri permittemus, quatinùs in nobis erit, nec contra ipsum cum aliis Confœderationes, seu Ligeantias aliquas interim faciemus, nec alios nobis alligabimus, nec Adversantibus dicto Domino Regi Angliæ, vel eidem Adhærentibus, auxilium, opem, consilium præstabimus, vel favorem; pro quibus omnibus & singulis suprædictis, sic solvendis, tenendis, complendis, & firmiter observandis, submittimus Nos, Hæredes, & Successores nostros, ac Regnum nostrum Scotiæ prædictum, ac omnia Bona nostra, mobilia & immobilia, præsentia & futura, Jurisdictioni, & Cohibitioni Curiæ Cameræ Domini Papæ, ipsius Auditoris, Vice-auditoris, Locum tenentis, & Commissarii,

Ac facimus & constituimus, & per hoc præsens pupplicum Instrumentum, ordinamus, Procuratores nostros in Romanâ Curiâ,

Magistros,
Simonem de Sudbiry, *Cancellarium Sarum*,
Ricardum de Drax,
Et Thomam Michell,
In dictâ Curiâ Advocatos:
Philippum de Coddeford,
Johannem de Appelby,
Legum Doctores:
Robertum de Coventre,
Johannem Nugum,
Et Willielmum de Toderley,
In cadem Curiâ Procuratores,

Conjunctim, & divisim, ad comparendum, nomine nostro, omni tempore Feriato, vel non Feriato, ante suprædictos faciendæ solutionis dictæ Summæ Pecuniæ Terminos, & ipso Termino, & post ipsum Terminum, & aliàs quandocunque præfato Regi Angliæ, vel dictis Procuratoribus, aut alicui ipsorum Jus suum petenti, placuerit, coram, Reverendo Patre, Domino Camerario Domini Papæ, & Dominis, Curiæ Cameræ ipsius Domini Papæ, generali Auditore, Vice-auditore, ipsiusque Locum tenentibus, seu Commissariis, tàm uno, quàm pluribus, tàm præsentibus, quàm futuris, quocumque, ac quibuscumque eorum,

Et ad confitendum, & recognoscendum, in Judicio, & extra, coram eis, & quolibet eorum in solidum, dictam Summam Pecuniæ, & quamlibet ejus partem, ac alia, & singula suprædicta,

Et ad audiendum, petendum, & recipiendum omnia Præcepta, Sententias, Condempnationes, Monitiones, & Mandata, quæ, & quas prædicti Domini, Camerarius, Auditor, Vice-auditor, Locum tenentes, & Commissarii, contra Nos, & pro prædicto Domino Rege Angliæ, facere, ferre, vel promulgare voluerint, seu voluerit, pro dictâ Summâ Pecuniæ, aut aliquâ ejus parte solvendâ, pro quibusvis aliis suprædictis observandis, & fideliter adimplendis,

Et ad submittendum, & resubmittendum Nos, semel & pluriès, Hæredes & Successores nostros, Regnumque nostrum Scotiæ suprædictum, ac Res & Bona nostra prædicta, pro omnibus & singulis suprædictis, & quolibet suprædictorum observandis, & adimplendis Jurisdictioni, & Cohibitioni Curiæ Dominorum, Auditoris, Vice-auditoris, Loca tenentium, & Commissariorum prædictorum, & cujuslibet eorundem in solidum,

Et ad volendum, consentiendum, & acceptandum, quod a tempore dicti Præcepti, Monitionis, Sententiæ, & Condempnationis prædictorum, & cujusvis eorum,

ANNO 1357. prædicti Camerarii, Auditoris, Vicecomitis, Locumtenentis, & Commissarii, & quilibet eorum, in nos tàm Interdicti, quàm Excommunicati, aut exnunc prout ex Sententias, extunc prout exnunc, atque ferant, si tunc, semel aut pluriès pro vel suis, aut Jus suum dicto Domino Regi Angliæ in dictis Locis & Termiin hac parte habenti, nascituræ, & hujus Instrumenti nis, juxta prædictæ omnibus satisfactum:

Promittentes pro nostri, aut eorum aliquis, fequid dicti Prot in præmissis, aut præmissa concercerint, seu modo; nec ipsos, aut eorum aliquem, nentibus pramenti nostri prædicti, ullatenus revosub de care, Renunciamus expressè omni Actioni, Exsi, defensioni, & omni alii Juris, Canonici & is, auxilio, generalis & specialis, quod contra Litteras nostras, sive præsens pupplicum Instrumentum, vel Factum, possint ullatenus obici, vel opponi; & specialiter Juri, dicenti generalem Renunciationem non valere.

In quorum omnium Testimonium præsentes Litteras seu præsens publicum Instrumentum, Sigillo nostro, unà cum Signis & Subscriptionibus Notariorum subscriptorum, fecimus communiri.

Dat. & acta sub Anno, Mense, Die, & Loco prænotatis.

Et ego Adam de Hilton Clericus, Lichefeldensis Diœcesis, Publicus Apostolicâ & Imperiali Auctoritate Notarius, præmissis Tractatibus & Concordiis, Obfidumque admissioni & receptioni, necnon Promissionibus, Obligationibus, Terminorum assignationibus, Juramentorum præstationibus, Sigillorum appositionibus, omnibusque aliis & singulis suprascriptis, dùm sic, ut præmittitur, agerentur & fierent (sub Anno Domini Millesimo, Trecentesimo, Quinquagesimo septimo: Indictione Undecimâ: die viz. Quintâ Mensis Octobris, Pontificatu Domini Innocentii, Divinâ Providentiâ, Papæ Sexti, Anno Quinto) unà cum Magistris, Willielmo & Johanne, Notariis Publicis subscriptis, ac Dominis, Rogero de Percy, Ricardo Tempest, & Ricardo de Totesham, Militibus de Angliâ, ac Willielmo de Ramesey, Willielmo de Vause, & Johanne Herys, Militibus de Scotiâ, Testibus ad præmissa vocatis, præsens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, per alium scribi feci, publicavi, & in hanc publicam Formam redegi, Signoque meo solito signavi rogatus, in Testimonium præmissorum.

Et ego Willielmus de Ragenhill Clericus, Eborum Diœcesis, Publicus auctoritate Apostolicâ Notarius, præmissis omnibus & singulis, dùm sic, ut præmittitur, sub Anno, Indictione, Pontificatu, Die, Mense, & Loco prædictis, agerentur & fierent, unà cum prænominatis Notariis, & Testibus præsens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, publicavi, Signoque meo & nomine consuetis signavi rogatus in majorem fidem & Testimonium præmissorum.

Et ego Johannes Clerenans Clericus, Eboracensis Diœcesis, Publicus auctoritate Apostolicâ Notarius, præmissis omnibus & singulis, dùm sic agerentur & fierent, unà cum Magistris Adam & Willielmo, & Testibus suprascriptis, sub Anno, Indictione, Die, Mense, Pontificatu, & Loco prædictis, præsens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, ac Signo meo consueto signavi in Fidem & Testimonium præmissorum.

Sub Magno Sigillo Regis Scotiæ, pendente a Filis sericis, viridis rubeique coloris.

CCCLXXVIII.

14. Dec. *Diploma, quò à* JOHANNE *totius Croatiæ & Dalmatiæ Bano, nomine Regis Ungariæ* LUDOVICI, *Communitati Civitatis* Sibenicensis *omnes injuriæ & offensiones per eam contrà Regem commissæ ignoscuntur, & observatio Privilegiorum promittitur. Datum in obsidione Civitatis Nonæ die* 14. *Decemb.* 1357. [JOHANN. LUCIUS de Regno Dalmatiæ, Libr. IV. pag. 233.]

NOs JOANNES totius Croatiæ & Dalmatiæ Banus memoriæ commendantes tenore præsentium significamus, quibus expedit universis. Quod cum universi Nobiles, Cives & Communitas Civitatis Sibenicensis per N. V. Rodoslavum Crasiuuvenacich Civem ejusdem Civitatis Ambasciatorem, & Nuntium ipsorum specialem, habita conversione ad Dominum Regem, & ejus sacram Coronam, Libertates sive gratias, Donationes, & Consuetudines inferius declarandas, a nobis instantissime sibi dari postulassent. Nos itaque justis & condignis petitionibus eorundem annuentes in persona dicti D. N. Regis infrascriptas Libertates, Jura, Gratias, Donationes & Consuetudines eisdem Civibus & Communitati supradictæ Civitatis Sebenicensis jurando super Signo vivificæ Crucis, Sancta Dei Evangelia, & reliquias Sanctorum concessimus, & conferimus, damus atque donamus jure perpetuo, atque irrevocabiliter, habenda, tenenda & possidenda. Primum videlicet, quod omnes injurias, offensiones, & excessus per ipsos Sibenicenses factos, & illatos contra Regiam Majestatem, vel ejus Subditos, aut alios quoslibet usque ad hæc tempora quovis modo parcimus, ignoscimus, dimittimus, & indulgemus, nec eosdem Cives, vel quemlibet ipsorum quispiam super ipsis excessibus & culpis possit imputare, & aggravare temporis in eventu aliqualis. Item omnes Sententias, Deliberationes, & Acta, per Comitem, & Curiam, sive per Consilia ejusdem Civitatis temporibus retroactis facta, & ordinata confirmamus & ratificamus in perpetuum observanda. Item omnia Privilegia, Gratias, Donationes & Libertates ipsius Civitatis, per Excellentissimos Principes olim Illustres Reges Hungariæ datas & concessas inconcusse, & firmiter volumus observare, in eis denique Libertatibus & donis ipsos Cives ampliare & non minuere intendentes. Item duas Insulas Srimaz & Zuri vocatas cum eorum pertinentiis, quas olim Commune Iadrense illicitè occupaverat, in quorum tenutam & possessionem Dominium Venetum eosdem introduxit restituendo, eisdem resignamus pacificè jure hæreditario possidendas. Item quod de cetero vid. ratione præmissarum Insularum iidem Iadrenses vel alii quilibet eosdem nullatenus valeant molestare. Item Molendina sive Slap cum flumine Karka, quæ nunc possidere dignoscuntur, eisdem in perpetuum gubernanda commisimus. Item nullum Castrum, nullaque Fortalitia in prædicta Civitate Sibenici nec in districtu ejusdem vel extra districtum, quæ essent vicina dictæ Civitati, in præjudicium ejusdem ullo unquam tempore ædificare per quoscunque faciemus. Item totum quod per regimen ejusdem Civitatis est, & in futurum fuerit sententiatum & deliberatum, sit ratum atque firmum, & inviolabiliter absque contradictione quorumlibet in Civitate & districtu observatum, nec etiam iidem Cives possint, citari vel cogi in præsentiam quorumvis Judicum extra dictam Civitatem. Item si per aliquot Banos, vel Tyrannos temporibus elapsis aliqua in Civitate, vel ejus Districtu fuissent occupata & detenta, ea remaneant illis qui nunc ipsa possident, nec ratione temporum aliqua molestia in eis inferatur. Item Vlahi vel Villani in districtu ipsius Civitatis absque licentia, & voluntate Civium pascua ipsorum, seu gramina depascere non possint. Item quod nos, vel alter quivis sub Dominio prælibati Domini nostri Regis constitutus, & constituendus nullum debitum, nullamque collectam a Commune dictæ Civitatis, vel ejus districtu præter jus Regium portarum, quod tributum appellatur, prout in Privilegiis eorundem continetur, exigere, & extorquere valeamus, nec etiam nos, aut alii quicunque in præscriptam Civitatem Sibenicensem manu potenti venire valeamus nisi in quantitate, quæ placuerit Civibus, seu regimini Civitatis, unum prandium semel in anno, & non plus ipsa Communitas nobis dare teneatur, & si ulterius in eadem Civitate voluerimus permanere super nostra expensa, & bona voluntate hospitis nostri, absque molestia quorumlibet Civium debemus manere in eadem. Item præfatus D. N. Rex & nos in persona ejusdem totis viribus & potentia ab omnibus æmulis & impetitoribus ipsam Civitatem cum districtu ejusdem defendere & protegere cum auxilio & juvamento spondemus & assumimus. Item si aliquando Dominus N. Rex, vel ejus Successores de proprietatibus, & Libertatibus dictæ Civitatis quibusvis alienassent, & tradidissent, ipsas alienationes idem D. Rex in irritum provocabit. Item antedictus D. N. Rex, aut nos, vel alter nomine ejusdem D. N. Regis obsides de eadem Civitate nullatenus petere, & recipere potest. Item quod prælibata Civitas Sibenicen. omnem gratiam, libertatem generalem, & specialem quam aliæ Civitates Regni Dal. habent ampliorem. Insuper attendentes fidelitatibus Civium prædictæ Civitatis Sibenicen. Villas Rachitniza, Dazlina, & Grabrovei citra fluvium Karka ex

parte

ANNO 1357.

ANNO 1358. parte Occidentali existentes. Item Villam Neuest, Coparno, Peremich & Sitniza locatas ex alia parte ejusdem fluminis, habitas, eidem Communitati Civ. Siben. addendo ad dictrictum ejusdem dedimus, & conferimus in perpetuum possidendas, in cujus rei memoriam præsentes concessimus Literas, pendenti Sigillo nostro munitas. Datum in obsidione Civitatis Nonæ die 14. Men. Decembris anno Domini 1357.

CCCLXXIX.

25. Fevr. *Pax perpetua inter Regem Ungariæ* LUDOVICUM *ab una, &* JOANNEM DELFINUM *Ducem, & totam Communitatem* VENETIARUM *à parte altera, Quâ hic Dux & Communitas toti* Dalmatiæ *à Medietate* Guarnarii *usque ad Confines* Duracii *hactenus à se possessæ, & specialiter Civitatibus* Nonæ, Jadræ, Scardonæ, Sibenici, Tragurii, Spalati, *&* Ragusii, Cherso, Veglia, Arbo, Pago, Brachiæ, Lesinæ, Cursulæ *cum Insulis earumdem & pertinentiis, Titulo etiam* Dalmatiæ *&* Croatiæ, *omnique juri & prætentioni in eandem* Dalmatiam *renunciant, & in præfatum Regem, suosque Successores transferunt: Vice versa Rex omnes Terras, Castra, & Loca in partibus* Tarvisii *&* Carnitæ *ac* Istriæ *alibique sita, à se occupata, & obtenta, eidem Duci & Dominio restituere promittit. Datum Venetiis in Ecclesia Sti. Marci Indict.* XI. *die* 25. *Februarii anno* 1358. [JOANNES LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. IV. pag. 235.]

JOannes Delfino D. G. Dux Ven. &c. Rex pacificus pro redemptione Generis Humani de supremis Cœlorum ad ima Mundi descendens, & tamen mortem subiens temporalem D. N. Jesus Christus post gloriosam resurrectionem suam ascendens ad Patrem, Pacem, quæ caritatis est vinculum, in suo Natali glorioso Cœlestium Agminum multitudine nuntiatam suis præbuit fidelibus, & reliquit sibi subditos pacis instruens amatores, & religato odio ut fraternæ invidiæ amor regnaret, & quod Noverca Discordia sejunxisset, Mater Concordia Pacis amica solidaret; Proinde ad Universorum notitiam præsentium Litrerarum serie volumus pervenire. Quod cum inter quosdam Prædecessores Reges, & demum ex m. DD. Ludovicum D. G. Ungariæ Regem ex una parte, & inclitos & Prædecessores nostros Duces Venetiarum &c. nos & Commune Venetiarum ex altera, procurante hoste antiquo humani generis inimico, multæ discordiæ, rixæ, contemptiones, derobationes, oppressiones, offensiones, strages, & damna ortæ fuissent temporibus retroactis occasione Dalmatiæ quod Prædecessores nostri Duces, & nos ac Commune Ven. ab olim tenuimus, & tenebamus. Tandem nos, & tota Communitas Venetiarum postquam plures Ambasiatas factas hinc & inde, honorabiles viros DD. Petrum Travisano, Joannem Gradenico, & Benintendum Ducatus & Communis Venet. Canc. Cives nostros ad præfatum Illustrissimum D. Ludovicum Ungariæ Regem cum pleno & sufficienti mandato, ut apparet ex forma Instrumenti manu Raffaini de Caresinis pub. aucto. Imp. Not. & Ducatus nostri Scribæ sub 1357. die 28. men. Novem. X. Ind. dum præfatus D. Rex in Civ. Jadræ fuisset, transmisimus, & ipsum declaratis nostris voluntatibus ad infrascriptam Pacem & Concordiam perpetuæ Pacis, & Concordiæ vinculum amicabiliter invitamus per eosdem. Nos igitur qui cum Christianis quibuslibet & potissimè cum Regno Ungariæ antiqua amicitia Ducatui nostro conjuncto Pacem optavimus, & optamus ad infrascriptam Pacem & Concordiam perpetuo duraturam cum præfato D. Rege devenimus in hunc modum. Vid. quod nos & Communitas Ven. & in nostris personis ac vice, & Nomine nostro Ambasciatores, Nuntii, & Syndici præfibati habentes ad infrascripta plenam & liberam potestatem vigore Instrumenti prædicti contenti fuimus renuntiare, & effectualiter renunciamus de facto in manibus suprascripti Regis, suo & suorum Successorum Regum nomine, toti Dalmatiæ, à medietate scilicet Guarnarii usque ad confines Duracii, omnibus Civitatibus, Terris, Castris, Insulis, Portubus, & Juribus quæ habuissemus, & tenuissemus, habebamus, & tenebamus in eisdem quo modo, & specialiter Civitatibus Nonæ, Jadræ, Scardonæ, Sibenici, Tragurii, Spalati, & Ragusii in terra firmæ existentibus, Item Civitatibus, & Terris adjacentibus existentibus, Item Civitatibus, Pago, Brachiæ, Lesinidelicet Cherso, Veglia, Arbo, dem cum omnibus pertCursulæ cum Insulis earundem, ac titulis Dalmatiæ, Cliis, & utilitatibus earumramus, & totum ipsorum jus, iæ, quibus uti consuevetatem, si quas habuissemus, in iDominium & propriecessores suos sponte deliberarè, & D. Regem & Successentes, renunciantes insuper omnimaturitate transJuris & Legis beneficio quibus ullo ioni, & omni possemus contra prædicta, vel prædictoram tempore juvare, & promittentes solemniter sub vi quod nos menti pro nobis, & Communi Ven. corpora Sacratiti de ipsa Dalmatia Civitatibus, Terris, Castræscis, Insulis, Juribus, & Titulis ac ipsorum posseo seu Dominio nullo unquam tempore per nos, vel nos intromittere, vel aliqualiter impedire usque ad cofines antedictos, obligantes nos omnes Civitates, Terras, Castra, Loca, Portus, Insulas, atque Jura infra dicta confinia existentia quæ sunt pro nunc in mera potestate nostra liberè, purè, & simpliciter eidem D. Regi, vel quem ad hoc deputaverit, absque omni dolo sine fraude infra spacium 22. dierum à tempore datæ Litterarum ejusdem D. Regis scriptarum nobis in eadem forma resignare. De Terris autem, & Locis, quæ in nostra potestate non essent, si regerentur per Rectores nostros revocare, & retrahere quoslibet Rectores & Officiales, & gentes quaslibet nostro nomine ibidem existentes, seu residentes, & qui eis in posterum contra ipsum D. Regem recipere sicut ipse D. Rex solitus est esse aliis gratiosus. Et versa vice ipse D. Rex volens nos Ducem & Commune habere perpetuò in amicos cariissimos promisit quod omnes Terras, Castra, & Loca quas nos, seu Subditi nostri, & sequaces tenebamus in partibus Tarvisii, & Cenitæ, ac Istriæ seu alibi quæ ad dicti D. Regis manus devenissent & devenirent, vel suorum & suo nomine tenerentur, aut suorum, nobis, & dictis nostris Subditis & quorum erant, faciet tradi, restitui, & liberè assignari infra terminum 22. dierum prædictorum, seu quibus duxerimus deputandos, nec de ipsis Locis, & Terris ullo unquam tempore per se, Successores suos, vel alios intromittet, vel impedier, renuncians, ac in nos transferens omne jus, si quod acquisivisset in eis; ita tamen quod ipsas Terras, Castra, & Loca, & Subditos earum, nec non omnes amicos adhærentes & sequaces ipsius D. Regis tam Nobiles quam ignobiles tractemus dulciter & benigne, remissis omnibus injuriis & offensis, & sicut faciebamus ante novitates præsentis guerræ, & sicut si D. Regi nunquam adhæsisset; & converso promisit præfatus D. Rex facere, & servare de omnibus amicis adhærentibus, & sequacibus nostris tam Nobilibus quam ignobilibus. Item quod captivi ex utraque parte liberè relaxentur. Item quod ex utraque remittantur, & ex nunc remissæ intelligantur omnes offensiones, injuriæ ac damna præterita, non intelligendo debita, quibus sibi invicem tenerentur speciales personæ, de quibus fiat justitia hinc inde. Item quod D. Rex bona fide prohibebit, & ordinabit cum effectu quod in aliqua Terrarum seu Insularum, aut Locorum, quæ perventuræ sunt ad Dominium d. D. Regis, & quæ jam pervenerunt non armabitur in cursum, nec exercebitur Piratica, seu damnum, aut violentia aliquibus navigantibus, nec receptabuntur in suis Portubus Cursarii & malefici, sed potius persequentur, & arcebuntur sicut decet Regias justitias & honores; Et e contra . . . . . in nostris Terris & Insulis promisimus nos facturos illud idem; præterea promisit D. Rex præfatus verbo suo Regio universos, & singulos Cives, Subditos, & fideles nostros & Communis Ven. venientes ad Terras, Portus, Insulas & Loca quæque subdita præfentialiter & in futurum Majestati suæ habere & . . . . . salvos, & securos cum personis, & navigiis ac rebus eorundem, & quod securè, & quiete possint ire, stare, redire & manere per dictos Portus, Terras & Loca cum navigiis, personis, & mercimoniis suis, imo ipsos tractabit, & tractari vult dulciter, & benigne sub favore & gratia ipsius, & e contra Nos Dux & Commune tractabimus Subditos, & fideles d. D. Regis tali vinculo . . . . . in prædictis omnibus & singulis. Quod si Partium aliqua huic ordinationi, dispositioni, concordiæ atque paci niteretur contraire, & eas infringere, vel violare conaretur aliquas Terras, Castra, Insulas, aut Portus de iis quæ renuntiata sunt occupando, vel aliter paci contrafaciendo, ex tunc Pars altera id Sedi Apostolicæ intimari debeat, & D. Papa vigore emologationis, ac potestatis datæ per ipsum D. Regem & nos tenore præsentium

ANNO 1358.

ANNO 1358. Litterarum teneatur, & velit infra ſpacium unius menſis ſimpliciter & de plano absque ſtrepitu & figura judicii ſolum recepta fide, & certificatione violationis, & infractionis antedictæ ad obſervationem dictæ diſpoſitionis, & ordinationis illum, vel illos aſtringere cenſura Eccleſiaſtica mediante in perſonas, vel Communitatem contrafacientem . . . . . Sententiam Interdicti, & in ſingulares perſonas Excommunicationis proferendo a qua nullatenus abſolvatur donec per Partem prædictam infringentem, vel infringere procurantem Parti alteri ſatisfaciat prout erit juſtum, illum vel illos nihilominus denunciando fideifragos & perjuros. Si autem aliqua damna, vel injuriæ aut offenſiones committerentur per Subditos utrorumque alterutrum & tunc ſuper illos per ipſum D. Regem, vel ſuos Officiales, vel Rectores Locorum ipſorum pertinentibus ad nos, & per nos, & noſtros Rectores & Officiales pertinentibus ad ipſum D. Regem infra ſpacium unius menſis à tempore depoſitæ querelæ plenaria ſatisfactio impendatur. Nec hæc ordinatio, diſpoſitio, Concordia, & Pax intelligatur violata, ſed in ſua firmitate debeat permanere, ad quæ ipſe D. Rex, & Nos ſpontanea nos obligamus voluntate. Præmiſſa autem omnia & ſingula cum infraſcriptis noſtris Nobilibus juravimus ad Sacroſancta Dei Evangelia tactis Scripturis per nos & Succeſſores noſtros, & omnes pertinentes ad nos inviolabiliter & integraliter obſervare, & non contrafacere, vel contravenire per nos, vel alios, de Jure vel de facto, directè vel indirectè, palam vel occultè, quovis ingenio vel colore, ſub indignatione Dei omnipotentis & omnium Sanctorum ſuorum, quod quidem juramentum præſtitimus in manibus venerandi in Chriſto Patris D. Stephani Zagabrien. Epiſcopi & Mci. Viri Domini Nicolai Regiæ Curiæ Judicis, Ambasciatorum, & Procuratorum d. D. Regis ad hoc ſpecialiter conſtitutorum, ſicut conſtat per Litteras Regias ſcriptas Jadræ ſub anno Domini 1358. die 20. Febr. ſigillatas Sigillo ſuo ſecreto; Nomina autem noſtrorum Nobilium, qui nobiscum juraverunt ſunt hæc: D. Fran. Lauredano, Petrus Caravello, Joannes Mocenigo, Andreas Fusculo, Laurentius Dandulo, & Marcus de Priolis Conſiliarii noſtri Venetiarum, & D. D. Petrus Steno, Marcus Bariſano, & Daniel Victuri capita Conſilii de 40. D. D. Marcus Cornario, Miles Petrus Gradonico q. Domini Ducis, & Franc. Bembo D. D. Andreas Erizzo Procuratores S. Marci & Nicolaus Faledro, D. Marcus Lauredano Procuratores Eccleſiæ S. Marci, & D. Pancratius Jorgio Advocator Communis Ven. D. D. Petrus Badoaro Miles Bernardus Juſtiniano Procurator S. Marci, Petrus Memo Bertucius Grimani & Marcus Mauroceno, omnes honorabiles Cives noſtri Ven. pro ſe ac Hæredibus & Succeſſoribus eorum, & tota Civitate Ven. prædictum juramentum præſtantes. Actum Venetiis in Eccleſia S. Marci præſentibus Reverendo Patre D. Raimundo electo Patracen. Archiepiscopo, Ven. V. D. Neapoleone de Tibertis Ordinis S. Joannis Jeroſolimitani Priore Ven. D. Paulo Cantore, & Canonico Zagrab. & D. Ladislavo Canonico Buden. teſtibus. rogatis & aliis Anno Domini 1358. Indic. 11. die Dominico 25. Februarii feliciter. Amen. ANNO 1358.

CCCLXXX.

6. Mars. HAINAULT HOLLANDE, &c. *Conditien van 't Ruwaertſchap van Hertogh* AELBRECHT *in date den 6. Maart* 1358. [Groot Placaat Boeck van de H. M. Heeren Staaten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 5.]

MAchtelt van Lancaſter, Vrouwe van Henegouwe, &c. doe condt ende kennelicken allen Luyden dat wy overdragen ſijn mit onſen lieven Broeder Aelbrecht by der genaden Godts Palens-grave op ten Rhijn, Hertoge in Beyeren, dat hy Ruwaert, toeſienre en beſcherm weſen ſel van ons liefs Heeren ende onſer Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende der Heerlijckheyt van Vrieslandt, in alre manieren als die Brieven ſpreken, die hy ons daer of overgegeven heeft, en hier naer volgen.

Wy AELBERT by der genaden Godts Palens-grave op den Rhijn, Hertoge in Beyeren, Ruwaert der Graefficheden van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende der Heerlicheyt van Vrieslandt, doen condt ende kennelick allen Luyden, dat wy om kenlicke nootſake Hertoge WILLEMS ons liefs Broeders, Grave van den Lande voorſz. die Godt geſtarcken moet, ende om gemenen oirbaer, ruſte ende profijt ſijns Landts ende Luyden, ende om verſoeck ende bede ons liefs Broeders voorſz. ende onſer liever Suſter Vrouwe Machtelde van Lancaſtre, Vrouwe van den Lande voorſz ende om haers raets in den Lande gekomen zijn van Hollandt, en hebben ons aengenomen, ende annemen by rade ende toedoen onſer liever Suſter voorſz., Ruwaert, toeſienre ende beſchermer te weſen van alle ons liefs Broeders goede en Luyde voorſz. in manieren en voorwaerden als hier na beſchreven ſtaet.

In den eerſten, dat wy gelooft hebben ende loven mit goeden trouwen onſer liever Suſter voorſz. ons Broeders Kint ende Luyde voorſz. te regieren, ende te bevryden, ende te beſchermen jegens eenen ygelicken, by Rade onſer liever Suſter, ons raedts en der goeder Steden voor ons liefs Broeders Kinde voorſz.

Ende elcken Man den armen als den rijcken, recht ende vonniſſe, reden ende beſcheyt te doen, op ſulcke goede couſtume ende recht als onſe lieve Ouders voor tijts 't Lant ende Steden geregeert hebben, ende beleyt als recht is ende couſtume in den Landen ende Steden, ende nemen des Alinge by onſer liever Suſter, Ridderen ende Knapen, Steden ende gemenen Luyden, te blyven mit alle onſe vermogen.

Voort

CCCLXXX.

6. Mars. HAINAULT HOLLANDE, &c. Traité par lequel ALBERT, Comte Palatin du Rhin, eſt fait Grand Baillif des Comtez de Hainault, Hollande, Zélande, &c. durant la maladie du Duc GUILLAUME ſon Frére. Fait à Rotterdam, le 6. Mars 1358. [*Dans le Grand Recueil des Placards.* Tom. III. pag. 5.]

MAthilde de Lancaſtre, Dame de Hainaut &c. ſavoir faiſons à tous, que nous nous ſommes accordez avec nôtre cher Frere Albert par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, ſavoir, qu'il ſera grand Baillif, Sur-Intendant & Protecteur de nôtre cher Seigneur & de nos Païs de Hainault, de Hollande, de Zélande, & de la Seigneurie de Friſe, en la maniere contenuë en ces préſentes Lettres, qu'il nous a mis en main, & dont s'enſuit le contenu.

Nous ALBERT *par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, Grand Baillif des Comtez de Hainaut, Hollande, Zélande, & de la Seigneurie de Friſe, ſavoir faiſons à tous que pour l'utilité du Duc* GUILLAUME *nôtre cher Frére, Comte des ſusdits Pays, que Dieu veuille preſerver, & pour le profit commun & le repos de ſes Pays & Sujets, & à la requiſition & priére de nôtre ſusdit Frére, & de nôtre Sœur Mathilde de Lancaſtre, Dame des ſusdits Païs, & par ſon conſeil, ſommes venus en ce Païs de Hollande, & avons accepté & acceptons par l'avis & à la ſollicitation de nôtre ſusdite Sœur, la charge de Baillif, de Surintendant, & de Protecteur ſur tous les Païs de nôtre dit Frére, & ſur ſes biens & Sujets ſusdits en la maniére & aux conditions cy-deſſous ſpecifiées.*

En premier lieu nous avons promis & promettons en bonne foy, de regir & proteger contre un chacun nôtre chere Sœur ſusdite & les enfans & gens de nôtre Frere ſusdit par l'avis de nôtre chére Sœur, de nôtre Conſeil, & des bonnes Villes pour le cher enfant de nôtre Frére.

Et de rendre juſtice tant aux pauvres qu'aux riches ſelon la bonne coutume & le droit que nos Peres ont gouverné cy-devant le Païs & les Villes, & en prenant les avis de nôtre chere Sœur, des Chevaliers, Ecuyers, Villes & Communes, que nous obſerverons de tout nôtre pouvoir.

En

ANNO 1358. Voort geloven wy by Rade onſer liever Suſter ons raets en den goeden Steden ons liefs Broeders ſchult te vergelden en te betalen na onſen vermogen, ſo dat die Koopluyden van ons liefs Broeders Landen mit gantſcher vrylicheyt varen ende keren mogen.

Voort alle twiſtelicke ſaeken of van alle geſchillen die in den Lande weſen mogen van Heeren of van Steden van eenige luyden, of van goede, die ſalmen verlijcken. Ende waer eenich geſchil van goede of anders, datmen niet verlijcken mocht noch en konde, dat ſelmen an die Heerlicheyt bewaren, gelijck mede doen onſe lieve Broeder in goede pointe was, totter tijt datmen 't vroet is, mit beſcheyden neder te leggen, na den rechte van den Lande.

Voort ſoo geloven wy in goeder trouwen ons liefs Broeders Landt ende Steden, by onſer liever Suſter, onſer rade ende goeder Steden tot ons liefs Broeders ende onſer Suſter behoef, ende van haren wegen, alſe Ruwaert voorſz. is, te bewaren ter tijt toe dat onſe lieve Broeder in goede ſtaet is ſelve ſijn Lant te bewaren, ende dan ſullen wy ende geloven onſe hant af te trecken, ende onſen lieven Broeder en Suſter haer Landt ongelaſt van ons over te geven, ſonder eenich wederſeggen.

Voort ſo ſullen wy onſe lieven Broeder ende Suſter hoir Hoff-ſtadt houden in den Hage, ſo beſeth mit ſulcke koſte ende gheſinde, dattet Lant des koſt geweſen mach, ende daer in ons liefs Heeren en Broeders eere, ende onſer liever Suſteren haren ſtaet bewaert mogen blyven. Ende onſe liever Suſter ſal houden van horen geſinde die hoor genoegen, ende diergelijcke ſullen wy by ons hebben en houden ſulcken raedt, die ſeeckeren ende ſweren ſullen, geenen partye te dragen noch te houden in den rade, anders dan ons liefs Heeren ende Broeders onſer lieve Suſter en onſe eer daer in bewaert blyve, ende die Landen in ruſte, ende in evengelijcke rechte ende vonniſſe geſchien in Landen en in Steden.

Ende alle Hantveſten, Brieven, ende Privilegien gehouden werden, diemen van onſe Voor-Vaders ende ons liefs Broeders Grave van Hollandt, die redelick ende mogelick gekregen zijn, ſonder eenich argeliſt daer in te ſoecken, ende yegelicken ſijns rechte, ende deſe raet ſelmen nemen by rade onſer liever Suſter ons ende den goeden Steden.

Voort ſoo ſellen de gevangen vry ende quijt weſen aen beyden ſyden, Poorteren ende anders, van alle beloften, Brieven, ende voorwaerden, die ſy yemant daen mogen hebben, gelijck ſy waren doen ſy binnen Delft quamen, behoudelick dat ſy niemant die daer by waren geen arch doen, noch doen en ſellen, mit rade noch mit dade, ende daer ſellen die geene die gevangen waren recht over vede vaer ende toedoen mit horen openen Brieven. Ende hier mede ſullen alle ſaecke verſoent zijn, die jegens ons of jegen yemant misdaen mogen weſen, van die ſaecken die tot Delft geſchieden, ende onſe lieve Suſter, ende wy ſullen onſen beſt daer in doen, dat wy den dootſlach an ons krygen die tot Delft geſchiede van Dirck Aderop, ende daer toe helpen dat verſoent werde.

Voort ſo geloven wy, waert dat onſe lieve Broeder aflyvich worde, dat Godt verbieden moet, dat wy dan onſe lieve Suſter Duwarie maken ſoude by den Rade ende Stede, alſe redelick es, ende ander Vrouwen Gravinnen te Hollandt gehadt hebben, waer by dat ſy horen ſtaet behouden moge. Ende alle deſe ſaken ende voorwaerden ſellen weſen behoudelick onſen lieven Broeder Hertoge Willem, ende onſer liever Suſter Machtelt van Lancaſter al ſijnre Heerlickheden, haers rechts, ende haers ſtaets, Ridderen, ende Knapen, ende Steden, ende eenen yegelicken ſijns rechts. Ende om dat wy Machtelt van Lancaſtre, Gravinne voorſz. dit vaſte ende ſtade meynen te houden, ſo hebben wy deſen Brief open beſegelt mit onſen Zegele. Gegeven tot Rotterdam opten vj. dach in Maert in 't Jaer ons Heeren duyſent drie hondert acht en vijftich.

En outre nous promettons par l'avis de nôtre chere Sœur, de nôtre Conſeil, & des bonnes Villes d'acquitter & de payer les dettes de nôtre cher Frére, ſuivant nôtre pouvoir, en ſorte que les Marchands des Païs de nôtre cher Frere puiſſent aller & venir en toute ſureté. ANNO 1358.

De plus on accordera tous les différens qui peuvent être dans le Païs concernant les Seigneurs, ou les Villes, ou les perſonnes, ou les biens. Et s'il y avoit quelques differens touchant les biens ou autrement qu'on ne pût accommoder, cela ſera reſervé à la Souveraineté, comme ſi nôtre cher Frére étoit en bon état, pour être ajuſtez avec discretion ſelon le droit du Païs.

Nous promettons auſſi en bonne foy que, par l'avis de nôtre chére Sœur, de nôtre Conſeil & des bonnes Villes, nous conſerverons, comme Grand Baillif ſusdit, le Païs de nôtre cher Frére à ſon profit & au profit de nôtre Sœur, jusques à ce qu'il ſoit en bon état, & qu'alors nous nous en deſiſterons, & rendrons ledit Païs à nosdits Frére & Sœur, ſans charge & ſans contradiction.

En outre nous tiendrons la Cour de nôtre cher Frére & de nôtre chére Sœur qui eſt à la Haye en l'état honorable qui leur eſt convenable & autant que les depenſes du Païs & de la maiſon y pourront fournir; & afin que leurs états puiſſent être maintenus. Et nôtre chére Sœur retiendra ceux de ſa maiſon qu'elle trouvera à ſon contentement; & ſemblablement nous tiendrons près de nous un tel Conſeil qui affirmera & jurera de ne point tenir d'autre parti dans les déliberations que celui qui regarde le maintien de l'honneur de nôtre cher Seigneur & Frere & de nôtre chére Sœur, & du repos des Païs & que la juſtice s'y faſſe & dans les Villes équitablement.

Et ſeront auſſi conſervées les Chartres, Lettres & Priviléges qui ont été donnés équitablement par nos Ancêtres & nos chers Fréres les Comtes de Hollande, & ce ſans aucune diſſimulation, & l'on rendra à chacun ce qui lui apartient, & le Conſeil ne ſera formé que de l'avis de nôtre chére Sœur & des bonnes Villes.

En outre ſeront les priſonniers rendus de part & d'autre; & eux, auſſi bien que les Bourgeois & autres, ſeront quites de toutes promeſſes, Lettres & contracts qu'ils pouvoient avoir fait envers quelqu'un, en ſeront déchargez comme ils étoient lors qu'ils vinrent à Delft, à condition qu'ils n'auront fait ni ne feront aucun mal à ceux qui y étoient, ni par conſeil ni par effet, & ceux qui étoient priſonniers en jugeront par leurs Chartres, & par ce moyen ſeront toutes choſes appaiſées qui peuvent avoir fait tort à nous ou à quelques-uns de nous concernant les affaires qui ſe ſont paſſées à Delft. Et nôtre chére Sœur & nous ferons nôtre mieux que la déciſion du meurtre de Dirck Aderop, qui a été fait à Delft, ſoit remiſe entre nos mains & ſoit appaiſé.

Et s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que nôtre cher Frere vînt à mourir, nous promettons de traiter nôtre chére Sœur la Douairiére par le Conſeil & les Villes, comme il eſt raiſonnable, & comme les autres Comteſſes de Hollande l'ont été, afin qu'elle puiſſe entretenir ſon état: toutes lesquelles conditions ſeront obſervées, ſauf le droit de nôtre Frére le Duc Guillaume, & de nôtre Sœur, leur Souveraineté, leurs Droits, leurs Etats, Chevaliers, Serviteurs & Villes, & le Droit d'un chacun: Et comme nous Mathilde de Lancaſtre Comteſſe ſusdite entendons que ce que deſſus ſoit obſervé & demeure ferme & ſtable; nous avons fait ſéeller ces préſentes de nôtre Seau; Donné à Rotterdam le ſixiéme jour de Mars, l'an de nôtre Seigneur 1358.

ANNO 1358.

CCCLXXXI.

24. Juin. HAINAULT, HOLLANDE, &c.

Succeſſie van Hollandt op Hertogh AELBRECHT *Sint Jans* 1358. [Groot Placaat-Boeck van de H. M. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 6.]

LODEWYCK de Rom. by Godts genaden Marckgrave van Brandenburg en van Lutſatien, des heyligen Corſtenrijcx overſte Camermeeſter, Palensgrave by den Rhijne ende Hertoge in Beyeren, bekennen opelicken mit deſen Brieve om alle recht, voorwaerden, ende aenſprekinge, die wy op die Heerlickhede ende Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende van Vrieslandt, ende wes daer toe behoort, als een eerſt geboren Soon van der hoochgeboren Princinne, Vrouwe Margriete, Gravinne van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende Vrouwe van Vrieslandt, onſer liever Moeder, die Godt genadich ſy, tot deſen dage toe gehadt hebben, en vorent gehadt mogen hebben, dat wy daerom mitten hoochgeboren AELBRECHT Palensgrave by den Rhijn, ende Hertoge in Beyeren, onſen lieven Broeder, willentlicken mit goeder voorſienigheyt onſer Vrienden ende Raets, wel ende gantſchelicke over een gedragen, ende vriendelicke verſoent ſijn, met alſulcker beſcheydentheyt, waert dat die hoochgeboren Prince, Hertoge Willem, Grave van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende Heere van Vrieslandt, onſe lieve Broeder afliivich worden, ſonder recht oir van hem te laten, ende ſijns niet meer weſen en ſoude, des Godt niet gehengen en moet, dat dan Hartoge Aelbrecht onſen lieven Broeder voornoemt ende ſijn Erfgenamen vander voorſeyden Heerlijckheyden ende Landen ende wes daer toe behoort, recht erfgenaem ende oir weſen ſullen. Ende wy vertyen voor ons en alle onſe erfgenamen en nakomelingen van der ſelver Heerlijckheyden ende Landen ende was daer toe behoort, ende van alle dien recht ende voorwaerde, ende aenſprekinge, die wy ende onſe erfgenamen tot deſen dage toe daer of gehadt hebben, ende voortijts daer op gehadt mochte hebben, of ſoude, gantſchelick ende wel mit deſen Brieve, alſoo dat wy, noch onſe erfgenamen en nacomelingen geenre hadden recht, voorwaerde, noch anſprekinge, mitten hoogh geboren Prince Hertoge Aelbrecht voornoemt onſen lieven Broeder, noch mit ſijnen erfgenamen, om die Heerlickheyden ende Landen voorſz. hebben noch gewinnen en ſullen eeuwelijcke in geenre wijs, uytgenomen die Heerſchappye van Voorne ende die Burchgraefſchap van Zeelandt, mit allen horen toebehoren, of der Vrouwen van Voorne gebraeke die dan ons ende onſen lieven Broeder Hertoge Otte annecomen ſullen, na dat die Brieven ſpreken, die wy vande hoochgeboren Prince Hertoge Willem onſe lieve Broeder daer op hebben, behouden ons die iiijc. ſchilden jaerlicxe renten, die wy uytter tollen te Dordrecht jaerlicx hebben ſullen, als die Brief daer of houden die wy van Hertoge Willem onſen Broeder hebben, daer of, waer oock dat ſaecke dat onſe Broeder Hertoge Aelbrecht voornoemt afliivich worde, ſonder wittachtige blijckende boort, ſoo ſullen die Landen voorſz. van Hollandt, van Zeelandt, ende van Vrieslandt komen, blyven, ende toebehoren, by ordinatie die onſe lieve Heere ende Vader, die Keyſer, die Godt genadich ſy, daer of mit ſijnen Brieve ghemaeckt, geſchreven ende mit ſynen eygen Zegel heeft bezegelt, daer ons ſelfs Zegel oock aen hanget. In oirconde deſen Brief bezegelt mit onſen Zegelen. Gegeven tot Boterſem by Machelen op St. Jans dach Baptiſtæ, in 't jaer ons Heeren Duyſent drie hondert acht en vijſtich.

ANNO 1358.

CCCLXXXI.

24. Juin. HAINAULT, HOLLANDE, &c.

Acte par lequel LOUIS Marckgrave de Brandebourg cede à ALBERT Comte Palatin du Rhin tous ſes droits ſur les Comtez de Hainaut, Hollande, Zélande &c. moyenant quelques reſerves, à ſon Frere Albert Comte Palatin du Rhin. Fait à Boterſem près de Malines, le 24. Juin. 1358. [*Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag.* 6.]

LOUIS *de Rom. par la grace de Dieu Marcgrave de Brandebourg, & de Luſace, grand Chambellan du St. Empire Romain, Comte Palatin du Rhin, & Duc de Baviére, confeſſons ouvertement par ces preſentes, à cauſe du droit que nous avons eu & avons ſur les Souverainetez & Païs de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & de Friſe, & appartenances, comme fils ainé de haute Princeſſe Madame Marguerite Comteſſe de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & Dame de Friſe nôtre chere mere, à qui Dieu faſſe miſericorde; Que nous ſommes entrez en Traitté & Accord avec* ALBERT *Comte Palatin du Rhin & Duc de Baviére nôtre cher Frére, par le bon conſeil & prudence de nos amis, & nous ſommes reconciliez amiablement, à ces conditions, ſçavoir, que s'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaiſe, que le Prince, & Duc Guillaume, Comte de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & Seigneur de Friſe nôtre cher Frere vienne à deceder ſans laiſſer de légitimes Héritiers de luy, qu'alors le ſusdit Duc Albert nôtre cher Frere & ſes Héritiers hériteront des ſusdites Seigneuries & Païs & de leurs dépendances. Et nous déclarons pour nous & nos Héritiers & Succeſſeurs, que nous renonçons par ces préſentes entiérement aux dites Seigneuries, Païs, & dépendances, & à tous droits que nous & nos Heritiers y pourrions avoir ou y aurions eu jusques à préſent, enſorte que nous ni nos Héritiers & Succeſſeurs n'en formerons aucune demande contre ledit Prince Duc Albert nôtre Frére, ni contre ſes Héritiers, excepté la Seigneurie de Voorne & le Burggraviat de Zélande avec leurs dépendances, s'il venoit faute de la Dame de Voorne, leſquels alors nous aviendroient, & à nôtre cher Frére le Duc Otton, ſelon ce que portent les Lettres que nous avons du Prince Duc Guillaume nôtre cher Frére, nous réſervant les iiijc. ſchilden de rente annuelle, que nous tirerons annuellement de la Douane de Dordrecht, comme portent leſdites Lettres que nous avons du Duc Guillaume nôtre Frere. Et s'il arrivoit auſſi que nôtre Frere le Duc Albert ſusdit vînt à mourir ſans laiſſer des Héritiers légitimes, leſdits Païs de Zélande, & de Friſe aviendront, demeureront, & appartiendront, ſelon l'ordonnance qu'a faite nôtre cher Seigneur & Pére l'Empereur, à qui Dieu faſſe miſericorde, par ſes Lettres faites, écrites & ſeéllées de ſon propre cachet, & auxquelles nous avons auſſi mis le nôtre. En témoin dequoi nous avons ſeéllé ces préſentes de notre Seau. Donné à Boterſem près de Malines le jour de Saint Jean Baptiſte, l'an de notre Seigneur* 1358.

CCCXXXII.

25. Sept. *Literæ* CONRADI *Sileſiæ Ducis; Quibus* CAROLO *Romanorum Imperatori & Bohemiæ Regi, ejus Hæredibus & Succeſſoribus, ſuum Caſtrum* Militſch *ad acceſſum & receſſum eorum quotiescunque opus fuerit, apertum tenere pollicetur. Datum Wratislaviæ die* 25. *Septembris annô* 1358. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abſ. III. p. 314.]

In Nomine Domini Amen.

NOS *Conradus Dei Gratia Dux Sileſiæ*, & Dominus Olsnicenſis, unà cum *Conrado* filio noſtro cha-

ANNO 1358. chariſſimo, eadem gratia Duce Sileſiæ, univerſis & ſingulis præſentes inſpecturis Literas, volumus eſſe notum, quod Caſtrum *Milicz* per Nos à reverendo in Chriſto Patre, *Domino Preczlao Divinæ & Apoſtolicæ Sedis gratia Epiſcopo, ac Venerabilibus Viris Dominis Eccleſiæ Wratislavienſis Capitulo* emptum, rite & rationabiliter comparatum, *Excellentiſſimo Principi Domino Carolo*, divina favente Clementia, Romanorum Imperatori ſemper Auguſto, & *Boemiæ Regi* invictiſſimo gratioſo noſtro Domino, ſuisque Hæredibus & legitimis Succeſſoribus *Regibus Bohemiæ* pro noſtro, noſtrisque Hæredibus & Succeſſoribus, ac Poſſeſſoribus dicti Caſtri nomine, bona & ſincera noſtra fide promittimus pro neceſſitatibus & indigentiis ſuis, quando & quoties ipſis opus fuerit, & nos, Hæredesque noſtros Succeſſores, ac Poſſeſſores dicti Caſtri requiſiverint, ad acceſſum, & receſſum ipſorum, ſemper ſine difficultate qualibet aperire, & *dicto Domino Carolo*, ſuis Hæredibus, & Succeſſoribus *Regibus Bohemiæ*, cum dicto Caſtro Milicz adverſus omnes homines, nullo penitus excepto, fideliter ſuffragari. In cujus rei teſtimonium Sigilla, noſtrum videlicet & filii noſtri prædicti, præſentibus ſunt appenſa. Actum & Datum *Wratislaviæ*, in Monaſterio Beatiſſimæ Mariæ Virginis quarta feria proxima ante diem Beati Michaelis Archangeli, Anno Domini M. CCC. LVIII. Præſentibus *Venerabili & Religioſo Domino Conrado Abbate dicti Monaſterii*, ac ſtrenuis & prudentibus viris *Thone de Hayn*, *Milite Fritzkone de Grodis*, *Simone de Gorow*, *Petro Hortzag & Sygshardo Pylicz* fidelibus noſtris, nec non *Petro Swarz*, *Peczkone Bavari*, *Hancone Dominici*, *& Dominico*, *dicto Heid Dominick*, *Civibus Wratislavienſibus teſtibus* ad præmiſſa.

CCCLXXXIII.

26. Oct. *Donatio Comitatûs* Cæſanæ *cum omnibus juribus & jurisdictionibus, ab Imperatore* CAROLO IV. *facta* JACOBO DE BRUNA *Epiſcopo Feltrenſi & Bellunenſi. Datum in Carloſtat 7. Kalend. Novembris Indict.* XI. *Annô* 1358. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. *Bellunenſes Epiſcopi* col. 191. prioris Edit. *Rom.* & col. 162. ult. *Venet.* Anno 1720.]

CAROLUS Quartus divina favente clementia Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, & Bohemiæ Rex venerabili Jacobo Feltrenſi, & Bellunen. Epiſcopo, Principi, Capellano, & familiari noſtro gratiam noſtram, & omne bonum. Conſiderantes fidei ſinceritatem, & claræ devotionis affectum, quibus tu, frater, progenitores, & conſanguinei tui Serenitati noſtræ multis placuerunt temporibus, ac tanto præſtantius in futurum placere poterunt, quanto devotionem tuam majoribus gratiarum favoribus de ſpeciali noſtræ Majeſtatis benevolentia prævenimus. Tibi Comitatum Cæſanæ Cenetenſis Diœceſis cum univerſis & ſingulis juribus, jurisdictionibus, emolumentis, & utilitatibus (quibuscumque nominibus nuncupentur) prout alii prædeceſſores tui Pontifices Feltrenſes, & Bellunenſes dictum Comitatum tenuerunt, ac habuerunt hactenus, meliori modo & forma, quibus poſſumus, damus præſentibus Literis, conferimus, ac liberaliter donamus habendum, tenendum, & poſſidendum pacifice, & quiete. Volentes, ac præſentibus decernentes, quod dilecti fideles noſtri Comitatus, ac etiam populares Comitatus præfati (ſicuti ſoliti ſunt apud alios hactenus Comitatum eundem tenentes) tibi prompte debeant, & fideliter obedire. Mandamus inſuper Vicario noſtro generali dictarum Civitatum, & diſtrictuum Feltri, & Belluni, qui nunc eſt, quique pro tempore fuerit, ac etiam Communitatibus earumdem Civitatum, cæterisque nostris fidelibus, & Subjectis, præſentibus Literis firmiter & diſtricte: quatenus te in præmiſſis impedire, ſeu moleſtare non debeant, nec à quocumque impediri, ſeu moleſtari permittant: ſed potius tueantur, protegant, ac defendant: prout Imperialis noſtræ Celſitudinis indignationem voluerint evitare, Præſentium ſub noſtræ Majeſtatis Sigillo teſtimonio Literarum.

ANNO 1358.

Dat. in Carloſtat anno Domini 1358. Indict. II. 7. Kalend. Novembris Regnorum Noſtrorum anno 13. Imperii vero 5.

CCCLXXXIV.

Compromiſſum PRZEMISLAI *Teſchinenſis, &* CONRADI *Olsnicenſis Ducum, ſuper diſſentione inter eos de limitibus orta; Quô de certis quatuor Arbitris in præſentia Romanorum Imperatoris* CAROLI IV. *conveniunt, & in caſu, quô de quinto ſuperiore Arbitro concordare non valerent, finalem discuſſionem in Arbitrum ſuperiorem à ſua Majeſtate Cæſarea deputandum, remittunt. Datum Wratislaviæ die Beatæ Luciæ annô* 1358. [LUNIG, Teutſches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Fortſetzung I. Abſatz III. pag. 314.]

13. Dec.

NOs Przimislaus Dei Gratia Dux Teſchinenſis, Notum facimus tenore præſentium univerſis. Quod cum in cauſa diſſenſionis, quæ vertitur inter nos ab una & *illuſtrem Principem Conradum Olsnicenſem Ducem* parte ab alia, ſuper ordinatione, ſeu limitatione granitiarum, ſeu metarum inter *Bythumiam, Byszekreczem*, nos pro nobis *Petrum de Luba*, & *Strâbonem de Slawolicz* idemque *Dux Conradus* prædictus pro ſe & ſua parte, *Ottonem de Wolaw*, & *Wenceslaum de Ternowitz*, ac eidem quatuor in caſu hujusmodi ei concordare non valentibus, *Nicolaum Kothbulin*, quintum & ſuperiorem, noſtros arbitros & amicabiles compoſitores, in præſentia *ſereniſſimi*, ac *invictiſſimi Principis, Domini Caroli IV. Romanorum Imperatoris ſemper Auguſti, & Bohemiæ Regis* Domini noſtri gratioſi, de bona noſtra voluntate, nec non amicorum noſtrorum accedente conſilio, duximus eligendos. Siquc dictus *Nicolaus* officium diffinitionis hujusmodi, forte nollet aſſumere, ex tunc per nos utrobique quantum in nobis fuerit, ad diffiniendum eandem compelli debebit, ſique fortaſſis ad hoc compelli non poſſet, ex tunc nos bona omnia ejusdem *Nicolai*, *dicto Domino noſtro Imperatori* aſſignare tenebimur. Et infra dies quatuordecim ab inde continuos, de alio quinto & ſuperiore nec non arbitro, ad invicem concordare, nobisque de hoc concordare non valentibus, præfatus *Dominus Imperator* talem quintum ſuperiorem communem hominem dabit, ſeu deputabit, qui ſibi videbitur expedire, promittentes bona noſtra fide ſine dolo, prædicto Domino noſtro Imperatori, quod diffinitioni ſeu discuſſioni prædictorum in omnibus hujusmodi cauſam concernentibus, firmiter obedire, ſeu parere volumus & tenemur præſentium ſub noſtro Sigillo teſtimonio Literarum. Datum *Watislaviæ* Anno M. CCC. LVIII. Craſtino Beatæ Luciæ Virginis.

SUPLEMENT

Pour la II. Partie du I. Tome.

ANNO 1322. Mai.

I.

Traité entre FERRY III. *Duc de Lorraine &* EDOUARD *Comte de Bar, par lequel le Duc* FERRY *s'engage de garder la Neutralité durant la Guerre que le Comte* EDOUARD *va entreprendre contre le Roi de Bohéme, &* EDOUARD *s'oblige de reprendre en foi & Hommage tous les Fiefs qu'il poſſedoit entre Meuſe & Moſelle, & qui lui étoient échus de la Succeſſion de* PIERRE *de Bar ſon Oncle, l'an* 1322. *le Dimanche après la S. Urbain.* [BALEICOURT, Traité Hiſt. & Critiq. ſur l'Origine & la Genéal. de la Maiſon de Lorraine. Aux Preuves, pag. CXIV.]

NOus Eddouuars Cuens de Bar, faiſons ſçavoir & cognoiſſance à tous, que nous avons fais Accort & Convenances à tres hault & puiſſant Prince notre tres chier & amei Signour & Couſin Ferry Duc de Loheraine & Marchis, telles com ſi après ſont escriptes & diviſées; C'eſt aſſavoir que li dis Meſſire li Ducs, ſe doit tenir cois ſens nous aidier, s'il ne li plait; mais il ne nous puet grevier par lui ne par ſes Gens, en ſon chief, ne en ſa perſonne, ne avec aucum, & de cette preſente Guerre que nous avons contre le Roy de Boheme, ſe cen n'étoit avec notre chier & amei Couſin Henry Dalphim par la grace de Deu Evêque de Mes, s'il le requerroit, ou faiſait requerre contre nous, & ſalues toutes les Convenances & Alliances que li dis Meſſire lis Ducs ait audit Evêque, & laditte Guerre finie li dis Meſſire li Ducs ſe doit pourter envers nous foy & leaultey, einſy com a ſon homme, & nous audis Mouſſire le Duc comme a notre Signour; & ne puet lidit Meſſire li Dus deffendre ſes homes ne ſes Subgés de la Duchie, qu'il ne voiſſent que il part qu'il leur plairait, cette Guerre durant: Et pour raiſon des Convenances deſſusdites nous avons reprins & reprenons en fiei & en homaige à tousjoursmaix pour nous & pour nos Hoirs de notre amei Signour le Duc deſſusdit cy de ſes Hoirs, avec la Tourt de Bourmont que nous tenons jai de luy, tous les Fieis que Meſſire Pierres de Bar notre Oncles tient de nous entre la Riviere de Mueze & la Riviere de Muzelle: C'eſt aſſavoir la forte Maiſon qu'on dit Lavantgarde devant Frouvart, le Chaſtel con dit Pierre Fort, la forte Maiſon de Bouconville, Nonſſart, & Somedieu avec toutes les appartenances & appandices dis leus en hommes & femmes, en bois, en auues, en preis, en champs, & en toutes autres choſes quelles qu'elles ſoient & puiſſent être, ſens riens excepter, que autre dis leus puiſſent ne doivent apartenir, & parmi ceſte repriſe tint li Fiei & les repriſes que li dis Meſſire li Dus diſoit & maintenoit que nous dovient tenir de luy, nous en ſommes quittes, ne ne nous en puent jamaix riens demander li dit Meſſire li Ducs ne ſin Hoirs, à nous ne à nous Hoirs. Et pour cen que toutes les chozes deſſusdites ſoient fermes & eſtables à tousjoursmaix, nous avons fait ſaelier ſes Lettres de notre Saiel pendant, que furent fait l'an de grace noſtre Seigneur mil trois cent & vint & dous, le Dimange après la Feſte ſaint Urbain on moix de May.

II.

1323. 3. Juill. *Traité en forme de Promeſſe, entre le Duc* FERRY *ou* FRIDERIC III. *&* EDOUARD I. *Comte de Bar, par lequel ils s'engagent reciproquement de faire épouſer leurs Enfans* RAOUL, *&* ALIENOR *dans ſix ans, du* 3. *Juillet* 1323. [BALEICOURT, Traité Hiſt. & Critiq. ſur l'Origine & la Genéal. de la Maiſon de Lorraine. Aux Preuves, pag. CXVI.]

ANNO 1323.

NOus Ferris Dus de Loherrenne & Marchis, &c. Nous Eddouuart Contes de Bar, faiſons ſavoir à tous, que nous par grante deliberation, & par le conſeil de pluſieurs de nos amis & de nos feiables. Conſideré la Paix, le bien & le profeit commun de nous, de nos Gens & de nos Terres; avons faict entre nous Convenances d'Epouzailles & de Mariage à faire entre RAOUL DE LOHERENNE Fil de nous Dus deſſusdit, & Alienor de Bar, fille à nous Conte deſſusdit, en la meniere que ſenſuit. C'eſt aſſavoir, que nous Dus & Contes deſſusdits, avons promis & prometons leialment li uns à l'autre, que nous ferons & pourchaſſeroris chacun en droit ſoi, que épouzailles & Mariage ſeront fait entre lesdits Raoul & Alienor, de ce fer Pasques prochainement venant en ſeix ans continuelement enſuivans. Et nous Cuens deſſusdit avons promis & promettons que nous donrons & pairons ausdits Enfans, pour les épouzailles & le Mariage de notreditte Fille, Trente mille livres de bons petits tournois, à paier à trois ans; c'eſt aſſavoir deix mille livres, lan que les épouzailles & li Mariage ſeront fait entre lesdits Enfans le landemain que fait ſeront, & deix mille livres en la ſeconde année enſuivant, & les autres deix mille livres en la tierce année, après & continuelement enſuivant, ou nous aſſignerons & delivrerons en chascune desdites trois années en leu de chascune deix mille livres non payées, mille livres de Terre à petits tournois en notre Contée de Bar, au prix & à la Coutume des Leux où li Terre ſera aſſignée, par einſi que nous ou notre Hoirs pourroient racheter chacunes mil livrées de Terre, de deix mil livres, ſanz riens rabatre de ce con en averoit levé & receu, fors que on quelz que nous ou notre Hoirs la racheteriens dedens l'année en laquelle elles deveroient être paiées on quelsquez il en cherroit & rabatu ſeroit desdits deix mille livres, ce que levé & receu ſeroit en celuy an desdites mille livrées de Terre que rachetées ſeroient. Et eſt aſſavoir que toutesfois que nous ou notre Hoirs paieriens les deix mille livres, elles ſeroient miſes & converties en acquets d'eritage pour notredite Fille Alienor & ſes Hoirs; & s'il plaiſoit audit Duc, ou audit Raoul ſon Fils à retenir pardevers luy les deix mille livres paiées, il ſeroit tenus, toutesfois qu'il les receveroit pour chascunes deix mille livres, aſſigner & délivrer mil livrées de Terre à petits tournois en ſon Duché de Lohereinne en ſon Roman Pais, ſelon le pris & la Coutume des Leus où les mille livrées de Terres ſeroient aſſignées, lesquelles mille livrées de Terre ſeroient propres Heritages à ladite Alienor & à ſes Hoirs, jusqu'à tant qu'elles ſeroient rachetées de deix mille livres, & les pourroit racheter li dis Dus & Raoul ſes Fils ou leurs Hoirs toutes fois qu'il leur plairoit, & nous Dus devant dit avons promis & promettons que nous donrons & delivrerons en Douaire à laditte Alienor pour ledit Mariage les choſes cy après nommées, avec toutes les appartenances, c'eſt à ſçavoir le Neuchâtel, Chaſtenoy, Montfort, & tout ce que nous avons à Grans, & toutes les Châtelleries, Villes & appartenances desdits Leux cy dénommez, en Fief & arriere-Fiefs en garde, & en toutes autres Seigneuries, & choſes quelles qu'elles ſoient, ſans riens à retenir; & avons promis & promettons nous Dus & Cuens deſſusdit, li uns à l'autre, ſur la peine de cent mille livres de petits tournois chacune partie, & ſous l'obligation de touts nos biens & par nos fois corporelement données li uns à l'autre, en leu de ſerrement, que nous tenrons fermement ſants enfreindre, & ferons tenir & aſſevir ſans fraude, & ſans malengin, les Convenances & choſes deſſusdites, & chascunes d'elles, & ferons & pourchaſſerons à faire & à tenir nosdits Enfans les épouzailles & le Mariage deſſuſdits; & pour plus grant ſeureté avoir, de tenir & accomplir les Convenances & choſes deſſus-

ANNO 1323. dessusdites, prions & supplions nous Dus & Cuens dessusdit par ces presentes Lettres, à tres eccellent Prince & redouté notre tres chiere & amei Seigneur Charles par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, que il nous fasse tenir & accomplir toutes les convenances & choses dessusdites, & que il contraigne celuy de nous par cui defaut lesdites Convenances & choses demeureroient à faire & à accomplir, à payer lesdits cent mille livres en non de peine, de laquelle Somme li dits Roys nos Sires auroient la moitié, & cil de nous qui lesdites Convenances & choses tenroit & tenir vouroit, l'autre moitié; & quant à ce, nous en submetons nous en sa Jurisdicion, sus l'obligation de tous les Fiefs que nous tenons de luy. En témoignage de verité avons nous Dus & Cuens dessusdit, mis nos Saiels en ces presentes Lettres, que furent faites l'an de grace notre Seigneur mil trois cent & vint-trois, le tiers jour du mois de Julet.

III.

1329. 11. Mai. *Testament de* JEANNE de Bourgogne *Reine de France, confirmé par le Roi* PHILIPPE de Valois *son Epoux. Donné à Saint Denys* le 11. *de Mai* 1329. [Thesaurus Novus Anecdotorum, &c. Tom. I. Col. 1375. *Ex Autographo Cameræ Computorum Parisiensium eruit Dominus* Rousseau.]

EN non dou Pere, & dou Filz, & dou S. Esprit. Amen. Je JEHANNE par la grace de Dieu Royne de France, saine de cors & de pensée la merci nostre Seigneur, considerans & attendant qu'il n'est nulle chouse plus certaine de la mort, & nulle moins certaine de l'eur d'icelle, non vuillans mourir sans Testament & sans ordrenance de ma derainiere volenté, fais & ordene men Testament, & ma derroyenne volenté en la maniere & en la fourme qui s'ensieult.

Premierement je recommande m'ame en la main de nostre Seigneur & la sepulture de mon cors en l'Eglise saint Denys lez Monseigneur, & mon cuer à Cisteaux. Aprés je vueil & ordene que toutes mes debtes soient paiées bien entierement, & mes amendemens fais, & ès cas que les debtes & les tors faiz ne seroient clerement prouvez, je vueil que Gens dignes de foy selon le jugement de mes Executeurs soient creuez par leurs seremens.

Premierement je les & donne à l'Eglise de nostre Dame de Paris XX. livres de rente.

Item, à la Chapelle Monseigneur le Roy à Paris XX. livres de rente.

Item, à toutes les Eglises Collegiaux de Paris X. livres au jour de mon obit.

Aux Freres Mineurs dou Couvent de Paris audit jour CC. livres.

Aux Freres Prescheurs de Paris audit jour CC. livres.

Aux Freres de Chartreuse de Bourc-fonteine en Valais C. livres pour achetef X. livres de rente.

Aux Freres de Chartreuse de Vauvert de lez Paris au jour de mon obit XXX. livres.

A saint Bernard de Paris audit jour XXX. livres.

Aux Augustins d'icely lieu audit jour XXX. livres.

Aux Carmelins de Paris audit jour XX. livres.

Au Val des Ecoliers de Paris audit jour X. livres.

Aux Croisiez de Paris audit jour C. sols.

A l'Abbaye de saint Germain des Prez de lez Paris audit jour X. livres.

A l'Abbaye de sainte Genevieve de Paris audit jour X. livres.

A l'Abbaye de saint Victour audit jour X. livres.

A l'Abbaye de saint Magloire de Paris X. livres.

Aux Nonnains de S. Antoine lez Paris audit jour XX. livres.

Aux Nonnains de Montmartre lez Paris XX. livres.

Aux Beguines de Paris X. livres.

Aux Filles Dieu de Paris X. livres.

Aux Aveugles de Paris audit jour XXX. livres.

A l'Abbaye de S. Denys lez Paris XX. livres de rente.

A l'Abbaye de Cisteaux cent livres pour acheter X. livres de rente.

Aux Nonnains de Maubuisson de les Pontoise L. livres.

Aux Cordelieres de Lonchamp audit jour de mon obit L. livres.

Aux Cordelieres de saint Marcel de lez Paris audit jour XL. livres.

Aux Jacobines de Poissy audit jour L. livres.

ANNO 1329. A l'Oustel-Dieu de Paris C. livres pour achetef X. livres de rente.

A saiut Ladre de Paris audit jour X. livres.

A l'Eglise nostre-Dame de Chartres CC. livres pour acheter XX. livres de rente.

Aux Freres Meneurs d'illec audit jour de mon obit XX. livres.

Aux Freres Prescheurs d'ilec pour ledit jour XX. livres.

A la Maison-Dieu d'ilec audit jour X. livres.

Aux Filles-Dieu d'ilec audit jour C. solz.

A S. Ladre d'ilec audit jour C. solz.

A chascun Hospital d'ilec audit jour LX. solz.

A l'Eglise de Monseigneur saint Julien dou Mans CC. livres pour achater XX. livres de rente.

A chascune Abbaye de ladite Ville au jour de mon obit XX. livres.

Au Couvent des Freres Meneurs d'ilec CC. livres.

Aux Freres Prescheurs d'ilec XL. livres.

A la Maison-Dieu de Confort de lez le Mans audit jour X. livres.

Au S. Sepulcre dou Mans audit jour X. livres.

A S. Pere de la Court dou Mans à leuvre XL. livres.

Aux Filles-Dieu d'ilec audit jour X. livres.

A l'Abbeye dou Pré d'ilec audit jour XX. livres.

A la Confrairie Monsieur S. Loys de Marseille au Mans C. livres pour acheter X. livres de rente.

Aux Nonnains de la Perigne au Maine audit jour XX. livres.

Aux Nonnains de la Fontaine saint Martin oudit jour XL. livres.

Aux Chapelains dou Gué de Mauny pour acheter X. livres de rente C. livres.

Aux Freres de Chartreuse dou Parc ou Maine pour le jour C. solz.

A saint Ladre dou Mans pour le jour C. solz.

A l'Eglise Monsieur S. Morice d'Angiers pour acheter XX. livres de rente CC. livres.

A la Maison-Dieu d'Angiers pour pitance aux pauvres le jour de mon obit pour faire mon anniversaire X. livres.

A chacun Hospital d'ilec pour le jour LX. solz.

A saint Ladre d'ilec pour le jour C. solz.

Aux Freres Meneurs d'ilec pour le jour XX. livres.

Aux Freres Preschours d'ilec pour le jour XX. livres.

Aux Augustins d'ilec pour le jour X. livres.

Aux Carmelins d'ilec pour le jour X. livres.

Aux Filles-Dieu d'ilec pour le jour C. solz.

A l'Abbaye dou Lorrour pour acheter C. soz de rente L. livres.

Aux Freres Menours de Saumur X. livres.

Aux Freres Menours de Vendosme pour ledit jour X. livres.

Aux Freres Menours de Tours pour ledit jour X. livres.

Aux Carmelins d'ilec audit jour C. soz.

Aux Augustins d'ilec audit jour C. soz.

A chescun Hospital de la Comtée de Valois C. soz pour ledit jour.

A l'Eglise Parroissiale de Villers-Couste-Rest X. livres pour acheter IV. soz de rente.

A l'Abbaye de Lespal lez le Mans pour acheter IV. livres de rente XL. livres.

A l'Abbaye de Beaulieu de lez le Mans pour acheter XX. soz de rente X. livres.

A la Paroisse de Courtenay pour acheter XL. soz de rente X. livres.

A la Paroisse de Piffons & à la Paroisse de Chantequoe à chescune pour acheter XL. soz de rente aussi à chescune XX. livres.

Et assavoir que toutes les sommes d'argant dessusdites sont à Tournois, & que toutes les Eglises à qui je laisse argant pour achater rentes, les personnes d'ilec qui pour le temps seront sont tenuz & obligiez à fere chescun en leur Eglise mon anniversaire par chescun an à tousjours mez à tel jour comme cheira mon obit, & les autres ledit jour.

Item, je lesse à la fame JEHAN mon Fils que il aura, la plus grant Couronne & le plus grant Cercle que jaye.

Item à MARIE ma Fille quatre de mes plus belles Couronnes empuées & fix de mes plus beaux cevelets.

Item, trois de mes plus belles coupes d'or.

Item, ly laisse tous mes livres en Latin & en François.

Item, donne & lesse à la Dame de Garencieres CC.

ANNO 1329. livres Tournois, à la Dame de Soucourt CC. Tourn. A Madame Sebille de ſaint Julien ſus Materne de Courtenay C. livres de rente à Tournois ſa vie durant. A Agneſot de Roquemont ma Domoiſelle CCC. livres Tournois, & une des robes de mon cors, à Catherine de Maillé ma Domoiſelle autant, à Sedillot de Garencieres LX. livres Tournois, à la Drouaiſe pour ly aider à la marier L. livres, à Yſabeau la nourrice JEHAN mon Fils CC. livres, à Jehanne de Champlaſtreux C. livres Tourn., à Meline Fame de Chambre CC. livres Tourn., à Jehanne de Lionville L. livres Tourn., à Amelot dever Marie ma Fille XL. Tourn., à Jehannette Fame Jehan mon Huiſſier XXX. livres Tourn., à Jehanne Poſtele une robe de mon cors, à Jehannette la Moreu une robe de trois garnements, à Jehannette de Villers XXX. livres, à Yſabeau ma lavandiere XL. livres Tourn., à ſa Fille X. livres Tournois, à Jehannette l'Ouvriere XXX. livres, à Monſieur Robert d'Aron C. livres Tourn. à Monſieur Pierre Mulet autant, à Monſieur Jehan d'Ailly autant, à Girard des Loges mon vallet tranchant CCC. livres, à Uguet Bonnin Maiſtre de ma cuiſine CC. livres, à Henry de Serpenz Maiſtre de Meſchançonnerie C. livres Tournois, à Pierre du Bouſchet CC. livres, à Renier mon Keu CC. livres Tourn. à Challot de Roquemont XL. livres Tourn. à Phelippot de Ponceaux X. livres, à Haudoin le Chevigné XL. livres Tournois, à Guillemin de Montac L. livres, à Uguenin Filz Madame Sebille XL. livres Tourn. à Gilet de Soucourt dever Marie ma Fille L. livres, à Jehannot noſtre Huiſſier C. livres & une de mes robes de quatre garnements, à l'enfondu de la cuiſine XL. livres Tournois, à Guillaume de Boncourt LX. livres Tournois, à Jehan de Bonnay XL. livres, à Thomas du Parſi noſtre Tailleur L. livres Tournois, à Guillaume Lallemant, & à Phelippot de Nanteil nos Huiſſiers d'armes, à chescun L. livres Tournois; à Me. Pierre de Semur C. livres, à M. Jehan noſtre Aumosnier CC. livres Tournois; à M. Guillaume d'Aubenton noſtre Chapellain C. livres Tournois; à M. Eſtienne, Mr. Pierre, M. Raoul nos Chappellains, à chescun L. livres Tournois, à Me. Pierre noſtre Phyſicien C. livres Tournois, à Me. Robert noſtre Phyſicien L. livres, à Frere Gautier de Mailly, qui fu Confeſſeur Madame ma Mere, dont Dex ait l'ame, L. livres; à Frere Julien noſtre Confeſſeur en Aumosne, tant comme il vivra, C. livres Tournois, à prendre aprés mon deceds ſus la recepte dou Maine. A Frere Michel ſon Frere, pource qu'il nous confeſſa aucunes fois, L. livres Tournois. A Frere Jehan de Tarroenne Compaignon mon Confeſſeur, XL. livres Tournois; à Robin Clerc de ma Chappelle XL. livres; à Jacquet Clerc de ma Chappelle, & à Morelet mon Clerc, à chescun XXX. livres Tournois. A Guillemin valet de Meſchançonnerie LX. livres; à Jacob & à Someilloux, qui ſont dever JEHAN mon Fils, à chescun XXX. livres. A Herbelot mon Charetier XXX. livres Tournois; au petit couſturier de ma garderobe XXX. livres; à Jehan Bouvet Keu Jehan mon Fils XL. livres Tournois; à Lopin de ſa cuiſine XX. livres, à Groignart, de ma cuiſine, & à Simonet de Frontevaux deu gardemanger, à chescun XX. livres Tournois; à Jehan Brodier mon Fourrier LX. livres Tournois; à Guillaume mon Fruitier, Pierre dou Puys, Jehan Malebeſte Huiſſier de Sale, Frere Giofroy de Trou, Frere Jehan Bourdon, Frere Phelippe de Savigné, cely qui maine le Charriot mes Domaiſelles, Robinet Lermite, Uguenot vallez de ma Chambre, Uguenin de Talan aideur de ma Chambre, Phelipot Fourrier Jehan mon Fils; à Nicolas mon Apothecaire, Girart mon vallet de Porte, Bouchart de Meſchançonnerie, Jehamin garde-huche, & à Robin de Chaumes, à tous ceux cy-deſſus nommez je leſſe en commun M. livres Tournois à départir entre eux par la main de mes Executours, & avec eux en celle Somme ſoit ajoutez mes vallez ſervans en Salle, & les vallez tenanz a mon char & à ma leitiere, & à la leitiere Marie ma Fille, & Perrot vallet des pallefrois Jehan mon Fils, & Briſepont à leur départir à tous enſemble lesdits M. livres par la main de mes Executeurs, ſi comme deſſus eſt dit, à chescun ſelont ce qu'il leur ſemblera, & que chescun aura ſervy. Item, à Piffons vallet de Porte Jehan mon Fils XXX. livres, & à Renaut le Mareſchal XX. livres, & à Jehamin mon Mareſchal XXX. livres Tornois.

Et à ces chouſes faire & accomplir je eſlis mes Executours Reverenz Peres en Dieu l'Evesque de Paris, & noſtre amé Couſin l'Evesque de Langres, nos Freres le Duc de Bourgogne, & le Conte de Tonnerre, Meſſire Pierre de Semur, & Mr. Jehan mon Aumosnier, és mains de quiex je met dès maintenant mes joyauxs & mes moebles, desquiex je n'ay pas ailleurs ordené, pour accomplir ceſt mien preſent Teſtament. Et ou cas ou il ne ſouffiroient, je vueil qu'ii lieuent & esploitent les rentes & les iſſuës de mon Heritage, jusques à tant qne ceſt mien Teſtament ſoit accompli, ainſi comme il eſt cy deſſus deviſé; & ou cas qu'il y ait dou demourant de mesdits joyauxs & moebles, je vueil que mes deſſusdits Executours diſtribuent ledit demourant, ainſi comme il verront qu'il ſera à fere pour le ſalut de m'ame, & done povoir & auctorité à mesdits Executours de fere & eſtablir proeur à Tours ou cas où il ſeret meſtier. Et vueil & ordene que ſe tous ne povaint eſtre enſemble, que deux ou trois le puiſſent accomplir, & leur donne povoir & auctorité de interpreter & desclarer les chouſes doubteuſes. Et ou cas qu'ils ne ſeroient pas d'un accort, que la Sentence de la guigneur partie ſoit tenuë.

ANNO 1329.

Et ceſt mien Teſtament je veil & ordene, que il tiegne e vaille par reſon de Teſtament, ou de darreniere volenté en escript; & ſe il ne vaut par reſon de Teſtament en escript, vaille par reſon de Teſtament noncupatif; & ſe il ne vaut par cauſe des reſons deſſusdites, ſi vaille par reſon de Codicille ou de darroienne volenté. Et ſe aucun autre Teſtament appariſſoit, que je euſſe autrefois fait, je le rapelle & annule par ceſt preſent eſcript, & prie, ſupplie, & requier à mon treschier & tres-redouté Seigneur Monſeigneur le Roy de France, que il veille ceſti mien Teſtament approuver, rateffier & confermer, & donner auctorité.

Et nous PHELIPPES par la grace de Dieu Roy de France, toutes les chouſes cy-deſſus contenuës avons veuës & leuës mout à mout, & les avons fermes & agreables; & de certaine ſcience les confermons, & approuvons toutes & chescune par ſoy, & avons donné & donnons à noſtre chiere & amée Compaigne auctorité de ce fere, & à plus grant confirmation des chouſes deſſusdites, nous avons fet metre noſtre grand Seel en ceſt preſent Teſtament avecques le ſien. Donné à Saint Denys en France le Mescredy unze jours en May, l'an de grace mil trois centz vint & neuf.

Encore eliſons nous noſtre Executour avecques les autres Executours cy-deſſus nommez, religieuſe perſonne & honneſte noſtre bien amé en Dieu l'Abbé de Saint Germain des Prez de lez Paris, & li donnons au tel povoir come à l'un de noz autres Executours cy-deſſus nommez. Donné l'an & le jour deſſusdiz.

Et ſcellé en las de ſoye verte & rouge du grand Sceau de cire verte, répreſentant le Roy PHILIPPES de Valois *en ſon trosne, la Couronne en teſte, tenant de la main droite ſon Sceptre, & de la gauche la main de juſtice. Autour du ſcean eſt escrit.* PHILIPPUS Dei gratiâ Francorum Rex. *Et au revers pour contreſeel un Eſcu en pointe ſemé de France ſans nombre. Le Sceau a quatre pouces de diametre, & neuf lignes d'eſpaiſſeur.*

IV.

Lettre touchant l'Hommage fait à Amiens par EDOUARD III. *Roi d'Angleterre à* PHILIPPE de Valois *Roi de France. Donné à Eleham le* 30. *Mars* 1331. [Theſaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1381. *Ex MS. Domini* Bulteau.] 1331. 30. Mars.

In Dei Nomine. Amen.

HOc eſt transſumtum Litterarum inclyti Principis Domini EDOARDI Regis Angliæ illuſtris, Domini Hyberniæ, ac Ducis Aquitaniæ, Sigillo ejus pendenti, prout primâ facie apparebat, ſigillatas, quarum tenor talis eſt: EDOUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Illande, & Duc d'Aquitaine: à tous ceulx qui ces preſentes Lettres verront & oiront, ſalut. Sçavoir faiſons que comme feyſſions à Amiens Hommage à excellent Prince noſtre Cher Seigneur & Couſin PHILIPPE Roy de France, lors nous fut dit & requis de part luy, que nous recongnisſions ledit Hommage eſtre Lige; & que nous en faiſant ledit Hommage luy promiſſions expreſſement foy & loyauté porter: laquelle choſe nous ne feismes pas lors, pource que nous n'eſtions enformez, ne certains, que ainſi le deuſſions faire. Feismes audit Roy de France

ANNO 1331. France l'Hommage par tele forme & maniere, que nous entrions en ſon Hommage, ainſi comme nos Predeceſſeurs Ducs de Guyenne eſtoient entrez en Hommage des Roys de France qui avoient eſté pour le temps. Et depuis en çà nous ſoyons bien enfourmez & acertenez de la verité, recongnoiſſons par ces preſentes Lettres que ledit Hommage que nous feismes à Amiens au Roy de France, combien que nous feismes par paroles generales, ſi eſt, & doit eſtre entendus Lige, & que nous luy devons foy & loyauté porter comme Ducs d'Acquitaine & Pers de France, & comme Comte de Pontieu & de Monſtroille. Et luy promettons doreſenavant foy loyauté porter. Et pource que ou temps à venir de ce ne ſoit jamais * contans, ne deſcorte à faire ledit Hommage, nous promettons de bonne foy pour nous & nos Succeſſeurs Ducs de Guyenne, enterrons & entrons en l'Ommage de Roy de France & de ſes Succeſſeurs, qui ſeront pour le temps, l'Ommage ſe fera par ceſte maniere. Le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne tendra ſes mains entre les mains du Roy de France, & cil qui parlera pour le Roy de France, adreſſera ſes paroles au Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, & dira ainſi: Vous devenez homme lige du Roy de France mon Seigneur, qui cy eſt, comme Duc de Guyenne & Per de France; & ſi luy promettez foy & loyauté porter? dites Voire. Et ledit Roy, & Ducs ſes Succeſſeurs Ducs de Guyenne diront: Voire. Et lors le Roy de France recevra ledit Roy d'Angleterre & Duc audit Hommage lige, & à la foy & à la bouche, ſauf ſon droit & l'autruy.

* *i. e.* contention.

De rechief quand ledit Roy & Ducs enterra en l'Ommage du Roy de France & de ſes Succeſſeurs Roys de France pour la Contée de Pontif & de Monſtroille; il mettra ſes mains entre les mains du Roy de France; & cil qui parlera pour le Roy de France, adreſſera ſes paroles audit Roy Ducs, & dira ainſi: Vous devenez homme lige du Roy de France Monſeigneur, qui cy eſt, comme Conte de Pontif & de Mantrolle, & luy promettez foy & loyauté? dites: Voire. Et ledit Roy & Ducs, comme Conte de Pontif & de Montrolle, dira: Voire. Et lors le Roy de France recevra ledit Roy & Conte audit Hommage lige, à la foy, & à la bouche, ſauf ſon Droit, & l'autruy. Et auſſi ſera fait & renouvellé toutes les fois que l'Ommage ſe fera, & de ce baillons Nous & nos Succeſſeurs Ducs de Guyenne fais lesdits Hommages, Lettres Patentes ſeellées de nos Grans Seaux. Et le Roy de France le requiert. Et avec ce nous promettons de bonne foy tenir & garder effectivement les Paix & Accors fais entre les Roys de France & les Roys d'Angleterre Ducs de Guyenne, & leurs Predeceſſeurs Rois de France & Ducs de Guyenne. Et en cette maniere ſera fait, & ſeront renouvellées lesdites Lettres par lesdits Rois & Ducs leurs Succeſſeurs Ducs de Guyenne, Conte de Pontif & de Monſtreul, qui ſeront pour les temps, enterront en l'Ommage du Roy de France & de ſes Succeſſeurs Rois de France. En tesmoignance de laquelle choſe, à ceſtes nos Lettres ouvertes avons fait mettre noſtre Grant Seel. Donné à Eleham le XXX. jour de Mars, l'an de grace mil CCC. & trentisme premier, & de noſtre Regne quint.

Et ego Johannes Ruffi de Cruce Clericus Lauſanienſis Diœceſis, Apoſtolicâ publicus auctoritate Notarius præſens tranſſumtum de dictis Litteris originalibus quas vidi, tenui, & palpavi, ſanas & integras, omni vitio & ſuſpicione carentes, Sigillo dicti Domini Regis Angliæ ſigillatas, ut primâ facie apparebat, ſumtum cum eisdem originalibus unà cum venerabili viro Magiſtro Johanne de Cona, Archidiacone de Tardano in Eccleſia Sueſſionenſi Domini Regis Franciæ Clerico, & Johanne de Croiaco Clerico Sueſſionenſis Diœceſis diligenter & fideliter auſcultavi, & utrumque convenire inveni, hîc manu propriâ ſubſcripſi, ſignumque meum appoſui conſuetum rogatus.

* Computorum.

Actum Pariſius in Camera * Compotorum Domini Regis, anno Domini MCCCXXXIX. Indict. VIII., menſis Martis die 11. Pontificatûs Domni BENEDICTI Papæ XII. anno VI.

V.

1334. 30. Mai. *Dispenſe du Pape* JEAN XXII. *pour le Mariage de* RAOUL *Duc de Lorraine, avec* MARIE *de Blois, du* 30. *Mai* 1334. [BALEICOURT, Traité Hiſt. & Crit. ſur l'Orig. & la Genéal. de la Maiſon de Lorraine. Aux Preuves, pag. CXIX.] ANNO 1334.

JOHANNES Epiſcopus Servus Servorum Dei, dilecto Filio nobili Viro Radulpho Duci Lotharingiæ, & dilectæ in Chriſto Filiæ nobili mulieri Mariæ Natæ dilecti Filii nobilis Viri Guidonis Comitis Bleſenſis, Salutem. Gratioſa Sedis Apoſtolicæ benignitas, providâ deliberatione ſtatus & merita perſonarum attendens, nonnunquam aliqua perſonis ſanguinis claritate ſublimibus, Deo & ſibi devotis, rigorem Canonum manſuetudine temperando prout in Deo conſpicit expedire, concedit quæ aliis meritò denegantur. Sane petitio pro parte veſtra nobis exhibita continebat, quòd de Matrimonio invicem inter vos contrahendo, per utriusque veſtrûm amicos habitus eſt Tractatus. Sed quia Matrimonium hujusmodi ex eo absque Sedis prædictæ dispenſatione licitè contrahere non valetis, quod quondam Alienor uxor tua, Filii Dux, erat tibi Filia Maria dum viveret, in tertio & quarto gradibus conſanguinitatis conjuncta, pro parte veſtra fuit nobis humiliter ſupplicatum, ut cum ex hujusmodi Matrimonio, ſi ad effectum auctore Domino perducatur, bona ſperentur innumera proventura, & providere vobis ſuper hoc de oportunæ dispenſationis gratia de benignitate Apoſtolica dignaremur. Nos igitur præmiſſis & aliis certis cauſis diligenter attentis, cariſſimi in Chriſto Filii noſtri Philippi Regis Franciæ illuſtris, cui tu prædicta Maria neptis exiſtis, ſuper hoc nobis cum inſtantia ſupplicantis, ac veſtris ſupplicationibus inclinati, vobiscum, ut impedimento, quod ex conſanguinitate & affinitate hujusmodi provenit nonobſtante, Matrimonium inter vos invicem contrahere licitè valeatis, autoritate Apoſtolicâ de ſpeciali gratia dispenſamus, prolem ex ejusmodi Matrimonio procreandam legitimam decernentes. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam noſtræ Dispenſationis & Conſtitutionis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & Beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Avinioni 3. Kal. Junii, Pontificatûs noſtri anno XVIII (1).

(1) *Jean* XXII. fut élu en 1316, & par conſéquent la 18 année de ſon Pontificat concourt avec 1334.

VI.

1339. Dec. *Lettres de* PHILIPPE VI. *Roi de France, par leſquelles il céde au Roi de Navarre quelques Sommes qu'il devoit à la Chambre des Comptes de Paris. Fait au Bois de Vincennes en Decembre* 1339. [Theſaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. Col. 1388. *Ex Autographo in Tabulario Regio aſſervato deſcripſit Dominus* Rouſſeau.]

PHELIPPES par la grasce de Dieu Rois de France ſavoir faiſons à touz preſenz & avenir, que comme les Gens de noz Comptes à Paris feiſſent pour nous à nôtre tres cher & feal Couſin le Roy de Navarre & Comte d'Evreux pluſieurs demandes de certaines Sommes d'argant, & d'autres pluſieurs choſes, esqueles il diſoient que noſtredit Couſin eſtoit tenuz à nous pour cauſe de noſtre tres chier & amé Oncle ſon Pere, que Diex abſoille, & auſſi pour cauſe de ly. Nous conſiderans l'amour & la prochaineté du lignage, que ledit noſtre Couſin & noſtre tres chiere & amée Couſine la Royne de Navarre ſa Fame ont à nous, & les bons & grans ſervices que noſtredit Couſin nous a faiz & faiz de jour en jour, avons de certaine ſcience & de grace eſpeciale quitté nosdits Couſin & Couſine, leurs Hoirs & Succeſſeurs, & yceulx quittons à tousjours par la teneur de ces preſentes, de toutes les choſes desqueles nosdites Gens des Comptes ont fait jusques aujourd'hui queſtion ou demande à nôtredit Couſin, & generalement de toutes choſes dont nous peuſſions faire queſtion ou demande à nosdits Couſin & Couſine conjoiutement ou deviſement: exceptées queſtions & demandes de heritage & de arrerages ou levées de herita ge. Et voulons que nosdiz Couſin & Couſine, & leurs Hoirs & Succeſſeurs, demeurent quittes & delivrés à rousjours de toutes les autres choſes, demandes, & queſtions deſſusdites, ſans ce que jamais par nous par noz Hoirs ou Succeſſeurs queſtion ou demande leur en

ANNO 1339. soit. Et nozdiz Cousin & Cousine ont semblablement quitté & quittent par leurs Lettres nous, nos Hoirs & Successeurs pour eux, leurs Hoirs & Successeurs de tout ce en quoy nous leur peuions estre tenuz pour cause de l'arroy de ycelle nostre Cousine, & aussi de trente mil livres en quoy ycely nostre Cousin disoit que nous estions tenuz à luy pour un don lequel il dit le PHILIPPES LE LONG avoit fait de ladite Somme audit nostre tres chier Oncle son Pere à son trespassement, & generalement de toutes choses questions ou demandes qui touchent heritage, arrerages ou levées de heritage : & ce excepté en quoy nous poons estre tenuz à nostredit Cousin, se entre autres choses li sommes tenuz pour cause de cest derrain ost de noz presentes Guerres, que nous avons contre le Roy d'Engleterre, & dis mil livres que nostre tres cher Seigneur & Cousin le Roy Loys donna en son Testament si comme dit nostre dit Cousin à nostre tres chiere Dame la Royne MARIE son ayole à l'euvre de son Testament, se en aucun chose en fumes tenuz à luy. Et pour ce que ce soit ferme & estables à toûjours, nous avons fait mettre nostre Scel à ces presentes Lettres.

Ce fu fait au Bois de Vicennes l'an de grace mil CCC. trente & neuf ou mois de Decembre.

Et sur le replis est écrit.

Par le Roy à la relation de son grant Conseil où vous estiez.

Signé.

Franc.

Et à l'autre bout est écrit reddatur Cameræ.

Scellé du grand Sceau en cire verte sur le laz de soye verte & vermeillée, ledit Sceau representant le Roy sur son Trosne, la Couronne en teste tenant de la main droite son Sceptre, qui est un baston de sa hauteur, ayant au haut deux travers fleuronnez en maniere de Croix Archiepiscopale, & de la main gauche la main de Justice; autour du Sceau est escrit PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex *& au revers pour contrescel est un Escu en pointe semé de fleurs de lis sans nombre, lequel sceau est bien plein & entier, & a plus de quatre pouces de diametre compris le rebord & neuf lignes d'épaisseur.*

VII.

1346. 1. Mars. *Lettres de* JEAN, *Evêque de* Beauvais, *du Chapitre, du Maire & Conseil de ladite Ville, par lesquelles ils conviennent de la maniere dont ils doivent rétablir les Fortifications de cette Place. Fait le* 1. *de Mars* 1346. [Thesaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1390. *Ex schedis cl. V.* Godefridi Herman.]

A Tous cheux qui ces presentes Lettres verront & orront, Jehan par la grace de Dieu Evesque de Beauvés, Chapitre de Beauvés, le Doyen absent, & li Maires & Peres de la Commune de ladite Ville salut en nostre Seigneur.

Comme li Roy d'Engleterre & pluriex autres anemis dou Royaume de France par leur outrageuse entreprise & perverse volenté se soient mis & boutés par effort d'armes oudit Royaume, ouquel ils ont ja fait moult de maulx & de dommage, & encore se paennent & efforcent de jour en jour de pis y faire à leur pooir. Pour laquele chose nous avons esté & encore sommes en tres grant doubte & tremeur, que ils ne detruisent & effillent la Cité de Beauvés, aussi comme ils ont ja fait pluriex bonnes Villes dudit Royaume, se tres grant remede prouchainement n'y est mis. Et pour che nous & nos Gens sommes par plusieurs assemblez & souventes fois assemblons pour la tuitions & defense de ladite Chité, comment & en quelle maniere, & par lesquelles plus expedientes & soubtilles voyes, ladite Chité pourra estre renforchiée & reparée hastivement, pour resister à leur volenté, & obvier à leurs fols desirs & talens, tant pour refaire, & faire refaire & reparer les murs, les fosses, & les Forteresches de ladite Chité, comme en garder & faire garder ichelle de jour & de nuit, & en toutes les aultres manieres, que il nous est advis que le mielx & le plus seur soit d'en faire. Et en ces choses avoir fait traictié & ordenné à faire & à traittier, ordenner & mettre à effect aucuns & pluriex inconveniens & destours s'en pouvoient ensuir entre nous dictes parties en temps à venir, & naistre ou cas de saisine, de justiche de Seigneurie, ou subjection. Et nous en voulrions ou nos Successeurs li uns contre l'autre aidier, alleguier, ou proposer sa soit che que nostre presente pensée ne soit pas tele. Sachent tous que nous qui avons souverain desir & volenté que la besongne & l'ouvre que bien est commenchiée se fache & parfache deuëment au pourfit & à la tuition & defense de nous & de tous les habitans en ladicte Ville Chité, à ce que nous & nos Successeurs demourons l'un avec l'autre en bonne Paix & tranquillité, avons accordé & accordons de certaine science li uns à l'autre en la meilleure maniere, que nous povons & savons par ches presentes, heuë sur che de chascun de nous pleine & meure deliberation, que tant che qui de ladite besongne & des despendences d'ichelle, tant de tailles asseir & lever des deniers prester ou payer de commendemens de cris des inhibitions & defenses comme de ordenanches de quettier la Ville de refections ou reparations des Murs, des Portes, des Forteresches, & des fossez de la Chité & d'entour, & de toutes autres choses quelconques faites ou traittiées, ou ordonnées, commendées, enjointes, ou criées, sur nous ou nos Gens, ou pour aulcuns de nous, de nos Gens ou d'autres de nos commendemens, ou de l'un de nous & de nos Gens, & qui dores en avant durant la presente Guerre entre les deux Rois de France & d'Engleterre en seront faites, traittiées, & ordennées, commendées, enjointes ou criées en quelconque maniere, ne par quelconque voie ou personne que che soit ne portent ou fachent pourfit, domage ou prejudice à nous ou à aulcun de nous, ou autres, ou domage ou prejudice de l'autre en saisine, ne en proprieté, en justice ne en Seigneurie, en obéissanche ou subjection, ne en autre fourme ou maniere quele qu'ele soit ou puisse estre: mais soient & demeurent, sont, seront, & demouront à chascun de nous tous nos Droits, nos Justiches & Seigneuries, Franchises & Libertez, saisines & proprietez en che même poinct & estat en tout & par tout & sur tout sans innover ou muer, cangier, accroistre ou admenuisier comme ils estoient & chascun de nous avoit & en saisine en estoit ou jour de la Feste Saint Jean Baptiste derrainement passée, depuis lequel temps & terme, nous avons commanchié à faire & à traittier desdites besongnes, & sans che que pour chose qui soit dite ou faite, traittiée ou ordennée de tout le temps passé ou advenir de cette besongne par nous ou par aulcun de nous, ou d'autres pouriauz droits, soit acquis ou gaigniez, ni nouvelle saisine li uns contre l'autre, ne aucune nouvelle subjection franchise ou exemption acquise ne interposée à nous, aucun de nous ou contre nous, ou nos Successeurs li uns contre l'autre, ne nous en puissions aider en saisine ne en proprieté ou en autre maniere quelconque. Et en plus éclairchissant nostre propos & volenté toutes les choses dessusdites & une chacune d'icelles & toutes autres touchans, sentans & regardans le fait d'ordenanche & le traittié de ladite besongne & des dapendences faites & à faire par nous ou par aucun de nous ou d'autre durant ledit temps tenons, reputons dés maintenant ou cas dessusdit, li un envers l'autre pour toûjours maiz nuls, irrites, vaines & casses, & les adnullons, regrettons, & mettons du tout au nient, tout ainsi comme se oncque elles n'eussent esté faites traittiées ou ordennées ou comme se elles eussent esté faites, ou fussent par une simple privée personne enquis de droit, de us, ou de coustume aucune Justiche ou Seignourie, ne fust ou remansit en aucune chose. Et renonçons expressement à toûjours maiz perpetuellement pour nous & pour nos Successeurs & ayans cause de nous à tout che qui sur les choses dessus touchiées pourront aidier, profiter & valoir à l'un de nous ou prejudice de l'autre ou d'autre. Ou tesmoings des choses dessusdites avons scellés ces presentes Lettres de nos propres Sceaux données & faites l'an de grasce MCCC. quarante & six le premier jour du mois de Mars.

ANNO 1346.

FIN DU TOME I. PARTIE II.